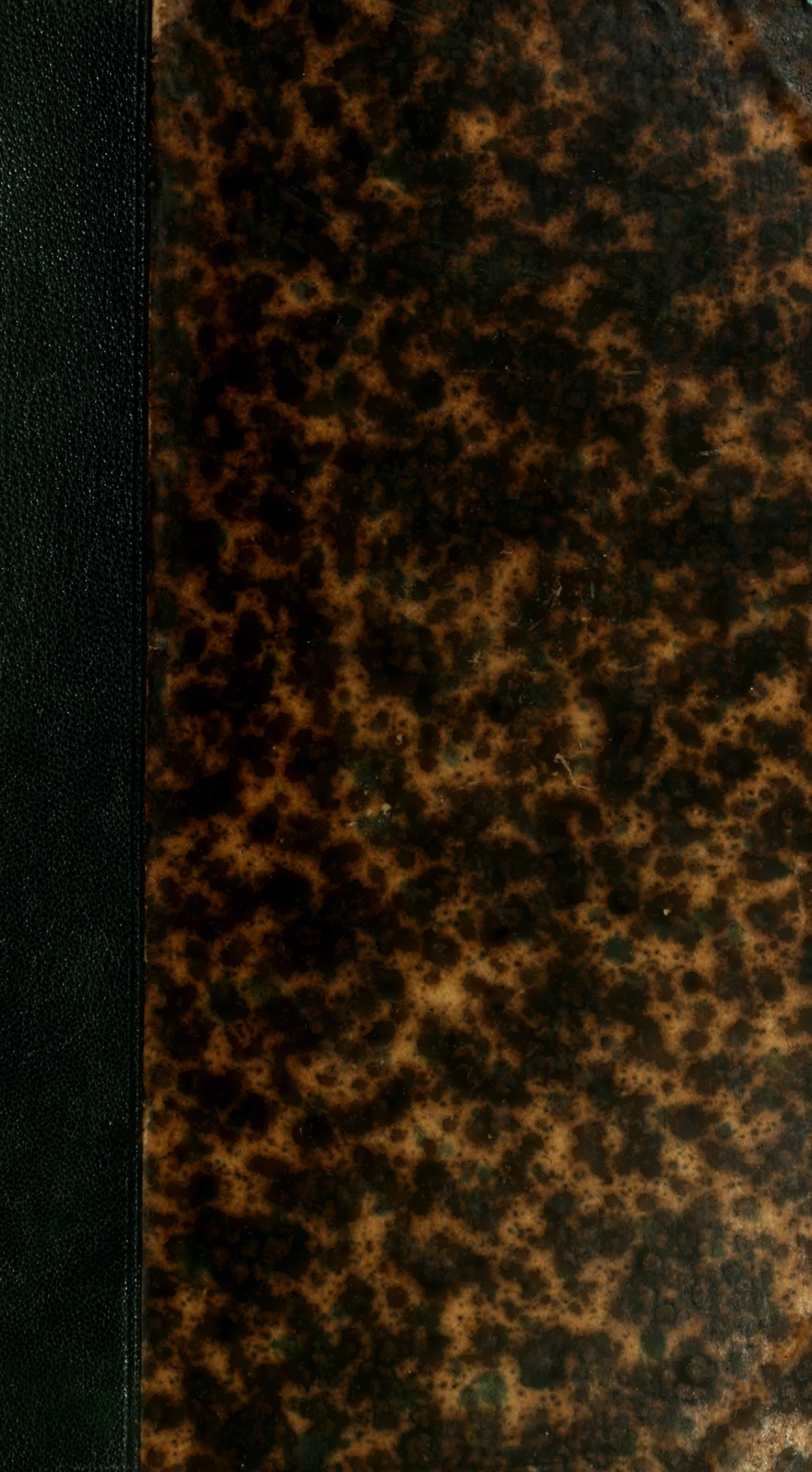
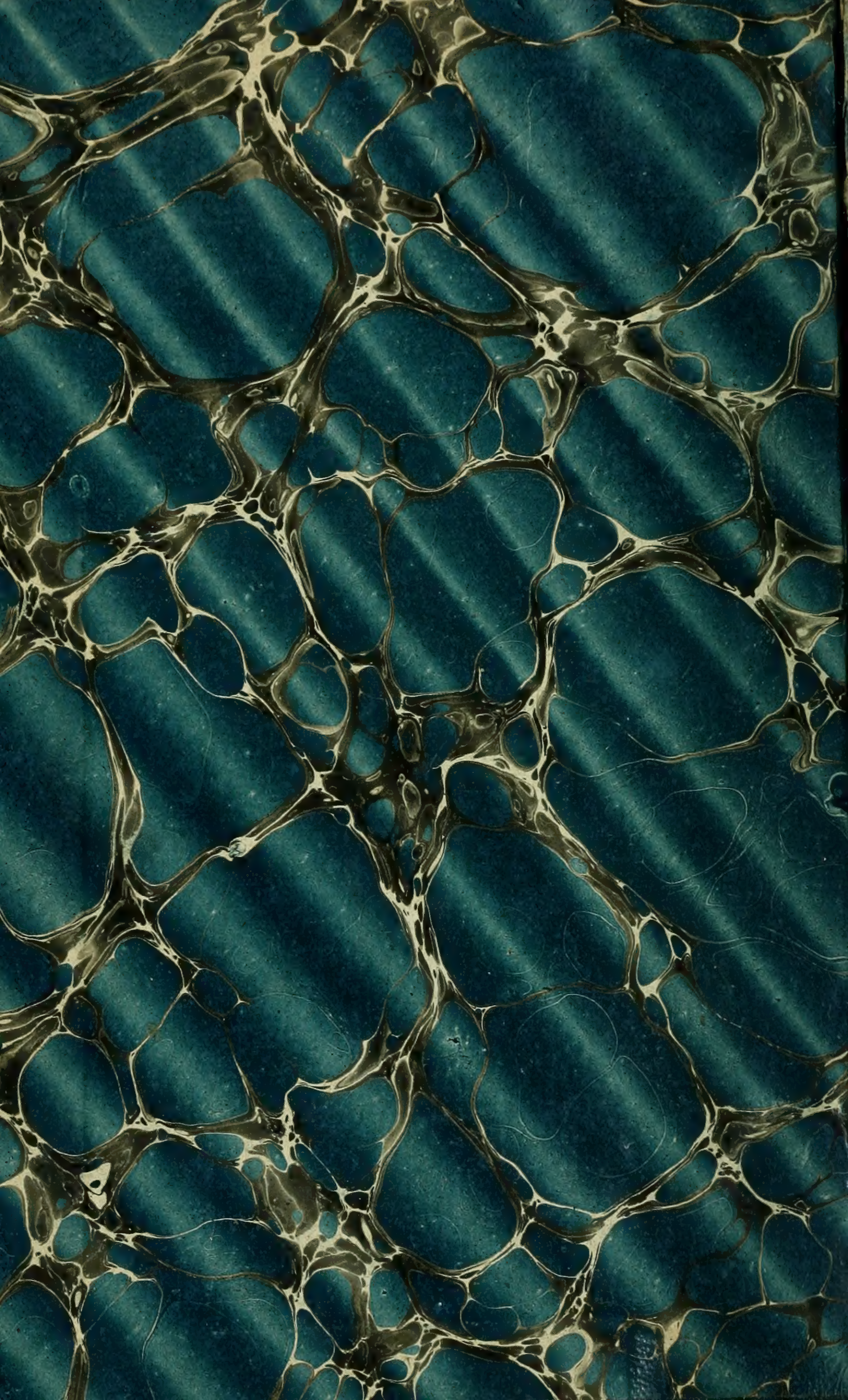
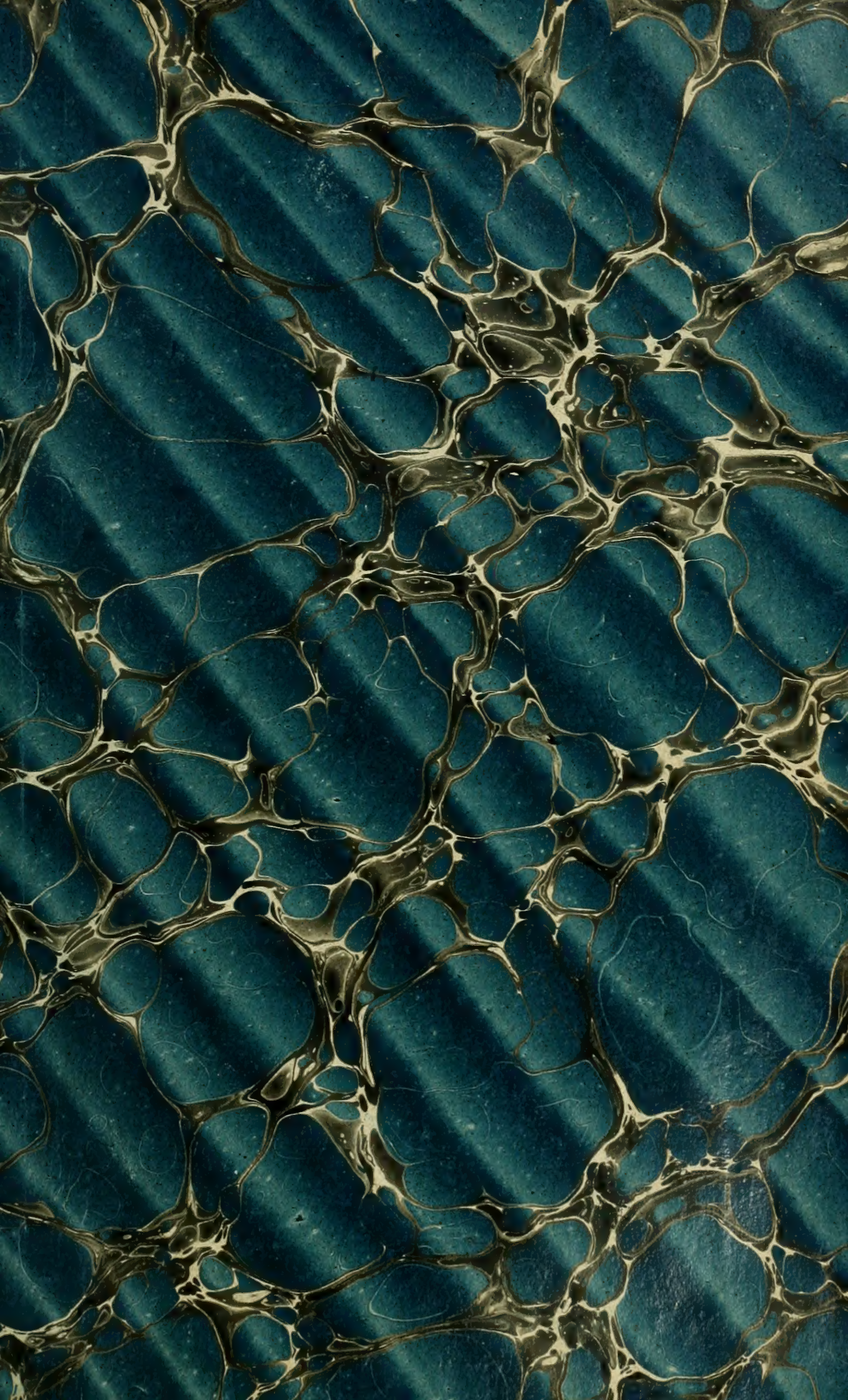
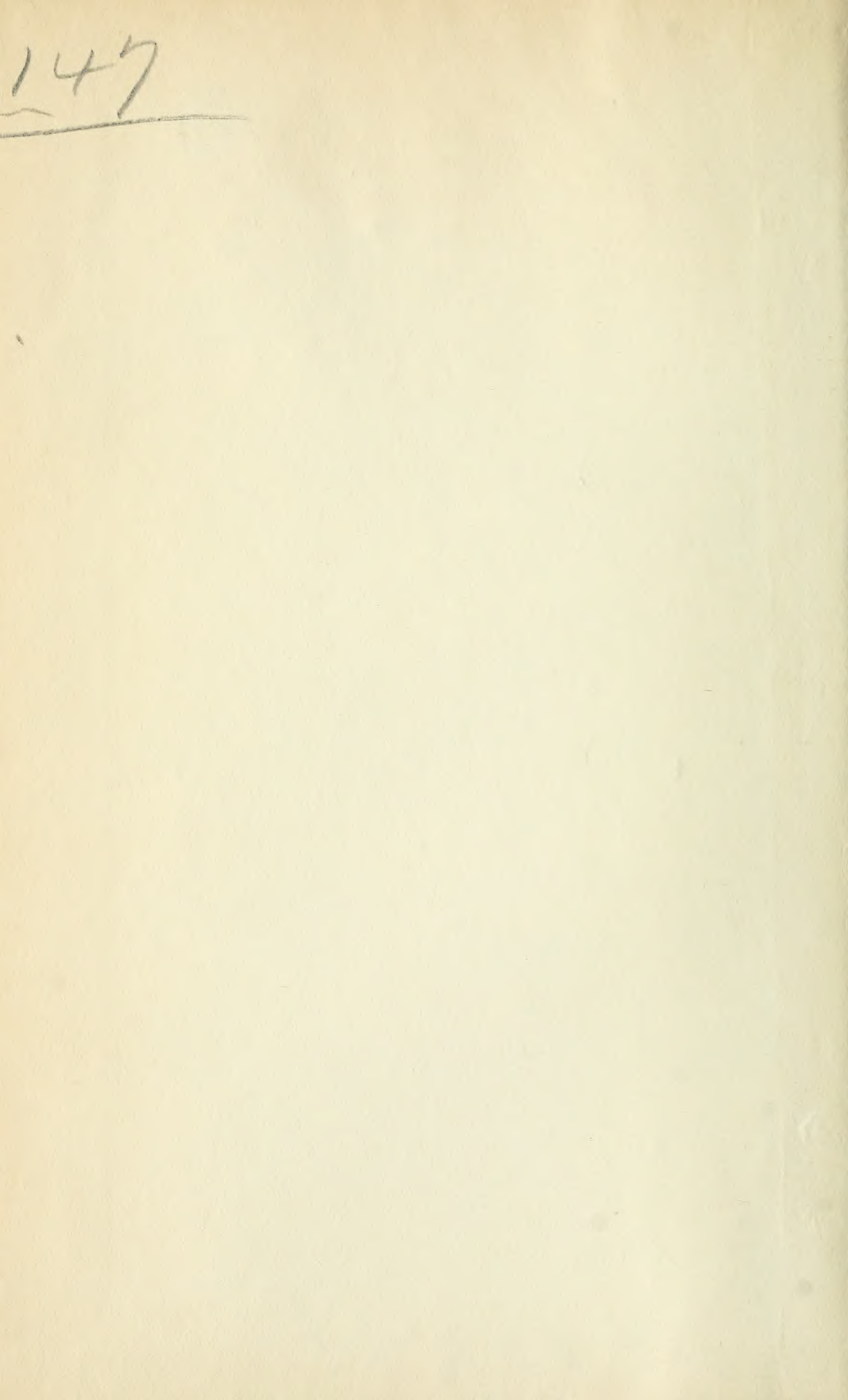







147

DICTIONNAIRE

GÉNÉRAL ET COMPLET

DE PROCÉDURE.

COSSE, APPERS ET G.-LAGUIONIE,
RUE CHRISTINE, n. 2.

DICTIONNAIRE

GÉNÉRAL ET COMPLET

DE PROCÉDURE,

OU

TABLE DU JOURNAL DES AVOUÉS,

Dans un double ordre chronologique et alphabétique,

CONTENANT

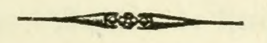
TOUS LES ARRÊTS, LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES RENDUS ET PUBLIÉS DEPUIS 1800 JUSQU'EN 1834 INCLUSIVEMENT;

RENVOYANT AUX PRINCIPAUX RECUEILS DE JURISPRUDENCE ET AUX AUTEURS DE PROCÉDURE;

par

CHAUVEAU ADOLPHE,

Ancien Avocat à la Cour de cassation, Avocat à la Cour royale de Paris.



A PARIS,

CHEZ DELAMOTTE Frères, Libraires, place Dauphine, 29;
L'EDITEUR, RUE DES MOULINS, 32;
VIDECOQ, Libraire, place du Panthéon.

1837.



MON FRÈRE

CHARLES CHAUVEAU,

COMMISSAIRE PRISEUR A PARIS.

Témoignage d'Amitié et de Reconnaissance.

CHAUVEAU ADOLPHE.

Paris, 15 janvier 1837.

AVERTISSEMENT.

En 1825, je commençai mon *Dictionnaire général de Procédure*, que je n'ai pu publier qu'en 1837 ; ma nouvelle édition m'empêcha d'achever cet ouvrage qui, annoncé de nouveau en 1829, fut encore retardé par mon *Commentaire du Tarif* et par mes autres publications. Ce dictionnaire, qui était aussi une table du *Journal des Avoués*, m'était demandé avec insistance; la majeure partie des abonnés de ce journal déclarait cesser tout abonnement, si la table ne paraissait pas. Mes matériaux étaient prêts depuis long-temps, presque tous étaient classés ; j'avais vingt fois mis la main à l'œuvre; j'ai sacrifié mes dernières vacances, et j'ai terminé ce pénible travail.

« Une table, c'est chose bien facile, pensent presque tous les lecteurs; c'est presqu'un manœuvre, celui qui réunit les notices et questions, les classe sous un mot désigné; pourquoi donc M. Duvergier, M. Chauveau, ont-ils promis pendant si long-temps un travail qu'ils eussent dû faire achever dans quelques mois? »

C'est là une erreur ; une bonne table est chose extrêmement difficile, et, de plus, c'est un ouvrage tellement fastidieux, que l'esprit le plus sérieux ne peut s'y livrer d'une manière continue.

Qu'on le demande à notre bon et savant ami M. J.-B. Duvergier, dont la table est un chef-d'œuvre de méthode et de clarté ; certes la continuation de Toullier est bien grave, surtout quand on s'acquitte comme lui de cette mission délicate ; cependant, j'en suis convaincu, cet estimable auteur préférerait le travail de trois volumes de son *Droit civil*, à celui d'une livraison de sa table générale.

Mais aussi une bonne table n'est pas seulement la table de tel ou tel ouvrage; c'est un livre utile, essentiel pour ceux-là même qui n'ont pas l'ouvrage.

Pour que mon travail méritât la qualification de *Dictionnaire*

général et complet de Procédure, j'ai indiqué l'opinion des principaux auteurs de procédure, j'ai renvoyé à mon Commentaire du tarif (1), et j'ai donné une table chronologique renvoyant à tous les recueils de jurisprudence. L'utilité de cette table chronologique se fait surtout sentir pour les arrêts cités par les auteurs, sans indications de recueil, et pour les citations d'audience ; je recommande à mes lecteurs l'exécution typographique de cette partie du dictionnaire.

Il est possible que plusieurs des arrêts renvoyés seulement au *Journal des Avoués* existent dans *Sirey*, *Dalloz*, et le *Journal du Palais*, mais je ne les y ai pas trouvés à cause des changements de date qu'un de ces recueils a cru devoir faire, et parce que rien n'est plus commun dans les recueils et les auteurs que les différences de date. Les années 1830 à 1836 contiennent des renvois beaucoup plus exacts, parce que l'on a pu les faire chaque mois. J'ai fait imprimer sur papier collé pour qu'on rectifie aisément les erreurs qu'on découvrira. Quelquefois la citation se reporte à la page de la date de l'arrêt, mais le plus souvent à la page de la notice; avant de déclarer la citation erronée, il faut vérifier aux deux endroits

Je signale surtout à mes lecteurs la partie la plus importante de mon travail, parce que, dans une table, je regarde la facilité des recherches comme le point de tous le plus essentiel. Je veux parler des mots de renvois, indiquant, outre le mot auquel je renvoie, le *numéro* de ce mot; ce travail, que je n'ai pu faire qu'après l'entier achèvement de la table et le numérotage complet de chaque mot, pour être exact, m'a coûté des mois entiers de soins et de comparaisons; j'ai multiplié ces mots de renvoi, parce qu'à leur aide les recherches ne peuvent pas être infructueuses, même dans la plus mauvaise table. Ainsi mes lecteurs trouveront des colonnes entières de mots de renvois, pages 26, 80, 109, 130, 168, etc., etc.

L'avantage inappréciable de la multiplicité de ces mots de renvois peut être démontré par quelques exemples : Je veux savoir

---

(1) Ces renvois composent quelquefois à eux seuls une série de numéros — V. Distribution par contribution, n° 57 à 63, etc.

dans quels cas un créancier a le droit d'interjeter appel d'un jugement rendu contre son débiteur; les arrêts ou opinions d'auteurs, sur ce point de droit, doivent être classés au mot *Appel*. Mais ce mot a 737 numéros; pour les lire tous, il faudra une heure et demie au moins. Si on se guide sur le sommaire, l'esprit qui a classé n'étant plus le même que celui qui fait la recherche, il peut arriver que le lecteur demeure persuadé que rien n'a été jugé sur la difficulté, parce qu'il ne trouve rien au chapitre sous lequel il l'eût placé; ou bien il peut trouver une notice, et pensant alors, que s'il en eût existé d'autres, on les eût toutes groupées ensemble, il ne pousse pas plus loin ses recherches; tandis que, par inadvertance ou par besoin de classification, une notice identique se trouve dans un autre chapitre. Mais si le lecteur consulte le mot *Créanciers*, il trouvera: *Voy. Appel*, nos 55, 56, 152, 648 et 686; il se reportera à ces numéros, et dans un instant il aura l'arrêt qu'il cherchait. Au mot *Tribunaux de commerce* (pour savoir s'il a été parlé d'un débit de tabac (ce mot a 587 numéros), il faudra un temps infini; au mot *Débit de tabac*, au contraire, on sera renvoyé de suite au numéro 222 du mot qu'on aurait été obligé de lire presqu'en entier.

Je le répète, et ici c'est le résultat de l'expérience que je donne à mes lecteurs; avec des mots multipliés et bien exacts, renvoyant au numéro de la notice à laquelle ils appartiennent, il n'y a pas de mauvaise table; j'engage mes lecteurs à bien étudier ce système, qui leur rendra les recherches d'une facilité prodigieuse. Quand je renvoie à un mot sans ajouter un numéro, c'est qu'il est utile de consulter tout le mot, ainsi de *Conseil judiciaire* à Conseil de famille, de *Consignation d'Amende* à Amende, d'*Avoués* ou d'*Huissiers* à Officiers ministériels, de *Taxe* à Dépens, etc. Pour juger de l'utilité de mes mots de renvois, qu'on lise, sous l'article 2 *de Cassation*, nos 44 et 45, les observations que j'ai insérées. Il y a certains mots qui m'ont paru désespérants pour une bonne classification.

On m'avait prié de lier chacune des notices par de courtes observations doctrinales; j'ai résisté par deux motifs: le premier, que ce dictionnaire eût encore été retardé de plusieurs années; le second, qu'au lieu de former un seul volume peu coûteux, il eût dépassé ce nombre, et eût coûté beaucoup trop cher. J'étais tellement désireux d'éviter cet inconvénient, que j'ai mul-

tiplié les abréviations de toutes les natures, et malgré cela la dépense d'impression a été énorme. Je n'ai fait ni un répertoire dans le genre de celui de M. Rolland de Villargues, ni un dictionnaire sur le plan de celui de M. Armand Dalloz. L'un a voulu faire de la doctrine, l'autre a embrassé toute la législation et les principes les plus élémentaires, les articles mêmes de nos codes. L'un et l'autre ont leur mérite relatif qu'il ne m'appartient pas de juger; quant à moi, j'ai voulu faire, et j'ai fait une table générale de la jurisprudence et de la doctrine, *sur tout point de droit de procédure controversé, soit dans des espèces réelles, soit dans les travaux des commentateurs.*

On découvrira sans doute des erreurs de chiffres, de numéros de renvois. Dans une aussi grande quantité de chiffres, je n'en serai nullement étonné, parce qu'il n'est donné à personne de ne pas se tromper, et malgré tout le soin que j'ai apporté à mon travail, il m'est impossible d'en garantir l'exactitude.

Si au tome, à la page, au numéro, l'indication se trouvait inexacte, il faudrait à l'aide de la date, se reporter à la table chronologique.

Je n'avais pas jugé indispensable la publication, dans le Journal des Avoués, de quelques arrêts, ou décidant un point de droit incontestable, ou ne contenant dans leurs motifs que l'énoncé même de la question; je les ai classés dans ma table générale alphabétique seule, et comme ils ne sont point cités par les auteurs, j'ai cru inutile d'en grossir ma table chronologique; les revues semestrielles du Journal des Avoués continuent mon travail à ce sujet. J'ai également recueilli de cette manière les arrêts de la cour de Bruxelles, rendus depuis 1814.

Quoique les lois et ordonnances sur toutes matières, ne dussent pas rentrer dans le cadre d'un dictionnaire de procédure, je n'en ai pas moins inséré dans mon livre l'indication de toutes les dispositions législatives de 1820 à 1834, que le Journal des Avoués a rapportées avec exactitude; on pourra s'en convaincre aux mots : *Chemins vicinaux*, *Dessins*, *Emigrés*, etc.

On trouvera quelquefois la question posée sous forme interrogative. Je ne l'ai jamais fait pour les arrêts, mais j'ai cru de-

voir prendre cette forme pour des dissertations et des discussions disséminées dans le Journal des Avoués; ce sont des matériaux à consulter.

Pour éviter les répétitions inutiles, je n'ai pas renvoyé au mot du Journal des Avoués, lorsque l'arrêt a été placé dans la table sous le même mot; ainsi on trouve seulement au n° 281 du mot Appel, cette indication : *Paris,* 16 *août* 1809, *t.* 3, *p.* 240, *n°* 119; le n° 119 est le n° du mot Appel du Journal des Avoués; il en est autrement, lorsque l'arrêt indiqué n'est pas placé sous le même mot et dans la table et dans le journal; ainsi, au n° 235 d'Appel, on trouve un arrêt qui renvoie à *Faux incident,* n° 59. J'ai voulu mettre partout la page et le numéro pour multiplier les indications.

La même notice est quelquefois répétée à deux mots; c'est avec intention que je l'ai fait, pour faciliter les recherches le plus possible; ce cas s'est présenté fort rarement.

MOTS PRINCIPAUX

Sous lesquels toutes les matières du Dictionnaire ont été classées.

Absence.
Acquiescement.
Actes de l'état civil.
Actes respectueux.
Actions.
Actions possessoires.
Agréé.
Amende.
Appel.
Arbitrage.
Audience.
Autorisation des communes et des établissemens publics.
Autorisation des femmes mariées.
Avocat.
Avoué.
Cassation.
Caution.
Cautionnement.
Cession de biens.
Communication de pièces.
Compulsoire.
Conciliation.
Conclusions.
Conseil de famille.
Conseil judiciaire.
Contrainte par corps.
Conseil d'Etat.
Conseil de préfecture.
Délibéré et institution par écrit.
Demande nouvelle.
Dépens.
Désaveu.
Descente et visite des lieux.
Désistement.
Discipline et organisation judiciaire.
Distribution par contribution.
Dommages-intérêts.
Enquête.
Enregistrement.
Evocation.
Exceptions.
Exécution.
Exécution provisoire.
Expertise.
Exploit.
Faillite.
Faux incident civil.
Garantie.
Greffier.
Huissier.
Interdiction.
Interrogatoire sur faits et articles.
Intervention.
Jugement.
Jugements préparatoires et interlocutoires.
Jugements par défaut.
Juge de paix.
Licitations et partages.
Matières sommaires.
Ministère public.
Notaire.
Officiers ministériels.
Offres réelles et consignation.
Opposition à mariage.
Ordre.
Péremption.
Plaidoieries.
Prise à partie.
Protêt.
Qualités.

Récusation.
Reddition de comptes.
Référé.
Réglement de juges.
Renvoi.
Reprise d'instance.
Requête civile.
Ressort.
Saisie-arrêt.
Saisie de rentes.
Saisie-exécution.
Saisie-gagerie.
Saisie-brandon.
Saisie immobilière.
Scellés et inventaire.
Séparation de biens.
Séparation de corps.
Séquestre.
Serment.
Signification.
Succession.
Surenchère.
Tierce opposition.
Tribunaux.
Tribunaux de commerce.
Vérification d'écritures.

TABLE

Des Abréviations des noms de Cours, d'Auteurs, de mois et des mots principaux du Dictionnaire.

Absence.	Abs.
Acquiescement.	Acquiesc.
Actes de l'état civil.	Act.ét.civ.
Actes respectueux.	Act. resp.
Action.	Act.
Actions possessoires.	Act. poss.
Agen.	Ag.
Agréé.	Agr.
Amiens.	Am.
Angers.	Ang.
Ancienne édition.	A. éd.
Appel.	Appel.
Arbitrage.	Arb.
Article d'un sommaire.	A. ou art.
Audience.	Aud.
Avril.	Avr.
Autorisation des communes et des établissements publics.	Aut.comm.
Autorisation des femmes mariées.	Aut. f.
Avocat.	Avoc.
Avoué.	Av.
Berriat Saint-Prix.	B. S. P.
Boncenne.	Bonc.
Bordeaux.	Bord.
Bruxelles.	Brux.
Carré. Lois de la procédure.	Carr.
Carré. Traité de la compétence, édition in-4°.	Carr.*comp.*
Cassation et cour de cassat.	Cass.
Caution.—Cautionnement.	Caut.
Cession de biens.	Cess. b.
Chapitre d'un sommaire.	C.
Code civil.	C. c.
Code de commerce.	C. comm.
Code de procédure civile.	C. p. c.
Code d'instruction criminelle	C. i. c.
Code pénal.	C. p.
Coffinières.	Coffi.
Communication de pièces.	Comm. p.
Commailles.	Comm.
Commentaire du tarif, tome 1er, page 186, numéro 17.	C. T. t 1. 186. 17.
Compulsoire.	Comp.
Colmar.	Colm.
Conciliation.	Conc.
Conclusions.	Concl.
Conseil de famille.	Cons. f.
Conseil judiciaire.	Cons. j.
Contrainte par corps.	Cont. p. c.
Delaporte.	Delap.
Décembre.	Déc.
Délibéré et instruction par écrit.	Délib.
Delvincourt.	Delv.
Demande nouvelle.	Dem. n.
Demiau Crousilhac.	D. C.
Dépens.	Dép.
Désaveu.	Dés.
Descentes et visites des lieux.	Desc. et vis.
Désistement.	Désist.
Discipline judiciaire.	Discipl. j.
Distribution par contribution	Distr. c.
Dommages-intérêts.	Domm.
Duranton.	Dur. ou Durant.
Enquête.	Enq.
Enregistrement.	Enreg.
Evocation.	Evoc.
Exceptions.	Except.
Exécution.	Exéc.
Exécution provisoire.	Exéc. p.
Expertise.	Exp.
Exploit.	Exploit.
Favard de Langlade.	F. L.
Faux incident civil.	Faux i. c.
Février.	Févr.
Garantie.	Gar.
Grenoble.	Gren.
Greffier.	Greff.
Hautefeuille.	Haut.
Henrion de Pansey.	H. d. P.
Huissier.	Huiss.
Interdiction.	Interd.
Interrogation.	Interr.
Intervention.	Interv.
Journal des Avoués, tome 1, page 17, numéro 18.	J.A.t.1.p. 17, n° 18.

Jugement.	Jug.
Jugement préparatoire et interlocutoire.	Jug. p. i.
Jugement par défaut.	Jug. déf.
Janvier.	Janv.
Juge de paix.	Jug. paix.
Juillet.	Juill.
Lepage. Questions de procedure.	Lep.
Licitations et partage.	Lic. part.
Locré, Esprit du Code de procédure.	Locré.
Matières sommaires.	Mat. som.
Merlin, Répertoire.	M. r. / Merlin. / M.
Merlin, Question de droit	M. q. d. / Merlin q. d.
Merson.	Mers.
Ministère public.	Min. p.
Montpellier.	Montp.
Nîmes.	Nîm.
Notaire.	Not.
Nouvelle édition.	N. éd.
Novembre.	Nov.
Octobre.	Oct.
Officiers ministériels.	Off. minis.
Offres réelles et consignations.	Off. cons.
Opposition à mariage.	Opp. mar.
Ordre.	Ord.
Orléans.	Orl.
Paragraphe.	§.
Pardessus.	Pardess.
Péremption.	Pérempt.
Pigeau, procédure civile, édition de 1819.	Pig.
Pigeau, Commentaire.	Pig. *Comm.*

Plaidoiries.	Plaid.
Poitiers.	Poit.
Praticien français (le).	Pr. fr.
Prise à partie.	Pr. à part.
Protêt.	Prot.
Récusation.	Récus.
Reddition de comptes.	Redd. c.
Référé.	Réf.
Réglement de juges.	Regl.
Rennes.	Renn.
Renvoi.	Renv.
Reprise d'instance.	Repr. inst.
Requête civile.	Req. civ.
Ressort (dernier et premier)	Ress.
Saisie-arrêt.	Sais. a.
Saisie-brandon.	Sais. b.
Saisie-exécution.	Sais. ex.
Saisie-gagerie.	Sais. g.
Saisie immobilière.	Sais. imm.
Saisie de rentes.	Sais. r.
Scellés et inventaire.	Scell. inv.
Séparation de corps.	Sép. c.
Séparation de biens.	Sép. b.
Septembre.	Sept.
Séquestre.	Séq.
Serment.	Serm.
Signification.	Signif.
Succession.	Succ.
Surenchère.	Sur.
Thomines Desmazures.	Th. Desm.
Tierce opposition.	Tier. opp.
Toullier.	Toull.
Toulouse.	Toul.
Tribunaux.	Trib.
Tribunaux de commerce.	Trib. com.
Vérification d'écritures	Vérif. écrit.

TABLE

CHRONOLOGIQUE.

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit v.	DALLOZ. Anc. édit p.	DALLOZ. Anc. édit p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Loi.	..	Sept.	1453	Saisie-arrêt.	..	...	19	258	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	16	Août.	1790	Tribunaux.	..	...	22	1	1	10	2	169	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	14	Mai.	1791	Just. de paix.	..	...	16	559	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	6	Août.	1791	Saisie-arrêt.	..	...	19	258	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Oct.	1791	Ministère pub	..	...	16	749	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	1	1
Cassat.	12	Janv.	1792	Tribunaux.	..	...	22	2	2	..	..	....	1	1	5	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Sept.	1792	Jug. 1re part.	..	...	15	22	1	1	1	12	3	1	12	9	640	..	...	..	....
Décret.	4	Mars.	1793	Tribunaux.	..	...	22	2	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	16	Juill.	1793	Cassation.	..	...	6	412	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	24	Juill.	1793	Saisie-arrêt.	..	...	19	258	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Ger.	2	Conciliation.	..	...	7	150	1	20	1	481	1	1	33	3	709	..	...	..	....
Cassat.	6	Ger.	2	Evocation.	..	...	12	402	21	20	1	481	1	1	33	..	....	..	...	1	49
Cassat.	6	Prair.	2	Acquiescem.	..	...	1	66	1	20	1	456	3	1	36	1	110	..	...	1	54
Cassat.	13	Prair.	2	Exploit.	..	...	13	27	1	..	..	....	3	1	38	..	....	..	...	1	60
Cassat.	18	Prair.	2	Ministère pub.	..	...	16	751	3	..	..	....	3	1	39	11	41	..	...	1	64
Cassat.	29	Mess.	2	Ministère pub.	..	...	16	751	4	..	..	....	3	1	42	..	....	..	...	1	75
Cassat.	1	Fruct.	2	Appel.	..	...	3	178	72	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Fruct.	2	Somm. appel.	..	...	3	13	1	..	..	....	3	1	45	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Fruct.	2	Appel.	..	...	3	22	1	..	..	....	3	1	48	1	441	..	...	..	....
Loi.	16	Fruct.	2	Absent.	..	...	1	13	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Ther.	2	Ministère pub.	..	...	16	752	5	..	..	....	3	1	44	..	....	..	...	..	....
Loi.	11	Vent.	2	Absent.	..	...	1	12	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	1	Frim.	2	Cassation.	..	...	6	412	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Frim.	2	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Frim.	2	Evocation.	..	...	12	402	21	..	..	....	1	1	20	..	....	..	...	1	51
Décret.	9	Brum.	2	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Pluv.	2	Scellés et inv.	..	...	21	15	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Pluv.	2	Dépens.	..	...	9	181	37	20	1	491	1	1	23	7	52	..	...	1	31
Cassat.	19	Pluv.	2	Amende.	..	...	2	563	1	20	1	458	1	1	24	1	402	..	...	1	35
Cassat.	25	Pluv.	2	Jug 1re part.	..	...	15	27	3	1	1	50	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	26	Pluv.	2	Saisie-arrêt.	..	...	19	258	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Pluv.	2	Ministère pub.	..	...	16	749	2	..	..	....	1	1	31	..	....	..	...	1	46
Cassat.	18	Vend.	3	Acquiescem	..	...	1	70	4	20	1	469	3	1	51	1	134	..	...	1	82
Cassat.	4	Frim.	3	Somm. appel.	..	...	3	13	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Frim.	3	Jug. par déf.	..	...	15	281	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Niv.	3	Conclusions.	..	...	8	303	1	..	..	....	3	1	56	..	....	..	...	1	87
Cassat.	9	Niv.	3	Acquiescem.	..	...	1	72	6	..	..	....	..	..	....	1	91	..	...	..	....
Loi.	19	Pluv.	3	Saisie-arrêt.	..	...	19	259	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	14	Fruct.	3	Just. de paix.	..	...	16	559	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Fruct.	3	Exploit.	..	...	13	28	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	1	101
Cassat.	29	Fruct.	3	Jug. 1re part.	..	...	15	...	76	..	..	....	..	..	....	9	617	..	...	..	....
Décret.	2	Brum.	4	Amende.	..	...	2	587	18	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Niv.	4	Somm. appel.	..	...	3	13	5	20	1	461	3	1	68	..	....	..	...	1	106
Cassat.	11	Pluv.	4	Conciliation.	..	...	7	152	2	20	1	471	3	1	70	5	710	..	...	1	112
Cassat.	3	Vent.	4	Jug. par déf.	..	...	15	282	2	20	1	482	3	1	72	9	725	..	...	1	114
Cassat.	16	Mess.	4	Appel.	..	...	3	31	3	20	1	461	3	1	83	1	427	..	...	1	108
Cassat.	21	Mess.	4	Dépens.	..	...	9	130	1	1	1	87	1	1	82	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Mess.	4	Offres réelles.	..	...	17	14	1	..	..	....	3	1	85	..	....	..	...	..	....
Loi.	20	Ther.	4	Enquête.	..	...	11	29	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Circ. min.	23	Ther.	4	Just. de paix.	..	...	16	561	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Ther.	4	Appel.	..	...	3	31	5	..	..	....	..	..	....	1	489	..	...	..	....
Cassat.	29	Fruct.	4	Faux inc. civ.	..	...	14	325	1	7	1	388	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Fruct.	4	Faux inc. civ.	..	...	14	326	2	7	2	962	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	29	Vend.	5	Aut. comm.	..	...	4	698	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	6	Brum.	5	Absent.	..	...	1	13	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	14	Brum.	5	Amende.	..	...	2	564	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Brum.	5	Tierce oppos.	..	...	21	492	1	..	..	....	3	1	94	1	648	..	...	1	158
Circ. min.	29	Brum.	5	Caution.	..	...	6	525	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Niv.	5	Aveué.	..	...	5	225	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Niv.	5	Garantie.	..	...	14	418	1	..	..	....	3	1	99	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Niv.	5	Trib. de Com.	..	...	22	159	1	..	..	....	3	1	102	5	328	..	...	..	....
Cassat.	24	Pluv.	5	Aut. comm.	..	...	4	701	2	20	1	463	1	1	103	5	211	..	...	1	172
Cassat.	9	Vent.	5	Just. de paix.	..	...	16	561	5	..	..	....	3	1	105	..	....	..	...	1	176
Cassat.	7	Flor.	5	Arbitrage.	..	...	4	506	1	1	1	407	1	1	108	1	679	..	...	1	184
Cassat.	16	Flor.	5	Acquiescem.	..	...	1	75	7	20	1	451	..	..	....	1	120	..	...	1	187
Cassat.	9	Mess.	5	Amende.	..	...	2	565	3	20	1	458	1	1	113	1	382	..	...	1	35
Cassat.	21	Mess.	5	Conciliation.	..	...	7	158	3	20	1	474	3	1	116	5	718	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. edit.			Nle éd		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p	v.	p.
Cassat.	21	Mess.	5	Surenchère.	..	...	21	352	1	..	..	....	3	1	115	..	....	..	...	1	202
Cassat.	4	Ther.	5	Exploit.	..	...	13	29	3	20	1	492	3	1	120	7	780	..	...	1	212
Cassat.	13	Ther.	5	Ress. 1er et d.	..	...	19	24	1	7	2	899	1	1	125	4	726	1	217	1	217
Cassat.	25	Ther.	5	Surenchere.	..	...	21	353	2	..	..	....	3	1	127	11	763	..	...	1	219
Cir. min.	1	Fruct.	5	Just. de paix.	..	...	16	563	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Fruct.	5	Ress. 1er et d.	..	...	19	29	2	..	..	....	..	..	....	4	726	1	217	1	217
Cassat.	14	Vend.	6	Jug. arbitral.	..	...	16	447	1	7	2	887	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Brum.	6	Arbitrage.	..	...	4	510	4	1	1	118	..	..	....	1	680	..	...	1	232
Cassat.	28	Brum.	6	Aut. comm.	..	...	4	702	4	..	..	....	..	..	....	3	19	..	...	..	....
Loi.	8	Niv.	6	Saisie-arrêt.	..	...	19	259	6	..	..	....	3	..	141	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Niv.	6	Just. de paix.	..	...	16	563	8	..	..	....	1	1	140	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Niv.	6	Ress. 1er et d.	..	...	19	24	1	20	1	485	1	1	142	..	....	..	...	1	243
Cassat.	1	Vent.	6	Just. de paix.	..	...	16	554	9	..	..	....	..	..	....	3	292	..	...	..	....
Cassat.	28	Vent.	6	Offres réelles.	..	...	17	76	69	..	..	....	3	1	150	10	583	..	...	1	255
Loi.	15	Ger.	6	Cont. p. corps.	..	...	8	445	1	2	2	334	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Ger.	6	Tierce oppos.	..	...	21	493	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	1	256
Cassat.	2	Flor.	6	Signification.	..	...	21	234	1	20	1	468	1	1	152	2	278	..	...	1	262
Loi.	4	Flor.	6	Cont. p. corps.	..	...	8	450	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Flor.	6	Appel.	..	...	3	31	3	..	..	....	..	..	....	1	428	..	...	..	....
Cassat.	4	Prair.	6	Appel.	..	...	3	31	3	..	..	....	..	..	....	1	428	..	...	..	....
Cassat.	25	Prair.	6	Acquiescem.	..	...	1	76	8	20	1	449	1	1	157	1	94	..	...	1	268
Cassat.	19	Ther.	6	Aut. comm.	..	...	4	713	6	..	..	....	..	..	....	3	20	..	...	..	....
Cassat.	8	Fruct.	6	Somm. appel.	..	...	3	14	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Vend.	7	Ress. 1er et d.	..	...	19	28	3	1	1	161	..	..	....	4	675	..	...	..	....
Cassat.	6	Vend.	7	Conciliation.	..	...	7	159	4	..	..	....	..	..	....	3	716	..	...	..	....
Cassat.	9	Vend.	7	Tribunaux.	..	...	22	5	5	..	..	....	..	..	....	2	348	..	...	..	....
Cassat.	11	Vend.	7	Ress. 1er et d.	..	...	19	28	4	..	..	....	..	..	....	4	675	..	...	..	....
Cassat.	24	Vend.	7	Aut. femm.	..	...	5	11	1	1	1	170	3	1	172	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Brum.	7	Demande nou.	..	...	9	50	1	..	..	....	..	..	....	4	788	..	...	..	....
Cassat.	11	Brum.	7	Greffier.	..	...	14	435	1	1	2	737	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Brum.	7	Ress. 1er et d.	..	...	19	30	5	1	1	176	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Brum.	7	Appel.	..	...	3	37	8	1	1	176	1	1	175	1	477	..	...	1	260
Cassat.	22	Brum.	7	Jug. 1re part.	..	...	15	29	4	..	..	....	..	..	....	9	613	..	...	..	....
Cassat.	3	Frim.	7	Accusation.	..	...	1	217	1	..	..	....	1	1	83	1	83	..	...	..	....
Cassat.	17	Frim.	7	Garantie.	..	...	14	419	2	..	..	....	3	1	97	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Frim.	7	Arbitrage.	..	...	4	512	5	..	..	....	..	..	....	1	680	..	...	..	....
Cassat.	2	Niv.	7	Arbitrage.	..	...	4	497	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Niv.	7	Somm. appel.	..	...	3	14	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	1	295
Cassat.	7	Niv.	7	Exploit.	..	...	13	210	235	1	1	187	3	1	182	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Niv.	7	Jug. 1re part.	..	...	15	29	6	..	..	....	..	..	....	9	612	5	427	..	....
Cassat.	12	Niv.	7	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	..	..	....	..	..	....	9	613	5	427	..	....
Cassat.	22	Niv.	7	Enquête.	..	...	11	17	....	..	..	....	3	1	328	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Niv.	7	Jug. par déf.	..	...	15	285	4	..	..	....	..	..	....	9	693	..	...	..	....
Cassat.	3	Pluv.	7	Somm. appel.	..	...	1	218	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Pluv.	7	Arbitrage.	..	...	4	497	2	..	..	....	..	..	....	1	675	..	...	..	....
Cassat.	16	Pluv.	7	Exploit.	..	...	13	29	4	..	..	....	1	1	189	7	780	..	...	..	....
Cassat.	19	Pluv.	7	Aut. comm.	..	...	4	713	7	..	..	....	..	..	....	3	23	..	...	..	....
Cassat.	24	Pluv.	7	Cassation.	..	...	6	413	4	20	1	468	3	1	190	2	354	..	...	1	304
Cassat.	24	Pluv.	7	Jug. 1re part.	..	...	15	30	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Vent.	7	Exploit.	..	...	13	282	362	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Vent.	7	Exploit.	..	...	13	30	5	7	2	947	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Vent.	7	Exploit.	..	...	13	210	235	7	2	947	..	..	....	7	702	..	...	..	....
Cassat.	18	Vent.	7	Exploit.	..	...	13	210	235	7	2	1076	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	21	Vent.	7	Greffier.	..	...	14	486	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Ger.	7	Amende.	..	...	2	566	4	..	..	....	3	1	192	1	383	..	...	..	....
Cassat.	2	Flor.	7	Appel.	..	...	3	40	9	..	..	....	3	1	193	1	492	..	...	1	308
Cassat.	18	Flor.	7	Avocat.	..	...	4	118	1	1	1	200	..	..	....	..	....	..	...	1	310
Loi.	22	Flor.	7	Saisie-arrêt.	..	...	19	260	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Prair.	7	Cassation.	..	...	6	412	3	7	2	943	3	1	293	2	293	..	...	..	....
Cassat.	17	Prair.	7	Somm. appel.	..	...	3	14	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Prair.	7	Offres réelles.	..	...	17	15	2	1	1	217	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Prair.	7	Dépens.	..	...	9	136	3	..	..	....	..	..	....	9	687	..	...	..	....
Cassat.	17	Mess.	7	Cassation.	..	...	6	416	4	1	1	224	2	1	289	2	289	..	...	..	....
Cassat.	22	Mess.	7	Tribunaux.	..	...	22	6	6	1	1	226	3	1	204	1	207	..	...	..	....
Cassat.	27	Mess.	7	Huissier.	..	...	14	542	1	1	1	227	..	..	....	9	19	..	...	..	....
Cassat.	13	Ther.	7	Somm. appel.	..	...	3	14	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Fruct.	7	Jug. 1re part.	..	...	15	30	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Fruct.	7	Cassation.	..	...	7	159	5	..	..	....	..	..	....	2	223	..	...	..	....
Cassat.	27	Fruct.	7	Avoué.	..	...	5	226	3	1	1	243	1	1	214	2	223	..	...	..	....
Loi	2	Vend.	8	Just. de paix.	..	...	16	565	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Vend.	8	Jug. arbitral.	..	...	16	448	2	2	2	526	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Vend.	8	Evocation.	..	...	12	370	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Vend.	8	Exploit.	..	...	13	48	7	..	..	....	..	..	....	7	702	..	...	..	....
Cassat.	26	Vend.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	30	10	1	2	433	3	1	217	..	....	..	...	1	345

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	26	Vend.	8	Somm. appel.	..	...	3	14	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	1	344
Cassat.	26	Vend.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	30	6	1	1	247	1	1	217	4	708	..	...	..	....
Cassat.	26	Vend.	8	Evocation.	..	...	12	370	1	1	2	246	..	..	....	4	732	..	...	1	407
Cassat.	3	Brum.	8	Jug. 1re part	..	...	15	33	11	..	..	....	..	..	....	3	552	..	...	..	....
Cassat.	3	Brum.	8	Offres réelles.	..	...	17	16	4	1	1	252	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Brum.	8	Accusation.	..	...	1	221	4	..	..	....	1	1	83	1	83	..	...	..	....
Arrêté.	26	Brum.	8	Tribunaux.	..	...	22	7	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Brum.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	33	13	1	1	263	3	1	224	3	552	..	...	1	356
Cassat.	5	Frim.	8	Greffier.	..	...	14	490	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Frim.	8	Huissier.	..	...	4	543	2	..	..	....	..	..	....	7	694	..	...	..	....
Loi.	13	Frim.	8	Exécution.	..	...	12	520	1	1	2	22	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Frim.	8	Appel.	..	...	3	42	10	1	2	219	3	1	227	..	....	..	...	1	363
Cassat.	27	Frim.	8	Délibéré.	..	...	9	9	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Niv.	8	J. p. déf. 3e p.	..	...	15	286	5	7	2	1032	..	..	....	9	694	..	...	..	....
Cassat.	1	Niv.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	31	7	7	2	899	1	1	230	4	705	..	...	1	417
Cassat.	6	Niv.	8	Exception.	..	...	12	426	1	2	2	527	..	..	....	7	634	..	...	..	....
Cassat.	14	Niv.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	34	14	..	..	....	..	..	....	9	699	..	...	..	....
Cassat.	23	Niv.	8	Peremption.	..	...	18	407	1	1	2	221	3	1	233	11	198	..	...	1	376
Cassat.	28	Niv.	8	Cassation.	..	...	6	457	44	..	..	....	2	1	310	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Pluv.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	43	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Pluv.	8	Arbitrage.	..	...	4	510	1	..	..	....	..	..	....	1	729	..	...	..	....
Cassat.	1	Vent.	8	Enregistrem.	..	...	11	235	4	..	..	....	3	1	238	7	68	..	...	1	378
Loi.	7	Vent.	8	Caution.	..	...	6	523	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Vent.	8	Conciliation.	..	...	7	191	22	1	2	222	..	..	....	1	238	..	...	..	....
Cassat.	8	Vent.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	32	8	1	2	222	1	1	239	4	708	..	...	1	418
Cassat.	10	Vent.	8	Tribunaux.	..	...	22	8	9	7	2	1013	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Vent.	8	Exploit.	..	...	13	282	362	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Vent.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	44	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Vent.	8	Conciliation.	..	...	7	176	10	1	1	289	3	1	246	3	421	3	13	..	....
Loi.	27	Vent.	8	Discipl. Jud.	..	...	10	514	1	1	2	69	3	..	246	2	421	3	13	..	....
Cassat.	28	Vent.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	33	9	7	2	898	1	1	248	4	705	..	...	1	420
Cassat.	4	Ger.	8	Exception.	..	...	12	426	2	1	2	243	3	1	249	7	609	..	...	1	388
Avis du C.	14	Ger.	8	Enquête.	..	...	11	30	2	1	2	156	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Flor.	8	Huissier.	..	...	14	542	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Flor.	8	Acquiescem.	..	...	1	78	9	2	2	534	..	..	....	1	127	..	...	..	....
Cassat.	22	Flor.	8	Appel.	..	...	3	77	29	..	..	....	3	1	116	1	458	..	...	..	....
Cassat.	23	Flor.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	1	1	295	1	1	252	4	695	..	...	1	415
Cassat.	9	Prair.	8	Acquiescem.	..	...	3	43	11	1	2	245	..	..	....	1	595	..	...	2	8
Cassat.	12	Prair.	8	Exception.	..	...	12	402	21	1	2	246	..	..	....	..	....	..	...	1	408
Cassat.	19	Prair.	8	Appel.	..	...	3	43	11	..	..	....	..	..	....	1	596	..	...	..	....
Cassat.	21	Prair.	8	Exploit.	..	...	13	29	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Prair.	8	Just. de. paix.	..	...	16	565	11	1	2	248	3	1	256	..	....	..	...	1	403
C. des pr.	29	Prair.	8	Tierce oppos.	..	...	21	495	3	1	2	198	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Mess.	8	Minist. pub.	..	...	16	752	6	1	2	252	..	..	....	..	....	..	...	1	401
Cassat.	12	Mess.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	43	11	..	..	....	..	..	....	4	685	..	...	1	413
Cassat.	14	Mess.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	48	12	1	2	255	..	..	....	4	688	..	...	1	411
Cassat.	26	Mess.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	1	2	434	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Mess.	8	Aut. comm.	..	...	4	714	8	1	2	259	..	..	....	3	20	..	...	..	....
Cassat.	29	Mess.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	44	23	1	2	261	3	1	266	9	616	..	...	..	....
Cassat.	29	Mess.	8	Amende.	..	...	2	567	5	7	2	813	..	..	....	1	385	..	...	..	....
Cassat.	2	Ther.	8	Cassation.	..	...	6	418	7	1	1	312	2	1	277	2	277	..	...	1	434
Cassat.	3	Ther.	8	Appel.	..	...	3	40	9	..	..	....	..	..	....	1	535	..	...	1	308
Cassat.	3	Ther.	8	Appel.	..	...	3	47	12	..	..	....	..	..	....	1	525	..	...	1	308
Bourges.	5	Ther.	8	Conciliation.	..	...	7	177	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Arrêté.	7	Ther.	8	Cont. p. corps.	..	...	8	451	3	7	2	809	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Ther.	8	Signification.	..	...	21	239	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Ther.	8	Jug. 1re part.	..	...	15	43	24	..	..	....	..	..	....	3	553	..	...	..	....
Cassat.	13	Ther.	8	Conciliation.	..	...	7	163	6	..	..	....	..	..	....	3	722	..	...	..	....
Bourges.	15	Ther.	8	J. p. déf. 3e p.	..	...	15	286	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Ther.	8	Cassation.	..	...	6	420	8	1	2	267	3	1	279	2	295	..	...	1	455
Cassat.	21	Ther.	8	Garantie.	..	...	14	420	4	..	..	....	3	1	298	11	305	..	...	..	....
Cassat.	21	Ther.	8	Acquiescem.	..	...	1	80	11	1	2	269	3	1	298	1	128	..	...	1	456
Cassat.	24	Ther.	8	Ress. 1er et d.	..	...	19	49	13	1	2	270	3	1	279	4	629	..	...	1	420
Cassat.	24	Ther.	8	Conciliation.	..	...	7	178	12	1	1	334	3	1	279	3	715	..	...	..	....
Bourges.	3	Fruct.	8	Just. de paix.	..	...	16	566	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Fruct.	8	Requête civ.	..	...	18	981	1	3	2	458	..	..	....	11	695	..	...	..	....
Cassat.	6	Fruct.	8	Amende.	..	...	2	568	6	7	2	812	..	..	....	1	272	..	...	..	....
Cassat.	8	Fruct.	8	Amende.	..	...	2	569	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Fruct.	8	Jug. arbitral.	..	...	16	148	3	1	1	337	..	..	....	..	....	2	260	1	479
Cassat.	13	Fruct.	8	Demand. nou	..	...	9	51	2	..	..	....	..	..	....	4	795	..	...	..	....
Cassat.	13	Fruct.	8	Arbitrage.	..	...	4	513	6	1	1	339	1	1	280	1	632	..	...	1	483
Arrêté.	18	Fruct.	8	Tribunaux.	..	...	22	9	10	1	2	146	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Fruct.	8	Appel.	..	...	3	77	29	..	..	....	3	1	116	1	458	..	...	..	....
Cassat.	27	Fruct.	8	Conclusions.	..	...	8	321	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle édit. v.	Nle édit. p.	Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	Anc. édit. p.	Anc. édit. p	Nle éd. v.	Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle éd. v	Nle éd. p.
Cassat.	13	Vend.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	..	..	....	..	..	....	..	....	5	427	..	....
Cassat.	27	Vend.	9	Cassation.	..	...	6	421	9	..	..	....	2	1	275	2	275	..	...	..	....
Cassat.	1	Brum.	9	Arbitrage.	..	...	4	515	9	7	2	1061	..	..	....	1	686	..	...	..	....
Cassat.	9	Brum.	9	Garantie.	..	...	14	423	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Brum.	9	Somm. appel.	..	...	3	14	4	1	2	378	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Brum.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	50	27	1	1	358	..	..	....	..	....	..	...	1	496
Cassat.	21	Brum.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	50	28	7	2	1152	1	1	294	..	....	..	...	1	504
Cassat.	21	Brum.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	50	14	1	2	274	..	..	....	4	708	..	...	..	....
Cassat.	24	Brum.	9	Appel.	..	...	3	52	15	1	2	418	1	1	293	1	451	1	405	1	510
Cassat.	24	Brum.	9	Evocation.	..	...	12	369	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Frim.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	51	15	..	..	....	..	..	....	4	671	..	...	..	....
Cassat.	2	Frim.	9	Jug. 2e part.	..	...	15	180	1	1	2	275	..	..	....	9	767	..	...	1	516
Cassat.	3	Frim.	9	Just. de paix.	..	...	16	558	13	1	2	641	3	1	302	3	277	..	...	1	520
Cassat.	3	Frim.	9	Requête civ.	..	...	18	982	2	1	2	277	3	1	302	11	597	..	...	1	518
Cassat.	4	Frim.	9	Trib. de com.	..	...	22	159	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Frim.	9	Tribunaux.	..	...	22	9	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Frim.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	51	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Frim.	9	Amende.	..	...	2	572	8	7	2	814	..	..	....	1	273	..	...	..	....
Cassat.	11	Frim.	9	Exception.	..	...	12	427	3	1	2	279	..	..	....	7	610	..	...	1	525
Arrêté.	13	Frim.	9	Avoué.	..	...	5	226	4	1	2	371	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Frim.	9	Garantie.	..	...	14	422	6	1	2	656	3	1	310	..	....	..	...	1	545
Cassat.	22	Frim.	9	Just. de paix.	..	...	16	574	15	1	2	639	..	..	....	3	295	..	...	1	547
Cassat.	23	Frim.	9	Demand. nou.	..	...	9	52	3	1	2	283	..	..	....	4	792	..	...	1	409
Cassat.	23	Frim.	9	Appel.	..	...	3	36	7	1	2	283	..	..	....	1	481	..	...	1	409
Cassat.	24	Frim.	9	Just. de paix.	..	...	16	575	16	1	1	377	3	1	312	..	....	..	...	1	553
Cassat.	1	Niv.	9	Jug. arbitral.	..	...	16	450	5	1	2	517	..	..	....	..	....	..	...	1	559
Cassat.	1	Niv.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	51	16	1	1	381	1	1	314	4	660	..	...	1	561
Cassat.	2	Niv.	9	Exploit.	..	...	13	31	9	1	2	476	..	..	....	7	698	..	...	1	565
Cassat.	2	Niv.	9	Demand. nou.	..	...	9	53	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	1	565
Cassat.	4	Niv.	9	Exception.	..	...	12	428	4	1	1	382	3	1	319	..	....	1	526	1	569
Cassat.	12	Niv.	9	Exception.	..	...	12	429	5	1	2	655	1	1	322	7	587	..	...	..	....
Cassat.	13	Niv.	9	Evocation.	..	...	12	369	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Niv.	9	Domm.-intér.	..	...	10	628	1	1	2	286	..	..	....	..	....	..	...	1	566
Cassat.	21	Niv.	9	J. p. déf. 3e p	..	...	15	282	2	1	1	390	3	1	327	9	725	1	15	1	115
Cassat.	22	Niv.	9	Renv. et excep.	..	...	18	855	2	1	2	655	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	1	Pluv.	9	Acquiescem.	..	...	1	82	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Pluv.	9	Trib. de com.	..	...	22	159	3	..	..	....	..	..	....	4	630	..	...	..	....
Nimes.	4	Pluv.	9	Tribunaux.	..	...	22	10	12	4	2	528	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Pluv.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	51	30	1	2	291	..	..	....	6	780	..	...	..	....
Avis.	17	Pluv.	9	Cont. p. corps.	..	...	8	452	4	1	2	131	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Pluv.	9	Requête civ.	..	...	18	983	3	16	1	200	..	..	....	11	607	1	600	1	600
Bruxelles.	23	Pluv.	9	Saisie-exécut.	..	...	21	401	1	..	..	....	3	1	332	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Pluv.	9	Conciliation.	..	...	7	181	15	1	2	671	3	1	332	3	713	..	...	..	....
Cassat.	2	Vent.	9	Appel.	..	...	3	55	18	1	2	295	..	..	....	1	457	..	...	1	604
Cassat.	11	Vent.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	53	18	1	1	413	1	1	338	4	637	..	...	1	608
Grenoble.	13	Vent.	9	Avoué.	..	...	5	17	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Vent.	9	Reprise d'inst.	..	...	18	950	1	7	2	1183	..	..	....	11	593	..	...	1	613
Loi.	21	Vent.	9	Saisie-arrêt.	..	...	19	260	8	1	2	497	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	27	Vent.	9	Saisie-arrêt.	..	...	19	260	9	1	2	501	..	..	....	7	17	..	...	..	....
Loi.	27	Vent.	9	Saisie-exécut.	..	...	19	402	3	1	2	501	..	..	....	7	17	..	...	..	....
Cassat.	2	Ger.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	43	11	1	2	303	..	..	....	4	686	..	...	2	1
Cassat.	11	Ger.	9	Faux inc. civ.	..	...	14	350	4	..	..	....	..	..	....	8	420	..	...	..	....
Cassat.	11	Ger.	9	Dépens.	..	...	9	139	4	7	2	895	..	..	....	9	680	1	5	..	....
Cassat.	12	Ger.	9	Jug. 2e part.	..	...	15	183	2	1	2	308	..	..	....	9	768	1	579	..	....
Cassat.	12	Ger.	9	Renv. et exc.	..	...	18	855	3	1	2	304	..	..	....	..	....	1	579	..	....
Grenoble.	21	Ger.	9	Acquiescem.	..	...	1	83	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	24	Ger.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	52	32	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	27	Ger.	9	Protêt.	..	...	18	554	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Flor.	9	Acquiescem.	..	...	1	85	14	..	..	....	..	..	....	1	89	..	...	2	11
Grenoble.	1	Flor.	9	Succession.	..	...	21	302	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Flor.	9	Exploit.	..	...	13	210	235	1	2	312	..	..	....	7	830	..	...	2	14
Cassat.	2	Flor.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	56	19	1	2	499	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Flor.	9	Cassation.	..	...	6	421	10	1	2	661	3	1	352	..	....	..	...	2	18
Cassat.	3	Flor.	9	Cassation.	..	...	6	430	17	1	2	661	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Flor.	9	Acquiescem.	..	...	1	86	15	2	2	440	1	1	338	1	138	..	...	..	....
Cassat.	13	Flor.	9	Acquiescem.	..	...	1	88	18	..	..	....	..	..	....	1	137	1	4	..	....
Grenoble.	21	Flor.	9	Saisie immob.	..	...	20	1	1	..	..	....	..	..	....	11	797	..	...	..	....
Cassat.	22	Flor.	9	Acquiescem.	..	...	1	90	20	1	2	322	..	..	....	1	135	1	1	2	32
Cassat.	23	Flor.	9	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	3	1	357	..	....	1	1	2	15
Cassat.	23	Flor.	9	Arbitrage.	..	...	4	517	11	1	2	664	5	2	44	1	315	..	...	..	....
Cassat.	23	Flor.	9	Enregistrem.	..	...	11	236	5	1	1	411	5	2	44	7	319	..	...	..	....
Bourges.	25	Flor.	9	Jug. 2e part.	..	...	15	183	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Flor.	9	Tribunaux.	..	...	22	10	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	2	34
Bourges.	26	Flor.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	53	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Bruxelles.	27	Flor.	9	Conciliation.	..	...	7	179	13	4	2	510	..	..	....	3	710	..	...	..	....
Cassat.	3	Prair.	9	Appel.	..	...	3	57	19	1	2	666	1	1	431	1	431	1	11	..	....
Cassat.	4	Prair.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	53	34	1	1	450	..	..	....	9	623	..	...	2	56
Bourges.	6	Prair.	9	Arbitrage.	..	...	4	519	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Prair.	9	Appel.	..	...	3	47	12	..	..	....	..	..	....	1	525	3	486	..	....
Cassat.	13	Prair.	9	Enregistrem.	..	...	11	237	7	2	2	507	..	..	....	7	386	..	...	..	....
Bourges.	16	Prair.	9	Conciliation.	..	...	7	179	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Prair.	9	Offres réelles.	..	...	17	17	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Prair.	9	Exploit.	..	...	13	39	10	1	2	371	1	1	363	7	758	1	6	..	....
Cassat.	3	Mess.	9	Arbitrage.	..	...	4	497	3	..	..	....	..	..	....	1	686	..	...	..	....
Cassat.	4	Mess.	9	Somm. appel.	..	...	3	15	8	1	2	326	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	6	Mess.	9	Jug. 1re part.	..	...	15	53	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Mess.	9	Exploit.	..	...	13	39	11	2	2	444	..	..	....	7	703	2	45	2	53
Cassat.	13	Mess.	9	Absent.	..	...	1	16	4	1	1	460	..	..	....	1	57	..	...	2	61
Cassat.	13	Mess.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	43	11	1	2	514	..	..	....	4	686	..	...	..	....
Cassat.	14	Mess.	9	Minist. pub.	..	...	16	753	7	7	2	828	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Mess.	9	Jug. 2e part.	..	...	15	184	4	1	2	512	..	..	....	9	707	1	24	2	67
Cassat.	21	Mess.	9	Vérific. d'écr.	..	...	22	398	1	1	1	463	..	..	....	..	....	1	5	2	66
Cassat.	23	Mess.	9	Somm. appel.	..	...	3	15	8	1	2	672	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Mess.	9	Trib. de com.	..	...	22	217	41	1	2	672	3	1	375	3	358	..	...	..	....
Cassat.	24	Mess.	9	Somm. appel.	..	...	3	15	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Ther.	9	Signification.	..	...	21	234	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	2	79
Cassat.	3	Ther.	9	Enregistrem.	..	...	11	239	9	2	1	39	3	1	378	7	178	..	...	2	86
Bourges.	4	Ther.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	57	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	7	Ther.	9	Enquête.	..	...	11	31	3	1	2	555	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Ther.	9	Huissier.	..	...	14	543	3	..	..	....	..	..	....	9	15	..	...	..	....
Besançon.	8	Ther.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	59	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Ther.	9	Cassation.	..	...	6	423	11	..	..	....	..	..	....	2	550	..	...	..	....
Cassat.	11	Ther.	9	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Ther.	9	Délibéré.	..	...	9	10	2	7	2	1158	..	..	....	..	....	..	...	2	93
Cassat.	21	Ther.	9	Huissier.	..	...	14	544	4	7	2	1095	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Ther.	9	Jug. arbitral.	..	...	16	448	2	7	2	1201	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Ther.	9	Appel.	..	...	3	58	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Ther.	9	Cassation.	..	...	6	424	12	1	2	337	..	..	....	9	756	..	...	2	103
Cassat.	24	Ther.	9	Renvoi.	..	...	18	854	1	1	2	251	..	..	....	4	738	..	...	1	551
Besançon.	26	Ther.	9	Jug. arbitral.	..	...	16	451	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Ther.	9	Cons. de fam.	..	...	8	321	1	1	2	618	..	..	....	12	716	..	...	2	107
Cassat.	28	Ther.	9	Récusation.	..	...	18	618	1	2	1	60	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Fruct.	9	Enquête.	..	...	11	17	....	2	1	45	..	..	....	..	....	2	9	..	....
Cassat.	11	Fruct.	9	Appel.	..	...	3	62	22	..	..	....	..	..	....	1	526	..	...	..	....
Cassat.	12	Fruct.	9	Tierce oppos.	..	...	21	493	4	2	1	20	3	1	391	12	659	2	77	2	124
Cassat.	14	Fruct.	9	Somm. appel.	..	...	3	15	8	4	2	439	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Fruct.	9	Arbitrage.	..	...	4	510	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Fruct.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	60	23	1	2	522	1	1	395	4	632	..	...	..	....
L. du g. j.	4	J. C.	9	Ress. 1er et d.	..	...	19	62	24	2	2	1	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Vend.	10	Conciliation.	..	...	7	183	16	3	1	28	..	..	....	..	....	2	109	..	....
Cassat.	14	Vend.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	63	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Arrêté.	17	Vend.	10	Aut. comm.	..	...	4	714	9	2	2	4	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décis. m.	18	Vend.	10	Greffier.	..	...	14	491	3	..	..	....	..	..	....	..	....	2	295	..	....
Cassat.	21	Vend.	10	Demand. nou.	..	...	9	53	4	7	2	890	..	..	....	4	788	2	189	2	152
Cassat.	22	Vend.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	63	26	7	2	917	..	..	....	4	671	12	139	..	....
Cassat.	24	Vend.	10	Règl. de juges	..	...	18	794	1	2	1	71	..	..	....	3	183	2	245	..	....
Cassat.	3	Brum.	10	Avocat.	..	...	4	120	1	2	1	80	..	..	....	..	....	3	131	..	....
Cassat.	3	Brum.	10	Appel.	..	...	3	59	21	7	2	783	..	..	....	1	512	2	131	2	166
Cassat.	4	Brum.	10	Exploit.	..	...	13	31	9	2	1	121	..	..	....	7	835	2	173	2	169
Cassat.	4	Brum.	10	Just. de paix.	..	...	16	576	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Brum.	10	Expert. à la n.	..	...	12	676	1	2	1	133	..	..	....	7	666	..	...	2	171
Cassat.	13	Brum.	10	Just. de paix.	..	...	16	576	18	7	2	1101	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Brum.	10	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	..	..	....	..	....	3	221	..	....
Cassat.	14	Brum.	10	Arbitrage.	..	...	4	510	1	2	2	333	..	..	....	1	729	..	...	..	....
Cassat.	21	Brum.	10	Evocation.	..	...	12	369	1	2	1	82	..	..	....	..	....	2	205	2	173
Cassat.	23	Brum.	10	Cassation.	..	...	6	425	13	2	1	123	3	1	407	2	286	2	237	2	182
Cassat.	23	Brum.	10	Cont. p. corps.	..	...	8	454	5	2	2	334	3	1	405	3	729	2	360	2	180
Rouen.	25	Brum.	10	Jug. 2e part.	..	...	15	184	5	..	..	....	..	..	....	..	....	8	142	..	....
Cassat.	25	Brum.	10	Exploit.	..	...	13	40	12	2	1	141	..	..	....	..	....	3	142	..	....
Cassat.	2	Frim.	10	Cassation.	..	...	6	427	14	7	2	816	..	..	....	2	352	..	...	2	188
Poitiers.	2	Frim.	10	Just. de paix.	..	...	16	568	19	2	2	100	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Frim.	10	Enquête.	..	...	11	18	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Frim.	10	Demand. nou.	..	...	9	54	7	2	1	101	..	..	....	4	791	..	...	..	....
Cassat.	12	Frim.	10	Offres réelles.	..	...	17	17	6	2	1	101	..	..	....	10	585	2	413	..	....
Cassat.	15	Frim.	10	Cassation.	..	...	6	453	41	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	17	Frim.	10	Jug. par déf.	..	...	15	286	7	4	2	445	..	..	....	9	698	..	...	..	....
Cassat.	21	Frim.	10	Règlem. de j.	..	...	18	795	2	2	1	171	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Frim.	10	Jug. 2e partie.	..	...	15	180	1	7	2	1031	..	..	....	9	768	..	...	2	198

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A ed. v.	AVOUÉS. A ed. p	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos	SIREY. v.	SIREY. p	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle éd v.	DALLOZ. Nle éd p.	PALAIS. A. ed. v.	PALAIS. A. ed. p.	PALAIS. Nle ed. v.	PALAIS. Nle ed. p.
Cassat.	1	Niv.	10	Appel.	..	...	3	31	3	..	..	....	..	..	....	1	428	2	301	..	....
Cassat.	3	Niv.	10	Somm. appel	..	...	3	14	6	2	1	191	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Niv.	10	Interdiction.	..	...	14	653	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Niv.	10	Enquête.	..	...	11	18	....	3	2	453	..	..	....	6	847	4	135	..	....
Cassat.	12	Niv.	10	Huissier.	..	...	14	545	5	2	2	421	3	1	415	..	....	3	357	2	218
Cassat.	13	Niv.	10	Interrogatoire	..	...	14	701	2	7	2	1073	..	..	....	9	579	3	357	..	....
Arrêté.	13	Niv.	10	Scellé et inv.	..	...	21	15	2	2	2	11	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Niv.	10	Acquiescem.	..	...	1	93	21	2	2	340	3	1	416	1	125	2	541	2	223
Avis.	13	Niv.	10	A. de l'ét. civ.	..	...	1	234	1	3	2	36	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Niv.	10	Jug. par déf.	..	...	15	287	8	..	..	....	..	..	....	9	579	..	...	..	....
Cassat.	14	Niv.	10	Cassation.	..	...	6	429	15	2	1	196	..	..	....	..	....	..	...	2	228
Paris.	14	Niv.	10	Huissier.	..	...	14	563	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Niv.	10	Jug. 1re part.	..	...	15	30	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Niv.	10	Jug. arbitral.	..	...	16	452	10	2	1	200	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Arrêté.	27	Niv.	10	Amende.	..	...	2	573	9	2	2	12	..	..	....	..	....	3	429	..	....
Cassat.	1	Pluv.	10	Enregistrem.	..	...	11	239	10	2	1	210	3	1	424	7	67	..	...	..	....
Cassat.	1	Pluv.	10	Jug. 1re part.	..	...	15	54	36	..	..	....	..	..	....	..	....	2	566	..	....
Cassat.	3	Pluv.	10	Règ. de juges.	..	...	18	795	3	2	2	430	3	1	427	..	....	..	...	2	257
Cassat.	4	Pluv.	10	Avocat.	..	...	5	131	4	3	2	601	..	..	....	..	....	3	431	..	....
Bourges.	6	Pluv.	10	Conciliation.	..	...	7	186	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Pluv.	10	Somm. appel.	..	...	3	14	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Pluv.	10	Cassation.	..	...	6	429	16	..	..	....	..	..	....	2	276	2	451	..	....
Décision.	18	Pluv.	10	Enregistrem.	..	...	11	241	12	5	2	269	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Pluv.	10	Just. de paix.	..	...	16	568	20	..	..	....	..	..	....	3	284	4	315	..	....
Cassat.	21	Pluv.	10	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	..	..	....	..	....	3	221	..	....
Turin.	21	Pluv.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	64	27	..	..	....	..	..	....	..	....	4	315	..	....
Paris.	21	Pluv.	10	Conciliation.	..	...	7	186	18	3	2	552	..	..	....	..	....	4	315	..	....
Cassat.	22	Pluv.	10	Trib. de Com.	..	...	22	160	5	2	1	224	3	1	430	3	181	3	171	..	....
Cassat.	23	Pluv.	10	Compromis.	..	...	7	25	1	..	..	....	..	..	....	1	601	..	...	..	....
L. du p. g.	24	Pluv.	10	Avocat.	..	...	4	137	4	2	2	111	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	24	Pluv.	10	Compromis.	..	...	7	26	2	2	2	112	..	..	....	1	627	..	...	..	....
Caen.	29	Pluv.	10	Cont. p. corps.	..	...	8	455	6	2	2	314	..	..	....	3	813	2	568	2	287
Paris.	29	Pluv.	10	Exception.	..	...	12	431	7	3	2	209	..	..	....	..	....	2	533	..	....
Paris.	3	Vent.	10	Jug. arbitral.	..	...	16	452	9	..	..	....	..	..	....	1	743	3	293	..	....
Turin.	4	Vent.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Arrêté.	5	Vent.	10	Disc. jud.	..	...	10	519	2	2	2	17	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis.	9	Vent.	10	Cont. p. corps.	..	...	8	457	7	2	2	17	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Vent.	10	Evocation.	..	...	12	369	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Vent.	10	Somm. appel.	..	...	3	13	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Vent.	10	Jug. 1re part.	..	...	15	54	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Vent.	10	Recusation.	..	...	18	619	2	..	..	....	..	..	....	..	....	4	437	..	....
Cassat.	23	Vent.	10	Délibéré.	..	...	9	12	3	2	2	550	3	1	447	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Vent.	10	Exploit.	..	...	13	54	20	2	2	407	3	1	447	7	797	..	...	2	325
Cassat.	23	Vent.	10	Avoué.	..	...	5	235	6	..	..	....	3	1	442	2	222	..	...	2	332
Cassat.	24	Vent.	10	Enregistrem.	..	...	11	241	13	..	..	....	..	..	....	7	366	2	549	..	....
Cassat.	1	Ger.	10	Avoué.	..	...	5	236	7	7	2	801	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Ger.	10	Jug. par déf.	..	...	15	287	9	..	..	....	..	..	....	9	697	..	...	..	....
Cassat.	2	Ger.	10	Appel.	..	...	3	69	23	2	2	542	..	..	....	1	531	..	...	..	....
Cassat.	2	Ger.	10	Jug. 2e part.	..	...	15	186	7	..	..	....	..	..	....	9	769	..	...	..	....
Cassat.	2	Ger.	10	Jug. 1re part.	..	...	15	54	38	..	..	....	..	..	....	9	769	..	...	..	....
Cassat.	3	Ger.	10	Somm. appel.	..	...	3	14	6	2	2	544	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Ger.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	60	23	2	2	544	..	..	....	4	633	..	...	2	355
Cassat.	11	Ger.	10	Appel.	..	...	3	31	3	7	2	842	..	..	....	1	428	..	...	..	....
Cassat.	12	Ger.	10	Cassation.	..	...	6	428	14	2	2	542	..	..	....	2	342	3	113	2	365
Besançon.	13	Ger.	10	Tribunaux.	..	...	22	11	14	..	..	....	..	..	....	..	....	3	88	..	....
Cassat.	13	Ger.	10	Off. réel. et c.	..	...	17	19	7	7	2	1085	..	..	....	10	576	3	209	2	374
Paris.	13	Ger.	10	Interd. et c. j.	..	...	14	653	2	2	2	308	..	..	....	9	567	..	...	2	366
Cassat.	14	Ger.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	64	28	..	..	....	..	..	....	4	728	..	...	..	....
Cassat.	17	Ger.	10	Caution.	..	...	6	523	2	2	2	383	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Ger.	10	Désistement.	..	...	10	434	1	14	1	191	3	1	455	5	159	3	468	2	381
Cassat.	21	Ger.	10	Jug. de paix.	..	...	16	568	13	..	..	....	3	1	455	..	....	3	497	..	....
Cassat.	25	Ger.	10	Evocation.	..	...	12	369	1	..	..	....	..	..	....	7	796	..	...	..	....
Cassat.	25	Ger.	10	Tribunaux.	..	...	22	12	15	2	2	552	..	..	....	7	796	3	343	2	396
Paris.	1	Flor.	10	Saisie immob.	..	...	20	4	4	2	2	310	..	..	....	..	....	3	150	..	....
Cassat.	6	Flor.	10	Exploit.	.	ed.	13	58	23	2	2	287	..	..	....	..	....	3	221	2	418
Cassat.	7	Flor.	10	Enquête.	..	...	11	18	....	7	2	936	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	9	Flor.	10	Jug. 2e part.	..	...	15	187	8	..	..	....	..	..	....	9	767	..	...	..	....
Cassat.	13	Flor.	10	Just. de paix.	..	...	16	570	22	..	..	....	..	..	....	..	....	3	193	2	438
Cassat.	13	Flor.	10	Minist. pub.	..	...	16	2	2	2	1	357	..	..	....	..	....	3	193	2	438
Cassat.	14	Flor.	10	Protêt.	..	...	18	555	2	2	1	283	3	1	472	6	671	3	147	2	433
Cassat.	20	Flor.	10	Off. rec. et c.	..	...	17	20	8	2	2	419	3	1	473	10	584	3	257	2	455
Paris.	20	Flor.	10	Requête civ.	..	...	18	284	8	..	..	....	..	..	....	..	....	4	92	..	....
Cassat.	21	Flor.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	65	29	2	1	286	3	1	476	4	713	..	...	..	....
Cassat.	21	Flor.	10	Exploit.	..	...	13	31	9	2	1	286	..	..	....	7	835	3	257	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. ed.		Nle ed.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
assat.	21	Flor.	10	Evocation.	..	...	12	369	1	2	1	286	3	1	476	..	....	..	...	..	....
assat.	22	Flor.	10	Acquiescem.	..	...	1	94	23	..	..	....	..	..	....	1	450	..	...	..	....
assat.	25	Flor.	10	Depens.	..	...	9	139	5	2	2	315	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	25	Flor.	10	Exception.	..	...	12	432	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	27	Flor.	10	Jug. 1re part.	..	...	15	52	31	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	27	Flor.	10	Exploit.	..	...	13	58	24	2	1	301	3	1	482	7	748	6	58	2	474
aris.	30	Flor.	10	Expertise.	..	...	12	676	2	..	..	....	..	..	....	7	673	4	123	2	484
assat.	1	Prair.	10	Cont. p. corps.	..	...	8	460	9	2	1	321	..	..	....	..	....	3	363	..	....
assat.	1	Prair.	10	Exploit.	..	...	13	54	21	2	1	321	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	5	Prair.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	65	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	6	Prair.	10	Huissier.	..	...	14	547	6	..	..	....	3	1	488	9	10	..	...	..	....
assat.	6	Prair.	10	Jug. 2e part.	..	...	15	188	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	9	Prair.	10	Amende.	..	...	2	567	5	7	2	813	..	..	....	1	385	..	...	..	....
assat.	11	Prair.	10	Offres réelles.	..	...	17	67	59	2	1	307	3	1	490	..	....	..	...	2	498
assat.	12	Prair.	10	Jug. arbitral.	..	...	16	453	11	2	1	316	3	1	490	..	....	..	...	2	502
assat.	13	Prair.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	43	11	2	2	359	..	..	....	4	687	4	218	..	....
assat.	19	Prair.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	63	26	2	2	387	..	..	....	4	672	..	...	..	....
assat.	25	Prair.	10	Enregistrem.	..	...	11	203	14	2	2	295	..	..	....	7	358	..	...	..	....
assat.	26	Prair.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	66	31	..	..	....	..	..	....	4	672	..	...	..	....
aris.	29	Prair.	10	Tierce oppos.	..	...	21	501	5	2	2	295	..	..	....	12	652	3	327	2	529
aris.	29	Prair.	10	Conciliation.	..	...	7	186	18	25	2	248	..	..	....	3	813	..	...	..	....
aris.	29	Prair.	10	Appel.	..	...	3	26	3	2	2	292	..	..	....	..	....	3	63	..	....
assat.	2	Mess.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	66	32	..	..	....	3	1	494	4	675	3	369	..	....
assat.	3	Mess.	10	Appel.	..	...	3	71	24	2	2	444	..	..	....	1	686	—	...	..	....
assat.	3	Mess.	10	Jug. arbitral.	..	...	16	454	12	2	2	443	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	5	Mess.	10	Avocat.	..	...	4	120	1	7	2	1016	..	..	....	..	....	..	...	..	....
aris.	5	Mess.	10	Saisie immob.	..	...	20	4	5	..	..	....	..	..	....	11	871	3	414	2	535
assat.	16	Mess.	10	Aut. comm.	..	...	4	717	10	7	2	835	..	..	....	3	16	..	...	..	....
assat.	16	Mess.	10	Avoué	..	...	5	240	8	..	..	....	3	1	497	2	224	..	...	2	538
assat.	18	Mess.	10	Enquête.	..	...	11	18	....	..	..	....	..	..	....	..	....	3	403	..	....
rrêté.	2	Ther.	10	Avoué.	..	...	5	245	9	7	2	801	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	2	Ther.	10	Appel.	..	...	3	31	3	..	..	....	..	..	....	1	428	..	...	..	....
aris.	2	Ther.	10	Execut. prov.	..	...	12	610	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
ouen.	3	Ther.	10	Saisie immob.	..	...	20	6	6	..	..	....	..	..	....	11	683	..	...	..	....
rrêté.	7	Ther.	10	Saisie-arrêt.	..	...	19	260	10	2	2	254	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	8	Ther.	10	Tribunaux.	..	...	22	12	16	3	1	368	1	1	740	..	....	8	228	3	624
assat.	8	Ther.	10	Tribunaux.	..	...	22	13	17	..	..	....	1	1	740	..	....	4	38	..	....
aris.	14	Ther.	10	Communicat.	..	...	7	7	1	..	..	....	..	..	....	..	....	4	139	..	....
ouen.	15	Ther.	10	Tierce oppos.	..	...	21	514	12	7	2	804	..	..	....	12	652	..	...	..	....
assat.	15	Ther.	10	Appel.	..	...	3	31	3	2	1	337	..	..	....	1	428	..	...	..	....
assat.	16	Ther.	10	Ress. 1er et d.	..	...	19	67	34	2	2	545	..	..	....	4	697	3	529	2	578
assat.	16	Ther.	10	Saisie-arrêt.	..	...	19	261	11	2	2	361	..	..	....	11	627	4	86	2	582
énatus-c.	16	Ther.	10	Discipline jud.	..	...	10	520	3	..	..	....	..	..	....	..	....	4	86	..	....
assat.	16	Ther.	10	Vérifi d'écrit.	..	...	22	403	2	..	..	....	..	..	....	..	....	4	86	2	578
assat.	17	Ther.	10	Just. de paix.	..	...	16	572	23	2	2	399	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	22	Ther.	10	Cassation.	..	...	6	429	17	..	..	....	..	..	....	2	246	..	...	..	....
aris.	23	Ther.	10	Notaire.	..	...	16	796	1	2	2	300	..	..	....	10	429	3	534	2	604
assat.	23	Ther.	10	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	..	..	....	..	....	3	221	..	....
aris.	29	Ther.	10	Conciliation.	..	...	7	206	31	..	..	....	..	..	....	..	....	3	523	..	....
assat.	29	Ther.	10	Règlem. de j.	..	...	18	796	4	2	1	361	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	29	Ther.	10	Avoué.	..	...	5	240	8	2	1	383	..	..	....	2	224	4	245	..	....
assat.	7	Fruct.	10	Just. de paix.	..	...	16	573	24	2	2	366	..	..	....	..	....	..	...	2	629
ruxelles.	8	Fruct.	10	Arbitrage.	..	...	4	498	4	4	2	391	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	12	Fruct.	10	Action.	..	...	2	322	1	2	2	429	3	1	516	1	246	4	33	2	655
aris.	13	Fruct.	10	Tierce oppos.	..	...	21	514	11	..	..	....	..	..	....	..	....	4	457	..	....
assat.	19	Fruct.	10	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	20	Fruct.	10	Appel.	..	...	3	31	3	2	2	367	..	..	....	1	428	..	...	..	....
assat.	21	Fruct.	10	Règlem. de j.	..	...	18	798	5	2	1	1	..	..	....	..	....	4	217	..	....
assat.	23	Fruct.	10	Demand. nouv.	..	...	9	57	9	..	..	....	..	..	....	4	796	..	...	..	....
assat.	27	Fruct.	10	Saisie immob.	..	...	20	1	1	3	1	24	3	1	533	11	798	4	3	..	....
assat.	27	Fruct.	10	Jug. 1re part.	..	...	15	55	39	3	1	24	..	..	....	..	....	4	3	..	....
rrêté.	30	Fruct.	10	Greffier.	..	...	14	492	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	5	Vend.	11	Cont. p. corps.	..	...	8	464	11	3	2	226	..	..	....	3	795	..	...	..	....
assat.	6	Vend.	11	Conciliation.	..	...	7	189	19	3	1	128	..	..	....	..	....	4	295	..	....
assat.	6	Vend.	11	Evocation.	..	...	12	367	2	20	1	480	3	1	109	11	261	..	...	..	....
assat.	6	Vend.	11	Exception.	..	...	12	432	9	..	..	....	..	..	....	..	....	4	295	..	....
assat.	6	Vend.	11	Délibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
yon.	12	Vend.	11	Règlem. de j.	..	...	18	798	6	3	1	21	..	..	....	..	....	..	...	3	6
assat.	12	Vend.	11	Somm. Appel.	..	...	3	14	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	16	Vend.	11	Renvoi.	..	...	18	855	4	3	2	381	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	19	Vend.	11	Signification.	..	...	21	235	3	3	1	42	3	1	542	1	541	4	134	3	28
assat.	19	Vend.	11	Action.	..	...	2	325	2	20	1	456	3	1	542	1	239	4	100	3	26
assat.	20	Vend.	11	Evocation.	..	...	12	369	1	3	1	98	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	21	Vend.	11	Appel.	..	...	3	36	7	3	1	86	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc édit.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. ed.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	21	Vend.	11	Cassat.	..	...	6	430	18	3	1	86	..	..	....	2	276	..	...	..	....
Cassat.	21	Vend.	11	Saisie immob.	..	...	20	7	7	..	..	....	3	1	546	11	684	..	...	..	....
Cassat.	26	Vend.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	68	35	..	..	....	..	..	....	4	725	..	...	..	....
Cassat.	4	Brum.	11	Jug. 2e part.	..	...	15	188	10	3	1	54	..	..	....	9	768	6	241	..	....
Cassat.	4	Brum.	11	Acquiescem.	..	...	1	88	15	..	..	....	..	..	....	1	139	..	...	..	....
Cassat.	5	Brum.	11	Cassation.	..	...	6	431	19	3	2	527	..	..	....	..	....	..	...	3	64
Cassat.	5	Brum.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	56	40	3	2	526	..	..	....	..	....	4	262	3	62
Décis. m.	6	Brum.	11	Act. de l'ét. c.	..	...	1	235	2	3	2	158	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Brum.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	..	.	....	..	..	....	..	....	5	427	..	....
Decis. m.	8	Brum.	11	Just. de paix.	..	...	16	574	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Brum.	11	Jug. 2e part.	..	...	15	180	1	3	1	77	3	1	555	9	767	..	...	3	76
Cassat.	11	Brum.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	68	36	3	1	77	3	1	555	4	714	..	...	3	76
Cassat.	11	Brum.	11	Jug. 2e part.	..	...	15	189	11	3	1	77	3	1	555	9	767	..	...	3	76
Avis du c.	12	Brum.	11	Act. de l'ét. c.	..	...	1	236	3	3	2	37	3	1	557	..	....	4	335	..	....
Arrêté.	13	Brum.	11	Tribunaux.	..	...	22	13	18	3	2	38	3	1	558	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Brum	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	56	37	7	2	827	..	..	....	4	709	4	231	..	....
Colmar.	18	Brum.	11	Saisie-exécut.	..	...	21	403	4	7	2	983	..	..	....	11	643	7	553	..	....
Cassat.	18	Brum.	11	Tribunaux.	..	...	22	13	19	7	2	1195	..	..	....	..	....	..	...	3	91
Cassat.	19	Brum.	11	Enquête.	..	...	11	18	10	3	2	243	..	..	....	..	....	4	193	..	....
Cassat.	19	Brum.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	70	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Frim.	11	Enquête.	..	...	11	18	9	..	..	....	..	..	....	..	....	4	308	..	....
Cassat.	3	Frim.	11	Exploit.	..	...	13	210	235	3	1	255	..	..	....	7	830	..	...	..	....
Cassat.	3	Frim.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	70	39	..	..	....	..	..	....	4	631	..	...	..	....
Grenoble.	8	Frim.	11	Conciliation.	..	...	7	190	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Frim.	11	Cassation.	..	...	6	433	20	3	1	153	3	1	569	2	304	..	...	3	119
Cassat.	8	Frim.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	70	40	..	..	....	..	..	....	4	661	..	...	3	122
Cassat.	9	Frim.	11	Exploit.	..	...	13	60	26	..	..	....	..	..	....	7	732	4	241	..	....
Paris.	10	Frim.	11	Référé.	..	...	18	740	1	3	2	438	..	..	....	11	549	4	279	3	126
Grenoble.	13	Frim.	11	Exploit.	..	...	13	61	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Frim.	11	Exploit.	..	...	13	62	32	3	1	147	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Frim.	11	Acquiescem.	..	...	1	95	24	3	1	101	3	1	570	1	147	..	...	3	135
Cassat.	22	Frim.	11	Récusation.	..	...	18	619	2	3	1	197	..	..	....	11	534	..	...	3	140
Cassat.	24	Frim.	11	Huissier.	..	...	14	547	7	3	2	254	..	..	....	..	....	9	190	3	145
Cassat.	27	Frim.	11	Evocation.	..	...	12	369	1	3	2	378	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Frim.	11	Conciliation.	..	...	7	190	21	3	2	435	..	..	....	..	....	..	...	3	156
Cassat.	30	Frim.	11	Evocation.	..	...	12	367	3	3	2	259	..	..	....	..	....	..	...	3	150
Rouen.	2	Niv.	11	Saisie immob.	..	...	20	8	8	3	2	231	..	..	....	11	689	5	461	3	158
Turin.	4	Niv.	11	Serment.	..	...	21	194	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	6	Niv.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	56	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Niv.	11	Exploit.	..	...	13	63	33	3	2	554	..	..	....	7	836	4	390	3	166
Cassat.	14	Niv.	11	Enregistrem.	..	...	11	244	16	..	..	....	..	..	....	7	392	..	...	..	....
Cassat.	14	Niv.	11	Cassation.	..	...	6	435	22	4	1	9	..	..	....	2	299	..	...	3	180
Cassat.	15	Niv.	11	Somm. appel.	..	...	3	14	6	3	1	137	..	..	....	..	....	11	279	3	183
Arrêté.	18	Niv.	11	Saisie-arrêt.	..	...	19	262	12	3	2	57	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	18	Niv.	11	Saisie immob.	..	...	20	9	9	5	2	673	..	..	....	11	815	..	...	..	....
Cassat.	20	Niv.	11	Avoué.	..	...	5	247	10	3	1	116	..	..	....	..	....	4	424	3	188
Cassat.	21	Niv.	11	Compromis.	..	...	3	27	3	7	2	1055	..	..	....	1	606	4	410	..	....
Paris.	25	Niv.	11	Surenchère.	..	...	21	353	4	7	2	1220	..	..	....	..	....	4	487	..	....
Cassat.	27	Niv.	11	Jug. 2e part.	..	...	15	191	13	3	2	499	..	..	....	..	....	..	...	3	331
Cassat.	28	Niv.	11	Evocation.	..	...	12	367	5	3	1	170	..	..	....	..	....	..	...	3	273
Paris.	29	Niv.	11	Sép. de corps.	..	...	21	124	1	7	2	772	..	..	....	11	543	4	438	..	....
Cassat.	2	Pluv.	11	Requête civ.	..	...	18	984	5	4	1	146	..	..	....	11	608	..	...	..	....
Cassat.	4	Pluv.	11	Jug. 2e part.	..	...	15	190	12	3	2	272	3	1	579	9	768	..	...	3	206
Arr. des c.	4	Pluv.	11	Enquête.	..	...	11	18	10	3	2	57	3	1	579	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Pluv.	11	Just. de paix.	..	...	16	574	26	3	2	276	..	..	....	3	292	4	489	3	210
Cassat.	6	Pluv.	11	Compromis.	..	...	7	26	2	3	1	352	3	1	581	1	627	4	420	3	212
Paris.	7	Pluv.	11	Péremption.	..	...	18	407	1	..	..	....	..	..	....	11	198	4	478	3	216
Cassat.	10	Pluv.	11	Requête civ.	..	...	18	992	14	4	1	156	..	2	272	11	597	..	...	..	....
Cassat.	11	Pluv.	11	Cassat.	..	...	6	438	23	3	1	160	..	..	....	2	287	..	...	..	....
Cassat.	13	Pluv.	11	Avoué.	..	...	5	247	10	3	2	277	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Pluv.	11	Expertise.	..	...	12	677	3	3	1	172	..	..	....	7	689	..	...	..	....
Paris.	14	Pluv.	11	Exception.	..	...	12	434	11	3	2	236	..	..	....	7	610	5	87	..	....
Dijon.	15	Pluv.	11	Saisie-exécut.	..	...	21	403	6	7	2	1191	..	..	....	11	651	7	91	3	236
Lyon.	16	Pluv.	11	Saisie immob.	..	...	20	10	11	..	..	....	..	..	....	11	766	6	425	..	....
Paris.	21	Pluv.	11	Tribunaux.	..	...	22	16	20	7	2	1217	..	..	....	3	307	..	...	..	....
Arrêté.	21	Pluv.	11	Enregistrem.	..	...	11	244	15	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Pluv.	11	Somm. appel.	..	...	3	15	9	3	2	13	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Pluv.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	73	41	3	2	432	..	..	....	4	705	5	389	3	257
Paris.	26	Pluv.	11	Cons. de fam.	..	...	8	331	2	3	2	469	..	..	....	12	714	4	545	..	....
Cassat.	26	Pluv.	11	Conciliation.	..	...	7	191	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Pluv.	11	Cassation.	..	...	6	438	24	..	..	....	..	..	....	2	277	..	...	..	....
Cassat.	27	Pluv.	11	Conciliation.	..	...	7	194	23	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	3	264
Cassat.	27	Pluv.	11	Amende.	..	...	2	574	10	7	2	816	..	..	....	..	....	9	205	3	264
Cassat.	2	Vent.	11	Evocation.	..	...	12	369	1	3	2	514	..	..	....	..	....	4	513	3	272

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	2	Vent.	11	Jug. par déf.	..	...	15	288	10	3	2	514	..	..	....	9	946	4	513	3	272
Cassat.	3	Vent.	11	Enregistrem.	..	...	11	248	17	3	2	291	..	..	....	7	178	4	520	..	....
Cassat.	3	Vent.	11	Cess. de bien.	..	...	6	598	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	3	278
Cassat.	4	Vent.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	73	42	7	2	817	..	..	....	4	720	9	254	3	290
Cassat.	4	Vent.	11	Enquête.	..	...	11	18	10	3	1	178	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Vent.	11	Demand. nou.	..	...	9	58	10	3	1	181	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Vent.	11	Exploit.	..	...	13	65	34	7	2	817	..	..	....	7	830	9	254	..	....
Cassat.	4	Vent.	11	Garantie.	..	...	14	423	7	3	1	179	3	1	609	7	624	..	...	3	283
Cassat.	6	Vent.	11	Depens.	..	...	9	139	6	3	2	413	..	..	....	9	665	..	...	..	....
Cassat.	6	Vent.	11	Dépens.	..	...	9	139	6	3	2	413	..	..	....	9	665	..	...	..	....
Cassat.	11	Vent.	11	Requête civile.	..	...	18	984	5	3	1	257	3	1	614	..	....	7	529	3	301
Cassat.	11	Vent.	11	Requête civile.	..	...	18	988	9	3	1	257	3	1	614	..	....	5	209	3	301
Paris.	12	Vent.	11	Tribunaux.	..	...	22	16	21	..	..	....	..	..	....	..	....	5	249	3	309
Cassat.	13	Vent.	11	Somm. appel.	..	...	3	14	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Vent.	11	Offres réelles.	..	...	17	20	9	3	1	250	3	1	620	10	583	5	129	3	317
Loi.	16	Vent.	11	Discipline jud.	..	...	10	521	4	3	2	63	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	18	Vent.	11	Tierce oppos.	..	...	21	515	13	3	2	250	..	..	....	12	650	5	185	3	320
Turin.	19	Vent.	11	Compromis.	..	...	7	28	4	4	2	620	..	..	....	1	603	..	...	..	....
Paris.	20	Vent.	11	Saisie immob.	..	...	20	11	13	3	2	219	..	..	....	..	....	5	77	..	....
Paris.	20	Vent.	11	Scellés et inv.	..	...	21	16	3	3	2	276	..	..	....	..	....	5	263	3	322
Paris.	20	Vent.	11	Conciliation.	..	...	7	184	16	3	2	245	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Vent.	11	Saisie immob.	..	...	20	11	14	3	1	223	3	1	621	11	820	7	385	3	324
Cassat.	24	Vent.	11	Evocation.	..	...	12	367	4	3	1	214	3	1	624	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Vent.	11	Exploit.	..	...	13	40	12	3	1	251	3	1	622	7	837	..	...	3	326
Toulouse.	24	Vent.	11	Cont. p. corps.	..	...	8	465	12	7	2	874	3	3	624	..	....	7	348	..	....
Cassat.	25	Vent.	11	Jug. 2e part.	..	...	15	191	13	3	1	215	..	..	....	9	766	..	...	3	331
Cassat.	30	Vent.	11	Cassation.	..	...	6	439	25	16	1	167	..	..	....	..	....	..	...	3	338
Cassat.	30	Vent.	11	Evocation.	..	...	12	387	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	3	339
Amiens.	30	Vent.	11	Conciliation.	..	...	7	196	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Ger.	11	Arbitrage.	..	...	4	525	18	7	2	1203	..	..	....	1	640	5	459	..	....
Cassat.	1	Ger.	11	Requête civile.	..	...	18	989	10	3	2	537	3	1	630	11	597	5	65	3	340
Grenoble.	2	Ger.	11	Ress. 1er et d.	..	...	35	124		..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Instr. gén.	8	Ger.	11	Huissier.	..	...	14	550	9	3	2	154	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Ger.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	69	37	..	..	....	..	..	....	4	709	5	55	..	....
Paris.	9	Ger.	11	Demand. nou.	..	...	9	59	11	7	2	889	..	..	....	4	796	..	...	..	....
Cassat.	9	Ger.	11	Lic. et partag.	..	...	16	671	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Ger.	11	Renvoi.	..	...	18	857	5	3	2	381	..	..	....	..	....	5	223	3	356
Cassat.	14	Ger.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	74	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Ger.	11	Règl. de juges.	..	...	18	799	8	..	..	....	..	..	....	..	....	5	196	..	....
Cassat.	15	Ger.	11	Saisie immob.	..	...	20	12	15	2	2	289	3	1	635	11	715	..	...	3	364
Rouen.	16	Ger.	11	Saisie immob	..	...	20	12	15	3	2	224	3	1	636	11	807	5	228	3	374
Paris.	16	Ger.	11	Saisie-arrêt.	..	...	19	263	13	3	2	281	3	1	636	..	....	..	...	3	372
Cassat.	16	Ger.	11	Just. de paix.	..	...	16	574	27	3	2	502	3	1	636	3	368	5	257	2	377
Paris.	17	Ger.	11	Acquiescem.	..	...	1	98	25	..	..	....	1	1	132	..	....	5	375	..	....
Cassat.	18	Ger.	11	Tribunaux.	..	...	22	14	19	7	2	1194	..	..	....	..	....	..	...	3	378
Cassat.	18	Ger.	11	Acquiescem.	..	...	1	99	26	7	2	704	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Ger.	11	Referé.	..	...	18	742	2	7	2	1165	..	..	....	11	546	5	207	3	386
Cassat.	22	Ger.	11	Huissier.	..	...	14	551	10	3	1	296	..	..	....	9	11	5	193	3	388
Cassat.	23	Ger.	11	Greffier.	..	...	14	493	5	3	2	306	..	..	....	7	481	9	220	..	....
Arrêté.	24	Ger.	11	Aut. comm.	..	...	4	721	12	7	2	810	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Ger.	11	Enquête.	..	...	11	19	11	..	..	....	..	..	....	..	....	5	203	..	....
Cassat.	27	Ger.	11	Exploit.	..	...	13	66	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Ger.	11	Evocation.	..	...	12	367	§ 6	7	2	882	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Ger.	11	Saisie-exécut.	..	...	21	405	8	3	2	253	..	..	....	11	654	5	190	3	399
Cassat.	29	Ger.	11	Cassation.	..	...	6	440	26	7	2	816	3	1	615	..	....	9	208	3	406
Paris.	29	Ger.	11	Conciliation.	..	...	7	195	24	7	2	848	..	..	....	3	720	5	521	..	....
Cassat.	30	Ger	11	Jug. 1re part.	..	...	15	57	45	3	2	580	3	1	646	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Ger.	11	Verific. d'écr.	..	...	22	403	2	..	..	....	..	..	....	12	949	5	380	3	415
Cassat.	5	Flor.	11	Enquête.	..	...	11	19	§ 12	..	..	....	..	..	....	..	....	5	200	..	....
Colmar.	6	Flor.	11	Aut. comm.	..	...	4	723	13	3	2	597	..	..	....	3	17	..	...	..	....
Instruct. r.	7	Flor.	11	Enregistrem.	..	...	11	250	18	3	2	155	3	1	649	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Flor.	11	Conclusions.	..	...	8	304	1	..	..	....	3	1	649	..	....	..	...	3	410
Paris.	9	Flor.	11	Offres réelles.	..	...	17	21	10	3	2	291	..	..	....	10	580	5	295	3	412
Paris.	9	Flor.	11	Demand. nou	..	...	9	59	11	7	2	889	..	..	....	..	....	..	...	3	411
Arrêté.	10	Flor.	11	Amende.	..	...	2	575	11	3	2	170	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Flor.	11	Somm. appel.	..	...	3	14	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Flor.	11	Just. de paix.	..	...	16	575	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Flor.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	57	46	17	1	395	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Flor.	11	Cassation.	..	...	6	442	27	..	..	....	2	1	267	2	267	..	...	..	....
Turin.	20	Flor.	11	Exploit.	..	...	13	65	35	..	..	....	3	1	656	7	759	..	...	..	....
Cassat.	20	Flor.	11	Expert. à la n.	..	...	12	677	4	..	..	....	3	1	656	..	....	5	225	..	....
Cassat.	21	Flor.	11	Arbitrage.	..	...	4	510	1	3	2	325	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Flor.	11	Evocation.	..	...	12	367	§ 7	3	1	328	3	1	660	..	....	..	...	3	471

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Pau.	22	Flor.	11	Vérific. d'écr.	..	...	22	404	3	..	..	....	..	..	....	12	951	5	344	3	472
Cassat.	27	Flor.	11	Acquiescem.	..	...	1	72	6	..	..	....	..	..	....	1	91	..	...	..	....
Cassat.	28	Flor.	11	Evocation.	..	...	12	389	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Flor.	11	Cont. p. corps.	..	...	8	467	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Prair.	11	Saisie immob.	..	...	20	16	17	7	2	948	..	..	....	..	....	7	108	3	485
Agen.	1	Prair.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	74	45	..	..	....	4	2	628	..	....	..	...	..	....
Arrêté.	2	Prair.	11	Saisie-arrêt.	..	...	19	268	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Prair.	11	Just. de paix.	..	...	16	576	29	3	1	302	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Prair.	11	Référé.	..	...	18	743	3	..	..	....	..	..	....	11	545	5	349	..	....
Paris.	3	Prair.	11	Conciliation.	..	...	7	187	18	7	2	974	..	..	....	..	....	5	349	..	....
Cassat.	4	Prair.	11	Trib. de com.	..	...	22	161	6	3	2	329	..	..	....	3	360	9	201	3	489
Cassat.	4	Prair.	11	Appel.	..	...	3	40	9	3	1	313	3	1	667	1	493	5	497	3	490
Paris.	5	Prair.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	58	47	16	2	79	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	7	Prair.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	67	46	..	..	....	..	..	....	4	669	..	...	..	....
Cassat.	10	Prair.	11	Evocation.	..	...	12	368	§ 8	..	..	....	..	..	....	..	....	5	369	..	....
Besançon.	11	Prair.	11	Jug. arbitral.	..	...	16	454	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Prair.	11	Tribunaux.	..	...	22	18	22	7	2	862	2	1	1	..	....	7	5	..	....
Paris.	13	Prair.	11	Saisie immob.	..	...	20	16	19	..	..	....	..	..	....	11	679	5	550	3	511
Cassat.	14	Prair.	11	Arbitrage.	..	...	4	510	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	16	Prair	11	Signification.	..	...	21	236	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Prair.	11	Evocation.	..	...	12	367	§ 4	4	2	10	..	..	....	..	....	5	353	3	514
Cassat.	17	Prair.	11	Enregistrem.	..	...	11	252	19	3	2	334	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Prair.	11	Saisie immob.	..	...	20	18	22	..	..	....	..	..	....	11	798	5	422	3	515
Cassat.	19	Prair.	11	Intervention.	..	...	14	737	1	7	2	770	4	1	3	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	21	Prair.	11	Serment.	..	...	21	195	2	3	2	478	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Angers.	21	Prair.	11	Conciliation.	..	...	7	196	26	6	2	398	..	..	....	3	715	..	...	..	....
Cassat.	24	Prair.	11	Conciliation.	..	...	7	199	27	..	..	....	..	..	....	..	....	9	334	..	....
Cassat.	25	Prair.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	59	48	3	1	303	3	1	691	..	....	5	401	3	533
Grenoble.	25	Prair.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Prair.	11	Trib. de com.	..	...	22	276	98	3	1	341	..	..	....	3	356	..	...	3	529
Cassat.	26	Prair.	11	Discipl. jud.	..	...	10	521	5	3	1	391	3	1	696	11	48	..	...	3	519
Cassat.	26	Prair.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	59	49	3	1	310	3	1	696	..	....	5	289	3	537
Cassat.	26	Prair.	11	Appel.	..	...	3	47	12	3	1	310	3	1	696	1	525	5	289	11	289
Cassat.	4	Mess.	11	Renvoi.	..	...	18	858	6	4	2	54	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Mess.	11	Exploit.	..	...	13	66	38	7	2	911	..	..	....	7	804	5	533	..	....
Cassat.	7	Mess.	11	Tribunaux.	..	...	22	18	23	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	8	Mess.	11	Appel.	..	...	3	52	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Mess.	11	Conciliation.	..	...	7	200	28	7	2	847	..	..	....	3	712	7	471	3	558
Paris.	9	Mess.	11	Exécution.	..	...	12	524	2	..	..	....	..	..	....	..	....	7	20	3	569
Cassat.	10	Mess.	11	Just. de paix.	..	...	16	576	17	..	..	....	..	..	....	..	....	5	417	..	....
Cassat.	11	Mess.	11	Exploit.	..	...	13	40	12	4	2	10	..	..	....	..	....	5	358	3	570
Cassat.	15	Mess.	11	Récusation.	..	...	18	620	3	4	2	40	3	2	6	11	532	..	...	..	....
Cassat.	16	Mess.	11	Exploit.	..	...	13	67	30	..	..	....	..	..	....	7	834	..	...	..	....
Paris.	19	Mess.	11	Scellés et inv.	..	...	21	17	4	4	2	35	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Mess.	11	Amende.	..	...	2	577	12	3	2	343	..	..	....	1	376	..	...	..	....
Cassat.	22	Mess.	11	Amende.	..	...	2	577	12	3	2	390	..	..	....	1	376	..	...	..	....
Cassat.	22	Mess.	11	Conciliation.	..	...	7	205	29	3	2	467	3	1	719	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Mess.	11	Conciliation.	..	...	7	205	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat	24	Mess.	11	Action.	..	...	2	326	3	3	2	344	..	..	....	4	617	..	...	..	....
Cassat.	24	Mess.	11	Action.	..	...	2	326	3	3	2	345	..	..	....	..	....	..	...	3	589
Cassat.	25	Mess.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	60	50	..	..	....	4	1	6	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Ther.	11	Somm. appel.	..	...	3	15	10	4	1	42	4	2	21	1	488	11	419	3	410
Cassat.	1	Ther.	11	Somm. appel.	..	...	3	15	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Ther.	11	Somm. appel.	..	...	3	15	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Ther.	11	Saisie-exécut.	..	...	21	406	10	15	1	309	4	1	21	11	658	5	502	3	612
Cassat.	2	Ther.	11	Just. de paix.	..	...	16	575	28	7	2	845	4	1	21	..	....	..	...	3	613
Cassat.	6	Ther.	11	Tierce oppos.	..	...	21	516	14	3	2	538	3	1	737	2	522	..	...	..	....
Cassat.	7	Ther.	11	Conclusions.	..	...	8	321	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Ther.	11	Jug. 1re part.	..	...	15	60	51	3	1	381	3	1	738	..	....	5	451	3	621
Cassat.	7	Ther.	11	Ress. 1er et d.	..	...	19	60	23	3	2	355	..	..	....	4	633	..	...	..	....
Cassat.	7	Ther.	11	Enquête.	.	...	11	19	§ 11	..	..	....	..	..	....	..	....	5	451	..	....
Cassat.	8	Ther.	11	Prise à partie.	..	...	18	536	1	3	1	364	3	1	740	11	346	5	530	..	....
Cassat.	8	Ther.	11	Signification.	..	...	21	236	5	3	2	355	3	1	740	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Ther.	11	Interd. et c. j.	..	...	14	654	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	9	Ther.	11	Requête civ.	..	...	18	991	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
D. du g. j.	10	Ther.	11	Exécution.	..	...	12	524	3	3	2	156	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Ther.	11	Interd. et c. j.	..	...	14	655	5	4	2	513	..	..	....	..	....	..	...	3	628
Cassat.	13	Ther.	11	Appel.	..	...	3	21	1	..	..	....	..	..	....	1	441	5	561	..	....
Bruxelles.	13	Ther.	11	Oppos. à mar.	..	...	17	84	1	4	2	513	..	..	....	10	65	..	...	3	628
Cassat.	13	Ther.	11	Appel.	..	...	3	21	1	4	2	41	4	1	26	1	441	5	561	..	....
Cassat.	15	Ther.	11	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	4	1	26	2	1	28	..	....	7	185	..	....
Paris.	16	Ther.	11	Surenchère.	..	...	21	554	5	3	2	463	..	..	....	11	794	.	...	..	....
Cassat.	16	Ther.	11	Cassation.	..	...	6	444	28	..	..	....	..	..	....	2	270	..	...	3	634
Arr. des c.	18	Ther.	11	Huissier.	..	...	14	551	11	3	2	222	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle édit. v.	Nle édit. p.	Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. edit. v.	Anc. edit. p.	Anc. edit. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.	PALAIS. A. ed. v.	A. ed. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.
Cassat.	21	Ther.	11	Expertise.	..	...	12	677	3	3	2	361	3	1	743	7	690	..	...	3	638
Cassat.	22	Ther.	11	Arbitrage.	..	...	4	526	18	..	..	....	..	..	....	1	640	7	372	..	....
Cassat.	22	Ther.	11	Conciliation.	..	...	7	163	6	3	2	363	4	1	71	3	723	..	...	3	639
Amiens.	25	Ther.	11	Interdiction.	..	...	14	656	7	7	2	864	..	..	....	9	550	..	...	..	....
Besançon.	28	Ther.	11	Jug. arbitral.	..	...	16	461	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Fruct.	11	Somm. appel.	..	...	3	14	6	3	2	369	3	1	751	1	511	9	262	..	....
Cassat.	6	Fruct.	11	Ordre.	..	...	17	104	1	3	2	448	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Fruct.	11	Saisie immob.	..	...	20	19	25	4	2	22	4	1	38	11	700	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Fruct.	11	Interdiction.	..	...	14	656	8	4	2	451	..	..	....	9	567	..	...	..	....
Cassat.	11	Fruct.	11	Saisie immob.	..	...	20	1	1	..	..	....	..	..	....	11	798	..	...	..	....
Cassat.	11	Fruct.	11	Appel.	..	...	3	72	25	..	..	....	4	1	41	1	49	..	...	..	....
Cassat.	11	Fruct.	11	Ress. 1er et d	..	...	19	80	48	4	1	25	3	1	755	4	666	..	...	3	656
Cassat.	12	Fruct.	11	Offres réelles.	..	...	17	17	6	4	1	98	..	..	....	..	....	..	52	3	659
Cassat.	19	Fruct.	11	Cassation.	..	...	6	452	39	..	..	....	4	1	77	2	296	..	...	..	....
Cassat.	20	Fruct.	11	Conciliation.	..	...	7	205	30	3	1	364	..	..	....	..	....	..	...	..	....
D. du g. j.	21	Fruct.	11	Exécution.	..	...	12	524	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Fruct.	11	Exploit.	..	...	13	68	40	4	2	24	4	1	47	7	838	..	...	3	671
Cassat.	27	Fruct.	11	Exploit.	..	...	13	68	41	4	2	53	2	1	105	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Vend.	12	Jug. 1re part.	..	...	15	61	52	..	..	....	..	..	....	..	....	7	161	..	....
Cassat.	18	Vend.	12	Saisie immob.	..	...	20	1	1	4	2	649	..	..	....	11	798	7	261	4	1
Cassat.	18	Vend.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	....	4	690	..	...	..	....
Cassat.	19	Vend.	12	Sommation.	..	...	3	15	12	4	2	45	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Vend.	12	Jug. 2e part.	..	...	15	192	14	4	2	45	4	1	116	9	769	..	...	..	....
Cassat.	21	Vend.	12	Tribunaux.	..	...	22	19	24	4	2	31	..	..	....	..	....	7	257	..	....
Cassat.	22	Vend.	12	Acquiescem.	..	...	1	100	27	..	..	....	..	..	....	..	....	7	100	..	....
Cassat.	24	Vend.	12	Saisie immob.	..	...	20	20	27	4	2	22	4	1	96	..	....	7	193	4	19
Cassat.	24	Vend.	12	Protêt.	..	...	18	550	3	4	1	146	..	..	....	6	715	..	...	4	12
Cassat.	24	Vend.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	4	1	105	..	..	....	4	690	9	71	4	14
Cassat.	24	Vend.	12	Reprise d'ins.	..	...	18	951	2	4	2	64	..	..	....	11	629	7	187	..	....
Cassat.	24	Vend.	12	Exception.	..	...	12	435	12	4	1	65	1	1	90	..	....	7	195	4	17
Cassat.	24	Vend.	12	Execution.	..	...	12	530	4	..	..	....	..	..	....	11	629	..	...	..	....
Cassat.	25	Vend.	12	Exploit.	..	...	13	69	42	7	2	921	1	1	119	7	759	7	97	4	20
Cassat.	25	Vend.	12	Appel.	..	...	3	162	59	4	1	97	5	2	121	7	807	7	422	4	20
Cassat.	26	Vend.	12	Conciliation.	..	...	7	206	31	4	2	86	12	1	124	3	714	7	241	..	....
Cassat.	26	Vend.	12	Cassation.	..	...	6	445	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	4	23
Cassat.	26	Vend.	12	Jug. 2e part.	..	...	15	193	15	4	2	43	..	..	....	..	....	..	...	4	23
Cassat.	3	Brum.	12	Trib. de com.	..	...	22	161	7	4	2	28	2	1	126	3	366	7	198	4	33
Avis.	6	Brum.	12	Cont. p. corps.	..	...	8	468	14	7	2	871	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Brum.	12	Enquête.	..	...	11	32	4	4	2	24	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Brum.	12	Huissier.	..	...	14	551	12	7	2	1012	1	..	128	9	18	..	...	4	43
Cassat.	11	Brum.	12	Jug. 2e part.	..	...	15	191	13	4	2	47	..	..	....	..	....	7	279	..	....
Cassat.	12	Brum.	12	Renvoi.	..	...	18	863	7	4	2	668	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Brum.	12	Ordre.	..	...	17	104	2	..	..	....	..	..	....	..	....	9	294	..	....
Cassat.	15	Brum.	12	Récusation.	..	...	18	622	4	4	1	64	..	..	138	11	535	7	440	4	46
Lettres m.	15	Brum.	12	Saisie immob.	..	...	20	21	28	4	2	587	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Brum.	12	Renvoi.	..	...	18	864	8	..	..	....	4	1	197	..	....	5	49	..	....
Cassat.	17	Brum.	12	Cassation.	..	...	6	446	31	4	2	27	2	1	298	2	298	7	371	4	53
Besançon.	22	Brum.	12	Conciliation.	..	...	7	171	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Brum.	12	Dépens.	..	...	9	141	7	20	1	483	4	1	139	9	680	..	...	..	....
Cassat.	22	Brum.	12	Appel.	..	...	3	73	26	4	2	282	..	..	....	1	452	..	...	4	57
Cassat.	23	Brum	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	88	50	4	2	29	..	..	....	4	663	8	289	4	64
Cassat.	23	Brum.	12	Appel.	..	...	3	29	3	..	..	....	..	..	....	1	427	..	...	..	....
Cassat.	24	Brum.	12	Jug. 2e part.	..	...	15	193	16	7	2	982	..	..	....	1	508	7	286	..	....
Metz.	24	Brum.	12	Cons. de fam.	..	...	8	333	3	5	2	80	..	..	....	12	723	7	286	..	....
Paris.	24	Brum.	12	Exploit.	..	...	13	70	43	..	..	....	..	..	....	..	....	7	288	..	....
Cassat.	24	Brum.	12	Cont. p. corps.	..	...	8	460	9	4	1	129	2	..	165	3	709	8	42	4	70
Cassat.	29	Brum.	12	Caution.	..	...	6	526	3	7	2	821	..	..	....	2	405	..	...	..	....
Cassat.	1	Frim.	12	Cassation.	..	...	6	447	32	4	1	68	..	..	....	..	....	7	513	4	91
Agen.	3	Frim.	12	Acquiescem.	..	...	1	105	28	..	..	....	..	..	....	1	209	7	520	..	....
Paris.	4	Frim.	12	Conciliation.	..	...	7	206	32	..	..	....	..	..	....	..	....	7	549	4	99
Cassat.	8	Frim.	12	Arbitrage.	..	...	4	520	14	4	2	662	..	..	....	1	675	..	...	4	115
Cassat.	8	Frim.	12	Exécution.	..	...	12	531	5	4	1	170	4	1	152	9	642	..	...	4	113
Cassat.	13	Frim.	12	Huissier.	..	...	14	553	15	4	2	80	4	1	156	7	695	7	259	4	124
Cassat.	13	Frim	12	Just. de paix.	..	...	16	576	30	4	2	93	5	1	196	..	....	8	242	4	123
Cassat.	14	Frim.	12	Jug. 2e part.	..	...	15	193	17	4	2	69	..	..	....	9	769	..	...	..	....
Cassat.	14	Frim.	12	Acquiescem.	..	...	1	109	31	..	..	....	..	..	167	1	140	..	...	4	126
Cassat.	20	Frim.	12	Enregistrem.	..	...	11	253	20	4	2	48	..	..	....	7	68	..	...	..	....
Paris.	22	Frim.	12	Cont. p. corps.	..	...	8	477	15	4	2	719	..	..	....	3	811	..	...	4	146
Cassat.	22	Frim.	12	Saisie immob.	..	...	20	22	30	..	..	....	..	..	....	..	....	8	45	4	148
Agen.	24	Frim.	12	Acquiescem.	..	...	1	110	32	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Frim.	12	Acquiescem.	..	...	1	112	34	7	2	762	..	..	....	..	....	7	478	..	....
Grenoble.	29	Frim.	12	Exploit.	..	...	13	40	12	..	..	....	..	..	....	..	....	7	369	..	....
Cassat.	30	Frim.	12	Prise à partie.	..	...	18	536	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Frim.	12	Accusation.	..	...	1	222	6	4	2	61	..	..	....	1	81	7	324	4	169

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. edit. v.	DALLOZ. Anc. edit. p.	DALLOZ. Anc. edit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Dijon.	30	Frim.	12	Scellés et inv.	..	...	21	18	5	4	2	660	..	..	....	..	....	7	490	4	169
Cassat.	1	Niv.	12	Enquête.	..	...	11	19	§ 13	4	2	91	4	1	198	..	....	8	241	4	173
Cassat.	5	Niv.	12	Just. de paix.	..	...	16	577	31	4	2	763	..	..	....	..	....	7	436	..	....
Cassat.	6	Niv.	12	Expert. à la n.	..	...	12	677	5	7	2	874	3	1	239	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Niv.	12	Conciliation.	..	...	7	207	33	4	2	716	..	..	....	..	....	8	25	4	184
Cassat.	9	Niv.	12	Acquiescem.	..	...	1	97	24	..	..	....	..	..	....	..	....	7	465	..	....
Cassat.	9	Niv.	12	Huissier.	..	...	14	555	16	4	2	62	..	..	....	..	....	7	452	..	....
Cassat.	12	Niv.	12	Minist. pub.	..	...	16	753	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Niv.	12	Caution.	..	...	6	527	4	4	2	49	..	..	....	..	....	8	167	..	....
Cassat.	12	Niv.	12	Cassation.	..	...	6	528	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Niv.	12	Demand. nou.	..	...	9	53	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Niv.	12	Tribunaux.	..	...	22	19	25	..	..	....	..	..	....	..	....	7	479	..	....
Cassat.	18	Niv.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	70	40	4	2	64	..	..	....	4	662	..	...	..	....
Cassat.	18	Niv.	12	Exception.	..	...	12	436	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	18	Niv.	12	Sép. de corps	..	...	21	125	2	..	..	....	..	..	....	11	941	..	...	..	....
Cassat.	18	Niv.	12	Avocat.	..	...	5	138	5	4	2	51	..	..	....	..	....	..	...	4	204
Cassat.	18	Niv.	12	Exploit.	..	...	13	40	12	4	1	222	4	1	228	..	....	9	231	4	202
Paris.	19	Niv.	12	Protêt.	..	...	18	556	4	7	2	962	4	1	223	6	699	7	423	4	209
Paris.	19	Niv.	12	Garantie.	..	...	14	423	8	4	2	735	4	1	223	..	....	9	326	4	209
Cassat.	19	Niv.	12	Signification.	..	...	21	238	6	4	2	59	..	..	223	2	278	12	326	4	214
Cassat.	25	Niv.	12	Appel.	..	...	3	31	3	4	1	221	..	..	....	1	428	8	98	4	231
Cassat.	27	Niv.	12	Récusation.	..	...	18	620	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Niv.	12	Renvoi.	..	...	18	858	6	..	..	....	2	1	206	11	493	..	...	4	239
Paris.	30	Niv.	12	Ordre.	..	...	17	108	3	..	..	....	..	..	....	..	....	8	94	..	....
Cassat.	3	Pluv.	12	Just. de paix.	..	...	16	577	32	..	..	....	..	..	....	3	284	7	438	..	....
Cassat.	3	Pluv.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	89	51	4	1	216	..	..	....	4	637	7	449	4	243
Cassat.	3	Pluv.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	53	18	..	..	....	..	..	....	4	630	7	449	4	243
Cassat.	4	Pluv.	12	Règl. de juges.	..	...	18	801	9	4	2	100	4	1	195	3	255	8	97	..	....
Turin.	6	Pluv.	12	Caution.	..	...	6	528	5	..	..	....	..	..	....	2	404	..	...	..	....
Cassat.	9	Pluv.	12	Expert. à la n.	..	...	12	570	....	4	2	507	..	..	....	7	661	7	481	..	....
Cassat.	10	Pluv.	12	Saisie immob	..	...	20	24	33	4	1	219	4	1	244	11	809	8	17	4	249
Cassat.	10	Pluv.	12	Requête civ.	..	...	18	991	14	4	2	112	..	..	272	11	597	5	137	4	247
Cassat.	14	Pluv.	12	Tribunaux.	..	...	22	20	26	4	2	270	4	1	250	..	....	8	246	..	....
Cassat.	17	Pluv.	12	Requête civ.	..	...	18	993	15	4	1	217	4	1	247	11	610	7	529	4	263
Cassat.	18	Pluv.	12	Exécut. prov.	..	...	12	...	26	..	..	....	4	1	231	1	518	..	...	4	265
Cassat.	18	Pluv.	12	Tribunaux.	..	...	22	20	27	4	2	103	..	..	....	3	319	..	...	4	267
Cassat.	19	Pluv.	12	Renvoi.	..	...	18	865	9	4	2	90	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Pluv.	12	Arbitrage.	..	...	4	522	15	4	2	681	..	..	....	1	690	..	...	4	279
L. du m. j.	24	Pluv.	12	Greffier.	..	...	14	49	6	47	2	993	..	..	....	..	....	8	380	..	....
Agen.	28	Pluv.	12	Aut. femm.	..	...	5	13	2	4	2	137	..	..	....	10	132	..	...	4	285
Cassat.	1	Vent.	12	Jug. 2e part.	..	...	15	194	18	..	..	....	..	..	....	9	709	..	...	..	....
Paris.	1	Vent.	12	Licit. et part.	..	...	16	671	4	7	2	1055	..	..	....	12	931	8	295	4	291
Nîmes.	2	Vent.	12	Saisie immob.	..	...	20	25	34	..	..	....	..	..	....	11	821	10	111	4	295
Cassat.	2	Vent.	12	Just. de paix	..	...	16	578	33	4	2	98	..	..	....	3	285	..	...	..	....
Cassat.	2	Vent.	12	Amende.	..	...	2	578	13	20	1	467	5	2	2	..	....	8	3	4	303
Cassat.	8	Vent.	12	Règlem. de j.	..	...	18	799	8	4	2	125	4	1	261	3	241	8	257	..	....
Paris.	12	Vent.	12	Saisie immob.	..	...	20	26	35	7	2	950	..	..	....	11	731	8	298	4	337
Bruxelles.	14	Vent.	12	Jug. par déf.	..	...	15	289	11	5	2	380	..	..	....	9	717	..	...	4	340
Cassat.	15	Vent.	12	Interrogat.	..	...	14	703	3	4	2	108	..	..	....	9	373	..	...	4	350
Besançon.	15	Vent.	12	Interdiction.	..	...	14	657	9	4	2	654	..	..	....	9	542	..	...	..	....
Cassat.	15	Vent.	12	Offres réelles.	..	...	17	22	11	4	1	288	..	..	....	..	....	8	23	4	347
Grenoble.	15	Vent.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	90	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Vent.	12	Renvoi.	..	...	18	867	10	4	2	110	..	..	....	7	781	..	...	4	355
Turin.	16	Vent.	12	Signification.	..	...	21	239	7	4	2	551	..	..	....	7	781	..	...	..	....
Décret.	16	Vent.	12	Just. de paix.	..	...	16	579	35	4	2	296	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Vent.	12	Dépens.	..	...	9	245	91	4	2	94	4	1	291	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Vent.	12	Huissier.	..	...	14	558	17	4	2	244	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Vent.	12	Exécution.	..	...	12	531	6	4	1	267	2	1	302	..	....	..	...	..	....
Turin.	28	Vent.	12	Exécution.	..	...	12	535	7	4	2	536	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	29	Vent.	12	Conciliation.	..	...	7	209	34	4	2	616	..	..	....	3	277	..	...	4	376
Cassat.	30	Vent.	12	Evocation.	..	...	12	367	3	..	..	....	..	..	....	..	....	8	156	..	....
Nîmes.	3	Ger.	12	Jug. 1re part.	..	...	15	61	53	..	..	....	..	..	....	..	....	7	191	..	....
Turin.	3	Ger.	12	Arbitrage.	..	...	4	498	5	4	2	587	..	..	....	1	690	..	...	..	....
Cassat.	13	Ger.	12	Arbitrage.	..	...	4	498	6	4	2	111	4	1	298	..	....	8	465	4	406
Cassat.	13	Ger.	12	Cassat.	..	...	6	448	33	4	2	111	..	..	....	2	285	8	465	..	....
Cassat.	13	Ger.	12	Exploit.	..	...	13	71	47	4	2	111	4	1	298	7	805	8	465	4	406
Cassat.	19	Ger.	12	Saisie immob	..	...	20	27	36	..	..	....	..	..	....	..	....	8	437	4	418
Cassat.	19	Ger.	12	Enregistrem.	..	...	11	253	21	4	2	164	4	1	413	7	179	..	...	..	....
Cassat.	20	Ger.	12	Demand. nou.	..	...	9	60	13	20	1	460	4	1	357	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Ger.	12	Amende.	..	...	2	580	14	4	1	350	..	..	....	1	271	..	...	..	....
Cassat.	21	Ger.	12	Acquiescem.	..	...	1	113	35	8	1	136	..	..	....	1	141	8	133	4	432
Cassat.	21	Ger.	12	Aut. femm.	..	...	5	17	3	4	2	142	2	1	343	..	....	8	133	4	436
Turin.	24	Ger.	12	Jug. arbitral.	..	...	16	461	23	6	2	499	..	..	....	..	....	..	...	4	438
Turin.	24	Ger.	12	Exploit.	..	...	13	70	45	..	..	....	..	7	734	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle ed. v.	DALLOZ. Nle ed. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Cassat.	26	Ger.	12	Somm. appel.	..	...	3	15	9	4	2	694	4	2	321	1	462	..	...	..	....
Cassat.	26	Ger.	12	Somm. appel.	..	...	3	15	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Ger.	12	Appel.	..	...	3	36	7	4	2	694	4	1	321	1	462	..	...	4	440
Besançon.	29	Ger.	12	Aut. femm.	..	...	5	22	6	4	2	672	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Ger.	12	Demand. nou.	..	...	9	61	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Flor.	12	Tribunaux.	..	...	22	21	28	20	1	472	4	1	421	..	....	8	449	4	461
Cassat.	7	Flor.	12	Just. de paix.	..	...	16	579	36	..	..	....	..	..	....	..	....	8	369	..	....
Rouen.	8	Flor.	12	Interdiction.	..	...	14	657	10	4	2	664	..	..	....	9	531	8	478	..	....
Bruxelles.	12	Flor.	12	Scellés et inv.	..	...	21	18	6	7	2	1193	..	..	....	11	875	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Flor.	12	Matières som.	..	...	16	719	1	7	2	777	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Flor.	12	Saisie-exécut.	..	...	21	406	11	7	2	1190	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Flor.	12	Demand. nou.	..	...	9	130	1	7	2	894	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Flor.	12	Amende.	..	...	2	583	15	4	2	153	7	2	2	1	373	8	258	4	500
Nimes.	22	Flor.	12	Cod. de p. civ.	..	...	6	659	1	4	2	631	..	..	....	..	....	8	319	..	....
Cassat.	24	Flor.	12	Demand. nou.	..	...	9	60	13	4	2	695	..	..	....	4	797	..	...	..	....
Turin.	25	Flor.	12	Jug. 1re part.	..	...	15	62	54	..	..	....	..	..	....	9	618	..	...	..	....
Cassat.	26	Flor.	12	Cassation.	..	...	6	448	34	4	2	140	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	28	Flor.	12	Aut. comm.	..	...	4	724	16	..	..	....	..	..	....	..	....	8	473	..	....
Paris.	28	Flor.	12	Requête civ.	..	...	18	994	16	..	..	....	..	..	....	11	607	8	365	..	....
Cassat.	1	Prair.	12	Action.	..	...	2	337	4	7	2	1001	..	..	....	1	225	12	403	..	....
Cassat.	2	Prair.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	91	53	..	..	....	..	..	....	4	710	8	248	..	....
Cassat.	3	Prair.	12	Enregistrem.	..	...	11	254	22	5	1	15	4	1	549	7	52	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Prair.	12	Jug. 1re part.	..	...	15	62	55	5	2	267	4	1	549	..	....	..	...	..	....
Rouen.	3	Prair.	12	Licit. et part.	..	...	16	672	5	5	2	1	4	1	549	12	510	..	...	..	....
Cassat.	3	Prair.	12	Exploit.	..	...	13	71	46	4	2	706	..	..	549	7	759	..	...	..	....
Turin.	5	Prair.	12	Appel.	..	...	3	266	129	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	8	Prair.	12	Interrogatoire	..	...	14	704	5	..	..	....	..	..	....	9	580	12	137	4	551
Besançon.	8	Prair.	12	Désaveu.	..	...	10	336	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	8	Prair.	12	Conciliation.	..	...	7	164	6	7	2	847	..	..	....	..	....	10	222	..	....
Orléans.	9	Prair.	12	Cons. de fam.	..	...	8	333	4	5	2	14	..	..	....	12	725	8	575	..	....
Turin.	12	Prair.	12	Conciliation.	..	...	7	165	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Prair.	12	Just. de paix.	..	...	16	580	37	..	..	....	5	1	17	3	252	13	253	..	....
Cassat.	16	Prair.	12	Aut. comm.	..	...	3	52	15	4	1	280	2	1	438	3	23	..	...	..	....
Cassat.	16	Prair.	12	Appel.	..	...	3	54	15	4	2	545	..	..	....	1	451	8	565	..	....
Cassat.	16	Prair.	12	Aut. comm.	..	...	4	725	17	4	1	280	2	1	438	3	23	..	...	..	....
Cassat.	17	Prair.	12	Appel.	..	...	3	75	28	4	2	316	5	1	42	1	477	..	...	..	....
Orléans.	18	Prair.	12	Cons. de fam.	..	...	8	333	4	..	..	....	5	1	454	12	727	..	...	..	....
Cassat.	18	Prair.	12	Avocat.	..	...	5	121	1	..	..	....	5	1	454	..	....	..	...	4	561
Paris.	19	Prair.	12	Saisie immob.	..	...	20	29	37	7	2	1242	..	..	....	11	678	12	403	4	562
Cassat.	22	Prair.	12	Cassation.	..	...	6	449	35	4	2	148	..	..	....	2	274	..	...	..	....
Cassat.	23	Prair.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	91	54	7	2	900	..	..	....	4	719	..	...	..	....
Cassat.	23	Prair.	12	Action.	..	...	2	339	6	4	1	369	..	..	....	1	218	..	...	..	....
Cassat.	24	Prair.	12	Action.	..	...	2	328	3	7	2	781	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Prair.	12	Offres réelles.	..	...	17	22	12	..	..	....	..	..	....	10	576	8	452	..	....
Paris.	24	Prair.	12	Ordre.	..	...	17	110	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Prair.	12	Huissier.	..	...	14	559	18	..	..	....	..	..	....	7	696	..	...	..	....
Paris.	26	Prair.	12	Vérific. d'écr.	..	...	22	404	3	..	..	....	..	..	....	..	....	8	538	..	....
Paris.	1	Mess.	12	Désistement.	..	...	10	435	2	4	2	161	..	..	....	5	152	8	409	..	....
Cassat.	1	Mess.	12	Enregistrem.	..	...	11	244	16	..	..	....	..	..	....	7	395	8	409	..	....
Cassat.	1	Mess.	12	Dépens.	..	...	9	141	8	..	..	....	..	..	....	..	....	8	390	4	573
Cassat.	4	Mess.	12	Tribunaux.	..	...	22	21	30	7	2	845	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Mess.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	92	55	..	..	....	..	..	....	4	668	..	...	4	575
Cassat.	7	Mess.	12	Demand. nou.	..	...	9	61	14	..	..	....	4	1	465	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Mess.	12	Renvoi.	..	...	18	867	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	4	591
Paris.	13	Mess.	12	Exception.	..	...	12	439	15	7	2	1067	4	1	505	7	610	10	8	..	....
Cassat.	14	Mess.	12	Evocation.	..	...	12	369	1	7	2	1075	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	14	Mess.	12	Ordre.	..	...	17	111	5	4	2	700	..	..	....	10	851	..	...	4	608
Cassat.	15	Mess.	12	Saisie immob.	..	...	20	30	38	..	..	....	..	..	....	11	712	10	65	..	....
Cassat.	18	Mess.	12	Avocat.	..	...	4	122	1	..	..	....	2	1	509	..	....	10	260	4	611
Cassat.	21	Mess.	12	Appel.	..	...	3	31	3	4	2	162	..	..	....	1	429	..	...	..	....
Cassat.	22	Mess.	12	Evocation.	..	...	12	368	§ 10	4	2	156	4	2	598	11	101	..	...	..	....
Paris.	22	Mess.	12	Ordre.	..	...	17	112	6	..	..	....	..	..	....	10	828	10	122	..	....
Cassat.	22	Mess.	12	Cassation.	..	...	6	450	36	4	2	156	..	..	....	2	285	..	...	..	....
Paris.	23	Mess.	12	Ordre.	..	...	17	112	7	4	2	701	4	1	512	10	519	8	94	..	....
Paris.	24	Mess.	12	Intervention.	..	...	14	737	2	4	2	167	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Mess.	12	Conciliation.	..	...	7	182	15	4	1	358	4	1	515	3	713	..	...	..	....
Paris.	5	Mess.	12	Saisie-exécut.	..	...	21	408	13	..	..	....	..	..	....	..	....	8	535	..	....
Poitiers.	7	Ther.	12	Trib. de com.	..	...	22	162	8	4	2	496	..	..	....	3	357	..	...	..	....
Besançon.	8	Ther.	12	Jug. par déf.	..	...	15	282	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	11	Ther.	12	Saisie-arrêt.	..	...	19	268	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Ther.	12	Interdiction.	..	...	14	658	11	..	..	....	..	..	....	..	....	10	23	..	....
Décis. m.	12	Ther.	12	Enregistrem.	..	...	11	240	11	5	2	269	..	..	....	..	....	8	492	..	....
Cassat.	12	Ther.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	56	..	..	....	..	..	....	..	....	8	492	..	....
Paris.	12	Ther.	12	Cont. p. corps.	..	...	8	477	16	17	2	161	..	..	....	..	....	8	492	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. ed. v.	AVOUÉS. A. ed. p.	AVOUÉS. Nle edit. v.	AVOUÉS. Nle edit. p.	AVOUÉS. Nle edit. nos	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. edit. v.	DALLOZ. Anc. edit. p	DALLOZ. Anc. edit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A éd. v.	PALAIS. A éd. p.	PALAIS. Nle ed. v.	PALAIS. Nle ed. p.
Cassat.	12	Ther.	12	Cassation.	..	...	6	450	37	7	2	817	4	1	565	..	....	8	492	4	640
Cassat.	13	Ther.	12	Acquiescem.	..	...	1	115	36	4	2	173	5	2	11	1	95	10	97	..	....
Nimes.	14	Ther.	12	Execution.	..	...	12	25	9	7	2	826	5	2	5	..	....	10	467	..	....
Colmar.	16	Ther.	12	Cont. p. corps.	..	...	8	479	18	5	2	62	..	..	....	3	790	10	334	..	....
Colmar.	16	Ther.	12	Absent.	..	...	1	18	5	7	2	936	..	..	....	1	7	..	...	..	....
Cassat.	16	Ther.	12	Cassation.	..	...	6	444	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Ther.	12	Tribunaux.	..	...	22	23	31	4	2	339	5	2	6	3	444	..	...	4	644
Cassat.	18	Ther.	12	Exécution.	..	...	12	535	10	5	1	73	5	2	6	9	829	..	...	4	644
Cassat.	19	Ther.	12	Saisie immob.	..	...	20	30	39	4	2	181	..	..	....	11	818	10	187	..	....
Cassat.	20	Ther.	12	Action.	..	...	2	328	3	5	2	155	5	1	61	..	....	11	467	4	650
Cassat.	20	Ther.	12	Aut. femm.	..	...	5	19	3	4	2	166	5	1	586	10	125	10	102	..	....
Cassat.	21	Ther.	12	Exécut. prov.	..	...	12	610	2	4	2	175	4	1	576	..	....	10	236	4	652
Paris.	23	Ther.	12	Renv. et exc.	..	...	18	871	13	7	2	855	..	..	....	..	....	10	153	4	657
Paris.	23	Ther.	12	Regl. de juges	..	...	18	801	10	7	2	855	5	2	250	..	....	10	153	4	657
Avis du C.	25	Ther.	12	Exécution.	..	...	12	536	11	..	..	....	..	..	....	..	....	10	199	..	....
Cassat.	25	Ther.	12	Cassation.	..	...	6	451	39	7	2	814	5	2	18	2	288	..	...	4	659
Cassat.	25	Ther.	12	Cassation.	..	...	6	453	41	7	2	813	5	2	18	2	288	10	199	4	660
Cassat.	25	Ther.	12	Règl. de juges.	..	...	18	802	12	7	2	879	5	2	12	3	248	10	199	..	....
Paris.	26	Ther.	12	Demand. nou.	..	...	9	64	15	7	2	864	4	1	585	4	791	10	199	4	662
Paris.	28	Ther.	12	Saisie immob.	..	...	20	32	41	5	2	12	..	..	....	11	697	10	70	..	....
Bruxelles.	4	Fruct.	12	Arbitrage.	..	...	4	524	16	5	2	535	..	..	....	1	685	..	...	..	....
Cassat.	4	Fruct.	12	Compromis	..	...	7	30	5	5	1	54	3	1	27	1	604	10	401	4	672
Paris.	4	Fruct.	12	Saisie immob.	..	...	20	34	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	4	668
Paris.	6	Fruct.	12	Tierce oppos.	..	...	21	496	4	7	2	1229	5	1	5	..	....	10	216	..	....
Cassat.	9	Fruct.	12	Renv. et exc.	..	...	18	873	15	4	2	184	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Fruct.	12	Conciliation.	..	...	7	206	31	5	1	63	13	1	5	3	715	..	...	..	....
Paris.	10	Fruct.	12	Intervention.	..	...	14	738	3	..	..	....	..	..	....	9	583	10	491	..	....
Cassat.	10	Fruct.	12	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	5	2	33	7	699	..	...	..	....
Cassat.	10	Fruct.	12	Jug. 2e part.	..	...	15	194	19	7	2	856	5	1	27	9	769	..	...	..	....
Cassat.	11	Fruct.	12	Ordre.	..	...	17	113	8	5	2	26	..	..	....	10	814	10	433	4	695
Rouen.	11	Fruct.	12	Faux inc. civ.	..	...	14	331	5	7	2	966	..	..	....	8	424	12	129	4	691
Paris.	14	Fruct.	12	Exécution.	..	...	11	524	3	7	2	1022	..	..	....	9	446	..	...	..	....
Cassat.	16	Fruct.	12	Exploit.	..	...	13	72	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Fruct.	12	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	4	2	191	2	2	23	4	634	10	215	12	749
Cassat.	18	Fruct.	12	Succession.	..	...	21	303	2	5	1	61	..	..	....	12	366	..	...	..	....
Cassat.	23	Fruct.	12	Action.	..	...	2	329	3	5	2	156	5	1	43	..	....	11	468	..	....
Cassat.	23	Fruct.	12	Appel.	..	...	3	44	12	7	2	764	5	1	48	1	526	..	...	..	....
Cassat.	23	Fruct.	12	Exploit.	..	...	13	76	50	..	..	....	5	1	43	7	828	..	...	..	....
Décis. m.	24	Fruct.	12	Absent.	..	...	1	19	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Vend	13	Trib. de com.	..	...	22	312	114	..	..	....	5	1	64	..	....	10	513	5	1
Cassat.	9	Vend.	13	Jug. 2e part.	..	...	15	195	20	5	2	13	..	..	....	..	....	10	304	5	4
Cassat.	10	Vend.	13	Trib. de com.	..	...	22	163	9	5	2	7	5	1	151	..	....	..	...	5	5
Cassat.	11	Vend.	13	Trib. de com.	..	...	22	163	10	..	..	....	4	2	2	3	360	10	516	5	9
Cassat.	11	Vend.	13	Tribunaux.	..	...	22	23	32	7	2	911	..	..	....	3	360	10	535	5	7
Cassat.	11	Vend.	13	Appel.	..	...	3	58	19	..	..	....	5	2	22	1	431	..	...	5	9
Cassat.	16	Vend.	13	Jug. 1re part.	..	...	15	64	57	5	2	108	5	1	56	9	617	10	518	5	16
Cassat.	17	Vend.	13	Jug par def.	..	...	15	290	13	7	2	1032	5	2	16	9	694	10	385	5	19
Cassat.	24	Vend.	13	Amende.	..	...	2	569	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Vend.	13	Acquiescem.	..	...	1	116	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Brum.	13	Amende.	..	...	2	582	14	..	..	....	5	1	50	1	385	..	...	5	36
Cassat.	1	Brum.	13	Exploit.	..	...	13	31	9	7	2	977	5	2	28	..	....	10	522	5	35
Cassat.	7	Brum.	13	Exploit.	..	...	13	77	51	5	2	31	5	2	30	7	705	11	84	5	54
Cassat.	7	Brum.	13	Jug. arbitral.	..	...	16	499	66	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Brum.	13	Greffier.	..	...	14	493	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Brum.	13	Huissier.	..	...	14	542	1	7	2	1001	5	2	41	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Brum	13	Evocation.	..	...	12	369	1	20	1	480	5	1	109	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Brum.	13	Règl. de juges.	..	...	18	802	13	7	2	1165	5	1	72	..	....	10	519	5	76
Nîmes.	20	Brum.	13	Dépens.	..	...	9	141	9	4	2	537	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Brum.	13	Exception.	..	...	12	439	16	5	2	67	5	2	58	7	611	..	...	..	....
Cassat.	22	Brum.	13	Exploit.	..	...	13	210	235	5	2	32	5	2	58	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Brum.	13	Cassation.	..	...	6	454	43	5	1	237	5	4	58	1	147	12	139	5	81
Cassat.	23	Brum.	13	Exécution.	..	...	12	537	12	5	2	58	5	1	128	..	....	..	...	5	94
Nîmes.	24	Brum.	13	Cons. de fam.	..	...	8	333	3	..	..	....	..	..	....	12	728	..	...	..	....
Metz.	24	Brum.	13	Cons. de fam.	..	...	8	334	5	6	2	5	..	..	....	12	723	..	..	5	97
Cassat.	25	Brum.	13	Renv. et exc.	..	...	18	867	11	..	..	....	5	1	345	..	....	..	...	5	98
Cassat.	28	Brum.	13	Trib de com.	..	...	22	284	105	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Brum	13	Péremption.	..	...	18	411	6	..	..	....	5	2	70	11	191	11	24	5	108
Colmar.	30	Brum	13	Saisie immob.	..	...	20	20	27	5	2	407	..	..	....	11	693	..	...	..	....
Cassat.	1	Frim.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	481	19	5	2	61	5	2	48	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Frim.	13	Huissier.	..	...	14	560	19	5	2	96	..	..	....	7	709	..	...	5	115
Cassat.	6	Frim.	13	Saisie immob.	..	...	20	36	47	5	2	233	5	2	46	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Frim.	13	Interrogat.	..	...	14	705	6	5	2	680	5	1	75	9	579	..	...	5	118
Cassat.	6	Frim.	13	Saisie-exécut.	..	...	21	409	14	5	2	233	..	..	....	11	650	..	...	..	....
Cassat.	6	Frim.	13	Appel.	..	...	3	76	29	5	2	647	5	1	116	1	458	..	...	..	....

COURS, OIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
assat.	6	Frim.	13	Appel.	..	...	3	65	22	..	..	....	5	1	116	1	527	..	...	5	116
assat.	7	Frim.	13	Evocation.	..	...	12	402	21	5	2	476	..	..	....	..	....	..	...	5	123
aris.	9	Frim.	13	Trib. de com.	..	...	22	1	95	..	..	....	..	..	....	3	342	10	425	..	....
assat.	10	Frim.	13	Cassation.	..	...	6	456	44	5	2	96	5	2	71	2	310	..	...	5	137
écis. m.	13	Frim.	13	Enregistrem.	..	...	11	255	23	5	2	247	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	16	Frim.	13	Appel.	..	...	27	318	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
olmar.	17	Frim.	13	Saisie immob.	..	...	20	36	48	5	2	72	24	1	154	11	669	..	...	5	141
assat.	19	Frim.	13	Trib. de com.	..	...	22	164	11	..	..	....	6	2	62	2	....	..	...	..	....
assat.	20	Frim.	13	Trib. de com.	..	...	22	276	98	5	1	152	5	1	168	3	356	..	...	5	147
assat.	20	Frim.	13	Requête civ.	..	...	18	994	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
aris.	21	Frim.	13	Lic. et partag.	..	...	16	674	9	5	2	598	..	..	....	12	475	..	...	..	....
assat.	21	Frim.	13	Enregistrem.	..	...	11	255	24	5	2	42	..	..	....	7	69	..	...	..	....
assat.	26	Frim.	13	Enregistrem.	..	...	11	260	29	..	..	....	..	..	....	7	23	..	...	..	....
assat.	26	Frim.	13	Aut. femm.	..	...	5	15	2	7	2	790	5	2	56	..	....	..	...	5	161
assat.	27	Frim.	13	Cons. de fam.	..	...	8	337	6	..	..	....	5	1	199	..	....	..	...	..	....
assat.	29	Frim.	13	Jug. 1re part.	..	...	15	64	57	7	2	1059	5	2	69	..	....	..	...	5	173
ix.	29	Frim.	13	Sép. de corps.	..	...	21	130	8	5	2	68	..	..	....	11	909	..	...	5	174
assat.	1	Niv.	13	Dépens.	..	...	9	144	10	5	2	97	5	2	78	9	669	..	...	..	....
aris.	5	Niv.	13	Faux inc. civ.	..	...	14	400	62	..	..	....	..	..	....	8	422	11	6	5	195
assat.	7	Niv.	13	Cassation.	..	...	6	421	9	5	2	93	5	2	78	2	275	12	193	5	211
aris.	15	Niv.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	99	58	7	2	785	..	..	....	..	....	12	245	5	239
ns. d. la r.	15	Niv.	13	Ordre.	..	...	17	115	9	5	2	198	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	17	Niv.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	99	59	5	2	115	3	2	88	4	666	11	185	5	251
assat.	20	Niv.	13	Tribunaux.	..	...	22	85	110	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	21	Niv.	13	Amende.	..	...	2	585	17	7	2	919	5	2	24	1	400	..	...	..	....
assat.	21	Niv.	13	Règl. de juges.	..	...	18	803	15	5	2	110	5	2	90	..	....	..	...	5	261
assat.	24	Niv.	13	Expert. à la n.	..	...	12	678	6	..	..	....	5	2	105	7	668	..	...	..	....
esançon.	25	Niv.	13	Saisie immob.	..	...	20	47	57	5	2	572	..	..	....	11	737	10	537	5	270
oi.	25	Niv.	13	Caution.	..	...	6	529	6	5	2	249	..	..	....	..	....	..	...	..	....
aris.	26	Niv.	13	Saisie immob.	..	...	20	48	59	5	2	566	..	..	....	11	703	11	110	5	280
assat.	26	Niv.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	100	61	..	..	....	..	..	....	4	630	..	...	..	....
gen.	27	Niv.	13	Exécution.	..	...	12	543	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
oi.	28	Niv.	13	Off. réel. et c.	..	...	17	23	13	8	2	65	..	..	....	..	....	..	...	..	....
rèves.	29	Niv.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	100	62	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
ruxelles.	2	Pluv.	13	Evocation.	..	...	12	368	§ 10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
gen.	3	Pluv.	13	Acquiescem.	..	...	1	68	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	3	Pluv.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	101	63	..	..	....	5	1	333	4	710	..	...	5	293
îmes.	3	Pluv.	13	Expert. à la n.	..	...	12	678	7	5	2	496	..	..	....	7	672	..	...	5	291
ix.	5	Pluv.	13	Surenchère.	..	...	21	355	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	5	304
ouen.	6	Pluv.	13	Exception.	..	...	12	441	17	..	..	....	5	1	239	..	....	13	22	5	320
ordeaux.	6	Pluv.	13	Exécution.	..	...	12	524	3	5	2	66	5	1	239	9	446	..	...	..	....
assat.	8	Pluv.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	482	20	20	1	502	5	2	103	3	811	..	...	5	340
assat.	8	Pluv.	13	Demande nou.	..	...	9	64	16	7	2	890	3	1	273	4	789	11	161	5	339
assat.	8	Pluv.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	92	55	..	..	....	..	..	....	4	672	..	...	..	....
assat.	8	Pluv.	13	Arbitrage.	..	...	4	499	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	9	Pluv.	13	Acquiescem.	..	...	1	119	38	..	..	....	5	1	296	1	106	12	276	..	....
assat.	10	Pluv.	13	Saisie immob	..	...	20	49	60	..	..	....	5	2	69	11	755	12	215	5	359
oitiers.	11	Pluv.	13	Absens.	..	...	1	19	7	5	2	322	..	..	....	1	9	13	29	5	362
îmes.	12	Pluv.	13	Expert. à la n.	..	...	12	679	8	5	2	91	..	..	....	7	672	..	...	..	....
assat.	12	Pluv.	13	Avocat.	..	...	4	132	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
écret.	13	Pluv.	13	Saisie-arrêt.	..	...	19	268	18	5	2	266	..	..	....	..	....	..	...	..	....
aris.	13	Pluv.	13	Saisie-exécut.	..	...	21	409	15	7	2	1191	..	..	....	11	650	11	135	..	....
assat.	16	Pluv.	13	Saisie immob.	..	...	20	50	61	..	..	....	5	2	92	11	850	11	209	5	381
assat.	17	Pluv.	13	Conciliation.	..	...	7	212	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	19	Pluv.	13	Cont. p. corps	..	...	8	484	21	5	2	117	5	2	90	1	361	12	342	5	398
urin.	22	Pluv.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	490	29	5	2	514	..	..	....	3	771	..	...	..	....
assat.	24	Pluv.	13	Acquiescem.	..	...	1	121	39	5	1	221	..	..	....	1	98	..	...	5	407
assat.	1	Vent.	13	Conciliation.	..	...	7	213	36	5	2	688	13	2	89	..	....	11	211	5	420
assat.	1	Vent.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	53	18	5	2	456	..	..	....	4	637	11	211	5	422
îmes.	3	Vent.	13	Jug. par déf.	..	...	15	291	14	4	2	560	..	..	....	..	....	..	...	..	....
vis du C.	5	Vent.	13	Huissier.	..	...	14	563	20	5	2	162	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	7	Vent.	13	Huissier.	..	...	14	542	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	8	Vent.	13	Saisie immob.	..	...	20	55	64	5	2	464	5	1	302	11	816	11	241	5	429
assat.	8	Vent.	13	Cassation.	..	...	6	497	84	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
aris.	10	Vent.	13	Compromis.	..	...	7	34	6	..	..	....	..	..	....	1	628	12	321	..	....
olmar.	11	Vent.	13	Avocat.	..	...	4	139	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	5	436
assat.	15	Vent.	13	Cons. de fam.	..	...	8	337	7	5	1	183	5	2	98	12	719	11	353	..	....
aris.	20	Vent.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	485	23	6	2	970	5	2	95	..	....	11	251	..	....
assat.	20	Vent.	13	Action.	..	...	2	330	3	5	2	156	5	2	95	..	....	11	469	..	....
assat.	22	Vent.	13	Acquiescem.	..	...	1	123	40	..	..	....	5	1	367	..	....	..	...	..	....
assat.	23	Vent.	13	Enregistrem.	..	...	11	257	25	5	2	252	5	2	105	7	30	..	...	..	....
aris.	25	Vent.	13	Acquiescem.	..	...	1	122	39	..	..	....	..	..	....	1	99	..	...	..	....
assat.	28	Vent.	13	Saisie immob	..	...	20	60	67	7	2	949	5	2	111	11	753	11	225	5	512
aris.	1	Ger.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	486	24	5	2	564	..	..	....	1	640	..	...	6	2

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. edit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Décret.	1	Ger.	13	Saisie-arrêt.	..	...	19	269	19	..	..	....	..	..	....	1	640	..	...	..	....
Paris.	2	Ger.	13	Ordre.	..	...	17	117	10	..	..	....	..	..	....	10	852	16	135	..	....
Cassat.	4	Ger.	13	Dépens.	..	...	9	146	11	7	2	895	5	1	310	9	658	11	278	..	....
Cassat.	4	Ger.	13	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	..	..	....	5	2	100	9	658	13	147	6	29
Cassat.	4	Ger.	13	Avoué.	..	...	5	250	11	7	2	800	5	2	122	..	....	..	...	6	36
Cassat.	4	Ger.	13	Requête civ.	..	...	18	995	18	5	2	453	5	2	152	11	606	..	...	6	27
Paris.	8	Ger.	13	Saisie immob.	..	...	30	67	72	5	2	1192	..	..	....	11	732	..	...	..	....
Paris.	9	Ger.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	487	26	5	2	575	..	..	....	3	806	11	392	6	59
Colmar.	15	Ger.	13	Enquête.	..	...	11	32	5	5	2	651	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Ger.	13	Tribunaux.	..	...	22	24	33	5	2	564	6	2	71	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	17	Ger.	13	Absens.	..	...	1	21	9	1	2	515	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Ger.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	102	64	7	2	900	..	..	....	4	718	..	...	..	....
Cassat.	18	Ger.	13	Offr. réel. et c.	..	...	17	17	6	5	1	138	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	20	Ger.	13	Interdiction.	..	...	14	659	12	5	2	124	..	..	....	6	379	..	...	6	91
Cassat.	27	Ger.	13	Péremption.	..	...	18	412	7	5	2	363	5	2	126	11	175	13	137	6	102
Paris.	28	Ger.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	488	29	5	2	567	..	..	....	5	331	11	214	6	103
Nîmes.	30	Ger.	13	Jug. arbitral.	..	...	16	448	3	4	2	597	..	..	....	..	....	13	185	..	....
Cassat.	3	Flor.	13	Som. appel.	..	...	3	15	13	5	2	97	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Flor.	13	Cons. de fam.	..	...	8	339	9	5	2	603	..	..	....	..	....	11	268	..	....
Bruxelles.	9	Flor.	13	Minist. pub.	..	...	16	753	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	6	121
Cassat.	10	Flor.	13	Acquiescem.	..	...	1	124	40	..	..	....	5	1	367	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Flor.	13	Jug. par déf.	..	...	15	291	15	..	..	....	5	2	129	9	697	..	...	..	....
Montpell.	10	Flor.	13	Aut. femm.	..	...	5	12	1	5	2	135	..	..	....	9	653	12	418	6	126
Cassat.	11	Flor.	13	Expertise.	..	...	12	677	3	5	1	239	5	2	115	7	690	16	3	..	....
Nîmes.	11	Flor.	13	Appel.	..	...	3	77	30	..	..	....	..	..	....	1	89	..	...	..	....
Nîmes.	11	Flor.	13	Acquiescem.	..	...	1	124	41	..	..	....	..	..	....	1	89	..	...	..	....
Cassat.	16	Flor.	13	Saisie immob.	..	...	20	68	73	..	..	....	5	2	142	11	799	11	401	6	155
Rouen.	16	Flor.	13	Aut. femm.	..	...	5	23	8	5	2	113	..	..	....	..	....	11	236	6	158
Cassat.	17	Flor.	13	Exploit.	..	...	13	81	53	5	2	242	..	..	....	7	829	..	...	..	....
Paris.	17	Flor.	13	Saisie immob.	..	...	20	69	74	7	2	912	..	..	....	11	732	12	355	..	....
Rouen.	17	Flor.	13	Cassation.	..	...	6	458	45	5	2	116	..	..	....	2	293	11	283	6	160
Cassat.	23	Flor.	13	Enregistrem.	..	...	11	244	16	5	2	170	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Flor.	13	Jug. 2e part.	..	...	15	125	21	7	2	1033	5	1	440	9	777	..	...	..	....
Paris.	24	Flor.	13	Saisie immob.	..	...	20	16	19	5	2	338	..	..	....	11	686	14	75	..	....
Cassat.	24	Flor.	13	Garantie.	..	...	14	425	10	..	..	....	5	1	371	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	26	Flor.	13	Conciliation.	..	...	7	165	6	7	2	847	..	..	....	..	....	16	65	..	....
Turin.	27	Flor.	13	Jug. 1re part.	..	...	15	64	58	..	..	....	..	..	....	9	769	..	...	..	....
Bruxelles.	27	Flor.	13	Sép. de corps.	..	...	21	131	9	5	2	517	..	..	....	..	....	11	460	6	190
Décret.	28	Flor.	13	Saisie-arrêt.	..	...	19	269	20	7	2	959	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	28	Flor.	13	Dépens.	..	...	9	147	12	6	2	394	..	..	....	..	....	..	...	6	196
Cassat.	30	Flor.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	102	65	..	..	....	..	..	....	4	721	..	...	..	....
Cassat.	1	Prair.	13	Saisie immob.	..	...	20	69	75	7	2	1193	5	1	364	11	689	11	502	6	206
Montpell.	1	Prair.	13	Sép. de corps.	..	...	21	134	10	13	2	300	5	1	364	..	....	..	...	6	203
Colmar.	2	Prair.	13	Interdiction.	..	...	14	660	13	5	2	188	..	..	....	9	530	..	...	..	....
Cassat.	5	Prair.	13	Enquête.	..	...	11	35	8	5	2	341	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Prair.	13	Renvoi.	..	...	18	873	16	7	2	887	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Agen.	7	Prair.	13	Aut. femm.	..	...	5	20	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	8	Prair.	13	Tribunaux.	..	...	22	24	34	6	2	40	..	..	....	..	....	..	...	6	217
Montpell.	9	Prair.	13	Cons. de fam.	..	...	8	339	12	5	2	315	5	1	393	12	702	..	...	..	....
Cassat.	9	Prair.	13	Surenchère.	..	...	21	355	7	..	..	....	5	1	393	..	....	..	...	..	....
Amiens.	11	Prair.	13	Avoué.	..	...	5	26	12	9	2	252	8	2	68	12	928	25	502	6	229
Cassat.	11	Prair.	13	Avocat.	..	...	4	134	4	5	2	372	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Agen.	12	Prair.	13	Acquiescem.	..	...	1	126	42	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Prair.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	102	66	..	..	....	..	..	....	4	712	..	...	..	....
Cassat.	15	Prair.	13	Enregistrem.	..	...	11	257	26	5	1	266	5	2	146	7	396	..	...	6	232
Cassat.	16	Prair.	13	Aut. femm.	..	...	5	19	3	7	2	816	5	2	130	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Prair.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	494	30	5	2	573	..	..	....	3	729	11	365	6	245
Grenoble.	22	Prair.	13	Saisie immob.	..	...	20	71	76	7	2	949	..	..	....	11	668	..	...	..	....
Paris.	25	Prair.	13	Avocat.	..	...	4	146	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	26	Prair.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	104	67	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Prair.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	104	68	..	..	....	5	1	440	4	715	..	...	..	....
Cassat.	29	Prair.	13	Serment.	..	...	21	196	3	..	..	....	5	1	417	..	....	11	385	6	265
L. du g. j.	29	Prair.	13	Huissier.	..	...	14	542	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Mess.	13	Enregistrem.	..	...	11	258	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Mess.	13	Saisie immob.	..	...	20	72	77	6	2	26	5	2	162	11	691	14	305	6	282
Cassat.	6	Mess.	13	Trib. de com.	..	...	22	217	41	..	..	....	..	..	....	3	359	..	...	..	....
Cassat.	8	Mess.	13	Jug. 1re part.	..	...	15	65	59	17	1	88	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	12	Mess.	13	Compromis.	..	...	7	35	2	13	2	346	..	..	....	1	651	25	167	6	285
Cassat.	13	Mess.	13	Règl. de juges.	..	...	18	809	18	..	..	....	..	..	....	3	306	..	...	6	289
Cassat.	14	Mess.	13	Exception.	..	...	12	442	18	7	2	1075	..	..	....	..	....	13	257	6	306
Bourges.	16	Mess.	13	Exploit.	..	...	13	31	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	17	Mess.	13	Cassation.	..	...	6	459	46	7	2	817	..	..	....	2	293	..	...	..	....
Nîmes.	17	Mess.	13	Avoués.	..	...	5	253	13	5	2	495	..	..	....	2	212	..	...	..	....
Montpell.	18	Mess.	13	Interdiction.	..	...	14	660	14	7	2	1025	..	..	....	9	538	16	378	6	309

COURS, LOIS, ETC.	JOURS	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle édit. v.	Nle édit. p.	Nle édit. nos	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ Anc. édit. v.	Anc. édit. p.	Anc. édit. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.
esançon.	19	Mess:	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	106	69	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	19	Mess.	13	Just. de paix.	..	...	16	584	39	..	..	....	..	..	....	..	....	11	465	..	....
urin.	20	Mess.	13	Aut. femm.	..	...	5	20	3	7	2	799	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	21	Mess.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	106	70	..	..	....	..	..	....	4	673	..	...	..	....
assat.	21	Mess.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	106	71	7	2	900	..	..	....	4	673	..	...	..	....
assat.	21	Mess.	13	Péremption.	..	...	18	407	1	5	1	364	5	2	156	11	198	..	...	..	....
ruxelles.	22	Mess.	13	Enquête.	..	...	11	19	§ 14	..	..	....	..	..	....	..	....	13	238	..	....
imes.	24	Mess.	13	Saisie immob.	..	...	20	73	78	5	2	479	5	1	556	11	706	..	...	..	....
assat.	26	Mess.	13	Action.	..	...	2	340	7	7	2	781	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	27	Mess.	13	Aut. comm.	..	...	4	727	19	..	..	....	..	..	....	3	22	..	...	..	....
ouen.	29	Mess.	13	Cont. p. corps.	..	...	8	468	14	5	2	293	..	..	....	3	760	14	142	..	....
ruxelles.	29	Mess.	13	Jug. par déf.	..	...	15	292	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
ruxelles.	4	Ther.	13	Désaveu.	..	...	10	339	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
ruxelles.	4	Ther.	13	Désaveu.	..	...	10	340	4	..	..	....	5	2	178	..	....	..	...	..	....
assat.	5	Ther.	13	Exploit.	..	...	13	40	12	..	..	....	5	2	172	..	....	14	38	6	333
aris.	6	Ther.	13	Demande nou.	..	...	9	65	18	7	2	1079	..	..	....	..	....	16	199	6	340
assat.	6	Ther.	13	Evocation.	..	...	12	369	1	5	2	239	5	2	178	7	29	..	...	..	....
esançon.	10	Ther.	13	Aut. femm.	..	...	5	24	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	10	Ther.	13	Garantie.	..	...	14	426	11	..	..	....	5	2	175	..	....	..	...	..	....
ruxelles.	11	Ther.	13	Saisie immob.	..	...	20	73	79	5	2	546	..	..	....	11	801	..	...	..	....
renoble.	11	Ther.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	107	72	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	13	Ther.	13	Just. de paix.	..	...	16	581	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	13	Ther.	13	Dépens.	..	...	9	130	1	5	2	207	5	2	166	..	....	..	...	6	364
renoble.	15	Ther.	13	Conciliation.	..	...	7	114	37	7	2	933	..	..	....	..	....	13	204	..	....
aris.	17	Ther.	13	Compulsoire.	..	...	7	103	1	5	2	342	..	..	....	..	....	..	302	6	371
assat.	18	Ther.	13	Amende.	..	...	2	584	16	..	..	....	5	2	186	..	....	..	...	..	....
assat.	18	Ther.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	107	73	..	..	....	5	2	186	4	719	..	...	..	....
assat.	19	Ther.	13	Action.	..	...	2	330	3	7	2	781	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	19	Ther.	13	Avocat.	..	...	5	147	12	..	..	....	5	2	183	7	38	13	97	6	376
assat.	19	Ther.	13	Acquiescem.	..	...	1	118	37	20	1	450	5	2	171	1	150	..	...	..	....
assat.	20	Ther.	13	Intervention.	..	...	14	738	4	20	1	484	5	2	178	9	587	..	...	..	....
assat.	20	Ther.	13	Cassation.	..	...	6	432	19	7	2	816	5	2	180	..	....	..	...	..	....
assat.	21	Ther.	13	Cassation.	..	...	6	460	47	..	..	....	5	2	164	2	281	..	...	..	....
assat.	24	Ther.	13	Enregistrem.	..	...	11	201	31	..	..	....	..	..	....	7	429	..	...	6	387
assat.	29	Ther.	13	Cassation.	..	...	6	479	65	..	..	....	..	..	....	2	315	..	...	..	....
urin.	1	Fruct.	13	Jug. 1re part.	..	...	15	65	60	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
ruxelles.	3	Fruct.	13	Exploit.	..	...	13	82	54	..	..	....	6	2	160	7	796	15	232	..	....
assat.	3	Fruct.	13	Tribunaux.	..	...	22	25	36	..	..	....	5	2	191	..	....	..	...	6	401
urin.	5	Fruct.	13	Interdiction.	..	...	14	661	16	..	..	....	..	..	....	9	770	..	...	..	....
urin.	6	Fruct.	13	Exploit.	..	...	13	82	55	7	2	912	5	2	98	..	....	..	...	..	....
îmes.	6	Fruct.	13	Expertise.	..	...	12	668	§ 6	..	..	....	5	2	98	7	665	..	...	..	....
assat.	7	Fruct.	13	Tribunaux.	..	...	22	3	4	1	1	92	..	..	....	..	....	..	...	..	....
aris.	11	Fruct.	13	Dépens.	..	...	9	148	13	7	2	895	..	..	....	9	684	13	180	..	....
aris.	11	Fruct.	13	Référé.	..	...	18	744	4	15	2	198	..	..	....	11	543	13	195	..	....
miens.	11	Fruct.	13	Cons. de fam.	..	...	8	341	13	7	2	863	..	..	....	..	....	14	31	6	416
olmar.	12	Fruct.	13	Dépens.	..	...	9	150	15	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
ordeaux.	12	Fruct.	13	Acte respect.	..	...	1	257	1	7	2	769	..	..	....	..	....	13	248	..	....
ordeaux.	12	Fruct.	13	Conciliation.	..	...	7	198	25	5	2	185	..	..	....	..	....	13	248	6	426
uxelles.	12	Fruct.	13	Cont. p. corps.	..	...	7	494	31	5	2	586	..	..	....	3	815	..	...	..	....
aris.	13	Fruct.	13	Ordre.	..	...	17	118	11	5	2	317	..	..	....	10	819	14	297	6	433
ancy.	15	Fruct.	13	Dépens.	..	...	9	152	16	7	2	894	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	22	Fruct.	13	Ress. 1er et d.	..	...	19	108	74	6	1	71	5	1	545	1	807	13	273	6	455
assat.	22	Fruct.	13	Jug. arbitral.	..	...	16	453	11	6	1	71	5	1	545	1	807	13	273	6	455
ruxelles.	30	Fruct.	13	Signification.	..	...	21	240	9	7	2	784	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	8	Vend.	14	Action.	..	...	2	342	8	6	1	75	..	..	....	1	262	16	115	6	469
ouen.	10	Vend.	14	Cont. p. corps.	..	...	8	494	32	7	2	869	..	..	....	..	....	16	159	..	....
assat.	10	Vend.	14	Jug. arbitral.	..	...	16	463	25	..	..	....	..	..	....	1	752	..	...	6	475
assat.	22	Vend.	14	Règl. de juges.	..	...	18	799	8	..	..	....	6	2	32	..	....	..	...	..	....
assat.	22	Vend.	14	Règl. de juges.	..	...	18	803	15	..	..	....	6	2	24	..	....	..	...	..	....
aris.	25	Vend.	14	Saisie immob.	..	...	20	74	81	6	2	478	..	..	....	11	695	14	186	6	484
assat.	26	Vend.	14	Avocat.	..	...	5	136	4	..	..	....	6	2	16	..	....	13	259	6	486
assat.	27	Vend.	14	Cont. p. corps.	..	...	8	495	33	..	..	....	6	2	27	..	....	..	...	..	....
assat.	4	Brum.	14	Exploit.	..	...	13	82	56	20	1	490	..	..	....	7	710	..	...	..	....
urin.	5	Brum.	14	Huissier.	..	...	14	563	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	9	Brum.	14	Expertise.	..	...	12	680	9	6	2	904	6	2	18	..	....	16	265	6	491
écret.	10	Brum.	14	Scellés et inv.	..	...	21	20	8	6	2	213	6	1	38	..	....	..	...	..	....
assat.	13	Brum.	14	Aut. femm.	..	...	5	25	10	6	1	111	6	1	72	..	....	14	180	6	496
assat.	13	Brum.	14	Enregistrem.	..	...	11	259	28	6	2	775	6	2	37	7	337	14	161	..	....
r. min.	18	Brum.	14	Cont. p. corps.	..	...	8	496	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	20	Brum.	14	Requête civile.	..	...	18	925	49	7	2	882	6	2	32	..	....	14	277	6	509
assat.	20	Brum.	14	Ress. 1er et d.	..	...	19	110	75	..	..	....	6	2	28	4	693	..	...	..	....
assat.	28	Brum.	14	Minist. pub.	..	...	16	754	01	7	2	1069	..	..	....	..	....	..	...	..	....
assat.	28	Brum.	14	Aut. comm.	..	...	4	728	20	6	1	88	6	2	45	3	32	..	...	..	....
assat.	30	Brum.	14	Cassation.	..	...	6	458	45	7	2	815	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A éd. v.	PALAIS. A éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Cassat.	2	Frim.	14	Just. de. paix.	..	...	16	586	40	6	2	719	6	2	34	..	....	14	163	6	522
Cassat.	4	Frim.	14	Ordre.	..	...	17	118	12	..	..	....	6	1	160	..	....	14	353	6	523
Cassat.	5	Frim.	14	Renvoi.	..	...	18	874	17	6	2	783	6	1	141	..	....	16	374	6	529
Rouen.	6	Frim.	14	Vérific. d'écr.	..	...	22	404	3	6	2	502	..	..	....	12	952	14	109	6	533
Cassat.	6	Frim.	14	Expertise.	..	...	12	681	11	6	1	108	6	2	29	..	....	16	289	6	537
Cassat.	6	Frim.	14	Action.	..	...	2	343	9	7	2	772	..	..	....	1	245	..	...	..	....
Bruxelles.	6	Frim.	14	Acte civil.	..	...	1	237	4	7	2	766	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Frim.	14	Ress. 1er et d.	..	...	19	110	76	..	..	....	6	2	41	..	....	16	259	6	540
Paris.	9	Frim.	14	Jug. 1re part.	..	...	15	65	61	..	..	....	6	2	41	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Frim.	14	Sép. de corps.	..	...	21	134	11	..	..	....	6	2	83	11	936	14	357	..	....
Cassat.	12	Frim.	14	Aut. comm.	..	...	4	730	21	6	2	766	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Frim.	14	Cont. p. corps.	..	...	8	468	14	6	1	159	6	2	46	3	760	..	...	6	547
Colmar.	12	Frim.	14	Exécution.	..	...	12	544	14	6	2	523	6	2	62	9	644	14	348	6	544
Cassat.	12	Frim.	14	Acquiescem.	..	...	1	121	38	7	2	940	..	..	....	1	106	..	...	..	....
Cassat.	13	Frim.	14	Ress. 1er et d.	..	...	19	111	77	7	2	899	..	..	....	4	654	..	...	..	....
Cassat.	19	Frim.	14	Vérific. d'écr.	..	...	22	409	5	6	1	183	..	..	....	..	....	14	465	6	554
Bruxelles.	20	Frim.	14	Sép. de corps.	..	...	21	131	9	..	..	....	6	2	183	11	903	..	...	..	....
Cassat.	20	Frim.	14	Expertise.	..	...	12	711	59	7	2	977	6	2	47	..	....	..	...	..	....
Trèves.	20	Frim.	14	Jug. 2e part.	..	...	15	198	22	..	..	....	..	..	....	..	....	19	33	..	....
Cassat.	25	Frim.	14	Prise à partie.	..	...	18	536	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Frim.	14	Ordre.	..	...	17	120	15	6	2	777	6	1	120	..	....	16	346	6	566
Cassat.	27	Frim.	14	Ordre.	..	...	17	121	16	..	..	....	6	1	121	..	....	16	348	6	568
Avis du C.	30	Frim.	14	Offres réelles.	..	...	17	24	15	6	2	252	6	2	101	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Frim.	14	Péremption.	..	...	18	413	8	..	..	....	6	2	101	11	178	..	...	..	....
Cassat.	10	Niv.	14	Saisie immob.	..	...	20	75	82	..	..	....	6	2	102	..	....	16	450	..	....
Cassat.	7	Janv.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	112	78	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Janv.	1806	Avocat.	..	...	4	133	4	6	2	98	6	2	57	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Janv.	1806	Exécution.	..	...	12	551	21	6	1	129	6	1	113	..	....	..	...	..	....
Colmar.	7	Janv.	1806	Saisie immob.	..	...	20	76	83	6	2	987	..	..	....	11	799	..	...	..	....
Rouen.	9	Janv.	1806	Exploit.	..	...	13	83	57	6	2	511	..	..	....	7	808	14	430	7	21
Bruxelles.	9	Janv.	1806	Amende.	..	...	2	587	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	9	Janv.	1806	Dépens.	..	...	9	237	83	6	2	511	..	..	....	..	....	14	430	7	21
Cassat.	10	Janv.	1806	Renvoi.	..	...	18	855	4	6	2	527	6	2	54	11	497	..	...	7	24
Cassat.	10	Janv.	1806	Tribunaux.	..	...	22	26	37	6	2	530	6	2	54	..	....	..	...	..	....
Turin.	11	Janv.	1806	Enquête.	..	...	11	18	§ 5	6	2	940	6	2	80	7	178	..	...	..	....
Turin.	11	Janv.	1806	Jug. arbitral.	..	...	16	464	26	6	2	907	6	2	80	1	732	..	...	..	....
Paris.	12	Janv.	1806	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Janv.	1806	Enregistrem.	..	...	11	248	17	..	..	....	..	..	....	7	178	..	...	..	....
Colmar.	13	Janv.	1806	Saisie-exécut.	..	...	21	410	17	15	2	174	..	..	....	11	628	..	...	..	....
Cassat.	13	Janv.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	107	73	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	14	Janv.	1806	Saisie immob.	..	..	20	79	84	7	2	948	..	..	....	11	756	15	350	7	27
Cassat.	15	Janv.	1806	Cont. p. corps.	..	...	8	497	36	6	1	192	6	2	52	3	754	..	...	7	30
Cassat.	16	Janv.	1806	Huissier.	..	...	14	555	16	6	1	224	6	1	227	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Janv.	1806	Greffier.	..	...	14	494	7	20	1	470	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1806	Jug. 1re part.	..	...	15	66	62	..	..	....	6	2	64	9	770	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1806	Ordre.	..	...	17	121	17	6	1	202	6	1	173	10	842	14	481	7	45
Cassat.	22	Janv.	1806	Tribunaux.	..	...	22	3	4	6	1	257	6	1	167	..	....	..	...	7	39
Cassat.	22	Janv.	1806	Acquiescem.	..	...	1	129	44	6	2	90	6	2	64	..	....	14	410	..	....
Cassat.	22	Janv.	1806	Renvoi.	..	...	18	875	18	7	2	1167	6	2	62	11	588	..	...	..	....
Colmar.	24	Janv.	1806	Exécution.	..	...	12	546	15	6	2	974	..	..	....	..	....	16	472	..	....
Cassat.	25	Janv.	1806	Avocat.	..	...	4	154	15	6	2	86	..	..	....	..	....	14	245	7	56
Colmar.	28	Janv.	1806	Expertise.	..	...	12	711	59	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Janv.	1806	Exécut. prov.	..	...	12	6	26	20	1	492	6	1	52	..	....	..	...	7	70
Bruxelles.	29	Janv.	1806	Sép. de corps.	..	...	21	135	12	..	..	....	6	1	52	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Fév.	1806	Trib. de com.	..	...	22	165	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Fév.	1806	Action.	..	...	2	344	10	6	2	705	6	2	83	1	226	..	...	..	....
Cassat.	3	Fév.	1806	Jug. 1re part.	..	...	15	67	63	..	..	....	..	..	....	..	....	14	545	..	....
Cassat.	4	Fév.	1806	Jug. par déf.	..	...	15	293	17	6	2	956	6	1	259	9	696	15	17	7	80
Paris.	7	Fév.	1806	Dépens.	..	...	9	153	17	6	2	251	6	2	95	..	....	17	284	7	90
Colmar.	7	Fév.	1806	Trib. de com.	..	...	22	167	14	..	..	....	6	2	95	..	....	..	...	..	....
Paris.	8	Fév.	1806	Dépens.	..	...	9	150	15	..	..	....	..	..	....	9	705	..	...	..	....
Cassat.	11	Fév.	1806	Jug. arbitral.	..	...	16	465	27	7	2	787	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Fév.	1806	Ordre.	..	...	17	124	18	6	2	774	6	2	106	10	816	..	...	..	....
Cassat.	12	Fév.	1806	Appel.	..	...	3	47	12	6	2	116	6	2	97	1	541	15	81	7	108
Paris.	12	Fév.	1806	Faux inc. civ.	..	...	14	333	8	..	..	....	6	1	199	..	....	15	280	..	....
Bordeaux.	13	Fév.	1806	Exécution.	..	...	12	507	12	6	2	376	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Amiens.	15	Fév.	1806	Dépens.	..	...	9	155	18	6	2	411	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	18	Fév.	1806	Appel.	..	...	3	174	69	6	2	106	6	1	255	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Fév.	1806	Trib. de com.	..	...	22	168	15	6	1	220	6	1	255	..	276	..	...	7	11[illegible]
Bruxelles.	19	Fév.	1806	Exploit.	..	...	13	83	59	7	2	47	7	2	47	7	795	17	496	..	....
Cassat.	19	Fév.	1806	Cess. de biens.	..	...	6	598	2	6	2	773	6	2	148	10	592	15	289	7	11[illegible]
Paris.	24	Fév.	1806	Désistement.	..	...	10	436	3	6	2	219	..	..	....	5	174	15	76	..	....
Paris.	24	Fév.	1806	Intervention.	..	...	14	739	5	6	2	219	..	..	....	5	174	15	76	..	....
Cassat.	24	Fév.	1806	Demand. nou.	..	...	9	68	19	6	2	915	6	1	251	..	....	15	3	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	4	Mars.	1806	Désistement.	..	...	10	437	4	6	2	546	6	1	320	5	148	..	...	..	....
Instr. rég.	5	Mars.	1806	Success. vac.	..	...	21	327	1	6	2	199	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Mars.	1806	Trib de com.	..	...	22	169	16	6	2	506	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Mars.	1806	Saisie-arrêt.	..	...	19	269	21	7	2	1214	..	..	....	..	....	14	401	7	136
Cassat.	12	Mars.	1806	Jug. 2e part.	..	...	15	199	23	6	2	556	..	..	....	9	769	..	...	..	....
Besançon.	13	Mars.	1806	Evocation.	..	...	12	384	2	7	2	1149	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	15	Mars.	1806	Enquête.	..	...	11	36	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	15	Mars.	1806	Cons. de fam.	..	...	8	367	37	7	2	866	..	..	....	12	713	19	121	..	....
Cassat.	17	Mars.	1806	Jug. arbitral.	..	...	16	465	28	6	2	918	6	2	112	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Mars.	1806	Just. de paix.	..	...	16	588	43	..	..	....	6	2	136	3	126	..	...	..	....
Bourges.	19	Mars.	1806	Just. de paix.	..	...	16	588	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	19	Mars.	1806	Enquête.	..	...	11	37	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	24	Mars.	1806	Appel.	..	...	3	41	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	24	Mars.	1806	Just. de paix.	..	...	16	589	45	7	2	792	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Mars.	1806	Enquête.	..	...	1	38	11	13	2	51	6	2	115	5	685	15	40	..	....
Cassat.	26	Mars.	1806	Action.	..	...	2	346	11	..	..	....	6	2	110	..	....	15	38	..	....
Paris.	27	Mars.	1806	Désaveu.	..	...	10	342	5	7	2	959	..	..	....	5	96	14	380	..	....
Cassat.	28	Mars.	1806	Renvoi.	..	...	18	855	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Mars.	1806	Saisie immob.	..	...	20	80	86	6	2	241	..	..	....	11	693	15	234	7	205
Cassat.	1	Avril.	1806	Action.	..	...	2	347	12	6	1	273	6	2	113	1	250	..	...	7	209
Cassat.	2	Avril.	1806	Saisie-gagerie.	..	...	19	500	1	..	..	....	6	1	247	..	....	..	...	7	210
Grenoble.	9	Avril.	1806	Conciliation.	..	...	7	218	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	12	Avril.	1806	Désaveu.	..	...	10	344	6	7	2	902	..	..	....	5	123	15	292	..	....
Riom.	13	Avril.	1806	Lic. et partag.	..	...	16	675	10	..	..	....	..	..	....	..	....	19	188	7	218
Cassat.	14	Avril.	1806	Cassation.	..	...	6	461	48	..	..	....	..	..	....	2	355	15	241	7	222
Bordeaux.	14	Avril.	1806	Aut. femm.	..	...	5	25	11	6	2	123	6	1	419	..	....	..	...	..	....
O. du g. j.	15	Avril.	1806	Amende.	..	...	2	586	18	7	2	779	6	2	139	..	....	..	...	..	....
Riom.	15	Avril.	1805	Dépens.	..	...	9	157	19	6	2	493	6	2	139	9	657	..	...	..	....
Rouen.	15	Avril.	1806	Caution.	..	...	6	530	7	..	..	....	6	2	139	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Avril.	1806	Avocat.	..	...	4	122	1	7	2	71	6	1	336	..	....	..	...	7	233
Cassat.	18	Avril.	1806	Appel.	..	...	3	79	31	7	2	1059	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	18	Avril.	1806	Avoué.	..	...	5	28	14	6	2	979	..	..	....	2	218	..	...	7	243
Cassat.	18	Avril.	1806	Enquête.	..	...	11	180	163	6	2	580	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Avril.	1806	Exception.	..	...	12	443	19	7	2	820	..	..	....	..	....	14	571	..	....
Paris.	21	Avril.	1806	Notaire.	..	...	16	797	2	17	2	161	..	..	....	10	434	14	461	7	246
Cassat.	22	Avril.	1806	Exception.	..	...	12	443	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	7	250
Paris.	23	Avril.	1806	Sép. de corps.	..	...	21	135	13	6	2	248	6	1	189	11	904	15	263	7	261
Besançon.	28	Avril.	1806	Aut. femm.	..	...	5	26	12	7	2	894	6	1	384	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Avril.	1806	Exploit.	..	...	13	210	235	6	2	245	..	..	....	7	732	15	266	..	....
Cassat.	2	Mai.	1806	Cassation.	..	...	6	421	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Mai.	1806	Enregistrem.	..	...	11	244	16	..	..	....	..	..	....	7	393	..	...	..	....
Cassat.	7	Mai.	1806	Enregistrem.	..	...	11	261	30	6	2	606	..	..	....	7	383	..	...	..	....
Cassat.	7	Mai.	1806	Enregistrem.	..	...	11	260	31	..	..	....	..	..	....	7	392	..	...	..	....
Amiens.	7	Mai.	1806	Scellés et inv.	..	...	21	20	9	7	2	1057	..	..	....	6	86	17	269	7	289
Cassat.	9	Mai.	1806	Appel.	..	...	3	81	33	6	2	896	6	2	141	1	549	..	...	..	....
Cassat.	12	Mai.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	112	79	6	2	613	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Mai.	1806	Délibéré.	..	...	9	10	2	6	2	618	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Mai.	1806	Saisie immob.	..	...	20	81	89	..	..	....	6	1	421	..	....	15	385	7	298
Cassat.	14	Mai.	1806	Action.	..	...	2	349	13	6	1	331	..	..	....	1	218	15	385	..	....
Cassat.	16	Mai.	1806	Greffier.	..	...	14	495	8	6	2	920	6	2	144	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	18	Mai.	1806	Appel.	..	...	3	83	35	9	2	119	24	2	83	1	537	25	219	7	303
Turin.	19	Mai.	1806	Appel.	..	...	3	154	59	7	2	782	..	..	....	1	481	17	460	..	....
Turin.	19	Mai.	1806	Appel.	..	...	3	91	37	7	2	782	..	..	....	1	481	17	460	..	....
Cassat.	20	Mai.	1806	Enregistrem.	..	...	11	252	19	6	2	643	6	1	381	..	....	15	145	..	....
Grenoble.	21	Mai.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	53	18	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Mai.	1806	Just. de paix.	..	...	16	590	46	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Mai.	1806	Huissier.	..	...	14	555	16	6	2	576	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	22	Mai.	1806	Acte respect.	..	...	1	259	3	7	2	768	23	2	90	..	....	19	334	7	323
Turin.	26	Mai.	1806	Caution.	..	...	6	541	11	..	..	....	..	..	....	2	391	..	...	..	....
Aix.	27	Mai.	1806	Saisie-arrêt.	..	...	19	272	23	..	..	....	..	..	....	11	626	..	...	..	....
Angers.	28	Mai.	1806	Vérific. d'écr.	..	...	22	410	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	28	Mai.	1806	Caution.	..	...	6	532	9	6	2	634	..	..	....	2	385	..	...	..	....
Turin	29	Mai.	1805	Exception.	..	...	12	444	21	7	2	703	..	..	....	7	611	..	...	..	....
Avis. du C.	31	Mai.	1806	Exécution.	..	...	12	549	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	2	Juin.	1806	Saisie immob.	..	...	20	85	90	..	..	....	..	..	....	11	710	..	...	..	....
Bruxelles.	2	Juin.	1806	Exploit.	..	...	13	85	60	..	..	....	9	2	218	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juin.	1806	Exploit.	..	...	13	85	61	6	2	662	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Juin.	1806	Exploit.	..	...	13	54	21	6	2	942	6	1	399	7	760	15	225	7	338
Cassat.	5	Juin.	1805	Jug. par déf.	..	...	15	294	18	7	2	1074	6	1	539	..	....	17	65	7	335
Paris.	5	Juin.	1806	Saisie immob.	..	...	20	85	91	..	..	....	..	..	....	11	860	..	...	..	....
Colmar.	6	Juin.	1806	Exécution.	..	...	18	550	18	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	9	Juin.	1806	Conciliation.	..	...	7	200	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Treves.	11	Juin.	1806	Jug. 2e part.	..	...	15	200	24	..	..	....	..	..	....	9	770	..	...	..	....
Cassat.	13	Juin.	1806	Cassation.	..	...	6	479	65	6	1	484	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Cassat.	23	Juin.	1806	Just. de paix.	..	...	16	590	48	6	2	949	..	..	....	.	....	15	151	..	....
Cassat.	23	Juin.	1806	Tierce oppos.	..	...	21	516	15	6	2	949	6	1	415	12	643	15	151	7	374
Cassat.	24	Juin.	1806	Exploit.	..	...	13	86	62	14	1	39	6	1	450	..	....	19	5	7	380
Bruxelles.	24	Juin.	1806	Jug. 2e part.	..	...	15	200	25	7	2	1053	..	..	....	9	770	17	286	7	377
Cassat.	26	Juin.	1806	Interdiction.	..	...	14	662	17	6	2	580	6	1	592	9	534	..	...	..	....
Riom.	27	Juin.	1806	Oppos. à mar.	..	...	17	85	2	..	..	....	..	..	....	10	70	..	...	..	....
Cassat.	30	Juin.	1896	Appel.	..	...	3	102	38	6	1	346	6	1	472	1	473	15	532	..	....
Cassat.	30	Juin.	1806	Vérific. d'écr.	..	...	22	411	8	7	2	1249	6	1	416	..	....	15	273	7	394
Bordeaux.	1	Juill.	1806	Sep. de corps.	..	...	21	139	15	6	2	182	6	2	238	11	903	..	...	7	400
Cassat.	2	Juill.	1805	Demand. nou.	..	...	9	69	20	6	1	353	6	1	483	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Juill.	1806	Exécut. prov.	..	...	12	...	2	7	2	158	6	2	158	..	....	22	26	..	....
Circ. m. j.	8	Juill.	1806	Success. vac.	..	...	21	331	2	6	2	180	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Juill.	1806	Demande nou.	..	...	9	53	4	6	2	563	6	1	474	..	....	15	529	7	416
Cassat.	15	Juill.	1806	Appel.	..	...	3	30	3	7	1	528	..	..	....	1	427	..	...	..	....
Cassat.	15	Juill.	1806	Enregistrem.	..	...	11	268	37	6	2	698	..	..	....	7	333	..	...	..	....
Cassat.	16	Juill.	1806	Minist. pub.	..	...	16	749	2	6	2	726	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Juill.	1805	Aut. femm.	..	...	5	27	13	6	1	349	6	1	472	..	....	15	545	..	....
Cassat.	17	Juill.	1806	Cassation.	..	...	6	462	49	6	2	595	..	..	....	2	286	..	...	..	....
Turin.	19	Juill.	1805	Saisie-arrêt.	..	...	19	273	24	15	2	63	..	..	....	11	630	..	...	..	....
Agen.	19	Juill.	1806	Saisie immob.	..	...	20	86	92	7	2	950	..	..	....	11	752	..	...	..	....
Cassat.	21	Juill.	1806	Saisie immob.	..	...	20	55	64	6	1	359	6	1	488	11	810	15	305	7	423
Grenoble.	22	Juill.	1806	Garantie.	..	...	14	426	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Juill.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	6	2	728	..	..	....	4	696	..	...	7	430
Cassat.	22	Juill.	1806	Huissier.	..	...	14	563	21	8	1	243	6	1	480	..	....	15	465	7	431
Cassat.	23	Juill.	1806	Avocat.	..	...	4	153	13	6	1	486	6	1	498	..	....	15	353	7	435
Turin.	25	Juill.	1806	Demande nou.	..	...	9	71	21	6	2	665	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nimes.	30	Juill.	1806	Appel.	..	...	3	91	37	7	2	782	6	1	720	1	483	17	460	..	....
Agen.	31	Juill.	1806	Aut. femm.	..	...	5	28	14	7	2	790	9	2	17	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Août.	1806	Demande nou.	..	...	9	73	23	6	2	954	6	1	526	..	....	..	...	7	454
Turin.	4	Août.	1806	Interrogatoir.	..	...	14	706	7	6	2	637	6	1	527	9	574	19	241	..	....
Bourges.	7	Août.	1806	Enquête.	..	...	11	19	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Août.	1806	Jug. 1re part.	..	...	15	67	64	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Août.	1806	Trib. de com.	..	...	22	169	17	6	2	733	..	..	....	3	327	..	...	..	....
Paris.	11	Août.	1806	Offres réelles.	..	...	17	16	16	6	2	228	..	..	....	10	576	15	534	7	465
Cassat.	12	Août.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	113	80	6	2	955	6	1	528	4	669	..	...	7	467
Cassat.	13	Août.	1806	Trib. de com.	..	...	22	170	18	6	1	471	6	1	627	3	361	19	193	..	....
Poitiers.	14	Août.	1806	Conciliation.	..	...	7	218	39	6	2	214	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	18	Août.	1806	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Août.	1806	Trib. de com.	..	...	22	171	19	6	1	388	6	1	526	..	....	15	321	7	475
Cassat.	20	Août.	1806	Just. de paix.	..	...	16	576	18	7	2	1100	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Août.	1806	Cont. p. corps.	..	...	8	498	37	6	2	239	..	..	....	3	821	15	507	7	485
Cassat.	25	Août.	1806	Action.	..	...	2	355	3	7	2	781	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Août.	1806	Appel.	..	...	3	105	40	6	2	740	..	..	....	1	448	..	...	..	....
Cassat.	27	Août.	1806	Evocation.	..	...	12	385	4	6	2	740	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Août.	1806	Jug. 1re part.	..	...	15	69	65	6	2	743	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Août.	1806	Interdiction.	..	...	14	662	18	13	2	319	..	..	....	9	542	19	158	..	....
Cassat.	1	Sept.	1805	Trib. de com.	..	...	22	176	98	6	2	743	..	..	....	3	356	..	...	..	....
Cassat.	2	Sept.	1806	Requête civ.	..	...	18	996	20	..	..	....	..	..	....	11	696	..	...	..	....
Cassat.	3	Sept.	1806	Cons. de fam.	..	...	8	342	15	6	1	474	6	1	635	12	774	17	161	7	499
Cassat.	5	Sept.	1806	Appel.	..	...	3	106	41	7	2	33	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Sept.	1806	Accusation.	..	...	1	225	8	7	2	761	..	..	....	1	81	..	...	..	....
Cassat.	9	Sept.	1806	Saisie immob.	..	...	20	87	93	..	..	....	6	1	553	11	737	15	503	..	....
Décret.	16	Sept.	1806	Saisie-exécut.	..	...	21	411	18	14	2	409	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	18	Sept.	1806	Caution.	..	...	6	537	10	14	2	410	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Déc. m. j.	27	Sept.	1806	Greffier.	..	...	14	496	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Oct.	1806	Saisie-gagerie.	..	...	19	501	2	7	2	30	7	2	30	9	42	15	511	..	....
Cassat.	6	Oct.	1806	Exception.	..	...	12	445	22	20	1	460	6	2	224	7	611	17	152	..	....
Cassat.	6	Oct.	1806	Caution.	..	...	6	540	11	6	1	428	..	..	....	2	378	17	97	..	....
Cassat.	6	Oct.	1806	Demande nou.	..	...	9	74	25	20	1	460	6	1	645	..	....	17	152	..	....
Cassat.	8	Oct.	1806	Ress. 1er et d	..	...	19	114	81	6	1	452	..	..	....	..	....	17	49	7	518
Cassat.	14	Oct.	1806	Renvoi.	..	...	18	875	19	..	..	....	6	1	591	..	....	17	209	..	....
Cassat.	14	Oct.	1806	Arbitrage.	..	...	4	530	20	6	1	452	6	1	616	1	691	17	49	7	518
Cassat.	14	Oct.	1806	Tierce oppos.	..	...	21	518	16	..	..	....	6	1	591	12	666	..	...	..	....
Cassat.	14	Oct.	1806	Demande nou.	..	...	9	75	26	6	1	415	6	1	591	..	....	17	193	..	....
Cassat.	15	Oct.	1806	Enregistrem.	..	...	11	269	38	7	2	849	..	..	....	7	178	..	...	..	....
Cassat.	23	Oct.	1806	Cassation.	..	...	6	463	50	..	..	....	..	..	....	2	292	..	...	..	....
Cassat.	27	Oct.	1896	Ress. 1er et d.	..	...	19	115	82	..	..	....	6	1	614	4	714	..	...	..	....
Cassat.	29	Oct.	1806	Enregistrem.	..	...	11	270	39	6	1	467	6	1	601	7	325	..	...	..	....
Cassat.	29	Oct.	1806	Saisie immob.	..	...	20	8	8	6	1	467	..	..	....	7	325	17	33	7	529
Cassat.	30	Oct.	1806	Renvoi.	..	...	18	855	4	7	2	1153	..	..	....	..	....	17	228	..	....
Cassat.	31	Oct.	1806	Avocat.	..	...	4	156	16	7	2	800	6	2	95	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Nov.	1806	Avoue.	..	...	5	255	15	6	2	914	6	2	225	..	....	..	...	7	532
Cassat.	4	Nov.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	115	83	..	..	....	6	2	239	4	715	..	...	..	....
Cassat.	5	Nov.	1806	Saisie immob.	..	...	20	50	61	8	1	548	6	1	658	11	851	17	137	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	5	Nov.	1806	Action.	..	...	2	350	14	6	1	512	6	1	702	1	227	17	225	..	....
Cassat.	7	Nov.	1806	Huissier.	..	...	14	631	17	20	1	510	..	..	....	9	20	..	...	..	....
Cassat.	11	Nov.	1806	Amende.	..	...	2	618	46	7	2	1108	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat	12	Nov.	1806	Prise à partie.	..	...	18	537	3	..	..	....	..	..	....	11	347	15	513	..	....
Cassat.	12	Nov.	1806	Jug. p. déf.	..	...	15	294	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	7	546
Bruxelles.	12	Nov.	1806	Saisie immob.	..	...	20	88	95	7	2	1242	..	..	....	11	677	17	253	7	548
Cassat.	12	Nov.	1806	Saisie immob.	..	...	20	87	94	7	1	145	..	..	....	11	689	19	247	7	546
Cassat.	18	Nov.	1806	Enregistrem.	..	...	11	272	42	.	..	....	6	1	644	7	179	17	165	..	....
Bruxelles.	23	Nov.	1806	Désistement.	..	...	10	438	5	7	2	1242	..	..	....	..	....	..	...	..	....
L. du g. j.	26	Nov.	1806	Serment.	..	...	21	197	4	14	2	18	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Nov.	1806	Règlem. de j.	..	...	18	799	8	6	2	594	..	..	....	3	242	..	...	..	....
Paris.	28	Nov.	1806	Odre.	..	...	17	125	19	6	2	276	..	..	....	9	417	17	216	..	....
Cassat.	2	Dec.	1806	Enregistrem.	..	...	11	273	43	7	2	798	..	..	....	7	397	..	...	..	....
Colmar.	2	Déc.	1806	Saisie immob.	..	...	20	89	96	7	2	1192	..	..	....	11	679	..	...	7	575
Nimes.	2	Déc.	1806	Vérific. d'écr.	..	...	22	403	2	..	..	....	..	..	....	..	....	17	477	..	....
Cassat.	2	Déc.	1806	Cess. de biens.	..	...	6	599	3	7	1	42	6	1	42	10	596	17	289	..	....
Lyon.	3	Déc.	1806	Saisie immob.	..	...	20	89	97	..	..	....	..	..	....	..	....	17	221	7	576
Cassat.	5	Déc.	1806	Tribunaux.	..	...	22	27	38	6	2	595	..	..	....	3	506	..	...	..	....
Paris.	5	Déc.	1806	Garantie.	..	...	14	427	13	..	..	....	..	..	....	..	....	17	69	..	....
Cassat.	8	Déc.	1806	Saisie-exécut.	..	...	21	411	19	7	1	52	..	..	....	11	675	..	...	17	587
Cassat.	10	Déc.	1806	Exploit.	..	...	13	86	64	6	1	515	..	..	....	..	383	17	241	..	....
Cassat.	10	Déc.	1806	Tribunaux.	..	...	22	28	39	6	1	521	6	1	707	3	319	17	214	7	591
Cassat.	10	Déc.	1806	Conciliation.	..	...	7	219	40	6	1	516	6	1	702	3	383	17	241	..	....
Cassat.	10	Déc.	1806	Action.	..	...	2	353	15	6	1	520	6	1	706	1	229	17	241	..	....
Bruxelles.	11	Déc.	1806	Distr. p. cont.	..	...	10	586	1	7	2	243	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Déc.	1806	Ress. 1er et d.	..	...	19	115	84	6	2	369	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Déc.	1806	Avoué.	..	...	5	257	17	6	1	499	6	1	680	..	....	..	...	7	533
Circ. g. j.	16	Déc.	1806	Absent.	..	...	1	22	10	8	2	30	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	18	Déc.	1806	Exécution.	..	...	12	551	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	19	Déc.	1806	Interdiction.	..	...	14	663	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Déc.	1806	Just. de paix.	..	...	16	591	49	7	1	109	6	1	109	..	....	18	17	..	....
Bruxelles.	24	Déc.	1806	Jug. 1re part.	..	...	15	67	64	6	2	385	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Déc.	1806	Enregistrem.	..	...	11	244	16	..	..	....	..	..	....	7	393	..	...	..	....
Nimes.	30	Déc.	1806	Oppos. à mar.	..	...	17	86	3	..	..	....	..	..	....	10	70	..	...	..	....
Cassat.	2	Janv.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	563	93	7	1	537	8	2	10	3	737	22	128	8	3
Cassat.	2	Janv.	1807	Huissier.	..	...	14	565	22	7	2	689	8	2	10	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	3	Janv.	1807	C. de proc. civ.	..	...	6	660	2	7	2	195	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	6	Janv.	1807	Saisie immob	..	...	20	92	98	14	2	438	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	6	Janv.	1807	Amende.	..	...	2	589	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	6	Janv.	1807	C. de proc. civ.	..	...	6	661	3	7	2	54	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Let. m. j.	6	Janv.	1807	Greffier.	..	...	14	497	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	9	Janv.	1807	Sép. de biens.	..	...	21	75	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Janv.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	70	66	7	2	332	..	..	....	9	188	..	...	..	....
Cassat.	13	Janv.	1807	Delibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Janv.	1807	Exception.	..	...	12	445	23	7	2	61	7	2	61	7	611	17	529	8	14
Poitiers.	15	Janv.	1807	Scellés et inv.	..	...	21	21	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Janv.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	67	63	7	1	114	7	1	114	9	188	19	314	..	....
Paris.	16	Janv.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	295	20	..	..	....	..	..	....	9	727	..	...	..	....
Besançon.	16	Janv.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	296	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	17	Janv.	1807	Trib. de com.	..	...	22	194	21	8	2	52	..	..	....	3	376	22	219	..	....
Trèves.	19	Janv.	1807	Conciliation.	..	...	7	220	44	7	2	766	..	..	....	..	....	17	[illegible]	8	16
Cassat.	20	Janv.	1897	Success. vac.	..	...	21	333	3	7	1	59	..	..	....	12	398	..	...	..	....
Cassat.	20	Janv.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	60	23	..	..	....	..	..	....	4	[illegible]	..	...	..	....
Cassat.	21	Janv.	1807	Saisie immob.	..	...	20	93	99	8	1	550	..	..	....	11	829	..	...	..	....
Cassat.	21	Janv.	1807	Règl. de juges	..	...	18	809	19	7	2	60	..	..	....	3	241	..	...	..	....
Besançon.	24	Janv.	1807	Expert. à la n.	..	...	12	682	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Janv.	1807	Execut. prov.	..	...	12	610	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Janv.	1807	Huissier	..	...	14	565	22	7	2	691	..	..	....	..	....	21	410	..	....
Cassat.	3	Fev.	1807	Compromis.	..	...	7	43	12	7	1	254	7	1	254	1	611	18	385	..	....
Cassat.	4	Fév.	1807	Expertise.	..	...	12	683	13	8	1	38	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Fév.	1807	Just. de paix.	..	...	16	592	50	8	1	40	..	..	....	3	228	..	...	8	66
Turin.	7	Fév.	1807	Serment.	..	...	21	197	5	15	2	203	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Fév.	1807	Jug. 2e part.	..	...	15	195	21	7	2	1179	..	..	....	11	571	17	525	8	83
Liége.	10	Fév.	1807	Demand. nou.	..	...	9	76	27	7	2	697	..	..	....	..	....	18	186	..	....
Paris.	10	Fév.	1807	Offres réelles.	..	...	17	27	19	..	..	....	..	..	....	..	....	17	390	..	....
Cassat.	11	Fév.	1807	Enregistrem.	..	...	11	252	19	7	2	732	..	..	....	7	109	..	...	..	....
Nimes.	12	Fév.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	297	22	7	2	333	..	..	....	9	705	..	...	..	....
Paris.	13	Fév.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	70	67	7	2	690	..	..	....	9	641	18	39	..	....
Décret.	16	Fév.	1807	Greffier.	..	...	14	497	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	16	Fev.	1807	Dépens.	..	...	9	158	20	7	2	203	..	..	....	..	....	17	318	..	....
Poitiers.	16	Fev.	1807	Référé.	..	...	18	745	5	15	2	199	..	..	....	1	444	..	...	..	....
Cassat.	17	Fev.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	498	38	7	1	168	..	..	....	3	797	18	3	8	93
Nimes.	18	Fév.	1807	Tierce oppos.	..	...	21	518	17	7	2	335	..	..	....	12	618	..	...	..	....
Besançon.	20	Fév.	1807	Désistement.	..	...	10	440	6	..	..	....	..	..	....	5	151	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p	v.	p.	v.	p.	v	p.
Turin.	20	Fév.	1807	Cons. de fam.	..	...	8	343	17	7	2	652	..	..	....	12	723	..	...	..	....
Turin	23	Fév.	1807	Conciliation.	..	...	7	223	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	8	111
Cassat.	23	Fév.	1807	Cess. de biens.	..	...	6	600	4	7	1	170	7	1	170	..	....	18	6	8	115
Aix.	23	Fév.	1807	Saisie immob	..	...	20	93	100	15	2	158	..	..	....	11	757	..	...	8	118
Cassat.	23	Fév.	1807	Enregistrem.	..	...	11	293	44	7	2	236	..	..	....	7	397	..	...	8	108
Bruxelles.	26	Fév.	1807	Compromis.	..	...	7	45	13	7	2	187	..	..	....	1	628	..	...	..	....
Besançon.	27	Fév.	1807	Récusation.	..	...	18	622	5	..	..	....	..	..	....	11	534	..	...	..	....
Paris.	28	Fév.	1807	Exploit.	..	...	13	87	65	7	2	645	8	1	132	..	....	17	376	..	....
Aix.	3	Mars.	1807	Lic. et partag.	..	...	16	675	12	15	2	203	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Aix.	3	Mars.	1807	Désistement.	..	...	10	440	7	14	2	438	..	..	....	5	153	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Mars.	1807	Garantie.	..	...	14	428	14	7	2	989	..	..	....	..	....	18	252	..	....
Cassat.	4	Mars.	1807	Délibéré.	..	...	9	19	9	7	2	88	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Mars.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	116	85	7	1	191	..	..	....	4	640	17	534	8	146
Bourges.	6	Mars.	1807	Exploit.	..	...	13	88	67	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Mars.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	67	64	7	2	721	..	..	....	9	254	..	...	..	....
Décret.	10	Mars.	1807	Aut. comm.	..	...	4	731	22	16	2	227	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	11	Mars.	1807	Huissier.	..	...	14	567	24	7	2	281	..	..	....	..	....	25	502	8	154
Cassat.	11	Mars.	1807	Renvoi.	..	...	18	877	20	7	2	73	..	..	....	3	376	18	131	8	152
Amiens.	11	Mars.	1807	Exploit.	..	...	13	90	71	..	..	....	..	..	....	..	....	25	507	..	....
Cassat.	11	Mars.	1807	Avocat.	..	...	5	156	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	12	Mars.	1807	Désistement.	..	...	10	441	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Mars.	1807	Avoué.	..	...	5	261	18	7	1	147	7	1	147	2	362	17	369	8	167
Toulouse.	17	Mars.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	298	24	..	..	....	..	..	....	9	713	..	...	..	....
Cassat.	17	Mars.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	67	63	7	1	154	..	..	....	9	188	..	...	..	....
Trèves.	18	Mars.	1807	Renvoi.	..	...	18	878	23	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	8	184
Cassat.	18	Mars.	1807	Dépens.	..	...	9	160	21	7	2	1109	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	19	Mars.	1807	Faux inc. civ.	..	...	14	334	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	20	Mars.	1807	Saisie immob.	..	...	20	99	105	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	20	Mars.	1807	Greffier.	..	...	14	499	13	7	2	1249	..	..	....	..	....	17	526	8	192
Colmar.	21	Mars.	1807	Règlem. de j.	..	...	18	810	20	..	..	....	..	..	....	3	607	..	...	..	....
Cassat.	24	Mars.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	662	4	7	2	57	..	..	....	..	....	19	433	8	199
Cassat.	24	Mars.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	662	4	7	2	812	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Mars.	1807	Acquiescem.	..	...	1	120	38	7	2	812	..	..	....	1	106	19	353	..	....
Rouen.	25	Mars.	1807	Avocat.	..	...	4	125	1	..	..	....	..	..	....	..	....	18	59	8	200
Bruxelles.	27	Mars.	1807	Exploit.	..	...	13	91	74	7	2	265	..	..	....	..	....	18	286	8	211
Bruxelles.	30	Mars.	1807	Exploit.	..	...	13	137	134	7	2	270	..	..	....	7	801	18	110	8	214
Cassat.	1	Avril.	1807	Exploit.	..	...	13	54	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Avril.	1807	Renvoi.	..	...	18	879	24	7	2	129	..	..	....	..	....	..	...	8	494
Bruxelles.	4	Avril.	1807	Exploit.	..	...	13	40	12	7	2	271	..	..	....	..	....	18	447	8	235
Cassat.	6	Avril.	1807	Somm. appel.	..	...	3	16	14	14	2	448	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1807	Renvoi.	..	...	18	880	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	118	86	7	2	243	..	..	....	4	718	..	...	..	....
Aix.	6	Avril.	1807	Exécut. prov.	..	...	12	611	4	7	2	643	..	..	....	1	361	..	...	..	....
Paris.	7	Avril.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	662	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	7	Avril.	1807	Serment.	..	...	21	197	6	7	2	646	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Avril.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	119	87	..	..	....	..	..	....	4	644	..	...	..	....
Cassat.	8	Avril.	1807	Action.	..	...	2	355	16	7	1	359	..	..	....	..	....	18	566	8	246
Cassat.	8	Avril.	1807	Tribunaux.	..	...	22	29	40	7	1	359	..	..	....	..	....	18	566	8	246
Riom.	9	Avril.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	70	68	7	2	646	..	..	....	9	174	..	...	..	....
Cassat.	9	Avril.	1807	Caution.	..	...	6	541	13	7	1	308	7	1	308	..	....	18	371	8	254
Cassat.	10	Avril.	1807	Renvoi.	..	...	18	855	4	7	2	705	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Avril.	1807	Exception.	..	...	12	447	24	7	2	1146	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Let. m. j.	11	Avril.	1807	Just. de paix.	..	...	16	593	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	13	Avril.	1807	Success. vac.	..	...	21	333	4	7	2	664	..	..	....	6	82	..	...	..	....
Aix.	13	Avril.	1807	Cess. de biens.	..	...	6	601	7	8	2	93	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	14	Avril.	1807	Saisie-execut.	..	...	21	412	21	15	2	174	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	15	Avril.	1807	Appel.	..	...	3	108	42	7	2	785	..	..	....	1	466	..	...	8	256
Pau.	16	Avril.	1807	Appel.	..	...	3	242	118	..	..	....	8	2	124	..	....	..	...	..	....
Colmar.	17	Avril.	1807	Ordre.	..	...	17	126	20	..	..	....	..	..	....	10	832	..	...	..	....
Paris.	18	Avril.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	469	14	7	2	657	..	..	....	3	760	17	503	8	420
Cassat.	21	Avril.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	7	2	898	..	..	....	4	691	..	...	8	274
Cassat.	21	Avril.	1807	Cassation.	..	...	6	464	51	7	2	86	7	2	86	2	311	..	...	8	275
Cassat.	21	Avril.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	119	88	7	2	898	..	..	....	4	655	..	...	8	274
Cassat.	22	Avril.	1807	Somm. appel.	..	...	3	16	15	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	22	Avril.	1807	Sép. de corps.	..	...	21	140	16	13	2	359	..	..	....	11	906	22	186	..	....
Avis du C.	23	Avril.	1807	Discipl. jud.	..	...	10	522	6	16	2	244	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Avril.	1807	Exploit.	..	...	13	91	75	7	2	65	..	..	....	..	....	17	535	..	....
Cassat.	23	Avril.	1807	Surenchère.	..	...	21	356	8	7	1	297	..	..	....	11	763	18	353	..	....
Orléans.	23	Avril.	1807	Demand. nou.	..	...	9	112	70	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	23	Avril.	1807	Jug. 2e partie.	..	...	15	201	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	25	Avril.	1807	Exploit.	..	...	13	92	76	7	2	755	..	..	....	7	773	19	351	8	300
Cassat.	27	Avril.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	120	89	7	2	240	..	..	....	4	722	..	...	..	....
Cassat.	27	Avril.	1807	Désistement.	..	...	10	441	9	7	2	240	..	..	....	5	170	..	...	..	....
Cassat.	27	Avril.	1807	Expertise.	..	...	10	684	14	7	2	742	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p	AVOUÉS. Nle édit v.	p.	nos.	SIREY. v.	p	p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	p.	p.	DALLOZ. Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. ed. v.	p.	PALAIS. Nle éd. v.	p.
Dijon.	28	Avril.	1807	Sép. de corps.	..	...	21	140	17	7	2	284	..	..	....	..	....	19	413	..	....
Orléans.	29	Avril.	1807	Desistement.	..	...	10	442	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	29	Avril.	1807	Scellés et inv.	..	...	21	21	11	7	2	647	..	..	....	..	....	..	...	8	302
Cassat.	30	Avril.	1807	Plaid. et déf.	..	...	18	522	1	7	2	880	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Avril.	1807	Interrogatoir.	..	...	14	707	8	7	2	799	..	..	....	9	576	..	...	..	....
Cassat.	30	Avril.	1807	Huissier.	..	...	14	567	25	7	2	709	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Avril.	1807	Exploit.	..	...	13	31	9	7	2	284	..	..	....	..	....	18	462	8	314
Paris.	2	Mai.	1807	Ordre.	..	...	17	127	21	7	2	1077	..	..	....	..	....	18	278	..	....
Paris.	2	Mai.	1807	Demand. nou.	..	...	9	78	28	7	2	1077	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Mai.	1807	Renvoi.	..	...	18	880	26	7	2	1153	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Mai.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	102	66	7	2	343	..	..	....	4	713	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Mai.	1807	Exploit.	..	...	13	93	78	..	..	....	..	..	....	..	....	19	455	..	....
Bruxelles.	8	Mai.	1807	Scellés et inv.	..	...	21	22	12	..	..	....	..	..	....	11	911	22	152	8	325
Cassat.	9	Mai.	1807	Appel.	..	...	3	111	43	..	..	....	..	..	....	1	587	..	...	8	330
Cassat.	11	Mai.	1807	Régl. de juges.	..	...	18	812	21	7	2	87	..	..	....	3	262	..	...	8	332
Cassat.	11	Mai.	1807	Tribunaux.	..	...	22	30	41	7	1	267	..	..	....	3	301	18	305	8	332
Avis du C.	12	Mai.	1807	Avoué.	..	...	5	247	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Mai.	1807	Notaire.	..	...	16	798	3	7	2	109	..	..	....	10	436	18	433	8	338
Trèves.	13	Mai.	1807	Tribunaux.	..	...	22	31	42	7	2	280	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Mai.	1807	Réss. 1er et d.	..	...	19	120	90	7	2	288	..	..	....	1	463	..	...	..	....
Nîmes.	15	Mai.	1807	Exploit.	..	...	13	93	79	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Decis. m.	15	Mai.	1807	Greffier.	..	...	10	496	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	15	Mai.	1807	Interdiction.	..	...	14	663	21	7	2	707	..	..	....	9	533	19	476	.	....
Bruxelles.	18	Mai.	1807	Scellés et inv.	..	...	21	22	13	15	2	202	..	..	....	11	878	20	332	..	....
Cassat.	18	Mai.	1807	Renvoi.	..	...	18	880	25	7	1	507	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	20	Mai.	1807	Evocation.	..	...	12	369	1	7	2	672	..	..	....	..	....	.	...	..	....
Turin.	20	Mai.	1807	Trib. de com.	..	...	22	207	33	7	2	672	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Mai.	1807	Renvoi.	..	...	18	880	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Mai.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	73	69	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	22	Mai.	1807	Surenchère.	..	...	21	358	10	..	..	....	24	1	234	11	765	..	...	..	....
Bruxelles.	23	Mai.	1807	Jug. 2e part.	..	...	15	202	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Mai.	1807	Avoué.	..	...	5	264	19	7	2	97	7	2	97	..	....	..	...	8	355
Cassat.	25	Mai.	1807	Avoué.	..	...	5	266	20	7	2	747	..	..	....	..	....	..	...	8	355
Cassat.	26	Mai.	1807	Red. de compt.	..	...	18	665	1	7	1	356	..	..	....	..	....	18	357	..	....
Paris.	26	Mai.	1807	Acquiescem.	..	...	1	129	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Mai.	1807	Saisie immob	..	...	20	30	39	7	2	748	..	..	....	11	818	..	...	8	362
Cassat.	26	Mai.	1807	Sép. de corps.	..	...	46	28	....	7	1	484	7	1	539	11	938	20	161	..	....
Cassat.	26	Mai.	1807	Sép. de corps.	..	...	21	125	2	7	1	484	7	1	539	11	938	20	161	..	....
Cassat.	27	Mai.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	....	4	693	..	...	..	....
Cassat.	27	Mai.	1806	Cont. p. corps.	..	...	8	500	39	8	1	273	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Mai.	1807	Appel.	..	...	3	104	38	8	1	272	..	..	....	1	474	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Mai.	1807	Saisie-arrêt.	..	...	19	263	13	7	2	292	..	..	....	3	370	..	...	..	....
Décret.	31	Mai.	1807	Avocat.	..	...	4	150	12	16	2	262	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	1	Juin.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	663	6	16	2	264	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Juin.	1807	Saisie immob.	..	...	20	36	48	7	2	666	..	..	....	11	669	17	553	8	393
Paris.	1	Juin.	1807	Dist. par cont.	..	...	10	587	2	15	2	175	..	..	....	10	858	..	...	..	....
Cassat.	1	Juin.	1807	Saisie immob.	..	...	20	55	64	7	2	749	..	..	....	11	816	..	...	8	396
Paris.	1	Juin.	1807	Ordre.	..	...	17	128	22	..	..	....	..	..	....	10	858	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Juin.	1807	Appel.	..	...	3	91	37	7	2	302	..	..	....	1	481	18	382	8	399
Trèves.	3	Juin.	1807	Signification.	..	...	21	240	10	7	2	304	..	..	....	12	925	25	509	..	....
Bruxelles.	3	Juin.	1807	Exception.	..	...	12	447	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	4	Juin.	1807	Saisie immob	..	...	20	105	110	7	2	950	..	..	....	11	690	18	310	..	....
Colmar.	4	Juin.	1807	Trib. de com.	..	...	22	205	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	4	Juin.	1807	Saisie immob.	..	...	20	100	106	7	2	704	..	..	....	9	383	18	296	8	403
Caen.	5	Juin.	1807	Appel.	..	...	3	242	118	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Juin.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	670	7	7	2	314	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	10	Juin.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	671	8	7	2	319	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Juin.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	469	14	7	1	315	..	..	....	3	761	18	225	8	422
Cassat.	10	Juin.	1807	Exploit.	..	...	13	95	80	..	..	....	..	..	....	..	....	18	417	..	....
Cassat.	10	Juin.	1807	Succession.	..	...	21	304	3	7	1	291	..	..	....	12	368	..	...	8	411
Cassat.	12	Juin.	1807	Ordre.	..	...	17	128	23	7	1	345	7	1	345	9	227	18	469	..	....
Bruxelles.	13	Juin.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	501	42	7	2	869	..	..	....	3	774	20	573	8	435
Paris.	13	Juin.	1807	Exploit.	..	...	13	40	12	..	..	....	..	..	....	7	770	..	...	..	....
Turin.	14	Juin.	1807	Exploit.	..	...	13	95	81	7	2	677	..	..	....	7	751	..	...	..	....
Liége.	15	Juin.	1807	Appel.	..	...	3	113	46	7	2	340	..	..	....	..	....	20	476	8	436
Besançon.	15	Juin.	1807	Exception.	..	...	12	448	26	..	..	....	9	2	41	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Juin.	1807	Délibéré.	..	...	9	15	5	7	2	108	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Juin.	1807	Tribunaux.	..	...	22	31	43	..	..	....	..	..	....	..	....	18	348	..	....
Cassat.	16	Juin.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	102	66	7	2	108	7	2	108	6	351	..	...	..	....
Colmar.	17	Juin.	1807	Saisie immob.	..	...	20	106	113	15	2	164	..	..	....	11	814	..	...	8	446
Cassat.	18	Juin.	1807	Tribunaux.	..	...	22	32	44	7	1	425	..	..	....	3	300	18	449	8	449
Montpell.	19	Juin.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	502	47	15	2	42	..	..	....	3	814	..	...	..	....
Bruxelles.	22	Juin.	1807	Saisie-exécut.	..	...	21	415	22	..	..	....	..	..	....	11	657	..	...	..	....
Cassat.	22	Juin.	1807	Faux inc. civ.	..	...	14	...	69	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos	v.	p.	p.	v.	p.	n.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Turin.	23	Juin.	1807	Just. de paix.	..	...	16	593	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Juin.	1807	Trib. de com.	..	...	22	195	22	7	2	671	..	..	....	3	336	..	...	..	....
Toulouse.	24	Juin.	1807	Exploit.	..	...	13	90	71	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	24	Juin.	1807	Avoué.	..	...	5	251	12	9	2	253	8	2	71	..	....	25	509	8	156
Bruxelles.	25	Juin.	1807	Exécution.	..	...	12	552	22	7	2	345	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	26	Juin.	1807	Exploit.	..	...	13	96	82	8	2	48	..	..	....	7	776	20	479	..	....
Bruxelles.	27	Juin.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	662	5	7	2	170	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	28	Juin.	1807	Prise à partie.	..	...	18	537	5	8	2	49	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	29	Juin.	1807	Exécut. prov.	..	...	12	612	8	7	2	326	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Juin.	1807	Règlem. de j.	..	...	18	803	15	8	1	229	8	2	75	3	245	..	...	..	....
Decis. m.	30	Juin.	1807	Greffier.	..	...	14	501	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Juin.	1807	Sép. de biens.	..	...	21	76	3	7	1	398	7	1	398	10	206	18	513	8	458
Cassat.	30	Juin.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	7	1	401	..	..	....	..	....	18	513	8	458
Bourges.	2	Juill.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	299	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	3	Juill.	1807	Exécut. prov.	..	...	12	613	9	7	2	1140	..	..	....	9	652	22	28	..	....
Pau.	3	Juill.	1807	Saisie-gagerie.	..	...	19	502	3	14	2	256	..	..	....	11	643	..	...	..	....
Paris.	4	Juill.	1807	Trib. de com.	..	...	22	196	23	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Juill.	1807	Avocat.	..	...	5	178	19	7	2	327	..	..	....	..	....	20	395	..	....
Turin.	8	Juill.	1807	Désistement.	..	...	10	442	10	7	2	683	..	..	....	5	155	..	...	..	....
Cassat.	9	Juill.	1807	Renvoi.	..	...	18	858	6	7	2	153	..	..	....	11	495	..	...	..	....
Bourges.	9	Juill.	1807	Evocation.	..	...	12	387	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Juill.	1807	Saisie immob.	..	...	20	107	114	..	..	....	..	..	....	11	847	..	...	..	....
Bruxelles.	10	Juill.	1807	Trib. de com.	..	...	22	217	41	8	2	77	..	..	....	3	359	25	159	..	....
Paris.	11	Juill.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	121	92	..	..	....	..	..	....	4	657	..	...	..	....
Colmar.	12	Juill.	1807	Vérific. d'écr.	..	...	22	414	9	13	2	337	..	..	....	5	660	..	...	..	....
Cassat.	13	Juill.	1807	Just. de paix.	..	...	16	594	53	7	2	1029	..	..	....	3	290	..	...	..	....
Bruxelles.	14	Juill.	1807	Exploit.	..	...	13	97	83	10	2	508	..	..	....	7	738	20	283	8	484
Aix.	14	Juill.	1807	Expertise.	..	...	12	685	15	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Juill.	1807	Aut. femm.	..	...	5	32	16	7	2	128	7	2	128	..	....	25	222	8	493
Rouen.	15	Juill.	1807	Surenchère.	..	...	21	360	11	7	2	171	..	..	....	11	795	20	44	8	438
Avis du C.	18	Juill.	1807	Saisie-arrêt.	..	...	19	274	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Juill.	1807	Cons. de fam.	..	...	8	344	18	7	1	320	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Juill.	1807	Exploit.	..	...	13	97	84	8	1	284	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Juill.	1807	Greffier.	..	...	14	502	15	7	2	1030	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Juill.	1807	Tribunaux.	..	...	22	33	45	7	2	257	..	..	....	3	447	..	...	..	....
Rouen.	28	Juill.	1807	Saisie immob.	..	...	20	119	121	7	2	331	..	..	....	11	680	18	314	8	510
Cassat.	29	Juill.	1807	Renvoi.	..	...	18	880	28	7	2	120	..	..	....	11	590	..	...	..	....
Cassat.	29	Juill.	1807	Faux inc. civ.	..	...	14	326	2	7	2	980	5	1	72	8	428	18	497	..	....
Nîmes.	29	Juill.	1807	Off. réel. et c.	..	...	17	27	20	..	..	....	..	..	....	..	....	22	142	..	....
Grenoble.	31	Juill.	1807	Ress 1er et d.	..	...	19	122	93	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	98	85	..	..	....	..	..	....	7	804	20	559	..	....
Paris.	4	Août.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	671	10	7	2	1219	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	4	Août.	1807	Ordre.	..	...	17	129	24	..	..	....	..	..	....	10	835	18	520	..	....
Paris.	4	Août.	1807	Ministère pub.	..	...	16	754	11	7	2	1219	..	..	....	..	....	18	506	8	527
Cassat.	4	Août.	1807	Expertise.	..	...	12	686	17	7	2	117	7	2	117	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	4	Août.	1807	Compulsoire.	..	...	7	104	2	7	2	947	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Août.	1807	Just. de paix.	..	...	16	568	13	10	2	190	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	5	Août.	1807	Conciliation.	..	...	7	225	46	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	5	Août.	1807	Appel.	..	...	3	114	46	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	31	9	7	2	127	..	..	....	7	723	..	...	..	....
Cassat.	5	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	99	87	7	2	124	..	..	....	7	723	..	...	8	535
Cassat.	7	Août.	1807	Exception.	..	...	12	449	27	7	2	750	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Août.	1807	Referé.	..	...	18	746	6	8	2	47	..	..	....	11	551	21	188	8	537
Cassat.	8	Août.	1807	Avocat.	..	...	4	156	16	8	1	56	7	2	165	4	566	..	...	..	....
Paris.	8	Août.	1807	Just. de paix.	..	...	16	594	54	..	..	....	..	..	....	3	285	..	...	..	....
Cassat.	10	Août.	1807	Tierce oppos.	..	...	21	509	18	7	2	262	..	..	....	..	....	26	421	..	....
Cassat.	10	Aout.	1807	Enregistrem.	..	...	11	274	45	7	2	263	..	..	....	7	465	..	...	..	....
Paris.	11	Août.	1807	Cess. de biens.	..	...	6	604	8	15	2	207	7	2	86	..	....	18	438	8	541
Avis du C.	12	Août.	1807	Saisie-arrêt.	..	...	19	274	25	7	2	209	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	12	Août.	1807	Caution.	..	...	6	543	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Août.	1807	Saisie-exécut.	..	...	21	416	23	7	1	433	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Août.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	673	11	7	1	433	..	..	....	..	....		...	18	561
Montpell.	12	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	100	88	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	12	Août.	1807	Referé.	..	...	18	747	7	15	2	195	..	..	....	11	546	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1807	Faux inc. civ.	..	...	14	336	10	8	1	104	7	2	184	8	425	20	455	..	....
Cassat.	13	Août.	1807	Surenchère.	..	...	21	363	12	7	1	429	..	..	....	11	767	..	...	..	....
Bruxelles.	14	Août.	1807	Appel.	..	...	3	124	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Treves.	14	Août.	1807	Appel.	..	...	3	157	122	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Août.	1807	Enquête.	..	...	11	19	§ 17	7	2	1225	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	103	91	7	2	126	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	17	Août.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	671	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	17	Août.	1807	Reprise d'inst.	..	...	18	953	3	..	..	....	..	..	....	11	594	..	...	..	....
Cassat.	18	Août.	1807	Acquiescem.	..	...	1	130	46	7	1	513	..	..	....	1	99	..	...	8	548
Décrét.	18	Août.	1807	Saisie-arrêt.	..	...	19	275	26	7	2	210	..	..	....	..	....	20	273	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	18	Août.	1807	Désaveu.	..	...	10	346	8	7	1	481	7	2	174	..	....	20	97	..	....
Cassat.	18	Août.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	30	8	16	2	254	..	..	....	..	....	20	99	..	....
Déc. du C.	18	Août.	1807	Tierce oppos.	..	...	21	520	19	16	2	285	..	..	....	12	655	..	...	..	....
Turin.	19	Août.	1807	Intervention.	..	...	14	740	6	9	2	118	..	..	....	9	587	..	...	..	....
Turin.	19	Août.	1807	Référé.	..	...	18	745	5	15	2	198	..	..	....	1	414	..	...	..	....
Cassat.	19	Août.	1807	Dépens.	..	...	9	164	24	..	..	....	..	..	....	9	654	..	...	..	....
Paris.	19	Août.	1807	Signification.	..	...	21	241	11	7	2	1219	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Août.	1807	Surenchère.	..	...	21	365	13	7	2	1219	..	..	....	11	771	18	454	8	554
Turin.	21	Août.	1807	Appel.	..	...	3	118	48	7	2	690	..	..	....	1	447	..	...	..	....
Turin.	21	Août.	1807	Appel.	..	...	3	120	49	7	2	690	..	..	....	1	447	..	...	..	....
Nîmes.	22	Août.	1807	Signification.	..	...	21	243	13	7	2	677	..	..	....	7	800	20	286	..	....
Bruxelles.	22	Août.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	300	27	..	..	....	..	..	....	9	712	..	...	..	....
Nîmes.	23	Août.	1807	Avoué.	..	...	5	267	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	25	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	90	71	..	..	....	..	..	....	7	717	18	568	..	....
Rennes.	25	Août.	1807	Enquête.	..	...	11	38	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Août.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	505	48	7	2	677	..	..	....	3	815	..	...	..	....
Rennes.	25	Août.	1807	Dépens.	..	...	9	136	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Août.	1807	Lic. et partag.	..	...	16	676	13	7	1	437	7	1	437	11	58	20	113	8	572
Cassat.	26	Août.	1807	Ressort.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Août.	1807	Cons. de fam.	..	...	8	345	20	7	1	437	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Août.	1807	Tribunaux.	..	...	22	35	47	7	2	145	..	..	....	3	406	22	63	..	....
Paris.	27	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	103	92	7	2	994	..	..	....	7	781	..	...	..	....
Cassat.	27	Août.	1807	Exploit.	..	...	13	105	93	..	..	....	..	..	....	7	711	..	...	..	....
Paris.	27	Août.	1807	Exception.	..	...	12	449	28	..	..	....	..	..	....	..	....	18	534	..	....
Loi.	3	Sept.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	73	70	8	2	39	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Sept.	1807	Règlem. de j.	..	...	18	813	22	7	2	146	..	..	....	3	261	22	205	..	....
Cassat.	8	Sept.	1807	Serment.	..	...	21	196	3	7	1	455	..	..	....	..	....	..	...	8	587
Circ. m. j.	8	Sept.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	506	49	8	2	81	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	10	Sept.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	508	50	8	2	2	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décis. m.	12	Sept.	1807	Cod. de p. civ.	..	...	6	674	12	7	2	192	7	2	161	..	....	..	...	..	....
D. du g. j.	12	Sept.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	508	51	7	2	192	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décis. m.	22	Sept.	1807	Red. de comp.	..	...	18	667	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Oct.	1807	Action.	..	...	2	331	3	20	1	456	..	..	....	..	....	20	100	8	592
Cassat.	7	Oct.	1807	Saisie immob.	..	...	20	121	122	8	1	81	..	..	....	11	720	20	129	8	596
Cassat.	8	Oct.	1807	Cassation.	..	...	6	466	53	7	2	958	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Oct.	1807	Cons. de fam.	..	...	8	348	22	7	1	475	..	..	....	..	....	20	81	8	610
Cassat.	13	Oct.	1807	Exception.	..	...	12	452	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Oct.	1807	Intervention.	..	...	14	740	7	8	1	304	..	..	....	9	588	..	...	..	....
Cassat.	15	Oct.	1807	Renvoi et exc.	..	...	18	881	29	7	2	1181	..	..	....	11	592	..	...	..	....
Turin.	16	Oct.	1807	Référé.	..	...	18	748	8	15	2	199	..	..	....	1	415	..	...	..	....
Paris.	19	Oct.	1807	Saisie-gagerie.	..	...	19	502	4	..	..	....	..	..	....	11	665	..	...	..	....
Cassat.	21	Oct.	1807	Action.	..	...	2	357	17	8	1	37	..	..	....	1	257	20	145	8	619
Cassat.	22	Oct.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	23	2	7	2	283	8	2	108	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Oct.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	122	94	8	1	74	8	2	2	..	....	25	288	..	....
Ins. d. la r.	27	Oct.	1807	Enregistrem.	..	...	11	275	46	7	2	303	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Oct.	1807	Saisie immob.	..	...	20	34	44	8	1	83	7	1	512	..	....	20	177	8	624
Cassat.	30	Oct.	1807	Renvoi et exc.	..	...	18	858	6	7	2	1155	..	..	....	11	496	..	...	.	....
Cassat.	2	Nov.	1807	Saisie immob.	..	...	20	73	79	8	1	75	..	..	....	11	801	21	171	8	632
Cassat.	3	Nov.	1807	Cassation.	..	...	6	467	54	7	2	815	..	..	....	2	298	20	57	..	....
Rouen.	3	Nov.	1807	Exécut. prov.	..	...	12	535	10	8	2	41	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Nov.	1807	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Nov.	1807	Acte respect.	..	...	1	262	5	8	1	57	..	..	....	..	....	22	257	8	636
Cassat.	4	Nov.	1807	Conciliation.	..	...	7	201	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	4	Nov.	1807	Matières som.	..	...	16	719	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Nov.	1807	Demand. nou.	..	...	9	79	30	8	1	195	7	2	171	4	790	20	484	..	....
Rennes.	10	Nov.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	74	71	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Nov.	1807	Renvoi et exc.	..	...	18	882	31	8	1	174	7	2	170	..	....	..	...	..	....
Besançon.	12	Nov.	1807	Acte respect.	..	...	1	264	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	13	Nov.	1807	Jug. 1re part.	..	...	15	74	72	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Let. m. j.	13	Nov.	1807	Ministère pub.	..	...	16	755	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	14	Nov.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	301	28	..	..	....	11	2	16	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Nov.	1807	Exploit.	..	...	13	105	94	8	1	108	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	18	Nov.	1807	Execut. prov.	..	...	12	614	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Nov.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	123	95	8	1	59	7	2	177	4	641	20	420	8	647
Turin.	18	Nov.	1807	Matières som.	..	...	16	720	4	7	2	715	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Nov.	1807	Enregistrem.	..	...	11	239	10	7	2	265	..	..	....	7	67	..	...	..	....
Cassat.	19	Nov.	1807	Renvoi et exc.	..	...	18	884	33	13	1	589	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	23	Nov.	1807	Caution.	..	...	6	545	15	..	..	....	..	..	....	2	401	24	566	8	650
Cassat.	23	Nov.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	124	96	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Nov.	1807	Exécut. prov.	..	...	12	616	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	24	Nov.	1807	Trib. de com.	..	...	22	196	24	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	24	Nov.	1807	Cess. de biens.	..	...	6	608	9	15	2	208	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Nov.	1807	Saisie immob.	..	...	20	122	126	..	..	....	..	..	....	11	869	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Pau.	26	Nov.	1807	Exécution.	..	...	12	537	12	12	2	380	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Nov.	1807	Trib. de com.	..	...	22	198	25	8	2	55	14	2	90	..	....	..	...	8	652
Rennes.	27	Nov.	1807	Recusation.	..	...	18	623	7	..	..	....	8	1	17	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Nov.	1807	Enregistrem.	..	...	11	277	49	..	..	....	..	..	....	7	70	20	308	..	....
Decis. m.	2	Dec.	1807	Referé.	.	...	18	748	9	8	2	3	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Déc.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	8	1	72	..	..	....	4	693	25	286	8	660
Besançon.	3	Déc.	1807	Jug. arbitral.	..	...	16	466	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Déc.	1807	Cassation.	..	...	6	418	6	17	1	342	8	2	36	2	290	..	...	..	....
Bruxelles.	4	Déc.	1807	Exception.	..	..	12	453	31	7	2	763	..	..	....	..	....	21	237	8	664
Colmar.	4	Déc.	1807	Renvoi et exc.	..	...	18	885	34	..	..	....	..	..	....	11	410	..	...	..	....
Cassat.	5	Déc.	1807	Demande nou.	..	...	27	144	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Déc.	1807	Execut. prov.	..	...	12	616	13	..	..	....	..	..	....	..	....	20	109	..	....
Bruxelles.	7	Déc.	1807	Acquiescem.	..	...	1	133	47	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	9	Déc.	1807	Serment.	..	...	21	198	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	9	Déc.	1807	Com. de pièc.	..	...	7	8	3	8	2	8	..	..	....	..	....	20	175	8	669
Bruxelles.	9	Déc.	1807	Exécut. prov.	..	...	12	14	14	14	2	154	7	2	39	1	520	23	221	8	665
Orléans.	9	Déc.	1807	Cons. de fam.	..	...	8	351	23	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Déc.	1807	Saisie immob.	..	...	20	123	127	8	1	94	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Déc.	1807	Ress. 1er et d.	..	...	19	124	97	..	..	....	..	..	....	..	....	24	415	..	....
Bruxelles.	12	Déc.	1807	Saisie immob.	..	...	20	124	128	..	..	....	..	..	....	11	803	24	415	..	....
Paris.	14	Déc.	1807	Cont. p. corps.	..	...	8	509	52	10	2	512	..	..	....	3	802	20	60	8	675
Paris.	15	Déc.	1807	Arbitrage.	..	...	4	533	21	7	2	788	..	..	....	1	712	20	103	..	....
Déc. m. j.	16	Déc.	1807	Avoué.	..	...	5	270	23	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Déc.	1807	Action.	..	...	2	361	18	8	1	125	8	2	6	..	....	..	...	..	....
Aix.	17	Déc.	1807	Success. vac.	..	...	21	334	5	7	2	667	23	2	148	12	395	..	...	..	....
Cassat.	22	Déc.	1807	Tribunaux.	..	...	22	37	48	20	1	483	8	2	32	..	....	..	...	8	693
Bruxelles.	22	Déc.	1807	Surenchère.	..	...	21	366	15	8	2	48	..	..	....	11	776	20	238	..	....
Cassat.	23	Déc.	1807	Règlem. de j.	..	...	18	815	23	9	1	67	8	2	27	..	....	25	208	8	693
Cassat.	23	Déc.	1807	Acquiescem.	..	...	1	114	35	8	1	136	..	..	....	1	142	22	289	..	....
Rouen.	24	Dec.	1807	Com. de pièc.	..	...	7	8	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Déc.	1807	Act. respect.	..	...	1	265	10	7	2	1048	8	1	45	..	....	22	215	..	....
Colmar.	24	Déc.	1807	Huissier.	..	...	14	568	26	..	..	....	..	..	....	9	11	..	...	..	....
Cassat.	25	Déc.	1807	Greffier.	..	...	14	503	16	7	2	326	7	2	34	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Déc.	1807	Ordre.	..	...	17	129	25	7	2	1003	8	2	34	..	....	20	248	..	....
Bruxelles.	26	Déc.	1807	Exploit.	..	...	13	106	96	..	..	....	8	2	34	7	809	22	439	8	696
Besançon.	27	Déc.	1807	Saisie immob.	..	...	20	126	129	15	2	190	..	..	....	11	877	..	...	8	703
Cassat.	28	Déc.	1807	Renvoi et exc.	..	...	18	892	36	8	1	136	8	2	1	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Déc.	1807	Jug. par déf.	..	...	15	302	29	..	..	....	..	..	....	..	....	20	121	..	....
Bruxelles.	31	Dec.	1807	Tribunaux	..	...	22	37	49	7	2	985	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Janv.	1808	Vérific. d'écr.	..	...	12	419	22	8	2	65	..	..	....	12	947	..	...	9	2
Cassat.	4	Janv.	1808	Enquête.	..	...	11	38	13	8	1	249	8	1	128	..	....	20	529	..	....
Cassat.	5	Janv.	1808	Péremption.	..	...	18	414	9	8	1	119	8	1	33	11	183	20	289	9	8
Nîmes.	5	Janv.	1808	Exécut. prov.	..	...	12	621	15	..	..	....	..	..	....	9	649	..	...	..	....
Nîmes.	6	Janv.	1808	Enquête.	..	...	11	39	14	14	2	424	..	..	....	6	852	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Janv.	1808	Appel.	..	...	3	32	5	10	2	503	..	..	....	1	491	23	559	9	24
Bruxelles.	7	Janv.	1808	Garantie.	..	...	14	428	15	..	..	....	..	..	....	..	....	25	364	..	....
Trèves.	8	Janv.	1808	Appel.	..	...	3	123	51	8	2	15	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Janv.	1808	Appel.	..	...	3	124	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	8	Janv.	1808	Saisie immob.	..	...	20	127	130	..	..	....	23	2	114	11	680	20	150	9	26
Turin.	9	Janv.	1808	Acquiescem.	..	...	1	134	49	..	..	....	9	2	109	..	....	..	...	9	33
Bruxelles.	9	Janv.	1808	Cod. de p. civ.	..	...	6	670	10	13	2	308	9	2	109	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Janv.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	545	78	10	2	508	9	2	109	3	799	20	74	..	....
Orléans.	10	Janv.	1808	Récusation.	..	...	18	623	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Janv.	1808	Cassation.	..	...	6	468	5	8	1	187	..	..	....	..	....	..	...	9	40
Cassat.	11	Janv.	1808	Plaid. et déf.	..	...	18	523	2	5	..	....	..	..	....	11	128	..	...	..	....
Avis du C.	11	Janv.	1808	Succession.	..	...	21	305	4	16	2	307	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Janv.	1808	Amende.	..	...	2	579	13	88	1	128	8	1	15	1	386	20	279	..	....
Nîmes.	12	Janv.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	302	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	13	Janv.	1808	Désistement.	..	...	10	442	10	..	..	....	6	2	80	7	178	..	...	..	....
Paris.	14	Janv.	1868	Arbitrage.	..	...	4	534	23	8	2	71	..	..	....	1	727	..	...	..	....
Nîmes.	14	Janv.	1808	Faux inc. civ.	..	...	14	338	13	..	..	....	..	..	....	8	430	..	...	..	....
Angers.	15	Janv.	1808	Succession.	..	...	21	305	5	..	..	....	..	..	....	2	310	23	397	..	....
Orléans.	17	Janv.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	203	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	18	Janv.	1808	Saisie immob.	..	...	20	128	131	..	..	....	..	..	....	11	849	25	381	9	52
Cassat.	18	Janv.	1808	Avocat.	..	...	4	159	20	8	1	263	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	18	Janv.	1808	Renvoi et exc.	..	...	18	893	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Janv.	1808	Délibéré.	..	...	9	13	4	8	1	445	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Janv.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	513	54	8	2	55	..	..	....	3	813	..	...	..	....
Paris.	19	Janv.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	525	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Janv.	1808	Lic. et partag.	..	...	16	676	14	..	..	....	..	..	....	..	....	22	174	9	64
Paris.	19	Janv.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	526	23	..	..	....	..	..	....	..	....	22	232	..	....
Cassat.	20	Janv.	1808	Enregistrem.	..	...	11	274	45	8	1	444	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Janv.	1808	Exploit.	..	...	13	106	96	10	2	506	..	..	....	7	809	22	138	..	....
Dijon.	21	Janv.	1808	Appel.	..	...	3	120	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Poitiers.	21	Janv.	1808	Sép. de corps.	..	...	21	131	9	13	2	300	..	..	....	11	905	..	...	..	....
Cassat.	24	Janv.	1808	Depens.	..	...	9	139	6	9	1	164	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	21	Janv.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	308	32	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Janv.	1808	Cess. de biens.	..	...	6	613	10	8	2	57	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1808	Dépens.	..	...	9	139	5	9	1	163	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Janv.	1808	Cess. de biens.	..	...	6	613	10	8	2	57	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Janv.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	512	52	14	2	215	..	..	....	3	802	20	159	..	....
Avis du C.	23	Janv.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	277	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	25	Janv.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	514	55	8	2	70	..	..	....	3	775	20	298	..	....
Avis du C.	26	Janv.	1808	Trib. de com.	..	...	22	200	26	7	2	1195	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	27	Janv.	1808	Interrogatoire	..	...	14	708	9	..	..	....	..	..	....	9	575	..	...	..	....
Rennes.	27	Janv.	1808	Exécut. prov.	..	...	12	622	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Janv.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	515	57	15	2	204	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	27	Janv.	1808	Interdiction.	..	...	14	664	22	8	2	338	8	2	169	9	532	25	44	9	86
Bruxelles.	28	Janv.	1808	Amende.	..	...	2	587	19	8	2	209	..	..	....	1	383	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Janv.	1808	Aut. femm.	..	...	5	33	17	10	2	491	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	30	Janv.	1808	Avoué.	..	...	5	271	24	7	2	801	..	..	....	2	109	..	...	..	....
Turin.	30	Janv.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	98	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Fév.	1808	Huissier.	..	..	14	570	28	8	1	211	8	2	45	9	23	24	548	9	91
Paris.	2	Fév.	1808	Appel.	..	...	3	153	59	7	2	784	9	2	58	..	....	..	...	9	93
Avis du C.	2	Fév.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	277	27	..	..	....	9	1	58	..	....	..	...	..	....
Rennes.	3	Fév.	1808	Appel.	..	...	3	163	63	8	2	107	..	..	....	1	458	..	...	..	....
Paris.	4	Fév.	1803	Desaveu.	..	...	10	347	9	..	..	....	..	..	....	5	110	20	281	9	95
Bruxelles.	4	Fév.	1808	Amende.	..	...	2	590	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Fév.	1808	Exploit.	..	...	13	54	21	8	1	153	8	1	59	..	....	20	385	..	....
Grenoble.	6	Fév.	1808	Acquiescem.	..	...	1	136	50	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	8	Fév.	1808	Signification.	..	...	21	244	14	7	2	912	..	..	....	7	800	20	552	..	....
Cassat.	9	Fév.	1808	Conciliation.	..	...	7	220	44	..	..	....	8	1	137	..	....	22	321	9	106
Cassat.	9	Fév.	1808	Interrogatoire	..	...	14	705	6	8	1	214	8	1	137	..	....	22	321	..	....
Turin.	9	Fév.	1808	Appel.	..	...	3	166	64	..	..	....	8	2	137	1	540	25	217	..	....
Bruxelles.	9	Fév.	1808	Appel.	..	...	3	91	37	..	..	....	8	2	137	1	540	..	...	..	....
Toulouse.	11	Fev.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	516	58	15	2	191	..	..	....	3	777	..	...	..	....
Paris.	13	Fév.	1808	Tribunaux.	..	...	22	38	50	7	2	1203	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Pau.	15	Fév.	1808	Just. de paix.	..	...	16	595	55	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Fév.	1808	Compromis.	..	...	7	45	14	8	1	196	8	1	111	1	618	20	545	9	127
Montpell.	16	Fév.	1808	Cod. de p. civ.	..	...	6	675	13	7	2	1044	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	16	Fév.	1808	Appel.	..	...	3	166	65	8	2	135	..	..	....	1	486	..	...	..	....
Paris.	16	Fév.	1808	Action.	..	...	2	366	19	7	2	771	..	..	....	1	230	22	131	..	....
Paris.	17	Fév.	1808	Jug. arbitral.	..	...	14	466	31	8	2	189	..	..	....	..	....	21	94	9	143
Aix.	18	Fév.	1808	Appel.	..	...	3	170	66	8	2	109	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	20	Fév.	1808	Serment.	..	...	21	199	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	20	Fév.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	125	99	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	23	Fév.	1808	A. de l'ét. civ.	..	...	1	237	5	8	2	104	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	23	Fév.	1808	Aut. femm.	..	...	5	34	18	10	2	2489	..	..	....	..	....	25	428	9	148
Nîmes.	23	Fév.	1808	Avoué.	..	...	5	46	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	24	Fév.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	203	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	24	Fév.	1808	Cess. de biens.	..	...	6	614	12	8	2	110	..	..	....	10	591	..	...	..	....
Cassat.	24	Fév.	1808	Action.	..	...	2	367	20	8	1	493	..	..	....	1	267	..	...	9	150
Cassat.	24	Fév.	1808	Avoué.	..	...	5	280	28	8	1	259	8	2	42	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Fév.	1808	Dépens.	..	...	9	245	91	17	2	318	..	..	....	9	660	..	...	..	....
Aix.	25	Fév.	1808	Saisie immob.	..	...	20	130	134	8	2	279	10	2	83	11	713	..	...	9	152
Paris.	25	Fév.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	518	60	8	2	107	23	2	109	3	785	..	...	9	154
Paris.	26	Fév.	1808	Exploit.	..	...	13	54	21	8	2	144	..	..	....	7	761	20	415	..	....
Besançon.	26	Fév.	1808	Appel.	..	...	3	171	67	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	27	Fév.	1808	Saisie immob.	..	...	20	132	135	..	..	....	..	..	....	11	751	..	...	..	....
Turin.	27	Fév.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	279	23	15	2	174	9	2	73	..	....	..	...	..	....
Décret.	1	Mars.	1808	Saisie immob.	..	...	20	132	136	8	2	118	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	1	Mars.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	280	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Mars.	1808	Exploit.	..	...	13	54	21	8	2	144	..	..	....	7	761	20	416	9	158
Cassat.	2	Mars.	1808	Sép. de corps.	..	...	21	141	18	8	1	202	8	1	119	11	904	22	308	..	....
Avis du C.	4	Mars.	1808	A. de l'ét. civ.	..	...	1	237	5	8	2	104	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	4	Mars.	1808	Serment.	..	...	21	200	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	4	Mars.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	520	62	8	2	104	6	2	48	..	....	..	...	..	....
Agen.	7	Mars.	1808	Péremption.	..	...	18	416	10	..	..	....	..	..	....	11	187	..	...	..	....
Avis du C.	7	Mars.	1808	Protêt.	..	...	18	557	5	16	2	316	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Mars.	1808	Expertise.	..	...	12	686	18	8	1	212	6	2	42	..	....	26	82	9	163
Cassat.	8	Mars.	1808	Enregistrem.	..	...	11	278	50	..	..	....	..	..	....	7	398	..	...	..	....
Cassat.	9	Mars.	1808	Ordre.	..	...	17	132	26	..	..	....	..	..	....	..	....	26	81	9	164
Rouen.	9	Mars.	1808	Audience.	..	...	4	673	1	15	2	201	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Mars.	1808	Enregistrem.	..	...	11	279	51	8	1	252	..	..	....	7	376	..	...	9	164
Orléans.	9	Mars.	1808	Désistement.	..	...	10	442	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Mars.	1808	Trib. de com.	..	...	22	201	27	8	1	266	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Mars.	1808	Surenchère.	..	...	21	367	16	15	2	200	..	..	....	11	793	..	...	..	....
Cassat.	10	Mars.	1808	Cassation.	..	...	6	448	33	17	1	344	..	..	....	2	285	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Bruxelles.	10	Mars.	1808	Exploit.	..	...	13	85	60	15	2	205	9	2	218	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Mars.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	541	74	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	12	Mars.	1808	Exécution.	..	...	12	553	24	9	2	110	..	..	....	9	645	..	...	..	....
Décret.	14	Mars.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	521	63	8	2	137	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	14	Mars.	1808	Ordre.	..	...	17	133	27	7	2	897	8	2	180	..	....	22	486	..	....
Cassat.	15	Mars.	1808	Action.	..	...	2	369	21	8	1	353	..	..	....	1	219	21	243	..	....
Décis. m.	15	Mars.	1808	Enregistrem.	..	...	11	280	52	8	2	204	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Mars.	1808	Exception.	..	...	12	453	32	8	1	353	8	1	217	..	....	21	243	..	....
Cassat.	17	Mars.	1808	Appel.	..	...	3	172	69	9	1	83	8	2	89	1	550	25	63	9	172
Rouen.	17	Mars.	1808	Dépens.	..	...	9	166	25	8	2	337	..	..	....	..	....	21	140	9	168
Cassat.	17	Mars.	1808	Plaid. et déf.	..	...	18	523	2	..	..	....	..	..	....	11	128	..	...	..	....
Cassat.	18	Mars.	1808	Dépens.	..	...	9	169	26	9	1	85	..	..	....	9	638	21	276	..	....
Paris.	18	Mars.	1808	Recusation.	..	...	18	625	9	..	..	....	..	..	....	11	535	..	...	..	....
Besançon.	18	Mars.	1808	Saisie immob.	..	...	20	133	137	15	2	178	..	..	....	11	696	31	112	9	178
Turin.	19	Mars.	1808	Appel.	..	...	3	165	64	..	..	....	..	..	....	1	540	25	218	..	....
Avis du C.	19	Mars.	1808	A. de l'état civ.	..	...	1	239	6	8	2	140	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Mars.	1808	Huissier.	..	...	14	570	29	7	2	919	10	2	161	11	691	20	424	..	....
Paris.	21	Mars.	1808	Saisie immob.	..	...	20	135	141	7	2	919	8	2	76	11	691	20	424	9	183
Cassat.	21	Mars.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	526	64	8	1	225	8	1	76	3	756	..	...	..	....
Besançon.	23	Mars.	1808	Huissier.	..	...	14	573	30	..	..	....	..	..	....	9	14	..	...	..	....
Cassat.	23	Mars.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	43	11	8	1	480	..	..	....	4	687	..	...	..	....
Trèves.	24	Mars.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	492	29	9	2	398	9	2	145	3	772	26	237	..	....
Paris.	25	Mars.	1808	Arbitrage.	..	...	4	535	27	9	2	189	..	..	....	1	698	21	390	9	172
Instruct.	25	Mars.	1808	Qualités des j.	..	...	18	597	1	7	2	1027	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Mars.	1808	Tribunaux.	..	...	22	38	51	12	2	205	..	..	....	3	596	..	...	..	....
Paris.	26	Mars.	1808	Ordre.	..	...	17	134	28	..	..	....	..	..	....	10	836	..	...	..	....
Colmar.	26	Mars.	1808	Exécution.	..	...	12	554	25	15	2	44	24	2	70	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Mars.	1808	Exploit.	..	...	13	210	235	8	1	225	..	..	....	7	699	..	...	9	198
Cassat.	29	Mars.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	125	100	8	1	438	8	2	66	4	706	..	...	..	....
Bruxelles.	29	Mars.	1808	Tribunaux.	..	...	22	40	53	..	..	....	..	..	....	3	298	..	...	9	199
Cassat.	29	Mars.	1808	Sép. de corps.	..	...	21	143	20	..	..	....	8	1	205	..	....	..	...	..	....
Nimes.	29	Mars.	1808	Enquête.	..	...	11	39	14	14	2	424	..	..	....	6	852	..	...	9	199
Cassat.	29	Mars.	1808	Aut. femm.	..	...	5	38	20	8	1	213	6	1	151	..	....	20	471	9	204
Décret.	30	Mars.	1808	Greffier.	..	...	14	504	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	30	Mars.	1808	Appel.	..	...	3	127	52	9	2	308	9	2	39	..	....	..	...	..	....
Bourges.	30	Mars.	1808	Saisie immob.	..	...	20	136	142	..	..	....	9	2	39	11	851	..	...	..	....
Décret.	30	Mars.	1808	Audience.	..	...	4	673	1	15	2	201	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	30	Mars.	1808	A. de l'ét. civ.	..	...	1	239	6	8	2	140	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	30	Mars.	1808	Discipline jud.	..	...	10	524	7	8	2	145	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	30	Mars.	1808	Huissier.	..	...	14	574	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	30	Mars.	1808	Exploit.	..	...	13	111	104	9	2	308	9	2	39	7	813	..	...	..	....
Décret.	30	Mars.	1808	Greffier.	..	...	14	504	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Aix.	31	Mars.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	309	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	31	Mars.	1808	Scellés et inv.	..	...	21	23	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Avril.	1808	Cess. de biens.	..	...	6	616	13	8	2	141	..	..	....	8	227	20	509	..	....
Paris.	2	Avril.	1808	Surenchère.	..	...	21	370	18	..	..	....	..	..	....	11	776	21	44	..	....
Turin.	4	Avril.	1808	Compromis.	..	...	7	48	18	9	2	263	..	..	....	1	663	..	...	..	....
Cassat.	4	Avril.	1808	Jug. 1re part.	..	...	15	74	73	8	1	374	6	1	182	..	....	..	...	9	209
Rennes.	5	Avril.	1808	Enquête.	..	...	11	41	15	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	5	Avril.	1808	Saisie immob.	..	...	20	138	145	14	2	296	..	..	....	..	....	25	276	9	214
Cassat.	5	Avril.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	126	101	..	..	....	..	..	....	4	680	..	...	..	....
Paris.	5	Avril.	1808	Jug. 1re part.	..	...	15	75	74	8	2	155	..	..	....	10	569	22	328	..	....
Nîmes.	5	Avril.	1808	Exploit.	..	...	13	111	104	14	2	296	..	..	....	7	785	25	276	..	....
Turin.	6	Avril.	1808	A. de l'état civ.	..	...	1	240	7	10	2	65	10	2	22	1	194	..	...	..	....
Bruxelles.	6	Avril.	1808	Notaire.	..	...	16	798	3	17	2	161	..	..	....	2	604	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	127	102	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1808	Règlem. de j.	..	...	18	815	23	8	1	241	8	2	62	3	297	21	124	..	....
Aix.	7	Avril.	1808	Saisie immob.	..	...	20	140	146	15	2	159	..	..	....	11	807	..	...	..	....
Besançon.	9	Avril.	1808	Sép. de corps.	..	...	21	125	2	..	..	....	8	2	150	11	893	..	...	..	....
Besançon.	9	Avril.	1808	Cons. de fam.	..	...	8	351	24	9	2	158	9	2	109	12	715	..	...	9	227
Cassat.	12	Avril.	1808	Huissier.	..	...	14	553	15	8	1	244	8	1	187	7	829	21	129	9	231
Grenoble.	12	Avril.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	501	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	12	Avril.	1808	Interdiction.	..	...	14	667	23	9	2	244	..	..	....	9	553	..	...	..	....
Cassat.	12	Avril.	1808	Règlem. de j.	..	...	18	816	25	20	1	503	6	2	61	3	260	21	200	..	....
Turin.	13	Avril.	1808	Caution.	..	...	6	546	16	12	2	371	..	..	....	2	383	28	71	..	....
Bruxelles.	13	Avril.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	527	66	8	2	209	..	..	....	9	571	..	...	9	248
Cassat.	15	Avril.	1808	Renvoi et exc.	..	...	18	858	6	16	1	196	..	..	....	11	506	..	...	..	....
Colmar.	16	Avril.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	127	103	..	..	....	..	..	....	..	....	28	302	..	....
Cassat.	20	Avril.	1808	Jug. 1re part.	..	...	15	75	75	8	1	321	8	2	72	6	378	..	...	9	251
Cassat.	22	Avril.	1808	Aut. femm.	..	...	5	15	2	8	1	526	8	1	229	12	493	21	49	9	262
Bruxelles.	25	Avril.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	129	104	..	..	....	..	..	....	4	673	..	...	..	....
Cassat.	25	Avril.	1808	Delibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	9	268
Cassat.	26	Avril.	1808	Lict. et partag.	..	...	16	678	17	8	1	339	6	1	218	..	....	21	113	..	....
Cassat.	26	Avril.	1808	Requête civ.	..	...	18	997	21	8	1	322	..	..	....	11	606	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Riom.	28	Avril.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	530	69	15	2	194	..	..	....	3	804	..	...	9	274
Turin.	28	Avril.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	528	67	12	2	202	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	30	Avril.	1808	Exécution.	..	...	12	...	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Mai.	1808	Compulsoire.	..	...	7	105	3	7	2	977	..	..	....	..	....	21	151	..	....
Cassat.	2	Mai.	1808	Aut. comm.	..	...	4	703	4	9	1	168	8	2	98	3	20	23	88	..	....
Colmar.	3	Mai.	1808	Faux incident.	..	...	14	341	14	10	2	557	..	..	....	8	431	..	...	..	....
Liege.	3	Mai.	1808	Exploit.	..	...	13	113	10[illegible]	..	..	....	..	..	....	7	806	..	...	..	....
Cassat.	3	Mai.	1808	Aut. femm.	..	...	5	39	21	8	1	310	8	1	256	..	....	21	165	9	276
Cassat.	5	Mai.	1808	Minist. pub.	..	...	16	755	13	17	1	324	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	5	Mai.	1808	Acte respect.	..	...	1	265	12	9	2	84	8	2	171	..	....	..	...	9	285
Bruxelles.	5	Mai.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	130	105	..	..	....	..	..	....	4	670	..	...	..	....
Décret.	7	Mai.	1808	Caution.	..	...	6	548	17	8	2	203	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	9	Mai.	1808	Saisie immob.	..	...	20	148	147	8	2	219	9	2	71	11	719	..	...	..	....
Bruxelles.	10	Mai.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	203	31	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	9	290
Bruxelles.	10	Mai.	1808	Saisie-arrét.	..	...	19	280	31	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	9	290
Nîmes.	11	Mai.	1808	Saisie immob.	..	...	20	50	61	15	2	138	8	2	90	..	....	..	...	..	....
Cassat	11	Mai.	1808	Surenchère.	..	...	21	369	17	8	1	358	8	1	90	2	274	..	...	..	....
Orléans.	12	Mai.	1808	Surenchère.	..	...	21	371	19	..	..	....	..	..	....	11	771	..	...	..	....
Riom.	12	Mai.	1808	Saisie immob.	..	...	20	149	148	15	2	180	23	2	126	11	720	..	...	9	291
Cassat.	13	Mai.	1808	Faux incident.	..	...	14	345	15	7	2	1226	..	..	....	8	328	..	...	..	....
Paris.	14	Mai.	1808	Exécution.	..	...	12	521	3	8	2	227	8	2	154	9	446	..	...	..	....
Turin.	14	Mai.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	530	27	..	..	....	8	2	154	..	....	..	...	..	....
Turin.	14	Mai.	1808	Interdiction.	..	...	14	668	24	..	..	....	8	2	154	..	....	..	...	..	....
Turin.	14	Mai.	1808	Signification.	..	...	21	244	15	9	2	107	8	2	154	7	760	..	...	..	....
Toulouse.	15	Mai.	1808	Conciliation.	..	...	7	220	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Mai.	1808	Vérific. d'écr.	..	...	21	420	13	8	1	435	8	2	89	..	....	23	289	..	....
Liége.	18	Mai.	1808	Appel.	..	...	3	154	59	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Mai.	1808	Ordre.	..	...	17	135	30	8	1	291	8	1	267	9	405	21	145	..	....
Cassat.	18	Mai.	1808	Dépens.	..	...	9	170	29	8	1	313	..	..	....	9	660	21	17	9	300
Cassat.	18	Mai.	1808	Exploit.	..	...	13	113	107	8	1	398	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Mai.	1808	Dépens.	..	...	9	170	29	8	1	313	8	2	77	9	671	21	17	..	....
Pau.	19	Mai.	1808	Cod. de p. civ.	..	...	6	676	14	8	2	259	..	..	....	8	26	21	573	..	....
Nîmes.	21	Mai.	1808	Saisie immob.	..	...	20	153	153	15	2	138	..	..	....	11	746	..	...	..	....
Paris.	23	Mai.	1808	Saisie immob.	..	...	20	153	15[illegible]	18	2	13	..	..	....	11	858	21	184	9	308
Cassat.	23	Mai.	1808	Enregistrem.	..	...	11	280	54	9	1	42	..	..	....	7	323	..	...	9	313
Paris.	23	Mai.	1808	Dépens.	..	...	9	178	32	8	2	267	..	..	....	9	684	21	184	9	308
Cassat.	23	Mai.	1808	Exception.	..	...	12	454	33	8	1	294	8	2	79	..	....	..	...	..	....
Aix.	24	Mai.	1808	Appel.	..	...	3	176	71	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	25	Mai.	1808	Dépens.	..	...	9	175	31	8	2	262	8	2	272	9	683	21	231	9	323
Rennes.	25	Mai.	1808	Exploit.	..	...	13	114	108	..	..	....	8	2	272	..	....	..	...	..	....
Colmar.	25	Mai.	1808	Trib. de com.	..	...	22	204	39	8	2	334	8	2	272	6	573	..	...	9	320
Cassat.	26	Mai.	1808	Just. de paix.	..	...	16	596	56	20	1	481	8	1	96	3	286	21	245	..	....
Aix.	27	Mai.	1808	Conciliation.	..	...	7	234	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	27	Mai.	1808	Appel.	..	...	3	127	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	27	Mai.	1808	Péremption.	..	...	18	417	11	..	..	....	..	..	....	11	200	..	...	..	....
Orléans.	27	Mai.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	204	32	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Mai.	1808	Dépens.	..	...	9	178	39	..	..	....	9	2	37	9	578	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Mai.	1808	Trib. de com.	..	...	22	205	30	9	2	33	9	2	37	3	517	28	296	..	....
Paris.	28	Mai.	1808	Interrogation.	..	...	14	709	11	14	2	339	14	2	107	9	578	21	170	..	....
Colmar.	28	Mai.	1808	Compulsoire.	..	...	7	105	4	..	..	....	9	2	37	..	....	..	...	..	....
Colmar.	31	Mai.	1808	Huissier.	..	...	14	575	34	..	..	....	9	2	109	3	781	.	...	..	....
Cassat.	1	Juin.	1808	Reprise d'inst.	..	...	18	954	4	8	1	341	..	..	....	11	593	..	...	..	....
Rennes.	2	Juin.	1808	Garantie.	..	...	14	423	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Aix.	2	Juin.	1808	Reprise d'inst.	..	...	18	955	5	..	..	....	..	..	....	11	593	..	...	..	....
Rennes.	2	Juin.	1808	Exception.	..	...	12	447	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	2	Juin.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	204	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juin.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	530	28	8	1	432	8	2	128	12	664	23	24	..	....
Paris.	3	Juin.	1808	Compromis.	..	...	7	53	21	8	2	209	9	2	212	1	613	21	125	9	339
Besançon.	3	Juin.	1808	A. de l'état civ.	..	...	1	246	11	..	..	....	9	2	212	1	202	..	...	9	342
Besançon.	3	Juin.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	205	34	..	..	....	9	2	212	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juin.	1808	Jug. arbitral.	..	...	16	465	28	10	2	264	9	1	212	..	....	..	...	..	....
Décis. m.	7	Juin.	1808	Greffier.	..	...	14	504	18	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Decis. m.	7	Juin.	1808	Saisie immob.	..	...	20	154	158	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	7	Juin.	1808	Acquiescem.	..	...	1	136	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décis. m.	7	Juin.	1808	Enregistrem.	..	...	11	281	55	8	2	229	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	7	Juin.	1808	Exploit.	..	...	13	114	109	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	10	Juin.	1808	Cess. de biens.	..	...	6	625	14	..	..	....	..	..	....	10	588	..	...	..	....
Cassat.	14	Juin.	1808	Avocat.	..	...	5	161	12	8	1	401	..	..	....	..	....	21	417	9	348
Paris.	15	Juin.	1808	Matière som.	..	...	16	722	6	7	2	1140	..	..	....	..	....	21	416	..	....
Aix.	15	Juin.	1808	Jug. arbitral.	..	...	16	467	32	15	2	204	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Juin.	1808	Dépens.	..	...	9	136	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Juin.	1808	Tribunaux.	..	...	22	33	45	16	1	193	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Limoges.	18	Juin.	1808	Exécution.	..	...	12	556	26	9	2	320	..	..	....	..	....	..	...	9	363

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	v.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Bourges.	19	Juin.	1808	Enquête.	..	...	11	43	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Juin.	1808	Exploit.	..	...	13	40	12	9	1	82	8	1	327	..	785	21	355	9	365
Déc. m. j.	21	Juin.	1808	Signification.	..	...	21	245	16	10	2	499	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Juin.	1808	Aut. comm.	..	...	4	731	23	8	1	429	8	1	126	..	....	..	...	..	....
Aix.	21	Juin.	1808	Jug. 1re part.	..	...	15	78	77	..	.	....	..	..	....	9	614	..	...	..	....
Cassat.	22	Juin.	1808	Just. de paix.	..	...	16	568	13	8	1	532	..	..	....	3	280	21	566	..	....
Nîmes.	22	Juin.	1808	Saisie immob.	..	...	20	155	159	15	2	139	9	2	71	11	718	25	119	9	367
Grenoble.	22	Juin.	1808	Huissier.	..	..	14	576	35	..	..	...	..	..	....	..	....	24	185	..	....
Décret.	24	Juin.	1808	Dépens.	..	...	9	179	33	16	2	354	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	24	Juin.	1808	Avocat.	..	...	4	164	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Let. m. j.	27	Juin.	1808	Greffier.	..	...	14	505	19	8	2	288	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Juin.	1808	Vérific. d'écr.	..	...	22	421	14	8	2	304	..	..	....	12	946	..	...	..	....
Bruxelles.	29	Juin.	1808	Désaveu.	..	...	10	348	10	16	2	9	..	..	....	5	99	25	374	..	....
Bourges.	29	Juin.	1808	Exploit.	..	...	13	116	112	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	29	Juin.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	533	72	9	2	153	9	2	77	3	776	..	..	9	381
Paris.	30	Juin.	1808	Appel.	..	...	3	129	52	7	2	783	..	..	....	..	....	21	330	9	383
Cassat.	1	Juill.	1808	Aut. femm.	..	...	5	41	22	8	1	528	8	1	443	..	....	23	102	9	384
Nîmes.	2	Juill.	1808	Exécution.	..	...	12	557	27	9	2	61	..	..	....	..	...	..	...	..	....
Nîmes.	2	Juill.	1808	Saisie immob.	..	...	20	60	67	9	2	62	9	2	38	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	3	Juill.	1808	Aut. comm.	..	...	4	732	24	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Déc. m. j.	5	Juill.	1808	Signification.	..	...	21	245	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Juill.	1808	Action.	..	...	2	371	22	8	1	426	8	2	128	..	....	23	17	9	389
Bruxelles.	6	Juill.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	536	74	9	2	17	..	..	....	..	....	..	...	9	400
Turin.	7	Juill.	1808	Appel.	..	...	3	178	73	12	2	374	23	2	180	1	475	24	524	9	395
Orléans.	7	Juill.	1808	Garantie.	..	...	14	429	16	..	.	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	7	Juill.	1808	Appel.	..	...	3	29	3	..	..	....	..	..	....	1	426	..	...	..	....
Orléans.	7	Juill.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	208	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	7	Juill.	1808	Signification.	..	...	21	246	17	..	..	....	..	..	....	7	705	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Juill.	1808	Signification.	..	...	21	247	19	10	2	539	8	2	154	..	....	25	447	9	402
Paris.	8	Juill.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	281	32	8	2	254	8	2	154	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill.	1808	Conciliation.	..	...	7	236	53	9	1	275	9	1	16	..	....	28	10	..	....
Décret.	12	Juill.	1808	Greffier.	..	...	14	505	20	8	2	242	6	2	133	3	173	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill.	1808	Aut. comm.	..	...	4	734	25	9	1	267	..	..	....	3	33	..	...	..	....
Besançon.	13	Juill.	1808	Appel.	..	...	3	181	76	..	..	....	..	..	....	1	459	..	...	..	....
Cassat.	13	Juill.	1808	Faux inc. civ.	..	...	14	347	16	9	1	122	8	1	178	8	425	25	85	..	....
Rouen.	14	Juill.	1808	Appel.	..	...	3	70	72	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Juill.	1808	Huissier.	..	...	14	576	36	17	1	321	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nancy.	15	Juill.	1808	Serment.	..	...	21	201	13	9	2	237	9	2	6	..	....	23	350	..	....
Turin.	15	Juill.	1808	Tribunaux.	..	...	22	41	57	..	..	....	9	2	37	..	....	..	...	..	....
Besançon.	16	Juill.	1808	Ordre.	..	...	17	138	31	..	..	....	..	..	....	10	808	..	...	..	....
Bruxelles.	18	Juill.	1808	Acte respect.	..	...	1	266	13	9	2	85	8	2	172	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	19	Juill.	1808	Saisie immob.	..	...	20	157	165	..	..	....	..	..	....	11	730	..	..	..	....
Cassat.	20	Juill.	1808	Saisie immob.	..	...	20	158	166	8	1	402	8	1	387	..	....	23	438	..	....
Bordeaux.	21	Juill.	1808	Cons. de fam.	..	...	8	352	25	8	2	208	9	2	71	12	719	21	479	9	433
Cassat.	25	Juill.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	102	66	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	9	435
Rennes.	26	Juill.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	...	124	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Juill.	1808	Tribunaux.	..	..	22	41	58	8	1	481	8	1	475	..	....	..	...	9	437
Cassat.	26	Juill.	1808	Exception.	..	...	12	455	34	8	1	500	8	1	427	7	613	..	...	9	440
Cassat.	27	Juill.	1808	Just. de paix.	..	...	16	584	39	..	..	....	..	..	....	3	286	..	...	..	....
Cassat.	27	Juill.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	27	2	10	1	146	..	..	....	..	....	..	...	9	442
Angers.	28	Juill.	1808	Sép. de corps.	..	...	21	143	21	9	2	117	8	2	155	..	....	23	94	..	....
Déc. m. j.	31	Juill.	1808	Amende.	..	...	2	592	22	8	2	272	6	2	158	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	1	Août.	1808	Ministère pub.	..	...	16	756	14	8	2	273	8	2	187	..	....	21	525	9	457
Cassat.	1	Août.	1808	Appel.	..	...	3	182	78	..	..	....	..	..	....	1	492	..	...	..	....
Cassat.	2	Août.	1808	Enregistrem.	..	...	11	281	56	7	2	939	8	1	131	7	398	..	...	..	....
Cassat.	2	Août.	1808	Délibéré.	..	...	9	19	10	8	1	520	8	1	131	..	....	21	388	..	....
Besançon.	3	Août.	1808	Appel.	..	...	3	184	79	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Août.	1808	Interdiction.	..	...	14	663	21	13	2	319	9	2	71	..	....	25	107	9	462
Trèves.	3	Août.	1808	Trib. de com.	..	...	22	206	32	7	2	973	10	2	114	..	....	..	...	9	465
Paris.	4	Août.	1808	Surenchère.	..	...	21	371	21	8	2	283	9	2	100	..	....	21	206	..	....
Besançon.	4	Août.	1808	Avocat.	..	...	4	167	23	..	..	....	9	2	100	..	....	..	...	..	....
Gênes.	5	Août.	1808	Exploit.	..	...	13	118	113	9	2	104	9	2	76	7	741	..	...	..	....
Bruxelles.	6	Août.	1808	Expertise.	..	...	12	687	19	..	..	....	..	..	....	..	....	24	510	..	....
Bourges.	7	Août.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	23	2	70	..	..	....	4	698	..	...	..	....
Cassat.	8	Août.	1808	Dépens.	..	...	9	180	34	8	1	505	6	1	418	..	....	21	529	9	468
Bruxelles.	8	Août.	1808	Exception.	..	...	12	456	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Août.	1808	Jug. 1re part.	..	...	15	34	14	8	1	505	8	1	426	..	....	21	529	..	....
Grenoble.	9	Août.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Août.	1808	Scellés et inv.	..	...	21	24	15	9	2	63	..	..	....	11	881	..	...	9	472
Rennes.	10	Août.	1808	Exception.	..	...	12	458	36	..	..	....	8	2	112	..	....	..	...	..	....
Metz.	10	Août.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	310	34	..	..	....	8	2	112	9	713	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Août.	1808	Appel.	..	...	3	185	80	..	..	....	22	2	115	..	....	25	247	9	475
Cassat.	16	Août.	1808	Requête civ.	..	...	18	998	22	9	1	375	..	..	....	..	....	..	...	9	484
Besançon.	16	Août.	1808	Dépens.	..	...	9	180	34	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. edit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Toulouse.	17	Août.	1808	Acquiescem.	..	...	1	131	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	18	Août.	1808	Intervention.	..	...	14	742	9	..	..	....	8	2	192	9	583	21	539	9	490
Cassat.	18	Août.	1808	Saisie immob.	..	...	..	161	167	8	1	541	8	2	192	11	801	25	42	9	494
Paris.	19	Août.	1808	Saisie immob.	..	...	20	162	169	7	2	950	..	..	....	11	740	21	490	9	501
Paris.	19	Août.	1808	Exception.	..	...	12	449	28	9	2	11	..	..	....	..	....	21	458	9	499
Besançon.	19	Août.	1808	Trib. de com.	..	...	22	207	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	20	Août.	1808	Enquête.	..	...	11	44	18	14	2	433	..	..	....	6	858	..	...	..	....
Colmar.	20	Août.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	543	36	9	2	166	..	..	....	3	779	23	45	9	511
Paris.	23	Août.	1808	Saisie immob.	..	...	20	164	170	8	2	310	..	..	....	11	751	..	...	..	....
Colmar.	24	Août.	1808	Arbitrage.	..	...	4	542	25	7	2	1203	..	..	....	1	646	28	303	..	....
Bourges.	24	Août.	1808	Scellés et inv.	..	...	21	25	16	..	..	....	..	..	....	..	....	23	301	..	....
Cassat.	24	Août.	1808	Enregistrem.	..	...	11	282	60	8	1	541	8	2	151	7	366	24	408	..	....
Bourges.	24	Août.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	311	36	..	..	....	..	..	....	9	713	..	...	..	....
Besançon.	24	Août.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	282	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Août.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	530	28	7	2	1076	10	1	116	12	645	28	399	..	....
Bourges.	25	Août.	1808	Surenchère.	..	...	21	373	24	..	..	....	..	..	....	11	772	..	...	..	....
Cassat.	25	Août.	1808	Amende.	..	...	2	594	23	9	1	292	8	1	116	1	384	..	...	..	....
Grenoble.	26	Août.	1808	Acquiescem.	..	...	1	137	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Août.	1808	Aut. femm.	..	...	5	42	24	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Août.	1808	Exécution.	..	...	12	58	29	9	2	18	..	..	....	9	446	..	...	9	523
Besançon.	26	Août.	1808	Exploit.	..	...	13	121	116	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	26	Août.	1808	Cons. de fam.	..	...	8	352	27	7	2	865	9	2	195	12	714	26	172	9	520
Besançon.	27	Août.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	531	29	..	..	....	..	..	....	12	648	..	...	..	....
Décret.	28	Août.	1808	Caution.	..	...	6	549	18	8	2	281	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Août.	1808	Ordre.	..	...	17	140	33	..	..	....	..	..	....	..	....	28	137	..	....
Cassat.	30	Août.	1308	Tierce oppos.	..	...	21	532	30	8	1	547	..	..	....	..	....	23	85	..	....
Cassat.	30	Août.	1808	Aut. femm.	..	...	5	43	25	9	1	43	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Déc. m. fi.	30	Août.	1808	Avoué.	..	...	5	280	28	10	2	512	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Août.	1808	Exception.	..	...	12	429	5	8	1	545	..	..	....	..	....	..	...	9	530
Rennes.	2	Sept.	1808	Huissier.	..	...	14	547	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Sept.	1808	Amende.	..	...	2	592	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Sept.	1808	Trib. de com.	..	...	22	209	34	8	1	527	8	2	159	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Sept.	1808	Exploit.	..	...	13	123	118	8	1	503	8	1	440	..	....	21	497	9	564
Cassat.	7	Sept.	1808	Interdiction.	..	...	14	668	25	8	1	468	8	1	438	9	534	..	...	..	....
Cassat.	7	Sept.	1808	Renvoi et exc.	..	...	18	871	13	8	1	453	8	1	453	..	....	23	33	..	....
Cassat.	7	Sept.	1808	Action.	..	...	2	374	23	8	1	555	8	1	462	1	233	23	7	9	570
Paris.	14	Sept.	1808	Exécut. prov.	..	...	12	623	20	8	2	283	8	2	191	..	....	..	...	9	576
Paris.	14	Sept.	1808	Tribunaux.	..	...	22	42	59	14	2	177	..	..	....	3	381	..	...	9	576
Paris.	14	Sept.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	544	78	8	2	283	..	..	....	..	....	21	440	9	576
Paris.	20	Sept.	1808	Cess. de biens.	..	...	6	619	13	..	..	....	..	..	....	..	....	25	61	..	....
Circ. m. j.	26	Sept.	1808	Greffier.	..	...	14	497	11	8	2	298	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Circ. m. j.	26	Sept.	1808	Jug. 1re part.	..	...	15	80	78	8	2	298	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Sept.	1808	Appel.	..	...	3	242	118	..	..	....	9	2	37	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Sept.	1808	Enquête.	..	...	11	46	20	7	2	883	..	..	....	..	....	21	522	9	577
Rennes.	30	Sept.	1808	Renvoi et exc.	..	...	18	895	39	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Oct.	1808	Just. de paix.	..	...	16	597	57	8	1	538	8	1	487	..	....	21	536	..	....
Cassat.	4	Oct.	1808	Garantie.	..	...	14	429	17	9	1	29	8	1	498	..	....	25	97	9	583
Paris.	5	Oct.	1808	Scellés et inv.	..	...	21	26	17	7	2	1066	..	..	....	.	....	21	494	9	591
Cassat.	5	Oct.	1808	Evocation.	..	...	12	387	6	8	1	559	8	1	488	..	....	21	548	9	589
Cassat.	5	Oct.	1808	Requête civ.	..	...	18	999	23	10	1	150	..	..	....	11	602	..	...	..	....
Cassat.	5	Oct.	1808	Compromis.	..	...	7	57	22	9	1	71	6	1	544	1	608	23	453	9	586
Cassat.	5	Oct.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	130	106	8	1	559	..	..	....	4	629	..	...	..	....
Paris.	6	Oct.	1808	Saisie immob.	..	...	20	50	61	..	..	....	..	..	....	11	823	25	193	..	....
Cassat.	7	Oct.	1808	Saisie immob.	..	...	20	165	171	9	1	295	..	..	....	12	553	..	...	..	....
Cassat.	11	Oct.	1808	Saisie immob.	..	...	20	165	172	8	1	552	8	1	479	11	850	23	261	9	597
Bruxelles.	11	Oct.	1808	Interrogatoir.	..	...	14	711	12	12	2	195	8	2	190	9	572	24	400	9	595
Cassat.	12	Oct.	1808	Amende.	..	...	2	595	24	20	1	459	7	2	22	1	384	..	...	..	...
Riom.	14	Oct.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	547	80	12	2	193	..	..	....	3	786	..	...	9	606
Avis du C.	22	Oct.	1808	Enregistrem.	..	...	11	387	61	9	2	32	8	2	162	7	378	..	...	..	....
Cassat.	24	Oct.	1808	Jug. 2e part.	..	...	15	195	21	9	1	36	8	1	542	9	770	23	113	..	...
Bruxelles.	24	Oct.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	550	81	10	2	550	..	..	....	3	776	25	390	..	....
Cassat.	26	Oct.	1808	Appel.	..	...	8	186	82	9	1	98	8	1	521	1	532	..	...	9	609
Cassat.	26	Oct.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	130	107	..	..	....	8	1	521	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Oct.	1808	Scellés et inv.	..	...	21	26	17	9	2	38	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Oct.	1808	Action.	..	...	2	331	3	9	1	27	..	..	....	..	....	23	129	..	....
Circ. m. j.	28	Oct.	1808	Jug. arbitral.	..	...	16	468	33	9	2	16	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	2	Nov.	1808	Avoué.	..	...	5	48	29	14	2	407	7	2	86	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Nov.	1808	Ress. 1er et d.	..	...	19	131	108	10	1	118	.	..	....	4	727	..	...	.	....
C. du g. j.	5	Nov.	1808	Scellés et inv.	..	...	21	27	18	13	2	321	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Nov.	1808	Exploit.	..	...	13	63	33	9	1	147	..	..	....	7	836	..	...	9	644
Riom.	9	Nov.	1808	Exploit.	..	...	13	124	120	..	..	....	8	2	162	7	741	..	...	..	....
Besançon.	9	Nov.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	552	82	..	..	....	8	2	162	..	....	..	...	..	....
Limoges.	9	Nov.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	302	30	9	2	213	8	2	162	9	719	..	...	9	631
Cassat.	9	Nov.	1808	Renvoi et exc.	..	...	18	895	40	1	..	24	8	2	161	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. edit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	9	Nov.	1808	Appel.	..	...	3	189	85	9	1	63	8	1	554	1	482	23	168	9	629
Bruxelles.	10	Nov.	1808	Trib. de com.	..	...	22	211	35	9	2	44	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	12	Nov.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	302	30	..	..	....	9	2	77	..	....	24	384	..	....
Loi.	12	Nov.	1808	Saisie-exécut.	..	...	21	417	24	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	14	Nov.	1808	Saisie immob.	..	...	..	167	174	9	2	1	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Nov.	1808	Saisie immob.	..	...	20	166	173	9	1	30	8	1	527	..	....	..	...	..	....
Besançon.	15	Nov.	1808	Exception.	..	...	12	459	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	15	Nov.	1808	Expertise.	..	...	12	688	21	9	2	28	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décis. m.	15	Nov.	1808	Amende.	..	...	2	583	15	9	2	54	9	2	3	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Nov.	1808	Appel.	..	...	3	205	95	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Nov.	1808	Absent.	..	...	1	23	11	9	1	104	..	..	....	1	8	23	337	9	636
Liege.	17	Nov.	1808	Exploit.	..	...	13	124	119	..	..	....	..	..	....	7	763	..	...	..	....
Toulouse.	17	Nov.	1808	Cess. de biens.	..	...	6	604	8	..	..	....	9	2	86	..	....	..	...	9	644
Cassat.	21	Nov.	1808	Exploit..	..	...	13	125	121	9	1	40	8	1	491	7	735	23	69	9	648
Riom.	22	Nov.	1808	Trib de com.	..	...	22	212	36	9	2	121	9	2	77	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Nov.	1808	Action.	..	...	2	376	24	9	1	35	8	1	551	1	255	23	197	9	652
Paris.	23	Nov.	1808	Saisie immob.	..	...	20	50	61	9	2	27	9	2	40	11	828	21	570	8	656
Cassat.	23	Nov.	1808	Signification.	..	...	20	848	24	8	1	537	6	1	537	..	....	..	...	..	....
Riom.	24	Nov.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	533	31	..	..	....	..	..	....	12	648	..	...	..	....
Cir. m. j.	26	Nov.	1808	Dépens.	..	...	9	181	37	9	2	6	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	26	Nov.	1808	Exploit.	..	...	13	54	21	7	2	1260	..	..	....	9	643	..	. .	9	658
Liége.	28	Nov.	1808	Saisie immob.	..	...	20	168	175	16	2	109	9	2	108	11	684	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Nov.	1808	Renv. et exc.	..	...	18	895	41	9	2	24	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	29	Nov.	1808	Requête civ.	..	...	18	24	1000	15	2	6	9	2	113	11	614	26	431	..	....
Toulouse.	29	Nov.	1808	Avoué.	..	...	5	49	30	15	2	6	..	..	....	2	213	..	...	..	....
Paris.	29	Nov.	1808	Compromis.	..	...	7	59	23	9	2	28	..	..	....	1	664	..	...	..	....
Rouen.	29	Nov.	1808	Intervention.	..	...	14	743	10	12	2	208	9	2	77	9	586	23	351	..	....
Paris.	1	Déc.	1808	Scellés et inv.	..	...	21	28	19	9	2	156	..	..	....	11	878	23	79	..	....
Riom.	1	Dec.	1808	Action.	..	...	2	378	26	12	2	197	..	..	....	1	226	..	...	..	....
Cassat.	6	Déc.	1008	Enregistrem.	..	...	11	284	62	10	1	171	9	1	31	7	180	..	...	..	....
Cassat.	6	Déc.	1808	Renv. et exc.	..	...	18	899	43	9	1	144	..	..	....	11	541	24	343	9	681
Rennes.	6	Dec.	1808	Jug. 1re part.	..	...	15	81	79	..	..	....	9	2	31	9	640	..	...	..	....
Cassat.	6	Déc.	1808	Just. de paix.	..	...	16	581	38	20	1	496	9	2	35	..	....	25	268	9	675
Turin.	6	Déc.	1 08	Conciliation.	..	...	7	237	54	14	2	113	10	2	22	..	....	..	...	9	678
Cassat.	7	Déc.	1808	Tierce oppos.	..	...	21	534	32	9	1	49	9	1	47	2	526	..	...	..	....
Besançon.	8	Déc.	1808	Exploit.	..	...	13	127	123	..	..	....	..	..	....	7	739	..	...	..	....
Besançon.	9	Déc.	1808	Matières som.	..	...	16	723	7	..	..	....	9	2	163	..	....	..	...	..	....
Turin.	9	Déc.	1808	Dépens.	..	...	9	182	38	10	2	540	9	2	163	..	....	..	...	.	....
Riom.	10	Déc.	1808	Surenchère.	..	...	21	374	25	15	2	199	..	..	....	..	....	24	512	9	698
Toulouse.	12	Déc.	1808	Cod. de p. civ.	..	...	6	685	23	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	18	Déc.	1808	Arbitrage.	..	...	4	535	24	9	2	188	..	..	....	1	698	23	104	9	710
Cassat.	13	Dec.	1808	Ordre.	..	...	17	140	34	9	1	69	8	1	576	..	....	23	145	9	701
Cassat.	13	Déc.	1808	Audience.	..	...	4	674	2	9	1	123	7	1	32	..	....	23	246	..	....
Bourges.	13	Déc.	1808	Avocat.	..	...	5	169	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	14	Déc.	1808	Exécut. prov.	..	...	12	...	21	9	2	55	7	2	39	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Déc.	1808	Expertise.	..	...	12	688	22	..	..	....	..	..	....	7	685	28	56	..	....
Cassat.	15	Déc.	1808	Appel.	..	...	3	192	87	20	1	490	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Déc.	1808	Exploit.	..	...	13	27	1	9	1	225	..	..	....	7	768	24	309	..	....
Rennes.	16	Déc.	1808	Jug. arbitral.	..	...	16	453	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Déc.	1808	Saisie-gagerie.	..	...	19	503	5	8	1	162	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	17	Déc.	1808	Faux inc. civ.	..	...	14	338	13	..	..	....	..	..	....	8	430	23	152	..	....
Besançon.	17	Déc.	1808	Appel.	..	...	3	195	90	15	2	180	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Déc.	1808	Notaire.	..	...	16	800	5	5	2	92	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	21	Déc.	1808	Arbitrage.	..	...	4	543	26	9	2	64	7	2	38	1	738	23	205	9	733
Décret.	21	Déc.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	281	33	17	2	106	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	21	Déc.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	312	39	..	..	....	..	..	....	9	705	..	...	..	....
Paris.	21	Déc.	1808	Appel.	..	...	3	205	95	..	..	....	..	..	....	..	....	23	183	..	....
Besançon.	22	Déc.	1808	Aut. comm.	..	...	4	734	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	22	Déc.	1808	Appel.	..	...	3	206	96	9	2	299	9	2	78	1	493	23	479	9	736
Orleans.	23	Déc.	1808	Saisie immob.	..	...	20	169	176	..	..	....	..	..	....	11	823	..	...	..	....
Paris.	23	Déc.	1808	Saisie-arrêt.	..	...	19	281	34	9	2	50	..	..	....	23	117	..	...	..	....
Avis du C.	24	Déc.	1808	Caution	..	...	6	550	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Déc.	1808	Exception.	..	...	12	448	26	20	1	470	9	1	41	..	....	..	...	9	743
Cassat.	27	Déc.	1808	Enquête.	..	...	11	49	21	9	1	161	9	1	13	..	....	..	...	9	746
Dec. m. j.	28	Déc.	1808	Greffier.	..	...	14	507	21	9	2	6	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	28	Dec.	1808	Exploit.	..	...	13	77	51	12	2	201	9	2	32	7	703	24	445	..	....
Cassat.	28	Déc.	1808	Ordre.	..	...	17	142	36	9	1	131	9	1	40	10	836	23	324	..	....
Déc. m. j.	29	Déc.	1808	Greffier.	..	...	14	507	21	9	2	6	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Gênes.	29	Déc.	1808	Arbitrage.	..	...	4	545	27	..	..	....	..	..	....	1	639	..	...	..	....
Nîmes.	30	Déc.	1808	Lic. et partag.	..	...	16	678	18	10	2	559	..	..	....	..	....	25	551	..	....
Florence.	30	Déc.	1808	Cont. p. corps.	..	...	8	537	74	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	31	Déc.	1808	Jug. par déf.	..	...	15	302	30	9	2	213	..	..	....	9	721	..	...	..	....
Colmar.	31	Déc.	1808	Appel.	..	...	3	208	97	14	2	387	10	2	20	1	503	24	142	..	....
Cassat.	3	Janv.	1809	Off. réel. et c.	..	...	17	28	21	..	..	....	..	..	....	10	581	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Paris.	3	Janv.	1809	Appel.	..	...	3	129	52	9	2	306	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Janv.	1809	Cod. de p. civ.	..	...	6	676	15	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Aix.	5	Janv.	1809	Saisie immob.	..	...	20	170	179	9	2	251	9	2	40	11	748	..	...	10	11
Liege.	5	Janv.	1809	Surenchère.	..	...	21	376	26	12	2	207	9	2	40	11	768	24	560	10	4
Cassat.	6	Janv.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	18	1808	9	1	266	9	2	70	8	149	..	...	10	14
Paris.	6	Janv.	1809	Trib. de com.	..	...	22	215	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Janv.	1809	Notaire.	..	...	16	803	8	10	1	258	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Janv.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	553	84	9	2	239	8	2	12	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Janv.	1809	Exception.	..	...	12	462	39	9	1	152	9	2	6	7	613	23	346	10	17
Déc. m. fi.	10	Janv.	1809	Enregistrem.	..	...	11	285	63	9	2	6	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Janv.	1809	Just. de paix.	..	...	16	568	13	9	1	170	9	1	14	3	278	24	33	10	22
Cassat.	11	Janv.	1809	Garantie.	..	...	14	430	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Janv.	1809	Evocation.	..	...	12	369	1	9	1	96	9	1	17	..	....	25	132	10	25
Cassat.	11	Janv.	1809	Aut. comm.	..	...	4	735	28	15	1	309	9	1	17	3	22	..	...	..	....
Rennes.	11	Janv.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	469	35	..	..	....	9	1	17	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	12	Janv.	1809	Surenchère.	..	...	21	376	26	9	2	269	9	2	27	11	789	23	508	..	....
Cassat.	12	Janv.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	82	81	10	1	308	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Janv.	1809	Just. de paix.	..	...	16	598	58	..	..	....	9	2	43	..	....	..	...	..	....
Liége.	13	Janv.	1809	Séquestre.	..	...	21	179	1	9	2	295	8	2	33	..	....	26	384	..	....
Liége.	13	Janv.	1809	Referé.	..	...	18	750	10	9	2	296	10	2	35	11	546	..	...	..	....
Paris.	14	Janv.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	553	85	9	2	215	..	..	....	3	818	23	174	..	....
Turin.	16	Janv.	1809	Exception.	..	...	12	462	40	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	17	Janv.	1809	Cess. de biens.	..	...	6	620	13	10	2	529	..	..	....	10	594	..	...	..	....
Paris.	17	Janv.	1809	Péremption.	..	...	18	417	12	9	2	267	..	..	....	11	180	23	311	..	....
Cassat.	17	Janv.	1809	Compromis.	..	...	7	60	24	9	1	215	7	1	88	1	609	25	161	..	....
L. du g. j.	18	Janv.	1809	Exécution.	..	...	12	561	30	9	2	314	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Janv.	1809	Cod. de p. civ.	..	...	6	680	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Janv.	1809	Saisie immob	..	...	20	176	180	15	2	185	..	..	....	11	840	25	281	..	....
Orleans.	20	Janv.	1809	Sép. de corps.	..	...	21	144	22	..	..	....	..	..	....	11	903	..	...	..	....
Angers.	21	Janv.	1809	Cod. de p. civ.	..	...	6	681	18	9	2	304	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Angers.	21	Janv.	1809	Appel.	..	...	3	216	99	9	2	304	..	..	....	1	486	25	346	..	....
Cassat.	23	Janv.	1809	Enregistrem.	..	...	11	259	28	9	1	146	9	2	5	7	212	23	343	..	....
Liége.	25	Janv.	1809	Ress. 1er et d.	..	...	19	131	109	..	..	....	..	..	....	4	713	..	...	..	....
Liége.	25	Janv.	1809	Exploit.	..	...	13	129	126	..	..	....	..	..	....	7	741	..	...	..	....
Pau.	28	Janv.	1809	Ministère pub.	..	...	16	756	14	9	2	242	9	2	40	..	....	23	317	10	58
Let. m. j.	28	Janv.	1809	Avocat.	..	...	5	163	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Janv.	1809	Ordre.	..	...	17	145	37	15	2	188	9	2	39	10	831	23	249	10	64
Cassat.	31	Janv.	1809	Huissier.	..	...	14	576	37	10	1	117	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	31	Janv.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	350	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	1	Fév.	1809	Serment.	..	...	21	211	19	9	2	217	..	..	....	..	....	23	541	10	66
Cassat.	2	Fév.	1809	Action.	..	...	2	379	27	9	1	138	..	..	....	1	228	..	...	..	....
Cassat.	2	Fev.	1809	Enquête.	..	...	11	56	29	7	2	1221	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Fév.	1809	Récusation.	..	...	18	626	10	9	1	224	9	2	101	..	....	..	...	..	....
Rennes.	4	Fév.	1809	Enquête.	..	...	11	56	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	7	Fév.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	356	23	14	2	408	9	2	168	8	426	..	...	10	83
Cassat.	7	Fév.	1809	Dépens.	..	...	9	183	39	9	1	141	9	2	21	..	....	23	535	10	90
Cassat.	8	Fév.	1809	Exploit.	..	...	13	31	9	20	1	492	9	2	18	7	836	..	...	..	....
Paris.	9	Fév.	1809	Ordre.	..	...	17	148	38	15	2	187	9	2	77	10	833	23	347	10	92
Nimes.	10	Fév.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	469	36	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Fév.	1809	Vérific. d'écr.	..	...	22	422	16	12	2	338	..	..	....	12	951	24	487	10	96
Cassat.	10	Fév.	1809	Accusation.	..	...	1	220	3	..	..	....	..	..	....	1	81	..	...	..	....
Colmar.	10	Fév.	1809	Signification.	..	...	21	249	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	10	Fév.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	209	36	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Fev.	1809	Interrogatoir.	..	...	14	713	14	14	2	41	..	..	....	9	580	24	460	10	101
Besançon.	11	Fév.	1809	Récusation.	..	...	18	627	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Fév.	1809	Expertise.	..	...	12	689	23	10	1	145	8	1	211	..	....	31	252	10	108
Cassat.	13	Fév.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	70	68	9	1	134	7	1	83	9	174	23	385	..	....
Paris.	14	Fév.	1809	Arbitrage.	..	...	4	551	31	9	2	67	7	2	76	1	666	24	345	10	113
Déc. m. j.	16	Fév.	1809	Dépens.	..	...	9	184	40	9	2	190	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	16	Fév.	1809	Saisie immob.	..	...	20	182	184	15	2	179	10	2	85	11	697	..	...	..	....
Rennes.	17	Fév.	1809	Exploit.	..	...	13	129	127	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Fév.	1809	Exécution.	..	...	12	502	31	9	1	127	9	2	41	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Fév.	1809	Conciliation.	..	...	7	239	56	9	1	151	9	2	22	3	711	24	38	10	139
Turin.	22	Fév.	1809	Serment.	..	...	21	201	13	9	2	328	9	2	89	..	....	..	...	..	....
Colmar.	22	Fév.	1809	Exploit.	..	...	13	127	123	..	..	....	9	2	41	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Fév.	1809	Action.	..	...	2	381	28	..	..	....	9	2	22	..	....	..	...	10	139
Colmar.	22	Fév.	1809	Intervention.	..	...	14	745	12	14	2	435	..	..	....	9	592	..	...	10	137
Bruxelles.	23	Fév.	1809	Interrogatoir.	..	...	14	714	15	14	2	436	..	..	....	9	578	28	318	..	....
Bruxelles.	23	Fév.	1809	Enquête.	..	...	11	46	20	12	2	352	13	2	29	6	862	..	...	10	150
Cassat.	24	Fév.	1809	Aut. femm.	..	...	5	45	26	10	1	192	10	1	118	..	....	..	...	..	....
Amiens.	25	Fév.	1809	Scellés et inv.	..	...	21	30	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	10	151
Bordeaux.	25	Fév.	1809	Saisie immob.	..	...	20	183	185	15	2	181	10	2	83	11	711	..	...	..	....
Turin.	27	Fév.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	315	41	..	..	....	..	..	....	9	728	..	...	..	....
Paris.	1	Mars.	1809	Compulsoire.	..	...	7	107	5	12	2	299	23	2	119	3	701	23	126	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Cassat.	2	Mars.	1809	Just. de paix.	..	...	16	598	59	..	..	....	9	2	85	3	289	..	...	..	....
Paris.	2	Mars.	1809	Surenchère.	..	...	21	378	27	9	2	238	..	..	....	11	785	23	327	10	170
Cassat.	2	Mars.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	867	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	10	166
Cassat.	3	Mars.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	855	4	..	..	....	..	..	....	11	498	..	...	..	....
Cassat.	6	Mars.	1809	Ordre.	..	...	17	149	42	9	1	153	9	1	94	..	....	23	433	10	176
Aix	7	Mars.	1809	Sép. de corps	..	...	21	146	23	9	2	233	..	..	....	11	943	..	...	..	....
Cassat.	8	Mars.	1809	Surenchère.	..	...	21	379	29	9	1	328	..	..	....	..	....	23	449	10	182
Cassat.	9	Mars.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	210	37	9	1	201	9	2	231	..	....	24	324	..	....
Bordeaux.	9	Mars.	1809	Cont. p. corps	..	...	8	557	86	7	2	873	9	2	231	..	....	28	199	..	....
Bordeaux.	10	Mars.	1809	Appel.	..	...	3	48	12	..	..	....	..	..	....	1	482	28	218	..	....
Gênes.	10	Mars.	1809	Appel.	..	...	3	95	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Mars.	1809	Enquête.	..	...	11	57	31	..	..	....	9	2	143	..	....	24	572	..	....
Paris.	11	Mars.	1809	Acquiescem.	..	...	1	101	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	14	Mars.	1809	Appel.	..	...	3	242	118	..	..	....	9	2	76	..	....	23	361	..	....
Bourges.	14	Mars.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	321	44	..	..	....	..	..	....	9	713	..	...	..	....
Cassat.	14	Mars.	1809	Abus.	..	...	1	56	1	..	..	....	..	..	....	1	57	24	324	..	....
Cassat.	14	Mars.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	535	33	9	1	143	9	2	32	..	....	..	...	10	189
Bordeaux.	15	Mars.	1809	Desc. et visit.	..	...	10	411	1	..	..	....	..	..	....	5	129	26	204	..	....
Rennes.	16	Mars.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	323	45	9	2	220	..	..	....	..	....	..	...	10	196
Cassat.	16	Mars.	1809	Tribunaux.	..	...	22	42	60	20	1	473	..	..	....	3	316	..	...	10	202
Orléans.	16	Mars.	1809	Avoué.	..	...	5	283	31	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	17	Mars.	1809	Appel.	..	...	3	218	102	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat	18	Mars.	1809	Appel.	..	...	3	224	105	9	1	273	9	1	229	1	567	25	410	..	....
Rennes.	18	Mars.	1809	Demand. nou.	..	...	9	80	31	..	..	....	9	2	229	1	567	..	...	..	....
Cassat.	18	Mars.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	535	34	9	1	145	9	1	229	12	661	23	449	..	....
Paris.	20	Mars.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	536	35	9	2	294	9	2	2	12	658	23	535	..	....
Cassat.	21	Mars.	1809	Majeur.	..	...	28	207	....	9	1	199	7	1	111	10	39	..	...	..	....
Cassat.	21	Mars.	1809	Oppos. à mar.	..	...	17	87	4	..	..	....	..	..	....	10	39	..	...	10	210
Dec. m. fi.	21	Mars.	1809	Greffier.	..	...	14	507	22	9	2	164	7	2	180	..	....	..	...	..	....
Décret.	21	Mars.	1809	Aut. comm.	..	...	4	735	29	17	2	118	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	22	Mars.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	418	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	22	Mars.	1809	Exploit.	..	...	13	100	88	..	..	....	..	..	....	7	794	..	...	..	....
Cassat.	22	Mars.	1809	Minist. pub.	..	...	16	760	15	9	1	203	9	1	124	..	....	..	...	10	609
Cassat.	23	Mars.	1809	Tribunaux.	..	...	22	43	61	10	1	276	9	2	99	3	315	..	...	..	....
Décret.	24	Mars.	1809	Caution.	..	...	6	551	20	10	2	550	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Mars.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	358	25	9	1	266	9	2	69	8	448	..	...	..	....
Nîmes.	24	Mars.	1809	Trib. de com.	..	...	22	215	39	12	2	202	..	..	....	3	361	..	...	..	....
Rouen.	25	Mars.	1809	Ordre.	..	...	17	151	43	9	2	399	9	2	213	10	846	..	...	10	228
Grenoble.	28	Mars.	1809	Saisie immob	..	...	20	183	186	..	..	....	..	..	....	11	839	..	...	..	....
Cassat.	29	Mars.	1809	Exécution.	..	...	12	535	10	9	1	188	9	1	144	..	....	..	...	..	....
Rennes.	1	Avril.	1809	Exploit.	..	...	13	130	128	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	4	Avril.	1809	Success. vac.	..	...	21	335	6	13	2	333	..	..	....	12	396	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	67	63	..	..	....	..	..	....	9	196	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1809	Enquête.	..	...	11	59	33	9	1	136	..	..	....	..	....	24	52	..	....
Trèves.	7	Avril.	1809	Saisie immob.	..	...	20	130	134	14	2	271	10	2	84	11	713	..	...	10	255
Cassat.	7	Avril.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	858	6	10	1	21	..	..	....	11	508	..	...	..	....
Paris.	8	Avril.	1809	Arbitrage.	..	...	4	552	32	14	2	152	9	2	32	1	728	24	152	10	259
Bruxelles.	8	Avril.	1809	Péremption.	..	...	18	419	13	12	2	298	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	11	Avril.	1809	Interrogát.	..	...	14	716	18	12	2	311	..	..	....	9	577	24	463	10	104
Cassat.	11	Avril.	1809	Amende.	..	...	2	590	20	14	1	152	7	2	42	1	381	..	...	..	....
Montpell.	12	Avril	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	213	39	14	2	435	..	..	....	9	772	..	...	10	266
Grenoble.	13	Avril.	1809	Exception.	..	...	12	464	41	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Avril.	1809	Notaire.	..	...	16	797	2	17	2	161	..	..	....	..	....	26	75	10	278
Cassat.	13	Avril.	1809	Cassation.	..	...	6	470	56	10	1	358	..	..	....	2	327	..	...	..	....
Orléans.	14	Avril.	1809	Just. de paix.	..	...	16	599	60	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	15	Avril.	1809	Surenchère.	..	...	21	380	30	14	2	62	..	..	....	11	761	28	205	10	289
Paris.	15	Avril.	1809	Ordre.	..	...	17	153	44	10	2	67	10	2	69	..	....	25	478	10	282
Paris.	17	Avril.	1809	Exception.	..	...	12	464	42	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Avril.	1809	Ordre.	..	...	17	153	45	15	1	194	9	2	47	3	303	24	67	10	294
Trèves.	19	Avril.	1809	Trib. de com.	..	...	22	317	143	9	2	408	10	2	116	..	....	..	...	..	....
Trèves.	19	Avril.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	315	41	11	2	216	10	2	116	9	729	..	...	..	....
Paris.	19	Avril.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	486	24	9	2	394	10	2	116	..	....	24	182	..	....
Orléans.	19	Avril.	1809	Saisie immob.	..	...	20	187	188	..	..	....	10	2	116	11	835	..	...	..	....
Orléans.	20	Avril.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	900	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Avril.	1809	Désistement.	..	...	10	450	13	12	2	338	..	..	....	5	153	..	...	..	....
Paris.	21	Avril.	1809	Ordre.	..	...	17	155	46	..	..	....	..	..	....	..	....	24	137	..	....
Paris.	22	Avril.	1809	Saisie immob	..	...	20	187	189	11	2	445	..	..	....	11	745	..	...	..	....
Angers.	23	Avril.	1809	Saisie immob.	..	...	20	189	190	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	24	Avril.	1809	Appel.	..	...	3	172	67	..	..	....	9	2	60	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Avril.	1809	Notaire.	..	...	16	802	7	9	1	252	9	2	60	..	....	24	150	10	313
Cassat.	26	Avril.	1809	Saisie immob.	..	...	20	190	191	..	..	....	..	..	....	11	798	..	...	10	318
Bourges.	26	Avril.	1809	Just. de paix.	..	...	16	601	61	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Aix.	27	Avril.	1809	Saisie immob.	..	...	20	93	100	9	2	238	..	..	....	11	757	..	...	10	319
Orléans.	27	Avril.	1809	Off. réel. et c.	..	...	17	29	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Paris.	29	Avril.	1809	Saisie immob.	..	...	20	191	192	15	2	155	9	2	117	11	834	..	...	..	....
Paris.	29	Avril.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	356	23	14	2	407	9	2	117	8	425	26	31	..	....
Paris.	29	Avril.	1809	Exception.	..	...	12	465	44	..	..	....	9	2	117	..	....	..	...	..	....
Decret.	29	Avril.	1809	Saisie-arrêt.	..	...	19	282	35	17	2	126	9	2	117	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	29	Avril.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	418	28	..	..	....	9	2	117	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Mai.	1809	Trib. de com.	..	...	22	216	40	9	1	174	7	1	200	6	559	24	81	10	331
Cassat.	3	Mai.	1809	Sép. de corps.	..	...	21	146	24	..	..	....	9	1	177	11	940	24	118	..	....
Besançon.	3	Mai.	1809	Saisie-arrêt.	..	...	19	283	36	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Mai.	1809	Expertise.	..	...	12	690	24	9	1	247	7	2	54	..	....	24	353	10	338
Turin.	3	Mai.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	496	4	10	2	302	..	..	....	12	660	..	...	..	....
Cassat.	4	Mai.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	470	39	9	1	257	9	1	192	..	....	24	408	10	343
Bruxelles.	4	Mai.	1809	Execution.	..	...	12	...	24	10	2	568	10	2	58	..	....	..	...	..	....
Angers.	5	Mai.	1809	Saisie immob.	..	...	20	193	196	15	2	205	9	1	359	11	733	..	...	..	....
Cassat.	5	Mai.	1809	Appel.	..	...	3	226	107	9	1	436	9	1	359	..	....	..	...	10	347
Colmar.	5	Mai.	1809	Expertise.	..	...	12	692	25	..	..	....	9	1	359	7	672	..	...	..	....
Florence.	6	Mai.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	885	34	..	..	....	..	..	....	11	588	..	...	..	....
Riom.	6	Mai.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	70	68	10	2	39	..	..	....	9	174	..	...	..	....
Avis du C.	7	Mai.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	418	28	10	2	33	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Aix.	7	Mai.	1809	Exception.	..	...	12	467	46	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Mai.	1809	Amende.	..	...	2	598	26	9	1	273	7	2	59	..	....	24	295	10	356
Cassat.	8	Mai.	1809	Amende.	..	...	2	597	25	9	1	253	7	2	51	1	382	24	389	10	358
Nimes.	9	Mai.	1809	Trib. de com.	..	...	22	217	41	10	2	209	10	2	120	3	358	..	...	..	....
Cassat.	10	Mai.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	419	29	9	1	259	9	1	220	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	10	Mai.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	214	41	..	..	....	9	2	220	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	10	Mai.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	213	40	..	..	....	9	2	220	..	....	..	...	..	....
Turin.	10	Mai.	1809	Lic. et partag.	..	...	16	679	19	12	2	372	9	2	220	12	735	..	...	..	....
Cassat.	10	Mai.	1809	Desistement.	..	...	10	456	15	9	1	264	9	1	220	5	159	24	305	..	....
Colmar.	12	Mai.	1809	Saisie immob.	..	...	20	194	197	..	..	....	..	..	....	..	....	24	574	10	366
Paris.	13	Mai.	1809	Tribunaux.	..	...	22	44	62	10	2	55	..	..	....	..	....	26	41	..	....
Paris.	15	Mai.	1809	Appel.	..	...	3	230	110	..	..	....	..	..	....	1	478	26	91	..	....
Cassat.	15	Mai.	1809	Exception.	..	...	12	445	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Mai.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	210	37	10	1	275	9	1	183	9	778	24	561	10	388
Paris.	18	Mai.	1809	Appel.	..	...	3	210	97	14	2	388	10	2	20	1	503	26	62	10	398
Turin.	19	Mai.	1809	Aut. comm.	..	...	4	738	31	10	2	48	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Mai.	1809	Surenchère.	..	...	21	381	31	12	2	194	..	..	....	..	....	..	...	10	399
Turin.	20	Mai.	1809	Acquiescem.	..	...	1	139	53	10	2	258	10	2	64	1	112	..	...	..	....
Rennes.	22	Mai.	1809	Conciliation.	..	...	7	240	58	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	22	Mai.	1809	Saisie-arrêt.	..	...	19	283	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Amiens.	22	Mai.	1809	Ordre.	..	...	17	156	47	14	2	75	9	2	197	10	843	26	159	10	410
Besançon.	23	Mai.	1809	Aut. comm.	..	...	4	738	32	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	24	Mai.	1809	Absent.	..	...	1	24	12	9	2	382	9	2	112	1	39	..	...	..	....
Florence.	25	Mai.	1809	Requête civ.	..	...	25	18	1001	15	2	120	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Mai.	1809	Saisie immob.	..	...	20	195	199	..	..	....	..	..	....	11	743	..	...	..	....
Rennes.	29	Mai.	1809	Garantie.	..	...	14	431	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	30	Mai.	1809	Exploit.	..	...	13	181	190	..	..	....	9	2	131	7	764	..	...	..	....
Cassat.	31	Mai.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	472	40	9	1	353	10	2	114	..	....	..	...	10	421
Bruxelles.	31	Mai.	1809	Garantie.	..	...	14	431	21	10	2	53	9	2	220	..	....	28	255	10	424
Cassat.	1	Juin.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	214	42	9	1	305	9	1	272	9	771	25	417	10	426
Besançon.	1	Juin.	1809	Ministère pub.	..	...	16	761	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	2	Juin.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	420	31	..	..	....	..	..	....	11	648	..	...	..	....
Besançon.	3	Juin.	1809	Ress. 1er et d.	..	...	19	132	110	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juin.	1809	Amende.	..	...	2	599	27	10	1	256	..	..	....	1	376	..	...	..	....
Cassat.	6	Juin.	1809	Intervention.	..	...	14	747	15	..	..	....	..	..	....	..	....	24	356	..	....
Besançon.	7	Juin.	1809	Scellés et inv.	..	...	21	32	21	..	..	....	9	2	222	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Juin.	1809	Référé.	..	...	18	751	11	12	2	289	9	2	222	11	548	24	54	10	451
Bordeaux.	8	Juin.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	900	45	9	2	297	..	..	....	11	586	..	...	..	....
Cassat.	8	Juin.	1809	Minist. pub.	..	...	16	763	17	10	1	253	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	8	Juin.	1809	Compromis.	..	...	7	61	27	10	2	235	8	2	63	1	616	..	...	10	462
Poitiers.	9	Juin.	1809	Saisie immob	..	...	20	107	114	15	2	205	10	2	82	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	9	Juin.	1809	Saisie immob.	..	...	20	196	201	15	2	205	10	2	82	..	....	..	...	..	....
Riom.	9	Juin.	1809	Sep. de biens.	..	...	21	77	4	12	2	345	..	..	....	10	234	..	...	..	....
Cassat.	12	Juin.	1809	Action.	..	...	2	383	29	14	1	89	9	2	119	1	243	..	...	10	473
Paris.	12	Juin.	1809	Saisie immob.	..	...	20	197	202	..	..	....	10	2	65	11	695	24	537	10	471
Bruxelles.	13	Juin.	1809	Saisie immob.	..	...	20	202	205	10	2	562	10	2	82	11	724	..	...	..	....
Dec. m. fi.	13	Juin.	1809	Just. de paix.	..	...	16	601	62	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Juin.	1809	Ordre.	..	...	17	160	48	9	1	282	9	1	239	10	815	24	293	10	479
Besançon.	16	Juin.	1809	Appel.	..	...	3	230	111	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	16	Juin.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	536	36	..	..	....	9	1	360	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Juin.	1809	Minist. pub.	..	...	16	763	18	10	1	20	9	1	360	3	194	..	...	10	482
Colmar.	17	Juin.	1899	Renv. et exc.	..	...	18	902	47	14	2	370	10	2	114	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	18	Juin.	1809	Saisie immob.	..	...	20	203	206	9	2	362	..	..	....	11	736	..	...	..	....
Paris.	20	Juin.	1809	Exploit.	..	...	13	129	126	..	..	....	9	2	178	7	741	..	...	..	....
Besançon.	21	Juin.	1809	Exploit.	..	...	13	131	129	..	..	....	9	2	100	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Juin.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	82	82	..	..	....	9	2	100	9	312	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle édit. v.	Nle édit. p.	Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	Anc. édit. p.	Anc. édit. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.	PALAIS. A. ed. v.	A. ed. p.	Nl. ed. v.	Nl. ed. p.
Paris.	22	Juin.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	557	87	10	2	375	7	1	147	3	793	24	391	10	498
Besançon.	22	Juin.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	82	83	13	2	318	7	1	147	9	232	..	...	10	491
Cassat.	22	Juin.	1809	Dépens.	..	...	9	139	5	9	1	130	7	1	147	..	....	..	...	..	....
Liége.	23	Juin.	1809	Trib. de com.	..	...	22	219	44	.	..	....	9	2	148	..	....	26	495	..	....
Cassat.	26	Juin.	1809	Enquête.	..	...	11	61	34	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Juin.	1809	Exploit.	..	...	13	132	130	..	..	....	9	2	184	..	....	..	...	10	502
Cassat.	27	Juin.	1809	Expertise.	..	...	12	690	24	10	1	249	9	2	222	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Juin.	1809	Exploit.	..	...	13	133	131	7	2	914	9	2	114	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Juin.	1809	Cess. de biens.	..	...	6	698	1	10	1	254	8	1	382	10	695	27	486	..	....
Nîmes.	28	Juin.	1809	Saisie immob.	..	...	20	205	207	10	2	566	..	..	....	11	744	..	...	10	799
Rennes.	29	Juin.	1809	Jug. par def.	..	...	15	328	46	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	29	Juin.	1809	Action.	..	...	2	385	31	15	2	147	..	..	....	1	279	..	...	..	....
Besançon.	30	Juin.	1809	Sép. de biens.	..	...	21	78	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Juill.	1809	Saisie immob.	..	...	20	208	210	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Juill.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	420	32	15	2	175	..	..	....	11	662	26	575	..	....
Paris.	4	Juill.	1809	Conciliation.	..	...	7	241	59	..	..	....	9	2	223	..	....	24	521	10	510
Paris.	4	Juill.	1809	Compulsoire.	..	...	7	107	6	..	..	....	9	2	223	3	702	24	326	10	512
Riom.	4	Juill.	1809	Scellés et inv.	..	...	21	32	22	14	2	185	10	2	69	..	....	..	...	10	515
Bruxelles.	5	Juill.	1809	Enquête.	..	...	11	70	40	14	2	408	9	1	285	..	....	28	481	..	....
Cassat.	5	Juill.	1809	Demand. nou.	..	...	9	80	31	9	1	409	9	1	285	..	....	24	449	10	522
Nîmes.	5	Juill.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	328	47	11	2	432	9	1	285	9	715	..	...	10	521
Paris.	6	Juill.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	903	48	..	..	....	9	2	160	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Juill.	1809	Just. de paix.	..	...	16	601	63	16	1	292	9	2	223	..	....	..	...	..	....
Colmar.	7	Juill.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	421	33	16	2	97	9	2	223	11	666	28	441	..	....
Paris.	7	Juill.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	537	38	..	..	....	9	2	223	12	648	28	36	10	527
Turin.	8	Juill.	1809	Arbitrage.	..	...	4	553	34	10	2	44	9	2	192	1	645	..	...	..	....
Gênes.	8	Juill.	1809	Exploit.	..	...	13	114	109	12	2	265	9	2	192	..	....	..	...	..	....
Besançon.	10	Juill.	1809	Saisie immob.	..	...	20	128	131	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	10	Juill.	1809	Garantie.	..	...	14	432	22	10	2	53	9	2	221	..	....	..	...	10	541
Paris.	11	Juill.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	12	2	374	..	..	....	..	....	24	420	10	531
Toulouse.	11	Juill.	1809	Trib. de com.	..	...	22	220	45	14	2	363	23	2	63	3	390	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Juill.	1809	Exploit.	..	...	13	69	42	12	2	365	..	..	....	7	759	28	441	10	539
Rennes.	12	Juill.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	626	145	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	14	Juill.	1809	Appel.	..	...	3	231	113	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	14	Juill.	1809	Conciliation.	..	...	7	243	60	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	14	Juill.	1809	Saisie immob.	..	...	20	208	211	10	2	366	..	..	....	11	808	29	462	10	543
Angers.	14	Juill.	1809	Ordre.	..	...	17	161	49	..	..	....	11	2	61	10	812	..	...	..	....
Paris.	14	Juill.	1809	Exécut. prov.	..	...	12	563	33	12	2	359	..	..	....	..	....	24	507	..	....
Turin.	15	Juill.	1809	Saisie-arrêt.	..	...	19	284	39	10	2	279	10	2	136	..	....	..	...	..	....
Colmar.	15	Juill.	1809	Conciliation.	..	...	7	244	61	14	2	89	9	2	37	..	....	28	287	..	....
Grenoble.	18	Juill.	1809	Exécut. prov.	..	...	12	627	25	..	..	....	8	2	151	9	649	..	...	..	....
Déc. m fi.	18	Juill.	1809	Saisie immob	..	...	..	209	212	9	2	397	9	2	232	..	....	..	...	..	....
Turin.	18	Juill.	1809	Règl. de juges.	..	...	18	817	27	..	..	....	8	2	151	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Juill.	1809	Cassation.	..	...	6	471	57	14	1	160	9	2	135	2	340	25	513	10	342
Pau.	22	Juill.	1809	Appel.	..	...	3	232	114	10	2	52	12	2	19	..	....	26	126	..	....
Paris.	22	Juill.	1809	Compulsoire.	..	...	7	112	7	12	2	298	..	..	....	..	....	24	469	10	573
Grenoble.	22	Juill.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	215	43	..	..	....	..	..	....	..	....	28	149	..	....
Bruxelles.	22	Juill.	1809	Interrogatoir.	..	...	14	716	19	..	..	....	..	..	....	9	577	..	...	..	....
Gênes.	25	Juill.	1809	Appel.	..	...	3	95	37	12	2	74	..	..	....	1	481	..	...	..	....
Cassat.	26	Juill.	1809	Garantie.	..	...	14	434	23	9	1	412	9	1	307	..	....	24	529	..	....
Pau.	26	Juill.	1809	Exception.	..	...	12	469	50	..	..	....	..	..	....	7	626	26	477	..	....
Paris.	27	Juill.	1809	Saisie immob.	..	...	20	85	91	..	..	....	..	..	....	11	868	26	154	10	583
Rennes.	27	Juill.	1809	Compulsoire.	..	...	7	113	8	..	..	....	..	..	....	3	701	..	...	..	....
Riom.	27	Juill.	1809	Tribunaux.	..	...	22	45	63	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Juill.	1809	Sép. de corps.	..	...	21	147	25	..	..	....	..	..	....	11	904	24	456	10	589
Grenoble.	28	Juill.	1809	Ordre.	..	...	17	163	50	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Juill.	1809	Cod. de p. civ.	..	...	6	670	7	16	1	160	7	2	130	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	29	Juill.	1809	Appel.	..	...	3	206	96	7	2	978	..	..	....	1	594	28	14	..	....
Turin.	29	Juill.	1809	Cons. de fam.	..	...	8	355	29	10	2	225	8	2	66	12	748	..	...	10	592
Bruxelles.	31	Juill.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	903	49	7	2	973	10	2	117	3	348	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1809	Délibéré.	..	...	9	16	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	83	84	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	31	Juill.	1809	Exécut. prov.	..	...	12	537	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Août.	1809	Action.	..	...	2	386	32	10	1	95	9	..	232	1	250	..	...	..	....
Besançon.	1	Août.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	476	42	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Août.	1809	Enregistrem.	..	...	28	358	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Août.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	895	40	..	..	....	10	2	118	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Août.	1809	Appel.	..	...	3	239	116	..	..	....	10	2	118	..	....	..	...	..	....
Turin.	2	Août.	1809	Référé.	..	...	18	753	14	15	2	197	10	2	118	..	....	..	...	..	....
Trèves.	3	Août.	1809	Désistement.	..	...	10	457	17	7	2	921	8	2	113	5	168	..	...	..	....
Cassat.	3	Août.	1809	Requête civ.	..	...	27	18	1002	14	1	129	9	2	131	11	614	..	...	10	611
Paris.	4	Août.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	360	26	14	2	417	15	2	40	8	441	26	312	10	612
Paris.	5	Août.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	559	88	..	..	....	..	..	....	3	751	26	427	10	617
Av. du C.	5	Août.	1809	Avoué.	..	...	5?	284	34	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle ed. v.	p.
Cassat.	7	Août.	1809	Exploit.	..	...	13	40	12	10	1	249	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Août.	1809	Saisie immob.	..	...	20	209	213	9	1	406	9	1	297	11	838	24	513	10	634
Paris.	8	Août.	1809	Désistement.	..	...	10	457	18	14	2	437	11	2	60	5	162	24	247	..	....
Bruxelles.	8	Août.	1809	Reprise d'ins.	..	...	18	956	6	..	..	....	11	2	60	11	593	..	...	..	....
Cassat.	8	Août.	1809	Amende.	..	...	2	602	28	10	1	251	7	2	136	..	....	..	...	10	622
Rennes.	9	Août.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	362	28	..	..	....	9	2	133	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Août.	1809	Off. réel. et c.	..	...	17	29	23	..	..	....	9	2	133	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Août.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	627	145	..	..	....	9	2	133	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Août.	1809	Enrégistrem.	..	...	11	255	24	10	1	255	9	1	312	7	69	..	...	..	....
Paris.	10	Août.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	330	48	..	..	....	9	1	460	..	....	..	...	..	....
Aix.	10	Août.	1809	Red. de comp.	..	...	18	667	5	9	2	383	9	1	460	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Août.	1809	Arbitrage.	..	...	4	554	35	..	..	....	9	1	460	1	732	28	178	..	....
Décret.	10	Août.	1809	Just. de paix	..	...	16	602	64	10	2	567	9	1	460	..	....	..	...	..	....
Pâris.	10	Août.	1809	Ordre.	..	...	17	104	2	13	2	199	9	1	460	10	853	..	...	..	....
Pâris.	11	Août.	1809	Vérific. d'écr.	..	...	22	423	17	10	2	139	..	..	....	5	670	26	57	..	....
Lyon.	11	Août.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	83	85	12	2	400	..	..	....	9	177	..	...	..	....
Angers.	11	Août.	1809	Dépens.	..	...	9	182	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	12	Août	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	560	91	12	2	379	..	..	....	3	812	..	...	10	648
Cassat.	14	Août.	1809	Saisie-arrét.	..	...	19	287	42	9	1	425	9	1	346	10	631	25	489	10	650
Turin.	14	Août.	1809	Appel.	..	...	3	49	12	10	2	229	12	2	17	..	....	..	...	10	654
Paris.	14	Août.	1809	Péremption.	..	...	18	419	14	..	..	....	..	..	....	11	197	..	...	..	....
Agen.	15	Août.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	477	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	16	Août.	1809	Just. de paix.	..	...	16	558	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	16	Août.	1809	Licit. et part.	..	...	16	679	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	10	659
Cassat.	16	Août.	1809	Cons. de fam.	..	...	8	359	30	13	1	440	9	2	136	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Août.	1809	Tribunaux.	..	...	22	46	65	..	..	....	9	2	168	..	....	..	...	..	....
Orléans.	16	Août.	1809	Ministère pub.	..	...	16	764	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Pau.	16	Août.	1809	Appel.	..	...	3	240	118	14	2	390	10	2	26	1	457	26	63	10	657
Nîmes.	16	Août.	1809	Appel.	..	...	3	240	117	..	..	....	10	2	26	1	507	..	...	..	....
Orléans.	17	Août.	1809	Expertise.	..	...	12	693	28	10	1	294	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	17	Août.	1809	Tribunaux.	..	...	22	46	66	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Août.	1809	Aut. comm.	..	...	4	739	33	10	1	285	..	..	....	3	25	..	...	..	....
Besançon.	21	Août.	1809	Appel.	..	...	3	133	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	21	Août.	1809	Tribunaux.	..	...	22	47	67	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	22	Août.	1809	Off. réel. et c.	..	...	17	30	24	10	2	553	10	2	14	10	513	..	...	10	672
Cassat.	22	Août.	1809	Enregistrem.	..	...	11	287	66	10	1	287	..	..	....	7	174	..	...	..	....
Paris.	22	Août.	1809	Ress. 1er et d.	..	...	19	132	111	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	22	Août.	1809	Intervention.	..	...	14	748	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	22	Août.	1809	Péremption.	..	...	18	420	15	..	..	....	..	..	....	11	185	..	...	..	....
Turin.	23	Août.	1809	Appel.	..	...	3	249	120	10	2	64	10	2	21	1	440	..	...	10	678
Cassat.	23	Août.	1809	Sép. de corps.	..	...	21	148	26	9	1	434	..	..	....	..	....	24	504	10	675
Cassat.	23	Août.	1809	Distrib. par c.	..	...	10	587	3	10	1	36	9	2	164	10	856	..	...	..	....
Cassat.	24	Août.	1809	Cassation.	..	...	6	432	19	10	1	284	..	..	....	2	339	..	...	..	....
Aix.	24	Août.	1809	Cons. de fam.	..	...	8	359	31	13	2	290	12	2	29	12	719	39	39	..	....
Cassat.	24	Août.	1809	Dépens.	..	...	9	185	41	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Août.	1809	Cont. p. corps	..	...	8	562	92	10	2	190	..	..	....	..	....	..	...	10	680
Nîmes.	27	Août.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	330	49	..	..	....	..	..	....	9	750	..	...	..	....
Cassat.	28	Août.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	217	46	9	1	434	9	1	326	9	775	26	9	10	685
Agen.	28	Août.	1809	Récusation.	..	...	18	627	12	10	2	303	10	2	133	11	540	..	...	..	....
Angers.	30	Août.	1809	Tribunaux.	..	...	22	47	68	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Août.	1809	Requête civile.	..	...	28	18	1003	9	1	426	9	1	226	11	613	24	465	10	689
Orléans.	30	Août.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	332	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	30	Août.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	332	50	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	30	Août.	1809	Exécution.	..	...	12	563	34	14	2	249	..	..	....	9	644	..	...	..	....
Limoges.	31	Août.	1809	Surenchère.	..	...	21	382	32	12	2	195	..	..	....	11	782	..	...	..	....
Nîmes.	31	Août.	1809	Exécut. prov.	..	...	12	...	14	10	2	234	10	2	93	1	521	..	...	10	692
Décis. m.	2	Sept.	1809	Amende.	..	...	2	603	30	10	2	333	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Sept.	1809	Appel.	..	...	3	234	114	9	1	421	9	1	319	..	....	24	453	10	694
Turin.	8	Sept.	1809	Surenchère.	..	...	21	384	33	15	2	203	..	..	....	11	767	..	...	10	703
Bruxelles.	11	Sept.	1809	Ordre.	..	...	17	163	51	..	..	....	12	2	1	4	682	..	...	10	707
Cassat.	11	Sept.	1809	Enregistrem.	..	...	11	290	68	..	..	....	..	..	....	7	323	..	...	..	....
Turin.	12	Sept.	1809	Exécution.	..	...	12	565	35	14	2	79	..	..	....	..	....	..	...	..	....
L. du m. j.	12	Sept.	1809	Amende.	..	...	2	603	31	10	2	12	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Sept.	1809	Exploit.	..	...	13	134	132	14	1	99	9	2	159	7	837	..	...	..	....
Cassat.	13	Sept.	1809	Just. de paix.	..	...	16	599	60	9	1	421	9	1	378	..	....	26	97	10	714
Paris.	16	Sept.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	538	39	..	..	....	..	..	....	..	....	26	519	..	....
Paris.	20	Sept.	1809	Saisie immob.	..	...	20	4	5	..	..	....	..	..	....	11	874	27	38	..	....
Florence.	20	Sept.	1809	Trib. de com.	..	...	22	227	47	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Sept.	1809	Dépens.	..	...	9	186	42	..	..	....	..	..	....	9	686	..	...	..	....
Paris.	22	Sept.	1809	Exploit.	..	...	13	142	137	..	..	....	..	..	....	..	....	26	395	..	....
Paris.	27	Sept.	1809	Saisie immob.	..	...	20	213	216	10	2	360	10	2	72	11	831	26	376	10	717
Paris.	27	Sept.	1809	Trib. de com.	..	...	22	228	48	..	..	....	..	..	....	..	....	26	230	..	....
Paris.	28	Sept.	1809	Exécut. prov.	..	...	12	629	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rome.	3	Oct.	1809	Reféré.	..	...	18	754	15	..	..	....	..	..	....	11	547	30	464	10	720

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Décret.	6	Oct.	1809	Discipline jud.	..	...	10	533	8	10	2	305	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Déc. m. fi.	10	Oct.	1809	Huissier.	..	...	14	577	38	10	2	38	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Oct.	1809	Cod. de p. civ.	..	...	6	684	22	10	1	76	9	1	380	1	466	27	33	..	....
Cassat.	17	Oct.	1809	Demand. nou.	..	...	9	76	27	10	1	34	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Oct.	1809	Acte respect.	..	...	1	268	16	10	2	271	10	1	66	..	....	26	348	10	745
Cassat.	23	Oct.	1809	Tribunaux.	..	...	22	48	70	10	1	59	9	2	213	3	174	28	306	..	....
Cassat.	28	Oct.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	565	94	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Angers.	28	Oct.	1809	Trib. de com.	..	...	22	228	49	10	2	273	10	2	26	3	350	..	...	..	....
Déc. m. j.	31	Oct.	1809	Greffier.	..	...	14	508	23	10	2	12	9	2	200	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Oct.	1809	Appel.	..	...	3	66	22	10	1	61	9	1	465	1	527	..	...	..	....
Cassat.	31	Oct.	1809	Appel.	..	...	27	318	....	10	1	61	7	1	460	1	527	..	...	..	....
D. du g. j	31	Oct.	1809	Jug. 1re part.	..	...	15	84	86	10	2	12	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	3	Nov.	1809	Enquête.	..	...	11	74	47	14	2	266	..	..	....	6	448	..	...	..	....
Paris.	4	Nov.	1809	Trib. de com.	..	...	22	230	50	7	2	1152	..	..	....	..	....	26	202	10	721
Cassat.	6	Nov.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	479	45	10	1	38	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Nov.	1809	Demand. nou.	..	...	9	82	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Nov.	1809	Conciliation.	..	...	7	246	62	10	1	77	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Nov.	1809	Dépens.	..	...	9	187	43	10	1	80	7	1	422	..	....	28	81	10	772
Cassat.	14	Nov.	1809	Appel.	..	...	3	252	121	10	1	186	8	1	105	1	516	28	257	10	779
Cassat.	14	Nov.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	567	95	10	1	64	9	1	482	3	772	26	179	10	781
Paris.	18	Nov.	1809	Avoués.	..	...	5	285	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	20	Nov.	1809	Saisie immob.	..	...	20	170	179	14	2	80	..	..	....	11	748	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Nov.	1809	Ress. 1er et d.	..	...	19	116	85	..	..	....	12	2	2	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Nov.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	332	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rome.	20	Nov.	1809	Cont. p. corps.	..	...	8	537	74	..	..	....	9	2	187	..	....	..	...	10	785
Besançon.	20	Nov.	1809	Avoué.	..	...	5	286	36	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Nov.	1809	Ress. 1er et d.	..	...	19	122	112	..	..	....	9	2	224	..	....	..	...	..	....
Riom.	22	Nov.	1809	Cess. de biens.	..	...	6	620	13	14	2	111	9	2	224	10	594	..	...	..	....
Cassat.	22	Nov.	1809	Tribunaux.	..	...	22	49	71	..	..	....	9	2	224	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Nov.	1809	Ordre.	..	...	17	129	25	10	1	73	9	1	481	..	....	26	305	10	789
Liege.	23	Nov.	1809	Signification.	..	...	23	252	....	..	..	....	..	..	....	7	706	..	...	..	....
Colmar.	25	Nov.	1809	Exploit.	..	...	13	134	133	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Nov.	1809	Surenchère.	..	...	21	371	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Nov.	1809	Arbitrage.	..	...	4	498	7	..	..	....	..	..	....	1	692	28	254	..	....
Turin.	29	Nov.	1809	Exploit.	..	...	13	137	134	14	2	392	..	..	....	7	801	..	...	..	....
Cassat.	29	Nov.	1809	Cons. de fam.	..	...	8	362	33	10	1	62	9	1	488	12	710	26	129	10	809
Cassat.	30	Nov.	1809	Just. de paix.	..	...	16	603	65	10	1	309	10	1	415	..	....	29	177	10	811
Pau.	30	Nov.	1809	Appel.	..	...	3	154	59	12	2	349	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Nov.	1809	Signification.	..	...	21	252	24	10	2	247	..	..	....	7	799	..	...	..	....
Colmar.	30	Nov.	1809	Cod. de p. civ.	..	...	6	687	24	10	2	193	..	..	....	..	....	26	331	..	....
Paris.	1	Déc.	1809	Trib. de com.	..	...	22	230	50	7	2	1152	10	2	115	..	....	28	365	..	....
Paris.	2	Déc.	1809	Expertise.	..	...	12	693	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	4	Déc.	1809	Enquête.	..	...	11	75	48	14	2	251	..	..	....	6	853	30	493	10	813
Colmar.	4	Déc.	1809	Exploit.	..	...	13	105	95	..	..	....	9	2	111	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Déc.	1809	Appel.	..	...	3	253	122	10	1	76	9	1	507	..	....	26	177	10	817
Paris.	5	Déc.	1809	Saisie immob.	..	...	20	220	219	..	..	....	..	..	....	11	870	26	156	..	....
Orléans.	6	Déc.	1809	Appel.	..	...	3	258	123	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	6	Déc.	1809	Appel.	..	...	3	259	124	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	6	Déc.	1809	Saisie immob.	..	...	20	223	222	10	2	240	10	2	90	11	523	..	...	10	833
Pau.	6	Déc.	1809	Enquête.	..	...	..	78	49	14	2	423	..	..	....	6	849	..	...	10	831
Colmar.	6	Déc.	1809	Jug. 2e part.	..	...	15	216	47	..	..	....	10	2	118	..	....	..	...	..	....
Agen.	7	Déc.	1809	Desc. et visit.	..	...	10	414	4	10	2	328	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Déc.	1809	Scellés et inv.	..	...	21	33	24	..	..	....	..	..	....	11	875	26	569	..	....
Bourges.	7	Déc.	1809	Action.	..	...	2	390	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Déc.	1809	Disoipl. jud.	..	...	10	535	9	10	1	202	10	2	71	11	48	27	20	10	837
Rouen.	9	Déc.	1809	Exception.	..	...	12	462	40	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	9	Déc.	1809	Acquiescem.	..	...	1	142	56	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Déc.	1809	Demand. nou.	..	...	9	83	34	10	1	241	10	1	241	..	....	27	97	..	....
Cassat.	12	Déc.	1809	Just. de paix.	..	...	16	604	66	10	1	122	10	1	40	..	....	26	211	10	840
Paris.	12	Déc.	1809	Sép. de corps.	..	...	21	148	27	15	2	202	..	..	....	11	906	28	378	..	....
Bruxelles.	12	Déc.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	480	46	10	2	216	10	2	55	..	....	..	...	..	....
Angers.	12	Déc.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	905	51	10	2	365	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	12	Déc.	1809	Exécution.	..	...	12	537	12	..	..	....	..	..	....	9	577	..	...	..	....
Paris.	12	Déc.	1809	Audience.	..	...	4	674	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Déc.	1809	Appel.	..	...	3	192	86	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Déc.	1809	Saisie-exécut.	..	...	21	423	36	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Déc.	1809	Jug. arbitral.	..	...	16	481	47	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Déc.	1809	Dépens.	..	...	9	188	44	15	2	170	..	..	....	..	....	..	...	10	841
Besançon.	14	Déc.	1809	Appel.	..	...	3	211	97	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	14	Déc.	1809	Trib. de com.	..	...	22	211	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Déc.	1809	Amende.	..	...	2	587	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	16	Déc.	1809	Saisie immob.	..	...	20	227	226	..	..	....	..	..	....	7	824	..	...	..	....
Paris.	16	Déc.	1809	Exécution.	..	...	12	566	36	10	2	198	8	2	35	..	....	26	519	..	....
Besançon.	18	Déc.	1809	Appel.	..	...	3	118	48	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			Nle éd.		PALAIS. A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p	v.	p.	p.	v.	p	v.	p.	v.	p.
Paris.	19	Déc.	1809	Saisie-arrêt.	..	...	19	288	43	..	..	....	..	..	....	..	....	28	435	..	....
Cassat.	19	Déc.	1809	Délibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Déc.	1809	Saisie immob.	..	...	20	213	216	10	2	255	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	20	Déc.	1809	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	20	Déc.	1809	Minist. pub.	..	...	16	764	21	..	..	....	..	..	....	..	....	28	227	..	....
Rennes.	21	Déc.	1809	Enquête.	..	...	11	39	14	..	..	....	..	..	....	6	852	..	...	..	....
Agen.	21	Déc.	1809	Faux inc. civ.	..	...	14	368	30	..	..	....	..	..	....	8	431	..	...	..	....
Rennes.	21	Déc.	1809	Exécut. prov.	..	...	12	631	28	..	..	....	..	..	....	9	473	..	...	..	....
Orléans.	22	Déc.	1809	Enquête.	..	...	11	80	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Déc.	1809	Délibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	10	2	117	..	....	..	...	10	859
Bruxelles.	23	Déc.	1809	Jug. par déf.	..	...	15	334	53	10	2	261	10	2	117	..	....	..	...	..	....
Riom.	23	Déc.	1809	Saisie immob.	..	...	20	227	227	..	..	....	11	2	12	11	720	..	...	10	860
Cassat.	26	Déc.	1809	Trib. de com.	..	...	22	212	37	9	1	182	..	..	....	..	....	23	373	9	743
Florence.	26	Déc.	1809	Tierce oppos.	..	...	21	526	24	..	..	....	9	2	232	12	667	..	...	..	....
Toulouse.	27	Déc.	1809	Saisie immob.	..	...	20	229	230	..	..	....	..	..	....	11	679	..	...	..	....
Rennes.	27	Déc.	1809	Red. de compt.	..	...	18	670	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Déc.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	867	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Déc.	1809	Renvoi et exc.	..	...	18	906	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	2	Janv	1810	Acte respect.	1	321	1	261	4	..	..	....	12	2	19	..	....	..	...	..	....
Angers.	3	Janv.	1810	Garantie.	..	...	14	435	24	14	2	199	10	2	60	..	....	..	...	11	6
Angers.	3	Janv.	1810	Trib. de com.	..	...	22	233	51	14	2	199	8	2	60	3	385	..	...	..	....
Angers.	3	Janv.	1810	Garantie.	..	...	14	435	24	..	..	....	10	2	189	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Janv.	1810	Désaveu.	..	...	10	349	11	..	..	....	11	2	16	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Janv.	1810	Saisie immob.	..	...	20	230	231	..	..	....	..	..	....	..	....	31	40	..	....
Cassat.	3	Janv.	1810	Ordre.	1	225	17	165	52	10	1	240	10	1	170	..	....	27	35	11	4
Cassat.	4	Janv.	1810	Renvoi et exc.	..	...	18	855	4	10	1	277	..	..	....	11	499	..	...	11	11
Paris.	4	Janv.	1810	Cont. p. corps.	1	28	8	568	96	15	2	193	..	..	....	3	792	26	445	11	8
Paris.	6	Janv.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	528	67	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	11	14
Paris.	6	Janv.	1810	Ordre.	1	52	17	166	53	..	..	....	..	..	....	10	828	..	...	..	....
Rennes.	8	Janv.	1810	Amende.	..	...	2	588	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	8	Janv.	1810	Exploit.	1	277	13	137	134	14	2	392	..	..	....	7	819	..	...	..	....
Turin.	9	Janv.	1810	Notaire.	1	342	16	805	9	17	2	161	10	2	123	10	424	27	142	11	16
Aix.	9	Janv.	1810	Aut. femm.	..	...	5	46	27	11	2	468	10	2	81	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Janv.	1810	Trib. de com.	..	...	22	233	52	10	1	126	10	1	43	..	....	..	...	..	....
Florence.	9	Janv.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	570	97	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Janv.	1810	Notaire.	1	55	16	805	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Agen.	10	Janv.	1810	Licit. et part.	1	344	16	681	24	15	2	182	10	2	38	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Janv.	1810	Just. de paix.	1	10	16	604	67	20	1	497	10	1	15	3	293	26	273	11	25
Cassat.	10	Janv.	1810	Aut. comm.	1	14	4	741	34	10	1	124	10	1	38	3	25	26	257	11	32
Besançon.	11	Janv.	1810	Exploit.	..	...	13	143	138	..	..	....	10	2	96	7	736	..	...	..	....
Trèves.	12	Janv.	1810	Jug. par déf.	2	345	15	323	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Janv.	1810	Enquête.	2	376	11	80	53	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Janv.	1810	Conclusions.	..	...	8	310	2	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Janv.	1810	Référé.	..	...	18	755	16	..	..	....	..	..	....	11	547	..	...	..	....
Turin.	12	Janv.	1810	Notaire.	2	38	16	806	11	10	2	385	10	2	123	10	439	..	...	11	37
Paris.	13	Janv.	1810	Saisie-exécut.	..	...	21	424	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	13	Janv.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	482	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Janv.	1810	Exploit.	..	...	13	31	9	..	..	....	..	..	....	7	836	..	...	..	....
Bourges.	15	Janv.	1810	Saisie immob.	..	...	20	237	234	..	..	....	..	..	....	11	696	..	...	..	....
Limoges.	15	Janv.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	11	928
Nimes.	17	Janv.	1810	Demand. nou.	1	216	9	61	14	14	2	293	10	2	123	4	748	..	...	11	58
Turin.	17	Janv.	1810	Saisie-arrêt.	2	90	19	289	44	10	2	273	10	2	122	..	....	..	...	11	61
Cassat.	17	Janv.	1810	Jug. 2e part.	..	...	15	191	13	10	1	135	10	1	87	..	....	26	337	..	....
Bruxelles.	17	Janv.	1810	Exception.	..	...	12	456	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Janv.	1810	Avoué.	..	...	5	288	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	18	Janv.	1810	Jug. par déf.	..	...	15	335	54	..	..	....	..	..	....	..	....	31	84	..	....
Poitiers.	18	Janv.	1810	Saisie immob.	..	...	20	119	121	10	2	375	..	..	....	..	....	27	236	..	....
Turin.	20	Janv.	1810	Interdiction.	..	...	14	670	27	11	2	3	..	..	....	9	555	..	...	11	68
Paris.	20	Janv.	1810	Ress. 1er et d.	1	31	19	133	114	14	2	376	..	..	....	..	....	26	501	..	....
Paris.	22	Janv.	1810	Demand. nou.	..	...	9	61	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Janv.	1810	Amende.	1	95	2	604	32	14	2	406	..	..	....	1	383	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1810	Exploit	1	65	13	40	12	10	1	117	10	1	44	7	784	27	7	11	82
Cassat.	23	Janv.	1810	Appel.	1	69	3	66	22	10	1	169	10	1	81	1	529	26	401	11	87
Bruxelles.	23	Janv.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	134	115	..	..	....	12	2	3	4	628	..	...	..	....
Cassat.	23	Janv.	1810	Demand. nou.	..	...	9	71	21	10	1	126	10	1	110	..	....	26	369	..	....
Cassat.	23	Janv.	1810	Appel.	1	66	3	134	52	10	1	130	10	1	59	1	529	..	...	11	91
Rennes.	25	Janv.	1810	Interrogatoir.	..	...	14	717	21	..	..	....	11	2	35	9	578	..	...	..	....
Besançon.	25	Janv.	1810	Exploit.	..	...	13	61	29	..	..	....	11	2	35	7	725	..	...	..	....
Paris.	25	Janv.	1810	Cont. p. corps.	1	321	8	548	80	..	..	....	11	2	35	3	787	26	493	11	98
Riom.	26	Janv.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	484	53	12	2	432	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Janv.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	572	98	7	2	917	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Pau.	27	Janv.	1810	Appel.	..	...	3	135	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nimes.	28	Janv.	1810	Tribunaux.	1	264	22	50	72	14	2	96	10	1	189	7	707	..	...	..	....
Rennes.	28	Janv.	1810	Vérific. d'écr.	..	...	22	444	41	..	..	....	..	..	....	12	941	..	...	..	....

Cours, lois, etc.	Jours	Mois	An	Mots	Avoués A. éd. v.	Avoués A. éd. p.	Avoués Nle édit. v.	Avoués Nle édit. p.	Avoués Nle édit. nos.	Sirey v.	Sirey p.	Sirey p.	Dalloz Anc. édit. v.	Dalloz Anc. édit. p.	Dalloz Anc. édit. p.	Dalloz Nle éd. v.	Dalloz Nle éd. p.	Palais A. éd. v.	Palais A. éd. p.	Palais Nle éd. v.	Palais Nle éd. p.
Turin.	30	Janv.	1810	Surenchère.	1	267	21	386	34	15	2	148	..	..	....	11	760	43	363	11	106
Senatus-c.	30	Janv.	1810	Saisie immob.	..	...	20	237	235	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Janv.	1810	Exception.	1	72	12	462	40	10	1	132	10	1	64	7	617	26	389	11	104
Paris.	1	Fév.	1810	Requête civ.	..	...	18	1004	30	11	2	288	..	..	....	11	600	29	411	..	....
Toulouse.	5	Fév.	1810	Péremption.	..	...	18	421	16	..	..	....	10	1	164	11	195	..	...	..	....
Trèves.	5	Fév.	1810	Appel.	..	...	3	262	126	12	2	367	13	2	23	..	....	..	...	..	....
Trèves.	5	Fév.	1810	Arbitrage.	..	...	4	555	36	14	2	154	9	2	26	1	705	29	46	..	....
Cassat.	5	Fév.	1810	Appel.	1	226	3	264	127	10	1	224	..	..	....	1	429	27	17	11	112
Cassat.	5	Fév.	1810	Enregistrem.	..	...	11	291	70	10	1	137	10	1	164	7	213	26	329	..	....
Agen.	6	Fév.	1810	Jug. par déf.	1	94	15	335	55	14	2	193	12	2	15	..	....	37	376	..	....
Paris.	6	Fév.	1810	Ordre.	1	97	17	168	54	15	2	189	..	..	....	..	....	..	...	11	117
Montpell.	6	Fév.	1810	Acquiescem.	1	347	1	69	1	14	2	351	..	..	....	1	130	..	...	..	....
Turin.	7	Fév.	1810	Arbitrage.	2	380	4	557	37	..	..	....	..	..	....	1	712	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Fév.	1810	Cess. de biens.	..	...	6	626	15	10	2	206	10	2	112	..	....	27	109	..	....
Rennes.	7	Fév.	1810	Exploit.	..	...	13	144	139	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	8	Fév.	1810	Saisie immob.	..	...	20	89	97	12	2	20	9	2	116	10	405	30	287	..	....
Paris.	8	Fév.	1810	Compulsoire.	1	172	7	113	8	15	2	200	..	..	....	3	702	..	...	..	....
Orléans.	9	Fév.	1810	Saisie immob.	..	...	20	237	236	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	9	Fév.	1810	Saisie immob.	2	101	20	107	114	10	2	325	..	..	....	11	706	27	478	11	170
Cassat.	9	Fév.	1810	Renvoi et exc.	..	...	18	867	11	11	1	57	..	..	....	8	600	..	...	11	125
Besançon.	12	Fév.	1810	Exploit.	.	...	13	144	140	..	..	....	10	..	....	7	726	..	...	..	....
Cassat.	14	Fév.	1810	Saisie-arrêt.	..	...	19	291	47	10	1	243	10	1	236	6	488	27	65	11	132
Turin.	14	Fév.	1810	Exploit.	2	156	13	109	101	..	..	....	10	1	238	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Fév.	1810	Cons. de fam.	..	...	8	364	34	12	2	424	10	1	238	12	731	..	...	..	....
Cassat.	14	Fév.	1810	Aut. femm.	..	...	4	47	28	10	1	189	10	1	238	..	....	..	...	11	135
Paris.	15	Fév.	1810	Jug. par déf.	1	100	15	340	58	7	2	1231	10	2	119	..	....	..	...	11	141
Grenoble.	15	Fév.	1810	Enquête.	..	...	11	81	56	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Fév.	1810	Faux inc. civ.	1	147	14	368	31	10	1	171	10	1	125	8	408	26	513	11	139
Cassat.	15	Fév.	1810	Exploit.	1	145	13	40	12	10	1	206	10	1	112	..	....	27	7	11	84
Colmar.	16	Fév.	1810	Appel.	1	217	3	268	133	14	2	153	..	..	....	1	479	..	...	..	....
Grenoble.	16	Fév.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	136	116	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Fév.	1810	Arbitrage.	..	...	4	535	24	..	..	....	..	..	....	1	700	..	...	..	....
Liége.	19	Fév.	1810	Saisie immob.	..	...	20	213	216	10	2	272	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége	19	Fév.	1810	Ordre.	..	...	17	169	56	10	2	272	..	..	....	10	810	29	335	11	147
Décret.	20	Fév.	1810	Disciplinejud.	..	...	10	553	13	10	2	292	22	2	119	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Fév.	1810	Conciliation.	..	...	7	248	63	10	1	188	10	1	91	3	713	..	...	11	162
Limoges.	20	Fév.	1810	Jug. par déf.	1	270	15	342	60	..	..	....	22	2	119	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	21	Fév.	1810	Red de compt.	..	...	18	670	7	..	..	....	..	..	....	3	673	43	313	..	....
Paris.	21	Fév.	1810	Exploit.	..	...	13	145	144	7	2	922	10	1	327	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Fév.	1810	Trib. de com.	..	...	22	234	53	7	2	922	10	1	327	..	....	27	74	..	....
Paris.	22	Fév.	1810	Acquiescem.	..	...	1	143	57	..	..	....	..	..	....	1	118	31	243	..	....
Bruxelles.	25	Fév.	1810	Saisie immob.	2	47	20	209	213	10	2	248	..	..	....	11	838	..	...	..	....
Turin.	26	Fév.	1810	Exploit.	1	277	13	137	134	7	2	921	10	2	120	..	....	26	271	..	....
Besançon.	26	Fév.	1810	Interdiction.	..	...	14	672	28	..	..	....	..	..	....	9	539	..	...	..	....
Bruxelles.	26	Fév.	1810	Saisie immob.	..	...	20	238	237	10	2	248	..	..	....	11	707	9	336	11	170
Trèves.	26	Fév.	1810	Trib. de com.	2	53	22	235	54	10	2	223	..	..	....	2	405	30	523	..	....
Montpell.	26	Fév.	1810	Ordre.	1	272	17	170	57	15	2	206	..	..	....	10	830	..	...	..	....
Cassat.	27	Fév.	1810	Ordre.	..	...	17	172	59	..	..	....	..	..	....	10	849	..	...	..	....
Montpell.	28	Fév.	1810	Demand. nou.	1	275	9	85	36	14	2	391	..	..	....	4	792	..	...	..	....
Paris.	28	Fév.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	572	101	..	..	....	..	..	....	..	....	27	88	11	192
Orléans.	28	Fév.	1810	Jug. 2e part.	..	...	15	220	48	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	28	Fév.	1810	Saisie immob.	..	...	20	241	239	11	2	243	..	..	....	11	851	..	...	11	195
Montpell.	28	Fév.	1810	Jug. par déf.	1	347	15	289	11	..	..	....	..	..	....	9	747	..	...	..	....
Turin.	28	Fév.	1810	Appel.	..	...	3	266	129	11	2	454	12	2	3	1	476	..	...	11	197
Bruxelles.	1	Mars.	1810	Arbitrage.	..	...	4	560	40	10	2	397	9	1	231	1	715	..	...	11	204
Cassat.	1	Mars.	1810	Appel.	1	159	3	256	122	10	1	185	10	1	119	..	....	26	484	..	....
Paris.	1	Mars.	1810	Signification.	1	174	21	253	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Mars.	1810	Saisie immob.	1	174	20	242	241	..	..	....	..	..	....	11	821	..	...	..	....
Colmar.	2	Mars.	1810	Aut. femm.	..	...	5	48	29	11	2	190	11	2	189	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Mars.	1810	Exécut. prov.	..	...	12	...	29	11	2	165	..	..	....	..	....	30	109	..	....
Paris.	3	Mars.	1810	Eploit.	1	104	13	146	145	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Mars.	1810	Référé.	..	...	18	755	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Mars.	1810	Requête civile.	..	...	31	18	1005	..	..	....	..	..	....	11	604	26	503	..	....
Bruxelles.	5	Mars.	1810	Saisie immob.	..	...	..	243	242	13	2	365	11	2	74	11	669	30	175	11	213
Grenoble.	5	Mars.	1810	Conciliation.	..	...	7	214	37	10	2	134	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Mars.	1810	Enquête.	..	...	12	429	5	10	1	223	..	..	....	..	....	..	...	11	214
Cassat.	5	Mars.	1810	Appel.	..	...	3	274	134	10	1	223	10	1	146	1	513	27	116	11	214
Grenoble.	6	Mars.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	136	118	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	7	Mars.	1810	Appel.	..	...	3	275	135	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Mars.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	136	117	..	..	....	12	2	4	4	722	..	...	..	....
Grenoble.	8	Mars.	1810	Saisie-arrêt.	..	...	19	292	48	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Loi.	8	Mars.	1810	Saisie immob.	..	...	20	243	243	10	2	101	..	.	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Mars,	1810	Exécution.	1	176	12	567	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Mars.	1810	Exécution.	..	...	12	568	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Rennes.	9	Mars.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	487	55	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Mars.	1810	Cod. de p. civ.	1	106	6	670	10	10	2	189	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Agen.	12	Mars.	1810	Saisie immob	2	107	20	247	244	14	2	214	11	2	8	11	720	27	444	11	222
Cassat.	12	Mars.	1810	Surenchère.	1	75	21	409	68	10	1	208	10	1	141	11	774	27	129	..	....,
Paris.	13	Mars.	1810	Désaveu.	1	178	10	350	12	14	2	263	10	2	152	5	97	26	494	11	232
Rennes.	13	Mars.	1810	Qualités de j.	..	...	18	598	2	..	..	....	10	1	152	..,	....	..	...	..	....
Avis du C	13	Mars.	1810	Amende.	..	...	2	606	33	10	2	303	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	14	Mars.	1810	Trib. de com.	..	...	22	236	55	12	2	377	..	..	....	3	396	..	...	..	....
Cassat.	14	Mars.	1810	Tierce oppos.	1	238	21	538	40	10	1	219	..	..	....	12	495	..	...	..	....
Cassat.	14	Mars.	1810	Tribunaux.	1	235	22	51	73	10	1	207	10	1	143	3	319	..	...	11	241
Cassat.	14	Mars.	1810	Tribunaux.	1	305	22	53	75	10	1	250	10	1	215	3	319	29	90	11	234
Nimes.	16	Mars.	1810	Saisie immob.	2	55	..	248	245	..	..	....	10	2	90	11	752	..	...	11	253
Turin.	17	Mars.	1810	Saisie immob.	..	...	20	252	248	..	..	....	..	..	....	11	729	31	361	11	254
Colmar.	17	Mars.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	574	102	10	2	202	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	19	Mars.	1810	Interrogatoir.	..	...	14	718	22	..	..	....	..	..	....	..	....	30	560	..	....
Pau.	20	Mars.	1810	Appel.	..	...	3	96	37	10	2	255	10	1	135	1	483	27	92	11	267
Bourges.	20	Mars.	1810	Appel.	..	...	3	167	65	..	..	....	..	..	....	1	483	..	...	..	....
Avis du C.	20	Mars.	1810	Protêt.	1	353	18	559	6	10	2	167	8	2	75	..	....	..	...	..	....
Colmar.	20	Mars.	1810	Signification.	..	...	21	249	22	..	..	....	..	..	....	7	804	..	...	..	....
Paris.	20	Mars.	1810	Tierce oppos.	1	285	21	496	4	..	..	....	10	2	135	12	661	..	...	..	....
Cassat.	20	Mars	1810	Renvoi. et exc.	1	83	18	906	53	10	1	191	10	1	135	..	897	26	561	11	263
Besançon.	21	Mars	1810	Saisie immob.	..	...	20	170	179	..	..	....	..	..	....	11	749	..	...	..	....
Bruxelles.	22	Mars.	1810	Exécution.	..	...	12	568	39	10	2	333	24	2	10	..	....	34	533	11	272
Bruxelles.	22	Mars.	1810	Lic. et partag.	..	...	16	682	25	10	2	333	24	2	10	..	....	34	535	11	272
Rouen.	22	Mars.	1810	Exception.	2	376	12	470	52	11	2	64	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Mars.	1810	Amende.	..	...	2	607	33	..	..	....	..	..	....	1	585	..	...	11	274
Paris.	23	Mars.	1810	Enquête.	..	...	11	81	57	..	..	....	..	..	....	..	....	27	154	..	....
Cassat.	23	Mars.	1810	Tribunaux.	..	...	22	54	76	20	1	476	9	1	78	..	....	29	321	11	279
Colmar.	24	Mars.	1810	Appel.	..	...	3	115	46	12	2	378	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	24	Mars.	1810	Désaveu.	2	110	10	350	13	14	2	343	..	..	....	5	121	..	...	11	285
Agen.	26	Mars.	1810	Cons. de fam.	..	...	8	368	38	11	2	87	10	2	132	12	721	27	269	11	289
Riom.	26	Mars.	1810	Saisie immob.	1	99	..	230	231	15	2	165	..	..	....	11	827	..	...	11	287
Cassat.	28	Mars.	1810	Dépens.	..	...	9	189	45	10	1	240	10	1	207	9	680	27	149	11	305
Bruxelles.	28	Mars.	1810	Scellés et inv.	2	113	21	34	25	10	2	299	10	2	111	11	875	..	...	..	....
Colmar.	28	Mars.	1810	Caution.	..	...	6	542	13	10	2	288	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Mars.	1810	Serment.	2	20	21	213	21	10	1	226	10	1	235	11	951	..	...	11	297
Cassat.	28	Mars.	1810	Protêt.	..	...	18	560	7	10	1	236	..	..	....	..	....	27	145	11	293
Paris.	30	Mars.	1810	Saisie-arrêt.	1	181	19	284	39	15	2	14	..	11	637	..	....	..	...	..	....
Liége.	31	Mars.	1810	Appel.	2	373	3	276	137	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	2	Avril.	1810	Serment.	..	...	21	213	22	..	..	....	..	..	....	..	....	31	196	..	....
Rennes.	2	Avril.	1810	Acquiescem.	2	372	1	145	59	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Avril.	1810	Enquête.	..	...	11	82	58	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	2	Avril.	1810	Avoué.	2	233	5	286	36	10	2	369	10	2	130	..	....	..	...	11	308
Riom.	3	Avril.	1810	Acquiescem.	..	...	1	147	61	11	2	314	..	..	....	1	102	..	...	11	311
Orléans.	4	Avril.	1810	Enquête.	2	376	11	83	59	..	..	....	..	..	....	..	....	26	524	..	....
Lyon.	4	Avril.	1810	Lic. et partag.	..	...	16	683	26	2	2	321	..	..	....	12	521	..	...	11	319
Bruxelles.	4	Avril.	1810	Saisie immob.	..	...	20	254	250	..	..	....	..	..	....	11	711	27	415	11	312
Rennes.	4	Avril.	1810	Saisie immob.	2	383	20	254	251	15	2	10	..	..	....	11	720	..	...	..	....
Nimes.	4	Avril.	1810	Saisie immob.	..	...	20	170	179	14	2	73	10	2	89	11	748	..	...	..	....
Agen.	4	Avril.	1810	Saisie immob	2	158	20	176	180	14	2	281	..	..	....	11	840	..	...	11	321
Cassat.	4	Avril.	1810	Exception.	..	...	12	473	54	10	1	218	10	1	162	..	....	27	83	11	314
Cassat.	5	Avril.	1810	Tierce oppos.	..	...	21	538	40	11	1	1	..	..	....	12	662	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Avril.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	470	14	10	2	287	11	2	96	3	766	27	220	11	327
Rennes.	7	Avril.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	488	55	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	9	Avril.	1810	Surenchère.	..	...	21	388	35	..	..	....	11	2	210	11	784	..	...	11	336
Rennes.	10	Avril.	1810	Jug. par déf.	..	...	15	343	61	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Avril.	1810	Cess. de biens.	1	161	6	628	16	10	1	233	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Avril.	1810	Tierce oppos.	..	...	21	541	41	..	..	....	..	..	....	12	648	31	455	..	....
Paris.	10	Avril.	1810	Exploit.	..	...	13	147	146	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Avril.	1810	Ordre.	2	374	17	175	61	11	2	449	..	..	....	..	....	31	210	..	....
Bruxelles.	11	Avril.	1810	Actes respect.	..	...	1	269	17	10	2	304	..	..	....	..	....	27	286	..	....
Bordeaux.	11	Avril.	1810	Saisie immob.	..	...	20	197	202	11	2	87	11	2	173	..	....	..	...	11	350
Bruxelles.	11	Avril.	1810	Appel.	..	...	3	276	138	11	2	449	..	..	....	7	406	..	...	..	....
Paris.	11	Avril.	1810	Exécution.	1	324	12	563	34	14	2	216	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Avril.	1810	Jug. 1re part.	1	241	15	85	87	10	1	234	..	..	....	..	....	..	...	11	364
Cassat.	12	Avril.	1810	Jug. 2e part.	1	166	15	210	37	10	1	274	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	12	Avril.	1810	Saisie immob.	..	...	..	255	253	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	13	Avril.	1810	Saisie immob.	..	...	20	256	254	..	..	....	..	..	....	11	820	..	...	..	....
Paris.	13	Avril.	1810	Compromis.	2	80	7	63	30	..	..	....	..	..	....	1	605	..	...	11	370
Toulouse.	14	Avril.	1810	Saisie-arrêt.	..	...	9	297	49	15	2	172	..	..	....	11	632	..	...	11	383
Orléans.	14	Avril.	1810	Arbitrage.	..	...	14	565	43	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Avril	1810	Demand. nou.	..	...	9	86	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Pau.	16	Avril.	1810	Cess. de biens.	2	382	6	631	17	10	2	236	10	2	75	10	592	27	191	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A éd. v.	p.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. edit. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Cassat.	17	Avril.	1810	Red. de compt.	..	...	18	670	8	11	1	119	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Avril.	1810	Enquête.	2	376	11	42	16	..	..	....	10	4	209	..	....	..	...	..	....
Turin.	18	Avril.	1810	Tribunaux.	2	162	22	56	77	..	..	....	10	2	153	3	310	..	...	..	....
Cassat	18	Avril.	1810	Jug. 1re part.	1	306	15	86	88	10	1	243	10	1	209	..	....	..	...	11	392
Cassat.	19	Avril.	1810	Just. de paix.	..	...	16	606	68	10	1	228	10	1	194	..	....	27	566	11	895
Loi.	20	Avril.	1810	Discipline jud.	..	...	10	535	10	10	2	169	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Avril.	1810	Surenchère.	..	...	21	398	48	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Avril.	1810	Sép. de corps.	..	...	21	150	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin	24	Avril.	1810	Exploit.	2	241	13	164	172	14	2	190	..	..	....	7	741	..	...	11	406
Bruxelles.	26	Avril.	1810	Appel.	..	...	3	251	120	14	2	44	8	2	20	1	440	42	275	11	414
Rennes.	26	Avril.	1810	Exception.	..	...	12	474	55	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liege.	29	Avril.	1810	Saisie immob	..	...	..	257	255	..	..	....	..	..	....	11	702	..	...	..	....
Besançon.	30	Avril.	1810	Desistement.	..	...	10	442	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Limoges.	30	Avril.	1810	Appel.	2	373	3	270	139	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	1	Mai.	1810	Interrogatoir.	..	...	24	717	....	..	..	....	23	2	24	9	580	27	509	..	....
Paris.	1	Mai.	1810	Saisie immob	1	326	20	220	219	15	2	168	23	2	24	..	....	27	11	11	429
Toulouse.	2	Mai.	1810	Renvoi et exc.	..	...	18	909	55	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Mai.	1810	Dépens.	1	315	9	190	46	10	1	242	10	1	208	9	683	27	149	11	307
Cassat.	2	Mai.	1810	Ordre.	1	311	17	175	62	10	1	244	10	1	192	..	....	29	102	11	435
Rennes.	3	Mai.	1810	Trib. de com.	2	375	22	238	57	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	[illegible]
Paris.	3	Mai.	1810	Requête civile.	..	...	18	1009	37	..	..	....	..	..	....	11	605	27	199	..	....
Colmar.	5	Mai.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	137	119	..	..	....	..	..	....	..	....	27	366	..	....
Turin.	5	Mai.	1810	Cons. de fam.	..	...	8	370	40	11	2	37	11	2	34	12	714	27	557	..	....
Turin	6	Mai.	1810	Saisie immob.	2	382	20	213	216	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Mai.	1810	Délibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Mai.	1810	Cess. de biens.	..	...	6	633	18	7	2	973	..	..	....	10	592	..	...	11	454
Montpell.	8	Mai.	1810	Appel.	2	373	3	181	73	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	8	Mai.	1810	Saisie immob.	..	...	..	258	258	..	..	....	..	..	....	11	717	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Mai.	1810	Execution.	..	...	12	569	40	7	2	973	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Mai.	1810	Enregistrem.	..	...	11	293	75	10	1	491	8	1	205	7	380	..	...	11	448
Cassat.	8	Mai.	1810	Sép. de corps.	1	317	21	150	29	10	1	229	10	1	204	11	907	27	193	11	445
Montpell.	9	Mai.	1810	Tribunaux.	2	172	22	58	78	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Mai.	1810	Intervention.	..	...	14	750	17	..	..	....	10	2	120	9	594	27	463	11	456
Rennes.	9	Mai.	1810	Agrée.	..	...	2	548	1	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Mai.	1810	Enquête.	2	377	11	85	62	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Mai.	1810	Surenchère.	..	...	21	389	36	..	..	....	..	..	....	11	784	..	...	..	....
Aix.	9	Mai.	1810	Appel.	2	374	3	277	140	10	2	257	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	9	Mai.	1810	Renvoi et exc.	..	...	18	911	56	12	2	415	..	..	....	3	307	..	...	..	....
Paris.	9	Mai.	1810	Avoué.	2	22	5	288	38	..	..	....	..	..	....	..	....	29	328	..	....
Paris.	10	Mai.	1810	Signification.	..	...	19	254	26	15	2	146	..	..	....	11	758	27	203	..	....
Paris.	10	Mai.	1810	Saisie immob.	2	83	20	260	262	15	2	146	11	2	9	11	728	29	10	11	461
Orléans.	10	Mai.	1810	Saisie-exécut.	..	...	19	425	40	..	..	....	..	..	....	..	....	31	217	..	....
Bruxelles.	10	Mai.	1810	Saisie immob.	2	384	20	263	265	..	..	....	..	..	....	11	836	31	439	11	458
Bruxelles.	12	Mai.	1810	Saisie immob.	2	385	20	266	270	15	2	170	11	2	10	11	676	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Mai.	1810	Saisie immob.	2	385	20	266	269	15	2	170	11	2	10	11	676	..	...	..	....
Turin.	14	Mai.	1810	Trib. de com.	..	...	22	238	58	11	2	50	11	2	43	6	619	29	139	11	479
Paris.	14	Mai.	1810	Faux inc. civ.	2	24	14	350	19	14	2	305	..	..	....	8	424	..	...	..	....
Montpell.	15	Mai.	1810	Expertise.	2	175	12	695	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	16	Mai.	1810	Off. réel. et c.	..	...	17	31	25	10	2	322	10	1	262	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Mai.	1810	Saisie-arrêt.	2	27	19	298	50	15	2	32	..	..	....	..	....	32	114	..	....
Cassat.	17	Mai.	1810	Jug. 1re part.	..	...	15	86	90	7	2	1004	..	..	....	9	220	..	...	..	....
Rouen.	17	Mai.	1810	Enquête.	..	...	11	49	21	..	..	....	13	2	31	..	....	..	...	..	....
Riom.	17	Mai.	1810	Peremption.	..	...	18	423	17	11	2	314	..	..	....	11	178	..	...	..	....
Cassat.	18	Mai.	1810	Enquête.	..	...	11	91	70	..	..	....	..	..	....	6	879	..	...	..	....
Rennes.	18	Mai.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	137	120	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	18	Mai.	1810	Sép. de corps.	..	...	21	131	9	..	..	....	..	..	....	11	905	27	250	11	487
Cassat.	18	Mai.	1810	Tierce oppos.	..	...	21	591	5	10	1	265	..	..	....	12	653	..	...	..	....
Florence.	19	Mai.	1810	Appel.	..	...	3	236	114	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Mai.	1810	Signification.	..	...	21	255	27	..	..	....	..	..	....	..	....	31	341	..	....
Besançon.	21	Mai.	1810	Exploit.	..	...	13	147	148	..	..	....	11	2	88	7	746	..	...	..	....
Bruxelles.	21	Mai.	1810	Jug. par déf.	2	375	15	302	30	..	..	....	11	2	88	9	719	29	222	11	503
Bruxelles.	21	Mai.	1810	Interdiction.	..	...	14	669	26	..	..	....	9	2	109	9	543	..	...	..	....
Cassat.	22	Mai.	1810	Régl. de juges	..	...	18	816	26	10	1	248	10	1	205	..	....	27	230	..	....
Paris.	23	Mai.	1810	Ordre.	2	31	17	178	63	15	2	170	10	2	128	3	304	..	...	11	510
Bruxelles.	23	Mai.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	138	121	..	..	....	12	2	4	4	723	..	...	..	....
Bruxelles.	24	Mai.	1810	Lic. et partag.	2	381	16	684	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Mai.	1810	Désistement.	2	235	10	450	13	14	2	350	..	..	....	5	153	..	...	11	629
Bruxelles.	26	Mai.	1810	Saisie exécut.	..	...	19	427	42	11	2	50	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Mai.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	..	..	....	..	..	....	1	762	27	253	..	....
D. du m. j.	28	Mai.	1810	Jug. 1re part.	2	371	15	87	91	14	2	200	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Mai.	1810	Exception.	..	...	12	476	58	10	1	281	10	1	265	..	....	27	247	11	546
Bruxelles.	30	Mai.	1810	Arbitrage.	..	...	4	560	40	16	2	84	9	2	31	1	715	..	...	..	....
Cassat.	30	Mai.	1810	Jug. 1re part	2	3	15	87	92	10	1	281	..	..	....	9	356	..	...	11	546
Bruxelles.	30	Mai.	1810	Cons. de fam.	..	...	8	371	41	10	2	397	10	2	131	..	....	..	...	11	533

COURS, LOIS, ETC.	JOURS	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle édit v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ Anc. édit v.	p.	p.	Nle éd v.	p.	PALAIS. A. ed. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Paris.	1	Juin.	1810	Cont. p. corps.	2	34	8	575	103	15	2	195	..	..	....	3	816	27	285	..	....
Paris.	2	Juin.	1810	Saisie immob	..	...	20	162	169	..	..	....	12	2	19	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Juin.	1810	Cassation.	..	...	6	471	58	..	..	....	..	..	....	2	355	..	...	..	....
Paris.	5	Juin.	1810	Aut. femm.	2	289	5	49	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	6	Juin.	1810	Saisie immob.	..	...	20	213	216	10	2	281	10	1	278	..	....	..	...	11	573
Cassat.	6	Juin.	1810	Demand. nou	2	10	9	87	38	10	1	290	10	1	278	..	....	27	337	..	....
Cassat.	7	Juin.	1810	Evocation.	2	13	12	388	7	10	1	270	10	1	255	..	....	27	305	..	....
Cassat.	7	Juin.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	11	1	35	10	1	549	4	635	29	181	11	578
Paris.	7	Juin.	1810	Cont. p. corps	2	25	8	577	104	7	2	876	10	2	168	3	798	27	299	11	579
Bourges.	7	Juin.	1810	Ordre.	..	...	17	179	64	..	..	....	10	1	255	10	849	..	...	..	....
Toulouse.	7	Juin.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	497	62	..	..	....	10	1	255	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Juin.	1810	Appel.	..	...	3	156	59	..	..	....	10	1	255	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Juin.	1810	Jug. 1re part.	..	...	15	89	93	10	1	289	10	1	269	9	611	27	353	..	....
Bourges.	11	Juin.	1810	Saisie immob	..	...	20	176	180	..	..	....	..	..	....	11	841	..	...	..	....
Cassat.	12	Juin.	1810	Requête civ.	..	...	18	1010	39	10	1	293	10	1	268	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Juin.	1810	Execution.	2	65	12	769	41	10	1	317	10	1	297	..	....	..	...	11	589
Cassat.	12	Juin.	1810	Ress. 1er et d	..	...	19	107	73	..	..	....	..	..	....	4	720	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Juin.	1810	Tribunaux	..	...	22	59	79	11	2	117	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	13	Juin.	1810	Jug. par def.	..	...	15	301	28	14	2	208	..	..	....	9	716	29	253	11	591
Florence.	15	Juin.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	139	122	..	..	....	..	..	....	4	666	..	...	11	596
Cassat.	16	Juin.	1810	Action.	2	129	2	391	34	11	1	164	10	1	367	..	....	27	465	11	599
Cassat.	16	Juin.	1810	Interdiction.	..	...	14	670	27	11	1	6	10	1	367	..	....	..	...	..	....
Paris.	18	Juin.	1810	Saisie-arrêt.	2	138	19	299	51	14	2	420	..	..	....	..	....	..	...	11	602
Bruxelles.	18	Juin.	1810	Exploit.	..	...	13	150	152	10	2	398	8	1	382	..	....	27	525	..	....
Cassat.	18	Juin.	1810	Cassation.	..	...	6	472	59	10	1	293	8	1	267	2	341	31	[illegible]	..	....
Rennes.	18	Juin.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	139	123	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Juin.	1810	Trib. de com.	2	69	22	239	59	10	1	318	10	1	317	..	....	27	279	11	606
Cassat.	20	Juin.	1810	Trib. de com.	2	72	22	241	60	10	1	313	8	1	299	6	572	27	417	11	612
Cassat.	20	Juin.	1810	Greffier.	2	194	14	509	24	10	1	347	8	1	369	7	482	27	483	11	610
Cassat.	20	Juin.	1810	Amende.	..	...	2	607	34	..	..	....	..	..	....	1	374	..	...	..	....
Liege.	21	Juin.	1810	Exploit.	..	...	13	131	129	..	..	....	..	..	....	7	749	..	...	..	....
Rennes.	21	Juin.	1810	Renvoi et exc	..	...	18	912	57	..	..	....	10	1	333	..	749	..	...	..	....
Besançon.	21	Juin.	1810	Saisie immob	..	...	20	36	48	12	2	8	11	2	122	11	749	32	389	11	617
Turin.	22	Juin.	1810	Interdiction.	..	...	14	668	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	22	Juin.	1810	Saisie immob.	2	238	..	271	272	..	..	....	..	..	....	11	843	..	...	..	....
Florence.	23	Juin.	1810	Expertise.	..	...	12	696	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	23	Juin.	1810	Jug. par def.	2	281	15	323	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	23	Juin.	1810	Conciliation.	..	...	7	250	64	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	23	Juin.	1810	Dépens.	..	...	9	192	47	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Juin.	1810	Requête civile	..	...	18	1011	40	..	..	....	..	..	....	..	....	27	345	..	....
Paris.	23	Juin.	1810	Jug. par def.	2	142	15	343	62	14	2	212	..	..	....	9	738	..	...	..	....
Turin.	25	Juin.	1810	Enquête.	2	377	11	85	63	13	2	286	13	2	25	6	856	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Juin.	1810	Exploit.	..	...	13	194	210	..	..	....	..	..	....	7	765	..	...	..	....
Cassat.	25	Juin.	1810	Arbitrage	..	...	4	499	8	..	..	....	..	..	....	1	672	..	...	..	....
Rennes.	25	Juin.	1810	Arbitrage.	..	...	4	566	44	..	..	....	..	..	....	1	679	..	...	..	....
Bourges.	25	Juin.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	25	Juin.	1810	Dépens.	..	...	9	194	48	12	2	417	11	2	84	12	703	27	571	..	....
Paris.	27	Juin.	1810	Appel.	2	144	3	277	141	15	2	11	..	..	....	1	502	27	349	11	631
Paris.	27	Juin.	1810	Cont. p. corps.	2	144	8	579	105	11	2	486	12	2	78	5	733	27	359	11	631
Cassat.	27	Juin.	1810	Matières som.	2	197	16	724	10	10	1	349	10	1	382	10	384	27	468	11	629
Cassat.	27	Juin.	1810	Jug. 2e part.	2	257	15	220	49	10	1	380	10	1	450	..	....	..	...	..	....
Bourges.	27	Juin.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	139	124	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles	27	Juin.	1810	Exploit.	..	...	13	148	150	..	..	....	..	..	....	7	790	..	...	..	....
Rouen.	28	Juin.	1810	Ordre.	..	...	17	129	25	10	2	509	10	2	143	..	....	31	227	..	....
Bruxelles.	28	Juin.	1810	Trib. de com	..	...	22	212	37	10	2	394	8	1	382	..	....	27	[illegible]	..	....
Cassat.	28	Juin.	1810	Intervention.	2	379	14	751	18	11	1	28	10	1	503	..	....	..	...	27	642
Paris	29	Juin.	1810	Tribunaux.	2	149	22	60	80	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	29	Juin.	1810	Tierce oppos.	..	...	21	538	40	..	..	....	..	..	....	12	692	..	...	..	....
Florence.	30	Juin.	1810	Exploit.	..	...	13	151	153	..	..	....	..	..	....	7	821	..	...	..	....
Bruxelles.	2	Juill.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	140	125	..	..	....	12	2	5	4	673	..	...	..	....
Liege.	2	Juill.	1810	Exploit.	..	...	13	153	155	12	2	2	..	..	....	..	....	32	221	11	650
Rennes	2	Juill.	1810	Intervention.	..	...	14	752	19	..	..	....	11	2	108	9	592	..	...	..	....
Turin.	2	Juill.	1810	Saisie immob	2	335	20	273	274	..	..	....	11	1	108	11	737	..	...	..	....
Gênes.	2	Juill.	1810	Exploit.	..	...	13	153	154	11	2	209	11	2	108	..	....	..	...	11	648
Gênes.	2	Juill.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	472	40	11	2	209	11	2	108	..	....	..	...	..	[illegible]
Paris.	2	Juill.	1810	Saisie immob.	2	152	20	107	114	..	..	....	11	2	108	11	843	..	...	..	....
Cassat.	3	Juill.	1810	Tierce oppos.	2	132	21	493	2	10	1	345	..	..	....	12	671	29	110	11	655
Cassat.	3	Juill.	1810	Regl. de juges.	2	261	18	818	29	20	1	508	10	1	456	8	251	..	...	..	....
Paris.	4	Juill.	1810	Ordre.	..	...	17	179	65	..	..	....	..	..	....	10	852	29	183	..	....
Colmar.	4	Juill.	1810	Saisie-exécut.	2	306	19	425	40	11	2	32	..	..	....	11	640	29	255	11	657
Aix.	4	Juill.	1810	Tierce oppos.	..	...	21	542	42	12	2	31	..	..	....	12	659	..	...	..	....
Cassat.	4	Juill.	1810	Off. réel. et c.	..	...	17	32	26	10	1	376	..	..	....	10	477	27	513	..	....
Bruxelles.	5	Juill.	1810	Ordre.	..	...	17	180	66	..	..	....	..	..	....	10	844	..	...	..	....
Paris.	5	Juill.	1810	Arbitrage.	..	...	4	566	45	14	2	141	11	2	8	1	705	31	177	11	659

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p	v.	p	v.	p.
Décret.	6	Juill.	1810	Huissier.	2	62	14	578	39	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	6	Juill.	1810	Discipl. jud.	..	...	10	542	11	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	6	Juill.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Juill.	1810	Référé.	..	...	18	755	18	..	..	....	..	..	....	11	550	27	364	..	....
Agen.	9	Juill.	1810	Appel.	..	...	3	219	102	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Juill.	1810	Exécut. prov.	..	...	12	...	30	..	..	....	..	..	....	9	650	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Juill.	1810	Saisie-arrêt.	..	...	19	300	53	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	11	670
Paris.	11	Juill.	1810	Exploit.	2	154	13	137	134	..	..	....	12	2	5	4	681	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill.	1810	Avocat.	..	...	4	170	27	17	2	313	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Juill.	1810	Exécution.	..	...	12	570	42	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill.	1810	Dépens.	..	...	9	196	50	10	1	329	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Juill.	1810	Appel.	3	37	3	198	90	14	2	108	..	..	....	..	....	..	...	11	676
Cassat.	12	Juill.	1810	Péremption.	2	200	18	424	18	10	1	368	10	1	402	11	185	27	504	11	673
Cassat.	12	Juill.	1810	Serment.	2	18	21	213	21	10	1	329	50	1	371	..	....	27	436	11	679
Paris.	13	Juill.	1810	Demande nou.	2	291	9	88	39	..	..	....	10	1	427	..	....	..	...	..	....
Riom.	13	Juill.	1810	Enquête.	..	...	11	89	66	..	..	....	10	1	427	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Juill.	1810	Action.	..	...	2	393	36	..	..	....	10	1	427	..	....	..	...	..	....
Trib. acq.	14	Juill.	1810	Compromis.	..	...	7	38	9	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	14	Juill.	1810	Saisie immob.	3	42	20	275	278	11	2	41	11	2	11	11	684	29	351	11	687
Trèves.	16	Juill.	1810	Demande nou.	..	...	9	61	14	11	2	257	..	..	....	4	745	30	43	..	....
Montpell.	16	Juill.	1810	Cod. de p. civ.	2	178	6	688	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Juill.	1810	Intervention.	..	...	14	753	22	..	..	....	..	..	....	9	582	29	40	..	....
Cassat.	16	Juill.	1810	Cons de fam.	..	...	8	372	42	10	1	355	10	1	375	..	....	27	536	11	893
Cassat.	17	Juill.	1810	Conciliation.	2	77	7	252	65	10	1	327	10	1	334	3	721	27	433	11	704
Cassat.	17	Juill.	1810	Cont. p. corps.	2	135	8	579	107	10	1	370	10	1	349	3	809	27	388	11	707
Cassat.	17	Juill.	1810	Trib. de com.	..	...	22	243	61	..	..	....	10	1	336	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	18	Juill.	1810	Cons. de fam.	..	...	8	373	43	11	2	433	11	2	15	12	726	29	330	..	....
Décret.	19	Juill.	1810	Avoué.	2	188	5	60	40	15	2	43	10	2	139	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Juill.	1810	Red. de compt.	..	...	18	672	9	..	..	....	..	..	....	3	678	27	489	..	....
Paris.	21	Juill.	1810	Saisie-arrêt.	..	...	19	301	54	..	..	....	..	..	....	..	....	27	414	..	....
Cassat.	21	Juill.	1810	Huissier.	3	193	14	555	16	11	1	69	11	1	143	..	....	29	545	..	....
Grenoble.	22	Juill.	1810	Ordre.	..	...	17	181	67	..	..	....	..	..	....	10	826	..	...	..	....
Trèves.	23	Juill.	1810	Signification.	..	...	21	256	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Juill.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	497	63	..	..	....	..	..	....	..	....	27	506	11	660
Trèves.	23	Juill.	1810	Protêt.	..	...	18	562	8	11	2	467	..	..	....	..	....	29	541	..	....
Montpell.	23	Juill.	1810	Appel.	3	39	3	157	59	15	2	14	..	..	....	..	....	..	...	11	728
Bruxelles.	23	Juill.	1810	Avocat.	2	339	4	171	28	14	2	404	..	..	....	..	....	..	...	11	724
Colmar.	24	Juill.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	498	64	..	..	....	..	..	....	1	751	..	...	..	....
Rennes.	24	Juill.	1810	Appel.	..	...	3	282	144	14	2	134	..	..	....	7	719	..	...	..	....
Rennes.	24	Juill.	1810	Aut. femm.	..	...	5	51	31	14	2	134	..	..	....	1	257	..	...	..	....
Turin.	24	Juill.	1810	Demande nou.	..	...	9	89	40	11	2	51	..	..	....	4	793	..	...	..	....
Grenoble.	24	Juill.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	542	74	..	..	....	..	..	....	1	257	..	...	..	....
Cassat.	24	Juill.	1810	Action.	..	...	2	395	37	10	1	334	10	1	413	1	257	..	...	..	....
Montpell.	24	Juill.	1810	Acquiescem.	3	41	1	148	62	10	1	334	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Juill.	1810	Avoué.	..	...	5	292	41	..	..	....	..	..	....	1	257	..	...	..	....
Rennes.	25	Juill.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	488	55	12	2	404	..	..	....	..	....	..	...	11	738
Grenoble.	25	Juill.	1810	Demand. nou.	..	...	9	90	42	11	2	377	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	25	Juill.	1810	Enquête.	..	...	11	90	67	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	26	Juill.	1810	Appel.	..	...	3	62	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Let. m. j.	26	Juill.	1810	Saisie immob.	..	...	20	276	280	10	2	373	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Juill.	1810	Acquiescem.	..	...	1	149	63	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Juill.	1810	Discipline jud.	..	...	10	552	12	11	1	34	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	27	Juill.	1810	Trib. de com.	..	...	22	245	63	11	2	468	10	2	113	3	362	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Juill	1810	Protêt.	..	...	18	564	10	14	2	76	11	2	5	6	714	..	...	..	....
Cassat.	28	Juill.	1810	Exploit.	..	...	13	118	113	..	..	....	11	2	5	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Juill.	1810	Exécution.	..	...	12	570	43	11	1	91	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	30	Juill.	1810	Référé.	..	...	18	756	19	15	2	197	..	..	....	11	543	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1810	Acquiescem.	..	...	1	150	63	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	31	Juill.	1810	Aut. femm.	3	46	5	30	14	11	2	206	11	2	190	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1810	Exploit.	..	...	13	155	156	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	31	Juill.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	140	126	..	..	....	12	2	5	4	670	..	...	11	671
Rennes.	31	Juill.	1810	Exception.	..	...	12	447	25	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1810	Exception.	..	...	12	478	59	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	1	Août.	1810	Appel.	..	...	27	285	....	11	2	225	9	2	130	1	145	26	9	..	....
Cassat.	1	Août.	1810	Avoué.	2	203	5	66	43	14	1	81	10	1	432	2	213	..	...	11	746
Rouen.	1	Août.	1810	Exploit.	3	215	13	100	88	14	2	132	23	2	121	7	794	29	126	11	751
Rennes.	1	Août.	1810	Appel.	..	...	3	83	35	14	2	368	11	2	130	1	537	..	...	11	748
Angers.	1	Août.	1810	Aut. femm.	..	...	5	33	17	14	2	144	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Août.	1810	Exploit.	..	...	13	106	96	..	..	....	23	2	121	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Août.	1810	Trib. de com.	..	...	22	246	64	14	2	146	..	..	....	..	....	27	540	11	745
Cassat.	2	Août.	1810	Appel.	..	...	3	283	145	11	1	118	..	..	....	1	551	..	...	..	....
Bourges.	2	Août.	1810	Expertise.	..	...	12	697	34	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	3	Août.	1810	Discipline jud.	2	251	10	553	13	10	2	369	10	2	154	..	....	..	...	..	....
Paris.	4	Août.	1810	Ordre.	..	...	17	182	68	..	..	....	..	..	....	10	834	31	193	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle edit.			SIREY.			DALLOZ Anc. édit.			DALLOZ Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p	v.	p.
Montpell.	6	Août.	1810	Référé.	..	...	18	751	11	15	2	198	23	2	137	11	548	..	...	11	760
Paris.	6	Août.	1810	Compromis.	2	243	7	65	32	16	2	82	9	2	29	1	664	27	439	..	....
Paris.	7	Août.	1810	Sép. de corps.	..	...	21	125	2	..	..	....	..	..	....	11	886	29	55	11	634
Turin.	8	Août.	1810	Exécution.	3	97	12	562	31	14	2	422	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	8	Août.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	116	85	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	8	Aout.	1810	Sép. de corps.	..	...	21	151	30	..	..	....	..	..	....	11	907	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Août.	1810	Appel.	3	49	3	286	148	14	2	76	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	10	Août.	1810	Appel.	3	217	3	136	52	..	..	....	11	2	88	..	....	29	141	11	772
Treves.	10	Août.	1810	Jug. par déf.	..	...	15	344	63	11	2	224	10	2	146	9	748	30	140	11	769
Montpell.	13	Août.	1810	Saisie-exécut.	2	350	21	412	21	..	..	....	..	..	....	11	652	..	...	..	....
Paris.	13	Août.	1810	Saisie immob.	2	213	20	276	281	15	2	166	..	..	....	11	876	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1810	Action.	..	...	2	404	39	10	1	333	10	1	412	1	252	..	...	11	735
Bruxelles.	14	Août.	1810	Huissier.	3	51	14	579	40	11	2	86	11	2	152	9	755	..	...	..	....
Douai.	16	Août.	1810	Surenchère.	2	246	19	389	37	11	2	83	10	2	122	11	785	29	155	11	776
Florence.	16	Août.	1810	Requête civile.	..	...	18	1011	14	15	2	34	..	..	....	11	605	..	...	..	....
Paris.	17	Août.	1810	Exploit.	2	219	13	156	151	14	2	128	..	..	....	7	739	..	...	..	....
Paris.	17	Août.	1810	Licit. et part.	..	...	16	684	28	11	2	442	12	2	90	12	505	31	201	11	779
Turin.	18	Août.	1810	Vérific. d'écr.	..	...	22	425	19	11	2	149	9	2	66	5	668	30	186	..	....
Avis du C.	18	Août.	1810	Amende.	2	253	2	608	35	11	2	14	9	2	47	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Août.	1810	Exploit.	..	...	13	40	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Dijon.	18	Août.	1810	Jug. par déf.	..	...	15	346	65	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	20	Août.	1810	Jug. par def.	2	354	15	347	66	13	2	283	..	..	....	9	754	30	446	11	788
Bruxelles.	20	Août.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	554	85	11	2	69	9	2	163	3	818	..	...	..	....
Paris.	20	Août.	1810	Référé.	..	...	18	757	21	..	..	....	..	..	....	11	543	29	70	..	....
Riom.	20	Août.	1810	Ordre.	..	...	17	184	71	14	2	270	12	2	11	10	841	..	...	..	....
Paris.	21	Août.	1810	Off. réel. et c.	..	...	17	33	27	14	2	238	11	2	77	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Août.	1810	Saisie immob.	..	...	20	279	284	14	2	196	11	2	77	11	725	31	476	..	....
Bruxelles.	21	Août.	1810	Ordre.	3	165	17	188	72	15	2	192	11	2	77	..	....	29	558	..	....
Cassat.	21	Août.	1810	Jug. 1re part.	..	...	15	90	95	11	2	272	11	2	77	..	....	29	33	..	....
Bruxelles.	21	Août.	1810	Exploit.	..	...	13	157	160	15	2	192	11	2	77	..	....	..	...	..	....
Pau.	21	Août.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	70	40	14	2	92	11	2	77	..	....	..	...	..	....
Lyon.	22	Août.	1810	Amende.	..	...	2	570	7	..	..	....	11	2	50	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	22	Août.	1810	Amende.	2	368	2	608	35	11	2	14	11	2	50	7	424	..	...	..	....
Bruxelles.	22	Août.	1810	Arbitrage.	3	52	4	568	46	14	2	43	..	..	....	1	689	29	447	..	....
Rennes.	22	Août.	1810	Exploit.	3	347	13	158	161	14	2	128	11	2	50	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	23	Août.	1810	Saisie immob.	3	99	20	230	231	15	2	165	11	2	163	11	828	30	31	11	800
Cassat.	23	Août.	1810	Récusation.	..	...	18	629	14	11	1	27	10	1	553	11	535	29	197	..	....
Paris.	23	Août.	1810	Surenchère.	2	222	21	391	39	15	2	157	10	1	458	11	767	..	...	..	....
Cassat.	24	Août.	1810	Faux inc. civ.	..	...	14	362	28	..	..	....	..	..	....	8	451	..	...	..	....
Turin.	24	Août.	1810	Enquête.	..	...	11	90	68	14	2	253	..	..	....	6	859	32	275	11	804
Paris.	24	Août.	1810	Serment.	2	293	21	205	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	24	Août.	1810	Saisie-exécut.	2	357	19	424	38	12	2	29	11	2	25	7	352	29	527	..	....
Paris.	24	Août.	1810	Désistement.	2	293	10	442	10	14	2	54	..	..	....	5	155	..	...	..	....
Nîmes.	24	Août.	1810	Appel.	..	...	3	261	124	12	2	29	13	2	25	..	....	29	527	11	801
Paris.	24	Août.	1810	Exploit.	2	229	13	31	9	14	2	129	..	..	....	7	783	29	527	11	809
Bruxelles.	25	Août.	1810	Red. de compt.	..	...	18	674	10	11	2	122	12	2	93	..	....	32	300	..	....
Paris.	25	Août.	1810	Off. réel. et c.	..	...	17	33	28	14	2	240	..	..	....	10	577	31	417	..	....
Bordeaux.	25	Août.	1810	Aut. femm.	..	...	5	52	34	11	2	185	11	2	189	10	127	..	...	..	....
Besançon.	25	Août.	1810	Interdiction.	..	...	14	673	31	11	2	336	11	2	55	9	531	..	...	11	811
Paris.	25	Août.	1810	Exploit.	..	...	13	137	134	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Août.	1810	Jug. par déf.	..	...	15	372	110	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Riom.	27	Août.	1810	Faux inc. civ.	..	...	14	350	19	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Août.	1810	Acquiescem.	..	...	1	150	65	14	1	61	..	..	....	1	136	..	...	11	825
Cassat.	28	Août.	1810	Exploit.	2	273	13	40	12	10	1	384	10	1	477	7	784	..	...	11	830
Rennes.	28	Août.	1810	Dépens.	..	...	9	196	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	28	Août.	1810	Surenchère.	..	...	21	393	41	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	28	Août.	1810	Conciliation.	..	...	7	255	66	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	29	Août.	1810	Licit. et part.	..	...	16	684	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	29	Août.	1810	Red. de compt.	..	...	18	675	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Août.	1810	Appel.	3	101	3	289	150	14	2	378	11	2	72	..	....	30	223	11	835
Paris.	30	Août.	1810	Recusation.	3	28	18	630	15	..	..	....	11	2	72	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Août.	1810	Demande nou.	2	296	9	91	43	14	2	319	11	2	72	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Août.	1810	Trib. de com.	3	308	22	247	65	..	..	....	11	2	72	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Août.	1810	Saisie-arrêt.	..	...	19	292	48	15	2	109	..	..	....	..	....	29	250	11	833
Cassat.	30	Août.	1810	Renvoi et exc.	..	...	18	855	4	11	1	144	11	2	72	11	498	..	...	..	....
Colmar.	31	Août.	1810	Appel.	2	249	3	242	118	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Août.	1810	Tribunaux.	..	...	22	85	110	11	1	136	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Août.	1810	Jug. par def.	..	...	15	348	68	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	31	Août.	1810	Enquête.	..	...	11	91	69	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Août.	1810	Plaid. et déf.	..	...	18	524	3	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Août.	1810	Licit. et part.	..	...	16	684	30	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	31	Août.	1810	Caution.	..	...	6	553	21	14	2	91	..	..	....	2	383	..	...	11	837
Paris.	31	Août.	1810	Appel.	..	...	3	290	151	17	2	397	..	..	....	..	....	29	359	11	840
Cassat.	3	Sept.	1810	Enregistrem.	..	...	11	293	74	11	1	26	8	1	151	7	171	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Lyon.	4	Sept.	1810	Cont. p. corps.	2	309	8	549	80	11	2	229	11	2	76	3	787	29	303	11	851
Lyon.	4	Sept.	1810	Jug. par déf.	2	312	15	349	70	14	2	211	9	2	74	9	737	29	239	..	....
Décret.	5	Sept.	1810	Just. de paix.	..	...	16	607	69	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Sept.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	583	108	11	1	32	10	1	522	3	755	..	...	11	852
Cassat.	7	Sept.	1810	Huissier	3	321	14	579	41	14	1	126	..	..	....	..	....	30	257	..	....
Besançon.	10	Sept.	1810	Requête civile.	..	...	18	1015	46	..	..	....	..	..	....	11	600	..	...	..	....
Paris.	12	Sept.	1810	Dépens.	2	298	9	197	59	14	2	351	11	2	16	..	....	..	...	..	....
Turin.	14	Sept.	1810	Saisie immob.	3	170	..	279	286	14	2	422	..	..	....	11	690	..	...	11	854
Turin.	14	Sept.	1810	Exécut. prov.	..	...	12	...	31	14	2	422	..	..	....	..	....	..	...	11	854
Décret.	21	Sept.	1810	Règl. de juges.	2	369	18	799	8	10	2	48	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	22	Sept.	1810	Saisie-exécut.	..	...	21	428	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	22	Sept.	1810	Odre.	3	218	17	191	74	15	2	188	..	..	....	10	841	29	287	..	....
Rennes.	22	Sept.	1810	Jug. p. déf.	..	...	15	349	71	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Sept.	1810	Saisie immob	2	300	20	4	5	..	..	....	..	..	....	11	871	..	...	..	....
Besançon.	1	Oct.	1810	Aut. femm.	..	...	5	25	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Oct.	1810	Saisie immob.	2	281	20	285	289	10	1	383	8	1	441	9	260	..	...	11	856
Paris.	2	Oct.	1810	Jug. par def.	..	...	15	302	30	..	..	....	..	..	....	..	....	30	489	..	....
Cassat.	2	Oct.	1810	Huissier.	3	3	14	581	42	20	1	494	10	1	559	7	346	29	357	..	....
Paris.	3	Oct.	1810	Saisie-arrêt.	3	149	19	284	39	..	..	....	..	..	....	..	....	29	458	..	....
Cassat.	3	Oct.	1810	Action.	2	321	2	407	40	11	1	23	10	1	498	1	274	..	...	11	874
Paris.	3	Oct.	1810	Avoué.	2	302	5	70	46	14	2	133	11	2	16	..	....	..	...	11	873
Cassat.	3	Oct.	1810	Trib. de com.	..	...	22	228	49	10	1	381	10	1	464	3	350	27	529	11	871
Rennes.	5	Oct.	1810	Jug. par déf.	..	...	15	352	77	..	..	....	12	2	49	..	....	..	...	..	....
Rome.	5	Oct.	1810	Execut. prov.	..	...	12	...	33	11	2	465	12	2	49	..	....	..	...	..	....
Rennes.	6	Oct.	1810	Exécut. prov.	..	...	12	637	36	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Oct.	1810	Just. de. paix.	3	5	16	607	70	11	1	10	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Oct.	1810	Jug. arbitral.	3	7	16	499	66	11	1	57	10	1	560	..	....	29	369	11	885
Paris.	18	Oct.	1810	Ress. 1er et d.	2	333	19	80	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	20	Oct.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	141	127	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Oct.	1810	Péremption.	2	326	18	426	20	11	1	35	10	1	512	11	203	29	289	11	889
Cassat.	29	Oct.	1810	Tribunaux.	2	328	22	61	82	10	1	378	10	1	509	..	....	29	209	11	898
Paris.	30	Oct.	1810	Exécution.	..	...	12	571	44	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	11	871
Cassat.	30	Oct.	1810	Serment.	3	9	21	214	24	11	1	38	10	1	556	..	....	46	351	11	906
Cassat.	3	Nov.	1810	Renvoi et exc.	..	...	18	858	6	11	1	248	11	1	88	..	....	..	...	1	909
Trèves.	6	Nov.	1810	Saisie immob.	3	102	20	286	290	15	2	172	..	..	....	11	816	..	...	..	....
Cassat.	8	Nov.	1810	Renvoi et exc	..	...	18	858	6	17	1	87	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat	8	Nov.	1810	Just. de paix.	..	...	16	563	8	7	2	922	10	1	547	..	....	29	165	14	916
Rennes.	10	Nov.	1810	Garantie.	..	...	14	437	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	14	Nov.	1810	Jug. par déf.	3	349	15	315	41	11	2	262	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Nov.	1810	Expertise.	..	...	12	698	36	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	15	Nov.	1810	Trib. de com.	..	...	22	248	66	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Limoges.	15	Nov.	1810	Appel.	3	174	3	211	97	14	2	388	..	..	....	1	503	..	...	..	....
Colmar.	16	Nov.	1810	Enquête.	3	109	11	91	70	11	2	265	..	..	....	..	....	..	...	11	924
Paris.	17	Nov.	1810	Saisie immob.	3	151	20	289	293	..	..	....	..	..	....	11	679	29	348	11	932
Rouen.	17	Nov.	1810	Cons. de fam.	3	106	8	366	35	11	2	86	11	2	36	..	....	21	271	..	....
Bruxelles.	19	Nov.	1810	Cess. de biens.	..	...	6	621	13	14	2	110	..	..	....	10	594	31	447	..	....
Rennes.	19	Nov.	1810	Exploit.	..	...	13	159	162	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes,	19	Nov.	1810	Jug. arbitral.	..	...	16	484	53	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Nov.	1810	Appel.	..	...	3	243	118	11	1	48	10	1	550	..	....	..	...	11	938
Cassat.	22	Nov.	1810	Enquête.	3	12	11	46	20	11	1	54	11	1	27	..	....	29	261	..	....
Cassat.	23	Nov.	1810	Appel.	3	129	3	228	107	11	1	136	11	1	95	..	....	31	339	..	....
Besançon.	23	Nov.	1810	Ress. 1er et d.	..	...	19	142	129	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	23	Nov.	1810	Enquête.	3	109	11	91	70	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Nov.	1810	Cont. p. corps.	3	14	8	583	109	12	1	183	10	1	532	3	788	29	179	11	954
Cassat.	26	Nov.	1810	Amende.	3	68	2	609	36	11	1	85	9	1	85	1	399	30	215	..	....
Besançon.	26	Nov.	1810	Saisie immob.	..	...	20	290	294	..	..	....	..	..	....	11	736	..	...	..	....
Colmar.	27	Nov.	1810	Qualités des j.	3	221	18	598	3	14	2	175	..	..	....	9	624	30	174	..	....
Grenoble.	27	Nov.	1810	Dépens.	..	...	9	199	53	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Nov.	1810	Scellés et inv.	..	...	21	35	27	11	2	264	..	..	....	11	876	32	161	..	....
Paris.	28	Nov.	1810	Requête civile	3	83	18	1013	43	14	2	406	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Nov.	1810	Protêt.	..	...	18	565	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Agen.	30	Nov.	1810	Appel.	..	...	3	157	59	..	..	....	..	..	....	..	....	31	435	..	....
Cassat.	30	Nov.	1810	Enquête.	3	70	11	94	71	11	1	49	..	..	....	..	....	29	193	..	....
Bruxelles.	1	Dec.	1810	Interrogatoir.	3	352	14	714	15	11	2	284	13	2	16	9	574	30	284	11	971
Turin.	3	Déc.	1810	Cont. p. corps.	3	224	8	584	111	11	2	173	9	2	99	..	....	29	524	..	....
Montpell.	3	Déc.	1810	Exploit.	3	55	13	68	40	14	2	130	..	..	....	7	790	..	...	11	973
Paris.	4	Déc.	1810	Sép. de corps.	3	31	21	151	31	11	2	435	..	..	....	11	901	29	108	..	....
Bourges.	5	Déc.	1810	Compétence.	27	173	..	...	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Déc.	1810	Arbitrage.	3	17	4	571	47	11	1	135	9	1	133	1	733	29	481	11	980
Turin.	5	Déc.	1810	Enquête.	..	...	11	49	21	..	..	....	..	..	....	..	....	32	275	11	803
Cassat.	5	Déc.	1810	Référé.	..	...	18	758	23	15	1	199	..	..	....	11	545	..	...	..	....
Rennes.	5	Déc.	1810	Délibéré.	..	...	9	17	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	5	Déc.	1810	Exécut. prov.	..	...	12	637	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	p.	nos	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. édit. v.	p.	p.	DALLOZ. Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	PALAIS. Nle éd. v.	p.
Cassat.	5	Déc.	1810	Enregistrem.	3	72	11	303	79	11	1	85	9	1	23	..	....	29	433	..	....
Bruxelles.	6	Déc.	1810	Ress. fer et d.	..	...	19	60	23	..	..	....	12	1	6	4	635	..	...	11	670
Cassat.	7	Déc.	1810	Ministère pub	..	...	16	766	22	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Déc.	1810	Licit. et part.	..	...	16	685	31	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	7	Déc.	1810	Appel.	..	...	3	290	152	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	8	Déc.	1810	Sép. de biens.	..	...	21	79	2	11	2	271	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	8	Déc.	1810	Appel.	..	...	3	446	268	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	9	Déc.	1810	Trib. de com.	3	122	22	228	49	13	2	346	9	2	55	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Déc.	1810	Jug. arbitral	..	...	16	500	67	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liège.	11	Déc.	1810	Vérific. d'écr.	..	...	22	407	4	14	2	343	11	2	29	12	951	..	...	11	990
Cassat.	11	Déc.	1810	Sép. de biens.	..	...	21	80	7	11	1	77	11	1	61	10	238	29	293	11	986
Cassat.	11	Déc.	1810	Aut. femm.	3	77	5	55	37	..	..	....	11	1	29	..	....	29	214	..	....
Orléans.	12	Déc.	1810	Expertise.	..	...	12	698	37	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Déc.	1810	Jug. 2e part.	..	...	15	223	51	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	12	Déc.	1810	Avoué.	..	...	5	302	47	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Déc.	1810	Tribunaux.	3	79	22	62	83	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Déc.	1810	Exécut. prov.	4	26	12	638	38	11	2	331	..	..	....	9	601	..	...	..	....
Paris.	13	Déc.	1810	Signification.	..	...	21	256	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Déc.	1810	Notaire.	..	...	16	798	3	11	1	237	11	1	226	..	....	30	85	11	996
Rennes.	14	Déc.	1810	Saisie-arrêt.	..	...	19	263	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	14	Déc.	1810	Saisie immob.	..	...	20	292	297	11	2	232	11	2	69	11	802	..	...	..	....
Lyon.	14	Déc.	1810	Désistement.	3	226	10	460	20	..	..	....	..	..	....	5	162	..	...	..	....
Lyon.	14	Déc.	1810	Appel.	..	...	3	292	154	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Déc.	1810	Acquiescem.	..	...	1	149	63	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liège.	15	Déc.	1810	Vérific. d'écr.	..	...	22	414	9	..	..	....	..	..	....	12	943	..	...	..	....
Montpell.	18	Déc.	1810	Saisie-arrêt.	4	24	19	302	55	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Lyon.	18	Dec.	1810	Sép. de corps.	4	28	21	152	32	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	18	Déc.	1810	Trib. de com.	..	...	22	248	67	11	2	145	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Déc.	1810	Jug. arbitral.	3	82	16	501	68	11	1	86	11	1	63	..	....	29	403	11	1013
Montpell.	19	Déc.	1810	Jug. 2e part.	3	176	15	224	52	..	..	....	..	..	....	9	771	30	415	..	....
Colmar.	19	Déc.	1810	Tierce oppos.	3	297	21	544	43	..	..	....	..	..	....	12	666	..	...	..	....
Paris.	19	Déc.	1810	Jug. 2e part.	3	33	15	226	53	14	2	380	..	..	....	9	772	29	269	..	....
Bruxelles.	20	Déc.	1810	Saisie-arrêt.	3	232	19	303	57	11	2	433	11	2	89	..	....	32	150	11	1018
Bruxelles.	20	Dec.	1810	Cont. p. corps.	3	229	8	586	112	15	2	194	11	2	96	3	801	30	304	11	118
Nîmes.	21	Déc.	1810	Scellés et inv.	3	183	21	36	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Dec.	1810	Licit. et part.	..	...	16	680	23	..	..	....	10	2	117	..	....	28	438	..	....
Cassat.	23	Déc.	1810	Délibéré.	..	...	9	13	4	10	1	138	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Déc.	1810	Cont. p. corps.	..	...	27	339	....	15	2	208	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Déc.	1810	Ordre.	3	36	17	192	76	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Déc.	1810	Cont. p. corps.	..	...	8	629	147	15	2	206	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	27	Déc.	1810	Arbitrage.	..	...	4	535	24	11	2	298	9	2	168	1	639	32	341	11	1020
Orléans.	27	Déc.	1810	Saisie immob.	..	...	20	292	298	..	..	....	..	..	....	11	844	..	...	..	....
Lyon.	28	Déc.	1810	Saisie immob.	3	112	20	293	300	15	2	154	..	..	....	11	740	..	...	..	....
Lyon.	28	Déc.	1810	Appel.	3	114	3	295	156	14	2	136	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	29	Déc.	1810	Renvoi et exc.	3	237	18	885	34	11	2	448	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	29	Déc.	1810	Exploit.	3	234	13	31	9	14	2	135	..	..	....	7	724	..	...	..	....
Florence.	31	Déc.	1810	Renvoi et exc.	..	...	18	885	34	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	31	Déc.	1810	Serment.	..	...	21	216	25	11	2	183	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Janv.	1811	Cassation.	..	...	6	474	60	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	2	Janv.	1811	Appel.	3	239	3	193	87	14	2	211	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Janv.	1811	Cassation.	..	...	6	473	60	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Janv.	1811	Appel.	..	...	3	134	52	..	..	....	23	2	173	..	....	..	...	..	....
Lyon.	2	Janv.	1811	Ordre.	3	243	17	193	78	15	2	185	23	2	173	10	561	..	...	..	....
Montpell.	3	Janv.	1811	Acquiescem.	4	30	1	152	67	..	..	....	..	..	....	..	....	30	220	..	....
Rennes.	3	Janv.	1811	Appel.	..	...	3	223	102	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	4	Janv.	1811	Cons. de fam.	3	810	8	373	45	11	2	333	12	2	119	12	724	30	267	..	....
Turin.	4	Janv.	1811	Sep. de biens.	4	95	21	90	13	16	2	91	12	2	21	10	234	..	...	..	....
Cassat.	8	Janv.	1811	Appel.	3	202	3	243	118	..	..	....	11	1	143	..	....	29	561	12	14
Turin.	9	Janv.	1811	Appel.	3	313	3	287	148	11	2	230	11	2	102	..	....	30	62	12	18
Trèves.	9	Janv.	1811	Appel.	..	...	3	137	52	11	2	315	11	2	102	..	....	30	523	..	....
Rennes.	9	Janv.	1811	Vérific. d'écr.	..	...	22	433	22	..	..	....	..	..	....	12	944	30	523	..	....
Turin.	9	Janv.	1811	Licit. et part.	..	...	16	686	32	11	2	184	11	2	119	12	483	30	523	..	....
Nîmes.	10	Janv.	1811	Cess. de biens.	..	...	6	622	13	14	2	111	..	..	....	10	595	31	496	..	....
Turin.	12	Janv.	1811	Enquête.	3	354	11	98	72	14	2	254	..	..	....	6	873	32	275	12	68
Nîmes.	12	Janv.	1811	Acquiescem.	3	337	1	153	68	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Janv.	1811	Intervention.	..	...	14	755	24	..	..	....	..	..	....	9	583	..	...	..	....
Cassat.	15	Janv.	1811	Just. de paix.	3	25	16	609	72	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	15	Janv.	1811	Enquête.	..	...	11	99	74	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Caen.	15	Janv.	1811	Cons. de fam.	..	...	8	376	46	12	2	206	..	..	....	..	....	..	...	12	26
Cassat.	16	Janv.	1811	Action.	3	132	2	410	42	11	1	143	11	1	119	1	220	30	3	..	....
Lyon.	16	Janv.	1811	Exploit.	4	98	13	159	163	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	16	Janv.	1811	Huissier.	..	...	14	582	43	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liège.	16	Janv.	1811	Acquiescem.	4	31	1	155	69	..	..	....	11	2	162	1	113	..	...	12	28
Liége.	16	Janv.	1811	Jug. 2e part.	..	...	15	229	55	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	16	Janv.	1811	Dépens.	..	...	9	199	54	11	1	139	9	1	86	9	662	29	449	..	....
Paris.	16	Janv.	1811	Saisie immob.	3	86	20	176	180	16	2	17	..	..	....	11	841	..	...	..	....
Rome.	17	Janv.	1811	Dépens.	5	233	9	237	83	14	2	200	..	..	....	9	655	32	454	..	....
Cassat.	17	Janv.	1811	Compromis.	..	...	7	66	33	14	1	126	11	1	121	1	631	29	502	12	34
Besançon.	17	Janv.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	352	78	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Limoges.	18	Janv.	1811	Cont. p. corps.	3	359	8	588	113	15	2	191	14	1	155	3	777	..	...	..	....
Rennes.	18	Janv.	1811	Exploit.	..	...	13	160	164	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	19	Janv.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	24	1	..	..	....	..	..	....	4	727	..	...	..	....
Orléans.	19	Janv.	1811	Saisie immob.	..	...	20	140	146	..	..	....	..	..	....	11	807	30	301	..	....
Pau.	19	Janv.	1811	Exploit.	..	...	13	125	121	12	2	12	..	..	....	..	....	30	301	..	....
Paris.	21	Janv.	1811	Sép. de corps.	..	...	21	153	33	..	..	....	..	..	....	..	....	29	220	12	41
Bordeaux.	21	Janv.	1811	Saisie immob.	4	99	20	230	231	11	2	166	11	2	123	11	828	..	...	12	43
Rome.	22	Janv.	1811	Avoué.	3	361	5	304	48	11	2	361	11	2	196	..	....	29	476	12	46
Grenoble.	22	Janv.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	125	100	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	22	Janv.	1811	Trib. de com.	4	338	22	377	213	14	2	364	..	..	....	3	402	..	...	..	....
Paris.	23	Janv.	1811	Faux inc. civ.	3	88	14	369	32	14	2	332	11	2	122	8	442	..	...	..	....
Riom.	23	Janv.	1811	Lic. et partag.	..	...	16	687	34	..	..	....	11	2	122	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	23	Janv.	1811	Signification.	4	102	21	257	30	11	2	160	11	2	122	7	707	32	456	..	....
Cassat.	23	Janv.	1811	Evocation.	3	136	12	369	1	11	1	135	11	2	122	..	....	29	419	12	54
Rome.	26	Janv.	1811	Domm.-intér	4	340	10	630	3	14	2	422	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	26	Janv.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	355	80	11	2	263	..	..	....	9	742	..	...	..	....
Florence.	28	Janv.	1811	Trib. de com.	..	...	22	249	68	14	2	363	..	..	....	3	366	..	...	..	....
Décret.	29	Janv.	1811	Huissier.	..	...	14	570	29	12	2	62	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	29	Janv.	1811	Appel.	..	...	3	297	158	11	2	435	12	2	9	1	496	..	...	..	....
Cassat.	29	Janv.	1811	Trib. de com.	..	...	22	236	55	..	..	....	11	1	91	3	397	29	422	..	....
Cassat.	29	Janv.	1811	Saisie immob.	3	196	20	294	301	..	..	....	..	..	....	11	682	30	17	..	....
Turin.	30	Janv.	1811	Signification.	3	363	21	260	33	..	..	....	..	..	....	2	493	29	375	..	....
Paris.	30	Janv.	1811	Exploit.	3	90	13	72	49	13	2	322	..	..	....	12	43	29	375	..	....
Trèves.	30	Janv.	1811	Appel.	..	...	3	299	159	11	2	398	11	2	216	..	....	..	...	12	64
Metz.	30	Janv.	1811	Appel.	..	...	3	301	160	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	31	Janv.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	142	130	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Janv.	1811	Désistement.	..	...	10	464	22	..	..	....	..	..	....	5	155	..	...	..	....
Liége.	31	Janv.	1811	Aut. comm.	..	...	4	744	37	..	..	....	..	..	....	3	27	..	...	..	....
Paris.	31	Janv.	1811	Enquête.	3	92	11	100	75	14	2	213	.	..	....	6	872	29	313	12	65
Turin.	1	Fév.	1811	Jug. par déf.	4	33	15	355	80	11	2	289	..	..	....	9	742	31	499	..	....
Florence.	1	Fév.	1811	Intervention.	4	161	14	756	25	14	2	388	..	..	....	9	589	31	499	12	71
Décret.	2	Fév.	1811	Amende.	3	247	2	610	38	11	2	294	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Décret.	2	Fév.	1811	Saisie immob.	..	...	20	295	302	12	2	152	12	2	59	..	....	..	...	..	....
Paris.	4	Fév.	1811	Exploit.	..	...	13	160	165	14	2	132	..	..	....	..	....	29	342	12	81
Bordeaux.	4	Fév.	1811	Sep. de biens.	4	162	21	91	15	11	2	162	11	2	224	..	....	..	...	..	....
Montpell.	4	Fév.	1811	Exploit.	5	28	13	100	88	14	2	133	..	..	....	7	794	..	...	..	....
Cassat.	4	Fév.	1811	Saisie immob.	3	323	20	295	303	11	1	224	11	1	246	11	825	31	495	12	80
Rennes.	4	Fév.	1811	Action.	..	...	2	412	43	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	4	Fév.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	143	131	..	..	....	..	..	....	4	639	..	...	12	87
Bruxelles.	5	Fév.	1811	Jug. par def.	..	...	15	355	84	11	2	427	..	..	....	9	713	32	158	12	96
Cassat.	5	Fév.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	282	2	11	1	134	11	1	136	9	726	30	37	12	88
Cassat.	5	Fév.	1811	Saisie immob.	3	140	20	197	202	11	1	98	11	1	114	11	696	29	353	12	92
Metz.	5	Fév.	1811	Enquête.	..	...	11	102	77	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Fév.	1811	Notaire.	..	...	16	800	5	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	6	Fév.	1811	Exploit.	4	165	13	40	12	..	..	....	11	2	224	7	791	34	382	..	....
Liége.	6	Fév.	1811	Ress 1er et d.	3	365	19	161	156	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orleans.	7	Fév.	1811	Licit. et part.	..	...	16	688	35	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Fév.	1811	Appel.	3	257	3	346	191	11	1	213	11	2	188	..	....	31	225	12	98
Cassat.	8	Fév.	1811	Renvoi et exc.	3	146	18	895	40	11	1	133	11	1	105	11	541	31	385	12	100
Paris.	9	Fév.	1811	Saisie immob.	3	95	20	299	305	..	..	....	..	..	....	..	....	29	252	..	....
Paris.	11	Fev.	1811	Expertise.	..	...	12	698	38	11	2	449	..	..	....	..	....	29	521	..	....
Turin.	11	Fév.	1811	Sép. de corps.	4	39	21	154	34	11	2	436	..	..	....	..	....	30	493	..	....
Paris.	11	Fév.	1811	Péremption.	3	153	18	428	21	14	2	345	..	..	....	11	191	29	442	12	103
Turin.	11	Fév.	1811	Saisie exécut.	..	...	19	425	40	..	..	....	..	..	....	..	....	34	170	..	....
Cassat.	12	Fév.	1811	Off. réel. et c.	..	...	17	34	29	..	..	....	11	2	67	..	....	30	385	12	135
Paris.	12	Fév.	1811	Actes respect.	..	...	1	258	1	11	2	471	12	2	56	..	....	30	493	12	118
Cassat.	12	Fév.	1811	Garantie.	..	...	14	420	4	11	1	265	11	1	305	..	....	30	493	..	....
Bruxelles.	13	Fév.	1811	Saisie-exécut.	4	40	19	430	47	11	2	324	..	..	....	11	654	31	499	..	....
Trèves.	13	Fév.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	356	85	11	2	452	..	..	....	9	747	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Fév.	1811	Cont. p. corps.	..	...	8	590	114	11	2	483	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Fév.	1811	Demand. nou.	..	...	9	92	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Fév.	1811	Exploit.	..	...	13	61	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Fév.	1811	Récusation.	4	193	18	631	16	11	1	355	11	1	411	..	....	30	503	12	137
Cassat.	15	Fév.	1811	Just. de paix.	4	321	16	603	65	11	1	355	11	1	427	..	....	32	363	12	146
Gênes.	15	Fév.	1811	Compromis.	3	367	7	38	9	11	2	139	9	2	139	..	....	..	...	12	147
Paris.	18	Fév.	1811	Appel.	3	158	3	41	9	11	2	246	..	..	....	1	493	29	424	..	....
Montpell.	18	Fév.	1811	Saisie immob.	3	302	20	300	306	16	2	112	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Besançon.	19	Fév.	1811	Saisie immob.	..	...	20	301	309	15	2	177	11	2	176	11	705	..	...	12	160
Bruxelles.	20	Fév.	1811	Saisie immob.	..	...	20	303	310	13	2	371	11	1	128	..	....	29	465	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	p.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Colmar.	20	Fév.	1811	Expertise.	4	167	12	456	35	14	2	305	11	1	128	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	22	Fév.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	22	Fév.	1811	Enquête.	..	...	11	104	79	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	12	169
Besançon.	24	Fév.	1811	Dépens.	..	...	9	150	34	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	25	Fév.	1811	Tribunaux.	..	...	22	63	84	11	2	233	..	..	....	..	....	29	487	..	....
Rennes.	27	Fév.	1811	Exploit.	..	...	13	161	167	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Fév.	1811	Appel.	..	...	3	305	163	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Fév.	1811	Jug. 2e part.	..	...	15	227	53	12	1	249	..	..	....	.	....	..	...	..	....
Montpell.	28	Fév.	1811	Appel.	3	395	3	305	164	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Fév.	1811	Trib. de com.	..	...	22	259	69	11	1	234	11	1	239	2	702	30	273	..	....
Rouen.	1	Mars.	1811	Agréé.	4	43	2	550	3	11	2	233	11	2	149	..	....	29	556	12	170
Rome.	1	Mars.	1811	Dépens.	..	...	9	260	55	..	..	....	11	2	223	..	....	..	...	12	173
Turin.	2	Mars.	1811	Surenchère.	..	...	21	393	42	11	2	372	..	..	....	..	....	32	57	12	176
Lyon.	2	Mars.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	356	86	..	..	....	..	..	....	9	717	..	...	..	....
Bruxelles.	4	Mars.	1811	Acquiescem.	4	242	1	156	76	14	2	329	..	..	....	1	142	..	...	..	....
Colmar.	5	Mars.	1811	Cod. de p. civ.	3	299	6	688	26	14	2	349	11	1	274	..	....	30	325	..	....
Lyon.	6	Mars.	1811	Aut. femm.	3	316	5	56	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	6	Mars.	1811	Ordre.	4	344	17	194	79	15	2	186	..	..	....	10	818	43	234	..	....
Trèves.	6	Mars.	1811	Appel.	5	96	3	138	52	12	2	140	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	8	Mars.	1811	Jug. arbitral.	4	237	16	488	55	11	2	409	12	2	49	1	714	..	...	12	193
Paris.	8	Mars.	1811	Cont. p. corps.	3	204	8	592	115	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Mars.	1811	Demande nou.	..	...	9	93	46	11	2	321	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Mars.	1811	Scellés et inv.	..	...	21	37	29	11	2	255	..	..	....	..	....	32	161	12	207
Bruxelles.	9	Mars.	1811	Jug. 2e part.	..	...	15	228	54	14	2	379	..	..	....	9	773	..	...	12	205
Paris.	9	Mars.	1811	Saisie immob.	3	160	20	310	311	15	2	167	24	2	78	11	815	..	...	..	....
Turin.	9	Mars.	1811	Appel.	5	29	3	307	166	12	2	78	12	2	8	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Mars.	1811	Cassation.	..	...	6	498	84	..	..	....	..	..	....	2	242	29	507	..	....
Besançon.	12	Mars.	1811	Saisie immob.	..	...	20	93	100	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	12	Mars.	1811	Saisie-arrêt.	3	330	19	305	58	11	2	439	..	..	....	11	638	30	25	12	225
Turin.	13	Mars.	1811	Trib. de com.	..	...	22	251	70	12	2	75	..	..	....	3	340	30	461	12	231
Florence.	13	Mars.	1811	Trib. de com.	4	289	22	252	71	14	2	363	..	..	....	3	351	..	...	..	....
Agen.	14	Mars.	1811	Absence.	..	...	1	29	13	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Mars.	1811	Jug. 1re part.	3	206	15	91	97	..	..	....	..	..	....	1	446	31	103	..	....
Paris.	15	Mars.	1811	Jug. 1re part.	..	...	15	91	96	..	..	....	11	1	274	..	....	30	325	..	....
Bruxelles.	16	Mars.	1811	Scellés et inv.	..	...	21	38	30	12	2	41	..	..	....	..	....	30	408	12	247
Cassat.	17	Mars.	1811	Ress. 1er et d.	3	259	19	143	132	..	..	....	11	1	191	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Mars.	1811	Désistement.	..	...	10	465	24	..	..	....	..	..	....	5	164	..	...	..	....
Cassat.	18	Mars.	1811	Appel.	3	202	3	244	118	11	1	160	7	2	29	..	....	24	473	..	....
Paris.	18	Mars.	1811	Désistement.	3	276	10	464	23	11	2	243	..	..	....	..	....	29	439	..	....
Paris.	18	Mars.	1811	Cont. p. corps.	3	278	8	594	116	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	19	Mars.	1811	Jug. par déf.	5	162	15	357	88	..	..	....	..	..	....	..	....	35	124	..	....
Rennes.	19	Mars.	1811	Caution.	..	...	6	554	22	..	..	....	..	..	....	2	414	32	124	12	257
Bourges.	19	Mars.	1811	Saisie immob.	..	...	20	313	314	..	..	....	..	..	....	11	752	35	124	..	....
Paris.	19	Mars.	1811	Trib. de com.	3	209	22	254	72	14	2	156	..	..	....	..	...	30	57	..	....
Cassat.	20	Mars.	1811	Demande nou.	3	262	9	61	14	11	1	199	11	1	204	..	....	30	147	..	....
Cassat.	20	Mars.	1811	Trib. de com.	..	...	22	255	73	11	1	193	11	1	187	3	329	32	168	12	181
Rennes.	21	Mars.	1811	Serment.	..	...	21	205	14	..	..	....	..	..	....	..	....	30	444	..	....
Grenoble.	22	Mars.	1811	Garantie.	..	...	14	439	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rouen.	23	Mars.	1811	Signification.	..	...	21	261	35	11	2	280	12	2	55	..	....	33	234	..	....
Bruxelles.	23	Mars.	1811	Signification.	..	...	21	262	36	11	2	280	12	2	55	8	312	33	234	..	....
Paris.	23	Mars.	1811	Trib. de com.	..	...	22	256	74	11	2	142	..	..	....	3	399	..	...	..	....
Paris.	25	Mars.	1811	Surenchère.	3	280	21	395	45	..	..	....	..	..	....	11	761	..	...	..	....
Cassat.	26	Mars.	1811	Renvoi et exc.	..	...	18	913	58	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Mars.	1811	Surenchère.	3	333	21	397	47	11	2	164	..	..	....	11	769	29	566	..	....
Grenoble.	27	Mars.	1811	Ordre.	..	...	17	197	82	..	..	....	11	2	150	10	827	..	...	..	....
Liége.	29	Mars.	1811	Vérific. d'écr.	..	...	22	407	4	..	..	....	..	..	....	12	943	..	...	.	....
Paris.	1	Avril.	1811	Expertise.	3	213	12	700	40	..	..	....	11	1	339	..	....	30	449	..	....
Paris.	1	Avril.	1811	Dépens.	3	211	9	205	56	14	2	352	11	1	339	9	683	30	449	..	....
Bourges.	2	Avril.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	145	133	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Avril.	1811	Action.	..	...	2	331	3	12	1	149	..	..	....	..	....	32	556	..	....
Cassat.	2	Avril.	1811	Dépens.	3	268	9	207	57	11	1	169	11	1	208	..	....	30	196	12	300
Paris.	3	Avril.	1811	Jug. 1re part.	..	...	15	94	98	..	..	....	12	2	95	..	....	30	208	..	....
Liége.	5	Avril.	1811	Interrogatoire	5	167	14	720	26	14	2	344	..	..	....	9	576	..	...	..	....
Turin.	5	Avril.	1811	Péremption.	4	292	18	433	25	14	2	347	12	2	54	11	192	..	...	..	....
Turin.	5	Avril.	1811	Cod. de p. civ.	..	...	6	688	26	14	2	347	11	1	200	11	192	..	...	..	....
Colmar.	6	Avril.	1811	Jug. 2e part.	6	404	15	229	55	14	2	380	..	..	....	..	....	..	...	12	316
Let. m. j.	7	Avril.	1811	Trib. de com.	4	126	22	257	75	11	2	352	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	8	Avril.	1811	Vérific. d'écr.	..	...	22	434	23	..	..	....	..	..	....	12	944	30	120	..	....
Cassat.	8	Avril.	1811	Requête civile.	..	...	18	997	21	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	12	325
Cassat.	8	Avril.	1811	Renvoi et exc.	..	...	18	865	9	15	1	388	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Avril.	1811	Enregistrem.	..	...	11	304	80	12	1	279	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	9	Avril.	1811	Jug. 2e part.	4	168	15	234	57	14	2	180	12	1	139	7	707	..	...	..	....
Cassat.	9	Avril.	1811	Exception.	..	...	12	462	40	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Avril.	1811	Enregistrem.	..	...	11	293	74	..	..	....	12	1	139	7	172	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			Nle éd.		PALAIS. A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Turin.	9	Avril.	1811	Exploit.	..	...	13	161	168	14	2	180	11	2	224	7	707	..	...	..	....
Turin.	10	Avril.	1811	Cons. de fam.	..	...	8	377	48	12	2	281	11	1	206	12	713	..	...	12	333
Cassat.	10	Avril.	1811	Cassation.	3	270	6	474	62	11	1	202	11	1	205	..	....	..	...	12	332
Metz.	10	Avril.	1811	Minist. pub.	..	..	16	761	16	..	..	....	11	1	206	11	26	..	...	..	....
Rennes.	15	Avril.	1811	Minist. pub.	..	...	16	767	24	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	12	326
Paris.	15	Avril.	1811	Tierce oppos.	3	283	21	546	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	15	Avril.	1811	Exception.	..	...	12	479	60	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	12	326
Rennes.	15	Avril.	1811	Exploit.	..	...	13	164	171	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Avril.	1811	Tribunaux.	..	...	22	64	85	..	..	....	..	..	....	7	800	..	...	..	....
Cassat.	18	Avril.	1811	Jug. par déf.	4	3	15	359	91	11	1	232	11	1	267	..	....	30	163	12	349
Douai.	18	Avril.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	282	2	..	..	....	..	..	....	9	751	30	163	..	....
Turin.	19	Avril.	1811	Saisie immob.	4	294	20	315	315	12	2	190	12	2	9	11	867	32	466	12	352
Turin.	19	Avril.	1811	Enquête.	4	348	11	104	80	15	2	173	12	2	9	6	870	..	...	12	352
Bruxelles.	20	Avril.	1811	Protêt.	..	...	18	565	13	11	2	414	11	2	205	6	615	32	151	..	....
Bruxelles.	20	Avril.	1811	Aut. comm.	..	...	4	745	38	13	2	42	..	..	....	..	....	36	589	12	355
Cassat.	22	Avril.	1811	Appel.	3	273	3	309	167	11	1	162	11	1	202	1	436	..	...	12	359
Rennes.	23	Avril.	1811	Appel.	..	...	3	313	169	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Avril.	1811	Action.	..	...	2	414	44	11	1	312	11	1	328	1	244	30	516	12	362
Nancy.	24	Avril.	1811	Aut. femm.	..	...	5	58	39	12	2	443	..	..	....	..	....	32	588	..	....
Cassat.	24	Avril.	1811	Enregistrem.	..	...	11	293	74	..	..	....	..	..	....	7	173	..	...	..	....
Paris.	25	Avril.	1811	Tribunaux.	3	289	22	65	87	11	2	370	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Avril.	1811	Cassation.	..	...	6	476	64	..	..	....	..	..	....	2	294	..	...	..	....
Cassat.	27	Avril.	1811	Règlem. de j.	..	...	18	849	30	20	1	453	11	1	222	..	....	30	165	12	372
Cassat.	30	Avril.	1811	Saisie immob.	..	...	20	317	318	..	..	....	..	..	....	11	682	30	193	..	....
Liége.	30	Avril.	1811	Cons. de fam.	..	...	8	378	49	..	..	....	..	..	....	..	....	32	478	12	376
Cassat.	30	Avril.	1811	Avoué.	3	326	5	308	49	11	1	181	11	1	255	..	....	30	81	12	379
Montpell.	30	Avril.	1811	Jug. arbitral.	4	350	16	502	69	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	30	Avril.	1811	Appel.	4	174	3	15	171	14	2	361	..	..	....	1	536	..	...	12	384
Bruxelles.	1	Mai.	1811	Sép. de corps.	..	...	21	158	36	..	..	....	13	2	21	..	....	32	124	..	....
Cassat.	1	Mai.	1811	Jug. 2e part.	..	...	15	236	60	11	1	217	..	..	....	..	....	32	319	..	....
Cassat.	1	Mai.	1811	Compromis.	..	...	8	67	34	11	1	244	11	1	242	1	607	30	374	12	386
Cassat.	1	Mai.	1811	Appel.	4	129	3	316	172	11	1	217	11	1	326	1	507	32	319	..	....
Caen.	2	Mai.	1811	Tierce oppos.	..	...	21	547	47	..	..	....	11	2	50	12	655	..	...	..	....
Rome.	2	Mai.	1811	Exploit.	4	47	13	165	173	11	2	298	11	2	147	..	....	29	125	12	388
Besançon.	2	Mai.	1811	Red. de compt.	..	...	18	677	14	..	..	....	11	2	50	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Mai.	1811	Saisie-arrêt.	3	335	19	507	61	..	..	....	11	2	150	..	....	[illegible]	...	..	....
Instruct.	6	Mai.	1811	Success. vac.	5	122	21	336	7	..	..	....	12	2	29	..	....	30	55	..	....
Bordeaux.	8	Mai.	1811	Saisie immob.	..	...	20	318	319	11	2	441	..	..	....	11	680	32	83	12	402
Paris.	8	Mai.	1811	Tribunaux.	3	338	22	67	88	14	2	160	11	2	152	3	314	30	182	..	....
Paris.	8	Mai.	1811	Scellés et inv.	3	338	21	39	31	14	2	160	11	2	152	3	314	30	182	12	399
Metz.	8	Mai.	1811	Appel.	..	...	3	291	152	..	..	....	..	..	....	..	....	32	83	..	....
Paris.	9	Mai.	1811	Cont. p. corps.	..	...	8	595	117	11	2	281	11	2	160	..	....	30	216	12	413
Rennes.	10	Mai.	1811	Trib. de com.	..	...	22	257	76	.	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	11	Mai.	1811	Tierce oppos.	..	...	21	520	19	11	2	458	..	..	....	12	657	33	54	..	....
Turin.	11	Mai.	1811	Appel.	4	297	3	319	174	12	2	176	12	2	46	..	....	32	470	..	....
Cassat.	11	Mai.	1811	Appel.	..	...	3	317	173	..	..	....	12	2	46	.	....	32	400	..	....
Turin.	13	Mai.	1811	Cons. de fam.	..	...	8	378	50	..	..	....	12	2	97	12	711	44	202	..	....
Cassat.	14	Mai.	1811	Requête civ.	3	328	18	1018	48	11	1	236	11	1	272	..	....	30	227	12	417
Nîmes.	15	Mai.	1811	Acte d'appel.	27	140	..	...	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	15	Mai.	1811	Signification.	5	98	21	262	37	14	2	383	11	1	285	1	134	30	353	..	....
Cassat.	15	Mai.	1811	Surenchère.	4	70	21	399	49	11	1	257	..	..	....	..	....	30	353	..	....
Rennes.	17	Mai.	1811	Délibéré.	..	...	9	18	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	18	Mai.	1811	Succession.	..	...	21	306	6	14	2	209	..	..	....	10	256	29	523	..	....
Paris.	18	Mai.	1811	Trib. de com.	3	340	22	258	77	..	..	....	11	2	152	3	754	29	523	12	425
Paris.	20	Mai.	1811	Tribunaux.	..	...	22	68	89	..	..	....	11	2	221	..	....	31	170	..	....
Montpell.	20	Mai.	1811	Jug. arbitral.	4	242	16	455	14	..	..	....	11	2	221	..	....	..	...	..	....
Aix.	21	Mai.	1811	Trib. de com.	..	...	22	258	78	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Mai.	1811	Jug. 1re part.	4	73	15	70	68	11	1	261	11	1	288	..	....	30	369	..	....
Cassat.	22	Mai.	1811	Jug. 1re part.	..	...	15	95	99	..	..	....	11	1	296	9	650	32	128	..	....
Paris.	24	Mai.	1811	Enquête.	3	342	11	105	82	..	..	....	..	..	....	..	....	[illegible]	...	12	434
Cassat.	24	Mai.	1811	Exception.	..	...	12	445	22	12	1	72	..	..	....	..	....	..	...	12	434
Cassat.	24	Mai.	1811	Exception.	..	...	12	450	61	12	1	72	..	..	....	7	627	..	...	12	434
Cassat.	28	Mai.	1811	Trib. de com.	4	150	22	260	80	11	1	261	11	1	293	3	370	32	351	..	....
Florence.	28	Mai.	1811	Protêt.	5	104	13	566	[illegible]	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Mai.	1811	Exploit.	4	74	13	168	174	11	1	264	11	1	563	7	790	32	130	12	459
Paris.	30	Mai.	1811	Acquiescem.	4	12	1	99	26	..	..	....	11	2	165	1	94	32	109	12	447
Instruct.	30	Mai.	1811	Greffier.	4	59	14	540	25	..	..	....	11	2	165	..	....	32	109	..	....
Orléans.	31	Mai.	1811	Récusation.	..	...	18	631	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	31	Mai.	1811	Dépens.	4	244	9	209	58	14	2	257	..	..	....	9	655	32	116	..	....
Rouen.	1	Juin.	1811	Saisie immob.	..	...	20	238	237	14	2	421	..	..	....	..	....	39	390	..	....
Rennes.	1	Juin.	1811	Exploit.	..	...	13	171	176	..	..	....	..	..	....	..	....	33	341	..	....
Paris.	1	Juin.	1811	Référé.	..	...	18	760	24	11	2	476	..	..	....	11	547	33	341	..	....
Turin.	1	Juin.	1811	Surenchère.	..	...	21	404	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	3	Juin.	1811	Exploit.	..	...	13	172	177	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nlle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	v.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Florence.	3	Juin.	1811	Compromis.	5	169	7	63	36	14	2	84	..	..	....	1	652	..	...	12	452
Cassat.	3	Juin.	1811	Arbitrage.	..	...	4	498	5	14	2	84	..	..	....	1	691	..	...	..	....
Rennes.	4	Juin.	1811	Tierce oppos.	..	...	21	496	4	..	..	....	..	..	....	12	661	..	...	..	....
Metz.	5	Juin.	1811	Appel.	..	...	25	272	....	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	5	Juin.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	321	44	..	..	....	..	..	....	9	713	37	552	12	539
Cassat.	6	Juin.	1811	Amende.	..	...	2	570	7	..	..	...	11	1	324	..	....	30	405	12	460
Cassat.	6	Juin.	1811	Saisie immob.	4	76	20	220	219	11	1	264	12	1	311	..	....	30	405	12	458
Cassat.	6	Juin.	1811	Dépens.	..	...	9	130	1	..	..	....	12	1	311	9	666	33	441	..	....
Rennes.	8	Juin.	1811	Red. de compt.	..	...	18	678	17	..	..	....	..	..	....	..	....	36	117	..	....
Riom.	8	Juin.	1811	Ordre.	4	106	17	197	83	11	2	379	..	..	....	10	811	32	67	12	466
Paris.	10	Juin.	1811	Exploit.	4	15	13	111	101	14	2	134	14	2	72	7	782	..	...	12	472
Cassat.	11	Juin.	1811	Saisie-arrêt.	4	133	19	308	65	11	1	268	..	..	....	..	....	..	...	12	474
Cassat.	11	Juin.	1811	Exécution.	4	133	12	551	21	11	1	248	11	1	295	..	....	32	252	..	....
Rome.	11	Juin.	1811	Dépens.	4	51	9	200	55	11	2	362	11	2	160	9	684	..	...	12	173
Cassat.	11	Juin.	1811	Caution.	4	135	6	555	23	11	1	245	11	1	294	2	425	32	252	12	474
Cassat.	11	Juin.	1811	Jug. 1re part.	4	7	15	34	14	11	1	268	11	1	311	9	620	30	455	12	476
Colmar.	14	Juin.	1811	Saisie immob.	4	246	20	319	321	..	..	....	..	..	....	11	686	30	470	..	....
Cassat.	16	Juin.	1811	Tierce oppos.	..	...	21	496	4	11	1	338	..	..	....	12	661	32	185	..	....
Paris.	18	Juin.	1811	Saisie immob.	4	14	20	320	324	15	2	166	..	..	....	11	813	..	...	12	494
Metz.	19	Juin.	1811	Enquête.	..	...	11	106	54	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	19	Juin.	1811	Saisie immob.	6	361	20	80	86	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Juin.	1811	Saisie immob.	4	17	20	220	219	..	..	....	..	..	....	..	....	32	470	..	....
Metz.	21	Juin.	1811	Trib. de com.	..	...	22	261	81	..	..	....	..	..	....	..	....	32	[illegible]	..	....
Rennes.	21	Juin.	1811	Compulsoire.	..	...	7	114	9	13	2	200	..	..	....	3	702	32	[illegible]	..	....
Cassat.	25	Juin.	1811	Appel.	4	257	3	321	175	11	1	240	..	..	....	1	439	30	517	12	501
Bourges.	26	Juin.	1811	Peremption.	..	...	18	434	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Juin.	1811	Saisie-arrêt.	..	...	19	269	64	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	26	Juin.	1811	Licit. et part.	..	...	16	589	37	12	2	431	9	2	197	..	....	30	527	..	....
Paris.	26	Juin.	1811	Saisie-execut.	4	19	21	432	49	15	2	14	11	2	161	11	650	..	...	12	503
Paris.	27	Juin.	1811	Distrib. par c.	4	77	10	589	4	..	..	....	..	..	....	10	859	30	459	12	509
Cassat.	27	Juin.	1811	Règlem. de j.	..	...	18	816	26	12	1	60	..	..	....	3	267	..	...	12	513
Bruxelles.	27	Juin.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	145	134	..	..	....	..	..	....	4	607	..	...	..	....
Rennes.	28	Juin.	1811	Licit. et part.	..	...	16	689	38	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Juin.	1811	Tierce oppos.	5	84	21	551	48	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Juin.	1811	Cassation.	..	...	6	418	6	17	1	342	..	..	....	2	290	..	...	..	....
Paris.	29	Juin.	1811	Tribunaux.	4	80	22	68	90	12	2	12	11	2	192	..	....	30	159	..	....
Grenoble.	29	Juin.	1811	Ordre.	..	...	17	201	85	..	..	....	..	..	....	10	841	30	459	..	....
Cassat.	2	Juill.	1811	Cod. de p. civ.	4	137	6	671	10	11	1	318	11	1	321	..	....	30	433	12	525
Caen.	2	Juill.	1811	Saisie immob.	4	177	20	322	326	11	2	383	11	2	192	11	734	..	...	..	....
Cassat.	3	Juill.	1811	Notaire.	4	259	16	807	12	11	1	334	..	..	....	..	....	32	493	..	....
Liége.	3	Juill.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	70	40	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	3	Juill.	1811	Cont. p. corps.	..	...	8	596	118	..	..	....	12	2	78	..	....	43	143	12	532
Rennes.	4	Juill.	1811	Jug. arbitral.	..	...	16	484	53	..	..	....	..	..	....	..	....	36	365	..	....
Liége.	5	Juill.	1811	Ordre.	..	...	17	163	51	..	..	....	..	..	....	4	683	..	...	..	....
Rome.	6	Juill.	1811	Référé.	4	310	18	761	25	14	2	189	11	1	213	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Juill.	1811	Cassation.	..	...	6	431	18	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	8	Juill.	1811	Tribunaux.	4	144	22	68	91	..	..	....	..	..	....	1	....	..	...	..	....
Nancy.	9	Juill.	1811	Appel.	5	289	3	324	176	..	..	....	12	2	16	..	499	32	144	12	550
Bruxelles.	9	Juill.	1811	Saisie immob.	..	...	20	325	327	15	2	183	11	2	192	11	723	..	...	12	555
Liége.	10	Juill.	1811	Huissier.	5	36	14	583	46	12	2	289	12	2	35	..	....	32	219	12	559
Cassat.	10	Juill.	1811	Aut. femm.	4	200	5	54	34	11	1	344	11	1	396	..	....	30	181	12	561
Rennes.	12	Juill.	1811	Jug. 1re part.	..	...	15	95	100	..	..	....	..	..	....	..	....	36	202	..	....
Cassat.	15	Juill.	1811	Exécution.	4	201	12	572	46	11	1	301	11	1	476	6	492	30	241	..	....
Bruxelles.	16	Juill.	1811	Appel.	4	301	3	335	177	..	..	....	12	2	12	1	437	..	...	12	572
Cassat.	16	Juill.	1811	Appel.	4	140	3	139	52	11	1	319	13	2	25	..	....	30	433	12	568
Paris.	16	Juill.	1811	Ordre.	4	83	17	202	86	11	2	381	..	..	....	10	837	39	63	12	570
Paris.	17	Juill.	1811	Ordre.	..	...	17	203	87	11	2	487	..	..	....	10	843	30	473	12	576
Bordeaux.	17	Juill.	1811	Cont. p. corps.	..	...	8	597	119	14	2	482	..	..	....	3	801	..	...	..	....
Cassat.	17	Juill.	1811	Huissier.	..	...	14	553	15	12	1	29	12	1	20	..	....	32	556	12	575
Cassat.	17	Juill.	1811	Délibéré.	4	324	9	19	9	11	1	363	9	1	446	..	....	..	...	..	....
Besançon.	18	Juill.	1811	Jug. 1re part.	..	...	15	96	101	..	..	....	..	..	....	3	363	..	...	..	....
Besançon.	18	Juill.	1811	Faux inc. civ.	4	308	14	360	26	14	2	320	11	2	164	8	442	..	...	12	580
Besançon.	18	Juill.	1811	Saisie immob.	4	305	20	328	329	15	2	181	11	2	164	11	724	..	...	12	557
Paris.	20	Juill.	1811	Ordre.	4	86	17	203	88	15	2	168	..	..	....	10	827	30	[illegible]	..	....
Cassat.	23	Juill.	1811	Saisie immob.	5	3	20	330	330	12	1	23	11	1	492	11	751	32	[illegible]	12	594
Instruct.	23	Juill.	1811	Qualités des j.	..	...	18	600	5	14	2	176	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	23	Juill.	1811	Enquête.	..	...	11	107	85	12	2	99	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Juill.	1811	Somm. appel.	..	...	3	16	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Juill.	1811	Exception.	..	...	12	459	37	..	..	....	..	..	....	..	....	38	544	12	606
Cassat.	25	Juill.	1811	Renvoi et exc.	..	...	18	865	9	13	1	390	..	..	....	2	232	30	534	12	597
Metz.	26	Juill.	1811	Appel.	6	361	3	140	52	..	..	....	..	..	....	..	....	33	248	..	....
Angers.	26	Juill.	1811	Ordre.	..	...	17	163	51	..	..	....	..	..	....	..	....	35	382	..	....
Cassat.	26	Juill.	1811	Accusation.	..	...	1	226	9	11	1	281	..	..	....	1	85	..	...	..	....
Cassat.	26	Juill.	1811	Cassation.	..	...	6	418	6	17	1	342	..	..	....	2	290	..	...	..	...

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. A. éd. édit. v.	DALLOZ. A. éd. édit. p.	DALLOZ. A. éd. édit. p.	DALLOZ. Nle édit. v.	DALLOZ. Nle édit. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Bruxelles.	28	Juill.	1811	Exploit.	..	...	13	197	213	..	..	....	..	..	....	..	....	36	480	..	....
Bourges.	29	Juill.	1811	Garantie.	..	...	14	439	30	..	..	....	..	..	....	..	....	32	382	..	....
Paris.	29	Juill.	1811	Saisie-arrêt.	..	...	19	309	65	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Juill.	1811	Jug. 1re part.	4	336	15	97	102	14	2	192	..	..	....	..	....	32	481	..	....
Paris.	30	Juill.	1811	Tribunaux.	..	...	22	70	93	12	2	5	..	..	....	..	....	32	267	..	....
Limoges.	31	Juill.	1811	Ministère pub.	..	...	16	769	26	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1811	Intervention.	..	...	14	759	26	..	..	....	..	..	....	9	593	..	...	..	....
Besançon.	31	Juill.	1811	Désaveu.	..	...	10	352	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	31	Juill.	1811	Exploit.	..	...	13	174	178	..	..	....	..	..	....	7	723	..	...	..	....
Bruxelles.	31	Juill.	1811	Expertise.	..	...	12	700	41	..	..	....	..	..	....	7	666	..	...	..	....
Colmar.	31	Juill.	1811	Jug. arbitral.	5	37	16	502	70	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1811	Com. de pièces	..	...	7	10	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1811	Sép. de corps.	..	...	21	158	37	13	2	101	..	..	....	11	913	37	354	..	....
Paris.	1	Août.	1811	Dépens.	4	91	9	213	59	13	2	284	..	..	....	..	....	32	444	12	619
Turin.	1	Août.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	147	136	12	2	262	12	2	18	..	....	..	...	..	....
Colmar.	2	Août.	1811	Ress. 1er et d.	4	355	19	149	139	..	..	....	12	2	18	4	655	..	...	..	....
Lyon.	2	Août.	1811	Saisie immob.	..	...	20	49	60	12	2	20	..	..	....	11	755	..	...	12	620
Bourges.	3	Août.	1811	Appel.	..	...	3	323	175	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rome.	3	Août.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	302	30	12	2	11	..	..	....	9	720	..	...	..	....
Montpell.	5	Août.	1811	Licit. et part.	..	...	16	690	39	..	..	....	..	..	....	..	....	30	155	..	....
Turin.	5	Août.	1811	Enquête.	5	172	11	49	21	12	2	252	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Août.	1811	Trib. de com.	4	148	22	262	82	14	2	371	..	..	....	3	691	..	...	..	....
Cassat.	6	Août.	1811	Trib. de com.	..	...	22	263	83	11	1	341	11	1	399	3	346	30	513	..	....
Paris.	6	Août.	1811	Saisie immob.	..	...	20	187	189	..	..	....	..	..	....	11	745	30	571	..	....
Cassat.	6	Août.	1811	Péremption.	4	207	18	437	28	14	1	217	..	..	....	11	201	..	...	..	....
Rennes.	6	Août.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	125	100	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	6	Août.	1811	Scellés et inv.	4	151	21	40	33	..	..	....	..	..	....	11	880	..	...	..	....
Cassat.	7	Août.	1811	Arbitrage.	..	...	4	499	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Août.	1811	Cassation.	4	210	6	431	18	11	1	348	9	2	399	11	854	30	497	12	630
Cassat.	7	Août.	1811	Saisie immob.	4	210	20	279	286	11	1	342	11	1	405	11	854	30	497	12	630
Paris.	7	Août.	1811	Saisie immob.	4	152	20	331	331	14	2	216	11	1	405	11	678	30	497	12	628
Limoges.	9	Août.	1811	Appel.	..	...	3	51	12	..	..	....	11	2	223	..	....	30	571	..	....
Paris.	10	Août.	1811	Appel.	4	275	3	326	176	12	2	212	10	2	1	..	....	32	101	..	....
Besançon.	12	Août.	1811	Jug. 1re part.	..	...	15	70	68	..	..	....	12	2	31	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Août.	1811	Distrib. par c.	4	220	10	591	5	15	2	176	13	2	12	10	858	33	205	12	668
Bruxelles.	13	Août.	1811	Saisie-exécut.	..	...	21	433	50	..	..	....	13	2	12	..	....	32	205	12	664
Bruxelles.	13	Août.	1811	Cod. de p. civ.	..	...	6	690	27	12	2	149	13	2	12	..	....	33	351	12	662
Turin.	13	Août.	1811	Appel.	5	237	3	336	178	..	..	....	13	2	12	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Août.	1811	Jug. 2e part.	..	...	15	237	61	..	..	....	11	1	433	7	173	32	173	..	....
Besançon.	14	Août.	1811	Saisie immob.	..	...	20	257	255	..	..	....	11	1	433	7	173	29	173	..	....
Cassat.	14	Août.	1811	Conciliation.	..	...	7	256	67	11	1	353	11	1	430	7	173	32	173	..	....
Cassat.	14	Août.	1811	Requête civ.	..	...	18	1019	49	12	1	360	11	1	433	..	....	32	173	..	....
Rennes.	16	Août.	1811	Huissier.	..	...	14	547	7	..	..	....	11	1	430	..	....	33	150	..	....
Aix.	16	Août.	1811	Conciliation.	..	...	7	257	68	15	2	126	11	1	430	..	....	35	56	..	....
Cassat.	16	Août.	1811	Tribunaux.	4	326	22	71	94	11	1	350	11	1	430	..	....	32	242	12	676
Paris.	17	Août.	1811	Saisie immob.	4	221	20	333	333	..	..	....	..	..	....	11	752	..	...	..	....
Limoges.	17	Août.	1811	Intervention.	4	358	14	759	27	..	..	....	..	..	....	9	584	..	...	..	....
Besançon.	19	Août.	1811	Désistement.	..	...	10	428	5	..	..	....	..	..	....	5	149	37	109	..	....
Bordeaux.	19	Août.	1811	Trib. de com.	..	...	22	266	84	12	2	65	13	2	29	..	....	37	109	12	696
Cassat.	20	Août.	1811	Exploit.	4	329	13	133	131	11	1	362	11	1	414	..	....	30	564	..	....
Cassat.	21	Août.	1811	Appel.	4	331	3	143	52	11	1	349	11	1	423	..	....	32	360	12	707
Cassat.	21	Août.	1811	Appel.	..	...	3	337	181	21	1	263	11	1	423	1	529	32	360	12	701
Metz.	21	Août.	1811	Saisie immob.	..	...	20	205	207	..	..	....	..	..	....	11	714	..	...	..	....
Paris.	22	Août.	1811	Saisie immob.	4	155	20	335	334	..	..	....	..	..	....	11	745	..	...	..	....
Paris.	23	Août.	1811	Ordre.	..	...	17	184	71	12	2	7	12	2	11	..	....	..	...	12	714
Lyon.	23	Août.	1811	Cont. p. corps.	..	...	8	537	74	12	2	30	..	..	....	..	....	..	...	12	712
Rennes.	24	Août.	1811	Avocat.	..	...	5	176	29	..	..	....	12	1	448	..	....	34	280	..	....
Rennes.	24	Août.	1811	Enquête.	..	...	11	107	86	..	..	....	12	1	448	..	....	37	357	12	716
Cassat.	24	Août.	1811	Caution.	..	...	6	556	24	12	1	212	12	1	448	..	....	34	280	..	....
Instruct.	27	Août.	1811	Saisie immob.	4	186	20	336	337	..	..	....	..	..	....	..	....	30	140	..	....
Paris.	27	Août.	1811	Saisie immob.	4	227	20	337	338	15	2	190	..	..	....	11	727	32	270	12	720
Cassat.	28	Août.	1811	Tierce oppos.	4	334	21	510	8	11	1	352	11	1	442	12	671	32	7	..	....
Liége.	28	Août.	1811	Trib. de com.	5	240	22	207	33	12	2	168	..	..	....	..	....	34	153	12	734
Turin.	28	Août.	1811	Serment.	6	362	21	205	14	..	..	....	13	2	24	4	642	..	...	..	....
Limoges.	28	Août.	1811	Appel.	..	...	3	339	188	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Angers.	29	Août.	1811	Exécution.	5	109	12	575	47	14	2	437	12	2	16	..	....	35	142	..	....
Paris.	29	Août.	1811	Saisie immob.	4	229	20	338	340	..	..	....	12	2	16	11	720	35	142	..	....
Bruxelles.	29	Août.	1811	Aut. femm.	..	...	5	35	18	12	2	264	12	2	16	..	....	35	535	..	....
Bordeaux.	29	Août.	1811	Signification.	5	295	21	257	30	15	2	189	12	2	16	..	....	35	142	12	722
Metz.	30	Août.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	323	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Août.	1811	Saisie-arrêt.	4	308	19	309	66	14	2	420	..	..	....	11	630	..	...	..	....
Nîmes.	30	Août.	1811	Notaire.	..	...	16	808	13	12	2	159	..	..	....	10	434	..	...	..	....
Colmar.	31	Août.	1811	Sép. de biens.	..	...	21	93	16	16	2	89	12	2	25	10	240	..	...	12	735
Colmar.	31	Août.	1811	Saisie immob.	5	42	20	76	83	14	2	112	..	..	....	9	129	10	240	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			Nle éd.		PALAIS. A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Colmar.	31	Août.	1811	Cont. p. corps.	..	...	8	479	18	11	2	78	11	2	100	3	809	..	...	11	837
Cassat.	2	Sept.	1811	Expertise.	..	...	12	701	42	11	1	362	11	1	444	..	....	32	40	12	740
Cassat.	3	Sept.	1811	Exploit.	..	...	13	176	183	11	1	349	11	1	418	7	832	32	20	12	743
Cassat.	3	Sept.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	150	141	12	1	225	..	..	....	..	....	..	...	12	733
Cassat.	4	Sept.	1811	Ress. 1er et d.	4	267	19	93	57	12	1	11	11	1	466	4	634	32	193	12	749
Cassat.	4	Sept.	1811	Renvoi et exc.	..	...	18	914	59	12	1	157	12	1	100	..	....	32	403	..	....
Cassat.	5	Sept.	1811	Appel.	..	...	3	391	229	20	1	510	12	1	40	1	545	32	324	12	751
Rome.	5	Sept.	1811	Evocation.	..	...	12	391	9	12	2	165	12	1	40	..	....	..	...	..	....
Rome.	5	Sept.	1811	Trib. de com.	..	...	22	267	85	12	2	165	12	1	40	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Sept.	1811	Action.	4	215	2	358	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Sept.	1811	Exploit.	4	277	13	179	186	12	1	127	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Sept.	1811	Avocat.	..	...	5	150	12	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Decret.	12	Sept.	1811	Saisie immob.	4	320	20	339	341	12	2	160	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Ajaccio.	12	Sept.	1811	Dépens.	5	111	9	213	60	14	2	22	..	..	....	9	685	..	...	12	768
Bourges.	16	Sept.	1811	Exploit.	..	...	13	179	187	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	17	Sept.	1811	Trib. de com.	..	...	22	268	87	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	18	Sept.	1811	Saisie-exécut.	6	37	21	434	51	..	..	....	..	..	....	11	656	37	522	..	....
Turin.	23	Sept.	1811	Appel.	..	...	3	342	185	..	..	....	12	2	17	1	706	33	491	12	773
Paris.	25	Sept.	1811	Cont. p. corps.	..	...	8	555	87	12	2	299	..	..	....	3	815	32	108	..	....
Turin.	2	Oct.	1811	Appel.	5	297	3	97	37	14	2	120	..	..	....	1	483	..	...	..	....
Rennes.	4	Oct.	1811	Jug. 2e part.	..	...	15	238	63	..	..	....	12	1	106	..	....	..	...	..	....
Rennes.	4	Oct.	1811	Com. de pièc.	..	...	7	10	5	..	..	....	12	1	106	..	....	..	...	..	....
Rennes.	4	Oct.	1811	Trib. de com.	..	...	22	268	88	..	..	....	12	1	106	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Oct.	1811	Aut. femm.	4	269	5	60	40	12	1	10	11	1	483	7	832	32	135	12	777
Bruxelles.	7	Oct.	1811	Trib. de com.	..	...	22	270	90	12	2	135	12	1	212	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Oct.	1811	Avocat.	5	5	12	391	10	12	1	15	11	1	504	..	....	32	182	12	781
Cassat.	14	Oct.	1811	Notaire.	..	...	16	808	14	12	1	354	11	1	480	10	434	32	90	12	792
Cassat.	17	Oct.	1811	Cassation.	5	257	6	478	65	12	1	202	..	..	....	..	....	33	74	12	787
Rome.	17	Oct.	1811	Appel.	5	43	3	343	186	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Oct.	1011	Cassation.	5	129	6	481	66	12	1	353	12	1	114	2	284	32	411	12	806
Cassat.	22	Oct.	1811	Acquiescem.	..	...	1	157	71	11	1	364	..	..	....	1	114	32	190	..	....
Paris.	23	Oct.	1811	Saisie immob.	..	...	20	340	342	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	25	Oct.	1811	Cont. p. corps.	7	262	8	537	74	13	2	192	12	1	155	..	....	35	355	12	817
Cassat.	26	Oct.	1811	Cassation.	..	...	6	481	67	12	1	12	..	..	....	2	306	32	134	..	....
Cassat.	28	Oct.	1811	Appel.	5	11	3	158	59	12	1	16	11	1	509	..	....	32	134	12	820
Cassat.	30	Oct.	1811	Avocat.	5	68	4	133	4	12	1	226	..	..	....	..	....	..	...	12	831
Cassat.	30	Oct.	1811	Saisie immob.	5	130	20	190	191	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	12	828
Cassat.	31	Oct.	1811	Notaire.	..	...	16	810	15	12	1	41	11	1	494	..	....	32	239	12	831
Cassat.	4	Nov.	1811	Exploit.	5	14	13	40	12	12	1	32	11	1	511	7	785	32	427	12	839
Cassat.	5	Nov.	1811	Arbitrage.	5	69	4	576	49	12	1	18	10	1	40	1	706	32	235	12	845
Colmar.	6	Nov.	1811	Tierce oppos.	..	...	21	551	49	12	2	315	..	..	....	12	664	..	...	..	....
Cassat.	6	Nov.	1811	Exception.	..	...	12	481	62	12	1	226	..	..	....	7	615	..	...	..	....
Rouen.	7	Nov.	1811	Acquiescem.	..	...	1	99	26	14	2	282	..	..	....	1	93	..	...	..	....
Cassat.	11	Nov.	1811	Greffier.	5	15	14	511	27	12	1	152	..	..	....	7	346	..	...	..	....
Montpell.	11	Nov.	1811	Péremption.	6	39	18	440	29	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Nov.	1811	Exploit.	5	99	13	142	137	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	12	Nov.	1811	Exécution.	4	363	12	576	48	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Inst. m. fi.	12	Nov.	1811	Protêt.	4	367	18	567	15	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	12	Nov.	1811	Enquête.	..	...	11	107	87	12	2	192	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bourges.	12	Nov.	1811	Trib. de com.	..	...	22	201	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	13	Nov.	1811	Péremption.	..	...	18	441	30	..	..	....	..	..	....	11	195	..	...	..	....
Cassat.	13	Nov.	1811	Action.	5	134	2	332	3	12	1	148	12	1	88	..	....	32	125	12	858
Cassat.	14	Nov.	1811	Cassation.	5	196	6	482	68	12	1	353	12	1	104	2	285	..	...	..	....
Cassat.	14	Nov.	1811	Absence.	..	...	1	31	14	12	1	83	..	..	....	1	18	..	...	..	....
Cassat.	15	Nov.	1811	Exploit.	..	...	13	180	188	17	1	88	12	1	172	7	712	..	...	..	....
Trèves.	15	Nov.	1811	Compromis.	..	...	7	37	9	13	2	350	12	1	172	1	652	39	272	..	....
Limoges.	15	Nov.	1811	Ordre.	5	45	17	206	92	14	2	83	14	2	51	10	810	..	...	12	721
Cassat.	18	Nov.	1811	Exploit.	5	73	13	40	12	..	..	....	12	1	52	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Nov.	1811	Jug. 1re part.	5	73	15	30	8	12	1	27	12	1	52	..	....	..	...	12	876
Cassat.	19	Nov.	1811	Ordre.	5	76	17	145	37	12	1	48	12	1	50	10	831	29	336	12	875
Cassat.	20	Nov.	1811	Notaire.	..	...	16	810	15	12	1	128	12	1	183	..	....	33	36	..	....
Instruct.	20	Nov.	1811	Greffier.	5	125	14	511	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	20	Nov.	1811	Ordre.	..	...	17	209	96	..	..	....	..	..	....	10	820	..	...	..	....
Metz.	22	Nov.	1811	Trib. de com.	..	...	22	243	61	..	..	....	..	..	....	..	....	33	207	..	....
Rennes.	22	Nov.	1811	Exploit.	..	...	13	180	189	..	..	....	..	..	....	..	....	33	207	..	....
Metz.	22	Nov.	1811	Trib. de com.	..	...	22	243	61	..	..	....	..	..	....	..	....	26	143	..	....
Paris.	22	Nov.	1811	Saisie-arrêt.	5	147	19	210	67	..	..	....	..	..	....	..	....	33	207	..	....
Cassat.	25	Nov.	1811	Surenchère.	5	139	21	105	53	12	1	85	..	..	....	11	789	32	163	..	....
Bruxelles.	26	Nov.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	151	142	12	2	380	..	..	....	..	....	33	532	..	....
Cassat.	27	Nov.	1811	Caution.	5	197	6	559	25	12	1	123	12	1	131	2	306	33	501	12	906
Cassat.	27	Nov.	1811	Saisie immob.	5	261	20	313	315	12	1	171	12	1	201	11	733	33	63	12	917
Lyon.	27	Nov.	1811	Exploit.	..	...	15	181	190	..	..	....	12	1	131	..	....	[illegible]	[illegible]	..	[illegible]
Montpell.	27	Nov.	1811	Jug. arbitral.	5	242	16	503	72	..	..	....	12	1	131	..	....	32	[illegible]	..	[illegible]
Nîmes.	28	Nov.	1811	Intervention.	..	...	14	761	29	..	..	....	12	1	52	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. édit.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	28	Nov.	1811	Tribunaux.	5	206	22	72	97	12	1	240	12	1	187	..	....	33	39	..	....
Paris.	28	Nov.	1811	Exception.	..	...	12	481	63	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Nov.	1811	Ordre.	6	41	17	211	97	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	28	Nov.	1811	Saisie immob.	5	175	20	230	231	12	2	283	..	..	....	11	829	33	540	..	....
Metz.	29	Nov.	1811	Trib. de com.	..	...	22	271	91	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Nov.	1811	Cassation.	..	...	6	421	9	..	..	....	..	..	....	2	275	..	...	..	....
Turin.	30	Nov.	1811	Aut. femm.	..	...	5	33	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	30	Nov.	1811	Acquiescem.	5	245	1	159	73	14	2	42	..	..	....	1	149	..	...	12	932
Décret.	30	Nov.	1811	Aut. comm.	..	...	4	717	39	12	2	164	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Nov.	1811	Arbitrage.	5	149	4	543	26	14	2	21	..	..	....	1	738	38	58	12	930
Bruxelles.	4	Dec.	1811	Off. reel. et c.	6	47	17	35	30	..	..	....	..	..	....	2	274	34	500	..	....
Cassat.	4	Déc.	1811	Trib. de com.	..	...	22	220	45	13	1	367	12	1	233	2	274	32	323	12	944
Cassat.	4	Déc.	1811	Appèl.	5	84	3	295	156	12	1	59	12	1	62	..	....	32	233	..	....
Nancy.	5	Dec.	1811	Surenchère.	6	44	21	399	49	12	2	352	..	..	....	..	....	33	140	..	....
Bruxelles.	5	Déc.	1811	Saisie immob.	5	176	20	347	348	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	12	947
Besançon.	5	Déc.	1811	Expertise.	..	...	12	676	1	..	..	....	..	..	....	7	689	..	...	..	....
Metz.	6	Déc.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	152	143	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Amiens.	6	Déc.	1811	Scellés et inv.	6	48	21	43	34	..	..	....	12	2	36	11	876	..	...	..	....
Bruxelles.	10	Déc.	1811	Enquête.	..	...	11	199	88	..	..	....	13	2	28	6	855	..	...	..	....
Turin.	10	Dec.	1811	Appel.	5	297	3	98	37	14	2	121	..	..	....	1	483	..	...	..	....
Colmar.	11	Déc.	1811	Sep. de biens.	6	362	21	80	7	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	11	Déc.	1811	Cont. p. corps.	6	363	8	598	120	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Florence.	11	Dec.	1811	Appel.	5	301	3	344	183	14	2	112	..	..	....	..	....	..	...	12	962
Gênes.	12	Déc.	1811	Jug. par déf.	6	159	15	551	95	13	2	12	12	2	111	9	701	33	566	12	971
Aix.	12	Dec.	1811	Exception.	..	...	12	452	61	13	2	205	..	..	....	7	615	..	...	12	974
Orléans.	12	Déc.	1811	Jug. par def.	..	...	15	550	94	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	13	Déc.	1811	Exception.	6	362	12	433	10	..	..	....	..	..	....	..	....	34	511	..	....
Bourges.	13	Dec.	1811	Trib. de com.	..	...	22	201	27	..	..	....	..	..	....	..	....	34	511	..	....
Florence.	14	Dec.	1811	Saisie-exécut.	6	51	21	428	45	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Trèves.	16	Dec.	1811	Enquête.	6	53	11	141	90	14	2	341	..	..	....	6	852	31	351	12	982
Cassat.	17	Déc.	1811	Enquête.	5	143	11	61	34	12	1	145	12	1	167	..	....	36	10	12	988
Rennes.	17	Déc.	1811	Saisie-exécut.	..	...	21	435	53	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	17	Dec.	1811	Appel.	6	103	3	199	90	14	2	392	..	..	....	..	....	..	...	12	994
Cassat.	17	Déc.	1811	Enregistrem.	5	265	11	305	81	12	1	144	..	..	....	7	184	..	...	12	987
Bruxelles.	18	Déc.	1811	Scellés et inv.	..	...	21	45	35	12	2	145	..	..	....	..	....	33	487	12	996
Besançon.	18	Dec.	1811	Jug. arbitral.	..	...	16	505	74	..	..	....	..	..	....	1	745	..	...	..	....
Florence.	18	Déc.	1811	Protêt.	..	...	18	569	17	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Déc.	1811	Enquête.	..	...	11	112	91	..	..	....	..	..	....	..	....	35	287	12	988
Bruxelles.	18	Déc.	1811	Depens.	..	...	9	215	67	12	2	145	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Déc.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	20	Déc.	1811	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Gênes.	23	Déc.	1811	Vérific. d'écr.	..	...	22	425	19	..	..	....	..	..	....	..	....	33	305	..	....
Paris.	23	Déc.	1811	Saisie-exécut.	..	...	21	436	54	14	2	144	..	..	....	..	....	32	205	..	....
Cassat.	24	Déc.	1811	Enquête.	5	202	11	49	21	12	1	147	12	1	169	..	....	33	14	12	992
Limoges.	24	Dec.	1811	Exploit.	5	113	13	131	129	14	2	61	..	..	...	..	....	32	400	12	868
Limoges.	24	Déc.	1811	Sép. de biens.	5	49	21	80	7	14	2	12	16	2	110	10	237	..	...	12	1006
Rennes.	24	Déc.	1811	Appel.	..	...	3	345	189	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Déc.	1811	Exception.	5	203	12	483	65	12	1	148	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Déc.	1811	Récusation.	..	...	18	632	18	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Déc.	1811	Interrogatoir.	..	...	14	721	27	..	..	....	..	..	....	9	578	..	...	..	...
Cassat.	26	Déc.	1811	Cassation.	..	...	6	421	9	..	..	....	..	..	....	2	275	..	...	..	....
Paris.	26	Déc.	1811	Exécution.	5	19	12	577	49	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	26	Déc.	1811	Sép. de corps.	5	247	21	154	34	12	2	250	..	..	....	11	900	..	...	..	....
Liége.	27	Déc.	1811	Trib. de com.	6	364	22	271	92	13	2	142	..	..	....	2	734	34	150	..	....
Grenoble.	27	Déc.	1811	Péremption.	..	...	18	421	16	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Liége.	27	Déc.	1811	Peremption.	..	...	18	443	31	..	..	....	..	..	....	11	205	35	547	12	1013
Cassat.	27	Déc.	1811	Appel.	5	323	3	346	190	17	1	325	..	..	....	..	....	33	86	..	....
Cassat.	27	Déc.	1811	Avocat.	..	...	4	132	4	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	12	1011
Trèves.	30	Déc.	1811	Evocation.	6	364	12	372	3	..	..	....	..	..	....	..	....	35	476	..	....
Cassat.	30	Déc.	1811	Notaire.	..	...	16	810	16	..	..	....	..	..	....	10	426	..	...	..	....
Turin.	30	Déc.	1811	Cont. p. corps.	6	55	8	471	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Déc.	1811	Renvoi et exc.	..	...	18	914	60	12	2	266	..	..	....	..	....	..	...	12	781
Lyon.	31	Déc.	1811	Jug. par déf.	5	308	15	363	98	..	..	....	..	..	....	9	719	..	...	..	....
Paris.	31	Déc.	1811	Saisie-arrêt.	..	...	19	263	13	12	2	65	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Instruct.	31	Déc.	1811	Success. vac.	..	...	21	337	8	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Déc.	1811	Jug. par déf.	..	...	15	362	96	12	2	65	..	..	....	..	....	32	381	..	....
Bruxelles.	31	Déc.	1811	Enquête.	..	...	11	112	92	..	..	....	13	2	30	6	857	33	348	12	984
Rennes.	2	Janv.	1812	Off. réel et c.	..	...	17	35	31	..	..	....	..	..	....	10	577	..	...	..	....
Metz.	3	Janv.	1812	Jug. 2e part.	..	...	15	239	66	..	..	....	12	1	273	..	....	33	171	..	....
Cassat.	3	Janv.	1812	Cassation.	..	...	6	482	69	16	1	8	16	1	144	2	289	33	171	13	2
Paris.	4	Janv.	1812	Appel.	5	21	3	352	192	14	2	385	..	..	....	1	461	34	144	..	....
Turin.	4	Janv.	1812	Acquiescem.	6	226	1	161	74	13	2	322	..	..	....	1	103	34	144	13	7
Grenoble.	4	Janv.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	152	144	..	..	....	..	..	....	..	....	34	144	..	....
Rouen.	4	Janv.	1812	Saisie immob.	..	...	20	348	349	..	..	....	..	..	....	..	....	34	144	13	6

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. édit.			Nle éd.		PALAIS. A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	4	Janv.	1812	Cassation.	..	...	6	483	70	20	1	501	..	..	....	2	351	34	144	..	....
Cassat.	6	Janv.	1812	Saisie immob.	5	205	20	238	237	12	1	54	12	1	179	11	708	32	545	13	12
Rennes.	7	Janv.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	365	99	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Turin.	7	Janv.	1812	Cont. p. corps.	6	353	8	598	120	..	..	....	..	..	....	..	...	..	...	..	....
Cassat.	7	Janv.	1812	Appel.	5	268	3	357	197	12	1	169	12	1	249	..	...	33	271	13	19
Paris.	7	Janv.	1812	Appel.	.	...	3	352	193	12	2	148	12	2	63	1	488	32	449	..	....
Nîmes.	7	Janv.	1812	Appel.	6	232	3	354	195	14	2	371	..	..	....	1	536	35	117	13	16
Paris.	7	Janv.	1812	Avoué.	5	82	5	325	63	12	2	57	..	..	.. .	..	....	32	446	..	....
Paris.	7	Janv.	1812	Tierce oppos.	6	364	21	553	51	12	2	148	..	..	....	..	....	32	449	..	....
Déc. m. j.	8	Janv.	1812	Greffier.	..	...	14	512	29	12	2	144	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Janv.	1812	Cont. p. corps.	5	269	8	599	121	12	1	254	12	1	239	..	....	33	17	13	20
Rennes.	8	Janv.	1812	Exception.	..	...	12	449	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Rennes.	8	Janv.	1812	Conciliation.	..	...	7	166	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Janv.	1812	Accusation.	..	...	1	229	9	17	1	327	..	..	....	1	86	34	404	13	25
Liége.	10	Janv.	1812	Saisie immob.	..	...	20	349	350	14	2	187	..	..	....	..	....	38	271	..	....
Rennes.	10	Janv.	1812	Saisie-arrêt.	..	...	19	310	68	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	.	....
Nancy.	10	Janv.	1812	Enquête.	6	109	11	114	93	14	2	341	..	..	....	6	859	33	483	13	29
Bruxelles.	12	Janv.	1812	Signification.	.	...	21	264	39	14	2	361	13	2	20	1	496	..	...	13	42
Colmar.	14	Janv.	1812	Aut. femm.	..	...	5	39	39	12	2	442	23	2	173	..	....	32	588	..	....
Lyon.	14	Janv.	1812	Interdiction.	..	...	14	673	32	13	2	12	..	9	530	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	15	Janv.	1812	Tierce oppos.	6	164	21	554	53	14	2	398	15	2	90	..	....	34	397	..	....
Cassat.	15	Janv.	1812	Cassation.	..	...	6	485	72	22	1	151	22	1	37	2	367	35	401	13	48
Cassat.	15	Janv.	1812	Minist. pub.	..	...	16	770	27	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	15	Janv.	1812	Désaveu.	..	...	10	353	15	..	..	....	..	..	....	5	124	..	...	..	....
Cassat.	15	Janv.	1812	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	12	1	149	..	..	....	..	....	32	555	13	47
Cassat.	15	Janv.	1812	Compromis.	7	65	7	71	37	12	1	113	..	..	....	1	622	..	...	13	48
Colmar.	17	Janv.	1812	Cess. de biens.	5	179	6	634	20	14	2	22	10	1	597	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	17	Janv.	1812	Renvoi et exc.	8	359	18	915	61	14	2	281	13	2	3	8	141	35	236	13	66
Nîmes.	17	Janv.	1812	Jug. 1re part.	..	. .	15	97	103	13	2	231	..	..	....	2	503	..	...	..	....
Cassat.	17	Janv.	1812	Cassation.	..	...	6	484	70	17	1	187	..	..	....	2	351	..	...	..	....
Paris.	18	Janv.	1812	Surenchère.	6	365	21	419	68	12	2	345	..	..	....	..	....	33	109	..	....
Rennes.	20	Janv.	1812	Qualités des j.	..	...	18	602	6	..	..	....	..	..	....	..	....	..	. .	..	....
Bordeaux.	20	Janv.	1812	Saisie immob.	..	...	20	350	351	..	..	....	12	2	105	11	673	37	303	13	72
Cassat.	21	Janv.	1812	Amende.	..	...	2	611	59	12	1	160	12	1	254	1	387	33	273	..	....
Colmar.	21	Janv.	1812	Trib. de com.	8	358	22	251	70	.	..	....	12	1	254	..	....	..	...	..	....
Metz.	21	Janv.	1812	Ress. 1er et d.	6	291	19	152	145	14	2	375	12	1	254	4	703	34	264	..	....
Cassat.	21	Janv.	1812	Jug. 2e part.	..	...	15	240	68	12	1	184	12	1	254	1	143	33	273	..	....
Metz.	21	Janv.	1812	Trib. de com.	..	...	22	272	93	..	..	....	12	1	254	..	....	..	...	..	....
Bourges.	21	Janv.	1812	Trib. de com.	..	...	22	272	94	..	..	....	12	1	254	..	....	33	273	..	....
Cassat.	21	Janv.	1812	Cassation.	..	...	6	418	6	12	1	160	12	1	254	1	387	33	273	13	75
Turin.	22	Janv.	1812	Ordre.	6	112	17	212	98	..	..	....	..	..	....	10	806	..	...	..	....
Bruxelles.	23	Janv.	1812	Requête civ.	5	304	18	620	51	12	2	261	..	..	....	11	595	33	537	13	83
Cassat.	24	Janv.	1812	Cassation.	6	365	6	418	6	..	..	....	..	..	....	2	290	..	...	..	....
Florence.	25	Janv.	1812	Interdiction.	6	168	14	674	33	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Limoges.	25	Janv.	1812	Appel.	6	146	3	144	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Janv.	1812	Notaire.	..	...	16	813	17	12	1	198	12	1	218	10	435	33	188	..	....
Paris.	28	Janv.	1812	Dépens.	6	365	9	216	62	13	2	192	..	..	....	..	....	..	...	13	99
Limoges.	28	Janv.	1812	Exploit.	5	181	13	183	191	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	30	Janv.	1812	Arbitrage.	8	365	4	583	53	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	31	Janv.	1812	Saisie immob.	6	170	20	230	231	15	2	165	..	..	....	11	827	..	...	13	103
Bourges.	31	Janv.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	1	Fév.	1812	Tierce oppos.	6	212	21	556	55	..	..	....	..	..	....	12	655	..	...	..	....
Grenoble.	1	Fév.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	155	148	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Limoges.	1	Fév.	1812	Jug. par déf.	8	359	15	366	100	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Colmar.	1	Fév.	1812	Faux inc. civ.	5	253	14	370	33	14	2	328	..	..	....	8	131	..	...	..	....
Turin.	2	Fév.	1812	Régl. de juges	..	...	18	820	31	14	2	350	..	..	....	3	[illegible]	..	...	..	....
Paris.	3	Fév.	1812	Saisie immob.	5	93	20	351	354	14	2	23	..	..	....	11	754	33	41	13	108
Liége.	4	Fév.	1812	Exploit.	..	...	13	183	192	..	..	....	..	..	....	7	[illegible]	..	...	..	....
Cassat.	4	Fév.	1812	Cod. de p. civ.	..	...	6	679	1	12	1	136	..	..	....	7	[illegible]	..	...	..	....
Gênes.	5	Fév.	1812	Conclusions.	6	172	8	304	1	..	..	....	..	..	....	..	....	33	557	..	....
Gênes.	5	Fév.	1812	Acquiescem.	..	...	1	77	6	..	..	....	..	..	....	1	91	..	...	..	....
Bruxelles.	6	Fév.	1812	Exception.	6	235	12	470	52	14	2	312	13	2	28	..	....	34	544	13	110
Bruxelles.	6	Fév.	1812	Trib. de com.	..	...	22	273	95	9	2	407	..	..	....	6	537	34	15	..	....
Cassat.	6	Fév.	1812	Audience.	..	...	4	575	3	12	1	97	..	..	....	..	....	33	55	..	....
Cassat.	10	Fév.	1812	Action.	..	...	2	445	45	13	1	3	12	1	247	1	254	33	[illegible]	13	127
Cassat.	12	Fév.	1812	Compromis.	..	...	7	38	9	11	2	13	9	2	130	1	655	..	...	..	....
Cassat.	12	Fév.	1812	Appel.	..	...	7	38	9	14	1	155	..	..	....	1	430	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Fév.	1812	Évocation.	6	366	12	341	10	..	..	....	..	..	....	..	....	33	252	..	....
Turin.	13	Fév.	1812	Appel.	..	...	3	270	150	..	..	....	..	..	....	1	450	35	89	..	....
Nîmes.	14	Fév.	1812	Jug. 2e part.	6	366	15	241	69	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Metz.	15	Fév.	1812	Ordre.	..	...	17	215	100	..	..	....	13	2	19	10	829	..	...	..	....
Metz.	15	Fév.	1812	Appel.	..	...	3	355	198	..	..	....	13	2	19	..	....	..	...	..	....
Metz.	15	Fév.	1812	Signification.	..	...	21	265	40	..	..	....	13	2	19	..	....	..	...	..	....
Lyon.	15	Fév.	1812	Cons. de fam.	..	...	8	350	53	13	2	299	13	2	19	12	712	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p	DALLOZ. Anc. édit. v.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Anc. édit. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. ed. v.	PALAIS. A. ed. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Cassat.	15	Fév.	1812	Trib. de com.	..	...	22	274	96	12	1	241	..	..	....	..	....	33	379	..	....
Metz.	16	Fév.	1812	Cons. de fam.	..	...	8	381	56	12	2	389	13	2	19	..	....	33	156	..	....
Rennes.	17	Fév.	1812	Evocation.	..	...	12	396	17	15	2	207	13	2	46	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Fév.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	155	149	12	1	193	12	1	266	..	....	33	168	13	147
Toulouse.	17	Fév.	1812	Saisie immob.	..	...	20	322	326	12	2	291	22	2	172	11	734	..	...	..	....
Paris.	19	Fév.	1812	Saisie immob.	5	155	20	353	355	..	..	....	..	..	....	11	865	33	125	..	....
Paris.	19	Fév.	1812	Référé.	5	217	18	767	27	..	..	....	..	..	....	11	550	33	379	..	....
Limoges.	19	Fév.	1812	Dépens.	..	...	9	237	83	..	..	....	..	..	....	..	....	33	379	..	....
Liége.	19	Fév.	1812	Exception.	..	...	12	484	66	..	..	....	..	..	....	..	....	33	379	..	....
Orléans.	19	Fév.	1812	Expertise.	..	...	12	702	43	..	..	....	..	..	....	..	....	33	379	..	....
Liége.	20	Fév.	1812	Enquête.	6	296	11	116	95	..	..	....	13	2	28	6	861	34	520	..	....
Cassat.	20	Fév.	1812	Appel.	..	...	3	358	159	12	1	333	12	1	399	1	582	34	99	13	155
Cassat.	21	Fév.	1812	Cassation.	..	...	6	418	6	17	1	342	..	..	....	2	290	..	...	..	....
Colmar.	22	Fév.	1812	Exception.	5	303	12	486	67	14	2	306	..	..	....	7	615	..	...	..	....
Nîmes.	22	Fév.	1812	Evocation.	6	366	12	396	14	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Fév.	1812	Exception.	..	...	12	474	55	..	..	....	12	1	336	7	616	34	53	..	....
Grenoble.	25	Fév.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	..	..	....	12	1	287	..	....	33	264	..	....
Grenoble.	25	Fév.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	157	151	..	..	....	12	1	287	..	....	33	264	..	....
Cassat.	25	Fév.	1812	Cassation.	..	...	3	34	5	12	1	207	12	1	287	..	....	33	264	..	....
Turin.	26	Fév.	1812	Ress. 1er et d.	6	174	19	158	153	13	2	46	..	..	....	..	....	33	157	13	184
Nîmes.	26	Fév.	1812	Just. de paix.	6	297	16	610	73	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	26	Fév.	1812	Compromis.	6	367	7	74	38	..	..	....	..	..	....	1	616	..	...	13	175
Limoges.	26	Fév.	1812	Jug. par déf.	5	308	15	363	98	14	2	119	..	..	....	9	720	..	...	13	182
Cassat	27	Fev.	1812	Jug. 1re part.	6	72	15	98	104	..	..	....	12	1	365	..	....	33	433	..	....
Grenoble.	27	Fév.	1812	Interrogatoire	..	...	14	709	11	..	..	....	..	..	....	9	578	..	...	..	....
Rennes.	27	Fév.	1812	Garantie.	..	...	14	440	31	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Fév.	1812	Prise à partie.	..	...	18	538	6	12	1	342	..	..	....	11	348	..	...	..	....
Paris.	28	Fév.	1812	Renvoi et exc.	5	220	18	915	63	14	2	360	15	2	9	..	....	..	...	13	188
Cassat.	28	Fév.	1812	Cassation.	6	6	6	418	6	12	1	342	12	1	280	..	....	33	255	..	....
Rennes.	28	Fév.	1812	Appel.	..	...	3	144	52	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	28	Fév.	1812	Acquiescem.	..	...	1	165	76	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Fév.	1812	Acquiescem.	..	...	1	165	77	12	2	416	..	..	....	1	149	33	433	..	....
Bourges.	29	Fév.	1812	Matières som.	..	...	16	725	11	..	.	....	..	..	....	..	....	33	433	..	....
Paris.	29	Fév.	1812	Sép. de corps.	6	367	21	159	39	..	..	....	..	..	....	..	....	33	100	..	....
Bruxelles.	1	Mars.	1812	Enquête.	6	100	11	46	20	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	2	Mars.	1812	Appel.	..	...	3	363	203	..	..	....	..	..	....	..	....	33	361	..	....
Paris.	2	Mars.	1812	Cont. p. corps.	5	158	8	539	74	..	..	....	..	..	....	..	....	33	361	..	....
Florence.	2	Mars.	1812	Ress. 1er et d.	8	354	19	159	154	..	..	....	..	..	....	..	....	33	361	..	....
Cassat.	4	Mars.	1812	Procédure.	5	335	6	676	15	12	1	194	12	1	261	1	464	..	...	..	....
Douai.	4	Mars.	1812	Succession.	..	...	21	306	7	12	2	392	12	2	261	12	369	33	178	..	....
Cassat.	5	Mars.	1812	Péremption.	..	...	18	444	32	3	1	289	..	..	....	6	445	33	318	..	....
Limoges.	6	Mars.	1812	Dépens.	8	353	9	216	63	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	6	Mars.	1812	Appel.	..	...	3	161	59	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	...
Paris.	6	Mars.	1812	Jug. arbitral.	..	...	16	484	53	12	2	322	..	..	....	1	786	..	...	..	....
Gênes.	7	Mars.	1812	Acquiescem.	..	...	1	166	78	14	2	259	..	..	....	1	109	38	153	13	208
Paris.	9	Mars.	1812	Ordre.	..	...	17	215	101	12	2	408	..	..	....	9	314	37	215	13	211
Rennes.	9	Mars.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	161	155	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Montpell.	10	Mars.	1812	Saisie immob.	6	253	20	354	356	..	..	....	..	..	....	..	....	33	121	..	....
Paris.	10	Mars.	1812	Jug. par déf.	6	368	15	367	101	..	..	....	..	..	....	..	....	33	321	..	....
Cassat.	10	Mars.	1812	Enregistrem.	6	10	11	282	60	12	1	242	10	1	298	7	366	..	...	..	....
Rennes.	11	Mars.	1812	Tribunaux.	..	...	22	275	97	..	..	....	12	1	302	..	....	..	...	..	....
Trèves.	11	Mars.	1812	Ordre.	6	299	17	216	102	..	..	....	12	2	302	10	844	35	45	13	230
Cassat.	11	Mars.	1812	Exploit.	..	...	13	183	193	13	1	418	12	1	302	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Mars.	1812	Interdiction.	..	...	14	674	34	12	1	217	12	..	302	9	544	33	285	13	219
Cassat.	11	Mars.	1812	Aut. comm.	..	...	4	747	40	12	1	353	12	1	302	..	....	36	287	..	....
Rennes.	11	Mars.	1812	Com. de pièc.	..	...	7	12	7	..	..	....	12	1	302	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Mars.	1812	Dépens.	6	12	9	219	65	12	1	255	12	1	295	..	....	..	...	..	....
Paris.	12	Mars.	1812	Protêt.	..	...	18	569	18	13	2	32	..	..	....	6	694	..	...	13	236
Paris.	12	Mars.	1812	Surenchère.	5	225	21	407	54	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	13	Mars.	1812	Jug. par déf.	6	368	15	370	105	..	..	....	13	2	71	9	727	..	...	..	....
Cassat.	13	Mars.	1812	Règl. de juges.	..	...	18	821	32	13	1	209	13	1	71	3	267	..	...	13	243
Trèves.	16	Mars.	1812	Huissier.	6	246	14	584	47	..	..	....	..	..	....	..	....	34	565	13	251
Paris.	16	Mars.	1812	Sép. de corps.	6	367	21	159	39	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Mars.	1812	Trib. de com.	5	276	22	276	98	14	2	105	..	..	....	3	357	33	400	..	....
Bruxelles.	17	Mars.	1812	Appel.	6	304	3	363	204	14	2	369	13	2	20	..	....	34	406	13	258
Cassat.	17	Mars.	1812	Règl. de juges.	..	...	18	803	15	12	1	304	12	1	371	3	248	33	439	13	262
Bruxelles.	17	Mars.	1812	Renvoi et exc.	..	...	18	903	49	..	..	....	..	..	....	3	349	33	439	..	....
Bruxelles.	17	Mars.	1812	Cont. p. corps.	..	...	8	599	123	14	2	369	..	..	....	3	753	34	406	13	258
Avis du C.	17	Mars.	1812	Minist. pub.	..	...	16	770	28	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	17	Mars.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	....	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Mars.	1812	Saisie immob.	6	15	20	138	145	12	1	335	12	1	362	11	747	34	15	13	171
Paris.	18	Mars.	1812	Interrogatoir.	5	278	14	722	29	14	2	33	14	2	23	9	574	33	312	..	....
Cassat.	19	Mars.	1812	Tribunaux.	6	321	22	73	98	12	1	23	12	1	552	..	....	35	22	13	264
Cassat.	19	Mars.	1812	Désistement.	6	18	10	460	25	12	1	247	12	1	319	5	171	33	497	13	264

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Liége.	19	Mars.	1812	Signification.	..	...	21	265	41	..	..	....	12	2	324	7	707	..	...	..	...
Cassat.	19	Mars.	1812	Règl. de juges.	..	...	18	821	33	12	1	384	12	1	324	..	....	..	...	13	264
Grenoble.	20	Mars.	1812	Ress. 1er. et d.	..	...	19	57	21	..	..	....	..	..	...	..	....	38	65	..	...
Nimes.	20	Mars.	1812	Désistement.	8	355	10	466	26	..	..	....	..	..	...	..	....	38	65	..	...
Paris.	20	Mars.	1812	Arbitrage.	5	230	4	576	49	12	2	322	..	..	...	1	708	33	200	..	...
Cassat.	20	Mars.	1812	Appel.	..	...	3	364	205	12	1	392	..	..	...	1	560	34	592	..	...
Cassat.	20	Mars.	1812	Appel.	..	...	3	364	205	12	1	383	..	..	...	1	567	34	592	..	...
Turin.	21	Mars.	1812	Requête civile.	..	...	18	1026	53	14	2	309	..	..	...	11	608	39	78	13	286
Turin.	21	Mars.	1812	Exécut. prov.	..	...	12	639	39	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	24	Mars.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	70	40	12	1	325	12	1	410	..	....	34	203	13	291
Rennes.	24	Mars.	1812	Expertise.	..	...	12	702	44	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Avis du C.	24	Mars.	1812	Exécution.	6	123	12	578	50	13	2	8	13	2	47	..	....	..	...	..	...
Grenoble.	24	Mars.	1812	Péremption.	..	...	18	421	16	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	25	Mars.	1812	Exploit.	6	23	13	184	194	12	1	336	12	1	327	7	794	34	36	14	298
Bruxelles.	25	Mars.	1812	Ress. 1er et d.	7	364	19	34	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	25	Mars.	1812	Enregistrem.	..	...	11	307	83	12	1	225	..	..	...	7	54	..	...	..	...
Cassat.	25	Mars.	1812	Aut. femm.	6	25	5	63	40	12	1	317	12	1	357	..	....	36	88	13	299
Bruxelles.	26	Mars.	1812	Saisie immob.	5	365	20	93	100	14	2	78	..	..	...	11	758	34	248	13	301
Cassat.	26	Mars.	1812	Cassation.	..	...	6	486	73	17	1	343	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	30	Mars.	1812	Jug. 1re part.	6	133	15	23	2	12	1	190	12	1	382	..	....	33	452	..	...
Cassat.	1	Avril.	1812	Exploit.	6	75	13	184	195	12	1	318	12	1	359	7	817	34	89	..	...
Turin.	1	Avril.	1812	Appel.	8	349	3	365	206	..	..	....	12	1	359	..	....	32	510	13	307
Cassat.	1	Avril.	1812	Execution.	6	135	12	534	9	14	1	110	12	1	371	9	645	..	...	13	312
Turin.	2	Avril.	1812	Saisie immob.	6	307	20	183	186	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	2	Avril.	1812	Accusation.	..	...	1	230	9	..	..	....	..	..	...	1	86	35	536	..	...
Cassat.	2	Avril.	1812	Dépens.	..	...	9	219	67	12	1	393	12	1	539	9	906	35	539	13	316
Paris.	3	Avril.	1812	Surenchère.	5	340	21	409	55	14	2	41	14	2	32	11	797	36	240	..	...
Caen.	4	Avril.	1812	Vérific. d'écr.	..	...	22	425	19	12	2	336	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Paris.	6	Avril.	1812	Surenchère.	5	345	21	409	57	14	2	24	..	..	...	11	764	..	...	..	...
Bruxelles.	7	Avril.	1812	Exploit.	..	...	13	185	196	..	..	....	10	2	24	7	816	..	...	13	339
Turin.	7	Avril.	1812	Faux inc. civ.	8	365	14	371	34	..	..	....	..	..	...	..	....	34	538	13	325
Cassat.	8	Avril.	1812	Requête civile.	6	193	18	1029	57	12	1	360	12	1	495	..	....	..	...	13	333
Cassat.	8	Avril.	1812	Enregistrem.	..	...	11	308	84	..	..	....	..	..	...	7	70	..	...	..	...
Cassat.	8	Avril.	1812	Absent.	..	...	1	35	15	..	..	....	..	..	...	1	1	..	...	13	329
Limoges.	10	Avril.	1812	Sép. de biens.	6	58	21	80	7	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	10	Avril.	1812	Appel.	..	...	3	391	229	12	1	394	..	..	...	1	545	35	583	13	342
Paris.	11	Avril.	1812	Sép. de corp.	7	365	21	160	40	..	..	....	..	..	...	..	....	33	397	13	343
Florence.	11	Avril.	1812	Saisie-exécut.	8	363	21	437	55	..	..	....	..	..	...	..	....	36	503	..	...
Limoges.	11	Avril.	1812	Enquête.	6	342	11	46	20	..	..	....	..	..	...	..	....	36	503	..	...
Toulouse.	12	Avril.	1812	Vérific. d'écr.	..	...	22	398	1	16	2	14	..	..	...	..	....	..	...	13	346
Nîmes.	13	Avril.	1812	Trib. de com.	8	367	22	279	99	14	2	103	..	..	...	2	734	34	12	..	...
Grenoble.	13	Avril.	1812	Requête civile.	..	...	18	1031	58	..	..	....	..	..	...	11	603	34	12	..	...
Lyon.	13	Avril.	1812	Saisie immob.	..	...	20	50	61	..	..	....	..	..	...	..	....	34	12	..	...
Paris.	14	Avril	1812	Cess. de biens.	5	280	6	622	13	..	..	....	..	..	...	..	....	33	212	..	...
Nimes.	14	Avril.	1812	Tierce oppos.	..	...	21	542	42	13	2	218	13	2	94	12	659	..	...	13	355
Bourges.	14	Avril.	1812	Exécution.	..	...	12	578	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Metz.	14	Avril.	1812	Huissier.	..	...	14	570	29	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Colmar.	14	Avril.	1812	Saisie immob.	5	368	20	355	357	..	..	....	..	..	...	11	743	..	...	..	...
Colmar.	15	Avril.	1812	Ministère pub.	6	184	29	771	....	..	..	....	13	1	17	..	....	..	...	..	...
Metz.	17	Avril.	1812	Trib. de com.	..	...	..	100	279	..	..	....	13	2	46	..	....	..	...	..	...
Nimes.	17	Avril.	1812	Exploit.	8	351	13	186	197	..	..	....	13	2	46	..	....	..	...	..	...
Florence.	18	Avril.	1812	Avoué	8	352	5	76	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Bruxelles.	20	Avril.	1812	Exploit.	..	...	13	186	198	..	..	....	13	2	23	7	718	33	191	..	...
Nimes.	20	Avril.	1812	Saisie immob.	8	364	20	356	358	..	..	....	13	2	23	11	836	33	191	..	...
Cassat.	21	Avril.	1812	Just. de paix.	6	137	16	612	75	12	1	342	12	1	388	4	678	34	22	13	372
Agen.	21	Avril.	1812	Saisie-arrêt.	..	...	19	300	53	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	21	Avril.	1812	Enquête.	6	76	11	118	97	12	1	187	12	1	381	6	850	33	447	13	373
Paris.	21	Avril.	1812	Tribunaux.	5	348	22	75	99	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Bruxelles.	22	Avril.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	116	85	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Rennes.	22	Avril.	1812	Domm.-intér.	..	...	10	631	4	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Orléans.	23	Avril.	1812	Trib. de com.	..	...	22	280	101	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Nimes.	23	Avril.	1812	Exploit.	..	...	13	187	199	..	..	....	..	..	...	7	653	..	...	..	...
Paris.	23	Avril.	1812	Appel.	5	351	3	365	207	14	2	31	..	..	...	1	457	..	...	..	...
Cassat.	24	Avril.	1812	Jug. 1re part.	..	...	15	99	105	..	..	....	12	1	610	..	....	35	161	13	396
Limoges.	24	Avril	1812	Appel.	5	362	3	146	52	14	2	389	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Liége.	25	Avril.	1812	Jug. par déf.	7	173	15	367	102	..	..	....	..	..	...	..	....	41	318	13	400
Bruxelles.	27	Avril.	1812	Desaveu.	6	344	10	354	16	..	..	....	..	..	...	5	106	37	561	..	...
Turin.	27	Avril.	1812	Jug. par déf.	7	162	15	282	2	13	2	248	..	..	...	9	726	37	561	13	406
Cassat.	27	Avril.	1812	Saisie immob.	..	...	20	363	359	12	1	300	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Liége.	28	Avril.	1812	Péremption.	..	...	18	445	33	..	..	....	..	..	...	11	202	37	551	..	...
Bruxelles.	30	Avril.	1812	Trib. de com.	7	362	22	280	101	..	..	....	..	..	...	3	344	34	496	..	...
Turin.	1	Mai.	1812	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	..	..	....	..	..	...	..	....	38	318	13	421
Rennes.	1	Mai.	1812	Garantie.	..	...	14	441	32	..	..	....	..	..	...	..	....	33	509	..	...
Rennes.	2	Mai.	1812	Demande nou.	..	...	9	94	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Rennes.	4	Mai.	1812	Faux inc. civ.	..	...	14	372	35	15	2	101	15	2	70	8	443	14	507	13	434
Cassat.	4	Mai.	1812	Jug. par déf.	6	79	15	302	30	12	1	348	12	1	408	9	720	34	97	13	439
Décret.	4	Mai.	1812	Enquête.	6	63	11	120	98	13	2	25	..	..	...	..	....	34	97	..	....
Paris.	4	Mai.	1812	Cont. p. corps.	5	352	8	601	124	..	..	....	..	..	...	3	816	34	42	..	....
Rennes.	4	Mai.	1812	Acquiescem.	..	...	1	167	79	..	..	....	..	..	...	..	....	34	97	..	....
Cassat.	5	Mai.	1812	Renvoi et exc.	..	...	18	917	64	13	1	251	13	1	79	..	....	33	49	..	....
Besançon.	5	Mai.	1812	Off. réel. et c.	..	...	17	36	32	..	..	....	13	1	79	..	....	36	49	..	....
Colmar.	5	Mai.	1812	Appel.	6	251	3	366	208	14	2	361	13	1	79	..	....	33	49	..	....
Rennes.	6	Mai.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	161	156	..	..	....	..	..	...	..	....	35	494	..	....
Cassat.	6	Mai.	1812	Règl. de juges.	6	257	18	822	35	13	1	31	12	1	508	..	....	34	441	13	457
Bourges.	6	Mai.	1812	Saisie immob.	..	...	20	230	231	..	..	....	..	..	...	11	828	35	494	..	....
Aix.	6	Mai.	1812	Compromis.	..	...	7	75	39	13	2	205	..	..	...	1	617	35	494	..	....
Cassat.	6	Mai.	1812	Exploit.	..	...	13	181	190	..	..	....	..	..	...	7	764	35	494	..	....
Bourges.	9	Mai.	1812	Exécution.	..	...	12	563	34	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Mai.	1812	Saisie-arrêt.	5	355	12	312	69	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Mai.	1812	Cod. de p. civ.	6	26	6	692	29	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Mai.	1812	Appel.	7	367	3	327	176	..	..	....	..	..	...	1	498	35	430	13	470
Paris.	11	Mai.	1812	Tierce oppos.	6	82	21	558	57	14	2	147	..	..	...	..	....	33	463	..	....
Cassat.	12	Mai.	1812	Dépens.	6	140	9	310	53	13	1	37	..	..	...	9	681	34	18	..	....
Cassat.	12	Mai.	1812	Avoué.	6	140	5	310	53	13	1	37	12	1	389	..	....	34	18	13	472
Metz.	12	Mai.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Mai.	1812	Serment.	..	...	21	205	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Mai.	1812	Jug. arbitral.	..	...	16	507	77	15	2	101	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Mai.	1812	Appel.	..	...	3	367	209	15	2	102	..	..	...	1	478	..	...	..	....
Paris.	14	Mai.	1812	Cess. de biens.	..	...	6	636	21	12	2	339	..	..	...	10	588	33	520	13	479
Cassat.	15	Mai.	1812	Somm. appel.	..	...	3	15	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Mai.	1812	Appel.	..	...	3	369	211	..	..	....	..	..	...	1	561	..	...	13	482
Bourges.	15	Mai.	1812	Saisie immob.	..	...	20	357	361	..	..	....	..	..	...	11	846	..	...	..	....
Nîmes.	15	Mai.	1812	Appel.	8	348	3	369	210	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Mai.	1812	Intervention.	..	...	14	762	30	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Mai.	1812	Saisie immob.	5	356	20	358	362	..	..	....	..	..	...	11	752	..	...	..	....
Rennes.	19	Mai.	1812	Jug. 2e part.	..	...	15	241	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	19	Mai.	1812	Enquête.	8	356	11	42	16	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	19	Mai.	1812	Expertise.	..	...	12	703	45	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Mai.	1812	Exploit.	7	366	13	188	200	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	21	Mai.	1812	Exploit.	..	...	13	188	201	..	..	....	13	2	109	7	740	..	...	..	....
Agen.	22	Mai.	1812	Acquiescem.	..	...	1	168	80	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Mai.	1812	Jug. 1re part.	..	...	15	100	107	16	1	312	..	..	...	9	636	46	416	13	564
Grenoble.	22	Mai.	1812	Exploit.	..	...	13	189	202	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Amiens.	23	Mai.	1812	Saisie immob.	6	346	20	359	363	..	..	....	..	..	...	11	846	34	266	..	....
Besançon.	25	Mai.	1812	Exploit.	..	...	13	189	203	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Mai.	1812	Qualités de j.	..	...	18	598	2	15	2	104	..	..	...	9	706	..	...	..	....
Rennes.	27	Mai.	1812	Serment.	..	...	21	205	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Mai.	1812	Expertise.	..	...	12	681	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	28	Mai.	1812	Saisie-exécut.	..	...	21	437	56	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	28	Mai.	1812	Jug. 2e part.	..	...	15	241	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Mai.	1812	Exception.	5	359	12	474	55	..	..	....	..	..	...	7	616	34	53	..	....
Metz.	29	Mai.	1812	Appel.	..	...	3	370	212	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	29	Mai.	1812	Surenchère.	..	...	21	410	58	15	2	104	..	..	...	11	784	43	445	13	504
Rennes.	29	Mai.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	312	39	15	2	104	..	..	...	..	....	43	445	..	....
Turin.	1	Juin.	1812	Appel.	7	104	3	371	213	14	2	423	..	..	...	1	447	34	422	..	....
Cassat.	1	Juin.	1812	Arbitrage.	6	196	4	592	60	12	1	349	..	..	...	..	....	34	187	13	515
Paris.	2	Juin.	1812	Exploit.	6	84	13	190	206	12	2	345	..	..	...	7	761	33	420	..	....
Besançon.	2	Juin.	1812	Exploit.	..	...	13	191	207	..	..	....	..	..	...	..	....	33	420	..	....
Cassat.	3	Juin.	1812	Saisie-exécut.	6	143	21	432	49	12	1	362	..	..	...	11	660	34	303	13	529
Rennes.	3	Juin.	1812	Jug. 2e part.	..	...	15	241	72	..	..	....	..	..	...	..	....	34	245	..	....
Cassat.	3	Juin.	1812	Greffier.	6	325	14	513	30	13	1	26	..	..	...	..	....	35	76	..	....
Metz.	3	Juin.	1812	Trib. de com.	..	...	22	282	103	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	5	Juin.	1812	Saisie immob.	..	...	20	197	202	..	..	....	..	..	...	11	734	..	...	..	....
Rennes.	5	Juin.	1812	Ordre.	..	...	17	184	71	..	..	....	..	..	...	10	842	..	...	..	....
Trèves.	6	Juin.	1812	Matières som.	..	...	16	725	11	..	..	....	..	..	...	..	....	33	441	..	....
Paris.	6	Juin.	1812	Ordre.	..	...	17	217	103	..	..	....	..	..	...	10	812	34	109	..	....
Paris.	8	Juin.	1812	Saisie immob.	7	17	20	362	368	13	2	243	..	..	...	11	615	..	...	..	....
Rennes.	8	Juin.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	163	157	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Circ. m. j.	8	Juin.	1812	Greffier.	..	...	14	510	26	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Juin.	1812	Tierce oppos.	6	28	21	559	58	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Juin.	1812	Exploit.	6	199	13	191	208	13	1	37	12	1	450	..	....	34	275	13	527
Paris.	10	Juin.	1812	Matières som.	6	86	16	720	4	13	2	18	..	..	...	..	....	34	48	13	534
Bruxelles.	10	Juin.	1812	Scellés et inv.	..	...	21	45	36	13	2	46	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Juin.	1812	Jug. arbitral.	..	...	16	507	78	12	2	424	..	..	...	..	....	..	...	13	545
Cassat.	10	Juin.	1812	Cassation.	..	...	6	486	73	17	1	343	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Juin.	1812	Acquiescem.	..	...	1	171	81	12	2	405	..	..	...	..	....	35	374	13	537
Bruxelles.	11	Juin.	1812	Cons. de fam.	..	...	8	385	57	13	2	220	11	2	91	12	717	34	322	..	....
Limoges.	11	Juin.	1812	Surenchère.	8	353	21	413	61	15	2	111	..	..	...	11	518	34	322	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Bruxelles.	11	Juin.	1812	Action.	6	351	2	424	48	13	2	218	..	..	...	..	....	34	322	..	....
Liege.	11	Juin.	1812	Garantie.	7	107	14	442	33	..	..	....	..	..	...	..	....	34	322	..	....
Limoges.	12	Juin.	1812	Saisie immob	8	364	20	364	372	..	..	....	..	..	...	11	842	..	...	..	....
Liege.	12	Juin.	1812	Saisie-arrêt.	..	...	19	313	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Turin.	13	Juin.	1812	Saisie immob.	..	...	20	364	374	14	2	283	15	2	14	11	867	39	113	13	549
Rennes.	13	Juin.	1812	Exploit.	..	...	13	194	210	..	..	....	..	..	...	..	....	34	322	..	....
Metz.	14	Juin.	1812	Exécution.	..	...	12	537	12	..	..	....	..	..	...	32	583	..	...	..	....
Besançon.	16	Juin.	1812	Verific. d'écr.	..	...	22	434	24	..	..	....	..	..	...	12	944	..	...	..	....
Florence.	16	Juin.	1812	Saisie immob.	8	365	20	365	375	..	..	....	..	..	...	11	820	38	554	..	....
Trèves.	17	Juin.	1812	Péremption.	7	239	18	445	33	13	2	194	24	2	118	..	....	37	586	..	....
Cassat.	17	Juin.	1812	Saisie immob.	6	144	20	255	253	12	1	314	12	1	431	11	723	34	86	13	559
Rennes.	17	Juin.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	359	91	..	..	....	..	..	...	9	727	..	...	..	...
Paris.	18	Juin.	1812	Saisie-arrêt.	6	31	19	314	73	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	18	Juin.	1812	Saisie immob.	7	109	20	366	376	13	2	232	..	..	...	10	557	..	...	13	561
Bruxelles.	18	Juin.	1812	Exécution.	..	...	12	537	12	13	2	232	..	..	...	..	....	..	...	13	561
Metz.	18	Juin.	1812	Trib. de com.	..	...	22	284	105	12	2	417	..	..	...	..	....	36	584	..	....
Besançon.	18	Juin.	1812	Expertise.	..	...	12	705	48	..	..	....	..	..	...	7	676	..	...	..	....
Rennes.	20	Juin.	1812	Conciliation.	..	...	7	259	69	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Juin.	1812	Cassation.	..	...	6	418	6	17	1	342	..	..	...	2	290	..	...	..	....
Cassat.	22	Juin.	1812	Appel.	6	263	3	309	167	12	1	368	12	1	452	1	450	34	297	13	674
Cassat.	22	Juin.	1812	Exécution.	6	267	12	546	15	12	1	355	12	1	435	..	....	34	183	13	564
Riom.	22	Juin.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	..	..	....	..	..	...	..	....	34	481	..	....
Cassat.	22	Juin.	1812	Exécution.	..	...	12	397	19	12	1	368	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Juin.	1812	Interrogatoir.	..	...	14	723	30	..	..	....	..	..	...	9	570	34	245	..	....
Cassat.	23	Juin.	1812	Just. de paix.	..	...	16	613	77	13	1	136	..	..	...	3	170	37	559	..	....
Paris.	24	Juin.	1812	Red. de compt.	..	...	18	679	19	12	2	403	13	2	76	3	672	35	139	..	....
Cassat.	24	Juin.	1812	Appel.	..	...	3	248	118	13	1	124	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Trèves.	24	Juin.	1812	Arbitrage.	7	361	4	584	56	13	2	200	..	..	...	1	682	..	...	13	592
Cassat.	24	Juin.	1812	Off. réel. et c.	..	...	17	36	34	12	1	289	..	..	...	10	575	34	199	13	581
Douai.	25	Juin.	1812	Surenchère.	..	...	21	414	62	..	..	....	..	..	...	11	769	37	173	..	....
Rouen.	25	Juin.	1812	Off. réel. et c.	..	...	17	37	35	..	..	....	..	..	...	..	....	36	342	..	....
Cassat.	26	Juin.	1812	Dépens.	7	74	9	220	68	13	1	63	..	..	...	..	....	..	...	13	606
Bruxelles.	26	Juin.	1812	Saisie immob.	..	...	20	368	379	..	..	....	..	..	...	11	738	..	...	..	....
Gênes.	26	Juin.	1812	Acquiescem.	..	...	1	172	82	14	2	260	..	..	...	1	109	38	153	13	209
Cassat.	27	Juin.	1812	Dépens.	7	79	9	139	5	13	1	64	..	..	...	9	665	37	48	..	....
Cassat.	27	Juin.	1812	Tribunaux.	7	77	22	85	110	..	..	....	..	..	...	3	442	..	...	..	....
Florence.	28	Juin.	1812	Péremption.	7	110	18	448	37	14	2	349	15	2	8	11	197	36	320	13	607
Douai.	29	Juin.	1812	Récusation.	6	353	18	633	19	..	..	....	13	2	58	11	540	34	109	13	614
Cassat.	29	Juin.	1812	Exception.	..	...	12	488	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Juin.	1812	Jug. par déf.	6	208	15	368	104	12	1	361	12	1	481	9	749	34	277	13	617
Cassat.	1	Juill.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	165	158	12	1	351	12	1	476	..	....	34	193	13	621
Paris.	1	Juill.	1812	Jug. arbitral.	6	88	16	508	79	14	2	347	12	1	476	..	....	34	328	..	....
Cassat.	1	Juill.	1812	Action.	6	272	2	333	3	12	1	351	12	1	476	..	....	34	193	13	621
Turin.	1	Juill.	1812	Requête civ.	..	...	18	1031	59	14	2	271	14	2	69	11	605	38	150	..	....
Décret.	2	Juill.	1812	Plaid. et déf.	6	126	18	525	6	12	2	373	13	2	48	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Juill.	1812	Désaveu.	..	...	10	356	17	14	2	42	..	..	...	5	124	36	521	..	....
Bruxelles.	3	Juill.	1812	Conciliation.	7	362	7	171	6	14	2	45	..	..	...	..	....	39	240	..	....
Grenoble.	3	Juill.	1812	Exploit.	..	...	13	196	211	..	..	....	..	..	...	..	....	36	521	..	....
Liége.	3	Juill.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	165	159	..	..	....	..	..	...	4	674	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Juill.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	116	85	14	2	45	..	..	...	..	....	36	521	..	....
Bourges.	4	Juill.	1812	Signification.	..	...	21	265	42	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Trèves.	4	Juill.	1812	Protêt.	..	...	18	570	19	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	13	629
Trèves.	4	Juill.	1812	Renvoi et exc.	..	...	18	918	65	..	..	....	..	..	...	..	....	36	521	13	629
Florence.	4	Juill.	1812	Appel.	..	...	3	148	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juill.	1812	Expertise.	..	...	12	690	24	12	1	345	10	1	484	..	....	34	429	13	658
Cassat.	6	Juill.	1812	Jug. par déf.	6	210	15	370	105	12	1	366	12	1	47	9	604	34	301	13	648
Cassat.	6	Juill.	1812	Action.	7	134	2	397	37	13	1	81	13	1	289	1	266	37	318	13	655
Paris.	6	Juill.	1812	Saisie immob.	6	35	20	370	382	15	2	152	22	2	172	..	....	35	309	..	....
Nîmes.	6	Juill.	1812	Saisie immob.	7	34	20	100	106	13	2	26	..	..	...	11	692	35	309	13	650
Cassat.	7	Juill.	1812	Red. de compt.	..	...	18	680	20	..	..	....	..	..	...	3	680	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Juill.	1812	Acquiescem.	6	355	1	118	37	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Juill.	1812	Jug. par déf.	6	337	15	371	108	..	..	....	..	..	...	9	735	34	454	13	660
Cassat.	8	Juill	1812	Exploit.	..	...	13	31	9	12	1	377	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Juill.	1812	Action.	..	...	2	426	49	12	1	298	..	..	...	1	260	..	...	..	....
Cassat.	8	Juill.	1812	Evocation.	..	...	12	401	20	12	1	377	12	1	577	..	....	..	...	13	667
Cassat.	9	Juill.	1812	Appel.	6	274	3	372	214	13	1	48	12	1	536	1	450	34	516	13	678
Orléans.	10	Juill.	1812	Interrogatoir.	..	...	14	711	12	14	2	101	14	2	108	9	573	..	...	13	679
Nîmes.	10	Juill.	1812	Renvoi et exc.	8	363	18	880	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	10	Juill.	1812	Avocat.	8	363	4	177	30	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Juill.	1812	Saisie immob.	6	340	20	371	383	13	2	197	..	..	...	11	752	34	122	13	683
Rennes.	11	Juill.	1812	Intervention.	..	...	14	762	31	..	..	....	..	..	...	9	58	35	333	..	....
Rennes.	11	Juill.	1812	Jug. arbitral.	..	...	16	509	86	..	..	....	..	..	...	..	....	35	333	..	....
Paris.	14	Juill.	1812	Avoué.	6	146	5	312	55	14	2	199	..	..	...	..	....	..	...	13	692
Grenoble.	14	Juill.	1812	Saisie immob	..	...	20	372	384	..	..	....	..	..	...	11	668	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. pos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle ed. v.	PALAIS. Nle ed. p.
Agen.	15	Juill.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	166	161	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Lyon.	16	Juill.	1812	Lic. et partag.	..	...	16	683	26	..	..	....	..	..	...	12	521	..	...	..	....
Cassat.	16	Juill.	1812	Cassation.	..	...	6	448	33	13	1	422	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Juill.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	371	109	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Juill.	1812	Notaire.	..	...	16	814	18	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Juill.	1812	Expertise.	..	...	12	709	53	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	17	Juill.	1812	Agréé.	..	...	2	552	4	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Juill.	1812	Interdiction.	..	...	14	676	35	13	2	67	13	2	28	9	550	35	106	13	695
Paris.	20	Juill.	1812	Saisie immob.	6	148	20	373	386	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	21	Juill.	1812	Trib. de com.	..	...	22	290	110	14	2	159	13	2	75	3	369	35	73	13	700
Riom.	21	Juill.	1812	Jug. par déf.	7	37	15	312	39	14	2	210	..	..	...	9	706	34	485	..	....
Metz.	22	Juill.	1812	Acquiescem.	..	...	1	172	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nancy.	23	Juill.	1812	Jug. par déf.	7	166	15	370	105	14	2	196	12	1	607	9	726	35	62	13	710
Besançon.	23	Juill.	1812	Cont. p. corps	..	...	8	512	52	..	..	....	12	1	607	3	803	..	...	..	....
Cassat.	23	Juill.	1812	Matières som.	..	...	16	728	13	..	..	....	12	1	607	..	....	..	...	..	....
Paris.	23	Juill.	1812	Surenchère.	6	150	21	414	63	..	..	....	12	1	607	11	796	..	...	..	....
Cassat.	23	Juill.	1812	Cassation.	..	...	6	418	6	17	1	342	12	1	607	2	290	..	...	..	....
Nancy.	23	Juill.	1812	Ordre.	..	...	17	156	47	14	2	197	..	..	...	..	....	35	62	13	710
Paris	24	Juill.	1812	Exploit.	6	152	13	40	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Juill.	1812	Tribunaux.	..	...	22	67	100	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Juill.	1812	Vérific. d'écr.	..	...	22	435	26	..	..	....	..	..	...	12	950	..	...	..	....
Colmar.	24	Juill.	1812	Exploit.	8	368	13	197	212	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Juill.	1812	Avoué.	7	138	5	313	56	13	1	87	..	..	...	7	407	38	534	..	....
Gênes.	28	Juill.	1812	Saisie immob.	..	...	20	373	387	..	..	....	..	..	...	11	674	37	197	..	....
Colmar.	28	Juill.	1812	Huissier.	8	357	14	605	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Montpell.	28	Juill.	1812	Exploit.	6	357	13	63	33	14	2	135	..	..	...	7	727	36	480	..	....
Cassat.	29	Juill.	1812	Cons. de fam.	6	330	8	386	58	13	1	32	12	1	584	12	720	35	19	13	719
Orléans.	29	Juill.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	167	162	..	..	....	12	1	584	..	....	38	400	..	....
Orléans.	29	Juill.	1812	Exploit.	..	...	13	198	214	..	..	....	12	1	584	..	....	38	400	..	....
Paris.	30	Juill.	1812	Exécution.	6	93	12	579	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Juill.	1812	Tribunaux.	..	...	22	33	45	16	1	194	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	31	Juill.	1812	Appel.	8	349	3	51	12	..	..	....	..	..	...	..	....	38	478	..	....
Colmar.	1	Août.	1812	Exploit	6	358	13	199	215	14	2	132	..	..	...	7	767	..	...	13	724
Paris.	3	Août.	1812	Ordre.	6	96	17	218	104	..	..	....	12	1	614	10	847	34	246	13	727
Paris.	3	Août.	1812	Surenchère.	6	218	21	415	64	..	..	....	..	..	...	11	776	..	...	13	725
Nîmes.	5	Août.	1812	Exploit.	6	359	13	199	216	14	2	133	12	1	568	7	739	..	...	13	735
Cassat.	5	Août.	1812	Saisie immob.	7	140	20	374	388	13	1	89	13	1	106	11	727	36	171	13	735
Cassat.	5	Août.	1812	Exploit.	6	332	13	200	217	..	..	....	..	..	...	7	716	35	557	13	728
Rennes.	5	Août.	1812	Exploit.	..	...	13	201	218	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Circ. m. j.	5	Août.	1812	Greffier.	..	...	14	510	26	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	6	Août.	1812	Conciliation.	..	...	7	260	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	6	Août.	1812	Interrogatoir.	..	...	14	723	31	..	..	....	..	..	...	9	574	..	...	..	....
Paris.	8	Août.	1812	Cess. de biens.	..	...	6	637	22	13	2	57	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	8	Août.	1812	Saisie immob.	..	...	20	376	390	..	..	....	..	..	...	11	832	..	...	..	....
Agen.	10	Août.	1812	Acquiescem.	..	...	1	127	42	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Août.	1812	Licit. et part.	..	...	16	690	40	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	11	Août.	1812	Saisie-exécut.	7	44	21	437	57	..	..	....	..	..	...	11	659	..	...	..	....
Paris.	11	Août.	1812	Ordre.	..	...	17	220	105	13	2	121	..	..	...	10	821	..	...	13	741
Gênes.	13	Août.	1812	Protêt.	..	...	18	571	21	16	2	4	15	2	23	6	709	..	...	13	757
Bruxelles.	13	Août.	1812	Scellés et inv.	7	170	21	46	37	..	..	....	..	..	...	11	907	..	...	13	762
Orléans.	13	Août.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	167	163	..	..	....	..	..	...	..	....	35	455	..	....
Rennes.	13	Août.	1812	Conciliation.	..	...	7	167	6	..	..	....	..	..	...	..	....	35	436	..	....
Paris.	17	Août.	1812	Avoué.	6	153	5	315	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Août.	1812	Trib. de com.	..	...	22	291	111	13	1	89	..	..	...	..	....	36	9	..	....
Rennes.	17	Août	1812	Expertise.	..	...	12	709	54	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	19	Août.	1812	Exploit.	..	...	13	201	219	..	..	....	..	..	...	..	....	34	469	..	....
Cassat.	20	Août.	1812	Dépens.	7	142	9	220	68	..	..	....	..	..	...	9	663	..	...	..	....
Orléans.	20	Août.	1812	Saisie-exécut.	..	...	21	438	59	..	..	....	..	..	...	11	646	..	...	..	....
Metz.	20	Août.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	167	164	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	20	Août.	1812	Appel.	..	...	3	373	215	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Août.	1812	Tribunaux.	..	...	22	78	101	..	..	....	..	..	...	3	163	38	479	..	....
Turin.	21	Août.	1812	Renvoi et exc.	..	...	18	871	13	14	2	192	..	..	...	..	....	38	146	13	781
Turin.	22	Août.	1812	Tierce oppos.	..	...	21	560	59	16	2	121	..	..	...	..	....	38	232	..	....
Nîmes.	24	Août.	1812	Saisie-exécut.	8	363	21	412	21	..	..	....	..	..	...	11	655	..	...	..	....
Riom.	25	Août.	1812	Appel.	7	41	3	327	176	..	..	....	13	2	46	1	498	34	474	13	801
Cassat.	25	Août.	1812	Action.	7	8	2	427	50	12	1	350	12	1	601	1	267	35	407	..	....
Nîmes.	25	Août.	1812	Saisie immob.	..	...	20	100	106	..	..	....	14	2	57	11	684	..	...	13	798
Riom.	25	Août.	1812	Ress. 1er et d.	7	118	19	76	47	..	..	....	..	..	...	..	....	34	481	..	....
Cassat.	25	Août.	1812	Jug. 2e part.	7	80	15	243	73	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Août.	1812	Avoué.	..	...	5	286	36	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	25	Août.	1812	Ress. 1er et d.	7	232	19	168	165	..	..	....	..	..	...	..	....	34	481	..	....
Orléans.	26	Août.	1812	Exception.	..	...	12	489	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Août.	1812	Garantie.	..	...	14	443	34	..	..	....	..	..	...	..	....	39	214	..	....
Cassat.	26	Août.	1812	Compromis.	..	...	7	76	40	..	..	....	..	..	...	1	608	35	31	13	805

COURS, OIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
'aris.	26	Août.	1812	Jug. par déf.	7	367	15	374	111	..	..	....	..	..	...	9	740	..	...	..	....
ennes.	25	Août.	1812	Jug 1re part.	..	...	15	101	108	..	..	....	..	..	...	..	....	35	31	..	....
assat.	27	Août.	1812	Exécution.	7	11	12	579	53	..	..	....	12	1	595	..	....	..	...	13	813
assat.	27	Août.	1812	Cassation.	..	...	6	449	35	16	1	308	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	27	Août.	1812	Exploit.	6	154	13	202	220	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
olmar.	28	Août.	1812	Appel.	7	43	3	296	156	14	2	392	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ietz.	28	Août.	1812	Serment.	..	...	21	216	26	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
renoble.	28	Août.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	90	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
olmar.	29	Août.	1812	Ress. 1er et d	8	354	19	34	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ênes.	29	Août.	1812	Surenchere.	..	...	21	416	65	14	2	272	..	..	...	11	770	38	236	13	819
imes.	31	Août.	1812	Péremption.	7	176	18	450	38	14	2	346	..	..	...	11	181	..	...	13	823
irc. m. j.	1	Sept.	1812	Off. réel. et c.	7	127	17	38	36	14	2	111	13	2	78	..	....	..	...	..	....
.du m. j.	1	Sept.	1812	Exécution.	..	...	12	583	54	14	2	111	11	2	78	..	....	..	...	..	....
aris.	1	Sept.	1812	Exécution.	6	156	12	584	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	2	Sept.	1812	Compromis.	7	129	7	76	41	13	1	85	..	..	...	1	665	35	18	13	830
Ietz.	2	Sept.	1812	Saisie immob.	7	178	20	379	394	..	..	....	..	..	...	11	707	35	195	..	....
assat.	3	Sept.	1812	Ordre.	7	257	17	221	108	13	1	257	13	1	103	..	....	36	217	13	835
assat.	4	Sept.	1812	Renvoi et exc.	..	...	18	918	67	13	1	155	..	..	...	..	....	..	...	13	837
assat.	5	Sept.	1812	Dépens.	..	...	9	139	5	13	1	156	..	..	...	..	....	37	294	..	....
assat.	7	Sept.	1812	Référé.	..	...	18	769	29	13	1	210	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	9	Sept.	1812	Référé.	6	220	18	769	30	..	..	....	..	..	...	11	545	..	...	..	....
assat.	10	Sept.	1812	Saisie immob.	7	15	20	138	145	13	1	229	12	1	624	11	747	..	...	..	....
assat.	10	Sept.	1812	Red. de compt.	..	...	18	681	21	13	1	255	13	1	62	3	681	36	411	13	842
aris.	11	Sept.	1812	Cont. p. corps.	7	362	8	539	74	13	2	192	..	..	...	..	....	35	352	..	....
ruxelles.	12	Sept.	1812	Jug. 2e part.	7	235	15	244	74	14	2	386	..	..	...	..	....	36	521	13	846
assat.	12	Sept.	1812	Appel.	..	...	3	373	216	16	1	456	..	..	...	1	559	..	...	..	....
aris.	18	Sept.	1812	Saisie-exécut.	6	222	21	439	60	..	..	....	..	..	...	11	654	34	522	..	....
aris.	23	Sept.	1812	Trib. de com.	6	224	22	292	112	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	23	Sept.	1812	Trib. de com.	6	276	22	293	113	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ruxelles.	26	Sept.	1812	Cod. de p. civ.	7	239	6	688	26	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	5	Oct.	1812	Saisie immob.	..	...	20	382	397	16	1	163	15	1	573	11	730	45	16	13	858
assat.	7	Oct.	1812	Jug. 1re part.	7	144	15	101	109	13	1	82	13	1	97	1	515	36	132	13	862
aris.	9	Oct.	1812	Exécut. prov.	6	279	12	640	42	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	9	Oct.	1812	Ordre.	6	281	17	222	109	..	..	....	..	..	...	10	849	..	...	..	....
assat.	13	Oct.	1812	Saisie immob.	..	...	20	382	399	..	..	....	13	1	161	11	823	36	42	13	876
ouai.	13	Oct.	1812	Cod. de p. civ.	7	120	6	693	31	13	2	44	..	..	...	..	....	34	550	13	870
assat.	13	Oct.	1812	Ordre.	7	83	17	223	110	13	1	42	..	..	...	..	....	..	...	13	876
ouai.	13	Oct.	1812	Licit. et part.	7	120	16	691	41	..	..	....	..	..	...	..	....	34	550	13	870
assat.	20	Oct.	1812	Saisie immob.	..	...	20	386	402	..	..	....	13	1	161	11	847	36	42	..	....
assat.	20	Oct.	1812	Cod. de p. civ.	..	...	6	696	32	13	1	145	16	1	169	..	....	37	152	..	....
aris.	21	Oct.	1812	Référé.	6	283	18	751	31	15	2	196	..	..	...	11	547	..	...	..	....
assat.	22	Oct.	1812	Cassation.	..	...	6	486	73	17	1	343	..	..	...	..	....	..	...	..	....
rèves.	22	Oct.	1812	Appel.	..	...	3	200	90	13	2	187	..	..	...	..	....	36	187	..	....
rèves.	22	Oct.	1812	Exploit.	..	...	13	202	221	13	2	187	..	..	...	..	....	38	107	13	886
aris.	23	Oct.	1812	Jug. arbitral.	6	286	16	509	81	14	2	345	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	26	Oct.	1812	Peremption.	7	146	18	452	39	13	1	132	..	..	...	..	....	36	209	13	893
assat.	27	Oct.	1812	Aut. femm.	..	...	5	65	42	..	..	....	..	..	...	..	....	36	147	..	....
assat.	29	Oct.	1812	Cess. de biens.	..	...	6	631	17	13	1	190	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ancy.	2	Nov.	1812	Appel.	..	...	3	168	65	..	..	....	13	2	113	..	....	34	18	..	....
rleans.	4	Nov.	1812	Cont. p. corps.	..	...	8	627	145	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
rléans.	4	Nov.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	372	110	..	..	....	..	..	...	9	748	..	...	..	....
assat.	9	Nov.	1812	Ordre.	..	...	17	225	113	16	1	187	..	..	...	10	807	44	449	13	927
aris.	9	Nov.	1812	Exécut. prov.	..	...	12	....	24	13	2	116	13	2	73	..	....	35	98	13	931
assat.	10	Nov.	1812	Action.	..	...	2	348	12	13	1	149	13	1	130	..	....	35	180	13	939
assat.	10	Nov.	1812	Protêt.	7	261	18	573	22	13	1	253	13	1	118	6	707	36	189	13	936
olmar.	10	Nov.	1812	Référé.	..	...	18	773	33	14	2	285	..	..	...	11	545	43	2	..	....
aris.	11	Nov.	1812	Tierce oppos.	..	...	21	561	60	..	..	....	..	..	...	12	662	35	27	..	....
imoges.	14	Nov.	1812	Exploit.	7	46	13	203	222	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	16	Nov.	1812	Ordre.	7	88	17	229	114	..	..	....	..	..	...	10	818	..	...	..	....
imes.	17	Nov.	1812	Appel.	8	351	3	200	90	13	2	189	..	..	...	..	....	38	109	13	885
gen.	17	Nov.	1812	Ordre.	..	...	17	163	51	..	..	....	..	..	...	4	684	..	...	..	....
ouen.	17	Nov.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	328	47	..	..	....	..	..	...	9	743	32	152	..	....
imoges.	18	Nov.	1812	Peremption.	8	360	18	407	1	..	..	....	13	2	96	..	....	..	...	..	....
assat.	18	Nov.	1812	Cassation.	..	...	6	488	75	..	..	....	13	1	90	2	279	..	...	13	965
ennes.	18	Nov.	1812	Trib. de com.	..	...	22	294	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	19	Nov.	1812	Saisie immob.	7	264	20	322	326	13	1	225	13	1	120	11	734	36	246	13	969
ennes.	20	Nov.	1812	Matières som.	..	...	16	729	14	..	..	....	..	..	...	10	383	35	362	..	...
renoble.	20	Nov.	1812	Enquête.	..	...	11	118	97	..	..	....	..	..	...	..	....	35	332	..	....
assat.	21	Nov.	1812	Cassation.	..	...	6	464	76	..	..	....	..	..	...	2	287	36	68	..	....
aris.	21	Nov.	1812	Vérific. d'écr.	7	92	22	436	27	14	2	336	..	..	...	..	....	36	68	..	....
assat.	23	Nov.	1812	Enquête.	..	...	11	121	99	13	1	174	13	1	144	..	....	36	54	13	989
ancy.	23	Nov.	1812	Exploit.	7	245	13	77	51	14	2	131	..	..	...	7	704	35	364	13	986
reves.	25	Nov.	1812	Saisie immob.	..	...	20	128	131	..	..	....	..	..	...	11	840	36	413	13	995
aris.	25	Nov.	1812	Exploit.	7	95	13	40	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle edit. v.	p.	nos	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. ed. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Cassat.	26	Nov.	1812	Cassation.	..	...	6	447	32	17	1	341	..	..	...	2	307	37	586	13	999
Paris.	27	Nov.	1812	Ordre.	7	21	17	231	115	..	..	....	16	1	175	10	845	44	409	..	....
Cassat.	30	Nov.	1812	Cod. de p. civ.	..	...	6	697	33	16	1	140	..	..	...	2	372	..	...	13	1008
Cassat.	30	Nov.	1812	Enregistrem.	..	...	11	308	85	13	1	411	13	1	246	7	177	37	165	..	....
Paris.	30	Nov.	1812	Saisie-exécut.	7	22	21	440	61	..	..	....	..	..	...	11	646	..	...	..	....
Rennes.	30	Nov.	1812	Distrib. par c.	..	...	10	592	5	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	30	Nov.	1812	Tribunaux.	..	...	22	79	102	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Déc.	1812	Jug. 2e part.	7	24	15	183	3	..	..	....	..	..	...	..	....	36	144	..	....
Paris.	2	Déc.	1812	Garantie.	7	26	14	443	35	..	..	....	..	..	...	..	....	35	344	..	....
Rennes.	2	Déc.	1812	Exploit.	..	...	13	203	223	..	..	....	..	..	...	..	....	35	344	..	....
Rennes.	3	Déc.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	169	167	..	..	....	16	1	538	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	3	Déc.	1812	Saisie-arrêt.	6	367	19	263	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Déc.	1812	Ordre.	7	314	17	180	66	..	..	....	13	2	44	10	844	35	157	13	1024
Paris.	4	Déc.	1812	Jug. 1re part.	7	28	15	102	110	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Déc.	1812	Cassation.	..	...	6	449	35	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Turin.	5	Déc.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	169	168	..	..	....	..	..	...	..	....	32	275	..	....
Rennes.	5	Déc.	1812	Saisie immob.	..	...	20	386	403	..	..	....	..	..	...	11	732	33	140	..	....
Colmar.	5	Déc.	1812	Ordre.	..	...	17	232	116	..	..	....	..	..	...	10	831	33	140	..	....
Bruxelles.	7	Dec.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	170	169	13	2	221	..	..	...	4	724	42	536	13	1034
Bruxelles.	7	Déc.	1812	Désaveu.	..	...	10	350	18	..	..	....	..	..	...	..	....	38	541	13	1031
Grenoble.	7	Déc.	1812	Exploit.	7	365	13	197	212	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Déc.	1812	Jug. 1re part.	..	...	15	70	68	..	..	....	..	..	...	..	....	36	273	..	....
Metz.	9	Déc.	1812	Tribunaux.	..	...	22	80	103	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	9	Déc.	1812	Saisie immob.	7	365	20	213	216	..	..	....	..	..	...	11	831	38	554	13	1041
Cassat.	10	Déc.	1812	Aut. femm.	..	...	5	66	43	14	1	196	13	1	223	..	....	35	593	13	1046
Limoges.	10	Déc.	1812	Appel.	..	...	3	200	90	14	2	417	..	..	...	..	....	36	519	..	....
Caen.	12	Déc.	1812	Acte respect.	..	...	1	270	18	13	2	157	23	2	92	..	....	37	283	13	1056
Besançon.	12	Déc.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	375	112	..	..	....	..	..	...	..	....	29	270	..	....
Bruxelles.	15	Déc.	1812	Interdiction.	..	...	14	678	36	13	2	238	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Déc.	1812	Action.	..	...	2	430	51	20	1	456	13	1	314	1	248	..	...	..	....
Besançon.	16	Déc.	1812	Saisie immob.	..	...	20	263	265	..	..	....	13	2	107	11	836	..	...	..	....
Colmar.	16	Déc.	1812	Jug. par déf.	..	...	15	375	113	..	..	....	..	..	...	9	739	..	...	..	....
Rennes.	17	Déc.	1812	Exploit.	..	...	13	256	310	..	..	....	..	..	...	..	....	35	145	..	....
Amiens.	17	Déc.	1812	Saisie immob.	..	...	20	387	404	18	2	13	23	2	57	11	817	35	145	13	1069
Agen.	19	Déc.	1812	Ress. 1er et d.	..	...	19	169	170	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Déc.	1812	Exploit.	..	...	13	204	224	14	2	320	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	19	Déc.	1812	Expertise.	..	...	12	710	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Déc.	1812	Trib. de com.	..	...	22	212	37	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Caen.	21	Déc.	1812	Surenchère.	..	...	21	375	26	13	2	101	23	2	53	11	768	..	...	..	....
Bruxelles.	21	Déc.	1812	Tribunaux.	..	...	22	81	104	13	2	214	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Turin.	21	Déc.	1812	Cess. de biens.	..	...	6	638	23	16	2	125	..	..	...	10	591	37	596	13	1073
Décret.	22	Déc.	1812	Caution.	..	...	6	560	26	13	2	287	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	22	Déc.	1812	Acquiescem.	..	...	1	174	85	14	2	374	..	..	...	1	122	..	...	..	....
Rennes.	23	Déc.	1812	Tierce oppos.	..	...	21	563	62	..	..	....	..	..	...	12	662	..	...	..	....
Cassat.	23	Déc.	1812	Jug. 1re part.	..	...	15	74	72	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Trèves.	23	Déc.	1812	Saisie immob.	..	...	20	238	237	14	2	12	..	..	...	11	708	..	...	..	....
Rennes.	26	Déc.	1812	Dépens.	..	...	9	222	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Liége.	26	Déc.	1812	Oppos. à mar.	..	...	17	87	5	..	..	....	..	..	...	10	69	39	396	13	1091
Cassat.	28	Déc.	1812	Amende.	..	...	2	612	40	13	1	184	..	..	...	1	386	37	128	13	1093
Bruxelles.	28	Déc.	1812	Exploit.	..	...	13	148	150	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	28	Déc.	1812	Appel.	..	...	3	118	48	14	2	390	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	29	Déc.	1812	Saisie-exécut.	..	...	21	441	63	..	..	....	..	..	...	11	655	..	...	..	....
Agen.	29	Déc.	1812	Demand. nou.	..	...	9	94	48	..	..	....	..	..	...	4	790	..	...	..	....
Cassat.	30	Déc.	1812	Jug. arbitral.	9	6	16	883	55	13	1	416	..	..	...	..	....	37	409	..	....
Limoges.	30	Déc.	1812	Exploit.	..	...	13	205	225	14	2	126	12	2	183	7	751	..	...	..	....
Nîmes.	30	Déc.	1812	Jug. 1re part.	..	...	15	103	111	..	..	....	12	1	183	..	....	..	...	..	....
Montpell.	30	Déc.	1812	Conciliation.	7	49	7	229	49	..	..	....	12	2	183	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Déc.	1812	Faux inc. civ.	..	...	14	372	37	16	1	32	..	..	...	8	430	..	...	..	....
Rennes.	2	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	375	217	..	..	....	13	2	96	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Janv.	1813	Enquête.	7	193	11	49	21	13	1	303	14	1	194	1	193	37	133	14	3
Bruxelles.	4	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	377	219	..	..	....	..	..	...	1	446	..	...	14	1
Rennes.	4	Janv.	1813	Saisie immob.	..	...	20	388	405	..	..	....	..	..	...	11	714	..	...	..	....
Metz.	5	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	219	102	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	6	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	379	220	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Amiens.	7	Janv.	1813	Saisie immob.	8	40	20	382	399	..	..	....	..	..	...	11	824	35	463	14	2
Cassat.	8	Janv.	1813	Renvoi et exc.	..	...	18	919	68	13	1	468	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	8	Janv.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	9	Janv.	1813	Jug. arbitral.	8	44	16	510	82	13	2	284	14	2	1	1	797	2	510	..	....
Avis du C.	10	Janv.	1813	Discipl. jud.	..	...	10	556	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Janv.	1813	Ordre.	..	...	17	235	118	..	..	....	..	..	...	10	847	..	...	..	....
Douai.	11	Janv.	1813	Exécut. prov.	..	...	12	641	43	14	2	157	..	..	...	9	753	35	393	14	3
Paris.	12	Janv.	1813	Saisie immob.	7	100	20	390	410	16	2	176	..	..	...	11	754	35	502	..	...
Cassat.	13	Janv.	1813	Saisie immob.	..	...	20	393	412	..	..	....	..	..	...	11	819	..	...	..	...
Paris.	15	Janv.	1813	Ordre.	..	...	17	235	117	13	2	109	..	..	...	..	....	..	...	..	...

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Aix.	15	Janv.	1813	Garantie.	..	...	14	444	36	16	2	66	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nancy.	15	Janv.	1813	Enquête.	..	...	11	122	100	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	14	71
Grenoble.	15	Janv.	1813	Acquiescem.	..	...	1	176	87	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	14	71
Bruxelles.	15	Janv.	1813	Ress 1er et d.	8	46	19	171	172	..	..	....	..	..	...	..	....	38	545	..	....
Paris.	16	Janv.	1813	Avoue.	8	143	5	82	58	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	16	Janv.	1813	Matières som.	8	106	16	730	15	14	2	370	..	..	...	..	....	40	462	14	7
Rouen.	19	Janv.	1813	Trib. de com.	..	...	22	295	115	14	2	35	13	2	80	3	331	..	...	14	86
Rennes.	20	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	380	221	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Janv.	1813	Saisie immob.	..	...	20	394	414	..	..	....	..	..	...	..	....	36	262	14	87
Bruxelles.	20	Janv.	1813	Exécut. prov.	8	108	12	644	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Janv.	1813	Cont. p. corps.	7	346	8	606	126	..	..	....	..	..	...	..	....	36	47	..	....
Rennes.	20	Janv.	1813	Red. de compt.	..	...	18	684	22	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	21	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	160	59	..	..	....	24	2	22	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Janv.	1813	Exécut. prov.	..	...	12	615	48	..	..	....	24	2	22	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Janv.	1813	Avoué.	7	152	5	317	59	..	..	....	24	2	22	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Janv.	1813	Enquête.	..	...	11	123	101	..	..	....	24	2	22	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Janv.	1813	Ordre.	7	288	17	238	122	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1813	Appel.	7	196	3	381	222	16	1	311	..	..	...	1	578	38	92	..	....
Bruxelles.	23	Janv.	1813	Péremption.	..	...	18	453	41	..	..	....	..	..	...	11	179	41	207	14	103
Angers.	23	Janv.	1813	Trib. de com.	..	...	22	299	118	..	..	....	..	..	...	..	....	39	393	..	....
Cassat.	25	Janv.	1813	Avoué.	7	199	5	319	60	13	1	319	11	1	234	2	218	36	126	14	111
Turin.	25	Janv.	1813	Arbitrage.	8	248	4	535	24	14	2	24	..	..	...	1	699	37	445	14	108
Limoges.	26	Janv.	1813	Peremption.	8	361	18	421	16	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Janv.	1813	Vérific. d'écr.	..	...	22	437	28	..	..	....	..	..	...	12	950	..	...	..	....
Paris.	26	Janv.	1813	Exécut. prov.	7	212	12	646	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	28	Janv.	1813	Demand. nou.	..	...	9	95	50	..	..	....	..	..	...	4	794	..	...	..	....
Cassat.	28	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	383	223	..	..	....	..	..	...	1	562	..	...	14	134
Cassat.	28	Janv.	1813	Appel.	..	...	3	107	41	16	1	456	..	..	...	1	562	..	...	..	....
Rennes.	28	Janv.	1813	Désistement.	..	...	10	472	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	29	Janv.	1813	Séquestre.	..	...	21	179	2	13	2	218	..	..	...	..	....	..	...	14	13..
Rennes.	29	Janv.	1813	Jug. 1re part.	..	...	15	104	112	..	..	....	..	..	...	9	639	..	...	..	....
Paris.	30	Janv.	1813	Tribunaux.	7	154	22	82	105	..	..	....	15	2	95	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Janv.	1813	Saisie immob.	..	...	20	213	216	14	2	17	14	2	28	..	....	37	265	14	137
Colmar.	30	Janv.	1813	Renvoi et exc.	8	100	18	885	34	14	2	291	15	2	95	11	587	..	...	15	104
Turin.	1	Fév.	1813	Exécut. prov.	8	163	12	1	43	14	2	140	..	..	...	9	755	38	65	..	....
Cassat.	2	Fév.	1813	Cassation.	8	5	6	437	22	13	1	400	13	1	230	2	301	36	415	14	149
Grenoble.	2	Fév.	1813	Péremption.	..	...	18	454	42	..	..	....	..	..	...	11	203	..	...	..	....
Grenoble.	2	Fév.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	315	75	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Fév.	1813	Cont. p. corps.	8	8	8	472	14	13	1	202	13	1	221	3	701	..	...	14	156
Trèves.	3	Fév.	1813	Jug. par déf.	..	...	15	377	115	14	2	196	..	..	...	9	734	42	358	14	151
Bruxelles.	3	Fév.	1813	Appel.	..	...	3	68	22	..	..	....	..	..	...	1	259	40	71	14	158
Bruxelles.	4	Fév.	1813	Interrogatoir.	..	...	14	711	12	14	2	310	14	2	108	9	572	37	153	14	104
Bordeaux.	5	Fév.	1813	Exécution.	..	...	12	585	56	15	2	111	13	1	256	3	438	..	...	..	....
Metz.	5	Fév.	1813	Vérific. d'écr.	..	...	22	438	30	..	..	....	..	..	...	12	944	..	...	..	....
Cassat.	5	Fév.	1813	Désistement.	..	...	10	472	28	16	1	239	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Lyon.	6	Fév.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	473	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	6	Fév.	1813	Saisie immob.	7	215	20	396	416	..	..	....	..	..	...	11	720	..	...	14	168
Rennes.	8	Fév.	1813	Trib. de com.	..	...	22	299	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	8	Fév.	1813	Tribunaux.	..	...	22	83	106	..	..	....	..	..	...	..	....	36	64	..	....
Cassat.	8	Fév.	1813	Enregistrem.	..	...	11	310	88	..	..	....	..	..	...	7	384	36	327	..	....
Cassat.	8	Fév.	1813	Enregistrem.	7	203	11	309	87	16	1	120	..	..	...	7	70	36	327	..	....
Cassat.	9	Fév.	1813	Dépens.	7	206	9	225	72	14	1	197	13	1	336	9	754	36	219	14	181
Cassat.	9	Fév.	1813	Exécut. prov.	8	65	12	642	43	13	1	426	13	1	334	9	684	..	...	14	176
Rennes.	9	Fév.	1813	Conciliation.	..	...	7	261	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	10	Fév.	1813	Ordre.	..	...	17	239	123	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	10	Fév.	1813	Jug. arbitral.	..	...	16	512	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Fév.	1813	Amende.	..	...	2	613	41	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	11	Fév.	1813	Exception.	..	...	12	490	72	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Fév.	1813	Appel.	..	...	3	220	102	..	..	....	13	1	239	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	12	Fév.	1813	Appel.	..	...	3	385	224	13	2	303	13	1	239	1	459	..	...	..	....
Bourges.	13	Fév.	1813	Saisie immob.	..	...	20	367	417	..	..	....	..	..	...	11	832	..	...	..	....
Rennes.	16	Fév.	1813	Faux inc. civ.	..	...	14	376	38	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	16	Fév.	1813	Compulsoire.	..	...	7	115	11	14	2	109	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	16	Fév.	1813	Saisie-exécut.	8	253	21	443	65	..	..	....	..	..	...	11	660	..	...	..	....
Cassat.	16	Fév.	1813	Enregistrem.	7	208	11	311	89	15	1	425	15	1	505	7	435	44	548	..	....
Agen.	16	Fév.	1813	Appel.	9	58	3	68	22	..	..	....	14	2	59	1	529	38	39	..	....
Pau.	16	Fév.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	530	69	..	..	....	..	..	...	3	805	44	234	..	....
Liege.	16	Fév.	1813	Reféré.	8	109	18	772	32	..	..	....	..	..	...	11	547	42	75	..	....
Cassat.	17	Fév.	1813	Action.	7	209	2	418	45	..	..	....	13	1	197	..	....	36	108	..	....
Treves.	17	Fév.	1813	Jug. par déf.	..	...	15	377	116	16	2	334	..	..	...	9	717	..	...	14	153
Ext. décr.	22	Fév.	1813	Discipline jud.	..	...	10	559	16	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	24	Fév.	1813	Saisie immob.	..	...	20	22	30	14	2	174	14	2	79	11	681	38	121	..	....
Colmar.	24	Fév.	1813	Signification.	8	294	21	266	44	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Fév.	1813	Exception.	..	...	12	474	55	..	..	....	..	..	...	7	615	..	...	14	256

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Besançon.	24	Fév.	1813	Désistement.	..	...	10	473	29	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Fév.	1813	Avocat.	..	...	4	177	31	17	2	313	13	1	236	..	....	..	...	14	263
Cassat.	25	Fév.	1813	Appel.	..	...	3	387	225	13	1	259	13	1	236	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Fév.	1813	Enquête.	8	298	11	124	102	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Fév.	1813	Exception.	7	222	12	486	67	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Fév.	1813	Cess. de biens.	..	...	6	641	24	16	2	107	..	..	...	10	596	..	...	..	....
Paris.	27	Fév.	1813	Trib. de com.	..	...	22	300	120	13	2	288	..	..	...	..	....	36	58	14	265
Limoges.	28	Fév.	1813	Compromis.	..	...	7	79	43	..	..	....	..	..	...	..	....	37	192	..	....
Bruxelles.	1	Mars.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	480	18	14	2	183	..	..	...	3	790	..	...	14	268
Orléans.	5	Mars.	1813	Jug. par déf.	..	...	15	378	117	..	..	....	..	..	...	9	725	..	...	..	....
Bruxelles.	6	Mars.	1813	Trib. de com.	8	166	22	301	121	14	2	365	14	2	76	..	....	39	203	14	10
Nîmes.	8	Mars.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	14	2	385	..	..	...	4	643	39	281	14	279
Rennes.	9	Mars.	1813	Tribunaux.	..	...	22	83	107	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Mars.	1813	Action.	7	290	2	432	53	14	2	136	..	..	...	1	225	..	...	..	....
Cassat.	10	Mars.	1813	Tribunaux.	..	...	22	84	109	..	..	....	..	..	...	3	317	..	...	..	....
Angers.	10	Mars.	1813	Acte respect.	..	...	1	274	21	15	2	65	23	2	90	..	....	40	277	..	....
Bruxelles.	11	Mars.	1813	Enquête.	..	...	11	90	68	14	2	327	24	2	9	6	859	39	200	14	12
Rennes.	11	Mars.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	539	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Mars.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Mars.	1813	Acquiescem.	8	28	1	177	89	14	2	378	..	..	...	1	119	..	...	..	....
Paris.	11	Mars.	1813	Ordre.	..	...	17	240	124	13	2	169	..	..	...	..	....	37	429	..	....
Cassat.	12	Mars.	1813	Exploit.	..	...	13	210	235	..	..	....	13	1	303	..	....	37	393	..	....
Cassat.	15	Mars.	1813	Ress. 1er et d.	7	272	19	159	154	15	1	428	15	1	515	4	656	36	255	14	301
Cassat.	16	Mars.	1813	Jug par déf.	7	275	15	323	45	13	1	214	13	1	263	9	731	36	324	14	304
Limoges.	16	Mars.	1813	Matières som.	..	...	16	735	27	..	..	....	..	..	...	10	383	..	...	..	....
Bruxelles.	16	Mars.	1813	Trib. de com.	..	...	22	302	122	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	17	Mars.	1813	Saisie immob.	7	224	20	325	327	..	..	....	..	..	...	11	724	36	382	14	170
Colmar.	17	Mars.	1813	Appel.	8	301	3	388	227	..	..	....	..	..	...	1	445	..	...	..	....
Paris.	18	Mars.	1813	Récusation.	7	229	18	634	21	13	2	325	..	..	...	11	530	36	547	14	113
Limoges.	19	Mars.	1813	Trib. de com.	..	...	22	303	123	16	2	69	..	..	...	3	329	..	...	14	569
Cassat.	22	Mars.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	461	9	13	1	386	13	1	227	3	778	..	...	14	330
Nîmes.	22	Mars.	1813	Cont. p. corps.	9	298	8	609	128	..	..	....	..	..	...	3	778	..	...	14	330
Décret.	22	Mars.	1813	Discipline jud.	7	317	10	560	17	..	..	....	11	1	223	3	770	..	...	..	....
Cassat.	22	Mars.	1813	Expertise.	..	...	12	711	59	13	1	386	11	1	223	..	....	37	16	..	....
Cassat.	23	Mars.	1813	Licit. et part.	..	...	16	693	42	15	1	420	15	1	500	12	617	..	...	..	....
Bordeaux.	23	Mars.	1813	Saisie-arrêt.	9	300	19	315	76	13	2	299	..	..	...	..	....	40	208	14	338
Paris.	25	Mars.	1813	Arbitrage.	..	...	4	586	57	16	2	86	..	..	...	1	667	..	...	..	....
Rennes.	25	Mars.	1813	Exploit.	..	...	13	205	226	..	..	....	..	..	...	7	776	..	...	..	....
Cassat.	26	Mars.	1813	Appel.	..	...	3	390	229	..	..	....	13	1	283	1	544	38	557	..	....
Rennes.	26	Mars.	1813	Vérific. d'écr.	..	...	22	439	31	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	26	Mars.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	172	173	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Mars.	1813	Appel.	7	352	3	391	230	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Caen.	27	Mars.	1813	Huissier.	8	304	14	586	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	14	363
Amiens.	27	Mars.	1813	Faux inc. civ.	8	168	14	376	38	14	2	336	..	..	...	8	423	36	394	..	....
Paris.	30	Mars.	1813	Exploit.	7	297	13	206	227	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Mars.	1813	Ministère pub.	..	...	16	772	31	..	..	....	13	1	311	..	....	..	...	..	....
Colmar.	31	Mars.	1813	Cont. p. corps.	8	338	8	462	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	31	Mars.	1813	Protêt.	..	...	18	575	24	13	2	258	..	..	...	6	592	..	...	..	....
Turin.	31	Mars.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	316	77	14	2	436	..	..	...	..	....	..	...	14	367
Montpell.	31	Mars.	1813	Exploit.	8	351	13	206	228	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Mars.	1813	Exception.	8	151	12	490	75	..	..	....	..	..	...	..	....	36	270	14	377
Cassat.	1	Avril.	1813	Tribunaux.	..	...	22	88	113	13	1	311	..	..	...	3	439	..	...	..	....
Cassat.	1	Avril.	1813	Tribunaux.	..	...	22	85	110	13	1	318	..	..	...	3	439	..	...	..	....
Cassat.	1	Avril.	1813	Saisie-exécut.	..	...	21	445	68	13	1	324	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	2	Avril.	1813	Péremption.	..	...	18	454	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	2	Avril.	1813	Ress. 1er et d.	8	99	19	159	154	16	2	119	..	..	...	..	....	42	44	..	....
Paris.	3	Avril.	1813	Trib. de com.	7	355	22	304	124	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	3	Avril.	1813	Péremption.	..	...	18	428	21	..	..	....	..	..	...	11	200	..	...	..	....
Liege.	4	Avril.	1813	Trib. de com.	..	...	22	305	125	..	..	....	..	..	...	3	330	..	...	..	....
Rennes.	4	Avril.	1813	Red. de comp.	..	...	18	681	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Avril.	1813	Appel.	7	328	3	386	224	13	1	385	..	..	...	1	459	36	568	14	385
Rennes.	5	Avril.	1813	Exploit.	..	...	13	206	229	..	..	....	..	..	...	7	781	..	...	..	....
Cassat.	5	Avril.	1813	Faux inc. civ.	7	330	14	377	39	13	1	316	..	..	...	..	....	37	26	14	380
Paris.	7	Avril.	1813	Saisie immob.	..	...	20	400	420	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Avril.	1813	Cont. p. corps	..	...	8	609	129	3	1	374	..	..	...	..	....	37	386	14	401
Décret.	7	Avril.	1813	Dépens.	8	57	9	226	73	14	2	8	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans	7	Avril.	1813	Désaveu.	..	...	10	358	19	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	14	400
Bruxelles.	8	Avril.	1813	Absence.	..	...	1	37	17	14	2	16	..	..	...	1	6	40	275	14	404
Caen.	8	Avril.	1813	Exploit.	..	...	13	207	230	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	14	406
Paris.	9	Avril.	1813	Surenchère.	..	...	21	418	66	13	2	208	13	2	95	11	783	..	...	14	410
Circ. m. j.	10	Avril.	1813	Avoué.	8	61	5	386	117	..	..	....	15	2	109	..	....	..	...	..	....
Paris.	12	Avril.	1813	Conclusions.	7	301	8	311	3	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Avril.	1813	Action.	7	336	2	434	54	..	..	....	..	..	...	1	273	36	577	14	412
Rennes.	13	Avril.	1813	Péremption.	..	...	18	458	44	..	..	....	..	..	...	11	196	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Rennes.	14	Avril.	1813	Exploit.	..	...	13	208	231	..	..	....	14	2	29	..	....	..	...	..	....
Limoges.	14	Avril.	1813	Appel.	8	120	3	236	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Trèves.	15	Avril.	1813	Saisie immob.	..	...	20	89	97	..	..	....	14	2	29	..	....	41	474	..	....
Rennes.	15	Avril.	1813	Exploit.	..	...	13	206	229	..	..	....	14	2	29	7	781	..	...	..	....
Bruxelles.	16	Avril.	1813	Exploit.	..	...	13	148	150	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rép. m. j.	20	Avril.	1813	Caution.	..	...	6	561	27	17	2	245	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Avril.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	473	14	13	1	367	..	..	...	3	759	37	458	14	452
Cassat.	21	Avril.	1813	Minist. pub.	..	...	16	773	32	15	1	135	15	1	72	..	....	..	...	14	452
Colmar.	21	Avril.	1813	Avocat.	8	313	5	142	6	14	2	192	15	1	72	..	....	..	...	14	452
Bruxelles.	21	Avril.	1813	Avocat.	8	173	5	177	32	15	2	43	15	1	72	2	212	40	107	14	457
Metz.	22	Avril.	1813	Enquête.	..	...	11	125	103	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	22	Avril.	1813	Exception.	..	...	12	459	37	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Avril.	1813	Avocat.	8	68	5	180	33	13	1	344	..	..	...	..	....	..	...	14	458
Colmar.	23	Avril.	1813	Récusation.	..	...	18	635	22	..	..	....	17	2	28	..	....	..	...	14	463
Nîmes.	26	Avril.	1813	Ress. 1er et d.	9	45	19	34	10	14	2	385	..	..	...	..	....	39	283	..	....
Paris.	26	Avril.	1813	Ordre.	7	304	17	241	125	..	..	....	..	..	...	10	824	36	496	14	473
Nîmes.	26	Avril.	1813	Péremption.	..	...	18	458	45	16	2	122	..	..	...	11	200	42	120	14	472
Colmar.	27	Avril.	1813	Cons. de fam.	..	...	8	387	60	14	2	48	12	2	49	12	717	..	...	14	478
Cassat.	27	Avril.	1813	Exploit.	7	339	13	181	190	13	1	387	..	..	...	..	....	..	...	14	476
Turin.	27	Avril.	1813	Enquête.	8	176	11	127	104	14	2	344	..	..	...	6	870	..	...	..	....
Cassat.	28	Avril.	1813	Action.	8	203	2	435	55	13	1	392	13	1	320	1	245	36	579	14	414
Cassat.	28	Avril.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	611	130	..	..	....	..	..	...	3	758	..	...	..	....
Limoges.	28	Avril.	1813	Compromis.	8	350	7	79	42	16	2	88	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Avril.	1813	Action.	8	203	2	435	55	..	..	....	..	..	...	1	245	..	...	..	....
Nîmes.	28	Avril.	1813	Avoué.	..	...	5	323	61	16	2	127	..	..	...	..	....	41	544	..	....
Cassat.	28	Avril.	1813	Séquestre.	8	203	21	180	3	13	1	392	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	28	Avril.	1813	Dépens.	8	354	9	153	17	14	2	92	..	..	...	..	....	38	48	14	486
Rennes.	28	Avril.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	172	174	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Avril.	1813	Action.	..	...	2	437	56	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	30	Avril.	1813	Appel.	..	...	3	375	217	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Avril.	1813	Tribunaux.	..	...	22	85	110	13	1	349	..	..	...	3	469	..	...	..	....
Besançon.	30	Avril.	1813	Saisie immob.	..	...	20	401	441	..	..	....	..	..	...	11	703	..	...	..	....
Metz.	30	Avril.	1813	Appel.	..	...	3	393	232	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	1	Mai.	1813	Huissier.	8	315	14	587	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Caen.	3	Mai.	1813	Jug. par déf.	..	...	15	379	119	14	2	436	..	..	...	9	721	42	503	14	492
Nîmes.	3	Mai.	1813	Jug. par déf.	..	...	15	379	118	..	..	....	..	..	...	..	....	42	354	14	492
Metz.	4	Mai.	1813	Péremption.	..	...	18	428	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Caen.	4	Mai.	1813	Exploit.	..	...	13	208	232	14	2	400	15	2	41	7	792	43	317	14	501
Turin.	6	Mai.	1813	Just. de paix.	9	160	16	614	78	14	2	47	14	2	47	3	275	..	...	..	....
Bruxelles.	6	Mai.	1813	Cont. p. corps	..	...	8	513	52	..	..	....	..	3	803	..	....	39	205	..	....
Rouen.	6	Mai.	1813	Péremption.	8	941	18	434	26	14	2	89	..	..	...	..	....	37	236	14	508
Paris.	6	Mai.	1813	Péremption.	7	350	18	459	47	..	..	....	..	..	...	11	192	37	184	14	512
Bruxelles.	6	Mai.	1813	Scellés et inv.	..	...	21	47	38	14	2	181	..	..	...	11	877	38	281	..	....
Rennes.	6	Mai.	1813	Délibéré.	..	...	9	22	11	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	7	Mai.	1813	Saisie immob.	8	344	20	402	422	..	..	....	..	..	...	11	748	..	...	..	....
Nîmes.	7	Mai.	1813	Acquiescem.	..	...	1	180	91	..	..	....	..	..	...	1	110	39	364	14	516
Cassat.	10	Mai.	1813	Just. de paix.	..	...	16	620	79	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Mai.	1813	Ress. 1er et d.	8	13	19	174	178	13	1	332	23	2	66	4	698	38	14	14	520
Avis du C.	11	Mai.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	317	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Mai.	1813	Ministère pub.	..	...	16	773	34	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Mai.	1813	Exploit.	..	...	13	215	238	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	13	Mai.	1813	Exécution.	..	...	12	586	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Mai.	1813	Amende.	..	...	2	614	42	17	1	343	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Mai.	1813	Cons. de fam.	..	...	8	389	61	14	2	23	..	..	...	..	....	37	340	14	546
Paris.	17	Mai.	1813	Arbitrage.	8	154	4	589	60	14	2	247	10	1	471	1	693	36	498	..	....
Paris.	17	Mai.	1813	Acquiescem.	8	226	1	182	94	..	..	....	..	..	11	1	151	37	585	14	547
Cassat.	18	Mai.	1813	Action.	7	341	2	438	57	13	1	335	1	1	271	1	271	..	...	14	551
Turin.	18	Mai.	1813	Ordre.	8	320	17	242	127	..	..	....	..	..	...	10	837	..	...	..	....
Cassat.	19	Mai.	1813	Audience.	8	20	4	676	4	14	1	112	15	1	336	..	....	43	542	14	567
Turin.	19	Mai.	1813	Appel.	..	...	3	47	12	16	2	141	..	..	...	..	....	41	446	14	565
Grenoble.	20	Mai.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Mai.	1813	Cont. p. corps.	8	35	8	540	74	13	2	286	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	20	Mai.	1813	Exploit.	..	...	13	215	240	..	..	....	..	..	...	7	719	..	...	..	....
Montpell.	21	Mai.	1813	Exploit.	8	51	13	215	241	..	..	....	13	2	110	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Mai.	1813	Arbitrage.	8	228	4	594	62	14	2	118	13	2	2	1	730	..	...	14	593
Montpell.	22	Mai.	1813	Demand. nou.	8	112	9	94	49	14	2	391	..	..	...	4	791	..	...	14	596
Paris.	24	Mai.	1813	Cont. p. corps.	8	37	8	612	131	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Mai.	1813	Action.	8	75	2	335	3	13	1	337	..	..	...	1	266	..	...	..	....
Cassat.	25	Mai.	1813	Action.	..	...	2	341	7	13	1	313	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	25	Mai.	1813	Saisie immob.	9	143	20	182	184	..	..	....	..	..	...	..	....	38	77	..	....
Cassat.	25	Mai.	1813	Exécution.	8	79	12	588	60	14	1	227	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	25	Mai.	1813	Garantie.	..	...	14	445	37	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Mai.	1813	Jug. arbitral.	9	3	16	488	55	14	1	4	13	1	563	..	....	38	321	..	....
Orléans.	26	Mai.	1813	Saisie-exécut.	..	...	21	447	30	..	..	....	..	..	...	7	615	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Avis du C.	26	Mai.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	317	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	26	Mai.	1813	Trib. de com.	8	38	22	300	120	14	2	175	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	26	Mai,	1813	Ordre.	..	...	17	245	128	..	..	....	..	..	...	10	850	38	313	..	....
Colmar.	29	Mai.	1813	Jug. arbitral.	9	146	16	513	84	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	29	Mai.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	292	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Mai.	1813	Ordre.	..	...	17	246	129	14	2	264	15	2	2	10	852	38	389	14	632
Rennes.	31	Mai.	1813	Distrib. par c.	..	...	10	593	6	..	..	....	..	..	...	10	860	..	...	..	....
Besançon.	31	Mai.	1813	Requête civile.	..	...	18	1033	60	..	..	....	..	..	...	11	611	..	...	..	....
Paris.	31	Mai.	1813	Ress. 1er et d.	8	83	19	175	180	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	1	Juin.	1813	Désistement.	..	...	10	438	5	..	..	....	..	..	...	5	149	..	...	..	....
Rennes.	2	Juin.	1813	Trib. de com.	..	...	22	306	127	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juin.	1813	Cassation.	..	...	6	490	78	17	1	343	..	..	...	3	293	38	292	15	4
Rennes.	3	Juin.	1813	Appel.	..	...	3	220	102	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Juin.	1813	Ordre.	8	234	17	247	131	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Juin.	1813	Off. réel. et c.	..	...	17	39	37	..	..	....	..	..	...	..	....	38	141	..	....
Cassat.	8	Juin.	1813	Péremption.	8	80	18	461	49	13	1	458	13	1	342	11	205	37	491	15	11
Metz.	8	Juin.	1813	Jug. 1re part.	..	...	15	105	113	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Juin.	1813	Enregistrem.	8	205	11	312	90	..	..	....	..	..	...	7	400	..	...	..	....
Aix.	10	Juin.	1813	Surenchère.	9	151	21	418	67	14	2	64	14	2	46	..	....	..	...	15	29
Cassat.	10	Juin.	1813	Appel.	..	...	3	393	2.3	17	1	326	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Juin.	1813	Appel.	..	...	3	362	199	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Juin.	1813	Saisie immob.	8	22	20	107	114	13	1	410	13	1	400	11	848	37	297	15	37
Cassat.	14	Juin.	1813	Trib. de com.	..	...	22	220	45	13	1	353	..	..	...	3	392	..	...	15	33
Rennes.	14	Juin.	1813	Vérific. d'ecr.	..	...	22	440	33	..	..	....	..	..	...	12	943	..	...	..	....
Décret.	14	Juin.	1813	Huissier.	8	177	13	589	52	2	..	249	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	15	Juin.	1813	Tierce oppos.	9	153	21	564	63	14	2	262	16	2	110	12	662	..	...	..	....
Cassat.	15	Juin.	1813	Cont. p. corps.	8	209	8	474	14	13	1	374	14	1	570	3	764	42	81	15	41
Limoges.	15	Juin.	1813	Distrib. par c.	9	153	10	594	8	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Juin.	1813	Jug. 1re part.	8	85	15	91	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Juin.	1813	Off. réel. et c.	..	...	17	40	38	15	1	300	15	1	272	10	573	43	11	..	....
Bourges.	16	Juin.	1813	Appel.	..	...	3	68	22	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	17	Juin.	1813	Distrib. par c.	8	87	10	594	7	..	..	....	..	..	...	10	859	37	473	..	....
Paris.	18	Juin.	1813	Tierce oppos.	8	237	21	565	64	..	..	....	..	..	...	12	644	..	...	..	....
Paris.	18	Juin.	1813	Avoué.	8	158	5	323	62	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Juin.	1813	Péremption.	8	361	18	462	50	..	..	....	13	2	110	11	178	37	31	..	....
Besançon.	21	Juin.	1813	Expertise.	..	...	12	712	60	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Juin.	1813	Appel.	8	131	3	99	37	14	1	227	14	1	321	1	485	38	135	..	....
Rennes.	22	Juin.	1813	Appel.	..	...	3	394	234	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Juin.	1813	Péremption.	8	89	18	463	51	14	2	346	..	..	...	11	193	38	219	15	84
Nancy.	22	Juin.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	614	136	16	2	96	..	..	...	..	....	37	230	15	78
Paris.	25	Juin.	1813	Saisie immob.	9	112	20	220	219	14	2	302	..	..	...	11	868	39	36	15	114
Rennes.	25	Juin.	1813	Interrogatoir.	..	...	14	708	9	..	..	....	..	..	...	9	575	..	...	..	....
Colmar.	26	Juin.	1813	Ordre.	8	161	17	232	116	14	2	215	14	2	71	10	831	..	...	..	....
Paris.	26	Juin.	1813	Ordre.	..	...	17	250	132	14	2	215	..	..	...	..	....	37	263	..	....
Rennes.	26	Juin.	1813	Saisie immob.	..	...	20	403	423	..	..	....	..	..	...	11	750	..	...	..	....
Bruxelles.	26	Juin.	1813	Saisie immob.	..	...	20	308	310	13	2	371	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Juin.	1813	Trib. de com.	8	95	22	207	33	14	2	188	14	2	94	..	....	..	...	..	....
Caen.	28	Juin.	1813	Ordre.	..	...	17	342	221	14	2	377	15	2	43	..	....	43	231	15	128
Paris.	28	Juin.	1813	Conclusions.	..	...	8	307	1	..	..	....	..	..	...	..	....	38	144	15	130
Paris.	29	Juin.	1813	Signification.	8	97	21	268	46	14	2	216	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	29	Juin.	1813	Enquête.	..	...	11	129	105	15	2	239	..	..	...	6	871	40	465	14	14
Paris.	1	Juill.	1813	Saisie immob	..	...	20	403	424	14	2	259	..	..	...	11	750	38	334	15	150
Orléans.	1	Juill.	1813	Saisie-exécut.	..	...	21	447	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	1	Juill.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	317	79	15	2	114	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	2	Juill.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	318	80	15	2	11	..	..	...	..	....	..	...	15	159
Colmar.	3	Juill.	1813	Renvoi et exc.	9	49	18	885	34	14	2	291	15	2	96	11	587	..	...	15	164
Rennes.	3	Juill.	1813	Appel.	..	...	3	395	235	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Juill.	1813	Appel.	9	31	3	396	236	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juill.	1813	Avocat.	..	...	4	182	34	13	1	419	11	1	454	..	....	37	555	15	179
Turin.	6	Juill.	1813	Ordre.	10	342	17	251	133	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Pau.	7	Juill.	1813	Saisie immob.	..	...	20	404	426	16	2	105	..	..	...	11	817	41	429	15	184
Paris.	7	Juill.	1813	Ordre.	..	...	17	253	134	..	..	....	14	2	4	..	....	..	...	15	184
Cassat.	8	Juill.	1813	Sép. de corps.	11	3	21	161	41	15	1	128	14	1	617	11	901	42	62	15	189
Metz.	9	Juill.	1813	Trib. de com.	..	...	22	306	128	14	2	174	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	10	Juill.	1813	Désaveu.	..	...	10	336	1	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill.	1813	Off. réel. et c.	..	...	17	41	39	13	1	354	..	..	...	..	....	37	379	15	202
Paris.	12	Juill.	1813	Saisie immob.	9	33	20	220	219	14	2	237	..	..	...	..	....	..	...	15	194
Rennes.	13	Juill.	1813	Expertise.	..	...	12	714	62	..	..	....	..	..	...	7	662	..	...	..	....
Cassat.	14	Juill.	1813	Demand. nou.	8	325	9	96	51	14	1	38	11	1	503	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Juill.	1813	Huissier.	..	...	14	541	7	..	..	....	13	1	508	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Juill.	1813	Dépens.	..	...	9	229	74	..	..	....	13	1	508	..	....	..	...	15	37
Cassat.	14	Juill.	1813	Jug. 1re part.	8	133	15	91	97	14	1	224	13	1	508	9	408	..	...	15	225
Metz.	16	Juill.	1813	Saisie immob.	..	...	20	407	428	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	16	Juill.	1813	Exception.	..	...	12	443	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Paris.	17	Juill.	1813	Exécution.	8	241	12	558	29	14	2	107	13	..	441	9	447	..	...	15	239
Cassat.	19	Juill.	1813	Arbitrage.	..	...	4	598	65	..	..	....	..	..	...	1	676	..	...	..	....
Cassat.	21	Juill.	1813	Aut. comm.	8	135	4	726	17	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Juill.	1813	Depens.	..	...	9	229	75	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Juill.	1813	Désistement.	8	243	10	474	30	14	2	354	14	2	102	5	160	38	535	15	247
Nancy.	23	Juill.	1813	Cont. p. corps.	..	...	8	561	91	16	2	167	13	2	110	..	....	37	347	..	....
Rouen.	23	Juill.	1813	Demand. nou.	..	...	9	96	52	..	..	....	..	..	...	4	795	38	447	..	....
Rennes.	24	Juill.	1813	Tribunaux.	..	...	22	89	115	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	24	Juill.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Juill.	1813	Tribunaux.	8	137	22	90	116	15	1	117	..	..	...	..	....	37	584	15	258
Toulouse.	26	Juill.	1813	Cod. de p. civ.	..	...	6	696	32	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	27	Juill.	1813	Cont. p. corps.	9	158	8	617	137	14	2	155	..	..	...	3	791	38	445	15	271
Caen.	27	Juill.	1813	Ordre.	..	...	17	254	135	..	..	....	..	..	...	10	826	..	...	..	....
Cassat.	27	Juill.	1813	Enregistrem.	8	139	11	314	91	15	1	344	..	..	...	7	471	..	...	..	....
Cassat.	28	Juill.	1813	Cont. p. corps.	8	141	8	618	138	15	1	126	14	1	598	3	755	37	504	15	274
Turin.	30	Juill.	1813	Just. de paix.	9	160	16	614	78	..	..	....	14	2	47	3	275	..	...	15	291
Bourges.	30	Juill.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	319	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	30	Juill.	1813	Faux incident.	10	349	14	379	41	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Juill.	1813	Ordre.	..	...	17	257	137	15	2	271	15	2	113	9	406	38	506	15	292
Cassat.	2	Août.	1813	Avoué.	8	257	5	325	63	13	1	445	13	1	496	..	....	38	23	15	304
Paris.	2	Août.	1813	Désaveu.	9	263	10	359	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	15	309
Cassat.	3	Août.	1813	Enregistrem.	8	259	11	315	92	15	1	178	..	..	...	7	324	..	...	..	....
Colmar.	4	Août.	1813	Appel.	9	164	3	397	237	..	..	....	..	..	...	..	....	39	390	..	....
Cassat.	5	Août.	1813	Appel.	8	327	3	328	176	13	1	447	13	1	477	1	498	..	...	15	320
Rennes.	6	Août.	1813	Exploit.	..	...	13	256	310	..	..	....	..	..	...	..	....	38	458	..	....
Paris.	6	Août.	1813	Appel.	9	270	3	400	238	..	..	....	..	..	...	..	....	38	458	..	....
Rouen.	7	Août.	1813	Saisie immob.	10	112	20	410	434	15	2	113	15	2	64	11	743	39	361	15	322
Rennes.	7	Août.	1813	Expertise.	..	...	12	715	65	..	..	....	..	..	...	7	684	..	...	..	....
Cassat.	7	Août.	1813	Cassation.	..	...	6	490	79	16	1	22	..	..	...	2	329	..	...	..	....
Cassat.	10	Août.	1813	Exploit.	8	262	13	217	243	15	1	104	14	1	589	..	....	42	249	15	345
Cassat.	11	Août.	1813	Ordre.	8	263	17	258	139	..	..	....	..	..	...	..	....	38	328	15	363
Colmar.	11	Août.	1813	Lic. et partag.	9	167	16	694	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	11	Août.	1813	Jug. 2e part.	..	...	15	244	75	..	..	....	..	..	..	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Août.	1813	Success. vac.	..	...	21	338	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Août.	1813	Dépens.	..	...	9	230	76	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Aout.	1813	Depens.	..	...	9	192	47	15	1	94	..	..	...	9	461	42	178	15	360
Cassat.	12	Août.	1813	Amende.	..	...	2	614	43	17	1	343	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	13	Août.	1813	Ordre.	9	173	17	259	140	14	2	105	14	2	96	10	822	39	358	15	376
Rennes.	13	Août.	1813	Demande nou.	..	...	9	98	53	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Août.	1813	Surenchère.	8	266	21	419	68	13	1	443	13	1	454	..	....	38	81	15	381
Rennes.	14	Août.	1813	Jug. par déf.	..	...	15	380	120	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Août.	1813	Saisie-arrêt.	8	291	19	319	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Août.	1813	Ant. femm.	8	270	5	37	18	13	1	445	13	1	485	..	....	38	179	15	393
Cassat.	18	Août.	1813	Off. réel. et c.	8	271	17	42	40	14	1	72	13	1	604	10	575	38	331	15	407
Cassat.	18	Août.	1813	Faux inc. civ.	..	...	14	380	42	14	1	40	..	..	...	8	421	..	...	15	412
Paris.	20	Août.	1813	Off. réel. et c.	8	278	17	42	41	..	..	....	..	..	...	..	....	38	249	15	417
Metz.	24	Août.	1813	Appel.	..	...	3	402	241	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Aix.	24	Août.	1813	Trib. de com.	9	302	22	220	45	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Août.	1813	Vérific. d'écr.	..	...	22	413	8	15	1	131	14	1	630	..	....	42	301	15	435
Cassat.	25	Août.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	320	82	16	1	13	..	..	...	..	....	..	...	15	443
Metz.	25	Août.	1813	Action.	..	...	2	442	59	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Août.	1813	Protêt.	8	273	18	576	25	15	1	131	..	..	...	..	....	42	301	15	435
Rennes.	26	Août.	1813	Saisie immob.	..	...	20	412	436	..	..	....	..	..	...	11	714	..	...	..	....
Lyon.	27	Août.	1813	Surenchère.	..	...	21	423	69	13	2	368	..	..	...	11	76[illegible]	38	433	15	451
Grenoble.	27	Août.	1813	Acquiescem.	..	...	1	168	79	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Août.	1813	Absent.	..	...	1	38	18	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Août.	1813	Appel.	9	121	3	404	243	14	2	261	12	2	95	..	....	38	185	15	457
Colmar.	28	Août.	1813	Trib. de com.	9	177	22	307	129	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Août.	1813	Conciliation.	..	...	7	262	72	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Decret.	29	Août.	1813	Huissier.	..	...	14	604	53	..	..	....	13	2	111	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Août.	1813	Arbitrage.	8	331	4	599	67	13	1	430	11	1	514	1	682	38	87	15	463
Metz.	30	Août.	1813	Exécut. prov.	..	...	12	646	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	30	Août.	1813	Garantie.	9	310	14	445	38	16	2	101	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Août.	1813	Just. de paix.	8	275	16	621	80	14	1	61	13	1	612	..	....	39	406	15	371
Paris.	31	Août.	1813	Tierce oppos.	8	284	21	567	65	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Sept.	1813	Conclusions.	9	65	8	313	4	14	1	67	13	1	596	..	....	39	86	15	473
Limoges.	1	Sept.	1813	Exploit.	9	57	13	218	245	13	2	353	..	..	...	..	....	38	359	15	478
Cassat.	6	Sept.	1813	Dépens.	9	70	9	33	1	14	1	57	13	1	531	9	670	..	...	..	....
Cassat.	5	Sept.	1813	Enregistrem.	..	...	11	317	93	15	1	95	15	1	21	7	138	..	...	..	....
Cassat.	9	Sept.	1813	Sép. de biens.	9	321	21	99	22	13	1	468	13	1	523	..	....	38	161	..	....
Rennes.	11	Sept.	1813	Exception.	..	...	12	491	77	..	..	....	..	..	...	7	621	..	...	..	....
Turin.	14	Sept.	1813	Exécut. prov.	..	...	12	642	43	14	2	139	..	..	...	9	755	38	65	..	....
Paris.	16	Sept.	1813	Exécut. prov.	9	275	12	647	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Sept.	1813	Jug. par déf.	..	...	15	381	121	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Paris.	29	Sept.	1813	Appel.	8	286	3	380	220	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Oct.	1813	Matières som.	..	...	16	731	16	..	..	....	..	..	...	10	383	..	...	..	....
Cassat.	4	Oct.	1813	Dépens.	..	...	9	139	5	14	1	182	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Oct.	1813	Action.	9	7	2	444	60	13	1	465	13	1	529	1	221	..	...	..	....
Cassat.	6	Oct.	1813	Cont. p. corps.	9	9	8	620	139	13	1	467	13	1	540	3	731	40	328	..	....
Paris.	6	Oct.	1813	Trib. de com.	10	316	22	280	101	14	2	355	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Oct.	1813	Action.	..	...	2	446	61	20	1	455	14	1	558	1	222	..	...	15	518
Paris.	13	Oct.	1813	Saisie immob.	8	288	20	413	437	..	..	....	14	..	558	11	682	..	...	..	....
Cassat.	20	Oct.	1813	Enregistrem.	..	...	11	319	94	14	1	13	13	1	576	7	340	..	...	..	....
Paris.	20	Oct.	1813	Cont. p. corps.	9	125	8	622	140	14	2	129	..	..	...	3	783	40	66	..	....
Paris.	21	Oct.	1813	Acquiescem.	9	37	1	183	96	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Oct.	1813	Saisie immob.	9	127	20	107	114	14	2	267	..	..	...	11	848	38	338	..	....
Cassat.	26	Oct.	1813	Expertise.	9	14	12	716	66	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Oct.	1813	Ordre.	9	16	17	184	71	14	1	5	..	..	...	10	841	38	289	15	550
Cassat.	27	Oct.	1813	Just. de paix.	9	19	16	622	81	14	1	13	13	1	545	6	614	39	302	15	546
Cassat.	27	Oct.	1813	Ress. 1er et d.	9	19	19	60	23	14	1	13	..	..	...	..	....	39	302	15	546
Cassat.	28	Oct.	1813	Faux inc. civ.	9	22	14	381	43	14	1	10	..	..	...	8	399	40	57	..	....
Rennes.	28	Oct.	1813	Conciliation.	..	...	7	262	73	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Aix.	29	Oct.	1813	Trib. de com.	..	...	22	308	131	16	2	66	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Nov.	1813	Surenchère.	..	...	21	399	49	14	1	11	14	1	32	11	791	39	5	15	563
Cassat.	9	Nov.	1813	Jug. par déf.	9	76	15	382	123	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Nov.	1813	Tribunaux.	9	280	22	91	118	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Nov.	1813	Appel.	9	346	3	408	246	..	..	....	15	1	68	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Nov.	1813	Trib. de com.	11	3	22	309	132	15	1	197	15	1	68	..	....	42	184	15	589
Rennes.	11	Nov.	1813	Appel.	..	...	3	118	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Nov.	1813	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	16	1	27	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Nov.	1813	Acquiescem.	9	325	1	101	27	..	..	....	..	..	...	1	137	..	...	15	599
Cassat.	15	Nov.	1813	Cont. p. corps.	10	266	8	623	141	15	1	74	14	1	579	3	758	42	88	15	592
Cassat.	15	Nov.	1813	Enregistrem.	..	...	11	320	95	..	..	....	..	..	...	7	179	..	...	..	....
Rennes.	16	Nov.	1813	Signification.	..	...	21	270	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Nov.	1813	Cons. de fam.	9	84	8	389	62	14	1	74	14	1	35	12	722	39	321	15	607
Rennes.	17	Nov.	1813	Saisie-arrêt.	..	...	19	321	84	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Nov.	1813	Somm. appel.	9	82	3	15	9	14	1	101	14	1	35	..	....	..	...	15	612
Cassat.	18	Nov.	1813	Notaire.	..	...	16	808	14	14	1	232	..	..	...	10	435	40	330	15	635
Cassat.	18	Nov.	1813	Exploit.	9	87	13	218	246	14	1	187	..	..	...	7	712	..	...	15	639
Rennes.	19	Nov.	1813	Saisie-exécut.	..	...	21	448	72	..	..	....	..	..	...	11	659	..	...	..	....
Rennes.	19	Nov.	1813	Dépens.	..	...	9	230	77	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Pau.	20	Nov.	1813	Saisie immob.	..	...	20	55	64	16	2	82	23	2	58	..	....	41	432	15	644
Cassat.	22	Nov.	1813	Exploit.	9	193	13	191	208	14	1	104	14	1	179	7	838	39	486	15	649
Rennes.	23	Nov.	1813	Appel.	..	...	3	148	52	..	..	....	14	1	55	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Nov.	1813	Péremption.	9	95	18	465	52	14	1	87	14	1	47	11	176	40	256	..	....
Cassat.	25	Nov.	1813	Huissier.	9	93	14	604	54	..	..	....	13	1	618	..	....	39	27	15	668
Paris.	27	Nov.	1813	Ress. 1er et d.	9	348	19	80	49	..	..	....	..	..	...	..	....	39	221	..	....
Cassat.	30	Nov.	1813	Garantie.	..	...	14	446	39	14	1	16	14	1	120	..	....	39	449	15	672
Cassat.	1	Déc.	1813	Saisie immob.	9	100	20	255	253	14	1	29	14	1	86	11	825	..	...	..	....
Cassat.	1	Déc.	1813	Saisie immob.	9	103	20	295	303	14	1	29	..	..	...	11	825	..	...	15	684
Paris.	1	Déc.	1813	Exécut. prov.	9	39	12	631	29	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	2	Déc.	1813	Avoué.	..	...	5	333	64	..	..	....	14	1	64	..	....	..	...	..	....
Orléans.	2	Déc.	1813	Exploit.	..	...	13	221	247	..	..	....	14	1	64	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Déc.	1813	Renvoi et exc.	9	107	18	920	69	14	1	30	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Déc.	1813	Demand. nou.	9	40	9	61	14	14	2	294	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	3	Déc.	1813	Récusation.	..	...	18	636	23	..	..	....	..	..	...	11	534	..	...	..	....
Limoges.	3	Déc.	1813	Saisie immob.	11	348	20	413	438	..	..	....	..	..	...	11	820	45	204	..	....
Limoges.	4	Déc.	1813	Appel.	11	351	3	410	247	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	4	Déc.	1813	Récusation.	9	41	18	638	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Déc.	1813	Signification.	9	330	21	270	48	14	1	138	14	1	176	7	218	..	...	..	....
Rennes.	8	Déc.	1813	Huissier.	..	...	14	605	55	..	..	....	15	2	29	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Déc.	1813	Avocat.	9	202	5	143	10	14	1	121	..	..	...	..	....	39	488	15	697
Colmar.	8	Déc.	1813	Ress. 1er et d.	10	56	19	177	181	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	9	Déc.	1813	Ordre.	10	58	17	180	66	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	9	Déc.	1813	Exploit.	..	...	13	127	123	..	..	....	..	..	...	..	....	38	467	..	....
Bourges.	10	Déc.	1813	Ordre.	..	...	17	262	141	..	..	....	..	..	...	10	847	..	...	..	....
Rennes.	10	Déc.	1813	Exception.	..	...	12	493	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Déc.	1813	Caution.	9	129	6	562	29	16	2	98	..	..	...	..	....	..	...	15	718
Limoges.	13	Déc.	1813	Faux inc. civ.	..	...	14	383	44	15	2	276	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Let. m. fi.	14	Déc.	1813	Greffier.	10	121	14	515	31	14	2	249	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Déc.	1813	Péremption.	9	332	18	434	26	14	1	137	14	1	173	11	188	41	204	15	730
Orléans.	16	Déc.	1813	Exploit.	..	...	13	221	248	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	17	Déc.	1813	Intervention.	10	61	14	764	34	..	..	....	..	..	...	9	585	..	...	..	....
Aix.	17	Déc.	1813	Exécution.	..	...	12	537	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	18	Déc.	1813	Saisie-exécut.	..	...	21	449	76	17	2	216	..	..	...	11	654	..	...	..	....
Cassat.	21	Déc.	1813	Just. de paix.	10	270	16	581	38	15	1	24	14	1	519	..	....	41	182	..	....
Montpell.	21	Déc.	1813	Enquête.	..	...	11	61	34	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	21	Déc.	1813	Péremption.	..	...	18	467	53	..	..	....	..	..	...	11	179	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Colmar.	21	Déc.	1813	Arbitrage.	..	...	4	603	69	14	2	290	..	..	...	1	681	42	78	..	....
Orléans.	22	Déc.	1813	Exception.	..	...	12	495	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	24	Déc.	1813	Saisie immob.	..	...	20	415	439	..	..	....	..	..	...	11	845	..	...	..	....
Cassat.	24	Déc.	1813	Ministère pub.	..	...	16	775	35	..	..	....	..	..	...	..	....	39	252	15	738
Paris.	28	Déc.	1813	Enquête.	9	359	11	130	106	..	..	....	14	1	108	..	....	39	139	..	....
Cassat.	28	Déc.	1813	Saisie-arrêt.	9	217	19	322	85	14	1	92	14	1	125	13	639	40	297	15	746
Orléans.	29	Déc.	1813	Garantie.	..	...	14	449	40	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Déc.	1813	Dépens.	..	...	9	230	78	14	1	129	..	..	...	9	578	..	...	..	....
Paris.	30	Déc.	1813	Arbitrage.	9	132	4	604	70	14	2	301	..	..	...	1	594	39	34	15	760
Cassat.	30	Déc.	1813	Interrogatoir.	..	...	14	724	32	15	1	160	15	1	112	9	578	42	259	15	750
Cassat.	31	Déc.	1813	Dépens.	9	222	9	233	79	..	..	....	..	..	...	9	660	..	...	..	....
Cassat.	3	Janv.	1814	Cont. p. corps.	..	...	8	605	125	14	1	142	14	1	142	..	....	..	...	..	....
Bourges.	3	Janv.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	178	183	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Janv.	1814	Amende.	..	...	2	614	44	14	1	77	14	1	114	..	....	40	213	..	....
Cassat.	4	Janv.	1814	Greffier.	9	333	14	517	32	14	1	135	14	1	149	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Janv.	1814	Saisie immob.	10	216	20	376	390	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	5	Janv.	1814	Tribunaux.	..	...	22	61	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	5	Janv.	1814	Exploit.	10	249	13	40	12	..	..	....	..	..	...	..	....	39	468	..	....
Décret.	6	Janv.	1814	Greffier.	..	...	14	518	33	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	6	Janv.	1814	Interdiction.	..	...	14	679	37	..	..	....	..	..	...	9	538	..	...	..	....
Rennes.	6	Janv.	1814	Compulsoire.	..	...	7	117	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Janv.	1814	Cont. p. corps.	9	282	8	603	124	14	2	303	..	..	...	3	817	39	58	16	19
Bourges.	8	Janv.	1814	Saisie immob.	..	...	20	248	245	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Janv.	1814	Exécut. prov.	10	3	12	648	53	14	1	64	14	1	142	..	....	40	133	16	33
Déc. m. fi.	11	Janv.	1814	Enregistrem.	10	128	11	321	96	14	2	288	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	11	Janv.	1814	Protêt.	12	50	18	577	26	15	2	141	..	..	...	6	722	43	279	16	37
Cassat.	12	Janv.	1814	Tierce oppos.	9	228	21	510	8	14	1	246	..	..	...	12	671	40	95	16	43
Paris.	13	Janv.	1814	Saisie exécut.	9	284	21	451	78	..	..	....	..	..	...	11	661	..	...	..	....
Cassat.	13	Janv.	1814	Ordre.	9	337	17	184	71	14	1	194	14	1	245	10	842	41	109	16	51
Paris.	13	Janv.	1814	Ordre.	..	...	17	262	142	15	2	225	15	2	115	10	842	40	389	16	57
Paris.	15	Janv.	1814	Saisie-arrêt.	..	...	19	325	87	14	2	95	14	2	53	..	....	65	247	16	61
Cassat.	17	Janv.	1814	Enregistrem.	..	...	11	321	96	..	..	....	..	..	...	7	69	..	...	..	....
Cassat.	18	Janv.	1814	Cont. p. corps.	9	233	8	624	142	14	1	57	12	1	149	..	....	40	529	16	69
Cassat.	18	Janv.	1814	Demande nou.	10	129	9	98	55	14	1	161	12	1	212	..	....	40	301	16	64
Rennes.	19	Janv.	1814	Appel.	..	...	3	411	248	..	..	....	14	2	125	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Janv.	1814	Trib. de com.	9	236	22	311	133	..	..	....	14	1	272	..	....	..	...	16	85
Paris.	19	Janv.	1814	Saisie immob.	..	...	20	417	442	15	2	248	16	2	32	11	845	41	191	16	83
Rennes.	20	Janv.	1814	Tribunaux.	..	...	22	92	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Janv.	1814	Licit. et part.	..	...	16	696	45	14	1	157	..	..	...	..	....	..	...	16	107
Cassat.	24	Janv.	1814	Cont. p. corps.	9	241	8	626	145	14	1	124	14	1	537	3	788	43	209	16	102
Avis du C.	25	Janv.	1814	Protêt.	9	318	18	579	27	14	2	335	15	2	117	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Janv.	1814	Faux inc. civ.	..	...	14	384	44	..	..	....	15	2	117	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Janv.	1814	Tribunaux.	..	...	22	92	120	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Janv.	1814	Garantie.	9	243	14	450	41	14	1	62	..	..	...	..	....	40	250	..	....
Rennes.	26	Janv.	1814	Péremption.	..	...	18	468	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Janv.	1814	Demande nou.	9	287	9	99	56	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Amiens.	28	Janv.	1814	Saisie immob.	..	...	20	183	186	..	..	....	..	..	...	11	840	38	240	16	134
Rennes.	29	Janv.	1814	Jug. 1re part.	..	...	15	106	114	..	..	....	..	..	...	9	639	..	...	..	....
Cassat.	31	Janv.	1814	Enregistrem.	10	15	11	322	97	14	1	179	..	..	...	7	170	..	...	..	....
Cassat.	31	Janv.	1814	Amende.	..	...	2	615	45	14	1	248	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Janv.	1814	Huissier.	9	244	14	607	56	14	1	211	..	..	...	7	347	..	...	..	....
Cassat.	31	Janv.	1814	Huissier.	9	246	14	608	57	14	1	210	..	..	...	7	341	..	...	..	....
Paris.	31	Janv.	1814	Avoué.	10	108	5	334	67	..	..	....	..	..	...	..	....	39	386	16	140
Cassat.	2	Fév.	1814	Just. de paix.	10	277	16	623	82	14	1	263	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Fév.	1814	Cont. p. corps.	..	...	8	468	9	15	2	241	..	..	...	3	770	41	151	16	154
Cassat.	3	Fév.	1814	Caution.	9	250	6	563	30	14	1	116	..	..	...	7	584	40	248	16	156
Paris.	5	Fév.	1814	Surenchère.	9	355	21	425	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	16	158
Cassat.	9	Fév.	1814	Désaveu.	..	...	10	381	24	14	1	266	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Fév.	1814	Cod. de p. civ.	..	...	6	663	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	12	Fév.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	134	115	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	12	Fév.	1814	Garantie.	..	...	14	450	42	..	..	....	..	..	...	..	....	40	38	..	....
Cassat.	14	Fév.	1814	Just. de. paix.	9	256	16	624	83	14	1	272	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	14	Fév.	1814	Saisie-arrêt.	..	...	19	326	88	..	..	....	..	..	...	..	....	39	338	..	....
Cassat.	15	Fév.	1814	Compromis.	9	259	7	41	9	14	1	154	12	1	244	1	653	..	...	..	....
Cassat.	16	Fév.	1814	Enregistrem.	..	...	11	325	98	14	1	266	..	..	...	7	371	..	...	..	....
Bruxelles.	21	Fév.	1814	Exploit.	..	...	13	221	249	..	..	....	..	..	...	7	755	..	...	..	....
Cassat.	23	Fév.	1814	Action.	10	19	2	448	62	14	1	199	14	1	271	1	270	..	...	16	196
Metz.	25	Fév.	1814	Matières som.	..	...	16	725	11	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	25	Fév.	1814	Jug. arbitral.	..	...	16	515	87	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Turin.	26	Fév.	1814	Arbitrage.	..	...	4	535	24	16	2	81	..	..	...	1	667	..	...	16	199
Paris.	28	Fév.	1814	Tribunaux.	10	318	22	93	121	14	2	362	15	2	10	..	....	39	335	..	....
Cassat.	28	Fév.	1814	Action.	..	...	2	360	17	14	1	124	..	..	...	1	263	..	...	16	200
Bordeaux.	28	Fév.	1814	Exécution.	10	353	12	537	12	14	2	373	14	2	91	10	557	..	...	16	202
Paris.	28	Fév.	1814	Interdiction.	10	219	14	680	41	..	..	....	14	1	189	..	....	39	514	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	1	Mars.	1814	Acquiescem.	..	...	1	184	97	..	..	....	..	..	...	1	122	..	...	..	....
Cassat.	2	Mars.	1814	Appel.	10	21	3	413	249	14	1	119	14	1	267	1	495	..	...	16	208
Paris.	2	Mars.	1814	Conciliation.	10	224	7	262	74	14	2	367	14	1	265	..	....	39	340	16	214
Cassat.	3	Mars.	1814	Tribunaux.	..	...	22	85	110	14	1	141	..	..	...	3	442	..	...	..	....
Cassat.	3	Mars.	1814	Minist. pub.	10	26	16	775	35	14	1	141	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Mars.	1814	Enquête.	10	28	11	130	107	14	1	121	14	1	274	6	850	..	...	..	....
Cassat.	8	Mars.	1814	Cons. de fam.	10	131	8	346	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	8	Mars.	1814	Appel.	..	...	3	52	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	8	Mars.	1814	Jug. 1re part.	..	...	15	108	115	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	10	Mars.	1814	Trib. de com.	..	...	22	312	134	16	2	128	..	..	...	..	....	38	463	16	224
Cassat.	10	Mars.	1814	Conciliation.	10	135	7	263	76	15	1	16	14	1	391	3	720	41	401	16	228
Rennes.	11	Mars.	1814	Appel.	..	...	3	221	102	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	12	Mars.	1814	Cont. p. corps.	9	292	8	541	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Mars.	1814	Just. de paix.	..	...	16	627	84	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Mars.	1814	Ordre.	10	30	17	247	131	14	1	108	14	1	384	..	....	..	...	16	233
Cassat.	16	Mars.	1814	Avocat.	10	138	4	168	23	14	1	296	14	1	391	..	....	41	15	16	236
Paris.	18	Mars.	1814	Sép. de biens.	..	...	21	101	24	16	2	91	..	..	...	10	236	39	505	..	....
Rennes.	19	Mars.	1814	Dépens.	..	...	9	236	81	..	..	....	16	2	33	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Mars.	1814	Trib. de com.	..	...	22	198	25	16	2	85	16	2	33	2	694	41	306	16	246
Paris.	23	Mars.	1814	Exécut. prov.	9	294	12	650	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	23	Mars	1814	Garantie.	..	...	14	451	44	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Mars	1814	Jugement.	..	...	15	245	76	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Mars	1814	Surenchère.	10	140	21	427	73	14	1	294	14	1	370	..	....	41	11	16	254
Colmar.	23	Mars	1814	Trib. de com.	..	...	22	263	83	16	2	92	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	25	Mars.	1814	Arbitrage.	..	...	4	586	57	16	2	86	..	..	...	1	667	48	405	..	....
Orléans.	25	Mars.	1814	Jug. par déf.	..	...	15	383	124	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Mars.	1814	Garantie.	9	296	14	452	45	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	28	Mars	1814	Jug. par déf.	..	...	15	383	125	..	..	....	..	..	...	9	747	..	...	..	....
Bourges.	29	Mars.	1814	Off. réel. et c.	..	...	17	46	43	..	..	....	..	..	...	10	576	..	...	..	....
Orléans.	31	Mars.	1814	Cont. p. corps.	..	...	8	627	145	..	..	....	14	1	285	..	....	..	...	..	....
Orléans.	1	Avril.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	179	184	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	1	Avril.	1814	Dépens.	..	...	9	237	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	1	Avril.	1814	Trib. de com.	..	...	22	312	135	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	5	Avril.	1814	Exception.	..	...	12	495	85	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Avril.	1814	Jug. 1er part.	..	...	15	108	116	15	1	242	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Avril.	1814	Avoué.	..	...	5	335	68	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	13	Avril.	1814	Exécution.	..	...	12	588	61	16	2	99	..	..	...	10	558	..	...	..	....
Déc. m. f.	19	Avril.	1814	Enregistrem.	10	124	11	326	99	14	2	251	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Avril.	1814	Ordre.	11	111	17	264	143	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	16	268
Orleans.	20	Avril.	1814	Jug. 2e part.	..	...	15	245	77	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	20	Avril.	1814	Trib. de com.	..	...	22	313	136	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Avril.	1814	Exploit.	10	65	13	181	190	15	1	401	..	..	...	7	764	..	...	..	....
Rennes.	22	Avril.	1814	Exploit.	..	...	13	77	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	22	Avril.	1814	Saisie immob.	..	...	20	287	292	..	..	....	14	1	342	11	856	..	...	..	....
Rennes.	25	Avril.	1814	Tierce oppos.	..	...	21	568	66	..	..	....	..	..	...	12	664	..	...	..	....
Cassat.	25	Avril.	1814	Saisie immob.	10	66	20	417	443	14	1	259	14	1	342	11	826	40	449	16	276
Rennes.	26	Avril.	1814	Dépens.	..	...	9	237	83	..	..	....	..	..	...	9	655	..	...	..	....
Caen.	26	Avril.	1814	Jug. par déf.	12	100	15	385	126	14	2	401	15	2	13	9	733	43	116	..	....
Cassat.	27	Avril.	1814	Action.	..	...	2	454	63	14	1	294	..	..	...	1	273	40	420	16	290
Cassat.	27	Avril.	1814	Conciliation.	10	143	7	231	49	17	1	269	14	1	366	..	....	40	414	..	....
Rennes.	28	Avril.	1814	Exception.	..	...	12	496	86	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Délibérat.	28	Avril.	1814	Saisie-arrêt.	10	125	19	328	89	14	2	265	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Délibérat.	28	Avril.	1814	Enregistrem.	10	125	11	351	125	14	2	265	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Avril.	1814	Off. réel. et c.	..	...	17	46	44	15	2	31	14	1	295	..	....	40	526	16	297
Orléans.	31	Avril.	1814	Matières som.	..	...	16	731	17	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	3	Mai.	1814	Jug. par déf.	10	250	15	372	110	..	..	....	..	..	...	9	748	..	...	..	....
Caen.	4	Mai.	1814	Saisie immob.	..	...	20	419	416	14	2	403	..	..	...	11	826	..	...	16	305
Rennes.	5	Mai.	1814	Succession.	..	...	21	307	8	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Mai.	1814	Cont. p. corps.	10	70	8	627	146	14	1	246	14	1	301	..	....	..	...	16	308
Poitiers.	10	Mai.	1814	Exception.	..	...	12	459	37	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	12	Mai.	1814	Exploit.	10	36	13	176	183	..	.	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Mai.	1814	Trib. de com.	10	287	22	314	137	15	1	21	14	1	447	3	335	..	...	..	....
Paris.	13	Mai.	1814	Off. réel. et c.	10	322	17	49	46	15	2	235	15	2	109	10	548	..	...	..	....
Rennes.	13	Mai.	1814	Exploit.	..	...	13	40	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	13	Mai.	1814	Jug. par déf.	10	322	15	387	127	15	2	236	15	2	110	..	....	..	...	..	....
Limoges.	15	Mai.	1814	Conciliation.	10	252	7	266	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	17	Mai.	1814	Tierce oppos.	10	42	21	568	67	..	..	....	..	..	...	12	659	..	...	..	....
Paris.	17	Mai.	1814	Jug. 1re part.	10	40	15	109	117	..	..	....	14	1	422	9	612	..	...	..	....
Cassat.	18	Mai.	1814	Disciplinejud.	10	150	10	563	18	15	1	29	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Mai.	1814	Jug. arbitral.	10	150	16	516	88	15	1	28	14	1	417	..	....	..	...	16	321
Rennes.	21	Mai.	1814	Désaveu.	..	...	10	362	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	23	Mai.	1814	Surenchère.	11	49	21	428	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Mai.	1814	Garantie.	..	...	14	455	46	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Mai.	1814	Ordre.	..	...	17	265	144	..	..	....	..	..	...	10	836	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. ed. v.	p.	Nle éd v.	p.
Paris.	26	Mai.	1814	Jug. arbitral.	10	45	16	516	90	..	..	....	..	..	...	..	....	41	111	..	....
Cassat.	26	Mai.	1814	Appel.	10	155	3	415	250	14	1	258	14	1	165	..	....	41	99	..	....
Douai.	26	Mai.	1814	Serment.	10	358	21	217	27	15	2	234	16	2	17	..	....	40	472	..	....
Rennes.	27	Mai.	1814	Trib. de com.	..	...	22	201	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Mai.	1814	Conciliation.	10	158	7	268	79	14	1	201	..	..	...	..	....	..	...	16	345
Bruxelles.	1	Juin.	1814	Absent.	..	...	1	27	12	..	..	....	..	..	...	1	40	..	...	16	354
Bourges.	1	Juin.	1814	Appel.	..	...	3	417	251	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	1	Juin.	1814	Exploit.	10	255	13	100	88	..	..	....	23	2	121	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Juin.	1814	Délibéré.	..	...	9	13	4	15	1	237	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Juin.	1814	Caution.	..	...	6	565	31	15	1	236	..	..	...	..	....	43	485	16	353
Rennes.	6	Juin.	1814	Saisie immob.	..	...	20	420	448	..	..	....	..	..	...	11	736	..	...	..	....
Rennes.	6	Juin.	1814	Saisie immob.	..	...	20	420	447	..	..	....	..	..	...	11	736	..	...	..	....
Limoges.	7	Juin.	1814	Ress. 1er et d.	10	365	19	80	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	7	Juin.	1814	Jug. par déf.	10	227	15	388	128	..	..	....	..	..	...	..	....	39	490	16	367
Rennes.	8	Juin.	1814	Trib. de com.	..	...	22	201	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Juin.	1814	Jug. 1re part.	10	80	15	109	118	15	1	238	..	..	...	..	....	..	...	16	373
Limoges.	8	Juin.	1814	Exploit.	11	52	13	223	251	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Juin.	1814	Requête civile.	14	267	18	1033	60	16	1	441	16	1	385	..	....	48	269	16	376
Paris.	9	Juin.	1814	Appel.	9	359	3	118	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Juin.	1814	Ordre.	10	327	17	266	145	..	..	....	..	..	...	..	....	40	453	16	383
Cassat.	13	Juin.	1814	Action.	10	83	2	460	66	14	1	153	..	..	...	1	265	..	...	16	415
Rennes.	13	Juin.	1814	Trib. de com.	..	...	22	315	139	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Juin.	1814	Action.	10	85	2	457	64	15	1	239	..	..	...	1	264	..	...	16	415
Colmar.	14	Juin.	1814	Compulsoire	11	175	7	117	13	15	2	135	..	..	...	3	702	..	...	..	....
Paris.	14	Juin.	1814	Jug. par déf.	10	48	15	389	129	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Juin.	1814	Off. réel. et c.	10	229	17	50	47	..	..	....	..	..	...	..	....	40	105	..	....
Orléans.	15	Juin.	1814	Jug 1re part.	..	...	15	110	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Juin.	1814	Appel.	10	89	3	100	37	14	1	232	14	1	329	1	485	..	...	16	423
Metz.	15	Juin.	1814	Appel.	..	...	3	412	248	..	..	....	14	1	329	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	16	Juin.	1814	Saisie-arrêt.	..	...	19	329	90	15	2	53	..	..	...	..	....	44	535	16	424
Cassat.	16	Juin.	1814	Discipl. jud.	..	...	10	564	19	..	..	....	14	..	524	..	....	..	...	..	....
Rennes.	17	Juin.	1814	Jug. 1re part.	..	...	15	111	120	..	..	....	..	..	...	9	640	..	...	..	....
Agen.	20	Juin.	1814	Acquiescem.	..	...	1	186	98	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Juin.	1814	Enquête.	..	...	11	64	34	14	1	291	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	21	Juin.	1814	Expertise.	10	231	12	705	48	15	2	21	..	..	...	7	678	39	416	16	440
Caen.	21	Juin.	1814	Saisie-arrêt.	11	123	19	330	91	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	16	444
Rennes.	22	Juin.	1814	Appel.	..	...	3	377	217	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	22	Juin.	1814	Jug. par déf.	10	96	15	390	130	..	..	....	..	..	...	9	737	..	...	..	....
Cassat.	23	Juin.	1814	Renvoi et exc.	10	176	18	895	40	15	1	5	14	1	472	..	....	41	81	16	452
Orléans.	23	Juin.	1814	Exploit.	..	...	13	225	254	..	..	....	14	1	472	..	....	..	...	..	....
Paris.	25	Juin.	1814	Saisie immob.	10	98	20	421	449	15	2	247	..	..	...	11	870	..	...	..	....
Paris.	28	Juin.	1814	Appel.	9	360	3	319	176	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	29	Juin.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	179	185	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	29	Juin.	1814	Surenchère.	..	...	21	429	75	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Juin.	1814	Saisie immob.	10	101	20	422	450	..	..	....	..	..	...	11	702	..	...	..	....
Cassat.	30	Juin.	1814	Amende.	10	186	2	616	46	14	1	261	14	1	476	1	380	40	335	..	....
Colmar.	2	Juill.	1814	Expertise.	..	...	12	705	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	16	465
Rennes.	4	Juill.	1814	Enquête.	..	...	11	131	108	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	5	Juill.	1814	Exécution.	..	...	12	546	15	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Juill.	1814	Acquiescem.	10	103	1	186	99	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juill.	1814	Conclusions.	10	191	8	307	6	15	1	41	14	1	406	..	....	41	298	16	469
Metz.	7	Juill.	1814	Appel.	..	...	3	149	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Juill.	1814	Règl. de juges.	11	6	18	825	38	15	1	15	14	1	458	3	402	41	106	..	....
Bordeaux.	8	Juill.	1814	Surenchère.	12	126	21	430	76	15	2	7	..	..	...	..	....	43	120	16	476
Paris.	9	Juill.	1814	Requête civile	10	234	18	1028	62	15	2	52	15	2	49	11	595	41	301	..	....
Rennes.	11	Juill.	1814	Saisie-exécut.	..	...	21	453	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill.	1814	Garantie.	10	194	14	455	47	14	1	172	..	..	...	..	....	41	102	..	....
Agen.	12	Juill.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	180	186	..	..	....	..	..	...	4	710	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill	1814	Saisie immob.	10	199	20	379	394	15	1	29	14	1	462	..	....	..	...	16	496
Liége.	13	Juill.	1814	Exploit.	..	...	13	225	256	..	..	....	..	..	...	7	737	..	...	..	....
Liége.	13	Juill.	1814	Exploit.	..	...	13	118	113	..	..	....	..	..	...	7	737	..	...	..	....
Cassat.	14	Juill.	1814	Dépens.	..	...	9	240	84	14	1	275	12	1	524	..	....	..	...	16	505
Besançon.	15	Juill.	1814	Ordre.	..	...	17	266	146	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	16	Juill.	1814	Saisie immob.	..	...	20	423	451	..	..	....	..	..	...	11	849	..	...	..	....
Rennes.	16	Juill.	1814	Jug. 1re part.	..	...	15	111	121	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	16	Juill.	1814	Jug. par déf.	..	...	15	372	110	..	..	....	16	1	366	9	748	47	313	..	....
Rennes.	19	Juill.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	180	187	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Juill.	1814	Protêt.	10	201	18	580	28	15	1	9	14	1	438	6	721	41	251	16	514
Cassat.	20	Juill.	1814	Compromis.	10	295	7	55	21	15	1	32	..	..	...	..	....	40	490	16	525
Rennes.	20	Juill.	1814	Enquête.	..	...	11	89	66	..	..	....	14	1	632	..	....	..	...	..	....
Rouen.	20	Juill.	1814	Cont. p. corps.	11	182	8	629	147	15	2	14	..	..	...	..	....	41	311	16	522
Grenoble.	22	Juill.	1814	Avoué.	..	...	5	335	69	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	22	Juill.	1814	Exploit.	..	...	13	118	113	..	..	....	..	..	...	7	738	..	...	..	....
Limoges.	23	Juill.	1814	Appel.	..	...	3	212	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. ed.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Rennes.	25	Juill.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	180	188	..	..	....	14	1	442	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Juill.	1814	Enregistrem.	10	207	11	326	100	15	1	249	14	1	442	7	401	..	...	..	....
Besançon.	25	Juill.	1814	Jug. 1re part.	..	...	15	112	122	..	..	....	14	1	442	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Juill.	1814	Tierce oppos.	10	210	21	569	68	15	1	33	14	1	442	..	....	..	...	..	....
Metz.	27	Juill.	1814	Signification.	..	...	21	271	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Juill.	1814	Tierce oppos.	..	...	21	570	69	..	..	....	..	..	...	12	648	..	...	..	....
Rennes.	28	Juill.	1814	Enquête.	..	...	11	133	111	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Pau.	29	Juill.	1814	Cont. p. corps.	12	306	8	531	69	..	..	....	..	..	...	3	805	44	234	..	....
Bourges.	30	Juill.	1814	Saisie immob.	..	...	20	424	453	..	..	....	..	..	...	11	702	..	...	..	....
Limoges.	1	Août.	1814	Enquête.	11	248	11	136	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	1	Août.	1814	Exception.	..	...	12	498	88	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	1	Août.	1814	Prise à partie.	11	318	18	539	8	17	2	129	16	2	12	..	....	45	126	16	546
Paris.	2	Août.	1814	Saisie immob.	10	105	20	424	454	..	..	....	..	..	...	11	674	40	559	16	499
Metz.	5	Août.	1814	Ordre.	..	...	17	267	147	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	6	Août.	1814	Enquête.	..	...	11	138	116	15	2	20	15	2	97	..	....	..	...	..	....
Colmar.	9	Août.	1814	Ordre.	11	184	17	268	148	15	2	132	..	..	...	.	....	43	270	..	....
Cassat.	10	Août.	1814	Enregistrem.	10	214	11	327	103	15	1	17	14	1	539	7	421	43	209	16	102
Cassat.	10	Août.	1814	Saisie immob.	10	301	20	238	237	15	1	30	14	1	539	11	711	43	209	16	102
Rennes.	12	Août.	1814	Conciliation.	..	...	7	270	80	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	12	Août.	1814	Ordre.	..	...	17	270	150	..	..	....	..	..	...	10	836	..	...	..	....
Rennes.	12	Août.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	180	189	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	16	Août.	1814	Jug. par déf.	..	...	15	391	132	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	16	Août.	1814	Demande nou.	..	...	9	101	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Août.	1814	Saisie-exécut.	..	...	21	411	19	15	1	93	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Août.	1814	Conciliation.	..	...	7	270	81	15	1	18	..	..	...	..	....	42	122	16	565
Cassat.	19	Août.	1814	Péremption.	..	...	18	469	58	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	19	Août.	1814	Saisie immob.	26	211	2	263	22	..	..	....	..	..	...	11	715	..	...	..	....
Cassat.	19	Août.	1814	Saisie immob.	10	304	20	67	72	15	1	43	14	1	182	11	711	41	335	16	585
Paris.	20	Août.	1814	Saisie immob.	11	118	20	425	455	16	2	214	..	..	...	..	....	41	380	..	....
Bourges.	22	Août.	1814	Saisie immob.	..	...	20	286	290	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	22	Août.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	180	188	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Août.	1814	Appel.	..	...	3	222	102	..	..	....	16	2	34	..	....	..	...	..	....
Metz.	23	Août.	1814	Jug. par déf.	..	...	15	282	2	..	..	....	16	2	34	9	726	..	...	..	....
Colmar.	23	Août.	1814	Trib. de com.	14	92	22	317	142	16	2	109	16	2	34	..	722	..	...	..	....
Rennes.	24	Août.	1814	Sép. de biens.	..	...	21	103	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Août.	1814	Référé.	..	...	18	775	34	..	..	....	..	..	...	11	543	..	...	..	....
Cassat.	25	Août.	1814	Absent.	11	9	1	39	21	15	1	131	..	..	...	..	....	..	...	14	435
Paris.	26	Août.	1814	Saisie immob.	12	90	20	426	458	15	2	246	..	..	...	11	846	41	37	16	601
Bourges.	26	Août.	1814	Ordre.	..	...	17	270	151	15	2	246	..	..	...	10	850	..	...	..	....
Rennes.	28	Août.	1814	Faux inc. civ.	..	...	14	385	45	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orleans.	29	Août.	1814	Ordre.	..	...	17	275	154	..	..	....	..	..	...	10	832	..	...	..	....
Rennes.	29	Août.	1814	Ordre.	..	...	17	242	127	..	..	....	..	..	...	10	837	..	...	..	....
Paris.	29	Août.	1814	Jug. par déf.	..	...	15	392	133	14	2	241	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Angers.	29	Août.	1814	Ordre.	..	...	17	274	154	17	1	145	16	1	548	10	810	40	316	..	....
Bordeaux.	30	Août.	1814	Saisie immob.	..	...	20	107	114	16	2	118	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	30	Août.	1814	Exploit.	..	...	13	226	257	..	..	....	..	..	...	7	817	..	...	..	....
Grenoble.	31	Août.	1814	Just. de paix.	..	...	16	627	85	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	3	Sept.	1814	Saisie immob.	..	...	20	428	460	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Sept.	1814	Agréé.	10	306	2	552	4	14	1	266	14	1	623	..	....	42	58	16	609
Cassat.	6	Sept.	1814	Somm. appel.	10	310	3	16	17	15	1	40	14	1	536	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Sept.	1814	Exploit.	11	65	13	227	258	15	1	97	14	1	536	7	717	42	182	..	....
Cassat.	7	Sept.	1814	Exploit.	..	...	13	228	259	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nancy.	10	Sept.	1814	Expertise.	..	...	12	705	48	16	2	52	14	2	61	7	673	41	283	16	623
Rouen.	27	Sept.	1814	Saisie immob.	..	...	20	248	245	14	2	440	14	2	172	11	735	41	121	16	626
Paris.	1	Oct.	1814	Cont. p. corps.	..	...	8	555	85	15	2	1	15	2	37	3	820	40	269	16	628
Cassat.	3	Oct.	1814	Action.	..	...	2	420	45	15	1	145	15	..	75	1	254	42	298	..	....
Cassat.	4	Oct.	1814	Saisie immob.	..	...	20	430	465	16	1	80	..	..	...	11	730	45	401	16	637
Paris.	6	Oct.	1814	Cons. de fam.	..	...	8	392	64	15	2	215	16	2	12	12	722	43	193	16	642
Cassat.	12	Oct.	1814	Action.	11	74	2	462	67	15	1	124	15	1	42	1	248	43	129	16	645
Cassat.	12	Oct.	1814	Saisie-arrêt.	11	18	19	332	92	15	1	129	..	..	...	..	....	42	54	..	....
Cassat.	12	Oct.	1814	Saisie immob	11	20	20	170	179	15	1	111	14	1	601	11	748	41	456	16	651
Cassat.	13	Oct.	1814	Saisie-exécut.	10	312	21	453	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Oct.	1814	Jug. 1re part.	11	78	15	112	123	15	1	78	15	1	37	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Oct.	1814	Saisie-exécut.	11	27	21	453	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Nov.	1814	Aut. femm.	11	81	5	70	46	15	1	113	15	1	37	10	136	42	254	..	....
Colmar.	9	Nov.	1814	Surenchère.	11	251	21	431	79	15	2	139	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Nov.	1814	Enquête.	11	321	11	138	117	15	1	1	..	..	...	..	....	42	449	16	688
Rennes.	10	Nov.	1814	Jug. 1re part.	..	...	15	106	114	..	..	....	..	..	...	9	640	..	...	..	....
Rennes.	11	Nov.	1814	Appel.	..	...	3	118	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Nov.	1814	Arbitrage.	12	255	4	606	71	15	2	107	21	2	34	1	730	43	525	..	....
Orléans.	17	Nov.	1814	Saisie-arrêt.	..	...	19	333	93	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Nov.	1814	Renvoi et exc.	..	...	18	923	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	18	Nov.	1814	Saisie immob.	..	...	20	433	470	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	19	Nov.	1814	Surenchère.	11	255	21	432	80	15	2	13	15	2	46	..	....	41	355	16	702

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Colmar.	22	Nov.	1814	Trib. de com.	..	...	22	255	73	15	2	137	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Liége.	23	Nov.	1814	Exploit.	..	...	13	228	260	..	..	....	..	..	754	7	754	..	...	..	....
Colmar.	23	Nov.	1814	Saisie-exécut.	..	...	21	455	84	..	..	....	..	..	...	11	653	..	...	..	....
Paris.	24	Nov.	1814	Ordre.	12	91	17	209	96	16	2	344	..	..	...	10	858	..	...	16	710
Paris.	24	Nov.	1814	Distrib. par c.	10	236	10	594	8	..	..	....	..	..	...	10	858	..	...	..	....
Cassat.	24	Nov.	1814	Saisie immob.	12	321	20	434	471	16	1	57	16	1	208	11	727	45	129	16	715
Colmar.	25	Nov.	1814	Trib. de com.	12	175	22	317	143	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Nov.	1814	Saisie-arrêt.	..	...	19	333	94	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Nov.	1814	Action.	..	...	2	464	68	16	1	225	..	..	...	1	261	..	...	..	....
Rouen.	29	Nov.	1814	Trib. de com.	..	...	22	321	145	15	2	20	..	..	...	3	336	..	...	..	....
Bruxelles.	29	Nov.	1814	Trib. de com.	..	...	22	319	144	..	..	....	..	..	...	3	344	..	...	..	....
Cassat.	30	Nov.	1814	Tribunaux.	11	138	22	93	122	15	1	186	15	1	148	..	....	42	337	16	726
Cassat.	30	Nov.	1814	Evocation.	11	36	12	402	21	15	1	246	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Liége.	1	Déc.	1814	Trib. de com.	..	...	22	321	146	..	..	....	..	..	...	3	347	..	...	..	....
Cassat.	2	Déc.	1814	Cassation.	12	257	6	494	81	16	1	7	..	..	...	2	292	42	320	16	731
Besançon.	2	Déc.	1814	Saisie immob.	..	...	20	50	61	..	..	....	..	..	...	11	822	..	...	..	....
Grenoble.	6	Déc.	1814	Exploit.	..	...	13	229	262	..	..	....	16	2	80	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Déc.	1814	Ress. 1er et d.	..	...	19	182	192	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Liége.	8	Déc.	1814	Exploit.	..	...	13	229	263	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Déc.	1814	Succession.	11	322	21	309	9	15	1	153	14	1	134	12	382	42	375	..	....
Cassat.	8	Déc.	1814	Saisie-arrêt.	..	...	19	292	48	..	..	....	..	..	...	..	....	42	375	16	754
Bourges.	9	Déc.	1814	Saisie-arrêt.	..	...	19	292	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	9	Déc.	1814	Just. de paix.	..	...	16	628	87	..	..	....	15	1	132	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Déc.	1814	Interdiction.	..	...	14	681	45	15	1	284	15	1	132	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Déc.	1814	Ordre.	11	193	17	275	155	15	1	268	15	1	204	10	825	43	166	16	762
Cassat.	15	Déc.	1814	Appel.	..	...	3	419	252	15	1	88	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	16	Déc.	1814	Jug. arbitral.	..	...	16	472	40	..	..	....	15	2	87	..	....	..	...	..	....
Liege.	16	Déc.	1814	Tribunaux.	..	...	22	95	123	..	..	....	15	2	87	3	312	..	...	..	....
Colmar.	16	Déc.	1814	Appel.	12	308	3	423	253	16	2	286	..	..	...	1	554	43	512	16	770
Loi.	17	Déc.	1814	Just. de paix.	..	...	16	630	88	16	2	37	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Déc.	1814	Tierce oppos.	11	121	21	570	70	..	..	....	..	..	...	..	....	1	271	..	....
Loi.	21	Déc.	1814	Absent.	..	...	1	41	23	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Déc.	1814	Appel.	11	144	3	329	176	15	1	328	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	23	Déc.	1814	Discipl. jud.	..	...	10	565	20	..	..	....	15	2	16	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Déc.	1814	Jug. 1re part.	..	...	15	113	124	..	..	....	15	2	16	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	27	Déc.	1814	Exploit.	..	...	13	124	119	..	..	....	..	7	763	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Déc.	1814	Succession.	13	83	21	310	10	16	2	50	16	2	63	..	....	41	261	16	801
Rouen.	30	Déc.	1814	Ordre.	12	178	17	276	157	15	2	220	..	..	...	10	805	43	205	..	....
Besançon.	30	Déc.	1814	Récusation.	..	...	18	639	28	..	..	....	..	..	...	11	531	..	...	..	....
Besançon.	30	Déc.	1814	Exception.	..	...	12	444	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	31	Déc.	1814	Exception.	..	...	12	493	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Janv.	1815	Enquête.	11	230	11	140	118	16	2	240	..	..	...	6	849	42	228	..	....
Grenoble.	4	Janv.	1815	Appel.	..	...	3	267	129	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Janv.	1815	Appel.	11	145	3	237	114	15	1	122	15	1	48	..	....	44	480	..	....
Rennes.	6	Janv.	1815	Avoué.	..	...	5	336	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	7	Janv.	1815	Dépens.	..	...	9	242	85	..	..	....	15	2	6	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Janv.	1815	Saisie-exécut.	11	84	21	455	85	15	1	254	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Janv.	1815	Ordre.	11	87	17	278	161	15	1	68	15	1	160	..	....	41	177	17	20
Liége.	10	Janv.	1815	Trib. de com.	..	...	22	322	147	..	..	....	..	..	...	3	340	..	...	..	....
Orléans.	11	Jauv.	1815	Scellés et inv.	..	...	21	48	39	..	..	....	15	1	216	11	880	..	...	..	....
Cassat.	11	Janv.	1815	Surenchère.	11	91	21	433	81	15	1	252	15	1	216	11	797	43	81	17	25
Cassat.	12	Janv.	1815	Saisie immob.	11	146	20	436	473	15	1	175	15	1	144	..	....	42	326	17	38
Angers.	12	Janv.	1815	Récusation.	..	...	18	640	31	17	2	130	17	2	16	..	....	47	125	17	33
Bourges.	13	Janv.	1815	Saisie immob.	..	...	20	438	476	..	..	....	..	..	...	11	735	..	...	..	....
Colmar.	13	Janv.	1815	Exécution.	12	112	12	579	53	..	..	....	..	..	...	..	....	43	173	17	42
Rouen.	14	Janv.	1815	Surenchère.	12	115	21	434	83	15	2	220	..	..	...	11	767	42	540	17	49
Paris.	14	Janv.	1815	Jug. par déf.	11	234	15	383	125	18	2	101	16	2	47	..	....	42	225	17	46
Bordeaux.	16	Janv.	1815	Cod. de p. civ.	12	183	6	697	34	15	2	153	..	..	...	1	468	..	...	..	....
Paris.	16	Janv.	1815	Saisie immob.	11	163	20	438	477	16	2	144	..	..	...	11	872	41	536	..	....
Bourges.	17	Janv.	1815	Enquête.	..	...	11	46	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Janv.	1815	Cont. p. corps.	..	...	8	541	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Janv.	1815	Aut. comm.	..	...	4	702	2	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	19	Janv.	1815	Ordre.	..	...	17	281	165	..	..	....	..	..	...	10	845	..	...	..	....
Cassat.	21	Janv.	1815	Enquête.	..	...	11	141	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Janv.	1815	Ordre.	..	...	17	281	166	..	..	....	15	1	179	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Janv.	1815	Intervention.	..	...	14	765	35	15	1	271	15	1	166	9	586	..	...	..	....
Cassat.	24	Janv.	1815	Cassation.	11	102	6	496	82	15	1	208	15	1	231	2	299	..	...	..	....
Paris.	24	Janv.	1815	Offr. réel. et c	12	285	17	51	48	..	..	....	..	..	...	10	579	43	530	..	....
Paris.	24	Janv.	1815	Saisie immob.	12	285	20	440	478	..	..	....	..	..	...	11	713	43	530	..	....
Cassat.	25	Janv.	1815	Saisie-exécut.	..	...	21	456	86	..	..	....	15	1	202	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Janv.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	114	126	17	1	137	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	25	Janv.	1815	Actes respect.	12	62	1	276	23	16	2	114	..	..	...	..	....	41	363	17	63
Rouen.	25	Janv.	1815	Ordre.	12	185	17	282	168	15	2	222	..	..	...	..	....	43	276	17	60
Cassat.	25	Janv.	1815	Enregistrem.	11	195	11	328	104	15	1	251	..	..	...	7	421	..	...	..	....

COURS, OIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle edit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
ourges.	28	Janv.	1815	Référé.	..	...	18	776	35	..	..	....	..	..	...	11	548	..	...	..	....
ouai.	30	Janv.	1815	Saisie-exécut.	..	...	21	458	88	..	..	....	..	..	...	11	650	..	...	..	....
iom.	30	Janv.	1815	Péremption.	..	...	18	474	60	17	2	352	..	..	...	11	203	47	281	..	....
assat.	31	Janv.	1815	Ordre.	..	...	17	225	113	16	1	192	..	..	...	10	807	44	454	17	71
aris.	31	Janv.	1815	Désaveu.	11	342	10	362	26	..	..	....	..	..	...	5	105	42	469	..	....
assat.	1	Fév.	1815	Exécut. prov.	11	198	12	651	56	15	1	266	15	1	162	9	649	42	367	17	75
ennes.	3	Fév.	1815	Appel.	..	...	3	425	254	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	6	Fév.	1815	Avoué.	11	203	4	186	36	15	1	272	15	1	228	..	....	..	...	17	83
assat.	6	Fév.	1815	Saisie immob.	11	200	20	443	484	15	1	282	15	1	246	11	682	43	401	..	....
ennes.	7	Fév.	1815	Exception.	..	...	12	498	89	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
gen.	10	Fév.	1815	Appel.	..	...	3	149	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	10	Fév.	1815	Trib. de com.	11	169	22	312	149	16	2	126	..	..	...	8	94	42	73	..	....
aris.	11	Fév.	1815	Enquête.	11	167	11	144	122	16	2	202	..	..	...	..	....	42	70	..	....
ennes.	13	Fév.	1815	Faux inc. civ.	..	...	14	387	46	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	14	Fév.	1815	Cassation.	..	...	6	496	83	17	1	9	16	1	276	2	299	46	394	..	....
rléans.	14	Fév.	1815	Signification.	..	...	21	272	50	16	2	204	..	..	...	..	....	42	41	17	98
ourges.	15	Fév.	1815	Depens.	12	229	9	243	88	..	..	....	..	..	...	..	....	42	507	..	....
ourges.	15	Fév.	1815	Saisie immob.	..	...	20	444	485	..	..	....	..	..	...	11	757	..	...	..	....
assat.	15	Fév.	1815	Appel.	11	205	3	426	255	15	1	204	15	2	241	..	....	44	25	17	101
ennes.	16	Fév.	1815	Saisie immob.	..	...	20	445	486	..	..	....	..	..	...	11	845	..	...	..	....
assat.	16	Fév.	1815	Enquête.	11	207	11	125	103	15	1	264	15	1	174	6	856	..	...	17	113
ennes.	17	Fév.	1815	Action.	..	...	2	422	45	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	23	Fév.	1815	Exception.	12	65	12	500	90	15	1	222	..	..	...	7	620	42	520	..	....
ourges.	24	Fév.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	183	193	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	25	Fév.	1815	Huissier.	11	110	14	560	19	..	..	....	..	..	...	..	....	42	520	..	....
assat.	27	Fév.	1815	Ordre.	11	210	17	284	169	15	1	188	15	1	279	10	823	43	138	17	142
esançon.	27	Fev.	1815	Saisie immob.	..	...	20	60	67	..	..	....	..	..	...	11	753	..	...	..	....
assat.	27	Fev.	1815	Amende.	..	...	2	581	14	15	1	188	..	..	...	..	....	43	138	..	....
ouen.	28	Fév.	1815	Matières som.	12	191	16	731	18	15	2	222	..	..	...	..	....	42	542	17	149
renoble.	28	Fév.	1815	Cont. p. corps.	..	...	8	541	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
esançon.	28	Fév.	1815	Saisie-arrêt.	..	...	19	334	96	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	1	Mars.	1815	Action.	11	217	2	466	69	15	1	120	..	..	...	1	266	43	325	17	150
esançon.	2	Mars.	1815	Jug. par déf.	..	...	15	392	134	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
olmar.	2	Mars	1815	Ress. 1er et d.	12	122	19	183	194	..	..	....	..	..	...	..	....	43	366	17	152
assat.	2	Mars.	1815	Aut. comm.	11	217	4	750	42	15	1	247	15	1	192	3	34	42	517	17	155
assat.	3	Mars.	1815	Greffier.	..	...	14	519	34	15	1	217	15	1	217	..	....	..	...	..	....
olmar.	4	Mars.	1815	Absence	12	236	1	42	24	16	2	38	16	2	25	1	13	44	71	17	169
aris.	4	Mars.	1815	Surenchère.	11	347	21	435	84	16	2	334	..	..	...	11	774	42	430	17	171
assat.	6	Mars.	1815	Appel.	..	...	3	432	257	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	6	Mars.	1815	Appel.	11	367	3	431	256	16	2	329	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	6	Mars.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	115	127	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ennes.	9	Mars.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ietz.	10	Mars.	1815	Trib. de com.	..	...	22	243	61	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
iége.	13	Mars.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	185	196	..	..	....	..	..	...	4	714	..	...	..	....
ennes.	13	Mars.	1815	Domm.-intér.	..	...	10	631	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	13	Mars.	1815	Jug. 1re part.	11	175	15	115	128	16	2	58	16	2	791	..	....	..	...	..	....
assat.	15	Mars.	1815	Ordre.	11	261	17	288	172	15	1	201	15	1	222	10	819	43	13	17	196
ourges.	17	Mars.	1815	Exploit	..	...	13	229	263	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
esançon.	17	Mars.	1815	Jug. par déf.	..	...	15	393	135	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ouen.	17	Mars.	1815	Saisie immob.	12	240	20	32	41	..	..	....	..	..	...	..	....	43	156	17	202
iom.	18	Mars.	1815	Ordre.	..	...	17	289	173	17	2	353	16	2	37	10	854	47	217	17	209
aris.	18	Mars.	1815	Prise à partie.	..	...	18	538	7	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ngers.	21	Mars.	1815	Enquête.	..	...	11	145	123	17	2	16	17	2	16	6	866	46	60	..	....
ouen.	22	Mars.	1815	Tierce oppos.	14	222	21	571	71	16	2	203	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	28	Mars.	1815	Arbitrage.	11	265	4	545	27	15	1	154	15	1	269	1	776	43	190	..	....
rléans.	29	Mars.	1815	Exception.	..	...	22	433	10	..	..	....	15	1	207	..	....	..	...	..	....
assat.	29	Mars.	1815	Exception.	11	224	12	432	8	15	1	269	15	1	207	..	....	..	...	..	....
assat.	3	Avril.	1815	Surenchère.	11	271	21	435	85	15	1	206	15	1	290	11	790	43	99	17	227
ennes.	4	Avril.	1815	Matières som.	..	...	16	732	19	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	5	Avril.	1815	Tierce oppos.	11	276	21	572	72	15	1	137	15	1	257	12	649	42	49	17	233
assat	6	Avril.	1815	Expertise.	12	131	12	617	67	15	1	334	15	1	368	..	....	43	491	17	245
ennes.	8	Avril.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	186	197	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ourges.	9	Avril.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	187	198	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
ennes.	11	Avril.	1815	Enquête.	..	...	11	149	127	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
esançon.	12	Avril.	1815	Com. de pièc.	..	...	7	12	8	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
assat.	13	Avril.	1815	Enregistrem.	12	134	11	329	105	..	..	....	..	..	...	7	171	..	...	..	....
olmar.	14	Avril.	1815	Exécution.	..	...	12	579	62	16	2	344	15	2	117	..	....	43	470	17	256
ourges.	14	Avril.	1815	Saisie immob.	..	...	20	238	237	15	1	310	15	2	119	11	708	..	...	..	....
ourges.	15	Avril.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
aris.	18	Avril.	1815	Trib. de com.	..	...	22	319	144	..	..	....	..	..	...	3	345	..	...	..	....
renoble.	19	Avril.	1815	Huissier.	..	...	14	609	58	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
olmar.	19	Avril.	1815	Aut. femm.	12	240	5	71	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
olmar.	22	Avril.	1815	Ordre.	12	243	17	290	174	17	2	41	15	2	120	45	236	..	...	..	....
renoble.	22	Avril.	1815	Exception.	..	...	12	435	86	..	..	....	15	2	120	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Paris.	21	Avril.	1815	Tribunaux.	11	314	22	96	125	..	..	....	..	..	...	..	....	42	273	..	....
Rennes.	24	Avril.	1815	Saisie-arrêt.	..	...	19	334	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	25	Avril.	1815	Péremption.	..	...	18	475	61	16	2	368	23	2	125	11	198	42	353	17	275
Douai.	25	Avril.	1815	Trib. de com	14	62	22	324	150	16	2	124	16	2	34	..	....	..	...	17	277
Cassat.	25	Avril.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	116	129	15	1	285	16	1	451	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	26	Avril.	1815	Tribunaux.	..	...	22	97	126	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Avril.	1815	Signification.	..	...	21	272	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	28	Avril.	1815	Garantie.	..	...	14	423	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	28	Avril.	1815	Ress. 1er et d.	12	120	19	183	194	..	..	....	..	..	...	..	....	42	313	17	285
Cassat.	1	Mai.	1815	Ordre.	11	296	17	291	175	15	1	277	15	1	280	2	502	43	179	..	....
Cassat.	1	Mai.	1815	Exception.	..	...	12	500	91	15	1	277	..	..	...	..	....	43	179	..	....
Metz.	3	Mai.	1815	Vérific. d'écr.	..	...	22	425	19	19	2	78	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	3	Mai.	1815	Absence.	..	...	1	27	12	16	2	47	..	..	...	1	40	..	...	17	294
Rouen.	6	Mai.	1815	Avoué.	12	123	5	325	63	15	2	223	16	2	28	..	....	42	398	..	....
Paris.	8	Mai.	1815	Faux inc. civ.	..	...	14	387	47	16	2	8	..	..	...	8	423	..	...	..	....
Orléans.	10	Mai.	1815	Exploit.	..	...	13	230	264	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Mai.	1815	Enregistrem.	11	296	11	331	106	15	1	281	..	..	...	..	....	..	...	17	323
Rennes.	11	Mai.	1815	Demand. nou.	..	...	9	102	58	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	11	Mai.	1815	Dépens.	..	...	9	153	17	..	..	....	16	2	31	..	....	42	200	..	....
Liége.	13	Mai.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	4	696	..	...	..	....
Cassat.	15	Mai.	1815	Trib. de com.	15	193	22	325	151	15	1	356	15	1	344	2	717	..	...	17	348
Cassat.	15	Mai.	1815	Cess. de biens.	..	...	6	642	25	17	1	160	16	1	415	..	....	48	285	17	348
Bruxelles.	16	Mai.	1815	Exploit.	..	...	13	231	265	..	..	....	..	..	...	7	782	..	...	..	....
Cassat.	16	Mai.	1815	Cassation.	..	...	6	497	84	15	1	328	15	1	309	..	....	..	...	17	[illegible]
Cassat.	16	Mai.	1815	Scellés et inv.	..	...	21	49	40	15	1	191	..	..	...	..	....	42	241	..	....
Rennes.	17	Mai.	1815	Renvoi et exc.	..	...	18	877	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	19	Mai.	1815	Red. de compt.	..	...	18	681	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Mai.	1815	Dépens.	12	82	9	245	91	15	1	230	15	1	416	..	....	..	...	17	368
Cassat.	22	Mai.	1815	Aut. femm.	11	328	5	74	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Mai.	1815	Saisie immob.	11	331	20	107	114	15	1	359	15	1	344	..	....	44	20	..	....
Cassat.	25	Mai.	1815	Trib. de com.	..	...	22	236	55	15	1	396	..	..	...	3	260	45	396	..	....
Besançon.	26	Mai.	1815	Renvoi et exc.	..	...	18	924	72	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	29	Mai.	1815	Cont. p. corps.	12	156	8	637	151	16	2	336	..	..	...	3	821	43	114	17	384
Paris.	6	Juin.	1815	Ordre.	12	159	17	294	177	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Juin.	1815	Appel.	..	...	3	181	73	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	9	Juin.	1815	Exécution.	12	245	12	590	63	..	..	....	15	2	119	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Juin.	1815	Tribunaux.	11	340	22	85	110	15	1	410	15	2	119	3	470	..	...	..	....
Paris.	12	Juin.	1815	Signification.	11	246	21	273	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Juin.	1815	Saisie-exécut.	..	...	21	459	89	..	..	....	..	..	...	11	646	..	...	..	....
Cassat.	14	Juin.	1815	Règl. de juges.	..	...	18	826	40	16	1	270	..	..	...	3	259	46	431	17	411
Cassat.	14	Juin	1815	Arbitrage.	..	...	4	525	18	15	1	392	15	1	423	1	641	43	410	..	....
Bruxelles.	15	Juin.	1815	Huissier.	..	...	14	584	47	..	..	....	..	..	...	7	698	..	...	..	....
Cassat.	18	Juin.	1815	Saisie immob.	12	31	20	446	488	15	1	217	..	..	...	..	....	43	406	..	....
Cassat.	19	Juin.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	117	130	16	1	445	..	..	...	3	22	..	...	..	....
Cassat.	21	Juin.	1815	Exception.	12	84	12	501	92	15	1	304	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	23	Juin.	1815	Saisie immob.	..	...	20	36	48	..	..	....	..	..	...	11	669	..	...	..	....
Cassat.	28	Juin.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	117	131	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	17	439
Cassat.	28	Juin.	1815	Cassation.	12	261	6	433	19	15	1	333	..	..	...	..	....	..	...	17	[illegible]
Cassat.	28	Juin.	1815	Cassation.	12	143	6	498	86	15	1	383	..	..	...	..	....	..	...	17	437
Metz.	28	Juin.	1815	Sép. de biens.	..	...	21	80	7	..	..	....	15	1	375	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Juill.	1815	Appel.	..	...	3	363	199	16	1	131	15	1	564	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juill.	1815	Dépens.	..	...	9	547	92	16	1	141	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Juill.	1815	Enregistrem.	..	...	11	333	107	16	1	94	..	..	...	7	413	43	489	17	478
Bruxelles.	12	Juill.	1815	Exploit.	..	...	13	231	267	..	..	....	..	..	...	7	742	..	...	..	....
Cassat.	14	Juill.	1815	Demande nou.	..	...	9	96	51	..	..	....	15	1	529	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	14	Juill.	1815	Exploit.	..	...	13	232	268	..	..	....	15	1	529	7	775	..	...	..	....
Cassat.	17	Juill.	1815	Huissier.	..	...	14	612	60	16	1	118	..	..	...	..	....	43	384	17	485
Cassat.	18	Juill.	1815	Garantie.	12	93	14	458	50	15	1	383	15	1	415	1	534	43	454	17	486
Cassat.	20	Juill.	1815	Dépens.	12	36	9	134	1	15	1	249	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Juill.	1815	Règl. de juges.	13	165	18	803	15	15	1	379	15	1	430	3	249	44	209	17	489
Paris.	22	Juill.	1815	Minist. pub.	12	168	16	777	39	16	2	298	..	..	...	11	38	43	429	17	492
Paris.	22	Juill.	1815	Avoué.	12	95	5	338	73	16	2	332	..	..	...	2	222	43	68	17	495
Cassat.	24	Juill.	1815	Expertise.	13	165	12	617	68	15	1	402	13	1	437	..	....	..	...	17	500
Cassat.	31	Juill.	1815	Référé.	12	196	18	777	36	15	1	369	..	..	...	..	....	43	241	17	506
Cassat.	31	Juill.	1815	Arbitrage.	..	...	4	499	8	..	..	....	16	1	183	1	772	..	...	..	....
Rennes.	2	Août.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	118	132	..	..	....	..	..	...	9	721	..	...	..	....
Cassat.	2	Août.	1815	Cod. de p. civ.	12	269	6	685	23	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	3	Août.	1815	Exception.	..	...	12	503	95	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Caen.	3	Août.	1815	Emprisonn.	27	300	2	330	16	..	..	....	..	..	...	9	737	..	...	..	....
Orléans.	5	Août.	1815	Sép. de corps.	..	...	21	161	42	..	..	....	..	..	...	..	....	45	27	..	....
Cassat.	7	Août.	1815	Cont. p. corps.	12	275	8	476	14	16	1	111	..	..	...	3	765	50	65	17	538
Cassat.	7	Août.	1815	Aut. femm.	..	...	5	68	43	15	1	346	..	..	...	..	....	44	102	17	535
Cassat.	7	Août.	1815	Expertise.	13	170	12	718	69	15	1	345	..	..	...	..	....	44	94	17	532
Cassat.	8	Août.	1815	Appel.	12	201	3	22	1	..	..	....	15	1	425	1	442	..	...	17	544

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Riom.	8	Août.	1815	Saisie immob.	15	102	20	448	489	..	..	....	17	2	40	11	725	47	252	17	539
Colmar.	9	Août.	1815	Jug. arbitral.	12	249	16	519	92	..	..	....	..	..	...	..	....	44	355	..	....
Cassat.	10	Août.	1815	Cons. de fam.	12	204	8	394	65	15	1	411	15	1	479	12	717	44	446	17	557
Caen.	10	Août.	1815	Trib. de com.	..	...	22	319	144	16	2	368	16	2	119	3	345	..	...	..	....
Metz.	11	Août.	1815	Dépens.	..	...	9	248	93	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Août.	1815	Enquête.	..	...	11	151	130	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Août.	1815	Conclusions.	..	...	8	319	8	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Août.	1815	Ordre.	12	170	17	298	179	..	..	....	..	..	...	10	850	..	...	..	....
Metz.	17	Août.	1815	Signification.	..	...	21	257	30	19	2	113	23	2	166	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Août.	1815	Succession.	..	...	21	310	11	15	1	413	23	2	166	12	345	..	...	..	....
Cassat.	22	Août.	1815	Enregistrem.	..	...	11	334	109	16	1	341	..	..	...	7	194	..	...	..	....
Cassat.	28	Août.	1815	Saisie-arrêt.	12	277	19	335	98	16	1	216	..	..	...	..	....	..	...	17	577
Cassat.	29	Août.	1815	Exécution.	12	329	12	558	29	15	1	430	15	1	519	9	445	44	265	17	586
Paris.	29	Août.	1815	Saisie immob.	12	295	20	449	491	..	..	....	13	1	516	11	735	44	142	17	581
Bourges.	30	Août.	1815	Exploit.	..	...	13	226	257	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Août.	1815	Licit. et part.	..	...	16	698	46	..	..	....	..	..	...	12	509	..	...	17	594
Ord. du R.	30	Août.	1815	Exécution.	..	...	12	591	64	16	2	51	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Août.	1815	Ordre.	..	...	17	299	180	16	2	14	..	..	...	10	813	..	...	17	603
Paris.	31	Août.	1815	Désistement.	13	183	10	479	31	16	2	12	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Août.	1815	Expertise.	..	...	12	719	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Sept.	1815	Garantie.	..	...	14	459	51	16	1	148	..	..	...	..	....	45	9	17	609
Rennes.	8	Sept.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	118	133	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	9	Sept.	1815	Acte respect.	..	...	1	260	3	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Sept.	1815	Exception.	..	...	12	503	97	..	..	....	..	..	...	7	632	..	...	..	....
Douai.	30	Sept.	1815	Trib. de com.	..	...	22	324	150	16	2	124	..	..	...	..	....	..	...	17	277
Cassat.	5	Oct.	1815	Avocat.	..	...	4	187	37	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	5	Oct.	1815	Jug. par déf.	14	44	15	394	136	..	..	....	16	2	48	9	722	43	527	17	618
Paris.	5	Oct.	1815	Jug. arbitral.	12	221	16	523	93	..	..	....	..	..	...	..	....	43	423	..	....
Bruxelles.	6	Oct.	1815	Exploit.	..	...	13	232	268	..	..	....	..	..	...	7	775	..	...	..	....
Rennes.	7	Oct.	1815	Tribunaux.	..	...	22	97	127	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Caen.	9	Oct.	1815	Ordre.	..	...	17	254	135	..	..	....	..	..	...	10	826	..	...	..	....
Cassat.	12	Oct.	1815	Amende.	..	...	2	618	48	16	1	454	16	1	367	1	387	..	...	17	625
Paris.	12	Oct.	1815	Huissier.	13	187	14	612	61	16	2	39	16	1	367	..	....	45	148	..	....
Metz.	13	Oct.	1815	Jug. par déf.	..	...	15	395	137	19	2	76	16	1	428	9	692	..	...	..	....
Paris.	22	Oct.	1815	Trib. de com.	..	...	22	326	152	..	..	....	..	..	...	..	....	45	187	..	....
Cassat.	2	Nov.	1815	Amende.	..	...	2	619	49	16	1	454	16	1	367	1	387	47	488	..	....
Paris.	6	Nov.	1815	Saisie immob.	12	303	20	452	497	..	..	....	..	..	...	11	711	..	...	..	....
Douai.	6	Nov.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	159	154	..	..	....	..	..	...	..	....	44	74	..	....
Cassat.	6	Nov.	1815	Jug. arbitral.	..	...	16	516	90	16	1	113	15	1	578	..	....	44	498	17	636
Cassat.	8	Nov.	1815	Surenchère.	12	283	21	438	87	16	1	170	15	1	575	11	795	45	5	17	641
Cassat.	13	Nov.	1815	Enregistrem.	12	336	11	335	110	..	..	....	..	..	...	7	472	..	...	..	....
Cassat.	13	Nov.	1815	Péremption.	..	...	18	476	62	16	1	192	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Nov.	1815	Exception.	..	...	12	504	99	18	1	144	..	..	...	..	....	..	...	17	663
Rennes.	14	Nov.	1815	Jug. 2e part.	..	...	15	246	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	15	Nov.	1815	Ress. 1er et d	14	50	19	188	200	..	..	....	..	..	...	..	....	45	232	..	....
Cassat.	15	Nov.	1815	Minist. pub.	..	...	16	778	41	16	1	455	..	..	...	..	....	..	...	17	665
Cassat.	16	Nov.	1815	Tribunaux.	..	...	22	98	128	18	1	82	..	..	...	3	320	..	...	17	665
Bruxelles.	17	Nov.	1815	Tierce oppos.	..	...	21	575	74	..	..	....	16	2	18	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Nov.	1815	Expertise.	..	...	12	720	71	..	..	....	23	2	180	..	....	..	...	..	....
Colmar.	18	Nov.	1815	Cod. de p. civ.	14	101	6	699	37	16	2	374	23	2	180	..	....	45	193	17	677
Colmar.	19	Nov.	1815	Off. réel. et c.	..	...	17	51	49	..	..	....	..	..	...	..	....	44	313	..	....
Orléans.	20	Nov.	1815	Saisie-exécut.	..	...	21	459	90	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	22	Nov.	1815	Ordre.	..	...	17	302	182	..	..	....	..	..	...	10	846	..	...	..	....
Colmar.	22	Nov.	1815	Exécution.	..	...	12	592	65	16	2	68	21	2	47	..	....	46	245	..	....
Cassat.	22	Nov.	1815	Sép. de corps.	..	...	21	162	43	16	1	164	15	1	608	11	940	45	93	..	....
Colmar.	23	Nov.	1815	Saisie-arrêt.	..	...	19	337	99	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	17	692
Metz.	23	Nov.	1815	Jug. 2e part.	..	...	15	229	55	..	..	....	16	1	269	..	....	..	...	.	....
Bourges.	24	Nov.	1815	Tribunaux.	..	...	22	99	129	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	25	Nov.	1815	Appel.	..	...	3	300	159	16	2	126	..	..	...	..	....	44	239	17	697
Paris.	27	Nov.	1815	Dépens.	..	...	9	248	94	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	29	Nov.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	190	202	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Déc.	1815	Trib. de com.	..	...	22	326	153	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	2	Déc.	1815	Surenchère.	..	...	21	440	88	..	..	....	..	..	...	..	....	45	347	17	700
Cassat.	4	Dec.	1815	Sép. de biens.	..	...	21	93	16	16	1	65	16	1	90	10	245	45	56	17	707
Cassat.	5	Déc.	1815	Enquête.	12	346	11	151	131	16	1	165	16	1	26	6	871	44	442	17	715
Cassat.	5	Déc.	1815	Règl. de juges.	..	...	18	828	41	16	1	146	16	1	25	..	....	44	437	..	....
Bourges.	6	Déc.	1815	Expertise.	..	...	12	721	72	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Déc.	1815	Trib. de com.	..	...	22	317	143	16	1	185	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	8	Déc.	1815	Jug. 2e part.	..	...	15	249	79	..	..	....	..	..	...	9	774	..	...	..	....
Bruxelles.	9	Déc.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	190	203	..	..	....	..	..	...	4	661	..	...	..	....
Grenoble.	9	Déc.	1815	Avoué.	..	...	5	340	75	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Déc.	1815	Conciliation.	..	...	7	167	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Déc.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	190	205	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	11	Déc.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	57	21	17	2	6	16	2	55	4	680	45	46	17	719

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Grenoble.	14	Déc.	1815	Ress. 1er et d.	..	...	19	90	52	..	..	....	16	1	18	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Déc.	1815	Exploit.	12	355	13	40	12	16	1	77	16	1	96	7	733	45	239	17	735
Metz.	15	Déc.	1815	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	15	Déc.	1815	Conciliation.	..	...	7	271	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Déc.	1815	Cess. de biens.	..	...	6	643	26	..	..	....	..	..	...	10	589	44	191	17	743
Bourges.	16	Déc.	1815	Saisie immob.	..	...	20	279	286	..	..	....	..	..	...	11	855	..	...	..	....
Cassat.	18	Déc.	1815	Jug. 1re part.	14	31	15	49	135	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	17	704
Cassat.	18	Déc.	1815	Appel.	..	...	3	329	176	16	1	206	16	1	147	1	500	46	193	17	758
Bourgès.	19	Déc.	1815	Exploit.	..	...	13	234	269	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	19	Déc.	1815	Faux inc. civ.	..	...	14	374	36	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	20	Déc.	1815	Jug. 1re part.	..	...	15	120	136	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Déc.	1815	Appel.	12	362	3	434	259	16	1	242	..	..	...	1	530	46	30	17	772
Grenoble.	22	Déc.	1815	Intervention.	..	...	14	766	36	..	..	....	..	..	...	9	584	..	...	..	....
Caen.	28	Déc.	1815	Ordre.	..	...	17	284	169	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Déc.	1815	Exploit.	..	...	13	234	270	16	1	111	..	..	...	..	....	45	218	..	....
Grenoble.	29	Déc.	1815	Jug. par déf.	..	...	15	396	138	..	..	....	..	..	...	9	746	..	...	..	....
Bruxelles.	29	Déc.	1815	Exploit.	..	...	13	235	271	..	..	....	..	..	...	7	767	..	...	..	....
Metz.	29	Déc.	1815	Tribunaux.	..	...	22	20	130	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Coimar.	30	Déc.	1815	Tribunaux.	14	106	22	100	131	17	2	62	..	..	...	..	....	3	250	..	....
Grenoble.	30	Déc.	1815	Appel.	..	...	3	162	59	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	2	Janv.	1816	Saisie immob.	..	...	20	453	500	18	2	117	18	2	43	11	861	45	20	18	4
Cassat.	2	Janv.	1816	Acquiescem.	..	...	11	189	110	16	1	358	16	1	112	1	117	45	248	18	1
Cassat.	2	Janv.	1816	Délibéré.	..	...	9	22	12	17	1	191	16	2	44	..	....	..	...	..	....
Colmar.	10	Janv.	1816	Jug. par déf.	14	108	15	315	41	16	2	367	16	2	57	9	730	46	348	18	20
Rennes.	10	Janv.	1816	Jug. par def.	..	...	15	396	139	..	..	....	16	2	57	9	727	..	...	..	....
Orléans.	11	Janv.	1816	Exécution.	..	...	12	16	66	..	..	....	16	1	188	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	11	Janv.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	191	206	..	..	....	16	1	188	..	....	..	...	..	....
Colmar.	11	Janv.	1816	Garantie.	..	...	14	459	51	17	2	136	16	1	188	..	....	46	411	..	....
Besançon.	12	Janv.	1816	Péremption.	..	...	18	476	63	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	13	Janv.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	116	85	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Janv.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	638	152	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	13	Janv.	1816	Saisie immob.	..	...	20	107	114	16	2	62	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Janv.	1816	Saisie immob.	..	...	20	455	502	16	1	391	16	1	256	..	....	47	62	18	46
Montpell.	15	Janv.	1816	Jug. arbitral.	15	106	16	525	95	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	17	Janv.	1816	Saisie immob.	..	...	20	457	504	16	2	83	16	2	124	11	860	44	502	..	....
Orléans.	18	Janv.	1816	Expertise.	..	...	12	721	73	..	..	....	..	..	...	7	677	..	...	..	....
Rouen.	18	Janv.	1816	Just. de paix.	..	...	16	587	42	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	19	Janv.	1816	Huissier.	..	...	14	613	62	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1816	Péremption.	..	...	18	477	64	16	1	120	16	1	144	11	182	45	142	18	72
Cassat.	23	Janv.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	120	137	..	..	....	16	1	311	3	565	..	...	..	....
Cassat.	23	Janv.	1816	Cassation.	13	56	6	500	88	16	1	371	16	1	211	..	....	..	...	18	83
Cassat.	24	Janv.	1816	Arbitrage.	..	...	4	499	4	17	1	168	..	..	...	1	677	..	...	..	....
Orléans.	24	Janv.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	192	207	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Janv.	1816	Saisie immob.	..	...	20	197	202	16	1	198	..	..	...	..	....	45	253	18	86
Limoges.	24	Janv.	1816	Jug. par déf.	..	...	15	398	140	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Janv.	1816	Exploit.	..	...	13	100	88	16	1	198	16	1	126	7	797	45	253	18	86
Colmar.	26	Janv.	1816	Appel.	14	110	3	116	46	16	2	207	..	..	...	..	....	..	...	18	92
Limoges.	30	Janv.	1816	Appel.	13	118	3	203	90	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Janv.	1816	Cassation.	14	69	6	502	90	16	1	339	16	1	183	..	....	..	...	..	....
Montpell.	3	Fév.	1816	Acquiescem.	..	...	1	190	101	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Fév.	1816	Acquiescem.	14	151	1	192	103	16	1	158	..	..	...	1	121	45	410	18	128
Cassat.	6	Fév.	1816	Désistement.	..	...	10	483	33	..	..	....	..	..	...	5	149	..	...	18	128
Colmar.	6	Fév.	1816	Enquête.	..	...	11	91	70	16	2	114	..	..	...	6	872	..	...	..	....
Cassat.	6	Fév.	1816	Surenchere.	14	193	21	443	91	16	1	365	16	1	249	11	761	46	390	18	124
Cassat.	7	Fev.	1816	Protêt.	..	...	18	583	30	16	1	363	16	1	250	6	593	46	231	18	132
Cassat.	9	Fév.	1816	Avocat.	..	...	4	189	38	..	..	....	14	1	391	..	....	49	309	18	136
Metz.	9	Fev.	1816	Trib. de com.	..	...	22	327	155	19	2	56	24	2	22	..	....	..	...	..	....
Bourges.	10	Fév.	1816	Saisie immob.	..	...	20	457	505	..	..	....	..	..	...	11	833	..	...	..	....
Besançon.	10	Fév.	1816	Exploit.	..	...	13	235	273	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Fév.	1816	Interdiction.	14	153	14	682	46	16	1	217	16	1	201	9	563	46	73	18	143
Limoges.	13	Fév.	1816	Tierce oppos.	..	...	21	526	24	20	2	216	..	..	...	12	667	..	...	..	....
Grenoble.	15	Fev.	1816	Action.	..	...	2	408	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	16	Fév.	1816	Acquiescem.	..	...	1	84	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	16	Fév.	1816	Demand. nou.	..	...	9	102	59	16	1	159	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	16	Fév.	1816	Saisie immob.	..	...	20	459	508	17	2	47	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Fév.	1816	Saisie immob.	..	...	20	76	83	18	1	139	16	1	253	11	799	47	47	18	153
Cassat.	21	Fév.	1816	Tierce oppos.	14	153	21	501	5	16	1	153	16	1	103	..	....	45	327	18	167
Metz.	24	Fev.	1816	Trib. de com.	..	...	22	328	156	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Fév.	1816	Deliberé.	..	...	9	13	4	17	1	168	16	1	173	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Fév.	1816	Audience.	14	157	4	677	5	16	1	373	16	1	173	..	....	45	412	..	....
Grenoble.	1	Mars.	1816	Dépens.	..	...	9	249	95	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Mars.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	192	208	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Mars.	1816	Saisie-gagerie.	..	...	19	504	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Mars.	1816	Enquête.	..	...	11	154	133	16	1	371	16	1	188	6	848	..	...	18	194

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. ed.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	11	Mars.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	121	138	16	1	224	..	..	...	9	274	47	72	..	....
Cassat.	12	Mars.	1816	Appel.	14	79	3	272	130	16	1	332	16	1	150	1	479	46	257	..	....
Cassat.	12	Mars.	1816	Jug. par déf.	..	...	15	399	142	16	1	167	16	1	179	9	700	45	444	18	212
Rennes.	13	Mars.	1816	Trib. de com.	..	...	22	329	157	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Mars.	1816	Delibéré.	..	...	9	23	14	16	1	433	16	1	299	..	....	..	...	18	229
Orléans.	14	Mars.	1816	Dépens.	..	...	9	236	81	..	..	....	16	1	299	..	....	..	...	..	....
Colmar.	18	Mars.	1816	Red. de compt.	16	182	18	685	24	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Mars.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	122	139	..	..	....	16	2	83	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Mars.	1816	Enregistrem.	14	81	11	339	111	16	1	314	..	..	...	7	413	..	...	18	250
Riom.	21	Mars.	1816	Saisie immob.	..	...	20	114	27	25	2	160	..	..	...	11	827	..	...	..	....
Rennes.	21	Mars.	1816	Huissier.	..	...	14	613	63	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	21	Mars.	1816	Saisie immob.	..	...	20	140	146	25	2	160	..	..	...	11	827	..	...	..	....
Cassat.	25	Mars.	1816	Cassation.	..	...	6	503	91	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	25	Mars.	1816	Jug. par déf.	..	...	15	400	140	..	..	....	..	..	...	..	....	45	470	..	....
Limoges.	27	Mars.	1816	Jug. par déf.	..	...	15	400	144	..	..	....	17	2	90	9	739	..	...	..	....
Besançon.	29	Mars.	1816	Ordre.	..	...	17	303	183	..	..	....	..	..	...	10	809	..	...	..	....
Riom.	29	Mars.	1816	Surenchère.	..	...	21	444	92	17	2	356	..	..	...	11	792	47	276	18	266
Cassat.	1	Avril.	1816	Enregistrem.	14	89	11	339	112	16	1	313	..	..	...	7	286	..	...	18	277
Cassat.	1	Avril.	1816	Ordre.	..	...	17	304	184	16	1	413	16	1	317	10	835	46	446	18	274
Limoges.	3	Avril.	1816	Exécut. prov.	15	174	12	652	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	3	Avril.	1816	Ordre.	15	55	17	305	185	..	..	....	..	..	...	10	820	..	...	..	....
Grenoble.	4	Avril.	1816	Saisie immob.	..	...	20	460	510	..	..	....	..	..	...	11	867	..	...	..	....
Cassat.	5	Avril.	1816	Exécution.	..	...	12	404	23	..	..	....	16	1	520	..	....	52	126	..	....
Bruxelles.	6	Avril.	1816	Trib. de com.	..	...	22	330	158	..	..	....	17	2	12	3	362	..	...	..	....
Colmar.	7	Avril.	1816	Cont. p. corps.	14	349	8	638	153	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Avril.	1816	Arbitrage.	..	...	4	608	72	17	1	135	13	1	392	..	....	46	353	18	293
Cassat.	10	Avril.	1816	Arbitrage.	..	...	4	608	72	16	1	203	..	..	...	1	671	46	355	18	299
Rennes.	12	Avril.	1816	Enquête.	..	...	11	149	127	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	12	Avril.	1816	Règl. de juges.	..	...	18	2	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	15	Avril.	1816	Avoué.	..	...	5	342	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Avril.	1816	Expertise.	14	169	12	722	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Avril.	1816	Avocat.	..	...	4	190	39	17	1	11	16	1	286	..	....	..	...	18	306
Rennes	18	Avril.	1816	Enquête.	..	...	11	157	136	..	..	....	..	..	...	6	876	..	...	..	....
Rennes.	22	Avril.	1816	Vérific. d'écr.	..	...	22	435	26	..	..	....	..	..	...	12	950	..	...	..	....
Cassat.	23	Avril.	1816	Jug. par det.	..	...	27	303	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Avril.	1816	Enregistrem.	..	...	11	293	74	..	..	....	16	1	366	7	173	47	206	18	324
Cassat.	24	Avril.	1816	Appel.	14	172	3	331	176	16	1	385	16	1	273	1	501	..	...	18	338
Rennes.	24	Avril.	1816	Cont. p. corps	..	...	8	639	154	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Avril.	1816	Déliberé.	..	...	9	12	13	16	1	431	..	..	...	..	....	..	...	18	340
Toulouse.	24	Avril.	1816	Péremption.	..	...	18	478	66	23	2	202	23	2	125	11	195	..	...	18	341
Metz.	26	Avril	1816	Dépens.	..	...	9	250	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Avril.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	45	24	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	27	Avril.	1816	Sép. de biens.	14	227	21	80	7	16	2	216	16	2	111	10	237	46	315	..	....
Loi.	28	Avril.	1816	Caution.	..	...	6	156	31	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	29	Avril.	1816	Saisie-arrêt.	..	...	19	340	100	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	1	Mai.	1816	Saisie immob.	15	240	20	460	511	17	2	71	..	..	...	11	720	..	...	..	....
Paris.	2	Mai.	1816	Trib. de com.	..	...	22	330	159	17	2	43	23	2	63	3	396	46	28	..	....
Rennes.	7	Mai.	1816	Off. réel. et c.	..	...	17	56	52	..	..	....	..	..	...	10	577	..	...	..	....
Rennes.	7	Mai.	1816	Trib. de com.	..	...	22	332	160	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Mai.	1816	Renvoi et exc.	..	...	18	924	73	17	1	41	..	..	...	2	253	50	345	..	....
Besançon.	8	Mai.	1816	Désistement.	..	...	10	484	34	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	8	Mai.	1816	Exploit.	..	...	13	236	276	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	11	Mai.	1816	Saisie immob.	..	...	20	230	231	18	2	14	23	2	57	11	829	48	489	18	402
Colmar.	11	Mai.	1816	Saisie immob.	..	...	20	183	186	18	2	14	23	2	57	11	806	48	489	18	402
Limoges.	13	Mai.	1816	Exécut. prov.	..	...	12	623	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	15	Mai.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	193	209	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Mai.	1816	Off. réel. et c.	14	339	17	56	53	17	2	52	17	2	56	9	151	46	239	18	415
Cassat.	15	Mai.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	123	140	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Mai.	1816	Ordre.	..	...	17	306	187	17	2	54	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	16	Mai.	1816	Renvoi et exc.	..	...	18	925	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Mai.	1816	Trib. de com.	14	262	22	245	63	16	1	341	..	..	...	3	365	..	...	..	....
Cassat.	16	Mai.	1816	Garantie.	..	...	14	446	39	16	1	341	16	1	354	..	....	45	399	..	....
Metz.	17	Mai.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	565	94	19	2	51	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	17	Mai.	1816	Faux inc. civ.	15	314	14	338	13	17	2	367	..	..	...	8	430	48	153	..	....
Limoges.	20	Mai.	1816	Demande nou.	..	...	9	104	61	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	21	Mai.	1816	Saisie immob.	..	...	20	461	513	17	2	207	..	..	...	11	719	..	...	..	....
Paris.	21	Mai.	1816	Saisie immob.	..	...	20	462	514	18	2	11	..	..	...	11	860	48	272	..	....
Orléans.	23	Mai.	1816	Saisie-exécut.	..	...	21	459	91	..	..	....	..	..	...	11	662	..	...	..	....
Cassat.	25	Mai.	1816	Tribunaux.	..	...	22	101	132	20	1	506	16	1	518	3	477	49	92	18	44
Lyon.	25	Mai.	1816	Exploit.	19	297	13	40	12	..	..	....	18	2	30	..	....	53	549	..	...
Cassat.	27	Mai.	1816	Ordre.	14	203	17	307	188	16	1	253	..	..	...	..	....	46	289	..	...
Paris.	27	Mai.	1816	Surenchère.	14	291	21	363	12	17	2	51	16	2	97	11	767	46	88	18	44
Cassat.	28	Mai.	1816	Just. de paix.	14	263	16	632	89	17	1	70	17	1	200	3	127	..	...	..	...
Paris.	29	Mai.	1816	Succession.	..	...	21	311	12	17	2	48	16	2	116	12	386	46	169	..	...

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. ed. v.	PALAIS. A. ed. p.	PALAIS. Nle ed. v.	PALAIS. Nle ed. p.
Cassat.	29	Mai.	1816	Enregistrem.	..	...	11	339	113	..	..	....	..	..	...	7	43	..	...	..	....
Orléans.	29	Mai.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	193	210	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Lyon.	29	Mai.	1816	Appel.	..	...	3	116	46	19	2	109	18	2	24	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Mai.	1816	Aut. femm.	..	...	5	76	51	16	1	271	..	..	...	..	....	45	469	18	474
Bordeaux.	1	Juin.	1816	Cess. de biens	..	...	6	644	27	18	2	66	..	..	...	10	599	..	...	..	....
Rennes.	7	Juin.	1816	Evocation.	..	...	12	391	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Juin.	1816	Action.	..	...	2	468	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	10	Juin.	1816	Péremption.	..	...	18	468	55	..	..	....	..	..	...	11	201	..	...	..	....
Cassat.	10	Juin.	1816	Faux inc. civ.	..	...	14	388	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	10	Juin.	1816	Signification.	..	...	21	274	54	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Juin.	1816	Action.	..	...	2	449	62	17	1	51	16	1	405	1	268	49	137	18	499
Metz.	12	Juin.	1816	Appel.	..	...	3	238	115	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	15	Juin.	1816	Ordre.	..	...	17	310	190	17	2	165	..	..	...	10	809	..	...	..	....
Rennes.	17	Juin.	1816	Expertise.	..	...	12	722	75	..	..	....	..	..	...	7	666	..	...	..	....
Cassat.	18	Juin.	1816	Action.	..	...	2	469	73	17	1	11	..	..	...	1	276	..	...	18	523
Cassat.	18	Juin.	1816	Appel.	13	147	3	436	260	17	1	158	..	..	...	..	....	51	289	..	....
Cassat.	18	Juin.	1816	Jug. arbitral.	..	...	16	526	97	17	1	85	16	1	502	..	....	47	431	..	....
Cassat.	19	Juin.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	642	155	..	..	....	..	..	...	3	728	..	...	18	530
Cassat.	19	Juin.	1816	Cassation.	..	...	6	505	93	..	..	....	16	1	444	2	357	46	97	18	525
Rennes.	21	Juin.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	34	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Juin.	1816	Jug. arbitral.	..	...	16	527	99	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Caen.	22	Juin.	1816	Ordre.	..	...	17	311	191	25	2	32	25	2	21	10	850	..	...	..	....
Caen.	22	Juin.	1816	Saisie immob.	..	...	20	463	515	25	2	32	25	20	21	10	850	..	...	..	....
Cassat.	24	Juin.	1816	Appel.	..	...	3	212	97	16	1	409	16	1	360	1	504	47	417	18	533
Paris.	27	Juin.	1816	Exploit.	15	349	13	237	278	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	28	Juin.	1816	Exploit.	..	...	13	237	279	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	29	Juin.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	194	211	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	30	Juin.	1816	Saisie immob.	..	...	20	466	516	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	1	Juill.	1816	Saisie-arrêt.	..	...	19	341	101	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	1	Juill.	1816	Notaire.	14	355	16	815	20	17	2	50	..	..	...	10	664	46	277	18	552
Cassat	2	Juill.	1816	Saisie immob.	14	276	20	50	61	16	1	425	16	1	399	11	852	49	97	18	556
Rennes.	2	Juill.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	123	141	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	3	Juill.	1816	Off. réel. et c.	..	...	17	65	16	17	2	305	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	3	Juill.	1816	Off. réel. et c.	..	...	17	57	55	17	2	305	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juill.	1816	Requête civile.	14	267	18	1033	60	16	1	442	16	1	390	11	611	48	270	18	560
Paris.	4	Juill.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	684	187	17	2	70	..	..	...	..	....	46	307	18	579
Cassat.	4	Juill.	1816	Récusation.	..	...	18	642	33	16	1	386	..	..	...	11	533	47	289	18	569
Limoges.	5	Juill.	1816	Exploit.	15	177	13	237	280	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Juill.	1816	Interdiction.	..	...	14	683	48	17	1	150	..	..	...	9	558	48	232	..	....
Cassat.	10	Juill.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	43	11	..	..	....	..	..	...	..	....	47	263	18	585
Cassat.	10	Juill.	1816	Enregistrem.	..	...	11	144	115	17	1	146	..	..	...	..	....	48	94	18	585
Cassat.	10	Juill.	1816	Renvoi et exc.	14	277	18	895	41	16	1	336	16	1	505	3	375	47	263	18	589
Grenoble.	11	Juill.	1816	Acquiescem.	..	...	1	83	13	16	1	320	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	13	Juill.	1816	Saisie-arrêt.	14	363	19	303	57	16	2	371	..	..	...	..	....	49	236	18	595
Paris.	15	Juill.	1816	Sép. de corps.	..	...	21	163	46	17	2	151	17	2	31	..	....	47	140	..	....
Cassat.	16	Juill.	1816	Tierce oppos.	14	279	21	520	19	17	1	25	16	1	545	12	656	..	...	18	599
Colmar.	16	Juill.	1816	Saisie immob.	15	161	20	213	314	..	..	....	17	2	63	11	753	47	383	..	....
Rennes.	17	Juill.	1816	Exploit.	14	123	13	238	283	..	..	....	..	..	...	7	718	..	...	..	....
Orléans.	17	Juill.	1816	Garantie.	..	...	14	455	46	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	17	Juill.	1816	Désistement.	..	...	10	484	35	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	18	Juill.	1816	Red. de compt.	..	...	18	687	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	19	Juill.	1816	Saisie-exécut.	..	...	21	460	92	17	2	396	..	..	...	11	661	..	...	..	....
Rennes.	21	Juill.	1816	Désaveu.	..	...	10	365	28	..	..	....	..	..	...	5	105	..	...	..	....
Rennes.	21	Juill.	1816	Faux inc. civ.	..	...	14	389	49	..	..	....	..	..	...	8	427	..	...	..	....
Cassat.	22	Juill.	1816	Dépens.	..	...	9	251	100	16	1	297	14	1	471	..	....	46	65	..	....
Besançon.	23	Juill.	1816	Jug. 2e part.	..	...	15	250	80	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Montpell.	24	Juill.	1816	Exploit.	14	302	13	31	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	27	Juill.	1816	Serment.	..	...	21	219	28	..	..	....	17	2	17	..	....	46	346	..	....
Limoges.	27	Juill.	1816	Exploit.	..	...	13	239	284	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	29	Juill.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	195	213	17	2	168	17	2	17	..	....	47	84	..	....
Cassat.	30	Juill.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	125	144	17	1	68	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Juill.	1816	Notaire.	..	...	16	803	8	17	1	31	..	..	...	..	....	..	...	18	620
Grenoble.	30	Juill.	1816	Péremption.	..	...	18	478	67	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	30	Juill.	1816	Succession.	..	...	21	309	9	..	..	....	23	2	12	..	....	..	...	..	....
Paris.	31	Juill.	1816	Saisie immob.	..	...	20	468	518	17	2	169	16	1	183	11	859	47	53	..	....
Grenoble.	31	Juill.	1816	Ordre.	..	...	17	311	192	..	..	....	..	..	...	10	809	49	509	..	....
Rennes.	1	Août.	1816	Enquête.	..	...	11	158	138	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Amiens.	3	Août.	1816	Saisie immob.	..	...	20	470	519	18	2	30	18	2	53	11	865	..	...	..	....
Amiens.	3	Août.	1816	Saisie immob.	..	...	20	369	35	18	2	30	18	2	53	11	865	..	...	..	....
Rouen.	5	Août.	1816	Avocat.	13	275	2	384	16	..	..	....	..	..	...	12	577	..	...	..	....
Orléans.	9	Août.	1816	Expertise.	..	...	12	723	76	..	..	....	..	..	...	7	681	..	...	..	....
Besançon.	12	Août.	1816	Exploit.	..	...	13	31	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1816	Exécution.	..	...	12	593	67	..	..	....	16	1	498	..	....	3	181	18	650
Rennes.	14	Août.	1816	Saisie-exécut.	..	...	21	460	93	..	..	....	..	..	...	11	645	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		AVOUÉS. Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. ed.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS. A. éd.		PALAIS. Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Orléans.	14	Août.	1816	Exécution.	..	...	12	67	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Août.	1816	Exploit.	..	...	13	240	285	..	..	....	..	..	...	7	816	..	...	..	....
Grenoble.	16	Août.	1816	Ordre.	..	...	37	312	193	..	..	....	..	..	...	10	832	..	...	..	....
Metz.	16	Août.	1816	Evocation.	..	...	12	405	24	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	17	Août.	1816	Surenchère.	..	...	21	445	93	17	2	87	..	..	...	11	776	..	...	18	671
Colmar.	18	Août.	1816	Exécution.	..	...	12	595	68	18	2	266	17	2	20	10	556	..	...	..	....
Cassat.	19	Août.	1816	Avoué.	..	...	5	343	79	17	1	378	..	..	...	..	....	49	271	..	....
Cassat.	19	Août.	1816	Péremption.	..	...	18	479	68	17	1	47	16	1	564	11	184	48	135	18	675
Colmar.	19	Août.	1816	Exécution.	..	...	12	544	14	..	..	....	..	..	...	..	....	47	283	..	....
Cassat.	20	Août.	1816	Signification.	16	125	21	275	55	16	1	417	17	1	11	7	821	48	220	18	684
Cassat.	21	Août.	1816	Jug. 1re part.	15	68	15	125	145	16	1	452	..	..	...	9	105	..	...	..	....
Cassat.	21	Août.	1816	Saisie immob.	15	3	20	472	520	18	1	117	17	1	78	11	751	49	507	18	695
Orléans.	22	Août.	1816	Intervention.	..	...	14	766	38	..	..	....	..	..	...	9	585	..	...	..	....
Paris.	23	Août.	1816	Saisie immob.	..	...	20	36	48	17	2	320	17	2	40	11	673	47	271	18	702
Rouen.	24	Août.	1816	Faux inc. civ.	18	126	14	362	28	18	2	291	24	2	20	8	441	52	51	18	710
Rennes.	24	Août.	1816	Jug. arbitral.	..	...	16	528	101	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Août.	1816	Com. de pièces	..	...	7	12	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	24	Août.	1816	Ordre.	..	...	17	313	194	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	18	712
Paris.	26	Août.	1816	Succession.	..	...	21	315	13	18	2	224	17	1	20	..	....	51	207	..	....
Limoges.	27	Août.	1816	Dépens.	15	239	9	253	101	..	..	....	16	2	131	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Août.	1816	Ordre.	..	...	17	315	195	17	2	376	17	2	87	..	....	..	...	18	726
Rennes.	29	Août.	1816	Jug. 1re part.	..	...	15	126	146	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	29	Août.	1816	Saisie immob.	15	117	20	266	270	..	..	....	17	2	24	..	....	50	341	18	733
Orléans.	29	Août.	1816	Saisie-exécut.	..	...	21	461	94	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	30	Août.	1816	Surenchère.	16	122	21	446	95	18	2	37	17	2	103	11	784	49	476	18	737
Riom.	31	Août.	1816	Ordre.	..	...	17	317	196	..	..	....	17	2	54	..	....	47	408	.	....
Paris.	20	Sept.	1816	Saisie immob.	17	225	20	473	521	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Sept.	1816	Jug. arbitral.	..	...	16	530	103	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	28	Sept.	1816	Exploit.	..	...	13	241	286	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	30	Sept.	1816	Just. de paix.	..	...	16	628	86	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	9	Oct.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	643	157	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ordonn.	9	Oct.	1816	Caution.	..	...	6	570	32	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	14	Oct.	1816	Renvoi et exc.	..	...	18	885	34	17	2	233	19	2	3	11	589	47	82	18	759
Rennes.	21	Oct.	1816	Appel.	..	...	3	238	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	22	Oct.	1816	Trib. de com.	..	...	22	333	162	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Oct.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	645	158	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Oct.	1816	Saisie immob.	..	...	20	474	523	..	..	....	..	..	...	11	702	..	...	..	....
Orléans.	7	Nov.	1816	Exploit.	..	...	13	241	286	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Nov.	1816	Evocation.	..	...	12	391	9	17	1	400	17	1	18	..	....	49	317	18	764
Cassat.	12	Nov.	1816	Tribunaux.	..	...	22	102	133	17	1	274	17	1	76	2	360	..	...	18	770
Cassat.	13	Nov.	1816	Vérific. d'écr.	15	16	22	440	34	..	..	....	17	1	70	..	....	49	33	18	773
Cassat.	13	Nov.	1816	Délibéré.	..	...	9	13	4	17	1	183	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Nov.	1816	Enquête.	15	16	11	122	101	17	1	71	17	1	67	6	853	..	...	18	773
Metz.	14	Nov.	1816	Conciliation.	..	...	7	272	83	..	..	....	18	2	40	3	718	..	...	18	791
Rouen.	14	Nov.	1816	Ordre.	15	292	17	184	71	17	2	75	16	2	135	10	842	47	380	18	781
Paris.	15	Nov.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	195	215	17	2	209	17	2	34	4	722	47	210	..	....
Cassat.	20	Nov.	1816	Amende.	..	...	2	579	13	17	1	61	15	1	48	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	20	Nov.	1816	Désistement.	..	...	10	450	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	20	Nov.	1816	Saisie immob.	..	...	20	476	526	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Nov.	1816	Appel.	..	...	3	101	37	17	1	192	16	1	537	1	485	48	95	18	799
Paris.	22	Nov.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	646	159	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	22	Nov.	1816	Action.	..	...	2	472	75	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	25	Nov.	1816	Dépens.	..	...	9	254	103	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Nov.	1816	Exploit.	..	...	13	40	12	..	..	....	16	1	578	..	....	48	73	18	812
Orléans.	27	Nov.	1816	Conciliation.	..	...	7	171	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Nov.	1816	Cons. de fam.	15	20	8	396	68	17	1	33	16	1	571	..	....	47	392	18	820
Colmar.	28	Nov.	1816	Licit. et part.	..	...	16	698	47	17	2	145	15	2	24	12	522	..	...	.	....
Paris.	29	Nov.	1816	Saisie immob.	..	...	20	477	527	17	2	368	17	2	62	11	867	47	476	18	835
Cassat.	29	Nov.	1816	Saisie immob.	15	27	20	248	245	17	1	238	..	..	...	..	....	49	285	18	830
Rouen.	29	Nov.	1816	Cons. de fam.	..	...	8	398	69	17	2	76	15	2	17	12	715	..	...	18	834
Cassat.	4	Déc.	1816	Appel.	..	...	3	437	261	..	..	....	17	1	14	..	....	48	167	18	847
Besançon.	4	Déc.	1816	Jug. par déf.	..	...	15	401	146	..	..	....	..	.	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Déc.	1816	Huissier.	..	...	14	615	65	17	1	230	17	1	143	9	690	47	496	18	845
Colmar.	7	Déc.	1816	Appel.	15	233	3	438	262	..	..	....	17	2	75	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Déc.	1816	Enregistrem.	15	321	11	344	116	18	1	4	17	1	287	7	302	48	62	18	860
Orléans.	12	Déc.	1816	Tierce oppos.	..	...	21	547	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	12	Déc.	1816	Signification.	..	...	21	275	56	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	12	Déc.	1816	Ordre.	15	119	17	318	197	17	2	136	17	2	53	10	838	53	424	18	866
Colmar.	12	Déc.	1816	Aut. femm.	16	163	5	81	55	18	2	190	..	..	...	..	....	50	399	18	863
Colmar.	12	Déc.	1816	Tribunaux.	16	163	22	103	134	18	2	190	17	2	46	..	....	50	399	18	863
Rouen.	13	Déc.	1816	Cess. de biens.	15	123	6	627	15	17	2	72	2	17	21	..	....	50	528	18	871
Orléans.	14	Déc.	1816	Ress. 1er et d.	..	...	19	196	216	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Déc. m. fi.	16	Déc.	1816	Enregistrem.	..	...	11	346	117	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	18	Déc.	1816	Saisie-arrêt.	..	...	19	341	102	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Orléans.	18	Déc.	1816	Dépens.	..	...	9	237	83	..	..	....	21	1	59	..	....	..	...	..	....
Rennes.	19	Déc.	1816	Avoué.	..	...	5	344	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Déc.	1816	Exploit.	15	73	13	241	287	..	..	....	17	1	46	..	....	50	56	18	891
Rennes.	21	Déc.	1816	Cont. p. corps.	..	...	8	647	161	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Déc.	1816	Jug. 2e part.	..	...	15	250	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Déc.	1816	Ministère pub.	..	...	16	779	42	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Déc.	1816	Saisie-exécut.	..	...	21	462	95	..	..	....	..	..	...	11	651	..	...	..	....
Montpell.	27	Déc.	1816	Saisie immob.	..	...	20	428	460	..	..	....	..	..	...	11	853	..	...	..	....
Paris.	28	Déc.	1816	Saisie immob.	..	...	20	478	528	17	2	396	..	..	...	11	831	47	377	18	910
Montpell.	30	Déc.	1816	Intervention.	15	295	14	766	39	..	..	....	..	..	...	9	584	..	...	..	....
Grenoble.	30	Déc.	1816	Péremption.	..	...	18	428	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Déc.	1816	Jug. arbitral.	..	...	16	519	92	18	1	39	17	1	287	..	....	49	385	18	933
Rennes.	2	Janv.	1817	Saisie immob.	15	299	20	478	529	..	..	....	17	..	63	11	754	..	...	..	....
Cassat.	3	Janv.	1817	Délibéré.	15	80	9	25	15	17	1	378	17	2	152	..	....	..	...	..	....
Rennes.	3	Janv.	1817	Demand. nou.	..	...	9	104	62	..	..	....	17	2	152	..	....	..	...	..	....
Colmar.	4	Janv.	1817	Cont. p. corps.	15	163	8	649	162	18	2	123	17	2	49	9	118	50	249	..	....
Toulouse.	4	Janv.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	530	104	..	..	....	17	2	152	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Janv.	1817	Licit. et part.	15	257	16	700	48	17	1	201	17	1	310	12	744	50	5	19	11
Colmar.	7	Janv.	1817	Serment.	..	...	21	221	29	18	2	147	17	2	139	..	....	..	...	19	17
Paris.	8	Janv.	1817	Exécution.	..	...	12	563	34	18	2	61	..	..	...	..	....	49	232	..	....
Nancy.	9	Janv.	1817	Scellés èt inv.	15	305	21	50	42	17	2	153	17	2	88	11	879	..	...	19	34
Orléans.	9	Janv.	1817	Discipline jud.	..	...	10	565	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Janv.	1817	Appel.	..	...	3	440	263	17	1	367	17	1	48	1	577	..	...	..	....
Rouen.	11	Janv.	1817	Saisie-arrêt.	..	...	19	342	103	17	2	89	..	..	...	..	....	..	...	19	44
Limoges.	11	Janv.	1817	Saisie immob.	..	...	20	107	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	13	Janv.	1817	Péremption.	..	...	18	434	26	..	..	....	..	..	...	11	189	..	...	..	....
Loi.	13	Janv.	1817	Appel.	..	...	3	45	26	..	..	....	..	..	...	1	514	..	...	..	....
Colmar.	14	Janv.	1817	Trib. de com.	16	97	22	333	163	18	2	127	..	..	...	..	....	..	...	19	56
Colmar.	14	Janv.	1817	Garantie.	..	...	14	463	53	18	2	125	..	..	...	..	....	..	...	19	56
Limoges.	15	Janv.	1817	Sép. de corps.	..	...	21	125	2	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	16	Janv.	1817	Tierce oppos.	15	316	21	576	76	..	..	....	17	2	84	12	661	53	343	..	....
Grenoble.	20	Janv.	1817	Appel.	..	...	3	136	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	22	Janv.	1817	Tribunaux.	..	...	22	105	135	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Dijon.	23	Janv.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	64	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Janv.	1817	Appel.	16	305	3	441	264	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Janv.	1817	Tribunaux.	..	...	22	105	136	17	1	107	..	..	...	..	....	48	33	..	....
Orléans.	24	Janv.	1817	Saisie-exécut.	..	...	21	462	96	..	..	....	..	..	...	11	650	..	...	..	....
Orléans.	24	Janv.	1817	Renvoi et exc.	..	...	18	926	75	..	..	....	..	..	...	11	650	..	...	..	....
Rennes.	27	Janv.	1817	Signification.	..	...	21	276	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	28	Janv.	1817	Trib. de com.	..	...	22	302	122	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Janv.	1817	Avoué.	15	39	5	345	82	17	1	112	17	1	106	..	....	47	370	19	78
Rennes.	29	Janv.	1817	Exploit.	..	...	13	243	290	..	..	....	..	..	...	7	729	..	...	..	....
Rennes.	29	Janv.	1817	Saisie-arrêt.	..	...	19	344	105	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Janv.	1817	Règl. de juges.	..	...	18	830	43	17	1	111	..	..	...	3	247	..	...	19	84
Paris.	30	Janv.	1817	Exception.	..	...	12	505	100	18	2	44	..	..	...	..	....	49	216	..	....
Rennes.	31	Janv.	1817	Saisie immob.	..	...	20	478	530	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	1	Fév.	1817	Acte respect.	..	...	1	278	24	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Aix.	3	Fév.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	531	107	17	2	415	..	..	...	..	....	51	119	..	....
Rennes.	3	Fev.	1817	Red. de compt.	..	...	18	688	28	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	5	Fév.	1817	Appel.	16	177	3	442	265	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	5	Fév.	1817	Jug. 2e part.	..	...	15	250	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	5	Fév.	1817	Jug. 2e part.	..	...	15	183	3	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	5	Fév.	1817	Ress. 1er et d.	16	176	19	196	217	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	5	Fév.	1817	Intervention.	16	54	14	769	40	..	..	....	..	..	...	9	585	..	...	..	....
Orléans.	7	Fév.	1817	Exécution.	..	...	12	531	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	8	Fév.	1817	Saisie immob.	..	...	20	480	534	17	2	200	17	2	105	11	718	49	499	..	....
Cassat.	10	Fév.	1817	Exploit.	15	85	13	191	208	18	1	39	17	1	96	7	838	48	191	19	122
Cassat.	11	Fév.	1817	Cont. p. corps.	16	5	8	651	163	18	1	1	17	1	230	6	659	49	193	19	131
Cassat.	12	Fév.	1817	Qualités des j.	16	65	18	605	9	17	1	264	17	1	280	..	....	49	32	..	....
Cassat.	12	Fév.	1817	Exploit.	..	...	13	246	293	17	1	319	17	1	335	7	742	48	19	19	153
Metz.	12	Fev.	1817	Saisie immob.	..	...	20	480	535	18	2	347	18	2	57	11	698	54	194	19	145
Besançon.	13	Fév.	1817	Conciliation.	..	...	7	274	84	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	13	Fév.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	197	218	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	14	Fév.	1817	Appel.	16	242	3	214	97	17	2	272	17	2	128	1	506	51	438	..	....
Cassat.	17	Fev.	1817	Saisie-arrêt.	17	67	19	345	106	17	1	184	..	..	...	..	....	..	...	19	159
Cassat.	19	Fév.	1817	Compromis.	..	...	7	81	44	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	20	Fév.	1817	Saisie immob.	..	...	20	484	539	14	2	385	..	..	...	11	708	..	...	..	....
Circulair.	21	Fév.	1817	Greffier.	..	...	14	520	35	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	22	Fév.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	198	219	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Fév.	1817	Red. de compt.	..	...	18	688	29	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orleans.	27	Fév.	1817	Expertise.	..	...	12	723	77	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Fév.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	533	109	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Mars.	1817	Audience.	..	...	4	678	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Aix.	1	Mars.	1817	Dépens.	..	...	9	255	104	18	2	237	..	..	...	9	671	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Grenoble.	3	Mars.	1817	Péremption.	..	...	18	478	67	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Mars.	1817	Faux inc. civ.	17	3	14	391	51	18	1	81	17	1	446	..	....	..	...	19	202
Rennes.	4	Mars.	1817	Exécut. prov.	..	...	12	653	58	..	..	....	17	1	216	9	653	..	...	..	....
Cassat.	7	Mars.	1817	Huissier.	15	145	14	616	66	..	..	....	..	..	...	1	24	48	287	19	226
Cassat.	10	Mars.	1817	Avoué.	17	75	5	325	63	..	..	....	..	..	...	..	....	48	126	19	227
Cassat.	11	Mars.	1817	Exploit.	16	196	13	247	294	18	1	71	17	1	488	..	....	52	432	19	235
Rennes.	11	Mars.	1817	Appel.	..	...	3	89	35	..	..	....	17	2	145	..	....	..	...	..	....
Rouen.	12	Mars.	1817	Sép. de biens.	..	...	21	93	16	17	2	170	..	..	...	10	245	..	...	..	....
Colmar.	13	Mars.	1817	Ordre.	16	246	17	321	198	18	2	139	17	2	142	10	817	..	...	..	....
Paris.	13	Mars.	1817	Action.	16	350	2	474	77	18	2	99	..	..	...	1	228	50	114	19	241
Cassat.	17	Mars.	1817	Enquête.	..	...	11	166	150	19	1	403	19	1	336	..	....	56	65	..	....
Caen.	17	Mars.	1817	Jug. par déf.	..	...	30	57	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	17	Mars.	1817	Exploit.	..	...	13	247	295	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	17	Mars.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	157	151	..	..	....	..	..	...	.	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Mars.	1817	Trib. de com.	..	...	22	337	164	17	1	169	17	1	335	..	....	..	...	19	206
Cassat.	20	Mars.	1817	Jug. arbitral.	16	136	16	533	110	..	..	....	17	1	360	..	....	49	511	19	264
Paris.	20	Mars.	1817	Exécution.	16	358	12	596	69	18	2	172	17	1	240	..	....	..	...	19	268
Lyon.	21	Mars.	1817	Saisie immob.	15	153	20	484	540	..	..	...	..	..	...	11	812	..	...	..	....
Metz.	22	Mars.	1817	Ordre.	..	...	17	324	202	19	2	134	18	2	54	10	835	55	441	19	273
Paris.	23	Mars.	1817	Dépens.	..	...	9	139	6	18	2	20	..	..	...	9	648	..	...	..	....
Paris.	24	Mars.	1817	Tribunaux.	17	36	22	106	137	18	2	6	17	2	108	..	....	48	306	19	282
Cassat.	24	Mars.	1817	Amende	..	...	2	578	13	7	2	812	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	24	Mars.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	198	220	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Mars.	1817	Avoué.	15	213	5	325	63	17	1	267	17	1	212	..	....	49	319	19	230
Rennes.	26	Mars.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	402	147	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	26	Mars.	1817	Acquiescem.	..	...	1	194	105	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Lyon.	26	Mars.	1817	Exploit.	19	44	13	111	104	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	27	Mars.	1817	Cont. p. corps.	..	...	8	652	164	18	2	106	17	2	89	3	807	..	...	18	262
Riom.	27	Mars.	1817	Conciliation.	..	...	7	275	86	18	2	240	..	..	...	3	712	..	...	..	....
Nîmes.	27	Mars.	1817	Désistement.	..	...	10	486	36	..	..	....	..	..	...	5	165	..	...	..	....
Cassat.	27	Mars.	1817	Ministère pub.	15	215	16	780	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	19	293
Rennes.	28	Mars.	1817	Conclusions.	..	...	8	382	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	29	Mars.	1817	Dépens.	..	...	9	255	105	..	..	....	17	2	152	..	....	..	...	..	....
Rouen.	29	Mars.	1817	Saisie immob.	17	105	20	303	310	17	2	238	17	2	70	..	....	..	...	..	....
Limoges.	29	Mars.	1817	Exploit.	..	...	13	249	296	..	..	....	17	2	152	..	....	..	...	..	....
Besançon.	29	Mars.	1817	Vérific. d'écr.	..	...	22	442	38	.	..	....	17	2	152	12	949	..	...	..	....
Rennes.	29	Mars.	1817	Red. de compt.	..	...	18	689	31	..	..	....	17	2	152	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Avril.	1817	Exécut. prov.	17	73	12	1	14	17	1	280	17	1	230	1	521	48	449	19	320
Cassat.	2	Avril.	1817	Délibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	10	Avril.	1817	Audience.	15	334	4	679	7	18	1	23	..	..	...	..	....	51	124	19	339
Cassat.	12	Avril.	1817	Domm.-intér.	15	219	10	632	7	17	1	264	..	..	...	..	....	..	...	19	349
Cassat.	14	Avril.	1817	Cont. p. corps.	15	279	8	568	95	17	1	225	17	1	310	3	773	48	416	19	353
Rennes.	14	Avril.	1817	Scellés et inv.	..	...	21	54	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	15	Avril.	1817	Ordre.	..	...	17	327	206	..	..	....	..	..	...	10	829	..	...	..	....
Cassat.	15	Avril.	1817	Règlem. de j.	..	...	18	830	44	17	1	231	..	..	...	3	250	48	478	..	....
Cassat.	16	Avril.	1817	Jug. 1re part.	..	...	15	127	150	..	..	....	..	..	...	..	....	49	69	..	....
Cassat.	16	Avril.	1817	Tribunaux.	..	...	22	108	138	..	..	....	..	..	...	..	....	48	368	..	....
Colmar.	17	Avril.	1817	Conciliation.	..	...	7	277	88	18	2	278	17	2	146	3	717	51	535	19	359
Grenoble.	17	Avril.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	315	41	..	..	....	..	..	...	9	728	..	...	..	....
Bordeaux.	19	Avril.	1817	Sép. de biens.	16	234	21	109	32	17	2	417	..	..	...	10	239	..	...	..	....
Cassat.	19	Avril.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	403	148	18	1	20	17	1	364	9	764	..	...	..	. .
Rennes.	22	Avril.	1817	Saisie-exécut.	..	...	19	462	97	..	..	....	..	..	...	11	647	..	...	..	....
Rennes.	22	Avril.	1817	Action.	..	...	2	413	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Avril.	1817	Ordre.	17	359	17	156	47	18	1	250	18	1	305	..	....	52	16	19	392
Colmar.	25	Avril.	1817	Aut. femm.	19	49	4	82	56	..	..	....	18	2	26	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Avril.	1817	Jug. 1re part.	..	...	15	128	151	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	29	Avril.	1817	Arbitrage.	19	54	13	615	74	..	..	....	..	..	...	1	645	..	...	..	....
Metz.	29	Avril.	1817	Aut. femm.	..	...	4	615	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Avril.	1817	Acquiescem.	..	...	1	195	106	..	..	....	..	..	. .	1	123	..	...	..	....
Cassat.	30	Avril.	1817	Red. de comp.	16	257	18	690	33	17	1	243	17	1	584	..	....	51	174	..	....
Toulouse.	1	Mai.	1817	Vérific. d'écr.	..	...	22	408	4	23	2	16	..	.	...	..	....	..	...	19	409
Besançon.	3	Mai.	1817	Saisie immob.	..	...	20	325	327	..	..	....	..	..	...	11	724	..	...	..	....
Rennes.	5	Mai.	1817	Jug. 2e part.	..	...	15	250	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	6	Mai.	1817	Trib. de com.	17	104	22	263	83	18	2	128	18	2	51	3	347	50	231	..	....
Grenoble.	6	Mai.	1817	Péremption.	..	...	18	419	14	..	..	....	18	2	51	11	197	..	...	..	....
Paris.	7	Mai.	1817	Ress. 1er et d.	16	50	19	198	221	17	2	359	17	2	96	4	680	48	177	19	424
Cassat.	7	Mai.	1817	Arbitrage.	16	143	4	616	75	17	1	247	..	..	...	1	696	49	144	19	422
Cassat.	7	Mai.	1817	Prise à partie.	16	143	18	539	8	17	1	147	17	1	373	..	....	49	144	..	....
Cassat.	7	Mai.	1817	Délibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	10	Mai.	1817	Enquête.	..	...	11	158	140	..	..	....	..	..	..	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	12	Mai.	1817	Péremption.	..	...	18	482	70	..	..	....	..	..	...	11	184	..	...	..	....
Metz.	13	Mai.	1817	Saisie immob.	20	294	20	487	544	19	2	108	18	2	17	11	835	55	190	19	432
Limoges.	13	Mai.	1817	Ress. 1er et d.	16	189	19	199	222	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	v.	AVOUÉS. Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	DALLOZ. Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	PALAIS. Nle éd. v.	p.
Lyon.	16	Mai.	1817	Péremption.	..	...	18	483	71	..	..	....	..	..	...	11	200	..	...	..	....
Grenoble.	17	Mai.	1817	Exploit.	..	..	13	247	295	..	..	....	17	2	120	..	....	..	...	..	....
Liége.	18	Mai.	1817	Exploit.	..	...	13	196	211	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	20	Mai.	1817	Depens.	..	...	9	256	106	..	..	....	..	..	...	9	678	..	...	..	....
Angers.	22	Mai.	1817	Appel.	..	...	3	445	268	19	2	182	..	..	...	1	455	53	276	..	....
Cassat.	23	Mai.	1817	Dépens.	..	...	9	139	5	18	1	57	17	1	429	..	....	51	121	..	....
Cassat.	23	Mai.	1817	Huissier.	15	225	14	560	19	18	1	57	17	2	104	..	....	51	121	19	482
Paris.	23	Mai.	1817	Tribunaux.	16	162	22	108	139	..	..	....	17	2	104	..	....	48	408	..	....
Rouen.	27	Mai.	1817	Jug. 2e part.	..	...	15	250	84	17	2	235	17	2	91	9	772	1	402	19	501
Cassat.	28	Mai.	1817	Tribunaux.	..	...	22	51	73	17	1	254	18	1	324	3	318	51	553	19	502
Rouen.	30	Mai.	1817	Enquête.	16	185	11	159	141	17	2	421	17	2	116	..	....	58	116	19	513
Rennes.	30	Mai.	1817	Jug. 2e part.	..	...	15	252	85	..	..	....	..	..	...	9	773	..	...	..	....
Orléans.	30	Mai.	1817	Exception.	..	...	12	443	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Mai.	1817	Protêt.	..	...	18	584	31	18	1	299	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	31	Mai.	1817	Saisie immob.	..	...	20	488	545	18	2	240	18	2	23	..	....	54	306	19	520
Cassat	2	Juin.	1817	Protêt.	17	8	18	585	34	17	1	275	17	1	478	..	....	52	270	..	....
Grenoble.	3	Juin.	1817	Cont. p. corps.	..	...	8	541	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	3	Juin.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	405	150	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	3	Juin.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	18	2	251	..	..	...	4	699	..	...	..	....
Cassat.	3	Juin.	1817	Trib. de com.	17	79	22	341	165	17	1	276	..	..	...	..	....	50	223	19	524
Cassat.	4	Juin.	1817	Régl. de juges.	..	...	18	831	45	17	1	284	..	..	...	3	252	..	...	..	....
Limoges.	5	Juin.	1817	Ordre.	..	...	17	331	209	18	2	307	..	..	...	10	832	..	...	19	540
Rennes.	5	Juin.	1817	Tierce oppos.	..	...	21	579	77	..	..	....	17	2	137	12	664	..	...	..	....
Grenoble.	6	Juin.	1817	Sép. de biens.	..	...	21	104	26	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	6	Juin.	1817	Saisie immob.	..	...	10	491	550	..	..	....	18	2	47	11	684	..	...	19	543
Riom.	7	Juin.	1817	Ordre.	..	...	17	332	211	18	2	60	17	2	132	10	822	49	87	19	546
Rennes.	9	Juin.	1817	Exploit.	..	...	13	251	299	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	10	Juin.	1817	Acquiescem.	..	...	1	197	107	18	2	62	19	2	137	1	115	49	90	19	550
Cassat.	12	Juin.	1817	Cont. p. corps.	..	...	8	654	165	18	1	319	18	1	335	..	....	..	...	19	568
Rennes.	12	Juin.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	406	151	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	12	Juin.	1817	Trib. de com.	16	187	22	342	167	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	13	Juin.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	500	67	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Juin.	1817	Saisie immob.	..	...	20	493	551	..	..	....	18	2	46	11	753	..	...	..	....
Orléans.	13	Juin.	1817	Signification.	..	...	21	277	59	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Juin.	1817	Aut. comm.	17	83	4	754	43	..	..	....	..	..	...	3	150	..	...	..	....
Cassat.	17	Juin.	1817	Garantie.	16	261	14	466	55	17	1	299	17	1	581	..	....	51	556	..	....
Cassat.	17	Juin.	1817	Appel.	18	7	3	281	141	18	1	319	18	1	336	1	502	54	414	19	571
Rennes.	17	Juin.	1817	Exception.	..	...	12	507	104	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Juin.	1817	Evocation.	17	14	12	391	10	17	1	299	17	1	464	..	....	52	60	19	589
Cassat.	18	Juin.	1817	Saisie immob.	..	...	20	495	553	..	..	....	18	1	410	11	699	..	...	19	586
Rennes.	19	Juin.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	282	2	..	..	....	..	..	...	9	727	..	...	..	....
Cassat.	19	Juin.	1817	Amende.	16	74	2	619	50	18	1	40	..	..	...	1	400	..	...	19	596
Orléans.	20	Juin.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	477	44	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	20	Juin.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	200	223	18	2	95	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Juin.	1817	Intervention.	..	...	14	771	41	..	..	....	..	..	...	9	583	..	...	..	....
Cassat.	23	Juin.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	201	224	17	1	303	..	..	...	4	673	..	...	..	....
Cassat.	25	Juin.	1817	Demande nou.	18	92	9	106	63	18	1	13	15	1	409	..	....	51	5	..	....
Cassat.	25	Juin.	1817	Jug. 1re part.	..	...	15	128	153	18	1	365	18	1	415	9	626	53	19	19	623
Grenoble.	26	Juin.	1817	Jug arbitral.	..	...	16	534	111	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Montpell.	26	Juin.	1817	Saisie immob.	16	191	20	496	555	..	..	....	..	..	...	11	758	..	...	..	....
Cassat.	26	Juin.	1817	Jug. 1re part.	18	94	15	129	154	18	1	338	..	..	...	9	614	53	19	..	....
Cassat.	26	Juin.	1817	Tribunaux.	..	...	22	109	140	17	1	270	..	..	...	3	313	50	46	19	626
Grenoble.	27	Juin.	1817	Saisie immob.	..	...	20	497	556	..	..	....	..	..	...	11	741	..	...	..	....
Nîmes.	1	Juill.	1817	Cassation.	..	...	6	501	98	..	..	....	..	..	...	2	298	..	...	..	....
Montpell.	1	Juill.	1817	Acte respect.	16	61	1	283	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Juill.	1817	Tribunaux.	..	...	22	110	141	17	1	315	..	..	...	3	308	..	...	..	....
Limoges.	1	Juill.	1817	Acquiescem.	..	...	1	160	73	17	2	307	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juill.	1817	Garantie.	18	98	14	467	56	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	3	Juill.	1817	Péremption.	..	...	18	407	1	..	..	....	..	..	...	11	198	..	...	..	....
Metz.	3	Juill.	1817	Désistement.	..	...	10	486	38	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	4	Juill.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	202	225	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	5	Juill.	1817	Saisie immob.	..	...	20	501	559	..	..	....	..	..	...	11	680	..	...	..	....
Rennes.	5	Juill.	1817	Exécution.	..	...	12	596	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Juill.	1817	Huissier.	16	211	14	617	67	17	1	347	17	1	497	..	....	50	461	..	....
Riom.	7	Juill.	1817	Cont. p. corps.	..	...	8	655	166	..	..	....	17	2	129	..	....	49	63	19	662
Rennes.	9	Juill.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	202	226	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Juill.	1817	Appel.	..	...	3	101	37	17	1	334	..	..	...	1	486	..	...	..	....
Paris.	10	Juill.	1817	Dépens.	18	169	9	260	107	18	1	344	18	1	403	9	687	45	189	19	674
Montpell.	10	Juill.	1817	Trib. de com.	..	...	22	346	168	..	..	....	17	2	127	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Juill.	1817	Saisie immob.	18	193	20	502	560	18	1	386	18	1	542	11	697	52	554	19	669
Cassat.	10	Juill.	1817	Exécution.	..	...	12	554	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	19	669
Cassat.	15	Juill.	1817	Cont. p. corps.	18	105	8	657	167	18	1	395	18	1	469	3	756	54	271	19	679
Limoges.	15	Juill.	1817	Péremption.	17	59	18	448	37	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	15	Juill.	1817	Trib. de com.	..	...	22	212	37	..	..	....	15	2	8	..	....	..	...	.	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			Nle éd.		PALAIS. A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	16	Juill.	1817	Cont. p. corps.	18	174	8	658	168	19	1	15	18	1	491	3	709	53	123	19	692
Rennes.	16	Juill.	1817	Vérific. d'écr.	..	...	22	343	39	..	..	....	17	2	127	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Juill.	1817	Exécut. prov.	..	...	12	653	59	19	1	15	..	..	...	3	738	53	123	..	....
Cassat.	16	Juill.	1817	Arbitrage.	16	263	4	619	76	17	1	305	17	2	127	1	633	49	339	19	681
Angers.	16	Juill.	1817	Scellés et inv.	17	114	21	55	44	16	2	143	17	2	127	..	....	50	235	..	....
Cassat.	17	Juill.	1817	Jug. arbitral.	18	106	16	535	113	18	1	331	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Juill.	1817	Appel.	17	19	3	446	269	20	1	461	..	..	...	..	....	51	165	19	714
Cassat.	18	Juill.	1817	Intervention.	16	32	14	771	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	19	715
Metz.	18	Juill.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	76	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Juill.	1817	Surenchère.	17	91	21	448	98	18	2	1	18	2	18	11	786	50	25	19	717
Cassat.	21	Juill.	1817	Red. de comp.	17	321	18	692	34	17	1	365	18	1	260	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Juill.	1817	Saisie immob.	18	196	20	503	565	19	1	6	18	1	481	11	685	53	25	19	732
Montpell.	24	Juill.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	372	110	..	..	....	..	..	...	9	748	..	...	..	....
Rennes.	24	Juill.	1817	Saisie immob.	..	...	20	140	146	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	24	Juill.	1817	Absent.	..	...	1	29	12	..	..	....	..	..	...	1	40	..	...	..	....
Grenoble.	28	Juill.	1817	Exploit.	..	...	13	252	301	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nancy.	28	Juill.	1817	Jug. 2e part.	..	...	15	229	55	18	2	93	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	30	Juill.	1817	Dépens.	..	...	9	265	108	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	30	Juill.	1817	Appel.	..	...	3	447	270	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	1	Août.	1817	Saisie-arrêt.	17	247	19	346	109	18	2	40	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	1	Août.	1817	Sép. de biens.	..	...	21	78	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	1	Août.	1817	Ordre.	19	58	17	333	213	19	2	142	..	..	...	..	....	53	66	..	....
Orléans.	2	Août.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	636	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Colmar.	2	Août.	1817	Intervention.	19	168	14	772	44	..	..	....	18	2	21	9	585	..	...	..	....
Cassat.	4	Août.	1817	Exploit.	..	...	13	184	195	17	1	374	17	1	557	7	773	49	392	19	777
Cassat.	4	Août.	1817	Ordre.	..	...	17	333	214	17	1	373	17	1	549	9	77	49	481	19	773
Paris.	5	Août.	1817	Cont. p. corps.	17	63	8	466	12	17	2	307	17	2	136	3	822	50	460	19	780
Cassat.	5	Août.	1817	Renvoi et exc.	..	...	16	986	76	18	1	386	18	1	468	..	....	52	458	..	....
Cassat.	6	Août.	1817	Référé.	16	87	18	780	39	17	1	376	17	1	456	11	545	50	459	..	...
Dijon.	6	Août.	1817	Sép. de biens.	17	182	21	93	16	18	2	66	18	2	27	..	....	49	220	19	797
Cassat.	7	Août.	1817	Action.	18	200	2	476	79	18	1	400	18	1	560	1	278	54	227	19	802
Cassat.	7	Août.	1817	Règl. de juges.	18	114	18	803	15	19	1	68	18	1	474	3	246	54	77	..	....
Paris.	9	Août.	1817	Ordre.	..	...	17	335	215	17	2	410	18	2	32	10	830	50	441	19	808
Rennes.	9	Août.	1817	Demande nou.	..	...	9	104	62	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	9	Août.	1817	Cons. de fam.	..	...	8	397	68	17	2	422	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	10	Août.	1817	Désaveu.	..	...	37	266	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Août.	1817	Demande nou.	..	...	9	107	64	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	11	Août.	1817	Enquête.	..	...	11	61	34	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Août.	1817	Acquiescem.	17	27	1	102	27	17	1	359	..	..	...	1	107	51	312	19	810
Besançon.	12	Août.	1817	Péremption.	..	..	18	485	73	..	..	....	..	..	...	11	181	..	...	..	....
Colmar.	12	Août.	1817	Tribunaux.	18	127	22	111	143	18	2	291	..	..	...	3	306	52	46	..	....
Orléans.	13	Août.	1817	Matières som.	..	...	16	734	25	..	..	....	..	..	...	10	363	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1817	Protêt.	..	...	18	587	36	17	1	383	17	1	525	6	627	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1817	Just. de paix.	..	...	16	633	90	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1817	Enregistrem.	..	...	11	293	73	17	1	250	17	1	408	49	128	..	...	..	....
Grenoble.	14	Août.	1817	Appel.	..	...	27	284	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Août.	1817	Dépens.	..	...	9	170	29	19	1	29	18	1	466	..	....	3	462	19	829
Cassat.	14	Août.	1817	Cassation.	..	...	6	507	95	19	1	29	18	1	463	6	605	..	...	19	829
Rennes.	16	Août.	1817	Greffier.	..	...	14	522	36	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	16	Août.	1817	Saisie-arrêt.	..	...	19	348	111	18	2	58	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	18	Août.	1817	Saisie immob.	..	...	20	60	67	..	..	....	..	..	...	11	754	..	...	..	....
Rennes.	19	Août.	1817	Demande nou.	..	...	9	107	65	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	19	Août.	1812	Saisie immob.	..	...	20	197	202	..	..	....	..	..	...	11	695	..	...	..	....
Rennes.	19	Août.	1817	Saisie-gagerie.	..	...	19	504	7	..	..	....	17	1	364	11	695	..	...	..	....
Ord. du R.	20	Août.	1817	Discipline jud.	..	...	10	566	22	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	21	Août.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	204	230	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	22	Août.	1817	Appel.	..	...	27	284	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Août.	1817	Greffier.	17	129	14	522	37	..	..	....	..	..	...	..	....	51	458	..	....
Rennes.	23	Août.	1817	Exploit.	..	...	13	252	302	..	..	....	..	..	...	7	792	..	...	..	....
Rennes.	23	Août.	1817	Trib. de com.	..	...	22	347	169	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Lyon.	23	Août.	1817	Ordre.	16	317	17	336	216	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	27	Août.	1817	Caution.	20	301	6	571	34	..	..	....	18	1	55	..	....	20	303	19	855
Grenoble.	27	Août.	1817	Péremption.	..	...	18	486	74	..	..	....	..	..	...	11	179	..	...	..	....
Grenoble.	27	Août.	1817	Péremption.	..	...	18	486	75	..	..	....	..	..	...	11	179	..	...	..	....
Angers.	27	Août.	1817	Séquestre.	..	...	21	181	4	18	2	132	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	28	Août.	1817	Licit. et part.	17	170	16	703	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	19	859
Besançon.	29	Août.	1817	Intervention.	..	...	14	756	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	30	Août.	1817	Trib. de com.	..	...	22	348	170	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes	30	Août.	1817	Enquête.	..	...	11	61	34	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	30	Août.	1817	Péremption.	..	...	18	487	76	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	10	Sept.	1817	Avocat.	..	...	4	192	40	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Sept.	1817	Trib. de com.	..	...	22	349	171	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Oct.	1817	Cassation.	..	...	6	507	95	..	..	....	..	..	...	2	295	..	...	..	....
Rennes.	11	Oct.	1817	Demande nou.	..	...	9	110	96	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Metz.	22	Oct.	1817	Jug. 2e part.	..	...	15	229	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Oct.	1817	Récusation.	17	200	18	643	35	18	1	160	..	..	...	..	....	51	297	19	890
Cassat.	6	Nov.	1817	Saisie immob.	17	202	20	504	569	18	1	147	17	1	552	11	725	50	256	19	892
Cassat.	7	Nov.	1817	Récusation.	16	261	18	644	37	18	1	162	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Nov.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	407	152	18	1	123	18	1	8	..	....	50	97	19	896
Avis du C.	11	Nov.	1817	Saisie-arrêt.	..	...	19	351	113	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	12	Nov.	1817	Sép. de biens.	..	...	21	105	38	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	14	Nov.	1817	Expertise.	..	...	12	741	104	..	..	....	..	..	...	7	679	..	...	..	....
Cassat.	17	Nov.	1817	Amende.	17	134	2	621	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Nov.	1817	Just. de paix.	16	281	16	633	91	18	1	73	17	1	564	3	288	50	302	..	....
Rouen.	18	Nov.	1817	Saisie immob.	..	...	20	505	570	..	..	....	17	1	151	11	718	..	...	19	916
Caen.	19	Nov.	1817	Saisie immob.	16	283	20	505	571	..	..	....	17	1	575	..	....	..	...	..	....
Paris.	19	Nov.	1817	Arbitrage.	17	172	4	626	79	18	2	169	..	..	...	1	731	48	408	19	918
Angers.	21	Nov.	1817	Cess. de biens.	19	176	6	647	29	19	2	150	19	2	37	..	....	53	250	..	....
Metz.	21	Nov.	1817	Jug. par déf.	..	...	15	409	153	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	21	Nov.	1817	Désaveu.	..	...	10	366	29	..	..	....	..	..	...	5	120	..	...	..	....
Bruxelles.	22	Nov.	1817	Absent.	..	...	1	29	12	..	..	....	..	..	...	1	41	..	...	..	....
Cassat.	24	Nov.	1817	Huissier.	16	290	14	620	70	18	1	120	17	1	555	..	....	51	75	19	931
Rennes.	24	Nov.	1817	Dépens.	..	...	9	266	109	..	..	....	..	..	...	9	670	..	...	..	....
Cassat.	25	Nov.	1817	Jug. 2e part.	16	323	15	253	87	18	1	183	..	..	...	9	779	..	...	..	....
Paris.	27	Nov.	1817	Renvoi et exc.	18	40	18	986	77	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	8	Déc.	1817	Red. de compt.	..	...	18	694	35	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Déc.	1817	Domm.-intér.	17	205	10	634	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Déc.	1817	Just. de paix.	..	...	16	634	92	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	9	Déc.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	10	Déc.	1817	Saisie immob.	..	...	20	508	576	..	..	....	..	..	...	11	730	..	...	..	....
Orléans.	10	Déc.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	536	117	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	11	Déc.	1817	Exception.	..	...	12	439	16	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	11	Déc.	1817	Saisie-exécut.	..	...	21	463	98	..	..	....	21	1	16	11	657	..	...	..	....
Orléans.	11	Déc.	1817	Ress. 1er et d.	..	...	19	205	231	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Déc.	1817	Signification.	..	...	21	277	60	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	13	Déc.	1817	Ordre.	20	351	17	339	217	..	..	....	18	1	35	10	813	55	69	..	....
Orléans.	17	Déc.	1817	Saisie-arrêt.	..	...	19	351	114	..	..	. ..	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	17	Déc.	1817	Cont. p. corps.	..	...	8	659	171	18	2	227	..	..	...	..	....	51	157	..	....
Liége.	23	Déc.	1817	Ministère pub.	..	...	16	781	44	..	..	....	..	..	...	3	374	..	...	..	....
Cassat.	24	Déc.	1817	Arbitrage.	..	...	4	627	80	18	1	142	16	1	110	1	688	51	501	19	980
Riom.	26	Déc.	1817	Sép. de biens.	..	...	21	93	16	18	2	159	..	..	.1.	10	245	..	...	19	983
Aix.	30	Déc.	1817	Cess. de biens.	..	...	6	623	13	18	2	357	19	1	7	10	592	..	...	.	....
Metz.	30	Déc.	1817	Cont. p. corps.	..	...	8	635	150	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	30	Déc.	1817	Jug. arbitral.	..	...	16	488	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	30	Déc.	1817	Acquiescem.	.	...	1	84	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Solut. rég.	31	Déc.	1817	Enregistrem.	17	127	11	347	118	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	.	....
Cassat.	2	Janv.	1818	Garantie.	..	...	14	446	39	17	1	15	16	1	123	..	....	..	...	..	....
Colmar.	2	Janv.	1818	Exception.	..	...	12	508	106	20	2	180	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	3	Janv.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	130	155	..	..	....	..	..	...	9	617	..	...	..	....
Agen.	3	Janv.	1818	Acquiescem.	..	...	1	170	80	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	6	Janv.	1818	Exploit.	..	...	13	254	306	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	6	Janv.	1818	Exploit.	..	...	13	253	304	..	..	....	..	..	...	7	788	..	...	..	....
Cassat.	7	Janv.	1818	Avoué.	17	263	5	350	84	18	1	199	16	1	211	..	....	51	270	..	....
Cassat.	7	Janv.	1818	Saisie immob.	17	147	20	508	577	..	..	....	..	..	...	11	854	51	463	20	6
Cassat.	7	Janv.	1818	Arbitrage.	17	146	4	525	18	18	1	129	16	1	65	1	643	..	...	20	1
Besançon.	7	Janv.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	106	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Janv.	1818	Exploit.	17	147	13	241	287	18	1	204	..	..	...	..	....	51	463	..	....
Besançon.	8	Janv.	1818	Conciliation.	..	...	6	277	89	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	8	Janv.	1818	Conciliation.	..	...	7	167	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	9	Janv.	1818	Aut. comm.	..	...	4	762	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Rennes.	10	Janv.	1818	Exploit.	..	...	13	255	309	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	12	Janv.	1818	Ress. 1er et d.	..	. .	19	191	206	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Janv.	1818	Red. de compt.	..	...	18	695	36	..	.	....	18	1	682	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Janv.	1818	Cassation.	19	13	6	508	96	19	1	137	18	1	664	..	....	..	...	20	31
Rennes.	16	Janv.	1818	Exploit.	..	...	13	256	310	..	..	....	..	..	...	.	....	.	...	..	....
Orléans.	16	Janv.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	205	232	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	16	Janv.	1818	Tierce oppos.	..	...	21	580	79	..	..	....	..	..	...	12	663	..	...	..	....
Poitiers.	19	Janv.	1818	Requête civile.	..	...	18	1020	51	18	2	295	..	..	...	11	596	..	...	..	....
Cassat.	20	Janv.	1818	Regl. de juges.	..	...	18	832	46	18	1	213	..	..	...	3	385	..	...	20	31
Grenoble.	20	Janv.	1818	Action.	..	...	2	413	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1818	Trib. de com.	..	...	22	350	172	18	1	235	..	..	...	3	403	..	...	..	....
Rennes.	23	Janv.	1818	Referé.	..	...	18	780	40	..	..	....	..	..	...	11	549	..	...	..	....
Colmar.	25	Janv.	1818	Signification.	17	306	21	277	61	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Janv.	1818	Trib. de com.	17	268	22	353	173	..	..	....	18	1	204	..	....	51	173	..	....
Riom.	26	Janv.	1818	Surenchère.	20	44	21	450	99	18	2	272	..	..	...	11	787	2	201	20	37
Grenoble.	26	Janv.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	27	Janv.	1818	Exploit.	..	...	13	258	313	..	..	...	..	..	735	7	735	..	...	..	....
Cassat.	28	Janv.	1818	Enregistrem.	..	...	11	293	73	18	1	252	18	1	248	7	126	53	130	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle éd it. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Metz.	28	Janv.	1818	Saisie immob.	..	...	20	36	48	18	2	338	18	2	45	11	669	..	...	20	55
Metz.	28	Janv.	1818	Saisie immob.	..	...	20	339	28	18	2	337	18	2	115	11	669	..	...	20	55
Rennes.	29	Janv.	1818	Faux inc. civ.	.	...	14	393	52	..	..	....	..	..	...	8	432	..	...	..	....
Cassat.	29	Janv.	1818	Succession.	..	...	21	316	73	..	..	....	18	1	661	..	....	54	155	..	....
Paris.	29	Janv.	1818	Red. de comp.	18	120	18	696	37	18	2	296	..	..	...	..	....	52	37	20	60
Besançon.	30	Janv.	1818	Tierce oppos.	..	...	21	581	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	30	Janv.	1818	Ordre.	..	...	17	156	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	2	Fév.	1818	Dépens.	..	...	9	237	83	..	..	....	..	..	...	9	655	..	...	..	....
Cassat.	2	Fév.	1818	Vérific. d'écr.	..	...	22	445	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	2	Fév.	1818	Acquiescem.	..	...	1	199	108	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	2	Fév.	1818	Péremption.	..	...	18	478	67	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	3	Fév.	1818	Cont. p. corps.	..	...	8	660	172	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	3	Fév.	1818	Règl. de juges.	..	...	18	833	48	18	2	129	..	..	...	3	262	..	...	..	....
Rennes.	4	Fév.	1818	Arbitrage.	..	...	4	628	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	6	Fév.	1818	Saisie immob.	..	...	20	493	551	..	..	....	18	2	46	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Fév.	1818	Discipl. jud.	..	...	10	567	23	18	1	184	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Fév.	1818	Ordre.	..	...	17	340	218	..	..	....	..	..	...	10	825	..	...	..	....
Cassat.	10	Fév.	1818	Saisie immob.	20	290	20	509	580	18	1	173	18	1	97	11	676	50	313	20	102
Grenoble.	11	Fév.	1818	Ordre.	..	...	17	341	219	..	..	....	..	..	...	10	827	..	...	..	....
Cassat.	11	Fév.	1818	Vérific. d'écr.	18	8	22	446	44	18	1	305	..	..	...	12	942	..	...	..	....
Metz.	12	Fév.	1818	Jug. p. déf.	..	...	15	315	41	19	2	138	18	2	60	9	728	..	...	20	106
Rennes.	12	Fév.	1818	Saisie immob.	..	...	20	510	581	19	2	27	20	2	12	11	813	..	...	..	....
Metz.	13	Fév.	1818	Tribunaux.	..	...	22	112	144	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Fév.	1818	Aut. femm.	..	...	5	87	62	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	19	Fév.	1818	Exception.	..	...	12	476	58	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	19	Fév.	1818	Saisie immob.	..	...	20	12	15	19	2	157	18	2	28	..	....	53	551	..	....
Cassat.	21	Fév.	1818	Avocat.	..	...	4	195	41	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	21	Fév.	1818	Surenchère.	17	313	21	450	100	18	2	222	..	..	...	11	762	51	214	..	....
Aix.	24	Fév.	1818	Saisie-arrêt.	..	...	19	352	115	18	2	256	..	..	...	10	630	..	...	20	154
Cassat.	25	Fév.	1018	Saisie immob	19	66	20	512	584	19	1	134	19	1	886	11	736	..	...	..	....
Cassat.	25	Fév.	1818	Ress. 1er et d.	17	328	19	206	233	18	1	251	18	1	280	4	706	53	179	20	161
Rennes.	26	Fév.	1818	Saisie-exécut.	..	...	21	464	99	..	..	....	..	..	...	11	652	..	...	..	....
Cassat.	26	Fév.	1818	Saisie immob.	19	66	20	512	586	19	1	142	19	1	11	11	845	54	29	20	168
Cassat.	26	Fév.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	130	156	19	1	142	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Dijon.	28	Fév.	1818	Saisie immob.	18	47	20	513	587	18	2	304	18	2	34	11	819	51	332	20	170
Rouen.	2	Mars.	1818	Cont. p. corps.	..	...	8	680	186	..	..	....	..	..	...	3	811	..	...	..	....
Rennes.	2	Mars.	1818	Jug. 2e part.	..	...	15	254	88	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	2	Mars.	1818	Péremption.	..	...	18	488	77	..	..	....	..	..	...	11	193	..	...	..	....
Rennes.	2	Mars.	1818	Péremption.	..	...	18	454	43	..	..	....	..	..	...	11	193	..	...	..	....
Nancy.	2	Mars.	1818	Saisie immob.	20	100	20	515	/591	18	2	290	..	..	...	11	808	54	402	20	176
Cassat.	4	Mars.	1818	Renvoi et exc.	..	...	18	928	78	19	1	290	19	1	128	..	....	51	394	20	188
Cassat.	5	Mars.	1818	Expertise.	19	193	12	723	78	19	1	227	17	1	137	7	663	55	94	20	189
Cassat.	7	Mars.	1818	Saisie immob	18	257	20	176	180	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Dec. du C.	7	Mars.	1818	Enregistrem.	..	...	11	348	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Mars.	1818	Garantie.	..	...	14	468	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Mars.	1818	Désaveu.	..	...	10	368	30	18	2	276	..	..	...	5	114	..	...	..	....
Nancy.	9	Mars.	1818	Procès-verbal.	27	308	2	274	18	..	..	....	..	2	396	..	....	..	...	..	....
Rennes.	10	Mars.	1818	Conciliation.	..	...	7	279	91	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Mars.	1818	Saisie immob.	..	...	20	518	593	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Mars.	1818	Exploit.	..	...	13	259	315	..	..	....	..	..	...	7	787	..	...	..	....
Poitiers.	13	Mars.	1818	Arbitrage.	..	...	4	619	76	18	2	201	..	..	...	1	636	53	278	..	....
Rennes.	14	Mars.	1818	Exécution.	..	...	12	597	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Dijon.	14	Mars.	1818	Enquête.	17	304	11	161	143	18	2	228	..	..	...	6	860	51	271	20	215
Toulouse.	16	Mars.	1818	Cont. p. corps.	19	231	8	660	173	18	2	255	19	2	11	..	....	53	271	..	....
Montpell.	18	Mars.	1818	Interrogatoir.	17	357	14	724	33	18	1	275	18	1	294	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Avril.	1818	Huissier.	17	342	14	621	71	18	1	267	18	1	298	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Avril.	1818	Licit. et part.	17	342	16	704	52	18	1	267	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Avril.	1818	Avocat.	..	...	4	195	42	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	131	157	19	1	65	18	..	287	..	....	52	528	..	....
Cassat.	6	Avril.	1818	Discipl. jud.	..	...	10	568	24	19	1	65	..	..	...	11	57	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1818	Arbitrage.	17	339	4	629	83	18	1	326	16	1	273	1	638	51	495	20	298
Douai.	8	Avril.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	207	235	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Avril.	1818	Règl. de juges.	..	...	18	834	49	..	..	....	..	1	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Avril.	1818	Off. réel. et c.	..	...	17	66	57	18	1	238	16	1	298	..	....	52	27	20	302
Cassat.	8	Avril.	1818	Renvoi et exc.	..	...	18	877	20	22	1	217	22	1	118	11	553	..	...	..	....
Grenoble.	14	Avril.	1818	Huissier.	..	...	14	621	73	25	2	110	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Avril.	1818	Sép. de corps.	..	...	21	163	46	19	1	193	19	1	104	..	....	54	537	20	320
Douai.	15	Avril.	1818	Exception.	..	...	12	474	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	15	Avril.	1818	Saisie-exécut.	..	...	21	464	100	..	..	....	..	..	...	11	652	..	...	..	....
Cassat.	16	Avril.	1818	Protêt.	..	...	18	588	37	19	1	78	19	1	97	..	....	..	...	..	....
Riom.	17	Avril.	1818	Exploit.	..	...	13	116	112	19	2	223	19	2	38	7	753	..	...	..	....
Rennes.	17	Avril.	1818	Faux inc. civ.	..	...	14	394	53	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Avril.	1818	Evocation.	..	...	12	406	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	20	Avril.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	208	326	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. ed.		Nle ed.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Bourges.	20	Avril.	1818	Avoué.	19	122	5	364	94	19	2	191	..	..	...	..	....	53	170	..	....
Rennes.	20	Avril.	1818	Tribunaux.	..	...	22	112	145	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Avril.	1818	Saisie immob.	..	...	20	518	594	18	1	356	..	..	...	..	....	54	165	20	329
Bruxelles.	21	Avril.	1818	Trib. de com.	..	...	22	353	174	..	..	....	..	..	...	3	365	..	...	..	....
Metz.	21	Avril.	1818	Trib. de com.	..	...	22	295	115	19	2	81	..	..	...	3	332	..	...	..	....
Grenoble.	21	Avril.	1818	Intervention.	..	...	14	766	36	..	..	....	..	..	...	[illegible]	584	..	...	..	....
Grenoble.	22	Avril.	1818	Exploit.	..	...	13	259	317	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Avril.	1818	Cont. p. corps.	..	...	8	667	176	19	1	194	19	1	108	..	....	55	5	..	....
Besançon.	24	Avril.	1818	Trib. de com.	..	...	22	354	175	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	27	Avril.	1818	Tribunaux.	..	...	22	112	146	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Avril.	1818	Red. de compt.	..	...	18	698	38	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	28	Avril.	1818	Saisie immob.	..	...	20	488	545	..	..	....	..	..	...	11	693	..	...	..	....
Metz.	28	Avril.	1818	Acquiescem.	..	...	1	199	109	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Avril.	1818	Avoué.	18	28	5	351	85	20	1	376	..	..	...	..	....	..	...	20	357
Besançon.	29	Avril.	1818	Saisie immob.	..	...	20	107	114	..	..	....	..	..	...	11	847	..	...	..	....
Grenoble.	2	Mai.	1818	Ordre.	..	...	17	341	220	..	..	....	..	..	...	10	831	..	...	..	....
Cassat.	2	Mai.	1818	Discipline jud.	..	...	10	568	25	19	1	20	..	..	...	..	....	..	...	20	361
Cassat.	4	Mai.	1818	Acquiescem.	..	...	1	200	110	18	1	288	18	1	384	1	118	53	376	20	365
Grenoble.	5	Mai.	1818	Forclusion.	..	...	28	128	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	5	Mai.	1818	Signification.	..	...	21	257	30	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	6	Mai.	1818	Conciliation.	19	351	7	280	92	19	2	138	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	7	Mai.	1818	Saisie immob.	..	...	20	521	599	19	2	329	18	1	580	..	....	..	...	20	378
Toulouse.	7	Mai.	1818	Saisie immob.	..	...	20	519	597	18	2	232	18	1	580	11	805	..	...	20	376
Poitiers.	7	Mai.	1818	Saisie-exécut.	..	...	21	465	101	18	2	339	..	..	...	11	652	..	...	..	....
Colmar.	9	Mai.	1818	Vérific. d'écr.	..	...	22	447	46	18	2	357	..	..	...	12	945	..	...	..	....
Metz.	12	Mai.	1818	Action.	..	...	2	478	80	..	..	....	..	..	...	1	695	..	...	..	....
Metz.	12	Mai.	1818	Arbitrage.	..	...	4	632	86	19	2	103	19	2	20	1	695	..	...	20	384
Grenoble.	14	Mai.	1818	Sép. de biens.	..	...	21	106	29	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	15	Mai.	1818	Saisie-exécut.	..	...	21	465	102	..	..	....	..	..	...	11	648	..	...	..	....
Besançon.	15	Mai.	1818	Serment.	..	...	21	205	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Mai.	1818	Cont. p. corps.	18	34	8	621	139	18	1	336	18	1	342	3	733	52	160	20	392
Besançon.	21	Mai.	1818	Protêt.	..	...	18	588	38	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	21	Mai.	1818	Récusation.	..	...	18	644	38	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	26	Mai.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	208	238	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	26	Mai.	1818	Surenchère.	..	...	21	451	101	20	2	6	20	..	46	11	784	58	479	20	397
Riom.	26	Mai.	1818	Exception.	..	...	12	509	108	20	2	6	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	27	Mai.	1818	Expertise.	..	...	12	705	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Mai.	1818	Dépens.	..	...	9	266	110	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Mai.	1818	Intervention.	18	260	14	773	45	19	1	121	..	..	...	9	615	54	248	..	....
Caen.	27	Mai.	1818	Trib. de com.	..	...	22	354	177	18	2	350	19	2	14	2	736	..	...	..	....
Cassat.	27	Mai.	1818	Audience.	18	215	4	682	10	18	1	393	18	1	551	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Mai.	1818	Saisie immob.	..	...	20	522	601	..	..	....	..	..	...	11	701	..	...	..	....
Cassat.	28	Mai.	1818	Avocat.	..	...	4	196	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	29	Mai.	1818	Tierce oppos.	..	...	21	582	82	19	2	113	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	29	Mai.	1818	Dépens.	..	...	9	268	111	19	2	110	20	2	8	..	....	58	538	20	403
Rennes.	1	Juin.	1818	Faux inc. civ.	..	...	14	350	19	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	2	Juin.	1818	Just. de paix.	..	...	16	635	93	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Juin.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juin.	1818	Reprise d'inst.	..	...	18	957	8	19	1	178	19	1	85	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juin.	1818	Acquiescem.	18	136	1	202	111	18	1	360	18	1	148	..	....	54	31	20	433
Riom.	8	Juin.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	159	154	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Juin.	1818	Jug. 1re part.	18	217	15	131	158	18	1	365	18	1	140	9	626	53	21	..	....
Cassat.	10	Juin.	1818	Expertise.	19	196	12	711	59	19	1	235	19	1	139	7	685	55	202	..	....
Cassat.	11	Juin.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	208	239	18	1	363	18	1	447	..	....	54	254	..	....
Cassat.	11	Juin.	1818	Sép. de biens.	..	...	21	80	7	18	1	286	19	1	113	10	237	51	415	20	442
Caen.	11	Juin.	1818	Saisie immob.	.	...	20	524	604	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	13	Juin.	1818	Enquête.	20	184	11	162	144	18	2	286	19	2	4	6	874	53	210	20	455
Orléans.	13	Juin.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	209	240	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Juin.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	133	159	..	..	....	..	..	...	..	....	51	154	..	....
Rouen.	15	Juin.	1818	Enquête.	..	...	11	118	97	18	2	256	..	..	...	6	850	..	...	..	....
Poitiers.	16	Juin.	1818	Saisie-arrêt.	..	...	19	352	116	18	2	292	..	..	...	11	639	..	...	20	469
Cassat.	16	Juin.	1818	Action.	..	...	2	336	3	19	1	230	..	..	...	..	....	55	96	..	....
Rennes.	16	Juin.	1818	Péremption.	..	...	18	407	1	..	..	....	20	..	39	11	198	..	...	..	....
Riom.	16	Juin.	1818	Péremption.	..	...	18	488	78	19	2	22	..	..	...	11	187	..	...	..	....
Grenoble.	16	Juin.	1818	Tribunaux.	..	...	22	114	148	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	17	Juin.	1818	Cont. p. corps.	19	63	8	668	177	19	2	136	18	2	29	3	776	..	...	..	....
Metz.	18	Juin.	1818	Jug. par déf.	..	...	15	410	154	..	..	....	..	..	...	9	693	..	...	..	....
Besançon.	18	Juin.	1818	Matières som.	..	...	16	736	30	..	..	....	..	..	...	10	385	..	...	..	....
Besançon.	20	Juin.	1818	Lic. et partag.	..	...	16	705	53	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	20	Juin.	1818	Expertise.	..	...	12	705	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Juin.	1818	Jug. par déf.	..	...	15	411	155	19	1	111	18	1	629	9	447	53	428	20	493
Metz.	22	Juin.	1818	Jug. arbitral.	..	...	16	510	82	19	2	22	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	24	Juin.	1818	Ress. 1er et d.	..	...	19	209	241	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Juin.	1818	Délibéré.	..	...	9	26	17	19	1	236	19	1	140	..	....	55	400	20	500

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Orléans.	24	Juin.	1818	Garantie.	..	...	14	455	46	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Juin.	1818	Appel.	..	...	3	448	272	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Juin.	1818	Saisie immob.	..	...	20	525	605	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bordeaux.	28	Juin.	1818	Arbitrage.	..	...	4	638	90	18	2	250	23	2	38	1	717	..	...	20	505
Cassat.	29	Juin.	1818	Péremption.	..	...	18	490	79	18	1	359	18	1	431	11	198	53	253	..	....
Grenoble.	30	Juin.	1818	Tierce oppos.	..	...	21	501	5	..	..	....	..	..	...	12	652	..	...	..	....
Cassat.	30	Juin.	1818	Surenchère.	18	225	21	452	102	..	..	....	18	1	552	11	776	..	...	..	....
Cassat.	30	Juin.	1818	Aut. comm.	..	...	4	763	51	18	1	353	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Juill.	1818	Aut. comm.	..	...	4	767	55	19	1	258	..	..	...	..	....	55	449	20	513
Rennes.	2	Juill.	1818	Désistement.	..	...	10	472	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	3	Juill.	1818	Jug. 2e part.	..	...	15	255	90	..	..	....	..	..	...	9	773	..	...	..	....
Grenoble.	6	Juill.	1818	Péremption.	..	...	18	492	80	..	..	....	..	..	...	11	181	..	...	..	....
Rennes.	6	Juill.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	135	160	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juill.	1818	Signification.	..	...	21	278	62	18	1	411	16	1	560	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Juill.	1818	Jug. arbitral.	..	...	16	519	92	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Juill.	1818	Saisie immob.	19	198	20	48	59	19	1	233	19	1	153	11	704	55	272	20	519
Charleroy	11	Juill.	1818	Trib. de com.	..	...	22	355	178	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	13	Juill.	1818	Saisie immob.	..	...	20	277	16	..	..	....	..	..	...	11	788	..	...	..	....
Rouen.	13	Juill.	1818	Surenchère.	..	...	21	453	102	..	..	....	24	1	156	11	788	..	...	20	522
Cassat.	14	Juill.	1818	Jug. 2e part.	..	...	15	256	91	18	1	398	..	..	...	..	....	53	84	20	530
Cassat.	15	Juill	1818	Enquête.	18	265	11	164	148	19	1	25	18	1	602	11	177	53	225	20	542
Rennes.	15	Juill.	1818	Exploit.	..	...	13	260	318	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	15	Juill.	1818	Conclusions.	..	...	8	307	1	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Angers.	15	Juill.	1818	Saisie immob.	..	...	20	525	606	..	..	....	..	..	...	11	740	..	...	..	....
Cassat.	15	Juill.	1818	Acquiescem.	18	155	1	203	112	18	1	422	18	1	884	1	115	53	145	20	540
Cassat.	15	Juill.	1818	Jug. arbitral.	..	...	16	537	118	19	1	1	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Juill.	1818	Expertise.	..	...	12	724	79	..	..	....	..	..	...	7	673	..	...	..	....
Cassat.	16	Juill.	1818	Ordre.	18	269	17	342	221	19	1	27	..	..	...	9	245	53	215	..	....
Douai.	20	Juill.	1818	Tierce oppos.	..	...	21	526	24	..	..	....	8	2	150	..	....	..	...	..	....
Metz.	21	Juill.	1818	Notaire.	19	119	16	817	22	19	2	49	..	..	...	10	424	..	...	..	....
Cassat.	21	Juill.	1818	Exploit.	18	161	13	118	113	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Juill.	1818	Enregistrem.	..	...	11	348	120	19	1	185	19	1	90	7	53	..	...	..	....
Paris.	21	Juill.	1818	Sép. de biens.	18	182	21	107	30	..	..	....	19	2	40	..	....	52	185	..	....
Cassat.	22	Juill.	1818	Jug. 1re part.	18	230	15	136	162	..	..	....	..	..	...	..	....	52	525	..	....
Orléans.	22	Juill.	1818	Cont. p. corps.	..	...	8	463	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	22	Juill.	1818	Sép. de corps.	..	...	21	166	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	22	Juill.	1818	Conciliation.	..	...	7	282	93	..	..	....	..	..	...	3	713	..	...	..	....
Grenoble.	23	Juill.	1818	Saisie-arrêt.	..	...	19	353	117	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Juill.	1818	Intervention.	..	...	14	756	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Juill.	1818	Arbitrage.	18	273	4	535	24	19	1	22	16	1	595	1	700	53	260	20	579
Besançon.	28	Juill.	1818	Vérific. d'écr.	..	...	22	414	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	30	Juill.	1818	Expertise.	..	...	12	726	80	..	..	....	..	..	...	7	676	..	...	..	....
Toulouse.	31	Juill.	1818	Just. de paix.	..	...	16	635	95	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	2	Août.	1818	Jug. par déf.	18	249	15	413	157	19	2	34	19	2	18	9	746	52	330	20	606
Cassat.	3	Août.	1818	Signification.	..	...	21	278	62	19	1	74	18	1	498	..	....	..	...	..	....
Riom.	4	Août.	1818	Appel.	..	...	3	450	275	19	2	37	19	2	5	11	577	..	...	..	....
Cassat.	4	Août.	1818	Règl. de juges.	..	...	18	834	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	4	Août.	1818	Récusation.	..	...	18	645	39	19	2	41	..	..	...	..	....	..	...	20	627
Cassat.	4	Août.	1818	Cassation.	18	331	6	510	97	19	1	124	18	1	634	..	....	54	425	..	....
Cassat.	7	Août.	1818	Discipl. jud.	18	281	10	571	27	18	1	410	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	10	Août.	1818	Serment.	..	...	21	205	14	..	..	....	8	2	112	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Août.	1818	Minist. pub.	18	326	16	781	45	19	1	17	18	1	638	..	....	54	513	20	633
Cassat.	12	Août.	1818	Avoué.	..	...	5	353	87	19	1	225	19	1	145	2	225	55	271	..	....
Colmar.	13	Août.	1818	Tribunaux.	..	...	22	114	149	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1818	Sép. de biens.	..	...	21	108	31	19	1	287	19	1	148	10	242	55	248	20	638
Rennes.	17	Août.	1818	Désaveu.	..	...	10	370	32	..	..	....	..	..	...	5	113	..	...	..	....
Montpell.	17	Août.	1818	Saisie immob.	18	185	20	367	417	18	2	306	..	..	...	11	758	52	117	..	....
Grenoble.	18	Août.	1818	Trib. de com.	..	...	22	317	142	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Août.	1818	Discipline jud.	..	...	10	571	28	19	1	33	..	..	...	11	79	..	...	..	....
Cassat.	19	Août.	1818	Ress. 1er et d.	18	337	19	210	242	19	1	3	18	1	632	4	676	53	556	..	....
Cassat.	19	Août.	1818	Tierce oppos.	18	286	21	501	5	19	1	24	18	1	585	12	654	..	...	20	663
Limoges.	19	Août.	1818	Appel.	..	...	3	223	132	18	2	341	..	..	...	..	....	53	186	..	....
Grenoble.	19	Août.	1818	Acquiescem.	..	...	1	83	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Août.	1818	Cassation.	..	...	6	486	73	..	..	....	..	2	274	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Août.	1818	Avocat.	..	...	4	170	27	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Août.	1818	Avocat.	..	...	4	196	44	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	21	Août.	1818	Avoué.	..	...	5	325	63	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	24	Août.	1818	Cont. p. corps.	..	...	8	669	178	21	2	249	22	2	25	..	....	..	...	20	675
Cassat.	26	Août.	1818	Jug. 2e part.	18	342	15	257	92	18	1	346	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Août.	1818	Exception.	..	...	12	509	109	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	27	Août.	1818	Renvoi et exc.	..	...	18	928	79	18	2	268	19	2	20	11	585	53	292	20	686
Rennes.	31	Août.	1818	Cons. de fam.	..	...	8	400	73	..	..	....	..	..	...	12	720	..	...	..	....
Cassat.	31	Août.	1818	Garantie.	18	292	14	470	58	19	1	70	..	..	...	1	126	..	...	..	....
Grenoble.	31	Août.	1818	Aut. femm.	..	...	5	90	65	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle édit. v	Nle édit. p	Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	Anc. éd. p.	Anc. éd. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.
Grenoble.	1	Sept.	1818	Ress. 1er et d	..	...	19	211	243	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Pau.	1	Sept.	1818	Agréé.	19	313	2	555	5	19	2	193	..	..	...	..	....	54	45	20	689
Cassat.	11	Sept.	1818	Tribunaux.	18	296	22	118	150	..	..	....	18	1	609	3	657	..	...	20	691
Rennes.	26	Sept.	1818	Ressort.	..	...	19	211	244	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Oct.	1818	Compromis.	..	...	7	57	22	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Oct.	1818	Acte respect.	..	...	1	287	31	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Oct.	1818	Tribunaux.	19	204	22	120	153	19	1	261	19	1	165	..	....	..	...	20	701
Cassat.	22	Oct.	1818	Tribunaux.	19	73	22	85	110	..	..	....	..	..	...	3	470	..	...	..	....
Cassat.	3	Nov.	1818	Signification.	18	353	21	278	63	19	1	129	18	1	645	..	....	54	14	20	705
Cassat.	4	Nov.	1818	Huissier.	..	...	14	622	75	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	5	Nov.	1818	Trib. de com.	..	...	22	355	179	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	6	Nov.	1818	Saisie immob.	21	53	20	343	345	..	..	....	..	..	...	..	....	55	508	..	....
Cassat.	10	Nov.	1818	Arbitrage.	..	...	4	639	91	..	..	....	..	..	...	1	676	..	...	..	....
Metz.	10	Nov.	1818	Tribunaux.	..	...	22	121	154	..	..	....	..	..	...	3	688	..	...	..	....
Cassat.	11	Nov.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	137	165	22	1	420	..	..	...	2	539	..	...	..	....
Metz.	13	Nov.	1818	Trib. de com.	..	...	22	356	181	20	2	174	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Nov.	1818	Saisie immob.	..	...	20	525	607	20	1	377	19	1	8	11	857	54	540	20	740
Ord. du R.	18	Nov.	1818	Dépens.	..	...	9	269	115	20	2	208	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	19	Nov.	1818	Ordre.	..	...	17	343	222	..	..	....	..	..	...	10	853	..	...	..	....
Cassat.	19	Nov.	1818	Jug. 1re part.	19	263	15	137	164	19	1	254	19	1	223	9	628	55	360	20	749
Metz.	20	Nov.	1818	Saisie-exécut.	..	...	21	465	105	19	2	70	19	..	18	11	652	..	...	20	759
Metz.	20	Nov.	1818	Exploit.	..	...	13	225	254	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Pau.	21	Nov.	1818	Saisie immob.	20	553	20	526	698	..	..	....	20	..	30	11	843	55	305	20	760
Rennes.	21	Nov.	1818	Désistement.	..	...	10	466	25	..	..	....	..	..	...	5	172	..	...	..	....
Cassat.	23	Nov.	1818	Jug. 1re part.	19	148	15	138	166	19	1	169	19	1	31	9	627	54	25	20	751
Montpell	24	Nov.	1818	Interrogatoir.	19	190	14	701	2	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Montpell.	24	Nov.	1818	Exécution.	..	...	12	598	72	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Nov.	1818	Scellés et inv.	19	140	21	79	47	19	1	201	19	1	45	..	....	53	175	..	....
Grenoble.	30	Nov.	1818	Jug. arbitral.	..	...	16	455	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	30	Nov.	1818	Cont. p. corps.	..	...	8	672	179	..	..	....	..	..	...	5	740	..	...	..	....
Cassat.	30	Nov.	1818	Action.	..	...	2	479	81	19	1	206	19	1	32	1	298	..	...	..	....
Grenoble.	1	Dec.	1818	Exploit.	..	...	13	209	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	1	Dec.	1818	Exception.	..	...	12	462	46	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Angers.	2	Dec.	1818	Saisie immob	..	...	20	527	609	20	2	210	20	..	73	11	740	57	62	20	769
Rouen.	4	Déc.	1818	Trib. de com	..	...	22	312	151	19	2	528	19	2	53	2	705	..	...	..	....
Rennes.	7	Déc.	1818	Saisie immob.	..	...	20	529	641	..	..	....	..	..	...	11	740	..	...	..	....
Bruxelles.	7	Déc.	1818	Exploit.	..	...	15	261	320	..	..	....	..	..	...	7	745	..	...	..	....
Cassat.	7	Déc.	1818	Faux inc. civ.	..	...	14	325	2	19	1	159	..	..	...	8	428	54	421	..	....
Grenoble.	8	Déc.	1818	Jug. par déf.	..	...	15	442	39	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	8	Déc.	1818	Trib. de com.	..	...	22	557	182	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orleans.	9	Déc.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	140	167	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	10	Déc.	1818	Saisie immob.	..	...	20	529	[illegible]	..	..	....	..	..	...	11	846	..	...	..	....
Ord. du R.	12	Déc.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	140	[illegible]	19	2	[illegible]	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	12	Dec.	1818	Acquiescem.	..	...	1	206	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	14	Déc.	1818	Exploit.	..	...	13	205	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Dec.	1818	Avoué.	19	160	5	555	88	19	1	72	19	1	12	2	219	54	79	20	785
Metz.	23	Déc.	1818	Jug. 1re part.	..	...	15	140	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Déc.	1818	Référé.	..	...	18	781	42	..	..	....	..	..	...	11	548	..	...	..	....
Cassat.	28	Déc.	1818	Jug. 2e part.	..	...	15	155	21	19	1	182	19	1	58	..	....	55	520	..	....
Grenoble.	29	Déc.	1818	Distrib. par c	..	...	10	599	9	..	..	....	..	..	...	10	857	..	...	..	....
Cassat.	30	Déc.	1818	Acquiescem.	19	163	1	208	114	19	1	293	19	1	41	..	....	55	150	..	....
Cassat.	31	Déc.	1818	Désistement.	..	...	10	78[illegible]	57	1[illegible]	1	155	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	31	Déc.	1818	Appel.	..	...	5	552	176	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	31	Déc.	1818	Trib. de com.	..	...	22	558	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	2	Janv.	1819	Just. de paix.	20	240	16	653	[illegible]	19	2	200	19	2	[illegible]	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Janv.	1819	Requête civile	..	...	18	1039	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	4	Janv.	1819	Saisie-exécut.	21	76	21	407	[illegible]	19	2	320	..	..	...	..	....	55	[illegible]	21	7
Rennes.	4	Janv.	1819	Exploit.	..	...	13	251	521	..	..	....	..	..	...	7	[illegible]	..	...	..	....
Nîmes.	4	Janv.	1819	Saisie-arrêt.	..	...	19	554	135	19	2	329	..	..	...	3	373	55	[illegible]	21	7
Nîmes.	8	Janv.	1819	Jug. 2e part.	21	175	15	258	[illegible]	..	..	....	20	2	16	9	773	..	...	21	13
Metz.	11	Janv.	1819	Renvoi et exc.	..	...	18	855	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Janv.	1819	Jug. par déf.	..	...	15	444	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	12	Janv.	1819	Protêt.	..	...	18	590	[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	13	Janv.	1819	Vérific. d'écr.	..	...	22	448	18	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Janv.	1819	Signification.	..	...	21	279	[illegible]	19	1	276	..	..	...	5	265	..	...	..	....
Lyon.	15	Janv.	1819	Cont. p. corps.	19	353	8	542	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	15	Janv.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	211	245	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	16	Janv.	1819	Red. de comp.	20	145	18	700	42	19	2	192	19	2	27	3	672	..	...	..	....
Lyon.	16	Janv.	1819	Saisie immob.	19	310	20	527	609	..	..	....	..	..	...	11	740	..	...	..	....
Cassat.	18	Janv.	1819	Avoué.	..	...	5	358	89	19	1	579	19	1	238	2	220	54	175	21	32
Rennes.	18	Janv.	1819	Dépens.	..	...	9	265	168	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	19	Janv.	1819	Faux inc. civ.	20	242	14	395	54[illegible]	..	..	....	..	..	...	..	....	54	557	..	....
Cassat.	19	Janv.	1819	Cont. p. corps.	19	331	8	673	180	20	1	63	19	1	225	..	....	55	557	21	34
Nîmes.	20	Janv.	1819	Exploit.	..	...	13	261	323	..	..	....	20	2	15	..	....	55	478	21	41

COURS, LOIS, ETC.	JOURS	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle édit. v.	Nle édit. p.	Nle édit. nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p	Nle éd. v.	p.
Orléans.	20	Janv.	1819	Off. réel. et c.	..	...	17	67	58	29	2	171	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	22	Janv.	1819	Garantie.	..	...	14	455	46	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	22	Janv.	1819	Surenchère.	..	...	21	454	104	..	..	....	..	..	...	11	772	..	...	..	....
Cassat.	27	Janv.	1819	Sep. de biens.	..	...	21	154	34	..	..	....	19	1	122	..	....	54	373	21	61
Besançon.	27	Janv.	1819	Jug. par déf.	..	...	15	372	110	..	..	....	..	..	...	9	748	..	...	..	....
Rennes.	28	Janv.	1819	Jug. 1re part.	..	...	15	142	170	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Janv.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	212	246	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nimes.	30	Janv.	1819	Acquiescem.	..	...	1	210	116	19	2	224	..	..	...	1	131	54	310	21	76
Besançon.	30	Janv.	1819	Exploit.	..	...	13	127	123	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Dijon.	30	Janv.	1819	Saisie immob.	20	46	20	531	614	..	..	....	..	..	...	11	667	55	217	..	....
Cassat.	2	Fév.	1819	Trib. de com.	20	73	22	559	185	19	1	332	19	1	318	..	....	55	179	..	....
Amiens.	2	Fev.	1819	Surenchere.	..	...	21	454	105	..	..	....	..	..	...	11	784	..	...	..	....
Metz.	3	Fév.	1819	Exécut. prov.	..	...	12	617	14	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Fév.	1819	Amende.	..	...	2	581	14	..	..	....	..	..	...	..	....	54	134	21	107
Cassat.	4	Fev.	1819	Appel.	20	69	3	349	191	19	1	389	19	1	323	..	....	..	...	21	114
Cassat.	4	Fev.	1819	Vérific. d'écr.	20	7	22	478	49	19	1	320	..	..	...	..	....	56	295	..	....
Cassat.	4	Fév.	1819	Cont. p. corps.	20	71	8	674	181	19	1	379	19	1	308	3	734	55	379	21	111
Rouen.	4	Fev.	1819	Cont. p. corps.	..	...	8	675	183	19	2	223	19	2	52	3	793	..	...	21	111
Metz.	6	Fév.	1819	Off. réel. et c.	..	...	17	67	59	..	..	....	..	..	...	10	582	..	...	..	....
Paris.	8	Fev.	1819	Saisie immob.	..	...	20	509	580	..	..	....	..	..	...	11	676	55	205	..	....
Limoges.	9	Fev.	1819	Dépens.	..	...	9	270	114	..	..	....	..	..	...	9	675	..	...	..	....
Rennes.	10	Fév.	1819	Peremption.	..	...	18	492	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Fev.	1819	Ministere pub	19	340	16	749	2	..	..	....	19	1	240	..	....	56	75	21	129
Cassat.	10	Fév.	1819	Délibéré.	..	...	9	13	4	..	..	....	19	1	251	..	....	56	160	..	....
Nîmes.	10	Fév.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	213	247	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Fév.	1819	Renvoi et exc.	20	74	18	929	89	19	1	305	19	1	307	19	308	..	...	20	131
Metz.	11	Fév.	1819	Signification.	..	...	21	388	65	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Dijon.	11	Fév.	1819	Sép. de corps.	20	49	21	135	13	..	..	....	20	2	26	11	906	55	316	..	....
Grenoble.	11	Fév.	1819	Sép. de biens.	..	...	21	104	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Fev.	1819	Règlem. de j.	..	...	18	821	32	19	1	228	19	1	179	..	....	55	381	..	....
Orléans.	13	Fév.	1819	Conciliation.	..	...	7	282	94	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Fév.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	213	248	19	1	247	19	1	170	..	....	55	289	..	....
Rennes.	15	Fév.	1819	Jug. 2e part.	..	...	15	191	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Fév.	1819	Saisie immob	..	...	20	532	615	..	..	....	..	..	...	..	....	53	385	..	....
Metz.	16	Fev.	1819	Trib. de com.	..	...	22	295	115	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Fév.	1819	Demande nou.	..	...	9	111	68	19	1	304	19	1	305	4	797	..	...	..	....
Cassat.	18	Fév.	1819	Tribunaux.	19	277	22	122	155	20	1	49	19	1	199	..	....	53	394	..	....
Rouen.	18	Fev.	1819	Référé.	21	311	18	782	44	..	..	....	19	2	23	11	550	56	397	21	141
Orléans.	18	Fév.	1819	Garantie.	..	...	14	472	60	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	19	Fév.	1819	Conciliation.	..	...	7	283	95	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Fév.	1819	Jug. 1re part.	..	...	15	142	171	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Fév.	1819	Saisie immob.	..	...	26	533	616	19	1	103	19	1	184	11	809	54	529	21	145
Cassat.	25	Fev.	1819	Jug. 1re part.	..	...	15	143	172	19	1	238	19	1	282	9	637	55	554	..	....
Paris.	25	Fév.	1819	Exploit.	20	93	13	262	323	19	2	273	..	..	...	7	713	54	452	..	....
Orléans.	25	Fév.	1819	Ordre.	..	...	17	344	224	..	..	....	..	..	...	10	830	..	...	..	....
Paris.	25	Fev.	1819	Exploit.	..	...	13	263	324	..	..	....	..	..	...	7	713	54	452	..	....
Metz.	25	Fév.	1819	Interdiction.	..	...	14	685	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Fév.	1819	Interdiction.	..	...	14	685	51	19	2	167	19	2	27	9	540	53	462	21	158
Grenoble.	26	Fév.	1819	Peremption.	..	...	18	492	80	..	..	....	..	..	...	11	181	..	...	..	....
Paris.	26	Fev.	1819	Cont. p. corps.	19	346	8	612	131	19	2	196	..	..	...	3	816	54	91	21	160
Metz.	26	Fév.	1819	Conciliation.	..	...	7	286	98	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nimes.	27	Fév.	1819	Exploit.	..	...	13	116	112	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Mars.	1819	Action.	20	15	2	480	82	19	1	341	19	1	252	1	271	55	227	..	....
Cassat.	2	Mars.	1819	Saisie immob.	..	...	20	223	222	19	1	385	19	1	331	11	721	56	457	21	176
Cassat.	2	Mars.	1819	Saisie immob.	20	15	20	266	270	..	..	....	19	1	267	11	721	54	548	21	171
Cassat.	9	Mars.	1819	Trib. de com.	20	20	22	342	167	19	1	301	19	1	283	..	....	55	522	21	183
Cassat.	10	Mars.	1819	Saisie immob	19	341	20	170	179	19	1	337	19	1	247	11	749	55	427	21	191
Metz.	10	Mars.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	53	18	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	11	Mars.	1819	Demande nou.	..	...	3	111	69	..	..	....	21	2	3	4	793	56	517	..	....
Nimes.	11	Mars.	1819	Faux inc. civ.	..	...	14	362	28	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Mars.	1819	Trib. de com.	..	...	22	359	186	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	13	Mars.	1819	Exploit.	..	...	13	194	210	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	13	Mars.	1819	Huissier.	..	...	14	624	76	..	..	....	19	2	33	9	22	..	...	21	197
Agen.	13	Mars.	1819	Saisie-exécut.	..	...	21	428	45	..	..	....	..	..	...	4	645	..	...	..	....
Cassat.	15	Mars.	1819	Jug. 1er part.	20	76	15	144	173	19	1	333	19	1	310	9	629	55	559	..	....
Cassat.	17	Mars.	1819	Action.	20	136	2	483	83	..	..	....	19	1	376	1	243	..	...	..	....
Cassat.	17	Mars.	1819	Action.	20	77	2	484	84	29	1	395	19	1	333	..	....	54	21	21	205
Cassat.	17	Mars.	1819	Domm.-intér.	..	...	10	635	10	20	1	2	19	1	377	..	....	55	345	..	....
Riom.	17	Mars.	1819	Faux incident.	..	...	14	343	15	19	2	260	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nimes.	17	Mars.	1819	Ordre.	21	180	17	345	225	..	..	....	..	..	...	10	822	55	450	21	198
Cassat.	19	Mars.	1819	Renvoi et exc.	..	...	18	933	81	19	1	422	19	1	371	11	496	55	422	21	219
Cassat.	23	Mars.	1819	Avoué.	20	82	5	359	90	19	1	327	19	1	321	2	221	54	286	21	229
Cassat.	23	Mars.	1819	Cons. de fam.	..	...	8	362	33	19	1	325	19	1	365	12	710	54	358	21	224
Cassat.	23	Mars.	1819	Sép. de biens.	..	...	21	109	32	19	1	354	19	1	363	10	239	55	487	21	224

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. ed.			Nle éd.		A. ed.		Nle ed.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassat.	24	Mars.	1819	Saisie immob.	..	...	20	223	222	19	1	330	19	1	276	..	....	55	456	..	....
Ord. du R.	24	Mars.	1819	Absent.	..	...	1	57	2	20	2	64	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	25	Mars.	1819	Exécut. prov.	..	...	12	654	60	20	2	32	..	..	...	..	....	55	501	..	....
Orléans.	25	Mars.	1819	Exception.	..	...	12	510	110	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Mars.	1819	Surenchère.	..	...	21	455	107	19	1	342	19	1	329	..	....	55	460	21	242
Rennes.	31	Mars.	1819	Tierce oppos.	..	...	21	583	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	31	Mars.	1819	Saisie-arrêt.	20	85	19	355	120	19	1	352	19	1	338	..	....	56	110	..	....
Toulouse.	31	Mars.	1819	Compétence.	..	...	92	333	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Avril.	1819	Exploit.	..	...	13	218	246	19	1	316	19	1	400	7	713	55	287	..	....
Lyon.	3	Avril.	1819	Acquiescem.	29	305	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	...	..	...	..	....
Orléans.	3	Avril.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Avril.	1819	Signification.	..	...	21	282	68	22	1	345	22	1	207	7	820	..	...	20	253
Cassat.	6	Avril.	1819	Just. de paix.	20	143	16	638	97	20	1	85	19	1	415	..	....	56	128	..	....
Dijon.	6	Avril.	1819	Trib. de com.	..	...	22	360	187	..	..	....	..	..	...	3	368	55	356	..	....
Douai.	6	Avril.	1819	Surenchère.	..	...	21	371	21	..	..	....	..	..	...	11	768	..	...	21	253
Cassat.	7	Avril.	1819	Exploit.	..	...	13	263	325	..	..	....	19	1	388	..	....	55	81	21	253
Cassat.	7	Avril.	1819	Surenchère.	..	...	21	457	109	19	1	442	19	1	388	..	....	55	81	21	253
Ord. du R.	9	Avril.	1819	Trib. de com.	..	...	22	363	190	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Avril.	1819	Tribunaux.	20	147	22	123	156	..	..	....	19	1	401	..	....	..	...	21	266
Cassat.	13	Avril.	1819	Action.	20	150	2	486	85	19	1	449	19	1	418	1	240	55	401	21	267
Cassat.	15	Avril.	1819	Cess. de biens.	20	154	6	649	30	20	1	30	19	1	422	..	....	56	88	21	271
Cassat.	16	Avril.	1819	Appel.	20	156	3	451	276	19	1	322	19	1	429	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Avril.	1819	Exécution.	..	...	12	579	53	19	1	288	19	1	257	..	....	54	321	21	274
Nîmes.	19	Avril.	1819	Trib. de com.	..	...	22	363	191	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Avril.	1819	Saisie-arrêt.	20	30	19	356	122	19	1	281	19	1	271	..	....	55	49	21	286
Douai.	22	Avril.	1819	Acte respect.	..	...	1	288	31	20	2	116	23	2	90	..	....	64	237	..	....
Douai.	22	Avril.	1819	Conciliation.	..	...	7	199	25	20	2	116	..	..	...	..	....	64	237	..	....
Orléans.	23	Avril.	1819	Saisie-exécut.	..	...	21	468	107	..	..	....	..	..	...	11	652	..	...	..	....
Orléans.	23	Avril.	1819	Exploit.	..	...	13	265	327	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Avril.	1819	Requête civile.	..	...	18	1020	51	..	..	....	19	1	550	..	....	56	554	21	606
Dec. m. fi.	24	Avril.	1819	Greffier.	..	...	14	525	39	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	26	Avril.	1819	Cont. p. corps.	..	...	8	676	184	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Avril.	1819	Saisie immob.	..	...	20	183	186	..	..	....	..	..	...	11	840	..	...	..	....
Cassat.	28	Avril.	1819	Trib. de com.	20	159	22	273	95	20	1	33	19	1	387	3	338	55	405	21	303
Douai.	29	Avril.	1819	Arbitrage.	..	...	4	640	92	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	30	Avril.	1819	Exécution.	..	...	12	599	73	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	30	Avril.	1819	Minist. pub.	..	...	16	783	46	19	2	335	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	1	Mai.	1819	Saisie immob.	..	...	20	541	621	..	..	....	..	..	...	11	775	..	...	..	....
Rennes.	4	Mai.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	5	Mai.	1819	Serment.	..	...	21	221	29	20	2	213	..	..	...	..	....	57	154	21	318
Orléans.	5	Mai.	1819	Jug. 2e part.	..	...	15	258	96	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	5	Mai.	1819	Expertise.	..	...	12	726	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Riom.	6	Mai.	1819	Cont. p. corps.	22	233	8	678	185	20	2	36	26	2	50	3	799	58	195	21	321
Cassat.	10	Mai.	1819	Enregistrem.	..	...	11	349	121	19	1	377	19	1	356	7	71	55	238	21	330
Limoges.	10	Mai.	1819	Jug. par déf.	..	...	15	328	47	21	2	62	..	..	...	9	746	..	...	21	331
Poitiers.	12	Mai.	1819	Exploit.	..	...	13	265	328	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Mai.	1819	Jug. 1re part.	..	...	15	164	174	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	12	Mai.	1819	Cont. p. corps.	20	224	8	543	74	..	..	....	..	..	...	..	....	57	66	21	335
Metz.	12	Mai.	1819	Arbitrage.	..	...	4	641	94	20	2	62	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	13	Mai.	1819	Exécut. prov.	..	...	12	655	61	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	13	Mai.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	213	249	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	13	Mai.	1819	Matières som.	..	...	16	736	32	..	..	....	..	..	...	10	584	..	...	..	....
Rennes.	18	Mai.	1819	Saisie immob.	..	...	20	543	622	..	..	....	..	..	...	11	857	..	...	..	....
Cassat.	19	Mai.	1819	Arbitrage.	..	...	4	499	10	..	..	....	19	1	553	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Mai.	1819	Arbitrage.	..	...	4	499	8	..	..	....	19	1	553	1	674	..	...	..	....
Orléans.	19	Mai.	1819	Exception.	..	...	12	433	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	19	Mai.	1819	Jug. 1re part.	..	...	15	145	175	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	21	Mai.	1819	Sép. de biens.	..	...	21	110	33	20	2	57	20	2	46	10	241	56	231	21	356
Nîmes.	21	Mai.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	93	57	..	..	....	..	..	...	..	....	56	185	..	....
Orléans.	21	Mai.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	214	250	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	22	Mai.	1819	Trib. de com.	..	...	22	364	192	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Mai.	1819	Exploit.	..	...	13	266	329	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Mai.	1819	Jug. 1re part.	..	...	15	150	176	20	1	29	19	1	412	..	....	..	...	21	365
Metz.	26	Mai.	1819	Jug. par déf.	..	...	15	415	160	29	2	326	..	..	...	9	745	..	...	21	363
Rennes.	28	Mai.	1819	Greffier.	..	...	14	525	40	..	..	....	..	..	...	..	...	..	...	..	....
Riom	30	Mai.	1819	Saisie immob.	22	305	20	543	623	20	2	5	..	..	...	11	717	..	...	21	371
Nîmes.	1	Juin.	1819	Matières som.	..	...	16	737	33	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	1	Juin.	1819	Acquiescem.	..	...	1	211	117	19	2	285	20	2	59	1	132	..	...	21	373
Nîmes.	2	Juin.	1819	Saisie immob.	..	...	20	544	624	19	2	282	21	2	15	11	835	57	476	21	374
Douai.	2	Juin.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	214	251	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	2	Juin.	1819	Jug. 2e part.	..	...	15	259	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	2	Juin.	1819	Récusation.	..	...	18	647	40	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Juin.	1819	Acquiescem.	20	322	1	137	51	20	1	104	19	1	515	1	128	56	488	..	....
Cassat.	9	Juin.	1819	Saisie-arrêt.	20	170	19	361	123	20	1	5	19	1	392	..	....	56	[illegible]	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Nîmes.	11	Juin.	1819	Ress. 1er et d.	21	62	19	214	252	..	..	....	..	..	...	..	....	56	153	..	....
Rennes.	14	Juin.	1819	Interdiction.	..	...	14	686	52	..	..	....	..	..	...	9	569	..	...	..	....
Cassat.	15	Juin.	1819	Cont. p. corps.	..	...	8	681	186	20	1	123	19	1	517	3	811	..	...	21	390
Cassat.	15	Juin.	1819	Just. de paix.	20	219	16	639	98	20	1	67	19	1	420	3	291	56	122	21	387
Cassat.	16	Juin.	1819	Exception.	20	173	12	510	111	20	1	109	19	1	374	..	....	55	431	..	....
Metz.	18	Juin.	1819	Appel.	..	...	3	296	156	20	2	62	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	18	Juin.	1819	Appel.	..	...	3	455	279	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	19	Juin.	1819	Saisie-exécut.	..	...	21	428	45	20	2	31	..	..	...	4	716	..	...	..	....
Nîmes.	19	Juin.	1819	Conciliation.	..	...	7	289	100	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Juin.	1819	Surenchère.	..	...	21	458	112	20	1	20	19	1	520	11	786	54	524	21	409
Limoges.	23	Juin.	1819	Acquiescem.	..	...	1	142	55	..	..	....	..	..	...	1	112	..	...	21	420
Cassat.	23	Juin.	1819	Jug. arbitral.	..	...	16	538	120	20	1	35	19	1	524	..	....	56	260	21	424
Metz.	23	Juin.	1819	Sép. de corps.	..	...	21	167	49	19	2	276	20	2	44	11	988	..	...	21	428
Cassat.	28	Juin.	1819	Jug. 1re part.	20	202	15	151	177	20	1	72	19	1	440	9	629	56	299	..	....
Cassat.	29	Juin.	1819	Exploit.	20	176	13	267	330	..	..	....	19	1	409	..	....	55	417	..	....
Cassat.	29	Juin.	1819	Just. de paix.	20	271	16	641	99	19	1	405	19	1	456	..	....	..	...	21	451
Cassat.	29	Juin.	1819	Garantie.	..	...	14	459	51	19	1	436	19	1	432	..	....	55	302	21	452
Cassat.	29	Juin.	1819	Interdiction.	..	...	14	698	53	20	1	8	19	1	452	9	561	56	144	21	448
Orléans.	30	Juin.	1819	Trib. de com.	.	...	22	365	193	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nancy.	30	Juin.	1819	Cont. p. corps.	..	...	8	681	187	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	1	Juill.	1819	Ordre.	..	...	17	346	226	..	..	....	..	..	...	10	854	..	...	..	....
Limoges.	2	Juill.	1819	Dépens.	20	314	9	278	115	..	..	....	2	2	6	..	....	..	...	..	....
Rennes.	2	Juill.	1819	Red. de compt.	..	...	18	702	43	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Juill.	1819	Ordre.	20	281	17	347	227	..	..	....	19	1	476	..	....	56	69	..	....
Douai.	5	Juill.	1819	Appel.	..	...	3	412	248	..	..	....	..	..	...	..	....	44	317	..	....
Rennes.	5	Juill.	1819	Expertise.	..	...	12	727	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juill.	1819	Jug. 2e part.	..	...	15	229	98	20	1	78	19	1	547	..	....	56	288	21	423
Nîmes.	6	Juill.	1819	Saisie immob.	..	...	20	546	625	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Juill.	1819	Action.	..	...	2	487	86	20	1	165	19	1	543	1	233	56	369	21	460
Rennes.	8	Juill.	1819	Récusation.	..	...	18	631	17	..	..	....	..	..	...	11	532	..	...	..	....
Grenoble.	9	Juill.	1819	Jug. par déf.	..	...	15	416	161	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Juill.	1819	Dépens.	..	...	9	260	107	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	12	Juill.	1819	Enquête.	20	273	11	145	123	19	1	397	19	1	441	6	867	56	5	21	465
Cassat.	14	Juill.	1819	Aut. femm.	..	...	5	91	66	19	1	467	19	1	433	..	....	56	84	21	474
Poitiers.	14	Juill.	1819	Jug. par déf.	..	...	15	417	162	..	..	....	..	..	...	9	737	..	...	..	....
Poitiers.	14	Juill.	1819	Off. réel. et c.	..	...	17	70	60	..	..	....	..	..	...	10	578	..	...	..	....
Rennes.	14	Juill.	1819	Désaveu.	..	...	10	372	35	..	..	....	..	..	...	5	125	..	...	21	274
Rennes.	14	Juill.	1819	Signification.	..	...	21	283	70	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	21	274
Cassat.	15	Juill.	1819	Somm. appel.	..	...	3	15	8	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	17	Juill.	1819	Exploit.	..	...	13	269	333	..	..	....	..	..	...	7	787	..	...	..	....
Paris.	18	Juill.	1819	Surenchère.	..	...	21	460	113	20	2	69	23	2	55	11	769	56	169	21	477
Cassat.	19	Juill.	1819	Trib. de com.	20	339	22	350	172	20	1	58	..	..	...	3	613	..	...	..	....
Cassat.	22	Juill.	1819	Renvoi et exc	..	...	18	858	6	19	1	383	19	1	533	11	508	..	...	..	....
Bruxelles.	22	Juill.	1819	Cont. p. corps.	..	...	8	685	188	..	..	....	..	..	...	3	779	..	...	21	491
Poitiers.	22	Juill.	1819	Compromis.	..	...	7	82	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Déc. régie.	24	Juill.	1819	Enregistrem.	..	...	11	351	124	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Juill.	1819	Arbitrage.	20	226	4	499	10	..	..	....	19	1	555	..	....	..	...	..	....
Cassat.	28	Juill.	1819	Ordre.	21	6	17	348	228	20	1	52	19	1	537	..	....	56	331	21	515
Orléans.	30	Juill.	1819	Dépens.	..	...	3	237	83	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1819	Exécut. prov.	..	...	12	656	62	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Août.	1819	Ordre.	..	...	17	348	229	19	1	359	19	1	561	9	181	56	18	21	523
Rennes.	3	Août.	1819	Appel.	..	...	3	89	35	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	3	Août.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	215	255	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Août.	1819	Action.	21	10	2	491	89	20	1	112	19	1	589	1	279	55	161	21	545
Rennes.	4	Août.	1819	Jug. 1re part	..	...	15	152	179	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	4	Août.	1819	Trib. de com.	..	...	21	365	194	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	5	Août.	1819	Vérific. d'écr.	..	...	22	414	9	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	5	Août.	1819	Minist. pub.	..	...	16	786	47	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Angers.	6	Août.	1819	Cons. de fam.	..	...	8	405	74	20	2	196	..	..	...	12	698	57	274	21	553
Toulouse.	7	Août.	1819	Notaire.	..	...	16	818	24	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	21	253
Nîmes.	9	Août.	1819	Appel.	..	...	3	455	280	20	2	263	..	..	...	..	....	57	569	21	556
Cassat.	9	Août.	1819	Saisie-arrêt.	..	...	19	363	125	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	9	Août.	1819	Exploit.	..	...	13	111	104	..	..	....	..	..	...	7	784	..	...	..	....
Nîmes.	9	Août.	1819	Péremption.	..	...	18	492	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	10	Août.	1819	Exécut. prov.	..	...	12	656	63	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	11	Août.	1819	Action.	20	343	2	494	91	20	1	6	19	1	496	1	272	56	137	21	571
Poitiers.	11	Août.	1819	Signification.	..	...	21	284	73	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	12	Août.	1819	Dernier ress.	..	...	26	137	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Août.	1819	Garantie.	..	...	14	472	61	..	..	....	19	1	501	..	....	56	148	..	....
Cassat.	13	Août.	1819	Dépens.	..	...	9	280	116	20	1	93	19	1	502	9	656	56	148	..	....
Rouen.	13	Août.	1819	Trib. de com.	..	...	22	365	195	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	13	Août.	1819	Exploit.	..	...	13	269	334	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	15	Août.	1819	Saisie-arrêt.	..	...	19	364	126	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	16	Août.	1819	Exception.	..	...	12	511	112	20	2	263	20	2	61	7	616	57	504	21	570

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	AVOUÉS. A. éd. p.	AVOUÉS. Nle édit. v.	AVOUÉS. Nle édit. p.	AVOUÉS. Nle édit. nos.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	PALAIS. A. éd. p.	PALAIS. Nle éd. v.	PALAIS. Nle éd. p.
Metz.	17	Août.	1819	Péremption.	..	...	18	428	21	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Août.	1819	Compromis.	..	...	7	84	51	20	1	73	19	1	586	1	620	57	401	21	582
Nimes.	19	Août.	1819	Trib. de com.	..	...	22	224	46	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	19	Août.	1819	Exécut. prov.	..	...	12	657	65	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nimes.	19	Août.	1819	Exploit.	..	...	13	194	210	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	19	Août.	1819	Saisie-arrêt.	..	...	19	263	13	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Août.	1819	Just. de paix.	21	25	16	641	100	20	1	63	19	1	584	..	....	55	193	..	....
Rennes.	23	Août.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	60	23	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	24	Août.	1819	Evocation.	..	...	12	409	26	20	1	106	19	1	596	..	....	56	378	21	604
Nimes.	24	Août.	1819	Ordre.	..	...	17	349	231	..	..	....	..	..	...	10	828	..	...	..	....
Rennes.	24	Août.	1819	Red. de comp.	..	...	18	702	45	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	26	Août.	1819	Red. de comp.	..	...	18	704	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	27	Août.	1819	Execut. prov.	..	...	12	659	67	..	..	....	..	..	...	9	650	..	...	..	....
Cassat.	31	Août.	1819	Cont. p. corps.	..	...	8	685	189	20	1	96	19	1	527	..	....	56	282	..	....
Agen.	31	Août.	1819	Acquiescem.	..	...	1	108	28	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	1	Sept.	1819	Dépens.	20	250	9	281	117	20	2	124	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	7	Sept.	1819	Recusation.	..	...	18	645	39	..	..	....	..	..	...	11	536	..	...	..	....
Cassat.	17	Sept.	1819	Depens.	21	35	9	220	68	20	1	82	19	1	600	9	663	..	...	..	....
Paris.	20	Oct.	1819	Cont. p. corps	..	...	8	662	173	20	2	85	..	..	...	..	....	56	224	..	....
Cassat.	22	Oct.	1819	Tribunaux.	..	...	22	124	157	20	1	90	19	1	643	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Oct.	1819	Audience.	..	...	4	678	5	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Nov.	1819	Action.	..	...	2	497	92	20	1	209	20	1	189	1	231	57	284	21	635
Metz.	10	Nov.	1819	Appel.	..	...	3	457	282	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Nov.	1819	Surenchère.	..	...	21	461	116	21	1	271	19	1	630	..	....	56	490	21	641
Metz.	16	Nov.	1819	Exception.	..	...	12	470	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	17	Nov.	1819	Exploit.	..	...	13	271	337	..	..	....	..	..	...	7	720	..	...	..	....
Nimes.	17	Nov.	1819	Saisie immob.	..	...	20	547	626	20	2	291	20	2	79	11	694	58	111	21	648
Orléans.	19	Nov.	1819	Ordre.	..	...	17	163	51	..	..	....	..	..	...	10	843	..	...	..	....
Orleans.	19	Nov.	1819	Ordre.	..	...	17	352	235	..	..	....	..	..	...	10	845	..	...	..	....
Nimes.	19	Nov.	1819	Ordre.	..	...	17	352	233	..	..	....	..	..	...	10	832	..	...	..	....
Rennes.	23	Nov.	1819	Saisie immob.	..	...	20	549	629	..	..	....	..	..	...	11	742	..	...	..	....
Rennes.	24	Nov.	1819	Aut. femm.	..	...	5	95	65	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orleans.	24	Nov.	1819	Expertise.	..	...	12	728	81	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	24	Nov.	1819	Red. de comp.	..	...	18	705	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	25	Nov.	1819	Action.	..	...	2	501	93	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	25	Nov.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	80	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Nov.	1819	Saisie immob.	21	110	20	50	61	20	1	129	19	1	654	11	852	57	318	21	665
Toulouse.	29	Nov.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	217	259	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Dec.	1819	Dépens.	..	...	9	130	1	20	1	123	19	1	658	9	967	56	512	21	685
Cassat.	1	Dec.	1819	Tierce oppos.	..	...	24	584	84	20	1	123	19	1	658	..	....	56	512	21	685
Metz.	3	Dec.	1819	Reprise d'ins.	..	...	18	958	9	..	..	....	..	..	...	11	594	..	...	..	....
Cassat.	7	Déc.	1819	Aut. comm.	21	114	4	729	20	..	..	....	19	1	662	5	53	..	...	..	....
Cassat.	8	Déc.	1819	Péremption.	..	...	18	493	82	..	..	....	..	..	...	..	....	56	241	..	....
Metz.	8	Déc.	1819	Appel.	..	...	3	215	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Déc.	1819	Amende.	..	...	2	622	53	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	9	Dec.	1819	Dépens.	..	...	9	283	118	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	10	Déc.	1819	Cont. p. corps.	22	127	8	645	157	21	2	22	20	2	56	3	793	..	...	21	710
Metz.	10	Déc.	1819	Trib. de com.	..	...	22	366	156	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	10	Déc.	1819	Trib. de com.	..	...	22	284	105	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Pau.	11	Dec.	1819	Enquête.	..	...	11	168	154	..	..	....	..	..	...	6	850	..	...	..	....
Nimes.	11	Déc.	1819	Jug. par déf.	..	...	15	301	28	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Déc.	1819	Enregistrem.	21	116	11	350	125	20	1	114	19	1	660	7	594	59	287	..	....
Cassat.	14	Déc.	1819	Saisie-arrêt.	21	116	19	301	54	..	..	....	19	1	669	..	....	59	287	21	734
Cassat.	14	Dec.	1819	Saisie immob.	21	321	20	36	18	20	1	203	..	..	...	11	671	56	561	21	718
Cassat.	14	Dec.	1819	Trib. de com.	21	142	22	566	147	20	1	156	20	1	22	..	....	57	445	..	....
Cassat.	14	Dec.	1819	Garantie.	..	...	14	473	62	20	1	151	20	1	14	..	....	57	14	21	724
Paris.	14	Déc.	1819	Renvoi et exc.	..	...	18	934	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	15	Déc.	1819	Vérific. d'écr.	22	169	22	448	56	20	2	299	21	2	61	..	....	58	72	..	....
Nimes.	15	Déc.	1819	Saisie immob.	..	...	20	530	613	20	2	270	..	..	...	11	846	57	517	21	735
Douai.	15	Dec.	1819	Jug. 2e part.	..	...	15	229	55	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Dec.	1819	Exploit.	..	...	13	271	338	..	..	....	..	..	...	7	756	..	...	..	....
Nimes.	16	Déc.	1819	Dépens.	..	...	9	284	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nimes.	17	Déc.	1819	Enquête.	..	...	11	172	155	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	17	Dec.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	218	262	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Déc.	1819	Dom.-intérêt.	21	151	10	656	11	20	1	187	20	1	12	3	681	57	14	21	[illegible]
Cassat.	20	Dec.	1819	Red. de comp.	..	...	18	706	54	..	..	....	20	1	12	..	....	57	14	..	....
Cassat.	21	Déc.	1819	Désistement.	..	...	10	486	38	20	1	170	20	1	99	..	....	59	48	21	747
Paris.	22	Déc.	1819	Saisie immob.	..	...	20	551	631	..	..	....	..	..	...	..	....	56	551	21	754
Orleans.	22	Déc.	1819	Huissier.	..	...	14	624	77	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Limoges.	22	Déc.	1819	Ress. 1er et d.	..	...	19	161	156	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Cassat.	23	Dec.	1819	Exploit.	21	152	13	118	113	20	1	162	20	1	25	7	741	56	521	21	760
Cassat.	27	Dec.	1819	Jug. 1re part.	..	...	15	153	180	20	1	155	20	1	[illegible]	9	629	58	47	21	764
Toulouse.	27	Dec.	1819	Renvoi et exc.	..	...	18	[illegible]	83	20	2	312	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	28	Déc.	1819	Exploit.	..	...	13	274	341	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd.		Nle édit.			SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			Nle éd.		PALAIS. A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	v.	p.	nos.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.	v.	p.
Orléans.	29	Déc.	1819	Conciliation.	..	...	7	290	101	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	30	Déc.	1819	Conciliation.	..	...	7	171	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	30	Déc.	1819	Renvoi et exc.	..	...	18	987	86	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	30	Déc.	1819	Vérific. d'écr.	..	...	22	450	51	..	..	....	..	..	...	12	943	..	...	..	....
Douai.	31	Déc.	1819	Appel.	..	...	3	300	159	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	31	Déc.	1819	Conclusions.	..	...	8	322	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	3	Janv.	1820	Expertise.	..	...	12	728	85	20	2	98	20	2	60	7	687	..	...	22	9
Limoges.	3	Janv.	1820	Succession.	..	...	21	317	14	21	2	21	..	..	...	..	....	56	436	22	1
Grenoble.	3	Janv.	1820	Exploit.	..	...	13	114	109	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Janv.	1820	Deliberé.	..	...	3	13	4	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Janv.	1820	Action.	..	...	2	502	94	..	..	....	..	..	...	1	224	..	...	..	....
Cassat.	4	Janv.	1820	Jug. 1re part.	21	154	15	153	181	20	1	160	20	1	52	9	325	..	...	22	9
Cassat.	4	Janv.	1820	Evocation.	21	154	12	410	27	20	1	160	20	1	52	..	....	..	...	22	9
Metz.	5	Janv.	1820	Appel.	..	...	27	287	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Janv.	1820	Amende.	21	257	2	624	53	20	1	180	20	1	31	1	375	57	77	..	....
Agen.	7	Janv.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	4	645	..	...	..	....
Colmar.	8	Janv.	1820	Saisie immob.	..	...	20	238	237	20	2	84	..	..	...	11	708	..	...	..	....
Bourges.	9	Janv.	1820	Evocation.	..	...	12	687	6	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	10	Janv.	1820	Exception.	..	...	12	542	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	10	Janv.	1820	Licit. et part.	..	...	16	706	54	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	11	Janv.	1820	Exploit.	..	...	13	196	211	..	..	....	..	..	...	7	765	..	...	..	....
Cassat.	12	Janv.	1820	Saisie immob.	21	201	20	407	428	20	1	199	20	1	177	11	709	57	140	22	26
Douai.	12	Janv.	1820	Jug. arbitral.	..	...	16	450	5	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	12	Janv.	1820	Caution.	..	...	6	574	35	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	13	Janv.	1820	Avoué.	..	...	5	362	92	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Janv.	1820	Expertise.	..	...	12	730	87	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	15	Janv.	1820	Tribunaux.	..	...	22	125	158	20	2	161	..	..	...	11	520	..	...	22	40
Rennes.	15	Janv.	1820	Saisie immob.	..	...	20	366	376	..	..	....	..	..	...	11	830	..	...	..	....
Déc. m. fi.	17	Janv.	1820	Ordre.	..	...	17	353	236	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	17	Janv.	1820	Cont. p. corps.	..	...	8	543	74	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Janv.	1820	Jug. par déf.	21	266	15	318	163	20	1	195	20	1	86	9	743	57	70	..	....
Cassat.	18	Janv.	1820	Action.	21	163	2	505	95	..	..	....	20	1	58	..	....	..	...	..	....
Riom.	19	Janv.	1820	Ordre.	..	...	17	353	237	24	2	324	..	..	...	10	853	..	...	..	....
Cassat.	19	Janv.	1820	Saisie-arrêt.	21	229	19	365	127	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	22	67
Riom.	19	Janv.	1820	Surenchère.	..	...	21	463	117	20	2	158	21	2	3	11	796	58	297	22	62
Ordonn.	20	Janv.	1820	Aut. comm.	21	188	4	736	29	20	2	174	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	22	Janv.	1820	Exploit.	..	...	13	273	343	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	25	Janv.	1820	Enquête.	28	73	1	207	20	..	..	....	..	..	...	6	850	..	...	..	....
Paris.	25	Janv.	1820	Trib. de com.	..	...	22	368	198	..	..	....	21	2	24	3	374	57	349	22	81
Colmar.	25	Janv.	1820	Huissier.	..	...	14	625	78	20	2	185	..	..	...	9	13	..	...	21	83
Nîmes.	26	Janv.	1820	Cont. p. corps.	..	...	8	692	195	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	27	Janv.	1820	Tribunaux.	..	...	22	127	159	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Janv.	1820	Cons. de fam.	..	...	8	405	75	20	2	293	19	2	31	12	975	58	103	..	....
Riom.	28	Janv.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	219	264	..	..	....	21	2	36	4	628	..	...	..	....
Cassat.	31	Janv.	1820	Off. réel. et c.	21	213	17	74	66	20	1	231	20	1	169	10	574	57	225	22	95
Cassat.	1	Fév.	1820	Audience.	..	...	4	682	10	20	1	211	20	1	127	..	....	57	529	..	....
Cassat.	1	Fév.	1820	Délibéré.	..	...	9	23	13	20	1	211	..	..	...	..	....	57	529	22	98
Cassat.	1	Fév.	1820	Désaveu.	21	269	10	373	36	20	1	346	20	1	222	5	119	57	338	22	106
Cassat.	2	Fév.	1820	Action.	21	214	2	509	96	20	1	241	..	..	...	1	256	..	...	22	121
Toulouse.	2	Fev.	1820	Off. réel. et c.	..	...	17	75	67	..	..	....	..	..	...	10	577	..	...	..	....
Bruxelles.	3	Fév.	1820	Exploit.	..	...	13	274	345	..	..	....	..	..	...	7	791	..	...	..	....
Toulouse.	4	Fév.	1820	Exécut. prov.	..	...	12	660	73	..	..	....	20	2	136	9	653	..	...	..	....
Toulouse.	4	Fév.	1820	Faux inc. civ.	..	...	14	397	56	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	5	Fev.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	220	365	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	5	Fév.	1820	Trib. de com.	..	...	22	243	61	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	7	Fév.	1820	Saisie immob.	..	...	20	552	634	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	8	Fév.	1820	Exploit.	..	...	13	127	123	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	8	Fév.	1820	Enquête.	21	221	11	138	117	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	9	Fév.	1820	Action	..	...	2	452	62	..	..	....	20	1	90	1	269	57	108	22	145
Toulouse.	9	Fév.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	220	267	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	11	Fév.	1820	Cont. p. corps.	..	...	8	687	193	21	2	18	12	2	45	..	....	58	429	..	....
Avis du C.	11	Fév.	1820	Off. réel. et c.	..	...	17	75	68	20	2	302	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	11	Fév.	1820	Depens.	..	...	9	285	121	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Avis du C.	11	Fév.	1820	Aut. comm.	..	...	4	770	59	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	12	Fév.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	221	270	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Fév.	1820	Desistement.	..	...	10	443	10	..	..	....	..	..	...	5	155	..	...	..	....
Besançon.	17	Fev.	1820	Désistement.	..	...	10	188	39	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	18	Fev.	1820	Trib. de com.	..	...	22	368	199	..	..	....	..	..	...	3	354	..	...	..	....
Besançon.	19	Fev.	1820	Saisie immob.	..	...	20	393	310	..	..	....	..	..	...	11	738	..	...	..	....
Colmar.	20	Fév.	1820	Cess. de biens.	..	...	6	650	31	20	2	177	19	2	7	10	589	..	...	22	168
Colmar.	20	Fév.	1820	Appel.	..	...	3	458	285	20	2	177	21	2	10	..	....	..	...	22	168
Bruxelles.	20	Fév.	1820	Faux inc. civ.	..	...	14	350	19	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Fév.	1820	Exploit.	..	...	13	274	346	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	23	Fév.	1820	Exploit.	..	...	13	275	347	21	2	118	22	2	26	7	791	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd v.	A. éd p.	Nle édit. v.	Nle édit. p.	Nle édit. nos	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.	PALAIS. A. éd. v.	A. éd. p.	Nle éd. v.	Nle éd. p.
Cassat.	23	Fév.	1820	Enregistrem.	..	...	11	352	126	22	1	195	20	1	150	7	326	..	...	22	174
Amiens.	23	Fév.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	165	161	..	..	....	..	..	...	4	692	..	...	..	....
Rennes.	23	Fév.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	155	184	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Fév.	1820	Enquête.	..	...	11	149	127	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	24	Fév.	1820	Cont. p. corps.	..	...	8	663	173	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	25	Fév.	1820	Enquête.	..	...	11	46	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	26	Fév.	1820	Désaveu.	..	...	10	370	40	..	..	....	22	2	56	5	121	..	...	22	194
Cassat.	29	Fév.	1820	Surenchère.	21	285	21	461	118	20	1	200	20	1	210	11	780	57	307	22	268
Metz.	29	Fév.	1820	Saisie immob.	..	...	20	553	635	..	..	....	..	..	...	11	688	..	...	..	....
Cassat.	1	Mars.	1820	Cod. de p. civ.	21	234	6	673	15	20	1	228	20	1	172	..	464	..	...	..	....
Cassat.	2	Mars.	1820	Action.	..	...	2	512	98	20	1	243	20	1	214	1	258	..	...	..	....
Nîmes.	3	Mars.	1820	Aut. comm.	..	...	4	771	60	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	3	Mars.	1820	Expertise.	..	...	12	705	48	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	3	Mars.	1820	Surenchère.	..	...	21	465	119	20	2	193	20	2	73	..	....	57	251	22	231
Metz.	6	Mars.	1820	Plaid. et déf.	..	...	18	586	7	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Mars.	1820	Intervention.	21	334	14	775	47	20	1	290	20	1	271	..	....	57	551	22	240
Cassat.	7	Mars.	1820	Péremption.	21	288	18	494	84	20	1	349	20	1	232	11	196	57	492	22	238
Rennes.	9	Mars.	1820	Faux inc. civ.	..	...	14	398	57	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	10	Mars.	1820	Ordre.	..	...	17	184	71	..	..	....	..	..	...	10	842	..	...	..	....
Rennes.	13	Mars.	1820	Signification.	..	...	21	299	77	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Mars.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	157	186	..	..	....	20	1	400	..	....	58	289	..	....
Cassat.	13	Mars.	1820	Signification.	..	...	21	289	76	..	..	....	20	1	400	7	855	58	289	..	....
Metz.	14	Mars.	1820	Saisie immob.	..	...	20	266	270	21	2	319	..	..	...	..	....	61	222	22	267
Amiens.	14	Mars.	1820	Succession.	..	...	21	318	15	23	2	299	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	16	Mars.	1820	Ordre.	.	...	17	554	238	..	..	....	20	2	287	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Mars.	1820	Just. de paix.	..	...	16	642	101	20	1	428	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Besançon.	20	Mars.	1820	Désistement.	..	...	10	558	5	..	..	....	..	..	...	5	149	..	...	..	....
Paris.	20	Mars.	1820	Saisie immob.	..	...	20	158	166	..	..	....	10	2	135	11	859	..	...	..	....
Orléans.	22	Mars.	1820	Trib. de com.	..	...	22	369	200	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	23	Mars.	1820	Surenchère.	..	...	21	520	120	20	2	193	..	..	...	11	753	57	303	..	....
Grenoble.	23	Mars.	1820	Saisie immob.	..	...	20	575	642	..	..	....	..	..	...	11	656	..	...	..	....
Cassat.	23	Mars.	1820	Saisie immob.	..	...	20	556	643	..	..	....	20	1	416	..	....	58	529	..	....
Metz.	23	Mars.	1820	Tierce oppos.	..	...	21	584	85	..	..	....	..	..	...	12	659	..	...	..	....
Metz.	23	Mars.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	159	154	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	23	Mars.	1820	Saisie-exécut.	..	...	21	468	108	..	..	....	..	..	...	11	664	..	...	..	....
Grenoble.	23	Mars.	1820	Conciliation.	..	...	7	290	102	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Mars	1820	Trib. de com.	..	...	22	217	41	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	24	Mars.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	222	271	..	..	....	..	..	...	4	716	..	...	..	....
Paris.	28	Mars	1820	Saisie-arrêt.	..	...	19	325	87	..	..	....	..	..	...	..	....	63	241	22	290
Cassat.	28	Mars.	1820	Dépens.	21	349	9	285	122	..	..	....	20	1	264	..	....	..	...	22	296
Cassat.	29	Mars	1820	Just. de paix.	..	...	16	641	102	..	..	....	20	1	356	3	292	..	...	22	301
Toulouse.	10	Avril.	1820	Jug 1re part.	..	...	15	158	187	21	2	251	..	..	...	9	617	60	192	..	....
Rouen.	11	Avril.	1820	Saisie immob.	..	...	26	270	....	..	..	....	..	..	...	11	710	..	...	..	....
Toulouse.	12	Avril.	1820	Distrib. par c.	..	...	10	690	10	..	..	....	22	2	59	..	....	..	...	..	....
Limoges.	12	Avril.	1820	Expertise.	..	...	12	730	88	22	2	232	22	2	131	12	44	..	...	22	330
Cassat.	12	Avril.	1820	Avoué.	22	87	5	364	94	20	1	378	20	1	456	..	....	58	363	22	330
Metz.	12	Avril.	1820	Renvoi et exc.	..	...	18	903	49	21	2	340	22	2	59	3	550	..	...	..	....
Cassat.	13	Avril.	1820	Tribunaux.	22	134	22	128	160	21	1	84	20	1	463	3	309	..	...	..	....
Cassat.	14	Avril.	1820	Cont. p. corps.	..	...	8	690	194	21	1	167	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	15	Avril.	1820	Caution.	..	...	6	574	36	20	2	201	19	2	49	2	387	57	229	22	362
Paris.	15	Avril.	1820	Intervention.	..	...	14	776	48	20	2	201	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	18	Avril.	1820	Appel.	..	...	3	350	191	22	1	224	22	1	144	..	....	63	295	22	369
Cassat.	18	Avril.	1820	Demand. nou.	..	...	9	112	70	22	1	224	..	..	...	..	....	63	295	22	369
Cassat.	19	Avril.	1820	Caution.	22	137	6	576	37	..	..	....	20	1	464	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Avril.	1820	Jug 1re part.	22	30	15	66	62	20	1	333	20	1	310	..	....	58	161	22	379
Metz.	20	Avril.	1820	Cons. de fam.	..	...	8	406	77	21	2	339	20	2	59	12	711	..	...	22	385
Rennes.	20	Avril.	1820	Exception.	..	...	12	493	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Avril.	1820	Appel.	..	...	3	363	199	20	1	256	..	..	...	1	583	..	...	22	386
Toulouse.	21	Avril.	1820	Requête civile.	..	...	18	1020	51	..	..	....	..	..	...	11	585	..	...	..	....
Rouen.	21	Avril.	1820	Demande nou.	..	...	9	113	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Avril.	1820	Audience.	21	353	4	682	11	20	1	246	20	1	295	..	....	57	558	..	....
Riom.	25	Avril.	1820	Arbitrage.	..	...	4	643	96	22	2	38	..	..	...	1	716	..	...	22	389
Nîmes.	25	Avril	1820	Saisie immob.	..	...	20	50	61	..	..	....	..	..	...	11	823	..	...	..	....
Rennes.	25	Avril.	1820	Ordre.	..	...	17	355	240	..	..	....	..	..	...	10	834	..	...	..	....
Besançon.	26	Avril.	1820	Vérific. d'écr.	..	...	22	423	17	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	26	Avril.	1820	Péremption.	..	...	18	496	85	21	2	347	22	2	80	11	207	..	...	22	396
Toulouse.	26	Avril.	1820	Jug. par déf.	..	...	15	312	39	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Avril.	1820	Avocat.	..	...	4	196	45	20	1	297	..	..	...	..	....	..	...	22	398
Toulouse.	27	Avril.	1820	Aut. femm.	..	...	5	96	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	27	Avril.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	4	645	..	...	..	....
Rouen.	27	Avril.	1820	Saisie immob.	..	...	20	557	646	20	2	183	20	2	75	11	742	..	...	..	....
Toulouse.	29	Avril.	1820	Compromis.	..	...	7	88	54	20	2	313	21	2	38	1	658	..	...	..	....
Toulouse.	29	Avril.	1820	Saisie immob.	..	...	20	558	648	20	2	183	22	2	76	11	699	..	...	22	412

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Cassat.	2	Mai.	1820	Interrogatoire	..	...	14	707	8	..	..	....	21	1	154	9	576	..	...	..	....
Rennes.	2	Mai.	1820	Huissier.	..	...	14	627	79	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	3	Mai.	1820	Aut. comm.	..	...	4	772	61	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	4	Mai.	1820	Ordre.	..	...	17	156	47	..	..	....	..	..	...	10	841	..	...	..	....
Cassat.	8	Mai.	1820	Saisie immob.	22	44	20	559	649	20	1	309	20	1	342	11	866	58	121	22	432
Toulouse.	8	Mai.	1820	Compromis.	..	...	7	90	56	20	2	305	21	2	40	1	658	..	...	22	437
Cassat.	8	Mai.	1820	Compromis.	22	42	6	511	99	20	1	305	20	1	345	2	301	..	...	22	429
Toulouse.	9	Mai.	1820	Intervention.	..	...	14	776	49	..	..	....	..	..	...	9	593	..	...	..	....
Metz.	9	Mai.	1820	Acquiescem.	..	...	1	212	118	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	9	Mai.	1820	Jug. 2e part.	..	...	15	259	99	..	..	....	..	..	...	9	773	..	...	..	....
Cassat.	10	Mai.	1820	Appel.	..	...	3	50	12	20	1	438	..	..	...	1	525	..	...	22	460
Cassat.	10	Mai.	1820	Surenchère.	..	...	21	470	122	20	1	363	20	1	380	11	785	58	221	22	446
Cassat.	10	Mai.	1820	Just. de paix.	..	...	16	644	103	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	10	Mai.	1820	Sep. de biens.	..	...	21	80	7	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	12	Mai.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	222	272	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	14	Mai.	1820	Exploit.	..	...	13	275	348	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Mai.	1828	Action.	22	153	2	514	99	20	1	430	20	1	516	1	232	..	...	22	472
Rennes.	16	Mai.	1820	Désistement.	..	...	10	488	40	..	..	....	..	..	...	5	165	..	...	..	....
Cassat.	17	Mai.	1820	Action.	..	...	2	399	37	20	1	324	20	1	460	1	258	..	...	22	488
Cassat.	17	Mai.	1820	Action.	..	...	2	402	37	20	1	273	20	1	460	1	259	..	...	22	484
Orléans.	17	Mai.	1820	Jug. 2e part.	..	...	15	260	101	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	18	Mai.	1820	Requête civile.	22	257	18	1039	64	20	2	264	..	..	...	11	598	..	...	..	....
Rennes.	19	Mai.	1820	Saisie-exécut.	..	...	21	469	109	..	..	....	..	..	...	11	653	..	...	..	....
Metz.	20	Mai.	1820	Avocat.	..	...	4	202	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	20	Mai.	1820	Acquiescem.	..	...	1	213	121	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	22	Mai.	1820	Appel.	..	...	3	215	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Mai.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	162	188	..	..	....	..	..	...	9	527	..	...	..	....
Rennes.	26	Mai.	1820	Trib. de com.	..	...	22	370	291	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	26	Mai.	1820	Appel.	..	...	3	303	160	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	26	Mai.	1820	Enquête.	..	...	11	173	157	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	30	Mai.	1820	Trib. de com.	..	...	22	370	202	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Mai.	1820	Surenchère.	..	...	21	472	123	20	1	382	20	1	[illegible]	11	772	58	449	22	453
Rouen.	31	Mai.	1820	Saisie immob.	..	...	20	561	651	21	2	219	..	..	...	11	867	..	...	..	....
Orléans.	31	Mai.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	369	273	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
D. du g. j.	2	Juin.	1820	Greffier.	..	...	14	525	41	..	..	....	22	2	78	..	....	..	...	..	....
Douai.	5	Juin.	1820	Tierce oppos.	..	...	21	501	5	21	2	200	..	..	...	12	654	59	443	..	....
Cassat.	6	Juin.	1820	Dépens.	..	...	9	170	29	20	1	372	20	1	390	..	....	58	352	22	501
Douai.	6	Juin.	1820	Trib. de com.	..	...	22	361	189	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Douai.	6	Juin.	1820	Arbitrage.	..	...	4	644	97	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Juin.	1820	Red. de compt.	..	...	18	708	55	33	1	785	20	1	629	3	673	..	...	22	499
Cassat.	7	Juin.	1820	Cons. de fam.	22	99	8	408	79	20	1	366	20	1	430	12	772	..	...	22	505
Metz.	7	Juin.	1820	Requête civile.	..	...	18	1040	65	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Juin.	1820	Action.	..	...	2	515	109	20	1	265	20	1	476	1	252	57	406	22	503
Rennes.	7	Juin.	1828	Succession.	..	...	21	320	15	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	7	Juin.	1820	Exploit.	..	...	13	276	349	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	8	Juin.	1820	Trib. de com.	..	...	22	217	41	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	10	Juin.	1820	Appel.	..	...	3	428	255	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	12	Juin.	1820	Faux inc. civ.	..	...	14	400	62	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Juin.	1820	Amende.	22	50	2	624	54	20	1	580	20	1	437	..	....	..	...	..	....
Limoges.	15	Juin.	1820	Saisie-exécut.	..	...	21	463	98	20	1	377	21	2	16	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Juin.	1820	Ordre.	..	...	17	356	241	21	1	28	20	1	625	..	....	59	177	22	525
Paris.	16	Juin.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	163	190	21	1	139	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Juin.	1820	Greffier.	22	273	14	526	42	21	1	43	20	1	594	..	....	59	454	22	530
Montpell.	20	Juin.	1820	Amende.	22	61	3	120	49	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	20	Juin.	1820	Arbitrage.	..	...	4	499	11	21	1	170	21	1	134	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Juin.	1820	Audience.	..	...	4	684	12	20	1	374	..	..	...	..	....	58	495	22	542
Cassat.	21	Juin.	1820	Regl. de juges.	..	...	18	836	52	20	1	415	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	22	Juin.	1820	Jug. par déf.	..	...	15	419	164	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	23	Juin.	1820	Exception.	..	...	12	513	116	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Juin.	1820	Appel.	..	...	3	459	286	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	23	Juin.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	164	191	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Juin.	1820	Tribunaux.	..	...	22	130	151	20	1	335	..	..	...	3	472	..	...	..	....
Orléans.	24	Juin.	1820	Matières som.	..	...	16	737	34	..	..	....	..	..	...	10	384	..	...	..	....
Riom.	26	Juin.	1820	Péremption.	..	...	23	22[illegible]	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Juin.	1820	Huissier.	..	...	14	628	82	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Juin.	1820	Amende.	22	158	3	460	287	21	1	4	20	1	507	1	111	58	142	22	576
Paris.	27	Juin.	1820	Succession.	..	...	21	309	9	20	2	242	..	..	...	..	....	3	142	22	581
Cassat.	28	Juin.	1820	Tribunaux.	22	147	22	131	162	21	1	42	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Juin.	1820	Tribunaux.	..	...	22	132	163	21	1	112	21	1	47	3	287	59	494	22	606
Bourges.	30	Juin.	1820	Taxe.	..	...	38	111	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bourges.	1	Juill.	1820	Saisie immob.	..	...	38	127	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Juill.	1820	Enquête.	22	261	11	174	158	21	1	107	20	1	576	..	....	59	529	22	609
Cassat.	4	Juill.	1820	Evocation.	..	...	12	413	30	20	1	160	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	4	Juill.	1820	Evocation.	..	...	12	413	30	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.					SIREY.			DALLOZ.					PALAIS.			
					A. éd.		Nle édit.						Anc. éd.			Nle éd.		A. éd.		Nle éd.	
					v.	p.	p.	p.	nos.	v.	p.	p.	v	p.	p.	v.	p.	v.	p.	.	p.
Angers.	5	Juill.	1820	Vérific. d'écr.	..	...	22	414	9	23	2	16	..	..	...	12	943	..	...	..	....
Metz.	7	Juill.	1820	Dépens.	..	...	9	286	123	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Juill.	1820	Dépens.	..	...	9	286	123	..	..	....	..	..	...	9	661	..	...	..	....
Metz.	7	Juill.	1820	Enquête.	..	...	11	179	161	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Bruxelles.	8	Juill.	1820	Trib. de com.	..	...	22	371	203	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	8	Juill.	1820	Conciliation.	..	...	7	172	6	25	2	95	21	2	82	3	723	..	...	..	....
Rennes.	10	Juill.	1820	Trib. de com.	..	...	22	371	204	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse.	14	Juill.	1820	Exploit.	..	...	13	194	210	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	14	Juill.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	165	192	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orleans.	14	Juill.	1820	Avocat.	..	...	4	206	52	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	17	Juill.	1820	Exception.	..	...	12	443	20	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	18	Juill.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	223	274	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Poitiers.	18	Juill.	1820	Arbitrage.	..	...	4	650	98	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Juill.	1820	Appel.	..	...	3	464	290	..	..	....	..	..	...	1	588	..	...	..	....
Rennes.	22	Juill.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	34	10	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Juill.	1820	Avoué.	21	175	5	368	97	21	1	332	20	1	494	..	....	58	485	22	665
Rennes.	26	Juill.	1820	Red. de compt.	..	...	18	709	56	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	26	Juill.	1820	Serment.	..	...	21	124	31	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	27	Juill.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	224	278	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Angers.	27	Juill.	1820	Exception.	..	...	12	514	118	..	..	....	21	2	88	7	617	..	...	..	....
Cassat.	27	Juill.	1820	Domm.-intér.	22	209	10	637	12	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Paris.	27	Juill.	1820	Tribunaux.	22	107	22	133	164	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	28	Juill.	1820	Avoué.	..	...	28	128	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	28	Juill.	1820	Signification.	..	...	21	257	30	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	31	Juill.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	225	279	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	1	Août.	1820	Appel.	..	...	27	286	....	21	1	272	21	1	639	..	....	59	413	..	....
Paris.	1	Août.	1820	Saisie immob.	22	296	20	561	652	21	1	272	..	..	...	11	679	58	422	22	690
Paris.	1	Août.	1820	Avoué.	..	...	5	569	99	21	2	15	20	2	60	..	....	58	422	22	689
Cassat.	1	Août.	1820	Ministère pub	22	263	16	756	14	..	..	....	20	1	544	..	....	..	...	22	694
Cassat.	2	Août.	1820	Vérific. d'écr.	..	...	22	401	3	21	1	185	21	1	171	..	....	..	...	..	....
Cassat.	2	Août.	1820	Autorisation.	..	...	28	113	....	21	1	55	20	1	599	9	276	60	81	..	....
Rennes.	2	Août.	1820	Red. de compt.	..	...	18	711	60	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Août.	1820	Dernier ress.	..	...	23	69	....	21	1	183	21	1	172	..	....	..	...	..	....
Cassat.	4	Août.	1820	Enquête.	22	212	11	180	163	21	1	35	20	1	526	..	....	61	264	..	....
Colmar.	4	Août.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	1	225	280	..	..	....	..	..	...	4	639	..	...	..	....
Bourges.	5	Août	1820	Compétence.	..	...	44	524	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	7	Août.	1820	Sép. de corps.	..	...	21	168	50	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Colmar.	8	Août.	1820	Sép. de biens.	..	...	21	112	34	21	2	266	21	2	64	10	249	59	267	22	718
Cassat.	9	Août.	1820	Surenchere.	.	...	21	475	127	21	1	579	21	1	235	..	....	61	147	22	730
Douai.	9	Août.	1820	Saisie immob.	..	...	20	512	584	..	..	....	..	..	...	11	725	..	...	..	....
Rennes.	10	Août.	1820	Exploit.	..	...	13	276	350	..	..	....	..	..	...	7	756	..	...	..	....
Rennes.	11	Août.	1820	Dépens.	..	...	9	288	120	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	11	Août.	1820	Exploit.	..	...	13	277	35.	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	14	Août.	1820	Saisie-arrêt.	22	283	19	367	128	21	1	33	20	1	603	..	....	59	294	..	....
Orléans.	16	Août.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	226	282	..	..	....	21	2	24	..	....	..	...	..	....
Rennes.	16	Août.	1820	Off. réel. et c.	..	...	17	76	69	..	..	....	21	2	24	..	....	..	...	..	....
Orléans.	17	Août.	1820	Ress 1er et d.	..	...	19	227	283	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse	17	Août.	1820	Trib. de com.	..	...	22	374	208	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	17	Août.	1820	Evocation.	..	...	12	413	31	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Agen.	19	Août.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	227	284	..	..	....	..	..	...	4	638	..	...	..	....
Paris.	19	Août.	1820	Saisie immob.	..	...	20	303	310	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	21	Août.	1820	Exploit.	..	...	13	83	59	..	..	....	..	..	...	7	795	..	...	..	....
Rennes.	22	Août.	1820	Aut. comm.	..	...	4	772	62	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	23	Août.	1820	Trib. de com.	..	...	22	374	209	21	1	372	21	1	259	..	....	..	...	..	....
Colmar.	23	Août.	1820	Tribunaux.	..	...	22	133	165	20	2	336	..	..	...	3	409	..	...	22	757
Orléans.	23	Août.	1820	Exploit.	..	...	13	278	354	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	24	Août.	1820	Tribunaux.	..	...	22	135	166	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	26	Août.	1820	Ress. 1er et d	..	...	19	227	285	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orleans.	26	Août.	1820	Saisie-exécut.	..	...	21	467	10..	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	29	Août.	1820	Péremption.	..	...	18	496	86	..	..	....	..	..	...	11	203	..	...	..	....
Rennes.	29	Août.	1820	Execut. prov.	..	...	12	661	71	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	...
Besançon.	29	Août.	1820	Exploit.	..	...	13	278	355	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orleans.	30	Août.	1820	Intervention.	..	...	14	777	50	..	..	....	..	..	...	9	593	..	...	..	....
Riom.	30	Août.	1820	Saisie immob.	..	...	20	562	654	23	2	20	23	2	141	11	667	..	...	22	782
Besançon.	31	Août.	1820	Jug. arbitral.	..	...	16	540	122	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Toulouse	1	Sept.	1820	Saisie-exécut.	..	...	21	443	65	..	..	....	..	..	...	11	660	..	...	..	....
Ord. du R.	6	Sept.	1820	Aut. comm.	..	...	4	738	29	21	2	120	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Sept.	1820	Tribunaux.	22	289	22	85	110	..	..	....	20	1	591	3	471	..	...	22	785
Grenoble.	9	Sept.	1820	Exploit.	..	...	13	172	173	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Sept.	1820	Discipline j.	..	...	10	574	30	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	9	Oct.	1820	Trib. de com.	..	...	22	375	210	22	2	225	21	2	48	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	11	Oct.	1820	Discipline j.	..	...	10	575	31	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	13	Oct.	1820	Amende.	..	...	2	624	55	..	..	....	..	..	...	1	273	..	...	..	....
Circ. m. j.	18	Oct.	1820	Dépens.	..	...	9	288	125	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. A. éd. v.	p.	Nle édit. v.	p.	nos.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. A. éd. v.	p.	Nle éd. v.	p.
Inst. m. j.	21	Oct.	1820	Dépens.	..	...	9	270	114	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Nov.	1820	Avoué.	..	...	5	372	100	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Nov.	1820	Appel.	..	...	3	23	1	21	1	82	21	1	80	1	441	59	126	..	....
Cassat.	7	Nov.	1820	Huissier.	..	...	14	628	83	21	1	182	21	1	83	7	342	..	...	..	....
Cassat.	8	Nov.	1820	Dépens.	..	...	9	289	126	..	..	....	..	..	...	..	....	56	119	..	....
Cassat.	8	Nov.	1820	Garantie.	..	...	14	447	39	21	1	402	41	1	377	..	....	61	472	..	....
Cassat.	8	Nov.	1820	Huissier.	..	...	14	630	84	21	1	339	21	1	59	..	....	60	21	..	....
Orléans.	9	Nov.	1820	Notaire.	..	...	16	819	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Nov.	1820	Notaire.	22	345	16	819	26	21	1	96	21	1	45	..	....	..	...	22	560
Orléans.	15	Nov.	1820	Exceptions.	..	...	12	462	40	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	15	Nov.	1820	Exceptions.	..	...	12	514	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Nov.	1820	Cont. p. corps.	22	347	8	664	173	21	1	27	21	1	33	..	....	59	49	22	810
Cassat.	21	Nov.	1820	Expertise.	..	...	12	731	89	21	1	392	21	1	308	7	670	..	...	22	815
Toulouse.	22	Nov.	1820	Saisie immob.	..	...	20	564	656	21	2	256	..	..	...	..	....	60	175	..	....
Rennes.	24	Nov.	1820	Sép. de corps.	..	...	21	169	51	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	24	Nov.	1820	Ordre.	..	...	17	342	221	..	..	....	22	2	52	..	....	..	...	..	....
Orléans.	29	Nov.	1820	Tierce oppos.	..	...	21	585	86	..	..	....	..	..	...	12	663	..	...	..	....
Cassat.	29	Nov.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	228	286	22	1	334	22	1	222	4	632	..	...	..	....
Rennes.	29	Nov.	1820	Exceptions.	..	...	12	514	119	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	29	Nov.	1820	Surenchère.	..	...	21	477	129	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	29	Nov.	1820	Garantie.	..	...	14	474	63	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	30	Nov.	1820	Discipline jud.	..	...	10	576	32	21	1	48	21	1	16	11	46	59	397	22	838
Poitiers.	30	Nov.	1820	Appel.	27	141	2	212	25	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Orléans.	1	Déc.	1820	Jug. par déf.	..	...	15	372	110	..	..	....	..	..	...	9	748	..	...	..	....
Douai.	4	Déc.	1820	Trib. de com.	..	...	22	376	211	21	2	250	21	2	87	..	....	..	...	..	....
Ord. du R.	6	Déc.	1820	Cont. p. corps.	..	...	8	692	195	21	2	82	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	6	Déc.	1820	Enregistrem.	..	...	11	264	31	21	1	241	21	1	279	7	384	61	175	..	....
Ord. du R.	6	Déc.	1820	Just. de paix.	..	...	16	645	104	21	2	46	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	7	Déc.	1820	Notaire.	..	...	16	820	27	21	1	343	21	1	324	7	350	60	559	22	863
Liege.	8	Déc.	1820	Exploit.	..	...	13	278	356	..	..	....	..	..	...	7	740	..	...	..	....
Cassat.	11	Déc.	1820	Greffier.	..	...	14	528	43	21	1	168	21	1	99	7	165	59	521	22	864
Paris.	12	Déc.	1820	Dépens.	..	...	9	290	127	..	..	....	21	2	53	..	....	..	...	22	866
Nimes.	12	Déc.	1820	Appel.	..	...	3	61	21	..	..	....	21	2	53	1	511	..	...	22	866
Cassat.	12	Déc.	1820	Désistement.	..	...	10	489	41	21	1	137	21	1	94	5	166	59	436	22	872
Orléans.	14	Déc.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	229	187	..	..	....	21	2	146	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	15	Déc.	1820	Exécut. prov.	..	...	12	632	30	..	..	....	..	..	...	9	650	..	...	..	....
Colmar.	18	Déc.	1820	Surenchère.	..	...	21	479	130	..	..	....	22	2	50	11	796	..	...	22	880
Rennes.	18	Déc.	1820	Signification.	..	...	21	290	78	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	19	Déc.	1820	Jug. par déf.	..	...	15	419	165	21	1	369	21	1	296	..	....	61	182	22	883
Cassat.	20	Déc.	1820	Requête civile.	..	...	18	1041	67	21	1	428	21	1	358	11	603	..	...	..	....
Nimes.	20	Déc.	1820	Saisie-exécut.	..	...	21	470	112	22	2	147	22	2	114	..	....	..	...	..	....
Cassat.	21	Déc.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	78	77	21	1	135	21	1	101	9	613	60	449	22	894
Rennes.	21	Déc.	1820	Exploit.	..	...	13	279	358	..	..	....	21	2	101	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	21	Déc.	1820	Exploit.	..	...	13	279	357	..	..	....	21	2	101	..	....	..	...	..	....
Agen.	21	Déc.	1820	Ress. 1er et d.	..	...	19	229	288	..	..	....	21	2	101	4	681	..	...	..	....
Cassat.	21	Déc.	1820	Action.	..	...	9	23	....	21	1	135	21	1	100	1	270	60	449	..	....
Rennes.	23	Déc.	1820	Expertise.	..	...	12	732	92	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	26	Déc.	1820	Saisie immob.	..	...	20	519	597	22	1	36	21	1	347	11	805	61	385	22	900
Rennes.	26	Déc.	1820	Sép. de corps.	..	...	21	170	52	..	..	....	..	..	...	11	900	..	...	..	....
Cassat.	26	Déc.	1820	Jug. 1re part.	..	...	15	165	193	..	..	....	21	1	199	..	....	..	...	..	....
Cassat.	27	Déc.	1820	Dépens.	..	...	9	392	129	21	1	142	21	1	96	9	686	..	...	22	907
Cassat.	27	Déc.	1820	Succession.	..	...	21	321	18	21	1	385	21	1	305	12	385	..	...	22	904
Paris.	28	Déc.	1820	Saisie immob.	..	...	20	407	428	21	2	110	21	2	82	11	710	59	542	22	909
Orléans.	28	Déc.	1820	Récusation.	..	...	18	647	42	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rennes.	28	Déc.	1820	Tribunaux.	..	...	22	136	167	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	3	Janv.	1821	Compromis.	23	1	..	....	....	22	1	199	22	1	149	..	....	63	425	..	....
Cassat.	4	Janv.	1821	Accusé.	23	2	..	....	....	21	1	186	21	1	136	..	....	60	443	..	....
Orléans.	5	Janv.	1821	Jug. par déf.	15	421	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	5	Janv.	1821	Cont. p. corps.	8	692	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	9	Janv.	1821	Conciliation.	7	168	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Janv.	1821	Action.	23	3	..	....	....	22	1	332	22	1	204	..	....	..	...	..	....
Cassat.	10	Janv.	1821	Arrêt.	23	4	..	....	....	21	1	175	21	1	134	..	....	59	486	..	....
Orléans.	10	Janv.	1821	Enquête.	11	133	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Metz.	12	Janv.	1821	Appel.	23	5	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Amiens.	12	Janv.	1821	Arrêt.	30	318	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	15	Janv.	1821	Amende.	23	6	..	....	....	21	1	98	21	1	103	..	....	60	444	..	....
Rouen.	15	Janv.	1821	Signification.	21	291	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	16	Janv.	1821	Action posses.	23	9	..	....	....	21	1	142	21	1	99	..	....	60	451	..	....
Bourges.	17	Janv.	1821	Saisie immob.	23	11	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Rouen.	17	Janv.	1821	Acte respect.	23	16	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Grenoble.	17	Janv.	1821	Defense.	23	16	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Nîmes.	21	Janv.	1821	Exécut. prov.	25	359	..	....	....	25	2	91	..	..	...	..	....	..	...	..	....
Cassat.	22	Janv.	1821	Motifs.	23	18	..	....	....	21	1	347	21	1	347	..	....	60	193	..	....
Rennes.	22	Janv.	1821	Jug. 2e part.	15	43	..	....	....	..	..	....	..	..	...	..	....	..	...	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Rennes.	22	Janvier.	1821	Jugement 2e partie.	15	231	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	23	Janvier.	1821	Vente.	36	264	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bruxelles.	24	Janvier.	1821	Exploit.	13	282	..	..	....	..	..	...	7	744	...	....
Lyon.	25	Janvier.	1821	Jug. par défaut.	28	49	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	25	Janvier.	1821	Acquiescement.	23	20	..	..	....	..	..	...	..	....	61	328
Metz.	27	Janvier.	1821	Dernier ressort.	23	24	23	2	137	23	2	129	..	....	...	....
Cassation.	29	Janvier.	1821	Chose jugée.	23	25	21	1	309	21	1	237	..	....	63	116
Toulouse.	29	Janvier.	1821	Acte respectueux.	23	28	..	..	....	21	2	91	..	....	60	362
Cassation.	30	Janvier.	1821	Audience.	23	30	22	1	169	22	1	12	..	....	...	....
Cassation.	31	Janvier.	1821	Jugement.	23	33	..	..	....	21	1	395	..	....	62	180
Cassation.	31	Janvier.	1821	Inscription hypoth.	23	34	21	1	180	21	1	160	9	316	60	145
Nîmes.	31	Janvier.	1821	Saisie-gagerie.	19	505	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	31	Janvier.	1821	Saisie-exécution.	21	471	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	1	Février.	1821	Tribunaux.	23	38	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	1	Février.	1821	Compromis.	23	35	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Aix.	2	Février.	1821	Surenchère.	23	39	23	2	9	23	2	55	11	770	...	....
Colmar.	3	Février.	1821	Caution.	23	41	..	..	....	22	2	48	..	....	...	....
Lyon.	5	Février.	1821	Compétence.	25	61	21	2	217	22	2	8	..	....	...	....
Rouen.	7	Février.	1821	Emprisonnement.	23	292	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	9	Février.	1821	Appel.	3	429	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	10	Février.	1821	Jug. par défaut.	15	421	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	10	Février.	1821	Surenchère.	23	42	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	10	Février.	1821	Trib. de commerce.	23	43	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	12	Février.	1821	Expertise.	12	735	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	13	Février.	1831	Acquiescement.	23	45	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Riom.	14	Fevrier.	1821	Appel.	23	389	..	..	....	22	2	102	..	....	62	144
Bruxelles.	14	Février.	1821	Exploit.	13	124	..	..	....	..	..	...	7	763	...	....
Orléans.	14	Février.	1821	Matière sommaire.	16	738	..	..	....	..	..	...	10	384	...	....
Rennes.	15	Février.	1821	Jugement 1re partie.	15	166	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	15	Février.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	230	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	15	Février.	1821	Citation.	23	46	21	1	179	21	1	175	..	....	60	475
Metz.	15	Février.	1821	Absent.	23	48	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	19	Février.	1821	Succession.	23	52	21	1	208	21	1	138	..	....	60	49
Rennes.	19	Février.	1821	Matière sommaire.	16	732	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	19	Février.	1821	Ress. 1er et dernier	19	107	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1821	Inscription de faux.	23	53	22	1	14	21	1	598	..	....	62	93
Limoges.	21	Février.	1821	Péremption.	23	226	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	21	Février.	1821	Avoué.	35	55	22	1	34	21	1	547	..	....	62	238
Ord. du c. d'ét.	22	Février.	1821	Autorité comm.	4	760	21	2	308	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	23	Février.	1821	Notaire.	16	820	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	23	Fevrier.	1821	Témoin.	23	58	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	23	Février.	1821	Privilége.	23	58	22	2	114	22	2	61	..	....	61	157
Toulouse.	24	Février.	1821	Acquiescement.	23	59	21	2	275	22	2	9	..	....	60	295
Cassation.	27	Février.	1821	Garantie.	23	65	23	1	322	23	1	44	..	....	66	185
Cassation.	27	Février.	1821	Surenchère.	23	62	21	1	255	21	1	154	..	....	60	218
Cassation.	27	Février.	1821	Jugement.	23	66	22	1	336	22	1	198	..	....	...	....
Bourges.	28	Février.	1821	Dernier ressort.	23	67	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	28	Février.	1821	Dernier ressort.	23	71	22	1	295	22	1	274	4	645	...	....
Grenoble.	3	Mars.	1821	Ordre.	17	357	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	5	Mars.	1821	Ministère public.	23	72	21	1	197	21	1	225	..	....	60	252
Caen.	6	Mars.	1821	Ordre.	17	254	..	..	....	..	..	...	10	826	...	....
Grenoble.	6	Mars.	1821	Matière sommaire.	16	738	..	..	....	..	..	...	10	382	...	....
Cassation.	7	Mars.	1821	Commerçant.	23	74	22	1	272	22	1	166	..	....	64	46
Metz.	8	Mars.	1821	Enquête.	11	181	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	9	Mars.	1821	Question préjud.	23	76	21	1	195	21	1	211	..	....	63	557
Rennes.	10	Mars.	1821	Enquête.	11	39	..	..	....	..	..	...	6	852	...	....
Metz.	13	Mars.	1821	Caution.	6	578	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	13	Mars.	1821	Compétence.	23	80	22	1	109	21	1	609	..	....	62	293
Cassation.	13	Mars.	1821	Amende.	23	78	21	1	299	21	1	317	..	....	...	....
Cassation.	14	Mars.	1821	Enregistrement.	23	87	21	1	235	21	1	595	..	....	...	....
Cassation.	14	Mars.	1821	Emprisonnement.	23	289	..	..	....	21	1	196	..	....	61	319
Cassation.	14	Mars.	1821	Exploit.	23	83	22	1	108	21	1	549	..	....	62	375
Amiens.	14	Mars.	1821	Acquiescement.	23	81	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	14	Mars.	1821	Expertise.	12	733	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	15	Mars.	1821	Appel.	27	149	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	15	Mars.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	231	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	20	Mars.	1821	Assignation.	23	89	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Mars.	1821	Renvoi.	23	89	22	1	59	21	1	611	..	....	62	393
Cassation.	21	Mars.	1821	Opposition.	23	89	22	1	59	21	1	611	..	....	62	393
Bourges.	21	Mars.	1821	Exploit.	27	66	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	22	Mars.	1821	Appel.	23	91	21	1	247	..	..	...	..	....	62	559
Toulouse.	22	Mars.	1821	Appel.	23	93	..	..	....	22	2	65	..	....	61	140
Rennes.	22	Mars.	1821	Ordre.	17	358	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	22	Mars.	1821	Tribunaux.	22	137	..	..	....	..	..	...	3	314	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Aix.	22	Mars.	1821	Désaveu.	10	380	..	..	....	..	..	...	5	106	...	....
Besançon.	22	Mars.	1821	Désistement.	10	486	..	..	....	..	..	...	5	164	...	....
Avis du c. d'état.	23	Mars.	1821	Compétence.	23	98	21	2	162	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	24	Mars.	1821	Ordre.	23	101	..	..	....	..	..	...	..	....	61	480
Metz.	26	Mars.	1821	Appel.	23	107	23	2	126	23	2	74	..	....	...	....
Metz.	26	Mars.	1821	Action.	23	104	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Mars.	1821	Cautionnement.	23	105	21	1	346	21	1	414	..	....	61	274
Cassation.	27	Mars.	1821	Saisie-exécution.	23	111	21	1	327	21	1	244	..	....	60	401
Grenoble.	29	Mars.	1821	Jug. par défaut.	15	422	..	..	....	..	..	...	9	708	...	....
Angers.	29	Mars.	1821	Acquiescement.	23	115	21	2	260	22	2	2	..	....	60	394
Orléans.	30	Mars.	1821	Exécution provisoir.	12	663	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	31	Mars.	1821	Jugement 1re partie.	15	166	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	31	Mars.	1821	Avoué.	23	119	..	..	....	..	..	...	..	....	64	471
Bourges.	4	Avril.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	178	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation	4	Avril.	1821	Compétence.	23	263	21	1	330	21	1	259	..	....	...	....
Amiens.	4	Avril.	1821	Surenchérisseur.	23	123	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	7	Avril.	1821	Contrainte par corps.	23	125	21	2	239	..	..	...	..	....	...	....
Angers.	11	Avril.	1821	Appel.	23	129	22	2	175	..	..	...	..	....	64	468
Orléans.	11	Avril.	1821	Jugement 1re partie.	15	167	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	11	Avril.	1821	Adjudication.	23	131	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	12	Avril.	1821	Acquiescement.	23	135	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	12	Avril.	1821	Exécution.	23	133	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	13	Avril.	1821	Enquête.	11	133	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	13	Avril.	1821	Folle enchère.	25	374	22	2	231	23	2	23	..	....	...	....
Cassation.	16	Avril.	1821	Saisie immobilière.	23	136	21	1	414	21	1	418	..	....	62	5
Cassation.	18	Avril.	1821	Enquête.	23	142	..	..	....	21	1	617	..	....	62	342
Cassation.	18	Avril.	1821	Enregistrement.	23	145	..	..	....	..	..	...	..	....	63	527
Cassation.	18	Avril.	1821	Péremption.	23	144	..	..	....	21	1	512	..	....	61	288
Cassation.	18	Avril.	1821	Dernier ressort.	23	139	22	1	35	21	1	493	..	....	63	91
Cassation.	26	Avril.	1821	Autorisation.	23	145	21	1	283	..	..	...	..	....	61	177
Cassation.	27	Avril.	1821	Appel.	23	148	21	1	358	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	30	Avril.	1821	Cession de biens.	23	153	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	30	Avril.	1821	Surenchère.	23	150	21	2	244	22	2	20	..	....	...	....
Metz.	30	Avril.	1821	Appel.	31	297	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	30	Avril.	1821	Cession de biens.	6	608	..	..	....	..	..	...	10	597	...	....
Angers.	4	Mai.	1821	Saisie immobilière.	23	160	..	..	....	22	2	171	..	....	63	179
Cassation.	6	Mai.	1821	Preuve testimoniale.	23	162	..	..	....	..	..	...	..	....	64	365
Toulouse.	7	Mai.	1821	Ordre.	17	359	..	..	....	..	..	...	10	835	...	....
Amiens.	8	Mai.	1821	Acquiescement.	23	165	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	8	Mai.	1821	Dépens.	23	164	22	1	263	20	1	163	..	....	63	445
Cassation.	9	Mai.	1821	Tierce opposition.	23	168	21	1	249	19	1	289	..	....	60	334
Bourges.	9	Mai.	1821	Conciliation.	23	161	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	9	Mai.	1821	Compulsoire.	7	119	..	..	....	..	..	3	3	704	65	326
Rouen.	10	Mai.	1821	Chose jugée.	39	93	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	10	Mai.	1821	Acte respectueux.	23	177	..	..	....	..	..	...	..	....	64	34
Toulouse.	11	Mai.	1821	Péremption.	18	497	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	11	Mai.	1821	Expertise.	12	734	..	..	....	..	..	...	7	664	...	....
Bourges.	12	Mai.	1821	Exploit.	27	67	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	12	Mai.	1821	Acquiescement.	23	179	22	2	157	22	2	110	..	....	...	....
Metz.	12	Mai.	1821	Jugement 2e partie.	15	231	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	14	Mai.	1821	Commun. de pièces.	23	180	21	1	265	21	1	328	..	....	...	....
Cassation.	15	Mai.	1821	Compétence.	23	182	..	..	....	21	1	621	..	....	63	529
Cassation.	16	Mai.	1821	Enregistrement.	23	186	22	1	6	21	1	582	..	....	62	327
Cassation.	16	Mai.	1821	Arrêt.	23	184	21	1	217	21	1	358	..	....	61	47
Cassation.	18	Mai.	1821	Appel.	3	468	..	..	....	..	..	...	1	560	...	....
Cassation.	21	Mai.	1821	Arrêt.	23	236	21	1	425	..	..	...	..	....	61	287
Cassation.	22	Mai.	1821	Dépens.	23	189	21	1	304	..	..	...	..	....	...	....
Loi.	24	Mai.	1821	Jury.	23	195	21	2	262	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	24	Mai.	1821	Dernier ressort.	23	192	..	..	....	22	2	42	..	....	61	106
Cassation.	24	Mai.	1821	Séparation de corps.	23	194	21	1	333	21	1	302	..	....	62	49
Toulouse.	24	Mai.	1821	Jugement par défaut.	15	423	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	26	Mai.	1821	Tribunal de comm.	22	330	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	28	Mai.	1821	Assignation.	23	196	22	2	318	..	2	107	..	....	62	78
Grenoble.	29	Mai.	1821	Appel incident.	23	199	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	30	Mai.	1821	Roulage.	23	202	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	1	Juin.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	233	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	2	Juin.	1821	Désistement.	10	450	..	..	....	..	..	...	5	154	...	....
Cassation.	2	Juin.	1821	Appel.	23	204	21	1	353	21	1	384	..	....	61	172
Cassation.	5	Juin.	1821	Chose jugée.	23	206	21	1	341	21	1	422	..	....	60	415
Metz.	6	Juin.	1821	Appel.	23	209	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Juin.	1821	Licitation.	23	211	21	1	274	21	1	365	..	....	60	547
Limoges.	13	Juin.	1821	Péremption.	18	498	..	..	....	..	..	...	11	189	...	....
Orléans.	14	Juin.	1821	Saisie-gagerie.	19	506	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	15	Juin.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	233	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Poitiers.	19	Juin.	1821	Jug. par défaut.	23	216	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	19	Juin.	1821	Concordat.	23	223	22	1	142	21	1	576	..	....	63	200
Ord. du R.	20	Juin.	1821	Avoué.	23	225	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	20	Juin.	1821	Folle enchère.	25	374	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	20	Juin.	1821	Jug. par défaut.	15	423	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Riom.	23	Juin.	1821	Adjudication.	23	225	..	..	....	23	2	67	..	....	65	180
Grenoble.	27	Juin.	1821	Jugement 1re partie.	15	78	..	..	....	..	..	...	9	613	...	....
Cassation.	27	Juin.	1821	Compétence.	23	227	22	1	8	21	1	534	..	....	61	511
Toulouse.	27	Juin.	1821	Actes respectueux.	23	239	22	2	98	22	2	69	..	....	61	232
Cassation.	28	Juin.	1821	Inscription de faux.	23	230	22	1	269	23	1	331	..	....	...	....
Pau.	29	Juin.	1821	Saisie-exécution.	21	471	..	..	....	..	..	...	11	648	...	....
Cassation.	2	Juillet.	1821	Faillite.	23	233	21	1	350	21	1	386	..	....	70	101
Limoges.	2	Juillet.	1821	Appel.	23	235	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	3	Juillet.	1821	Exploit.	27	235	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	3	Juillet.	1821	Arrêt.	23	236	21	1	425	21	1	353	..	....	...	....
Limoges.	4	Juillet.	1821	Dépens.	23	237	..	..	....	22	2	84	..	....	...	....
Pau.	4	Juillet.	1821	Contrainte par corps.	23	237	24	2	12	22	2	73	..	....	61	306
Bourges.	5	Juillet.	1821	Garantie.	14	455	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	5	Juillet.	1821	Acquiescement.	23	20	22	2	237	23	2	14	..	....	...	....
Montpellier.	6	Juillet.	1821	Saisie immobilière.	26	209	..	..	....	21	1	376	..	....	63	303
Metz.	9	Juillet.	1821	Ministère public.	16	788	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	10	Juillet.	1821	Péremption.	18	499	..	..	....	..	..	...	11	196	...	....
Metz.	10	Juillet.	1821	Reddition de compte.	18	712	..	..	....	..	..	...	..	....	67	334
Nîmes.	11	Juillet.	1821	Serment.	21	205	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Douai.	11	Juillet.	1821	Compétence.	28	246	26	2	150	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	12	Juillet.	1821	Actes respectueux.	23	240	..	..	....	22	2	70	..	....	...	....
Amiens.	14	Juillet.	1821	Huissier.	14	630	21	2	278	..	..	...	..	....	62	310
Montpellier.	19	Juillet.	1821	Expertise.	12	705	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	19	Juillet.	1821	Dépens.	38	137	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	19	Juillet.	1821	Arrêt.	23	242	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	20	Juillet.	1821	Jug. par défaut.	27	309	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Juillet.	1821	Contrainte par corps.	23	213	22	1	333	22	1	219	..	....	63	542
Cassation.	20	Juillet.	1821	Avoué.	5	101	..	..	....	..	..	...	2	212	...	....
Cassation.	20	Juillet.	1821	Huissier.	14	628	..	..	....	..	..	...	7	343	...	....
Limoges.	21	Juillet.	1821	Appel.	23	246	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	21	Juillet.	1821	Ordre.	23	245	22	1	4	22	1	58	..	....	61	5
Cassation.	24	Juillet.	1821	Cassation.	23	248	22	1	341	22	1	284	..	....	64	204
Metz.	24	Juillet.	1821	Exploit.	13	282	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	25	Juillet.	1821	Enregistrement.	11	353	..	..	....	..	..	...	7	497	61	289
Cassation.	25	Juillet.	1821	Contributions indir.	23	249	21	1	426	21	1	480	..	....	...	....
Cassation.	26	Juillet.	1821	Procès-verbal.	23	250	21	1	440	21	1	462	..	....	...	....
Cassation.	26	Juillet.	1821	Procès-verbal.	23	250	21	1	376	21	1	460	..	....	63	290
Besançon.	26	Juillet.	1821	Expertise.	12	712	..	..	....	..	..	...	7	674	...	....
Amiens.	26	Juillet.	1821	Commun. de pièces.	7	15	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Avis du m. j.	27	Juillet.	1821	Frais.	23	251	21	2	312	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	28	Juillet.	1821	Action.	23	252	..	..	....	..	..	...	..	....	62	409
Amiens.	30	Juillet.	1821	Avocat.	23	338	22	2	145	22	2	108	..	....	63	337
Cassation.	31	Juillet.	1821	Audience solennelle.	23	254	22	1	226	22	1	72	..	....	63	87
Montpellier.	31	Juillet.	1821	Désistement.	10	492	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Août.	1821	Places de guerre.	23	395	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Août.	1821	Tierce opposition.	23	257	21	1	435	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	1	Août.	1821	Compétence.	23	255	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Décision.	1	Août.	1821	Notaire.	16	821	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	2	Août.	1821	Séparation de corps.	21	171	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	2	Août.	1821	Appel.	3	470	..	..	....	..	..	...	1	589	...	....
Cassation.	2	Août.	1821	Question préjud.	23	261	21	1	438	21	1	475	..	....	...	....
Cassation.	3	Août.	1821	Compétence.	23	123	22	1	221	..	..	...	..	....	64	355
Amiens.	3	Août.	1821	Faux incident civ.	14	391	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	4	Août.	1821	Renvoi et exception.	18	938	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	7	Août.	1821	Compétence.	23	264	22	1	243	22	1	192	..	....	...	....
Cassation.	8	Août.	1821	Appel.	23	266	22	1	111	21	1	569	..	....	62	283
Ord. du R.	8	Août.	1821	Communes.	23	268	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	9	Août.	1821	Inscription hypoth.	23	271	22	1	38	..	..	...	..	....	62	241
Limoges.	11	Août.	1821	Jug. par défaut.	15	424	..	..	....	..	..	...	9	738	...	....
Metz.	14	Août.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	102	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	14	Août.	1821	Compétence.	23	275	22	1	326	22	1	176	..	....	65	47
Lyon.	17	Août.	1821	Dépens.	42	157	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	17	Août.	1821	Appel.	25	272	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	17	Août.	1821	Taxe.	42	157	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	17	Août.	1821	Appel.	3	469	..	..	....	..	..	...	1	561	...	....
Metz.	20	Août.	1821	Appel.	23	277	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1821	Dernier ressort.	23	279	22	1	28	21	1	513	..	....	61	481
Angers.	21	Août.	1821	Appel.	27	279	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Nîmes.	21	Août.	1821	Témoin	23	282	22	2	117	..	..	...	..	....	62	173

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Ord. du R.	22	Août.	1821	Cautionnement.	23	285	21	2	302	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	22	Août.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	93	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	23	Août.	1821	Privilége.	23	285	..	..	....	..	..	...	..	....	61	517
Limoges.	24	Août.	1821	Saisie immobilière.	23	287	21	2	297	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	24	Août.	1821	Arbitre.	37	166	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	27	Août.	1821	Elargissement.	23	289	22	1	133	21	1	618	..	....	...	....
Lyon.	28	Août.	1821	Inscription hypoth.	23	294	23	2	248	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	28	Août.	1821	Execution prov.	12	663	..	..	....	..	..	...	9	652	...	....
Nîmes.	28	Août.	1821	Conciliation.	7	168	..	..	....	..	..	...	..	....	65	374
Metz.	28	Août.	1821	Avoué.	5	375	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	28	Août.	1821	Faux incident civil.	14	362	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	29	Août.	1821	Ordre.	23	299	21	2	13	22	2	118	..	....	62	138
Metz.	30	Août.	1821	Jugement.	23	300	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	30	Août.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	223	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Août.	1821	Cession de biens.	6	634	22	2	60	..	..	...	10	594	...	....
Aix.	8	Septemb.	1821	Avoué.	23	302	22	2	306	23	2	43	..	....	...	....
Ord. du R.	19	Septemb.	1821	Horlogerie.	23	305	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	20	Septemb.	1821	Succession.	23	306	22	2	118	..	..	...	..	....	61	460
Riom.	21	Septemb.	1821	Emprisonnement.	23	310	..	..	....	23	2	167	..	....	...	....
Cassation.	21	Septemb.	1821	Evocation.	23	309	22	1	3	21	1	574	..	....	...	....
Cassation.	19	Octobre.	1821	Cautionnement.	23	314	21	1	397	21	1	585	..	....	62	145
Avis du c. d'état.	24	Octobre.	1821	Aut. comm.	4	738	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	25	Octobre.	1821	Accusé.	23	319	22	1	94	22	1	144	..	....	62	97
Cassation.	6	Novemb.	1821	Cassation.	23	320	..	..	....	22	1	115	..	....	61	513
Cassation.	7	Novemb.	1821	Enregistrement.	11	265	..	..	....	..	..	...	7	384	...	....
Cassation.	7	Novemb.	1821	Exploit.	23	321	22	1	139	22	1	23	..	....	63	398
Amiens.	9	Novemb.	1821	Acte d'appel.	23	323	23	2	32	23	2	63	..	....	...	....
Amiens.	10	Novemb.	1821	Acte d'appel.	23	324	22	2	246	22	2	159	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1821	Ordre.	23	326	22	1	73	22	1	74	..	....	63	97
Metz.	12	Novemb.	1821	Enquête.	11	181	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	13	Novemb.	1821	Ordre.	23	329	22	1	19	..	..	...	..	....	62	330
Ord. du R.	14	Novemb.	1821	Conscription.	23	330	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	14	Novemb.	1821	Compétence.	25	61	22	1	152	22	1	38	..	....	63	321
Orléans.	14	Novemb	1821	Arrêt.	23	333	22	2	157	..	..	...	..	....	63	343
Cassation.	15	Novemb.	1821	Surenchère.	23	335	23	1	128	22	1	513	..	....	66	49
Amiens.	16	Novemb.	1821	Désistement.	10	442	..	..	....	..	..	...	5	156	...	....
Grenoble.	17	Novemb.	1821	Avocat.	23	338	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Pau.	19	Novemb.	1821	Avoué.	23	241	..	..	....	..	..	...	63	346	...	....
Cassation.	19	Novemb.	1821	Autorisation com.	23	345	22	1	50	22	1	8	..	....	64	292
Metz.	20	Novemb.	1821	Jugement arbitral.	16	455	..	..	....	..	.	...	..	....	...	....
Cassation.	21	Novemb.	1821	Saisie immobilière.	23	353	22	1	214	..	..	...	..	....	62	529
Cassation.	27	Novemb.	1821	Enregistrement.	23	355	22	1	211	22	1	113	..	....	63	372
Paris.	27	Novemb.	1821	Surenchère.	23	357	..	..	....	..	..	...	..	....	63	172
Metz.	29	Novemb.	1821	Ordre.	23	360	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	30	Novemb.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	234	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	30	Novemb.	1821	Appel.	23	360	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	30	Novemb.	1821	Appel.	23	362	22	1	70	22	1	428	..	....	63	145
Bourges.	30	Novemb.	1821	Emprisonnement.	23	364	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	1	Décemb.	1821	Désistement.	10	442	..	..	....	..	..	...	5	156	...	....
Limoges.	2	Décemb.	1821	Appel.	23	374	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	4	Decemb.	1821	Caution.	6	580	..	..	....	..	..	...	2	427	64	78
Cassation.	4	Décemb.	1821	Règlement de juges.	23	366	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	5	Decemb.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	235	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	5	Décemb.	1821	Jugement 2e partie.	15	229	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	6	Décemb.	1821	Appel.	23	366	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Décemb.	1821	Evocation.	23	369	22	1	317	22	1	268	..	....	65	161
Lyon.	7	Decemb.	1821	Péremption.	18	499	..	..	....	..	..	...	11	189	...	....
Orléans.	8	Decemb.	1821	Avocat.	4	206	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	8	Décemb.	1821	Jug. par défaut.	23	371	25	2	90	22	2	87	..	....	...	....
Cassation.	10	Décemb.	1821	Avoué.	23	372	22	1	267	22	1	134	..	....	64	239
Limoges.	10	Décemb.	1821	Appel.	23	374	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	10	Décemb.	1821	Opposition.	23	375	22	1	290	22	1	187	..	....	64	481
Metz.	10	Décemb.	1821	Appel.	23	377	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	11	Décemb.	1821	Appel incident.	23	378	22	2	303	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	11	Décemb.	1821	Dépens.	9	294	..	..	....	..	..	...	..	....	...	...
Rouen.	11	Décemb.	1821	Tribunal de com.	22	377	..	..	....	..	..	...	..	....	...	...
Toulouse.	12	Décemb.	1821	Péremption.	18	426	..	..	....	..	..	...	11	204	...	...
Ord. du R.	12	Décemb.	1821	Intervention.	23	379	22	2	25	..	..	...	..	....	...	...
Caen.	14	Décemb.	1821	Dernier ressort.	23	381	22	2	305	23	2	48	..	....	...	...
Bourges.	15	Décemb.	1821	Ress. 1er et dernier.	19	236	..	..	....	..	..	...	..	....	...	...
Amiens.	15	Décemb.	1821	Appel incident.	23	382	22	2	305	23	2	44	..	....	...	...
Bordeaux.	18	Decemb.	1821	Faux incident civil.	14	350	..	..	....	..	..	...	..	....	...	...
Cassation.	19	Décemb.	1821	Compétence.	25	61	22	1	306	22	1	195	..	....	...	...
Orléans.	21	Décemb.	1821	Scellés et invent.	21	61	..	..	....	..	..	...	..	....	...	...

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassation.	26	Décemb.	1821	Jug. par défaut.	23	384	22	1	174	22	1	33	..	....	63	193
Grenoble.	27	Décemb.	1821	Surenchère.	23	386	22	2	364	..	..	...	..	....	66	195
Riom.	27	Décemb.	1821	Appel.	23	389	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	29	Décemb.	1821	Enquête.	11	182	..	..	....	..	..	...	6	848	...	....
Montpellier.	31	Décemb.	1821	Actes respectueux.	23	390	..	..	....	22	2	153	..	....	...	....
Cassation.	31	Décemb.	1821	Dernier ressort.	23	392	22	1	179	22	1	39	..	....	63	211
Cassation.	3	Janvier.	1822	Notaire.	24	3	22	1	289	22	1	123	..	....	63	544
Bourges.	4	Janvier.	1822	Ordre.	24	4 ½	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	4	Janvier.	1822	Huissier.	24	381	..	..	....	..	..	...	..	....	63	215
Bourges.	5	Janvier.	1822	Folle enchère.	25	374	22	2	229	23	2	22	..	....	65	182
Cassation.	8	Janvier.	1822	Amende.	2	601	..	..	....	..	..	...	1	377	63	81
Cassation.	8	Janvier.	1822	Avocat.	29	84 ½	22	1	208	22	1	185	..	....	63	77
Cassation.	9	Janvier.	1822	Interdiction.	24	5	22	1	156	22	1	49	..	....	62	497
Bourges.	11	Janvier.	1822	Saisie immobilière.	24	7	22	2	222	22	2	24	..	....	...	....
Cassation.	12	Janvier.	1822	Enregistrement.	24	9	22	1	208	22	1	48	..	....	63	199
Poitiers.	15	Janvier.	1822	Jug. par défaut.	24	10	..	..	....	24	2	70	..	....	...	....
Ord. du R.	16	Janvier.	1822	Compétence.	24	14	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	16	Janvier.	1822	Saisie immobilière.	24	16	22	1	262	22	1	161	..	....	64	379
Amiens.	16	Janvier.	1822	Avoué.	24	384	..	..	....	..	..	...	..	....	63	164
Grenoble.	17	Janvier.	1822	Compromis.	24	17	22	2	114	22	2	154	..	....	...	....
Cassation.	17	Janvier.	1822	Conciliation.	24	18	22	1	196	22	1	128	..	....	63	128
Cassation.	22	Janvier.	1822	Cassation.	24	20	22	1	152	22	1	37	..	....	63	187
Cassation.	23	Janvier.	1822	Cession de biens.	24	21	24	1	39	23	1	373	..	....	...	....
Cassation.	23	Janvier.	1822	Enregistrement.	24	22	22	1	316	..	..	...	..	....	65	97
Cassation.	24	Janvier.	1822	Appel.	24	23	22	1	287	22	1	180	..	....	65	42
Grenoble.	24	Janvier.	1822	Péremption.	18	501	27	2	42	27	2	41	..	....	...	....
Toulouse.	25	Janvier.	1822	Signification.	21	292	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Besançon.	25	Janvier.	1822	Enquête.	11	183	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	26	Janvier.	1822	Appel incident.	24	25	22	2	236	23	2	28	..	....	...	....
Amiens.	26	Janvier.	1822	Enquête.	24	27	23	2	19	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	26	Janvier.	1822	Jug. interlocutoire.	24	29	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	26	Janvier.	1822	Saisie immobilière.	26	210	22	2	263	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	28	Janvier.	1822	Délit forestier.	24	30	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	29	Janvier.	1822	Procès-verbal.	24	30	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	29	Janvier.	1822	Vérification d'écrit.	24	32	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Nîmes.	29	Janvier.	1822	Désaveu.	10	381	..	..	....	..	..	...	5	105	...	....
Limoges.	30	Janvier.	1822	Appel.	24	33	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Février.	1822	Procès-verbal.	24	34	22	1	253	22	1	252	..	....	63	478
Bourges.	2	Février.	1822	Adjudication définit.	24	36	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	4	Février.	1822	Action.	24	37	22	2	247	22	2	131	..	....	...	....
Cassation.	4	Février.	1822	Cautionnement.	25	51	..	..	....	..	..	...	..	....	67	268
Orléans.	6	Février.	1822	Ress. 1er et dernier.	19	237	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Février.	1822	Compétence.	24	38	22	1	203	22	1	118	..	....	63	312
Cassation.	6	Février.	1822	Adjudication.	24	39	22	1	228	22	1	152	..	....	63	225
Ord. du R.	6	Février.	1822	Garde nationale.	24	41	..	..	....	22	2	111	..	....	...	....
Grenoble.	7	Février.	1822	Exploit.	13	283	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	7	Février.	1822	Jug. par défaut.	24	43	25	2	78	..	..	...	..	....	68	76
Amiens.	8	Février.	1822	Jugement.	24	46	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	12	Février.	1822	Péremption.	24	48	22	1	329	22	1	301	..	....	64	129
Bourges.	12	Février.	1822	Saisie-arrêt.	24	49	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	14	Février.	1822	Jug. par défaut.	24	51	22	2	169	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	14	Février.	1822	Péremption.	18	501	..	..	....	..	..	...	11	208	...	....
Limoges.	16	Février.	1822	Saisie-brandon.	24	53	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Aix.	22	Février.	1822	Trib. de commerce.	24	54	23	2	74	23	2	108	..	....	...	....
Amiens.	23	Février.	1822	Vérification d'écrit.	24	55	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	27	Février.	1822	Avoué.	24	57	22	2	145	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	27	Février.	1822	Exploit.	24	59	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	27	Février.	1822	Ordre.	17	360	..	..	....	..	..	...	10	816	...	....
Cassation.	27	Février.	1822	Délibéré.	9	27	23	1	96	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	28	Février.	1822	Saisie-arrêt.	24	60	22	1	217	22	1	130	..	....	64	9
Bruxelles.	1	Mars.	1822	Exploit.	13	284	..	..	....	..	..	...	7	814	...	....
Cassation.	1	Mars.	1822	Temoins.	24	62	22	1	274	22	1	257	..	....	...	....
Grenoble.	2	Mars.	1822	Ress. 1er et dernier.	19	237	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Loi.	3	Mars.	1822	Police sanitaire.	24	63	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Nîmes.	4	Mars.	1822	Faux incident.	24	70	24	2	153	24	2	20	..	....	67	39
Cassation.	5	Mars.	1822	Enregistrement.	24	72	22	1	412	22	1	357	..	....	...	....
Nîmes.	6	Mars.	1822	Faux incident.	24	72	..	..	....	23	2	88	..	....	64	190
Cassation.	6	Mars.	1822	Action possessoire.	24	73	22	1	298	22	1	257	..	....	...	....
Limoges.	6	Mars.	1822	Jug. interlocutoire.	24	75	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	7	Mars.	1822	Autorisation comm.	28	358	23	2	72	23	2	76	..	....	...	....
Montpellier.	8	Mars.	1822	Compétence.	24	76	..	..	....	..	..	...	..	....	67	558
Bordeaux.	8	Mars.	1822	Interdiction.	24	78	22	2	205	23	2	9	..	....	...	....
Bourges.	8	Mars.	1822	Séquestre.	21	182	23	2	96	..	..	...	..	....	65	117
Cassation.	8	Mars.	1822	Dépens.	9	220	..	..	....	..	..	...	9	597	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Grenoble.	14	Mars.	1822	Péremption.	18	502	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	14	Mars.	1822	Jugement arbitral.	16	541	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Besançon.	15	Mars.	1822	Saisie-exécution.	21	472	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	15	Mars.	1822	Expropriat. forcée.	24	80	22	2	269	23	2	13	..	....	...	....
Bourges.	16	Mars.	1822	Appel.	24	82	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Loi.	17	Mars.	1822	Journaux.	24	85	22	2	122	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	17	Mars.	1822	Jugement 1re partie.	15	74	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	19	Mars.	1822	Expertise.	12	731	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	19	Mars.	1822	Saisie immobilière.	20	209	24	2	53	24	2	69	..	....	...	....
Nimes.	20	Mars.	1822	Saisie immobilière.	...	565	..	..	....	..	..	...	..	....	68	147
Orléans.	21	Mars.	1822	Conciliation.	7	282	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	22	Mars.	1822	Ress. 1er et dernier.	19	134	23	1	40	..	..	...	4	628	...	....
Loi.	25	Mars.	1822	Presse.	24	87	22	2	121	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Mars.	1822	Exploit.	21	91	23	1	192	23	1	47	..	....	66	399
Amiens.	26	Mars.	1822	Jugement par défaut.	21	93	23	2	324	24	2	28	..	....	...	....
Cassation.	27	Mars.	1822	Publicité.	24	95	22	1	345	22	1	319	..	....	64	81
Orléans.	27	Mars.	1822	Expertise.	12	699	22	1	345	..	..	...	7	662	...	....
Pau.	28	Mars.	1822	Péremption.	28	347	25	2	311	23	2	124	..	....	66	292
Amiens.	29	Mars.	1822	Appel incident.	24	146	23	2	323	24	2	83	..	....	...	....
Cassation.	29	Mars.	1822	Appel.	24	96	22	1	369	22	1	242	..	....	...	....
Amiens.	30	Mars.	1822	Enquête.	11	184	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Instruction rég.	30	Mars.	1822	Caution.	6	580	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Avril.	1822	Délibéré.	9	28	23	1	72	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	2	Avril.	1822	Appel.	3	151	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	10	Avril.	1822	Chose jugée.	24	98	24	1	211	23	1	394	..	....	68	215
Cassation.	11	Avril.	1822	Jugement.	24	99	22	1	371	22	1	190	..	....	66	455
Colmar.	11	Avril.	1822	Cons. de famille.	24	386	..	..	....	..	..	...	..	....	64	199
Caen.	11	Avril.	1822	Actes respectueux.	34	358	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	11	Avril.	1822	Enregistrement.	11	354	..	..	....	..	..	...	7	72	...	....
Cassation.	12	Avril.	1822	Jury.	24	100	..	..	....	22	1	369	..	....	64	479
Bourges.	12	Avril.	1822	Saisie immobilière.	24	100	23	2	31	23	2	57	..	....	...	....
Cassation.	15	Avril.	1822	Saisie immobilière.	24	103	23	1	172	23	1	33	..	....	66	535
Cassation.	15	Avril.	1822	Action.	2	423	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	17	Avril.	1822	Appel.	24	105	24	2	159	24	2	32	..	....	67	395
Cassation.	17	Avril.	1822	Arrêt.	24	105	23	1	70	22	1	463	..	....	...	....
Montpellier.	17	Avril.	1822	Expertise.	12	734	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bruxelles.	18	Avril.	1822	Exploit.	13	285	..	..	....	..	..	...	7	722	...	....
Bourges.	18	Avril.	1822	Compétence.	24	107	..	..	....	..	..	...	..	....	66	392
Cassation.	18	Avril.	1822	Trib. correctionnel.	24	109	22	1	315	22	1	326	..	....	64	477
Bordeaux.	19	Avril.	1822	Saisie-arrêt.	24	110	22	2	197	23	2	10	..	....	...	....
Amiens.	24	Avril.	1822	Appel.	24	112	23	2	336	24	2	42	..	....	...	....
Cassation.	24	Avril.	1822	Communes.	24	116	22	1	304	22	1	246	..	....	...	....
Cassation.	24	Avril.	1822	Enregistrement.	24	119	23	1	23	22	1	453	..	....	...	....
Amiens.	24	Avril.	1822	Acquiescement.	24	118	..	..	....	24	2	42	..	....	...	....
Angers.	25	Avril.	1822	Faux incident.	24	122	..	..	....	23	2	88	..	....	64	116
Ch. des Pairs.	25	Avril.	1822	Contraint. par corps.	24	123	22	2	270	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	26	Avril.	1822	Cession.	24	125	..	..	....	22	2	146	..	....	63	234
Orléans.	26	Avril.	1822	Ordre.	17	163	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	29	Avril.	1822	Dernier ressort.	24	129	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	29	Avril.	1822	Déclinatoire.	24	127	22	2	260	23	2	49	..	....	...	....
Besançon.	30	Avril.	1822	Vérification d'écr.	22	451	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	30	Avril.	1822	Enregistrement.	24	131	22	1	439	22	1	438	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Mai.	1822	Dessins.	24	132	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	2	Mai.	1822	Arbitres forcés.	24	133	23	1	56	22	1	434	..	....	64	513
Cassation.	2	Mai.	1822	Péremption.	24	136	..	..	....	22	1	465	..	....	65	189
Bourges.	3	Mai.	1822	Cession de biens.	24	137	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	4	Mai.	1822	Jugement prépar.	24	139	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bruxelles.	4	Mai.	1822	Exploit.	13	285	..	..	....	..	..	...	7	750	...	....
Metz.	6	Mai.	1822	Jugement par déf.	24	140	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	6	Mai.	1822	Appel.	24	141	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	6	Mai.	1822	Appel.	24	142	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Caen.	7	Mai.	1822	Saisie immobilière.	34	257	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	10	Mai.	1822	Forfaiture.	24	146	22	1	279	22	1	275	..	....	66	213
Amiens.	10	Mai.	1822	Appel incident.	24	146	23	2	324	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	10	Mai.	1822	Compétence.	24	148	22	1	286	22	1	244	..	....	...	....
Toulouse.	10	Mai.	1822	Saisie immobilière.	26	213	22	2	264	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	11	Mai.	1822	Dernier ressort.	24	150	23	2	70	23	2	66	..	....	...	....
Amiens.	11	Mai.	1822	Jugement interloc.	24	152	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	11	Mai.	1822	Saisie immobilière.	24	154	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	15	Mai.	1822	Surenchère.	24	155	23	1	2	22	1	409	..	....	63	262
Ord. du R.	15	Mai.	1822	Voituriers.	24	159	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	15	Mai.	1822	Reddition de compt.	18	713	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	15	Mai.	1822	Notaire.	16	803	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	17	Mai.	1822	Ress. 1er et dernier.	19	238	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Limoges.	18	Mai.	1822	Jug. par défaut.	24	160	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	20	Mai.	1822	Appel.	24	162	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Circ. du min. j.	20	Mai.	1822	Justice de paix.	16	647	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	21	Mai.	1822	Surenchère.	24	163	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	22	Mai.	1822	Autorisation.	24	167	22	1	301	22	1	260	..	....	64	369
Cassation.	22	Mai.	1822	Action possessoire.	24	169	22	1	375	22	1	278	..	....	63	426
Cassation.	22	Mai.	1822	Appel.	27	277	24	1	396	22	1	447	..	....	65	53
Bourges.	23	Mai.	1822	Faux incident civil.	14	403	..	..	....	..	..	...	..	....	64	311
Lyon.	30	Mai.	1822	Surenchère.	24	175	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	30	Mai.	1822	Avocat.	24	172	23	2	185	23	2	160	..	....	68	188
Orléans.	30	Mai.	1822	Reddition de compte.	18	713	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	31	Mai.	1822	Dépens.	9	139	23	1	36	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Juin.	1822	Notaire.	24	176	22	1	308	22	1	295	..	....	63	412
Limoges.	1	Juin.	1822	Adjudicat. préparat.	24	178	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	3	Juin.	1822	Appel.	24	179	30	2	57	28	2	98	..	....	...	....
Cassation.	4	Juin.	1822	Jugement.	28	217	22	1	374	22	1	281	..	....	63	329
Ord. du R.	5	Juin.	1822	Lettres.	24	182	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	5	Juin.	1822	Huissier.	24	184	22	1	412	22	1	386	..	....	64	249
Grenoble.	6	Juin.	1822	Péremption.	18	583	..	..	....	..	..	...	11	197	...	....
Cassat.	6	Juin.	1822	Appel.	3	363	..	..	....	..	..	...	1	584	...	....
Bourges.	7	Juin.	1822	Tribunal de comm.	24	186	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	10	Juin.	1822	Rapport d'experts.	24	188	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	11	Juin.	1822	Tierce opposition.	24	189	23	1	49	22	1	426	..	....	65	459
Amiens.	12	Juin.	1822	Acquiescement.	24	190	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orleans.	12	Juin.	1822	Expertise.	12	705	..	..	....	..	..	...	7	674	...	....
Poitiers.	13	Juin.	1822	Acquiescement.	24	191	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	13	Juin.	1822	Contraint. par corps.	24	192	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	14	Juin.	1822	Prise à partie.	18	541	..	..	....	..	..	...	11	348	...	....
Amiens.	15	Juin.	1822	Compétence.	24	194	23	2	350	23	2	169	..	....	...	....
Amiens.	15	Juin.	1822	Acte d'appel.	24	193	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	17	Juin.	1822	Enquête.	24	196	22	1	359	22	1	350	..	....	63	552
Toulouse.	17	Juin.	1822	Appel.	25	15	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	19	Juin.	1822	Péremption.	28	349	23	1	284	23	1	102	..	....	66	289
Cassation.	19	Juin.	1822	Péremption.	18	421	23	1	284	..	..	...	11	195	66	289
Rouen.	20	Juin.	1822	Tribunal de comm.	22	263	..	..	....	..	..	...	3	347	...	....
Lyon.	20	Juin.	1822	Contraint. par corps.	24	218	23	2	255	23	2	157	..	....	...	....
Toulouse.	20	Juin.	1822	Saisie immobilière.	26	211	22	2	264	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	21	Juin.	1822	Exploit.	24	198	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	22	Juin.	1822	Enquête.	24	201	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	24	Juin.	1822	Saisie-exécution.	24	203	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	25	Juin.	1822	Dépens.	24	204	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	25	Juin.	1822	Ordre.	24	206	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Juin.	1822	Action possessoire.	24	207	22	1	362	22	1	358	..	....	64	209
Ord. du R.	26	Juin.	1822	Huissier.	24	210	22	2	235	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	26	Juin.	1822	Dernier ressort.	24	213	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	26	Juin.	1822	Jug. par défaut.	15	426	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	27	Juin.	1822	Saisie immobilière.	24	213	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	27	Juin.	1822	Saisie immobilière.	26	210	24	2	201	23	2	28	..	....	...	....
Bourges.	27	Juin.	1822	Tierce opposition.	24	216	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	28	Juin.	1822	Exploit.	13	232	25	2	307	..	..	...	7	776	64	564
Amiens.	2	Juillet.	1822	Appel.	24	221	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	2	Juillet.	1822	Signification.	24	222	22	1	413	22	1	346	..	....	64	449
Amiens.	3	Juillet.	1822	Compétence.	24	224	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	4	Juillet.	1822	Appel.	24	226	23	1	109	22	1	485	..	....	...	....
Metz.	5	Juillet.	1822	Règlement de juges.	18	821	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	6	Juillet.	1822	Opposition.	24	228	25	2	79	..	.	...	..	....	68	118
Cassation.	6	Juillet.	1822	Vérification d'écrit.	24	231	22	1	386	22	1	345	..	....	64	484
Bourges.	13	Juillet.	1822	Surenchère	24	255	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	13	Juillet.	1822	Exploit.	24	232	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	16	Juillet.	1822	Action.	24	234	23	1	73	22	1	476	..	....	...	....
Limoges.	17	Juillet.	1822	Enquête.	24	235	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	19	Juillet.	1822	Ordre.	24	237	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	19	Juillet.	1822	Exploit.	24	238	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	19	Juillet.	1822	Ordre.	17	361	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	19	Juillet.	1822	Surenchère.	21	480	..	..	....	..	..	...	11	793	...	....
Toulouse.	20	Juillet.	1822	Saisie.	24	239	23	2	8	23	2	62	..	....	...	....
Limoges.	20	Juillet.	1822	Saisie immobilière.	24	241	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	22	Juillet.	1822	Expropriat. forcée.	24	242	22	1	436	24	1	434	..	....	...	....
Caen.	22	Juillet.	1822	Ordre.	17	341	..	..	....	..	..	...	10	827	...	....
Montpellier.	22	Juillet.	1822	Saisie immobilière.	24	245	..	..	....	..	..	...	..	....	69	82
Cassation.	24	Juillet.	1822	Jugement.	24	250	23	1	152	23	1	47	..	....	65	464
Cassation.	24	Juillet.	1822	Commune.	24	248	23	1	270	22	1	512	..	....	66	283
Bourges.	25	Juillet.	1822	Jugement.	24	250	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS. v.	AVOUÉS. p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Amiens.	26	Juillet.	1822	Interrogatoire.	24	253	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	27	Juillet.	1822	Surenchère.	24	254	..	..	....	..	..	...	..	....	66	421
Bourges.	27	Juillet.	1822	Adjudication défin.	24	258	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Août.	1822	Appel.	24	260	23	1	163	22	1	517	..	....	65	559
Orléans.	2	Août.	1822	Conciliation.	6	171	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Besançon.	2	Août.	1822	Expertise.	12	736	..	..	....	..	..	...	7	671	...	....
Angers.	2	Août.	1822	Jugement.	28	198	23	2	22	..	..	...	..	....	65	541
Bourges.	5	Août.	1822	Appel.	24	262	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Août.	1822	Reddition de compt.	18	714	..	..	....	..	..	...	3	645	...	....
Montpellier.	6	Août.	1822	Exploit.	13	285	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	6	Août.	1822	Enquête.	24	263	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	6	Août.	1822	Ordre.	24	265	..	..	....	..	..	...	..	....	70	487
Nîmes.	6	Août.	1822	Appel.	24	267	..	..	....	..	..	...	..	....	67	116
Grenoble.	6	Août.	1822	Ordre.	28	128	..	..	....	..	.	...	..	....	70	487
Cassation.	7	Août.	1822	Ministère public.	24	268	23	1	65	22	1	478	..	....	65	131
Cassation.	7	Août.	1822	Emprisonnement.	24	278	23	1	151	23	1	14	..	....	65	517
Cassation.	8	Août.	1822	Appel.	24	270	23	1	130	23	1	32	..	....	69	90
Bourges.	9	Août.	1822	Saisie immobilière.	24	271	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	14	Août.	1822	Jugement 2e partie.	15	263	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Besançon.	14	Août.	1822	Action possessoire.	34	153	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	17	Août.	1822	Expropriation for.	24	273	23	2	193	23	2	122	..	....	65	524
Grenoble.	17	Août.	1822	Exploit.	13	92	21	2	338	..	..	...	7	778	...	....
Cassation.	19	Août.	1821	Audience solennelle.	24	276	22	1	440	22	1	433	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1822	Emprisonnement.	24	278	23	1	152	23	1	16	..	....	65	513
Cassation.	20	Août.	1822	Exploit.	13	287	..	..	....	..	..	...	7	814	...	....
Nîmes.	21	Août.	1822	Appel.	24	281	.	..	....	..	..	...	..	....	67	112
Cassation.	21	Août.	1822	Compétence.	24	283	23	1	126	22	1	500	..	....	...	....
Cassation.	22	Août.	1822	Séparation de corps.	24	285	23	1	66	22	1	467	..	....	65	90
Bourges.	23	Août.	1822	Compétence.	24	287	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	23	Août.	1822	Désaveu.	24	288	25	2	73	..	..	...	..	....	68	109
Orléans.	24	Août.	1822	Saisie-exécution.	21	472	..	..	....	..	..	...	11	657	...	....
Lyon.	26	Août.	1822	Interrogatoire.	24	291	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	27	Août.	1822	Appel.	24	292	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	27	Août.	1822	Tribunaux.	22	138	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	29	Août.	1822	Jugement.	24	293	25	1	131	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	29	Août.	1822	Jugement correct.	24	294	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	30	Août.	1822	Dernier ressort.	24	298	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Angers.	30	Août.	1822	Compétence.	24	297	23	2	13	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	30	Août.	1822	Péremption.	18	503	..	..	....	..	..	...	11	188	...	....
Limoges.	31	Août.	1822	Défaut joint.	24	300	..	..	. ..	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	11	Septemb.	1822	Voitures.	24	300	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	18	Septemb.	1822	Conseil de guerre.	24	302	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	3	Octobre.	1822	Avocat.	24	308	22	1	394	22	1	414	..	....	64	321
Cassation.	3	Octobre.	1822	Cassation.	24	305	22	1	391	22	1	427	..	....	64	526
Ord. du R.	6	Novemb.	1822	Congés.	24	313	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1822	Exploit.	24	314	23	1	217	23	1	103	..	....	65	302
Cassation.	13	Novemb.	1822	Jug. par défaut.	24	315	23	1	79	22	1	506	..	....	65	310
Poitiers.	14	Novemb.	1822	Appel.	3	162	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	14	Novemb.	1822	Jug. par défaut.	15	298	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	15	Novemb.	1822	Péremption.	28	187	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Corse.	16	Novemb.	1822	Saisie immobilière.	24	319	23	2	41	23	2	138	..	....	...	....
Cassation.	18	Novemb.	1822	Enregistrement.	11	356	23	1	256	..	..	...	7	196	66	367
Orléans.	20	Novemb.	1822	Jugement 1re partie.	15	168	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	20	Novemb.	1822	Avocat.	24	321	23	2	2	..	..	...	..	...	...	....
Orléans.	22	Novemb.	1822	Tierce opposition.	21	586	..	..	....	..	..	...	12	669	...	....
Bourges.	25	Novemb.	1822	Dernier ressort.	24	328	..	..	....	..	..	...	..	....	67	400
Poitiers.	26	Novemb.	1822	Exploit.	24	329	..	..	....	24	2	89	..	....	...	....
Cassation.	26	Novemb.	1822	Enregistrement.	11	357	..	..	....	..	..	...	7	382	...	....
Cassation.	27	Novemb.	1822	Déchéance.	24	331	23	1	102	23	1	122	..	....	66	280
Metz.	28	Novemb.	1822	Jug. par défaut.	24	334	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	28	Novemb.	1822	Enquête.	24	335	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	29	Novemb.	1822	Ordre.	24	340	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	29	Novemb.	1822	Péremption.	24	342	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	30	Novemb.	1822	Cautionnement.	24	344	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	30	Novemb.	1822	Surenchère.	24	345	..	..	....	23	2	150	..	....	65	135
Besançon.	30	Novemb.	1822	Reddition de compt.	18	715	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	3	Décemb.	1822	Jug. par défaut.	24	347	24	1	218	23	1	446	..	....	68	411
Lyon.	4	Décemb.	1822	Jug. par défaut.	24	348	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	4	Décemb.	1822	Dépens.	9	295	23	2	226	..	..	...	..	....	66	413
Cassation.	4	Décemb.	1822	Appel.	24	351	..	..	....	..	..	...	..	....	65	381
Cassation.	5	Décemb.	1822	Huissier.	14	631	23	1	106	..	..	...	9	20	66	168
Paris.	7	Décemb.	1822	Succession.	21	322	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	7	Décemb.	1822	Expertise.	12	736	..	..	....	..	..	...	7	666	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Cassation.	7	Décemb.	1822	Jug. p. défaut.	24	353	23	1	5	22	1	494	..	....	65	222
Cassation.	10	Décemb.	1822	Amendes.	24	363	23	1	156	23	1	36	..	....	67	26
Pau.	11	Décemb.	1822	Offr. réel. et consig.	17	77	..	..	....	..	..	...	..	....	69	245
Paris.	11	Décemb.	1822	Contribution.	24	364	23	2	223	23	2	127	..	....	65	470
Amiens.	12	Décemb.	1822	Appel.	24	366	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	13	Décemb.	1822	Jugement 2e partie.	15	229	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Nîmes.	18	Décemb.	1822	Compromis.	7	93	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	19	Décemb.	1822	Dernier ressort.	24	367	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	20	Décemb.	1822	Dernier ressort.	24	368	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orleans.	21	Décemb.	1822	Dernier ressort.	24	369	23	2	191	23	2	129	..	....	...	....
Limoges.	21	Décemb.	1822	Dépens.	24	370	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	25	Décemb.	1822	Costumes.	24	372	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	27	Décemb.	1822	Procès-verbal.	24	372	..	..	....	23	2	68	..	....	65	123
Limoges.	27	Décemb.	1822	Enquête.	24	374	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	28	Décemb.	1822	Adjudication définit.	24	375	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	30	Décemb.	1822	Journaux.	24	353	23	2	63	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	30	Décemb.	1822	Roulage.	24	377	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	30	Décemb.	1822	Action.	24	379	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	30	Décemb.	1822	Arbitrage forcé.	25	317	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	31	Décemb.	1822	Enquête.	11	127	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	2	Janvier.	1823	Saisie.	25	3	25	2	5	24	2	110	..	....	68	479
Toulouse.	3	Janvier.	1823	Péremption.	18	504	..	..	....	..	..	...	11	204	...	....
Orléans.	4	Janvier.	1823	Greffier.	14	529	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Avis du c. d'état.	8	Janvier.	1823	Pensions.	25	422	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	9	Janvier.	1823	Scellés.	25	4	..	..	....	..	..	...	..	....	69	58
Poitiers.	9	Janvier.	1823	Ministère public.	29	276	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	10	Janvier.	1823	Péremption.	25	6	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	10	Janvier.	1823	Jug. par défaut.	25	8	..	..	....	..	..	...	..	....	65	346
Bourges.	10	Janvier.	1823	Compétence.	25	11	23	2	190	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	11	Janvier.	1823	Compétence.	25	13	25	2	166	..	..	...	..	....	69	240
Toulouse.	13	Janvier.	1823	Contraint. par corps.	25	15	..	..	....	23	2	33	..	....	70	317
Rouen.	14	Janvier.	1823	Surenchère.	29	38	25	2	201	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	14	Janvier.	1823	Surenchère.	21	481	..	..	....	..	..	...	11	786	...	....
Limoges.	15	Janvier.	1823	Autorisat. maritale.	25	19	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Caen.	15	Janvier.	1823	Faux incident.	25	21	24	2	269	..	..	...	..	....	70	264
Cassation.	16	Janvier.	1823	Interrogatoire.	25	25	..	..	....	23	1	20	..	....	66	445
Cassation.	16	Janvier.	1823	Arbitrage.	39	288	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Angers.	16	Janvier.	1823	Enquête.	25	83	..	..	....	24	2	9	..	....	67	127
Paris.	17	Janvier.	1823	Action.	25	28	24	2	155	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	17	Janvier.	1823	Cession de biens.	25	26	25	2	130	..	..	...	..	....	68	307
Toulouse.	18	Janvier.	1823	Désistement.	10	442	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	18	Janvier.	1823	Rente.	25	29	25	2	115	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	19	Janvier.	1823	Tribunaux.	22	138	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	20	Janvier.	1823	Acquiescement.	25	30	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Nîmes.	23	Janvier.	1823	Absent.	25	32	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	27	Janvier.	1823	Tribunaux.	22	140	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	30	Janvier.	1823	Appel.	25	34	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	31	Janvier.	1823	Saisie immobilière.	25	35	..	..	....	23	2	167	..	....	65	457
Lyon.	1	Février.	1823	Ordre.	17	363	..	..	....	..	..	...	10	817	...	....
Metz.	5	Février.	1823	Hypothèque légale.	25	295	25	2	34	..	..	...	..	....	...	....
Bruxelles.	6	Février.	1823	Délai.	25	37	24	2	175	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	7	Février.	1823	Ordre.	17	364	..	..	....	..	..	...	10	830	...	....
Limoges.	8	Février.	1823	Enquête.	25	39	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	8	Février.	1823	Autorisation.	25	41	23	2	130	23	2	84	..	....	68	181
Nîmes.	10	Février.	1823	Expropriat. forcée.	25	44	25	2	100	..	..	...	..	....	77	5
Bourges.	12	Février.	1823	Appel incident.	25	46	23	2	328	24	2	39	..	....	...	....
Orléans.	12	Février.	1823	Jugement 2e partie.	15	263	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	12	Février.	1823	Autorit. comm.	4	774	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	15	Février.	1823	Séparation de biens.	21	143	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	15	Février.	1823	Jug. par défaut.	25	48	25	2	76	..	..	...	..	....	68	123
Metz.	15	Février.	1823	Arbitrage forcé.	25	172	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	15	Février.	1823	Cautionnement.	25	51	23	2	176	..	..	...	..	....	67	268
Caen.	16	Février.	1823	Acquiescement.	25	58	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	17	Février.	1823	Arbitrage.	25	53	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	19	Février.	1823	Requête civile.	25	54	23	1	189	23	1	72	..	....	66	303
Cassation.	19	Février.	1823	Enregistrement.	11	266	..	..	....	..	..	...	7	385	...	....
Grenoble.	20	Février.	1823	Acte d'avoué.	28	128	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1823	Avocat.	25	59	23	1	179	..	..	...	..	....	66	287
Poitiers.	25	Février.	1823	Jug. par défaut.	27	307	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	25	Février.	1823	Commandement.	25	66	23	1	158	23	1	158	..	....	66	252
Poitiers.	25	Février.	1823	Compétence.	25	61	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Février.	1823	Dernier ressort.	25	68	24	1	63	23	1	376	..	....	68	85
Cassation.	27	Février.	1823	Déchéance.	25	71	23	1	193	23	1	77	..	....	...	....
Grenoble.	1	Mars.	1823	Ress. 1er et dernier.	19	76	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Poitiers.	4	Mars.	1823	Acquiescement.	25	426	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	5	Mars.	1823	Intervention.	14	777	..	..	....	..	..	...	9	583	...	....
Cassation.	5	Mars.	1823	Dépens.	25	72	23	1	279	23	1	172	..	....	69	125
Ord. du R.	5	Mars.	1823	Timbre.	25	75	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	6	Mars.	1823	Péremption.	25	76	24	2	64	24	2	89	..	....	...	....
Cassation.	6	Mars.	1823	Journaux.	25	78	23	1	113	23	1	120	..	....	...	....
Limoges.	7	Mars.	1823	Saisie-gagerie.	25	88	23	2	195	23	2	139	..	....	70	427
Poitiers.	7	Mars.	1823	Enquête.	25	83	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	7	Mars.	1823	Délai.	25	86	23	1	248	..	..	...	..	....	68	127
Bourges.	7	Mars.	1823	Ordre.	25	90	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	12	Mars.	1823	Folle enchère.	25	92	..	..	....	23	2	130	..	....	66	263
Paris.	13	Mars.	1823	Jug. par défaut.	25	94	..	..	....	..	..	...	..	....	67	110
Bourges.	15	Mars.	1823	Exploit.	25	95	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Mars.	1823	Commune.	25	97	23	1	243	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	21	Mars.	1823	Exploit.	13	229	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	21	Mars.	1823	Dernier ressort.	25	100	23	2	247	23	2	157	..	....	...	....
Poitiers.	21	Mars.	1823	Procès-verbal.	27	307	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	24	Mars.	1823	Saisie-arrêt.	25	102	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	25	Mars.	1823	Compétence.	25	103	24	1	138	23	1	355	..	....	67	450
Arrêté du c. d'ét.	26	Mars.	1823	Compétence.	28	278	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	26	Mars.	1823	Aut. comm.	4	776	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	27	Mars.	1823	Jury.	25	108	23	1	250	23	1	137	..	....	68	415
Cassation.	27	Mars.	1823	Compétence.	25	110	23	1	251	23	1	129	..	....	67	139
Paris.	28	Mars.	1823	Surenchère.	25	111	..	..	....	23	2	151	..	....	66	380
Cassation.	1	Avril.	1823	Dernier ressort.	25	114	24	1	33	23	1	282	..	....	66	156
Cassation.	1	Avril.	1823	Règlement de juges.	30	35	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	2	Avril.	1823	Péremption.	25	116	23	1	197	23	1	155	..	....	67	289
Cassation.	2	Avril.	1823	Opposition.	25	119	23	1	299	23	1	211	..	....	67	353
Bruxelles.	3	Avril.	1823	Actes respectueux.	34	355	25	2	375	..	..	. .	..	....	...	....
Toulouse.	4	Avril.	1823	Saisie immobilière.	25	121	23	2	194	23	2	125	..	....	...	....
Bourges.	4	Avril.	1823	Justice de paix.	16	648	..	..	. ..	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	8	Avril.	1823	Action possessoire.	25	123	23	1	305	23	1	220	..	....	67	98
Caen.	10	Avril.	1823	Interrogatoire.	25	124	25	2	174	..	..	...	..	....	70	184
Toulouse.	12	Avril.	1823	Arbitres forcés.	25	127	23	2	213	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	15	Avril.	1823	Jugement 2e partie.	15	263	25	..	174	..	..	...	9	773	...	....
Limoges.	16	Avril.	1823	Saisie-exécution.	21	474	..	..	....	..	..	...	11	647	...	....
Cassation.	17	Avril.	1823	Chasse.	25	130	23	1	283	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	19	Avril.	1823	Juge.	25	131	25	2	110	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	19	Avril.	1823	Tribunal de com.	25	132	23	2	312	..	..	...	..	...	69	341
Lyon.	21	Avril.	1823	Jugement arbitral.	25	161	23	2	257	24	2	2	..	....	75	23
Cassation.	22	Avril.	1823	Arbitrage forcé.	25	224	23	1	228	23	1	132	..	....	66	356
Ord. du R.	23	Avril.	1823	Communes.	25	134	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	23	Avril.	1823	Expertise.	12	738	..	..	....	..	..	...	7	671	...	....
Limoges.	26	Avril.	1823	Appel.	25	138	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	26	Avril.	1823	Compétence.	25	139	24	2	65	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	28	Avril.	1823	Compromis.	7	95	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	28	Avril.	1823	Appel.	25	140	23	1	390	23	1	225	..	....	...	....
Bourges.	29	Avril.	1823	Exploit.	25	142	..	..	....	..	..	...	..	....	70	133
Metz.	29	Avril.	1823	Action possessoire.	25	142	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	30	Avril.	1823	Pensions.	25	145	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	30	Avril.	1823	Appel.	25	146	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Mai.	1823	Procès-verbal.	27	304	23	1	369	23	1	239	..	....	...	....
Orléans.	2	Mai.	1823	Acquiescement.	25	147	..	..	....	..	..	...	..	....	67	46
Montpellier.	2	Mai.	1823	Dépens.	9	298	..	..	....	..	..	...	9	675	...	....
Agen.	3	Mai.	1823	Saisie immobilière.	25	148	..	..	....	..	..	...	..	....	70	91
Caen.	5	Mai.	1823	Purge.	25	150	25	2	32	25	2	2	..	....	...	....
Cassation.	6	Mai.	1823	Citation.	25	155	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	6	Mai.	1823	Vérification d'écr.	22	451	..	..	....	..	..	...	12	942	..	....
Cassation.	7	Mai.	1823	Dépens.	25	152	23	1	375	23	1	145	..	....	67	297
Rouen.	9	Mai.	1823	Enquête.	30	247	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	9	Mai.	1823	Notaire.	16	821	25	2	165	..	..	...	10	433	...	....
Bordeaux.	10	Mai.	1823	Ordre.	25	157	23	2	227	23	2	166	..	....	...	....
Limoges.	13	Mai.	1823	Jugement.	25	158	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	13	Mai.	1823	Appel.	25	159	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	15	Mai.	1823	Action.	25	160	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	16	Mai.	1823	Dernier ressort.	31	294	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	18	Mai.	1823	Compétence.	25	167	24	2	221	..	..	...	..	....	...	...
Cassation.	20	Mai.	1823	Déchéance.	25	170	24	1	310	..	..	...	..	...	...	....
Limoges.	21	Mai.	1823	Intervention.	14	778	..	.	....	..	..	..	9	595	...	....
Ord. du R.	21	Mai.	1823	Roulage.	25	171	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	21	Mai.	1823	Arbitrage forcé.	25	172	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Corse.	22	Mai.	1823	Saisie immobilière.	25	175	23	2	209	24	2	70	..	....	67	200
Amiens.	24	Mai.	1823	Reddition de comp.	18	715	..	..	....	..	..	...	3	671	...	....
Metz.	26	Mai.	1823	Ress. 1er et dernier.	19	238	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Limoges.	26	Mai.	1823	Jug. par défaut.	25	178	23	2	272	23	2	172	..	....	...	....
Cassation.	27	Mai.	1823	Folle enchère.	46	168	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	27	Mai.	1823	Sommation.	25	180	..	..	....	24	2	45	..	....	...	....
Cassation.	27	Mai.	1823	Surenchère.	25	181	23	1	285	23	1	304	..	....	67	180
Cassation.	27	Mai.	1823	Enregistrement.	11	359	24	1	31	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	28	Mai.	1823	Dépens.	9	299	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	28	Mai.	1823	Enregistrement.	25	184	23	1	341	23	1	263	..	....	...	....
Metz.	29	Mai.	1823	Ordre.	17	364	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	30	Mai.	1823	Surenchérisseur.	25	185	25	2	92	..	..	...	..	....	70	218
Cassation.	2	Juin.	1823	Enregistrement.	25	187	..	..	....	23	1	419	..	....	68	490
Metz.	3	Juin.	1823	Tribunaux.	22	141	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	4	Juin.	1823	Référé.	25	189	..	..	....	23	2	136	..	....	66	518
Paris.	5	Juin.	1823	Compétence.	25	190	..	..	....	24	2	40	..	....	67	423
Cassation.	5	Juin.	1823	Amende.	25	192	23	1	362	23	1	334	..	....	...	....
Limoges.	5	Juin.	1823	Ordre.	25	194	23	2	284	23	2	178	..	....	...	....
Cassation.	6	Juin.	1823	Amende.	2	625	..	..	....	..	..	...	1	375	...	....
Montpellier.	9	Juin.	1823	Ordre.	44	223	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	9	Juin.	1823	Compétence.	25	198	24	1	36	23	1	284	..	....	...	....
Poitiers.	10	Juin.	1823	Notification.	25	199	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	10	Juin.	1823	Courtiers de comm.	25	201	23	1	287	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	11	Juin.	1823	Exécution.	25	205	23	1	317	23	1	252	..	....	67	293
Cassation.	11	Juin.	1823	Tiers saisi.	25	209	23	1	408	23	1	227	..	....	67	184
Cassation.	12	Juin.	1823	Appel.	25	211	23	1	363	23	1	449	..	....	71	46
Lyon.	12	Juin.	1823	Appel.	25	212	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	16	Juin.	1823	Enregistrement.	25	213	24	1	230	23	1	480	..	....	69	56
Cassation.	18	Juin.	1823	Arbitres forcés.	25	215	24	1	231	23	1	487	..	....	...	....
Metz.	18	Juin.	1823	Signification.	21	257	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	18	Juin.	1823	Signification.	25	216	23	1	337	23	1	255	..	....	67	94
Cassation.	18	Juin.	1823	Appel.	25	217	24	1	233	24	1	286	..	....	...	....
Angers.	19	Juin.	1823	Hypothèque légale.	25	220	23	2	315	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	19	Juin.	1823	Jury.	25	222	23	1	377	23	1	330	..	....	...	....
Angers.	23	Juin.	1823	Arbitrage forcé.	25	224	24	2	205	24	2	129	..	....	70	323
Amiens.	24	Juin.	1823	Ordre.	35	153	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	25	Juin.	1823	Jugement.	25	228	24	2	168	24	2	139	..	....	...	....
Cassation.	25	Juin.	1823	Expertise.	25	230	23	1	384	23	1	298	..	....	67	257
Metz.	27	Juin.	1823	Ress. 1er et dernier.	19	238	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	27	Juin.	1823	Saisie immobilière.	25	231	24	2	51	24	2	105	..	....	68	472
Angers.	28	Juin.	1823	Témoin.	25	235	..	..	....	24	2	11	..	....	67	42
Cassation.	30	Juin.	1823	Compétence.	25	237	24	1	49	23	1	338	..	....	67	378
Cassation.	1	Juillet.	1823	Cassation.	25	241	23	1	323	23	1	378	..	...	69	152
Cassation.	1	Juillet.	1823	Arbitrage.	25	244	24	1	5	23	1	358	..	....	67	417
Cassation.	2	Juillet.	1823	Action possessoire.	25	248	23	1	430	23	1	258	..	....	67	344
Poitiers.	2	Juillet.	1823	Appel.	25	247	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	3	Juillet.	1823	Tribunal de comm.	22	377	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	4	Juillet.	1823	Péremption.	18	454	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Pau.	4	Juillet.	1823	Tierce opposition.	25	250	24	2	40	24	2	74	..	....	69	76
Paris.	4	Juillet.	1823	Faux incident.	25	253	24	2	56	..	..	...	..	....	66	537
Montpellier.	4	Juillet.	1823	Péremption.	30	238	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Besançon.	5	Juillet.	1823	Reddition decompte.	18	716	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	5	Juillet.	1823	Dépens.	9	300	..	..	....	..	..	...	9	685	...	....
Lyon.	8	Juillet.	1823	Ordre.	17	365	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	8	Juillet.	1823	Péremption.	18	505	..	..	....	..	..	...	11	197	...	....
Lyon.	8	Juillet.	1823	Appel.	25	384	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	9	Juillet.	1823	Opposition.	25	255	23	2	234	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	11	Juillet.	1823	Dépens.	9	303	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	12	Juillet.	1823	Dernier ressort.	25	256	24	2	91	..	..	...	..	....	...	....
Cassat.	14	Juillet.	1823	Arrêt.	25	259	24	1	4	23	1	316	..	....	...	....
Ord. du R.	16	Juillet.	1823	Avoués.	25	260	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	16	Juillet.	1823	Ordre.	17	367	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	17	Juillet.	1823	Justice de paix.	16	638	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	17	Juillet.	1823	Cassation.	25	261	23	1	404	23	1	423	..	....	70	57
Grenoble.	17	Juillet.	1823	Avocats.	25	265	23	2	266	23	2	161	..	....	68	193
Cassation.	17	Juillet.	1823	Incompétence.	25	270	23	1	402	23	1	389	..	....	68	30
Metz.	17	Juillet.	1823	Appel.	25	268	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	18	Juillet.	1823	Jugement 1re partie.	15	168	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	22	Juillet.	1823	Saisie-gagerie.	25	274	23	1	420	23	1	405	..	....	...	....
Metz.	22	Juillet.	1823	Appel.	25	272	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	23	Juillet.	1823	Appel.	27	280	24	2	360	24	2	8	..	....	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1823	Jugement.	25	275	23	1	402	23	1	315	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	23	Juillet.	1823	Autorité comm.	4	776	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	23	Juillet.	1823	Ress. 1er et dernier.	19	116	..	..	....	..	..	...	4	163	...	....
Pau.	24	Juillet.	1823	Exécut. provisoire.	12	664	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	25	Juillet.	1823	Folle enchère.	25	276	25	2	170	..	..	...	..	....	69	123
Besançon.	26	Juillet.	1823	Ress. 1er et dernier.	19	101	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Bourges.	28	Juillet.	1823	Péremption.	18	506	..	..	....	..	..	...	11	197	...	....
Grenoble.	28	Juillet.	1823	Ordre.	17	367	..	..	....	..	..	...	10	832	...	....
Cassation.	29	Juillet.	1823	Incompétence.	25	277	23	1	416	23	1	390	..	....	68	32
Cassation.	29	Juillet.	1823	Commune.	25	278	24	1	89	23	1	349	..	....	68	289
Lyon.	30	Juillet.	1823	Ordre.	17	365	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Angers.	31	Juillet.	1823	Contrainte p. corps.	25	279	23	2	319	24	2	26	.	....	70	107
Grenoble.	1	Août.	1823	Dépens.	9	305	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	1	Août.	1823	Ress. 1er et dernier.	19	340	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	1	Août.	1823	Arbitrage forcé.	25	282	24	2	163	24	2	130	..	....	69	316
Ord. du R.	2	Août.	1823	Conflit.	25	285	23	2	252	24	2	39	..	....	...	....
Poitiers.	6	Août.	1823	Surenchère.	25	289	..	..	....	..	..	...	..	....	70	169
Ord. du R.	6	Août.	1823	Taxe.	25	285	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	7	Août.	1823	Absence.	25	294	26	2	99	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	7	Août.	1823	Ministère public.	25	291	23	1	382	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	8	Août.	1823	Règlement de juges.	18	821	..	..	....	..	..	...	3	271	...	....
Metz.	9	Août.	1823	Enquête.	11	145	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	10	Août.	1823	Purge.	25	297	25	2	36	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	11	Août.	1823	Saisie immobilière.	25	298	24	2	38	24	2	78	..	....	69	395
Cassation.	12	Août.	1823	Notification.	25	302	24	1	221	..	..	...	..	....	68	264
Poitiers.	12	Août.	1823	Appel.	25	303	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	12	Août.	1823	Péremption.	18	507	..	..	....	..	..	...	11	191	...	....
Caen.	13	Août.	1823	Jugement 1re partie.	15	169	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	13	Août.	1823	Appel.	25	307	25	2	111	..	..	...	..	....	68	269
Ord. du R.	13	Août.	1823	Traite des noirs.	25	306	.	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	14	Août.	1823	Appel.	25	308	25	1	5	..	..	...	..	...	69	562
Cassation.	14	Août.	1823	Acquiescement.	33	13	24	1	353	24	1	155	..	....	...	....
Cassation.	18	Août.	1823	Enregistrement.	25	311	24	1	40	23	1	408	..	....	68	574
Limoges.	18	Août.	1823	Absent.	25	312	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	18	Août.	1823	Action possessoire.	25	310	24	1	81	23	1	395	..	....	68	493
Limoges.	19	Août.	1823	Appelant.	25	314	..	..	. ..	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	20	Août.	1823	Arbitrage forcé.	25	317	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1823	Saisie immobilière.	25	315	24	1	29	23	1	438	..	....	68	220
Orléans.	23	Août.	1823	Discipline judiciaire.	10	577	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Août.	1823	Arrêt.	25	325	25	1	51	..	..	...	..	....	73	46
Bourges.	26	Août.	1823	Emprisonnement.	25	321	..	..	....	..	..	...	..	....	69	310
Limoges.	27	Août.	1823	Dépens.	25	327	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Avis du c. d'état.	28	Août.	1823	Action.	32	28	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	28	Août.	1823	Tribunal de com.	22	379	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	28	Août.	1823	Ministère public.	16	789	..	..	....	..	..	...	1	556	...	....
Cassation.	18	Septemb.	1823	Publicité.	25	329	24	1	103	23	1	409	..	....	69	91
Paris.	25	Septemb.	1823	Avoué.	25	332	..	..	....	24	2	72	..	....	67	355
Toulouse.	10	Octobre.	1823	Expert.	25	333	25	2	90	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	17	Octobre.	1823	Compétence.	25	334	24	1	129	..	..	...	..	....	73	594
Ord. du R.	22	Octobre.	1823	Traite des noirs.	25	336	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	24	Octobre.	1823	Appel.	3	174	..	..	....	..	..	...	1	550	...	....
Cassation.	30	Octobre.	1823	Jugement.	25	337	..	..	....	23	1	500	..	....	...	....
Amiens.	2	Novemb.	1823	Huissier.	30	225	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	4	Novemb.	1823	Cession de biens.	25	338	24	1	76	23	1	442	..	....	68	321
Ord. du R.	5	Novemb.	1823	Registres.	25	340	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	5	Novemb.	1823	Aut. comm.	4	776	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Novemb.	1823	Diffamation.	25	343	24	1	157	24	1	29	..	....	69	252
Bourges.	10	Novemb.	1823	Dernier ressort.	25	344	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	11	Novemb.	1823	Huissier.	25	347	..	..	....	..	..	...	..	....	68	15
Agen.	12	Novemb.	1823	Licitat. et partage.	16	698	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	13	Novemb.	1823	Matières sommaires.	16	740	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	13	Novemb.	1823	Cassation.	29	80	25	1	94	..	..	...	..	....	70	515
Grenoble.	13	Novemb.	1823	Prévenu.	25	347	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	13	Novemb.	1823	Expertise.	25	349	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	14	Novemb.	1823	Ordre.	25	349	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	14	Novemb.	1823	Saisie immobilière.	25	352	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	17	Novemb.	1823	Exploit.	25	353	24	1	66	23	1	433	..	....	69	265
Amiens.	18	Novemb.	1823	Dépens.	9	305	25	2	222	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	19	Novemb.	1823	Conseil. auditeurs.	25	355	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Novemb.	1823	Accusé.	25	358	24	1	88	24	1	43	..	....	68	529
Limoges.	21	Novemb.	1823	Exécution prov.	25	359	25	2	91	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	21	Novemb.	1823	Greffiers.	25	361	24	2	161	..	..	...	..	....	67	432
Toulouse.	24	Novemb.	1823	Appel.	25	365	24	2	92	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	24	Novemb.	1823	Cassation.	25	366	24	1	45	24	1	105	..	....	...	....
Cassation.	25	Novemb.	1823	Appel.	25	370	24	1	125	24	1	16	..	....	69	141
Cassation.	25	Novemb.	1823	Péremption.	25	367	24	1	121	23	1	473	..	....	68	439
Cassation.	25	Novemb.	1823	Défense.	25	369	24	1	238	23	1	496	..	....	...	....
Lyon.	26	Novemb.	1823	Folle enchère.	25	381	25	2	151	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	26	Novemb.	1823	Regis. de l'état civ.	25	373	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Nancy.	26	Novemb.	1823	Saisie immobilière.	32	321	..	..	....	..	..	...	..	....	...	...

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Anc. éd. p.	DALLOZ. Nle éd. v.	DALLOZ. Nle éd. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Paris.	28	Novemb.	1823	Tierce opposition.	32	355	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Décemb.	1823	Action possessoire.	25	383	24	1	161	23	1	485	..	....	. .	....
Lyon.	1	Décemb.	1823	Communes.	25	384	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	2	Décemb.	1823	Tribunal de comm.	22	380	..	..	....	..	..	...	3	400	...	....
Bourges.	3	Décemb.	1823	Vérification d'écrit.	25	387	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	5	Décemb.	1823	Appel.	27	282	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	6	Décemb.	1823	Appel.	27	283	24	2	319	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	8	Décemb.	1823	Adjudicat. préparat.	26	324	24	1	151	24	1	9	..	....	68	449
Rouen.	9	Décemb.	1823	Enquête.	30	247	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	10	Décemb.	1823	Jugement 2e partie.	15	214	25	2	210	..	..	...	9	394	...	....
Cassation.	12	Décemb.	1823	Jury.	25	389	..	..	....	..	..	...	..	....	68	294
Metz.	12	Décemb.	1823	Action possessoire.	25	390	..	..	....	.	..	...	..	....	69	233
Limoges.	13	Décemb.	1823	Jug. par défaut.	25	392	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	13	Décemb.	1823	Appel.	31	345	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	14	Décemb.	1823	Emprisonnement.	35	155	29	2	294	..	..	...	..	....	...	....
Douai.	15	Décemb.	1823	Tribunaux.	22	114	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	16	Décemb.	1823	Tribunal de comm.	22	380	..	..	....	..	..	...	2	185	...	....
Cassation.	17	Décemb.	1823	Acquiescement.	25	394	24	1	241	23	1	497	..	....	70	295
Bordeaux.	17	Décemb.	1823	Péremption.	25	399	24	2	136	24	2	118	..	....	...	....
Paris.	17	Décemb.	1823	Saisie immobilière.	25	402	25	2	146	24	2	120	..	....	68	302
Avis du c. d'état.	17	Décemb.	1823	Lois.	25	405	..	..	....	..	..	...	..	....	. .	....
Cassation.	18	Décemb.	1823	Procès-verbal.	25	408	24	1	168	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	18	Décemb.	1823	Jugement.	25	409	25	2	11	..	..	...	..	....	..	....
Limoges.	18	Décemb.	1823	Adjudicat. préparat.	25	411	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bruxelles.	19	Décemb.	1823	Folle enchère.	25	374	25	2	151	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	24	Décemb.	1823	Licitation.	25	412	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	24	Décemb.	1823	Rivières.	28	277	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	24	Décemb.	1823	Ordre.	17	369	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Décemb.	1823	Jury.	25	413	24	1	185	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	30	Décemb.	1823	Appel.	25	415	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bourges.	31	Décemb.	1823	Jug. par défaut.	25	415	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bordeaux.	31	Décemb.	1823	Faux incident.	25	418	24	2	272	24	2	145	..	...	...	....
Metz.	31	Décemb.	1823	Chose jugée.	25	419	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Besançon.	2	Janvier.	1824	Expertise.	12	701	..	..	....	..	..	...	.	....	...	....
Angers.	2	Janvier.	1824	Avoué.	26	311	..	..	.. .	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	3	Janvier.	1824	Amende.	2	615	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	5	Janvier.	1824	Tribunal de comm.	26	41	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	5	Janvier.	1824	Enquête.	28	84	..	..	....	..	..	..	..	....	...	....
Rouen.	6	Janvier.	1824	Compétence.	26	44	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Caen.	6	Janvier.	1824	Jugement.	28	170	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Aix.	6	Janvier.	1824	Actes respectueux.	28	205	25	2	326	..	..	...	..	....	...	....
Circulaire m. j.	7	Janvier.	1824	Militaires absens.	26	55	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	8	Janvier.	1824	Demande nouvelle.	26	109	25	2	210	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	8	Janvier.	1824	Opposition.	28	200	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Riom.	8	Janvier.	1824	Exploit.	13	288	..	..	....	..	..	...	7	729	...	....
Bruxelles.	9	Janvier.	1824	Actes respectueux.	34	359	25	2	376	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	10	Janvier.	1824	Pouvoir discrétionn.	26	46	24	1	207	22	1	197	..	....	70	190
Cassation.	13	Janvier.	1824	Appel incident.	26	9	24	1	166	22	1	83	..	....	...	....
Cassation.	14	Janvier.	1824	Enregistrement.	11	360	..	..	....	..	..	...	7	389	...	....
Cassation.	14	Janvier.	1824	Arrêt.	26	117	25	1	118	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	14	Janvier.	1824	Enregistrement.	28	338	24	1	153	22	1	55	..	....	...	....
Paris.	14	Janvier.	1824	Procès-verbal.	29	180	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	14	Janvier.	1824	Communes.	26	344	24	2	501	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	15	Janvier.	1824	Purge.	26	14	25	2	10	23	2	115	..	....	...	....
Colmar.	15	Janvier.	1824	Contraint. par corps.	26	123	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	16	Janvier.	1824	Appel.	26	12	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	16	Janvier.	1824	Saisie immobilière.	26	19	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	16	Janvier.	1824	Enregistrement.	26	49	24	1	229	22	1	115	..	....	...	....
Poitiers.	16	Janvier.	1824	Notific. de placards.	26	72	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	17	Janvier.	1824	Contraint. par corps.	26	118	29	2	343	..	..	...	..	....	...	....
Riom.	17	Janvier.	1824	Acte d'appel.	28	176	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	19	Janvier.	1824	Cassation.	26	144	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	19	Janvier.	1824	Cassation.	28	350	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	20	Janvier.	1824	Appel comme d'abus.	26	16	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Janvier.	1824	Action possessoire.	26	21	24	1	265	22	1	30	..	....	69	354
Cassation.	20	Janvier.	1824	Jury.	26	145	24	1	209	22	1	62	..	....	70	349
Toulouse.	22	Janvier.	1824	Jug. par défaut.	26	51	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	22	Janvier.	1824	Cours d'eau.	26	345	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	22	Janvier.	1824	Avoués.	27	273	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	22	Janvier.	1824	Recours collectif.	27	274	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Caen.	22	Janvier.	1824	Citation.	28	275	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	22	Janvier.	1824	Contribut. directes.	28	279	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	22	Janvier.	1824	Exploit.	29	119	24	2	299	22	2	147	..	....	...	....
Bourges	23	Janvier.	1824	Arbitrage forcé.	26	248	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. Anc. éd. v.	p.	p.	Nle éd. v.	p.	PALAIS. v.	p.
Instruction rég.	24	Janvier.	1824	Folle enchère.	26	58	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	25	Janvier.	1824	Navires capturés.	26	61	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1824	Action possessoire.	26	83	24	1	92	22	1	41	..	....	69	52
Cassation.	26	Janvier.	1824	Jugement arbitral.	26	28	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Limoges.	26	Janvier.	1824	Renvoi.	31	181	26	2	190	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	28	Janvier.	1824	Avocat.	26	25	24	2	66	22	2	120	..	....	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1824	Juge de paix.	26	32	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1824	Aut. comm.	26	35	24	1	258	22	1	49	..	....	...	....
Limoges.	28	Janvier.	1824	Dernier ressort.	26	37	24	2	233	..	..	...	..	....	...	....
Angers.	28	Janvier.	1824	Faillite.	26	124	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Pau.	28	Janvier.	1824	Citation.	28	266	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1824	Prescription.	26	304	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	28	Janvier.	1824	Vérification.	31	276	..	..	....	..	..	...	..	....	...	..
Lyon.	28	Janvier.	1824	Interrogatoire.	28	356	25	2	49	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	29	Janvier.	1824	Ress. 1er et dernier.	19	340	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	29	Janvier.	1824	Cassation.	26	80	24	1	344	22	1	39	..	....	68	533
Toulouse.	30	Janvier.	1824	Compétence.	26	38	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	30	Janvier.	1824	Ress. 1er et dernier.	19	116	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	30	Janvier.	1824	Faillite.	26	253	24	1	226	22	1	120	..	....	69	571
Cassation.	31	Janvier.	1824	Appel.	26	148	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	31	Janvier.	1824	Compétence.	26	54	24	1	228	..	..	...	..	....	...	....
Caen.	1	Fevrier.	1824	Forclusion.	26	68	..	..	...	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Février.	1824	Avoué.	26	351	..	..	...	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	2	Février.	1824	Evocation.	26	70	24	1	251	22	1	54	..	....	...	....
Bourges.	2	Février.	1824	Appel.	27	282	24	2	362	23	2	8	..	....	71	82
Cassation.	3	Février.	1824	Jugement par déf.	26	92	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	4	Février.	1824	Compétence.	26	87	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	4	Février.	1824	Expropriation for.	28	118	..	..	....	..	..	...	..	....	...	.. .
Cassation.	6	Février.	1824	Arrêté.	26	152	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	7	Février.	1824	Signification.	27	13	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	7	Février.	1824	Huissier.	26	110	25	2	196	..	..	...	..	....	...	....
Bordeaux.	10	Février.	1824	Jugement.	26	126	24	2	119	22	2	111	..	....	...	....
Colmar.	10	Février.	1824	Autorisation.	27	81	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	11	Février.	1824	Arrêt.	28	19	25	1	209	..	..	...	..	....	73	60
Bourges.	13	Février.	1824	Ordre.	26	112	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	16	Février.	1824	Appel.	28	251	..	..	....	..	..	...	..	....	...	...
Lyon.	17	Fevrier.	1824	Compétence.	26	128	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	17	Février.	1824	Chose jugée.	27	117	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Nîmes.	17	Février.	1824	Vérification.	31	273	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	17	Février.	1824	Appel.	26	130	25	1	243	..	..	...	..	....	72	122
Cassation.	18	Février.	1824	Lettres de noblesse.	27	326	24	1	254	22	1	279	..	....	71	189
Agen.	18	Fevrier.	1824	Saisie-brandon.	27	84	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Orléans.	19	Février.	1824	Dette de prince.	26	96	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	19	Février.	1824	Séparation de biens.	26	99	24	2	84	22	2	97	..	....	...	....
Agen.	19	Février.	1824	Conciliation.	27	118	25	2	93	23	2	28	..	....	72	333
Colmar.	20	Fevrier.	1824	Déchéance.	26	100	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Amiens.	20	Février.	1824	Exécution.	37	52	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	20	Février.	1824	Faux incident.	26	114	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	20	Février.	1824	Ress. 1er et dernier.	26	135	24	2	235	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1824	Chambre d'accusat.	27	346	24	1	397	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	21	Février.	1824	Compétence.	26	139	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	21	Février.	1824	Chambre d'accusat.	26	150	24	1	398	22	1	170	..	....	...	....
Instruction rég.	21	Février.	1824	Acte d'avoué	26	155	..	..	....	..	..	...	..	....	...	.. .
Pau.	21	Février.	1824	Saisie immobilière.	28	120	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	22	Février.	1824	Avoué.	33	259	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	23	Février.	1824	Enregistrement.	26	104	24	1	257	22	1	80	..	....	69	174
Colmar.	23	Février.	1824	Témoins.	26	107	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	24	Février.	1824	Licitation.	29	113	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	25	Février.	1824	Chose jugée.	26	108	24	1	259	22	1	368	..	....	71	113
Circ. du m. fin.	26	Février.	1824	Caisse de consigna.	26	157	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	27	Février.	1824	Appel.	26	116	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	27	Février.	1824	Peine.	27	343	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	28	Février.	1824	Saisie-arrêt.	26	140	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bastia.	1	Mars.	1824	Dépens.	35	321	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	1	Mars.	1824	Exploit.	26	158	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	4	Mars.	1824	Expropriation.	26	161	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	4	Mars.	1824	Litispendance.	26	229	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	8	Mars.	1824	Arrêts.	26	312	24	1	352	22	1	394	..	....	...	....
Cassation.	9	Mars.	1824	Avoué.	26	163	24	1	203	22	1	93	..	....	69	225
Rouen.	10	Mars.	1824	Ordre.	26	167	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	10	Mars.	1824	Saisie immobilière.	26	170	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Metz.	11	Mars.	1824	Exécution prov.	28	103	26	2	17	..	..	...	..	....	71	565
Pau.	11	Mars.	1824	Conciliation.	28	182	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	11	Mars.	1824	Créances hypoth.	29	12	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ. Anc. éd.			DALLOZ. Nle éd.		PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	v.	p.
Cassation.	11	Mars.	1824	Salaire.	29	23	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Caen.	12	Mars.	1824	Péremption.	18	507	..	..	....	..	..	...	11	200	...	....
Cassation.	13	Mars.	1824	Garantie.	27	344	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	16	Mars.	1824	Surenchère.	26	174	24	1	205	22	1	102	..	....	69	216
Décis. min. fin.	16	Mars.	1824	Appel.	26	194	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	16	Mars.	1824	Avoués.	27	208	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	16	Mars.	1824	Dépens.	42	157	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Pau.	16	Mars.	1824	Tierce opposition.	28	86	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	17	Mars.	1824	Jugement arbitral.	26	187	24	1	421	22	1	231	..	....	70	199
Toulouse.	17	Mars.	1824	Signification.	26	1[illegible]0	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	17	Mars.	1824	Surenchère.	26	261	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cir. G. des Sc.	18	Mars.	1824	Officiers ministériels	26	192	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	18	Mars.	1824	Témoins.	26	252	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	19	Mars.	1824	Presse.	26	298	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Bordeaux.	20	Mars.	1824	Acte d'appel.	27	157	24	2	352	22	2	157	..	....	...	....
Rennes.	20	Mars.	1824	Jugement.	26	299	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Montpellier.	22	Mars.	1824	Jugement.	26	317	24	2	209	22	2	137	..	....	70	355
Cassation.	22	Mars.	1824	Cassation.	28	131	25	1	45	..	..	...	..	....	71	93
Cassation.	23	Mars.	1824	Compétence.	29	37	25	1	79	24	1	148	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	24	Mars.	1824	Arrêt par défaut.	27	272	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	24	Mars.	1824	Saisie immobilière.	27	38	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	24	Mars.	1824	Délai.	28	277	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	24	Mars.	1824	Pourvoi.	28	277	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	25	Mars.	1824	Qualité.	26	177	24	2	223	22	2	125	..	....	...	....
Cassation.	26	Mars.	1824	Opposition.	28	270	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Douai.	26	Mars.	1824	Succession.	26	241	25	2	53	..	..	...	..	....	72	393
Montpellier.	27	Mars.	1824	Expertise.	26	181	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	27	Mars.	1824	Inventaire.	27	151	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	27	Mars.	1824	Frais.	29	137	25	2	193	..	..	...	..	....	...	....
Paris.	27	Mars.	1824	Tierce opposition.	21	586	25	2	194	..	..	...	12	661	69	377
Colmar.	29	Mars.	1824	Dernier ressort.	26	183	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	29	Mars.	1824	Délais.	27	141	25	2	213	..	..	...	..	....	...	....
Nimes.	29	Mars.	1824	Péremption.	28	107	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	29	Mars.	1824	Dernier ressort.	29	79	28	2	9	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	30	Mars.	1824	Formule exécutoire.	26	185	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	30	Mars.	1824	Appel.	27	284	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Poitiers.	30	Mars.	1824	Expertise.	26	234	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	31	Mars.	1824	Demande reconven.	27	124	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Lyon.	1	Avril.	1824	Désaveu.	27	197	25	2	107	23	2	42	..	....	...	....
Poitiers.	1	Avril.	1824	Vérification.	31	276	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Agen.	2	Avril.	1824	Protêt.	26	245	24	2	363	..	..	...	..	....	...	....
Liége.	3	Avril.	1824	Péremption.	18	509	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	3	Avril.	1824	Autorisation.	28	273	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Riom.	5	Avril.	1824	Saisie immobilière.	32	184	25	2	328	..	..	...	..	....	73	351
Agen.	5	Avril.	1824	Enquête.	26	198	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rennes.	5	Avril.	1824	Désistement.	38	17	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Avril.	1824	Action possessoire.	26	201	24	1	281	22	1	147	..	....	69	511
Toulouse.	6	Avril.	1824	Saisie immobilière.	26	202	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Avril.	1824	Exploit.	13	292	..	..	....	..	..	...	..	....	7	747
Cassation.	6	Avril.	1824	Matières sommaires.	26	204	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	6	Avril.	1824	Saisie immobilière.	26	207	24	1	269	22	1	180	..	....	69	410
Arrêté du c. d'ét.	7	Avril.	1824	Rivières.	28	277	26	1	183	23	1	187	..	....	...	....
Grenoble.	7	Avril.	1824	Surenchère.	27	145	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Ord. du R.	7	Avril.	1824	Exploit.	28	280	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	8	Avril.	1824	Inter. sur faits et ar.	29	29	26	2	73	23	2	33	..	....	72	302
Amiens.	8	Avril.	1824	Inter. sur faits et ar.	26	213	24	2	244	..	..	...	..	....	...	....
Nimes.	8	Avril.	1824	Ordre.	27	224	25	2	379	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	12	Avril.	1824	Compétence.	26	247	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	14	Avril.	1824	Tribunaux.	26	216	24	1	131	22	1	139	..	....	69	129
Arrêté du c. d'ét.	14	Avril.	1824	Effet suspensif.	28	278	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	15	Avril.	1824	Serment.	28	268	24	1	325	22	1	254	..	....	73	556
Cassation.	17	Avril.	1824	Jury.	26	338	24	1	333	22	1	241	..	....	70	392
Grenoble.	18	Avril.	1824	Exploit.	13	218	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	20	Avril.	1824	Action possessoire.	31	207	26	1	223	24	1	296	..	....	...	....
Cassation.	23	Avril.	1824	Chambre d'accusat.	27	346	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Toulouse.	24	Avril.	1824	Acquiescement.	26	217	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Colmar.	26	Avril.	1824	Contrainte p. corps.	26	123	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Avril.	1824	Dette de prince.	26	219	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Cassation.	26	Avril.	1824	Désaveu.	26	219	24	1	340	22	1	171	..	....	69	519
Bourges.	26	Avril.	1824	Cour royale.	26	309	25	2	103	23	2	38	..	....	...	....
Cassation.	27	Avril.	1824	Arrêt.	26	226	25	1	102	..	..	...	..	....	73	149
Rouen.	28	Avril.	1824	Saisie immobilière.	26	234	24	2	279	..	..	...	..	....	...	....
Grenoble.	28	Avril.	1824	Chambre du conseil.	27	267	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....
Rouen.	29	Avril.	1824	Saisie immobilière.	26	236	..	..	....	..	..	...	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Cassation.	29	Avril.	1824	Arrêt.	26	238	24	1	276	22	1	190	69	513
Grenoble.	29	Avril.	1824	Exploit.	28	83	26	2	27	23	2	124	...	....
Toulouse.	30	Avril.	1824	Ordon. d'exequatur.	26	239	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. fin.	3	Mai.	1824	Conseil d'état.	26	308	..	..	....	..	..	....	...	....
Angers.	3	Mai.	1824	Demande nouvelle.	27	20	25	2	210	23	2	11	...	....
Toulouse.	4	Mai.	1824	Ordre.	26	269	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Mai.	1824	Cassation.	27	73	25	1	57	..	..	....	...	....
Nîmes.	4	Mai.	1824	Huissier.	28	12	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	4	Mai.	1824	Appel.	26	272	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	4	Mai.	1824	Ordre.	28	128	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Mai.	1824	Agréé.	26	279	24	1	275	22	1	168	69	527
Cassation.	5	Mai.	1824	Compétence.	26	287	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	5	Mai.	1824	Exécut. provisoire.	27	155	24	2	383	22	2	181	...	....
Cassation.	5	Mai.	1824	Enregistrement.	27	201	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	6	Mai.	1824	Expertise.	12	739	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	6	Mai.	1824	Compétence.	26	289	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Mai.	1824	Cassation.	26	300	24	1	305	..	..	....	74	47
Toulouse.	7	Mai.	1824	Acte d'appel.	26	277	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Mai.	1824	Amende.	26	302	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	8	Mai.	1824	Agréé.	26	283	24	2	338	22	2	174	...	....
Metz.	8	Mai.	1824	Jug. par défaut.	28	222	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	8	Mai.	1824	Taxe.	26	306	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	8	Mai.	1824	Arbitres.	26	291	25	2	170	..	..	....	...	....
Grenoble.	8	Mai.	1824	Citation.	28	265	25	2	166	..	..	....	...	....
Décision minist.	10	Mai.	1824	Dispense p. mariage.	37	248	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	11	Mai.	1824	Délais.	27	140	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	12	Mai.	1824	Péremption.	26	270	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	12	Mai.	1824	Compétence.	28	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	12	Mai.	1824	Surenchère.	27	327	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Mai.	1824	Audience solennelle.	27	36	25	1	59	..	..	....	71	106
Rouen.	17	Mai.	1824	Surenchère.	26	274	24	2	202	22	2	156	70	216
Poitiers.	18	Mai.	1824	Saisie immobilière.	27	110	25	2	164	..	..	....	...	....
Rennes.	18	Mai.	1824	Acte d'appel.	28	48	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	19	Mai.	1824	Expropriat. forcée.	29	15	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Mai.	1824	Dépens.	27	71	25	1	105	..	..	....	71	381
Grenoble.	19	Mai.	1824	Appel.	27	158	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	19	Mai.	1824	Appel.	27	142	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Mai.	1824	Prescription.	26	305	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	21	Mai.	1824	Dépens.	9	280	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	21	Mai.	1824	Huissier commis.	27	338	26	2	211	24	2	46	...	....
Paris.	22	Mai.	1824	Agréé.	26	286	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mai.	1824	Compétence.	27	29	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	22	Mai.	1824	Compétence.	28	243	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	23	Mai.	1824	Acquiescement.	26	332	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Mai.	1824	Protêt.	26	293	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	26	Mai.	1824	Compétence.	27	149	25	2	23	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	26	Mai.	1824	Conflit.	28	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	28	Mai.	1824	Dernier ressort.	27	86	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	29	Mai.	1824	Enquête.	26	264	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	29	Mai.	1824	Compétence.	27	170	25	2	147	..	..	....	...	....
Montpellier.	31	Mai.	1824	Arbitrage forcé.	26	295	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	31	Mai.	1824	Dernier ressort.	28	91	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	2	Juin.	1824	Enquête.	27	238	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	2	Juin.	1824	Conciliation.	27	223	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	3	Juin.	1824	Serment.	21	224	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	3	Juin.	1824	Saisie immobilière.	27	23	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	4	Juin.	1824	Saisie immobilière.	27	21	25	2	305	..	..	....	71	90
Toulouse.	4	Juin.	1824	Référé.	27	122	25	2	105	23	2	113	72	311
Agen.	4	Juin.	1824	Dernier ressort.	28	95	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	5	Juin.	1824	Acquiescement.	28	97	25	2	161	..	..	....	...	....
Pau.	5	Juin.	1824	Acte d'appel.	27	87	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	7	Juin.	1824	Péremption.	30	270	25	2	312	..	..	....	...	....
Toulouse.	9	Juin.	1824	Ordre.	34	248	26	2	105	..	..	....	...	....
Poitiers.	10	Juin.	1824	Acquiescement.	28	99	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	10	Juin.	1824	Appel incident.	27	127	24	2	357	22	1	524	...	....
Rouen.	10	Juin.	1824	Jug. par défaut.	28	31	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	10	Juin.	1824	Dernier ressort.	28	88	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	11	Juin.	1824	Jugement.	26	326	..	..	....	..	..	....	...	....
Angers.	11	Juin.	1824	Appel.	27	50	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Juin.	1824	Surenchère.	26	314	24	1	321	22	1	233	70	289
Rouen.	15	Juin.	1824	Compétence.	27	259	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	15	Juin.	1824	Acte d'appel.	28	158	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	15	Juin.	1824	Acte d'appel.	27	25	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	15	Juin.	1824	Avoués.	26	352	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Paris.	16	Juin.	1824	Inscription hypoth.	29	154	..	..	....	..	..	....	...	....
Liége.	16	Juin.	1824	Dernier ressort.	28	354	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Juin.	1824	Enregistrement.	11	361	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	16	Juin.	1824	Ordre.	27	228	25	2	379	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Juin.	1824	Appel.	26	322	24	1	310	22	1	242	70	150
Cassation.	16	Juin.	1824	Jugement.	26	321	24	1	284	22	1	230	70	353
Loi.	16	Juin.	1824	Juges.	26	347	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	16	Juin.	1824	Amendes.	26	62	25	1	127	..	..	....	71	197
Cassation.	16	Juin.	1824	Appel incident.	30	419	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrête du c. d'ét.	16	Juin.	1824	Tierce opposition.	28	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	17	Juin.	1824	Contraint. par corps.	26	336	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	18	Juin.	1824	Saisie immobilière.	27	229	25	2	253	..	..	....	...	....
Rouen.	18	Juin.	1824	Adjudicat. préparat.	26	327	2	2	247	22	2	142	71	73
Cassation.	18	Juin.	1824	Trib. correctionnel.	26	340	25	1	16	..	..	....	71	185
Bourges.	18	Juin.	1824	Adjudicat. préparat.	28	25	25	2	294	23	2	55	...	....
Grenoble.	19	Juin.	1824	Compétence.	27	41	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	19	Juin.	1824	Intérêts.	28	114	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	19	Juin.	1824	Garantie.	27	225	..	.	....	..	..	....	...	....
Nancy.	20	Juin.	1824	Exploit.	31	240	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	21	Juin.	1824	Citation.	27	55	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	22	Juin.	1824	Désaveu.	27	184	25	2	176	..	..	....	72	516
Arrêté du c. d'ét.	23	Juin.	1824	Visa.	28	279	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	24	Juin.	1824	Prescription.	27	52	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	25	Juin.	1824	Compétence.	26	258	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	25	Juin.	1824	Inscription de faux.	27	231	25	2	108	..	..	....	...	....
Besançon.	26	Juin.	1824	Saisie-exécution.	21	474	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	26	Juin.	1824	Saisie immobilière.	27	106	25	2	19	23	2	21	74	35
Nîmes.	28	Juin.	1824	Exploit.	27	68	25	2	213	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Juin.	1824	Action possessoire.	29	20	25	1	259	23	1	127	72	399
Amiens.	30	Juin.	1824	Appel incident.	26	329	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Juin.	1824	Compétence.	27	257	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	30	Juin.	1824	Contribut. directes.	28	279	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	30	Juin.	1824	Conclusions.	8	321	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	1	Juillet.	1824	Appel incident.	28	150	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Juillet.	1824	Preuve testimoniale.	28	260	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	2	Juillet.	1824	Acte d'appel.	27	233	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Juillet.	1824	Ministère public.	27	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	6	Juillet.	1824	Saisie immobilière.	26	210	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	6	Juillet.	1824	Appel.	29	265	25	2	329	23	2	120	...	....
Ord. du R.	7	Juillet.	1824	Lois.	27	347	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Juillet.	1824	Cassation.	27	11	25	1	28	..	..	....	71	254
Agen.	7	Juillet.	1824	Appel.	28	124	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	7	Juillet.	1824	Tierce opposition.	29	24	25	2	120	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Juillet.	1824	Acte d'avoué à avoué.	30	422	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	9	Juillet.	1824	Saisie immobilière.	46	171	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Juillet.	1824	Faillite.	27	183	25	2	208	..	..	....	...	....
Lyon.	10	Juillet.	1824	Adjudicat. préparat.	27	287	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	13	Juillet.	1824	Signification.	27	15	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Juillet.	1824	Enregistrement.	11	267	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Juillet.	1824	Appel.	28	28	25	1	230	..	..	....	...	....
Ord. du R.	15	Juillet.	1824	Compte d'octrois.	27	58	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	15	Juillet.	1824	Autorisation.	28	195	25	2	177	..	..	....	...	....
Paris.	17	Juillet.	1824	Faillite.	29	122	25	2	28	23	2	4	...	....
Cassation.	19	Juillet.	1824	Saisie immobilière.	27	8	24	1	270	22	1	264	70	248
Cassation.	20	Juillet.	1824	Acte d'appel.	27	27	24	1	414	22	1	302	...	....
Agen.	20	Juillet.	1824	Enquête.	28	73	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Juillet.	1824	Caution.	27	45	26	1	73	..	..	....	...	....
Riom.	21	Juillet.	1824	Juge de paix.	27	153	25	2	175	..	..	....	...	....
Loi.	21	Juillet.	1824	Communes.	27	60	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	21	Juillet.	1824	Licitation.	27	202	25	2	380	..	..	....	...	....
Montpellier.	21	Juillet.	1824	Saisie immobilière.	27	239	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	22	Juillet.	1824	Appel.	28	249	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté m. intér.	22	Juillet.	1824	Mémoires.	27	59	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	23	Juillet.	1824	Dernier ressort.	28	93	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1824	Renvoi.	27	344	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	24	Juillet.	1824	Jugement.	28	105	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	26	Juillet.	1824	Signification.	27	241	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	27	Juillet.	1824	Appel incident.	27	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	27	Juillet.	1824	Appel.	32	167	25	2	334	23	2	248	...	....
Loi.	28	Juillet.	1824	Faux.	27	63	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	28	Juillet.	1824	Chemins vicinaux.	27	63	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Juillet.	1824	Avoué.	27	69	24	1	351	22	1	263	70	253
Cassation.	28	Juillet.	1824	Protêt.	27	130	25	1	20	..	..	....	71	58
Toulouse.	28	Juillet.	1824	Huissier commis.	27	341	26	2	210	24	2	47	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY v.	SIREY p.	SIREY p.	DALLOZ v.	DALLOZ p.	DALLOZ p.	PALAIS v.	PALAIS p.
Poitiers.	29	Juillet.	1824	Caution.	27	48	26	2	69	..	..	....	...	....
Lyon.	29	Juillet.	1824	Huissier.	29	34	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	30	Juillet.	1824	Garantie.	14	455	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	31	Juillet.	1824	Péremption.	29	87	..	..	....	..	..	....	...	....
Bastia.	2	Août.	1824	Séparation de corps.	30	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Août.	1824	Requête civile.	28	328	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Août.	1824	Compétence.	28	342	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	4	Août.	1824	Faillite.	28	234	25	2	30	23	2	1	...	....
Poitiers.	4	Août.	1824	Saisie immobilière.	27	75	25	2	101	23	2	82	...	....
Ord. du R.	4	Août.	1824	Indem. aux magistr.	27	193	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	4	Août.	1824	Avoué.	27	297	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	5	Août.	1824	Appel incident.	28	335	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Août.	1824	Peine.	27	192	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	6	Août.	1824	Jugement par déf.	28	196	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	6	Août.	1824	Arbitrage forcé.	28	256	25	2	325	..	..	....	...	....
Bourges.	6	Août.	1824	Appel.	29	100	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	6	Août.	1824	Péremption.	28	348	26	2	319	23	2	48	...	....
Poitiers.	10	Août.	1824	Officiers ministér.	46	552	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	10	Août.	1824	Officiers ministér.	47	550	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Août.	1824	Jugement.	27	321	25	1	97	..	..	....	71	164
Ord. du R.	11	Août.	1824	Avoués.	27	273	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Août.	1824	Arrêt.	27	311	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Août.	1824	Complainte.	27	312	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	13	Août.	1824	Acte d'appel.	28	208	25	2	337	..	..	....	...	....
Nîmes.	17	Août.	1824	Jugement.	27	160	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	17	Août.	1824	Pensions magistrats.	27	194	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Août.	1824	Enregistrement.	28	338	25	1	255	..	..	....	72	110
Orléans.	18	Août.	1824	Notaire.	16	821	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	19	Août.	1824	Jugement.	27	159	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Août.	1824	Huissier.	28	336	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	20	Août.	1824	Commiss. de révis.	27	271	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1824	Compétence.	28	269	25	1	35	..	..	....	71	466
Circulaire.	20	Août.	1824	Juge de paix.	35	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	21	Août.	1824	Licitation.	27	293	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	23	Août.	1824	Saisie-arrêt.	27	103	24	2	358	..	..	....	72	462
Orléans.	24	Août.	1824	Dépens.	9	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	24	Aout.	1824	Jugement par déf.	27	100	25	2	167	..	..	....	...	....
Toulouse.	26	Août.	1824	Adjudicat. préparat.	27	91	24	2	344	22	2	160	...	....
Cassation.	26	Août.	1824	Jugement par déf.	28	65	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Août.	1824	Autoris. commune.	28	357	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	27	Août.	1824	Jugement.	27	94	25	2	67	25	1	102	...	....
Montpellier.	27	Août.	1824	Arbitrage forcé.	28	255	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	28	Août.	1824	Arbitres forcés.	27	174	25	2	56	23	2	25	...	....
Orléans.	28	Août.	1824	Expertise.	12	741	..	..	....	..	..	....	7	687
Cassation.	28	Août.	1824	Procès-verbal.	27	190	25	1	40	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Août.	1824	Avoué.	27	134	24	1	420	..	..	....	71	283
Lyon.	30	Août.	1824	Avoué.	29	27	25	2	106	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Août.	1824	Autorisation femme.	27	99	24	1	360	22	1	336	...	....
Toulouse.	1	Septemb.	1824	Emprisonnement.	29	95	25	2	158	23	2	133	...	....
Douai.	1	Septemb.	1824	Emprisonnement.	29	143	25	2	177	23	2	248	74	94
Cassation.	24	Septemb.	1824	Ministère public.	28	34	24	1	402	22	1	345	70	386
Cassation.	24	Septemb.	1824	Renvoi.	29	28	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	28	Septemb.	1824	Jugement.	29	229	25	2	383	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Octobre.	1824	Récusation.	29	123	25	1	89	..	..	....	72	501
Cassation.	21	Octobre.	1824	Chose jugée.	29	127	25	1	99	23	1	39	72	545
Cassation.	28	Octobre.	1824	Cour d'assises.	31	147	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Octobre.	1824	Citation.	29	125	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Octobre.	1824	Acquiescement.	29	126	25	1	144	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Octobre.	1824	Frais de just. crim.	30	372	25	1	178	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Novemb.	1824	Action possessoire.	29	36	25	1	62	..	..	....	72	395
Cassation.	8	Novemb.	1824	Ministère public.	27	295	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Novemb.	1824	Complainte.	27	312	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Novemb.	1824	Tribunal de comm.	27	334	25	1	251	..	..	....	72	271
Cassation.	10	Novemb.	1824	Arrêt.	28	140	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Novemb.	1824	Opposition.	28	258	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	11	Novemb.	1824	Accusé.	27	270	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	13	Novemb.	1824	Action réelle.	27	227	25	2	211	23	2	11	...	....
Pau.	13	Novemb.	1824	Assignation.	29	205	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	15	Novemb.	1824	Adjudicat. préparat.	28	81	25	2	121	..	..	....	...	....
Aix.	15	Novemb.	1824	Emprisonnement.	28	15	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	15	Novemb.	1824	Appel.	29	72	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	15	Novemb.	1824	Appel.	35	360	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	16	Novemb.	1824	Jugement.	27	322	25	2	306	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1824	Jugement arbitral.	28	62	25	1	170	..	..	....	71	503

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Toulouse.	23	Novemb.	1824	Appel incident.	32	167	25	2	413	23	2	242	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1824	Avocat.	29	86	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	23	Novemb.	1824	Ordre.	17	369	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Novemb.	1824	Appel.	29	334	25	1	145	..	..	....	73	127
Poitiers.	26	Novemb.	1824	Acte d'appel.	28	53	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	26	Novemb.	1824	Jug. par défaut.	32	174	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	26	Novemb.	1824	Saisie immobilière.	28	173	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	27	Novemb.	1824	Procès-verbal.	27	305	25	2	189	23	2	20	...	....
Amiens.	27	Novemb.	1824	Appel.	29	174	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	29	Novemb.	1824	Compétence.	27	32	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	29	Novemb.	1824	Saisie immobilière.	27	199	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Novemb.	1824	Jug. par défaut.	27	333	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	29	Novemb.	1824	Emprisonnement.	29	226	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	30	Novemb.	1824	Huissier.	28	8	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	30	Novemb.	1824	Jug. par défaut.	28	49	25	2	257	..	..	....	71	435
Cassation.	30	Novemb.	1824	Compétence.	28	241	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Novemb.	1824	Expertise.	12	741	..	..	....	..	..	....	7	679
Poitiers.	2	Décemb.	1824	Tribunal de comm.	27	242	25	2	409	..	..	....	...	....
Grenoble.	4	Décemb.	1824	Garantie.	29	302	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	7	Décemb.	1824	Enquête.	29	106	25	2	168	23	2	131	...	....
Rennes.	8	Décemb.	1824	Saisie.	27	319	25	2	384	..	..	....	...	....
Rouen.	8	Decemb.	1824	Adjudication définit.	28	197	25	2	39	23	2	139	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1824	Matières sommaires.	35	156	25	1	293	23	1	131	72	417
Toulouse.	10	Décemb.	1824	Péremption.	32	159	25	2	411	..	..	....	...	....
Aix.	11	Décemb.	1824	Jug. par défaut.	27	253	25	2	412	23	2	130	...	....
Amiens.	13	Décemb.	1824	Renvoi.	29	93	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Décemb.	1824	Acquiescement.	28	10	25	1	312	23	1	8	71	458
Cassation.	14	Décemb.	1824	Protêt.	28	225	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	14	Décemb.	1824	Emprisonnement.	33	302	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Décemb.	1824	Chose jugée.	29	25	25	1	236	23	1	75	...	....
Cassation.	15	Décemb.	1824	Tribunal de comm.	29	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	15	Décemb.	1824	Acte d'appel.	28	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Décemb.	1824	Dernier ressort.	27	299	25	1	215	23	1	13	...	....
Douai.	16	Décemb.	1824	Enregistrement.	47	683	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	17	Décemb.	1824	Office.	38	342	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	17	Décemb.	1824	Saisie-exécution.	21	443	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	17	Décemb.	1824	Ordre.	29	288	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Décemb.	1823	Suspicion légitime.	30	36	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	18	Décemb.	1824	Officiers ministér.	28	211	25	2	209	..	..	....	...	....
Rennes.	20	Décemb.	1824	Avoués.	28	55	25	2	340	..	..	....	...	....
Agen.	20	Décemb.	1824	Ministère public.	32	168	25	2	339	..	..	....	...	....
Amiens.	21	Décemb.	1824	Compétence.	29	140	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Décemb.	1824	Ordre.	29	31	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	21	Décemb.	1824	Ordre.	29	103	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	22	Décemb.	1824	Jugement.	28	126	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	22	Décemb.	1824	Jugement.	27	287	25	2	316	23	2	99	...	....
Pau.	22	Décemb.	1824	Assignation.	29	209	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Décemb.	1824	Evocation.	28	154	25	1	195	23	1	65	72	435
Colmar.	23	Décemb.	1824	Incompétence.	29	235	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	24	Décemb.	1824	Compétence.	30	411	25	2	413	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Décemb.	1824	Appel.	29	22	25	1	303	..	..	....	...	....
Poitiers.	28	Décemb.	1824	Contraint. par corps.	31	260	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Décemb.	1824	Vérification.	31	275	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	29	Décemb.	1824	Ress. 1er et dernier.	19	340	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	29	Décemb.	1824	Saisie-arrêt.	27	268	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	30	Décemb.	1824	Cahier des charges.	27	211	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Décemb.	1824	Conseiller-auditeur.	27	315	25	1	116	23	1	45	72	52
Lyon.	30	Décemb.	1824	Jugement.	27	287	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	31	Décemb.	1824	Saisie immobilière.	30	344	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	31	Décemb.	1824	Avoués.	27	161	25	2	190	23	2	12	72	37
Cassation.	31	Décemb.	1824	Amende.	31	337	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	3	Janvier.	1825	Compétence.	30	118	..	..	....	..	..	....	...	....
Nimes.	3	Janvier.	1825	Avoué.	29	52	25	2	135	23	2	137	74	280
Douai.	3	Janvier.	1825	Saisie immobilière.	28	5	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Janvier.	1825	Arrêt.	28	139	26	1	161	23	1	80	73	460
Cassation.	4	Janvier.	1825	Contraint. par corps.	28	56	25	2	206	23	1	12	71	522
Cassation.	4	Janvier.	1825	Avoué.	30	44	26	1	39	23	1	145	73	54
Cassation.	4	Janvier.	1825	Arrêt.	29	54	25	1	258	23	1	126	...	....
Paris.	5	Janvier.	1825	Appel.	30	10	26	2	66	24	2	10	...	....
Cassation.	5	Janvier.	1825	Vérification.	29	62	26	1	185	23	1	125	72	370
Cassation.	5	Janvier.	1825	Compétence.	29	55	26	1	140	23	1	67	...	....
Montpellier.	5	Janvier.	1825	Exploit.	28	26	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	5	Janvier.	1825	Sentence arbitral..	29	169	26	2	258	23	2	165	74	329
Bourges.	6	Janvier.	1825	Compétence.	33	134	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Paris.	6	Janvier.	1825	Compétence.	30	11	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	8	Janvier.	1825	Conciliation.	28	36	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	8	Janvier.	1825	Conciliation.	30	29	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes	10	Janvier.	1825	Compétence.	29	13	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	10	Janvier.	1825	Serment.	30	172	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	11	Janvier.	1825	Expédition.	28	29	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Janvier.	1825	Dépens.	29	71	25	1	285	..	..	....	73	480
Toulouse.	11	Janvier.	1825	Emprisonnement.	29	97	25	2	413	..	..	....	74	276
Caen.	11	Janvier.	1825	Appel.	30	20	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	11	Janvier.	1825	Compétence.	30	30	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	11	Janvier.	1825	Péremption.	30	32	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	11	Janvier.	1825	Autorisation.	30	44	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	12	Janvier.	1825	Arrêté.	28	66	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	12	Janvier.	1825	Ordre.	29	185	27	2	216	..	..	....	...	....
Lyon.	12	Janvier.	1825	Séparation de corps.	30	87	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	13	Janvier.	1825	Exploit.	28	26	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	13	Janvier.	1825	Péremption.	28	189	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	14	Janvier.	1825	Compétence.	30	56	26	2	66	23	2	91	...	....
Douai.	14	Janvier.	1825	Tierce opposition.	28	58	25	2	305	..	..	....	...	....
Rennes.	14	Janvier.	1825	Dernier ressort.	28	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	14	Janvier.	1825	Huissier.	29	286	25	2	342	23	2	149	...	....
Aix.	15	Janvier.	1825	Incompétence.	28	253	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	18	Janvier.	1825	Appel.	30	19	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Janvier.	1825	Surenchère.	30	23	25	1	410	23	1	261	73	394
Cassation.	18	Janvier.	1825	Colonies.	30	35	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Janvier.	1825	Enregistrement.	30	55	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	18	Janvier.	1825	Avocats.	30	168	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	18	Janvier.	1825	Référé.	28	78	26	2	18	24	2	50	...	....
Paris.	18	Janvier.	1825	Exécution.	30	15	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	19	Janvier.	1825	Exécut. provisoire.	12	....	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	19	Janvier.	1825	Ordre.	36	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	19	Janvier.	1825	Arbitrage forcé.	30	22	25	2	345	23	2	158	...	....
Cassation.	19	Janvier.	1825	Jugement.	29	45	25	1	280	23	1	71	...	....
Cassation.	19	Janvier.	1825	Conciliation.	28	179	25	1	183	23	1	58	72	336
Cassation.	22	Janvier.	1825	Jug. préparatoire.	29	326	25	1	318	..	..	....	73	159
Toulouse.	22	Janvier.	1825	Saisie immobilière.	30	33	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	24	Janvier.	1825	Jugement.	30	13	25	2	414	23	2	250	73	548
Cassation.	25	Janvier.	1825	Règlement de juges.	28	152	25	1	196	23	1	61	72	404
Paris.	25	Janvier.	1825	Adjudication définit.	29	48	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Janvier.	1825	Visa.	30	12	26	1	44	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Janvier.	1825	Saisie-arrêt.	29	289	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	25	Janvier.	1825	Action possessoire.	31	93	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	26	Janvier.	1825	Dépens.	29	257	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	26	Janvier.	1825	Avoués.	29	247	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1825	Action possessoire.	29	117	25	1	397	23	1	176	73	94
Cassation.	26	Janvier.	1825	Appel.	28	161	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	26	Janvier.	1825	Dernier ressort.	28	96	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	27	Janvier.	1825	Action.	30	17	25	2	348	24	2	131	...	....
Lyon.	28	Janvier.	1825	Ordre.	29	159	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1825	Jury.	30	69	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1825	Publicité.	30	68	..	..	....	..	..	....	...	....
Angers.	28	Janvier.	1825	Serment décisoire.	29	77	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	29	Janvier.	1825	Collocation.	30	38	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Janvier.	1825	Magistrats.	30	30	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	29	Janvier.	1825	Interrogatoire.	29	306	26	2	118	23	2	158	73	430
Cassation.	31	Janvier.	1825	Saisie immobilière.	29	50	25	1	123	23	1	71	72	497
Amiens.	31	Janvier.	1825	Ordre.	30	67	25	2	414	23	2	239	...	....
Metz.	31	Janvier.	1825	Question préjudic.	30	40	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Janvier.	1825	Huissier.	28	185	25	1	399	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Février.	1825	Autorisation.	29	49	25	1	189	23	1	82	73	518
Cassation.	2	Février.	1825	Jugement.	28	230	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	2	Février.	1825	Huissier.	28	237	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	2	Février.	1825	Notification.	33	244	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	2	Février.	1825	Conciliation.	29	89	26	2	64	23	2	147	...	....
Nîmes.	2	Février.	1825	Péremption.	30	79	25	2	294	23	2	201	...	....
Cassation.	3	Février.	1825	Offres réelles.	29	40	26	1	162	23	1	107	...	....
Grenoble.	3	Février.	1825	Domicile élu.	30	125	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	4	Février.	1825	Jug. par défaut.	28	163	25	2	127	..	..	....	...	....
Toulouse.	4	Février.	1826	Jugement.	28	191	25	2	147	23	2	135	...	....
Grenoble.	4	Février.	1825	Jugement.	29	187	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	4	Février.	1825	Péremption.	30	222	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Février.	1825	Tierce opposition.	29	56	25	2	96	24	2	194	...	....
Cassation.	5	Février.	1825	Compétence.	30	213	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	5	Février.	1825	Taxe.	33	241	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Amiens.	5	Février.	1825	Taxe.	33	242	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	7	Février.	1825	Compétence.	28	248	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Février.	1825	Emprisonnement.	28	219	25	1	231	23	1	79	...	....
Aix.	9	Février.	1825	Dernier ressort.	28	101	25	2	313	23	2	244	...	....
Douai.	9	Février.	1825	Action.	28	226	26	2	134	23	2	195	...	....
Cassation.	9	Février.	1825	Délai.	29	65	25	1	281	23	1	134	72	485
Grenoble.	10	Février.	1825	Dernier ressort.	29	40	25	2	136	..	..	....	...	....
Colmar.	11	Février.	1825	Jugement.	31	8	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Février.	1825	Enregistrement.	29	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Février.	1825	Alimens.	29	47	25	1	291	23	1	98	72	268
Paris.	15	Février.	1825	Partage.	29	336	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Février.	1825	Jug. interlocutoire.	29	46	25	1	379	23	1	106	...	....
Poitiers.	18	Février.	1825	Demande nouvelle.	28	39	27	2	261	..	..	....	...	....
Metz.	18	Février.	1825	Huissier.	29	296	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Février.	1825	Huissier.	30	123	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	18	Février.	1825	Taxe.	33	240	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	18	Février.	1825	Exécutoire.	33	250	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	22	Février.	1825	Appel.	29	279	25	2	223	23	2	196	...	....
Lyon.	23	Février.	1825	Appel.	28	143	25	2	128	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Février.	1825	Surenchère.	29	39	25	1	233	..	..	....	72	529
Cassation.	23	Février.	1825	Jug. par défaut.	29	42	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Février.	1825	Audience solennelle.	29	76	25	1	272	23	1	146	73	331
Caen.	23	Février.	1825	Contraint. par corps.	31	286	26	2	285	24	2	213	...	....
Aix.	24	Février.	1825	Appel.	28	141	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Fevrier.	1825	Exception pérempt.	29	58	25	1	273	23	1	119	73	187
Paris.	24	Février.	1825	Expropriat. forcée.	31	277	26	2	31	24	2	212	74	247
Paris.	24	Février.	1825	Jug. par défaut.	31	350	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	25	Février.	1825	Caution.	31	191	26	2	70	23	2	158	...	....
Bourges.	26	Février.	1825	Licitation.	29	115	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	26	Février.	1825	Dernier ressort.	32	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	28	Février.	1825	Jug. par défaut.	29	210	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	28	Février.	1825	Cession.	30	397	26	2	73	24	2	60	73	339
Agen.	28	Février.	1825	Audience.	31	116	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	1	Mars.	1825	Autorisat. maritale.	28	111	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	1	Mars.	1825	Avoué.	30	257	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	2	Mars.	1825	Cassation.	30	255	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	2	Mars.	1825	Acte respectueux.	28	135	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Mars.	1825	Emprisonnement.	29	227	25	1	310	..	..	....	...	....
Colmar.	3	Mars.	1825	Jugement.	31	8	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Mars.	1825	Cassation.	30	73	26	1	50	23	1	259	85	505
Grenoble.	4	Mars.	1825	Appel.	30	264	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	5	Mars.	1825	Jugement.	29	195	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	5	Mars.	1825	Saisie immobilière.	30	117	25	2	299	23	2	254	...	....
Cassation.	9	Mars.	1825	Avoué.	29	60	25	1	122	23	1	194	72	1
Cassation.	9	Mars.	1825	Acte d'appel.	29	89	26	1	34	..	..	....	...	....
Ord. du R.	10	Mars.	1825	Agréés.	28	67	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	10	Mars.	1825	Jugement.	29	195	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	10	Mars.	1825	Magistrats.	29	247	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Mars.	1825	Dépens.	30	249	26	1	55	..	..	....	...	....
Aix.	12	Mars.	1825	Compétence.	29	323	25	2	4	23	2	203	...	....
Nancy.	14	Mars.	1825	Distribut. par cont.	40	105	31	2	190	..	..	....	...	....
Poitiers.	15	Mars.	1825	Exploit.	28	116	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Mars.	1825	Juge suppléant.	29	104	26	1	22	..	..	....	73	285
Bordeaux.	15	Mars.	1825	Preuve testimoniale.	28	261	25	2	289	23	2	230	...	....
Cassation.	16	Mars.	1825	Cassation.	30	252	26	1	32	23	1	203	73	377
Caen.	16	Mars.	1825	Séparation de biens.	32	136	27	2	47	25	2	1	80	586
Grenoble.	19	Mars.	1825	Appel.	30	219	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	19	Mars.	1825	Saisie-gagerie.	30	261	26	2	69	23	2	161	74	365
Nancy.	20	Mars.	1825	Enquête.	31	190	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Mars.	1825	Compétence.	29	146	26	1	196	23	1	219	...	....
Caen.	21	Mars.	1825	Jug. par défaut.	30	57	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	21	Mars.	1825	Acte d'appel.	31	127	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mars.	1825	Jugement.	29	191	26	1	198	23	1	231	73	118
Poitiers.	22	Mars.	1825	Jugement.	29	196	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mars.	1825	Arrêté.	29	134	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	22	Mars.	1825	Jugement.	31	8	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Mars.	1825	Saisie immobilière.	29	164	26	1	193	23	1	232	...	....
Cassation.	23	Mars.	1825	Audience solennelle.	29	172	26	1	229	23	1	238	73	469
Cassation.	23	Mars.	1825	Jug. par défaut.	29	214	26	1	18	23	1	236	73	390
Amiens.	23	Mars.	1825	Prise à partie.	29	274	25	2	417	24	2	94	73	184
Douai.	23	Mars.	1825	Scellés.	30	9	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Mars.	1825	Huissier.	29	178	..	..	....	25	1	239	...	....
Cassation.	24	Mars.	1825	Appel suspensif.	29	210	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Mars.	1825	Notaires.	29	218	26	1	210	23	1	241	73	250

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p.	PALAIS. v.	p.
Cassation.	24	Mars.	1825	Preuve testimoniale.	29	230	25	1	432	23	1	239	...	....
Caen.	24	Mars.	1825	Conclusions.	29	277	27	2	53	24	2	12	...	....
Cassation.	24	Mars.	1825	Notaire.	30	271	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	25	Mars.	1825	Référé.	32	211	26	2	173	24	2	182	...	....
Bourges.	25	Mars.	1825	Saisie-gagerie.	29	189	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	26	Mars.	1825	Compétence.	29	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Mars.	1825	Audience.	29	186	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Mars.	1825	Jugement.	29	189	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	29	Mars.	1825	Enquête.	32	52	26	26	291	24	2	242	...	....
Cassation.	30	Mars.	1825	Jugement.	29	181	25	1	417	23	1	243	...	....
Cassation.	30	Mars.	1825	Séparation de biens.	30	305	25	1	353	23	1	268	72	317
Cassation.	3	Avril.	1825	Arbitres.	30	203	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Avril.	1825	Désistement.	30	212	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	8	Avril.	1825	Actes respectueux.	34	360	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	8	Avril.	1825	Dernier ressort.	32	202	25	2	425	..	..	....	...	....
Douai.	9	Avril.	1825	Séparation de corps.	30	22	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	10	Avril.	1825	Piraterie.	28	322	..	.	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Avril.	1825	Arrêt.	28	214	26	1	135	23	1	265	...	....
Paris.	11	Avril.	1825	Arbitres forcés.	32	231	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Avril.	1825	Action possessoire.	30	207	26	1	144	..	..	....	73	329
Toulouse.	12	Avril.	1825	Saisie immobilière.	30	274	25	2	320	23	2	255	...	....
Toulouse.	18	Avril.	1825	Dernier ressort.	37	51	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	13	Avril.	1825	Témoins.	28	133	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Avril.	1825	Faillite.	29	237	25	1	151	23	1	271	72	312
Bourges.	14	Avril.	1825	Avoué.	30	406	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	14	Avril.	1825	Contraint. par corps.	31	261	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Avril.	1825	Action possessoire.	32	134	27	1	89	23	1	275	73	447
Orléans.	20	Avril.	1825	Tierce opposition.	21	562	..	..	....	..	..	....	12	647
Bourges.	20	Avril.	1825	Avoué.	36	100	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	20	Avril.	1825	Sacrilége.	28	282	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	20	Avril.	1825	Avoués.	29	246	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	20	Avril.	1825	Expertise.	30	221	25	2	432	24	2	231	...	....
Cassation.	20	Avril.	1825	Jugement.	30	371	25	1	133	23	1	277	74	128
Colmar.	21	Avril.	1825	Jugement.	31	8	25	2	363	23	2	242	...	....
Colmar.	22	Avril.	1825	Jug. par défaut.	32	245	27	2	89	..	..	....	...	....
Bourges.	22	Avril.	1825	Dernier ressort.	29	308	27	2	182	..	..	....	...	....
Bourges.	23	Avril.	1825	Saisie immobilière.	29	176	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	23	Avril.	1825	Appel incident.	29	298	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	23	Avril.	1825	Compétence.	31	48	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	24	Avril.	1825	Compétence.	30	49	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	25	Avril.	1825	Péremption.	28	331	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	26	Avril.	1825	Adjudicataire.	29	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	26	Avril.	1825	Saisie immobilière.	29	290	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Avril.	1825	Appel.	31	101	26	1	135	23	1	280	...	....
Loi.	26	Avril.	1825	Indem. aux émigrés.	28	286	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Avril.	1825	Compétence.	32	212	26	1	422	23	1	330	...	....
Loi.	27	Avril.	1825	Emigrés.	28	286	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Avril.	1825	Péremption.	32	242	25	1	162	23	1	323	72	303
Lyon.	27	Avril.	1825	Dernier ressort.	29	69	25	2	314	..	..	....	...	....
Montpellier.	27	Avril.	1825	Emprisonnement.	31	270	26	2	22	24	2	215	...	....
Colmar.	28	Avril.	1825	Jugement.	31	9	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	29	Avril.	1825	Jug. par défaut.	28	167	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	30	Avril.	1825	Arrestation.	30	248	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Mai.	1825	Indem. aux émigrés.	28	294	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	1	Mai.	1825	Amortissement.	28	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Mai.	1825	Dette publique.	28	319	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	4	Mai.	1825	Exploit.	30	143	25	2	301	25	2	92	...	....
Cassation.	4	Mai.	1825	Saisie immobilière.	30	145	26	1	214	23	1	313	73	523
Grenoble.	4	Mai.	1825	Saisie immobilière.	32	229	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	4	Mai.	1825	Enquête.	30	247	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	5	Mai.	1825	Interrogatoire.	30	24	26	2	117	24	2	90	73	432
Paris.	6	Mai.	1825	Faillite.	34	245	26	2	102	23	2	181	74	295
Caen.	6	Mai.	1825	Appel.	30	322	26	2	207	24	2	71	75	526
Lyon.	7	Mai.	1825	Contraint. par corps.	29	109	25	2	300	23	2	179	...	....
Riom.	7	Mai.	1825	Intervention.	31	95	26	2	146	..	..	....	...	....
Ord. du R.	8	Mai.	1825	Commis. de l'indem.	28	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Mai.	1825	Arrêt.	29	142	25	1	198	23	1	314	...	....
Montpellier.	9	Mai.	1825	Appel.	30	238	25	2	309	23	2	254	...	....
Poitiers.	10	Mai.	1825	Dernier ressort.	29	19	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Mai.	1825	Colonies.	30	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	10	Mai.	1825	Saisie.	33	279	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	10	Mai.	1825	Enquête.	29	107	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Mai.	1825	Offres reelles.	30	127	26	1	198	..	..	....	73	555
Cassation.	11	Mai.	1825	Chambre d'appel.	30	149	25	1	394	23	1	318	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p.	PALAIS. v.	p.
Loi.	12	Mai.	1825	Arb. sur les routes.	29	64	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	14	Mai.	1825	Adjudication définit.	28	339	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Mai.	1825	Notaire.	31	105	26	1	225	23	1	327	...	....
Cassation.	17	Mai.	1825	Garantie.	29	293	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	17	Mai.	1825	Contraint. par corps.	31	264	25	2	420	24	2	215	...	....
Paris.	18	Mai.	1825	Contraint. par corps.	31	257	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	19	Mai.	1825	Créanciers hypoth.	29	5	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	19	Mai.	1825	Greffiers.	36	13	..	..	....	..	..	....	...	....
Circul. des finan.	23	Mai.	1825	Timbre.	28	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	24	Mai.	1825	Jugement.	29	204	27	2	43	..	..	....	...	....
Loi.	24	Mai.	1825	Congrégations.	29	251	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	24	Mai.	1825	Assurances.	34	291	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	25	Mai.	1825	Jugement.	28	345	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	25	Mai.	1825	Jugement.	29	197	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	26	Mai.	1825	Licitation.	29	113	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	26	Mai.	1825	Jugement.	29	195	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	28	Mai.	1825	Délits politiques.	29	249	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Mai.	1825	Enquête.	30	173	25	1	306	23	1	320	73	551
Poitiers.	2	Juin.	1825	Licitation.	29	114	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	3	Juin.	1825	Conclusions.	32	168	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	3	Juin.	1825	Appel incident.	31	298	25	2	270	24	2	10	...	....
Metz.	4	Juin.	1825	Dernier ressort.	34	269	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	7	Juin.	1825	Saisie immobilière.	31	221	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	9	Juin.	1825	Appel.	29	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	9	Juin.	1825	Avocat.	30	328	27	2	44	24	2	70	75	99
Cassation.	9	Juin.	1825	Notaire.	30	408	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Juin.	1825	Huissier.	33	229	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	10	Juin.	1825	Avoué.	31	321	25	2	421	24	2	217	79	117
Grenoble.	11	Juin.	1825	Autorisation femme.	31	76	26	2	226	24	2	27	...	....
Montpellier.	13	Juin.	1825	Jug. par défaut.	29	221	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	14	Juin.	1825	Acquiescement.	29	219	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	15	Juin.	1825	Saisie-arrêt.	31	62	25	2	365	24	2	124	...	....
Cassation.	15	Juin.	1825	Jug. par défaut.	31	324	25	2	422	24	2	218	77	52
Poitiers.	16	Juin.	1825	Enquête.	30	359	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	17	Juin.	1825	Demande nouvelle.	30	215	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	18	Juin.	1825	Tribunal de comm.	29	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	18	Juin.	1825	Jug. par défaut.	32	310	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	20	Juin.	1825	Acquiescement.	29	305	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	21	Juin.	1825	Saisie-arrêt.	34	107	27	2	227	25	2	78	...	....
Cassation.	21	Juin.	1825	Faillite.	29	258	26	1	301	23	1	225	73	210
Cassation.	21	Juin.	1825	Consignation.	32	131	27	1	83	..	..	....	79	475
Ord. du R.	22	Juin.	1825	Huissiers.	29	246	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Juin.	1825	Tierce opposition.	30	298	27	1	148	..	..	....	74	5
Caen.	23	Juin.	1825	Vérification d'écrit.	31	83	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	25	Juin.	1825	Conclusions.	29	270	25	2	258	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Juin.	1825	Incompétence.	30	142	26	1	163	23	1	399	78	394
Aix.	25	Juin.	1825	Emprisonnement.	30	329	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	25	Juin.	1825	Licitation.	31	237	25	2	250	..	..	....	73	396
Grenoble.	27	Juin.	1825	Jugement.	29	193	..	..	....	.	..	....	...	....
Aix.	28	Juin.	1825	Pourvoi.	29	151	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Juin.	1825	Conseiller auditeur.	30	183	26	1	137	..	..	....	74	395
Cassation.	28	Juin.	1825	Action possessoire.	31	125	26	1	238	23	1	350	74	205
Cassation.	29	Juin.	1825	Cour royale.	32	40	26	1	410	23	1	353	81	102
Nîmes.	29	Juin.	1825	Appel.	30	272	25	2	398	23	2	200	...	....
Cassation.	29	Juin.	1825	Cassation.	32	56	26	1	405	23	1	351	96	287
Paris.	29	Juin.	1825	Jug. par défaut.	31	61	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	30	Juin.	1825	Récusation.	31	229	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	30	Juin.	1825	Exploit.	29	120	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Juin.	1825	Péremption.	32	10	26	1	402	..	..	....	...	....
Riom.	1	Juillet.	1825	Péremption.	32	119	27	2	30	..	..	....	...	....
Bourges.	2	Juillet.	1825	Référé.	34	321	26	2	157	24	2	19	79	225
Lyon.	4	Juillet.	1825	Arbitres forcés.	29	321	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Juillet.	1825	Délai.	30	115	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Juillet.	1825	Arrêt.	32	38	26	1	413	23	1	354	...	....
Cassation.	6	Juillet.	1825	Matière sommaire.	29	301	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Juillet.	1825	Enregistrement.	30	152	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Juillet.	1825	Action possessoire.	30	113	26	1	406	23	1	356	74	139
Poitiers.	7	Juillet.	1825	Dernier ressort.	30	331	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	7	Juillet.	1825	Désistement.	31	97	26	2	112	..	..	....	...	....
Besançon.	8	Juillet.	1825	Dernier ressort.	34	272	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	11	Juillet.	1825	Interdiction.	29	268	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	11	Juillet.	1825	Acte de commerce.	30	237	26	2	96	23	2	218	...	....
Colmar.	12	Juillet.	1825	Adjudication.	30	339	26	2	103	24	2	37	...	....
Cassation.	13	Juillet.	1825	Colonies.	30	341	25	1	271	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Arrêté du c. d'ét.	13	Juillet.	1825	Notification.	32	47	26	2	342	24	3	32	...	....
Cassation.	13	Juillet.	1825	Avocat.	29	166	25	1	418	23	1	233	73	169
Paris.	14	Juillet.	1825	Tribunal de comm.	29	319	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Juillet.	1825	Jugement.	32	149	26	1	378	23	1	364	...	....
Aix.	15	Juillet.	1825	Vente commerciale.	29	231	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Juillet.	1825	Accusé.	30	45	25	1	364	23	1	426	...	....
Décis. min. fin.	15	Juillet.	1825	Conclusions.	31	210	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	16	Juillet.	1825	Assurances.	29	238	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	17	Juillet.	1825	Emol. just. de paix.	29	242	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Juillet.	1825	Agréé.	30	69	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	20	Juillet.	1825	Signification.	29	165	25	2	250	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Juillet.	1825	Expert.	30	135	26	1	416	..	..	....	...	....
Poitiers.	20	Juillet.	1825	Dernier ressort.	30	324	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	22	Juillet.	1825	Contraint. par corps.	31	259	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1825	Appel.	31	25	26	1	200	23	1	429	...	....
Ord. du R.	24	Juillet.	1825	Juges.	29	244	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Juillet.	1825	Maire.	30	139	25	1	369	23	1	379	74	507
Toulouse.	25	Juillet.	1825	Saisie immobilière.	31	186	26	2	223	24	2	9	...	....
Poitiers.	26	Juillet.	1825	Défaut joint.	29	101	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	26	Juillet.	1825	Jug. par défaut.	29	224	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	26	Juillet.	1825	Expropriat. forcée.	31	184	26	2	176	24	2	165	...	....
Montpellier.	27	Juillet.	1825	Appel.	29	267	26	2	147	24	2	117	...	....
Cassation.	27	Juillet.	1825	Séparation de corps.	30	192	25	1	264	23	1	382	72	532
Cassation.	27	Juillet.	1825	Compétence.	34	283	26	1	123	23	1	401	76	366
Paris.	28	Juillet.	1825	Contraint. par corps.	31	262	26	2	34	24	2	55	74	405
Colmar.	29	Juillet.	1825	Compétence.	32	339	25	2	427	25	2	34	...	....
Orléans.	29	Juillet.	1825	Avocats.	34	166	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	30	Juillet.	1825	Inventaire.	29	270	26	2	18	24	2	50	...	....
Nîmes.	30	Juillet.	1825	Appel.	30	121	26	2	68	24	2	18	76	440
Nîmes.	30	Juillet.	1825	Avocat.	30	129	26	2	67	24	2	18	76	438
Ord. du R.	31	Juillet.	1825	Postes.	29	253	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Août.	1825	Arbitrage.	30	5	25	1	418	23	1	385	...	....
Paris.	1	Août.	1825	Saisie-arrêt.	30	86	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	2	Août.	1825	Avoué.	29	129	26	2	237	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Août.	1825	Cassation.	31	31	26	1	93	24	1	166	75	569
Rennes.	3	Août.	1825	Conclusions.	29	278	26	1	136	23	1	402	76	363
Toulouse.	3	Août.	1825	Tribunal correction.	29	331	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	3	Août.	1825	Faux incident civil.	14	362	..	..	....	..	..	....	...	....
Angers.	3	Août.	1825	Jug. par défaut.	32	134	27	2	49	26	2	137	...	....
Paris.	4	Août.	1825	Reprise d'instance.	30	84	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Août.	1825	Arbitres volontaires.	30	280	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	6	Août.	1825	Saisie-exécution.	30	410	26	2	192	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Août.	1825	Arbitrage forcé.	30	62	25	1	398	23	1	389	73	222
Paris.	8	Août.	1825	Contrainte p. corps.	31	266	26	2	23	24	2	216	74	468
Riom.	8	Août.	1825	Adjudication prép.	32	112	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	9	Août.	1825	Cour d'assises.	29	325	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Août.	1825	Vérification.	31	272	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	10	Août.	1825	Aut. comm.	34	149	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	10	Août.	1825	Jug. par défaut.	35	133	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	16	Août.	1825	Acte d'appel.	30	40	25	2	371	24	2	139	...	....
Toulouse.	16	Août.	1825	Exécution prov.	35	159	28	2	218	26	2	169	...	....
Amiens.	16	Août.	1825	Référé.	31	282	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	16	Août.	1825	Référé.	31	284	27	2	18	..	..	....	...	....
Caen.	17	Août.	1825	Compétence.	31	151	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	18	Août.	1825	Jugement interloc.	30	71	26	2	25	24	2	206	73	39
Cassation.	18	Août.	1825	Tribunal de comm.	29	314	26	1	125	23	1	413	74	427
Rennes.	18	Août.	1825	Faillite.	29	345	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	19	Août.	1825	Gardien.	33	227	27	2	215	25	2	121	...	....
Amiens.	19	Août.	1825	Tierce opposition.	31	177	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	20	Août.	1825	Courtiers de comm.	30	81	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	20	Août.	1825	Enquête.	30	395	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	20	Août.	1825	Jugement.	31	6	26	2	113	24	2	100	...	....
Besançon.	20	Août.	1825	Péremption.	18	499	..	..	....	..	..	....	11	189
Lyon.	22	Août.	1825	Société commerc.	30	42	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	24	Août.	1825	Avoués.	30	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	24	Août.	1825	Evocation.	30	185	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Août.	1825	Jugement.	34	242	26	1	26	..	..	....	74	425
Amiens.	24	Août.	1825	Arrêt.	30	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	25	Août.	1825	Intervention.	14	756	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	25	Août.	1825	Compétence.	33	335	27	2	192	25	2	93	77	69
Cassation.	25	Août.	1825	Prise à partie.	30	165	26	1	181	23	1	430	...	....
Paris.	26	Août.	1825	Evocation.	30	130	26	2	44	..	..	....	...	....
Grenoble.	26	Août.	1825	Saisie immobilière.	33	149	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	26	Août.	1825	Saisie-exécution.	30	409	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Cassation.	27	Août.	1825	Suspicion légitime.	30	37	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	30	Août.	1825	Enquête.	30	47	25	2	372	24	2	36	...	....
Cassation.	30	Août.	1825	Intervention.	30	161	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	30	Août.	1825	Contraint. par corps.	31	259	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Août.	1825	Saisie immobilière.	30	76	25	1	357	23	1	431	73	129
Lyon.	31	Août.	1825	Requête civile.	30	345	26	2	198	24	2	68	78	56
Paris.	31	Août.	1825	Commission rogat.	30	99	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Août.	1825	Forclusion.	30	164	26	1	188	23	1	433	74	334
Paris.	8	Septemb.	1825	Notaire.	30	396	26	2	42	24	2	57	74	402
Cassation.	17	Septemb.	1825	Dépens.	31	144	26	1	232	24	1	35	...	....
Grenoble.	21	Septemb.	1825	Règlement de juges.	30	398	26	2	59	..	..	....	...	....
Ord. du R.	23	Septemb.	1825	Relais de mer.	30	251	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	28	Septemb.	1825	Folle enchère.	30	350	26	2	278	26	2	37	76	40
Cassation.	1	Octobre.	1825	Question préjudic.	30	413	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	6	Octobre.	1825	Dernier ressort.	34	287	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	9	Octobre.	1825	Tarif.	30	25	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	12	Octobre.	1825	Saisie immobilière.	30	338	..	..	....	2	2	43	...	....
Cassation.	15	Octobre.	1825	Cour royale.	32	120	27	1	31	24	1	76	...	....
Cassation.	15	Octobre.	1825	Tribunal de police.	30	343	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Octobre.	1825	Mémoire.	33	151	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Octobre.	1825	Dépens.	30	342	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	27	Octobre.	1825	Dernier ressort.	31	297	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	7	Novemb.	1825	Dernier ressort.	30	342	26	2	228	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Novemb.	1825	Compétence.	30	336	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Novemb.	1825	Enquête.	30	319	27	1	8	24	1	49	...	....
Cassation.	9	Novemb.	1825	Action possessoire.	30	384	26	1	248	24	1	101	78	345
Grenoble.	9	Novemb.	1825	Emprisonnement.	31	353	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	10	Novemb.	1825	Enquête.	30	357	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	10	Novemb.	1825	Jug. par défaut.	31	62	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	10	Novemb.	1825	Compétence.	30	394	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	12	Novemb.	1825	Exécution prov.	30	337	26	2	282	..	..	....	...	....
Paris.	12	Novemb.	1825	Dernier ressort.	32	204	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Novemb.	1825	Autoris. comm.	30	412	27	1	49	24	1	65	75	147
Bourges.	14	Novemb.	1825	Enquête.	30	418	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	14	Novemb.	1825	Appel.	31	148	26	2	229	24	2	151	...	....
Aix.	15	Novemb.	1825	Compétence.	30	325	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Novemb.	1825	Récusation.	30	187	26	1	211	23	1	455	...	....
Toulouse.	16	Novemb.	1825	Appel.	30	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Novemb.	1825	Audience solennelle.	32	31	26	1	453	24	1	56	75	289
Cassation.	16	Novemb.	1825	Evocation.	31	91	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	18	Novemb.	1825	Expertise.	12	738	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Novemb.	1825	Compétence.	31	85	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	19	Novemb.	1825	Folle enchère.	31	68	26	2	206	24	2	84	75	173
Cassation.	21	Novemb.	1825	Action civile.	30	314	26	1	85	24	1	49	75	204
Paris.	22	Novemb.	1825	Tierce opposition.	31	183	26	2	215	..	..	....	75	78
Cassation.	22	Novemb.	1825	Tierce opposition.	31	267	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	22	Novemb.	1825	Jugement.	32	21	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	23	Novemb.	1825	Enregistrement.	30	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	23	Novemb.	1825	Appel.	30	300	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1825	Enregistrement.	31	99	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	23	Novemb.	1825	Tierce opposition.	31	105	26	2	273	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Novemb.	1825	Cour royale.	30	295	26	1	93	24	1	13	77	560
Nancy.	24	Novemb.	1825	Avoué.	31	90	26	2	147	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Novemb.	1825	Compétence.	31	305	26	1	91	24	1	13	77	543
Amiens.	26	Novemb.	1825	Acquiescement.	31	170	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	29	Novemb.	1825	Saisie immobilière.	35	160	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Novemb.	1825	Jug. par défaut.	31	149	26	1	158	24	1	16	...	....
Paris.	29	Novemb.	1825	Compétence.	33	91	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Novemb.	1825	Ordre.	34	246	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	29	Novemb.	1825	Caution judiciaire.	31	202	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Novemb.	1825	Action personnelle.	30	309	26	1	104	24	1	52	76	388
Cassation.	30	Novemb.	1825	Compétence.	30	414	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	30	Novemb.	1825	Ordre.	32	58	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Novemb.	1825	Appel.	31	213	26	2	225	24	2	196	...	....
Rouen.	1	Décemb.	1825	Séparation de biens.	31	85	26	2	205	24	2	77	...	....
Toulouse.	1	Décemb.	1825	Enquête.	30	190	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	6	Décemb.	1825	Notaire.	30	96	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	7	Décemb.	1825	Saisie immobilière.	30	16	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Décemb.	1825	Jug. par défaut.	30	276	26	1	207	..	..	....	...	....
Montpellier.	7	Decemb.	1825	Appel.	30	132	26	2	224	24	2	106	75	257
Douai.	7	Décemb.	1825	Matières sommaires.	31	65	26	2	101	24	2	88	...	....
Montpellier.	7	Décemb.	1825	Surenchère.	31	113	26	2	224	24	2	106	75	257
Bourges.	7	Décemb.	1825	Intervention.	31	217	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	8	Décemb.	1825	Jug. par défaut.	30	35	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p	PALAIS. v.	p.
Cassation.	8	Décemb.	1825	Commiss. priseur.	30	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Décemb.	1825	Créancier.	31	33	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	9	Décemb.	1825	Dernier ressort.	30	137	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Décemb.	1825	Aut. comm.	30	266	27	2	16	..	..	....	...	....
Amiens.	9	Décemb.	1825	Tierce opposition.	31	177	26	2	256	24	2	166	...	....
Cassation.	12	Décemb.	1825	Enquête.	30	385	26	1	284	24	1	102	78	87
Lyon.	14	Décemb.	1825	Privilége.	30	311	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Décemb.	1825	Evocation.	31	92	26	1	287	24	1	52	76	426
Poitiers.	15	Décemb.	1825	Demande en distract.	30	7	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Décemb.	1825	Appel.	31	102	27	1	220	24	1	60	75	129
Aix.	16	Décemb.	1825	Tierce opposition.	30	232	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	16	Décemb.	1825	Saisie.	30	254	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	17	Décemb.	1825	Appel.	37	54	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	17	Décemb.	1825	Compétence.	31	21	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	18	Décemb.	1825	Poids et mesures.	30	194	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Décemb.	1825	Cour royale.	30	308	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	20	Décemb.	1825	Vérification.	32	123	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	21	Décemb.	1825	Serment.	30	204	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	21	Décemb.	1825	Séparation de biens.	31	174	26	2	317	24	2	167	...	....
Cassation.	21	Décemb.	1825	Dernier ressort.	30	378	26	1	379	24	1	98	75	156
Bordeaux.	21	Décemb.	1825	Contraint. par corps.	30	287	26	2	158	24	1	43	...	....
Aix.	22	Décemb.	1825	Audience solennelle.	34	19	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	23	Décemb.	1825	Offr. réel. et consig.	17	39	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	23	Décemb.	1825	Appel.	31	289	26	2	255	24	2	202	...	....
Nancy.	26	Décemb.	1825	Arbitrage.	31	71	26	2	151	24	2	120	...	....
Montpellier.	27	Décemb.	1825	Interrogatoire.	32	154	27	2	42	25	2	43	...	....
Cassation.	27	Décemb.	1825	Ordre.	33	33	27	1	218	24	1	80	...	....
Paris.	28	Décemb.	1825	Huissier.	30	231	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Décemb.	1825	Colonies.	30	342	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Décemb.	1825	Avocat.	30	289	26	1	97	..	..	....	75	8
Nîmes.	28	Décemb.	1825	Succession bénéfic.	32	170	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	29	Décemb.	1825	Désistement.	31	235	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Décemb.	1825	Citation.	31	34	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	30	Décemb.	1825	Dernier ressort.	34	266	28	2	10	26	2	20	...	....
Riom.	30	Décemb.	1825	Compétence.	32	97	27	2	31	25	2	11	...	....
Limoges.	30	Décemb.	1825	Compétence.	32	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	3	Janvier.	1826	Dernier ressort.	37	171	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	3	Janvier.	1826	Séparation de corps.	31	180	26	2	202	24	2	158	...	....
Cassation.	3	Janvier.	1826	Arbitrage.	30	388	26	1	281	24	1	103	...	....
Grenoble.	3	Janvier.	1826	Interrogatoire.	31	81	..	..	....	26	2	138	...	....
Douai.	4	Janvier.	1826	Ordre.	30	364	26	2	320	24	2	238	...	....
Cassation.	4	Janvier.	1826	Saisie immobilière.	30	380	26	1	248	24	1	100	75	311
Paris.	6	Janvier.	1826	Appel incident.	30	303	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	9	Janvier.	1826	Dernier ressort.	31	14	26	2	151	24	2	122	...	....
Grenoble.	9	Janvier.	1826	Jugement.	32	152	27	2	56	24	2	29	...	....
Rouen.	9	Janvier.	1826	Contraint. par corps.	32	96	27	2	30	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Janvier.	1826	Signification.	30	400	26	1	334	24	1	191	74	513
Cassation.	11	Janvier.	1826	Péremption.	30	382	27	1	82	24	1	100	78	107
Ord. du R.	11	Janvier.	1826	Juges de paix.	34	67	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	12	Janvier.	1826	Conciliation.	31	89	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	13	Janvier.	1826	Appel incident.	31	237	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	13	Janvier.	1826	Taxe.	33	253	27	2	166	25	2	149	80	284
Rennes.	13	Janvier.	1826	Avocat.	33	154	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	14	Janvier.	1826	Folle enchère.	31	70	..	..	...	..	..	....	...	....
Bordeaux.	14	Janvier.	1826	Arbitres volontaires.	30	280	26	2	217	24	2	96	...	....
Ord. du R.	15	Janvier.	1826	Cour de cassation.	30	100	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	16	Janvier.	1826	Appel.	32	163	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Janvier.	1826	Action possessoire.	31	116	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	16	Janvier.	1826	Ordre.	30	386	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Janvier.	1826	Intervention.	30	391	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Janvier.	1826	Appel.	31	103	26	1	266	24	1	133	75	441
Cassation.	17	Janvier.	1826	Arbitrage.	32	61	26	1	381	..	..	....	75	298
Rouen.	17	Janvier.	1826	Faillite.	31	108	26	2	263	24	2	103	...	....
Bordeaux.	17	Janvier.	1826	Acte d'appel.	31	201	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	18	Janvier.	1826	Saisie immobilière.	30	150	26	2	120	24	2	107	...	....
Enregistrement.	18	Janvier.	1826	Amendes.	30	334	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Janvier.	1826	Motifs.	30	392	26	1	286	24	1	119	75	316
Rennes.	19	Janvier.	1826	Pourvoi.	34	81	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	19	Janvier.	1826	Pourvoi.	34	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	20	Janvier.	1826	Appel.	30	242	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Janvier.	1826	Compétence.	31	147	26	1	368	..	..	....	78	290
Cassation.	20	Janvier.	1826	Ministère public.	31	37	26	1	337	24	1	161	...	....
Cassation.	20	Janvier.	1826	Avocat.	30	417	27	1	76	24	1	114	75	101
Bordeaux.	22	Janvier.	1826	Garantie.	32	361	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Toulouse.	24	Janvier.	1826	Avoué.	30	177	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Janvier.	1826	Tierce opposition.	32	355	27	1	135	24	1	133	...	....
Grenoble.	24	Janvier.	1826	Saisie immobilière.	31	87	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Janvier.	1826	Adjudicat. préparat.	30	392	26	1	258	24	1	119	75	307
Cassation.	24	Janvier.	1826	Cassation.	30	390	26	1	373	24	1	104	78	381
Toulouse.	24	Janvier.	1826	Expropriat. forcée.	30	285	26	2	136	24	2	112	...	....
Caen.	24	Janvier.	1826	Dernier ressort.	34	265	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Janvier.	1826	Adjudicataire.	31	49	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1826	Juge.	31	46	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. fin.	26	Janvier.	1826	Remises de causes.	31	303	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	26	Janvier.	1826	Surenchère.	33	159	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1826	Dépens.	31	46	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	26	Janvier.	1826	Dernier ressort.	34	288	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1826	Aut. comm.	30	416	26	1	292	24	1	116	74	389
Cassation.	28	Janvier.	1826	Enquête.	30	352	26	1	259	24	1	81	75	139
Paris.	28	Janvier.	1826	Adjudication.	31	342	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Janvier.	1826	Régie de l'enregistr.	30	402	26	1	336	24	1	197	...	....
Cassation.	30	Janvier.	1826	Contrainte.	31	73	26	1	335	24	1	194	75	337
Caen.	30	Janvier.	1826	Inscription hypoth.	31	172	..	..	....	26	2	155	...	....
Cassation.	31	Janvier.	1826	Enquête.	30	403	..	..	....	26	1	225	...	....
Caen.	31	Janvier.	1826	Compétence.	31	151	..	..	....	26	2	150	...	....
Toulouse.	31	Janvier.	1826	Adjudication.	31	153	26	2	232	24	2	148	...	....
Colmar.	31	Janvier.	1826	Appel.	31	189	..	..	....	26	2	189	...	....
Aix.	2	Février.	1826	Désistement.	31	236	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Février.	1826	Faux incident.	30	373	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Février.	1826	Dépens.	31	110	26	1	280	24	1	135	75	214
Cassation.	3	Février.	1826	Accusé.	31	52	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Février.	1826	Contributions indir.	31	140	26	1	328	24	1	252	78	278
Aix.	4	Février.	1826	Arbitrage forcé.	30	208	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Février.	1826	Contraint. p. corps.	31	35	26	1	341	24	1	164	78	159
Cassation.	6	Février.	1826	Audience.	31	115	26	1	315	24	1	152	...	....
Aix.	6	Février.	1826	Exploit.	31	242	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Février.	1826	Evocation.	31	93	27	1	137	24	1	157	75	542
Cassation.	7	Février.	1826	Compromis.	33	41	27	1	161	24	1	160	76	56
Poitiers.	9	Février.	1826	Saisie-arrêt.	30	158	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	10	Février.	1826	Dernier ressort.	34	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	11	Février.	1826	Dernier ressort.	34	285	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	13	Février.	1826	Récusation.	31	107	26	2	273	24	2	133	...	....
Limoges.	13	Février.	1826	Autorisation.	31	155	26	2	229	..	..	....	...	....
Paris.	13	Février.	1826	Garant.	31	166	..	..	....	26	2	153	...	....
Rouen.	14	Février.	1826	Inscription hypoth.	31	120	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Février.	1826	Surenchère.	31	30	26	1	342	24	1	167	75	326
Cassation.	14	Février.	1826	Action possessoire.	30	374	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	15	Février.	1826	Jugement interloc.	30	332	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. fin.	15	Février.	1826	Droit fixe.	30	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. fin.	15	Février.	1826	Délits forestiers.	30	296	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	15	Février.	1826	Saisie immobilière.	34	154	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	15	Février.	1826	Compétence.	35	116	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	16	Février.	1826	Plaidoirie.	30	404	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Février.	1826	Conciliation.	31	28	26	1	321	24	1	174	77	559
Cassation.	17	Février.	1826	Jugement.	31	24	26	1	316	24	1	174	75	401
Paris.	18	Février.	1826	Surenchère.	32	345	28	2	21	26	2	140	77	41
Paris.	18	Février.	1826	Saisie immobilière.	31	205	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	18	Février.	1826	Huissier.	30	225	26	2	316	24	2	151	79	187
Amiens.	21	Février.	1826	Exploit.	37	219	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	21	Février.	1826	Interrogatoire.	35	116	28	2	166	26	2	30	...	....
Nîmes.	21	Février.	1826	Vérification d'écrit.	31	287	..	..	....	26	2	208	...	....
Cassation.	21	Février.	1826	Concordat.	31	71	26	1	215	24	1	168	74	463
Cassation.	21	Février.	1826	Exploit.	31	22	26	1	404	24	1	176	75	404
Bordeaux.	21	Février.	1826	Tribunal de com.	30	321	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Février.	1826	Cassation.	33	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	24	Février.	1826	Appel incident.	31	298	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	24	Février.	1826	Dernier ressort.	31	225	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	24	Février.	1826	Péremption.	34	336	28	2	89	26	2	56	80	111
Cassation.	24	Février.	1826	Cassation.	33	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	25	Février.	1826	Jug. par défaut.	31	212	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	25	Février.	1826	Péremption.	32	62	26	2	291	24	2	241	...	....
Bordeaux.	25	Février.	1826	Saisie immobilière.	31	179	26	2	275	24	2	162	...	....
Caen.	27	Février.	1826	Jugement.	32	160	27	2	127	25	2	115	...	....
Nîmes.	28	Février.	1826	Exception.	32	350	27	2	8	25	2	29	77	393
Bordeaux.	28	Février.	1826	Dernier ressort.	34	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	1	Mars.	1826	Jug. par défaut.	32	74	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	1	Mars.	1826	Exception.	31	154	26	2	257	24	2	145	...	....
Riom.	1	Mars.	1826	Appel.	35	337	28	2	285	25	2	157	81	155

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p.	PALAIS v.	p.
Cassation.	1	Mars.	1826	Règlement de juges.	31	158	26	1	460	24	1	268	76	296
Aix.	1	Mars.	1826	Péremption.	32	12	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	3	Mars.	1826	Enquête.	37	80	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	3	Mars.	1826	Jugement interloc.	31	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	3	Mars.	1826	Avoué.	30	406	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Mars.	1826	Cour d'assises.	31	147	..	..	....	..	..	....	...	....
Circ. du m. fin.	4.	Mars.	1826	Amendes.	30	328	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	6	Mars.	1826	Enquête.	32	19	27	2	52	25	2	41	...	....
Montpellier.	7	Mars.	1826	Avoué.	32	282	..	..	....	..	..	....	...	....
Circ. du m. fin.	7	Mars.	1826	Amendes.	30	348	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Mars.	1826	Appel.	31	32	26	1	324	24	1	179	...	....
Rennes.	7	Mars.	1826	Dernier ressort.	34	273	28	2	96	26	2	50	...	....
Bordeaux.	8	Mars.	1826	Avoué.	31	361	26	2	272	24	2	230	...	....
Cassation.	8	Mars.	1826	Cassation.	31	18	26	1	327	24	1	184	...	....
Metz.	8	Mars.	1826	Saisie-arrêt.	37	81	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Mars.	1826	Arbitrage.	39	288	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	9	Mars.	1826	Emprisonnement.	34	174	28	2	16	27	2	3	71	385
Lyon.	11	Mars.	1826	Arbitrage forcé.	34	94	27	2	144	25	2	57	...	....
Amiens.	11	Mars.	1826	Officier ministériel.	32	295	27	2	19	25	2	27	78	213
Metz.	11	Mars.	1826	Exploit.	37	79	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	13	Mars.	1826	Expédition.	31	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Mars.	1826	Cassation.	31	56	26	1	350	24	1	186	77	217
Cassation.	14	Mars.	1826	Compétence.	31	19	26	1	409	24	1	180	75	411
Cassation.	14	Mars.	1826	Arrêts.	31	81	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Mars.	1826	Appel.	31	53	26	1	349	24	1	188	75	381
Cassation.	15	Mars.	1826	Exception.	31	47	26	1	397	24	1	201	75	490
Cassation.	15	Mars.	1826	Reddition de compt.	31	39	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	15	Mars.	1826	Protestation.	40	159	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Mars.	1826	Appel.	31	42	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	17	Mars.	1826	Emprisonnement.	32	60	26	2	314	24	2	239	...	....
Bourges.	17	Mars.	1826	Saisie-arrêt.	31	359	26	2	302	24	2	219	...	....
Amiens.	17	Mars.	1826	Séparation de biens.	31	176	26	2	249	24	2	168	...	....
Bourges.	17	Mars.	1826	Dernier ressort.	34	267	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	18	Mars.	1826	Dernier ressort.	34	276	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	18	Mars.	1826	Delai.	34	341	28	2	64	26	2	9	...	....
Paris.	18	Mars.	1826	Dernier ressort.	32	201	28	2	11	25	2	10	...	....
Cassation.	20	Mars.	1826	Enregistrement.	31	78	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	20	Mars.	1826	Dernier ressort.	34	289	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	20	Mars.	1826	Exception.	31	307	29	2	198	24	2	209	..	....
Cassation.	21	Mars.	1826	Arrêt.	31	83	26	1	332	24	1	189	77	434
Besançon.	21	Mars.	1826	Matières sommaires.	16	741	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	21	Mars.	1826	Dernier ressort.	31	200	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Mars.	1826	Compétence.	31	51	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mars.	1826	Appel incident.	31	107	26	1	369	24	1	262	...	....
Cassation.	23	Mars.	1826	Cour d'assises.	31	205	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Mars.	1826	Discipline.	34	20	..	..	....	26	1	286	...	....
Amiens.	23	Mars.	1826	Adjudication.	34	25	27	2	252	33	2	142	...	....
Bruxelles.	25	Mars.	1826	Exception.	36	17	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Avril.	1826	Partage.	31	312	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	1	Avril.	1826	Dernier ressort.	31	198	27	2	39	25	2	42	...	....
Cassation.	3	Avril.	1826	Ministère public.	31	11	26	1	357	24	1	238	...	....
Cassation.	4	Avril.	1826	Cassation.	31	18	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Avril.	1826	Notaire.	31	40	26	1	385	24	1	224	76	482
Cassation.	4	Avril.	1826	Surenchère.	31	44	26	1	353	24	1	206	75	481
Cassation.	6	Avril.	1826	Jugement.	31	138	26	1	383	24	1	244	76	129
Amiens.	8	Avril.	1826	Dernier ressort.	34	275	28	2	10	26	2	19	...	....
Cassation.	8	Avril.	1826	Arrêt.	31	293	..	..	....	26	1	337	...	....
Lyon.	10	Avril.	1826	Emprisonnement.	31	187	26	2	211	24	2	189	...	....
Amiens.	11	Avril.	1826	Adjudication prép.	34	136	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	11	Avril.	1826	Dernier ressort.	30	381	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	11	Avril.	1826	Visa.	31	162	..	..	....	30	2	222	...	....
Paris.	11	Avril.	1826	Défaut joint.	34	109	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	12	Avril.	1826	Surenchère.	32	336	27	2	107	25	2	31	79	374
Metz.	12	Avril.	1826	Saisie immobilière.	37	58	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	12	Avril.	1826	Appel.	31	346	26	2	302	26	2	225	79	586
Amiens.	12	Avril.	1826	Dernier ressort.	34	179	28	2	10	26	2	20	...	....
Cassation.	13	Avril.	1826	Arrêt.	32	37	26	1	432	26	1	248	78	346
Cassation.	14	Avril.	1826	Acquiescement.	33	39	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	15	Avril.	1826	Dernier ressort.	34	286	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Avril.	1826	Enregistrement.	31	13	..	..	....	26	1	240	...	....
Bordeaux.	17	Avril.	1826	Saisie immobilière.	31	271	..	..	....	26	2	215	...	....
Riom.	17	Avril.	1826	Péremption.	34	119	..	..	....	27	2	198	...	....
Bordeaux.	18	Avril.	1826	Contraint. p. corps.	31	260	..	..	....	26	2	215	...	....
Cassation.	18	Avril.	1826	Jug. par défaut.	31	5	26	1	396	26	1	227	76	257

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Amiens.	18	Avril.	1826	Garantie.	33	161	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Avril.	1826	Arrêt.	32	56	26	1	394	24	1	251	76	222
Cassation.	18	Avril.	1826	Jugement.	31	309	..	..	....	27	1	360	...	....
Cassation.	18	Avril.	1826	Arrêt.	31	42	26	1	396	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Avril.	1826	Notaire.	31	284	26	1	396	24	1	240	76	50
Cassation.	19	Avril.	1826	Appel.	31	316	27	1	198	24	1	330	77	25
Cassation.	19	Avril.	1826	Enquête.	31	16	26	1	392	26	1	233	75	300
Cassation.	21	Avril.	1826	Règlement de juges.	31	310	..	..	....	26	1	353	...	....
Cassation.	24	Avril.	1826	Acquiescement.	31	139	..	..	....	26	1	257	...	....
Aix.	24	Avril.	1826	Enquête.	32	239	27	2	86	27	2	157	79	123
Cassation.	25	Avril.	1826	Adjudication prép.	31	134	26	1	428	24	1	260	77	351
Rouen.	25	Avril.	1826	Référé.	32	149	27	2	50	..	..	....	...	....
Caen.	25	Avril.	1826	Exploit.	32	165	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. minist.	26	Avril.	1826	Mesures métriques.	36	263	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. minist.	26	Avril.	1826	Prescription.	36	263	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	27	Avril.	1826	Appel.	30	375	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	27	Avril.	1826	Saisie immobilière.	31	129	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Avril.	1826	Avoués.	32	34	26	1	446	24	1	280	76	492
Nancy.	28	Avril.	1826	Ordre.	31	233	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	28	Avril.	1826	Saisie immobilière.	31	206	26	2	234	24	2	204	...	....
Cassation.	29	Avril.	1826	Jugement.	32	38	..	..	....	26	1	363	...	....
Loi.	30	Avril.	1826	Indemnité.	30	361	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	1	Mai.	1826	Saisie immobilière.	32	18	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	2	Mai.	1826	Compte.	32	145	26	2	249	24	2	231	...	....
Bordeaux.	3	Mai.	1826	Dernier ressort.	35	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Mai.	1826	Défense.	31	290	27	1	38	24	1	359	..	....
Cassation.	5	Mai.	1826	Cassation.	31	310	27	1	38	24	1	360	...	....
Montpellier.	6	Mai.	1826	Demande.	31	211	27	2	24	25	2	27	...	....
Cassation.	8	Mai.	1826	Contributions indir.	31	160	26	1	448	24	1	276	77	416
Cassation.	9	Mai.	1826	Compétence.	32	35	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Mai.	1826	Avoué.	34	103	27	2	202	25	2	100	...	....
Besançon.	10	Mai.	1826	Jug. par défaut.	33	125	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Mai.	1826	Rapport.	31	137	26	1	396	26	1	278	...	....
Toulouse.	10	Mai.	1826	Acte d'appel.	31	266	26	2	285	26	2	214	...	....
Bordeaux.	10	Mai.	1826	Acquiescement.	31	323	26	2	283	24	2	219	...	....
Cassation.	10	Mai.	1826	Licitation.	31	279	26	1	414	26	1	279	76	14
Cassation.	10	Mai.	1826	Jugement.	32	126	27	1	13	24	1	284	77	35
Poitiers.	11	Mai.	1826	Acte d'avoué à avoué.	30	422	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Mai.	1826	Saisie immobilière.	31	10	26	1	395	24	1	237	76	250
Cassation.	13	Mai.	1826	Incompétence.	32	16	26	1	416	26	1	377	78	395
Toulouse.	13	Mai.	1826	Récusation.	33	244	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	13	Mai.	1826	Enquête.	36	113	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	17	Mai.	1826	Défense.	31	357	27	2	36	24	2	228	...	....
Rouen.	17	Mai.	1826	Saisie-exécution.	42	188	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	17	Mai.	1826	Tribunal de comm.	32	172	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	17	Mai.	1826	Substitutions.	30	425	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	19	Mai.	1826	Ordre.	31	300	26	2	284	24	2	217	...	....
Cassation.	19	Mai.	1826	Notification.	32	27	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	19	Mai.	1826	Appel.	34	36	29	2	135	26	2	206	...	....
Rouen.	20	Mai.	1826	Péremption.	32	69	26	2	318	24	2	241	...	....
Cassation.	20	Mai.	1826	Juge suppléant.	31	335	27	1	164	24	1	367	78	116
Nîmes.	22	Mai.	1826	Péremption.	32	107	27	2	24	27	2	26	...	....
Amiens.	23	Mai.	1826	Désistement.	35	161	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Mai.	1826	Contraint. p. corps.	31	204	26	1	400	26	1	281	77	134
Bourges.	24	Mai.	1826	Séparation de biens.	33	283	27	2	142	25	2	59	82	422
Cassation.	24	Mai.	1826	Arrêt.	31	203	26	1	410	26	1	288	77	36
Cassation.	24	Mai.	1826	Renvoi.	31	214	26	1	459	26	1	285	76	336
Bordeaux.	24	Mai.	1826	Contraint. p. corps.	32	55	26	2	296	..	..	....	...	....
Paris.	25	Mai.	1826	Assignation.	33	292	27	2	118	25	2	134	78	319
Rouen.	26	Mai.	1826	Folle enchère.	32	53	26	2	308	24	2	236	77	394
Amiens.	27	Mai.	1826	Surenchère.	34	22	27	2	238	26	2	28	80	124
Paris.	30	Mai.	1826	Compétence.	32	153	27	2	49	25	2	39	...	....
Cassation.	30	Mai.	1826	Compétence.	31	216	26	1	459	24	1	289	76	166
Bordeaux.	31	Mai.	1826	Saisie-arrêt.	31	355	26	2	293	26	2	221	...	....
Décis. min. fin.	31	Mai.	1826	Cautionnemens.	31	313	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	31	Mai.	1826	Avoués.	31	59	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	31	Mai.	1826	Jugement.	31	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Mai.	1826	Cession.	32	32	..	..	....	26	1	292	...	....
Bourges.	31	Mai.	1826	Notaire.	32	315	27	2	71	27	2	50	79	238
Riom.	2	Juin.	1826	Saisie immobilière.	31	356	27	2	32	27	2	15	...	....
Colmar.	2	Juin.	1826	Surenchère.	31	307	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Juin.	1826	Arrêt.	31	299	27	1	54	24	1	393	...	....
Cassation.	6	Juin.	1826	Inscription de faux.	33	37	27	1	211	24	1	298	76	289
Cassation.	7	Juin.	1826	Autorisation.	31	224	27	1	55	26	2	300	76	224

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Cassation.	7	Juin.	1826	Dernier ressort.	31	246	27	1	323	26	1	301	76	371
Nancy.	9	Juin.	1826	Tribunal de comm.	33	90	..	..	....	27	2	43	...	....
Paris.	10	Juin.	1826	Huissier.	31	194	27	2	51	27	1	213	...	....
Nancy.	13	Juin.	1826	Action.	31	268	..	..	....	26	2	200	...	....
Cassation.	14	Juin.	1826	Adjudication définit.	31	218	26	1	344	26	1	312	75	413
Cassation.	15	Juin.	1826	Opposition.	31	310	27	1	219	24	1	350	79	97
Aix.	15	Juin.	1826	Saisie immobilière.	31	230	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	16	Juin.	1826	Dépens.	32	294	..	..	....	27	2	37	...	....
Rouen.	17	Juin.	1826	Dernier ressort.	32	203	27	2	5	25	2	4	77	379
Metz.	17	Juin.	1826	Saisie immobilière.	34	330	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	19	Juin.	1826	Contraint. par corps.	32	353	27	2	68	25	2	72	78	32
Décis. min. fin.	19	Juin.	1826	Expédition de jug.	31	58	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Juin.	1826	Dépens.	32	51	26	1	430	24	1	308	76	359
Grenoble.	20	Juin.	1826	Opposition.	32	342	27	2	35	25	2	38	...	....
Bordeaux.	20	Juin.	1826	Tierce opposition.	32	52	26	2	309	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Juin.	1826	Expertise.	31	291	27	1	200	24	1	350	76	529
Colmar.	22	Juin.	1826	Jugement.	32	324	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	22	Juin.	1826	Signification.	31	347	..	..	....	26	2	223	...	....
Cassation.	22	Juin.	1826	Jugement.	31	308	27	1	214	24	1	351	...	....
Besançon.	24	Juin.	1826	Huissier.	33	255	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	24	Juin.	1826	Huissier.	31	244	27	2	31	25	2	18	...	....
Nancy.	25	Juin.	1826	Notaire.	44	371	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Juin.	1826	Jugement interloc.	31	252	27	1	44	24	1	335	76	478
Cassation.	26	Juin.	1826	Action.	31	338	27	1	95	26	1	322	76	467
Metz.	27	Juin.	1826	Appel.	37	87	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	27	Juin.	1826	Tierce opposition.	34	341	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	27	Juin.	1826	Surenchère.	32	343	27	2	14	25	2	39	...	....
Amiens.	28	Juin.	1826	Péremption.	32	14	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Juin.	1826	Exploit.	31	311	..	..	....	26	1	337	...	....
Amiens.	29	Juin.	1826	Péremption.	34	155	28	2	95	24	2	163	...	....
Paris.	29	Juin.	1826	Notaire.	33	283	27	2	89	25	2	62	...	....
Amiens.	29	Juin.	1826	Officiers ministér.	32	295	27	2	19	27	2	28	...	....
Riom.	29	Juin.	1826	Ordre.	34	362	28	2	94	26	2	50	...	....
Nancy.	30	Juin.	1826	Jug. par defaut.	31	169	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	30	Juin.	1826	Saisie-arrêt.	32	222	27	2	100	25	2	59	78	127
Cassation.	1	Juillet.	1826	Acte d'appel.	31	344	27	1	154	24	1	398	...	....
Rouen.	1	Juillet.	1826	Agréé.	32	82	..	..	....	26	2	242	...	....
Cassation.	3	Juillet.	1826	Expropriat. forcée.	31	333	27	1	69	26	1	399	77	5
Riom.	3	Juillet.	1826	Faux incident civil.	32	225	27	2	11	27	2	22	...	....
Caen.	3	Juillet.	1826	Dernier ressort.	34	270	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Juillet.	1826	Amende.	31	337	27	1	64	24	1	403	...	....
Cassation.	4	Juillet.	1826	Juge.	31	327	27	1	54	24	1	402	77	21
Caen.	4	Juillet.	1826	Jug. par défaut.	33	80	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	5	Juillet.	1826	Appel.	40	55	..	..	....	31	2	197	...	....
Bordeaux.	5	Juillet.	1826	Dernier ressort.	34	285	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Juillet.	1826	Cassation.	32	87	27	1	115	26	1	409	...	....
Poitiers.	5	Juillet.	1826	Scellés.	31	238	..	..	....	27	2	10	...	....
Grenoble.	6	Juillet.	1826	Huissier.	32	156	27	2	35	25	2	38	...	....
Rouen.	6	Juillet.	1826	Expert.	32	108	27	2	29	25	2	2	...	....
Paris.	6	Juillet.	1826	Emprisonnement.	33	274	27	2	194	25	2	102	78	261
Paris.	6	Juillet.	1826	Appel.	33	285	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Juillet.	1826	Dernier ressort.	35	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	7	Juillet.	1826	Saisie immobilière.	...	566	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	7	Juillet.	1826	Dernier ressort.	35	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	8	Juillet.	1826	Jug. par défaut	34	305	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	11	Juillet.	1826	Saisie immobilière.	31	230	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Juillet.	1826	Code de procédure.	31	330	27	1	56	24	1	405	...	....
Montpellier.	11	Juillet.	1826	Séparat. de biens.	32	164	27	2	91	27	2	133	...	....
Cassation.	11	Juillet.	1826	Inscription de faux.	31	331	27	1	92	24	1	406	77	8
Cassation.	11	Juillet.	1826	Compétence.	33	34	27	1	236	24	1	424	77	435
Nîmes.	12	Juillet.	1826	Emprisonnement.	33	271	29	2	174	29	2	3	78	271
Paris.	12	Juillet.	1826	Contraint. par corps.	31	79	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	12	Juillet.	1826	Tribunal de comm.	32	216	27	2	129	27	2	130	...	....
Paris.	13	Juillet.	1826	Tierce opposition.	34	343	..	..	....	27	2	102	...	....
Bordeaux.	13	Juillet.	1826	Jugement arbitral.	32	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	13	Juillet.	1826	Intervention.	32	290	27	2	72	25	2	23	...	....
Cassation.	14	Juillet.	1826	Action.	32	83	..	..	....	26	1	416	...	....
Bourges.	15	Juillet.	1826	Surenchère	32	116	27	2	61	25	2	51	77	19
Amiens.	15	Juillet.	1826	Exception.	37	84	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	17	Juillet.	1826	Avoués.	32	183	27	2	20	25	2	29	...	....
Cassation.	17	Juillet.	1826	Compétence.	32	90	..	..	....	26	1	419	...	...
Amiens.	17	Juillet.	1826	Saisie immobilière.	34	89	27	2	231	..	..	....	...	...
Toulouse.	17	Juillet.	1826	Compromis.	32	232	27	2	70	27	2	54	79	29
Colmar.	18	Juillet.	1826	Jug. par défaut.	33	86	..	..	....	27	2	61	...	...

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Cassation.	18	Juillet.	1826	Règlement de juges.	32	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Juillet.	1826	Huissier.	31	193	27	1	93	26	1	419	77	144
Cassation.	19	Juillet.	1826	Compétence.	32	76	..	..	....	26	1	425	...	....
Cassation.	19	Juillet.	1826	Compétence.	32	79	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Juillet.	1826	Delai.	32	128	27	1	119	26	1	423	...	....
Metz.	20	Juillet.	1826	Enquête.	37	88	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	20	Juillet.	1826	Désistement.	32	252	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	21	Juillet.	1826	Avoué.	33	85	26	2	239	25	2	63	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1826	Jugement.	36	127	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	24	Juillet.	1826	Inscription de faux.	35	162	28	2	157	28	2	126	...	....
Rouen.	24	Juillet.	1826	Experts.	32	108	..	..	....	27	2	2	...	....
Cassation.	25	Juillet.	1826	Action possessoire.	32	91	27	1	194	26	1	412	78	29
Paris.	25	Juillet.	1826	Dernier ressort.	32	205	27	2	147	27	2	66	...	....
Cassation.	25	Juillet.	1826	Enquête.	32	65	..	..	....	26	1	428	...	....
Paris.	25	Juillet.	1826	Officiers ministér.	32	246	27	2	139	25	2	67	...	....
Bourges.	26	Juillet.	1826	Acte d'appel.	32	227	27	2	254	25	2	92	...	....
Paris.	27	Juillet.	1826	Opposition.	32	244	27	2	103	30	2	221	78	570
Paris.	27	Juillet.	1826	Contraint. par corps.	32	238	..	..	....	27	2	71	...	....
Paris.	28	Juillet.	1826	Requête civile.	33	89	27	2	140	25	2	66	78	509
Poitiers.	28	Juillet.	1826	Dernier ressort.	31	245	27	2	40	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Juillet.	1826	Pourvoi.	32	90	..	..	....	26	1	435	...	....
Paris.	29	Juillet.	1826	Compétence.	33	84	..	..	....	27	2	76	...	....
Paris.	29	Juillet.	1826	Faillite.	33	362	27	2	196	27	2	98	...	....
Bordeaux.	31	Juillet.	1826	Emprisonnement.	33	364	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	31	Juillet.	1826	Licitation.	32	219	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	2	Août.	1826	Officiers ministér.	35	365	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	2	Août.	1826	Tiers-arbitres.	32	141	27	2	205	25	2	143	...	....
Cassation.	2	Août.	1826	Ordre.	32	71	27	1	121	24	1	437	77	312
Riom.	3	Août.	1826	Tierce opposition.	35	369	28	2	278	27	2	107	...	....
Nancy.	3	Août.	1826	Enquête.	31	234	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	4	Août.	1826	Ordre.	32	154	27	2	38	..	..	....	...	....
Colmar.	5	Août.	1826	Appel.	33	224	28	2	47	25	2	129	...	....
Amiens.	5	Août.	1826	Saisie-arrêt.	35	125	29	2	173	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Août.	1826	Enregistrement.	32	75	27	1	85	..	..	....	77	324
Caen.	8	Août.	1826	Dernier ressort.	34	272	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	8	Août.	1826	Ordre.	33	325	27	2	191	25	2	81	...	....
Lyon.	8	Août.	1826	Dernier ressort.	34	275	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Août.	1826	Cassation.	32	67	27	1	119	24	1	449	79	175
Cassation.	9	Août.	1826	Acquiescement.	32	93	27	1	88	24	1	447	77	271
Cassation.	9	Août.	1826	Interrogatoire.	32	129	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	11	Août.	1826	Dernier ressort.	34	18	27	2	201	25	2	90	...	....
Cassation.	11	Août.	1826	Appel.	31	250	27	1	112	24	1	450	...	....
Amiens.	12	Août.	1826	Jug. par défaut.	35	129	28	2	266	27	2	98	...	....
Rouen.	12	Août.	1826	Saisie-arrêt.	32	114	27	2	25	26	2	256	82	91
Metz.	12	Août.	1826	Saisie immobilière.	37	58	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	14	Août.	1826	Enquête.	33	230	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	16	Août.	1826	Huissier.	33	229	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	18	Août.	1826	Appel.	31	232	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	18	Août.	1826	Ord. d'exequatur.	32	41	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	18	Août.	1826	Saisie immobilière.	32	286	27	2	89	30	2	122	80	386
Riom.	19	Août.	1826	Avoué.	33	214	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. fin.	21	Août.	1826	Timbre.	32	186	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Août.	1826	Tierce opposition.	32	86	27	1	156	25	1	5	77	572
Lyon.	22	Août.	1826	Emprisonnement.	32	101	27	2	23	25	2	26	...	....
Bordeaux.	22	Août.	1826	Désistement.	32	307	28	2	237	26	2	106	...	....
Toulouse.	22	Août.	1826	Péremption.	32	358	27	2	64	25	2	171	...	....
Cassation.	23	Août.	1826	Expédition.	32	196	27	1	193	25	1	10	77	555
Bordeaux.	23	Août.	1826	Autorisation.	32	349	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Août.	1826	Audience.	32	219	27	1	152	25	1	9	78	73
Cassation.	24	Août.	1826	Action.	32	206	27	1	157	25	1	11	78	166
Besançon.	25	Août.	1826	Jugement.	34	151	..	..	....	..	..	....	...	....
Bastia.	26	Août.	1826	Contraint. par corps.	33	118	27	2	201	25	2	79	...	....
Bourges.	29	Août.	1826	Dernier ressort.	34	280	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	29	Août.	1826	Conciliation.	32	291	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Août.	1826	Demande nouvelle.	32	251	27	1	186	25	1	15	...	....
Riom.	30	Août.	1826	Dernier ressort.	34	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	31	Août.	1826	Compétence.	33	133	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Août.	1826	Dépens.	34	106	27	1	202	25	1	17	...	....
Cassation.	15	Septemb.	1826	Action.	33	10	27	1	224	25	1	22	79	332
Cassation.	22	Septemb.	1826	Cour d'assises.	32	234	..	..	....	..	..	....	...	....
Decis. g. des sc.	30	Septemb.	1826	Frais de justice.	32	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. fin.	6	Octobre.	1826	Exempt. de timbre.	33	92	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Octobre.	1826	Règlement de juges.	33	280	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Octobre.	1826	Règlement de juges.	33	281	27	1	363	25	1	362	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Ord. du R.	15	Octobre.	1826	Tribunaux.	31	250	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	15	Octobre.	1826	Stipulat. en francs.	31	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Octobre.	1826	Exploit.	32	232	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	29	Octobre.	1826	Saisie-arrêt.	34	43	26	2	347	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Novemb.	1826	Huissiers.	31	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Novemb.	1826	Fixation de distance.	31	319	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Novemb.	1826	Proc.-verb. jug. de p.	31	320	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Novemb.	1826	Exception.	32	317	27	1	289	25	1	76	79	449
Nîmes.	6	Novemb.	1829	Procedure.	33	340	27	2	195	25	2	86	79	192
Cassation.	7	Novemb.	1826	Jugement.	32	44	27	1	12	25	1	34	77	18
Rouen.	7	Novemb.	1826	Exploit.	38	117	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Novemb.	1826	Adjudication défin.	32	127	27	1	3	..	..	....	78	5
Cassation.	7	Novemb.	1826	Action.	32	347	27	1	253	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Novemb.	1826	Appel.	32	113	27	1	4	..	..	....	78	342
Cassation.	8	Novemb.	1826	Jugement.	32	110	27	1	19	25	1	42	77	497
Cassation.	8	Novemb.	1826	Saisie immobilière.	32	229	27	1	186	25	1	38	79	260
Cassation.	9	Novemb.	1826	Exploit.	32	100	27	1	27	25	1	45	...	....
Cassation.	10	Novemb.	1826	Tribunal de police.	34	99	27	1	373	..	..	....	...	....
Nancy.	13	Novemb.	1826	Appel.	34	90	27	2	214	25	2	196	...	....
Bourges.	14	Novemb.	1826	Enquête.	33	231	27	2	137	26	2	211	...	....
Besançon.	14	Novemb.	1826	Dernier ressort.	34	265	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	15	Novemb.	1826	Exception.	38	219	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	15	Novemb.	1826	Appel.	32	179	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Novemb.	1826	Garantie.	33	83	27	1	301	25	1	48	78	185
Cassation.	16	Novemb.	1826	Commandement.	32	344	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	16	Novemb.	1826	Jugement interloc.	33	371	28	2	58	26	2	12	...	....
Metz.	17	Novemb.	1826	Appel.	34	355	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	19	Novemb.	1826	Communes.	31	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Novemb.	1826	Acquiescement.	32	361	27	1	170	25	1	58	77	212
Cassation.	21	Novemb.	1826	Péremption.	32	103	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Novemb.	1826	Arrêt.	32	340	27	1	278	25	1	62	...	....
Limoges.	21	Novemb.	1826	Preuve testimoniale.	34	45	27	2	256	33	2	143	...	....
Cassation.	22	Novemb.	1826	Adjudicat. préparat.	32	334	27	1	177	25	1	65	77	226
Arrêté du c. d'ét.	22	Novemb.	1826	Action possessoire.	34	150	27	2	270	..	..	....	...	....
Aix.	22	Novemb.	1826	Ordre.	34	335	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	23	Novemb.	1826	Saisie immobilière.	32	48	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Novemb.	1826	Notification.	34	230	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	28	Novemb.	1826	Dernier ressort.	35	164	28	2	160	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Novemb.	1826	Cassation.	32	99	27	1	33	25	1	71	...	....
Cassation.	28	Novemb.	1826	Dernier ressort.	32	327	27	1	209	25	1	69	...	....
Nîmes.	28	Novemb.	1826	Péremption.	32	355	27	2	64	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Novemb.	1826	Surenchère.	32	311	27	1	292	25	1	72	78	148
Cassation.	29	Novemb.	1826	Audience solennelle.	32	324	27	1	207	25	1	71	78	245
Orléans.	29	Novemb.	1826	Saisie immobilière.	33	272	29	2	175	27	2	148	78	200
Ord. du R.	30	Novemb.	1826	Tarif des lettres.	34	47	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Novemb.	1826	Dernier ressort.	32	323	27	1	46	25	1	74	78	339
Poitiers.	30	Novemb.	1826	Saisie immobilière.	32	45	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	1	Décemb.	1826	Ordre.	35	165	28	2	126	26	2	174	...	....
Bourges.	1	Décemb.	1826	Conciliation.	33	127	..	..	....	..	..	....	...	....
Dijon.	2	Décemb.	1826	Conciliation.	32	176	27	2	70	25	2	54	...	....
Decis. ministér.	4	Décemb.	1826	Notaire.	40	18	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	4	Décemb.	1826	Appel.	32	94	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Décemb.	1826	Offres réelles.	32	287	27	1	308	..	1	79	78	251
Aix.	5	Decemb.	1826	Référé.	34	323	..	..	....	25	..	....	...	....
Lyon.	5	Décemb.	1826	Arbitrage.	32	250	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	7	Décemb.	1826	Ordre.	44	221	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Décemb.	1826	Expertise.	32	354	27	1	205	25	1	85	...	....
Cassation.	7	Décemb.	1826	Audience.	33	189	27	1	312	..	..	....	...	....
Aix.	7	Décemb.	1826	Appel.	34	292	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	9	Decemb.	1826	Appel.	37	56	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Décemb.	1826	Avoué.	32	285	27	1	225	25	1	87	77	228
Montpellier.	11	Décemb.	1826	Avoué.	34	311	28	2	91	28	2	52	...	....
Cassation.	12	Décemb.	1826	Consignation.	32	130	27	1	79	25	1	92	78	350
Délibération.	12	Décemb.	1826	Enregistrement.	32	169	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Décemb.	1826	Prescription.	32	333	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	12	Décemb.	1826	Huissier.	33	124	27	2	113	25	2	118	80	127
Cassation.	13	Décemb.	1826	Jugement.	32	280	27	1	233	25	1	94	...	....
Limoges.	14	Décemb.	1826	Enquête.	35	108	28	2	46	27	2	84	...	....
Lyon.	15	Décemb.	1826	Jug. par défaut.	32	302	27	2	178	25	2	126	...	....
Caen.	15	Décemb.	1826	Désistement.	33	81	27	2	190	25	2	95	81	288
Bordeaux.	15	Décemb.	1826	Appel.	33	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	16	Décemb.	1826	Dernier ressort.	34	349	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	18	Décemb.	1826	Jug. par défaut.	32	124	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Bourges.	18	Décemb.	1826	Vérification d'écrit.	33	82	27	2	121	25	2	105	81	86
Limoges.	19	Décemb.	1826	Péremption.	32	181	27	2	91	26	2	38	...	....
Cassation.	19	Décemb.	1826	Exploit.	32	143	27	1	68	25	1	98	...	....
Cassation.	19	Décemb.	1826	Action possessoire.	33	20	27	1	335	25	1	97	78	508
Montpellier.	21	Décemb.	1826	Compétence.	34	91	27	2	213	25	2	198	...	....
Cassation.	26	Décemb.	1826	Jugement.	32	147	27	1	72	25	1	105	78	458
Cassation.	26	Décemb.	1826	Action possessoire.	33	15	27	1	65	25	1	101	78	550
Poitiers.	26	Décemb.	1826	Jugement.	33	359	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	26	Décemb.	1826	Séparation de biens.	37	54	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Décemb.	1826	Appel.	33	38	27	1	339	25	1	102	...	....
Cassation.	26	Décemb.	1826	Arrêt.	33	98	27	1	343	25	1	100	...	....
Cassation.	27	Décemb.	1826	Adjudicat. préparat.	32	5	27	1	132	25	1	102	77	251
Bourges.	27	Décemb.	1826	Assignation.	33	275	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	27	Décemb.	1826	Exploit.	34	69	27	2	240	..	..	....	...	....
Cassat.	28	Décemb.	1826	Action.	32	138	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	28	Décemb	1826	Avoué.	34	64	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1827	Dernier ressort.	37	91	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	3	Janvier.	1827	Action.	34	311	28	2	32	..	..	....	...	....
Rennes.	3	Janvier.	1827	Appel.	33	212	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	5	Janvier.	1827	Enquête.	33	107	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	5	Janvier.	1827	Appel.	32	352	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	6	Janvier.	1827	Compétence.	34	246	28	2	27	26	2	25	...	....
Caen.	8	Janvier.	1827	Appel.	34	29	28	2	21	25	2	164	...	....
Limoges.	9	Janvier.	1827	Appel.	34	295	28	2	48	2	27	84	...	....
Poitiers.	9	Janvier.	1827	Aut. comm.	33	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	9	Janvier.	1827	Ordre.	34	90	27	2	216	26	2	99	...	....
Cassation.	9	Janvier.	1827	Exception.	33	36	27	1	347	25	1	111	79	262
Cassation.	9	Janvier.	1827	Garantie.	33	40	27	1	370	25	1	109	79	358
Cassation.	10	Janvier.	1827	Action.	33	34	27	1	79	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Janvier.	1827	Action possessoire.	33	17	27	1	284	25	1	114	79	393
Nîmes.	10	Janvier.	1827	Serment.	32	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	11	Janvier.	1827	Compétence.	36	11	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Janvier.	1827	Interrogatoire.	32	129	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	11	Janvier.	1827	Succession bénéfic.	32	271	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Janvier.	1827	Avoué.	32	285	27	1	79	25	1	90	79	94
Poitiers.	11	Janvier.	1827	Enquête.	33	322	..	..	....	..	..	....	...	....
Instruction rég.	12	Janvier.	1827	Enregistrement.	33	311	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	13	Janvier.	1827	Arbitrage.	32	359	27	2	65	33	2	147	...	....
Cassation.	13	Janvier.	1827	Arrêt.	33	354	27	1	484	25	1	373	...	....
Caen.	15	Janvier.	1827	Exploit.	34	345	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Janvier.	1827	Adjudicataire.	33	43	27	1	324	25	1	117	78	499
Caen.	16	Janvier.	1827	Enquête.	33	117	27	2	227	25	2	87	...	....
Poitiers.	17	Janvier.	1827	Saisie immobilière.	32	234	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Janvier.	1827	Ordre.	33	42	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	19	Janvier.	1827	Enquête.	40	271	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	19	Janvier.	1827	Instance.	34	173	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Janvier.	1827	Récusation.	33	60	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	22	Janvier.	1827	Garantie.	32	360	27	2	65	..	..	....	...	....
Nancy.	22	Janvier.	1827	Enquête.	32	178	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	22	Janvier.	1827	Enquête.	33	232	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	22	Janvier.	1827	Exploit.	34	315	25	2	83	26	2	58	...	....
Poitiers.	23	Janvier.	1827	Ordre.	32	208	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	23	Janvier.	1827	Compromis.	32	238	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Janvier.	1827	Enquête.	32	301	27	1	107	25	1	121	...	....
Cassation.	24	Janvier.	1827	Acquiescement.	33	35	27	1	182	25	1	122	77	305
Toulouse.	24	Janvier.	1827	Avoué.	33	110	27	2	123	26	1	402	83	264
Cassation.	25	Janvier.	1827	Enregistrement.	32	292	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Janvier.	1827	Dépens.	33	54	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Janvier.	1827	Requête civile.	33	98	27	1	142	25	1	126	...	....
Pau.	25	Janvier.	1827	Avoué.	34	312	28	2	92	26	2	52	...	....
Toulouse.	26	Janvier.	1827	Dernier ressort.	32	199	28	2	9	26	2	19	...	....
Bordeaux.	26	Janvier.	1827	Dépens.	32	221	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	26	Janvier.	1827	Péremption.	32	255	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	29	Janvier.	1827	Jug. par défaut.	32	375	27	2	222	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Janvier.	1827	Saisie immobilière.	32	187	27	1	168	25	1	139	77	570
Cassation.	29	Janvier.	1827	Matières sommaires.	32	259	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Janvier.	1827	Matières sommaires.	32	264	27	1	106	25	1	127	79	571
Bordeaux.	30	Janvier.	1827	Dernier ressort.	32	197	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Janvier.	1827	Conciliation.	33	127	27	2	147	25	2	149	...	....
Cassation.	31	Janvier.	1827	Cassation.	33	101	27	1	349	25	1	128	79	124
Bordeaux.	31	Janvier.	1827	Saisie-gagerie.	32	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Délibération.	2	Février.	1827	Amende.	32	240	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	2	Février.	1827	Distribution.	33	165	27	2	113	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Février.	1827	Renvoi.	33	361	27	1	501	25	1	384	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Aix.	5	Février.	1827	Jug. par défaut.	34	343	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Février.	1827	Arrêt.	33	104	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Février.	1827	Motifs.	33	99	27	1	105	25	1	133	...	....
Grenoble.	6	Février.	1827	Huissier.	33	229	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Février.	1827	Compromis.	33	53	27	1	105	25	1	133	79	61
Cassation.	7	Février.	1827	Adjudication.	34	117	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	7	Février.	1827	Ordre.	33	128	27	2	145	25	2	150	...	....
Bourges.	7	Février.	1827	Appel.	33	137	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	7	Février.	1827	Faux incident.	36	35	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Février.	1827	Pourvoi.	33	103	27	1	411	25	1	137	...	....
Cassation.	8	Février.	1827	Appel.	32	290	27	1	107	25	1	135	79	92
Limoges.	8	Février.	1827	Acquiescement.	34	172	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	9	Février.	1827	Scellés.	33	163	25	2	132	..	..	....	...	....
Bordeaux.	9	Février.	1827	Arbitrage.	32	237	27	2	190	25	2	74	...	....
Orléans.	9	Février.	1827	Licitation.	35	70	..	..	....	..	..	....	...	....
Angers.	9	Février.	1827	Dernier ressort.	35	167	28	2	110	26	2	84	...	....
Bordeaux.	10	Février.	1827	Exploit.	32	249	27	2	105	25	2	74	81	157
Rouen.	10	Février.	1827	Surenchère.	33	268	27	2	170	25	2	192	...	....
Nancy.	12	Février.	1827	Signification.	32	193	27	2	98	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Février.	1827	Adjudication prép.	32	306	27	1	118	25	1	140	79	328
Cassation.	13	Février.	1827	Adjudication prép.	32	308	27	1	153	25	1	138	79	135
Bourges.	13	Février.	1827	Enquête.	33	132	27	2	145	25	2	149	...	....
Poitiers.	13	Février.	1827	Exploit.	36	57	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	13	Février.	1827	Appel.	33	333	28	2	49	27	2	85	...	....
Cassation.	14	Fevrier.	1827	Saisie immobilière.	32	363	27	1	289	25	1	104	79	319
Cassation.	14	Février.	1827	Enquête.	33	26	27	1	187	25	1	141	79	212
Douai.	14	Février.	1827	Compétence.	36	11	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	14	Février.	1827	Evocation.	34	317	28	2	79	26	2	43	...	....
Bastia.	15	Février.	1827	Compétence.	33	277	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	16	Février.	1827	Compétence.	34	138	..	..	....	..	..	....	...	...
Toulouse.	19	Février.	1827	Expropriat. forcée.	32	331	27	2	90	25	2	174	...	....
Toulouse.	19	Février.	1827	Compétence.	35	103	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1827	Contraint. par corps.	32	295	27	1	134	25	1	144	79	398
Poitiers.	20	Février.	1827	Appel.	33	177	27	2	228	25	2	195	...	....
Bordeaux.	20	Février.	1827	Arbitres.	34	73	27	2	88	25	2	186	...	....
Cassation.	20	Février.	1827	Contraint. par corps.	34	334	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	21	Février.	1827	Caution.	32	129	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Février.	1827	Action possessoire.	33	54	27	1	141	25	1	147	...	....
Cassation.	21	Février.	1827	Sentence arbitrale.	34	96	27	1	451	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Février.	1827	Cassation.	32	350	27	1	137	25	1	148	79	172
Bastia.	22	Février.	1827	Appel.	34	105	27	2	241	25	2	135	...	....
Cassation.	23	Février.	1827	Enregistrement.	33	115	27	1	360	25	1	151	...	....
Besançon.	23	Février.	1827	Avoué.	33	213	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Février.	1827	Appel.	33	52	27	1	360	..	..	....	...	....
Caen.	24	Février.	1827	Acte respectueux.	34	357	28	2	51	26	2	38	...	....
Cassation.	26	Février.	1827	Avoué.	33	8	27	1	260	25	1	155	79	161
Cassation.	26	Février.	1827	Compétence.	33	285	27	1	327	25	1	153	79	146
Cassation.	27	Février.	1827	Jugement.	33	44	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Février.	1827	Acquéreurs.	33	32	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Mars.	1827	Avoué.	33	56	27	1	333	..	..	....	79	310
Cassation.	2	Mars.	1827	Acquiescement.	33	102	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	3	Mars.	1827	Demande nouvelle.	32	326	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	5	Mars.	1827	Signification.	32	264	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	5	Mars.	1827	Appel.	34	116	27	2	224	33	2	142	80	55
Cassation.	6	Mars.	1827	Autorisation femme.	34	9	27	1	334	25	1	163	79	362
Cassation.	6	Mars.	1827	Compétence.	35	69	27	1	356	25	1	160	79	354
Poitiers.	7	Mars.	1827	Huissier.	32	259	27	2	137	25	2	132	...	....
Poitiers.	7	Mars.	1827	Séparation de corps.	33	343	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Mars.	1827	Saisie immobilière.	33	62	27	1	357	25	1	163	78	109
Besançon.	7	Mars.	1827	Jugement.	34	115	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	8	Mars.	1827	Reprise d'instance.	37	92	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	9	Mars.	1827	Acquiescement.	33	337	28	2	54	26	2	36	...	....
Cassation.	10	Mars.	1827	Juge auditeur.	34	196	28	1	63	25	1	393	...	....
Cassation.	12	Mars.	1827	Saisie immobilière.	35	387	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Mars.	1827	Discipline.	33	248	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	13	Mars.	1827	Dernier ressort.	34	278	28	2	8	26	2	19	...	....
Cassation.	14	Mars.	1827	Action possessoire.	33	60	27	1	383	25	1	172	...	....
Lyon.	14	Mars.	1827	Offres réelles.	34	54	28	2	5	25	2	170	...	....
Toulouse.	15	Mars.	1827	Ordre.	44	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	15	Mars.	1827	Tarif de la poste.	33	73	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	16	Mars.	1827	Acquiescement.	34	360	28	2	49	26	2	39	...	....
Cassation.	17	Mars.	1827	Publicité.	33	365	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	17	Mars.	1827	Héritier bénéficiaire.	34	82	27	2	226	26	2	33	80	453
Toulouse.	17	Mars.	1827	Saisie immobilière.	34	350	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Cassation.	19	Mars.	1827	Saisie-exécution.	32	267	27	1	275	25	1	175	78	141
Nancy.	19	Mars.	1827	Saisie immobilière.	32	321	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Mars.	1827	Action possessoire.	33	108	27	1	387	25	1	179	78	396
Cassation.	20	Mars.	1827	Aut. comm.	33	58	27	1	341	25	1	179	80	545
Poitiers.	21	Mars.	1827	Appel.	33	65	28	2	22	26	2	146	82	368
Bourges.	21	Mars.	1827	Exploit.	36	60	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Mars.	1827	Cassation.	33	297	27	1	354	25	1	182	78	304
Poitiers.	21	Mars.	1827	Appel.	33	366	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	22	Mars.	1827	Saisie-arrêt.	34	34	27	2	208	25	2	152	...	....
Bordeaux.	23	Mars.	1827	Dépens.	32	262	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	23	Mars.	1827	Exécution.	33	330	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Mars.	1827	Dépens.	32	272	27	1	261	25	1	183	79	343
Besançon.	26	Mars.	1827	Dernier ressort.	34	144	28	2	130	26	2	154	...	....
Nancy.	27	Mars.	1827	Enquête.	40	52	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Mars.	1827	Délai.	33	23	27	1	241	..	..	....	79	303
Cassation.	28	Mars.	1827	Huissier.	33	95	27	1	419	25	1	185	79	326
Lyon.	28	Mars.	1827	Compétence.	34	348	28	2	41	25	2	81	...	....
Cassation.	29	Mars.	1827	Action.	33	93	27	1	459	25	1	187	79	402
Besançon.	31	Mars.	1827	Dernier ressort.	34	263	27	2	182	26	2	32	...	....
Bastia.	2	Avril.	1827	Exception.	34	102	27	2	152	25	2	149	...	....
Cassation.	3	Avril.	1827	Saisie immobilière.	34	8	27	1	403	25	1	189	79	407
Decis. min. just.	3	Avril.	1827	Inventaire.	34	310	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Avril.	1827	Surenchère.	33	176	27	1	385	25	1	190	...	....
Bourges.	4	Avril.	1827	Vérification d'écrit.	34	84	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Avril.	1827	Cassation.	33	175	27	1	458	25	1	191	...	....
Bordeaux.	6	Avril.	1827	Saisie immobilière.	34	345	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	6	Avril.	1827	Enquête.	36	269	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	7	Avril.	1827	Contraint. par corps.	33	129	27	2	196	25	2	89	80	390
Rouen.	7	Avril.	1827	Conseil de famille.	33	136	27	2	196	..	..	....	80	390
Cassation.	9	Avril.	1827	Compétence.	33	105	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	10	Avril.	1827	Référé.	34	326	28	2	205	26	2	79	80	375
Cassation.	10	Avril.	1827	Matière sommaire.	32	362	27	1	297	25	1	194	79	590
Cassation.	10	Avril.	1827	Compétence	33	145	27	1	455	25	1	19[illegible]	79	584
Cassation.	10	Avril.	1827	Inscription de faux.	33	172	27	1	279	25	1	193	77	445
Caen.	10	Avril.	1827	Saisie-arrêt.	34	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	10	Avril.	1827	Dernier ressort.	34	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Avril.	1827	Jugement.	32	320	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Avril.	1827	Compétence.	33	168	27	1	391	27	1	197	79	432
Cassation.	17	Avril.	1827	Action possessoire.	33	122	27	1	456	27	1	200	79	520
Cassation.	18	Avril.	1827	Huissiers.	32	257	27	1	295	27	1	205	79	392
Cassation.	18	Avril.	1827	Compétence.	33	21	27	1	249	27	1	206	79	410
Cassation.	21	Avril.	1827	Avocat.	33	154	27	1	516	27	1	207	79	514
Cassation.	23	Avril.	1827	Appel.	33	170	27	1	267	27	1	210	79	450
Rennes.	23	Avril.	1827	Enquête.	33	253	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	23	Avril.	1827	Aut. comm.	37	106	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Avril.	1827	Jugement.	34	41	27	1	521	..	..	....	97	466
Cassation.	24	Avril.	1827	Compétence.	33	276	28	1	212	27	1	214	79	403
Cassation.	25	Avril.	1827	Compétence.	33	42	27	1	264	27	1	315	...	....
Loi.	25	Avril.	1827	Traite des noirs.	33	72	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Avril.	1827	Dernier ressort.	33	120	28	1	83	27	1	217	80	66
Cassation.	25	Avril.	1827	Renvoi.	33	142	27	1	415	27	1	217	80	310
Nancy.	26	Avril.	1827	Audience.	32	276	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Avril.	1827	Cassation.	33	279	27	1	400	27	1	219	80	5
Toulouse.	27	Avril.	1827	Appel.	34	331	..	..	....	..	..	....	80	270
Lyon.	27	Avril.	1827	Saisie immobilière.	40	68	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	28	Avril.	1827	Saisie immobilière.	40	17	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. just.	30	Avril.	1827	Emprisonnement.	35	283	28	2	318	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Avril.	1827	Renvoi.	33	141	27	1	400	27	1	223	80	178
Aix.	3	Mai.	1827	Aut. femm.	36	48	..	..	....	..	..	....	...	....
Dijon.	3	Mai.	1827	Appel.	40	272	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	8	Mai.	1827	Dernier ressort.	35	386	28	2	208	28	2	81	...	....
Cassation.	9	Mai.	1827	Jugement.	33	288	27	1	471	27	1	236	79	498
Cassation.	10	Mai.	1827	Acquiescement.	33	290	27	1	539	27	1	238	80	104
Cassation.	10	Mai.	1827	Vérification d'écrit.	33	290	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	12	Mai.	1827	Adjudication.	34	98	27	2	159	27	2	151	...	....
Douai.	12	Mai.	1827	Experts.	33	374	27	2	138	27	2	134	...	....
Riom.	14	Mai.	1827	Exploit.	35	358	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	16	Mai.	1827	Huissier.	34	41	..	..	....	28	2	101	...	....
Cassation.	16	Mai.	1827	Action possessoire.	33	295	27	1	457	27	1	242	80	23
Grenoble.	16	Mai.	1827	Huissier.	35	253	..	..	....	28	2	101	...	....
Cassation.	17	Mai.	1827	Enquête.	33	235	27	1	492	27	1	250	80	15
Nancy.	18	Mai.	1827	Dommages-intérêts.	34	79	27	2	229	27	2	199	...	....
Cassation.	19	Mai.	1827	Suspicion légitime.	33	281	..	..	....	27	1	246	...	....
Caen.	21	Mai.	1827	Jugement arbitral.	37	103	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Bastia.	21	Mai.	1827	Appel.	34	75	..	..	....	27	2	187	...	....
Cassation.	21	Mai.	1827	Compétence.	33	299	27	1	324	27	1	246	78	311
Montpellier.	21	Mai.	1827	Cession de biens.	35	166	28	2	213	28	2	174	82	147
Cassation.	22	Mai.	1827	Jug. par défaut.	33	5	27	1	314	27	1	247	80	253
Besançon.	22	Mai.	1827	Conciliation.	33	130	27	2	240	..	..	....	...	....
Lyon.	23	Mai.	1827	Contraint. par corps.	33	225	27	2	168	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Mai.	1827	Enquête.	33	237	27	1	492	27	1	249	80	18
Grenoble.	25	Mai.	1827	Saisie immobilière.	33	147	..	..	....	..	..	....	...	....
Metz.	26	Mai.	1827	Appel.	37	56	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Mai.	1827	Enquête.	33	319	27	1	313	27	1	253	78	383
Cassation.	30	Mai.	1827	Règlement de juges.	34	301	27	1	425	27	1	258	80	189
Nancy.	31	Mai.	1827	Actions.	33	113	27	2	218	28	2	179	...	....
Cassation.	31	Mai.	1827	Tribunal de comm.	34	93	27	1	470	27	1	260	80	200
Bordeaux.	1	Juin.	1827	Cession de biens.	33	189	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Juin.	1827	Douanes.	33	355	27	1	494	27	1	261	82	318
Bordeaux.	2	Juin.	1827	Appel.	33	131	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	2	Juin.	1827	Acquiescement.	35	298	28	2	124	28	2	156	79	526
Toulouse.	5	Juin.	1827	Dernier ressort.	34	279	28	2	9	28	2	19	...	....
Cassation.	5	Juin.	1827	Cassation.	33	368	..	..	....	27	1	264	...	....
Cassation.	8	Juin.	1827	Dépens.	33	220	27	1	474	27	1	266	...	....
Décis. adm. enr.	8	Juin.	1827	Enregistrement.	33	221	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	11	Juin.	1827	Ordre.	33	181	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Juin.	1827	Conflit.	33	269	27	1	339	27	1	267	80	220
Lettre min. fin.	12	Juin.	1827	Exploit.	33	97	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. adm. enr.	12	Juin.	1827	Enregistrement.	33	221	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	12	Juin.	1827	Péremption.	33	180	27	2	164	27	2	148	...	....
Cassation.	12	Juin.	1827	Péremption.	33	291	27	1	338	27	1	267	79	5
Rouen.	13	Juin.	1827	Compulsoire.	34	18	..	..	....	27	2	164	...	....
Bastia.	13	Juin.	1827	Contraint. par corps.	34	291	..	..	....	28	2	8	...	....
Cassation.	13	Juin.	1827	Ordre.	33	346	27	1	453	27	1	271	80	159
Montpellier.	15	Juin.	1827	Enquête.	36	202	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	15	Juin.	1827	Dernier ressort.	35	124	..	..	....	28	2	144	...	....
Bordeaux.	15	Juin.	1827	Opposition.	33	181	27	2	249	..	..	....	...	....
Rouen.	16	Juin.	1827	Billet à ordre.	34	84	27	2	18	27	2	163	...	....
Bordeaux.	18	Juin.	1827	Arbitres.	33	183	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	19	Juin.	1827	Vérification d'écrit.	34	84	27	2	217	28	2	247	82	153
Cassation.	20	Juin.	1827	Jugement.	34	100	27	1	369	27	1	276	...	....
Cassation.	20	Juin.	1827	Protêt.	33	364	27	1	459	27	1	280	79	546
Cassation.	21	Juin.	1827	Preuve testimoniale.	33	305	27	1	[illegible]	27	1	281	80	351
Cassation.	21	Juin.	1827	Requête civile.	33	278	27	1	504	27	1	281	...	....
Cassation.	23	Juin.	1827	Ministère public.	34	139	..	..	....	27	1	487	...	....
Cassation.	23	Juin.	1827	Avoué.	33	186	27	1	521	27	1	282	...	....
Cassation.	26	Juin.	1827	Aut. comm.	34	104	27	1	498	27	1	283	...	....
Cassation.	26	Juin.	1827	Inventaire.	33	306	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	26	Juin.	1827	Adjudication.	33	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	27	Juin.	1827	Ress. 1er et dernier.	19	116	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Juin.	1827	Action possessoire.	33	257	27	1	411	27	1	285	80	341
Cassation.	27	Juin.	1827	Saisie immobilière.	34	39	27	1	509	27	1	285	80	476
Cassation.	28	Juin.	1827	Jugement.	33	273	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	29	Juin.	1827	Appel.	33	180	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	29	Juin.	1827	Jugement.	33	190	28	2	46	..	..	....	...	....
Montpellier.	30	Juin.	1827	Arbitres forcés.	33	46	..	..	....	27	2	146	...	....
Rennes.	1	Juillet.	1827	Exécution.	33	238	28	2	45	29	2	74	...	....
Bordeaux.	2	Juillet.	1827	Jug. par défaut.	33	279	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	3	Juillet.	1827	Interdiction.	37	120	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	3	Juillet.	1827	Saisie immobilière.	35	105	28	2	169	28	2	146	...	....
Grenoble.	3	Juillet.	1827	Avocat.	35	106	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	4	Juillet.	1827	Colonies.	33	77	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Juillet.	1827	Matières sommaires.	34	194	28	1	160	27	1	291	...	....
Limoges.	4	Juillet.	1827	Enquête.	35	55	28	2	261	28	2	201	...	....
Cassation.	6	Juillet.	1827	Juge auditeur.	33	353	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	7	Juillet.	1827	Enquête.	33	229	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	7	Juillet.	1827	Arbitres forcés.	33	46	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Juillet.	1827	Dépens.	34	42	27	1	511	27	1	298	...	....
Grenoble.	7	Juillet.	1827	Appel.	34	163	28	2	62	28	2	13	...	....
Limoges.	7	Juillet.	1827	Appel.	35	95	28	2	288	28	2	217	...	....
Ord. du R.	8	Juillet.	1827	Timbre.	33	184	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Juillet.	1827	Cassation.	34	57	27	1	524	27	1	299	80	195
Toulouse.	10	Juillet.	1827	Référé.	35	91	28	2	166	28	2	27	...	....
Cassation.	11	Juillet.	1827	Cassation.	35	72	..	..	....	27	1	302	...	....
Nîmes.	11	Juillet.	1827	Intervention.	34	347	28	2	76	28	2	42	81	204
Bourges.	11	Juillet.	1827	Discipline.	34	105	27	2	248	28	2	60	80	575
Cassation.	11	Juillet.	1827	Officier ministér	34	42	27	1	511	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Cassation.	11	Juillet.	1827	Actes respectueux.	33	336	27	1	473	..	..	....	...	....
Caen.	12	Juillet.	1827	Compétence.	35	141	28	2	240	28	2	126	81	375
Orléans.	12	Juillet.	1827	Jugement.	33	44	27	2	159	..	..	....	...	....
Toulouse.	13	Juillet.	1827	Ordon. sur requête.	34	48	27	2	260	33	2	142	...	....
Instruction rég.	13	Juillet.	1827	Enregistrement.	33	222	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	14	Juillet.	1827	Dépens.	34	26	28	2	11	27	2	165	...	....
Cassation.	14	Juillet.	1827	Appel.	34	303	27	1	530	27	1	304	80	179
Décision minist.	15	Juillet.	1827	Timbre.	38	115	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	16	Juillet.	1827	Interrogatoire.	34	306	28	2	54	29	2	82	...	....
Bourges.	16	Juillet.	1827	Vérification d'écrit.	34	84	27	2	199	..	..	....	...	....
Bordeaux.	16	Juillet.	1827	Signification.	33	247	27	2	178	28	2	4	81	158
Toulouse.	16	Juillet.	1827	Enquête.	35	169	28	2	198	29	2	94	81	381
Cassation.	17	Juillet.	1827	Enregistrement.	33	328	28	1	75	27	1	310	81	128
Montpellier.	17	Juillet.	1827	Autorisation.	40	54	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Juillet.	1827	Dernier ressort.	33	377	27	1	519	27	1	312	81	64
Nîmes.	18	Juillet.	1827	Désaveu.	35	386	28	2	317	26	2	179	...	....
Toulouse.	18	Juillet.	1827	Intervention.	34	339	..	..	....	..	..	....	80	284
Cassation.	18	Juillet.	1827	Avoué.	33	199	27	1	488	27	1	313	80	63
Grenoble.	20	Juillet.	1827	Adjudicat. préparat.	34	134	28	2	61	..	..	....	...	....
Orléans.	20	Juillet.	1827	Exploit.	34	351	28	2	166	28	2	34	80	369
Agen.	20	Juillet.	1827	Jug. par défaut.	35	169	28	2	107	28	2	81	...	....
Metz.	20	Juillet.	1827	Contraint. par corps.	37	105	..	..	....	..	..	....	...	....
Dijon.	21	Juillet.	1827	Acquiescement.	37	119	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	23	Juillet.	1827	Officiers ministér.	34	139	27	2	247	28	2	60	80	575
Toulouse.	24	Juillet.	1827	Dernier ressort.	33	315	28	2	8	28	2	21	...	....
Toulouse.	24	Juillet.	1827	Dernier ressort.	34	268	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	25	Juillet.	1827	Adjudication définit.	35	170	28	2	100	28	2	91	...	....
Cassation.	25	Juillet.	1827	Inscription de faux.	33	369	27	1	503	27	1	322	80	265
Grenoble.	25	Juillet.	1827	Dépens.	34	185	28	2	130	28	2	119	...	....
Décision minist.	25	Juillet.	1827	Consultation.	38	115	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Juillet.	1827	Compromis.	33	350	27	1	491	27	1	319	...	....
Orléans.	26	Juillet.	1827	Avoué.	34	296	28	2	159	28	2	65	80	521
Nancy.	26	Juillet.	1827	Avoué.	33	193	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	27	Juillet.	1827	Saisie immobilière.	33	138	27	2	232	28	2	20	...	....
Cassation.	28	Juillet.	1827	Dépens.	33	358	27	1	499	27	1	326	...	....
Bordeaux.	28	Juillet.	1827	Acquiescement.	33	342	27	2	176	28	2	31	...	....
Cassation.	30	Juillet.	1827	Matières sommaires.	33	287	27	1	448	27	1	328	80	211
Cassation.	31	Juillet.	1827	Appel incident.	34	14	28	1	8	27	1	425	80	539
Bordeaux.	31	Juillet.	1827	Emprisonnement.	33	364	27	2	194	..	..	....	...	....
Nîmes.	1	Août.	1827	Jugement.	39	108	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Août.	1827	Tierce opposition.	34	16	28	1	49	27	1	435	80	358
Besançon.	2	Août.	1827	Action pétitoire.	34	152	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	2	Août.	1827	Appel.	35	68	28	2	88	28	2	56	80	52
Bordeaux.	3	Août.	1827	Tutelle.	33	346	27	2	197	28	2	31	...	....
Caen.	4	Août.	1827	Enquête.	37	125	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	4	Août.	1827	Saisie immobilière.	33	191	27	2	250	33	2	139	...	....
Colmar.	6	Août.	1827	Exception.	34	333	28	2	75	..	..	....	...	....
Toulouse.	6	Août.	1827	Exception.	35	310	28	2	197	28	2	169	...	....
Paris.	6	Août.	1827	Conclusions.	34	122	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Août.	1827	Expertise.	34	24	28	1	73	27	1	454	81	13
Montpellier.	8	Août.	1827	Acquiescement.	33	217	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	8	Août.	1827	Ordre.	36	79	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	9	Août.	1827	Tierce opposition.	35	178	28	2	210	28	2	172	81	565
Cassation.	11	Août.	1827	Témoins.	34	78	28	1	111	25	1	465	80	436
Riom.	11	Août.	1827	Jug. par défaut.	38	113	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	11	Août.	1827	Appel.	39	68	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Août.	1827	Jug. par défaut.	34	27	28	1	26	27	1	458	81	56
Cassation.	13	Août.	1827	Désaveu.	34	17	28	1	74	27	1	460	80	536
Montpellier.	16	Août.	1827	Emprisonnement.	33	293	28	2	15	28	2	53	...	....
Riom.	17	Août.	1827	Enquête.	37	168	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	20	Août.	1827	Contraint. par corps.	37	168	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	20	Août.	1827	Tribunal de comm.	34	244	28	2	167	..	..	....	...	....
Toulouse.	20	Août.	1827	Dernier ressort.	34	290	28	2	176	28	2	150	...	....
Ord. du R.	21	Août.	1827	Comptabilité.	34	149	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	21	Août.	1827	Appel incident.	34	108	27	2	214	..	..	....	...	....
Montpellier.	22	Août.	1827	Contraint. par corps.	37	117	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	22	Août.	1827	Surenchère.	35	176	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	22	Août.	1827	Saisie immobilière.	35	179	28	2	177	28	2	146	...	....
Cassation.	22	Août.	1827	Tierce opposition.	34	70	28	1	107	27	1	477	80	352
Bordeaux.	23	Août.	1827	Dépens.	33	252	27	2	255	33	2	143	...	....
Grenoble.	23	Août.	1827	Jugement.	34	47	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	23	Août.	1827	Séparation de biens.	35	296	28	2	211	28	2	172	...	....
Cassation.	23	Août.	1827	Matières sommaires.	34	67	28	1	199	27	1	472	80	424
Cassation.	23	Août.	1827	Exploit.	34	114	28	1	174	..	..	....	80	492

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p.	PALAIS. v.	p.
Lyon.	24	Août.	1827	Saisie-arrêt.	33	312	27	2	260	28	2	18	81	468
Dijon.	25	Août.	1827	Appel.	40	273	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	27	Août.	1827	Compétence.	36	85	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	27	Août.	1827	Autorisation.	35	179	28	2	25	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Août.	1827	Action possessoire.	34	76	28	1	93	..	..	....	80	343
Besançon.	28	Août.	1827	Appel.	34	166	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	28	Août.	1827	Dépens.	34	236	28	2	64	28	2	3	...	....
Bordeaux.	28	Août.	1827	Exécut. provisoire.	34	339	28	2	76	28	2	42	...	....
Cassation.	29	Août.	1827	Juges.	34	75	..	..	....	..	..	....	81	98
Cassation.	29	Août.	1827	Discipline.	33	348	27	1	466	27	1	483	81	126
Bourges.	30	Août.	1827	Dépens.	36	9	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Août.	1827	Dépens.	35	319	29	2	346	27	2	212	...	....
Nîmes.	31	Août.	1827	Enquête.	41	530	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Septemb.	1827	Justice de paix.	34	149	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Septemb.	1827	Librairie.	33	201	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	4	Septemb.	1827	Saisie immobilière.	35	79	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Septemb.	1827	Règlement de juges.	34	73	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	11	Septemb.	1827	Saisie immobilière.	34	32	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Septemb.	1827	Avocat.	34	74	28	1	391	27	1	495	...	....
Décis. adm. enr.	21	Septemb.	1827	Timbre.	34	138	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	23	Septemb.	1827	Traité.	34	142	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Septemb.	1827	Huissier.	34	207	28	1	91	..	..	....	...	....
Ord. du R.	30	Septemb.	1827	Colonies.	34	217	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Octobre.	1827	Amende.	34	196	28	1	66	..	..	....	...	....
Nîmes.	13	Octobre.	1827	Interrogatoire.	34	187	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	16	Octobre.	1827	Prorogation.	33	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. adm. enr.	16	Octobre.	1827	Timbre.	34	138	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Octobre.	1827	Instance.	34	146	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	26	Octobre.	1827	Succession vacante.	36	342	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	28	Octobre.	1827	Actes respectueux.	34	62	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	31	Octobre.	1827	Chambre tempor.	33	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	31	Octobre.	1827	Avoué.	36	311	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	3	Novemb.	1827	Amnistie.	33	310	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	4	Novemb.	1827	Chambres tempor.	33	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	5	Novemb.	1827	Dernier ressort.	35	164	28	2	160	28	2	95	...	....
Cassation.	6	Novemb.	1827	Jugement.	34	243	28	1	13	28	1	12	81	106
Caen.	7	Novemb.	1827	Dernier ressort.	35	353	28	2	349	29	2	29	...	....
Cassation.	7	Novemb.	1827	Conclusions.	34	215	28	1	125	..	..	....	81	256
Cassation.	7	Novemb.	1827	Jug. par défaut.	34	213	28	1	144	28	1	13	81	234
Cassation.	7	Novemb.	1827	Dépens.	34	217	28	1	184	..	..	....	81	591
Cassation.	7	Novemb.	1827	Dépens.	35	303	28	1	425	28	1	303	83	174
Décis. min. just.	8	Novemb.	1827	Notaire.	16	821	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	8	Novemb.	1827	Séparation de corps.	35	7	28	2	247	..	..	....	...	....
Caen.	10	Novemb.	1827	Enquête.	35	277	28	2	351	27	2	28	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1827	Acquiescement.	34	212	28	1	124	28	1	16	81	357
Cassation.	13	Novemb.	1827	Saisie immobilière.	34	220	..	..	....	..	..	....	81	259
Cassation.	13	Novemb.	1827	Jugement.	34	240	28	1	164	28	1	18	81	532
Cassation.	13	Novemb.	1827	Jugement.	34	210	28	1	96	28	1	21	...	....
Cassation.	14	Novemb.	1827	Ordre.	34	219	..	..	....	..	..	....	81	248
Ord. du R.	14	Novemb.	1827	Juge d'instruction.	33	305	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Novemb.	1827	Compétence.	34	219	28	1	124	..	..	....	81	222
Riom.	15	Novemb.	1827	Avoué.	33	306	28	2	6	28	2	134	...	....
Cassation.	20	Novemb.	1827	Faillite.	34	223	28	1	98	28	1	25	81	179
Cassation.	21	Novemb.	1827	Faillite.	35	76	28	1	9	28	1	27	80	78
Cassation.	21	Novemb.	1827	Enregistrement.	34	38	28	1	84	28	1	27	81	173
Cassation.	22	Novemb.	1827	Jugement.	34	225	28	1	194	..	..	....	81	226
Montpellier.	23	Novemb.	1827	Saisie immobilière.	34	118	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	27	Novemb.	1827	Exploit.	41	563	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	28	Novemb.	1827	Adjudication.	36	266	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Novemb.	1827	Jugement.	34	227	28	1	195	28	1	35	81	345
Nancy.	29	Novemb.	1827	Dernier ressort.	35	43	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	29	Novemb.	1827	Acte d'appel.	34	171	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	30	Novemb.	1827	Tarif des lettres.	34	47	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Novemb.	1827	Appel.	34	60	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	3	Décemb.	1827	Notaire.	34	32	28	2	190	28	2	140	81	89
Cassation.	3	Décemb.	1827	Jugement préparat.	34	208	28	1	161	28	1	41	81	252
Cassation.	3	Décemb.	1827	Jugement.	34	210	28	1	167	28	1	46	82	61
Nancy.	4	Décemb.	1827	Tribunal de comm.	35	45	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Décemb.	1827	Audience solennelle.	34	238	28	1	206	28	1	43	81	238
Cassation.	5	Décemb.	1827	Saisie immobilière.	35	81	28	1	240	28	1	49	82	436
Cassation.	6	Décemb.	1827	Action possessoire.	35	109	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Décemb.	1827	Enquête.	35	111	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	7	Décemb.	1827	Saisie immobilière.	39	209	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Décemb.	1827	Evocation.	35	180	28	1	255	28	1	53	82	206

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Ord. du R.	9	Décemb.	1827	Tribunal de comm.	34	54	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Décemb.	1827	Action possessoire.	34	228	28	1	103	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Décemb.	1827	Enquête.	35	111	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	12	Décemb.	1827	Echange.	34	49	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	12	Décemb.	1827	Déchéance.	35	181	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Décemb.	1827	Enquête.	35	111	..	..	....	..	..	....	82	184
Lyon.	12	Décemb.	1827	Péremption.	34	61	28	2	71	28	2	10	81	559
Cassation.	12	Décemb.	1827	Enquête.	35	111	..	..	....	..	..	....	81	332
Cassation.	12	Décemb.	1827	Matière sommaire.	34	11	..	..	....	..	..	....	80	89
Cassation.	13	Décemb.	1827	Saisie.	35	104	28	1	218	..	..	....	...	....
Nancy.	14	Décemb.	1827	Acquiescement.	34	185	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	14	Décemb.	1827	Emprisonnement.	34	33	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	14	Décemb.	1827	Surenchère.	34	249	28	2	100	28	2	90	81	211
Lyon.	14	Décemb.	1827	Garant.	35	309	28	2	165	28	2	156	...	....
Cassation.	15	Décemb.	1827	Action.	35	87	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	17	Décemb.	1827	Jug. par défaut.	35	130	28	2	163	28	2	155	...	....
Bordeaux.	18	Décemb.	1827	Enquête.	35	46	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	18	Décemb.	1827	Exploit.	37	108	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Décemb.	1827	Ch. des app. de p. cor.	35	114	28	1	303	28	1	63	81	303
Cassation.	19	Décemb.	1827	Vérification d'écrit.	35	117	28	1	295	28	1	66	...	....
Bordeaux.	19	Décemb.	1827	Vérification d'écrit.	35	182	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	19	Décemb.	1827	Péremption.	35	356	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Décemb.	1827	Offres réelles.	34	161	28	1	41	28	1	65	81	53
Décision minist.	20	Décemb.	1827	Avoués.	34	196	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	20	Décemb.	1827	Appel.	34	180	28	2	129	28	2	118	...	....
Lyon.	20	Décemb.	1827	Péremption.	34	168	28	2	50	..	..	....	...	....
Toulouse.	20	Décemb.	1827	Folle enchère.	34	158	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	21	Décemb.	1827	Saisie.	35	79	30	2	187	28	2	113	...	....
Metz.	22	Décemb.	1827	Huissier.	35	364	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Décemb.	1827	Contraint. par corps.	35	115	28	1	166	..	..	....	...	....
Rouen.	26	Décemb.	1827	Enquête.	35	346	28	2	136	28	2	153	...	....
Cassation.	26	Décemb.	1827	Evocation.	35	89	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	27	Décemb.	1827	Exploit.	35	80	28	2	109	28	2	82	81	381
Limoges.	27	Décemb.	1827	Adjudication définit.	35	101	28	2	271	28	2	216	82	417
Lyon.	28	Décemb.	1827	Péremption.	34	63	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	31	Décemb.	1827	Surenchère.	34	328	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	31	Décemb.	1827	Inventaire.	40	110	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1828	Cassation.	34	5	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1828	Intervention.	35	183	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1828	Jug. par défaut.	34	65	28	1	45	28	1	76	80	546
Ord. du R.	3	Janvier.	1828	Compétence.	34	231	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Janvier.	1828	Compétence.	35	303	28	1	189	..	..	....	...	....
Limoges.	4	Janvier.	1828	Exploit.	36	51	28	2	332	27	2	18	84	226
Cassation.	5	Janvier.	1828	Matières sommaires.	35	103	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	7	Janvier.	1828	Récusation.	36	18	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	9	Janvier.	1828	Jugement.	35	184	28	2	222	28	2	161	82	217
Nîmes	10	Janvier.	1828	Jug. par défaut.	36	139	28	2	212	28	2	254	82	70
Cassation.	10	Janvier.	1828	Fruits.	35	93	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	11	Janvier.	1828	Surenchère.	37	19	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Janvier.	1828	Avoué.	35	85	28	1	231	28	1	107	82	182
Cassation.	14	Janvier.	1828	Matières sommaires.	34	207	28	1	102	..	..	....	81	400
Toulouse.	14	Janvier.	1828	Acquiescement.	35	185	28	2	200	28	2	193	...	....
Bordeaux.	15	Janvier.	1828	Saisie immobilière.	36	94	28	2	137	28	2	218	...	....
Nancy.	15	Janvier.	1828	Dépens.	34	186	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	15	Janvier.	1828	Compétence.	35	103	28	2	107	28	2	80	...	....
Bordeaux.	16	Janvier.	1828	Exploit.	35	90	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Janvier.	1828	Adjudication prép.	35	62	28	1	275	28	1	94	82	339
Caen.	17	Janvier.	1828	Péremption.	38	215	30	2	134	28	2	36	...	....
Lyon.	18	Janvier.	1828	Compétence.	37	32	29	2	135	28	2	232	...	....
Agen.	18	Janvier.	1828	Acquiescement.	35	186	28	2	213	28	2	176	82	213
Aix.	19	Janvier.	1828	Dernier ressort.	34	277	28	2	175	28	2	152	...	....
Cassation.	22	Janvier.	1828	Matières sommaires.	35	186	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	22	Janvier.	1828	Enquête.	35	53	28	2	245	28	2	171	...	....
Cassation.	22	Janvier.	1828	Exécution.	35	97	28	1	262	28	1	101	81	573
Cassation.	22	Janvier.	1828	Dépens.	35	136	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Janvier.	1828	Frais.	34	338	28	1	197	28	1	102	82	244
Ord. du R.	23	Janvier.	1828	Peine.	34	233	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Janvier.	1828	Tierce opposition.	35	98	29	1	165	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Janvier.	1828	Avoué.	35	85	28	1	231	28	1	107	82	180
Bordeaux.	25	Janvier.	1828	Jugement par déf.	34	133	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	25	Janvier.	1828	Enquête.	35	47	28	2	241	28	2	163	...	....
Limoges.	25	Janvier.	1828	Dernier ressort.	35	120	28	2	280	..	..	....	...	....
Aix.	26	Janvier.	1828	Compétence.	46	47	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	26	Janvier.	1828	Enquête.	35	58	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Besançon.	26	Janvier.	1828	Saisie immobilière.	35	128	28	2	197	28	2	163	82	306
Bordeaux.	28	Janvier.	1828	Commandement.	35	118	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	28	Janvier.	1828	Surenchère.	36	72	28	2	129	..	..	....	...	....
Lyon.	28	Janvier.	1828	Appel.	35	385	28	2	236	28	2	105	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1828	Contrainte.	34	354	28	1	126	28	1	109	80	406
Délib. adm. enr.	29	Janvier.	1828	Enregistrement.	34	141	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Janvier.	1828	Jugement.	35	187	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	31	Janvier.	1828	Compétence.	39	100	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	31	Janvier.	1828	Appel.	34	126	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Janvier.	1828	Juge suppléant.	35	92	28	1	296	28	1	117	...	....
Caen.	1	Février.	1828	Avoué.	37	71	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	1	Février.	1828	Exploit.	35	188	28	2	231	28	2	230	...	....
Caen.	4	Février.	1828	Huissier.	37	75	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	4	Février.	1828	Saisie-exécution.	41	525	30	2	103	28	2	140	...	....
Délib. adm. enr.	5	Février.	1828	Enregistrement.	34	141	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	5	Février.	1828	Dernier ressort.	36	345	29	2	213	27	2	251	...	....
Cassation.	5	Février.	1828	Enquête.	35	84	28	1	278	28	1	120	...	....
Cassation.	5	Février.	1828	Jugement.	35	96	28	1	232	28	1	122	81	435
Colmar.	6	Février.	1828	Jugement.	36	80	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	6	Février.	1828	Saisie immobilière.	35	190	28	2	203	..	..	....	85	145
Limoges.	6	Février.	1828	Exécution prov.	37	116	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Février.	1828	Désistement.	35	189	28	1	316	28	1	165	82	145
Bourges.	7	Février.	1828	Avocat.	37	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	8	Février.	1828	Acquiescement.	34	172	30	1	326	28	1	244	...	....
Toulouse.	9	Février.	1828	Conciliation.	34	157	28	2	162	29	2	95	...	....
Douai.	11	Février.	1828	Contraint. par corps.	34	234	28	2	105	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Février.	1828	Surenchère.	37	233	28	1	147	28	1	126	81	440
Lyon.	13	Février.	1828	Cassation.	36	39	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Février.	1828	Règlement de juges.	35	191	28	1	373	28	1	131	81	508
Aix.	16	Février.	1828	Dernier ressort.	34	265	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	18	Février.	1828	Adjudication prép.	34	136	28	2	86	29	2	89	82	339
Cassation.	18	Février.	1828	Exploit d'appel.	35	194	28	1	371	28	1	137	82	168
Cassation.	18	Février.	1828	Tribunaux.	35	192	29	1	127	28	1	136	...	....
Cassation.	18	Février.	1828	Récusation.	35	196	28	1	141	28	1	135	81	514
Cassation.	20	Février.	1828	Cassation.	35	197	28	1	303	28	1	138	82	27
Rennes.	20	Février.	1828	Exploit.	34	197	28	2	161	28	2	143	82	378
Toulouse.	21	Février.	1828	Folle enchère.	35	197	28	2	196	28	2	176	...	....
Caen.	22	Février.	1828	Saisie immobilière.	38	95	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. min. fin.	22	Février.	1828	Enregistrement.	35	198	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	23	Février.	1828	Ordre.	36	106	28	2	288	28	2	183	...	....
Douai.	23	Février.	1828	Enquête.	35	49	28	2	242	28	2	233	...	....
Riom.	23	Février.	1828	Compétence.	35	21	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	25	Février.	1828	Contraint. par corps.	37	201	29	2	276	27	2	108	...	....
Lyon.	25	Février.	1828	Défaut joint.	34	255	28	2	161	28	2	137	...	....
Délib. adm. enr.	25	Février.	1828	Enregistrement.	35	90	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Février.	1828	Appel.	34	130	28	1	153	28	1	145	82	47
Toulouse.	26	Février.	1828	Revendication.	35	199	28	2	217	29	2	95	...	....
Cass. de Belgiq.	27	Février.	1828	Enregistrement.	46	165	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	27	Février.	1828	Exception.	36	17	28	2	284	28	2	181	81	553
Riom.	27	Février.	1828	Tribunal de comm.	35	355	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	27	Février.	1828	Saisie-arrêt.	40	61	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Février.	1828	Expertise.	38	49	29	1	85	29	1	381	...	....
Bourges.	27	Février.	1828	Licitation.	40	12	29	2	169	29	2	195	85	137
Cassation.	28	Fevrier.	1828	Compétence.	35	200	..	..	....	..	..	....	82	563
Cassation.	28	Février.	1828	Tribunal.	34	299	28	1	190	28	1	155	81	486
Cassation.	28	Février.	1828	Courtiers de comm.	34	294	..	..	....	..	..	....	80	563
Besançon.	1	Mars.	1828	Interdiction.	35	203	28	2	308	29	2	94	...	....
Caen.	3	Mars.	1828	Contumace.	40	75	30	2	134	28	2	292	...	....
Paris.	3	Mars.	1828	Arbitrage.	34	365	28	2	118	..	..	....	80	442
Bordeaux.	4	Mars.	1828	Arbitres volontaires.	35	309	28	2	329	28	2	166	...	....
Nancy.	4	Mars.	1828	Exécution prov.	40	53	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	4	Mars.	1828	Défaut joint.	34	181	28	2	138	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Mars.	1828	Cassation.	35	204	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	4	Mars.	1828	Distrib. par contrib.	37	252	29	2	208	29	2	199	...	....
Bordeaux.	4	Mars.	1828	Compétence.	35	205	28	2	169	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Mars.	1828	Licitation.	35	207	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Mars.	1828	Dernier ressort.	35	209	28	1	355	28	1	163	82	51
Montpellier.	6	Mars.	1828	Appel.	37	121	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	6	Mars.	1828	Emigrés.	34	169	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	6	Mars.	1828	Dernier ressort.	34	178	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	6	Mars.	1828	Enquête.	34	308	28	2	84	28	2	59	81	208
Ord. du R.	6	Mars.	1828	Territoire.	34	233	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	6	Mars.	1828	Intervention.	35	40	28	2	261	28	2	202	...	....
Cass. de la Haye.	7	Mars.	1828	Exploit.	39	52	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Rouen.	7	Mars.	1828	Interrogatoire.	35	126	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Mars.	1828	Avoué.	35	211	28	1	264	28	1	166	82	59
Dijon.	10	Mars.	1828	Ordre.	35	36	28	2	265	29	2	98	...	....
Dijon.	11	Mars.	1828	Experts.	37	178	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Mars.	1828	Litispendance.	35	212	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Mars.	1828	Instance.	35	214	28	1	277	28	1	169	82	508
Caen.	12	Mars.	1828	Saisie immobilière.	44	457	29	2	230	..	..	....	...	....
Cassat.	12	Mars.	1828	Saisie immobilière.	35	387	29	1	42	28	1	366	...	....
Colmar.	12	Mars.	1828	Contraint. par corps.	37	333	29	2	334	..	..	....	85	239
Bordeaux.	13	Mars.	1828	Dernier ressort.	35	122	28	2	176	28	2	150	...	....
Limoges.	14	Mars.	1828	Compétence.	37	107	28	2	158	28	2	118	...	....
Nîmes.	14	Mars.	1828	Appel.	34	190	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	14	Mars.	1828	Autorisation.	35	35	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	15	Mars.	1828	Avoué.	34	368	28	2	230	28	2	230	...	....
Toulouse.	15	Mars.	1828	Contraint. par corps.	35	307	28	2	209	28	2	71	...	....
Bourges.	18	Mars.	1828	Jugement.	37	106	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Mars.	1828	Jugement préparat.	36	107	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Mars.	1828	Matières sommaires.	34	193	28	1	173	..	..	....	83	259
Rouen.	18	Mars.	1828	Interrogatoire.	35	127	28	2	174	28	2	90	...	....
Cassation.	19	Mars.	1828	Taxe.	34	177	28	1	131	28	1	180	82	588
Rouen.	19	Mars.	1828	Actes respectueux.	35	214	28	2	119	28	2	92	...	....
Poitiers.	19	Mars.	1828	Exploit.	35	27	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	19	Mars.	1828	Appel.	37	41	29	2	237	29	2	76	83	107
Ord. du R.	20	Mars.	1828	Opposition.	34	146	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassat.	20	Mars.	1838	Jug. par défaut.	35	215	28	1	373	28	1	185	82	315
Agen.	22	Mars.	1828	Saisie-brandon.	37	174	29	2	305	29	2	145	...	....
Dijon.	24	Mars.	1828	Saisie immobilière.	34	366	28	2	228	28	2	224	82	366
Dijon.	25	Mars.	1828	Appel.	35	30	28	2	246	28	2	239	...	....
Besançon.	25	Mars.	1828	Officiers ministér.	35	365	28	2	273	28	2	210	82	419
Cassation.	26	Mars.	1828	Séparation de corps.	46	247	28	1	339	28	1	193	82	517
Besançon.	26	Mars.	1828	Dernier ressort.	36	92	28	2	280	29	2	100	...	....
Limoges.	27	Mars.	1828	Emprisonnement.	35	118	28	1	381	28	1	195	82	190
Paris.	27	Mars.	1828	Jugement.	37	20	29	2	147	29	2	176	...	....
Bordeaux.	28	Mars.	1828	Ordre.	35	221	28	2	219	28	2	114	...	....
Nîmes.	28	Mars.	1828	Ordre.	40	180	33	2	280	..	..	....	...	....
Angers.	29	Mars.	1828	Enquête.	39	92	28	2	144	29	2	93	...	....
Bordeaux.	29	Mars.	1828	Intervention.	35	131	..	..	....	..	..	....	..	....
Ord. du R.	30	Mars.	1828	Comptabilité.	34	206	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	31	Mars.	1828	Appel incident.	35	222	28	2	224	28	2	165	...	....
Cassation.	31	Mars.	1828	Jug. par défaut.	35	223	28	1	211	28	1	199	81	262
Cassation.	2	Avril.	1828	Faux incident.	35	224	28	1	177	28	1	209	...	....
Cassation.	8	Avril.	1828	Jugement.	35	226	29	1	41	28	1	203	...	....
Cassation.	9	Avril.	1828	Matières sommaires.	35	226	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	12	Avril.	1828	Exception.	36	17	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	14	Avril.	1828	Intervention.	35	131	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Avril.	1828	Jugement interloc.	36	105	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	15	Avril.	1828	Saisie immobilière.	36	96	28	2	309	29	2	94	...	....
Cassation.	17	Avril.	1828	Scellés.	35	227	28	1	235	28	1	214	82	126
Grenoble.	18	Avril.	1828	Intervention.	41	663	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Avril.	1828	Huissier.	35	229	28	1	385	28	1	219	82	488
Bordeaux.	18	Avril.	1828	Jug. par défaut.	35	75	28	2	283	28	2	120	...	....
Décision minist.	21	Avril.	1828	Scellés.	36	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Avril.	1828	Autorisation de fem.	35	231	28	1	275	28	1	221	81	161
Montpellier.	22	Avril.	1828	Dernier ressort.	35	301	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	22	Avril.	1828	Tribunal de comm.	37	44	28	2	235	28	2	210	...	....
Toulouse.	22	Avril.	1828	Exploit.	35	232	28	2	209	28	2	188	...	....
Nîmes.	24	Avril.	1828	Saisie-arrêt.	39	168	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	24	Avril.	1828	Conciliation.	35	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	26	Avril.	1828	Saisie immobilière.	36	84	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	27	Avril.	1828	Guiane française.	35	389	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	28	Avril.	1828	Jug. par défaut.	36	95	28	2	312	28	2	248	...	....
Limoges.	28	Avril.	1828	Jug. par défaut.	35	133	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	28	Avril.	1828	Enquête.	36	125	29	2	16	29	2	66	83	49
Délib. adm. enr.	29	Avril.	1828	Amende.	35	94	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	30	Avril.	1828	Juges.	34	293	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Avril.	1828	Jugement.	35	233	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	30	Avril.	1828	Reddition de compte.	37	218	29	2	350	..	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Avril.	1828	Enquête.	35	233	28	2	312	28	2	248	...	....
Aix.	2	Mai.	1828	Compétence.	40	25	29	2	172	29	2	57	...	....
Bordeaux.	2	Mai.	1828	Intervention.	35	235	30	2	75	28	2	105	...	....
Rouen.	2	Mai.	1828	Surenchère.	38	302	30	2	75	30	2	105	...	....
Montpellier.	5	Mai.	1828	Audience.	35	375	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	6	Mai.	1828	Emprisonnement.	35	236	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	7	Mai.	1828	Exception.	36	14	29	2	79	29	2	123	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Ord. du R.	7	Mai.	1828	Navigation.	35	22	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Mai.	1828	Arbitrage forcé.	35	236	28	1	300	28	1	237	82	177
Cassation.	7	Mai.	1828	Cassation.	35	238	28	1	329	28	1	241	...	....
Lyon.	9	Mai.	1828	Contraint. par corps.	35	239	28	2	260	28	2	123	...	....
Décis. du min. j.	10	Mai.	1828	Office.	35	241	28	2	348	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Mai.	1828	Arbitrage.	35	243	28	1	202	28	1	243	82	627
Limoges.	13	Mai.	1828	Matières sommaires.	37	43	29	2	26	29	2	39	...	....
Lyon.	13	Mai.	1828	Exception.	36	37	28	2	333	29	2	100	...	....
Cassation.	14	Mai.	1828	Arrêt.	35	246	28	1	332	28	1	246	...	....
Grenoble.	16	Mai.	1828	Huissier.	35	253	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	17	Mai.	1828	Jug. par défaut.	36	93	28	2	236	28	2	230	...	....
Rouen.	17	Mai.	1828	Avoué.	35	330	29	2	30	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Mai.	1828	Avocat.	35	268	28	1	331	28	1	248	83	503
Colmar.	17	Mai.	1828	Signification.	35	137	28	2	227	28	2	223	83	228
Cassation.	19	Mai.	1828	Discipline.	36	37	28	1	440	28	1	248	...	....
Cassation.	20	Mai.	1828	Jugement.	35	249	28	1	348	28	1	249	83	70
Bordeaux.	20	Mai.	1828	Saisie immobilière.	35	248	28	2	276	28	2	217	...	....
Cassation.	20	Mai.	1828	Exécution.	35	250	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Mai.	1828	Jugement.	35	247	29	1	126	28	1	273	82	481
Toulouse.	20	Mai.	1828	Dernier ressort.	35	380	28	2	257	28	2	203	...	....
Cassation.	21	Mai.	1828	Exception.	35	250	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mai.	1828	Huissier.	35	253	28	1	346	28	1	253	...	....
Angers.	22	Mai.	1828	Exploit.	35	45	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mai.	1828	Formule exécutoire.	35	251	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. du min. j.	22	Mai.	1828	Greffe.	35	135	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	23	Mai.	1828	Désistement.	35	297	29	2	26	27	2	39	...	....
Ord. du R.	25	Mai.	1828	Chaudières.	35	23	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	26	Mai.	1828	Compétence.	37	50	29	2	19	29	2	65	...	....
Toulouse.	27	Mai.	1828	Jugement.	36	114	29	2	25	29	2	39	83	314
Caen.	28	Mai.	1828	Avoué.	38	145	30	2	320	..	..	....	...	....
Lettr. du min. j.	28	Mai.	1828	Notaire, nº 35.	16	821	..	..	....	..	..	....	. .	....
Bourges.	28	Mai.	1828	Interdiction.	37	253	29	2	202	29	2	236	...	....
Cassation.	28	Mai.	1828	Jugement.	35	302	28	1	269	28	1	302	81	310
Cassation.	28	Mai.	1828	Séparation de corps.	46	247	28	1	234	28	1	258	82	345
Cassation.	29	Mai.	1828	Jugement interloc.	35	255	28	1	341	28	1	358	85	31
Ord. du R.	1	Juin.	1828	Conflits d'attribut.	34	370	28	2	321	..	..	....	...	....
Rouen.	2	Juin.	1828	Saisie immobilière.	35	363	29	2	73	29	2	130	...	....
Décis. du min. j.	2	Juin.	1828	Office.	35	241	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	3	Juin.	1828	Enquête.	36	268	29	2	7	29	2	64	...	....
Poitiers.	3	Juin.	1828	Acquiescement.	35	29	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Juin.	1828	Adjudication.	35	255	28	1	343	28	1	261	82	308
Toulouse.	4	Juin.	1828	Enquête.	36	130	28	2	275	29	2	111	...	....
Poitiers.	4	Juin.	1828	Intervention.	35	42	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	4	Juin.	1828	Cautionnement.	36	310	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Juin.	1828	Organisation judic.	35	245	28	1	346	28	1	264	...	....
Cassation.	4	Juin.	1828	Matière sommaire.	35	257	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	6	Juin.	1828	Enquête.	35	66	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	6	Juin.	1828	Appel.	35	72	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	7	Juin.	1828	Avocat.	37	48	29	2	85	29	2	132	...	....
Bordeaux.	10	Juin.	1828	Saisie immobilière.	35	258	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Juin.	1828	Ordre.	35	259	28	1	242	28	1	270	82	408
Limoges.	11	Juin.	1828	Exécut. provisoire.	36	119	28	2	218	28	2	169	...	....
Cassation.	11	Juin.	1828	Saisie immobilière.	35	262	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Juin.	1828	Action possessoire.	43	698	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Juin.	1828	Action possessoire.	35	261	28	1	220	28	1	272	83	65
Poitiers.	13	Juin.	1828	Exploit.	35	27	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	13	Juin.	1828	Inventaire.	35	24	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	14	Juin.	1828	Appel.	38	97	30	2	110	30	2	44	...	....
Bordeaux.	16	Juin.	1828	Exploit.	36	48	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	16	Juin.	1828	Faux incident.	35	264	28	2	193	28	2	161	...	....
Aix.	17	Juin.	1828	Huissier.	35	265	28	2	225	..	..	....	...	....
Pau.	17	Juin.	1828	Compétence.	38	235	29	2	104	29	2	141	84	58
Cassation.	18	Juin.	1828	Récusation.	35	58	28	1	326	28	1	280	82	342
Ord. du R.	19	Juin.	1828	Chamb. temporaire.	35	20	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	19	Juin.	1828	Inscription de faux.	36	25	29	2	18	29	2	30	...	....
Ord. du R.	19	Juin.	1828	Droit administratif.	35	20	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	21	Juin.	1828	Avoué.	36	77	28	2	337	29	2	20	...	....
Cassation.	23	Juin.	1828	Discipline.	35	269	28	1	333	28	1	287	81	579
Bordeaux.	23	Juin.	1828	Saisie-arrêt.	36	30	.	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	23	Juin.	1828	Expertise.	36	32	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Juin.	1828	Enquête.	35	304	28	1	434	28	1	290	82	490
Cassation.	24	Juin.	1828	Enregistrement.	36	317	28	1	353	28	1	288	...	....
Cassation.	24	Juin.	1828	Action possessoire.	35	291	28	1	252	28	1	289	83	194
Bordeaux.	24	Juin.	1828	Dernier ressort.	36	26	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Cassation.	25	Juin.	1828	Avoués.	35	273	28	1	305	28	1	298	83	254
Orléans.	26	Juin.	1828	Caution.	35	8	28	2	193	28	2	164	...	....
Colmar.	26	Juin.	1828	Expertise.	37	47	29	2	31	29	2	29	...	....
Rouen.	27	Juin.	1828	Arbitres forcés.	40	86	29	2	242	29	2	194	...	....
Grenoble.	28	Juin.	1828	Dernier ressort.	37	46	29	2	89	29	2	133	...	....
Cassation.	30	Juin.	1828	Action.	35	338	28	1	375	28	1	305	82	456
Colmar.	30	Juin.	1828	Compétence.	38	31	29	2	330	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Juin.	1828	Saisie immobilière.	35	306	29	1	160	..	..	....	...	....
Bordeaux.	1	Juillet.	1828	Jug. contradictoire.	36	22	29	2	9	29	2	67	...	....
Cassation.	1	Juillet.	1828	Inventaire.	35	302	28	1	386	..	..	....	...	....
Paris.	1	Juillet.	1828	Faillite.	42	61	30	2	219	29	2	167	82	545
Cassation.	1	Juillet.	1828	Appel.	37	31	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	1	Juillet.	1828	Appel.	35	295	29	2	108	..	..	....	...	....
Rouen.	1	Juillet.	1828	Huissier.	35	354	29	2	32	29	2	57	...	....
Cassation.	2	Juillet.	1828	Protêt.	40	93	29	1	112	28	1	329	...	....
Ord. du R.	2	Juillet.	1828	Elections.	35	16	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	2	Juillet.	1828	Exploit.	37	31	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	3	Juillet.	1828	Séparation de biens.	37	35	29	2	119	29	2	7	84	235
Nancy.	3	Juillet.	1828	Action.	35	216	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	3	Juillet.	1828	Ordre.	37	122	29	2	160	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Juillet.	1828	Demande nouvelle.	35	289	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	4	Juillet.	1828	Surenchère.	38	220	28	2	217	29	2	181	...	....
Cassation.	4	Juillet.	1828	Règlement de juges.	35	306	28	1	382	28	1	315	...	....
Grenoble.	5	Juillet.	1828	Exploit.	36	132	29	2	8	28	2	254	...	....
Cassation.	5	Juillet.	1828	Evocation.	35	290	29	1	121	28	1	316	...	....
Rouen.	5	Juillet.	1828	Péremption.	38	214	29	2	248	29	2	180	85	320
Poitiers.	8	Juillet.	1828	Péremption.	36	73	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Juillet.	1828	Cassation.	35	64	28	1	337	28	1	318	83	141
Cassation.	8	Juillet.	1828	Dépens.	35	286	28	1	385	28	1	318	83	94
Montpellier.	8	Juillet.	1828	Compromis.	35	148	28	2	348	28	2	255	...	....
Cassation.	9	Juillet.	1828	Séparation de biens.	35	313	28	1	284	28	1	320	83	248
Caen.	9	Juillet.	1828	Jugement interloc.	36	135	28	2	231	28	2	229	...	....
Cassation.	9	Juillet.	1828	Péremption.	35	289	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	9	Juillet.	1828	Jugement.	36	24	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	11	Juillet.	1828	Avocat.	35	1	28	2	233	28	2	204	...	....
Cassation.	11	Juillet.	1828	Frais.	37	136	29	1	48	..	..	....	...	....
Bourges.	11	Juillet.	1828	Conciliation.	37	218	30	2	43	29	2	284	...	....
Besançon.	12	Juillet.	1828	Tierce opposition.	37	22	29	2	144	..	..	....	...	....
Metz.	13	Juillet.	1828	Tribunaux de comm.	22	295	18	1	288	18	..	424	3	313
Bourges.	14	Juillet.	1828	Enquête.	38	40	29	2	332	..	..	....	85	226
Cassation.	15	Juillet.	1828	Appel incident.	35	288	28	2	165	28	1	325	83	356
Ord. du R.	16	Juillet.	1828	Voitures publiques.	36	282	34	2	332	..	..	....	...	....
Douai.	16	Juillet.	1828	Dépens.	35	319	29	2	347	29	2	212	...	....
Poitiers.	16	Juillet.	1828	Exploit.	37	209	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	16	Juillet.	1828	Appel.	35	294	28	2	308	29	2	96	...	....
Agen.	16	Juillet.	1828	Expertise.	36	81	28	2	352	29	2	26	...	....
Cassation.	17	Juillet.	1828	Exploit.	35	61	28	1	365	28	1	317	82	36
Angers.	17	Juillet.	1828	Demande nouvelle.	35	110	28	2	351	28	2	159	...	....
Paris.	18	Juillet.	1828	Faillite.	42	61	29	2	114	29	2	34	82	545
Loi.	18	Juillet.	1828	Presse.	35	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	18	Juillet.	1828	Appel.	38	198	30	2	105	29	2	1	...	....
Délib. adm. enr.	18	Juillet.	1828	Purge.	35	357	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	20	Juillet.	1828	Colonies.	35	219	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Juillet.	1828	Enquête.	35	345	28	1	232	28	1	342	...	....
Cassation.	22	Juillet.	1828	Surenchère.	35	384	34	1	217	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Juillet.	1828	Surenchère.	35	343	28	1	291	28	1	343	84	117
Cassation.	23	Juillet.	1828	Adjudication définit.	36	110	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1828	Avoué.	35	341	.	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1828	Jugement.	36	127	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	24	Juillet.	1828	Cession.	37	23	29	2	141	29	2	11	...	....
Toulouse.	28	Juillet.	1828	Contraint. par corps.	36	50	28	2	350	29	2	27	...	....
Décision minist.	29	Juillet.	1828	Notaire.	36	329	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	29	Juillet.	1828	Presse.	35	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Juillet.	1828	Action possessoire.	36	129	28	1	317	28	1	356	...	....
Paris.	29	Juillet.	1828	Adjudicat. préparat.	35	62	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Juillet.	1828	Saisie immobilière.	35	339	28	1	296	28	1	358	...	....
Loi.	30	Juillet.	1828	Interprétation.	35	139	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	30	Juillet.	1828	Saisie immobilière.	36	45	28	2	340	..	..	....	82	535
Paris.	30	Juillet.	1828	Ordre.	35	65	28	2	350	28	2	238	82	210
Agen.	30	Juillet.	1828	Expertise.	36	82	28	2	352	29	2	27	...	....
Cassation.	30	Juillet.	1828	Enquête.	35	327	28	1	413	28	1	361	83	326
Besançon.	31	Juillet.	1828	Frais.	36	258	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	31	Juillet.	1828	Jugement.	38	191	29	2	332	..	..	....	85	221

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Bordeaux.	1	Août.	1828	Contraint. par corps.	36	29	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	1	Août.	1828	Notaire.	36	329	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	2	Août.	1828	Exécut. provisoire.	36	119	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	4	Août.	1828	Exécut. provisoire.	36	119	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Août.	1828	Garantie.	36	36	29	2	55	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Août.	1828	Action.	35	338	28	1	306	28	1	306	82	461
Poitiers.	7	Août.	1828	Dernier ressort.	36	65	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	7	Août.	1828	Compétence.	35	292	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Août.	1828	Huissier.	35	383	28	1	398	28	1	373	...	....
Riom.	8	Août.	1828	Ordre.	36	53	29	2	39	29	2	51	...	....
Délib. enregist.	8	Août.	1828	Enregistrement.	36	235	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	9	Août.	1828	Inscription de faux.	36	25	29	2	41	29	2	19	...	....
Bordeaux.	11	Août.	1828	Péremption.	37	199	29	2	261	..	..	....	84	466
Toulouse.	11	Août.	1828	Contrainte p. corps.	38	92	30	2	103	30	2	142	84	228
Cassation.	12	Août.	1828	Vérification d'écrit.	36	122	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. enregist.	13	Août.	1828	Enregistrement.	36	235	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Août.	1828	Audience solennelle.	36	123	29	1	26	..	..	....	...	....
Nîmes.	14	Août.	1828	Enquête.	36	251	29	2	243	29	2	133	83	385
Paris.	14	Août.	1828	Jug. par défaut.	36	250	29	2	134	29	2	142	83	395
Rennes.	15	Août.	1828	Comparution.	36	70	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	17	Août.	1828	Faillite.	36	61	29	2	156	29	2	219	...	....
Cassation.	17	Août.	1828	Avoué.	35	379	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	18	Août.	1828	Enquête.	36	113	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Août.	1828	Compétence.	36	126	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1828	Expertise.	36	115	29	1	34	..	..	....	83	600
Cassation.	21	Août.	1828	Appel.	35	375	29	1	31	28	1	396	83	495
Décis. min. fin.	22	Août.	1828	Inscription.	35	361	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	23	Août.	1828	Chamb. des notaires.	36	137	28	2	312	29	2	96	...	....
Cassation.	25	Août.	1828	Ordre.	36	117	28	1	322	..	..	....	82	582
Montpellier.	25	Août.	1828	Exécut. provisoire.	36	119	28	2	307	28	2	246	...	....
Aix.	25	Août.	1828	Exception.	36	17	29	2	80	29	2	123	...	....
Rouen.	25	Août.	1828	Jugement.	38	111	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	25	Août.	1828	Appel.	35	377	29	2	13	28	2	207	...	....
Caen.	25	Août.	1828	Avoué.	39	321	31	2	46	..	..	....	...	....
Poitiers.	26	Août.	1828	Enquête.	36	6	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	26	Août.	1828	Trib. de commerce.	35	298	29	2	88	29	2	132	...	....
Toulouse.	28	Août.	1828	Dépens.	39	165	30	2	191	30	2	111	...	....
Bordeaux.	29	Août.	1828	Dépens.	36	145	29	2	132	..	..	....	...	....
Lyon.	30	Août.	1828	Arbitres.	36	267	29	2	145	29	2	11	85	74
Lyon.	30	Août.	1828	Emprisonnement.	35	285	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Août.	1828	Exploit.	35	350	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	31	Août.	1828	C. privés des colon.	36	13	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	4	Septemb.	1828	Juge de paix.	35	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. adm. enr.	12	Septemb.	1828	Enregistrement.	36	102	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	17	Septemb.	1828	Compétence.	42	251	29	2	26	..	..	....	...	....
Décis. adm. enr.	23	Septemb.	1828	Saisie-arrêt.	35	315	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	24	Septemb.	1828	Chambre correct.	35	220	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	26	Septemb.	1828	Enregistrement.	36	27	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Septemb.	1828	Exception.	36	44	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Octobre.	1828	Jug. par défaut.	36	90	28	2	338	29	2	19	82	523
Délib. de l'enreg.	10	Octobre.	1828	Enregistrement.	35	368	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	12	Octobre.	1828	Colonies.	37	96	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	13	Octobre.	1828	Saisie immobilière.	39	215	30	2	160	30	2	152	...	....
Décis. de l'enreg.	19	Octobre.	1828	Avoué.	36	5	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	19	Octobre.	1828	Procédure.	37	95	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	23	Octobre.	1828	Désistement.	40	22	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	29	Octobre.	1828	Roulage.	35	390	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	29	Octobre.	1828	Colonies.	37	139	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	5	Novemb.	1828	Compétence.	38	26	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	5	Novemb.	1828	Conseil d'état.	35	388	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Novemb.	1828	Avoué.	36	38	28	1	401	28	1	435	...	....
Décision minist.	7	Novemb.	1828	Amende.	36	101	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	8	Novemb.	1828	Enquête.	36	322	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Novemb.	1828	Protestation.	40	159	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Novemb.	1828	Tierce opposition.	36	42	29	1	86	28	1	438	83	95
Paris.	11	Novemb.	1828	Avoué.	36	220	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Novemb.	1828	Avoué.	36	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Novemb.	1828	Jugement.	36	109	28	1	404	29	1	9	83	412
Cassation.	11	Novemb.	1828	Cassation.	36	222	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1828	Vérification d'écrit.	36	216	29	1	25	29	1	10	84	501
Cassation.	12	Novemb.	1828	Appel.	36	83	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1828	Inscription de faux.	36	107	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1828	Saisie immobilière.	36	217	29	1	125	29	1	11	83	607

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Ord. du R.	12	Novemb.	1828	Prud'hommes.	35	389	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	13	Novemb.	1828	Exceptions.	36	334	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	14	Novemb.	1828	Offres réelles.	40	284	..	..	....	..	..	....	...	....
Besançon.	14	Novemb.	1828	Compétence.	36	256	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Novemb.	1828	Enregistrement.	36	215	28	1	411	29	1	14	83	279
Paris.	15	Novemb.	1828	Appel.	36	215	29	2	14	29	2	65	85	233
Angers.	15	Novemb.	1828	Avocat.	37	208	29	2	7	28	2	64	...	....
Ord. du R.	16	Novemb.	1828	Prorog. des ch. temp.	36	12	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	17	Novemb.	1828	Exploit.	36	60	29	2	55	..	.	....	...	....
Bastia.	17	Novemb.	1828	Dernier ressort.	36	62	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Novemb.	1828	Saisie immobilière.	36	239	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	18	Novemb.	1828	Avocat.	36	140	29	2	228	29	2	81	...	....
Bruxelles.	19	Novemb.	1828	Jug. par défaut.	36	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Novemb.	1828	Action.	36	214	29	1	110	29	1	22	83	493
Cassation.	19	Novemb.	1828	Jugement.	36	241	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	19	Novemb.	1828	Exploit.	36	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	20	Novemb.	1828	Dernier ressort.	37	51	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	21	Novemb.	1828	Dernier ressort.	38	234	29	2	148	29	2	186	84	386
Bordeaux.	21	Novemb.	1828	Ordre.	38	23	29	2	253	29	2	297	84	366
Cassation.	22	Novemb.	1828	Dépens.	36	34	28	1	410	..	..	....	...	....
Poitiers.	25	Novemb.	1828	Appel.	36	134	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Novemb.	1828	Conciliation.	36	67	29	1	9	29	1	32	83	62
Cassation.	25	Novemb.	1828	Motif.	36	38	28	1	408	29	1	32	...	....
Cassation.	25	Novemb.	1828	Autorisation.	36	31	28	1	409	29	1	31	83	497
Angers.	26	Novemb.	1828	Garantie.	38	14	29	2	328	29	2	288	...	....
Riom.	26	Novemb.	1828	Compromis.	41	575	29	2	174	29	2	150	...	....
Rouen.	26	Novemb.	1828	Arbitrage.	39	66	30	2	136	30	2	67	...	....
Cassation.	26	Novemb.	1828	Compétence.	36	197	29	1	9	..	..	....	83	75
Riom.	26	Novemb.	1828	Action possessoire.	37	25	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Novemb.	1828	Ordre.	36	244	29	1	117	29	1	38	83	499
Cassation.	26	Novemb.	1828	Surenchère.	36	246	29	1	18	29	1	37	83	476
Bordeaux.	26	Novemb.	1828	Saisie-exécution.	37	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	26	Novemb.	1828	Action.	45	460	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Novemb.	1828	Autorisation.	36	195	29	1	124	29	1	39	83	605
Paris.	27	Novemb.	1828	Exceptions.	36	192	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	28	Novemb.	1828	Discipline judiciaire.	36	131	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	28	Novemb.	1828	Enquête.	36	227	29	2	191	29	2	206	...	....
Lyon.	29	Novemb.	1828	Désistement.	36	192	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	29	Novemb.	1828	Appel.	37	34	29	2	140	..	..	....	...	....
Bruxelles.	29	Novemb.	1828	Exploit.	36	334	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	1	Décemb.	1828	Amende.	36	101	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	1	Décemb.	1828	Saisie immobilière.	36	136	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	1	Décemb.	1828	Exécut. provisoire.	36	191	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	2	Décemb.	1828	Saisie-arrêt.	36	189	29	2	160	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Décemb.	1828	Appel.	36	188	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Décemb.	1828	Arbitrage.	36	184	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	2	Décemb.	1828	Péremption.	36	231	..	..	....	..	..	....	..	....
Arrêté du c. d'ét.	3	Décemb.	1828	Justice de paix.	38	130	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	3	Décemb.	1828	Contraint. par corps.	36	193	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Décemb.	1828	Récusation.	36	188	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	4	Décemb.	1828	Arbitrage.	36	213	29	2	76	29	2	63	83	114
Bruxelles.	4	Décemb.	1828	Huissier.	38	142	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	5	Décemb.	1828	Contraint. par corps.	40	152	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	5	Décemb.	1828	Compétence.	36	332	29	2	124	..	..	....	...	....
Riom.	5	Décemb.	1828	Saisie-arrêt.	36	174	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Décemb.	1828	Demande nouvelle.	36	178	29	1	247	29	1	53	...	....
Bordeaux.	9	Décemb.	1828	Huissier.	36	181	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1828	Enquête.	36	224	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	9	Décemb.	1828	Faux incident civil.	37	324	30	2	64	30	2	41	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1828	Jug. interlocutoire.	36	179	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1828	Avoué.	36	181	29	1	78	29	1	61	84	198
Bordeaux.	9	Décemb.	1828	Exploit.	36	180	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1828	Huissier.	36	140	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Décemb.	1828	Huissier.	36	149	29	1	256	29	1	60	...	....
Cassation.	10	Decemb.	1828	Avoué.	36	183	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Decemb.	1828	Licitation.	37	214	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	15	Décemb.	1828	Scellés.	40	111	29	2	149	29	2	171	...	....
Cassation.	16	Décemb.	1828	Arbitrage.	36	171	29	1	296	29	1	66	84	28
Cassation.	16	Décemb.	1828	Acquiescement.	36	171	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Décemb.	1828	Saisie immobilière.	36	170	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	16	Décemb.	1828	Exploit.	36	86	30	1	380	30	1	248	...	....
Dijon.	17	Décemb.	1828	Désistement.	40	186	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Décemb.	1828	Récusation.	36	172	30	1	111	29	1	68	85	501
Cassation.	17	Décemb.	1828	Huissier.	36	168	29	1	157	29	1	76	84	399

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p.	PALAIS. v.	p.
Décis. de l'enreg.	18	Décemb.	1828	Avoué.	36	6	..	..	....	..	..	....	...	....
Délib. de l'enreg.	19	Décemb.	1828	Enregistrement.	36	234	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	22	Décemb.	1828	Garantie.	36	88	29	2	127	29	2	90	83	457
Cassation.	22	Décemb.	1828	Saisie immobilière.	36	164	29	1	67	29	1	73	83	272
Bordeaux.	23	Décemb.	1828	Contraint. par corps.	37	25	29	2	152	29	2	170	...	....
Cassation.	23	Décemb.	1828	Exploit.	36	162	29	1	58	29	1	79	85	200
Cassation.	24	Décemb.	1828	Autorisation.	36	162	29	1	156	29	1	82	...	....
Bordeaux.	24	Décemb.	1828	Saisie-arrêt.	36	176	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	26	Décemb.	1828	Discipline.	37	222	29	2	212	29	2	160	84	547
Ord. du R.	28	Décemb.	1828	Avoués.	36	12	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Décemb.	1828	Action possessoire.	36	236	29	1	70	29	1	8	83	563
Cassation.	30	Décemb.	1828	Enquête sommaire.	36	161	29	1	156	29	1	84	84	596
Poitiers.	30	Décemb.	1828	Enquête.	36	128	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	30	Décemb.	1828	Péremption.	37	155	30	2	96	30	2	11	...	....
Cassation.	30	Décemb.	1828	Demande nouvelle.	36	248	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	31	Décemb.	1828	Dernier ressort.	36	341	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	31	Décemb.	1828	Traité.	36	348	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	3	Janvier.	1829	Compétence.	38	226	29	2	176	29	2	149	...	....
Arrêté du c. d'ét.	11	Janvier.	1829	Conflit.	38	130	29	2	239	..	..	....	...	....
Grenoble.	12	Janvier.	1829	Exploit.	38	118	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	13	Janvier.	1829	Saisie immobilière.	37	243	29	2	195	29	2	143	84	358
Toulouse.	16	Janvier.	1829	Exécution.	38	289	30	2	21	..	..	....	...	....
Toulouse.	22	Janvier.	1829	Saisie-arrêt.	39	287	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	23	Janvier.	1829	Autoris. comm.	42	417	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	23	Janvier.	1829	Arbitrage.	41	572	29	2	173	..	..	....	...	....
Nîmes.	24	Janvier.	1829	Jug. par défaut.	38	230	29	2	69	29	2	126	86	572
Colmar.	26	Janvier.	1829	Jugement arbitral.	37	172	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	26	Janvier.	1829	Saisie immobilière.	39	225	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	28	Janvier.	1829	Compétence.	40	112	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Janvier.	1829	Cassation.	40	34	29	1	154	29	1	126	...	....
Poitiers.	29	Janvier.	1829	Failli.	37	85	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	29	Janvier.	1829	Autorisation.	37	175	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	30	Janvier.	1829	Trib. de comm.	40	276	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	31	Janvier.	1829	Enquête.	37	232	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	31	Janvier.	1829	Enquête.	37	139	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	2	Février.	1829	Avoué.	39	52	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	4	Février.	1829	Offres réelles.	41	694	29	2	196	29	2	243	...	....
Grenoble.	4	Février.	1829	Saisie immobilière.	38	109	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	5	Février.	1829	Avoué.	37	63	29	2	256	29	2	263	...	....
Poitiers.	6	Février.	1829	Déclinatoire.	37	188	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Février.	1829	Compétence.	38	232	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	7	Février.	1829	Avoué.	37	5	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	7	Février.	1829	Licitation.	40	14	29	2	170	29	2	113	...	....
Rouen.	9	Février.	1829	Interrogatoire.	40	8	30	2	216	30	2	270	...	....
Bourges.	9	Février.	1829	Saisie immobilière.	39	201	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	10	Février.	1829	Saisie-arrêt.	40	59	..	..	....	..	..	....	...	....
Liége.	11	Février.	1829	Administ. de l'enreg.	40	434	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	12	Février.	1829	Enquête.	37	184	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	13	Février.	1829	Exception.	38	26	29	2	198	29	2	270	...	....
Rouen.	16	Février.	1829	Récusation.	39	284	30	2	344	..	..	....	88	151
Grenoble.	16	Février.	1829	Enquête.	37	76	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	17	Février.	1829	Jugement.	38	242	29	2	122	..	..	....	...	....
Caen.	18	Février.	1829	Saisie immobilière.	39	231	30	2	222	30	2	235	...	....
Grenoble.	18	Février.	1829	Saisie immobilière.	39	208	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Février.	1829	Appel.	38	32	29	1	414	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Février.	1829	Dépens.	38	227	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	20	Février.	1829	Ordre.	37	181	29	2	275	29	2	263	...	....
Cassation.	20	Février.	1829	Dernier ressort.	39	24	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	21	Février.	1829	Surenchère.	38	227	29	2	264	..	..	....	84	437
Bourges.	21	Février.	1829	Jug. par défaut.	38	94	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	24	Février.	1829	Requête civile.	41	655	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	24	Février.	1829	Ordre.	38	241	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	25	Février.	1829	Avoué.	37	69	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	26	Février.	1829	Contraint. par corps.	37	34	29	2	136	29	2	136	83	437
Bordeaux.	27	Février.	1829	Surenchère.	38	22	29	2	325	29	2	271	...	....
Paris.	2	Mars.	1829	Jug. par défaut.	38	230	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Mars.	1829	Discipline.	37	29	29	1	245	29	1	162	85	550
Cassation.	4	Mars.	1829	Jugement.	37	6	29	1	92	29	1	165	84	102
Bruxelles.	4	Mars.	1829	Dépens.	37	256	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	5	Mars.	1829	Compétence.	37	164	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	5	Mars.	1829	Action.	37	111	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Mars.	1829	Interlocutoire.	37	109	29	1	91	29	1	170	85	383
Cassation.	10	Mars.	1829	Réintégrande.	37	112	29	1	1	29	1	172	84	281
Cassation.	10	Mars.	1829	Garant.	38	236	29	1	142	29	1	171	84	21

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS v.	PALAIS p.
Cassation.	12	Mars.	1829	Prorogation.	37	115	29	1	146	29	1	[illegible]	...	....
Liége.	12	Mars.	1829	Exploit.	41	408	..	..	....	..	..	....	...	....
Dijon.	12	Mars.	1829	Défaut.	38	161	30	2	111	30	2	170	...	....
Paris.	12	Mars.	1829	Commerçant.	39	159	29	2	164	29	2	196	84	544
Cassation.	17	Mars.	1829	Jugement.	38	245	29	1	139	29	1	300	...	....
Bordeaux.	17	Mars.	1829	Ministère public.	37	17	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Mars.	1829	Notaire.	37	16	29	1	140	29	1	181	83	595
Riom.	18	Mars.	1829	Jug. par défaut.	37	237	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Mars.	1829	Quittance.	41	522	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Mars.	1829	Appel.	41	519	29	1	423	29	1	185	85	276
Cassation.	18	Mars.	1829	Exprop. pour ut. pu.	38	245	29	1	375	29	1	189	85	191
Bordeaux.	20	Mars.	1829	Nullité substantielle	38	90	30	2	42	30	2	91	85	372
Bourges.	21	Mars.	1829	Sommation.	39	39	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	23	Mars.	1829	Notaires.	44	533	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	23	Mars.	1829	Notaires.	37	82	29	2	121	..	..	....	...	....
Paris.	23	Mars.	1829	Tiers saisi.	37	15	29	2	165	..	..	....	83	520
Grenoble.	23	Mars.	1829	Avoué.	37	295	29	2	296	..	..	....	...	....
Bruxelles.	25	Mars.	1829	Exception.	37	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	25	Mars.	1829	Appel.	37	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	25	Mars.	1829	Péremption.	37	211	29	2	305	29	2	171	...	....
Cassation.	25	Mars.	1829	Arbitrage.	41	517	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	25	Mars.	1829	Saisie immobilière.	39	198	29	2	344	29	2	204	...	....
Cassation.	25	Mars.	1829	Faux incident.	38	255	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	27	Mars.	1829	Compétence.	38	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	27	Mars.	1829	Ordre.	37	180	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Mars.	1829	Distribution.	37	187	29	2	242	29	2	261	...	....
Bourges.	30	Mars.	1829	Exception.	37	191	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Mars.	1829	Expertise.	37	230	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	31	Mars.	1829	Appel.	37	204	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Mars.	1829	Partage.	41	515	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Mars.	1829	Contraint. par corps.	40	[illegible]	29	1	[illegible]	29	1	[illegible]	84	349
Décision minist.	31	Mars.	1829	Discipline.	38	41	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	1	Avril.	1829	Question préjudic.	37	182	29	2	214	29	2	236	...	....
Cassation.	2	Avril.	1829	Avoué.	37	69	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Avril.	1829	Sous-ordre.	38	[illegible]	29	1	194	29	1	209	85	170
Bordeaux.	3	Avril.	1829	Compétence.	39	311	..	..	....	29	2	285	...	....
Bordeaux.	4	Avril.	1829	Appel.	37	338	29	2	342	29	2	216	...	....
Toulouse.	6	Avril.	1829	Action domaniale.	39	292	29	2	183	29	2	161	...	....
Paris.	7	Avril.	1829	Péremption.	38	277	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Avril.	1829	Ventes aux enchères.	37	[illegible]	29	1	283	29	1	213	84	[illegible]
Cassation.	8	Avril.	1829	Exploit.	37	315	29	1	[illegible]	29	1	212	84	388
Cassation.	8	Avril.	1829	Dommage.	38	[illegible]	29	1	191	29	1	214	85	387
Bordeaux.	8	Avril.	1829	Domicile.	40	107	29	2	[illegible]	29	2	217	...	....
Cassation.	9	Avril.	1829	Cassation.	37	35	29	1	129	29	1	215	85	419
Décis. de l'adm.	10	Avril.	1829	Notaire.	37	[illegible]	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	11	Avril.	1829	Appel.	37	293	29	2	239	29	2	207	84	357
Bruxelles.	14	Avril.	1829	Exception.	37	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	14	Avril.	1829	Enquête.	37	231	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Avril.	1829	Récusation.	39	152	29	1	241	29	1	220	84	99
Cassation.	15	Avril.	1829	Contraint. p. corps.	37	205	29	1	187	29	1	241	84	570
Décis. de l'adm.	16	Avril.	1829	Notaires.	37	[illegible]	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	19	Avril.	1829	Défaut.	37	[illegible]	[illegible]	2	227	29	2	[illegible]	87	104
Cassation.	28	Avril.	1829	Arbitre forcé.	37	[illegible]	[illegible]	1	185	29	1	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cassation.	28	Avril.	1829	Action possessoire.	38	360	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Avril.	1829	Adjudication définit.	37	[illegible]	[illegible]	1	[illegible]	[illegible]	1	231	[illegible]	[illegible]
Paris.	29	Avril.	1829	Saisie immobilière.	37	[illegible]	[illegible]	2	[illegible]	[illegible]	2	[illegible]	84	[illegible]
Toulouse.	29	Avril.	1829	Protestation.	40	[illegible]	[illegible]	2	[illegible]	[illegible]	2	177	85	447
Bordeaux.	29	Avril.	1829	Ordre.	38	45	[illegible]	2	[illegible]	[illegible]	2	227	[illegible]	70
Riom.	30	Avril.	1829	Discipline.	38	[illegible]	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Avril.	1829	Saisie immobilière.	[illegible]	199	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Mai.	1829	Chose jugée.	37	[illegible]	[illegible]	1	[illegible]	[illegible]	1	[illegible]	[illegible]	306
Bruxelles.	2	Mai.	1829	Saisie-arrêt.	[illegible]	150	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	4	Mai.	1829	Avoué.	37	27	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	4	Mai.	1829	Interrogatoire.	39	95	30	2	[illegible]	[illegible]	2	257	...	....
Orléans.	5	Mai.	1829	Dépens.	37	[illegible]	[illegible]	2	[illegible]	..	..	....	...	....
Toulouse.	5	Mai.	1829	Interrogatoire.	[illegible]	[illegible]	[illegible]	2	184	[illegible]	2	111	...	....
Caen.	5	Mai.	1829	Saisie immobilière.	40	210	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Mai.	1829	Prorog. de juridict.	37	37	[illegible]	1	179	29	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cassation.	7	Mai.	1829	Communes.	37	210	[illegible]	1	107	29	1	[illegible]	...	....
Cassation.	7	Mai.	1829	Action possessoire.	[illegible]	602	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	7	Mai.	1829	Saisie immobilière.	[illegible]	[illegible]	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	8	Mai.	1829	Acquiescement.	37	[illegible]	[illegible]	2	325	..	..	....	85	157
Riom.	8	Mai.	1829	Intervention.	[illegible]	190	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	8	Mai.	1829	Enquête.	[illegible]	[illegible]	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Bordeaux.	9	Mai.	1829	Jugement.	37	239	..	..	....	..	..	....	85	136
Montpellier.	12	Mai.	1829	Témoins.	37	344	30	2	110	30	2	39	...	....
Poitiers.	13	Mai.	1829	Conciliation.	37	125	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Mai.	1829	Excès de pouvoir.	38	44	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Mai.	1829	Inscription de faux.	41	596	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	19	Mai.	1829	Ambassadeur.	40	107	29	2	264	29	2	185	84	433
Riom.	19	Mai.	1829	Enquête.	38	321	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	20	Mai.	1829	Appel.	37	236	29	2	258	29	2	185	84	430
Cassation.	20	Mai.	1829	Juge de paix.	37	142	29	1	352	..	..	....	...	....
Poitiers.	20	Mai.	1829	Acquiescement.	37	188	29	2	348	..	..	....	...	....
Montpellier.	20	Mai.	1829	Jugement.	37	346	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	20	Mai.	1829	Inscription de faux.	41	600	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	21	Mai.	1829	Ordre.	39	105	30	2	359	..	..	....	...	....
Poitiers.	22	Mai.	1829	Commerce.	41	696	29	2	194	29	2	247	...	....
Bourges.	22	Mai.	1829	Enquête.	37	192	29	2	236	29	2	211	85	348
Cassation.	26	Mai.	1829	Tiers arbitre.	38	344	29	1	227	29	1	253	84	394
Décis. de l'adm.	26	Mai.	1829	Cont. de mariage.	37	131	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	26	Mai.	1829	Témoins.	37	301	29	2	307	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Mai.	1829	Caution.	37	215	29	1	218	29	1	252	85	100
Montpellier.	27	Mai.	1829	Jugement.	37	328	30	2	133	30	2	45	...	....
Cassation.	27	Mai.	1829	Notaire.	37	143	29	1	351	29	1	256	...	....
Cassation.	27	Mai.	1829	Appel.	38	169	30	1	64	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	28	Mai.	1829	Conflit.	38	130	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Mai.	1829	Secrétaire.	39	69	30	2	118	30	2	140	...	....
Riom.	30	Mai.	1829	Jug. par défaut.	44	229	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	1	Juin.	1829	Récusation.	37	205	29	2	207	29	2	222	...	....
Bruxelles.	2	Juin.	1829	Jugement.	37	133	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	3	Juin.	1829	Saisie-arrêt.	37	334	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Juin.	1829	Appel.	37	176	29	2	261	..	..	....	...	....
Paris.	5	Juin.	1829	Etranger.	40	91	29	2	249	29	2	289	84	444
Bour es.	6	Juin.	1829	Dernier ressort.	38	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	9	Juin.	1829	Acquiescement.	37	188	29	2	348	..	..	....	...	....
Ord. du R.	10	Juin.	1829	Tribunal de comm.	36	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	11	Juin.	1829	Dernier ressort.	37	122	29	2	259	..	..	....	...	....
Poitiers.	11	Juin.	1829	Enquête.	37	61	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	11	Juin.	1829	Compétence.	40	275	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Juin.	1829	Comparut. personn.	40	84	29	1	292	..	..	....	...	....
Nîmes.	15	Juin.	1829	Emprisonnement.	37	314	29	2	322	29	2	290	85	147
Bruxelles.	15	Juin.	1829	Appel.	38	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	16	Juin.	1829	Jug. par défaut.	39	61	30	2	360	30	2	212	...	....
Orléans.	19	Juin.	1829	Appel incident.	42	727	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	22	Juin.	1829	Contraint. par corps.	37	241	29	2	208	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	23	Juin.	1829	Enregistrement.	37	135	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	23	Juin.	1829	Saisie immobilière.	37	173	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	23	Juin.	1829	Désistement.	39	152	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	23	Juin.	1829	Désistement.	38	170	30	2	33	30	2	152	86	460
Cassation.	24	Juin.	1829	Aut. comm.	38	105	29	1	363	29	1	279	84	601
Bruxelles.	25	Juin.	1829	Saisie-arrêt.	38	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	26	Juin.	1829	Saisie immobilière.	37	228	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	26	Juin.	1829	Actes de l'état civil.	39	156	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	28	Juin.	1829	Voitures.	37	94	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	28	Juin.	1829	Circonscription.	37	94	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	28	Juin.	1829	Appel.	37	158	29	2	346	..	..	....	...	....
Bourges.	29	Juin.	1829	Exploit.	41	569	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	30	Juin.	1829	Citation.	37	162	29	2	352	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Juin.	1829	Péremption.	38	333	30	2	101	30	2	175	...	....
Bourges.	30	Juin.	1829	Notaire.	38	15	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	2	Juillet.	1829	Avoué.	37	129	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	2	Juillet.	1829	Dépens.	37	203	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	3	Juillet.	1829	Désistement.	37	225	29	2	298	29	2	179	85	241
Loi.	4	Juillet.	1829	Postes.	37	93	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	4	Juillet.	1829	Exploit.	38	368	30	2	25[illegible]	30	2	248	88	471
Bruxelles.	6	Juillet.	1829	Exploit.	38	167	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	7	Juillet.	1829	Dernier ressort.	38	362	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	7	Juillet.	1829	Distribution.	38	122	30	2	103	30	2	59	86	133
Toulouse.	8	Juillet.	1829	Ordre.	41	693	30	2	236	30	2	263	88	149
Nancy.	9	Juillet.	1829	Formule exécutoire.	37	145	29	2	353	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Juillet.	1829	Juge de paix.	37	145	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	11	Juillet.	1829	Surenchère.	37	196	29	2	330	..	..	....	...	....
Grenoble.	11	Juillet.	1829	Cession de biens.	39	290	30	2	306	30	2	260	...	....
Paris.	11	Juillet.	1829	Faillite.	41	524	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	11	Juillet.	1829	Partage.	38	160	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Juillet.	1829	Adjudication définit.	37	159	29	1	397	29	1	299	...	....
Nîmes.	14	Juillet.	1829	Exploit.	42	62	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Bordeaux.	14	Juillet.	1829	Désistement.	37	234	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Juillet.	1829	Partage d'opinions.	37	154	29	1	316	29	1	304	85	186
Loi.	15	Juillet.	1829	Vol militaire.	37	62	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Juillet.	1829	Action possessoire.	38	25	29	1	306	29	1	402	...	....
Cassation.	15	Juillet.	1829	Assurances.	38	28	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Juillet.	1829	Titre.	39	98	29	1	305	29	1	304	...	....
Cassation.	16	Juillet.	1829	Témoins.	38	175	30	2	142	..	..	....	...	....
Lyon.	17	Juillet.	1829	Jug. par défaut.	44	196	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	17	Juillet.	1829	Enregistrement.	46	684	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	17	Juillet.	1829	Saisie immobilière.	37	203	29	2	323	29	2	197	84	566
Paris.	17	Juillet.	1829	Témoins.	38	325	29	2	338	29	2	197	84	567
Bourges.	17	Juillet.	1829	Saisie immobilière.	39	216	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	19	Juillet.	1829	Hypothèques.	37	138	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	20	Juillet.	1829	Témoins.	37	232	29	2	297	29	2	177	...	....
Décision minist.	22	Juillet.	1829	Enregistrement.	37	285	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	22	Juillet.	1829	Jugement.	37	227	29	2	305	29	2	177	...	....
Délib. de l'enreg.	23	Juillet.	1829	Enregistrement.	38	103	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	27	Juillet.	1829	Saisie-arrêt.	37	337	29	2	349	29	2	223	...	....
Délib. de l'adm.	28	Juillet.	1829	Amende.	37	152	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	28	Juillet.	1829	Appel.	38	171	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	30	Juillet.	1829	Saisie immobilière.	39	205	30	2	116	29	2	248	...	....
Bordeaux.	30	Juillet.	1829	Officier ministériel.	38	172	30	2	7	28	2	6	...	....
Paris.	30	Juillet.	1829	Tierce opposition.	38	122	30	2	101	30	2	58	86	129
Bordeaux.	31	Juillet.	1829	Vérification d'écrit.	38	161	30	2	8	30	2	2	...	....
Cassation.	31	Juillet.	1829	Frais.	37	157	29	1	396	29	1	317	...	....
Metz.	1	Août.	1829	Partie civile.	37	285	29	2	289	..	..	....	...	....
Colmar.	1	Août.	1829	Dépens.	38	353	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	1	Août.	1829	Appel.	39	99	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	1	Août.	1829	Référé.	39	175	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Août.	1829	Appel.	37	279	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Août.	1829	Jugement.	37	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Août.	1829	Saisie immobilière.	39	210	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	6	Août.	1829	Appel.	37	293	29	2	348	29	2	210	...	....
Paris.	6	Août.	1829	Commerçant.	37	313	29	2	316	29	2	169	85	152
Paris.	6	Août.	1829	Tiers arbitre.	39	149	30	2	123	30	2	107	...	....
Cassation.	6	Août.	1829	Tribunal de police.	38	36	29	1	423	29	1	329	...	....
Bordeaux.	7	Août.	1829	Appel.	37	310	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Août.	1829	Partie civile.	37	137	29	1	369	29	1	325	...	....
Bordeaux.	7	Août.	1829	Exploit.	38	152	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Août.	1829	Rapport de juge.	37	150	29	1	393	29	1	327	...	....
Limoges.	10	Août.	1829	Avoué.	37	306	29	2	286	29	2	302	...	....
Paris.	11	Août.	1829	Commerce.	39	159	29	2	329	..	..	....	85	211
Cassation.	11	Août.	1829	Recrutement.	40	85	29	1	298	29	1	328	...	....
Cassation.	12	Août.	1829	Juge auditeur.	37	287	29	1	436	29	1	333	...	....
Nîmes.	12	Août.	1829	Ordre.	39	74	30	2	359	..	..	....	...	....
Douai.	12	Août.	1829	Saisie-arrêt.	39	335	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Août.	1829	Inscription de faux.	38	12	29	1	299	..	..	....	...	....
Bourges.	13	Août.	1829	Surenchère.	39	87	30	2	201	30	2	128	...	....
Toulouse.	13	Août.	1829	Opposition.	38	114	30	2	71	30	2	122	...	....
Bordeaux.	14	Août.	1829	Jugement.	37	279	29	1	385	..	..	....	...	....
Paris.	14	Août.	1829	Contraint. par corps.	38	20	30	2	11	29	2	283	85	342
Bourges.	17	Août.	1829	Plaidoiries.	37	275	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	18	Août.	1829	Séparation de biens.	37	132	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	18	Août.	1829	Jugement.	37	331	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Août.	1829	Jugement.	37	288	29	1	434	29	1	337	...	....
Décision minist.	18	Août.	1829	Enregistrement.	37	285	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Août.	1829	Jugement.	37	295	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	19	Août.	1829	Conciliation.	38	167	30	2	6	30	2	46	86	351
Bordeaux.	20	Août.	1829	Honoraires.	37	280	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	21	Août.	1829	Compétence.	38	159	30	2	94	30	2	10	...	....
Bordeaux.	21	Août.	1829	Appel.	37	310	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	24	Août.	1829	Avocat.	37	319	30	2	4	30	2	76	...	....
Bourges.	24	Août.	1829	Avoué.	37	275	30	2	4	..	..	....	...	....
Bordeaux.	24	Août.	1829	Opposition.	37	282	30	2	24	30	2	69	...	....
Nîmes.	24	Août.	1829	Jugement.	38	320	30	2	165	30	2	273	...	....
Paris.	24	Août.	1829	Compétence.	38	17	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Août.	1829	Chambre notariale.	37	290	30	1	158	..	..	....	...	....
Colmar.	25	Août.	1829	Enquête.	38	356	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Août.	1829	Jugement.	37	292	30	2	22	..	..	....	85	455
Ord. du R.	26	Août.	1829	Huissiers.	37	139	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	26	Août.	1829	Jug. par défaut.	37	323	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	26	Août.	1829	Enquête.	42	286	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	27	Août.	1829	Actes respectueux.	42	270	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	27	Août.	1829	Ordre.	37	304	29	2	288	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Paris.	27	Août.	1829	Défense.	37	277	29	2	321	29	2	242	85	142
Cassation.	27	Août.	1829	Action possessoire.	39	67	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	27	Août.	1829	Enquête.	41	527	30	2	309	30	2	220	...	....
Cassation.	27	Août.	1829	Acquiescement.	38	351	29	1	433	29	1	348	...	....
Nimes.	28	Août.	1829	Saisie immobilière.	39	225	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Août.	1829	Défense.	38	534	..	..	....	..	..	....	...	....
Orleans.	28	Août.	1829	Ordre.	38	173	30	2	59	30	2	96	85	572
Bordeaux.	28	Août.	1829	Avoué.	38	139	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	28	Août.	1829	Appel.	39	46	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	29	Août.	1829	Dernier ressort.	38	133	30	2	176	30	2	82	86	417
Montpellier.	29	Août.	1829	Surenchère.	37	298	29	2	284	..	..	....	...	....
Lyon.	29	Août.	1829	Saisie immobilière.	39	206	30	2	17	29	2	247	...	....
Nîmes.	30	Août.	1829	Reprise d'instance.	37	296	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	31	Août.	1829	Enquête.	41	579	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Septemb.	1829	Ministère public.	38	32	29	1	414	..	..	....	...	....
Pau	3	Septemb.	1829	Signification à avoué.	39	221	30	2	150	30	2	289	...	....
Délib. de l'enreg.	7	Septemb.	1829	Enregistrement.	38	103	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	9	Septemb.	1829	Exécution prov.	40	28	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	10	Septemb.	1829	Contraint. par corps.	41	565	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Septemb.	1829	Opposition.	38	324	29	1	413	29	1	354	...	....
Cassation.	12	Septemb.	1829	Avocat.	39	82	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	17	Septemb.	1829	Emprisonnement.	38	180	30	2	41	30	2	26	85	525
Paris.	17	Septemb.	1829	Contraint. p. corps.	38	179	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	23	Septemb.	1829	Exécution prov.	39	97	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Septemb.	1829	Etranger.	39	157	30	1	151	29	1	364	88	92
Cassation.	8	Octobre.	1829	Notaire.	37	268	29	1	377	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Octobre.	1829	Appel.	38	54	29	1	433	29	1	368	...	....
Décis. minist.	12	Octobre.	1829	Officier ministér.	38	55	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	13	Octobre.	1829	Emprisonnement.	37	343	30	2	30	29	2	300	85	459
Cassation.	15	Octobre.	1829	Récusation.	38	50	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. minist.	23	Octobre.	1829	Discipline.	38	43	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. minist.	2	Novemb.	1829	Contraint. p. corps.	37	270	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. minist.	3	Novemb.	1829	Enregistrement.	38	52	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Novemb.	1829	Acquiescement.	38	166	30	2	57	30	2	98	...	....
Bruxelles.	10	Novemb.	1829	Tribunaux.	41	561	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Novemb.	1829	Expert.	38	39	29	1	406	29	1	416	...	....
Bruxelles.	11	Novemb.	1829	Exploit.	41	559	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Novemb.	1829	Dernier ressort.	39	169	30	1	37	29	1	380	86	228
Toulouse.	12	Novemb.	1829	Vérification d'écrit.	39	54	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1829	Partie civile.	38	18	30	1	119	29	1	397	...	....
Cassation.	17	Novemb.	1829	Matière sommaire.	41	519	30	1	321	29	1	419	86	328
Montpellier.	17	Novemb.	1829	Péremption.	38	327	30	2	176	30	2	95	87	200
Cassation.	17	Novemb.	1829	Jugement interloc.	38	37	29	1	405	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Novemb.	1829	Ministère public.	38	46	30	1	50	29	1	384	...	....
Toulouse.	18	Novemb.	1829	Saisie immobilière.	39	107	30	2	170	30	2	79	87	199
Paris.	19	Novemb.	1829	Interrogatoire.	39	153	30	2	241	30	2	269	87	397
Bordeaux.	20	Novemb.	1829	Contrainte p. corps.	39	44	..	..	....	..	..	....	...	....
Nimes.	20	Novemb.	1829	Tierce opposition.	39	158	30	2	160	30	2	133	...	....
Ord. du R.	22	Novemb.	1829	Ch. temporaires.	37	328	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1829	Acquiescement.	38	35	29	1	403	29	1	402	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1829	Protêt.	38	154	30	1	113	30	1	18	87	85
Lyon.	23	Novemb.	1829	Péremption.	38	197	30	2	104	30	2	34	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1829	Compulsoire.	38	194	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	24	Novemb.	1829	Exécution.	38	130	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Novemb.	1829	Adjudication prép.	38	38	29	1	403	..	..	....	...	....
Rennes.	24	Novemb.	1829	Appel.	38	9	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	24	Novemb.	1829	Folle enchère.	39	160	30	2	93	30	2	159	86	515
Bruxelles.	25	Novemb.	1829	Interrogatoire.	39	94	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	26	Novemb.	1829	Saisie-exécution.	37	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	27	Novemb.	1829	Surenchère.	38	300	30	2	56	30	2	42	...	....
Cassation.	28	Novemb.	1829	Dépens.	40	331	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Novemb.	1829	Arrérages.	41	522	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Novemb.	1829	Ordre.	38	163	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	1	Décemb.	1829	Huissier.	37	321	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Décemb.	1829	Décès.	38	121	30	1	24	30	1	15	87	139
Cassation.	1	Décemb.	1829	Action possessoire.	38	290	30	1	32	30	1	17	...	....
Nancy.	1	Décemb.	1829	Taxe.	38	273	30	2	182	30	2	49	87	356
Cassation.	1	Décemb.	1829	Cassation.	38	137	30	1	20	30	1	15	...	....
Toulouse.	3	Décemb.	1829	Appel.	38	315	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	3	Décemb.	1829	Compétence.	42	191	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	4	Décemb.	1829	Compétence.	42	191	30	2	84	30	2	35	...	....
Bordeaux.	4	Décemb.	1829	Adjudication prép.	38	126	30	2	163	30	2	282	...	....
Toulouse.	4	Décemb.	1829	Dernier ressort.	38	223	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	5	Décemb.	1829	Faux incident.	40	97	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Cassation.	7	Décemb.	1829	Exploit.	38	157	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	7	Décemb.	1829	Scellés.	39	73	30	2	78	30	2	75	86	36
Cassation.	8	Décemb.	1829	Action.	38	128	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	8	Décemb.	1829	Dernier ressort.	39	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	8	Décemb.	1829	Faillite.	39	15	30	2	66	30	2	119	87	53
Douai.	9	Décemb.	1829	Contraint. p. corps.	42	38	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	9	Décemb.	1829	Nullité.	39	80	30	2	107	..	..	....	...	....
Bourges.	9	Décemb	1829	Adjudication définit.	38	269	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1829	Ordre.	38	135	30	1	8	30	1	26	86	440
Poitiers.	10	Decemb.	1829	Défaut joint.	38	260	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Décemb.	1829	Question préjudic.	39	90	..	..	....	..	..	....	...	....
Dijon.	12	Décemb.	1829	Appel.	40	185	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	14	Décemb.	1829	Saisie-exécution.	38	184	30	2	69	30	2	37	87	416
Bordeaux.	14	Décemb.	1829	Immeub. par destin.	38	155	30	2	70	..	..	....	...	....
Toulouse.	14	Décemb.	1829	Saisie immobilière.	39	214	30	2	221	30	2	59	...	....
Cassation.	15	Décemb.	1829	Ch. correctionnelle.	41	516	30	1	24	30	1	233	...	....
Poitiers.	16	Décemb.	1829	Ministère public.	39	162	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Décemb.	1829	Inscription de faux.	38	141	30	1	25	30	1	28	86	379
Poitiers.	16	Décemb.	1829	Demande principale.	38	8	30	2	205	30	2	57	...	....
Rennes.	17	Décemb.	1829	Jugement interloc.	38	29	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	17	Décemb.	1829	Exécution.	38	203	30	2	104	30	2	93	87	33
Riom.	19	Décemb.	1829	Exécution.	39	178	30	2	207	30	2	238	...	....
Décis. adm. enr.	21	Décemb.	1829	Enregistrement.	38	213	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	21	Décemb.	1829	Témoins.	38	5	30	2	73	30	2	53	...	....
Paris.	22	Décemb.	1829	Emprisonnement.	38	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	22	Décemb.	1829	Garant.	41	462	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Décemb.	1829	Conclusions.	38	146	30	1	55	30	1	36	87	301
Rennes.	24	Décemb.	1829	Désistement.	38	56	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	24	Décemb.	1829	Exploit.	39	11	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	24	Décemb.	1829	Appel.	41	558	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	24	Décemb.	1829	Avocat.	40	287	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Décemb.	1829	Action.	39	102	30	1	95	30	1	76	...	....
Bordeaux.	29	Décemb.	1829	Séparation de corps.	39	101	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Décemb.	1829	Exploit.	38	151	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	30	Décemb.	1829	Notaire.	38	312	30	2	149	30	2	64	87	44
Bordeaux.	30	Décemb.	1829	Jug. par défaut.	38	181	30	2	72	30	2	123	...	....
Nîmes.	31	Décemb.	1829	Appel.	38	315	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	2	Janvier.	1830	Saisie-arrêt.	39	43	30	2	154	30	2	81	86	253
Bourges.	2	Janvier.	1830	Appel.	40	310	31	2	70	31	2	78	...	....
Bordeaux.	4	Janvier.	1830	Avocat.	38	266	30	2	117	30	2	140	...	....
Bordeaux.	4	Janvier.	1830	Tierce opposition.	39	58	30	2	115	30	2	173	...	....
Dijon.	5	Janvier.	1830	Dernier ressort.	38	107	..	..	....	..	..	...	...	....
Aix.	5	Janvier.	1830	Office.	40	67	..	..	....	31	2	[illegible]	...	....
Cassation.	6	Janvier.	1830	Ordre.	38	177	30	1	51	30	1	82	87	22
Rennes.	6	Janvier.	1830	Témoins.	38	7	30	2	73	30	2	53	...	....
Poitiers.	7	Janvier.	1830	Péremption.	38	229	30	2	141	30	2	178	...	....
Bourges.	7	Janvier.	1830	Commiss. priseurs.	39	59	30	2	359	30	1	54	...	....
Cassation.	7	Janvier.	1830	Dépens.	39	89	30	1	146	..	..	....	...	....
Vic.	7	Janvier.	1830	Taxe.	42	350	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	8	Janvier.	1830	Défense orale.	38	325	30	2	188	30	2	195	...	....
Bordeaux.	8	Janvier.	1830	Dépens.	38	354	30	2	100	30	2	86	...	....
Colmar.	8	Janvier.	1830	Dernier ressort.	39	26	31	2	48	30	2	293	88	49
Paris.	9	Janvier.	1830	Vérification d'écrit.	38	224	30	2	126	30	2	151	86	272
Riom.	9	Janvier.	1830	Appel.	43	435	..	..	....	32	2	158	...	....
Cassation.	11	Janvier.	1830	Hospices.	38	183	30	1	49	30	1	58	88	87
Cassation.	11	Janvier.	1830	Aut. comm.	38	174	30	1	57	30	1	59	86	401
Paris.	12	Janvier.	1830	Péremption.	38	131	30	2	81	30	2	70	86	107
Montpellier.	12	Janvier.	1830	Arbitre forcé.	39	148	30	2	144	30	2	155	...	....
Caen.	12	Janvier.	1830	Appel.	41	627	30	2	213	..	..	....	...	....
Nîmes.	12	Janvier.	1830	Surenchère.	40	218	..	..	....	31	2	107	91	551
Bordeaux.	14	Janvier.	1830	Dépens.	38	354	..	..	....	30	2	89	...	....
Cassation.	14	Janvier.	1830	Citation.	38	202	30	1	154	30	1	66	...	....
Montpellier.	14	Janvier.	1830	Exploit.	39	48	..	..	....	30	2	213	...	....
Nancy.	14	Janvier.	1830	Autorisation.	39	85	30	2	80	31	2	64	...	....
Bruxelles.	14	Janvier.	1830	Avocat.	40	287	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Janvier.	1830	Exploit.	38	284	30	1	203	30	1	81	...	....
Paris.	15	Janvier.	1830	Enquête.	43	546	30	2	129	30	2	82	86	256
Cassation.	18	Janvier.	1830	Dernier ressort.	38	201	..	..	....	30	1	80	88	37
Cassation.	18	Janvier.	1830	Jugement.	38	193	30	1	192	30	1	57	...	....
Cassation.	18	Janvier.	1830	Jug. par défaut.	38	186	30	1	143	30	1	65	88	8
Pau.	18	Janvier.	1830	Séparation de corps.	38	349	30	2	183	30	2	73	...	....
Nîmes.	18	Janvier.	1830	Autorisation.	39	71	30	2	141	30	2	128	...	....
Décis. adm. enr.	19	Janvier.	1830	Ordre.	38	212	30	2	165	30	2	90	...	....
Décis. administ.	19	Janvier.	1830	Exploit.	44	371	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p.	PALAIS. v.	p.
Bordeaux.	19	Janvier.	1830	Contraint. par corps.	41	567	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	19	Janvier.	1830	Appel.	40	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	20	Janvier.	1830	Huissier.	38	68	30	2	179	30	2	92	89	46
Cassation.	20	Janvier.	1830	Adjudicataire.	38	329	30	1	74	30	1	89	87	289
Aix.	23	Janvier.	1830	Compétence.	40	34	30	2	85	33	2	233	...	....
Montpellier.	25	Janvier.	1830	Surenchère	39	184	..	..	....	..	..	....	88	241
Cassation.	26	Janvier.	1830	Cassation.	38	165	30	1	69	30	1	93	86	276
Cassation.	27	Janvier.	1830	Chose jugée.	39	144	30	1	72	30	1	94	87	366
Cassation.	28	Janvier.	1830	Ministere public.	38	280	30	1	140	30	1	99	87	391
Cassation.	28	Janvier.	1830	Defense.	38	292	30	1	66	30	1	99	87	387
Bruxelles.	28	Janvier.	1830	Dernier ressort.	41	599	..	..	....	33	2	39	...	....
Cassation.	29	Janvier.	1830	Jugement.	41	418	31	1	136	30	2	276	88	317
Toulouse.	30	Janvier.	1830	Désistement.	39	76	30	2	354	30	2	139	88	107
Dijon.	1	Février.	1830	Dernier ressort.	38	108	30	2	97	30	2	139	88	140
Cassation.	1	Février.	1830	Exceptions.	38	168	30	1	65	30	1	102	87	389
Cassation.	1	Février.	1830	Sursis	39	212	30	1	41	30	1	127	88	350
Cassation.	1	Fevrier.	1830	Exécution.	39	281	..	..	....	..	..	....	88	77
Cassation.	2	Fevrier.	1830	Saisie immobilière.	39	229	31	1	326	30	1	110	87	307
Colmar.	2	Février.	1830	Jug. par défaut.	40	296	..	..	....	..	..	....	88	492
Lyon.	3	Février.	1830	Appel.	41	484	31	2	251	31	2	112	...	....
Lyon.	3	Fevrier.	1830	Notaire.	38	310	30	2	122	30	2	95	87	261
Riom.	4	Février.	1830	Surenchère.	46	297	30	2	345	32	2	194	...	....
Cassation.	4	Février.	1830	Depens.	38	282	..	..	....	30	1	107	...	....
Bordeaux.	4	Février.	1830	Peremption.	38	340	30	2	173	30	2	230	87	32
Bordeaux.	4	Février.	1830	Appel.	39	50	..	..	....	30	2	213	87	48
Bordeaux.	5	Février.	1830	Preuve testimoniale.	39	34	30	2	138	30	2	162	87	126
Agen.	6	Février.	1830	Jug. par défaut.	42	52	..	..	....	32	2	189	...	....
Decis. disciplin.	6	Février.	1830	Etranger.	38	257	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Février.	1830	Temoins.	38	278	30	1	99	30	1	110	87	317
Riom.	8	Février.	1830	Enquête.	44	275	..	..	....	33	2	108	...	....
Poitiers.	9	Février.	1830	Exploit.	38	224	30	2	160	30	2	181	...	....
Bourges.	9	Fevrier.	1830	Dernier ressort.	39	23	30	2	189	30	2	134	...	....
Lyon.	9	Février.	1830	Office.	39	65	30	2	227	30	2	144	...	....
Riom.	11	Février.	1830	Tierce opposition.	40	45	30	2	254	..	..	....	...	....
Bruxelles.	12	Février.	1830	Faux incident.	41	594	..	..	....	33	2	37	...	....
Bordeaux.	12	Février.	1830	Dernier ressort.	39	219	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	12	Février.	1830	Demande nouvelle.	43	718	..	..	....	32	2	181	...	....
Bourges.	13	Février.	1830	Autorisation.	40	78	..	..	....	..	..	....	...	....
Orleans.	16	Février.	1830	Jug. par defaut.	39	140	30	2	219	30	2	186	87	202
Bordeaux.	16	Fevrier.	1830	Etranger.	39	164	30	2	212	30	2	130	...	....
Poitiers.	17	Fevrier.	1830	Expertise.	39	150	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Février.	1830	Saisie.	38	143	31	1	339	30	1	129	88	196
Bordeaux.	19	Fevrier.	1830	Acquiescement.	39	71	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1830	Huissier.	38	286	30	1	274	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1830	Huissier.	38	286	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	20	Février.	1830	Emprisonnement.	38	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1830	Exploit.	39	37	..	..	....	30	1	133	...	....
Bordeaux.	20	Février.	1830	Enquête.	39	78	..	..	....	..	..	....	88	410
Riom.	20	Février.	1830	Enquête.	39	291	30	2	316	33	2	133	...	....
Cassation.	22	Février.	1830	Tierce opposition.	38	312	30	1	94	30	1	137	86	450
Cassation.	22	Février.	1830	Succession.	38	317	..	..	....	30	1	138	...	....
Cassation.	22	Février.	1830	Partage.	41	517	..	..	....	30	1	138	..	....
Paris.	23	Février.	1830	Protêt.	40	51	30	2	349	30	2	252	88	139
Bourges.	26	Février.	1830	Appel.	39	36	30	2	165	30	2	129	...	....
Bruxelles.	27	Février.	1830	Ordre.	40	183	30	2	67	31	2	59	...	....
Rennes.	29	Février.	1830	Appel.	40	199	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	1	Mars.	1830	Requête civile.	40	141	30	2	186	30	2	175	...	....
Cassation.	1	Mars.	1830	Jugement arbitral.	38	304	30	1	183	30	1	144	87	86
Lyon.	2	Mars.	1830	Peremption.	41	470	31	2	268	31	2	114	...	....
Riom.	2	Mars.	1830	Verification d'écrit.	44	108	32	2	666	33	2	129	...	....
Douai.	3	Mars.	1830	Saisie-arrêt.	39	279	30	2	298	30	2	283	...	....
Poitiers.	4	Mars.	1830	Séperation de biens.	38	243	30	2	156	30	2	282	...	....
Paris.	4	Mars.	1830	Jug. par défaut.	38	296	30	2	124	30	2	108	86	458
Bruxelles.	4	Mars.	1830	Appel.	41	666	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	4	Mars.	1830	Jug. par défaut.	40	303	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	5	Mars.	1830	Ressort.	44	206	..	..	....	..	..	....	...	....
Dijon.	5	Mars.	1830	Appel.	40	186	32	2	87	31	2	204	...	....
Orléans.	5	Mars.	1830	Enquête.	38	365	30	2	212	30	2	132	...	....
Nimes.	6	Mars.	1830	Jug. par défaut.	39	138	31	2	68	31	2	75	90	373
Lyon.	8	Mars.	1830	Opposition.	39	127	30	2	228	30	2	138	...	....
Bordeaux.	9	Mars.	1830	Arbitrage.	39	125	30	2	372	30	2	145	88	419
Décis. adm. enr.	9	Mars.	1830	Juges de paix.	38	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	9	Mars.	1830	Frais.	40	21	..	..	....	33	2	249	...	....
Poitiers.	9	Mars.	1830	Arbitrage.	38	251	30	2	146	30	2	185	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Angers.	11	Mars.	1830	Jug. par défaut.	40	337	31	2	86	31	2	92	...	....
Poitiers.	11	Mars.	1830	Acte d'appel.	39	130	31	2	71	..	..	....	90	313
Paris.	13	Mars.	1830	Interrogatoire.	39	155	..	..	....	..	..	....	87	398
Douai.	13	Mars.	1830	Compétence.	42	164	..	..	....	31	2	191	...	....
Bourges.	13	Mars.	1830	Chose jugée.	40	181	30	2	350	33	2	82	88	47
Ord. du R.	14	Mars.	1830	Delits forestiers.	38	200	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Mars.	1830	Tierce opposition.	40	29	30	1	90	30	1	156	87	381
Riom.	15	Mars.	1830	Enquête.	45	435	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Mars.	1830	Action possessoire.	41	604	..	..	....	30	1	168	88	321
Cassation.	16	Mars.	1830	Tierce opposition.	41	513	..	..	....	30	1	171	87	108
Cassation.	17	Mars.	1830	Tierce opposition.	41	514	..	..	....	30	1	171	...	....
Cassation.	17	Mars.	1830	Enregistrement.	39	72	30	1	89	30	1	171	86	557
Cassation.	17	Mars.	1830	Etranger.	39	108	30	1	95	..	..	....	87	164
Bordeaux.	18	Mars.	1830	Péremption.	38	346	30	2	371	30	2	147	...	....
Bruxelles.	18	Mars.	1830	Péremption.	40	26	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Mars.	1830	Dépens.	38	363	30	1	269	30	1	175	...	....
Bourges.	20	Mars.	1830	Arbitrage.	39	33	30	2	132	30	2	185	...	....
Decision minist.	22	Mars.	1830	Procès-verbal.	39	318	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	22	Mars.	1830	Saisie-arrêt.	41	403	31	2	238	31	2	160	...	....
Cassation.	23	Mars.	1830	Communes.	38	264	30	1	199	30	1	177	87	170
Poitiers.	24	Mars.	1830	Appel.	38	209	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Mars.	1830	Licitation.	39	56	30	1	133	31	1	28	88	153
Nîmes.	24	Mars.	1830	Jug. par défaut.	40	164	30	2	378	30	2	240	88	236
Cassation.	25	Mars.	1830	Faux incident.	38	255	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	25	Mars.	1830	Vapeur.	38	247	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	25	Mars.	1830	Faillite.	39	89	30	2	184	30	2	168	87	43
Lyon.	25	Mars.	1830	Appel.	44	208	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	25	Mars.	1830	Déclinatoire.	44	212	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	27	Mars.	1830	Adjudication prép.	38	249	30	2	143	30	2	182	...	....
Cassation.	27	Mars.	1830	Compétence.	40	23	..	..	....	30	1	196	...	....
Cassation.	30	Mars.	1830	Péremption.	39	16	30	1	258	30	1	162	87	99
Cassation.	30	Mars.	1830	Action possessoire.	39	121	30	1	320	30	1	190	...	....
Lyon.	1	Avril.	1830	Dépens.	42	17	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	2	Avril.	1830	Enquête.	39	308	..	..	....	..	..	....	88	541
Riom.	2	Avril.	1830	Huissier.	45	607	33	2	586	..	..	....	...	....
Grenoble.	2	Avril.	1830	Compétence.	43	718	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	3	Avril.	1830	Saisie-gagerie.	39	188	30	2	203	30	2	180	...	....
Bruxelles.	3	Avril.	1830	Jugement arbitral.	41	660	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	5	Avril.	1830	Exploit.	42	62	..	..	....	33	2	74	...	....
Cassation.	6	Avril.	1830	Excès de pouvoir.	38	271	30	1	122	30	1	188	87	146
Cassation.	6	Avril.	1830	Adjudication définit.	39	53	30	1	131	30	1	201	87	69
Cassation.	6	Avril.	1830	Avocat.	39	294	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	6	Avril.	1830	Saisie-gagerie.	39	183	30	2	352	30	2	190	87	191
Bordeaux.	6	Avril.	1830	Saisie-arrêt.	41	620	..	..	....	30	2	179	88	462
Cassation.	7	Avril.	1830	Faillite.	40	20	30	1	296	30	1	204	88	257
Cassation.	13	Avril.	1830	Acquiescement.	39	20	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Avril.	1830	Ministère public.	39	10	30	1	172	30	1	208	88	85
Cassation.	14	Avril.	1830	Organis. judiciaire.	39	124	30	1	279	30	1	208	88	204
Cassation.	14	Avril.	1830	Action possessoire.	39	123	30	1	296	30	1	209	...	....
Bruxelles.	15	Avril.	1830	Dernier ressort.	40	277	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	16	Avril.	1830	Péremption.	40	12	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Avril.	1830	Dernier ressort.	40	10	30	1	190	30	1	211	...	....
Cassation.	19	Avril.	1830	Péremption.	38	339	30	1	189	30	1	210	87	229
Cassation.	20	Avril.	1830	Cassation.	39	12	30	1	197	30	1	212	88	61
Cassation.	21	Avril.	1830	Plaidoirie.	39	172	30	1	171	30	1	217	88	155
Bourges.	21	Avril.	1830	Enquête.	46	164	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Avril.	1830	Dernier ressort.	40	16	30	1	295	30	1	213	...	....
Poitiers.	22	Avril.	1830	Enquête.	40	7	30	2	210	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Avril.	1830	Frais.	39	119	30	1	303	30	1	222	...	....
Bourges.	24	Avril.	1830	Jug. par défaut.	39	75	..	..	....	31	2	64	...	....
Paris.	24	Avril.	1830	Compétence.	44	386	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	26	Avril.	1830	Avocat.	39	7	30	2	159	30	2	179	...	....
Cassation.	26	Avril.	1830	Saisie immobilière.	39	29	30	1	168	30	1	221	88	35
Cassation.	26	Avril.	1830	Exploit.	39	40	30	1	167	30	1	222	87	589
Paris.	26	Avril.	1830	Jugement.	39	181	30	2	217	30	2	198	87	263
Cassation.	27	Avril.	1830	Interlocutoire.	39	141	30	1	182	30	1	227	...	....
Bruxelles.	27	Avril.	1830	Jug. par défaut.	40	41	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Avril.	1830	Cassation.	40	36	30	1	316	30	1	225	88	481
Cassation.	28	Avril.	1830	Cassation.	40	35	31	1	55	30	2	229	89	21
Montpellier.	29	Avril.	1830	Saisie immobilière.	39	277	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	29	Avril.	1830	Enquête.	40	49	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Avril.	1830	Signification.	39	331	30	1	258	..	..	....	...	....
Lyon.	30	Avril.	1830	Opposition.	39	104	30	2	213	30	2	243	...	....
Angers.	3	Mai.	1830	Défense.	38	337	30	2	229	30	2	266	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY v.	SIREY p.	SIREY p.	DALLOZ v.	DALLOZ p.	DALLOZ p.	PALAIS v.	PALAIS p.
Cassation.	3	Mai.	1830	Exploit.	39	42	30	1	178	30	1	229	88	344
Cassation.	4	Mai.	1830	Jugement arbitral.	39	19	30	1	164	30	1	234	87	157
Cassation.	4	Mai.	1830	Enregistrement.	40	79	30	1	369	30	1	299	...	....
Colmar.	5	Mai.	1830	Appel.	40	78	..	..	....	31	2	78	...	....
Angers.	5	Mai.	1830	Appel.	40	307	31	2	85	31	2	93	90	314
Toulouse.	5	Mai.	1830	Saisie immobilière.	39	277	30	2	366	30	2	258	88	370
Cassation.	6	Mai.	1830	Pourvoi.	39	101	..	..	....	..	..	....	87	292
Bordeaux.	8	Mai.	1830	Saisie.	39	189	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	8	Mai.	1830	Huissier.	41	425	..	..	....	31	2	155	90	259
Pau.	11	Mai.	1830	Enquête.	41	482	31	2	150	31	2	77	89	558
Décis. min. fin.	11	Mai.	1830	Greffe.	45	734	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	11	Mai.	1830	Greffier.	39	330	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Mai.	1830	Exploit.	39	112	30	1	219	30	1	241	...	....
Bourges.	12	Mai.	1830	Expertise.	40	88	..	..	....	31	2	78	...	....
Bruxelles.	13	Mai.	1830	Saisie-arrêt.	40	362	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Mai.	1830	Contributions indir.	40	208	..	..	....	..	..	....	89	82
Cassation.	17	Mai.	1830	Jug. par défaut.	39	233	..	..	....	30	1	248	88	198
Riom.	17	Mai.	1830	Assignation.	45	474	33	2	463	..	..	....	...	....
Riom.	18	Mai.	1830	Jug. par défaut.	45	425	..	..	....	33	2	114	...	....
Cassation.	18	Mai.	1830	Surenchère.	39	6	30	1	227	30	1	247	87	325
Bordeaux.	18	Mai.	1830	Tierce opposition.	40	224	..	..	....	..	..	....	90	54
Cassation.	19	Mai.	1830	Offres réelles.	40	311	31	1	71	..	..	....	91	171
Caen.	19	Mai.	1830	Tribunal de comm.	39	5	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Mai.	1830	Juges.	39	174	30	1	216	30	1	156	...	....
Paris.	19	Mai.	1830	Contraint. par corps.	39	181	..	..	....	30	2	198	87	274
Cassation.	19	Mai.	1830	Acquiescement.	39	334	30	1	326	30	1	244	...	....
Cassation.	19	Mai.	1830	Exploit.	39	331	30	1	380	30	1	248	...	....
Ord. du R.	23	Mai.	1830	Chaire de procéd. c.	39	116	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Mai.	1830	Avoués.	39	112	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Mai.	1830	Dépens.	39	110	30	1	226	30	1	250	88	359
Cassation.	24	Mai.	1830	Avoué.	39	112	30	1	226	30	1	252	88	347
Délib. de l'adm.	25	Mai.	1830	Officiers ministér.	39	146	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	25	Mai.	1830	Maire.	40	80	31	2	51	31	2	69	89	39
Décis. administ.	25	Mai.	1830	Enregistrement.	45	532	..	..	....	..	..	....	...	....
Dijon.	26	Mai.	1830	Péremption.	40	290	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Mai.	1830	Désistement.	40	48	30	1	304	30	1	251	...	....
Cassation.	26	Mai.	1830	Jour férié.	39	195	30	1	225	30	1	254	...	....
Cassation.	26	Mai.	1830	Garant.	39	282	30	1	327	30	1	261	...	....
Montpellier.	27	Mai.	1830	Compétence.	39	333	30	2	237	..	..	....	...	....
Paris.	27	Mai.	1830	Contraint. par corps.	39	305	31	2	54	30	2	266	88	546
Riom.	27	Mai.	1830	Péremption.	45	683	..	..	....	..	..	....	...	....
Délib. administ.	28	Mai.	1830	Officiers ministér.	39	146	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	29	Mai.	1830	Appel.	42	126	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	1	Juin.	1830	Appel.	46	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	2	Juin.	1830	Saisie-arrêt.	46	45	..	..	....	30	1	278	88	314
Cassation.	3	Juin.	1830	Question préjudic.	41	641	30	1	349	30	1	294	...	....
Cassation.	3	Juin.	1830	Exploit.	41	561	..	..	....	30	1	295	...	....
Cassation.	4	Juin.	1830	Opposition.	40	71	30	1	341	30	1	295	...	....
Montpellier.	4	Juin.	1830	Signification.	39	268	31	2	65	31	2	59	...	....
Grenoble.	5	Juin.	1830	Jug. par défaut.	40	199	31	2	104	31	2	95	...	....
Bordeaux.	8	Juin.	1830	Saisie immobilière.	39	203	30	2	353	31	2	20	88	146
Cassation.	9	Juin.	1830	Compétence.	40	93	30	1	263	30	1	366	89	228
Toulouse.	11	Juin.	1830	Inscription de faux.	40	367	31	2	103	31	2	33	90	201
Cassation.	11	Juin.	1830	Visite de lieux.	40	69	30	1	366	30	1	314	...	....
Bordeaux.	13	Juin.	1830	Enquête.	40	336	30	2	243	30	2	247	...	....
Décis. administ.	13	Juin.	1830	Saisie immobilière.	43	559	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Juin.	1830	Exploit.	39	111	30	1	224	30	2	286	87	443
Cassation.	14	Juin.	1830	Tierce opposition.	41	374	30	1	335	30	2	283	88	508
Bruxelles.	15	Juin.	1830	Appel.	41	569	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Juin.	1830	Depens.	42	[illegible]	..	..	....	30	2	285	88	516
Nimes.	16	Juin.	1830	Saisie immobilière.	41	456	31	2	102	31	2	35	...	....
Cassation.	16	Juin.	1830	Verification.	43	[illegible]	30	1	333	30	2	284	...	....
Ord. du R.	16	Juin.	1830	Ecoles de droit.	39	117	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	17	Juin.	1830	Compétence.	39	335	30	2	305	30	2	261	...	....
Poitiers.	18	Juin.	1830	Exploit.	39	190	30	2	217	30	2	259	88	475
Bordeaux.	19	Juin.	1830	Saisie immobilière.	39	205	30	2	297	30	2	260	...	....
Lyon.	19	Juin.	1830	Saisie-arrêt.	42	116	..	..	....	31	2	164	...	....
Nancy.	21	Juin.	1830	Avocat.	39	[illegible]	30	2	269	30	2	241	...	....
Cassation.	21	Juin.	1830	Delai.	39	332	..	..	....	30	2	241	...	....
Decis. de l'enreg.	22	Juin.	1830	Notaire.	39	[illegible]	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	23	Juin.	1830	Forêts.	39	118	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Juin.	1830	Cassation.	40	366	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	24	Juin.	1830	Timbre.	39	316	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	24	Juin.	1830	Huissiers.	39	275	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Bordeaux.	25	Juin.	1830	Vérification d'écrit.	45	756	30	2	303	30	2	260	88	374
Colmar.	25	Juin.	1830	Contraint. par corps.	39	275	..	..	....	..	..	....	88	477
Bordeaux.	26	Juin.	1830	Enquête.	45	755	30	2	304	30	2	264	...	....
Nancy.	28	Juin.	1830	Avocat.	39	198	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Juin.	1830	Enregistrement.	40	18	30	1	364	30	1	311	...	....
Bordeaux.	29	Juin.	1830	Caution judiciaire.	40	72	..	..	....	..	..	....	88	551
Agen.	1	Juillet.	1830	Jug. par défaut.	44	114	33	2	108	33	2	35	...	....
Paris.	2	Juillet.	1830	Surenchère.	40	37	30	2	349	30	2	247	87	558
Agen.	3	Juillet.	1830	Qualités.	46	179	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	6	Juillet.	1830	Exploit.	39	235	30	2	350	30	2	245	...	....
Bourges.	7	Juillet.	1830	Ordre.	44	220	31	2	161	31	1	57	89	88
Lyon.	7	Juillet.	1830	Appel.	44	294	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	9	Juillet.	1830	Jug. par défaut.	40	144	30	2	363	31	2	29	...	....
Cassation.	9	Juillet.	1830	Désistement.	40	49	30	1	408	30	1	362	...	....
Lyon.	9	Juillet.	1830	Exception.	44	192	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	10	Juillet.	1830	Adjudicataire.	39	232	30	2	369	30	2	236	...	....
Bordeaux.	13	Juillet.	1830	Sentence arbitrale.	40	70	30	2	363	30	2	281	...	....
Cassation.	13	Juillet.	1830	Cassation.	40	117	31	1	54	30	1	372	89	406
Bourges.	13	Juillet.	1830	Référé.	40	102	30	2	72	31	2	70	89	44
Cassation.	14	Juillet.	1830	Jugement.	40	89	30	1	246	30	1	315	88	261
Cassation.	14	Juillet.	1830	Matière sommaire.	40	109	30	1	247	31	1	15	88	422
Cassation.	14	Juillet.	1830	Exploit.	41	563	31	1	34	30	1	374	...	....
Caen.	15	Juillet.	1830	Séparation de biens.	39	176	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	16	Juillet.	1830	Séquestres.	39	337	31	2	135	31	2	18	...	....
Montpellier.	16	Juillet.	1830	Inscription de faux.	40	278	..	..	....	..	..	....	89	279
Aix.	18	Juillet.	1830	Scellés.	39	185	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Juillet.	1830	Garant.	39	192	30	1	245	30	1	375	...	....
Cassation.	20	Juillet.	1830	Jugement interloc.	40	116	31	1	30	30	1	354	...	....
Agen.	20	Juillet.	1830	Jugement.	44	107	..	..	....	33	2	121	95	86
Bourges.	20	Juillet.	1830	Compétence.	40	205	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1830	Notaire.	40	42	30	1	290	30	1	321	88	5
Délib. de l'enreg.	23	Juillet.	1830	Droits de greffe.	39	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	25	Juillet.	1830	Expertise.	45	587	33	2	272	33	2	83	...	....
Ord. de Charl. X.	29	Juillet.	1830	Presse.	39	129	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	29	Juillet.	1830	Appel.	40	116	31	2	75	31	2	74	...	....
Grenoble.	31	Juillet.	1830	Arbitrage.	41	705	..	..	....	..	..	....	...	....
Commis. munic.	31	Juillet.	1830	Tribunal de comm.	39	243	..	..	....	..	..	....	...	....
Lieutenanc. gén.	2	Août.	1830	Amnistie.	39	244	..	..	....	..	..	....	...	....
Lieutenanc. gén.	3	Août.	1830	Jugement.	39	245	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	5	Août.	1830	Président.	39	336	31	2	136	31	2	19	...	....
Délib. de l'enreg.	7	Août.	1830	Droits de greffe.	39	309	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Août.	1830	Complainte.	40	114	..	..	....	30	1	38	...	....
Bordeaux.	10	Août.	1830	Appel.	40	101	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	12	Août.	1830	Règlement.	39	241	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	12	Août.	1830	Faillite.	39	280	30	2	356	30	2	251	88	108
Grenoble.	13	Août.	1830	Exécution.	41	405	..	..	....	..	..	....	...	....
Charte constit.	14	Août.	1830	Charte.	39	237	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	14	Août.	1830	Sceaux.	39	215	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	16	Août.	1830	Jugement.	39	245	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Août.	1830	Dernier ressort.	40	103	31	1	75	30	1	385	90	440
Cassation.	18	Août.	1830	Saisie immobilière.	40	104	..	..	....	30	1	377	...	....
Grenoble.	19	Août.	1830	Appel.	40	207	31	2	90	31	2	88	...	....
Décis. de l'adm.	20	Août.	1830	Contrainte.	39	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Août.	1830	Jug. par defaut.	40	76	30	1	405	30	1	331	...	....
Cassation.	23	Août.	1830	Taxe.	40	150	30	1	376	30	1	322	...	....
Cassation.	24	Août.	1830	Adjudication.	40	73	30	1	341	30	1	355	...	....
Grenoble.	24	Août.	1830	Signification.	40	214	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	26	Août.	1830	Contrainte.	39	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	26	Août.	1830	Condam. politiques.	39	246	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	26	Août.	1830	Amnistie.	39	246	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	27	Août.	1830	Profession d'avocat.	39	247	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	27	Août.	1830	Compétence.	42	281	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	28	Août.	1830	Amnistie.	39	248	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	28	Août.	1830	Huissiers.	39	266	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	31	Août.	1830	Purge légale.	39	249	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Août.	1830	Faillite.	40	106	..	..	....	30	1	357	89	26
Cassation.	2	Septemb.	1830	Pourvoi.	40	41	30	1	400	30	1	365	90	169
Ord. du R.	5	Septemb.	1830	Amnistie.	39	250	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	6	Septemb.	1830	Chaire de proc. crim.	39	251	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	8	Septemb.	1830	Enregistrement.	39	252	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	11	Septemb.	1830	Bannis.	39	252	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	11	Septemb.	1830	Élections.	39	253	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	14	Septemb.	1830	Forêts.	39	253	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Septemb.	1830	Avoués.	40	62	31	1	51	30	1	369	89	433

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Ord. du R.	22	Septemb.	1830	Avoués.	39	254	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Septemb.	1830	Avoués.	40	58	..	..	....	30	1	370	...	....
Ord. du R.	26	Septemb.	1830	Amnistie.	39	254	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	1	Octobre.	1830	Avoués.	39	254	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	1	Octobre.	1830	Enregistrement.	39	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	8	Octobre.	1830	Délits politiques.	39	255	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	8	Octobre.	1830	Enregistrement.	39	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	14	Octobre.	1830	Sacrilége.	39	256	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	21	Octobre.	1830	Amnistie.	39	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	29	Octobre.	1830	Avocats.	40	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	31	Octobre.	1830	Amnistie.	39	314	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	3	Novemb.	1830	Enregistrement.	40	154	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	3	Novemb.	1830	Enregistrement.	44	111	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Novemb.	1830	Dépens.	42	108	..	..	....	30	1	391	...	....
Ord. du R.	8	Novemb.	1830	Amnistie.	39	326	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	9	Novemb.	1830	Compétence.	40	205	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Novemb.	1830	Exploit.	40	262	..	..	....	..	..	....	88	490
Cassation.	9	Novemb.	1830	Plaidoirie.	40	81	..	..	....	30	1	398	90	72
Limoges.	10	Novemb.	1830	Officiers ministér.	42	46	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	10	Novemb.	1830	Audience solennelle.	39	264	30	1	383	30	1	370	89	161
Orléans.	11	Novemb.	1830	Enquête.	40	345	31	2	49	31	2	26	89	522
Colmar.	12	Novemb.	1830	Exploit.	40	58	31	2	191	31	2	163	...	....
Ord. du R.	12	Novemb.	1830	Jury.	39	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Novemb.	1830	Jugement.	40	219	..	..	....	31	1	21	90	231
Montpellier.	15	Novemb.	1830	Compromis.	42	180	31	2	318	31	2	154	90	138
Ord. du R.	15	Novemb.	1830	Règlement.	39	328	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	16	Novemb.	1830	Compétence.	40	83	31	2	141	30	2	9	89	275
Bruxelles.	16	Novemb.	1830	Saisie-arrêt.	45	690	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	16	Novemb.	1830	Exploit.	41	491	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Novemb.	1830	Discipline.	40	40	30	1	405	..	..	....	90	238
Bourges.	17	Novemb.	1830	Exploit.	40	313	31	2	157	31	1	55	90	225
Cassation.	17	Novemb.	1830	Dépens.	39	319	31	1	28	30	1	289	88	397
Ord. du R.	19	Novemb.	1830	Timbre.	39	313	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Novemb.	1830	Action possessoire.	41	613	31	1	337	..	..	....	...	....
Metz.	23	Novemb.	1830	Avoués.	40	5	31	2	188	31	2	150	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1830	Adjudication.	41	422	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	25	Novemb.	1830	Exécution.	45	602	33	2	480	..	..	....	97	515
Poitiers.	26	Novemb.	1830	Exploit.	39	329	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	27	Novemb.	1830	Surenchère.	41	661	31	2	218	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Novemb.	1830	Appel.	40	98	31	1	134	30	1	397	88	512
Cassation.	29	Novemb.	1830	Fermages.	42	112	31	1	49	..	..	....	...	....
Riom.	29	Novemb.	1830	Surenchère.	45	745	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	29	Novemb.	1830	Presse.	39	328	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	29	Novemb.	1830	Avoués.	40	142	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	30	Novemb.	1830	Timbre.	40	145	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	30	Novemb.	1830	Jug. par défaut.	42	275	..	..	....	33	2	68	...	....
Décision minist.	30	Novemb.	1830	Avoués.	44	364	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Novemb.	1830	Appel.	40	308	31	1	155	..	..	....	89	171
Bourges.	30	Novemb.	1830	Appel.	40	340	31	2	161	31	2	70	...	....
Bourges.	30	Novemb.	1830	Enquête.	41	464	31	2	164	31	1	66	...	....
Cassation.	1	Décemb.	1830	Adjudication.	40	65	31	1	36	30	1	398	...	....
Cassation.	1	Décemb.	1830	Douanes.	40	27	30	1	397	31	1	320	...	....
Bourges.	2	Décemb.	1830	Dernier ressort.	40	260	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	4	Décemb.	1830	Contraint. par corps.	41	428	31	2	43	31	2	154	...	....
Riom.	6	Décemb.	1830	Exploit.	45	622	33	2	540	33	2	231	...	....
Décis. de l'adm.	7	Décemb.	1830	Avoués.	40	147	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Décemb.	1830	Jugement.	41	476	..	..	....	31	1	158	...	....
Poitiers.	7	Décemb.	1830	Notaire.	40	358	31	2	79	31	2	33	90	312
Douai.	7	Décemb.	1830	Contraint. par corps.	40	153	..	..	....	31	2	197	...	....
Poitiers.	7	Décemb.	1830	Garantie.	40	267	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	8	Décemb.	1830	Jug. par défaut.	40	143	32	2	94	31	2	197	89	207
Bourges.	9	Décemb.	1830	Ressort.	41	664	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	9	Décemb.	1830	Jug. par défaut.	40	371	31	2	57	..	..	....	90	261
Bourges.	10	Décemb.	1830	Demande incidente.	40	292	31	2	165	31	2	187	90	122
Loi.	10	Décemb.	1830	Juges.	39	325	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	10	Décemb.	1830	Afficheurs.	39	324	.	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	11	Décemb.	1830	Inscription hypoth.	40	182	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	11	Décemb.	1830	Chambres tempor.	40	143	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Décemb.	1830	Cassation.	41	458	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Décemb.	1830	Jugement.	40	202	..	..	....	..	..	....	89	142
Cassation.	15	Décemb.	1830	Enquête.	40	376	32	1	515	31	1	22	90	158
Orléans.	15	Décemb.	1830	Opposition.	40	355	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	15	Décemb.	1830	Enquête.	41	430	..	..	....	31	2	157	...	....
Poitiers.	16	Décemb.	1830	Ressort.	40	269	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Nîmes.	16	Décemb.	1830	Action.	40	136	31	2	271	..	..	....	91	134
Nîmes.	16	Décemb.	1830	Ordre.	40	30	31	2	189	..	..	....	...	....
Toulouse.	17	Décemb.	1830	Saisie-arrêt.	41	392	31	2	237	31	2	157	...	....
Cassation.	21	Décemb.	1830	Pourvoi.	40	227	..	..	....	31	1	40	...	....
Colmar.	21	Décemb.	1830	Dépens.	40	377	..	..	....	31	2	190	90	40
Amiens.	21	Décemb.	1830	Liquidation.	45	736	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	22	Décemb.	1830	Exploit.	41	412	31	2	226	31	2	181	...	....
Toulouse.	23	Décemb.	1830	Surenchère.	41	432	31	2	225	31	2	181	...	....
Cassation.	24	Décemb.	1830	Compétence.	41	480	31	1	180	31	1	57	...	....
Bordeaux.	24	Décemb.	1830	Appel.	40	204	31	2	101	31	2	97	...	....
Riom.	27	Décemb.	1830	Ressort.	46	237	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	28	Décemb.	1830	Pourvois.	40	171	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Décemb.	1830	Audience solennelle.	40	343	31	1	345	31	1	44	...	....
Riom.	28	Décemb.	1830	Faux incident.	45	594	33	2	510	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Décemb.	1830	Juge de paix.	41	469	32	1	269	31	1	179	...	....
Cassation.	29	Décemb.	1830	Dernier ressort.	40	360	31	1	390	31	1	64	...	....
Colmar.	31	Décemb.	1830	Tribunal de comm.	40	333	31	2	230	..	..	....	89	554
Poitiers.	31	Décemb.	1830	Appel.	40	306	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	3	Janvier.	1831	Ministère public.	41	653	31	2	311	31	2	154	...	....
Rennes.	3	Janvier.	1831	Avoué.	42	103	..	..	....	..	..	....	97	441
Loi.	5	Janvier.	1831	Emigrés.	40	135	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	6	Janvier.	1831	Saisie-arrêt.	43	715	33	2	43	32	2	173	...	....
Poitiers.	7	Janvier.	1831	Dépens.	40	377	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	7	Janvier.	1831	Ressort.	41	401	31	2	226	31	2	116	...	....
Montpellier.	7	Janvier.	1831	Ordre.	41	644	..	..	....	31	2	222	...	....
Circul. minist.	8	Janvier.	1831	Officiers ministér.	40	169	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	9	Janvier.	1831	Désaveu.	43	434	32	2	351	..	..	....	94	211
Toulouse.	11	Janvier.	1831	Opposition.	41	435	31	2	217	31	2	217	90	420
Bordeaux.	11	Janvier.	1831	Compétence.	45	743	..	..	....	..	..	....	91	130
Aix.	11	Janvier.	1831	Revendication.	41	529	31	2	206	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Janvier.	1831	Demande reconvent.	41	518	31	1	390	..	..	....	92	205
Rennes.	13	Janvier.	1831	Bref délai.	40	221	..	..	....	31	2	107	...	....
Colmar.	13	Janvier.	1831	Appel.	44	273	31	2	181	31	2	36	89	472
Ord. du R.	14	Janvier.	1831	Donations.	40	178	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Janvier.	1831	Amende.	40	341	31	1	165	31	1	45	...	....
Bordeaux.	15	Janvier.	1831	Acquiescement.	40	213	..	..	....	..	..	....	90	206
Montpellier.	17	Janvier.	1831	Péremption.	41	656	31	2	271	31	2	132	91	267
Cassation.	17	Janvier.	1831	Action.	40	317	31	1	193	31	1	50	...	....
Bourges.	17	Janvier.	1831	Saisie immobilière.	41	692	32	2	88	31	2	171	91	254
Bourges.	17	Janvier.	1831	Scellés.	41	659	31	2	304	..	..	....	...	....
Poitiers.	18	Janvier.	1831	Appel.	40	326	31	2	89	31	2	34	...	....
Cassation.	18	Janvier.	1831	Enquête.	40	325	31	1	192	31	1	49	91	15
Cassation.	19	Janvier.	1831	Appel.	40	140	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Janvier.	1831	Action possessoire.	40	315	31	1	66	31	1	122	89	502
Colmar.	20	Janvier.	1831	Saisie immobilière.	40	363	..	..	....	31	2	110	89	513
Bordeaux.	20	Janvier.	1831	Grosse.	40	218	..	..	....	31	2	91	90	363
Poitiers.	20	Janvier.	1831	Conclusions.	40	258	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	22	Janvier.	1831	Enquête.	44	378	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	25	Janvier.	1831	Action.	40	305	..	..	....	32	2	69	...	....
Bordeaux.	25	Janvier.	1831	Arbitrage.	43	582	31	2	218	31	2	91	...	....
Décis. de l'enreg.	25	Janvier.	1831	Enregistrement.	40	338	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	25	Janvier.	1831	Experts.	40	345	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1831	Enregistrement.	41	475	..	..	....	31	1	50	89	220
Cassation.	26	Janvier.	1831	Saisie immobilière.	40	294	31	1	93	31	1	130	90	403
Paris.	26	Janvier.	1831	Ordre.	44	216	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	27	Janvier.	1831	Dernier ressort.	40	381	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	28	Janvier.	1831	Compétence.	41	415	31	2	235	31	2	108	...	....
Toulouse.	28	Janvier.	1831	Jug. par défaut.	42	58	31	2	326	32	2	6	...	....
Paris.	28	Janvier.	1831	Contraint. par corps.	40	146	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	28	Janvier.	1831	Exploit.	40	162	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	29	Janvier.	1831	Dernier ressort.	40	216	31	2	270	31	2	107	91	580
Ch. des pairs.	29	Janvier.	1831	Contraint. par corps.	42	247	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	31	Janvier.	1831	Huissier.	40	382	31	2	231	31	2	177	...	....
Ord. du R.	31	Janvier.	1831	Huissiers.	40	143	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	1	Février.	1831	Action.	40	168	..	..	....	..	..	....	89	461
Colmar.	1	Février.	1831	Enquête.	42	160	32	2	26	..	..	....	...	....
Nîmes.	1	Février.	1831	Communes.	40	187	31	2	297	31	2	261	...	....
Bordeaux.	1	Février.	1831	Compétence.	40	355	31	2	139	33	2	5	90	128
Aix.	1	Février.	1831	Référé.	43	571	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Février.	1831	Péremption.	40	369	31	1	351	31	1	69	...	....
Décis. de l'adm.	2	Février.	1831	Exploit.	40	162	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	5	Février.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	8	Février.	1831	Sép. de corps et de b.	40	335	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY v.	SIREY p.	SIREY p.	DALLOZ v.	DALLOZ p.	DALLOZ p.	PALAIS v.	PALAIS p.
Cassation.	8	Février.	1831	Acquiescement.	40	327	..	..	....	31	1	72	...	....
Décis. de l'enreg.	10	Février.	1831	Enregistrement.	40	342	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	10	Février.	1831	Scellés.	44	239	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	10	Février.	1831	Compétence.	40	310	31	2	99	31	2	55	89	272
Poitiers.	11	Février.	1831	Bornage.	40	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Février.	1831	Péremption.	40	148	31	1	153	31	1	56	89	263
Cassation.	16	Février.	1831	Enregistrement	40	356	31	1	288	31	1	87	...	....
Nancy.	16	Février.	1831	Jug. par défaut.	41	546	31	2	179	..	..	....	...	....
Nancy.	16	Février.	1831	Appel.	40	197	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Février.	1831	Officier ministériel.	40	129	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	19	Février.	1831	Commun. de pièces.	41	396	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Février.	1831	Offres réelles.	44	38	..	..	....	32	1	388	89	371
Paris.	22	Février.	1831	Ordre.	41	398	31	2	140	31	2	162	...	....
Metz.	24	Février.	1831	Enquête.	40	201	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	24	Février.	1831	Colonies.	41	477	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	25	Février.	1831	Ordre.	40	357	31	2	138	31	1	84	...	....
Montpellier.	25	Février.	1831	Compétence.	42	251	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	26	Février.	1831	Interrogatoire.	41	597	32	2	83	31	2	201	91	547
Metz.	28	Février.	1831	Appel.	40	264	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	1	Mars.	1831	Jug. par défaut.	41	490	31	2	250	31	2	133	...	....
Lyon.	1	Mars.	1831	Saisie immobilière.	41	452	31	2	221	31	2	101	...	....
Cassation.	1	Mars.	1831	Jugement.	41	413	31	1	182	31	1	59	...	....
Bourges.	1	Mars.	1831	Appel.	42	59	..	..	....	32	2	187	...	....
Douai.	1	Mars.	1831	Avoués.	40	173	..	..	....	31	2	73	...	....
Paris.	1	Mars.	1831	Exécut. provisoire.	41	421	31	2	175	33	2	11	89	412
Cassation.	2	Mars.	1831	Compte.	41	402	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	2	Mars.	1831	Saisie-arrêt.	40	293	31	2	100	31	2	97	89	363
Grenoble.	3	Mars.	1831	Surenchère.	41	712	32	2	78	31	2	345	...	....
Poitiers.	3	Mars.	1831	Dernier ressort.	40	259	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	4	Mars.	1831	Traite des noirs.	40	130	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	4	Mars.	1831	Enquête.	42	288	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	4	Mars.	1831	Cour d'assises.	40	134	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	4	Mars.	1831	Acquiescement.	41	400	32	2	119	31	2	230	...	....
Ord. du R.	4	Mars.	1831	Compétence.	41	479	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	5	Mars.	1831	Surenchère.	41	478	31	2	268	31	2	105	89	367
Bordeaux.	5	Mars.	1831	Compétence.	41	526	31	2	218	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Mars.	1831	Saisie-exécution.	41	410	31	2	224	31	2	218	...	....
Bourges.	5	Mars.	1831	Appel.	41	632	31	2	294	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Mars.	1831	Péremption.	41	433	31	1	135	33	1	96	...	....
Cassation.	9	Mars.	1831	Expert.	40	365	31	1	220	31	1	86	...	....
Bourges.	9	Mars.	1831	Action.	41	646	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	10	Mars.	1831	Jug. par défaut.	41	658	32	2	655	32	2	93	...	....
Bordeaux.	11	Mars.	1831	Appel.	41	474	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	12	Mars.	1831	Appel.	41	540	32	2	53	32	2	61	...	....
Colmar.	12	Mars.	1831	Action.	42	168	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	12	Mars.	1831	Plaidoirie.	40	149	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	15	Mars.	1831	Ordre.	40	408	31	2	154	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Mars.	1831	Aut. comm.	41	397	..	..	....	31	1	133	89	505
Bruxelles.	16	Mars.	1831	Acte d'appel.	46	240	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Mars.	1831	Pourvoi.	41	431	31	1	141	31	1	212	...	....
Liége.	17	Mars.	1831	Conseil de famille.	45	449	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	17	Mars.	1831	Ressort.	41	488	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	17	Mars.	1831	Saisie-exécution.	41	441	31	2	282	31	2	210	91	246
Montpellier.	18	Mars.	1831	Séparation de biens.	41	554	31	2	229	31	2	181	91	195
Bourges.	19	Mars.	1831	Appel.	41	625	32	2	32	32	2	185	91	500
Paris.	19	Mars.	1831	Compétence.	42	251	31	2	306	..	..	....	89	411
Montpellier.	21	Mars.	1831	Compétence.	43	513	31	2	388	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	21	Mars.	1831	Enregistrement.	40	280	..	..	....	..	..	....	...	....
Bastia.	22	Mars.	1831	Arbitrage.	43	705	32	2	579	32	2	197	...	....
Cassation.	22	Mars.	1831	Exploit.	40	373	31	1	121	31	1	161	90	466
Cassation.	22	Mars.	1831	Jugement.	41	413	31	1	113	..	..	....	89	536
Cassation.	23	Mars.	1831	Renvoi.	41	631	..	..	....	..	..	....	91	215
Lyon.	23	Mars.	1831	Ressort	42	185	..	..	....	31	2	167	...	....
Orléans.	24	Mars.	1831	Surenchère.	41	391	31	2	155	31	2	167	90	429
Bordeaux.	25	Mars.	1831	Saisie-arrêt.	41	424	..	..	....	..	..	....	91	314
Décis. de l'adm.	25	Mars.	1831	Enregistrement.	40	282	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	25	Mars.	1831	Appel.	42	127	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	25	Mars.	1831	Discipline.	40	328	31	2	313	31	2	148	...	....
Loi.	26	Mars.	1831	Contributions.	40	237	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	27	Mars.	1831	Enquête.	43	577	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	28	Mars.	1831	Enregistrement.	41	481	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	28	Mars.	1831	Préfet.	40	228	31	2	158	31	2	106	91	189
Paris.	28	Mars.	1831	Distrib. par contrib.	41	535	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
assation.	28	Mars.	1831	Enregistrement.	40	366	31	1	161	31	1	86	90	15
rd. du R.	29	Mars.	1831	Avoués.	41	466	..	..	....	..	..	....	...	....
rd. du R.	29	Mars.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
ix.	29	Mars.	1831	Contraint. par corps.	44	105	33	2	92	33	2	66	95	587
assation.	30	Mars.	1831	Acquiescement.	43	653	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	31	Mars.	1831	Surenchère.	41	494	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	4	Avril.	1831	Cassation.	41	489	..	..	....	31	1	162	91	134
rd. du R.	5	Avril.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
écis. de l'adm.	6	Avril.	1831	Jugement interloc.	40	274	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	6	Avril.	1831	Action.	41	409	31	1	172	..	..	....	90	5
ruxelles.	6	Avril.	1831	Enquête.	41	710	..	..	....	32	2	64	...	....
assation.	6	Avril.	1831	Action possessoire.	41	479	31	2	413	31	1	115	90	26
oi.	8	Avril.	1831	Procédures.	40	232	..	..	....	..	..	....	...	....
oi.	8	Avril.	1831	Cautionnement.	40	232	..	..	....	..	..	....	...	....
oi.	10	Avril.	1831	Attroupement.	40	231	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	11	Avril.	1831	Ressort.	41	438	31	1	169	31	1	140	90	172
assation.	11	Avril.	1831	Jugement.	41	443	31	1	272	31	1	115	...	....
assation.	12	Avril.	1831	Dépens.	40	265	31	1	320	31	1	134	91	67
assation.	13	Avril.	1831	Saisie-arrêt.	41	439	31	1	360	31	1	135	...	....
assation.	13	Avril.	1831	Exploit.	40	261	31	1	166	31	1	14	...	....
rd. du R.	13	Avril.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
ordeaux.	13	Avril.	1831	Enquête.	41	586	31	2	314	31	2	142	91	270
aris.	14	Avril.	1831	Compétence.	43	361	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	14	Avril.	1831	Diffamation.	40	256	31	1	150	31	1	157	91	305
imoges.	15	Avril.	1831	Expropriat. forcée.	41	547	..	..	....	..	..	....	...	....
ruxelles.	18	Avril.	1831	Conciliation.	41	701	..	..	....	..	..	....	...	....
aris.	18	Avril.	1831	Péremption.	42	172	31	2	316	31	2	140	90	309
oi.	18	Avril.	1831	Enregistrement.	41	486	..	..	....	..	..	....	...	....
oi.	19	Avril.	1831	Elections.	40	243	..	..	....	..	..	....	...	....
aris.	20	Avril.	1831	Saisie-exécution.	42	188	..	..	....	31	2	139	...	....
oitiers.	21	Avril.	1831	Interrogatoire.	42	243	..	..	....	..	..	....	...	....
ruxelles.	21	Avril.	1831	Exploit.	45	606	..	..	....	..	..	....	...	....
etz.	22	Avril.	1831	Saisie immobilière.	42	310	..	..	....	..	..	....	...	....
oitiers.	22	Avril.	1831	Interrogatoire.	42	242	..	..	....	..	..	....	...	....
olmar.	22	Avril.	1831	Saisie immobilière.	41	545	..	..	....	..	..	....	91	551
assation.	23	Avril.	1831	Exploit.	41	467	31	1	228	31	1	170	91	152
ontpellier.	25	Avril.	1831	Arbitrage.	42	186	32	2	63	..	..	....	...	....
assation.	26	Avril.	1831	Appel.	40	346	..	..	....	..	..	....	...	....
ruxelles.	26	Avril.	1831	Péremption.	42	120	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	27	Avril.	1831	Serment.	41	390	31	1	194	31	1	170	92	10
assation.	27	Avril.	1831	Huissier.	40	321	..	..	....	..	..	....	90	70
ruxelles.	27	Avril.	1831	Jugement.	42	175	..	..	....	33	2	22	...	....
ontpellier.	27	Avril.	1831	Tierce opposition.	43	514	32	2	77	32	2	23	...	....
rléans.	28	Avril.	1831	Exploit.	43	726	..	..	....	32	2	52	92	13
oitiers.	29	Avril.	1831	Ordre.	42	246	..	..	....	..	..	....	92	147
ordeaux.	2	Mai.	1831	Saisie immobilière.	42	187	31	2	305	31	2	169	...	....
ssation.	2	Mai.	1831	Péremption.	41	544	31	1	244	31	1	341	...	....
ssation.	2	Mai.	1831	Cession de biens.	41	394	31	1	161	..	..	....	...	....
urges.	2	Mai.	1831	Compétence.	41	601	..	..	....	31	2	225	92	171
ssation.	3	Mai.	1831	Surenchère.	40	353	31	1	177	..	..	....	...	....
uxelles.	3	Mai.	1831	Jugement.	41	717	..	..	....	32	2	71	...	....
mes.	4	Mai.	1831	Saisie immobilière.	41	638	31	2	312	32	2	165	...	....
ssation.	4	Mai.	1831	Récusation.	40	318	31	1	303	..	..	....	90	392
jon.	6	Mai.	1831	Péremption.	41	536	31	2	206	31	2	193	...	....
rdeaux.	6	Mai.	1831	Enquête.	41	578	31	2	315	31	2	258	91	121
urges.	7	Mai.	1831	Compétence.	42	257	..	..	....	31	2	199	92	132
ssation.	9	Mai.	1831	Action possessoire.	44	277	..	..	....	33	1	95	...	....
ris.	10	Mai.	1831	Saisie immobilière.	40	298	..	..	....	..	..	....	...	....
ssation.	11	Mai.	1831	Action possessoire.	41	496	31	1	243	..	..	....	94	202
ssation.	11	Mai.	1831	Appel.	41	621	31	1	242	31	1	193	91	398
ulouse.	11	Mai.	1831	Avoué.	42	19	..	..	....	32	2	57	...	....
cis. de l'enreg.	13	Mai.	1831	Jugement.	43	722	..	..	....	..	..	....	...	....
d. du R.	13	Mai.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
urges.	13	Mai.	1831	Intervention.	42	249	..	..	....	32	2	61	...	....
ulouse.	14	Mai.	1831	Compétence.	42	191	31	2	302	..	..	....	...	....
uxelles.	14	Mai.	1831	Jugement.	45	619	..	..	....	..	..	....	...	....
ris.	14	Mai.	1831	Exception.	42	290	31	2	177	31	2	140	90	243
ulouse.	16	Mai.	1831	Saisie immobilière.	41	705	..	..	....	32	2	57	92	299
rdeaux.	17	Mai.	1831	Enquête.	41	642	..	..	....	31	2	177	91	132
ssation.	17	Mai.	1831	Jugement.	41	495	..	..	....	31	1	195	91	572
rdeaux.	17	Mai.	1831	Surenchère.	41	629	..	..	....	..	..	....	91	186
ssation.	18	Mai.	1831	Expertise.	41	485	..	..	....	31	1	177	91	566
rdeaux.	21	Mai.	1831	Appel.	41	709	31	2	294	..	..	....	...	....
on.	21	Mai.	1831	Dépens.	44	155	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAI[S] v.	PALAI[S] p.
Cassation.	23	Mai.	1831	Compétence.	41	614	31	1	295	31	1	341	91	
Cassation.	24	Mai.	1831	Saisie immobilière.	41	456	32	1	77	..	..	....	91	
Cassation.	25	Mai.	1831	Tribunal.	41	468	31	1	206	..	..	....	91	
Toulouse.	25	Mai.	1831	Appel.	42	293	..	..	....	..	..	....	...	
Bourges.	27	Mai.	1831	Saisie immobilière.	41	616	..	..	....	33	2	63	...	
Décis. administ.	28	Mai.	1831	Greffe.	44	25	..	..	....	..	..	....	...	
Grenoble.	28	Mai.	1831	Ordre.	41	707	..	..	....	32	2	63	...	
Grenoble.	28	Mai.	1831	Appel.	43	701	..	..	....	33	2	120	...	
Toulouse.	28	Mai.	1831	Garantie.	43	516	32	2	118	..	..	....	...	
Bourges.	30	Mai.	1831	Enquête.	41	579	..	..	....	31	2	224	...	
Paris.	30	Mai.	1831	Ordre.	42	128	..	..	....	31	2	205	...	
Cassation.	31	Mai.	1831	Surenchère.	41	494	31	1	412	31	1	207	91	
Bordeaux.	1	Juin.	1831	Exploit.	41	686	..	..	....	..	..	....	...	
Grenoble.	1	Juin.	1831	Arbitrage.	41	698	33	2	212	32	2	54	...	
Cassation.	2	Juin.	1831	Ordre.	41	492	31	1	232	31	1	208	91	
Bordeaux.	2	Juin.	1831	Exécution.	41	691	..	..	....	..	..	....	...	
Lyon.	2	Juin.	1831	Dépens.	42	139	..	..	....	33	2	33	96	
Grenoble.	2	Juin.	1831	Saisie immobilière.	43	662	..	..	....	32	2	86	...	
Décis. administ.	3	Juin.	1831	Greffier.	43	735	..	..	....	..	..	....	...	
Bordeaux.	3	Juin.	1831	Ressort.	43	429	32	2	121	31	2	251	91	
Paris.	4	Juin.	1831	Référé.	42	115	..	..	....	..	..	....	90	
Décis. administ.	6	Juin.	1831	Récusation.	43	700	..	..	....	..	..	....	...	
Orléans.	7	Juin.	1831	Jug. par défaut.	42	118	31	2	221	31	2	222	92	
Cassation.	8	Juin.	1831	Huissiers.	41	443	31	1	225	31	1	212	...	
Bordeaux.	8	Juin.	1831	Aut. femm.	41	696	..	..	....	..	..	....	92	
Ord. du R.	9	Juin.	1831	Objets mobiliers.	41	473	..	..	....	..	..	....	...	
Paris.	9	Juin.	1831	Avoués.	41	688	31	2	242	31	2	152	90	
Bourges.	10	Juin.	1831	Enquête.	41	592	..	..	....	31	2	223	...	
Poitiers.	10	Juin.	1831	Juge de paix.	41	619	31	2	242	33	2	37	...	
Cassation.	14	Juin.	1831	Exception.	41	497	31	1	249	31	1	210	...	
Paris.	14	Juin.	1831	Intervention.	41	383	..	..	....	..	..	....	...	
Cassation.	15	Juin.	1831	Organisation judic.	41	615	31	1	290	31	1	317	...	
Cassation.	15	Juin.	1831	Jugement.	42	190	..	..	....	31	1	204	...	
Colmar.	15	Juin.	1831	Saisie-arrêt.	43	517	..	..	....	..	..	....	...	
Paris.	18	Juin.	1831	Saisie-arrêt.	41	648	32	2	55	31	2	236	...	
Amiens.	20	Juin.	1831	Offres réelles.	41	389	..	..	....	..	..	....	...	
Cassation.	21	Juin.	1831	Arbitrage.	41	491	31	1	290	31	1	211	91	
Bordeaux.	21	Juin.	1831	Saisie-arrêt.	42	116	..	..	....	..	..	....	92	
Toulouse.	22	Juin.	1831	Enquête.	42	125	31	2	331	32	2	7	...	
Grenoble.	22	Juin.	1831	Saisie immobilière.	42	49	32	2	570	32	2	139	...	
Toulouse.	22	Juin.	1831	Demande nouvelle.	42	117	..	..	....	..	..	....	...	
Bordeaux.	22	Juin.	1831	Faux incident.	41	668	..	..	....	..	..	....	91	
Lyon.	22	Juin.	1831	Ajournement.	41	675	32	1	343	32	2	17	...	
Bordeaux.	24	Juin.	1831	Saisie immobilière.	41	679	32	2	115	32	2	71	92	
Poitiers.	24	Juin.	1831	Appel.	42	296	31	2	295	32	2	15	...	
Paris.	25	Juin.	1831	Surenchère.	41	575	31	2	361	31	2	233	...	
Bruxelles.	25	Juin.	1831	Frais.	45	414	..	..	....	..	..	....	...	
Cassation.	25	Juin.	1831	Compétence.	42	59	..	..	....	31	1	273	...	
Toulouse.	25	Juin.	1831	Compromis.	42	291	31	2	319	31	2	213	...	
Bruxelles.	26	Juin.	1831	Surenchère.	45	428	..	..	....	33	2	232	...	
Cassation.	27	Juin.	1831	Cour royale.	41	634	31	1	285	31	1	332	...	
Cassation.	27	Juin.	1831	Chose jugée.	42	189	..	..	....	31	1	236	92	
Bourges.	27	Juin.	1831	Avoués.	42	54	33	2	42	32	2	188	...	
Cassation.	27	Juin.	1831	Compétence.	42	182	31	1	302	31	1	233	91	
Bruxelles.	28	Juin.	1831	Tribunal.	42	173	..	..	....	33	2	21	...	
Bordeaux.	28	Juin.	1831	Saisie immobilière.	42	302	31	2	334	31	2	170	...	
Angers.	29	Juin.	1831	Cession de biens.	41	570	..	..	....	..	..	....	...	
Cassation.	29	Juin.	1831	Enquête.	41	623	31	1	309	31	1	246	...	
Colmar.	29	Juin.	1831	Appel.	41	538	..	..	....	..	..	....	...	
Toulouse.	29	Juin.	1831	Action.	43	522	31	2	327	31	2	214	...	
Lyon.	30	Juin.	1831	Avoués.	41	687	..	..	....	..	..	....	...	
Poitiers.	1	Juillet.	1831	Ministère public.	41	680	..	..	....	32	2	72	...	
Paris.	2	Juillet.	1831	Compétence.	43	524	..	..	....	32	2	191	93	
Bruxelles.	2	Juillet.	1831	Ressort.	45	742	..	..	....	..	..	....	...	
Bordeaux.	4	Juillet.	1831	Compétence.	44	357	31	2	339	32	2	20	91	
Agen.	5	Juillet.	1831	Appel.	42	166	32	2	672	32	2	155	...	
Cassation.	6	Juillet.	1831	Pourvoi.	41	628	31	1	336	31	1	241	92	
Cassation.	6	Juillet.	1831	Appel.	43	525	..	..	....	..	..	....	92	
Nancy.	7	Juillet.	1831	Contraint. par corps.	41	542	..	..	....	..	..	....	...	
Bordeaux.	8	Juillet.	1831	Dernier ressort.	41	653	..	..	....	..	..	....	...	
Bruxelles.	9	Juillet.	1831	Huissiers.	42	177	33	2	431	33	2	23	...	
Décis. administ.	12	Juillet.	1831	Avoués.	43	660	..	..	....	..	..	....	...	
Cassation.	12	Juillet.	1831	Récusation.	41	549	..	..	....	31	1	247	91	

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
îmes.	12	Juillet.	1831	Séparation de biens.	42	278	..	..	....	..	..	....	...	....
ecis. administ.	12	Juillet.	1831	Jugement.	44	304	..	..	....	..	..	....	...	....
ix.	13	Juillet.	1831	Compétence.	43	717	33	2	45	32	2	173	...	....
écis. administ.	15	Juillet.	1831	Jugement.	43	713	..	..	....	..	..	....	...	....
rd. du R.	17	Juillet.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
olmar.	18	Juillet.	1831	Tribunal de comm.	43	730	..	..	....	..	..	....	92	88
ourges.	20	Juillet.	1831	Ordre.	44	218	32	1	331	..	..	....	94	206
oulouse.	21	Juillet.	1831	Arrêt par defaut.	44	278	..	..	....	33	2	133	...	....
assation.	22	Juillet.	1831	Pourvoi.	41	556	31	1	299	31	1	291	...	....
oitiers.	22	Juillet.	1831	Jug. par défaut.	41	552	..	..	....	..	..	....	...	....
astia.	25	Juillet.	1831	Appel.	42	126	..	..	....	31	2	192	...	....
ecis. administ.	25	Juillet.	1831	Jugement.	44	229	.	..	....	..	..	....	...	....
oulouse.	26	Juillet.	1831	Enquête.	43	724	..	..	....	..	..	....	...	....
olmar.	26	Juillet.	1831	Saisie immobilière.	46	242	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	26	Juillet.	1831	Arrêt.	46	236	31	1	420	32	1	55	...	....
ruxelles.	26	Juillet.	1831	Exception.	42	174	..	..	....	..	..	....	...	....
renoble.	31	Juillet.	1831	Arbitrage.	41	705	..	..	....	..	..	....	...	....
yon.	2	Août.	1831	Arbitres forcés.	44	159	33	2	250	33	2	144	97	28
assation.	2	Août.	1831	Juge de paix.	41	622	31	1	397	31	1	253	91	229
assation.	3	Août.	1831	Discipline judiciaire.	41	605	31	1	393	31	1	266	...	....
aris.	3	Août.	1831	Vente judiciaire.	41	676	..	..	....	31	2	250	...	....
ourges.	4	Août.	1831	Arbitres.	43	586	32	2	569	..	..	....	...	....
oitiers.	5	Août.	1831	Ministère public.	42	43	32	1	206	32	2	62	...	....
olmar.	6	Août.	1831	Compétence.	42	265	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	10	Août.	1831	Compétence.	41	505	..	..	....	31	1	289	...	....
assation.	10	Août.	1831	Arrêts.	41	556	31	1	317	31	1	311	91	149
écis. administ.	10	Août.	1831	Enregistrement.	43	709	..	..	....	..	..	....	...	....
ourges.	10	Août.	1831	Compte.	42	113	..	..	....	..	..	....	...	....
astia.	10	Août.	1831	Compétence.	43	703	33	2	87	32	2	198	...	....
assation.	12	Août.	1831	Pourvoi.	41	666	..	..	....	31	1	290	...	....
ordeaux.	12	Août.	1831	Jug. par défaut.	41	674	33	2	27	32	2	131	...	....
ordeaux.	12	Août.	1831	Dernier ressort.	43	428	32	2	121	31	2	256	...	....
gen.	13	Août.	1831	Dernier ressort.	41	553	31	2	247	31	2	181	...	....
rd. du R.	15	Août.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
ancy.	16	Août.	1831	Appel.	41	523	..	..	....	..	..	....	...	....
oulouse.	16	Août.	1831	Exception.	46	160	..	..	....	..	..	....	...	....
ourges.	16	Août.	1831	Appel.	42	167	32	2	38	33	2	76	...	....
renoble.	17	Août.	1831	Appel.	42	56	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	17	Août.	1831	Appel.	41	645	31	1	319	31	1	318	91	583
assation.	17	Août.	1831	Jug. par défaut.	41	558	31	1	297	31	1	330	91	554
ngers.	17	Août.	1831	Enquête.	41	510	..	..	....	31	2	173	...	....
ourges.	17	Août.	1831	Tierce opposition.	43	578	..	..	....	..	..	....	92	233
assation.	22	Août.	1831	Adjudication.	41	667	..	..	....	31	1	283	92	277
renoble.	22	Août.	1831	Exécution prov.	45	441	..	..	....	..	..	....	...	....
ordeaux.	23	Août.	1831	Action.	42	165	..	..	....	32	2	18	...	....
ourges.	23	Août.	1831	Partage.	42	243	..	..	....	..	..	....	...	....
ourges.	24	Août.	1831	Partage.	42	243	..	..	....	32	2	53	...	....
ordeaux.	24	Août.	1831	Dépens.	42	101	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	24	Août.	1831	Copies de pièces.	41	573	31	1	313	31	1	278	91	204
ordeaux.	24	Août.	1831	Compétence.	43	432	32	2	598	32	2	7	...	....
aris.	24	Août.	1831	Dernier ressort.	44	112	..	..	....	..	..	....	94	209
ourges.	26	Août.	1831	Saisie immobilière.	44	229	..	..	....	32	2	121	94	210
aris.	27	Août.	1831	Compétence.	44	352	..	..	....	33	2	92	97	23
ancy.	27	Août.	1831	Désaveu.	41	539	..	..	....	..	..	....	...	....
écis. administ.	29	Août.	1831	Pourvoi.	43	654	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	29	Août.	1831	Action possessoire.	41	659	31	1	355	31	2	324	92	190
écis. administ.	29	Août.	1831	Saisie.	43	664	..	..	....	..	..	....	...	....
ancy.	30	Août.	1831	Séparation de corps.	41	533	..	..	....	..	..	....	...	....
yon.	30	Août.	1831	Jugement.	41	714	..	..	....	32	2	64	...	....
ordeaux.	30	Août.	1831	Jug. par défaut.	42	170	..	..	....	32	2	18	...	....
ourges.	30	Août.	1831	Référé.	42	173	33	2	433	..	..	....	...	....
ourges.	30	Août.	1831	Jug. par défaut.	43	710	..	..	....	32	2	89	...	....
olmar.	30	Août.	1831	Compétence.	42	124	32	2	8	31	2	250	89	136
ordeaux.	31	Août.	1831	Saisie-exécution.	42	53	32	2	17	31	2	264	...	....
oitiers.	31	Août.	1831	Saisie immobilière.	41	552	..	..	....	..	..	....	...	....
oitiers.	31	Août.	1831	Saisie immobilière.	44	376	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	31	Août.	1831	Appel.	41	649	..	..	....	31	1	325	...	....
ordeaux.	6	Septemb.	1831	Dépens.	42	110	32	2	597	32	2	11	...	....
écis. administ.	8	Septemb.	1831	Avoués.	44	100	..	..	....	..	..	....	...	....
rd. du R.	9	Septemb.	1831	Prises maritimes.	41	714	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	10	Septemb.	1831	Exploit.	41	661	..	..	....	31	1	315	...	....
ruxelles.	21	Septemb.	1831	Avoués.	45	456	..	..	....	..	..	....	...	....
ruxelles.	21	Septemb.	1831	Reprise d'instance.	45	458	..	..	....	..	..	....	...	....
assation.	23	Septemb.	1831	Jugement.	41	703	..	..	....	33	1	134	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Décis. administ.	3	Octobre.	1831	Jugement.	44	228	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	5	Octobre.	1831	Exécutoire de dép.	45	416	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis de l'enreg.	14	Octobre.	1831	Adjudication.	42	303	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassat. Belg.	18	Octobre.	1831	Jugement.	45	749	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	20	Octobre.	1831	Contraint. par corps.	42	119	31	2	327	31	2	207	...	...
Metz.	7	Novemb.	1831	Saisie immobilière.	42	310	..	..	....	..	..	....	...	...
Cassation.	8	Novemb.	1831	Cassation.	43	712	..	..	....	..	..	....	92	12
Pau.	9	Novemb.	1831	Saisie immobilière.	43	510	32	1	386	..	..	....	...	...
Colmar.	11	Novemb.	1831	Référé.	42	273	32	2	354	32	2	17	...	...
Nancy.	11	Novemb.	1831	Ressort.	44	41	..	..	....	..	..	....	...	...
Douai.	12	Novemb.	1831	Dépens.	42	15	..	..	....	32	2	191	...	...
Paris.	13	Novemb.	1831	Contraint. par corps.	43	419	..	..	....	..	..	....	92	2
Cassation.	14	Novemb.	1831	Action immobilière.	42	364	..	..	....	..	..	....	...	...
Toulouse.	15	Novemb.	1831	Dépens.	42	19	32	1	394	32	2	57	...	...
Nancy.	15	Novemb.	1831	Appel.	44	33	33	2	134	..	..	....	...	...
Cassation.	15	Novemb.	1831	Compétence.	44	216	32	1	14	..	..	....	92	6
Nîmes.	16	Novemb.	1831	Exploit.	41	673	..	..	....	..	..	....	...	...
Bruxelles.	16	Novemb.	1831	Dépens.	45	587	..	..	....	..	..	....	...	...
Ord. du R.	16	Novemb.	1831	Navires.	43	602	..	..	....	..	..	....	...	...
Ord. du R.	16	Novemb.	1831	Créances de l'état.	42	355	..	..	....	..	..	....	...	...
Pau.	20	Novemb.	1831	Appel.	43	526	..	..	....	..	..	....	...	...
Bourges.	21	Novemb.	1831	Assignation.	43	582	..	..	....	..	..	....	...	...
Nancy.	21	Novemb.	1831	Appel.	44	48	..	..	....	..	..	....	...	...
Nancy.	21	Novemb.	1831	Dépens.	44	78	..	..	....	..	..	....	...	...
Paris.	22	Novemb.	1831	Exécution.	44	177	..	..	....	..	..	....	...	...
Liége.	22	Novemb.	1831	Enquête.	44	289	..	..	....	..	..	....	...	...
Cassation.	23	Novemb.	1831	Reprise d'instance.	42	39	32	1	67	31	1	373	...	...
Montpellier	24	Novemb.	1831	Signification.	42	284	32	2	350	32	2	155	...	...
Nancy.	24	Novemb.	1831	Signification.	44	35	..	..	....	..	..	....	...	...
Nancy.	24	Novemb.	1831	Ressort	44	40	..	..	....	..	..	....	...	...
Bordeaux.	25	Novemb.	1831	Jugement.	44	311	..	..	....	..	..	....	93	18
Bordeaux.	26	Novemb.	1831	Saisie immobilière.	44	230	..	..	....	..	..	....	93	16
Cassation.	28	Novemb.	1831	Jugement.	45	536	32	1	22	31	1	369	92	18
Cassation.	29	Novemb.	1831	Cassation.	43	528	32	1	30	31	1	370	92	9
Paris.	29	Novemb.	1831	Contraint. par corps.	43	529	32	2	54	32	2	53	92	
Cassation.	30	Novemb.	1831	Cassation.	43	530	..	..	....	31	1	371	92	1
Décis. administ.	30	Novemb.	1831	Enregistrement.	44	111	..	..	....	..	..	....	...	...
Bordeaux.	30	Novemb.	1831	Jugement.	43	531	..	..	....	32	2	53	...	...
Montpellier.	1	Décemb.	1831	Appel.	43	426	..	..	....	33	2	122	...	...
Paris.	1	Décemb.	1831	Compétence.	43	532	..	..	....	..	..	....	92	11
Bordeaux.	2	Décemb.	1831	Saisie-gagerie.	43	713	33	2	49	32	2	59	...	...
Décis. administ.	2	Décemb.	1831	Exploit.	43	704	..	..	....	..	..	....	...	...
Ord. du R.	3	Décemb.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	..	...
Décis. administ.	3	Décemb.	1831	Citation.	44	226	..	..	....	..	..	....	...	...
Cassation.	5	Décemb.	1831	Huissier.	44	381	..	..	....	..	..	....	95	5
Colmar.	5	Décemb.	1831	Expertise.	42	280	..	..	....	33	2	69	...	...
Paris.	5	Décemb.	1831	Arbitrage.	42	292	..	..	....	32	2	87	...	...
Décis. administ.	6	Décemb.	1831	Exploit.	43	704	..	..	....	..	..	....	...	...
Cassation.	6	Décemb.	1831	Compétence.	42	259	32	1	31	32	1	103	...	..
Cassation.	6	Décemb.	1831	Protêt.	44	240	32	1	46	31	1	361	92	3
Cassation.	7	Décemb.	1831	Action pétitoire.	46	300	..	..	....	33	1	144	...	..
Bordeaux.	8	Décemb.	1831	Exécution.	43	724	..	..	....	32	2	56	...	..
Bordeaux.	9	Décemb.	1831	Dépens.	44	22	..	..	....	..	..	....	...	..
Cassation.	12	Décemb.	1831	Enquête.	42	159	..	..	....	32	1	124	...	..
Bordeaux.	13	Décemb.	1831	Compétence.	43	584	..	..	....	32	2	63	93	
Toulouse.	13	Décemb.	1831	Faux incident.	45	464	..	..	....	33	2	125	...	..
Cassation.	13	Décemb.	1831	Dépens.	42	102	..	..	....	31	1	377	...	..
Ord. du R.	14	Décemb.	1831	Avoué.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	..
Cassation.	14	Décemb.	1831	Cassation.	42	184	32	1	42	32	1	17	...	..
Paris.	16	Décemb.	1831	Notaires.	42	99	..	..	....	..	..	....	...	..
Lyon.	16	Décemb.	1831	Récusation.	44	303	..	..	....	..	..	....	...	..
Cassation.	19	Décemb.	1831	Récusation.	42	161	..	..	....	32	1	14	...	..
Cassation.	19	Décemb.	1831	Cour royale.	42	245	32	1	33	32	1	102	...	..
Paris.	20	Décemb.	1831	Scellés.	43	533	..	..	....	..	..	....	...	..
Bourges.	20	Décemb.	1831	Conciliation.	45	536	..	..	....	32	2	103	...	..
Lyon.	21	Décemb.	1831	Frais.	46	224	32	1	398	32	2	105	95	1
Cassation.	21	Décemb.	1831	Exploit.	44	225	..	..	....	..	..	....	...	..
Lyon.	21	Décemb.	1831	Partage.	45	520	..	..	....	..	..	....	...	..
Aix.	21	Décemb.	1831	Séparation de corps.	42	272	..	..	....	..	..	....	...	..
Bourges.	23	Décemb.	1831	Compétence.	44	513	..	..	....	..	..	....	...	..
Décis. administ.	27	Décemb.	1831	Adjudication.	43	712	..	..	....	..	..	....	...	..
Cassation.	27	Décemb.	1831	Séparation de corps.	46	216	32	1	106	32	1	46	...	..
Orléans.	28	Décemb.	1831	Qualités.	42	297	..	..	....	33	2	70	...	..
Cassation.	28	Décemb.	1831	Expertise.	42	250	..	..	....	32	1	47	...	..

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Ord. du R.	29	Décemb.	1831	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	30	Décemb.	1831	Jug. par défaut.	46	244	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	31	Décemb.	1831	Appel.	43	422	..	..	....	32	2	119	...	....
Colmar.	31	Décemb.	1831	Trib. de commerce.	43	732	33	2	91	32	2	123	96	59
Cassation.	2	Janvier.	1832	Compétence.	42	256	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1832	Comparution.	43	426	32	1	355	..	..	....	...	....
Poitiers.	3	Janvier.	1832	Appel.	42	40	..	..	....	..	..	....	...	....
Bastia.	4	Janvier.	1832	Compétence.	44	112	32	2	635	..	..	....	...	....
Décis. administ.	4	Janvier.	1832	Pourvoi.	43	654	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	5	Janvier.	1832	Appel.	46	186	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	5	Janvier.	1832	Jugement.	43	658	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	5	Janvier.	1832	Jugement.	42	297	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	7	Janvier.	1832	Adjudication.	43	712	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	7	Janvier.	1832	Compétence.	43	573	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Janvier.	1832	Contraint. par corps.	44	312	..	..	....	33	2	15	94	326
Bordeaux.	9	Janvier.	1832	Arbitrage.	45	535	..	..	....	32	2	152	94	184
Bourges.	9	Janvier.	1832	Exécutoire.	42	346	..	..	....	32	2	129	95	93
Montpellier.	9	Janvier.	1832	Péremption.	42	268	..	..	....	32	2	93	...	....
Bruxelles.	10	Janvier.	1832	Signification.	45	463	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	10	Janvier.	1832	Enquête.	46	56	33	2	320	..	..	....	...	....
Paris.	11	Janvier.	1832	Désistement.	44	355	..	..	....	33	2	67	...	....
Bruxelles.	11	Janvier.	1832	Exploit.	45	477	..	..	....	33	2	243	...	....
Nîmes.	11	Janvier.	1832	Enquête.	42	163	..	..	....	..	..	....	...	....
Caen.	12	Janvier.	1832	Contraint. par corps.	42	34	32	2	202	32	2	55	...	....
Lyon.	14	Janvier.	1832	Saisie-exécution.	44	233	33	2	190	..	..	....	...	....
Decis. administ.	15	Janvier.	1832	Jugement.	43	658	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	16	Janvier.	1832	Appel.	42	50	33	2	62	32	2	155	...	....
Bordeaux.	16	Janvier.	1832	Désistement.	43	534	33	2	337	32	2	165	93	188
Bordeaux.	17	Janvier.	1832	Tribunal de comm.	42	251	..	..	....	32	2	142	95	135
Cassation.	17	Janvier.	1832	Saisie-arrêt.	42	255	32	1	286	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Janvier.	1832	Arrêt.	43	667	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Janvier.	1832	Action possessoire.	43	537	..	..	....	32	1	192	...	....
Cassation.	18	Janvier.	1832	Adjudication.	44	42	32	1	828	..	..	....	...	....
Grenoble.	18	Janvier.	1832	Appel.	44	291	..	..	....	33	2	151	95	172
Bruxelles.	18	Janvier.	1832	Saisie-arrêt.	45	455	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	19	Janvier.	1832	Appel.	44	249	..	..	....	33	2	7	...	....
Poitiers.	20	Janvier.	1832	Jugement arbitral.	43	[illegible]	..	..	....	33	2	119	...	....
Bordeaux.	20	Janvier.	1832	Arbitrage forcé.	42	267	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	21	Janvier.	1832	Saisie immobilière.	44	184	33	2	80	..	..	....	...	....
Poitiers.	22	Janvier.	1832	Compétence.	44	101	..	..	....	..	..	....	94	261
Bruxelles.	23	Janvier.	1832	Intervention.	45	451	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	23	Janvier.	1832	Ressort.	43	537	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	24	Janvier.	1832	Enquête.	43	722	..	..	....	..	..	....	93	504
Aix.	24	Janvier.	1832	Expertise.	43	572	..	..	....	32	2	158	...	....
Pau.	25	Janvier.	1832	Saisie immobilière.	46	233	..	..	....	..	..	....	...	....
Amiens.	25	Janvier.	1832	Vérification.	43	745	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	26	Janvier.	1832	Scellés.	45	467	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	26	Janvier.	1832	Compétence.	42	264	33	2	491	32	2	181	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1832	Arrêt.	43	650	..	..	....	32	1	133	...	....
Colmar.	27	Janvier.	1832	Faux incident.	43	539	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	28	Janvier.	1832	Intervention.	43	540	..	..	....	32	2	88	95	168
Paris.	28	Janvier.	1832	Référé.	43	591	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	31	Janvier.	1832	Appel.	43	588	..	..	....	..	..	....	94	137
Décis. administ.	31	Janvier.	1832	Office.	44	105	33	2	168	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Février.	1832	Dépens.	44	161	..	..	....	..	..	....	88	521
Bourges.	1	Février.	1832	Jug. par défaut.	43	576	..	..	....	32	2	159	...	....
Cassation.	1	Février.	1832	Jugement.	43	541	32	1	463	32	1	90	...	....
Nancy.	2	Février.	1832	Appel.	45	559	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Février.	1832	Compétence.	42	182	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	2	Février.	1832	Tierce opposition.	43	592	..	..	....	32	2	125	...	....
Bourges.	3	Février.	1832	Saisie immobilière.	43	593	33	2	48	32	2	127	...	....
Toulouse.	3	Février.	1832	Désistement.	43	596	32	2	604	32	2	65	95	340
Paris.	3	Février.	1832	Surenchère.	42	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	4	Février.	1832	Enquête.	45	468	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	4	Février.	1832	Appel.	45	480	33	2	89	..	..	....	94	517
Ord. du R.	5	Février.	1832	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Février.	1832	Compétence.	43	628	..	..	....	..	..	....	93	299
Lyon.	6	Février.	1832	Vérification d'écrit.	44	214	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	6	Février.	1832	Saisie immobilière.	44	368	33	2	212	33	2	91	...	....
Bruxelles.	6	Février.	1832	Avoués.	45	441	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	7	Février.	1832	Compétence.	44	299	..	..	....	32	2	204	...	....
Cassation.	7	Février.	1832	Renvoi.	43	421	..	..	....	32	1	204	94	127
Nîmes.	7	Février.	1832	Appel.	42	294	32	2	639	32	2	153	95	539
Grenoble.	7	Février.	1832	Tribunal de comm.	43	542	32	2	402	32	2	78	..	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Cassation.	7	Février.	1832	Arrêt.	43	666	..	..	....	32	1	112	...	....
Cassation.	8	Février.	1832	Arbitre.	43	669	..	..	....	32	1	100	95	63
Nîmes.	8	Février.	1832	Saisie-arrêt.	43	667	32	1	338	32	2	73	...	....
Cassation.	8	Février.	1832	Saisie immobilière.	43	543	32	1	595	32	1	100	...	....
Cassation.	9	Février.	1832	Enregistrement.	43	670	..	..	....	..	..	....	93	204
Bordeaux.	9	Février.	1832	Contraint. par corps.	45	519	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	9	Février.	1832	Saisie immobilière.	44	197	..	..	....	33	2	38	...	....
Bordeaux.	10	Février.	1832	Saisie immobilière.	45	514	33	2	80	..	..	....	95	547
Montpellier.	10	Février.	1832	Saisie immobilière.	42	277	33	2	656	..	..	....	...	....
Paris.	10	Février.	1832	Folle enchère.	42	270	..	..	....	32	2	60	...	....
Décis. de l'enreg.	11	Février.	1832	Office.	43	561	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	11	Février.	1832	Ressort.	43	671	32	2	516	32	2	129	...	....
Décis. administ.	13	Février.	1832	Saisie-arrêt.	43	652	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Février.	1832	Contraint. par corps.	43	699	..	..	....	32	1	102	...	....
Cassation.	15	Février.	1832	Arrêt.	43	423	32	1	376	32	1	336	...	....
Bourges.	15	Février.	1832	Enquête.	44	192	..	..	....	..	..	....	95	84
Bruxelles.	15	Février.	1832	Exploit.	45	477	..	..	...	33	2	241	...	...
Cassation.	15	Février.	1832	Serment.	45	532	..	..	....	32	1	374	...	....
Agen.	16	Février.	1832	Enquête.	43	544	..	..	....	..	..	....	94	558
Lyon.	17	Février.	1832	Avoué.	42	341	..	..	....	32	2	221	...	....
Bordeaux.	17	Février.	1832	Ordre.	43	568	..	..	....	33	2	111	94	66
Grenoble.	17	Février.	1832	Désistement.	45	456	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	20	Février.	1832	Contrainte p. corps.	42	294	32	2	390	32	2	139	95	54
Cassation.	21	Février.	1832	Evocation.	42	63	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Février.	1832	Dépens.	44	165	32	1	506	32	1	113	...	....
Bordeaux.	22	Février.	1832	Caution.	43	672	..	..	....	32	2	94	...	....
Nîmes.	23	Février.	1832	Avoués.	42	340	33	2	104	..	..	....	95	332
Montpellier.	23	Février.	1832	Contraint. par corps.	44	201	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	24	Février.	1832	Avoués.	43	627	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	25	Février.	1832	Indemnité.	46	602	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	27	Février.	1832	Saisie immobilière.	45	465	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	28	Février.	1832	Action.	45	741	..	..	....	33	2	229	...	....
Cassation.	29	Février.	1832	Expertise.	43	675	..	..	....	32	1	109	...	....
Bordeaux.	29	Février.	1832	Compétence.	43	674	..	..	....	32	2	95	...	....
Toulouse.	29	Février.	1832	Appel incident.	43	673	..	..	....	33	2	121	95	42
Délibération.	1	Mars.	1832	Saisie foraine.	46	185	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	2	Mars.	1832	Liste civile.	43	625	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	2	Mars.	1832	Ressort.	43	676	..	..	....	33	2	120	...	....
Poitiers.	2	Mars.	1832	Tierce opposition.	43	439	33	2	441	33	2	123	...	....
Solut. minist.	3	Mars.	1832	Avoués.	42	254	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	3	Mars.	1832	Appel.	43	649	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	3	Mars.	1832	Saisie-arrêt.	44	235	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	5	Mars.	1832	Arrêt par défaut.	45	445	..	..	....	33	2	230	...	....
Colmar.	5	Mars.	1832	Saisie immobilière.	45	512	33	2	372	33	2	22	94	139
Lyon.	7	Mars.	1832	Saisie immobilière.	45	538	33	2	491	33	2	151	...	....
Cassation.	7	Mars.	1832	Arbitrage forcé.	42	266	32	1	242	32	2	108	...	....
Cassation.	7	Mars.	1832	Expertise.	43	676	32	1	263	32	1	406	...	....
Cassation.	8	Mars.	1832	Faux incident.	43	544	32	1	446	32	1	198	...	....
Nancy.	9	Mars.	1832	Office.	42	366	33	2	154	32	2	165	95	181
Paris.	10	Mars.	1832	Ordre.	43	545	32	2	407	..	..	....	...	....
Montpellier.	12	Mars.	1832	Avoués.	44	156	33	2	128	..	..	....	95	59
Bordeaux.	13	Mars.	1832	Saisie immobilière.	43	570	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	13	Mars.	1832	Exploit.	42	290	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. de l'enreg.	13	Mars.	1832	Jugement.	42	261	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	13	Mars.	1832	Enquête.	43	547	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	14	Mars.	1832	Compétence.	45	470	..	..	....	33	2	241	...	....
Décis. de l'enreg.	19	Mars.	1832	Enregistrement.	42	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Mars.	1832	Cour royale.	43	677	32	1	442	32	1	135	...	....
Toulouse.	21	Mars.	1832	Appel.	43	678	32	1	331	32	2	144	...	....
Loi.	21	Mars.	1832	Recrutement.	43	604	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Mars.	1832	Enquête.	43	680	..	..	....	32	1	164	...	....
Trib. de Valence.	27	Mars.	1832	Officiers ministér.	44	104	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	28	Mars.	1832	Caution.	42	289	32	1	390	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Mars.	1832	Jugement arbitral.	43	682	32	1	287	32	1	139	...	....
Cassation.	3	Avril.	1832	Surenchère.	43	548	32	1	443	32	1	171	...	....
Bordeaux.	6	Avril.	1832	Vérification d'écrit.	44	102	..	..	....	..	..	....	94	307
Nancy.	6	Avril.	1832	Ordre.	44	218	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	7	Avril.	1832	Exploit.	45	525	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	7	Avril.	1832	Appel incident.	43	674	32	2	333	33	2	121	...	....
Bourges.	7	Avril.	1832	Référé.	43	574	33	2	79	32	2	163	...	....
Loi.	10	Avril.	1832	Charles X.	43	614	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	11	Avril.	1832	Enquête.	43	683	..	..	....	..	..	....	93	203
Aix.	11	Avril.	1832	Taxe.	44	167	..	..	....	32	2	181	95	180
Bordeaux.	13	Avril.	1832	Saisie-exécution.	43	565	..	..	....	33	2	60	94	205

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Toulouse.	15	Avril.	1832	Enquête.	44	252	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	15	Avril.	1832	Enquête.	44	351	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	16	Avril.	1832	Mariage.	43	615	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	16	Avril.	1832	Ordre.	43	549	..	..	....	33	2	6	93	279
Paris.	17	Avril.	1832	Jugement.	42	322	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	17	Avril.	1832	Contraint. par corps.	42	193	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Avril.	1832	Cour royale.	44	379	..	..	....	..	..	....	97	371
Cassation.	18	Avril.	1832	Ordre.	43	684	32	1	451	32	1	173	...	....
Cassation.	18	Avril.	1832	Acquiescement.	43	653	..	..	....	32	1	245	95	46
Loi.	21	Avril.	1832	Budget.	43	615	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	21	Avril.	1832	Désistement.	45	516	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Avril.	1832	Saisie immobilière.	42	305	..	..	....	32	1	252	...	....
Cassation.	26	Avril.	1832	Compétence.	43	736	..	..	....	32	1	184	...	....
Cassation.	26	Avril.	1832	Compétence.	42	361	..	..	....	32	1	167	...	....
Ord. du R.	28	Avril.	1832	Engagement.	43	611	..	..	....	..	..	....	...	....
Décision minist.	1	Mai.	1832	Office.	46	215	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Mai.	1832	Jugement.	43	550	32	1	447	32	1	175	...	....
Cassation.	2	Mai.	1832	Surenchère.	43	685	..	..	....	32	1	174	...	....
Bordeaux.	4	Mai.	1832	Folle enchère.	45	523	32	2	148	..	..	....	94	578
Bourges.	7	Mai.	1832	Appel.	44	233	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	8	Mai.	1832	Faux incident.	45	521	33	2	131	33	2	7	...	....
Cassation.	8	Mai.	1832	Saisie immobilière.	43	686	..	..	....	32	1	198	...	....
Bruxelles.	9	Mai.	1832	Tribunaux.	44	350	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	10	Mai.	1832	Compétence.	42	261	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	10	Mai.	1832	Contraint. par corps.	44	354	..	..	....	33	2	75	...	....
Décis. administ.	10	Mai.	1832	Déclarat. de comm.	44	362	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	11	Mai.	1832	Expertise.	42	250	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	13	Mai.	1832	Saisie-arrêt.	43	686	33	2	97	33	2	195	...	....
Colmar.	14	Mai.	1832	Ordre.	45	527	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Mai.	1832	Action immobilière.	42	364	..	..	....	32	1	337	...	....
Bruxelles.	16	Mai.	1832	Dépens.	45	416	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Mai.	1832	Jugement.	45	516	..	..	....	32	1	191	...	....
Cassation.	17	Mai.	1832	Office.	41	350	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	17	Mai.	1832	Traitement.	43	602	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	18	Mai.	1832	Contraint. par corps.	44	103	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	19	Mai.	1832	Séparation de biens.	45	511	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	21	Mai.	1832	Jugement arbitral.	45	460	33	2	169	33	2	200	...	....
Pau.	21	Mai.	1832	Référé.	43	702	32	2	549	33	2	65	...	....
Cassation.	22	Mai.	1832	Avoués.	42	367	32	11	630	..	..	....	94	20
Cassation.	22	Mai.	1832	Enregistrement.	43	420	..	..	....	32	1	208	...	....
Cassation.	22	Mai.	1832	Action.	42	376	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mai.	1832	Tribunal.	42	363	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Mai.	1832	Tierce opposition.	46	175	32	2	503	32	1	205	...	....
Cassation.	22	Mai.	1832	Jugement.	43	551	32	1	610	32	..	216	95	91
Toulouse.	23	Mai.	1832	Arbitrage.	43	707	32	1	414	32	2	161	...	....
Nîmes.	23	Mai.	1832	Péremption.	42	240	..	..	....	32	2	208	...	....
Cassation.	23	Mai.	1832	Enregistrement.	43	714	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	24	Mai.	1832	Appel.	42	279	32	2	363	32	2	185	...	....
Colmar.	24	Mai.	1832	Appel.	44	302	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	26	Mai.	1832	Ordre.	45	527	32	2	515	..	..	....	95	96
Décis. de l'enreg.	26	Mai.	1832	Enregistrement.	43	560	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	29	Mai.	1832	Appel.	43	560	..	..	....	32	2	217	94	147
Cassation.	29	Mai.	1832	Péremption.	43	657	..	..	....	32	1	332	...	....
Grenoble.	1	Juin.	1832	Ordre.	44	223	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	1	Juin.	1832	Partage.	43	590	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	1	Juin.	1832	Commun. de pièces.	42	359	33	2	73	32	2	170	95	330
Cassation.	2	Juin.	1832	Jugement.	43	689	32	1	434	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Juin.	1832	Exploit.	43	688	..	..	....	..	..	....	93	528
Cassation.	5	Juin.	1832	Jugement.	43	691	32	1	700	32	1	277	...	....
Cassation.	5	Juin.	1832	Pourvoi.	42	239	32	1	514	..	..	....	94	519
Bordeaux.	6	Juin.	1832	Saisie-exécution.	43	565	33	2	72	32	2	177	95	98
Cassation.	7	Juin.	1832	Jugement.	43	693	..	..	....	32	1	278	...	....
Cassation.	7	Juin.	1832	Ministère public.	44	300	32	1	786	..	..	....	...	....
Bourges	8	Juin.	1832	Inventaire.	44	359	..	..	....	..	..	....	95	381
Bordeaux.	10	Juin.	1832	Appel.	42	122	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	13	Juin.	1832	Péremption.	43	436	32	2	623	33	2	119	...	....
Cassation.	13	Juin.	1832	Arbitrage forcé.	45	511	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	14	Juin.	1832	Signification.	43	552	33	2	39	..	..	....	95	251
Limoges.	14	Juin.	1832	Jugement arbitral.	43	430	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Juin.	1832	Action.	44	243	..	..	....	..	..	....	95	257
Bruxelles.	16	Juin.	1832	Avocat.	45	528	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	18	Juin.	1832	Ordre.	46	178	32	2	300	..	..	....	...	....
Toulouse.	19	Juin.	1832	Dépens.	43	644	32	2	509	32	2	190	...	....
Cassation.	19	Juin.	1832	Pourvoi.	43	694	32	1	293	32	1	293	04	113

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Cassation.	8	Août.	1832	Ordre.	44	120	32	1	486	32	1	323	94	118
Cassation.	8	Août.	1832	Conciliation.	44	227	..	..	....	32	1	346	95	234
Toulouse.	8	Août.	1832	Enquête.	44	237	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	8	Août.	1832	Surenchère.	44	244	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Août.	1832	Enregistrement.	43	659	..	..	....	32	1	345	...	....
Ord. du R.	12	Août.	1832	Avoués.	43	601	32	2	418	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Août.	1832	Ajournement.	45	526	..	..	....	32	1	327	94	172
Cassation.	14	Août.	1832	Ressort.	44	305	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Août.	1832	Appel.	47	697	..	..	....	32	1	26	...	....
Cassation.	14	Août.	1832	Autorisation.	45	522	..	..	....	33	1	325	...	....
Cassation.	14	Août.	1832	Action possessoire.	43	661	32	1	733	32	1	347	96	117
Ord. du R.	16	Août.	1832	Pourvoi.	44	109	32	2	616	..	..	....	...	....
Paris.	16	Août.	1832	Arbitrage forcé.	46	168	32	2	89	33	2	35	95	335
Bordeaux.	16	Août.	1832	Appel.	44	302	..	..	....	..	..	....	95	545
Cassation.	17	Août.	1832	Cassation.	44	360	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	18	Août.	1832	Huissiers.	44	384	33	2	436	..	..	....	...	....
Bordeaux.	20	Août.	1832	Exécut. provisoire.	45	529	..	..	....	..	..	....	...	....
Bourges.	20	Août.	1832	Exploit.	47	559	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Août.	1832	Appel.	46	170	32	1	789	32	1	365	95	451
Grenoble.	22	Août.	1832	Saisie immobilière.	44	204	..	..	....	33	2	31	...	....
Décis. de l'enreg.	24	Août.	1832	Office.	43	561	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	25	Août.	1832	Péremption.	43	508	..	..	....	33	2	83	...	....
Bordeaux.	25	Août.	1832	Exception.	44	242	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	25	Août.	1832	Tribunal de comm.	44	295	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Août.	1832	Renvoi.	45	598	..	..	....	..	..	....	95	320
Douai.	25	Août.	1832	Contraint. par corps.	43	649	32	2	670	..	..	....	...	....
Colmar.	27	Août.	1832	Appel.	44	303	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Août.	1832	Vente judiciaire.	44	53	..	..	....	32	1	386	94	509
Cassation.	29	Août.	1832	Distrib. par contrib.	44	98	32	1	722	32	1	402	95	226
Bordeaux.	29	Août.	1832	Saisie-arrêt.	44	284	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Août.	1832	Huissiers.	45	515	32	1	724	32	1	364	95	355
Grenoble.	30	Août.	1832	Ordre.	44	180	33	2	15	33	2	53	...	....
Grenoble.	31	Août.	1832	Compétence.	46	182	..	..	....	..	.	....	...	....
Trib. de Provins.	10	Septemb.	1832	Surenchère.	44	208	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	6	Octobre.	1832	Huissiers.	43	601	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	10	Octobre.	1832	Compétence.	44	39	32	2	663	..	..	....	...	....
Ord. du R.	15	Octobre.	1832	Avoués.	44	98	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Novemb.	1832	Frais frustratoires.	44	110	32	1	324	33	1	42	95	366
Bordeaux.	8	Novemb.	1832	Jugement.	45	593	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	9	Novemb.	1832	Copies de pièces.	44	348	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1832	Péremption.	43	749	33	1	143	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Novemb.	1832	Appel.	43	754	33	1	396	33	1	41	...	....
Cassation.	13	Novemb.	1832	Expertise.	45	440	33	1	476	..	..	....	...	....
Paris.	13	Novemb.	1832	Compétence.	45	748	..	..	....	33	2	132	...	....
Cassation.	14	Novemb.	1832	Cassation.	44	61	33	1	297	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Novemb.	1832	Jugement.	44	177	33	1	31	..	..	....	95	138
Cassation.	14	Novemb.	1832	Cassation.	44	291	33	1	253	33	1	96	...	....
Colmar.	14	Novemb.	1832	Jugement.	44	361	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	14	Novemb.	1832	Serment.	45	438	..	..	....	..	..	....	95	289
Cassation.	14	Novemb.	1832	Appel.	43	628	32	1	816	33	1	5	95	446
Rennes.	14	Novemb.	1832	Office.	43	631	33	2	1	..	..	....	96	62
Cassation.	15	Novemb.	1832	Appel.	43	755	32	1	821	33	1	66	95	297
Cassation.	19	Novemb.	1832	Action possessoire.	44	245	33	1	253	33	1	46	...	....
Cassation.	20	Novemb.	1832	Contraint. par corps.	44	115	33	1	332	33	1	46	96	5
Aix.	20	Novemb.	1832	Jug. par défaut.	45	601	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Novemb.	1832	Arbitrage forcé.	44	186	33	1	65	33	1	61	...	....
Cassation.	21	Novemb.	1832	Appel.	45	616	33	1	401	33	1	97	...	....
Cassation.	22	Novemb.	1832	Saisie-arrêt.	44	157	33	1	26	33	1	61	...	....
Toulouse.	23	Novemb.	1832	Jug. par défaut.	44	286	..	..	....	33	2	89	...	....
Cassation.	23	Novemb.	1832	Cassation.	45	467	..	..	....	33	1	225	...	....
Limoges.	24	Novemb.	1832	Arbitrage.	44	187	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Novemb.	1832	Enquête.	43	752	..	..	....	33	1	82	...	....
Grenoble.	28	Novemb.	1832	Séparation.	45	437	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	29	Novemb.	1832	Référé.	44	231	33	2	448	33	2	47	...	....
Aix.	29	Novemb.	1832	Compétence.	45	694	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Décemb.	1832	Jugement.	44	36	33	1	235	33	1	149	...	....
Cassation.	1	Décemb.	1832	Compétence.	44	42	33	1	508	33	1	106	95	119
Montpellier.	3	Décemb.	1832	Péremption.	45	425	..	..	....	33	2	118	...	....
Toulouse.	4	Décemb.	1832	Compétence.	44	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	4	Décemb.	1832	Ordre.	45	471	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Décemb.	1832	Copies de pièces.	44	27	33	1	100	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Décemb.	1832	Séparation de biens.	43	755	..	..	....	33	1	101	95	112
Bordeaux.	6	Décemb.	1832	Arrêt.	44	175	..	..	....	33	1	152	...	....
Colmar.	7	Décemb.	1832	Action.	44	297	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Pau.	10	Décemb.	1832	Saisie immobilière.	45	478	33	2	240	..	..	....	...	....
Lyon.	11	Décemb.	1832	Ressort.	44	163	33	2	184	..	..	....	...	....
Paris.	14	Décemb.	1832	Office.	44	349	33	2	426	..	..	....	...	....
Grenoble.	14	Décemb.	1832	Acte d'appel.	45	473	33	2	443	33	2	93	...	....
Agen.	14	Décemb.	1832	Appel.	45	687	33	2	444	..	..	....	...	....
Lyon.	15	Décemb.	1832	Contraint. par corps.	46	239	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	15	Décemb.	1832	Saisie immobilière.	44	207	33	2	65	..	..	....	...	....
Toulouse.	17	Décemb.	1832	Opposition.	44	279	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Décemb.	1832	Motifs.	45	700	..	..	....	33	1	111	...	....
Lyon.	19	Décemb.	1832	Appel.	44	234	33	2	276	33	2	82	...	....
Paris.	19	Décemb.	1832	Contraint. par corps.	45	598	33	2	472	..	..	....	...	....
Colmar.	21	Décemb.	1832	Huissier.	44	203	..	..	....	33	2	147	...	....
Paris.	26	Décemb.	1832	Officiers ministér.	44	95	..	..	....	..	..	....	95	398
Angers.	26	Décemb.	1832	Tribunaux.	44	175	33	2	100	..	..	....	...	....
Lyon.	26	Décemb.	1832	Contraint. par corps.	44	189	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	27	Décemb.	1832	Jugement.	46	145	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Décemb.	1832	Cassation.	44	181	33	1	8	33	1	64	...	....
Paris.	2	Janvier.	1833	Saisie immobilière.	44	60	..	..	....	32	2	88	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1833	Licitation.	44	202	33	1	137	33	1	63	96	357
Cassation.	2	Janvier.	1833	Juge de paix.	44	296	33	1	135	33	2	85	96	112
Lyon.	2	Janvier.	1833	Saisie immobilière.	45	596	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Janvier.	1833	Dépens.	44	270	33	1	92	..	..	....	96	100
Décis. administ.	3	Janvier.	1833	Adjudication.	44	368	..	..	....	..	..	....	...	....
Angers.	4	Janvier.	1833	Vente volontaire.	46	40	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	5	Janvier.	1833	Arbitrage.	44	199	..	..	....	33	1	67	95	607
Nîmes.	7	Janvier.	1833	Avoués.	45	739	33	2	366	..	..	....	97	283
Agen.	8	Janvier.	1833	Enquête.	47	501	33	2	254	..	..	....	...	....
Bordeaux.	8	Janvier.	1833	Huissier.	44	194	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	8	Janvier.	1833	Cassation.	44	62	..	..	....	33	1	50	...	....
Bordeaux.	8	Janvier.	1833	Contraint. par corps.	44	162	..	..	....	33	2	98	...	....
Cassation.	9	Janvier.	1833	Compétence.	44	46	33	1	321	33	1	105	...	....
Bordeaux.	11	Janvier.	1833	Défaut joint.	44	283	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	12	Janvier.	1833	Séquestre.	44	188	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	12	Janvier.	1833	Appel.	45	483	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Janvier.	1833	Exécution.	47	470	..	..	....	33	1	108	...	....
Paris.	14	Janvier.	1833	Contraint. par corps.	46	292	..	..	....	..	..	....	...	....
Montpellier.	14	Janvier.	1833	Ministère public.	45	546	33	2	441	..	..	....	98	142
Toulouse.	15	Janvier.	1833	Compétence.	45	550	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Janvier.	1833	Compétence.	44	203	..	..	....	31	1	81	...	....
Cassation.	15	Janvier.	1833	Exploit.	44	171	33	1	81	33	1	142	95	498
Bordeaux.	16	Janvier.	1833	Expertise.	44	191	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	16	Janvier.	1833	Offres réelles.	45	754	33	2	180	..	..	....	...	....
Lyon.	17	Janvier.	1833	Saisie immobilière.	44	298	33	2	183	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Janvier.	1833	Arrêt.	44	172	33	1	133	33	1	82	95	560
Limoges.	17	Janvier.	1833	Office.	47	554	..	..	....	33	2	187	...	....
Nancy.	18	Janvier.	1833	Opposition.	46	51	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	18	Janvier.	1833	Appel.	45	429	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Janvier.	1833	Désistement.	44	173	33	1	98	33	1	137	...	....
Cassation.	22	Janvier.	1833	Jugement.	44	174	33	1	158	..	..	....	...	....
Rennes.	22	Janvier.	1833	Renvoi.	45	561	..	..	....	33	2	232	...	....
Cassation.	23	Janvier.	1833	Saisie immobilière.	44	29	33	1	103	33	1	150	95	481
Colmar.	23	Janvier.	1833	Avoués.	45	555	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	25	Janvier.	1833	Intervention.	44	185	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	26	Janvier.	1833	Abrogation.	44	98	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1833	Compétence.	44	174	33	1	100	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Janvier.	1833	Juges.	44	353	..	..	....	33	1	130	...	....
Toulouse.	26	Janvier.	1833	Ordre.	46	379	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	26	Janvier.	1833	Dépens.	45	411	33	2	159	..	..	....	...	....
Agen.	28	Janvier.	1833	Désistement.	44	276	33	2	149	..	..	....	...	....
Ord. du R.	28	Janvier.	1833	Avoués.	44	364	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	28	Janvier.	1833	Exécut. provisoire.	47	476	33	2	285	33	1	104	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1833	Huissier.	44	160	33	1	393	33	1	112	96	326
Bastia.	29	Janvier.	1833	Compétence.	44	356	33	2	246	33	2	57	...	....
Bordeaux.	29	Janvier.	1833	Avoués.	45	743	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Janvier.	1833	Dépens.	45	415	33	1	255	..	..	....	95	363
Paris.	30	Janvier.	1833	Emprisonnement.	45	602	33	2	22	..	..	....	...	....
Loi.	31	Janvier.	1833	Postes.	44	98	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	4	Février.	1833	Saisie immobilière.	44	153	..	..	....	33	2	13	...	....
Poitiers.	5	Février.	1833	Appel.	47	618	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Février.	1833	Folle enchère.	46	167	33	1	233	..	..	....	95	594
Paris.	7	Février.	1833	Distrib. par contrib.	44	361	33	2	210	33	2	115	95	432
Agen.	8	Février.	1833	Saisie immobilière.	45	540	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	8	Février.	1833	Avoués.	45	408	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Février.	1833	Dépens.	46	92	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS v.	PALAIS p.
Paris.	9	Février.	1833	Avoués.	44	80	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	10	Février.	1833	Enquête.	47	712	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Février.	1833	Action possessoire.	44	276	33	1	183	33	1	137	...	....
Cass. de Belgiq.	12	Février.	1833	Adjudication.	46	58	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	12	Février.	1833	Frais.	45	733	..	..	....	..	..	....	97	273
Aix.	13	Février.	1833	Huissier.	44	365	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	13	Février.	1833	Jugement préparat.	45	423	..	..	....	33	2	238	...	....
Poitiers.	13	Février.	1833	Appel.	47	688	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Février.	1833	Compétence.	45	758	..	..	....	33	1	138	...	....
Bordeaux.	15	Février.	1833	Saisie immobilière.	45	539	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	15	Février.	1833	Défaut.	45	554	33	2	308	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Février.	1833	Avoués.	44	90	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	17	Février.	1833	Saisie immobilière.	46	243	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Février.	1833	Appel.	44	127	..	..	....	33	1	150	96	359
Cassation.	20	Février.	1833	Règlement de juges.	47	481	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Février.	1833	Cassation.	44	169	33	1	392	33	1	156	97	90
Décis. administ.	22	Février.	1833	Enregistrement.	45	539	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	23	Février.	1833	Office.	46	118	..	..	....	..	..	....	97	496
Douai.	26	Février.	1833	Exception.	45	443	33	2	210	..	..	....	...	....
Lyon.	2	Mars.	1833	Ressort.	44	206	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	2	Mars.	1833	Frais.	45	417	..	..	....	33	2	129	...	....
Pau.	5	Mars.	1833	Conclusions.	45	450	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Mars.	1833	Exploit.	44	358	33	1	384	33	1	145	...	....
Orléans.	8	Mars.	1833	Huissier.	47	706	33	2	470	..	..	....	96	161
Ord. du R.	10	Mars.	1833	Avoués.	44	364	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	12	Mars.	1833	Dépens.	46	227	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Mars.	1833	Saisie-arrêt.	44	250	..	..	....	..	..	....	95	566
Cassation.	13	Mars.	1833	Audience solennelle.	46	358	33	1	302	33	1	145	96	356
Cass. de Belgiq.	13	Mars.	1833	Exploit.	46	182	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Mars.	1833	Reddition de compte.	45	413	33	1	470	33	1	147	...	....
Bordeaux.	13	Mars.	1833	Appel.	45	560	..	..	....	33	2	243	...	....
Bordeaux.	13	Mars.	1833	Appel.	45	558	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	14	Mars.	1833	Jugement.	45	524	33	2	376	..	..	....	...	....
Bruxelles.	14	Mars.	1833	Saisie-brandon.	46	183	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	16	Mars.	1833	Licitation.	47	474	33	2	521	..	..	....	97	486
Toulouse.	18	Mars.	1833	Ressort.	45	554	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	19	Mars.	1833	Appel incident.	45	556	33	2	414	..	..	....	...	....
Toulouse.	19	Mars.	1833	Ordre.	45	563	33	2	346	..	..	....	...	....
Paris.	20	Mars.	1833	Surenchère.	44	208	33	2	260	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Mars.	1833	Contraint. p. corps.	44	255	..	..	....	33	1	128	...	....
Cassation.	20	Mars.	1833	Vérification d'écrit.	44	256	33	1	307	..	..	....	...	....
Toulouse.	20	Mars.	1833	Avoués.	45	409	33	2	484	33	2	115	...	....
Lyon.	20	Mars.	1833	Avoués.	45	731	..	..	....	33	2	149	...	....
Agen.	20	Mars.	1833	Saisie immobilière.	46	155	..	..	....	..	..	....	97	463
Bruxelles.	23	Mars.	1833	Dépens.	46	94	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	23	Mars.	1833	Action.	45	422	..	..	....	..	..	....	97	500
Cassation.	25	Mars.	1833	Audience solennelle.	46	359	..	..	....	33	1	145	96	356
Cassation.	25	Mars.	1833	Saisie-arrêt.	44	305	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Mars.	1833	Séparation de biens.	44	254	33	1	273	..	..	....	96	92
Bordeaux.	27	Mars.	1833	Saisie immobilière.	45	544	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	27	Mars.	1833	Saisie immobilière.	45	542	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	28	Mars.	1833	Jugement.	45	548	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	29	Mars.	1833	Action.	45	557	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	31	Mars.	1833	Actes de société.	44	363	..	..	....	..	..	....	...	....
Cass. de Belgiq.	1	Avril.	1833	Acte d'appel.	46	361	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Avril.	1833	Appel.	44	273	33	1	388	33	1	169	96	144
Colmar.	2	Avril.	1833	Action.	46	371	..	..	....	..	..	....	97	527
Cassation.	2	Avril.	1833	Ordre.	44	308	..	..	....	33	1	195	...	....
Cassation.	2	Avril.	1833	Jug. déclinatoire.	44	314	..	..	....	33	1	435	...	....
Bordeaux.	2	Avril.	1833	Contraint. par corps.	45	549	..	..	....	..	..	....	97	425
Toulouse.	2	Avril.	1833	Ressort.	45	553	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	2	Avril.	1833	Appel.	45	563	..	..	....	33	2	238	...	....
Paris.	2	Avril.	1833	Huissier.	45	694	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Avril.	1833	Expertise.	44	309	33	1	648	33	1	199	...	....
Cassation.	11	Avril.	1833	Appel.	46	355	33	1	478	33	1	173	...	....
Cassation.	11	Avril.	1833	Saisie immobilière.	44	275	..	..	....	33	1	187	...	....
Cassation.	14	Avril.	1833	Dépens.	46	125	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	16	Avril.	1833	Référé.	47	573	33	2	391	..	..	....	...	....
Cassation.	16	Avril.	1833	Juge de paix.	45	427	..	..	....	33	1	173	...	....
Cass. de Belgiq.	17	Avril.	1833	Jugement.	46	184	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Avril.	1833	Appel incident.	44	311	33	1	468	33	1	185	...	....
Cassation.	17	Avril.	1833	Saisie immobilière.	45	475	33	1	385	..	..	....	...	....
Paris.	18	Avril.	1833	Tierce opposition.	46	347	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	18	Avril.	1833	Officiers ministér.	47	414	33	2	462	33	2	22	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Limoges.	19	Avril.	1833	Discipline judiciaire.	45	747	..	..	....	..	..	....	97	312
Nîmes.	23	Avril.	1833	Appel.	45	567	..	..	....	.	..	....	97	122
Cassation.	23	Avril.	1833	Ministère public.	45	450	33	1	430	33	2	11	...	....
Cassation.	23	Avril.	1833	Acte d'appel.	45	599	33	1	525	33	1	196	97	45
Rouen.	24	Avril.	1833	Huissier.	44	385	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Avril.	1833	Jugement.	45	423	33	1	695	33	1	191	...	....
Cassation.	24	Avril.	1833	Distrib. par contrib.	45	482	33	1	442	..	..	....	96	352
Cassation.	25	Avril.	1833	Requête civile.	45	752	..	..	....	33	1	280	...	....
Paris.	26	Avril.	1833	Dépens.	46	345	..	..	....	..	..	....	...	....
Trib. de Redon.	27	Avril.	1833	Saisie immobilière.	46	251	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Avril.	1833	Compétence.	45	547	33	1	489	33	1	370	...	....
Toulouse.	29	Avril.	1833	Action réelle.	45	615	33	2	32	..	..	....	97	425
Décis. administ.	30	Avril.	1833	Huissier.	46	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Avril.	1833	Exécution prov.	45	552	33	2	360	..	..	....	97	272
Cassation.	30	Avril.	1833	Jugement.	45	443	33	1	370	33	1	197	96	329
Cassation.	3	Mai.	1833	Jug. par défaut.	46	228	..	..	....	33	1	375	...	....
Cassation.	4	Mai.	1833	Assignation.	46	354	..	..	....	..	..	....	96	606
Cassation.	4	Mai.	1833	Frais.	45	412	..	..	....	33	1	188	...	....
Cassation.	7	Mai.	1833	Compétence.	44	318	..	..	....	..	..	....	97	118
Décis. administ.	7	Mai.	1833	Expertise.	46	149	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	7	Mai.	1833	Appel.	45	434	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	7	Mai.	1833	Autorisation.	45	466	..	..	....	33	2	104	...	....
Bordeaux.	7	Mai.	1833	Séparation de corps.	45	615	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	8	Mai.	1833	Compétence.	47	485	33	2	514	..	..	....	98	150
Cassation.	8	Mai.	1833	Saisie-arrêt.	45	458	..	..	....	33	1	212	97	341
Rennes.	8	Mai.	1833	Appel.	45	746	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	9	Mai.	1833	Compétence.	45	433	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	10	Mai.	1833	Acte d'appel.	46	362	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	10	Mai.	1833	Saisie immobilière.	44	319	..	..	....	..	..	....	97	32
Agen.	11	Mai.	1833	Dépens.	45	735	..	..	....	34	2	47	...	....
Cassation.	13	Mai.	1833	Saisie immobilière.	45	418	..	..	....	33	1	249	...	....
Douai.	15	Mai.	1833	Jugement arbitral.	47	471	33	2	567	..	..	....	...	....
Bastia.	15	Mai.	1833	Faux incident.	45	451	33	2	373	33	2	110	...	....
Lyon.	17	Mai.	1833	Compétence.	45	689	33	2	507	33	2	6	98	154
Agen.	18	Mai.	1833	Acte d'appel.	46	363	..	..	....	..	..	....	...	....
Riom.	18	Mai.	1833	Notaire.	46	216	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	20	Mai.	1833	Compétence.	47	582	33	2	748	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Mai.	1833	Jugement.	45	453	33	1	751	33	1	220	...	....
Cassation.	22	Mai.	1833	Saisie immobilière.	44	386	33	1	464	33	1	218	97	401
Cassation.	22	Mai.	1833	Exécution.	45	461	33	1	553	33	1	218	...	....
Paris.	22	Mai.	1833	Folle enchère.	45	688	33	2	406	33	2	161	96	336
Cassation.	24	Mai.	1833	Appel.	45	614	..	..	....	33	1	255	...	....
Paris.	25	Mai.	1833	Référé.	45	593	33	2	407	..	..	....	96	430
Ord. du R.	26	Mai.	1833	Avoués.	45	433	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	26	Mai.	1833	Acquiescement.	45	691	33	2	53	..	..	....	97	474
Colmar.	27	Mai.	1833	Dépens.	46	95	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	29	Mai.	1833	Action.	46	302	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	29	Mai.	1833	Reprise d'instance.	46	249	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	29	Mai.	1833	Compétence.	44	386	..	..	....	33	1	252	...	....
Cassation.	31	Mai.	1833	Appel.	45	609	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Juin.	1833	Référé.	45	470	..	..	....	33	1	225	97	38
Cassation.	4	Juin.	1833	Jugement.	45	595	33	1	686	..	..	....	96	765
Cassation.	4	Juin.	1833	Demande nouvelle.	45	618	..	..	....	33	1	262	...	....
Cassation.	5	Juin.	1833	Jugement.	45	746	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Juin.	1833	Tribunaux.	45	748	..	..	....	33	2	226	...	....
Nancy.	7	Juin.	1833	Appel.	46	356	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	7	Juin.	1833	Ordre.	45	624	..	..	....	..	..	....	97	566
Bruxelles.	10	Juin.	1833	Saisie-exécution.	46	247	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	10	Juin.	1833	Contraint. par corps.	47	432	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Juin.	1833	Assignation.	45	574	..	..	....	33	1	244	...	....
Rennes.	11	Juin.	1833	Appel.	46	355	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	13	Juin.	1833	Tierce opposition.	46	146	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	13	Juin.	1833	Compétence.	47	464	..	..	....	..	..	....	97	544
Bordeaux.	14	Juin.	1833	Appel.	45	610	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	14	Juin.	1833	Frais.	45	734	..	..	....	..	..	....	97	51
Bordeaux.	15	Juin.	1833	Commun. de pièces.	45	685	..	..	....	34	2	48	...	....
Ord. du R.	18	Juin.	1833	Avoués.	45	433	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Juin.	1833	Jugement.	45	604	..	..	....	..	..	....	...	....
Bastia.	19	Juin.	1833	Contraint. par corps.	45	610	..	..	....	33	2	169	...	....
Paris.	20	Juin.	1833	Licitation.	46	147	33	2	649	33	2	181	97	431
Bordeaux.	20	Juin.	1833	Acte d'appel.	46	362	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	21	Juin.	1833	Règlement de juges.	45	588	..	..	....	..	..	....	..	....
Bordeaux.	21	Juin.	1833	Jug. par défaut.	45	604	..	..	....	..	..	....	...	....
Trib. Chartres.	21	Juin.	1833	Office.	45	620	..	..	....	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Pau.	22	Juin.	1833	Exploit.	46	160	33	2	603	..	..	....	99	13
Loi.	22	Juin.	1833	Conseils généraux.	45	494	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Juin.	1833	Saisie immobilière.	45	568	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Juin.	1833	Jugement.	45	686	33	1	667	..	..	....	...	....
Trib. Chartres.	24	Juin.	1833	Office.	45	620	..	..	....	..	..	....	...	....
Pau.	25	Juin.	1833	Surenchère.	46	250	..	..	....	..	..	....	98	31
Décis. administ.	25	Juin.	1833	Timbre.	47	583	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Juin.	1833	Arbitrage.	45	613	33	1	603	33	1	256	97	333
Bordeaux.	27	Juin.	1833	Appel.	46	356	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	28	Juin.	1833	Notaires.	46	279	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	28	Juin.	1833	Instruct. primaire.	45	484	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	28	Juin.	1833	Rentes.	45	509	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	28	Juin.	1833	Offres réelles.	45	614	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	29	Juin.	1833	Tierce opposition.	45	608	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	29	Juin.	1833	Office.	46	213	33	2	619	..	..	....	...	....
Paris.	30	Juin.	1833	Règlement de juges.	45	588	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	1	Juillet.	1833	Saisie-exécution.	45	618	33	2	531	34	2	47	97	547
Cassation.	2	Juillet.	1833	Action.	47	446	33	1	863	..	..	....	...	....
Montpellier.	2	Juillet.	1833	Saisie immobilière.	47	591	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	5	Juillet.	1833	Compétence.	47	452	..	..	....	33	2	24	...	....
Bordeaux.	6	Juillet.	1833	Faux incident.	45	622	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	6	Juillet.	1833	Saisie immobilière.	47	622	..	..	....	..	..	....	...	....
Loi.	7	Juillet.	1833	Expropriation.	45	500	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	9	Juillet.	1833	Saisie immobilière.	47	592	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	10	Juillet.	1833	Contraint. par corps.	47	673	..	..	....	..	..	....	...	....
Agen.	10	Juillet.	1833	Arbitrage.	47	467	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	10	Juillet.	1833	Intervention.	46	383	33	2	473	..	..	....	...	....
Limoges.	11	Juillet.	1833	Surenchère.	46	233	33	2	655	..	..	....	98	91
Poitiers.	12	Juillet.	1833	Compétence.	47	472	..	..	....	33	2	235	...	....
Toulouse.	13	Juillet.	1833	Jugement arbitral.	47	488	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	15	Juillet.	1833	Enquête.	46	174	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	15	Juillet.	1833	Faux incident.	45	744	..	..	....	..	..	....	97	269
Nancy.	16	Juillet.	1833	Appel.	46	57	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	16	Juillet.	1833	Instruct. primaire.	45	489	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	16	Juillet.	1833	Enregistrement.	45	602	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	17	Juillet.	1833	Exploit.	46	177	34	2	54	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Juillet.	1833	Compétence.	47	484	33	1	562	33	1	562	...	....
Douai.	18	Juillet.	1833	Action.	46	162	33	2	565	..	..	....	...	....
Bordeaux.	18	Juillet.	1833	Jugement.	46	373	..	..	....	..	..	....	...	....
Arrêté du c. d'ét.	19	Juillet.	1833	Dépens.	46	282	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	19	Juillet.	1833	Conflit.	47	496	33	2	5	..	..	....	...	....
Nîmes.	22	Juillet.	1833	Jugement arbitral.	46	235	..	..	....	..	..	....	98	94
Cassation.	23	Juillet.	1833	Saisie immobilière.	45	575	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	23	Juillet.	1833	Appel.	47	458	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	24	Juillet.	1833	Appel.	47	412	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Juillet.	1833	Jug. par défaut.	45	590	33	1	690	33	1	271	97	391
Bordeaux.	24	Juillet.	1833	Référé.	45	606	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	24	Juillet.	1833	Huissier.	46	294	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	25	Juillet.	1833	Ordre.	46	54	..	..	....	..	..	....	98	109
Nancy.	25	Juillet.	1833	Intervention.	46	110	33	2	532	33	2	11	97	143
Colmar.	26	Juillet.	1833	Intervention.	46	59	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	29	Juillet.	1833	Avoués.	46	226	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	30	Juillet.	1833	Interdiction.	45	756	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Juillet.	1833	Récusation.	46	369	33	1	534	..	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Juillet.	1833	Séparation de biens.	46	145	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Juillet.	1833	Jugement.	47	480	33	1	803	33	1	400	...	....
Bordeaux.	31	Juillet.	1833	Compétence.	46	56	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	31	Juillet.	1833	Reprise d'instance.	46	151	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	1	Août.	1833	Conciliation.	47	495	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	2	Août.	1833	Enregistrement.	45	626	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	2	Août.	1833	Huissier.	45	694	..	..	....	..	..	....	97	407
Bordeaux.	2	Août.	1833	Expertise.	47	575	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Août.	1833	Exception.	47	607	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Août.	1833	Dépens.	46	96	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Août.	1833	Exécut. provisoire.	47	477	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	7	Août.	1833	Action possessoire.	47	495	33	1	319	..	..	....	...	....
Bordeaux.	8	Août.	1833	Tierce opposition.	46	44	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Août.	1833	Interrogatoire.	45	715	33	2	438	33	2	229	...	....
Toulouse.	9	Août.	1833	Arbitrage.	46	299	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	9	Août.	1833	Jug. par défaut.	46	180	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	9	Août.	1833	Saisie-arrêt.	47	596	33	2	465	..	..	....	97	519
Cassation.	14	Août.	1833	Action.	46	148	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	14	Août.	1833	Jugement interloc.	46	180	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	14	Août.	1833	Surenchère.	45	751	33	1	610	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS.		SIREY.			DALLOZ.			PALAIS.	
					v.	p.	v.	p.	p.	v.	p.	p.	v.	p.
Poitiers.	16	Août.	1833	Compétence.	46	231	..	..	....	33	2	17	...	....
Paris.	16	Août.	1833	Compétence.	47	450	..	..	....	..	..	....	97	607
Trib. Marseille.	19	Août.	1833	Compétence.	46	48	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Août.	1833	Cassation.	46	150	33	1	742	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1833	Contraint. par corps.	46	150	33	1	684	..	..	....	97	361
Aix.	20	Août.	1833	Saisie immobilière.	46	154	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1833	Action.	47	448	33	1	788	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Août.	1833	Notaire.	46	158	33	1	684	..	..	....	97	89
Aix.	22	Août.	1833	Avoués.	45	759	33	2	27	..	..	....	98	111
Cassation.	22	Août.	1833	Jugement.	46	366	..	..	....	33	1	21	...	....
Montpellier.	22	Août.	1833	Postulation.	46	208	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	24	Août.	1833	Tribunal de comm.	46	159	33	2	513	..	..	....	...	....
Grenoble.	24	Août.	1833	Jugement.	47	585	..	..	....	..	..	....	...	....
Bruxelles.	26	Août.	1833	Dernier ressort.	47	580	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	26	Août.	1833	Jugement.	47	491	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	27	Août.	1833	Expertise.	46	371	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	27	Août.	1833	Ordre.	47	503	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Août.	1833	Appel.	47	448	..	..	....	..	..	....	97	405
Paris.	27	Août.	1833	Autorisation.	47	460	33	2	562	..	..	....	...	....
Montpellier.	28	Août.	1833	Compétence.	47	465	..	..	....	34	2	56	...	....
Bordeaux.	29	Août.	1833	Autorisation.	47	601	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	30	Août.	1833	Saisie immobilière.	46	357	..	..	....	..	..	....	...	....
Liége.	11	Septemb.	1833	Tribunal de comm.	47	482	..	..	....	..	..	....	...	....
Ord. du R.	18	Septemb.	1833	Taxe et tarif.	46	5	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Septemb.	1833	Assignation.	47	491	..	..	....	34	1	50	...	....
Décis. administ.	30	Septemb.	1833	Office.	46	214	..	..	....	..	..	....	...	....
Trib. de Laon.	17	Octobre.	1833	Office.	46	53	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	5	Novemb.	1833	Ordre.	46	313	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	10	Novemb.	1833	Compétence.	47	633	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	13	Novemb.	1833	Autorisation.	47	461	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	15	Novemb.	1833	Office.	47	668	..	..	....	..	..	....	...	....
Douai.	19	Novemb.	1833	Compétence.	46	252	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	20	Novemb.	1833	Compétence.	47	462	..	..	....	34	1	18	...	....
Cassation.	21	Novemb.	1833	Dépens.	46	343	..	..	....	34	1	79	...	....
Paris.	22	Novemb.	1833	Saisie immobilière.	47	423	33	2	596	..	..	....	...	....
Trib. d'Alençon.	26	Novemb.	1833	Saisie-brandon.	47	425	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	26	Novemb.	1833	Compétence.	47	483	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	27	Novemb.	1833	Saisie immobilière.	46	39	..	..	....	..	..	....	...	....
Orléans.	27	Novemb.	1833	Appel.	47	426	..	..	....	34	2	6	...	....
Amiens.	28	Novemb.	1833	Avoués.	46	338	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	28	Novemb.	1833	Dépens.	46	94	33	1	832	34	1	30	...	....
Cassation.	29	Novemb.	1833	Tribunaux de comm.	46	49	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	30	Novemb.	1833	Ordre.	47	454	..	..	....	..	..	....	99	99
Cassation.	2	Décemb.	1833	Garantie.	46	290	..	..	....	34	1	62	...	....
Cassation.	2	Décemb.	1833	Garantie.	46	41	..	..	....	34	1	37	98	159
Rennes.	2	Décemb.	1833	Requête civile.	47	626	..	..	....	..	..	....	...	....
Limoges.	3	Décemb.	1833	Surenchère.	47	708	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	3	Décemb.	1833	Séparation de corps.	47	455	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Décemb.	1833	Cassation.	47	577	33	1	824	33	1	558	...	....
Cassation.	4	Décemb.	1833	Action possessoire.	46	232	34	1	38	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Décemb.	1833	Action possessoire.	46	358	..	..	....	34	1	63	...	....
Orléans.	6	Décemb.	1833	Cassation.	46	143	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	6	Décemb.	1833	Désistement.	47	599	..	..	....	..	..	....	...	....
Délib. de la rég.	6	Décemb.	1833	Jugement.	47	489	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1833	Jugement.	47	481	..	..	....	34	1	7	...	....
Cassation.	11	Décemb.	1833	Jugement.	46	361	..	..	....	34	1	67	...	....
Bordeaux.	11	Décemb.	1833	Compétence.	47	463	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	12	Décemb.	1833	Autorisation.	47	461	..	..	....	..	..	....	...	....
Délib. de la rég.	13	Décemb.	1833	Office.	47	414	..	..	....	..	..	....	...	....
Délib. de la rég.	13	Décemb.	1833	Avoués.	46	278	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	17	Décemb.	1833	Tribunal.	46	311	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	17	Décemb.	1833	Compétence.	46	382	..	..	....	34	2	30	...	....
Aix.	17	Décemb.	1833	Dernier ressort.	47	587	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	18	Décemb.	1833	Saisie immobilière.	46	295	34	2	101	34	2	52	...	....
Paris.	19	Décemb.	1833	Compétence.	47	451	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	20	Décemb.	1833	Avocats.	46	61	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	23	Décemb.	1833	Audience solennelle.	46	253	..	..	....	34	1	51	...	....
Colmar.	24	Décemb.	1833	Expertise.	47	576	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Décemb.	1833	Demande nouvelle.	47	560	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	31	Décemb.	1833	Déclarat. de comm.	46	303	..	..	....	..	..	....	...	....
Colmar.	2	Janvier.	1834	Expertise.	47	478	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1834	Saisie immobilière.	46	381	34	1	727	34	1	74	...	....
Cassation.	2	Janvier.	1834	Ministère public.	47	487	34	1	284	34	1	74	99	428
Cassation.	3	Janvier.	1834	Désistement.	47	595	34	1	264	34	1	169	100	27

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Rennes.	6	Janvier.	1834	Requête civile.	47	691	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	6	Janvier.	1834	Office.	46	283	..	..	....	34	2	146	...	....
Rennes.	6	Janvier.	1834	Action.	47	628	..	..	....	34	2	209	101	556
Cassation.	7	Janvier.	1834	Notaire.	46	375	..	..	....	34	1	76	98	203
Cassation.	7	Janvier.	1834	Dépens.	46	97	34	1	195	34	1	77	98	373
Cassation.	8	Janvier.	1834	Roulement.	46	301	..	..	....	34	1	112	...	....
Nîmes.	8	Janvier.	1834	Plaidoirie.	46	123	34	2	153	..	..	....	99	277
Cassation.	9	Janvier.	1834	Folle enchère.	47	417	34	1	192	..	..	....	98	449
Bordeaux.	11	Janvier.	1834	Exploit.	46	312	34	2	312	34	2	103	99	496
Colmar.	11	Janvier.	1834	Appel.	49	599	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	11	Janvier.	1834	Saisie immobilière.	48	41	..	..	....	34	2	103	...	....
Grenoble.	11	Janvier.	1834	Ressort.	47	468	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	11	Janvier.	1834	Taxe.	46	119	34	2	95	34	2	65	...	....
Nîmes.	13	Janvier.	1834	Arbitrage volontaire.	47	453	..	..	....	34	2	111	...	....
Paris.	15	Janvier.	1834	Huissiers.	46	378	..	..	....	34	2	43	...	....
Cassation.	15	Janvier.	1834	Séparation de corps.	46	245	34	1	10	34	1	45	98	459
Toulouse.	15	Janvier.	1834	Ordre.	46	378	..	..	....	34	2	43	...	....
Cassation.	16	Janvier.	1834	Appel.	49	701	..	..	....	..	..	....	...	....
Poitiers.	16	Janvier.	1834	Séparation de corps.	47	456	34	2	86	34	2	98	98	552
Cassation.	16	Janvier.	1834	Requête civile.	46	291	34	1	118	34	1	53	99	35
Cassation.	18	Janvier.	1834	Surenchère.	46	241	34	1	8	..	..	....	...	....
Bourbon.	18	Janvier.	1834	Ordre.	50	171	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	18	Janvier.	1834	Jugement.	47	687	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	20	Janvier.	1834	Dépens.	46	284	..	..	....	..	..	....	99	137
Pau.	21	Janvier.	1834	Jug. par défaut.	47	492	34	2	553	34	2	188	101	201
Bordeaux.	22	Janvier.	1834	Séparation de biens.	47	486	34	2	540	..	..	....	100	506
Poitiers.	22	Janvier.	1834	Enquête.	47	422	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Janvier.	1834	Saisie-arrêt.	47	489	..	..	....	34	1	142	...	....
Bordeaux.	23	Janvier.	1834	Reprise d'instance.	46	317	..	..	....	..	..	....	...	....
Aix.	23	Janvier.	1834	Officiers ministér.	46	376	..	..	....	..	..	....	...	....
Lyon.	23	Janvier.	1834	Jugement.	46	315	..	..	....	34	2	127	99	571
Agen.	24	Janvier.	1834	Ordre.	49	667	34	2	344	..	..	....	...	....
Bordeaux.	25	Janvier.	1834	Reddition de compte.	46	315	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	25	Janvier.	1834	Avocat.	46	120	34	1	84	34	1	91	98	565
Bordeaux.	26	Janvier.	1834	Faux incident.	46	302	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	27	Janvier.	1834	Enquête.	47	678	..	..	....	..	..	....	...	....
Décis. administ.	28	Janvier.	1834	Officiers ministér.	46	219	..	..	....	34	3	40	...	....
Cassation.	28	Janvier.	1834	Expropriation.	46	350	34	1	206	34	1	48	99	109
Toulouse.	30	Janvier.	1834	Surenchère.	47	494	34	2	241	..	..	....	...	....
Rennes.	30	Janvier.	1834	Jugement préparat.	47	689	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	30	Janvier.	1834	Jugement.	47	631	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	31	Janvier.	1834	Contributions indir.	46	363	..	..	....	34	1	117	99	391
Cassation.	3	Février.	1834	Séparation de biens.	46	382	34	1	98	34	1	106	98	462
Rennes.	3	Février.	1834	Office.	47	556	..	..	....	35	2	104	...	....
Rennes.	3	Février.	1834	Compétence.	47	717	..	..	....	34	2	203	...	...
Cassation.	4	Février.	1834	Cour royale.	47	480	34	1	349	34	1	80	...	....
Cassation.	4	Février.	1834	Huissiers.	46	102	34	1	91	34	1	105	98	261
Cassation.	4	Février.	1834	Appel.	47	588	..	..	....	34	1	150	...	....
Poitiers.	5	Février.	1834	Dépens.	46	342	34	2	165	34	2	134	99	83
Poitiers.	6	Février.	1834	Enquête.	47	719	..	..	....	..	..	....	...	....
Délib. de la rég.	7	Février.	1834	Office.	47	415	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	7	Février.	1834	Désistement.	46	337	..	..	....	35	2	131	...	....
Lyon.	7	Février.	1834	Appel.	46	307	34	2	337	34	2	128	...	....
Paris.	8	Février.	1834	Exploit.	46	307	34	2	380	34	2	125	98	379
Cassation.	11	Février.	1834	Action possessoire.	47	504	..	..	....	34	1	108	99	472
Cassation.	11	Février.	1834	Saisie-arrêt.	46	365	34	1	104	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Février.	1834	Action.	47	502	34	1	190	34	1	153	99	145
Paris.	14	Février.	1834	Saisie immobilière.	47	684	34	2	170	..	..	....	...	....
Lyon.	14	Février.	1834	Avocat.	47	571	34	2	539	..	..	....	...	....
Ord. du R.	18	Février.	1834	Enquête.	46	379	34	2	328	34	3	33	...	....
Riom.	18	Février.	1834	Compétence.	47	690	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Février.	1834	Garantie.	47	471	34	1	168	34	1	126	...	....
Paris.	19	Février.	1834	Jug. par défaut.	46	298	..	..	....	34	2	183	98	523
Cassation.	19	Février.	1834	Reddition de compte.	47	462	..	..	....	34	1	103	99	125
Bordeaux.	20	Février.	1834	Copies de pièces.	47	411	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	20	Février.	1834	Compétence.	46	306	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Février.	1834	Compétence.	47	497	34	1	212	34	1	147	...	....
Cassation.	21	Février.	1834	Requête civile.	46	360	..	..	....	..	..	....	98	329
Montpellier.	24	Février.	1834	Exploit.	47	620	34	2	378	34	2	76	100	562
Montpellier.	24	Février.	1834	Exécut. provisoire.	49	595	..	..	....	..	..	....	...	....
Bastia.	25	Février.	1834	Appel.	48	229	..	..	....	34	2	109	100	239
Poitiers.	25	Février.	1834	Appel.	47	578	34	2	672	35	2	11	102	372
Cassation.	25	Février.	1834	Licitation.	46	107	34	1	197	34	1	193	98	377
Bourges.	25	Février.	1834	Exception.	46	357	34	2	656	35	2	29	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	p.	SIREY. v.	p.	p.	DALLOZ. v.	p.	p.	PALAIS. v.	p.
Colmar.	25	Février.	1834	Avocat.	47	714	35	2	43	..	..	....	100	396
Cassation.	26	Février.	1834	Jug. par défaut.	50	180	35	1	222	34	1	177	...	....
Bastia.	26	Février.	1834	Péremption.	48	223	34	2	608	34	2	109	...	....
Cassation.	28	Février.	1834	Dépens.	46	281	34	1	208	34	1	93	...	....
Paris.	28	Février.	1834	Ordre.	47	413	..	..	....	34	2	121	...	....
Toulouse.	1	Mars.	1834	Arbitrage forcé.	47	504	..	..	....	34	2	154	...	....
Bordeaux.	3	Mars.	1834	Péremption.	47	499	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Mars.	1834	Cassation.	47	679	34	1	220	34	1	125	99	13
Cassation.	4	Mars.	1834	Tribunaux.	46	137	..	..	....	34	1	96	99	126
Paris.	4	Mars.	1834	Officiers ministér.	46	128	34	2	221	34	2	115	99	340
Cassation.	5	Mars.	1834	Délibéré.	46	305	..	..	....	34	1	132	...	....
Poitiers.	5	Mars.	1834	Jugement.	46	304	..	..	....	..	..	....	...	....
Rennes.	5	Mars.	1834	Conseil de préfect.	47	636	34	2	648	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Mars.	1834	Référé.	47	465	34	1	152	34	1	137	99	271
Cassation.	7	Mars.	1834	Enquête.	46	318	34	1	216	34	1	187	98	425
Cassation.	8	Mars.	1834	Exploit.	46	187	34	1	161	..	..	....	100	217
Cassation.	8	Mars.	1834	Compétence.	46	299	..	..	....	..	..	....	...	....
Nîmes.	8	Mars.	1834	Intervention.	46	115	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	8	Mars.	1834	Saisie immobilière.	46	289	34	2	237	..	..	....	99	56
Toulouse.	8	Mars.	1834	Exploit.	46	311	34	2	378	34	2	176	100	562
Toulouse.	10	Mars.	1834	Dépens.	46	282	35	2	173	34	2	200	101	230
Bourges.	10	Mars.	1834	Vérification d'écrit.	46	372	34	2	307	34	2	78	100	392
Paris.	11	Mars.	1834	Compétence.	47	449	34	2	552	34	2	102	99	65
Cassation.	11	Mars.	1834	Tierce opposition.	46	308	34	1	345	34	1	154	...	....
Cassation.	11	Mars.	1834	Jugement.	47	605	34	1	190	34	1	148	...	....
Rennes.	12	Mars.	1834	Compétence.	47	637	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	12	Mars.	1834	Partage.	46	191	34	1	251	34	1	135	99	451
Aix.	12	Mars.	1834	Avocats.	46	219	34	2	377	34	2	189	101	516
Bourges.	13	Mars.	1834	Avocats.	47	427	34	2	669	34	2	110	100	241
Paris.	13	Mars.	1834	Acte d'appel.	47	600	34	2	304	..	..	....	...	....
Paris.	14	Mars.	1834	Saisie-arrêt.	47	673	34	2	159	34	2	145	...	....
Riom.	14	Mars.	1834	Desc. sur les lieux.	49	664	34	2	549	..	..	....	...	....
Rennes.	15	Mars.	1834	Séparation de corps.	47	625	34	2	663	..	..	....	...	....
Ord. du R.	17	Mars.	1834	Enquête.	46	379	..	..	....	34	3	33	...	....
Paris.	20	Mars.	1834	Compétence.	46	319	34	2	159	34	2	133	...	....
Paris.	22	Mars.	1834	Appel.	49	591	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	26	Mars.	1834	Délibéré.	46	301	..	..	....	34	1	149	...	....
Cassation.	26	Mars.	1834	Dépens.	46	341	34	1	326	34	1	348	100	205
Cassation.	1	Avril.	1834	Exploit.	47	473	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	1	Avril.	1834	Commandement.	47	629	34	1	248	34	1	138	99	230
Nancy.	9	Avril.	1834	Appel.	48	40	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Avril.	1834	Saisie immobilière.	46	353	34	1	243	34	1	195	99	112
Cassation.	14	Avril.	1834	Jugement.	47	623	34	1	271	34	1	190	99	185
Cassation.	16	Avril.	1834	Office.	46	285	34	1	246	34	1	167	...	....
Paris.	18	Avril.	1834	Contraint. p. corps.	46	288	34	2	375	..	..	....	...	....
Cassation.	21	Avril.	1834	Demande.	50	54	35	1	524	34	1	215	...	....
Rouen.	22	Avril.	1834	Appel.	48	300	34	2	599	..	..	....	101	186
Riom.	23	Avril.	1834	Partage.	47	611	34	2	410	34	2	177	101	293
Cassation.	24	Avril.	1834	Jugement.	47	694	34	1	288	34	1	231	99	419
Cassation.	24	Avril.	1834	Avocat.	47	602	34	1	526	..	..	....	...	....
Paris.	25	Avril.	1834	Contraint. par corps.	46	383	34	2	494	..	..	....	99	307
Circul. minist.	25	Avril.	1834	Timbre.	46	320	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	30	Avril.	1834	Cassation.	47	401	34	1	670	34	1	210	99	556
Cassation.	30	Avril.	1834	Requête civile.	46	360	34	1	341	34	1	212	100	158
Bordeaux.	2	Mai.	1834	Appel.	46	349	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	3	Mai.	1834	Compétence.	46	365	34	2	305	34	2	171	...	....
Bordeaux.	6	Mai.	1834	Ressort.	47	586	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	7	Mai.	1834	Office.	48	281	35	2	177	..	..	....	102	298
Cassation.	7	Mai.	1834	Acquiescement.	48	179	..	..	....	34	1	338	101	92
Décis. administ.	7	Mai.	1834	Jugement.	48	54	..	..	....	34	3	80	...	....
Bordeaux.	9	Mai.	1834	Audience solennelle.	47	457	34	2	448	35	2	37	...	....
Cassation.	9	Mai.	1834	Jugement.	47	631	34	1	523	34	1	446	99	161
Paris.	10	Mai.	1834	Surenchère.	46	370	34	2	276	..	..	....	99	475
Bordeaux.	13	Mai.	1834	Ressort.	47	586	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	13	Mai.	1834	Instance.	47	689	..	..	....	..	..	....	...	....
Bordeaux.	15	Mai.	1834	Ressort.	47	469	..	..	....	..	..	....	...	....
Liége.	15	Mai.	1834	Interrogatoire.	47	581	34	2	491	..	..	....	...	....
Bordeaux.	16	Mai.	1834	Partage.	47	451	35	2	192	..	..	....	...	....
Nancy.	16	Mai.	1834	Signification.	48	167	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	16	Mai.	1834	Expropriation.	47	433	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	17	Mai.	1834	Autorisation.	47	598	34	2	280	34	2	153	99	378
Cassation.	21	Mai.	1834	Jug. par défaut.	47	430	34	1	579	34	1	252	100	6
Nancy.	22	Mai.	1834	Désistement.	48	55	..	..	....	..	..	....	...	....
Grenoble.	22	Mai.	1834	Cession de biens.	46	352	..	..	....	34	2	208	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY v.	SIREY p.	SIREY p.	DALLOZ v.	DALLOZ p.	DALLOZ p.	PALAIS v.	PALAIS p.
Cassation.	22	Mai.	1834	Avoués.	47	665	34	1	305	34	1	208	99	293
Loi.	26	Mai.	1834	Enregistrement.	47	439	..	..	....	..	..	....	...	....
Nancy.	26	Mai.	1834	Exploit.	47	713	35	2	108	..	..	....	...	....
Cassation.	27	Mai.	1834	Signification.	47	597	34	1	403	34	1	257	100	509
Grenoble.	27	Mai.	1834	Avoués.	48	29	34	2	459	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Juin.	1834	Réintégrande.	49	702	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	4	Juin.	1834	Huissiers.	47	699	34	1	402	34	1	456	99	320
Bordeaux.	5	Juin.	1834	Enquête.	47	595	34	2	438	34	2	228	100	314
Bordeaux.	5	Juin.	1834	Péremption.	47	590	34	2	437	34	2	207	100	314
Paris.	7	Juin.	1834	Appel.	48	59	..	..	....	..	..	....	...	....
Cass. de Belgiq.	10	Juin.	1834	Exécut. provisoire.	49	626	34	2	402	34	2	243	101	297
Bordeaux.	10	Juin.	1834	Vérification d'écrit.	47	619	..	..	....	..	..	....	...	....
Rouen.	10	Juin.	1834	Avoués.	47	557	34	2	642	35	2	23	...	....
Paris.	11	Juin.	1834	Action.	49	699	34	2	386	35	2	6	101	116
Cassation.	11	Juin.	1834	Péremption.	47	698	34	1	309	34	1	275	99	457
Liége.	12	Juin.	1834	Exécut. provisoire.	47	625	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Juin.	1834	Action possessoire.	47	629	34	1	542	..	..	....	...	....
Décis. de l'adm.	17	Juin.	1834	Avoués.	47	553	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	18	Juin.	1834	Avocats.	47	441	34	1	455	34	1	249	100	215
Cassation.	23	Juin.	1834	Délibéré.	47	628	34	1	551	34	1	367	101	328
Cassation.	24	Juin.	1834	Saisie immobilière.	48	243	34	1	781	34	1	398	101	269
Cassation.	24	Juin.	1834	Jug. par défaut.	47	431	34	1	598	34	1	278	100	137
Paris.	30	Juin.	1834	Saisie immobilière.	47	638	34	2	427	35	2	17	...	....
Cassation.	1	Juillet.	1834	Jug. par défaut.	47	626	34	1	521	34	1	311	100	99
Nancy.	3	Juillet.	1834	Copies de pièces.	48	25	34	2	658	..	..	....	100	247
Cassation.	4	Juillet.	1834	Intervention.	48	186	..	..	....	..	..	....	101	36
Paris.	5	Juillet.	1834	Saisie immobilière.	47	606	34	2	401	..	..	....	100	49
Grenoble.	8	Juillet.	1834	Surenchère.	48	51	35	2	296	35	2	26	101	338
Cassation.	9	Juillet.	1834	Enregistrement.	47	621	34	1	514	34	1	307	99	538
Cassation.	10	Juillet.	1834	Expertise.	47	600	34	1	503	34	1	328	...	....
Toulouse.	12	Juillet.	1834	Péremption.	47	707	..	..	....	..	..	....	101	351
Nancy.	12	Juillet.	1834	Office.	49	540	36	2	22	..	..	....	...	....
Caen.	16	Juillet.	1834	Saisie immobilière.	50	161	35	2	560	35	2	180	...	....
Paris.	16	Juillet.	1834	Surenchère.	47	608	34	2	440	35	2	56	100	317
Cassation.	16	Juillet.	1834	Intervention.	47	584	34	1	540	34	1	381	...	....
Bordeaux.	16	Juillet.	1834	Péremption.	47	561	34	2	488	34	2	208	...	....
Toulouse.	17	Juillet.	1834	Dépens.	48	343	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	17	Juillet.	1834	Saisie-arrêt.	47	603	..	..	....	34	1	392	100	175
Bordeaux.	18	Juillet.	1834	Jugement.	46	373	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	22	Juillet.	1834	Avocat.	46	384	34	1	457	34	1	314	...	....
Cassation.	23	Juillet.	1834	Tribunal.	47	574	34	1	453	34	1	400	...	....
Lyon.	24	Juillet.	1834	Avoués.	48	214	..	..	....	..	..	....	...	....
Toulouse.	30	Juillet.	1834	Jug. par défaut.	47	712	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	30	Juillet.	1834	Caution.	47	602	34	2	434	35	2	35	...	....
Metz.	1	Août.	1834	Jugement arbitral.	47	408	..	..	....	..	..	....	...	....
Paris.	5	Août.	1834	Copies de pièces.	47	663	34	2	455	..	..	....	...	....
Paris.	5	Août.	1834	Copies de pièces.	47	659	34	2	452	..	..	....	100	353
Paris.	7	Août.	1834	Appel.	47	677	..	..	....	35	2	25	100	351
Ord. du R.	10	Août.	1834	Colonies.	47	505	..	..	....	34	3	76	...	....
Paris.	13	Août.	1834	Saisie.	48	232	34	2	674	35	2	54	101	276
Poitiers.	13	Août.	1834	Requête civile.	48	56	34	2	515	35	2	55	100	504
Cassation.	19	Août.	1834	Jugement.	47	581	34	1	539	34	1	452	100	333
Cassation.	21	Août.	1834	Instruct. par écrit.	50	37	35	1	719	34	1	458	...	....
Pau.	21	Août.	1834	Jug. par défaut.	47	711	35	2	108	..	..	....	...	....
Agen.	22	Août.	1834	Saisie immobilière.	49	671	35	2	367	35	2	153	...	....
Poitiers.	24	Août.	1834	Exploit.	48	296	34	2	517	35	2	64	100	438
Paris.	25	Août.	1834	Notaires.	48	62	34	2	495	35	2	12	100	431
Cassation.	26	Août.	1834	Instance.	47	609	..	..	....	..	..	....	100	166
Toulouse.	27	Août.	1834	Surenchère.	49	675	35	2	225	35	2	114	103	276
Toulouse.	28	Août.	1834	Enquête.	48	55	35	2	156	..	..	....	102	253
Cassation.	28	Août.	1834	Conclusions.	48	52	34	1	643	34	1	413	101	32
Paris.	8	Octobre.	1834	Contraint. par corps.	48	160	34	2	615	35	2	12	101	11
Paris.	23	Octobre.	1834	Compétence.	48	246	..	..	....	..	..	....	101	245
Cassation.	5	Novemb.	1834	Dépens.	49	661	34	1	691	35	1	13	101	370
Cassation.	5	Novemb.	1834	Jugement.	48	274	35	1	235	35	1	12	...	....
Cassation.	10	Novemb.	1834	Saisie immobilière.	50	47	..	..	....	35	1	9	...	....
Paris.	10	Novemb.	1834	Garde du commerce.	48	51	35	2	118	35	2	6	101	135
Cassation.	11	Novemb.	1834	Compétence.	49	700	35	1	30	35	1	17	101	466
Cassation.	11	Novemb.	1834	Compétence.	48	227	34	1	689	35	1	20	101	286
Cassation.	12	Novemb.	1834	Audience.	49	684	..	..	....	35	1	22	101	111
Cassation.	12	Novemb.	1834	Garantie.	48	157	..	..	....	..	..	....	101	124
Cassation.	13	Novemb.	1834	Preuve.	49	665	35	1	192	..	..	....	...	....
Cassation.	13	Novemb.	1834	Péremption.	47	719	34	1	690	..	..	....	...	....
Montpellier.	17	Novemb.	1834	Séparation de corps.	48	233	35	2	66	..	..	....	...	....

COURS, LOIS, ETC.	JOURS.	MOIS.	AN.	MOTS.	AVOUÉS v.	AVOUÉS p.	SIREY. v.	SIREY. p.	SIREY. p.	DALLOZ. v.	DALLOZ. p.	DALLOZ. p.	PALAIS. v.	PALAIS. p.
Cassation.	18	Novemb.	1834	Officiers ministér.	48	187	..	..	....	..	..	....	101	1
Cassation.	19	Novemb.	1834	Enregistrement.	49	620	34	1	780	35	1	34	101	79
Cassation.	19	Novemb.	1834	Saisie immobilière.	48	306	35	1	61	35	1	73	...	....
Aix.	22	Novemb.	1834	Saisie-arrêt.	48	315	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Novemb.	1834	Jugement.	48	163	..	..	....	35	1	43	101	193
Paris.	25	Novemb.	1834	Compétence.	48	231	35	2	104	35	2	52	101	282
Cassation.	26	Novemb.	1834	Command.	49	694	35	1	65	35	1	42	101	14
Toulouse.	26	Novemb.	1834	Appel.	48	308	..	..	....	35	2	105	101	582
Cassation.	26	Novemb.	1834	Appel.	48	156	35	1	110	..	..	....	101	99
Cassation.	27	Novemb.	1834	Licitation.	48	251	..	..	....	35	1	335	...	....
Paris.	29	Novemb.	1834	Licitation.	48	41	35	2	12	35	2	34	...	....
Cassation.	30	Novemb.	1834	Jugement arbitral.	48	231	..	..	....	..	..	....	101	303
Paris.	1	Décemb.	1834	Contrainte p. corps.	48	225	35	2	13	..	..	....	101	229
Paris.	2	Décemb.	1834	Jugement.	48	304	35	2	10	..	..	....	...	....
Cassation.	3	Décemb.	1834	Succession bénéfic.	50	145	35	1	559	35	1	43	...	....
Toulouse.	5	Décemb.	1834	Saisie immobilière.	48	351	35	2	474	..	..	....	...	....
Bordeaux.	5	Décemb.	1834	Saisie immobilière.	48	236	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	6	Décemb.	1834	Descente sur lieux.	49	666	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	9	Décemb.	1834	Cassation.	48	298	..	..	....	35	1	66	...	....
Paris.	11	Décemb.	1834	Command.	50	45	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	11	Décemb.	1834	Partage.	48	31	35	1	937	35	1	114	...	....
Paris.	11	Décemb.	1834	Office.	48	214	35	2	112	35	2	74	101	499
Colmar.	11	Décemb.	1834	Exploit.	48	46	35	2	151	..	..	....	101	456
Cassation.	12	Décemb.	1834	Jug. par défaut.	48	242	35	1	33	35	1	72	101	573
Cassation.	15	Décemb.	1834	Avoués.	47	670	35	1	18	34	1	414	102	79
Nîmes.	17	Décemb.	1834	Exploit.	48	159	..	..	....	..	..	....	...	....
Cassation.	19	Décemb.	1834	Exploit.	49	689	..	..	....	35	1	72	...	....
Cassation.	22	Décemb.	1834	Ordre.	48	219	35	1	213	35	1	76	...	....
Cassation.	23	Décemb.	1834	Tribunaux.	48	153	35	1	52	..	..	....	...	....
Cassation.	24	Décemb	1834	Dépens.	49	660	35	1	128	35	1	79	...	....
Cassation.	30	Décemb.	1834	Sentence arbitrale.	50	44	35	1	542	..	..	....	102	281
Cassation.	31	Décemb.	1834	Chose jugée.	50	142	35	1	544	35	1	5	...	....
Cassation.	31	Décemb.	1834	Plaidoirie.	48	238	35	1	541	35	1	84	...	....
Paris.	31	Décemb.	1834	Avoués.	48	135	..	..	....	..	..	....	...	....

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE
ALPHABÉTIQUE.

TABLE

ALPHABÉTIQUE.

ABRÉVIATION DE DÉLAI. *V. Exploit*, c. 12, a. 2. — *Peremp.*, 65.

ABSENCE (1).

C. Ier. ABS. EN GÉNÉRAL. — A. 1. Présompt. d'abs., 1 à 10. — A. 2. Déclar. d'abs. et env. en possess., 11 à 18. — A. 3. Compet. et proc., 19 à 36. — C. II. MILITAIRES ABS., 37 à 48.

CHAP. Ier *Absence en général.* — Art. 1er. *Presomption d'absence.*

1. Quelles sont les personnes qui doivent être considérées comme intéressées à demander, conformément à l'art. 112 C. C., qu'il soit pourvu à l'administration des biens de l'absent ?

Les avis sont partagés — *V.* CARR., t. 3, p. 210, no 2906; PIG., t. 2, p. 338, no 2; MERL., Rép., t. 16, p. 9, § 2; LOCRÉ, t. 1, p. 342; TOULLIER, t. 1, p. 346; PROUDHON, p. 131, et le *Praticien français*, t. 5, p. 119. Un arrêt de la Cour de Colmar, du 16 thermidor an XII, décide que les *intéressés* sont tous ceux qui ont des droits, soit réels, ou actuels, soit éventuels, sur les biens de l'absent. — T. 1, p. 49, no 27.

2. Le ministère public a-t-il voie d'action pour faire nommer une personne à l'effet de représenter un présumé absent, et de défendre ses droits? Oui. — Cass., 8 avr. 1812, t. 1, p. 35, 15 mai 1823, t. 25, p. 160. *V.* aussi MERLIN, Rép., vo *testament*, t. 13, p. 800; PAILLET, t. 1, p. 76, no 135.

3. Cependant quand un absent a laissé une procuration, le ministère public ne peut exercer l'action qui lui est accordée par l'art. 114 du C. C., qu'en prouvant l'insolvabilité du mandataire. — Ag., 14 mai 1811, t. 1, p. 29, no 13.

4. Lorsque, dans une instance relative à la propriété d'un immeuble dont on poursuit le délaissement contre un presumé absent, le tribunal estime qu'il y a lieu de donner un représentant à ce dernier, il n'est pas nécessaire que ce représentant soit un notaire. — Cass., 8 avr. 1812, t. 1, p. 35, no 16.

5. A quel effet le notaire commis en vertu de l'art. 113, représente-t-il l'absent présumé, et quels sont ses pouvoirs?

M. MERLIN a traité cette question, qu'il regarde comme fort délicate; t. 16, vo *absent*, p. 4, § 4; J. A., t. 1, p. 49, no 28.

6. Le notaire commis en vertu de l'art. 113 C. C., est sans qualité pour intenter une action en reddition de compte, au nom du présumé absent; ses fonctions se bornent à représenter l'absent lorsque les demandes en comptes, partages, etc., sont régulièrement provoquées. — Brux., 8 avr. 1813, t. 1, p. 17. Cette décision est conforme à l'opinion de MM. MERL., Rép., t. 16, p. 4; BIRET, *Traité de l'absence*, p. 64, et TOULLIER, t. 1, p. 341; mais M. DELVINCOURT, t. 1, p. 257, est d'un avis contraire.

7. L'administrateur ou curateur nommé à un absent, aux termes de l'art. 112 C. C., a qualité, après avoir interjeté appel, pour représenter l'absent dans l'instance d'appel. — Cass., 25 août 1814, t. 1, p. 39, no 21.

8. Les débiteurs d'un présumé absent, auquel le juge a nommé un curateur qui exerce contre eux des poursuites, n'ont pas qualité pour quereller la nomination de ce curateur. — Arr. de Brux., du 5 juin 1819; opinion conf. de M. MERL., t. 16, vo *absent*, p. 2, § 2; J. A., t. 1er, vo *absent*, p. 51, no 32.

9. Une partie peut faire nommer un tuteur à son adversaire, condamné aux fers par contumace. — Cass., 20 février 1809; J. A., t. 12, p. 562, vo *exécution*, no 32.

10. Requête tendante à faire pourvoir à l'administration des biens d'un présumé absent, t. 1, p. 51, no 33. Quant aux pièces et documents nécessaires pour la justification des requêtes, comme le disent fort bien MM. CARR., t. 3, p. 21., no 2095, et D. C., ce sont les circonstances seules qui déterminent les pièces qui doivent être présentées.

Art. 2. *Déclaration d'absence. Envoi en possession.*

11. Les créanciers de l'héritier présomptif d'un absent n'ont pas le droit de demander, du chef de cet héritier, la déclaration d'absence et l'envoi en possession des biens : ce droit est exclusivement attaché à la personne et à la qualité de l'héritier. — Metz, 15 févr. 1821, t. 23, p. 48; 7 août 1823, t. 25, p. 294.

12. Lorsque dans le testament d'un absent il se trouve des légataires sujets à délivrance, ils doivent, après l'avoir obtenue des héritiers, demander l'envoi en possession comme le font les héritiers présomptifs. — PIG., P. c., t. 2, p. 341.

13. Le débiteur d'une personne présumée absente, dont la dette est subordonnée pour son échéance à l'envoi en possession, a le droit d'intervenir sur la demande en déclaration d'absence, et de la contredire, s'il croit le poursuivant mal fondé à se faire envoyer en possession. — Metz, 15 févr. 1821, t. 23, p. 48.

14. Celui qui a des droits à exercer contre un absent, peut, bien que l'objet de l'action soit indivisible, se pourvoir contre chacun de ceux qui sont envoyés en possession des biens de cet absent; il n'est pas nécessaire qu'il agisse contre tous. — Renn., 7 juin 1816, t. 2, p. 468, no 72.

15. Même après la déclaration d'absence, c'est toujours un administrateur provisoire, et non pas un curateur à succession vacante, qu'il faut nommer dans l'intérêt de l'absent, lorsque les héritiers présomptifs ne demandent pas l'envoi en possession. — Cass., 18 mars 1829, t. 36, p. 269.

16. Dans quel délai les héritiers présomptifs d'un absent, envoyés en possession provisoire de ses biens, sont-ils tenus de payer les droits de mutation? — Décision du ministre des finances qui fixe ce délai à 6 mois, 24 fruct. an XII, t. 1, p. 19, no 6.

17. L'absent qui revient dans son domicile est non recevable à former tierce opposition au jugement de déclaration d'absence; il a valablement été représenté lors de ce jugement par le ministère public. — Colm., 4 mars 1815, t. 1, p. 42, no 24.

18. Les frais relatifs au jugement de déclaration d'absence et à l'envoi en possession provisoire, doivent, en cas de retour de l'absent, être supportés par les héritiers qui ont obtenu cette possession. — Colmar, 4 mars 1815, t. 1, p. 42, no 25.

Art. 3. *Compétence et procédure.*

19. A quel tribunal doivent s'adresser les *parties intéressées* pour faire prononcer la présomption d'absence, la déclaration d'absence, ou l'envoi en possession des biens d'un absent?

En général, c'est au tribunal du

---

(1) *V. Arbitr.*, 71. — *Aut. femm.*, 76 *et s.* — *Jug.*, 503. — *Jug. def.*, 4 *et s.*, 315. — *Min. pub.*, 72. — *Not.*, 53. — *Scell. inv.*, 19. — *Tier. opp.*, 58, 72.

dernier domicile de l'absent ; J. A., t. 1, p. 49, no 29 — *V.* MM. F. L., vo *absence*, t. 1, p. 18, sect. 3, § 3; Carr., t. 3, p. 209, no 2094. Rép., t. 212, no 2907 ; D. C., p. 533 ; Pig., Pr. t 2, p. 333, no 3; Locré, t. 2, p. 301 et suiv.; et Toullier, t. 1, p. 347 et suiv.

20. En matière d'absence tous les jugements s'obtiennent sur requête. — C. T., t. 2, p 339-1.

21. La requête est presentée au président du tribunal, et non pas au tribunal. — C. T., t. 2, p. 330-1.

22. La nature des pièces qui doivent être jointes à la requête dépend des circonstances, mais le plus souvent c'est un acte de notoriété. — C. T., t. 2, p. 340-4.

23. La requête ne doit point être grossoyée ; elle est taxée d'après l'art. 78, § 5, du tarif, et cette taxe est le seul émolument que puisse réclamer l'avoué. — C. T., t. 2, p. 340-5.

24. Si la déclaration d'absence et l'envoi en possession sont demandés séparément et par deux requêtes différentes, la seconde seulement doit passer en taxe. — C. T., t. 2, p. 343-17.

25. Les procédures et les règles prescrites en matière d'absence par le Code civil, s'appliquent au cas d'une absence antérieure au Code, dont on ne poursuit les effets que depuis. — Poit., 11 pluv. an XIII, t. 1, p. 19, no 8. — Lim., 18 août 1823, t. 25, p. 312.

26. Avant le Code civil, l'héritier présomptif d'un absent ne pouvait obtenir l'envoi en possession, s'il ne rapportait préalablement un acte de notoriété constatant l'absence sans nouvelles depuis 10 ans. — Poit., 11 pluv. an XIII, t. 1, p. 19, no 17.

27. L'enquête qui doit précéder la déclaration d'absence ne peut être faite sommairement et à l'audience. — Colm., 16 ther. an XII ; J. A., t. 1, p. 18. — C. T., t. 2, p. 342-14.

28. Quoique le ministère public soit partie dans l'instance, il n'y a pas de signification à lui faire. — C. T., t. 2, p. 342-15.

29. Avant de prononcer l'envoi en possession definitive les juges peuvent ordonner une nouvelle enquête, comme avant la déclaration d'absence. — Pig. Pr., t. 2, p. 345. — C. T., t. 2, p. 344-23.

30. Lorsque l'envoi en possession des biens d'un absent a été prononcé, et qu'un tiers venant demander la préférence sur celui qui l'a obtenue, il s'agit de fixer l'époque précise des dernières nouvelles de l'absent, les preuves à admettre sont abandonnées à la prudence des juges, qui peuvent se contenter d'un simple acte de notoriété, sans avoir besoin de recourir à une enquête contradictoire avec le ministère public. — Cass., 14 nov. 1811, t. 1, p. 31, no 14.

31. L'absence peut être déclarée, et l'envoi en possession provisoire ordonné par un seul et même jugement. — Cass., 17 nov. 1808, t. 1, p. 234-11. — Telle est l'opinion de MM. Merl. Rép., t. 16, p. 17, § 7; P., t. 1, p. 77, no 142, et Carr., t. 3, p. 212, no 2908. Pour l'opinion contraire, *V.* M. Locré, Esprit du Cod. civ.

32. La caution à fournir par les envoyés en possession provisoire ou par l'époux commun en biens, s'il opte pour la communauté, est admise dans la forme ordinaire. — C. T., t. 2, p. 343-19.

33 et 34. En cas de retour de l'absent, les frais faits sur le jugement d'autorisation d'absence ne doivent point être supportés par les héritiers qui ont obtenu la possession. — C. T., t. 2, p. 344-21.

35. Dans le cas où il s'agit seulement de représenter un présumé absent ou même un non présent dans les inventaires, comptes, liquidation et partage où il peut être intéressé, *le president du tribunal* nomme un notaire sur la requête qui lui est présentée. — C. T., t. 2, p. 340-6.

Chap. II. *Militaires absents.*

36. Loi relative aux moyens de constater le sort des militaires absents. — 13 janv. 1817, t. 1, p. 45 et s., no 26.

37. Circulaire de Mgr. le garde des sceaux sur les militaires absents, et les recherches qui doivent être faites par leurs familles. — 7 janv. 1824, t. 26, p. 55.

38. Circulaire du grand juge, portant que les ministres de la guerre et de la marine doivent être consultés sur le fait d'absence des militaires absents. — 16 déc. 1806, t. 1, p. 22, no 10.

39. Loi relative aux mesures à prendre dans l'intérêt des militaires absents, en cas de décès des personnes dont ils sont héritiers. — 11 vent an II, t. 1, p. 12, no 1.

40. Loi qui déclare les dispositions de la loi du 11 vent. an II communes aux officiers de santé, et à tous autres citoyens attachés au service des armées. — 16 fruct. an II, t. 1, p. 13, no 2.

41. Loi relative à certains priviléges établis en faveur des militaires absents. — 6 brum. an V, t. 1, p. 13, no 3.

42. Avis du Conseil d'état concernant les preuves à administrer par les femmes des militaires absents qui veulent se remarier, pour établir le décès de leurs maris. — 12 germ. an XIII, t. 1, p. 21, no 9.

43. Loi qui proroge, en faveur des militaires absents, le délai accordé par la loi du 6 brum. an V, t. 1., p. 41, no 23; 21 déc. 1814.

44. S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un militaire absent, c'est dans les lois des 11 vent. an II et 6 brum. an V, et non dans le Code civil, qu'il faut chercher les règles à suivre pour la conservation des droits de ce militaire. — Brux., 24 mai 1809, t. 1, p. 24, no 12. — *V.* M. M., t. 16, p. 2, 2e et 5e alin., § 5; et t 1, p. 70, nos 62 et 63.

45. Celui qui veut réclamer une somme touchée par le mandataire d'un militaire absent, doit commencer par se faire envoyer en possession de ses biens. — Renn., 19 févr. 1821, t. 16, p. 732, no 24.

46. La nomination d'un curateur aux biens d'un militaire absent doit-elle être faite par le conseil de famille, conformément aux lois des 11 vent. an II et 6 brum. an V, ou par le tribunal, conformément au Code civil?

Elle doit l'être par le conseil de famille. — Renn., 28 août 1813, t. 1, p. 38, no 18. — Colm., 3 mai 1815, *ibid*, p. 27, *in fine*.

Décisions contraires. — Brux., 1er juin 1814, 24 juill. et 22 nov. 1817; J. A., t. 1, p. 27, *in pr.*, et p. 29. — Nîm., 23 janv. 1823; t. 25, p. 32. — Merl., Rép., t. 16, p. 2, 2e alin., § 1; P., t. 1, p. 70, nos 62 et 63.

47. Le curateur judiciairement nommé d'un militaire absent a qualité pour poursuivre le paiement d'une obligation souscrite à son profit. — Paris, 1er juill. 1826.

48. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le ministère public donne ses conclusions dans les causes où des militaires absents sont intéressés. — Cass., 13 mess. an IX; t. 1, p. 16, no 4. — Cependant voyez les observations *loco citato*.

ABSTENTION. *V. Jug. paix.*, 110. — *Jug.*, 196, 402. — *Jug. def.*, 22. — *Récus.*, 28, 90. — *Renvoi*, 24 *et s.*

ACCEPTATION. *V. Arbitr.*, 324. — *Désist.*, 34 *et s.*, 42 *et s.*, 63 *et s.* — *Protêt*, 4 *et s.* — *Trib. comm.*, 396 *et s.*, 399 *et s.*

ACCEPTATION DE SUCCESSION. *V. Sais.-ex.*, 14.

ACCESSOIRES. *V. Arbitr.*, 185 *et s.* — *Ress.*, 295 *et s.*, 316. — *Sur.*, 75 *et s.*

ACCUSÉ. *V. Avoc.*, 32 *et s.*

ACHAT D'IMMEUBLES. *V. Trib. comm.*, 196 *et s.*

ACQUÉREUR. *V. Act. possess.*, 84 *et s.* — *Enreg.*, 240 *et s.* — *Gar.*, 43. — *Sais. imm.*, 785. — *Tier. opp.*, 34 *et s.*, 97 *et s.*

ACQUÊTS. *V. Off. minist.*, 58 *et s.* — *Sais. imm.*, 747.

ACQUIESCEMENT (1).

C. Ier. quelles personnes peuvent acquiescer, 1 à 18. — C. II. acte produisant acquiesc. — A. 1er. Reconnais. de qualité. Conclus. confor. au jug. Rapp. à just. Offr. Demand. de sursis. Appel, 19 à 40. — A. 2. Signif. du jug. à part. ou à av., avec ou sans réserves, avec ou sans somm. d'exécuter le jug., 41 à 63. — A. 3. Exécut. de jug. — § 1er. *A quels jug. il est acquiescé par l'exec.*, 64 *à* 88. —

(1) *V. Appel.*, 717, 719, 734, 736, 737. — *Aut. comm.*, 126 *et s.* — *Cass.*, 88, 122 *et s.* — *Cons. f.*, 9, 103 *et s.* — *Cont. p. c.*, 112 *et s.*

§ 2. *Quels act. emportent l'exéc. d'un jug. et par suite l'acquiesc.*, 88 à 115. — A. 4. Offr. et paiement des frais et dépens, 116 à 138. — C. III. DE L'ACQUIESC. DANS QUELQUES MATIÈRES SPÉCIALES. — A. 1er. Acquiesc. en matière de déclinatoire, 139 à 143. — A. 2. Des nullités et fins de non-recevoir, 143 à 150. — A. 3. En matière de sais., 151 à 159. — A. 4. En matière d'expert., 160 à 175. — A. 5. En matière de prest. de serm. litisdécisoire, 176 à 185. — C. IV. MODE DE CONSTATER L'ACQUIESC. EFFETS. DIVISIBIL. — A. 1er. Mode de constater l'acquiesc., 186 à 193. — A. 2. Effets, 194 à 209. — A. 3. Divisibilité, 210 à 233.

(Pour connaître tout ce qui concerne l'acquiescement, il est nécessaire de se reporter à quelques mots, tels qu'*appel*, *exécution*, *exception*, auxquels on trouvera des notices analogues à celles qui sont classées ci-dessous, et qui compléteront la jurisprudence en cette matière.)

CHAP. Ier. *Quelles personnes peuvent acquiescer.*

1. Le jugement rendu contre un mineur qui y a acquiescé depuis sa majorité ne peut pas être attaqué par la voie de l'appel. — Montp., 3 janv. 1811, t. 1, p. 152, no 67.

2. Le mineur qui, depuis sa majorité, a provoqué un compte ordonné par un jugement rendu pendant sa minorité, est censé avoir acquiescé à ce jugement, et ne peut plus en appeler. — Cass., 26 nov. 1828.

3. Une femme mariée peut acquiescer à un jugement qui prononce l'adjudication de ses biens dotaux, encore qu'elle n'ait pas la faculté de les aliéner. — Riom, 3 avr. 1810, t. 1, p. 147, no 61. — *V.* M. P., t. 1, p. 417, no 8, qui émet une opinion entièrement opposée à celle-ci. — Voyez aussi la page 416, nos 6 et 7, et PIG., t. 1, p. 483 et 484.

4. Le prodigue, auquel un conseil judiciaire a été donné, peut valablement acquiescer au jugement portant nomination de ce conseil, et se rend, par cet acquiescement, non recevable à l'attaquer ultérieurement. — Turin, 4 janv. 1812, t. 1, p. 161, no 74.

5. Lorsqu'un jugement a été rendu du consentement de l'avoué, il en résulte un acquiescement pour son client, qui ne peut être détruit que par une action en désaveu; tant que ce désaveu n'a pas été fait, l'appel n'est pas recevable. — Gren., 28 févr. 1812, t. 1, p. 165, no 76.

6. Cependant les conclusions prises par l'avoué, en l'absence de sa partie, ne peuvent pas constituer un véritable acquiescement. — Montp., 8 août 1827, t. 33, p. 217.

7. Le fondé de procuration générale ne peut valablement acquiescer à un jugement qui condamne le mandant au délaissement d'un immeuble. — Brux., 25 mars 1817.

8. L'acquiescement de l'ayant-cause ne peut jamais être opposé à celui dont il tient son droit. — Cass., 13 niv. an X, t. 1, p. 93, no 21. — *V.* P., t. 1, p. 439, no 39, 4e quest.

9. Est nul l'acquiescement donné par un maire, sans autorisation, à un jugement rendu contre sa commune. — Besanç, 1er févr. 1828, t. 35, p. 188.

10. Lorsque des condamnations sont prononcées contre un individu, non contre lui personnellement, mais en sa qualité de président d'une administration, il n'y a pas acquiescement de sa part au jugement, si, menacé d'exécution sur ses facultés personnelles, il paie en déclarant qu'il n'a payé que *comme contraint et forcé*, avec toutes réserves. — Cass., 27 août 1829, t. 38, p. 351.

11. La régie de l'enregistrement acquiesce-t-elle à une décision judiciaire par le fait de ses préposés?

Non, lorsque c'est un préposé inférieur qui exécute un jugement. — Arr. Cass., 21 germ. an XII.

Oui, lorsque des administrateurs signifient un jugement obtenu par la régie avec sommation de l'exécuter. — Cass., 23 déc. 1807, t. 1, p. 113, no 35.

12. On ne peut opposer au domaine de l'État l'exécution qu'il a donnée à des arrêtés d'un préfet, depuis annulés par décision ministérielle, tant que cette décision n'a pas été réformée; et les tribunaux ne peuvent, sur les poursuites qu'il exerce en vertu de cette même décision, accueillir contre lui la fin de non-recevoir tirée de ce qu'il a exécuté les arrêtés annulés. — Cass., 21 nov. 1831.

13. L'acquiescement donné par le ministère public à l'homologation d'un rapport d'experts, dans une affaire intéressant l'État, n'enchaîne pas le préfet, qui peut en interjeter appel. — Bord., 21 août 1829, t. 37, p. 310.

14. Le procureur général peut appeler d'un jugement correctionnel, quoique les condamnations prononcées aient été exécutées à la diligence ou du consentement du procureur du roi, pourvu toutefois que son appel soit interjeté dans les délais. — Cass., 15 déc. 1814, vo *appel*, no 252, t. 3, p. 419.

15. Le procureur du roi près le tribunal d'appel peut interjeter appel d'un jugement auquel le procureur du roi près le tribunal qui l'a rendu a acquiescé. — Cass., 2 févr. 1827.

16. L'émigré amnistié en vertu du sénatus-consulte du 6 floréal an X, ne peut attaquer les jugements auxquels l'autorité administrative a acquiescé avant l'amnistie. — Cass., 22 vent. an XIII; 10 flor. an XIII; 24 avr. 1826; t. 1, p. 123, no 40, et t. 31, p. 139. — Telle est l'opinion de M. MERL., t. 15, p. 59.

17. Il en est ainsi de l'émigré rentré dans ses biens en vertu de la loi du 5 déc. 1814. — Cass., 14 avr., 1826, t. 33, p. 39.

18. Un failli ne peut, après avoir recouvré l'administration de ses biens, appeler du jugement qui admet un créancier au passif de la faillite, s'il a acquiescé à ce jugement avant la réintégration dans l'exercice de ses droits. — Colm., 24 déc. 1832.

CHAP. II. *Actes produisant acquiesc.* — Art. 1er *Reconnaiss. de qualités. Conclus. conformes au jug. Déclarat. qu'on s'en rapporte à justice. Offres. Demande de sursis. Appel.*

19. Lorsque, dans un acte d'appel, une partie, sans qu'on ait usé de fraude à son égard, a donné à l'intimé la qualité d'héritier, elle ne peut plus ultérieurement contester cette qualité. — Bord., 29 mars 1828.

20. Le jugement qui a été rendu conformément aux conclusions d'une partie, ne peut être attaqué de sa part; elle y a acquiescé par avance. — Gren., 21 germ. an IX; 11 juill. 1816; 19 août 1818, t. 1, p. 83, no 13.

21. Quoiqu'elle déclare vouloir exercer une action en désaveu contre l'avoué qui a pris les conclusions. — Gren., 30 janv. 1823, t. 25, p. 34.

22. Cependant, lorsque les conclusions subsidiaires d'une partie ont été accueillies, elle est néanmoins recevable à attaquer le jugement qui a rejeté ses conclusions principales. — Poit., 18 août 1826, t. 31, p. 232.

23. Ainsi la partie qui, après avoir conclu à la preuve testimoniale, a conclu subsidiairement à ce que le serment fût déféré à son adversaire, peut appeler du jugement qui, rejetant les conclusions *principales*, admet les *subsidiaires*. — Riom, 1er mars 1826, t. 3[illegible], p. 337.

24. Celui qui, sur l'invocation d'un arrêt rendu par une autre cour entre d'autres parties, contrairement à son intention dans la procédure actuelle, a reconnu que l'on pouvait y appliquer cette décision étrangère, n'est pas censé avoir acquiescé d'avance à sa condamnation, lors surtout qu'il a allégué un autre moyen pour l'écarter. — Brux., 29 nov. 1832.

— *Dés.*, 20 *et s.*, 44 *et s.* — *Désist.*, 4 *et s.* — *Dom.*, 5. — *Enq.*, 497 *et s.* — *Enreg.*, 197. — *Except.*, 292. — *Expert.*, 38. — *Gar.*, 81 *et s.*, 98. — *Jug. déf.*, 289 *et s.*, 318, 324 *et s.* — *Jug. p. t.*, 54 *et s.*, 149 *et s.* — *Min. p.*, 14. — *Not.*, 104 *et s.* — *Req. civ.*, 85 *et s.* — *Ress.*, 450, 20 *et s.* — *Sais.-ex.*, 128 *et s.* — *Sais. imm.*, 50, 147 *et s.* — *Sép. b.*, 88. — *Serm.*, 30 *et s.* — *Sur.*, 226. — *Trib. comm.*, 342, 590.

25. La partie qui déclare se référer à la décision du juge, ne doit pas être réputée avoir renoncé à la voie d'appel —Brux., 14 avr. 1820.

26. La déclaration d'une partie qu'elle s'en rapporte à justice, ne constitue pas un acquiescement au jugement à intervenir, qui la rende non recevable à en interjeter appel. — Cass. 18 germ. an XI, et 10 mai 1827.— Ag., 3 frim. an XII.— Paris, 30 mai 1811. — Rouen, 7 nov. 1811. — Metz, 22 juill. 1812 et 26 mars 1821, t. 1, p. 99, nº 26 et 173; nº 84, t. 23, p. 107, et t. 33, p. 290.

La jurisprudence est fixée sur cette question. Cependant la Cour d'Agen a résolu dans un sens contraire aux précédentes décisions la question de savoir quels sont les effets du rapport à justice; par arrêt du 31 août 1819, t. 1, p. 105, nº 28.

Il en est de même lorsqu'on s'en rapporte à la sagesse des tribunaux. — Brux., 7 mars 1832. — Bord., 4 mai 1833.

27. Il en est autrement quand une partie, tout en s'en rapportant à prudence, a pris, quant aux dépens, des conclusions qui lui ont été adjugées; elle est censée avoir acquiescé par avance au jugement à intervenir —Metz, 22 juill. 1812, t. 1, p. 137, nº 84.

28. La déclaration faite par un avoué que sa partie s'en rapporte à justice, ne rend point celle-ci non recevable à interjeter appel du jugement intervenu sur cette déclaration. — Bord., 15 janv. 1831, t. 40, p. 213

29. La déclaration faite en première instance par l'avoué du défendeur, *qu'il n'a rien à opposer aux conclusions du demandeur*, n'élève pas, comme emportant acquiescement, une fin de non-recevoir contre l'appel.— Brux., 7 nov. 1825.

30. La partie qui a été condamnée à payer ce qu'elle avait offert, n'est pas recevable à interjeter appel du jugement qui prononce cette condamnation, quoique ces offres n'aient pas été acceptées en première instance, si la partie qui a obtenu le jugement l'a fait signifier avec commandement de s'y conformer. — Nîm., 11 flor. an XIII, t. 3, p. 77, vº *appel*, nº 30.

31. L'acquéreur qui, dans des contestations sur un ordre, s'est borné à offrir de payer *à qui par justice serait ordonné*, n'est pas censé par là avoir renoncé au droit d'interjeter appel. — Lim., 24 févr 1826, t. 31, p. 225.

32. Il n'y a pas acquiescement à un arrêt rendu en dernier ressort, de la part de celui qui a demandé un sursis pour produire une pièce qui devait influer sur la condamnation prononcée.— Cass., 24 janv. 1827, t. 33, p. 35.

33. Mais la partie qui demande au tribunal un sursis à l'exécution du jugement qu'il va rendre, acquiesce par avance au jugement, et renonce à l'appel. — Gren., 1er pluv. an IX, t. 1, p. 82, nº 12.

34. On ne peut faire résulter un acquiescement qui rende l'appel irrecevable: 1º de ce que l'appelant a demandé au tribunal un sursis à l'exécution provisoire du jugement; 2º de ce que dans l'opposition par lui formée au commandement, il a offert de se libérer après la liquidation de sa dette.— Turin, 9 janv. 1808, t. 1, p. 134, nº 49.

35. On ne peut appeler d'un jugement sur la signification duquel, avec commandement de payer, on a promis de faire le paiement, si un délai était accordé. — Pau, 4 mars 1831, t. 41, p. 400.

36. Lorsqu'un particulier non négociant, traduit devant le tribunal de commerce pour paiement d'une lettre de change, a reconnu sa signature et s'est borné à demander un sursis, il est non recevable à interjeter appel comme d'incompétence. — Colm., 5 nov. 1825.

37. Lorsqu'un jugement, après avoir statué sur un point de contestation, ordonne aux parties de s'expliquer ultérieurement sur les autres points, et fixe jour à cet effet, la partie à laquelle ce jugement préjudicie n'est pas censée y acquiescer, et renoncer au droit d'en appeler, en demandant au jour fixé une remise par son avoué, ou en soutenant que ce jugement ne lui a pas été signifié dans la forme voulue, et en déclarant qu'elle ne peut y satisfaire. — Brux., 13 juill. 1826.

38. On ne peut, dans le même cas, faire résulter cet acquiescement de l'opposition faite par cette même partie, sous réserve de tous ses droits, au jugement par défaut prononcé contre elle par suite de la déclaration de ne pouvoir satisfaire au premier jugement. — Brux., 13 juill. 1826.

39. Il n'y a pas acquiescement à un jugement interlocutoire, lorsque la partie contre laquelle ce jugement a été rendu se pourvoit devant le tribunal pour demander que, faute par son adversaire d'avoir exécuté ce jugement, la cause soit jugée en l'état — Montp., 8 août 1827, t. 33, p. 217.

40. Lorsqu'un jugement n'est attaqué sur l'appel que dans quelques-unes de ses dispositions, il y a acquiescement aux autres. — Renn., 20 avr. 1820, t. 12, p. 493, nº 80.

Art. 2. *Significat. du jug. à part. ou à avoué, avec ou sans réserves, avec ou sans sommation d'exécuter le jugement.*

41. La signification des qualités d'un jugement, même faite sans réserves, ne peut être considérée comme un acquiescement à ce jugement. — Cass., 20 juill. 1831.

42. Une partie ne se rend pas non recevable à interjeter appel d'un jugement, en le faisant signifier avec réserves d'appel. — Metz, 7 déc. 1810 et 8 mai 1811, t. 3, p. 290, vº *appel*, nº 152.

43. Même quand ces réserves n'auraient pas spécialement trait à l'appel. — Nîm., 5 août 1829.

44. Et lors même que l'appel de l'adversaire est déclaré nul par défaut de forme.— Gren., 15 janv. 1813, t. 1, p. 176, nº 87.

45. Mais la simple signification d'un jugement, faite sans protestation ni réserves, caractérise un acquiescement à ce jugement. — Paris, 22 vendém. an XII. — Cass., 13 nov. 1813, et 12 août 1817. — Brux., 23 févr. 1827, t. 1, p. 100, nº 27.

46. Lors même que des protestations se trouvent sur l'original de l'exploit, si elles ont été omises sur la copie — Brux., 11 août 1808, t. 3, p. 185, vº *appel*, nº 80.— On peut consulter M. Carr., t. 2, p. 119, nº 1564.

47. Ou que cette réserve se trouverait exprimée dans la signification précédemment faite à l'avoué. — Gênes, 26 juin 1812, t. 1, p. 172, nº 82.

48. Il en est autrement si cette réserve se trouve énoncée dans les qualités du jugement signifié. — Gênes, 7 mars 1812, t. 1, p. 166, nº 78.

49 et 50. Mais l'acquiescement à un jugement ne résulte pas de la simple signification de ce jugement faite *d'avoué à avoué*, quoique sans protestations ni réserves. — Turin, 20 mai 1809, t. 1, p. 139, nº 53. — Metz, 23 juin 1819.

51. Comme aussi une partie dont l'avoué a signifié, sans réserves, le jugement aux avoués des parties adverses, ne peut être réputée, par le fait seul de cette signification, avoir acquiescé au jugement qui la condamne, et être déclarée non recevable à interjeter appel dudit jugement. — Poit., 13 juin 1822, t. 24, p. 191.

52. Il en était de même sous l'ordonnance de 1667. — Cass., 6 févr. 1808, t. 1, p. 136, nº 50.

53. La signification à avoué d'un jugement qui n'a pas besoin d'être signifié à partie, constitue un acquiescement à ce jugement, lorsqu'elle a eu lieu sans protestations ni réserves.— Liége, 16 janv. 1811, t. 1, p. 155, nº 69.

54. Peut-on faire résulter un acquiescement au jugement qui prononce sur les poursuites d'emprisonnement contre un notaire, en vertu de la loi du 25 ventôse an XI, de ce qu'antérieurement à l'acte d'appel, le ministère public a fait signifier, sans réserves, ce jugement à la personne qu'il concerne? — Brux., 31 janv. 1826.

55. La signification d'un jugement interlocutoire, faite avec réserves et protestations, n'est point un acquiescement.— Cass., 21 janv. 1812, t. 15, p. 240, vº *jugement*, nº 68.

56. La signification d'un jugement, quoique faite avec réserve d'en appeler, renferme un acquiescement et rend l'appel non recevable, si la signification est suivie d'un commandement qui ne contient pas cette réserve.— Gren., 26 mars 1817, t. 1, p. 194, nº 105.

57. L'on ne peut appeler d'un jugement après l'avoir signifié avec sommation d'y obéir. — Renn., 27 févr. 1830, t. 40, p. 199.

58. La signification d'un jugement, avec sommation de s'y conformer, emporte, de la part de la partie qui a fait cette signification, un acquiescement qui la rend non recevable à interjeter appel principal. — Bord., 27 nov. 1830. — Nîm., 21 août 1822; *id.*, 2 août 1832, t. 24, p. 281. — V. *infrà*, nos 112 et 113.

59. Lors même que la signification contiendrait la réserve d'en appeler. — Nîm., 7 mai 1813, t. 1, p. 180, no 91.

60. Lorsqu'on fait signifier un jugement avec sommation d'y satisfaire et de s'y conformer, on se ferme irrévocablement la voie de l'appel; on ne peut plus qu'en appeler incidemment, dans le cas où l'autre partie se porterait appelante principale; on ne pourrait même exciper de ce que le jugement aurait été signifié avec protestations et réserves. — Arrêt Cass., 27 juin 1820, t. 3, p. 461, vo *appel*, no 288.

61. Comme aussi la partie qui, postérieurement à l'appel interjeté, signifie le jugement de première instance sans réserves, et fait sommation de l'exécuter, est censée acquiescer à ce jugement et se désister de son appel. — Bourg., 7 déc. 1825, t. 37, p. 54.

62. Décidé au contraire que l'exploit de notification d'un jugement, avec commandement de payer les sommes y réservées et réserves expresses de s'en porter appelant, ne constate pas un acquiescement. — Renn., 2 juill. 1819; 0 mai 1820. — Cass., 9 août 1826, t. 1, p. 213, no 121; t. 18, p. 702, no 44, et 32, p. 92.

63. L'intimé qui a fait déclarer nulle la signification du jugement dont est appel, à lui faite par l'appelant avant d'en demander la réformation, ne peut ensuite soutenir que celui-ci acquiesce à ce jugement en le signifiant. — Brux., 3 déc. 1830.

Art. 3. *Exécut. du jugement.* — § 1er. *A quels jugements il est acquiescé par l'exécution.*

64. Une partie ne peut interjeter appel d'un jugement dont l'exécution a été ordonnée par un second jugement rendu sur sa demande. — Metz, 9 mai 1820, t. 1, p. 212, no 118.

65. On ne peut acquiescer ni explicitement ni expressément à un jugement qui renvoie les parties devant un juge incompétent. — Riom, 21 juill. 1824, t. 27, p. 153.

66. Lorsqu'on a acquiescé à un jugement rendu par des juges incompétents, on ne peut plus en appeler. — Dijon, 21 juill. 1827, t. 37, p. 119.

67. De même le jugement rendu par un juge de paix sur un intérêt qui excède les limites de sa compétence, et sans une prorogation formelle de juridiction, peut être validé par l'acquiescement de la partie condamnée, et l'inscription prise en vertu de ce jugement est valable. — Toul., 24 févr. 1821, t. 23, p. 59. — *V.* M., vo *hyp.*, p. 874, sect. 2, § 2, art. 10.

68. Est recevable l'appel de celui qui a acquiescé au jugement ordonnant la réunion d'un conseil de famille devant un juge de paix incompétent. — Nancy, 22 juill. 1827. Le comte de Rougrave C. Halloux.

69. Le paiement des sommes adjugées par un jugement en premier ressort, mais qui est déclaré exécutoire par provision et sans caution, n'emporte pas acquiescement. — Brux., 21 févr. 1814.

70. On ne peut pas considérer comme un acquiescement l'exécution d'un jugement exécutoire par provision. — Brux., 21 févr. 1814. — Montp., 3 févr. 1816, t. 13, p. 222, no 250, et t. 1, p. 191, no 101. — *V. infrà*, no 112.

70 *bis.* Quoiqu'il n'y ait point eu de réserves. — Paris, 22 févr. 1810, t. 1, p. 143, no 57.

71. Cependant il a été décidé que la partie qui exécute volontairement un jugement, même exécutoire par provision, se rend non recevable à en interjeter appel (443 C. P. C.). — Bord., 8 mai 1829, t. 37, p. 313. — C'est une décision sur laquelle les faits ont dû avoir beaucoup d'influence.

72. Mais si des réserves sont faites, le droit d'appeler du jugement exécutoire par provision, malgré l'exécution, ne peut pas être contesté. — Agen, 3 frim. an XII, t. 1, p. 105, no 29.

73. Comme aussi, lorsqu'une partie condamnée par un jugement emportant contrainte par corps et exécutoire nonobstant appel, a été incarcérée, et que, pour obtenir son élargissement, elle consigne le montant des condamnations prononcées contre elle en principal, intérêts et frais, mais seulement comme contrainte et sous la réserve de ses droits; elle n'est point censée avoir acquiescé au jugement, et son appel est recevable. — Cass., 4 mai 1818; t. 1, p. 200, no 110. — *V.* M. F. L., t. 1, p. 40, no 6.

74. On n'est pas recevable à appeler du jugement, même exécutoire par provision, qu'on a exécuté sur un simple commandement de s'y conformer. — Bord., 10 août 1830, t. 40, p. 101.

75. Mais l'exécution d'un jugement définitif, faite même avec réserve d'en appeler, emporte acquiescement, et rend non recevable à en appeler. — Lim., 13 mai 1823, t. 25, p. 158.

76. Ainsi les réserves d'appel sont sans effet lorsque par le même acte la partie condamnée exécute le jugement contre lequel elle fait des réserves. — Metz, 12 mai 1821, t. 15, p. 262, no 107.

77. Et même la partie qui, sur les poursuites de l'autre, se soumet, sans faire ni protestations ni réserves, à exécuter les condamnations prononcées contre elle par une décision en dernier ressort, n'est point censée par là y acquiescer. — Cass. 22 flor. an IX, t. 1, p. 90, no 20.

78. Pareillement celui qui exécute un jugement mal à propos qualifié en dernier ressort, encore qu'il puisse obtenir des juges d'appel des défenses d'exécution, n'est pas censé y acquiescer, qu'il fasse ou non des réserves de se pourvoir. — Cass., 22 oct. 1811, 13 avr. 1830, t. 1, p. 157, no 71 et t. 39, p. 20. — *V.* M. F. L., t. 1, p. 39, no 3.

79. La réserve spéciale de se pourvoir en cassation, quand le jugement devait être attaqué d'abord par la voie de l'appel, n'empêche pas les réserves de produire leur effet, et l'appel est recevable malgré l'exécution donnée au jugement. — Cass. 22 oct., 1811, t. 1, p. 157, no 72.

80. L'acquiescement ne résulte pas de l'exécution du jugement, lorsque ce jugement n'a pas été signifié. — Gren., 2 févr. 1818, t. 1, p. 199, no 108.

81. Cela s'applique à plus forte raison à la partie qui exécute un jugement exécutoire par provision, avant la signification du jugement. — Agen, 12 déc. 1818, t. 1, p. 206, no 113.

82. Cependant la partie qui a déclaré tenir un jugement pour signifié, et promis de l'exécuter, ne peut plus en appeler. — Colm., 16 févr. 1816, t. 9, p. 103, no 60.

83. Il en est ainsi de la partie qui a obtenu un jugement conforme à ses conclusions, et qui l'a exécuté. — Metz, 9 mai 1820, t. 15, p. 260, no 100.

84. L'acquiescement ne résulte pas non plus de ce que le jugement, qui n'intéressait qu'une femme, a été partiellement exécuté par le mari, sans un pouvoir spécial de la femme. — Tur., 20 mai 1809, t. 1, p. 139, no 54.

85. Comme aussi lorsqu'une partie n'exécute un jugement en dernier ressort que postérieurement à son pourvoi en cassation, et sous toutes réserves et protestations, on ne peut voir dans cette exécution aucune idée d'acquiescement. — Cass., 18 vend. an III, t. 1, p. 70, no 4.

86. Ainsi le saisi qui s'est pourvu en cassation contre un arrêt, et qui postérieurement à son pourvoi demande un délai au jour fixé pour l'adjudication définitive, n'acquiesce point à cet arrêt. — Cass., 18 nov. 1828, t. 36, p. 239.

§ 2. *Quels actes emportent l'exécution d'un jugement, et par suite l'acquiescement.*

87. L'exécution volontaire d'un jugement, pour pouvoir être opposée comme fin de non-recevoir contre l'appel, doit résulter de fait,

formels et positifs qui excluent toute autre interprétation.— Brux., 5 oct. 1827.

88. On n'est pas recevable à appeler d'un jugement non exécutoire par provision, après en avoir payé sans réserve sur un simple commandement. — Bruxelles, 23 févr. 1830.

89. Pareillement la partie qui satisfait aux condamnations prononcées contre elle par un jugement qualifié en dernier ressort, et qui se fait en outre remettre les pièces du procès des mains de son adversaire, est réputée avoir acquiescé au jugement, encore qu'elle ait déclaré ne payer que pour prévenir des poursuites ultérieures, et sous la réserve de tous ses droits. — Riom, 10 juin 1817, t. 1, p. 197, no 107.

90. Lorsque postérieurement à un jugement qui donne acte au défendeur de l'offre qu'il fait d'une somme inférieure à celle demandée, le demandeur cède la somme offerte par le défendeur, il ne se rend pas non recevable à appeler du jugement. — Bord., 28 juin 1833. Dussablon C. Marchais-Delabergé.

91. Lorsque après une sentence arbitrale qui règle un compte de tutelle, le mineur retire des mains de son tuteur les pièces et titres relatifs à la tutelle, et lui en donne décharge ainsi que du compte de tutelle lui-même, sans réserves, il acquiesce par là à la sentence d'*exequatur*. — Cass. 1er mars 1814, t. 1, p. 184, no 97.

92. La remise au greffier par l'avoué des défendeurs en inscription de faux, de l'acte argué, et la signification de l'acte de dépôt au demandeur, avec réserve d'interjeter appel du jugement, ne constituent pas un acquiescement qui rende l'appel non recevable. — Nîm., 27 mai 1829. Fauchier C. Giraudy-Cargat.

93. C'est faire un acte d'exécution et acquiescement au jugement qui annule une procédure, que de recommencer la procédure ou de plaider sur le fond de la cause. — Arrêt, Metz, 12 mai 1821, t 15, p. 262; no 106.

94. La partie qui plaide sans protestations ni réserves, est censée acquiescer au jugement qui avait ordonné de plaider au fond —Cass., 14 frim. an XII, t. 15, p. 193; vo *jugement*, no 17 *bis*. V. *infrà*, no 146 et suiv.

95. Lorsque le jugement a prononcé la nullité d'un exploit, la partie condamnée acquiesce-t-elle à ce jugement en faisant signifier un nouvel exploit à son adversaire? — Cette question a été diversement résolue par deux arrêts de la Cour de Renn., des 27 juill. et 30 déc. 1810; J. A., t. 1, p. 149, no 63.

96. La partie qui a comparu devant le tribunal sur l'assignation donnée à bref délai, ne peut être déclarée non recevable dans l'appel qu'elle a interjeté de cette ordonnance antérieurement à la comparution. — Bord., 2 avr. 1830. Lapeyre C. Lapeyre.

97. On ne peut appeler d'un jugement par lequel on a été déclaré propriétaire d'une créance qu'on a ensuite cédée à un tiers. P. 687. Sigaud C. Prignon.

98. Une partie peut appeler du jugement ordonnant à son adversaire de rendre un compte, quoiqu'elle ait demandé communication des pièces de celui-ci.—Brux., 8 mai 1833. Bougaers C. Wellems.

99. On est également non recevable à appeler d'un jugement, lorsqu'on a exécuté les ouvrages qu'il ordonnait. — Dijon, 21 janv. 1808, t. 3, p. 120, vo *appel*, no 50.

100. Un débiteur peut appeler du jugement en exécution duquel il s'est laissé emprisonner.—Lyon, 26 déc. 1832, t. 44, p. 189.

101. On n'acquiesce pas à un jugement interlocutoire, en comparaissant devant un juge-commissaire nommé par ce jugement, seulement pour obéir à justice, et sous toutes réserves — Renn., 22 janv. 1821, t. 15, p. 261, vo *jugement*, no 104.

102. La demande en partage formée particulièrement à un jugement qui statue, *sauf aux parties à provoquer un partage*, n'est pas une exécution de jugement qui rende non recevable à en appeler. — Bourg., 10 janv. 1827. Jacob C. Cotin.

103. Le copartageant qui tire au sort les lots fixés par un jugement, ou qui loue tout ou partie du lot qui lui est échu, est censé avoir acquiescé au jugement qui a ordonné le partage — Agen, 12 avr. 1821, t. 23, p. 135.

104. Comme aussi il y a acquiescement à un jugement d'adjudication d'un immeuble vendu par licitation, de la part de la partie qui a retiré ses meubles de l'immeuble vendu, et qui en a donné décharge à l'adjudicataire, quoiqu'elle ait *réservé ses droits* dans cette reconnaissance. — Poit., 10 juin 1824, t. 28, p. 99.

105. Lorsqu'un héritier qui avait d'abord requis contre le légataire à titre universel du mobilier l'apposition des scellés sur les meubles, titres et papiers de la succession, restreint ensuite sa réquisition aux titres et papiers, et exécute le jugement qui a statué en conséquence de cette restriction, il est non recevable à demander ultérieurement l'apposition des scellés sur les meubles, sous prétexte que ce jugement contient réserve de tous les droits, moyens et actions des parties. — Amiens, 13 févr. 1821, t. 23, p. 45.

106. La partie qui consent à une nomination d'arbitre pour liquider un compte de société, n'acquiesce pas par cela seul à un jugement qui rejette la demande d'acte de reconnaissance de signatures réservant aux parties la faculté de discompter et de liquider. — Colm., 6 déc. 1825. Seiller C. Betting-la-Martel.

107. La saisie-arrêt faite en vertu d'un jugement de 1re instance et notifiée après le jugement d'appel qui a réduit la condamnation, n'est pas un acquiescement à ce dernier. — Cass., 21 mars 1827. Pothier C. Tuote.

108. Il n'y a pas acquiescement lorsque le jugement a été exécuté par la radiation d'une inscription dont il ordonne la mainlevée. — Paris, 12 mai 1814, t. 13, p. 176, vo *exploit*, no 185.

109. La réitération de la cession de biens faite par le débiteur devant le tribunal de commerce en l'absence de ses créanciers, ne peut former un acquiescement de la part de ceux-ci au jugement qui a admis la cession, surtout lorsqu'ils ont protesté appel contre la réitération. — Nîm., 12 janv. 1811, t. 1, p. 153, no 68.

110. Il n'y a pas non plus acquiescement de la part de l'administration forestière à un jugement rendu sur ses poursuites, lorsque le receveur de l'enregistrement a reçu une amende prononcée par ce jugement. — Cass., 29 oct. 1824, t. 29, p. 126.

111. Ni de la part d'un prévenu d'usurpation de chemin public, lorsqu'après avoir contesté et avoir été renvoyé à fins civiles, il offre un autre lieu pour y établir le chemin réclamé.— Cass., 14 août 1823, t. 33, p. 13.

112. Les poursuites exercées pour ramener le jugement à exécution sont un acquiescement. — Nîm. 7 mai 1813.— Lim., 15 mai 1814, t. 1, p. 180, no 92, et t. 7, p. 266 no 78. — *V. suprà*, no 58 et 59.

113. Quoiqu'on ait fait des réserves d'en appeler. — Paris, 11 mars 1813, t. 1, p. 177, no 89.

114. Lorsqu'un failli, condamné en première instance au paiement d'une dette, a compris cette dette au passif de son bilan, il est censé avoir acquiescé au jugement de condamnation, et s'est rendu non recevable à en appeler. — Paris, 27 frim. an XII, t. 1, p. 112, no 34.

115. Celui qui, déclaré en état de faillite par un jugement contradictoire qu'il peut attaquer par appel, assiste avec protestation à l'inventaire fait en vertu de ce jugement à son domicile, est encore recevable à en interjeter appel. — Poit., 25 mai 1814, t. 26, p. 332.

Art. 4. *Offr. et paiement des frais et dépens.*

116. La déclaration d'une partie condamnée, portant qu'elle est prête à payer le principal de sa condamnation, mais qu'elle n'entend payer aucuns frais, ne rend pas non recevable à se pourvoir par appel contre le jugement. — Poit. 9 mars 1827, t. 33, p. 337.

117. Celui qui a offert avant jugement les frais ou honoraires réclamés contre lui, suivant la taxe qui en serait faite par le tribunal, est-il non recevable à appeler du jugement de condamn

ion? — Brux., 12 déc. 1807, t. 19, p. 124, n° 98.

118. Il y a acquiescement quand la partie qui a succombé a payé les frais, en a retiré et en a produit la quittance. — Agen, 3 frim. an XII, t. 1, p. 105, n° 30.

119. De même la partie condamnée qui paie les dépens à l'avoué de la partie adverse, sur la signification qui lui est faite du jugement, avec commandement d'y satisfaire, et avant que la taxe des dépens lui ait été notifiée, se rend par là non recevable à appeler du jugement. — Montp., 24 juill. 1810, t. 1, p. 148, n° 62.

120. La partie qui paie les frais d'un arrêt, et se fait remettre les pièces de son adversaire sans y être contrainte par aucune poursuite, est censée y acquiescer, et dès lors est non recevable à se pourvoir en cassation. — Cass., 3 nov. 1829, t. 38, p. 35.

121. Comme aussi la partie qui paie les dépens auxquels l'a condamnée un jugement non exécutoire par provision, acquiesce à ce jugement, quoique la réserve du droit d'appeler soit insérée dans la quittance, et qu'il y soit énoncé que le paiement n'a été fait que pour éviter une saisie. — Agen, 4 juin 1824, t. 28, p. 97. — On peut consulter RODIER sur l'art. 5 du titre 27 de l'ord. de 1667, et M. D. D., t. 1, p. 8, 3e édit.

122. Décidé cependant qu'il n'y a point acquiescement à un jugement de la part de la partie condamnée, lorsqu'elle a payé les frais entre les mains d'un huissier, sous la réserve de tous droits, et notamment de celui d'appeler du jugement. — Nîm., 9 déc. 1809, t. 1. p. 142, n° 56.

123. Pareillement la partie condamnée par arrêt n'y acquiesce pas en payant les dépens adjugés contre elle, surtout si elle fait des réserves de se pourvoir en cassation. — Cass., 18 mars 1807, t. 9, p. 161, v° *dépens*, n° 23.

124. Il en est de même de celui qui, condamné par un jugement en premier ressort non exécutoire par provision, paie les frais par suite d'un itératif commandement, en déclarant qu'il ne paie que comme forcé et contraint, et sous les réserves d'interjeter appel. — Cass., 2 janv. 1816, t. 1, p. 189, n° 100. — *V.* M. F. L., t. 1, p. 39, nos 4 et 5.

125. Il n'y a pas acquiescement à un jugement par le fait d'avoir payé les frais du procès et de l'expédition du jugement, lorsqu'on ne le fait que par suite d'un commandement et avec réserves de tous droits. — Brux., 24 mars 1829.

126. Le paiement des dépens fait par forme de consignation, et pour éviter des poursuites, ne constitue pas non plus un acquiescement au jugement qui les a prononcés. — Cass., 6 prair. an II. — Agen, 3 pluv. an XIII. — Montp., 6 févr. 1810, t. 1, p. 66, no 1.

127. Comme aussi la partie condamnée par arrêt ou jugement en dernier ressort, n'acquiesce pas à cet arrêt ou à ce jugement, en payant, volontairement et sans réserves, les dépens adjugés contre elle. — Cass., 28 août 1810, t. 1, p. 150, n° 65.

128. Le paiement des dépens, lors même que le jugement est exécutoire par provision, emporte-t-il acquiescement, nonobstant toutes réserves d'appeler? — Oui. Lim., 8 févr. 1827. — Non Bord., 16 mars 1827. — Arrêt de cass. du 19 mai 1830, qui casse celui ci-dessus de la cour de Lim., t. 34, p. 172, et t. 39, p. 334. V. *suprà*, n° 61.

129. On ne peut faire résulter un acquiescement au jugement de ce que les frais auraient été payés, lorsqu'on ne rapporte pas d'ailleurs la quittance de ce paiement, et qu'on se borne à en offrir la preuve par témoins. — Lim., 5 févr. 1817, t. 3, p. 442, n° 265 *bis*.

130. Une partie n'est pas non plus déchue du droit d'appeler d'un jugement, par le motif que son avoué a taxé les dépens qui ont été compensés entre les parties, s'il n'est pas prouvé que l'appelant ait donné à son avoué pouvoir d'acquiescer au jugement. — Paris, 17 germ. an XI, t. 1, p. 98, n° 25.

131. Comme aussi, lorsqu'une partie condamnée par jugement forme opposition à la taxe, sans faire de réserves pour le principal, ce silence gardé sur le principal n'est pas un acquiescement. — Paris, 10 juin 1812, t. 1, p. 171, n° 81. — *V.* M. PIG., t. 2, p. 311.

132. Décidé également que l'opposition à un exécutoire de dépens n'emporte pas l'acquiescement au jugement, ni fin de non-recevoir contre l'appel. — Liége, 3 juill. 1812, t. 19, p. 166, n° 160.

133. Entre l'intimé qui prétend qu'une somme a été comptée à son avoué par l'appelant pour le paiement des frais, et par conséquent en exécution du jugement, et l'appelant qui prétend qu'il n'a compté cette somme que comme une précaution éventuelle contre les poursuites qui auraient pu être dirigées contre lui avant l'appel, c'est la déclaration de l'appelant qui doit faire foi. — Lim., 19 août 1823, t. 25, p. 314.

134. La signification d'un exécutoire de dépens avec commandement de les payer, et l'acceptation du paiement, faites sans aucune réserves par un avoué, ne peuvent être considérées comme des actes emportant acquiescement, et ne peuvent empêcher la partie d'interjeter appel des dispositions principales du jugement. — Rouen, 10 mars 1824, t. 26, p. 167.

135. La consignation par la partie condamnée, aux mains du greffier, d'une somme pour le coût de l'enregistrement du jugement dont elle demande expédition, n'emporte pas *nécessairement* acquiescement à ce jugement; et dans ce cas l'arrêt qui en fait une fin de non-recevoir à l'appel, doit être cassé. — Cass., 12 nov. 1827, t. 34, p. 212.

136. Le paiement des frais du procès fait sans aucune réserve par le receveur d'une administration d'hospices, n'emporte pas de la part de cette administration acquiescement au jugement rendu à son préjudice. — Brux., 16 nov. 1826.

137. Le report d'un jugement ne peut être considéré comme un acquiescement, surtout lorsque celui à la requête duquel il est fait s'en porte appelant. — Renn., 14 juill. 1819, t. 21, p. 283, n° 72.

138. La partie qui, sommée de payer les dépens d'une instance dans laquelle elle a été condamnée, obtient un sursis pour les payer, et en paie plus tard une portion, n'est pas recevable à interjeter appel du jugement rendu contre elle. — Bord., 17 août 1832. Vigneau C. Renaud.

CHAP. III. *De l'acquiesc. en quelques matières spécial.* — ART. 1er. *Acquiescement en matière de déclinatoire.*

(*V.* v° *exceptions*, chapitre 2, article 1er, de nombreuses décisions sur le point de savoir quand le déclinatoire peut être proposé.)

139. Lorsqu'une partie dont le déclinatoire a été rejeté par un jugement en dernier ressort, procède sans protestation devant le tribunal qui s'est déclaré compétent, elle acquiesce au jugement. — Cass., 13 flor. an IX, t. 1, p. 88, n° 18.

140. La partie qui, par suite d'un jugement par lequel le tribunal s'est déclaré compétent, et lui a ordonné de plaider au fond, a fait signifier ses conclusions au fond à sa partie adverse, n'est plus recevable à appeler de ce jugement. — Brux., 8 mars 1828. — *V. suprà*, n° 94.

141. Pareillement lorsqu'un jugement rejette un déclinatoire fondé sur incompétence personnelle, et ordonne de plaider au fond, la partie dont le déclinatoire a été rejeté acquiesce à ce jugement, lorsqu'elle plaide au fond sans réserve, et même lorsqu'elle le fait *sans toutes réserves*. — Lyon, 3 avr. 1819; 20 juin 1825. — Amiens, 8 mai 1821, t. 29, p. 304, et t. 23, p. 165. — *V. suprà*, n° 94.

142. Il en est de même lorsqu'à la suite d'un jugement d'incompétence, la partie reporte la question devant un tribunal désigné pour en connaître; elle est censée par là acquiescer au jugement et renoncer à la voie de l'appel. — Brux., 7 déc. 1807, t. 1, p. 133, n° 47.

143. Et cet acquiescement ne peut être anéanti par le desistement des nouvelles poursuites. — Brux., 7 déc. 1807, t. 1, p. 133, n° 48.

144. Celui qui, débouté d'un déclinatoire, plaide au fond en

renouvelant ses moyens d'incompétence, peut appeler du jugement qui a rejeté le déclinatoire. — Besanç., 9 mars 1827. Roussel C. Pothier.

145. Lorsqu'un associé a décliné la juridiction du tribunal et a demandé le renvoi de la contestation devant arbitres, si un jugement, rejetant le déclinatoire, annule la société et ordonne que sa liquidation aura lieu devant arbitres, et donne acte à toutes les parties du choix qu'elles font d'arbitres, il n'y a pas acquiescement au jugement par le fait du choix d'arbitres de la part de la partie qui avait proposé le déclinatoire, parce qu'on peut croire que, suivant son premier système, elle ne choisit un arbitre que pour le fond de la contestation, et non pour la liquidation ordonnée par le tribunal. — Nim., 9 déc. 1829, t. 39, p. 80.— *V.*, J. A., des observations contraires à cet arrêt.

Art. 2. — *En matière de nullités ou de fins de non-recevoir.*

146. La partie qui, après avoir été déboutée des moyens de nullité proposés par elle, plaide au fond, acquiesce au jugement qui a rejeté ses nullités, et se rend non recevable à en appeler. — Renn., 4 mai 1812.— Gren., 27 août 1813, t. 1, p. 167, n° 79.

147. Décidé au contraire que la demande en renvoi de la cause faite par l'avoué d'une partie, après un jugement qui statue sur des moyens de nullité en la forme, ne constitue pas un acquiescement qui rende la partie non recevable à appeler de ce jugement. — Cass., 17 déc. 1823, t. 25, p. 394.

148. Décidé également que lorsqu'une partie, après avoir succombé dans une fin de non-recevoir, reste en cause et plaide sur le fond de la contestation, sa conduite équivaut à un acquiescement formel donné par elle au jugement qui a rejeté sa fin de non-recevoir, et la rend non recevable à en interjeter appel. — Amiens, 14 mars 1821, t. 23, p. 81.

149. Cependant il n'y a point acquiescement de la part d'une partie qui plaide au fond, quand un jugement en dernier ressort le lui a ordonné après avoir rejeté une fin de non-recevoir, surtout si elle a manifesté l'intention de ne point acquiescer au jugement, en reprenant, lors de sa plaidoirie sur le fond, des conclusions tendantes de nouveau à faire admettre sa fin de non-recevoir. — Cass., 4 flor. an IX, t. 1, p. 86, n° 15.

150. Mais il y a acquiescement de la part d'une partie qui, après avoir proposé une première fin de non-recevoir qui est rejetée par un jugement en dernier ressort, en propose une nouvelle, quoique le jugement ait ordonné de plaider au fond. — Cass., 14 frim. an XII, t. 1, p. 109, n° 31.

Art. 3. — *En matière de saisie.*

151. Celui qui a demandé un délai pour exécuter un jugement, et a laissé exécuter une saisie sans opposition...., y a tacitement acquiescé. — Renn., 18 mars 1826. Leroux C. de Kerouartz.

152. La partie condamnée qui, sur le commandement à elle fait d'exécuter un jugement, répond qu'elle n'a pas d'argent pour y satisfaire, qui laisse ensuite procéder sans réclamation à la saisie-exécution de ses meubles, dont elle se constitue gardienne judiciaire, est censée avoir acquiescé au jugement de condamnation. — Lim., 22 déc. 1812.— Agen, 18 janv. 1828, t. 1, p. 174, n° 85, et t. 35, p. 186.

153. Décidé au contraire que la demande qu'en matière de saisie-exécution fait le saisi d'être préposé à la garde des objets saisis, n'emporte point acquiescement au jugement en vertu duquel il a été procédé à la saisie. — Poit., 9 mars 1827, t. 33, p. 337.

154. Et que celui qui, saisi en vertu d'un jugement par défaut, consent à être gardien, conserve le droit de former opposition jusqu'à la vente.—Cass., 31 janv. 1828, t. 35, p. 92.

155. L'acquiescement ne résulte pas non plus de ce qu'une partie condamnée a répondu à l'huissier qui exécutait le jugement et dressait un procès-verbal de carence, qu'elle ne pouvait payer. — Toul., 14 janv., t. 35, p. 185.

156. La partie qui, pour arrêter des poursuites en expropriation forcée, s'offre à poursuivre elle-même l'adjudication de ses immeubles à l'audience des criées, acquiesce par là au jugement sur lequel le créancier fonde son action, et se rend non recevable à en interjeter appel. — Paris, 26 mai 1807, t. 1, p. 129, n° 45.

156 *bis.* Le créancier qui, après avoir appelé d'un jugement par lequel le tribunal de commerce s'est déclaré incompétent sur sa demande contre son débiteur, pratique une saisie-arrêt sur celui-ci et l'assigne en validité devant le tribunal civil, doit être réputé avoir renoncé à son appel et avoir reconnu l'incompétence du premier de ces tribunaux. — Paris, 1er août 1832, t. 44, p. 119. — *V.* les observations.

157. On ne peut considérer un débiteur exproprié comme ayant renoncé au droit d'appeler des jugements d'adjudications préparatoire et définitive de ses biens, par cela seul que, demeurant dans la même commune que l'adjudicataire, il a laissé celui-ci prendre possession des immeubles adjugés, y faire des réparations, et en payer les contributions avant de signifier les jugements d'adjudication. Ces actes sont personnels à l'adjudicataire, et ne supposent point un acquiescement de la part du saisi. — Cass., 24 août 1830, t. 40, p. 73.

158. Une cour royale peut déclarer qu'il y a eu acquiescement du débiteur saisi au jugement d'adjudication de ses biens, s'il a délaissé l'immeuble vendu sur lui, n'y a laissé aucun effet, et a consenti à la remise des clefs à l'adjudicataire; et ce, lors même que déjà la Cour de cassation aurait jugé qu'il n'a pas acquiescé à son expropriation, en laissant prendre possession et faire des réparations à celui-ci. — Cass., 23 déc. 1832, t. 46, p. 253.

159. On ne peut considérer un créancier comme ayant reconcé au droit de faire juger valable la saisie immobilière par lui pratiquée, et annulée par décisions du tribunal civil et de la cour royale, plus tard cassée sur sa demande par la Cour suprême, quoiqu'avant le jugement de son pourvoi l'immeuble ait été licité, qu'il s'en soit rendu adjudicataire, et qu'il ait touché sur son prix une portion de sa créance. — Orl., 6 déc. 1833, t. 46, p. 143.

Art. 4. — *En matière d'expert.*

160. La partie qui a consenti au renvoi devant experts d'un examen de comptes, pièces et registres, n'est pas recevable à venir prétendre plus tard que l'affaire aurait dû être, en conformité de l'art. 429 C. P. C., renvoyée devant des arbitres. — Bord., 8 juill. 1828. Niel C. Montheuil.

161. La nomination des experts faite après le jugement qui ordonne une expertise, est un acquiescement à ce jugement. —Agen, 24 frim. an 12, t. 1, p. 110, n° 32.

162. Ainsi, lorsqu'un jugement ordonne une restitution de fruits à dire d'experts, la nomination volontaire d'un expert en exécution de ce jugement, doit être considérée comme un acquiescement et une renonciation à l'appel. — Cass., 16 flor. an V, t. 1, p. 75, n° 7.

163. Ainsi encore, le concours à la nomination de l'expert chargé de procéder aux opérations d'un partage, emporte acquiescement au jugement qui a ordonné ce partage. — Il en est ainsi, encore que la nomination de l'expert ait été faite par les seuls avoués des parties, tant qu'il n'existe pas de désaveu contre eux. — Nim., 1er juil. 1819, t. 1, p. 211, n° 117.

164. Décidé au contraire qu'on ne peut faire résulter un acquiescement au jugement qui ordonne une expertise, de ce que les avoués des parties ont concouru spontanément à la nomination des experts. — Toul., 17 août 1808, t. [illegible] p. 138, n° 52.

165. Et lorsqu'un jugement contient une nomination d'experts et que l'un d'eux s'étant déporté le tribunal, du consentement de l'avoué d'une partie, nomme

remplacement un nouvel expert, cette partie n'est pas censée par là avoir acquiescé au premier jugement contenant nomination d'experts, si elle prouve qu'elle a ignoré le deport. — Agen, 20 juin 1814, t 1, p. 186, no 93.

166. La présence de la partie à la prestation de serment des experts, ou son assistance à leur opération, opèrent acquiescement. — Agen, 24 frim. an XII, t. 1, p. 110, nos 32 et 33.

167 Lorsqu'un avoué présent à la prestation de serment des experts se borne à dire qu'il n'a aucun moyen à opposer à cette prestation, la partie n'est pas censée y acquiescer; elle peut appeler du jugement.—Renn., 9 mars 1820, t. 14, p. 398, no 58.

168. Il n'y a pas acquiescement à un jugement qui, entre autres dispositions, nomme des experts, si l'appelant n'interjette son appel qu'après avoir été assigné à l'effet d'assister à la prestation de serment et aux opérations des experts, et après que ceux-ci ont terminé leurs opérations, sans qu'il y ait eu de sa part aucune opposition à ces actes, auxquels toutefois il n'a point assisté. — Brux., 14 fev. 1828.

169. Pareillement la partie qui, sur un jugement qui rejette un rapport d'experts et ordonne une nouvelle expertise, assiste à l'opération des nouveaux experts, acquiesce au jugement et ne peut plus en interjeter appel.—Colm., 5 mai 1809, t 12, p. 692, no 27.

170. Lorsqu'un avoué présent à la prestation du serment des experts nommés par un jugement se borne à dire qu'il n'a aucun moyen opposant à cette prestation, la partie n'est pas censée y acquiescer. Elle peut appeler du jugement. — *V.* 21 ther. an VIII, 2 avr. 1810, et 30 janv. 1819, J. A., t. 1, p. 81, 145 à 210. — Il en serait autrement, si c'était la partie qui eût été présente au serment. — 24 frim. an XII, J. A, t. 1, p. 110. — Renn., 9 mars 1830, t. 14, p. 398. — Faux incident civil, no 58.

171. La partie qui assiste avec son avoué, sans protestation ni réserve, à une expertise, se rend non recevable à appeler du jugement qui l'a ordonnée. — Renn., 23 déc. 1816, t. 15, p. 250, vo *jugement*, no 81.

172. Une partie peut appeler du jugement qui ordonne l'expertise d'une forêt, quoiqu'elle se soit trouvée à cette opération, mais sans y concourir ni manifester l'intention d'y participer. — Colm., 2 janv. 1834, t. 47, p. 478.

173. On ne peut appeler d'un jugement ordonnant une expertise, après avoir assisté à cette opération, et plaidé sur l'homologation du rapport des experts. — Lyon, 27 août 1833, t. 46, p. 371.

174. Ce n'est pas acquiescer au jugement qui ordonne une expertise, que de recevoir les experts dans la maison, lorsque c'est là que doit se faire l'expertise. — Colm., 13 févr. 1830. Bruan C. Dreyffuss.

175. L'énonciation insérée dans un jugement que les experts qui y sont désignés ont été agréés ou convenus par les parties, renferme-t-elle un acquiescement à ce jugement?

Cette question a été diversement résolue par deux arrêts de la Cour d'Agen des 22 mai 1812 et 3 janv. 1818, t. 1, p. 168, no 80.

Art. 5. — *En matière de prestat. de serm. litisdecisoire.*

176. Lorsqu'un jugement condamne une partie, à la charge par l'autre de faire un serment que celle-ci prête à l'instant et à l'audience, la partie condamnée n'est pas censée avoir acquiescé au jugement, par cela seul que son fondé de pouvoir, présent à l'audience, ne s'est pas opposé à la prestation du serment. — Cass., 21 ther. an VIII, t. 1, p. 80, no 11.

On peut voir, sur les questions d'acquiescement en matière de prestation de serment. MM Toullier, t. 10, no 425, p. 573; Pig., t. 1, p 261, P., p. 425, nos 28 et 29, et M Q. D, vo *appel*, p. 92

177. Il en de même lorsqu'un jugement défère le serment supplétoire à une partie; il n'y a pas acquiescement de la part de l'adversaire, par cela seul qu'il a laissé prêter le serment en son absence, sans protestations ni réserves, encore que son avoué, présent à l'audience, ne se soit pas opposé à la prestation. — Nim. 30 janv. 1819, t. 1, p. 210, no 116.

178. Lorsqu'un jugement est rendu à la charge par la partie qui triomphe de prêter serment, si l'adversaire présent à la prestation du serment ne s'y oppose pas, il y a acquiescement de sa part et renonciation à l'appel. — Gren., 7 juin 1808; 26 août 1828. — Cass., 8 juin 1819, t. 1, p. 136, no 51.

179. Lorsqu'un jugement adjuge les conclusions d'une partie, moyennant serment, la partie adverse, qui assiste au serment sans faire de réserves, ne peut plus appeler de ce jugement; elle est censée y avoir acquiescé. — Bord., 9 fev. 1828. Joret C Sallier-Dupin

180. Comme aussi, lorsqu'un jugement arbitral ordonne une prestation de serment, et que la partie contre laquelle il a été rendu, au lieu de se pourvoir par opposition à l'ordonnance *d'exequatur*, assiste au serment et signe le procès-verbal de prestation, cette partie n'est plus recevable à attaquer la sentence arbitrale, quoiqu'elle ait fait précéder sa signature de protestations et de réserves. — Bord, 10 mai 1826, t. 31, p. 323.

181. Décidé au contraire que, lorsqu'un jugement ordonne que l'une des parties prêtera serment, et que l'autre dûment appelée le lui laisse prêter sans avoir interjeté appel, ni fait notifier aucune protestation, celle-ci n'est pas censée avoir acquiescé au jugement qui a ordonné le serment. — Poit., 4 mars 1823, t. 25, p. 426. — Toul., 31 juill 1833, t. 46, p. 166.

182. Pareillement lorsqu'un jugement a déféré le serment d'office à une partie, et que l'avoué de la partie adverse, présent à l'audience, déclare ne pas s'opposer à la prestation du serment, il n'en résulte pas un acquiescement au jugement qui a déféré le serment. — Renn., 2 avr. 1810, t. 1, p. 145, no 59

183. Décidé même que celui qui prête un serment déféré à son adversaire, et réferé par celui-ci, n'acquiesce pas pour cela au jugement qui a déféré l'affirmation. — Cass, 22 flor. an VIII, t. 1, p. 78, no 9.

184. La partie qui a déféré le serment, et qui a consenti à ce qu'il fût prêté en d'autres termes, offerts par la partie adverse, n'est pas recevable à appeler du jugement qui ordonne la prestation dans les termes offerts. — Cass., 8 déc. 1829. Pieffort C. Custers.

185. La partie qui s'abstient d'assister à la prestation d'un serment supplétoire, moyennant lequel un jugement a donné gain de cause à son adversaire, n'acquiesce point à ce jugement, et se réserve au contraire par là le droit d'en appeler.— Bord., 2 août 1832. Grozast C. Joret.

Chap. IV. *Mode de constater l'acquiesc. Effets. Divisibilité.*— Art. 1er. *Mode de constater l'acquiescement.*

186 L'appelant acquiesce au jugement de première instance, en écrivant confidentiellement à l'intimé que c'est contre sa volonté que son défenseur a interjeté appel et qu'il le désavoue. — Cass., 25 prair. an VI, t. 1, p. 76, no 8. — Telle est l'opinion de M. Merl, vo *viduité*, t. 14, p. 5 et 9; *V.* aussi P. t. 1, p. 424, nos 25 et 26.

187. Mais des offres d'exécution d'un jugement, faites dans des lettres écrites, avant la signification de ce jugement, par la partie condamnée, ne forment pas un acquiescement sur lequel on puisse fonder une demande en rejet de l'appel relevé de ce jugement après sa signification. — Toul., 24 avr. 1824, t. 26, p. 217.

188. Comme aussi on ne peut faire résulter un acquiescement d'une lettre écrite par le fils de la partie contre laquelle on veut en exciper, s'il n'est pas prouvé d'ailleurs qu'il eût un pouvoir de son père pour terminer la contestation — Lim., 8 juin 1814, t. 13, vo *exploit*, p. 223, no 252. — Cela est sans difficulté. — *V.* J. A., *ib.*

189. L'acquiescement donné par l'intimé à l'appel de son adversaire ne suffit pas pour terminer le litige, s'il n'est donné que par un simple acte; l'appelant est fondé,

nonobstant cet acquiescement, à insister pour obtenir arrêt, en ce qu'au cas de perte de la copie à lui signifiée, le jugement passerait en force de chose jugée, sans qu'il lui fût possible de prouver l'acquiescement. — Caen, 19 févr. 1823, t. 25, p. 58.

190. De ce qu'une partie aurait dit dans une requête que le maintien ou la réformation du chef d'un jugement dont était appel lui étaient indifférents, il n'en résulte pas un acquiescement à ce chef de jugement. — Bord., 27 août 1827. Seguin-Guerdon C. H. Capron et Joanneau.

191. Un exploit contenant acquiescement à une demande judiciaire ne doit pas, à peine de nullité, ê re signé par la partie. — Orl., 2 mai 1823, t. 25, p. 147.

192. L'huissier qui signifie un jugement n'a pas qualité pour constater l'acquiescement fait devant témoins à ce jugement par la partie contre laquelle il est rendu. — Gren., 6 juill. 1826, t. 32, p. 156.

193 L'attestation d'un huissier que le débiteur condamné s'est libéré des dépens entre ses mains, ne fait pas foi à l'effet de rendre l'appel non recevable. — Gren., 22 juin 1808, t. 14, p. 576, nº 35.

Art. 2. *Effets de l'acquiescement.*

(*V. suprà* tous les numéros des chapitres 2 et 3. Il est question des actes qui opèrent l'acquiescement.)

194. L'acquiescement donné à un jugement opère une fin de non-recevoir contre l'appel, dont on ne peut être relevé par des réserves faites lors de l'acquiescement. — Metz, 9 mai 1830, t. 1, p. 212, nº 119.

195. L'acquiescement donné par le ministère public à l'exécution d'un jugement, ne le rend pas non recevable à en interjeter postérieurement appel. — Cass., 16 juin 1809, t. 16, p. 763, vº *ministère public*, nº 18. — *V.* MM. F. L., t. 1, p. 192, nº 7, et Carr., Comp., t. 1, p. 279, nº 2

196. Le procureur du roi près d'un tribunal correctionnel d'appel ne peut appeler d'un jugement exécuté par le procureur du roi près le tribunal qui a rendu le jugement. — Metz, 30 avr. 1819, t. 16, p. 782, vº *ministère public*. — *V.* nos observations où nous citons MM. Merl., Rép., t. 10, p. 134, et t. 15 *Add.*, p. 507; F. L., t. 3, p. 574, nº 7, et p. 578, nº 9, et Carr., Comp., t. 1, p. 276 et 277, nos 130, 131.

197. Lorsqu'on a formellement acquiescé à un jugement, on n'est pas recevable à en interjeter appel, sous prétexte que le montant des condamnations a été compris dans une obligation souscrite postérieurement au profit du créancier, qu'ainsi il y a eu novation, et qu'il ne peut plus être exercé de poursuites en vertu du jugement. — Cass., 6 févr. 1816, t. 1, p. 192, nº 103. — *V.* M. F. L, t. 1, p. 41, nº 7.

198. L'acquiescement tacite donné à un jugement rend l'appel non recevable. — Renn., 18 mars 1826. Leroux C. de Kerouartz.

199. Lorsqu'une partie saisie a acquiescé à un jugement qui a déclaré bonne et valable une saisie-opposition, en payant les frais dont il a été délivré un exécutoire contre elle, elle ne peut plus exciper de la nullité de l'assignation qui lui a été donnée pour voir statuer sur cette saisie. — Paris, 5 juill. 1814, t. 1, p. 188, nº 99

200. Lorsqu'un oyant compte a reconnu la justice de la plus grande partie des articles du compte présenté, et en a seulement contesté quelques-uns, les tribunaux ne peuvent, malgré cet acquiescement, rejeter d'office le compte en entier, et en ordonner un nouveau, sauf à avoir tel égard que de raison aux articles non contestés du premier compte. — Cass., 30 avr. 1817, t. 1, p. 195, nº 106.

201. Lorsqu'une partie réclamant une somme en vertu d'un titre, un jugement ordonne un règlement de compte, cette partie qui acquiesce à ce jugement et n'en interjette pas appel, est recevable à soutenir, sur l'appel du jugement définitif, que son titre doit être ramené à exécution sans procéder à un compte. — Bord., 11 févr. 1828. Marsais C. Moreau.

202. Décidé cependant que l'on peut, quoiqu'on ait acquiescé, appeler d'un jugement qui a prononcé sur la validité d'un divorce et d'un mariage subséquent, tant qu'on est dans les délais de l'appel. — Cass., 18 août 1807, t. 1, p. 130, nº 46.

203. Lorsqu'un divorce a été prononcé, et que la validité en a été ensuite reconnue, soit par l'acquiescement des parties, soit par l'exécution du divorce, les époux sont non recevables à l'attaquer ultérieurement pour cause de nullité : l'acquiescement ou l'exécution ne peut être déclaré sans effet comme contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs. — Cass., 24 pluv. an XIII. — Paris, 25 vent. an XIII, t. 1, p. 121, nº 39.

204. L'acquiescement donné par un individu non commerçant à un jugement du tribunal de commerce qui le condamne au paiement d'un billet et par corps, ne porte que sur la condamnation pécuniaire, et non sur le chef relatif à la contrainte par corps. — Rouen, 28 nov. 1826, 5 nov. 1827, t. 35, p. 164.

205. Est non recevable à appeler d'un jugement, en cas qu'il condamne par corps, en qualité de marchande publique, la femme qui a acquiescé à un jugement. — Paris, 2 juin 1827, t. 35, p. 298.

206. L'acquiescement à une ordonnance de référé ne rend pas non recevable l'appel du jugement qui en est la suite, quoique l'objet de la décision soit absolument le même dans l'ordonnance et dans le jugement. — Paris, 20 août 1813, t. 17, p. 42, nº 41.

207. L'intimé qui, en posant qualités, a conclu à ce que l'appellation *fût mise au néant*, peut encore soutenir l'appel *non recevable*, en ce que l'appelant aurait acquiescé au jugement de première instance. — Brux., 30 juin 1818.

208. Lorsqu'après la cassation d'un arrêt, une cause est renvoyée devant une nouvelle cour royale, la partie au profit de laquelle l'arrêt avait été rendu ne peut exciper de ce que son adversaire y a acquiescé, si cette exception a été rejetée par la Cour de cassation pour défaut de justification. — Orl., 8 mars 1833, t. 47, p. 706.

209. La fin de non-recevoir résultante de l'acquiescement peut-elle être proposée en tout état de cause? — Non; Renn., 27 juill. 1810. — Oui; Renn., 14 déc. 1810. — Paris, 21 oct. 1813. — Nîm., 21 août 1822, t. 1, p. 149, nº 64, et p. 183, nº 96, et t. 24, p. 281.

Art. 3. *Divisibilité de l'acq.*

210. Lorsque les conclusions subsidiaires d'une partie ont été accueillies, elle est néanmoins recevable à attaquer le jugement qui a rejeté ses conclusions principales. — Cass., 9 niv. an III; 27 flor. an XI. — Gên., 5 févr. 1812. — Metz, 15 juill. 1818, t. 1, p. 72, nº 6, et t. 8, p. 303, nº 1.

211. Ainsi le défendeur qui conclut principalement au rejet de la demande, comme non justifiée, et offre subsidiairement la preuve testimoniale pour prouver qu'elle n'est pas fondée, peut interjeter appel du jugement qui l'admet à la preuve, pour se faire adjuger les conclusions principales. — Nancy, 13 nov. 1826, t. 34, p. 90.

212. Lorsque le même jugement statue définitivement sur un point, et admet à preuve sur un autre, la partie qui exécute le jugement, quant à la preuve ordonnée, sans faire ni protestation ni réserve d'appel, relativement au point jugé définitivement, ne se rend pas par là non recevable à interjeter ensuite appel de cette dernière partie du jugement, bien qu'elle soit encore dans le délai utile. — Brux., 4 mars 1824.

213. Il en est autrement si, en prenant ses conclusions subsidiaires, la partie a abandonné ses conclusions principales. — Paris, 28 juin 1813, t. 8, p. 303, nº 1.

214. Lorsqu'un jugement statue sur plusieurs points, l'acquiescement donné à un des chefs n'entraîne pas acquiescement sur les autres. — Bourg, 20 juill. 1828. Courtier C. Geoffren et de Fontblanc. — Brux., 8 mai 1833. Bougean C. Wilhem.

215. Si le jugement contient deux chefs distincts, et que l'affirmation n'ait été ordonnée qu'à l'égard de

l'un de ces chefs, la partie qui prête le serment n'acquiesce pas à l'autre chef. — Cass., 22 flor. an VIII. — Montp., 21 déc. 1825 — Nancy, 14 *id.* 1827, t. 1, p. 78, n° 10; t. 30, p. 204, et t. 34, p. 185 *V.* MM. P., t. 1, p. 437, n° 39, et CARR., t. 2, p. 136, n° 3.

216. La partie peut, après avoir exécuté la disposition d'un jugement qui ordonne la comparution des parties sur un chef de la demande, appeler des dispositions qui statuent définitivement sur les autres chefs. — Nancy, 19 juin 1828. Dautan C. Arim.

217 et 218. Lorsqu'un jugement contient deux chefs distincts, l'acquiescement à l'un n'empêche pas d'appeler de l'autre. — Bourg., 12 mai 1832. Clavier C. Gerbaut.

219. La partie qui a acquiescé à l'un des chefs d'un jugement peut se pourvoir en cassation contre les autres chefs. — Cass., 25 juin 1832, t. 43, p. 652.

220. La partie qui a obtenu gain de cause sur un ou plusieurs chefs de demandes, et a succombé sur d'autres, n'acquiesce pas à ces chefs, en poursuivant l'exécution des premiers, si elle fait à l'égard des autres des réserves expresses. — Cass., 17 frim. an 11; 3 juin 1818; 16 déc. 1828. — Poit., 3 juin 1828, t. 1, p. 95, n° 24, p. 202, n° 111; t. 35, p. 29, et t. 36, p. 171.

221 et 222. Mais la partie qui acquiesce sans réserves au chef d'un jugement qui lui est favorable, se rend-elle non recevable à interjeter appel d'un autre chef qui lui est contraire? — Oui; Tur., 30 nov. 1811. — Non; Ag., 12 prair. an XIII. —Tur., 20 mai 1809 —Ag., 10 août 1312. — Lim., 1er juill. 1817. — Bord., 19 fév. 1830, t. 1, p. 126, n° 42, p. 139, n° 55, p. 159, n° 73, et t. 39, p. 71.

La jurisprudence paraît fixée dans ce dernier sens

223. Ainsi, lorsqu'un jugement condamne une femme, 1° à rentrer dans le domicile conjugal; 2° à contribuer annuellement pour une somme déterminée aux frais du ménage, l'exécution par elle donnée à la première disposition n'emporte point acquiescement à la seconde. — Am., 12 juin 1822, t. 24, p. 190.

224. De même lorsqu'un jugement contient deux dispositions distinctes, l'une définitive, l'autre préparatoire, on n'acquiesce pas à la première par cela seul qu'on poursuit l'exécution de la seconde. — Cass., 27 vend. an XIII; 19 ther. an XIII. — Brux., 7 juill. 1812, t. 1, p. 116, n° 37.

225. Décidé également que la partie qui poursuit l'exécution d'un jugement rendu en sa faveur, n'est pas censée acquiescer à tous les motifs de ce jugement. — Cass., 22 flor. an X; t. 1, p. 94, n° 23.

226. Lorsque sur une demande en rectification d'un article de compte le demandeur a été débouté, il n'est pas censé acquiescer à ce premier jugement en formant postérieurement une action en nullité contre tout le compte. — Bord., 15 nov. 1828. Mercier C. Mercier.

227. Lorsqu'une cour, par un second arrêt, en éclaircit et explique un premier, l'acquiescement donné à ce premier arrêt ne peut pas avoir d'effet relativement au chef qui n'y était pas compris, quoique, par son second arrêt, la cour ait déclaré qu'elle avait entendu décider ce chef. — Cass., 27 janv. 1829. Comm. de Villards C. Canard.

228. L'acquiescement résultant de l'exécution d'un jugement doit être restreint aux dispositions exécutées. Ainsi, quoiqu'on ait exécuté sans réserves un jugement qui ordonne un règlement par experts, on peut encore en appeler, en ce qu'il a omis de prononcer sur une demande tendante à contrainte par corps. — Paris, 29 fév. 1812, t. 1, p. 165, n° 77.

229. De même l'acquiescement de l'une des parties litigantes, résultant de l'exécution du jugement, ne peut nuire aux autres parties, encore que cette exécution consiste dans un fait indivisible. — Cass., 13 niv. an X, t. 1, p. 93, n° 22. — *V.* P. t. 1, p. 439, n° 30, 4e quest.

230. Lorsque des dommages-intérêts ont été accordés à deux avoués simultanément désavoués, l'acquiescement de l'un au jugement n'empêche pas l'autre d'en appeler. — Renn., 17 août 1818, t. 10, p. 371, n° 34.

L'acquiescement exprès ou tacite est un obstacle insurmontable, dit M. D. C., p. 270, à la demande en désaveu; sauf le cas du dol, c'est notre opinion et celle de tous les auteurs. — Voy. MM. PIG., t. 1, p. 432, et PIG., C., t. 1, p. 620.

231. La partie qui a reçu la signification du jugement peut seule se prévaloir de l'acquiescement qui en résulte. — Gren., 15 janv. 1813, t. 1, p. 176, n° 88.

232. La partie qui, ayant été condamnée par un premier jugement au paiement des dépens, dont la distraction est prononcée au profit de l'avoué de la partie adverse, est déboutée par un second jugement de son opposition à l'exécutoire de ces dépens, et consent à les payer pour se soustraire à des actes de poursuites, sous la réserve de ses droits, ne peut être réputée avoir acquiescé au premier jugement rendu au profit de son adversaire, et être ainsi non recevable à en interjeter appel. — Cass., 15 juill. 1818, t. 1, p. 203, n° 112. — Voy. M. F. L., t. 1, p. 39, n° 39.

233. Lorsqu'un jugement prononce sur deux instances distinctes, dont la jonction avait été prononcée, la signification de ce jugement faite sans réserves par la partie qui a obtenu gain de cause sur l'une des deux instances, ne constitue pas un acquiescement au chef qui la condamne. — Cass., 30 déc. 1818, t. 1, p. 208, n° 114.

234. Revue sur l'acquiescement, t. 42, p. 65 et 129.

ACTE ADMINISTRATIF. *V. Act. possess.*, 108 *et s.* — *Arb.*, 38. — *Comp.*, 15. — *Cont. p. c.*, 362 *et s.* — *Enq.*, 41. — *Excep.*, 42, 149. — *Jug.*, 259. — *Référé*, 28. — *Renvoi*, 108 *et s.*, 130. — *Sais.-ex.*, 165 *et s.* — *Trib.*, 41 *et s.*, 110, 399 *et s.*, 454 *et s.*

ACTE AUTHENTIQUE. *V. Arb.*, 393 *et s.* — *Enq.*, 12 *et s.* — *Exéc.*, 14. — *Exéc. p.*, 93. — *Faux i.*, 1 *et s.* — *Huiss.*, 82 *et s.* — *Serm.*, 64. — *Vérif. d'écrit.*, 77, 79.

ACTE CONSERVATOIRE. *V. Succ.*, 7. — *Sur.*, 71.

ACTE D'APPEL. *V. Appel.* — *Enreg.*, 185 *et s.* — *Except.*, 3 *et s.*, 40 *et s.*, 57 *et s.* — *Exploit.* — *Faux i.*, 8. — *Huiss.*, 74 — *Ordre*, 254 *et s.* — *Sais.-ex.*, 56, 59. — *Sais. imm.*, 1101. — *Trib.*, 69.

ACTE D'AVOUÉ A AVOUÉ. *V. Appel*, 275, 276, 677, 685, 703, 704, 705. — *Arb.*, 501. — *Av.*, 46. — *Enreg.*, 351. — *Huiss.*, 23. — *Jug. déf.*, 172 *et s.*, 149 *et s.* — *Référé*, 62. — *Sais.-a.*, 241. — *Sais. imm.*, 986 *et s.* — *Tier. opp.*, 158.

ACTE DE COMMERCE. *V. Aut. f.*, 102. — *Cont. p. c.*, 39 *et s.* — *Huiss.*, 5. — *Jug.*, 286. — *Trib. comm.*, 52 *et s.*, 114 *et s.*

ACTE DE DÉPOT. *V. Not.*, 35.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Cas de rectification. — Qui peut la demander — Compét. — Procéd. — Appel. — Rectification. — Responsabilité des offi. de l'état civil.

(On consultera avec fruit J. A., t. 42, p. 313, une revue très-complète contenant la solution des difficultés en matière de rectification des actes de l'état civil.)

1. Décret du 12 juill. 1807, concernant les droits à percevoir par les officiers publics de l'état civil. — C. T., t. 2, p. 335, n° 63

2. Loi du 11 germ. an XI, relative à ceux qui peuvent demander le changement d'un prénom, qui ne se trouve ni dans les différents calendriers, ni parmi les noms des personnages connus de l'histoire ancienne. — C. T., t. 2, p. 332, n° 49.

3. Lorsque des actes de l'état civil n'ont pas été inscrits sur les registres dans les délais prescrits par la loi, ils ne peuvent l'être qu'en vertu de jugements rendus sur les poursuites des parties intéressées. — Avis, Conseil d'état, 12 brum. an XI, t. 1, p. 236, n° 3.

4. Lorsqu'une mère a fait inscrire son enfant sur les registres de l'état civil, comme étant né d'un individu non présent à l'acte, et qui est décédé sans avoir reconnu l'enfant, le père du défunt a droit et qualité pour faire rectifier cet acte de naissance, contradictoirement avec la mère de l'enfant mineur. Les tribunaux ne peuvent refuser cette rectification, sous le prétexte que, s'agissant d'une demande intéressant l'état d'un enfant mineur, la mère ne pourrait

y acquiescer sans avoir préalablement été autorisée par le conseil de famille. — Besanç., 3 juin 1808, t. 1, p. 446, n° 11.

5. L'enfant né pendant le mariage de la mère, et inscrit sur les registres de l'état civil comme né de *père inconnu*, ne peut obtenir sur simple requête, et sans appeler les parties intéressées, la rectification de son acte de naissance, et obtenir la qualité d'enfant légitime. — Bord., 11 juin 1828. Louis Bernard.

6. Le changement de nom patronymique à opérer par rectification sur les actes de l'état civil, est de la compétence des tribunaux. — Renn., 1826, t. 35, p. 116.

7. De ce que les registres de l'état civil dans un département sont infectés d'erreurs, d'omissions et de faux, il ne s'ensuit pas que la rectification doive en être ordonnée par voie de mesure générale; cette rectification ne peut être faite qu'en vertu de jugement émané des tribunaux, sur la demande des parties intéressées.—Avis, Conseil d'état, 13 niv. an X, t. 1, p. 234, n° 1. — *V.* M. CARR., t. 3, p. 205, n° 2896.

8. Mais il n'est pas nécessaire de se pourvoir en rectification, lorsqu'il ne s'agit que de faire corriger quelques erreurs, comme omissions de prénoms, ou quelques fautes d'orthographe.—Avis, Conseil d'état, 19 mars 1808, t. 1, p. 239, n° 6. — *V.* M. CARR., t. 3, p. 206, n° 2899.

9. Le ministère public peut, sans le concours des parties intéressées, poursuivre d'office l'officier de l'état civil qui a célébré un mariage sans mentionner le consentement des parents. — Jur., 6 avr. 1808, t. 1, p. 241, n° 7.

10. Les individus qui justifient de leur indigence par un certificat du maire de leur commune, ne sont assujétis au paiement d'aucuns frais pour les rectifications des actes de l'état civil qui les concernent; la rectification est requise d'office par le ministère public, et les frais sont à la charge du trésor public.—Décision des ministres de la justice et des finances, 6 brum. an XI, t. 1, p. 235, n° 2.

11. La requête présentée pour obtenir le changement de prénom en vertu de la loi du 11 germ. an XI, doit être taxée, par analogie, conformément à l'art. 78, § 4, du tarif. — C. T., t. 2, p. 332, n° 49.

12. Quel est le tribunal qui doit connaître des demandes en rectification?

C'est celui au greffe duquel les actes sont déposés; telle est l'opinion de M. CARR., t. 3, p. 203, n° 2893; B. S. P., p. 661, not. 21, et TOULLIER, t. 1, p. 302, n° 341; J. A., t. 1, p. 248, n° 13.

12 *bis*. Requête tendante à obtenir la rectification d'un acte de l'état civil, t. 1, p. 252, n° 19 — Cette requête est taxée d'après les art. 78, 29 et 150 du tarif.

13. Les parties intéressées peuvent-elles être appelées en vertu d'une simple ordonnance du président, rendue sur les conclusions du ministère public?

La négative résulte de l'art. 856 C. P. C.; tel est aussi l'avis de M. CARR., p. 205, n° 2895, t. 1, p. 248, n° 14.

14. Lorsque le demandeur en rectification d'un acte de l'état civil n'a pas de contradicteur, la cause doit-elle se juger dans la chambre du conseil?

L'affirmative est soutenue par M. F. L., t. 4, p. 758; mais cette opinion est combattue dans J. A., t. 1, p. 249, n° 15. On oppose que la publicité de l'audience est de droit commun, et que si le législateur avait voulu faire exception dans ce cas, il l'aurait dit.

15. Des certificats de notoriété reçus par le juge de paix ne peuvent suppléer à une enquête. — Trèv., 19 janv. 1817, t. 7, p. 220, v° *conciliation*, n° 43.

16. La preuve testimoniale, en cas de perte de registres de l'état civil, est admissible pour établir la parenté collatérale et l'aptitude à succéder, sans qu'il soit besoin de commencement de preuve par écrit. — 19 janv. 1807, t. 7, p. 220, v° *conciliation*, n° 42.

17. Avis du Conseil d'état sur la manière dont les jugements de rectification des actes de l'état civil doivent être inscrits sur les registres, et dont les actes ainsi rectifiés doivent être ensuite délivrés. — 23 février 1808, t. 1, p. 237, n° 5.

18. Les parties qui n'ont point requis un jugement de rectification d'un acte de l'état civil, ou qui n'y ont point été appelées, peuvent-elles attaquer ce jugement par la voie de l'appel?

Les parties sont sans intérêt pour faire cet appel, puisque le jugement de rectification ne peut pas leur être opposé. Cependant M. B. S. P., p. 662, not. 23, pense que cet appel serait recevable. Cette opinion est combattue. — T. 1, p. 249, n° 16. *V.* aussi M. TOULLIER, t. 1, p. 309.

19. Lorsqu'une demande en rectification d'un acte de l'état civil a été débattue contradictoirement entre plusieurs parties, les délais pour interjeter appel du jugement qui statue sur cette contestation sont-ils les délais ordinaires?

Il semble, d'après l'art. 858 C. P. C., que les trois mois courent d'après la date du jugement. Cependant la question est résolue affirmativement par MM. PIG., t. 2, p. 369; THOM. DES., p. 312; CARR., t. 3, p. 208, n° 2902, et t. 1, p. 250, n° 17.

20. Lorsqu'il a été interjeté appel d'un jugement rendu sur une demande en rectification d'un acte de l'état civil, doit-il être devant la Cour nommé un rapporteur?

L'art. 858 C. P. C. indique les formes à suivre en appel, et ne parle pas d'un rapporteur. *V.* MM. PIG., t. 2, p. 369; CARR., t. 3, p. 208, n° 2903, et t. 1, p. 225, n° 18.

21. Lorsqu'une partie interjette appel d'un jugement qui a rejeté sa demande en rectification d'un acte de l'état civil, elle ne peut, devant la Cour, intimer le procureur général et plaider contradictoirement avec lui; dans ce cas le ministère public n'a que les voies de réquisition. — Brux., 6 fri. an XIV, t. 1, p. 237, n° 4.

22. L'officier de l'état civil doit être poursuivi, s'il a célébré le mariage d'un mineur placé sous la direction d'un conseil de famille, sans s'être fait représenter le consentement de ce conseil, lors même qu'il y aurait eu consentement de quelques parents isolés. — Tur., 6 avr. 1808, t. 1, p. 241, n° 8.

23. Pour poursuivre un officier de l'état civil qui a célébré un mariage sans observer les formalités prescrites par la loi, il n'est pas besoin d'autorisation préalable du gouvernement.—Tur., 6 avr. 1808, t. 1, p. 241, n° 9.

ACTES RESPECTUEUX.

(On consultera avec fruit, J. A., t. 43, p. 381, une revue de jurisprudence et de doctrine sur *les actes respectueux.*)

CHAP. Ier. *Rédaction des act. respect.; leur nombre.*

1. Le mot *sommation* peut être employé dans un acte respectueux, lorsqu'il est d'ailleurs conçu en termes révérentiels.—Cass., 4 nov. 1807, t. 1, p. 262, n° 6. *V. infrà*, n° 18.

2. Mais l'acte par lequel un enfant de famille voulant se marier a fait à ses père et mère une sommation de lui donner le consentement

au mariage, est censé irrespectueux, et conséquemment nul. — Bord., 12 fruc an XIII. t. 7, p. 196, n° 26. *V. infrà*, n° 18

3. Il n'y a pas de nullité, si dans les deuxième et troisième actes respectueux, l'enfant proteste qu'il est dans la ferme résolution de ne point abandonner son projet de mariage —Cass., 4 déc. 1807, t. 1, p. 265, n° 11. — Telle est l'opinion de M. F. L., p. 81 *V. infrà*, n° 18

4. Cependant un acte respectueux est valable, quoiqu'un enfant ait requis le *consentement* et non le *conseil* de ses père et mere — Cass, 24 déc. 1807. — Toul, 27 juin 1821. — Amiens, 8 av. 1325, t. 1, p. 265. n° 10, t. 23, p. 239, et t. 34, p. 359.

5 Il y a nullité des actes respectueux lorsqu'on n'y trouve pas la demande directe de conseil adressée aux pere et mère par le fils de famille, ou son procureur fondé — Montp., 1er juill. 1817, t 1, p. 283, n° 27.

6. Les actes respectueux ayant une certaine relation entre eux, l'omission de la demeure des témoins dans le second acte respectueux, est, vis-à-vis du père, suffisamment réparée par l'expression de cette demeure qui se trouve dans les deux autres actes.—Brux., 11 avril 1810, t. 1, p 269. n° 17.

7. La réquisition aux notaires, l'acte respectueux et la notification signée des notaires, peuvent valablement être réunis dans un même acte. — Renn., 16 fév. 1826. Bruger C. Bruger.

7 *bis*. Indépendamment de l'acte respectueux, il doit être dressé un autre acte distinct, contenant notification de l'acte : ces actes doivent être revêtus des formalités prescrites pour les actes notariés. — Toul., 2 fév. 1830. Dame V. C. son fils

8. La fille âgée de 25 ans peut contracter mariage sans le consentement de ses père et mère, après leur avoir fait un seul acte respectueux. — Bord., 12 mai 1806. — Besanç, 12 nov. 1807. — Paris, 9 sept. 1815, t. 1, p. 259, n° 3. — *V.* en ce sens MM. BIGOT-PRÉAMENEU, exp. des motifs, et DELVINCOURT, t. 1, not. 1, p. 57.

9. Il y a irrégularité dans les actes respectueux, lorsque la fille de famille âgée de moins de 25 ans n'a fait faire qu'une sommation respectueuse, et en a fait signifier copie deux autres fois, de mois en mois — Renn., 9 octob. 1818, t. 1, p. 287, n° 31.

CHAP II. *Notification*. — Art. 1. *Delai et forme*.

10. La règle *dies termini non computantur in termino*, n'est pas applicable aux délais pour la signification des actes respectueux. — Paris, 19 oct. 1809, t. 1, p. 268, n° 16 — *Contrà* M. DELVINCOURT, not 13, p 56, t 1.

11 Dans le délai d'un mois, prescrit pour les actes respectueux, le jour de la signification et celui de l'échéance ne doivent pas être comptés — Colm., 3 déc. 1828. Epoux Jung C. Delle Jung.

11 *bis*. Le notaire qui a accepté de l'enfant un mandat pour le représenter, ne peut formaliser pour lui un acterespectueux. — Douai, 8 janv. 1828. Decluny C. Decluny.

12. Chaque notification d'acte respectueux doit être faite en vertu d'une procuration nouvelle. — Rouen, 19 mars 1828, t. 35, p. 214.

13. Les trois actes respectueux doivent, à peine de nullité, être précédés chacun d'une procuration spéciale — Douai, 8 janv. 1828. Decluny C. Decluny.

14. Mais si la procuration donnée par un fils à un notaire contient pouvoir de faire les trois actes respectueux, est-elle irrévérente à tel point qu'elle puisse les vicier de nullité ? V. *suprà*, n° 1 et suiv. — Oui : Brux, 3 avr. 1823. — Non; Caen, 11 avr. 1822, et 24 fév. 1827, t. 34, p. 355.

15. Il n'est pas nécessaire que le notaire qui se présente pour notifier un acte respectueux, soit porteur d'une procuration spéciale de l'enfant. — Brux., 26 déc. 1812, t. 17, p. 87, n° 6.

16. La présence de l'enfant n'est pas nécessaire pour la validité d'un acte respectueux. — Douai, 8 janv. 1828. Decluny C. Decluny.

17. Il n'est pas nécessaire que celui à la requête de qui sont faits les actes respectueux soit présent à leur notification. — Colm., 3 déc. 1828. Epoux Jung C. demoiselle Jung.

18. L'acte respectueux est régulier, quoiqu'il ait été fait en l'absence de l'enfant qui a requis le notaire de le signifier. — Cass., 4 nov. 1807. — Brux., 18 juill. 1828. — Angers, 10 mars 1813. — Agen, 1er fév. 1817. — Douai, 22 avr. 1819. — Amiens, 10 mai 1821. — Lyon, 28 oct. 1827. — J. A., t. 1, p. 262, n° 5; p. 266, n° 14; p. 275, n° 22; p. 278, n° 24; p. 288, n° 33; t. 23, p. 177, et t. 34, p. 62. — *V.* MM. BIGOT-PRÉAMENEU, *Exposé des motifs*; MERL., Rép., t. 12, p. 727; et MM. PIG., t. 2, p. 465; F. L., t. 1, p. 81; TOULLIER, t. 1, p. 462, n° 549.

19. Les actes respectueux notifiés par une fille sont valables, quoiqu'elle se soit retirée au domicile de son amant. — Agen, 27 août 1829, t. 42, p. 271. V. *infrà*, n° 38.

20. Jugé au contraire que les actes respectueux faits par une fille qui s'est retirée dans la maison de son amant, doivent être annulés comme n'étant pas l'effet de la volonté libre de cette fille. — Montp., 31 déc. 1821. — Aix, 6 janv. 1824, t. 23, p. 390. V. *infrà*, n° 38.

21. Les actes respectueux doivent être notifiés à la personne même des père et mère, à moins qu'il ne soit constaté qu'ils ont refusé de recevoir le notaire et les témoins. — Caen, 12 déc. 1812, t. 1, p 270, n° 18.

22. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'acte respectueux soit signifié au père et à la mère, parlant à leur personne. — Brux., 18 juill. 1808. — Gren., 1er déc. 1818. — Douai, 22 avr. 1819. — Amiens, 10 mai 1821, et 8 avr. 1825. — Toul., 27 juin et 12 juill. 1821. — Lim., 15 janv. 1823. — Renn., 2 mars 1825. — Cass., 11 juill. 1827. — Lyon, 28 oct. 1827, t. 1, p. 266, n° 13; p. 288, n° 32; t. 13, p. 260, n° 319; t. 23, p. 177 et 239; t. 25, p. 19; t. 28, p. 135; t. 33, p. 336, et t. 34, p. 62 et 359.

23. Mais il y a nullité, s'il n'est pas constaté par le procès-verbal des notaires que ceux-ci ont fait tout ce qui était en eux pour trouver les pere et mere. — Montp., 1er juill. 1817, t. 1, p. 284, n° 28. V. *infrà*, n°s 29 et 30.

24. Les actes respectueux sont nuls, lorsqu'il ne résulte pas des procès-verbaux du notaire qu'il a fait les efforts convenables pour arriver jusqu'au père et lui faire personnellement les notifications requises. — Brux., 3 avr. 1823, t. 34, p. 355.

25. Pour qu'un acte respectueux soit valable, il faut qu'il soit signifié à chacun des pere et mère séparément. — Brux., 5 mai 1808. — Montp., 1er juill. 1817, t. 1, p. 265, n° 12; p. 284, n° 30.

26. Lorsque les père et mère habitent ensemble, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'il leur soit donné à chacun une copie des actes respectueux. — Colm., 3 déc. 1828. Epoux Jung C. demoiselle Jung.

27. Mais, dans le cas où il aurait été impossible au notaire de parvenir jusqu'aux ascendants auxquels il devait faire des sommations respectueuses, est-il nécessaire de laisser deux copies, si le pere et la mère existent? — Oui; Caen, 12 déc 1812. — Renn., 2 mars 1825. — Non; Brux., 9 janv. 1824, t. 1, p. 270, no 19; t. 28, p. 135, et t. 34, p. 359.

28. Pour qu'un acte respectueux soit valable, il ne suffit pas que le notaire s'adresse aux père et mère, *tant en son nom qu'en celui de sa femme*, et que le père réponde *tant pour lui que pour sa femme*; il faut que le notaire s'adresse au père et à la mère, et fasse mention de la réponse du père et de la mère. La nullité est alors d'ordre public. — Douai, 25 janv. 1815, t. 1, p. 276, n° 23.

29. L'acte respectueux remis au domicile du père à son fils est nul, s'il n'est pas prouvé que le notaire ait fait les diligences convenables pour parler au père lui-même. — Brux., 26 mai 1829. La demoiselle S. C. son père. V. *suprà*, n° 22.

30. Sont valables les actes respectueux notifiés par un fils à son père en parlant à la domestique de celui-ci, surtout si les notaires ont fait tous leurs efforts pour se

présenter devant lui. V. *suprà*, no 22. — Nim., 8 juill. 1830. Buisson C. Buisson.

31. En cas d'absence des ascendants, la copie d'un acte respectueux peut-elle être laissée au maire plutôt qu'à un voisin? — Oui; Caen, 12 déc. 1812. — Agen, 1er fév. 1817. — Non; Montp., 1er juill. 1817, t. 1, p. 270, no 20; p. 278, no 26, et p. 284, no 29.

32. Les actes respectueux sont nuls, si la copie qui en est signifiée aux ascendants n'est pas revêtue de la signature du notaire, et ne fait nulle mention tant de celles des témoins que de celle de l'enfant qui demande conseil. — Bord., 12 fruct. an XIII. — Paris, 12 fév. 1811, t. 1, p. 257, no 1.

33. Cependant les actes respectueux ne sont pas nuls, par cela que les copies laissées aux ascendants ne sont signées que par le notaire, si les témoins qui l'ont assisté ont signé les originaux. — Montp., 31 déc. 1821, t. 23, p. 390.

34. Un acte respectueux n'est pas nul pour défaut de signatures des témoins sur les copies délaissées aux père et mère; il suffit qu'elles se trouvent sur l'original. — Toul., 7 juin 1830. Marty C. sa fille.

35. Il y a nullité, si la copie signifiée n'est pas signée par les témoins, quoiqu'elle le soit par le notaire, et que les témoins aient signé l'original. — Paris, 12 fév. 1811, t. 1, p. 257, no 2.

36. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le fils indique d'avance à son père, par un acte extrajudiciaire, le jour et l'heure où un notaire se présentera pour lui adresser un acte respectueux. — Angers, 10 mars 1813. — Agen, 1er fév. 1817, t. 1, p. 274, no 21; p. 278, no 25.

37. Le notaire n'est obligé de rapporter les réponses des ascendants auxquels il remet les actes respectueux que lorsqu'il les rencontre à leur domicile. — Colm., 3 déc. 1828. Epoux Jung C. demoiselle Jung.

38. Un père ne peut pas exiger que sa fille quitte la maison de son amant, et se transporte dans une maison tierce pour recevoir sa réponse aux actes respectueux qu'elle lui a fait notifier. V. *suprà*, no 20 et 21. — Brux., 18 juill. 1808, t. 1, p. 266, no 15.

Les tribunaux commettraient des excès de pouvoir, s'ils ordonnaient à la fille, au mariage de laquelle s'opposent ses parents, de se retirer pendant six mois dans une maison tierce, où, durant cet espace de temps, elle ne pourra recevoir celui qui veut l'épouser. — Cass., 21 mars 1809, t. 17, p. 87, no 4.

Décidé au contraire que les tribunaux peuvent ordonner qu'une fille dont ils accueilleront les actes respectueux sera tenue de se retirer dans une maison qui lui sera désignée par ses père et mère opposants à son mariage, et d'y rester un certain temps pour y recevoir leurs conseils. — Montp., 31 déc. 1821, t. 23, p. 390.

39. Il n'est pas nécessaire, pour la validité d'un acte respectueux, que le notaire qui le notifie, délivre aux père et mère copie du procès-verbal qui en est dressé et de leurs réponses. — Besanç., 12 nov. 1807, t. 1, p. 264, no 9.

Art 2. *En quel état de cause peuvent être opposées les nullités.*

40. La nullité des actes respectueux peut être opposée en tout état de cause sur l'instance en opposition à un mariage, parce que c'est une nullité d'ordre public. — Renn., 2 mars 1825, t. 28, p. 135.

41. On ne peut exciper pour la première fois en appel de ce que des actes respectueux ont été signifiés un jour de fête légale. — T. 42, p. 270.

ACTE SIMULÉ. *V. Sais. imm.*, 45.

ACTES DE SOCIÉTÉ.

1. Loi portant que les extraits des actes de société en nom collectif ou en commandite devront être insérés dans les journaux désignés par les tribunaux de commerce. — 31 mars 1833, t. 44, p. 363.

ACTE SOUS SEING PRIVÉ. *V. Enreg.*, 95 *et s.*, 213. — *Exéc. p.*, 92. — *Sais. imm.*, 29 *et s.*

ACTE SYNALLAGMATIQUE. *V. Arb.*, 45., 80 *et s.*

ACTEURS. *V. Trib. comm.*, 51.

ACTION (1).

C. Ier. PAR QUI ET CONTRE QUI PEUVENT ÊTRE INTENTÉES LES ACTIONS. — A. 1. Action pour ou contre les comm., les habitants des comm. et les fabriques, 1 à 14. — A. 2. Action pour ou contre l'état, le prince, la caisse d'amort., 15 à 19. — A. 3. Action pour ou contre un failli, 20 à 32. — A. 4. Action pour ou contre un mineur, une femme mariée, une société, 33 à 44. — A. 5. Action pétitoire, 45 à 47. — A. 6. Cas divers, 48 à 54. — C. II. FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES A L'INTRODUCTION DE CERTAINES ACTIONS. — A. 1. Affaires contre l'état, 55 à 60. — A. 2. Actions pétitoires, 61 à 66.

CHAP. Ier. *Par qui et contre qui peuvent être intentées les actions.* — Art. 1. *Actions pour ou contre les communes, les habitants des communes et les fabriques.*

1. Sous la loi du 10 juin 1793, toutes les actions des communes, relativement à la propriété des domaines nationaux, ne pouvaient être dirigées que contre les procureurs généraux syndics des départements, remplacés ensuite par les présidents des administrations départementales; elles ne pouvaient être formées contre l'agent national ou le procureur syndic du district. — Cass., 30 juin 1818, t. 4, p. 763, no 52.

2. Les habitants d'une commune ne sont pas recevables à poursuivre, en leur nom privé, une action qui appartient à la commune. — Metz, 25 nov. 1819, t. 2, p. 501.

(*N. B.* De ce numéro au no 11, divers arrêts ont fait l'application du même principe. — Ils sont utiles à consulter.)

3. Les habitants ne peuvent se prévaloir, dans leur intérêt particulier, des droits de la commune; et si le maire n'intervient pas, les tribunaux doivent statuer entre les parties. — Besanç., 31 août 1826.

4. Les habitants d'une commune ne peuvent réclamer individuellement, sans l'intervention du maire, un droit de vaine pâture, qui ne leur appartient que comme membres de la commune. — Toul., 10 janv. 1826.

5. Un particulier n'a pas qualité pour réclamer isolément un droit de passage appartenant à une communauté d'habitants. — Cass., 11 juill. 1826.

6. *Contrà* : lorsque les habitants d'une commune exercent individuellement un droit de servitude, chacun des habitants peut, en son nom personnel, défendre à l'action relative à cette servitude, sans qu'il soit nécessaire de mettre en cause la commune. — Cass., 2 fév. 1820, t. 2, p. 509, no 97.

7. Les habitants d'une commune ne sont pas recevables à mettre en cause le maire, pour régulariser la procédure introduite en leur nom, et qui devait l'être au nom de la commune. — Loi du 29 vend. an V; 1er décret du 9 brum. an XIII. — Toul., 10 janv. 1826.

8. Ainsi, lorsqu'un droit de passage appartient à la généralité des habitants d'une commune, le maire seul peut intenter l'action en revendication. — Renn., 21 juin 1816, t. 15, p. 35, no 19.

9. Décidé cependant qu'une action relative à la jouissance d'un chemin public peut être intentée par tous ceux qui y ont intérêt, et que l'intervention du maire de la commune sur laquelle ce chemin passe n'est pas nécessaire. — Bourg., 30 déc. 1822, t. 24, p. 379. — La même Cour avait jugé le contraire par arrêt du 24 avril 1810. J. A., loc. cit.

10. *En règle générale*, les habitants d'une commune n'ont qualité pour revendiquer individuellement, *ut singuli*, un droit communal, que lorsque le fond du droit n'est pas contesté. — Cass., 16 juill. 1822, t. 24, p. 234. — Cet arrêt a fixé la jurisprudence sur ce point, plusieurs autres arrêts

(1) *V. Av.*, 254 *et s.* — *Désist.*, 67 *et s.* — *Evoc.*, 13 *et s.* — *Huiss.*, 101 *et s.* — *Perempt.*, 15. — *Req. civ.*, 84. — *Trib.*, 62 *et s.*

conformes ont été rendus par la même Cour.

11. C'est au maire qu'il appartient de poursuivre, en qualité d'officier de police judiciaire, la contravention au règlement municipal qui fixe le nombre des bestiaux que chaque habitant peut envoyer à la vaine pâture. — Cass., 12 juin 1828.

12. Aux termes de l'art. 82 de la loi du 24 août 1793, les dettes des communes, devenues dettes de l'État, ne peuvent être réclamées que contre l'État, et par voie de liquidation administrative. — Avis du Conseil d'état du 16 fév. 1827, t. 34, p. 138

13. L'action des vingt contribuables les plus imposés est recevable, lorsqu'il s'agit des suites d'un rassemblement dont les conséquences peuvent être à leur charge —Colm, 15 germ. an XIII, t. 11, p. 33, n° 7.

14. Les communes n'ont pas qualité pour intenter les actions réelles qui concernent les églises; aux fabriques seules appartient ce droit. — Nanc., 31 mai 1827, t. 33, p. 115.

Art. 2. *Action pour ou contre l'Etat, le prince et la caisse d'amortissement.*

15 Ce n'est pas au directeur des domaines, mais bien au préfet seul, qu'il appartient de former et défendre aux actions ayant pour objet le domaine de l'Etat —Renn., 22 janv 1821, t. 15, p. 45, n° 25.

16 De même si, sur l'opposition à une contrainte décernée par la régie de l'enregistrement pour une créance de l'état, le titre est contesté, c'est au préfet, comme représentant l'Etat, à faire reconnaître dans les formes ordinaires la validité du titre. — Cass., 30 juin 1828 et 6 août 1828, t. 35, p. 338.

17. L'avénement au trône opère une dévolution entière et forcée de tous les droits actifs et passifs du roi en faveur de l'État. En conséquence le roi est affranchi de toutes les actions qu'on aurait pu avoir contre lui avant son avénement au trône, et ses créanciers deviennent créanciers de lEtat. — Orl., 19 fév. 1824, et Cass., 26 avr. 1824, t. 26, p 96 et 219.

18. La caisse d'amortissement a qualité pour défendre aux actions relatives aux propriétés qui composent sa dotation. — Cass., 26 juin 1826: t. 31, p. 338.

Art. 3. *Actions pour ou contre un failli* (1).

19. Lorsqu'il y a plusieurs syndics nommés, un seul peut agir séparément, si d'ailleurs l'acte de sa nomination l'y autorise.—Brux., 27 déc. 1826.

(1) Pour compléter cet article il faut nécessairement se reporter à la *saisie immobilière*. Chap. 3.

20. Les syndics n'ont pas besoin de se faire autoriser par le juge-commissaire de la faillite, pour exercer une action civile devant la Cour d'assises, alors surtout que les accusés les ont eux-mêmes interpellés de déposer leurs conclusions entre les mains du président. — Cass., 14 juill. 1826, t. 32, p. 83.

Ils peuvent également intenter, sans aucune autorisation, toute action quelconque. — Cass., 1er fév 1830.

21. Les syndics d'une faillite ont seuls qualité pour admettre, avec l'autorisation du juge-commissaire, les demandes en revendication; et l'adhésion des agents de la faillite à une pareille demande est sans effet, quoiqu'elle soit donnée avant la nomination des syndics. — Cass, 10 janvier 1821, t 23, p. 35.

22. *Contrà*, les créanciers d'une faillite peuvent contester les demandes en revendication formées contre elle, quoique les syndics et le juge-commissaire les aient admises —Aix, 11 janv. 1831, t. 41, p. 529.

23. Jugé cependant que, de ce qu'un failli est dessaisi de l'administration de ses biens, il n'en résulte pas qu'il soit sans qualité pour exercer l'action en revendication. — 29 janv. 1829, t. 37, p. 85.

24. Le créancier d'une faillite est recevable dans une action qu'il a intentée en son nom et dans l'intérêt de la masse, si les syndics qu'il a assignés en déclaration de jugement commun sur cette action, déclarent s'en rapporter à justice. — Paris, 1er fév. 1831, t 40, p 108.

25. Dès que la faillite est déclarée par un jugement, les créanciers d'un failli n'ont plus le droit d'obtenir contre lui des jugements, quoiqu'à l'époque de leur obtention la faillite n'ait pas encore été rendue publique par affiches et par insertion dans les journaux —Cass., 2 juill. 1821, t. 23, p. 233 — *V.* M. PARDESSUS, t. 3, p. 304, n° 1179, et M. LOCRÉ, note 1re sur l'art. 457, C. com.

26. Aussi un jugement provoqué et obtenu contre le failli à une époque postérieure au jour fixé pour l'ouverture de la faillite, quoiqu'antérieure au jugement de déclaration de faillite, doit être déclaré sans effet à l'égard des créanciers, notamment si le créancier qui a fait les poursuites avait connaissance de la position de son débiteur.—Douai, 4 janv 1825, t. 28, p. 58.

27. Mais l'art. 494 du Cod. de com., aux termes duquel toute action à intenter contre un failli après sa faillite ne peut l'être que contre les agents et syndics, cesse d'être applicable, lorsqu'il est intervenu entre le failli et ses créanciers un concordat qui donne le droit au failli d'administrer lui-même ses biens, sous la surveillance et avec l'assistance de commissaires. — Cass., 21 juin 1825, t. 29, p. 258.

28. L'action à intenter par les créanciers d'un failli après un contrat d'union, doit être dirigée contre les syndics de celui-ci, s'il existe d'autres créanciers non payés, et surtout opposants au jugement qui les a déclarés forclos, à défaut de vérification de leurs créances.—Cass., 31 août 1830, t. 40, p. 108.

29. Comme aussi lorsqu'un tribunal reconnaît l'intérêt d'un failli à soutenir des droits abandonnés par ses syndics, il peut l'autoriser à se défendre seul sans blesser aucune loi. — Cass., 19 av. 1826, t. 31, p. 316.

30 Les créanciers d'un failli seuls peuvent se plaindre de ce qu'il exerce une action contre un tiers. Celui-ci ne peut le faire déclarer non recevable, par le motif que la faillite l'a dessaisi de l'exercice de ses droits. — Poit., 7 déc. 1830, t. 40, p. 267.

31. L'étranger déclaré en état de faillite par les tribunaux de son pays, et qui ensuite est venu fixer son domicile dans les Pays-Bas, ne peut pas ester en jugement devant les tribunaux du royaume, sur l'assignation à lui donnée par un Belge, du chef d'un contrat passé dans le pays de cet étranger, antérieurement à la faillite de celui-ci. — Brux., 19 juin 1833.

32. Le créancier personnel d'un associé, membre d'une société en nom collectif qui a fait faillite, ne peut agir directement contre son débiteur, mais doit diriger son action contre les syndics de la société. — Douai, 9 fév. 1825, t. 28, p. 226

Art. 4. *Actions pour ou contre un mineur, une femme mariée, une société.*

33. Il n'est pas nécessaire de mettre en cause le subrogé tuteur, quand le tuteur n'a pas d'intérêts opposés à ceux des mineurs. — Renn., 12 août 1814, t. 19, p. 181, v° *ressort*.

34. L'instance introduite contre le tuteur est valablement poursuivie contre lui, nonobstant la majorité survenue du mineur, tant que le changement d'état n'a pas été notifié — Cass., 12 août 1823, t. 25, p. 302.

(*N. B.* Au mot *autoris. femm. mariées* on trouvera des décisions analogues. — Il est également nécessaire de consulter les mots *appel, exploit* et *signification.*)

35. L'enfant défendeur à une action en désaveu dirigée contre lui par son père divorcé, doit être défendu par un tuteur *ad hoc;* mais on ne doit pas adjoindre un subrogé tuteur à celui-ci — Colm., 14 juin 1832, t. 43, p. 552.

36. Un mari ne peut exercer les droits de sa femme en son nom personnel; il est obligé de faire connaître sa qualité de mari. — Renn., 28 avr. 1813, t. 2, p. 437.

37. L'action en rescision d'une vente pour cause de lésion, parce qu'elle a pour objet principal et direct le supplément du juste

prix de l'immeuble vendu, est mobilière ; en conséquence, elle peut etre exercée par le mari sans le concours de sa femme. — Cass., 23 prair. an XII, t. 2, p. 339.

38. Un mari peut, sans le concours de sa femme, intenter les actions immobilières de celle-ci, sauf à elle à intervenir dans l'instance pour le soutien de ses droits. — Cass., 14 nov. 1831. — Cass., 15 mai 1832, t. 42, p. 364.

39. C'est contre la femme autorisée de son mari ou de justice, et non contre le mari seulement, que doivent être intentées les actions des tiers réclamant le fonds dotal. — Bord, 16 mars 1827, t 34, p 360.

40. Les poursuites contre les débiteurs de sommes dotales doivent, à peine de nullité, être faites par le mari; elles ne peuvent l'être par la femme, même avec l'autorisation maritale. — Lim., 4 fév. 1822, t. 24, p. 37.

41. Le mari assigné en dommages-intérêts pour avoir exercé un droit de passage, ne peut pas exciper de ce que, ce droit appartenant à sa femme, c'est elle et non lui qui doit être assignée; c'est à lui à la mettre en cause. — Bord, 14 mars 1828.

42 L'individu contre lequel un mari a intenté une action immobilière de sa femme, a droit de mettre en cause celle-ci, pour que le jugement à intervenir soit déclaré commun avec elle. — *V.* M. Toul, t. 12, nº 386 et suiv., et nos observations. — Cass., 14 nov. 1831. — Cass., 15 mai 1832, t. 42, p. 364.

43. Toute association non autorisée par le gouvernement ne peut être actionnée en justice dans la personne de son prieur. — Aix, 27 janv. 1825, t. 30, p. 17.

44. Des gérants choisis par des propriétaires sont non recevables à introduire une action collectivement au nom de leurs commettants. — Cass., 11 nov. 1829, t. 39, p. 170.

Art. 5. *Action pétitoire* (1).

45. L'usufruitier et le détenteur par antichrèse, qui ont succombé dans une action possessoire, peuvent intenter une action pétitoire pour prouver leurs droits exclusifs à la jouissance dont ils ont été déclarés n'avoir pas la possession annale. — *V.* J. A., t. 2, p. 528, nº 111.

46. Le demandeur au possessoire peut se pourvoir au pétitoire, avant qu'il ait été statué sur la possession. — Bourg, 7 déc. 1809, t. 2, p. 390, nº 33. — Telle est l'opinion de M. Carr., t. 1, p. 55, nº 129.

47. Le tribunal ne cesse pas d'être compétent, et l'affaire ne doit pas être renvoyée devant le juge de paix, par le motif que le fermier, auteur de l'usurpation, a été le seul actionné, et que le propriétaire, appelé dans l'instance, refuse de prendre son fait et cause. — Cass., 3 oct. 1810, t. 2, p. 407, nº 41. — *V.* M. Guichard, *quest. possess.*, p. 381.

(1) Voy., vº *action possessoire*, les décisions rendues sur le point de savoir quels sont ceux qui peuvent intenter l'action possessoire.

Art. 6. *Cas divers.*

48. Le fermier d'un héritage rural peut demander en son nom personnel, contre le propriétaire voisin, l'ébranchage des arbres qui nuisent à ses recoltes. — Cass., 9 déc. 1817, t. 16, p. 635, nº 92 *bis*, vº *juges de paix*.

49. Le propriétaire d'un canal est sans qualité pour intenter une action relative à un canal, lorsque les termes d'un règlement fait entre tous les riverains, dont lui-même fait partie, attribuent ce droit aux syndics de l'association. — Cass., 2 août 1828.

50. Lorsqu'il y a dans une obligation plusieurs débiteurs solidaires, le paiement offert par l'un d'eux au créancier commun doit être accepté par ce dernier, qui, dans ce cas, ne peut diviser son action outre, sur tous ses débiteurs, en renonçant à leur solidarité. — Bord., 14 avr. 1825.

51. Le créancier qui a déclaré agir comme exerçant les droits et actions appartenant à son débiteur et à l'héritier de celui-ci, ne peut procéder par voie de commandement contre ce dernier (art. 1166 C. C.). — Bord., 7 déc. 1833.

52. En matière de contributions indirectes, l'action publique et l'action privée ne font qu'une seule, qui peut être enrôlée, soit par le ministère public, soit par les administrateurs, fermiers, adjudicataires, et autres chargés de percevoir les droits. — Cass., 26 août 1826.

53. Lorsque les propos injurieux dont se plaint une partie n'ont pas été tenus à l'audience, elle peut exercer son action civile, quoiqu'elle ne lui ait pas été réservée par le juge. — Cass., 7 juill. 1827.

54. Un officier de santé a action pour citer directement devant un tribunal correctionnel un individu qui exerce illégalement la médecine ou la chirurgie. — Paris, 4 juin 1829, t. 36, p. 331.

(*N. B.* Pour l'application de principes analogues, il est utile de consulter le mot *officiers ministériels.*)

Chap. II. *Formalités préliminaires à l'introduction de certaines actions.* — Art 1er. *Affaires contre l'Etat* (1).

55. Avis du Conseil d'état, approuvé par le ministre des finances, sur la marche à suivre par les préfets qui plaident au nom de l'Etat, et par les particuliers qui plaident contre lui. — 28 août 1823, t. 32, p. 28.

(1) *V.*, vº *avoué*, les arrêts sur la question de savoir si l'Etat doit employer le ministère d'un avoué.

56. On ne peut intenter une action contre l'Etat sans avoir présenté un mémoire au préfet du département — Nîm., 16 déc. 1830, t. 40, p. 136.

57. On ne peut pas intenter une action contre l'Etat, sans s'être préalablement pourvu par simple mémoire auprès du préfet du département, pour avoir sa décision. — Spécialement une commune n'est pas dispensée de ce recours, sur le motif qu'elle a obtenu du conseil de préfecture l'autorisation d'intenter sa demande. — Nancy, 3 juill. 1828, t. 35, p. 216.

58. Lorsque, dans une contestation entre deux particuliers, relative à un terrain litigieux, un jugement a ordonné que le demandeur mettrait le préfet en cause pour qu'il fît valoir les droits que l'Etat pouvait avoir sur ce terrain, le demandeur doit, avant d'appeler en cause le préfet par assignation, adresser un mémoire à l'autorité administrative, conformément à l'art. 15 de la loi du 5 nov. 1790. — Toul., 6 avr. 1829, t. 39, p. 292.

59. Le mémoire à présenter au préfet, avant d'intenter une action contre l'Etat, peut être suppléé par la copie donnée par le demandeur, en tête de sa demande, des titres sur lesquels il se fonde, avec invitation de reconnaître amiablement ses droits. — Bourg., 16 août 1831, t. 42, p. 18, 167.

60. La partie qui veut poursuivre contre l'Etat l'exécution d'une sentence arbitrale passée en force de chose jugée, n'est pas tenue de présenter préalablement un mémoire au préfet, quoique celui-ci prétende que cette sentence a besoin d'être interprétée. — Cass., 22 mai 1832, t. 42, p. 376.

Art. 2. *Actions pétitoires.*

61. L'art. 27 C. P. C., qui ne permet à celui qui a succombé au possessoire de se pourvoir au pétitoire qu'après avoir satisfait aux condamnations prononcées contre lui au possessoire, n'est pas applicable au cas de la reprise d'un procès autrefois pendant au pétitoire, et resté impoursuivi durant l'action au possessoire. — Riom, 29 juin 1809, t. 2, p. 385, nº 31. — M. Carr., t. 1, p. 56, nº 130, paraît adopter la doctrine de cet arrêt; mais elle est combattue par M. Poncet, dans son *Traité des Actions*, p. 142.

62. Comme aussi, lorsqu'une action au possessoire et une action au pétitoire, quoique relatives au même fond, n'ont pas de rapport entre elles, il n'est pas nécessaire, pour que la demande au pétitoire soit admise, que le demandeur justifie avoir satisfait aux condamnations prononcées au possessoire. — Toul., 25 janv. 1825, t. 31, p. 93.

63. De même, une action tendante à obtenir l'homologation et l'exécution d'un arpentage convenu entre les propriétaires d'un confin, ne pouvant être considérée comme pétitoire, une partie peut former cette demande avant d'avoir pleinement satisfait aux condamnations prononcées contre elle à l'occasion d'une action possessoire, fondée sur ce qu'avant la rédaction du procès-verbal d'arpentage, elle s'était mise en possession de la part qui lui était assignée. — Metz, 12 déc. 1823, t. 25, p. 390.

64. Si le demandeur, après avoir obtenu les condamnations au possessoire, néglige de les faire liquider, le défendeur ne peut pas, *en fournissant caution* de les acquitter, former et poursuivre son action au pétitoire, sans faire fixer un délai par le juge.

Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 599. vo *complainte*, sect. 1re, § 4, no 3, et CARRÉ, t. 1er, p. 56, no 131. Ils invoquent l'art. 27 du Code de procédure civile qui ne permet pas, comme l'ordonnance de 1667, de se pourvoir au pétitoire en donnant caution, et qui ne parle que d'un délai après lequel l'action au pétitoire peut être reçue. *V.* J. A. t. 2, p. 534, no 122.

65. Lorsque deux parties se trouvent respectivement et simultanément demanderesses au pétitoire, le tribunal doit les renvoyer devant le juge du possessoire, pour savoir quelle est celle qui a la possession de fait, et celle qui devra jouer le rôle de défendeur dans la cause du pétitoire. — *V.* M. PONCET, p. 140 et suiv. et J. A. t. 2, p. 532.

66. C'est au demandeur au pétitoire à prouver d'une manière entière et complète la propriété qu'il réclame, et le défendeur n'a besoin de faire aucune preuve. — Renn. 4 fév. 1811. — Metz, 25 août 1813. — Renn. 22 avril 1817 Gren. 20 janv. 1818, t. 2, p. 412, no 43, et p. 442, no 59. — *V.* PRATICIEN FRANÇAIS, t. 1, p. 186, et notre mot *juge de paix*.

ACTION CIVILE. *V. Jug. paix*, 47 *et s.*—*Trib.* 90 *et s.*

ACTION COMMERCIALE. *V. Sais. r.* 7.

ACTION CORRECTIONNELLE. *V. Act. possess.* 163 *et s.* — *Renvoi*, 12.

ACTION HYPOTHÉCAIRE. *V. Conc.* 115.—*Ress.* 133 *et s.*

ACTION IMMOBILIÈRE. *V. Cons. f.* 1 *et s.*

ACTION MIXTE. *V. Mat. somm.* 80 *et s.* — *Ress.* 111 — *Trib.* 122 *et s.*

ACTION PERSONNELLE. *V. Trib.* 122 *et s.*

ACTION POSSESSOIRE (1).

C. 1er. QUAND Y A-T-IL LIEU A L'ACTION POSSESSOIRE? 1 à 71.— A. 1er. Quelles choses peuvent être l'objet d'une action possess. en général? 1 à 13. — A. 2. Cas divers dans lesquels l'action possess. peut ou ne peut pas être intentée, 14 à 71. — § 1er. *En matière de servitude*, 14 à 39. — § 2. *Entreprises sur les cours d'eau*, 40 à 46. — § 3. *Cas de troubles commis entre propriétaires indivis ou voisins*, 47 à 60. — § 4. *Nouvel œuvre. Trouble*, 61 à 71. — C. II. QUAND, PAR QUI ET CONTRE QUI PEUT ÊTRE INTENTÉE L'ACTION POSSESSOIRE? 72 à 113. — A. 1er. Quand et par qui? 72 à 95. — A. 2. Contre qui? 96 à 99. — A. 3. Devant qui? 100 à 113. — C. III. PROCÉDURE ET INSTRUCTION EN MATIÈRE DE COMPLAINTE, 114 à 126. — C. IV. CUMUL DU POSSESSOIRE ET DU PÉTITOIRE. CONCOURS DE L'ACTION CORRECTIONN. AVEC L'ACTION POSSESSOIRE, 127 à 166.— A. 1er. Cumul du possess. et du pétitoire, 127 à 162.— A. 2. Concours de l'action correct. avec l'action possessoire, 163 à 166.

CHAP. Ier. *Quand y a-t-il lieu à l'action possessoire?* — Art. 1er. *Quelles choses peuvent être l'objet d'une action possessoire en général?*

1 et 2. L'action possessoire n'a pas lieu en fait de meubles, ni pour des choses mobilières. — Telle est l'opinion de MM. PONC. p. 91, no 57; MERLIN, t. 14, p. 659, vo *voies de fait*, § 1, art. 2, no 12; F. L. t. 1, p. 589, vo *complainte*, sect. 1, no 2; et H. D. P. p. 105, 106, 420 et 421. — *V.* J. A. t. 2, p. 528, no 113; GARNIER, p. 189, cite un arrêt de cass. du 5 août 1829.

3. Le créancier d'une rente a-t-il le droit d'intenter l'action en complainte?

Les rentes foncières étant assimilées aux rentes constituées et réputées mobilières, M. MERLIN soutient qu'elles ne peuvent donner lieu à l'action possessoire — *V.* t. 2, p. 664, vo *complainte*, § 3, no 4 — M. H. D. P p. 371, ch. 43, § 5, accorde cependant l'action possessoire au créancier d'une rente foncière. — J. A. t. 2, p. 527, no 110. — GARNIER pense que les rentes, étant mobilières, ne peuvent devenir l'objet d'une action possessoire, p. 331.

4. Une anticipation sur un chemin d'exploitation peut donner lieu à l'action en complainte possessoire. — Cass. 19 nov. 1828, t. 36, p. 214.

Cette doctrine était admise sous les coutumes qui n'admettaient pas de servitude sans titre. — *V.* LALAURE, liv. 3, ch. 7, p. 233, et DUPARC POULLAIN, t. 3, p. 306.— Elle est approuvée par M. CARR. *justices de paix*, t. 2, p. 256, no 1412, et par GARNIER, *Traité des actions possessoires*, p. 319.

5. De même un chemin particulier établi par un propriétaire sur son terrain, ne cesse pas d'être sa propriété, et il peut la réclamer par voie de complainte. — Cass. 26 août 1829, t. 37, p. 272.

6. Les biens communaux étant susceptibles de prescription, un particulier peut acquérir sur ces biens la possession annale, et par suite exercer l'action possessoire. — Cass. 1er avril 1806 et 10 nov. 1812, t. 2, p. 347, no 12, et p 348. — *V.* en ce sens M. FAVARD-LANGLADE, t. 1, p. 594, vo *complainte*, sect. 1re, § 1; GARNIER, p. 309.

7. L'exercice d'un droit de parcours ne peut être l'objet d'une action possessoire. — Cass. 22 nov. 1830, t. 41, p. 613. — Il en serait autrement si l'exercice du droit était fondé sur un titre. — *V.* la note, t. 41, p. 613.; M. GARNIER, p. 321 et 322.

8. L'action possessoire peut être intentée par le propriétaire d'un terrain servant à la tenue des foires et marchés d'une commune, lorsqu'il est troublé par cette commune dans la perception de la taxe établie pour l'apport des marchandises sur ce terrain. — Cass. 1er août 1809, t. 2, p. 387, no 32. — *V.* sur cet arrêt M. H. D. P. p. 377 et 414, et le PRATICIEN FRANÇAIS, t. 1, p. 174.; GARNIER, p. 310.

8 *bis*. En général les particuliers troublés par l'État dans la possession des droits par eux acquis sur les rivières navigables ou flottables, n'ont pas d'action possessoire pour s'y faire maintenir.—Cass. 6 mars 1832. — *V.* GARNIER, p. 243.

9. Les *lais* et *relais* de la mer sont aliénables, prescriptibles, et par conséquent susceptibles de possession et autorisant une action possessoire, surtout depuis la concession qui en a été faite par le gouvernement à un particulier. — Cass. 3 nov. 1824, t. 29, p. 367. — Cette question, depuis la loi du 16 sept. 1807, ne présente plus de difficulté. — *V.* M. PARDESSUS, *Traité des servitudes*, no 39, 4me édit.; M VAZEILLES, *Traité des prescriptions*, nos 69 et 87, et obs.; J. A. t. 29, p. 36. *V.* GARNIER, p. 243 et 244.

10. Le juge saisi d'une action possessoire relative à un ruisseau apportant des eaux de mer nécessaires à la fabrication du sel, doit admettre la complainte si le demandeur a la possession annale, sans rechercher si elle a pour objet une matière régie par les lois sur les salines, qui déclarent im-

(1) *V. Action*, 45 *et s.* 61 *et s.*— *Cass.* 25. — *Evoc.* 21. — *Except.* 37, 144.—*Jug. paix*, 95 *et s.*— *Jug.* 231, 538 *et s.*— *Seq.* 21.— On peut consulter, t. 43, p. 441, notre Revue sur les Actions possessoires; nous y avons posé nos principes sur cette matière délicate.

prescriptibles les servitudes établies pour l'utilité des marais salants. — Cass. 11 juin 1828, t. 43, p. 698. — *V.* GARNIER, p. 291.

11. Un juge de paix peut maintenir un demandeur en complainte dans la possession de la lisière d'un bois, quoique, d'après tous les auteurs, les confins d'héritage soient imprescriptibles et par suite non susceptibles d'une action possessoire. — Cass. 9 août 1830, t. 40, p. 114.

12. Les églises et les chapelles dans lesquelles le culte divin est publiquement célébré ne peuvent, tant qu'elles conservent leur destination, devenir l'objet d'une action possessoire. — Cass. 1er déc. 1823, t. 25, p. 383. — GARNIER, p. 340, cite un arrêt de cass. du 14 mars 1833.

13. Comme aussi une place dans la chapelle d'une église est hors du commerce et ne peut devenir l'objet d'un action possessoire. — Cass. 19 avr. 1825, t. 32, p. 134. — *V.* GARNIER, p. 340 et 341.

Art. 2. *Cas divers dans lesquels l'action possessoire peut ou ne peut pas être intentée.* — § 1er. — *En matière de servitude.*

(*Nota.* Sur le point de savoir quand peut être formée l'action au pétitoire, *v.* vo *action.*)

14. La possession annale d'une servitude que le Code civil a déclarée imprescriptible, ne peut autoriser une action possessoire, quoique la possession ait commencé avant le Code sous l'empire d'un statut local qui permettait de prescrire cette servitude, s'il n'est pas constant que cette possession annale était acquise lors de la promulgation du Code. — Cass. 13 août 1810, t. 2, p. 404, no 39. — *Sic.* CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 254, no 1409.

15. Décidé même que la possession annale d'une servitude prescriptible avant le Code, et imprescriptible depuis, quoique accomplie avant le Code, n'autorise pas l'action possessoire; il faudrait pour cela que la propriété de la servitude eût été acquise par la prescription.—Cass. 10 fév. 1812, 17 fév 1813, 3 oct. 1814 —Rennes, 17 fév. 1815. — Cass. 2 juil. 1823, t. 2, p. 415, no 45, et t. 25, p. 248. — *V.* CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 254, nos 1409 et 1410.

16. Au contraire, la possession annale d'une servitude que le Code civil déclare prescriptible, et que le statut local ne permettait pas de prescrire, peut autoriser l'action possessoire. — Cass. 15 av. 1812, t. 2, p. 423, aux *observations.*

17. L'action possessoire ne peut être exercée par celui qui n'a aucun héritage voisin auquel la servitude réclamée puisse être attachée. — Cass. 23 nov. 1808, t. 2, p. 376, no 25.

18. L'action possessoire n'est pas recevable de la part de celui qui se prétend troublé dans l'exercice d'une servitude imprescriptible, lorsque sa possession est dénuée de titres. — Cass. 21 oct. 1807, 10 sep. 1811, 28 fév. 1814, t. 2, p 357, no 17.

C'est un principe incontestable et qui ne reçoit même pas d'exception dans le cas où la servitude était prescriptible avant le Code, encore bien que la possession eût commencé à sa promulgation. *V. nos observations*, t. 2, p. 561. — On peut consulter pour la solution des diverses questions possessoires en matière de servitudes, MM. PONC. p. 148, no 96, 146, 147, et 154, no 102; MERL. *Rep.* t. 12, p. 588, et 592, vo *servitudes*, § 35, nos 1 et 2 *bis*; F. L., t. 1er, p. 590, no 5, et 591, no 7, et t. 5, p. 193, vo *servitudes*, sect. 4, nos 5 et 6; CARR. t. 1er, p. 46, no 106; H. D. P. p. 385, 391 et 400; B. S. P. p. 109; TH. DESMAZURES, t. 1, p 81; CARR. *Jus. de paix*, t. 2, p. 252 et suiv.; et GUICHARD, *Quest. possess.* p. 134, 138, 150, 145, 364, 377, 378, 383, 401, 419, 421, 422, 446 et 472.

19. Le propriétaire peut agir par voie de complainte pour trouble d'une servitude qui ne peut s'établir par prescription, quelle que soit son ancienneté. — Cass. de Belg. 4 juin 1833.

20. Le droit de puiser de l'eau à une fontaine, étant une servitude discontinue, ne peut donner lieu à une action possessoire. — Cass. 23 nov. 1808, t. 2, p. 376, no 24. — *V.* CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 253, no 1408.

21. La servitude prétendue sur des eaux dérivées dans un fossé creusé de main d'homme, et formé par une vanne, étant *discontinue*, ne peut s'établir que par titre, et ne donne lieu qu'à l'action pétitoire. — Cass. 20 mars 1827, t. 33, p. 108. — *Jurisprudence constante. V.* J. A. t. 2, p 357, no 17.

22. La hauteur des eaux, même des eaux d'un ruisseau, pour le service d'une usine, n'étant point non plus dans le commerce, et étant par conséquent imprescriptible, il en résulte que la possession la plus longue d'un barrage tendant à relever les eaux d'un ruisseau, ne peut servir de base à l'action en complainte pour trouble à cette possession. — Cass. 19 déc. 1826, t. 33, p. 20.

Cet arrêt paraît en opposition formelle avec les principes consacrés par la section civile, le 1er mars 1815; la question est très-grave. — *V.* J. A. t. 33, p. 20, à la note, et t. 2, p. 357, 367, 391 et 466, nos 17, 20, 34 et 69.

22 *bis*. Le propriétaire inférieur n'aurait pas action possessoire, en cas d'éboulement d'un terrain supérieur sur le sien, cet éboulement eût-il été amené par des travaux que la propriété autorise, si la cause première devait en être attribuée à un vice occulte du terrain qu'on n'a pu connaître. — Cass. 29 nov. 1832 — *V.* GARNIER, p 315.

23. Le propriétaire de l'héritage inférieur qui a joui pendant plusieurs années des eaux qui prennent leur source dans l'héritage supérieur, et s'écoulent dans le sien, ne peut intenter une action possessoire pour se faire maintenir dans la jouissance de ces eaux, s'il n'existe aucun ouvrage apparent fait par lui ou ses auteurs sur le fonds supérieur, pour faciliter l'écoulement des eaux sur son héritage. — Cass. 25 août 1812, t. 2, p. 437, no 50. — V. *infrà*, no 29, l'arrêt du 13 juin 1814; *sic* PONC. p. 151, nos 99, 100 et 101; et COFFINIÈRES, J. A. t. 2, p. 428, alin. 2 et 3.

24. L'action possessoire ne peut être exercée qu'autant que la prescription résulterait de la possession : et pour que le propriétaire d'un fonds inférieur puisse obtenir, au possessoire, le maintien d'un cours d'eau qui prend sa source sur l'héritage supérieur, il ne suffit pas qu'il ait été fait des ouvrages sur cet héritage; il est nécessaire que ces ouvrages aient été faits dans l'intérêt du terrain inférieur — Cass. 6 juill 1825, t. 30, p. 113.

25. La demande en complainte qui a pour objet d'être maintenu dans l'exercice d'un droit fondé sur un titre, est de la compétence du juge de paix, quoiqu'il soit question d'une servitude discontinue. — Cass. 30 mars 1830, t. 39, p. 121. *V.* GARNIER, p. 345.

26. Mais l'action possessoire peut être intentée pour raison de trouble apporté à l'exercice d'une servitude imprescriptible, lorsque le demandeur se prévaut, outre sa possession annale, d'un titre qui établit cette servitude. Dans ce cas le juge de paix doit examiner les titres produits, encore qu'ils soient contestés, pour déterminer le caractère de la possession, et en ordonner l'exécution provisoire, quant à la possession, au profit de celui en faveur duquel ces titres semblent établir une possession légale (1). — Cass. 24 juill. 1810, 6 juill. 1812, 17 mai 1820, t. 2, p. 395, no 37.

26 *bis*. Surtout lorsque le titre établit la destination du père de famille. — Cass. 2 mars 1820, t. 2, p. 512, no 98 — *V.* CARR. *Just. de paix*, t 2, p 255, no 1411.

27. Lorsqu'un propriétaire a établi au moyen d'une rigole une dérivation d'eau pour l'arrosement de sa propriété, s'il arrive que cette propriété soit divisée et vendue à deux acquéreurs différents, l'acquéreur de la partie inférieure jouit des eaux, non à titre de copropriété avec l'acquéreur de la

(1) *Voy.*, sur ce droit du juge de paix d'examiner les titres, les arrêts du chap. 4, art. 1er *du cumul du possessoire et du pétitoire.*

partie supérieure, mais à titre de servitude établie sur cette partie; en conséquence, cette servitude étant fondée en titre et sur la destination du père de famille, peut être réclamée par voie d'action possessoire. — Cass. 13 juin 1814, t. 2, p. 460, n° 66.

28. Lorsque le demandeur en complainte a un titre non contesté, son action est recevable s'il excipe de ce titre, lors même qu'elle aurait pour objet une chose imprescriptible, telle qu'une prise d'eau; et il ne peut pas se plaindre en cassation de ce que le possessoire a été violé, sous le prétexte que la possession a été arbitrairement fixée au préjudice du défendeur éventuel. — Cass. 21 mars 1831.

29. Les servitudes naturelles sont des droits réels, fondés en titres, qui donnent au possesseur troublé l'action en complainte contre l'auteur du trouble. Spécialement: le propriétaire d'un fonds duquel les eaux pluviales s'écoulent naturellement sur le fonds inférieur, peut agir par voie de complainte pour demander la suppression d'une digue faite dans l'année, et qui empêche l'écoulement des eaux. — Cass 13 juin 1814, t. 2, p 457, n° 64. — V. *suprà*, n° 23, l'arrêt du 25 août 1812.

30. Celui qui se prétend troublé par le propriétaire d'un étang dans la possession du terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, ne peut agir par action possessoire; il ne peut jamais y avoir lieu qu'à fixer les limites de la propriété. — Cass. 23 avril 1811, t. 2, p. 414, n° 44. — Telle est l'opinion de M. F. L. t. 1, p. 596, v° *complainte*, sect. 1re, § 2, n° 5. *V.* aussi M Carr. t. 1, p. 50, n° 114.

30 *bis*. Le propriétaire du fonds servant a le droit d'intenter complainte contre le possesseur du droit de passage qu'abandonnerait la voie habituelle pour en prendre une plus dommageable. — Cass. 24 juin 1828. — *V.* Garnier, p. 318

31 et 32. Le propriétaire qui exerce un passage à titre de servitude légale sur le terrain de son voisin, a droit d'intenter une action en complainte s'il est troublé dans sa jouissance. — Cass. 16 mars 1830, t. 41, p. 604. — Le contraire avait été jugé par la même Cour, le 8 juillet 1812, J. A. t. 2, p. 426, n° 49, conformément à l'opinion de MM. H. D. P p 389, et Pardess., *Traité des servitudes*, p. 555. — *V.* aussi Garnier, p. 317.

33. Les principes en matière d'imprescriptibilité des servitudes discontinues ne sont pas applicables à un sentier d'exploitation, sur lequel le trouble au passage peut donner lieu à l'action possessoire. — Cass. 11 déc. 1827, t. 34, p. 228. — Garnier, p. 319.

34. Ainsi un sentier servant depuis longues années à l'exploitation des terres de plusieurs propriétaires voisins, est moins une servitude que l'exécution d'une convention supposée entre ces propriétaires pour la desserte de leurs fonds respectifs; en conséquence le propriétaire, troublé dans la jouissance de ce sentier, peut intenter l'action en complainte, quoiqu'elle ne produise aucun titre. — Cass. 29 nov. 1814, t. 2, p. 464, n° 68. — Garnier, p. 319 — *V.* aussi MM. F. L. t. 1er, p. 593, v° *complainte*, sect. 1re, § 1, n° 9; Ponc., p. 150, n° 98, *Traité des actions*.

35. Celui qui demande la suppression d'une servitude discontinue, par exemple d'un droit de passage existant depuis un temps immémorial, ne peut agir par voie de complainte possessoire; c'est essentiellement la matière d'une action pétitoire. — Cass. 2 fév. 1820, t. 2, p. 509, n° 96. — *V.* Mer. *Questions de droit*, v° *servitude*, § 5, n° 3, t. 5, p. 701.

36. Il suffit que, sur la preuve offerte par le complaignant qu'il a la possession exclusive et annale d'un fonds sur lequel il prétend qu'un autre a illégalement passé, il soit reconnu, à la suite d'un interlocutoire qui a admis cette offre d'une preuve *annale exclusive*, et qui a été exécuté par toutes les parties, que le défendeur a de tous temps, et notamment dans l'année du trouble, passé sur le fonds, pour que l'action en complainte possessoire ne soit pas admissible. On dirait en vain que des actes de passage ne constituant que des actes de servitude discontinue, ne sont pas susceptibles de faire acquérir la propriété par possession. — Cass. 11 nov. 1829.

37. Lorsqu'un tribunal a jugé en fait et d'après des titres, qu'un chemin réclamé par voie de complainte comme commun est une propriété privée, ce qui constitue le passage réclamé en servitude, il peut rejeter la demande en complainte comme non recevable. — Cass. 20 mai 1828, t 35, p. 247.

38. L'action en complainte ne peut pas être intentée à raison d'un droit de champart ou complant. — Cass. 16 janv. 1826, et 29 juill. 1828, t 31, p. 116, et t 36, p. 129; 11 fév. 1833, t. 44, p. 276. — *Sic* Garnier, p. 334, qui cite un autre arrêt du 9 août 1831. — MM. H. D. P., p. 374, ch 43, § 2, et Merl., t. 2, p. 664, v° *complainte*, § 3, n° 3, sont divisés d'opinion sur cette question. *V.* J. A. t. 2, p. 527, n° 109. — MM. Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 371, n° 1558 et s. et Guichard, *Quest. poss.* p. 114, 2e alin. et s., pensent avec M. H. D P. et contrairement aux arrêts ci-dessus, que le droit de champart ou complant peut donner lieu à une action en complainte.

39. Lorsqu'un propriétaire a actionné en complainte des individus pour l'avoir troublé dans la jouissance de quelques brandes, ceux-ci sont recevables à faire valoir la possession annale, s'ils offrent de prouver qu'ils ont, pendant l'an, coupé des litières, fagoté des épines, et fait paître des bestiaux sur ce terrain. — Cass. 21 fév. 1827, t. 33, p. 54 — *V.* les arrêts du § 1er, nos 37, 38, 39, 40 et 41. — Le principe consacré par cet arrêt est admis par M. H. D. P. p. 380; mais cet auteur critique l'application du principe au fait qui a donné lieu à l'arrêt. — *V.* Garnier, p. 323.

§ 2. *Entreprises sur les cours d'eau.*

40. Le trouble apporté à la jouissance d'un cours d'eau peut servir de base à une action possessoire, sur laquelle le juge de paix est compétent pour prononcer. — Cass. 24 fév. 1808, 19 juin 1810, 13 juin 1814, 1er mars 1815, t. 2, p. 367, n° 20; p. 391, n° 34; p. 457, n° 64, et p. 466, n° 69. — Telle est l'opinion des auteurs. *V.* MM. F. L. v° *justice de paix*, § 5, n° 3, et t. 3, p. 207; Merl. *Rép.* t. 2, p. 666, v° *complainte*, § 3, n° 8; H. D. P. p. 236, § 3, p. 242, 243, 245, § 4.

41. La compétence des juges de paix n'est pas restreinte aux cours d'eau servant à l'arrosement des prés. — Cass. 2 mars 1809, t. 16, p. 598, n° 59. — MM. H. D. P. p. 228, et F. L. t. 3, v° *justice de paix*, § 5, n° 1, émettent une opinion contraire; mais *V.* Carr. *Comp.* t. 2, p. 299; B. S. P. p. 51, note 46; et *nos observ.* J. A. t. 16, p. 598, à la note. — *V.* aussi Garnier, p. 240.

42. Le trouble apporté à la jouissance d'un cours d'eau dont on était en possession depuis an et jour autorise l'action possessoire en complainte, si la possession n'a pas été précaire; par exemple, si elle était fondée sur le droit commun ou sur les dispositions de la loi. — Cass. 1er mars 1815, t. 2, p. 466, n° 69.

43. C'est aussi devant les juges de paix, et non devant les tribunaux civils, que doivent être portées les actions à fin de répression des entreprises sur les cours d'eau commises dans l'année, et de rétablissement des lieux dans leur état primitif, encore qu'on y ait joint une demande en dommages-intérêts qui soit de la compétence des tribunaux civils. — Amiens, 3 juill. 1822, t. 24, p. 224.

44. Comme aussi les contestations entre particuliers sur la dérivation à l'usage des eaux d'une rivière non navigable, sont de la compétence des tribunaux. En ce cas, l'action en complainte formée par celui qui a la possession annale doit être portée devant le juge de paix. — Ord. 6 déc. 1820, t. 16, p. 645, n° 104. — *V.* J. A. t. 16, p. 641, n° 100, l'arrêt du 23 août 1809, et M. Guichard, *Quest. possess.* p. 428.

45. De même le juge de paix est compétent pour connaître de l'action en complainte intentée par le

propriétaire dont l'héritage borde une rivière, contre celui de la rive opposée, lorsque cette rivière, quoique navigable en certains endroits, ne l'est pas au lieu où sont situées les propriétés qui donnent lieu au litige. — Cass. 23 août 1819, t. 16, p. 641, nº 100.

46. Quand une diminution considérable d'eau a lieu, non par suite de l'ouverture d'un ou de deux canaux d'irrigation, mais d'une multitude de petites saignées pratiquées sur une étendue considérable, et qui ne donnent à chaque propriété que l'eau strictement nécessaire à sa fertilisation, doit-on s'adresser au juge de paix?

Non; les parties devront s'adresser au tribunal d'arrondissement, qui fera un règlement pour déterminer le temps pendant lequel chaque propriétaire usera des eaux, et même l'heure où il pourra s'en servir. — J. A. t. 16, p. 649, nº 103.

§ 3. *Cas de troubles commis entre propriétaires indivis ou voisins.*

47. L'action possessoire est recevable entre copropriétaires et communistes.—Cass. 27 juin 1827, t. 33, p. 257. — *V*. Garnier, p. 311 et 312. — Telle est la jurisprudence constante de la Cour suprême. *V*. F. L. t. 1er, p. 594, vº *complainte*, sect. 1re, § 1er, et Guichard, *Quest. poss.* p. 155, § 11 et 12.

48. Lorsque des terrains indivis entre divers particuliers, et sur lesquels ils exerçaient un droit de parcours en commun, ont été partagés entre eux, si quelques-uns de ces copartageants se sont clôturés, et sont pour ce fait poursuivis devant le juge de paix en complainte par un des copartageants auquel ils opposent l'acte qu'il a signé, le juge de paix peut se déclarer incompétent pour prononcer sur cette action, en se fondant sur ce qu'elle tient plutôt à la propriété qu'à une question de possession. — Cass. 29 juin 1824, t. 29, p. 20.

49. L'action par laquelle un propriétaire troublé dans l'exercice d'un droit de pâturage exclusif sur son propre terrain demande à y être maintenu, est une action possessoire de la compétence du juge de paix. — Cass. 19 vend. an II, t. 2, p. 325, nº 2. — *V*. H. D. P. *Compétence*, p. 380.

50. Lorsque sur un terrain possédé depuis plusieurs années en commun entre deux ou plusieurs individus, il est creusé un fossé par l'un d'eux, les tribunaux peuvent, sur l'action en complainte des autres, ordonner le comblement du fossé. — Cass. 8 déc. 1824, t. 27, p. 312. — C'est l'opinion de M. Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 486, nº 1661, 2e alin., et p. 487.

51. Lorsque deux particuliers ont en commun la possession indivise d'un terrain, l'action possessoire appartient à chacun d'eux; et un tribunal de première instance, saisi par l'appel d'une sentence du juge de paix sur l'action intentée par l'un des propriétaires contre l'autre, ne peut se déclarer incompétent sous prétexte que la possession de ce terrain étant le résultat d'une faculté accordée par le propriétaire, qu'il peut faire cesser à sa volonté, il n'y a lieu entre les copossesseurs qu'à une action pétitoire. — Cass. 19 nov. 1828, t. 36, p. 241. — *V*. Garnier, p. 311 et 312.

52. La plantation de bornes sur un terrain dont le voisin prétend avoir la propriété et la possession avant d'avoir fait statuer sur cette question, donne lieu à l'action en complainte. — Cass. 27 août 1829, t. 39, p. 67 — Cependant *V*. Carr *Just. de paix*, t. 2, p. 232, nº 1425 et suiv.

53. L'action en délimitation, étant distincte de l'action en bornage, peut être demandée contre tous les propriétaires voisins, quoique leurs propriétés ne soient pas contiguës avec celles du demandeur. — Colm. 26 janv. 1827.

54. Lorsqu'une clôture existe depuis un an, l'action en bornage n'est plus recevable. — Besanç. 10 mars 1828.

55. Celui qui possède une haie séparative de son héritage d'avec celui de son voisin, peut, s'il est troublé dans cette possession, se pourvoir par action possessoire. — Cass. 8 vend. an XIV, t. 2, p. 342, nº 8. — *V*. Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 283, no 1445.; M. Garnier, p. 220, 221 et 223.

56. Le juge de paix peut statuer sur l'action en rétablissement d'une clôture dans la jouissance de laquelle on a été troublé après en avoir eu la possession annale. — Cass. 16 avr. 1833, t. 45, p. 427.

57. Lorsque, d'après l'usage d'un pays, une haie mitoyenne doit avoir sept pieds de largeur, le propriétaire qui a enlevé des terres du côté qui lui appartient, dans une distance de trois pieds et demi du milieu de sa haie, peut être cité au possessoire devant le juge de paix. — Cass. 14 avr. 1830, t. 39, p. 123.— *V*. Garnier, p. 224.

58. Les dommages occasionnés soit par l'égout ou l'ombrage des branches s'avançant sur le voisin, sont de la compétence du juge de paix. — Cass. 9 déc. 1817, t. 16, p. 634, nº 92 — *V*. Carr. *comp.* t. 2, p. 293, nº 393.

Le même arrêt décide que le fermier a le droit d'intenter cette action.—*V*. aussi *infrà*, nº 79 et s.

59. L'action en élagage d'arbres dont les branches s'étendent depuis plusieurs années sur une propriété voisine, n'est ni une action possessoire, ni une action pour dommages faits aux champs, dont le juge de paix puisse connaître. — Cass. 29 déc. 1830, t. 41, p. 469. — M. Merl. *Rép.* t. 6, p. 591, est d'un avis contraire; M. F. L. t. 3, p. 205, pense que la pousse de l'année peut seule être l'objet d'une action possessoire. — *V*. *nos observat.* t. 16, p. 625, à la note.— *V*. aussi Garnier, p. 232, 233 et 234.

60. La demande tendante à ce qu'un voisin soit tenu d'enlever divers objets placés par lui dans une cour commune, ne constitue pas une action possessoire. — Bord. 3 mai 1827.

§ 4. *Nouvel œuvre. Trouble.*

61. La simple dénonciation de nouvel œuvre, par acte extrajudiciaire, n'emporte pas, *ipso jure*, et sans aucune intervention de la justice, l'obligation de discontinuer les travaux commencés. — Une pareille dénonciation est une véritable action possessoire, et doit être jugée comme telle. — Cass. 11 juill. 1820, t. 2, p. 518, nº 101.—*V*. M. Garnier, p. 24 et 25 (1).

Ce dernier point a reçu une décision semblable. — Cass. 15 mars 1826, t. 31, p. 53. — M. H. D. P. a fait sur l'arrêt du 11 juill. 1820 des observations importantes, p. 351 et 354, ch. 38. — On peut consulter également MM. Merl. *Rép.* t. 16, p. 179, vº *dénonciation de nouvel œuvre;* F. L. t. 1er, p. 614, vº *complainte*, sect. 3, nº 3; B. S. P. p. 117, note 31; Guichard, *Quest. possess.* p. 427. — *V*. Garnier, p. 32 et 33.

62. Celui qui se prétend troublé dans la possession de son héritage peut intenter la voie de la complainte, lors même que les travaux qui nuisent à sa jouissance auraient été faits, non pas sur son propre terrain, mais sur celui de l'auteur du trouble. — Cass. 13 avr. 1819, t. 2, p. 486, nº 85. — *V*. F. L. t. 1er, p. 613, vº *complainte*, sect. 3, nº 2.

63. Le trouble à l'exercice d'une servitude discontinue, et la destruction d'un ouvrage élevé par le

---

(1) La jurisprudence a été longtemps incertaine sur la question de savoir si la dénonciation de nouvel œuvre du droit romain était passée dans nos lois; et malgré un arrêt de cassation de la chambre civile du 11 juill. 1820, la chambre des requêtes, par arrêts de 1826 et 1827, s'était attachée aux anciens principes; c'était la doctrine de M. Henrion de Pansey qui avait prévalu; mais en 1829, le 28 avr., la ch. civile avait persisté dans sa jurisprudence. Dans notre *Revue*, t. 43, p. 447 et suivantes, nous avions rapporté un jugement du juge de paix de Vienne très-bien motivé; enfin la chambre des requêtes a admis dans deux espèces différentes, et la chambre civile a prononcé deux cassations qui tranchent toute espèce de difficulté. — *V*. son dernier arrêt du 17 juin 1834, J. A. t. 47, p. 629.

propriétaire du fonds servant sur ce fonds lui-même, ne peuvent donner lieu à l'action en réintégrande. — Cass. 5 mars 1828, t. 35, p. 209.

64. On ne peut considérer comme une action possessoire la demande en suppression de tout ou partie d'une digue construite par le propriétaire sur son propre fonds, et achevée avant l'action. — Cass. 14 mars 1827, t. 33, p. 60. — *V.* GARNIER, p. 35 et 36.

Cet arrêt fait une distinction entre le cas où l'ouvrage n'est que commencé et celui où il est achevé.

65. Il y a œuvre nouvel pouvant donner lieu à une action de la compétence du juge de paix, dans le fait d'avoir renouvelé un barrage sur un cours d'eau à une époque éloignée de moins d'une année, quoique depuis longtemps on ait pratiqué annuellement ce barrage en vertu d'arrêtés administratifs passés en force de chose jugée. — Cass. 9 janv. 1833, t. 44, p. 45.

66. L'action en dénonciation de nouvel œuvre intentée après que l'ouvrage est achevé, n'est plus recevable devant le juge de paix; et si ce magistrat ordonne la destruction de l'ouvrage, il excède les bornes de sa compétence. — Cass. 15 mars 1826, t. 31, p 53.—*V.* GARN. p 34 et 35.

67. En matière de dénonciation de nouvel œuvre, on peut obtenir la faculté de continuer les travaux. en donnant caution. — Telle est l'opinion de M. F. L. t. 1er, p. 604, sect. 3, no 4. — *V.* J. A. t. 2, p. 530, no 116.— *V.* GARNIER, p. 20, 21 et 22.

68. Des travaux faits par un propriétaire sur son terrain pour diminuer les inconvénients d'une servitude, ne peuvent donner lieu à une action possessoire, s'il n'en résulte aucun préjudice pour le fonds dominant. — Cass. 6 déc 1827, t 35, p. 109. — Le même principe a été consacré par un arrêt de la section civile du 27 août 1827. — *V*. J. A. t. 34, p. 76

69. Lorsque la construction faite sur le terrain d'autrui ne lui cause aucun préjudice, les tribunaux peuvent se refuser à ordonner le rétablissement des lieux. — Cass. 27 août 1827, t. 34, p. 76.

70. Ne peut être cassé comme contraire au principe que le préjudice prochain peut donner lieu à une action en complainte, le jugement qui décide en fait que le demandeur n'a éprouvé et ne peut éprouver aucun préjudice à l'avenir. — Cass. 14 août 1832, t. 43, 661. — *V.* GARNIER, p. 144.

71. L'exception de prescription élevée devant le tribunal correctionnel par celui qui est poursuivi à raison de la voie de fait qu'il a commise, ne constitue pas un trouble de nature à autoriser l'action en complainte. — Cass. 20 janv. 1824, t. 26, p. 21. — *V.* M. GARNIER, p. 153, 154 et 155.

CHAP. II. *Quand, par qui et contre qui peut être intentée l'action possessoire? Devant qui doit-elle être portée?* — ART 1er. *Quand et par qui?*

72. Le délai d'un an, pour intenter l'action possessoire, court non du moment où le trouble a été connu, mais bien du moment même où ce trouble a pris naissance, encore qu'il s'agisse d'un trouble de droit résultant d'un acte signifié au fermier, et que celui-ci a négligé de dénoncer en temps utile au propriétaire. — Cass. 12 oct. 1814, t. 2, p. 462, no 67. — *Sic* M. GARNIER, p. 91.— Telle paraît être l'opinion de M. F. L. t. 1, p. 596, vo *complainte*, sect. 1, § 2, no 6.

73. Celui qui n'a pas la possession de l'objet litigieux ne peut exercer l'action en réintégrande. — Cass., 11 juin 1828, t. 35, p. 261 (1).

74. L'action en réintégrande peut être intentée par celui qui, sans avoir la possession annale, n'a que la possession actuelle. — Cass. 28 déc. 1826, t. 32, p. 138. — Tel est l'avis qu'avait précédemment émis H. D. P. sous la présidence duquel l'arrêt qui précède a été rendu. — M. GARN. *Régime des eaux*, p. 73 et s., s'exprime dans le même sens; et GUICHARD, p. 309.— Mais l'opinion contraire est enseignée par MM. MERL. *Rép.* t. 14, p. 654, vo *voie de fait*, § 2; B. S. P., t. 1, p. 117, au texte et note 37; PONC. *Traité des actions*, p. 98, no 62, et TOUL. t. 11, p. 167, no 127 et s. Ce dernier auteur pense être arrivé à une démonstration mathématique.

75. Le preneur à emphytéose a qualité pour exercer l'action possessoire. — Cass. 26 juin 1822, t. 24, p. 207. — *Sic* M. GARNIER, p. 308. — Telle est l'opinion de MM. GUICH. *Quest. possess.* p. 247, § 4, et p. 441; CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 332 et s. art. 3 1o; et F. L. t. 2, p. 322, vo *emphytéose*. — Remarquez que certains auteurs accordent le droit d'intenter complainte, même au fermier *à longues années*. — V. *Pratique de Mazuer*, tit. 11, no 53; et *nos observations* sur cette question, J. A. t. 43, p. 455.— On peut aussi consulter les arrêts qui ont décidé que la jouissance emphytéotique pouvait être saisie immobilièrement, et que nous avons combattus, J. A. t. 40, p. 298; t. 43, p. 372, et t. 45, p. 207.

76. Le possesseur à titre d'antichrèse est recevable à intenter une action en réintégrande. — Cass. 16 mai 1820, t. 2, p. 514, no 99.—Opinion conforme de MM. GUICHARD, *Quest posses.* p. 249, § 5, et p. 424; F. L. t. 1, p. 609, no 4, et des *auteurs du Pr. Fr.* t. 1, p. 183; et GARNIER, p. 357. —Mais M. CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 408, no 1594, est d'un avis contraire. — *V.* aussi J. A. t. 43, p. 455.

77. L'usufruitier et l'usager ont le droit d'intenter l'action possessoire, de même que le propriétaire. Dans le cas de concurrence pour l'exercice de cette action entre le propriétaire et l'usufruitier ou l'usager, ceux-ci ayant plus d'intérêt, l'action doit leur rester. La négligence apportée, soit par le propriétaire, soit par le possesseur précaire, à intenter l'action possessoire, donne lieu à des dommages-intérêts. — *V.* M PONC. p. 115, nos 78, 118, nos 79 et 80, et 125, no 81; et J. A. t. 2, p. 525, no 108.

78. L'action en réintégrande formée à l'occasion du trouble apporté à l'exercice d'une servitude imprescriptible, ne peut être exercée par le fermier. — Cass. 5 mars 1828, t. 35, p. 209. — *V.* GARNIER, p. 357.

79. L'action possessoire n'appartient pas au fermier, lors même qu'il est troublé dans l'exercice d'un droit nécessaire à son exploitation. — Cass. 7 sept. 1808, t. 2, p. 374, no 23. — MM. B. S. P. p. 114, no 29, et le PR. FR. t 1, p. 181, sont d'un avis contraire; mais l'autre opinion est enseignée par MM. F. L. t. 1, p. 596 et 611, vo *complainte*, sect. 1, § 3, no 1, et sect. 3, no 7; MERL. *Rép.* t. 12, p. 593, vo *servitude*, § 35, no 3; GUICH. *Quest. posses.* p. 368; CARR. t. 1, p. 43, note 1re; CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 408, no 1594; H. D. P. p. 361, et PONC. *Traité des actions*, p. 98, nos 62 et 114. — Remarquons cependant que le fermier dépossédé a une action personnelle contre l'auteur du trouble; cette *réintégrande* n'est plus considérée comme action possessoire, mais comme tendante à faire réparer un délit ou un quasi-délit. — V. *suprà*, no 58, l'arrêt

(1) Dans notre *Revue* sur les Actions possessoires, t. 43, p. 451, nous nous étions appuyé de cet arrêt de la chambre civile, pour combattre la jurisprudence de la chambre des requêtes. (V. *infrà*, no 74.) Nous avions cité M. Toullier qui repousse avec énergie la doctrine de cette dernière chambre; mais nos efforts n'ont pas été, comme pour l'action dite *dénonciation de nouvel œuvre* (*suprà*, no 61), couronnés de succès; la chambre civile a abandonné sa jurisprudence dans un arrêt du 17 nov. 1835. (J. A. t. 50, p. 230.) Quoique notre conviction ne soit nullement ébranlée par ce dernier arrêt qui perpétue la confusion de l'action en dommage avec l'action possessoire, et que notre opinion ait été partagée par le célèbre jurisconsulte M. Troplong dans son *Traité des prescriptions*, t. 1, no 290, nous ne pouvons pas conseiller une lutte qui entraînerait les plaideurs dans des frais inutiles. Par arrêt des 4 juin 1834 et 18 fév. 1835 (J. A. t. 49, p. 702 et t. 50, p. 232), la chambre des requêtes avait persisté dans sa jurisprudence.

du 9 déc. 1817 qui le juge ainsi.

80. Un prétendu fermier ne peut pas non plus intenter une action possessoire contre un autre individu qui se prétend fermier, lorsque le propriétaire a pris le fait et cause de celui-ci. — Cass. 10 mars 1829, t. 37, p. 112.

81. Une action possessoire intentée par un possesseur précaire, tel qu'un fermier, peut être régularisée par l'intervention du propriétaire, qui prend le fait et cause du fermier. — Cass. 8 juill. 1819, t. 2, p. 487, n° 86. — *V.* GUICHARD, *Quest. posses.* p. 415 et 245, dernier alin.; GARNIER, p. 357.

82. Les actions possessoires ne peuvent être intentées devant la justice de paix que par ceux qui jouissent depuis an et jour, à titre non précaire, et non par un locataire contre un locataire. — Cass. 17 avr. 1827, t. 33, p. 122. — Principe constant: *v.* d'ailleurs CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 408, n° 1594; GUICH. p. 248, § 3, et GARN. p. 103 et s.

83. L'action intentée par un acquéreur pour se faire maintenir dans la possession de l'immeuble vendu, contre un fermier qui veut jouir de ce même immeuble, est une action possessoire de la compétence du juge de paix. — Cass. 6 frim. an XIV, t. 2, p. 343, n° 9 — Tel est le sentiment de M. MERL. t. 2, p. 665, v° *complainte*, n° 5.—*V.* aussi GUICHARD, *Quest. possess.* p. 361.

84. Mais un acquéreur qui a en sa faveur la possession annale, n'est pas recevable à intenter une action possessoire, lorsque son vendeur a lui-même, avant la vente, succombé dans une action semblable; dans ce cas, la possession de l'acquéreur n'a été que précaire. — Cass. 17 mars 1819, t. 2, p. 483, n° 83.— *V.* J. A. t. 2, p. 383, n° 29, un arrêt semblable de la même cour. — *V.* aussi CARR. t. 1, p. 45, n° 101; B. S. P. p. 115, n° 8; GUICHARD, *Quest. posses.* n° 413; F. L., v° *complainte*, sect. 1re, § 2, no 3, et M. GARNIER, p. 113.

85. L'acquéreur d'un domaine dont le titre est infecté d'une nullité évidente, peut-il intenter l'action possessoire? — M. TOULL. établit la négative dans une savante discussion, t. 7, p. 621 et s. — *V.* J. A. t. 2, p. 524, n° 107, et M. CARR. *Lois de la procéd.* t. 1, p. 45, nos 102, 103, 104 et 105.

86. Comme aussi le cohéritier qui est en possession d'un immeuble par suite d'un partage provisoire fait entre lui et ses cohéritiers, a qualité pour intenter l'action possessoire, lors même qu'il existe, à l'époque de la demande, un partage définitif qui assigne cet immeuble à un autre, pourvu que ce partage n'ait pas encore reçu d'exécution. — Metz, 29 avr. 1823 t. 25, p. 142. — On peut consulter M. CARR. *Just. de paix* t. 2, p. 410 et suiv., n° 1599.

87. Le curateur qui exerce de fait les droits d'un absent, peut à ce titre exercer, pour cet absent, l'action en complainte. — Cass. 27 août 1828. — *V.* GARN. p. 351.

88. Celui qui, après avoir été condamné par un premier jugement sur le possessoire, passé en force de chose jugée, a néanmoins continué sa possession pendant an et jour, n'est plus recevable à intenter l'action en complainte, lorsqu'il vient à y être troublé; sa possession n'a été que précaire et de tolérance. — Cass. 12 juin 1809, t. 2, p. 383, n° 29.

89. La possession qui a commencé publiquement, et qu'on a cachée par la suite, suffit-elle pour pouvoir intenter l'action possessoire? — La possession qu'on a commencé par cacher, mais qui a continué d'une manière publique, est-elle valable aux fins de l'action possessoire? — M. F. L. t. 1, p. 595, v° *complainte*, sect. 1, § 2, n° 4, se prononce pour l'affirmative sur la première question, et pour la négative sur la seconde. L'opinion de cet auteur, sur la première question, est combattue, J. A. t. 2, p. 523, n° 106.

90. De ce que le propriétaire troublé et l'auteur du trouble tiennent leur fonds du même auteur, on ne peut conclure qu'ils n'aient pas le droit d'invoquer réciproquement, l'un contre l'autre, la possession de l'auteur commun, et de la joindre à la leur pour compléter la possession annale, à l'effet de former une action en complainte. — Cass. 15 déc. 1812, t. 2, p. 430, n° 52.

91. Le nu-propriétaire qui a possédé depuis l'extinction de l'usufruit, ne peut joindre à sa possession celle de l'usufruitier, pour compléter la possession annale, à l'effet d'intenter l'action possessoire. — Cass. 6 mars 1822, t. 24, p. 73. — *V.* GUICHARD, *Questions posses.* p. 250, § 7, et p. 436, et GARNIER, p. 301.

92. Les habitants d'une commune ne peuvent exercer entre eux une action en complainte, pour trouble apporté à la faculté d'extraire les pierres et le sable du lit d'un torrent, qui leur a été laissée par simple tolérance de l'administrat. municipale. — Cass. 29 août 1831, t. 41, p. 659.

93. Lorsqu'en vertu d'un règlement local, les habitants d'une commune ont droit de jouir d'une chose tant qu'ils résident dans cette commune, celui qui a été privé de son droit, par défaut de résidence, ne peut agir au possessoire pour se faire maintenir en jouissance; cette réclamation ne pouvant être motivée sur la possession, mais seulement sur la résidence, c'est ce fait de résidence qu'il faut juger; dans ce cas, l'action est personnelle, et doit être formée au pétitoire. — Cass. 7 juin 1820, t. 2, p. 515, n° 100. — *V.* GARNIER, p. 114.

94. Le demandeur au pétitoire peut-il prendre la voie du possessoire, s'il s'est désisté de sa première action, avant que le défendeur y ait acquiescé, ou qu'il soit intervenu un jugement de condamnation? — MM. PIGEAU, t. 2, p. 507, art. 1, n° 4, et F. L., ont soutenu l'affirmative, et cette opinion a été combattue par MM. DENIAU CROUSILHAC, p. 35, et CARR. t. 1, p. 54, n° 127. — *V.* J. A. t. 2, p. 533, où se trouvent réfutées les raisons données par ces deux derniers auteurs à l'appui de leur opinion.

95. Le demandeur qui a succombé sur une action en réintégrande peut-il intenter une action en complainte? — Le demandeur en complainte qui a succombé peut-il recourir à la voie de réintégrande? — Le défendeur se trouve-t-il à cet égard dans la même position que le demandeur? — *V.* M. PONCET, p. 97 et 98, n° 60 § 4 et 61, et J. A. t. 2, p. 529, n° 115.

Art. 2. — *Contre qui?*

96. La complainte peut être formée contre un mineur. — *V.* MM. COMMAILLES, t. 1, p. 57; F. L. t. 1, p. 596, v° *complainte*, sec. 1, § 3, n° 7; J. A. t. 2, p. 528, n° 112, et GARNIER, p. 350.

97 et 98. Les actions possessoires intentées contre les communes sont de la compétence des juges de paix.—Ordonn. 11 janv. 1826, t. 34, p. 67. — Cass. 19 janv. 1831, t. 40, p. 315. — *V.* nos *observations*, t. 40, p. 316. — M. F. L. adopte la doctrine de l'arrêt. — *Sic* GARN. p. 310.

99. L'action en complainte peut être dirigée contre un fermier pour un fait qui lui est personnel; et s'il n'a pas appelé son bailleur en garantie, il ne peut demander sa mise hors de cause, sauf au bailleur à attaquer ce jugement par tierce opposition. — Cass. 19 nov. 1828, t. 36, p. 214. — *V.* GARNIER, p. 358.

Art. 3. — *Devant qui?*

100. Le juge de paix a le droit exclusif de connaître de toutes les actions possessoires, à quelques sommes que puissent monter les condamnations qu'il peut y avoir à prononcer, sauf l'appel si la condamnation excède 50 fr. — Cass. 13 août 1817, t. 16, p. 633, n° 90. — Principe constant. *V.* cependant le n° 102.

101. On ne peut saisir le tribunal de première instance d'une action en réintégrande; les juges de paix sont seuls compétents pour en connaître en premier ressort. — Ren. 25 mars 1820.

102. Le juge de paix n'est pas compétent pour statuer sur des actions possess. dont était saisie, au moment de la nouvelle organisation judiciaire, la justice seigneuriale; elles doivent être portées devant les tribunaux de première

instance qui ont remplacé cette justice. — Bourg. 26 avr. 1809, t. 16, p. 601.

103. L'art. 3 C. P. C. qui place dans les attributions des juges de paix la connaissance des usurpations de terre commises dans l'année, ne s'applique qu'au cas où l'action est formée au possessoire; autrement, et si le demandeur conclut à être *maintenu dans la propriété* du terrain usurpé, l'action, devenant pétitoire, est de la compétence du tribunal civil. — Cass. 3 oct. 1810, t. 2, p. 407, nº 40. — *V.* GUICHARD, *Quest. possess.* p. 380.

104. Une demande en dommages-intérêts, intentée pour trouble à la possession, n'est pas de la compétence du juge de paix, lorsque ce droit de possession est contesté. — Cass. 10 mars 1829, t. 37, p. 112.

105. Lorsque, sur une action relative à une suppression de vues, l'une des parties prend des conclusions tendantes à ce qu'on suspende des constructions dont l'élévation obstruerait les jours sur lesquels le litige existe, elle forme une véritable action possessoire dont la connaissance n'appartient qu'au juge de paix. — Cass. 28 juin 1825, t. 31, p. 125.

106. On ne peut prétendre qu'un juge de paix a excédé sa compétence en ordonnant la suppression d'un fossé dont une partie a été creusée depuis plus d'un an, si le dispositif de son jugement n'est pas bien formel à cet égard, et si le demandeur n'a d'ailleurs conclu, par sa citation, qu'au rétablissement des lieux en l'état où ils étaient avant les voies de fait commises dans l'année. — Cass. 14 fév. 1814, t. 16, p. 624. — V. vº *action*, sect. 4, § 3, nº 127; MM. MERL. *Rép.* t. 6, p. 591; B. S. P. p. 51, note 45, nº 2, et GUICHARD, *Quest. possess.* p. 394. — *V.* aussi *nos observ.*, J. A., t. 16, p. 625, à la note. — MM. MERL. et F. L. t. 3, p. 205, sont d'avis que le juge de paix serait incompétent si la haie ou le fossé existaient depuis plus d'un an.

107. Le juge de paix saisi d'une action en complainte est souverainement investi du droit de décider si la possession du demandeur est paisible. — Cass. de Belg. 4 juin 1833.

108. Comme aussi le juge de paix connaît des questions de possession en matière de contentieux administratif; la connaissance du fond seulement est réservée à l'autorité administrative. — Décret, 24 mars 1806, t. 16, p. 589, nº 45. — *V.* MM. B. S. P. p. 50, note 43; MERL. *Rép.* t. 2, p. 670, vº *complainte*, § 6, nºs 4 et 5; J. A., t. 16, nº 37, un arrêt du 15 prair. an XII; et M. GARNIER, p. 312 et 313.

109. Le juge de paix est seul compétent pour connaître d'une action possessoire, lors même que le défendeur prétend avoir agi en vertu d'un bail émané de l'autorité administrative. — Cass. 28 août 1810, t. 1, p. 151, nº 66.

110. Le juge de paix est compétent pour connaître d'une contestation élevée au possessoire, entre deux particuliers qui réclament la possession d'une eau dont la source est sur un terrain communal, l'un par le motif qu'il a possession d'an et jour, l'autre parce que l'usage de ces eaux lui aurait été concédé par délibération approuvée du préfet. — Cass. 15 prair. an 12, t. 16, p. 580 — Il faut consulter sur cet arrêt. MM. CARR. *Comp.* t. 2, p. 347, nº 424; B. S. P. p. 50, not. 43; GUICHARD, *Quest. possess.* p. 359. — V. *observat.* t. 16, p. 580, à la note.

111. Lorsqu'une même affaire présente une question de grande voirie et une question de trouble à la possession d'un passage, le juge de paix peut connaître de ce dernier objet. — Avis Cons. d'ét., 30 sept. 1814, t. 16, p. 628. — *V.* CARR. *Comp.* t. 2, p. 369, nº 438.

112. Si sur l'action possessoire formée contre le concessionnaire du domaine public, il s'élève quelque question relative à l'interprétation de l'acte de concession, le juge de paix ne doit pas se déclarer incompétent d'une manière absolue, mais bien surseoir et renvoyer la question préjudicielle à l'autorité administrative. — Cass. 3 nov. 1824, t. 29, p. 36.

113. Lorsque l'exécution d'un acte administratif donne lieu à une action possessoire pour *nouvel œuvre*, le juge de paix n'est pas compétent pour en connaître. — Arrêté Cons. d'état, 22 nov. 1826, t. 34, p. 150.

CHAP. III. *Procédure et instruction en matière de complainte.*

114. En cas de trouble apporté à l'exercice d'un droit de passage, il n'est pas nécessaire de se pourvoir contre tous les copropriétaires du terrain sur lequel on prétend l'exercer, surtout lorsque l'opposition à l'exercice de ce droit ne provient que du fait de l'un des copropriétaires. — Renn. 7 juin 1816, t. 2, p. 468, nº 71.

115. Complainte sur complainte n'a lieu. Ainsi, lorsqu'à l'occasion d'une contestation existante au possessoire entre deux individus, un troisième prend cette action pour trouble à sa possession, il n'a pas le droit d'intenter contre l'une des deux parties une action en complainte, mais il peut intervenir pour faire valoir ses droits. — *V.* J. A. t. 2, p. 529, nº 114.

116. Lorsque l'administration fait planter des bornes ou afficher un tableau, conformément à la loi du 9 vent. an XIII, pour déterminer les chemins vicinaux d'une commune, le propriétaire qui a à se plaindre d'une usurpation de terrain doit, avant de se pourvoir devant les tribunaux, adresser ses réclamations à l'autorité administrative. — Cass. 26 déc. 1826, t. 33, p. 15. — On peut consulter CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 469, nº 1648, et GUICHARD, *Quest. poss.* p. 468.

117. Lorsque, sur une action en complainte, le défendeur appelle en garantie le maire de sa commune qui prend fait et cause pour lui, excipe de la propriété de la commune sur le champ litigieux, et demande un sursis pour la faire autoriser à plaider, le juge de paix ne peut prononcer sur l'action en complainte, qu'en statuant en même temps sur l'exception de la commune, ou elle dûment appelée. — Cass. 18 janv. 1812, t. 43, 535. — V. *nos observations.*

118. L'autorisation refusée ou donnée par l'administration aux actes qui donnent lieu à une action en complainte, n'empêche pas que le juge de paix soit compétent pour statuer sur cette action. — Cass. 14 août 1832, t. 43, p. 661.

119. Lorsqu'un propriétaire, après avoir établi une clôture sur son terrain, se plaint, par action possessoire, de ce qu'elle a été abattue par son voisin, qui prétend avoir sur ce terrain un droit de servitude discontinue non apparente, le juge de paix doit statuer de suite sur l'action en complainte qui lui est soumise, sans attendre que les juges compétents aient prononcé sur les prétentions des parties, relatives à la servitude. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 52, nº 125, et J. A. t. 2, p. 532, nº 119.

120. Le tribunal qui maintient un défendeur à une action en complainte dans la possession de l'immeuble ou du droit litigieux, bien qu'il n'ait pris aucunes conclusions à cet effet, et que même il n'ait point articulé la possession annale en sa faveur, viole les principes et les formes de procéder relatives aux actions possessoires. — Cass. 26 janv. 1824, t. 26, p. 83. — *V.* GUICH. *Quest. possess.* p. 449.

121. Un juge de paix peut maintenir en possession un demandeur, sans être obligé d'ordonner une enquête, lorsqu'il trouve sa religion suffisamment éclairée. — Cass. 25 juill. 1826, t. 32, p. 91. — Le même principe a été consacré par la même cour, le 28 juin 1830.

122. Le tribunal saisi d'une action possessoire n'est pas tenu d'ordonner la preuve de la possession exclusive alléguée par le demandeur qui n'offre pas de justifier sa demande. — Cass. 31 août 1831.

123. En matière de complainte, les juges peuvent refuser l'enquête qui leur est demandée. — Cass. 28 juin 1830.

124. En matière d'action possessoire, lorsque le défendeur ne comparaît point, le juge de paix doit-il prononcer sa condamnation, sans ordonner une enquête?

Il n'est pas obligé de le faire, mais il le peut. — *V.* M. GARNIER, p. 362. — Le contraire est soutenu

par Jousse, le plus célèbre commentateur de l'ordonnance de 1667, et par M. Carr., t. 1er, p 48, no 110. Mais si le juge ne trouve pas l'action suffisamment justifiée, comment pourrait-on lui imposer l'obligation de l'accueillir, par cela seul que le défendeur ne comparaît pas? Celui-ci, en faisant défaut, s'en rapporte à la justice des magistrats, parce qu'il sait qu'ils ne rendront pas une décision que leur conscience repoussera. Il est donc impossible que le législateur ait voulu s'écarter, en cette matière, du principe qui veut que les juges ne prononcent qu'en connaissance de cause. Telle est aussi l'opinion de M. F. L. — *V.* J. A. t. 2, p. 531, no 117, où se trouve combattu l'argument que M. Carré tire de ces mots de l'art. 24 C. P. C. *si la possess. ou le trouble sont déniés.*

125. L'action en réintégrande devient, par l'offre du demandeur de prouver la possession annale, une action en complainte que le juge peut déclarer mal fondée, si la possession n'est pas postérieurement prouvée suffisante. — Cass. 16 mai 1827, t. 33, p. 295.

126. Un juge de paix, en admettant la preuve d'une possession annale, précise suffisamment l'état de la question, et ce qu'il faut prouver. — Cass. 7 janv. 1829, t. 36, p. 159.

Chap. IV. *Cumul du possessoire et du pétitoire. Concours de l'action correctionnelle avec l'action possessoire.* — Art. 1er. *Cumul du possessoire et du pétitoire.*

127. Dans une instance où l'on ne conteste ni la possession ni la propriété, il ne peut y avoir cumul du possessoire et du pétitoire. — Cass. 27 août 1827, t. 34, p. 76.

128. Le jugement qui décide qu'une partie avait la possession légale, et l'autre seulement une possession précaire, ne cumule pas le pétitoire et le possessoire. — Cass. 3 déc. 1827, t. 34, p. 208.

129 (1). De même une action ne cesse pas d'être possessoire, et le juge de paix n'en est pas moins compétent, parce qu'en accueillant la demande en complainte, il s'est fondé sur la propriété du demandeur, s'il ne s'est occupé de la propriété ou des titres que pour qualifier la possession et la déclarer précaire. — Cass 15 dec. 1812, 30 nov. 1818, 7 janv. 1829, 4 fév. 1829, 28 juin 1830, 31 août 1831, t. 2, p. 430, no 51, p. 479, no 81, et t. 36, p. 160 et 198 — *V.* Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 484, no 1657.

130. Il n'y a point de délimitation du terrain litigieux, ni par conséquent cumul du pétitoire et du possessoire, de la part du juge de paix qui, en prescrivant la maintenue possessoire de ce terrain, désigne le point duquel la possession s'étendra. — Cass. 9 août 1830, t. 40, p. 114.

131. Un juge de paix, devant lequel est portée une action possessoire, est compétent pour ordonner, à l'occasion et par suite de cette action, une plantation de bornes. Ce n'est pas là cumuler le possessoire et le pétitoire. — Cass. 27 avr. 1814, 26 janv. 1825, t. 2, p. 454, no 63, et t. 29, p. 117. — C'est l'avis de MM. Coffinières, J. A. t. 2, no 63; Guichard, *Quest. possess.* p. 304, et Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 277, no 1435, et p. 486, no 1661. — *V.* Garnier, p. 374.

132. Un juge paix ne peut accueillir l'action en complainte intentée par celui qui ne prouve pas une possession annale, sous prétexte que ce demandeur justifie du droit de propriété, et que la possession n'est qu'une émanation de ce droit. — Cass. 6 avr. 1824, t. 26, p. 201. — On peut consulter MM. Th. Desm. t. 1, p. 90, no 48, et Guichard, p. 295, § 19.— *V.* aussi *suprà*, le no 129.

133. Il n'y a pas cumul du possessoire et du pétitoire, lorsqu'un tribunal, en rejetant la complainte au possessoire d'une partie, se fonde sur ce qu'elle n'a pas prouvé son droit de copropriété, lui réservant d'ailleurs son droit d'agir au pétitoire. — Cass. 9 nov. 1825, t. 30, p. 384. — *V.* Guichard, *Quest. poss.* p. 304, 3e alin.; M. Garnier, p. 374.

134. Ni dans le jugement qui, sur la demande d'une maintenue en jouissance, reconnaît un droit de propriété au demandeur. — Cass. 4 mars 1828, t 35, p. 204.— *V.* M. Garnier, p. 374, 375; et *suprà*, no 129.

135. Lorsqu'un juge de paix saisi d'une action en complainte pour trouble à l'usage d'un cours d'eau, se fonde sur les dispositions des art. 644 et 645 C. C. pour refuser la maintenue en possession provisoire du complaignant, il décide une question de propriété et cumule alors le possessoire et le pétitoire. — Cass. 20 avr. 1824, t. 31, p. 207 — *V.* aussi *suprà*, le no 129.

136. En matière d'action possessoire, l'enquête ne doit porter que sur les faits de possession ou de trouble; admettre à prouver que le demandeur n'est pas propriétaire du chemin ou passage litigieux, qu'il n'en a que l'usage commun avec le public, c'est ordonner une enquête sur le fond du droit, contre la prohibition de l'art. 24 C. P. C., et cumuler le possessoire et le pétitoire. — Cass., 18 juin 1816, t. 2, p. 470, no 74. — *V.* F. L. t. 1, p. 600 et 605, sect. 1re, § 5, nos 3 et 10; Carr. t. 1, p. 53, no 126; B. S. P. p. 113, note 26; Guichard, *Quest. possess.* p. 299 et 300, et Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 484, no 1657, 2e alin.; M. Garnier, p. 377.

137. Le juge de paix qui, pour juger une question de possession, s'appuie sur les titres de propriété, commet un excès de pouvoir. — Cass. 12 nov. 1828. — Il y aurait cumul même dans le cas où, bien que les motifs fussent exclusivement relatifs au possessoire, le dispositif déclarerait le demandeur tout à la fois possesseur et propriétaire, ou seulement propriétaire. — Garn. p. 376.— *V.* aussi *suprà*, le no 129.

138. Il y a cumul du pétitoire et du possessoire, lorsque les juges refusent de statuer sur une action possessoire, et mettent les parties hors d'instance, sur le motif que *la décision de leur demande se réfère à l'examen des titres de propriété*, et les renvoient à se pourvoir au pétitoire. — Cass. 29 déc. 1828, t. 36, p. 236. — *V.* Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 459, 6e alin.

139. Lorsque le défendeur à une action en complainte prétend sur l'appel que cette action est un trouble apporté à sa possession, les juges qui le maintiennent dans sa possession, ou s'appuient sur ses titres de propriété, ne violent pas la règle des deux degrés de juridiction en prononçant sur cette demandé nouvelle, et ne cumulent pas le pétitoire avec le possessoire. — Cass. 31 juill. 1828.

140. Un jugement sur une action

(1) Nous avons été forcé de disséminer dans ce chapitre IV toutes les notices d'arrêts et les diverses opinions des auteurs sur la question importante de l'appréciation des titres par le juge de paix; et quoiqu'il puisse être facile à nos lecteurs de se pénétrer en peu d'instants des décisions rapportées, cependant nous préférons leur en donner la clef en quelques lignes pour leur éviter même le travail de comparaison. Il est constant en jurisprudence que le juge de paix peut apprécier les titres: ce principe n'a été contesté dans aucune des espèces jugées par la Cour de cassation; mais la difficulté naît là où il s'agit de la manière de prononcer de ce magistrat; ainsi les nos 129, 133, 134, 145, 153, 154 et 155 ont concédé le droit au juge de paix, parce qu'il en avait usé dans de sages limites, tandis que les nos 132, 135 et 137 le lui ont refusé, parce qu'il avait empiété sur le possessoire. Dans les nos 141, 142, 143 et 144, on trouvera établie cette distinction, conforme aux principes généraux, que la décision du juge de paix ne doit pas être cassée, si après avoir motivé son jugement sur les titres de propriété, il ne prononce dans son dispositif que sur la possession; de là est venue la difficulté grave entre deux acquéreurs également de bonne foi, jugée par les arrêts rapportés aux nos 147, 148 et 149. Dans notre *Revue* sur les Actions possessoires, t. 43, p. 441, nous avons examiné les différentes décisions rendues sur la matière.

en complainte ne peut être attaqué, parce qu'au lieu d'avoir égard aux titres de propriété des parties, il n'est fondé que sur des faits de possession de leur part. — Cass. 14 août 1832, t. 43, p. 661.

141. La règle qui prohibe, dans les jugements des juges de paix, le cumul du possessoire et du pétitoire, n'est applicable qu'au cas où ce cumul existe dans le dispositif des jugements; en conséquence, il importe peu que, dans les motifs, le juge ait apprécié les titres produits par les parties, et ait par là touché au pétitoire, si le dispositif ne statue que sur le possessoire. — Cass. 18 mai 1813, 24 juin 1828, t. 2, p. 438, no 57, et t. 35, p. 291. — *V.* CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 483, no 1656, et GUICHARD, *Quest. possess.* p. 303, *in fin.* — *V. observat.* J. A. t. 2, p. 325; et *suprà*, no 129.

142 et 143. Un jugement ne cumule pas le pétitoire avec le possessoire, quoique dans ses motifs il ait déclaré que la possession du défendeur était appuyée de titres qui en constituaient la légalité, si, dans son dispositif, il s'est borné à déclarer le demandeur non recevable dans son action en complainte. — Cass. 31 août 1831.

144. Un tribunal ne cumule pas le pétitoire et le possessoire, lorsque dans ses considérants il dit qu'une partie joint la possession à la propriété, si dans son dispositif il ne statue réellement que sur la possession. — Cass. 20 mai 1829, et 28 juin 1830. — *V.* M. GARNIER, p. 370 et 371; et *suprà*, no 129.

145. Il n'y a pas cumul du pétitoire avec le possessoire dans le jugement qui, sur une action en complainte, maintient le défendeur dans sa possession annale, après n'avoir pris les titres de propriété en considération que pour mieux connaître les faits de possession. — Cass. 19 juill. 1830.

146. Un juge de paix, pour découvrir si la possession alléguée est légale ou précaire, peut également examiner les titres d'une partie, et citer dans son jugement une loi qui dispose sur la propriété de l'objet sur lequel le trouble a été exercé. — Cass. 26 janv. 1825, et 19 avril 1825, t. 29, p. 117, et t. 32, p. 134. — *V. observ.* t. 2, p. 325.

147. Entre deux acquéreurs d'un même immeuble, demandeurs en complainte l'un contre l'autre, et dont aucun n'a la possession annale, la préférence, quant à la possession, appartient à celui dont le titre a acquis une date certaine, quoique l'autre ait pris possession le premier. — Dans ce cas, le juge de paix saisi de l'action en complainte peut consulter les titres pour adjuger la possession. — Cass. 12 fruct. an X, t. 2, p. 322, no 1; 21 déc. 1820 (1), t. 23, p. 9. — On peut consulter CARR. t. 1, p. 49, nos 111 et 112, et H. D. P. p. 454. — *V.* aussi B. S. P. p. 113, note 28; M. GARNIER, p. 372 et 373; et *suprà*, no 129.

148. Le juge de paix doit même dans ce cas consulter les titres. — Cass. 16 janv. 1821, t. 23, p. 9. — *V.* M. GARNIER, p. 372 et 373; et *suprà*, no 129.

149. Mais lorsque deux acquéreurs d'un même immeuble s'en contestent mutuellement la possession et la propriété, et que, n'ayant ni l'un ni l'autre la possession annale de leur chef, il devient nécessaire de remonter à la possession de leur auteur, qui est le même pour tous deux, le juge de paix, saisi de l'action possessoire, excède ses pouvoirs et cumule le possessoire et le pétitoire, si, pour déterminer lequel peut se prévaloir de la possession de l'auteur commun, il entre dans l'examen des titres de propriété, et déclare que celui de l'un des acquéreurs est frappé de nullité. — Cass. 11 août 1819, t. 2, p. 494, no 91. — *V.* F. L. t. 2, p. 598, vo *complainte*, sect. 1re, § 4, no 2; nos *observ.* J. A. t. 2, p. 497; CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 487, no 1662; et *suprà*, no 129.

150. Un juge de paix saisi d'une action en complainte intentée par le possesseur du droit de faire écouler les eaux de sa propriété par le lit d'une rivière, possession dans laquelle le défendeur l'a troublé en comblant ce lit, ne peut, avant de prononcer sur cette action, statuer sur l'offre que fait celui-ci de substituer à ce même lit un canal artificiel et suffisant pour l'écoulement des eaux du demandeur. — Cass. 6 avr. 1831, t. 41, p. 479. — M. GARNIER, p. 378.

151. Quoique le juge de paix ne soit pas compétent pour juger au fond la nécessité d'un passage réclamé par un propriétaire enclavé, il peut néanmoins vérifier le fait de l'enclave pour s'éclairer sur le caractère de la possession du passage dans laquelle ce propriétaire se prétend troublé. — Cass. 16 mars 1830, t. 41, p. 604.

152. Le juge de paix saisi d'une action en complainte, relative à une servitude, ne cumule pas le pétitoire et le possessoire, en maintenant le demandeur dans la possession de la servitude, par le motif qu'il y a enclave, et que cette servitude lui est nécessaire et indispensable. — Cass. 7 mai 1829, t. 41, p. 602. — Telle est l'opinion de M. CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 259, no 1414 et suiv.

153. Le juge de paix saisi d'une action possessoire est compétent pour y statuer, encore que le défendeur use d'une exception qui se rattache au pétitoire. — Cass. 13 juin 1814, t. 2, p. 457, no 65. — *V.* GUICHARD, *Quest. possess.* p. 400; et *suprà*, no 129.

154. Lorsque les moyens de défense tirés du droit de propriété sont étrangers à la possession, le juge de paix n'en doit pas moins statuer au possessoire, en s'abstenant de connaître du pétitoire. — Cass. 23 fév. 1814, 10 juin 1816, 9 fév. 1820, t. 2, p. 448, no 62. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 51, no 119, et F. L. t. 1, p. 599, vo *complainte*, sect. 1re, § 5, no 2. — V. *suprà*, no 129.

155. Comme aussi une action possessoire ne change pas de nature, et le juge de paix ne cesse pas d'être compétent, par cela seul que le demandeur prend de nouvelles conclusions, non-seulement sur la possession, mais encore sur son droit de propriété. — Cass. 1er mai 1819, t. 2, p. 480, no 82. — M. CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 484, no 1657, enseigne la même doctrine. — V. *suprà*, no 129.

156. La demande formée au pétitoire ne fait pas obstacle à l'action possessoire, postérieurement intentée par le défendeur au pétitoire, pour raison d'un trouble antérieur à l'action pétitoire. — Ce n'est pas là cumuler le possessoire et le pétitoire dans le sens de l'art. 25 C. P. C. — Cass. 8 avr. 1823, t. 2, p. 535, no 123, et t. 25, p. 123. — *V.* GUICHARD, *Quest. possess.* p. 443.

157. On peut former une action possessoire à l'occasion d'un nouveau trouble commis pendant le cours d'une instance au pétitoire; en ce cas, l'action possessoire doit toujours être portée devant le juge de paix, et non devant le tribunal ou la cour où se trouve pendante l'action pétitoire. — Cass. 7 août 1817, t. 2, p. 477, no 79. — MM. H. D. P. p. 471, et F. L. t. 1er, p. 601, vo *complainte*, sect. 1re, § 5, no 7, ont chacun une opinion différente sur cette question.

158. Mais lorsque, sur une action relative à la propriété d'un immeuble, et portée devant un tribunal de première instance, l'une des parties prend des conclusions tendantes à être maintenue provisoirement pendant l'instance dans la possession de l'immeuble litigieux, elle forme une véritable action possessoire dont la connaissance appartient au juge de paix, et sur laquelle le tribunal de première instance ne peut statuer sans cumuler le pétitoire avec le possessoire. — Cass. 4 août 1819, t. 2, p. 491, no 89. — Opinion conforme de MM. CARR. *Just. de paix*, t. 2, p. 492, *in fin.* et 493; GUICHARD, *Quest. possess.* p. 299. — *V.* aussi F. L. t. 1, p. 605, vo *complainte*, sect. 1re, § 5, no 13; PONCET, p. 94, no 1; B. S. P. p. 113, note 26, no 2, et le PR. FR. t. 1. p. 185 (1).

159. Lorsque deux personnes qui ont l'une et l'autre la possession annale d'un même immeuble, intentent respectivement l'une contre l'autre une action possessoire, le juge n'est pas tenu d'ordonner le séquestre de l'objet litigieux; il peut maintenir les deux parties en possession. — Cass. 28

---

(1) Cet arrêt ne pose que la question générale.

(1) *V.* la note à la page suivante.

avr. 1813, t. 2, p. 435, n° 55. — Ou renvoyer les parties devant qui de droit, ou même accorder à l'une des parties la possession provisionnelle, suivant les auteurs du *Pr. fr.* t. 1, p. 185 et s.; F. L. t. 1, p. 605, v° *complainte*, sect. 1re, § 5, n° 12 (1).

160. De même, lorsque le juge saisi d'une action possessoire se trouve dans l'impossibilité de reconnaître la possession, il peut renvoyer les parties à se pourvoir au pétitoire, sans contrevenir à la loi qui défend le cumul du pétitoire et du possessoire. — Cass. 17 mars 1819, t. 2, p. 484, n° 84. — *V.* Guichard, *Quest. possess.* p. 304, § 10 (2).

161. Lorsque le juge de paix pense qu'il est dans l'impossibilité de reconnaître la possession exclusive de l'une ou de l'autre des parties, il peut même, par voie de récréance, conserver la possession à l'une d'elles, en les renvoyant devant le tribunal civil. — Cass. 14 nov. 1832, t. 43, p. 628 (3).

162. Lorsque le défendeur à une action en complainte soutient que le terrain litigieux n'est pas le même que celui énoncé dans le titre du demandeur, et que ce dernier n'offre point d'autre preuve de sa possession que ce titre, le juge de paix doit s'abstenir et renvoyer les parties au pétitoire. — Cass. 12 avr. 1813, t. 2, p. 434, n° 54. — Tel est le sentiment de MM. Carr. *Just. de paix*, t. 2, p. 488, n° 1663; Guichard, *Quest. possess.* p. 300, 2e alin., et F. L. t. 1, p. 600, v° *complainte*, n° 4.

Art. 2. *Concours de l'action correctionnelle avec l'action possessoire.*

163. L'action correctionnelle ne peut être intentée simultanément avec l'action possessoire pour un même fait. — Cass. 9 mai 1828. — *V.* M. Garnier, p. 369.

164. Lorsque la question de propriété a été soulevée devant un tribunal correctionnel, et renvoyée devant les tribunaux civils comme préjudicielle, le demandeur ne peut abandonner la question de propriété pour agir par voie de complainte possessoire : il y a chose jugée sur l'action possessoire par le jugement correctionnel qui a sursis. — Cass. 18 août 1823, t. 25, p. 310. — *V.* Guichard, *Quest. possess.* p. 447.

165. Mais celui qui, assigné en police correctionnelle pour avoir usurpé un chemin communal, obtient son renvoi à fins civiles, a le droit de poursuivre la commune par voie de complainte possessoire, parce que le procès-verbal du garde champêtre, en vertu duquel il a été poursuivi, doit être considéré comme un trouble à sa possession. — Cass. 10 janv. 1827, t. 33, p. 17.

166. L'action correctionnelle intentée à raison d'un fait qui a troublé une possession n'interrompt pas la prescription de l'action possessoire. — Cass. 20 janv. 1824, t. 26, p. 21. — *V.* Guichard, *Quest. possess.* p. 449.

1. Loi du 10 déc. 1830 sur les afficheurs et les crieurs publics, t. 39, p. 324.

(On trouvera, J. A. t. 43, p. 633, une revue complète sur la législation relative aux agréés.)

1. Les agréés, n'étant que de simples mandataires, doivent être assujétis, comme tous autres fondés de pouvoir, à la représentation d'une procuration. — C. T. introd. 140, 7.

(1, 2 et 3) Cette doctrine de la Cour de cassation est combattue vivement dans le Journal des Avoués, t. 43, p. 461 et 630. — Voici le système proposé en opposition à celui de la Cour de cassation : ou le juge de paix reconnaît que les deux parties ont une égale possession, et alors il les maintient dans un droit de communauté, sans parler de l'action devant le tribunal civil dont il lui est absolument défendu de s'occuper; ou le demandeur au possessoire ne fait pas une preuve complète, comme c'est à celui qui réclame à prouver et que le défendeur n'a rien à dire, le demandeur doit alors être déclaré non recevable : ainsi, dans aucun cas, il n'est loisible au juge de paix d'ordonner un séquestre, ou de renvoyer devant le tribunal civil, dépens compensés. — On peut consulter *suprà*, le n° 138 qui justifie cette distinction jusqu'à un certain point.

(1) *V. Sais. imm.*, 371.
(2) *V. Appel*, 497. — *Dés.* 40, 43 *ter.* 56. — *Jug. déf.* 358 *et s.* 375 *et s.* — *Trib. comm.* 510.

2. Lorsque le mari et la femme se trouvent simultanément assignés, l'agréé qui est muni de la copie de l'assignation peut être réputé les représenter tous deux, quoiqu'il ne soit assisté que de la femme, et que celle-ci ait seule signé le pouvoir qui se trouve au bas de l'assignation. — Renn. 9 mai 1810, t. 2, p. 548, nº 1.

3. La déclaration faite par l'agréé devant le tribunal de commerce, qu'il avait représenté le mari sans y être autorisé, ne peut pas produire l'effet d'un désaveu régulièrement jugé, et rendre admissible l'opposition du mari, comme s'il s'agissait d'un jugement par défaut. — Renn. 9 mai 1810, t. 2, p. 548, nº 2.

4. Un agréé près d'un tribunal de commerce a besoin d'un pouvoir spécial pour être à couvert du désaveu, lorsque, sans contester la créance réclamée contre sa partie, il se borne à demander terme et délai pour le paiement. — Rouen, 1er mars 1811, t. 2, p. 550, nº 3 — Telle est l'opinion de M. F. L. t. 2, p. 72, vº *desaveu*, § 1er, nº 2. — *Sic*, C. T. introd. p. 141, 8.

5. Aussi, lorsqu'un agréé a demandé un délai pour une partie, quoiqu'il n'eût ni pouvoir spécial, ni mandat d'aucune espèce pour la représenter, le jugement qui statue sur le fond à la même audience doit être réputé par défaut, sans qu'il soit besoin de désavouer cet agréé. — Rouen, 1er juill. 1826, t. 32, p. 82.

6. Les agréés ne peuvent pas porter les demandes en paiement des frais et honoraires qu'ils prétendent leur être dus devant les tribunaux de commerce, qui sont incompétents pour juger ces sortes de causes. — Cass. 5 sept. 1814. — Colm. 5 août 1826, t. 2, p. 552, nº 4, et t. 33, p. 223. — Telle est l'avis de MM. Pardess. t. 5, p. 15, nº 1348; et B. S. P. p. 125, nº 13 *bis*. — *V.* aussi C. T. int. p. 143, 11.

7. Un agréé ne peut être interdit ni suspendu par le tribunal de commerce devant lequel il plaide habituellement. — Pau, 1er sept. 1818, t. 2, p. 555, nº 5. — C. T. int. p. 141, 9.

AJOURNEMENT. *V. Appel, Exploit, Interv.* 132 *et s.* — *Jug. déf.* 46 *et s.* — *Ordre*, 62 *bis*. — *Sais. imm.* 307.

ALGER. *V. Colonies*, 10.

ALIÉNATION. *V. Sais. imm.* 1157 *et s.*

ALIMENTS. *V. Arb.* 40 *et s.* — *Cont. p. c.* 328 *et s.* — *Dem. n.* 89 *et s.* — *Sais.-a.* 108.

ALLIANCE. *V. Jug.* 13 *et s.* — *Mar.* 1 *et s.* — *Recus.* 3. — *Renvoi*, 19, 67 *et s.*

ALLIÉS. *V. Cons. f.* 28 *et s.* — *Enq.* 351 *et s.* — *Huiss.* 15 *et s.* — *Interd.* 7. — *Sais. imm.* 459.

AMBASSADEUR. *V. Enq.* 297. — *Sais.-ex.* 134.

AMENDE (1).

C. Ier. DE LA CONDAMNATION A L'AMENDE EN MATIÈRE CIVILE. — A. 1er. Quand y a-t-il lieu à l'amende? 1 à 37 — A. 2. Quotité de l'amende, 38 à 50. — A. 3. Compétence du trib. pour la prononcer, 51 à 53. — C. II. RECOUVREMENT ET RESTITUTION DE L'AMENDE EN MATIÈRE CIVILE. — A. 1er. Mode de recouvrement, 54 à 63. — A. 2. Quand y a-t-il lieu à restitution? 64 à 73. — A. 3. Quand y a-t-il prescription? 74 à 77. — C. III. DES AMENDES EN MATIÈRE CRIMIN. 78 à 93 (2).

CHAP. Ier. *De la condamnation à l'amende en matière civile.* — Art. 1er. *Quand y a-t-il lieu à amende?*

(On trouvera des notices analogues, au mot CASSATION, qu'il est indispensable de consulter.)

1. Lorsque la partie qui n'a point paru en conciliation ne se présente pas devant le tribunal, on doit la condamner par défaut au paiement de l'amende encourue pour non-comparution au bureau de paix. — Décision du ministre de la justice du 31 juill. 1808, t. 2, p. 592, nº 22. — *V.* MM. Carr. sur l'art. 56, nos 240 et 241; Pr. Fr. t. 1, p. 272; Locré, t. 1, p. 235; Pig. t. 1, p. 152; F. L. t. 1, p. 628, § 5, nº 4. — V. *infrà*, nº 11.

2. Mais lorsqu'une partie qui n'a pas comparu devant le bureau de conciliation, justifie de l'impossibilité où elle a été de se présenter, elle peut ensuite être entendue dans sa demande. — Décision du ministre de la justice du 15 nov. 1808, t. 2, p. 583, nº 15. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 120, nº 245; F. L. t. 1, p. 628, § 5, nº 4.

3. En matière de faux incident civil, l'amende est encourue, soit que le tribunal rejette les moyens, soit qu'il ne les admette pas. — M. Carr. t. 1, p. 608, nº 954, pense que les mots par *defaut de moyens* de l'art. 247 C. P. C. comprennent le cas où les moyens signifiés n'auraient pas été admis ou auraient été rejetés; c'est aussi l'avis de M. D. C. p. 183. — Nous pensons que la proposition ci-dessus résulte encore mieux de ces mots de l'art. 246, *le demandeur en faux qui succombera*, et de ceux-ci de l'art. 247, toutes les fois que le demandeur *aura succombé*. — *V.* J. A. t. 2, p. 629, nº 62.

4. Mais l'amende encourue par la partie qui dénie faussement son écriture, ne doit pas être prononcée contre celui qui de lui-même, et sans qu'aucune vérification ait été faite, reconnaît sa signature postérieurement à sa dénégation. — Toul. 7 août 1819, t. 2, p. 622, nº 53.

5. Comme aussi, lorsqu'un acte argué de faux, rejeté du procès comme n'ayant pas les caractères d'authenticité voulus, reste certain d'ailleurs, et que les poursuites en inscription de faux sont arrêtées, il n'y a pas lieu de prononcer l'amende contre le demandeur, qui cependant a succombé. — Brux. 4 fév. 1808, t. 2, p. 590, nº 21. — *V.* Pr. Fr. t. 2, p. 132 et 133.

6. De même, les héritiers qui dénient l'écriture d'une obligation souscrite par leur auteur, ne doivent pas dans tous les cas être condamnés à l'amende dont parle l'art. 213 C. P. C. — Ils sont excusables lorsqu'ils ont été de bonne foi. — Tel est l'avis des auteurs du Pr. Fr. et de MM. B. S. P. p. 272, nº 32, et Pig. t. 1, p. 335. — *V.* J. A. t. 2, p. 628, nº 59.

7. En matière de reconnaissance d'écriture et de tierce opposition, un tribunal ne peut, dans les cas spécifiés aux art. 213 et 479 C. P. C., se dispenser de prononcer la condamnation aux amendes portées par ces articles. — Lettre de son excellence le ministre des finances du 4 mars 1826, t. 30, p. 325. — V. *infrà*, nº 19.

8. Arrêté relatif à la consignation d'amende sur appel. — 27 niv. an x, t. 2, p. 573, nº 9. — *V.* M. Pig. t. 1, p. 605.

9. Arrêté concernant l'amende à consigner pour appel des jugements rendus par les tribunaux de première instance et de commerce, et par les juges de paix. — 11 flor. an XI, t. 2, p. 575, nº 11.

10. Il est nécessaire de consigner l'amende sur l'appel, quoique le Cod. de proc. ne l'exige pas d'une manière formelle. — Lettre de son excellence le ministre de la justice du 12 sep. 1809, J. A. t. 2, p. 603, nº 31. — Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 187, § 5, nº 31; Carr. t. 1, p. 228, nº 1692; *contrà*, M. Ponc. *Trait. des jugements*, t. 1, p. 504, à la note.

11. Lorsque les juges d'appel déclarent qu'il *n'y a pas lieu de statuer sur l'appel*, pour défaut de justification du paiement de l'amende encourue pour non-comparution au bureau de paix, l'appelant ne doit pas être condamné à l'amende pour *appel mal fondé*. — Cass. 16 germ. an VII, t. 2, p. 566, nº 4. — Cet arrêt n'est plus applicable en présence de l'art. 471 C. P. C. — V. *suprà*, nº 1 et suiv.

12. De même l'appelant qui se désiste ne doit pas être condamné à l'amende, comme s'il avait succombé. — Brux. 28 janv. 1808, t.

(1) *V. Acquiesc.* 110. — *Arb.* 165. — *Enq.* 320. — *Cass.* 134, 233 *et s.* — *Conc.* 100 *et s.* — *Enreg.* 69, 211, 218. — *Exéc* 3. — *Exploit*, 50. — *Faux i.* 142. — *Huiss.* 187. — *Not.* 38, 88 *et s.* — *Pr. à part.* 31 *et s.* — *Recus.* 71 *et s.* — *Req. civ.* 106 *et s.* 126. — *Ress.* 7, 484, 505 *et s.* — *Trib.* 48, 269 *et s.* — *Vérif. d'écrit.* 113 *et s.*

(2) J. A. t. 44, p. 5 et p. 65, on a réuni dans deux revues l'analyse complète de la législation et de la jurisprudence en cette matière.

2, p. 587, n° 19. — M. F. L. t. 1, v° *appel*, sect. 1re, § 5, combat la distinction établie entre le cas où le désistement a lieu avant la plaidoirie, et celui où il n'a été fait qu'après. Le Pr. Fr. t. 3, p. 204 et suiv. est du même avis. M. Carr le combat au n° 1693. — *V.* aussi M. B. S. P. p. 404, n° 56, not. 2.

13. Comme aussi l'appelant qui a obtenu gain de cause sur un chef, et qui a été condamné sur d'autres, ne peut pas être condamné à l'amende de fol appel. — Telle est aussi l'opinion des auteurs du Pr. Fr. t. 3, p. 24, et de MM. B. S. P. p. 438, n° 121, et 464, n° 56, et Carr. t. 1, p. 229, n° 1694. — *V.* J. A. t. 2, p. 627, n° 58.

14. Le juge ne peut décharger de l'amende l'appelant qui succombe; sinon le jugement doit être cassé d'office, dans l'intérêt du trésor. — Cass. 9 mess. an v, t. 2, p. 565, n° 3.

15. Mais du défaut de condamnation ou de l'illégalité d'une condamnation à l'amende, il ne peut pas résulter un moyen de cassation, soit en faveur de la partie à qui il a été fait mal à propos remise de cette amende, soit en faveur de la partie contre laquelle cette amende a été mal à propos prononcée, soit enfin en faveur de la partie qui prétend que son adversaire eût dû être condamné à l'amende. — Cass. 8 fruct. an viii, 24 vend. an xiii, et 6 juin 1815, t. 2, p. 569, n° 7.

16. Les tribunaux ne peuvent remettre à un avoué l'amende de 500 fr. encourue par défaut de consignation de l'amende de fol appel, sous le motif que la régie aurait été désintéressée, et qu'il n'y aurait pas eu intention de frauder. — Cass. 8 mai 1809, t. 2, p. 597, n° 25.

17. Mais les ministres des finances et de la justice ont décidé, le 6 mars 1824, qu'il suffit que la consignation de l'amende de fol appel soit faite avant le jugement ou l'arrêt, pour que l'amende de 500 fr. ne soit pas encourue. — T. 26, p. 194.

18. L'avoué de l'appelant qui a consigné l'amende dans le délai, encourt-il une amende personnelle lorsqu'il s'est élevé un appel incident, et qu'il n'a point été consigné d'amende pour cet appel? — La négative résulte d'une délibération du conseil d'administration de l'enregistrement et des domaines, du 2 fév. 1827. — T. 32, p. 240.

19. La partie dont la tierce opposition est déclarée non recevable, parce qu'elle porte sur un jugement par défaut non exécuté dans les six mois, n'est point passible de l'amende de 50 fr. — Paris, 22 janv. 1810, t. 2, p. 604, n° 32. — V. *suprà*, n° 7.

20. Le demandeur en récusation d'un juge doit être condamné à l'amende, soit dans le cas où la récusation est jugée *inadmissible* ou *non recevable*, soit dans celui où elle est jugée *mal fondée*. — Telle est l'opinion de MM. F. L. p. 767, v° *récusation*, § 2, n° 5; Carr. t. 1, p. 890, n° 1406; Pig. t. 1, p. 456, et D. Crouz. p. 285. — *V.* J. A. t. 2, p. 629, n° 61.

21 et 22. Le demandeur en cassation qui ne justifie pas de la consignation d'amende, doit être déclaré non recevable, non pas seulement quant à présent, mais purement et simplement. En vain alléguerait-il qu'il est encore dans le délai utile. — Cass. 11 frim. an ix, t. 2, p. 572, n° 8.

23. Cependant une requête en cassation qui a été reçue au greffe, ne peut être dans la suite déclarée nulle sur le fondement qu'elle n'énonce pas, comme pièces jointes, la quittance de consignation de l'amende, et la copie signifiée, ou l'expédition en forme, du jugement attaqué, lorsque, dans le fait, ces pièces y sont jointes. — Cass. 27 pluv. an xi, t. 2, p. 574, n° 10.

24. Un indigent dispensé de consigner l'amende pour se pourvoir en cassation, est néanmoins tenu de la payer s'il succombe. — Cass. 28 déc. 1812, t. 2, p. 612, n° 40. — C'est ce que pense M. F. L. t. 1, p. 421, sect. 4, n° 3.

25. Le certificat d'indigence produit par le demandeur en cassation, pour se dispenser de consigner l'amende, doit, à peine de nullité, être visé et approuvé par le préfet; une simple légalisation ne suffit pas. — Cass. 14 brum. an v, 27 vend. an ix, 2 mai 1806, 11 mai 1808, 30 nov. 1811, 26 déc. 1811, 18 janv. 1811, et 11 oct. 1827, t. 6, p. 420, n° 9, et t. 34, p. 196.

26. Comme aussi un certificat d'indigence légalisé seulement par le sous-préfet et non revêtu de l'approbation du préfet, n'est pas valable. — Cass. 25 therm. an xii, t. 6, p. 453, n° 41.

27. Pareillement les certificats émanés d'un commissaire de police et d'un receveur des contributions, qui constatent qu'un individu ne peut acquitter l'amende exigée par la loi pour le pourvoi en cassation, ni payer la contribution à laquelle il est imposé, à cause de son état d'indigence, ne peuvent tenir lieu de l'extrait de contribution et du certificat d'indigence, ni suppléer à la consignation d'amende. — Cass. 22 prair. an xii, t. 6, p. 449, n° 35.

28. De même, pour qu'il puisse suppléer à la consignation d'amende, le certificat d'indigence rapporté par le demandeur doit être d'une date postérieure au jugement attaqué. — Cass. 25 therm. an xii, t. 6, p. 453, n° 40.

29. Le demandeur en cassation qui présente un certificat portant qu'il ne possède aucune espèce de propriété, remplit le vœu de la loi, qui exige un certificat d'indigence. — Cass. 26 floréal an xii, t. 6, p. 448, n° 34.

30. Les 150 ou 75 fr. auxquels, suivant les cas, le demandeur qui succombe en cassation après l'admission de son pourvoi est condamné envers le défendeur, n'ont pas le caractère réel d'une amende. — Ils ne sont adjugés que comme indemnité non sujette au décime pour franc, et doivent être payés à la partie, sans l'intermédiaire des préposés de la régie des domaines et de l'enregistrement. — Décision des ministres de la justice et des finances du 2 sept. 1809, t. 2, p. 603, n° 30.

31. L'amende à déposer par le demandeur en cassation d'un jugement rendu par un conseil de discipline de garde nationale, peut être consignée dans un autre bureau que celui établi près la Cour de cassation. — Cass. 12 août 1831, t. 41, p. 666. — *V.* v° *cassat.*, le § relatif à *la consignat. d'amende*.

32. La consignation d'amende prescrite au demandeur en requête civile par l'art. 494 C. P. C., ne peut être suppléée par un certificat d'indigence. — Avis du Cons. d'ét. du 13 mars 1810. — Cass. 22 mars 1810, t. 2, p. 605, n° 33. — *V.* les conclusions de M. Merl. *Q. D.* v° *requête civile*, § 12.

33. Un avoué est passible de l'amende de 50 fr. lorsqu'il transcrit en entier, et avec guillemets, dans une requête, une reconnaissance sous seing privé non enregistrée, dont il demande le paiement. — Cass. 8 août 1809, t. 2, p. 620, n° 28.

34. L'huissier qui signifie une requête contenant la transcription d'un acte sous signature privée, n'est pas passible de l'amende — Cass. 8 août 1809, t. 2, p. 602, n° 29.

35. Un huissier ne peut alléguer son imbécillité pour excuse, afin de se faire décharger de l'amende par lui encourue pour défaut de soumission de son répertoire au visa du receveur de l'enregistrement. — Cass. 31 janv. 1814, t. 2, p. 615, n° 45.

36. Un officier ministériel qui omet de mentionner, dans un acte fait à la requête d'un *ouvrier journalier*, la patente de celui-ci, commet-il une contravention emportant peine d'amende? — Oui, quand l'ouvrier journalier travaille pour son compte chez les particuliers. — Non, quand il travaille pour les maîtres du même état. — Circulaire de la régie du 24 brum. an vii; jugement du tribunal de St-Flour du 19 déc. 1827; délibération du conseil d'administration du 29 avr. 1828, t. 35, p. 94.

37. Il n'y a pas d'amende à prononcer contre le greffier qui porte sur son répertoire une ordonnance d'envoi en possession d'un legs après des actes d'une date postérieure. — Telle est l'opinion émise, J. E. D., art. 10397.

Art. 2. *Quotité de l'amende* (1).

38. Les amendes fixées par les art. 244, 246, 374, 479, 513, 516,

(1) Même observation qu'à l'article 1er.

1030 C. P. C., peuvent-elles être arbitrairement étendues par le juge au-delà de la quotité indiquée par ces articles? — Les art. 244, 246, 374, 479, 513 et 516, en disant que l'amende ne pourra pas être moindre de telle somme, ne font que fixer le minimum; les juges peuvent donc dépasser cette somme, selon la gravité des cas. — Telle est aussi l'opinion de M. MERL. t. 8, p. 628, v° *opposition* (tierce), I. 5, n° 2, et des auteurs du PR. FR. t. 3, p. 273 et 279. — M. HAUT. p. 286, soutient le contraire, et CARR. t. 2, p. 261, n° 1734, trouve cette opinion raisonnable. — *V.* J. A. t. 2, p. 630, n° 33.

39. Le juge ne peut modérer l'amende prononcée par la loi contre l'huissier qui a employé du papier timbré qui avait déjà servi à d'autres actes. — Cass. 19 pluv. an II, t. 2, p. 563, n° 1.

40. L'amende à laquelle doit être condamné celui qui succombe dans son appel, doit-elle être fixée d'après le C. P. C., lorsque le recours en appel est antérieur, et que l'arrêt est postérieur à l'émission de ce Code? — D'après le Code de procédure, Rouen, 6 janv. 1807. — D'après les lois antérieures, Cass., 11 avr. 1809, t. 2, p. 589, n° 20. — Le PR. FR. professe l'opinion de la Cour de Rouen, t. 3, p. 209.

41. Lorsque la requête civile est dirigée contre un jugement contradictoire rendu par un tribunal de première instance, l'amende à consigner ne doit être que du quart de la somme exigée lorsqu'il s'agit d'un arrêt de Cour royale. — Cass. 17 nov. 1817, t. 2, p. 621, n° 51. — V. *nos observations*.

42. S'il y a plusieurs demandes en faux ou plusieurs pièces arguées de faux, les amendes ne doivent être exigées par pièces et par individus qu'autant que plusieurs parties auraient formé séparément, dans le même procès, plusieurs demandes en faux contre des pièces qui ne seraient opposées qu'à chacune d'elles. — C'est ce qu'on lit dans M. CARR. t. 1, p. 608, n° 952, et le PR. FR. t. 2, p. 131 et 132. — *V.* aussi PIG. t. 1, p. 676; J. A. t. 2, p. 630, n° 64.

43. Les administrations publiques qui succombent dans leur pourvoi ne sont pas soumises à l'amende de 300 fr. au profit du trésor, mais elles ne sont pas pour cela affranchies de la condamnation de 150 fr. envers le défendeur. — Décision de son Ex. le ministre de la justice du 15 avr. 1806, t. 2, p. 586, n° 18. — Telle est l'opinion de M. PONC. *Tr. des jugements*, t. 2, p. 234, n° 484.

43 *bis*. Le pourvoi en cassation formé par un seul acte contre plusieurs arrêts rendus dans une même cause ne donne lieu qu'à une consignation d'amende. — Cass. des Pays-Bas, 28 juin 1830.

44. Lorsque plusieurs personnes qui ont été parties dans un jugement l'attaquent par voie de cassation, suffit-il d'une seule consignation d'amende pour tous les demandeurs, s'ils ont le même intérêt? Oui. — Cass. 2 vent. an XII, 24 mars 1807, 20 nov. 1816, 15 janv. et 6 nov. 1821, et 31 janv. 1827, t. 2, p. 578, n° 13; t. 23, p. 6 et 320, et t. 33, p. 101.

45. Comme aussi il suffit de consigner une seule amende, lorsque les demandes formées contre divers individus ayant un intérêt distinct n'ont qu'un seul objet et ne présentent qu'une seule question, et que le pourvoi contre l'arrêt a été fait en nom collectif. — Cass. 10 fév. 1813, t. 2, p. 613, n° 41.

46. De même, deux tiers saisis qui se pourvoient en cassation d'un arrêt qui rejette la demande en péremption de l'instance en validité des deux saisies-arrêts pratiquées entre leurs mains, n'ont besoin de consigner qu'une seule amende, encore que ces saisies aient eu pour objet deux sommes différentes et étrangères l'une à l'autre, dues par chacun d'eux: dans ce cas, ils ont un intérêt commun à la cassation. — Cass. 26 févr. 1823, t. 25, p. 68.

47. Pareillement, une seule consignation d'amende suffit-elle pour un pourvoi en cassation formé par plusieurs créanciers, contre un arrêt qui leur fait grief, en les colloquant dans un ordre après un autre créancier auquel ils prétendent devoir être préférés? Oui. — Cass. 20 germ. an XII, 27 févr. 1815, 3 févr. 1819, 22 juin 1825. — Non. — Cass. 1er brum. an XIII, t. 2, p. 580, n° 14, et t. 30, p. 298. — *V.* M. MERL. t. 2, p. 66, § 5, n° 12

48. Comme aussi il suffit de la consignation d'une seule amende pour plusieurs entrepreneurs de différents ouvrages relatifs à une même construction, dont le pourvoi en cassation est dirigé contre un arrêt qui rejette, par les mêmes motifs, leur demande en paiement de ces divers ouvrages. — Cass. 14 juin 1820, t. 2, p. 624, n° 54.

49. De même, lorsqu'il n'y a qu'un seul demandeur en cassation, peu importe qu'il y ait plusieurs défendeurs ayant un intérêt distinct, il ne doit consigner qu'une seule amende. — Cass. 3 janv. 1814, t. 2, p. 614, n° 44. — *V.* v° *cassation*, au § relatif à la *consignation d'amende*.

50. Ordonnance du Roi portant que les amendes pécuniaires stipulées *en livres* dans les actes de l'autorité de la métropole qui sont en vigueur aux colonies françaises, seront exprimées *en francs* dans les jugements et arrêts à intervenir dans lesdites colonies. — 15 oct. 1826, t. 31, p. 318.

Art. 3. *Compétence des tribunaux pour prononcer les amendes.*

51. C'est aux tribunaux civils qu'il appartient de prononcer sur les amendes encourues pour contraventions en matière de douanes, sauf les exceptions spéciales portées par la loi. — Cass. 21 niv. an XIII, t. 2, p. 585, n° 17.

52. Les amendes encourues par les notaires pour infraction à la loi du 25 vent. an XI doivent être prononcées par les tribunaux civils, et par conséquent l'appel des jugements rendus sur cette matière ne peut pas être porté devant les chambres correctionnelles. — Cass. 30 juin 1814, t. 2, p. 616, n° 46.

53. L'amende infligée par l'art. 264 C. P. C. peut être, comme celle infligée par l'art. 263, prononcée d'office par le juge-commissaire; elle le doit même, parce qu'elle est exclusivement dévolue au fisc. L'amende dont parle l'art. 374 ne peut être modérée par la même raison. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 665, n° 1046. — *V.* J. A. t. 2, p. 628, n° 60.

CHAP. II. *Recouvrement et restitution en matière civile.* — Art. 1er. *Mode de recouvrement.*

54. Les gardes généraux sont chargés, chacun dans son arrondissement et sous la surveillance directe des inspecteurs et sous-inspecteurs, du recouvrement des amendes pour délits forestiers. Ils sont de plus obligés d'en verser le montant dans la caisse du receveur des domaines. — Décret du 2 févr. 1811, t. 2, p. 610, n° 33.

55. La régie ne peut exercer un premier privilége sur le cautionnement d'un officier ministériel pour le recouvrement d'amendes résultant de contraventions aux lois sur l'enregistrement. — Délibération du conseil d'administration du 18 janv. 1826, approuvée le 23, t. 30, p. 334.

56. C'est par voie d'opposition ou saisie-arrêt, et non par voie de saisie-exécution, que les administrations publiques doivent assurer, sur le cautionnement des officiers ministériels, le paiement des amendes prononcées contre eux. — Cass. 11 juin 1811, t. 19, p. 308, v° *saisie-arrêt*, n° 63. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 382, n° 1929, et MERL. t. 12, p. 225, n° 7.

57. La régie de l'enregistrement a le droit de poursuivre par voie de contrainte, et sans se conformer aux règles de la procédure pour l'exécution des jugements, le recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux civils. — Cass. 16 juin 1823, t. 2, p. 625, n° 56.

58. De même, lorsque les amendes et les dommages-intérêts adjugés à la régie ont été liquidés par le jugement qui les prononce, le directeur de la régie peut en poursuivre le recouvrement par voie de commandement, et en son nom par tel préposé qu'il juge convenable. Il n'est pas nécessaire que cette poursuite soit faite au nom du procureur du roi. — Cass. 6 juin 1809, t. 2, p. 599, n° 27.

59. On ne peut pas poursuivre

par voie de contrainte le recouvrement d'une amende prononcée pour déni de signature, lorsque l'exécution du jugement était subordonnée à une affirmation qui n'a pas eu lieu. — Jugement, tribunal d'Oleron, 30 déc. 1828 ; décision de l'administration, 28 juill. 1829, t. 37, p. 152.

60. Lorsqu'un jugement portant condamnation d'amende en matière civile n'a pas été signifié au condamné à la requête de la partie intéressée, les préposés de l'enregistrement ne peuvent agir pour le recouvrement de l'amende par voie de contrainte avant d'avoir fait signifier le jugement. — Décision de l'administration du 20 août 1830, approuvée le 26, t. 39, p. 314.

61. C'est par voie d'action et non par voie de contrainte que la régie de l'enregistrement doit poursuivre le recouvrement de l'amende encourue par les entrepreneurs de voitures publiques qui n'ont pas fait la déclaration prescrite par l'art. 69 de la loi du 29 vend. an VI. — Cass. 22 mess. an XI, t. 2, p. 577, n° 12.

62 Sont nulles les offres d'une amende faites par un officier ministériel, avant toute condamnation, au receveur de l'enregistrement. — Cass. 25 juill. 1826, t. 32, p. 246. — *V.* les *observations*.

63. La régie de l'enregistrement est assujétie à faire viser, par le juge de paix, les contraintes qu'elle décerne pour le recouvrement des amendes. — Cass. 8 mai 1809, t. 2, p. 593, n° 26. — M. MERL. t. 1, p. 51, § 2, trouve cet arrêt conforme aux vieux principes, ainsi que M. F. L., t. 1, v° *appel*, sect. 1, § 5, n° 3.

Art. 2. — *Quand y a-t-il lieu à restitution* (1)?

64. La partie intervenante à un pourvoi, et attaquant l'arrêt par des motifs particuliers, ne peut demander la restitution de l'amende qu'elle a consignée pour éviter la déchéance. — Cass. 21 nov. 1826.

65. Lorsque le demandeur en requête civile justifie d'une transaction intervenue avant qu'il ait été statué par le tribunal, il peut se faire restituer l'amende qu'il a été obligé de consigner. — Cela résulte par analogie de l'art. 2 de l'arrêté du gouvernement du 27 niv. an X, qui porte que si le tribunal ordonne la restitution de l'amende, ou si les parties transigent sur l'appel, le receveur restituera le montant de l'amende à qui de droit. — *V.* J. A. t. 2, p. 629, n° 63.

66. A plus forte raison, celui qui, dans l'intention de se pourvoir par requête civile, a consigné une amende pour se la faire restituer, s'il retire sa demande préalablement à tout acte indroductif d'instance. — Cass. 12 oct. 1808, t. 2, p. 595, n° 24.

67. Décidé même que celui qui se désiste d'un pourvoi en cassation ne peut être condamné à l'indemnité de 150 fr., ni aux frais faits par les intervenants sur son pourvoi, si l'arrêt attaqué a été annulé sur conflit par une ordonnance royale. — Cass. 31 déc. 1824, t. 31, p. 337. — La raison de décider est la même sous le Code. C'est ce que pensent MM. B. S. P. p. 464, n° 56, et CARR. t. 2, p. 299, n° 1791, note 3. — *V.* n° 69 et 70.

68. De même, lorsqu'on a consigné une amende pour se pourvoir en cassation, et qu'on ne s'est point pourvu, on est fondé à demander la restitution de la somme consignée. — Décis. du min. des fin. du 1er déc. 1828, t. 36, p. 101. — Cette décision est conforme à l'opinion des auteurs, et à une jurisprudence constante de la Cour de cassation.

69. Comme aussi, lorsqu'un arrêt de cour est annulé par une ordonnance royale sur un conflit élevé par l'autorité administrative, l'amende doit être restituée à la partie qui s'était pourvue en cassation contre cet arrêt, et qui s'en est désistée. — Cass. 4 juill. 1826, t. 31, p. 337. — M. LEGRAV. t. 2, p. 458, est d'une opinion opposée à cet arrêt.

70. Pareillement, lorsqu'un conflit a été élevé dans une contestation jugée par un arrêt de cour royale, contre lequel il y avait recours en cassation, et que l'arrêt est annulé par le Roi en conformité du conflit, la Cour de cassation décide alors qu'il n'y a plus lieu à statuer sur le pourvoi en cassation, et elle ordonne la restitution de l'amende, pourvu toutefois que le pourvoi soit régulier dans la forme. — Cass. 13 mars 1821, t. 23, p 78. — V. *suprà*, n° 67.

71. Si trois amendes ont été consignées sur le pourvoi en cassation de trois arrêts distincts, il n'y a pas lieu à restituer deux de ces amendes. — Cass. 9 juill. 1828, t. 35, p. 289.

72. Lorsqu'après s'être pourvu devant le ministre des finances, à l'effet d'obtenir une modération d'amende, un particulier condamné pour délit forestier a été contraint à payer la totalité de la condamnation avant qu'il ait été statué sur son pourvoi, et que postérieurement au paiement il est intervenu une décision portant remise d'une partie de cette condamnation, il y a lieu à restituer ce qui se trouve avoir été payé de trop. — Décis. du min. des finances du 15 fév. 1826, t. 30, p. 296.

73. Un individu ne peut faire réformer un jugement qui le condamne à l'amende pour non-comparution en bureau de paix, et se faire remettre l'amende, s'il ne met en cause que la régie. Il faut en outre qu'il appelle la partie avec laquelle a été rendu le jugement. — Cass. 20 juin 1810, t. 2, p. 607, n° 34.

Art. 3. — *Quand y a-t-il prescription?*

74. Les amendes prononcées par la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement, et par la loi du 22 pluviôse de la même année sur la vente publique des effets mobiliers, ne sont pas soumises à la prescription de deux ans, établie par l'art. 61 de la première loi. — Avis du Cons. d'état du 18 août 1810, approuvé le 22, t. 2, p. 608, n° 35.

75. Les amendes auxquelles un notaire peut être condamné ne se prescrivent que par trente ans. — Cass. 30 juin 1814, t. 2, p. 616, n° 47. — Il en est ainsi des amendes pour défaut de comparution au bureau de paix. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 121, n° 246.

76. Le délai de la prescription pour les amendes prononcées par la loi du 1er vendémiaire an IV, relative aux mesures métriques à exprimer dans les actes, est de trente ans. — Décis. du min. des fin. du 26 avril 1826, t. 36, p. 263.

77. Pareillement les amendes en matière de timbre ne se prescrivent que par trente ans, lorsque les préposés n'ont pas été mis à portée de constater les contraventions; mais, dans le cas contraire, le délai de la prescription est réduit à 2 ans, à partir du jour où les contraventions auraient pu être constatées. — Décis. du min. des fin. du 12 sept. 1825; lettre du même min. du 7 mars 1826, t. 30, p. 348.

CHAP. III. *Des amendes en matière criminelle.*

78. Le jugement d'un tribunal correctionnel qui, conformément à l'art. 157 C. P. C., condamne un témoin défaillant à l'amende prononcée par l'art. 80 du même Code, est sujet à l'appel. — Metz, 20 août 1821, t. 25, p. 277.

79. L'appelant qui succombe dans un jugement de simple police n'encourt pas l'amende de 5 fr. établie par l'art. 471 C. P. C., pour le cas de fol appel d'un jugement de justice de paix. — Cass. 19 juin 1817, et 12 juin 1823, t. 2, p. 619, n° 50, et 25, p. 211.

80. Comme aussi l'amende prononcée par l'art. 499 C. P. C. contre le tiers opposant qui succombe, ne peut pas s'étendre aux matières de simple police. — Cass. 25 août 1808, t. 2, p. 594, n° 23. — *V.* M. MERL. t. 8, p. 823, § 5, n° 4.

81. Ce n'est pas à un tribunal civil, saisi d'une opposition à une contrainte décernée par la régie

(1) Les chambres civiles de la Cour de cassation, après de longs débats, ont tranché, le 24 fév. 1835, la question de restitution d'amende en cas de désistement pur et simple ; elles se sont prononcées pour la négative. — J. A., t. 51, 1er cahier. — La chambre criminelle, au contraire, décide toujours l'affirmative. — *V.* aussi *suprà*, n° 12.

pour le paiement d'une amende prononcée par le tribunal de police, qu'il appartient d'apprécier le jugement du juge de paix ; il ne doit connaître que du mérite de l'opposition — Cass. 18 therm. an XIII, t. 2, p 584, n° 16.

82. C'est au juge correctionnel, et non au juge civil, qu'il appartient de prononcer l'amende encourue pour contravention en matière d'octroi. — On peut opposer cette incompétence *ratione materiæ* en tout état de cause, et même pour la première fois devant la Cour de cassation. — Cass. 26 nov. 1810, t. 2, p. 609, nos 36 et 37.

83. Sur l'appel d'un jugement de police correctionnelle, un tribunal peut prononcer la contrainte par corps pour le paiement de l'amende, encore qu'elle ne l'ait point été par le premier jugement. — Cass. 14 juill. 1827, t. 34, p. 303.

84. Un accusé qui veut se pourvoir contre un arrêt de la Cour d'assises, qui ne le condamne que correctionnellement, doit consigner l'amende.—Cass. 2 nov. 1815, t. 2, p. 619, n° 49.

85. L'accusé qui, déclaré par le jury coupable d'un simple délit emportant des peines correctionnelles, n'a été condamné que correctionnellement par la Cour d'assises, est tenu, aux termes de l'art. 419 C. P. C., à peine de déchéance de son pourvoi en cassation, de consigner l'amende, ou de faire les justifications prescrites par le 2e alinéa de l'art. 420. — Cass. 17 juill. 1828. Joussiamne C. le minist. public.

86. Un accusé qui veut se pourvoir contre un arrêt de la Cour d'assises qui, tout en l'absolvant, le condamne cependant à des dommages-intérêts envers la partie civile, doit consigner l'amende. L'arrêt n'est pas en cela rendu criminellement. — Cass. 12 oct. 1815, t. 2, p 618, n° 48.

87. Loi portant que les demandes en cassation, en matières correctionnelle et municipale, seront toujours précédées d'une consignation d'amende, excepté cependant de la part des indigents.—14 brum. an V, t. 2, p. 564, n° 2.

88. Il n'y a lieu devant la Cour de cassation à l'amende de 300 fr. que lorsque le pourvoi a été admis par la section des requêtes. Cette formalité n'ayant pas lieu en matière criminelle, il s'ensuit que l'amende de 150 fr. est seule applicable.— Cass. 21 janv. 1812, t. 2, p. 611, n° 39.

89 La consignation d'amende n'est pas nécessaire de la part du mineur de seize ans, qui a été déclaré avoir agi sans discernement, pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la Cour d'assises qui le condamne à la détention dans une maison de correction. — Cass. 12 août 1813, t 2, p. 614, n° 43.

90. Lorsqu'un arrêt qui prononce une condamnation n'est rendu par défaut que contre le prévenu, et qu'il est contradictoire à l'égard de la partie civile, celle-ci doit consigner une amende de 150 fr., à peine de déchéance, lorsqu'elle se pourvoit en Cassation. — Cass. 14 mai 1813, t. 2, p. 614, n° 42.

91. Un maire n'est pas dispensé de consigner l'amende, lorsqu'il se pourvoit en cassation d'un jugement du tribunal de police correctionnelle concernant l'octroi de sa ville. — Cass. 13 oct. 1820, t. 2, p. 624, n° 55.

92. En matière correctionnelle et de police, il suffit, pour que le pourvoi soit recevable que la quittance de consignation se trouve jointe aux pièces avant l'arrêt de la Cour de cassation. — Cass. 6 fruct. an VIII, t. 2, p. 568, n° 6. — V. *suprà*, nos 22 et 23.

93. Ceux que la loi déclare civilement responsables d'un délit ou d'une contravention, ne sont pas passibles de l'amende qui peut être prononcée contre l'auteur de ce délit ou de cette contravention.— Cass. 11 sept. 1813, t. 22, p. 118, v° *trib.*, n° 152.

AMÉRICAINS. *V. Trib.* 390.

AMIABLES COMPOSITEURS. *V. Arb.* 99 *et s.* 273 *et s.*

AMIS. *V. Cons. f.* 50 *et s.* 104.

AMNISTIE (1).

1. Ordonnance du Roi du 26 août 1830, portant abolition des condamnations et décisions du gouvernement prononcées pour faits politiques depuis le 7 juillet 1815, soit en France, soit dans les colonies, et diverses autres ordonnances spéciales d'amnistie, t. 39, p. 246, 248, 250, 254, 314, 326.

2. Ordonnance du Lieutenant-général du 2 août 1830, qui abolit les condamnations politiques pour les délits de la presse, t. 39, p. 244.

3. Loi du 11 sept. 1830, portant que les Français bannis en exécution des art. 3 et 7 de la loi du 12 janv. 1816 sont réintégrés dans tous leurs droits civils et politiques, et peuvent en conséquence rentrer en France, t. 39, p. 252.

AMORTISSEMENT. *V. Dette pub.* 1.

ANIMAUX. *V. Ress.* 90.

ANNÉE. *V. Exploit*, 40 *et s.*

ANNONCE. *V. Lic. part.* 96 *et s.* 140. — *Sais.-ex.* 194. — *Sais. imm.* 344 *et s.* 507, 578 *et s.*

ANNULATION. *V. Enq.* 552 *et s.*

ANNULATION D'ACTE. *V. Enreg.* 13 *et s.*

ANTICHRÈSE. *V. Action*, 45. — *Act. possess.* 76. — *Interv.* 26. — *Redd. c.* 3. — *Séq.* 9.

ANTICIPATION. *V. Appel*, 573, 584. — *Exploit.* — *Jug. déf.* 51 *et s.*

ANTICIPATION DE DÉLAI. *V. Appel*, 301, 421. — *Enquête.*

(1) *V. Trib.* 250 *bis.*

APPEL (1).

Première Division. — Appel principal.

C. Ier. DÉCISION DONT ON PEUT APPELER.—A. 1er. Jugements, 1 à 41. — A. 2. Ord. de juges, 42 à 52. — C. II. QUI PEUT ÊTRE APPELANT, QUI PEUT ET DOIT ÊTRE INTIMÉ? — A. 1er. Qui peut appeler? 53 à 103.— A. 2. Qui peut et doit être intimé? 104 à 111. — C. III. DEVANT QUEL TRIBUNAL L'APPEL DOIT ÊTRE PORTÉ, 112 à 117.— C. IV. DÉLAI D'APPEL.— A. 1er. Délai d'appel des jug. définit. et contradict. — § 1er. *Durée du délai*, 118 à 134. — § 2. *Comment et à partir de quelle époque se compte le délai*, 135 à 196. — § 3. *Prorogation du délai*, 197 à 213. — A. 2. Délai d'appel des jug. interloc. préparat. et d'instruct. 214 à 222. — A. 3. Délai d'appel des jug. par déf. 223 à 270. — C. V. FORME DE L'APPEL.— A. 1er. Par quel acte on peut appeler, 271 à 298. — A. 2. Que doit contenir l'acte d'appel?— § 1er. *Enonciations générales. Mention du*

(1) *V. Abs.* 7. — *Acquiesc.* 40, 194 *et s.*— *Act. ét. civ.* 18 *et s.*— *Amende*, 8 *et s.* 40, 79. — *Arb.* 431, 456 *et s.* 496 *et s.* 504, 506 *et s.* — *Aut. comm.* 63 *et s.* — *Aut. f.* 6, 12, 35 *et s.* 43 *et s.* 62 *et s.* 108 *et s.* 33. — *Avoc.* 102 *et s.* — *Cass.* 139, 143 *et s.* — *Caut.* 46, 52. — *Comp.* 30. — *Concl.* 15. — *Cons. f.* 12, 111 *et s.* 129 *et s.*—*Cont. p. c.* 124, 128 *et s.* 154 *et s.* 352.— *Dem. n.* 1 *et s.*—*Depens*, 90, 263. — *Désist.* 7 *et s.* 51 *et* 52, 78 *et s.* — *Distr. c.* 54 *et s.* — *Domm.* 8 *et s.* — *Enq.* 24, 38, 148, 167 *et s.* 467, 497 *et s.* 558 *et s.*— *Enreg.* 169 *et s.* 206 *et s.*—*Except.* 61 *bis*, 271 *et s.* —*Exéc.* 79 *et s.* 100. — *Faillite*, 8. — *Faux i.* 65. — *Gar.* 53 *et s.* 78 *et s.* 115 — *Huiss.* 211. — *Interd.* 24 *et s.* 55 *et s.* — *Interr.* 33, 60 *et s.* — *Interv.* 47 *et s.* — *Jug.* 59, 213 *et s.* 295, 494, 579.—*Jug. déf.* 95, 145, 217, 216, 342 —*Jug. p. i.* 135 *et s.*—*Jug. paix*, 71, 165 *et s.* — *Lic part.* 29, 115 — *Min. p.* 11 *et* 12. — *Not.* 19 *et s.* 102 *et s.* — *Off. réelles*, 53. — *Opp. mar.* 10 *et s.* — *Ordre*, 86, 243 *et s.* 299 *et s.* 400 *bis et s.* — *Pérempt.* 62 *et s.* 119, 154 *bis*, 206, 268, 281, 291 *et s.* — *Récus.* 8, 82 *et s.* 86 *et s.* — *Redd. c.* 95, 114, 117 *et s.* — *Référé*, 79 *et s.* 96 *et s.* — *Règl. j.* 82 *et s* —*Renvoi*, 33 *et s.* — *Req. civ.* 73 — *Ress.* — *Sais.-a.* 90 *et s.* 119, 121 *et s.* 263.— *Sais. r.* 24.— *Sais. imm.* 496, 575 *et s.* 621, 622, 637 *et s.* 712 *et s.* 767 *et s.* 782, 819, 832 *et s.* 877 *et s.* 8815 *et s.* 902 *et s.* 925 *et s.* 1014, 1019 *et s.* 1023 *et s.* 1029 *et s.* 1097 *et s.* 1116 *et s.* — *Sép. b.* 75 *et s.*— *Sép. c.* 49, 96 *et s.* — *Seq.* 17. — *Sur.* 190, 221 *et s.* — *Serm.* 27 *et s.* 30 *et s.* — *Tier. opp.* 175 *et s.* — *Trib.* 253, 397 — *Trib. comm.* 521. — *Vérif. d'écrit.* 35, 82 *et s.*

(On a réuni dans plusieurs Revues, t. 44, p. 129, 257 et 321, un tableau fidèle de la jurisprudence sur l'appel.)

1re DIVISION. — APPEL PRINCIPAL.

CHAP. Ier. *Décision dont on peut appeler.* — Art. 1er. *Jugement.*

(*V.* les mots acquiescement, jugements préparatoires et interlocutoires.)

1 et 2. Le jugement qui ne fait qu'accorder acte de la position des qualités sur l'opposition, n'est pas susceptible d'appel. — Rouen, 30 nov. 1826.

3. On ne peut interjeter appel d'un jugement qui prononce seulement la remise d'une cause. — Metz, 28 fév. 1831, t. 40, p. 264.

4. Un jugement rendu d'accord entre les parties forme contrat judiciaire et ne peut pas être attaqué par la voie d'appel. — Paris, 15 mars 1811, 16 juin 1813. — Cass. 14 juill. 1813, t. 15, p. 91, n° 97. — *V.* MM. H. D. P. *Traité de l'aut. jud.*; MERL. *Q. D.* v° *appel*, § 7; PIG. t. 1, p. 522, et PONC. *Traité des jug.* t. 1, p. 461.

5. Une partie peut appeler du jugement qui l'a déboutée de ses conclusions principales, quoiqu'il ait adjugé ses conclusions subsidiaires. — Bourg. 27 avril 1832. Frottier C. Viallesseche.

6. Sous l'empire de la loi du 3 brum. an XI, l'appel du jugement qui déclarait une enquête nulle était recevable ; il en serait de même sous le C. P. C. — Cass. 1er mai 1811, t. 3, p. 316, n° 172.

7. On peut appeler dans la huitaine d'un jugement qui ordonne une enquête. — Bourg. 5 mars 1831, t. 41, p. 632. — V. *nos observations.*

8. Ainsi l'époux peut attaquer par appel le jugement qui a annulé sa première enquête, quoiqu'il ait ultérieurement articulé de nouveaux faits à l'appui de sa demande, pourvu que cette articulation nouvelle ait été faite, *sans, de sa part, entendre approuver, reconnaître ni exécuter rien de préjudiciable*, la procédure dans son état actuel restant au contraire entière, dans l'intérêt respectif des parties. — Poit. 12 fév. 1829, t. 37, p. 183.

9. En matière de taxe des vacations d'experts, on peut appeler du jugement rendu sur les difficultés auxquelles elle donne lieu, quoique ce jugement n'ait statué que sur les frais. — Nanci, 1er déc. 1829, t. 38, p. 273.

10 et 11. Le jugement qui intervient sur l'opposition à un exécutoire de dépens, après un arrêt confirmatif sur le fond, n'est pas susceptible d'appel, lors même que l'exécutoire excéderait la somme de mille francs. — Rouen, 20 mai 1822, t. 24, p. 162.

12. On peut appeler d'un jugement dont on a payé les dépens, comme contraint et sous la réserve d'en interjeter appel. — Bourg. 7 mai 1832, t. 44, p 233.

13. C'est par opposition, et non par appel, qu'on doit se pourvoir contre un jugement rendu sur requête non communiquée. — Colm. 15 avr. 1807, t. 3, p. 108, n° 42. — M. B. S. P. p. 406, not. 9, n° 2, admet l'appel des ordonnances, mais il ne parle pas des jugements rendus sur requête non communiquée. Il est utile de rapprocher cet arrêt de ceux rapportés *infrà*, nos 42 et s., et au mot *interrogat. sur faits et articles.*

14. Il n'est pas nécessaire de prendre la voie de l'appel pour faire annuler la nomination d'un curateur, nommé sur requête par le tribunal pour représenter un mineur en procès contre son tuteur; il suffit de justifier de l'illégalité de cette mesure. — Nanci, 7 juin 1827.

15. On peut appeler d'un jugement, après l'avoir signifié sans protestation, mais seulement à avoué. — Nanci, 16 fév. 1831. — Brux. 18 déc. 1830. — Lyon, 19 déc. 1832, t. 40, p. 197; t. 44, p 234.

16. On peut interjeter appel d'un jugement, quoiqu'il n'ait pas été signifié, ou, si la signification est nulle, avant que la nullité de la signification soit réparée. — Cass. 1er août 1808, t. 3, p. 182, n° 78. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 2, p. 113, n° 1553; B. S. P. p. 415, not. 41, nos 1, 2; F. L. t. 1, p. 168; LEP. p. 379; PR. FR. t. 3, p. 58; et MERL. t. 1, p. 270, v° *appel.*

17. Le tuteur qui a laissé périmer l'appel qu'il avait interjeté en faveur du mineur, ne peut en interjeter un nouveau, sous prétexte que le jugement n'a pas été signifié au subrogé tuteur. — Lyon, 23 nov. 1829, t. 38, p. 197. — V. *infrà*, n° 120.

18. Une femme ne peut, même après la dissolution de son mariage, appeler du jugement qui restreint son hypothèque légale sur certains immeubles de son mari. — Gren. 18 janv. 1833, t. 45, p. 429.

19. La partie qui a succombé dans l'appel d'incompétence et de nullité, par elle dirigé contre un jugement, n'est plus recevable à prendre une seconde fois la voie de l'appel contre le même jugement pour le faire réformer au fond. — Paris, 14 juill. 1809, t. 3, p. 231, n° 113.

20. On peut interjeter appel après s'en être rapporté à la sagesse des premiers juges. — Toul. 18 mai 1832. — Bourg. 8 août 1832, t. 46, p. 161, t. 44, p. 103.

21. Le demandeur n'est plus recevable à appeler du jugement qui a renvoyé le défendeur de la demande à la charge de prêter un serment, s'il laisse acquérir force de chose jugée au jugement qui reçoit ce serment, et, moyennant ce, renvoie définitivement le défendeur des conclusions prises contre lui. — Bord. 19 juill. 1830.

22. On ne peut appeler d'un jugement après avoir payé une partie des sommes et les dépens qu'il condamne à payer. — Bourg. 9 juin 1831. Fauchon c. Bottard-Lefebvre. — *V.* aussi notre mot *acquiesc.*, chap. 2, art. 4.

23. Une partie en acquiesçant à un jugement, peut néanmoins l'attaquer par la voie de l'appel pour le faire réformer dans ses motifs. — Colm. 5 mai 1812, t. 3, p. 366, n° 208.

24. Jugé au contraire qu'on ne peut appeler uniquement des motifs d'un jugement. — Renn. 8 mai 1833, t. 45, p. 746.

25. Le prévenu acquitté par un jugement de police correctionnelle ne peut appeler à cause des motifs de ce jugement. — Cass. 7 mars 1828, t. 35, p. 211.

26. Lorsqu'après un commandement, la partie défaillante a déclaré à l'huissier former opposition, elle ne peut plus interjeter appel avant d'avoir fait statuer sur cette opposition, quoiqu'elle ne l'ait pas réitérée dans le délai de la loi. — Renn. 24 nov. 1829, t. 38, p. 9. — V. les *observat.* à la suite; et M. CARR. t. 1, p. 412, n° 683.

27. Lorsqu'un tribunal a statué par défaut-congé, et qu'au lieu de renvoyer purement et simplement le défendeur de la demande, il est entré dans le fond du procès, l'appel de ce jugement est recevable, et la cour doit réformer le jugement dans la partie qui a trait au

fond. — Dijon, 12 mars 1829, t. 38, p. 101.

28. L'appel sur lequel on ne propose que des griefs relatifs aux suites ou à l'exécution du jugement, et aucuns contre le jugement lui-même, doit être rejeté. — Renn. 14 mars 1818, t. 12, p. 597, n° 71. — Tel est l'avis de M. Carr. t. 2, p. 360, n° 1896.

29. On ne peut attaquer par appel le jugement qui déclare la faillite ou la disposition qui en fixe l'ouverture; l'opposition est la seule voie à prendre contre un semblable jugement. — Poit. 17 août 1828, t. 36, p. 61.

30. Et le créancier qui a laissé écouler le délai de l'opposition n'a pas la voie de l'appel. — Paris, 22 juill. 1824, t. 28, p. 249. — Contraire à l'opinion des auteurs. *V.* MM. Pardess. *D. Comm.* t. 4, p 248; Delvinc. *Instit du Dr. Comm.* p. 245, not. 1re

31. *Contrà*, on peut appeler du jugement qui déclare un commerçant en faillite. — T. 42, p. 279.

32. C'est par la voie de l'appel, et non par celle de l'opposition, qu'il faut se pourvoir contre un jugement du tribunal de commerce qui refuse de déclarer un commerçant en état de faillite. — Brux. 28 nov. 1823.

32 *bis*. C'est par voie de requête que le commerçant doit demander la réformation du jugement qui refuse de déclarer une faillite, si la demande en déclaration de faillite n'a été faite que par lui seul et contre lui-même, et s'il se trouve à cet égard sans aucun contradicteur. — Brux. 28 nov. 1823.

33. Le failli qui, par jugement et pour mesure de sûreté, a été déposé dans une maison d'arrêt pour dettes, ne peut pas appeler de cette décision; il ne peut que présenter requête au tribunal pour obtenir son élargissement. — Bord. 8 déc. 1829, t. 39, p. 15.

34. On ne peut appeler d'un jugement de condamnation, après avoir laissé acquérir force de chose jugée au jugement validant une saisie-arrêt pratiquée en vertu de cette condamnation. — Bord. 13 mars 1833, t. 45, p. 558.

35. Comme aussi on ne peut appeler d'un acte de partage fait en vertu d'un jugement dont on interjette appel. — Renn. 13 fév. 1811, t. 13, p. 61, n° 31.

36. Le jugement d'un tribunal de police qui, en condamnant à des amendes moindres de cinq francs, dit qu'il n'y a lieu à suivre sur d'autres contraventions à cause d'un traité intervenu entre les parties, n'est pas susceptible d'appel. — Cass. 2 déc. 1826.

37 et 38. Le ministère public ne peut appeler d'un jugement rendu en matière de simple police, qui ne prononce contre les prévenus ni emprisonnement, ni condamnation pécuniaire au-dessus de 5 francs, quelles qu'aient été d'ailleurs ses conclusions — Cass. 26 mars 1813, 28 août 1823 et 24 fév. 1827, t. 3, p. 390, n° 229; t. 16, p. 789, n° 19; et t. 33, p. 52. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 190, v° *appel*, sect. 2, § 1er, n° 3; Legrav t. 2, p. 308; Bourguig. sur l'art. 172; Carnot, t. 1, p. 496; et H. D. P. p 506.

39. En matière correctionnelle, le procureur général peut appeler d'un jugement rendu conformément aux conclusions du procureur du roi. — Cass. 18 avril 1806, t. 3, p. 79, n° 31. — *V.* MM. Legrav. t. 2, p. 313 et 354; B. S. P. *Dr. Crim.* p. 118; F. L. t. 1, p. 192, sect. 2, § 1er, n° 7; et Merl. t. 1, p. 195, v° *appel*, sect. 2, § 8.

40. Le procureur général peut même former un pourvoi contre un jugement rendu conformément à ses conclusions. — Cass. 25 fév. 1813, t. 3, p. 387, n° 225. — *V.* notre mot *acquies.*, chap. 1er.

41. Un procureur du roi peut interjeter appel du jugement qui, conformément à ses conclusions, a prononcé la mainlevée d'une interdiction. — Poit. 5 août 1831, t. 42, p. 43.

Art. 2. *Ordonnance du juge de la chambre du conseil.*

42. C'est par la voie de l'appel, et non par la voie de l'opposition, que l'on doit attaquer l'ordonnance d'un président du tribunal de commerce qui autorise la signification de qualités entre parties — Brux. 14 mai 1831, t. 45, p 619.

43. La voie de l'opposition est la seule ouverte contre l'ordonnance d'un président qui permet à un débiteur poursuivi d'assigner à jour fixe en cessation de poursuites, toutes choses demeurant en état. — Bord. 12 janv. 1833, t. 45, p. 483.

44. Peut-on se pourvoir par opposition devant le tribunal contre l'ordonnance rendue sur opposition aux qualités, et par appel devant la Cour royale, contre le jugement qui rejette l'opposition? — La négative sur les deux questions a été décidée par arrêt de la Cour royale d'Orl. du 28 déc. 1831, t. 42, p. 297. — V. *Obs. cont.*

45. L'ordonnance du président du tribunal de première instance portant envoi en possession de légataire universel, est sujette à l'appel. — Brux. 3 janv. 1823.

46. L'ordonnance d'un président d'un tribunal de commerce, portant permission de saisir les meubles et effets du débiteur, ne peut être envisagée comme un jugement, et n'est pas susceptible d'appel. — Lorsqu'elle a été rendue par défaut contre le débiteur, il peut alors y former opposition. — Brux. 17 mars 1812, t. 3, p. 363, n° 204.

47 et 48. Décidé au contraire que ce n'est pas par voie d'opposition, mais bien par appel, que l'on doit demander la nullité d'une ordonnance rendue par un président d'un tribunal de commerce, portant nomination de deux experts. — Poit. 5 août 1830, t. 39, p. 336.

49. La voie de l'opposition ou d'appel n'est pas ouverte au prévenu contre l'ordonnance de la chambre du conseil qui le renvoie à la police correctionnelle. — Cette voie ne lui est pas ouverte, même dans le cas où il attaque cette ordonnance comme de juge incompétent, lors surtout qu'il n'a excipé d'incompétence ni devant le juge d'instruction, ni devant la chambre du conseil. — Brux. 13 fév. 1828.

50. On ne peut pas appeler, pour incompétence, de l'ordonnance d'un juge d'instruction, lorsque les moyens d'incompétence n'ont pas été présentés devant lui. — Cass. 6 fév. 1835.

51. L'ordonnance rendue par la chambre du conseil d'un tribunal de police correctionnelle, et qui refuse au prévenu sa liberté provisoire, n'est pas susceptible d'appel. — Col. 16 déc. 1814, t. 3, p. 423, n° 253. — *V.* M. Legrav. t. 2, p. 354 — M. Coff. ne trouve pas cette solution conforme aux principes.

52. On ne peut interjeter appel d'une ordonnance de sauf-conduit. — Paris, 28 fév. 1810, t. 8, p. 572.

Chap. II. *Qui peut appeler? qui peut et doit être intimé?* — Art. 1er. *Qui peut appeler?*

53. Celui qui n'a pas été partie en première instance ne peut pas attaquer le jugement par la voie d'appel. — Lyon, 29 nov. 1829, t. 36, p. 191. — Brux. 2 juill. 1828.

54. L'appel pour incompétence appartient-il, dans tous les cas, au ministère public et au demandeur? — Oui, s'il s'agit d'une incompétence *ratione materiæ*, dit Locré, *Esprit du Cod. de Comm.*, t. 9, p. 186. — J. A. t 18, p 913, n° 98. — Cette solution peut être critiquée.

55. Un créancier, même éventuel, a le droit d'interjeter appel du jugement qui a été rendu contre son débiteur, quoiqu'il n'ait pas figuré en première instance — Poit. 6 juill. 1824, t. 29, p. 265. — *V.* la L. 4, § 1, 2, 4, ff. *de appellat.*, et L. C. *eod.* Poth. *Pr. civ.* part. 3, sect. 1, art 2; Merl. *Rép.* v° *oppos.* (*tierce*) 1; *id.* Q. D. v° *appel*, § 2, etc. *chose jugée*, § 11.

56. Les créanciers du donataire sont recevables à interjeter appel du jugement qui prononce la révocation d'une donation faite à leur débiteur, si celui-ci néglige de le faire. — Bord. 7 déc. 1829.

57. Un créancier hypothécaire peut appeler d'un jugement rendu contre son débiteur, comme exerçant les droits de celui-ci. — Lyon, 21 déc. 1831.

58. Les créanciers hypothécaires d'une faillite peuvent appeler d'un jugement rendu contre les syndics de cette faillite. — Lyon, 21 déc. 1831.

59. L'acquéreur recherché par action hypothécaire sur jugement rendu contre son vendeur, peut interjeter appel de ce jugement, sans être obligé de recourir à la tierce opposition. — Colm. 28 mai 1806, t. 22, p. 64, n° 86.

60. Un mari peut appeler du jugement qui refuse de colloquer dans un ordre sa femme séparée de corps, si celle-ci l'a appelé en garantie, soit à raison d'une cession qu'il lui aurait faite, soit comme responsable de la dot. — Agen, 5 janv. 1832, t. 46, p. 186.

61. Lorsque le cessionnaire d'une créance n'a pas notifié l'acte de cession aux tiers intéressés, le cédant peut interjeter appel d'un jugement relatif à cette créance. — Bord. 29 avril 1829, t. 38, p. 45.

62. La caution ne peut appeler du jugement rendu contre le débiteur principal pour des griefs communs à l'un et à l'autre, si le débiteur a laissé acquérir force de chose jugée à ce jugement. — Gren. 18 janv. 1832, t. 44, p. 291.

63. La caution ne peut appeler d'un jugement rendu contre le débiteur principal, et dans lequel elle n'a pas été partie, lors même que les moyens d'appel seraient personnels à elle seule. — Gren. 18 janv. 1832, t. 44, p. 291.

64. Le donataire qui en première instance a été reçu intervenant dans l'instance en interdiction dirigée contre le donateur, peut appeler du jugement qui déclare celui-ci interdit. — Bord. 2 avr. 1833, t. 45, p. 563.

65. Un tiers non fondé de procuration à cet effet ne peut pas valablement interjeter appel au nom et dans l'intérêt de la partie condamnée, et en cas de procuration il faut, à peine de nullité, qu'elle soit relatée dans la copie laissée à l'intimé. — Cass 24 brum. an IX, 16 prair. an XII, t. 3, p. 52, nº 15.

66. Cependant, lorsque sous l'empire de la loi du 24 août 1790, qui n'assujétissait les appels à aucune forme spéciale, un appel a été interjeté par un tiers, *pour et au nom de la partie condamnée*; si, postérieurement et avant l'expiration des délais de l'appel, la partie condamnée, anticipée par l'intimé, prend, sans désavouer le tiers, des conclusions tendantes à l'infirmation du jugement, l'appel ne peut être déclaré non recevable, par le motif que l'appelant aurait plaidé par procureur. — Cass. 18 juin 1823, t. 25, p. 217.

67. L'administrateur des biens d'un individu peut interjeter appel au nom de son commettant, sans blesser l'ancienne règle. *Nul en France ne plaide par procureur*, règle qui n'est d'ailleurs qu'un usage, et dont la violation ne peut pas fournir ouverture à cassation. — Cass. 22 brum. an XII, t. 3, p. 73, nº 26. — *V.* MM. MERL. vº *plaide par procureur*; B. S. P. p. 411.

68. Cependant l'appel interjeté par un mandataire et en son nom est nul, quels que soient les termes de la procuration dont il est porteur. — Aix, 18 fev. 1808, t. 3, p. 170, nº 66. — *V.* PR. FR. t. 3, p. 123.

69. Il faut qu'il soit interjeté au nom de la partie elle-même, poursuite et diligence du procurateur. — Ren. 23 avr. 1811, t. 3, p. 313, nº 169. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 61, nº 190.

70. L'appel introduisant une nouvelle instance, le mandataire a besoin d'un pouvoir spécial pour l'interjeter. — Ren. 23 avr. 1811; Lim. 30 déc. 1823, t. 3, p. 313, nº 170, et t. 25, p. 415.

71. Il faut au moins que la procuration contienne pouvoir d'appeler de tous jugements. — Cass. 12 sept. 1812, t. 3, p. 373, nº 216.

72. Ainsi il suffit qu'une procuration porte *le pouvoir d'appeler de tous jugements*, pour autoriser celui qui en est porteur à interjeter, au nom de son commettant, appel d'un jugement correctionnel. — Cass. 5 sept. 1806, 28 janv. 1813, t. 3, p. 106, nº 41. — *V.* MM. LEGRAV. t. 2, p. 349; B. S. P. *Cours de dr. crim.* p. 118; MERL. vº *procur.* § 2, t. 10, p. 121, 124, 125. — V. *suprà*, nº 50 et s. et surtout les nºs 56 et 74.

73. Les syndics définitifs peuvent interjeter appel des jugements rendus contre la masse de la faillite, sans l'autorisation préalable du juge-commissaire. — Paris, 23 avr. 1812, t. 3, p. 365, nº 207.

74. Un failli qui a passé un concordat avec ses créanciers, recouvre qualité pour relever appel, et faire d'autres actes judiciaires. — Ren. 4 oct. 1811. — J. A. t. 15, p. 238, nº 65.

75. Le créancier qui ne s'est pas opposé au jugement qui a déclaré la faillite de son débiteur, et qui a fait admettre sa créance par les syndics, n'est pas recevable à appeler du jugement qui déclare la faillite, et homologue le concordat, même sur le motif que le débiteur, n'étant pas commerçant, n'aurait pas dû être constitué en état de faillite. — Paris, 28 mars 1830.

76. Le ministère public ne peut, dans le silence des créanciers d'un failli, demander que celui-ci soit déclaré non recevable dans l'appel qu'il a interjeté du jugement d'adjudication préparatoire de ses immeubles. — Bord. 31 janv. 1832, t. 43, p. 588.

77. Le père, tuteur naturel de ses enfants, peut et doit, même avant la nomination du tuteur *ad hoc*, interjeter appel pour eux, cet appel fût-il contraire à ses propres intérêts. — Paris, 31 août 1810, t. 3, p. 290, nº 151.

78. Le conseil de famille a qualité pour appeler d'un jugement qui préjudicie au mineur, malgré le silence du tuteur. — Colm. 11 avr. 1822, t. 24, p. 386.

79. Le subrogé tuteur n'a pas qualité pour interjeter appel du jugement qui lui est signifié, aux termes de l'art. 444 C. P. C., pour faire courir le délai de l'appel contre le mineur non émancipé. — Lim. 30 avr. 1810, t. 3, p. 276, nº 139. — Cependant le subrogé tuteur étant responsable d'après ce même art. 444, en cas de déchéance d'appel, il doit faire toutes les diligences nécessaires pour que cet appel soit interjeté; il doit s'adresser au conseil de famille pour se faire autoriser à appeler ou à renoncer à l'appel. — *V.* t. 3, p. 474, nº 298, et l'arrêt suivant. — *V.* aussi t. 3, p. 476, nº 300, où se trouve examinée la question de savoir si l'art. 444 s'applique aux interdits. — *V.* en ce sens MM. CARR. t. 2, p. 140, nº 1592; et F. L. t. 1, p. 175, vº *appel*, nº 15; en sens contraire MM. PONC. t. 1, p. 494, nº 303; et LEP. *Quest.* p. 302. — *V.* aussi M. B. S. P. t. 2, p. 414, not. 37. — Il en est autrement du père, tuteur naturel.

80. Est valable l'appel interjeté pour un mineur par un subrogé tuteur, surtout si les intérêts de ce mineur sont opposés à ceux de son tuteur. Le subrogé tuteur peut faire valoir tous les moyens légaux pour repousser la demande de l'intimé. — Montp. 19 janv. 1832, t. 44, p. 249.

81. Le mineur n'est pas recevable à interjeter appel d'un jugement, lorsque son tuteur a appelé dans le délai de la loi, sous le prétexte que ce jugement n'ayant pas été signifié au subrogé tuteur, le délai de l'appel n'a pas couru. — Gren. 18 juill. 1828, t. 38, p. 198. — V. *suprà*, nº 17.

82. Un fils n'est pas recevable à appeler en son nom d'un jugement rendu contre son père ou contre sa mère. On peut en conséquence procéder à l'exécution du jugement, nonobstant ce prétendu appel. — Turin, 21 août 1807; Dijon, 21 janv. 1808, t. 3, p. 120, nº 49. — C'est l'opinion de M. B. S. P. p. 413, not. 34.

83. Une fille condamnée conjointement avec sa mère, par un tribunal correctionnel, ne peut, sans un pouvoir spécial, appeler valablement au nom de celle-ci, en même temps qu'elle déclare son propre appel..., encore que la fille ait été assistée, lors de la déclaration, par l'avoué qui la défendait ainsi que sa mère. — Metz, 6 mai 1822, t. 24, p. 141.

84. En matière correctionnelle, un père ne peut appeler au nom de son fils que s'il est porteur d'un pouvoir spécial. — Cass. 28 janv. 1813, t. 3, p. 383, nº 223. — *V.* M. LEGRAV. t. 2, p. 349; et B. S. P. *Dr. Crim.* p. 118.

85. Cependant un père a qualité pour interjeter appel des jugements rendus contre ses enfants mineurs en matière correctionnelle. — Cass. 2 juin 1821, t. 23, p. 204.

86. Sous l'empire de la loi du 3 brum. an IV, non-seulement le condamné et le ministère public, mais encore la partie plaignante, pouvaient interjeter appel. — Cass. 2 août 1810, t. 3, p. 283, nº 145.

87. Le substitut du procureur du roi a qualité, comme le procureur du roi lui-même, pour interjeter appel d'un jugement de

police correctionnelle, lorsqu'il a rempli dans l'instance les fonctions du ministère public. — Cass. 29 mars 1822, t. 24, p. 96

88. Le substitut du procureur du roi a, comme le procureur du roi lui-même, qualite pour interjeter appel d'un jugement correctionnel, sans qu'il soit besoin d'un mandat exprès du procureur du roi, même quand le substitut n'aurait pas porté la parole dans l'affaire. — Cass. 19 fev. 1829, 3 sept. 1829, t. 38, p. 32.

89. Le ministère public ne peut interjeter appel d'un jugement en matière d'injure, qui déclare le plaignant mal fondé, et dont celui-ci n'appelle pas. — Bourg. 26 août 1830.

90. Le défaut d'appel d'un jugement de la part de l'administration forestière, n'interdit pas au ministère public la faculté d'en appeler. — Cass. 9 mai 1807, t. 3, p. 111, n° 43

91. Lorsque l'administration des eaux et forêts ne poursuit par l'appel interjeté en son nom par un garde général, le procureur général peut relever cet appel, s'il se trouve encore dans les délais. — Paris, 14 mars 1826.

92. Les préposés de l'administration forestière peuvent interjeter appel des jugements rendus sur leurs poursuites, sans avoir une autorisation spéciale à cet égard. — Metz, 10 déc. 1821, t. 23, p. 377.

93. L'administration de la loterie est non recevable à interjeter appel d'un jugement qui a refusé de prononcer une amende contre un prévenu de délit de loterie clandestine. — Cass. 30 nov. 1821, t. 23, p. 362.

94. Lorsqu'un maire délègue un de ses adjoints à la direction d'une partie de l'administration municipale, cet adjoint peut, comme le maire, interjeter appel d'un jugement de police correctionnelle, renvoyant d'une plainte les individus prévenus d'infractions aux règlements concernant la partie de l'administration dont cet adjoint est chargé. — Cass. 5 sept. 1828.

95. Il n'y a pas nullité de l'appel interjeté par l'adjoint délégué du maire, quoique l'arrêté en vertu duquel l'adjoint est délégué n'ait pas eté annexé à l'acte d'appel. — Cass. 5 sept. 1828.

96. Une amende étant moins une peine que la réparation d'un dommage causé, on n'est pas fondé à opposer le defaut d'intérêt à l'administration municipale qui a interjeté appel d'un jugement de police correctionnelle renvoyant de la plainte des prévenus d'outrages envers les préposés à la régie des poids publics. — Cass. 5 sept. 1828.

97. En matière correctionnelle, l'acte d'appel peut être fait valablement par l'avoué, à la requête de son client. — Cass. 18 juin, 17 août 1821; Bourg. 6 déc. 1821, 14 avr. 1825 et 3 mars 1826, t. 3, p. 468, n° 292, et t. 23, p. 366, et t. 30, p. 406. — En est-il de même en matière civile? — *V.* notre mot *avoue*.

98. L'avoué d'une partie condamnée par un jugement correctionnel n'a pas besoin d'un pouvoir spécial pour déclarer qu'elle appelle de cette condamnation. — Bord. 24 mars 1831.

99. L'avocat ou les coprévenus d'un prévenu ne peuvent sans pouvoir spécial interjeter appel en son nom. — Cass. 8 oct. 1829, t. 38, p. 54.

100. L'acte d'appel ne peut pas être fait valablement par l'avocat à la requête de son client, à moins qu'il ne soit porteur d'un pouvoir spécial. — Cass. 15 mai 1812; Bourg. 3 mars 1826, t. 3, p. 369, n° 211, et t. 30, p. 406. — Gren. 1er juill. 1817. Just. C. Paquet. — Riom. 3 fév. 1830. Chavel C. Berdot; Fournier C. min. pub. — Brux. 17 mai 1832. D... C. min. pub. — *V.* MM. Legrav. t. 2, p. 349; B. S. P. *Dr. Crim.* p. 118; Merl. t. 10, p. 121, v° *procurat.* § 2.

101. Est recevable l'appel d'un jugement de police interjeté par un propriétaire qui, du consentement des plaignants, a pris le fait et cause de son fermier, quoique ce jugement ne condamne que le fermier, si toutefois il réserve un recours de celui-ci contre le propriétaire. — Cass. 11 juin 1831.

102. L'action en adultère appartient exclusivement au mari; en cette matière, le ministère public n'est que *partie-jointe*. Ainsi le mari peut, quoique le ministère public garde le silence, appeler du jugement qui renvoie sa femme de la plainte en adultère, et provoquer l'application de la loi pénale. — Paris, 17 janv. 1823, t. 25, p. 28.

103. Lorsqu'un garde à cheval de l'arrondissement dans lequel a été commis un délit forestier, interjette appel d'un jugement rendu contre l'administration des forêts, avec l'autorisation et par les ordres du garde général faisant fonction de sous-inspecteur, cet appel est valable, quoique l'employé n'ait pas formellement déclaré qu'il agissait pour l'administration. — Cass. 31 janv. 1824, t. 26, p. 148.

Art. 2. *Qui peut et doit être intimé?*

104. Une personne qui n'est point partie dans un jugement, ni intéressée dans la cause, ne peut être intimée devant la Cour. — Renn. 3 fév. 1815, t. 3, p. 425, n° 254.

105. Comme aussi la partie contre laquelle on n'a pris aucunes conclusions en première instance, ne peut être l'objet de conclusions nouvelles en appel. — Renn. 13 août 1813, t. 9, p. 97, n° 53.

106. Le colon qui n'a formé aucune demande en première instance ne peut être intimé en appel. — Renn. 13 août 1813, t. 9, p. 98, n° 54. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 209, not. 1, n° 9.

107. Mais l'intimé qui devant les premiers juges avait mis en cause des garants, peut, sans se rendre appelant lui-même, les intimer sur l'appel. — Renn. 2 déc. 1811, t. 3, p. 345, n° 189.

108. Mais on ne peut assigner sur l'appel en déclaration d'arrêt commun des parties qui ont figuré en première instance, mais qui sont sans intérêt dans les contestations qui s'agitent devant la Cour. — Paris, 6 mars 1815, t. 3, p. 431, n° 256.

109. Les père et mère appelant contre le tuteur spécial de leur fils, et qui n'ont pas appelé celui-ci devenu majeur devant la Cour saisie de leur appel, ne peuvent demander qu'elle ordonne sa mise en cause. — Bord. 22 mars 1831.

110. Le failli ne peut pas être intimé sur l'appel du jugement dans lequel ont figuré les syndics de ses créanciers. — Paris, 18 juin 1812, t. 19, p. 314, n° 73.

111. Lorsque celui qui est poursuivi par l'administration des domaines en paiement des arrérages d'une rente, conteste pour la première fois, en appel, le droit du fonds à la rente, la Cour n'est pas obligée de renvoyer devant les premiers juges, pour que le préfet soit appelé en cause. — Metz, 9 déc. 1812, t. 22, p. 80, n° 103.

Chap. III. *Devant quel tribunal l'appel doit être porté?*

112. C'est devant les cours royales, et non devant les tribunaux de première instance, que doit être porté l'appel des jugements des tribunaux de famille, depuis la suppression des tribunaux civils de départements. — Montp. 9 mai 1825, t. 30, p. 238.

113. Les affaires relatives au commerce étranger dans les colonies, qui devraient être portées en appel devant une commission spéciale, n'ont pu être soumises au conseil supérieur de la Martinique, même à l'époque où la commission spéciale compétente n'était pas encore organisée, et l'incompétence du conseil supérieur peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation. — Cass. 7 août 1821, t. 23, p. 264.

114. La commission spéciale, créée pour le jugement des contraventions aux lois sur le commerce étranger dans les colonies, ne peut connaître d'une affaire qu'autant qu'elle en est saisie par un appel interjeté, soit par les parties, soit par le ministère public. — Cass. 16 fév. 1824, t. 28, p. 251.

115. Lorsqu'un tribunal inflige une peine à un individu, comme coupable d'outrages envers l'un de ses membres, l'appel du jugement doit être porté, comme en matière civile, à la Cour royale, et non, comme en matière correctionnelle, au tribunal du chef-lieu. — Bourg. 6 mars 1807, t. 13, p. 88, n° 68.

116. L'art. 539 C. I. C. portant que l'appel d'un jugement rendu

sur un déclinatoire sera porté à la *Cour royale*, ne déroge pas à l'ordre des juridictions établies par l'art. 200 : ces mots, à la *Cour royale*, n'y sont employés qu'énonciativement, et pour les cas où, d'après ledit art. 200, cet appel est dévolu à cette Cour ; dans les autres cas, l'appel doit être porté au tribunal du chef-lieu du département. — Cass. 10 juin 1813, t. 3, p. 393, n° 233.

117. L'appel d'un jugement rendu entre particuliers sur une action en diffamation commise par la voie de la presse, devait à peine de nullité, avant 1830, être porté par l'acte d'appel devant la première chambre civile et la chambre des appels de police correctionnelle réunies. — Renn. 19 mars 1824, t. 26, p. 298.

Depuis, et nonobstant la loi du 8 oct. 1830, l'appel d'un pareil jugement doit être porté devant la chambre des appels de police correctionnelle seule. — Cass. 25 juin 1831, t. 42, p. 59.

Chap. IV. *Délais d'appel.* — Art. 1er. *Délais d'appel des jugements définitifs et contradict.* — § 1er. *Durée du délai* (1).

118. L'appel d'un jugement rendu sous l'ordonnance de 1667 est soumis, quant aux délais, aux règles de cette ordonnance. — Toul. 1er mai 1827. Couston-Longague C. Delfau-Bouillon.

119. Décidé également que sous l'empire de l'ordonnance de 1667, et dans le ressort du parlement de Paris, l'appel des sentences des juges inférieurs devait être relevé dans les 10 ans ; et en matière hypothécaire, la signification de la sentence, faite au domicile élu dans l'opposition au sceau des lettres de ratification, suffisait pour faire courir le délai de l'appel. — Paris, 27 fév. 1824, t. 26, p. 116.

120. Le délai d'appel d'un jugement d'ordre, qui statue en même temps sur une demande en nullité de contrat, est de trois mois. — Renn. 29 janv. 1817, t. 13, p. 243, n° 292.

121. Le délai pour appeler d'un jugement homologuant un concordat est de trois mois et non de huitaine. — Paris, 27 janv. 1831. — V. *infrà*, n° 222.

122. Est de trois mois le délai pour interjeter appel de l'ordonnance par laquelle le président du tribunal civil autorise l'arrestation provisoire d'un étranger. — Caen, 12 janv. 1832, t. 42, p. 34.

123. Le délai de trois mois, pour interjeter appel, est applicable à l'appel que peuvent former les préfets des jugements arbitraux rendus en matière forestière au profit des communes. — Cass. 10 fév. 1830.

124. On doit appeler d'un jugement prononçant la contrainte par corps dans les trois mois de sa signification. — Bord. 9 fév. 1832, t. 45, p. 519.

125 et 126. Quoique la signification d'un jugement indique seulement l'année dans laquelle elle est faite, néanmoins l'appel dont il est l'objet est nul, s'il est certain que plus de trois mois se sont écoulés depuis cette signification. — Lyon, 7 juill. 1830, t. 44, p. 294.

127. L'appel interjeté par un procureur du roi près le tribunal qui a acquitté un prévenu, est recevable dans les dix jours, encore qu'il ait fait mettre le prévenu en liberté. — Cass. 2 fév. 1827.

128. La déclaration d'appel d'un jugement rendu en matière de police correctionnelle, ne peut pas être faite utilement le onzième jour, à partir de la date du jugement. — Cass. 18 juill. 1817, t. 3, p. 446, n° 269. — Paris, 17 avr. 1826. Min. pub. C. Petey. — Brux. 10 fév. 1831. V. C. min. pub. — *V.* M. B. S. P. *Dr. Crim.* p. 118.

129. En matière de contributions indirectes, comme en matière correctionnelle, on peut valablement appeler par acte au greffe dans les dix jours de la prononciation du jugement. Il n'est pas nécessaire d'attendre sa signification pour former cet appel, et de le signifier par acte d'huissier à la régie. — Paris, 3 mars 1826.

130. L'appel des jugements rendus par les tribunaux correctionnels en matière de contributions indirectes, est recevable pendant huitaine, à compter de la signification, aux termes de l'art. 32 du décret du 1er germ. an XIII. Il n'y a pas lieu d'appliquer, en cette matière, l'art. 203 C. I. C. qui fixe en général à 10 jours, à compter de la prononciation, le délai de l'appel des jugements correctionnels. — Cass. 8 août 1822, t. 24, p. 270.

131. Cet appel doit être notifié *dans* les huit jours de la signification du jugement. — Cass. 27 avr. 1821, t. 23, p. 148.

132. Mais ce délai ne commence pas à courir tant que le jugement n'a pas été signifié, quoique, par un premier appel déclaré nul, la régie ait prouvé qu'elle avait connaissance de ce jugement. — Cass. 16 avr. 1819, t. 3, p. 151, n° 278.

133. Lorsqu'un appel, mal à propos interjeté par la régie des contributions indirectes, d'après les règles tracées par le C. I. C. a été déclaré nul, il peut être valablement réitéré dans la forme et dans les délais prescrits par le décret spécial du 1er germ. an XIII. — Cass. 16 avr. 1819, t. 3, p. 451, n° 277.

134. L'arrêté d'un conseil de préfecture ne peut pas être attaqué par la voie de l'appel, lorsqu'il s'est écoulé plus de trois mois, à partir de la signification par le ministère d'un huissier. — Avis Cons. d'état, 15 nov. 1826, t. 32, p. 179.

§ 2. *Comment, et à partir de quelle époque se compte le délai ?*

135. Le jour auquel un jugement est rendu ne fait point partie du délai de huitaine, dans lequel la loi défend d'en interjeter appel. — Cass. 9 nov. 1808. — Gren. 11 fév. 1813. — Caen, 6 mai 1825, t. 3, p. 189, n° 85, t. 12, p. 490, et t. 30, p. 322. — *V.* MM. F. L., t. 1, p. 177, n° 20; et Haut. p. 260.

136. Lorsque, par la nature des condamnations qui en sont l'objet, un jugement produit son effet au moment même où il est rendu, l'appel est recevable avant l'expiration de la huitaine, quoique l'exécution provisoire n'ait pas été ordonnée. — Turin, 30 avr. 1808, t. 12, p. 622, n° 19.

137 et 138. L'appel peut être, en matière commerciale, interjeté le jour même du jugement. — Paris, 7 janv. 1812, t. 21, p. 553, n° 52, v° *tierce opposit.*

139. Sous la loi du 24 août 1790, et sous le Code de procédure, la maxime *Dies termini non computantur in termino* s'applique-t-elle aux délais d'appel ? En d'autres termes, doit-on comprendre dans le délai de trois mois, accordé pour interjeter appel, le jour de la signification et celui de l'échéance ? — Non. — Turin, 19 mai 1806, 15 déc. 1808; Brux. 3 juin 1807, et 9 fév. 1808; Gênes, 13 juin 1808. — Oui. — Nîm. 30 juill. 1806; Pau, 20 mars 1810; Turin, 2 oct. et 10 déc. 1811; Cass. 22 juin 1813; 15 juin 1814, 20 nov. 1816, 9 juill. 1817, et 4 déc. 1822; Metz, 17 nov. 1826; Poitiers, 7 janv. 1829; Bord. 7 et 21 août 1829, et 4 fév. 1830, t. 3, p. 91, n° 37, t. 24, p. 351, t. 34, p. 355, t. 36, p. 124, t. 37, p. 310, et t. 39, p. 50; Bord. 25 août 1830, t. 3, p. 435; Lyon, 25 juin 1831. Dumerge C. Duchamp. — Ce dernier système, qui a été adopté par un si grand nombre d'arrêts, est aussi embrassé par tous les auteurs. — *V.* MM. B. S. P. p. 417, au texte et note 51e; Ponc. t. 1, p. 520, n° 317; Merl. *Rep.* t. 15, v° *appel*, sect. 1re, § 1er et 5, n° 14; Pr. Fr. t. 3, p. 27; Carr. t. 2, p. 114, n° 1554; F. L. t. 1, p. 169, sect. 1re, § 2 n° 1.

140. Un jugement ne peut être expédié tant que les parties n'ont pas été réglées sur une opposition formée à une qualité en temps utile : la signification d'un jugement ainsi expédié ne peut faire courir le délai d'appel. — Gren. 13 juin 1827.

141. Pour que la signification d'un jugement fasse courir le délai d'appel, il faut qu'il y soit énoncé d'une manière expresse qu'elle est faite à la requête de celui qui l'a obtenue. Elle n'est pas suffisante si elle n'a été faite qu'en vertu du mandat de l'avoué. — Brux. 12 janv. 1812, t. 21, p. 264. — *V.* M. B. S. P. p. 167, note 11, n° 3.

(1) Les délais d'appel soulèvent peu de difficultés pour les matières ordinaires auxquelles le délai de trois mois est applicable; mais il n'en est pas ainsi en matière d'*ordre*, de *saisie immobilière, etc.*; il est indispensable de se reporter à ces divers mots spéciaux.

142. La signification d'un jugement faite en la personne du mandataire dont les fonctions étaient expirées, n'a pu faire courir le délai d'appel de ce jugement, qui aux termes de l'art 443 C. P. C. devait être signifié nécessairement à personne ou domicile. — Ren. 10 juin 1816, t. 21, p. 274

143 L'exploit de signification d'un jugement qui ne fait pas mention des noms, profession et domicile de celui à la requête de qui il est adressé, fait courir les délais de l'appel, s'il est précédé de la copie d'un pouvoir de le signifier, donnée à un huissier par son avoué, et contenant toutes ces indications. —Colm 14 juin 1832, t. 43, 552. — V. *nos observ.*

144. Il y a une grande différence entre la signification d'un jugement contradictoire et celle d'un ajournement, en sorte que si le domicile de la partie à laquelle la notification d'un jugement est faite ne se trouve pas désignée dans l'exploit par l'indication de la rue et du numéro de la maison, le délai pour relever appel n'en aurait pas moins couru. — Ren. 25 mai 1808, t. 13, p. 114 — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 145, nº 280, et LEP. p. 109.

145. Lorsqu'un enfant naturel a fait signifier un jugement obtenu par sa mère, sans spécifier cette qualité d'enfant naturel, mais en prenant celle de *fils* et *unique successeur de sa mère*, le délai de l'appel ne court pas du jour de la signification, mais seulement du jour où il a fait connaître sa qualité d'enfant naturel et d'héritier, en notifiant son acte de naissance et la répudiation que les héritiers légitimes ont faite de la succession de sa mère.—Nîm. 29 janv. 1811, t. 3, p. 297, nº 158.—V. CARR. t. 2, p. 115, nº 1557, et la note.

146. La signification d'un jugement faite à la requête d'une partie dénommée et *de ses consorts*, et en outre avec copie du jugement et désignation claire de tous les intimés par leurs noms, prénoms, qualités et demeure, est régulière, et fait courir les délais d'appel en faveur de tous les intéressés. — Metz, 20 déc. 1825

147. La signification d'un jugement à un domicile élu ne fait pas courir le délai de l'appel. — Colm. 7 août 1832, t. 44, p. 303.

148 et 149. L'élection de domicile faite dans l'acte d'opposition à un jugement par défaut d'un tribunal de commerce, est comme non avenue quant à la signification du jugement rendu sur l'opposition, lorsque les parties ont été jugées définitivement à la première audience, surtout si cette élection de domicile n'a pas été mentionnée sur le plumitif : ainsi la signification faite au domicile élu ne peut pas faire courir le délai de l'appel.—Trèves, 23 juill. 1810, t. 18, p. 562, nº 8.

150. Lorsqu'il a été fait une élection de domicile dans l'arrondissement du tribunal de commerce, conformément à l'art. 422 C. P. C., le délai d'appel doit-il courir du jour de la signification du jugement à ce domicile élu? — Non. Cass. 2 mars 1814; Colm. 5 août 1826; Renn. 30 déc. 1827. — Oui. — Orl. 14 fév. 1815, t. 3, p. 413, nº 249, t. 22, p. 273, nº 52, et t. 33, p. 223 — *V.* MM. B. S. P. p. 381, not. 10 (*a*); CARR. t. 2, p. 76, nº 1517; PARDESS. t. 5, p. 55.

151. Comme aussi le délai de l'appel contre les jugements d'un tribunal de commerce court-il du jour de la signification qui en est faite au greffe du tribunal, dans le cas où il n'y a pas eu élection de domicile par la partie non domiciliée dans l'arrondissement ? — Oui.—Colm. 4 août 1813; Metz, 27 juill. 1814; Dijon, 25 mars 1828.— Non. — Renn. 20 déc. 1827; Lyon, 28 janv. 1828.

La question jugée sous ce numéro se décide par les mêmes règles que les précédents, et ni l'un ni l'autre n'ont encore une jurisprudence fixée. Le *Journal des Avoués*, en rapportant l'arrêt du 25 mars 1828, t. 35, p. 30, a examiné les motifs donnés par les divers arrêts et les moyens invoqués par chaque système. S'appuyant sur la généralité des termes de l'art. 422 C P. C. et sur l'art. 644 C. com., on a soutenu que le délai d'appel courait du jour de la signification au greffe. — *V.* t. 3, p. 397, nº 237, t. 22, p. 271, nº 49, t 34, p. 180, et t. 35, p. 30 et 385.

152. Sous la loi du 11 brumaire an VII, le jugement qui déboute un créancier de la revendication d'une partie de biens saisis, peut être signifié, pour faire courir les délais de l'appel, au domicile qu'il avait élu dans une inscription prise sur l'autre partie des biens.—Nîm. 22 août 1807, t. 21, p. 243.

153. La signification d'un jugement faite après le décès de la partie au domicile de la personne fondée de pouvoir, ne peut faire courir le délai de l'appel. — Colm. 25 janv. 1818, t. 21, p. 277.

154. Le délai de l'appel court toujours de la signification du jugement, lors même qu'il ne prononce la condamnation qu'à la charge par le demandeur d'affirmer, sous la foi du serment, la sincérité de sa créance. — Brux. 8 juill. 1808, t. 21, p. 247, nº 19.

155. La signification d'un jugement faite seulement à l'un des deux associés pour l'exécution d'un marché, fait courir le délai de l'appel à l'égard de l'autre. L'art. 69, nº 6, du C. de Proc. est applicable aux sociétés formées par un seul acte de commerce. En vain dirait-on : chacune des parties à laquelle l'acte d'appel est signifié, a un intérêt personnel dans le jugement, elle doit donc recevoir une copie séparée ; on répondra, dit l'arrêt de la Cour : la décision d'un procès est un objet pour lequel les parties ont un seul et même intérêt, un seul acte d'appel a donc dû suffire. — Orl. 16 déc. 1813, t. 13, p. 221.

156. Si quelqu'un n'étant pas héritier s'était mis en possession publique d'une succession, la signification qui lui serait faite ferait courir le délai d'appel contre le véritable héritier. — Telle est l'opinion de MM. PIG. t. 1, p. 590, nº 8, et CARR. t. 2, p. 146, nº 1605. —*V.* J. A. t. 3, p. 474, nº 296.

157. La signification faite à l'héritier fait-elle courir le délai d'appel contre un légataire?—MM. PIG. t. 1, p. 590, nº 8, et CARR. t. 2, p. 146, nº 1604, s'accordent à dire que, si le légataire n'est pas connu, la signification à l'héritier suffit.— *V.* J. A. t. 3, p. 474, nº 297.

158. Sous l'empire de la loi du 6 brumaire an V, pour qu'une signification de jugement faite à un militaire absent pût faire courir les délais d'appel, il n'était pas nécessaire qu'elle fût précédée d'un cautionnement.—Cass 19 dec. 1826, t. 32, p. 143.

159. On pouvait, avant la promulgation de l'art. 1428 C. C., signifier un jugement relatif aux droits immobiliers de la femme à la personne du mari, et cette signification faisait courir contre elle le délai de l'appel. — Brux. 30 fruct. an XIII, t. 21, p. 240.

160. La signification d'un jugement par défaut, obtenu contre une femme qui n'est pas autorisée de son mari, ne suffit pas pour faire courir contre celui-ci les délais d'appel, lorsqu'elle est faite à la femme seule, et sans notification quelconque au mari.—Cass. 6 mars 1827, t. 34, p. 9.

161. Sous l'empire de la loi du 24 août 1790, le délai de l'appel courait contre les mineurs.—Cass. 30 juin 1806, 27 mai 1807, 11 avr. 1821, t. 3, p. 102, nº 38, et t. 23, p. 129. —Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 139, nº 1588; et MERL. t. 1, p. 277, sect. 1, § 5, nº 9.

162 et 163 Il en était ainsi, quoique le jugement de première instance fût nul pour défaut d'assistance du tuteur ou du curateur.— Cass. 30 juin 1806, t. 3, p. 102, nº 39. — *V.* les mêmes auteurs.

164. De même, lorsqu'un jugement est rendu au profit d'un tuteur contre son mineur, il ne suffit pas, pour faire courir le délai d'appel contre le mineur, qu'il y ait une signification faite au subrogé tuteur qui assistait le mineur dans l'instance, mais il faut que le jugement soit en outre signifié à un *tuteur ad hoc.* — Ang. 2 août 1822. — Toul. 4 fév. 1825, t. 28, p. 191.

165. Lorsqu'un mineur a, dans un procès, des intérêts distincts de ceux de son tuteur, le jugement, pour faire courir les délais d'appel vis-à-vis du mineur, doit être signifié au tuteur, tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tuteur. — Cass. 30 mars 1825, t. 29, p. 181.

166. La notification à la mère remariée et au nouveau mari d'un jugement rendu contre un mineur, ne fait point courir les délais

d'appel, s'il n'est pas justifié que la mère ait été réelue tutrice. — Paris, 10 mai 1810, t. 21, p. 254.

167. La signification du jugement qui admet le désaveu intenté contre un enfant, suffit pour faire courir les délais de l'appel, si elle est faite à son tuteur *ad hoc*, et quoiqu'elle ne l'ait pas été à un subrogé tuteur. — Colm. 14 juin 1832, t. 43, p. 552.

168. Mais, si le mineur ou l'interdit n'a ni tuteur ni subrogé tuteur, ou si l'un ou l'autre est décédé, c'est à celui qui veut faire courir les délais de l'appel à pourvoir à ce qu'il soit nommé un nouveau tuteur ou subrogé tuteur; jusque-là les délais ne courent point, et la signification du jugement ne pourrait plus être valablement faite à l'avoué qu'ils auraient constitué dans la cause. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 2, p. 140, n° 1590; PIG. t. 1, p. 590, n° 4, et PONC. t. 1, p. 523, n° 319.—*V.* v° *ordre*, un arrêt du 29 août 1814.—*V.* aussi J. A. t. 3, p. 476, n° 301.

169. L'individu mineur au jour où il est appelé en justice, et devenu majeur au jour où le jugement est rendu, ne peut exciper de sa minorité à l'égard des délais de l'appel. — Nîm. 11 juin 1819, t. 19, p. 214, n° 253.

170. Les délais d'appel d'un jugement qui n'aurait point été signifié au subrogé tuteur, mais seulement au tuteur, courraient-ils à compter de l'époque où le mineur aurait atteint sa majorité? — Pour que les délais d'appel puissent courir, il faut que le jugement ait été signifié conformément à la loi; or l'art. 444 C. P. C. exige que la signification ait été faite au subrogé tuteur, donc celle faite au tuteur seulement doit être considérée comme non avenue; il faut donc une nouvelle signification au mineur devenu majeur, pour que le délai d'appel puisse courir. — J. A. t. 3, p. 475, n° 299. — *V.* aussi MM. CARR. t. 2, p. 139, n° 1589, et F. L. t. 1, p. 175, v° *appel*, sect. 1re, § 2, n° 15, 3e alin.

171. Le délai d'appel ne court pas contre des mineurs, tant que le jugement n'a pas été notifié à leur subrogé tuteur; ils sont censés l'ignorer, et nulle exécution tacite de leur part ne peut les rendre non recevables dans leur appel. — Renn. 27 janv. 1817.—Nîm. 31 déc. 1829, t. 21, p. 276, v° *signific.* n° 58; t. 38, p. 315.

172. La signification d'un jugement obtenu par un tuteur contre son pupille (ou contre l'interdit dont il a la tutelle), ne fait courir le délai de l'appel contre celui-ci qu'autant qu'elle est faite, non-seulement à son subrogé tuteur, mais encore à un tuteur ou à un subrogé tuteur *ad hoc*, que le tuteur doit faire nommer. — Cass. 1er avr. 1833—Colm. 13 janv. 1831. — Orl. 27 nov. 1833, t. 44, p. 273 et 47, p. 426.

173. La signification fait courir le délai même à l'égard de l'interdit. —Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 2, p. 133, n° 358, et p. 140, n° 1590; PIG. t. 1, p. 589, n° 2; B. S. P. t. 2, p. 416, not. 45; F. L. *Rép.* v° *appel*, t. 1, p. 474, sect. 1re, § 3, n° 14; COMM. t. 2, p. 5; le PR. FR. t. 2, p. 36; et J. A. t. 3, p. 476, n° 300.

174. L'incapacité qui frappe un failli ne peut être invoquée par des tiers, et n'est pas telle qu'il ne puisse signifier un jugement, et par là faire courir les délais d'appel. — Lyon, 25 août 1828, t. 35, p. 377.

175. Mais la signification d'un jugement au syndic ou directeur d'une union de créanciers, ne fait pas courir les délais de l'appel de la requête civile ou du recours en cassation, dont ce jugement peut être susceptible contre les créanciers qui n'ont pas accédé au contrat d'union, ou avec lesquels ce contrat n'a pas été homologué. — Cass. 11 therm. an XII, t. 21, p. 239.

176. Un émigré ne pouvait former valablement une action judiciaire; ainsi la signification d'un jugement qu'il avait obtenu ne faisait pas courir les délais de l'appel. — Cass. 23 nov. 1808, t. 21, p. 248

177 et 178. Lorsque la partie a négligé de signifier le jugement à avoué, les délais de l'appel peuvent-ils courir du jour de la signification à personne ou domicile?—Oui. — Liége, 22 déc. 1808; Brux. 29 juill. 1809; Agen, 10 août 1809; Montp. 27 mai 1829.—Telle est l'opinion formelle de MM. CARR. t. 2, p. 116, n° 1550; F. L. t. 1, p. 171; B. S. P. p. 416, not. 42, contredite par MM. PIG. t. 1, p. 562 et 588, et PR. FR. t. 3, p. 199.—Non.—Metz, 27 juill. 1824, t. 3, p. 206, n° 96; t. 32, p. 167, et t. 37, p. 328.—*V.* aussi une *Dissertation*, t. 40, p. 193.

179. L'erreur commise dans la copie d'un jugement signifié à avoué n'empêche pas le délai d'appel de courir, si la copie signifiée à la partie n'est pas fautive. — Cass. 26 avr. 1831, t. 40, p. 346.

180. Quoique la signification d'un jugement à domicile ne contienne pas la mention de la signification précédemment faite à avoué, elle fait cependant courir le délai d'appel.— Riom, 27 déc. 1808, et 14 fév. 1821, t. 23, p. 389.

181. La signification d'un jugement faite par la partie qui l'a obtenu, ne fait point courir contre elle les délais de l'appel. — Colm. 23 fév. 1828.

182. La signification d'un jugement à la requête de la partie qui veut en interjeter appel, ne fait pas courir contre elle le délai dans lequel cet appel doit être interjeté. —Cass. 2 flor. an VII, 3 therm. an VIII, 4 prair. an XI. — Turin, 24 mars 1806. — Metz, 7 déc. 1810, et 8 mai 1811. — Paris, 18 fév. 1811, t. 3, p. 39, n° 9, et p. 291, n° 153. — Tous les auteurs pensent également qu'une partie ne peut se forclore elle-même. — *V.* notamment MM. MERL. *Q. D.* t. 2, p. 155, v° *délai*, § 1er; CARR. *Anal.* t. 2, p. 6, *Quest.* 1418; B. S. P. p. 416, not. 44; et PONC. t. 1, p. 532, n° 325.

183. La signification du jugement faite par l'une des parties ne fait pas courir le délai de l'appel à l'égard des autres en faveur desquelles le jugement a été rendu. — Cass. 17 prair. an XII, t. 3, p. 75, n° 28. — C'est l'opinion de tous les auteurs. *V.* MM. CARR. t. 2, p. 116, n° 1559; MERL. Q. D. t. 2, p. 135, v° *délai*, § 1er, et F. L. t. 1, p. 171.

184. Lorsqu'un jugement contient différentes dispositions, par suite desquelles les parties perdent et gagnent sur différents points, faut-il, pour faire courir le délai d'appel en faveur de celui auquel le jugement est signifié, qu'il contre-signifie lui-même ce jugement à celui qui le lui a signifié? La signification doit-elle être faite, non-seulement à domicile, mais aussi d'avoué à avoué? — Délibération du tribunal de Paris, t. 42, p. 333.

185. Le délai d'appel n'a pas couru contre un jugement qui n'a été signifié qu'en partie, surtout lorsque la disposition contre laquelle on interjette appel a été omise. — Metz, 27 juin 1826, t. 37, p. 87.

186. La signification du dispositif d'un jugement, sans le point de fait ni les motifs, est suffisante, et peut faire courir les délais de l'appel. — Turin, 16 prair. an XI, t. 21, p. 236, n° 4.

187. La signification d'un jugement dans lequel les qualités ont été omises ne fait pas courir le délai d'appel. — Turin, 30 janv. 1811, t. 21, p. 260, n° 33.

188. Celui qui figure en deux qualités dans une instance, peut se servir de la copie du jugement qui lui a été signifié en l'une de ces qualités, pour la dénoncer à une autre partie, et faire courir le délai de l'appel en la seconde qualité en laquelle il procède. — Montp. 27 mai 1829, t. 37, p. 328.

189. Lorsqu'un jugement a été rendu contre une société, et lui a été signifié sous la raison sociale, le délai de l'appel court contre chacun des associés individuellement. — Paris, 15 mai 1809, t. 3, p. 230, n° 110. — *V.* MM. CARR t. 2, p. 117, n° 1560; et F. L. t. 1, p. 171, v° *appel*, sect. 1re, § 2.

190. La signification d'un jugement sur un partage de succession, faite par un créancier exerçant les droits de l'un des copartageants, fait courir les délais d'appel contre toutes les parties intéressées au partage. — Toul. 29 déc. 1830.

191. Le délai pour appeler d'un jugement prononçant la radiation d'une inscription hypothécaire, ne court point du jour où il a été signifié au domicile élu par le créancier dans son inscription, mais seulement de celui où la significa-

tion est faite à son domicile réel. — Pau, 8 janv. 1831.

192. On n'est plus recevable après trente ans à interjeter appel d'un jugement suivi d'exécution, quoiqu'il n'ait jamais été signifié. — Cass. 14 nov. 1809, t. 3, p. 252, nº 121. — Telle est l'opinion formelle de M. Carr. t. 2, p. 118, nº 1563.

193. L'État ne peut pas appeler d'un jugement qui déclare des individus propriétaires incommutables d'un terrain d'origine domaniale, s'il leur en a laissé la jouissance pendant plus de 30 ans à partir de ce jugement, lors même qu'ils ne le lui auraient pas signifié. — Cass. 12 et 15 nov. 1832, t. 43, p. 753.

194. La faculté d'appeler d'un jugement irrégulièrement signifié, mais suivi d'exécution, est prescrite par trente ans de silence de la partie condamnée, lors même qu'avant l'expiration de ce délai, elle aurait cité la partie adverse devant une juridiction incompétente, pour y obtenir une décision contraire au jugement dont l'appel est ensuite interjeté. — Cass. 29 nov. 1830, t. 48, p. 98.

195. L'intimé qui prétend que l'appelant a laissé écouler le délai de l'appel, est tenu de représenter l'exploit de signification du jugement. — Renn. 13 nov. 1809, t. 3, p. 192, nº 86. — C'est ce qu'enseigne M. Carr. t. 2, p. 140, nº 1593.

196. On ne doit pas comprendre dans les deux mois donnés au ministère public pour notifier son appel à un prévenu, le jour de la prononciation du jugement rendu par le tribunal correctionnel. — Bord. 24 mars 1831.

§ 3. *Prorogation du délai.*

197. Il n'y a pas de prorogation du délai d'appel, encore qu'il expire un jour de fête légale. — Riom, 8 janv. 1824, t. 13, p. 289.

197 *bis*. Les auteurs sont divisés sur la question de savoir si le délai doit être augmenté d'un jour pour une fraction de 3 myriamètres. — Pour l'affirmative, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 12, nº 21; Pig. t. 2, p. 55; Lep. p. 69 et 118; Pardess. t. 2, p. 513, nº 429; pour la négative, MM. Toull. t. 1, p. 45; Pr. Fr. t. 1, p. 130; et F. L. t. 1, p. 145 et et 495, nº 6.

198. La deuxième partie de l'art. 1033 C. P. C. n'est pas applicable au délai de l'appel, de telle sorte qu'il n'y a pas lieu à l'augmenter proportionnellement à la distance du domicile réel des parties. — Bord. 16 fév. 1808. — Bourg. 20 mars 1810 — Nanci, 2 nov. 1812, t. 3, p. 167, nº 65. — Tous les auteurs sont d'accord sur cette question. *V.* MM. Ponc. t. 1, p. 520, nº 317; B. S. P. t. 1, p. 152, not. 18, nº 3, t. 2, p. 417, § 3; et Carr. t. 2, p. 114, nº 1554.

199. Le délai pour interjeter appel doit-il, dans tous les cas, être restreint à quatre-vingt-dix jours fixes, au lieu d'être réglé par les mois du calendrier grégorien, date pour date? — Oui. — Colm. 16 fév. 1810. — Non. — Turin, 13 fév. 1812; cass. 12 mars 1816, t. 3, p. 268, nº 130. — Les 3 mois du délai d'appel ne doivent s'entendre que des mois ordinaires, dont la durée est fixée par le calendrier grégorien, tantôt à 30, tantôt à 31 jours. Selon MM. B. S. P. p. 150, § 3, au texte 151, not. 16, et 415, not. 40, nº 3; F. L. t. 1, p. 169; Carr. t. 2, p. 114, nº 1555.

200. Sous le calendrier républicain, on ne devait pas compter pour les délais de l'appel les jours complémentaires. — Cass. 23 niv. an V, 24 frim. an IX, 21 vend. an XI, 26 germ. an XII, t. 3, p. 36, nº 7. — *V.* M. Q. D. vº *délai*, § 4, t. 2, p. 159.

201. L'appel n'est pas recevable, après l'expiration de trois mois, par cela seul qu'il est dirigé contre un jugement nul en sa forme. — Cass. 26 therm. an IV et 25 fév. 1812. — Brux. 7 janv. 1808, t. 3, p. 31, nº 5. — La jurisprudence est uniforme, et tous les auteurs sont de cet avis. — *V.* MM. Merl. Q. D. t. 6, p. 561, vº *union de créanciers*, § 2; F. L. t. 1, p. 171, vº *appel*, sect. 1re, § 2, nº 7; B. S. P. p. 406, not. 11; Carr. t. 2, p. 118, nº 1562.

202. Lorsqu'un appel a été interjeté par une personne sans pouvoir, la ratification de cet appel faite après le délai de trois mois, à dater de la signification du jugement, ne suffit pas pour le valider. — Cass. 24 brum. an IX, t. 3, p. 53, nº 16. — *V.* M. Q. D. t. 1, p. 85, vº *appel*, § 8.

203. Sous l'ancienne jurisprudence comme sous le Code de procédure, le délai pour interjeter appel, était prorogé pour le cas de la découverte d'une pièce fausse ayant servi de base au jugement attaqué. — Ang. 21 janv. 1809, t. 6, p. 681, nº 17.

204. En quel sens doit-on entendre ces mots de l'art. 448: *les délais de l'appel ne courront que du jour où le faux aura été* reconnu ou juridiquement constaté? — *V.* t. 3, p. 478, nº 303, l'exposé des opinions des auteurs, duquel il résulte que par le mot reconnu, il faut entendre *avoué par la partie*, et par les mots *juridiquement constaté*, il faut entendre le jugement constatant le faux et non pas l'inscription de faux, les rapports d'experts ou autres actes de la procédure. — La question est traitée dans MM. Fig. t. 1, p. 592, nº 4; F. L. t. 1, p. 176, nº 19; D. C. p. 223; B. S. P. t. 2, p. 417, not. 47; Carr. t. 2, p. 147, nº 1607.

205. La faculté d'appeler d'un jugement plus de trois mois après sa signification, dans le cas où des pièces ont été retenues par l'adversaire de l'appelant, peut être exercée quelle que soit la partie à laquelle ces pièces appartiennent. — Paris, 29 mai 1832, t. 43, p. 566.

206. Lorsque les parties ont compromis après le jugement du tribunal de première instance, les délais d'appel ne courent point pendant toute la durée du compromis. — Riom, 4 août 1818, t. 3, p. 450, nº 275.

207. Sous l'empire du C. P. C., le délai accordé pour l'appel d'un jugement n'a pas pu courir contre des individus habitant hors du continent, à une époque où toute communication était interdite avec le lieu de leur résidence; mais il a repris son cours de plein droit du moment où les communications ont été rétablies. — Caen, 6 janv. 1824, t. 28, p. 170.

208. Celui qui, dans l'exploit de signification d'un jugement définitif, se donne un faux domicile, ne peut se plaindre de ce que l'exploit d'appel lui est notifié au parquet du procureur général, dix jours après l'échéance du délai fixé pour relever ledit appel. — Renn. 14 juill. 1819, t. 21, p. 283, nº 70.

209. Un intimé ne peut exciper de la tardiveté d'un appel, si elle provient de son fait. — Bord. 13 mars 1833, t. 45, p. 560.

210. L'appelant qui a interjeté son appel plus de trois mois après la signification du jugement, ne peut pas être relevé de la déchéance qu'il a encourue, par le motif qu'il lui aurait été impossible de découvrir le domicile que l'intimé avait indiqué dans les actes de la procédure. — Il pouvait signifier son appel à l'hôtel du procureur général. — Aix, 9 juin 1825, t. 29, p. 283.

211. L'appel d'un jugement non exécutoire par provision est suspensif, quoique interjeté après l'expiration du délai légal. — Lim. 20 juill. 1832, t. 45, p. 517.

212. Le juge de référé ne peut décider si l'appel interjeté du jugement dont l'exécution donne lieu à référé, est interjeté après le délai légal, et n'est pas suspensif. Ce droit appartient à la Cour royale seule. — Limog. 20 juill. 1832, t. 45, p. 517.

213. L'acte d'appel peut être utilement renouvelé même après les délais, lorsqu'il contenait constitution d'avoué qui avait cessé d'exercer ses fonctions depuis moins d'une année, quand les parties ont été de bonne foi. — Nîm. 24 août 1810, t. 3, p. 259, nº 124. — *V.* aussi M. Boncenne, au titre *de l'ajournement.*

Art. 2. *Délai d'appel des jugements interlocutoire, préparatoire, et statuant sur un déclinatoire* (1).

214 et 215. Le délai de trois mois dans lequel doit être formé l'appel d'un jugement interlocutoire, ne

---

(1) Nous devons renvoyer, pour qu'on ait sur cette matière un état complet de la jurisprudence, aux mots *jugement interlocutoire et préparatoire.*

commence à courir que de la signification du jugement définitif. — Caen, 2 août 1826.

216. L'appel d'un jugement interlocutoire est-il recevable même après les trois mois de la signification, tant qu'il n'y a pas eu de jugement definitif, ou tant que dure le delai pour interjeter appel de ce dernier jugement? — Oui. — Cass. 22 mai 1822; Bourg. 22 juill. 1823, 2 fev. 1824; Poit. 5 déc. 1823; Gren. 6 dec. 1823. — Non. — Ang. 21 août 1821; Renn. 30 mars 1824; Rouen, 30 nov. 1826, t. 27, p. 277. — Pour l'affirmative, M. Carr. *Anal.* art. 451, p. 48, quest. 1484. — Pour la negative, MM. Pig. t. 1, p. 568; B. S. P. p. 410, not. 22; Haut. p. 256; Lep. p. 297, 298; D. C. p. 325.

217. On doit interjeter appel dans le delai de trois mois d'un jugement qui prononce sur la qualité des parties; c'est un jugement définitif, et non un simple interlocutoire. — Bourg. 30 nov. 1825, t. 31, p. 213.

218. Est purement préparatoire le jugement qui, sur une demande à fin de mise en cause du maire, dans une contestation relative à la qualité communale ou privée d'un terrain, ordonne de plaider au fond sans ordonner la mise en cause. L'appel peut en être interjeté en même temps que du jugement définitif. — Cass. 1er juin 1830.

219. L'appel contre le jugement qui ordonne le partage d'une succession, et nomme des experts pour vérifier si l'immeuble à partager est partageable en nature, peut être interjeté sur ce dernier chef après les trois mois de la signification, et en même temps que celui du jugement qui prescrit la licitation de l'immeuble sur le rapport des experts. — T. 42, p. 170.

220. Lorsqu'un jugement a prononcé la déchéance d'une preuve, on ne peut interjeter appel qu'après la huitaine du jour de sa prononciation, quoiqu'il ait ordonné de plaider au fond avant l'expiration de ce délai. — Trèves, 8 janv. 1808, t. 3, p. 123, no 51. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 177, vo *appel*, sect. 1re, § 2, no 20; Carr. t. 2, p. 153, no 1614.

221. Ce principe s'applique au jugement du tribunal de commerce qui statue sur un déclinatoire; on peut en appeler dans la huitaine du jour de sa prononciation. — Nîm. 9 août 1819, t. 3, p. 455, no 280.

222. On a pour interjeter appel du jugement qui statue sur l'opposition d'un créancier à un concordat, le delai ordinaire de trois mois. — Colm. 17 mars 1813, t. 3, p. 388, no 228. — V. *suprà* no 121.

Art. 3. *Délai d'appel des jugements par defaut.*

223. Le délai dans lequel on doit interjeter appel d'un jugement par défaut est réglé par la loi sous l'empire de laquelle ce jugement a été rendu. — Brux. 13 mai 1807. — Paris, 5 janv. 1809. — Cass. 4 mars 1812, et 1er mars 1820. — Colm. 18 nov. 1815. — Toul. 1er mai 1827, t. 6, p. 676, no 15, p. 699, no 35; t. 19, p. 120, no 91, et t. 33, p. 277. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 511, no 3433.

224. Avant le C. de proc., le délai pour interjeter appel d'un jugement par défaut était de 30 ans. — Bord. 25 mai 1832.

225. Lorsque le jugement a été rendu par defaut avant la mise en vigueur du C. de proc. civ., et se trouve par conséquent susceptible d'opposition pendant 30 ans, le défaillant, au lieu de prendre la voie de l'opposition, peut interjeter appel, quoique le délai de trois mois fixe par le Code soit expiré. — Colm. 18 nov. 1815, t. 6, p. 699, no 36.

226 et 227. L'appel d'un jugement par défaut, interjeté sous l'empire du C. de proc. civ., pendant les délais de l'opposition, doit être déclaré non recevable, quoique le procès sur lequel a éte rendu le jugement par défaut ait commencé avant le 1er janv. 1807. — Cass. 11 oct. 1809, t. 6, p. 683, no 20.

228. Le demandeur contre lequel il a été rendu un jugement de défaut-congé, peut-il en interjeter appel après les délais d'opposition? — Non. — Turin, 23 août 1809; Brux. 26 août 1810; Besanç. 4 déc. 1816. — Oui. — Nîm. 14 nov. 1825, t. 3, p. 249, no 120; t. 15, p. 401, vo *jug. par déf.* no 146, et t. 31, p. 148. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 122, no 1566, à la note.

229. La signification d'un jugement par défaut à la partie contre laquelle il a été rendu, est-elle nécessaire pour faire courir les delais de l'appel, lorsque ce jugement a d'ailleurs été signifié à avoué? — Non. — Brux. 11 mai 1812; Riom, 25 août 1812; Renn. 30 avr. 1813, et 22 juin 1814; Cass. sect. des requêtes, 5 août 1813, et 21 déc. 1814; Paris, 5 janv. 1825; Montp 13 juin 1825; Nîm. 7 fév. 1832, et 23 avr. 1833. — Oui. — Nanci, 9 juill. 1811, et 16 juill. 1833; Paris, 10 août 1811, et 28 juin 1814; Cass. sect. civ. 18 déc. 1815, 12 mars 1816, et 24 avr. 1816; Metz, 31 déc. 1818; Montp. 26 juill. 1825; Poit. 20 fév. 1827; Bord. 26 mai 1827; Bourg. 29 mai 1830; Bast. 25 juill. 1831; Toul. 17 déc. 1832, t. 3, p. 268, no 133, p. 324, no 176, p. 375, no 217; t. 29, p. 221, t. 30, p. 10, et t. 33, p. 177, t. 42, p. 126 et 294; t. 44, p. 279; t. 45, p. 567; t. 46, p. 57. — *V.* pour l'affirmative, MM. Ponc. t. 1, no 318, p. 518; F. L. t. 1, p. 172; et B. S. P. t. 2, p. 416, not. 43, no 2. — On peut consulter MM. Carr. t. 2, p. 123, no 1569; Pig. t. 1, p. 591, 592, no 11; Haut. p. 250, 251; D. C. p. 320, 321; et Pr. Fr. t. 3, p. 32.

230. Le délai de l'appel d'un jugement par défaut, rendu contre avoué, ne court que du jour où expire celui de l'opposition; de sorte que, dans ce cas, le délai de l'appel est de trois mois et huit jours. — Nanci, 18 janv. 1833, t. 46, p. 51.

231. Peut-on, pendant la durée du délai d'opposition, appeler d'un jugement par défaut rendu par un tribunal de commerce? — Non. — Colm. 31 déc. 1808; Paris, 18 mai 1809; Lim. 15 nov. 1810, et 23 juill. 1814; Turin, 25 sept. 1811. — Oui. — Liége 20 juill. 1809; Besanç. 14 déc. 1809; Cass. 24 juin 1816; Bord. 14 fev. 1817, et 5 juin 1829; Metz, 8 dec. 1819, et 8 juillet 1826; Renn. 22 mai 1820; Poit. 24 mai 1832, t. 3, p. 203 no 97, p. 342 no 185; t. 34, p. 305; t. 37, p. 176; et t. 42, p. 279. — *V.* pour l'affirmative, MM. Pardess. t. 5, p. 86, chap. 4, no 1384; et Coff. — Pour la négative, *V.* MM. Carr. t. 2, p. 190, no 1637; B. S. P. p. 411, texte, 4e except., et 419, note 58e; F. L. t. 1, p. 177, sect. 1re, § 2, no 22.

232. Le délai pour appeler d'un jugement par défaut en matière correctionnelle, court du jour où il a été signifié, et non à partir de l'expiration du délai pour y former opposition. — Cass. 31 mai 1833, t. 45, p. 609.

233. Peut-il être interjeté appel d'un jugement correctionnel par défaut, avant l'expiration des délais d'opposition? — Oui. — Cass. 17 mars 1808; Metz, 20 août 1821. — Non; cependant la Cour peut surseoir à statuer sur l'appel interjeté jusqu'à épuisement de la juridiction des premiers juges, à l'égard du droit d'opposition du prévenu. — Colm. 24 oct. 1823, t. 3, p. 172, no 69, et t. 23, p. 277. — V. *infrà*, no 270.

234. L'appel d'un jugement correctionnel rendu par défaut n'est pas recevable, s'il n'est pas interjeté dans les 10 jours de la signification qui en a été faite à la partie condamnée; le délai de l'appel n'est pas suspendu pendant celui de l'opposition. — Bourg. 25 juill. 1822; Cass. 22 janv. 1825; Paris, 27 mai 1829, t. 24, p. 250, et t. 29, p. 326.

235. On ne peut se pourvoir par appel contre un jugement par défaut, non signifié avant d'y avoir formé opposition. — Renn. 9 mars 1820, t. 14, p. 398, vo *faux incid. civ.* no 59.

236. Lorsqu'on a formé contre un jugement par défaut une opposition extrajudiciaire qui n'a pas été réitérée par requête dans la huitaine, le délai d'appel commence à courir de l'expiration de cette huitaine. — Besanç. 21 mai 1810. — Renn. 25 juin 1818, t. 3, p. 448, no 272; et t. 13, p. 147, no 149.

237. La faculté d'opposition à un jugement par défaut rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, tant que cette faculté existe et quand bien même elle ne serait point réitérée dans la huitaine, est exclusive de tout appel, art. 162 et 443 C. P. C. combinés; un jugement par défaut de cette nature

étant, aux termes de l'art. 158 C. P. C., susceptible d'être attaqué par voie d'opposition jusqu'à son exécution. — Orl. 25 mars 1814, t. 15, p. 383, no 124.

238. Peut-on interjeter appel du jugement par défaut, qui a été déclaré exécutoire par provision, pendant les délais de l'opposition? — Oui. — Paris, 27 juin 1810; Turin, 20 mars 1812, 14 sep. 1813. — Non. — Metz, 30 janv. 1811; Cass. 17 juin 1817, t. 3, p. 277, no 141, p. 301, no 160, et t. 12, p. 639, no 40, et p. 641, no 46.

239. Lorsqu'un tribunal a ordonné que son jugement serait *exécutoire par provision*, *nonobstant appel*, sans dire *nonobstant opposition*, on ne peut en appeler avant l'expiration du délai d'opposition. — Nîm. 18 juin 1819, t. 3, p. 455, no 279. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 190, no 1639.

240. Comme aussi l'appel d'un jugement par défaut, interjeté avant l'expiration du délai accordé par la loi pour former opposition, n'est pas recevable, quoique ce jugement ait été déclaré exécutoire sur sa minute, et nonobstant appel. — Bourg. 1er août 1829, t. 39, p. 99.

241. L'appel d'un jugement rendu par défaut sur le fond, est valablement interjeté dans les délais de l'opposition, s'il est joint à l'appel d'un jugement contradictoire, précédemment rendu sur la compétence. — Rouen, 14 juill. 1808, t. 3, p. 177, no 72. — *V.* en ce sens M. Carr. t. 2, no 1640.

242. Comme aussi, lorsqu'un jugement contient deux chefs de décision, l'un contradictoire et l'autre par défaut, on peut en interjeter appel avant l'expiration du délai de l'opposition. — Nanc. 10 janv. 1812, t. 11, p. 114, no 94. — V. *infrà*, no 260.

243. Lorsqu'un jugement préparatoire a été rendu contradictoirement, et que plus tard un jugement définitif a été rendu par défaut, on ne peut interjeter appel de ces deux jugements à la fois, après l'expiration des délais d'appel relativement au second. — Riom, 2 janv. 1829.

244. L'appel du jugement intervenu après jonction du profit à une instance contradictoire avec d'autres défendeurs, et après réassignation du défaillant qui a persisté à faire défaut, doit être interjeté dans les trois mois de la signification de ces jugements à personne ou domicile, et non pas du jour de l'exécution. — Cass. 8 nov. 1826, t. 32, p. 113.

245. Si un appel est mal à propos interjeté pendant le délai de l'opposition, il n'y a pas déchéance. Il peut être renouvelé, pourvu qu'on soit dans les délais. L'art. 449 ne permet pas d'élever un doute sur ce point, qui se trouve développé dans l'ouvrage de MM. Carr. t. 2, p. 193, no 163, et Haut. p. 251. — *V.* J. A. t. 3, p. 480, no 305.

246. De même, l'opposition formée après les délais ne rend pas non recevable à attaquer le jugement par la voie de l'appel. — Brux. 29 mess. an XIII, t. 15, p. 292, no 16.

247. Comme aussi l'exécution d'un jugement par défaut rend non recevable l'opposition, mais non l'appel du jugement. — Renn. 22 sept. 1819, t. 15, p. 349, no 71.

248. On ne peut se pourvoir par appel contre un jugement par défaut non signifié, avant d'y avoir formé opposition (art. 455 C. P. C.) — Renn. 9 mars 1820, t. 14, p. 398, no 59.

249. On ne peut appeler d'un jugement par défaut auquel on a formé opposition, avant qu'il ait été statué sur cette opposition. — Metz, 30 avr. 1813, t. 3, p. 393, no 232. — Rouen, 30 nov. 1826.

250. Comme aussi, lorsqu'on a pris la voie de l'opposition contre un jugement par défaut, on ne peut laisser cette opposition impoursuivie pour prendre la voie de l'appel. — Lyon, 14 déc. 1810, t. 3, p. 292, no 154. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 123, no 1571, et B. S. P. p. 412, not. 30, n. 1.

251. De même, lorsqu'un individu forme opposition à un jugement qui le condamne par défaut sur le fond, et qu'avant la fin de l'instance sur cette opposition, il interjette appel, son appel est non recevable, quoique après l'avoir interjeté, il se soit désisté de son opposition; et la fin de non-recevoir qui s'élève contre cet appel rend également non recevable l'appel des jugements interlocutoires qui l'ont précédé. — V. *infrà*, le no 255; Gren. 19 mars 1825, t. 30, p. 219.

252. On est également non recevable à se pourvoir par appel contre un jugement qui rejette un déclinatoire, après avoir pris la voie de l'opposition contre le chef du même jugement, qui prononce par défaut sur le fond. — Paris, 6 janv. 1812, 20 sept. 1813, t. 3, p. 379, n. 220.

253. Mais on peut attaquer par la voie de l'appel un jugement contre lequel on a formé opposition par acte extrajudiciaire, lorsqu'on ne l'a pas réitérée par requête dans la huitaine. — Paris, 11 nov. 1813, t. 3, p. 408, n. 246.

254. On peut appeler aussi d'un jugement auquel on a formé une opposition nulle, quoiqu'on n'ait point fait vider l'instance introduite par cette opposition. — Bord. 2 août 1831.

255. Une partie qui se désiste de l'opposition qu'elle a formée contre un jugement qui l'a condamnée par défaut, peut appeler de ce jugement et suivre sur son appel, sans être tenue de suivre sur son opposition, lors même que la partie adverse n'aurait pas accepté son désistement. — Ang. 5 mai 1830, t. 40, p. 307. — V. *suprà*, no 251.

256. On peut se pourvoir par appel contre un jugement par défaut, sans attaquer le jugement contradictoire qui a déclaré non recevable dans sa forme l'opposition formée à ce jugement, mais sans en ordonner l'exécution. — Cass. 25 juin 1811. — Bourg. 3 août 1811, t. 3, p. 321, no 175. — M. Coff. distingue le cas où un tribunal s'est borné à rejeter une opposition comme nulle dans la forme, et celui où le jugement contradictoire a déclaré l'opposition mal fondée au fond, et ordonné par suite l'exécution du jugement par défaut. Cette distinction est fondée en droit et en raison. Aussi est-elle adoptée par MM. Carr. t. 2, p. 193, n. 1645, et F. L. t. 1, p. 177, sect. 1re, § 2, n. 8. — V. *infrà*, nos 264, 265 et 308.

257 et 258. Mais lorsque l'appel frappe en même temps le jugement par défaut et le jugement de débouté d'opposition, l'appelant remet en question toute la contestation, et son appel doit être reçu. — Bourg. 6 août 1824, t. 29, p. 100.

259. Décidé également que lorsque l'on a formé, dans le délai de la loi, opposition à un jugement par défaut, il n'est pas nécessaire d'appeler de ce jugement, en même temps que du jugement définitif, pour que l'appel de celui-ci soit admissible. — Renn. 31 août 1810, t. 18, p. 524, n. 4.

260. Lorsqu'un jugement statue par deux dispositions distinctes, l'une contradictoire sur la compétence, l'autre par défaut sur le fond, ce jugement peut être attaqué par appel, sans qu'il soit besoin de recourir, pour la disposition par défaut, à la voie de l'opposition. — Metz, 30 août 1821, t. 23, p. 300 — V. *suprà*, no 242.

261. Lorsqu'un jugement par défaut a été signifié, et qu'on a procédé à des saisies-arrêts notifiées à la partie condamnée, l'appel de ce jugement est recevable, parce que son exécution connue empêche désormais d'y former opposition. — Nîm. 16 août 1809, t. 3, p. 240, no 117. — Telle est l'opinion de MM. Lep. p. 298, 3e quest., D. C. p. 32, et Carr. t. 2, p. 122, n. 1568.

262. Le jugement portant que le demandeur a requis défaut contre le défendeur, et que l'avoué de celui-ci a déclaré faire défaut faute de plaider, mais dont le dispositif prononce contradictoirement, peut être attaqué par la voie de l'appel dans le délai de l'opposition. — Colm. 15 juin 1831, t. 43, p. 517.

263. On n'est plus recevable à se rendre appelant comme d'incompétence d'un jugement par défaut du tribunal de commerce, lorsqu'on s'est déjà pourvu par opposition contre ce jugement. — Paris, 27 mars 1813, t. 3, p. 391, n. 230.

264. Lorsqu'en première instance une partie s'est laissé condamner par défaut, et que sur son opposition il est intervenu un jugement contradictoire qui la condamne, l'appel qu'elle interjette seulement du premier jugement

rendu par défaut est recevable, et remet en question toute la contestation. — Poit. 4 mai 1824, t. 26, p. 272.

265. Décidé au contraire que, lorsque sur l'opposition à un jugement par défaut il est intervenu un jugement de débouté, l'appel interjeté par l'opposant est non recevable, s'il ne porte que sur le premier de ces jugements. — Metz, 6 mai 1822. — Bord. 30 nov 1827, t. 24, p. 140, et t. 34, p. 60. — V. *suprà*, nos 256 et 257.

266. Mais une partie ne peut pas être déclarée non recevable dans son appel d'un jugement, parce qu'elle n'attaquerait pas un second jugement rendu par défaut et non encore signifié. — Renn. 19 nov. 1813, t. 19, p. 448, no 72.

267. Quand un individu appelle d'un jugement par défaut rendu sur défaut joint; après avoir abandonné l'opposition qu'il avait formée contre cette décision, l'intimé ne peut faire déclarer cet appel non recevable, sous prétexte que l'instance en opposition n'a pas été jugée. — Poit. 31 déc. 1830, t. 40, p. 306.

268. Lorsque trois mois se sont écoulés après la signification du jugement, on ne peut pas être relevé de la déchéance qu'on a encourue, en formant opposition au dispositif de ce jugement, et en soutenant que le délai d'appel ne doit courir que du jour du débouté de l'opposition. — Cass. 11 fruc. an XI, t. 3, p. 72, no 25.

269. En matière correctionnelle, les délais d'appel ne courent pas contre les personnes condamnées par un jugement auquel elles n'avaient pas été appelées. — Cass. 25 fév. 1813, t. 3, p. 387, no 226.

270. Il en était de même sous le Code de brum. an IV : le délai d'appel, contre un jugement correctionnel par défaut, courait du jour de sa signification, et non du jour de sa prononciation, et l'on pouvait en appeler avant l'expiration du délai d'opposition. — Cass. 9 mai 1806, t. 3, p. 81, no 33 et 34. — V. *suprà*, no 232 et suiv.

CHAP. V. *Forme de l'appel.* — Art. 1er. *Par quel acte on peut appeler.*

271. On peut appeler par un seul exploit de deux jugements rendus sur des objets différents, mais entre les mêmes parties. — Bord. 14 juin 1833, t. 45, p. 610.

272. L'acte d'appel fait à la requête de toutes les parties qui ont figuré en première instance, s'il n'est signé que par l'une d'elles, n'est pas nul à l'égard des autres. — Trèves, 5 fév. 1810, t. 3, p. 262, no 126. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 2, p. 198, no 1651.

273. Comme aussi un acte d'appel n'est pas nul pour ne pas être signé par les appelants. — Besanç. 26 fév. 1808, t. 3, p. 171, no 67.

274. Sous l'empire de la loi du 3 brum. an II, l'appel devait, à peine de nullité, être interjeté par exploit à personne ou domicile. — Cass. 22 flor. 21 fruct. an VIII, et 6 frim. an XIII, t. 3, p. 76, no 29. — *V*. POTH. Tr. de la Pr. civ 3e part. sect. 1re, art 3, et DENIZART, nouv. édit. — Il en est de même sous le Cod. de proc. Telle est l'opinion de M. F. L t. 1 p. 181.

275. Depuis la promulgation du C. P. C. l'appel *en adhérant* n'a pu être valablement formé par acte d'avoué à avoué. — Renn. 3 fév. 1808, t. 3, p. 163, no 63. — *V*. MM. B. S. P. p. 405, not. 7, no 1; PONC. t. 1, p. 450, 452, 507, nos 274, 278, 312; PIG. t. 1, p. 581, no 3; CARR. t. 2, p. 124, no 1573.

276. L'appel d'un jugement qui admet une inscription de faux ne peut être formé par acte d'avoué. — Colm. 27 janv. 1832, t. 43, p. 538.

277. On ne peut valablement interjeter appel par une déclaration faite sur l'exploit de signification du jugement. — Montp. 28 fév. 1811, t. 3, p. 305, no 164.

278. Ni par une déclaration extrajudiciaire, si cette déclaration n'est suivie d'un acte régulier, qu'après l'expiration des trois mois. — Turin, 6 juill. 1808, t. 3, p. 178, no 73.

279. Lors même que cette déclaration, insérée par forme de réponse dans la signification du jugement, contiendrait d'ailleurs assignation dans les délais de la loi, et constitution d'avoué. — Bord. 12 fév. 1813. — Cass. 5 avr. 1813, t. 3, p. 385, no 224.

280. Dans ce cas, la partie qui a obtenu le jugement peut passer outre à l'exécution, sans s'être pourvue devant la Cour pour faire prononcer la nullité de l'appel. — Montp. 28 fév. 1811, t. 3, p. 305, no 165.

281. Un appel est valablement interjeté au moyen de la déclaration faite devant un notaire qu'on se rend appelant, si l'on donne signification de cette déclaration à la partie, avec assignation devant la Cour pour voir infirmer le jugement. — Pau, 16 août 1809, t. 3, p. 240, no 119.

282. Lorsqu'un avocat a été interdit par un tribunal remplissant les fonctions de conseil de discipline, il ne doit pas, s'il a l'intention d'interjeter appel, se contenter de l'écrire au bâtonnier de l'ordre, mais bien faire signifier un appel régulier au procureur général. — Nîm. 30 juill. 1815, t. 30, p. 121.

283. Une partie dont l'exploit d'appel a été déclaré nul, peut le renouveler par un second acte, lorsqu'elle se trouve encore dans les délais fixés par le C. P. C. — Paris, 4 janv. 1812, t. 3, p. 352, no 192. — *V*. MM. CARR. t. 2, p. 154, no 1615; B. S. P. t. 2, p. 419, not. 60, no 1.

284. Mais un nouvel exploit d'appel régulier ne peut valider ceux signifiés précédemment et qui sont irréguliers. — Renn. 10 janv. 1818, t. 13, p. 255, no 309. — MM. CARR t. 1, p. 169, no 332; et F. L. t. 1, p. 139, décident négativement la question de savoir si on peut valider par une signification postérieure une assignation dans laquelle on aurait omis une formalité. — Pour l'affirmative, *V*. M. PIG. *Com.* t. 1, p. 184, 2e alin.

285. Ainsi un premier acte d'appel étant nul parce qu'il ne contenait pas assignation, un second acte d'appel, signifié avec assignation, est également nul comme ne contenant pas indication du jugement appelé, attendu qu'il s'en référait au premier pour cette indication. — En d'autres termes, un premier acte d'appel nul ne peut être d'aucune considération, en sorte que les omissions faites dans le second ne peuvent être suppléées par les énonciations données dans l'autre. — Renn. 1er avr. 1809, t. 13, p. 130, no 128. — *V*. M. CARR. t. 1, p. 166, not. 1, no 7.

286. La partie qui a succombé dans l'appel par elle interjeté, à cause d'une nullité dans son acte d'appel, peut reproduire ses moyens par un appel nouveau, lorsqu'elle se trouve encore dans les délais, quoique la discussion se soit engagée au fond sur son premier appel. — Paris, 12 juin 1815, t. 21, p. 273, no 53.

287. Ce n'est pas réitérer valablement un appel prématuré que de conclure à l'infirmation du jugement dans des griefs signifiés à une époque où l'appel est devenu irrecevable. — Cass. 11 oct. 1809, t. 6, p. 684, no 21.

288. Dans le cas où une partie instruit comme appelant, sans émettre d'acte d'appel, il n'y a pas lieu à casser l'arrêt rendu à son profit, lorsque cet arrêt constate qu'il y a eu appel. — Cass. 2 et 3 pluv. an XI, t. 18, p. 984, no 7.

289. L'appel interjeté par le ministère public d'un jugement de police correctionnelle n'est pas soumis à toutes les formalités prescrites par l'art. 61 C. P. C. — Cass. 8 juin 1809, t. 16, p. 763, no 17.

290. En matière correctionnelle, pour que l'appel soit recevable, il faut non-seulement que la déclaration d'appel soit faite au greffe dans les dix jours, mais encore que le certificat du greffier qui constate cette déclaration ait une date antérieure à l'expiration de ce délai. — Cass. 22 janv. 1813, t. 3, p. 381, no 222. — *V*. MM. LEGRAV. t. 2, p. 352; B. S. P. *Cours de dr. crim.* p. 118; F. L. t. 1, p. 194.

291. Lorsque le ministère public a interjeté appel par exploit nul, l'assignation qu'il donne à l'effet de procéder sur son appel, peut utilement remplacer l'exploit nul. — Cass. 20 fév. 1812, t 3, p. 359, no 201.

292. Le ministère public peut, lorsqu'il est encore dans les délais, interjeter appel à l'audience en présence du prévenu. — Cass. 20 fév. 1812, 11 juin 1813, et 2 août

1821, t. 3, p. 359, nº 202, et p. 470, n. 293 *bis*. — *V*. MM. B. S. P. *Cours de dr. crim.* PONC. t. 1, p. 538; CARN. t. 1, p. 590; LEGRAV. t. 2, p. 353; MERL. vº *serment*, t. 12, p. 494.

293. Le ministère public près le tribunal d'appel peut interjeter son appel à l'audience même, sans qu'il soit besoin d'une notification au prévenu. — Cass. 2 fév. 1827.

294. En matière correctionnelle, le ministère public peut opposer, en tout état de cause, l'absence de l'acte d'appel de la part de celui qui se présente comme appelant devant le juge supérieur. — Cass. 20 mars 1812, t. 3, p. 364, nº 205. — *V*. MM. MERL. t. 10, p. 120, vº *procuration*; LEGRAV. t. 2, p. 351.

295. L'appel d'un jugement rendu en matière de police correctionnelle est recevable, quoique l'appelant ne produise point une expédition de la déclaration d'appel par lui faite au greffe du tribunal qui a rendu le jugement; car ce n'est point par la partie, mais par le procureur du roi, que les pièces doivent être envoyées à la Cour ou au tribunal auquel l'appel est porté. — Cass. 11 janv. 1817, t. 3, p. 440, n. 263.

296. Les formalités prescrites par le C. P. C. pour l'appel ne s'appliquent point aux matières traitées par une loi spéciale. Ainsi, 1º l'appel en matière d'eaux et forêts est régi par les art. 180 et 181 de la loi du 3 brum. an IV; 2º l'appel en matière de droits réunis est régi par l'art. 32 du décret du 1er germ. an XIII. — Cass. 5 mai 1809, 23 nov. 1810, t. 3, p. 226, nº 107. — *V*. M. MERL. vº *appel*, sect. 2, § 11, nº 6, t. 1, p. 303.

297. Est régulier l'appel d'un jugement de simple police formé par déclaration au greffe de la justice de paix, conformément à l'art. 203 C. Ins. crim. — Cass. 6 août 1829, t. 38, p. 36. — *V*. la note, *ibid*.

298. L'appel d'un jugement de simple police peut être interjeté par exploit contenant citation, sans qu'il soit besoin d'en faire la déclaration au greffe. — Cass. 1er juill. 1826, t. 31, p. 344.

Art. 2. Que doit contenir l'acte d'appel (1)? — § 1er. Enonciations générales, mention du jugement attaqué, assignation devant le tribunal d'appel.

299. On n'est pas obligé, à peine de nullité, dans un acte d'appel, d'employer le mot *appeler*: ce terme n'est pas sacramentel, et peut être remplacé par des équipollents. — Cass. 2 vent. an IX, t. 3, p. 55, nº 18. — C'est l'avis de M. B. S. P. p. 422, not. 69. — *V*. aussi M. MERL. *Q. D.* t. 1, p. 130, vº *appel*, § 11.

300. Est nul l'acte d'appel qui ne contient pas l'assignation prescrite par l'art. 456 C. P. C. — Amiens, 11 mars 1807. — Toul. 24 juin 1807. — Paris, 25 août 1807, t. 13, p. 90, nº 71.

301. Lorsqu'un acte d'appel ne contient point d'assignation, l'intimé qui, anticipant sur l'appel, a assigné lui-même l'appelant, afin de voir déclarer au fond que le jugement dont appel a été bien rendu et sortira son plein et entier effet, sans faire aucune protestation ni réserve du chef des vices de forme que l'acte d'appel pourrait renfermer, n'est plus recevable à faire valoir la nullité dont cet acte serait entaché. — Brux. 8 fév. 1827.

302. Plusieurs codébiteurs condamnés par différents jugements rendus le même jour, sur la demande d'une seule personne et pour les mêmes causes, peuvent interjeter appel par un seul exploit, quoiqu'ils déclarent appeler du jugement et non des jugements rendus contre eux. — Brux. 27 juin 1811, t. 19, p. 145, nº 135.

303. L'exploit d'appel dans lequel l'appelant déclare agir tant pour lui que pour son frère, n'est pas régulier pour celui-ci. — Renn. 17 juill. 1816, t. 13, p. 238.

304 et 305. Lorsque le même jour il a été rendu deux jugements entre les mêmes parties, l'acte d'appel portant qu'il est interjeté appel d'un jugement en date de ce jour n'est pas valable, comme ne désignant pas lequel des deux est attaqué (art. 456 C. P. C.) — Brux. 4 mars 1830, t. 41, p. 471 et 666. — Bord. 11 mars 1831.

306. La déclaration dans un exploit d'appel qu'on se rend appelant de tel jugement que l'on désigne, *ensemble de ceux y énoncés*, ne vaut pas appel pour ces jugements *énoncés*. — Paris, 11 mars 1813, t. 1, p. 177, vº *acquiesc.* nº 90.

307. Comme aussi l'acte d'appel d'un jugement *et de tout ce qui l'aurait suivi ou pourrait suivre*, est nul. — Renn. 23 janv. 1817, t. 3, p. 441, nº 264.

308. Lorsque l'appelant se borne à interjeter appel du jugement qui a prononcé sur l'opposition sans appeler du jugement par défaut, cela ne suffit pas pour soumettre ce dernier jugement à la connaissance de la Cour. — Brux. 26 mai 1829. — V. *suprà*, nº 256.

309. Lorsque deux jugements, le premier accordant acte de la position des qualités, et le second statuant au fond, ont été signifiés par le même acte d'avoué à avoué, l'appel interjeté à l'égard du premier frappe implicitement sur le second. — Rouen, 17 mai 1823.

310. L'acte d'appel est-il nul, quand le jugement attaqué est désigné sous une fausse date, ou même que la date en a été omise? — Non. — Gren. 13 frim. an XI, et 16 déc. 1813; Renn. 17 mars 1809, 3 juin 1813, 11 mars 1814, et 23 août 1814; Agen, 9 juill. 1810; Metz, 5 janv. 1813; 17 août 1821, et 22 juill. 1823; Paris, 28 août 1813; Lim. 19 août 1818; Brux. 22 janv. 1820; Amiens, 9 nov. 1821; Colm. 31 janv. 1826; Bord. 2 juin 1827. — Oui. — Besanç. 25 janv. 1810; Renn. 13 fév. 1811; Metz, 5 juin 1811, t. 3, p. 218, nº 102; p. 404, nº 242; t. 13, p. 61, nº 29; p. 273, n. 344; t. 23, p. 323; t. 25, p. 272; t. 31, p. 189, et t. 33, p. 131. — La solution de cette question dépend des circonstances: on valide toujours l'exploit d'appel, quoiqu'il y ait erreur sur la date du jugement, si l'intimé n'a pas pu se tromper sur le jugement dont il s'agissait. — *V*. MM. CARR. t. 2, p. 194, *Jurispr.* nºs 5 et 10, à la note; et B. S. P. p. 242, not. 69 et 70. — *V*. aussi notre mot *exploit*.

311 et 312. L'acte d'appel dans lequel la date du jugement attaqué est erronée n'est pas nul, si l'intimé n'a pu se méprendre sur sa vraie date. — Bourg. 3 janv. 1817. — Colm. 31 janv. 1826. — Bourg. 26 janv. 1831, Amonard C. Vinet. — Bord. 22 juill. 1831, Guy Hauel C. Bouquier. — Bord. 20 juin 1833, t. 46, p. 362.

313. N'est pas nul l'acte d'appel qui énonce sous une fausse date le jugement dont on demande l'infirmation, s'il est certain qu'aucun autre jugement n'a été rendu entre les parties. — Brux. 7 juill. 1830.

314. En matière disciplinaire, est nul l'acte d'appel quand le jugement attaqué y est désigné sous une fausse date, lors même qu'un seul jugement aurait été rendu entre les parties, et qu'il serait certain qu'on a eu l'intention d'appeler de cette décision. — Brux. 24 déc. 1829, t. 41, p. 558.

315. Le procureur du roi qui appelle d'un jugement du tribunal auquel il est attaché, n'est pas tenu d'indiquer dans son acte d'appel un lieu où l'intimé fera ses significations, et prendra les communications qui l'intéressent. — Poit. 5 août 1831, t. 40, p. 43.

316. Un acte d'appel n'est pas nul parce que l'assignation aurait été donnée au *tribunal* d'appel, au lieu de l'être à la Cour d'appel. — Renn. 26 avr. 1810, t. 12, p. 474, nº 56.

317. Comme aussi un acte d'appel est valable, encore bien que par erreur l'assignation ait été donnée à comparaître devant une cour autre que celle qui est seule compétente pour en connaître, lorsque d'ailleurs il s'y rencontre des énonciations propres à lever les doutes. — Metz, 15 juin 1824, t. 28, p. 158.

318. Il en est de même d'un acte d'appel qui, par erreur, ne contient pas le nom de la Cour qui doit connaître de l'appel, lorsque d'ailleurs il s'y rencontre des

(1) *V*. au mot *exploit* les arrêts qui concernent les formalités des ajournements, les délais qu'ils doivent accorder, et les énonciations qu'ils doivent contenir.

énonciations propres à lever les doutes. — Besanç. 29 nov. 1827, t. 34, p. 171.

319. De même, l'acte d'appel est valablement signifié, avec réserve d'indiquer plus tard la Cour devant laquelle l'assignation est donnée, lorsque celle du ressort ne peut point connaître de l'affaire, et que la Cour de cassation doit en désigner une. — Brux. 20 avr. 1812, t. 13, p. 186.

320. L'art. 61 C. P. C. prescrit, à peine de nullité, l'obligation de désigner, dans les exploits d'ajournement, le tribunal qui doit connaître de la demande. — A la vérité, l'art. 456, qui concerne les actes d'appel, ne répète pas cette obligation; mais l'art. 470 veut que les règles qui ont été établies pour les tribunaux inférieurs soient observées dans les Cours d'appel. Il y a conséquemment nullité dans l'acte d'appel qui n'indique pas la Cour qui doit connaître. — Renn. 17 fév. 1809, t. 13, p. 129. — Sur la question de savoir s'il faut, lorsque l'assignation est donnée devant un tribunal, indiquer s'il est de première instance ou de commerce, *V.* MM. CARR. t. 1, p. 161, et F. L. t. 1, p. 139. Ces auteurs pensent qu'il n'y aurait pas nullité de l'assignation, lors même que cette indication n'y serait pas.

321. Un acte d'appel est valable, et le nom et le domicile de l'appelant sont suffisamment désignés, lorsqu'il est fait *à la requête d'un tel, négociant à Paris, rue St-Martin, n° 202, lequel appelle du jugement de tel jour*, et que les qualités du jugement dont est appel indiquent le domicile de l'appelant. — Nîm. 23 août 1827.

§ 2. *Date de l'appel. — Nom, profession et domicile des parties.*

322. Un acte d'appel doit contenir intégralement, sur la copie comme sur l'original, la triple date du jour, du mois et de l'an, à peine de nullité. — Lyon, 28 déc. 1810. — Cass. 4 déc. 1811. — Colm. 28 août 1812. — Metz, 18 juin 1819, t. 3, p. 295 (1).

323. Mais on peut suppléer, d'après les circonstances, à l'omission du nom du mois dans la copie d'un acte d'appel. — Bourg. 21 mars 1827, t. 36, p. 60.

324. Ainsi n'est pas nul l'acte d'appel qui n'a pas de désignation de mois, si quelques expressions de l'exploit ont pu faire connaître cette date. — Cass. 3 août 1819, t. 17, p. 348, n° 230.

325. Mais il ne peut être suppléé par aucune présomption au défaut de date du jour dans un acte d'appel. — Corse, 21 mai 1827.

326. Il n'y a point de nullité dans un acte d'appel, parce que l'exploit original porterait la date erronée de 1719 au lieu de 1819, lorsque cette erreur est réparée par l'acte lui-même, d'abord par la date du jugement dont appel, et ensuite par le visa signé du maire intimé qui l'a daté de 1819. — Besanç. 20 déc. 1819, t. 13, p. 273.

327. Un acte d'appel est valable, quoique la date indiquée à l'original ait été changée sur la copie; on ne peut douter que la vraie date ne soit celle indiquée dans l'original. — Riom, 4 fév. 1830, t. 46, p. 297.

328. Un acte d'appel n'est pas nul, quoique la copie ne porte pas le quantième du mois dans lequel il a été signifié, si ce quantième est énoncé dans la transcription faite sur la copie du visa mis sur l'original, par la personne qui l'a reçue. — Bourg. 17 nov. 1830, t. 40, p. 313.

329. L'acte d'appel dont la copie ne contient pas le jour de la signification est nul, quoique l'original contienne cette indication, et qu'il soit constant que cet acte a bien été signifié dans le délai de la loi. — Renn. 20 fév. 1828, t. 34, p. 197.

330. Mais la différence de date entre l'original de l'exploit d'appel et la copie significative de cet exploit, ne le rend pas nul, lorsque l'une et l'autre date se trouvent dans les délais de l'appel, et que la partie assignée ne peut exciper d'aucun préjudice résultant de leur irrégularité. — Caen, 8 avr. 1813, t. 13, p. 207.

331. Comme aussi l'acte d'appel qui, dans une de ses copies, ne contient pas la mention du mois de la signification, n'est pas nul si l'omission de cette mention peut se suppléer par des énonciations contenues dans la copie de l'exploit. — Renn. 29 janv. 1817, t. 13, p. 243.

332. Un acte d'appel est nul, lorsqu'au lieu d'indiquer l'année du calendrier grégorien, il indique celle du règne du chef du gouvernement. — Aix, 9 mai 1810, t. 3, p. 277, n° 140.

333. Aucun article du Cod. de proc. ne prescrit, à peine de nullité, d'écrire en toutes lettres la date d'un acte d'appel. — Besanç. 12 fév. 1810, t. 13, p. 144.

334. Le défaut de mention de la profession de l'appelant dans l'acte d'appel, ainsi que l'omission de son domicile dans la copie de cet acte, en entraînent la nullité; mais il peut appeler à la barre, s'il se trouve encore dans les délais. — Besanç. 26 août 1808, t. 13, p. 122, n° 117.

335. L'exploit d'appel est valable, quoiqu'il ne contienne pas le nom de l'appelant, si l'intimé n'a pu se méprendre. — Cass. 6 avr. 1824, t. 13, p. 292, n° 374.

336. Décidé cependant que l'acte d'appel dans lequel le nom du requérant n'est pas écrit comme le nom véritable de l'appelant, est nul, quoiqu'il contienne d'ailleurs les prénoms, les qualités et la demeure de celui contre lequel le jugement a été rendu, et que le contexte de l'acte puisse bien désigner à la requête de qui il a réellement été fait. — Cass. 15 déc. 1824, t. 28, p. 157. — Cet arrêt paraît appliquer le texte de la loi dans toute la rigueur des principes; cependant il faut avouer qu'il est en opposition formelle avec plusieurs autres décisions.

337. N'est pas nul l'exploit d'appel qui ne donne aucune profession aux appelants, surtout si effectivement ils n'en ont aucune reconnue, et que d'ailleurs on ait suivi les errements du jugement de première instance. — Besanç. 8 déc. 1808. — Colm. 22 fév. 1809. — Rouen, 9 déc. 1813. — Besanç. 30 janv. 1819, et 8 fév. 1820, t. 13, p. 127.

338. De même, l'acte d'appel qui ne contient pas la mention de la profession de l'appelant, n'est pas nul, si on peut suffisamment l'inférer des termes de l'exploit. — Renn. 29 janv. 1817, t. 13, p. 243.

338 *bis*. Un acte d'appel ou une assignation donnés à la requête d'*un tel et compagnie* indiquent-ils suffisamment la profession des demandeurs? — M. CARR. t. 1, p. 152, pense que cette désignation ne peut laisser douter au défendeur qu'il est assigné par des négociants ou banquiers. Mais ces mots: *un tel et compagnie*, indiquent-ils les noms des demandeurs? — M. CARR. semble, avec raison, décider implicitement l'affirmative. M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 174, est d'une opinion contraire.

339. L'erreur dans les nom et qualité de l'appelant ne vicie pas un acte d'appel, s'il a agi en première instance sous les mêmes nom et qualité. — Gren. 21 déc. 1820, t. 13, p. 279.

340. Décidé également que lorsque, dans un acte d'appel, l'appelant est désigné par le titre dont il est qualifié dans la société, au lieu de l'être par ses nom et prénoms, l'exploit n'en est pas moins valable, surtout si la même désignation a constamment eu lieu dans la procédure en première instance, sans que l'intimé s'en soit plaint aucunement. — Bourg. 26 juill. 1826, t. 32, p. 227.

341. On ne doit pas annuler un acte d'appel parce que le nom de l'intimé y est omis, si d'ailleurs il est plusieurs fois répété dans l'exploit, et notamment dans l'ajournement. — Besanç. 21 mai 1810, t. 13, p. 147.

342. Il y a nullité de l'acte d'appel, lorsqu'il n'indique pas le domicile de l'appelant. — Liége, 25 janv. 1809. — Paris, 20 juin 1809. — Nîm. 24 août 1819. — Amiens, 30 nov. 1821. — Cass. Belg. 1er avr. 1833, t. 13, p. 129; t. 17, p.

(1) Pour compléter la jurisprudence sur ce numéro et les suivants, il est utile de se reporter d'abord aux arrêts rapportés ci-dessus 306 et suiv., et ensuite au mot *exploit*.

349; t. 23, p. 360; t. 46, p. 361.

343. Le défaut d'indication du domicile ne peut se suppléer par la déclaration d'appel du jugement dans lequel ce domicile est indiqué. — Cass. 9 mars 1825, t. 30, p. 268.

344. La mention de la demeure de l'appelant dans l'acte d'appel indique son domicile jusqu'à preuve contraire. — Poit. 31 déc. 1830, t. 40, p. 306.

345. L'appel signifié au nom du maire d'une commune agissant en cette qualité est-il nul, par cela seul que le domicile de ce fonctionnaire n'aura pas été désigné dans l'exploit? — Oui. — Lyon, 8 juill. 1823. — Non. — 1er déc. 1823; Cass. 7 mai 1829, t. 25, p. 384, et t. 37, p. 216.

346. De même, l'acte d'appel dans lequel l'appelant se qualifie d'employé dans les hôpitaux militaires de la Martinique est nul, quoiqu'il n'y ait que deux hôpitaux militaires à la Martinique, de l'un desquels l'appelant est directeur général; cette énonciation n'indique pas suffisamment le domicile de l'appelant. — Gren. 22 avr. 1818, t. 13, p. 259, vo *exploit*, no 317.

347. L'acte d'appel est nul, par cela seul que, dans la copie, l'appelant a déclaré élire domicile dans la maison d'habitation, sans désigner le lieu où cette maison est située. — Riom, 9 nov. 1808, t. 13, p. 124, vo *exploit*, no 120.

348. L'indication du domicile de l'intimé est exigée à peine de nullité, quoique l'acte d'appel soit signifié à un domicile élu. — Turin, 11 mai 1811, t. 3, p. 319, no 174.

349. Mais il n'est pas nécessaire que l'acte d'appel indique la demeure de l'intimé, lorsqu'il est signifié à personne. — Brux. 24 janv. 1821, t. 13, p. 282, vo *exploit*, no 361.

350. L'intimé qui, dans la signification du jugement qu'il a obtenu, a indiqué inexactement son domicile réel, ne peut se plaindre des inexactitudes commises, relativement au domicile, dans l'acte d'appel qui lui a été signifié au domicile qu'il a élu. — Poit. 25 fév. 1834, t. 47, p. 578.

351 et 352. Il n'y a pas nullité de l'acte d'appel, encore qu'il y ait erreur sur le véritable numéro de la maison de l'intimé, et que la copie soit laissée en parlant à l'épouse de l'assigné qui n'est pas marié. — Cass. de Brux. 12 juill. 1815, t. 13, p. 231, vo *exploit*, no 267.

353. De même, la mention dans une copie d'acte d'appel que le domicile de l'intimé est dans telle paroisse, au lieu de dire dans telle commune, n'est point une fausse énonciation, lorsqu'il n'y a dans la commune qu'une paroisse du nom indiqué, les deux mots paroisse et commune ayant vulgairement la même signification. — Orl. 16 mai 1813, t. 13, p. 230.

354. L'omission du domicile de l'intimé n'est pas une cause de nullité de l'appel, si l'exploit énonce la qualité de l'intimé, et que de cette énonciation résulte nécessairement la connaissance de son domicile. — Liége, 12 juin 1812, t. 19, p. 313, no 72.

355. Comme aussi un exploit d'appel n'est pas nul, parce qu'on aurait omis d'y mentionner sur la copie le domicile de l'intimé, si cette omission est réparée par d'autres énonciations de l'acte. — Cass. 2 juill. 1821, t. 23, p. 235.

356. La mention dans un acte d'appel qu'il a été *signifié*, n'équivaut pas à celle qu'il en a été *laissé copie*, et l'acte est nul s'il porte seulement qu'il a été signifié. — Dijon, 12 déc. 1829, t. 40, p. 185.

§ 3. *Constitution d'avoué.*

357. L'acte d'appel doit, à peine de nullité, contenir constitution d'avoué. — Turin, 14 juin 1807, t. 13, p. 95. — Si l'exploit contenait constitution du *doyen des avoués*, il serait nul, car la qualification de doyen peut s'appliquer aussi bien aux plus anciens en âge qu'aux plus anciens en titre; mais en serait-il de même, si l'on constituait l'avoué *le plus ancien?* Le doute naît de l'art. 719 C. P. C. qui, en matière de saisies mobilières, trouve cette désignation suffisante d'un avoué. Cependant une semblable constitution a été critiquée comme ne donnant pas une désignation suffisante.

358. Un acte d'appel est valable, quoique ne contenant pas expressément une constitution d'avoué, si, par des termes équipollents, il ne permet pas de douter qu'il n'en renferme une (1). — Cass. 21 août 1832, t. 46, p. 170.

359. N'est pas nul l'exploit d'appel qui ne contient pas constitution d'avoué, si cette constitution est faite dans une réquisition d'appel, signée de l'avoué, et signifiée en tête de l'exploit. — Cass. 21 déc. 1831, t. 44, p. 224. — V. *ibid.* des observations.

360. Un acte d'appel n'est pas nul parce que le nom de l'avoué constitué ne se trouverait pas dans le corps de l'acte, lorsque la copie se trouve signée en marge par un avoué. — Renn. 20 janv. 1813, t. 3, p. 380, no 221. — M. Carr. ne croit pas cette décision certaine. On pourrait même la regarder comme contraire aux véritables principes, car la constitution d'avoué part du requérant et non de l'avoué, puisque la remise de l'acte d'appel vaut pouvoir.

361. De même, une erreur de nom dans la constitution d'avoué n'opère pas la nullité d'un acte d'appel, si d'ailleurs il est impossible de se méprendre sur la personne du véritable avoué constitué. — Ang. 2 janv. 1824, t. 26, p. 311. — Bourg. 10 fév. 1826.

362. Cependant l'acte d'appel qui contient constitution d'un avoué dont le nom est tellement altéré qu'on ne puisse pas le reconnaître, est nul. — Renn. 23 juin 1820, t. 3, p. 459, no 286.

363. Est valable l'acte d'appel dans lequel on a omis d'indiquer le nom de l'avoué constitué par l'appelant, si l'on y a indiqué le numéro de la rue où demeure cet avoué, et si aucun autre avoué n'habite la même maison (art. 61 C. P. C.) — Bord. 1er juin 1831, t. 41, p. 686.

364. Est nul l'acte d'appel dont une des copies ne contient pas le nom de l'avoué constitué par l'appelant. — Gren. 14 déc. 1832, t. 45, p. 473.

365. Un acte d'appel est nul, si l'appelant y constitue pour avoué un avocat qui a exercé les fonction d'avoué, et qu'il a pu connaître comme s'étant démis de ses fonctions. — Bourg. 1er mars 1831, t. 42, p. 59.

366. Un acte d'appel qui ne contient pas constitution d'avoué occupant près la Cour est nul; la constitution d'un avocat ou d'un avoué qui ne postule pas en la Cour ne peut y suppléer, et l'on ne peut ultérieurement réparer cette erreur après l'expiration des délais d'appel. — Pau, 22 juill. 1809. — Metz, 4 sep. 1809, et 12 juin 1816. — Flor. 19 août 1810. — Lim. 4 avr. 1813. — Cass. 5 janv. 1815. — Renn. 21 oct. 1816, et 18 mai 1824, t. 3, p. 232, no 114, et t. 28, p. 48. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 196, no 20; et Merl. Q. D. t. 1er, p. 124.

367. L'appel n'est pas valablement interjeté, lorsqu'ayant été signifié par un premier acte au domicile élu, avec réserve de constituer postérieurement un avoué, ce n'est qu'après l'expiration des trois mois qu'il est renouvelé avec assignation à domicile et constitution d'un avoué. — Renn. 21 déc. 1808, t. 3, p. 205, no 95.

368. L'exploit d'appel est-il valable, lorsqu'il contient constitution d'un avoué qui a cessé ses fonctions? — Oui. — Bourg. 29 juin 1808. — Non. — Riom, 17 avr. 1818, t. 13, p. 116, no 112.

369. Un acte d'appel peut être déclaré valable à raison de plusieurs circonstances que sont libres d'apprécier les magistrats, quoiqu'au moment où il a été fait l'avoué constitué ait cessé d'exercer ses fonctions. — Bord. 20 mars 1824, t. 27, p. 157 (1).

370. Jugé aussi que l'exploit d'appel contenant constitution d'un avoué démissionnaire n'est pas nul, si sa démission n'est pas connue de tous, si son successeur se présente

(1) Pour le système des équipollents, *V.* le § précédent et le mot *exploit*.

(1) *V.* La note précédente.

pour la partie qui l'a fait signifier. — Bourg. 29 juin 1828, t. 41, p. 569.

371. Décidé également que l'appel interjeté dans le délai, avec constitution d'un avoué démissionnaire, mais encore inscrit aux tablettes du département sur le tableau des avoués exerçant près la Cour, est valable, s'il est renouvelé avec constitution d'un nouvel avoué, même après l'expiration des trois mois. — Renn. 3 janv. 1827, t. 33, p. 212. — Décision contraire. — Orl. 16 déc. 1813, t. 13, p. 116, nº 112, 2e espèce.

372. La nullité résultante de ce qu'il a été constitué dans un acte d'appel un avoué n'exerçant plus ses fonctions, n'est point réparée par l'acte de constitution que fait signifier un avoué, en déclarant qu'il est au lieu et place de celui qui avait été mal à propos constitué. — Nîm. 27 fév. 1819, t. 13, p. 116, nº 112, 1e espèce.

373. Décidé au contraire que, lorsque les parties ont de bonne foi constitué un avoué qui avait cessé ses fonctions, elles peuvent, par un acte subséquent, constituer un autre avoué en se référant au premier acte pour la déclaration d'appel. — Trèv. 6 déc. 1809, t. 3, p. 259, nº 124.

374. L'acte d'appel n'est pas nul parce qu'il contient constitution d'un avoué décédé. — Gren. 6 déc. 1814, t. 13, p. 229.

375. Jugé au contraire que l'acte d'appel contenant constitution d'un avoué décédé est nul. — Brux. 15 juin 1830, t. 41, p. 569.

376. L'élection de domicile, faite dans un acte d'appel, chez un avoué exerçant près le tribunal qui doit en connaître, équivaut-elle à la constitution d'un avoué? — Oui. — Colm. 24 mars 1810; Metz, 7 juill. 1814, et 1er juin 1819; Nanci, 16 août 1825. — Non. — Liége, 15 juin 1807; Montp. 5 août 1807; Liége, 23 nov. 1814; Colm. 26 janv. 1816; Lyon, 29 mai 1816, et 25 août 1828; Gren. 5 juill. 1828; Amiens, 10 nov. 1821, t. 3, p. 113, nº 46, p. 125, n. 57; t. 13, p. 228, n. 260; t. 23, p. 324; t. 30, p. 40; t. 35, p. 377, et t. 36, p. 132. — *V.* pour la négative M. Biret, *Traité des Nullités*, t. 2, p. 21, § 3, et M. Carr. t. 1, p. 155, art. 61, nº 301, § 5, à la note. — *V.* aussi MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 175 et 176; F. L. t. 1, p. 137.

377. L'acte d'appel ne peut être déclaré nul, faute de constitution d'avoué, lorsqu'il y est donné assignation à comparaître à l'effet de, *par le ministère de tel avoué, voir conclure à ce que le jugement soit mis au néant.* — Brux. 21 fév. 1814, t. 13, p. 221, où se trouve aussi résolue dans le même sens la question de savoir si la déclaration que *tel avoué occupera pour le demandeur* est une constitution d'avoué suffisante.

378. Est valable l'acte d'appel interjeté par un préfet au nom de l'État, quoiqu'il ne contienne point constitution d'avoué. — Bourg. 16 août 1831, t. 42, p. 187.

379 et 380. Dans les questions d'état concernant les jeunes gens appelés au recrutement, le ministère public peut interjeter appel au nom du préfet, sans être tenu, dans ce cas, de constituer avoué. — Lyon, 2 août 1827, t. 25, p. 68.

381. Dans les affaires où il s'agit du domaine de l'État, la déclaration faite dans l'exploit d'appel que le procureur général y soutiendra les intérêts du gouvernement, équivaut à une constitution. — Renn. 10 août 1820. — Pau, 25 janv. 1827, t. 13, p. 276, nº 350, et t. 34, p. 311. — *V. suprà* nº 378, et le mot *avoué* pour la question de constitution d'avoué de la part du domaine.

382. Décidé également que l'acte d'appel interjeté à la requête d'un préfet n'est pas nul, par cela seul qu'il y est dit que M. le procureur général près la Cour *agira pour l'appelant.* — Rome, 17 oct. 1811, t. 3, p. 343, nº 186.

382 *bis.* Cependant, dans cette hypothèse, l'avoué de l'intimé ne peut pas valablement signifier son acte de constitution à M. le procureur général. — Rome, 17 oct. 1811, t. 3, p. 343, nº 187.

§ 4. *Motifs ou griefs d'appel.*

383. Un acte d'appel est valable quoiqu'il n'énonce pas les griefs d'appel. — Besanç. 26 fév. 1808. — Nîm. 11 mai 1808. — Turin, 13 août 1811, t. 3, p. 171, nº 68, p. 336, nº 178, et t. 20, p. 50, nº 63.

384. Lors même qu'il s'agit de matières sommaires. — Montp. 5 août 1807. — Cass. 4 déc. 1809, 1er mars 1810, 11 mars 1831, t. 3, p. 113, nº 47, et p. 253, nº 122; t. 41, p. 621.

385. Surtout lorsqu'on s'y réfère aux conclusions prises en première instance. — Metz, 10 nov. 1819, t. 3, p. 457, nº 282.

386. Un acte d'appel est valable quoiqu'il ne soit pas motivé, s'il contient les griefs pour lesquels il est interjeté. — Bord. 3 août 1832, Trigant C. Labouisse.

387. Comme aussi un appel est suffisamment motivé en demandant l'adjudication des conclusions prises en première instance. — Bourg. 7 mars 1810, t. 3, p. 275, nº 135.

388, 389 et 390. L'acte d'appel portant qu'on interjette appel du jugement de première instance, pour les griefs qu'il inflige à l'appelant, et que l'intimé est assigné devant la Cour pour y voir mettre ce jugement au néant, renferme des conclusions suffisantes. — Brux. 3 janv. 1828.

391. Il n'est pas nécessaire que l'acte d'appel contienne, à peine de nullité, en termes formels, les conclusions de l'appelant. — Brux. 17 avr. 1827.

392. L'acte d'appel qui ne renferme aucune conclusion, mais qui porte seulement qu'il est donné *à l'effet de voir faire droit sur les conclusions qui seront prises à l'audience*, n'est pas nul de ce chef. — Brux. 3 fév. 1827.

393. Est valable l'acte d'appel qui n'énonce pas de motifs et qui se contente de cette disposition générale : *Par les motifs développés en première instance et tous moyens et griefs.* — Paris, 14 août 1829, t. 38, p. 20.

394. L'appel interjeté de cette manière : *Pour les torts que porte la sentence, et notamment pour tel objet*, suffit pour qu'on puisse demander l'infirmation du jugement entier. — Besanç. 13 juill. 1808, t. 3, p. 181, nº 76.

395. Comme aussi, quoique l'art. 456 C. P. C. exige que l'acte d'appel contienne ajournement, et qu'aux termes de l'art. 61 tout ajournement, pour être valable, doive énoncer l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens, ces formalités ont été suffisamment remplies dans un acte d'appel qui porte *que l'on appelle du jugement rendu pour les torts et griefs que l'on en ressent, et que l'on déduira en temps et lieu*; ce qui indique assez que l'appelant se plaint du jugement, comme n'ayant pas admis les moyens par lui produits en première instance, qu'il fonde ses réclamations sur les mêmes moyens, et énonce en conséquence l'objet de la demande, ou la réformation de ce jugement, l'exposé sommaire de ces moyens, c'est-à-dire ceux employés en première instance; il est d'autant plus inutile de les répéter dans l'acte d'appel même, que l'art. 462 accorde à l'appelant le délai de huitaine, depuis la constitution d'avoué de la part de l'intimé, pour les signifier, et dispense dès lors de les détailler auparavant. — Besanç. 10 fév. 1816, t. 13, p. 235, vº *exploit*, nº 273. — *V.* MM. Haut. p. 76 et 263; Pr. Fr. t. 1, p. 129; Delap. t. 2, p. 16; D. C. p. 327; Carr. t. 2, p. 197, nº 1646; Pig. *Comm.* t. 2, p. 31.

396. De même un acte d'appel énonce suffisamment les griefs sur lesquels il est basé, lorsqu'après avoir dit que la partie reçoit du jugement des griefs sensibles, il ajoute qu'elle demandera la réformation de ce jugement et l'admission de ses conclusions. — Pau, 10 mars 1828, t. 37, p. 41.

397. L'acte d'appel contient des conclusions suffisantes lorsque l'appelant demande l'annulation, et, subsidiairement, l'infirmation du jugement attaqué. — Paris, 6 août 1813, t. 3, p. 400, nº 238.

398. Comme aussi l'exploit énonce suffisamment l'objet de la demande, lorsqu'il porte des conclusions tendantes à ce que l'appellation et ce dont est appel soient mis au néant. — Brux. 4 mai 1822, t. 13, p. 285.

399. L'état d'une cause est absolument fixé par les termes de l'acte d'appel, et on ne peut suppléer à

l'insuffisance des termes par l'intention présumée de la partie. — Orl. 7 nov. 1816, t. 13, p. 241, vº *exploit*, nº 286 *bis*.

400. Il n'est pas nécessaire que l'exploit d'appel d'un jugement rendu par un juge de paix en matière de douanes énonce sommairement les moyens et conclusions de l'appelant. — Cass. 19 frim. an VIII, t. 3, p. 42, nº 10.

§ 5. *Délai de comparution* (1).

401. L'acte d'appel est nul lorsqu'il ne contient pas l'énonciation du délai accordé pour comparaître. — Caen, 27 mars 1813. — Brux. 16 mars 1831, t. 14, p. 587, vº *huiss.*, nº 50, t. 46, p. 240.

402. L'huissier qui a omis dans un acte d'appel d'indiquer le délai donné à l'intimé pour comparaître, peut être condamné à des dommages-intérêts. — Brux. 16 mars 1831, t. 46, p. 240. — M. Pig. *Com.* t. 1, p. 200, pense que si l'acte était dressé par l'avoué, comme cela se pratique quelquefois, ce serait cet officier ministériel qui devrait être responsable; M. D. C. p. 69, partage cette opinion; mais M. Carr. t. 3, p 3399, s'appuyant sur un arrêt du 21 fév. 1821, t. 23, p. 55, est d'avis que c'est l'officier ministériel, dans les attributions duquel se trouve l'exploit, qui doit seul être responsable. Il est difficile de poser à cet égard une règle invariable; les tribunaux pourront se déterminer d'après les circonstances, pour décider si c'est la partie, l'avoué ou l'huissier qui sont les auteurs de la nullité.

403. L'acte d'appel est nul en ce que, sous l'empire du C. P. C. on y aurait assigné à comparaître dans les délais de l'ordonnance. — Renn. 26 avr. 1810, t. 12, p. 471, nº 57.

404. Comme aussi est nul l'exploit d'appel portant assignation à comparaître *après le délai expiré*. — Renn. 18 janv. 1811, t. 13, p. 160, n. 164. — Cette décision semble au premier abord ne pas se concilier avec celles qui décident que l'assignation donnée dans les délais de la loi est valable. Mais, dit M. Carr. t. 1, p 182, nº 316, il faut considérer premièrement que l'exploit portant assignation à comparaître *après les délais* n'indique pas que ces délais soient ceux donnés par la loi; secondement qu'en fixant la comparution à l'expiration des délais, on n'en indique point l'époque *comme fixée par la loi*, en sorte que le défendeur ou l'intimé est absolument laissé dans l'incertitude sur le jour auquel elle aura lieu.

(1) Pour toutes les questions relatives aux délais, on n'aurait qu'un aperçu incomplet de la jurisprudence, si on ne se reportait pas au mot *exploit*.

405. De même un acte d'appel qui fixe pour le terme de la comparution l'échéance des jours qui suivront la notification de cet exploit, est nul comme n'indiquant pas suffisamment le délai. — Renn. 30 avr. 1813, t. 3, p. 375, nº 218. — M. Carr. t. 2, p. 198, not. 1re, approuve cette décision.

406. Il en est encore de même de l'acte d'appel qui est donné pour comparaître à la première audience qui se tiendra après la date de l'acte d'appel. — Lim. 30 avr. 1823, t. 25, p. 146.

407. Est nul l'exploit d'appel contenant assignation seulement à l'audience ordinaire de la Cour. — Bord. 7 août 1829, t. 38, p. 152.

408. Mais un acte d'appel qui énonce seulement assignation à comparaître après vacation est valable. Cette formule indique suffisamment la première audience après les vacances. — Orl. 2 déc. 1813, t. 13, p. 221.

409. Un acte d'appel est-il nul, si l'ajournement qu'il contient est donné à la huitaine, sans indication de l'augmentation de délai accordé à raison des distances? — Oui — Brux. 13 oct. 1821: Poit 25 nov 1828; Gren. 10 mai 1833, t. 36, p. 134; t. 46, p. 362 — Non — Cass. 20 fév. 1833, t. 44, p. 169.

410. Dans un acte d'appel donné à domicile élu, il faut observer les délais en raison de la distance du domicile réel, même lorsque le jugement de première instance a été déclaré exécutoire par provision, sans caution et nonobstant appel. — Brux. 6 juill. 1829, t. 38, p. 167.

411 et 412. L'appelant doit, à peine de nullité de son appel, observer à l'égard de l'intimé l'augmentation prescrite à raison des distances, lors même qu'il aurait reçu permission de l'assigner à bref délai. — Dijon, 5 mars 1830, t. 40, p. 186.

413. L'exploit d'appel signifié au domicile élu dans le commandement, doit observer le délai à raison du domicile réel. — Brux. 29 déc. 1815, t. 13, p. 235.

414 Décidé également que l'acte d'appel donné à un domicile élu doit, à peine de nullité, contenir augmentation de délai en raison des distances, quoique la personne assignée ait son domicile réel au lieu où siége la Cour saisie de l'appel. — Poit. 16 juill. 1828, t. 37, p. 209.

415. Lorsque l'appel est interjeté contre un étranger, il faut observer le délai prescrit par l'art. 73 C. P. C. — Brux. 29 déc. 1815, t. 13, p. 235.

416. L'acte d'appel signifié en pays étranger est nul, si, au lieu de contenir assignation fixée par l'art. 73 C. P. C., il donne assignation à huitaine, outre un jour par trois myriamètres de distance. — Poit. 5 juill. 1826, t. 40, p. 55.

417. L'acte d'appel qui contient assignation dans un délai plus court que celui de la loi est-il nul? — Oui. — Gren. 3 juill. 1812; Liége, 18 avr. 1817; Brux. 11 janv. 1820. — Non. — Trèv. 22 oct. 1812. — Consultez MM. B. S. P. p. 206, not. 46, nº 3; F. L. t. 1, p. 140, 490; Pig. *Comm.* t. 1, p. 15, 19, 183; Carr. t. 1, p. 12, nº 18, et p 163, n. 321; Pcnc. t. 1, p. 309; Haut. p. 50; Th. Desm. p. 37; Pr. Fr. t. 1, p. 130; Delap. t. 1, p. 7, et D. C. p. 17, et M. Boncenne, t. 2, p. 168.

418. Est valable l'acte d'appel signifié à une personne domiciliée à plus de trois myriamètres du siége de la Cour royale, quoiqu'il soit ainsi conçu: Donné assignation à comparaître le neuvième jour après les présentes, et autres jours utiles, s'il est nécessaire. — Cass. 23 avr. 1833, t. 45, p. 599.

419. On ne peut demander la nullité d'un exploit d'appel, par le motif qu'il donne à l'intimé, outre le délai de huitaine, un jour par deux myriamètres, au lieu d'un jour par trois myriamètres, à raison des distances. — Poit. 7 mai 1833, t. 45, p. 434.

420. L'acte d'appel contenant assignation à un délai plus long que celui que la loi détermine n'est pas nul, parce que l'intimé peut poursuivre l'audience et obtenir un arrêt par défaut contre l'appelant. — Nîm. 12 janv. 1808. — Brux. 8 août 1810. — Turin, 9 janv. 1811, t 3, p 286, nº 148, et t. 15, p. 302, nº 31.

421. Pourvu qu'en anticipant il observe les délais de la loi. — Cass. 15 déc. 1808 — Montp. 2 janv. 1811, t 3, p. 192, nº 87.

422. L'acte d'appel est-il nul, lorsqu'il contient assignation pour un jour férié? — Oui. — Brux. 27 déc. 1814 — Non. — Liége, 17 nov. 1808; Brux. 14 fév. 1821; Gren. 16 août 1826, t. 13, p. 121, nº 119. — On pourrait faire la distinction suivante: ou le délai accordé est plus court que le délai légal, alors la question devient délicate; ou le délai est plus long, et de quoi se plaindrait l'assigné? D'ailleurs la même difficulté pourrait exister si le demandeur n'avait indiqué que le délai légal, sans nommément désigner un jour; dans ce cas, le dernier jour du délai légal étant un jour de fête légale, personne ne supposera que l'exploit puisse être annulé.

423. L'appel des jugements de justice de paix, en matière de douanes, doit contenir assignation à trois jours *francs* devant le tribunal civil. — Cass. 3 mess. an X, t. 3, p. 71, n. 21.

424. Mais la disposition de la seconde partie de l'art. 32 du décret du 1er germ. an XIII, qui veut que l'appel d'un jugement rendu en matière de contributions indirectes contienne assignation à trois jours devant le tribunal supérieur, peut n'être pas observée sans qu'il y ait pour cela nullité. — Cass. 16 avr. 1819, t. 3, p. 151, nº 276.

Art. 3. *Signification de l'acte d'appel* (1). — § 1er. *Dispositions générales.*

425. Les dispositions de la loi relatives à la signification de l'acte d'appel, quelque générales qu'elles soient, ne sont point d'ordre public: introduites dans l'intérêt particulier des justiciables, les parties peuvent y déroger. — Orl. 7 juin 1820, t. 13, p. 276, no 349.

426. Est nul l'exploit d'appel signifié à la requête d'une personne décédée antérieurement. — Renn. 20 mai 1813. — Lim. 9 janv. 1827, t. 13, p. 215, no 240, et t. 34, p. 295. — *V.* en ce sens M. CARR. t. 1, p. 151, no 291.

427. Un acte d'appel signifié à la requête d'une personne morte le jour de sa notification, n'est pas nul. — Renn. 27 fév. 1811, t. 3, p. 305, no 163. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 136, § 1er, no 1.

428. Un acte d'appel signifié un jour férié n'est pas nul; l'huissier est passible seulement d'une amende. — Poit. 26 nov. 1830, t. 39, p. 339. — Contraire. — Bord. 10 fév. 1827, t. 32, p. 219. — Il faut aussi se reporter au mot *exploit*, où sont indiquées plusieurs décisions analogues.

429. L'appel d'un jugement correctionnel peut être signifié un jour férié. — Cass. 27 août 1807, t. 13, p. 105.

430. Le refus par l'intimé de produire la copie de l'appel qu'il reconnaît avoir reçue, mais dont il conteste la régularité, doit faire présumer que cet acte est régulier. — Nanci, 2 fév. 1832, t. 45, p. 559.

431. Et, dans ce cas, les juges peuvent, d'après les circonstances, et notamment d'après les registres de l'enregistrement, juger qu'il a été notifié dans le délai. — Nanci, 2 fév. 1832, t. 45, p. 559.

432. Les juges peuvent déférer d'office le serment à l'appelant qui déclare n'avoir pas en sa possession l'original de l'acte d'appel, dont l'intimé conteste la régularité, et refuse d'exhiber la copie après en avoir reconnu la remise. — Nanci, 2 fév. 1832, t. 45, p. 559.

§ 2. — *Domicile réel.*

433. Un exploit d'appel doit, sous peine de nullité, être signifié au domicile réel de l'intimé, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi. — Poit. 13 fév. 1833, t. 47, p. 688.

434. L'acte d'appel est valablement signifié au domicile qu'avait la partie pendant le cours de la procédure de première instance, lorsqu'elle n'a rempli aucune des formalités prescrites pour le changement de domicile. — Bourg. 30 déc. 1825.

435. Mais si, pendant le cours d'une instance, une partie notifie à son adversaire un changement de domicile, l'appel signifié à l'ancien domicile est nul, sans que l'appelant soit recevable à faire preuve que son adversaire demeurait encore à cet ancien domicile. — Bourg. 15 mai 1823, t. 25, p. 95.

436. L'acte d'appel signifié à un domicile qui n'est pas le domicile réel des parties, mais qu'elles ont reconnu dans plusieurs actes de l'instance, est valable. — Bourg. 28 fév. 1829.

437. Est nul l'exploit d'appel qui énonce que le domicile de l'intimé est dans tel lieu qu'il désigne, et qui lui est signifié dans un autre lieu que l'exploit qualifie aussi de domicile. — Lyon, 6 août 1829, t. 37, p. 293.

438. Mais lorsque, dans divers actes de la procédure, une partie a indiqué son domicile, que des significations ont été faites à ce domicile, on ne peut lui notifier au parquet du procureur général un acte d'appel, sous le prétexte qu'on a déclaré à l'huissier qu'elle ne demeure plus au domicile indiqué. — Amiens, 21 fév. 1826, t. 37, p. 219.

439. L'huissier qui signifie un acte d'appel dans le cas prévu par l'art. 69, n. 8, C. P. C., doit afficher l'exploit, non à la porte du tribunal du lieu de la signification, mais à la principale porte de la Cour qui doit connaître de l'appel, et remettre la copie au procureur général. — Renn. 2 déc. 1812, t. 13, p. 203. — V. *infrà*, no 441.

440. Un exploit d'appel dirigé contre un militaire en activité de service doit être notifié à son dernier domicile, et non au parquet du procureur du roi. — Renn. 5 août 1812, t. 13, p. 201. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 180, no 351; et F. L. t. 1, p. 136. Les auteurs du PR. FR. t. 1, p. 285, disent que le domicile d'un militaire est à son régiment; c'était aussi l'avis de RODIER, sur l'art. 5 du tit. 2 de l'ord. de 1667; mais le Cod. de proc. ne contient aucune disposition à cet égard.

441. L'acte d'appel d'un jugement rendu au profit d'un étranger doit, à peine de nullité, être signifié au domicile du procureur général près la Cour où est porté l'appel, et non à celui du procureur du roi près le tribunal qui a jugé la cause en première instance. — Trèves, 30 janv. 1811. — Colm. 25 nov. 1815. — Douai, 31 déc. 1819. — Montp. 16 juill. 1828. — Cass. 14 juin 1830, t. 3, p. 299, no 159; t. 35, p. 294, et t. 39, p. 111. — V. *suprà*, no 439.

442. Est nul l'acte d'appel signifié à un étranger non résidant en France, au parquet d'un procureur du roi autre que celui qui fait partie du tribunal devant lequel la cause doit être portée, encore bien que postérieurement une assignation régulière ait été donnée en vertu d'un arrêt par défaut, profit joint. — Nanci, 26 mai 1834, t. 47, p. 715.

§ 3. — *Domicile élu.*

443. On ne peut signifier un appel au domicile élu, lorsque le domicile n'a pas été expressément élu pour y recevoir la notification de cet acte. — Colm. 24 mai 1832, t. 44, p. 301. — V. *infrà*, no 454.

444 et 445. Est nul l'acte d'appel signifié au domicile élu par l'intimé, dans la signification faite du jugement de première instance sans sommation ni commandement. — Brux. 7 juill. 1832, Helin C. Hénomacy. — Bord. 16 août 1832, t. 44, p. 302.

446. Plusieurs Cours n'ont reconnu le droit de signifier l'acte d'appel au domicile élu dans le commandement, que lorsque ce commandement est celui qui précède nécessairement une saisie-exécution. C'est même à ce dernier point que la jurisprudence paraît s'arrêter. La plupart des arrêts cités *infrà* dans le numéro 459, sont rendus dans des espèces où il s'agissait d'un commandement à fin de saisie-exécution. — Trèves, 6 mars 1811. — Cass. 21 août 1811. — Lim. 25 janv. 1812. — Renn. 28 fév. 1812. — Lim. 24 avr. 1812. — Flor. 4 juill. 1812. — Liége, 10 janv. 1815. — Agen, 10 fév. 1815. — Poit. 28 août 1829, t. 3, p. 124, no 53; t. 22, p. 322, no 148, et t. 39, p. 46.

447. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'acte d'appel n'est pas valablement signifié au domicile élu dans l'exploit de signification du jugement, quand cet exploit ne contient qu'une injonction d'obéir audit jugement. — Lim. 26 avr. 1823, t. 25, p. 138.

448. Et que ce n'est que dans le cas où le jugement est signifié *avec commandement aux fins de saisie*, et non dans celui où il est signifié *avec sommation d'y obéir et satisfaire*, que l'appel peut être délaissé au domicile élu dans la signification. — Bord. 29 juin 1827, t. 33, p. 180; et 6 juin 1832, t. 43, p. 504.

449. Comme aussi l'acte d'appel signifié au domicile élu dans un commandement fait aux fins d'exécution n'est pas nul, quoique l'exécution ne soit pas encore commencée. — Toul. 7 mai 1824, t. 26, p. 277.

450. Peu importe que le domicile ait été élu dans le premier commandement, ou dans tout autre acte de poursuite par voie de saisie-exécution. — Turin, 30 mars 1808, t. 3, p. 124, no 54.

451. Ou que les poursuites exercées contre le débiteur n'aient pas eu lieu en vertu du jugement attaqué. — Bourg. 1er juin 1814, t. 3, p. 417, no 251.

452. Et lors même que le jugement porte condamnation des intérêts échus et à échoir jusqu'au jour du paiement, cette condam

(1) Il faut encore se reporter au mot *exploit*, pour y examiner la jurisprudence relative à la remise des actes de procédure signifiés à partie.

nation étant certaine et liquide. — Cass. 20 août 1812, t. 13, p. 287.

453. La notification d'un appel à un domicile élu n'est suffisante qu'autant que la partie intimée a manifesté l'intention d'élire à cet effet. — Renn. 1er juin 1811, t. 13, p. 171.

454. Comme aussi l'appel ne peut être signifié au domicile élu dans la saisie faite en vertu de permission du président du tribunal de commerce. — Renn. 14 août 1816, t. 13, p. 240 — V. *suprà*, no 443.

455. De même, l'appel d'un jugement qui a prononcé la validité d'une saisie-arrêt ne peut être signifié, avec assignation, au domicile élu dans l'exploit d'opposition. — Brux. 7 avr. 1812, t. 13, p. 185.

456. Décidé également que l'exploit d'appel ne peut être donné au domicile élu pour l'exécution du jugement. — Brux. 26 déc. 1807, 20 janv. 1808. — Paris, 1er août 1810, t. 13, p. 106.

457 Cependant on peut signifier l'appel d'un jugement au domicile élu pour l'exécution de la convention à l'occasion de laquelle ce jugement est intervenu. — Rouen, 15 janv. 1821, t. 21, p. 291, vo *signification*, no 81.

458. Mais l'acte d'appel peut-il être valablement signifié au domicile élu dans l'exploit de notification du jugement? — Oui. — Pau, 30 nov. 1809; Paris, 2 fév. 1808; Turin, 19 mai 1806; Liége, 18 mai 1808; Renn. 7 juin 1810; Montp. 23 juill. 1810; Agen, 30 nov. 1810; Lim. 28 août 1811. — Non. — Cass. 28 oct. 1811; Gren. 6 mars 1812; Metz. 21 janv. 1813; Gren. 30 déc. 1815; Bourg. 19 déc. 1815; Metz, 26 mai 1820; Poit. 14 nov. 1822, t. 3, p. 153, 301 et 339; et t. 13, p. 231, no 269. — On doit, d'après cette longue série d'arrêts, tenir pour constant que l'acte d'appel ne peut pas être signifié au domicile élu, dans l'exploit de signification du jugement.

459. En est-il de même lorsque la signification du jugement contient commandement de payer? — La Cour de Bruxelles, par deux arrêts des 14 août 1807 et 8 janvier 1808, avait décidé que l'appel ne pouvait pas être notifié au domicile élu dans la signification du jugement avec commandement. La Cour de Paris, dans un arrêt du 30 juin 1808, t. 3, p. 129, et celle de Besanç. dans un arrêt du 21 août 1809, t. 3, p. 133, avaient jugé dans le même sens. Mais la même Cour de Brux. par un arrêt du 27 mai 1808, et celle de Paris, par un arrêt du 3 janvier 1809, ont décidé le contraire, t. 3, p. 127 et 129.

Les arrêts suivants ont adopté ce dernier système. — Turin, 30 mars 1808, 10 juin 1808. — Cass. 23 janv. 1810. — Pau, 27 janv. 1810. — Rouen, 10 août 1810. — Trèves, 9 janv. 1811. — Cass. 16 juill. 1811. — Metz, 26 juill. 1811. — Rennes, 23 nov. 1813. — Metz, 7 juill. 1814. — Rennes, 13 mars 1818. — Montpel. 2 avril 1822, t. 3, p. 121, no 52, et t. 13, p. 259, no 316. — *V.* aussi *suprà*, no 446.

460. Mais l'acte d'appel est nul, s'il n'est signifié au domicile élu par un commandement à fin de saisie-exécution qu'à une des parties qui y ont fait élection, quoique les deux parties aient le même intérêt. — Poit. 10 mai 1811, t. 13, p. 159, no 38.

461. Au contraire, lorsque dans un commandement il a été élu deux domiciles, l'exploit d'appel, dans l'instance qui s'engage sur le commandement, peut être signifié à l'un ou à l'autre des domiciles. — Nîmes, 6 août 1822; Metz, 11 mars 1826; Cass. 21 août 1828, t. 24, p. 267; t. 35, p. 375, et t. 37, p. 79. — *Contrà*, Cass 20 juill. 1821; Montpel. 1er juill. 1828, t. 27, p. 27, et t. 35, p. 295.

462. Comme aussi est valable l'acte d'appel signifié au domicile élu par un contrat, encore qu'une des parties ait déclaré en changer par une simple dénonciation. — Paris, 27 août 1812, t. 13, p 202, vo *exploit*, no 202. — V. *infrà*, no 474.

463. L'acte d'appel notifié au domicile élu chez un mandataire dont le mandat n'autorise pas à recevoir la signification d'un appel est nul, surtout lorsqu'il ne s'agit pas d'exécution dans les 24 heures. — Gren. 2 juill. 1824, t. 27, p. 233.

464. L'acte d'appel peut être signifié au domicile d'un fondé de pouvoir chargé d'exécuter tous jugements, d'en appeler et d'élire domicile. — Liége, 3 mai 1808, t. 13, p. 113.

465. De même un appel peut être notifié au domicile d'un mandataire porteur de pouvoirs illimités, qui a fait sommation de lui notifier tous les exploits relatifs aux objets en contestation. — Rennes, 14 juill. 1819, t. 21, p. 283.

466. Comme aussi l'exploit d'appel signifié au domicile du fondé de pouvoir général et spécial autorisé à faire des actes pour lesquels l'élection de domicile est requise, ne peut être déclaré nul. — Liége, 12 juin 1812, t. 19, p. 313, no 71.

467. L'exploit d'appel peut être signifié au domicile élu en première instance et conservé en appel par l'intimé. — Orl. 9 janvier 1806, t. 13, p. 83.

468. Comme aussi l'acte d'appel peut être valablement signifié au domicile élu en première instance, lorsque dans l'acte où on a élu ce domicile il a été dit *qu'on regarderait comme nulles toutes les significations faites ailleurs :* la signification du jugement de première instance dans laquelle on a élu un nouveau domicile n'a pas révoqué le premier. — Cass. 8 août 1821, t. 23, p. 266.

469. Lorsqu'il a été rendu, sur le même objet de litige, un jugement sur la compétence et un autre par défaut sur le fond, l'appel dirigé contre le premier ne peut être signifié au domicile qui a été élu dans la signification avec commandement du second. — Bruxel. 1er mars 1812, t. 13, p. 284.

470. La signification d'un acte d'appel est régulière, lorsqu'elle a été faite au domicile élu dans l'acte de notification d'un jugement et de l'exécutoire de dépens; lorsque surtout cet acte contient commandement d'avoir à obéir au jugement dans tout son contenu et de payer les frais, à peine d'y être contraint par les voies de droit. — Toul. 15 juin 1824, t. 27, p. 25.

471. Lorsqu'un individu a contracté dans une police d'assurances pour compte de qui il appartiendrait, l'exploit d'appel n'est pas valablement notifié à son domicile à ceux pour qui il a contracté, lorsque les intimés et leur domicile sont connus de l'appelant. — Brux. 16 avril 1813, t. 13, p. 148.

472 et 473. L'assignation, la notification du jugement et l'acte d'appel sont-ils valablement faits au domicile indiqué pour le paiement d'une lettre de change? — Oui. — Turin, 8 janv 1810; Brux. 30 mars 1807; Paris, 11 juill. 1810, 25 août 1810. — Non. — Turin, 29 novem. 1809; Colm. 10 fév. 1809, 20 mars 1810; Agen, 6 fév. 1810; Turin, 26 fév. 1810. — Cette dernière opinion est adoptée par MM. Carr. t. 1, p. 552, no 608; t. 2, p. 95, no 1543, et F. L. t. 3, p. 182. — J. A. t. 13, p. 137, vo *exploit*, no 134; t. 15, p. 335, vo *jugement*, no 56; et t. 22, p. 249, vo *tribunaux*, no 21.

474. L'appel d'un jugement peut être valablement signifié au domicile élu pour l'exécution de la convention qui a donné lieu au procès. — Rouen, 15 janv. 1821. — V. *suprà*, no 462.

475. Dans une instance en résiliation d'un contrat de rente, l'assignation sur l'appel est valablement donnée au domicile élu dans l'arrondissement du bureau des hypothèques où on a pris inscription pour la sûreté du capital de cette rente. — Poit. 16 juill. 1828, t. 37, p. 209.

476. Mais un exploit d'appel est-il valablement signifié au domicile élu dans l'inscription hypothécaire? — Oui. — Renn. 30 août 1814. — Non. — Bourg. 30 août 1815, t. 13, p. 220, vo *exploit*, no 257.

477. Les tiers détenteurs d'immeubles auxquels il est fait des sommations hypothécaires dans un exploit de commandement à fin de saisie immobilière, ne peuvent signifier un appel au domicile élu dans cet exploit. — Gren. 16 janv. 1826, t. 32, p 163.

478. Un acte d'appel est également nul lorsqu'il a été signifié au domicile élu par le cahier des charges chez l'avoué. — Besanç. 16 juin 1809, t. 3, p. 230, no 112.

479. Est nul l'acte d'appel signifié, en matière d'ordre, au domicile

élu par l'intimé. — Agen, 18 mai 1833, t. 46, p. 363.

480. L'appel d'un jugement d'ordre peut être signifié au domicile élu par le créancier intimé dans son inscription hypothécaire. — Gren. 17 août 1831, t. 42, p. 56.

481. L'appel d'un jugement qui statue sur une mainlevée d'inscription dirigée contre la régie, est valablement signifié au domicile par elle élu dans l'inscription. — Lyon, 7 août 1829.

482. Lorsqu'une partie a élu un domicile dans un procès-verbal de saisie, et que, sur l'instance qui s'est engagée sur la saisie, cette partie a été assignée au domicile élu sans s'en plaindre, elle n'est pas recevable à arguer de nullité l'acte d'appel qui lui a été signifié à ce même domicile. — Riom, 4 déc. 1828.

483. L'art. 584 C. P. C., qui permet de signifier l'acte d'appel au domicile élu dans le commandement, ne dispose qu'en faveur de la partie saisie; et ainsi, lorsqu'un jugement a été rendu contre plusieurs personnes, et qu'en vertu de ce jugement une saisie est pratiquée contre l'une d'elles, l'appel interjeté par les autres est nul, s'il a été signifié au domicile élu dans le commandement. — Brux. 25 avr. 1827.

484. Si, lors de la signification d'un jugement rendu contre plusieurs parties, celui qui l'a obtenu a élu domicile dans tel endroit déterminé à l'égard de telles parties, et dans tel autre endroit à l'égard des autres, l'acte d'appel ne peut être valablement signifié par quelques-unes de ces parties au domicile élu pour les autres. — Brux. 25 avr. 1827.

485. En cas de saisie-exécution, l'acte d'appel, pour être valable, doit être signifié au *domicile élu* par le commandement, lorsqu'il ne l'est ni au domicile réel du saisissant ni à sa personne; et ainsi l'acte d'appel signifié *à la personne* de celui chez qui ce domicile avait été élu, mais ailleurs qu'en ce domicile, est nul. — Brux. 21 nov. 1827.

486. L'acte d'appel du jugement qui a statué sur une demande en mainlevée de scellés est valablement signifié au domicile élu dans l'acte d'opposition aux scellés. — Bourg. 21 août 1808, t. 21, p. 25, nº 16.

487. On peut signifier au domicile élu, dans une opposition à scellés, l'appel d'un jugement rendu sur des contestations relatives à cette opposition. — Metz, 21 août 1808, t. 15, p. 311, nº 38.

488. Est nul l'appel d'un jugement de commerce obtenu par un individu demeurant à l'étranger, si l'exploit lui en a été notifié, non à son domicile réel, mais à celui qu'il a élu en France, et sans lui accorder pour comparaître le délai fixé pour les défendeurs demeurant hors du territoire français. — Montp. 1er déc. 1831, t. 43, p. 426.

489. Un acte d'appel signifié à domicile élu doit, à peine de nullité, indiquer le domicile réel de la partie assignée. — Bourg. 3 mars 1827.

490. Lorsque plusieurs consorts plaidant conjointement ont élu domicile dans la demeure de l'un d'eux pour la signification de tous exploits, l'acte d'appel et le pourvoi en cassation peuvent être faits à ce domicile. — Liége, 11 juin 1828.

491. L'exploit d'appel d'un jugement de police doit être fait dans les formes prescrites pour les appels de police correctionnelle, et peut être signifié au domicile élu par la partie civile. — Cass. 2 déc. 1826.

492. L'appel d'un jugement rendu entre cohéritiers est nul, s'il est signifié au domicile élu dans l'acte de liquidation, au lieu de l'être au domicile réel. — Paris, 11 avr. 1829, t. 37, p. 293.

493. L'acte d'appel ne peut être valablement signifié au domicile de l'avoué constitué en première instance. — Turin, 21 août 1807. — Besanç. 18 déc. 1809. — Limog. 28 déc. 1812. — Renn. 11 nov. 1813 et 11 nov. 1814. — Paris, 9 juin 1814. — Montp. 20 juin 1820. — Lyon, 25 août 1828, t. 3, p. 118, nº 48, et t. 35, p. 377. — Lyon, 12 août 1829. — Bord. 12 mars et 7 juil. 1831. — L'usage existait autrefois de signifier ainsi l'appel. Mais M. Pig. l'avait blâmé; et M. B. S. P. p. 421, § 3, not. 67, dit que l'appel n'est pas admissible lorsqu'il est simplement signifié à l'avoué.

494 et 495. Lors même que l'intimé y aurait élu domicile dans la signification du jugement contre lequel l'appel est dirigé. — Bord. 6 juin 1832, t. 43, p. 564.

496. Un acte d'appel n'est pas valablement signifié au domicile élu devant un tribunal de commerce, dans le cas de l'art. 422 C. P. C. — Besanç. 6 janv. 1818, t. 13, p. 251, nº 306.

497. Comme aussi l'acte d'appel n'est pas valablement signifié au domicile élu chez l'agréé au tribunal de commerce qui a occupé pour l'intimé. — Flor. 11 déc. 1811, t. 3, p. 344, nº 188.

§ 4. *Signification d'appel à des fondés de pouvoirs, etc., etc.*

1º *Fondés de pouvoirs.*

498. Est nul l'acte d'appel notifié à un procurateur en son nom, quoique dans sa qualité de procurateur, et non à la partie, poursuites et diligences du procurateur. — Renn. 19 nov. 1810, t. 13, p. 159.

499. Est nul l'acte d'appel signifié à une personne faussement qualifiée de procurateur de l'intimé ou à l'ancien avoué des créanciers d'une succession bénéficiaire. — Renn. 21 fév. 1820, t. 13, p. 274.

500. L'appel contre un militaire absent n'est pas valablement dirigé contre le procureur fondé de son curateur. — Renn. 17 juill. 1819, t. 13, p. 269.

501. Mais l'exploit d'appel est valablement signifié au fondé de pouvoir d'un militaire en activité de service, lorsque ce fondé de pouvoir a été le tuteur du mandant, et que la procuration est générale. — Liége, 4 fév. 1812, t. 13, p. 183.

502. Comme aussi, lorsqu'une société a été assignée en première instance sous sa raison sociale, les associés peuvent être assignés en appel sous leur nom personnel. — Cass. 27 germ. an XI, t. 13, p. 66, nº 37.

503. La cession même notifiée de droits accordés par un jugement de première instance, ne porte pas obstacle à ce que la partie condamnée continue de procéder avec son adversaire originaire, et par conséquent à ce que cette partie notifie l'appel de ce jugement à celui qui l'a obtenu contre elle. — Douai, 5 mars 1827, t. 32, p. 264.

504. L'acte d'appel signifié à celui qui, en première instance, avait été partie en qualité de curateur, mais qui n'avait plus cette qualité lors de la signification de cet acte, circonstance dont l'appelant aurait pu facilement avoir connaissance, doit être déclaré nul. — Brux. 3 mai 1828.

505. L'acte d'appel est nul, lorsqu'il est délaissé au domicile de l'intimé, en parlant à son fondé de pouvoir. — Lim. 19 août 1818, t. 3, p. 218.

506. Un acte d'appel est nul, s'il a été signifié *à une personne rencontrée* hors de son domicile, *et parlant* à son avoué. — Besanç. 16 juin 1809, t. 3, p. 230, nº 111.

2º *Femmes mariées.*

507 et 508. L'appel interjeté contre une femme doit, sous peine de nullité, être signifié au mari dans les délais de l'appel, afin qu'elle soit autorisée par lui à plaider. — Lim. 16 avr. 1828. — Agen, 5 janv. 1832. — Nîm. 16 janv. 1832, t. 42, p. 50; t. 46, p. 186.

509. La copie d'un acte d'appel à signifier à une femme, ne peut être remise à son mari hors de leur domicile. — Toul. 22 déc. 1830, t. 41, p. 412.

510. L'acte d'appel d'un jugement qui intéresse la femme seule est valable, bien qu'il n'ait été signifié qu'à celle-ci, sans ajouter : *et à son mari, pour la validité de la procédure,* si cette omission a été réparée par une assignation particulière au mari, quoique donnée après l'expiration des délais de l'appel. — Paris, 13 août 1823, t. 25, p. 307.

511. D'ailleurs le défaut de signification au mari, quand ce dernier ne figure pas dans les qualités de la cause, n'est pas pour la femme un moyen de nullité contre u

acte d'appel, surtout si elle s'est déclarée autorisée par son mari, et a conclu à la confirmation de la sentence. — Besanç. 13 juill. 1808, t. 3, p. 181, nº 77.

512. Lorsque la femme a procédé conjointement avec son mari, devant le tribunal de première instance, sur une demande en partage de la succession de ses père et mère, l'acte d'appel doit être signifié au mari et à la femme. — Montp. 6 août 1822, t. 13, p. 285.

513. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'appel dirigé contre la femme mariée soit signifié au mari, lorsque cette femme avait déjà procédé, dans le cours du procès, en vertu d'une autorisation spéciale donnée par le mari devant le bureau de paix pour la poursuite de l'instance alors introduite. — Montp. 1er mars 1825, t. 28, p. 111.

513 *bis*. Décidé au contraire que, quoique la femme ait été en première instance autorisée par son mari, il y a nullité de l'acte d'appel signifié à elle seule et non à son mari pour l'autoriser, et cette nullité n'est pas réparée par un acte d'appel signifié au mari avant l'expiration du délai pour appeler. — Aix, 3 mai 1827, t. 36, p. 48.

3º *Héritiers.*

514. Comment doit-on signifier l'appel au domicile de la partie décédée? — L'art. 447 C. P. C. ordonne de suivre les formalités prescrites par l'art. 61 du même Code, d'où les auteurs du PR. FR. ont tiré la conséquence que, soit ou non qu'on ait rencontré quelqu'un, la signification est valable, par cela seul qu'elle a été faite au domicile du défunt. Mais le renvoi fait par l'art. 447 à l'art. 61 n'est pas exclusif des formalités prescrites par l'art 68 pour la remise de la copie. Ainsi, dans le cas où les héritiers seraient assignés collectivement au domicile du défunt et qu'on ne trouverait personne à ce domicile, il faudrait nécessairement s'adresser à un voisin, et accomplir les formalités de l'art. 68. — Suivant l'opinion de MM. F. L. vº *appel*, t. 1, p. 77, sect. 1re, § 2, nº 18; B. S. P. t. 2, p. 418, not. 53; CARR. t. 2, p. 145, nº 1692; J. A. t. 3, p. 477, nº 302.

515. Lorsque la partie qui a obtenu le jugement est décédée après l'avoir fait signifier, l'acte d'appel est valable, quoiqu'il ne désigne pas individuellement tous les héritiers, s'il est d'ailleurs notifié à l'un d'eux au domicile du défunt. — Brux. 30 août 1810, t. 3, p. 289, nº 150. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 2, p. 146, nº 1693.

516. Mais il a été décidé que l'acte d'appel signifié au domicile de la partie décédée est nul. — Bord. 17 janv. 1826, t. 31, p. 201.

517. Cependant un acte d'appel ainsi qu'un arrêt d'admission ne sont pas nuls pour avoir été signifiés au domicile d'une partie décédée, lorsque le décès n'était pas connu de l'appelant. — Cass. 3 sept. 1811. — Paris, 12 mai 1814, t. 13, p. 176, nº 183. — Dans un sens contraire, *V.* M. F. L. t. 1, p. 142.

518. L'appelant qui connaît le décès de la partie adverse doit intimer les héritiers en nom direct. — Gren. 12 mai 1812, t. 13, p. 189.

519. Lorsque la partie qui a obtenu le jugement est décédée, l'acte d'appel ne peut pas être signifié à la personne et au domicile d'un fondé de pouvoir des légataires universels. — Paris, 2 août 1809, t. 3, p. 239, nº 116.

520. Un exploit d'appel ne peut pas être valablement signifié en nom collectif à des héritiers qui ont figuré dans l'instance en leur nom personnel. — Cass. 7 mars 1818, t. 20, p. 177.

4º *Mineurs.*

521. Est valable l'acte d'appel signifié au tuteur, quoique les mineurs, qu'il représentait soient devenus majeurs depuis le jugement de première instance, s'ils sont qualifiés mineurs dans les qualités de ce jugement. — Lyon, 17 avr. 1822, t. 24, p. 105.

522. Comme aussi l'appel d'un jugement rendu contre des mineurs est valablement signifié à leur tuteur, quoique depuis le jugement ils aient atteint leur majorité, si ce tuteur a constitué avoué devant la Cour, et si les intimés ont toujours été qualifiés de mineurs. — Paris, 15 nov. 1828, t. 36, p. 215.

523. L'acte d'appel signifié au tuteur qui a cessé ses fonctions par la majorité de son pupille est nul, quoique le changement d'état se fût opéré avant le jugement de première instance, et n'eût pas été dénoncé à l'appelant. — Nîm. 15 mai 1812, t. 3, p. 369, nº 210.

524. Décidé également que lorsque des enfants mineurs représentés dans un jugement par leur mère tutrice, et parvenus depuis à leur majorité, ont personnellement fait signifier ce jugement, l'appel qui en est interjeté est nul, s'il est notifié à la personne de leur mère tutrice, quoiqu'ils n'aient point dénoncé leur changement d'état. — Paris, 15 juin 1824, t. 27, p. 87.

525. Lorsqu'une mère et ses enfants ont déclaré agir conjointement et solidairement, l'appel du jugement rendu à leur profit est valablement signifié à la mère seule, tant pour elle que pour ses enfants. — Caen, 8 janv. 1827, t. 34, p. 29.

526. Une veuve assignée en première instance, comme tutrice de sa fille mineure, ne doit pas être intimée sur l'appel, si sa fille s'est mariée dans l'intervalle, et l'exploit qui lui est signifié est nul à l'égard de sa fille. — Renn. 25 mai 1819, t. 13, p. 263.

5º *Communes.*

527. Il suffit pour la validité d'un acte d'appel signifié à la requête d'un maire, que la qualité de maire y soit relatée: la désignation de son nom propre n'est pas nécessaire. — Bourg. 3 janv. 1827.

528 et 529. Un acte d'appel peut être reçu et visé par l'adjoint du maire en l'absence de celui-ci. — Cas. 8 mars 1834, aud. sol. t. 46, p. 187. — Cet arrêt fixera, nous l'espérons, la jurisprudence sur ce point délicat de procédure: les conclusions de M. le procureur général Dupin qui l'ont précédé expliquent parfaitement la difficulté. Le premier arrêt rendu en sens contraire par la Cour de cassation, le 17 juillet 1828, est rapporté t. 35, p. 61; un second, du 12 mai 1830, se trouve t. 39, p. 112. — Les cours royales avaient résisté à la doctrine de la Cour suprême, par arrêts, Grenoble, du 19 août 1830, t. 40, p. 207; Lyon, du 25 mars 1830, t. 44, p. 208.

530. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité d'un acte d'appel signifié à une commune, que l'huissier fasse mention dans la copie qu'en l'absence du maire cette copie a par lui été laissée au juge de paix, et que ce magistrat a visé le rapport; il suffit que le rapport justifie que cette remise a été faite au juge de paix, et qu'il a donné son visa. — Poit. 6 juin 1828, t. 35, p. 72.

531. N'est pas nul l'acte d'appel signifié au maire d'une commune en sa qualité, quoique le jugement contre lequel on interjette appel ait été rendu contre l'adjoint. — Bourg. 31 mars 1829, t. 37, p. 204.

532. L'appel signifié à une commune ne l'est pas valablement au domicile ou à la personne du maire, lorsque ce dernier figurait en nom personnel dans l'instance sur laquelle est intervenu le jugement attaqué, et qu'il interjette lui-même appel de ce jugement à l'encontre de la commune; cet appel ne peut être régulièrement notifié qu'au domicile ou à la personne du représentant légal de la commune, à l'adjoint, ou autre membre du conseil municipal, autorisé à plaider dans les intérêts de la commune. — Poit. 6 juin 1828, t. 35, p. 72.

533. A défaut de syndic dans l'une des sections de commune qui sont en procès, l'acte d'appel à signifier à cette section a pu valablement l'être au maire de la commune. — Cass. 25 nov. 1823, t. 25, p. 370.

534. Il y a nullité de l'acte d'appel dirigé contre une commune, si l'appelant ne représente pas l'original de l'exploit contenant le visa, surtout si la copie ne mentionne pas l'accomplissement de cette formalité. — Brux. 18 avril 1821, t. 13, p. 285.

535 et 536. Le défaut du visa du maire sur l'exploit original d'une signification qui lui est faite, ne constitue qu'une simple irrégula-

rité à laquelle la loi n'a pas attaché la peine de nullité. —Nanci, 11 avril 1826, t. 31, p. 162.

537. L'acte d'appel signifié à une commune est valable, quoique le visa du maire de cette commune ne soit apposé que sur l'original de l'exploit.—Bourg. 3 janv. 1831 (1).

538. Est nul l'exploit d'appel signifié à une commune en la personne de son maire, lorsqu'en l'absence de celui-ci il est visé par son fils.—Bes. 2 juill. 1828, t. 37, p. 31.

539. En l'absence d'un procureur du roi, l'original d'un exploit d'appel signifié à une commune est légalement visé par le substitut.—Bes. 1er fév. 1828, t. 35, p. 188.

540. Lorsqu'un huissier remet l'original d'un acte d'appel d'un jugement rendu au profit d'une commune au maire de cette commune, pour y apposer son visa, que ce maire retient pendant deux jours cet original, et ne le rend à l'huissier, sans y avoir apposé sa signature, qu'après les délais d'appel, il y a abus de pouvoir de la part du maire, et la formalité du visa peut être réputée avoir été remplie.—Cass. 25 janv. 1825, t. 30, p. 12.

541. En matière de saisie immobilière, l'exploit d'appel signifié à une commune représentée par son receveur, et au domicile élu chez ce dernier, doit à peine de nullité être visé par lui. — Liég. 16 décembre 1809, t. 20, p. 227.

6° *Etat.— Etablissements publics.*

542. Un exploit d'appel signifié à une administration ou établissement public est nul, si l'original n'a pas été visé par celui à qui la copie de l'exploit a été laissée. — Brux. 8 mai 1824.

543. Est valable l'exploit d'appel signifié à un préfet en la personne d'un conseiller de préfecture qui y appose son visa avec ces mots : *Par autorisation.* — Toul. 29 juin 1831, t. 43, p. 522.

544. Un acte d'appel peut être valablement délaissé, pour un préfet et son épouse, au concierge de la préfecture — Toul. 10 mai 1826, t. 31, p. 266.

545. Pour intimer régulièrement sur l'appel la régie des domaines, ce doit être en la personne du préfet du département, et non en celle de son directeur. — Renn. 25 mars 1820.

546. La disposition de l'art. 69, n° 1, du Code de proc. civ., qui veut que l'Etat, lorsqu'il s'agit de domaines et droits domaniaux, soit assigné en la personne ou au domicile du préfet, n'est pas obligatoire pour la partie défenderesse; de telle sorte que, si elle a été assignée en première instance à la requête de l'administration de l'enregistrement et des domaines, elle peut signifier son acte d'appel à cette administration. — Lim. 8 juin 1814, t. 13, p. 223.

547. Un acte d'appel est nul s'il n'a point été signifié au bureau de l'hospice, mais seulement à son receveur, qui ne représente pas légalement l'administration de l'hospice, pour recevoir cette signification. — Besanç. 29 août 1820, t. 13, p. 278.

548. Décidé également que l'appel d'un jugement rendu au profit de l'administration des hospices n'est pas valablement signifié au receveur ou préposé de cette administration chez lequel il a été fait élection de domicile en première instance, et quoiqu'il réside dans le lieu où siége l'administration. — Liége, 31 mars 1810, t. 3, p. 276, n° 137.

549. L'acte d'appel dirigé contre une fabrique ne peut être signifié à la maison du trésorier. — Liége, 13 juill. 1814, t. 13, p. 225.

550. L'appel interjeté du jugement rendu au profit d'une fabrique n'est pas valablement signifié au domicile de l'ancien trésorier de la fabrique avec lequel ont commencé les poursuites, lorsque depuis il a cessé ses fonctions, et que son successeur a pris la suite de l'instance. — Caen, 13 mai 1825.

§ 5. *Nombre de copies.*

551. L'exploit d'appel doit être signifié à toutes les parties individuellement. — Ren. 25 mars 1813. — Besanç. 14 déc. 1818, t. 13, p. 205, n° 226.

552. L'appel d'un jugement doit, sous peine de nullité, être signifié à chacun des intimés, quoiqu'ils aient tous le même domicile et le même intérêt. — Dijon, 3 mai 1827, t. 40, p. 272.

553. La nullité de l'appel, tirée de ce que copie n'en a pas été laissée à chacun des intimés, peut être invoquée même par celui auquel on a laissé une copie. — Dijon, 3 mai 1827, t. 40, p. 272.

554. Mais un seul acte d'appel suffit à l'égard de plusieurs parties intimées dans une même instance, lorsqu'il a été régulièrement notifié ou reporté à chacune d'elles. — Renn. 4 janv. 1819, t. 13, p. 261.

555. L'acte d'appel signifié à deux époux ayant des intérêts distincts doit, sous peine de nullité, constater, tant sur l'original que sur la copie, qu'il a été remis à l'un et à l'autre. — Pau, 14 juill. 1832, t. 44, p. 288.

556. Le mari et la femme séparés de biens, qui procèdent en justice, la femme en son nom personnel, et le mari pour l'autoriser, ont un intérêt distinct et séparé ; en conséquence, tout exploit qui leur est signifié, et notamment un exploit d'appel, doit, à peine de nullité, être signifié à chacun d'eux par copie séparée. — Nanci, 7 juin 1833, t. 46, p. 356.

557. Lorsque deux époux ont figuré dans une poursuite de saisie immobilière conjointement, mais en leur nom personnel, comme ayant des intérêts distincts, l'appel interjeté contre eux doit leur être signifié par copies séparées. — Lim. 8 mai 1816, t. 18, p. 236.

558. L'acte d'appel signifié à un mari et à sa femme doit, sous peine de nullité, mentionner auquel des deux la copie a été laissée. — Bourg. 1er fév. 1832, t. 48, p. 433.

559. Décidé au contraire qu'un exploit d'appel signifié à deux époux, parlant à leur personne, est valable, quoiqu'il n'indique point auquel des deux la copie a été remise. — Bourg. 20 août 1832, t. 47, p. 559.

560. Lorsqu'une demande a été formée par un mari, tant en son nom qu'en celui de sa femme, il suffit qu'il soit laissé au mari seul copie de l'acte d'appel du jugement rendu, lorsque d'ailleurs cet acte porte que l'appel est interjeté tant contre la femme que contre le mari. — Brux. 2 fév. 1828.

561. Est valable l'acte d'appel signifié en une seule copie à un mari et à sa femme communs en biens, surtout si, sur l'appel, ils comparaissent en nom commun par un seul avoué et comme ayant un seul intérêt. — Douai, 23 mars 1831.

562. Comme aussi l'acte d'appel signifié par une seule et même copie, à la femme séparée de biens comme partie principale, et au mari seulement pour l'autoriser, est valable, surtout si le mari comparaît sans se plaindre du défaut d'une seconde copie pour lui-même. —Bourg. 1er juin 1814, t. 3, p. 417, n° 251 *bis*.

563. De même, l'acte d'appel n'est pas nul s'il n'a été signifié qu'en une seule copie pour le mari et pour la femme, lorsqu'il s'agit des biens paraphernaux de cette dernière, et que la présence du mari dans la cause n'est par conséquent exigée que pour la validité de la procédure.—Lim. 5 fév. 1817, t. 3, p. 442, n° 265. — Décidé au contraire que l'appel d'un jugement relatif aux biens paraphernaux d'une femme est nul, s'il n'est signifié par deux copies séparées au mari et à la femme.—Lim. 2 et 10 déc. 1821, t. 23, p. 374.

564. Un appel est nul quand il est signifié par un seul exploit et collectivement à deux personnes qui procèdent comme cohéritiers contre un débiteur d'une succession qui leur est dévolue, et lorsqu'elles sont représentées par un même avoué. Dans l'espèce, le débiteur avait en première instance, par un seul acte de procédure formé contre les deux héritiers poursuivants, fait opposition à leurs poursuites. Il soutenait, sur l'appel, que les adversaires ayant un même intérêt, la signification unique et collective de son acte d'appel était régulière ; la Cour, au contraire, d'après la disposition rigoureuse de l'art. 456 C. P. C., décida que la succession ayant divisé les droits des créanciers, l'appel

(1) Il faut consulter sur cette question notre mot *exploit*, n° 385.

devait être signifié à la personne de chacun d'eux. — Orl. 19 août 1812, t. 13, p. 202 — Consultez MM Carr. t. 1, p. 177, *nota*, no 4; B. S. P. p. 202, note 32, no 3; et Merl. *Rép.* t. 15, vo *domicile élu*, § 2, no 8 *bis*; ils pensent qu'il est nécessaire de laisser une copie séparée.

565. Décidé également qu'un acte d'appel interjeté contre plusieurs héritiers ayant un intérêt distinct et séparé, est nul à l'égard de tous, s'il n'en a été laissé qu'une seule copie, sans désigner aucun d'eux individuellement, quoiqu'ils aient tous constitué le même avoué, élu le même domicile et déclaré faire cause commune. — Cass. 14 mars 1821, t. 23, p. 83.

566 Un acte d'appel est nul s'il est signifié collectivement à plusieurs héritiers en une seule copie, lors même qu'ils seraient encore dans l'indivision, qu'ils auraient signifié collectivement le jugement obtenu par leur auteur, et élu le même domicile. — Orl. 25 mars 1831, t. 42, p. 127.

567. L'acte d'appel est-il valablement signifié par une seule copie au domicile élu en commun par plusieurs parties poursuivant ensemble l'exécution du même jugement? — Oui. — Brux. 14 juill. et 6 octob. 1815. — Non — Poit. 10 mai 1814; Cass., 15 fév. 1815; Gren. 10 juin 1817, et 28 juin 1822; Ren. 10 juin 1820; Toul. 9 fév. 1821, t. 3, p. 426, no 255; t. 12, p. 459, no 38; t. 13, p. 232, no 268. V. *infrà*, no 569, et le no précédent.

568. L'appel signifié à un domicile élu, dans le cas de l'article 584 C. P. C., doit être donné en autant de copies qu'il y a d'intimés. — Brux. 15 juin 1829, t. 38, p. 156.

569. L'exploit d'appel signifié à un domicile élu par plusieurs cohéritiers doit, sous peine de nullité, être laissé à chacun d'eux par copies séparées. — Agen. 14 déc. 1832, t. 45, p. 687. — V. *suprà*, no 567.

570. Bien qu'il y ait plusieurs intimés, il suffit qu'il soit laissé au domicile commun, élu par eux, une seule copie de l'acte d'appel, lorsque leurs intérêts et leurs moyens de défense sont les mêmes, et que dans le cours de la procédure ils ont toujours eux-mêmes fait notifier pour eux tous un seul et même exploit. — Brux. 13 mars 1824. — V. *suprà* les nos 566 et s.

571. L'appel d'un jugement de police signifié à un seul des intimés, à la charge d'en donner connaissance à ses co-intéressés, est valable, si en première instance ils ont déclaré agir solidairement entre eux. — Cass. 11 juin 1831.

CHAP. VI. *Instruction. Moyens d'appel. Dépens.*

572. Quand la déclaration d'appel a eu lieu sous l'empire de l'ancienne législation, mais que l'instance sur l'appel n'a été engagée que depuis le Cod. de proc. civ., il faut se conformer aux dispositions de ce Code, et non à celles de l'ordonnance de 1667. — Bord. 16 janv. 1815, t. 6, p. 697, no 34.

573 Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, l'instance d'appel n'était pas commencée par la signification faite de procureur à procureur, mais seulement par l'intimation ou l'anticipation; de manière que, si l'appel n'a été relevé que depuis le Cod. de proc., c'est suivant les formes prescrites par ce Code que l'instance doit être suivie. — Bourg. 6 mai 1822, t. 24, p. 142.

574. L'arrêt qui, après l'expiration des délais du pourvoi en cassation, reçoit l'appel d'un jugement rendu avant le Cod. de proc., contrevient aux lois antérieures à ce Code, et viole l'autorité de la chose jugée. — Cass. 26 janv. 1825, t. 28, p. 161.

575. On peut joindre l'appel d'un jugement, sur une demande qui requiert célérité, avec l'appel d'un autre jugement qui ne paraît pas avoir le même caractère. — Renn. 22 avr. 1814, t. 13, p. 77, no 52.

576. La Cour royale saisie de deux appels, l'un d'un jugement en matière ordinaire, et l'autre d'une ordonnance de référé en exécution de ce jugement, n'est pas obligée d'en ordonner la jonction. — Lim. 20 juill. 1832, t. 45, p. 517.

577. Sur l'appel d'un jugement rendu en matière sommaire, l'instruction par écrit peut-elle être ordonnée? — Quoique l'art. 463 C. P. C. ne défende pas de mettre la cause au rapport, MM. Lep. p. 309, 1re quest. et D. C. p. 350, pensent que l'art. 470 du même Code, en prescrivant d'observer devant les cours royales les règles établies pour les tribunaux inférieurs, défend par cela même de mettre au rapport les affaires sommaires. — *V.* J. A. t. 3, p. 481, no 308; et le C. T. t. 1, p. 467, no 67, et p. 537, no 37.

578. Les juges d'appel pourraient-ils, sur de simples conclusions motivées, ordonner qu'une affaire instruite par écrit en première instance le sera de la même manière en cause d'appel? — D'après l'art. 461 C. P. C. les parties doivent commencer par exposer leurs moyens à la Cour, et ce n'est que dans le cas où une instruction est jugée nécessaire, après cet exposé, qu'elle est ordonnée. — J. A. t. 3, p. 480, no 306. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 207, no 1669; Pig. t. 1, p. 606; B. S. P. t. 2, p. 423, § 2, no 2; F. L. t. 1, p. 183; D. C. p. 329.

579. Lorsqu'en première instance il est intervenu un jugement définitif, le juge d'appel peut, avant de prononcer sur le fond, soit ordonner une nouvelle instruction, soit infirmer en partie le jugement pour vice de forme. — Cass. 17 janv. 1826, t. 31, p. 101. — *V.* sur ces principes, notre mot *évocation*, et *infrà*, no 612.

580. Lorsque sur l'appel l'appelant ne comparaît pas, les juges ne sont pas obligés de vérifier la demande pour accorder défaut-congé à l'intimé. Cependant ils le peuvent — Cass. 7 fév. 1811, 4 fév. 1819, et 18 avr. 1820. — Metz, 27 déc. 1811, t. 3, p. 346, no 191. — MM. Carr. t. 2, p. 93, à la note; Pr. Fr. t. 3, p. 150; F. L. t. 1, p. 183. § 4, no 5, décident que les conclusions ne doivent pas être examinées.

581. Comme aussi, lorsque l'avoué d'un appelant refuse de conclure, l'intimé peut obtenir son renvoi sans vérification. — Cass. 26 fév. 1828, t. 34, p. 130. — Cass. 26 avr. et 18 juill. 1831, t. 44, p. 169, not 2

582 et 583. En appel, si l'intimé ne comparaît pas, les conclusions de l'appelant doivent être vérifiées comme en première instance. — Cass. 4 déc. 1816, t. 3, p 437, no 261. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 186, § 5, no 2.

584. L'intimé peut, même avant l'expiration du délai de l'assignation, sommer par un simple avenir l'appelant de plaider à un jour indiqué par le président, sans que l'appelant puisse exiger une assignation à cet effet. — Brux. 5 mars 1832, t. 45, p. 445.

585. Lorsqu'il y a appel d'un jugement rendu sur assignation à bref délai, et que l'un des intimés est défaillant, il faut, en joignant le profit du défaut, ordonner qu'il sera signifié au défaillant avec assignation à bref délai. — Nîm. 15 mai 1807, t. 13, p. 94.

586. L'appelant n'est pas obligé de signifier un écrit de griefs, sous peine d'être déchu du droit de plaider ses griefs à l'audience. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 2, p. 207, no 1670; Pig. t. 1, p. 608, et Haut. p. 265 — J. A. t. 3, p. 481, no 307.

587. Il n'est pas tenu, à peine de forclusion, de faire signifier ses griefs dans la huitaine. — Turin, 13 août 1811, t. 3, p. 336, no 179.

588. Cependant il ne suffit pas à un appelant de se référer à justice sans fournir de griefs — Renn. 22 juin 1813, t. 3, p 394, no 234.

589. En admettant que la non-signification des griefs de l'appelant fournisse une fin de non-recevoir à l'intimé, il ne pourrait l'opposer utilement après avoir conclu à la confirmation du jugement attaqué — Turin, 13 août 1811, t 3, p. 336, no 180.

590. L'appelant peut faire valoir d'autres griefs que ceux énoncés dans l'acte d'appel, s'il s'en est réservé la faculté en termes généraux. — Rouen, 22 juill. 1826.

591. L'acte par lequel on déclare appeler d'un jugement rendu entre les parties s'applique à tous les chefs de cette décision, lors même que l'appelant y énoncerait certains griefs, et prendrait des conclusions différentes de celles qu'il poserait ensuite à la barre de

la Cour. — Bord. 28 mars 1831.

592. On peut, sur l'appel d'un jugement qui valide une saisie immobilière, proposer au nom des mineurs des nullités qui ont été invoquées d'office en première instance par le ministère public. — Brux. 26 juin 1832, t. 45, p. 439. — Il faut consulter, sur les principes de même nature, notre mot *saisie immobilière*.

593. Est-on recevable à faire valoir, sur l'opposition à un arrêt par défaut, une fin de non-recevoir contre l'appel, qui n'a pas été proposée dans le principe, et contre laquelle on n'a pas fait de réserves en signifiant l'arrêt par défaut? — Non. — Metz, 30 janv. 1811 — Oui. — Metz, 26 mai 1820, t. 3, p. 301, nº 162.

594. L'intimé peut exciper de la tardiveté de l'appel interjeté contre lui, même après avoir obtenu par défaut un arrêt confirmatif contre l'appelant. — Lyon, 7 fév. 1834, t. 46, p. 307.

595. Lorsque, l'appelant faisant défaut, l'intimé conclut à ce que l'appel soit *déclaré non recevable*, et que l'arrêt par lui obtenu se borne à *mettre l'appellation au néant et ordonner que ce dont est appel sortira effet*, l'intimé peut néanmoins proposer toutes fins de non-recevoir, lorsque la cause revient contradictoirement sur l'opposition. — Ang. 15 janv. 1829, t. 36, p. 200.

596. Un intimé ne couvre pas les nullités de l'appel à lui signifié, en consentant au renvoi de la cause à une audience déterminée. — Cass. 23 avr. 1833, t. 45, p. 599 (1).

597. Un tribunal ne peut, d'office, prononcer la nullité d'un appel, sur le motif qu'il a été interjeté par une femme non autorisée. — Cass. 21 nov. 1832, t. 45, p. 616.

598. L'étranger qui interjette appel d'un jugement rendu contre lui n'est pas tenu de fournir la caution *judicatum solvi*, s'il était défendeur en première instance. — Lim. 20 juill. 1832, t. 45, p. 517.

599. En matière criminelle, les juges d'appel ne sont pas obligés d'entendre de nouveau des témoins, toutes les fois que l'une des parties le demande. — Cass. 18 avr. 1806, et 2 août 1821, t. 3, p. 79, nº 31 *bis*, et p. 470, nº 293. — *V.* M. B. S. P. *Dr. Crim.* p. 121, not. 2.

600. Cependant les juges d'appel ne peuvent se refuser à entendre des témoins qui n'auraient pas été entendus en première instance, en se fondant sur ce que les recherches faites postérieurement à un jugement ne suffisent pas pour le faire annuler, lorsqu'il a été rendu légalement dans l'état où la cause se présentait. — Cass. 21 juill. 1820, t. 3, p. 464, nº 290. — *V.* M. Carnot, t. 1, p. 505.

601. On peut, en cause d'appel, faire infirmer le jugement de première instance, en excipant d'un acte signifié avant ce jugement par la partie en faveur de laquelle il a été rendu, et portant que les poursuites dirigées en son nom étaient contraires à sa volonté. — Paris, 3 juill. 1813, t. 3, p. 396, nº 236.

602. Lorsqu'une partie interjette appel d'un jugement, et que l'intimé reconnaît que ce jugement peut être réformé sur certains points, quelle marche doit-il suivre? — L'intimé doit, dans ce cas, déclarer qu'il se désiste du bénéfice du jugement à l'égard des chefs qu'il craint de voir réformer. — *V.* J. A. t. 3, p. 472, nº 294. — MM. Carr. t. 2, p. 131, nº 1579, et D. C. p. 321 et 322, partagent cette opinion.

603. Une partie ne peut, sur l'appel d'un jugement définitif, conclure à la réformation d'un interlocutoire dont il n'a pas été interjeté appel. — Bourg. 3 janv. 1829.

604. La fin de non-recevoir résultante de ce que l'appel a été interjeté après les délais, est d'ordre public, et doit être prononcée d'office. — Brux. 28 juill. 1829, t. 38, p. 171. — *V.* d'autres décisions à notre mot *exceptions*.

605. Celui qui appelle d'un jugement après le délai légal ne peut soutenir devant la Cour royale que cette décision est nulle, parce qu'un de ses adversaires qui l'ont provoquée y a concouru en qualité de juge suppléant. — Cass. 15 déc. 1830, t. 40, p. 202.

606. Une Cour royale saisie d'un appel irrégulièrement formé ne peut, par des motifs tirés du fond, le déclarer non recevable. — Cass. 13 janv. 1817, t. 3, p. 273, nº 134. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 461, et F. L. t. 1, p. 169, nº 2.

607. Comme aussi une Cour royale saisie d'un appel tardif ne peut le déclarer recevable, en se fondant sur l'irrégularité de la signification du jugement dont est appel, résultante du défaut de qualité dans l'auteur de la signification, lorsque d'ailleurs l'auteur de la signification a procédé en la qualité que lui attribue le jugement; ce serait de la part de la Cour s'occuper des moyens du fond. — Angers, 11 avril 1821, t. 23, p. 129.

608. L'arrêt qui décide que l'appelant qui, dans son acte d'appel, a conclu à la réformation du jugement, est non recevable à en demander ensuite la nullité, est à l'abri de la cassation. — Cass. 27 avr. 1826, t. 32, p. 34.

609. Lorsqu'il y a appel de plusieurs jugements, et que l'appelant se borne à conclure définitivement à la réformation d'un seul, la Cour n'est pas obligée de statuer sur tous ses appels. — Renn. 30 juill. 1817, t. 3, p. 447, nº 270.

610. Pareillement, lorsque l'objet de la contestation n'excède pas le taux du dernier ressort, et qu'on se pourvoit en appel pour incompétence, les juges saisis de l'appel ne peuvent pas annuler le jugement attaqué par d'autres motifs que ceux tirés de l'incompétence. — Cass. 22 juin 1812, t. 3, p. 310.

611. Le tribunal saisi de l'appel de la décision d'un juge de paix qui s'est déclaré incompétent pour statuer sur une action possessoire en matière de cours d'eau, peut, au lieu de renvoyer devant ce magistrat pour statuer au possessoire, juger la question de savoir si le défendeur a creusé le ruisseau litigieux en vertu de ses droits, si la contestation s'est réduite à cette question. — Cass. 14 fév. 1832.

612. Le tribunal saisi de l'appel d'un jugement de justice de paix qui a définitivement statué sur une affaire, peut, par une première décision, infirmer le jugement de première instance comme ayant à tort mis une preuve à la charge d'une partie; et par une seconde décision, sans qu'il soit besoin d'user de la faculté accordée par l'art. 473 C. P. C., ordonner une enquête et un sursis au fond jusqu'après cette opération. — Cass. 21 mai 1833, t. 45, p. 453. — V. *suprà*, nº 579.

613. Une Cour d'appel peut, sans excéder ses pouvoirs, statuer sur les contestations qui lui sont soumises, d'après un moyen de droit non employé par les parties. — Cass. 12 déc. 1810, t. 22, p. 62, nº 83. — Cette opinion est développée *ibid.*

614. Le tribunal d'appel, saisi de la connaissance du fond d'une affaire correctionnelle, ne peut statuer sur la compétence des premiers juges, s'il n'y a eu appel sur ce point, ni par le prévenu ni par le ministère public. — Cass. 11 mars 1831.

615. Lorsque, sur l'appel d'un jugement de police correctionnelle, le ministère public juge à propos de faire assigner des témoins, il n'est pas nécessaire qu'il en demande préalablement la permission au tribunal d'appel. Le tribunal d'appel peut seulement refuser d'entendre ces témoins, s'il juge leur audition inutile. — Cass. 25 nov. 1824, t. 29, p. 331.

616 et 617. En matière de délits forestiers, le ministère public peut faire entendre, sur l'appel, les gardes forestiers qui, ayant concouru à un procès-verbal dressé contre le prévenu, ne l'ont pas affirmé, quoiqu'il n'ait pas fait cette réquisition devant les premiers juges. — Cass. 9 mai 1807, t. 3, p. 111, nº 44.

618. Lorsqu'une partie condamnée à une portion des dépens a frappé d'un appel général et indéfini le jugement qui la condamne, sans cependant faire une mention particulière du chef qui met une quotité des dépens à sa charge, et

(1) Pour avoir une idée exacte des principes sur les questions des nos 593 à 596, il faut se reporter à notre mot *exceptions*.

lorsque tant l'intimé que l'appelant ont conclu respectivement à la condamnation aux dépens, l'arrêt qui intervient ne viole pas la chose jugée en condamnant l'appelant en tous les dépens. — Cass. 1er juill. 1828, t. 37, p. 31.

619, 620 et 621. L'intimé qui succombe dans une fin de non-recevoir doit en payer les dépens, en diminution de ceux auxquels l'appelant est condamné. — Renn. 30 juill 1817, t. 3, p. 447, no 271.

CHAP. VII *Indivisibilité de l'appel.* — Art. 1er. *Indivisibilité à l'égard des appelants.*

622. L'appel interjeté par l'une des parties peut profiter à l'autre, qui ne prend cette voie qu'après l'expiration des trois mois, si elles ont chacune le même intérêt, et si leurs moyens de défense sont absolument les mêmes. — Turin, 5 prair. an XII, 28 fév. 1810. — Gren. 4 janv. 1815, t 3, p. 266, no 129.

623 Comme aussi dans les matières indivisibles, c'est-à-dire quand il y a impossibilité absolue d'exécuter divisement le jugement rendu contre toutes parties, l'appel interjeté par l'une d'elles profite aux autres — Cass. 30 mars 1825, t. 29, p. 181.

624. Ainsi une partie qui n'a pas appelé de son chef d'un jugement dans le délai de la loi, est recevable à adhérer à l'appel relevé par les autres parties, lorsque la cause est indivisible; une demande en péremption, par exemple. — Toul. 2 fév. 1828.

625. Lorsqu'il s'agit du procès d'une commune pour une chose indivisible, l'appel interjeté par quelques-uns seulement des habitants qui avaient comparu en première instance profite à tous — Riom, 2 janv 1829.

626. Mais l'appel interjeté par une partie dans une affaire commune à plusieurs, mais divisible de sa nature, ne profite pas aux autres obligés. — *Metz*, 12 janv. 1821. — Toul. 27 avr. 1827, t. 23, p. 5, et t. 34, p. 331.

627. L'appel interjeté par un individu, tant en son nom personnel que comme agissant pour un autre individu (son co-intéressé), profite à celui-ci, si, loin de désavouer la part qu'on lui a fait prendre à l'appel, il figure au contraire ultérieurement en nom dans l'instance. — Nanci, 29 juin 1829, t. 37, p. 158.

628. L'appel interjeté par un cohéritier, tant en son nom qu'au nom de ses cohéritiers, sans pouvoir de leur part, profite à ceux-ci, lors même qu'ils ne ratifient qu'après l'expiration des délais d'appel, si la signification du jugement était nulle. — Gren. 8 déc 1810. — Ang. 22 mai 1817, t. 3, p. 445, no 268.

629. Cependant l'appel interjeté par un héritier ne peut profiter à tous ses cohéritiers, à l'égard desquels le jugement, réformé sur l'appel, avait acquis l'autorité de la chose jugée. — Cass. 21 brum. an VII, t. 3, p. 37, no 8. — Cet arrêt est contraire au précédent; car il n'a décidé que le jugement avait acquis l'autorité de la chose jugée que parce qu'il n'y avait pas eu appel de la part de l'une des parties; et, d'après l'arrêt précédent, cet appel n'était pas nécessaire. — On peut consulter MM. B. S. P. p. 414; PR. FR. t. 3, p 54 et 123; PONC t. 1, p 497, nos 304, 498 et 305; CARR. t. 2, p. 120, no 1565; MERL. t. 1, p. 279, vo *appel*; et F. L. t. 1, p. 171, no 7.

630. Dans le cas d'une condamnation solidaire, l'appel interjeté par quelques-unes des parties qui sont encore dans le délai, ne profite pas aux autres parties à l'égard desquelles le délai est expiré. — Brux. 19 janv. 1830, t. 40, p. 282.

631. En matière indivisible, l'appel interjeté par un des débiteurs solidaires et l'arrêt par lui obtenu profitent à ses codébiteurs qui ne se sont pas rendus appelants. — Cass. 27 mai 1829, t. 38, p 169. — Poit. 24 juin 1831, t. 42, p. 296.

632. De même l'appel régulier d'un codébiteur solidaire profite à ceux de ses codébiteurs qui ne l'ont pas interjeté dans le délai utile, lorsqu'ils ont le même intérêt et font valoir les mêmes moyens. — Bourg. 23 déc. 1825, t. 31, p. 289.

633. Lorsque, sur l'appel de quelques-uns des endosseurs condamnés, le jugement est annulé pour incompétence, l'appel ne profite pas à celui qui ne l'a pas formé, quand même il aurait été assigné par les premiers en déclaration d'arrêt commun. — Lyon, 21 juin 1826.

634. L'appel interjeté par les syndics profite au failli; mais leur désistement, fait au nom seulement de la masse des créanciers, n'empêche point le failli de suivre l'instance d'appel en son nom personnel. — Cass. 19 avr. 1826, t. 31, p. 346.

635. L'appel interjeté par l'un des copropriétaires profite à l'autre; en conséquence, sans qu'il ait besoin de se rendre appelant de son chef, il peut comparaître sur l'appel, et déclarer prendre les mêmes conclusions que son copropriétaire. — Metz, 29 mai 1812, t. 3, p. 370, no 212.

636. Lorsque plusieurs parties ayant le même intérêt interjettent appel d'un jugement, et que l'acte d'appel de l'une d'elles est nul, celle-ci peut couvrir la nullité qui lui est personnelle par son intervention sur l'appel. — Turin, 9 mars 1811, t. 3, p. 307, no 166. — *V*. M. B. S. P., p. 414, note 36.

637. Si l'appel d'un jugement n'est signifié par une partie qu'à un seul des deux colitigants ses adversaires, ce jugement acquiert en faveur de l'autre l'autorité de la chose jugée, et sa mise en cause, à la requête de l'intimé, ne peut équivaloir à un acte d'appel. — Cass. 30 nov. 1825, t. 30, p. 308

638. Le délai d'appel d'un jugement contradictoire ne court pas contre un mineur, lorsque le jugement n'a été signifié ni à son tuteur ni à son subrogé tuteur; dans ce cas la faculté d'appeler profite à son consort majeur, lorsque l'objet est indivisible. — Renn. 15 juin 1818, t. 3, p. 448, no 273. — *V*. M. CARR. t. 2, p. 142, nos 1596 et 1597.

639. La femme qui a appelé son mari en garantie dans une instance où celui-ci s'est rendu appelant, peut conclure aux mêmes fins que lui, quoiqu'elle n'ait point elle-même appelé. — Agen. 5 janv. 1832, t. 46, p. 186.

640. Une femme séparée de biens n'a pas qualité pour proposer une fin de non-recevoir, sur un appel relevé seulement contre son mari. — Renn. 12 déc. 1817, t. 21, p. 277, no 60.

641. Lorsqu'une partie, condamnée aux dépens en première instance, n'interjette point appel, cette condamnation doit être maintenue, encore que le jugement soit réformé sur la demande d'une autre partie. — Renn. 26 mai 1820, t. 15, p. 162, no 189.

642. Quand plusieurs parties ont été condamnées par un jugement de police correctionnelle, l'appel interjeté par l'une des parties ne peut autoriser la réformation du jugement dans l'intérêt d'une autre partie qui ne s'en est point rendue appelante ou dont l'appel a été irrégulièrement interjeté. — Cass. 16 mars 1815, t. 3, p. 432, no 257. — *V*. MM. B. S. P. *Dr. Crim.* p. 118, et F. L. t. 1, p. 191.

643. En matière correctionnelle, l'appel du ministère public profite au prévenu — Paris, 9 nov. 1829, t. 38, p. 166. — V. *infrà*, no 716.

644 Dans le cas où plusieurs individus sont poursuivis à raison d'une contravention, la nullité de la procédure à l'égard de l'un d'eux ne doit pas en entraîner l'annulation dans l'intérêt de tous. — Cass. 23 nov. 1810, t. 3, p. 226, no 109.

645. Une cour ne peut, sur l'appel *à minima* du ministère public, acquitter le prévenu, quand il n'a pas lui-même interjeté appel. — Cass. 9 et 19 prair. an VIII, t. 3, p. 43, no 11. — *V* MM. B. S. P. *Dr. Crim.* p. 122; F. L. t. 1, p. 192 et 194; MERL. *Q. D.* vo *appel*, t 1, p. 89; et LEGRAV t. 1, p. 350 et 351. — Et *suprà*, no 643.

646 Décidé cependant que l'appel interjeté par le ministère public d'un jugement correctionnel fait revivre toute l'action soumise aux premiers juges, et investit le tribunal d'appel du droit de statuer même sur la partie du jugement dont le prévenu n'a point appelé, de diminuer la peine ou même de l'en décharger entièrement. — Metz, 6 juin 1821. — Cass. 4 mars 1825, t. 23, p 209, et t. 30, p. 73.

647. Mais, lorsque le condamné seul interjette appel d'un jugement de police correctionnelle, la peine

ne peut être aggravée — Cass. 14 juill. 1827, t. 34, p. 303.

Art. 2. *Indivisibilité à l'égard des intimés.*

648. La déchéance de l'appel envers un des créanciers profite à tous, quoique ultérieurement les créanciers non valablement intimés aient renoncé à s'en prévaloir. — Riom, 3 août 1826, t. 35, p. 369.

649. Lorsqu'on a actionné en première instance le vendeur et l'acquéreur, pour faire déclarer une vente nulle, on ne peut, sur l'appel, se contenter d'assigner le vendeur; il faut citer les deux parties. — Renn. 20 août 1812, t. 3, p. 373, nº 215.

650. Comme aussi l'appel du jugement qui statue sur une demande en distraction doit être dirigé contre toutes les parties dont l'art. 727 C. P. C. exige la présence; et, si on en a oublié une, on ne peut réparer cette omission par une assignation donnée après les délais d'appel — Nim. 14 mars 1828, t. 34, p. 190.

651. L'appel interjeté contre quelques héritiers en temps utile, et contre d'autres après les délais, ne profite à l'appelant que contre ceux à l'égard desquels il a appelé en temps utile. — Renn. 14 mai 1812, t. 3, p. 367, nº 209.

652. Lorsque plusieurs individus obtiennent contre un autre un jugement de condamnation commun et indivisible, l'appel interjeté vis-à-vis de l'un d'eux, et seulement dénoncé aux autres, est valable contre tous, sans que ceux qui n'ont pas été directement intimés puissent opposer de fin de non-recevoir. — Metz, 17 juill. 1823, t. 25, p. 268.

653. L'appel interjeté contre l'un des coobligés, doit profiter à l'appelant contre tous les autres coobligés, lorsqu'il s'agit d'obligation indivisible. — Bord. 4 avr. 1829, t. 37, p. 338.

654. De même, lorsqu'un jugement a été rendu au profit de deux propriétaires indivis du même immeuble, l'appel régulièrement interjeté vis-à-vis de l'un de ces propriétaires doit recevoir ses effets vis-à-vis de l'autre, et couvrir à son égard la nullité de l'acte d'appel qui lui aurait été signifié. — Montp. 27 juill. 1825, t. 29, p. 267.

655. La partie condamnée à faire disparaître des constructions nuisant à la solidité d'une maison indivise entre deux propriétaires, ne peut interjeter appel contre un seul de ces propriétaires; elle doit intimer l'un et l'autre. — Bourg. 30 nov. 1830, t. 40, p. 340.

656. Quelques-uns des codébiteurs solidaires ne peuvent se plaindre de la nullité qui aurait été commise à leur égard dans leur copie de l'acte d'appel, lorsque cet acte est régulier vis-à-vis de tous les autres. — Renn. 24 juill. 1810, t. 5, p. 51, nº 33.

657. Le demandeur qui succombe en première instance sur deux chefs de demande dirigés contre deux parties différentes, peut interjeter appel contre l'un des défendeurs au chef qui le concerne, sans être tenu d'intimer l'autre partie. — Renn. 24 juill. 1810, t. 3, p. 282, nº 144.

658. Lorsqu'une partie contre laquelle l'appel n'avait pas été dirigé se présente volontairement en appel, y constitue avoué et se réunit aux autres intimés, elle ne peut plus, sous le prétexte qu'il n'a pas été appelé contre elle, se faire rejeter des qualités. — Metz, 22 nov. 1827.

2ᵉ DIVISION. — APPEL INCIDENT (1).

CHAP. UNIQ. — Art. 1ᵉʳ. *Quel appel est réputé incident? Quand y a-t-il lieu à l'appel incident* (2)?

659 et 660. Lorsqu'une partie se rend appelante du chef d'un jugement qui la condamne aux dépens, et l'autre partie de la décision sur le fond, ce n'est pas l'importance respective des appels, mais leur priorité, qui décide lequel des deux est l'appel principal. — Colm. 20 fév. 1820, t. 3, p. 458, nº 285. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 806.

661. Comme aussi, lorsqu'un appel est interjeté par une partie après un appel antérieur de l'autre, et que chacune d'elles, par son appel, revendique la même propriété, le second appel est réputé incident, et a pu par conséquent être interjeté en tout état de cause. — Renn. 3 juill. 1813, t. 3, p. 395, nº 235.

662. Lorsque le demandeur a proposé en première instance deux moyens différents dans ses conclusions, et que le tribunal lui adjuge sa demande, se fondant sur un moyen et rejetant l'autre, il doit sur l'appel du défendeur interjeter appel incident du chef de ces conclusions auquel il n'a pas été fait droit. — Cass. 18 juin 1816, t. 3, p. 436, nº 260.

663. Comme aussi, si une fin de non-recevoir a été rejetée par le tribunal de première instance, l'intimé ne peut la reproduire sur l'appel sans appeler incidemment. — Agen, 1ᵉʳ juill. 1824, t. 28, p. 150.

664. Décidé au contraire que celui qui a obtenu gain de cause en première instance par des moyens du fond, sans que le tribunal ait statué sur les moyens de forme qu'il opposait, est recevable, sur l'appel principal interjeté par son adversaire, et sans avoir besoin d'appeler incidemment, à proposer de nouveau ses moyens de forme. — Bourg. 23 avr. 1825. — Orl. 19 juin 1829, t. 29, p. 298; t. 43, p. 727.

665. La partie qui, dans la même instance introduite contre deux individus, dont l'un a été condamné et l'autre a obtenu gain de cause, a signifié le jugement à ces deux individus, ne peut, si le premier seulement en interjette appel, se porter incidemment appelante contre l'un et contre l'autre. — Cass. 27 juin 1820, t. 3, p. 460, nº 287.

666. Une partie ne peut appeler incidemment d'un jugement que contre celle qui en a appelé principalement contre elle. — Besanç. 9 déc. 1826.

667. Lorsqu'un garanti s'est rendu appelant d'un jugement à l'égard du demandeur principal envers lequel il a été condamné, le garant peut interjeter appel incident, s'il a reçu de ce garanti, non précisément une signification d'appel, mais bien une assignation pour paraître en cause devant la Cour royale. — Cass. 11 janv. 1832.

668. Un appel incident n'est pas recevable, s'il ne se rattache à aucun appel principal. — Cass. 13 août 1827, t. 34, p. 17.

669. Ainsi l'intimé ne peut appeler incidemment qu'à l'égard de l'appelant principal; relativement aux autres parties intimées, il doit recourir à l'appel principal. — Turin, 7 juill. 1808. — Bourg. 12 fév. 1823, t. 3, p. 178, nº 74, et t. 25, p. 46.

670. En effet l'appel incident n'est pas recevable d'intimé à intimé. — Toul. 31 mars 1828. — Bord. 22 janv. 1834, t. 35, p. 222, et t. 47, p. 486.

671. Ni même de la part de l'intimé vis-à-vis de l'appelant avec lequel il fait cause commune; il ne peut qu'adhérer aux conclusions de l'appelant, et faire déclarer l'arrêt à intervenir commun entre eux. — Paris, 23 nov. 1825, t. 30, p. 300.

672. Cependant, en matière d'ordre, l'appel incident est recevable d'intimé à intimé, quand l'appel principal remet en question de l'un à l'autre la chose jugée en premier ressort, et l'utilité de la collocation. — Paris, 6 janv. 1826, et Cass. 31 juill. 1827, qui rejettent le pourvoi formé contre le précédent, t. 30, p. 303, et t. 34, p. 14.

673. L'appelant principal d'un jugement ne peut, par de simples conclusions, interjeter appel incident d'un autre jugement rendu dans la même cause. — Renn. 9 mars 1820, t. 14, p. 398, nº 60.

674. Comme aussi la faculté d'interjeter appel incident, en tout état de cause, n'est accordée qu'au seul intimé. En conséquence, il ne suffit pas qu'il existe déjà un appel principal, pour que l'ap-

---

(1) *V. Désist.* 81. — *Enreg.* 280. — *Gar.* 94. — *Ordre*, 182 *bis*, 247, 325 *et s.* — *Perempt.* 173 *et s.* — *Sais. imm.* 1025 *et s.*

(2) On consultera avec fruit la *Revue de la Jurisprudence* sur l'appel incident, t. 45, p. 589.

pelant puisse interjeter un appel incident de tout autre jugement rendu dans la même cause. — Cass. 26 mai 1814, t. 3, p. 415, nº 250. — M. HAUT p. 264, pense que l'appelant peut interjeter en ce cas appel incident sur la barre, ce qui est combattu par MM. F. L. t. 1, p. 173, no 12; et PONC. t. 1, nº 322, p. 526, 528. — *V.* aussi M. PIG. t. 1, p. 551, nº 3, et un arrêt du 27 avr. 1835, t. 49, p. 622.

675. Mais l'appel incident de l'intimé peut avoir pour objet un jugement sur lequel l'appel principal ne porte pas, mais dont l'appelant veut argumenter contre lui, si d'ailleurs ce jugement, non encore signifié, émane d'un tribunal soumis à la juridiction de la Cour. — Nîm. 7 janv. 1812, t. 3, p. 354, nº 195.

676. L'appelant principal du chef d'un jugement ne peut pas attaquer incidemment ce jugement sur quelque autre chef. — Turin, 1er avr. 1812, t. 3, p. 365, nº 206.

677. Mais en est-il de même de l'intimé? par exemple, lorsqu'un jugement renferme des chefs distincts et indépendants l'un de l'autre, et que l'un de ces chefs est seul l'objet de l'appel principal, l'intimé peut-il appeler incidemment des autres chefs après l'expiration des délais d'appel, par requête d'avoué à avoué? — Non. — Nîmes, 18 mai 1806; Renn. 1er août 1810. — Oui. — Renn. 11 mars 1817 et 3 août 1819; Amiens, 29 mars et 10 mai 1822; Cass. 13 janv., 16 juin et 8 juill. 1824, 22 mars 1826; Agen, 10 juin 1824, t. 3, p. 83, nº 35; t. 24, p. 146; t. 26, p. 9; t. 27, p. 127; t. 30, p. 419, et t. 31, p. 107. — La jurisprudence est désormais fixée dans ce dernier sens — MM. B. S. P. p. 419, not. 57, nº 1, et F. L. t. 1, p. 182, vº *appel*, nº 4, ont adopté l'opinion consacrée par la jurisprudence. — MM. PONC. t. 1, p. 524, nº 321 et suiv., et CARR. t. 2, p. 125, nº 1574, font des distinctions.

678. L'intimé qui a interjeté un appel incident sur un chef peut encore en interjeter un second sur un autre chef du même jugement. — Brux. 5 nov. 1823.

679. Lorsqu'un jugement a condamné solidairement le mari et la femme, le mari, après son intervention sur l'appel interjeté par cette dernière, ne peut se rendre incidemment appelant du même jugement. — Montp. 30 avril 1811, t. 3, p. 315, nº 171.

680. De même, lorsqu'un curateur agissant en cette qualité interjette appel d'un jugement rendu contre son pupille, l'intimé ne peut se rendre incidemment appelant du jugement qui avait nommé le curateur. — Aix, 24 mai 1808, t. 3, p. 176, nº 71.

681. Lorsqu'une succession dévolue par deux jugements à un autre qu'à l'héritier véritable est revendiquée par celui-ci, il a le droit, en appel, d'interjeter appel incident de ces deux jugements, auxquels il n'avait pas été partie. — Cass. 2 germ. an X, t. 3, p. 69, nº 23. — *V.* M. Q. D. t. 1, p. 418, vº *chose jugée*, § 11.

682. Lorsque deux parties ayant un intérêt commun ont succombé en première instance, que l'une a interjeté appel et que l'autre a laissé passer les délais sans appeler; si dans cet état celle-ci (son héritier ou sa veuve) est assignée en déclaration d'arrêt commun, elle peut interjeter appel incident. — Bourg. 26 janv. 1822, t. 24, p. 25.

683. Celui qui sans être intimé n'est que cité en assistance de cause devant la Cour, ne peut interjeter un appel incident à l'audience, encore qu'il ait figuré en première instance. — Nîmes, 29 janv. 1822, t. 10, p. 381, nº 46.

684. On est recevable à interjeter appel incident, lorsqu'on a été partie dans le jugement et qu'on a intérêt à le faire réformer, quoiqu'on n'ait pas été intimé sur l'appel principal. — Cass. 26 oct. 1808, t. 3, p. 186, nº 82. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 2, p. 131, nº 1578, et HAUT. p. 262.

685. On peut, dans ce cas, intervenir en cause d'appel par une simple requête d'avoué à avoué, et même plus de trois mois après la signification du jugement. — Cass. 26 oct. 1808, t. 3, p. 186.

686. Un créancier peut appeler incidemment d'un jugement qui a condamné son débiteur à payer une certaine somme à un de ses autres créanciers. — Besanç. 3 août 1808, t. 3, p. 184, nº 79. — V. *suprà* un arrêt du 6 juill. 1824, qui consacre le même principe à l'égard de l'appel principal. — *V.* MM. PONC. t. 1, p. 491, 492, nº 301, et PR. FR. t. 3, p. 120, 121.

687. L'on peut interjeter appel incident d'un jugement qui ordonne l'exécution provisoire avec caution, lorsque cette exécution devait être ordonnée sans caution, et la Cour peut statuer sur l'appel incident avant le jugement de l'appel principal. — Paris, 5 déc. 1807, t. 12, p. 616, nº 13.

688. L'appel principal profitant à tous les consorts solidaires, autorise contre eux l'appel incident de la part de celui-là même qui aurait commencé des poursuites contre l'un d'eux en vertu du jugement dont est appel. — Amiens, 11 déc. 1821, t. 23, p. 378.

689. Lorsqu'une partie, dans une instance introduite contre un tuteur agissant en nom qualifié et en nom personnel, n'a obtenu gain de cause que contre le mineur, elle ne peut, sur l'appel interjeté par le tuteur au nom de son pupille, se pourvoir par appel incident à l'égard du chef du jugement qui a donné gain de cause au tuteur en ce qui lui est personnel, surtout si celui-ci a déclaré acquiescer au jugement en le faisant signifier. — Lim. 4 déc. 1813, t. 3, p. 410, nº 247.

690. Le désistement de l'appel principal empêche l'intimé d'interjeter appel incident; mais il ne peut pas le priver du bénéfice d'un appel incident antérieur. — Renn. 19 janv. 1811. — Metz, 15 juin 1814. — Douai, 5 juill. 1819. — Paris, 24 fév. 1826. — Brux. 26 janv. 1827. — Montp. 23 mai 1828. — Lyon, 3 fév. 1830., t. 3, p. 411, nº 248; t. 31, p. 298; t. 35, p. 297; t. 41, p. 484.

691. Et le désistement d'un appel principal non accepté par l'intimé n'empêche pas celui-ci d'interjeter appel incident. — Bord. 21 août 1827, t. 34, p. 108. — Bourg. 9 mars 1830, Limousin Pigelet C. Pichon et compagnie.

692. Mais, dans ce cas, l'appelant principal rentre dans le droit de donner suite à son appel. — Amiens, 15 déc. 1821, t. 23, p. 382.

693. Comme aussi le désistement de l'appel principal signifié à l'intimé et non à son avoué ne peut pas empêcher ce dernier d'interjeter pour sa partie un appel incident. — Paris, 3 juin 1825, t. 31, p. 298.

694. L'appel incident interjeté par l'intimé est considéré comme non avenu, quand il a accepté le désistement que lui a fait signifier l'appelant principal, parce que ce désistement est censé remettre les choses au même état qu'elles étaient avant la demande. — Poit. 16 janv. 1824, t. 26, p. 12. — M. CARR. *Anal.* quest. 1448, professe implicitement une opinion conforme.

695. La partie qui a appelé incidemment d'un jugement, mais dont l'appel incident a été déclaré non recevable comme ayant été formé après le désistement de l'appel principal, peut ensuite, si elle est encore dans le délai, interjeter un appel principal de ce même jugement, lorsque d'ailleurs elle ne peut être censée y avoir acquiescé. — Brux. 8 mars 1828.

696 et 697. Si l'appel principal était jugé non recevable ou mal fondé, devrait-il être fait droit sur l'appel incident? — MM. CARR. t. 2, p. 132, nº 1580, et HAUT. p. 262, soutiennent la négative, mais ils n'invoquent aucune disposition de loi; et comme l'intimé, en interjetant appel incident, a usé d'un droit que la loi lui donnait, ce droit semble lui être acquis et ne pouvoir lui être enlevé par un événement ultérieur qui ne tient pas à son fait. — J. A. t. 3, p. 472, nº 295. — Cependant, le 25 janv. 1826, la Cour de Rennes (Lanoudin C. Boudet), et le 16 août 1828, la Cour de Bourges (Crateau C. Commoulles), ont décidé que si l'appel incident n'a pas été signifié à partie, il n'est qu'un accessoire de l'appel principal, et qu'il doit être déclaré inadmissible, si l'appel principal est annulé.

698. Est non recevable l'appel d'un jugement interlocutoire interjeté dans la forme d'un appel incident, c'est-à-dire par de simples conclusions, par celui qui est appelant du jugement définitif. — Bord. 3 mai 1834, t. 46, p. 349.

699. Lorsque le tribunal de police correctionnelle a renvoyé une partie de l'action formée contre elle par des moyens au fond, et sans statuer sur les vices de formes qu'elle opposait, elle n'a pas besoin, sur l'appel interjeté par son adversaire, de se rendre incidemment appelante du chef qui n'a pas statué sur les nullités de procédure. — Bourg. 21 août 1825.

Art. 2. *Délai et forme de l'appel incident.*

700 L'intimé peut interjeter appel incident plus de trois mois après la signification qui lui a été faite du jugement par l'appelant principal. — Turin, 9 févr. et 19 mars 1808, t. 3, p. 165, nº 64. — La négative, soutenue par les auteurs du Pr. Fr. t. 3, p. 31, est combattue par MM. Carr. t. 2, p. 130, nº 1575; Ponc. t. 1, p. 530, nºs 324 et 825; B. S. P. p. 418, note 57.

701. L'intimé peut appeler incidemment, même quant aux chefs dont l'appelant ne demande pas la réformation, et quoique celui-ci lui ait notifié depuis plus de trois mois le jugement dont est appel. — Poit. 19 août 1831.

702. Il n'y a pas lieu à casser un arrêt par cela seul qu'il a admis un appel incident tardivement interjeté, lorsqu'il n'a statué d'ailleurs que sur des moyens que l'intimé aurait pu présenter par voie d'exception. — Cass. 18 mars 1809, t. 3, p. 224, nº 106.

703. Un appel incident peut être interjeté par acte d'avoué à avoué. — Cass. 12 févr. 1806. — Bord 10 mars 1809. — Turin, 14 août 1809, t. 3, p. 44, nº 12. — *V.* MM Ponc. t. 1, p. 507, nºs 311 et 312; Carr. t. 2, p. 124, nºs 1572 et 1573; Haut. p. 26, et F. L. t. 1, p. 182, nº 4.

704. L'appel du garanti, provoqué par celui du garant, peut être formé incidemment par acte d'avoué à avoué. — Colmar, 19 mai 1826, t. 34, p. 36.

705. L'intervenant ne peut, par un acte d'avoué à avoué, se porter incidemment appelant du jugement qui l'avait admis à intervenir à ses frais. — Renn. 2 juill. 1810, t. 14, p 752, nº 21.

706 et 707. L'adhésion d'une partie à l'appel d'une autre n'équivaut pas à l'acte exigé pour interjeter un appel incident. — Renn. 4 oct. 1811, t. 15, p. 238, nº 64.

708. L'appel incident doit, pour être recevable, avoir été notifié à l'appelant au principal, si celui-ci fait défaut. — Brux. 14 fév. 1827.

709. L'appel incident, interjeté par le préfet plaidant pour l'État, est régulièrement formé par de simples conclusions signées du procureur général et déposées au greffe, sans requête signifiée à avoué. — Bourges, 7 fév. 1827, t. 33, p. 137.

710. L'intimé ne peut, en matière correctionnelle, appeler incidemment en tout état de cause, comme en matière civile. — Brux. 10 mars 1827.

711. L'appel incident n'est pas admissible en matière de police correctionnelle, après l'expiration du délai fixé pour l'appel. — Cass. 18 mars 1809. — Paris, 24 avr. 1826, t. 3, p. 224, nº 105.

712. Ainsi, en matière correctionnelle, l'appel interjeté par la partie civile, hors du délai prescrit par l'art. 203 C. I. C., est irrecevable lors même qu'il serait qualifié *d'appel incident*. — Metz, 30 avr. 1821, t 31, p. 297.

713. Le ministère public ne peut, après l'expiration du délai à lui donné pour interjeter appel principal du jugement correctionnel, appeler incidemment contre la partie condamnée qui s'est rendue appelante de ce jugement — Bourg. 7 mai 1831.

714. De même, un procureur général qui n'a point appelé d'un jugement correctionnel dans le délai de deux mois, conformément à l'art. 205 C. I. C., n'est point recevable à appeler incidemment sur l'appel émis dans le délai par la partie condamnée. — Cass. 27 déc. 1811, t. 3, p. 346, nº 190. — *V.* M. Legraverend, t. 1, p. 353.

715. Cependant, en cas d'appel pur et simple non qualifié *à minimâ* de la part du ministère public, les condamnés qui n'ont pas appelé dans le délai peuvent néanmoins conclure à l'annulation de la sentence, s'ils soutiennent que le fait qui leur est imputé ne constitue pas un délit — Metz, 3 juin 1822, t. 24, p. 179. — V. *suprà*, nºs 643, 645 et 646.

716. Lorsqu'il y a appel de la partie civile contre le jugement qui acquitte le prévenu d'un délit correctionnel et le condamne cependant aux dépens, le ministère public peut en interjeter appel incident, et la réformation qu'il en obtient peut profiter au prévenu lui-même malgré son silence. — Cass. 16 déc. 1819, t. 9, p. 284.

Art. 3. *Du droit d'appeler incidemment. — Déchéance.*

717. Celui qui a acquiescé à un jugement, en le faisant signifier sans réserve, peut en appeler incidemment, lorsqu'il y a appel interjeté par la partie adverse. — Cass. 23 fruct. an xii, 12 fév. 1806, et 10 mai 1820. — Bord. 10 mars 1809. — Turin, 14 août 1809, t. 3, p. 44, nº 13. — Telle est l'opinion unanime des auteurs. *V.* MM. Ponc. t. 1, p. 527, nº 322; Carr. t. 2, p. 130, nº 1576; Lep. p. 302, 3e quest.; D. C. p. 321; Haut. p. 261; et Pr. Fr. t. 3, p. 27.

718. A plus forte raison, l'intimé qui en signifiant le jugement de première instance a fait des réserves d'interjeter appel incident, peut prendre cette voie, même après avoir fait signifier des conclusions dans lesquelles il se bornait à demander la confirmation pure et simple du jugement, et avoir obtenu un arrêt par défaut. — Gren. 29 mai 1821. — Cass. 15 juill. 1828, t. 23, p. 199, et t. 35, p. 288.

719. Comme aussi, pour que l'intimé ait perdu le droit d'interjeter appel incident, il faut qu'il ait acquiescé d'une manière formelle au jugement; ainsi, lorsqu'après avoir fait dans les conclusions motivées des réserves générales, il se réserve postérieurement, dans une requête, la faculté de se rendre incidemment appelant, il a encore le droit d'interjeter appel incident. — Cass. 26 déc. 1815, t. 3, p. 434, nº 259.

720. L'intimé peut appeler incidemment du chef du jugement qui met la moitié des dépens à sa charge, après avoir conclu à la confirmation de ce jugement *sous toutes réserves*. — Cass. 15 déc. 1830, 17 avr. 1833, t. 40, p. 376, et t. 44, p. 310.

721. On peut appeler incidemment d'un jugement en tout état de cause, et même après en avoir provoqué l'exécution provisoire, en se réservant le droit d'interjeter appel incident. — Bord. 19 juill. 1831.

722. Ainsi encore l'appel incident interjeté par l'intimé qui a conclu à la confirmation du jugement postérieurement à l'appel principal est recevable, s'il a fait des réserves générales de modifier ses conclusions, et s'il ne résulte pas nécessairement des actes qu'il a signifiés, qu'il ait eu la volonté de renoncer au droit d'appeler des dispositions du jugement qui pouvaient lui être préjudiciables. — Cass. 30 déc. 1824, t. 27, p. 314.

723 et 724. Décidé même que ces mots *sous toutes réserves de fait et de droit*, insérés dans des conclusions tendantes à la confirmation du jugement de première instance, suffisent pour conserver le droit d'appeler incidemment. — Cass. 26 août 1823, t. 25, p. 325.

725. On peut interjeter appel incident d'un jugement qu'on a exécuté, lorsque les actes d'exécution sont antérieurs à l'appel principal. — Bord. 15 fév. 1828.

726 et 727. Comme aussi l'intimé qui a conclu à la confirmation pure et simple d'un jugement, lors de la position des qualités, peut néanmoins, par la suite, en interjeter appel incident. — Toul. 23 nov. 1824, t. 32, p. 167.

728. Et bien plus, l'intimé peut interjeter appel incident en tout état de cause, même après avoir conclu au bien jugé, et avoir obtenu un arrêt par défaut. — Bourg. 30 janv. 1827, t. 33, p. 127. — Toul. 29 et 7 avr. 1832.

729. On a considéré comme un abandon du droit d'appeler incidemment : 1º des conclusions à la confirmation suivies d'un arrêt par défaut et de conclusions en débouté d'opposition, contrairement à l'arrêt du nº précédent. — Cass. 23 janv. 1810. — Agen, 16 fév. 1813. — Bourg. 8 mars 1812, et 16 juin 1813. —

Bord. 19 mars 1833, t. 3, p. 62, no 22 et 45, p. 556.

2o Des conclusions au bien jugé suivies de la mise au rapport de la cause. — Amiens, 30 juin 1824, t. 26, p. 329.

3o Des conclusions à la confirmation du jugement données dans une opposition de l'intimé à un arrêt rendu par défaut. — Aix, 13 janv. 1826, t. 31, p. 237.

4o Des conclusions à la confirmation pure et simple du jugement, contrairement à l'arrêt du no 726. — Cass. 11 fruct. an IX, 6 frim. an XIII, 31 oct. 1809. — Brux. 3 fév. 1813. — Renn. 3 août 1819. — Brux. 22 juin 1820. — Agen, 5 août 1824. — Bord. 28 juill. 1827, t. 3, p. 62, no 22; t. 19, p. 215, no 257; t. 28, p. 335; et t. 33, p. 342. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 131, no 1577; B. S. P. p. 419, not. 57, no 2; F. L. t. 1, p. 174, no 13; HAUT. no 201 (1).

730. L'intimé peut, en matière sommaire et par de simples conclusions, appeler incidemment après avoir obtenu et signifié avec toutes réserves un arrêt par défaut. — Bourg. 15 fév. 1830.

731. L'intimé qui, dans ses réponses aux griefs de l'appelant, a conclu au bien jugé en faisant toutes réserves, mais sans réserve spéciale d'interjeter incidemment appel, s'est rendu par là non recevable à interjeter plus tard appel incident. — Ang. 25 fév. 1829, t. 36, p. 332.

732. Celui qui interjette appel incident sur un chef du jugement, perd le droit d'appeler incidemment d'un autre chef dont il a demandé dans ses conclusions la confirmation pure et simple. — Poit. 27 juill. 1824, t. 27, p. 318.

733. L'étranger condamné à fournir la caution *judicatum solvi*, et qui a consigné la somme fixée, peut, dans le cas où son adversaire interjette appel pour obtenir une caution plus forte, appeler lui-même incidemment pour se faire décharger de l'obligation de fournir caution. — Metz, 26 mars 1821, t. 23, p. 107.

734. Celui qui acquiesce à un jugement ordonnant une preuve par témoins, en le faisant signifier et en assignant son adversaire, *pour être présent à l'audition des témoins qu'il se propose de faire entendre*, peut appeler incidemment, lorsqu'il y a appel principal de la part de la partie adverse. — Cass. 21 août 1811, t. 3, p. 337, no 181.

735. L'intimé n'est pas déchu de son droit d'appel incident, par cela que, sur l'appel principal d'un jugement ordonnant une preuve par témoins, il demande une audience prochaine pour plaider sur l'appel. — Cass. 21 août 1811, t. 3, p. 338, no 182.

736. Tant que le jugement de première instance n'est point acquiescé par toutes les parties, tant que le litige dure sur l'appel, il n'y a pas fin de non-recevoir contre l'intimé qui n'a pas fait signifier le jugement, et qui n'en soutient les dispositions qu'autant que son adversaire s'y soumettrait. — Metz, 24 août 1813, t. 3, p. 402, no 241.

737. N'est pas recevable l'appel incident d'une partie civile qui a donné assignation, pour faire statuer sur l'appel principal interjeté par son adversaire du jugement par elle obtenu, et qui a conclu à la confirmation pure et simple de ce jugement — Bourg. 7 mai 1831.

(1) Cependant il faut dire que la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation tend à accorder à l'intimé la plus grande latitude pour former un appel incident.

(1) *V. Acquiesc.* 106 *et* 145. — *Aut comm.* 60. — *Conc.* 68. — *Enreg.* 12 *et* 244. — *Evoc.* 33 *et s.* — *Except.* 253 *et s.* — *Mat. somm.* 99 *et s.* — *Pérempt.* 143. — *Req. civ.* 9 *et s. et* 88. — *Ress.* 30 *et s.* 91 *et s.* 173, 230 *et s.* 245. — *Trib.* 61, 288. — *Trib. comm.* 569 *et s.*

(Pour faciliter les recherches et rassembler toutes les notices relatives à une même matière, nous avons réuni sous un seul mot, les mots *arbitrage*, *arbitres*, *compromis* et *jugement arbitral*, de manière à présenter une nomenclature complète, uniforme, de toutes les questions qui ont été soit décidées par les arrêts, soit examinées par les auteurs.)

CHAP. Ier. *De l'arbitrage volontaire et de l'arbitrage forcé en général.* — ART. 1er. *De l'arbitrage volontaire* (1). — § 1er. *Qui peut compromettre?*

1 et 2. Sous la loi du 24 août 1790, des mineurs ne pouvaient consentir un compromis. — Cass.

(1) On trouvera t. 46, p. 193, une revue de la jurisprudence en matière d'arbitrage volontaire.

23 pluv. an X, t. 7, p. 25, no 1. — Il en serait ainsi aujourd'hui, en règle générale, d'après les dispositions de l'art. 1004 C. P C.; mais on devrait excepter de la prohibition les mineurs émancipés ainsi que les femmes séparées de biens, suivant MM Mongalvy, no 161, p. 138; Carr. t. 3, no 3252, et *Traité de la compétence*, p. 226; Locré, *Espr. du Code de proc. civ.* t. 4, p. 357; B. S. P. t. 1, p. 40, not. 9; Pr. Fr. t 5, p. 339; Delap. t. 2, p. 477; Haut. p. 592, 593.

3. Sous la même loi le tuteur ne pouvait, même avec l'autorisation du conseil de famille, consentir au nom de son pupille un compromis sur la validité d'un legs qui lui avait été fait, et le mineur pouvait faire rescinder le jugement arbitral sans être obligé de prouver la lésion. — Cass. 4 fruct. an II, t. 7, p. 31, no 5. — MM. Toull. et Carr t. 3, p. 390, no 3251, et Carr. *Comp.*, no 375, citent chacun un mode de parvenir à faire compromettre le mineur. — Pour l'incapacité absolue, MM. B. S. P. t 1, p. 40, not. 9; Mongalvy, p. 139, no 163; Pr Fr. t. 5, p. 364; Delap. t. 2, p. 477; *contrà* M. D. C.

4. Sous la même loi encore, la mère tutrice pouvait, même sans l'autorisation du conseil de famille, consentir, au nom de ses enfants mineurs, un compromis sur l'indemnité à laquelle ils avaient droit comme locataires d'une métairie qu'ils étaient forcés d'abandonner. — Turin, 19 vent. an XI, t. 7, p. 28, no 4.

5. Le tuteur légal de ses enfants mineurs, partie en cette qualité au procès qui est devenu l'occasion d'un arbitrage, est censé avoir figuré au compromis en cette même qualité, bien que cela n'y soit pas exprimé. — Poit. 22 juill. 1819, t. 7, p. 82, no 45.

6. Les prodigues, les femmes mariées, les condamnés par contumace, les morts civilement, peuvent-ils compromettre? — Oui, les prodigues assistés de conseils, et les femmes mariées autorisées par leurs maris. Pr Fr. t. 4, p. 335, no 340. — V. *infrà*, no 8 — Non, les contumaces. MM. Mongalvy, t. 6, p. 147, no 170, et Carr. t. 3, p. 393, no 3255. — Oui, les morts civilement. M. Carr. *ib.*; M. Mongalvy, *ib.* — *V.* J. A. t. 7, p. 92, no 57.

7. Un prêtre émigré, rentré en France en vertu du sénatus-consulte d'amnistie du 6 floréal an X, qui a prêté serment de fidélité et s'est placé sous la surveillance du gouvernement, a pu passer valablement un compromis, quoique son certificat d'amnistie ne lui eût pas encore été délivré. — Cass. 17 janv. 1809, t. 7, p. 60, no 24. — *V.* M. Carr. t. 3, nos 3256, 3257, 3258 et 3259.

8. Une femme mariée ne peut être partie dans une décision arbitrale sans y avoir été autorisée — Cass. 1er brum. an IX, t. 4, p. 516, no 10.

9. Une sentence arbitrale rendue sur une autorisation intéressant une commune, doit, à peine de nullité, énoncer l'autorisation donnée à la commune de compromettre. — Cass. 28 janv. 1824, t. 26, p. 35.

10. L'autorisation donnée par le mari à la femme *de transiger même par médiation d'arbitres*, ne lui donne pas le pouvoir de compromettre. — Aix, 6 mai 1812, t. 7, p. 75, no 39.

11. La faculté de transiger donnée par un mari à sa femme ne comprend pas celle de proroger un compromis. — Cass. 18 août 1819, t. 7, p. 84, no 49. — *V.* MM. Pardess. t. 5, p. 182, no 1397; Pr. Fr. t. 5, p. 334; Pig. t. 1, p. 19, liv. 1, t. 3, § 2; Mong. p. 152, 153, nos 178, 179; Carr. t. 3, p. 389, not. 2, et p. 410, no 3284; Bouch. p. 345, no 707.

12. Un mari peut valablement compromettre au nom de sa femme, sans mandat par écrit, surtout lorsque le jugement énonce qu'elle a comparu devant les arbitres, et couvert par ce moyen la prétendue nullité du compromis. — Toul. 8 mai 1820, t. 7, p. 90, no 55.

13. En supposant d'ailleurs ce compromis nul, cette nullité ne serait que relative à la femme, et son adversaire ne pourrait l'opposer, surtout lorsqu'il l'aurait couverte en comparaissant devant les arbitres. — Toul. 8 mai 1820, t. 7, p. 90, no 56. — V. *infrà*, no 64, 73 et 74.

14. Un fils ne peut compromettre pour son père sans mandat de ce dernier. — Toul. 29 avr. 1820, t. 7, p. 87, no 52.

15. Le mandataire porteur d'une procuration portant pouvoir de transiger, peut valablement compromettre s'il a été autorisé par des lettres de son mandant. — Cass. 15 fév. 1808, t. 7, p. 45, no 14. — *V.* MM. Pardess. t. 5, p. 102, no 1397; Pr. Fr. t. 5, p. 334; Pig. t. 1, p. 19, liv. 1, tit. 3, § 2; Mong. p. 152, 153, nos 178, 179; Carr. t. 3, p. 389, not. 2, et p. 410, no 3284; Bouch. p. 345, no 707.

16. Lorsqu'un mandataire est autorisé à faire tout arrangement amiable devant un conciliateur quelconque, il n'a pas pouvoir de compromettre pour ses mandants, et le jugement arbitral est nul quoiqu'il y soit dit que les parties y ont consenti; il ne pourrait même valoir comme arrangement amiable ou convention, s'il n'a point été signé par le fondé de pouvoir. — Turin, 7 fév. 1810, t. 4, p. 557, no 38. — *V.* MM. D. C. p. 675; Pr. Fr. t. 5, p. 376; B. S. P. t. 1, p. 43, not. 24; Carr. t. 3, p. 413, no 3289.

17. Un compromis est nul lorsqu'il est passé avec une partie qui se trouvait sans intérêts, par la cession qu'elle avait faite de ses droits à un tiers, et qu'elle avait laissé ignorer à son adversaire. — Cass. 3 fév. 1807, t. 7, p. 43, no 10. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 389, not. 7, et Carr. *Comp.* t. 2, p. 233, no 376 *bis*.

18. Lorsqu'un individu a acquis un domaine pour lui et pour une autre personne, il peut compromettre seul sur cette propriété tant que l'autre acquéreur n'a pas ratifié l'acquisition. — Cass. 14 mai 1829.

19. Lorsqu'un individu se *portant fort* pour une partie a compromis pour elle, sous la condition qu'elle ratifierait le compromis, la sentence arbitrale qui intervient n'est pas nulle, quoique la ratification du compromis n'ait été rendue qu'après la signature de la sentence. — Cass. 18 mars 1829.

20. Le liquidateur d'une société de commerce n'a pas pouvoir suffisant pour compromettre sur les intérêts de ses anciens associés. — Cass. 15 janv. 1812, t. 7, p. 71, no 37. — *V.* M. Mong. p. 156, no 181.

21. L'associé qui, en son nom personnel, a souscrit un compromis, en se portant fort pour les autres associés, n'a pas pu obliger valablement ces derniers. — Cass. 8 août 1825, t. 30, p. 62.

22. Le compromis passé de bonne foi entre le mandataire et des tiers, depuis la faillite du mandant, et dans l'ignorance de cette faillite, est valable. — Cass. 15 fév. 1808, t. 7, p. 46, no 15. — Mong. p. 158, no 182.

23. Les syndics définitifs d'une faillite peuvent compromettre sur une contestation née de l'exécution d'un acte passé de bonne foi entre des tiers et le failli avant la faillite, lorsque dans cet acte il a été stipulé que les conventions auxquelles son exécution pourrait donner lieu seraient soumises à des arbitres. — Cass. 6 fév. 1827, t. 33, p. 53. — *V.* M. Mong. p. 159, no 184.

24. Les syndics provisoires d'une faillite peuvent valablement compromettre sur les contestations élevées entre eux et un associé du failli, et convenir que les arbitres jugeront en dernier ressort. — Lim. 28 avr. 1813, t. 7, p. 79, no 42. — MM. Pardess. t. 5, p. 93, no 1388; Carr. *Lois de la comp.* t. 2, p. 248, no 378, et t. 3, p. 389, notes, veulent une autorisation.

25. Les syndics d'une faillite ne peuvent, sans autorisation spéciale, nommer des arbitres volontaires pour la liquidation d'une société dans laquelle le failli était intéressé. — Cass. 6 avr. 1818, t. 4, p. 629, no 84. — M. Mong. excepte le cas où l'arbitrage est forcé.

§ 2. *Sur quoi peut-on compromettre?*

26. Est nul le compromis souscrit par un mari relativement à une demande formée au pétitoire

contre lui et son épouse, concernant les biens dotaux. — Toul. 4 janv. 1817, t. 16, p. 530, n° 105.

27. Le mari peut compromettre sur les biens dotaux de sa femme dont il a l'administration, sans nuire aux intérêts de cette dernière qui, à la dissolution du mariage, a son recours contre le mari. — Riom, 8 juin 1809, t. 7, p. 61, n° 26. — *V*. en ce sens M. MONG. p. 145, n° 167; et en sens contraire, MM. CARR. *Tr. de la Compétence*, t. 2, p. 242, n° 378; PROUDHON. *Tr. de l'Usufruit*; BELLOT, *Tr. du Contrat de mariage*.

28. La femme mariée sous le régime dotal ne peut pas compromettre sur des objets dotaux. — Lyon, 20 août 1828.

29. Une femme mariée sous le régime dotal, avec clause d'aliénabilité de la dot, ne peut, même avec le consentement de son mari, compromettre sur une contestation relative au partage des biens d'une succession qui lui est échue. — Nîm. 26 fév. 1812, t. 7, p. 74, n° 38.

30. Une femme mariée sous le régime dotal ne peut, même avec l'autorisation de son mari, compromettre sur le partage des biens faisant partie de la constitution de sa dot. — Montp. 15 nov. 1830, t. 42, p. 180.

31. Une femme mariée sous le régime dotal peut compromettre sur le partage d'une succession à laquelle elle est appelée, quoiqu'une quote-part de ses droits héréditaires forme sa constitution de dot. — Toul. 30 av. 1824, t. 26, p. 239.

32. Une femme peut compromettre sur les joyaux, le douaire, etc., qui lui sont assurés par son contrat de mariage sur la succession de son mari. — Bes. 18 mars 1828.

33. La demande en dommages-intérêts formée par une partie contre une personne chargée de l'exploitation d'une mine, et pour un fait occasionné par cette exploitation, n'est pas du nombre de celles dont la loi du 21 avril 1810 ordonne la communication au ministère public, et par conséquent elle peut être soumise à des arbitres. — Cass. 14 mai 1829. Mallez C. Castellan.

34. Sous la loi du 24 août 1790, on pouvait valablement compromettre sur une séparation de biens, et les créanciers ne pouvaient former tierce opposition à l'ordonnance *d'exequatur*. — Paris, 10 vent. an XIII, t. 7, p. 34, n° 6. — Il en serait autrement aujourd'hui, suivant tous les auteurs. — *V* MM. B. S. P. p. 28, note 12, n° 2; CARR. t. 3, p. 399, n° 3262.

35. On pouvait aussi valablement compromettre sur la question de savoir si un enfant était né viable, et si par conséquent il avait survécu à sa mère. — Brux. 26 fév. 1807, t. 7, p. 45, n° 13.

36. Mais on ne pouvait compromettre sur des questions d'état, telles qu'une demande en divorce ou en nullité de mariage. — Paris, 24 pluv. an X. — Cass. 6 pluv. an XI, t. 7, p. 26, n° 2. — Consultez M. CARR. t. 3, p. 400, n° 3267; B. S. P. p. 40, notes 10 et 12; MONG. p. 163, not. 189 à 190; F. L. t. 1, p. 197; D. C. p. 672.

37. Est nul le compromis par lequel on charge des arbitres de statuer sur des droits successifs litigieux, et préalablement sur l'existence ou la non-existence du mariage du défunt. — Bast. 22 mars 1831, t. 43, p. 705.

38. Des parties peuvent compromettre sur les contestations élevées entre elles, sur le sens d'un acte administratif qui ne concerne que leur intérêt personnel. — Cass. 17 janv. 1811, t. 7, p. 66, n° 33. — *V*. en ce sens MM. CARR. t. 3, n° 3266; F. L. t. 1, p. 197; HAUT. 598.

39. On peut compromettre sur des demandes qui requièrent célérité; en conséquence, lorsque les parties ont soumis à des arbitres toutes les contestations qui les divisent relativement à un immeuble, les tribunaux ne peuvent s'attribuer la connaissance d'une demande en rentrée de possession, sous le prétexte qu'une telle demande est urgente et excède la compétence des arbitres. — Cass. 2 sept. 1812, t. 7, p. 76, n° 41. — MM. F. L. t. 1, p. 196; B. S. P. p. 39, not. 8.

40. Peut-on compromettre sur des aliments autres que ceux donnés ou légués, et sur les arrérages échus de ceux de toute espèce? — Non. — Nîm. 8 déc. 1822, t. 7, p. 93, n° 58.

Sur les pensions alimentaires, non, suivant MM. PIG. t. 1, p. 8; B. S. P. t. 1, p. 40, not. 11, et t. 2, p. 754, not. 3 (*aa*). — M. CARR. t. 3, p. 399, n° 3263, semble être contraire. — *V*. aussi MM. MONG. p. 161, 162, n° 185; MERL. t. 1, p. 207, v° *aliments*, § 8, n° 2.

Sur les arrérages, non, sauf l'emprunt pour vivre. — MM. CARR. t. 3, n° 3264; DELAP. t. 2, p. 477; PR. FR. t. 5, p. 346; F. L. t. 1, p. 169; MONG. p. 152, n° 185.

41. La convention par laquelle les père et mère s'obligent dans un contrat de mariage à nourrir gratuitement les futurs époux, n'est pas un don d'aliments, mais une constitution dotale, et elle peut alors être l'objet d'un compromis. — Cass. 7 fév. 1826, t. 33, p. 40.

42. On peut compromettre sur les intérêts civils et les dépens d'un procès criminel, et même sur les délits qui ne peuvent être poursuivis que civilement. — Telle est l'opinion de MM. MERL. t. 2, p. 681, v° *compromis*; PR. FR. t. 5, p. 344; B. S. P. p. 40, not. 10, et t. 94, n° 59. — V. *infrà*, n° 308.

§ 3. *Formes du compromis.*

43. Un compromis passé entre un prêtre et son neveu, au sujet de la propriété des biens dont la loi du 22 fructidor an III avait envoyé ce dernier en possession, n'est pas nul comme fait sans motifs, par ignorance des lois de la matière, et par erreur qui tomberait sur la substance même de la chose qui était l'objet du compromis. — Cass. 17 janv. 1809, t. 7, p. 60, n° 25. — *V*. M. CARR. t. 3, n° 3256 à 3258, 3265.

44. Le compromis doit être rédigé par écrit. La promesse verbale de compromis n'est pas obligatoire. — Brux. 28 mars 1821.

45. Un compromis étant un acte synallagmatique, doit être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt, et en contenir la mention à peine de nullité, lorsqu'il a lieu par acte sous seing privé. — Tur. 12 mess. an XII. — Trev. 15 nov. 1811. — Cass. 12 fév. 1812 et 15 fév. 1814. — Bourg. 23 janv. 1824, t. 7, p. 3, n° 7, et t. 26, p. 248.

46. On peut faire un compromis devant le juge de paix. — Bord. 13 juill. 1830, t. 40, p. 70.

47. On peut considérer comme compromis un procès-verbal dressé par un juge de paix, quoiqu'il ne soit pas signé par toutes les parties. — Toul. 4 janv. 1817, t. 16, p. 530, n° 706. — Cass. 11 janv. 1825, t. 28, p. 19.

48. Encore que le juge de paix, auteur du procès-verbal, soit nommé arbitre par le compromis. — Grenob. 17 janv. 1822, t. 24, p. 17. — V. *infrà*, n° 101.

49. Un compromis peut être consigné dans un procès-verbal de conciliation. — Toul. 29 av. 1820. — Bord. 5 fév. 1830, t. 7, p. 88, n° 54, et t. 39, p. 34. — En ce sens, MM. CARR. n°s 32, p. 327; D. C. p. 673. — En sens contraire, PR. FR. t. 5, p. 358. — C. T. t. 2, p. 501, 502.

50. Le compromis inséré dans un procès-verbal de conciliation entre cohéritiers est valable, quoiqu'il n'ait pas été signé par tous ceux d'entre eux qui savaient écrire, et quoiqu'ils ne fussent pas tous présents devant le juge de paix, pourvu toutefois que ceux présents se soient portés fort pour les absents, et que ceux-ci aient ensuite ratifié ce qui a été fait. — Toul. 25 juin 1831, t. 42, p. 291.

51. Un notaire peut retenir l'acte de compromis dans lequel il est nommé arbitre. — Toul. 17 juill. 1826, t. 32, p. 232.

52. L'acte par lequel des parties nomment des experts pour fixer la valeur d'objets échangés et déterminer une soulte, est un compromis. — Cass. 10 nov. 1829.

53. Un compromis désigne suffisamment les objets en litige, lorsqu'il donne pouvoir aux arbitres de décider toutes questions élevées ou qui pourraient s'élever sur l'exécution d'un contrat et de deux jugements dont on donne la date. — Tur. 4 av. 1808, t. 7, p. 48, n° 17. — *V*. MM. PARDESS. t. 5, n° 139; CARR. t. 5, n° 3274; B. S. P. p. 59, not. 8.

54. Les parties, en déclarant dans le compromis qu'elles soumettent aux arbitres un procès intenté devant tel tribunal, ont suffisamment désigné les objets en litige.—Renn. 13 déc. 1809, t. 16, p. 481, nº 48.

55. C'est désigner suffisamment les objets en litige que de soumettre à des arbitres les difficultés pour raison desquelles les parties étaient en instance devant un tribunal, et qui se trouvent expliquées (*porte le compromis*) dans les écritures respectivement signifiées.—Paris, 13 av. 1810, t. 7, p. 63, nº 30.

56. Un compromis désigne suffisamment l'objet du litige, quand les parties, s'expliquant sur l'objet de ce compromis, conviennent de remettre aux arbitres l'état détaillé de leur demande et des points qui les divisent. — Bourg. 14 juill. 1830. Labrousse C. Perrat Ligodières.

57. Est nulle la clause d'un traité par laquelle les parties s'engagent à faire juger par des arbitres amiables compositeurs qu'elles ne désignent pas, les contestations qui s'élèveront entre elles. — Lim. 24 nov. 1832, t. 44, p. 187. — *V. eod. loc.* la critique de cet arrêt.

58. La clause par laquelle les parties sont convenues que, s'il s'élevait entre elles quelques difficultés sur l'exécution de leur marché, elles s'en rapporteraient à deux amis communs, le marché devant, dans tous les cas, avoir son exécution, ne peut comprendre le cas où il s'agit de statuer sur la résiliation. — Paris, 29 nov. 1808, t. 7, p. 59, nº 23.

§ 4. *Effets du compromis.*

59. Une partie ne peut renoncer à l'arbitrage sans le consentement de l'autre, après s'être liée par un compromis. — Paris, 13 avr. 1810, t. 7, p. 63, nº 29.

60. Lorsque des associés ont été renvoyés devant arbitres pour la liquidation de leur société, et qu'avant que la liquidation soit terminée, un des associés demande le partage des immeubles de la société, les tribunaux doivent surseoir à cette demande jusqu'après la liquidation. — Cass. 18 mars 1829.

61. Un héritier bénéficiaire qui compromet sur des difficultés relatives aux comptes des fermiers ou régisseurs des biens de la succession, ne fait pas acte d'héritier pur et simple; mais il en serait autrement s'il compromettait sur la liquidation d'une société de commerce dont faisait partie le défunt.—Paris, 3 juin 1808.—Cass. 20 juill. 1814, t. 7, p. 52, nº 19.— Consultez MM. D. C. p. 672, et F. L. t. 1, p. 196; B. S. P. t. 2, p. 720, not. 15; CARR. *Comp.* t. 2, p. 232, nº 377.

62. Dans tous les cas, il ne pourrait arguer de nullité le compromis qui aurait été consenti, parce que s'il avait excédé ses pouvoirs de bénéficiaire, il se serait constitué héritier pur et simple.—Cass. 20 juill. 1814, t. 7, p. 52, nº 20.— *V.* les renvois du nº précédent.

63. L'énonciation dans l'original d'un compromis déposé avec la minute d'un jugement arbitral, que ce compromis a été fait en triple, doit prévaloir sur la simple assertion contraire d'une partie. — Renn. 13 déc. 1809, t. 16, p. 181, nº 47.—V. *infrà*, no 392.

§ 5. *Par qui peut être opposée la nullité du compromis.*

64. Une sentence arbitrale rendue par suite d'un compromis que l'une des parties n'était pas capable de souscrire, est radicalement nulle et ne peut pas être opposée à la partie même qui était capable de compromettre. — Toul. 4 janv. 1817, t. 16, p. 530, nº 104.

65. Décidé au contraire que le compromis auquel ont concouru des personnes incapables de compromettre n'est pas nul de plein droit, et que la nullité n'en peut pas être opposée par ceux qui avaient la capacité de le consentir. —Riom, 26 nov. t. 27, p. 25. — V. *suprà*, nº 13.

66. La nullité d'un compromis souscrit entre un mineur et un majeur ne peut être invoquée que par le mineur. — Riom, 26 nov. 1828, t. 41, p. 571. — Paris, 6 juill. 1827. Thomas C. Leleu. — Nim. 17 nov. 1828. Arsac C. Ignace.

67. La nullité du compromis passé par un majeur avec un mineur ou le tuteur de celui-ci, sans autorisation préalable, ne peut être proposée que par le mineur et non par le majeur.—Poit. 22 juill. 1829, t. 7, p. 82, nº 46.

68. On ne peut demander la nullité d'un compromis passé entre deux majeurs, sous le motif qu'un mineur avait intérêt à y figurer, si d'ailleurs le mineur ne s'en plaint pas. — Paris, 13 avr. 1810, t. 7, p. 62, nº 28.— V. *infrà*, nº 75.

69. Celui qui a consenti un compromis avec un mineur ne peut exciper de l'incapacité de ce dernier pour en faire prononcer la nullité, alors surtout qu'il a pourvu à sa sûreté pour l'avenir en acceptant une garantie. — Cass. 1er mai 1811, t. 7, p. 67, nº 34. — *V.* MM F. L. t. 1, p. 196; PR. FR. t. 5, p. 342.

70. Le majeur qui a passé un compromis avec un mineur ne peut, sous le prétexte de l'incapacité de ce dernier, en demander l'annulation, surtout si devant les tribunaux il a conclu au fond. — Cass. 26 août 1812, t. 7, p. 76, nº 40.

71. Celui qui a passé un compromis avec le curateur d'un absent qui ne s'était pas fait autoriser à transiger au nom de ce dernier, peut en faire prononcer la nullité, tant dans son intérêt que dans celui de tous les compromettants. — Cass. 5 oct. 1818, t. 7, p. 58, nº 22. — Les auteurs sont unanimes. — *V.* MM. MONG. p. 150, nº 172; B. S. P. p. 40, not. 9, nº 3; CARR. t. 3, nº 3257; PR. FR. p. 334; F. L. t. 1, p. 196.

Comment concilier cet arrêt avec ceux qui ont décidé que la nullité provenante du défaut de capacité d'un mineur était purement relative? — *V.* M. CARR. *Tr. de la Comp.* t. 2, p. 231, nº 376, et *les Lois de la Proc.* t. 3, p. 394, nº 3258. — *V.* aussi p. 395, nº 3259.

72. Les syndics définitifs ne peuvent attaquer le jugement arbitral rendu par suite d'un compromis fait par les syndics provisoires, lorsque surtout ils ont défendu devant les arbitres, sans exciper de leur défaut de pouvoir. — Lim. 28 avr. 1813, t. 7, p. 79, nº 43.

73. La nullité résultante de ce qu'il aurait été compromis sur la dot d'une femme n'est que relative. — Toul. 3 juin 1828. — V. *suprà*, nº 13 et 64.

74. La nullité d'un compromis résultante de ce qu'il a été fait sur contestation concernant la dot d'une femme mariée, ne peut être proposée que par la femme et non par ceux avec qui elle a traité. — Toul. 5 mars 1830.

75. Lorsqu'un compromis a été fait par des personnes ayant le droit de compromettre, l'une d'elles ne peut en demander la nullité, sur le motif que l'objet du compromis appartient en partie à une commune, si cette commune n'a pas été appelée dans la contestation. — Cass. 24 août 1829. — V. *suprà*, nº 68.

§ 6. *Causes diverses de nullité, et quand elles peuvent être proposées.*

76. Un compromis est nul, lorsqu'il y a eu dol et fraude de la part d'un des compromettants. — Cass. 3 fév. 1807, t. 7, p. 43, nº 11.

77. Une sentence arbitrale n'est pas nulle, quoique le compromis porte une date postérieure à celle de la sentence, lorsqu'on peut prouver qu'il y a erreur du compromis, et qu'il est réellement antérieur à la sentence. — Cass. 24 août 1829.

78. On ne peut pas proposer en appel pour la première fois la nullité résultante d'un défaut de signature dans une ordonnance d'*exequatur*. — Toul. 30 avr. 1824, t. 26, p. 239.

79. L'associé qui n'a pas signé un compromis ne peut en demander la nullité, s'il a participé à la nomination des arbitres, et a consenti avec les autres parties à la prorogation de l'arbitrage. — Cass. 5 juill. 1832, t. 42, p. 742. — V. *ibid.* les observations.

80. La nullité d'un compromis résultante de ce qu'il n'a pas été fait en autant de doubles qu'il y a de

parties, se couvre par la remise du compromis aux arbitres par les parties réunies. — Aix, 6 mars 1829. Marin et Cazelle C. Ollivier.

81. La nullité résultante de ce que l'acte n'a pas été fait en autant d'originaux que de parties ayant un intérêt distinct, et de ce qu'il n'en contient pas la mention, se couvre par l'exécution volontaire du compromis par les parties. — Turin, 12 mess. an XIII. — Cass. 12 janv. 1812 et 15 fév. 1814. — Gren. 17 janv. 1822. — Le contraire résulte d'un arrêt de la Cour de Trèves du 15 nov. 1811, t. 7, p. 34, no 8, et t. 24, p. 17. — *V.* dans le sens des arrêts de la Cour de cass. MM. MONG. nos 131, 135; PARDESS. t. 5, no 1390; CARR. t. 3, no 3272; F. L. t. 1, p. 197; PR. FR. t. 5, p. 358; TOULL. t. 8, p. 495, no 332; TH. DESM. p. 377; MERL. nos 22, 26.

82. Cette exécution peut-elle être prouvée par le jugement arbitral vicié de cette nullité? — Oui. — Turin, 12 mess. an XIII. — Cass. 12 janv. 1812, et 15 fév. 1814. — Non. — 15 nov. 1811, t. 7, p. 85, no 9. — Oui. — Selon MM. CARR. t. 3, nos 3279, 3273; MONG. p. 105, 112, nos 126, 127, 130; B. S. P. p. 1, 39, not. 6.

83. Il n'est pas prescrit, à peine de nullité, que l'acte de prorogation du compromis soit fait double et enregistré. — Flor. 3 juin 1811, t. 7, p. 68, no 35.

84. D'ailleurs la nullité d'un acte de prorogation de compromis, résultant de ce qu'il n'aurait pas été fait double, est couverte par la comparution volontaire devant les arbitres. — Cass. 7 fév. 1826. — Toul. 6 août 1827, t. 33, p. 40, et t. 35, p. 310. — C'est l'opinion de tous les auteurs. — *V.* dans le même sens, un arrêt de cass. du 14 juill. 1830.

85. La signature des parties à l'acte de prorogation de l'arbitrage emporte la renonciation aux moyens qu'elles pouvaient invoquer contre le compromis. — Bourg. 14 juill. 1830.

86. L'énonciation contenue dans la sentence arbitrale, que le père a exécuté le compromis consenti par son fils sans mandat en comparaissant devant les arbitres, ne le rend pas non recevable à en demander la nullité. — Toul. 29 avr. 1820, t. 7, p. 87, no 58.

Art. 2. *De l'arbitrage forcé* (1).

87 et 88. Dès qu'il est certain qu'une société a existé, toutes contestations relativement à cette société; même l'appréciation des dommages-intérêts auxquels donne lieu sa dissolution, doivent être renvoyées devant des arbitres forcés. — Paris, 28 fév. 1829.

89. Les arbitres forcés ne sont pas compétents pour statuer sur la durée d'une société commerciale. — Lyon, 30 juill. 1832, t. 44, p. 246. — V. *ibid.* les concl. du min. pub.

90. Les contestations entre associés en commandite sont de la compétence des arbitres forcés, quoique leur société ait été déclarée nulle, parce que l'acte n'en avait pas été affiché. — Cass. 13 juin 1832, t. 45, p 511. — V. *ibid.* des obser.

91. Une demande en révision de compte entre associés doit être jugée par des arbitres forcés. — Paris, 25 fév. 1829.

92. Une demande en solde de compte d'une société en participation doit être aussi soumise à l'arbitrage forcé. — Bord. 3 fév. 1829.

93. Les membres d'une société en participation ne cessent pas d'être justiciables des arbitres forcés, quoique l'un deux soit tombé en faillite. — Bord. 4 juill. 1831, t. 44, p. 357.

94. Les contestations qui s'élèvent entre les syndics d'un failli et l'associé de ce failli, à raison de la société, doivent être jugées par les arbitres forcés — Douai, 27 fév. 1828. — *V.* M. MONG. p. 159, no 183.

95. Les contestations qui existent entre les membres d'une société formée pour l'exploitation d'une mine, peuvent être renvoyées devant arbitres forcés. — Cass. 30 av. 1828.

96. Les contestations entre associés pour l'exploitation d'une carrière doivent être soumises à des arbitres forcés. — Bord. 29 fév. 1832, t. 43, p. 674.

97. Le droit d'être jugé par des arbitres forcés est attaché à la personne des associés, et ne peut être réclamé par le tiers auquel le gérant de la société aurait cédé une créance due à la masse sociale. — Rouen, 27 juin 1828, t. 40, p. 86.

98 Les héritiers mineurs, comme les majeurs, sont obligés de soumettre à l'arbitrage forcé toutes les contestations à naître à l'occasion d'une société. — Paris, 1er mai 1828.

99. Des associés peuvent renoncer à l'arbitrage forcé pour déférer par un compromis le jugement de leurs contestations à des arbitres volontaires amiables compositeurs. — Cass. 16 juill. 1817. — Poit. 13 mars 1818, t. 4, p. 619, no 76. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 208; CARR. t. 3, p. 491, no 3876.

CHAP. II. *Des arbitres.* — Art. 1. *Qui peut être arbitre?*

100. Les femmes, les mineurs, les interdits, les repris de justice, les sourds et muets peuvent-ils être arbitres? Peut-on être arbitre dans sa propre cause, ou choisir son père ou son fils pour arbitre? Ces diverses questions sont examinées, J. A. t. 4 p. 650, no 98 *bis*. — Quant à la femme, *V.* MM. B. S. P. t. 1, p. 42, not. 18, no 2; PR. FR. t. 5, p. 353; F. L. vo *arbitrage*, p. 197; PIG. t. 1, p. 210; PARDESS. t. 5, p 93, no 1389; CARR. t. 3, p. 395, no 3260; TH. DESM. p. 375; COMM. t 3, p. 374; MERL. vo *arbitrage*, *Rép.* t. 1, p. 332; LOISEL, *Institutes*, l. 1, t. 1, art. 35; VOET, l. 4, t. 8, § 6, l. 2, ff. *de re judicatâ*, et dernière au Code *de receptis*. — Quant au mineur, pour l'incapacité absolue, MM. PIG. t. 1, p. 20; PARDESS. t. 5, p. 93, no 389. — Pour la capacité conditionnelle, MM. TH. DESM. ch. 19, p. 375, 376; MERL. *Rép.* vo *arbitrage*, p. 332; F. L. t. 1, p. 197, no 6; CARR. t. 3, p. 396, no 3260; B. S. P. t. 1, p. 42, not. 18, no 1. — Quant à l'interdit, incapacité absolue suivant tous les auteurs *loc. cit.*, et en outre, PR. FR. t. 5, p. 349; PARDESS. t. 5, p. 94. — Quant au sourd-muet, il est incapable suivant MM. MERL. *Rép.* vo *arbitrage in princ.*, CARR. t. 1, no 3260.

101. Les parties peuvent choisir le juge de paix devant lequel elles comparaissent pour arbitre de leur contestation. — Colm. 21 déc. 1813, t. 4, p. 603, no 69. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 197; CARR. t. 3, p. 398. — Vo *suprà*, no 48.

102. Les parties peuvent choisir pour arbitre un juge du tribunal où leur cause se trouve portée. — Trèv. 24 juin 1812, t. 4, p. 584, no 56. — Non, suivant PIG. t. 1, p. 20. — *V.* au contraire MM. MERL. t. 1, p. 322; F. L. t. 1, p. 197; PR. FR. t. 5, p. 349; PARDESS. t. 5, p. 94; D. C. dans sa thèse de *concours*; BOUCH. p. 75-77; CARR. t. 3, no 3260; B. S. P. t. 1, p. 42, not. 18.

103. A la charge par lui de ne recevoir aucun salaire. — Agen, 5 janv. 1825, t. 29, p. 169.

104. Un avocat peut être nommé arbitre en matière de commerce; il n'est pas indispensable que le choix des arbitres tombe sur des négociants. — Douai, 29 avr. 1819, t. 4, p. 640, no 93.

105. Un étranger ne peut pas être arbitre. — Cass. 7 flor. an V. — Paris, 3 mars 1828, t. 4, p. 506, no 1, et t. 34, p. 365. — *V.* en ce sens MM. BERGOGNIÉ, dans sa table, vo *arbitre*, t. 1, p. 44, et PR. FR. t. 5, p. 348. — En sens contraire, MM. BOUCH. p. 115 et suiv. nos 204, 205; CARR. t. 3, p. 395, no 3260; M. GUICH. *Tr. des droits civ.* p. 65; MERL. Q. D. vo *jugement*, § 14, t. 4, p. 30. — M. PARDESS. t. 5, no 1389, distingue l'arbitrage volontaire de l'arbitrage forcé.

106. Les parties ne peuvent donner au tribunal de commerce devant lequel leur cause est portée, le pouvoir de prononcer comme arbitre et amiable compositeur. — Cass. 30 août 1813, t. 4, p. 599, no 67. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 398, F. L. t. 1, p. 201; PARDESS. t. 5 p. 94.

---

(1) On devra consulter une revue complète de la jurisprudence sur l'arbitrage forcé, insérée t. 46, p. 201; et il faut aussi se reporter au mot *tribunaux de commerce*, article *de la compétence en matière de société*.

107. En matière d'arbitrage forcé, celui qui a été le conseil de l'une des parties, et qui en cette qualité a déjà été récusé par la partie adverse, ne peut être nommé tiers arbitre par le juge de paix. — Cass. 16 brum. an VI, t. 4, p. 510, n° 4.

108. Il y a lieu d'annuler, comme étant le fruit de la surprise et de la fraude, le jugement rendu par deux arbitres, dont l'un est l'avoué et l'autre l'huissier de l'une des parties. — Colm 31 juill. 1811, t. 16, p. 502, n° 71.

109. Le jugement rendu par un arbitre qui avait contracté avec une des parties une société qui est restée inconnue et secrète, est nul et irrégulier, si le compromis qui donnait pouvoir à cet arbitre de prononcer a été passé depuis que cette société a été contractée. — Bes. 11 prair. an XI, t. 16, p. 454, n° 13.

Art. 2. *Nomination des arbitres.*

110. Le juge ne peut en matière d'arbitrage forcé nommer d'office, pour une partie, le même arbitre qui a déjà été nommé par l'autre partie. — Cass. 18 frim. an VII, t. 4, p. 512, n° 5.

111. Sous la loi du 10 juin 1793, le juge de paix ne pouvait nommer d'office d'autres arbitres, en remplacement de ceux qui ne s'étaient pas présentés au jour indiqué pour le jugement de la cause, lorsqu'ils n'avaient pas été mis en demeure de remplir leurs fonctions. — Cass. 1er brum. an IX, t. 4, p. 515, n° 9.

112. Sous la même loi, deux parties ayant le même intérêt ne pouvaient chacune faire choix d'un nombre d'arbitres égal à celui que leur partie adverse avait droit de nommer. — Cass. 10 nov. 1818, t. 4, p. 639, n° 91.

113. En matière d'arbitrage forcé, selon la loi du 10 juin 1793, entre l'Etat représentant un émigré et une commune, il devait être défendu à la demande, et l'arbitre devait être nommé par le procureur général syndic du département, ou, depuis la loi du 14 frim. an II, par le président du département, ou bien encore par l'agent national du district, en vertu des pouvoirs du procureur général syndic, ou du président. — La commune devait être autorisée, et devait faire précéder sa demande d'un mémoire au directoire de district et de département. — Cass. 18 juin 1823, t. 25, p. 215.

114. Une sentence arbitrale rendue en exécution de la loi du 10 juin 1793 est nulle, si, dans le nombre des arbitres, il en est qui aient été nommés d'office pour une partie décédée à l'époque où elle fut assignée pour concourir à leur nomination. — Cass. 1er juill. 1823, t. 25, p. 241.

115. La sentence arbitrale est encore nulle, si l'arbitre nommé pour l'émigré l'a été par les administrateurs du district, au lieu de l'être par l'agent national en vertu des pouvoirs du procureur général syndic du département, et si l'action, au lieu d'être dirigée contre le procureur général syndic du département, poursuites et diligences du procureur syndic du district, l'a été contre le procureur syndic du district lui-même. — Cass. 1er juill. 1823, t. 25, p. 241.

116. Sous la loi du 2 déc. 1793, le procès-verbal contenant nomination des arbitres donnés d'office à une partie devait lui être signifié, afin qu'elle fût légalement mise en demeure de récuser ces arbitres. — Cass. 10 juill. 1813, t. 4, p. 598, n° 65. — V. *infrà*, n° 119.

117. Lorsque dans un compromis les associés sont convenus de choisir des banquiers pour arbitres, un des associés ne peut choisir son arbitre dans une autre classe. — Paris, 6 août 1810, t. 7, p. 65, n° 31.

118. Lorsque, dans une délibération prise par les sociétaires d'une société anonyme, il a été établi qu'en cas de contestations entre les administrateurs et les actionnaires, ces contestations devront *être décidées par des arbitres choisis par les parties, ou par le tribunal de commerce du lieu où elles s'élèvent*, on ne peut considérer comme un changement à cette disposition celle d'un acte supplémentaire postérieur, portant *que la société a son siége dans tel ou tel lieu déterminé*. Cette mention ne peut seule avoir l'effet d'intervertir l'ordre des juridictions établi par la première délibération. — Cass. 19 fév. 1817, t. 7, p. 81, n° 44.

119. Le concours de personnes étrangères à la société dans le compromis par lequel les arbitres forcés ont été nommés, suffit pour annuler ce compromis et toutes les décisions rendues par le tribunal arbitral. — Cass. 6 avr. 1818, t. 4, p. 630, n° 85.

120. Les arbitres ne sont pas censés valablement nommés, lorsqu'ils ne justifient pas de la procuration en vertu de laquelle le mandataire d'une des parties aurait concouru à les nommer. L'énoncé de leur nomination, avec simple mention de la procuration, serait insuffisant pour la constater. — Cass. 8 frim. an XII, t. 4, p. 520, n° 13.

121. Lorsque, dans un marché, les parties sont convenues de faire régler par des arbitres les discussions qui surviendraient, cette convention doit être exécutée, lors même que les arbitres qui avaient été choisis ont laissé passer le délai de la loi sans prononcer; de sorte que, si une des parties refuse de choisir une seconde fois son arbitre, les tribunaux doivent le nommer. — Poit. 18 juill. 1820, t. 4, p. 646, n° 98. — V. *infrà*, n° 172.

122. Si l'associé refuse de nommer un arbitre, le tribunal doit en nommer un d'office pour lui; il ne peut se saisir de la contestation. — Paris, 6 août 1810, t. 7, p. 65, n° 32. — Consultez à ce sujet MM. Mong. n°s 142, 144, 145 et 146; Pardess. t. 5, p. 95, n° 1391; Carr. t. 3, p. 406, n° 3275 à 3277. — V. *infrà*, n° 266 et suiv.

123. Lorsqu'un tribunal se déclare incompétent pour connaître d'une contestation entre associés, il doit, si les parties ne choisissent pas des arbitres à l'amiable, en nommer lui-même d'office. — Brux. 27 déc. 1810, t. 4, p. 545, n° 28.

124. Lorsqu'un tribunal de commerce se déclare incompétent, et renvoie devant des arbitres forcés, il n'est pas tenu de nommer des arbitres, lorsqu'aucune des parties n'a formé cette demande devant lui. — Bord. 3 fév. 1829. Abeille C. Remon.

125. Lorsque, de plusieurs associés en instance devant le tribunal de commerce, les uns nomment des arbitres et les autres s'y refusent, le tribunal ne doit en choisir d'office que pour ceux qui n'ont pas voulu en nommer. — Cass. 5 juin 1815. — Lyon, 21 avr. 1823, 23 août 1824, et 4 juill. 1825. — Bord. 25 nov. 1827, t. 4, p. 608, n° 72; t. 25, p. 161; t. 27, p. 174, et t. 29, p. 321. — Consultez MM. Locré, *Esp. du Cod. comm.* t. 1, p. 213; Delvinc. *Dr. comm.* t. 2, p. 64; Merl. p. 34, 35; Pardess. t. 5, n° 1412; F. L. t. 1, p. 208; Carr. t. 3, p. 407, n° 3279.

126. Lorsque, de plusieurs associés ayant le même intérêt, les uns consentent à la nomination d'un arbitre, mais que les autres s'y refusent, cette nomination devient sans effet, et le tribunal doit alors nommer un arbitre d'office, mais pour tous les co-intéressés seulement. — Cass. 10 avr. 1816, t. 4, p. 608, n° 73. — *V.* MM. Merl. n° 32; F. L. t. 1, p. 209; Pardess. t. 5, n° 1412; Carr. t. 3, p. 408. — V. *infrà*, n° 135.

127. La nomination d'un arbitre volontaire avant que l'arbitre nommé d'office soit entré en fonctions, fait cesser l'effet de la nomination d'office. — Paris, 14 fév. 1809, t. 4, p. 551, n° 31. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 408, n° 3280.

128. On peut former opposition au jugement par défaut qui nomme d'office un arbitre forcé; ainsi l'associé pour qui cette nomination a été faite ne perd pas la faculté de nommer un arbitre de son choix. — Paris, 25 mars 1814, t. 4, p. 586, n° 57. — *V.* F. L. t. 1, p. 209.

129. La partie, en formant opposition au jugement par défaut qui nomme pour elle un arbitre, et à celui qui désigne plus clairement la personne nommée dans le premier, peut encore choisir elle-même son arbitre. — Bord. 18 juin 1827, t. 33, n° 183.

130. L'associé qui refuse de nom-

mer un arbitre en élevant une question préjudicielle, conserve le droit de le nommer après qu'il aura été statué sur cette question. — Bord. 25 nov. 1827. Bourdet C. Larfeuil.

131. Le tribunal qui nomme des arbitres, *à défaut par les parties d'en convenir d'autres dans les trois jours de la signification du jugement, ne viole aucune loi.*— Brux. 25 nov. 1829. Stetmann C. Delrue.

132. Les arbitres nommés d'office par le tribunal de commerce peuvent l'être en nombre pair, sauf à nommer un tiers arbitre en cas de partage. — Turin, 26 fév. 1814, t. 4, p. 545, n° 29.

133. Il ne doit être nommé que deux arbitres, à moins qu'il n'y ait, par l'effet d'un partage, lieu à la nomination d'un tiers arbitre. —Bord. 25 nov. 1827.

134. Décidé cependant que le jugement qui ne porte nomination que de deux arbitres est nul, aussi bien que la décision arbitrale qui en est la suite.—Nîm. 10 fév. 1809, t. 16, p. 469, n° 38. — V. *ibid.* une note contraire.

135. Deux associés qui demandent au troisième le compte de sa gestion n'ont pas le droit de nommer un arbitre chacun. — Metz, 10 déc. 1819, t. 22, p. 289, n° 109. — V. *suprà*, n° 126.

136. Lorsqu'une Cour d'appel annule pour incompétence une sentence d'arbitres forcés, elle peut ordonner que les parties en conviendront, ou les renvoyer à se pourvoir pour en faire nommer d'office.—Renn. 7 avr. 1810, t. 16, p. 490, n° 59.

137. Le demandeur qui a volontairement comparu devant des arbitres est non recevable à attaquer l'acte de leur nomination.—Cass. 25 mars 1829, t. 41, p. 517.

138. En matière d'arbitrage forcé, la partie qui a assisté à une visite de lieux faite par un arbitre délégué par les autres arbitres, ne peut plus se plaindre de ce que la délégation devait être faite par le tribunal.—Cass. 12 mai 1818, t. 35, p. 243.

Art. 3. *Récusation des arbitres.* — § 1er. *Qui et quand peut-on récuser?*

139. Les arbitres forcés sont récusables.—Metz, 8 déc. 1818, t. 22, p. 357, n° 183.

140. On peut appliquer devant les tribunaux de commerce, aux arbitres forcés, les motifs de récusation énoncés en l'art. 378. C. P. C. pour les juges ordinaires.— Paris, 31 déc. 1825.

141. Quels sont les moyens de récusation des arbitres? En quelle forme se fait la récusation?— Il en est des arbitres comme des juges ordinaires. — MM. PARDESS. t. 5, p. 98; PIG. t. 1, p. 25; MERSON, p. 43, n° 41; et CARR. t. 3, p. 430, n° 3316.—Quant à la forme, il faut notifier à l'arbitre lui-même.—*V.* MM. MERSON, p. 50; CARR. t. 3, p. 431, n° 3318; J. A. t. 4, p. 655, n° 98 *ter.* — *V.* aussi *infrà*, n° 153.

142. Ainsi un arbitre peut, comme un juge, être récusé, s'il a donné un conseil dans la cause qu'il doit décider.—Bourg. 6 prair. an IX, t. 4, p. 519, n° 12.—*V.* PR. FR. t. 5, p. 368, 369; MM. MER. *Rép.* t. 11, p. 88; F. L. t. 4, v° *récusation*, p. 763; PARDESS. t. 5, p. 120.

143. Mais il n'y a pas lieu de récuser des arbitres qui auraient manifesté leur opinion avant que la cause ait été soumise à leur examen. — Montp. 1er juin 1829, t. 37, p. 205. — *V.* les renvois *suprà*.

144. Un avocat choisi pour arbitre ne peut être récusé, sous le motif qu'il a rédigé des actes de procédure dans l'affaire qui doit être soumise au tribunal arbitral, lorsque ces actes sont étrangers au fond de la contestation.—Douai, 29 avr. 1819, t. 4, p. 640, n° 92.

145. Aucune loi n'empêche que les arbitres qui ont décidé une contestation entre certaines parties, ne puissent connaître des autres contestations qui peuvent survenir entre elles. — Brux. 25 nov. 1829. Stetmann C. Delrue.

146. L'inimitié capitale est une cause de récusation contre un arbitre.—Bourg. 3 déc. 1813, t. 18, p. 636, n° 25.

147. On ne peut récuser un tiers arbitre nommé d'office, sur le motif qu'il ne se serait pas réhabilité de l'état de failli.—Renn. 25 juin 1810, t. 4, p. 566, n° 44.— C'est l'avis de MM. CARR. t. 3, p. 397, n° 3260; BOUCH. p. 128, n° 224.

148. Un arbitre nommé d'office n'est pas récusable par le motif qu'en qualité de consignataire il a été, ou peut être encore en procès avec l'une des parties.—Renn. 4 fév. 1818, t. 4, p. 628, n° 81.

149. Lorsqu'un arbitre a été agréé par les parties, quoiqu'il fût le créancier de l'une d'elles, cette partie ne peut plus le récuser sous le prétexte que, dans le courant de l'arbitrage, elle est encore devenue sa débitrice pour d'autres causes. — Metz, 12 mai 1818, t. 4, p. 633, n° 87.

150. On ne peut récuser un arbitre parce qu'il est devenu, depuis le compromis, débiteur de l'une des parties.—Besanç. 30 déc. 1814, t. 18, p. 639, n° 28.

151. Un arbitre ne peut être récusé par cela seul qu'il a reçu des honoraires longtemps avant sa nomination, et dans une autre affaire que celle dans laquelle on le récuse.—Cass. 8 fév. 1832, t. 43, p. 669.

152. La circonstance que les arbitres ont bu et mangé avec *l'une et l'autre des parties*, ne donne pas lieu à la récusation prononcée par l'art. 378. C. P. C. Il en est autrement quand les arbitres ont bu et mangé isolément avec l'une d'elles. — Cass. 16 nov. 1825, t. 30, p. 187.

153. Celui qui, avant d'exercer une récusation contre un arbitre-juge, a remis préalablement ses pièces aux arbitres, reconnaît par cela même implicitement la composition du tribunal arbitral, et n'est plus recevable à intenter son action.—Orl. 28 déc. 1820, t. 18, p. 648, n° 44.

§ 2. — *Dans quel délai?*

154. Sous la loi du 2 octobre 1793, le délai de la récusation contre les arbitres nommés d'office ne pouvait courir qu'à dater de la signification du procès-verbal contenant leur nomination. — Cass. 19 juill. 1813, t. 4, p. 598, n° 66.

155. La récusation d'un arbitre nommé d'office doit avoir lieu dans les trois jours de la nomination. — Renn. 4 fév. 1818, t. 4, p. 628, n° 82. — MM. DELVINC. *Inst. Dr. comm.*: PARDESS. t. 5, p. 120, n° 1413. — *Contrà*, MM. LOCRE, MERL. p. 47, n° 44; CARR. t. 3, p. 430, n° 3317, qui pensent qu'elle peut avoir lieu jusqu'à la fin de l'instruction.

156. Le délai de trois jours imparti par l'art. 130 C. P. C. pour former une récusation contre les arbitres et les experts nommés en matière de commerce, n'est point applicable aux arbitres-juges nommés conformément à l'art. 51 C. Comm.; ceux-ci ne font point seulement un rapport sur les points qui leur sont soumis, mais ils prononcent une décision judiciaire, en vertu de leur caractère spécial et de leurs attributions. — Orl. 28 déc. 1820, t. 18, p. 647, n° 43.

157. Les pouvoirs des arbitres ne cessent pas dès qu'ils ont déclaré leur partage; ils sont prorogés jusqu'à la décision à rendre par le tiers arbitre; ils peuvent, par conséquent, être récusés après la déclaration du partage. — Cass. 16 déc. 1828, t. 36, p. 171.

§ 3 — *Formes. — Compétence. — Effets.*

158. La récusation contre un arbitre peut être faite par acte déposé au greffe du tribunal qui l'a nommée — Bourg. 3 déc. 1813, t. 18, p. 636, v° *récusation*, n° 23.

159. Des arbitres ne peuvent statuer sur la récusation dirigée contre l'un d'eux, et passer outre au jugement, après avoir rejeté cette récusation; en conséquence, celui qui a récusé l'arbitre a le droit de former opposition à l'ordonnance d'exécution.— Cass. 1er juin 1812. —Paris, 17 mai 1813, t. 4, p. 589, n° 60.—*V.* MM. F. L. t. 1, p. 200, 209, et v° *récusation*, t. 4, p. 767; MERL. v° *récusation*, t. 11, p. 88; CARR. t. 3, p. 431, n° 3220. — V. *infrà*, n° 167.

160. Le tribunal de commerce est compétent pour prononcer sur la récusation des arbitres forcés devant lesquels il a renvoyé les parties — Bourg. 3 déc. 1813. —

Paris, 30 déc. 1313, t. 4, p. 604, nº 70, et t. 18, p. 636, nº 24.

161. La demande en récusation de l'un des arbitres doit, en matière commerciale, comme en matière civile, hors le cas d'arbitrage forcé, être portée devant le tribunal civil.—Metz, 12 mai 1818, t. 4, p. 632, nº 89. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 429, 461, notes.

162. La demande en récusation formée par une des parties contre un arbitre nommé en vertu de l'art. 51 C. comm. doit être jugée sans la mise en cause de l'autre partie étrangère à la demande — Orl. 28 déc. 1820, t. 18, p. 647, nº 42.

163. On ne peut être admis à prouver par temoins les faits à raison desquels on récuse un arbitre, qu'en produisant un commencement de preuve par écrit. — Cass. 8 fév. 1832, t. 43, p. 669.

164. La partie qui, par une récusation mal fondée, a empêché les arbitres de prononcer dans le délai du compromis, n'est point recevable ensuite à exciper contre leur jugement de l'expiration des pouvoirs des arbitres. — Metz, 12 mai 1818, t. 4. p. 633, nº 88. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 199; CARR. t. 3, p. 119, notes.

165. L'amende prononcée contre le plaideur déclaré non recevable dans la récusation qu'il a portée contre un juge, ne peut être prononcée s'il s'agit d'une récusation faite contre un arbitre nommé en matière de société de commerce (art. 51 C. comm.). Il est vrai que les arbitres nommés par les tribunaux consulaires pour décider les contestations élevées entre associés, sont des arbitres forcés et de véritables juges, de telle sorte qu'aucune des parties ne peut éluder leur juridiction. Cependant la Cour a decidé que la disposition de l'art. 390 C. P. C. contenant l'expression d'une peine, doit être prise dans un sens étroit, et non susceptible d'extension aux matières de commerce, qui ne sont nullement l'objet du titre 12 du liv. 2 du Cod. judic. — Orl. 21 mai 1818, t. 18, p. 644, nº 38.

166. Des arbitres ne doivent pas surseoir à statuer sur les contestations dont ils sont saisis, lorsqu'ils sont récusés au moment où l'arbitrage va prendre fin, ou pour autre cause que des liaisons entre eux et l'une des parties. — Bord. 23 avr. 1833.

167. La sentence que des arbitres récusés rendent pendant le temps de l'appel du jugement qui a rejeté la récusation dirigée contre eux, est valable, si ce jugement est exécutoire par provision, et s'il n'a pas été formé une demande pour en arrêter l'exécution provisoire. — Cass. 12 juill. 1831, t. 41, p. 549. — V. nos observations, et *suprà*, nº 159.

Art. 4. *Refus et démission des arbitres.*

168. En matière d'arbitrage forcé, les négociants nommés d'office par le tribunal ne peuvent se refuser à être arbitres, sans fonder leur refus sur des motifs valables. — Brux. 22 août 1810, t. 4, p. 568, nº 46. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 209, et CARR. t. 3, nº 3313.

Quels sont les motifs valables? — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 24, 25; PARDESS. t. 5, p. 98; B. S. P. t. 1, p. 43, note 21; PR. FR. t. 5, p. 366, 367; CARR. t. 3, p. 429, nº 3312, et la note 2ᵉ.

169. Les arbitres nommés par un compromis dans lequel on lit qu'*en cas de retraite ou de refus de l'un d'eux, pour une cause quelconque, il sera procédé à son remplacement*, ne peuvent, à la faveur de cette clause, se déporter quand leurs opérations sont commencées. — Paris, 8 mai 1824, t. 26, p. 291.

170. Lorsque l'un des arbitres refuse la mission qui lui est déférée, le compromis est anéanti à dater du jour de son refus, quoique l'une des parties en cause n'en ait pas eu connaissance. — Cass. 24 déc. 1817, t. 4, p. 627, nº 80. — M. BOUCH. p. 291, nº 591, pense qu'en cas de refus de l'un des arbitres, les autres peuvent juger. — *Contrà*, MM. CARR. t. 3, p. 430, nº 3315; B. S. P. p. 41, nº 14, nº 3; F. L. t. 1, p. 199, et *infrà*, nº 175.

171. Un arbitre est censé se déporter lorsqu'il accepte de l'une des parties une procuration pour citer l'autre partie devant le juge de paix, afin de se concilier sur la contestation qui fait l'objet du compromis.—Brux. 4 fruct. an XII, t. 4, p. 524, nº 16.

172. Après l'expiration du délai fixé pour le compromis et le déport des arbitres, les tribunaux deviennent seuls juges compétents relativement à la contestation. — Cass. 6 nov. 1809, t. 16, p. 479, nº 45.— V. *suprà*, nº 121.

173. Lorsque deux arbitres ont été nommés pour fixer le prix d'un immeuble vendu, le refus de l'un d'eux de signer le procès-verbal ou d'y consigner son avis après l'opération, ne constitue pas un déport, mais suffit pour établir la discordance. — Cass. 18 mai 1814, t. 16, p. 516, nº 88.

174. Lorsque l'arbitre de l'une des parties remet aux deux autres arbitres un mémoire en faveur de cette partie et en sa présence, en déclarant qu'il ne se mêlerait plus de l'affaire et que ses co-arbitres pourront décider sans lui, ceux-ci sont autorisés à juger en son absence, et leur sentence ainsi rendue est valable.—Metz, 20 nov. 1821, t. 16, p. 456, nº 19.

175. Les arbitres d'une partie ne peuvent juger avant le remplacement des arbitres démissionnaires de l'autre partie. — Cass. 3 mess. an X, t. 18, p. 454, nº 12.— V. *suprà*, nº 170.

176. Lorsqu'en remplacement d'arbitres qui ont refusé de juger, et sur la requête d'une partie, le juge de paix nomme de nouveaux arbitres, l'autre partie doit être appelée. — Cass. 10 nov. 1829. Puech C. Lafon.

Art. 5. *Révocation des arbitres.*

177. Sous la loi du 24 août 1790, on pouvait valablement révoquer un arbitre par lettre missive. — Cass. 23 pluv. an XII, t. 4, p. 522, nº 15.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 411, nº 3286; MERL. p. 40, nº 36.

178 Sous la même loi, le consentement donné par les parties à ce que des arbitres forcés prononçassent en dernier ressort, ne pouvait être révoqué par l'une d'elles sans le consentement de l'autre.— Cass. 14 oct. 1806, t. 4, p. 530, nº 20.

179. La comparution des parties au bureau de paix doit être considérée comme une révocation du compromis, qui dessaisit les arbitres de tous les pouvoirs qui leur avaient été conférés.—Brux. 4 fruct. an XII, t. 4, p. 524, nº 17.

180. Des arbitres forcés nommés par le tribunal de commerce ne sont pas révocables comme des arbitres volontaires. — Cass. 13 fruct. an VIII, t. 4, p. 513, nº 7.— *V.* PR. FR. t. 2, p. 362, et 5, p. 476.

181. L'acte portant révocation des pouvoirs conférés aux arbitres ne prend date certaine que du jour de son enregistrement, lorsque la signification est antérieure. — Turin, 8 mars 1811, t. 16, p. 490, nº 60.

Art. 6. *Pouvoirs des arbitres.* — § 1ᵉʳ. *Etendue des pouvoirs.*

182. Les tribunaux de commerce, en renvoyant les contestations entre associés à des arbitres, ne peuvent restreindre leur mission à un simple avis, et se réserver le droit de prononcer ultérieurement.—Paris, 5 juill. 1810, t. 4, p. 567, nº 45.—*V.* MM. CARR. *Tr. de la Pr. civ.*, t. 3, p. 388, nº 1 et 3, p. 461 (note); PARDESS. t. 5, p. 116, nº 1409.

183. L'individu chargé de décider une contestation, après avoir consulté une tierce personne, ne peut être considéré que comme expert, mais non comme arbitre. — Bord. 9 janv. 1832, t. 45, p. 536. — V. *infrà*, nº 363

184. Les arbitres volontaires et forcés excèdent-ils leurs pouvoirs en statuant sur les exceptions d'incompétence que les parties peuvent opposer?— Non. — Paris, 13 déc. 1808; Renn. 16 fév. 1810; Turin, 25 janv. 1813. — Oui. — Cass. 28 juill. 1818, t. 4, p. 535, nº 24. — MM. HAUTEF. p. 598; VINCENT, *Légist. comm.* t. 1, p. 185, sont de l'avis des Cours royales.— M. CARR. *L. P. C.* t. 3, p. 408, nº 3281, a rétracté sa première opinion pour embrasser la doctrine de la Cour de cassation.

185. Il n'appartient pas aux arbitres de statuer sur la validité de

leurs pouvoirs : ainsi, lorsque des arbitres ont été nommés par un jugement dont est appel, ils ne peuvent procéder à l'arbitrage, quoique le jugement soit exécutoire par provision. — Paris, 25 mars 1814, t. 4, p. 586, n° 58.

186. Lorsqu'une question, quoique non expressément énoncée au compromis, est une suite et une dépendance nécessaire de celles qui sont prévues, les arbitres peuvent les juger sans excéder leurs pouvoirs. — Aix, 3 fév. 1817, t 16, p. 531, n° 108. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 468, note 2e, et F. L. t. 1, p. 207.

187. Ainsi le jugement arbitral n'est pas nul parce que les arbitres ont prononcé sans qu'il ait été conclu sur les intérêts ou autres accessoires naturels de la demande principale. — Metz, 15 déc. 1815, t. 16, p. 456, n° 18.

188. — Ni parce que les arbitres ont accordé les intérêts des sommes demandées, et prononcé la contrainte par corps, sans que le compromis leur eût expressément conféré ce pouvoir. — Renn. 24 août 1816, t. 16, p. 528, n° 102.

189. Ainsi, en matière de société commerciale, les arbitres sont compétents pour prononcer la contrainte par corps. — Cass. 1er prair. an X, 24 brum an XIII, 5 nov. 1811, et 22 mars 1813 ; Colm. 24 juill. 1810, et 31 mars 1813 ; Paris, 20 mars 1812, et 8 août 1825 ; Toul. 17 mai 1825. — *Contrà*, Paris, 2 fév. 1814 ; Orl. 22 juill. 1818, t. 4, p. 576, n° 49 ; t. 8, p. 460, n° 8 ; t. 16, p. 498, n° 65 ; et t. 31, p. 264. — *V.* MM. F. L t. 1, p. 681, § 2, n° 2 ; Pardess. t. 5, p. 266, 267.

190 et 191. Dans les matières où la contrainte par corps est autorisée par la loi, les arbitres volontaires et amiables compositeurs peuvent l'appliquer comme les tribunaux. — Pau, 4 juill. 1821, t. 23, p. 237. — *V.* Jousse, *Jur. de presid* ; H. D. P. *Aut. jud.* chap. 5 et suiv. ; Ponc. *des Jug.* ; Carr. n° 3334 ; B. S. P. t. 1, p. 45, n° 26 ; Delvinc. t. 2, p. 255, et Pardess. t. 4, p. 98, n° 1404.

192. Ainsi les arbitres volontaires peuvent, comme les arbitres forcés, prononcer la contrainte par corps entre marchands, dans le cas où les tribunaux de commerce ont le droit de la prononcer eux-mêmes — Cass. 1er juill. 1823, t. 25, p. 244.

193. Mais dans les autres cas les arbitres volontaires ne peuvent prononcer la contrainte par corps, quoiqu'ils y soient autorisés par les parties. — Paris, 9 janv. 1809, t. 8, p. 553, n° 84. — Cette décision est approuvée par MM. Carr. t. 3, p. 83, n° 2681 ; Pig. *Comm.* t. 2, p. 482, not. 2. Elle paraît faire difficulté à M. B. S. P. p. 633, not. 23, 784, 52e f.

194. Une sentence est rendue hors des termes du compromis, lorsque des arbitres, chargés seulement de fixer les différentes époques d'un paiement, condamnent le débiteur à payer. — Colm. 31 juill. 1811, t. 16, p. 502, n° 70.

195. Lorsqu'un jugement arbitral porte sur des conclusions nouvelles des parties qu'il relate, mais qui n'ont point été signées par elles, il doit être annulé comme rendu hors des termes du compromis. — Gren. 26 juin 1817, t. 16, p. 534, n° 111.

196 Les arbitres chargés de prononcer sur toutes les contestations nées et à naître entre les parties, à raison d'une société qui avait existé entre elles, peuvent, après avoir jugé les difficultés à eux soumises par les conclusions des parties, rendre une seconde sentence sur de nouvelles conclusions, pourvu qu'elle soit rendue dans le délai de l'arbitrage. — Cass. 21 nov. 1832, t. 44, p. 185.

197. Les arbitres compétents pour juger une action le sont également pour connaître de l'exception de chose jugée. — Brux. 25 nov. 1829. — V. *suprà*, n° 184.

198 Des arbitres commis par des cohéritiers pour terminer en dernier ressort une instance en partage, peuvent, sans que le compromis le porte formellement, constater les aveux qui ont été faits par les parties dans le cours de l'instruction, et ils ont le droit d'en appécier les résultats sur la décision de la cause qui leur est soumise. — Nîm. 13 janv. 1834, t. 47, p. 453.

199. Quand, sur une action au possessoire, le défendeur ayant répondu qu'il avait la *propriété* de l'objet litigieux, le demandeur a nommé avec lui un arbitre pour statuer sur tous les points qui pouvaient les diviser, l'arbitre est alors investi du pouvoir de statuer sur le pétitoire comme sur le possessoire. — Bord. 13 juill. 1830, t. 40, p. 70.

200. Des arbitres forcés ne sont pas compétents pour statuer sur la validité d'un acte de société. — Trèves, 5 fév. 1810, t. 4, p. 555, n° 36. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 469, notes, et F. L. v° *arbitrage*, p. 208.

201. Les contestations sur l'inexécution de l'acte qui établit une société ne constituent pas une contestation sur l'acte social, et peuvent être portées devant des arbitres, qui alors ont le droit de dissoudre la société. — Cass. 21 août 1828. Plataret C. Raynal.

202. En matière de société commerciale, des arbitres sont compétents pour connaître d'une contestation relative à des avances faites par un associé à la société, et apprécier les actes qui établissent ces créances. — Paris, 1er sept. 1821. Rignoux C. Corn.

203. En matière d'arbitrage forcé, la compétence des arbitres se borne à juger les contestations sur les articles du compte social ; ce n'est pas à eux qu'il appartient de décider s'il échet d'en adopter le rejet, en admettant les fins de non-recevoir ou prescriptions proposées par les parties. — Douai, 6 juin 1820, t. 4, p. 644, n° 97.

204. Lorsqu'une sentence arbitrale qui a fixé les droits des parties est renvoyée devant de nouveaux arbitres, parce que les premiers ont omis de prononcer condamnation au profit de la partie à laquelle est dû un reliquat de compte, ces nouveaux arbitres ne peuvent pas s'occuper de la révision du compte. — Bord. 27 juill. 1829.

205 Lorsque, sur l'opposition à un jugement par défaut rendu au profit de l'une d'elles contre l'autre, les parties chargent des arbitres de régler définitivement leurs comptes, ceux-ci peuvent ordonner l'exécution de ce jugement contre celle qui ne produit pas ses titres, au lieu de faire eux-mêmes le règlement qui leur est demandé. — Bourg. 4 août 1831, t. 43, p. 586. — *V. observ.* en ce sens, *ibid.*

206. Les arbitres peuvent prononcer des condamnations à des dommages-intérêts, mais non à une amende, qui est une sorte de peine. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 3, p. 439, n. 3333 ; Pr. Fr. t. 5, p. 392 et 393 ; Merl. *Rép. v. arbitrage*, t. 1, p. 337, n. 10, et F. L Cod. t. 1, p. 202 ; J. A. t. 4, p. 658, n. 101.

207. Lorsque des arbitres ont été nommés amiables compositeurs, avec clause qu'ils ne prendront pour base de leur décision que *les écritures non suspectes de chacune des parties*, sans aucune désignation spéciale, leur décision sur ce choix est à l'abri de la cassation. — Cass. 20 juill. 1814, t. 7, p. 53, n. 21. — Consultez MM. F. L. t. 1, p. 196 ; B. S. P. t. 2, p. 720, note 15 ; Carr. *Tr. de comp.* t. 2, p. 234, n. 377.

208 Les arbitres peuvent, dans leur jugement, nommer un expert chargé de constater les réparations à faire par l'une des parties ; pourvu toutefois que l'obligation d'y adhérer n'ait pas été imposée aux parties — Turin, 4 avr. 1808, t. 7, p. 48, n. 18. — *V.* MM. Pardess. t. 5, n. 1391 ; Carr. t. 3, n. 3274 ; B. S. P. p. 39, note 8.

209. Lorsque le compromis donne aux arbitres pouvoir de statuer amiablement et sur le tout par un seul et même jugement, ils peuvent, en décidant définitivement certains chefs de contestations, renvoyer à des experts pour le surplus. — Cass. 11 fév. 1806, t. 16, p. 465, n. 27. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 468, notes 2, 4 ; Merl. *Rép.* t. 1, p. 333.

210. On n'est pas fondé à se plaindre de ce que les arbitres, en statuant definitivement sur quelques chefs de la contestation, se bornent à rendre sur d'autres chefs un jugement interlocutoire. — Paris, 26 mai 1814 ; Cass. 6 nov. 1815, t. 16, p. 516, n. 90. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 437, n. 3330 ;

F. L. t. 1, p. 206; MERL. *Rép.* t. 1, p. 333, n. 5.

211. Des arbitres peuvent, après avoir résolu toutes les questions qui divisaient les parties, renvoyer celles-ci devant un notaire, pour régler authentiquement le débet de l'une d'elles. — Cass. 26 juin 1833, t. 45, p. 613.

212. Des arbitres ne peuvent juger en dernier ressort sans le consentement des parties.—Renn. 15 avr. 1815, t. 11, p. 149, nos 128 et 129.

213. Lorsque dans une police d'assurances les parties sont convenues de *terminer* par voie d'arbitrage les contestations qui peuvent survenir sur son exécution, cette convention ne donne pas aux arbitres le droit de prononcer en dernier ressort.—Renn. 19 nov. 1810, t. 16, p. 484, n. 54.

214. Un tribunal arbitral en matière de commerce peut décider que son jugement sera rendu comme décision souveraine sans appel, si une clause formelle de l'acte de société le porte ainsi; sauf toutefois la réserve des droits respectifs des parties en cas d'excès de pouvoir de la part des arbitres. —Paris, 28 janv. 1826.

215. Quoiqu'il ait été stipulé, dans un acte de société commerciale, que les contestations qui pourraient s'élever contre les associés seraient jugées par des arbitres en *dernier ressort*, cependant, si l'un des associés décède laissant des enfants mineurs, le jugement arbitral n'est plus rendu qu'à la charge de l'appel.—Lyon, 21 avr. 1823, t. 25, p. 161.

216. Lorsque dans un acte de société il a été convenu que les différends qui pourraient s'élever entre les associés seraient soumis à des arbitres qui prononceraient en dernier ressort et comme amiables compositeurs, cette clause ne peut cesser de produire son effet parce que l'une des parties contractantes a apporté quelque obstacle à la nomination des arbitres. — Cass. 15 juill. 1818, t. 16, p. 537, n. 118.

217. Dans de telles circonstances, lorsque des arbitres ont été nommés par un tribunal ou par une cour, ils conservent la qualité de juges souverains et d'amiables compositeurs.—Cass. 15 juill. 1818, t. 16, p. 537, n. 119.

218. La convention portant que les arbitres qui seront nommés par les parties jugeront en dernier ressort, ne s'étend pas au cas où les parties ont été obligées, par suite de discussions, de les faire nommer par le tribunal.—Bord. 20 fév. 1827, t. 34, p. 73.

219. Les arbitres forcés, en matière de société commerciale, sont juges en dernier ressort des contestations dont l'objet n'excède pas 1,000 fr.—Lyon, 21 mars 1823, t. 25, p. 100.—*V.* M. LOCRÉ, *Esp. C. pr.* t. 4, p. 386 et suiv.

220. Dans l'arbitrage forcé, les arbitres peuvent constater dans leurs jugements la déclaration des parties, de vouloir être jugées *en dernier ressort.* — Brux. 18 oct. 1820.

221. Les arbitres peuvent-ils interpréter ou expliquer leurs jugements? — La négative est soutenue par MM. MERL. t. 1, p. 397, v. *arbitrage*, n. 13; B. S. P. t. 1, p. 45, note 26, n. 1er; PR. FR. t. 5, p. 399, et CARR. t. 3, p. 428, n. 3311. — *V.* aussi JOUSSE, p. 702, n. 16; et J. A. t. 4, p. 659, n. 102.

222. Cependant des arbitres ont, comme des juges, le pouvoir de modifier leurs jugements préparatoires.—Paris, 23 juill. 1810, t. 16, p. 497, n. 63.

223. De nouveaux arbitres ne peuvent remettre en question les points déjà décidés par les premiers, qui n'avaient pas été astreints à prononcer par un seul et même jugement; mais c'est à eux qu'il appartient de déterminer quels sont les points qui ont été jugés par leurs prédécesseurs. — Brux. 30 mai 1810, t. 4, p. 560, n. 42.

§ 2. *Durée des pouvoirs.*

224. Avant le Code de procédure, les pouvoirs des arbitres volontaires cessaient par la mort d'une des parties.— Paris, 15 déc. 1807, t. 4, p. 533, n. 22.

225. Lorsqu'un arbitre forcé recevait des parties le pouvoir de statuer en dernier ressort, il devenait arbitre volontaire, en ce sens que ses pouvoirs finissaient, comme ceux des arbitres volontaires, par le décès d'une des parties.—Paris, 15 déc. 1807, t. 4, p. 533, n. 22. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 421, notes.

226. Le compromis prend fin par le décès de l'une des parties ne laissant qu'un enfant mineur.— Montp. 15 janv. 1816, t. 16, p. 525, n. 96.

227. On ne peut demander la nullité d'un compromis, sous prétexte qu'un des compromettants est décédé, et que ses héritiers mineurs n'ont pu y accéder pour le valider, si d'ailleurs on en a poursuivi l'exécution avec eux. — Cass. 21 niv. an XI, t. 27, p. 28. — *V.* MM. TH. DESM. p. 378; PR. FR. t. 5, p. 373.

228. Le majeur ne peut demander la nullité d'un jugement arbitral, lorsqu'avant qu'il ait été rendu, une des parties est décédée, laissant des héritiers mineurs, mais sans que son décès ait été connu légalement des arbitres. — Poit. 22 juill. 1829, t. 7, p. 82, no 47.

229. Le décès de l'un des arbitres met un terme au compromis, et les arbitres survivants ne conservent plus aucun pouvoir; il faut procéder à une nouvelle nomination d'arbitres. — Metz, 18 juin 1812, t. 22, p. 285, no 102.

230. Le compromis ne cesse pas par le décès de l'un des arbitres forcés; mais, dans ce cas, les parties ou le tribunal font un nouveau choix d'arbitres. — Brux. 30 mai 1810, t. 4, p. 560, no 41. — *V.* MM. PARDESS. t. 5, p. 99, no 1395; F. L. t. 1, p. 209; CARR. t. 3, p. 420, 421. — *V. suprà*, no 110 et s.

231. Le compromis peut-il s'éteindre par d'autres causes que celles mentionnées dans l'art. 1012 C. P. C.? — Cet article n'est qu'énonciatif et nullement limitatif; car il ne parle ni de la volonté des deux parties, ni du cas où l'objet du compromis vient à périr, ni du cas où la composition ne peut avoir lieu, etc. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 3, p. 420, no 3301; PIG. t. 1, p. 25; PR. FR. t. 5, p. 373, et J. A. t. 7, p. 96, no 61.

232. La durée des pouvoirs des arbitres doit être déterminée par la loi sous laquelle l'arbitrage a commencé; ainsi, lorsque des arbitres nommés sous l'empire de l'ordonnance de 1673 sont décédés, les arbitres nommés pour les remplacer, sous l'empire du Code de commerce, doivent être soumis aux dispositions de l'ordonnance. — Cass. 3 avr. 1825, t. 30, p. 203.

233. Avant le Code de commerce, et sous le Code de procédure, lorsqu'aucun terme n'avait été fixé au compromis, la mission des arbitres ne pouvait durer que trois mois, surtout lorsque leurs pouvoirs avaient été fixés à ce délai par l'acte qui les prorogeait. — Turin, 7 fév. 1810, t. 4, p. 557, no 37.

234. Les arbitres doivent, à moins de prorogation expresse, prononcer dans les trois mois à compter du jour du compromis, encore que les premiers arbitres aient refusé leur mission, et qu'on ait été obligé d'en nommer d'autres. — Cass. 10 nov. 1829.

235. Lorsque des créanciers ont constitué un arbitre pour statuer sur toutes les contestations qui pourraient s'élever entre eux, le délai de trois mois fixé par le Code pour l'expiration du compromis ne commence à courir que de l'époque où les difficultés se sont élevées. — Lyon, 26 avr. 1826.

236. Un concordat qui nomme des arbitres pour juger les difficultés qui pourraient naître à son occasion, vérifier les créances, etc., n'est pas un compromis, en ce sens que, s'il ne fixe pas un délai pendant lequel durera le pouvoir des arbitres, ce pouvoir doit expirer au bout de trois mois; l'intention contraire des parties est présumée d'après la longueur des opérations confiées aux arbitres. — Bourg. 1er fév. 1821, t. 23, p. 35. — Contraire. — Cass. 21 fév. 1826, et 25 juill. 1827, t. 31, p. 71, et t. 33, p. 350.

237. Les arbitres forcés ne sont pas tenus comme les arbitres volontaires de juger dans les trois mois de leur nomination, à défaut de terme à eux fixé par les parties ou le tribunal de commerce, et ils peuvent fixer eux-mêmes le délai qu'ils croient nécessaire. — Gren. 12 août 1829 Boulu C. Drevet.

238. En matière d'arbitrage forcé, il n'existe pas un délai fatal comme dans les arbitrages ordinaires : les arbitres ne sont pas obligés de prononcer dans les trois mois, lorsque le délai n'a pas été fixé par les parties ou par le tribunal ; il y a seulement lieu à se pourvoir devant le juge pour le faire régler. — Brux. 1er mars 1810. — Lim. 21 mai 1817, t. 4, p. 560, no 40. — V. *infrà*, no 258 et suiv. — *V.* en ce sens MM. PARDESS. t. 5, p. 122, no 1414, *in fine* ; DELVINC. *Just. Dr. comm.* t. 2, p. 64 ; MERSON, p. 75 ; CARR. t. 3, p. 423, no 3308.

239. En matière d'arbitrage forcé, lorsqu'il n'a point été fixé de délai pour la durée du compromis, les parties et le juge sont censés avoir reconnu que les arbitres avaient besoin d'un délai illimité, et la sentence arbitrale ne peut alors être annulée sur ce qu'elle aurait été rendue après l'expiration des trois mois dont parle l'art. 1007 C. P. C. — Aix, 4 fév. 1826, t. 30, p. 208 — *V.* en ce sens MM. CARR. t. 3, p. 421 ; VINCENT, t. 1, p. 10 ; LOCRÉ et PARDESS. sur l'art. 54 C. comm.

240. Dans l'arbitrage forcé, lorsque les parties n'ont point fixé de délai pour la durée du compromis, ou ont consenti à la proroger indéfiniment, on doit alors borner ce délai à trois mois. — Bourg. 23 janv. 1824, t. 26, p. 248. — Brux. 5 fév. 1820, 21 juin 1821, et 28 juill. 1830.

241. En matière d'arbitrage forcé, lorsqu'il n'a point été fixé de délai pour la durée du compromis, il est de trois mois. Ce délai expiré, les pouvoirs doivent être prorogés par une déclaration expresse et formelle des parties ; le seul fait de leur comparution devant les arbitres ne pourrait en tenir lieu. — Bourg. 19 fév. 1825. Vincent C. Vincent.

242. Lorsque le tribunal de commerce a fixé un délai dans lequel les arbitres forcés devront rendre leur jugement, quoique ces arbitres n'aient pas jugé dans le délai fixé, la sentence intervenue après ces délais n'est pas nulle. — Riom, 5 avr. 1820, t. 4, p. 643, no 96.

243. Le jugement d'arbitres forcés, rendu après l'expiration du délai fixé, est nul, comme le serait le jugement d'arbitres volontaires. — Cass. 22 avr. 1823. — Angers, 23 juin 1823. — Toulouse, 1er août 1823, p. 282.

244. Le délai court du jour de la nomination des arbitres, et non pas seulement depuis la signification faite à ceux-ci de l'acte contenant leur nomination. — Brux. 21 juin 1821.

245. En règle générale, le délai d'un arbitrage forcé fixé par jugement contradictoire court du jour de la prononciation du jugement. Lorsqu'un jugement porte qu'il courra du jour de la signification, cette disposition opère exception à la règle générale ; mais on rentre dans le droit commun, s'il y a prorogation de délai par un second jugement dans lequel l'exception n'est point répétée. — Toulouse, 1er août 1823, t. 25, p. 282.

246. Lorsque le juge, en réglant le délai pour l'arbitrage forcé, a dit qu'il commencerait à courir du jour de la signification de son jugement aux arbitres, *commettant à cet effet* tel *huissier*, la signification faite par un autre huissier non commis n'a pas suffi pour faire courir ce délai, et la sentence arbitrale rendue après l'expiration de ce même délai n'est pas nulle. — Brux. 31 oct. 1823.

247. De ce que le compromis a dispensé les arbitres de suivre les formalités de justice et les règles du droit, on ne peut en induire qu'ils aient été autorisés à prononcer hors du délai fixé par la loi. — Nîmes, 30 janv. 1812, t. 4, p. 583, no 55.

248. A plus forte raison, lorsque les parties dispensent les arbitres de suivre des formes judiciaires, elles ne les dispensent pas de rendre leurs jugements dans le délai convenu. — Renn. 21 juin 1816, t. 16, p. 527, no 99.

§ 3. *Prorogation des pouvoirs.*

249. Il n'est pas prescrit à peine de nullité que les arbitres qui prononcent après le délai du compromis énoncent l'acte qui a prorogé leurs pouvoirs, lorsqu'il est certain d'ailleurs qu'ils ont eu connaissance de cet acte. — Florence, 3 juin 1811, t. 7, p. 68, no 36.

250. L'associé qui en son nom personnel a consenti la prorogation du compromis, en se portant fort pour un de ses coassociés, ne peut obliger valablement ses autres coassociés dont l'acte ne fait pas mention. — Cass. 18 août 1819, t. 7, p. 84, no 50.

251. Quels sont les incidents qui peuvent proroger les pouvoirs des arbitres, et quels sont ceux qui n'empêchent pas les délais de courir ? — M. DEM. C. p. 675, distingue les incidents soumis à l'autorité judiciaire, de ceux qui sont étrangers au compromis. — Quant aux incidents qui sont de la compétence des arbitres, tels que des jugements préparatoires ou interlocutoires, M. BOUCHER, p. 200, no 293, paraît les juger suspensifs. — Contraire, MM. CARR. t. 3, p. 442, no 3322 ; JOUSSE, p. 703, no 46 ; MERL. *Rép.* t. 1, p. 337, no 15.

252. Le pouvoir des arbitres est prolongé par la nomination d'un tiers arbitre, autant que dure celui du tiers arbitre. — Lyon, 14 juil. 1828. Frédéric C. Bourcier.

253. Quand, sur l'appel d'un jugement portant nomination d'arbitres et exécutoire nonobstant appel, la Cour prononce la remise de la cause à un autre jour, *toutes choses demeurant en état du consentement des parties*, ce renvoi suspend de plein droit le délai de l'arbitrage. Les renvois ultérieurs, prononcés successivement en cet état de surséance, sont présumés ordonnés sous la même condition, et produisent le même effet. — Cass. 1er juill. 1823, t. 25, p. 244.

254. Si les parties, craignant que le délai qu'elles auraient fixé ne fût insuffisant, autorisaient les arbitres à le proroger, sans néanmoins déterminer elles-mêmes le terme de la prorogation, les arbitres pourraient-ils le porter au-delà de trois mois ? — La négative est soutenue dans J. A. t. 4, p. 657, no 100. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 410, no 3182 ; PIG. t. 1, p. 21 ; et BOUCHER, p. 344, no 706.

255. Lorsque les parties, dans un compromis, donnent pouvoir aux arbitres de juger sans *surannation*, ils les autorisent par là à proroger le délai légal. — Poit. 22 juill. 1819, t. 7, p. 82, no 48.

256. Lorsque les parties ont fixé un délai avec faculté aux arbitres de proroger, s'ensuit-il que celle d'entre elles qui ne s'est pas mise en état dans le premier délai soit autorisée à le faire dans le second ? — MM. PIG. t. 1, p. 21, et CARR. t. 3, p. 410, no 3283, pensent que dans ce cas tout dépend des arbitres, qu'ils ont le droit d'accorder ou de refuser à la partie négligente la faculté de produire ses pièces et de se mettre en état. Mais cette opinion est combattue dans J. A. t. 4, p. 659, no 104. — V. *infrà*, no 279.

257. Le tribunal de commerce peut proroger d'office le délai du compromis fixé par les parties. — Paris, 8 avril 1809, t. 4, p. 552, no 33.

258. En matière d'arbitrage forcé, les tribunaux peuvent accorder aux arbitres une prorogation de délai sur la demande d'une seule des parties formée antérieurement à l'expiration du délai. — Cass. 28 mars 1827, t. 33, p. 23. — V. *suprà*, no 197.

259. En matière d'arbitrage forcé, lorsque les arbitres n'ont pas prononcé *dans le délai fixé*, les tribunaux peuvent accorder une prorogation sur la demande de l'une des parties et nonobstant l'opposition de l'autre. — Lyon, 20 août 1823, et 11 mars 1826, t. 25, p. 317, et t. 34, p. 94.

260. Le tribunal de commerce ne peut pas, sans le consentement de toutes les parties, proroger le délai qu'il a accordé aux arbitres pour rendre leur décision. — Bord. 28 juin 1818. — Toulouse, 12 avril 1823. — Lyon, 29 déc. 1827, t. 4, p. 638, no 90, et t. 25, p. 127. — V. *suprà*, no 238. — Colm. 17 juil. 1832, t. 43, p. 433.

261. Le pouvoir des arbitres forcés est tacitement prorogé par le silence des parties sur leur remplacement. — Gren. 12 août 1829. Boulu C. Drevet.

262. La comparution des parties devant des arbitres forcés, et la remise, de leur part, de pièces ou mémoires après l'expiration du délai forcé pour l'arbitrage, vau-

prorogation de ce délai. — Bord. 9 fév. 1827, t. 32, p. 237.

263. En matière d'arbitrage forcé, une partie peut demander la nullité d'une sentence arbitrale rendue hors du délai fixé par un compromis judiciaire, quoique depuis ce délai elle ait remis aux arbitres un mémoire contenant des conclusions, si sa partie adverse n'a consenti à aucune prorogation par aucun acte écrit. — Cass. 2 mai 1827, t. 32, p. 366.

264. Une décision arbitrale rendue après l'expiration du délai fixé par le compromis, ou après les trois mois, lorsque le compromis ne fixe pas de délai, est nulle, quoique les arbitres déclarent qu'ils jugent en présence des parties, et que celles-ci prorogent leurs pouvoirs, si le fait de la prorogation est contesté depuis par l'une des parties. — Toulouse, 7 juin 1810, t. 16, p. 497.

265. Une partie n'est pas recevable à arguer de nullité la sentence d'arbitres forcés, comme rendue après le délai de trois mois, si elle a assisté à une visite des lieux ordonnée par les arbitres. — Cass. 12 mai 1828, t. 35, p. 243.

266. Après l'expiration du délai fixé par le compromis, les tribunaux deviennent compétents relativement à la contestation. — Cass. 6 nov. 1809, t. 16, p. 479, nº 45.

267. Décidé au contraire qu'après l'expiration du délai de la loi, si l'une des parties refuse de nommer un autre arbitre, les tribunaux doivent le nommer. — Poit. 18 juill. 1820, t. 4, p. 646, nº 97. — V. *suprà*, nº 122 et suiv.

268. Le pouvoir accordé aux juges de nommer des arbitres comprend celui de proroger le délai de l'arbitrage. — Cass. 14 juin 1830. Beuvais C. Farnéval.

Art. 7. *Procédure devant les arbitres.*

269. Les arbitres doivent-ils suivre la procédure propre à la matière qui leur est soumise? — Oui, si le compromis ne contient aucune stipulation à cet égard. — MM. CARR. t. 3, p. 412, nº 3288; PIG. *Comm.* t. 2, p. 721, not. 2; et MONG. p. 175, nº 209, t. 16, p. 542, nº 127.

270. Les arbitres qui prononcent en matière de société ne sont astreints à aucune espèce de formalités. — Besanç. 18 déc. 1811, t. 16, p. 505, nº 74.

271. Décidé au contraire que les juges arbitres forcés sont assujétis, dans leurs jugements et dans les actes qui précèdent, à l'observation de toutes les formes légales, d'après ce principe : Si une enquête ordonnée par les arbitres a eu lieu, la sentence arbitrale doit contenir les dispositions sommaires des témoins qui ont été entendus, autrement cette sentence serait nulle. — Orl. 2 août 1817, t. 16, p. 536, nº 116.

272. Lorsque les faits à prouver sont mentionnés dans une requête annexée à ce jugement arbitral, il n'est pas nécessaire que le jugement mentionne ces faits. — Cass. 30 avr. 1828.

273. En matière même civile, ceux qui ont reçu la qualité d'amiables compositeurs sont par là dispensés des formes judiciaires. — Besanç. 18 déc. 1811, t. 16, p. 505, nº 74 *bis*. — *Contrà*, MM. BOUCH. p. 259-531; CARR. t. 3, p. 455, nº 3354.

274. Lorsque les parties ont donné la qualité d'amiables compositeurs aux arbitres, elles ne peuvent se plaindre de ce qu'ils n'ont pas observé les formes ordinaires. — Colm. 29 mai 1813, t. 16, p. 513, nº 85.

275. Les arbitres autorisés à juger comme amiables compositeurs, par conséquent à s'écarter de la rigueur des règles du droit, ne sont pas autorisés par là à ne pas suivre dans la procédure les règles et les formes établies pour les tribunaux. — Limog. 17 fév. 1823, t. 25, p. 53.

276. Des amiables compositeurs, par la nature même de leur mission, doivent régler les difficultés qui divisent les parties sans aucune formalité, et suivre dans leurs décisions les règles de l'équité plutôt que celles du droit. — Orl. 14 mars 1822, t. 16, p. 541, nº 126.

277. On ne peut demander la nullité d'un jugement arbitral par cela seul que le défendeur a été condamné, sans sommation préalable, de se présenter et de proposer ses moyens, lorsque les arbitres ont été dispensés de suivre les formes ordinaires. — Cass 17 oct. 1810, t. 16, p. 499, nº 66. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 479, nº 3387; HAUT. p. 601; MERL. *Rép.* t. 1, p. 346, nº 45; F. L. t. 1, p. 204.

278. Si les parties jugent à propos de charger un avoué de la rédaction de leurs mémoire et défense auprès du tribunal, les frais de cet officier ou de tout autre mandataire n'entrent point en taxe. — C. T. t. 2, p. 503-15.

279. Les parties peuvent-elles encore produire des défenses et pièces après la quinzaine qui précède l'expiration du compromis, si les arbitres n'ont pas rendu leur sentence? — Pour l'affirmative, MM. CARR. t. 3, p. 436, nº 3325; F. L. t. 1, p. 200, et PR. FR. t. 5, p. 383. — M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 727, art. 1016, note, ajoute que les arbitres pourraient refuser de recevoir ces pièces, et que la partie ne saurait les y contraindre. — J. A. t. 16, p. 542, nº 129. — V. *suprà*, nº 256.

280. Un mémoire produit par l'une des parties devant les arbitres devient une propriété commune, et ne peut être enlevé par la partie qui l'a produit, sans le consentement de tous. — Paris, 3 vent. an X, t. 16, p. 458, nº 9. — *V.* M. MONG. p. 179, nº 213.

281. Le jugement par lequel des arbitres ordonnent à une partie de servir ses réponses dans un certain délai, et qui joint au fond une demande incidente, n'est qu'un jugement préparatoire : l'appel n'en est pas recevable. — Renn. 23 sept. 1816, t. 16, p. 530, nº 103.

282. Les arbitres ne sont pas obligés de surseoir à la prononciation de leur jugement, par cela seul qu'une partie demande à être délaissée à se pourvoir par voie d'inscription de faux contre l'acte qui donne lieu à la contestation — Cass. 18 juin 1816, t. 16, p. 526, nº 98. — *V.* MM. MONG. p. 225, nºs 288, 289; F. L. t. 1, p. 200; PR. FR. t. 5, p. 380.

283. Des arbitres forcés, nommés en matière de société de commerce, ne commettent point un déni de justice en décidant que, les pièces produites n'étant pas régulières, et que s'agissant de comptes à régler, celle des parties qui voudra aller avant sera tenue de mettre en règle les pièces à produire. — Orl. 17 juill. 1817, t. 16, p. 534, nº 112.

284. Lorsque l'un des arbitres, sans émettre son avis sur le fond de la contestation, juge que c'est le cas d'ordonner une instruction préalable, les autres arbitres peuvent néanmoins rendre une décision définitive, s'ils se croient suffisamment éclairés. — Metz, 12 mars 1812, t. 4, p. 641 - 95.

285. L'art. 1011, C. P. C. n'est point applicable en matière d'arbitrage forcé ; ainsi le Code de comm. n'exigeant aucune ordonnance des arbitres pour la comparution des parties, il est indifférent que cette ordonnance ne soit signée que par l'un d'eux. — Besanç. 31 août 1820, t. 16, p. 540, nº 123.

286. Les parties qui par leur présence ont approuvé une enquête faite devant des arbitres forcés, sans qu'elle ait été ordonnée par jugement de ceux-ci, et sans que les témoins aient été assignés, ne peuvent demander ultérieurement la nullité de cette enquête, sous prétexte qu'elle n'a pas été précédée des formalités voulues par la loi. — Riom, 23 janv. 1829, t. 41, p. 572.

287. Des arbitres n'ont isolément aucun caractère public; ils ne peuvent exercer le pouvoir qu'ils tiennent de leur nomination que lorsque réunis ils forment un tribunal arbitral; ainsi tous les actes qu'ils peuvent faire séparément les uns des autres ne sont que des actes d'individus sans caractère et sans pouvoir, et ne peuvent être considérés comme des sentences rendues par des arbitres. — Besanç. 2 therm. an IX, t. 16, p. 451, nº 8.

288. En quel lieu doivent se tenir les séances des arbitres, et quel est celui d'entre eux qui doit demeurer dépositaire des pièces des parties? — Dans l'usage c'est chez le plus ancien d'entre eux qui demeure dépositaire des pièces; le plus jeune fait le rapport

— *V.* MM. Carr. t. 3, p. 437, n° 3331; F. L. t. 1, p. 200; D. C. p. 675, art. 1009; et Mong. p. 183, n° 220, t. 16, p. 542, n° 128.

289. Dans une contestation soumise à des arbitres forcés, les tribunaux de commerce peuvent ordonner que les livres et registres des parties seront déposés entre les mains de l'arbitre le plus âgé, pour qu'il en soit pris communication. — Aix, 17 juin 1826. Maury et Calsada C. Vidal.

290. Lorsque dans le cas d'arbitrage forcé chaque associé a nommé son arbitre, les arbitres doivent, en se conformant au droit commun auquel il n'a pas été dérogé, prononcer à la pluralité des voix, et non par ordre d'intérêts. — Paris, 31 déc. 1825.

291. Le Français qui par un compromis consent à être jugé en Suisse et par des arbitres, se soumet par là aux lois suisses qui régissent les arbitrages. — Paris, 19 mars 1830. Broye C. Richard.

Art. 8. *Honoraires et avances.*

292. Les arbitres volontaires, comme les arbitres forcés, ont droit à des honoraires. — C. T. t. 2, p. 509-36.

293. Les arbitres choisis par les parties ont une action solidaire contre chacune d'elles pour le paiement de leurs honoraires. — Bord. 14 janv. 1826, t. 30, p. 280. —C. T. t. 2, p. 511-37.

294. Les arbitres forcés, en matière commerciale, n'ont pas le droit d'exiger en justice des honoraires contre les parties qui figurent dans la cause où ils ont été appelés à prononcer leur jugement. — Montp. 12 juill. 1827. — Cass. 17 nov. 1830, t. 33, p. 46, et t. 39, p. 319. — *V.* MM. Merl. *Rép.* v° *arbitrage*, n° 30; Carr. n° 3332.

295. Mais ils peuvent actionner subsidiairement les parties en paiement des avances qu'ils ont faites pour elles. — Cass. 17 nov. 1830, t. 29, p. 319.

296. Lorsqu'il s'agit d'arbitres-experts, d'arbitres-rapporteurs nommés par le tribunal de commerce, l'on doit leur allouer des honoraires.—C. T. t. 2, p. 311, 38.

297. Soit qu'il s'agisse de réclamer le paiement d'honoraires, soit qu'il s'agisse de réclamer le remboursement de frais avancés par les arbitres, ceux-ci sont obligés de se pourvoir devant les tribunaux, et ne peuvent pas agir par voie d'exécution en vertu de leur propre sentence. — C. T. t. 2, p. 511-39.

298. Les arbitres nommés par arrêt d'une Cour, pour connaître d'une société commerciale, doivent former leur demande en paiement d'honoraires devant le tribunal de commerce. — Lyon, 28 nov. 1827, t. 36, p. 267.

Chap. III. — *Du tiers arbitre.* — Art. 1er. *Quand y a-t-il lieu à nommer un tiers arbitre? Nécessité du procès-verbal constatant l'avis distinct des arbitres divisés.*

299. Les arbitres forcés, divisés sur le point de savoir si la contestation à eux soumise est de leur compétence, ne peuvent nommer un sur-arbitre pour les départager. — Lyon, 30 juill. 1832, t. 44, p. 246.

300. Les arbitres, avant de déclarer partage, doivent-ils, comme les juges ordinaires, se réduire à deux opinions? — Oui, suivant MM. Carr. t. 3, p. 447, n° 3345; B. S. P. 44, note 25; Bouch. p. 529, n° 1062, et Lep. p. 643, *quest.* 3.—Non, suivant Pr. Fr. t. 5, p. 391. — Mais la première opinion est soutenue, J. A. t. 16, p. 543, n° 130.

301. En matière d'arbitrage forcé, les voix des arbitres nommés par plusieurs parties qui ont le même intérêt doivent compter, non pour une seule, mais pour autant d'avis qu'il y a d'arbitres. —Toul. 1er mars 1831, t. 47, p. 504.

302. Lorsque des arbitres ont prononcé à la majorité des voix, il n'y a pas lieu de nommer un tiers arbitre pour les départager, sous prétexte que ceux qui ont formé cette majorité, ont été choisis par plusieurs parties ayant le même intérêt, et que par suite leurs voix ne doivent être comptées que pour une seule.—Toul. 9 août 1833, t. 46, p. 298.

303. Lorsque de deux arbitres l'un émet son avis, et l'autre déclare ne pouvoir plus s'occuper de l'affaire, il n'y a pas partage, ni lieu à appeler un tiers arbitre. — Cass. 16 juill. 1817, et Poit. 13 mars 1818, t. 4, p. 619, n° 78. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 445, not.

304. Il n'y a pas partage entre arbitres lorsque l'un d'eux seulement a donné son avis, et que l'autre a déclaré que son opinion était que les parties devaient proroger l'arbitrage et tenter un arrangement; dans ce cas il n'y a pas lieu à appeler un tiers. — Toul. 5 mars 1830.

305. Lorsque de deux arbitres nommés par un tribunal, l'un a donné son avis sur les objets du litige, l'autre s'est contenté de juger qu'il y avait lieu à un sursis, le tiers arbitre a pu statuer sur le fond. — Lyon, 28 déc. 1826.

306. Lorsqu'après un partage d'opinion entre des arbitres forcés, un tiers arbitre a été nommé, et que postérieurement un des arbitres s'est départi et a été remplacé, la nomination du tiers arbitre se trouve prématurée et sans effet. — Paris, 14 janv. 1808, t. 4, p. 534, n° 23. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 446, n° 3342.

307. Lorsque les arbitres ont formellement déclaré qu'ils sont partagés, ils n'ont plus droit ni pouvoir de statuer postérieurement sans appeler un tiers arbitre. — Paris, 11 avr. 1825, t. 32, p. 231.

308. Une sentence arbitrale, par laquelle un tiers est appelé, n'est pas nulle parce qu'elle ne mentionne pas qu'il y ait eu partage, surtout si les parties ont comparu devant trois arbitres. — Bord. 9 mars 1830, t. 39, p. 125.

309. Le tiers arbitre nommé à l'avance pour le cas où les arbitres seraient discordants, peut valablement procéder, encore que la discordance ne soit pas constatée formellement au procès-verbal, mais résulte des circonstances. — Cass. 18 mai 1814, t. 16, p. 516, n° 89.

310. La loi accorde foi aux arbitres sur les faits par eux constatés dans leur jugement; ainsi, quoiqu'aucun acte antérieur n'énonce pas qu'il y ait eu partage et nomination d'un tiers arbitre, le jugement qui le déclare doit faire foi, bien qu'il ne soit signé que d'un arbitre et du tiers arbitre. — Cass. 3 janv. 1826, t. 30, p. 388.

311. Une décision arbitrale n'est pas nulle par cela que le partage n'a pas été déclaré, si d'ailleurs ce partage a été prouvé par la remise que chaque arbitre a faite au tiers arbitre, en particulier, de son opinion rédigée par écrit. — Turin, 11 janv. 1806, t. 16, p. 464, n° 26. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 451, n° 3352.

312. Lorsque, dans un arbitrage forcé prescrit par l'art. 60 C. comm., il y a nécessité de nommer un tiers arbitre, il doit procéder d'après les règles et les formalités prescrites par les articles 1017 et 1018 C. P. C. — Paris, 5 mai 1828.

313. En matière de société, le tiers arbitre peut être nommé par le tribunal, sans que les arbitres aient dressé un procès-verbal séparé de leurs opinions; il suffit qu'ils aient constaté qu'ils étaient divisés d'opinions, et l'impossibilité où ils ont été de s'accorder sur le choix d'un tiers arbitre. — Orl. 2 août 1817, t. 16, p. 536, n° 114.

314. Ainsi la nomination du tiers arbitre de commerce n'est pas nulle, pour n'avoir pas été précédée de la rédaction du procès-verbal de l'avis distinct des arbitres divisés. — Paris, 8 avr. 1809, 1er fév. 1827, t. 4, p. 552. — C'est l'opinion de MM. Carr. L. P. C. t. 3, p. 451 à 453, nos 3352, 3353; et F. L. t. 1, p. 201, même en matière d'arbitrage volontaire. — M. Pardess. ne parle que de l'arbitrage forcé.—*V.* t. 5, p. 124, n° 1416.

315. On ne peut faire résulter un moyen de nullité contre une décision en matière d'arbitrage forcé, de ce que les deux arbitres n'ont pas rédigé leur avis par écrit, et de ce que le sur-arbitre n'a pas adopté un de ces avis. — Paris, 22 mai 1813, t. 4, p. 595, n° 64.—La jurisprudence et les auteurs sont unanimes.

316. Il n'est pas nécessaire de rédiger séparément l'avis de l'arbitre divisé d'opinion, quand l'adjonction d'un tiers arbitre a eu lieu, et que celui-ci s'est rangé de l'avis de l'autre arbitre. — Cass. 7 déc. 1810, t. 4, p. 572, n° 4.

317. Une sentence arbitrale n'est pas nulle, quoique les deux premiers arbitres, divisés d'opinion, n'aient pas rédigé leur avis distinct et motivé, si le tiers arbitre a constaté qu'il a conféré avec eux, et que chacun lui a remis son opinion. — Agen, 10 juill. 1833, t. 47, p. 467.—*V.* l'art. 3 *infrà.*—*V.* surtout le nº 293.

318. Cependant est nulle une sentence arbitrale, s'il n'est pas prouvé que les arbitres divisés, qui ont appelé un tiers, ont rédigé séparément leur avis, en sorte qu'il soit impossible de reconnaître auquel des deux avis le tiers arbitre s'est conformé, ni même s'il en a suivi aucun. — Renn. 11 déc. 1810; Orl. 13 juin 1817, t. 16, p. 500, nº 67. — *V.* encore l'art. 3 *infrà*, nº 325 et suiv. sur la manière dont le tiers arbitre peut avoir connaissance de l'avis des arbitres divisés.

319. Les arbitres forcés divisés d'opinions doivent dater leur avis, sous peine de nullité de leur sentence. — Paris, 16 août 1832, t. 46, p. 168.

Art. 2. *Nomination du tiers arbitre.*

320. En matière d'arbitrage forcé, les parties peuvent convenir que le tiers arbitre sera nommé par elles ou par le président du tribunal civil, au lieu de laisser cette nomination à faire par le tribunal de commerce. — Paris, 6 août 1829, t. 39, p. 149.

321. En matière d'arbitrage forcé, lorsqu'il y a partage et que les parties nomment un tiers arbitre avant que les arbitres aient fait leur choix, ceux-ci sont obligés d'y déférer, t. 4, p. 659, nº 103. — C'est l'opinion de M. PARDESS. t. 5, p. 124, nº 1416. Mais dans ce cas les arbitres pourraient considérer cette nomination comme changeant la nature du compromis, et refuser comme ils auraient pu le faire avant toute acceptation. — *V.* t. 4, p. 659, nº 103.

322. C'est à la Cour qui, après avoir infirmé un jugement commercial, a renvoyé les parties devant les arbitres forcés, à nommer, à défaut des parties, un tiers arbitre pour vider le partage. — Lyon, 5 déc. 1826, t. 32, p. 250.

323. Lorsque des arbitres ne s'accordent pas sur le choix d'un tiers arbitre, ils ne peuvent s'en rapporter au sort pour sa nomination, qui doit alors être l'ouvrage du président. — Aix, 2 août 1826, t. 32, p. 141.

324. Si l'acte de nomination du tiers arbitre ne mentionne pas son acceptation, on peut la faire résulter des actes subséquents qui manifestent sa volonté. — Nîm. 30 janv. 1812, t. 4, p. 583, nº 54. — *V.* MM. PARDESS. t. 5, p. 97, nº 1392; LEP. *Style de la proc.* p. 834, *infrà*; PR. FR. t. 5, p. 365; D. C p. 676.

Art. 3. *Opérations du tiers arbitre. — Concours du tiers arbitre avec les arbitres divisés.*

325. Un tiers arbitre ne peut, sans le consentement des parties et avant la déclaration du partage, concourir aux délibérations des arbitres. — Renn. 7 avr. 1810, t. 16, p. 490, nº 58. — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 28; PARDESS. t. 5.

326. Sous l'empire des lois des 10 juin 1793 et 28 thermidor an III, était nul tout jugement rendu par un tiers arbitre sans le concours des arbitres partagés. — Cass. 7 flor. an V, t. 4, p. 506, nº 3.—*V.* MM. PIG. t. 1, p. 28; PARDESS. t. 5, p. 106, nº 1401; CARR. t. 3, nº 3346; MERSON, p. 104.

327. En matière d'arbitrage forcé, lorsque deux premiers arbitres partagés ont rédigé leur décision dans deux actes, le tiers arbitre peut valablement prononcer par une sentence séparée. — Metz, 12 mai 1819, t. 4, p. 641, nº 94.—*V.* M. CARR. t. 3, p. 448, nº 3346.

328. Le tiers arbitre qui a vaqué sans l'intervention de l'arbitre de l'une des parties, et sans que cet arbitre ait été sommé par écrit de se réunir avec ses collègues au lieu de leurs délibérations, rend une sentence arbitrale nulle.—Besanç. 3 déc. 1807. — Paris, 1er juillet 1812, t. 16, p. 466, nº 29, et p. 508, nº 79.

329. En matière d'arbitrage forcé, la décision d'un tiers arbitre est nulle, si elle a été rendue en l'absence de l'un des premiers arbitres, et sans que le tiers arbitre ait conféré avec les arbitres divisés.—Montp. 31 mai 1824, t. 26, p. 295.

330. Lorsqu'après qu'un tiers arbitre a conféré avec les arbitres, les parties se rendent chez lui, non pour y débattre leurs intérêts, mais pour s'y arranger entre elles, il n'est pas nécessaire que ce tiers ait une nouvelle conférence avec les arbitres. — Cass. 11 fév. 1824, t. 28, p. 19.

331. La mention que fait le tiers arbitre qu'il a entendu les arbitres divisés, énonce suffisamment qu'il a conféré avec eux simultanément. —Paris, 15 nov. 1824, t. 4, p. 606, nº 71. — *V.* MM. CARR. t. 3, nº 3348; PARDESS. t. 5, nº 1401.

332. Lorsque dans le compromis les parties ont autorisé les arbitres à ne suivre aucune formalité de procédure, il suffit au tiers arbitre de déclarer dans son jugement qu'il a inutilement invité les arbitres divisés d'opinion à se réunir à lui, sans qu'il justifie de la citation qu'il a dû leur donner à cet effet. — Flor. 13 janv. 1810, t. 16, p. 482, nº 52.

333. L'absence des arbitres ne peut empêcher le tiers arbitre de rendre son jugement, s'il déclare d'ailleurs qu'il a conféré avec eux et qu'il les a inutilement invités à se réunir à lui.—Montp. 27 nov. 1811, t. 16, p. 503, nº 73.

334. La clause d'un compromis portant que le tiers arbitre ne pourra communiquer avec les parties, qu'il prononcera sur l'une des opinions écrites des deux arbitres, et sur les pièces produites par les parties, qui entendent à cet égard déroger à toutes lois à ce contraires, ne présente rien d'illicite : en conséquence, le jugement rendu par le tiers arbitre est valable, quoiqu'il n'ait pas conféré avec les arbitres. — Paris, 10 août 1809, t. 4, p. 554, nº 35.

335. L'art. 1018 C. P. C. qui autorise le tiers arbitre à prononcer seul, s'applique aux arbitrages commencés avant la publication du Code de procédure, si le jugement est rendu depuis.—Montp. 27 nov. 1811, t. 16, p. 503, nº 73.

336. Si le sur-arbitre nommé par les parties ignore la langue française, il ne peut se faire traduire par un interprète la décision des arbitres, qui doivent communiquer directement avec lui.—Cass. 7 flor. an V, t. 4, p. 507, nº 2.

Art. 4. *Formation de l'avis du tiers arbitre.*

337. Quoique tous les arbitres ne se réunissent pas, le tiers arbitre doit, à peine de nullité de la sentence, se conformer à l'un des avis des autres arbitres. —Paris, 2 déc. 1829.

338. Un tiers arbitre peut adopter, sur chacun des chefs de la décision des arbitres qu'il doit départager, l'avis soit de l'un, soit de l'autre, sans adopter tout l'avis de l'un d'eux sur les chefs de contestation. —Paris, 5 déc. 1831, t. 42, p. 292.

339. Un tiers arbitre peut adopter l'avis de l'un des arbitres sur deux points, et celui de l'autre arbitre sur deux autres points.—Cass. 11 fév. 1824.—Toul. 6 août 1827, t. 28, p. 19, et t. 35, p. 310.—*V.* MM. LOCRÉ. *Esp. C. comm.* p. 275, 276; MERSON, nº 106; CARR. *L. P. C.* nº 3347, dans le même sens.—Cass. 19 nov. 1830. Vigneri C. Delacasse.

340. Lorsque dans un règlement de compte un tiers arbitre est appelé, et que sur chaque article il se range de l'avis, tantôt de l'un des arbitres, tantôt de l'autre, il doit fixer le reliquat d'après les décisions qu'il a portées sur chacun des objets, mais non adopter en définitive le reliquat fixé par celui qui s'était le plus rapproché de son sentiment. — Cass. 1er août 1825, t. 30, p. 5.

341. Lorsqu'un des arbitres est d'avis que l'une des parties doit être condamnée aux dépens, et que l'autre arbitre pense au contraire que cette partie doit être condamnée à la totalité des dépens et en outre à des dommages-intérêts d'une certaine somme; si dans ce cas le tiers arbitre nommé condamne la même partie à la totalité des dépens, mais sans dommages-intérêts, cette condamnation, qui n'est qu'une modification de l'avis de l'un des arbitres ne peut être critiquée par la parti

condamnée ; elle est sans intérêts et non recevable à s'en plaindre. —Cass. 11 fév. 1824, t. 28, p. 19.

342. Quand les deux premiers arbitres ont declaré leur partage, et ont rédigé séparément leur avis, on ne peut faire résulter un moyen de nullité de ce que le tiers arbitre n'a pas adopté littéralement l'avis de l'un des arbitres, lorsqu'il s'y réfère d'ailleurs sur les points les plus importants.—Paris, 19 nov. 1817, t. 4, p. 627, nº 79.—*V.* M. B. S. P. p. 44, note 25.

343. Les arbitres en dissidence ne peuvent rétracter l'opinion qu'ils ont émise dans leur procès-verbal de partage, et le jugement que rendrait le tiers arbitre en adoptant l'opinion nouvelle que l'un d'eux aurait émise, serait radicalement nul. — Gren. 12 août 1829.

344. Les art. 1017 et 1018 C. P. C. ne sont pas applicables au cas où le tiers arbitre a réuni les opinions divisées.—Renn. 11 juill. 1812, t. 16, p. 509, nº 80.

345. Les arbitres divisés d'opinion peuvent changer d'avis en se réunissant au tiers arbitre.—Gren. 31 juill. 1830, t. 41, p. 705.

346. Une sentence arbitrale est valable quoique les arbitres divisés n'aient pas rédigé leur avis séparément, s'ils se sont réunis au tiers arbitre, et que par là la sentence a été rendue à l'unanimité des voix. (Art. 1017 C. P. C.) — Gren. 1er juin 1831, t. 41, p. 698. — *V.* les *observat.* — V. *suprà*, nº 317.

347. Comme aussi une sentence arbitrale est valable, quoique les arbitres n'aient pas rédigé leur avis distinct et motivé, et que le tiers arbitre n'ait point énoncé qu'il s'est réuni à l'avis des deux autres, si les parties leur ont donné pouvoir de prononcer comme amiables compositeurs, avec dispense des formalités judiciaires et renonciation à toute espèce de recours contre leur décision.—Agen, 20 janv. 1832.

348. Un tiers arbitre peut, au lieu d'adopter en entier l'avis de l'un des arbitres qu'il est appelé à départager, juger les difficultés à lui soumises, en modifiant l'avis de l'un par l'avis de l'autre, s'ils se sont réunis à lui. — Bord. 25 janv. 1831, t. 43, p. 582. — Lyon, 14 juill. 1828. N. C. N.

349. Une partie est non recevable à demander la nullité d'une sentence arbitrale, fondée sur ce que le tiers arbitre s'est écarté de l'avis de l'arbitre qu'il a déclaré adopter pour prendre une décision plus favorable pour elle. — Paris, 5 déc. 1831, t. 42, p. 292. — Cass. 29 mars 1827. Lacuée C. Charue.

350. Les parties ne peuvent se plaindre de ce que le tiers arbitre n'a prononcé que sur l'un des points litigieux, lorsque ce point était le seul sur lequel les premiers arbitres ne se trouvaient pas d'accord.— Colm. 29 mai 1813, t. 16, p. 513.

351. Il n'est pas nécessaire que les conclusions motivées des parties soient rappelées dans le jugement du tiers arbitre. — Lyon, 14 juill. 1828.

352. En matière d'arbitrage, soit forcé, soit volontaire, le tiers arbitre, après avoir conféré avec les deux autres, peut rendre seul la sentence arbitrale, en déclarant adopter les motifs et l'avis de l'un des deux arbitres. — Cass. 26 mai 1829, t. 38, p. 344.

353. Le tiers arbitre qui adopte l'avis des autres arbitres n'a pas besoin de motiver son avis, si d'ailleurs celui qu'il adopte est motivé. — Rouen, 26 nov. 1828, t. 39, p. 66.

Art. 5. *Dans quel lieu et dans quel délai le tiers arbitre doit prononcer.*

354. On ne peut se faire un moyen de nullité contre une sentence arbitrale de ce qu'elle a été délibérée et rendue au lieu de la résidence du tiers arbitre, lorsque les deux arbitres s'étaient précédemment réunis dans un autre lieu désigné par le compromis.— Cass. 5 déc. 1810, t. 4, p. 571, nº 47.

355. Le tiers arbitre qui n'a pas rendu son jugement dans le mois, à dater de son acceptation, est-il déchu de plein droit de toute mission après cette époque? — Non. — Rouen, 21 déc. 1808. — Paris, 30 nov. 1811. — Nîmes, 30 janv. 1812; t. 4, p. 543, nº 26, et p. 583, nº 53. — Pour l'affirmative, MM. Pig. t. 1, p. 27; Carr. t. 3, p. 451, nº 3349; B. S. P. t. 1, p. 44, note 5, nº 3; F. L. t. 1, p. 209.— *Secùs* en cas d'arbitrage forcé, selon M. Pardessus, t. 5, p. 122, n. 1414, et 124, n. 1416.

356. Lorsqu'après l'expiration du délai, les parties en accordent un nouveau au tiers arbitre, il doit, à peine de nullité, prononcer dans le délai fixé. — Renn. 21 juin 1816, t. 16, p. 527, n. 100.

357. Lorsque les parties comparaissent devant le tiers arbitre nommé après l'expiration du compromis, elles couvrent la nullité de sa nomination, et prorogent les pouvoirs des arbitres. — Cass. 17 janv. 1826, t. 32, p. 61.

358. Le tiers arbitre, quoique nommé en même temps que les premiers arbitres par le compromis, n'est astreint à donner sa décision que dans le mois, à compter du jour que les premiers arbitres lui ont remis le procès-verbal, ou les procès-verbaux qui constatent qu'ils ont été partagés d'opinion. — Orl. 14 avr. 1810, t. 4, p. 565, n. 43. — *V.* M. Haut. p. 598.

359. Les arbitres divisés d'opinion avant l'expiration du délai qui leur est imparti pour prononcer, peuvent, par l'acte de nomination du tiers arbitre, lui donner pour juger un délai plus long que celui qu'ils ont eux-mêmes, et qui excède le mois à partir de la nomination de ce tiers; et dans ce cas leur pouvoir est prorogé jusqu'à l'expiration de celui du tiers arbitre. — Cass. 17 mars 1824, t. 26, p. 187. — Consultez MM. Roger et Garnier, *Ann. univ. de la lég. et de la jur. comm.* t. 1, p. 161.

360. Lorsqu'il n'a été accordé aux arbitres que deux mois pour prononcer, le tiers arbitre peut valablement juger après ce délai, pourvu que ce soit dans les trois mois de la date du compromis.— Riom, 8 juin 1809, t. 7, p. 61, n. 27.

361. L'art. 1018 C. P. C. ne s'applique pas aux arbitrages forcés, et le sur-arbitre n'est pas tenu de prononcer dans le mois. — Paris, 19 janv. 1825, t. 30, p. 22.

362. La prorogation du délai dans lequel le tiers arbitre doit rendre son jugement peut être faite par un acte postérieur à celui de sa nomination. — Florence, 13 juin 1810, t. 16, p. 482, n. 51.

Chap. IV. *Du jugement arbitral.* — Art. 1er. *Quand y a-t-il jugement arbitral?*

363. Si, au lieu de passer un compromis, les parties fournissent de part et d'autre, à des tierces personnes, des blancs seings que celles-ci devront remplir d'une transaction, cet acte sera-t-il considéré comme un jugement arbitral, et quels en seront les effets? — M. Carr. t. 3, p. 402, nº 3268, cite un arrêt de la Cour de Rennes, du 28 avril 1823, qui a décidé que l'usage de la remise des blancs seings peut être suivi sous l'empire de nos lois actuelles, et il adopte lui-même cette opinion. Elle est partagée par M. Merlin, *Répert.* 2e édit. t. 1, p. 795. — *V.* J. A. t. 7, p. 95, n. 60. — V. *suprà*, n. 183.

364. L'acte par lequel des arbitres arrêtent le reliquat du compte social à une certaine somme, et qu'ils terminent par ces mots: *fait, jugé et terminé en présence des parties*, ne cesse pas d'avoir le caractère du jugement, par cela qu'il ne porterait pas expressément de condamnation. — Colm. 24 juill. 1810, t. 16, p. 498, nº 64.

365. Lorsque les parties, en faisant un compromis, donnent aux personnes qu'elles choisissent pour régler leurs droits, tantôt le nom d'experts, tantôt celui d'arbitres, qu'elles les ont dispensées de prêter serment, c'est d'après les difficultés que ces individus ont à résoudre qu'on peut savoir si les parties ont entendu nommer des arbitres ou des experts, et si la décision qui intervient est un jugement arbitral ou un rapport. — Cass. 2 déc. 1828, t. 36, p. 184. — V. *suprà*, nº 151 *bis*.

366. Lorsque sur l'exécution d'une sentence arbitrale, une Cour renvoie les parties devant l'arbitre qui l'a rendue, pour qu'il statue

sur les omissions et erreurs de calcul, la nouvelle décision que rend cet arbitre, quoique les délais du compromis soient expirés, n'est pas un simple rapport d'expert, mais bien une sentence qui a la même force que la première. — Bord. 13 juill. 1826, t. 32, p. 218.

367. Une décision arbitrale n'a d'existence que du jour de sa date. —Cass. 17 mars 1806 et 3 juin 1808, t. 16, p. 465, nº 28.

368. Un jugement arbitral est nul, lorsque tous les arbitres nommés n'ont point concouru au jugement.—Cass. 18 frim. an VII, t. 4, p. 512, nº 6.—*V.* § 11, nºs 233, 224, 225.

369. Lorsqu'il y a plusieurs arbitres en nombre impair, la majorité fait le jugement, sans qu'on puisse distinguer si les parties qui représentent ces arbitres ont ou non des intérêts communs.—Cass. 23 nov. 1824, t. 28, p. 62. — V. *infrà*, nº 428.

Art. 2. *Formes de la sentence.*

370. Un jugement arbitral n'est pas nul parce qu'il ne fait pas mention du lieu où il a été rendu, lorsque cette omission est suppléée par les circonstances. — Douai, 12 janv. 1820, t. 16, p. 450, nº 7.

371. Aucune loi n'a exigé à peine de nullité que les arbitres nommés par le tribunal, en exécution de l'art. 55 C. Com., aillent rendre leur sentence dans l'arrondissement du domicile des parties ou du siége de la société.— Besanç. 31 août 1820, t. 16, p. 540, nº 122.

372. En matière d'arbitrage forcé, les jugements des arbitres peuvent être rendus un jour férié. — Cass. 22 nov. 1827, t. 34, p. 225.

373. Un jugement arbitral ne peut être annulé comme ne contenant pas les conclusions des parties, s'il déclare qu'elles ont été annexées à la minute du jugement même. — Cass. 29 mars 1832, t. 43, p. 682.

374. Un jugement arbitral n'est pas nul parce qu'il a omis de prononcer sur les prétentions de quelques-unes des parties. — Toulouse, 3 juin 1828. Nègre C. Nègre.

375. Il n'est pas nécessaire à peine de nullité que les arbitres donnent lecture du jugement arbitral aux parties. — Paris, 12 juin 1816, t. 16, p. 455, nº 16. — Suiv. M. Carr. t. 3, p. 444, nº 3338, tous les auteurs sont de cet avis. — *V.* pourtant M. Mong. p. 229, nº 295.

376. Un jugement arbitral rédigé et signé par la majorité des arbitres en l'absence de l'un d'eux, est nul s'il n'est pas justifié du refus de ce dernier. — Cass. 4 mai 1809, t. 16, p. 470, n. 39. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 469, not. 11; Haut. p. 597; Pr. Fr. t. 5, p. 386; Mong. p. 227, n. 290.

377. Une sentence arbitrale qui n'est pas signée par un des arbitres est nulle, s'il n'est pas fait mention de la réquisition qui lui a été faite pour constater son refus. — Besanç. 28 therm. an XI, t. 18, p. 461, n. 20.

378. Un jugement arbitral n'est pas nul pour n'avoir pas été signé par tous les arbitres, s'il est établi qu'il a été rendu par tous, et si d'ailleurs il a été lu aux parties. — Cass. 8 vend. an VIII, t. 16, p. 448, n. 2.

379. Une sentence arbitrale n'est pas nulle, quoiqu'un des arbitres ne sache pas signer. — Gren. 21 mai 1832, t. 45, p. 460.

380. Une sentence arbitrale est valable, quoique l'un des arbitres ne l'ait pas signée, si les autres ont constaté qu'une infirmité l'avait empêché de le faire, et lors même qu'un procès - verbal ultérieur dressé par deux notaires porterait qu'il a déclaré n'avoir point participé à l'arbitrage. — Cass. 5 juill. 1832, t. 43, p. 742.

381. Lorsqu'entre trois arbitres forcés, dont l'un a été remplacé, il a été pris sur différents points diverses décisions qui ont été maintenues par les arbitres restants et l'arbitre remplaçant, le défaut de signature de ces décisions de la part de l'arbitre remplacé entraîne la nullité de la sentence arbitrale définitive.—Cass. 10 vend. an XIV, t. 16, p. 463, n. 25.

382. Lorsqu'il y a partage entre deux arbitres, et qu'un tiers est appelé pour les départir, la décision arbitrale doit être signée par lui à peine de nullité. —Paris, 17 fév. 1808, t. 16, p. 466, n. 31.

383. Mais s'il ne signe pas la sentence par la raison qu'il ne *sait signer*, la décision intervenue n'en est pas moins valable du moment qu'elle a été signée par les autres arbitres, et que ceux-ci ont attesté qu'il a concouru à leurs opérations. — Orl. 14 mars 1822, t. 16, p. 541, n. 125. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 463, n. 3328.

384. La sentence est valable lorsqu'elle n'est signée que par l'un des arbitres et par le tiers arbitre, si elle énonce que celui-ci a entendu les deux arbitres, et que l'arbitre dont il n'a pas adopté l'avis s'est retiré au moment de la délibération. — Montp. 30 avr. 1811, t. 16, p. 502, n. 69.

385. Dans le cas où le tiers arbitre est, comme les arbitres, nommé par l'acte de compromis, il n'y a pas lieu à l'application de l'art. 1017 C. P. C. Ainsi on ne peut arguer de nullité un procès-verbal souscrit par les arbitres et par le tiers, constatant que l'arbitre qui refuse de signer a été présent aux conférences, notamment à celles de la séance dans laquelle le jugement a été arrêté et lui fut lu. En effet, il suffit, d'après 1016, que les arbitres qui signent le jugement fassent mention du refus de signer de la part de la minorité. — Renn. 13 déc. 1809, t. 16, p. 481, n. 49.

Art. 3. *Effets de la sentence arbitrale. De quoi fait-elle foi? Comment elle se prouve. Effets de sa nullité quant à certains chefs.*

386. La chose jugée résulte d'un jugement arbitral rendu exécutoire, comme de tout autre jugement. — Cass. 3 brum. an VIII, t. 15, p. 33, n. 12.

387. L'identité des moyens n'est pas nécessaire pour constituer l'exception de chose jugée. Ainsi il y a violation de la chose jugée, lorsqu'après avoir rejeté par un premier arrêt l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'un jugement arbitral, fondée sur ce que les arbitres n'auraient pas prononcé dans le délai légal, les mêmes juges décident, par un nouvel arrêt, que cette ordonnance d'*exequatur* doit être annulée comme ayant été délivrée par un membre de la Cour d'appel, au lieu de l'avoir été par le président du tribunal de première instance.—Cass. 29 janv. 1821, t. 23, p. 25.

388. Il n'y a pas contravention à la chose jugée, lorsqu'un arrêt décide que le caractère de juge en matière commerciale est attribué aux arbitres par la loi elle-même, et qu'un arrêt précédent a décidé que le caractère de juge souverain ayant été attribué à ces arbitres par l'acte de société qui les autorisait à décider en dernier ressort, l'appel de leur décision est non recevable.— Cass. 26 mai 1813, t. 16, p. 490, n. 61.

389. Dans le cas où le compromis est nul pour dol et fraude, la Cour d'appel peut, en l'annulant, annuler par suite le jugement arbitral, quoique les arbitres l'aient rendu en dernier ressort. — Cass. 3 fév. 1807, t. 7, p. 43, n. 12.

390. Un jugement arbitral en matière de société de commerce doit être assimilé à celui rendu par un tribunal de commerce, et, lorsqu'il est par défaut, il tombe en péremption par suite d'inexécution dans les six mois.— Orl. 21 fév. 1827.

391. Le délai de l'exécution d'un jugement arbitral ne court que du jour de la signification. — Cass. 3 mars 1830.

392. Une sentence arbitrale fait foi de toutes les énonciations qu'elle renferme, jusqu'à inscription de faux.—Turin, 8 mars 1811. — Besanç. 30 déc. 1814. — Renn. 28 avr. 1817, t. 16, p. 489, n. 57; t. 18, p. 639, nº 29; t. 15, p. 128, n. 152. — V. *suprà*, n. 63.

393. Un jugement arbitral fait foi de sa date jusqu'à inscription de faux, quelle que soit l'époque de son enregistrement. — Cass. 15 therm. an XI, 15 janv. 1812. — Paris, 12 juin 1816, 11 juill. 1809, et 28 mai 1810. — Gren. 31 août 1818. — Besanç. 3 déc. 1814, t. 16, p. 455, n. 14; et t. 18, p. 639, n. 30. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 444, n. 3339; B. S. P. p. 45, not. 25; F. L. t. 1, p. 207 et 217; Pr. Fr. t. 5, p. 385, alin. dernier; Mong. p. 231.

394 et 395. Une sentence arbi-

trale fait foi de sa date par la simple signature des arbitres. — Gren. 18 déc. 1824. — Avant que le jugement soit enregistré et déposé, alors même qu'il n'a pas été lu aux parties. — Cass. 31 mai 1809, t. 16, p. 472, n. 41.

396. En conséquence, elle prend date du jour de la signature, et non de celui de son dépôt au greffe. — Bord. 13 juill. 1830, t. 40, p. 70.

397. Les arbitres ne peuvent pas, par un acte postérieur, changer la date donnée à leur jugement. — Cass. 1er niv. an IX. — Douai, 12 janv. 1820, t. 16, p. 450, n. 5.

398.—Ni liquider par un acte postérieur les frais qu'ils n'auraient pas liquidés dans leur sentence. — C. T. t. 2, p. 507, n° 35.

399. Une sentence arbitrale fait foi de la date du compromis qui les autorise. — Lyon, 20 août 1828.

400. La déclaration des arbitres dans leur sentence qu'ils ont vu les mémoires, pièces et notes des parties, fait foi jusqu'à inscription de faux. — Besanç. 18 déc. 1811, t. 16, p. 505, n° 76.

401. En matière d'arbitrage forcé, le jugement arbitral qui constate des transactions passées entre les parties fait foi de leur existence, quoique non signé des parties. — Brux. 12 déc. 1809, t. 16, p. 480, n° 46.

402. Une Cour peut tenir pour constant, seulement d'après les pièces du procès, qu'une demande déclarée, faite dans le jugement arbitral, ne l'a effectivement point été. — Nîm. 30 germ. an XIII, t. 16, p. 449, n° 4.

403. Un jugement arbitral est valable, quoique le compromis ne soit pas représenté, si la preuve de cet acte résulte, tant de l'enregistrement du compromis que de sa transcription au jugement même, et des conclusions prises par les parties devant les arbitres. — Cass 3 janv. 1821, t. 23, p. 1.

404. La réalité de la présence de l'arbitre aux conférences et à la lecture qui lui a été donnée du jugement, ne peut être contredite par un acte judiciaire par lui donné par la voie d'une sommation, longtemps après le dépôt du jugement arbitral; c'était à cet arbitre de contredire dans une forme légale, en rédigeant et en déposant à l'époque même du jugement un procès-verbal contraire. — Renn. 13 déc. 1809, t. 16, p. 481, n° 50. — V. M. Carr t. 3, p. 451, nos 3350, 3351.

405. La fausse déclaration indiquant comme présente à leurs opérations une personne décédée, doit faire annuler le jugement arbitral, quoiqu'après le renvoi fait à la chambre du conseil, cette chambre ait déclaré n'y avoir lieu de poursuivre le faux, faute d'intention. — Montp. 15 janv. 1816, t. 16, p. 57, n° 95.

406. L'existence d'une sentence arbitrale ne peut résulter de l'extrait de l'enregistrement, ni de la déclaration que font les arbitres de l'avoir déposée. — Besanç. 1er août 1809, t. 16, p. 476, n° 42.

407. Après que la sentence a été rendue, la demande en paiement d'intérêts sur lesquels les arbitres n'ont pas statué est une matière civile ordinaire qui sort de leur compétence, sur laquelle le tribunal de commerce ne s'est pas prononcé. — Renn. 15 mars 1816 et 21 déc. 1816, t. 8, p. 647, n° 161, et t. 22, p. 329, n° 157.

408. Lorsqu'un jugement a été rendu souverainement et en dernier ressort par des arbitres revêtus à cet effet de la qualité d'amiables compositeurs, les tribunaux sont compétents pour connaître des difficultés qui s'élèvent sur le mode d'exécution de la sentence arbitrale, et par conséquent sur la manière dont on doit interpréter la disposition de cette sentence. — Orl. 25 fév. 1814, t. 16, p. 515, n° 87.

409. Un délai fixé par une sentence arbitrale rendue entre deux communes n'est que comminatoire si ces communes ont considéré réciproquement cette sentence comme non avenue. — Cass. 11 mars 1834, t. 47, p. 605.

410. Un jugement est-il nul pour le tout, lorsque les arbitres n'ont excédé leur pouvoir que sur certains chefs? — Non. — Cass. 31 mai 1809; Metz, 15 déc. 1814. — Oui. — Gênes, 2 juill. 1810; Renn. 14 avr. 1812, t. 16, p. 472, n° 40. — Pour la négative, M. F. L. t. 1, p. 205. — Pour l'affirmative, M. Carr. t. 3, p. 476, n° 3383.

411. La nullité d'une seconde décision d'arbitres forcés n'entraîne pas la nullité de la première, lorsque ces deux décisions constituent deux jugements distincts et séparés, et que la première peut subsister malgré l'annulation de la deuxième. — Paris, 11 avr. 1825, t. 32, p. 231.

412. La sentence arbitrale qui statue sur une question d'état et sur des droits successifs en litige, est nulle en totalité. — Bast. 22 mars 1831, t. 42, p. 705.

413. Lorsque la décision d'un tiers arbitre est annulée, cette annulation doit s'étendre à la décision des premiers arbitres divisés d'opinion, de telle sorte qu'il faut procéder à un nouvel arbitrage. — Montp. 31 mai 1824, t. 26, p. 295.

Art. 4. *Effets de la sentence à l'égard des tiers.*

414. Le jugement arbitral produit-il des effets par rapport aux codébiteurs solidaires ou à des cautions qui n'y ont pas été parties? — Non, en ce sens que ce jugement ne pourrait pas leur être opposé, puisqu'ils n'ont pas figuré au compromis, et n'ont pas consenti à être jugés par les arbitres. — Oui, en ce sens qu'il pourrait leur profiter si leur codébiteur obtenait gain de cause; car ce créancier, en souscrivant le compromis, s'est soumis à la décision des arbitres. — V. MM. Carr. t. 3, p. 461, n° 3369, et Pr. Fr. t. 5, p. 400. — Toutefois M. Mong., p. 251, n° 324, pense que le jugement arbitral peut être opposé à la caution, parce que le débiteur et la caution ont un intérêt entièrement identique. — J. A. t. 16, p. 543, n° 131.

415. Lorsqu'un des associés a consenti la prorogation du compromis, le jugement arbitral ne peut être annulé qu'à l'égard de la partie qui n'a pas participé à la prorogation du compromis; il ne peut être déclaré nul relativement à celles qui ont comparu. — Cass. 18 août 1819, t. 7, p. 48, n° 51.

416. Lorsque, pour la liquidation d'une société existante entre trois commerçants, deux des associés ont souscrit un compromis, le jugement arbitral qui, rendu sur ce compromis, condamne la société à payer une certaine somme, est nul relativement à l'associé qui n'avait pas signé le compromis, mais valable à l'égard des deux autres. — Cass. 8 août 1825, t. 30, p. 62.

417. Une sentence arbitrale a pu servir de base à la prescription par 10 et 20 ans d'un immeuble, et, dans ce cas, elle n'est pas susceptible de tierce opposition. — Cass. 21 fév. 1827, t. 34, p. 96.

Chap. V. — *De l'ordonnance d'exequatur.* — Art. 1er *Dépôt de la sentence. Quand doit-il avoir lieu?*

418. Il n'est pas nécessaire que les jugements arbitraux soient enregistrés avant d'être déposés. — *Circulaire de S. Ex. le grand juge, ministre de la justice*, t. 16, p. 468, n° 33 — V. *infrà*, n° 439.

419. On ne peut exiger que l'arbitre fasse l'avance de ces frais ni de ceux de l'acte de dépôt; le greffier a seulement un recours contre les parties à l'occasion de ces frais.—C. T., t. 2, p. 505, n. 25.

420. Un jugement arbitral n'est pas nul pour avoir été déposé après les trois jours de sa date. — Paris, 11 juill. 1809, 28 mai 1810, et 22 mai 1813. — Metz, 15 déc. 1815, et 20 nov 1821 — Gren. 1er juin 1831, et 7 déc. 1824. — Cass. 29 nov. 1832, t. 16, p. 455, n° 17; t. 41, p. 698, et t. 42, p. 682. — C'est aussi l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 203, col. alin. 6; Pardess. t. 5, p. 108, n° 1403, et Carr. t. 3, p. 461, n° 3364. — *Contrà*, Montp 20 mai 1811, t. 4, p. 595, n° 63; t. 16, p. 455, n° 17.

421. Une sentence arbitrale rendue dans le délai du compromis n'est pas nulle, quoiqu'elle n'ait été déposée au greffe qu'après plus de trois jours de sa date et qu'après les trois jours qui ont suivi l'expiration du délai du compromis.—Lyon, 29 juill. 1824, t. 29, p. 34.—V. M. Carr. *L. P. C.* n° 3364.

422. Une sentence n'est pas nulle pour avoir été déposée par d'autres que par les arbitres. — Paris, 28

mai 1810, t. 16, p. 455, nº 17. — Non, suivant M. CARR. t. 3, p. 460, nº 3362, sauf au greffier à refuser le dépôt.

423. On ne peut, en cassation, exciper pour la première fois de la nullité d'un jugement, fondée sur ce qu'il a été rendu après un rapport d'arbitres non déposé au greffe.— Cass. 7 mai 1833, t. 44, p. 318.

Art. 2. *De l'ordonnance d'exequatur. Quand elle est nécessaire. Refus de l'apposer. Voies contre ce refus.*

424. L'interlocutoire rendu par des arbitres peut être exécuté sans l'ordonnance d'*exequatur*, lorsque les parties ont formellement dispensé les arbitres de toute formalité de justice.—Aix, 15 juin 1808, t. 16, p. 467, nº 32. — *V.* M. D. C. p. 679, alin. 1, § 1er. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 461, nº 3365; PIG. *Comm.* t. 2, p. 734.

425. Le procès-verbal qui établit que les deux premiers arbitres n'ont pas pu s'accorder, n'est point un jugement soumis à l'ordonnance d'*exequatur ;* car rien n'ayant été décidé, il n'y a lieu à aucune exécution. — Orl. 2 août 1817, t. 16, p 536, nº 115.

426. Lorsqu'une décision arbitrale est présentée au président du tribunal, ce magistrat ne peut refuser son homologation sous le prétexte que la décision est nulle, soit par l'incapacité des parties, soit par une autre cause quelconque. —Turin, 24 germ. an XII, t. 16, p. 461, nº 23.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 459, nº 3360; PIG. t. 1, p. 29; F. L. t. 1, p. 203; PR. FR. t. 5, p. 397; PARDESS. t. 5, p. 108; MONG. p. 249, nº 320.

427. Jugé cependant que le président peut refuser son homologation sur le motif que la sentence est contraire à l'ordre public. — Paris, 14 mai 1829, t. 36, p. 323.

428. Mais non pas sur le motif que les arbitres n'auraient pas dû prononcer à la pluralité des voix, et qu'ils auraient dû supputer ces voix par la quotité des intérêts représentés.—Paris, 31 déc. 1825. Redern C. Swan. — V. *suprà*, nº 369.

429. Le tribunal de commerce n'est pas compétent pour opposer au refus du président l'ordonnance d'*exequatur ;* la Cour royale qui annule la décision du tribunal, comme incompétemment rendue, renvoie alors devant ce même président pour que l'ordonnance d'*exequatur* soit accordée. — Paris, 31 déc. 1825. Redern C. Swan.

430. La voie de la cassation est seule ouverte aux parties contre le jugement qui refuse l'homologation, surtout si l'objet de la contestation n'excède pas le taux du dernier ressort. — Turin, 24 germ. an XII, t. 16, p. 461, nº 24. — Cette décision n'est plus applicable.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 459, nº 3361 ; F. L. t. 1, p. 203.

431. Lorsqu'un président a refusé d'homologuer une sentence arbitrale, on peut se pourvoir par appel contre son ordonnance. — Renn. 13 mai 1813.—Paris, 14 mai 1829, t. 13, p. 215, nº 239, et t. 36, p. 323.

Art. 3. *Comment et par qui doit-elle être apposée?*

432. Un jugement arbitral rédigé en langue espagnole n'est pas nul, s'il a été présenté à l'ordonnance d'*exequatur* avec une traduction faite par un interprète assermenté.—Cass. 1er mars 1830, t. 38, p. 304.

433. Lorsqu'une sentence arbitrale est exécutoire, il n'est pas nécessaire que l'ordonnance d'*exequatur* soit apposée au pied ou à la marge de la sentence ; il suffit qu'elle intervienne à la suite d'une requête présentée à l'effet de l'obtenir.—Poit. 21 mars 1827, t. 33, p. 266.

434. On ne doit pas prononcer la nullité d'une ordonnance d'*exequatur* apposée par un président à une sentence arbitrale, par le motif qu'elle n'a pas été signée par le greffier.—Toul. 30 avr. 1824, t. 26, p. 239.—Bourg. 4 août 1831, t. 43, p. 586.—Bast. 2 août 1822, t. 44, p. 99.

435. L'ordonnance d'*exequatur* apposée à une sentence arbitrale ne doit pas, à peine de nullité, être rendue au tribunal même par le président, avec l'assistance du greffier, et signée par celui-ci. — Poit. 20 janv. 1832.—Lim. 14 juin 1832, t. 43, p. 429.

436. Est d'ordre public, et peut être proposée en tout état de cause, la nullité d'une ordonnance d'*exequatur*, tirée de ce qu'elle n'a pas été rendue dans le tribunal même, ni signée par le greffier ; mais cette demande doit être rejetée comme nouvelle, si on la présente pour la première fois en appel. — Poit. 20 janv. 1832, t. 43, p. 429.

437. La partie qui assigne son adversaire devant le tribunal, uniquement pour y voir annuler une sentence d'arbitres rendue entre elles, ne peut soutenir ultérieurement que le président de ce tribunal n'a pas été compétent pour la revêtir d'une ordonnance d'*exequatur*. — Cass. 17 nov. 1830. Viguier C. Delacasse.

438. *Contrà*, on peut proposer pour la première fois, devant la Cour de cassation, le moyen de nullité d'une sentence arbitrale tiré de ce qu'elle a été rendue exécutoire par le président d'un tribunal de commerce, tandis qu'elle aurait dû l'être par le président d'un tribunal civil.—Cass. 14 juin 1831, t. 41, p. 497.

439. Les jugements des arbitres peuvent être rendus exécutoires par le président ou le juge qui en fait les fonctions, avant qu'ils ne soient revêtus de la formalité de l'enregistrement. — Circulaire de de S. Ex. le grand juge ministre de la justice, t. 16, p. 468, nº 34.— V. *suprà*, nº 418.

440. C'est le président du tribunal de l'arrondissement dans lequel le jugement arbitral a été rendu qui doit délivrer l'ordonnance d'*exequatur*, et non celui devant lequel la contestation aurait été portée, s'il n'y avait pas eu d'arbitrage. — Cass. 26 janv. 1824, t. 16, p 24. — Cass 17 nov. 1830.

441. L'art. 1020 C. P. C. en ordonnant que le jugement arbitral sera rendu exécutoire par le président du tribunal dans le ressort duquel il a été rendu, ne prescrit pas cette forme à peine de nullité. — Douai, 12 janv. 1820, t. 16, p. 450, n. 6.

442 et 443. Sous l'empire de la loi du 24 août 1790, l'ordonnance d'exécution au bas d'une sentence arbitrale ne devait pas être donnée nécessairement par le président du tribunal dans le ressort duquel la sentence a été rendue. — Metz, 3 déc. 1819, t. 18, p. 958, n. 10.

444. Lorsqu'en appel les parties renoncent à l'effet du jugement de première instance, et nomment des arbitres pour juger la contestation, le compromis est réputé avoir lieu sur le fond primitif de l'affaire, non sur l'instance d'appel : dès lors, la sentence arbitrale doit être rendue exécutoire par le tribunal de première instance, et non par la Cour royale. — Cass. 17 juill. 1817, t. 16, p. 535, n. 113. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 203.

445. Décidé cependant que, lorsque sur l'appel les parties transigent sur ce qui fait l'objet du procès, et nomment des arbitres pour constater et fixer les indemnités qui pourraient être dues soit à l'une, soit à l'autre des parties, c'est le président de la Cour saisie de l'appel qui doit apposer au jugement arbitral l'ordonnance d'*exequatur*. — Cass. 2 déc. 1826, t. 36, p. 184.

446. Lorsque le compromis a porté sur des objets qui avaient déjà fait la matière d'arrêts ou de jugements attaqués par appel, c'est au greffe de la Cour royale saisie de l'affaire que la sentence arbitrale doit être déposée, et c'est par le premier président de cette Cour que doit être délivrée l'ordonnance d'*exequatur*. — Cass. 26 juin 1833, t. 45, p. 613.

447. Lorsqu'en matière de commerce, sur l'appel d'un jugement arbitral, la Cour a renvoyé les parties devant les mêmes arbitres, à l'effet de réparer une erreur qui a pu se glisser dans le compte dressé par l'une d'elles, et qu'un des arbitres étant décédé, un second arrêt a nommé un nouvel arbitre avec mission de se réunir aux autres pour procéder à la révision du compte, la sentence qui intervient ensuite doit être déposée

au greffe de la Cour, et l'ordonnance d'*exequatur* est dans les attributions du premier président. — Orl. 10 déc. 1817, t. 16, p. 536, n. 117 — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 457, n. 3357; F. L. t. 1, p. 203; MONG. p. 247, n. 317.

448. Lorsqu'une sentence arbitrale prononce à la fois sur deux instances pendantes, l'une devant une Cour royale, l'autre devant un tribunal de première instance, et qu'il n'a été fait qu'une seule minute de cette sentence déposée au greffe du tribunal, le président peut y apposer l'ordonnance d'*exequatur*; et plus tard, si une autre minute est déposée au greffe de la Cour, le premier président peut aussi en remplir la même formalité. — Toul. 3 juin 1828.

449. Le président d'un tribunal de commerce n'est pas compétent pour rendre exécutoire une sentence arbitrale rendue entre négociants, s'ils ne sont pas associés. — Riom, 26 janv. 1810. — Renn. 9 mars 1810, 19 nov. 1810, et 4 juill. 1811. — Paris, 6 mars 1812. — Bord. 4 mars 1828. — Colm. 26 janv. 1829, t. 16, p. 484, n. 53; t. 35, p. 309; et t. 37, p. 172. — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 456, n. 3356; F. L. t. 1, p. 203; HAUT. p. 600; MONG. p. 247, n. 316.

450. En matière d'arbitrage volontaire ou réputé tel, c'est au greffe du tribunal civil que la sentence doit être déposée; c'est par le président de ce tribunal que l'ordonnance d'*exequatur* doit être rendue; enfin c'est devant ce tribunal, et non devant les juges consulaires, que l'opposition à l'ordonnance doit être formée. — Metz, 1er août 1834, t. 47, p. 408.

451. Le président du tribunal de commerce est seul compétent pour rendre exécutoire une sentence émanée d'arbitres que des associés en matière de commerce ont nommés pour juger les contestations qui se sont élevées entre eux à l'occasion de leur société, quand bien même les arbitres auraient été institués amiables compositeurs, et, comme tels, dispensés de suivre les règles de droit et les formes de la procédure. — Poit. 18 août 1826. — Cass. 16 janv. 1823, et 9 mars 1826. — Montp. 25 avr. 1831, t. 42, p. 288; t. 32, p. 41; et t. 39, p. 288. — Contre, MM. CARR. t. 3, p. 472, n. 3379; F. L. t. 1, p. 303; MONG. p. 270, n. 358.

452. Lorsque des associés ont confié aux arbitres le droit de les juger sans appel ni recours en cassation, cette convention ne change pas la nature de l'arbitrage qui reste forcé; d'où il résulte que c'est le président du tribunal de commerce qui doit rendre l'ordonnance d'*exequatur*. — Cass. 28 avr. 1829, t. 37, p. 38. — Aix, 6 mars 1829. Marin C. Ollivier.

453. Décidé au contraire que, lorsque, par suite de leurs conventions, des commerçants sont renvoyés par le tribunal de commerce devant des arbitres, la sentence arbitrale doit à peine de nullité être rendue exécutoire par le président du tribunal civil. — Cass. 14 juin 1831, t. 41, p. 497.

454. Le président du tribunal civil est seul compétent pour rendre exécutoire une sentence émanée d'arbitres que des associés en matière de commerce ont nommés pour juger les contestations qui se sont élevées entre eux à l'occasion de leur société, lorsque les arbitres ont été institués amiables compositeurs, et comme tels dispensés de suivre les règles de droit et les formes de la procédure. — Cass. 4 mai 1830. — Toul. 3 juill. 1833, t. 39, p. 19; t. 47, p. 488.

455. C'est au président du tribunal de commerce qu'il appartient de rendre exécutoire la sentence arbitrale prononcée entre les associés, quoique les parties aient dispensé les arbitres de toutes formalités judiciaires, et renoncé à tout recours contre leur décision. — Cass. 21 nov. 1832, t. 44, p. 185.

CHAP. VI. *Des voies à prendre contre la sentence arbitrale.* — Art. 1er. *Appel et opposition.* — § 1. *Arbitrage volontaire.*

456. Une ordonnance d'*exequatur* n'est pas susceptible d'appel; on doit l'attaquer par opposition devant le tribunal du juge qui l'a rendue. — Bourg. 20 mars 1830, t. 39, p. 33. — Poit. 9 mars 1830, t. 38, p. 251, et 7 mai 1833. — Douai, 15 mai 1833, t. 45, p. 431; t. 47, p. 471. — V. *infrà*, n. 474 et suiv.

457. L'opposition à une sentence arbitrale est admissible et la sentence est nulle, lorsque les arbitres ont jugé hors des termes du compromis. — Besanç. 12 juin 1826.

458. C'est par opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, et non par appel, qu'il faut attaquer un jugement arbitral pour cause d'excès de pouvoir. — Cass. 12 prair. an X. — Renn. 16 déc. 1808, t. 16, p. 453, n. 11. — En doit-il être de même aujourd'hui? — Non, suivant MM. CARR. t. 3, p. 479, n. 3389; et PR. FR. t. 5, p. 413.

459. C'est par appel, et non par opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, qu'on doit se pourvoir, quand on se plaint de ce que les arbitres ont mal à propos prononcé la contrainte par corps. — Toul. 17 mai et 8 août 1825, t. 31, p. 264.

460. Décidé au contraire que la Cour royale n'est pas compétente pour annuler la décision par laquelle des arbitres auraient mal à propos prononcé la contrainte par corps, si la demande en nullité n'a pas été formée devant les premiers juges. — Cass. 5 nov. 1811, t. 4, p. 576, n. 51.

461. Quoiqu'un compromis donne un pouvoir illimité aux arbitres, et assure à leur sentence l'effet d'une transaction, on peut demander la nullité de cette sentence aux termes de l'art. 1028 C. P. C. en se fondant sur ce que les arbitres auraient prononcé hors des termes du compromis. — Cass. 23 juin 1819, t. 16, p. 538. — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 471, n. 3376; F. L. t. 1, p. 204.

462. L'incapacité légale d'un des arbitres est un moyen d'opposition envers l'ordonnance d'*exequatur* d'une sentence arbitrale. — Agen, 5 janv. 1825, t. 29, p. 169.

463. On ne peut se pourvoir en nullité d'une sentence arbitrale, par le motif que les arbitres n'auraient pas prononcé sur toutes les difficultés soumises à leur jugement. — Agen, 5 janv. 1825, t. 29, p. 169.

464. On peut former opposition à l'ordonnance d'*exequatur* sur une sentence par laquelle un arbitre se déclare incompétent, sans être obligé d'attendre qu'il ait statué au fond. — Brux. 3 avr. 1830, t. 41, p 660.

465. Ce n'est pas par la voie de l'appel, mais par celle de l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, qu'il faut se pourvoir contre un jugement arbitral rendu après les délais impartis par le compromis, ou fixés par la loi. — Agen, 15 août 1809. — Orl. 20 juin 1817, t. 16, p. 477, no 44. — *V*. PR. FR. t. 5, p. 418.

466. On ne peut former opposition à l'ordonnance d'*exequatur* rendue sur un jugement arbitral, par d'autres motifs que ceux énoncés dans l'art. 1028 C. P. C. — Paris, 5 oct. 1815, t. 16, p. 523, no 93

467. Un tiers, non partie dans une instance soumise à des arbitres, ne peut former opposition à l'ordonnance d'*exequatur* et demander la nullité du jugement arbitral. — Aix, 3 fév. 1817, t. 16, p. 531, n. 107. — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 463 et 464, n. 3367 et 3368; F. L. t. 1, p. 203, n. 11; PR. FR. t. 5, p. 401; MONG. p. 250, n. 323, et p. 251, n. 325.

468. Celui qui a récusé l'un des arbitres a le droit de former opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, lorsque les arbitres ont statué eux-mêmes sur la récusation et passé outre au jugement. — Cass. 1er juin 1812. — Paris, 17 mai 1813, t. 4, p. 589, n. 60. — *V*. MM. F. L. t. 1, p. 200, 209, et vo *récusation*, t. 4, p. 767; MERL. vo *récusation*, t. 11, p. 88; et CARR. t. 3, p. 431, n. 3320.

469. Quoiqu'une partie ait déjà appelé d'une sentence arbitrale, au mépris d'une clause du compromis qui lui interdisait cette voie, elle peut cependant, en prenant la voie de l'opposition, demander la nullité de la sentence, lorsque son appel a été déclaré périmé par un arrêt passé en force de chose jugée. — Cass. 27 mai 1818, t. 11, p. 773, n. 16

470. L'action en nullité contre une sentence d'arbitres n'en suspend pas l'exécution. — Paris, 17 sept. 1808. — Paris, 14 nov. 1825. — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 110, n.

2739; Pig. *Comm.* t. 2, p. 482, Pardess. t. 5, p. 291; D. C.

471. Le jugement par défaut qui déboute de l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* est susceptible d'opposition.—Paris, 25 mars 1814, t. 4, p. 586, n. 58 *bis*.

472. Sous la loi du 24 août 1790, pour qu'on pût appeler d'une sentence arbitrale, il fallait que le compromis en contînt la réserve expresse.—Besanç. 10 juill. 1825.

473. Lorsque, dans une convention passée sous une loi qui interdit l'appel des sentences arbitrales, les parties se sont soumises à la voie de l'arbitrage en cas de contestation, et que ce cas étant arrivé, elles ont nommé les arbitres sous une loi nouvelle qui permet l'appel des jugements arbitraux, la sentence rendue par ces arbitres est sujette à l'appel. —Brux. 23 fév. 1822.

§ 2. *Arbitrage forcé.*

474. On peut former opposition à l'ordonnance d'*exequatur* apposée par le tribunal de commerce à une sentence d'arbitres forcés. —Paris, 16 août 1832, t. 46, p. 168.

475. Une partie peut à son gré proposer les moyens de nullité contre les jugements arbitraux, par la voie d'appel ou par la voie d'opposition.—Renn. 27 fév. 1817, t. 16, p. 533, n. 109.—*V.* sur ce que doit faire la partie qui aurait à présenter contre la sentence arbitrale et des moyens de nullité et des griefs au fond, MM. Mong. p. 254, n. 332; Carr. t. 3, p. 474, n. 3382.—V. *suprà*, n. 456.

476. Mais on ne peut admettre d'autres moyens de nullité contre les sentences arbitrales que ceux qui sont exprimés dans l'art. 1028 du C. Proc. civ.—Agen, 20 juin 1832.

477. On peut, tout en formant opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'une sentence arbitrale, interjeter appel de cette sentence pour le cas où l'opposition ne serait pas admise.—Renn. 24 août 1816, t. 16, p 528, n. 101.

478. En matière d'arbitrage forcé, c'est par la voie de l'appel directement qu'il faut attaquer la sentence arbitrale, et non par la voie de l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*.—Renn. 7 avr. 1810, 25 juill. 1810.—Turin, 8 mars 1811.—Cass. 28 mai 1813 et 7 mai 1828.—Metz, 30 déc. 1817.—Bourg. 19 fév. 1825, t. 16, p. 488, n. 55, et t. 35, p. 236.—*V.* en ce sens, MM. Pardess. t. 5, p. 125, n. 1417; Mong. p. 268, n. 364; F. L. t. 1, p. 210; B. S. P. p. 47, note 34; Carr. t. 3, p. 470, n. 3375.

479. En matière d'arbitrage forcé, la décision des arbitres ne peut être attaquée que par les voies d'appel ou de cassation. — Paris, 6 août 1824.—Montp. 27 août 1824. —Bourg. 19 fév. 1825.—Lyon, 25 mai 1825, t. 28, p. 255.

480. En matière d'arbitrage forcé, le jugement arbitral rendu sur un compromis expiré doit être attaqué par appel, et non par opposition à l'ordonnance d'*exequatur*. — Bourg. 23 janv. 1824, t. 26, p. 248. —Brux. 28 juill. 1830.

481. Décidé au contraire qu'en matière d'arbitrage forcé, le jugement arbitral peut être attaqué par voie d'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, si l'on se fonde sur le motif que le compromis était expiré lors de la sentence arbitrale. — Aix, 4 fév. 1826, t. 30. p. 208.—En ce sens M. Locré, *Esp. C. comm.* t. 1, p. 264. Contre, MM. Pardess. t. 5, p. 125; Carr. t. 3, p. 470; E. Vincent, t. 1, p. 194.

482. Les arbitres, quoiqu'ils soient chargés de prononcer sur des contestations entre associés, perdent la qualité d'arbitres forcés, s'ils ont été nommés par un compromis dans lequel figurent des personnes étrangères à la société, et si ce compromis les a revêtus d'ailleurs du pouvoir d'amiables compositeurs; dans ce cas la voie de l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* est ouverte, conformément au Code de procédure, à la partie qui peut avoir à se plaindre de la décision arbitrale. —Cass. 6 avr. 1818, t. 4, p. 629, n. 83. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 208; Carr. t. 3, p. 471, n. 3376.

Art. 2. *Cassation. Requête civile. Tierce opposition.*

483. On ne peut prendre la voie de la cassation contre une sentence arbitrale rendue exécutoire par l'ordonnance du président du tribunal.—Cass. 20 mars 1817, t. 16, p. 533, n. 110.

484. On ne peut se pourvoir en cassation contre une sentence rendue en dernier ressort par des arbitres sur une contestation qui ne pouvait pas être l'objet d'un compromis: c'est par opposition à l'ordonnance d'*exequatur* qu'il faut attaquer cette sentence. — Cass. 18 dec. 1810, t. 16, p. 501, n° 68.

485. La voie de la requête civile est ouverte contre les décisions d'arbitres forcés. — Colm. 26 mai 1833, t. 45, p. 691.

486. Mais elle n'est pas ouverte contre une sentence arbitrale rendue par suite d'un compromis dans lequel les parties ont consenti à ce que le jugement à intervenir eût force de transaction sur procès.— Cass. 15 therm. an II, t. 16, p. 455, n. 15.— *V.* en ce sens M. Mong. p. 261, n. 345. —*Contrà*, M. Carr. t. 3, p. 466, n. 3372 —*V.* la distinction de M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 722.

487. Sous l'empire de la loi de 1790, la requête civile était ouverte contre les jugements arbitraux, aussi bien que contre les jugements ordinaires, encore que par leur compromis les parties ne se fussent réservé ni la faculté de l'appel, ni le recours en cassation.— Cass. 11 fruct. an VIII.—Nîm. 30 germ. an XIII, t. 16, p. 448, n. 3.

488. On peut se pourvoir par voie de requête civile pour cause de fraude contre un jugement arbitral, lors même qu'on aurait renoncé à tous moyens judiciaires contre cette décision.—Colm. 26 mai 1833, t. 45, p. 691.

489. C'est par la voie d'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, et non par celle de requête civile, que doit se pourvoir, contre une sentence arbitrale, la partie qui prétend que le mandataire auquel elle a donné pouvoir de compromettre et de nommer des arbitres, a outrepassé son mandat en nommant des amiables compositeurs. — Besanç. 18 déc. 1811, t. 16, p. 505, n° 75.

490. La requête civile, présentée contre une décision d'arbitres forcés, doit être portée devant le tribunal qui aurait connu de l'appel de cette sentence, si les parties n'avaient pas renoncé au droit d'en appeler. — Colm. 26 mai 1833, t. 45, p. 691.

491. Des créanciers ne peuvent attaquer par voie de tierce opposition le jugement arbitral rendu par suite d'un compromis passé de bonne foi entre le mandataire et des tiers, depuis la faillite du mandant et dans l'ignorance de cette faillite. — Cass. 15 fev. 1808, t. 7, p. 45, n° 16.

Art. 3. *Compétence. Procédure.* — § 1. *Compétence.*

492. Quand il s'agit de statuer sur des moyens de nullité invoqués contre une sentence arbitrale, en raison de ce qu'elle n'aurait point été signée par tous les arbitres, les parties doivent se pourvoir par opposition à l'ordonnance d'exécution devant le tribunal qui l'a rendue. — Orl. 14 mars 1822, t. 16, p. 541, n° 124.— *V.* M. Carr. t. 3, p. 436, n° 3328.

493. De même, dans le cas où la sentence arbitrale est susceptible d'être attaquée par voie de nullité, conformément à l'article 1028 C. P. C., l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* doit être portée devant le tribunal dont le président a délivré cette ordonnance.— Cass. 16 juill. 1817.— Poit. 13 mars 1818, t. 4, p. 619, n° 77.— *V.* MM. F. L. t. 1, p. 208; Carr. t. 3, p. 445, à la not.

494. Ainsi, quand la décision rendue par les arbitres en matière de société a été homologuée par ordonnance du président du tribunal de commerce, c'est devant ce tribunal qu'il faut se pourvoir en nullité de la décision arbitrale par voie d'opposition à l'ordonnance. — Paris, 28 oct. 1812, t. 16, p. 509, n° 81. — *V.* M. Carr. t. 3, p 473, n° 3380.

495. L'appel d'un jugement arbitral doit être porté à la Cour dont ressortit le tribunal de commerce qui a nommé les arbitres, quoique la sentence ait été déposée au greffe d'un tribunal ressortis-

sant d'une autre Cour, et que ce soit le président de ce dernier tribunal qui ait rendu l'ordonnance d'*exequatur*. — Caen, 21 mai 1827, t. 37, p. 103.

§ 2. — *Procédure.*

496. On peut appeler d'un jugement arbitral avant qu'il soit revêtu de l'ordonnance d'*exequatur*, mais l'opposition ne peut être formée que lorsque l'ordonnance est rendue. — Aix, 22 mai 1828.

497. Lorsqu'une décision arbitrale a été revêtue de l'ordonnance d'*exequatur*, on ne peut se pourvoir devant un tribunal de première instance contre cette décision, sans attaquer l'ordonnance elle-même. — Colm. 29 mai 1813, t. 16, p. 513, n° 84.

498. L'expiration du délai de huitaine, ou l'exécution d'une sentence arbitrale sous toutes réserves, ne rend pas non recevable à en demander la nullité, par voie d'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*. — Cass. 1er juin 1812, t. 4, p. 589, n° 61.

499. On peut se pourvoir en nullité jusqu'à l'exécution de l'acte arbitral. — Renn. 11 janv. 1809. — Metz, 18 juin 1812, t. 16, p. 469, n° 35, et t. 22, p. 285, n° 107. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 473, n° 3381; Pig. t. 1, p. 32; F. L. t. 1, p. 207, n° 7; Mong. p. 270, n° 359; et Pr. Fr. t. 5, p. 417, alin. 2.

500. Une partie qui a été représentée au jugement arbitral par un mandataire, n'est pas tenue de former opposition dans la huitaine à l'ordonnance d'*exequatur*; car le mandataire ne peut être, dans ce cas, assimilé à un avoué, dont le ministère n'est point nécessaire devant des arbitres. — Turin, 7 fév. 1810, t. 4, p. 557, n° 39. — *V.* MM. D. C. p. 675; Pr. Fr. t. 5, p. 376; B. S. P. t. 1, p. 43, note 24; Carr. t. 3, p. 413, n° 3289.

501. L'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'une sentence arbitrale ne peut être formée par acte d'avoué à avoué. — Rouen, 13 mai 1812, t. 16, p. 507, n° 77. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 476, n° 3384; Mong. p. 270, n° 359.

501 *bis*. L'acte d'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* est valable quoiqu'il soit dirigé contre le jugement arbitral. — Rome, 5 oct. 1810, t. 12, p. 636, n° 33.

502. L'appel d'un jugement arbitral peut être interjeté dans la huitaine de la signification, quoiqu'il ait été rendu par défaut. — Nîm. 10 fév. 1809, t. 16, p. 469, n. 37. — *V.* M. Hact. p. 603, alin. 5.

503. C'est de la date de la sentence, et non du jour de l'ordonnance d'*exequatur*, que court la huitaine après laquelle on peut interjeter appel d'une décision arbitrale. — Cass. 14 vendém. an x, t. 16, p. 417, n. 1. — *V.* MM. Mong. p. 231, et p. 254, n. 331; et Pr. Fr. t. 3, p. 250.

Chap. VII. *Renonciation aux voies de recours contre le jugement arbitral.* — Art. 1er. *Appel. Cassation. Requête civile.*

504. On ne peut, dans un compromis, s'interdire la voie d'appel et se réserver le recours en cassation contre la sentence arbitrale. — Cass. 23, niv. an x, t. 16, p. 452, n. 10. — *Secùs*, s'il s'agissait d'un arbitrage forcé. — *V.* M. Pardess. t. 5, p. 125, n. 1417; Mong. p. 274, n. 367. — *V.* aussi M. Merl. *Q. D.* t. 1, p. 151-152; Pr. Fr. t. 7, p. 403.

505. On peut renoncer par le compromis à la voie de la requête civile contre la décision arbitrale à intervenir. — Cass. 18 juin 1816, t. 16, p. 526, n. 97. — M. Pig. *Comm.* distingue entre les diverses ouvertures de requête civile. — *V.* aussi MM. Carr. t. 3, p. 466, note 1, et B. S. P. p. 46, not. 29, obs. 2.

506. On ne peut se porter appelant d'un jugement arbitral après s'être interdit *le droit de revenir contre en aucune manière que ce fût.* — Renn. 10 fév. 1813, p. 512, t. 16, n. 83. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 417, n° 329.

507. Lorsque, dans un acte de société de commerce, les associés sont convenus qu'en cas de difficultés les contestations seraient soumises à des arbitres dont la décision ne pourrait être attaquée par la voie d'appel, celle des parties qui, au lieu de suivre ce mode de procédure, a assigné son associé devant le tribunal de commerce en liquidation de la société, ne peut plus invoquer la renonciation à l'appel stipulée par l'acte d'association, comme fin de non-recevoir contre l'appel interjeté par son adversaire de la décision des arbitres auxquels le tribunal de comm. a renvoyé leur différend, en vertu de l'art. 51 C. comm. — Brux. 4 mars 1817.

508. Un arbitrage forcé ne devient pas volontaire par cela seul que les parties ont renoncé à interjeter appel et à se pourvoir en cassation de la sentence des arbitres, si elles ne se sont interdit expressément aucune des autres voies légales; en conséquence elles ne peuvent demander la nullité de cette sentence par opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, et cette ordonnance doit être apposée par le président du tribunal de comm. — Montp. 12 janv. 1830, t. 39, p. 147. — Cass. 7 mars 1832, t. 42, p. 266. — *V.* observ. contre.

509. En matière d'arbitrage forcé, le jugement peut être attaqué par voie d'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, lors même que les parties ont renoncé à l'appel et à la cassation. — Cass. 26 mai 1813. — Paris, 11 avr. 1825. — Cass. 28 avr. 1829. — Paris, 4 déc. 1828, t. 16, p. 489, n° 56, t. 26, p. 213, t. 27, p. 38, t. 32, p. 231. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 372, n° 3377; Pardess. t. 5, p. 125, n° 126.

510. L'arbitrage forcé ne devient pas volontaire entre les parties, quoiqu'elles aient renoncé à toute voie légale de réformation contre la sentence des arbitres. Il faut pour cela qu'elles les aient formellement institués amiables compositeurs; en conséquence, si elles ne leur ont pas donné cette qualité, elles peuvent demander la nullité de leur sentence par opposition à l'ordonnance d'*exequatur*. — Bord. 20 janv. 1832, t. 42, p. 267. — *V.* nos observations, *ibid.* — Paris, 1er mai 1828. Bobie C. Delecroix. — Lyon, 14 juill. 1828. Gaynoux C. Bouvier.

511. Lorsque dans un compromis les parties renoncent à l'appel, à la requête civile, à la cassation, et *à tous moyens de nullité*, elles peuvent cependant attaquer la sentence arbitrale pour les causes déterminées par l'art. 1028 C. P. C. — Cass. 8 août 1825, t. 30, p. 62.

512. Lorsque des associés renoncent à l'arbitrage forcé établi par l'art. 51 du Cod. de comm., pour déférer par un compromis le jugement de leurs contestations à des arbitres volontaires amiables compositeurs, la sentence arbitrale est susceptible d'être attaquée par voie de nullité, conformément à l'art. 1028 C. P. C. — Cass. 1er mai 1822 et 8 août 1825, t. 24, p. 133, et t. 30, p. 62.

513. Les associés qui dans un compromis ont renoncé à interjeter appel de la sentence des arbitres qu'ils ont nommés, ne peuvent l'attaquer que par la voie de l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, lors même que le tiers arbitre aurait excédé ses pouvoirs. — Cass. 5 janv. 1833, t. 44, p. 199.

514. La sentence des arbitres qui n'ont pas été dispensés de suivre les formes requises pour la validité des jugements ne doit être attaquée, pour inobservation de ces formes, ni par voie de nullité, ni par voie de requête civile, mais par voie d'appel; ou, si elle est en dernier ressort, par voie de cassation. — Nîm. 22 juill. 1833, t. 46, p. 285.

515. La partie qui dans un compromis renonce au droit d'attaquer la décision des arbitres par la voie de l'appel ou autres voies judiciaires, est néanmoins recevable à se pourvoir en nullité de cette décision pour la cause déterminée dans l'art. 1028 C. P. C. — Toul. 23 mai 1832, t. 43, p. 706.

516. Lorsque les parties ont investi le tribunal de commerce du droit de prononcer comme arbitres amiables compositeurs et en dernier ressort, elles peuvent néanmoins en appeler, parce que, dans ce cas, la nullité du compromis est d'ordre public. — Cass. 30 août 1813, t. 4, p. 599, n° 68. — *V.* en ce sens, MM. Carr. t. 3, p. 398; F. L. t. 1, p. 201; Pardess. t. 5, p. 91.

517. En matière d'arbitrage forcé un jugement peut être attaqué par voie d'opposition à l'ordonnance

d'*exequatur*, lorsque les parties renoncent au recours en cassation, et, dispensant les arbitres de suivre les formes et d'observer les délais ordinaires de la procédure, les ont autorisés à juger souverainement et en dernier ressort.—Paris, 21 sept. 1825.

518. En arbitrage forcé, la voie de l'opposition en nullité est recevable pour excès de pouvoir de la part des arbitres, lorsque les parties ont renoncé à la voie d'appel et du recours en cassation; cette opposition doit être formée devant le tribunal qui a rendu l'ordonnance d'exécution.—Lyon, 14 juill. 1828.

519. Quoique les parties aient renoncé à l'appel et au pourvoi en cassation contre le jugement arbitral, elles peuvent cependant l'attaquer devant le tribunal de commerce par une opposition fondée sur une demande en nullité. — Aix, 6 mars 1829.

520. Lorsque des associés, en soumettant la contestation à des arbitres, *promettent de se conformer à leur décision*, il n'y a pas là une renonciation à l'appel. — Metz, 31 mars 1827.

521 et 522. La faculté donnée aux arbitres de juger comme amiables compositeurs emporte-t-elle renonciation à l'appel?—Oui.—Nîm. 9 janv. 1813; Nanci, 26 déc. 1825. — Non. — Metz, 22 juin 1818; Colm. 28 août 1826; Gren. 23 juin 1820; Bord. 13 janv. 1827, t. 12, p. 513, nº 117, t. 16, p. 510, nº 82 *bis*, t. 31, p. 71, et t. 32, p. 359. — Pour l'affirmative, MM. Carr. t. 3, p. 416, nº 3296; F. L. t. 1, p. 204, nº 2; Mong. p. 236, nº 335. — *V.* aussi MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 722; Carr. t. 3, p. 415, nº 3293; Mong. p. 235, nº 334.

Art. 2. *Opposition à l'ordonnance d'exequatur.*

523. On peut renoncer d'avance à former opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'une sentence arbitrale, et cette renonciation peut être implicite. — Besanç. 18 mars 1828. Laresche C. Gendrue et Loye.

524. Lorsque dans un compromis dans lequel les parties ont donné aux arbitres le droit de juger en dernier ressort et sans recours en cassation, il est ajouté que *les parties ont renoncé au droit de récuser l'arbitrage avant et après le jugement*, cette clause doit s'entendre dans ce sens que les parties ont renoncé à la voie de l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*. —Montp. 8 juill. 1828, t. 35, p. 148. — *V.* M. Merl. *Rép.* vº *renonciation*, § 3.

525. Lorsque des parties donnent pouvoir à des arbitres de juger comme amiables compositeurs, sans qu'on puisse attaquer leur décision par appel, recours en cassation ou toute autre voie judiciaire, elles renoncent par ces dernières expressions à former opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, sauf le cas où il paraîtrait clairement que les arbitres se seraient écartés des termes du compromis.—Bourg. 19 janv. 1827.

526. Peut-on demander la nullité d'un jugement arbitral, conformément à l'art. 1028 C. P. C., après que dans le compromis on a renoncé à former opposition à l'ordonnance d'*exequatur*?—Non. — Cass. 31 déc. 1816. — Oui. — Rouen, 7 juill. 1818, t. 16, p. 519, nº 92.—*V.* MM. Carr. t. 3, nºs 3073, 3297, 3374, p. 417, 469; F. L. t. 1, p. 204, col. 2.

527. Est nulle la clause d'un compromis par laquelle on renonce à se pourvoir en nullité de la sentence arbitrale, pour une des causes qui donnent ouverture à cette nullité. —Toul. 23 mai 1832, t. 43, p. 706.

528. On ne peut renoncer au droit d'attaquer par voie d'opposition une sentence arbitrale statuant sur une question d'état. — Bastia, 22 mars 1831, t. 43, p. 705.

529 En matière d'arbitrage volontaire, les parties peuvent s'opposer à l'ordonnance d'*exequatur*, lors même qu'elles y auraient renoncé dans le compromis, si le tiers arbitre a prononcé sans avoir conféré avec les arbitres.—Cass. 21 juin 1831, t. 41, p. 491.

ATTROUPEMENT (1).

1. Loi contre les attroupements, du 10 avr. 1831, t. 40, p. 231.

AUDIENCE (2).

C. Ier. DE L'AUDIENCE EN GÉNÉRAL. — A. 1er. Jour et heure d'audience. Refus d'audience, 1 à 3. —A. 2. De l'audience.—§ 1er. *De l'audience publique*, 4 à 24.—§ 2. *Du huis clos*, 25 à 38.—C. II. DE L'AUDIENCE SOLENNELLE. — A. 1er. Quand y a-t-il lieu à l'audience solennelle? 39 à 53.—A. 2. Formation de l'audience solennelle, 54 à 62.—C. III. POLICE DE L'AUDIENCE. 63 à 71.

(J. A. t. 45, p. 577, on trouvera une revue complète sur l'audience.)

Chap. Ier. *De l'audience en général.* — Art. 1er. *Jour et heure d'audience. Refus d'audience.*

1. Les juges de paix peuvent donner audience pendant les heures

---

(1) *V. Aut. comm.* 21.

(2) *V. Avoc.* 14, 98. — *Cass.* 116 *et s.* — *Conc.* 94. — *Délib.* 42 *et s.* — *Except.* 104. — *Huiss.* 203, 54 *et s.* — *Jug.* 16, 53, 71 *et s.* 346 *et s.* 404. — *Jug. paix*, 131. — *Mat. somm.* 135. — *Min. p.* 60. — *Trib.* 52, 69, 115 *et s.* 248.

du service divin. — *V.* MM. Carr t. 1, p. 19, nº 35; F. L. t. 1, p. 249 et 250; Pr. Fr. t. 1, p. 148, et J. A. t. 4, p. 687, nº 13.

2. Même décision (les jours de fêtes nationales. — Carr t. 1, p. 20, nº 56, et J. A. t. 4, p. 647, nº 14.) Les auteurs du Pr. Fr. émettent une opinion contraire, mais l'art. 8 C. P. C. permet les audiences les jours de fêtes, sans distinction.

3. Si une partie n'a pas exécuté un jugement de condamnation sur une demande incidente, ce n'est pas une raison pour lui refuser l'audience. — Renn. 31 juill. 1811, t. 21, p. 158, nº 38.

Art. 2. *De l'audience.* — § 1er. *Audience publique.*

3 *bis*. Est nul le jugement rendu en la chambre du conseil. — Cass. 22 brum. an VII, t. 15, p. 29, nº 5.

4. L'instruction de la procédure de faux, en matière criminelle, doit être publique. — Cass. 13 août 1807, t. 14, p. 336, nº 11.

5. Le jugement portant nomination de faillite doit être rendu en audience publique, sous peine de nullité. — Bord. 4 août 1824, t. 28, p. 234.

6. Un jugement déclaratif de faillite, même sur requête, est nul, s'il n'est point prononcé à l'audience. — Nanci, 26 avril 1827, t. 32, p. 276.

7. C'est en audience publique que doivent être plaidées et jugées les demandes en réduction d'hypothèques légales. — Montp. 5 mai 1828, t. 35, p. 375.

8. Le jugement qui statue sur une demande en autorisation de femme mariée doit-il être prononcé publiquement, ou à la chambre du conseil, audience publique? — Dans la salle d'audience. — Nîm. 9 janv. 1828. — *Contrà*, Riom, 29 janv. 1829, t. 35, p. 184, et t. 37, p. 175. — M. B. S. P. t. 2, p. 666, 667, note 12, et 787, note 54, est le seul qui soutienne que le jugement doive être prononcé en audience publique. — *V.* J. A. t. 5, p. 99, nº 74, où la question est examinée. — *V.* aussi MM. Carr. t. 3, p. 218, nº 2923, et Merl. *Rep.* t. 16, p. 104, nº 2 *bis*.

9. Lorsqu'un mari a refusé d'autoriser sa femme, et qu'en première instance le tribunal a prononcé cette autorisation, les débats devant la Cour d'appel peuvent avoir lieu en audience publique, sans qu'il y ait pour cela nullité de l'arrêt. — Cass. 23 août 1826, t. 32, p. 219.

10. L'appel d'un jugement qui a statué sur une demande en autorisation, formée par une femme contre son mari, doit être jugé en audience publique, et non en la chambre du conseil. — Nîm. 18 janv. 1830, t. 39, p. 71.

11. En matière de contributions indirectes, les débats peuvent et doivent même avoir lieu à bureau ouvert. — Cass. 28 mars 1825, 6 février et 13 mars 1826, t. 29, p. 156, et t. 31, p. 115.

12. Le jugement sur une demande en subrogation dans la poursuite d'un ordre, n'est pas nul pour avoir été prononcé en audience publique. — Bourg. 7 fév. 1827, t. 33, p. 128.

13. Les instances en récusation doivent, sous peine de nullité, être instruites en audience publique. — Cass. 19 déc. 1831, t. 42, p. 161. — *V.* les observat.

14. Le jugement qui admet les faits de récusation, et celui qui statue sur leur mérite, doivent être rendus en audience publique et sur les conclusions du ministère public, à peine de nullité. — Orl. 10 janv. 1808, t. 18, p. 623, vº *récusations*, nº 8. — *V.* MM. Haut., p. 206; F. L. T. t. 4, p. 766; Delap. t. 1, p. 362; M. Q. D. t. 5, p. 272; B. S. P., p. 331, note 31.

15. La section de la Cour royale qui prononce sur l'admission de la requête en prise à partie, doit le faire en audience publique. — J. A. t. 18, p. 545, nº 22, vº *prise à partie*. — *V.* aussi M. Carr. t. 2, p. 315, nº 1821.

16. Lorsque, dans une contestation entre les contributions indirectes et un redevable, il a été fait une saisie-arrêt, et que le tiers saisi prétend ne rien devoir, l'instance qui s'élève sur cet incident doit être jugée en audience publique, et non en la chambre du conseil. — Cass. 18 janv. 1830, t. 38, p. 193.

17. Les cours et tribunaux doivent statuer sur les mesures de discipline provoquées contre les notaires, en vertu de l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI, en audience publique, et non en assemblée générale et en chambre du conseil, conformément à l'art. 103 du règlement du 30 mars 1808. — Agen, 28 fév. 1825, t. 31, p. 116. — *V.* vº *avocat*, un arrêt conforme.

18. Les contestations relatives au droit que peuvent avoir les avoués de plaider les causes sommaires, doivent être jugées en audience publique et par la juridiction ordinaire, au lieu de l'être par la voie réglementaire en la chambre du conseil. — Amiens, 24 avril 1825, t. 30, p. 49.

19 et 20. En matière criminelle, est nul le jugement dont le dispositif seul a été prononcé à l'audience. — Cass. 23 avr. 1829, t. 36, p. 321. — Il en est ainsi en matière civile.

21. L'arrêt par lequel une Cour d'assises ordonne l'adjonction de deux jurés doit être rendu en audience publique. — Cass. 16 juill. 1829.

22. La distribution de billets, pour entrer de préférence à l'audience d'une cour d'assises, n'est qu'une mesure d'ordre et de police d'audience, qui ne contrarie point la publicité des débats. — Cass. 6 fév. 1812, t. 4, p. 675, nº 3. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 247 et 248, § 1, nº 1; Carr. t. 1, p. 227, nº 3, aux notes.

23 et 24. La commission créée par l'arrêté du 12 vend. an II doit rendre ses arrêts en audience publique, même à la Guadeloupe, à peine de nullité; et le silence de l'arrêt sur l'accomplissement de cette formalité en fait présumer l'inobservation, comme à l'égard des jugements et arrêts émanés des tribunaux ordinaires. — Cass. 16 fév. 1824, t. 28, p. 251.

§ 2. *Huis clos.*

25. Les tribunaux de commerce peuvent appliquer les dispositions de l'art. 87 C. P. C. Il est sans doute difficile qu'il se présente devant ces tribunaux des causes dont la discussion dût entraîner un scandale ou des inconvénients graves. Si cependant il s'en rencontrait, comme la loi a dû nécessairement prévenir le scandale dans toutes les juridictions, la règle prescrite pour les tribunaux civils devrait recevoir son application. — Carr. t. 1, p. 228, nº 425, et p. 225, nº 419; et J. A. t. 18, p. 528, nº 10.

26. Lorsque les juges ordonnent que les plaidoiries se feront à huis clos, sont-ils obligés d'attendre le consentement du procureur général ou du ministre de la justice? — Non, puisque l'art. 87 C. P. C. leur impose seulement l'obligation de rendre compte de leur délibération à cet égard, soit au procureur général, soit au ministre de la justice, selon qu'il s'agit d'un tribunal de première instance ou d'une cour supérieure. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 227, nº 423; Delap. t. 1, p. 102, et J. A. t. 18, p. 527, nº 9.

27. Il en est de même des juges de paix, mais il faut toujours que les jugements soient prononcés publiquement. — J. A. t. 4, p. 688, nº 15. — Locré, *Esprit du C. de procéd. civ.* t. 1, p. 219; Carr. t. 1, p. 20, nº 41, et p. 228, nº 425.

28 et 29. Les plaidoiries en matière de divorce peuvent avoir lieu dans une audience à huis clos. — Cass. 13 déc. 1808, t. 4, p. 674, nº 2.

30. Dans une affaire criminelle, le huis clos ne peut avoir lieu qu'autant qu'il a été déclaré par un arrêt que la publicité serait dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs. — Cass. 17 mars 1827, t. 33, p. 365.

31. L'arrêt par lequel une Cour d'assises ordonne que les débats d'une cause auront lieu à huis clos doit, sous peine de nullité, déclarer que la publicité de ces débats serait dangereuse pour les mœurs ou l'ordre public. Cette déclaration ne peut être suppléée par la citation de l'article de la charte qui permet de déroger à la publicité des debats. — Cass. 9 sep. 1830.

32. Une Cour d'assises ne peut ordonner qu'une affaire sera jugée à huis clos que par un arrêt motivé; une ordonnance du président ne suffit pas. — Cass. 12 juin 1828.

33. Une Cour d'assises peut or-

donner que les débats d'une affaire auront lieu à huis clos, sans entendre les observations de l'accusé. — Cass. 14 sept. 1827.

34. Lorsque les débats d'une affaire criminelle doivent avoir lieu à huis clos, tout ce qui précède les débats doit être fait publiquement; et notamment le jugement qui ordonne que les débats auront lieu à huis clos doit être rendu publiquement, à peine de nullité. — 18 sept. et 12 déc. 1823, t. 25, p. 329 et 331.

35. En matière criminelle, c'est en audience publique et non à huis clos que doivent être faits le résumé du président et tout ce qui le suit, quoique l'audience ait été secrète à cause des détails de l'affaire. — Cass. 22 avril 1820, t. 4, p. 682, n° 11. — Ces principes sont applicables aux jugements en matière civile. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 288, n° 424. — 18 sept. et 12 déc. 1823, t. 25, p. 329.

36. Le procès-verbal doit expressément faire mention que la séance a été rendue publique immédiatement après la clôture des débats; il ne suffirait pas que l'arrêt portât : *fait et publiquement prononcé en l'audience de la Cour.* — 18 sept. et 12 déc. 1823, t. 5, p. 329.

37. Lorsqu'en matière criminelle un jugement a ordonné que les débats auraient lieu à huis clos, il n'est pas exigé, à peine de nullité, que l'arrêt qui rejette la demande des accusés tendante à ce que l'audience cesse d'être rendue secrète, soit rendu publiquement. — Cass. 29 avr. 1826, t. 32, p. 38.

38 et 39. Lorsque, dans une cause de nature à être jugée en audience solennelle, la Cour ordonne le huis clos, elle peut alors décider en audience ordinaire. Cette disposition peut s'étendre aux incidents qui se rattachent à l'action principale. — Cass. 16 nov. 1825, t. 32, p. 31.

CHAP. II. *De l'audience solennelle.*—Art. 1er. *Quand y a-t-il lieu à l'audience solennelle?*

40. Une Cour royale doit renvoyer en audience solennelle une cause qui offrirait une question d'état, lors même qu'une des parties proposerait un déclinatoire jugé incidemment en première instance, surtout si la solution de cette exception se rattachait à celle de la question d'état elle-même. — Cass. 16 juill. 1832, t. 43, p. 696.

41. L'action en nullité d'un testament qu'on prétend faux, et qui renferme une reconnaissance d'enfant naturel, peut être jugée en audience ordinaire. —Cass. 14 août 1828, t. 36, p. 123.

42. Lorsque devant une cour il ne s'agit nullement du cas spécifié dans l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, son arrêt doit être cassé, s'il a été rendu en audience solennelle, chambres réunies. — Cass. 10 nov. 1830, t. 29, p. 264

43. Lorsque dans une instance il ne s'agit pas de statuer sur *l'état* de l'une des parties, mais seulement d'apprécier les titres de filiation présentés par les défendeurs en revendication, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la cause soit jugée en audience solennelle. — Cass. 29 nov. 1826, t. 32, p. 324.

44. Lorsqu'une question d'état ne s'élève dans une cause qu'incidemment à une instance principale, telle qu'une demande en pétition d'hérédité, et toutes les fois que l'état des parties n'est pas contesté, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès soit jugé par les cours en audience solennelle. — Cass. 23 mars 1825, t. 29, p. 172.

45, 46 et 47. Les demandes en séparation de corps doivent être jugées en audience ordinaire. — Telle est la solution donnée par une ordonnance royale du 16 mai 1835, rapportée J. A. t. 48, p. 316. — M. BILLEQUIN, un des rédacteurs du *Journal des Avoués*, combat la légalité de cette ordonnance; il est assez étrange que l'on veuille maintenant encourir le reproche adressé avec tant de force à Napoléon; dans le doute, les ministres devraient toujours renvoyer aux chambres un projet de loi.

Nous ne ferons qu'indiquer les nombreuses décisions rendues avant l'ordonnance royale, pour qu'on puisse y recourir, dans le cas où la constitutionnalité de cette ordonnance serait contestée. — Riom, 9 mars 1808.—Cass. 26 mars 1828. — Cass. 21 et 28 mai 1828. — Poit. 3 déc. 1833 et 16 janv. 1834.— Renn. 15 mars 1834. — Cass. 27 déc. 1831, et 15 janv. 1834, t. 4, p. 673; t. 46, p. 245; t. 47, p. 455, 457, 625.

48. Est nul l'arrêt rendu en audience solennelle sur le point de savoir si un titre produit dans un ordre est frauduleux.—Cass. 17 janv. 1832, t. 43, p. 667 (1).

49. Est nul l'arrêt rendu en audience solennelle sur une question de propriété d'un bois entre une commune et un particulier. — Cass. 7 fév. 1832, t. 43, p. 666.

50. Est nul l'arrêt rendu en audience solennelle sur la question de prescription d'une action réelle, ou sur une demande en revendication, fondée sur la nullité d'une transaction prétendue frauduleuse. — Cass. 13 et 15 mars 1833, t. 46, p. 358.

51. L'arrêt statuant sur le point de savoir si l'autorisation du gouvernement est nécessaire pour valider un don manuel fait à un séminaire, doit être cassé, s'il a été rendu en audience solennelle. — Cass. 28 déc. 1830, t. 40, p. 343.

52. Une Cour royale jugeant en audience solennelle peut renvoyer à une de ses chambres le jugement d'un incident élevé dans le courant des plaidoiries. — Cass. 1er mars 1817, t. 4, p. 678, n° 6.

53. Une chambre civile d'une cour peut connaître d'un incident relatif à un arrêt rendu en audience solennelle. — Metz, 4 mai 1820, t. 18, p. 1040, n° 66.

Art. 2. *Formation de l'audience solennelle.*

54. Dans les cours où il n'existe qu'une chambre temporaire, il n'est pas nécessaire, pour statuer sur un renvoi après cassation, que les deux chambres soient réunies. — Cass. 4 déc. 1827, t. 34, p. 238.

55. Dans une Cour royale où il n'existe qu'une section civile, le premier président n'est pas obligé de convoquer la chambre des appels de police correctionnelle, pour concourir à l'audience solennelle. — Cass. 26 fév. 1816, 27 oct. 1819, 13 mai 1824, 23 fév. 1825, 20 nov. 1826, 28 et 14 août 1828, t. 4, p. 677, n° 5.

56. Mais il peut faire cette convocation. — Cass. 27 nov. 1832.

57. Lorsque le premier président d'une Cour royale où il n'existe qu'une seule chambre civile, convoque la chambre des appels de police correctionnelle pour une audience solennelle, il peut seulement ne convoquer que le nombre de conseillers qui la composent; dans ce cas, si le nombre des juges est moindre de 12, l'arrêt qui intervient est nul.—Cass. 21 juin 1820, t. 4, p. 684, n° 12.—*V.* M. F. L. t. 1, p. 249, § 1, n° 3 —V. *infrà*, n° 60.

58. Lorsque le premier président d'une Cour royale qui n'a qu'une seule chambre civile juge nécessaire d'appeler, pour la tenue d'une audience solennelle, la chambre des appels de police correctionnelle, cette chambre doit fournir au moins les cinq juges exigés par la loi pour sa composition. L'audience serait irrégulièrement composée si, aux juges formant la chambre civile, se joignaient seulement quelques-uns des cinq juges formant la chambre correctionnelle. — Cass. 19 août 1822, 20 janv. 1826, t. 24, p. 276; et t. 31, p. 37

59. Les deux chambres d'une Cour royale, appelées à tenir une audience solennelle, doivent non-seulement réunir le nombre de magistrats exigé pour la tenue de cette audience, mais encore présenter chacune séparément le

---

(1) Jusqu'en 1830, il avait été de jurisprudence constante dans les Cours royales que toutes les causes importantes devaient être jugées en audience solennelle. Cette jurisprudence avait même pour base une circulaire du grand juge, mais elle était en dehors de la loi; aussi, dès qu'elle a été signalée à la Cour suprême, elle a été réformée, ce qui a produit, pendant deux ou trois ans de résistance, une assez grande perturbation judiciaire.

nombre de membres nécessaire pour la constituer. — Cass. 23 déc. 1833 : ch. civ. 15 janv. 1834 ; ch. req. 27 déc. 1831 ; *idem*, 26 mars 1828 ; *idem*, 28 mai 1828, t. 46, p. 245 et 253.

60. L'arrêt rendu en audience solennelle par deux chambres civiles d'une Cour royale est nul, si le nombre des conseillers était au-dessous de quatorze. — Cass. 31 juill. 1821, t. 23, p. 254 — V. *suprà*, n° 57.

61. Quand, à l'une des deux chambres d'une Cour royale siégeant en audience solennelle, il manque un membre pour réunir le nombre requis pour cette audience, et que le premier président participe à l'arrêt rendu par elle, ce magistrat doit être présumé avoir siégé, non comme présidant habituellement la chambre qui se trouvait complète, mais comme membre de celle qui avait besoin de son adjonction pour être complète. — Cass. ch. civ. 15 janv. 1834 ; ch. req. 27 déc. 1835 ; *idem*, 26 mars 1828 ; *idem*, 28 mai 1828, t. 46, p. 245.

61 *bis*. Un conseiller-auditeur peut concourir aux arrêts rendus sur des affaires civiles en audience solennelle, quoiqu'il soit attaché par délégation au service du parquet. — Cass. 27 nov. 1833.

62. Lorsque dans une affaire qui, par sa nature, n'était pas assujétie à être jugée en audience solennelle, l'arrêt constate qu'il a été rendu en *audience solennelle et par sept juges seulement*, il n'est pas nul pour insuffisance de juges, parce qu'alors il est présumé, 1° que les deux chambres n'ont pas été réunies ; 2° que seulement des membres de la chambre correctionnelle ont été appelés pour compléter la chambre civile ; 3° que c'est par erreur que le greffier a énoncé que l'arrêt a été rendu en audience solennelle. — Cass. 30 janv. 1821, t. 23, p. 30.

CHAP. III. *Police de l'audience.*

63. Décret du 30 mars 1808 contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux. — J. A. t. 10, p. 521, n° 7.

64. Les imputations calomnieuses, les injures qui ont lieu devant une Cour royale, peuvent être jugées par elle, sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à un premier degré de juridiction. — Cass. 23 nov. 1809, t. 19, p. 132, n° 112. — V. MM. CARR. *Comp.* t. 2, p. 652, art. 538 ; PIG. *Comm.* t. 2, p. 716 ; PR. FR. t. 1, p. 145.

65. Des injures écrites à un magistrat dans une lettre missive purement confidentielle ne constituent pas le délit prévu par l'article 222, § 1er C. Pen., et ne donnent lieu qu'à des peines de police ; mais si le prévenu se permet de les répéter à l'audience, il commet le délit prévu par le 2e § de cet article, quoique le magistrat ne soit pas présent. — Cass. 1er avr. 1817, t. 4, p. 679, n° 6.

66. On peut appeler pour incompétence, devant les Cours royales, des jugements prononçant des peines de discipline contre des officiers ministériels, à raison de faits qui n'ont pas été découverts à l'audience. — Renn. 24 juill. 1833, t. 47, p. 412.

67. Lorsqu'un individu, traduit en police correctionnelle, profère à l'audience des injures contre un magistrat, le tribunal n'est pas obligé de dresser procès-verbal séparé, il suffit qu'elles soient constatées par le jugement. — Cass. 10 avr. 1817, t. 4, p. 679, n° 7.

68. Les juges devant lesquels ont eu lieu les débats n'ont pas seuls et exclusivement attribution pour connaître des délits d'infidélité ou de mauvaise foi, dans le compte qui en est rendu par les journaux ; leurs décisions sont susceptibles d'être attaquées par toutes voies légales. En conséquence, les juges devant lesquels se passent les faits doivent en dresser des procès-verbaux de constatation. — Cass. 6 mars 1823, t. 25, p. 78.

69. Dans le cas où le tribunal devant lequel est poursuivi un journaliste, pour un compte infidèle d'une de ses audiences, juge la preuve testimoniale inutile, il doit déclarer dans son jugement, ou plutôt dans un procès-verbal séparé, les faits et les discours tels qu'il reconnaît qu'ils se sont passés ou qu'ils ont été tenus devant lui. Cependant, si le tribunal n'a pas dressé ce procès-verbal, il ne résulte pas de cette omission une ouverture à cassation ; il s'ensuit seulement que devant le tribunal de renvoi le ministère public devra, pour justifier ses poursuites, recourir aux formes de la procédure criminelle ordinaire. — Cass. 3 déc. 1822, t. 24, p. 353.

70. La loi du 25 mars 1822 n'assimilait point les tribunaux aux chambres législatives pour la manière de procéder contre les journalistes coupables d'infidélité dans le compte qu'ils rendent de leurs audiences ; elle ne les dispensait ni de l'observation des formes de droit commun, ni de la règle des deux degrés de juridiction. — Cass. 30 déc. 1822 et 6 mars 1823, t. 24, p. 353, et t. 25, p. 78.

71. Les outrages faits aux juges en pleine audience sont punissables séance tenante ; mais les juges offensés peuvent renvoyer la poursuite, par la voie ordinaire, au tribunal correctionnel. — Cass. 19 mars 1812, t. 18, p. 821, n° 34 — Telle est l'opinion de M. CARR., *Comp.* t. 1, p. 614, n° 277.

AUTORISATION DE COMMUNES ET D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

(On peut consulter, J. A. t. 46, p. 328, la Revue des arrêts en matière d'autorisation de communes.)

CHAP. Ier. *Actions actives et passives des communes, des établissements publics, des agents du gouvernement.* — ART. 1er. *Autorisation des communes.* — § 1er. *Cas où l'autorisation est nécessaire pour que les communes puissent agir.*

1 et 2. Loi du 29 vendém. an V, qui règle la manière de suivre les actions sur lesquelles les communes sont seules intéressées. — J. A. t. 4, p. 698.

3. Sous l'ancien droit, une commune ne pouvait intervenir sur un appel sans y être autorisée par le commissaire départi en la généralité. — Cass. 5 nov. 1832 Commune de Belesta C. Larochefoucault.

4. Une commune ne peut plaider contre une autre commune sans autorisation. — Cass. 19 therm. an VI, t. 1, p. 713. — V. M. Q. D. t. 1, p. 502, § 5.

5. Les communes qui veulent se pourvoir contre les arrêtés d'un préfet doivent se faire autoriser par délibération du conseil muni-

c'pal, revêtue de l'approbation du conseil de préfecture. — Décret du 30 nov. 1811, t. 4, p. 747. — M. CROUZEILL. enseigne le contraire dans le *Répertoire* de M. F. L. t. 1, p. 570. — J. A. *loc. cit.*

6. Sont nulles les sentences arbitrales rendues entre communes non autorisées. — Cass. 8 avr. 1829.

7. Une sentence arbitrale rendue au profit d'une commune doit être annulée, si cette commune n'avait pas été autorisée à plaider. — Cass. 22 mars 1827.

8. Une commune ne peut, sans autorisation spéciale, défendre à une requête civile. — Toulouse, 1er mars 1830, t. 40, p. 141.

9. Jugé au contraire qu'une commune n'a pas besoin d'autorisation pour défendre à une requête civile. — Cass. 25 nov. 1828, t. 36, p. 31.

10. Sous la jurisprudence ancienne, les communes pouvaient transiger sur leurs procès, sauf à faire homologuer leurs transactions par les cours souveraines, sur les conclusions du procureur général. — Cass. 20 mai 1828.

11. L'appel est une mesure conservatoire à laquelle les communes peuvent recourir avant l'autorisation. — Cass. 10 mars 1829, t. 38, p. 236.

12. Un maire peut, sans autorisation, se désister d'un appel qu'il a interjeté pour sa commune sans y avoir été autorisé. — Riom, 1er juin 1830, t. 46, p. 147.

13. Une commune peut exciper en justice d'un défaut d'autorisation, sans y être autorisée elle-même. — Renn. 22 août 1820, t. 4, p. 772.

14. Les communes n'ont pas besoin d'autorisation ni pour plaider en matière de justice répressive, ni pour faire exécuter les jugements qu'elles ont obtenus, soit au civil, soit au criminel. — Cass. 3 août 1820, t. 23, p. 69.

15. De même, dans une instance sur délit forestier commis dans une forêt communale, ou lorsqu'il s'agit de poursuivre correctionnellement une commune usagère qui abuse de son droit, le maire d'une autre commune a le droit d'intervenir, sans qu'il ait besoin d'une autorisation de plaider de la part du conseil de préfecture. — Gren. 3 av. 1824, t. 28, p. 273.

§ 2. *Cas où l'autorisation est nécessaire pour agir contre les communes.*

16. Arrêtés des consuls du 17 vendém. an X, relatifs aux formalités nécessaires pour intenter des actions contre des communes. — J. A. t. 4, p. 714. — Il en est des hospices comme des municipalités. — *V.* les *observ.* insérées au recueil de M. DUPIN, *Lois des communes*, t. 1, p. 348, et M. F. L. t. 2, p. 692, sect. 1, § 7, no 18.

17. Avis du Conseil d'état du 3 juill. 1808, sur les actions à intenter contre les communes. — J. A. t. 4, p. 732. — V. *Coll.* DUPIN, t. 2, p. 507 et 555. — *V.* aussi M. F. L. t. 1, p. 660, no 19.

18. On peut, sans autorisation préalable, intenter une action réelle contre une commune. — — Toulouse, 29 avril 1833, t. 45, p. 615.

19. La disposition de l'édit du mois d'août 1683, qui défend aux créanciers des communes de les actionner en justice sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'administration, avait encore force de loi quand elle a été reproduite par l'arrêté du 17 vendém. an X. — Cass. 16 messid. an X, t. 4, p. 717. — *V.* M. *Q. D.* t. 1, p. 496, § 2, et p. 597. — *V.* aussi *Rép.* t. 2, p. 291, no 9; MM. BIRET, *Tr. des nullités*, t. 2, p. 361, et F. L. t. 1, p. 660, no 19. — Le Code de procédure ne déroge-t-il pas à l'arrêté du 17 vend. an X? — *V.* les *observ.* J. A. *ibid.*, et M. *Q. D.* vo *nation*, § 2, p. 462, vo *communes*, p. 498; et *Répert.* t. 13, vo *testament*, le réquisitoire du 20 juill. 1809.

20. Celui qui veut exercer un recours en garantie contre une commune doit s'y faire préalablement autoriser. — Renn. 22 août 1820, t. 4, p. 772.

21. Il n'est pas nécessaire de se munir d'une autorisation pour assigner une commune en réparation de dommages commis à force ouverte et par attroupement sur son territoire. — Cass. 17 juin 1817, 19 nov. 1821, et 28 janv. 1826; Toul. 15 mars 1822, t. 4, p. 754, no 43; t. 23, p. 345, et t. 30, p. 416.

22. Il n'est pas besoin d'autorisation pour actionner une commune en exécution d'un bail. — Avis Conseil d'état 21 mars 1809, t. 4, p. 735, no 30. — Cela est conforme à l'opinion des auteurs. — *V.* MM. B. S. P. p. 668, not. 15, no 1, et F. L. t. 1, p. 660, no 19.

§ 3. *Qui peut demander l'autorisation et agir pour la commune? Comment et par qui l'autorisation est-elle accordée?*

23. Arrêté du gouvernement du 24 germ. an XI, relatif à la manière dont les contestations entre les différentes sections d'une même commune doivent être suivies devant les tribunaux. — J. A. t. 4, p. 721.

24. Les maires ou adjoints ont seuls qualité pour suivre les actions qui intéressent les communes, demander l'autorisation de plaider, ou attaquer les arrêtés qui refusent cette autorisation. — Ordonn. du roi du 8 sept. 1826.

25. En cas d'empêchement du maire, les actions des communes doivent être exercées par l'adjoint. — Ordonn. du roi du 19 juil. 1826.

26. Les sections de communes qui ont un adversaire commun doivent être représentées, non par leur maire, mais par des agents particuliers désignés sous la surveillance de l'autorité administrative supérieure. — Cass. 15 mars 1831, t. 41, p. 397.

27. L'arrêté du 15 germ. an XI, prescrivant la nomination d'un syndic, n'est pas applicable au procès qui s'élève entre une commune et un particulier. — Ordonn. du roi du 19 juill. 1826.

28. L'arrêté du gouvernement du 24 germ. an XI, qui autorise la nomination d'un syndic pour exercer l'action judiciaire d'une section de commune, ne doit pas être étendu au cas où une commune veut plaider contre son maire; en ce cas l'action appartient exclusivement à l'adjoint. — Ordonn. du roi du 19 juill. 1826.

29. Le syndic d'une section de commune, nommé en exécution de l'arrêté du 24 germinal an XI, pour suivre un procès contre une autre section de la même commune, perd de plein droit sa qualité de syndic par l'acceptation des fonctions de maire de la commune, qui, aux termes de l'art. 4 de cet arrêté, sont incompatibles avec celles de syndic; s'il vient à cesser d'être maire, il ne redevient pas de plein droit syndic, il faut qu'il soit réélu. — Cass. 25 nov. 1823, t. 25, p. 370.

30. La délibération du conseil général de la commune ne suffit pas pour autoriser le maire à plaider, si elle n'est approuvée par l'administration départementale. — Cass. 24 pluv. an V, 8 frim. an XII, et 19 juin 1815, t. 4, p. 521, no 14, et 701, no 2.

31. Il en est ainsi, à plus forte raison, d'une délibération prise par tous les habitants d'une commune, qui ne peut même tenir lieu de la délibération du conseil général de la commune. — Cass. 24 pluv. an V, t. 4, p. 701. — *V.* M. MAL. *Rép.* t. 13, p. 527.

32. Une commune a été valablement autorisée à plaider par suite d'une délibération de l'administration *municipale* de canton, prise depuis la décision du 28 pluv. an VII, si, lors de la délibération, le conseil de la commune institué par cette loi n'était pas encore organisé. — Cass. 12 juill. 1808, t. 4, p. 734. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 391, no 3405.

33. L'autorisation nécessaire à une commune pour intenter une action n'est pas valable, lorsqu'elle a été accordée par le préfet et non par le conseil de préfecture. — Décret du 16 mars 1807, t. 4, p. 731.

34. Il suffit qu'une commune ait pour elle la consultation de trois avocats légalement choisis, pour que l'autorisation de plaider ne puisse lui être refusée, quoique le litige existe entre deux communes, et que l'administration fonde son refus sur ce qu'un arrangement serait plus convenable à toutes parties. — Avis Conseil d'état, 14 janv. 1824, t. 26, p. 344.

35. Le Conseil d'état peut, sur

une consultation de trois avocats, désignés par le garde des sceaux, accorder aux communes l'autorisation d'appeler d'un jugement refusée par le conseil de préfecture. — Ordonn. du roi du 24 janv. 1827.

36. Un conseil de préfecture qui, par un premier arrêté, a refusé d'autoriser une commune à interjeter un appel, peut accorder cette autorisation par un second arrêté, et ni le tribunal ni l'intimé ne peuvent prétendre que ce conseil a violé la règle qui défend aux juges de revenir sur leur décision. — Paris, 20 nov. 1831, t. 43, p. 526.

37. Quand un particulier se pourvoit administrativement pour faire autoriser une commune à défendre sur une demande qu'il se propose de former contre elle, l'autorisation ne peut être refusée sous le prétexte que la demande est mal fondée. — Décret du 21 mars 1809. — Ordonn. royal. du 20 janv. et 6 sept. 1820, et 24 oct. 1821, t. 4, p. 735, n° 29. — Cela est conforme à l'opinion des auteurs. — *V.* MM. B. S. P. p. 668, nos 15 et 1, et F. L. t. 1, p. 660, n° 19.

38. Le conseil de préfecture ne peut refuser l'autorisation de poursuivre une commune, réclamée par des créanciers, aux termes de l'arrêté du 9 oct. 1801. — Avis du Conseil d'état du 10 août 1825, t. 34, p. 149.

39. Le créancier d'une commune auquel le conseil de préfecture a refusé l'autorisation de la poursuivre, n'est pas tenu de se pourvoir au Conseil d'état contre ce refus, afin d'intenter son action devant les tribunaux. — Nîmes, 1er fév. 1831, t. 40, p. 187.

40. Les particuliers ne sont pas recevables à se pourvoir contre des arrêtés qui autorisent une commune à plaider contre eux. — Avis du Conseil d'état du 25 déc. 1815, 11 fév. 1820, et 20 juin 1821, t. 4, p. 770. — *V.* M. le baron de Crouz. dans le *Répert.* de M. F. L., v° *comm.* sect. 3, § 5.

41. Les communes sont recevables à se pourvoir devant le Conseil d'état contre les arrêtés par lesquels les conseils de préfecture leur ont refusé l'autorisation de plaider sur un droit de propriété. — Avis du Conseil d'état du 9 déc 1810, 11 janv. 1813, 3 fév. 1819, 24 janv. 1820, 10 janv. 1821 et 20 nov. 1822, t. 4, p. 774. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 571, sect. 31, § 5 et 6. — V. *suprà*, les nos 34 et 35.

Art. 2. *Autorisation des agents du gouvernement, des hospices, fabriques, séminaires, chapitres et bureaux de bienfaisance.* — § 1. *Cas où ils peuvent ou non agir sans autorisation.*

42. Un préfet peut interjeter appel sans avoir pris l'avis du conseil de préfecture. — Bord. 26 nov. 1828. Préfet de la Gironde C. Labarthe.

43. Un maire agissant en vertu des pouvoirs que lui confère la loi du 24 août 1790, touchant la sûreté des rues et places publiques, n'a pas besoin d'une autorisation spéciale pour se présenter devant les tribunaux. — Toul. 26 mars 1830, t. 40, p. 80.

44. Les hospices comme les communes ont besoin d'une autorisation préalable pour pouvoir plaider. — Lim. 13 fév. 1826, t. 31, p. 155.

45. Mais un hospice peut poursuivre sans autorisation la rentrée de ses revenus annuels. — Douai, 3 mai 1820, t. 4, p. 772, n° 61.

46. Il en est de même des fabriques de paroisse. — Cass. 7 juin 1826, t. 31, p. 224.

47. De même les fabriques n'ont pas besoin d'autorisation pour former une demande en restitution d'objets mobiliers de peu de valeur. — Cass. 21 juin 1808, t. 4, p. 731, n° 23. — *V.* M. Carr. t. 3. p. 491, n° 3404.

48. Les administrations des fabriques peuvent aussi, sans l'autorisation du conseil de préfecture, former une surenchère qui n'est qu'un acte conservatoire. — Brux. 20 avr. 1811, t. 4, p. 745, n° 31.

49. Un évêque peut, sans délibération préalable des administrateurs des séminaires de son diocèse, intenter une action en déguerpissement contre le principal d'un séminaire qu'il a destitué. — Colm. 28 janv. 1831, t. 41, p. 415.

50. Aucune loi n'impose aux chapitres le besoin d'autorisation pour défendre leurs intérêts, et intenter les actions qui leur compètent en justice. — Turin, 19 mai 1809, t. 4, p. 778, n° 31. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 490, n° 3402.

51. Les consistoires des églises protestantes ne peuvent ester en jugement sans l'autorisation du conseil de préfecture. — Colm. 13 nov. 1833, t. 47, p. 460.

52. Les bureaux de bienfaisance peuvent ester en justice avec l'autorisation du conseil de préfecture. — Cass. 10 juill. 1828.

§ 2. *Faut-il une autorisation pour poursuivre les préfets, les maires ou les membres des conseils municipaux ?*

53. Lorsqu'un préfet est mis en cause par un jugement, il n'y a pas lieu à solliciter une autorisation préalable du gouvernement, pour prendre des conclusions contre lui. — Colm. 11 janv. 1825, t. 30, p. 44.

54. Le maire qui fait élargir un chemin vicinal n'est point en cela l'agent du gouvernement, et peut être poursuivi, à raison de ce fait, sans autorisation préalable. — Bourg. 5 fév. 1827.

55. Un maire peut être poursuivi sans autorisation préalable à raison d'un fait punissable, commis en qualité d'*officier* de police *judiciaire*. — Cass. 10 fév. 1828.

56. Un maire peut être poursuivi sans autorisation préalable, lorsqu'il ne s'agit que d'un tort direct fait à la propriété d'un ou de plusieurs individus. — Cass. 6 mars 1826.

57. Le maire qui a publié un écrit justificatif de son administration hors des lieux où il a autorité, peut être poursuivi, à raison de cet écrit, par celui qui se croit diffamé, et cela sans autorisation préalable. — Cass. 17 juin 1826.

58. Les membres des conseils municipaux ne sont pas des agents du gouvernement, et peuvent être traduits en justice sans autorisation. — Cass. 6 mars 1826.

Chap. II. *Etendue de l'autorisation. De quel acte elle résulte. Ses effets.* — Art. 1. *Etendue de l'autorisation.*

59. Lorsqu'une ordonnance du Conseil d'état renvoie purement et simplement une commune et un particulier devant les tribunaux, la commune n'est pas, par cela même, autorisée à plaider. — Avis Conseil d'état, 12 fév. 1823, et 5 nov. 1823, t. 4, p. 775, n° 65. — Dans le sens contraire, 22 mai 1822, 24 juill. 1822, t. 24, p. 167, et p. 248.

60. L'autorisation donnée à une commune pour plaider devant les tribunaux ordinaires, est insuffisante lorsque l'affaire s'est trouvée portée devant des arbitres forcés, et que là elle a totalement changé de face. — Cass. 19 pluv. an VII, t. 4, p. 713, n° 7.

61. L'appel interjeté par un hospice qui n'a pas été autorisé à cet effet par le conseil de préfecture, est non recevable. — Brux. 11 mars 1812. — Bord. 23 août 1826, t. 4, p. 747; t. 32, p. 349. — *V.* les observations de M. Coff. contre le principe consacré par cet arrêt. — Il en est de même d'une fabrique. — Metz, 9 janv. 1818, t. 4, p. 762.

62. Et l'hospice à qui on veut opposer cette fin de non-recevoir au moment de la prononciation de l'arrêt, n'est pas fondé à demander un sursis pour faire statuer sur son pourvoi contre l'arrêt qui lui a refusé l'autorisation de plaider. — Brux. 11 mars 1812, t. 4, p. 748, n° 41. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 491, n° 3405, et les observations de M. Coff.

63. L'autorisation accordée à une commune *pour plaider* lui donne pouvoir suffisant pour *interjeter appel et former opposition*. — Colm. 10 fév. 1824. — Bourg. 23 avr. 1827, t. 27, p. 81, et t. 37, p. 106. — Cass. 24 juin 1829, t. 38, p. 105. — *V.* M. Carr. *Anal. Quest.* 3097 à 3099.

64. De même, l'autorisation accordée à une fabrique de plaider *contre un individu pour le contraindre au paiement d'une somme*, suffit non-seulement pour former la demande en première instance, mais encore pour relever appel du jugement qui a

refusé de l'accueillir, sans qu'il soit besoin de la faire autoriser de nouveau. — Nîm. 8 mars 1820, t. 4, p. 771.

65. Jugé au contraire que l'autorisation d'ester en justice, accordée à une commune ou à une administration, et conçue en termes généraux, n'est pas suffisante pour que celle-ci puisse interjeter appel du jugement rendu à son préjudice, et plaider sur cet appel, sans devoir demander une nouvelle autorisation *ad hoc*. — Brux. 1er fev. 1825.

66. L'autorisation accordée à une commune pour intenter une action ne l'autorise pas à interjeter appel. — Rouen, 18 nov. 1826. — Il en est de même d'une fabrique. — Metz, 9 janv. 1818, t. 4, p. 762.

67. L'autorisation de plaider devant le tribunal civil, donnée au maire d'une commune, ne comprend point celle d'appeler du jugement de ce tribunal. — Bord. 23 juill. 1830, et 8 mars 1831.

68 et 69. Mais, si la commune a été autorisée d'une manière générale a soutenir devant l'autorité judiciaire tous les droits qu'on lui conteste, elle est implicitement autorisée à suivre le procès devant tous les degrés de juridiction. —Cass. 15 avr. 1833. — Il en est de même si elle a été autorisée à plaider, tant en demandant qu'en défendant. — Bourg. 7 janv. 1831.

70 et 71. La commune autorisée à *se presenter devant les tribunaux* pour y defendre à une demande, peut, sans nouvelle autorisation, appeler du jugement rendu sur cette demande. — Cass. 1er mai 1832, t. 43, p. 550.

72. Une commune autorisée par le conseil de prefecture à plaider *par-devant tous tribunaux compétents*, n'a pas besoin d'une nouvelle autorisation sur l'appel. — Cass. 14 nov. 1825, t. 30, p. 412. — *V.* no 43.

73. Mais une commune autorisée à plaider jusqu'à *jugement définitif*, et condamnée en première instance, n'est pas dispensée de se pourvoir d'une autorisation nouvelle pour interjeter appel. — Paris, 9 déc. 1825, t. 30, p. 266.

74. Comme aussi une commune autorisée à plaider devant les tribunaux et *cours* a besoin d'une nouvelle autorisation, lorsqu'elle a succombé en première instance. —Bourg. 7 mars 1822, t. 28, p. 357.

75. Le maire autorisé *à poursuivre et défendre les intérêts de la commune contre les acquereurs de domaine* de... l'est également à poursuivre l'instance en appel. — Cass. 26 juin 1827, t. 34, p. 104.

76. L'autorisation donnée à une commune pour défendre à une action pétitoire, est suffisante pour interjeter appel du jugement qui n'a accordé à la commune qu'un droit de copropriété. — Bourg. 6 mars 1826, t. 31, p. 360.

77. Comme aussi l'autorisation accordée par le Conseil d'état à une commune de se pourvoir devant qui de droit en reclamation d'une propriété, embrasse tous les degrés de juridiction; ainsi, quoiqu'elle ait succombé en première instance, elle n'a pas besoin de se pourvoir d'une nouvelle autorisation pour l'appel. — Ord. royale, 26 mars 1823, t. 4, p. 778, no 67.

78. L'appel interjeté sans autorisation peut, d'après les circonstances, être considéré comme un moyen conservatoire, afin d'empêcher que le délai d'appel ne s'écoule pendant le temps nécessaire pour demander et obtenir la nouvelle autorisation; de sorte que le juge supérieur ne doit pas, nécessairement, à défaut d'autorisation, déclarer la partie qui en a besoin non recevable dans son appel. — Brux. 1er fev. 1825.

79. Lorsque les circonstances particulières de la cause ne sont pas telles qu'on puisse envisager l'appel comme acte conservatoire, il y a lieu de le déclarer *hic et nunc* non recevable. — Brux. 1er fév. 1825.

80. Une commune autorisée à plaider en première instance peut bien interjeter appel sans nouvelle autorisation; mais pour plaider sur cet appel, elle a besoin de se faire autoriser de nouveau.—Colm. 13 janv. 1830.

81. Une commune peut, sans autorisation préalable, faire signifier un acte d'appel qui n'est qu'un acte conservatoire; mais, pour y donner suite, elle a besoin d'une autorisation postérieure, et pour cela le maire peut demander un sursis sur l'appel.—Cass. 28 brum an XII, 7 déc. 1819, et 20 mars 1824. — Besanç. 10 fév. 1818. — Bord. 23 juill. 1830.—Poit. 9 janv. 1827 et 9 mai 1832, t. 4, p. 728, no 20; t. 13, p. 236, no 274, et t. 33, p. 58 et 351; t. 43, p. 628. — Telle est l'opinion de MM. MERL. *Rép.* t. 2, p. 590; B. S. P. t. 2, p. 669, not. 18; F. L. t. 1, p. 570, sect. 3, § 4; et CARR. t. 3, p. 491, no 3405.

82. L'appel interjeté par un bureau de charité est valable, si pendant l'instance il obtient l'autorisation nécessaire.—Cass. 10 juill. 1828.

83. Lorsqu'une commune a été autorisée à défendre à une action intentée contre elle, et que sur l'appel d'un jugement provisoire le fond se trouve évoqué sans avoir été agité devant les premiers juges, l'autorisation qu'elle a reçue doit avoir tout son effet devant la cour, sans qu'il soit besoin d'en demander une nouvelle. —Cass. 1er juill. 1818, t. 4, p. 767, no 55.

84. Une commune autorisée à plaider en première instance peut, lorsqu'elle a obtenu gain de cause, défendre sans une autorisation nouvelle sur l'appel du jugement rendu en sa faveur. — Cass. 2 mars 1815, t. 4, p. 750, no 42.—*V.* MM. Q. D. t. 1, § 6, p. 507, *Rép.* vo *communauté d'habitants*, p. 591, no 7. — Brux. 19 juill. 1817.

84 *bis*. Jugé de même à l'égard d'un hospice. — Cass. 26 août 1824, t. 28, p. 357.

85. La commune autorisée à plaider sur une contestation déterminée n'a pas besoin d'une autorisation nouvelle pour attaquer par les voies de droit, et notamment par voie de cassation, un jugement qui lui est opposé dans l'instance, et qui a statué sur l'objet du litige. Il en doit être ainsi, surtout quand cette autorisation ayant été requise, le conseil de préfecture l'a refusée, par le motif que la première était suffisante. — Cass. 28 janv. 1824, t. 26, p. 35.

86. Il n'y a pas lieu, de la part des communes, de demander au conseil de préfecture une autorisation à l'effet de se pourvoir en cassation. — 1er novemb. 1826, ordonnance du roi.

87. L'autorisation donnée au maire pour intenter une action ne comprend pas celle d'intervenir dans une instance déjà pendante. — Bord. 6 janv. 1831.

88. Lorsqu'une commune originairement autorisée à intenter une action se fait encore autoriser pour défendre à une demande en péremption de l'instance, elle n'a pas besoin d'une 3e autorisation pour defendre à une 2e demande en péremption. — Cass. 10 janv. 1810, t. 4, p. 741. — *V.* M. *Q. D.* t. 1, § 5, no 3, p. 503, no 34.

89. Décidé également qu'une commune autorisée à interjeter appel n'a pas besoin d'une autorisation nouvelle pour défendre à une demande en péremption formée contre elle sur cet appel: cette demande ne constitue qu'un simple incident, qu'une défense à cet appel. — Poi. 8 juill. 1828, t. 36, p. 73.

90. Une commune qui a laissé périmer l'appel qu'elle avait interjeté contre un défendeur principal ne peut, sans autorisation spéciale, et par acte d'avoué, devant la Cour royale, diriger une demande en dommages-intérêts contre celui que ce défendeur a mis en cause comme son garant; elle doit intenter cette demande par action principale sous la forme d'un ajournement.—Poit. 23 janv. 1829, p. 417, t. 43.

91. Une commune autorisée anciennement à former une action, ne peut après la péremption, et sous les nouvelles lois, reprendre l'instance sans une nouvelle autorisation. — Cass. 16 prair. an XII, t. 4, p. 725, n. 18.

92. La commune autorisée à plaider l'est par cela même à exercer l'action en subrogation de droits litigieux, surtout lorsque le maire ou l'adjoint s'engagent à satisfaire personnellement à la demande en subrogation. — Gren. 19 mai 1828. Comm. de Champoléon C. comm. d'Hugues.

93. Une commune ne peut sans autorisation former une demande reconventionelle qui ne constitue point une simple défense à l'action principale dirigée contre elle. —

Gren. 2 avr. 1832. Jubié C. comm. de St-Antoine.

94. Une commune autorisée à plaider, et qui par suite a obtenu un arrêt qui lui reconnait des droits d'usage dont l'étendue sera déterminée par experts, n'a pas besoin d'une nouvelle autorisation pour plaider sur les incidents auxquels peut donner lieu l'exécution de cet arrêt. — Cass. 29 fév. 1832. Comm. de Tac.

95. Une commune autorisée à réclamer un terrain qu'elle a vendu ne peut se prévaloir de cette autorisation pour réclamer en même temps le prix d'un bâtiment construit sur ce terrain après la vente, et qui a été démoli depuis l'autorisation. — Liège, 31 janv. 1811, t. 4, p. 744, n. 37.

96. Comme aussi la commune qui a été autorisée à plaider sur la propriété d'un terrain, n'est pas suffisamment autorisée pour en demander le partage.—Colm. 10 fév. 1824, t. 27, p. 81.

97. Un maire autorisé à intenter une action en revendication, et qui déjà a conclu à ce que sa commune fût déclarée propriétaire du fonds qu'elle réclame, ne peut, sans une nouvelle autorisation, se désister de sa première demande, et se borner à prétendre un droit de passage sur le fonds litigieux. — Besanç. 1828.

Art. 2. *De quels actes résulte l'autorisation; ses effets.*

98 Une commune est réputée avoir plaidé sans autorisation, par cela seul que cette autorisation ne se trouve pas mentionnée dans le jugement ou dans les pièces. — Cass. 2 mai 1808, t. 4, p. 702, n. 5.

99. Décidé même qu'il faut, pour qu'un agent national soit censé avoir été autorisé par le district à représenter l'état dans un arbitrage, que cette autorisation soit produite au procès; la simple mention de cette autorisation serait insuffisante dans ce jugement arbitral. — Cass. 30 juin 1818, t. 4, p. 763, n. 51.

100. Mais la preuve qu'une commune a été autorisée à plaider dans une instance ancienne peut résulter de présomptions.— Cass. 2 juill. 1827.

101. L'arrêté d'un conseil de préfecture qui autorise une commune à plaider devant les tribunaux ne lie point les tribunaux, et ne leur attribue point juridiction sur ce qui fait l'objet de la contestation. — Amiens, 1er août 1821, t. 23, p. 255.

102. Comme aussi l'autorisation donnée par l'autorité administrative d'intervenir dans une instance pendante devant les tribunaux, n'est qu'une forme préalable à remplir; elle ne lie nullement les tribunaux, qui peuvent toujours examiner si l'intervention est ou non recevable. — Cass. 22 mai 1822, t. 24, p. 167.

103. Mais lorsqu'une commune a reçu du conseil de préfecture l'autorisation de plaider, il n'appartient pas aux tribunaux d'examiner si cette autorisation est régulière et suffisante; ce serait s'immiscer dans les fonctions de l'autorité administrative. — Cass. 29 juill. 1823, t. 25, p. 278.

104. Lorsqu'un conseil de préfecture a autorisé une commune à plaider tant en première instance qu'en appel, il ne peut, lorsque la commune a succombé devant les premiers juges, révoquer son arrêté par un second, et détruire, quant à l'appel, l'autorisation qu'il a donnée. — Ordonn. royal. 23 juill. 1823, t. 4, p. 775, no 66.

105. Lorsqu'un maire qui a été autorisé à revendiquer un terrain au nom de sa commune commet des voies de fait pour s'en emparer, et est cité devant les tribunaux pour leur répression, les condamnations encourues doivent être prononcées contre lui personnellement, et non contre la commune. — Cass. 21 août 1809, t. 4, p. 739.

106. Un bureau de charité autorisé à accepter un legs est implicitement autorisé à faire toutes les poursuites nécessaires pour son recouvrement. — Cass. 10 juill. 1828.

Chap. III. *Nullité pour défaut d'autorisation.*

107. N'est pas proposable par des tiers, mais seulement par la commune, la nullité résultante de ce qu'une commune aurait, sans autorisation, donné mandat d'acquérir. — Colm. 24 août 1827.

108. La nullité résultante de la non-autorisation d'un bureau de bienfaisance ne peut être opposée que par ce bureau.—Cass. 10 juill. 1828.

109. Jugé au contraire que le ministère public peut d'office faire prononcer la nullité de l'action intentée par une commune sans autorisation. — Bord. 8 mars 1831.

110. Le mandataire qui a acquis pour une commune un immeuble, ne peut opposer à la commune le défaut d'autorisation. — Cass. 8 mai 1827.

111. La nullité résultante du défaut d'autorisation d'une commune est d'ordre public; elle peut être proposée en tout état de cause, et doit même être suppléée par le juge. — Besanç. 27 fév. 1828.

112. De même, lorsqu'une commune a acquis un immeuble sans autorisation, la nullité de la vente est d'ordre public, et peut être opposée en tout état de cause par tous ceux qui y ont intérêt. — Colm, 22 décem. 1824.

113. La nullité tirée de ce que la fabrique d'une église protestante n'a pas été autorisée à ester en jugement, peut être invoquée en tout état de cause, et même suppléée d'office. — Colm. 12 déc. 1833, t. 47 p. 461.

114. Lorsque les communes ou leurs parties adverses ont succombé dans leur demande, peuvent-elles les unes ou les autres opposer en tout état de cause le défaut d'autorisation, même pour la première fois devant la Cour de cassation?—Oui.—Cass. 28 brum. an VI, 16 pluv. an XII, 2 mai 1808, 21 juill. 1813, 25 juill. 1825. — Non. — Colm. 5 flor. an XI; Cass. 27 nov. 1828, 7 mai 1829, 15 avr. 1833, t. 4, p. 702, no 4, p. 723, no 13, p. 725, no 17; t. 30, p. 139, t. 36, p. 195, et t. 37, p. 216. — Il faut consulter MM. M *Q. D.* 3e éd. t. 1, p. 501 et 502; *Rép.* t. 2, p. 58 et 63, § 5; B. S. P. t. 2, p. 668, not. 15e, no 2; Carr. t. 2, p. 492, no 3407; H. P. *des Biens communaux*, p. 234; et F. L. t. 3, p. 747, § 2, no 2. — Cette question a été longuement discutée dans le J. A. *loco citato*.

115. Jugé aussi que la nullité résultante du défaut d'autorisation d'un hospice ou d'une fabrique pour plaider est d'ordre public, et frappe la procédure déjà faite, quoique l'autorisation survienne pendant le cours de l'instance; et que cette nullité peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation. — Lim. 13 fév. 1826 — Cass. 7 juin 1826, 13 fév. 1826, t. 31, p. 155.

116. *Contrà*, le défaut de l'autorisation qui doit être obtenue du préfet pour un hospice, pour intenter une action, ne produit qu'une nullité relative que l'hospice seul peut opposer. Cette nullité n'ayant pas été proposée en première instance ne peut l'être en appel, surtout si l'hospice a été autorisé sur cet appel.—Besanç. 28 flor. an XII, et 12 mars 1807, t. 4, p. 724, no 16.

117. Les habitants d'une commune qu'un jugement passé en force de chose jugée a déclaré avoir intenté une action possessoire comme jouissant individuellement et à titre particulier du terrain litigieux, ne sont pas recevables en cassation à soutenir que le maire de leur commune aurait dû les autoriser à plaider sous peine de nullité du jugement au fond.— Cass. 20 juill. 1832. Format C. Vaillant.

118 et 119. Le défaut d'autorisation d'une fabrique ne peut pas lui être opposé devant la Cour de cassation, lorsque les qualités de l'arrêt attaqué font mention de l'autorisation, et que l'on n'a pas formé opposition à ces qualités.— Cass. 1er fév. 1825, t. 29, p. 49.

120. Lorsqu'en première instance on n'a pas opposé à une commune son défaut d'autorisation, on ne peut ensuite se faire un moyen d'appel du défaut d'autorisation. — Cass. 27 mess. an VIII, t. 4, p. 714, no 8.

121 et 122. Lorsqu'une commune procède sans autorisation, les juges peuvent lui accorder un délai pour l'obtenir. — Cass. 24 déc. 1828, t. 36, p. 162.

123. L'autorisation accordée à une commune pour défendre à

une opposition tendante à remettre les parties au même état où elles étaient avant le jugement par défaut, doit rétroagir sur la procédure antérieure ; ainsi on ne peut faire resulter une nullité du défaut d'autorisation obtenue avant le commencement de l'instance. — Besanç. 23 mai 1809, t. 4, p. 738, nº 32.

124. Lorsqu'une commune ne s'est fait autoriser que sur l'appel, la procédure de première instance et le jugement qui l'a suivie sont radicalement nuls. — Besanç. 22 déc. 1808, t. 4, p. 734, nº 26. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 2, vº *comm. d'habitants*, § 7, et Q. D. vº *commune*, § 5. — Jugé de même à l'égard d'une administration publique par la Cour de Bruxelles, le 8 mars 1828.

125. Un maire ne peut, en acquiesçant à quelques chefs du jugement, couvrir cette nullité. — Besanç. 22 déc. 1808, t. 4, p. 734, nos 27 et 51.

126. Cependant est valable le jugement obtenu contre une fabrique d'église, quoiqu'elle n'ait été autorisée à plaider que depuis le commencement de l'instance, mais avant que la décision eût été rendue. — Cass. 14 mars 1833.

127. L'intervention du maire dans l'instance en cassation couvre la nullité résultante de ce que le pourvoi aurait été formé à la requête des habitants de la commune. — Cass. 21 juin 1815, t. 12, p. 501, nº 93.

128. La commune ne pourrait pas faire résulter un moyen de cassation de ce que l'autorisation n'aurait pas été obtenue en première instance, si le demandeur l'a obtenue sur l'appel, et si le jugement de première instance a été annulé par la Cour, par quelque motif que ce soit. — Cass. 17 juin 1817, t. 4, p. 754, nº 44.

129. Mais l'autorisation obtenue par une commune pour défendre à une demande en cassation, ne couvre pas le défaut d'autorisation dans la procédure antérieure. — Cass. 12 frim. an XIV, t. 4, p. 730, nº 21. — *V.* le réquisitoire de M. Merl. dans cette affaire, vº *acquiescement*, § 6, t. 1, p. 59. — *V.* aussi *Rép.* t. 2, p. 589, vº *communauté d'habitants*, nº 7 ; B. S. P. t. 2, p. 668, not. 15, nº 3 ; Carr. t. 3, p. 492, nº 3406.

130. Lorsque des communes non autorisées déclarent dans une instance acquiescer à la demande de leurs adversaires, cet acquiescement est nul et ne peut être validé par l'autorisation de plaider donnée postérieurement à ces communes. — Cass. 11 janv. 1809, t. 4, p. 735, nº 28. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 492, nº 3418.

131. Comme aussi, lorsqu'une commune a plaidé sans autorisation, son adversaire peut se pourvoir en nullité du jugement arbitral, lors même qu'il aurait déclaré dans le jugement y acquiescer. — Cass. 27 mess. an XIII, t. 4, p. 727, nº 19. — *V. suprà*, nº 114.

AUTORISATION DE FEMMES MARIÉES (1).

C. Ier. Autorisation maritale. — A. 1er. Par qui et en quel état de cause peut-elle être donnée ? 1 à 8. — A. 2. Cas où l'autorisation est nécessaire, 9 à 19. — A. 3. Cas où la femme en est dispensée, 20 à 29. — A. 4. Quand la femme est-elle censée autorisée ? Étendue de l'autorisation. Ses effets quant au mari, 30 à 58. — A. 5. Comment se requiert l'autorisation ? 59 à 71. — C. II. Autorisation de justice. — A. 1er. Quand peut-elle ou doit-elle être demandée, 72 à 84. — A. 2. Quel tribunal peut l'accorder ? Mode de demande, 85 à 89. — A. 3. Quand la femme est-elle censée autorisée par la justice ? Étendue, effet de l'autorisation, 90 à 97. — C. III. Nullité résultante du défaut d'autorisation. — A. 1er. Quand doit-elle être proposée ? 98 à 116. — A. 2. Par qui peut-elle être proposée ? 117 à 120.

(On peut consulter, J. A. t. 46, p. 321, la Revue de la jurisprudence sur l'autorisation des femmes mariées.)

Chap. Ier. *Autorisation maritale.* — Art. 1er. *Par qui et en quel état de cause elle peut être donnée ?*

1 et 2. Celui qui a subi une peine afflictive ou infamante peut-il, après l'expiration de sa peine, autoriser sa femme à ester en justice ? — L'affirmative est soutenue par M. Duranton, t. 2, p. 454, nº 507, et J. A. t. 5, p. 102, nº 78. — M. Delvinc. a embrassé l'opinion contraire.

3. Le mari peut autoriser sa femme, quoiqu'il soit pourvu d'un conseil judiciaire. — Telle est l'opinion de M. Durant. t. 2, p. 454, nº 506. Le silence du législateur sur ce point semblerait justifier cette opinion. Toutefois il paraît extraordinaire que celui qui ne peut pas plaider dans son propre intérêt sans l'assistance d'un conseil, puisse autoriser sa femme à plaider. — *V.* l'arrêt suivant.

4. Le mari auquel a été nommé un conseil judiciaire ne peut autoriser sa femme à ester en jugement qu'autant qu'il est assisté de ce conseil. — Paris, 27 août 1833, t. 47, p. 460.

5. Il n'est pas nécessaire que, dans les poursuites exercées par une femme mariée, l'autorisation du mari ou de la justice intervienne avant les actes de poursuites, ni lors de ces actes : il suffit qu'elle soit donnée dans le cours de l'instance, pourvu que ce soit avant le jugement définitif. — Cass. 13 brum. an XIV, t. 5, p. 25, nº 10.

6. Ainsi l'appel interjeté par une femme non autorisée n'est pas nul, si l'autorisation est donnée postérieurement, avant toute contestation sur l'appel. — Renn. 17 nov. 1819, t. 13, p. 271, nº 337. — Il en est de même du pourvoi en cassation. — Cass. 20 therm. an XII, et 16 prair. an XIII, t. 5, p. 17, nº 3.

7. La procédure dirigée contre une femme mariée est valable, quoique celle-ci n'ait été autorisée par son mari qu'après les premiers errements. — Bord. 31 juill. 1833, t. 46, p. 151.

8. L'autorisation d'ester en jugement, donnée par le mari à son épouse, séparée de biens, pour la première fois à l'audience, est valable, et valide toute la procédure antérieure. — Poit. 14 mars 1828, t. 35, p. 35.

Art. 2. *Cas où l'autorisation est nécessaire.*

9. Une femme ne peut ester en justice sans l'autorisation de son mari, quoiqu'elle agisse comme tutrice des enfants issus de son premier mariage. — Gren. 17 août 1831, t. 42, p. 56.

10. La femme mariée dont l'interdiction est poursuivie doit, comme en toute autre matière civile, être autorisée par son mari ou par la justice, pour ester en jugement. — Cass. 9 janv. 1822, t. 24, p. 5.

11. Une femme mariée ne peut ester dans une instance d'ordre ni y encourir aucune déchéance, sans autorisation de son mari ou de justice. — Cass. 21 avril 1828, t. 35, p. 231.

12. Une femme ne peut, sans l'autorisation de son mari ou de la justice, demander la nullité d'un appel dirigé contre elle. — Nîm. 16 janv. 1832, t. 42, p. 50.

13. L'art. 216 C. C., qui permet à la femme d'ester en justice sans autorisation, lorsqu'elle est poursuivie en matière criminelle ou de police, ne s'applique point au cas où elle est demanderesse. — Cass. 1er juill. 1808, t. 5, p. 41, nº 22. — *V.* MM. Merl. *Rep.* t. 1, p. 253 ; Haut. p. 403 ; Biret, t. 1, p. 131 ; Delvinc. t. 1, p. 338, note 12 ; B. S. P., p. 666, nº 7 ; Duranton, t. 2, p. 420, nº 453.

14. La femme séparée de corps ou de biens ne peut pas ester en jugement, sans autorisation, soit de son mari, soit de la justice. — Cass. 6 mars 1827, t. 34, p. 9. — Duranton, t. 2, p. 420, nº 423. — *V.* J. A. t. 5, p. 101, nº 75, et Merl. *Rép.* t. 1, vº *autorisation maritale*, p. 514, sect. 7, la distinction qu'il y aurait à faire entre les actions mobilières et les actions immobilières. — V. *infrà*, nº 23.

(1) *V. Appel*, 597. — *Arb.* 8, 10 *et s.* — *Aud.* 8 *et s.* — *Jug. déf.* 77. — *Jug. p. i.* 24. — *Ordre*, 90. — *Req. civ.* 99. — *Ress.* 176. — *Sais. imm.* 58 *et s.* 81 *et s.* — *Sep. c.* 6 *et s.* — *Sur.* 173 *et s.*

15. Ainsi une femme séparée de biens ne peut, sans l'autorisation de son mari, former une demande en nullité d'une adjudication par surenchère d'un acquêt de la communauté. — Renn. 24 nov. 1819, t. 5, p. 95, n° 68.

16. Une femme séparée de biens ne peut compromettre sur une action réelle sans l'autorisation de son mari ou de la justice. — Montp. 17 juill. 1827, t. 40, p. 54.

17. Lorsqu'une femme, assignée conjointement avec son mari, demande à pouvoir plaider séparément, il y a lieu d'ordonner, avant de procéder sur cette assignation, qu'elle remplisse les formalités nécessaires pour en obtenir l'autorisation. — Bruxel. 15 avril 1830. Brouckaert C. Jacquemins.

18. La femme a-t-elle besoin d'autorisation pour faire des actes extrajudiciaires? Il ne peut pas être douteux que des actes extrajudiciaires desquels il pourrait résulter un engagement, sont nuls. Les auteurs pensent généralement que la femme peut faire tous les actes qui ne sont pas à proprement parler *judiciaires*, c'est-à-dire qui ne mènent pas directement à un jugement; ainsi elle pourrait faire des oppositions, des saisies-arrêts, et tous actes conservatoires, sans pouvoir en suivre l'effet. Les art. 940 et 2194 indiquent des actes qui peuvent être faits par la femme sans autorisation, mais on ne peut appliquer à ces deux articles la maxime: *Inclusio unius est exclusio alterius* — *V.* J. A. t. 5, p. 104, n° 80 — *V.* MM. Delvinc. t. 1, p. 232, not. 8; D. C. p. 538; Duranton, t. 2, p. 428, n° 469.

19. Lorsque avant le Code civil une femme a esté en justice sans être autorisée, sous l'empire d'une législation qui le lui permettait, et que pendant le cours du procès le Code civil a été promulgué, elle ne peut plus poursuivre sans autorisation le jugement de la contestation. — Cass. 20 therm. an XII et 16 prair. an XIII — Turin, 20 mess. an XIII, t. 5, p. 17, n° 4.

Art. 3. *Cas où la femme en est dispensée.*

20. La femme étrangère n'a pas besoin de l'autorisation de son mari ou de la justice pour ester en jugement: cette formalité n'est prescrite qu'à la femme française. — Brux. 23 fév. 1808, 29 août 1811, t. 5, p. 34, n° 18.

21. Une femme n'a pas besoin d'autorisation pour défendre, lorsqu'elle est poursuivie en matière criminelle ou de police — Cass. 24 fév. 1809, t. 5, p. 45, n° 26. — *V.* M. Portalis, *Exposé des motifs*; et MM. Merl. *Rep.* t. 1, p. 523; F. L. t. 1, p. 253, n° 3; Thom. Desm. p. 17; Bibet, t. 1, p. 131; Delv. t. 1, p. 75; B. S. P. p. 664, n° 3, et Duranton, t. 2, p. 420, n° 454.

22. Ainsi la femme mariée n'a pas besoin d'être autorisée par son mari à ester en jugement pour défendre sur la demande en dommages-intérêts formée contre elle, comme dénonciatrice calomnieuse. — Cass. 31 mai 1816, t. 5, p. 76, n° 51. — M. Merl. *Rep.* t. 16, v° *aut. maritale*, sect. 7, n° 18, ne partage pas cette opinion.

23. La femme séparée de biens, ayant la libre disposition de ses capitaux, peut les placer en rente viagère sans l'autorisation de son mari. — Paris, 17 mai 1834, t. 47, p. 598. — *V. suprà*, n° 14 et suiv.

24. La femme demanderesse en divorce n'avait pas besoin d'autorisation pour intenter cette action. — Cass. 9 frim. an XI, t. 13, p. 60, n° 28.

25. Comme aussi la femme qui plaide en nullité de mariage n'est pas tenue de demander l'autorisation de son prétendu mari ou de la justice, ni d'indiquer pour son domicile dans l'exploit introductif d'instance le domicile conjugal, parce que ce serait reconnaître ce qui fait l'objet du procès, l'existence et la validité du mariage. — Cass. 31 août 1824, t. 27, p. 99.

26. La femme qui poursuit l'interdiction de son mari n'a pas besoin d'une autorisation expresse de la justice; la formalité qu'elle est obligée de remplir en ce cas renferme véritablement cette autorisation. — Toul. 8 fév. 1823, t. 25, p. 41.

27. La femme peut obtenir sans autorisation un jugement qui déclare insuffisants les motifs de refus de l'autoriser donnés par le mari. — Aix, 27 août 1827, t. 35, p. 179.

28. La femme mariée qui a donné un mandat pour poursuivre un procès dans lequel elle doit figurer peut, lors même que son mandataire est son mari, révoquer le mandat sans le consentement de celui-ci ou l'autorisation de la justice. — Caen, 15 juill. 1824, t. 28, p. 195.

29. La femme séparée de biens peut, en vertu du jugement qui prononce sa séparation, et sans autorisation spéciale, demander à être colloquée pour le montant de sa dot dans l'ordre ouvert sur le prix des biens de son mari. — Nîm. 12 juill. 1831, p. 278, t. 42.

Art. 4. *Quand la femme est-elle censée autorisée? Étendue de l'autorisation. Ses effets quant au mari.*

30. Le mari qui plaide conjointement avec sa femme est censé par cela seul l'autoriser à ester en justice. — Agen, 28 pluv. an XII. — Cass. 26 frim. an XIII et 22 avr. 1808. — Toul 27 avr. 1820. — Lyon 9 mars 1831, t. 5, p. 13, n° 2, et p. 97, n° 72. — Telle est l'opinion de tous les auteurs. — MM. Coff., Merl. *Rép.* t. 1, p. 497, sect. 5; Haut. p. 488; Bibet, t. 1, p. 183; F. L. t. 1, p. 253; Carr. t. 3, p. 212, tit. 7, et p. 216, n° 2914; et B. S. P. t. 2, p. 665 et 666.

31. Il en est ainsi lors même que la femme a un intérêt distinct. — Gren. 21 fév. 1832. Terapet C. Brumard. — Cass. 10 juill. 1811, t. 5, p. 52, n° 34. — En sens contraire, Bord. 25 août 1810, *ibid.* — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 216, n° 2914; B. S. P. t. 2, p. 666; et Haut. p. 483 et 484.

32. Comme aussi une femme est suffisamment autorisée à ester en jugement lorsque son mari est partie requérante dans l'acte d'appel. — Montp. 2 janv. 1811, t. 3, p. 192, n° 88.

33. De même une femme ne peut exciper de la nullité de l'appel qu'elle a interjeté sans y être autorisée par son mari, si celui-ci a procédé conjointement avec elle devant la Cour royale et déclaré qu'il l'autorisait à plaider. — Gren. 21 fév. 1832.

34. Le mari qui plaide contre sa femme est censé par cela seul lui donner l'autorisation nécessaire pour ester en jugement. — Nanci, 24 avril 1811. — Colmar, 14 janv. 1812, t. 5, p. 58, n° 39. — Tel est l'avis de MM. Durant. t. 2, p. 427, n° 467; Merl. t. 16, p. 97; F. L. t. 1, p. 253; Bibet, t. 1, p. 133; Delvinc. t. 1, p. 335, not. 10.

35. L'appel d'un jugement rendu en faveur d'une femme mariée est nul s'il n'a pas été signifié au mari, à l'effet d'autoriser son épouse, lors même que celui-ci figure devant la Cour comme appelant du jugement dans son intérêt personnel. — Colm. 25 avr. 1817, t. 5, p. 82, n° 56.

36. Il n'est pas nécessaire, *à peine de nullité*, que l'appel dirigé contre la femme mariée soit signifié au mari, lorsque cette femme avait déjà procédé, dans le cours du procès, en vertu d'une autorisation spéciale donnée par le mari devant le bureau de paix, pour la poursuite de l'instance alors introduite. — Montp. 1er mars 1825, t. 28, p. 111.

37. Décidé au contraire que, quoique la femme ait été en première instance autorisée par son mari, il y a nullité de l'acte d'appel signifié à elle seule et non à son mari pour l'autoriser; et cette nullité n'est pas réparée par un acte d'appel signifié au mari avant l'expiration du délai pour appeler. — Aix, 3 mai 1827, t. 36, p. 48.

38. On ne peut regarder comme valablement autorisée à ester en jugement une femme qui plaide comme procuratrice de son mari, sans représenter sa procuration. — Cass. 16 juill. 1806, t. 5, p. 27. — *V.* MM. Merl. *Rep.* t. 1, p. 497 et 511, et t. 16, p. 94 et 95; et Haut. p. 482 et 484.

39. La femme mariée peut faire annuler, pour défaut d'autorisation maritale, un jugement rendu contre elle, lorsque cette autorisation ne se trouve consignée dans aucun acte, quoique son avoué lui ait donné la qualité de *femme au-*

torisée dans un des actes de la procédure. — Colm. 19 avr. 1815, t. 5, p. 71, n° 47.

40. La femme mariée autorisée à ester en jugement peut, sans nouvelle autorisation, se présenter devant le bureau de paix pour y tenter la conciliation. — Cass. 3 mai 1808, t. 5, p. 39, n° 21. — *V.* MM. HAUT. p. 484, et B. S. P. t. 2, p. 667, not. 1, et les observations J. A.

41. On ne peut considérer comme générale et insuffisante, aux termes de l'art. 223 C. C., l'autorisation qu'un mari donne à sa femme d'ester en justice *pour toutes les affaires qu'elle a et qu'elle pourrait avoir*, surtout lorsqu'il s'agit d'une affaire déjà intentée à l'époque de cette autorisation. — Cass. 22 mai 1815, t. 5, p. 74, n° 50. — *V.* les observ. J. A.

42. L'autorisation d'ester en justice donnée par le mari à la femme séparée de biens est valable, encore que depuis la séparation de biens elle ait été anéantie pour défaut d'exécution dans le délai. — Bourges, 19 déc. 1826. Laféta C. Robinet.

43. La femme qui en première instance a été autorisée par son mari ne peut interjeter appel sans son autorisation. Les intimés peuvent demander le sursis de l'appel jusqu'à ce que la femme soit autorisée. — Bord. 13 juin 1828. Dug C. Rayonet.

44. La femme condamnée en première instance ne peut interjeter appel sans une nouvelle autorisation. — Brux. 4 mars 1829. La dame B.... contre son mari.

45. Jugé au contraire que l'autorisation donnée par le mari à sa femme en première instance n'a pas besoin d'être renouvelée en appel. — Bourges, 17 nov. 1829. Dupremont C. Saint-Hérand.

46. La femme mariée qui n'a reçu de son mari que l'autorisation de plaider en première instance et sur l'appel, a besoin d'une nouvelle autorisation pour défendre au pourvoi en cassation dirigé contre l'arrêt qu'elle a obtenu. — Cass. 14 juill. 1819, t. 5, p. 91, n° 66. — *V.* les annotations du n° 56.

47. Mais la femme autorisée par son mari à intenter toutes actions relatives à ses biens personnels et à défendre à toutes demandes, est suffisamment autorisée par cela même à défendre sur un pourvoi en cassation, sans qu'il soit nécessaire d'assigner le mari. — Cass. 2 août 1820, t. 28, p. 113.

48. Une femme ne peut, sans autorisation, se désister d'un pourvoi en cassation qu'elle avait formé conjointement avec son mari, contre un arrêt qui la concerne personnellement. — Cass. 15 juill. 1807, t. 5, p. 32, n° 16. — *V.* MM. HAUT. p. 485; CARR. t. 3, p. 214, not. 6; et B. S. P. t. 1, p. 367, not. 4, et t. 2, p. 664, not. 1.

49. Comme aussi une femme séparée de biens ne peut, sans autorisation, soit de son mari, soit de la justice, se désister d'un appel qu'elle a interjeté, ou transiger par suite de ce désistement. — Cass. 12 févr. 1828. Bellom C. de la Brière.

50. Lorsque, sur le refus de son mari, la femme séparée de corps est autorisée par justice à plaider, elle peut interjeter appel sans une autorisation nouvelle. — Poit. 21 mars 1827, t. 33, p. 65.

51. La femme autorisée par son mari pour interjeter appel l'est particulièrement pour former opposition à un arrêt par défaut rendu contre elle. — Montp. 6 mars 1828, t. 37, p. 121.

52. L'autorisation du mari donnée à la femme pour former opposition à la célébration du mariage de leur fille, suffit pour l'autoriser à ester en jugement sur l'assignation en mainlevée de cette opposition. — Limog. 15 janv. 1823, t. 25, p. 19.

53. L'autorisation donnée en justice à une femme pour obtenir un jugement contre un de ses débiteurs, lui suffit pour poursuivre par toutes voies de droit l'exécution de ce jugement. — Poit. 10 juin 1823, t. 25, p. 199.

54. L'autorisation donnée à une femme mariée, à l'effet de poursuivre sa séparation de biens, ne suffit pas pour l'autoriser à demander contre un tiers la rescision, pour cause de lésion, d'une vente d'immeubles consentie par son mari. — Paris, 13 mars 1817, J. A. t. 2, p. 474, n° 78.

55. Lorsqu'une femme a été autorisée par son mari pour ester en jugement, il lui faut une nouvelle autorisation pour pouvoir prêter le serment décisoire à elle déféré dans le cours de l'instance. — Angers, 28 janv. 1825, t. 29, p. 77.

56. Le mari qui n'est intervenu dans la cause que pour autoriser sa femme à présenter un moyen de nullité tiré de son défaut d'autorisation, n'est pas obligé, par le fait de son autorisation, d'autoriser sa femme à plaider au fond. — Colm. 2 mars 1810, t. 5, p. 48, n° 29. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 274, not. 5.

57. Le mari mis en cause uniquement pour autoriser sa femme ne peut être condamné personnellement aux dépens. — Cass. 24 vendém. an VII. — Montp. 10 flor. an XIII, t. 5, p. 11, n° 1. — On peut consulter MM. DURANTON, t. 2, p. 423, n° 461; TOULL. t. 2, p. 31, no 658; PIG. t. 1, p. 88; MERL. *Rép.* t. 16, p. 101, 103.

58. Mais le mari est responsable des dépens encourus par sa femme dans une instance relative à ses biens dotaux, lors même qu'il a refusé de l'autoriser, s'il ne s'est pas présenté devant le tribunal pour déduire les motifs de son refus; il est alors censé avoir adhéré à l'autorisation donnée par la justice. — Besanç. 28 avr. 1806, t. 5, p. 26, n° 12. — M. MERL. t. 16, émet une opinion entièrement opposée.

Art. 5. *Comment se requiert l'autorisation?*

59. Il n'est pas nécessaire que la citation à fin d'autorisation donnée par la femme à son mari soit précédée d'une sommation. — Brux. 4 mars 1829.

60. Le mari qui, sur la citation qui lui est donnée par sa femme à fin d'autorisation, ne comparaît pas, est censé la refuser. — Brux. 4 mars 1829. La dame B.... C. son mari.

61. C'est à la partie qui plaide contre une femme à requérir qu'elle soit autorisée, parce qu'à défaut de cette autorisation tout jugement obtenu contre elle est nul et peut être cassé sur la demande de la femme. — Cass. 29 mars 1808, t. 5, p. 38, n° 20. — Telle est l'opinion de tous les auteurs. — *V.* MM. MERL. *Rép.* t. 1, p. 527, sect. 8, et t. 16, p. 89; DELVINC. t. 2, p. 334; HAUT. p. 485 et 486; CARR. t. 3, p. 214 et 215, nos 2911 et 2912; et B. S. P. t. 2, p. 665, not. 6, et p. 667, n° 3.

62. Lorsque, dans le cours de la procédure de première instance, la femme qui contracte mariage ne fait pas notifier son changement d'état, mais dans les actes postérieurs prend le nom de son nouveau mari, ses adversaires sont obligés, lorsqu'ils interjettent appel, d'assigner le mari pour autoriser sa femme. — Cass. 7 août 1815, t. 5, p. 66, n° 44. — *V. nos obs.* et M. MERL. *Rép.* t. 16, p. 93; LOCRÉ, *Esp. du C. de P.* t. 2, p. 9; PAILLET, *Manuel*, p. 55, not. 10; B. S. P. t. 1, p. 133; B. S. P. p. 605, n° 4; DELVINC. t. 1, p. 333; et DURANTON, t. 3, p. 421 et 422, nos 457 et 458.

63. Est valable l'appel interjeté contre une femme mariée depuis le jugement de première instance, quoique non signifié à son mari, à l'effet de l'autoriser à plaider, si c'est par le fait de la femme même que l'appelant n'a pas connu le changement d'état de celle-ci. — Cass. 17 août 1831, t. 41, p. 645.

64. Le demandeur en cassation qui, après avoir signifié l'arrêt d'admission, assigne la femme devant la section civile, sans assigner son mari pour l'autoriser, ou se borne à sommer la femme de se faire autoriser par son mari, se trouve déchu de son pourvoi. — Cass. 7 oct. 1811 et 25 mars 1812, t. 5, p. 60, n° 40. — *V.* MERL. *Rép.* t. 16, p. 89 et suiv.; F. L. t. 1, p. 256; CARR. t. 3, p. 214, not. 8, et 215, n° 2911; BIRET, t. 1, p. 132; DELVINC. t. 1, p. 333; B. S. P. t. 2, p. 665, not. 4 et 6; DURANTON, t. 2, p. 423, n° 460.

65. De même le demandeur en cassation est déchu de son pourvoi, quoiqu'il ait fait signifier l'arrêt d'admission à la femme dans le troisième mois de sa date, si c'est seulement après ce délai qu'il a assigné le mari à l'effet de l'autoriser. — Cass. 14 juill. 1819, t. 5,

p. 91, n° 67. — *V.* Merl. *Rep.* t. 16, p. 91 et 108; F. L. t. 1, p. 254, 256; B. S. P. p. 665, not. 6, nos 2 et 3; et Duranton, t. 2, p. 422 et 423, nos 459 et 460.

66. Lorsque le mari est assigné en validité, il faut deux copies, l'une pour le mari et l'autre pour la femme. — C. T. t. 2, p. 347, 4.

67. La requête et l'ordonnance en vertu de laquelle le mari est assigné à fin d'autorisation doivent être signifiées en tête de l'assignation. — C. T. t. 2, p. 348, 9.

68. L'avoué n'a droit à aucune vacation pour la communication au ministère public. L'émolument pour cet objet est compris dans celui accordé pour prendre l'ordonnance. — C. T. t. 2, p. 348, 11.

69. L'avoué n'a pas droit non plus à l'émolument fixé par l'art. 86, § 2, du tarif, pour assistance au jugement et plaidoirie. — C. T. t. 2, p. 349, 11.

70. Lorsqu'on assigne une femme, et que l'on met en cause son mari pour l'autoriser, le jugement qui intervient est nul, s'il n'est rendu que contre la femme seulement, quoique le mari et la femme aient fait défaut. — Paris, 5 juin 1810, t. 5, p. 49, n° 30. — *V.* M. B. S. P. t. 2, p. 665, not. 4, n° 4.

71. Si la femme avait assigné sans avoir obtenu l'autorisation, le défendeur pourrait exiger que le mari fût appelé pour la donner, et le juge pourrait même l'ordonner d'office. — C. T. t. 2, p. 350, 16.

Chap. II. *Autorisation de la justice.* — Art. 1er. *Quand peut-elle ou doit-elle être demandée ?*

72. Une femme peut se faire autoriser de justice, sans avoir préalablement requis l'autorisation de son mari, quand il résulte suffisamment des circonstances que le mari la refuse. — Renn. 13 fév. 1818, t. 5, p. 87, n° 62.

73 et 74. Décidé au contraire que la femme ne peut s'adresser aux tribunaux, pour se faire autoriser, qu'après avoir mis son mari en demeure de le faire; et les tribunaux ne peuvent donner l'autorisation qu'après que le mari a déduit les causes de son refus, ou qu'il a refusé de se présenter. — Aix, 9 janv. 1810, t. 5, p. 46, n° 27. — Toul. 18 août 1827. Delhom C. Caillau-Dordat. — *V.* Carr. t. 3, p. 217, nos 2919 et 2920; D. C. p. 539; Pig. t. 1, p. 88; Haut. p. 481; et B. S. P. t. 2, p. 666, not. 11.

75. Elle ne peut, au commencement des plaidoiries, demander cette autorisation sans avoir rempli les formalités prescrites par l'art. 861 C. P. C. — Renn. 24 nov. 1819, t. 5, p. 95, n° 69.

76. Celui qui assigne une femme mariée peut-il, d'après les circonstances, faire substituer l'autorisation judiciaire à l'autorisation maritale, en justifiant de l'absence momentanée du mari? — Non. — Colm. 31 juill. 1810. — Oui. — Agen, 31 juill. 1806, t. 5, p. 28, n° 14. — Pour l'affirmative, *V.* Poth. *Tr. de la puissance du mari*, § 3, n° 12; Merl. t. 1, p. 511, sect. 7, n° 1; Delvinc. t. 1, p. 340, not. 15; Toull. t. 2, p. 28, n° 651; F. L. t. 1, p. 253; Duranton, t. 2, p. 453, n° 504; Haut. p. 582; Carr. t. 3, p. 220, nos 2925 et 2926; et B. S. P. t. 2, p. 666. — *V.* aussi MM. Pig. t. 1, p. 89; D. C. p. 540.

77. Une femme a besoin d'autorisation pour ester en justice, lorsque l'absence de son mari est déclarée. La femme, en cas d'absence de son mari, a l'administration de la communauté d'après l'art. 124 C. C.; mais d'après l'art. 863 C. P. C., la femme qui vend dans le cas d'absence de son mari doit être autorisée par justice. — *V.* Carr. t. 3, p. 220, n° 2924; et J. A. t. 5, p. 102, n° 77.

78. Lorsque le mari est mineur ou condamné à une peine afflictive ou infamante, le juge peut donner l'autorisation sans qu'il ait été entendu ou appelé. — C. T. t. 2, p. 349, 14.

79. En l'absence du mari, la femme autorisée de justice peut intenter une action en répétition de ses droits héréditaires. — Gren. 11 mai 1821. Perrier C. Dintre.

80. La femme peut, en l'absence de son mari, être autorisée par la justice à vendre un immeuble dépendant de leur communauté, pour éviter les frais à faire pour parvenir à l'expropriation de cet immeuble. — Bourg. 13 fév. 1830, t. 40, p. 78.

81. Une femme doit être autorisée par justice, pour défendre à l'assignation contre elle dirigée par son mari, à raison d'une obligation dont elle est tenue personnellement. — Bord. 8 juin 1831, t. 41, p. 696.

82. La femme autorisée par justice à former une action en séparation de biens contre son mari, ne peut s'en désister sans l'autorisation de la justice; celle du mari serait insuffisante. — Cass. 14 fév. 1810, t. 5, p. 47, n° 28. — M. Delvinc. t. 1, p. 335, n° 11, fait sur cet arrêt une critique qui a été réfutée par M. Duranton, t. 2, p. 431 et 432, n° 473. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 254; Haut. p. 485; Biret, t. 1, p. 132; Carr. t. 3, p. 214, n° 6; et B. S. P. t. 1, p. 367, n° 4; et t. 2, p. 661, n° 1, et 665, n° 5.

83. Une femme mariée peut, avec l'autorisation de son mari, aliéner ses immeubles pour tirer son mari de prison; elle n'a pas besoin de l'autorisation de la justice. — Cass. 8 nov. 1814, t. 5, p. 70, n° 46. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 256; et Duranton, t. 2, p. 430, n° 472.

84. Un tribunal saisi d'une demande en autorisation de la part d'une femme qui veut faire prononcer la nullité de son mariage, ne peut pas refuser cette autorisation par des motifs puisés dans le mérite des moyens de la demande qu'elle aurait surabondamment énoncés dans sa requête. — Renn. 24 août 1814, t. 21, p. 103, v° *sép. de biens*, n° 25.

Art. 2. *Quel tribunal peut accorder l'autorisation ? Mode de demande.*

85. En cas de poursuite contre la femme, si le mari ne donne pas l'autorisation, le tribunal y supplée sans autres formalités. — C. T. t. 2, p. 347, 3.

86. Lorsqu'une femme est actionnée devant un tribunal de commerce, l'autorisation d'ester en justice peut lui être accordée par ce tribunal. — Colm. 31 juill. 1810. — Brux. 29 août 1811. — Cass. 17 août 1813, t. 5, p. 28, n° 15.

87. Le juge de paix ne peut autoriser une femme qui comparaît en conciliation devant lui, ni à plaider, ni à compromettre sur l'action dirigée contre elle; ce droit n'appartient qu'au tribunal civil, juge de l'action. — Montp. 17 juill. 1827, t. 40, p. 54.

88. L'autorisation donnée à une femme de convoquer le conseil de famille pour nommer un tuteur à l'interdiction de son mari est nulle, si elle est accordée par le président, au lieu de l'être par le tribunal. — Bord. 14 avr. 1806, t. 5, p. 25, n° 11. — *V.* Merl. *Rep* t. 16, p. 105, sect. 8, n° 2 *ter.*

89. La femme, dans sa requête en autorisation, doit-elle constituer un avoué? — Nous ne pensons pas, dit M. Carr. t. 3, p. 217, n° 2922, que le ministère des avoués soit de rigueur en cette procédure; cependant, ajoute-t-il, les parties peuvent en constituer si elles le jugent convenable. Telle est aussi l'opinion de M. D. C. p. 539 et 540. — J. A. t. 5, p. 101, n° 76.

Art. 3. *Quand la femme est-elle censée autorisée par justice ? Etendue, effet de l'autorisation.*

90. L'autorisation du juge, nécessaire à la femme non autorisée de son mari à l'effet d'ester en jugement, peut être donnée d'une manière implicite et virtuelle. — Brux. 19 mars 1814.

91. Jugé au contraire que l'autorisation donnée par le juge à la femme non mariée doit être expresse, et ne peut s'induire de cela seul que le tribunal de première instance a entendu les plaidoiries, et statué sur le fond du procès. — Turin, 20 mess. an XIII, t. 5, p. 17, n° 5.

92. Lorsque, sur le refus du mari, la justice autorise une femme séparée de biens à vendre la totalité ou une partie de ses immeubles pour se libérer, le jugement d'autorisation doit fixer la manière de procéder à la vente et indiquer l'emploi du prix. — Lyon, 6 mars 1811, t. 5, p. 56, n° 38. — *V.* Carr. t. 3, p. 217, n° 2917; et D. C. p. 533.

93. La femme séparée de biens et autorisée en justice à la poursuite de ses droits n'a pas besoin d'une autorisation nouvelle pour produire à l'ordre ouvert sur son mari. — Colm. 3 avr. 1816, t. 17, p. 305, vo *ordre*, no 185.

94. L'ordonnance du tribunal qui permet à la femme de convoquer un conseil de famille pour délibérer sur la demande en interdiction qu'elle dirige contre son mari, l'autorise suffisamment à ester en justice afin de poursuivre cette interdiction. — Rouen, 16 flor. an XIII, t. 5, p. 25, no 8.

95. Lorsqu'une femme, après avoir présenté requête au président, à l'effet d'être *autorisée à assigner son mari en séparation de corps, et à procéder sur sa demande*, obtient une ordonnance portant permis d'assigner, elle est par cela seul suffisamment autorisée à poursuivre l'instance de séparation. — Colm. 12 déc. 1816, t. 5, p. 81, no 55.

96. La femme autorisée par le président du tribunal à procéder sur la demande en séparation de corps, n'a pas besoin d'une nouvelle autorisation de justice à l'effet de plaider sur la validité d'une saisie-arrêt qu'elle a fait pratiquer à charge de son mari, en vertu d'un jugement qui lui accorde une provision alimentaire. — Brux. 27 fév. 1824.

97. Une autorisation par justice ne peut avoir l'effet de valider des actes antérieurs. — Toul. 18 août 1827. Delhom C. Caillau Dordat.

Chap. III. *Nullité résultante du défaut d'autorisation.*—Art. 1er. *Quand doit-elle être proposée?*

98. La femme autorisée par justice, et qui a agi en vertu de cette autorisation, n'est pas fondée à prétendre plus tard qu'elle a été irrégulièrement autorisée.—Bourges, 19 avr. 1829, t. 37, p. 194.

99. La femme dont l'interdiction est poursuivie, et qui a exécuté le jugement qui lui nomme un conseil judiciaire, ne peut faire annuler ce jugement en se fondant sur ce qu'elle n'aurait pas été autorisée expressément à ester en justice. — Cass. 9 juin 1829. Baudre C. Sonot.

100. Une femme qui avant l'introduction de l'instance était veuve, et qui pendant l'instance et avant le jugement a contracté un second mariage, ne peut être reçue à attaquer ce jugement pour défaut d'autorisation maritale, lorsqu'il est constant qu'elle n'a pas fait connaître son changement d'état. — Toul. 27 avr. 1820, t. 5, p. 96, no 71.

101. Le mari qui a tenu son mariage secret ne peut attaquer les actes de sa femme pour défaut d'autorisation. — Cass. 30 août 1808, t. 5, p. 43, no 25. —. *Voy.*, pour la négative, MM. Poth. *Tr. de la puissance du mari*, nos 28 et 54; Delv. t. 1, p. 334, et Durant. t. 2, p. 484, nos 462 et 463.

102. Une femme mariée ne peut se faire un moyen, pour décliner la juridiction du tribunal de commerce, de ce qu'elle n'était pas autorisée de son mari dans les actes de commerce qu'elle faisait. — Son mari n'est pas mieux fondé à invoquer ce défaut d'autorisation. — Gren. 31 août 1818, t. 5, p. 90, no 65.

103. Le défaut d'autorisation d'une femme, figurant comme créancière dans une expropriation forcée poursuivie contre son mari, ne peut être opposé par celui-ci pour faire annuler les procédures auxquelles elle a été partie. — Besanç. 29 germ. an XII, t. 5, p. 22, no 6.

104. Lorsque le ministère public fait casser, dans l'intérêt de la loi, le jugement qui a accueilli une action formée sans autorisation, le défendeur qui n'a pas réclamé contre le défaut de qualité de son adversaire ne peut profiter de cette annulation. — Cass. 1 juill. 1808, t 5, p. 41, no 23. — *V.* MM. Merl. *Rep.* t. 1, p. 253; Haut. p. 483; Biret, t. 1, p. 131; Delvinc. t. 1, p. 338, not. 12; B. S. P. p. 666, no 7; Durant. t. 2, p. 420, no 453.

105. Celui qui est cité devant les tribunaux de police par une femme non autorisée, ne peut, lorsqu'il a succombé, se faire un moyen de cassation de ce défaut d'autorisation. — Cass. 26 août 1808, t. 5, p. 42, no 24. — *V.* M. B. S. P. t. 2, p. 667, not. 3.

106. Lorsqu'une femme, plaidant sans autorisation, a obtenu gain de cause, le jugement ne peut pas être annulé à son préjudice, sous le seul prétexte de l'absence de cette autorisation. — Cass. 29 prair. an XII, t. 5, p. 23, no 7. — *V.* M. Merl. *Rep.* t. 16, p. 89.

107. La nullité provenante du défaut d'autorisation peut être proposée par la femme en tout état de cause. — Bord. 1er mars 1826, t. 31, p. 154.

108. Lorsqu'une femme mariée non autorisée a été condamnée par jugement contradictoire, elle ne peut, après l'expiration des délais d'appel, se pourvoir par action principale pour faire anéantir ce jugement. — Jugem. du 7 octobre 1812, t. 15, p. 101, vo *jugement*, no 109. — *V.* MM. Ponc. t. 1, p. 206; Toull. t. 10, p. 165, et Merl. *Rep.* t 6, p. 637.

109. Une femme mariée qui a figuré dans un jugement contradictoire sans l'autorisation de son mari ne peut se pourvoir contre ce jugement que par appel, et non par action principale; et elle est forclose du droit de l'attaquer, si elle laisse expirer le délai d'appel. — Cass. 27 oct. 1812, t. 5, p. 65, no 42.

110 et 111. Le défaut d'autorisation de la femme mariée pour ester en jugement peut lui être opposé pour la première fois en cause d'appel, alors même que c'est son mari qui plaide contre elle. — Toul. 8 fév. 1823, t. 25, p. 41.

112 et 113. Le mari qui a plaidé contre sa femme en première instance et en appel, sans lui opposer qu'elle n'était pas autorisée, est non recevable à s'en faire un moyen de cassation. — Cass. 16 nov. 1825, t. 32, p. 31.

114. Le pourvoi en cassation d'une femme mariée non autorisée n'est pas irrévocablement nul et non recevable; il y a lieu seulement à surseoir jusqu'à ce qu'elle ait obtenu l'autorisation. — Cass. 20 ther. an XII, 16 prair. an XIII, t. 5, p. 17, no 3. — Il en est de même de l'acte d'appel. — Renn. 17 nov. 1819, t. 13, p. 271, no 337. — Telle est l'opinion de tous les auteurs. — *V.* MM. Durant. t. 2, p. 425, no 461; Merl. *Rep.* sect. 8, t. 1, p. 527, et t. 16, p. 89 et 108, et vo *effet rétroactif*, sect. 3, § 2, art. 5, no 4, p. 231 et 232; Toull. t. 2, p. 16, no 620; Haut. p. 482 et suiv.; Carr. t. 3, p. 214, no 2909, et p. 216, no 2913; et B. S. P. t. 2, p. 666, no 8

115. La nullité résultante de ce que dans un acte d'opposition la femme ne s'est pas dite autorisée, est couverte par la comparution du mari en justice pour ratifier cet acte d'opposition. — Rome, 5 oct. 1810, t. 12, p. 636, no 35.

116. L'annulation du jugement rendu contre la femme non autorisée peut être prononcée par la Cour royale, quoique l'acte d'appel ait été signifié par la femme sans être autorisée de son mari, et que la Cour prononce en conséquence la nullité de cet acte d'appel. — Colm. 19 avr. 1815, t. 5, p. 71, no 48. — Cette décision ne doit pas faire jurisprudence. — *V.* J. A. *ibid.*

Art. 2. *Par qui peut-elle être proposée?*

117. La nullité résultante du défaut d'autorisation du mari à sa femme, pour paraître en justice, ne peut être opposée que par elle, le mari, ou les héritiers. — Paris, 28 germ. an XIII, p. 488, no 29.

118 et 119. Les créanciers de la femme ne peuvent pas opposer son défaut d'autorisation. — Brux. 30 janv. 1808. — Angers, 18 déc. 1809. — Turin, 30 nov. 1811, t. 5, p. 33, no 17. — Gren. 2 août 1827. Jacob C. Mayousse. — *V.* MM. F L. t. 1, p. 256, et B. S. P. t. 2, p. 667, no 3.

120. La nullité fondée sur le défaut d'autorisation du mari ne peut être opposée que par la femme, par le mari, ou par leurs héritiers, et non par le tiers acquéreur des biens du mari, pour faire annuler une surenchère formée par cette femme. — Gren. 11 juin 1825, t. 31, p. 76.

AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. *V.* *Except.* 38, 145 et *tribunaux.*

AVOCAT (1).

(On lira avec beaucoup d'intérêt une Revue faite par M. Adolphe Billequin, l'un des rédacteurs du Journal des Avoués, sur la profession d'avocat, dans le t. 47, p. 389.)

CHAP. Ier. *Organisation.*—Art. 1er *Règlement. Serment. Stage. Inscription au tableau.*

1. C'est au gouvernement à faire les règlements sur la discipline du barreau. — Cass. 15 janv. 1829, t. 36, p. 262.

1 *bis*. Décret contenant règlement sur la profession d'avocat et la discipline du barreau. — 14 déc. 1810, t. 5, p. 110.

2. Ordonnance du roi concernant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau. — 20 nov. 1822, t. 24, p. 321.

3. Ordonnance du roi contenant des dispositions sur l'exercice de la profession d'avocat.—27 août 1830, t. 39, p. 247.

4. Ordonnance du roi, du 10 sept. 1817, qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats aux conseils du roi et à la Cour de cassation, l'ordre des avocats au conseil et le collége des avocats à la Cour de cassation, fixe irrévocablement le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre. — J. A. t. 5, p. 192, nº 40. — On peut voir, t. 5, p. 113, un extrait du décret réglementaire du 22 juill. 1806, sur les affaires contentieuses portées au Conseil d'état. Il faut aussi consulter, au mot *Conseil d'état*, les ordonnances relatives à la publicité des audiences et à la plaidoirie devant le Conseil d'état.

5. Les mémoires que les parties voudront produire pour des affaires de nature contentieuse du ressort du ministère de l'intérieur, devront être signés par elles ou par un avocat aux conseils du roi et à la Cour de cassation, et toute autre démarche ne pourra être faite que par la partie ou son avocat aux conseils du roi — Arrêté minist. 22 juill. 1824, t. 27, p. 59.

6. Décret du 24 juin 1808 qui règle de quelle manière et par quels avocats il doit être procédé à l'instruction des demandes relatives aux majorats. — J. A., t. 5, p. 164, nº 22.

7. Les actes de prestation du serment prescrit aux avocats, par la loi du 22 ventôse an XII, sont passibles d'un droit d'enregistrement. — Cass. 19 therm. an XIII, 11 sept. 1811, t. 5, p. 147, nº 12. — *V.* M. MERL. t. 1, p. 460.

8. Les avocats qui sont assujétis, par le décret du 31 mai 1807, à payer un droit de 15 fr. pour la prestation de serment, lors de leur entrée en fonctions, ne sont pas assujétis au même droit pour le nouveau serment ordonné par le décret réglementaire du 6 juill. 1810. — Cass. 17 avr. 1816, t. 5, p. 190, nº 39.

9. Tout avoué démissionnaire doit faire les années de stage exigées par l'ordonnance, avant d'être inscrit sur le tableau des avocats, qu'il soit ou non licencié, qu'il ait ou non exercé la profession d'avocat avant de se faire recevoir avoué. — Cass. 1er mars 1827, t. 33, p. 56.

10. Le licencié en droit qui a prêté serment d'avocat devant un tribunal de première instance est tenu de prêter un nouveau serment pour plaider devant une Cour royale. — Brux. 18 juill. 1832 Juspin C. min. pub.

11. La qualité d'*avocat à la Cour royale* n'appartient pas à celui dont le nom a été rayé du tableau de l'ordre par une délibération du conseil de discipline; il peut seulement prendre le titre d'*avocat*. — Lyon, 14 fév. 1834, t. 47, p. 571. — Le droit de consulter ne peut lui être interdit.— *V.* cependant les observations jointes à cet arrêt.

12. Pour être admis à consulter et à plaider devant une Cour royale, il ne suffit pas d'avoir le titre d'*avocat*, ou de se dire *défenseur près du tribunal de commerce*, fonctions que la loi ne reconnaît pas. Il faut être inscrit au tableau. — Lyon, 14 fév. 1834, t. 47, p. 571. —*V. ibid.* les observations.

13. Un avocat étranger ne peut pas être admis en France à l'exercice de la profession d'avocat.— Décis. du cons. de discipline de Gren. 6 fév. 1830, t. 38, p. 257.

Art. 2. *Prérogatives et devoirs.*

14. Les avocats ont-ils le droit d'assister aux audiences de huis clos? — L'affirmative de cette question est soutenue t. 5, p. 206, nº 54.

15. Un mémoire sur procès doit être revêtu de la signature d'un avocat ou d'un avoué, pour être dispensé de la formalité de la déclaration et du dépôt préalable à la direction de l'imprimerie et de la librairie.— Cass. 21 oct. 1825, t. 33, p. 151.

16. L'avocat qui a été le conseil d'un accusé peut être entendu comme témoin. — Cass. 22 fév. 1828. Patorni C. le ministère public.

17. Mais un avocat ne peut, en qualité de témoin, déposer des faits qui ne lui ont été confiés qu'à raison de son ministère.—Rouen, 5 août 1816, 9 juin 1825, t. 30, p. 327.—*V.* L. 1. 1er, ff. *de prævaric.* et 25 ff. *de testibus.*

18. Ainsi un avocat, appelé comme témoin dans une instance relative à des faits qui lui avaient été confiés à raison de son ministère, peut annoncer au tribunal qu'il ne se considérera point obligé par ce serment à déclarer comme témoin ce qu'il ne sait que comme avocat.— Cass. 20 janv. 1826, t. 30, p. 417.

19. Ainsi donc un avocat peut être tenu de déposer devant une Cour d'assises, en prêtant serment de parler des faits qui sont venus à sa connaissance autrement que par l'exercice de sa profession.— Cass. 14 déc. 1827, t. 34, p. 74.

20. L'avocat ne peut pas s'associer avec son client pour acquérir des biens dont ce dernier l'a chargé de poursuivre l'expropriation forcée. — Cass. 11 mars 1807, t. 5, p. 156, nº 17.

21. Cependant l'avocat et le client peuvent valablement faire une transaction pour couvrir les vices d'une pareille société. — Cass. 11 mars 1807, t. 5, p. 157, nº 18.

22. Un avocat peut-il se rendre cessionnaire d'une créance litigieuse? — M. CARR. *Compét.* t. 1, p. 165, professe la négative. — T. 43, p. 499.

23. Le ministère public ne peut, par voie d'action, demander la nullité d'une cession de droits litigieux consentie à un avocat.— Cass. 29 fév. 1832, t. 43, 499.

---

(1) *V. Appel*, 99, 100, 282, 365. —*Arb.* 104, 144.—*Cons. d'état*, — *Avoués*, 16, 17, 32, 119, 213, 215, 218, 255, 274 —*Cass.* 174.—*Dépens*, 220, 245, 198.—*Des.* 32 *et s.*—*Enq.* 277, 318, 415.—*Exp.* 103 *bis.* — *Exploit*, 97. — *Jug.* 20, 63 *et s.* 110 *et s.* 414 *et s.*—*Min. p.* 3 *et s.* —*Off.* 9. — *Plaid.* 38 *et s.*—*Pr. à part.* 5.—*Req. civ.* 109 *et s.*—*Tier. opp.* 37 *bis.*

Chap. II. *Ministère de l'avocat.* — Art. 1er. *En matière civile.* — § 1er. *L'Etat peut-il l'employer?*

24. L'Etat peut faire plaider sa cause par un avocat, et alors le ministère public n'est plus partie principale. — Bourg. 7 fév. 1828, t. 37, p. 121.

25. Les préfets peuvent, dans les causes domaniales, se faire représenter devant les tribunaux par un avocat et un avoué. — Nanci, 28 mars 1831, t. 40, p. 228.

26. Décidé au contraire que, dans les affaires qui intéressent l'Etat, les préfets ne peuvent pas se faire représenter par un avoué ou un avocat. — Nanci, 21 et 28 juin 1830, t. 39, p. 196. — *V.* des arrêts conformes, vo *avoué*, nos 99 à 116, mais surtout le no 113.

§ 2. *Peut-il être nommé d'office?*

27. L'art. 41 du décret du 14 décembre 1810, qui prescrit à la Cour de désigner en matière civile, s'il y a lieu, un défenseur à la partie qui n'en trouve point, n'a point été abrogé par la loi sur le serment des avocats. — Orl. 8 déc. 1821, t. 5, p. 206, no 53.

28. Décidé cependant qu'en matière civile, l'avocat ne peut jamais être forcé de plaider une cause sur la désignation du tribunal ou du conseil de l'ordre; quoiqu'il ait conseillé d'établir le procès, on ne peut lui faire rendre compte de ses motifs d'abstention. — Riom, 11 juill. 1828, t. 35, p. 1.

29. Les avocats à la Cour de cassation, comme ceux des autres Cours et tribunaux, ne sont point passibles de dommages-intérêts pour avoir refusé leur ministère dans des causes qui ne leur paraissaient pas justes, lorsque d'ailleurs on ne peut leur reprocher une négligence ou un refus tardif qui aient compromis les intérêts de leurs clients. — Cass. 6 juill. 1813, t. 5, p. 183, no 35. — Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 290, no 5; Merl. *Rep.* t. 15, p. 34 et suiv.

Art. 2. *En matière criminelle.*

30. Encore que l'art. 161 du Code des délits et des peines défende à la personne citée devant les tribunaux de police de s'y faire assister d'un conseil ou d'un défenseur officieux, rien n'empêche, si elle ne comparaît pas en personne, qu'elle se fasse représenter par un avocat, comme fondé de pouvoir spécial. — Cass. 31 oct. 1806, t. 5, p. 156, no 16. — Un arrêt de la Cour de cass. du 20 nov. 1822 décide qu'en cette matière l'inculpé peut se faire assister d'un défenseur.

31. Le prévenu cité devant un tribunal correctionnel peut, sans être tenu de comparaître en personne, faire présenter des exceptions préjudicielles par son avocat. — Cass. 12 juin 1829, t. 40, p. 84.

32. On peut ordonner que l'accusé ne communiquera avec son avocat qu'en présence du geôlier, la loi n'ayant rien prescrit sur le mode de cette communication. — Cass. 12 juill. 1810, 21 août 1818, t. 5, p. 170, no 27.

33. Lorsque l'avocat dont un accusé a fait choix refuse de le défendre aux débats, celui-ci ne peut pas dans la suite se faire un moyen valable de cassation de ce que le président ne lui en nomme pas un autre. — Cass. 25 fév. 1813, t 5, p. 177, no 31.

34. Pareillement, lorsque l'avocat nommé d'office n'assiste point aux débats, l'accusé ne peut se prévaloir de son absence pour demander la nullité de la procédure. — Cass. 9 fév. 1816, t. 5, p. 189, no 38.

35. Comme aussi le défaut de défense d'un accusé n'emporte pas nullité, si le défenseur n'a pas été mis dans l'impossibilité d'assister l'accusé par un fait personnel au procureur général, au président, ou à la Cour d'assises : ainsi il n'y a pas nullité dans le cas où l'accusé a refusé le défenseur nommé d'office, et où le défenseur lui-même a refusé de défendre —Cass. 3 oct. 1822, t. 24, p. 308.

36. Le condamné qui, à la première audience de la Cour d'assises, a pris un avocat qui l'a assisté pendant tout le cours des débats, ne peut prétendre qu'on a violé à son égard l'art. 294 C. I. C., qui veut que le président désigne un conseil à l'accusé. — Cass. 21 août 1818, t. 5, p. 196, no 44.

37. L'accusé doit être assisté d'un avocat, non-seulement lors des débats qui précèdent la déclaration du jury, mais encore lorsqu'il s'agit de plaider, à la suite de cette déclaration, sur la qualification du fait ou sur l'application de la loi. — Cass. 22 avr. 1813, t. 5, p. 180, no 33. — V. *ibid.* un avis conforme.

38. Lorsque l'accusé a été assisté d'un avocat de son choix, il n'est pas nécessaire que le procès-verbal mentionne qu'il lui a été demandé par le président s'il avait fait ce choix. — Cass. 21 fév. 1818, t. 5, p. 195, no 41.

39. Il ne peut résulter d'ouverture à cassation du défaut d'assistance d'un avocat pour un accusé, s'il résulte du procès-verbal de la séance que des observations sur l'application de la peine ont été présentées tant pour son coaccusé que pour lui. — Cass. 3 avr. 1818, t. 5, p. 195, no 42.

40. Lorsque deux prévenus sont accusés du même crime, et que leurs défenses sont communes, le vœu de la loi est rempli en nommant à chacun d'eux le même avocat. — Cass. 28 mai 1818, t. 5, p. 196, no 43.

41. L'art. 295 C. I. C. qui permet à l'accusé de choisir son défenseur parmi les avocats et avoués du ressort de la Cour royale, a été modifié par l'art. 10 du décret du 14 déc. 1810, aux termes duquel l'avocat qui exerce près d'un tribunal de première instance ne peut plaider hors du département, sans l'autorisation du ministre de la justice. — Cass. 3 oct. 1822, t. 24, p. 308.

Nota. Cette décision serait aujourd'hui inapplicable depuis l'ordonnance du 27 août 1830, *suprà*, no 3.

42. Comme aussi aucune loi n'oblige, sous peine de réprimande ou d'avertissement, un avocat nommé d'office par un conseil de guerre, de défendre l'accusé dont on lui a confié les intérêts, et il ne doit compte de sa conduite qu'au conseil de l'ordre des avocats, s'il en est requis. — Cass. 13 juill. 1825, t. 29, p. 166.

Chap. III. *Honoraires.*

43. Les avocats ont une action en justice pour le paiement de leurs honoraires. — Bourg. 26 avr. 1830, t. 39, p 7. — La Cour de Cassation a implicitement jugé la même question dans un arrêt du 6 avr. 1830, t. 39, p. 294. — C. T. t. 1, p. 164, 26.

44. Les tribunaux sont compétents pour connaître de la demande formée par un avocat en paiement de ses honoraires. — Aix, 12 mars 1834, t. 46, p. 219.

45 et 46. L'action d'un avocat en paiement de ses honoraires n'est pas prescrite au bout de deux ans. — C. T. t. 1, p. 170, 29.

47. L'avoué qui a payé les honoraires de l'avocat a une action en répétition contre le client. — C. T. t. 1, p. 165, 27. — *V.* de nombreuses décisions sur cette question, au mot *avoué*, no 213 et s.

48. Circulaire du 13 fév. 1823, de Mgr le garde des sceaux, qui décide qu'il n'est accordé aucuns honoraires aux avocats pour plaider les causes sommaires, et qu'un droit proportionnel seul peut être perçu par l'avoué dans ces sortes d'affaires. — J. A. t. 9, p. 296, vo *depens*, no 132.

49. Lorsque l'avocat a plaidé pendant plusieurs audiences, le droit fixé par l'art. 80 du tarif lui est dû par chaque journée de plaidoirie. — Bourg. 24 août 1829, t. 37, p. 319. — *V.* une opinion contraire, C. T. t. 1, p. 158, 20.

50. De même, l'avoué qui plaide lui-même ne doit pas obtenir autant de fois l'émolument fixé par l'art. 86, § 2, qu'il y a eu de jours de plaidoirie. — C. T. t. 1, p. 161, 23.

51. Lorsque c'est l'avoué qui plaide, dans le cas où la loi l'y autorise, il ne peut accumuler l'émolument fixé par l'art. 86 du tarif, § 2, avec celui fixé par le § 1er du même art. — C. T. t. 1, p. 161, 22.

52. L'avoué qui a plaidé la cause peut exiger de son client des honoraires particuliers, indépendamment de ceux qui lui sont al-

loués par le tarif. — C. T. t. 1, p. 161, 24. — V. *avoué*, n° 20.

53. De ce que l'art. 80 fixe l'honoraire pour la plaidoirie de l'avocat, il n'en faut pas conclure que l'avocat n'ait droit qu'à ce modique honoraire. — C. T. t. 1, p. 154, 12.

54. Si l'avocat dont les soins et le travail sont payés à part ne réclame pas le droit fixé par le tarif, l'avoué ne doit point profiter de ce droit. — C. T. t. 1, p. 154, 13.

55. Une partie peut répéter les honoraires dont son avocat et son avoué lui ont fait la remise. — C. T. t. 1, p. 172, 34.

56. Un avocat qui a géré les affaires d'autrui n'est pas fondé à réclamer le *dixième* pour ses avances ou ses honoraires; il ne le pourrait, en qualité d'agent ou mandataire, qu'en vertu d'une convention expresse. — Renn. 24 août 1811, t. 5, p. 176, n° 29.

57. Lorsqu'un arrêt, en rejetant la demande en divorce formée par une femme, met les frais par elle exposés à la charge de la communauté, l'avocat qui lui a prêté son ministère ne peut, à raison de ses honoraires et de ses avances, se prétendre créancier du mari et agir contre lui par voie de saisie-arrêt. — Brux. 8 juill 1807, t. 5, p. 158, n° 19.

58. Le juge de paix est compétent pour connaître d'une action en paiement d'honoraires intentée par un avocat, lorsque la somme demandée n'excède pas le taux fixé par la loi pour les actions ordinaires. — Cass. 6 avril 1830, t. 39, p. 293. — *V.* aussi C. T. t. 1, p. 172, n° 33.

59. L'avocat qui a plaidé une cause dans divers tribunaux doit réclamer les honoraires que lui doit son client devant tous ces tribunaux, et chacun ne peut statuer que sur la portion d'honoraires gagnée devant lui. — Brux. 24 déc. 1829 et 14 janv. 1830, t. 40, p. 287.

60. Toutefois la Cour devant laquelle un avocat exerce peut statuer sur les honoraires qui lui sont dus dans des affaires qui n'ont pas été portées en justice. — Brux. 24 déc. 1829, et 14 janv. 1830, t. 40, p. 287.

61. Le juge devant lequel on peut se pourvoir, aux termes de l'art. 43 du décret du 14 déc. 1810, en cas de réclamation contre la décision d'un conseil de discipline relativement aux honoraires d'un avocat, est celui sous la juridiction de qui se trouve le conseil de discipline auquel cet avocat est soumis. — Brux. 12 juill. 1828.

62. Ainsi, lorsque le conseil de discipline auquel est soumis l'avocat se trouve immédiatement sous la juridiction d'une Cour, c'est à cette Cour qu'il faut se pourvoir en cas de réclamation contre la décision du conseil. — Brux. 12 juill. 1828.

63. Les parties peuvent, au lieu de soumettre d'abord au conseil de discipline les contestations élevées entre elles sur la fixation des honoraires réclamés, s'adresser directement au juge dont parle l'art. 43 cité. — Brux. 12 juill. 1828.

64. L'avocat qui traite avec la régie des douanes du montant de ses honoraires, dans les procès qu'elle aurait à intenter et à défendre, doit se pourvoir par la voie administrative pour faire exécuter cette convention. — Cass. 18 niv. an XII, t. 5, p. 138, n° 5.

65. Lorsqu'un avocat s'adresse aux tribunaux pour obtenir le paiement de ses honoraires, et que le client contre lequel cette demande est dirigée soutient que l'avocat ne lui a pas remis les pièces qui lui avaient été confiées, ce dernier peut être soumis au serment décisoire pour attester la restitution de ces pièces. — Aix, 12 mars 1834, t. 46, p. 219. — V. *ibid.* des observations contraires.

66. S'il s'élève des difficultés relativement à la quotité des honoraires entre l'avocat et son client, c'est au conseil de discipline de l'ordre des avocats que la connaissance doit en être déférée; et la décision du conseil, en cas de réduction, ne peut être attaquée par la voie de l'appel de la part de l'avocat. — C. T. t. 1, p. 171-31.

67. Lorsque, sur une demande en paiement d'honoraires d'un avocat, le tribunal a renvoyé les parties devant le conseil de discipline pour être ensuite statué ce qu'il appartiendra, la décision qui est rendue en conséquence par le même tribunal remplissant les fonctions du conseil de discipline n'en doit pas moins revenir devant lui statuant comme tribunal. — C. T. t. 1, p. 171-32.

Chap. IV. *Poursuites disciplinaires.* — Art. 1er. *Organisation du conseil de discipline.*

68 et 69. Le tribunal dont le barreau ne se compose que de cinq avocats doit, même depuis l'ordonnance du 27 août 1830, remplir les fonctions de conseil de discipline de l'ordre. — Colm. 17 déc. 1833. — Cass. 18 juill. 1834, t. 46, p. 311; t. 47, p. 441. — V. *ibid.* une consultation.

70. Lorsque des membres d'un conseil de discipline s'abstiennent de participer à une délibération intéressant leur ordre, ceux qui y concourent ne sont pas tenus de prononcer sur leurs motifs d'excuse, surtout après avoir tacitement approuvé leur retraite. — Caen, 8 janv. 1830. Me Seminel C. le proc. général.

71. Toute délibération d'un conseil de discipline d'avocats doit, à peine de nullité, être rendue par deux tiers des membres au moins. — Caen, 8 janv. 1830. Me Seminel C. le proc. général.

72. L'élection du conseil de discipline d'un ordre d'avocats est nulle, si des avocats stagiaires ou non inscrits au tableau y ont participé. — Bourg. 13 mars 1834, t. 47, p. 427. — V. *ibid.* les observations.

73. La décision d'une Cour royale, sur la validité de l'élection d'un conseil de discipline d'avocats, doit être rendue par toutes les chambres réunies et en chambre du conseil. — Bourg. 13 mars 1834, t. 47, p. 427. — V. *ibid.* les observations.

74. La décision par laquelle une Cour royale annule l'élection du conseil de discipline d'un ordre d'avocats, sans que le procureur général qui l'a provoquée y ait appelé soit ce conseil, soit le précédent, est susceptible d'opposition; mais, pour cela, elle n'est pas nulle. — Bourg. 13 mars 1834, t. 47, p. 427. — V. *ibid.* les observations.

75. Lorsqu'un tribunal de première instance remplit les fonctions de conseil de discipline, le ministère public a le droit de donner des conclusions écrites. — Riom, 30 avr. 1829, t. 38, p. 56.

Art. 2. *Faits disciplinaires. Condamnations.*

76. Lorsqu'un avocat, cité devant un conseil de discipline, en critique la composition, il a droit d'interjeter appel de la décision qui est rendue, quoiqu'elle ne prononce que des peines d'avertissement; mais l'appel ne peut porter sur le fond de la décision. — Riom, 30 avr. 1829, t. 38, p. 60.

77. Il n'est pas nécessaire de donner une nouvelle citation, pour se défendre au fond, à l'avocat qui, déjà cité devant le conseil de discipline, a présenté par lettre ses moyens exceptionnels, qui ont été rejetés. — Caen, 8 janv. 1830. Me Seminel C. le proc. général.

78. Les conseils de discipline peuvent connaître des fautes commises par des avocats hors de l'exercice de leur profession. — Caen, 8 janv. 1830. Me Seminel C. le proc. général. — Cette doctrine a été vivement contestée par les meilleurs esprits.

79. Le conseil donné par un avocat dans le secret du cabinet ne peut autoriser contre lui une poursuite correctionnelle, lorsque d'ailleurs le fait qu'il a conseillé ne constitue point par lui-même un délit. — Cass. 23 juill. 1806, t. 5, p. 152, n° 13.

80. L'avocat qui a plaidé et imprimé des faits calomnieux et diffamatoires, avec l'approbation de son client, ne se rend pas personnellement passible d'une réparation. — Paris, 25 prair. an XIII, t. 5, p. 146, n° 11. — Aujourd'hui, d'après l'art. 37, § 2, du décret du 14 déc. 1810, l'avocat s'exposerait à la censure, dans le cas dont il s'agit, s'il ne justifiait d'une autorisation *expresse* et *écrite* de son client ou de son avoué.

81. C'est l'art. 18 de l'ord. du 20 nov. 1822, et non l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, qui est applicable aux fautes et manquements

des avocats, lorsqu'il ne s'agit pas de discours prononcés ou écrits devant les tribunaux, contenant des faits diffamatoires à l'égard des parties en cause, mais bien d'autres fautes ou manquements. — Cass. 25 janv. 1834, t. 46, p. 120.

82. La peine disciplinaire provoquée contre un avocat, pour fautes commises dans la défense de son client, peut être aggravée à raison de nouvelles fautes commises dans sa propre défense, sans qu'on puisse opposer des règles du droit commun qui y seraient contraires. — Cass. 25 janv. 1834, t. 46, p. 120.

83. Lorsque l'avocat dépasse les bornes d'une légitime défense, en injuriant un tiers dans une affaire civile, ou un témoin dans une affaire criminelle, c'est au tribunal devant lequel il plaide à l'y faire rentrer. — Cass. 18 flor. an VII, 3 brum. an X, 5 mess. an X, 18 prair. an XII, 18 mess. an XII, 16 avr. 1806. — Rouen, 25 mars 1807, t. 5, p. 118, n° 2. — Telle est l'opinion de tous les auteurs, et notamment de MM. Merl. *Rép.* t. 1, p. 463; Pr. Fr. t. 1, p. 346 et 349; F. L. t. 1, p. 250, § 2, n° 3; et Carr. t. 1, p. 230-222, nos 429 à 432.

84. Lorsque le ministère public a requis à l'audience, et en présence de l'avocat, des peines de discipline contre lui, et que l'avocat n'a pas demandé la parole pour sa défense, il devient non recevable à se plaindre d'avoir été condamné sans être entendu. — Cass. 27 avr. 1820, t. 5, p. 197, n° 47.

85. L'avocat ne peut prendre de conclusions contre le résumé du président de la Cour d'assises, qui est essentiellement discrétionnaire, sous le prétexte qu'il n'a fait que développer les moyens de l'accusation. — Ces conclusions, d'après les circonstances, peuvent présenter un caractère d'irrévérence qui rende l'avocat passible de peines de discipline. — Cass. 27 avr. 1820, t. 5, p. 196, n° 45.

86. En matière disciplinaire, comme en toute autre matière, les tribunaux ne sont pas liés par les conclusions du ministère public; ils peuvent prononcer une peine plus forte. — Cass. 27 avr. 1820, t. 5, p. 197, n° 48.

87. Lorsqu'un avocat, plaidant devant une Cour d'assises, a été poursuivi pour faits d'irrévérence et d'indiscipline, et que cette même Cour a rendu un arrêt contre lui, portant avertissement d'être plus circonspect à l'avenir, un autre tribunal ne peut lui infliger des peines pour les mêmes faits. — Cass. 5 oct. 1815, t. 5, p. 187, n° 37.

88. Cependant l'avocat qui s'est écarté des règles de convenance peut être *averti* par le président, et cité ensuite devant le conseil de discipline de son ordre. — Gren. 7 juill. 1827, t. 34, p. 163.

89. Comme aussi l'avocat qui a été condamné par un tribunal exerçant son droit de police peut être, à raison du même fait, traduit devant le même tribunal remplissant les fonctions de conseil de discipline, conformément à l'ordonnance de 1822, et condamné à une des peines portées par cette ordonnance. — Gren. 26 déc. 1828, t. 37, p. 222.

90. Une Cour royale peut, sur le réquisitoire du procureur général, et sans que le conseil de discipline ait statué en premier ressort, prononcer contre un avocat une peine disciplinaire, si, d'après les circonstances de la cause, le conseil est censé avoir refusé d'exercer sa juridiction. — Cass. 22 juill. 1834, t. 46, p. 257 et 381.

91. La juridiction qui appartient aux conseils de discipline de l'ordre des avocats n'est pas exclusive de celle des tribunaux; ainsi, les avocats sont passibles de peines de discipline de la part des tribunaux, en cas d'inconvenance dans leurs plaidoiries. — Cass. 27 avr. 1820, t. 5, p. 197, n° 46.

92. Un jugement qui, en statuant sur une contestation civile, fait, sur le réquisitoire du ministère public, des injonctions à l'avocat d'une des parties en cause, n'est pas, en ce qui concerne les injonctions, sujet à l'appel de la part de cet avocat, contre la partie qui a obtenu gain de cause. — Brux. 15 mars 1828.

93. Les avocats ou avoués plaidant leur propre cause doivent être considérés uniquement comme parties, et dès lors les dispositions de la loi relatives aux injonctions à faire aux avocats et officiers ministériels cessent de leur être applicables. — Metz, 20 mai 1820, t. 5, p. 202, n° 49.

94. Cependant l'avocat qui, revêtu des insignes de sa profession, a plaidé une cause qui lui était personnelle, et qui dans sa plaidoirie s'est rendu coupable d'outrage envers les juges, est passible de l'action disciplinaire introduite contre les avocats par l'ordonnance de 1822. — Grenob. 26 déc. 1828, t. 37, p. 222.

95. Les juges qui ont à prononcer des injonctions doivent le faire à l'instant même de l'offense; ou, s'ils diffèrent la prononciation de leur jugement à cet égard, ils doivent faire retenir et constater par procès-verbal la nature de cette offense, c'est-à-dire les expressions qui la constituent. — Metz, 20 mai 1820, t. 5, p. 203, n° 50.

96. Dans le premier cas, et vu la nécessité de motiver leur jugement, ils doivent exprimer en quoi consiste l'offense ou irrévérence, et rapporter les termes offensants et irrespectueux qui ont donné lieu à l'injonction. — Metz, 20 mai 1820, t. 5, p. 203, n° 51.

97. Mais aussi, lorsque les faits d'insultes et outrages reprochés à un avocat sont constatés par un procès-verbal dressé immédiatement par le tribunal, l'avocat ne peut les atténuer ni les modifier par la preuve testimoniale; il doit employer l'inscription de faux. — Grenob. 26 déc. 1828, t. 37, p. 222.

98 et 99. Lorsqu'on impute à un avocat d'avoir manqué de respect au tribunal, et qu'on ne sévit pas de suite et en audience publique, le jugement rendu à huis clos, quelques jours après, est un jugement disciplinaire essentiellement nul, s'il n'a pas été précédé de l'ajournement de l'avocat, de sa défense et de l'avis du bâtonnier. — Grenob. 7 juill. 1827, t. 34, p. 163.

100. L'avocat condamné par défaut par une Cour d'assises à une peine de discipline, est recevable à attaquer l'arrêt par voie d'opposition. — Cass. 20 fév. 1823, t. 25, p. 59.

101. Les décisions d'une Cour royale sur un objet intéressant l'ordre des avocats exerçant près d'elle, ne sont pas susceptibles d'opposition de la part de l'ordre qui n'a été ni appelé ni entendu, alors surtout qu'elles ont été approuvées par le garde des sceaux. C'est là un arrêté ou règlement en matière d'ordre public, qui ne peut être soumis qu'à l'autorité supérieure. — Bourg. 30 mai 1822. — Amiens, 28 janv. 1824, t. 24, p. 172; t. 26, p. 25.

102. Un avocat ne peut appeler de la réprimande et de l'injonction que lui adresse un tribunal d'être plus circonspect à l'avenir. — Cass. 17 mai 1828, t. 35, p. 268.

103. Lorsqu'une décision disciplinaire a été rendue contre un avocat, il a le droit s'il veut en interjeter appel, de prouver par des *circonstances* et des *renseignements* l'existence de cette décision, quoiqu'elle n'ait pas été inscrite sur les registres du greffe. — Grenob. 7 juill. 1827, t. 34, p. 163.

104. Les procureurs généraux n'ont droit d'appeler des décisions des conseils de discipline de l'ordre des avocats que dans les cas où ces décisions statuent sur des fautes ou infractions imputées à des avocats. — Grenob. 17 juill. 1823, t. 25, p. 265.

105. Ainsi les procureurs généraux sont non recevables à appeler des décisions des conseils de discipline, lorsqu'elles prononcent seulement sur des difficultés relatives au maintien, à l'admission ou à la non-admission de quelques avocats au tableau. — Grenob. 17 juill. 1823. — Amiens, 28 janv. 1824. — Besanç. 28 août 1827. — Cass. 23 juin 1828, et 3 fév. 1829, t. 25, p. 265; t. 26, p. 25; t. 34, p. 166; t. 35, p. 269, et t. 36, p. 206.

106. Le procureur général doit, à peine de déchéance, interjeter appel d'une décision du conseil de discipline de l'ordre des avocats, dans les dix jours de la connaissance qui lui en a été donnée, soit par le bâtonnier, soit par le procureur du roi. — Cass. 23 juin 1828, t. 35, p. 269.

107. En matière d'interdiction temporaire d'un avocat, la fin de

non-recevoir à opposer contre son appel est d'ordre public, et peut être suppléée par la Cour, quoique le procureur général ait paru y renoncer. — Nîmes, 30 juill. 1825, t. 30, p. 121.

108. C'est à la Cour d'appel, chambres réunies en la chambre du conseil, qu'il appartient de statuer sur la décision d'un tribunal qui censure un avocat. — Grenob. 3 juill. 1827, t. 35, p. 106.

109. Le conseil de discipline, sur le renvoi qui lui est fait par un arrêt de la Cour de deux avocats prévenus d'une faute, ne peut, dans la décision qu'il rend sur la prévention dont ses membres sont l'objet, se plaindre de la forme dans laquelle il a été saisi, et de la publicité de l'inculpation. — Paris, 21 juill. 1829, t. 39, p. 12.

110. Il appartient aux tribunaux saisis régulièrement et compétemment d'une répression disciplinaire, d'apprécier la nature des fautes qui sont imputées aux membres du barreau, de proportionner les peines disciplinaires à la gravité des infractions; et il n'entre pas dans les attributions de la Cour de cassation de se livrer à une nouvelle appréciation de ces fautes. — Cass. 25 janv. 1834, t. 46, p. 120.

111. La décision d'une Cour royale qui annule une délibération du conseil de discipline des avocats, en ce qu'elle contient une censure de l'arrêt qui a renvoyé les avocats inculpés devant le conseil, n'est pas susceptible du recours en cassation. — Cass. 20 avr. 1830, t. 39, p. 12.

112. Le pourvoi en cassation dirigé par un avocat contre un arrêt rendu en matière de discipline, doit être formé d'après les règles prescrites pour les matières civiles, et la requête doit être accompagnée d'une consignation d'amende. — Cass. 1er déc. 1829, t. 38, p. 137.

113. Les avocats à la Cour de cassation ne sont justiciables que de cette Cour, à raison des faits de leur charge.—Cass. 6 juill. 1813, t. 5, p. 182, no 34.

AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET A LA COUR DE CASSATION. *V. Avoc.* 4, 29, 113.—*Cass.* 231 *et s.*

AVOCAT D'OFFICE. *V. Avoc.* 27 *et s.* 33 *et s.*

AVOCATS GÉNÉRAUX. *V. Sais. imm* 604.

AVOCAT STAGIAIRE. *V. Jug.* 50. —*Avoc.* 72.

AVOUÉS (1).

C. 1er. INSTITUTION DES AVOUÉS. — A. 1er. Ordonnances diverses déterminant le nombre des avoués, 1 à 2. — A. 2. Quelles sont les conditions nécessaires pour être reçu avoué ou membre d'une chambre d'avoués? Incompatibilité des fonctions d'avoué avec d'autres fonctions, 3 à 7.— A. 3. Quel est le caractère des avoués; sont-ils fonctionnaires publics? 8 à 14.—C. II. DROITS, PROHIBITIONS ET OBLIGATIONS. — A. 1er. Droit de postuler, 15 à 21.—A. 2. Droit de plaider, 22 à 38.—A. 3. Prohibition d'acquérir certains biens litigieux, 39 à 45.—A. 4. De quelques formalités spéciales aux actes d'avoué, 46 à 47.—A. 5. Du registre des recettes, 48 à 51.— A. 6. De la restitution des pièces, 52 à 62.—C. III. RESPONSABILITÉ DES AVOUÉS, 63 à 87.—C. IV. DE LA CONSTITUTION D'AVOUÉ.—A. 1er. Des actes qui donnent à l'avoué pouvoir de se constituer, 88 à 98.—A. 2. Nécessité d'une constitution d'avoué. — § 1er. *Dans les affaires qui concernent l'État et les administrations publiques*, 99 à 116 —§ 2. *Dans les affaires correctionnelles*, 117 à 121. — A. 3. De la constitution à l'audience, 122 à 126. — A. 4. Effets de la constitution. — § 1er. *Par rapport aux avoués*, 127 à 143. — § 2. *Par rapport aux clients*, 144 à 146.—A. 5. Révocation de l'avoué, 147 à 154 —C. V. FRAIS, DÉPENS ET HONORAIRES. —A. 1er. Honoraires alloués par le tarif.—§ 1er. *Droit de consultation*, 155 à 160.—§ 2. *Droit de copie*, 161 à 178. — § 3. *Droits divers*, 179 à 197.—A. 2. Honoraires extraordinaires non alloués par le tarif, 198 à 220.—A. 3. Distraction des dépens, 221 à 244.— A. 4. Taxe et liquidation des dépens, 245 à 253.—A. 5. Action des avoués pour le paiement des dépens. Compétence, 254 à 274. — A. 6. Prescription contre cette action; déchéance, 275 à 288 —C. VI. POUVOIR DISCIPLINAIRE, 289 à 303.

(On peut consulter avec fruit, t. 47, p. 641, la Revue de l'un des rédacteurs du Journal des Avoués, M. Billequin, qui a réuni dans quelques pages une foule de documents des plus intéressants pour MM. les avoués.)

CHAP. I. *Institution des avoués.*— Art. 1. *Ordonnances diverses qui déterminent le nombre des avoués.*

1. Ordonnances diverses qui déterminent le nombre des avoués dans plusieurs localités. — Paris, 16 juill. 1823, t. 25, p. 260. — Langres, 15 juin 1824, t. 26, p. 352 — Provins, 11 août 1824, t. 27, p. 273. — Villefranche, 26 janv. 1825, t. 29, p. 247. — Vienne, 20 avr. 1825, t. 29, p. 246. — Agen, 28 déc. 1828, t. 36, p. 12. — Limoux, 22 sept. 1830.—Lodève, 1er oct. 1830, t. 39, p. 254. — Castres, 29 nov. 1830, t. 40, p. 142.—St-Malo, 29 mars 1831, t. 41, p. 466.—Vienne, 5 avr. 1831. — Ruffec, 13 avr. 1831. — Moulins, 15 août 1831. — Lodève, 3 déc. 1831. — Redon, 24 fév. 1832, t. 43, p. 627. — Château-Thierry, 15 oct. 1832, t. 44, p. 98. — Clamecy, 28 janv. 1833, t. 44, p. 364. — Lombes.—Tonnerre, 10 mars 1833, t. 44. p. 364.— Aubusson, 26 mai 1833, t. 45, p. 433.

2. Arrêté du 13 frim. an IX, qui établit une chambre d'avoués auprès du tribunal de cassation, et de chaque tribunal d'appel et de première instance. — J. A. t. 5, p. 226, no 4.

Art. 2. *Quelles sont les conditions nécessaires pour être avoué ou membre de la chambre d'avoués? Incompatibilité des fonctions d'avoué avec d'autres fonctions.*

3. Les licenciés ne sont tenus de justifier que d'un stage de trois années pour être reçus avoués. — Décision ministérielle, 20 déc. 1827, t. 34, p. 196.

4. Ordonnance qui fixe les conditions d'éligibilité aux chambres des avoués.— 12 août 1832, t. 43, p. 601.

5. Ordonnance qui statue qu'à l'avenir nul ne pourra être élu membre de la chambre des avoués de la Cour royale d'Aix, s'il n'exerce depuis plus de dix ans les fonctions d'avoué. — 20 juin 1821, t. 23, p. 225.

6. Avis du Conseil d'état du 8 juill. 1809, approuvé le 5 août suivant, qui décide que les fonctions d'avoué et celle de conseiller de préfecture sont incompatibles. — t. 5, p. 284, no 34.

7. Aucune disposition de loi n'établit d'incompatibilité entre les fonctions de juré et celles d'avocat et d'avoué ayant exercé ou occupé dans une instance civile contre l'accusé. — Cass. 2 avr. 1829, t. 37, p. 69.

Art. 3. *Quel est le caractère des avoués? Sont-ils fonctionnaires publics?*

8. Les avoués qui sont à la fois juges suppléants ne sont fonc-

(1) *V. Acquiesc.* 5 *et s.* 130, 164 *et s.*—*Amende*, 16 *et s.* 33.—*Appel*, 97, 98, 494, 495, 506.—*Arb.* 108.— *Aud.* 18.—*Avocats*, 9, 25 *et s.* 46 *et s.* 93.—*Cass.* 1 *et s.* 9.—*Cess. droits.* — *Cons. f.* 121. — *Dépens*, 220, 278, 300, 312, 316.—*Désaveu.*—*Désist.* 15, 24 *et s.* 33, 63 *et s.*—*Enq.* 95, 220 *et s.* 415 *et s.* 521 *et s.* 573. —*Enreg* 105 *et s.* 132.—*Evoc.* 48.— *Except.* 263.—*Exp.* 40, 46, 95.— *Exploit*, 94 *et s.* 179.—*Faux i. c.* 82, 96.—*Gar.* 75.—*Interv.* 13, 53. —*Jug.* 48 *et s.* 63 *et s.* 121, 303, 414 *et s.* 449, 454 *et s.* 479.—*Jug. déf.* 21, 35, 92, 195, 362 *et s.* —*Lic. part.* 144 *et s.*—*Mat. somm.* 109 *bis*, 111. —*Min. p.* 2.—*Off. minist.* 31 *et s.* —*Ordre*, 128 *et s.* 214 *et s.* 291 *et s.*— *Perempt.* 110, 223 *et s.*—*Pr. à part.* 22.—*Redd. c.* 25, 46 *et s.*— *Référé*, 67. — *Renvoi*, 24 — *Ress.* 239.— *Sais.-a.* 253, 285.— *Sais. imm.* 608 *et s.* 612, 661 *et s.* 786, 817, 985, 1156.—*Scell. inv.* 81 *bis et s.*—*Serm.* 2 *et s.* 69.—*Sur.* 103, 172.—*Tier. opp.* 55.—*Trib.* 29, 40 *bis*, 55. — *Trib. comm.* 503. — *Vérif. d'écrit.* 84.

tionnaires publics que lorsqu'ils remplissent leurs fonctions de juges. — Cass. 14 avr. 1831, t. 40, p. 256.

9. Les avoués ne sont pas dispensés du serment politique exigé, par la loi du 31 août 1830, de tous les fonctionnaires publics. — Cass. 16 fév. 1830, t. 41, p. 90.

10. *Contrà*, les avoués n'ont pas été compris au nombre des fonctionnaires publics astreints de prêter le nouveau serment prescrit par la loi du 2 sept. 1830. — Cass. 20 sept. 1830, t. 40, p. 58.

11. Ainsi un accusé a été valablement défendu devant une Cour d'assises, par un avoué qui n'avait pas prêté le nouveau serment exigé des fonctionnaires publics, surtout avant la promulgation de la loi du 7 sept. 1830, qui prescrit ce serment. — Cass. 23 sept. 1830, t. 40, p. 58.

12. Cependant les avoués, ainsi que les juges suppléants, sont des fonctionnaires publics; en conséquence les outrages commis à leur égard donnent lieu à l'application de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822. — Douai, 1er mars 1831, t. 40, p. 173. — La Cour de cassation vient de décider (sept. 1836) que les avoués ne sont pas des fonctionnaires publics.

13. Les avoués près d'un tribunal ne forment point un corps constitué; d'ailleurs l'art. 4 de la loi du 26 mai 1819 qui, en cas de diffamation ou d'injure envers des corps constitués, n'autorisait la poursuite qu'après une délibération prise par ces corps, a été abrogé par les art. 17 de la loi du 25 mars 1822, et 4 de la loi du 8 oct. 1830. — Douai, 1er mars 1831, t. 40, p. 173.

CHAP. II. *Droits, prohibitions et obligations.* — Art. 1. *Droit de postuler* (1).

14. Décret du 19 juill. 1810, contenant des dispositions pénales contre les individus convaincus de se livrer à la postulation et contre leurs complices. — *V.* J. A. t. 5, p. 290, no 40. — *V.* M. B. S. P. t. 1, p. 67, not. 7.

15. On ne peut appliquer les peines prononcées par le décret du 19 juill. 1810 contre ceux qui se livrent à la postulation, à un avocat qui rédige sur papier timbré les qualités du jugement dans une cause qu'il a instruite. — Brux 21 avr. 1813, t. 5, p. 177, no 32.

16 On ne peut appliquer aux avocats les dispositions du décret du 19 juill. 1810 sur la postulation. Ainsi le ministère public ne peut, à raison de ce fait, les actionner devant les tribunaux civils; ils ne sont justiciables que du conseil de discipline de leur ordre, sauf l'appel du ministère public devant la Cour royale. — Cass. 28 déc. 1825, t. 30, p. 289.

17. *Contrà*, les avocats sont, pour faits de postulation, justiciables des tribunaux ordinaires, sauf le droit qu'ont les conseils de discipline de reprendre par des mesures disciplinaires l'attentat porté à la délicatesse de l'ordre par les avocats. — Bord. 24 janv. 1830, aud. sol. t. 38, p. 266.

18. Le délit de postulation est de la compétence des tribunaux civils; les tribunaux correctionnels ne peuvent en connaître. — Cass. 20 juill. 1821, t. 5, p. 373, no 101.

19. Le procès-verbal de perquisition et la saisie des papiers ne sont pas des actes indispensables pour constater une fausse postulation; on peut y suppléer par une enquête. — Montp. 6 mars 1826, t. 32, p. 19.

19 *bis*. Une Cour peut, sans violer aucune loi, rejeter la preuve de fausse postulation offerte par les demandeurs, par le motif que les faits n'étaient pas probants. — Cass. 13 janv. 1835, t. 47, p. 721.

Art. 2. *Droit de plaider.*

20 et 21. Il faut ranger dans la catégorie des actes qui ne rentrent point dans la postulation proprement dite, et qui sont en dehors des fonctions officielles de l'avoué, ses plaidoiries et mémoires pour la partie qui lui a confié ses intérêts, encore qu'il eût qualité pour plaider et écrire concurremment avec les avocats, aux termes de la loi du 22 vent. an XII.

Et, dans ce cas, la prescription qui pourrait lui être opposée en sa qualité d'avoué, n'est pas applicable aux actes qu'il aurait faits en dehors de ses fonctions; son action, sous ce rapport, dure 30 ans. — Rouen, 10 juin 1834, t. 47, p. 557. — *V.* vo *avocat*, no 52.

22. Décret du 2 juill. 1812, sur la plaidoirie dans les Cours et tribunaux de première instance. — T. 18, p. 525, no 6.

23. Ordonnance du roi qui modifie le décret du 2 juill. 1812, relatif à la plaidoirie. — 27 fév. 1822, t. 24, p. 57.

24. Les avoués près les tribunaux de chefs-lieux de départements n'ont pas été dépouillés, par l'ordonnance du 27 fév. 1822, du droit que leur avait conféré le décret du 2 juill. 1812, de plaider, concurremment avec les avocats, dans toutes les affaires sommaires. — Amiens, 31 déc. 1824, 24 avr. 1825. — Aix, 2 août 1825, 22 août 1833. — Toul. 24 janv. 1826. — Décisions contraires. Montp. 7 mars 1826. — Aix, 31 mai 1826. — Cass. 11 déc. 1826, 11 janv. et 18 juill. 1827, et 15 janv. 1829, t. 27, p. 161; t. 29, p. 129; t. 30, p. 49 et 177; t. 31, p. 59; t. 32, p. 281; t. 33, p. 193, t. 36, p. 262; t. 45, p. 759.

25. L'ordonnance du 27 fév. 1822 a-t-elle été rendue dans les limites du pouvoir constitutionnel, et a-t-elle pu enlever aux avoués le droit de plaider les affaires sommaires? — Le premier, nous avons examiné cette grave question dans le J. A. t. 42, p. 9. — *V.* les arrêts qui suivent, nos 26 à 29.

26. L'ordonnance du roi du 27 fév. 1822 est inconstitutionnelle, et elle n'a pu enlever aux avoués le droit de plaider concurremment avec les avocats. — Nîm. 20 juill. 1832, 20 déc. 1833, 8 janv. 1834, t. 44, p. 121; t. 46, p. 61, 123.

27. *Contrà*, l'ordonnance du 27 fév. 1822 est constitutionnelle; ainsi les avoués n'ont pas le droit de plaider, concurremment avec les avocats, les affaires sommaires dans lesquelles ils occupent. — Cass. 15 déc. 1834, t. 47, p. 670. — La Cour de cassation a persisté dans cette jurisprudence par arrêts des 18 mars et 23 juin 1835; la Cour de Grenoble s'est aussi conformée à cette jurisprudence le 27 mai 1834, t. 48, p. 29, t. 49, p. 426 et 658. Mais la Cour de Nîmes, sur renvoi de la Cour de cassation, le 8 déc. 1835, et la Cour de Riom, le 26 janv. 1836, ont résolu la question dans le sens contraire, en déclarant l'ordonnance inconstitutionnelle, t. 50, p. 100 et 216. — La question est actuellement pendante devant toutes les chambres réunies de la Cour de cassation. — V. *suprà*, no 25.

28. Le droit de plaider dans les affaires où ils occupent doit-il être accordé aux avoués? — Dissertations, t. 46, p. 331, et t. 50, p. 65.

29. La délibération par laquelle une Cour royale interdit la faculté de plaider aux avoués d'un tribunal de son ressort est obligatoire, tant qu'elle n'a pas été révoquée par une délibération nouvelle. — Nîm. 7 janv. 1833, t. 45, p. 739.

30. Les avoués licenciés qui ont obtenu des lettres de licence dans l'intervalle du 22 vent. an XII au 2 juill. 1812, ont le droit de plaider devant le tribunal auquel ils sont attachés, en matière correctionnelle. — Paris, 21 juill. 1826, t. 33, p. 85.

31. Un avoué ne peut opposer au ministère public, comme ayant l'autorité de la chose irrévocablement jugée, l'arrêt qui, dans une première espèce, a décidé qu'il avait le droit de plaider. — Aix, 22 août 1833, t. 45, p. 759.

32. Les avocats peuvent intervenir, lorsque les avoués revendiquent le droit de plaider. — Nîm. 20 déc. 1833, t. 46, p. 61.

33. Cependant un avoué est non recevable à intervenir, devant les chambres assemblées par le procureur général, pour revendiquer le droit de plaidoirie comme son droit de propriété. — Nîm. 8 janv. 1834, t. 46, p. 123.

---

(1) On peut consulter, sur la compétence et la procédure en matière de postulation, une longue dissertation que nous avons insérée t. 44, p. 337 et s.

34. Un avoué ne peut être désigné par un prévenu pour plaider devant un tribunal correctionnel autre que celui auprès duquel il postule. — Cass. 7 mars 1828, t. 35, p. 211.

35. Décidé en thèse générale que, en matière correctionnelle ou criminelle, l'avoué choisi par un accusé a qualité pour le défendre. — Cass. 12 et 25 janv. 1828, t. 35, p. 85.

36. Les avoués ont le droit de défendre devant le tribunal de police correctionnelle le prévenu d'un délit emportant peine d'emprisonnement. — Riom, 15 nov. 1827, t. 33, p. 306.

37. En matière criminelle, l'avoué choisi par un accusé a qualité pour le défendre. — Cass. 23 juin 1827, t. 33, p. 186.

38. Lorsqu'un avocat a été nommé d'office a un accusé, et que la Cour d'assises, en refusant d'entendre un avoué non licencié qu'il avait choisi pour son défenseur, réserve au président la faculté d'accorder, si bon lui semble, la parole à l'avoué, comme ami de l'accusé, il n'y a pas lieu à cassation si ce dernier n'a point demandé qu'on entendît l'avoué à titre d'ami.— Cass. 22 fév. 1824, t. 33, p. 259.

Art. 3. *Prohibition aux avoués d'acquerir certains biens ou des droits litigieux* (1).

39. Les avoués peuvent-ils se rendre cessionnaires de droits qui peuvent être contestés, mais qui ne sont pas encore l'objet d'un litige? — Dissert. t. 43, p. 389.

40. Un avoué près d'un tribunal de première instance peut-il acquérir des droits litigieux soumis à la décision d'un autre tribunal ressortissant de la même Cour? — Non. — Amiens, 11 prair. an XIII. — Oui.— Trèv. 24 juin 1807, t. 5, p. 251, no 12. — *V.* à notre mot *huissier*, un arrêt de la Cour de Colmar du 11 mars 1807, rendu dans ce dernier sens. — C'est aussi l'opinion de M. DELVINC. t. 3, p. 357, not. 2.

41. Un avoué ne peut acquérir des droits qui ne sont qu'un reliquat éventuel dépendant de la liquidation de comptes respectivement fournis et par conséquent litigieux. — Renn. 27 avr. 1818, t. 18, p. 698, no 39.

42. Un avoué ne peut acheter de son client à qui la qualité d'héritier est contestée, un immeuble dépendant de la succession qu'il réclame. — Cass. 14 niv. an V, t. 5, p. 223, no 1. — *V.* MM. MERL. *Q. D.* t. 2, p. 493, § 3; et DELVINC. t. 3, p. 359 et 401.

43. Le client est recevable à demander lui-même la nullité de la vente, quoiqu'il l'ait ratifiée par un acte postérieur au jugement qui reconnaît sa qualité et ses droits. — Cass. 14 niv. an V, t. 5, p. 223, no 2.—*V.* l'annotation précédente.

44. Mais un traité modificatif d'un précédent traité contenant cession de droits litigieux est valable, lors même que le cessionnaire est devenu avoué postérieurement à la cession, surtout lorsqu'à l'époque du deuxième traité il n'y a plus de litige sur le fond du droit cédé. — Poit. 4 août 1824, t. 27, p. 297.

45. L'avoué d'un débiteur saisi immobilièrement ne peut se rendre adjudicataire des biens saisis, quoique la saisie en ait été convertie en vente volontaire. — Paris, 27 août 1831, t. 44, p. 352.

Art. 4. *De quelques formalités des actes des avoués.*

46. Les actes d'avoué à avoué ne sont nullement soumis à la rigueur des formalités prescrites par les exploits à partie: ainsi est valable un acte d'avoué à avoué dans lequel on a omis le domicile de l'avoué auquel il est signifié. — Nîm. 9 juin 1829. Manen C. de Bannes (1).

47. Les avoués sont tenus, sous peine d'amende, d'énoncer en mesures métriques toutes les quantités de poids et mesures dont ils font mention dans leurs actes. — Solut. du 3 fév. 1832, t. 42, p. 254.

Art. 5. *Du registre des recettes.*

48. Les avoués sont obligés de tenir un registre de recettes, et de le représenter lorsque leurs clients soutiennent leur avoir remboursé les frais qu'ils réclament. — Cass. 23 vent. an X, t. 5, p. 235, no 6. — *V.* le *Requisitoire* de M. MERL. *Q. D.* t. 1, p. 752, et *Rép.* t. 10, p. 128.

49. Les registres des avoués doivent être formés avec du papier timbré de dimension fourni par la régie. — Délib. du Conseil d'administration du 13 déc. 1833, approuvée par décision du ministre des finances du 27 du même mois; t. 46, p. 278.

50. La fin de non-recevoir tirée de ce qu'un avoué n'a point de livre de recettes ne peut pas être opposée à l'avoué qui a un livre dans lequel ont été omises quelques sommes reçues, pourvu que la bonne foi de cet avoué soit reconnue.—Gren. 13 vent. an IX, t. 5, p. 235, no 5.

51. Le registre de recettes d'un avoué ne peut faire foi contre des tiers, surtout en faveur de l'ancien client de cet avoué. — Paris, 22 juill. 1815, t. 5, p. 338, no 73. — *V.* M. B. S. P. t. 1, p. 73, note 22, no 7.

Art. 6. *Restitution des pièces.*

52. Avant le Code de procédure, l'avoué qui avait obtenu un jugement par défaut, portant condamnation contre un de ses clients du montant de son rôle, ne pouvait se dispenser de lui remettre les pièces lorsque le client lui déclarait être prêt à le payer. — Nîm. 23 août 1807, t. 5, p. 267, no 21. — La décision serait la même aujourd'hui.

53. Il n'avait pas le droit d'opposer la prescription pour lui tenir lieu de décharge, en suivant l'exécution du jugement qui prononçait en sa faveur la condamnation au paiement des frais. — Nîm. 23 août 1807, t. 5, p. 267, no 22. — *V.* l'annotation précédente.

54. L'avoué qui, poursuivi par son client en remise de pièces, a fait des offres de les lui remettre, n'est pas libéré, si ses offres ne comprennent pas toutes les pièces qu'il a entre les mains. — Renn. 13 janv. 1820, t. 5, p. 362, no 93.

55. L'avoué qui retient les pièces de son client sans motif légitime est passible de tous dommages-intérêts résultants de l'insolvabilité des débiteurs et des péremptions survenues pendant son injuste rétention, surtout s'il avait agi plutôt comme mandataire que comme avoué. — Renn. 13 janv. 1820, t. 5, p. 362, no 92.

56. Lorsque la demande est surannée par la faute de l'avoué, celui-ci doit être condamné à remettre les titres et pièces qu'il a en son pouvoir, quand même il ne serait pas remboursé de ses avances. — Renn. 24 juill. 1810, t. 5, p. 292, no 41. — V. *ibid.* les observ. de M. COFF.

57. Mais cet avoué ne peut être condamné en des dommages-intérêts, tant que la partie plaignante ne justifie pas de condamnations ou de pertes survenues à la suite de la surannation. — Renn. 24 juill. 1810, t. 5, p. 292, no 42.

58. L'avoué mandataire *ad negotia* ne peut en cette qualité se voir condamner par corps à la remise des pièces. — Cass. 1 fév. 1820, t. 10, p. 373, no 39.

59. Une décharge de pièces donnée par une partie à son avoué n'emporte pas ratification des actes frauduleux inconnus à la partie à cette époque. — Besanç. 23 mars 1808, t. 14, p. 573, no 31.

60. Lorsqu'après la mort d'un avoué, les dossiers qui se trouvaient dans son étude ont été confiés judiciairement à un tiers qui, sous récépissé, les a remis à un client, cette remise est considérée comme un dépôt. — En conséquence les héritiers de l'avoué peuvent exercer leur action en restitution pendant trente ans, sans que le client de leur auteur puisse invoquer contre eux la prescription de deux et de cinq ans, introduite en matière de paiement des frais et salaires par l'art. 2273 C. C. — Cass. 26 juill. 1820, t. 5, p. 368, no 97.

61. Lorsque l'avoué a remis les

(1) *V.* le mot *cession de droits litigieux.*

(1) C'est aux mots *exploit*, *ordre et signification*, que sont rapportés les nombreux arrêts sur cette question.

pièces à son client sans faire arrêter le compte de ses frais, et que le client dénie cette remise, l'avoué ne peut pas obtenir une condamnation en paiement de ces frais, dont la taxe ne peut être faite par le tribunal, faute de pièces justificatives. — Amiens, 1er mars 1825, t. 30, p. 257.

62. Cependant la remise volontaire des pièces faite par l'officier ministériel à son client ne fournit point, en faveur de celui-ci, une preuve de libération des frais qu'il devait sur ces pièces, lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que cette remise n'a pas été faite par suite de paiement. — Amiens, 11 mars 1826, t. 32, p. 295.

CHAP. III. *Responsabilité des avoués.*

63. Un avoué est tenu du fait de son clerc, et en est responsable. — Aix, 17 juin 1828, t. 35, p 265.

64. Mais le clerc de l'avoué n'est pas personnellement responsable envers la partie des dommages-intérêts résultants d'un acte de procédure qu'il a rédigé en l'absence de l'avoué, et à la prière de la partie elle-même. — T. 5, p. 384, no 116. — *V.* en ce sens les observations de M. COFF.

65. L'avoué chargé d'une poursuite en saisie immobilière n'est pas responsable de la nullité des actes faits par l'huissier qu'il a choisi, quoiqu'il soit constant en fait que l'exploit déclaré nul ait été rédigé dans l'étude de l'avoué, et que la nullité provienne d'une rédaction vicieuse. — Cass. 21 fév. 1821, t. 23, p. 55.

66. Comme aussi, lorsqu'un emprisonnement est déclaré nul, parce que la signification du jugement ne contenait pas copie de la formule exécutoire, et que le commandement ne faisait pas mention de l'élection de domicile prescrite en ce cas, l'huissier est responsable, quoique l'avoué du créancier lui ait remis des copies de ces actes certifiés et présentant les omissions reprochées. — Besanç. 24 juin 1826, t. 33, p. 255.

67. Décidé cependant qu'un huissier n'est pas responsable des nullités de l'exploit qu'il signifie, lorsqu'elles ne peuvent provenir que du fait de l'avoué qui l'a dressé, et que ce dernier seul doit être condamné. — Aix, 17 juin 1828, t. 35, p. 265.

68. Pareillement, l'avoué chargé par l'acquéreur de notifier le contrat aux créanciers inscrits est responsable de l'irrégularité des notifications, même pour les actes qui sont du ministère de l'huissier, surtout si celui-ci les a soumis à son examen. — Metz, 31 mars 1821, t. 23, p. 119.

69. Dans le cas où l'assignation et l'ordonnance qui permet d'assigner à bref délai sont annulées, lorsque la matière n'était pas urgente, les frais de la procédure sont à la charge de l'avoué. — Rome, 2 mai 1811, t. 13, p. 165, no 173 *bis*. — MM. COFF. et CARR. t. 1, p. 199, no 378, pensent qu'on peut faire rejeter la requête de la taxe et obtenir un délai plus long, mais que l'assignation ne doit pas être annulée. — *Contrà*, MM F. L. t. 1, p. 146, et DELAP. t. 1, p. 88.

70. L'officier ministériel qui a requis la levée d'un jugement par défaut après six mois de la date de ce jugement, est personnellement responsable des frais de cette levée. — Metz, 4 mai 1813, t. 18, p. 429, no 24.

71. Sous le prétexte que les frais d'une vente mobilière ont été trop considérables, on ne peut condamner l'avoué par le ministère duquel les actes relatifs à cette vente ont eu lieu, à rembourser le prix des objets vendus. — Bourg. 15 fév. 1815, t. 9, p. 243, no 89.

72. Les frais d'une procédure annulée ne demeurent à la charge de l'avoué que lorsqu'on peut lui reprocher une faute résultante de son impéritie, de sa négligence, ou de son imprudence; mais non lorsque la jurisprudence et les auteurs sont divisés sur l'interprétation de la loi appliquée. — Toul. 10 juin 1825, t. 31, p. 321.

73 et 74. Un avoué ne peut être personnellement condamné aux dépens d'un procès qu'il a conseillé, s'il n'est pas reconnu en fait, et déclaré par le jugement qui le condamne, que le conseil de plaider a été donné par cet avoué insidieusement et de mauvaise foi. — Cass. 13 juill. 1824, t. 27, p. 5. — *V.* C. T. t. 1, p. 209, no 64.

75. Les juges peuvent condamner un avoué personnellement aux dépens d'une instance qu'ils reconnaissent avoir été introduite dans son intérêt et celui de ses confrères sous le nom d'un client supposé. —Cass. 22 mai 1832, t. 42, p. 367. — *V. ibid.* les observ.

76. L'avoué condamné personnellement aux frais d'une instance qu'il a lui-même intentée et dirigée, sous le nom de ses clients, ne peut arguer de ce que les juges l'ont condamné sans l'avoir entendu.—Cass. 22 mai 1832, t. 42, p. 367.

77. Les avoués peuvent aussi être condamnés personnellement aux dépens et même à des dommages-intérêts, lorsqu'ils ont excédé les bornes de leur ministère. — C. T. t. 1, p. 209, no 63.

78. L'avoué n'est pas responsable des frais du jugement par défaut rendu contre son client, lorsque, dans l'impossibilité de trouver un avocat qui voulût plaider sa cause, il a refusé de conclure, afin de réserver à son client le droit de faire valoir tous ses moyens par opposition. — Renn. 29 juill. 1833, t. 46, p. 225.

79. Une procédure vicieuse ne doit pas nécessairement donner lieu à une action en dommages-intérêts. — Renn. 9 déc. 1817, t. 10, p. 634.

80. L'avoué peut n'être pas condamné à des dommages-intérêts envers son client, si la négligence grave dont il s'est rendu coupable ne lui a causé aucun préjudice. — Cass. 18 avr. 1827. Coutelle C. Larigaudière.

81. L'avoué qui a enchéri et s'est rendu adjudicataire au nom d'un tiers, n'est pas garant envers les créanciers du prix de la vente, faute par lui d'indiquer le tiers dont il a été le mandataire, si d'ailleurs il a agi en vertu d'une procuration spéciale. — Paris, 16 janv. 1813, t. 5, p. 316, no 58.— *V.* M. MERL. *Rep.* t. 4, p. 586.—M. COFF. pense que cet arrêt ne doit pas faire jurisprudence.

82. Les avoués ne sont responsables de l'insolvabilité des adjudicataires pour lesquels ils enchérissent, que lorsque cette insolvabilité est tellement notoire qu'ils n'ont pas pu s'y tromper. — Caen, 1er fév. 1828, t. 37, p. 71.

83. Les frais de justice faits pour arriver à une vente mobilière, et qui ont été taxés par le tribunal devant lequel ils ont été exposés, ne peuvent, par un jugement postérieur, et sur la plainte d'un créancier non colloqué, être mis à la charge de l'avoué poursuivant. — Bourg. 15 fév. 1815, t. 9, p. 243, no 88.

84. Bien que la remise des pièces suffise pour constater le pouvoir donné à l'avoué, il ne s'ensuit pas que celui-ci soit obligé d'agir immédiatement dans l'intérêt de la partie; au contraire il est de son devoir d'examiner la justice de la cause avant de se constituer. Lorsqu'en recevant le dossier il a subordonné à une condition l'acceptation du mandat qui lui était offert, il n'est pas tenu d'agir, tant que cette condition n'est pas accomplie; en conséquence il n'est pas responsable d'une péremption acquise avant l'accomplissement de cette condition. — Amiens, 16 janv. 1822, t. 24, p. 384.—Le pourvoi formé contre cet arrêt a été rejeté le 30 avr. 1823.

85. Le créancier qui a chargé un avoué de produire dans un ordre, sans lui donner le mandat spécial d'attaquer les titres des autres créanciers, ne peut actionner en dommages-intérêts cet avoué, sous prétexte qu'en ne contestant pas les titres, celui-ci l'a empêché d'être colloqué à un rang utile.— Bourg. 21 juin 1831, t. 42, p. 54.

86. Un avoué qui a exigé de son client plus qu'il ne lui était dû peut être poursuivi en restitution, même par la saisie de son cautionnement.—Renn. 19 déc. 1816, t. 5, p. 344, no 81.

87. Un avoué ne peut refuser de s'expliquer sur l'existence de conventions sous seing privé qu'une partie soutient avoir été déposées chez lui.—Aix, 28 fév. 1832, t. 45, p. 741.

CHAP. IV. *De la constitution d'avoué.*—Art. 1er. *Des actes qui*

donnent à l'avoué pouvoir de se constituer.

88. Pour qu'un avoué puisse valablement représenter sa partie et la défendre, il suffit que celle-ci lui ait remis les titres servant à l'instruction du procès, ou même une simple copie de l'assignation qu'elle a reçue. — Gren. 9 déc. 1815, t. 5, p. 340, n° 75.—M. D. C. p. 71, est contraire à cette décision; mais il a contre son opinion MM. Carr. t. 1, p. 203 et 204, n° 382; Poth *Traité du mandat*, n° 128; Pr. Fr. t. 1, p. 298; Pig. t. 1, p 133, n° 3; B. S. P. p. 70, not. 16.

89. La remise de l'original d'une assignation faite à un avoué par l'huissier qui l'a constitué dans l'acte, constate que cet avoué a pouvoir d'occuper pour le demandeur jusqu'à ce que celui-ci ait désavoué l'huissier.—Brux. 21 sept. 1831, t. 45, p. 456.

90. Cependant la remise faite à un avoué d'une copie d'assignation ne lui vaut pas pouvoir de représenter la personne assignée, lorsqu'il résulte des circonstances que ce pouvoir n'a pas été donné.—Renn. 15 avr. 1816, t. 5, p. 342, n° 78.—Caen, 28 mai 1828, t. 38, p. 145.—*V.* le n° 88.

91. La partie pour laquelle l'avoué se serait constitué sans être nanti de ses pièces, pourrait seule le désavouer faute d'autorisation; mais cette action ne compète nullement à la partie adverse, qui ne saurait être fondée à exiger de cet avoué la représentation du pouvoir de son client.—Gren. 9 déc. 1815, t. 5, p. 340, n° 76.

92. Le nouvel avoué qui occupe pour une partie en remplacement de son prédécesseur, est valablement constitué par la signification entre avoués d'un rapport d'experts, dans laquelle cette partie déclare continuer son élection de domicile dans l'étude du nouvel avoué, surtout si les errements de la procédure ont été continués avec lui.—Colm. 23 janv. 1833, t. 45, p. 555.

93. Un nouvel avoué succédant à l'avoué qui occupait pour le client peut valablement, en vertu d'une simple lettre de ce dernier, former une demande en péremption.—Gren. 9 déc. 1815, t. 5, p. 340, n° 77.

94. Pareillement le successeur d'un avoué qui a occupé pour les parties qui avaient constitué son prédécesseur, est présumé, jusqu'à désaveu, avoir procédé avec des pouvoirs suffisants, et les actes faits avec lui sont valables.—Paris, 11 fév. 1828, t. 36, p. 220.

95. L'avoué chargé de défendre à une demande principale ne peut répéter contre sa partie les frais d'une demande en garantie qu'il a intentée dans l'intérêt de celle-ci, sans avoir reçu un pouvoir spécial à cet effet. — Amiens, 28 nov. 1833, t. 46, p. 338.—Cass. 23 juin 1835, t. 49, p. 428.

96. Lorsque l'avoué le plus ancien de ceux qui occupaient en première instance dans une distribution était précisément constitué pour la partie qui a gagné son procès, il ne peut être appelé en cause d'appel en qualité d'avoué le plus ancien des opposants; sa présence serait contraire aux intérêts de son client. — Poit. 24 mars 1830, t. 38, p. 209.

97 et 98. La constitution d'avoué est nulle, lorsqu'elle est faite après qu'un jugement par défaut a statué sur la demande, et avant d'y avoir formé opposition.—Orl. 16 mars 1809, t. 5, p. 283.

Art. 2. *De la nécessité d'une constitution d'avoué.* — § 1er — ***Dans les affaires qui concernent l'Etat, et les administrations publiques.***

99. La régie des douanes peut plaider sans l'assistance d'un avoué. — Cass. 1er germ. an X, t. 5, p. 236, n° 7. — La loi du 27 vent. an VIII n'a dérogé à aucune des lois en matière de douanes. — Telle est l'opinion de MM. Merl. *Q. D.* t. 1, p. 259, § 5; F. L. t. 1, p. 137; Carr. t. 1, p. 203, n° 381. — Cependant *V.* M. Ponc. *Tr. des jug.* t. 1, p. 353, n° 210.

100. Mais, lorsque l'administration des douanes se présente par un de ses agents pour prendre des conclusions et pour plaider, elle doit alors employer le ministère des avoués, qui ne lui est inutile qu'autant qu'elle se borne à une instruction sur simple mémoire. — Cass. 10 déc. 1821, t. 23, p. 372.

101. Décidé aussi que, lorsqu'il y a contestation sur le fond du droit, la régie des domaines doit constituer un avoué dans son assignation, à peine de nullité. — Lim 5 juill. 1816, t. 13, p. 287, n° 281.

102. Lorsque, dans une cause qui intéresse le domaine, il n'y a lieu qu'à une expertise ou à une simple plaidoirie, l'Etat peut se dispenser de constituer avoué. — Bourg. 20 avr. 1825, t. 36, p. 100.

103. La régie de l'enregistrement n'est pas obligée de constituer avoué dans les affaires qui ont pour objet le recouvrement de revenus nationaux. — Cass. 20 nivôse et 13 pluv. an IX, t. 5, p. 247, n° 10 — Telle est l'opinion de MM. Merl. *Q. D.* t. 1, p. 260, § 6; F. L. t. 1, p. 137, et t. 2, p. 414; et Carr. t. 1, p. 203, n° 281. — *V.* M. Ponc. t. 1, n° 210.

104. Ainsi il n'est pas nécessaire que l'acte d'appel interjeté par la régie de l'enregistrement contienne constitution d'avoué. — Renn. 16 déc. 1819, t. 13, p. 271, n° 338.

105. De même la régie est dispensée de constituer avoué dans les instances où il s'agit du recouvrement des frais dus au trésor public en matière criminelle, quoique ces instances soient dirigées contre des tiers débiteurs de la partie condamnée. — Cass. 28 juill. 1812, t. 5, p. 313, n° 56. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 203

106. Pareillement l'administration de l'enregistrement n'est pas forcée de recourir au ministère d'un avoué dans une instance en validité d'une saisie-arrêt formée par suite d'une contrainte qu'elle a décernée. — Cass. 7 janv. 1818, t. 5, p. 350, n° 84.

107. Surtout s'il ne s'élève aucune difficulté sur la déclaration du tiers saisi. — Cass. 2 juin 1823, t. 25, p. 187.

108. Décidé cependant que quand la régie de l'enregistrement dirige des poursuites contre un tiers saisi, elle est obligée de suivre les formes du Code de procédure, de telle sorte qu'elle ne peut plaider contre lui par simple mémoire et sans le ministère d'avoué, comme lorsqu'il s'agit d'une demande formée contre le redevable. — Cass. 29 avr. 1818, t. 5, p. 351, n° 85. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 203, not. 3.

109. Comme aussi l'acte d'appel d'un jugement d'ordre interjeté par la régie de l'enregistrement doit contenir constitution d'avoué à peine de nullité. — Brux. 11 avr. 1810, t. 3, p. 276, n° 138.

110. En matière d'enregistrement, la partie qui s'est fait assister d'un avoué ne peut se faire de cette circonstance un moyen de nullité. — Cass. 9 juill. 1834, t. 47, p. 621

111. Une partie opposante à une contrainte décernée par la régie de l'enregistrement peut présenter ses moyens de défense dans des mémoires signifiés à la diligence d'un avoué constitué. — Renn. 11 avr. 1814, t. 5, p. 335, n° 68.

112. L'administration de la caisse des invalides de la marine n'est pas dispensée d'employer le ministère des avoués dans les instances relatives aux droits dont la perception lui est confiée. — Cass. 12 août 1818, t. 5, p. 353, n° 87. — Cela est conforme à l'opinion de M. Ponc. t. 1, p. 357, à la note.

113. Les préfets ne sont pas obligés de constituer avoué lorsqu'ils plaident au nom et dans l'intérêt du gouvernement.— Cass. 16 mess. et 29 therm. an X, 17 août 1828. — Pau, 25 janv. 1827. — Colm, 12 mars 1831, t. 5, p. 240, n° 8; t. 34, p. 311; t. 35, p. 379, et t. 42, p. 168. — Telle est l'opinion de MM. Merl. *Q. D.* t. 1, p. 254, § 4; F. L. t. 1, p. 137, et Carr. t. 1, p. 203, n° 381. — *V.* aussi M. Ponc. t. 1, p. 353, n° 310.

114. Ainsi l'acte d'appel interjeté par un préfet en matière domaniale est valable, quoiqu'il ne contienne pas la constitution d'un avoué. — Colm. 2 mars 1831, t. 41, p. 540.

115. La Cour de Toulouse, par un arrêt du 24 janv. 1827, et celle de Montp., par un arrêt du 11 déc. 1826 (J. A. t. 33, p. 110, et t. 34, p. 311), ont voulu faire une distinction entre le cas où un préfet agit dans une instance relative à une perception et celui où il s'agit

de domaines de l'État : elles ont décidé que dans ce dernier cas la constitution est nécessaire ; mais la Cour de cassation, par les arrêts ci-dessus cités, a décidé que ni dans l'un ni dans l'autre cas il n'y avait obligation de constituer avoué. — *V.* aussi, vº *appel*, nº 378 à 382 *bis*, les arrêts de la Cour de Rome du 17 oct. 1811, de la Cour de Rennes du 10 août 1820, et de la Cour de Pau du 25 janv. 1827. — La Cour de Nanci a jugé dans le même sens que la Cour de cassation, arr. 21 et 28 juin 1830, t. 39, p. 196.— *V.* vº *avocat*, § 1, nº 26.

116. Mais un préfet qui agit dans l'intérêt de l'Etat peut se faire représenter par un avoué. — Toul. 29 juin 1831, t. 43, p. 522.

§ 2. — *Dans les affaires correctionnelles.*

117. Dans quels cas, en matière correctionnelle, le ministère des avoués est-il utile et même nécessaire? — Il résulte d'une circulaire du ministre de la justice, du 10 avril 1813, que le ministère des avoués est nécessaire lorsqu'il y a une partie civile qui veut prendre des conclusions en dommages-intérêts. — J. A. t. 5, p. 386, nº 117.

118. En matière correctionnelle, le ministère des avoués est purement facultatif, hors les cas cependant où il est expressément défendu par la loi. — Cass. 17 fév. 1826, t. 31, p. 24.

119. On ne peut se faire défendre, dans un procès correctionnel, que par un avocat ou un avoué. — Brux. 16 juin 1832, t. 45, p. 528.

120. Le prévenu d'un délit correctionnel doit toujours être interrogé; l'art. 185 C. I. C., qui permet au prévenu de se faire représenter par un avoué, suppose qu'il a déjà été interrogé. —Gren. 13 nov. 1823, t. 25, p. 347.

Art. 3. *De la constitution à l'audience.*

121 et 122. La constitution d'un avoué faite à l'audience, quoiqu'elle n'ait point été réitérée par écrit, est-elle valable? — Oui. — Brux. 21 sept. 1831, t. 45, p. 458. — Non. — Orl. 2 déc. 1813, t. 5, p. 333, nº 65. — C'est aussi l'opinion de MM. D. C. p. 73; Pr. Fr. t. 3, p. 193; et Carr. p. 206, nº 389. — Tant que le défaut n'a pas été demandé, le défendeur peut constituer avoué. — Tel est l'avis de Rodier sur l'art. 2, t. 4 de l'ordonnance, quest. 4; et Carr. t. 1, p. 205, nº 384.

123. Quand il ne s'agit point d'une demande à bref délai, l'avoué ne peut se contenter de signifier un acte d'occuper et de demander à l'audience acte de sa constitution, à la charge de réitérer. — Orl. 2 déc. 1813, t. 5, p. 333, nº 66.

124. L'avoué du demandeur est obligé de faire les poursuites contradictoirement avec celui qui a été présenté à l'audience, et auquel il a été donné acte de sa constitution, bien qu'elle n'ait pas été réitérée dans le jour. — Telle est l'opinion de MM. D. C. p. 73, et Carr. t. 1, p. 206, nº 388; J. A. t. 5, p. 376, nº 106.

125. L'acte qui doit être décerné de la constitution de l'avoué à l'audience est-il l'objet d'un jugement préalable et distinct de celui que le tribunal, à cette audience même, pourrait rendre préparatoirement ou definitivement sur la demande? — M. Carr. t. 1, p. 206, nº 390, pense que le jugement qui donne acte de la constitution, ou jugement préparatoire, est de pure forme, t. 5, p. 377, nº 107.

126. Mais est-il besoin que l'avoué réitère sa constitution dans le cas où le jugement qui intervient de suite est definitif? — L'acte de constitution pourrait devenir nécessaire dans le cas où il faudrait prouver qu'il y a eu un avoué constitué; on ne serait pas obligé de faire lever le jugement, et on économiserait ainsi des frais. — J. A. t. 5, p. 377, nº 108. — *V.* M. Carr. p. 207, nº 391.

Art. 4. *Effets de la constitution.*— § 1er. — *Par rapport à l'avoué.*

127. L'avoué qui s'est constitué ne peut-il plus répudier le mandat dont il s'est chargé, de telle sorte qu'il soit tenu d'occuper jusqu'à ce que l'instance soit terminée? — Si l'avoué a des motifs légitimes, il peut répudier le mandat; mais il ne le pourrait pas sans motifs. — J. A. t. 5, p. 383, nº 115. — Poth. t. 2 *du mandat*, nº 142, distingue entre les procureurs *arbitres* et les mandataires ordinaires *ad negotia*. — M. B. S. P. t. 1, p. 74, not. 25, nº 2, repousse cette distinction.

128. Avant le Cod. de proc., l'avoué qui avait occupé jusqu'à l'arrêt definitif était tenu d'occuper sur la demande en nullité d'une saisie faite en exécution de cet arrêt, lorsque l'affaire n'était pas restée impoursuivie pendant trois ans. — Nîm 17 mess. an XIII, t. 5, p. 253, nº 13. — *V.* Pr. Fr. t. 1, p. 15.

129. L'avoué qui a occupé dans l'instance à la suite de laquelle est intervenu un jugement ou arrêt définitif, occupe de droit et sans constitution nouvelle sur l'opposition formée par sa partie au commandement qui a lieu en exécution du jugement ou de l'arrêt. — Nîm. 23 fév. 1808, t 5, p. 279, nº 27.— *V.* les observations de M. Coff. contre cette décision. — Lorsque l'on forme une demande qui tend à l'exécution du jugement, un simple avenir serait-il suffisant pour obliger l'avoué à comparaître sur cette demande?— M. Carr. t. 3, p. 508, nº 3429, ne le pense pas.

130. Cependant les avoués qui ont occupé dans les causes où il est intervenu des jugements définitifs, ne sont tenus d'occuper sur l'exécution de ces jugements qu'en ce qui concerne les actes de procédure et ceux de leur ministère, et non à l'égard des commandements et autres actes qui doivent se faire à la diligence de la partie elle-même. — Orl. 26 juill. 1827, t. 34, p. 296.

131. L'avoué constitué par l'époux défendeur à une demande en séparation de corps, peut continuer à occuper sans nouveaux pouvoirs, lorsque dans l'intervalle sa partie a formé, par son ministère, une demande en divorce declarée non recevable ou mal fondée. — Renn. 18 janv. 1810, t. 5, p. 288, nº 37.

132. Lorsque, par la voie de la requête civile prise incidemment contre un jugement, on l'a fait annuler par le tribunal même qui l'a rendu, les avoués constitués par les parties occupent de droit et sans nouvelle constitution sur l'instance au fond, reportée devant le tribunal; de telle sorte que le defendeur à cette demande doit être assigné au domicile de son avoué. — Toul. 29 nov. 1808, t. 5, p. 282, nº 30. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 507, nº 3428.

133. L'avoué, jusqu'à désaveu, peut opter pour son client entre deux dispositions d'un jugement; et la ratification de la partie, quoique postérieure à l'expiration du délai, confirme l'option faite en son nom. — Bord. 28 août 1829, t. 38, p. 139.

134. L'avoué qui a postulé pour la partie est-il par cela même autorisé, sans nouveau pouvoir, à interjeter appel du jugement rendu contre elle? — L'art. 1038 trace les pouvoirs qui restent à l'avoué après que l'instance est terminée par un jugement. Au nombre de ces pouvoirs ne se trouve pas celui d'interjeter appel; ce ne serait que dans les cas où les délais d'appel se trouvent abrégés, et qu'ils courent de la signification à avoué, qu'un pareil pouvoir pourrait être reconnu, parce qu'il y a impossibilité quelquefois de consulter la partie; du reste, si la partie permet que l'avoué constitué sur l'appel poursuive l'affaire devant la Cour sans le désavouer, les tiers ne pourraient pas attaquer l'acte d'appel comme ayant été fait par un officier ministériel sans pouvoir. — J. A. t. 5, p. 382, nº 114. — M. M. *Q. D.* t. 1, p. 86, adopte cette opinion. — *V.* au contraire M. Ponc. *Tr. des jug.* t. 1, p. 496.

135. Cependant il a été décidé que l'avoué constitué par l'acte d'appel, et auquel celui de première instance a remis les pièces de l'affaire, est suffisamment autorisé à suivre l'appel. — Metz, 28 août 1821, t. 5, p. 375, nº 103. — Il s'a-

gissait à la vérité d'un jugement d'ordre, dont l'appel doit être fait dans les dix jours de la signification à avoué; mais l'arrêt ne se fonde point sur la brièveté des délais. — Il a été également décidé que l'avoué qui a défendu à la police correctionnelle a qualité pour interjeter appel, au nom de son client, sans mandat spécial. — Bourg 6 déc. 1821, 14 avr. 1825, 3 mars 1826, t. 23, p. 367, et t. 30, p. 406.

136. Lorsqu'un avoué est constitué par les deux parties, il ne peut pas prendre un arrêt par défaut en faveur de l'une, au préjudice de l'autre. — Metz, 18 déc. 1807, t. 5, p. 270, nº 23.

137. Un avoué ne peut occuper à la fois pour les deux parties sans se rendre passible de dommages-intérêts. — Renn. 6 janv. 1815, t. 5, p. 336, nº 71.

138. L'avoué chargé de produire dans un ordre doit, sous peine de désaveu, s'abstenir d'attaquer les titres authentiques des créanciers qui s'y présentent, à moins d'un ordre formel de son client. — Bourg. 21 juin 1831, t. 42, p. 54.

139. Est indivisible l'aveu par lequel un avoué convient avoir reçu de sa partie l'invitation d'attaquer des titres produits dans un ordre, mais en même temps avoir répondu qu'il exigeait une autorisation à cet effet. — Bourg. 27 juin 1831, t. 42, p. 54.

140. Un avoué n'a pas qualité pour recevoir le paiement des créances dont il est chargé de poursuivre le recouvrement; il est responsable, en conséquence, de la dépréciation des assignats versés entre ses mains. — Colm. 18 avr. 1806, t. 5, p. 254, nº 14. — Telle est l'opinion de M. MERL. *Rép.* t. 9, vº *paiement*, nº 3.

141. Pareillement, l'avoué chargé d'obtenir la remise d'un bordereau de collocation n'a pas, par cela même, pouvoir de toucher la somme portée sur le bordereau, et d'en donner quittance à l'adjudicataire; et, dans ce cas, la remise de la grosse du titre par l'avoué entre les mains de l'adjudicataire n'opère pas une présomption légale de paiement. — Cass. 23 juill. 1828, t. 35, p. 341.

142. Un avoué ne peut signer des conclusions pour son confrère qu'autant que l'adversaire ne s'y oppose point; mais, en cas d'opposition, il doit être donné défaut. — Brux. 6 fév. 1832, t. 45, p. 441.

143. La partie qui prétend qu'un avoué s'est présenté pour elle sans mandat ne peut paralyser l'effet des actes qu'il a faits qu'en prenant la voie du désaveu. — Brux. 29 mai 1833, t. 46, p. 249.

§ 2. — *Par rapport au client.*

144. Lorsque, dans une requête au président, l'avoué a donné à son client une qualité que ce dernier répudie par la suite, cette qualité doit rester à la partie qui l'a reçue, jusqu'au désaveu régulièrement intenté. — Paris, 21 juin 1828, t. 36, p. 77.

145. Le serment décisoire ne peut être déféré par un avoué sans pouvoir spécial. — Bord. 30 juill. 1829, t. 38, p. 172.

146. Le désaveu ou contestation de la légitimité de l'enfant ne résulte pas suffisamment de la constitution d'avoué de la part des héritiers du mari, sur la demande en pétition d'hérédité formée par l'enfant, quoique la constitution porte : *Protestant de la nullité et du rejet de ladite assignation.* — Agen, 28 mai 1821, t. 23, p. 196.

Art. 5. *Révocation de l'avoué, sa forme, ses effets.*

147. Comment se fait la révocation de l'avoué? — Par un acte de l'avoué nouvellement constitué à celui qu'il remplace et aux autres avoués en cause. — J. A. t. 5, p. 378 nº 109. — *V.* POTH. *Tr. du mandat*, ch. 5, nº 141; D. C. p. 72; HAUT. p. 84, et CARR t. 1, p. 205, nº 385.

148. Mais un avoué constitué ne peut faire révoquer un confrère sans un pouvoir spécial. — Riom, 19 août 1826, t. 33, p. 214.

149. Après un jugement ou un arrêt définitifs, lors même qu'ils ne seraient définitifs qu'à l'égard de certaines parties, et interlocutoires et préparatoires à l'égard de quelques autres, l'avoué qui a occupé dans l'instance ne peut être révoqué qu'après la signification du jugement ou de l'arrêt. — Riom, 19 août 1826, t. 33, p. 214, et arrêt de rejet de pourvoi formé contre celui de Riom. — Cass. 24 mai 1830, t. 39, p. 112, où se trouvent des observations critiques de l'arrêt de Riom.

150. La révocation d'un avoué est valable, quoique non enregistrée. — Toul. 13 mai 1826, t. 33, p. 244.

151. Les procédures faites contre un avoué qui aurait cessé d'occuper autrement que par révocation, par exemple pour cause de décès, de démission, interdiction, ou destitution, seraient-elles valablement faites contre lui jusqu'à son remplacement, comme dans le cas de la révocation? — La négative résulte de l'art. 344 C. P. C. L'art. 75 ne parle que du cas où l'avoué est révoqué. — J. A. t. 5, p. 378, nº 111. — *V.* en ce sens Rodier sur l'art. 26 de l'ordonnance, et CARR. t. 1, p. 205, nº 387.

152. Peut-on prouver par témoins la révocation de l'avoué? — Non, s'il n'existe pas un commencement de preuve par écrit. — J. A. t. 5, p. 378, nº 110. — *V.* MM. DUPARC-POULL. t. 9, p. 297, et CARR. t. 1, p. 205, nº 386.

153. L'avoué constitué est tenu d'occuper sur l'opposition à l'arrêt par défaut, faute de comparaître, obtenu par son ministère, quoiqu'il déclare n'avoir plus ni pouvoir ni mission. — Cass. 1er août 1810, t. 5, p. 298, nº 43. — Cela est conforme à l'opinion de tous les auteurs. — *V.* MM. COFF., HAUT. p. 190 et 610; B. S. P. p. 74, not. 25, nº 1; CARR t. 1, p. 824, nº 1297, et t. 3, p. 507, nº 3427.

154. Une cause dans laquelle les conclusions ont été respectivement posées ne cesse pas de pouvoir être jugée contradictoirement, par cela seul que l'une des parties révoquerait son avoué sans en constituer un autre. — Gren. 25 août 1832.

CHAP. V (1). *Frais, dépens et honoraires.* — Art. 1er. *Honoraires alloués par le tarif.* — § 1er. *Droit de consultation.*

155. En matière de saisie immobilière, le droit de conseil ne doit pas être compris dans les émoluments de l'avoué du poursuivant. — Caen, 7 mai 1822, t. 34, p. 257. — Nous avons combattu cette opinion dans une note jointe à cet arrêt.

156. Est-il dû un droit de consultation sur les demandes en péremption, soit qu'elles soient formées par simple requête ou par exploit? — Oui. — Lyon, 7 fév. 1829. — Non. — Délibération du tribunal de la Seine, t. 37, p. 5, et t. 42, p. 334.

157. Le droit de consultation est-il dû sur les demandes en validité de saisie-arrêt et en déclaration affirmative? — Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 335. — *V.* aussi C. T. t. 1, p. 102 et 103.

158 et 159. Lorsque plusieurs parties ayant des intérêts distincts ont chacune séparément interjeté appel d'un même jugement contre une partie, il est dû à l'avoué de celle-ci autant de droits de consultation qu'il y a eu d'appels dirigés contre elle. — Amiens, 18 fév. 1825, t. 33, p. 240.

§ 2. *Droits de copie.*

160. Les avoués ont seuls qualité pour rédiger et déposer les extraits d'actes judiciaires qui sont assujetis, en matière civile, à la formalité de la publication. — Décision ministérielle, 19 octobre 1828, t. 36, p. 5.

161. Il n'est pas dû un droit de copie à l'avoué pour les jugements ou arrêts dont l'impression et l'affiche ont été ordonnées. — Cass. 12 mai 1812, t. 5, p. 310, nº 53. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 54, et t. 5, p. 82; et B. S. P. t. 1, p. 161, not. 10, nos 3 et 7.

162. Dans les copies de pièces signées par des avoués, la loi n'oblige pas à peine d'amende, comme pour les copies faites par des huissiers, qu'on y trouve certains

(1) Nos lecteurs comprendront facilement que, pour compléter ce chapitre, ils doivent se reporter à notre mot *dépens*.

nombre de lignes par page, lors même que les huissiers les signifieraient.—Décision administ. 9 nov. 1832, t. 44, p. 348.

163. Un avoué peut-il exiger le montant des copies de pièces qu'il a dressées et envoyées à un de ses confrères postulant devant le tribunal d'un autre arrondissement, à l'effet de faire les notifications nécessaires après l'acquisition d'un immeuble situé dans ce dernier arrondissement? — Renn. 3 janv. 1831, t. 42, p. 103.

164. L'avoué poursuivant un ordre ou une contribution doit-il être autorisé à faire une copie certifiée par lui du règlement provisoire, des dires de contestation et du règlement définitif, pour être par lui communiquée aux intéressés? Peut-il lui être accordé un émolument pour cette copie?—Dissert. t. 43, p. 488.

165, 166, 167 et 168. Les avoués ont-ils, concurremment avec les huissiers, caractère pour faire et certifier les copies de pièces signifiées avec les exploits du ministère de ces derniers, soit qu'il y ait ou non instance judiciaire pendante? —Quels sont les droits respectifs des avoués et des huissiers pour les copies de pièces, soit dans un acte extrajudiciaire, soit dans un commandement tendant à saisie immobilière? — Sur ces deux questions de la plus haute gravité nous avons réuni une grande partie des documents dans notre C. T. t. 1, p, 77 à 115, nº 45; nous avons inséré deux consultations contradictoires dans le J. A. t. 42, p. 22 et 81. Il y a eu plusieurs arrêts rendus, en voici la date.—Rouen, 20 janv. 1830, t. 38, p. 68.—Metz, 23 nov. 1830, t. 40, p. 5.—Cass. 24 août 1831, t. 41, p. 573, et 22 mai et 5 déc. 1832, t. 42, p. 367. — Paris, 9 fév. 1833, t. 44, p. 80. —Nanci, 25 juill. 1833, t. 46, p. 110. — Nîm. 8 mars 1834, t. 46, p. 117. — (*V.* aussi deux jugements, t. 38, p. 69) —Paris, 5 août 1834, t. 47, p. 659 et 663.—Cass. 22 mai 1834, t. 47, p. 665, 3 juill. 1834, t. 48, p. 25.— Cass. 19 janv. 1836, t. 50, p. 21. —Ce dernier arrêt est accompagné d'une analyse critique de toute la jurisprudence.

169. Les syndics des chambres de discipline des avoués et huissiers n'ont pas le droit d'intervenir, au nom de leur corporation, dans une contestation entre un avoué et un huissier, ayant pour objet le droit à l'émolument de copies de pièces préparées dans l'étude d'un avoué et signifiées par un huissier. — Paris, 9 fév. 1833, t. 44, p. 80.

170. Lorsqu'il s'élève des difficultés sur des droits de copies de pièces entre un avoué et un huissier, le président de la chambre des avoués ou le syndic des huissiers ne peuvent pas intervenir.— Nanci, 25 juill. 1833, t. 46, p. 110.—Nîm. 8 mars 1834.

171, 172, 173, 174 et 175. Les avoués et huissiers ne peuvent pas signifier des copies tronquées, et se faire payer les rôles supprimés.— Décision minist. 16 déc. 1807, t. 5, p. 269, nº 22 *ter*.

176. Le coût des copies d'un arrêt préparées pour en faire la signification nécessaire pour que le délai afin de se pourvoir en cassation coure au profit de la partie qui l'a obtenu, est dû à l'avoué qui les a fait dresser, si par le fait de cette partie la signification n'a pas eu lieu. — Paris, 9 juin 1831, t. 41, p. 688.

177. Le droit de copie d'un jugement appartient-il à l'avoué qui l'a obtenu, quand bien même il aurait été révoqué avant la levée de ce jugement?—M. Merl. est d'avis de l'affirmative, vº *dépens*, t. 3, p. 552; mais il semble plus raisonnable de penser, depuis le tarif de 1807, que les avoués n'ont droit qu'aux émoluments des actes qui se sont faits dans leurs études.—J. A. t. 9, p. 311, nº 149.

178. Quel est le nombre de vacations, pour remise de causes à l'audience, qu'il convient d'allouer?—Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 237.

§ 3. *Droits divers.*

179. En matière sommaire, il n'est dû aucune vacation à l'avoué pour assister à l'acte de voyage de la partie.—Bourg. 30 août 1827. — Douai, 16 juill. 1828, t. 35, p. 319, et t. 36, p. 9.—On peut voir un arrêt de cassation du 7 janv. 1834, et nos observ. t. 46, p. 97.

180. Est-il dû à l'avoué une vacation, lorsque, se présentant au lieu et à l'heure indiqués pour assister à une enquête, l'opération n'a pas lieu par la faute du juge-commissaire, dont il fait constater l'absence?— Dissertation, t. 44, p. 269.

181. L'avoué qui rédige un bordereau d'inscription a droit à l'émolument fixé par l'art. 104 du tarif.—C. T. t. 2, p. 318, 28 et 19.

182. Les avoués ne peuvent réclamer un droit pour assistance aux conclusions du ministère public, art. 82, 86 du décret du 16 fév. 1807.—Caen, 25 août 1828, t. 39, p. 321.

183. Il n'est point dû aux avoués un droit d'assistance à la prononciation du jugement interlocutoire ou définitif contradictoire, et rendu sur délibéré après l'audience dans laquelle les plaidoiries ont été closes, et le ministère public entendu.—Caen, 25 août 1828, t. 29, p. 321.

184. Le droit de *quart en sus* accordé par l'art. 67 du tarif, dans le cas où il y a plus de *deux parties* en cause, est-il dû à tous les avoués ou seulement à l'avoué du poursuivant. Cette question se trouve traitée J. A. t. 35, p. 58.

185. En matière sommaire et après un jugement ou arrêt qui ordonne une estimation par experts, le demi-droit accordé aux avoués est dû pour chacun des jugements ou arrêts statuant sur les incidents survenus pour l'exécution de l'expertise. — Bourg 24 août 1829, t. 37, p. 275.

186. L'avoué ne peut réclamer aucun droit pour assistance au jugement sur requête. — C. T. t. 1, p. 192, nº 26.

187. Il n'est pas dû d'émolument à l'avoué pour réquisitoire ou acte de signification de jugement à avoué, soit dans les matières sommaires, soit dans les matières ordinaires. — C. T. t. 1, p. 224, 111.

188. Lorsque plusieurs avoués signifient les qualités d'un jugement, il n'est cependant dû qu'un seul émolument, et c'est l'avoué qui a signifié le premier ses qualités qui y a droit.—C. T. t. 1, p. 219, 87.

189. Un avoué peut répéter contre sa partie, à titre de déboursés, les frais de lithographie faits dans l'intérêt de celle-ci. — Lyon, 20 mars 1833, t. 45, p. 731.

190. Le syndic d'une faillite peut comprendre dans les dépenses communes du compte par lui rendu les vacations de l'avoué qui, devant la Cour, a mis les pièces en ordre. — Cass. 13 mars 1833, t. 45, p. 413.

191, 192 et 193. L'avoué qui a fait une procédure de purge légale, et qui a droit à un émolument par analogie avec plusieurs droits déterminés au tarif, est-il obligé de se soumettre à la taxe? — T. 44, p. 26. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 321, 37 et s.

193 *bis*. L'avoué qui a fait les poursuites de la vente par voie de surenchère sur aliénation volontaire, a droit à une remise sur la totalité du prix de la vente, et non pas seulement sur l'augmentation du prix provenant de la surenchère.—Cass. 29 nov. 1826, t. 32, p. 311.

194. Quand les avoués prennent des conclusions dans les affaires criminelles ou correctionnelles, d'après quel tarif doivent-ils être taxés? — M. F. L. t. 2, p. 56, vº *dépens*, nº 10, pense que c'est d'après le tarif de 1807, celui du 18 juin 1811 étant muet à cet égard.—J. A. t. 9, p. 312, nº 151.

195. En matière correctionnelle, les honoraires des avoués doivent être compris dans la liquidation des dépens et être taxés comme en matière sommaire.— Orl. 5 mai 1829, t. 37, p. 68.

196. Ordonnance qui supprime la remise accordée aux avoués du département de la Seine sur les sommes versées à la caisse des dépôts et consignations. — 1er fév. 1824, t. 26, p. 349.

197. La régie des contributions indirectes n'est pas tenue de payer les honoraires de l'avoué de la partie envers laquelle elle a été condamnée aux dépens d'une instance correctionnelle. — Cass. 30 janv. 1833, t. 45, p. 415.

Art. 2. *Honoraires extraordinaires non alloues par le tarif. Paiement d'honoraires à l'avocat.*

198. Les avoués chargés, au nom de l'administration du trésor, de provoquer des saisies immobilières, ne peuvent exiger une gratification en sus des honoraires fixés par le décret du 16 fév. 1807. — Décision minist. t. 5, p. 284, n° 32.

199. Les avoués ne peuvent réclamer de leurs clients, sous titre de vacations extraordinaires, des sommes qu'ils n'ont pas dépensées pour eux, ou qui ne sont pas allouées par le tarif à titre de droit ou d'émolument. — Cass. 25 janv. 1813, t. 5, p. 319, n° 60. — M. B. S. P. t. 1, p. 161, not. 10, n° 4, dit que cette décision lui semble susceptible de difficultés. — *V.* observat. et M. F. L. t. 5, p. 883.

200. L'avoué qui a été chargé d'affaires étrangères à ses fonctions peut réclamer des honoraires et vacations extraordinaires, comme un mandataire salarié. — Cass. 16 déc. 1818, t. 5, p. 355, n° 88. — *V.* M. F. L. t. 2, p. 55, et t. 5, p. 883, n° 88.

201. Ainsi l'avoué qui, indépendamment des actes de son ministère, a accompli un mandat particulier, a droit à des honoraires extraordinaires.—Rouen, 10 juin 1834, t. 47, p. 557.

202. Lorsqu'une Cour reconnaît que des frais extraordinaires réclamés par un avoué sont connexes à une demande de frais taxables, elle est compétente pour statuer sur le tout.—Cass. 10 août 1831, t. 41, p. 505.

203. Une Cour royale est compétente pour connaître *de plano* d'une demande d'honoraires qui n'est que la suite de l'action principale intentée devant elle.—Pau, 7 juin 1828, t. 37, p. 48.

204. En matière de licitation, les juges taxateurs peuvent-ils, même du consentement des parties, allouer aux avoués des honoraires pour travaux extraordinaires? — Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 396.

205. Lorsque, dans un procès pendant devant une Cour, il a été promis par convention écrite, à un avoué, un dédommagement pour frais extraordinaires, l'indemnité doit être accordée, sans qu'on puisse opposer les dispositions restrictives du tarif. — Cass. 10 août 1831, t. 41, p. 505.

206. Un avoué peut, indépendamment des frais fixés par le tarif, reclamer des honoraires de sa partie, si celle-ci lui en a promis, et s'ils sont une juste indemnité des travaux auxquels il s'est livré pour elle. — Paris, 9 juin 1831, t. 41, p. 688.

207. Comme aussi un avoué qui a donné des soins à une affaire portée devant un tribunal de commerce peut, comme tout autre mandataire, réclamer les salaires qui lui ont été promis, sans être obligé de représenter un registre de recettes. — Cass. 18 janv. 1819, t. 5, p. 358, n° 89. — *V.* M. F. L. t. 2, p. 673, n° 4.

208. Pareillement, l'avoué qui a plaidé une cause, rédigé des arrêts, et fait d'autres vacations extraordinaires, a le droit d'exiger de son client des honoraires, indépendamment des droits qui lui sont alloués par le tarif. — Brux. 31 oct. 1827, t. 36, p. 311.

209. De même l'avoué qui, dans les cas où la loi l'y autorise, a plaidé une cause sans assistance d'avocat, a le droit d'exiger des honoraires de son client, indépendamment des droits qui lui sont alloués par le tarif pour l'instruction de la procédure. — Brux. 2 juill. 1829, t. 37, p. 129.

210. Est-il dû à l'avoué et à l'avocat autant de droits qu'il y a de jours de plaidoiries reciproques? — A l'égard des droits des avoués pour assister à la plaidoirie, et pour leur plaidoirie, ils sont fixés par l'art. 86 du tarif de 1807. A l'égard des droits de l'avocat pour sa plaidoirie, l'art. 80 du même tarif n'alloue qu'un droit pour la *plaidoirie d'une cause*. — Il semble que ces arrêts comprennent la plaidoirie tout entière. Cette interprétation paraît même reposer sur ce que le législateur connaissait la disposition des lettres patentes de 1778, qui faisait la distinction entre les plaidoiries d'une audience et les plaidoiries plus longues; et cette distinction a si peu échappé au législateur, qu'il l'a faite dans l'art. 86 pour l'assistance des avoués. Le silence du législateur dans l'art. 80 semble donc pouvoir être invoqué contre les droits des avocats. — Cependant cette interprétation conduit à la conséquence bizarre que le législateur se sera montré plus généreux pour la plaidoirie de l'avoué que pour celle de l'avocat. — J. A. t. 9, p. 309, n° 145. — M. Haut. p. 104, cite un arrêt de la Cour d'Orléans qui a décidé l'affirmative. — *V.* M. Sudr.-Desl. p. 69, 2e édition.

211. Aussi il a été décidé qu'il doit être passé en taxe autant de droits de plaidoiries qu'il y a eu, avant le jugement, d'audiences dans lesquelles la cause a été plaidée.—Bourg. 24 août 1829, t. 37, p. 319.

212. Quand un avoué occupe à la fois pour plusieurs parties, doit-il lui être alloué autant de droits de vacations à l'audience et de droits de plaidoirie que cet avoué a de parties? — Délib. du trib. de la Seine, t. 42, p. 238

213. L'avoué chargé du choix d'un avocat n'excède pas son mandat en payant à celui-ci ses honoraires?—Renn. 29 juill. 1833, t. 46, p. 225.

214. L'avoué qui a payé lui-même des honoraires à l'avocat plaidant est fondé à les répéter contre son client.—Bourg 26 avr. 1830.— Lyon, 17 fév. 1832., t. 39, p. 7; t. 42, p. 341. — V. *infrà*, n. 216.

215. Un avoué ne peut répéter contre son client les honoraires dus à l'avocat de celui-ci, s'il avoue ne les avoir pas payés. — Colm. 8 fév. 1833, t. 45, p. 408.

216 et 217. Un avoué peut réclamer de sa partie les honoraires qu'il a payés pour elle à son avocat au-delà de la fixation faite par le tarif. — Toul. 11 mai 1831, 20 mars 1833.—Montp. 12 mars 1832, t. 42, p. 19; t. 44, p. 156; t. 45, p. 409.— V. *suprà*, n. 214.

218. Une Cour royale est compétente pour statuer sur la demande d'un avoué en paiement des honoraires par lui donnés à un avocat dans une cause jugée par elle. — Montp. 12 mars 1832, t. 44, p. 156.

219. L'avoué qui a fait l'avance des frais d'un procès a le droit de répéter de sa partie les intérêts des dépens adjugés, lorsque par l'effet d'un commandement ces intérêts courent en faveur de celui pour qui les avances ont été faites.—Nîm. 23 fév. 1832, t. 42, p. 340.

220. Un avoué peut-il réclamer les honoraires des actes qu'il a rédigés lui-même dans sa propre cause?—MM. Merl. *Rép.* v° *dépens*, t. 3, p. 554, et B. S. P. p. 162, soutiennent la négative. Mais, si l'avoué avait occupé dans sa cause en qualité d'avoué, la taxe ordinaire devrait être suivie; car pour quelle raison sa personne et sa profession dispenseraient-elles son adversaire de payer les dépens légalement dus? — J. A. t. 9, p. 312, n° 152.

Art. 3. *Distraction des dépens.*

221. L'avoué qui veut obtenir la distraction des dépens doit affirmer *par serment* qu'ils lui sont dus en grande partie.—Rome, 22 janv. 1811, t. 5, p. 304, n° 48. — Dans l'usage, on se contente d'une simple affirmation sans serment, et tous les auteurs professent que cela suffit. — C. T. t. 1, p. 210, 66.—*V.* les Annales du notariat, t. 1, p. 142; MM. Delap. t. 1, p. 142; F. L. v° *jugement*, p. 162; Carr. t. 1, p. 518, n° 566; Pig. t. 1, p. 545, n° 4; F. L. t. 2, p. 55, n° 5; et Carr. t. 1, p. 319, n° 567. — Comment et en quel temps l'avoué doit-il demander la distraction? — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 545; Lep. *Quest.* p. 137; et Carr. t. 1, p. 317, n° 564.—L'avoué peut demander la distraction dans les actes de procédure et à l'audience. — C. T. t. 1, p. 210, 67.

221 *bis*. L'avoué d'une Cour royale peut, sur un désistement d'appel, obtenir la distraction des frais faits en 1re instance.—Lyon, 1er avr. 1830, t. 42, p. 17.

222. Un arrêt ne peut accorder la distraction des dépens à l'avoué, si celui-ci n'affirme pas avoir fait la plus grande partie des avances. —Cass. 30 avr. 1811, t. 5, p. 308, n° 49 —Cela est conforme à l'opinion de MM. Merl. *Rép.* t. 3,

p. 731, nº 6; CARR. t. 1, p. 318, nº 565; et B. S. P. t. 1, p. 72, note 22, nº 2.

223. Le défaut de mention de cette affirmation fournit un moyen de cassation contre l'arrêt.—Cass. 30 avr. 1811, t. 5, p. 308, nº 50. —*V.* l'annotation précédente.

224. Décidé au contraire que, lorsqu'un avoué a requis la distraction des dépens avec offre d'affirmer, il n'est pas nécessaire que l'arrêt qui l'accorde répète la charge de l'affirmation. — Cass. 2 janv. 1828, 2 juill. 1828, t. 34, p. 5, et t. 35, p. 64.

225.—Comme aussi, que l'affirmation prescrite à l'avoué par l'art. 133 C. P. C. pour la distraction des dépens, n'est pas ordonnée à peine de nullité. — Cass. 6 nov. 1828, t. 36, p. 38.—C. T. t. 1, p. 211, 68.— V. *infrà*, n. 232.

226, 227 et 228. Mais, lorsque le défaut de présence des avoués à l'arrêt qui leur accorde distraction nécessite un nouvel arrêt, les frais de cette dernière décision sont à leur charge personnelle. — Riom, 15 mars 1828, t. 34, p. 368.

229. Un avoué peut demander la distraction des dépens, au profit de l'un de ses confrères absent au moment de la prononciation du jugement qui le condamne, mais à la charge par celui-ci d'affirmer en personne et à ses frais, à une autre audience, qu'il en a fait l'avance. — Bord. 4 mai 1829, et 20 juin 1832, t. 37, p. 27, t. 44, p. 19.

230. En matière criminelle la demande en distraction de dépens n'est pas nulle, lorsque l'avoué s'est contenté de la demander sans affirmer qu'il a fait la plus grande partie des avances.—Cass. 30 déc. 1813, t. 9, p. 230, nº 78. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 3, vº *distraction de dépens*, et B. S. P. p. 73, note 22, nº 2.

231. La distraction des dépens peut être prononcée par un jugement ou arrêt postérieur à celui qui emporte les condamnations, lorsqu'il s'agit de frais avancés par l'avoué postérieurement à ce jugement ou arrêt. — Paris, 14 juill. 1812, t. 5, p. 31, nº 55. — C. T. t. 1, p. 212, 69. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 317, note 1; et B. S. P. t. 1, p. 73, note 22, nº 2.

232. La distraction des dépens dus à l'avoué de première instance peut être ordonnée à son profit par les juges d'appel, lors de l'arrêt qui a prononcé la condamnation et sur la demande de l'avocat plaidant, à la charge toutefois de la part de l'avoué de faire l'affirmation voulue par la loi. — Cass. 14 fév. 1827, t. 33, p. 26. — C. T, t. 1, 21-168. — V. *suprà*, n. 225.

233. Une Cour royale peut ordonner, au profit de l'avoué d'appel, la distraction des dépens d'appel et de première instance. —Cass. 8 juill. 1828, t. 35, p. 286. — *V. ibid* nos observat.

234. Décidé également que l'avoué qui a obtenu la distraction des dépens peut comprendre, dans son exécutoire, le coût de la signification du jugement à domicile, lorsque ce jugement prononce des condamnations. — Paris, 17 août 1812, t. 5, p. 315, vº *avoué*, nº 57. — C. T. t. 1, p. 216, 75.—*V.* M. B. S. P. t. 1, p. 73, note 22, nº 2.

235. Lorsqu'un jugement définitif a ordonné la distraction des dépens en faveur d'un avoué, les frais de l'incident, s'il s'en élève à l'occasion de ce jugement, sont dus à ce même avoué, quoiqu'il n'en ait pas demandé distraction, et qu'elle n'ait point été prononcée, surtout s'il a affirmé depuis et à l'audience qu'il en avait fait réellement l'avance. — Montp. 2 mai 1823, t. 9, p. 298, nº 133.

236. L'avoué qui, en première instance, a obtenu la distraction des dépens à son profit ne devient pas pour cela partie dans la cause; ainsi, quoique les dépens soient inférieurs à 1,000 francs, son action est suspendue par l'appel. —Bourg. 20 avr. 1818, t. 5, p. 364, nº 94. — M. PONC. *Tr. des jug.* t. 1, p. 475, à la note, s'élève contre cette doctrine. — *V.* au contraire POTH. *Tr. du mandat*, nº 135.—*V.* aussi MM. F. L. t. 3, p. 162; et CARR. t. 1, p. 317, note 2.

237. L'avoué peut, à raison de l'exécution prématurée de ce jugement, être condamné à des dommages-intérêts. — Bourg. 20 avr. 1818, t. 5, p. 364, nº 95.

238. L'avoué qui, après avoir obtenu la distraction des dépens, en reçoit le paiement, n'est pas personnellement tenu de les restituer dans le cas où le jugement est annulé par la Cour de cassation. — Paris, 14 avr. 1806, t. 5, p. 261, nº 18.—C. T. t. 1, p. p. 212, 70.—Cela est conforme à l'opinion de tous les auteurs. — *V.* MM. POTH. *Tr. du mandat*, nos 135 et 136; MERL. *Rép.* t. 3; p. 730; F. L. t. 3, p. 161, § 2, sect. 1re; HAUT. p. 108; PONC. *Tr. jug.* t. 1, p. 474; CARR. t. 1, p. 317, nº 3, et B. S. P. t. 1, p. 72, note 22, nº 2.

239. L'avoué qui a obtenu à son profit la distraction des dépens auxquels la partie adverse avait été condamnée envers son client, jouit sur cette créance d'un privilége dont ne peuvent le priver les créanciers de sa propre partie, en formant des saisies-arrêts sur la partie condamnée aux dépens. —Metz, 12 déc. 1810, t. 5, p. 302, nº 47.— C. T. t. 1, p. 212, 71. — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 545; MERL. *Rép.* t. 3, p. 728; CARR. t. 1, p. 320, nº 570.

240. Lorsque l'avoué qui a obtenu la distraction des dépens à son profit n'en poursuit pas le recouvrement, la partie à laquelle les dépens ont été adjugés peut en poursuivre le paiement en son propre nom. — Cass. 25 mai 1807, t. 5, p. 266, nº 20.—C. T. t. 1, p. 212, 72.—*V.* MM. MERL. *Rép.* t. 3, p. 731, nº 5; CARR. t. 1, p. 317, note 4.

241. Mais lorsque la partie qui a été condamnée aux dépens dont l'avoué a obtenu la distraction, se trouve créancière de celle au profit de qui ils ont été adjugés, elle ne peut opposer la compensation à l'avoué. — Telle est l'opinion des auteurs. — *V.* la dissertation qui se trouve J. A. t. 5, p. 380, n. 113.—C. T. t. 1, p. 213, 73.—*V.* MM. POTH. *Tr. du mandat*, n. 137, *et Tr. du contrat de mariage, in fine*; PIG. t. 1, p. 545; MERL. *Rép.* t. 3, p. 728; D. C. p. 117 et 120; CARR. t. 2, p. 319 et 320; B. S. P. t. 1, p. 72, note 22, n. 2.

242. L'avoué qui, ayant obtenu la distraction à son profit, néglige de faire ses diligences contre la partie condamnée, peut-il, en cas que celui-ci soit devenu insolvable, exercer contre son client l'action directe que lui donne l'art. 133 C. P. C.? — S'il y avait faute imputable à l'avoué, comme lui seul avait le droit d'agir au moyen de la distraction prononcée à son profit, il ne serait pas juste de faire supporter à la partie une perte qu'il n'était pas en son pouvoir de prévenir et qui ne proviendrait que de la négligence de l'avoué. — *V.* J. A. t. 5, p. 379, n. 112. — *V.* pour l'affirmative M. PIG. t. 1, p. 546; mais *V.* MM. F. L. t. 3, p. 162; et M. CARR. t. 1, p. 320, n. 569; C. T. t. 1, p. 215, 74.

243. Lorsqu'un avoué n'a pas obtenu la distraction des dépens, et qu'il en a été remboursé par la partie contre laquelle il a plaidé, on doit penser qu'un tel paiement lui a été fait comme étant le mandataire de son client; c'est pourquoi le recours contre ce dernier est seul ouvert à la partie qui a payé, si elle triomphe ensuite sur l'appel. — Flor. 18 avr. 1812, t. 5, p. 309, nº 51. — *V.* M. B. S. P. t. 1, p. 73, note 22, nº 2.

244. L'avoué de première instance qui a obtenu distraction des dépens n'a pas le droit d'intervenir en appel pour s'opposer à une transaction faite entre les parties, et ayant pour résultat de détruire par une compensation des dépens l'effet de la distraction.—Lyon, 2 juin 1831, t. 42, p. 139.

Art. 4. *Taxe et liquidation des dépens.*

245. Un avoué ne peut toucher du tiers-saisi les frais qui lui sont dus, sans la participation de son client, et sans avoir requis la taxe ni fait ordonner son paiement en justice. — Paris, 9 mai 1810, t. 5, p. 288, nº 38.

246. L'énonciation portée dans la quittance que le paiement est fait sans garantie ni restitution et que les pièces ont été remises, ne dispense pas l'avoué de représenter la procédure pour qu'il soit statué sur la taxe de ses frais. — Paris, 9 mai 1810, t. 5, p.

288, n° 39.—*V.* M. B. S. P. t. 1, p. 102, note 10, n° 4.

247. Comme aussi, lorsqu'un avoué s'est fait allouer par jugement la somme qu'il réclame pour le paiement de ses frais, la partie condamnée est encore recevable à en demander la taxe, quand même le transport en aurait été fait à un tiers.—Paris, 23 mai 1808, t. 9, p. 178, n° 32. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 303, note 10, et t. 2, p. 355, art. 543, note 2, 5°; B. S. P. p. 162, note 1, 4°.

248. Pareillement la partie contre laquelle a été obtenue une distraction de dépens est recevable à demander la vérification des frais dus à l'avoué impétrant.—Le mode de cette vérification est la communication par la voie du greffe du registre que chaque avoué doit tenir, aux termes de l'art. 151 du tarif du 16 fév. 1807 —Lim. 27 août 1823, t. 25, p. 327.

249. Circulaire du 18 oct. 1820, dans laquelle M. le garde des sceaux décide que, lorsque les notaires ont été commis pour procéder à des liquidations dans lesquelles des mineurs sont intéressés, ils ne doivent porter à la charge de la succession les dépens des avoués que quand ils ont été taxés.—T. 9, p. 288, n° 125.

250. Le transport d'une créance fait à un avoué à compte des avances, frais et vacations qui lui sont dus, ne peut tenir lieu de la liquidation du mémoire qui en contient le détail. — Renn. 29 août 1820, t. 12, p. 661, n° 75.

251. La créance d'un avoué pour avance de frais de procédure et pour ses émoluments ne porte intérêt qu'à dater du jour de la demande; mais il en est autrement des sommes qu'il a avancées pour son client en qualité de mandataire, elles portent intérêt du jour où elles ont été déboursées.— Cass. 23 mars 1819, t. 5, p. 359, n° 90. — *V.* MM. B. S. P. t. 1, p. 162, not. 11; et F. L. t. 1, p. 292, n° 9.

252. Décidé également que les dépens liquidés produisent intérêt à partir du jour auquel a été fait le commandement de les payer. — Toul. 22 janv. 1829, t. 39, p. 287.

Art. 5. *Action des avoués pour le paiement des dépens. Compétence.*

253 et 254. Celui qui charge un avoué d'une affaire qui ne lui est pas personnelle, de telle sorte que les actes de la procédure soient faits à sa poursuite et diligence, doit rembourser les frais et honoraires de l'avoué, s'il n'indique pas le domicile réel de la personne dont il s'est dit le mandataire. — Paris, 18 nov. 1809, t. 5, p. 285, n° 35. — *V.* M. B. S. P. t. 1, p. 73, not. 22, n° 6.

255. Le paiement des honoraires de l'avocat et des émoluments de l'avoué qui ont défendu une femme à l'occasion de la liquidation de ses reprises dotales, peut être poursuivi même sur ses biens dotaux. — Toul. 20 mars 1833, t. 45, p. 409.

256. Un avoué peut être déclaré non recevable à réclamer contre son client les frais d'une instance, quoiqu'il ait entre les mains l'acte d'appel et toute la procédure devant la Cour, s'il n'a aucunes pièces ni titres servant de fondement à la demande. — Lyon, 30 août 1824, t. 39, p. 27. — V. *suprà*, l'arrêt du 1er mars 1825.—*V.* MM. B. S. P. p. 70, et Pig. t. 1, p. 133, 2e édit.

257. Lorsqu'après un jugement de première instance, et sur une demande en règlement de juges, la Cour de cassation a ordonné que toutes choses demeureront en état, l'avoué qui obtient un arrêt de Cour royale qui confirme la décision des premiers juges et lui accorde une distraction de dépens, ne peut, en vertu d'un exécutoire, exercer des poursuites contre la partie condamnée, nonobstant l'arrêt de surséance. — Paris, 21 juin 1833, t. 45, p. 588.

258. L'avoué qui a obtenu, au profit de son client contre son adversaire, des liquidations par jugement, ou des exécutoires des dépens qui leur avaient été adjugés, n'est pas recevable à demander contre lui une condamnation à ces mêmes dépens. — Amiens, 1er mars 1825, t. 30, p. 257.— *V.* nos observations contre cet arrêt.

259. Lorsqu'un avoué a été constitué par plusieurs personnes ayant un même intérêt, a-t-il une action solidaire contre chacune d'elles pour le paiement de ses frais? — Non. — Besanç. 20 nov. 1809. — Oui. — Liége, 2 avr. 1810; Renn. 25 août 1812; Cass. 2 août 1813; Paris, 28 déc. 1826.; Toul. 15 nov. 1831, et 9 fév. 1833; Orl. 26 juill. 1827; t. 5, p. 286, n° 36; t. 24, p. 64 et 296; t. 42, p. 20; t. 46, p. 92. — C'est l'opinion de Haut. p. 106; F. L. t. 2, p. 55, n° 5; et B. S. P. t. 1, p. 73, n° 22.

260. L'avoué qui a été constitué pour plusieurs parties peut répéter solidairement contre elles les honoraires qu'il a avancés à leur avocat, même au-delà du tarif.—Toul. 11 mai 1831, t. 42, p. 19.

261. Comme aussi l'avoué constitué pour plusieurs parties qui ont un intérêt commun, a contre elles une action solidaire pour le paiement de ses frais, quoique ces parties aient été représentées par un syndic. — Gren. 23 mars 1829, t. 37, p. 295. — Cela est conforme à la jurisprudence.

262. La partie assignée solidairement en paiement des frais, par un avoué qui a occupé pour elle et pour d'autres, ne peut, si elle a invoqué la prescription à bon droit contre lui, être privée du bénéfice de cette exception par la reconnaissance antérieure que sa codébitrice aurait faite.—Paris, 9 fév. 1833, t. 46, p. 92.

263. L'avoué qui a été chargé par le syndic d'une faillite d'occuper dans une instance concernant la faillite, a une action personnelle contre le syndic pour le paiement de ses frais et travaux. —Paris, 25 sept. 1823, t. 25, p. 332.

264. Et s'il y a plusieurs syndics, l'avoué a contre eux une action personnelle et solidaire.— Paris, 12 août 1830, t. 39, p 280.

265. Lorsqu'un jugement, en liquidant une succession, a ordonné que les frais seraient supportés par chacun des copartageants proportionnellement à leurs droits, l'avoué qui a obtenu le jugement ne peut exercer son recours, pour la totalité des frais, contre un seul cohéritier, sur la somme à lui déléguée pour sa portion héréditaire. — Bord. 28 août 1827, t. 34, p. 236.

266. Lorsque, pendant une instance, l'une des parties cède ses droits à des tiers, l'avoué de cette partie ne peut exercer d'action que contre ces tiers, et non contre le cédant, son premier mandant. — Toul. 15 nov. 1831 t. 42, p. 19.

267. Lorsqu'une commune a été autorisée à plaider, l'avoué qui a occupé pour elle doit-il, en cas de contestation sur les dépens, se pourvoir devant le conseil de préfecture, à l'effet de demander l'autorisation de l'assigner pour voir liquider les frais qu'il a exposés pour elle? — Dissert. t. 42, p. 79.

268. Lorsqu'un avoué a obtenu un exécutoire de dépens, et que l'avoué de la partie condamnée consent à les payer, l'exécutoire doit être remis à ce dernier; l'offre d'une quittance ne suffit pas. — Nanci, 24 nov. 1825, t. 31, p. 90.

269. Le tribunal où des frais ont été faits par un avoué n'est compétent, aux termes de l'art. 60 C. P. C., pour connaître de la demande formée par cet officier ministériel, qu'en ce qui concerne ce qui lui est dû pour un acte de son ministère, et doit renvoyer le demandeur à se pourvoir devant les juges qu'il appartient pour tout ce qu'il réclame pour salaire des soins et des peines qu'il a pu prendre à titre de mandataire et non à titre d'avoué. — Renn. 24 juill. 1813, t. 22, p. 89, n° 115.— *V.* MM. Carr. t. 1, p. 141, n° 276; Pig. *Comm.* t. 1, p. 172; Delap. t. 1, p. 63; Lep. p. 107; et F. L. t. 1, p. 134.

270. Les difficultés qui s'élèvent sur l'exécution d'un arrêt de Cour souveraine qui a ordonné le paiement des frais et droits dus à un avoué postulant près cette Cour, ne peuvent pas être portées devant un tribunal de première instance. —Toul. 16 mars 1824, t. 27, p. 208.

271. Un ex-avoué d'appel peut poursuivre le paiement des frais qui lui sont dus, devant la Cour près de laquelle il a cessé de postuler.— Paris, 3 oct. 1810, t. 5, p. 301, n° 46.—*V.* MM. B. S. P. t. 1, p. 123, n° 10; et Carr. t. 1 p. 141, note 2.

272. Lorsqu'un avoué n'a pas obtenu la distraction des dépens et qu'il en a été remboursé par la partie contre laquelle il a plaidé, le recours contre ce dernier est seul ouvert à la partie qui a payé, si elle triomphe ensuite sur l'appel; et, dans ce cas, c'est devant la Cour, et non devant le tribunal qui a rendu le jugement infirmé, que doit être portée la demande en remboursement des frais. — Flor. 18 avr. 1812, t. 5, p. 309, nº 52.—*V.* M. B. S. P. t. 1, p. 73, note 22, nº 2.

273. Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur la demande en paiement de frais dus à un agréé par le syndic d'une faillite, des opérations de laquelle le tribunal a connu. — Paris, 14 juin 1833, t. 45, p. 734.

274. Il n'y a pas lieu de renvoyer un avoué licencié, ayant le droit de plaider et d'écrire, devant le conseil de discipline des avocats, pour la fixation des honoraires qu'il réclame, non comme avoué, mais comme ayant plaidé et publié des mémoires dans l'intérêt de sa partie; cette contestation est de la compétence des tribunaux. — Rouen, 10 juin 1834, t. 47, p. 557.

Art. 6. *Prescription contre l'action des avoués. Déchéance* (1).

275. L'action des procureurs au parlement de Toulouse, pour le paiement de leurs frais, ne se prescrivait que par 30 ans.—Nîm. 28 avr. 1813. — Pau, 19 nov. 1821, t. 5, p. 323, nº 61.

276. Celle des procureurs près le parlement de Paris ou les siéges de son ressort, se prescrivait-elle par le laps de deux ou six ans? — Deux ans. — Cass. 29 janv. 1817.— Six ans. — Paris, 18 août 1820, t. 5, p. 345, n. 82.

277. Celle des procureurs dans l'étendue du conseil d'Artois se prescrivait par le laps de six années. — Cass. 18 mars 1807, t. 9, p. 161, nº 22.

278. L'action des avoués pour le paiement de leurs frais ne se prescrit par deux ans que lorsqu'elle est exercée directement par l'avoué contre son client; mais elle se prescrit par 30 ans, lorsque l'avoué, ayant obtenu distraction à son profit des dépens adjugés à son client, agit en vertu de cette distraction contre la partie adverse condamnée aux dépens.—Gren. 22 juill. 1814, t. 5, p. 335, n. 69.

279. La prescription de deux ans contre l'action de l'avoué pour ses frais court du jour de la suppression de sa charge. — Cass. 19 août 1816, t. 5, p. 343, n. 79 — *V.* MM. Delvinc. t. 2, p. 850, note 1; et B. S. P. t. 1, p. 73, note 22, n. 4.

280. — Ou du jour du décès de l'avoué, encore bien que son fils, devenu son successeur, ait continué ses services pour la suite de l'affaire.—Cass. 18 mars 1807, t. 9, p. 160, n. 21.—*V.* M. B. S. P. p. 73, note 22, observat. 4 et 7.

281. Cette prescription peut être opposée à l'avoué en tout état de cause, même après que la chambre des avoués a réglé l'état des frais contradictoirement entre les parties.—Cass. 19 août 1816, t. 5, p. 343, n. 80.

282. Mais l'offre de payer les frais consignés dans l'acte de révocation, et l'impossibilité d'exécuter le paiement par suite de l'émigration du débiteur, sont des motifs suffisants pour interrompre toute prescription. — Paris, 18 août 1820, t. 5, p. 346, n. 83.

283. Cependant est non recevable à opposer la prescription annale à un officier ministériel, le client qui lui a offert de terminer son compte, et qui a déclaré lui avoir déjà remis des à-compte. —Amiens, 11 mars 1826, t. 32, p. 295.

284. La prescription établie par l'art. 2273 C. C. exclut toutes les présomptions contraires qui peuvent être opposées, et l'avoué n'a pour la combattre d'autres moyens que de déférer le serment à la partie qui l'invoque. — Pau, 19 déc. 1821, t. 23, p. 341.

285. Lorsque, après la mort d'un avoué, les dossiers qui se trouvaient dans son étude ont été confiés judiciairement à un tiers qui, sous récépissé, les a remis à un client, les héritiers de l'avoué peuvent exercer leur action en restitution pendant 30 ans, sans que le client de leur auteur puisse invoquer contre eux la prescription de deux et de cinq ans introduite en matière de paiement des frais et salaires par l'art. 2273 C. C. Il ne s'agit dans ce cas que de la restitution d'un dépôt. — Cass 26 juill. 1820, t. 5, p 368, nº 98.—*V.* M. F. L. t. 1, p. 292, nº 8.

286. Les avoués ne peuvent être poursuivis par les notaires en paiement des actes dont ils ont chargé ces derniers pour leurs clients, surtout à une époque où les avoués ont perdu eux-mêmes tout recours contre ces clients — Paris, 21 janv. 1813, t. 5, p. 317, nº 59. — M. Coff. approuve cette décision.

287. Les parties peuvent-elles se refuser à payer à leur avoué les frais par eux faits, sur le fondement que les procédures sont déclarées périmées?—Si l'avoué peut prouver que c'est par la faute de la partie que la péremption a eu lieu, les frais devront lui être payés; mais si cette preuve n'est pas faite, comme l'avoué a reçu mandat de faire une procédure régulière, c'est à lui à supporter les conséquences de la péremption. — *V.* J. A. t. 9, p. 318, nº 157.— V. *suprà*, l'arrêt du 24 juill. 1810. — Dans l'incertitude, contre qui doit-on juger? Contre la partie, dit M. Pig. t. 2, p. 330, nº 6.

288. La disposition de l'art. 151 du tarif des frais et dépens, pour ce qui regarde la fin de non-recevoir qu'elle établit contre les avoués, contient une mesure législative qui a cessé d'être obligatoire, aux termes de l'art. 1042 C. P. C., à défaut d'avoir été présentée au corps législatif en forme de loi, dans le délai fixé par cet article.— Brux. 4 juill. 1828.

Chap. VI. *Pouvoir disciplinaire.*

289. L'avoué qui a distribué un mémoire rempli d'injures contre le président d'un tribunal peut, quoique ce mémoire ne soit signé que de la partie, être tenu de répondre personnellement des injures qu'il contient. — Cass. 25 mai 1807, t. 5, p. 264, nº 19.— *V.* M. Haut. p. 609.

290. Le tribunal qui a des sujets de plainte contre un avoué, peut le suspendre de ses fonctions jusqu'à ce qu'il se soit présenté à la chambre de discipline. — Cass 3 nov. 1806, t. 5, p. 255, nº 15.—*V.* le réquisitoire de M. Merl. *Rép.* t. 2, p. 162.

291. L'avoué qui a troublé l'audience ne doit pas nécessairement être condamné aux peines portées dans les deux art. 89 et 90 C. P. C. Les juges peuvent lui appliquer l'un ou l'autre. — Orl. 25 fév. 1829, t. 37, p. 69.

292. Un avoué ne peut, par voie de discipline, et incidemment à un procès où il ne figure pas en sa qualité d'avoué, être puni par un autre tribunal que celui près duquel il exerce ses fonctions.—Cass. 3 nov. 1820, t. 5, p. 372, nº 100.

293. Un avoué ne peut être condamné à des peines de discipline, pour des fautes commises et découvertes à l'audience, que par les magistrats devant lesquels elles ont été commises. — Aix, 8 sept. 1821, t. 23, p. 302.

294. L'avoué qui, pour obtenir le paiement des frais auxquels la femme a été condamnée, saisit tant au nom du mari qu'en son propre nom des immeubles insaisissables de la femme, peut être suspendu de ses fonctions. — Paris, 1er août 1820, t. 5, p. 369, nº 99.—*V.* MM. Poth. *Tr. du mandat*, nºs 131, 132; Pig. t. 1, p. 542 et 543; Haut. p. 605; Pr. Fr. t. 1, p. 402, et t. 5, p. 422; F. L. t. 3, p. 161, nº 17; Carr. t. 3, p. 488, nº 340; et B. S. P. t. 1, p. 69, note 12.

295. L'avoué traduit devant un tribunal à raison de ses fonctions ne peut exciper de ce qu'il n'a pas été appelé devant la chambre de discipline, surtout s'il a volontairement procédé sans opposer cette exception; mais dans ce cas le tribunal ne peut juger en dernier ressort. — Renn. 6 janv. 1815, t. 5, p. 335, nº 70.

296. Lorsqu'il s'agit de la censure d'un avoué ou d'un autre officier ministériel, on peut déroger à la loi qui ne permet au ministère public que d'agir par voie de réquisition, et à celle qui veut que les audiences des tribunaux soient publiques. — Cass. 3 nov.

(1) *V.* le C. T. *introduction* au § des avoués.

1806, t. 5, p. 255, nº 16.—M. COFF. croit possible que cette question soit autrement résolue aujourd'hui.—*V.* l'annotation du nº 294.

297. L'art. 87 du décret du 30 mars 1808, qui interdit la parole aux parties quand le ministère public a été entendu, n'est pas applicable au cas où, par un réquisitoire spécial, le ministère public porte une dénonciation, une imputation imprévue, soit contre l'une des parties, soit contre l'un des officiers ministériels constitués dans la cause. — Cass. 7 août 1822, t. 24, p. 268.

298. Décidé pareillement que le droit de se défendre dans toute discussion judiciaire est un droit naturel et sacré dont personne ne peut être privé. Ainsi un officier ministériel, atteint par un réquisitoire du ministère public, doit, à peine de nullité du jugement à intervenir, être appelé et entendu dans ses moyens de défense.—Cass. 25 nov. 1823, t. 25, p. 369.

299. L'arrêt d'appel qui prononce une peine de discipline contre l'avoué qui a occupé pour l'une des parties en première instance, sans que cet avoué ait été entendu et appelé, viole le droit de la défense, et doit être cassé. — Cass. 30 août 1824, t. 27, p. 134.

300. Un tribunal peut statuer par forme de discipline, et sur la réquisition du ministère public, sur les injures proférées par un avoué dans l'auditoire même du tribunal contre un de ses membres, quoique celui-ci ne fût pas dans l'exercice de ses fonctions, ni revêtu du costume prescrit par la loi. — Cass. 15 déc. 1806, t. 5, p. 357, nº 17. — M. COFF. croit que le tribunal aurait le même droit aujourd'hui. — *V.* le réquisitoire de M. MERL. *Rép.* t. 3, p. 709, nº 5.

301. Arrêté des consuls, du 2 thermidor an X (21 juillet 1802), portant que les décisions de la chambre de discipline des avoués prononçant seulement des peines de discipline ne sont pas susceptibles de recours aux tribunaux.—T. 5, p. 246, nº 9.

302. Ainsi les décisions prononcées par les tribunaux ne la chambre du conseil contre les officiers ministériels ne sont pas sujettes à appel, lors même qu'elles entraînent la suppression des fonctions.—Gren. 31 janv. 1828, t. 34, p. 126.—V. *ibid.* nos observations sur cet arrêt.

303. Décidé cependant que l'avoué interdit par mesure de discipline peut se pourvoir en appel contre ce chef de jugement, et demander l'impression de l'arrêt qui en prononce l'infirmation.—Bourg. 15 fév. 1815, t. 9, p. 243, nº 90.—*V.* aux tomes 50, p. 195, et 51, p. 471, les arrêts des cours de Riom et de Paris, et nos longues observ.

BANNISSEMENT (1).

1. Loi relative à Charles X et à sa famille, et à la famille de Napoléon. — T. 43, p. 614.

BILLETS DE COMMERCE (2).

1. Arrêté de la commission municipale de Paris, qui proroge l'échéance des effets et billets de commerce.— T. 39, p. 243.

(1) *V. Amnistie*, 9.
(2) *V. Gar. et s.*— *Off. réelles*, 89 *et s.*— *Ress.* 505 *et s.*

CASSATION (1).

C. 1er. DU POURVOI.—A. 1er. Qui peut se pourvoir en cassation? Contre qui le pourvoi doit-il être dirigé? 1 à 43.—A. 2. Contre quels jugements peut-on se pourvoir? 44 à 72.—A. 3. Ouvertures à cassation, 73 à 119. — A. 4. Fins de non-recevoir contre les moyens de cassation, 120 à 152. —A. 5. Quels moyens peuvent être proposés en cassation? 153 à 197.—C. II. DÉLAIS ET FORMES DU POURVOI.—A. 1er. Délai, 198 à 229.—A. 2. Formes, 230 à 267. — C. III. SIGNIFICATION DE L'ARRÊT D'ADMISSION DE L'ORDONNANCE DE SOIT COMMUNIQUÉ, 268 à 299. — C. IV. EFFETS DU POURVOI, DU REJET, DE L'ADMISSION, OU DE LA CASSATION.— A. 1er. Effets du pourvoi ou du désistement de pourvoi, 300 à 315.—A. 2. Du rejet du pourvoi, 316 à 324.—A. 3. De la cassation, 325 à 345.—C. V. ATTRIBUTIONS DE LA COUR DE RENVOI, 346 à 353. — C. VI. COMPÉTENCE, ORDRE DE SERVICE DE LA COUR DE CASSATION, 354 à 371.

CHAP. Ier. *Du pourvoi.* —Art. 1er. *Qui peut se pourvoir en cassation? Contre qui le pourvoi doit-il être dirigé?*

1. L'art. 417 C. I. C, qui autorise l'avoué du condamné à former pour lui un pourvoi en cassation, s'applique à un avoué d'appel qui, en signant le pourvoi, a déclaré occuper pour le prévenu dont il avait d'ailleurs signé la requête d'appel. — Cass. 2 déc. 1814, t. 6, p. 94, no 81.

2. Lorsque deux prévenus ont été condamnés solidairement à des dommages-intérêts par un arrêt correctionnel, si l'avoué qui les a défendus tous deux forme un pourvoi au nom de l'un et non personnellement et comme prenant le fait et cause de l'autre, il ne fait un pourvoi régulier que pour le premier. — Cass. 21 nov. 1812, t. 6, p. 489, no 76.

3. En matière criminelle, le pourvoi en cassation fait au greffe par un avoué est valable, lorsqu'il a pris la qualité d'avoué du condamné et déclaré occuper pour lui. —Cass. 23 oct. 1806, t. 6, p. 463, no 50.— *V.* M. MERL. *Rép.* t. 15, p. 91, § 5.

4. En matière correctionnelle, quoique le pourvoi soit formé par un avoué que rien ne constate avoir occupé pour le demandeur devant le tribunal qui a rendu le jugement, ce pourvoi est régulier, parce qu'aux termes de l'art. 417 C. I. C., il a suffi qu'il fût formé par un avoué.—Cass. 6 mai 1830, t. 39, p. 101.

5. Est nul le pourvoi en cassation formé à la requête d'une personne décédée pendant l'instance d'appel, et non à la requête de ses héritiers, lorsque c'est à ces derniers personnellement que la signification de l'arrêt attaqué a été faite. — Cass. 8 mai 1820, t. 6, p. 511, no 99.— *V.* M. F. L. t. 1, p. 412, sect. 4, no 1.

6. Comme aussi les héritiers sont recevables à demander la cassation d'un arrêt rendu contre leur auteur, quoique les créanciers de celui-ci aient déjà succombé dans le pourvoi par eux dirigé contre le même arrêt. — Cass. 18 avr. 1806, t. 6, p. 461, no 48.

7. Un héritier peut demander personnellement et en son nom la cassation d'un arrêt précédemment attaqué au nom de tous les héritiers collectivement. — Cass. 25 therm. an XII, t. 6, p. 451, no 39. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 2, p. 73, § 8, no 3; B. S. P. p. 473, not. 5.

8. Un associé peut poursuivre en son nom seul la cassation d'un jugement rendu par défaut contre la société dont il fait partie, et contradictoirement avec lui, comme membre de cette société.—Cass. 30 vent. an XI, t. 6, p. 439, no 25. — *V.* les conclusions de MERL. *Q. D.* t. 6, p. 16, § 5.

9. Une compagnie d'avoués ne peut demander la cassation d'un arrêté par lequel le tribunal auquel ces officiers sont attachés a tracé pour son ressort un règlement en matière d'ordre et de contribution. — Cass. 30 avr. 1834, t. 47, p. 401.

Nota. Cette compagnie doit attendre qu'en vertu du règlement, le tribunal ait judiciairement prescrit une mesure illégale, et attaquer alors cette décision, soit par voie d'appel, soit par voie de cassation, selon la valeur qui aura donné lieu à la difficulté.

10, 11 et 12. En matière criminelle, la partie civile n'est pas recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt confirmatif de l'ordonnance qui a déclaré n'y avoir lieu à poursuivre. — Cass. 17 oct. 1811, 31 janv. 1828 et 22 juill. 1831, t. 6, p. 478, no 65; et t. 41, p. 556. — Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 420, sect. 4, no 2; et MERL. *Rép.* t. 15, p. 85, § 4. — C'est maintenant un point de jurisprudence hors de toute controverse.

13. Comme aussi la voie de la cassation n'est pas ouverte à la partie civile, comme elle l'est à la partie publique, contre les jugements en premier ressort, ou les autres actes par lesquels les tribunaux ont excédé leurs pouvoirs. — Cass. 26 vend. an XII, t. 6, p. 445, no 29.

14. Cependant, si l'incompétence des tribunaux s'est manifestée, on peut en faire prononcer la cassation par voie de règlement de juges, lorsque c'est devant la Cour suprême que la demande en règlement de juges doit être portée. — Arr. 26 vend. an XII, t. 6, p. 445, no 30.

15. Lorsqu'une Cour de justice criminelle statue sur l'appel d'un jugement de police correctionnelle, le recours en cassation est ouvert à la partie plaignante. — Cass. 17 flor. an XI, t. 6, p. 442, no 27. — *V.* des observations, J. A. *ibid.*

16. Le droit appartenant au procureur général près la Cour de cassation, de dénoncer à cette Cour des actes par lesquels les juges auraient excédé leurs pouvoirs, ne peut être exercé par les parties dans leur intérêt privé. — Cass. 29 janv. 1824, t. 26, p. 80.

17. Un tiers, quoiqu'il ait intérêt à attaquer l'arrêt de compétence rendu par une Cour spéciale, ne peut intervenir devant la Cour de cassation pour critiquer cet arrêt, lorsqu'il est soumis à son examen par le pourvoi du prévenu. — Cass. 8 oct. 1807, t. 6, p. 466, no 53.

18. Lorsqu'un mari a interjeté appel *à titre de son épouse*, et que cette qualité ne lui a pas été contestée dans cette instance, il peut se pourvoir en cassation en cette même qualité, qui dès lors devient incontestable. — Liége, 11 juin 1828. Baron d'Orger C. Hiesser Billig et consort.

19. Le failli peut se pourvoir en cassation contre un arrêt rendu contre les syndics de la faillite, dans le cas où ceux-ci ne se pourvoiraient pas. — Cass. 7 avr. 1830, t. 40, p. 20 (1).

20. Lorsque, dans les qualités d'un arrêt attaqué en cassation, le failli a figuré seul avec un des commissaires de la faillite, sans qu'il se soit élevé de contestation à cet égard, et sans qu'on ait réclamé contre l'absence des autres commissaires, on ne peut soutenir la nullité du pourvoi interjeté par le failli et un des commissaires, sous le prétexte que le concordat n'autorisait le failli à faire avec le concours d'un seul commissaire que les actes de pure administra-

(1) *V. Acquiesc.* 85.— *Amende*, 14 *et s.* 21 *et s.* 43 *et s.* 64 *bis*, 67 *bis et s.* 84 *et s.*—*Appel*, 319. — *Arb.* 423 *bis*, 429, 479, 483 *et s.* 504 *et s.*—*Avoc.* 110.—*Aut. comm.* 85.—*Aut. f.* 6, 46 *et s.* 64 *et s.* 111 *et s.*—*Conc.* 69, 102, 105. — *Comp.* 7.—*Cont. p. c.* 135, 373.— *Dem. n.* 4 *bis*.—*Dépens*, 12, 88, 89, 332.—*Discipl. j.* 11 *et s.* 28 *et s.* — *Enreg.* 254, 321. — *Enq.* 561 *et s.* — *Evoc.* 70 *et s.* — *Exploit*, 45, 140, 168.—*Except.* 53.—*Exp.* 32.—*Faux i.* 162 *et s.* — *Gar.* 28, 48, 67 *et s.* 84.—*Interv.* 85 *et s.* — *Jug.* 340, 342, 466, 510. — *Jug. p. i.* 153 *et s.*— *Min. p.* 19.—*Opp. mar.* 13.—*Pérempt.* 121 *et s.* 276, 293.—*Pr. à part.* 27.—*Recus.* 52, 84. — *Référé*, 95. — *Règl. j.* 24, *et s.*—*Req. civ.* 1, 13 *et s.* 43 *et s.* 46, 63.—*Ress.* 34, 37.—*Trib.* 72, 81 *et s.* 317. — *Sais.-a.* 103, 104, 265. — *Sais.-ex.* 4. — *Sais. imm.* 812.—*Renvoi*, 67 *et s.*—*Traite des noirs*, 2.

(1) *V.* la note de la p. suivante.

tion. — Cass. 27 nov. 1827. Valois C. Desbordes (1).

21. Les syndics qui ne se sont pas pourvus en cassation contre l'arrêt rendu contre eux n'ont pas qualité pour intervenir sur le pourvoi formé par le failli. — Cass. 7 avr. 1830, t. 40, p. 20 (2).

22. L'émigré représenté dans une instance par une personne sans qualité, notamment par un fondé de procuration dont la mort civile de l'émigré avait fait cesser les pouvoirs, est recevable à attaquer le jugement par voie de cassation. — Cass. 29 janv. 1824, t. 28, p. 350.

23. Lorsque l'acquéreur d'un immeuble a été évincé, le vendeur peut se pourvoir en cassation contre le jugement, bien qu'il n'ait pas été partie en cause. — Cass. 30 juin 1818, t. 4, p. 763, no 53.

24 et 25. Un créancier surenchérisseur est recevable à se pourvoir en cassation contre un arrêt qui rejette sa surenchère, quoiqu'il ait été désintéressé par des offres réelles, si tous les autres créanciers ne l'ont pas été. — Cass. 31 mai 1831, t. 41, p. 494.

26. L'habitant d'une commune peut se pourvoir en cassation contre un arrêt dans lequel il a été partie, et qui a été rendu sur la question de savoir s'il existe un droit de vaine pâture sur les biens de cette commune. — Cass. 14 déc. 1831, t. 42, p. 184.

27. Quand un receveur de l'enregistrement a plaidé, tant en première instance qu'en cause d'appel, sans l'adjonction de la régie des domaines, celle-ci ne peut demander la cassation de l'arrêt qui condamne son receveur, si le pourvoi de ce préposé n'est pas recevable. — Brux. 20 déc. 1821. Gérard et la régie C. de Villegan.

28. L'annulation des actes judiciaires contraires aux lois, qui auraient été faits dans une Cour royale ou une Cour d'assises, appartient exclusivement à la Cour de cassation, qui doit être requise par le procureur général du roi près cette Cour, sur l'ordre formel du ministre de la justice. — Cass. 21 avr. 1827, t. 33, p. 154.

29. Ainsi le procureur général à la Cour de cassation peut seul requérir l'annulation d'un jugement dans l'intérêt de la loi. — Cass. 7 déc. 1826. Intérêt de la loi C. Michel.

30 et 31. Au procureur général près la Cour de cassation seul appartient le droit de demander, dans l'intérêt de la loi, la cassation d'un arrêt d'acquittement rendu par une Cour d'assises. — Cass. 27 janv. 1831. Ministère public C. Fageole.

32. Pour que le ministère public soit recevable à former, dans l'intérêt de la loi, un pourvoi contre un jugement en dernier ressort, il suffit que trois mois se soient écoulés depuis la signification de ce jugement, sans qu'aucune des parties en ait demandé la cassation. — Cass. 12 nov. 1832.

33. Le ministère public ne peut d'office se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui relève le débiteur de l'amende par lui encourue pour dénégation de sa signature. — Cass. 9 déc. 1819, t. 2, p. 622, no 53. — *V.* MM. B. S. P. p. 472, no 32; Carr. t. 1, p. 543, note 1.

34. Le ministère public peut appeler d'un jugement qui a repoussé son réquisitoire tendant à faire condamner à l'amende un notaire pour n'avoir pas fait afficher le contrat de mariage d'un commerçant, et par conséquent il peut en demander la cassation. — Cass. 29 octobre 1830. Ministère public C. Drojat.

35. Le ministère public n'a pas d'action pour la répression des contraventions aux lois sur les contributions indirectes, et il ne peut former en cette matière un pourvoi en cassation. — Cass. 25 août 1827. Leblanc et Brunet.

36. L'adjoint du maire ou le commissaire de police qui a rempli les fonctions du ministère public devant un tribunal de simple police, n'a pas qualité pour se pourvoir en cassation, lorsque le jugement auquel il a donné ses conclusions a été infirmé par appel. — Cass. 23 sept. 1826 et 18 sept. 1828. Intérêt de la loi C. Darollet.

37 et 38. Lorsqu'il s'agit d'une action solidaire, le pourvoi en cassation est valablement formé, quoique toutes les parties n'aient pas été assignées pour y défendre. — Cass. 29 germ. an XI, t. 6, p. 440, no 26. — *V.* les conclusions de Merl. *Q. D.* t. 1, p. 365, § 22 (1).

39. Lorsque le syndic d'une communauté prend fait et cause pour un de ses membres, le pourvoi dirigé contre l'arrêt rendu au profit de ce membre est valablement formé vis-à-vis des syndics, et devient commun à celui qui a obtenu l'arrêt attaqué. — Cass. 10 déc. 1828, t. 36, p. 149.

40. Si, dans une instance en nullité de saisie immobilière, l'huissier est appelé en garantie par le saisissant, et que l'arrêt déclarant la saisie nulle mette les frais à la charge de l'huissier, celui-ci est recevable à diriger son pourvoi, non-seulement contre le saisissant, mais même contre le saisi, et à demander la réformation de l'arrêt, tant au chef qui met les frais à sa charge, qu'au chef qui déclare la saisie nulle. — Cass. 20 avr. 1818, t. 20, p. 518, no 595.

41. La femme représentée par son mari en première instance est inutilement citée avec ce dernier devant la Cour de cassation. — Cass. 4 vent. an XI, t. 19, p. 73, no 42.

42. La chambre civile de la Cour de cassation n'a rien à statuer à l'égard d'une personne à laquelle on a notifié un arrêt d'admission d'un pourvoi, sans expliquer le motif de cette notification, si cet arrêt n'autorise point à l'assigner, et si le pourvoi n'a pas été dirigé contre elle. — Cass. 8 mars 1834, t. 46, p. 299.

43. Lorsque l'arrêt portant admission d'un pourvoi dirigé contre plusieurs parties ne permet d'assigner que quelques-unes d'entre elles devant la chambre civile, le demandeur peut, même après avoir obtenu un arrêt de cassation contre elle, soit reprendre son pourvoi contre les autres, soit se pourvoir de nouveau contre ces dernières s'il est encore dans les délais. — Cass. 19 août 1833, t. 46, p. 150.

Art. 2. *Contre quels jugements on peut se pourvoir* (1).

44 et 45. Le ministère public ne peut se pourvoir en cassation du jugement dans lequel les formes auraient été violées, que lorsque ce jugement est rendu en dernier ressort. — Cass. 29 août 1827, 24 juin 1829. Intérêt de la loi, Minard-Larroist et Chaumasse.

46. C'est par la voie de la cassation qu'il faut se pourvoir contre un jugement en dernier ressort, par lequel un tribunal rapporte expressément un jugement antérieur, qu'il avait rendu en dernier

---

(1 et 2) On peut consulter, sur la qualité du failli pour poursuivre telles ou telles actions, le mot *action*, chap. 1er, art. 3.

(1) Des questions analogues ont été décidées par des arrêts qu'on ne peut trouver qu'aux mots *appel* et *exploit*.

(1) Nous ne devons pas dissimuler à nos lecteurs que de grandes difficultés de classification se sont présentées aux mots généraux, *acquiescement*, *cassation*, *appel*, *dépens*, *exploit*, etc.; que nous avons été souvent forcés, ou de placer les mêmes notices à des mots différents, ou de joindre des notices identiques en apparence, mais ayant un trait plus ou moins direct à tel mot plutôt qu'à tel autre. A cet article du mot *cassation* on peut juger de tout notre embarras: peut-être aurait-il fallu renvoyer à appel, à arbitrage, à jugement, à ressort, etc., la plupart des notices qu'on va lire; cependant le lecteur n'eût pas été satisfait de ne pas trouver au mot *cassation* les questions jugées à l'occasion d'un pourvoi, ou sur la recevabilité d'un pourvoi. Pour s'éclairer parfaitement, il n'en devra pas moins recourir à chacun des mots où il doit trouver l'application des principes dont il lui sera utile de connaître l'étendue: ainsi, pour prendre un seul exemple, au no 56, c'est bien une question de cassation; mais il est évident qu'aux mots *enquête*, *jugement*, *ressort* et peut-être *appel*, des principes analogues ont dû être posés dans plusieurs arrêts. Rien n'est plus incertain qu'une semblable classification, quelque soin qu'on y apporte, et l'auteur d'une table a toujours besoin d'une grande indulgence de la part de ses lecteurs.

ressort aussi entre les mêmes parties.— Cass. 21 avr. 1813, t. 18, p. 773, n° 33.

47. On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement de police condamnant à 1 fr. d'amende et à la démolition d'ouvrages construits en contravention aux arrêtés de police locale. Un tel jugement n'est pas en dernier ressort. — Cass. 25 juin 1830. Fromage C. le ministère public.

48. Un jugement rendu partie en premier ressort, partie en dernier ressort, ne peut être attaqué que par un pourvoi en cassation. — Cass. 1er prairial an XI, t. 19, p. 74, v° *ressort*, n° 45.— Cet arrêt n'a pas fait jurisprudence.

49. Le pourvoi en cassation n'est pas recevable contre un jugement sujet à appel tant que durent les délais pour appeler. — Cass. 16 mai 1825, t. 31, p. 105.

50. Lorsque la régie a intenté une demande en paiement d'un billet souscrit par un tiers pour acquitter le débet d'un receveur, et qu'il s'agit d'une somme de plus de 1,000 fr., elle ne peut se pourvoir en cassation avant d'avoir pris la voie de l'appel. — Cass. 10 août 1814, t. 11, p. 327, v° *enregistrement*, n° 103.

51. La question de savoir si le copropriétaire d'un bois indivis avec l'Etat a droit à la moitié du décime par franc payé par les adjudicataires des coupes, est une question de propriété susceptible d'appel; par conséquent on ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement qui statue sur une pareille contestation. — Cass. 16 mars 1825, t. 30, p. 252.

52. Le recours en cassation n'est pas ouvert contre le jugement ou arrêt purement interlocutoire, c'est-à-dire qui ne décide définitivement aucun point en contestation. —Brux. 20 déc. 1825, 31 mai 1823.

53. Le pourvoi en cassation est recevable contre la disposition définitive d'un arrêt, définitif sur un chef, et interlocutoire sur un autre. — Cass. 28 mai 1827. Beauture et Duval C. Fumechon.

54. On ne peut se pourvoir en cassation d'un jugement définitif qui ne fait que se conformer à un jugement interlocutoire auquel on a laissé acquérir force de chose jugée.—Cass. 1er fév. 1832, t. 43, p. 541.

55. Le jugement qui admet une preuve testimoniale, malgré l'opposition d'une des parties, est définitif et susceptible d'un recours en cassation. — Cass. 29 mai 1827, t. 33, p. 319.

56 et 57. Est préparatoire, et peut être attaqué en cassation en même temps que l'arrêt définitif, l'arrêt qui permet à une partie de faire entendre en appel de nouveaux témoins. — Cass. 5 juin 1828. Le ministère public C. Peyrard.

58. L'arrêt qui déclare n'y avoir lieu d'ordonner la disjonction des poursuites simultanément dirigées contre deux prévenus du délit d'habitude d'usure, ne préjuge pas le fond, et dès lors ne peut être considéré que comme un simple arrêt d'instruction contre lequel le pourvoi ne peut être fait qu'après l'arrêt définitif.— Cass. 3 juin 1826.

59. Est sujet au recours en cassation le jugement qui statue sur une opposition à une taxe de dépens. —Liége, 28 nov. 1829, t. 40, p. 331.

60. La Cour de cassation ne peut pas juger le pourvoi du ministère public contre un acte d'un tribunal de simple police constatant simplement un arrangement entre les parties. — Cass. 31 octobre 1828. Ministère public C. Prévost et Jamain.

61. Le ministère public ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement correctionnel qui ne prononce que des peines de simple police; il ne peut qu'en appeler. — Cass. 2 octobre 1828. Ministère public C. Dulong et Paris.

62. Le recours en cassation n'est ouvert contre un arrêt par défaut qu'après le délai de l'opposition.— Brux. 29 mai 1822. — *V. infrà*, n° 66, et les observations.

63. En matière civile, le pourvoi en cassation contre un jugement définitif et en dernier ressort rendu par défaut, est recevable. — Cass. 1er frimaire an XII, t. 6, p. 447, n° 32.

64. Le demandeur en cassation contre un arrêt ou jugement par défaut doit être déclaré non recevable, s'il ne s'est pas pourvu en temps utile contre l'arrêt ou jugement qui sur l'opposition a ordonné l'exécution du premier. —Cass. 21 avr. 1807, et 24 nov. 1823, t. 6, p. 464, n° 51, et t. 25, p. 366. — M. *Q. D.* t. 1, p. 355, § 8, distingue le cas où l'on se borne à demander la cassation du jugement par défaut, de celui où l'on demande la cassation du jugement portant débouté d'opposition. — *V.* en ce sens M. B. S. P. t. 2, p. 483, not. 40, n° 1. — *V.* néanmoins J. A. t. 3, p. 321. —*V.* aussi *suprà*, n° 62, et *infrà*, n° 66.

65. Il a été décidé cependant que le pourvoi contre un jugement de débouté d'opposition est recevable quoiqu'on n'attaque pas le jugement par défaut. — Cass. 22 therm. an IX, t. 6, p. 424, n° 12.—*V.* M. M. *Q. D.* t. 1, p. 355.

65 *bis*. Le pourvoi contre un arrêt rendu par défaut contre l'appelant est non recevable, si la Cour royale s'est bornée à débouter l'appelant de son appel sans vérification.—*V.* notre mot *appel*, n° 580 et suiv., où se trouvent des principes analogues.

66. Le jugement d'un tribunal de police rendu par défaut ne peut être attaqué par la voie de la cassation qu'après l'expiration du délai d'opposition.—Cass. 10 frim. an XIII, t. 6, p. 458 et 44. — *V.* J. A. des obser.— C'est la conséquence du principe que les voies extraordinaires ne sont admises contre les jugements ou arrêts qu'à défaut des voies ordinaires. Les auteurs ont unanimement embrassé cette opinion.—*V.* MM. B. S. P. p. 474, § 2, n° 2; F. L. t. 1, p. 419, sect. 4, n° 1; MERL. t. 2, p. 51, § 3, n° 8; LEGRAVEREND, t. 4, p. 386 — V. *suprà*, n° 62 et s.

67. L'arrêt d'une chambre des appels de police correctionnelle, qui porte qu'il a été rendu en *matière ordinaire*, n'est pas pour cela sujet à cassation, s'il a été réellement rendu sur une affaire civile sommaire. — Cass. 6 juill. 1825, t. 29, p. 301.

68. Un jugement rendu par arbitres forcés en vertu de la loi du 10 juin 1793, auquel il n'y a pas eu d'appel dans les délais fixés par les lois du 28 brum. an VII et 11 frim. an IX, doit irrévocablement sortir son plein et entier effet, et ne peut plus être attaqué, même par voie de cassation. — Cass. 24 avr. 1822, t. 24, p. 116.

69. Une compagnie d'assurances mutuelles n'est pas une société commerciale; en conséquence, l'arbitrage où une telle compagnie se trouve partie est volontaire, et le jugement arbitral n'est pas susceptible, avant l'appel, du recours en cassation.—Cass. 15 juill. 1829, 17 déc. 1829, t. 38, p. 28.

70. On ne peut recourir en cassation, même pour excès de pouvoir, contre l'arrêt rendu sur l'appel d'une décision disciplinaire émanée d'une chambre de notaires. — Cass. 4 déc. 1833, t. 47, p. 577.

71. Lorsqu'un tribunal devant lequel une affaire a été portée en appel, comme elle devait l'être, devient postérieurement incompétent pour juger de cet appel, et cependant rend un jugement sur la contestation, ce n'est pas devant la Cour royale d'où ressortit ce tribunal que doit être porté le recours contre son jugement, mais bien devant la Cour de cassation. — Cass. 18 avr. 1827, t. 33, p. 21.

Art. 3. *Ouvertures à cassation* (1).

72. On ne peut invoquer pour la première fois devant la Cour de cassation, ni la prescription, ni l'incapacité résultante de la mort civile.—Cass. 11 juill. 1833.

73. On ne peut déférer à la Cour de cassation la disposition d'un arrêt qui déclare que, d'après les termes d'une procuration, le mandataire avait pouvoir de constituer et a régulièrement constitué un avoué. — Cass. 13 août 1827, t. 34, p. 17.

74. L'arrêt qui rejette une demande en désaveu, en déclarant en fait que la partie qui le forme a adhéré aux actes des avoués, est suffisamment justifié devant la Cour de cassation. — Cass. 13 août 1827, t. 34, p. 17.

75. L'appréciation des faits pour lesquels un tribunal suspend un avoué de ses fonctions, par application des art. 151 du décret du 1er

(1) Nos lecteurs doivent, pour cet article, tenir compte de l'observation qu'ils ont lue sous l'article précédent.

février 1807, et 102 de celui du 30 mars 1808, ne peut donner ouverture à cassation. — Cass. 21 déc. 1830. Me G... C. ministère public.

76. Les Cours royales jugent souverainement la question de savoir s'il résulte ou non des termes d'un exploit qu'il en a été donné une ou plusieurs copies. — Cass. 14 mars 1821, t. 23, p. 83.

77. Lorsque, dans un exploit donné à l'administration d'un hospice, on lit qu'il a été laissé *à domicile*, parlant à la personne d'un administrateur, et qu'une Cour royale déclare que ces mots *à domicile* expliquent suffisamment que l'exploit avait été laissé au bureau de l'administration, ainsi que le prescrit l'art. 69, § 3, C. P. C., il y a là une appréciation de fait qui échappe à la censure de la Cour de cassation. — Cass. 27 avr. 1830, t. 40, p. 36.

78. La disposition d'un arrêt qui déclare un contrat simulé ne peut donner lieu au recours en cassation. — Cass. 17 fév. 1824, t. 26, p. 130.

79. Lorsqu'un arrêt a décidé que deux contrats n'étaient pas indivisibles, et que l'un pouvait être exécuté indépendamment de l'autre, il a prononcé sur une question de fait dont l'appréciation n'est pas du ressort de la Cour de cassation. — Cass. 28 fév. 1828, t. 35, p. 200.

80. Lorsqu'une Cour royale a approuvé un certificat de vie produit à l'appui des poursuites, c'est un fait duquel ne peut résulter ouverture à cassation. — Cass. 8 fév. 1817, t. 20, p. 480, vo *saisie immobil.* no 554.

81. Quand une Cour d'appel, en infirmant un jugement de première instance, a décidé en fait que la matière était disposée à recevoir jugement sur le fond, on ne peut se plaindre devant la Cour de cassation de ce qu'il a été en effet statué sur le fond par un seul et même arrêt. — Cass. 27 nov. 1818, t. 4, p. 754, vo *autorisation de communes*, no 45.

82. Une commune déclarée civilement responsable en vertu de la loi du 10 vend. an IV, ne peut se plaindre devant la Cour de cassation de ce que d'autres communes n'ont pas été déclarées complices des désordres, et de ce que la restitution en nature n'a pas été ordonnée, lorsque d'un côté le fait de la complicité n'a pas été articulé devant les juges du fond, et lorsque d'un autre côté l'arrêt a déclaré que la restitution en nature n'avait pas été offerte, et ne pouvait même être opérée.—Cass. 27 nov. 1818, t. 4, p. 755, vo *autorisation de communes*, no 347.

83. L'arrêt qui déclare qu'une sentence arbitrale est nulle, comme rendue hors des termes du compromis, contient une interprétation d'acte qui le met à l'abri de la censure de la Cour de cassation. — Cass. 23 juin 1819, t. 16, p. 538, vo *jugement arbitral*, no 121.

84. Les tribunaux ont le droit d'apprécier la gravité des indices qui peuvent autoriser la preuve testimoniale de la filiation; c'est une question à l'abri de la cassation. — Rouen, 16 nov. 1825. Caïron C. Caïron.

85. Les tribunaux peuvent apprécier les faits et indices qui doivent produire la séparation de corps; ils ont à cet égard un pouvoir discrétionnaire a l'abri de la cassation. — Rouen, 18 nov. 1825. Caïron C. Caïron.

86. En matière d'enregistrement, il appartient à la Cour de cassation d'apprécier les actes.—Cass. 10 mai 1819, p. 349, vo *enregistrement*, no 121.

87. Ainsi le jugement qui décide que tel acte ne contient pas une liquidation, et qu'ainsi il n'est pas soumis au droit proportionnel établi par la loi du 22 frim. an VII sur les actes qui renferment une liquidation, ne peut être considéré comme n'ayant décidé qu'une simple question de fait, et comme ne pouvant de ce chef donner ouverture à cassation. — Cass. Brux. 16 mars 1826.

88. On ne peut se pourvoir en cassation contre un arrêt qui déclare que l'acquiescement donné par une partie résulte de certains actes et de certains faits. — Cass. 12 avr. 1810, t. 15, p. 210, vo *jugement*, no 38. — *V.* les concl. confor. de M. MERL. *Rep.* t. 5, p. 473.

89. On n'est pas recevable à soutenir devant la Cour suprême que les pièces fausses sur lesquelles la requête civile est fondée sont sans influence au fond, et à faire résulter de cette circonstance un moyen de cassation contre l'arrêt qui a admis la requête civile.—Cass. 22 pluv. an IX, t. 18, p. 983, vo *requête civile*, no 4.

90. Une condamnation *ultrà petita* cesse d'être uniquement un moyen de requête civile, et devient un moyen de cassation, si la loi s'opposait à la condamnation, lors même qu'il y eût été conclu. — Cass. 18 juin 1810, t. 6, p. 372, no 59. — *V.* M. B. S. P. p. 478, not. 23, no 2.

91. Lorsqu'une Cour royale, pour écarter une exception, se fonde sur des faits démontrés erronés par les actes rapportés dans les qualités de l'arrêt, il y a alors erreur matérielle qui doit entraîner la cassation de l'arrêt. — Cass. 21 mars 1825, t. 29, p. 146.

92. Les tribunaux peuvent ordonner ou refuser la comparution des parties à leur audience, sans que leur décision puisse à cet égard donner ouverture à cassation. — Cass. 3 janv. 1832, t. 43, p. 426.

93. La condamnation aux dépens contre une partie qui n'a point succombé, donne ouverture à la cassation de l'arrêt qui l'a prononcée sans alléguer aucun motif propre à le justifier. — Cass. 22 juill. 1818, t. 9, p. 251, vo *dépens*, no 100. — *V.* J. A. les observations conformes; et M. B. S. P. p. 478, not. 17, no 4.

94. L'arrêt qui n'a pas décidé laquelle des deux parties devrait supporter les dépens n'est pas sujet à cassation, et peut seulement être attaqué par voie de requête civile. — Cass. 4 mai 1825, t. 30, p. 145.

95. On ne peut se pourvoir en cassation contre la disposition finale d'un arrêt portant qu'il pourra être exécuté sur copie signifiée seulement à avoué.—Cass. 14 juill. 1830, t. 40, p. 89.

96. La déclaration en fait que l'exécution d'une sentence est impossible échappe à la censure de la Cour de cassation. — Cass. 29 mars 1827. Lacuie C. Charue.

97. Il y a lieu à cassation contre un jugement ou un arrêt qui n'a pas prononcé expressément sur une réquisition du ministère public, quoique l'on puisse induire de ses motifs que le tribunal ou la Cour l'a rejetée. — Cass. 16 août 1811, t. 22, p. 71, no 98.

98. Ne donne pas lieu à cassation l'omission de statuer sur les conclusions en résolution de vente prises, contre le tiers détenteur, par un vendeur que les juges déboutent de ses poursuites contre ce tiers détenteur, attendu que la prescription est acquise à celui-ci. — Cass. 12 janv. 1831. Mairser C. Martin.

99. On ne peut faire un moyen de cassation de ce qu'un créancier a été colloqué dans un ordre pour la totalité de sa créance, bien qu'une partie de cette créance fût éteinte par prescription, alors que la partie non éteinte forme une somme supérieure à celle qu'il s'agissait de distribuer. — Cass. 14 nov. 1826. Ferrette C. Len.

100. La cassation des jugements de juges de paix ne peut être demandée que pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir; mais l'omission des formalités légales ne suffit pas pour autoriser un pourvoi. — Cass 15 fév. 1810, t. 3, p. 254, vo *appel*, no 128.

101. Lorsqu'un jugement d'un tribunal de première instance en jugeant par appel le jugement d'un juge de paix l'infirme comme ayant incompétemment jugé, mais aussi comme ayant mal jugé au fond, on ne peut se pourvoir en cassation contre ce jugement, par le seul motif qu'il a mal jugé la question d'incompétence, si on reconnaît qu'au fond il n'y a pas lieu à cassation. — Cass. 12 nov. 1828. Dupeyroux C. Maubert.

102. Une partie ne peut se faire un moyen de cassation de ce qu'il n'a pas été statué sur l'incompétence opposée par son adversaire. — Cass. 4 août 1806, t. 9, p. 73, vo *demande nouvelle*, no 24.

103. Ce n'est qu'après avoir par-

couru le deuxième degré de juridiction qu'on peut se pourvoir en cassation d'un jugement pour incompétence, quoique rendu sur une somme inférieure à mille francs. — Cass. 28 nov. 1831, t. 45, p. 536 (1).

104. Dans le cas où un jugement correctionnel a, conformément aux conclusions du ministère public, renvoyé un prévenu de la plainte, et rejeté l'action en dommages-intérêts de la partie civile, le ministère public n'est pas recevable à se pourvoir contre ce jugement, sur le seul motif que le tribunal était incompétent pour prononcer sur l'action civile en dommages-intérêts et par suite pour la rejeter. — Cass. 13 juill. 1827. Ministère public C. Gueschey.

105. L'inobservation de la maxime qui défend de *plaider par procureur* ne peut donner matière à cassation. — Brux. 31 oct. 1816 ; Cass. 6 avr. 1831, t. 41, p. 407 (2).

106. Ne peut donner ouverture à cassation l'arrêt qui rejette une demande en sursis pour justifier d'un nouveau moyen, en déclarant qu'elle ne tend qu'à différer la décision de la cause. — Cass. 4 avr. 1831, t. 41, p. 489.

107. N'est pas recevable le moyen de cassation tiré de ce que les juges n'ont point statué sur l'exception *judicatum solvi* proposée par un Français contre un étranger, dont il a contesté au fond les prétentions pendant plusieurs années, et à l'égard duquel il paraît avoir abandonné par là cette exception.—Cass. 28 déc. 1831. Trimaille C. Durand.

108. Les Cours royales sont investies d'un pouvoir discrétionnaire pour prononcer la suppression des mémoires produits par une partie comme calomnieux, de telle sorte que leur décision est à cet égard à l'abri de la cassation. — Cass. 27 nov. 1816, t. 4, p. 755, nº 48.

109. L'arrêt qui, interprétant les énonciations contenues dans un jugement, décide qu'il a été régulièrement rendu, ne peut sur ce point encourir la cassation.—Cass. 2 janv. 1828, t. 34, p. 5.

110. L'énonciation d'un motif erroné ne peut pas donner ouverture à la cassation d'un arrêt, qui se justifie d'ailleurs par d'autres motifs conformes à la loi. — Cass. 24 juill. 1821, t. 23, p. 248.

111. Comme aussi une partie ne peut attaquer par voie de cassation les motifs d'un arrêt ou d'un jugement dont le dispositif lui est favorable, quoique parmi ces motifs il s'en trouve de contraires à son honneur, et que l'affiche ait été ordonnée. Si ces motifs sont de nature à constituer une diffamation ou une injure, elle a le droit de se pourvoir contre le jugement par les voies ordinaires. — Cass. 29 janv. 1824, t. 26, p. 80.

112. Un moyen de requête civile ne peut être employé comme moyen de cassation.—Cass. 3 frim. an IX, t. 18, p. 982, vº *requête civile*, nº 2.

113. Il y a lieu à cassation pour défaut de motifs, et non à requête civile pour omission de prononcer, lorsque le jugement rejette une demande, sans statuer sur un règlement de compte proposé pour la première fois en appel — Cass. 20 juin 1827, t. 34, p. 100.

114. Le défaut de communication d'une cause communicable au ministère public est un moyen de requête civile et non de cassation. — Cass. 23 avr. 1833, t. 45, p. 450.

115. La contrariété d'arrêts ne donne pas ouverture à cassation, lorsque les arrêts contraires sont rendus entre parties différentes, et surtout lorsque le second arrêt est rendu sur la tierce opposition formée contre le premier. — Cass. 13 nov. 1823, t. 29, p. 81.

116 et 117. Il n'y a pas ouverture à cassation contre la décision d'une Cour qui, saisie d'une instance en inscription de faux contre l'arrêt d'une autre Cour, déclare qu'il n'y a pas de fausse énonciation dans cet arrêt, mentionnant qu'il a été rendu en audience publique, quoique à l'audience il n'ait été prononcé qu'ainsi : *Il y a arrêt.* — Cass. 29 nov. 1831, t. 43, p. 527.

118. Un arrêt de Cour royale, basé sur une décision administrative, ne peut être cassé sous prétexte qu'il se trouverait en contradiction avec une ordonnance royale intervenue ultérieurement, et qui aurait annulé la décision administrative.—Cass. 3 août 1825, t. 31, p. 31.

119. N'est pas susceptible de cassation l'arrêt rendu dans une espèce régie par les lois anciennes, et qui adopte une doctrine controversée. — Cass. 13 déc. 1830, t. 41, p. 458.

120. On ne peut non plus demander la cassation d'un arrêt parce qu'il ne s'est pas conformé à la jurisprudence d'un parlement — Cass. 13 juill. 1830, t. 40, p. 117.

Art. 4. *Fins de non-recevoir contre les moyens de cassation* (1).

121. En matière de cassation il n'est pas nécessaire, pour que le pourvoi soit recevable, de justifier que l'avoué qui l'a introduit était muni à cet effet d'un pouvoir spécial. — Brux. 22 mars 1827.

122. L'exécution spontanée d'un jugement ou arrêt qui prononce en dernier ressort, avant même toute signification, constitue un acquiescement qui rend le pourvoi en cassation non recevable.—Cass. 3 fruct. an XIII, t. 1, p. 127, nº 43.

123. Comme aussi l'exécution d'un arrêt sans aucune réserve opère une fin de non-recevoir qui peut être opposée au pourvoi en cassation dirigé contre cet arrêt. — Cass. 28 juin 1815, t. 6, p. 498, nº 85.

124. On est recevable à se pourvoir en cassation contre un jugement, quoiqu'il ait été signifié d'avoué à avoué, sans protestation ni réserve. — Cass. 20 nov. 1826, t. 32, p. 361.

125. Celui qui s'est réservé la faculté de se pourvoir en cassation peut attaquer par cette voie l'arrêt qu'il a volontairement exécuté. — Cass. 7 août 1827. Thieffrien C. Beauvois.

126. On peut se pourvoir en cassation contre un arrêt signifié sous la réserve de tous moyens, droits et actions. — Brux. 4 déc. 1829. Aldersde C. Parys.

127. Celui qui comparaît dans l'instance en exécution d'un arrêt contre lequel il s'est pourvu en cassation, ne se rend pas non recevable dans ce pourvoi. — Cass. 18 août 1830. Veuve Crespel C. les héritiers Crespel.

128. On n'est pas recevable à se pourvoir en cassation d'un arrêt, si l'on a payé les dépens auxquels il condamnait, après avoir demandé des délais pour les payer, et des réductions sur diverses parties. — Cass. 8 fév. 1831, t. 40, p. 327.

129. Le pourvoi en cassation contre l'arrêt définitif n'est pas recevable, lorsqu'on n'a pas attaqué par cette voie un arrêt interlocutoire qui préjuge le fond, et qui a été exécuté sans opposition pour l'autre partie.—Cass 11 janv. 1808 et 13 mars 1826, t. 6, p. 468, nº 55. — *V.* les obs. et M. F. L. t. 1, p. 419, not. 1.—V. *infrà*, nº 138.

130. Lorsque, après un interlocutoire qui dans ses motifs décide en faveur de l'appelant le point de droit en discussion, l'intimé défendeur originaire à une demande en cessation de gestion et en reddition de compte a conclu à être mis hors de cause, ce dernier ne peut plus se pourvoir en cassation contre le même interlocutoire, et contre l'arrêt définitif qui adjuge à l'appelant les conclusions par lui prises en première instance. — Brux. 20 déc. 1821.

131. On peut se pourvoir en cassation contre un jugement d'arbitres forcés nommés en exécution de la loi du 2 octobre 1793, encore qu'on y ait acquiescé dans un temps où, selon l'opinion commune, ces sortes de jugements ne pouvaient être attaqués par la voie de cassation. — Cass. 9 pluv. an

(1) Voir aussi le mot *règlement de juges*.

(2) V. au mot *appel*, les nombreux arrêts intervenus pour des cas où il s'agissait d'une action par procureur.

(1) Il faut se reporter à notre mot *acquiescement*, chap. 4, nos 186 et suiv.

XIII et 24 mars 1807, t. 1, p. 119, no 38. — *V.* les conclusions de M. MERL. dans cette affaire. *Rép.* t. 1. p. 59; mais *V.* P. t. 1, p. 430, no 33.

132. Le pourvoi en cassation formé par le porteur d'un billet à ordre contre un jugement qui lui a refusé sa garantie vis-à-vis du tireur, ne peut être déclaré non recevable, sous le prétexte que depuis ce jugement il s'est écoulé plus de 5 ans, et qu'ainsi l'action en paiement de la lettre de change ou du billet à ordre serait prescrite si ce même jugement n'avait point été signifié. — Cass. 28 juill. 1824, t. 27, p. 130.

133. Lorsque la Cour royale, en rejetant une fin de non-recevoir proposée contre l'appel, a ordonné de plaider au fond, le demandeur en cassation qui a exécuté cet arrêt en plaidant au fond n'est pas, par cette circonstance, non recevable devant la Cour suprême. — Cass. 27 juin 1820, t. 3, p. 461, no 289.

134. Mais, lorsqu'un arrêt, en déclarant une requête civile non recevable, a néanmoins ordonné la restitution de l'amende consignée, la partie qui retire l'amende en vertu de l'arrêt est censée y acquiescer, et se rend non recevable à l'attaquer par la voie de cassation. — Cass. 13, therm. an XII, t. 1, p. 115, no 36.—*V.* M. MERL. t. 1, p. 59, et t. 3, p. 94.

135. La partie saisie qui a succombé en appel sur les moyens de nullité par elle proposés contre une poursuite de saisie immobilière, se rend non recevable à se pourvoir en cassation, lorsque, sans faire la réserve expresse de son recours, elle propose de nouveaux moyens de nullité. — Cass. 4 fév. 1811 et 1er déc. 1813, t. 20, p. 295, no 303. — V. *saisie immobilière.* —Telle est l'opinion de M. B. S. P. p. 605, not. 116, observ. 1. — *V.* aussi MM. CARR. t. 2, p. 679, not. 2, no 4, et B. S. P. p. 294, not. *a*, no 3, et p. 295.

136. L'acquéreur qui reçoit de son vendeur le prix de l'immeuble dont on l'a évincé ne se rend pas non recevable à se pourvoir en cassation contre le jugement qui a prononcé l'éviction.—Cass. 30 juin 1818, t. 4, p. 764, no 54.

137. La régie de l'enregistrement n'est pas non recevable à se pourvoir en cassation contre un jugement, par cela seul que son receveur, en payant le montant des condamnations contre elle prononcées, s'est fait remettre les pièces du procès, si d'ailleurs elle en offre la communication à la partie adverse. — Cass. 31 mars 1819, t. 19, p. 355, no 121.

138. Il ne résulte pas une fin de non-recevoir contre le pourvoi en cassation formé contre un premier arrêt, de la circonstance que plusieurs autres arrêts qui en sont la suite et la conséquence n'ont pas été attaqués dans le délai de la loi. — Cass. 18 nov. 1812, t. 6, p. 488, no 75. — V. *suprà*, no 120.

139. Le pourvoi en cassation ne doit pas être déclaré non recevable, parce que la partie condamnée aurait en même temps et par précaution interjeté appel du jugement, pour le cas où la Cour de cassation penserait que ce jugement, quoique qualifié en dernier ressort, n'avait pu être rendu qu'en premier ressort, et ne pouvait être attaqué que par la voie de l'appel. — Cass. 9 mars 1824, t. 26, p. 163.

140. Un avoué condamné à la suspension de ses fonctions par un arrêt rendu sans qu'il ait été entendu ni appelé, et qui se pourvoit en cassation contre cet arrêt, ne peut être déclaré non recevable, sous le prétexte qu'il aurait dû se pourvoir préalablement par tierce opposition. — Cass. 30 août 1824, t. 27, p. 134.

141. La tierce opposition n'est pas un obstacle au pourvoi en cassation, lorsqu'on s'est désisté de la tierce opposition, et qu'il a été donné acte du désistement par un jugement non attaqué. — Cass. 1er juillet 1823, t. 25, p. 241.

142. Un arrêt peut être attaqué simultanément en cassation et par voie de requête civile. — Cass. 18 vend. an XIII, t. 6, p. 453, no 42.

143. En matière correctionnelle, une partie dont l'appel était irrégulier ne peut opposer au pourvoi en cassation contre le jugement définitif qui a rejeté les moyens de nullité, une fin de non-recevoir résultante de ce qu'un premier jugement qui avait ordonné son audition sur l'assignation à elle donnée par d'autres appelants, n'a pas été attaqué par la voie de cassation. — Cass. 16 mars 1815, t. 3, p. 432, vo *appel*, no 258. — *V.* M. B. S. P. *Dr. crim.* p. 118, et F. L. t. 1, p. 194.

144. La partie dont l'appel a été déclaré tardif et nul, n'est pas recevable à se faire un moyen de cassation de ce que son appel a été rejeté, si les juges, tout en considérant l'appel comme nul, ont néanmoins examiné et jugé le fond de l'affaire. — Cass. 22 mars 1825, t. 29, p. 191.

145. Lorsque, sur le défaut d'un appelant, l'intimé propose et fait accueillir la nullité de l'acte d'appel, et que l'appelant se pourvoit en cassation, l'intimé ne peut pas présenter contre ce pourvoi une fin de non-recevoir tirée de ce que l'appelant, ayant fait défaut devant la Cour royale, a déserté la cause. — Cass. 20 fév. 1833, t. 44, p. 169.

146. La partie qui répond à l'interpellation faite par le président après le prononcé de l'arrêt, et celle qui demande acte de la réponse, se rendent ainsi non recevables à se pourvoir en cassation contre l'interpellation. — Cass. 11 juin 1810, t. 15, p. 89, vo *jugement*, no 94.

147. Lorsque deux demandes ont été jointes sur la réquisition d'une partie, cette partie ne peut se plaindre en cassation de ce qu'il a été prononcé sur le tout par un même arrêt. — Cass. 13 août 1827, t. 34, p. 17.

148. Le pourvoi en cassation est recevable lorsque le jugement attaqué, jugeant à la fois une question de compétence et le fond, n'est attaqué que sur la décision au fond. — Cass. 7 mai 1828, t. 35, p. 238.

149. Il ne peut être statué sur le pourvoi en cassation dirigé contre le jugement par lequel l'autorité judiciaire s'est déclarée incompétente, tant que la décision administrative de laquelle résulte le conflit négatif n'a pas été confirmée par le Conseil d'état. — Cass. 21 janv. 1807, t. 18, p. 809, no 19.

150. En matière criminelle, le condamné ne peut pas élever une fin de non-recevoir contre le pourvoi du ministère public, résultante de ce que l'arrêt a été exécuté postérieurement. — Cass. 2 mars 1827, t. 33, p. 102.

151. L'accusé qui, lorsque des témoins assignés à la requête du ministère public ne se sont pas présentés, n'a pas demandé le renvoi de l'affaire à une autre session, ne peut tirer de cette non-comparution un moyen de cassation contre l'arrêt qui le condamne. — Cass. 18 mai 1828. Laforêt C. le ministère public.

152. Est recevable le pourvoi d'un condamné à l'emprisonnement qui ne s'est pas constitué prisonnier, et qui n'a pas obtenu sa demande en élargissement, s'il en a été empêché par une force majeure. — Cass. 12 fév. 1830. Intérêt de la loi C. Courtot.

153. Comme aussi est recevable le pourvoi d'un individu condamné à la prison qui ne s'est pas constitué prisonnier, lorsqu'il n'a pas dépendu de lui qu'il obtînt une autorisation de liberté provisoire. — Cass. 27 mars 1830, t. 40, p. 23.

Art. 5. *Quels moyens peuvent être proposés en cassation* (1)

154, 155 et 156. On ne peut proposer pour la première fois en cassation un moyen de nullité ou du fond, dont on n'a pas fait usage en première instance et surtout en appel. — Cass. 5 brum. an XI, 20 therm. an XIII, 24 août 1809, 28 juin 1815, 11 fév. et 26 août 1818, 21 fév. et 20 août 1828, t. 6, p. 432, no 19; t. 15, p. 257, no 93; t. 22, p. 446, no 45; et t. 36, p. 115. — Cass. 31 mai 1827, commune de Nantes C. Orillard; 21 fév. 1828, Lignières C. Daude; 20 juill. 1829, Pothier et Bouchon; 3 juill. 1830, Syndicat St-Martin C. Verbaeren. — *V.* M. PONC. t. 2, p. 287 et suiv.

---

(1) Il était fort difficile de classer dans un ordre logique toutes les notices de cet article 5. Nous engageons nos lecteurs à le parcourir entièrement, lorsqu'ils auront besoin de le consulter.

nº 527, § 30; M. *Q. D.* t. 1, p. 36 et 37.

157. Lorsqu'un exploit d'appel a été déclaré nul comme ne contenant pas l'indication de la demeure de l'intimé, et que dans un mémoire à la Cour de cassation la partie a reconnu cette omission, elle ne peut, par une production tardive de la copie, en l'absence de l'autre partie, changer les faits soumis à la Cour royale. — Cass. 20 mars 1820, t. 20, p. 554, vº *saisie immob.* nº 41.

158, 159, 160. Le créancier dont la saisie-arrêt a été annulée comme portant sur une pension alimentaire insaisissable, ne peut attaquer l'arrêt qui a prononcé la nullité de cette saisie, par le motif qu'elle aurait dû être validée jusqu'à concurrence des arrérages échus de la pension, d'après la maxime *Nemo vivit in præteritum*, quand il ne s'est engagé aucun débat sur ce point, ni en première instance, ni en appel; et d'ailleurs le refus de valider une saisie-arrêt des arrérages échus d'une pension insaisissable ne donnerait pas ouverture à cassation.— Cass. 27 avr. 1824, t. 26, p. 226.

161. La partie qui, ni devant le premier juge, ni devant le juge d'appel, n'a fait valoir des moyens de nullité contre un rapport d'experts, et qui a conclu au fond sans impugner ni la forme ni les éléments de ce rapport, n'est pas recevable à proposer, comme moyens de cassation, les nullités dont elle prétend que ce rapport est entaché. — Brux. 18 mars 1824.

162. Il ne suffit pas qu'un moyen ait été invoqué dans un mémoire imprimé, pour qu'aux yeux de la Cour de cassation ce moyen ait été présenté devant les juges de la cause. — Cass. 5 avr. 1827, t. 33, p. 175.

163. Un moyen rejeté par un jugement de première instance qui n'a pas été attaqué en appel dans le délai de la loi, ne peut être reproduit en cassation.—Cass. 22 fév. 1828.

164. Comme aussi on ne peut proposer la première fois en cassation des nullités de formes appartenantes au jugement de première instance. — Cass. 5 brum. an XI, 9 août 1826, 9 mai 1827, 8 juill. 1828, t. 15, p. 57, vº *jugement* nº 41; t. 32, p. 67, t. 33, p. 288; t. 35, p. 64.

165. Il n'y a pas ouverture à cassation contre un arrêt qui viole manifestement les formes prescrites à peine de nullité, si l'exception n'a pas été proposée en Cour royale; il faut dans ce cas épuiser d'abord la voie de la requête civile.—Cass. 19 juill. 1809, t. 6, p. 471, nº 57.

166. La nullité résultante de ce qu'une contestation ayant pour objet la demande fondée sur un titre qu'on dit avoir perdu, et dont l'existence est déniée par le défendeur, a été jugée comme matière sommaire par la chambre des appels de police correctionnelle, est d'ordre public et peut être proposée pour la première fois en cassation. — Cass. 4 juill. 1827, t. 34, p. 194.

167. La nullité résultante de ce qu'une contestation ayant pour objet le partage d'une succession, la validité ou la nullité de donation et le rapport, a été jugée comme matière sommaire par la chambre des appels de police correctionnelle, est d'ordre public et peut être proposée pour la première fois en cassation. — Cass. 30 juill. 1827, t. 33, p. 287.

168. On est non recevable à se prévaloir pour la première fois en cassation du désistement de l'une des deux parties, dont il n'a été nullement question, ni en première instance, ni en appel. — Cass. 5 avr. 1825, t. 30, p. 212.

169. Lorsque devant un tribunal statuant sur une action possessoire, il n'a été question que d'eaux *qui coulent par une rigole aboutissant à un pré*, on ne peut exciper devant la Cour de cassation de ce qu'il s'agissait d'*eaux pluviales coulant sur la voie publique*. — Cass. 5 juin 1827, t. 33, p. 368.

170. Celui qui devant le juge a discuté lui-même le mérite du titre et le fond du droit, ne peut pas se faire un moyen de cassation de ce qu'il aurait été statué au pétitoire, au lieu de l'être sur le possessoire seulement. — Brux. 28 mars 1827.

171. On ne peut pas faire valoir pour la première fois en cassation le moyen résultant de ce que le demandeur au pétitoire n'a pas satisfait aux condamnations prononcées contre lui au possessoire. — Cass. 5 juill. 1826, t. 32, p. 87.

172, 173, 174 et 175. On ne peut faire valoir pour la première fois en cassation le moyen tiré de ce qu'un droit réclamé est entaché de féodalité. — Cass. 5 juill. 1826, t. 32, p. 87.

176.—Ni le moyen résultant de ce qu'un jugement de conseil de prud'hommes aurait été rendu seulement par quatre juges. — Cass. 28 avr. 1830, t. 40, p. 35.

177.—Ni le moyen tiré de ce qu'un jugement arbitral ne contient pas les faits à prouver. — Cass. 30 avr. 1828. Thérocenne C. Fervalent.

178. — Ni le moyen tiré de la suspension de prescription pour cause de minorité, et celui résultant de ce que l'Etat aurait été illégalement représenté. — Cass. 21 fév. 1827, t. 34, p. 96.

179.—Ni le moyen tiré de ce que l'assignation signifiée à la requête d'un cédant, après la cession, mais avant la notification de cette cession au débiteur, n'a pas dû interrompre la prescription. — Cass. 6 nov. 1832, t. 44, p. 110.

180 —Ni le moyen tiré de ce que les premiers juges n'ont nommé qu'un seul expert pour faire procéder à une expertise. — Cass. 27 fév. 1827, t. 32, p. 350.

181.—Ni la tardiveté d'une demande en nullité de saisie immobilière. — Cass. 21 mars 1827, t. 33, p. 297.

182. — Ni le moyen résultant de ce qu'il a été statué par les juges d'appel sur un jugement rendu en dernier ressort. — Cass. 27 juill. 1825, t. 34, p. 283.

183. De même, lorsqu'il a été plaidé et conclu au fond sans réserves ni protestations, devant un tribunal d'appel, sur une cause qui n'avait pas reçu de décision en première instance, les parties sont non recevables à faire valoir en cassation le moyen tiré de la violation des deux degrés de juridiction. — Cass. 4 fév. 1829, t. 36, p. 254.

184. Comme aussi, lorsque sur l'appel les juges ordonnent une enquête pour fixer le point du litige sur lequel les premiers juges se sont trompés, et que le défendeur comparaît à l'enquête sans aucune réserve, et lors de l'arrêt définitif prend des conclusions au principal, il n'est plus recevable à se faire un moyen de cassation de ce que les deux degrés de juridiction auraient été violés. — Cass. 9 déc. 1828, t. 36, p. 179.

185. La violation de la chose jugée ne peut être présentée pour la première fois en cassation. — Cass. 12 avr. 1817 et 10 juill. 1827, t. 10, p. 633, vº *domm.-intér.* nº 8; et t. 34, p. 57. — Cass. 9 août 1827. Communes de Roché et de Bettanincourt C. Rérunpet.—Cass. 7 juin 1830. Marteau C. Cartier.

186. Lorsqu'un usufruitier dont on a saisi l'usufruit qui lui avait été légué à titre de pension alimentaire a constamment fait défaut, il ne peut pas en cassation, où il comparaît pour la première fois, prétendre que la saisie est nulle parce qu'elle porte sur un objet insaisissable. — Cass. 28 nov. 1826, t. 32, p. 99.

187. On ne peut contester pour la première fois en cassation la qualité dans laquelle une partie a agi dans l'instance. — Cass. 20 fév. 1828, t. 35, p. 197.

188. Lorsque la qualité de commerçant est attribuée par un arrêt passé en force de chose jugée à un débiteur, il ne peut plus se faire un moyen de cassation contre un second arrêt de ce qu'il a été condamné par corps, quoiqu'il ne fût pas commerçant. — Cass. 7 août 1827. Lafontaine C. Harel.

189. Devant la Cour de cassation l'individu accusé de banqueroute peut contester la qualité de commerçant que la chambre des mises en accusation fait résulter de faits dont il ne peut attaquer l'existence. —Cass. 23 nov. 1827. Ruault C. le ministère public.

190 et 191. L'exception tirée de ce que le demandeur n'avait pas une action directe contre le défendeur, ne peut être opposée par celui-ci pour la première fois de-

vant la Cour de cassation — Cass. 18 juill. 1827. Lecaze C. de Lamarre.

192. Lorsqu'un arrêt déclare périmé, à défaut d'exécution dans les six mois, un jugement par défaut énonçant qu'il est rendu *faute de plaider;* on peut présenter comme moyen de cassation que ce jugement n'est point sujet à la péremption, en ce qu'il a été rendu *faute de plaider*; peu importe que devant les juges du fond on se soit borné à dire que le jugement n'était pas périmé. — Cass. 26 déc. 1821, t. 23, p. 384.

193. Le moyen résultant du défaut de signification du jugement de première instance avant sa mise à exécution par la continuation de la procédure, peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation, et même suppléé d'office par la Cour suprême. — Cass. 4 mars 1829, t. 37, p. 6. — Cette décision paraît contraire aux principes constitutifs des juridictions.

194. On est recevable à proposer pour la première fois en cassation des moyens de taxe qui n'ont été ni articulés ni relevés devant les juges du fond.—Cass. 28 nov. 1826, t. 32, p. 327.

195. La Cour de cassation ne peut prendre en considération des pièces produites à l'appui d'un moyen du demandeur, qui n'ont pas été présentées devant la Cour royale, et dont quelques-unes ont même une date postérieure à l'arrêt. — Cass. 29 juin 1825, t. 32, p. 56.

196. Les qualités de l'arrêt sont les seuls et uniques documents qu'ait à consulter la Cour de cassation pour connaître les moyens qui ont été employés.—Cass. 26 avril 1827, t. 33, p. 279 (1).

197. On ne peut, si l'on n'a pas formé opposition aux qualités d'un arrêt, exciper en cassation de ce qu'il n'énonce pas le domicile de l'une des parties. — Cass. 23 nov. 1832, t. 45, p. 467.

CHAP. II. *Délais et formes du pourvoi.* — Art. 1. *Délais.*

198. Loi du 1er frimaire an II qui fixe les délais pour se pourvoir en cassation en matière civile. — T. 6, p. 412, no 2.

199. Les militaires mariés en activité de service ne sont pas déchus du bénéfice de la suspension du délai de recours en cassation à eux accordé en temps de guerre, par cela seul qu'ils se seraient trouvés fortuitement à leur domicile au moment où y aurait été faite la signification du jugement attaqué. — Cass. 26 pluv. an II, t. 6, p. 438, no 24. — *V.* M. MERL. t. 2, p. 58, § 5, no 10.

200. Le pourvoi contre un arrêt rendu à la Guadeloupe pendant l'occupation anglaise est recevable dans l'année de la remise de la colonie, pourvu que le demandeur ait formé déjà un recours d'après les lois anglaises. — Cass. 27 fév. 1822, t. 9, p. 27, no 19.

201. Des deux délais accordés devant la Cour de cassation, l'un pour comparaître, l'autre pour défendre, le premier seul peut être abrégé en matière électorale. —Cass. 21 juin 1830, t. 39, p. 332.

202, 203 et 204. Les délais pour se pourvoir en cassation ne courent que du jour de la signification à personne ou domicile, et non au domicile élu.—Cass. 2 flor. an VI, t. 21, p. 234, vo *signification*, no 1; 3 janv. 1817, t. 9, p. 25, no 16; 6 juill. 1818, 3 août 1818, t. 21, p. 278, vo *signification*, no 62. — M. F. L. t. 1, p. 144, dit à ce sujet que ce n'est pas au procureur du roi que devrait être remise la copie d'assignation d'un étranger dans une cause pendante à une Cour royale, mais bien au procureur général. — MM. CARR. t. 1, p. 196, et MERL. *Rép.* t. 12, p. 636, pensent au contraire que les significations aux étrangers demeurant hors de France peuvent, comme les assignations, être données au domicile du procureur du roi.

205 et 206. Est recevable le pourvoi dirigé contre une décision signifiée d'abord à l'ancien domicile du demandeur, et ensuite à son nouveau domicile, quoiqu'il ait été formé après les trois mois de la première signification, si toutefois il l'a été avant l'expiration des trois mois de la seconde. — Cass. 4 juill. 1832, t. 43, p. 556.

207. Le pourvoi en cassation contre un arrêt qui a jugé définitivement un incident, est non recevable après les trois mois de la signification de cet arrêt faite à partie. — Brux. 18 fév. 1822.

208. Le délai du pourvoi en cassation contre un jugement en dernier ressort court à partir de la signification de ce jugement, quoiqu'on ait pris mal à propos la voie de l'appel pour le faire réformer. — Cass. 2 therm. an VIII, t. 6, p. 418, no 7. — Il en serait de même aujourd'hui. — *V.* J. A.

209. Le délai pour se pourvoir en cassation court contre les mineurs, du jour où l'arrêt qu'ils attaquent a été signifié à leur tuteur, et non à partir de leur majorité. — Cass. 15 juin 1832, p. 239, t. 42.

210. L'exploit contenant commandement de se conformer à un jugement dont copie est laissée à la partie, est une signification suffisante pour faire courir le délai du pourvoi en cassation.—Cass. 11 prair. an X, t. 21, p. 238, no 6. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 12, p. 636, et *Q. D.* t. 5, p. 727.

211, 212, 213 et 214. Les jours complémentaires ni les jours termes ne sont compris dans le délai de trois mois accordé pour se pourvoir en cassation. — Cass. 11 pluv. an X, 21 vendém. an XI, et 7 août 1811, t. 6, p. 429, no 16, p. 430, n. 18.

215. Mais est tardif le pourvoi formé le 6 sept. contre un arrêt signifié le 4 juin précédent.— Cass. 24 nov. 1823, t. 25, p. 366.

216. On peut attaquer devant la Cour de cassation un jugement qui n'a point été signifié, quoiqu'il se soit écoulé six ans depuis le jour où il a été rendu. — Cass. 31 janv. 1816, t. 6, p. 502, no 89.

217. Un individu condamné par défaut par un jugement de police correctionnelle qui ne lui a pas été notifié, peut se pourvoir en cassation longtemps après le délai de trois jours, parce que jusqu'au jour de son pourvoi il a été dans les délais de l'opposition. — Cass. 18 sept. 1828. Pascaud C. ministère public.

218. En matière civile, les préfets comme toute autre partie n'ont, même lorsqu'il s'agit de recrutement, que le délai ordinaire pour se pourvoir en cassation.— Cass. 8 fév. 1827, t. 33, p. 103.

219. L'administration qui a laissé écouler les délais d'appel contre les sentences arbitrales qui, conformément à la loi du 28 août 1792, ont réintégré une commune dans un droit d'usage, ne peut pas se pourvoir en cassation. — Cass. 3 juill. 1826. Commune de Coulanges.

220. Un individu condamné par jugement de police contradictoire doit, à peine de déchéance, se pourvoir en cassation dans les trois jours de la signification de ce jugement, s'il n'était pas présent à l'audience où il a été prononcé. — Cass. 21 therm. t. 6, p. 460, no 47.

221. Lorsqu'un condamné a négligé de se pourvoir en cassation parce que l'erreur commune au siége où il a été condamné, était que le pays était privé du bénéfice du recours en cassation, le délai a été conservé par l'effet de cette erreur commune. — Cass. 30 sept. 1826. Fabien et Valny.

222 et 223. En matière correctionnelle comme en matière criminelle, le ministère public et la partie civile n'ont que trois jours pour se pourvoir en cassation. — Cass. 10 juin 1826, 9 juill. 1829, 2 juin 1828. Ministère public.

224. Le procureur général de la Cour royale est recevable à se pourvoir en cassation contre un arrêt de la chambre d'accusation qui renvoie le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle, quoiqu'il se soit écoulé plus de trois jours depuis la prononciation de cet arrêt, si ce délai n'est pas encore expiré depuis qu'il a eu une connaissance légale de l'arrêt.

---

(1) Les qualités d'un arrêt sont si importantes, que nous avons cru devoir insérer une dissertation particulière sur cette matière, au tome 44, p. 264.

Nous engageons de nouveau MM. les avoués à porter le plus grand soin à cette partie de la procédure.

— Cass. 22 août 1817, t. 14, p. 133, vo *greffier*, no 28.

225 et 226. Pour que l'adhésion à un pourvoi devienne un véritable pourvoi et soit valable, il faut qu'elle soit faite dans les délais du recours en cassation. — Cass. 2 janv 1811, t. 6, p. 473, no 60.

227. L'héritier qui s'est pourvu en cassation en temps utile ne relève pas de la déchéance le cohéritier qui a laissé expirer le délai du pourvoi. — Cass. 7 nov. 1821, t. 23, p. 321.

228. Le demandeur en cassation d'un arrêt obtenu par plusieurs individus ayant un intérêt commun, qui n'a d'abord dirigé son pourvoi que contre quelques-uns d'entre eux, peut ensuite appeler les autres en déclaration d'arrêt commun, sans qu'on puisse lui opposer l'expiration des délais, lorsque ces derniers ne lui ont pas fait signifier l'arrêt attaqué. — Cass. 14 mars 1821, t. 23, p. 289.

229. La section des requêtes peut d'office rejeter un pourvoi formé après l'expiration du délai. — Cass. 6 avr. 1819, t. 21, p. 282, no 69.

230. Lorsqu'un greffier du tribunal de police, correctionnel ou criminel, ou même d'un conseil de guerre, refuse, par un motif quelconque, de recevoir et consigner sur ses registres la déclaration du pourvoi en cassation faite dans les trois jours de la condamnation, le condamné doit faire constater ce refus par un officier ministériel; dès lors la déchéance ne lui est plus applicable. — Cass. 19 janv. 1824, t. 26, p. 144. — V. *infrà*, n. 232 et 256.

Art. 2. *Formes.*

231. La requête en cassation qui n'est signée que de la partie et non d'un avocat à la Cour de cassation, est nulle et non avenue. — Cass. 18 sept. 1828. Pascaud C. le ministère public.

232. En matière criminelle le pourvoi en cassation ne peut être formé au moyen d'une requête signée d'un avocat à la Cour de cassation, et déposée au greffe de cette Cour, comme cela se pratique en matière civile; le pourvoi doit, à peine de nullité, être formé par une déclaration signée du condamné au greffe du tribunal qui a rendu le jugement attaqué, ou, en cas de refus du greffier de recevoir la déclaration d'un recours, par une sommation d'un officier public constatant ce refus. — Cass. 3 oct. 1822, t. 24, p. 305. — V. *suprà*, n. 230, et *infrà*, n. 237, 256 et 257.

233. Ce n'est point d'après la nature de la poursuite, mais de la condamnation à laquelle un fait a donné lieu, qu'on doit juger si le pourvoi dirigé contre l'arrêt de la Cour d'assises qui prononce cette condamnation, est ou non dispensé d'une consignation d'amende. Ainsi est non recevable à défaut de consignation le pourvoi d'un individu poursuivi pour meurtre devant la Cour d'assises, mais condamné seulement à une peine correctionnelle pour homicide involontaire. — Cass. 16 janv. 1831, t. 40, p. 341.

234. Un pourvoi qui n'a pas été déclaré non recevable à défaut de consignation d'amende ou d'un certificat d'indigence, peut-il être régularisé par une consignation faite depuis? — Résolution implicite. — Cass. 13 déc. 1831, t. 41, p. 458. — Voir *ibid.* le rapport de M. Hua.

235. Est recevable le pourvoi en cassation, si le demandeur constate par acte authentique que le receveur de l'enregistrement a refusé de recevoir l'amende à consigner selon la loi. — Cass. 12 août 1831, t. 45, p. 666 — V. *suprà*, n. 230 et 232, et *infrà*, n. 237, 256 et 257.

236. L'arrêt par lequel la Cour de cassation a rejeté un pourvoi faute de consignation d'amende, ou de production d'un certificat d'indigence, peut être rapporté, si ce certificat existait réellement dans le dossier du demandeur. — Cass. 17 août 1832, t. 44, p. 360.

237. Mais on ne peut se faire restituer contre un arrêt de cassation qui a déclaré un pourvoi non recevable, faute d'avoir joint à la requête une quittance de consignation d'amende, en rapportant cette quittance, qui prouve par sa date que la consignation avait été réellement faite dans le délai. — Cass. 29 mess. an VIII et 9 prair. an X, t. 2, p. 567, no 5. — Telle est l'opinion de MM. B. S. P. p. 479, no 25; et Merl. p. 61, § 5, no 12.

238. Les moyens de cassation doivent être présentés dans un mémoire et d'après les formes usitées devant la Cour suprême; ainsi doivent être rejetés par la Cour les griefs d'appel employés comme ouverture de cassation, sans autres productions que les écritures signifiées en Cour royale. — Nîm. 1er juill. 1817, t. 6, p. 511, no 98.

239. Le mémoire ampliatif produit devant la Cour de cassation peut contenir des moyens qui n'auraient pas été indiqués dans la requête en cassation déposée au greffe de la Cour. — Cass. 4 août 1818, t. 6, p. 509, no 97. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 421, no 3; et B. S. P. p. 480, note 30, et p. 116, no 440.

240. L'indication des moyens de cassation suffit dans la requête, sans qu'il soit besoin de les y développer. — Cass. 14 niv. an X, t. 6, p. 429, no 15.

241 et 242. Le demandeur en cassation est non recevable dans son pourvoi, lorsqu'il n'articule aucun moyen à l'appui et se borne à dénoncer l'arrêt pour contravention aux lois sur la matière. — Cass. 11 pluv. an XI, t. 6, p. 438, no 23.

243. Le pourvoi en cassation doit être déclaré non recevable, quoiqu'on ait joint à la requête une copie de l'arrêt prétendu signifié, si elle n'est pas revêtue de la signature de l'huissier qui est réputé avoir fait la signification. — Cass. 13 germ. an XII, 18 mars 1808 et 18 juill. 1812, t. 6, p. 448, no 33. — *V.* les autorités citées sous le no suiv. et le no 249.

244. Un préfet agissant dans l'intérêt de l'Etat n'est pas dispensé, par sa qualité d'agent du gouvernement, de joindre à sa requête en cassation une expédition du jugement attaqué. — Cass. 23 brum. an X, t 6, p. 425, no 13. — La procédure est régularisée lorsque dans le délai du recours le demandeur joint à son pourvoi l'expédition ou la copie signifiées. — *V.* MM. M. *Q. D.* t. 1, p. 366, et t. 4, p. 483; et B. S. P, t. 2, p. 481, not. 30, no 3. — *V.* le no précédent et le no 249.

245. Le pourvoi contre un arrêt qui refuse de renvoyer la cause en audience solennelle n'est pas recevable, s'il n'est accompagné d'une expédition de cet arrêt. — Cass. 31 avr. 1830. Sens Hed. C. Arnoult.

246 et 247. L'indication de l'arrêt dont on demande la cassation doit être contenue seulement dans la requête en pourvoi; elle n'est pas requise dans la quittance de l'amende consignée. — Cass. 28 juin 1830. D. C. D.

248 et 249. Par cela seul qu'il aurait joint à son pourvoi en cassation une expédition irrégulière de l'arrêt attaqué, le demandeur n'est pas déchu, si dans le délai de la loi il en produit une autre revêtue de toutes les formalités. — Cass. 22 mess. an XII, t. 6, p. 450, no 36. — V. *suprà*, no 243 et 244.

250. La partie qui se pourvoit en cassation contre un arrêt interlocutoire, en même temps que contre l'arrêt définitif, n'est pas dispensée de joindre à sa requête une expédition ou la copie signifiée de l'arrêt interlocutoire, par cette raison que les motifs et le dispositif de ce dernier arrêt se trouveraient transcrits dans les qualités de l'arrêt définitif. — Brux. 20 déc. 1821.

251. Lorsqu'un arrêt contre lequel il y a pourvoi en cassation se réfère pour ses motifs au jugement de première instance, il devient indispensable, pour mettre la Cour suprême à même de juger, de produire le jugement de première instance en même temps que l'arrêt. — Cass. 11 nov. 1828, t. 36, p. 222.

252. Quand plusieurs parties ayant le même intérêt se font défendre par les mêmes moyens, et se sont réunies pour faire signifier à leur requête, par un même exploit, l'arrêt qui a accueilli leurs prétentions, le pourvoi peut être valablement formé, et l'arrêt d'admission obtenu pour la désignation individuelle de l'une d'elles, en comprenant toutes les autres sous la dénomination collective de consorts. — Cass. 25 mars 1816, t. 6, p. 203, no 91.

253. Lorsque, dans un pourvoi en

cassation, il est dit qu'il est dirigé contre un tel et autres *dénommés dans l'acte énoncé*, il y a désignation suffisante des défendeurs éventuels. — Cass. 7 nov. 1821, t. 23, p. 321.

254. Comme aussi, lorsque dans un pourvoi en cassation il est dit qu'il est dirigé contre ces individus et *autres dénommés dans l'arrêt attaqué*, il y a désignation suffisante des défendeurs éventuels. — Cass. 31 janv. 1827, t. 33, p. 101.

255. Lorsque, dans le mémoire en cassation, il y a eu erreur relative à la qualité d'un des défendeurs, cette erreur est suffisamment réparée, soit par l'assignation donnée à cette partie en sa véritable qualité, soit par la dénomination régulière que renfermait à son égard l'arrêt attaqué auquel se référait le mémoire. — Cass. 31 janv. 1827, t. 33, p. 101.

256. La déclaration du pourvoi en cassation contre un arrêt correctionnel peut valablement être faite par un notaire, lorsque le greffier de la Cour refuse de la recevoir. — Cass. 3 janv. 1812, t. 6, p. 482, no 69. — V. *suprà*, n. 230, 232 et 237, et *infrà*, n. 257.

257. Lorsque le greffier d'un tribunal de police ne tient pas le registre destiné à recevoir la déclaration des recours en cassation, le pourvoi est régulièrement formé lorsqu'il est signifié à la partie adverse, au ministère public, au greffier, et enregistré dans les trois jours du jugement. — Cass. 17 mess. an VII, t. 6, p. 416, no 5. — Qu'arriverait-il si le greffier refusait de recevoir la déclaration? — *V.* MM. Mer. *Rép.* t. 16, p. 93, § 5; Legrav. t. 2, p. 441; F. L. t. 1, p. 421, sect. 4, no 4.—V. *suprà*, n. 230, 232, 237 et 257.

258 et 259. Le recours en cassation contre les jugements des tribunaux militaires est soumis aux mêmes formes que celui des tribunaux criminels ordinaires. — Cass. 3 oct. 1822, t. 24, p. 305.

260. Les condamnés qui se pourvoient en cassation contre les jugements qui les privent de leur liberté sont non recevables lorsqu'ils n'ont pas joint à leurs pourvois, soit l'acte de leur écrou, soit l'acte de leur mise en liberté sous caution, qu'ils aient ou non été frappés avant leurs condamnations d'un mandat de dépôt ou d'arrêt. — Cass. 26 mars, 10 juin, 22 oct. 1812, et 20 août 1818, t. 6, p. 486, no 73.

261. Celui qui a obtenu sa mise en liberté sous caution, avant le jugement de première instance, n'a pas besoin de le demander de nouveau, après un arrêt confirmatif, pour être recevable dans un pourvoi en cassation. — Cass. 3 juin 1813, t. 6, p. 490, no 78.

262. Celui qui se pourvoit en cassation contre un arrêt de la chambre d'accusation, portant renvoi à la police correctionnelle, n'est pas obligé de joindre à son pourvoi l'acte de son écrou ou de sa mise en liberté sous caution; il n'est que prévenu et non condamné. — Cass. 18 mars 1813, t. 6, p. 490, no 77.

263. En matière correctionnelle, soit que les notifications du pourvoi en cassation n'aient pas été faites à la partie défenderesse dans le délai légal, soit que l'acte de notification renferme quelques irrégularités, il n'y a pas lieu à des fins de non-recevoir. — Cass. 18 oct. 1811, t. 6, p. 480, no 66.

264. En matière criminelle, le pourvoi du ministère public est recevable, encore qu'il n'ait pas été notifié au prévenu dans la forme et dans le délai prescrits par l'art. 418. — Cass. 14 nov. 1811, t. 6, p. 482, no 68. — *V.* M. F. L. t. 1, vo *cassation*, sect. 4, no 4.

265. La section criminelle de la Cour de cassation n'est légalement saisie d'un pourvoi que lorsque les pièces lui ont été transmises par le ministère de la justice; le dépôt de la procédure fait à son greffe par les demandeurs ne suffit pas. —Cass. 17 juill. 1806, t. 6, p. 462, no 49.

266. Le pourvoi en cassation en matière électorale n'est pas dispensé de l'épreuve préalable de l'admission par la chambre des requêtes, et ne doit pas être porté directement devant la chambre civile. — Cass. 9 avril 1829., t. 37, p. 35.

267. L'action en suspension d'un journal, fondée sur la tendance prévue et spécifiée par la loi du 17 mars 1822, doit être instruite et jugée dans les formes civiles. En conséquence, c'est à la section civile de la Cour de cassation, et non pas à la section criminelle, que doit être porté le pourvoi contre les arrêts rendus en cette matière. — Cass. 17 juill. 1823, t. 25, p. 261.

268. L'opposition à un arrêt rendu par défaut par la section des requêtes, en matière de suspicion légitime, doit être portée devant la même section. — Cass. 20 et 21 mars 1821, t. 23, p. 89.

Chap. III. *Signification de l'arrêt d'admission et de l'ordonnance de soit communiqué.*

269. Est déchu de son pourvoi le demandeur qui ne signifie pas dans les trois mois de sa date l'arrêt d'admission qu'il a obtenu. — Cass. 11 janv. 1831. Marrast C. Claveme.

270. Le demandeur en cassation, lors même qu'il a obtenu un arrêt de cassation par défaut, est déchu de son pourvoi, s'il n'a pas fait signifier son arrêt d'admission dans les délais du règlement, et s'il ne justifie pas d'ailleurs d'événement de force majeure qui puisse faire excuser le retard d'une telle signification. — Cass. 23 janv. 1816, t. 6, p. 500, no 88.

271. La circonstance que les héritiers à qui doit être faite la signification d'un arrêt d'admission sont mineurs et sans tuteur, ne saurait proroger le délai de la signification. — Cass. 2 fév. 1813, t. 6, p. 435, no 22. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 423, sect. 5, no 2.

272. Le délai accordé par la loi pour la signification d'un arrêt d'admission n'a pas couru pendant tout le temps que les communications ont été interceptées entre la capitale et le domicile du défendeur. — Cass. 24 janv. et 21 juin 1815, t. 6, p. 496, no 82, et t. 12, p. 501, no 94. — *V.* MM. B. S. P. p. 482, not. 34, no 1, et p. 760, not. 15; et F. L. t. 1, p. 419, no 1.

273. Quoique le délai pour signifier un arrêt d'admission de la Cour suprême n'ait pas couru durant l'occupation du territoire par l'ennemi, la portion du délai qui s'est écoulée auparavant doit être néanmoins comptée dans le délai total de la signification. — Cass. 14 fév. 1815, t. 6, p. 496, no 83.

274. Dans la supputation du délai de trois mois, pendant lequel l'arrêt d'admission d'une requête en cassation doit être signifié, on ne peut compter ni les jours complémentaires, ni le jour dont l'arrêt porte la date, ni le jour où se font les significations. — Cass. 21 therm. an X et 7 août 1811, t. 6, p. 430, no 18. — *V.* les conclusions de M. Merl. t. 15, p. 102, § 6, no 6 *bis*, et M. F. L. vo *cassation*, p. 419, no 1.

275. Les dispositions de l'art. 418 C. P. C. ne sont pas prescrites à peine de nullité; ainsi il n'y a pas nullité du pourvoi du procureur général en matière criminelle, quoiqu'il ne soit notifié qu'après les trois jours. — Cass. 29 juill. 1826, t. 32, p. 90.

276. La signification de l'arrêt d'admission avec assignation devant la Cour de cassation n'est valable qu'autant qu'elle contient constitution d'un avocat près cette Cour, et le nom de l'avocat constitué. — Cass. 17 brum. an XII, t. 6, p. 446, no 31. — *V.* MM. Ponc. t. 2, p. 320, no 552; Merl. t. 3, p. 12; et B. S. P. t. 2, p. 482, not. 34, no 2.

277. L'assignation pour comparaître dans la section civile de la Cour de cassation est valable quoiqu'elle ne contienne pas constitution d'un avocat près cette Cour, lorsque sa signature se trouve au bas de la requête en cassation signifiée avec l'arrêt d'admission du pourvoi. — Cass. 8 vent. an XI, 11 mars 1811, 16 mai 1815, t. 6, p. 497, no 84.

278. Est nulle l'assignation à comparaître devant la chambre civile de la Cour de cassation, donnée à des parties non désignées dans l'arrêt d'admission. — Cass. 27 août 1833.

279. La signification d'un arrêt d'admission est régulière et valable quoique l'avocat qui a certifié la copie de cet arrêt ait omis d'ajouter à sa signature la qualité d'avocat. — Cass. 9 mars 1821, t. 26, p. 163. Cela ne pouvait pas faire difficulté. — V. *les observations*, *ibid.*

280. La signification d'un arrêt admettant un pourvoi n'est pas nulle par cela seul qu'on y a omis une des requêtes fournies par le demandeur en cassation, si celles qu'elle comprend contiennent les faits, les moyens de cassation invoqués, et la demande en cassation de l'arrêt attaqué. — Cass. 6 juill. 1831, t. 41, p. 628.

281. Est nulle et comme non avenue la signification d'un arrêt d'admission faite au domicile élu par le défendeur pendant l'instruction qui a précédé le jugement de l'arrêt attaqué; il faut, pour qu'elle soit valable, que cette signification soit faite à la personne ou au domicile réel du défendeur. — Cass. 26 oct. 1811, t. 6, p. 481, nº 67.

282. Le jugement d'admission n'est pas valablement signifié à l'étranger défendeur en cassation au domicile élu en première instance. — Cass. 19 vend. an XI, t. 21, p. 235, vº *signification*, nº 3.

283. La signification d'un arrêt d'admission peut être faite au domicile élu en première instance, si la partie n'a pas fait connaître son véritable domicile.— Cass. 16 mess. an XI, t. 13, p. 67, vº *exploit*, n. 39.

284. La signification d'un arrêt d'admission de pourvoi n'est pas nulle pour n'avoir pas été faite au domicile du défendeur, lorsqu'il résulte du procès-verbal de l'huissier que celui-ci a fait toutes les perquisitions possibles au lieu du domicile avoué, et si d'ailleurs le défendeur a reçu du parquet la signification qui y avait été déposée pour lui. — Cass. 13 mars 1820, t 21, p. 289, vº *signification*, nº 76

285. La notification d'un arrêt d'admission de pourvoi est valablement faite par un débiteur incarcéré, à ses créanciers, au domicile par eux élu dans les actes d'écrou et de recommandation *pour les procédures et opérations* auxquelles ces actes pourraient donner lieu. — Cass. 14 mars 1821, t. 23, p. 289.

286. On peut signifier au parquet du procureur général près la Cour de cassation l'arrêt qui admet un pourvoi dirigé contre un arrêt obtenu par l'habitant d'une colonie. — Cass. 16 mars 1831, t. 41, p. 431.

287. L'admission d'un pourvoi est valablement signifiée en la personne du procureur général près la Cour de cassation au défendeur domicilié dans les colonies, quoiqu'il soit mort avant cette admission. — Cass. 21 déc. 1830, t. 40, p. 227.

288. L'héritier bénéficiaire ne perd pas la qualité d'héritier par l'abandon qu'il fait des biens de la succession aux créanciers; ainsi, dans un procès sur cette succession, c'est à lui que doit être signifié l'arrêt d'admission du pourvoi. — Cass. 1er fév. 1830. La régie C. les héritiers Lagarde.

289. Lorsque la partie contre laquelle un arrêt d'admission a été obtenu vient à décéder, la signification doit être faite à ses héritiers, sans qu'il soit besoin d'obtenir un nouvel arrêt qui permette de les citer personnellement. — Cass. 12 therm. an XII, 1er déc. 1829, t. 6, p. 450, nº 37, t. 38, p. 121.

290. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la signification qui accompagne l'arrêt d'admission désigne la personne à laquelle elle est donnée.—Cass. 22 therm. an X, t. 6, p. 429, nº 17. — *V.* les nºs 291 et s. et le n. 295.

291. Est nulle la signification d'un arrêt prononçant l'admission d'un pourvoi en cassation, si le *parlant à* est laissé en blanc. — Cass. 19 juin 1832, t. 43, p. 694.

292. L'exploit de signification d'un arrêt d'admission de pourvoi formé au nom d'une commune par le maire de cette commune est valable, lors même qu'il ne contient ni le nom, ni le domicile de ce fonctionnaire; si d'ailleurs cet exploit est signifié à la requête de ce dernier en qualité de représentant de la commune. — Cass. 25 juill. 1825, t. 30, p. 139. — *V.* M. H. D. P. *Tr. du pouvoir municipal*, p. 374; et M. CARR. sur l'art. 61 C. P. C.

293. Comme aussi il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la notification de l'arrêt d'admission du pourvoi énonce le domicile du demandeur.—Cass. 10 avr. 1811, t. 6, p. 474, nº 61.

294. Est nulle la signification de l'arrêt portant admission d'un pourvoi, si elle est faite à Paris par un huissier qui n'est pas audiencier à la Cour de cassation. —Cass. 8 nov. 1831, t. 43, p. 710.

295 et 296. La signification d'un arrêt d'admission emporte de plein droit sommation de comparaître devant la Cour de cassation dans le délai déterminé par le règlement; en conséquence le défaut d'assignation ne peut pas produire une fin de non-recevoir contre le demandeur, et les nullités, de quelque nature qu'elles puissent être qui rendraient nulle l'assignation, ne peuvent entraîner la nullité de la signification régulièrement faite de l'arrêt d'admission.— Cass. 3 nov. 1801, 1er juill. 1823, t. 6, p. 416, nº 54; t. 25, p. 241. — V. *suprà*, nºs 290 et s.

297. Aux termes du règlement du 22 juill. 1806, l'ordonnance de *soit communiqué* doit, sous peine de déchéance du pourvoi, être signifiée à partie dans le délai de trois mois de son obtention.—Conseil d'état, 24 mars 1824, t. 28, p. 271.

298. Le délai de deux mois fixé par l'ordonnance du mois d'avril 1737, pour signifier les arrêts de *soit communiqué* rendus par la Cour de cassation, doit être calculé d'après le domicile réel, quel que soit le lieu où la notification est faite. — Cass. 14 janv. 1819, t. 21, p. 279, nº 64.

299. La partie qui a obtenu un arrêt de restitution contre un arrêt de la Cour de cassation doit, à peine de forclusion, produire sa défense au pourvoi dans les trois mois.—Cass. 11 juill. 1827, t. 35, p. 72.

CHAP. IV. *Effets du pourvoi, du rejet, de l'admission ou de la cassation.* — Art. 1er. *Effets du pourvoi et du désistement de pourvoi.*

300. Décret du 16 juillet 1793 portant qu'il ne sera fait aucun paiement par le trésor, en exécution du jugement attaqué par la voie de cassation, sans une caution préalable. — J. A. t. 6, p. 412, nº 1.

301. En matière de police, la déclaration du pourvoi contre un jugement qui admet une opposition à un précédent jugement par défaut, est suspensive du jugement définitif. — Cass. 26 avr. 1811, t. 6, p. 476, nº 63.— *V.* M. MERL. t. 2, p. 66, § 5, nº 13.

302. En matière criminelle, le pourvoi en cassation formé par la partie condamnée est suspensif à l'égard des condamnations civiles qu'il renferme, comme à l'égard de la peine. — Cass. 17 flor. an XIII, et 30 brum. an XIV, t. 6, p. 457, nº 45.—*V.* M. MERL. t. 2, p. 68, § 6, nº 6.

303. Le pourvoi en cassation de la part des condamnés à une peine d'emprisonnement correctionnel est suspensif, et l'emprisonnement, s'il a lieu, doit être annulé par la Cour suprême. — Cass. 14 juill. 1827, t. 34, p. 303.

304. Hors le cas d'acquittement par le jury, le pourvoi en cassation formé par le ministère public doit avoir un effet suspensif en matière criminelle.—Cass. 20 juill. 1827. Lafitte.

305. Lorsqu'une commune est condamnée à payer une somme de.... et qu'elle se pourvoit en cassation, son créancier n'en a pas moins le droit de poursuivre l'exécution de la sentence judiciaire qui la condamne, et il n'est pas obligé de donner caution. — Cass. 28 juin 1825, t. 29, p. 151.

306. La partie contre laquelle a été rendu un jugement en dernier ressort ne peut pas, sous le prétexte d'un pourvoi en cassation, exiger que son adversaire donne caution avant de l'exécuter, quoique celui-ci soit étranger et puisse faire disparaître à chaque instant l'objet du litige. — Cass. 4 prair. an VII, t. 6, p. 412, nº 3.

307. En matière de séparation de corps, le pourvoi en cassation ne suspend pas l'exécution du jugement définitif; l'exception que le législateur avait établie en matière de divorce, n'est pas applicable à la séparation de corps. — Cass. 17 mess. an XIII, t. 6, p. 459, nº 46.

308. Le pourvoi en cassation contre un arrêt qui rejette une

opposition à un mariage n'est pas suspensif. — Cass. 13 fév. 1828, t. 36, p. 39.

309. Une simple déclaration de pourvoi en cassation ne peut arrêter l'exécution d'un arrêt par défaut exécutoire par provision. — Cass. 15 juin 1826, t. 31, p. 310.

310. En matière criminelle, le pourvoi du ministère public profite au condamné qui ne s'est pas pourvu contre sa condamnation, ou qui a été non recevable dans son pourvoi. — Cass. 2 sept. 1830, t. 40, p. 41.

311. Celui qui, ayant formé un pourvoi en cassation, ne l'a pas régularisé et n'y a pas donné suite, est non recevable à quereller de nullité l'exécution provisoire du jugement correctionnel, contre lequel il y avait eu un pourvoi suspensif de sa nature. — Cass. 3 août 1820, t. 23, p. 69.

312. Le demandeur en cassation n'est pas déchu de son pourvoi, par cela seul qu'il a laissé passer plus d'une année sans prendre défaut, ou sans continuer les poursuites contre le défendeur qui ne se présente pas pour défendre sur la signification qui lui a été faite de l'arrêt d'admission. — Cass. 8 frim. an XI, t. 6, p. 433, n° 20.

313. Il y a lieu à statuer sur un pourvoi en cassation, nonobstant le désistement du bénéfice de l'arrêt prononcé, quoique la signification du désistement soit antérieure au pourvoi, lorsqu'à raison des distances le pourvoi a été formé dans l'ignorance du désistement, et quand surtout celui-ci n'est que conditionnel. — Cass. 28 juill. 1824, t. 27, p. 69.

314. Lorsqu'un condamné par un arrêt de Cour d'assises s'est pourvu en cassation, et que le directeur de la prison reçoit de lui la déclaration qu'il se désiste de ce pourvoi, cette déclaration ne produit pas l'effet d'un désistement du pourvoi. — Cass. 16 oct. 1828. Bonvouloir C. le ministère public.

315. En matière civile, le demandeur en cassation qui se désiste de son pourvoi, après avoir signifié l'arrêt qui en prononce l'admission, est réputé avoir succombé, et doit être condamné à l'indemnité de 150 fr. et aux frais envers son adversaire. — Cass. 26 mai 1830, t. 40, p. 48.

316. La partie civile qui se désiste du pourvoi en cassation qu'elle a formé n'est pas réputée avoir succombé, et ne doit être condamnée ni aux frais ni à l'indemnité de 150 fr. envers la partie intervenante. — Cass. 9 juill. 1830, p. 40, p. 49.

Nota. La Cour de cassation a jugé, le 24 fév. 1835, que la partie qui se désistait n'avait pas droit à la restitution de l'amende consignée. — V. *suprà*, p. 30, notre mot *amende*, art. 2.

Art. 2. *Du rejet du pourvoi.*

317. La partie qui se pourvoit en cassation contre un arrêt qui contient à la fois des dispositions préparatoires et des dispositions définitives, doit limiter son pourvoi aux unes ou aux autres de ces dispositions ; faute par elle de ce faire, la décision de la Cour suprême qui rejette le pourvoi s'étend à toutes les parties de l'arrêt attaqué. — Cass. 19 juin 1816, t. 6, p. 505, n° 92.

318. Lorsqu'un pourvoi a été rejeté par la Cour de cassation, on ne peut intenter un nouveau pourvoi ou attaquer l'arrêt de rejet, soit parce qu'on prétendrait qu'il est contraire à un autre arrêt précédemment rendu, soit parce qu'on articulerait de nouveaux moyens à l'appui du pourvoi. — Cass. 2 frim. an X et 10 oct. 1807, t. 6, p. 427, n° 14, et p. 507, n° 94. — Il n'y a plus que la prise à partie, suivant M. PONC. *Tr. des jugements*, t. 2, p. 335, n° 563.

319 et 320. Comme aussi la partie dont le pourvoi a été rejeté pour défaut de forme dans la procédure de cassation est non recevable à intenter un nouveau pourvoi, lors même qu'elle se trouve encore dans le délai. — Cass. 25 therm. an XII, t. 6, p. 451, n° 38. — Telle est l'opinion de M. MERL. *V.* ses conclusions, *Rép.* t. 2, p. 77; et M. B. S. P. t. 2, p. 776; D. D. not. 44 *bis*.

321. On ne peut se pourvoir ni par un nouveau pourvoi en cassation, ni par la voie de la requête civile, contre un arrêt contradictoire émané de la Cour de cassation. — Cass. 29 déc. 1832, t. 44, p. 180.

322. De même, en matière correctionnelle, lorsque le pourvoi a été rejeté pour défaut de consignation d'amende, et sans que le demandeur ait proposé aucuns moyens, il ne peut former opposition à l'arrêt, sous prétexte qu'il doit être réputé par défaut. — Cass. 19 therm. an VIII et 14 août 1832, t. 6, p. 420, n° 8. — *V.* M. M. *Q. D.* t. 3, v° *opposition*, § 16.

323. Pour que la voie de l'opposition puisse être admise contre l'arrêt qui a rejeté une demande en renvoi pour cause de suspicion légitime, l'opposant doit articuler des faits nouveaux qui puissent faire convertir son opposition en une demande nouvelle. — Cass. 10 oct. 1817, t. 6, p. 507, n° 95.

324. Les dispositions distinctes d'un arrêt ou jugement en dernier ressort peuvent être successivement l'objet de pourvois en cassation, lorsqu'on ne peut d'ailleurs opposer au demandeur l'expiration du délai pendant lequel le recours en cassation est recevable. — Cass. 22 brum. an XIII, t. 6, p. 454, n° 43. — *V.* MM. M. Q. D. t. 6, p. 462 et 471 ; et B. S. P. t. 2, p. 473, not. 5.

Art. 3. *De la cassation.*

325 et 326. L'arrêt par défaut de la Cour de cassation, qui casse la décision rendue par une Cour royale et qui renvoie les parties devant une nouvelle Cour, n'est point périmé, quoique cette nouvelle Cour n'ait été saisie de la cause que plus de six mois après sa prononciation. — Orl. 6 déc. 1833, t. 46, p. 143.

327. Lorsqu'un arrêt est cassé sans que la Cour ait établi aucune distinction entre les dernières dispositions qu'il renferme, il se trouve annulé dans toutes les dispositions, quoique les motifs de l'arrêt de cassation paraissent ne se rattacher qu'à l'une d'elles. — Cass. 15 janv. 1818, t. 6, p. 508, n° 96.

328. De même, lorsqu'un arrêt est cassé sur la disposition relative à la demande principale, la cassation s'étend à la disposition qui statue sur la demande en garantie. — Cass. 5 juin 1810, t. 6, p. 471, n° 58.

329. Lorsque, sur un pourvoi, il intervient un arrêt d'admission qui permet d'assigner un garant, et que néanmoins cette assignation n'est point donnée, la déchéance se trouve acquise, tant à l'égard du défendeur qu'à l'égard du garant. — Cass. 11 juin 1833, t. 45, p. 574.

330. Lorsque la Cour de cassation annule un arrêt et tout ce qui s'en est suivi, l'effet de la cassation s'étend aux arrêts postérieurement rendus entre les mêmes parties, et qui en ont été la suite et la conséquence nécessaire. — Cass. 25 oct. 1813, t. 6, p. 493, n° 80; Cass. 13 fév. 1828. La ville de Marseille C. Barlatier. — Sur le principe que l'arrêt qui casse anéantit non-seulement le jugement cassé, mais encore tout ce qui l'a suivi, procédures et jugements. — *V.* M. PONC. t. 2, p. 339 et suiv. n° 567.

331. Ainsi la cassation d'un arrêt de condamnation à une peine entraîne nécessairement celle de l'arrêt qui postérieurement à statué sur la demande en dommages-intérêts formée à la suite de cette condamnation. — Cass. 5 mars 1826, t. 31, p. 310. — Cela ne pouvait pas souffrir de difficulté.

332 et 333. Comme aussi l'effet nécessaire des arrêts de la Cour suprême qui cassent, est de remettre les parties au même et semblable état où elles étaient auparavant; ainsi toute décision nouvelle intervenue par suite de celle qui a été anéantie, et qui en est une conséquence forcée, doit être réputée non avenue. — Colm. 2 mars 1825. — Cass. 13 fév. 1828, t. 30, p. 255.

334. Mais la cassation d'un jugement d'appel n'annule que le jugement et non les procédures faites en appel qui doivent conserver leur effet, surtout lorsque ces procédures ont couvert une nullité à l'acte d'appel. — Cass. 18 juin 1823, t. 25, p. 217.

335. La cassation d'un jugement ou d'un arrêt emporte virtuellement condamnation à restituer les sommes payées en vertu du jugement ou de l'arrêt cassé. Il n'est pas besoin que cette condamnation soit formellement exprimée dans l'arrêt de cassation; mais, dans ce cas, celui qui restitue ne doit pas les intérêts des sommes qu'il avait touchées.—Cass. 15 janv. 1812 et 22 janv. 1822, t. 6, p. 484, nº 71, et t. 24, p. 20. —Aix, 13 juill. 1326. Constantin C. Fournier.

336 La cassation d'un arrêt qui a validé une enquête entraîne la cassation de l'arrêt rendu sur le fond en conséquence de l'enquête, sans qu'on puisse opposer devant la Cour suprême que l'arrêt peut se justifier par d'autres motifs que ceux tirés de l'enquête. — Cass. 13 oct. 1812, t. 6, p. 486, nº 74.

337. Lorsqu'un arrêt maintenu au fond est cassé au chef qui prononce à tort la contrainte par corps, il y a lieu à renvoi pour être fait droit seulement sur ce dernier chef, encore même que l'obligation se trouve éteinte par le paiement. — Cass. 23 mars 1826, t. 31, p. 204. — *V.* aussi un arrêt de cassation du 14 fév. 1835, t. 48, p. 188.

338. Lorsqu'un arrêt criminel est cassé dans l'intérêt de la loi seulement, il conserve tous ses effets à l'égard de la partie, soit qu'il la condamne, soit qu'il l'absolve, sans qu'on puisse remettre en question la chose jugée. — Cass. 4 janv. 1812, t. 6, p. 483, nº 70.

339. Les réponses régulières et négatives du jury doivent être maintenues, quoique l'arrêt de condamnation soit annulé.—Cass. 15 av. 1824, t. 28, p. 268.

340. Ainsi, lorsqu'un arrêt d'une Cour criminelle a été cassé par la Cour suprême sur le réquisitoire du ministère public et dans le seul intérêt de la loi, le prévenu, dont par excès de pouvoir la Cour criminelle avait prononcé l'acquittement, n'est pas recevable à former opposition à l'arrêt de cassation. — Cass. 16 therm. an XI, t. 6, p. 242, nº 28. — Telle est l'opinion de tous les auteurs. — *V.* MM. M. Add. p. 567, § 5; B. S. P. p. 472, not. 8, nº 1; Ponc. t. 2, p. 354, nº 573; Legrav. t. 2, p. 488 et 489.

341. En matière criminelle, lorsque sur quatre condamnés trois seulement se sont pourvus devant la Cour suprême, le bénéfice de la cassation ne s'étend pas à celui qui n'a pas fait de déclaration de pourvoi; en conséquence l'arrêt doit être exécuté à son égard, et il ne peut figurer dans les nouveaux débats de l'affaire.—Cass. 9 therm. an IX, t. 6, p. 423, nº 11.

342. Pareillement, lorsque sur six cohéritiers contre lesquels un jugement est intervenu, deux seulement se sont pourvus, le tribunal ou la Cour qui est désignée pour juger l'affaire ne peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, statuer au profit de tous les cohéritiers qui ont figuré dans le jugement attaqué. — Cass. 24 pluv. an VII, t. 6, p. 413, nº 4. — Il en est ainsi en matière criminelle. — *V.* le n. qui précède.

343. Les juges d'un tribunal civil sont recevables à former opposition à un arrêt de la Cour de cassation qu'on leur a signifié, et qui ordonne le renvoi devant un autre tribunal d'une cause où des faits de complicité des dilapidations commises par des avoués sont imputés à ces magistrats. — Cass. 25 août 1825, t. 30, p. 165.

344. Les frais occasionnés par la demande en interprétation de l'arrêt de cassation, pour faute de refus de restituer les sommes payées en vertu de l'arrêt cassé, doivent être supportés par la partie qui a refusé restitution.—Cass. 15 janv. 1812, 22 janv. 1822, t. 6, p. 485, nº 72, et t. 24, p. 20.

Chap. V. *Attributions de la Cour de renvoi* (1).

345. Lorsque la Cour de cassation a annulé un arrêt intervenu sur le premier appel d'un jugement de première instance, ce n'est plus devant la Cour dont l'arrêt a été cassé, mais devant celle où la Cour de cassation a renvoyé l'affaire, que doivent être portés les deux appels dont le jugement est susceptible. — Cass. 12 nov. 1816, t. 22, p. 102, vº *tribunaux*, nº 138.

346. L'assignation devant une Cour d'appel en vertu d'un arrêt de la Cour de cassation qui lui renvoie la connaissance d'une ancienne affaire, n'est pas introductive d'une nouvelle instance soumise aux formes prescrites par le Code de procédure. — Nîm. 6 fév. 1808, t. 6, p. 675, vº *Code de procédure*, nº 13.

347. Une Cour royale saisie d'une affaire par un arrêt de renvoi de la Cour de cassation n'a qu'une juridiction déléguée, et ne peut l'exercer que dans les limites de l'attribution qui lui est faite. Ainsi, lorsqu'un arrêt contenant deux dispositions, l'une par laquelle une commune est déclarée civilement responsable d'un délit, et l'autre qui fixe des dommages-intérêts à raison de ce delit, est cassé dans la seconde disposition et maintenu dans la première, la Cour à laquelle l'affaire est renvoyée ne doit s'occuper que de la fixation des dommages-intérêts; elle ne peut, sous le prétexte que la commune aurait fait tout ce qui dépendait d'elle, la décharger de la responsabilité. — Cass. 8 mars et 4 avr. 1826, t. 31, p. 18. — *V.* le n. suiv.

348. Lorsque, par suite d'un renvoi de la Cour de cassation, une Cour royale a été saisie de la connaissance d'une affaire, elle n'est compétente que pour s'occuper des objets qui ont été le sujet du renvoi, et non des autres dispositions de l'arrêt cassé, contre lesquelles aucune partie ne s'est pourvue. — Agen, 12 juill. 1825. Sabatier C. St-Aroman et Lamotte. — *V.* le n. précédent et le n. 351.

349. Une Cour royale saisie par un arrêt de renvoi de la Cour de cassation est compétente pour statuer sur une demande en restitution de sommes payées, en exécution de l'arrêt cassé. — Cass. 1er déc. 1827. Labesse et Rullon C. Maury-Larigaudie.

350. Le tribunal auquel une affaire est renvoyée après cassation peut entendre des témoins, encore que le tribunal, dont la décision a été cassé, ait rendu un jugement antérieur et non attaqué qui se refuse à leur audition. — Colm. 7 juin 1825. Ministère public C. Meyer.

351 et 352. Lorsqu'une Cour royale, tout en rejetant un moyen admis par les juges de première instance, confirme leur décision par un motif nouveau, et que son arrêt est uniquement attaqué et cassé sur ce chef, la nouvelle Cour saisie peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, confirmer purement et simplement la sentence des premiers juges, quoique le motif qui les avait déterminés eût été écarté par une disposition de l'arrêt cassé qui n'avait point été attaquée devant la Cour suprême. — Cass. 3 mars 1834, t. 47, p. 679.—V. *suprà*, n. 347 et 348.

353. La Cour devant laquelle une affaire ordinaire est renvoyée par suite de cassation, se trouve subrogée à la première Cour, et peut renvoyer la cause et les parties devant un tribunal du ressort de cette première Cour, sans excéder les bornes de sa compétence. — Cass. 24 janv. 1826, t. 30, p. 390.

354. Lorsque, par suite de cassation d'un arrêt de Cour d'assises, l'affaire a été renvoyée devant une autre Cour d'assises, il y a violation de la loi dans l'arrêt de condamnation que rend cette dernière Cour, si, au nombre des juges, il s'en trouve qui aient pris part au premier arrêt. — Cass. 6 mai 1824, t. 26, p. 300.

Chap. VI. *Compétence. Ordre du service de la Cour de cassation.*

355. Il appartient à la Cour de cassation seule d'annuler, dans l'intérêt de la loi, un jugement ou arrêt non attaqué par les parties. — Cass. 13 avr. 1809, t. 6, p. 470, nº 56; 16 août 1811, t. 22, p. 71, vº *tribunaux*, nº 95. — *V.* MM. B. S. P. p. 473, not. 8, nº 3, et Merl. t. 2, p. 45, § 1, nº 3.

356. La demande en liberté provisoire formée par un individu condamné à l'emprisonnement,

(1) *V.* à notre mot *péremption*, la question de savoir si la péremption peut être proposée devant la Cour de renvoi, et dans quel délai.

doit être portée devant le tribunal ou la Cour qui a prononcé la condamnation, quoiqu'il y ait pourvoi. — Cass. 27 mars 1830, t. 40, p. 23.

357. Lorsqu'une demande en renvoi, pour cause de suspicion légitime, contient des termes outrageants et injurieux contre les magistrats qu'elle accuse, et qui sont étrangers à cette demande, ils doivent se pourvoir par les voies de droit; la Cour de cassation ne peut sur leur réclamation en ordonner la suppression. — Cass. 25 août 1825, t. 30, p. 165.

358. Toute protestation faite au greffe, par laquelle un magistrat publie même indirectement son opinion personnelle dans une cause qu'il a été appelé à juger, est un excès de pouvoir qui ne peut être réprimé que par la Cour de cassation. — Cass. 21 avril 1827.

359. Le tribunal de police ne peut statuer en motivant sa décision sur ce que le pourvoi est nul pour avoir été fait hors des délais et sans consignation d'amende. — Cass. 26 avr. 1811, t. 6, p. 476, no 64.

360. La Cour de cassation a seule le droit de statuer sur les dépens des instances qui sont poursuivies devant elle. — Cass. 4 août 1818, t. 6, p. 510, no 97 *bis*. — *V.* M. B. S. P. t. 2, p. 483, not. 37.

361. Les décisions nulles pour défaut de publicité doivent être réformées par la voie de cassation, et non par voie de requête civile. — Cass. 19 déc. 1831, t. 42, p. [illegible]

362. La Cour de cassation n'est pas compétente pour reviser les procès criminels instruits dans les colonies où l'ordonnance de 1670 est encore en vigueur. — Cass. 3 sept. 1830. Fabier et Volny.

363. Ordonnance portant règlement pour le service de la Cour de cassation. — 15 janv. 1826, t. 30, p. 100.

364. Lorsqu'un tribunal a censuré des officiers du ministère public, le pourvoi contre l'acte de censure doit être jugé par la section criminelle, *en raison de l'urgence*, comme chambre des vacations en matière civile. — Cass. 24 sept. 1824, t. 28, p. 34.

365. La chambre des requêtes peut annuler indistinctement tous les actes par lesquels les juges auraient excédé leurs pouvoirs, lorsque le gouvernement les lui défère par l'organe de son procureur général. — Cass. 10 janv. 1827. Le ministère public C. Andrieux.

366. Deux arrêts, dont l'un est basé sur des *présomptions*, et l'autre sur des *présomptions* et *un commencement de preuves par écrit*, ne présentent pas une identité de motifs donnant lieu à la réunion des chambres de la Cour de cassation. — Cass. 18 juill. 1827. Lecase C. Delamarre.

367. Lorsqu'après un premier pourvoi, la Cour royale à laquelle l'affaire a été renvoyée décide la question par des moyens entièrement différents de ceux adoptés par la première Cour, le nouveau pourvoi doit être porté devant la section civile seulement, et non devant les sections réunies. — Cass. 7 août 1813, t. 6, p. 490, no 79. — *V.* les conclusions conformes de M. MERL. *Rép.* t. 15, p. 99, § 5, no 3.

368. Lorsqu'il y a un second pourvoi dans la même cause, il n'y a pas lieu à porter l'affaire dans les chambres réunies, si, parmi les moyens de cassation déjà présentés, il s'en trouve un nouveau. — Cass. 29 janv. 1829, t. 40, p. 34.

369. Lorsqu'après un arrêt qui renvoie le prévenu pour cause d'inapplicabilité de la loi et cassation de cet arrêt, la nouvelle Cour le renvoie également et pour inapplicabilité de la loi, et, en outre, parce que la contravention n'est pas prouvée, il n'y a pas lieu à statuer en chambres réunies. — Cass. 10 nov. 1825. Contributions indirectes C. Ferlicot.

370. Loi du 16 septembre 1807 qui détermine de quelle manière et dans quelle forme il doit y avoir lieu à l'interprétation de la loi, par suite d'un ou de deux arrêts de cassation rendus entre les mêmes parties. — T. 6, p. 465, no 52. — La loi du 30 juill. 1828 a complétement changé cette législation. — *V.* J. A. t. 35, p. 139. Les inconvénients de cette dernière loi ont été signalés, et le gouvernement rendra probablement à la Cour de cassation le droit de juger la question de droit *in terminis*.

371. Arrêté du 5 ventôse an x, relatif à la confection d'un tableau annuel des parties de la législation dont les vices ou l'insuffisance auraient été reconnus. — T. 10, p. [illegible], vo *discipline*, no 2 (1).

CAUSE. *V.* *Trib. de comm.* 234 [illegible]

CAUSE EN ÉTAT. *V.* *Cass.* 81. — *Repr. inst.* 1 *et s.*

CAUTION. — CAUTIONNEM. (2).

CHAP. I. *Caution en général.* — Art. 1. *Qui peut servir de caution? Quand y a-t-il lieu de fournir caution?*

1. En matière de commerce une femme ne peut se rendre caution judiciaire de son mari. — Paris, 30 oct. 1810, t. 12, p. 571, vo *exécution*, no 45.

2. Le mari d'une femme obligée par jugement à donner caution dans une instance où il ne figure que pour l'autoriser, peut être présenté par elle comme sa caution judiciaire, s'il réunit les qualités exigées par la loi. — Bord. [illegible] juin 1830, t. 40, p. 72.

3. Un créancier ne peut être contraint à recevoir une femme pour caution judiciaire, et il a le droit de la refuser, même après s'être borné d'abord à discuter la solvabilité, surtout s'il a fait la réserve de tous ses droits. — Bourg. [illegible]

4. Les juges, en ordonnant une mesure préparatoire dans l'intérêt de l'une des parties, peuvent néanmoins ordonner que cette partie sera tenue de fournir caution pour sûreté de la demande formée contre elle. — Cass. 19 avr. 1820, t. 6, p. 576, no 37.

5. Le débiteur failli peut être contraint de donner caution pour sûreté de ses obligations même éventuelles. — Cass. 10 mai 1809, t. 19, p. 419, vo *saisie-exécution*, no [illegible]. — *V.* M. HAUT. p. [illegible]

6. Un tribunal de commerce qui ordonne l'exécution provisoire de son jugement, quoiqu'il y ait titre attaqué, ne peut dispenser le demandeur de justifier de sa solvabilité sous prétexte qu'elle est notoire. — Paris, 4 juill. 1807, t. 22, p. 196, vo *trib. de com.* no 23. — Un titre non attaqué est celui dont on ne conteste ni la légitimité ni la substance. — *V.* D. C. p. 316, 7e alin. — *V.* aussi MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 731; PARDESS. t. 5, p. 82, no 1383. — M. CARR. t. 2, p. 101, no 1549, approuve la décision ci-dessus. — *V.* aussi MM. D. C. p. 317; PARDESS. *loco citato*, etc.; LOCRÉ. t. 9, p. 535.

7. Loi qui dispense le trésor royal de donner caution, dans le cas prévu par les art. 2185 C. C. et 832 C. P. C. où la mise aux enchères est requise au nom de l'État. — 21 fév. 1827, t. 32, p. 129.

---

(1) Cet arrêté reste sans exécution, et c'est une des meilleures lois de la révolution ! Ce n'est pas tout de faire de bonnes lois; il faut qu'elles soient observées.

(2) *V.* *Abs.* 32. — *Appel*, 62, 63. — *Cass.* 270, 271, 300 *et* 305. — *Cont. p. c.* 114 *et s.* 387 *et s.* 438. — *Dépens*, 186. — *Enreg.* 41, 46, 84. — *Except.* 200. — *Exéc.*, 59 *bis*, 98. — *Exéc. p.* 14 *et s.* 87, 105 *et s.* — *Exploit*, 198. — *Gar.* 37 *et s.* — *Interr. sur f. et a.* 19. — *Interv.* 41 *et s.* — *Jug. par v.* 155. — *Jug. p. t.* 125. — *Ordre*, 10, 380. — *Récus.* 26. — *Sais.-a.* 46. — *Sais. imm.* 472, 486, 497, 576, 672, 711, 736, 738, 956, 1114 *et s.* 1154. — *Succ.* 13 *et s.* — *Sur.* 95 *et s.* — *Tier. opp.* 60 *et s.* — *Trib. comm.* 70, 93, 362, [illegible].

Art. 2. *Réception de caution.*

8. On ne peut offrir en cautionnement des biens que l'on ne possède qu'à titre d'emphytéose. — Colm. 31 août 1810, t. 6, p. 553, no 21.

9. Il n'est pas nécessaire que l'acte ou l'exploit par lequel la caution est présentée contienne sommation de paraître à l'audience pour voir prononcer sur l'admission en cas de contestation. — C. T. t. 2, p. 29, 8.

10. Il est laissé à l'arbitrage des tribunaux de décider si une caution est solvable, quoique les immeubles dont elle offre l'affectation soient situés dans le ressort d'une autre Cour que celle dans l'étendue de laquelle les parties sont domiciliées. — Turin, 13 avr. 1808, t. 6, p. 546, no 16. — M. PIG. t. 2, p. 312, § 3, no 8, paraît être d'une opinion contraire.

11. Pour fixer la valeur des immeubles offerts par la caution, on ne doit pas suivre les bases d'évaluation posées dans l'art. 2165. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 2, p. 319, no 1827. — *V*. J. A. t. 6, p. 583.

12. Si la caution venait à changer de domicile ou à mourir, on ne serait pas tenu d'en présenter une nouvelle. — T. 6, p. 584, no 41. — *V*. MM. THOM. et CARR. t. 2, p. 323, no 1831.

13. L'acte ou l'exploit par lequel la caution est présentée doit-il contenir sommation de paraître à l'audience pour voir prononcer sur l'admission en cas de contestation? — M. B. S. P. p. 490, not. 8, adopte l'affirmative. Mais M. CARR t. 2, p. 319, no 1826, a une opinion contraire. M. PIG. t. 2, p. 310, dans sa formule de présentation de caution par exploit, n'a point inséré d'assignation. — J. A. t. 6, p. 583, no 42. — *V*. un modèle d'acte de presentation, t. 6, p. 591, no 53.

14. En cas de contestation d'un cautionnement, la caution offerte ne peut intervenir, même comme subrogé tuteur d'un mineur au nom duquel elle est présentée; elle ne peut agir que par production au greffe. — Paris, 15 avr. 1820, t. 6, p. 574, no 36. — *V*. M. CARR. t. 2, p 319.

15. Si la caution contestée est rejetée, la partie est-elle recevable à en présenter une autre? — MM. HAUT. p. 303, et LEP. p. 355, 2e quest. soutiennent la négative; mais l'opinion contraire a été adoptée par les auteurs du PR. FR. t. 4, p. 19.—CARR. t. 2, p. 323, no 1832; PIG. t. 2, p. 313, liv. 2, part. 5, tit. 4, ch. 2, § 4, no 4; et F. L. t. 1, p. 427; J. A. t. 6, p. 584, no 45.

16. En matière de justice de paix, lorsque le jugement a été déclaré exécutoire sous caution, la caution doit être présentée au greffe après avoir appelé la partie adverse au moyen d'une sommation.—C. T. t. 1, p. 16, 26.

17. Si la caution conventionnelle donnait lieu à un procès pour la réception de la caution, cette caution devrait par analogie être reçue suivant les formes ordinaires. — C. T. t. 2, p. 28, 1.

18. Lorsque, pour présenter la caution, l'huissier fait plusieurs actes, il n'en est passé qu'un seul en taxe; les autres doivent être rejetés comme frustratoires. —C. T. t. 2, p. 31, 10.

Art. 3. *Droits, obligations et effets.*

19. Le sursis que la loi accorde au débiteur principal profite à la caution solidaire, lors même qu'elle a renoncé à tout bénéfice de droit. — Trèves, 23 nov. 1807, t. 6, p. 545, no 15.

20. La prescription contre la caution solidaire est interrompue par l'assignation donnée au souscripteur d'effet de commerce, et elle ne peut courir à son profit tant que l'on n'a demandé ni prononcé la péremption de l'assignation.—Paris, 13 déc. 1813, t. 6, p. 562, no 29.

21. Lorsqu'un jugement a été rendu en faveur du débiteur principal, la caution ne peut plus être condamnée pour le fait qui a donné lieu à ce jugement. — Cass. 29 brum. an XII, t. 6, p. 526, no 3.

22. On ne peut poursuivre une caution qui s'est obligée à *payer telle somme quand il serait par justice ordonné*, lors même qu'elle renonce à tous les bénéfices que les lois accordent aux cautions, si l'on n'a pas déjà obtenu un jugement contre le débiteur principal. —Turin, 6 pluv. an XII, t. 6, p. 528, no 5.

23. L'on ne peut pas poursuivre une caution pour le paiement des droits d'enregistrement, lorsqu'il résulte d'un article du cahier des charges que l'adjudicataire est personnellement tenu de ces droits, et que cet article est postérieur à celui qui stipule le cautionnement. — Cass. 6 oct. 1806, t. 6, p. 540, no 11.

24. La caution solidaire ne peut pas opposer l'exception *cedendarum actionum* au créancier qui s'est laissé forclore en ne produisant pas à l'ordre ouvert sur les biens du débiteur principal, lorsqu'il était averti de produire. — Renn. 19 mars 1811, t. 6, p. 554, no 22.

25. La régie des douanes a un privilége sur les meubles des cautions de ses redevables. — Paris, 23 août 1821, t. 23, p. 285.

26. La soumission qu'une caution judiciaire fait au greffe avant le prononcé du tribunal sur sa solvabilité n'entraîne pas la nullité de l'acte de cautionnement. — Turin, 28 mai 1806, t. 6, p. 532, no 8.

27. La soumission faite au greffe par suite d'un jugement confère hypothèque judiciaire sur les biens de la caution. — Metz, 27 août 1817, t. 6, p. 571, no 34.

28. Dans un cautionnement judiciaire, il est inutile de stipuler la contrainte par corps; elle a lieu de plein droit. — Turin, 28 mai 1806, t 6, p. 532, no 9. — *Contrà*, MM. DELVINC t. 3, p. 629, no 2; F. L. t 1, p. 426, § 5; PIG. t. 2, p. 311, § 3, nomb. 4, no 2.—On peut leur opposer l'opinion de MM. CARR. t. 2, p. 320, no 1829; D. C. p. 320; DALLOZ, t. 2, p. 386, à la note.

CHAP. II. *Caution judicatum solvi* (1). — Art 1. *Quand doit-elle être fournie? Dans quelle forme?*

29 et 30. L'exception *judicatum solvi* ne peut être opposée à un Suisse. — Cass. 28 déc. 1831. — V. *infrà*, n 35.

31. En matières correctionnelle ou criminelle, de même qu'en matière civile, l'étranger demandeur est toujours tenu de donner caution. — Cass. 3 fév. 1814, t. 6, p. 563, no 30. — M. CARR. t. 1, p. 434, approuve cet arrêt, ainsi que MM. DURANTON, t 1, p. 103, no 161; B. S. P. p. 227, not. 43; F. L. t. 2, p. 455 et 456.

32. Il n'y a pas d'exception, soit à raison de la matière, soit à raison de la qualité des personnes, au principe que tout étranger demandeur est assujéti à fournir caution, si le défendeur le requiert. — *V*. LEP. p. 156; CARR. t. 1, p. 431, no 701; et PIG. t 1, p. 159, liv. 2, part 2, tit. 1, ch. 1, sect. 2, art. 2; J. A. t. 8, p. 585, no 46.

33. L'étranger qui demande son élargissement contre celui qui l'a fait emprisonner n'est pas tenu de fournir cette caution. — Brux. 21 juin 1826.

34. Même s'il demande en même temps des dommages-intérêts du chef de son incarcération. — Brux. 21 juin 1826.

35. Les étrangers qui poursuivent des actions devant les tribunaux français ne sont pas tenus de donner la caution *judicatum solvi*, lorsque cette dispense résulte d'un traité fait entre leur patrie et la France. — Cass. 9 avr. 1807; Colm. 28 mars 1810, t. 6, p. 541, no 13. — C'est l'opinion de tous les auteurs. — *V*. PR. FR. t. 2, p. 18; MERL. t. 2, p. 105; F. L. t. 2, p. 456, § 1, no 3; PIG. t. 1, p. 159; D. C. p. 138; et CARR. t. 1, p. 428, no 696.—V. *suprà*, n. 29.

36. On ne peut appliquer à l'étranger qui poursuit contre un Français l'exécution d'un titre paré et exécutoire, l'art. 16 du Code civil, qui l'oblige à fournir caution *judicatum solvi*. — Cass. 9

(1) On peut consulter avec fruit une Revue de la jurisprudence, t. 47, p. 513.

avr. 1807, t. 6, p. 541, no 12 — C'est l'opinion des auteurs. — *V.* M. DURANT. t. 1, p. 105, no 161; MERL. t. 16, p. 138; *Q. D.* t. 1, p. 341, § 3; DELVINC. t. 1, p. 197, not. 2; D. C. p. 138; et B. S. P, p. 227, not. 44. — V. *infrà*, n. 41.

37. Peut-on exiger une caution d'un etranger demandeur en nullité de saisie? — La négative parait être adoptée par MM. MERL. t. 2, p. 103. § 1; *Q. D.* t. 1, p 391, § 3; et LEFEBRE DELAPLANCHE, *Tr. du dom.* liv. 6. chap. 8. no 7. — J. A. t. 6, p. 543, n. 12. — V. *infrà*, n. 43.

38. Le Français demandeur originaire, devenu étranger à la Belgique par la séparation des deux états, n'est pas tenu de donner caution pour les frais et dommages-intérêts à résulter d'un procès existant, s'il y a eu des actes de procédure avant que le Belge défendeur ait demandé cette sûreté. — Brux. 7 juill. 1819.

39 et 40. Un étranger demandeur contre un autre étranger est tenu de fournir la caution *judicatum solvi.* — Paris, 28 mars 1832, et 20 juill. 1834, t. 42, p. 289, et 47, p. 602. — Cette opinion est partagée par MM. MERL. t. 2, p. 104 et 105, et t. 16, p. 139; F. L. t. 2, p. 456, vo *exception*, t. 1, no 2, alin 5; CARR. t. 1, p. 432, no 702; et LEP. p. 157, 3e quest. — MM. DURANT. t. 1, p. 105, no 166; et PIG. t. 1, p. 159, liv. 2, part. 2, tit. 1, ch. 1, sect. 3, § 1, art 1, professent une opinion contraire. — J. A. t. 6, p. 586, no 47. — Un arrêt de la Cour d'Orléans, du 26 juin 1818, a embrassé cette dernière opinion. — J. A. t. 35, p. 8.

41. Un étranger n'est pas tenu de fournir caution pour exécuter l'arrêt qu'il a obtenu contre un Français, et contre lequel celui-ci s'est pourvu en cassation. — Paris, 22 nov. 1831, t. 44, p. 176. — V. *suprà*, n. 36.

42. En matière d'expropriation forcée lorsque le titre est contesté, l'étranger doit fournir caution *judicatum solvi.* — Liége, 29 nov. 1828. N. C. N.

43. L'étranger demandeur en validité de saisie-arrêt, faite pour une créance commerciale, est tenu de fournir la caution *judicatum solvi.* — Bord. 25 août 1829. Fergusson C. Auverny. — V. *suprà*, n. 37.

44. La partie qui, assignée en justice en reddition de compte par un étranger, lui a présenté ce compte, est encore recevable ensuite, sur les contestations élevées par l'étranger relativement au même compte, à demander contre lui la caution *judicatum solvi.* — Brux. 21 fév. 1828.

45. Lorsque le fond d'une instance est commercial, mais que par suite d'une exception du demandeur, telle qu'une dénégation d'écriture, les parties sont renvoyées par le tribunal de commerce devant les juges civils pour le jugement de l'incident, l'étranger demandeur n'est pas tenu de fournir la caution *judicatum solvi* pour les frais de l'incident. — Metz, 26 mars 1831, t. 23, p. 107.

46 et 47. L'étranger qui interjette appel d'un jugement dans lequel il a figuré comme défendeur, n'est pas obligé de fournir la caution *judicatum solvi.* — Metz, 27 août 1817, t. 6, p. 571, no 33. — Tous les auteurs sont unanimes sur l'affirmative de cette question. — *V.* MM. DELV. t. 1, p. 197, not. 2; PR. FR. t. 2, p. 18; F. L. t. 2, p. 456, § 1, no 2; CARR. t. 1, p. 431, no 700; PIG. t. 1, p. 158.

48. Un étranger peut-il être dispensé de fournir caution, s'il prouve que le défendeur a entre les mains une somme suffisante pour assurer les frais du procès? — Oui, si le défendeur convient qu'il a cette somme. — CARR. t. 1, p. 435, no 707; F. L. t. 2, p. 457, vo *exception*, § 1, no 7, 4e alin; et MERL. t. 2, p. 106, vo *caution judicatum solvi*, § 1; J. A. t. 6, p. 589, no 49.

49. La somme fixée par le juge au commencement de l'instance pour la caution *judicatum solvi*, peut être augmentée dans le cours du procès suivant les circonstances, par exemple, si la somme se trouve déjà absorbée par les frais faits jusque-là. — Metz, 13 mars 1821, t. 6, p. 577, no 38 — Nul doute ne peut s'élever sur cette question, suivant MM. CARR. t. 1, p. 435, no 708; et F. L. t. 2, p. 457.

50 et 51. Dans quel cas l'étranger intervenant doit-il donner caution? C'est lorsqu'il intervient dans l'instance pour le demandeur, ou lorsqu'il intervient dans son seul intérêt, par exemple pour revendiquer une chose dont des individus se disputent la propriété. — DELV. t. 1, p. 197, not. 3; PIG. t. 1, p. 158, liv. 2, part. 2, tit. 1, ch. 1, sect. 3, § 1, art. 1; B. S. P. t. 1, p. 227, not. 44; et les auteurs du PR. FR. t. 2, p. 18; J. A. t. 6, p. 590, no 51.

Art. 2. *Quand doit-elle être demandée?*

52 et 53. La caution *judicatum solvi* peut-elle être demandée pour la première fois en appel? — Oui — Liége, 29 nov. 1828. M. C. M. — Paris, 14 mai 1831, t 42, p. 290. — Non. — Toul. 27 déc. 1819. — Brux. 12 juin et 13 nov. 1828. — Toul. 16 août 1831, et Brux. 8 oct. 1831, t. 18, p. 935, vo *renvoi*, t. 36, p. 334, et t. 46, p. 160. — *V.* le numéro suivant et les autorités.

54 et 55. La demande de la caution *judicatum solvi* ne peut plus être formée après qu'il a été statué sur une exception d'incompétence. — Brux. 17 oct. 1828. — Sur la conciliation des art. 169 et 166 C. P. C. *V.* COMM. t. 1, p. 212; LEP. p. 157; CARR. t. 1, p. 432, no 700 et 704; F. L. t. 2, p. 456, no 5; DELVIN. t. 1, p. 197, not. 2, et 198; PIG. t. 1, p. 160, *in fine*; B. S. P. p. 228, not. 451; LOCRÉ, t. 1, p. 350; CARR. t. 1, p 439, no 716 et 718; F. L. t. 2, p. 455 et 456, n. 15; PIG. *Comm.* t. 1, p. 381; et MERL. t. 2, p. 103 et 104.

Art. 3. *Réception de la caution. Sa solvabilité.*

56 et 57. Il est permis à l'étranger condamné à donner caution, de fournir cette caution par la consignation d'une somme d'argent, pourvu que le tribunal la juge provisoirement suffisante. — Cass. 12 niv. an XII, t. 6, p. 527, no 4.

58. La délégation d'appointements non échus offerte par l'étranger qui est au service d'un Français, ne peut être considérée comme une caution suffisante. — Metz, 13 mars 1811, t. 6, p. 578, no 39.

59. Lorsque l'étranger possède en France des immeubles suffisants, le défendeur peut-il faire rendre un jugement en vertu duquel il prendrait inscription sur ces immeubles? — Oui, DELV. t. 1, p. 199, not. 7. — Non, DURANT. t. 1, p. 104, not. 2; TOULL t. 1, p. 237, no 265, art. 1; et MERL. — M. F. L. t. 2, p. 457, vo *exception*, § 1, no 7, dit que le défendeur peut prendre inscription hypothécaire en vertu du jugement qui a ordonné la caution. — J. A. t. 6, p. 587, no 48.

60. Le condamné doit être sommé, *à peine de nullité*, de prendre communication des titres déposés au greffe, lorsque le tribunal a ordonné ce mode de justification de la solvabilité de la caution. — C. T. t. 2, p. 31-15.

61. Les frais d'un acte constatant la communication prise par l'avoué, des titres constatant la solvabilité, seraient frustratoires. Il ne doit être dressé aucun acte. — C. T. t. 2, p. 32-17.

62. La caution ne doit pas figurer dans la discussion qui s'élève sur sa solvabilité; les frais qu'elle ferait et ceux qui seraient faits contre elle seraient rejetés de la taxe. — C. T. t. 2, p 33-26.

63. La soumission de la caution n'a pas besoin d'être signifiée à la partie au profit de laquelle la caution a été ordonnée. — C. T. t. 2, p. 34-30.

Art. 4. *Ses effets.*

64. La caution *judicatum solvi* doit être limitée aux frais et aux dommages-intérêts. — Colm. 3 fév. 1821, t. 23, p. 41.

65. Si le procès a pour objet une demande en dommages-intérêts, peut-on dire que la caution *judicatum solvi* doive être fournie, même pour ces dommages-intérêts, quoiqu'ils ne soient point les accessoires d'une condamnation principale, mais l'objet de la condamnation principale elle-même? — Non. DURANT. t. 1er, p. 103, no 160,

not. 1re. — M. Carr. regarde la question comme présentant beaucoup de difficulté, t. 1, p. 429, no 673.—MM. Delv. t. 1, p 198, not. 8, et Pig. t. 1, p. 181, liv. 2, part. 2, tit. 1er, sect. 3, art. 5, établissent des distinctions très-justes sur les dommages-intérêts que doit supporter la caution. — J. A. t. 6, p. 589, no 50.

66. La caution *judicatum solvi* fournie en première instance estelle tenue des frais, en cas d'appel? —Non, suivant Carr. t. 1, p. 431, no 700, not. 1, les auteurs du Pr. Fr. et J. A. t. 6, p. 590, no 52.

67. Le jugement qui ordonne la caution *judicatum solvi* n'étant qu'un préparatoire, ne peut prononcer de condamnations définitives aux dépens. — Colm. 3 fév. 1821, t. 23, p. 41. — *V.* M. Carr. *Traité* et *Questions*, no 985, sur l'art. 166, t. 1, p. 253.

68. Quoique l'étranger qui forme une saisie-arrêt sur un Français puisse être tenu de fournir caution pour les dépens et les dommages-intérêts auxquels il court risque d'être condamné, il n'est cependant pas déchu de son action s'il n'a pas fourni caution dans le délai fixé par le jugement qui l'y oblige. — Bord. 23 juin 1828, t. 36, p. 38.

Chap. III. *Caution en matières criminelle et correctionnelle.*

69. En matière correctionnelle on peut demander sa mise en liberté sur caution devant le tribunal d'appel, qui est alors compétent pour statuer sur cette demande. — Cass. 24 août 1811, t. 6, p. 556, no 24.

70. La demande de mise en liberté provisoire peut être formée en tout état de cause et accueillie, encore que le prévenu déjà mis en liberté provisoire ne se soit pas présenté, pourvu que la caution n'ait pas été poursuivie et contrainte. — Corse, 22 fév. 1827, t. 34, p. 105.

71. Quel est le mode à suivre pour la discussion et la réception de la caution que doivent fournir, en matière correctionnelle ou criminelle, ceux qui sont renvoyés sous la surveillance de la haute police de l'État? — Décision ministérielle, t. 6, p. 561, no 27. — *V.* M. Legrav. t. 2, p. 314.

72. La caution fournie par un prévenu qui s'est présenté à tous les actes de la procédure, et même au jugement définitif, n'est pas déchargée, si le condamné se soustrait par la fuite à l'exécution du jugement. — Cass. 17 germ. an x, t. 6, p. 523, no 2. — *V. ibid.* une lettre du ministre de la justice dans un sens conforme à cet arrêt.

73. Mais le cautionnement exigé du prévenu d'un délit correctionnel, en cas de mise en liberté provisoire, n'est point acquis au trésor, par cela seul que le prévenu fait défaut à la première sommation, s'il se présente plus tard, et s'il subit la peine correctionnelle à laquelle il est condamné. — Cass. 19 oct. 1821, t. 23, p. 314.

Chap. IV. *Cautionnement des officiers ministériels* (1).

74. Extrait de la loi du 7 ventôse an viii sur les cautionnements à fournir par plusieurs employés et par les notaires. — T. 6, p. 523, no 1.

75. Loi du 25 nivôse an xiii contenant des mesures relatives au remboursement des cautionnements fournis par les agents de change, avoués, greffiers, huissiers, etc. — T. 6, p. 528, no 6.

76 Ordonnance du roi du 9 octobre 1816 sur l'application à faire à deux classes d'officiers de l'ordre judiciaire, des dispositions de la loi du 28 avril 1816 concernant la fixation des suppléments de cautionnement. — T. 6, p. 570, no 32.

77. Décret du 7 mai 1808 concernant les obligations souscrites par les titulaires de cautionnements. — T. 6, p 548, no 17.

78. Avis du Conseil d'état du 12 août 1807 sur la libération résultante des mandats délivrés par la caisse d'amortissement, et sur les effets des oppositions relatives au cautionnement des fonctionnaires publics. — T. 6, p. 543, no 14.

79. Décret du 28 août 1808 qui prescrit des formalités pour l'acquisition du privilége de la part des prêteurs de fonds pour cautionnement. — J. A. t. 6, p. 549, no 18.

80 et 81. Décret du 22 déc. 1812 qui détermine les formalités que les prêteurs de fonds doivent remplir pour avoir sur les cautionnements de leurs débiteurs le privilége de second ordre. — T. 6, p. 560, no 26.

82. Il n'y a point de privilége du deuxième ordre sur le cautionnement d'un officier ministériel au profit des individus qu'il aurait déclaré lui avoir donné des fonds pour payer les premiers prêteurs du montant du cautionnement, après que la déclaration faite au profit de ceux-ci aurait été annulée sur les registres du trésor public. — Paris, 4 mars 1834, t. 46, p. 128. — V. *ibid.* les conclusions contraires du ministère public, et *infrà*, no 92.

83. De semblables déclarations ne peuvent valoir même comme transport de cautionnement. — Paris, 4 mars 1834, t. 46, p. 128. — V. *ibid.* les conclusions contraires du minist. public.

84. Extrait de la loi sur les finances du 28 avril 1816. — T. 6, p. 566, no 31 *bis*.

85. Instruction du 30 mars 1822, de M. le directeur général de l'enregistrement, qui décide qu'il n'y a lieu de percevoir qu'un droit fixe d'enregistrement, quoiqu'il ne soit pas justifié d'une obligation précédente enregistrée, lorsqu'un officier ministériel assujéti à un cautionnement déclare que les fonds qu'il y consacre appartiennent à un tiers. — T. 6, p. 580, no 40.

86. Décret du 18 sept. 1806 sur le mode de remboursement des cautionnements des titulaires décédés.—T. 6, p. 577, no 10.

87. Ordonnance du Roi relative au remboursement des cautionnements des commissaires-priseurs et des huissiers.—22 août 1821, t. 23, p. 283.

88. Décret du 24 mars 1809 qui décide que les huissiers et les commissaires-priseurs ne peuvent réclamer le remboursement de leurs cautionnements sans produire un certificat de quitus des ventes dont ils auront été chargés.—T. 6, p. 551, no 20. — Ce décret a été modifié par une ordonnance royale du 22 août 1831. — *V.* J. A. t. 23, p. 283. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 434, § 1.

89. Non-seulement les intérêts, mais encore le capital du cautionnement des officiers ministériels, sont affectés au paiement des amendes qu'ils ont encourues. —Cass. 1er juin 1814. — T. 6, p. 565, no 31.

90. Les créanciers d'un officier ministériel, en vertu de condamnations encourues à raison de l'exercice de ses fonctions, peuvent poursuivre la saisie et le versement dans leurs mains de son cautionnement, sans attendre la vacance des fonctions, par démission, décès ou autrement; mais il en est autrement de ses créanciers ordinaires. — Cass. 26 mars 1821, 4 fév. 1822. — Gren. 15 fév. 1823, t. 23, p. 105, et t. 25, p. 51.

91. Les créanciers ordinaires d'un officier ministériel peuvent saisir-arrêter le montant de son cautionnement, mais ils ne peuvent en exiger le versement entre leurs mains qu'à la cessation de ses fonctions. — Bord. 18 avril 1833.—Bourg. 21 mars 1817, t. 47, p. 413.

92. Celui qui a fourni les fonds du cautionnement d'un comptable public peut, après la cessation des fonctions de celui-ci, en réclamer la délivrance à l'exclusion de tout autre que les créanciers, pour faits de charge. — Rouen, 15 avril 1806, t. 6, p. 530, no 7. — V. *suprà*, no 82 et suiv.

93. Pour faire payer aux officiers ministériels les amendes qu'ils ont encourues, la régie peut saisir-arrêter leur cautionnement. — Cass. 11 juin 1811, t. 6, p. 555, no 23. — *V.* M. Merl. t. 12, p. 225, § 7.

(1) *V.*, au t. 48, p. 327, une Revue dans laquelle M. Royer, avocat, a retracé avec beaucoup de clarté toute la législation et la jurisprudence sur cette matière. — *V.* aussi spécialement nos mots *enregistrement* et *officiers minist.*

94. Avis du Conseil d'état du 24 déc. 1808, approuvé le 24 mars 1809, qui décide que les titulaires des cautionnements versés à la caisse d'amortissement sont sujets, quant aux intérêts des sommes qui les composent, à la prescription de 5 ans. — T. 6, p. 550, n° 19.

95. La déclaration de cessation de fonctions que les officiers publics et ministériels sont tenus de passer aux greffes des tribunaux, et de faire afficher pendant un mois avant d'obtenir le remboursement de leur cautionnement, est-elle passible du droit fixe de 3 fr. ?—Dissertation, t. 38, p. 331.

CAUTION JUDICATUM SOLVI.

Nous avons donné, au mot *caution*, chapitre 2, n°s 31 à 68, tout ce qui regarde cette matière. On peut consulter aussi *appel*, 598 et 733 ; *cassation*, 107 ; et *ressort*, 138.

CAUTION NOUVELLE. *V. Sur.* 151 *et s.* 266.

CAUTION SUPPLÉMENTAIRE. *V. Sur.* 137, 150.

CAUTIONNEMENT. — Nous avons placé sous le mot *caution*, chap. 4, n. 74 et s., tout ce qui concerne le cautionnement des officiers ministériels. — On peut voir aussi *Amende*, 55 *et s.* — *Caut.* chap. 4. 74 *à* 94.— *Dem. n.* 69. — *Enreg.* 60.— *Jug. déf.* 104. — *Trib. comm.* 218, 227.

CÉDULE. *V. Enreg.* 113.

CÉLÉRITÉ. *V. Conc.* 11 *et s.*

CERTIFICAT. *V. Enq.* 410 *et s.*— *Jug.* 465, 469 *et s.*

CERTIFICAT DE VIE. *V. Cass.* 80. — *Sais. imm.* 51 *et s.*

CERTIFICAT DU GREFFE. *V. Jug. déf.* 255 *et s.*

CERTIFICAT EN BREVET. *V. Greffe*, 18.

CERTIFICATEUR DE CAUTION. *V. Sur.* 141.

CESSATION DE FONCTIONS. *V. Enreg.* 344.

CESSION. *V. Acquiesc.* 90.— *Appel*, 503.— *Cont. p. c.* 329.— *Dépens*, 15, 16.— *Enreg.* 246, 301.—*Exéc.*, 54 *et s.*— *Faillite*, 11.— *Gar.* 60.—*Interv.* 39, 72 *et s.*— *Ordre*, 184.— *Péremp.* 83 *et s.* 189 *et s.* — *Req. civ.* 22.— *Ress.* 489.— *Sais.-a.* 162, 197 *et s.*— *Sais. imm.* 17, 29.— *Signif.* 7, 27, 40. — *Sur.* 60. — *Trib. comm.* 69, 293, 355 *et s.* 402.

CESSION DE BIENS (1).

C. Ier. CARACTÈRE DE LA CESSION, 1 et 2. — C. II. QUI PEUT ÊTRE ADMIS A LA CESSION, 3 à 20. — C. III. COMPÉTENCE ET FORMES DE LA DEMANDE, 21 à 35.— C. IV. EFFETS DE LA DEMANDE ET DU JUGEMENT DE CESSION, 36 à 49. — C. V. FORMALITÉS POUR ARRIVER A LA VENTE DES BIENS, 50 à 53.

CHAP. Ier. *Caractère de la cession de biens.*

1. On doit considérer, non comme une cession de biens, mais comme un contrat d'atermoiement, l'acte par lequel un débiteur abandonne tous ses biens à ses créanciers, à la charge par ceux-ci de s'en contenter et de le tenir quitte.— Cass. 10 avril 1810, t. 6, p. 628, n° 16.

2. Un contrat de cession volontaire des termes, duquel il résulte que la propriété des biens cédés n'est pas transférée aux créanciers, mais seulement le prix à en provenir, est un mandat conventionnel de vendre qui, étant signé de tous les créanciers, n'a pas besoin d'être homologué en justice et peut être valablement consenti par un tuteur dans l'intérêt de son pupille. — Colm. 30 fév. 1820, t. 6, p. 650, n° 31.

CHAP. II. *Qui peut être admis au bénéfice de cession de biens, et qui peut s'y opposer?*

3. Les art. 905 C. P. C. et 575 C. comm. ne sont pas limitatifs en exprimant les cas où le débiteur doit être exclu du bénéfice de cession. — Paris, 17 janv. 1823, t. 25, p. 26.—V. *infrà*, n. 11.

4. L'exclusion du bénéfice de cession pour cause de stellionat ne peut être demandée que par le créancier envers lequel le débiteur s'en est rendu coupable. — Turin, 21 déc. 1812. — Montp. 21 mai 1827, t. 6, p. 638, n° 23, et t. 35, p. 167. — MM. PERRIN, *Tr. des nullités*, p. 84 et suiv.; MERL. t. 2, p. 14, n° 4; et CARR. t. 3, p. 279 et 280, n°s 3053 et 3055, ont embrassé l'opinion de cet arrêt. — M. DELVINC. pense, au contraire, qu'en cas de stellionat il y a exclusion générale du bénéfice de cession.

5. Celui qui, par suite d'une instruction criminelle, a été condamné à des réparations civiles pour voie de fait, n'est pas pour cela privé du bénéfice de cession. —Colm. 17 janv. 1812, t. 6, p. 634, n° 20.—Cette question n'est pas controversable suivant M. COFF.

6. Le débiteur qui ne représente pas les objets saisis sur lui, dont il s'est constitué le gardien, est considéré comme dépositaire, et ne peut être admis au bénéfice de cession.—Pau, 16 avril 1810, t. 6, p. 631. — M. CARR. t. 3, p. 282, n° 3058, pense que cette décision ne doit pas être suivie.— *Contrà*, M. TOULL. t. 7, p. 319, n° 262.

7. L'ancien usage qui empêchait les bouchers d'être admis au bénéfice de cession est aboli par le Code de procédure.—Aix, 13 avr. 1807, t. 6, p. 601, n° 5.

8. Un Français peut être admis au bénéfice du cession envers un étranger. — Cass. 19 fév. 1806, t. 6, p. 598. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 3, p. 282, à la note ; et PARDESS. t. 4, p. 537, n° 1328, *in fine*.

9. Comme aussi le négociant étranger qui a un établissement de commerce et des propriétés en France, peut être admis au bénéfice de cession. — Trèves, 24 fév. 1808, t. 6, p. 614. — Telle est l'opinion de MM. PARDESS. t. 4, p. 537, n° 1328; B. S. P. p. 685, not. 1; DELVINC. t. 3, p. 633, not. 11; et CARR. t. 3, p. 282, n° 3057.

10. Le malheur et la bonne foi doivent être prouvés par le débiteur qui recourt au bénéfice de cession ; le défaut de livres et un état peu satisfaisant de l'actif et du passif rendent la bonne foi suspecte. — Bord. 1er juin 1827, t. 33, p. 189.

11. Le bénéfice de cession peut être refusé au débiteur qui ne justifie pas de ses malheurs et de sa bonne foi, bien qu'il ne se trouve dans aucun des cas prévus par l'art. 905 C. P. C. — Brux. fév. et 9 nov. 1826.—V. *suprà*, n. 3.

12. Pour pouvoir être admis à ce bénéfice, il faut que le débiteur justifie de sa bonne foi, non-seulement dans l'accomplissement des conditions prescrites par l'art. 898 du Code précité, mais encore dans toute sa conduite à l'égard de ses créanciers. — Brux. 4 fév. 1826.

13 et 14. *Et spécialement*, cette faveur doit être refusée au débiteur qui n'allègue, pour cause de l'impossibilité de remplir ses engagements, que les condamnations pécuniaires prononcées contre lui, du chef d'usure habituelle et d'abus de confiance. — Brux. 9 nov. 1826.

15. Pour être admis au bénéfice de cession, le débiteur, s'il est commerçant, doit rapporter des livres réguliers ou justifier de malheurs; et, dans tous les cas, c'est au demandeur en cession de biens à prouver sa bonne foi. — Paris, 2 avr. et 20 sept. 1808, et 14 avr. 1812. — Liége, 17 janv. 1809. — Riom, 22 nov. 1809. — Brux. 19 nov. 1810. — Nîm. 10 janv. 1811. — Aix, 30 déc. 1817. — Bord. 30 août 1821. — T. 6, p. 616, n° 43. —Suivant M. COFF. la question ne doit pas présenter de doute. — Tous les auteurs sont unanimes. —*V.* MM. CARR. t. 3, p. 274, à la note, et 281, n° 3056; B. S. P. p. 687, note 13, n° 3; F. L. t. 1, p. 416, n° 5; DELVINC. t. 3, p. 633

---

(1) On peut consulter avec beaucoup de fruit la Revue sur la cession de biens de M. Billequin, insérée J. A. t. 49, p. 641. —*V.* aussi *Acquiesc.* 109. — *Cont. p. c.* 133. — *Exec.* 141. — *Except.* 202.—*Jug. p. i.* 112.—*Mat. somm.* 98. — *Repr. incid.* 17. — *Ress.* 170. — *Trib. de comm.* 353.

note 7; PARDESS. t. 14, no 1329; HAUT. p. 539.

16. Cependant il a été jugé que le défaut de tenue de livres de commerce n'est pas un obstacle au bénéfice de cession, si d'ailleurs le débiteur n'est pas constitué en état de banqueroute frauduleuse. — Cass. 15 mai 1815, t. 6, p. 642.

17. Comme aussi la circonstance qu'un débiteur n'a pas tenu des livres réguliers ne suffit pas pour le faire considérer comme banqueroutier frauduleux et indigne du bénéfice de la loi. — Aix, 13 avr. 1807, t. 6, p. 601. — Tous les auteurs sont d'accord. — *V.* MM. MERL. t. 2, no 149 et suiv. no 8; PR. FR. t. 5, p. 188; CARR. t. 3, p. 280, no 3056.

18. Le négociant jugé banqueroutier simple peut être admis au bénéfice de cession, s'il fournit la preuve positive de sa bonne foi. —Paris, 8 août 1812, t. 6, p. 637.— C'est l'opinion de MM. PARDESS. t. 4, p. 537, no 1328; F. L. t. 1, p. 446, no 5; et DELVINC. t. 3, p. 633, note 9.

19. La rédaction incomplète de son bilan n'est point pour un ouvrier presque illettré, et d'ailleurs malheureux et de bonne foi, un motif d'exclusion au bénéfice de cession. — Angers, 21 nov. 1817, t. 16, p. 647, no 29. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 274, not. 2.

20. L'abandonnement volontaire de ses biens, par un débiteur non commerçant, doit être consenti par la totalité des créanciers. — Paris, 14 mai 1812, t. 6, p. 636, no 21. — Telle est l'opinion de MM. TOULL. t. 7, p. 312, no 252; DELVINC. t. 3, p. 631, not. 6; F. L. t. 1, p. 445, no 2.—Mais, lorsqu'un créancier a adhéré au traité d'abandonnement, son concessionnaire ne peut pas l'attaquer. — Paris, 15 déc. 1815, t. 6, p. 643, n. 26.

CHAP. III. *Compétence et formalités.*

21. La cession de biens peut être admise par un tribunal autre que celui où le bilan et les autres papiers ont été déposés. — Aix, 13 avr. 1807, t. 6, p. 601, no 7.—Cette question ne peut être soulevée qu'incidemment à une faillite. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 275, no 3043-3045; PIG. t. 2, p. 381, § 2, no 2; MERL. t. 2, p. 149, no 6; DELVINC. t. 3, p. 631, not. 1 de la pag. 187; PR FR. t. 5, p 188; et B. S. P. p. 685, not. 3.

22. Le jugement qui a admis un débiteur au bénéfice de cession de biens n'est pas nul, quoiqu'il n'ait pas ordonné son extraction de la prison, et sa comparution à l'audience pour y réitérer sa cession. — Colm. 17 janv. 1812, t. 6, p. 634, no 19. —. *V.* MM. CARR. t. 3, p. 276, à la note; et B. S. P. t. 2, p. 687, not 13, no 4.

23. Décidé cependant que le tribunal saisi de la demande en cession de biens ne peut, si le débiteur est détenu, ordonner sa mise en liberté avant que ce débiteur, extrait de sa prison avec les précautions accoutumées, ait réitéré sa cession en personne à l'audience du tribunal de commerce.— Toul. 30 avr. 1821, t. 23, p. 153.

24 et 25. Le commerçant qui veut faire cession de biens n'est pas tenu de remplir toutes les formalités exigées en cas de faillite.—Brux. 7 fév. 1810. — Rouen, 13 déc. 1816, t. 6, p. 626, no 15. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 446, no 6; B. S. P. p. 687, not. 13, no 2; et CARR. t. 3, p. 282, à la note.

26. Comment doit s'effectuer, en cas de faillite, le dépôt des titres du demandeur en cession? — M. CARR. t. 3, p. 274, no 3042, pense que la marche dans ce cas est abandonnée à la sagesse des tribunaux; ils peuvent même se dispenser d'examiner les livres si les malheurs et la bonne foi sont notoires. Il en est autrement lorsqu'il n'y a pas eu de faillite déclarée ou formalisée; l'art. 569 C. comm. n'est plus applicable, et le dépôt prescrit par l'art. 898 C. P. C. devient une formalité indispensable au demandeur. — Telle est aussi l'opinion de M. D. C. p. 604 et 605. — *V.* J. A. t. 6, p. 652, no 33.

27. Ainsi la demande en cession d'un failli ne peut être rejetée par le motif que le demandeur n'a pas effectué au greffe du tribunal où la demande est portée le dépôt de titres actifs, livres et bilan, s'il justifie qu'il n'a pas ces objets en sa possession.—Toul. 30 avr. 1821, t. 23, p. 153.

28. La demande en cession doit-elle être formée par assignation précédée d'une requête ou d'une assignation sans requête? — MM. DELAP. t. 2, p. 430, et D. C. p. 606, soutiennent qu'il ne faut pas de requête. — Un arrêt de la Cour de Grenoble, du 11 juillet 1829, t. 39, p 290, l'a jugé en ce sens. — Nous avons partagé cette opinion. — J A. t. 6, p. 651, no 32.—MM. COMM. t. 3, p. 205, et HAUT., p. 536, ont émis une opinion contraire.

29 et 30. Le jugement qui admet un débiteur au bénéfice de cession ne peut être rendu que sur requête signifiée aux créanciers, ou ceux-ci dûment appelés de toute autre manière. — Colm. 24 nov. 1807, t. 6, p. 608, no 9.—Il y a avis unanime sur cette question de la part des auteurs. — *V.* MM. HAUT. p. 536; LEP. p. 537, 2e quest.; PR. FR. t. 5, p. 187; B. S. P. p. 686, not. 7; TOUL. t. 7, p. 318, no 259; CARR. t. 3, p. 275, no 3045; et DELVINC. t. 3, p. 632, not. 2. — Cependant le contraire a été jugé par la Cour de Toul. le 30 avr 1821, t. 23. p. 153. — *V.* le no suivant. — Sur la question de savoir comment, après le jugement d'admission, la réitération de la cession doit être faite, *V.* MM. LEP. p. 598, 3e quest.; HAUT. p. 537; PR. FR. t. 5, p. 188; et CARR. t. 3, p. 375, no 3045, *in fine.*

31. Ceux des créanciers qu'il n'assigne point peuvent former tierce opposition au jugement qui l'admettait au bénéfice de cession. — Gren. 11 juil. 1829, t. 39, p. 290. — *V.* le no qui précède.

32. La demande en bénéfice de cession formée par un débiteur failli peut-elle être dirigée contre les syndics définitifs de la faillite? Les créanciers ne doivent-ils pas être assignés individuellement, pour voir admettre leur débiteur au bénéfice de cession? — Brux. 19 fév. 1821.

33. La cession de biens faite par un Français et agréée à l'étranger, où il a formé un établissement de commerce, est nulle à l'égard des créanciers français, si elle n'est réitérée en France conformément aux lois du royaume. — Brux. 8 avr. 1810, t. 6, p. 633, no 18. — Il doit en être de la cession de biens comme de tous les autres actes passés à l'étranger. — C'est l'opinion de tous les auteurs.

34 et 35. Les créanciers d'un débiteur admis au bénéfice de cession, lesquels, postérieurement au jugement qui l'y admet, assistent sans faire aucune observation quelconque aux convocations des créanciers devant le tribunal, ayant pour objet d'y régler tout ce qui est relatif à l'administration de la masse, sont encore recevables à interjeter appel de ce jugement d'admission. — Brux. 14 juin 1828.

CHAP. IV. *Effets de la demande du jugement de cession.*

36. Sous l'ancienne législation, le débiteur qui faisait à ses créanciers l'abandon volontaire de tout son actif pouvait en obtenir une pension alimentaire. — Paris, 27 fév. 1813, t. 6, p. 641, no 24. — M. TOULLIER, t. 7, nos 256, 258, professe qu'il en est de même sous la législation nouvelle. — Quant à la question de savoir si le débiteur, en faisant sa cession, peut retenir tous les objets déclarés insaisissables, tous les auteurs sont pour l'affirmative. — *V.* MM. TOUL. t. 7, p. 316, no 256; DELVINC. t. 3, p. 632, not. 3; et PARDESS. t. 4, p. 440 et 536, nos 1258 et 1327.

37 et 38. Le débiteur qui fait cession de biens ne peut former opposition, ni opposer la péremption aux condamnations par défaut, antérieurement obtenues contre lui par ses créanciers. — Cass. 2 mai 1831, t. 41, p. 394.

39. Un débiteur condamné par corps peut-il, au moyen d'une demande à fin de cession, obtenir un sursis jusqu'au jugement définitif sur cette demande? —Non, Cass. 23 fév. 1807, t. 6, p. 600, no 4. — Oui, Gren. 22 mai 1834, t. 46, p. 352.

40. Comme aussi, tant qu'il n'a pas été statué sur la demande à fin de cession d'un débiteur incarcéré, on ne peut lui accorder la liberté provisoire. — Paris, 11 août 1807; Toul. 17 nov. 1808, t. 6, p. 604,

n° 8. — *V.* nos observations, et MM. TOULL. t. 7, p. 318, nos 260 et 261 ; PARDESS. t. 4, p. 530, n° 1330 ; CARR. t. 3, p. 276, n° 3046 ; F. L. t. 1, p. 446, n° 6 ; D. C. p. 606 ; PIG. t. 2, p. 362 ; et B. S. P. p. 687, not. 4.

41. Cependant le créancier qui a été appelé sur une demande en cession de biens formée par le débiteur, et qui ne s'y est pas opposé, ne peut pas, lorsque cette demande est accueillie par les tribunaux, exercer la contrainte par corps, pour cause d'un stellionat que le débiteur aurait antérieurement commis a son préjudice — Cass. 15 avr. 1819, 23 janv. 1822, t. 6, p. 649, n° 30, et t. 24, p. 21. — Telle est l'opinion de M. PARDESS. t. 4, p. 539, n° 1329.

42 et 43. La contrainte par corps peut être prononcée contre le débiteur, même après qu'il a formé sa demande en cession de biens. — Turin, 10 juin 1808, t. 6, p. 625, n° 14.

44. Lorsqu'un débiteur se trouve en instance devant un tribunal pour être admis au bénéfice de cession, s'il lui échoit d'autres biens pendant cette instance, ils doivent être compris dans la masse abandonnée aux créanciers, et vendus par licitation devant le même tribunal, encore qu'ils aient été cédés à un tiers. — Cass. 2 déc. 1806, t. 6, p. 599, n° 3.

45. Le débiteur qui a obtenu l'homologation d'un contrat d'atermoiement souscrit par les trois quarts en somme de ses créanciers, est censé se désister du bénéfice du jugement d'homologation, lorsque, pendant l'appel de ce jugement, il forme une instance à fin de cession de biens. — Paris, 22 janv. 1808, t. 6, p. 613, n° 10.

46. Le débiteur qui tarde à réitérer sa cession, peut-il être emprisonné par ses créanciers, nonobstant le jugement? — M. D. C. p. 607, résout cette question affirmativement; cependant il conseille de mettre le débiteur en demeure. — *V.* J. A. t. 6, p. 652, n° 34, où nous avons dit quelle est la marche à suivre par les créanciers.

47. La cession de biens ne transférant pas la propriété aux créanciers, ne dispense point les héritiers de celui qui l'a faite de payer, après sa mort, le droit de mutation, si les biens cédés n'ont pas encore été vendus au profit des créanciers. — Cass. 27 juin 1809, et 28 juin 1810, t. 6, p. 598, n° 1. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 279, n° 3054 ; F. L. t. 1, p. 445 ; PARDESS. t. 4, p. 534 et 535, no 1326 ; et DELVINC. t. 3, p. 632, not. 4.

48. Le jugement qui admet un commerçant au bénéfice de cession de biens est un obstacle aux poursuites ultérieures tendantes à le faire déclarer en état de faillite. — Cass. 4 nov. 1823, t. 25, p. 338.

49. Un failli n'est relevé de l'état de faillite par la cession volontaire de ses biens qu'en la faisant à tous ses créanciers, et en remplissant les conditions sous lesquelles elle a été acceptée. — Cass. 6 déc. 1831, t. 42, p. 259.

CHAP. V. *Formalités pour arriver à la vente des biens.*

50. Lorsqu'en matière civile un débiteur a été admis au bénéfice de cession, quelle voie doivent prendre les créanciers pour parvenir à la vente des biens meubles et immeubles qui leur ont été abandonnés, et au recouvrement des créances également comprises dans le bilan de leur débiteur? — *V.* J. A. t. 34, p. 318, où nous avons tracé la marche à suivre, en examinant l'opinion émise par MM. TOULL. t. 7, p. 311, 312 et 324, nos 251 et 268 ; et CARR. t. 3, p. 279, n° 3052.

51. Il n'est pas nécessaire de faire pourvoir d'un curateur les biens cédés par un débiteur à ses créanciers avant qu'il soit procédé à leur vente. — Bord. 1er juin 1816, t. 16, p. 644, n° 28. — Telle est l'opinion de MM. TOULL. t. 7, p. 324, n° 268 ; et CARR. t. 3, p. 279, n° 3052.

52. Le débiteur qui a fait cession de biens ne doit pas nécessairement être appelé aux opérations préliminaires de la vente ; il est par conséquent sans qualité pour les critiquer, surtout si, étant marchand à l'époque de la cession, il peut être considéré comme failli. — Bourg. 3 mai 1822, t. 24, p. 137.

53. Le créancier poursuivant la vente des biens du débiteur qui a été admis au bénéfice de cession, peut, s'il a laissé passer le jour indiqué pour l'adjudication définitive sans y faire procéder, indiquer lui-même le jour de cette adjudication, sans recourir de nouveau au tribunal, pourvu qu'il se conforme au 2e paragraphe de l'art. 964 C. P. C. — Bord. 1er juin 1816, t. 6, p. 644, n° 27.

CESS. DE DROITS LITIGIEUX (1).

1. La cession d'un droit à une succession, lorsque ce droit n'est pas contesté et qu'il y a seulement instance en partage, ne constitue pas une cession de droit litigieux qui puisse autoriser l'action en retrait, quoique cette cession soit devenue plus tard la cause d'un procès. — Lyon, 24 juill. 1828, t. 37, p. 23.

2. Le débiteur poursuivi par un créancier n'est pas recevable à prétendre que celui qui le poursuit n'a plus qualité parce qu'il a cédé sa créance, tant que la cession n'a pas été signifiée au débiteur et que ce transport n'a pas été accepté par ce dernier. — Bord. 7 août 1829. Salles C. Marmon.

3. Un avoué ne peut acquérir des droits qui ne sont qu'un reliquat éventuel dépendant de la liquidation de comptes respectivement fournis et par conséquent litigieux. — Renn. 27 avr. 1818, t. 18, p. 698, v° *reddition de comptes*, n° 39.

4. Dans ce cas, la partie non venderesse peut se prévaloir de la nullité de la cession qui est absolue et non pas seulement relative. (Même arrêt.)

CESSIONNAIRE. *V. Appel*, 61. — *Cont. p. c.* 87, 153. — *Faux i. c.* 78. — *Interv.* 92. — *Mat. somm.* 23. — *Sais.-a.* 8. — *Sais.-ex.* 12. — *Sais. imm.* 45, 150, 651, 681, 188. — *Tierc. opp.* 50 *et s.*

CHAMBRES. *V. Règl. j.* 42. — *Renvoi*, 22. — *Ress.* 238.

CHAMBRE CIVILE. *V. Cass.* 267.

CHAMBRE CORRECTIONNELLE. *V. Aud.* 54 *et s.* — *Jug.* 3 *et s.* 42 *et s.* — *Trib.* 219 *et s.*

CHAMBRE D'ACCUSATION. *V. Huiss.* 208. — *Règl. j.* 60 *et s.*

CHAMBRE DE DISCIPLINE. *V. Av.* 2, 4 *et s.* — *Huiss.* 213. — *Not.* 8 *et s.*

CHAMBRE DES REQUÊTES. *V. Cass.* 266.

CHAMBRE DES VACATIONS. *V. Exempt.* 40 *et s.* 147. — *Jug.* 2. — *Sais. imm.* 513 *et s.* — *Trib.* 223 *et s.*

CHAMBRE DU CONSEIL. *V. Aud.* 24. — *Dépens*, 326. — *Evoc.* 41. — *Except.* 262. — *Huiss.* 203. — *Jug.* 367 *et s.* — *Jug. de f.* 104. — *Règl. j.* 61 *et s.* — *Trib.* 235.

CHAMBRES RÉUNIES. *V. Cass.* 366 *et s.*

CHAMBRE TEMPORAIRE. *V. Aud.* 55. — *Trib.* 8 *et s.*

CHAMPART. *V. Act. possess.* 98.

CHANGEM. DE CONCLUSIONS. *V. Concl.* 1 *et s.* — *Dés.*

CHANGEMENT DE DOMICILE. *V. Exploit*, 184 *et s.* — *Repr. inst.* 25. — *Trib.* 159 *et s.*

CHANGEMENT D'ÉTAT. *V. Exploit*, 148. — *Pérempt.* 23 *et s.*

CHANGEMENT DE NOM. *V. Trib.* 47.

CHANGEMENT DE RÉSIDENCE. *V. Enreg.* 135 *bis.*

CHAPITRE. *V. Aut. comm.* 50.

CHARGES EXTRAORDINAIRES. *V. Sur.* 76.

CHARGES INDÉTERMINÉES. *V. Sur.* 76.

CHARLES X. *V. Bannissement.*

CHARRON. *V. Trib. comm.* 40, 220.

CHEFS DISTINCTS. *V. Jug.* 225

(1) Il faut consulter les mots *avocats*, *avoués*, *huissiers* et *officiers ministériels*, et lire, t. 43, p. 389 et 499, nos observations et une dissertation de M. Roger sur cette intéressante question de savoir si les avoués peuvent se rendre cessionnaires de droits contestables, mais qui ne sont pas encore l'objet d'un litige.

et s.—*Prempt.* 246.—*Ress.* 192 *et s.*

CHEMIN. *V. Acquiesc.* 111.—*Action*, 9 *et s.*—*Act. possess.* 4 *et s*—*Ress.* 91 *et s.*—*Trib.* 423 *et s.*

CHEMIN PUBLIC. *V. Dem. n.* 68.

CHEMINS VICINAUX (1).

1. Loi relative aux chemins vicinaux.—28 juill. 1824, t. 27, 63.

CHEPTEL. *V. Trib. comm.* 143.—*Sais. imm.* 136, 742.

CHIRURGIENS. *V. Depens*, 272.

CHOSE JUGÉE. *V. Act. possess.* 88.—*Arb.* 197, 223, 386 *et s.*—*Cass.* 185, 350 *et s.*—*Conflit*, 3 *semel*, 8.—*Cons. et.*—*Conserv. des hyp.* 2.—*Enq.* 53.—*Except.* 241 *et s.*—*Exec.* 111, 116 *et s.*—*Exéc. p.* 37 *et s.*—*Exp.* 182.—*Faux i. c.* 23 *et s.* 74 *et s.*—*Interv.* 78.—*Jug.* 481 *et s.* 543 *et s.*—*Jug. def.* 205 *et s.* 343 *bis.*—*Jug. p. i.* 163 *et s.*—*Min. p.* 53.—*Perempt.* 291.—*Refere*, 101 *et s.*—*Règl. j.* 9, 21, 72.—*Req. civ.* 4, 59.—*Ress.* 344 *et s.*—*Sais. imm.* 11, 32, 183, 901 *ter*, 904, 1002.—*Serm.* 24, 66.—*Trib*, 83, 503 *et s.*—*Verif. d ecrit.* 33 *et s.*

CIRCONSCRIPTION (2).

1. Lois et ordonnances relatives à différentes circonscriptions de territoire.—Loi du 21 juill. 1824, t. 27, p. 60.—Ord. du R. du 6 mars 1828, t. 34, p. 233.—Loi du 6 mars 1829, t. 36, p. 301; 28 juin 1829, t. 37, p. 94.

CITATION. *V. Avoc.*—*Except.* 1 *et s.*—*Exploit.*—*Jug. paix.*—*Jug.*

CLERC. *V. Av.*—*Exploit*, 229.—*Huiss.* 10.—*Enq.*—*Sais.-ex.* 79.

CLOTURE. *V. Distr. c.* 64 *et s.*—*Enq.* 514 *et s.*—*Ordre*, 398 *et s.*

COACCUSÉ. *V. Avoc.* 39 *et s.*

CODEBITEURS. *V. Appel*, 302.

CODÉBITEUR SOLIDAIRE. *V. Sais. imm.* 50.

COCHER DE PLACE. *V. Enq.* 400.

COHÉRITIER. *V. Act. possess.* 86.—*Appel*, 492, 493.—*Cass.* 227.—*Except.* 39.—*Ress.* 210 *et s.*—*Sais. imm.* 112 *et s.* 681, 973.—*Sais. r.* 9.—*Serm.* 67 *et s.*

COINTÉRESSÉS. *V. Amende.*—*Appel*, 622, 659, 682.—*Cass.*

COLLATION. *V. Comp.* 24.

COLLOCATION. *V. Cass.* 99.—*Enreg.* 250.—*Ordre*, 167 *et s.*

COLLOCATION PROVISOIRE. *V. Ordre*, 92 *et s.*

COLONS (3).

1. Loi relative à la répartition de l'indemnité stipulée en faveur des anciens colons de St-Domingue.—30 avr. 1826, t. 30, p. 361.

(1) *V. Jug. paix*, 39.—*Renvoi*, 108.

(2) *V. Renvoi*, 141.—*Trib.* 158, 472.

(3) *V. Appel*, 105.

COLONIES (1).

1. Ordonnance du roi sur le mode de procéder en matière civile à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et dépendances.—19 oct. 1828, t. 37, p. 95.

2. Ordonnance du roi relative à l'instruction et au jugement des affaires criminelles à la Guiane française.—20 juill. 1828, t. 35, p. 219.

3. Ordonnance du roi qui détermine le mode de procéder en matière criminelle dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe et dépendances.—4 juill. 1827, t. 33, p. 77.

4. Ordonnance du roi qui porte application à la Guadeloupe et à la Martinique du Code d'instruction criminelle.—12 oct. 1828, t. 37, p. 96.

5. Ordonnance du roi portant application du Code pénal à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et dépendances.—29 oct. 1828, t. 37, p. 139.

6. Ordonnance du roi sur le mode de procéder devant les conseils privés des colonies.—31 août 1828, t. 36, p. 13.

7. Ordonnance du roi portant abrogation des arrêtés coloniaux qui ont restreint, à l'égard des personnes de couleur libres, la jouissance des droits civils.—24 fév. 1831, t. 41, p. 477.

8. Ordonnance du roi qui détermine le lieu où devront être faites les oppositions formées au paiement de toutes les dépenses des colonies exigibles en France.—20 mars 1828, t. 34, p. 146.

9. Ordonnance du roi concernant l'organisation de la conservation des hypothèques à la Martinique à la Guadeloupe, et dans ses dépendances, et à la Guiane française.—19 juill. 1829, t. 37, p. 138.

10. Organisation judiciaire et administrative de la colonie d'Alger.—10 août 1834, t. 47, p. 505.

COMÉDIEN. *V. Trib.* 171.

COMMANDEMENT. *V. Appel*, 447 *à* 449, 460, 461, 470.—*Cont. p. c.* 146 *et s.*—*Enreg.* 95 *et s.* 235.—*Exec.* 38.—*Jug. def.* 246 *et s.*—*Lic.* 120.—*Ordre*, 34.—*Sais.-a.* 125 *et s.*—*Sais.-ex.* 41 *et s.* 61 *et s.*—*Sais.-g.* 25 *et s.*—*Sais. imm.* 139 *et s.* 917, 1225.—*Tier. opp.* 40.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. *V. Conc.* 109 *et s.*—*Enq.* 1, 4 *et s*—*Interr.* 89.—*Jug.* 271.

COMMENSAL. *V. Exploit*, 219.—*Recus.* 1.

(1) *V. Appel*, 113, 114.—*Aud.* 23.—*Cass.* 31, 191, 200, 286 *et s.* 362.—*Délib.* 52.—*Discipl. j.* 25.—*Enreg.* 72.—*Exéc.* 161.—*Exploit*, 750.—*Jug.* 45 *et s.* 56, 59 *et s.* 416.—*Règl. j.* 56.—*Ress.* 19.—*Trib.* 6 *et s.* 78 *bis.*

COMMERÇANT. *V. Cont. p. c.* 39 *et s.*—*Exploit*, 64.—*Jug.* 488.—*Trib. comm.* 52 *et s.*

COMMERCE. *V. Cont. p. c.* 39 *et s.*

COMMIS. *V. Enq.* 389 *et s.*—*Exploit*, 65, 280.—*Tier. opp.* 57.—*Trib. comm.* 96 *et s.*

COMMIS GREFFIER. *V. Faux i.* 91.—*Greff.* 10 *et s.*—*Jug.* 386.—*Sais. imm.* 454.

COMMIS VOYAGEUR. *V. Trib. comm.* 111 *et s.* 423 *et s.*

COMMISSAIRE DE POLICE. *V. Cass.* 37.

COMMISSAIRE - PRISEUR. *V. Dépens*, 203.—*Distr. c.* 16.—*Exp.* 36.—*Huiss.* 63.—*Lic. part.* 161.—*Not.* 2 *bis.*—*Sais.-a.* 19 *et s.*—*Sais.-ex.* 223 *et s.*—*Trib.* 31.

COMMISSION. *V. Jug.* 547.

COMMISSION (DROIT DE). *V. Trib. comm.* 440.

COMMISSION MILITAIRE. *V. Recus.* 19.

COMMISSION PARTICULIÈRE. *V. Cons. d'état.*

COMMISSION SANITAIRE. *V. Dépens*, 96 *bis.*—*Trib. comm.* 187 *bis.*

COMMISSIONNAIRE. *V. Cont. p. c.* 67.—*Exploit*, 86.—*Gar.* 109 *bis.*—*Sais.-ex.* 11.—*Trib.* 372. *Trib. comm.* 28, 440 *et s.*

COMMUNAUTÉ. *V. Avoc.* 57.—*Cass.* 39.—*Dem. n.* 45, 112 *et s.* 137.—*Exploit*, 372.—*Interv.* 31 *bis.*—*Off. minist.* 53, 58 *et s.* *Ordre*, 188.—*Redd. c.* 94, 136.—*Sais.-exéc.* 8.—*Sais. imm.* 58, 68, 81 *et s.* 83 *et s.* 592, 600, 747.—*Sép. b.* 91 *et s.*—*Succ.* 59 *et s.*—*Sur.* 70.

COMMUNAUTÉ D'HUISSIER. *V. Huiss.* 22.

COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊT. *V. Huiss.* 11 *et s.*

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES.

1. Loi relative à l'autorisation et à l'existence légale des congrégations et communautés religieuses de femmes.—24 mai 1825, t. 29, p. 251.

2. Ordonnance du roi relative aux donations et legs, acquisitions et aliénations de biens, concernant les établissements ecclésiastiques et les communautés religieuses de femmes.—14 janv. 1831, t. 40, p. 178.

COMMUNES (1).

1. Ordonnance du roi qui contient des modifications aux règles

(1) C'est au mot *autorisation de communes* et au mot *maire* que sont relatées toutes les décisions concernant la matière spéciale des *autorisations*.—*V.* aussi, *Action*, 1 *et s.*—*Act. possess.* 92 *et s.* 97 *et s.*—*Appel*, 123, 527, 541, 625.—*Arb.* 75, 113, 409.—*Cass.* 82.—*Dem. n.* 69 *et s.*—*Depens*, 53.—

actuelles de l'administration des villes et communes du royaume. — 8 août 1821, t. 23, p. 268.

2. Ordonnance du roi relative à la comptabilité des communes. — 23 avr. 1823, t. 25, p. 134.

3. Ordonnance du roi concernant les obligations et la responsabilité des comptables des finances envers le trésor, les communes et les établissements de bienfaisance. — 19 nov. 1826, t. 31, p. 121.

4. Ordonnance du roi relative aux inscriptions hypothécaires existantes sur des biens situés dans les communes cédées à la France par la Prusse. — 11 déc. 1830, t. 40, p. 182.

COMMUNE RENOMMÉE. *V. Enq.* 6, 15 *et s.* 36, 105, 180.

COMMUNICATION. *V. Faux i. c.* 169. — *Ordre.*

COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC. *V. Min. p.* — *Req. civ.* 63 *et s.* 120 *et s.*

COMMUNICAT. DE PIECES (1).

C. Ier. QUELLES PIÈCES EST-ON TENU DE COMMUNIQUER? 1 à 6. — C. II. DANS QUEL CAS PEUT-ON DEMANDER ET DOIT-ON DONNER COMMUNICATION? — EFFETS DE LA COMMUNICATION, 7 à 37.

(On peut consulter une revue fort curieuse sur les communications de pièces, J. A. t. 51, p. 389.)

CHAP. Ier. *Quelles pièces est-on tenu de communiquer?*

1. Le titre produit par une partie devient commun à toutes les autres. — Besanç. 5 juin 1826. Commune de la Rhétause C. Ruty.

2. A la vérité dans un procès par écrit on ne peut pas obliger le produisant de signifier les titres qu'il emploie, mais la partie adverse peut en demander des expéditions signées par le greffier du tribunal devant lequel la pièce est produite; les expéditions doivent être faites aux frais de celui qui les demande sans recouvrement. — Besanç. 12 avr. 1815, t. 7, p. 12, nº 8. — V. *infrà*, nº 25.

3. Lorsqu'une pièce a été communiquée à des arbitres, elle devient dès lors commune à toutes les parties; ainsi elle ne peut être retirée à volonté par celui qui l'a produite; elle doit rester au procès pour y être invoquée par celle des parties qui le jugera convenable. — Paris, 14 therm. an X, t. 7, p. 7, nº 1. — CARR. t. 1er, p. 447, nº 791, a la note.

4. Des lettres confidentielles écrites à des tiers ne peuvent devenir pièces d'un procès, contre le vœu de ceux qui les ont écrites, ni contre celui des personnes à qui elles ont été adressées, ou qui en sont dépositaires. — Am. 29 juill. 1821, t. 7, p. 15, nº 11.

5. Une partie ne peut pas refuser communication de ses pièces à l'avoué de sa partie adverse, sous prétexte que celle-ci les connaît extrajudiciairement. — Brux. 13 déc. 1830. Jacquemyns C. Brouckaer.

6. Résulte-t-il de l'art. 188 C. P. C. que l'on ne puisse demander communication d'autres pièces que de celles qui ont été signifiées ou employées? (*Rés. negat.*) — Opinion de MM. CARR. t. 1er, p. 495, nº 788; et F. L. t. 2, p. 467, vº *exception*, § 5. — J. A. t. 7, p. 16, nº 13.

CHAP. II. *Dans quel cas peut-on demander et doit-on donner communication? — Effets de la demande en communication.*

7. En matière correctionnelle ou de simple police, un prévenu ne peut obtenir, même à ses frais, copie des pièces de la procédure, et même ni lui ni son conseil n'ont le droit de les examiner au greffe sans déplacement lorsque le procureur général s'y oppose. — Grenob. 17 mai 1826, t. 31, p. 357.

8. Un défendeur ne peut demander communication de pièces de son adversaire, si celui-ci n'a invoqué à l'appui de sa demande qu'une convention verbale. — Poit. 1er juin 1832, t. 42, p. 339.

9. La maxime : *nul n'est tenu de représenter des pièces contre soi*, n'est pas d'une absolue généralité dans son application; celui qui est demandeur en cause ne peut, dans certains cas, s'en prévaloir contre le défendeur. — Brux. 15 juin 1822.

10. Le défendeur à une action en revendication, qui prétend avoir entre les mains des titres et actes établissant son droit de propriété aux biens revendiqués, n'est pas fondé à invoquer la maxime : *nemo tenetur edere contra se*, pour se refuser à la communication de ces pièces demandée par le revendiquant, qui soutient à son tour devoir y trouver le complément de la preuve déjà par lui en partie fournie du fondement de son action. — Brux. 15 fév. 1825.

11. Quand, sur la déclaration de l'appelé en garantie, le défendeur originaire obtient sa mise hors de cause, sauf à y assister pour la conservation de ses droits, le demandeur originaire peut lui demander communication de ses pièces par un simple acte d'avoué, et sans recourir à une demande principale précédée du préliminaire de conciliation. — Brux. 19, fév. 1831, t. 41, p. 396.

12. Il n'est pas besoin de communication de pièces pour prononcer sur la question de savoir si l'intervention de diverses parties doit être formée par requêtes séparées. — Renn. 13 juill. 1811, t. 7, p. 10, nº 4.

13. Lorsque plusieurs héritiers se présentent pour obtenir une succession, que l'un des prétendants est déclaré sans droit, qu'un second héritier est envoyé en possession, et que relativement au troisième il est ordonné que le procès sera jugé par appointé, il n'y a rien de jugé définitivement relativement aux droits de ce dernier héritier, et il peut demander et obtenir une communication de pièces pour justifier ses titres à l'hérédité. — Cass. 23 fév. 1830. Etuvray et Garcelles C. Annyot et Legendre.

14. En toute matière, la communication de pièces ne peut être refusée par le motif qu'elle n'aurait pas été demandée dans les trois jours à compter de la constitution d'avoué ou de la production des pièces. — Cass. 14 mars 1821, t. 23, p. 180.

15. La partie civile qui a formé opposition à une ordonnance de non-lieu ne peut exiger communication ou expédition de pièces de la procédure avant l'arrêt de mise en accusation. — Cass. 19 mai 1827. Gaumont C. Bourgeois.

16. Le défendeur au pétitoire peut en tout état de cause, et même après avoir défendu au fond, demander communication du titre de propriété du demandeur. — Amiens, 25 janv. 1826. De la Haye C. Devérité.

17. Il est dû un nouveau droit de communication lorsque, dans le cours de l'instance, il y a eu de nouvelles pièces communiquées. — C. T. t. 1, p. 246-68.

18. On peut demander sur l'appel la communication d'une pièce déjà communiquée en première instance; mais cette seconde communication doit être aux frais du requérant. — Rouen, 9 déc. 1807, et C. T. t. 1, p. 247-69-70; 14 déc. 1807, t. 7, p. 8, nos 2 et 3. — Tout dépend des circonstances. — *V.* MM. PIG. t. 1er, p. 192; PR. FR. t. 1er, p. 368; B. S. P. t. 1er, p. 234; LEP. p. 170; et F. L. t. 1er, p. 467.

19. Quand les pièces nécessaires à une partie pour défendre sur un appel, se trouvent arrêtées par des oppositions entre les mains de l'avoué de première instance, la Cour peut ordonner qu'elles seront déposées à son greffe, afin que la

---

Enq. 347 *et s.* 360, 374 *et s.* — *Except.* 85, 214, 297, 300. — *Exéc.* 11. — *Exploit*, 9 *et s.* 133 *et s.* 249 *et s.* 370. — *Min. p.* 45 *et s.* — *Pérempt.* 175 *ter et s.* — *Poste aux lett.* 3. — *Purge lég.* — *Récus.* 9 *et s.* — *Req. civ.* 76 *et s.* 103 — *Ress.* 6, 309. — *Sais.-a.* 55 *et s.* — *Sais. imm.* 256. — *Signif.* 8, 12. — *Trib.* 433, 436.

(1) *V. Acquiesc.* 98. — *Arb.* 289. — *Délib.* 21. — *Except.* 18 *et s.* 69 *et s.* 126, 190 *et s.* 275. — *Exploit*, 28. — *Faux i. c.* 15 *et s.* — *Interv.* 106 *et s.* — *Jug. déf.* 14. — *Jug. p. r.* 35 *et s.* — *Pérempt.* 85 *et s.* — *Redd. c.* 50 *et s.* — *Req. civ.* 91. — *Signif.* 62. — *Trib.* 132. — *Trib. comm.* 501. — *Vérif. d'écrit.* 41.

parties ou leurs avoués puissent en prendre communication sous récépissé. — Paris, 18 juin 1815, t. 5, p. 323, n° 62.

20. Lorsqu'une communication de pièces déjà produites en première instance n'est demandée en appel qu'après que la Cour a fait cesser les plaidoiries, on ne peut reprocher le défaut de communication pour faire rejeter les pièces du procès. — Renn. 24 fév. 1826. Jourdain C. Lafeuglage.

21. Les juges ne sont tenus de statuer expressément sur une demande en communication de pièces, qu'autant que cette demande a été formée par des conclusions signifiées ou prises à l'audience et insérées dans leur jugement. — Bord. 10 déc. 1827. Crispin C. Smith.

22. Est-ce à l'avoué qui fait la communication qu'appartient le choix entre les deux modes de communication sur récépissé ou par dépôt au greffe? *Rés. aff.* — Opinion de M. DELAP. t. 1, p. 193. — J. A. t. 7, p. 16, n° 12.

23. Dans une instance en faillite, la communication des livres, registres et papiers, demandée par un créancier, doit avoir lieu au greffe du tribunal de commerce, et non chez un des syndics. — Renn. 4 oct. 1811, t. 7, p. 10, n° 5.

24. L'avoué qui a demandé la communication doit être averti par son confrère du dépôt des pièces au greffe, et la taxe de la notification de cet avertissement a lieu par analogie conformément au § 14 de l'art. 70 du tarif. — C. T. t. 1, p. 245, 63.

25. La partie qui demande communication, par la voie du greffe, des livres et papiers d'une société, doit faire l'avance des frais de cette communication, sauf à les répéter en définitive, s'il y a lieu. — Renn. 11 mars 1812, t. 7, p. 12, n° 6. — *V. suprà*, n°s 1 et 2.

26. La communication doit être ordonnée sans spécification de pièces, titres ou papiers articulés dans la demande, afin de ne pas faire préjuger l'existence contestée d'une partie de ces papiers. — Renn. 11 mars 1812, t. 7, p. 12, n° 7.

27. Si une partie refusait de communiquer une pièce sur le fondement qu'elle s'est égarée, les juges devraient mettre à sa charge la perte de cette pièce, et d'après cette preuve, comme dans le cas où la preuve ne serait pas faite, prononcer d'après les circonstances sur l'influence que pourrait avoir dans la cause le défaut de communication. — Renn. 24 août 1816, t. 7, p. 12, n° 9. — M. CARR. *Lois de la procédure civile*, t. 1, p. 496, à la note.

28. C'est au tribunal entier, et non au président seul, qu'il faut adresser requête ou mémoire pour obtenir l'ordonnance de contrainte à fin de remise de pièces. — J. A. t. 7, p. 17, n° 14. — C. T. t. 1, p. 248, 75. — *Pour la compétence du président*, MM. CARR. t. 1, p. 794; LEP. p. 150; D. C. p. 154; HAUT. p. 128; DELAP. t. 1, p. 194; F. L. t. 2, p. 468. — *Pour la compétence du tribunal*, le PR. FR. t. 2, p. 47; PIG. t. 1, p. 294, liv. 2, partie 2, *de l'instruction*, tit. 1, chap. 1, sect. 3, § 4, n° 4.

29. Dans quel délai les pièces communiquées doivent-elles être remises? — On a soutenu avec MM CARR. t. 2, p. 326, n° 1835; PIG. t. 2, p. 322; et F. L. t. 2, p. 177, n° 14, que c'était dans le délai de quinzaine. — *V.* MM. HAUT. p. 304, et D. C. p. 363. — *V.* aussi J. A. t. 10, p. 638, v° *dommages-intérêts*, n° 14.

30. Les juges peuvent proroger le délai donné au défendeur pour prendre communication, répondre et rétablir les pièces qu'on invoque contre lui. — Bord. 15 juin 1833, t. 45, p. 625.

31. Quelles peines encourt le défendeur qui ne remet pas les pièces communiquées? — L'art. 524 renvoie aux art. 97 et 98 qui ne contiennent aucune peine. — MM. CARR. t. 2, p. 326, n° 1836; F. L. t. 2, p. 177; et HAUT. p. 304, enseignent qu'il faut appliquer la peine portée par l'art. 191 C. P. C. M. LEP. p. 356, pense qu'il faut appliquer l'art. 107 du même Code. Nous avons adopté cette dernière opinion, J. A. t. 10, p. 639, v° *dommages-intérêts*, n° 15.

32. Avant de requérir l'ordonnance contre l'avoué en retard de remettre les pièces, il faut le mettre en demeure par une sommation; les frais de cette sommation doivent passer en taxe et être supportés par l'avoué négligent. — C. T. t. 1, p. 249, 77.

33. La demande en communication de pièces n'emporte point consentement à ce que ces pièces restent au procès; elle est toujours censée faite sous la réserve de les faire rejeter s'il y a lieu. — Amiens, 26 juill. 1821, t. 7, p. 15, n° 10.

34. L'avoué n'a droit à la vacation pour communication de pièces, qu'autant qu'il justifie que cette vacation a eu lieu. — Cass. 25 fév. 1834, t. 46, p. 107.

35. Il n'est pas nécessaire que la communication ait été réciproque pour que la vacation à chaque avoué soit due. — C. T. t. 1, p. 245, 66.

36. Lorsqu'il y a plusieurs parties en cause, il est dû autant de vacations qu'il y a eu de communications données et reçues par chaque avoué. — C. T. t. 1, p. 246, 67.

37. Les dépens occasionnés par le défaut de communication de titres doivent être supportés par la partie qui aurait dû faire cette communication. — C. T. t. 1, p. 248, 71.

COMPARUTION. *V. Acquiesc.* 96, 166 *et s.* — *Arb.* 137, 285, 357. — *Enq.* 275 *et s.* 519 *et s.* — *Serm.* 40 *et s.* — *Signif.* 4. — *Vérif. écrit.* 84.

COMPARUTION (DÉLAI DE). *V Appel*, 401, 424. — *Exploit.*

COMPARUTION DE PARTIES. *V. Cass.* 92. — *Interr. s. f. et a.* 49, 59. — *Jug.* 95. — *Opp. mar.* 7. — *Trib. comm.* 442, 499, 533.

COMPARUTION VOLONTAIRE. *V. Conc.* 134.

COMPENSATION. *V. Cont. p. c.* 125, 382. — *Dem. n.* 63, 147 *et s.* — *Depens*, 132 *à* 158. — *Exéc.* 76. — *Ordre*, 123. — *Redd. c.* 75. — *Ress.* 257 *et s.* — *Sais.-a.* 268 *et s.* — *Sais.-exec.* 5. — *Sais. imm.* 8 *et s.* 649, 722. — *Trib.* 49, 306, 474. — *Trib. comm* 480.

COMPETENCE. *V. Abs.* 19 *et s.* *Act. ét. civ.* 12. — *Act. possess*, 100 *et s.* — *Amende*, 51 *et s.* 81 *et s.* — *Appel*, 260. — *Arb.* 118. 160 *et s.* 298, 300, 320 *et s.* 429, 444 *et s.* 492 *et s.* — *Aut. comm.* 101 *et s.* — *Aut. f.* 85 *et s.* — *Avoc.* 58 *et s.* 78 *et s.* — *Av.* 268 *et s.* — *Cass.* 347 *et s.* 355 *et s.* — *Comp.* 7. — *Conc.* 96 *et s.* — *Conflit*, 1 *et s.* — *Cons. f.* 113 *et s.* — *Cont. p. c.* 116 *et s.* 179 *et s.* 289, 360 *et s.* 370 *et s.* 428 *et s.* — *Dépens*, 195, 196, 197, 324, 325. — *Dés.* 49 *et s.* — *Désist.* 90. — *Discipl. j.* 18 *et s* — *Distr. c.* 9 *et s.* — *Domm.* 9 *et s.* 25 *et s.* — *Enq.* 85 *et s.* — *Enreg.* 341 *et s.* 368 *et s.* — *Exec.* 151. — *Except.* 98 *et s.* *Exp.* 10. — *Exploit*, 52, 363 *et s.* — *Faux i. c.* 54 *et s.* — *Gar.* 18 *et s.* — *Huiss.* 157, 202 *et s.* — *Interd.* 15 *et s.* — *Interv.* 93 *et s.* — *Jug. paix*, 92, 169 *et s.* — *Jug.* 537. — — *Jug. déf.* 203 *et s.* — *Lic. part.* 65 *et s.* 159. — *Not.* 54 *et s.* 61 *et s.* — *Off. réelles*, 44. — *Opp. mar.* 2. — *Ordre*, 40 *et s.* — *Pérempt.* 59, 104, 195 *et s.* — *Pr. à part.* 19 *et s.* — *Prud'hommes.* — *Récus.* 50 *et s.* — *Redd. c.* 115 *et s.* — *Référé*, 1 *et s.* — *Règl. j.* 44 *et s.* 68 *et s.* — *Renvoi*. 59 *et s.* 67 *et s.* — *Repr. inst.* 22 *et s.* — *Req. civ.* 87 *et s.* — *Ress.* 229 *et s.* — *Sais.-a.* 109 *et s.* 164 *et s.* 286 *et s.* — *Sais.-exéc.* 53, 54 *et s.* 165 *et s.* — *Sais.-g.* 34 *et s.* — *Sais. imm.* 290 *et s.* 693 *et s.* 710, 838 *bis et s.* 870 *et s.* 972. — *Sép. c.* 1 *et s.* — *Signif.* 86 *et s.* — *Sur.* 101, 200. — *Tier. opp.* 168 *et s.*

(Nous avons placé sous les mots *juges de paix*, *tribunaux* et *tribunaux de commerce*, toutes les questions relatives à la compétence des tribunaux ordinaires, des tribunaux de commerce et de la justice de paix.)

COMPLAINTE. *V. Act. possess.*

COMPLANT. *V. Act. possess.* 38.

COMPLICES. *V. Discipl. j.* 27.

COMPOSITION DES LOTS. *V. Lic. part.* 34 *et s.*

COMPROMIS. *V. Appel*, 206. — *Arb.* 2 *et s.* 64 *et s.* 76 *et s.* 99, 182 *et s.* 363, 389, 399, 404. — *Aut. f.* 16. — *Conc.* 130. — *Enq.* 150. — *Interr. s. f. et a.* 16. — *Jug. paix*, 83. — *Not.* 33. — *Pérempt.* 73. — *Repr. inst.* 20. — *Ress.* 173. — *Trib.* 86 *bis*.

COMPULSOIRE (1).

C. UNIQUE. — A. 1er. Dans quels cas y a-t-il lieu à compulsoire? 1 à 15. — A. 2. Forme de la demande, 16 à 33.

Art. 1er. *Dans quels cas y a-t-il lieu à compulsoire?*

1. Les tribunaux peuvent refuser au ministère public l'apport de la minute d'un acte notarié, lors même qu'il en résulterait la preuve qu'il est relatif au commerce des contractants, et qu'il ne mentionne point leur patente, si les préposés de la régie n'ont point constaté la contravention dans un procès-verbal. — Cass. 20 août 1833, t. 46, p. 158.

2. Il ne suffit pas aux notaires de délivrer des expéditions aux parties ou à leur ayant-droit; ils sont encore obligés de leur représenter la minute sur leur réquisition, pour qu'ils puissent en constater l'état.—Paris, 12 juill. 1809, t. 7, p. 112, no 7.

3. Lorsqu'un mandat a eu lieu par acte public, un notaire ne peut refuser une seconde expédition au mandataire, si le mandant ne s'y est point formellement opposé entre ses mains. — Paris, 2 mai 1808, t. 7, p. 105, not. 5.

4. On ne peut demander un compulsoire des livres ou registres des particuliers qui ne sont ni notaires ni dépositaires publics. — Renn. 21 juin. 1811, t. 7, p. 114, no 9. — C'est l'opinion de MM. DALL. t. 3, p. 701, à la not.; B. S. P. t. 2, p. 656, au texte; et CARR. t. 3, p. 198, no 2877.—*Contrà*, M. PIG.— J. A. *loc. cit.*

5. On ne doit pas assimiler à un compulsoire, et soumettre aux formalités prescrites à cet égard par le C. P. C., la vérification ordonnée des livres d'un commerçant. — Paris, 18 déc. 1812, t. 3, p. 404. — V. *infrà*, no 14.

6. Il n'y a pas lieu à faire ordonner un compulsoire pour la délivrance des expéditions d'actes déposés dans un greffe, mais seulement à les demander au greffier qui peut être contraint par corps à les délivrer. — Colm. 14 juin 1814, t. 7, p. 117, no 13. — M. B. S. P. p. 657, note 3, dit qu'une sommation au greffier suffit. Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 2, p. 489, no 6; HAUT. p. 475; B. S. P. p. 528; PIG. t. 2, p. 365; et CARR. t. 3, p. 203, no 2892.—*Secùs*, si l'on demande une seconde grosse exécutoire.

7. En cas de refus de la part des greffiers de délivrer une expédition ou un extrait de leurs registres, ce n'est pas à la Cour de cassation mais aux tribunaux ordinaires qu'il faut s'adresser.—Cass. 22 nov. 1829, t. 38, p. 194.

8. Lorsqu'il n'y a pas instance, un tiers intéressé n'est pas obligé de faire ordonner un compulsoire pour obtenir expédition d'un acte; il lui suffit de faire ordonnancer sa requête par le président, et le notaire ne peut point se refuser à lui donner l'expédition qu'il demande, parce que cet officier ne peut pas discuter le mérite de l'ordonnance dans laquelle il doit trouver une garantie suffisante. —Rouen, 13 mars 1826, t. 31, p. 314.

9. La demande à fin de compulsoire ou d'expédition d'actes dans lesquels on n'a point été partie, ne peut pas être l'objet d'une action principale; elle ne peut être formée qu'incidemment à une instance déjà commencée.—Paris, 4 juill. 1809, et 8 fév. 1819, t. 7, p. 107, no 6.—C'est l'opinion de MM. PIG. t. 2, p. 855, no 4, et p. 361, § 21, no 3; CARR. t. 3, p. 197, no 2876; F. L. t. 2, p. 488, no 5; LEP. *Quest* p. 567.— M. B. S. P. t. 2, p. 659, not. 14, nos 1 et 2 et 660, not. 16, no 1, combat cette doctrine.— M. D. C. p. 524, sous l'art. 846, trace une procédure qui indique un avis contraire à celui de M. CARR.

10. Le juge peut, en tout état de cause, ordonner un compulsoire incidemment demandé. — Renn. 6 janv. 1814, t. 7, p. 117, no 12.

11. Une demande en compulsoire doit être considérée comme frustratoire, si le titre dont la copie est représentée est étranger à l'objet en litige.—Renn. 27 juill. 1809, t. 7, p. 113, no 8. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 3, p. 198, no 2879; et D. C. p. 525, *in fine.*

12. Le caractère d'une action se détermine par les circonstances de la cause, et non par les expressions qu'ont pu employer les parties pour former leur demande; ainsi, s'il s'agit d'un droit de passage non envisagé comme une servitude, mais comme prenant sa source dans une concession faite à titre onéreux, il peut y avoir lieu à la garantie de la part du vendeur. L'acquéreur a donc le droit d'obtenir un compulsoire à l'effet de se procurer des titres sur lesquels il croit devoir appuyer ses droits; en conséquence les juges ne peuvent prononcer sur la question de garantie qu'après l'examen des titres. — Orl. 10 fév. 1819, t. 14, p. 472, vo *garantie*, no 60.

13. Une fabrique ne peut être autorisée à recherche dans les actes de famille de son adversaire pour y trouver les titres qui lui manquent. — Rouen, 13 juin 1827, t. 34, p. 18.

14. Les tribunaux ne doivent pas ordonner le compulsoire des livres d'un commerçant qu'on prétendrait contenir des renseignements sur un compte à faire, principalement lorsqu'on n'en puise pas les articles à vérifier, et qu'il y a d'autres moyens d'acquérir les lumières nécessaires. — Caen, 10 avr. 1827. Trouard contre Huard-Cades. — V. *suprà*, no 5.

15. Avis du Conseil d'état qui décide que toutes les premières expéditions des décisions des autorités administratives de préfectures, de sous-préfectures et de municipalités, doivent être délivrées gratuitement; mais que les secondes ou ultérieures expéditions de ces décisions, et celles des titres, pièces ou renseignements déposés aux archives, doivent être délivrées à raison de 75 centimes le rôle. — 4 août 1807, t. 7, p. 104, no 2.

Art. 2. *Forme de la demande.*

16. Une partie doit-elle, avant d'assigner un notaire ou dépositaire pour avoir une expédition, le constituer en demeure?—M. D. C. p. 520, soutient l'affirmative; mais MM. CARR. t. 3, p. 192, no 2864, et PIG. no 2871, ne partagent pas cette opinion: ils pensent qu'il est nécessaire de faire viser par le notaire, et, en cas de refus, par le procureur du roi, l'original de la signification. — *V.* J. A. t. 7, p. 121, no 16.

17. Une demande en compulsoire formée seulement par requête d'avoué à avoué sans être présentée au juge, et sans la participation d'une partie non appelée en cause, n'est pas valable. — Colm. 28 mai 1808, t. 7, p. 105, no 4.

18. Peut-on répondre à la requête par laquelle le compulsoire est demandé? — L'affirmative résulte de l'art. 75 du tarif; aussi cette opinion est adoptée par tous les auteurs. — *V.* J. A. t. 7, p. 125, no 23.

19. Pour obtenir un compulsoire, il n'est pas nécessaire d'indiquer la date du titre recherché, ni le nom du notaire qui l'a reçu. — Paris, 1er mars 1809, t. 7, p. 107, n. 5.

20. On peut prouver par témoins qu'un notaire qui refuse une ex-

(1) *V. Not.* 8 *et s.*

pedition sous prétexte qu'il n'a pas reçu l'acte, l'a réellement passé. — Agen, 16 fév. 1813, t. 7, p. 115, n° 10.

21. La partie peut aussi produire contre le notaire une lettre qu'il a écrite à l'avoué chargé d'occuper contre lui, dans laquelle il a reconnu avoir réellement passé l'acte dont on lui demande expédition. — Agen, 16 fév. 1813, t. 7, p. 115, n° 11. — *V.* l'opinion conforme de M. B. S. P. t. 2, p. 658, not. 6, § 2.

22. Est nulle l'ordonnance du juge qui permet à une partie de se faire délivrer de nouvelles grosses d'un titre exécutoire hors la présence et à l'insu de la personne que le titre intéresse. — Paris, 17 therm. an XIII, t. 7, p. 103, n° 1. — *V.* en ce sens MM. B. S. P. p. 659, not. 9 et 12 et 660, not. 17, n° 3; F. L. t. 2, p. 488, n° 4. — Quant au délai à accorder au notaire et à la partie, le plus court serait d'un jour, en se conformant toutefois à l'art. 1033. — *V.* MM. LEP. *Quest.* p. 565; CARR. n°s 2872 et 2886 : F. L. *loc. cit.*; DELAP. t. 2, p. 398; D. C. p. 527; et B. S. P. p. 660, not. 17, n. 2.

23. Dans le cas de l'art 845 C. P. C., est-ce devant le président ou devant le tribunal entier que l'on doit se pourvoir en référé? — MM. D. C. p. 523; HAUT. p. 473; et CARR. t. 3, p. 196, n. 2874, pensent que c'est devant le président. — Les auteurs du PR. FR. t. 5, p. 105, pensent que c'est devant le tribunal entier. — *V.* J. A. t. 7, p. 123, n. 21, où ces opinions sont analysées.

24. Lorsqu'il y a demande en référé à l'occasion de la collation de l'expédition ou copie de la minute, est-ce le président qui doit dresser le procès-verbal de la collation? — MM. D. C. p 528; F. L. t. 2, p. 489, v° *expédition*, n° 5; CARR. t. 3, p. 201, n° 2890; et PIG. t. 2, p. 365, enseignent l'affirmative, parce que, dit ce dernier auteur, le notaire, étant inculpé par le reproche de non-conformité, ne peut être impartial. — Cette opinion est approuvée, J. A. t. 7, p. 127, n° 26.

25. Si le tribunal a commis un juge pour le compulsoire, ce juge doit-il se transporter dans l'étude du notaire pour vaquer au fait de sa commission? — L'art. 1040 C. P. C. décide la négative de cette question, et c'est aussi l'opinion de MM. F. L. t. 2, p. 488, v° *expédition*, n° 5; CARR. t. 3, n° 2885; LOCR. *Elements de la science du notariat*, t. 1er, p. 576; et D. C. p. 527; ce dernier auteur pense même qu'on doit prendre, avant d'assigner, le jour et l'heure du juge-commissaire. — *V.* J. A. t. 7, p. 125, n° 24.

26. Le juge commis pour procéder à une vérification de registre peut modifier, par une seconde ordonnance, celle qu'il avait précédemment rendue pour régler la forme de la vérification à faire, s'il s'aperçoit que cette forme est contraire au texte de l'arrêt. — Amiens, 9 mai 1821, t. 7, p. 119, n° 15.

27. Un procès-verbal de vérification, fait par suite d'un compulsoire par un juge commis à cet effet, des registres d'un négociant qui se prétend créancier d'une faillite, ne peut être annulé pour avoir eu lieu en l'absence des syndics, et nonobstant leur opposition. — Amiens, 9 mai 1821, t. 7, p. 119, n° 14.

28. La demande ou la procédure en compulsoire est-elle nécessairement suspensive des poursuites et du jugement du fond? — MM. B. S. P. t. 2, p. 661, not. 20; CARR. t. 3, p. 198, n° 2881; et D. C. p. 528, enseignent que les juges doivent examiner si l'incident n'est élevé que pour retarder le jugement du fond, et qu'il dépend de leur volonté de suspendre ou non ce jugement. — *V.* J. A. t. 7, p. 124, n° 17.

29. Pour que le jugement qui ordonne le compulsoire puisse être exécuté, à qui faut-il faire la signification? — M. CARR. t. 5, p. 199, n° 2883, pense que ce jugement doit être signifié à l'avoué, à la partie, au dépositaire et à toutes les personnes intéressées dans l'acte, encore qu'elles ne soient pas parties dans la contestation; et plus loin, n° 2887, le même auteur décide que si l'une des parties présentes au compulsoire n'a point été partie au jugement qui l'ordonne, et si elle fait insérer au procès-verbal une opposition formelle, on ne peut point passer outre. — MM. PIG. t. 2, p. 363, et F. L. t. 2, p. 488, v° *expédition*, n° 5, partagent cette opinion; mais M. DALL. t. 3, p. 701, est d'avis contraire. — *V.* une discussion sur ce point, J. A. t. 7, p. 125, n° 25, où se trouve adoptée l'opinion de M. CARR.

30. On peut toujours interjeter appel du jugement qui a condamné le notaire à donner une expédition à une partie intéressée. — Telle est l'opinion de M. D. C. p. 521, qui dit qu'il s'agit toujours, dans cette matière, d'une chose non susceptible d'évaluation. — *V.* J. A. t. 7, p. 121, n° 17.

31. La contrainte par corps est-elle la seule condamnation pénale qui puisse être prononcée contre le notaire ou dépositaire récalcitrant? — Tous les auteurs s'accordent pour dire que le notaire ou dépositaire peut être condamné à des dommages-intérêts si son refus ou son retard ont porté préjudice au demandeur. — *V.* MM. HAUT. p. 470; D. C., p. 521; CARR. t. 3, p. 192, n° 2896; et J. A. t. 7, p. 122, n° 19.

32. Le notaire ou autre dépositaire doit-il constater par un procès-verbal la délivrance de la seconde grosse, le défaut de l'une des parties appelées, ou l'opposition qu'elle aurait faite à la délivrance? — L'art. 844 C. P. C. indique la marche à suivre par le notaire; c'est au bas de la seconde grosse que le notaire doit faire mention de l'ordonnance du président, et de la somme pour laquelle on pourra *exécuter*. — Si la créance est acquittée ou cédée en partie, MM. PIG. t. 2, p. 350 et 351; CARR. t. 3, p. 196, n° 2072; et D. C. p. 335, parlent d'un procès-verbal, et le premier de ces auteurs en donne la formule. — *V.* J. A. t. 7, p. 122, n° 18.

33. Les émoluments de l'avoué pour présenter et obtenir l'ordonnance du juge commis à l'effet de procéder au compulsoire doivent être taxés d'après l'art. 76 du tarif. — C. T. t. 2, p. 329, n° 33.

COMPUTATION DE DÉLAIS. *V. Appel*, 135, 196. — *Exploit.*

CONCILIATION (1).

C. Ier. DEMANDES SOUMISES AU PRÉLIMINAIRE DE CONCILIATION OU QUI EN SONT DISPENSÉES. — A. 1er. Des demandes relatives à des mineurs, curateurs aux successions vacantes, héritiers bénéficiaires, légataires universels, étrangers, 1 à 10. — A. 2. Des demandes qui requièrent célérité. Des demandes en matière de commerce, 11 à 18. — A. 3. Des demandes en garantie. Mises en cause. Interventions, 19 à 25. — A. 4. Des demandes en mainlevée d'opposition à saisie, à mariage; — en nullité d'inscription; — en paiement d'arrérages; — en paiement de frais, 26 à 34. — A. 5. Des demandes formées pour ou contre plus de deux parties, 35 à 42. — A. 6. Des demandes en désaveu, en tierce opposition, en péremption, en remise de titres, 43 à 46. — A. 7. Des actes relatifs aux questions d'état, au divorce, 47 à 48. — A. 8. Des demandes qui sont la conséquence ou la continuation de demandes déjà soumises au préliminaire de la conciliation, 49 à 85. — C. II. COMPARUTION. PROCÈS-VERBAL. — A. 1er. Mode de comparution, 86 à 94. — A. 2. Effets de la comparution et de la non-comparution, 95 à 106. — A. 3. Procès-verbal, ses effets, 107 à 114. — C. III. EFFETS DE LA CITATION EN CONCILIATION. LA NULLITÉ POUR DÉFAUT DE CITATION PEUT-ELLE SE COUVRIR? — A. 1er. Effets de la citation, 115 à 137. — A. 2. La nullité pour défaut de citation peut-elle se couvrir? 138 à 144.

CHAP. Ier. *Demandes soumises au préliminaire de conciliation ou*

---

(1) *V. Amende*, 1 *et s.* 11 — *Aut. f.* 40. — *Dépens*, 238 *bis.* — *Except.* 45 *et* 298. — *Exéc. p.* 32. — *Exploit*, 22 *et s.* 139, 299. — *Gar.* 54. — *Interv.* 89. — *Jug. p. i.* 118. — *Pérempt.* 141 *et s.* — *Redd. c.* 28. — *Sais.-a.* 152 *ter.* — *Sep. c.* 23 *et s.* — *Serm.* 70. — *Sep. b.* 74. — *Tier. opp.* 153. — *Trib.* 59, 157.

qui en sont dispensées.—Art. 1er. *Des demandes relatives à des mineurs, curateurs aux successions vacantes, héritiers bénéficiaires, légataires universels, étrangers.*

1. Le mineur peut être appelé en conciliation lorsqu'il est émancipé, et que l'objet n'excède pas les bornes de sa capacité. — Telle est l'opinion de MM. Pig. t. 1, p. 33, n. 5; Carr. t. 1, p. 101, n. 217; et F. L. t. 1, p. 623, vo *conciliation*, § 2. — *V*. J. A. t. 7, p. 293, n. 105.

2. Le mineur devenu majeur qui intente l'action en rejet du compte qui lui a été rendu pendant sa minorité, se trouve par cette circonstance dans le cas de l'exception portée au § 7 de l'art. 49 C. P. C. — Renn. 22 mai 1809.—Le principe de cet arrêt est critiqué par M. Carr. t. 1, p. 100, n. 216; t. 7, p. 240, n. 58.

3. Un majeur qui intente une action n'est pas dispensé de l'épreuve de conciliation, bien qu'il l'intente conjointement avec un mineur. — Cass. 30 mai 1814, t. 7, p. 268, n. 79.—*V*. MM. Carr. t. 1, p. 197, not. 1, n. 1 *bis*; F. L. t. 1, p. 623, § 2, n. 1; et B. S. P. p. 187, not. 10, n. 2.

4. Mais il en est dispensé si la demande est indivisible. — Bord. 29 août 1833, t. 47, p. 601.

5. Une demande en reddition de compte que forme un tuteur contre un mandataire auquel, en sa qualité, il avait donné pouvoir de toucher une somme appartenante au mineur, n'est pas dispensée du préliminaire de la conciliation. — Poit. 13 mai 1829. — *V*. t. 37, p. 125, et les observations critiques de cet arrêt.

6. On ne peut, au bureau de paix, essayer la conciliation avec un curateur comptable. — Renn. 28 août 1813, t. 7, p. 262, n. 72. — C'est l'opinion de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 141, not. 2.

7. Les demandes qui concernent un héritier bénéficiaire sont dispensées du préliminaire de conciliation.—Orl. 19 fév. 1819.—Gren. 6 mars 1823, t. 7, p. 283, n. 95, et t. 25, p. 76.—Telle est l'opinion de MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 141, not. 2; F. L. t. 1, p. 623, § 2, n. 1.

8. Comme aussi le préliminaire de la conciliation n'est pas nécessaire, s'il s'agit d'une demande à former contre une succession représentée par un légataire universel qui a accepté sous bénéfice d'inventaire. — Orl. 6 août 1812, t. 7, p. 260, n. 70. — *V*. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 141, not. 2.

9. Mais il est indispensable, si la demande tend à faire annuler un testament, et si elle est dirigée contre un légataire universel en cette qualité.—Orl. 6 août 1812, t. 7, p. 261, n. 70 *bis*.

10. La demande formée contre un étranger est-elle exempte du préliminaire de la conciliation? — Oui. — Metz, 26 fév. 1819. — Non. — Cass. 22 avr. 1818. — M. F. L. enseigne la doctrine de la Cour de cassation sur ce point, t. 1, p. 625, vo *conciliation*, § 2, *in fine*; t. 7, p. 286, n. 96.

Art. 2. *Des demandes qui requièrent célérité. Des demandes en matière de commerce.*

11. Il suffit qu'une cause exige célérité pour que le demandeur puisse assigner son adversaire sans se faire dispenser préalablement du préliminaire de la conciliation. —Brux. 18 avr. 1831, t. 41, p. 701.

12. Est urgente, et comme telle dispensée de l'épreuve de la conciliation, la demande tendante à rentrer dans des lieux d'où l'on a été expulsé arbitrairement.—Brux. 18 avr. 1831, t. 41, p. 701.

13. La demande qui aurait pour cause des soustractions de meubles aratoires, le défaut d'exploitation, et pour objet la résolution d'un bail, ne serait pas susceptible de l'épreuve conciliatoire, parce que cette demande exige des mesures urgentes et requiert célérité. — Orl. 20 avr. 1809, t. 7, p. 240, n. 57.

14. La demande en résiliation d'un bail, quoiqu'elle ne soit pas, comme celle en paiement des jouissances, comprise explicitement dans la dispense d'essai de conciliation, l'est implicitement comme matière requérant célérité. —Renn. 10 mars 1818, t. 7, p. 279, n. 90. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 97, not. 1, n. 2.

15. La demande en dommages-intérêts exercée contre un condamné aux travaux forcés à perpétuité n'est pas soumise au préliminaire de conciliation. — Paris, 30 janv. 1817, t. 12, p. 505, n. 103.

16. Comme aussi la demande en dommages-intérêts formée devant un tribunal civil par un accusé absous, contre son dénonciateur, est exempte du préliminaire de la conciliation. — Nîm. 19 juin 1819, t. 7, p. 288, n. 99. — Opinion contraire de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 139, not. 4.

17. Lorsque le président d'un tribunal a permis d'assigner à bref délai pour cause de célérité, le tribunal ne peut ensuite déclarer que la cause n'est pas urgente, et que par conséquent elle est sujette au préliminaire de conciliation. — Colm. 17 avr. 1817, t. 7, p. 277, n. 87. — Telle est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 98, n. 208.— *V*. notre mot *exploit*, no 1, 24 et 181.

18. La demande en paiement d'un billet à ordre ne doit pas, même dans le cas où le signataire n'est point négociant, être précédée de l'essai de conciliation. — Telle est l'opinion de M. Carr.— *V*. J. A. t. 7, p. 292, n. 104, où la question a été examinée.

Art. 3. *Des demandes en garantie. Mises en cause. Interventions.*

19. La demande en garantie incidente, quoique formée après l'expiration de la huitaine de la demande principale, n'est pas soumise au préliminaire de conciliation. — Bord. 3 mai 1827. Hériaire C. Baumier.

20. Il n'est pas besoin de faire précéder de la tentative de conciliation une demande en garantie qui a été ordonnée par un jugement qu'il était indispensable d'exécuter.—Cass 20 fruct. an XI, t. 7, p. 205, n. 30

21. Sous l'empire de la loi du 24 août 1790, les demandes en garantie n'étaient pas dispensées du préliminaire de conciliation. — Cass. 27 vent. an VIII, t. 7, p. 176, no 9.

22.—A moins qu'elles ne fussent incidentes à une action principale. — Cass. 24 prair. an XI, 1er vent. an XIII, t. 7, p. 199, no 27, p. 212, no 36.

23. Mais une demande en recours, distincte et indépendante de la demande originaire, est une demande principale, qui ne peut être portée devant les tribunaux sans que les parties aient auparavant tenté les moyens de conciliation offerts par la loi. — Bourg. 5 thermidor an VIII, t. 7, p. 177, no 11.

24. Le préliminaire de la conciliation n'est pas nécessaire pour former une demande de mise en cause ordonnée par un jugement. — Cass. 17 pluv. an XIII, t. 2, p. 212, no 35.

25. Celui qui intervient dans une instance intentée contre ses coïntéressés, en déclarant qu'il adhère à tous les moyens et conclusions de ceux-ci, n'a pas besoin de tenter la voie de la conciliation. — Cass. 23 pluv. an IX, 27 mess. an XII, t. 7, p. 181, no 9. — *V*. MM. F. L. t. 1, p. 624, § 2; Locré, t. 1, p. 117.

Art. 4. *Des demandes en mainlevée d'opposition à saisie, à mariage; — en nullité d'inscription; — en paiement d'arrérages; — en paiement de frais.*

26. Sous l'empire de la loi du 24 août 1790, il n'était pas nécessaire de faire précéder du préliminaire de conciliation la demande en mainlevée d'une opposition à une saisie mobilière faite en vertu d'un jugement ou d'un acte exécutoire. — Cass. 26 vend. an XII, 10 fruct. an XII, t. 7, p. 206, no 31. — *V*. Pr. Fr. t. 1, p. 260; et M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 144 et 145, not. 17. Ce dernier auteur, ainsi que M. Carr. t. 1, p. 102, no 218, pensent que l'art. 49 C. P. C. ne souffre aucune distinction.

27. Les demandes en mainlevée d'opposition à un mariage sont-elles dispensées du préliminaire de la conciliation? — Oui. — Angers, 21 prair. an XI; Douai, 22 avr. 1819. — Non. — Amiens, 30 vent. an XI; Bord. 12 fruc. an XIII — M. Pig. *Proced. civ.* t. 2, p. 467, liv. 3 du mariage, et *Comm.* t.

1, p. 143, not. 8, et le Pr. Fr. t. 1, p. 263, décident l'affirmative de la question. — V. t. 7, p. 196, n° 25.

28. Une demande en nullité ou radiation d'inscription n'est pas dispensée du préliminaire de la conciliation. — Montp. 3 fév. 1816, t. 1, p. 191, n° 102.

29. La demande en paiement d'arrérages de rente, ainsi que celle dirigée contre plusieurs parties, sont dispensées du préliminaire de la conciliation. — Cass. 19 janv. 1823, t. 28, p. 179. — V. à l'égard des demandes dirigées contre plusieurs parties, *infrà*, art. 5.

30. Il en est ainsi d'une demande en paiement des arrérages d'une rente conventionnelle. — Renn. 31 juill. 1810, t. 13, p. 156, n° 157.

31. Comme aussi la vente par le mari d'une propriété foncière appartenante à sa femme séparée de biens, étant radicalement nulle, la demande formée par cette dernière contre le détenteur afin d'être payée des arrérages et reconnue propriétaire, n'est pas soumise à l'essai de conciliation. — Renn. 20 juin 1812, t. 7, p. 259, n. 69. — M. Carr. t. 1, p. 100, n. 215, approuve cette décision.

32. Mais on doit citer en conciliation (sous peine de nullité de l'action) celui auquel on fait commandement de payer diverses annuités d'arrérages d'une rente constituée, et qu'on assigne en même temps devant les tribunaux, pour voir prononcer en cas de non-paiement la résiliation du contrat de rente et la dépossession de l'immeuble. — Aix, 8 janv. 1825, t. 28, p. 36. — Paris, 8 janv. 1825, t. 30, p. 29.

33. La demande formée par un ci-devant procureur en paiement de frais faits devant les anciens tribunaux, est soumise à l'essai préalable de la conciliation. — Cass. 27 fruct. an VII, t 7, p. 159, n. 5. — V. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 144, not. 10.

Art. 5. *Des demandes formées pour ou contre plus de deux parties.*

34. Les contestations relatives aux honoraires des avocats ne doivent pas être nécessairement soumises au préliminaire de la conciliation. — Brux. 12 juill. 1828.

35. Le C. P. C. par son art. 49, n. 6, n'a dispensé de la tentative de conciliation que lorsqu'il y aurait plus de deux personnes citées en conciliation, et non lorsque la conciliation serait sollicitée à la requête de plus de deux personnes. — Besanç. 24 janv. 1809, t. 7, p. 238, n. 55.

36. Lorsqu'une demande est formée par plusieurs parties ayant le même intérêt, on ne peut opposer à quelques-unes d'elles le défaut de tentative de conciliation, si ce préalable a été rempli par l'une d'elles. — Paris, 2 mars 1814, t. 7, p. 262, n. 74. — V. M. Carr. t. 1, p. 93, not. 4, n. 4.

37. Lorsqu'on engage une contestation contre un établissement public et un autre individu, si l'autorité administrative refuse à l'établissement public l'autorisation de plaider, la tentative de conciliation devient indispensable à l'égard de l'autre défendeur. — Orl. 13 fev. 1819, t. 7, p. 282, n. 94.

38. Une demande dirigée contre plus de deux parties est dispensée de l'essai de conciliation, bien que l'une d'elles ait été valablement assignée et que les autres soient mises hors de cause. — Cass. 20 fév. 1810, t. 7, p. 248, n. 63. — MM. Carr. t. 1, p. 99, nos 212, 214; B. S. P. t. 1, p. 188, not. 15; et F. L. t. 1, p. 624, § 2, n. 5, tirent de cet arrêt le principe général qu'il suffit qu'une demande soit formée à tort ou à raison contre plus de deux parties, pour être dispensée de la conciliation. *Secùs*, suivant ces auteurs et M. Delap. t. 1, p. 48, si les défendeurs ne forment qu'un seul être moral, comme des associés, etc. — V. des observations contraires à l'opinion des auteurs sur la 1re question. — V. aussi M. Boncenne, t. 2, p. 10, et le n. suiv.

39. Il suffit qu'il y ait assignation donnée à plus de deux parties pour que la demande soit dispensée du préliminaire de conciliation; il ne s'agit pas de savoir alors si l'action est à tort formée contre une ou plusieurs parties. — Besanç. 15 déc. 1815, t. 7, p. 271, n. 82. — V. M Boncenne, t. 2, p. 7, et le n. qui précède.

40. C'est d'après le nombre des parties assignées et non d'après le plus ou le moins d'intérêt qu'elles peuvent avoir, qu'on doit décider s'il y a lieu au préliminaire de conciliation. — Bord. 19 août 1829, t. 38, p. 167.

41. Mais une demande formée contre plusieurs acquéreurs en résolution de leurs contrats d'acquisition, n'est pas dispensée du préliminaire de conciliation, quoique formée contre plus de deux parties, si chaque acquéreur a son intérêt et son contrat distincts. — Riom, 27 mars 1817. — Nanci, 20 juin 1824. — Besanç. 22 mai 1827, t. 7, p. 275, n. 86; t. 31, p. 240, et t. 33, p. 130.

42. Lorsque le défunt a laissé des neveux et nièces qui ont fait apposer les scellés, des cousins ne peuvent pas intervenir à la levée des scellés et à l'inventaire, lors même qu'ils allégueraient qu'il existe un testament olographe. Le tribunal de première instance devant lequel les parties sont renvoyées par le juge de paix, doit statuer sans qu'il soit besoin de préliminaire de conciliation. — Brux. 18 mars 1807, t. 21, v° *scellés et inventaires*, p. 23, n. 13. — MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 638, et p. 310, note 1; et Carr. t. 3, p. 287, n. 3061, approuvent cette décision.

Art. 6. *Des demandes en désaveu, en tierce opposition, en péremption, en remise de titres.*

43. L'action en désaveu formée incidemment à une demande principale était, sous l'empire de la loi du 24 août 1790, dispensée du préliminaire de la conciliation. — Cass. 24 therm. an VIII, t. 7, p. 178, n. 12.

44. La tentative de conciliation doit-elle précéder la demande en tierce opposition? — Oui. — Paris, 21 pluv. an X, 5 pluv. an XI. — Non. — Paris, 29 prair. an X, 3 prair. an XI. — Ces arrêts de la Cour royale de Paris ne sont pas contraires les uns aux autres, quoiqu'ils paraissent juger les uns l'affirmative et les autres la négative de la question. — La Cour a distingué le cas où la tierce opposition se présente comme action principale, de celui où elle n'est qu'une exception : dans le premier cas il faut la tentative de conciliation, dans le second elle n'est pas nécessaire. — J. A. t. 7, p. 186, n. 18, et les observat. — La Cour de Renn. a décidé, le 25 mai 1822, que la tierce opposition à un jugement d'ordre était dispensée du préliminaire de conciliation. — V. contre notre opinion, MM. Pig. t. 1, p. 702, § 2; Carr. t. 2, p. 255, n. 1724. — Le Pr. Fr. t. 3, p. 274, et M. B. S. P. t. 2, p. 445, not. 17, n° 2, conseillent la conciliation.

45. La demande en remise de titres formée par l'acquéreur est dispensée du préliminaire de la conciliation. — Bourg. 11 juill. 1828, t. 37, p. 218.

46. Les demandes en péremption d'instance ne sont pas soumises au préliminaire de la conciliation. — Poit. 14 août 1806, t. 7, p. 218, n° 39.

Art. 7. *Des actions relatives aux questions d'état. — Divorce.*

47. L'action relative à une question d'état n'est pas soumise au préliminaire de conciliation. — Besanç. 18 août 1826. Damedor de Molans C. Nigniolle.

47 *bis*. Lorsqu'une femme forme une demande en séparation de corps pour des vices et injures graves, et qu'incidemment à cette demande le mari accuse sa femme d'adultère, cette seconde action n'est pas soumise au préliminaire de conciliation, lorsque surtout dans les injures dont se plaint la femme se trouve une menace de *désaveu* d'enfant. — Colm. 15 janv. 1829. M. C. M.

48. Néanmoins après la suppression des tribunaux, et sous l'empire de la loi de 1790 et de l'art. 215 de l'act. constitutionnel, les contestations relatives au divorce devaient être portées immédiatement devant le bureau de paix pour y être conciliées. — Cass. 6 vend. an VII, t 7, p. 159, n. 4.

Art. 8. *Des demandes qui sont la conséquence ou la continuation de demandes déjà soumises au préliminaire de la conciliation* (1).

49. Toute demande principale et indépendante d'une autre précédemment formée est soumise au préliminaire de conciliation, quoiqu'elle soit présentée comme demande incidente. — *Spécialement* lorsque, sur une demande en pension alimentaire formée par une mère contre ses enfants, l'un d'eux intente incidemment une action contre l'autre en paiement d'une indemnité, pour avoir seul entretenu sa mère pendant plusieurs années, cette action, quoique présentée comme incidente, est soumise au préliminaire de conciliation. — Besanç. 8 janv. 1818, t. 7, p. 278, n. 89.

50. Celui qui a formé une demande en partage d'une succession, et à qui ses cohéritiers opposent un acte de partage auquel il a concouru, ne peut, sans le préliminaire de conciliation, et par de simples conclusions incidentes, demander la rescision de ce partage. — Bord. 16 mai 1831, t. 47, p. 451.

51. Une demande en exécution d'un testament, quoiqu'elle se trouve être la conséquence d'une demande en déclaration d'absence, n'en est pas moins une action principale de sa nature, qui doit être précédée du préliminaire de conciliation. — Orl. 21 mars 1822, t. 7, p. 292, n. 103.

52. La demande en rescision d'un acte est une demande principale qui ne peut être formée incidemment à une demande aux fins d'exécution. — Paris, 4 frim. an XII, t. 7, p. 206, n. 32.

53. La demande en rescision d'un acte de vente pour cause de lésion, et celle en désistement des mêmes immeubles pour fait d'*impignoration*, sont essentiellement différentes; la seconde demande n'étant pas comprise dans la première, ne peut être regardée comme incidente, elle est sujette au préliminaire de la conciliation. — Cass. 22 fév. 1809, t. 7, p. 239, n° 56.

54. L'action d'un créancier hypothécaire contre des tiers détenteurs pour faire déclarer que les biens qu'ils détiennent lui seront hypothéqués, ne constitue pas une action principale introductive d'instance, mais une simple intervention, lorsqu'une pareille action a déjà été contestée contre les principaux obligés; en conséquence elle n'est pas soumise au préliminaire de la conciliation. — Cass. 2 mars 1820. Époux Barbé et les héritiers Clarens.

55. Lorsqu'une instance interrompue pour être soumise à des arbitres est reprise après la sentence arbitrale, cette reprise ne constitue pas une demande nouvelle sujette au préliminaire de la conciliation. — Cass. 3 mars 1830. Pilte-Grenot C. Renaud.

56. Une demande subsidiaire présentée comme moyen nouveau n'est pas soumise au préliminaire de conciliation. — Orl. 22 fév. 1820.

57. Celui qui, en défendant à une demande, a d'abord soutenu qu'il était propriétaire du terrain litigieux, et ensuite qu'il y avait du moins un droit de passage, ne doit pas soumettre cette dernière exception au préliminaire de conciliation. — Cass. 16 nov. 1829. Pouroy et Bosredon.

58. Le défendeur cité en conciliation sur la demande que son voisin a l'intention de former contre lui en bornage à frais communs, ne peut, s'il est ensuite assigné par ce voisin en restitution de terrains non compris entre les limites actuelles de leurs propriétés, mais que l'arpentage démontrera être véritables, excepter de ce que cette assignation n'a pas été précédée du préliminaire de la conciliation. — Poit. 11 fév. 1831, t. 40, p. 391.

59. Lorsqu'un fermier demande la nullité d'une saisie-exécution faite pour prix des fermages, le propriétaire peut, par demande incidente, et sans préliminaire de conciliation, conclure à la condamnation par corps. — Rouen, 22 juill. 1820. Duhecq C. Lenud.

60. Les frais d'une procédure en conciliation, dans les cas où il y a dispense, ne doivent pas passer en taxe. — C. T. t. 1, p. 41-4.

61. Une demande nouvelle en cassation, de bail, bien que différente de la demande primitive en supplément de prix, ne doit pas être soumise au préliminaire de conciliation, lorsqu'elle a été formée au cours de l'instance sur cette dernière demande. — Brux. 10 mars 1830. Leynier C. Leynier.

62. L'action en continuation d'une jouissance qui avait fait l'objet d'une action précédente, est dispensée du préliminaire de conciliation. — Bourg. 16 pluv. an IX, t. 7, p. 179, n. 14. — *Quid* des demandes en exécution des conventions passées au bureau de paix? Elles sont aussi dispensées de la conciliation suivant MM. F. L. t. 1, p. 625, § 2, n. 6; CARR. t. 1, p. 113, n. 233; DELAP. t. 1, p. 52.

63. Lorsque sur la demande d'une femme en divorce et en liquidation de ses droits matrimoniaux, il intervient un jugement qui prononce le divorce et ordonne qu'il sera procédé à cette liquidation, la femme qui poursuit l'effet de cette dernière disposition du jugement n'est pas tenue de faire précéder ses poursuites de l'essai de conciliation. — Cass. 14 août 1811, t. 7, p. 256, n. 67. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 94, not. 4 de la p. 93, n. 9, et p. 97, not. 1, n. 5.

64. La demande en nullité d'un rapport d'experts, qui se lie à une instance déjà existante, ne doit pas être soumise au préliminaire de la conciliation. — Flor. 23 juin 1810, t. 7, p. 251, n. 64.

65. Lorsqu'après avoir prononcé sur une action possessoire portée devant lui, le juge de paix renvoie les parties, qui ont à la propriété, à se pourvoir au pétitoire devant les juges ordinaires, l'action au pétitoire doit être précédée du préliminaire de la conciliation. — Brux. 27 flor. an IX. — Dijon, 2 déc. 1826, t. 7, p. 179, n. 13, et t. 32, p. 176. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 93, not. 4, n. 4.

66. Lorsqu'un tribunal civil annule pour incompétence un jugement rendu par un juge de paix, il ne peut ordonner que les parties procéderont devant lui sur les errements antérieurs à ce jugement, et sans essai préalable de conciliation, si la demande n'est pas d'ailleurs de celles que la loi dispense de ce préliminaire. — Cass. 6 germ. an II, t. 7, p. 150, n. 1. — MM. CARR. t. 1, p. 94, not. 4 de la page 93, n° 5; PIG. *Comm.* t. 1, p. 139 et 140, not. 6, disent que cette décision doit être suivie.

67. Si devant le tribunal de police le défendeur obtient son renvoi à fins civiles pour prouver sa propriété, il doit, s'il prend l'initiative, assigner en conciliation celui qui l'avait poursuivi. — Gren. 25 mars 1820, t. 7, p. 290, n° 102.

68. Il n'est pas nécessaire de renouveler l'épreuve de conciliation, lors même que, sur la citation, les parties ayant, devant le juge de paix, nommé des arbitres pour juger leur contestation, ces derniers n'ont pas rendu de décision. — Gren. 22 juill. 1818, t. 7, p. 282, n° 93.

69. Comme aussi, après un arrêt de cassation portant renvoi de la cause devant un autre tribunal que celui d'où est émané le jugement cassé, le demandeur originaire n'est pas obligé d'appeler de nouveau son adversaire au bureau de paix. — Cass. 26 pluv. an XI, t. 7, p. 191, n° 22. — *V.* MM. B. S. P. p. 188, not. 16, *observ.*, et CARR. t. 1, p. 93, not. 4, n° 2.

70. Lorsque la demande d'arrérages d'une ferme et d'une portion de prix de vente de bois, soumise à la tentative de conciliation, se trouve jointe au paiement d'une autre somme dont il n'a été rien dit devant le juge de paix, on ne peut pas soutenir qu'il y ait eu essai de conciliation sur ce dernier point. — Gren. 8 frim. an XI, t. 7, p. 190, n° 20.

71. Lorsqu'une demande reconventionnelle n'est qu'une défense ou une exception à la demande principale, elle n'est pas soumise à la tentative de conciliation. — Cass. 17 août 1814. — Gren. 17 janv. 1821,

(1) Au n. 75 de cet article, nous avons groupé l'opinion de tous les auteurs sur la nécessité ou la dispense, en pareil cas, de l'essai de conciliation.

t. 7, p. 270, nº 81, et t. 23, p. 16.

72. Comme aussi, lorsqu'une partie citée en conciliation s'est réservé la faculté de former une demande reconventionnelle, on ne peut soutenir devant le tribunal de première instance que cette demande est non recevable, comme n'ayant pas été soumise au préliminaire de la conciliation.—Lim. 15 mai 1814, t. 7, p. 266, nº 77.—M. Coff. trouve cette décision susceptible de controverse.

73. Toute demande reconventionnelle qui n'est pas une défense à l'action principale doit être déclarée non recevable, quand elle n'a point été précédée du préliminaire de la conciliation. — Agen, 31 mars 1824, t. 27, p. 124, et les observations.

74. Comme aussi une demande qui a les caractères d'une action principale, quoique présentée reconventionnellement, n'est pas dispensée du préliminaire de conciliation. — Orl. 29 déc. 1819, t. 7, p. 290, nº 101.

75. On ne peut, devant le tribunal de première instance, former une autre demande que celle sur laquelle le procès-verbal de non-conciliation a été dressé, sans appeler une seconde fois le défendeur au bureau de paix. *Spécialement*, la tentative de conciliation sur une demande d'arrérages résultant d'un bail à ferme ne dispense pas de cette même formalité sur une demande à fin de résiliation de bail. — Cass. 11 pluv. an IV, t. 7, p. 152, nº 2. — Cet arrêt a été suivi, dans le *Journal des Avoués*, d'observations qui résument la jurisprudence sur les demandes qui doivent être considérées comme principales, et celles qui ne sont qu'incidentes, reconventionnelles ou additionnelles. — L'opinion des auteurs sur ce point important y est également présentée. — Sur les demandes principales, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 93, not. 4, nº 1, p. 95, nº 206, et p. 108, not. 1; Pig. t. 1, p. 34; B. S. P. t. 1, p. 187, not. 9; F. L. t. 1, p. 622, § 1. — Sur les demandes incidentes, *V.* MM. D. C. p. 47; Carr. t. 1, p. 99, nº 210; Pr. Fr. t. 1, p. 263, not. 3; Q. D. vº *bureaux de paix*, § 4; Llp. *Quest.* p. 95; B. S. P. t. 1, p. 187, not. 9, nº 1. — Sur les demandes reconventionnelles, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 97, not. 1, nº 4; B. S. P. p. 187, not. 9, nº 2; F. L. t. 1, p. 622, § 5; et Pig. t. 1, p. 34. — Sur les demandes additionnelles, *V.* MM. F. L. t. 1, p. 624, § 2, n. 3; Carr. t. 1, p. 95, n. 206; Lep *Questions*, p. 96; Pig. p. 35 et Pig. *C.* p. 142-143.

76. Lorsqu'après avoir demandé contre des acquéreurs un nouveau paiement du prix de leurs acquisitions, le demandeur conclut, au cours de l'instance, à l'annulation pure et simple des ventes, et subsidiairement seulement au paiement du prix, il forme une demande nouvelle et principale qui ne peut être intentée que par exploit d'ajournement, précédé d'une tentative de conciliation; ce n'est pas là un simple changement de conclusions, une simple demande incidente qui puisse être formée par requête d'avoué à avoué. — Riom, 27 mars 1817, t. 7, p. 274, n. 85.

77. Comme aussi une partie qui, dans le cours d'une instance, substitue une action à une autre, doit se désister de la première, et épuiser sur la seconde le préliminaire de la conciliation. *Spécialement*, la tentative sur une demande à fin de paiement d'une somme ne dispense pas de cette même formalité sur une demande à fin de déclaration d'hypothèque. — Aix, 27 mai 1808, t. 7, p. 233, nº 50.

78. On n'est pas obligé de recourir une seconde fois au préliminaire de la conciliation, lorsqu'on forme devant le tribunal une demande qui a une corrélation manifeste avec celle pour laquelle on a déjà comparu devant le bureau de paix, et qui dérive d'ailleurs du même titre. *Spécialement*, lorsqu'on a pris la voie de conciliation sur une demande en constitution d'hypothèque, on peut, sans prendre de nouveau cette voie, conclure subsidiairement au remboursement de la créance, par le motif que le débiteur a diminué les sûretés promises. — Aix, 16 août 1811, t. 7, p. 257, nº 68. — *V.* M. B. S. P. p. 187, not. 9, nº 1.

78 *bis*. L'assignation donnée en exécution d'un titre exécutoire, et sur l'opposition à un commandement tendant à saisie immobilière, est dispensée du préliminaire de la tentative en conciliation. — Gren. 4 déc. 1830. Raymond C. Blanc-Gras.

79. Le préliminaire de conciliation tenté contre l'usufruitier d'un héritage en litige ne dispense pas le demandeur de citer également en conciliation le nu propriétaire introduit ultérieurement en cause. —Bourg. 29 août 1826, t. 32, p. 291.

80. Quand le demandeur réduit sa demande principale et corrige en conséquence ses conclusions, il n'a pas besoin de recourir à une seconde tentative de conciliation. —Cass. 8 mess. an II, 4 nov. 1807, t. 7, p. 200, nº 28.

81. Lorsque le préliminaire de conciliation a été épuisé pour une demande en partage d'une succession, il devient inutile pour une demande subsidiaire de rescision pour cause de lésion du tiers au quart. — Besanç. 13 fév. 1816, t. 7, p. 274, nº 84.

82. On peut en instance d'appel convertir une demande en partage, en supplément de légitime: le préliminaire de conciliation n'est pas nécessaire. — Gren. 9 avr. 1806, t. 7, p. 218, nº 38.

83. Comme aussi la demande de droits légitimaires peut être convertie en supplément de légitime; dès lors il suffit qu'il y ait eu préliminaire de conciliation sur la première demande. — Gren. 28 août 1810, t. 7, p. 255, nº 66.

84. La notification prescrite par l'art. 877 C. C. n'est ni une poursuite ni un commencement de poursuite: en conséquence, la demande introduite par suite d'une opposition à cette notification n'est pas dispensée du préliminaire de conciliation. — Bourg. 9 mai 1821, t. 23, p. 161.

85. Les frais d'une citation en conciliation précédant une demande en validité de saisie-arrêt sont frustratoires et ne doivent point passer en taxe. — C. T. t. 2, p. 102, nº 12.

Chap. II. *Comparution. Procès-verbal.* — Art. 1er. *Mode de la comparution.*

86. Sous l'empire du Code de procédure, les huissiers et gens de loi peuvent représenter les parties au bureau de paix. — Bourg. 2 fév. 1825, t. 29, p. 89.

Quelle doit être l'étendue des pouvoirs, et la procuration peut-elle être faite par acte sous seing privé? — *V.* MM. B. S. p. 189, not. 21, nos 3 et 4; Carr. t. 1, p. 106 et 107, nos 224, 225, et Pig. p. 43.

87. La partie appelée en conciliation ne peut se faire représenter par un fondé de pouvoir qu'en cas d'empêchement constaté. — C. T. t. 1, p. 42, nº 6.

88. Si l'une des parties se fait représenter par un mandataire, elle peut, dans certains cas, se faire rembourser des frais du pouvoir. — C. T. t. 1, p. 43, 9-10.

89. Le juge peut refuser à la partie qui comparaît de se faire assister d'un ami ou d'un conseil. — C. T. t. 1, p. 42, 7.

90. Lorsque, sous l'empire de la loi du 24 germinal an II, qui défendait aux parties de se faire représenter au bureau de conciliation par des huissiers, deux parties ont néanmoins employé des mandataires de cette qualité, aucune d'elles n'est recevable devant le tribunal à arguer de nullité, pour ce motif, le procès-verbal de non-conciliation. — Paris, 28 germ. an II, t. 7, p. 195, nº 24.

91. Le défendeur à une citation en conciliation qui, au bureau de paix, a déclaré purement et simplement ne pouvoir se concilier, ne peut ensuite arguer de nullité le procès-verbal de non-conciliation, en alléguant le défaut de pouvoir suffisant dans la personne qui a représenté le demandeur. — Cass. 10 mars 1814. — Gren. 25 mai et 26 août 1825, t. 7, p. 264, nº 75, et t. 33, p. 147.

92. Un mari peut valablement représenter sa femme en bureau de paix sans être porteur d'une procuration. — Cass. 6 prair. an II et 10 mars 1814. — Bourg. 6 pluv. an X, t. 1, p. 66, nº 2, et t. 7, p. 186, nº 17, p. 263, nº 75. — C. T. t. 1, p. 42, 8.

93. Depuis le Code civil, le pouvoir donné à un tiers, par une femme mariée, pour comparaître pour elle en conciliation, confère au

mandataire le droit de ratifier un cautionnement qu'elle aurait souscrit sous l'empire du senatus-consulte Velléien. — Turin, 23 fév. 1807, t. 7, p. 223, nº 45. — Sur la nature du pouvoir exigé par l'art. 53 C. P. C., V. MM. CARR t. 1, p. 107, nº 225; PIG. t. 1, p. 42, nº 7, et F. L., t. 1, p. 628, § 5.

94. La comparution en conciliation doit-elle être publique? — M. CARR. pense que le juge de paix peut entendre les parties à huis clos (t. 1, p. 108); mais M. F. L. croit que le vœu du législateur oblige le juge de paix à donner la garantie de la publicité à la justice et à l'opinion publique. La loi ne faisant pas une exception pour les audiences de conciliation, elles doivent être publiques; il pourrait y avoir quelque danger à laisser dresser à huis clos un procès-verbal qui contiendrait des aveux et qui lierait l'une des parties. — V. J. A. t. 7, p. 293, no 106.

Art. 2. *Effets de la comparution et de la non-comparution.*

95. La partie qui a volontairement comparu en conciliation devant un juge de paix qui n'est pas celui de son domicile, ne peut ensuite, devant le tribunal de première instance, demander, pour incompétence, l'annulation du procès-verbal dressé par ce juge de paix. — Turin, 29 vent. an XII. — Renn. 9 fév. 1813, t. 7, p. 209, nº 34, et p. 261, nº 71. — C'est l'opinion de MM. COFF. et CARR. t. 1, p. 113, nº 234; B. S. P. p. 189, not. 21, nº 3, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 146, not. 3 et 149. — V. aussi M. MERL. vis *bur. de conciliation*, nº 3, et *declinatoire*, § 1.

96. La citation en conciliation sur une demande en augmentation de légitime peut être donnée devant le juge de paix du domicile du défendeur, cette action étant à la fois réelle et personnelle. — Nîm. 28 déc. 1827. N. C. N.

97. La mention de non-comparution d'une partie appelée en conciliation n'est pas sujette à l'enregistrement —C. T., t. 1, p. 45, nº 16.

98. Le refus que fait une partie de prêter en bureau de conciliation le serment litis-décisoire ne peut être pris que pour un refus de se concilier; il ne donne pas lieu à l'application de l'art. 1361 C. C. qui fait de ce refus une cause de condamnation. — Cass. 17 juill. 1810, t. 7, p. 252, nº 65.

99. Le serment déféré à l'une des parties ne peut donner lieu à aucun droit, attendu qu'il n'est pas judiciaire.—C. T. t. 1, p. 44-13.

100. Celui qui n'a pas comparu en conciliation et ne justifie pas du paiement de l'amende ne peut former opposition à un jugement par défaut. — Paris, 10 août 1809, t. 15, p. 330, nº 48.

101. Le tribunal de première instance doit condamner à l'amende le défendeur qui n'a pas comparu au bureau de conciliation, et, si ce défendeur a constitué avoué, statuer au fond contre lui, faute de plaider, mais non faute de comparaître.— Paris, 19 fév. 1834, t. 46, p. 298.

102. Doit être cassé le jugement du tribunal de première instance qui refuse de condamner à l'amende la partie qui n'a pas comparu au bureau de conciliation, et déclare que le juge de paix a seul le droit de prononcer cette condamnation.—Cass. 8 août 1832, t. 44, p. 227.

103. Le ministère public a le droit de requérir qu'audience soit refusée à celui qui, n'ayant pas comparu au bureau de paix, n'a pas consigné l'amende. — Cass. 25 nov. 1828, t. 36, p. 67.

104. Quelle marche doit suivre celui à qui il a été refusé audience, pour faire anéantir la condamnation portée contre lui? — Cass. 25 nov. 1828, et les observations qui suivent cet arrêt, t. 36, p. 67.

Art. 3. *Procès-verbal, ses effets.*

105. On ne peut demander que par voie de cassation la nullité d'un jugement non précédé du préliminaire de conciliation, s'il a été rendu sur une valeur inférieure à 1,000 fr. — Lyon, 17 fév. 1834. Pistra C. Pivot.

106. Le demandeur qui sur sa propre citation n'a pas comparu en bureau de paix peut, en payant l'amende, assigner le défendeur au tribunal de première instance. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 1, nº 242; F. L. t. 1, p. 628, vº *conciliation*, § 5, nº 4; et DEP. *Questions*, p. 99 — MM. DELAP. t. 1, p. 55, et LEVASS. p. 114, pensent que le demandeur, en ne comparaissant pas sur sa citation, met lui-même obstacle à la conciliation à laquelle il est obligé d'essayer de parvenir, et ne remplit pas le but de la loi; mais les art. 56 et 58 démontrent que le demandeur peut, aussi bien que le défendeur, se présenter à l'audience du tribunal de première instance en payant l'amende. — V. J. A. t. 2, p. 626, nº 57.

107. Un procès-verbal du bureau de paix n'est pas nul, quoique la conciliation ait été essayée contre plus de deux parties. — Montp. 5 août 1807, t. 7, p. 225, nº 46.— V. MM. B. S. P. p. 188, not. 13; et CARR. t. 1, p. 92, au texte et à la not. 3.

108. L'aveu fait en bureau de conciliation doit être considéré comme un aveu judiciaire. — Turin, 6 août 1808, t. 7, p. 237, nº 54. — V. MM. CARR. t. 1, p. 110, nº 229; B. S. P. t. 1, p. 190, not. 24. nº 2; PIG. *Comm.* t. 1, p. 150, not. 6 et 7; et F. L. t. 1, p. 621; M. BONCENNE, t. 2, p. 42.

109. On peut, suivant les circonstances, considérer un procès-verbal de non-conciliation comme un commencement de preuve par écrit. — Trèves, 19 janv. 1807. —Cass. 9 fév. 1808, t. 7, p. 220, n. 41.

110. Ne viole aucune loi la Cour qui considère la déclaration signée au bureau de conciliation par le mandataire d'une partie comme un commencement de preuve par écrit suffisant pour faire admettre des présomptions, d'après laquelle elle juge ensuite qu'un billet de plus de 150 fr. a été payé. — Cass. 7 mars 1831. Debesse C. Brice.

111. La reconnaissance d'un enfant naturel peut-elle avoir lieu dans un procès-verbal du juge de paix, de la part d'une partie appelée en conciliation? — Oui. — Gren. 15 therm. an XIII.—Non.— Gren. 5 mars 1810. — V. les observations à la suite de ces deux arrêts, t. 7, p. 213, n. 37, et l'énumération des auteurs qui ont examiné cette question si importante de la foi due au procès-verbal du juge de paix.

112. On ne peut pas prendre une inscription hypothécaire en vertu d'un procès-verbal de non-conciliation. — Renn. 12 août 1814, t. 7, p. 270, n. 80. — V. M. BONCENNE, t. 1, p. 44.

113. Que les parties se concilient ou non, le juge de paix ni le greffier n'ont droit à des émoluments. — C. T. t. 1, p. 43, 11.

Mais, si sur la demande de l'une des parties le greffier délivre une expédition du procès-verbal, il a droit à la taxe fixée par l'art. 9 du tarif; quel que soit le nombre de rôles de cette expédition, la taxe est la même. — C. T. t. 1, p. 44, 12.

114. Si les greffiers ou leurs commis reçoivent de plus forts droits que ceux qui leur sont attribués, ils peuvent être condamnés à une amende, ou destitués, ou poursuivis pour concussion, sans préjudice de la restitution des sommes indûment perçues et des dommages-intérêts s'il y a lieu.—C. T. t. 1, p. 45, 18.

CHAP. III. *Effets de la citation en conciliation. La nullité pour défaut de citation peut-elle se couvrir?* —Art. 1er. *Effets de la citation.*

115. L'action hypothécaire a suffisamment été soumise au préliminaire de la conciliation lorsque le demandeur a cité le défendeur tant en sa qualité d'*héritier* du débiteur, qu'en celle de bienstenant.—Cass. 10 déc. 1806, t. 7, p. 219, nº 40.

116 Une action judiciaire n'est pas formée par la seule citation en conciliation, indépendamment de l'assignation devant le tribunal. —Cass. 2 mars 1806, t. 2, p. 346, nº 11. — V. *infrà*, n. 119.

117. La demande en conciliation, non plus que l'interpellation reconventionnelle faite en bureau de paix par le défendeur en conciliation, ne constitue pas une demande judiciaire d'où puisse résulter la litispendance. — Paris, 7 niv. an XII, t. 7, p. 207, nº 33.

118. Lorsque la citation donnée devant un juge de paix ne tend qu'à conciliation, le juge de paix

ne peut, sans excès de pouvoir, rendre un jugement sur l'objet en litige. — Cass. 21 mess. an V, t. 7, p. 158, n° 3. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 93, au texte et not. 3.

119. Une simple citation en conciliation ne peut faire considérer comme litigieux le droit ou la créance qu'elle a pour objet. — Metz, 6 mai 1818, t. 7, p. 280, n° 92. — *V.* M. B. S. P. t. 1, p. 192, not. 28, n° 5. — V. *suprà*, n. 116.

120. Lorsqu'un créancier s'est désisté d'une saisie-arrêt formée par lui, son débiteur ne peut pas, en demandant acte de ce désistement au tribunal, obtenir un jugement qui déclare la dette éteinte, pour le motif que déjà il aurait été cité en conciliation par son prétendu créancier, l'action sur le mérite de la créance n'étant pas légalement engagée. — Amiens, 11 août 1826. Taffu C. Postelle.

121. La citation en conciliation ne rend pas perpétuelle une action annuelle par sa nature ; par conséquent, si avant le Code de procédure il s'était écoulé une année entre la citation et l'ajournement devant le tribunal, les actions que la loi limitait au délai d'un an étaient prescrites. — Cass. 13 vendém. an X, et 12 mess. an XI. — Paris, 20 vent. an XI, t. 7, p. 183, n° 16, et p. 203, n° 29. — *V.* le réquisitoire de M. M. *Q. D.* v° *bureau de paix*, § 5, t. 1, p 332 ; et MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 155, not. 3 ; et Carr. t. 1, p. 123, not. 1.

La citation en conciliation se prescrit-elle avec l'instance ? — *V.* M. F. L. t. 1, p. 632, § 6, n° 3 ; C. T. t. 1, p. 45, 17.

122. Sous l'empire de la loi du 24 août 1790, il suffisait que la citation en conciliation fût suivie d'ajournement à une époque quelconque pour interrompre la prescription. — Cass. 6 vendém. an XI. — Paris, 6 mai 1813. — Pau, 12 janv. 1826, t. 7, p. 189, n° 19, t. 18, p. 459, n° 48, et t. 31, p. 89. — *V.* MM. M. *Q. D.* t. 1, p. 327, § 5 ; Pr. Fr. t. 1, p. 267 ; D. C. p. 53 ; Pig. t. 1, p. 46, n° 8 ; Delap. t. 1, p. 54 ; Th. Desm. p. 63 ; Haut. p. 72.

123. — Et pour faire courir les intérêts. — Cass. 12 juill. 1808, t. 7, p. 236, n° 53.

124. La citation en conciliation donnée antérieurement à la mise en activité du Code de procédure a-t-elle eu l'effet d'interrompre la prescription, lorsqu'elle n'a pas été suivie d'ajournement dans le mois de sa mise en activité ? — Oui. — Toul. 15 mai 1808. — Non. — Montp. 30 déc. 1812. — Cass. 27 avr. 1814. — Bourg. 2 juin 1824, 24 avr. 1828, t. 7, p. 226, n° 49, t. 27, p. 223, et t. 35, p. 351. — C'est l'opinion de MM. B. S. P. p. 132, not. 9, n° 2, et p. 192, not. 28, n° 3 ; Carr. t. 1, p. 123, n° 251.

125. La citation en conciliation donnée sous l'empire de la loi du 24 août 1790, suivie d'un ajournement après l'expiration d'une prescription sous l'empire du Code de procédure, n'a point eu pour effet de l'interrompre. — Nîm. 9 nov. 1827. Bonniard C. Combe.

126. La citation en conciliation qui n'est pas suivie d'assignation dans le mois n'interrompt pas la prescription. — Colm. 26 août 1829. Vetter Dappeler et Constant. — V. *infrà*, n. 132.

127. Le délai d'un mois dans lequel la citation en conciliation doit être suivie de la demande pour interrompre la prescription n'est pas passible d'une augmentation de délai proportionné à l'éloignement du domicile des parties. — Paris, 4 juill. 1809, t. 7, p. 241, n° 59. — MM. F. L. t. 1, p. 632, § 6, n° 1 ; Carr. t. 1, p. 122, n° 248, adoptent cette opinion sans restriction. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 155, not. 3, distingue le cas où la prescription est si courte que l'assignation ne pourrait être donnée dans le délai de la prescription.

128. La citation en conciliation suivie d'assignation dans les délais de droit interrompt la prescription, même au cas où l'action à intenter est dispensée du préliminaire de la conciliation, par exemple, en cas d'une action en désaveu de paternité. — Cass. 9 nov. 1809, t. 7, p. 246, n° 62. — Cette décision est combattue par M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 153, not. 1, et p. 154. — M. F. L. pense comme M. Pig. — M. Carr. t. 1, p. 121, not. 2, n° 2, cite l'arrêt sans le critiquer.

129. Une citation en conciliation est interruptive de la prescription de l'action en nullité d'un contrat, quoiqu'elle n'énonce pas ce contrat, si des circonstances il résulte que c'est ce contrat qu'elle avait en vue. — Cass. 14 juill. 1829. Verse C. Kolm.

130. Une citation en conciliation sur laquelle un compromis intervient interrompt la prescription, lors même qu'il ne serait pas statué sur le compromis. — Paris, 9 juin 1825. Bachelet C. Bœuf.

131. Une citation en conciliation suivie d'un compromis n'interrompt pas la prescription, si le compromis est tombé en péremption. — Gren. 1er août 1833, t. 47, p. 495.

132. Une citation en conciliation non suivie d'ajournement sous le Code de procédure n'interrompt pas la prescription, même quand la citation est suivie de la reconnaissance de la dette. — Cass. 29 juin 1829. Commune de Rougemont C. Millerin. — V. *suprà*, n° 126.

133. Lorsque le défendeur cité en conciliation sur une demande en paiement d'une somme d'argent oppose une compensation, cette exception interrompt au profit du défendeur la prescription de sa créance. — Cass. 30 frim. an XI, t. 7, p. 190, n° 21. — Cette décision est citée par MM. Carr. t. 1, p. 121, not. 2, n° 1 ; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 149, not. 3.

134. La comparution volontaire des parties au bureau de conciliation n'interrompt pas la prescription ; elle ne produit pas, quant à ce, le même effet que la citation. — Colm. 15 juill. 1809, t. 7, p. 244, n° 61. — Cette décision, conforme à l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 122, n° 249, et B. S. P. t. 1, p. 192, not. 28, n. 2, est combattue par M. F. L. t. 1, p. 632, § 6, n. 2.

135. La citation en conciliation est un trouble de droit suffisant pour autoriser celui à qui elle a été notifiée, à demander devant les tribunaux sa maintenue en propriété. — Metz, 14 nov. 1816, t. 7, p. 272, n. 83.

136. La citation en conciliation ne peut tenir lieu de la sommation nécessaire pour mettre le débiteur en demeure. — Gren. 19 juill. 1826. Pisançon C. veuve Goubernard.

137. La citation en conciliation sur une demande en nomination d'arbitres emporte une reconnaissance formelle de la compétence des tribunaux civils pour nommer le tiers arbitre, même sur un arbitrage subséquent. — Paris, 14 juill. 1809, t. 7, p. 243, n. 60.

Art. 2. *La nullité pour défaut de citation peut-elle se couvrir ?*

138. La fin de non-recevoir résultante du défaut de citation en conciliation est-elle d'ordre public, et peut-elle être proposée en tout état de cause, même en cassation ? — Non. — Cass. 9 germ., 9 mess., 22 therm. an XI, 11 fruct. an XII, 19 janv. 1825, 16 fév. 1826 ; Besanç. 22 brum. an XII ; Orl. 8 prair. an XII, 2 août 1812 ; Turin, 12 prair. an XII ; Nîm. 26 flor. an XIII, 28 août 1821 ; Brux. 3 juill. 1812 ; Renn. 8 janv. et 13 août 1812, 17 fév. et 11 déc. 1815 ; Orl. 27 nov. 1816 ; Metz, 9 janv. 1821 ; Agen, 19 fév. 1824 ; Bourg. 29 août et 1er déc. 1826 ; Orl. 19 juin 1829 ; Gren. 4 déc. 1830. Reymond C. Blangros. — Oui — Cass. 7, 23 niv., 27 vent. et 13 therm. an VIII ; Gren. 8 janv. 1818 ; Toul. 8 juill. 1820 ; Dijon, 2 déc. 1826. — La Cour de Rennes a décidé, le 30 déc. 1819, qu'une partie qui s'était désistée en première instance de son exception de nullité pour défaut de conciliation, ne pouvait la reproduire en appel. — T. 2, p. 416, n° 47 ; t. 7, p. 161, n° 6, et p. 176, n° 10 ; t. 27, p. 118 ; t. 28, p. 179 ; t. 31, p. 28 ; t. 32, p. 176 et 291 ; t. 33, p. 122 ; t. 43, p. 727.

139. Le défaut de citation en conciliation ne peut pas être opposé comme moyen de nullité par la partie même à la requête de laquelle devait être donnée cette citation. — Cass. 27 pluv. an XI, t. 7, p. 194, n° 23.

140. L'exception tirée du défaut de conciliation se couvre par une demande en communication de titres. — Renn. 28 août 1813, t. 7, p. 262, n° 73.

141. La nullité résultante du défaut de tentative de conciliation est couverte, si le défendeur ne la présente pas avant toutes exceptions autres que celles d'incompétence. — Colm. 20 janv. 1831, t. 41, p. 363.

142. Le défaut de préliminaire de conciliation doit être opposé avant toute défense au fond. — Bourg. 15 nov. 1826. Mongue C. Lejault.

143. Le défendeur qui fait opposition au jugement par défaut rendu contre lui ne peut, après avoir conclu au fond, exciper de ce que le demandeur ne l'a pas cité en conciliation. — Bourg. 20 déc. 1831, t. 45, p. 537.

144. Le défaut de tentative de conciliation ne peut pas être invoqué pour la première fois en appel. — Pau, 22 déc. 1832 — Toul. 30 mai 1833. — *V.* sur les effets du défaut de citation en conciliation, une longue dissertation de M. BONCENNE, t. 2, p. 47. Ce savant jurisconsulte s'élève contre l'opinion généralement adoptée, et pense que l'essai de conciliation est d'ordre public. — Telle a été l'opinion que nous avons développée dans notre tome 7, p. 172 — Cependant les auteurs du PR. FR. t. 1, p. 311 et 312; B. S. P. t. 1, p. 191, not. 27, no 2; CARR. t. 3, p. 113, no 243; F. L. t. 1, p. 628, vo *conciliation*, § 5; PIG. dans sa *Procédure*, p. 151, part. 2, tit. 1er, chap. 1er, § 2, et dans son *Commentaire*, t. 1, p. 139, ont tous professé une opinion contraire à celle de M. Boncenne.

CONCLUSIONS (1).

1. On peut corriger ses conclusions valablement sur le barreau sans les réformer par acte avant l'audience, pourvu qu'elles soient remises par écrit au greffier — Cass. 1er septemb. 1813, t. 8, p. 313. — V. *infrà*, no 4.

2. Des conclusions prises à l'audience sans avoir été préalablement signifiées et remises au greffier ne lient pas l'instance; le déclinatoire ultérieurement proposé est censé l'avoir été *in limine litis*. — Paris, 6 août 1827, t. 34, p. 122. — Cette décision paraît contraire au texte des décrets et des lois relatives à la matière.

3 Une partie ne peut pas se faire délivrer par le greffier une expédition des conclusions qu'elle a déposées sur la barre, signée de son avoué, s'il n'a pas été demandé et donné acte de ces conclusions. — Cass. 12 avr. 1813, t. 8, p. 313, no 3. — *V.* J. A. *ibid.* quelques raisons contraires.

4. Les parties ont la faculté de modifier ou de changer leurs conclusions jusqu'au moment où elles sont tenues de les remettre au greffier de service à l'audience avant les plaidoiries. — Renn. 14 août 1815, t. 8, p. 319, no 8. — Peut-on notifier des conclusions nouvelles entre le jugement qui ordonne un délibéré, et le jugement sur le délibéré? — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 251, soutient l'affirmative, qu'il y ait ou non lieu au rapport; M. CARR. t. 1, p 238, no 441, et à la note, pense au contraire qu'un délibéré sans rapport termine entièrement l'instruction; M. B. S. P. t. 2, p. 514, not. 12, est aussi opposé à M. PIG. — *V.* nos observations sur l'ancien droit, vo *délibéré*. — *V.* M. BONCENNE, t. 2, p. 312; *suprà*, no 1, et *infrà*, no 10.

5. Les conclusions signifiées après les plaidoiries et avant les conclusions du ministère public ne sont pas nulles. — Renn. 28 mars 1817, t. 8, p. 322, no 9.

6. Mais, lorsque les parties ont déjà pris leurs conclusions à l'audience, elles ne peuvent plus en signifier d'autres après que le ministère public a été entendu. — Toul. 31 déc. 1819, t. 8, p. 322, no 10. — *V.* notre mot *délibéré*, no 18.

7. On ne peut plus, lorsque le ministère public a été entendu, changer les conclusions précédemment prises ou en prendre de nouvelles. — Poit. 9 janv. 1823 — Paris, 25 juin 1825, t. 29, p. 276.

8. On ne peut plus prendre des conclusions après l'audition du ministère public. — Gren. 20 juin 1832 Bugnon.

8 *bis.* Comme aussi, quand les plaidoiries d'une cause ont été terminées et l'affaire mise en état d'être jugée, il n'est plus loisible aux parties de prendre de nouvelles conclusions additionnelles. — Gren. 3 juin 182., t. 32, p. 165.

9. Quand les plaidoiries d'une cause ont été terminées et l'affaire mise en état d'être jugée, il n'est plus loisible aux parties de modifier leurs conditions ni d'en prendre de nouvelles. — Renn. 3 août 1825, t. 29, p. 278.

10. L'instruction d'un procès est terminée quand les plaidoiries ont été déclarées closes et la cause mise en délibéré. En conséquence, il n'est plus possible de prendre de nouvelles conditions ni de communiquer de nouvelles pièces. — Caen, 24 mars 1825, t. 29, p. 277. — V. *suprà*, no 4.

11. Celui qui, pour parvenir à la radiation d'inscriptions hypothécaires, demande la nullité d'un acte, ne peut plus, lorsque la contestation est ainsi liée, changer ses conclusions et présenter sa demande en mainlevée des inscriptions. — Cass. 1er prair. an XII, t. 2, p. 337, vo *action*, no 5.

12. Une demande incidente peut être formée dans des conclusions verbales à l'audience. — Bourg. 10 déc. 1830, t. 40, p. 292.

13. La partie qui veut profiter d'une déclaration faite à l'audience doit en demander acte à l'instant même, à peine de déchéance. — Metz, 16 janv. 1818, t. 21, p. 580, vo *tierce opposition*, no 80.

14 On n'est plus recevable à demander acte d'un aveu fait à l'audience lorsqu'il a été révoqué, même tacitement. — Colm. 21 avr. 1828 Schultz C. Frauyer et Baumgther.

15. On peut, sur l'appel, changer ou modifier les conclusions — Renn. 4 juill. 1814, t 11, p. 132, vo *enquête*, no 110.

16. La partie qui maintient que des faits articulés sont inadmissibles en preuve, mais qui pose en même temps des faits contraires qu'elle demande à prouver elle-même, ne prend que des conclusions subsidiaires. — Renn. 12 janv. 1810, t. 8, p. 310, no 2.

17. La prescription est interrompue par une demande reconventionnelle formée dans une instance par conclusions signifiées à avoués, comme elle le serait par une citation. — Cass. 12 déc. 1826, t. 32, p. 333.

18 Lorsque le défendeur se renferme dans la fin de non-recevoir de *prescription* qui est rejetée, les conclusions du demandeur ne peuvent être accueillies *de plano*, sans qu'il ait été préalablement ordonné au défendeur de se défendre sur le fond. — Brux. 31 déc. 1816.

19. Une sommation d'audience nulle ne vicie pas le jugement rendu par un tribunal de commerce, si le jugement n'accueille que les conclusions données dans un exploit introductif d'instance signifié avant la sommation. — Bord. 30 avr. 1829. Delaunay C. Pinaud.

20. Aucune disposition légale n'oblige les parties, en matière correctionnelle, à rédiger leurs conclusions par écrit, et à les déposer sur le bureau du président. — Cass. 14 août 1823, t. 25, p. 308.

(1) *V.* *Acquiesc.* 20 *et s.* 210 *et s.* — *Arb.* 195 *et s.* 351 373 *et s.* — *Av.* 122. — *Comm.* *p.* 21. — *Dem.* *n.* 2 *et s.* — *Des.* 13 *et s.* — *Enreg.* 328, 349 *et s.* — *Evoc.* 53 *et s.* — *Except.* 246. — *Huiss* 191 *et s.* — *Jug.* 114, 134 *et s.* 317, 478, 495, 550. — *Jug. déf.* 1 *et s.* 42 *et s.* — *Mat somm.* 93 *bis.* — *Régl. j.* 2. — *Ress.* 343. — *Sais. imm.* 890, 900 *bis.*

(Nous n'avons rapporté sous ce mot que quelques décisions qui feront connaître les principes généraux de la matière, aujourd'hui réglée par l'ordonnance du 1er juin 1828. Il n'entrait pas dans le plan de l'ouvrage de donner de l'extension à des points de droit administratif qui ne présentent pas un intérêt usuel pour ceux auxquels est destiné ce livre. — On peut consulter l'ouvrage de M. TAILLANDIER sur les conflits, et le Recueil des arrêts du Conseil de MM. Macarel, Deloche et Beaucousin, de 1828 à 1836.

1. Ordonnance du roi relative aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative.—1er juin 1828, t. 34, p. 370.

2. Ordonnance du roi ayant pour objet de faire cesser les difficultés qui se sont élevées sur l'intervention des parties au jugement des conflits entre les tribunaux et l'administration. — 12 déc. 1821, t. 23, p. 379.

3. Un préfet ne peut élever un conflit sans avoir préalablement invoqué l'incompétence de l'autorité judiciaire. (Ord. 1er juin 1828.) Cons. d'ét. 19 avr. 1833. Préfet de la Seine C. Despres.

3 *semel*. Le préfet de la Seine n'a pu élever un conflit dans une cause terminée contre l'ancienne liste civile, par un jugement dont aucune partie n'a valablement appelé dans le délai légal. — Paris, 7 août 1834, t. 47, p. 677.

3 *bis*. Le préfet qui a proposé un déclinatoire admis par le tribunal de première instance doit, en cas d'appel de son adversaire, élever le conflit dans la quinzaine de cet appel, sous peine de déchéance. — Ang. 26 déc. 1832, t. 44, p. 175.

4. Les tribunaux peuvent, avant de surseoir à statuer sur les causes dans lesquelles un conflit s'est élevé, examiner s'il a été élevé dans le délai légal. — Ang. 26 déc. 1832, t. 44, p. 175.

4 *bis*. Quand, sur l'appel d'un jugement admettant un déclinatoire, un préfet élève un conflit, mais ne le dépose au greffe qu'après la quinzaine de la notification de l'appel, la Cour royale doit considérer ce conflit comme non avenu et ordonner de plaider au fond. — Renn. 19 juill. 1833, t. 47, p. 496.

5. Quand un conflit a été élevé en temps utile par l'autorité administrative contre un arrêt d'une Cour royale, il doit être sursis à l'exécution de cet arrêt jusqu'à ce que le Conseil d'état ait prononcé sur le conflit. — Cons. d'ét. 2 août 1823, t. 25, p. 285.

6. Quand l'administration a ordonné une construction sur un ruisseau, l'autorité judiciaire doit s'abstenir d'en ordonner la démolition, surtout lorsqu'à cette occasion il y a conflit élevé par le préfet; mais, dès que le préfet a élevé le conflit, il doit s'abstenir de toute autre résistance ou contrariété aux ordonnances de justice. — Cons. d'ét. 22 janv. 1824, t. 26, p. 345.

7. On ne peut prononcer la nullité d'un jugement pour incompétence, à raison d'un conflit négatif, lorsque l'autorité judiciaire a été saisie par les deux parties postérieurement à la décision administrative de laquelle résulte le conflit. — Lim. 5 juill. 1816, t. 13, p. 237, no 282.

8. Lorsqu'après un conflit élevé sur une action possessoire et sur une action pétitoire relatives au même objet, un décret a anéanti le jugement prononçant au pétitoire, l'ordonnance qui renvoie l'affaire devant les tribunaux prononce implicitement sur le conflit établi, tant sur l'action possessoire que sur l'action pétitoire. — Cass. 11 juin 1827, t. 33, p. 269.

8 *bis*. Le conflit ne peut être élevé devant le juge de paix, et il n'y a lieu au conflit, que lorsque le tribunal de première instance est saisi de l'appel interjeté d'une sentence de juge de paix. — Arrêtés du Conseil d'état, 3 déc 1828, 11 janv. et 28 mai 1829, t. 38, p. 130.

(Le gouvernement a proposé cette année une nouvelle loi sur l'organisation du Conseil d'état; ses attributions seront fixées, on doit l'espérer, dans la prochaine session. Comme nous l'avons déjà fait remarquer au mot *conflit*, il ne peut être parlé dans notre table, que comme indication, des matières administratives ; jusqu'à ce que la loi nouvelle soit publiée, le meilleur ouvrage à consulter sera toujours celui de M. Cormenin. — MM. les Conseillers d'état de Gérando et Macarel, M. Foucart, professeur de droit administratif à Poitiers, et M. Chevallier, avocat à la Cour de cassation, ont consigné dans des ouvrages fort utiles le résultat de travaux consciencieux.)

1. Ordonnance du roi concernant l'organisation du Conseil d'état. — 5 nov. 1828, t. 35, p. 388.

2. Ordonnance du roi qui règle une nouvelle procédure devant le Conseil d'état, et qui permet la défense orale. — 2 fév. 1831, t. 40, p. 120.

3. Ordonnance du roi interprétative de l'ordonnance du 2 février 1831, sur la plaidoirie et la publicité au Conseil d'état. — 12 mars 1831, t. 40, p. 149.

4. Ordonnance du roi qui admet les auditeurs de première classe au Conseil d'état à exercer les fonctions du ministère public près le Conseil.—13 mai 1831, t. 43, p. 627.

4 *bis*. La signification d'un arrêté de conseil de préfecture, qui rejette la réclamation de plusieurs électeurs municipaux contre les élections de leur commune, qui ont agi dans un intérêt commun, fait courir contre tous le délai pour se pourvoir au Conseil d'état, quoiqu'elle ait eu lieu seulement à l'égard de quelques-uns d'entre eux. — Arrêté du Conseil d'état, 29 juin 1832, t. 44, p. 109.

4 *ter*. Le délai pour se pourvoir devant le Conseil d'état contre un arrêté en matière d'élections communales, court du jour où la partie qui attaque cet arrêté en a eu pleine connaissance, lors même qu'on ne le lui aurait pas notifié.— Arrêté du Cons. d'ét. 16 août 1832, t. 44, p. 109.

4 *quater*. On ne doit comprendre dans le délai donné pour se pourvoir au Conseil d'état, ni le jour de la signification ni le jour de l'échéance. — Arrêté du Conseil d'état, 15 juill. 1832, t. 44, p. 109.

5. Une ordonnance qui a été rendue sur le rapport d'une commission formée en vertu de l'art. 40 du règlement du 22 juillet 1806, n'est pas susceptible d'être attaquée par la voie contentieuse. — Arr. Conseil d'état, 14 avr. 1824, t. 28, p. 278.

6. Lorsqu'un conseil de préfecture a statué par des arrêtés spéciaux sur des réclamations qui concernent plusieurs parties ayant des intérêts distincts, le recours devant le Conseil d'état ne peut être formé par elles collectivement. — Arr. Conseil d'état, 22 janv. 1824, t. 27, p. 274.

7 Toute requête en recours au

(1) *V. Amende*, 70 *bis*. — *Règl. j.* 29. — *Trib.* 149.

(1) *V. aut. comm.* 39 *et s.* — *Depens*, 96, 233. — *Enreg.* 174.

Conseil d'état, qui ne contient aucuns moyens à l'appui du pourvoi, doit être rejetée purement et simplement. — Arr. Cons. d'état, 14 avr. 1821, et 22 janv. 1824, t. 27, p. 273.

8. Les parties et les avocats aux Conseils du roi ont seuls le droit de solliciter les affaires dans les bureaux de l'administration. — Décision du ministre des finances, 3 mai 1824, t. 26, p. 308.

9. Le pourvoi au Conseil d'état ne peut suspendre l'effet d'un arrêté du conseil de préfecture, ni empêcher de statuer la Cour saisie de son exécution. — Renn. 19 janv. 1826, t. 34, p. 81.

10. Lorsqu'un arrêté d'un conseil de préfecture a été pris par défaut, la partie défaillante doit se pourvoir par voie d'opposition devant les juges qui l'ont rendu, et non par voie de recours devant le Conseil d'état. — Arr. Cons. d'état, 24 mars 1824, t. 27, p. 272.

11. Les conseils de préfecture ne peuvent réformer, sans un excès de pouvoir, la décision qu'ils ont déjà rendue dans une instance contradictoire. — Arr. Cons. d'état, 15 nov. 1826, t. 32, p. 179.

CONSEIL DE FAMILLE (1).

CHAP. 1er. *Nécessité et attributions du conseil de famille.* — Art. 1er. *Nécessité.*

1. Le tuteur qui, sans l'autorisation du conseil de famille, intente une action immobilière pour son pupille, est personnellement tenu des frais s'il succombe dans cette action. — Nanci, 16 fév. 1831, t. 40, p. 197.

2. Un tuteur ne peut intenter l'action négatoire de servitude sans autorisation du conseil de famille, lors même qu'il l'intenterait conjointement avec des majeurs copropriétaires de l'immeuble de son pupille. — Orl. 19 juin 1829, t. 43, p. 727.

3. La demande formée par une veuve tutrice de son fils mineur et dans son intérêt, tendante à rendre un mur mitoyen, est une demande immobilière; et par suite, pour qu'elle puisse être intentée, il faut l'autorisation du conseil de famille. — Bord. 20 juin 1828. Laboubeyre C. Ve Dupiat.

4. On ne peut opposer à un tuteur qu'il a introduit sans autorisation une action immobilière, lorsqu'elle n'est devenue telle, de mobilière qu'elle était d'abord, que pendant le cours du procès. — Renn. 24 juill. 1810, t. 5, p. 51, vo *autor. de femm. mariée*, no 31.

5. On est d'autant moins recevable à opposer ce moyen qu'on ne l'a proposé que sur l'appel, et que le tuteur a lui-même un intérêt personnel dans la contestation. — Renn. 26 juill. 1810, t. 5, p. 51, vo *autor de femm. mariée*, no 32.

6. Celui qui a succombé dans une action immobilière intentée du chef d'un mineur par son tuteur ne peut faire annuler la procédure et les jugements qui l'ont suivie, par le motif que le conseil de famille n'avait pas donné son autorisation au tuteur. — Cass. 11 déc. 1810, t. 5, p. 55, no 37.

7. Aucun motif, même le plus grand intérêt des mineurs, ne peut autoriser l'aliénation ou le partage de leurs biens sans l'entier et préalable accomplissement des formalités du Code civil. — Cass. 26 août 1807, t. 8, p. 345, no 30.

8. Un tuteur a droit de faire des offres réelles sans l'autorisation du conseil de famille : il agit alors comme administrateur. — Cass. 5 déc. 1826, t. 32, p. 287.

9. Un jugement rendu sur l'acquiescement donné par un tuteur, sans y être autorisé par un conseil de famille à la demande du légataire, en délivrance d'un bien immeuble, est nul. — Brux. 15 juin 1814.

10. L'autorisation donnée au tuteur d'une femme interdite de poursuivre les acquéreurs des biens du mari pour assurer les droits mis en péril de la femme, comprend celle de former la surenchère. — Amiens, 29 déc. 1825. Demarly C. Anciaut.

11. Les procédures et poursuites faites contre des mineurs, sans avoir convoqué le conseil de famille, à l'effet de se faire continuer dans la tutelle, ou de faire nommer un nouveau tuteur, n'en sont pas moins régulières — Turin, 25 juin 1810, t. 9, p. 191, no 49.

12. Le curateur administrateur nommé à un homme privé des droits civils n'a pas besoin de l'autorisation du conseil de famille pour appeler d'un jugement qui aurait, dans le cas où il s'agissait d'une demande en partage, condamné celui qu'il représente. — Besanç. 10 therm. an XIII, t. 5, p. 24, no 9.

Art. 2. *Attributions.*

13 et 14. C'est au conseil de famille et non au tribunal qu'appartient le droit de nommer un curateur spécial à un mineur pour représenter celui-ci dans un procès contre son tuteur. — Ainsi sont nulles les poursuites intentées contre un mineur auquel le curateur *ad hoc*, qui devait être nommé pour le défendre a été donné par le tribunal et non par le conseil de famille. — Nanci, 7 juin 1827. Ve Pignatil C. Jamain.

15 et 16. Le curateur pour l'administration des biens d'un condamné par contumace doit être nommé, non par la famille de celui-ci, mais par le tribunal. — Caen, 3 mars 1828, t. 40, p. 75.

17. La délibération du conseil de famille n'est pas nulle en ce qu'elle nomme à un interdit un autre tuteur que sa femme. — Cass. 27 nov. 1816. — Orl. 9 août 1817, t. 8, p. 396, no 66.

18. Est nulle la nomination d'un tuteur à un interdit faite avant la signification du jugement qui prononce l'interdiction. — Cass. 13 octob. 1807, t. 8, p. 348 no 22.

19. Le conseil de famille commet un excès de pouvoirs lorsqu'il statue sur les contestations élevées entre le tuteur et le subrogé tuteur relativement aux comptes de tutelle. — Turin, 5 mai 1810, t. 8, p. 370, no 40.

20. Le jugement d'expédient passé au nom d'un mineur sans l'avis préalable de trois jurisconsultes est nul. — Turin, 29 juillet 1809, t. 8, p. 355, no 28. — V. *infrà*, no 127.

CHAP II. *Composition et convocation.* — Art. 1er. *Composition.* — § 1er. *Quelles personnes peuvent être membres d'un conseil de famille?*

21. Un conseil de famille est régulièrement composé, encore qu'il ne soit pas prouvé qu'il l'ait été par un juge de paix. — Renn. 6 janv. 1814, t. 14, p. 679, no 33.

22. La délibération du conseil de famille doit être annulée lorsque le juge de paix n'y a pas concouru — Bord. 21 juill. 1808, t. 8, p. 352, no 25. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 251, not. 2, no 1; PIG. *Comm.* t. 2, p. 584; et F. L. t. 5, p. 822.

23. Il suffit pour la validité d'une délibération d'un conseil de famille, qu'il résulte implicitement du procès-verbal que le juge de paix a voté, quoiqu'il n'en soit pas fait mention expresse. — Renn.

(1) *V. Appel*, 78. — *Dem. n.* 73. — *Enq.* 414. — *Enreg.* 152. — *Except.* 213, 304. — *Jug p. i.* 122. — *Off. réelles*, 1. — *Règl. j.* 27. — *Tier. opp.* 114, 137. — *Trib.* 197.

6 janv. 1814, t. 14, p. 679, nº 39.

24. Le subrogé tuteur et le juge de paix peuvent voter la destitution du tuteur qu'ils ont provoquée en convoquant le conseil de famille. — Renn. 14 fév. 1810. — Rouen, 17 nov. 1810, t. 8, p. 364, nº 35. — C'est l'opinion de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 416, not. 3; et Toull. t. 2, p. 328, nº 1135. — *V. infrà*, nº 32.

25. Les frères germains du mineur ou de l'interdit, les maris, les sœurs germaines et leurs descendants peuvent, s'ils sont en nombre suffisant, composer seuls le conseil de famille. — Cass. 16 juill. 1810, t. 8, p. 372, nº 42.

26. — Surtout s'ils n'ont pas provoqué l'interdiction. — Renn. 8 juill. 1833. Letort C. Divet.

27. Mais la composition du conseil de famille n'est pas nulle si le juge de paix n'a pas appelé les proches parents de celui dont l'interdiction est provoquée, à raison de leur intérêt à faire prononcer l'interdiction. — Renn. 8 juill. 1833. Letort C. Divet.

28. Le mari qui a des enfants d'une première femme peut, quoique remarié, être membre du conseil de famille. — Cass. 16 juill. 1810, t. 8, p. 372, nº 42 *bis*. — *V.* MM. F. L. t. 5, p. 820; Delv. t. 1, p. 432, not. 4; et Halt. p. 524.

29. La dissolution d'un premier mariage, et la circonstance que n'en ayant pas d'enfants, un homme a convolé en secondes noces, ne fait pas cesser en lui, et vis-à-vis des parents de sa première femme, la qualité qui lui donne le droit d'être appelé au conseil de famille. — Brux. 11 juin 1812, t. 8, p. 385, nº 57. — *Contrà*, MM. Durant. t. 3, p. 451, à la not.; et Delvinc. t. 3, p. 432. — *V.* le nº suivant.

30. Un beau-frère doit être mis au nombre des alliés, quoique sa femme soit morte sans enfants, et qu'il ait contracté un nouveau mariage; et la délibération d'un conseil de famille est nulle, si l'on a appelé pour y représenter l'une des lignes, des amis de la personne dont l'interdiction est demandée, de préférence à ce beau-frère demeurant sur les lieux. — Cass. 24 fév. 1825, t. 29, p. 58. — *V.* le nº précéd.

31. Un tuteur ne peut concourir aux délibérations du conseil de famille concernant les actes pour lesquels il doit être autorisé par ce conseil. — Brux. 25 mars 1831. Verneyde C. Govaert.

32. Le subrogé tuteur peut être membre du conseil de famille lorsque les intérêts du pupille ne sont pas en opposition avec ceux du tuteur. — Cass. 3 septemb. 1806, t. 8, p. 342, nº 15 *bis*. — *V.* MM. F. L. t. 5, p. 820; Pig. *Comm.* t. 2, p. 585; Merl. *Rép.* t. 2, p. 879, nº 2; Toull. t. 2, p. 326, et Halt. p. 523. — V. *suprà*, nº 24.

33. Sont nulles les délibérations d'un conseil de famille où n'a pas été appelé tout ascendant non valablement excusé. — Colm. 27 avr. 1813, t. 8, p. 387, nº 59.

34. Un père mort civilement peut assister à un conseil de famille délibérant sur le mariage de sa fille, pourvu néanmoins qu'outre le père il y ait un nombre suffisant de parents délibérants. — Paris, 26 therm. an IX, t. 8, p. 330, nº 1.

35. Lorsque les parents les plus proches du mineur, cités pour composer le conseil de famille, ont fait défaut, ils peuvent encore être rappelés par le juge de paix et composer le conseil de famille, même à l'exclusion d'autres parents convoqués à leur défaut. — Paris, 7 flor. an XIII, t. 8, p. 338, nº 8.

36. La comparution des parents à une première assemblée de famille déclarée illégale n'est pas un motif qui doive les exclure d'une seconde, surtout si leur délibération n'a pas été connue. — Paris, 7 flor. an XIII, t. 8, p. 339, nº 9.

37. Comme aussi, lorsqu'un tribunal annule une délibération de famille, il commet un excès de pouvoir, si, en ordonnant qu'il sera convoqué un nouveau conseil, il en exclut, hors des cas déterminés par la loi, les membres qui composent le premier, et le juge de paix qui les présidait. — Cass. 13 oct. 1807, t. 8, p. 347, nº 21. — *V.* MM. F. L. t. 5, p. 825, § 8; B. S. P. p. 683, not. 11, nº 2; Toull. t. 2, p. 352; Halt. p. 526.

38 et 39. Les membres d'un conseil de famille n'en sont pas exclus pour avoir donné précédemment leur avis sur l'objet de la délibération. — Paris, 27 janv. 1820, t. 8, p. 405, nº 75.

40. Un frère, quoiqu'il ait des motifs de voter contre l'interdiction de son frère, ne doit pas être exclu du conseil de famille. — Caen, 15 janv. 1811, t. 8, p. 376, nº 46. — *V.* M. B. S. P. p. 683, not. 11, nº 2.

41. La renonciation à une tutelle légale ou l'inconduite ne sont pas des motifs d'exclusion du conseil de famille. — Besanç. 26 août 1808, t. 8, p. 352, nº 27.

42. La non-continuation de la tutelle à cause de convol n'est pas, dans le sens de la loi, une des raisons de destitution de la tutelle, qui donne lieu également à l'exclusion du conseil de famille. — Brux. 30 mai 1810, t. 8, p. 371, nº 41. — M. Delvinc. t. 1, p. 424, not. 3, réfute cette doctrine.

43. La mère qui perd la tutelle faute d'avoir convoqué le conseil de famille avant de convoler en secondes noces, peut encore être nommée tutrice par le conseil de famille. — Metz, 20 avr. 1820, t. 8, p. 406, nº 77.

44. Est nulle la délibération d'un conseil de famille à laquelle a concouru la partie adverse des mineurs. — Aix, 3 fév. 1832. Arlhaud.

45. Un membre du conseil ne peut assister comme membre et comme représentant d'un autre membre. — Turin, 20 fév. 1807, t. 8, p. 343, nº 17.

46. Le membre qui, appelé à concourir à la nomination d'un tuteur, se fait représenter par un procureur spécial, n'est pas obligé d'émettre son vœu dans sa procuration même. — Metz, 24 brum. an XIII, t. 8, p. 334, nº 3. — *V.* M. Delap. t. 2, p. 421. — V. *suprà*, nº 55.

47. Il n'est pas nécessaire pour la validité des délibérations d'un conseil de famille qu'il soit composé des parents les plus proches du mineur, surtout lorsqu'il s'agit de conseil de famille convoqué d'office, cas où on ne peut admettre aucun soupçon d'exclusion ou de choix frauduleux. — Turin, 10 avr. 1811, t. 8, p. 376, n. 47. — V. *infrà*, n. 70.

48. Est valable une délibération de conseil de famille dans laquelle n'est point intervenu un parent plus proche, qui était inconnu lors de la convocation du conseil. — Brux. 15 mars 1806, t. 8, p. 367, n. 36.

49. Le juge de paix n'est pas obligé d'appeler au conseil de famille des parents plus proches, mais domiciliés hors du rayon déterminé par l'art. 407 du Code civil, lorsque d'ailleurs, pour la composition du conseil, il s'est conformé à cet article. — Rouen, 29 nov. 1816, t. 8, p. 398, n. 69. — M. Durant. t. 3, p. 455 et 456, adopte cette doctrine. — M. Delvinc. cite des cas où le juge de paix n'aurait pas le droit de remplacer ces parents.

50. Les assemblées de famille doivent être composées exclusivement de parents; les amis ne doivent y être appelés qu'à leur défaut. — Paris, 26 pluv. an XI, t. 8, p. 331, nº 2. — *V.* les observations du J. A. et F. L. t. 5, p. 823, § 4, nº 7.

51. Ainsi les parents domiciliés hors la distance de deux myriamètres doivent, lorsqu'ils le demandent, être appelés au conseil de famille par préférence aux amis. — Besanç. 26 août 1808, t. 8, p. 352, nº 26. — L'exclusion du conseil de famille ne doit être prononcée que dans les cas expressément prévus par la loi. — *V.* M. Durant. t. 3, p. 455.

52. Un conseil de famille convoqué à la requête d'un subrogé tuteur, à l'effet d'être autorisé à poursuivre la nullité d'une vente faite par le tuteur sans autorisation préalable d'un conseil de famille, est valable encore bien qu'il ne soit composé que d'amis, si l'acquéreur défendeur à l'action en nullité n'indique pas d'autres parents demeurant dans la distance fixée par la loi. — Orl. 9 déc. 1807, t. 8, p. 351, n. 23.

53. Le conseil de famille appelé à prononcer sur l'état d'une personne dont l'interdiction est provoquée, peut être composé en partie d'amis, quoiqu'il y ait des parents dans l'arrondissement. — Paris, 28 fév. 1814, t. 14, p. 680, n. 41.

54. La délibération du conseil de famille est nulle, si ceux qui provoquent l'interdiction y ont concouru. — Montp. 18 mess. an VIII, t. 14, p. 650, n. 14.

55. Un parent peut se faire remplacer par un mandataire au conseil de famille consulté sur la demande en interdiction. — C'est ce que décident MM. D. C. p. 593, 9e alin., et CARR. t. 3, p. 265, n. 3015, qui veulent cependant que le mandant donne son avis dans le pouvoir qu'il remet au mandataire. — V. J. A. t. 14, p. 690, n. 57. — V. *suprà*, no 46.

56. La femme de l'interdit a le droit de faire partie du conseil de famille qui doit nommer le tuteur. — Brux. 20 juill. 1812, t. 14, p. 677, n. 35. — M. F. L. t. 3, p. 93, 1re col. *in fine*, soutient que, dans aucun cas, l'époux ni les enfants ne doivent faire partie du conseil de famille. — MM. DURANT. t. 3, p. 676, 2e alin., et PROUDH. t. 2, p. 317, 1er alin., pensent différemment.

57. Mais la délibération du conseil de famille n'est pas nulle parce qu'on n'y a point appelé la femme de l'individu dont l'interdiction est provoquée. — Paris, 28 fév. 1814, t. 14, p. 680, n. 42.

58. Les parents et amis appelés à donner leur avis, peuvent se borner à émettre leur opinion sur l'état de l'individu dont l'interdiction est provoquée, sans déclarer qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à l'interdiction. — Paris, 28 fév. 1814, t. 14, p. 680, n. 44.

§ 2. *De combien de membres il doit être composé.*

59. Un conseil de famille doit être composé de six membres; et si l'un deux vient à être dispensé, les cinq autres membres ne peuvent valablement délibérer. — Agen, 26 mars 1810, t. 8, p. 368, no 38. — V. M. DURANTON, t. 3, p. 457, à la note.

60. Lorsqu'un conseil de famille a été formé d'un nombre suffisant de parents, sa délibération n'est pas nulle parce qu'un membre aurait été illégalement représenté. — Turin, 20 fév. 1807, t. 8, p. 342, no 16.

61. Une délibération du conseil de famille est nulle, si ce conseil n'a pas été composé des six parents plus proches. — Lyon, 15 fév. 1812, t. 8, p. 380, no 51.

62. La délibération d'un conseil de famille est nulle si elle est rendue sans qu'il y ait eu citation des six parents les plus proches en degré, donnée à leur personne ou remise à leur domicile. — Rouen, 7 avr. 1827, t. 33, p. 136.

63 et 64. Un conseil de famille auquel les parents les plus proches n'ont pas été appelés, et dont les membres ont été convoqués le matin pour midi, a pu donner au mariage d'un mineur un consentement tel, que l'irrégularité de l'assemblée n'emporte pas la nullité du mariage. — Cass. 22 juill. 1807, t. 8, p. 344, no 18. — V. MM. DELVINCOURT, t. 2, p. 456, not. 3; TOULL. t. 2, p. 323, not. 1, et p. 329, no 1119; HAUT. p. 523.

65. Le vœu de la loi est rempli lorsqu'il a été convoqué trois parents de chaque ligne devant le juge de paix pour former le conseil de famille, quoique l'un des parents réunis n'ait pu prendre part à la délibération. — Rouen, 17 nov. 1810, t. 8, p. 364, no 34. — V. les observations J. A. et *infrà*, no 84.

66. On peut faire annuler les délibérations d'un conseil de famille composé d'un nombre inégal de parents pris dans chacune des deux lignes, lorsque la présence de plusieurs autres parents dans la commune où le conseil est convoqué permettait de remplir le vœu de la loi. — Liége, 4 janv. 1811, t. 8, p. 373, no 44.

67. Le principe que les enfants nés hors mariage n'ont d'autres parents que leur mère rend inapplicable à leur égard la disposition du Code civil qui veut que le conseil de famille soit composé de six parents ou alliés, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel. — Cass. 3 sept. 1806, t. 8, p. 342, no 15. — V. MM. F. L. t. 5, p. 820; PIG. *Comm.* t. 2, p. 585; MERL. *Rép.* t. 2, p. 879, n. 2; TOULL. t. 2, p. 326, et HAUT. p. 523.

68. Ainsi le conseil de famille assemblé pour nommer un tuteur à un enfant naturel peut n'être composé valablement que des amis du père. — Cass. 7 juin 1820, t. 8, p. 408, n. 79.

69. Lorsque le conseil de famille a délibéré au nombre de plus de six parents ou amis, la délibération est nulle. — Amiens, 11 fruc. an XIII, t. 8, p. 341, n. 13. — V. M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 584.

§ 3. *Effets du vice de composition.*

70. L'inobservation des formalités exigées pour la composition d'un conseil de famille entraîne la nullité de ses délibérations. — Angers, 29 mars 1821, t. 23, p. 115.

71. La nullité provenante de l'inobservation des dispositions de l'art. 407 C. C. est d'ordre public et ne peut être couverte par l'acquiescement des parties. — Angers, 29 mars 1821, t. 23, p. 115.

72. Jugé au contraire que l'inobservation des règles prescrites par l'art. 407 C. C. pour la formation du conseil de famille n'entraîne pas la nullité des délibérations de ce conseil. — Toul. 1er fév. 1827. Turle C. Turle.

Art. 2. *Convocation.* — § 1er. *Qui a le droit de convoquer le conseil?*

73. Le ministère public ne peut requérir la convocation du conseil de famille et poursuivre d'office la nomination d'un curateur. — Cass. 27 frim. an XIII, t. 8, p. 335, n. 6. — V. M. CARR. t. 3, p. 451, not. 2, n. 3. — V. *infrà*, no 75.

74. Le conseil de famille ne peut être convoqué qu'à la diligence du subrogé tuteur, ou d'office par le juge de paix, lorsqu'il s'agit de la destitution d'un tuteur. — Montp. 9 prair. an XIII, t. 8, p. 339, n. 10.

75. Le ministère public n'a pas qualité pour convoquer le conseil de famille et requérir d'office la destitution d'un tuteur et une nouvelle organisation de la tutelle, ni pour demander que les baux des biens d'un interdit soient adjugés aux enchères publiques. — Cass. 11 août 1818, t. 16, p. 781, n. 45. — V. M. F. L. t. 3, p. 575, n. 8. — V. *suprà*, no 73.

76. Le parent qui provoque la destitution du tuteur peut convoquer le conseil de famille. — Aix, 24 août 1829, t. 8, p. 359, n. 31.

77. Si le subrogé tuteur néglige de provoquer la destitution d'un tuteur qui malverse, les parents ou alliés peuvent la provoquer. — Orl. 9 prair. an XII, t. 8, p. 333, n. 4. — Tout parent peut aussi poursuivre l'homologation d'une délibération prise par le conseil de famille. C'est l'opinion de M. B. S. P. p. 679.

78. Ce n'est pas à celui qui provoque l'assemblée de famille, c'est au juge de paix seul qu'appartient de convoquer des amis à défaut de parents. — Besanç. 9 avr. 1808, t. 8, p. 351, n. 34. — V. M. DELVINCOURT, t. 1, p. 433, not. 10.

§ 2. *Où s'assemble le conseil? Présidence.*

79. L'assemblée du conseil de famille doit, à peine de nullité, être convoquée devant le juge de paix du domicile du mineur. — Turin, 13 mai 1811, t. 8, p. 379, n. 50.

80. Comme aussi, lorsqu'il s'agit de remplacer un tuteur décédé, la convocation du conseil de famille doit se faire devant le juge de paix du domicile que le mineur avait avant la tutelle. — Cass. 29 nov. 1809, et 23 mars 1819, t. 8, p. 360, n. 33. — Les auteurs sont presque unanimes dans le sens de cette décision. — MM. DURANT. t. 1, p. 281; B. S. P. p. 678, not. 1; TOULL. n. 1114; DELVINC. t. 1, p. 431, no 2; DELAP. t. 2, p. 417. — Cependant M. DELAP. t. 2, p. 418, dit que c'est devant le juge du domicile du tuteur défunt. — M. LEP. p. 582, 3e quest., et les auteurs du PR. FR. font des distinctions assez spécieuses.

81. De même l'assemblée d'un conseil de famille pour la nomination d'un nouveau tuteur doit toujours avoir lieu dans le lieu du premier domicile, malgré le

changement successif du domicile du tuteur —Rouen, 31 août 1818, t. 8, p. 400, n. 71. — *V.* le n° qui précède.

82. Est une cause de nullité d'ordre public l'*incompétence d'un juge de paix* devant lequel a été *ordonnée l'assemblée* d'un conseil de famille pour nommer le tuteur d'un interdit. — Nanci, 22 juill. 1827. Le comte Rougrave C. Halbong.

83. Lorsqu'un jugement, commettant un juge de paix étranger au domicile du mineur pour présider le conseil de famille, a été exécuté sans contestation, on ne peut plus demander l'annulation de la délibération de ce conseil, sur le motif qu'il aurait dû l'être par le juge de paix du domicile du mineur. — Metz, 20 avr. 1820, t. 8, p. 406, n. 76.

CHAP. III. *Délibération du conseil de famille.*—Art. 1er. *Forme de la délibération. — Notification.*

84. La loi n'exige pas que les trois quarts des membres d'un conseil de famille délibèrent; mais seulement qu'ils soient présents, et que la majorité émette un vœu uniforme.— Brux. 15 mars 1806, t. 8, p. 367, n° 37. — *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 2, p. 584; et DURANT. t. 3, n° 465, à la not. — V. *suprà*, n° 65.

85. La tutelle n'est valablement déférée qu'à la majorité absolue des suffrages. — Metz, 16 fév. 1812, t. 8, p. 381, n° 54 *bis*. — Cette opinion, partagée par MM. DURANT. t. 3, p. 458, n° 466; DELVINC. t. 1, p. 435, not. 1; F. L. t. 5, p. 822, est combattue par MM. LOCRÉ, *Esprit du C. C.* p. 89, et TOULL. t. 2, p. 331.

86. La mention expresse dans l'acte d'assemblée de famille, que tels parents intervenants ont été convoqués par défaut ou par éloignement d'autres parents plus proches, lorsqu'elle ne résulte d'aucune exclusion volontaire ni frauduleuse, n'est point prescrite à peine de nullité. — Turin, 5 mai 1810, t. 8, p. 370, n° 39. — V. *suprà*, n° 47.

87. Les délibérations d'un conseil de famille qui ne sont pas rendues à l'unanimité doivent bien mentionner l'avis, mais non les motifs de chacune des opinions. — Brux. 26 juill. 1831, p. 174, t. 42.

88. Lorsque les délibérations d'un conseil de famille ne sont pas unanimes, il n'est pas nécessaire que l'avis de chacun des membres soit nominativement exprimé au procès-verbal, si la délibération n'est pas sujette à l'homologation. — Metz, 16 fév. 1812, t. 8, p. 381, n. 54. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 255, n. 2994.

89. La disposition de l'art. 883 du Code de procédure qui veut que l'avis de chaque membre du conseil de famille soit consigné dans le procès-verbal quand ses délibérations ne sont pas unanimes, ne s'applique pas au cas où il s'agit de la nomination d'un tuteur. — Paris, 6 oct. 1814, t. 8, p. 391, n. 65. — *V.* M. DURANT. t. 3, p. 469, n. 477, à la not.

90. Il n'est pas nécessaire que les motifs pour lesquels la femme est exclue de la tutelle soient énoncés dans la délibération. — Orl. 9 août 1817, t. 8, p. 396, n. 67.

91. Comme aussi, lorsque le conseil de famille est convoqué pour décider s'il y a lieu de conserver la tutelle à la mère remariée, il n'est pas nécessaire d'insérer dans le procès-verbal les motifs de l'avis de chacun des membres qui le composent. — Cass. 17 nov. 1813, t. 8, p. 389, n. 62. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 280, et les observations J. A.

92. Le procès-verbal de la nomination d'un tuteur doit être sur papier timbré.—Cass. 16 août 1809, t. 8, p. 359, n° 30. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 586.

93. Quand le tuteur nommé a en sa faveur la majorité absolue du conseil de famille, ou la majorité relative, à cause du suffrage du juge de paix, les parents dont l'avis ne lui a pas été favorable ne peuvent pas demander une nouvelle convocation du conseil de famille, si d'ailleurs ils n'articulent aucun motif de reproche contre lui. — Paris, 6 oct. 1814, t. 8, p. 293, n. 64.

94. A défaut du membre désigné, quelles personnes peuvent faire la notification prescrite par l'art. 882 C. P. C., et quelle peine encourt le membre négligent ? — La notification peut être faite par un autre membre de l'assemblée, et aux frais du membre négligent. — *V.* J. A. t. 8, p. 411, n. 85.— LEP. p. 580, et CARR. t. 3, p. 253, n. 2992.

95. La notification prescrite par l'art. 882 C. P. C. est-elle nécessaire lorsque le tuteur nommé était membre du conseil de famille, et représenté par un mandataire? — Le mandataire n'ayant reçu mandat que de voter sur la nomination du tuteur, n'a pas pouvoir pour accepter ou refuser immédiatement pour son mandant la nomination faite par le conseil. — *V.* J. A. t. 8, p. 412, n. 86; M. CARR. t. 3, p. 254, n. 2993; et D. C. p. 586, qui professe une opinion contraire

96. L'autorisation donnée par un conseil de famille à un tuteur, à l'effet d'intenter un procès pour son pupille, est valable, quoique non motivée. — Brux. 26 juill. 1831, t. 42, p. 174.

97. Un tuteur ne peut, sans autorisation, consentir à ce qu'une instance en partage d'immeuble intéressant son pupille soit jugée en vacation. — Rennes, 12 mars 1834, t. 47, p. 637.

98. Mais la nullité d'une demande intentée par un tuteur sans l'autorisation du conseil de famille, ne peut être invoquée que par le mineur. — Bord. 29 août 1833, t. 47, p. 601. — V. *suprà*, n° 70 et s.

Art. 2. *Voies contre la délibération.* — § 1er. *Qui peut recourir contre la délibération?*

99. La disposition de l'art. 883 C. P. C., portant que si les délibérations du conseil de famille ne sont pas unanimes, l'avis de chacun des membres qui le composent sera mentionné au procès-verbal, et que les tuteur, subrogé tuteur ou curateur, même les membres de l'assemblée, pourront se pourvoir contre la délibération, est applicable aux délibérations du conseil de famille dans le cas prévu par l'art. 160 C. C.; et ainsi les membres du conseil qui, dans ce cas, n'ont pas été de l'avis de la majorité, peuvent se pourvoir contre la délibération ou la résolution. — Brux. 3 fév. 1827.

100. On est recevable à demander la nullité d'une délibération relative à une tutelle, alors même que l'on y aurait acquiescé.—Colm. 27 avr. 1813, t. 8, p. 387, n° 60.

101. L'assistance d'un membre au conseil de famille ne le rend pas non recevable à demander la nullité des délibérations, s'il agit dans l'intérêt du mineur. — Lyon, 15 fév. 1812, t. 8, p. 380, n° 52. — *V.* MM. DELVINC. t. 1, p. 435, note 3, et CARR. t. 3, n° 2996.

102. Cette annulation peut être demandée par un des parents qui a été membre du conseil, sans protestation ni réserve, et qui n'a pas fait rédiger séparément son avis dans le procès-verbal. — Liége, 4 janv. 1811, t. 8, p. 373, n° 45.

103. La demande est recevable lors même que le membre qui la forme n'est point parent du mineur qui demande à contracter mariage, et qu'il n'a été appelé à faire partie du conseil que comme ami, à défaut de parents.—Brux. 3 fév. 1827.

104. Un père qui demande la tutelle de son enfant majeur interdit peut proposer, pour la première fois en appel, les nullités de la délibération du conseil de famille qui a nommé un étranger pour tuteur. — Metz, 16 fév. 1812, t. 8, p. 381, n° 56.

105. Le tuteur ne peut appeler d'une délibération du conseil de famille qui le destitue, lorsqu'il a assisté à cette délibération et n'a point réclamé. — Brux. 18 juill. 1810, t. 8, p. 373, n° 43.

106. La mère ne peut attaquer la délibération d'un conseil de famille assemblé pour nommer un tuteur à son enfant, si, à l'époque de cette délibération, elle n'avait pu encore déclarer légalement sa maternité. — Cass. 7 juin 1820, t. 8, p. 408, n° 78.

107. Lorsqu'un tuteur veut se pourvoir contre la délibération qui l'a destitué, quelles personnes doit-il assigner pour faire juger sa demande en maintenue? — L'art. 883 C. P. C. ajoute-t-il sur ce point aux dispositions de l'art. 448 C. C.? Faut-il assigner le subrogé tuteur et les membres du

conseil de famille? — La Cour de Liége a jugé, le 17 mars 1831, qu'il ne fallait assigner que le subrogé tuteur. — T. 45, p. 149. — *V*. J. A. t. 8, p. 413, n. 88, où nous avons rapporté et examiné l'opinion de MM. Toull. t. 2, p. 355, n. 1177 et 1178; Proud. *Cours de droit civil*, t. 2, art. 448; Durant. t. 3, p. 468 et 501, n. 475 et 514; Carr. t. 3, p. 255, n. 2997; F. L. t. 1, p. 280, n. 3; Delap. t. 2, p. 425; D. C. p. 587-590; B. S P. t. 2, p. 679; et Pig. t. 2, p. 375, § 4, n. 3.

108. Un interdit ne peut, surtout après avoir plaidé au fond, demander la nullité de la délibération du conseil de famille qui a provoqué son interdiction, sous prétexte qu'on ne lui aurait pas notifié préalablement la cédule du juge de paix qui a convoqué ce conseil. — Renn. 8 mai 1833. Letort C. Divet.

109. Lorsqu'une délibération du conseil de famille est attaquée, le juge de paix qui a présidé ne peut être assigné au procès comme partie; on ne peut agir contre lui, dans ce cas, que par la voie de prise à partie. — Cass. 29 juill. 1812, t. 8, p. 386, n. 58. — *V*. MM. F. L. t. 1, p. 280, n. 3; Carr. t. 3, p. 276, n. 2998; Delvinc. t. 1, p. 436, not. 4; D. C. p. 587; et Haut. p. 521.

110. L'intervention d'un membre d'un conseil de famille dans une demande en nullité de la délibération qui nomme un tuteur, est suffisamment autorisée par sa qualité d'oncle du mineur. — Lyon, 15 fév. 1812, t. 8, p. 380, n. 53.

§ 2. *Quelle voie doit être employée? Quel tribunal peut être saisi?*

111. Les conseils de famille, quoique présidés par des juges de paix, ne sont pas considérés comme tribunaux, et leurs délibérations ne peuvent être attaquées par la voie d'appel. — Cass. 15 vent. an XIII, t. 8, p. 337, n° 7. — V. *ibid.* les observations en ce sens, et MM. Merl. *Rép.* t. 2, p. 880; Carr. n. 2989 et la note, et 2990 et la note; Haut. p. 528.

112 Il n'est pas nécessaire, pour faire prononcer la nullité d'une délibération d'un conseil de famille, d'appeler du jugement qui l'a homologuée; il suffit d'attaquer cette délibération et l'acte qui en a été la suite. — Aix, 3 fév. 1832. Ailhaud.

113. C'est aux tribunaux civils d'arrondissement, et non aux juges de paix, qu'il appartient de statuer sur les contestations qui s'élèvent sur l'exécution ou à l'occasion des avis du conseil de famille. — Amiens, 11 fruct. an XIII, t. 8, p. 341, n. 14. — *V*. MM. Durant. t. 3, p. 466, n. 472; Carr. t. 3, p. 257, n. 2999; et F. L. t. 1, p. 282, n. 6. — Quoique les délibérations qui nomment un tuteur ne soient pas sujettes à l'homologation, les oppositions formées à leur exécution doivent être portées devant les tribunaux qui peuvent les réformer ou les annuler. — Angers, 6 août 1819, t. 8, p. 405, n. 74.

114. Les tribunaux peuvent, s'il y a dissentiment entre les membres du conseil de famille, suppléer par leur autorité au refus de consentir au mariage d'un mineur. — Liége, 30 avr. 1811, t. 8, p. 378, n. 49. — Le conseil de famille doit rendre compte des motifs du refus, suivant M. Toull. liv. 5, t. 5, n° 547, dont l'opinion est combattue par M. Merl. t. 16, p. 303. — *V*. aussi M. B. S. P. p. 680, not. 5.

115. Les juges qui ont annulé la nomination d'un tuteur ne sont pas compétents pour en nommer un autre à sa place. — Orl. 9 août 1817, t. 8, p. 390, n. 68.

116. Ainsi le tribunal qui, destituant un tuteur, désigne celui que le conseil de famille devra choisir, commet un excès de pouvoir. — Montp. 9 prair. an XIII, t. 8, p. 339, n. 11.

117. Lorsqu'un tuteur se pourvoit contre la délibération du conseil de famille qui le destitue comme incapable, les juges n'ont point d'autre mesure, pour apprécier la conviction du conseil, que la connaissance, supposée par la loi dans les membres qui le composent, des faits et des circonstances soumis à leur examen. — Turin, 10 avr. 1811, t. 8, p. 377, n. 48.

118. Le président du tribunal saisi d'une demande en interdiction est compétent pour recevoir l'avis du conseil de famille sur l'état de la personne à interdire. — Paris, 15 mai 1813, t. 8, p. 389, n. 61.

Chap. IV. *Homologation de la délibération.* — Art. 1er. *Nécessité de l'homologation. Procédure pour y parvenir.*

119. Une délibération du conseil de famille qui autorise un mineur émancipé à répudier une succession d'immeubles n'est pas nulle, quoiqu'elle ne soit ni motivée ni homologuée par le tribunal. — Toul. 5 juin 1829. Delboy C. Méric.

120. Un acte de nomination de tuteur est valable, et le tuteur peut exercer les fonctions de la tutelle, bien que cet acte ne soit pas homologué par justice. — Metz, 24 brum. an XIII, t. 8, p. 333, n. 3.

121. Le ministère des avoués est-il nécessaire dans les instances en homologation des délibérations des conseils de famille? — M. Hautf. émet l'opinion que le ministère des avoués est inutile. — MM. Delap. t. 2, p. 425, et Loret, t. 5, p. 585, sont d'un avis contraire, mais ils ne se fondent que sur l'usage et la force des choses; ils ont écrit qu'aucune requête à fin d'homologation ne se trouve taxée dans le décret du 16 fév. 1807. — Le tarif est au contraire formel à cet égard. *V*. l'art. 78. — M. Desisles, p. 17, 18 et 50, ne conteste pas ce droit aux avoués. — *V*. J. A. t. 8, p. 408, n. 80.

122. Faut-il que le membre du conseil de famille qui poursuit l'homologation, en cas de négligence de celui qui en était chargé, assigne celui-ci sur cette poursuite? — MM. Carr. t. 3, p. 260, n 3005, et D. C. p. 590, professent l'affirmative sur cette question. — L'art. 887 C. P. C., selon ces auteurs, en disant que l'homologation doit être poursuivie *aux frais de celui-ci*, indique bien qu'il faut l'appeler. — *V*. J. A. t. 8, p. 410, n. 82.

123. Le délai de quinzaine fixé l'art. 887. C. P. C. est-il susceptible de l'augmentation en raison de la distance du domicile de celui qui est chargé de poursuivre l'homologation au lieu où siége le tribunal. — MM. Carr t. 3. p. 259, n. 3004; les auteurs du Pr. Fr. t. 5, p. 163; et Lep. p. 583, quatrième question, enseignent la négative. — *V*. J. A. t. 8, p. 409, n. 81.

124. Les formalités des art. 885 et 886 doivent-elles être suivies dans tous les cas où il y a lieu à homologation, et cette homologation doit-elle être donnée en audience publique? — La première partie de cette question ne peut faire difficulté; l'art. 885 C. P. C. dit : *dans tous les cas où il s'agit d'une délibération sujette à homologation.* Quant à la seconde partie de la question, le principe général est pour la publicité d'audience; il faut une disposition pour autoriser le huis-clos, et cette autorisation n'existe que pour le cas prévu par l'art. 458 C. C. dont l'abrogation n'a été prononcée virtuellement par aucun article du C. P. C. — *V*. MM. Carr. t. 3, p. 258, n. 3003; Pig. et Haut. p. 522.

125. Lorsqu'une première délibération d'un conseil de famille est annulée et qu'un nouveau tuteur est nommé, ce tuteur peut intervenir dans l'instance en homologation de la délibération, quoiqu'il n'ait pas fait partie du conseil. — Angers, 29 mars 1821, t. 23, p. 115.

126. Le tribunal à l'homologation duquel est présentée la délibération d'un conseil de famille autorisant la vente de biens de mineur, ne peut ordonner d'office que la vente sera faite sous des conditions que la délibération n'a pas prévues. — Colm. 11 avr. 1822, t. 24, p. 386.

Art. 2. *Voies contre le jugement d'homologation.*

127. Dans quel délai ceux qui n'ont pas été appelés au jugement d'homologation peuvent-ils se pourvoir par opposition? — MM. Carr. t. 3, p. 260, n. 3006, et Delv. t. 1, p. 437, not. 2, pensent que, la loi ne fixant aucun

délai, on doit assimiler les opposants aux tiers opposants ordinaires, avec cette différence qu'aucune amende ne peut être prononcée contre eux. — *V.* J. A. t. 8, p. 411, n. 84, où cette opinion est adoptée, avec cette restriction que l'opposition ne pourra plus être reçue lorsque la délibération aura été exécutée.

128. La nullité résultante de ce qu'un expédient homologué en justice dans l'intérêt d'un mineur n'a pas été précédé de l'avis de trois jurisconsultes, doit être demandée par opposition.—Turin, 29 juill. 1809, t. 8, p. 355, n. 29. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 262, n. 3010, et F. L. t. 1, p. 231, n. 6, dernier alinéa.— V. *suprà*, n° 20.

129. La voie de l'appel est-elle permise aux membres d'un conseil de famille qui n'ont point formé opposition au jugement d'homologation, ou qui, après avoir déclaré leur opposition par acte extrajudiciaire, n'ont pas comparu sur l'assignation qui leur a été donnée?—L'art. 889 C. P. C. est trop général pour qu'on puisse admettre une déchéance du droit d'appel par suite du non-exercice du droit d'opposition; ainsi la question doit être résolue par l'affirmative, malgré l'opinion de M. Carr. t. 3, p. 261, nos 3007, 3008 et 3009. —*V.* J. A. t. 8, p. 415, n. 89.

130. La tutelle d'un majeur interdit n'appartient pas de droit à son père; mais celui-ci peut interjeter appel d'un jugement qui homologue une délibération qui la lui refuse.—Metz, 16 fév. 1812, t. 8, p. 381, n. 55.

131. Le ministère public n'a pas qualité pour appeler d'un jugement qui homologue la délibération d'un conseil de famille. — Cass. 26 août 1807 et 8 mars 1814, t. 8, p. 344, n. 19. — C'est un point bien constant.—*V.* MM. Carr. t. 3, p. 253, not. 2, p. 268, n° 3; Pig. *Comm.* t. 2, p. 590, n° 1; Delvinc. t. 1, p. 437, note 3.

132. On peut admettre la tierce opposition d'une partie qui n'a pas été appelée à l'homologation d'une délibération de conseil de famille portant un préjudice réel à ses droits.— Renn. 31 août 1818, t. 8, p. 400, n° 72.— C'est l'opinion de tous les auteurs.—*V.* MM. F. L. t. 1, p. 281, n° 6; Pig. t. 2, p. 375, § 4, n° 2; Pr. Fr. t. 5, p. 154; Carr. t. 3, p. 255, n° 2995.

CONSEIL DE GUERRE. *V. Avoc.* 42.

CONSEIL JUDICIAIRE (1).

C. Ier. DE LA NOMINATION DU CONSEIL JUDICIAIRE.—1° Quand le conseil peut être nommé; 2° qui peut le nommer; 3° qui peut être nommé, 1 à 5.— C. II. DU JUGEMENT DE NOMINATION. —1° Publication et signification; 2° effets du jugement, 6 à 16.

Chap. Ier. *De la nomination du conseil judiciaire.* — 1° *Quand ce conseil peut être nommé;* 2° *qui peut le nommer;* 3° *qui peut être nommé?*

1. On peut nommer un conseil judiciaire à un sourd-muet qui ne sait ni lire ni écrire. — Lyon, 14 janv. 1812, t. 14, p. 673, n° 32.— V. M. Delvinc. t. 1, p. 479.

2. Lorsque le ministère public poursuit l'interdiction d'un individu pour ivresse assimilée à la fureur, si le tribunal ne trouve pas cause suffisante d'interdiction et qu'il existe des parents, il ne peut nommer un conseil judiciaire. — Besanç. 25 août 1810, t. 14, p. 673, n° 31.—*V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 592; et B. S. P. p. 683, not. 11, n° 3.

3. On ne peut, par des conclusions nouvelles, substituer à une demande en interdiction pour démence, fureur ou imbécillité, une demande en dation de conseil judiciaire pour cause de prodigalité. — Orl. 19 déc. 1806, t. 14, p. 663, n° 20. — *V.* MM. Haut. p. 535; Pig. *Comm.* t. 2, p. 599.

4. C'est le juge et non le conseil de famille qui doit nommer le conseil judiciaire, pour intenter l'action en reddition de compte contre le conseil judiciaire déjà existant.— Turin, 12 avr. 1808, t. 14, p. 667, n° 23. — *V.* MM. B. S. P. p. 682, n° 7; et Merl. *Rép.* t. 10, p. 152, n° 3.

5. Le conseil judiciaire doit être pris hors de la famille, afin qu'il ne soit pas trop intéressé à ne jamais aliéner les biens.— Amiens, 25 therm. an xi, t. 14, p. 656, n° 7.

5 *bis.* Le jugement qui nomme un conseil judiciaire n'a pas besoin d'être inséré dans un journal, lorsqu'il a d'ailleurs été notifié et affiché. — C. T. t. 2, p. 393-45.

Chap. II. *Du jugement de nomination.* — 1° *Publication et signification;* 2° *effets du jugement.*

6. Pour que le jugement portant nomination d'un conseil judiciaire produise son effet, il n'est pas nécessaire qu'il soit inséré dans un journal, lorsqu'il a d'ailleurs été notifié et affiché.—Cass. 9 juill. 1816. — Nanci, 17 fév. 1829, t. 14, p. 683, n° 48; t. 38, p. 242.

7. Il suffit, pour remplir le vœu de l'art. 105 C. C., que le jugement de nomination d'un conseil judiciaire soit inscrit par extrait à la chambre des notaires de l'arrondissement. — Turin, 4 janv. 1812, t. 1, p. 161, v° *acquiescement*, n° 75.

8. Le délai de dix jours fixé par l'art. 501 C. C. n'est pas fatal; il suffit que les significations et publications de jugement de nomination du conseil soient faites avant l'acte attaqué. — Flor. 25 janv. 1812, t. 14, p. 674, n° 33.

9. Décidé au contraire que la nullité du contrat passé par le prodigue sans l'assistance de son conseil judiciaire ne peut être demandée, si le jugement de nomination du conseil n'a pas été inscrit, dans les dix jours, sur les tableaux affichés dans l'auditoire du tribunal, et dans les études des notaires de l'arrondissement. — Cass. 16 juill. 1808. — Turin, 20 janv. 1810, t. 14, p. 670, n° 27. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 664 et 666; Carr. t. 3, p. 267 et 272, n° 3041; Pig. *Comm.* t. 2, p. 600; D. C. p. 596; B. S. P. p. 684, not. 11, n° 5; M. *Q. D.* t. 3, p. 669, et t. 5, p. 163.

10. Lorsque le jugement de nomination d'un conseil judiciaire a été affiché et publié dans l'arrondissement, il opère nullité de tous les engagements postérieurs, en quelque lieu qu'ils soient contractés.— Cass. 29 juin 1819, t. 14, p. 688, n° 53.

11. On peut déclarer nuls tous les engagements, même les billets à ordre souscrits par l'individu pourvu d'un conseil, dès lors qu'ils n'ont pas une date certaine antérieure au jugement portant nomination de ce conseil. — Cass. 9 juill. 1816, t. 14, p. 684, n° 49. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 98.

12. Celui qui, après avoir obtenu un jugement favorable, est pourvu d'un conseil judiciaire, peut être assigné par un acte d'appel en sa personne, quoique, le jour même de l'acte d'appel, le conseil ait été nommé; et l'appelant peut alors prendre contre lui un arrêt par défaut, quoiqu'il ait reçu la notification de la nomination de ce conseil. — Brux. 20 oct. 1820.

13. L'arrêt par défaut est régulièrement rendu contre lui, postérieurement à la nomination d'un conseil judiciaire notifiée à l'appelant. — Brux. 20 oct. 1820.

14. Les formes prescrites par la loi pour la dation d'un conseil judiciaire doivent être observées pour la substitution d'un conseil judiciaire à un autre; ainsi il ne peut être pourvu d'un conseil judiciaire en remplacement que par un jugement, lors duquel la personne soumise au conseil et ce conseil lui-même doivent être entendus ou appelés.— La nomination qui serait faite d'un nouveau conseil par un jugement rendu sur requête serait irrégulière, et les ventes consenties avec l'assistance de ce conseil seraient nulles.— Amiens, 29 juill. 1821. Les héritiers Sallé C. Leclercq.

15. Les juges d'appel, en annulant un jugement qui a prononcé une interdiction avant le Code civil, peuvent nommer un conseil judiciaire. — Brux. 7 fruct. an xi, t. 14, p. 656, n° 8.

16. L'interdit pour prodigalité

(1) *V. Aut. femm.* 3 *et s.* — *Cons. f.* — *Dem. n.* 99. — *Exéc.* 83. — *Interd.* — *Lic. part.* 32. — *Mat. somm.* 103. — *Min. pub.* 41. *Pérempt.* 113. — *Récus.* 23.

(1) *V.* notre mot *enregistrement.* — *V.* aussi *Exéc.* 68. — *Exploit*, 143, 414. — *Gar.* 21. — *Jug. def.* 337. — *Lic.* 50 *bis.* — *Référé*, 70.

(1) *V.* *Acquiesc.* 73, 100 *bis*, 204 *et s.* — *Amende*, 83. — *Appel*, 122, 125. — *Arb.* 188, 193, 461 *et s.* — *Cass.* 337. — *Caut.* 28, 33 *et s.* — *Comp.* 31. — *Conc.* 60. — *Dem. n.* 23. — *Enq.* 322. — *Enreg.* 284 *et s.* — *Except.* 305. — *Exéc.* 48 *et s.* 87. — *Exec. p.* 5. — *Exploit*, 154, 202 *et s.* 226, 333 *bis*, 358 *et s.* — *Faux i.* 34, 55. — *Huiss.* 81, 154. — *Jug.* 344, 574, 580 *et s.* — *Jug. def.* 134, 280. — *Jug. paix*, 6, 153. — *Mat. somm.* 94. — *Not.* 80. — *Redd. c.* 69, 76. — *Renvoi*, 43. — *Req. civ.* 128. — *Ress.* 466 *et s.* — *Sais.-ex.* 151 *et s.* — *Sais. imm.* 683, 1037. — *Sur.* 108. — *Trib.* 316 *bis.* — *Trib. comm.* 161 *bis*, 335, 588 *et s.*

CHAP. Ier. *Du droit d'exercer la contrainte par corps.*— Art. 1er. *Quand y a-t-il lieu à contrainte par corps en matière civile?*

1. Loi du 15 germinal an VI relative à la contrainte par corps. — J. A. t. 8, p 445, no 1.

2. Loi du 17 avril 1832 sur la contrainte par corps.— T. 42, p. 193 et 194 (1).

3. La contrainte par corps ne peut être accordée que par un jugement: elle ne peut résulter d'une ordonnance de référé. — Montp. 19 juin 1807, t. 8, p. 502, no 44.

4. Le locataire peut être condamné par corps à représenter ses propres meubles dont il s'est constitué gardien, par suite de contestations élevées entre lui et son propriétaire. — Cass. 23 brum. an X, t. 8, p. 454, no 5. — *Voyez* MM. M. Q. D, t. 2, p. 10; PIG. *Comm.* t. 2, p. 193. — *Contrà*, s'il n'a été nommé ni gardien ni séquestre. — Rouen, 10 juin 1824, t. 28, p. 31. — V *infrà*, no 96.

5. Dans le cas où les effets saisis, dont un gardien s'est chargé sans déplacer, se trouvent détournés ou dissipés par le fait de la partie, on ne doit pas accorder au gardien contraint par corps le recours par les mêmes voies contre la partie. — *V.* MERL. *Q. D.* t. 2, p. 8, vo *contrainte par corps*, § 5, et J. A. t. 8, p. 695, no 201.

6. La réintégrande obtenue par voie civile emporte contrainte par corps. — Tous les auteurs sont d'accord sur ce point. — *V.* MM. PONC. p. 97, no 1; B. S. P. p. 117, nos 1 et 36; PIG. t. 2, p. 509, art. 2, no 5; CARR. t. 1, p. 57, no 132; DELAP. t. 1, p. 27, et J. A. t. 2, p. 532, no 118.

7. La contrainte par corps est-elle applicable aux séquestres conventionnels? — La raison de douter se tire de ce que l'art. 2060, § 4, C. C. soumet à la contrainte les séquestres, sans distinguer les séquestres conventionnels des séquestres judiciaires, et que, cette matière étant rigoureuse, il n'est pas permis de distinguer là où la loi ne distingue pas; cependant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 298, décide la négative par les motifs que *odiosa sunt restringenda.* — *V.* J. A. t. 8, p. 695, no 202.

8. Le dépositaire volontaire peut-il être contraint par corps? — L'affirmative est adoptée par M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 298. — *V.* J. A. t. 8, p. 694, no 200.

9. La contrainte par corps ne peut être prononcée contre un héritier présomptif, obligé de restituer à un héritier plus proche les biens ou la valeur des biens dont il s'était d'abord mis en possession. — Caen, 23 fév. 1825, t. 31, p. 286.

10. L'héritier bénéficiaire ne peut être condamné par corps en vertu du § 2 de l'art. 126 C. P. C. — La loi ne prononce la contrainte qu'à raison d'une administration confiée par justice: celle de l'héritier bénéficiaire a été prise spontanément. — *V.* MM. PIG. t. 2, p. 536; CARR. t. 1, p. 399, no 537, et J. A. t. 8, p. 694, no 199.

Un mandataire *ad negotia* qui agit en même temps comme avoué de son mandant peut être contraint par corps au paiement de la somme qu'il doit. — Renn. 6 août 1813, t. 13, p. 256, no 312.

11. Les simples mandataires détenteurs de pièces, non commis par justice, ne peuvent pas être contraints par corps à la remise de ces pièces. — Brux. 17 mars 1830. — *V.* C. P.

12. La contrainte par corps prononcée contre la femme commune en biens peut-elle être exécutée contre le mari? — Sous l'ancienne jurisprudence on avait adopté l'affirmative; mais, depuis, la négative est soutenue par MM. LORET, t. 3, p. 509; MALLEVILLE, *Analyse*, art. 220; TOULL. t. 2, p. 26, no 639; DURANT. t. 2, p. 438; VAZEILLES, *Traité du mariage*, t. 2, p. 105; PARDESS. t. 5, p. 272.—M. FOURNEL, *de la Contrainte par corps*, p. 112, est seul d'une opinion contraire. — *V.* J. A. t. 8, p. 695, no 203.

13. La contrainte par corps ne peut être prononcée contre un mari non commerçant qui a simplement autorisé sa femme à acheter un fonds de commerce. — Paris, 7 août 1832, t. 44, p. 241.

14. La condamnation à la contrainte prononcée par l'art. 690 C. P. C. contre le saisi qui a coupé des bois ou commis des dégradations, est-elle facultative? — Le texte formel et impératif de l'art. 690, *sera condamné*, doit, selon MM. CARR. t. 1, p. 298, no 535, et PIG. t. 2, p. 225, faire décider que les juges doivent la prononcer. — *V.* J. A. t. 8, p. 697, no 205, où se trouve traitée la question de savoir si, hors des cas où la loi a déclaré la prononciation de la contrainte par corps facultative, les tribunaux peuvent s'y refuser quand la loi l'autorise et que la partie la requiert.

15. La contrainte par corps peut être prononcée contre un tuteur à raison des sommes qu'il reconnaît avoir perçues, encore qu'il n'ait pas encore rendu son compte. — Bastia, 31 août 1826. Guitera C. Durazza.

16. Le débiteur stellionataire cesse d'être, en cette qualité, contraignable par corps dès que l'immeuble est dégrévé des hypothèques qu'il n'avait pas déclarées; mais l'offre de biens libres et suffisants pour sûreté de la dette ne le libérerait pas de la contrainte. — Turin, 28 avr. 1808. — Paris, 6 janv. 1810, t. 8, p. 528, no 67. — Cette doctrine semble contraire à celle de M. MERL. *Rép.* vo *stellionat*, § 7.

17. Celui qui se rend stellionataire en hypothéquant un immeuble qu'il sait ne plus lui appartenir est passible de la contrainte par corps pour le total de la dette hypothécaire, encore qu'il offre de réparer le préjudice qui peut en résulter, en payant la valeur de l'immeuble illégalement hypothéqué. — Cass. 19 juin 1816, t. 8, p. 641, no 155. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 677, § 1, no 1.

18. Est stellionataire et comme tel soumis à la contrainte par corps celui qui hypothèque des biens indivis. — Lyon, 10 juill. 1827. Véléat C. Guichand et Favier.

19. Il n'y a point stellionat de la part du tuteur qui, après avoir vendu les biens du mineur sans formalités de justice, *en se portant fort pour eux*, laisse évincer l'acquéreur. — Colm. 7 avr. 1821, t. 23, p. 125.

20. L'article 126 C. P. C. qui permet au juge de prononcer la contrainte par corps pour dommages-intérêts au-dessus de 300 fr., peut être appliqué à celui qui, ayant vendu un immeuble, demande la nullité de la vente après avoir dissipé le prix qu'il en a reçu. — Paris, 27 janv. 1810, t. 8, p. 572, no 98.

21. De même, en cas d'éviction, un acquéreur peut obtenir contre le vendeur, à titre de dommages-intérêts, la contrainte *par corps* pour la restitution du prix, s'il s'élève au-dessus de 300 fr. Mais cette condamnation ne peut être prononcée contre une femme.— Colm. 7 avr. 1821, t. 23, p. 125.

22. Celui dont les immeubles sont grevés d'hypothèques, et qui les dégrade et en altère la valeur, peut être poursuivi et condamné par corps à des dommages-intérêts proportionnés aux dégradations.— Paris, 26 août 1809, t. 8, p. 562, no 92.

23. La restitution d'une somme indûment perçue ne peut être considérée comme dommages-intérêts, et par suite entraîner la contrainte par corps.—Nanci, 18 mai 1827, t. 34, p. 79.

24. En matière civile, lorsque les défendeurs ne sont pas déclarés solidaires, on ne peut prononcer la contrainte par corps pour des dommages-intérêts, si la part de chacun n'excède pas 300 fr. — Cass. 3 déc. 1827, t. 34, p. 203.

25. Mais un tribunal civil peut ordonner la contrainte par corps pour dommages-intérêts excédant 300 fr. et demandés dans le cas de l'art. 359 C. I. C. par un accusé absent, contre son dénonciateur. — Nîmes, 19 juin 1819, t. 7, p. 289, no 100.

26. La contrainte par corps peut être prononcée pour dommages-intérêts, d'après l'art. 126 du C. P., dans une affaire commencée avant

---

(1) Nous avons rapporté cette loi avec un commentaire renfermant le résumé des discussions dans les deux chambres, ainsi que le résumé de la jurisprudence.

le 1er janv. 1807. — Cass. 12 août 1807, t. 6, p. 673, no 11.

27. La contrainte par corps peut-elle être prononcée pour sommes moindres de 300 fr. dans les cas prévus par le § 2 de l'art. 126 C. P. C.? — MM. Pig. t. 1, p. 537, et Carr. t. 1, p. 298, no 536, pensent que, quoique le § 2 de cet art. 126 ne répète pas ces mots du paragraphe précédent *au-dessus de la somme de 300 fr.*, le principe général de l'art. 2065 C. C. qui veut que la contrainte par corps ne soit pas appliquée au-dessous de cette somme, doit s'appliquer aux cas dont parle ce paragraphe 2. Cette opinion est adoptée, J. A. t. 3, p. 696, no 204. — Un arrêt de la Cour de Corse, 13 juin 1827, l'a ainsi jugé à l'égard de l'administration d'un ancien prieuré, dont le reliquat de compte ne s'élevait pas à 300 fr. — T. 34, p. 291. — Cette décision est confirmée par le titre 3 de la loi du 17 avril 1832, qui contient une disposition formelle en ce qui concerne les détenteurs de deniers ou effets appartenants à l'Etat, à une commune ou à des établissements publics, etc. (Art. 8 à 13). — T. 42, p. 193.

28. La contrainte par corps n'a pas lieu pour les dépens en matière civile. — Cass. 17 janv. 1832.

29. — Lors même qu'ils seraient adjugés à titre de dommages-intérêts, surtout en matière de séparation de corps. — Toul. 20 fév. 1832, t. 42, p. 294.

30. L'art. 52 C. P. C. qui permet aux parties de poursuivre le paiement des frais par la voie de la contrainte par corps, soumet à cette disposition les plaignants ainsi que les accusés. — Bord. 15 nov. 1828. Laquièsce C. Delbos.

31. Décret du 20 septembre 1809, qui décide qu'il y a lieu à la contrainte par corps pour le paiement des frais en matière de police correctionnelle. — J. A. t. 8, p. 563, no 95. — *V.* Merl. *Rep.* t. 1, p. 377.

32. Dans quel cas y a-t-il lieu à l'emprisonnement du condamné en matière de délits forestiers, et quelle peut être la durée de la détention? — Décision ministérielle, 2 nov. 1829, t. 37, p. 270.

33. L'exécution des jugements correctionnels qui condamnent à une amende pour contravention aux lois sur les contributions indirectes, peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps, quoique les juges aient omis de la prononcer. — Cass. 14 fév. 1832, t. 45, p. 699.

34. De même la contrainte par corps a lieu de plein droit pour le paiement des amendes en matière d'usure. — Cass. 14 juill. 1827. M... C. le ministère public.

35. Un notaire est contraignable par corps pour la restitution d'une somme déposée chez lui afin qu'il en opérât le placement, lorsqu'il en a disposé à son profit. — Lyon, 3 fév. 1830, t. 38, p. 310.

36. Le notaire qui, volontairement, a versé des deniers provenants de la vente d'un immeuble par lui faite pour son client à des créanciers chirographaires de celui-ci, au préjudice des créanciers hypothécaires, peut être *contraint par corps* à la restitution des deniers, sans qu'il puisse obtenir une action en répétition contre ceux auxquels il les a donnés et à qui ils étaient réellement dus. — Cass. 20 juill. 1821, t. 23, p. 243.

37. Mais les notaires qui ont été trompés sur le nom et la personne de la partie contractante ne sont pas sujets à la contrainte par corps pour les réparations civiles prononcées contre eux à raison de cette erreur. — Paris, 12 therm. an XII, t. 8, p. 477, no 16.

38. Les commissions des hospices ne peuvent pas, comme la régie des douanes, poursuivre par voie de contrainte le recouvrement de leurs créances. — Brux. 26 mai 1810, t. 19, p. 427, no 43. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 411 et 418, nos 2001 et 2003.

Art. 2. *Quand y a-t-il lieu à contrainte par corps en matière commerciale?*

39. La loi du 15 germinal an VI n'avait point été abrogée par la promulgation des Codes de procédure civile et de commerce. — Paris, 5 août 1809, t. 8, p. 559, no 88. — Renn. 13 janv. 1816, t. 8, p. 638, no 152.

40. Le tribunal de commerce peut prononcer la contrainte par corps dans toutes les affaires relatives au commerce. — Renn. 24 avr. 1816, t. 8, p. 639, no 154. — *V.* un arrêt du 3 juin 1817; J. A. t. 22, p. 341, vo *tribunal de commerce*, no 165. L'opinion de cet arrêt, partagée par MM. Locré, *Esp. du Code de comm.* t. 8, p. 116, et Vincent, *Lég. comm.*, est contraire à celle de MM. Pardess. t. 5, p. 252, no 1-502; F. L. t. 1, p. 686; et Carr. *Comp.* t. 2, p. 681.

41. Comme aussi, lorsqu'il a été décidé, par arrêt passé en force de chose jugée, qu'une affaire est commerciale, la contrainte par corps peut être prononcée comme accessoire de la condamnation principale, sans qu'il soit besoin de la motiver. — Cass. 21 juin 1825, t. 29, p. 258.

42. De même la contrainte par corps peut être prononcée lorsque la dette résulte du prix d'une partie de marchandises achetées pour les revendre, quoique le débiteur ne soit pas dans la classe des commerçants ou négociants. — Paris, 12 mars 1811, t. 8, p. 536, no 74.

43. Cependant une créance n'emporte contrainte par corps qu'autant qu'elle est de marchand à marchand, pour fait de marchandises dont ils se sont mêlés respectivement. — Turin, 3 déc. 1810, t. 8, p. 584, no 110. — *V.* M. Merl. *Rép.* t 3, p. 66.

44. Mais, pour que la contrainte par corps puisse être prononcée entre commerçants, il n'est pas nécessaire qu'ils fassent le même commerce. — Cass. 26 mai 1829, t. 37 p. 215.

45. Un marchand est contraignable par corps pour l'exécution des marchés qu'il a faits avec un propriétaire; *spécialement*, une vente de bois, faite par un propriétaire au profit d'un marchand de bois, donne lieu à la contrainte par corps contre celui-ci. — Paris, 18 mars 1811, t. 8, p. 594, no 116. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 3, p. 66, no 6.

46. Mais la contrainte par corps ne peut être prononcée pour simple prêt entre marchands. — Cass. 15 janv. 1806, t. 8, p. 497, no 36. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 581, § 2, no 11, not.

47. La contrainte par corps peut être prononcée contre un négociant, par cela seul que sa signature est apposée à un billet à ordre. — Cass. 2 août 1827. Le Sueur C. Amiot et Asselin.

48. Un billet souscrit par un commerçant en qualité de débiteur d'une créance ordinaire ne peut être réputé acte de commerce, et entraîner la contrainte par corps. — Cass. 8 janv. 1812, t. 8, p. 599, no 121. — V. *infrà*, no 54.

49. Le billet à ordre souscrit même par un négociant ne peut donner lieu à la contrainte par corps qu'autant qu'il énonce que la valeur en a été fournie en argent ou en marchandises. — Cass. 28 nov. 1831, t. 45, p. 536.

50. Pareillement, dans un billet à ordre souscrit avant le C. comm., le défaut d'énonciation en quoi la valeur a été fournie, soustrait le souscripteur à la contrainte par corps. — 3 avril 1813, t. 22, p. 305, no 126, vo *tribunaux de commerce*.

51. Le négociant qui souscrit un billet à ordre, valeur en lui-même, n'est point passible de la contrainte par corps. — Cass 28 juill. 1813, t. 8, p. 618, no 138. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 681, § 2, no 111; Pardess. t. 5, p. 241.

52. Les lettres de change tirées par un mandataire muni d'un pouvoir conçu seulement en termes généraux ne rendent le mandant ni contraignable par corps, ni justiciable des tribunaux de commerce. — Aix, 10 juin 1833, t. 47, p. 432. — V. *suprà*, no 12 et suiv.

53. Le billet à domicile n'entraîne pas, comme le billet de change, la contrainte par corps. — Colm. 14 janv. 1817, t. 14, p. 463, no 54.

54. Un commerçant est contraignable par corps, non-seulement pour les billets qu'il a souscrits, mais encore pour les obligations notariées et emportant hypothèque qu'il a consenties au profit d'un non-négociant. — Paris, 6 août 1829, t. 37, p. 313. — V. *suprà*, no 18.

55. Le percepteur des contributions est réputé commerçant à l'égard des billets qu'il signe. — Colm. 20 mars 1810, t. 21, p. 249, nº 22.

56. Egalement, un comptable de deniers publics est contraignable par corps pour un billet à ordre souscrit au profit d'un simple particulier, et causé *valeur reçue comptant*. — Paris, 17 juin 1824, t. 26, p. 336. — *V.* un arrêt semblable du 29 nov. 1814; J. A. t. 22, p. 321, vº *tribunaux de commercé*, nº 145. — *V.* l'arrêt suivant.

57. Un receveur n'est pas passible de la contrainte par corps pour un billet qu'il a souscrit pour argent prêté, par conséquent pour cause étrangère au commerce et à sa gestion. — Cass. 15 juill. 1817, t. 8, p. 657, nº 167. — *V.* un arrêt du 29 nov. 1814, vo *tribunaux de commerce*, nº 145. — *V.* l'arrêt qui précède.

58. L'individu débiteur d'un reliquat de compte composé de diverses créances commerciales ne peut être condamné par corps à payer que celles qui donnent lieu à la contrainte par corps. — Cass. 4 juin 1832. Vérac C. Cézan.

59. Il est laissé à la prudence du juge de prononcer la contrainte par corps pour dommages-intérêts en matière de commerce. — Colm. 17 mars 1810, t. 8, p. 574, nº 102.— M. Carr. t. 1, p. 297, ne partage pas cette opinion.

60. Mais les juges de commerce n'ont pas le droit de prononcer la contrainte par corps pour des dépens et des dommages-intérêts n'excédant pas trois cents francs. Ils ne peuvent pas non plus condamner plusieurs parties solidairement à ces dommages-intérêts. — Cass. 30 déc. 1828, t. 36, p. 161.

61. Il suffit qu'une condamnation à des dommages-intérêts excède 300 francs pour que le condamné soit passible de la contrainte par corps. — Cass. 2 août 1827. Lesueur C. Amiot et Asselin.

62. En matière commerciale, la contrainte par corps ne peut pas être prononcée pour le paiement des frais et dépens; et il y a ouverture à cassation contre un jugement ainsi conçu : *Condamne par corps un tel à payer telle somme, montant du billet, ensemble les intérêts et les frais;* parce qu'il renferme nécessairement une condamnation par corps pour les frais et dépens. — Cass. 4 janv. 1825, t. 28, p. 56. — V. *infrà*, nº 80.

63. La contrainte par corps ne peut être prononcée pour le paiement des sommes dues par une société de commerce à un des employés, pour appointements, frais de voyage, indemnités. — Cass. 5 sept. 1810, 15 avr. 1829, t. 8, p. 583, nº 108; et t. 37, p. 206. — V. *infrà*, nº 70.

64. Les assureurs peuvent être condamnés par corps au paiement des sommes assurées. — Renn. 28 oct. 1816, t. 8, p. 645, nº 158. — *V.* un arrêt du 4 déc. 1820; J. A. t. 22, p. 376, vº *tribunaux de commerce*, nº 211.

65. De même les sociétaires d'une banque dont les effets présentent une garantie hypothécaire ne sont pas exempts de la contrainte par corps. — Cass. 25 mars 1808, t. 8, p. 526, nº 64. — *V.* MM. Pardess. t. 4, p. 244; et Vinc. t. 1, p. 153.

66. La contrainte par corps ne peut pas être prononcée contre le mandataire d'une société commerciale anonyme.—Cass. 23 mai 1826, t. 31, p. 204.

67. Les commissionnaires de roulage et entrepreneurs de messageries peuvent être condamnés par corps à payer les valeurs des effets dont ils sont responsables.— Paris, 1er germ. an XIII, et 19 avr. 1809, t. 8, p. 486, nº 24. — *V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 684.

68. Un entrepreneur de fournitures de subsistances militaires est justiciable des tribunaux de commerce et sujet à la contrainte par corps.—Cass. 12 janv. 1830. Dupin C. Doncker.

69. L'armateur d'un navire peut être contraint par corps à remplir les obligations que le capitaine a contractées. — Cass. 8 nov. 1832. Dagneau C. Curnis.

70. Les maîtres de fabrique ne sont pas soumis à la contrainte par corps pour le salaire de leurs ouvriers. — Cass. 28 avr. 1830, t. 40, p. 35. — V. *suprà*, nº 63.

71. Les artisans ne sont pas passibles de la contrainte par corps pour les obligations qu'ils contractent dans l'exercice de leur métier ou profession. — Turin, 11 déc. 1811, et 7 janv. 1812, t. 8, p. 598, nº 120.

72. La contrainte par corps peut être prononcée contre les syndics d'une faillite, pour une dette de la masse des créanciers qu'ils représentent. — Cass. 19 janv. 1819, t. 8, p. 673, nº 180.

73. Comme aussi les syndics provisoires d'une faillite peuvent être condamnés par corps à restituer les objets de la faillite dont ils doivent compte. — Cass. 18 janv. 1814, t. 8, p. 624, nº 142. — *V.* MM. D. C. p, 113; Carr. t. 1, p. 295, nº 533, et p. 296, not. 1

74. Un débiteur failli, affranchi de la contrainte par corps par une clause de son concordat moyennant des sûretés qu'on ne pouvait pas exiger de lui, le cautionnement de sa femme par exemple, ne devient pas ultérieurement contraignable par cela seul qu'il n'a point payé aux échéances le dividende promis.—Cass. 3 janv. 1814, t. 8, p. 605, n. 125.—V. *infrà*, n. 112.

75. Le créancier qui, régulièrement averti, n'a pas comparu, n'a présenté ni affirmé sa créance, ne peut, en prétextant son ignorance de l'existence du concordat, demander l'incarcération de son débiteur.— Brux. 13 fév. 1811, t. 8, p. 590, n. 114.

76. Le créancier d'un failli ne peut, durant la faillite, diriger individuellement des poursuites contre le failli; il ne peut exercer contre lui aucune voie d'exécution, et spécialement la voie de la contrainte par corps. — Ang. 31 juill. 1823, t. 25, p. 279.—*V.* MM. Pig. t. 2, p. 281; et Pardess. t. 5, p. 288. — *V.* aussi M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 458.

77. Quand, après un contrat d'union, les syndics définitifs d'une faillite ont rendu leurs comptes, chaque créancier peut contraindre par corps le failli à payer ce que celui-ci reste devoir. — Colm. 31 déc. 1830, t. 40, p. 333, n. 113.

78. Un failli peut se livrer à toutes sortes d'opérations, pourvu que ce ne soit pas avec des objets composant son actif dont il a été dessaisi par sa faillite; et il est contraignable par corps à raison de ses opérations nouvelles, si elles sont commerciales. — Cass. 6 juin 1831. Blondeau C. Charbonnier.

79. La contrainte par corps peut être exercée, même depuis la loi du 17 avr. 1832, contre l'individu à l'égard duquel elle avait été prononcée par jugement antérieur à cette loi, quoiqu'il s'agisse d'une somme inférieure à 200 fr.—Paris, 18 avr. 1834, t. 46, p. 288. — V. *ibid.* des observations sur l'effet rétroactif de la loi du 17 avr. 1832.

80. En matière de commerce, la contrainte par corps ne peut être prononcée pour les dépens, quoiqu'elle puisse l'être pour la demande principale. — Cass. 14 nov. 1809, et 14 avr. 1817, t. 8, p. 567, nº 95. — Telle est la doctrine des auteurs. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 193, not. 2, p. 299, nº 539; F. L. t. 1, p. 678, § 1, nº 3, § 2, nº 3, et t. 2, vº *jugement*, sect. 1, § 2, nº 9; Delap. t. 1, p. 132; Pig. *Comm.* t. 1, p. 325. — V. *suprà*, nº 62.

Art. 3. *Au nom de qui et contre qui elle peut être exercée en matière civile ou commerciale.* — § 1er. *Au nom de qui?*

81. La contrainte par corps ne peut être prononcée entre deux frères, lors même qu'il s'agirait de faits de commerce. — *V.* art. 19, l. 17 avr. 1832, *déc. formelle.* — Paris, 22 fév. 1813, t. 1, p. 143, vº *acquiescement*, nº 58.

82. Mais elle peut être exercée entre oncle et neveu. — Décision également maintenue par l'art. 19 de la loi nouvelle. — Lyon, 3 fév. 1830, t. 41, p. 484.

83. Le mari ne peut être autorisé à employer la contrainte par corps contre son épouse, pour la forcer d'habiter avec lui. — Il peut, à cet effet, être autorisé à saisir ses revenus, mais non pas ses vêtements et son linge de corps. —

Toul. 3 mars 1818, t. 8, p. 659, nº 178.

84. Décidé au contraire qu'un mari peut employer la force publique pour forcer sa femme a rentrer dans son domicile conjugal. — Cass. 9 août 1826, t. 32, p. 92. — Aix, 29 mars 1831, t. 44, p. 105.

85. Un mari ne peut contraindre sa femme, ni par corps, ni par des dommages-intérêts, à résider avec lui et a lui rendre les enfants dont elle a eu la surveillance durant une instance en séparation; mais il peut être autorisé a saisir la totalité de ses revenus. — Colm. 10 juill. 1833, t. 47, p. 673.

86. Réciproquement, un père ne peut être contraint à reintégrer dans le domicile de son épouse les enfants par lui soustraits et confiés à cette dernière pendant une instance en divorce. — Paris, 27 juin 1810, t. 8, p. 579, nº 105.

86 *bis*. Il paraît plus conforme à l'esprit de la loi de n'accorder au mari que le droit de saisir les revenus de sa femme pour la contraindre à reintégrer le domicile conjugal. — Paris, 14 mars 1834, t. 47, p. 673. — V. *suprà*, nº 83 et suiv.

87. La contrainte par corps peut être exercée par le porteur d'une lettre de change en vertu d'un jugement par lui obtenu, quoique depuis il ait déclaré que cette lettre de change ne lui appartenait pas. — Paris, 25 janv. 1810, t. 8, p. 546, nº 80.

88. Est nul l'emprisonnement fait à la requête du créancier qui a cédé sa créance à un tiers, quoique l'acte de cession n'ait pas été notifié. — Paris, 17 sept. 1829, t. 38, p. 179.

89. L'emprisonnement du failli étant ordonné tant dans l'intérêt de ses créanciers que dans celui de la vindicte publique, peut être fait à la requête des créanciers aussi bien qu'à celle du ministère public. — Lim. 27 janv. 1823, t. 22, p. 140, nº 176.

90. Décidé au contraire que c'est à la requête du procureur du roi et non des syndics que le failli dont la mise en dépôt a été ordonnée doit être emprisonné, et le procureur du roi doit veiller chaque mois à ce que les syndics consignent les aliments nécessaires à la subsistance du détenu — Décis. minist. 30 avr. 1827, t. 35, p. 283.

§ 2. — *Contre qui?*

91. L'emploi de la force publique peut être dirigé contre un mineur pour l'obliger à réintégrer le domicile du tuteur. — Bastia, 31 août 1826. Guttera C. Durazzo.

92. Un mineur émancipé, fermier de biens ruraux, peut-il être condamné à la contrainte par corps? — Oui, selon M. Pig. t. 1, p. 538, sur le motif qu'étant majeur par son état, il a pu valablement se soumettre à la contrainte. — T. 8, p. 694, nº 198.

93. Un mineur illégalement condamné par corps ne peut, à sa majorité, ratifier cette condamnation. — Rouen, 15 nov. 1825. Amvot C. Bonvoisin.

94. La contrainte par corps prononcée contre le prodigue, avant la dation d'un conseil judiciaire, peut être exécutée postérieurement contre lui — Brux. 13 avr. 1808, t. 8, p. 526, nº 65. — Opinion conforme de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 300, not. 1 de l'art. 126.

95. La contrainte par corps ne peut pas être prononcée contre les femmes ou les filles en matière de dommages-intérêts. — Cass. 6 oct. 1813, 20 mai 1818, et 26 déc. 1827. — Colm. 7 avr. 1821, t. 23, p. 125. — Paris, 26 fév. 1829. — Cass. 17 janv. 1832. Delacroix C. Choulaud. — T. 8, p. 620, nº 139. — V. *infrà*, nº 101. — V. M. Carr. t. 1, p. 294, nº 531 et not. 1.

96. La femme, non commune, constituée gardienne judiciaire des meubles saisis sur son mari, n'est pas tenue par corps à leur représentation. — Paris, 21 prair. an XIII, t. 1, p. 496, nº 30. — V. *suprà*, nº 4, et *infrà*, nº 101.

97. La femme établie gardienne judiciaire n'est pas, en cette qualité, contraignable par corps. — Paris, 14 août 1828, t. 38, p. 20.

98. Comme aussi la femme adjudicataire, contre laquelle est exercée la folle enchère, n'est pas tenue par corps de la différence de son prix avec celui de la revente. — Lyon, 20 juin 1822, t. 24, p. 218.

99. Une femme marchande publique est contraignable par corps pour le paiement de ses billets à ordre, causés valeur reçue comptant. — Cass. 15 nov. 1813, t. 8, p. 623, nº 141.

100. La femme d'un commerçant n'est contraignable par corps au paiement d'une lettre de change à laquelle elle appose un aval, qu'autant qu'elle exerce un commerce séparément de celui de son mari, avec le consentement de celui-ci. — Brux. 13 nov. 1830. M..... C. de Koninck.

101. Mais la femme coupable de dénonciation calomnieuse peut être condamnée par corps au paiement des dommages-intérêts. — Cass. 31 mai 1816, t. 5, p. 77, nº 54. — V. *suprà*, nº 96.

102. La contrainte par corps ne peut pas être exercée contre les septuagénaires, s'il s'agit d'engagement contracté avant la loi du 15 germinal an VI. — Cass. 21 avr. 1813, t. 8, p. 468, nº 14.

103. Les septuagénaires sont-ils passibles de la contrainte par corps en matière de commerce? — Cette question, qui était vivement controversée, et qui avait donné lieu à une foule de décisions contraires, est aujourd'hui résolue négativement par la disposition formelle des art. 4 et 6 de la loi du 17 avr. 1832. — T. 42, p. 193.

Les septuagénaires ne sont plus soumis aujourd'hui à la contrainte par corps qu'en cas de stellionat, et encore pour le paiement des amendes et dommages-intérêts prononcés en matières criminelle, correctionnelle ou de police. — Art. 40 *ibid.*

104. Déjà on jugeait que le septuagénaire était soumis à la contrainte par corps pour des condamnations correctionnelles. — Cass. 16 juill. 1817, t. 8, p. 653, nº 168.

105. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre la personne d'un pair pour dettes purement civiles. La chambre des pairs entend par dettes purement civiles, toutes dettes, même commerciales, qui ne portent point l'empreinte du dol, de la fraude. — Déc. Chambre des pairs, 25 avr. 1822, t. 24, p. 123.

106. C'est à la chambre des pairs seule qu'il appartient d'autoriser la contrainte par corps contre un de ses membres en matière civile ou commerciale, même pour dettes antérieures à son élévation à la pairie. — Paris, 19 juin 1826, t. 32, p. 353.

107. Le fils d'un pair de France décédé, alors que la pairie était héréditaire, ne pouvait être incarcéré pour dettes, sans autorisation de la chambre, même avant d'avoir été admis à y siéger. — Paris, 13 nov. 1831, t. 43, p. 419.

108. La chambre des pairs peut permettre de contraindre par corps un de ses membres à payer une lettre de change, quoique, avant la révolution de 1830, elle ait refusé de permettre son arrestation pour la même dette. — Ch. des pairs, 29 janv. 1831, t. 42, p. 247. — *V. ibid.* des observations contre cet arrêt.

109. Un militaire en activité de service n'est pas soumis à la contrainte par corps, même pour dettes antérieures à son entrée au service. — Arrêté du 7 therm. an VIII. — Caen, 22 juin 1829, t. 37, p. 241. — *V.* cependant le numéro suivant.

110. Arrêté des consuls du 7 therm. an VIII, qui décide qu'il n'y a pas lieu à modifier, en faveur des conscrits, les dispositions des lois du 15 germ. et 4 flor. an VI. — *V.* J. A. t. 8, p. 451, et MM. Pig. t. 2, p. 286; Carr. t. 3, p. 54, nº 2622, p. 68, nº 2647; Pardess. *Dr. Comm.* t. 5, p. 274; F. L. t. 1, p. 685, art. 781, nº 1.

Art. 4. *Peut-on stipuler qu'on sera soumis ou soustrait à la contrainte par corps? Peut-elle être prononcée d'office? La partie peut-elle renoncer à son bénéfice?*

111. Suivant l'art. 2063 du Code civil, un Français n'a pu, sans contrevenir aux lois qui le régissent, se soumettre, en pays étranger et vis-à-vis d'un étranger, à la contrainte par corps. — Besanç. 9 nov. 1808, t. 8, p. 552, nº 82. — V. MM. Merl. *Rep.* vº *con-*

trainte par corps, n° 7; LOCRÉ, *Esp. du Code de commerce*, t. 8, p. 111.

112. Est nul l'acquiescement au chef d'un jugement prononçant la contrainte par corps hors des cas indiqués par la loi. — Paris, 29 pluv. an X, t. 8, p. 455, n° 6. — *V.* M. LOCRÉ, t. 8, p. 112.—Bord. 21 déc. 1825, t. 30, p. 287.—Brux. 2 juin 1826, et 4 janv. 1827. — Paris, 19 déc. 1832, t. 45, p. 598.

113. L'acquiescement au jugement de condamnation émané d'un tribunal de commerce n'est point un obstacle à l'appel de ce jugement, quant au chef qui prononce la contrainte par corps. — Florence, 9 janv. 1810. — Paris, 12 juill. 1826, t. 8, p. 570, n° 97, et t. 31, p. 79.

114. La caution d'un contraignable par corps, lorsqu'elle s'est soumise à la contrainte, en est passible sans qu'il soit besoin d'un jugement qui prononce cette voie d'exécution contre elle. — Brux. 18 oct. 1823. — On s'étayait devant cette Cour de la loi 21, § 4, *ff. de except. rei jud.*, et 5, § 1, *ff. de app.*, et de l'opinion de POTHIER, *Traité des obligations*, n° 909.

115. Peut-on stipuler qu'on ne sera pas soumis à la contrainte par corps? — Oui, selon M. LOCRÉ, *Esprit du Code de commerce*, t. 8, p. 141 ; la contrainte est établie dans l'intérêt du créancier, et chacun peut renoncer au droit introduit en sa faveur pour des conventions auxquelles la loi n'a mis de bornes que celles qu'exigent l'ordre public et les bonnes mœurs. — *V.* M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 685. — J. A. t. 8, p. 693, n° 196.

116. Les juges ne peuvent prononcer la contrainte par corps, lorsqu'ils y sont autorisés, qu'autant que la partie intéressée y a conclu. — Brux. 30 nov. 1818, t. 8, p. 672, n. 179. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 300, n. 5, 540; DELAP. t. 1, p. 132; LOCRÉ, *Esp. du Cod. de com.* t. 8, p. 143; CARR. *Comp.* t. 2, p. 685.

117. Lorsque le porteur d'un effet de commerce, après avoir fait une saisie-arrêt, a assigné son débiteur devant le tribunal civil en validité et en reconnaissance du titre, il ne peut plus se pourvoir devant le tribunal de commerce pour obtenir la contrainte par corps. — Colm. 23 nov. 1815, t. 19, p. 337, v° *saisie-arrêt*, n. 99. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 408, n. 4, et ROGER, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 44.

118. Le tiers porteur d'une lettre de change peut faire au tireur la remise de la contrainte par corps, sans préjudicier à ses droits particuliers contre l'endosseur, qui lui-même conserve toujours son recours contre le tireur. — Cass. 11 fév. 1817, t. 8, p. 651, n. 163.

119. Comme aussi l'administration des domaines a la faculté de renoncer à la contrainte par corps contre des redevables, lorsque l'exercice de ce droit serait plus onéreux que profitable à l'État. — Lettre minist. t. 8, p. 519, n. 61.

120. Peut-on exercer la contrainte par corps dans les cas exprimés par l'art. 126, lorsque les juges ont accordé des délais en vertu de l'art. 122? — Non, dit M. CARR. t. 1, p. 301, n. 544; car on ne saurait appliquer à cette hypothèse l'exception portée par l'art. 124. — La raison de décision que donne M. D. C. p. 114, est qu'on peut bien agir contre les biens, nonobstant le délai accordé, mais non pas contre la personne du débiteur, parce qu'il n'y a pas de motifs d'attenter à la liberté avant le terme fixé par le jugement. — J. A. t. 8, p. 700, n. 208.

121. Quand le sursis peut-il être ordonné? — D'après l'art. 127 C. P. C., ce n'est que dans les cas dont parle l'art. 126. Il faut y ajouter celui prévu par l'art. 900 du même Code. Dans ce cas, les juges pourraient ordonner le sursis d'office. — *V.* M. CARR. t. 8, p. 300 et 301, n. 541 et 542; et DELAP. t. 1, p. 133. — On pourrait aussi obtenir le sursis sur l'appel. — *V.* J. A. t. 8, p. 699, n. 207.

122. Le débiteur stellionataire ne peut demander de sursis à la contrainte par corps, jusqu'à la vente et la distribution du prix des biens. — Lyon, 10 juill. 1827. Véleat C. Guichard et Favier.

123. Le débiteur menacé de prise de corps peut, à la suite du commandement et avant l'exécution de la contrainte, se pourvoir en référé pour obtenir un sursis, en se fondant sur ce que le titre qui sert de base aux poursuites a été depuis modifié. — Brux. 20 déc. 1810, t. 3, p. 586, n. 112. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 82, n. 2679; B. S. P p. 633, not. 20; F. L. t. 1, p. 687, § 4, art. 786.

124. En quel cas l'opposition ou l'appel suspendent-ils l'exécution de la contrainte par corps? — *V.* une dissertation sur ce point, J. A. t. 8, p. 700, n. 209.

125. Un débiteur ne peut pas arrêter l'exercice de la contrainte par corps, en signifiant au bureau des gardes du commerce une opposition motivée sur ce qu'il a des compensations à exercer envers son créancier. — Paris, 7 juin 1810, t. 8, p. 577, n. 104. — *V.* M. B. S. P. p. 631, not. 14.

126. Une contrainte par corps exercée en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée, et exécutoire par provision, ne peut être arrêtée par l'opposition formée contre le commandement ou l'ordonnance qui commet l'huissier; et la constitution d'avoué de la part du poursuivant, pour comparaître sur la demande en opposition, ne peut être considérée comme une renonciation tacite au droit d'exécuter le jugement. — Montp. 22 août 1827, t. 37, p. 117.

127. Un tiers peut, par intervention, s'opposer à la contrainte par corps sollicitée contre le débiteur, sur le motif que l'incarcération du débiteur produirait pour lui un dommage réel, surtout si le créancier poursuivant avait promis d'éviter ce dommage. — Caen, 17 janv. 1826. Lenfant C. Blin et Després.

128 et 129. L'appel du jugement qui prononce la contrainte par corps est-il recevable, quant au chef de la contrainte, si le jugement a prononcé une condamnation inférieure à 1 000 fr.? — Oui. — Bourg. 6 mars 1807; Flor. 30 déc. 1808; Turin, 3 déc. 1810; Lyon, 23 août 1811, et 15 janv. 1819; Paris, 12 juill. 1826. — Non. — Brux. 6 juill. 1808, et 26 nov. 1811; Rome, 20 nov. 1809; Nîm. 26 oct. 1811, 21 mai 1819, et 17 janv. 1820; Paris, 2 mars et 11 sep. 1812, 20 mai 1813, 12 mars 1814, 18 mai et 22 juill. 1825, et 27 juill. 1826; Renn. 11 mars 1813, et 18 janv. 1815; Gren. 28 fév. 1815, 13 déc. 1823; Toul. 9 fév. 1820, et 12 avr. 1826; Amiens, 29 avr. 1822; Lyon, 30 août 1825; Bord. 18 avr. 1826, et 31 juill. 1827, t. 8, p. 536, n. 73, et p. 584, n. 111; t. 13, p. 88, n. 69; t. 19, p. 151, n. 142, et p. 220, v. *ressort*, n. 269; t. 24, p. 129; t. 31, p. 79, 257 et 345, et t. 32, p. 238; t. 33, p. 364. — *V.* aussi MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 301; et t. 2, p. 471, not. 3; B. S. P. t. 2, p. 626, 627, not. 2, et 784, not. 52; CARR. t. 3, p. 80, n. 2675; F. L. t. 1, p. 679, § 1, n. 7. — L'article 20 de la nouvelle loi tranche cette difficulté et décide l'affirmative. — T. 42, p. 207.

130. La décision des arbitres est sans appel quant à la contrainte par corps, si l'acte de société les investit du droit de prononcer en dernier ressort. — Cass. 5 nov. 1811; Paris, 20 mars 1812; t. 4, p. 576, n. 50. — C'est l'opinion de MM. CARR. t. 3, p. 439, n. 3334; PARDESS. t. 5, n. 1404, 1416; F. L. t. 1, p. 202, § 3; B. S. P. t. 1, p. 45, not. 26, n. 2.

131. On peut interjeter appel d'un jugement qui, pour rejeter l'opposition à une première décision rendue par défaut par le tribunal de commerce, s'est fondé sur ce que l'opposition était tardive, quoique la condamnation soit inférieure à 1,000 fr., lorsqu'on soutient que c'est à tort que la contrainte par corps a été prononcée. — Rouen, 14 avr. 1825, t. 31, p. 261.

132. Une ordonnance de référé n'est pas sujette à l'appel, lorsqu'elle est rendue sur l'exécution d'un jugement statuant sur une demande inférieure à 1,000 fr., quoique cette ordonnance soit relative à l'exercice de la contrainte par corps, qui avait été également ordonnée. — Paris, 28 juill. 1825, t. 31, p. 262. — V. *suprà*, n° 128.

133. Celui qui n'a pas excipé devant les premiers juges de la

cession de biens qui l'affranchissait de la contrainte par corps ne peut en exciper utilement en Cour d'appel, pour faire réformer à cet égard le jugement rendu contre lui. — Colm. 31 mars 1813, t. 8, p. 160, n° 9. — *V.* M. B. S. P. p. 687, not. 12, v° *acquiescement*, § 3, n°s 140 et 141. — *V.* aussi deux arrêts des 28 nov. 1826 et 2 juin 1827.

134. Mais de ce que le débiteur, non commerçant, d'un billet à ordre, traduit devant un tribunal de commerce, n'a pas proposé de déclinatoire, et s'est laissé condamner par corps sans réclamation, il ne s'ensuit pas qu'en appel le jugement ne puisse être réformé quant à la contrainte par corps. — Bord. 9 mars 1809, t. 8, p. 557, n° 86.

135. De même celui qui s'est laissé condamner par corps, sans avoir réclamé son privilége et son exception, peut faire annuler sa condamnation par voie de cassation. — Cass. 30 flor. an XI, t. 8, p. 467, n° 12 *bis*. — *V.* Pr. Fr. t. 5, p. 46 et 47.

CHAP. II. *Exécution de la contrainte par corps.* — Art. 1er. *Questions transitoires et formes relatives à quelques cas spéciaux.*

136. Les articles 442, 780 et suivants du Code de procédure combinés, relatifs tant au mode d'exécution de la contrainte par corps qu'aux cas où ce moyen d'exécution doit cesser, ont abrogé *le 3e titre* de la loi du 15 germ. an VI. — Brux. 12 août 1823.

137. La contrainte par corps exécutée postérieurement à la mise en activité du Code de procédure, est assujetie aux formes prescrites par l'art. 780 de ce Code, alors même qu'elle a lieu en vertu d'un jugement rendu avant le 1er janv. 1807. — Paris, 7 avr. 1807. — Brux. 27 juin 1807, t. 6, p. 662, n° 5.

138. C'est par le Code de procédure que doivent être réglées les formes de l'emprisonnement effectué depuis le 1er janv. 1807, quoique le commandement préalable soit antérieur à la promulgation de ce Code. — Brux. 13 juin 1807, t. 8, p. 501, n° 41. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 57, not. 2, nos 4 et 2669.

139. On ne doit pas suivre pour l'exécution de la contrainte par corps en matière correctionnelle, les formalités prescrites par le Code de procédure civile. — Décision ministérielle, 12 sept. 1807, t. 8, p. 508, n° 51.

140. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une partie civile poursuivant l'exécution d'un jugement correctionnel qui lui a accordé des dommages-intérêts, les formalités relatives à l'emprisonnement sont celles tracées par le Code de procédure à peine de nullité; et notamment l'emprisonnement doit être précédé d'une signification faite avec commandement par un huissier commis. — Aix, 25 fév. 1828, t. 37, p. 201.

141. Comme aussi on doit suivre pour l'exercice de la contrainte par corps contre un particulier condamné pour délit d'usure, les formalités prescrites par le C. P. C. — Décision ministérielle, 4 sept. 1808, t. 35, p. 317.

142. Mais l'emprisonnement qui a lieu en matière de faillite, aux termes de l'art. 455 C. C. ne nécessite pas l'emploi des formalités prescrites par le C. P. C. pour les emprisonnements ordinaires pour dettes. — Lim. 27 janv 1823, t. 22 p. 149, n° 175.

143. La contrainte par corps peut être exercée sans jugement préalable, et par l'autorité administrative seule, contre les préposés comptables constitués en débet. — Décisions ministérielles des 18 brum. an XIV et 22 avr. 1806, t. 8, p. 495, n° 34.

144. Avis du Conseil d'état, du 9 vent. an X, sur une question relative à l'exercice des contraintes par corps résultantes d'arrêtés exécutoires de la comptabilité nationale. — J. A. t. 8, p. 457, n° 7. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 1, p. 70 et 232, n° 18; F. L. t. 1, p. 689, § 1, n° 9.

Art. 2. *Signification des actes en vertu desquels la contrainte a lieu. Commandement préalable.* — § 1er. *Quand et comment la signification et le commandement préalable doivent-ils être faits, et de quels actes doit-il être donné copie avec le commandement?*

145. Il doit être, avant la contrainte, signifié copie entière et non partielle du jugement qui l'ordonne. — Nîm. 22 mars 1813, t. 8, p. 608, n° 127. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 59, not. 1; B. S. P. p. 620, not. 11, n° 4; F. L. t. 1, p. 684, § 4, n° 1; Pig. *Comm.* t. 2, p. 463. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 265-11.

146. La signification du jugement portant contrainte, et le commandement qui doit précéder l'arrestation; peuvent être faits séparément et par des actes différents. — Renn. 18 août 1810. — Lim. 18 janv. 1811, t. 8, p. 588, n° 113, et t. 13, p. 40; nos 16 et 18. — MM. Coff., Pig. t. 2, p. 284, et Lep. p. 527, improuvent cette décision. — M. Carr. t. 3, p. 59, n° 2629, pense qu'il est prudent de se conformer à leur opinion. — M. F. L. croit avec le Pr. Fr. que la nullité de l'emprisonnement ne peut être demandée encore que la signification et le commandement soient faits par actes séparés. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 263-4-5. — Si la signification et le commandement étaient faits séparement, l'huissier ne pourrait réclamer qu'un seul droit.

147. La signification du jugement, antérieure au commandement fait par un huissier non commis, doit être renouvelée lors du commandement. — Caen, 14 déc. 1824, t. 33, p. 302.

148. La signification avec commandement d'un jugement emportant contrainte par corps doit, à peine de nullité, être précédée d'une signification simple du même jugement. — Nanci, 23 juill 1813, t. 8, p. 560, n° 90. — *V.* M. Pig. t. 2, p 284, n. 3.

149. On doit considérer le commandement comme un acte indépendant de la contrainte par corps, et non comme le commencement de cette voie d'exécution. — Brux. 13 juin 1807, t. 8, p. 501, n. 40. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 262-1.

150. L'emprisonnement ne peut avoir lieu qu'un jour après le commandement, c'est-à-dire, dans l'esprit du législateur, un jour franc après, et non compris celui où le commandement a été fait. — Rouen, 17, juin 1818, t. 8, p. 668, n° 177. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 462; B. S. P. p. 781, not. 52, *d.* 2°; Carr. t. 3, p. 53, n° 2628; Pr. Fr. t. 5, p. 20; Delap. t. 2, p. 353; F. L. t. 1, p. 684, § 4, n° 1.

151. Il faut, à peine de nullité, que le commandement qui précède l'arrestation énonce l'heure à laquelle il a été signifié, afin qu'on puisse vérifier s'il s'est écoulé un délai de 24 heures entre le commandement et la prise de corps. — Rouen, 27 juill. 1813, t. 8, p. 617, n° 137.

152. Une copie de commandement non datée, quoique l'original le soit, est nulle, et d'ailleurs incapable de faire courir le délai de 24 heures que la loi exige entre le commandement et l'arrestation. — Paris, 17 déc. 1817, t. 8, p. 659, n° 171. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 57, not. 2, n° 2; F. L. t. 1, p. 684, § 4, n° 1.

153. La signification et le commandement faits par le créancier originaire ne dispensent pas le cessionnaire subrogé à ses droits de notifier de pareils actes au débiteur, avant d'exercer contre celui-ci la contrainte par corps. — Paris, 30 janv. 1833, t. 45, p. 601.

154. Dans le cas d'appel, le jugement portant contrainte par corps ne peut être mis à exécution qu'un jour après la signification de l'arrêt confirmatif. — Colm. 20 août 1808, t. 8, p. 540, n° 75. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 57, not. 25; B. S. P. p. 620, not. 11, n° 1.

155 et 156. Mais, lorsque l'appel d'un jugement prononçant la contrainte par corps a été déclaré tardif, la contrainte peut être exercée immédiatement après la signification de l'arrêt qui déclare cet appel non recevable, et alors il n'y a pas lieu d'appliquer les formalités prescrites par l'art. 780 C. P. C., si déjà, et avant l'arrêt, le jugement a été signifié avec commandement. — Brux. 22 juill. 1819, t. 8, p. 685, n° 188.

157. Lorsqu'il a été fait un com-

mandement préalable à la contrainte par corps, en vertu d'un jugement de première instance dont le débiteur interjette postérieurement appel, on ne peut, en cas de confirmation du jugement, mettre la contrainte par corps à exécution, après une simple signification de l'arrêt confirmatif, sans nouveau commandement. — Brux. 21 août 1824.

158. Lorsque la partie condamnée a fait opposition à un jugement par défaut portant contrainte par corps, et signifié avec commandement, ce jugement peut être exécuté sur la seule signification du débouté d'opposition, et sans qu'il soit besoin d'un nouveau commandement. —Rouen, 9 janv. 1825, t. 32, p. 96.

159. L'emprisonnement par suite d'un commandement en exécution d'une sentence arbitrale, mais opéré depuis le jugement de débouté d'opposition, est valable, quoique ce jugement n'ait été ni signifié ni suivi d'un autre commandement.—Paris, 14 nov. 1825 Delagrange C. Lenglet.

160. Mais le jugement par défaut, et celui qui statue sur l'opposition et la rejette, doivent être signifiés simultanément pour l'exercice de la contrainte par corps. — Caen, 14 déc. 1824, t. 33, p. 302.

161. Comme aussi, lorsque la contrainte par corps a été prononcée par un jugement contradictoire confirmatif d'un jugement par défaut, elle ne peut être valablement exercée qu'après la signification du jugement contradictoire; la signification d'un jugement par défaut ne suffit pas pour la validité de l'emprisonnement. — Lim. 26 mai 1823, t. 25, p. 178.

162. Lorsque le commandement de la contrainte par corps est fait en vertu d'un jugement par défaut non exécuté dans les 6 mois, mais auquel le débiteur a acquiescé, il n'est pas nécessaire de signifier copie de l'acquiescement. — Paris, 17 sept. 1829, t. 38, p. 180.

§ 2. *A quel domicile la signification et le commandement doivent-ils être faits ?*

163. La contrainte par corps, obtenue contre une veuve commerçante qui s'est ensuite remariée, peut être exercée sans qu'il soit nécessaire de faire aucune notification au mari. — Paris, 25 fév. 1808, t. 8, p. 518, n° 59. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 57, not. 2, n° 3. *Sic* C. T. t. 2, p. 263-10.—V. *suprà*, n° 386.

164. La signification d'un jugement portant contrainte par corps, et du commandement qui l'a précédé, peut être faite à un ancien domicile que le débiteur a abandonné depuis longtemps, pour occuper ailleurs des fonctions publiques. — Paris, 25 janv. 1808, t. 8, p. 514, n° 55 — *V.* M. Carr. t. 3, p. 58, n° 2626, 2627; B. S. P. p. 630, not. 11, n° 3.

165. Comme aussi les significations faites au domicile connu d'un débiteur sont valables, s'il a déclaré qu'il en prenait un autre, sans le faire connaître. — Brux. 29 juin 1808, t. 8, p. 533, n° 71.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 57, n° 2626.

166. Mais la signification du jugement qui prononce et du commandement qui doit précéder la contrainte ne peut être faite qu'à personne ou à domicile réel ou élu; elle est nulle, par conséquent, si elle est faite en parlant à l'épouse du débiteur, dans un lieu où celui-ci n'a qu'une résidence momentanée. — Brux. 24. oct. 1808, t. 8, p. 550, n° 84. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 57, not. 2, n° 1; Pig. t. 2, p. 284; Pardess. t. 5, p. 273, n° 1514.

167. Le commandement à fin de contrainte par corps contre un associé peut être signifié au domicile de la société. — Paris, 19 mars 1828.

168. On peut signifier au parquet du procureur du roi, avec commandement à fin de contrainte par corps, un jugement obtenu contre un débiteur dont le domicile est alors inconnu. — Metz, 30 déc. 1817, t. 8, p. 633, n° 149.

§ 3. *Election de domicile.*

169. Il suffit que l'élection de domicile ait été faite lors de la signification du jugement qui précède la contrainte par corps, sans qu'il soit nécessaire de le rappeler dans le commandement. — Renn. 18 août 1810, t. 13, p. 40, n° 17.

170. Lorsque le jugement qui prononce l'emprisonnement a été rendu par un tribunal de commerce, l'élection de domicile faite lors de la signification de ce jugement dans la commune où siége ce tribunal est suffisante.—Nîmes, 4 mai 1824, t. 28, p. 12.—V. *infrà*, le n° suivant, et le n° 172.

171. Si le tribunal qui a rendu le jugement et prononcé la contrainte est un tribunal de commerce, sera-ce dans la ville où siége ce dernier que l'on devra faire élection de domicile, lors de la signification du jugement; et l'élection qui sera faite à cette époque cessera-t-elle lors de l'élection faite dans le procès-verbal d'emprisonnement? — Ces deux questions sont très-controversées. MM. Carr. t. 3, p. 61, n° 2633; Pig. t. 2, p. 284, loi 2, part. 5, tit. 4, ch. 1er § 2, n° 4; et Delvinc. *Institutes du droit commercial*, p. 544, pensent tous que l'élection de domicile lors du commandement ne doit pas avoir lieu dans la ville où siége le tribunal de commerce qui a rendu le jugement, mais bien dans celle du tribunal de l'exécution. Cette opinion est combattue, J. A. t. 3, p. 709, n° 217. — Sur la seconde question, MM. Carr. n° 663; Pardess. t. 5, p. 277, et Delvinc. *loco citato*, sont d'avis que l'élection faite lors du commandement, cesse d'avoir effet après l'élection faite dans le procès-verbal d'emprisonnement.— M. Pig. t. 2, p. 284, soutient l'opinion contraire —*V.* J. A. *loc. cit.*

172. Il n'est pas exigé, à peine de nullité, que le commandement qui précède la contrainte par corps porte élection de domicile dans le lieu où siége le tribunal qui doit connaître de l'exécution.— Montp. 22, août 1827, t. 37, p. 117. — V. *suprà*, n° 170.

§ 4. *Huissier commis.*

173. La signification du jugement de contrainte doit être faite par un huissier commis, à peine de nullité.—Montp. 19 juin 1807, t. 8, p. 502, n° 45.

174. L'huissier doit être commis ou par le jugement qui prononce la contrainte par corps, ou par le président du tribunal de première instance du lieu où se trouve le débiteur. — C. T t. 2, p. 262-2.

175. C'est le juge du lieu où réside le débiteur depuis un temps moral, et non du lieu où il réside instantanément, qui doit commettre l'huissier pour la contrainte par corps.—Toul. 11 août 1828, t. 38, p. 92.—V. *infrà*, n° 179.

176. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'ordonnance du président qui commet un huissier pour mettre à exécution un jugement du tribunal de commerce portant condamnation avec contrainte par corps, soit contresignée par le greffier. — Nîmes, 4 mai 1824.—Aix, 15 nov. 1824, t. 28, p. 12 et 15. — *V.* M. Carr. *Anal.* t. 2, p. 509, quest. 2426. — *Contrà*, la signature du greffier est nécessaire, à peine de nullité, à moins qu'il n'y ait urgence. — Toul. 1er sept. 1824, t. 29, p. 95.

177. L'ordonnance qui commet un huissier pour la signification d'un jugement prononçant la contrainte par corps doit, à peine de nullité, contenir la mention qu'elle a été faite au lieu où siége le tribunal, et être signée par le greffier du tribunal. — Toul. 17 juin 1822 et 13 janv. 1823, t. 25, p. 15.

178. Mais il n'est pas nécessaire que l'ordonnance qui commet un huissier pour la contrainte par corps soit revêtue de la formule exécutoire. — Montp. 22 août 1827, t. 37, p. 117.

179. L'art. 780 C. P. C. est tellement limitatif, que la signification, avec commandement, du jugement qui prononce la contrainte par corps, n'est valablement faite que par l'huissier commis par le jugement ou par le président du tribunal du lieu où se trouve le débiteur. Il y a nullité de la signification lorsqu'elle est faite par l'huissier commis par le président du tribunal du domicile du débiteur. — Aix, 25 juin 1825. — Toul. 28 juill. 1828, t. 20, p. 329, et t. 36, p. 50. — V. *suprà*, n° 174.

180. Le tribunal du lieu où s'ef-

fectue l'emprisonnement est compétent pour apprécier si l'huissier est valablement commis. — Lyon, 22 août 1826. Chavet C. Millet.

181. Les tribunaux civils jugeant en matière de commerce peuvent valablement commettre dans leur jugement un huissier pour le signifier avec commandement à fin de contrainte par corps. — Lyon, 22 août 1826.

181 *bis*. Le tribunal de commerce qui prononce contradictoirement la contrainte par corps contre un débiteur a-t-il le droit de commettre un huissier pour faire le commandement à fin de contrainte par corps? — Oui. — Toul. 28 juill. 1824. — Non. — Toul. 21 mai 1824, t. 27, p. 338. — *V*. MM Delap. t. 2, p. 382; Carr. *Anal*. t. 2, quest. 2422 et 2423; et l'opinion de M. Coff. — Il peut même commettre un huissier immatriculé dans un autre arrondissement. — Douai, 11 fév. et 6 avr. 1828, t. 34, p. 235.

182. La signification avec commandement qui doit précéder l'emprisonnement peut être faite par l'huissier commis par le jugement du tribunal de commerce. — Aix, 23 août 1826. Meyer C. Suchet.

183. Un jugement par défaut du tribunal de commerce prononçant la contrainte par corps ne peut être signifié que par l'huissier commis par ce même jugement, ou par celui que désigne le juge du domicile du défaillant. — Nanci, 21 août 1809 et 23 juill. 1813, t. 8, p. 560, no 91.

184. Lorsqu'un huissier a été commis par un tribunal civil jugeant commercialement pour signifier un jugement, il a le droit, sans nouvelle commission, de faire le commandement tendant à la contrainte par corps. — Lyon, 22 août 1826, t. 32, p. 101. — Il en est de même s'il a été commis par un tribunal de commerce, soit contradictoirement, soit par défaut. — Rouen, 20 juill. 1804, t. 8, p. 629, no 147. — Lyon, 23 mai 1827, t. 33, p. 225. — Douai, 11 fév. 1828, t. 34, p. 234. — Liége, 11 sept. 1833, t. 47, p. 482. — C'est l'opinion de M. F. L. t. 1, p. 684, § 4, no 2. — *V*. aussi M. B. S. P. p. 784, note 52 C. — Cependant la Cour de Lyon avait d'abord jugé, par arrêt du 10 avr. 1827, t. 31, p. 187, qu'il fallait à l'huissier une nouvelle commission du président du tribunal de première instance.

185. L'huissier commis par le jugement qui prononce la contrainte par corps, pour en faire la signification avec commandement, n'a pas besoin d'une nouvelle commission pour recommencer cette signification, lorsqu'il en a fait une première irrégulière et nulle. — Cass. 26 nov. 1810, t. 8, p. 583, no 109. — Tel est l'avis de MM. B. S. P. p. 784, 52, C. no 2; Haut. p. 431; Carr. t. 3, p. 57, not. 2, no 6. — *V*. aussi C. T. t. 2, p. 263-6.

186. La contrainte par corps ne peut pas être exercée par tout huissier requis, en vertu d'un jugement du tribunal de commerce rendu par défaut, quoique la signification de ce jugement ait été faite par un huissier commis. — Colm. 31 mai 1808, t. 14, p. 575, no 34.

§ 5. *Du nouveau commandement après la péremption du premier*.

187. Lorsque le jugement contenant la condamnation a été signifié avec commandement, et qu'il s'est écoulé une année depuis cette époque, la loi exige bien qu'il soit fait un nouveau commandement; mais elle n'exige pas une nouvelle signification, non plus qu'une nouvelle élection de domicile. — Toul. 11 fév. 1808, t. 8, p. 515, no 57. — C'est l'opinion de MM. Carr. t. 3, p. 77, no 2668; B. S. P. p. 631, not. 13. — M. Delap. t. 2, p. 359, enseigne le contraire.

188. Le nouveau commandement qui doit être fait avant l'emprisonnement, lorsqu'il s'est écoulé une année entière depuis le dernier commandement, doit, à peine de nullité, contenir copie du jugement qui a prononcé la contrainte par corps. — Bourg. 23 avr. 1825, t. 29, p. 298. — *V*. aussi C. T. t. 2, p. 264-8.

189. Comme aussi, lorsqu'il s'est écoulé un an depuis la signification du commandement, le nouveau commandement ne peut pas être fait par le même huissier qui avait été commis pour le premier. — Renn. 28 déc. 1814, t. 8, p. 633, no 148 *bis*. — *Contrà*, le même huissier peut être commis de nouveau. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 3, p. 77, no 2670; Pig. t. 2, p. 285, § 2, *in fine*; Delap. t. 2, p. 359 et 360. — Gren. 29 août 1820, t. 18, p. 496, no 86. — *V*. aussi C. T. t. 2, p. 264, no 7.

190. Dans le cas d'une nouvelle commission d'huissier et d'un nouveau commandement, les frais de la première requête et du premier commandement sont à la charge du créancier. — C. T. t. 2, p. 264-9.

Art. 3. *Arrestation. Procès-verbal*. — § 1er. *Qui peut arrêter?*

191. Décret du 14 mars 1808 concernant les gardes du commerce. — J. A. t. 8, p. 521, no 63. — *V*. dans M. Locré, *Esp. du C. comm.*, l'historique de cette institution. — *V*. aussi C. T. t. 2, p. 265-12.

192. L'emprisonnement des redevables d'amendes ou de frais de justice doit-il être exécuté par le ministère des gendarmes ou par celui des huissiers? — Un avis de M. le ministre de la justice porte que, dans ce cas, c'est aux gendarmes à mettre à exécution la contrainte par corps. — T. t. 8, p. 703, no 211.

193. Ordonnance du roi, du 6 août 1823, qui décide que la capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours ne donne droit, pour l'huissier ou l'agent de la force publique qui l'a opérée, qu'à la taxe fixée par le no 1er de l'art. 6 du décret du 7 avril 1813, soit que l'emprisonnement ait été ordonné par un jugement, soit qu'il l'ait été par un arrêt. — J. A. t. 25, p. 285.

§ 2. *Pouvoir spécial. Huissier commis*.

194. L'huissier qui procède à un emprisonnement ou à une recommandation doit-il, à peine de nullité, être muni d'un pouvoir spécial? — Non. — Riom, 14 oct. 1808; Paris, 25 janv. 1810. — Oui. — Lyon, 4 sept. 1810, t. 8, p. 546, n. 79. — *V*. MM. Pardess. t. 5, p. 273; F. L. t. 1, p. 680, n. 2 de l'art. 781; D. C. p. 479, B. S. P. p. 635, not. 32; Th. Desm. p. 284; Carr. t. 3, p. 57 et 90, not. 1, n. 2625.

195. La remise du jugement à l'huissier, avec pouvoir sous signature privée de le mettre à exécution dans toutes les formes exécutoires, équivaut au pouvoir spécial exigé par l'art. 556 C. P. C. — Brux. 13 juin 1807, t. 8, p. 501, no 42.

196. La loi n'exige pas de l'huissier qu'il signifie ou communique le pouvoir spécial dont il doit être muni. — Montp. 19 juin 1807, t. 8, p. 502, n. 46.

197. Comme aussi il suffit pour qu'un huissier procède valablement à un emprisonnement, qu'il soit porteur d'un pouvoir consenti antérieurement à l'arrestation. — Il n'est pas dans l'obligation de le montrer au débiteur. — Le pouvoir est valable, quoiqu'il n'ait point été enregistré ni visé dans aucun acte de procédure d'emprisonnement. — Cass. 24 janv. 1814; Renn. 12 juill. et 9 août 1809. — *Contrà*, l'enregistrement du *pouvoir* est nécessaire. — Orl. 4 nov. 1812. — T. 8, p. 625, n. 143, où sont rapportés ces divers arrêts.

198. Un garde du commerce peut procéder à l'emprisonnement d'un débiteur, en vertu du pouvoir du créancier décédé, lorsqu'il ignore ce décès. — Paris, 13 fév. 1826, t. 31, p. 166.

199. Est nul l'emprisonnement auquel il a été procédé par un huissier qui a substitué son nom à celui d'un autre huissier dans le pouvoir spécial du créancier postérieurement à l'enregistrement de ce pouvoir. — Rouen, 4 fév. 1819, t. 8, p. 675, n. 182.

200. L'huissier n'est tenu de représenter à celui contre lequel il exerce la contrainte par corps, ni la procuration à lui donnée par le créancier, ni l'ordonnance du juge

de paix qui doit accompagner cet huissier dans la maison où se trouve le débiteur. — Nanci, 22 juin 1813, t. 8, p. 613, n. 133.

§ 3. *Recors.*

200 *bis*. Les gardes de commerce doivent, comme les huissiers, être assistés de deux recors. — C. T. t. 2, p. 270-31.

201. Les deux recors qui assistent l'huissier procédant à un emprisonnement doivent réunir les qualités exigées par l'art. 585 C. P. C. pour les témoins d'une saisie-exécution; par exemple, ils doivent être Français.—Bourg. 9 mars 1821. Laty C. Pougault.

202. Dans un procès-verbal d'emprisonnement, il n'est pas nécessaire d'énoncer la profession des recors. — Renn. 18 août 1810, t. 13, p. 41, n. 18, § 8, vo *exploit*.

203. Mais, aux termes de l'art. 783 C. P. C. combiné avec l'art. 585, l'énonciation sur le procès-verbal d'emprisonnement des noms des recors qui ont assisté l'huissier ou le garde de commerce dans son opération, est prescrite à peine de nullité, encore que ces recors l'aient signé, et que leurs noms soient mentionnés dans l'acte d'écrou. — Riom, 6 mai 1819, t. 8, p. 6.8, n. 185. — Telle est l'opinion de M. Coff. — M. F. L. trouve cette décision très-sévère.

204. L'étranger non naturalisé, mais depuis longtemps domicilié et marié en France, a pu signer comme témoin le procès-verbal d'arrestation d'un débiteur, surtout s'il est revêtu de la qualité de garde champêtre. — Gren. 9 nov. 1825, t. 31, p 353.

205. Un gendarme peut, comme témoin, assister un huissier dans un emprisonnement. — Renn. 12 juill. 1809, t. 8, p. 625, n. 148 *bis*.— Nîm. 12 juill. 1826, t. 33, p. 271.— Bord. 2 avr. 1833, t. 45, p. 549.

206. Mais, lorsque dans une arrestation l'huissier, outre les deux témoins, s'est servi de gendarmes, les frais occasionnés par leur présence sont à la charge du créancier. — Metz, 20 juill. 1827, t. 37, p. 105. — *Contrà*, si l'emploi des gendarmes a été nécessité par la résistance obstinée et violente du débiteur; les frais doivent alors retomber sur celui qui, par son fait, les a provoqués.

207. Ordonnance du roi sur l'*indemnité* allouée aux gendarmes pour l'arrestation des individus insolvables condamnés à des amendes pour délits forestiers. — 25 fév. 1832, t. 43, p. 602.

§ 4. *Itératif commandement.*

208. L'arrestation d'un débiteur peut se faire en même temps que l'itératif commandement, lorsqu'il s'est écoulé plus de vingt-quatre heures, et moins d'une année, depuis la signification du jugement portant contrainte et le premier commandement. — Brux. 29 juin 1808, t. 8, p. 532, n. 70. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 75, not. 1; B. S. P. p. 631, not 15; Pig. *Comm.* t. 2, p. 468, not. 2 de l'art. 783

209. Faut-il que l'itératif commandement exprime *exactement* le montant des sommes dues? — Les mots *itératif commandement*, que contient l'art. 783, supposent un nouveau commandement semblable au premier, et contenant en conséquence les mêmes indications; il a le même but, qui est celui de rappeler au détenu ce qu'il doit. Il faut que le détenu puisse payer et que le geôlier connaisse exactement la somme à recevoir.—Telle est l'opinion formelle de MM. D. C. p. 480, et Carr. t. 3, p. 75, n. 2661.—La nécessité de cette formalité suppose que le débiteur fera une réponse que l'huissier devra mentionner, sans que cependant, dit M. Carr. n. 2661, not. 2, l'omission entraîne la nullité de l'emprisonnement. —J. A. t. 8, p. 702, n. 210.

§ 5. *Election de domicile.*

210. Un procès-verbal d'emprisonnement n'est point nul en ce que l'huissier se serait borné à élire domicile, pour le créancier, chez une personne qu'il qualifie d'avoué de celui-ci, sans exprimer positivement que le créancier institue cette personne pour son avoué. — Renn. 12 juill. 1809, t. 8, p. 625, n. 145.

211. Mais l'élection de domicile exigée par l'art. 783 C. P. C. est prescrite à peine de nullité de l'emprisonnement, et ne peut être remplacée par une constitution d'avoué dans un procès-verbal d'emprisonnement.—Lyon, 9 mai 1828, t. 35, p. 239.

212. Lorsque le créancier a remis à l'huissier une simple constitution d'avoué au lieu d'une élection de domicile à énoncer dans le procès-verbal, la nullité de l'emprisonnement ne saurait être imputée à l'huissier, qui dès lors n'en est point responsable. — Lyon, 9 mai 1828, t. 35, p. 239.

213. Le débiteur peut signifier son appel au domicile élu par le créancier dans le commandement à fin de contrainte par corps. — Gren. 2 mars 1812, t. 3, p. 363, n. 203. — *V.* le n° suivant.

214. Le débiteur incarcéré peut faire signifier au domicile élu dans le lieu où siége le tribunal, l'appel qu'il relève du jugement en vertu duquel l'emprisonnement a eu lieu. — Nîm. 15 nov. 1824, t. 29, p. 72. — *V.* notre mot *appel*, n° 446 et 459.

215. Le procès-verbal de capture qui contient l'indication de la somme principale due au créancier, la date du jour depuis lequel les intérêts ont pris cours, et la mention que le taux des intérêts est celui fixé par la loi, exprime suffisamment le montant de ce qui est dû par le débiteur. — Aix, 15 nov. 1824, t. 28, p. 15.

§ 6. *Enonciations diverses.*

216. L'huissier saisissant n'est pas tenu d'exhiber au débiteur les titres sur lesquels est fondée la contrainte par corps, ni de consigner dans son procès-verbal des détails étrangers à l'objet de sa mission. — Renn. 1er juin 1818, t. 14, p. 350, vo *faux incident civil*, no 22.

217. Est nul le procès-verbal d'un emprisonnement fait en vertu d'une sentence arbitrale, si l'on n'a pas fait mention de l'ordonnance d'*exequatur* — Amiens, 21 nov. 1821.

218. La mention de la demeure du poursuivant dans un procès-verbal d'emprisonnement équivaut à celle de son domicile. — Paris, 27 mai 1830, t. 39, p. 505.

§ 7. *Temps et lieu de l'arrestation. Presence du juge de paix.*

219. Dans quels lieux et en quels temps le débiteur ne peut-il pas être arrêté? — Les diverses dispositions de l'art. 781 sur ce point sont examinées, J. A. t. 8, p. 704, no 212.—Sur ce qu'on doit considérer comme édifices consacrés au culte, *V.* MM. B. S. P. p. 629, not. 7, et Carr. t. 3, p. 66, no 2640. — Sur le temps des exercices, *V.* MM. Delap. t. 2, p. 353; Carr. nos 2641 et 2642; Pr Fr. t. 5, p. 14. — Sur le lieu des seances d'autorités constituées, et la tenue des seances, *V.* M. Carr. t. 3, p. 67, no 2644 et 2645.—Tous les lieux après l'exercice du culte et la tenue des séances sont assimilés aux maisons ordinaires, suivant MM. B. S. P. t. 1, p. 144, not. 3, n. 3; Carr. t. 3, p. 65, no 2639; et F. L. t. 1, p. 686, § 4, no 2. — On peut arrêter à la bourse, suivant MM. Carr. t. 3, p. 68, no 2646, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 465.

220. L'art. 781, qui défend d'arrêter le débiteur en divers cas qu'il spécifie, ne défend pas pour cela de faire perquisition de la personne du débiteur. Ainsi l'huissier ne viole pas l'asile de celui-ci, lorsque, muni des pouvoirs du créancier, il y entre sans assistance du juge de paix, à l'effet de procéder à une saisie-exécution, et s'il fait en même temps la perquisition de ce débiteur, en manifestant toutefois l'intention de ne l'arrêter qu'après avoir requis la présence du juge. —Renn. 27 janv. 1808, t. 8, p. 515, no 56. — M. Carr. t. 3, p. 70, no 2651, approuve cet arrêt.

221. L'art. 781 C. P. C. en défendant d'arrêter un débiteur avant le lever et après le coucher du soleil, a dérogé aux dispositions générales de l'art. 1037 du même Code sur les exécutions en général. — Colm. 16 therm. an XII et 31 août 1810. — Brux. 1er mars 1813, t. 8, p. 477, no 17. —

Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 686, nº 11; PARDESS. t. 5, p. 273, nº 1513; CARR. t. 3, p. 64, nº 2636; DELAP. t. 2, p. 353; PR. FR. t. 5, p. 12; HAUT. p. 431; PIG. *Comm.* t. 2, p. 464. — L'opinion contraire est enseignée par MM. B. S. P. p. 628, not. 5; D. C. p. 477, et COMM. t. 2, p. 375.

222. Un huissier n'est pas tenu d'insérer dans son procès-verbal de capture l'heure à laquelle cette capture a eu lieu. — Nîm. 4 mai 1824, t. 28, p. 12.

223. Lorsqu'il y a incertitude sur l'heure d'une capture, et du vague dans l'enonciation insérée au procès-verbal, la preuve testimoniale est alors admissible. —Nîm. 4 mai 1824, t. 28, p. 12.

224. Le procès-verbal d'emprisonnement daté de onze heures de relevée n'est pas nul, lorsqu'il est prouvé par les actes postérieurs que l'emprisonnement a eu lieu à onze heures du matin. —Riom, 14 oct. 1808. — Paris, 25 janv. 1810.—Lyon, 4 sept. 1810, t. 8, p. 516, nº 79 *bis*. — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 64, nº 2637; et B. S. P. p. 633, not. 27, nº 2.

225. La disposition de l'art. 1037 qui permet de faire des exécutions les jours de fêtes légales, en vertu de permission du juge, dans le cas où il y aurait péril en la demeure, s'applique-t-elle à l'emprisonnement? — L'affirmative est soutenue par MM. B. S. P. p. 144; CARR. t. 3, p. 65, nº 2639; F. L. t. 1, p. 686. — L'opinion contraire est adoptée par M. D. C. p. 477. — *V*. J. A. t. 8, p. 706, nº 213.

226. Circulaire du ministre de la justice, du 20 mai 1822, relative à la contrainte par corps, pour l'interprétation du nº 5 de l'art. 781 C. P. C.—J. A. t. 16, p. 647, nº 105.

227. L'arrestation d'un débiteur faite par un huissier sans ordonnance et sans assistance du juge de paix, est nulle, encore que ce magistrat soit intervenu avant l'emprisonnement. — Paris, 22 juin 1809. — Lim. 27 mars 1828, t. 8, p. 557, nº 87, et t. 35, p. 118. — *V*. en ce sens MM. CARR. nº 2621; PARDESS. t. 5, p. 271. —Il est d'usage, disent MM. CARR. t. 3, p. 69, n. 2650, et PIG. t. 2, p. 286, qu'on ne présente point de requête au juge de paix pour obtenir son ordonnance. C'est l'huissier qui la requiert verbalement. — *V*. *infrà*, nº 231.

228. Est valable une arrestation faite dans une maison quelconque ou dans le domicile du débiteur en présence du juge de paix, quoique ce magistrat, sans autoriser expressément l'entrée de cette maison ou de ce domicile, se soit contenté d'annoncer son transport dans une ordonnance. —Metz, 30 déc. 1817, t. 8, p. 633, n. 150.

229. Lorsque, pour requérir le juge de paix, l'huissier est obligé de se transporter au-delà de 5 kil., il faut lui allouer le droit fixé par l'art. 66 du tarif.—C. T. t. 2, p. 267-19.

230. La présence du juge de paix est-elle suffisamment constatée par une mention au procès-verbal d'emprisonnement, ou faut-il qu'il ait rendu une ordonnance spéciale pour autoriser l'arrestation du débiteur dans son domicile? — La simple mention suffit. — Metz, 9 oct. 1816. — Elle ne suffit pas. — Colm. 19 déc. 1819. — Lyon, 7 mai 1825, t. 8, p. 643, n. 156, et t. 29, p. 109. — *V*. M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 466. — *V*. aussi C. T. t. 2, p. 267-20.

231. Cependant on ne présente pas de requête au juge pour obtenir son ordonnance. — C. T. t. 2, p. 268-21. — *V*. *suprà*, nº 227.

232. Le juge de paix présent au procès-verbal d'arrestation n'a pas besoin d'y apposer sa signature pour constater sa présence. — Paris, 25 fév. 1808, t. 8, p. 518, n. 60. — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 70, not. 1; B. S. P. p. 630, not. 9.

233. L'huissier, avant d'aller trouver le juge de paix pour requérir son assistance à l'arrestation d'un débiteur, peut établir ses témoins à la porte de la maison de celui-ci pour prévenir son évasion. — Toul 20 août 1827, t. 37, p. 118. — *V*. *ibid*. des observations contraires.

234. Que doit faire l'huissier quand le juge de paix refuse de se transporter avec lui? — L'huissier doit requérir les suppléants; en cas d'absence de ceux-ci ou de refus, l'huissier peut recourir soit au juge de paix le plus voisin, soit au maire, aux adjoints, ou au commissaire de police. Les magistrats qui refusent s'exposent à la censure de leurs supérieurs et à des dommages-intérêts dans le cas où l'emprisonnement n'aurait pu avoir lieu. — *V*. MM. CARR. t. 3, p. 71, n. 2652; PARDESS. t. 5, p. 275, n. 1504. Les auteurs du PR. FR. et J. A. t. 8, p. 709, n. 216. — *V*. aussi C. T. t. 2, p. 269-24.

235. Si, par suite du refus d'un juge de paix, l'huissier est obligé de s'adresser à un juge d'un autre canton, cet huissier a droit à une double vacation. — C. T. t. 2, p. 269-25.

236. L'intervention du juge de paix n'est pas nécessaire pour l'arrestation d'un débiteur sur un navire revenant d'un voyage et entré dans un port. — Corse, 26 août 1826, t. 33, p. 118.

237. Il n'est rien dû au greffier du juge de paix qui assiste l'huissier à l'arrestation. Ce greffier ne doit pas être présent. — C. T. t. 2, p. 267-18.

238. Le suppléant du juge de paix peut, en l'absence de celui-ci, assister à l'arrestation d'un débiteur dans sa demeure, et cette absence est suffisamment constatée par l'ordonnance du suppléant et son transport dans la maison du débiteur. — Colm. 12 mars 1828, t. 37, p. 333.

239. Les gardes de commerce peuvent, sans autorisation ni assistance du juge de paix, arrêter un débiteur dans le lieu qu'il habite à titre de location. — Paris, 4 janv. 1810, t. 8, p. 568, n. 96. —Cet arrêt est approuvé par MM. CARR. t. 3, p. 69, n. 2649; et B. S. P. t. 2, p. 630, not. 11, n. 2.

240. — Ou dans son propre domicile, si l'entrée ne leur en est pas refusée. — C. T. t. 2, p. 268-22.

241. Mais, dans les autres cas, le garde de commerce doit requérir le juge de paix. Cependant le décret de 1808 n'alloue rien pour cet objet; on ne peut pas appliquer l'art. 52 du tarif. — C. T. t. 2, p. 268-23.

242. Un procès-verbal d'emprisonnement est nul, s'il a été commencé le 21 par la mention des noms du créancier, etc., de la réquisition faite au juge de paix, etc., et de l'ordonnance par laquelle ce magistrat déclare qu'il accordera son assistance le lendemain; et si, interrompu par l'huissier, il n'a été repris le 22 que pour constater l'arrestation et les diverses opérations y relatives, auxquelles il a procédé en présence du juge de paix, sans répéter dans cette seconde partie les formalités insérées dans la première. Cette nullité peut être invoquée par le débiteur après une détention d'une année. — Riom, 21 sept. 1821, t. 23, p. 310.

243. Il est dû à l'huissier des frais de transport pour la distance entre son domicile et le lieu de l'arrestation, et entre le lieu de l'arrestation et celui de la maison d'arrêt. — C. T. t. 2, p. 272-34.

244. L'huissier qui, résidant dans un chef lieu, aura fait une arrestation à la campagne ou dans une ville où il n'existe pas de tribunal de première instance, a droit d'être taxé d'après l'art. 53 du tarif. — C. T. t. 2, p. 273-37.

§ 8. *Référé devant le président du tribunal.*

245. Si le débiteur demande à être conduit en référé, l'huissier a droit à des frais de voyage. — C. T. t. 2, p. 274-39.

246. Le juge du référé est juge nécessaire de la régularité des pièces en vertu desquelles se fait l'emprisonnement. — Paris, 17 déc. 1817, t. 8, p. 659, n. 170. — Peut-il juger du mérite des condamnations? — Non, selon MM. CARR. t. 3, p. 81, n. 2678; PARDESS. t. 5, p. 280; HAUT. p. 433. — *V*. aussi M. B. S. P. p. 632, not. 21.

247. L'emprisonnement est nul, si, malgré la réquisition du débiteur, l'huissier ne le conduit pas devant le juge du référé. — Bourg. 30 nov. 1821, t. 23, p. 364.

248. Un débiteur contraint par corps peut demander à être con-

duit en référé, même lorsqu'il est déjà dans la prison entre les deux guichets, pendant qu'on dresse le procès-verbal d'écrou. — Toul. 20 avr. 1825, t. 30, p. 248.

249. Si l'huissier refusait de conduire le débiteur chez le président, que devraient faire le débiteur et le geôlier? — Le débiteur devrait requérir le ministère d'un autre huissier, protester, prendre des témoins en cas de refus d'un huissier de procéder. Le geôlier devrait refuser de recevoir le débiteur jusqu'à ce qu'il eût été fait droit à sa demande d'aller en référé. — *V.* les conséquences du refus de l'huissier, J. A. t. 8, p 707, n. 214. — *V.* MM. Pardess. t. 5, p. 280, n. 1518; Carr. t. 3, p. 81, n. 2677, et p. 87, n. 2794; Pr. Fr. t. 5, p. 22; Pig. *Comm.* t. 2, p 474; D. C. p. 482; Comm. t. 2, p. 380.

250 et 251. La rédaction de l'ordonnance sur référé, au pied du procès-verbal d'emprisonnement, est suppléée par la mention dans ce procès-verbal que l'huissier a conduit le débiteur en référé, et que, sur les observations des parties, le président a ordonné qu'il serait passé outre. — Nanci, 6 mai 1828, t. 35, p. 236.

§ 9. *Rébellion. Evasion.*

252. L'inobservation des formalités de l'emprisonnement n'en entraîne pas nécessairement la nullité, surtout si la résistance de l'incarcéré y a donné lieu. — Nîm. 12 juill. 1826, t. 33, p. 271.

253. Il y a rébellion lorsqu'on résiste à un huissier et à deux gendarmes agissant pour l'exécution d'un jugement, bien que l'arrestation soit illégale et nulle pour défaut d'assistance du juge de paix. — Cass. 14 avr. 1820, t. 8, p. 690, n. 194. — Il n'en devrait pas être de même si les ordres étaient imaginaires. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 76 et 77, n. 2665, 2671 et 2672; B. S. P. p. 632, not. 17, et 734, n. 52, *éé*; Delap. t. 2, p. 360.

254. La gendarmerie est réputée dans l'exercice de ses fonctions aussitôt qu'elle est légalement réunie pour les exercer; ainsi lorsque, requise par un huissier de lui prêter main-forte pour l'exécution d'une contrainte par corps, elle se réunit à cet effet et investit la maison du débiteur pour l'arrêter, les violences et les voies de fait exercées contre la gendarmerie sont réputées commises contre les gendarmes dans l'exercice de leurs fonctions, alors même qu'ayant eu lieu avant le lever du soleil, elles ont précédé le moment où l'arrestation pouvait être effectuée. — Cass. 27 vend. an XIV, t. 8, p. 495, n. 33.

255. Si le débiteur s'échappe ou si on ne le découvre point, comment l'huissier doit-il constater son transport sur les lieux, celui de ses recors, etc., pour obtenir les frais alloués par l'art. 53 du tarif? — Il faut par analogie appliquer l'art. 20 du décret du 14 mars 1808 sur les gardes de commerce. — Telle est l'opinion de M. Pig. t. 2, p 293, part. 5, tit. 4, ch. 1er, § 3, n. 19. — *V.* J. A. t. 8, p. 719, n. 227. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 272-35-36.

256. En cas de rébellion, il doit être passé en taxe une journée de gardien évaluée conformément à l'art. 34 du tarif. — C. T. t. 2, p. 274-38.

Art. 4. *Emprisonnement.* — § 1. *Lieu de l'emprisonnement.*

257. L'arrestation d'un débiteur n'est pas nulle parce qu'il n'a pas été conduit dans la maison d'arrêt la plus voisine. — Paris, 9 janv. 1809, t. 8, p. 553, n. 83.

258. De même, l'emprisonnement d'un débiteur n'est pas nul lorsque, y ayant impossibilité qu'il soit conduit de suite dans la prison où il doit être renfermé, l'huissier l'a déposé momentanément dans une autre prison. — Bourg. 26 août 1823, t. 25, p. 321.

259. Mais le débiteur qui, lors de son arrestation, a été conduit, non dans la prison la plus voisine, mais dans une maison particulière pour y passer la nuit, peut pour cela faire annuler son emprisonnement, si la maison dans laquelle l'huissier a conduit son prisonnier n'a pas été désignée par l'autorité locale. — Toul. 1er sept. 1824, t. 29, p. 95.

260. Comme aussi le débiteur qui a été détenu dans un lieu non légalement désigné pour être un lieu de détention peut, quoiqu'il y ait consenti, faire annuler son emprisonnement. — Bord. 17 juill. 1811, t. 8, p. 597, n. 119. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 85, n. 2682, 2685; B. S. P. p. 633, not. 23; Pr. Fr. t. 5, p. 24; Th. Desm. p. 287; Haut. p. 434; Pardess. t. 5, p. 279.

261. La circonstance que le débiteur arrêté a été déposé dans une maison particulière, n'est pas un moyen de nullité de l'emprisonnement, si le dépôt a eu lieu sur la demande de ce débiteur. — Besanç. 30 mars 1827. Boillot C. Perrin. — V. *infrà*, n° 265.

262. Lorsque le débiteur arrêté est retenu arbitrairement dans un lieu autre que la prison la plus voisine et soumis à de mauvais traitements, il a non-seulement une action criminelle contre l'huissier, mais encore le droit de demander la nullité de l'emprisonnement. — Bord. 20 nov. 1829, t. 39, p. 44.

263. La station momentanée dans une auberge pour les nécessités de route ne constitue pas une détention arbitraire. — Colm. 10 déc. 1819, t. 8, p. 643, n. 157.

§ 2. *Procès-verbal d'écrou.*

264. L'huissier qui, en conduisant un débiteur en prison, est obligé de le placer dans des lieux de dépôt, ne doit point l'écrouer; il suffit qu'il le fasse à la maison d'arrêt. — Renn. 12 juill. 1809, t. 8, p. 625, n. 144. — C. T. t. 2, p. 276-45.

265. Un débiteur ne peut faire annuler son arrestation, lorsqu'elle a eu lieu à une heure légale, sur le motif qu'il n'a été écroué à la maison d'arrêt qu'après le coucher du soleil, surtout si le retard provient de ce que, sur sa demande, l'huissier l'a conduit dans une maison particulière pour entrer en accommodement avec ses créanciers. — Gren. 9 nov. 1825, t. 31, p. 353. — V, *suprà*, n° 261.

266. Est valable un acte d'écrou fait en vertu des titres énoncés au procès-verbal d'emprisonnement, dont copie est en tête de cet acte d'écrou. — Amiens, 21 nov. 1821. Dourlens C. Delettre.

267. L'écrou peut être fait après le coucher du soleil. — C. T. t. 2, p. 276-46.

268. Le geôlier, en transcrivant sur son registre le jugement en vertu duquel on procède à la contrainte par corps, n'est pas dans l'obligation de copier la formule exécutoire. — Toul. 11 août 1828, t. 38, p. 92.

269. Ces expressions, dans un écrou, *habitant de telle commune,* indiquent suffisamment le domicile du créancier. — Pau, 16 fév. 1813, t. 8, p. 530, n° 69. — *V.* v° *exploit*, un arrêt semblable.

270. L'élection de domicile faite dans le procès-verbal d'emprisonnement doit être, à peine de nullité, insérée dans le procès-verbal d'écrou. — Nîmes, 15 juin 1829, t. 37, p. 314.

271. Cette élection de domicile est spéciale, et seulement dans l'intérêt du débiteur incarcéré. — Elle peut être faite chez un avoué, mais elle n'emporte pas constitution. — C. T. t. 2, p. 275, n° 42, à la note.

272. L'élection de domicile faite dans le procès-verbal d'emprisonnement par le créancier non domicilié dans la commune, doit, à peine de nullité de l'emprisonnement, être renouvelée dans le procès-verbal d'écrou, et ce moyen peut être proposé pour la première fois en appel. — Aix, 23 août 1826. Meyer C. Suchet.

273. Sont nuls les procès-verbaux d'emprisonnement et d'écrou qui ne contiennent pas le prénom du débiteur incarcéré, surtout lorsque deux frères sont condamnés par le même jugement, et poursuivis par la voie de contrainte par corps. — Bord. 20 mars 1829, t. 38, p. 90.

274. Le procès-verbal d'écrou peut être rédigé par le gardien de la prison, pourvu qu'il soit signé par l'huissier qui a fait l'arrestation. — Toul. 1er sept. 1824, t. 29, p. 95, et 11 janv. 1825.

275. Comme aussi le procès-verbal d'écrou peut être rédigé et transcrit sur les registres par

l'huissier ou le garde du commerce qui exercent la contrainte par corps. — Paris, 14 déc. 1807, et 23 janv. 1808. — Besanç. 23 juill. 1812. — Brux. 6 mai 1813, t. 8, p. 509, nº 52. — M. Pig. *Procéd. civ.* t. 2, p. 290, nº 17, et *Comm.* t. 2, p. 474, n'accorde ce droit qu'à l'huissier.—*V.* MM. Merl. *Rép.* vº *écrou;* F. L. t. 1, p. 688, art. 789; B. S. P. p. 634, not. 29; Lep. p. 527; Pig. t. 2, p. 290, nº 17.

276. Le geôlier doit signer l'acte d'écrou, et assumer toute la responsabilité sur sa tête. — C. T. t. 2, p. 276-44.

277. Quoique le geôlier en rédigeant l'écrou n'ait pas fait mention qu'il l'a signé, l'acte n'en est pas moins valable s'il contient sa signature. — Toul. 11 fév. 1808, t. 8, p. 516, nº 58. — *V.* MM. B. S. P. p. 633, not. 27, nº 3; Pig. t. 2, p. 285; F. L. t. 1, p. 634, à la note, et p. 687, art. 784.

278. L'acte d'écrou doit être fait, et la copie du procès-verbal doit être signifiée le jour même de l'emprisonnement; leur rédaction ne peut être scindée.—Bastia, 26 août 1826, t. 33, p. 118.

279. Il n'est pas nécessaire de faire deux copies séparées, l'une de l'écrou, l'autre du procès-verbal. — Riom, 25 nov. 1830. — Paris, 30 janv. 1833, t. 45, p. 601, 602. — C. T. t. 2, p. 275-43.

280. L'emprisonnement est nul, si l'écrou n'a pas été dressé le jour même de l'entrée du débiteur dans la prison, quoique ce fût un jour férié, mais seulement le lendemain.—Bourg. 26 août 1823, t. 25, p. 321.

281. L'huissier qui a procédé à l'arrestation du débiteur doit, à peine de nullité de l'emprisonnement, notifier par acte enregistré au débiteur incarcéré le procès-verbal d'écrou, quoique l'écrou fasse mention de la copie laissée au débiteur. — Toul. 21 mai 1824, t. 27, p. 338.

282. L'omission de la mention que copie de l'acte d'écrou a été laissée au débiteur emporte la nullité de l'emprisonnement, et ne peut être aucunement réparée une fois la détention effectuée. — Riom, 28 av. 1808. — Pau, 16 fév. 1813, et 29 juill. 1814, t. 8, p. 530, nº 68. — Nîmes, 29 juill. 1829. Barillon C. Laurent. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 85, not. 1; Pig. *Comm.* t. 2, p. 473, et t. 2, p. 382; B. S. P. p. 633, not. 27, nº 2.

283 et 284. Mais cette mention peut être suppléée par d'autres actes ou d'autres énonciations qui l'établissent suffisamment. — Riom, 14 oct. 1808, t. 8, p. 546, nº 79.— *V.* M. Carr. t. 3, p. 86, nºs 2692 et 2693.

285. Un procès-verbal d'écrou est nul s'il ne mentionne pas la remise du procès-verbal d'emprisonnement au débiteur, lors même qu'elle serait mentionnée dans le dernier de ces procès-verbaux. — Lyon, 10 mai 1832, t. 44, p. 354.

286. Le débiteur peut faire annuler son emprisonnement à raison des nullités qui se trouvent dans la copie du procès-verbal d'écrou, quoique l'original soit régulier. — Paris, 9 germ. an XIII, t. 8, p. 487, nº 25.—M. Carr. t. 3, p. 86, nº 2692, fait quelques distinctions qu'il est utile de consulter. — V. notre mot *exploit*, pour les différences entre l'original et la copie.

§ 3. *Translation d'une prison dans une autre.*

287. Un débiteur incarcéré peut demander d'être transféré dans la prison d'un autre lieu que celui où il a été arrêté; mais son créancier est recevable à s'opposer à cette demande, sauf aux juges à apprécier son opposition. — Agen, 4 déc. 1830, t. 41, p. 425.

Dans tous les cas les frais de translation sont à la charge du débiteur, et le créancier peut se refuser à en faire l'avance.—C. T. t. 2, p. 282-64.

287 *bis.* Le droit qui revient à l'huissier par suite de la translation doit être fixé par analogie avec l'art. 65 du tarif. — C. T. t. 2, p. 283-63.

288. Même s'il s'agit d'un motif pécuniaire, le débiteur peut, selon les circonstances, obtenir une translation dans une autre prison, ou son extraction momentanée. — C. T. t. 2, p. 283-66.

289. La demande d'un débiteur incarcéré, tendante à être transféré dans un autre lieu que celui de son arrestation, doit être jugée, non par l'autorité administrative, mais par le tribunal du lieu où il est actuellement détenu. — Agen, 4 déc. 1830, t. 41, p. 428.

290. La translation du débiteur opérée un jour férié, de la prison où il avait été déposé, dans celle où il doit être détenu, ne rend pas l'emprisonnement nul, comme le serait l'arrestation pendant un jour férié. — Bourg. 26 août 1823, t. 25, p. 321.

291. Lorsqu'un débiteur emprisonné pour dettes demande à être transféré d'une maison d'arrêt dans une autre, et qu'il y a des motifs particuliers d'autoriser cette translation, le tribunal peut l'ordonner, quoique les créanciers s'y opposent, et quoiqu'il ne soit pas prouvé que le débiteur avait son domicile dans la commune où il demande à être transféré. — Paris, 20 janv. 1813, t. 8, p. 606, nº 126. —*V.* M. Carr. t. 3, p. 92, not. 1, nº 3.

Art. 5. *Sauf-conduit.*

292. Quelles que soient les contestations existantes entre le failli et ses créanciers, le tribunal de commerce peut toujours, malgré l'opposition de ces derniers, accorder un sauf-conduit au failli, lorsqu'il n'est incarcéré qu'en exécution du jugement qui a déclaré sa faillite. — Paris, 10 fév. 1815, t. 22, p. 342, nº 149.

293 et 294. Le sauf-conduit accordé à un débiteur condamné par corps, et cité en témoignage, ne peut être accordé que pour le temps nécessaire à ce débiteur pour porter ce témoignage.—Cass. 5 vendém. an XI, t. 8, p. 464, nº 10.

295. Le sauf-conduit accordé pour toute autre cause qu'une citation en témoignage n'empêche pas qu'il soit procédé valablement à l'arrestation du débiteur condamné par corps qui en est porteur. — Cass. 17 fév. 1807, t. 8, p. 498, nº 38. Tous les auteurs sont de cet avis. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 73, nº 2658; Merl. *Rép.* t. 12, p. 347, nº 3; B. S. P. p. 629, not 6 et 61, nº 2; Pig. *Comm.* t. 2, p. 468; F. L. t. 1, p. 686, § 4; D. C. p. 479; Pardess. t. 5, p. 276. — *V.* aussi M. Carr. nºs 2655, 2656 et 2659.

296. Comme aussi un sauf-conduit ne peut empêcher l'emprisonnement lorsque les conditions qu'il porte n'ont point été remplies. — Paris, 28 fév. 1810 t. 8, p. 572, nº 99.

297. Le créancier qui, avant la déclaration de faillite de son débiteur, l'a fait emprisonner, est recevable à former opposition au jugement qui accorde à ce dernier un sauf-conduit, alors que la conduite du failli est entachée de fraude et de mauvaise foi. — Rouen, 2 avr. 1827.

298. Un débiteur incarcéré qui demande la nullité de son emprisonnement peut obtenir du tribunal l'autorisation de prendre au greffe communication des pièces, et d'assister personnellement à l'audience, sous la garde d'huissier, et à la charge par lui de donner caution. — Brux. 25 août 1807, t. 8, p. 505, nº 48. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 72, à la note.

299 et 300. Décidé cependant qu'un débiteur emprisonné pour dettes ne peut obtenir son extraction provisoire de la maison d'arrêt, sous la garde d'un huissier, soit pour venir se défendre lui-même dans une cause qui l'intéresse, soit pour assister à une opération importante à ses intérêts. — Paris, 24 mai 1813, et 26 fév. 1819, t. 8, p. 611, nº 131.—Du reste les tribunaux ont à ce sujet un pouvoir arbitral : c'est ce qui nous paraît résulter de deux arrêts, l'un de Paris, du 5 déc. 1828, l'autre de Douai, du 7 déc. 1830, t. 40, p. 152.

301. Le sauf-conduit accordé depuis l'emprisonnement n'est pas nul. — Paris, 23 fév. 1810, t. 8, p. 572, nº 100.

302. Circulaire du grand juge ministre de la justice, du 8 sept. 1807, qui décide que les tribunaux de commerce et les juges de paix ne peuvent pas délivrer de sauf-conduit aux individus soumis à la contrainte par corps. — J. A. t. 8, p. 506, n. 49. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 72, n. 2655, à la note; et C. T. t. 2, p. 270-27.

303. C'est au tribunal de commerce, et non à la Cour royale,

qu'il appartient de protéger un sauf-conduit. — Lyon, 14 déc. 1827, t. 34, p. 33.

304. Toute procédure pour obtenir un sauf-conduit serait frustratoire. L'on ne peut pas interjeter appel de l'ordonnance de sauf-conduit. — C. T. t. 2, p. 270-28.

305. Quoique les conclusions du ministère public soient nécessaires pour l'obtention du sauf-conduit, il n'est dû à l'avoué aucune vacation pour la communication des pièces. — C. T. t. 2, p. 270-29.

CHAP. III. *Recommandations. Consignation d'aliments et frais de maladie.* — Art. 1er. *Recommandations.*

306. Toutes les formalités prescrites par la loi pour l'exercice de la contrainte par corps ne sont pas de rigueur lorsqu'il s'agit de recommander un débiteur déjà arrêté. — Cass 8 pluv. an XIII, t. 8, p. 482, n. 20. — Cet arrêt paraît en contradiction formelle avec l'art. 12 de la loi de ger. et l'art. 793 C. P. C. — *V.* Cependant M. DELAP. t. 2, p. 364. — *V.* aussi MM. D. C. p. 482; HAUT. p. 435; TH. DESM. p. 288, 289; COMM. t. 2, p. 384, 385; PR. FR. t. 5, p. 30; et CARR. t. 3, p. 91, n. 2701.

307. L'huissier qui fait la recommandation n'a pas besoin d'être commis. — C. T. t. 2, p. 278-50.

308. A Paris, les huissiers n'ont pas le droit de faire des actes de recommandation concurremment avec les gardes du commerce. — C. T. t. 2, p. 277-48.

309. Sous la loi du 15 germ. an VI, la nullité de l'emprisonnement entraînait celle des recommandations. — Paris, 9 germ. an XIII, t. 8, p. 487, n. 26.

310. Mais il n'en est plus de même sous l'empire du C. P. C. même en matière commerciale. L'art. 796 portant: La nullité de l'emprisonnement n'emporte pas la nullité des recommandations, abroge l'art. 12, tit. 3 de la loi de germ. an VI, qui voulait que la nullité d'un emprisonnement entraînât celle des recommandations qui en étaient la suite. — Paris, 13 fév. 1826, t. 31, p. 166, et 21 mars 1827.

311. Lorsqu'un emprisonnement est déclaré nul, la recommandation faite à la même requête l'est également. — Colm. 16 therm. an XIII. — Lim. 26 mai 1823, t. 8, p. 477, n. 18; et t. 25, p. 178. — Cette opinion, approuvée *ibid.*, est celle de MM. PIG. *Comm.* t. 2, p. 481; F. L. t. 1, p. 690, § 4, n. 1, 2; PR. FR. t. 5, p. 33; CARR. p. 98, n. 2717. — *Contrà*, M. B. S. P. p. 784, n. 52.

312. Le débiteur dont l'emprisonnement est déclaré nul peut être recommandé par un autre créancier, si l'acte d'écrou subsiste encore, et si le registre d'écrou ne fait aucune mention du jugement qui prononce la nullité de l'emprisonnement. — Brux. 11 mars 1824.

313. Le débiteur dont l'emprisonnement a été déclaré nul à l'égard d'un créancier peut, avant sa sortie, être recommandé par un autre créancier et à raison d'une autre dette. — Caen, 16 juill. 1827.

314. Les recommandations faites par des tiers dans l'intervalle de la demande en nullité d'un jugement qui annule l'emprisonnement seraient-elles maintenues? — L'affirmative est soutenue par M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 481. — M. DELAP. t. 2, p. 366 et 367, est d'un avis contraire. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 99, n. 2718; et J. A. t. 8, p. 712, n° 219.

315. Si, malgré le jugement qui annulerait l'emprisonnement, le débiteur n'était pas sorti de prison, parce qu'il y serait retenu comme prévenu de délit et par suite de recommandation, pourrait-il, à la requête du créancier auteur de son emprisonnement, être recommandé avant l'expiration du délai fixe? — M. CARR. t. 3, p. 99, n. 2719, soutient l'affirmative. L'opinion contraire a été adoptée par M. D. C. p. 484, 6e alin. — *V.* J. A. t. 8, p. 708, n. 215.

316. Mais, lorsque le débiteur incarcéré dont l'emprisonnement a été annulé n'a pu être mis en liberté à cause d'une recommandation antérieure, il peut être recommandé après le délai de vingt-quatre heures, à la requête du créancier qui l'avait primitivement fait incarcérer. — Colm. 25 juin 1830, t. 39, p. 275.

317. Comme aussi le débiteur incarcéré dont l'emprisonnement a été déclaré nul, mais qui est retenu par la recommandation d'un autre créancier, peut être recommandé, en vertu d'autres jugements, par le même créancier qui l'avait fait emprisonner. — Toul. 11 janv. 1825, t. 29, p. 97.

318. Le prévenu d'un délit peut être recommandé pour dettes, et ne peut être mis en liberté, bien qu'il soit acquitté du délit. — Paris 22 frim. an XII, t. 8, p. 477, n. 15.

319. Comme aussi un créancier peut faire recommander son débiteur emprisonné sur sa dénonciation, à la requête du ministère public. — Toul. 16 avr. 1825, t. 30, p. 262.

320. Cependant un débiteur arrêté en vertu d'ordre que son créancier a surpris à l'autorité publique par manœuvres et artifices, peut, l'emprisonnement étant nul, demander la nullité de la recommandation faite au nom du même créancier. — Rouen, 2 mars 1818, t. 8, p. 680, n. 186. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 89, not. 2, 2°; F. L. t. 1, p. 690, § 4, n. 1 et 2, art. 796.

321. On doit, à peine de nullité de l'emprisonnement, du procès-verbal d'écrou et de la recommandation, signifier un extrait enregistré constatant que copie en a été laissée au détenu. — Toul. 11 janv. 1825, t. 29, p. 97.

322. Le débiteur recommandé peut-il arrêter la recommandation en déclarant agir en référé? — L'affirmative est adoptée par MM. CARR. t. 3, p. 90, n. 2700, et PIG. t. 2, p. 294. Ce dernier auteur pense que, dans ce cas, le débiteur serait obligé de se faire représenter devant le président. — *V.* J. A. t. 8, p. 711, n. 218. — *V.* le n° suiv.

323. Lorsque le débiteur emprisonné est recommandé, et que, lors de cette recommandation, il demande à être conduit devant le président du tribunal, on doit, à peine de nullité, satisfaire à sa demande. — Paris, 17 sept. 1829, t. 38, p. 180. — *V.* le n° qui précède.

324. On ne peut recommander un failli détenu sous le poids du dépôt provisoire en vertu de l'art. 455. — Riom, 25 mai 1829. Busset C. Bégon.

325. Lorsqu'il est intervenu un contrat d'union entre les créanciers, le failli condamné comme banqueroutier simple peut, à l'expiration de sa peine, être retenu en prison par continuation du dépôt ordonné par l'art. 455 C. comm. sans écrou ni recommandation, si la liquidation de la faillite n'est pas encore terminée; cependant le failli peut demander sa mise en liberté provisoire ou définitive. — Cass. 9 nov. 1824, t. 27, p. 334.

326. Le créancier qui n'a recommandé son débiteur incarcéré qu'après l'évasion d'une maison de santé où il avait été transféré, ne peut réclamer des dommages-intérêts contre le directeur de cette maison. — Paris, 3 juill. 1832, t. 43, p. 567.

327. L'étranger emprisonné en vertu d'ordonnance du président doit être recommandé. — C. T. t. 2, p. 278-51.

Art. 2. *Consignation d'aliments. Frais de maladie.* — § 1er. *Qui doit consigner?*

328. Le débiteur incarcéré peut demander son élargissement, si les aliments ont été consignés, non par le créancier ou son fondé de pouvoir, mais par un tiers qui même n'a pas dit agir au nom du créancier. — Brux. 6 juin 1821.

329. La consignation d'aliments peut être faite à la requête du créancier qui a fait incarcérer, quoiqu'il ait fait transporter sa créance à un autre, tant que l'acte de transport n'a pas été signifié au créancier incarcéré. — Paris, 15 oct. 829, t. 37, p. 343.

330. Lorsque le créancier qui avait fait emprisonner son débiteur est décédé, l'huissier qui a opéré l'emprisonnement ne peut continuer de consigner des aliments sans un pouvoir spécial des héritiers. Les consignations faites en son nom ne produisent aucun effet. — Paris, 17 mars 1826, t. 32, p. 60.

331. Le condamné pour raison d'un délit, qui n'est plus détenu

que pour intérêts civils, doit obtenir son élargissement, à défaut par son créancier de lui fournir des aliments. — Cass. 19 pluv. an XIII, t. 8, p. 484, n° 21. — V. MM. B. S. P. p. 638, not. 43; PAILL. v° *aliments*, p. 51.

§ 2. *Quelle somme doit être consignée* (1)?

332. Le débiteur incarcéré ne peut se plaindre de l'insuffisance d'une consignation alimentaire, quoiqu'elle soit faite dans un mois de 31 jours, si, avant l'expiration de la 1re période de 30 jours, le créancier a fait une nouvelle consignation, de manière que le débiteur n'ait jamais manqué d'aliments. — Cass. 11 juin, 7 et 20 août 1822. — Metz, 20 juill. 1827, t. 24, p. 278, et t. 37, p. 105. — Toul. 20 août 1827. Rifié C. Lacombe.

333. Lorsque le contraignant et le recommandant ont consigné chacun séparément les aliments du 1er mois, et qu'ils se réunissent en consignant par contribution ceux des mois suivants, ces créanciers sont fondés, lors du règlement de compte du geôlier, à appliquer aux aliments de deux mois les consignations qui avaient été faites pour les aliments du même mois. — Bruxelles, 28 juin 1821.

334. Avant la loi du 17 avril 1832, on devait présumer que le créancier avait voulu attribuer 25 fr. par mois à son débiteur incarcéré, lorsque dans le procès-verbal d'écrou il avait déclaré consigner cette somme pour un mois, et pareille somme le trente et unième jour du premier mois; d'où il suit que le créancier ne pouvait appliquer au trente et unième jour du premier mois, les 5 fr. excédant la somme de 20 fr. qu'il devait légalement consigner. — Montp. 23 fév. 1832, t. 44, p. 200.

335. Décret du 4 mars 1808, qui décide que les aliments des débiteurs de l'État détenus ne doivent pas être consignés d'avance par le trésor public comme par tout autre créancier. — J. A. t. 8, p. 520, n. 62. — Ce décret est approuvé par MM. PIG. t. 2, p. 290; PIG. *Comm.* t. 2, p. 475; F. L. t. 1, p. 689, § 1; MERL. *Rép.* t. 1, p. 205, n. 3; CARR. t. 3, p. 85, n. 2688.

336. La consignation d'aliments faite le matin du jour de l'emprisonnement, avant toute distribution aux prisonniers, satisfait à la loi qui exige que les aliments des débiteurs incarcérés soient consignés d'avance. — Rouen, 10 vend. an XIV, t. 8, p. 494, n. 32. — V. MM. B. S. P. t. 2, p. 785, not. 52 *h*.

337. Quand un créancier n'a pas consigné les aliments d'avance, il faut que la demande en élargissement soit formée avant que la faute du créancier soit réparée par une consignation nouvelle; mais, s'il y a consignation nouvelle, il faut qu'elle comprenne le déficit antérieur ensemble et le mois nouveau. — Douai, 1er sept. 1824, t. 29, p. 143.

338. L'emprisonnement est nul, si la consignation des aliments n'a été effectuée qu'à dater du jour où le débiteur est entré dans sa prison, sans y comprendre le temps qui a été employé à sa translation. — Bourg. 26 août 1823, t. 25, p. 321.

339. Le créancier n'est pas tenu des frais de maladie de son débiteur incarcéré. — Cass. 17 juill. 1810, t. 8, p. 579, n. 107. — Les auteurs sont unanimes. — V. MM. MERL. t. 1, p. 205, n. 4; CARR. t. 5, p. 88, n. 2696; PIG. *Comm.* t. 2, p. 476; B. S. P. p. 633, not. 5 et 26, n. 2.

§ 3. *Défaut de consignation d'aliments. Ses effets.*

(Pour l'élargissement en général, V. *infrà*, chap. 5.)

340. Un débiteur incarcéré doit obtenir son élargissement, lorsqu'au premier jour de l'un des mois écoulés depuis son incarcération, il n'a pas été consigné pour ses aliments la somme entière dont la loi exige la remise à l'avance au concierge. — Montp. 23 fév. 1832, t. 44, p. 200.

341. Le créancier qui a fait emprisonner son débiteur n'est plus recevable à consigner des aliments, dès que l'élargissement a été ordonné sur référé par le président du tribunal. — Paris, 7 juill. 1817, t. 8, p. 655, n. 166. — V. les trois nos suivants.

342. Lorsqu'un débiteur incarcéré a présenté requête au président pour obtenir son élargissement faute de consignation suffisante d'aliments, le créancier ne peut plus arrêter cette demande par une consignation supplémentaire. — Cass. 27 août 1821. — Douai, 1er sept. 1824, t. 23, p. 293, et t. 29, p. 143. — V. MM. PIG. t. 2, p. 302; CARR. t. 3, p. 113, art. 803; PAILL. t. 4, p. 51, v° *aliments*; PARDESS. t. 5, p. 292; F. L. t. 1, p. 679; DELAP. t. 2, p. 375; B. S. P. p. 640, not. 52. — C'est l'ordonnance qui donne date à la requête et par conséquent à la demande en élargissement. — V. MM. CARR. t. 3, p. 114, n. 2746, et PIG. t. 2, p. 303. — C'est au débiteur, comme demandeur, à prouver que la demande est antérieure. — MM. CARR. et PIG. *loco citato*.

343. Comme aussi la consignation postérieure à la requête en élargissement suivie de l'ordonnance est tardive. — Rouen, 7 avr. 1827, t. 33, p. 129. — V. les deux numéros qui précèdent et le n° suivant.

344. Pareillement, à défaut de consignation d'aliments, le président du tribunal doit, sur la requête qui lui est présentée par le débiteur incarcéré, ordonner immédiatement l'élargissement de celui-ci. Il n'est pas obligé de renvoyer les parties à l'audience; et, s'il le fait, la consignation postérieure à la requête ne fait pas obstacle à ce que l'élargissement soit prononcé par le tribunal. C'est par sa requête au président que le débiteur détenu est, dans ce cas, réputé avoir formé sa demande. — Nanci 18 mai 1829, t. 36, p. 45. — V. les trois nos qui précèdent.

345. Si une consignation d'aliments et une demande en élargissement sont formées le même jour, et que la demande en élargissement soit la seule qui énonce l'heure à laquelle elle a été formée, le créancier est tenu de prouver que la consignation est antérieure. — Toul. 15 mars 1828, t. 35, p. 307.

346. Le débiteur d'une dette commerciale qui a été élargi faute de consignation alimentaire, ne peut être emprisonné de nouveau pour la même dette. — Cette question était controversée, t. 28, p. 219; t. 29, p. 226 et 227; t. 33, p. 293, et t. 34, p. 174. Elle est décidée formellement par l'art. 31 de la loi du 17 avril 1832, t. 42, p. 193.

347. Le débiteur élargi pour insuffisance dans la consignation d'aliments doit être réincarcéré, s'il est justifié que les sommes consignées n'ont point cessé d'être au complet. — Brux. 28 juin 1821.

348. Lorsque le débiteur incarcéré obtient sa liberté faute par le créancier d'avoir fourni des aliments, les recommandants ne sont point déchus, par cela seul, du droit de le faire emprisonner pour les mêmes créances. — Toul. 24 vent. an XI. — Paris, 5 août 1817, t. 8, p. 465, n° 12. — V. MM. CARR. t. 3, p. 116, not. 1; B. S. P. p. 640, not. 53, n° 4; F. L. t. 1, p. 682, § 2, n° 5.

349. Le créancier qui n'a pas fait la consignation, par défaut de laquelle l'élargissement du débiteur aurait eu lieu, ne peut-il, pour une autre dette, faire emprisonner celui-ci qu'en remplissant les obligations mentionnées en l'art. 804? — Ces obligations remplies, le créancier est-il dispensé des formalités préalables à l'emprisonnement, si cet emprisonnement a lieu dans l'année du commandement? — La négative est soutenue par M. CARR. t. 3, p. 116, nos 2743 et 2749. — L'opinion contraire a été adoptée par M. DELAPORTE, t. 2, p. 375. — V. J. A. t. 8, p. 714, n° 232.

(1) L'art. 29 de la loi du 17 avr. 1832, t. 42, p. 193, a mis fin à toute controverse sur les diverses questions qui s'étaient élevées à cet égard, en décidant que désormais la somme destinée aux aliments sera de 30 fr. à Paris et de 25 fr. dans les autres villes, pour chaque période de 30 jours.

§ 4. *Droits des créanciers qui ont consigné.*

350. Le mandataire salarié qui, par suite de la négligence à consigner les aliments d'un débiteur incarcéré, a donné lieu à la mise en liberté de celui-ci, est responsable des causes de l'arrestation de ce débiteur en principal et accessoires.—Paris, 22 nov. 1816, t. 8, p. 646, nº 159.

351. Le créancier recommandant peut, lorsqu'il est désintéressé de sa créance, retirer les aliments qu'il a consignés, sans s'exposer à une action récursoire de la part du créancier incarcérant. —Colm. 27 mars 1817, t. 8, p. 652, nº 161. —Conforme à l'opinion de M. PAILLET, *Dict. gén.* t. 4, p. 55, vº *aliments*, § 7, nº 30. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 689, § 4, nº 3; CARR. t. 3, p. 114, nº 2747.

352. On ne peut considérer comme des recommandants les créanciers qui ont fait arrêter le débiteur évadé par l'effet de circonstances extraordinaires, après avoir été incarcéré par d'autres créanciers; et leur consentement n'est pas nécessaire pour que ceux-ci puissent retirer les aliments qu'ils avaient primitivement consignés. — Paris, 9 janv. 1832, t. 44, p. 312. — V. *ibid.* des observations.

353. Lorsqu'une femme mariée est emprisonnée pour réparation civile résultante d'un délit, le créancier peut-il répéter du mari les deniers avancés pour les aliments? — L'art. 1424 C. C. résout cette question qui faisait doute sous l'ancienne jurisprudence. — *V.* M. MERL. *Rép.* vº *aliments*, t. 1, p. 206, et J. A. t. 8, p. 699, nº 206.

CHAP. IV. *Quand et devant quel tribunal peut être demandée la nullité de l'emprisonnement? — Dommages-intérêts à raison de cette nullité.*

354. Le syndic a qualité pour demander que le failli illégalement détenu soit mis en liberté. — Brux. 27 déc. 1826.

355. Un débiteur emprisonné est recevable à se prévaloir des nullités commises dans l'exécution de la contrainte par corps, bien qu'il n'ait fait aucune protestation dans le procès-verbal d'emprisonnement, et même quoiqu'il se soit fait conduire en référé. — Renn. 28 déc. 1814. — Metz, 30 déc. 1817, t. 8, p. 633, nº 148. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 95, nº 2713.

356. En cas de demande en nullité d'emprisonnement, l'avoué a droit à l'émolument fixé par l'art. 90 du tarif pour la communication au ministère public. — C. T. t. 2, p. 279-55.

357. Le débiteur incarcéré, qui a conclu d'abord à sa mise en liberté par des moyens tirés du fond, est néanmoins recevable à demander ensuite la nullité de son emprisonnement, lorsque les causes sont mentionnées dans les premières conclusions : on ne peut pas dire qu'il ait renoncé à la nullité. — Bourg. 30 nov. 1821, t. 23, p. 364.

358. Comme il ne peut y avoir de contrat ou d'acquiescement irrévocable, quand il s'agit de la liberté, en fait d'emprisonnement, on peut toujours faire valoir les moyens de forme, lorsqu'on a succombé sur ceux du fond. — Mont. 19 juin 1807, t. 8, p. 502, nº 43.

359. Aux tribunaux civils seuls appartient le droit de connaître de la validité du commandement qui précède la contrainte par corps. —Lyon, 22 août 1826, t. 32, p. 101.

360. On peut demander devant le tribunal civil la nullité d'un emprisonnement résultante d'une condamnation par corps illégalement prononcée par le tribunal de commerce, sans avoir besoin de se pourvoir par les voies ordinaires contre le jugement du tribunal de commerce. — Rouen, 15 nov, 1825.

361. Lorsqu'un failli a été recommandé et écroué en vertu d'un jugement du tribunal de commerce, pendant qu'il subissait l'emprisonnement auquel il avait été condamné comme banqueroutier simple, ce n'est pas au tribunal civil qu'il doit s'adresser pour faire prononcer la nullité de cette recommandation, mais à la Cour royale à laquelle il doit déférer par appel le jugement du tribunal de commerce. — Cass. 9 nov. 1824, t. 27, p. 334.

362. Il appartient aux tribunaux de juger la régularité de l'emprisonnement d'un comptable de l'administration, effectué en vertu de contraintes décernées. — Avis Conseil d'état, 6 déc. 1820, t. 8, p. 692, nº 195.

363. Les contraintes décernées par l'administration des contributions indirectes, et fondées sur des actes irréguliers, doivent être annulées, à la différence de celles qui, contenant la demande d'une somme excessive, peuvent être maintenues jusqu'à concurrence de la somme due par le contribuable. — Cass. 26 mai 1830.

364. Le débiteur irrégulièrement incarcéré a-t-il droit à des dommages-intérêts? — Oui. — Mont. 19 juin 1807; Colm. 20 août 1808; Nîm. 22 mars 1813. — Non. — Florence, 21 août 1809; Nanci, 23 juill. 1813; Renn. 28 déc. 1814. — Cette dernière opinion est adoptée par M. PARDESS. t. 5, p. 291. M. CARR. t. 3, p. 103, nº 2726, professe l'opinion contraire. — *V.* J. A. t. 8, p. 502, nº 47; p. 543, nº 76; p. 560, nº 59; p. 603, nº 128, et p. 633, nº 148 *ter*. — *V.* les nºs suivants.

365. Lorsque l'emprisonnement est déclaré nul, le créancier ne doit pas, dans tous les cas, être condamné aux dommages-intérêts envers le débiteur; mais la demande en dommages-intérêts est abandonnée à l'arbitrage des juges. — Brux. 25 mai 1822.

366. Il n'y a pas lieu d'accorder des dommages-intérêts, si l'emprisonnement est nul pour vice de forme dans la capture et dans l'écrou, si l'incarcéré est réellement débiteur, et s'il y a absence totale de toute vexation de la part du créancier. — Brux. 25 mai 1822.

367. Est nulle et peut donner lieu à des dommages-intérêts la poursuite en contrainte par corps faite dans les formes prescrites, pour ceux qui n'ont aucun domicile connu, s'il est prouvé que le créancier poursuivant connaissait le domicile de son débiteur. — Bord. 3 déc. 1828, t. 36, p. 193.

368. Celui qui a été emprisonné par erreur de nom, pour le souscripteur de billets protestés, ne peut demander des dommages-intérêts, si, lors de l'arrestation, il a avoué qu'il avait eu des relations avec l'un des endosseurs, et s'il n'a pas requis un référé. — Paris, 19 janv. 1808, t. 8, p. 513, nº 53.

369. Dans tous les cas où la nullité de l'emprisonnement est prononcée, le jugement doit être signifié au geôlier et au créancier. — C. T. t. 2, p. 283, nº 67.

CHAP. V. *Elargissement en général.* — Art. 1er. *Compétence sur la demande en élargissement.*

(*V.*, pour l'élargissement à raison du défaut de consignation d'aliments, *suprà*, chap. 3, article 2, § 3.)

370. La demande en élargissement d'un condamné à l'emprisonnement par la Cour d'assises doit être jugée par le tribunal de première instance, lorsqu'elle est fondée sur l'impossibilité où il est de payer les amendes pour lesquelles il est incarcéré. — Paris, 14 janv. 1833, t. 46, p. 292.

371. Une demande en élargissement peut être portée devant le tribunal du lieu où le débiteur a été incarcéré, si elle est motivée sur ce qu'il y a appel du jugement qui a prononcé la contrainte par corps, et dont l'exécution provisoire n'a pas été ordonnée. — Nanci, 7 juill. 1831, t. 41, p. 542.

372. Une Cour royale n'est pas compétente pour statuer sur une demande en élargissement provisoire formée par une des parties incidemment à l'instance d'appel. — Renn. 20 avril 1818, t. 22, p. 112, vº *tribunaux*, nº 145.

373. La Cour de cassation, en cassant un jugement qui prononce la contrainte par corps, n'est pas compétente pour ordonner la mise en liberté. — Cass. 15 avril 1829, t. 37, p. 206.

374. Une demande de mise en liberté provisoire peut être formée après une condamnation définitive, et avant le jugement à rendre sur le pourvoi en cassation. — Cass. 12 fév. 1820. Intérêt de la loi C. Courtot.

375. Lorsqu'un débiteur a consigné pour obtenir sa liberté provi-

soire, parce qu'il est dans l'intention de demander la nullité de son emprisonnement, doit-on lui rendre la somme qu'il a consignée, si son emprisonnement est déclaré valable? — La négative résulte d'une dissertation que l'on trouve sur cette question, J. A. t. 8, p. 714, n° 223.

376. Les créanciers ne sont obligés, dans aucun cas, à consentir l'élargissement de leur débiteur sous caution; ainsi, une ordonnance d'élargissement provisoire sous caution, donnée par le directeur du jury au debiteur poursuivi correctionnellement, n'est pas obligatoire à leur égard. — Paris, 1er juin 1810, t. 8, p. 575, n° 103. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 89, n° 1; PIG. *Comm.* t. 2, p. 477.

377. Mais une maladie que le séjour de la prison peut rendre assez grave pour mettre la vie du détenu en danger, donne à celui-ci le droit d'obtenir son élargissement provisoire sous caution, et la translation dans une maison de santé. — Paris, 4 mai 1812, et 7 janv. 1814, t. 8, p. 601, n° 124. — *V.* MM. MERL. *Rép.* t. 4, p. 512; CARR. t. 3, p. 102, n° 2723; B. S. P. p. 637, not. 38; F. L. t. 1, p. 679, § 1, not.

378. L'individu incarcéré pour dettes civiles ou commerciales, et qui est transféré dans une maison d'arrêt sous la prévention d'un délit, n'en doit pas moins être élargi au bout du temps fixé par la loi pour la contrainte par corps, s'il est renvoyé de la plainte dirigée contre lui. — Paris, 29 déc. 1823; Cass. 20 nov. 1832, t. 38, p. 283, et t. 44, p. 115.

379. La seconde disposition de l'art. 39 de la loi du 17 avr. 1832, qui veut qu'en matière pénale la durée de la contrainte par corps soit déterminée par le jugement de condamnation dans les limites de 6 mois à 5 ans, s'applique à toutes les condamnations pécuniaires inférieures à 300 f., sans distinction entre les réparations prononcées dans l'intérêt de l'Etat, et celles qui sont adjugées à des particuliers.—Douai, 25 août 1832, t. 43, p. 649.

380. Le débiteur incarcéré pour dette commerciale inférieure à 500 fr. depuis plus d'un an, au moment de la promulgation de la loi du 17 avr. 1832, n'a pu obtenir son élargissement qu'après un an depuis cette promulgation.—Cass. 20 mars 1833, t. 44, p. 256.

381. Le débiteur incarcéré en vertu d'une condamnation au paiement d'une somme supérieure à 500 fr. ne peut, au bout d'un an, demander son élargissement, en opposant à titre de compensation le montant d'une condamnation qu'il aurait ultérieurement obtenue contre son créancier à qui, par l'effet de cette compensation, il resterait devoir moins de 500 fr. — Bastia, 19 juin 1833, t. 45, p. 610. — V. *ibid* des observations à l'appui de cet arrêt.

382. L'individu détenu pour amendes en matière criminelle, prononcées avant la loi du 17 avr. 1832, ne peut être élargi qu'autant que son incarcération a duré un temps égal à celui fixé par cette loi, eu égard à la quotité de l'amende; ou, si ce temps est plus long que celui fixé par le Code pénal, qu'après l'expiration de cette dernière durée. — Paris, 14 janv. 1833, t. 46, p. 292.

§ 2. *Elargissement pour nullité de l'emprisonnement.*

383. La contrainte par corps exercée contre un débiteur antérieurement à sa faillite cesse de plein droit d'avoir des effets à dater du jugement qui a déclaré sa faillite. — Colm. 17 janv. 1824; Rouen, 26 avr. 1824, t. 26, p. 118.— Opinion conforme de MM. LOCR. *Esp. du C. comm.* sur l'art. 494; et PARDESS. t. 4, n° 1149, p. 296.

384. Le failli détenu correctionnellement pour banqueroute simple doit, lorsqu'il a subi sa peine, obtenir sa liberté. Les créanciers ne peuvent requérir qu'il continue à demeurer détenu, en vertu d'un jugement qui, lors de l'ouverture de la faillite, ordonnait son dépôt dans une maison d'arrêt pour dettes. —Cass. 9 mai 1814; Ang. 31 juill. 1823, t. 8, p. 627, n° 146, et t. 25, p. 279. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 89, not. 2, n° 3; F. L. t. 1, p. 639, art. 792; B. S. P. p. 636, not. 34.

385. Le tribunal de commerce peut, *dans tous les cas*, ordonner la mise en liberté du failli, soit qu'il ait été emprisonné en vertu de l'art. 455, soit qu'il l'ait été à la requête d'un créancier, et même nonobstant la recommandation de tout autre créancier. — Montp. 27 avr. 1825, t. 31, p. 270.

386. La notification pour parvenir à la contrainte par corps, faite à un domicile que le débiteur justifie avoir quitté depuis longtemps, est irrégulière; l'emprisonnement qui a suivi doit être déclaré nul.—Paris, 28 fév. 1807, t. 13, p. 87, v° *exploit*, n° 66. — V. *suprà*, les n°s 163, 164 et suivants.

387. En declarant nul un emprisonnement pour violation des formes prescrites par la loi, le tribunal doit ordonner l'élargissement sans caution.— Nîm. 3 fév. 1818, t. 8, p. 660, n° 172.

388. L'emprisonnement auquel il a été procédé en vertu d'un jugement par défaut frappé déjà d'opposition est nul, quoiqu'un jugement subséquent ait annulé cette opposition pour défaut de forme.— Turin, 1er fév. 1813, t. 12, p. 641, v° *exécution*, n° 15.

389. Le débiteur élargi par suite d'un emprisonnement illégal ne peut être réincarcéré qu'après un intervalle de temps suffisant pour faire présumer que la seconde contrainte n'est pas le résultat de la première. — Brux. 12 fruct. an XIII, t. 8, p. 494, n° 31. — *V.* MM. HAUT. p. 437; D. C. p. 484, 486.

390. Lorsque le débiteur emprisonné hors de son domicile est élargi à cause de la nullité de son emprisonnement, le délai dans lequel il peut être arrêté pour la même dette doit-il être augmenté d'un jour par distance de trois myriamètres du lieu de la détention à son domicile? — L'affirmative est adoptée par MM. CARR. t. 3, p. 99, n° 270, et PIG. t. 2, p. 299, § 2, n° 3. — Cette opinion est combattue J. A. t. 8, p. 718, n° 225, 2e alin.

391. Le tribunal de première instance qui ordonne la mise en liberté d'un débiteur emprisonné pour dettes ne peut ordonner que son jugement sera exécuté nonobstant appel. — Paris, 9 janv. et 14 sept. 1808, t. 8, p. 544, n° 77. — MM. CARR. t. 3, p. 110, n° 2739, et PIG. *Comm.* t. 2, p. 482, pensent que l'exécution provisoire ne pourait être ordonnée même *sous caution*. M. PARDESS. semble partager cet avis.

392. Le tribunal du lieu où l'emprisonnement a été opéré est compétent pour connaître de la demande en élargissement formée par le débiteur, quoiqu'elle soit fondée sur la nullité des actes d'exécution du jugement en vertu duquel l'emprisonnement a été fait. La représentation de l'exploit introductif d'instance, sur lequel a été rendu le jugement qui prononce la contrainte par corps, n'est pas nécessaire si ce jugement lui-même n'est pas attaqué. — Nanci, 21 nov. 1831, t. 44, p. 47.

393. L'emprisonnement en vertu d'un jugement qui ordonne l'exécution provisoire nonobstant appel, mais à la charge de donner caution, est nul, encore que la caution ait été fournie, s'il n'a été fait sommation préalable au défendeur de prendre communication des titres de la caution, au cas où il en est exigé d'elle; ou, dans le cas contraire, d'assister à l'audience pour y voir discuter la caution et prononcer sur son admission. — Paris, 20 oct. 1813, t. 8, p. 622, n° 140. — *V.* M. B. S. P. p. 781, not. 52 *a*, n° 2.

§ 3. *Élargissement par suite de consignation du montant de la dette, ou du consentement du créancier.*

394. Une consignation conditionnelle et non intégrale du montant de la dette ne peut pas autoriser la mise en liberté provisoire du débiteur emprisonné. — Cass. 27 mai 1807, t. 8, p. 500, n° 39.—Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 3, p. 106, n° 2732; PIG. *Comm.* t. 2, p. 483; B. S. P. p. 637, not. 41, n° 1.

395. Comme aussi un débiteur légalement incarcéré doit, pour obtenir son élargissement, payer

ou consigner la somme principale due au créancier qui l'a fait emprisonner, les intérêts échus, les frais liquidés, ceux d'emprisonnement, et la restitution des aliments consignés. — Toul. 26 avr. 1819, t. 8, p. 676, nº 184.—*V.* MM. Pig. t. 2, p. 301, nº 2; Carr. t. 1, nºs 2729 et 2730.—*Quid*, si le débiteur n'a consommé que partie de la somme consignée?—*V.* MM. Carr. t. 3, p. 106, nº 2731, et Haut. p. 439. — La consignation doit-elle contenir les intérêts échus, quoique moindres de 300 fr? —Oui.— MM. Pig. t. 2, p. 301, et Carr. t. 3, p. 105, nº 2728.—Faut-il consigner la somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire? — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 301, nº 3; Carr. t. 3, p. 106, nº 2730. — La consignation pour se libérer est la même que celle qui opère le paiement. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 112, nº 2741; Delap. *loco citato*. — Le créancier doit-il être mis en cause s'il y a contestation sur la consignation?—*V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 487 et 488; B. S. P. p. 640, nº 51; Carr. t. 3, p. 112, nº 2742.

396 et 397. La somme consignée par un débiteur emprisonné, entre les mains du geôlier, pour son élargissement, est la propriété de la masse des créanciers, et non de celui à la requête de qui avait été exercée la contrainte par corps, lorsque, postérieurement à l'élargissement, l'ouverture de la faillite du débiteur a été fixée à une époque antérieure à la consignation. — Caen, 23 juill. 1827. Bedeaux dit le Jeune C. Binet.

398. Quels sont parmi les cas dans lesquels le débiteur doit être élargi, conformément à l'art. 800, ceux où le geôlier peut mettre immédiatement le débiteur en liberté? Ce sont les cas du consentement donné par le créancier et de la consignation entre les mains du geolier des sommes dues. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 108, nº 2736; Th. Desm. p. 290; Haut. p. 438; D. C. p. 484 et 485; Comm. t. 2, p. 388 et 390; Delvinc. *Instit. comm.* t. 2, p. 517; et J. A. t. 8, p. 713, nº 221.

399. Un créancier ne peut, à moins de convention expresse, libérer le débiteur emprisonné, en se réservant le droit de l'incarcérer de nouveau. — Paris, 6 juill. 1826, t. 33, p. 274.

400. Le consentement à la sortie du débiteur peut-il être donné autrement que par acte authentique ou sur registre d'écrou?—Le geôlier pour sa garantie peut demander ou un acte authentique ou un consentement écrit sur le registre d'écrou; il faut même exiger que, dans ce dernier cas, le créancier soit accompagné d'un huissier ou porteur de pièces pour constater son identité. — Telle est l'opinion de MM. Comm. t. 2, p. 389 et 390; Carr. t. 3, p. 111, nº 2740; Pr. Fr. t. 5, p. 36, à la note, et Th. Desm. p. 290. — *V.* J. A. t. 8, p. 712, nº 220.

401. La demande à bref délai contre le geôlier qui refuse de recevoir les causes de l'emprisonnement s'instruit sommairement. Il n'est pas nécessaire que le créancier soit mis en cause. — C. T. t. 2, p. 281-61.

402. Loi du 4 floréal an VI, relative à la contrainte par corps pour engagements de commerce entre les Français et les étrangers. — J. A. t. 8, p. 450, nº 2.

403 et 404. Loi du 10 septembre 1807, relative à la contrainte par corps contre les étrangers non domiciliés en France. — J. A. t. 8, p. 508, nº 50. — Loi du 17 avril 1832, titre 3, sur le même objet, t. 42, p. 193.

405. L'émolument de la requête à fin d'emprisonnement d'un étranger doit être fixé par analogie avec l'art. 77 du tarif. — C. T. t. 2, p. 278-51, à la note.

406. Un étranger ne peut se prévaloir de la loi du 10 septembre 1807 pour faire ordonner l'arrestation provisoire d'un étranger.— Brux. 29 nov. 1828. D. et R. C. de C. — V. *infrà*, no 408.

407. On peut établir, par des indices et des présomptions, que le règnicole qui a fait incarcérer un étranger n'est que le prête-nom d'un autre étranger, et on peut, à l'appui de ces présomptions, produire en appel des pièces qui ne l'ont pas été en première instance. — Brux. 27 déc. 1826.

408. L'étranger admis à établir son domicile en France ne peut y obtenir une condamnation par corps contre un autre étranger son débiteur. — Paris, 28 janv. 1831, t. 40, p. 146. — V. *suprà* nº 406.

409. L'arrestation provisoire d'un étranger ne peut avoir lieu que pour dette échue ou exigible. — Bord. 14 mai 1832 (art. 15, l. 17 avril 1832, conforme).

410. Les créanciers français qui, dans les actes constitutifs de leurs créances, ont stipulé des garanties hypothécaires, et les ont obtenues de leur débiteur étranger, peuvent-ils néanmoins exercer contre lui la contrainte par corps? —Dissertation, t. 46, p. 81.

411. L'arrestation provisoire d'un étranger ne peut être ordonnée quand il s'agit d'une demande en restitution de dépôt, dont l'acte n'est ni reconnu, ni en forme exécutoire, et qui ne peut ainsi constituer une dette échue et exigible. — Cass. 22 avril 1818, t. 8, p. 667, nº 175.

412. Tout jugement de condamnation, même à des dépens, rendu au profit d'un Français contre un étranger, emporte contre ce dernier la contrainte par corps. — Metz, 11 fév. 1820, t. 8, p. 687, nº 190.

413. Le jugement rendu contre un étranger, et exécutoire par toutes les voies de droit, comprend dans ces mots, *toutes les voies de droit*, la contrainte par corps. — Bord. 16 fév, 1830, t. 39, p. 164.

414. On peut prononcer la contrainte par corps contre un étranger en cette qualité, quoiqu'il ne soit point en France. — Florence, 3 juill. 1811, t. 8, p. 596, nº 118.

415. Un Français peut faire arrêter provisoirement un étranger, son débiteur, bien que l'obligation n'ait pas été contractée en France, sans que l'étranger puisse s'opposer à cette arrestation provisoire, en invoquant des exceptions au fond. — Cass. 12 juin 1817, t. 8, p. 654, nº 165.

415 *bis*. L'étranger n'est pas contraignable par corps pour les billets qu'il a souscrits à l'étranger. — Metz, 27 avril 1818, t. 22, p. 113, vº *tribunaux*, nº 147. — V. les nºs suiv.

416. Le Français porteur d'un billet à ordre souscrit par un étranger au profit d'un autre étranger, est censé avoir contracté directement avec le débiteur; il peut l'appeler devant les tribunaux français, et exercer contre lui la contrainte par corps. — Douai, 7 mai 1828, t. 36, p. 14. — Jugé de même par trois arrêts de la Cour de Bruxelles, en date des 14 novembre 1818, 14 janvier 1822, 13 août 1828.

417. Le Français tiers-porteur d'une traite tirée par un étranger, et en pays étranger, peut faire arrêter provisoirement celui-ci après l'échéance et avant de le faire condamner à la payer. — Paris, 29 novembre 1831, t. 43, p. 529.—V. *suprà*, les nºs 415 *bis* et 416 et les nºs qui suiv.

418 Décidé au contraire que l'arrestation provisoire d'un étranger ne peut pas être ordonnée lorsqu'il ne s'est point engagé directement envers le Français devenu par suite son créancier. — Paris, 27 mai 1830, t. 39, p. 305. — Deux arrêts semblables ont été rendus par la Cour de Douai le 27 février 1828, et par la Cour supérieure de Bruxelles, le 29 novembre 1828. — V. les nºs qui précèdent.

419. L'étranger qui a souscrit en pays étranger, et au profit d'un étranger, une lettre de change passée plus tard à l'ordre d'un Français, peut être incarcéré à la requête de ce dernier, quoiqu'il soit en état de faillite ouverte, si toutefois, au lieu de remplir les formalités exigées d'un failli, il a voulu soustraire sa personne et ses biens aux poursuites de ses créanciers. — Caen, 12 janv. 1832, t. 42, p. 34.

420. L'étranger qui a souscrit en pays étranger, et au profit d'un étranger, un effet de commerce que celui-ci a endossé à un Français, peut, si celui-ci le traduit devant les tribunaux français, être admis à prouver que cet endossement n'a été donné que pour le soustraire à ses juges naturels, et le faire arrêter en France. — Caen, 12 janv. 1832, t. 42, p. 34.

421. La contrainte par corps

doit être prononcée contre une princesse étrangère n'ayant pas de domicile en France. — Paris, 8 mars 1811, t. 8, p. 592, n° 115.

422. L'étranger qui a régulièrement déclaré vouloir établir son domicile en France, et qui continue d'y résider depuis plus de dix années à partir de sa déclaration, est-il néanmoins passible de la contrainte par corps, en vertu de la loi du 17 avr. 1832, comme n'étant pas encore naturalisé? — Dissert. t. 46, p. 81.

423. Lorsqu'un étranger poursuivi par un Français prouve qu'il est domicilié en France, la contrainte par corps provisoire ne peut pas être prononcée contre lui. —Cass. 6 fév. 1826, t. 31, p. 35.

424. L'étranger résidant en France doit être déchargé de la contrainte par corps provisoire prononcée contre lui en sa qualité d'étranger, si, depuis le jugement, il a obtenu du roi une ordonnance qui l'autorise à fixer en France son domicile.—Paris, 25 avr. 1834, t. 46, p. 383.

425. L'étranger admis à établir son domicile en France ne peut exercer la contrainte par corps vis-à-vis d'un étranger non domicilié. — Douai, 7 mai 1828, t. 36, p. 14.

426. L'étranger qui obtient l'autorisation d'établir son domicile en France peut être arrêté provisoirement, si au lieu de s'y établir réellement en vertu de cette autorisation, il se crée un domicile fictif pour se soustraire à la contrainte par corps.—Douai, 9 déc. 1829, t. 42, p. 38. — *V. ib.* des observat. à l'appui.

427. N'est pas nulle l'arrestation provisoire d'un étranger que l'huissier a refusé de conduire en référé devant le président, surtout si cet étranger n'en a fait la demande qu'après le procès-verbal d'écrou.—Caen, 12 janv. 1832, t. 42, p. 34.

428. C'est au président du tribunal à apprécier les motifs qui peuvent faire ordonner l'arrestation provisoire d'un étranger. — Cass. 25 sept. 1829, t. 39, p. 157.

429. Un tribunal ne peut connaître du mérite des ordonnances rendues par son président dans les cas spéciaux que la loi lui défère, tels que l'emprisonnement provisoire d'un étranger. En conséquence, c'est par la voie de l'appel qu'il faut demander la réformation de ces ordonnances. — Paris, 27 mai 1830, t. 39, p. 305.

430. L'ordonnance du président d'un tribunal de première instance qui, par application de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807, autorise l'arrestation provisoire d'un débiteur étranger, est susceptible d'appel pendant trois mois; le délai de quinzaine fixé par l'art. 809 C. P. C. pour l'appel des ordonnances sur référé est sans application dans ce cas. — Cass. 22 avr 1818, t. 8, p. 666, n° 174. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 683, § 3, n° 2.

431. L'emprisonnement provisoire d'un étranger n'est pas soumis aux formalités prescrites pour la contrainte par corps, et peut être prononcé contre un mineur.—Bord. 23 déc. 1828.—Paris, 19 mai 1830, t. 37, p. 25, et t. 39, p. 181.

432. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'ordonnance du président qui autorise l'emprisonnement provisoire d'un étranger soit signée par le greffier. — Paris, 27 mai 1830, t. 39, p. 305.

433. L'arrestation provisoire d'un étranger n'est pas soumise aux formalités des art. 780, 781 et 783 C. P. C.; il suffit qu'elle ait été précédée d'une ordonnance du président, et accompagnée des formalités ordinaires aux mesures de police. — Cass. 28 oct. 1809. — Metz, 17 mai 1816, t. 8, p. 565, n° 94. — Il en est autrement lorsqu'il s'agit d'emprisonner un étranger en vertu d'un jugement prononcé contre lui, ou lorsque l'étranger demande son élargissement. — Nanci, 22 juin 1813, t. 8, p. 613, n° 132.— Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 683, § 3, n° 2; B. S. P. p. 627, not. 2; Carr. t. 3, p. 55, n° 223. — Mais deux arrêts de la Cour de Brux. du 21 juill. 1819, et de la Cour de Metz, du 11 fév. 1820, sont contraires à cette opinion. — T. 8, p. 687, n° 192.

434. On doit observer, à l'égard d'un étranger emprisonné, les formalités générales que prescrit l'art. 1037 C. P. C. pour la signification ou exécution des actes. — Metz, 11 fév. 1820, t. 8, p. 687, n° 193.

435. Un huissier peut procéder à l'emprisonnement d'un étranger, en vertu de la seule ordonnance du président du tribunal civil; il n'est pas forcé de se munir d'un pouvoir spécial de la part du créancier poursuivant. — Bord. 24 mai 1826. — Cass. 20 fév. 1827, t. 32, p. 55, et t. 34, p. 334.

436. Lorsqu'un étranger a été emprisonné en vertu d'une ordonnance du président, il peut être recommandé. — Nanci, 22 juin 1813, t. 8, p. 614, n° 134.

437. L'art. 805 C. P. C., portant que les demandes en élargissement seront portées au tribunal dans le ressort duquel le débiteur est détenu, est applicable à une demande en élargissement formée par un débiteur incarcéré provisoirement, soit que cette demande soit fondée sur un vice de forme, soit qu'elle ait pour base le fond même de la cause. —Brux. 27 déc. 1828.

438. Le créancier d'un étranger détenu pour dettes peut requérir la caution *judicatum solvi*, si celui-ci demande son élargissement. — Paris, 20 oct. 1821, t. 42, p. 119. — *V. ibid.* des observ. contre cet arrêt.

CONTRARIÉTÉ DE JUGEMENTS. *V. Cass.* 115.—*Exec.* 13.—*Req. civ.* 48 *et s.*

CONTRAT. *V. Cass.* 78 *et s.*—*Jug.* 497 *et s.* 507.

CONTRAT DE MARIAGE. *V. Faux i. civ.* 30.

CONTRAT JUDICIAIRE. *V. Acquiesc. et Appel.*

CONTRAVENTION. *V. Amnistie*, 4 *et s.*— *Dem. n.* 87 *et s.* — *Jug. paix*, 54 *et s.* — *Renvoi*, 89.

CONTREBANDE. *V. Interv.* 43.— *Jug. paix*, 68 *et s.*

CONTREDIT. *V. Distr. c.* 38 *et s.* — *Ordre*, 124 *et s.*

CONTRE-ENQUÊTE. *V. Enq.* 32 *et s.* 112 *et s.* 122, 213 *et s.* 533, 547 *bis.*

CONTREFAÇON. *V. Dem. n.* 35 *et s.*— *Expert.* 2.— *Jug. paix*, 73. — *Prud'hommes*, 1 *et* 2. — *Trib.* 239, 344.—*Trib. comm.* 183 *bis.*

CONTRE-LETTRE. *V. Ordre*, 161 *bis.* — *Sais. imm.* 44.

CONTRE - MAITRE. *V. Trib. comm.* 105 *bis.*

CONTRE - SIGNIFICATION. *V. Appel*, 1 84.

CONTRIBUTIONS (1).

1. Loi relative aux contributions personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes. — 26 mars 1831, t. 40, p. 237.

2. Extrait de la loi du 18 avril 1831 sur les contributions extraordinaires et de l'exercice courant. — 18 avr. 1831, t. 41, p. 486.

3. Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1832. —T. 43, p. 615.

4. Loi portant fixation du budget des recettes de 1832.—Impôts autorisés, contribution personnelle réunie à la contribution mobilière, portes et fenêtres, perception des droits d'enregistrement, droits sur les boissons, service des postes et loterie. — T. 43, p. 617.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. *V. Distr. p. c.* 37.—*Sais.-exéc.* 190. —*Sais. imm.* 1078.

CONTRIBUTIONS INDIRECT. (2).

1. N'est pas nulle l'assignation à fin de condamnation en matière de contributions indirectes, quoique donnée après la huitaine du procès-verbal qui constate la contravention. — Cass. 31 janv. 1834, ch. civ. 4 mai 1833, ch. réun. t. 46, p. 363.

CONTRIBUTIONS PERSONNELLES. *V. Exploit*, 190.

---

(1) *V. Action*, 52. — *Distr. c.* 1 *et s.* — *Ress.* 2 *et s.* 421.— *Sais-a.* 4, 283.— *Trib.* 439, 469, 498 *et s.* 513 *et s.*

(2) *V. Appel*, 129 *à* 133, 424.— *Aud.* 10, 16 *ter.* — *Cass.* 34. — *Délib.* 47 *et s.*—*Dépens*, 220, 235, 236. — *Exploit*, 351 *et s.* — *Faux i. c.* 101.—*Min. pub.* 31 —*Référé*, 19.

(1) *V. Prud'hommes.*
(2) *V. Communes.*

DÉFAUT FAUTE DE PLAIDER. *Jug. déf.* 30 *et s.* 73 *et s.* 355 *et s.* —*Sais. imm.* 907.

DÉFAUT D'INTÉRÊT. *V. Jug. déf.* 78 *bis.*

DÉFAUT JOINT. *V. Except* 25.—*Jug. déf.* 67 *et s.* 113 *et s.* 366 *et s.*—*Ordre*, 232.—*Référé*, 89 *ter.* —*Repr. d'inst.* 27, 32.—*Sais.-a.* 294. — *Sais. imm.* 916. — *Tier. opp.* 140.

DÉFAUT RABATTU. *V. Jug. déf.* 55.

DÉFENDEUR. *V. Jug. déf.* 56 *et s.*

DÉFENDEUR ÉVENTUEL. *V. Cass.* 252 *et s.*

DÉFENSE. *V. Arb.* 277 *et s.* — *Avoc.* 84. — *Discpl. j.* 16. — *Huiss.* 210.—*Interv.* 113 *et s.*— *Jug. déf.* 50.—*Plaid.*—*Req. civ.* 67 *et s.*

DÉFENSE AU FOND. *V. Except.* 31 *et s.* 49 *et s.* 113 *et s.*

DÉFENSE D'EXÉCUTER. *V. Exéc.* p. 90 *et s.*

DÉFENSEUR. *V. Jug. paix*, 132 *et s.*—*Plaid.* 1 *et s.*

DÉFENSEUR D'OFFICE. *V. Plaid.* 2.

DÉFENSEUR OFFICIEUX. *V. Huiss.* 1 *et s.*

DÉGRADATIONS. *V. Enq.* 31 *bis.* — *Jug. paix*, 24 *et s.* — *Sais. imm.* 628 *bis.*

DEGRÉS DE JURIDICTION. *V. Cass.* 183 *et s.*—*Maire*, 4 *et s.*— *Prud'hommes*, 2. — *Ressort (dernier).*

DÉGUERPISSEMENT. *V. Enreg.* 24.—*Ress.* 115.

DÉLAI. *V. Appel*, 118, 270. — *Cass.* — *Cons. d'état*, 4 *bis*, 4 *ter* et 4 *quater.* — *Exploit.* — *Sais.-a.* 141 *et s.* 153 *et s.* 217 *et s.* — *Signif.* — *Sur.*

DÉLAI COMMINATOIRE. *V. Exec.* 118 *et s.*

DÉLAI DE L'APPEL INCIDENT. *V. Appel*, 700, 716.

DÉLAI DE COMPARUTION. *V. Appel*, 401, 424.

DÉLAI D'OPPOSITION. *V. Sais. imm.* 49.

DÉLAISSEMENT. *V. Ress.* 115 *et s.* 185 *et s.* — *Sais. imm.* 1161, 1194 *et s.*—*Signif.* 65.—*Sur.* 232 *bis.*—*Trib.* 152 *et s.*

DÉLÉGATION. *V. Ordre*, 8. — *Sais. imm.* 33, 984.—*Trib.* 33.

DÉLIBÉRATION. *V. Cons. f.* 84 *et s.*

DÉLIBÉRÉ ET INSTRUCTION PAR ÉCRIT (1).

C. 1er. DU JUGEMENT QUI ORDONNE LE DÉLIBÉRÉ OU L'INSTRUCTION PAR ÉCRIT. — A. 1er. Causes qui peuvent être instruites par écrit. Du jug. qui ordonne l'instruction ou le délibéré, 1 à 7. — A. 2. Qui peut être rapporteur ? 8 à 14. — C. II. MODE DE PROCÉDER. — A. 1er. Procedure pour parvenir au jugement, 15 à 31.—A. 2. Du jugement rendu sur délibéré et instruction par écrit, 32 à 56.

CHAP. I. *Du jugement qui ordonne le délibéré ou l'instruction par écrit.*—Art. 1er. *Causes qui peuvent être instruites par écrit. Du jugement qui ordonne l'instruction ou le délibéré.*

1. Le tribunal qui, conformément à la demande de l'une des parties, ordonne que des pièces lui seront communiquées, n'est pas tenu d'ordonner en même temps un délibéré au rapport d'un juge commis. — Cass. 31 août 1831, t. 41, p. 649.

2. Si le jugement qui ordonne le délibéré ou l'instruction par écrit n'avait pas été rendu à l'audience, le jugement serait-il nul ? — L'affirmative est soutenue J. A. t. 9, p. 31, n° 22. — C'est aussi l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 241, n° 447 ; DELAP. t. 1, p. 110 ; et PR. FR. t. 1, p. 359.

3. Pour ordonner l'instruction par écrit, il faut que le jugement soit motivé. — C'est ce qui est soutenu J. A. t. 9, p. 31, n° 23, conformément à l'opinion de M. D. C. p. 89.

4. Aucune disposition du Code ne prononçant la peine de nullité pour l'inobservation des art. 93 et 116 C. P. C., un jugement qui serait rendu, ou sans renvoi à jour fixe, ou sans mention du rapport qui l'a précédé, ne serait pas sujet à être réformé pour l'un de ces motifs. — Renn. 31 juill. 1809, t. 9, p. 15, n° 67. — L'inobservation de l'art. 93 doit entraîner la nullité, suivant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 253 et 262.

5. Il n'est pas exigé à peine de nullité que le jugement qui ordonne un délibéré fixe le jour du rapport, lorsque ce jour a été fixé par un autre jugement préparatoire, et que les parties ont assisté au rapport. — Cass. 1er fév. 1820, t. 9, p. 23, n° 14.

6. Lorsqu'une affaire est mise en délibéré, le tribunal ou la Cour doit indiquer le jour où le rapport sera fait ; mais si ce jour n'est pas indiqué, les parties ne peuvent se prévaloir de cette omission, lorsqu'elles ont comparu et repris leurs conclusions le jour où le rapport a été fait. — Cass. 10 mai 1826, t. 31, p. 137.

7. En ordonnant un simple délibéré en la chambre du conseil, les juges ne sont pas tenus d'indiquer le jour auquel ils rendront le jugement. — Cass. 24 juin 1818, t. 9, p. 26, n° 17.—*V.* MM. CARR. t. 1, p. 236, not. 2 ; PR. FR. t. 1, p. 359 ; et PIG. t. 1, p. 380.

Art. 2. *Qui peut être nommé rapporteur ?*

8, 9 et 10. Le juge suppléant dont l'intervention est nécessaire pour compléter le nombre des juges peut être chargé du rapport en matière d'enregistrement. — Cass. 27 juin 1827, t. 33, p. 273.

11. Il en serait autrement, si le juge suppléant n'était pas nécessaire. — Cass. 23 avr. 1827, t. 34, p. 41.

12. Les juges auditeurs n'ayant pas encore l'âge requis pour avoir voix délibérative, peuvent cependant être rapporteurs dans les causes sur délibéré ou qui sont jugées sur rapport, et au jugement desquelles ils ont alors voix délibérative. — Cass. 12 août 1829, t. 37, p. 287.

13. Il n'y a pas nullité d'un jugement lorsque, dans une copie qui en est signifiée, on a inséré par erreur que le juge auditeur qui avait été chargé du rapport n'avait que voix consultative, s'il est prouvé par l'acte de naissance de ce magistrat qu'il avait voix délibérative. — Cass. 18 août 1829, t. 37, p. 295.

14. Un conseiller auditeur qui, après avoir été nommé rapporteur dans une chambre civile, a été attaché à une chambre correctionnelle, peut revenir dans la chambre civile faire son rapport. — Cass. 20 janv. 1829, t. 36, p. 259.

CHAP. II. *Mode de procéder.* — Art. 1er. *Procédure pour parvenir au jugement.*

15. La signification du jugement qui ordonne l'instruction par écrit appartient-elle exclusivement au demandeur ? — Le défendeur peut aussi la faire ; autrement les délais de produire pourraient ne jamais courir contre le demandeur. — Tel est aussi l'avis de MM. CARR. t. 1, p. 243, n° 450 ; F. L. v° *instruction par écrit*, t. 3, p. 87 ; D. C. p. 90 et 94 ; et DELAP. t. 1, p. 111. — Cette signification se fait d'avoué à avoué. — *V.* les mêmes auteurs cités *suprà*, et J. A. t. 9, p. 31, n° 24.

16. Si, dans le cours de l'instruction par écrit, une partie défaillante constitue avoué, l'instruction sera-t-elle continuée de plein droit avec cet avoué ? — On a examiné, J. A. t. 9, p. 31, n° 25, les opinions émises sur cette question par MM. D. C. p. 91, et CARR. t. 1, p. 243, n° 453. — Les mêmes auteurs ont traité la question de savoir si l'avoué doit signifier à la partie défaillante les actes de procédure séparément, comme si elle était présente, ou par un acte collectif. — M. CARR. combat l'opinion de M. D. C. et pense que la signification doit avoir lieu séparément.

17. Comment se calculent les délais pour produire, lorsque le demandeur ne remet pas les pièces au greffe, et qu'il y a plusieurs défendeurs ayant des intérêts et des avoués différents ? — Dans ce cas, chaque défendeur peut remettre sa production au greffe à l'expiration du délai accordé au demandeur. — C'est ce qu'enseignent MM. CARR. t. 1, p. 245, n° 455, et

(1) *V. Except.* 261. — *Jug.* 87, 123, 366, 370.—*Jug. p. i.* 33 *et s.*

Lep. p. 129, quest. 2. — *V.* J. A. t. 9, p. 32, n° 26. — Si aucune partie ne produit, les juges pourront, après les délais expirés, prononcer une mise hors de cause. — Tel est l'avis des auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 365. — *V.* J. A. t. 9, p. 35, n° 32.

18. On peut signifier des moyens additionnels aux conditions dans une instruction par écrit, tant que le rapport n'est pas commencé, quoique, sur la réquisition de l'une des parties, les pièces aient déjà été remises au rapporteur. — Caen, 1er fév. 1824, t. 26, p. 68. — V. *infrà*, nos 23 et 34 *bis*.

19. Comment et à qui donne-t-on la communication, lorsqu'il y a plusieurs défendeurs ayant des avoués différents, et pourtant le même intérêt? — Nous avons soutenu, J. A. t. 9, p. 33, n° 27, que les parties ayant le même intérêt, ne devaient recevoir qu'une communication par l'avoué le plus ancien. — Telle est aussi l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 145, n° 457; Pig. t. 1, p. 403; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 255.

20. A partir de quelle époque court le délai de huitaine accordé au demandeur pour prendre communication et contredire, lorsque, n'ayant pas produit dans le délai qui lui était prescrit, plusieurs défendeurs ont fait leur production, conformément à l'art. 101? — Si les défendeurs ont même avoué et même intérêt, l'art. 98 reçoit son application; si plusieurs défendeurs n'avaient pas même intérêt, l'art. 98 serait encore applicable, en ce sens que vis-à-vis de chacun le demandeur agirait comme s'il eût été seul, et que le jugement ne sera pris qu'après l'expiration des délais depuis la production des derniers. C'est aussi ce qu'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 249, n° 464, et D. C. p. 93. — Si, dans sa réponse, le défendeur formait une demande reconventionnelle, le demandeur aurait huitaine pour y répondre, selon les auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 964. — J. A. t. 9, p. 33, n° 28.

21. L'obligation imposée par l'art. 104 s'applique-t-elle seulement à l'instruction par écrit, ou s'étend-elle aux requêtes et écrits de toutes les espèces de procédures? — MM. Carr. t. 1, p. 250, n° 467; F. L. v° *instruction par écrit*, p. 88, n° 7, et Lep. quest. 3, p. 130, soutiennent que cette obligation s'étend à toutes les procédures. Nous avons adopté cette opinion, J. A. t. 9, p. 34, n° 29. — La requête ne serait pas nulle faute de l'énonciation prescrite par l'art. 104, une autre peine étant prononcée. — *V.* MM. F. L. *ub. sup.*; Delap. t. 1, p. 117, et J. A. *ub. sup.*

22. Le défendeur peut-il répliquer à l'écrit de production que le demandeur fait dans la huitaine dont parle l'art. 98 C. P. C.? Il semble que l'équité l'exige, et la loi ne le défend pas; mais la réplique devrait avoir lieu aux frais du défendeur, sans nouveau délai, et être signifiée à la partie adverse. C'est aussi ce qu'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 245, n° 463; F. L. v° *instruction par écrit*, p. 88, n° 5; D. C. p. 92; Delap. t. 1, p. 116. — *V.* J. A. t. 9, p. 34, n° 30.

23. Le produisant pourrait-il dans l'acte de produit énoncer succinctement les inductions qu'il entend tirer des pièces nouvelles? — MM. Carr. t. 1, p. 256, n° 465, et Delap. t. 1, p. 115, enseignent l'affirmative, et cette opinion nous a paru devoir être admise. — *V.* J. A. t. 9, p. 35, n° 31. — V. *suprà*, n° 18, et *infrà*, n° 35.

24. Quand les parties ont déposé au greffe les écritures permises par la loi, elles ne peuvent pas en produire de nouvelles. — Renn. 6 mai 1813, t. 9, p. 22, n° 11. — V. *suprà*, n° 10. — C'est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 244, n° 455; Pr. Fr. t. 1, p. 362; et F. L. v° *instruction par écrit*, p. 87.

25. Le défendeur, au lieu de produire à l'expiration du délai donné au demandeur, serait-il fondé à appeler le demandeur à l'audience pour voir rejeter sa demande faute d'avoir justifié en ne produisant pas? — La négative est adoptée J. A. t. 9, p. 35, n° 32, conformément à l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 24, n° 462, et F. L. v° *instruction par écrit*, t. 3, p. 88, n° 5. — M. D. C. p. 93, soutient l'opinion contraire. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 264.

26. Le tribunal pourrait-il proroger le délai fixé pour produire? — MM. Carr. t. 1, p. 245, n° 460; Pr. Fr. t. 1, p. 363; et F. L. v° *instruction par écrit*, t. 3, p. 87, n° 4, soutiennent la négative. — Cette opinion est combattue J. A. t. 9, p. 36, n° 33.

27. Un tiers peut-il intervenir dans le cours d'un délibéré? — L'affirmative est soutenue J. A. t. 9, p. 38, n° 34, en expliquant comment il doit être statué sur cette intervention. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 239, n° 444; Pig. t. 1, p. 417; B. S. P. p. 346, n° 24, observat. 1re, et Pr. Fr. t. 1, p. 363.

28. Quelle est la procédure à suivre pour obtenir d'un avoué la restitution des pièces qu'il a prises en communication? — L'art. 107 C. P. C. la fait connaître; mais il s'élève sur son application quelques difficultés qui sont examinées J. A. t. 9, p. 38, n° 35. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 252, not. 2, n° 471, et p. 253, n° 473; B. S. P. p. 245, not. 18; Lep. p. 138; Pr. Fr. t. 1, p. 369; D. C. p. 95; Th. Desm. p. 90; F. L. v° *instruction par écrit*, p. 89; Delap. t. 1, p. 120; Pig. t. 1, p. 403; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 260.

29. La réquisition que la partie la plus diligente doit faire au greffier de remettre les pièces au rapporteur, doit-elle être constatée par un acte? — MM. Delap. t. 1, p. 121, et Haut. p. 96, soutiennent que cette réquisition peut être verbale. — MM. F. L. v° *instruction par écrit*, p. 89, n° 9, et Carr. t. 1, p. 254, disent qu'elle doit être écrite; et cette opinion est adoptée J. A. t. 9, p. 40, n° 36. — MM. Carr. t. 1, p. 254, et D. C. p. 96, pensent que la réquisition doit se faire sur le registre des produits à la colonne laissée en blanc; mais MM. Pig. *Comm.* et F. L. *ub. sup.* enseignent qu'elle doit être faite par acte séparé. — Cette dernière opinion est adoptée J. A. *loc. cit.*

30. Faut-il donner avenir à l'audience où le rapport doit se faire? — MM. Carr. t. 1, p. 256, n° 476, et Delap. t. 1, p. 122, pensent que cet acte n'est pas nécessaire. — Nous avons adopté cette opinion J. A. t. 9, p. 41, n° 37, en faisant observer que la question ne peut pas s'élever en matière de délibéré sur rapport. — *V.* M. Pig. t. 1, n° 380.

Art. 2. *Du jugement rendu sur délibéré et instruction par écrit.*

(*V.* v° *jugement*, au § relatif à la composition du tribunal.)

31. Il n'est pas nécessaire que les délibérés soient vidés à l'audience à laquelle ils ont été ordonnés. — Cass. 23 vent. an x, t. 9, p. 12, n° 3. — Cette question ne peut plus se présenter sous le Code. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 336, à la note; Pig. t. 1, p. 380, n° 2; F. L. v° *jugement*, sect. 1, § 1, n° 2, t. 3, p. 150; Merl. *Rép.* v° *délibéré*, n° 11; et B. S. P. p. 243, nos 10 et 237.

32. Est nul le jugement obtenu contre le défendeur avant l'expiration du délai qui lui est accordé pour la signification de ses défenses. — Bord. 9 juill. 1828, t. 36, p. 24.

33. On ne peut pas se plaindre en cassation de ce que le rapport d'une cause soumise à une Cour royale ait été fait un autre jour que celui indiqué par l'arrêt qui l'ordonnait, si les avoués et les avocats des parties ont consenti à ce changement de jour, et surtout s'ils ont assisté au rapport. — Cass. 26 mars 1834, t. 46, p. 301.

34. Les délibérés doivent être rapportés et jugés en l'état où ils ont eu lieu; il ne peut être statué par le jugement sur des objets qui ne faisaient point partie du délibéré. — Cass. 27 fruct. an viii, t. 9, p. 9, n° 1. — *V.* les observ. J. A. t. 8, p. 320, n° 8.

35. Lorsque des pièces ont été produites entre l'ordonnance de délibéré et la prononciation du jugement, et qu'elles ont été communiquées aux parties adverses, le tribunal doit les prendre en considération. — Renn. 26 mai 1820, t. 15, p. 162, n° 188. — V. *suprà*, nos 18 et 23.

36. Lorsqu'une cause a été mise en délibéré, le jugement ou arrêt ne peut être rendu que par les magistrats qui ont assisté à toutes les audiences. — Cass. 2 janv. et 24 avr. 1816, t. 9, p. 22, n° 12.

37. Cependant les juges qui n'ont point assisté au jugement qui ordonne le délibéré peuvent concourir au jugement définitif précédé en leur présence de la lecture du rapport, des conclusions reprises par les parties et de celles du ministère public. — Cass. 14 mars 1816, et 1er fév. 1820, t. 9, p. 23, n° 13. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 489; Pig. *Comm.* t. 1, p. 253; et Carr. t. 1, p. 257, n° 479.

38. Est nul le jugement rendu sur délibéré et après rapport, si l'un des juges qui y ont concouru n'avait pas assisté à toutes les audiences, et notamment au commencement des plaidoiries et à la lecture des conclusions. — Cass. 23 juin 1834, t. 47, p. 628.

39. Est nul l'arrêt auquel a participé un conseiller qui n'a assisté ni au rapport ni aux conclusions définitives du ministère public. — Cass. 5 mars 1834, t. 46, p. 305.

40. Lorsqu'après les plaidoiries une cause est renvoyée sur délibéré après vacation, et que la chambre à laquelle elle avait été originairement distribuée n'est plus, après vacation, composée des mêmes magistrats que ceux qui avaient entendu la plaidoirie, les magistrats qui ont connu de l'affaire doivent se réunir extraordinairement pour prononcer l'arrêt.—Amiens, 13 déc. 1824, t. 29, p. 93.

41. L'art. 111 C. P. C., qui interdit toute plaidoirie après le rapport de la cause par un des juges, n'est applicable qu'au cas où le rapport a été fait, soit après une mise en délibéré, soit après une instruction par écrit, et non lorsque les parties ont été renvoyées devant un juge pour un règlement de compte. — Cass. 21 avr. 1830, t. 39, p. 172.

42. Un jugement rendu à l'audience sans rapport public est nul, et dans ce cas la Cour saisie de l'appel peut prononcer par jugement nouveau. — Renn. 17 mai 1811, t. 9, p. 18, n° 8. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 236, not. 2.

43. Dans les causes qui intéressent la régie des contributions indirectes et doivent par conséquent être jugées sur rapport, le rapport ne doit pas être recommencé quand la cause est continuée à une autre audience. — Cass. 30 déc. 1818, t. 1, p. 208, v° *acquiescement*, n° 115.

44. Un rapport est censé fait publiquement lorsque le jugement porte que le rapport de la cause a été fait à l'audience. — Brux. 3 déc. 1829. Enregistrement C. faillite Parmentier.

45. De même, le jugement qui intervient sur un délibéré contenant nomination d'un rapporteur doit énoncer, à peine de nullité, que le rapporteur a fait son rapport et à l'audience. — Cass. 11 therm. an IX, et 13 mai 1806, t. 9, p. 10, n° 2. — On doit juger de même sous le Code de procédure. — *V.* dans le sens de cette opinion, MM. Merl. *Rép.* v° *délibéré*, n° 11, Carr. t. 1, p. 255, n° 475; Pig. *Comm.* t. 1, p. 262; et B. S. P. p. 243, nos 8 et 9.

46. Comme aussi un jugement rendu en matière d'enregistrement est nul s'il n'exprime pas qu'il a été précédé d'un rapport fait en audience publique, encore qu'il mentionne qu'au nombre des juges qui l'ont rendu se trouvait M. N., juge d'instruction rapporteur. — Cass. 5 mars 1822, 2 juin 1823, et 5 mai 1824, t. 24, p. 72; t. 25, p. 187, et t. 27, p. 201.

47. Dans les instances relatives à la perception des contributions indirectes, l'instruction doit se faire par écrit et le jugement être rendu sur le rapport d'un juge, conformément à l'art. 88 de la loi du 5 vent. an XII.—Il n'a point été dérogé à cette loi par celle du 28 avr. 1816. — Cass. 5 mars 1823, t. 25, p. 72.

48. Jugé également qu'en matière de contributions indirectes, la loi exige, à peine de nullité, que le jugement soit rendu en la chambre du conseil, sur le rapport d'un juge, fait en audience publique et sur les conclusions du procureur du roi.—Cass. 31 janv. 1816, t. 6, p. 502, v° *cassation*, n° 90.

49. — Et qu'est nul le jugement rendu sur plaidoiries, sans que rien ne constate qu'il a été précédé de mémoires respectivement signifiés, ni d'un rapport fait par l'un des juges. — Cass. 28 mars 1825, t. 29, p. 186.

50. Mais cette énonciation, *ouï les avoués des parties,* insérée dans un jugement en matière de contributions indirectes, ne suffit pas pour constater que le jugement a été rendu sur plaidoiries et par conséquent en contravention à la loi. — Cass. 25 juil. 1821, t. 23, p. 249.

51. La Cour qui a nommé un rapporteur dans un cas où la loi ne le prescrivait pas peut juger sans entendre le rapport. — Cass. 10 août 1829, t. 37, p. 150.

52. Les arrêts rendus à la Guadeloupe depuis le 1er janv. 1809 doivent, conformément aux articles 111, 112 et 116 C. P. C., contenir la mention que le rapport a été fait, les conclusions prises et l'arrêt rendu publiquement. — Cass. 27 fév. 1822, t. 9, p. 27, n° 18.

53. L'art. 111 C. P. C. n'est pas applicable au rapport fait par le juge commissaire en matière de distribution par contribution. — Renn. 5 déc. 1810, t. 9, p. 16, n° 7. — M. Carr. t. 1, p. 257, n° 478, approuve cette décision. — *V.* au contraire M. Sudraud-Desisles, *Manuel du juge taxateur*, p. 105 et 237, aux notes, 2e édit.

54. La disposition de l'art. 113 s'étend-elle au jugement rendu contre une partie sur défaut de laquelle l'instruction par écrit aurait été ordonnée? — On a dit J. A. t. 9, p. 42, n° 39, que la question ne pouvait s'élever que dans le cas où l'instruction a été ordonnée sur le profit d'un défaut joint. — Il faut penser avec MM. Carr. t. 1, p. 259, n° 482; Delap. t. 1, p. 123; F. L. v° *instruction par écrit*, n° 2; et Lep. quest. 4e, p. 129, que dans ce cas l'opposition n'est pas recevable. — *V.* J. A. *loc. cit.*

55. Si le juge rapporteur ne remettait pas les pièces au greffe, quels moyens la loi donnerait-elle pour l'y contraindre? — S'il n'y avait ni fraude ni délit dans la rétention des pièces, on ne pourrait prendre la voie de prise à partie, dit M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 267; il faudrait alors recourir aux principes généraux et attaquer directement le rapporteur pour le faire condamner soit à remettre les pièces, soit à réparer le dommage occasionné par leur perte ou par le retard dans la remise. — Cette action s'éteint pour les procès jugés par le laps de cinq ans, et pour ceux non jugés par le laps de trente ans. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 260, n° 483; Mallev. t. 4, p. 404; et F. L. v° *instruction par écrit*, p. 89, n° 11. — Elle est adoptée J. A. t. 9, p. 41, n° 48. — M. Delap. t. 1, p. 124, pense que, pour les procès non jugés, la prescription s'acquiert par le laps de dix ans.

56. Comment s'opère le retrait des pièces? — Le tarif, art. 70, n'autorise qu'une sommation qui doit être faite par l'avoué le plus diligent, ainsi que l'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 260, n° 484; D. C. p. 99; et F. L. v° *instruction par écrit*, p. 89, n° 11. — Le retrait ne peut sans danger s'opérer que contradictoirement. — *V.* J. A. t. 9, p. 43, n° 40; D. C. p. 99; Pig. t. 1, p. 382; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 267. — Pour les difficultés auxquelles ce retrait peut donner lieu, *V.* J. A. *loc. cit.*

DEMANDE NOUVELLE (1).

CHAP. Ier. *Règles générales.*

1. Une demande nouvelle est recevable en cause d'appel, lorsqu'elle n'est que la suite ou la modification de la demande principale. — Cass. 22 mai 1822, t. 24, p. 167.

2. Une demande est nouvelle et non recevable pour la première fois en appel, si au lieu de la présenter dans les conclusions de première instance, on a fait de simples réserves relativement à l'objet qu'elle contient. — Bourg. 9 déc. 1830, t. 41, p. 664.

3. On ne peut allouer, sur l'appel, des conclusions prises en première instance et devant la Cour par l'intimé, si, les premiers juges n'ayant rien statué à cet égard, il n'y a pas, sous ce rapport, appel de ce jugement. — Renn. 19 mai 1812, t. 12, p. 703, no 47.

3 *bis*. La partie qui a modifié ses conclusions sur l'appel, ne peut se plaindre de ce que l'arrêt a statué sur de nouveaux moyens, lorsque, d'ailleurs, l'objet de la condamnation est toujours le même. — Cass. 14 oct. 1806, t. 9. p. 75, no 26. — *V.* M. HAUT. p. 268; PR. FR. t. 3, p. 166.

4. Lorsqu'un appel est non recevable, une Cour ne peut s'occuper de nouvelles demandes formées par les appelants. — Rennes, 18 juill. 1820, t. 19, p. 223, no 276.

4 *bis*. Ne donne pas ouverture à cassation le chef d'un arrêt qui, d'après les faits de la cause, constate qu'une demande présentée en appel est nouvelle, et qui par suite la déclare non recevable. — Cass. 6 juin 1831. Vernot C. Decroix.

5. Comment se forment les demandes nouvelles, et comment doit-on y répondre? — Celles de l'appelant doivent être formées dans les griefs, et celles de l'intimé dans les réponses. Après la signification des griefs, elles peuvent être formées par de simples conclusions motivées, signifiées d'avoué à avoué. — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 610 et 611; DELAP. t. 2, p. 26, et J. A. t. 9, p. 114, no 72.

CHAP. II. *Qu'entend-on par demandes nouvelles? Quelles demandes peuvent ou ne peuvent pas être formées en appel pour la première fois?* — Art. 1er. *En quelle qualité peut-on procéder en appel?*

6. On ne peut procéder en appel qu'avec les qualités qu'on a prises devant les premiers juges: ainsi celui qui en première instance a été renvoyé d'une demande formée contre lui en son nom personnel, ne peut être condamné sur l'appel en qualité d'héritier. — Brux. 9 mars 1811, t. 9, p. 93, no 46. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 210, not. 1, no 10.

7. Comme aussi celui qui en première instance a fait une demande en qualité de fermier, ne peut en appel s'appuyer sur une autre qualité. — Agen, 28 janv. 1813, t. 9, p. 95, no 50.

8. L'émigré qui agit au nom de l'Etat contre l'acquéreur de ses biens en remboursement de ce qui n'a été payé par ce dernier qu'avec des créances fictives, peut pour la première fois, sur l'appel, réclamer ces mêmes sommes de son chef, et comme dues par l'acquéreur son mandataire. — Cass. 5 fév. 1827. Tranche C. Sanzillon.

Art. 2. *Quels moyens de nullité peuvent être proposés en appel pour la première fois?*

9. Les Cours d'appel ne peuvent admettre les moyens de nullité qui n'ont pas été présentés en première instance. — Cass. 6 oct. 1806, t. 9, p. 74, no 25. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 210, not. 1, no 12; et PR. FR. t. 3, p. 163.

10. Proposer sur l'appel la nullité de l'exploit de demande, lorsque devant les premiers juges on n'a plaidé que sur l'incompétence, n'est pas former une demande nouvelle. — Orl. 20 juill. 1827, t. 34, p. 351.

11. L'annulation d'un testament opposé en première instance peut être demandée pour la première fois en appel. — Gren. 25 juill. 1810, t. 9, p. 90, no 42. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 209, not. 1, no 5.

12. Est-ce former une demande nouvelle, que de demander pour la première fois en cause d'appel, et pour cause de dol et de fraude, l'annulation d'un acte qui sert de base aux condamnations prononcées en première instance? — Cette question a été jugée en sens divers par deux arrêts de la Cour de Rennes des 3 janv. et 9 août 1817, t. 9, p. 104, no 62. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 212, no 1674, et M. MERL. *Rép.* t. 4, p. 802.

13. On peut, pour la première fois sur l'appel, invoquer un moyen de nullité contre l'acte dont le défendeur excipe, lorsqu'en première instance la nullité de ce même acte avait déjà été demandée pour d'autres motifs. — Montp. 4 août 1832, t. 44, p. 206.

14. On peut invoquer en appel la nullité d'une sentence arbitrale par d'autres moyens que ceux présentés en première instance. Ce n'est point là former une demande nouvelle. — Montp. 15 nov. 1830, t. 42, p. 180.

15. On peut, en cause d'appel, proposer contre une inscription hypothécaire un moyen de nullité qui ne l'avait pas été en première instance. — Cass. 6 juin 1810, t. 9, p. 87, no 38. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 211, not. 1; B. S. P. p. 430, not. 101, no 5; F. L. t. 1, p. 183; HAUT. p. 268.

16. Ainsi on peut proposer pour la première fois en appel la péremption d'une inscription hypothécaire en vertu de laquelle on est poursuivi; cette demande nouvelle est une défense à l'action principale. — Cass. 3 fév. 1824, t. 26, p. 92.

17. On peut également proposer pour la première fois en appel la prescription d'une inscription hypothécaire en vertu de laquelle on est poursuivi, quoiqu'on se soit borné en première instance à en demander la nullité. — Toul. 22 mars 1821, t. 23, p. 93.

---

(1) Ce mot était un de ceux dont le classement méthodique offrait le plus de difficulté; nous engageons nos lecteurs à consulter les mots *appel*, *distribution par contribution*, *ordre*, *saisie immobilière* et *tribunaux*. Voici d'autres renvois spéciaux. *V. Appel*, 105. — *Caut.* 52 *et s.* — *Conc.* 76. — *Dés.* 47. — *Enq.* 450 *et s.* — *Exéc. p.* 73 *et s.* — *Faux i. c.* 37 *et s.* — *Gar.* 58 *et s.* — *Jug.* 321 *et s.* — *Mat. somm.* 108. — *Ordre*, 258 *et s.* — *Redd. c.* 121 *et s.* — *Sais. imm.* 1062 *et s.* 1137 *et s.* — *Sép. c.* 100. — *Sur.* 207.

18. Comme aussi on peut opposer en appel, pour la première fois, la péremption d'une inscription hypothécaire qui sert de base à des poursuites en saisie immobilière dont la nullité a été demandée en première instance par d'autres moyens. — Toul. 20 mai 1828, t. 35, p. 380. — *V.* vº *saisie immobilière*, les arrêts sur les moyens qui peuvent être proposés pour la première fois en appel en cette matière.

19. Sur l'appel du jugement qui a ordonné la collocation du créancier inscrit au premier rang, un autre créancier peut demander, pour la première fois, la nullité de son inscription. — Cass. 26 oct. 1808, t. 3, p. 186, nº 84. — *V.* vº *ordre*, les arrêts sur les moyens qui peuvent être proposés sur l'appel du jugement d'ordre.

20. Celui qui en première instance a demandé la nullité d'une saisie-exécution, ne peut en appel prétendre que l'acte en vertu duquel on le poursuit, est simulé et cache un prêt usuraire; c'est là une demande nouvelle. — Besanç. 24 juill. 1828. Millot C. Hébert.

21. Jugé au contraire qu'on peut, pour la première fois en cause d'appel, opposer contre des saisies-arrêts le moyen de nullité résultant du défaut de titre; que ce n'est là qu'un moyen nouveau, et non pas une demande nouvelle. — Lim. 30 janv. 1822, t. 24, p. 33.

22. On peut, sur l'appel, proposer la nullité d'une saisie-arrêt, quoique la demande n'en ait pas été formée en première instance. — Renn. 29 avr. 1816, t. 19, p. 340, nº 100. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 378, not. 1, nº 1; p. 389, not. 1, nº 1; et p. 392, nº 1949, *in fine*. — La nullité d'une saisie a-t-elle lieu de plein droit, lorsqu'elle n'est pas suivie d'une demande en validité, en sorte qu'on puisse exiger le paiement du tiers saisi? — Oui, suivant M. Pig. t. 2, p. 58, nº 2; et Pig. *Comm.* t. 2, p. 183, nº 2 — Non, suivant M. D. C. p. 383, dern. alin.; et Pr. Fr. t. 4, p. 112. — Mais *V.* M. Carr. t. 2, p. 391, nº 1949.

23. Il en est autrement de la nullité d'une recommandation fondée sur ce qu'elle aurait été faite en vertu d'un jugement par défaut périmé faute d'exécution dans les six mois; elle ne peut être demandée pour la première fois en appel. — Paris, 6 juill. 1826, t. 33, p. 285.

24. La partie dont l'intervention, rejetée en première instance, a été admise en cause d'appel, peut conclure devant la Cour, sans qu'il y ait demande nouvelle, à la nullité d'une vente dont la validité fait l'objet du procès. — Cass. 10 juill. 1827, t. 34, p. 57.

25. On ne peut pour la première fois, en cause d'appel, demander la nullité d'un rapport d'expert. — Montp. 19 juill. 1821, t. 12, p. 705, nº 52.

Art. 3. *Moyens résultants de faits nouveaux. Nouvelles voies d'instruction.* — § 1er. *Moyens résultants de circonstances nouvelles.*

26. Une Cour royale, après avoir considéré comme nulles des significations faites avant le jugement de première instance, peut déclarer valables celles qui ont été faites depuis le jugement, et donner en conséquence gain de cause à la partie qui les a fait faire: ce n'est pas juger une nouvelle demande, mais seulement un nouveau moyen. — Cass. 3 mars 1830 Pillé-Grenet C. Renaud.

27. La question qui naîtrait des termes d'un acte postérieur ou rapporté postérieurement au jugement de première instance, mais qui se lierait à l'objet principal du procès, pourrait être résolue par les juges d'appel, pourvu toutefois que cette question ne fût pas étrangère à la solution du procès principal. — *V.* MM. Haut. p. 267; Pig. *Comm.* t. 2, p. 43; Pr. Fr. t. 3, p. 159; Pig. t. 1, p. 609; et J. A. t. 9, p. 115, nº 74.

28. Les juges d'appel ne peuvent s'occuper, pour la première fois, de la question de savoir si le montant des condamnations comprises dans un jugement qui leur est déféré se trouve dans une transaction postérieure au jugement. — Cass. 16 fév. 1816, t. 9, p. 102, nº 59. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 209, not. 1.

29. Comme aussi, lorsqu'un appel est interjeté sous le prétexte que les condamnations portées par le jugement ont été comprises dans une obligation postérieurement souscrite, et qu'ainsi il y a eu novation, la question de novation ne peut être soumise aux juges d'appel, ne l'ayant pas été à ceux de première instance. — Cass. 6 fév. 1816, t. 1, p. 192, nº 104.

30. Sur l'appel d'un jugement rendu en faveur du porteur d'effets de commerce, le nouveau porteur de ces effets peut demander l'exécution du jugement, quoique antérieur à son titre de transport, sans former une action séparée susceptible des deux degrés de juridiction. — Cass. 24 fév. 1806, t. 9, p. 68, nº 19.

31. On peut se prévaloir en appel du Code forestier de 1827 survenu après le jugement de première instance. — Colm. 21 déc. 1827. Le maire de Strasbourg C. Chastelain.

§ 2. *Pièces nouvelles.*

32. Un testament non produit en première instance peut l'être en appel pour repousser la demande en délaissement des biens de la succession, lors même que le détenteur a reconnu en première instance les droits de son adversaire. — Turin, 25 juill. 1806. — Cass. 23 janv. 1810, t. 9, p. 71, nº 21.

33. Celui qui succombe en première instance par jugement contradictoire sur une demande en revendication, ne peut faire réformer le jugement sur l'appel, en produisant pour la première fois les titres qui justifient de son droit de propriété. — Paris, 9 germ. an XI, 9 flor. an XI, t. 9, p. 59, nº 11.

34. Mais il le peut si le jugement de première instance a été rendu par défaut. — Paris, 9 flor. an XI, t. 9, p. 59, nº 12.

35 et 36. Celui qui se plaint d'une contrefaçon n'est pas recevable à produire en appel un brevet d'invention dont il n'avait pas excipé en première instance. — Cass. 8 fév. 1827, t. 32, p. 290.

§ 3. *Preuve offerte en appel. Articulation de faits nouveaux.*

37. On peut articuler en appel un fait qui n'a pas été allégué devant les premiers juges, lorsqu'il constitue seulement un nouveau moyen à l'appui de la demande principale, et non pas une demande nouvelle. — Cass. 25 juin 1817, t. 9, p. 106, nº 63. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 216, not. 1; F. L. t. 1, vº *appel*, sect. 1, § 4, nº 6; et t. 5, p. 111, sect. 2, § 2, art. 1, nº 2. — *V.* le nº suiv. et le nº 43.

38. On peut, en appel, demander à faire une preuve qu'on n'a pas offerte en première instance. — Rennes, 9 août 1817, t. 9, p. 107, nº 65. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 586 et 611; Pig. *Comm.* t. 2, p. 42; D. C. p. 330; Haut. p. 267; et Carr. t. 2, p. 216, nº 1677. — Quels moyens nouveaux peut-on produire? — M. Carr. t. 2, p. 216, nº 1677, n'établit point de distinction. — M. Pig. t. 1, p. 586, permet les moyens *accessoires*, et interdit les moyens *principaux*. — Peut-être ne devrait-on admettre que ceux qui ne tendent point à dénaturer l'action. — *V.* le nº qui précède et le nº 43. — Telle est la doctrine enseignée par M. Haut. p. 268.

39. Comme aussi, lorsque la preuve de deux faits est demandée, et qu'un jugement n'en a admis qu'un seul, sous réserve de statuer sur l'autre postérieurement, on peut sur l'appel reproduire l'autre fait; et l'arrêt qui l'accueille sans même en admettre la preuve ne contrevient ni à la chose jugée, ni à la règle des deux degrés de juridiction, ni aux règles sur la preuve testimoniale. — Cass. 3 juill. 1828, t. 35, p. 289.

40 et 41. La preuve testimoniale d'un délit, à défaut de procès-verbal, peut être offerte pour la première fois en cause d'appel. — Cass. 11 déc. 1826. Ministère public C. Guillaumet.

42. La partie contre laquelle un jugement par défaut a été rendu, et qui, n'y ayant point formé opposition, en a interjeté appel après l'expiration du délai de l'opposition, peut, sur l'appel, opposer pour la première fois, comme

défense à l'action principale, la dénégation des faits qui sont la base des condamnations prononcées par le jugement de défaut rendu contre elle.—Cass. 10 janv. 1823, t. 25, p. 8.

43. On peut aussi en appel poser de nouveaux faits pour la fixation des dommages-intérêts qu'on a réclamés en première instance.—Renn. 28 fév. 1824, t. 26, p. 140.—V. *suprà* les nos 37 et 38.

44. L'héritier *ab intestat* qui devant le premier juge a demandé la nullité du testament, tirée de l'état d'imbécillité dans lequel aurait été le testateur lorsqu'il l'avait fait, et qui, pour prouver cet état, a articulé, entre autres faits divers faits de captation et de suggestion, ne peut pas, en cause d'appel, demander la nullité du même testament, comme étant aussi le fruit de la captation et de la suggestion. — Brux. 12 janv. 1826.

45. On peut, sur l'appel, demander à faire preuve de la vente d'effets de communauté contre celui qui, en première instance, a soutenu avoir renoncé à cette communauté. — Renn. 11 août 1817, t. 9, p. 107, no 64.—*V*. M. Carr. t. 2, p. 211, not. 4, no 10.

46. Comme aussi, lorsqu'en première instance une action en séparation de corps n'a pas été accueillie, et que depuis le jugement l'époux demandeur a éprouvé de nouveaux outrages, il est recevable à en offrir la preuve devant la Cour, qui ne doit pas considérer cette demande comme une *demande nouvelle*. — Poit. 18 fév. 1825, t. 28, p. 39.

47. Lorsque l'assureur, devant le premier juge, n'a pas demandé un délai pour faire la preuve contraire aux attestations de la perte produites par l'assuré, et qu'il s'est borné à soutenir l'insuffisance de ces mêmes attestations, il ne peut pas en cause d'appel réclamer le bénéfice de l'art. 384 du Code de commerce, et obtenir un délai pour faire la preuve contraire.—Aix, 16 juill. 1825, t. 29, p. 238. — *V*. notre mot *enquête*.

§ 3. *Inscription de faux. Dénégation d'écriture.*

48. Lorsqu'une partie a pris la voie de l'appel contre un jugement, elle peut en même temps s'inscrire en faux incident devant la Cour saisie de son appel, contre les pièces sur lesquelles la condamnation est basée. — Paris, 30 août 1810, t. 9, p. 91, no 43.

49. Comme aussi celui qui a fondé en première instance son action en nullité d'un testament sur l'imbécillité d'un testateur, peut, en appel, arguer de faux ce même testament.—Montp. 28 fév. 1810, t. 9, p. 85, no 36. — *V*. M. B. S. P. p. 429, not. 97.

50. La partie qui, en première instance, n'a pas contesté une signature, n'est pas recevable à la contester en appel.—Riom, 9 mars 1829. Fournier C. Cuisinier et Capitan.

Art. 4. *Restriction ou extension des conclusions premières.* — § 1er. *Restriction.*

51. Peut-on, après avoir appelé de tout un jugement, consentir sur quelques chefs, et restreindre les conclusions au reste, *et vice versâ?*—L'affirmative est enseignée par MM. Pig. t. 1, p. 612; Carr. t. 2, p. 218, no 1679; et B. S. P. p. 428, not. 93.—*V*. J. A. t. 9, no 73.

52. Ainsi ce n'est pas former en appel une demande nouvelle que de restreindre ses conclusions. *Spécialement*, celui qui en première instance réclamait un droit de propriété peut se borner, sur l'appel, à demander un droit d'usage. — Metz, 16 août 1814, t. 9, p. 101, no 57. — *V*. M. F. L. t. 1, vo *appel*, sect. 1, § 4, no 6.

53. Celui qui en première instance a réclamé un droit de propriété sur une cour peut, en appel, réclamer seulement un droit de servitude, sans pour cela former une demande nouvelle. — Bourg. 14 mai 1828. Bosredon C. Ponroy. —Cass. 7 mars 1826, t. 31, p. 32.

54 et 55. Comme aussi celui qui a formé en première instance une demande tendante à être maintenu dans la possession d'un droit de passage avec *voitures* sur un chemin, et qui sur l'appel a restreint sa demande au droit de passer *à pied et à cheval* sur le même chemin, ne forme pas une demande nouvelle.—Cass. 14 juill. 1824, t. 28, p. 28.

56. Celui qui, en première instance, a réclamé une servitude à raison d'un titre ou de la prescription, ne peut en appel la réclamer à raison de l'enclave moyennant une indemnité. — Bord. 4 juill. 1827. Michaud C. Malaugian.

57. La demande tendante à transporter l'exercice d'une servitude de passage dans un autre endroit que celui où elle était primitivement établie, est une demande principale qui ne peut être formée, pour la première fois, sur l'appel du jugement qui a statué sur l'existence même de la servitude. —Gren. 23 fév. 1829. Demorel C. Tournier.

58. Est recevable la demande présentée pour la première fois en appel, d'une redevance par l'intimé qui soutient que cette redevance est le prix du droit de pacage demandé par l'appelant. — Bourg. 4 déc. 1830. Devegret C. Coulon.

59. Ce n'est pas former une demande nouvelle que de restreindre en appel à son intérêt personnel une demande en maintenue de possession qu'on avait formée en première instance, tant en son nom qu'au nom d'un tiers copossesseur. — Cass. 1er sept. 1813, t. 8, p. 313, no 5.

60. Comme aussi la demande en démolition d'une grange construite sur un terrain litigieux, depuis la demande en restitution de ce terrain en première instance, peut être formée en appel.—Cass. 2 déc. 1828, t. 36, p. 188.

61. Lorsqu'en première instance on a demandé, au soutien d'une prétention, l'annulation d'un acte, on peut en appel, toujours pour soutenir la même prétention, demander l'exécution de cet acte. — Gren. 11 mai 1821. Perrier C. Dintre.

62. Il en est ainsi de la partie qui en première instance demande qu'un créancier soit éliminé de l'ordre, et qui en appel ne réclame que la préférence de sa créance sur celle qu'elle avait contestée; elle ne forme pas une demande nouvelle. — Cass. 30 déc. 1828, t. 36, p. 248.

63. Lorsqu'en première instance on avait opposé la compensation à une demande en paiement d'arrérages d'une rente remboursée en conformité de la loi du 18 déc. 1790, on peut, sur l'appel, renoncer à cette compensation en offrant de payer le montant de la demande en valeur réduite. —Cass. 7 nov. 1809, t. 9, p. 82, no 33.

64. Le créancier qui en première instance a demandé seulement qu'une donation de son débiteur à un tiers fût annulée comme faite en fraude de ses droits, ne peut en appel demander qu'il soit sursis au jugement de son action jusqu'à la clôture d'une contribution ouverte sur son adversaire. — Bord. 1er juin 1832. Faunié C. Vignaud.

§ 2. *Extension.*

65. Celui qui s'est borné en première instance à demander des droits d'usage, ne peut en cause d'appel demander un droit de propriété.—Cass. 13 fruc. an VIII, t. 9, p. 51, no 2.

66. Un défendeur peut réclamer en appel la propriété d'un terrain dont en première instance il a prétendu seulement être copropriétaire avec le demandeur. — Cass. 26 déc. 1832. Commune de Sosteville C. commune de Vasdelle.

67. Lorsqu'à une demande en dommages-intérêts pour avoir passé sur une propriété, le défendeur allègue pour défense un droit de servitude, le demandeur ne forme pas une nouvelle demande en concluant à ce qu'il soit fait défense au défendeur de passer à l'avenir sur le terrain litigieux. — Cass. 1er fév. 1830, t. 38, p. 168.

68. L'appelant qui en première instance s'est borné à réclamer la propriété d'un chemin, ne peut devant la Cour royale demander l'abandon de ce chemin en prétendant qu'il est public. — Bourg. 28 avr. 1832. Masseron C. Cordaillat.

69. Lorsque dans une instance pendante entre deux communes,

dont l'une réclame un cantonnement dans une forêt que l'autre prétend être sa propriété, un tiers est appelé en garantie du droit d'usage réclamé, et que ce tiers après avoir conclu à être renvoyé purement et simplement de l'action formée contre lui, et avoir été en effet mis hors de cause par le jugement qui statue sur la contestation, interjette appel de ce jugement, et pour la première fois demande à être reconnu propriétaire de la forêt objet du litige, il y a une demande nouvelle dont les juges d'appel ne peuvent connaître sans violer la règle des deux degrés de juridiction. — Cass. 27 déc. 1824, t. 29, p. 22.

70. Lorsqu'une Cour royale décide qu'une commune est sans titres pour exiger un droit de pâturage, elle peut, si pendant l'instance d'appel le propriétaire s'est fait clore, statuer *de plano* sur le droit qu'il prétendait avoir à se clore, sans pour cela juger une demande nouvelle. — Cass. 12 nov. 1828, t. 36, p. 83.

71. Lorsqu'on s'est borné en première instance à demander la nullité d'une donation pour défaut de forme, on peut proposer pour la première fois sur l'appel la caducité de cette donation. — Cass. 24 janv. 1822, t. 24, p. 23.

72. L'appelant qui, en première instance, a conclu formellement à la nullité d'un procès-verbal d'expert, peut faire valoir les vices de forme qui infectent cet acte, quoiqu'il ne les ait point exposés aux premiers juges. — Bourg. 12 mai 1830, t. 40, p. 88.

73. L'appelant qui, en première instance, s'est borné à demander la nullité d'une renonciation autorisée par un conseil de famille, peut soutenir que ce conseil était illégalement composé. — Brux. 5 mars 1831. Vaneyde C. Govaerts.

74. On peut, pour la première fois en appel, et en défense à une action en délaissement d'immeubles vendus par une femme, demander la nullité de la vente de ces biens comme renfermant une donation non autorisée par son mari. — Pau, 19 mars 1831, t. 43, p. 503.

75. Il y a demande nouvelle, lorsqu'un mari, après s'être borné en première instance à demander la nullité du jugement de séparation de biens pour défaut d'exécution dans les délais, en demande en Cour d'appel, et subsidiairement, la rétractation pour mal jugé. — Toul. 23 août 1827, t. 35, p. 296.

76. L'héritier qui, en première instance, a demandé seulement la vérification du testament et la saisine provisoire de la succession, ne peut pas en appel demander que dès à présent le testament soit rejeté : c'est une demande nouvelle. — Caen, 13 nov. 1827. Lecouturier C. Bénard.

77. Pareillement, celui qui a demandé en première instance la nullité d'une surenchère sur aliénation volontaire, pour insuffisance de la caution, ne peut pas demander en cause d'appel que la surenchère soit déclarée nulle à raison de la nature de la vente, par exemple parce qu'il s'agirait d'une vente à réméré : c'est là proposer un moyen nouveau, et non former une demande nouvelle. — Bourg. 26 janv. 1822, t. 24, p. 25.

78. La demande en rescision d'un traité pour cause de lésion, ne peut être convertie, en appel, en une demande en nullité de ce même traité. — Agen, 29 déc. 1812. — Montp. 22 mai 1813, t. 9, p. 94, n° 43. — *V.* le n° suiv.

79. Dans le cours d'une action en rescision pour cause de lésion, on ne peut former une demande en nullité de l'acte de vente, et suivre simultanément sur les deux demandes. — Paris, 13 juill. 1810, t. 9, p. 88, n° 39. — *V.* le n° précédent.

80 et 81. Une Cour royale peut annuler, pour défaut de prix, un contrat de vente qui n'était attaqué en première instance en rescision et annulation que pour cause de lésion. — Cass. 2 juill. 1806, t. 9, p. 69, n° 20. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 211, not. 1.

82. De même le vendeur qui a conclu en première instance au délaissement d'un immeuble vendu à réméré, sur le motif que les offres par lui faites désintéressaient l'acquéreur, peut ensuite, sur l'appel, conclure à l'annulation de la vente, pour cause de simulation. — Cass. 18 janv. 1814, t. 9, p. 98, n° 55. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 211, n° 7.

83. La demande formée par un acquéreur contre son garant, en indemnité de toutes les condamnations qui pourraient intervenir contre lui acquéreur, comprend nécessairement la demande en restitution du prix de la vente. La Cour d'appel saisie pour la première fois de cette dernière demande ne peut se refuser de statuer. — Cass. 24 flor. an XII, t. 9, p. 60, n° 13. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 42.

84. La partie qui, en première instance, a prétendu qu'un compte n'était que provisoire et pourrait être recommencé, ne peut être admise en appel à demander la rectification des erreurs d'un compte, ce qui constituerait une demande nouvelle. — Nanci, 2 mai 1826, t. 32, p. 145.

85. Dans un procès en règlement de compte, on peut, après s'être borné en première instance à demander la réduction du capital d'une rente dont on s'est reconnu débiteur, conclure en appel à la nullité de la constitution de cette rente comme entachée d'usure. — Cass. 21 déc. 1832, t. 47, p. 560.

86. Après avoir demandé en première instance, à chacun de plusieurs obligés, le paiement de la part et portion de chacun d'eux, il n'est pas permis de modifier les conclusions en appel par une action solidaire. — Brux. 9 fév. 1820, t. 1, p. 325-332.

87. En matière de contributions indirectes, lorsqu'un procès-verbal constate deux contraventions, et qu'une seule de ces contraventions a été portée devant les premiers juges, on ne peut, en appel, soumettre les deux contraventions aux juges supérieurs. — Cass. 5 déc. 1828, t. 36, p. 178. — *V.* le n° suiv.

88. Lorsqu'un fait constitue une contravention à deux lois, le ministère public qui n'a poursuivi en première instance que la contravention à une des lois, peut en appel prendre des conclusions subsidiaires sur la seconde. — Cass. 18 janv. 1828. Ministère public C. Ray. — *V.* le n° précédent.

Art. 5. *Provision alimentaire.*

89. On peut former en cause d'appel une demande en provision. — Bordeaux, 3 janv. 1826. Pierre Chenaud C. Marie Blanche.

90. De même, une partie qui s'est bornée en première instance à former une réclamation d'état, peut, sans contrevenir à l'art. 464 C. P. C., former pour la première fois en appel une demande subsidiaire en prestation d'aliments. — Angers, 17 juill. 1828, t. 35, p. 110.

91. La femme qui a obtenu la séparation de corps ne peut, durant l'instance d'appel, former devant les premiers juges une demande en provision alimentaire. — Rennes, 2 mai 1812, t. 9, p. 94, n° 47. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 215.

92. Mais les juges d'appel peuvent accorder une provision à la femme plaidant en séparation, lors même qu'elle ne l'a pas demandée en première instance. — Cass. 2 niv. an IX, 14 juill. 1806, 5 juill. 1809. — Bordeaux, 3 janv. 1826, t. 9, p. 53, n° 6 et n° 31, et t. 31, p. 180.

93. Les juges d'appel peuvent, en ordonnant une opération d'experts relative à une demande en délaissement d'immeubles, accorder au demandeur une provision, quoique celui-ci n'y ait pas conclu en première instance. — Cass. 2 niv. an IX, 21 vend. an X, 13 niv. an XII, 14 juill. 1806, t. 9, p. 53, n° 5.

94. Une demande en provision alimentaire peut être formée pour la première fois sur l'appel et par requête d'avoué à avoué. — Cass. 5 juill. 1809, t. 9, p. 80, n° 31. — Cette demande ne devrait pas être accueillie en appel, si la cause de la demande en provision existait avant le jugement de première instance, suivant MM. Carr. t. 2, p. 214, n° 1675 ; B. S. P. p. 428, not. 96 ; et Haut. p. 267, n° 5.

Art. 6. *Question d'état. Interdiction.*

95. Une question d'état élevée pour la première fois en appel, comme

défense à l'action principale, n'est pas une demande nouvelle, et doit être jugée par la Cour, sans division de cause. — Cass. 23 avril 1827, t. 33, p. 170.

96. Lorsqu'à une demande en pension alimentaire, le père d'un enfant naturel reconnu répond qu'il a contribué pour sa part à cette pension, il n'est pas recevable à prétendre en appel que la reconnaissance qu'il a faite de l'enfant est nulle, surtout si cet enfant ne figure pas au procès. — Colmar, 11 mars 1819, t. 9, p. 111, n° 69. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 209, not. 1, 8°.

97. Comme aussi, celui qui, en première instance a demandé la répétition d'une somme qu'il a dit avoir payée sans cause valable, ne peut point en appel, pour expliquer cette absence de cause, prouver que le défendeur est *enfant illégitime*. — Cass. 18 avril 1820, t. 9, p. 112, n° 70. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 209, not. 1, 7°.

98. Le père qui a été déclaré non recevable dans une action en pétition de l'hérédité de son fils, peut demander pour la première fois, en appel, à prouver que ce fils est né viable. — Rouen, 23 juill. 1813, t. 9, p. 97, n° 52.

99. L'appelant d'un jugement qui donne mainlevée d'une interdiction peut requérir subsidiairement, et pour la première fois, devant la Cour, la nomination d'un conseil judiciaire à l'interdit. — Paris, 26 ther. an XII, t. 9, p. 64, n° 15.

100. La demande en nomination d'un curateur ne peut être formée, pour la première fois, devant une Cour royale.— Gren. 19 janv. 1827. Mottin C. Mottin.

Art. 7. *Partage de succession et de communauté. Retrait successoral. Séparation de patrimoines.*

101. On ne peut former pour la première fois sur l'appel une demande tendante à faire convertir en définitif un partage provisoire. — Agen, 29 déc. 1812, t. 9, p. 94, n° 49.

102. Le défendeur à une demande en partage peut conclure pour la première fois, en appel, à ce que le demandeur soit tenu de prendre dans la succession d'autres biens que ceux par lui réclamés. — Cass. 23 frim. an IX, t. 9, p. 52, n° 3. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 211, not. 1, 1°; B. S. P. p. 430, not. 101, 1°; Pr. Fr. t. 3, p. 152; M. *Q. D.* t. 1, p. 147, n° 5.

103. Une partie ne peut pas devant la Cour demander le partage d'immeubles non compris dans sa demande en première instance. — Bourges, 7 mai 1830. Mathé C. Paillet. — *V.* cependant le n° suiv.

104. On peut, dans une instance en partage, demander pour la première fois, devant la Cour royale, que l'on comprenne dans la masse à partager des biens dont il y a eu vente simulée à un des copartageants par l'auteur commun. — Grenoble, 13 août 1830, t. 41, p. 405.

105. Le demandeur qui n'a conclu en première instance qu'à la nullité d'un partage pour cause de dol, ne peut, sur l'appel, conclure à la rescision de ce partage pour cause de lésion. — Cass. 5 nov. 1807, t. 9, p 79, n° 30.

106. Décidé également que la demande en rescision de partage, pour cause de lésion de plus du quart, ne peut être formée en appel comme moyen contre le jugement qui a ordonné le partage, ni comme demande *en amendement de rapport*, et doit être considérée comme une demande nouvelle. — Bourges, 19 mai 1824, t. 27, p. 142.

107. Le défendeur à une demande en partage ne peut, par voie d'exception, former pour la première fois en appel une demande en délivrance de legs. — Bordeaux, 11 mai 1831. Barreau C. Bouilloux.

108. Le copartageant qui, en première instance, a omis de se prévaloir d'une institution contractuelle faite en sa faveur, peut invoquer cet acte en appel pour faire changer les bases du partage que ses cohéritiers ont présentées. — Bord. 28 mars 1831, t. 6, p. 221.

109. Dans le cours d'une instance en partage, et après un jugement qui statue sur la consistance de la succession, des cohéritiers sont recevables à former pour la première fois en appel, contre leurs cohéritiers, une demande en rapport de certaines sommes : ce n'est point là une demande nouvelle dans le sens de l'art. 464 C. P. C. — Agen, 8 janv. 1824, t. 26, p. 109, et t. 27, p. 20.

110. Comme aussi, dans une demande en réduction de legs, le légataire attaqué peut, pour la première fois en appel, demander aux héritiers le rapport des choses données à la masse de la succession. — Cass. 29 août 1826, t. 32, p. 251.

111. On ne peut demander en appel que les parties qui ont partagé en vertu d'un jugement attaqué par cette voie déguerpissent les héritages qui ne leur sont pas échus. — Rennes, 13 fév. 1811, t. 9, p. 92, n° 45. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 209, not. 1, n° 2.

112. Lorsqu'il a été formé en première instance une demande en nullité de renonciation à une succession et en partage de succession, le juge d'appel ne peut, outre ce partage, ordonner celui de la communauté ayant existé entre le défunt et sa veuve. — Cass. 3 brum. an VII, t. 9, p. 50, n° 1.— *V.* Pr. Fr. t. 3, p. 151.

113. Doit être considérée comme demande nouvelle, et par conséquent soumise au préliminaire de la conciliation, une demande en partage d'une communauté légale dans une instance introduite pour le partage d'une communauté d'acquêts. — Bord. 3 mars 1827, t. 32, p. 326. — *V.* le n° qui précède.

114. On ne peut, dans l'instance en liquidation d'une société d'acquêts, demander pour la première fois en appel un prélèvement au profit de l'un des époux, même en présentant cette demande comme subsidiaire à la demande principale. — Cass. 3 août 1831. Soucaret C. héritiers Maydieu.—*V. suprà*, le n° 112.

115. Le retrait successoral peut être exercé pour la première fois en appel. — Limoges, 20 mai 1806, t. 9, p. 104, n° 61.

116. Le cessionnaire de droits successifs, écarté du partage par les juges de première instance par suite du retrait successoral, peut, devant la Cour royale, se prévaloir d'une donation faite en sa faveur, depuis l'appel, d'une partie de ces mêmes droits successifs ; mais il doit être condamné aux dépens, tant ceux faits en première instance que ceux faits devant la Cour jusqu'à la signification de la donation. — Ce n'est pas là une demande nouvelle, mais bien un moyen nouveau. — Lyon, 17 juin 1825, t. 30, p. 215.

117. La demande en séparation de patrimoines peut être formée pour la première fois en cause d appel. — Liége, 10 fév. 1807. — Cass. 17 oct. 1809, t. 9, p. 76, n° 27.— *V.* MM. Carr. t 2, p. 209, not. 1, 4°; Pig. *Comm.* t. 2, p. 41, n° 9; D. t. 5, p. 665.

Art. 8. *Dommages-intérêts. Intérêts. Restitution de fruits.*

118 et 119. On ne peut, pour la première fois en appel, présenter une demande en dommages-intérêts. — Cass. 31 août 1830, t. 40, p. 106. — Renn. 10 oct. 1817, et 6 juin 1833, t. 9, p. 110, n° 66.— *V.* v° *garantie*, § 2, n° 42 et suiv. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 209, not. 4, n° 6 ; et Pig. t. 1, p. 610. — *V.* cependant les nos qui suiv.

119 *bis*. Une demande reconventionnelle en dommages-intérêts formée en appel doit être considérée comme une demande nouvelle, si elle n'a pas son principe dans l'acte sur lequel est basée la demande principale. — Cass. 1er mars 1830.

120. Le saisi ne peut, pour la première fois en appel, demander des dommages-intérêts contre l'huissier, lorsqu'il s'est borné, en première instance, à en demander contre le saisissant. — Rouen, 21 avr. 1820, t. 9, p. 113, n° 71.— *V.* des arrêts analogues, v° *garantie*, § 2, n° 42 et suiv.

121. La demande de dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis la prononciation du jugement dont est appel n'est pas une demande nouvelle. — Rennes, 11 mai 1815, t. 9, p. 102, n° 58.— *V.* MM. Carr. t. 2, p. 209, not. 1, 6°, et Pig. t. 1, p. 610.—V. *suprà*, le n° 118.

122. Ne forme pas une demande

nouvelle la partie qui, après avoir conclu en première instance à des dommages-intérêts à accorder par état, fixe en appel la quotité de ces dommages, et par suite demande condamnation à une somme déterminée. — Bord. 28 janv. 1831. Pascaud C. Delhoume.

123. Lorsqu'une sentence arbitrale rendue en dernier ressort, statuant relativement à des rentes sur l'État possédées en commun par deux associés, a condamné l'une des parties à payer à l'autre la portion de ces rentes qui lui appartient, au fur et à mesure et dans les mêmes valeurs qu'elle les aura touchées du trésor public, celle des parties en faveur de qui les condamnations ont été prononcées peut, si elle a négligé de faire mettre la sentence à exécution, demander plus tard, et pour la première fois sur l'appel, les intérêts échus de ces rentes, sans que cette réclamation puisse être considérée comme une demande nouvelle. — Cass. 28 juin 1825, t. 30, p. 183.

124. On n'est pas recevable à former une nouvelle demande judiciaire pour obtenir le paiement des intérêts d'une somme dont on a sollicité et obtenu le paiement en principal, en première instance. — Paris. 28 janv. 1814, t. 9, p. [illegible], n° 56. — M. Coff. trouve cette décision rigoureuse.

125. Celui qui, devant le premier juge, s'est borné à réclamer le paiement d'une somme principale, ne peut pas, pour la première fois en cause d'appel, demander les intérêts de la même somme. — Brux. 15 juin 1825. — *V.* le n° suiv.

126. Lorsque les intérêts de la somme réclamée ne sont pas dus de plein droit, on ne peut les demander pour la première fois en appel. — Bord. 3 avr. 1827. Lucadou C. Perret. — *V.* le n° suiv. et celui qui précède.

127. L'art. 464 C. P. C. en permettant aux parties de demander, en cause d'appel, les intérêts, arrérages, loyers et autres accessoires échus *depuis* le jugement de première instance, n'exclut pas nécessairement par là, en cause d'appel, toutes demandes d'intérêts, arrérages, loyers et autres accessoires échus pendant l'instance, mais *avant* ce jugement. — Brux. 4 juin 1828. — *V.* le n° qui précède.

128. On peut, sans former une demande nouvelle, demander en cause d'appel, en vertu de traités, le paiement d'intérêts demandés en première instance en vertu d'un contrat d'adjudication, lorsque les traités ont été consentis pour prix de l'adjudication. — Cass. 16 juill. 1825. Carel C. la direction des domaines.

129. Celui qui a obtenu un jugement de condamnation contre son débiteur, peut, durant l'appel qui en est interjeté par celui-ci, l'assigner devant les premiers juges en paiement des intérêts échus depuis le jugement attaqué. — Cass. 15 fév. 1819, t. 9, p. 111, n° [illegible].

130. La restitution des fruits produits par un immeuble pendant l'instance en délaissement de cet immeuble, peut être demandée pour la première fois en appel. — Cass. 2 niv. an IX, 21 vend. an X, 13 niv. an XII et 11 juill. 1806. — Besanç. 25 août 1826, t. 9, p. 53, n° 4, et t. 31, p. 151. — *V.* M. [illegible], *Q. D.* t. 1, p. 148, § 7; F. L. t. 1, p. 165, § 4, n° 6; Pr. fr. t. 3, p. 157.

Art. 3. *Cas divers* (1).

131. La prescription d'une action peut être invoquée pour la première fois en appel. — Rouen, 28 déc. 1831.

131 *bis*. On peut présenter pour la première fois en appel la demande en retrait de droits litigieux comme moyen de défense à l'action principale soumise à la Cour royale. — Bord. 12 avr. 1832. Bordenave C. Lano.

132. La demande en subrogation contre un cessionnaire de droits litigieux peut être formée sur l'appel d'un jugement qui statue sur ces droits. — Gren. 19 mai 1828. Comm. de Champoléon C. d'Hugues.

132 *bis*. La partie assignée en garantie dans le cours d'une instance peut invoquer pour la première fois en appel la nullité du titre en vertu duquel le garant est poursuivi par le demandeur principal. — Cass. 29 août 18[illegible].

133. La partie qui, en première instance, s'est bornée à soutenir qu'elle a acquis un droit de passage par une possession immémoriale, ne peut en appel soutenir qu'elle a droit à ce passage comme étant enclavée par son adversaire. — Colm. 22 mai 1833.

134. On ne doit pas considérer comme une demande nouvelle qui ne puisse être formée pour la première fois en cause d'appel, celle par laquelle la partie assignée en nullité d'un acte de vente, avec restitution des biens vendus et des fruits perçus, conclut subsidiairement, et pour le cas où la vente serait déclarée nulle, à ce que le demandeur soit tenu de lui restituer le prix d'achat. — Brux. 11 mars 1828.

135. Les juges d'appel ne peuvent déclarer résolu un bail lorsque le demandeur, tout en employant des moyens propres à une demande en résiliation, se borne à requérir la confirmation d'un jugement qui en prononce la nullité. — Cass. 5 pluv. an XIII, t. 9, p. 64, n° [illegible]. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. [illegible], p. [illegible], § 9, n° 1; et B. S. P. p. 430, not. 101, 7.

135 *bis*. L'acquéreur d'un immeuble ne peut, pour la première fois, demander en appel, contre le [illegible], le remboursement des frais et loyaux coûts du contrat. — Bord. 8 août 1832, t. 44, p. [illegible].

136. La nomination d'un séquestre peut être demandée pour la première fois en appel. — Toul. 22 juin 1831, t. 43, p. 117.

137. La femme qui, assignée comme commune en biens, a soutenu en première instance qu'elle était mariée sous le régime dotal, peut, pour la première fois en appel, se prévaloir de sa renonciation à la communauté, faite depuis la décision des premiers juges. — Gren. 12 fév. 1830, t. 43, p. 718.

138. La femme séparée de corps et de biens ne peut, sur l'appel du jugement qui a prononcé la séparation, demander pour la première fois que les avantages qu'elle a faits soient déclarés non avenus. — Paris, 15 avr. 1810, t. 9, p. 86, n° 37. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 215, not. 1.

139. La partie qui en appel demande son renvoi pour cause d'incompétence, après l'avoir demandé en première instance pour un autre motif, ne propose pas une demande nouvelle, mais seulement un nouveau moyen. — Cass. 22 avr. 1828. Rasset C. Rimbert.

140. La demande tendante à ce que des frais extraordinaires de poursuites soient payés par privilége sur le prix, ne peut être formée pour la première fois en appel. — Bord. 27 nov. 1827. Lafond C. Sidaine.

141. Est non recevable la demande à fin de résolution d'une vente d'immeuble formée pour la première fois en cause d'appel, incidemment à une instance à fin de distribution du prix de cet immeuble. — Amiens, 27 nov. 1824, t. 29, p. 174.

142. L'exception tirée de ce que les délais de la demande en rescision sont expirés, proposée pour la première fois en appel, ne constitue pas une nouvelle demande, mais seulement une défense à l'action principale. — Cass. 2 mai 1827, t. 33, p. 140.

143. Lorsqu'un contrat de prêt à la grosse aventure a été attaqué par les premiers juges comme simulé, le demandeur originaire ne peut, sur l'appel, [illegible] nouvellement, et que ce fait ait [illegible] instance. C'est là une demande nouvelle qui [illegible] — Cass. 11 fév. 18[illegible], t. 26, p. 130.

(1) Nos lecteurs remarqueront qu'il nous est arrivé fort rarement de placer à la fin des mots de ce Dictionnaire [illegible] *divers*, [illegible] inclassable ailleurs; seulement il [illegible] tices de cet article 9 des principes [illegible] recherche à y faire.

144. Lorsque, par l'admission d'une demande en requête civile, la demande principale est renvoyée devant une Cour d'appel, une demande en garantie incidente peut être portée directement devant cette Cour. — Cass. 4 vent. an XI, t. 9, p. 58, nº 10 — M. CARR. t. 1, p. 382, nº 773, pense que cette décision pourrait bien ne pas être suivie sous le Code de procédure.

145. On ne peut former une demande en déclaration de jugement commun, devant une Cour d'appel, contre des parties qui, quoique ayant figuré en première instance, n'ont aucun intérêt dans la contestation. — Paris, 6 mars 1815, t. 15, p. 115, nº 127.

146. Lorsqu'un créancier saisissant donne, par sa négligence, ouverture au droit de subrogation dans les poursuites, un créancier non saisissant ne peut réclamer ce droit pour la première fois sur l'appel d'un jugement par lequel il a fait prononcer la nullité de la saisie. — Paris, 24 juill. 1810, t. 9, p. 89, nº 40. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 209, not. 1, nº 3.

147. La compensation ordonnée par un jugement d'ordre, et non contestée en première instance, ne peut l'être pour la première fois en appel. — Paris, 2 mai 1807, t. 9, p. 78, nº 28.

148. La compensation peut être opposée pour la première fois en appel. — Cass. 4 août 1806, t. 9, p. 73, nº 23 — De quelle compensation l'art. 464 C. P. C. a-t-il entendu parler? — Nous pensons que c'est de la compensation non contestée. — Telle est aussi l'opinion de MM. LEP. p. 310, et F. L. t. 1, p. 183, § 4, nº 6.

149. La clause d'exigibilité des capitaux aliénés à constitution de rente, insérée dans un cahier d'enchères, ne pouvait, sous la loi du 11 brum. an VII, être contestée pour la première fois en appel. — Paris, 2 mai 1807, t. 9, p. 78, nº 29.

150. La demande en désistement d'une cause pendante devant d'autres juges ne peut être portée pour la première fois en appel. — Cass. 11 déc. 1809, t. 9, p. 83, nº 34. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 93, not. 4, nº 3.

151. Une demande en reddition de comptes formée subsidiairement contre la partie tenue de faire le paiement, ne peut être considérée comme une demande nouvelle. — Toul. 16 mars 1824, t. 27, p. 208.

152. On ne peut, devant la Cour reprocher au jugement dont est appel de n'avoir pas ordonné une représentation de livres et un renvoi devant arbitres, lorsqu'il n'a pas été pris de conclusions à cet égard devant les premiers juges. — Renn. 2 juill. 1816, t. 15, p. 123, nº 143.

153. La citation par laquelle un commissaire de police requiert que des poids de marc saisis chez un marchand soient déposés à la préfecture et déclarés confisqués, est différente de celle par laquelle le même commissaire requiert que faute d'avoir satisfait au jugement qui avait accueilli la première citation, le marchand soit condamné à payer la valeur des poids saisis et à la verser dans la caisse des amendes et confiscations. — Un tribunal ne peut annuler cette dernière demande, sous prétexte qu'elle fait essentiellement partie de la première. — Cass. 23 fruct. an X, t. 9, p. 57, nº 9.

154. Une demande en sursis pour faire interpréter un acte administratif doit subir deux degrés de juridiction, et elle ne peut être proposée pour la première fois en appel. — Aix, 29 nov. 1824, t. 27, p. 29.

155. Sous la loi du 3 brum. an II, le débiteur du prix d'une acquisition pouvait en appel alléguer pour sa libération le dépôt qu'il en avait fait, à la charge des oppositions, dans les caisses du district, quoiqu'en première instance, il n'eût articulé que le versement de ce prix entre les mains d'un notaire. — Cass. 12 frim. an X, t. 9, p. 54, nº 7.

156. Lorsqu'un jugement a statué définitivement au fond, mais prématurément et sans avoir entendu tous les moyens des parties, la Cour saisie de l'appel de ce jugement peut ordonner que les moyens non proposés le seront pour la première fois devant elle, sans renvoyer de ce chef en première instance. — Brux. 18 avr. 1827.

157. Celui qui après avoir revendiqué des immeubles succombe en première instance, n'est pas recevable à porter directement sa demande devant le juge d'appel, en la fondant sur une autre cause. — Brux. 23 déc. 1819.

158. Une Cour royale ne viole pas l'art. 464 C. P. C. en faisant droit à des conclusions subsidiaires en garantie, sur lesquelles les premiers juges ont omis de statuer. — Cass. 4 juin 1833, t. 45, p. 618.

159. L'adjudicataire chargé de recevoir les loyers, et qui en première instance a demandé une réduction de son prix parce que les loyers avaient été payés, ne forme pas une demande nouvelle lorsqu'en appel il demande que ces loyers soient imputés sur son prix, attendu qu'ils avaient servi à l'acquit des réparations faites à la maison adjugée. — Cass. 20 janv. 1830, t. 38, p. 329.

DÉPENS ET FRAIS (1).

C. Ier. DES DÉPENS. — A. 1er. Qui doit supporter les dépens? — § 1er. *En matière civile*, 1 à 96 — § 2. *En matière criminelle*, 97 à 131. — A. 2. Quand y a-t-il lieu à compensation des dépens? 132 à 158. — A. 3. Quel est l'effet de la condamnation aux dépens? De la solidarité; des voies à prendre contre la condamnation; de la prescription, 159 à 198. — C. II. DE LA TAXE DES DÉPENS. — A. 1er. Quels sont les frais privilégiés? 199 à 209. — A. 2. Du règlement des dépens. Quels frais sont ou ne sont pas

(1) Il eût été difficile de réunir au mot *dépens* tout ce qui concerne ce mot dans l'acception générale qu'on lui donne au palais; aussi engageons-nous nos lecteurs à se reporter non-seulement aux mots *avoués* et *matière sommaire*, mais encore aux mots dont voici l'indication : *Acquiesc.* 116 *et s.* 193, 232. — *Appel*, 11, 14, 23, 618, 619. — *Arb.* 341. — *Aut. f.* 57 *et s.* — *Cass.* 93 *et s.* 128, 315 *et s.* 361. — *Caut.* 67. — *Cont. p. c.* 23, 37, 38, 80. — *Distr. c.* 9 *bis.* — *Exéc. p.* 84. — *Expropr. p. cause d'ut. publ.* — *Gar.* 111 *et s.* 116 *et s.* — *Jug.* 202, 235, 303. — *Min. p.* 39 *et s.* — *Ordre*, 182, *et chap.* 7, 371, 384, 403 *et* 479. — *Pr. à part.* 10. — *Redd. c.* 82 *et s.* — *Référé*, 21 *et s.* — *Ress.* 407 *bis*, 453 *et s.* 474 *et s.* — *Sais.-a.* 285. — *Sais.-ex.* 8. — *Sais. imm.* 12 *et s.* 84, 785. — *Sép. b.* 95. — *Trib.* 304 *et s.*

frustratoires? 240 à 272.—C. III DE L'EXÉCUTOIRE DES DÉPENS — A. 1er. Par qui la taxe doit-elle être arrêtée et l'exécutoire délivré? 273 à 298.—A. 2 Comment peut-on se pourvoir contre l'exécutoire? 299 à 333.

CHAP. 1er. *Des dépens.*—Art. 1er. *Qui doit supporter les dépens?* —§ 1er. *En matière civile.*

1. Les juges ont un pouvoir discrétionnaire pour la condamnation aux dépens. —Cass. 24 juill. 1828. Héritiers d'Allemagne C. Cheynet.

2. Si les parties avaient omis de conclure à la condamnation aux dépens, le juge devrait-il néanmoins la prononcer? — Non, suivant M. BONCENNE, t. 2, p. 562. —*V.* J. A. t. 9, p. 319

3. La partie qui succombe doit être condamnée aux frais de l'expédition et de la signification du jugement obtenu contre elle, surtout si ce jugement devient le titre de son adversaire. — Bord. 19 juill. 1831.

4. La Cour qui par arrêt interlocutoire rejette les fins de non-recevoir proposées par une partie, peut condamner celle-ci aux dépens, sans attendre l'arrêt à rendre en définitive.—Cass. 2 août 1831.

5. Le défendeur doit être condamné aux dépens de l'instance, si, par ses contestations, il a rendu nécessaire le jugement qui y met fin. — Bord. 9 déc. 1831, t. 44, p. 22. — *V. ibid.* longues observ.

6. L'intimé doit supporter les dépens relatifs à un chef auquel son avoué a renoncé sans pouvoir spécial, après l'appel interjeté par son adversaire, si celui-ci en obtient la réformation. — Bord. 9 déc. 1831, t. 44, p. 22.

7 Le demandeur principal qui succombe, doit être condamné aux dépens des demandes en garantie qu'il a nécessitées par son action. — Cass. 20 juill. 1832, t. 44, p. 18.

8 Le créancier hypothécaire qui refuse les offres d'un tiers détenteur comme insuffisantes peut, si elles sont déclarées valables, être condamné non-seulement aux dépens postérieurs à ces offres, mais encore aux frais qui sont la conséquence de sa mauvaise contestation, bien que ces frais fussent antérieurs aux offres. — Cass. 28 nov. 1833, t. 46, p. 94.

9. Les commissaires-priseurs qui ont obtenu un jugement déclarant que la vente des bois provenant de la liste civile doit être faite par leur ministère et non par celui des notaires, doivent, si ceux-ci appellent de ce jugement, et si la liste civile intervient pour se joindre à ces derniers, être condamnés aux dépens envers toutes les parties, quoique la Cour royale les déboute toutes de leurs conclusions en décidant que la vente dont s'agit doit être faite par les agents forestiers. — Paris, 28 juin 1833, t. 46, p. 279.

10 et 11. Lorsqu'une partie réclame une indemnité de 37,000 fr., que la partie adverse en offre une de 12,000 fr., et que le tribunal en accorde une de 14,000, la partie qui a formé la demande de 37,000 fr. peut être condamnée en tous les dépens. — Cass. 18 mars 1829, t. 38, p. 245.

12 et 13. Les frais occasionnés par une demande en interprétation d'arrêt de la Cour de cassation, par suite du refus de restituer les sommes payées en vertu de l'arrêt cassé, doivent être supportés par la partie qui a refusé la restitution. — C. T. t. 1, p. 204-47.

14 et 15. A la charge de qui, du cédant ou du cessionnaire, doivent être mis les frais de signification de la cession au débiteur? — Dissert. t. 44, p. 18.

16. En quels cas les créanciers qui contestent une demande en cession de biens doivent-ils être condamnés aux dépens? — L'art. 130 C. P. C. est applicable à cette contestation comme à toutes autres. — Si les créanciers succombent, ils doivent être condamnés aux frais. — Telle est aussi l'opinion des auteurs. J. A. t. 9, p. 310, n° 146.—*V.* MM. D. C. p. 607; CARR. t. 3, p. 277, n° 3049

17. Lorsque les créanciers d'un des colitigants, autorisés à assister à leurs frais dans l'instance, ont seuls plaidé au lieu et place de leur débiteur, et fait valoir les exceptions que celui-ci pouvait opposer, le jugement ou l'arrêt qui accueille ces exceptions peut condamner les parties adverses aux dépens envers eux. — Bord. 26 janv. 1827, t. 32, p. 221.

18. Dans le cours d'une instance en séparation de corps, au lieu de réserver les dépens jusqu'à la décision définitive, le tribunal peut en prononcer la condamnation contre le mari qui succombe sur une demande incidente en provision alimentaire. — Colm. 31 mai 1811, t. 9, p. 209, n° 58.—*V.* nos observ. et MM CARR. t. 1, p 309, n° 554 et les notes, p. 313, n° 559; B. S. P. p. 157, not. 2, et 162, not. 10, n° 5 et 760, 16 *a*; PIG. t. 1, p 512, liv. 2, part. 3, tit. 5, chap. 5, § 1, n° 1; LEP. p. 137 et 138, 1re quest.; D. C. p. 47; PR. FR. t. 1, p. 397 et 398, et F. L. t. 3, p. 160, n° 13.

19. Aucune condamnation de dépens ne peut être prononcée contre le mari qui fait défaut sur l'assignation à lui donnée pour autoriser sa femme à ester en justice. — Brux. 23 mars 1833, t. 46, p. 94 —*V.* sur ce point une longue dissert. de M. BONCENNE, t. 2, p. 546.

20. Le mari qui s'est associé à une demande en revendication intentée par sa femme séparée de biens peut être condamné aux dépens avec celle-ci, si son adversaire a conclu contre lui à cet égard, et si ce dernier n'a excipé ni de son défaut d'intérêt au procès, ni de ce que sa femme n'était pas commune en biens avec lui. — Cass. 21 fév. 1832, t. 44, p. 165.

21. Les tuteurs, curateurs, héritiers bénéficiaires et autres administrateurs peuvent être condamnés aux dépens *personnellement*, lorsqu'ils ont compromis les intérêts de ceux qu'ils représentent.—C. T. t. 1, p. 208-61.

22. Le tuteur qui intente une action immobilière dans l'intérêt de son pupille, sans y avoir été autorisé par le conseil de famille, doit être condamné personnellement aux dépens.—Nanci, 21 nov. 1831, t. 44, p. 78.

23. Le tuteur qui a soutenu un procès évidemment mauvais pour ses mineurs peut être condamné aux dépens en son nom propre et sans répétition. — Turin, 25 juin 1810, t. 9, p. 194, n° 48.

24. Comme aussi, lorsqu'un tuteur forme un appel sans y avoir été autorisé par le conseil de famille, il peut, s'il succombe, être personnellement condamné aux dépens.—Riom, 15 avr. 1806, t. 9, p. 157, n° 19.—*V.* MM. PIG. t. 1, p. 542 et 544; PIG. *Comm.* t. 1, p. 310 et 313; MERL. *Rép.* t. 1, p. 749, n° 14 et suiv., et t. 3, p. 554, n° 8; B. S. P. p. 159, not. 2, *observ.* n° 4, p. 160, not. 7, et p. 724. not. 7, n° 1; et CARR. t. 1, p. 315, n° 562.

25. De même le tuteur qui a oublié de faire la déclaration nécessaire pour que les mineurs ne fussent censés accepter la succession que sous bénéfice d'inventaire, peut être personnellement condamné aux frais si sa négligence a donné lieu à des condamnations. —Ang. 11 août 1809, t. 9, p. 182, n° 38, où se trouve encore mentionné un arrêt de la Cour de Turin, du 9 déc. 1808, qui a condamné un tuteur aux dépens, attendu que ce n'était que le refus du tuteur d'adopter un mode d'éducation utile aux mineurs qui avait donné lieu au procès au fond, contrairement aux véritables intérêts des mineurs.

26. Pareillement le tuteur peut être, dans les cas prévus par la loi, condamné en son nom personnel à l'amende et aux dépens, encore que la partie civile et le ministère public aient gardé le silence.—Cass. 17 avr. 1827, t. 33, p. 122.

27. Un curateur doit être condamné aux dépens lorsqu'il interjette un appel auquel la masse qu'il représente n'a aucun intérêt. — Besanç. 16 août 1808, t. 9, p. 180, n° 36.

28. De même la condamnation aux dépens peut être prononcée contre le curateur à une succession vacante dont la revocation, contestée par lui, a été prononcée en justice. — Cass. 7 fév. 1809, t. 9, p. 183, n° 39.

29. Mais le curateur d'une succession vacante doit, quoiqu'il ait succombé, obtenir remboursement de ses dépens, s'il a suivi l'avis de l'avocat à lui nommé pour con-

seil.—Renn. 11 août 1813, t. 9, p. 250, nº 76.

30. La condamnation aux dépens ne peut être prononcée contre l'exécuteur testamentaire qui s'oppose au mode adopté par les héritiers et les légataires pour l'exécution du testament, que dans le cas où son exception serait mal fondée. — Bourg. 28 flor. an XIII, t. 9, p. 147, nº 12.

31. Lorsque de prétendus syndics ou directeurs d'une masse de créanciers se permettent d'intenter des actions, de poursuivre des instances au nom des créanciers, sans avoir de véritables pouvoirs, sans être autorisés par une délibération légale, ils doivent supporter personnellement tous les frais et dépens auxquels ils ont donné lieu, en s'attribuant faussement une qualité qu'ils n'avaient pas, et en plaidant sous cette fausse qualité.—Cass. 19 août 1807, t. 9, p. 164, nº 24.

32. Les syndics d'une faillite peuvent, selon les circonstances, être condamnés personnellement aux dépens d'une instance, lors même qu'ils l'ont suivie comme représentant la masse des créanciers. — Cass. 27 juin 1821, t. 23, p. 227.

33. Décidé également que les syndics d'une faillite qui ont compromis l'intérêt de leur administration par de mauvaises procédures peuvent être condamnés personnellement, même d'office, aux dépens des procès mal intentés et à l'amende d'une tierce opposition qu'ils auraient formée. — Cass. 25 mars 1823, t. 25, p. 103.

34. Tous les frais occasionnés par une faillite doivent être mis à la charge du failli.—Cass. 20 nov. 1827, t. 34, p. 223.

35. Quoique la saisie pratiquée sur les immeubles d'un failli par un créancier hypothécaire inscrit moins de 10 jours avant l'ouverture de la faillite soit nulle, cependant les frais de la saisie peuvent être employés en frais accessoires de sa créance, si le poursuivant était de bonne foi.—Lyon, 21 juin 1832, t. 44, p. 161.

36. Les préposés aux dépôts et consignations doivent être condamnés personnellement aux dépens, si, sans aucun fondement, ils soulèvent des difficultés pour procurer une plus grande sûreté à l'État pour le paiement des sommes consignées entre leurs mains. — Bord. 6 sept. 1831, t. 42, p. 110.—*V.* nos observ. en ce sens.

37. Le successible qui a renoncé à la succession de son auteur est passible des dépens faits contre lui jusqu'à la notification de sa renonciation.—Bord. 6 août 1833, t. 46, p. 96.

38 et 39. Le successible qui renonce à la succession est tenu des frais de la demande en partage intentée contre lui avant sa renonciation —Lyon, 21 mai 1831, t. 41, p. 155.

40. L'héritier bénéficiaire qui a vendu les biens de la succession sans en distribuer le prix aux créanciers et légataires n'est pas recevable à les assigner en audition du compte de bénéfice d'inventaire; il doit auparavant faire la distribution et les paiements qu'indique la loi; il doit supporter les dépens des procédures frustratoires qu'il a introduites au détriment de la succession. — Brux. 16 nov. 1831, t. 45, p. 307.

41. Les dépens d'un procès entre des héritiers et un légataire, ayant pour objet la rédaction vicieuse d'un testament, doivent, même quand le légataire succombe, être mis à la charge de la succession. — Nanci, 15 fruct. an XIII, t. 9, p. 152, nº 16. — M. Carr. t. 1, p. 305, nº 549, critique cette décision. —V. *infrà*, les nºs 45, 46 et 47.

42 et 43. Les vacations, dans un inventaire, de l'avoué d'un héritier bénéficiaire, doivent-elles être à la charge de la partie, ou être employées en frais de bénéfice d'inventaire?— Délibération du tribunal de la Seine, t. 43, p. 415.

44. L'héritier qui méconnaît la signature de son auteur doit toujours être condamné aux dépens lorsque la signature est reconnue véritable. — Cass. 21 mai 1829. — Poit. 5 fév. 1834, t. 36, p. 337, t. 46, p. 342.

45. Comme aussi les frais occasionnés par les mauvaises contestations des légataires peuvent être mis à leur charge, et non à la charge de la succession. — Cass. 4 fév. 1829, t. 36, p. 259.— *V.* C. T. p. 204-50.—V. *suprà*, nº 41.

46. Les frais de la demande en délivrance d'un legs sont à la charge de la succession, quoiqu'il puisse en résulter une réduction de la réserve légale, lorsque les héritiers légitimaires ont mal à propos résisté à cette demande.— Metz, 11 fév. 1820, t. 9, p. 285, nº 121. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 305, nº 549; Pr. Fr. t. 1, p. 402, not. 1.

47. Les frais de délivrance d'un legs particulier ne peuvent pas être mis à la charge du légataire, quoiqu'il ait réclamé plus que ce qui lui avait été légué. — Bord. 9 mars 1830, t. 40, p. 21.—V. *suprà*, nº 41.

48. Lorsqu'après l'intervention d'un créancier à un partage, un des héritiers a élevé des contestations sur lesquelles il a succombé, il doit être condamné aux dépens qu'ont occasionnés ses mauvaises contestations. Ici n'est point applicable l'art. 882 C. C. — Cass. 7 nov. 1827, t. 35, p. 303.

49. Les dépens auxquels l'héritier bénéficiaire a été condamné en cette qualité sont au compte de la succession.—Renn. 19 mars 1814, t. 9, p. 236, nº 81.

50. La condamnation aux dépens ne peut être prononcée contre l'ascendant qui a été déclaré mal fondé dans l'opposition par lui formée au mariage de l'un de ses descendants. — Amiens, 15 fév. 1806, t. 9, p. 155, nº 18 —*Contrà*, C. T. t. 1, p. 204-45.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 303, not. 6.

51. La condamnation aux dépens ne peut être prononcée contre le juge qui, étant récusé, laisse juger la récusation.—Cass. 13 nov. 1809, t. 9, p. 177, nº 45. — M. Coff. est de cet avis.

52. Parallèlement le juge non pris à partie ne peut être condamné aux dépens. — Cass. 7 juin 1810, t. 12, p. 389, nº 8. — C. T. t. 1, p. 203-60.

53. Le particulier qui a obtenu gain de cause dans un procès qui avait été intenté par sa commune ne doit pas être compris dans la répartition établie entre les habitants pour le paiement des frais de ce procès.—Ordonn. royale. 1er septembre 1819, t. 9, p. 281, nº 117. — Cette ordonnance est approuvée par MM. F. L. t. 1, p. 552, § 8, et B. D. P. *des biens communaux*, p. 25. — Mais en 1835 et en 1836 le Conseil d'état a changé de jurisprudence, et il décide maintenant le contraire.

54. Dans une contestation élevée entre plusieurs parties ayant divers intérêts sur le même objet, les dépens doivent être supportés uniquement par celles qui succombent, et non au marc le franc des sommes que chacune a à réclamer —Rennes, 7 mai 1818, t. 9, p. 265, nº 110.—Suivant MM. Carr. t. 1, p. 308, nº 538; F. L. t. 3, p. 552; Merl. *Rep.* t. 3, p. 552, § 7; Pr. Fr. t. 1, p. 400, les dépens doivent être divisés par tête, quand il y a plusieurs succombants, sans égard à la quotité des intérêts de chaque contestant. — Telle était l'ancienne jurisprudence attestée par Despeisses et Ferrière.—M. B. S. P. p. 158, obs. 2, s'élève avec force contre cette opinion.

55. Le vendeur appelé en garantie peut, s'il succombe, n'être condamné qu'aux dépens faits depuis sa mise en cause.—Cass. 8 nov. 1820, t. 9, p. 289, nº 126. — *V.* Merl. *Rép.* t. 3, p. 554, § 8.

56. Le vendeur qui n'a pas été appelé dans l'instance entre l'acquéreur et un tiers revendiquant n'est pas tenu des dépens auxquels le premier de ceux-ci a été condamné. — Nîmes, 12 mars 1833, t. 40, p. 227.

57. Le vendeur est tenu de garantir l'acquéreur des frais occasionnés par un tiers demandeur en éviction, dont l'action est rejetée, et qui se trouve insolvable.—Cass. 3 janv. 1833, t. 44, p. 270.

58. Les frais de justice faits pour parvenir à la vente d'un objet donné en gage sont à la charge du débiteur, lors même qu'il ne se serait point opposé à cette vente. — Brux. 25 juin 1831, t. 45, p. 414.

59. Le garant mis hors de cause sur l'action intentée contre lui peut être condamné aux dépens, conjointement avec le garanti qui succombe, si, dans des conclusions subsidiaires, il a appuyé

la défense de ce dernier — Cass. 13 août 1819, t. 9, p. 280, nº 116.— Cela est conforme à l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 309, not. 1, 2º, et p. 491, nº 783.

60. Une Cour royale qui rejette la demande en garantie formée contre le propriétaire par les locataires peut ne pas condamner les demandeurs aux dépens, si par son arrêt elle condamne un tiers appelé en garantie par le bailleur à une indemnité envers toutes les parties. — Cass. 11 déc. 1827. La ville d'Aix C. Dufour.

61. Une partie peut être condamnée à tous les dépens, quoiqu'il reste encore un point en litige, lorsque les dépens sont accordés à titre de dommages-intérêts. — Cass. 15 juin 1830, t. 42, p. 42.

62. Les dépens de première instance et d'appel exposés, relativement à la déclaration affirmative faite par le tiers saisi, doivent être à la charge de ce dernier, quand sa déclaration, contestée devant les premiers juges, n'a été regularisée que devant la Cour. — Paris, 1er août 1825, t. 30, p. 86.

63. Lorsque le saisi et le tiers saisi ont été assignés, l'un en validité de la saisie et l'autre en déclaration de sommes, et qu'il n'y a de contestation que de la part du tiers saisi et sur sa déclaration, celui-ci, s'il succombe, ne doit pas payer tous les dépens de l'instance, mais seulement ceux de l'incident que sa contestation a fait naître — Metz, 29 mai 1818, t. 9, p. 268, nº 111. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 309, not. 1; B. S. P. p. 522, not. 28, nº 2; et LEP. p. 389, 2e *quest.*

64. Le demandeur en distraction d'immeubles ne saurait être passible d'aucuns des frais de la saisie, à titre de dommages-intérêts, soit parce qu'il n'aurait pas fait inscrire son nom comme propriétaire sur la matrice du rôle (cause d'erreur pour le saisissant), soit parce qu'il aurait formé trop tard sa demande en distraction (art. 1383 C. C.) — Amiens, 18 nov. 1825, t. 9, p. 305, nº 143.

65. Les frais d'expertise doivent toujours être payés par la partie poursuivante, sauf son recours contre qui de droit, quand bien même il aurait été rendu un jugement qui aurait déterminé laquelle des deux parties doit payer tous les frais, y compris ceux des experts. — Bourg. 9 janv. 1832, t. 42, p. 340.

66. L'expert a une action solidaire pour le paiement de ses déboursés et honoraires contre les deux parties, lorsque l'expertise a été ordonnée sur la poursuite et dans l'intérêt de l'une et de l'autre. — Aix, 2 mars 1833, t. 45, p. 117.

67. Les frais d'une quittance doivent toujours être à la charge de celui qui l'exige.—Cass. 24 août 1809, t. 9, p. 185, nº 41. — *V.* M. B. S. P. p. 162, not. 111, 2º.

68. Les frais de contumace sont-ils à la charge du défaillant, quand bien même il obtiendrait gain de cause sur son opposition? — Non. — Renn. 26 avr. 1814; Gren. 2 fév. 1818; Lim. 4 juill. 1821; Paris, 13 mars 1823. — Oui.—Caen, 4 juill. 1825. — Cette dernière opinion est contraire au texte de l'art. 130 C. P. C. Il ne faut pas confondre les dépens d'un incident, auxquels peut être condamné même celui qui gagne au fond, avec les frais d'un jugement par défaut; c'est celui qui succombe en définitive qui a eu tort d'obtenir un jugement par défaut, puisque son action était mal fondée. — Pour l'affirmative, *V.* M. DELAP. t. 1, p. 159, et PR. FR.—Pour la négative *V.* M. COFF. dont nous partageons l'opinion. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 406, nº 671, et les notes; B. S. P. p. 402, not. 26, observ. nº 2; F. L. t. 4, p. 40, § 1. — *V. infrà*, nº 195.

69. Cependant la condamnation aux dépens de première instance doit être maintenue contre une partie, quoiqu'elle obtienne la réformation du jugement qui l'a prononcée, lorsqu'appelée en première instance devant des juges incompétents, au lieu de demander son renvoi, elle a laissé déclarer défaut au fond après avoir toutefois élevé, sur la qualité du demandeur, une contestation dont elle s'est désistée en appel. — — Renn. 26 déc. 1812. — Metz, 19 avr. 1823, t. 9, p. 222, nº 70, et t. 25, p. 132.

70. Les frais d'une instruction inutile doivent être supportés par la partie qui a fait ordonner cette instruction. — Renn. 19 fév. 1821, t. 16, p. 732, nº 23.

71. Une Cour peut condamner une partie aux dépens dus par son adversaire à un individu qui n'a point été en procès avec elle, si elle a occasionné toute la procédure. — Cass. 8 nov. 1830, t. 42, p. 108.

72. Lorsqu'au sujet d'un bornage, une partie élève des contestations mal fondées qui donnent lieu à des frais, elle doit supporter ceux qu'elle a occasionnés, et ils ne font pas partie des frais de bornage qui doivent être communs. — Besanç. 31 juill. 1828, t. 36, p. 258. — *V.* C. T. t. 1, p. 201-18.

73. Celui qui est jugé débiteur et qui n'a pas fait d'offres est passible des dépens, bien que la réclamation formée contre lui soit susceptible de réduction. — Renn. 19 nov. 1813, t. 9, p. 230, nº 77. — *V.* C. T. t. 1, p. 201-19.

74. Pareillement celui qui, en bureau de paix, reconnaît qu'il est en possession d'une partie de terrain appartenant à son voisin, qui l'a assigné en bornage et en arpentage; s'il offre en conséquence à restituer cet excédant, et que, les offres n'étant pas acceptées, une instance s'engage, en vain le demandeur accepte-t-il ultérieurement les offres qui lui sont faites; son refus primitif ayant causé le procès, il doit en supporter les frais. — Orl. 29 mars 1817, t. 9, p. 255, nº 105.—C'est l'avis du PR. FR. t. 1, p. 400.

75. Le défendeur qui, après avoir mal à propos contesté, acquiesce à la demande sans offrir de supporter les frais auxquels a donné lieu sa résistance, est tenu des dépens, comme s'il n'avait point acquiescé — Metz, 9 déc. 1819, t. 9, p. 293, nº 118. — *V.* MM. B. S. P. p. 150 observ 1; et MERL. *R. p.* t. 3. p. 552, art 1.

76. Comme aussi la partie condamnée aux dépens qui a acquiescé à l'arrêt est passible du coût de la levée et de la signification de cet arrêt, quoique postérieures à son acquiescement, s'il y avait en cause des parties intervenantes qui n'ont point acquiescé et auxquelles il a été nécessaire de faire cette signification. — La partie n'a même pas de recours contre les intervenants, pour le recouvrement des frais de levée et de signification. — Metz, 12 mai 1821, t. 23 p. 179.

77. La partie qui gagne son procès, au moyen d'un serment supplétif qui lui est déféré, peut obtenir ses frais de son adversaire, — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 307, nº 551, fondée sur l'art. 130 C. P. C. — *V.* J. A. t. 9, p. 315, nº 155, et C. T. t. 1, p. 202 et 44.

78. La partie qui n'a pas répondu à la sommation extra judiciaire qui lui a été faite sur le mode de prestation du serment, est passible des dépens auxquels l'incident a donné lieu, quoiqu'elle ait déclaré à l'audience *s'en rapporter à la prudence de la Cour.* — Cass. 12 juill. 1810, t. 9, p. 196, nº 50. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 307, nº 550; F. L. t. 3, p. 160, nº 15; DELAP. t. 1, p. 158. PR. FR. t. 1, p. 400 et 405; et PIG. *Comm.* t. 1, p. 309.

79. Pareillement la partie qui succombe dans une demande incidente en sursis doit être condamnée aux dépens de cet incident, sans que le tribunal puisse les réserver pour y statuer en même temps que sur le fond. — Cass. 7 mai 1823, t. 25, p. 152.

80. Comme aussi les dépens occasionnés par le défaut de communication de titres sont à la charge de la partie qui aurait dû faire cette communication. — Aix, 27 mai 1808, t. 7, p. 234, nº 51.

81. Comme aussi l'avoué qui, dans une contestation avec une partie, refuse de s'expliquer en conciliation, et qui, par un défaut, aggrave la position de son adversaire, peut être condamné à une partie des dépens, quoiqu'il obtienne gain de cause au fond. — Caen, 1er fév. 1828, t. 37, p. 71.

82. Le défendeur contre lequel le demandeur a conclu aux dépens en cas de contestation, doit être condamné à les payer si, par son silence, il nécessite un jugement, et lors même qu'il reconnaîtrait ultérieurement les droits de son

adversaire. — Bourges, 16 août 1831, t. 42, p. 167.

83. La partie qui a succombé sur l'action dirigée contre elle peut être condamnée à tous les dépens, quoiqu'elle ait obtenu gain de cause sur une exception qu'elle a opposée. — Cass 26 avril 1832, p. 361, t. 42. — V. le nº suivant.

84. L'intimé qui succombe sur une fin de non recevoir, doit en payer les dépens, en diminution de ceux auxquels l'appelant est condamné, ou les dépens doivent être compensés. — Rennes, 30 juill. 1817, 18 janv. 1819, t. 9, p. 265, nº 108.—V. le nº qui précède.

85. La partie qui succombe en appel sur le fond, peut supporter les dépens des jugements dont elle a fait prononcer la nullité pour vice de forme.—Cass. 17 juin 1817, t. 4, p. 755, nº 49.

86. L'appelant qui se plaint avec fondement de la violation des formes à son égard en matière d'expertise n'est pas moins passible des dépens, s'il résultait d'ailleurs de l'expertise irrégulière qu'il avait tort au fond. — Nîmes, 3 janv. 1820, t. 12, p. 729, nº 86.

87. Quand, sur l'appel d'un jugement qui ordonne une expertise, l'intimé demande, au moment du posé des qualités, qu'il soit nommé par la Cour trois experts et non un expert, cette réformation peut être accordée sans prendre la voie d'infirmation, et sans faire supporter aucuns dépens à l'intimé, par la raison que l'appel avait pour but de faire réformer la mesure interlocutoire ordonnée par les premiers juges, et ne portait point sur le mode de sa prononciation. — Orléans, 24 août 1824, t. 9, p. 309, nº 144.

88. Les frais d'un jugement cassé comme ne contenant ni le point de fait ni le point de droit, doivent être supportés, ainsi que ceux faits devant la Cour de cassation, par la partie qui l'a signifié, et au préjudice de laquelle il a été cassé, quoique cette partie ait reconnu en cassation les moyens du demandeur. — Cass. de Belgique, 23 juin 1830, t. 40 p. 366.

88 *bis*. Cependant, lorsqu'une radiation d'un nom patronymique a été ordonnée d'office par une Cour royale et que son arrêt est cassé, le défendeur défaillant ne doit pas être condamné aux dépens. — Cass. 6 avril 1830, t. 38, p 71.

89. Les frais d'exécution d'un arrêt annulé postérieurement par la Cour de cassation peuvent en définitive être mis à la charge de celui contre qui ils ont été faits, s'il vient à succomber. — Cass. 31 août 1826, t. 34, p. 106.

90. Celui qui exécute un jugement de première instance, sans avoir égard à l'appel qui en a été interjeté par son adversaire, doit supporter tous les frais qu'il a faits depuis l'appel. — Paris, 24 fév. 1825, t. 31, p. 278.

91. Une partie déchargée par un arrêt de toutes les condamnations portées contre elle, est par cela même déchargée des dépens. — Rennes, 1er avril 1814, t. 9, p. 237, nº 82. — V. M. Carr. t. 1, p. 302, note 1, nº 2.

92. Le débiteur d'un droit d'enregistrement, qui, en formant opposition à la contrainte contre lui décernée, offre de payer, non le montant de la contrainte, mais seulement la somme à laquelle il est plus tard condamné, ne doit pas supporter les dépens de cette condamnation. — Cass. 1er fév. 1832, t. 44, p. 161.

93. L'administration qui procède devant le Conseil d'état sans ministère d'avocat ne peut être condamnée aux dépens.—Cons. d'état, 19 juill 1833, t. 46, p. 282.

94. L'administration des douanes doit être condamnée aux dépens lorsqu'elle succombe; elle peut même, selon les circonstances, être soumise à des dommages intérêts. — Cass. 26 mars 1831, t. 46, p. 341.

95. Dans le cas d'un recours au Conseil d'état contre l'arrêté d'un préfet, bien que cet arrêté ait été rapporté pendant l'instance devant le Conseil d'état, la condamnation aux dépens doit être prononcée contre la partie qui l'avait obtenu. — Ordonn. royale, 18 novembre 1818, t. 9, p. 269, nº 112.

96. La partie qui succombe devant le Conseil d'état, même lorsqu'elle s'est laissé juger par défaut, doit être condamnée aux dépens; et, si la décision du Conseil n'a pas mentionné cette condamnation, elle doit être prononcée par une disposition supplétive —Ordonn. royale, 18 nov. 1818, t. 9, p 269, nº 113.

96 *bis*. Doit être cassé pour incompétence le jugement du tribunal de commerce qui condamne les propriétaires d'un navire à payer à un médecin les frais d'une visite déclarée nulle par une commission sanitaire, et dont cette commission les a déchargés (art. 49, ordonnance du 7 août 1822). — Cass. 28 août 1833. Ministère public C. Ponsan et Laserre.

§ 2. *En matière criminelle.*

97. Le prévenu d'un délit correctionnel ne peut être à la fois acquitté et condamné aux dépens. — Nîm. 16 déc. 1819.—Gren. 3 janv. 1827, t. 9, p. 284, nº 119, et t. 34, p. 311.

98. Cependant lorsqu'il est reconnu par le jury que le fait commis par un accusé, sans constituer un crime prévu par la loi, a cependant occasionné des frais ou dommages, soit à l'État, soit à un tiers, les Cours peuvent condamner l'accusé aux frais de la procédure. — Cass. 7 janv. 1830, t. 39, p. 89.

99. L'individu accusé de banqueroute, et absous parce que le jury, en le déclarant coupable d'avoir détourné des effets mobiliers au préjudice de ses créanciers, a ajouté qu'il n'a point agi en qualité de commerçant, n'en doit pas moins être condamné aux frais.—Cass. 9 déc. 1830.

100. Comme aussi l'accusé déclaré coupable, mais absous parce que la peine est prescrite, doit être condamné non-seulement aux frais occasionnés par sa contumace, mais encore à ceux faits postérieurement. — Cass. 22 avr. 1830, t. 39, p. 119.

101. De même, lorsque les débats sont interrompus et renvoyés aux prochaines assises, dans l'intérêt de l'accusé sur sa demande, et parce qu'il a négligé de faire concourir les moyens de défense avec les moyens d'attaque, les frais de ce renvoi doivent être supportés par lui, quelle que soit l'issue de l'accusation.—Cass. 6 juill. 1815, t. 9, p. 247, nº 92.

102. Un tribunal ne peut se dispenser de condamner aux dépens les individus qu'il déclare coupables d'une contravention et contre lesquels il prononce une peine de police. — Cass. 31 juill. 1830. Minist. public C. Soullier.

103. La Cour qui atténue la peine prononcée contre un individu par un tribunal correctionnel doit néanmoins condamner aux frais cet individu. — Cass. 15 oct. 1830. Ministère public C. Louis.

104. Le tribunal qui, sur les poursuites du ministère public, condamne un individu correctionnellement, doit mettre à sa charge tous les frais faits soit avant soit depuis la citation.—Cass. 15 déc. 1827. Intérêt de la loi contre Caillaud.

105. Il y a donc violation de la loi dans le jugement qui, reconnaissant un individu coupable de contravention, ne le condamne qu'à la moitié des dépens.—Cass. 3 nov. 1826, t. 32, p. 317.

106. En matière criminelle, celui qui s'est laissé condamner par défaut doit supporter tous les frais qu'a occasionnés sa non-comparution. — Cass. 26 août 1824 et 4 juin 1830, t. 28, p. 65, et t. 40, p. 71.— V. *suprà*, nº 68.

107. La condamnation aux frais de la procédure doit être prononcée contre le mineur qui, à cause de son âge et pour défaut de discernement, est acquitté par le jury, mais auquel la Cour inflige une peine correctionnelle sur la déclaration de sa culpabilité. — Cass. 19 mai 1815, 13 janv. 1827 et 12 fév. 1829, t. 9, p. 245, nº 91. —Le 25 fév. 1808, la même Cour avait rendu une décision semblable; mais il en serait autrement si, convaincu du fait, le prévenu était excusé sur l'intention. — Cass. 17 vent. an XII, t. 9, p. 245, nº 91.

108. Lorsqu'un prévenu s'est rendu incidemment appelant d'un jugement correctionnel, les frais de l'appel doivent être mis à sa charge, encore que l'appel du ministère public ait été jugé ma

fondé. — Cass. 2 fév. 1827. Minist. public C. Liboser.

109. Le prévenu n'est pas tenu des frais de l'appel *à minimâ* interjeté par le ministère public, lorsque le jugement de première instance est confirmé. — Cass. 22 nov. 1828 et 19 fév. 1829, t. 36, p. 34, t. 38, p. 227.

110. La partie civile n'est tenue de consigner à l'avance les frais de la procédure criminelle auxquels sa plainte donne lieu, que lorsque le ministère public est partie principale au procès et exerce lui-même les poursuites.—Cass. 4 mai 1833, t. 45, p. 412.

111. La partie civile doit être, dans tous les cas, condamnée aux dépens envers l'État, soit qu'elle triomphe, soit qu'elle succombe, sauf, dans le premier cas, son recours contre la partie condamnée. — Cass. 7 juill. 1820, 31 juill. et 12 nov. 1829, t. 9, p. 157 et t. 38, p. 18.

112. En matière criminelle une partie civile ne peut pas être condamnée à rembourser au prévenu acquitté le montant des honoraires de son défenseur. — Cass. 29 oct. 1824, t. 30, p. 372.

113. En matière de police on peut condamner les parties civiles au remboursement des frais d'une poursuite injuste. — Cass. 18 mars 1808, t. 9, p. 169, n° 26. — M. Legrav. t. 2, p. 292, est d'une opinion contraire.

114. La partie civile mise en cause par le ministère public, sur l'appel du prévenu condamné en première instance, doit être condamnée aux dépens en cas d'infirmation. — Toulouse, 10 mars 1834, t. 46, p. 282

115. Les dépens en matière de police ne font pas partie de la peine et doivent être mis à la charge du maître responsable. — Cass. 18 avril 1828. Intérêt de la loi C. Maïe. — V. *infrà*, n° 116 et suiv. et le n° 191.

116. Ainsi le maître dont le domestique est condamné peut supporter les dépens. — Cass. 18 oct. 1827, t. 34, p. 146.

117. Le maître est même responsable des frais faits sur l'appel de son domestique, quoiqu'il n'ait pas lui-même interjeté appel, s'il n'a pas déclaré acquiescer au jugement. — Nîmes, 16 juin 1826, t. 32, p. 294.

118. Le père est civilement responsable des dépens que son fils mineur, traduit en police correctionnelle, a été condamné à supporter. — Cass. 4 fév. 1830, t. 38, p. 282.

119. Lorsqu'une demande formée contre un prévenu, en matière de fraude aux lois des douanes, par le ministère public, est rejetée, l'administration des douanes qui n'est pas en cause ne peut être condamnée aux dépens. — Cass. 28 juill. 1827, t. 33, p. 358.

120 et 121. L'administration des douanes ne peut être condamnée aux dépens d'une procédure intentée contre un de ses préposés pour voies de fait dans l'exercice de ses fonctions, lorsqu'elle n'avait aucun intérêt direct à l'affaire, et qu'elle n'a fait qu'autoriser sa mise en jugement. — Cass. 19 mars 1830, t. 38, p, 363. — V. *infrà*, n° 125.

122. Dans les affaires où il s'agit de l'administration des douanes, les frais de justice ne doivent être à la charge du trésor qu'autant que le procès peut donner lieu à l'application d'une peine afflictive ou infamante. — Décision de M. le Garde des sceaux, 30 déc. 1826, t. 32, p. 317.

123. Lorsqu'un tiers offre de rembourser aux préposés du domaine les frais de justice dont est passible un condamné, peut-on, en recevant cette somme, subroger aux droits de l'administration celui qui paie en l'acquit du condamné? — Décision de l'enregistrement, 18 sept. 1829.

124. Ordonnance du roi qui porte amnistie pour délits forestiers, et remise des frais de justice dus par les communes, ainsi que les amendes en matière correctionnelle de 100 fr. et au-dessous. — 28 mai 1825, t. 29, p. 249. — *V.* notre mot *Amnistie*.

125. Lorsqu'une action a été dirigée par le ministère public contre un prévenu pour fraude en matière de douanes, en cas d'acquittement l'administration des douanes ne peut être condamnée aux dépens. — C. T. t. 1, p. 208-58.— V. *suprà*, n° 120.

126 et 127. Le ministère public ne peut pas être condamné aux dépens envers les parties qu'il a poursuivies. — Cass. 25 floréal an x, 22 janv. 1808, 22 juin 1809, 27 juin 1812, 5 sept 1812, 4 oct et 24 déc. 1813, 23 mai 1817. 31 mai 1822, 11 mars et 17 sept. 1825, t. 9, p. 139, n° 5; t. 16, p 775, n° 36, t. 30, p. 249 et, t. 31, p. 144.— *V.* C. T. t. 1, p. 208-59.

128. La condamnation aux dépens ne peut être prononcée *personnellement* contre un maire qui a porté plainte en sa qualité. — Cass. 6 vent. an XI, t. 9, p. 139, n° 6.—C. T. t. 1, p. 206 62.

129. Un tribunal de simple police est incompétent pour prononcer une condamnation aux dépens contre un garde champêtre dont la plainte aurait été jugée mal fondée.—Cass. 26 juin 1812, t. 9, p. 220, n° 68.

130. Un tribunal correctionnel ne peut pas non plus autoriser la partie à réclamer ses frais contre le gouvernement. — Cass. 11 mars 1825, t. 30, p. 249.

131. Les lettres de grâce ou de commutation de peine n'entraînent pas de plein droit la remise des frais comme les amnisties. — Avis du ministre de la justice, 27 juill. 1821, t. 23, p. 251.

Art. 2. *Quand y a-t-il lieu à compensation des dépens?*

132 et 133. En matière civile, la compensation des dépens ne peut être prononcée hors les cas prévus par l'art. 131 C. P. C. — Rennes, 14 juill. 1813, t. 9, p. 229, n° 74.

134. Mais il est laissé à la prudence du juge de compenser les dépens ou d'en faire supporter la totalité à l'une des parties, lorsque la demande était excessive ou que le demandeur a succombé sur un chef; sa décision à cet égard est à l'abri de la cassation. — Cass. 18 mai 1808, 14 août 1817, 6 juin 1820, t. 9, p. 170, n° 29. — Sur les cas où les dépens peuvent être compensés, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 312 et 313; F. L. t. 3, p. 59 et 161; Haut. p. 103; B. S. P. p. 160, observ. 1.

135. Il en est autrement lorsque les parties ont entre elles des liens de parenté; les dépens ne peuvent être compensés qu'autant qu'il existe entre les parties le degré établi par la loi. — Aix, 1er mars 1817. — Gren. 25 juill 1827, t. 9, p. 255, n° 104, et t. 34, p. 185.

136. Cependant les dépens peuvent être compensés, encore bien que les parties ne soient pas parents aux degrés désignés par l'art. 131 C. P. C. —Rennes. 31 août 1818, t. 8, p. 400, n° 73.—MM. Delvinc. t. 1, p. 445, not 6; Carr. t. 3, p. 257, nos 3000-3002; F. L. t. 1, p. 281, n° 4; Lep. p. 581, 2e quest.; et Pr. Fr. t. 5, p. 161, pensent aussi que tout dépend des circonstances. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 590, not. 3; D. C. p. 587 et 590.

137. Le juge peut condamner à la totalité des dépens l'appelant qui succombe sur tous les points, quoiqu'il soit proche parent des intimés. — Rennes. 24 nov. 1817, t. 9, p. 266, n° 109.

138, 139 et 140. La partie qui est jugée fondée dans le principal objet du procès ne peut, quoiqu'elle succombe sur quelques chefs accessoires, être condamnée en tous les dépens. — Rennes, 21 juill. 1813, t. 9, p. 229, n° 75. — *V.* C. T. t. 1, p. 566-56, 3°.

141. Lorsqu'un arrêt en annulant plusieurs jugements a renvoyé les parties, dépens réservés, devant les premiers juges, ces dépens doivent être compensés en définitive, si la cause de l'annulation est étrangère à toutes les parties. — C. T. t. 1, p. 207-56, 8°.

142. Lorsqu'une partie obtient en première instance une partie de ce qu'elle a demandé, et que le tribunal ordonne une instruction plus ample sur le reste, il y a lieu de compenser une partie des dépens, et de réserver l'autre pour y être statué en fin de cause. — Bord. 14 janv. 1830, t. 38, p. 354. C. T. t. 1, p. 207-56, 7°.

143. Celui qui, ayant un moyen d'incompétence à proposer, a cependant laissé procéder en première instance, et n'a proposé le

déclinatoire que sur l'appel, doit être condamné à une partie des dépens. — C. T. t. 1, p. 207-566.

144. Lorsqu'il s'agit d'apprécier la quotité de dépens que chaque partie doit supporter dans une instance, il faut supputer, non-seulement le nombre des chefs de la demande, mais leur importance et les développements auxquels ils ont donné lieu dans l'instruction du procès. — C. T. t. 1, p. 208-56.

145. Les frais d'une instance commerciale doivent être mis à la charge des deux parties lorsqu'elles succombent l'une et l'autre sur un chef de leurs demandes. — Bord. 18 juill. 1832.

146. L'arrêt qui condamne au tiers des dépens la partie qui a succombé dans une demande reconventionnelle, ne peut être attaqué sur le motif que l'autre partie ayant été déboutée de sa demande principale, devait supporter la totalité des dépens. — Cass. 25 janv. 1827, t. 33, p. 54. — C. T. t. 1, p. 208-506. — V. *infrà*, n° 161.

147. Le défendeur qui, après avoir mal à propos contesté, acquiesce à la demande, ne peut réclamer la compensation. — C. T. t. 1, p. 206-544.

148. Les dépens ne doivent pas être compensés lorsqu'une partie réclame une indemnité qui lui est due, mais seulement l'évalue trop haut. — Bord. 8 janv. 1838, t. 28, p. 354. — C. T. t. 1, p. 207-565.

149. Lorsqu'un jugement compense les dépens entre deux parties, un arrêt ne peut, sur l'appel d'un tiers, mettre la totalité des dépens à la charge d'une seule de ces parties, lorsque ni l'une ni l'autre n'en a appelé. — Cass. 20 janv. 1830, ch. civ. t. 38, p. 329. C. T. t. 1, p. 207-56.

150. Lorsqu'un arrêt, en annulant plusieurs jugements, a renvoyé les parties, dépens réservés, devant les premiers juges, les dépens peuvent être compensés en définitive, si la cause de l'annulation est étrangère à toutes les parties. — Colm. 25 août 1829, t. 38, p. 356.

151. Il y a lieu de compenser les dépens entre les parties, lorsque celle qui oppose l'incompétence du tribunal saisi par son adversaire de l'ordonnance d'*exequatur*, est précisément celle qui a fait le dépôt de la sentence au greffe de ce tribunal, et a sollicité du président l'ordonnance attaquée. — Metz, 1er août 1834, t. 47, p. 408.

152. Les dépens compensés en première instance ne doivent pas l'être nécessairement en appel, lorsque l'appelant est totalement débouté de son appel. — Bord. 2 juill. 1829, t. 37, p. 203.

153. Mais les dépens peuvent être compensés à l'égard de la partie qui a obtenu gain de cause en appel, lorsqu'il est démontré qu'en ne se présentant pas devant les premiers juges, elle a occasionné une grande partie des frais de l'instance. — Lim. 27 août 1816, t. 9, p. 253, n° 101. — *V.* M. B. S. P. p. 700, not. 16, et C. T. t. 1, p. 205-56, 1°.

154. Lorsque dans une même instance, une partie a obtenu plusieurs arrêts par défaut, et qu'elle a fait avance des dépens, s'il intervient ensuite un arrêt définitif qui compense tous les dépens, sans disposition spéciale pour les frais de contumace, ces frais se trouvent compris dans la compensation générale, c'est-à-dire que chacune des parties reste passible des dépens qu'elle a payés, et qu'elles demeurent respectivement libres et quittes l'une envers l'autre. — Gren. 5 juill. 1823, t. 9, p. 300, n° 138. — Cette décision est conforme à la saine entente du mot *compensation*. — *V.* l'explication de ce mot par M. Lep. p. 136 et 137. — *V.* aussi MM. Carr. t. 1, p. 312 et 314, nos 552, 559 et 561; Pig. t. 1, p. 313, not. 17, et 516, n° 4; B. S. P. p. 160, not. 5, n° 2; Merl. *Rép.* t. 3, p. 552; Pr. Fr. t. 1, p. 399; Delap. t. 1, p. 140 et 141; F. L. t. 3, p. 160.

154 *bis*. Les frais d'un compte doivent être mis à la charge de l'oyant, quoique le compte ait été nécessité par celui qui l'a rendu; et néanmoins les dépens de l'instance peuvent être compensés si les deux parties ont respectivement succombé sur quelques-unes de leurs prétentions. — Cass. 1er août 1832, t. 44, p. 163.

155. Il y a lieu de compenser les dépens entre les parties, quand elles ont concouru toutes les deux à la violation des formes donnant ouverture à cassation. — Cass. 5 mars 1823, t. 25, p. 72. — C. T. t. 1, p. 206-56, 2°.

156. Dans une instance relative à une liquidation de succession, un tribunal ne peut décider que les dépens demeureront compensés entre les parties; il doit ordonner que les frais seront prélevés sur la succession comme frais de partage. — Nanci, 15 janv. 1828, t. 34, p. 186.

157. En matière d'octroi, les dépens ne peuvent être compensés entre le prévenu condamné et l'adjudicataire des droits d'octroi qui l'a poursuivi. — Cass. 26 août 1826 Ballerg.

158. La compensation des dépens ne peut avoir lieu en matière criminelle. — Cass. 21 oct. 1825, t. 30, p. 342. — *V.* C. T. t. 1, p. 208-57.

Art. 3. *Quel est l'effet de la condamnation aux dépens? De la solidarité. Des voies à prendre contre la condamnation. De la prescription.*

159. Si les juges n'avaient pas prononcé la condamnation aux dépens, la partie qui aurait gagné sa cause pourrait-elle contraindre son adversaire à les payer? — La partie ne peut être contrainte à satisfaire qu'aux condamnations portées dans le jugement; c'est à celui qui a obtenu gain de cause à se pourvoir soit par requête civile contre le jugement s'il a été omis de prononcer sur des conclusions prises à l'égard des dépens, soit par action principale si des conclusions n'avaient pas été prises. — *V.* J. A. t. 9, p. 319, n° 159. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 310 et 311, nos 555 et 556; Pr. Fr. t. 1, p. 396; F. L. t. 3, p. 161; Delap. t. 1, p. 141; Lep. p. 139; D. C. p. 117.

160. On peut appeler d'un jugement quant au chef relatif aux dépens, pourvu que ce jugement ne soit pas en dernier ressort. — Colm. 27 mai 1833, t. 46, p. 95. — C. T. t. 1, p. 199-41.

161. Ne peut donner ouverture à cassation la condamnation à la totalité des dépens d'une instance prononcée contre une partie qui obtient gain de cause sur une demande subsidiaire. — Cass. 6 déc. 1830. Romieu C. Torcat. — V. *suprà*, n° 146.

162. Lorsqu'une Cour d'appel prononce la condamnation aux dépens contre l'une des parties, cette condamnation s'étend aux dépens de première instance comme à ceux d'appel. — Lim. 6 mars 1812. — Bord. 26 janv. 1827, t. 9, p. 216, n° 63, et t. 32, p. 221. — Tel est l'avis de M. B. S. P. p. 157, not. 1, n° 7. — *V.* aussi MM. Merl. *Rép.* t. 3, p. 552, et t. 5, p. 712 et 720; D. C. p. 373, tit. 5, alin. 3; Comm. t. 2, p. 139 et 140; Delap. t. 1, p. 138; F. L. t. 2, p. 53; Carr. t. 1, p. 80, n° 172; Pr. Fr. t. 1, p. 397, à la note.

163. Mais dans une condamnation aux dépens ne sont compris que ceux faits conformément à la loi. Spécialement, la partie condamnée peut se refuser à payer ceux faits par plusieurs avoués de créanciers qui auraient dû se faire représenter par un seul. — Gren. 11 juill. 1823, t. 9, p. 303, n° 141.

164. Aussi, lorsque des créanciers opposants à un concordat ont été déchus de leur opposition et condamnés aux frais de l'instance en homologation, un jugement ou un arrêt postérieur peut, en interprétant cette disposition, et sans contrevenir à la chose jugée, décider que la condamnation n'a pour objet que les dépens auxquels la résistance des créanciers opposants a donné lieu. — Cass. 10 juill. 1819, t. 9, p. 260, n° 107. — Sur les frais d'interdiction, *V.* M. Lep. p. 594.

165. Lorsqu'un arrêt rendu entre plusieurs parties condamne l'une d'elles à un tiers des dépens, et plusieurs autres ayant même intérêt aux deux autres tiers, cette division des frais doit-elle s'arrêter aux dépens faits jusqu'à l'obtention de l'arrêt, sauf à regarder les frais postérieurs, notamment ceux de signification à avoué et à partie, comme des frais d'exécution à supporter individuellement par cha-

que partie : ou bien, au contraire, la division des frais doit-elle s'étendre à tous les dépens jusqu'à la signification à partie inclusivement? Résolution dans ce dernier sens. — Douai, 12 nov. 1831, t. 42, p. 15 — V. *ibid.* nos observ. en ce sens, et C. T. t. 1, p. 138 140, et p. 216-75.

166. La partie qui a été condamnée aux dépens après avoir perdu son procès ne peut, en offrant de payer ces dépens, exiger la remise de toutes les pièces de procédure taxées par l'exécutoire en vertu duquel cette partie est poursuivie. Elle n'a droit qu'à la grosse de l'exécutoire et aux procédures postérieures à ce titre. — Paris, 12 déc. 1820, 26 janv. 1825, t. 9, p. 290, nº 127, et t. 29, p. 257.

167. Lorsqu'un jugement d'un tribunal de commerce déclare deux individus en état de faillite et nomme d'office un syndic, mais que ce jugement est infirmé à l'égard de l'un d'eux par un arrêt qui condamne le syndic de la faillite, 1º *à lui rendre tout ce qu'il peut avoir de deniers à lui appartenants en sa qualité de syndic;* 2º *aux dépens du procès, avec autorisation de les employer en frais de syndicat;* ce syndic ne peut retenir sur les deniers dont la restitution est ordonnée, les frais causés soit par les opérations de la faillite antérieures à l'arrêt, soit par l'instance que cet arrêt a terminée, quoiqu'il ne puisse pas trouver dans l'actif de l'individu maintenu en état de faillite de quoi se rembourser de ses avances et des frais qu'il est encore obligé de faire. — Paris, 8 juill. 1824, t. 27, p. 183.

168. Le commissaire taxateur ne peut autoriser la partie qui a gagné à employer en frais et mise à exécution de ses créances les dépens qui lui ont été adjugés, si l'arrêt qui condamne aux dépens ne renferme pas cette faculté. — Paris, 11 fruct. an XIII, t. 9, p. 149, nº 14. — M. CARR. cite cet arrêt, t. 2, p. 355, art. 544, not. 2, 2º et 3º.

169. De même, lorsque les dépens adjugés par un jugement au possessoire passé en force de chose jugée ont été payés, le remboursement ne peut pas être ordonné par un jugement postérieur. — Rennes, 11 août 1820, t. 9, p. 288, nº 124.

170. Les dépens d'un jugement devenu inattaquable forment une créance totalement distincte de ce qui a fait l'objet du jugement; en telle sorte que, lors même que le jugement viendrait à être annulé par la loi, la créance des dépens n'en subsisterait pas moins, et pourrait servir de base à une inscription hypothécaire. — Cass. 4 germ. an XIII, t. 9, p. 140, nº 11. — *V.* MM. B. S. P. p. 162, not. 10, observ. nº 6; et MERL. *Rép.* t. 3, p. 554, nº 15.

171. Les dépens ne sont jamais exécutoires par provision; ainsi l'on doit surseoir à toute exécution, relativement aux dépens adjugés par un jugement dont il serait appelé. — Cass. 19 prair. an VII, t. 9, p. 136, nº 3. — L'art. 137 C. P. C. reproduit ce principe qui doit s'appliquer à tous les tribunaux. — MM. B. S. P. p. 426, not. 87 et 88, nº 4, et PR. FR. t. 1, p. 409, professent une opinion contraire. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 330, not. 2, et LOCRÉ. *Esp. du Cod. de comm.*

172. Mais l'art. 137 C. P. C., qui dispose que l'exécution provisoire ne peut être ordonnée pour les dépens, ne s'applique pas aux exécutions provisoires des jugements des tribunaux de commerce. — Rouen, 11 déc. 1821, t. 9, p. 294, nº 130. — *V.* l'annotation précédente.

173. Celui qui a soutenu un procès pour une chose commune entre lui et d'autres personnes peut-il répéter de ses consorts leurs parts des frais qu'il a exposés, lorsqu'ils partagent le gain de la cause avec lui? — Si les communistes ont donné mandat de poursuivre, l'affirmative ne peut pas être douteuse; mais si l'un d'eux a pris sur lui de poursuivre, et si les autres ne profitent du jugement que parce que l'adversaire les laisse tranquilles à raison du préjugé résultant d'une première décision, celui qui a agi ne peut avoir aucune action contre eux. — *V.* J. A. t. 9, p. 311, nº 148. — M. MERL. t. 3, p. 544, nº 13, adopte l'affirmative.

174. Une partie peut répéter les honoraires dont ses avocats et avoués lui ont fait la remise. — Telle est l'opinion de MM. MERL. *Rép.* vº dépens t. 3, p. 554, et B. S. P. p. 162. — *V.* J. A. t. 9, p. 312, nº 152.

175. Les dépens d'une demande en séparation de corps, formée par la femme et rejetée, sont-ils à la charge de la communauté? Non. — Paris, 7 fév. 1806, et 8 nov. 1827. — Limoges, 28 avril 1815. — Cass. 8 mai 1821. — Oui. — B. ux. 5 juill. 1809. — Paris, 11 mai 1815, t. 9, p. 155, nº 17, t. 11, p. 71, nº 46; t. 23, p. 104, et t. 35, p. 7. — *V.* les quatre nºs suivants.

176. La femme mariée sous le régime dotal ne peut être poursuivie sur ses biens dotaux en paiement de dépens adjugés contre elle dans un procès qu'elle a perdu. — Cass. 28 fév. 1831, t. 45, p. 411 et 735. — Agen. 26 janv. et 11 mai 1833, t. 46, p. 281.

177. Les dépens d'un procès ayant pour objet les biens paraphernaux d'une femme peuvent, si la condamnation en a été prononcée contre elle, être répétés sur ses biens dotaux, même pendant la vie du mari, quand celui-ci a autorisé sa femme à ester au procès. — Nîm. 20 brum. an XIII, t. 9, p. 131, nº 9.

178. Comme aussi, suivant la jurisprudence du parlement de Bordeaux, si le mari autorise sa femme en une instance dans laquelle elle a succombé avec dépens, les biens dotaux seront sujets à ces dépens, et le remboursement pourrait être poursuivi même pendant le mariage. — Bord. 12 fév. 1830, t. 39, p. 219.

179. Dans les pays de droit écrit, la femme mariée non séparée de biens, condamnée aux dépens dans une contestation relative à ses immeubles dotaux, ne pouvait être poursuivie en paiement sur ses immeubles dotaux. — Toul. 28 août 1828, t. 39, p. 165. — V. *suprà*, nº 175.

180. En matière civile, la condamnation pour dépens ne peut être prononcée ni exécutée solidairement. — Cass. 21 mess. an IV, 15 mai et 6 juin 1811, 6 sept. 1813. — Paris, 13 flor. an XII, 13 therm. an XIII. — Agen, 18 fév. 1824. — Colm. 1er août 1829, t. 9, p. 130, nº 1, t. 21, p. 399, nº 51, et t. 27, p. 84. — V. *infrà*, nº 182. — *V.* nos observ. et MM. CARR. t. 1, p. 308, nº 553; PIG. *Comm.* t. 1, p. 308 et 309; B. S. P. p. 158, *observ.* 1 et 160, not. 6 *a*; F. L. t. 3, p. 159, nº 12; MERL. *Rép.* t. 3, p. 552 et 554; PAILL. *Code annoté*, p. 516, not. 6, nº 5; PR. FR. t. 1, p. 400. — Tel est l'avis de M. BONCENNE, t. 2, p. 541, à moins toutefois que les dépens ne soient adjugés pour tenir lieu de dommages-intérêts. — *V.* C. T. t. 1, p. 196-34.

181. La solidarité ne peut être prononcée pour les dépens qu'autant qu'elle est établie par la loi ou stipulée par les parties. — Colm. 27 mai 1833, t. 46, p. 95.

182. La solidarité n'a pas lieu pour les dépens qui ne sont point expressément adjugés à titre de dommages-intérêts. — Cass. 17 janv. 1832. — V. *suprà*, nº 180.

183. Lorsqu'une même procédure a été instruite contre plusieurs personnes, et que toutes ont été condamnées par le même jugement, il ne s'ensuit pas qu'elles doivent supporter toutes solidairement les frais de la procédure, lorsque chacune d'elles a été condamnée pour des faits distincts et séparés. — Cass. 1er niv. an XIII, t. 9, p. 144, nº 10. — V. *suprà*, ch. 2, nº 11 *bis*, l'arrêt du 7 mai 1818. — *V.* M. MERL. t. 5, p. 309.

184. La condamnation aux dépens adjugés sur poursuite d'obligations indivisibles ayant lieu entre parties qui en contestaient l'exécution, peut être prononcée solidairement contre tous les obligés. — Cass. 11 janv. 1825, t. 27, p. 71. — *V.* POTH. *Tr. des oblig.* nºs 92 et 97, PAPINIEN, l. 72, *ff. de verb. oblig.*; et TOULL. t. 6, p. 793.

185. Comme aussi la condamnation aux dépens peut être exécutée solidairement contre des héritiers qui ont succombé collectivement dans une instance, quand même le jugement n'aurait pas pronon-

cé la solidarité.—Rouen, 17 mars 1808, t. 9, p. 167, n° 25. — Cette décision est combattue par MM. CARR. t. 1, p. 308, n° 553; PIG. *Comm.* t. 1, p. 308; et B. S. P. t. 1, p. 158, *observ.* 1.

186. La caution solidaire condamnée en première instance, concurremment avec le débiteur principal, et qui n'appelle pas du jugement de condamnation, reste néanmoins passible de tous les dépens faits sur l'appel du débiteur principal. — Bourg. 25 mars 1829, t. 36, p. 315.

187. Les enfants ne peuvent être condamnés solidairement, ni à la pension alimentaire due à leurs parents, ni aux dépens de l'instance. — Rouen, 14 juill. 1827, t. 34, p. 26.

188. On ne peut faire résulter un moyen de cassation de ce que la condamnation solidaire aux dépens a été prononcée mal à propos en première instance, lorsque l'arrêt confirmatif, sans infirmer expressément à cet égard le jugement, s'est borné à prononcer la condamnation aux dépens de première instance et d'appel.— Cass. 28 mars 1820, t. 9, p. 285, n° 122.

189. La condamnation solidaire aux dépens doit être prononcée en matière criminelle pour délits ou même pour des quasi-délits — Cass. 20 juill. 1815, t. 9, p. 130, n° 2.

190. Ainsi un jugement doit, à peine de nullité, condamner les complices d'un même fait aux frais *solidairement*.—Cass. 7 juill 1827, t. 34, p. 41.

191. La condamnation aux dépens prononcée par suite d'un délit peut être exécutée contre les tiers responsables; il n'en est pas de même des amendes, qui, considérées comme une peine, ne peuvent frapper que les délinquants. — Paris, 14 juill. 1814, t. 9, p. 240, n° 84. — V. *suprà*, n° 115.

192. Le décès d'un condamné à la mort civile, avant qu'il ait été statué sur son pourvoi en cassation, laisse subsister contre ses héritiers l'action civile pour les dépens.—Cass. 16 janv. 1811, t. 9, p. 199, n° 54.—*V.* M. MERL. t. 5, p. 309, n° 4.

193. La conversion de l'amende en une détention n'affranchit pas le condamné insolvable de l'obligation de payer les frais de la procédure, si par la suite il devient solvable. — Cass. 11 mars 1812, t. 9, p. 217, n° 65.

194. En matière criminelle et correctionnelle, les frais de justice ne se prescrivent que par 30 ans. — Cass. 23 janv. 1828, t. 34, p. 338.

195 L'art. 60 étant impératif, une partie serait-elle fondée à décliner le tribunal de son domicile réel, si elle y était assignée en demande de frais faits dans un autre tribunal?— L'affirmative résulte de ce que l'art. 60 C. P. C. est aussi bien dans l'intérêt de la partie que dans celui de l'officier ministériel. — M. CARR. t. 1, p. 143, n° 279; et J. A. t. 22, p. 146, n° 186.

196. Les frais faits par un huissier à l'occasion d'une contestation soumise à un tribunal de commerce pourraient-ils être réclamés devant ce tribunal?—On ne trouve pas dans les art 631, 632 et 633 C. comm. une disposition semblable à celle de l'art. 60 C. P. C.; d'ailleurs la demande des frais se rattache à l'exécution du jugement du tribunal de commerce, et sous ce rapport encore ce tribunal serait incompétent.—M CARR. t. 1, p. 142, n° 277; et J. A. t. 22, p. 146, n° 187.

197. Le tribunal dûment saisi de la demande d'un huissier en paiement des frais faits devant lui est aussi compétent pour statuer sur les répétitions de cet huissier comprises dans sa demande, comme avances pour levée de jugement intervenu dans un autre tribunal, et coût d'autres pièces nécessaires aux poursuites dont cet officier ministériel a été chargé. — Bourg. 18 déc. 1824, t. 28, p. 211.

198. Lorsque sur une demande en paiement d'honoraires d'un avocat, le tribunal a renvoyé les parties devant le conseil de discipline pour être ensuite statué ce qu'il appartiendra, la décision qui est rendue en conséquence par le même tribunal remplissant les fonctions de conseil de discipline n'en doit pas moins revenir devant lui, statuant comme tribunal. — Bord. 20 août 1829, t. 37, p. 280.

CHAP. II. *De la taxe des dépens* (1). — Art. 1er. *Quels sont les frais privilégiés ?*

199. Un jugement d'adjudication sur saisie immobilière doit-il être signifié à tous les créanciers inscrits et en entier? Ces significations doivent-elles être employées en frais privilégiés? — T. 43, p. 400.

200. Dans le cas de *faillite* comme dans celui de *décès*, les frais de justice, scellés et autres sont privilégiés à l'égard de tous les créanciers. — Paris, 28 janv. 1812, t. 9, p. 216, n° 62.

201. Pareillement, les frais de scellés, inventaire et partage, doivent être prélevés sur la masse de la succession, lors même qu'un héritier en réserve est en concours avec un légataire de la portion disponible. — Paris, 1er août 1811, t. 9, p. 213, n° 59.

202. Cependant les frais faits dans une instance en partage ne doivent pas être considérés comme privilégiés de leur nature, lorsque surtout les bases établies par les jugement et arrêt qui ont ordonné le partage n'ont pas été observées par les parties. — Lim. 2 juill. 1819, t. 9, p. 278, n° 115.

(1) *V. Avoué* (droits de l'avoué) et *Matières sommaires*.

203. Lorsqu'après le décès d'un individu, ses meubles ont été vendus par le commissaire-priseur, il doit être fait une distribution au marc le franc des deniers en provenants entre lui et tous les officiers qui ont fait les frais nécessaires pour parvenir à cette vente, de manière que chacun prélève d'abord ses déboursés et que le reste soit ensuite également réparti. — Cass. 8 déc. 1825, t. 30, p. 281.

204 et 205. Lorsqu'il s'agit du prix des meubles garnissant une maison, le privilége du propriétaire doit primer celui des frais de justice, tels que frais de scellés et d'inventaire, celui des frais funéraires et des frais de gages de domestique.—Paris, 24 nov. 1814 et 27 nov. 1815. — Cass. 20 août 1821.— Lyon, 30 déc. 1825, t. 10, p. 594, n° 8: t. 9, p. 248, n° 94; t. 23, p. 279, et t. 30, p. 311.—*V.* MM. F. L. t. 2, p. 114, n° 4, et 2e col. n° 1; et DELAP. t. 2, p. 238.

206. Décidé cependant que les priviléges généraux dont parle l'art. 2101 C. C. doivent passer avant celui du propriétaire sur les meubles garnissant les lieux. — Lim. 15 juin 1813, t. 9, p. 594, n° 8.

207. Dans une contribution, les frais de scellés doivent être colloqués avant les frais de garde des scellés, et les frais de garde avant les frais d'inventaire. — Paris, 27 mars 1824, t. 29, p. 137.

208. Si l'on n'a pas provoqué la collocation des frais de justice sur le prix des meubles quand il était plus que suffisant pour les acquitter, on ne peut les colloquer sur le prix des immeubles. — Paris, 9 fév. 1809, t. 17, p. 149, n° 41.

209. L'usufruitier qui est obligé d'obtenir l'autorisation de la justice pour faire de *grosses réparations* à l'immeuble dont il a l'usufruit, a un privilége pour les frais que lui a occasionnés cette action. — Amiens, 23 fév. 1821, t. 23, p. 58.

Art. 2. *Du règlement des dépens* (1). *Quels frais sont ou ne sont pas frustratoires* (2)?

210. Décret qui règle de quelle manière il doit être procédé à la liquidation des dépens. — 16 fév. 1807, t. 9, p. 158, n° 20.

211. Le décret du 16 février 1807, ou tarif des frais en matière civile, a force de loi. — Paris, 9 fév. 1833, t. 44, p. 80. — Le contraire a été jugé par la Cour supérieure de Belgique.

212. Le deuxième décret du 16 février 1807, sur la liquidation des dépens, s'applique aux matières

(1) V. *infrà* les nos 273 et suiv.

(2) Il y a dans cet article plusieurs notices qui ne peuvent trouver leurs corollaires qu'à notre mot *Matières sommaires*, qu'il est indispensable de consulter.

ordinaires aussi bien qu'aux affaires sommaires. — Brux. 16 mai 1832, t. 45, p. 416.

213. Le décret du 16 fév. 1807, portant tarif des frais et dépens, n'est pas applicable aux difficultés auxquelles peut donner lieu la taxe des vacations des experts; ainsi c'est en audience publique que doivent être rendus les jugements sur des contestations relatives à la taxe d'experts, et l'opposition formée à l'ordonnance du président portant taxe d'expertise n'est pas nulle, quoiqu'elle soit formée hors du délai fixé par l'art. 6 de ce décret. — Nanci, 1er déc. 1829, p. 273.

214. Les dépens exposés sur une demande en renvoi incidente à une contestation ordinaire doivent être taxés comme dépens en matière ordinaire. — Paris, 25 mai 1808, t. 9, p. 175, n° 31. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 148, et F. L. t. 3, p. 530, n° 1.

215. Pareillement, les dépens faits sur une question d'incompétence doivent être taxés comme en matière ordinaire. — Paris, 12 sept. 1810, t. 9, p. 197, n° 52. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 48, n° 1474; Haut. p. 214.

216. Les dépens doivent aussi être taxés comme en matière ordinaire sur une demande en mainlevée d'inscription. — Orl. 24 juin 1820, t. 16, p. 737, n° 34.

217. De même, en matière commerciale, les dépens d'une instance sur appel d'une sentence d'arbitres doivent être taxés comme en matière ordinaire. — Bord. 23 août 1827, t. 33, p. 252.

218. Mais dans les causes qui intéressent la régie de l'enregistrement, lorsqu'un tiers saisi a demandé qu'il fût procédé suivant les formes ordinaires, et que plusieurs arrêts passés en force de chose jugée ont accueilli sa demande et l'ont condamné en définitive aux frais de première instance et d'appel, la Cour royale devant laquelle il forme opposition à l'*exécutoire des dépens* contrevient à l'autorité de la chose jugée, si, sous prétexte que, lors de l'arrêt définitif, la régie avait corrigé ses précédentes conclusions et demandé la condamnation du tiers saisi, en vertu seulement de la loi du 22 frimaire an VII, elle décide que les frais doivent être taxés comme en matière d'enregistrement, et non comme en matière ordinaire. — Cass. 19 mai 1824, t. 27, p. 71.

219, 220 et 221. Les frais faits dans un procès entre un préfet et un particulier, concernant des domaines engagés, peuvent être taxés comme en matière ordinaire. — Toul. 19 juin 1832, t. 43, p. 644.

222. Lorsque plusieurs parties plaidant dans un intérêt commun ont désigné un mandataire à qui devraient être faites toutes significations en une seule copie, on ne peut porter en taxe des notifications faites autrement, à moins qu'une de ces parties ne soit décédée ou n'ait changé d'état. — C. T. t. 1, p. 223-110.

223. Il n'est dû aucun émolument aux huissiers audienciers qui déposent les qualités. — C. T. t. 1, p. 221-91.

224. Il n'y a pas lieu de signifier des qualités si le jugement est par défaut faute de plaider. — C. T. t. 1, p. 220-88.

225. Aucune signification de jugement ou d'arrêt ne doit être faite à la partie envers laquelle il n'a été rien statué, quoiqu'elle ait figuré dans les qualités du jugement : en conséquence, les frais d'une signification de ce genre doivent être rejetés de la taxe. — C. T. t. 1, p. 214-112.

226. Les mêmes principes doivent être appliqués si le jugement condamne chacune des parties aux dépens sur différents chefs. — C. T. t. 1, p. 214-73 *bis*.

227 Les vacations d'un clerc de notaire chargé de procéder à l'estimation de certains immeubles doivent être taxées, non comme celles des artisans et laboureurs, mais comme vacations d'architectes et autres artistes. — Trib. de Saint-Dié, 30 juin 1832, t. 45, p. 585.

228. Par quelle voie et devant quel juge un greffier en exercice peut-il agir pour se faire rembourser de ses avances? — Un greffier démissionnaire a les mêmes droits qu'un greffier titulaire. — Le greffier actuel détenteur des minutes peut-il délivrer des expéditions à des tiers, sans exiger le paiement des frais dont son prédécesseur a fait les avances? ou du moins n'est-il pas responsable? — Dissertation, t. 42, p. 97.

229. Les dépens occasionnés par un incident sur une saisie immobilière doivent être taxés comme en matière ordinaire. — Aix. 20 janv. 1824, t. 46, p. 284.

230. Les notaires ne peuvent refuser la communication oculaire d'un acte aux parties intéressées, mais ils peuvent exiger que cette communication ait lieu aux frais de celle-ci devant le président du tribunal. — Pau, 12 février 1833, t. 45, p. 733.

231. Ordonnance du roi relative aux parties civiles, pour frais de procédure. — 28 juin 1832, t. 42, p. 342.

232. Décret qui modifie quelques dispositions de celui du 18 juin 1811, contenant règlement sur les frais de justice criminelle, correctionnelle et de simple police. — 7 avr. 1813, t. 9, p. 226, n° 73.

233. Ordonnance du roi relative au tarif des dépens pour les procédures qui s'instruisent au Conseil d'état. — 18 janv. 1826, t. 30, p. 168.

234. Circulaire du ministre de la justice qui décide que dans les affaires qui intéressent le gouvernement, les parties ne peuvent, quand l'administration succombe, se faire allouer les frais qu'elles ont payés aux avoués d'après le tarif porté au décret du 16 févr. 1807. — 26 nov. 1808, t. 9, p. 181, n° 37. — Tous les auteurs se sont prononcés en ce sens. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 3, p. 551 et 552; Pig. t. 1, p. 543, et t. 2, p. 324, chap. 5; Pig. *Comm.* t. 1, p. 308; B. S. P. *P.* p. 390, not. 19, n° 4; Delap. t. 1, p. 137; et Carr. t. 1, p. 303, not. 1, n° 7, et p. 309, à la note.

235 et 236. Ainsi, dans les dépens auxquels est condamnée, d'après l'art. 130 C. P. C., *la partie qui succombe*, on ne doit pas comprendre les émoluments de l'avoué, lorsqu'il s'agit de procès où la régie des contributions indirectes est partie. — Cass. 26 mars et 8 juin 1827, t. 32, p. 272, et t. 33, p. 220 — *V.* C. T. t 1, p. 193-29.

237. Les frais de plaidoiries dans les affaires où il s'agit de domaines ou droits domaniaux sont frustratoires et ne peuvent pas être mis à la charge de la partie qui succombe. — Lim. 8 juin 1814, t. 13, p. 223, n° 253.

238. Doit-on passer en taxe la sommation qui, dans un grand nombre d'affaires, précède la citation en conciliation? — Délibération du tribunal de Paris, t. 42, p. 234.

238 *bis*. Dans le cas où la partie citée en conciliation s'est fait représenter par un mandataire, peut-elle porter en taxe les frais de la poursuite? — Dissertation, t. 44, p. 347.

239. Les 10 centimes accordés par le second décret du 16 fév. 1807 le sont-ils, sans distinction de localité, devant les tribunaux de première instance comme devant les cours royales? — Dissert. t. 43, p. 647.

240. Lorsqu'un créancier porteur soit d'un jugement émané du tribunal civil, soit d'un jugement émané du tribunal de commerce, ou même d'un acte notarié, a exercé des poursuites contre son débiteur, et qu'il veut obtenir le paiement des frais de mise à exécution, peut-il demander qu'il soit procédé à la taxe, pour lui être délivré exécutoire du montant de cette taxe, ou bien est-il forcé de prendre la voie de l'action en paiement? — Délibération du tribunal de la Seine, t. 43, p. 492.

241. Ne sont pas frustratoires les frais d'une action qu'un créancier porteur d'un titre exécutoire a été obligé d'intenter contre son débiteur, à cause des exceptions opposées par celui-ci. — Cass. 13 déc. 1831, t. 42, p. 102. — *V. ibid.* nos observ.

242. N'est point frustratoire l'action en paiement d'une somme en vertu d'un jugement frappé de prescription. — Bord. 24 août 1831. — Cass. 6 nov. 1832, t. 42, p. 101, et t. 44, p. 110.

243 La procédure n'est pas frustratoire lorsqu'il s'agit d'une action dirigée contre un fermier en raison des contraventions à son

bail pour l'exploitation des terres. —Orl. 13 mai 1819, t. 16, p. 736, n° 32.

244. Lorsque des parties se sont accordées à choisir un notaire pour régler les opérations relatives à une succession, la demande en provision portée au tribunal et les procédures qui en ont été la suite doivent être déclarées inutiles et frustratoires, puisque pour procéder à la liquidation il suffisait d'intimer les parties en l'étude du notaire, qui, en cas de difficulté, eût rédigé procès-verbal des dires des parties, lesquelles se seraient pourvues ensuite ainsi que de droit. — Orl. 13 août 1817, t. 16, p. 734, n° 26.

245. On ne peut comprendre les honoraires dus aux avocats dans les frais auxquels une partie a été condamnée dans une instance correctionnelle, lors même qu'elle aurait constitué un avoué.—Liége, 28 nov. 1829, t. 48, p. 331.

246. Lorsqu'il y a eu enquête, expertise ou interrogatoire, doit-on allouer un acte contenant des conclusions motivées? — Délib. du trib. de la Seine, t. 42, p. 326.

247. Lorsqu'un jugement préparatoire ou interlocutoire ordonne soit une enquête, soit une visite d'experts ou un interrogatoire, est-il dû un demi-droit pour l'obtention du jugement, et un autre demi-droit pour l'enquête, l'expertise ou l'interrogatoire? — Délib. du trib. de la Seine, t. 42, p. 230.

248. Les frais mis à la charge des prévenus par l'art. 194 C. I. C. comprennent les frais de visite, procès-verbaux et rapport des officiers de santé. — Cass. 14 oct. 1826. Ministère public C. Gatelier.

249. Doivent être passées en taxe les conclusions prises par une partie après la plaidoirie de son avocat, avant que le ministère public ait parlé, ou que la cause ait été mise en délibéré. — Poitiers, 30 janv 1831, t 40, p. 358.

250. Dans les frais extraordinaires de transcription, doit-on comprendre le droit de recherche sur les anciens propriétaires? — Délib. du trib. de la Seine, t. 43, p. 406.

251. La vacation au règlement sur opposition aux qualités doit-elle être allouée à l'opposant, quand les qualités n'ont pas été réformées? — Délib. du trib. de la Seine, t. 42, p. 328.

252. Les réponses faites par le tiers opposant aux défenses fournies contre une tierce opposition, ne peuvent pas être passées en taxe. — Bord. 18 mai 1830, t. 40, p. 224.

253. N'est-il dû qu'un seul droit de 6 fr. pour l'extrait des demandes et jugements de séparation des jugements d'interdiction, et la remise de ces extraits au greffe des tribunaux de première instance et de commerce et aux chambres des avoués et des notaires; ou, au contraire, est-il dû cinq droits pour les cinq extraits remis dans les cinq endroits désignés par le Code? — Délib. du trib. de la Seine, t. 43, p. 416.

254. Y a-t-il lieu d'accorder une vacation pour la distribution? — Délib. du trib. de la Seine, t. 42, p. 235.

255. Lorsque, sur une demande en revendication de choses saisies, le titre de revendicant est contesté, les écritures des avoués doivent être admises, sauf leur réduction, si le nombre des rôles paraît exagéré. — Limoges, 16 mars 1813, t. 16, p. 735, n° 29.

256. Le créancier qui a pratiqué des saisies-arrêts entre les mains de *plusieurs individus* sur la même personne, doit demander la validité de ces saisies par un seul exploit, s'il assigne son débiteur pour le même jour, à raison de chaque demande en validité; s'il signifiait autant d'exploits qu'il y aurait de tiers saisis, un seul lui serait passé en taxe. — Brux. 13 mai 1830, t. 40, p. 362.

257. On ne doit comprendre dans la taxe des dépens que les frais du voyage constaté par affirmation au greffe, et non les frais de résidence. — Renn. 28 août 1810, t. 9, p. 196, n° 51.

258. Quand plusieurs parties prennent acte de leur voyage ou séjour, il doit être fait autant d'actes d'affirmation, et perçu autant de droits qu'il y a de personnes. — J. A. t. 9, p. 196, n° 51, aux observations.

259, 260 et 261. Quand les parties sont en voyage pour satisfaire à un jugement qui leur ordonne de faire serment, il n'est pas besoin d'un acte d'affirmation. — J. A. t. 9, p. 196, n° 51, aux observations.

262. Le droit de correspondance est-il dû pour la production dans les ordres et contributions? — Délib. du trib. de la Seine, t. 43, p. 410.

263, 264, 265 et 266. Le droit de correspondance et de port de pièces doit-il être doublé en appel? — Non. — Bourg. 30 août 1827. — Oui. — Douai, 16 juin 1828, t. 35, p. 319, et t. 36, p. 9.

267. L'assignation donnée par un officier ministériel en paiement de ce qui lui est dû n'est pas nulle faute par lui d'avoir donné copie du mémoire des frais réclamés; seulement, la signification qu'il est obligé d'en faire postérieurement est à ses frais; mais cette omission ne peut lui être opposée, si c'est par le fait du client qu'elle a lieu. — Lyon, 17 juill. 1826. — Amiens, 11 mars et 29 juin 1826, t. 32, p. 183 et 295.

268. En matière de taxe des écritures signifiées dans une cause, la loi confie à l'examen consciencieux du magistrat taxateur la mission de retrancher les passages qu'il juge contenir des répétitions ou des choses inutiles. — Amiens, 5 fév. 1825, t. 33, p. 242.

269. Celui qui n'a pas fait notifier avec l'ajournement les titres justificatifs de la demande, ne peut avoir reprise des frais de la notification postérieure qu'il en a faite en appel. — 17 fév. 1814, t. 9, p. 235, n° 80.

270. Les parties ne peuvent réclamer les honoraires des conseils qui les assistent dans les procédures en partage. — Gren. 18 déc. 1811, t. 9, p. 215, n° 61.

271. L'exception portée en l'art. 60 ne s'applique-t-elle que dans le seul cas où les frais n'auraient pas encore été réglés ou fixés? — L'affirmative est soutenue dans J. A. t. 22, p. 144, n° 185 et par M. Delap. t. 1, p. 63.—M. Carr. t. 1, p. 143, n° 278, adopte l'opinion contraire.

Chap. III. *De l'exécutoire des dépens.* — Art. 1er. *Par qui la taxe doit-elle être arrêtée et l'exécutoire délivré?*

272. Les agents d'affaires, chirurgiens, médecins et sages-femmes ont-ils une action pour leurs honoraires, et comment se prescrit-elle? — Dissertation, t. 9, p. 312.

273. Le président d'un tribunal a-t-il le droit exclusif de faire les taxes? — Dissertation, t. 44, p. 16.

274. Une Cour royale a le droit de faire régler les frais de première instance par un de ses membres, même lorsqu'elle a prononcé une confirmation. — Paris, 10 juill. 1819, t. 9, p. 260, n° 107 *bis*.—Suivant M. Haut. p. 266, les juges d'appel n'ont ce droit, en cas de confirmation du jugement, qu'autant qu'il y a appel sur la taxe. — *V.* MM. Merl t. 3, p. 552, n° 5, t. 4, p. 923, n° 1; Pr. fr. t. 1, p. 404.

275. Sous l'ordonnance de 1667, une taxe de dépens, bien qu'elle eût été arrêtée par un membre de la chambre des avoués, pouvait être revisée *d'office* par le tribunal. — Cass. 22 brum. an xii, t. 9, p. 141, n° 7.

276. Les arbitres qui n'ont pas liquidé les dépens dans leur jugement ont-ils le droit de procéder ultérieurement à cette liquidation, *nonobstant l'expiration du délai du compromis?* — La négative de cette question est incontestable; mais *V.* J. A. t. 9, p. 316, n° 156, où se trouvent examinées les questions de savoir quelle autorité est compétente pour faire cette liquidation, et quels sont les pouvoirs des arbitres relativement aux dépens dans les délais du compromis. — *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 262, n° 385; Carr. t. 3, p. 428, n° 3311 et p. 438, n° 3332; Boucher, p. 171; Pig t. 1, p. 22, n° 8, Mongalvy, *Tr. de l'arbitrage*, p. 234.

277. En matière de vente d'immeubles à l'audience des criées, quelles mesures convient-il de prendre pour que les frais soient toujours soumis à la taxe? — Délib. du trib. de Paris, t. 43, p. 393.

278. De ce que l'article 9 du

deuxième décret de 1807 dit que, lorsqu'il y a contestation entre un avoué et son client, la contestation doit être portée directement devant les tribunaux sans préliminaire de conciliation, il ne s'ensuit pas que lorsque la partie veut payer, moyennant liquidation, et que l'avoué consent à faire liquider son rôle, il soit nécessaire de faire donner une assignation pour que le taxateur puisse liquider. — Dissertation, t. 43, p. 648.

279. L'arrêt qui statue sur l'appel d'un jugement du tribunal de commerce, quoique cet appel soit fondé sur l'incompétence du tribunal *à quo*, doit contenir liquidation des frais; s'il ne la contient pas, la taxe doit avoir lieu sans nouveaux frais, à la charge de la partie qui a succombé, et ce conformément au tarif sur les matières sommaires. — Cass. 9 fév. 1813, t. 9, p. 225, n° 72. — *V.* MM. B. S. P. p. 497, not. 12; F. L. t. 2, p. 53, et t. 3, p. 530; Merl. *Rep.* t. 14, p. 193.

280. La taxe des dépens en matière sommaire peut être réglée hors de l'audience, et être énoncée seulement dans la minute du jugement. — Cass. 2 mai 1810, t. 9, p. 190, n° 46. — Cette décision est approuvée par MM. Carr. t. 2, p. 356, n° 1890; F. L. t. 2, p. 53; Haut. p. 312; et B. S. P. p. 497, not. 13. — *V.* les deux n^os suiv. et le n° 286.

281. Mais si le défaut d'insertion dans un jugement de la liquidation des dépens en matière sommaire ne le rend pas nul, au moins l'exécutoire doit-il être à la charge de la partie qui est obligée de le lever. — Cass. 7 janv. 1829, 24 mai 1830, t. 36, p. 159, et t. 39, p. 110.

282. On ne peut se faire un moyen de cassation, contre un arrêt rendu en matière sommaire, de ce qu'il ne contient pas la liquidation des dépens; on doit se pourvoir par voie d'opposition, conformément au tarif. — Cass. 27 avril 1825, 20 juin 1826, t. 32, p. 51 et 212.

283. D'ailleurs le demandeur en cassation qui prétend qu'en contravention à l'art. 543 C. P. C. la taxe des dépens en matière sommaire n'a pas été insérée dans la minute de l'arrêt, doit produire la signification et non l'expédition de l'arrêt. — Cass. 23 août 1827, t. 34, p. 67.

284. L'art. 766 C. P. C. n'exige pas à peine de nullité que l'arrêt rendu sur l'appel d'un jugement d'ordre contienne la liquidation des dépens. — Cass. 6 juin 1820, t. 9, p. 170, n° 30.

285. La taxe délivrée par le juge aux officiers publics pour leurs frais et honoraires en matière de ventes mobilières peut, sans contravention, être mise sur la minute des procès-verbaux de ventes; mais elle doit être enregistrée avant qu'il puisse en être fait usage. — Décision de la régie d'enregistrement, 19 mai 1820 et 8 mai 1824, t. 26, p. 306.

286. Aucune disposition ne prescrit de déposer au greffe l'état des frais en matière sommaire. — Gren. 28 mai 1823, t. 9, p. 299, n° 137. — V. *suprà*, le n° 281.

287. Un greffier a-t-il capacité pour délivrer un exécutoire de dépens? — Oui. — Rome, 1 mars 1811. — Non. — Même cour, 11 juin 1811. — Oui. — Bourg. 9 janv. 1832, t. 9, p. 200, n° 55; t. 42, p. 346. — Nous croyons pouvoir adopter cette opinion. — *V.* pour la définition du mot *exécutoire*, MM. Merl. t. 4, p. 935; Denisart, t. 2, p. 311; Pig. t. 2, p. 327.

288. Les greffiers doivent inscrire sur leur répertoire les exécutoires de dépens rédigés par eux. — Décision administrative, 5 octobre 1832, t. 45, p. 416.

289. Tout exécutoire de dépens doit être daté ainsi que la copie qui en est délivrée au débiteur avant toute poursuite; cependant la nullité qui résulte, dans la copie qui a été signifiée, de l'omission de la date, peut, aux termes de l'article 173 C. P. C., être couverte par des défenses au fond, et notamment par des offres réelles du montant de cet exécutoire faites par le débiteur. — Besanç. 25 nov. 1816, t. 9, p. 254, n° 103.

290. La taxe apposée par le juge-commissaire sur la copie de l'assignation d'un témoin, aux termes de l'article 227 C. P. C., peut-elle être mise à exécution sans être déposée au greffe, et sans être expédiée avec la formule exécutoire? — Dissertation, t. 42, p. 14.

291. Un exécutoire pris, depuis le Code de procédure, pour des dépens dont la condamnation remonte à une époque antérieure à la publication de ce Code, n'en doit pas moins, à peine de nullité, être signifié à l'avoué, avant l'exécution. — Brux. 13 août 1811, t. 6, p. 690, n° 27.

292. Un exécutoire de dépens ne peut être signifié sans qu'au préalable il ait été soumis à la formalité de l'enregistrement. — Cass. 1er mess. an XII, t. 9, p. 141, n° 8.

293. Décision du ministre de la justice portant que les exécutoires de dépens ne sont soumis qu'au droit fixe d'un franc. — 16 fév. 1809 — J. A. t. 9, p. 184, n° 40. — *V.* MM. Pig., t. 2, p. 327, n° 3; Pig. *Comm.* t. 1, p. 318; et B. S. P. p. 497, note 15.

294. Une partie condamnée aux dépens peut être poursuivie en vertu de l'exécutoire. — Metz, 11 février 1820, t. 8, p. 687, n° 191.

295. Il n'est pas nécessaire d'y adjoindre la copie du jugement ou de l'arrêt en vertu duquel l'exécutoire a été obtenu. — Cass. 27 déc. 1820, t. 9, p. 292, n° 129.

296. En vertu d'un exécutoire de dépens, il peut être fait un commandement dans les délais mêmes de l'opposition. — Bourg. 9 janv. 1832, t. 42, p. 346. — V. *infrà*, n° 300.

297. Mais, suivant l'art. 551 C. P. C. lorsqu'un exécutoire de dépens est contesté, il n'est plus censé contenir des sommes liquides et certaines, et il ne peut plus servir de titre pour faire une saisie. — Besanç. 15 février 1815, t. 9, p. 242, n° 86.

298. Lorsque la partie condamnée prétend que l'exécutoire comprend des droits d'enregistrement qui ont été indûment perçus par la régie, c'est à elle à se pourvoir en restitution de ses droits, et elle ne peut obtenir un sursis au paiement des frais jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la question de savoir si les droits ont été indûment perçus. — Metz, 26 avril 1816, t. 9, p. 250, n° 99.

Art. 2. *Comment peut-on se pourvoir contre l'exécutoire?*

299. Avant le Code de procédure et dans les états belges, on pouvait former opposition à la taxe des dépens faite sur états ni débattus ni communiqués. — Cass. 11 germ. an IX, t. 9, p. 139, n° 4.

300. Lorsqu'un avoué a obtenu un exécutoire de dépens contre la partie pour laquelle il a occupé, celle-ci ne peut pas, sans attaquer cet exécutoire, former opposition au commandement auquel il a servi de titre. — Paris, 21 sept. 1809, t. 9, p. 186, n° 42. — Il suit de là qu'un exécutoire peut servir de titre à des poursuites mobilières ou immobilières; ce qui est professé par M. B. S. P. p. 498, alin. 1er, et note 20, n°s 1 et 2. — *V.* *suprà*, n°s 296 et 297.

301. L'exécutoire des dépens est susceptible d'opposition par la partie à laquelle ils ont été adjugés, tout aussi bien que par celle qui est condamnée à les payer. — Ajaccio, 12 sept. 1811, t. 9, p. 213, n° 60. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 355, art. 543, note 2, 4°; et F. L. t. 2, p. 55.

302. La voie de l'appel n'est pas ouverte contre les exécutoires des dépens; ils ne sont susceptibles que d'opposition dans les délais fixés par l'art. 6 du décret du 16 février 1807. — Bord. 5 août 1829, t. 37, p. 279.

303. Les taxes de dépens faites par les présidents peuvent être attaquées par la voie d'opposition. — Renn. 28 juin 1821.

304. L'ordonnance contradictoire du président par laquelle la taxe des frais d'expertise précédemment faite est déclarée exécutoire contre une des parties, peut être attaquée par la voie de l'opposition dans les délais ordinaires. Le délai de 3 jours prescrit par l'article 6 du décret du 16 fév. 1807 n'est pas applicable. — Cass. 2 avril 1811, t. 9, p. 207, n° 57. — MM. F. L. t. 4, p. 705, n° 8; Merl. *Rép.* t. 15, p. 549, n° 3; Carr. t. 1er, p. 756, n° 1208; B. S. P. p. 498, note 17, n° 3, paraissent approuver la doctrine de

cet arrêt. — *V.* les objections de MM. COFF. et CARR. t. 2, p. 42, n° 1469; PIG. t. 1, p. 482; et D. C. p. 294.

305. Lorsqu'une partie veut former opposition à une taxe de dépens, elle doit diriger sa demande contre sa partie adverse, quoique l'avoué de cette dernière ait obtenu distraction de dépens. —Bord. 29 août 1828, t. 36, p. 145.

306. Il n'est pas nécessaire à peine de nullité que l'opposition à un exécutoire de dépens soit formée par un acte d'avoué à avoué. — Metz, 11 août 1815, t. 9, p. 248, n° 93.

307. L'opposition à un exécutoire de dépens ou au chef du jugement renfermant liquidation des dépens doit être formée dans les trois jours de la signification à avoué. — Gren. 28 mai 1823. — Amiens, 13 janv. 1326, t. 9, p. 299, n° 134, et t. 33, p. 253.

308. L'opposition à un exécutoire de dépens obtenu par défaut à la suite d'un désistement d'appel, doit être formée, sous peine de nullité, dans les trois jours de la signification à avoué, et dans tous les cas il est non recevable après la huitaine. — Lyon, 1er avr. 1830, t. 42, p. 17.

309. Il en est ainsi en matière sommaire comme en matière ordinaire. — Cass. 28 mars 1810, t. 9, p. 189, n° 45. — Les auteurs sont unanimes sur cette question. — *V.* MM. B. S. P. p. 497 et 498 not. 17, n° 2; CARR. t. 2, p. 356, n° 1891; F. L. t. 2, p. 55; MERL. t. 15, p. 549, n° 11; HAUT. p. 312.

310. Le délai pour former opposition à une taxe de dépens est de trois jours, soit qu'on veuille faire augmenter la taxe, soit qu'on en veuille obtenir la réduction. — Brux. 16 mai 1832, t. 45, p. 416.

311. L'opposition à un exécutoire est nulle comme irrégulière, lorsqu'elle n'est pas suivie d'une citation dans les trois jours. — Bourg. 19 juill. 1821, t. 38, p. 137.

312. Les délais d'opposition à une taxe de dépens ne peuvent courir que du jour de la notification à avoué. — Gren. 5 juill. 1823, t. 9, p. 301, n° 139.

313. C'est par la voie de l'*opposition* qu'il faut se pourvoir contre l'erreur commise par le juge taxateur dans la fixation du *quantùm* des différents chefs de la taxe. Le recours en cassation n'est ouvert que lorsque l'erreur tombe sur la nature même et le titre de la taxe: par exemple, en considérant une matière ordinaire comme matière sommaire, *et vice versâ*. — Cass. 14 avril 1833, t. 46, p. 225.

314. On ne peut appeler d'un jugement rendu en chambre du conseil sur l'opposition à un exécutoire de dépens, même quant aux dispositions qui répartissent ces frais entre les parties condamnées, si l'on n'a pas appelé du jugement qui statue sur le fond. — Paris, 26 avril 1833, t. 46, p. 345. — Observ.

315. Une partie peut réclamer, même plus de trois jours après sa signification, contre un exécutoire qui met à sa charge la totalité des dépens, quoique d'après le jugement qui la condamne, elle n'en doive que le tiers. — Cass. 21 nov. 1833, t. 46, p. 343.

316. On ne peut former opposition à l'ordonnance de taxe rendue contradictoirement entre les avoués des parties par le président de la Cour royale, après désistement de l'appel interjeté par l'une d'elles. — Aix, 11 avril 1832, t. 44, p. 167.

317. On peut former opposition à l'ordonnance du président portant la taxe des experts. — Nanci, 1er déc. 1829, t. 38, p. 273.

318. La partie qui croit avoir à se plaindre de la fixation d'honoraires faite par des arbitres doit former opposition à la taxe et non pas en interjeter appel. — Bourges, 30 juin 1820, t. 38, p. 111.

319. La citation sur une opposition à un exécutoire de dépens à l'occasion d'un procès sur des domaines engagés, est valable quoiqu'elle soit donnée à comparaître à l'audience et non à la chambre du conseil. — Toulouse, 19 juin 1832, t. 43, p. 644.

320. On n'est point obligé d'attendre la signification d'un exécutoire de dépens pour y former opposition, parce que, si le délai de trois jours après la signification fixé par l'art. 6 du décret du 16 février 1807 est accordé à celui qui veut former opposition, il peut légalement user pour le même objet du délai qui court jusqu'à la signification de l'acte contre lequel il veut se pourvoir. — Besanç. 15 fév. 1815, t. 9, p. 242, n° 85.

321. Comme en matière de commerce les dépens doivent être liquidés ainsi qu'en matière sommaire, et que la liquidation doit en être faite dans l'arrêt, le débiteur n'est tenu de se pourvoir en réduction de la taxe, qu'après la signification de l'arrêt, lors même qu'on aurait levé un exécutoire. — Gren. 1er mars 1816, t. 9, p. 249, n° 95.

322. Le délai pour former opposition à un exécutoire signifié pendant les vacances ne court pas durant ces vacances. — Gren. 1er mars 1816, t. 9, p. 250, n° 96.

323. Sous l'ordonnance de 1667, la partie qui succombait était non recevable à interjeter appel de la taxe, si dans les trois jours les articles contestés n'étaient pas tous croisés, encore que l'appel embrassât la totalité de la taxe. — Paris, 11 fruct. an XIII, t. 9, p. 148, n° 13. — Cette question ne peut plus se présenter aujourd'hui.

324. C'est au tribunal contre le jugement duquel on s'est pourvu, et non à la Cour de cassation, qu'il appartient, nonobstant le pourvoi, de prononcer sur les oppositions faites à un exécutoire de dépens. — Cass. 2 avril 1812, t. 9, p. 219, n° 67.

325. Comme aussi la Cour qui a délivré un exécutoire de dépens peut connaître des contestations qu'il fait naître et même de la compensation qui est opposée. — Metz, 13 fév. 1818, t. 22, p. 112, n° 144.

326. L'instruction et le jugement d'une opposition à un exécutoire de dépens doivent avoir lieu en la chambre du conseil. — Cass. 2 fév. 1826, t. 31, p. 110.

327. Quoiqu'il soit vrai de dire qu'en matière d'expertise la taxe du président peut être soumise à une opposition et à un appel dans les délais ordinaires, cependant la contestation doit être, en vertu du deuxième décret de 1807, jugée à la chambre du conseil. — Trib. de Vic, 7 janv. 1830, t. 42, p. 350.

328. Lorsqu'une des parties se plaint d'avoir été soumise à l'exécutoire du président pour frais d'expertise, son opposition n'est plus régie par le deuxième décret du 16 février 1807, mais elle doit être portée à l'audience publique du tribunal. — Bourg. 9 janv. 1832, t. 42, 346.

329. Celui qui a formé opposition à la taxe des dépens, et qui a cité pour cet objet son adversaire à la chambre du conseil, ne peut abandonner cette voie de réformation pour recourir à l'appel du chef du jugement qui statue sur les dépens. — Lim. 21 déc. 1822, t. 24, p. 370.

330. La partie qui en première instance n'a pas fait opposition à la taxe n'a pas le droit de former en appel une demande en réduction. — Brux. 4 mars 1829, t. 37, p. 256.

331. Pareillement, lorsqu'il n'y a point eu d'opposition à la taxe des dépens, la Cour ne peut statuer sur le trop d'étendue reproché à un écrit de défense et aux qualités d'un jugement. — Renn. 18 déc. 1820, t. 21, p. 290, n° 80. — Cependant le contraire avait été jugé par un arrêt de la Cour royale de Paris, du 18 janv. 1816, que nous avons rapporté t. 9, p. 260, n° 107 *bis*; mais nous avons vivement combattu la doctrine de ce dernier arrêt dans de longues observ.

332. Les arrêts en matière de taxe de dépens peuvent être attaqués par la voie de cassation. — Cass. 12 mai 1812, t. 5, p. 310, n° 54. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 54; et B. S. P. t. 1, p. 161, not. 10, nos 3 et 7.

333. Cependant, c'est par opposition et non par un recours en cassation qu'il faut se pourvoir contre un arrêt rendu en matière sommaire, dans lequel la taxe des dépens a déjà été insérée, mais qu'on soutient contenir une liquidation excessive. — Cass. 25 avril 1827 et 13 août 1833, t. 33, p. 120, t. 45, p. 732.

DÉPORT. *V. Arb.* 168 *et s.*

DÉPORTATION. *V. Exploit*, 203.

DÉPOSITAIRE. *V. Trib. comm.* 160.

DÉPOSITAIRE DE DENIERS PUBLICS. *V. Sais.-a.*

DÉPOSITAIRE DE PIÈCES. *V. Vérif. d'écrit.* 96 *et s.*

DÉPOSITION. *V. Enq.* 271 *et s.* 312 *et s.* 513 *et s.*

DÉPOSITION ÉCRITE. *V. Enq.* 304, 488 *et s.*

DÉPOSITION SÉPARÉE. *V. Enq.* 303.

DÉPOT. *V. Arb.* 418. — *Cont. p. c.* 411.—*Enq.* 7.—*Enreg.*—*Evoc.* 68.—*Greff.* 4.—*Poste aux lettr.* —*Renvoi*, 136 *et s.*—*Sais.-a.* 28.

DÉPOT AU GREFFE. *V. Comm. p.* 19, 22.—*Exp.* 131.—*Faux i.* 90 *et s.* 99 *et s.* — *Plaid.* 30 *et s.* — *Sais. imm.* 475.

DÉPOT DES FRAIS. *V. Lic. part.* 82 *et s.*

DÉPOT DE PIÈCES. *V. Jug. p. i.* 159.

DÉPOT PROVISOIRE. *V. Cont. p. c.* 324.

DÉPOT VOLONTAIRE. *V. Cont. p. c.* 8.

DÉPOUILLE MORTELLE. *V. Trib.* 134.

DÉPUTÉ. *V. Trib.* 172.

DERNIER RESSORT. (Nous avons placé tout ce qui concerne les deux degrés de juridiction au mot *Ressort*.—*V.* aussi *Appel*.— *Exéc. p* 98.—*Jug. paix*, 86 *et s.*

DÉSAVEU (1).

C. Ier. DU DROIT DE DÉSAVEU.— A. 1er. Quand y a-t-il lieu à désaveu? — § 1er. *Contre l'avoué*, 1 à 31. — § 2. *Contre les avocats, les huissiers, les agréés, en matière de simple police*, 32 *à* 43.— A. 2. Fins de non-recevoir contre le désaveu, 44 à 47. — C. II. PROCÉDURE. — A. 1er. Délai et compétence, 48 à 56. — A. 2. Formes, 57 à 69. — C. III. EFFETS DU DÉSAVEU, 70 à 84.

CHAP. 1er. *Du droit de désaveu.* — Art. 1er. *Quand y a-t-il lieu à désaveu?* — § 1er. *Contre l'avoué.*

1. Avant le rétablissement des avoués, le fondé de pouvoir qui paraissait devant les tribunaux était un véritable mandataire *ad lites*, susceptible, à ce titre, d'être désavoué. — Paris, 12 avril 1806, t. 10, p. 344, no 6.

2. Un officier ministériel s'expose à être désavoué lorsqu'il fait, sans procuration spéciale, un acte pour lequel la loi exige un mandat exprès, et surtout lorsqu'il fait, donne ou accepte, dans quelque cas que ce soit, des offres, un aveu, un acquiescement. — C. T. t. 1, p. 353-1.

3. L'avoué qui n'a pas reçu les pièces des mains de son client peut être désavoué. — Nîm. 29 janv. 1822, t. 10, p. 381, no 45. — *V.* MM. D. C. p. 119; F. L. t. 2, p. 73, § 1er, no 5; B. S. P. t. 1, p 350, not. 6; CARR. t. 1, p. 826, no 1301; PIG. *Comm* t. 1, p. 630, not. 3, et p. 623, no 8; JOUSSE, *Justice civile*, t. 2, p. 509, no 7.— *V.* encore PIG. *Comm.* t. 1, p. 341 et 620; PR. FR. t. 2, p. 343; CARR. t. 1, p. 827, no 1302, et t. 3, p. 507, no 3427; CARR. *Comp.* t. 1, p. 331 et 332; DELAP. t. 1, p. 329; THOM. DESM. p. 72; LEP. p. 231; MERL. t. 3, p. 599, no 3.—V. *infrà*, no 6.

4. Comme aussi le désaveu peut être dirigé contre l'avoué qui s'est constitué pour une partie dont on lui avait remis les pièces, lorsque cette partie établit que la remise n'a été faite que par le dol et la fraude d'un tiers et sans sa participation. — Lyon, 1er avril 1824, t. 27, p. 197.

5. Une partie ne peut désavouer l'avoué institué dans un exploit qu'elle a fait dresser elle-même. — Renn. 21 juill. 1816, t. 10, p. 365, no 28.

6. La présomption de mandat qui résulte de ce que les pièces du procès se trouvent aux mains de l'avoué, peut se détruire par une preuve contraire. — Nîm. 29 janv. 1822, t. 10, p, 381, no 44. — *V.* les indications, *suprà*, no 3.

7. Pour détruire les faits énoncés dans l'exploit introductif d'instance, faut-il désavouer l'officier ministériel qui a fait cet acte? — M. B. S. P. p. 82, not. 60, soutient l'affirmative, et cette opinion est adoptée J. A. t. 10, p. 389, no 49.

8. Un avoué constitué par un exploit d'appel ne peut être désavoué après le jugement de l'affaire, comme n'ayant pas reçu les pouvoirs d'agir, surtout lorsque l'huissier qui a dressé l'exploit n'est pas désavoué. — Rennes, 9 mars 1818, t. 10, p. 368, no 30. — *V.* pour l'étendue des pouvoirs d'un avoué, MM. CARR. t. 1, p. 828, no 1303; et POTH. t. 1, p. 494, et t. 4, p. 278.

9. On ne peut désavouer l'avoué d'appel qui s'est constitué après remise des pièces et a suivi les errements d'une première instance contre laquelle a échoué une action également en désaveu. — Douai, 26 fév. 1820, t. 10, p. 377, no 42

10. L'avoué ne peut être désavoué par son client, s'il n'a comparu pour lui qu'en obéissant aux ordres de la Cour. — Cass. 1er août 1810, t. 5, p. 298, no 44. — Cela est conforme à l'opinion de tous les auteurs.—*V.* MM HAUT. p. 190, et 610; B. S. P. p. 74, not. 25, no 1; CARR. t. 1, p. 824, no 1297 4o, et 63, p. 507, no 3427.

11. On ne peut pas admettre la demande en désaveu formée contre un avoué qui déclare n'avoir point eu de commission et n'avoir pas réellement occupé pour le désavouant, lors même que le plumitif et le placet écrits par le greffier attestent la comparution de cet avoué, si le contraire résulte de déclarations faites à l'audience. — Paris, 27 mars 1806, t. 10, p. 342, no 5. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 821 et 825, no 1298.

12. L'avoué révoqué mais non remplacé peut-il continuer d'occuper sans s'exposer au désaveu? — D'après l'art. 75 C. P. C., les procédures faites et les jugements obtenus contre l'avoué révoqué mais non remplacé sont valables, mais il ne résulte pas de cette disposition que l'avoué révoqué puisse encore agir; il exerce passivement, mais sa révocation doit lui interdire toutes procédures. — *V.* D. C. p. 72, et J. A. t. 10, p. 400, no 17.

13. L'avoué dont les conclusions étaient la suite de son mandat ne peut être valablement désavoué, quoique des événements inattendus aient rendu ces conclusions contraires aux intérêts de sa partie. — Brux. 4 therm. an XIII, t. 10, p. 339, no 3.

14. Celui qui donne sa procuration à un huissier à l'effet de charger un avoué près la Cour d'occuper pour lui, ne peut ensuite désavouer l'avoué parce que celui-ci, au lieu de demander la nullité du jugement pour raison d'incompétence, aurait pris des conclusions sur le fond : le pouvoir dont est investi un officier ministériel lui donne la faculté de conclure, dans l'intérêt de son client, comme il le juge convenable. — Orl. 7 avril 1813, t. 10, p. 358, no 19.

15. L'avoué qui, pour toute défense, s'en rapporte à la prudence du tribunal, ne s'expose pas au désaveu. — Paris, 13 mars 1810, t. 10, p. 350, n. 12. — C'est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 824, no 1297; B. S. P. p. 350, note 5; et F. L. t. 2, p. 73.

15 *bis*. Lorsqu'un jugement constate que des conclusions ont été changées à l'audience, en présence de la partie assistée de son avocat et de son avoué, on ne peut attaquer cette énonciation que par l'action en désaveu ou l'inscription de faux — Cass. 8 déc. 1829. Suffort C. Custers.

16. Le désaveu est inadmissible contre l'avoué qui ne dénie pas à l'audience un fait allégué par la partie adverse, surtout si son client était présent à l'audience, et s'il n'avait pas de pouvoir *ad hoc*. — Bourg. 10 août 1817, t. 37, p. 266. — Ce principe est incontestable.

17. Le pouvoir donné à l'avoué pour enchérir n'emporte pas pouvoir de faire des offres lors de la surenchère; et pour qu'il demeure adjudicataire en son nom, il n'est pas nécessaire d'exercer une action en désaveu. — Aix, 22 mars 1821, t. 10, p. 380, no 43.

---

(1) *V. Acquiesc.* 5, 21, 230. — *Agréé*, 4 *et s.* — *Appel*, 167. — *Cass.* 53. — *Conc.* 43. — *Jug.* 518. — *Mat. somm.* 93 *ter.* — *Succ.* 35.

18. L'avoué représente la partie pour tout ce qui est relatif aux errements de la procédure ; ainsi, en nommant un expert, l'avoué est toujours censé s'être conformé au mandat qu'il a reçu de sa partie, et celle-ci ne peut s'élever contre cette nomination si elle n'a formé un désaveu contre son avoué. — Besanç. 8 prair. an XII, t. 10, p. 336, nº 1. — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 133 et 433 ; CARR. t. 1, p. 824, nº 1297, et p. 827 et 828 ; CARR. *Comp.* t. 1, p. 531 et 332 ; MERL. t. 3, p. 602, nº 1, et t. 10, p. 129 ; D. C. p. 264 et 265 ; COMM. t. 1, p. 395 et 397 ; POTHIER, t. 1, p. 494 ; F. L. t. 2, p. 73 ; B. S. P. p. 240 et 351 ; et PR. FR. t. 1, p. 11. — *V.* encore M. B. S. P. t. 1, p. 357, note 13.

18 *bis*. L'avoué qui, après avoir proposé un déclinatoire, acquiesce au rejet de ce déclinatoire en demandant une remise de cause pour répondre aux moyens du fond, peut être désavoué.—Renn. 21 mai 1814, t. 10, p. 362, nº 25.

19. Lorsque devant un tribunal de commerce un avoué se présente sans mandat pour y reconnaître la dette d'une partie, le jugement de condamnation qui intervient contre cette partie est par défaut et susceptible d'opposition, encore qu'il soit qualifié contradictoire ; ce n'est le cas ni d'en interjeter appel, ni d'intenter une action en désaveu contre l'avoué. — Metz, 23 août 1822, t. 24, p. 288. — *V. infrà*, nº 39 *bis*.

20. L'avoué qui a acquiescé à la demande formée contre son client ne peut être désavoué s'il était muni de pièces et consultations établissant le non-fondement de la défense. Cette remise de pièces emporte un mandat tacite suffisant, lors même qu'elle n'a été faite que par la femme de celui qui était assigné.— Brux. 29 octobre 1818.—V. *infrà*, nº 24 et 27.

21 et 22. Lorsque l'avoué d'une partie acquiesce à un jugement, cette partie n'en peut interjeter appel qu'en désavouant l'officier ministériel qu'elle avait revêtu de sa confiance. —Aix, 14 juin 1825, t. 29, p. 219.

23. On ne peut dire qu'un avoué a excédé ses pouvoirs ou offert un désistement nul comme non signé de sa partie, lorsque, chargé de demander la résolution d'une vente pour défaut de paiement du prix, il accepte l'offre faite par son adversaire de laisser prélever par sa partie la somme qu'elle réclame sur le prix à provenir de la vente des biens de l'acheteur, leur débiteur commun. — Lyon, 30 juin 1831, t. 40, p. 687.

24. Un avoué n'est pas passible de désaveu pour des aveux faits par lui, et qui ne sont que la conséquence des pièces produites au procès. — Nîm. 18 juillet 1827, t. 35, p. 386. — *V. suprà*, nº 20. et *infrà*, nº 27.

25. Comme aussi l'avoué ne peut être désavoué lorsque, sans les offres ou aveux faits, donnés ou acceptés, la partie eût toujours été condamnée. — Besanç. 4 août 1808, t. 5, p. 167, nº 25. — *V.* les nºs suivants.

26. Pour intenter une action en désaveu d'offres ou consentement, il ne suffit pas que l'acte reproché à l'avoué ait été signifié sans mandat, il faut encore prouver que cet acte a servi de base au jugement ou à l'arrêt attaqué par voie de désaveu, et qu'il soit justifié que, sans cela, il aurait été impossible de juger autrement. — Besanç. 31 juillet 1811, t. 10, p. 353, nº 14. — *V.* le nº précédent.

27. L'avoué qui a laissé faire à l'avocat un aveu contraire à la prétention qu'il était chargé de soutenir peut être désavoué, quoiqu'il eût entre les mains des titres justificatifs des droits qu'il avait mission de contester, si ce n'est pas d'après ces titres, mais d'après l'aveu que le tribunal a prononcé, et si la partie, en remettant ces pièces à son avoué, ne lui avait pas donné le pouvoir de faire l'aveu du droit qui paraît en résulter, quoique cependant l'aveu fait par l'avoué ait été certifié par le mandataire général de ses clients, si celui-ci n'avait pas un procureur spécial pour consentir cette ratification. — Cass. 26 avril 1824, t. 26, p. 219. — *V.* M. PIG. t. 1, p. 439. — V. *suprà*, nº 20 et 24.

28. Des actes faits au nom du défendeur et qui seraient de nature à couvrir la péremption ne peuvent être désavoués par lui. — *V.* le développement de cette proposition, J. A. t. 18, p. 513, vº *péremptoire*, nº 112. — *V.* aussi MM. B. S. P. p. 357, note 13, nº 3 ; D. C. p. 291, alin. 4 et 5 ; CARR. t. 2, p. 25, nº 1442 ; et PIG. *Comm.* t. 1, p. 688, *in fine*

29. Un avoué de première instance ne peut, sans un pouvoir spécial, exécuter un jugement contenant des dispositions définitives contre un client. — Paris, 3 janv. 1810, t. 10, p. 349, nº 11. — *V.* MM. B. S. P. p. 351, nº 6, observ. 1re ; CARR. t. 1, p. 825, nº 1298 ; et F. L. t. 2, p. 73, nº 4. — *V.* aussi, J. A. *ibid.* des observations sur l'opinion de ce dernier auteur.

30. L'avoué qui, par négligence ou par dol, a laissé prendre un jugement par défaut, doit-il être désavoué ou simplement appelé en garantie?—M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 619, enseigne que c'est l'action en garantie qui doit être exercée dans ce cas. — *V.* J. A. t. 10, p. 388, nº 48.

31. Lorsque, des deux avoués qui sont en cause, l'un défère le serment décisoire et l'autre l'accepte, le tribunal ne peut, soit d'office, soit sur la réquisition du ministère public, ordonner aux avoués d'exhiber leurs pouvoirs spéciaux ; le désaveu seul peut faire tomber cette procédure. — Brux. 27 avril 1812, t. 10, p. 354, nº 16.

§ 2.—*Contre les avocats, les huissiers, les agréés ; en matière de simple police.*

32. Les offres ou aveux faits par l'avocat, en présence de la partie ou de son avoué, sont censés faits par la partie elle-même, à moins qu'un désaveu régulier n'ait été formé. — Cass. 16 mars 1814, t. 5, p. 167, vº *avocat*, nº 23. — *V.* le nº suiv.

33. La partie qui a assisté à l'audience et ne s'est pas opposée au désistement d'un chef de demande donné par son avocat, ne peut pas exercer d'action en désaveu. — Besanç. 4 août 1808, t. 10, p. 348, nº 10.— *V.* PR. FR. t. 2, p. 343 ; CARR. t. 1, p. 825, nº 1297, not. 5 ; et B. S. P. p. 367, not. 6. — *V.* le nº précédent.

34. Décidé cependant que la plaidoirie d'un avocat ne comporte ni aveu ni acquiescement, et que par cette raison sa conduite ne peut donner lieu à une action en désaveu. — Cass. 26 avr. 1824, t. 26, p. 219.—On peut consulter la loi 1re C. *de errore advocatorum* ; DÉNISART, vº *désaveu*, nºs 23 et 24 ; MERL. *Rép.* vº *avocat*, § 8, nº 2, et § 16, not. 7 ; BRILLON, *Dict. des arrêst*, vº *avocat*, nº 18 ; FERRIÈRE, *Dict. de droit*, *eod. verb.* ; ROUSSEAU DE LA COMBE, nº 17 ; BODIN, Quest. sur l'art. 34 du titre 35 des requêtes civiles de l'ordonnance de 1667 ; DUPARC-POULAIN, t. 8, p. 149 ; et CARR. sur l'art. 352 C. P. C.

35. Aussi un avocat n'est pas responsable des moyens qu'il emploie pour la défense de son client. — Renn. 17 août 1818, t. 10, p. 370, nº 33. — V. *suprà*, nº 32.

36. Comme aussi les juges ne peuvent donner acte à une partie d'une déclaration verbalement faite à l'audience par l'avocat de son adversaire. — Renn. 13 janv. 1826, t. 33, p. 154.

37. L'action en désaveu ne peut être dirigée contre l'huissier qui a donné une assignation en vertu de l'ordonnance du juge, après qu'il lui a été fait remise des pièces.— Paris, 4 fév. 1808, t. 10, p. 347, nº 29. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 824, nº 1297.—Les faits peuvent faire subir quelques modifications à cette décision. — *V.* MM. B. S. P. p. 78, not. 40, nºs 1 et 2 ; PIG. t. 1, p. 439 ; POTH. t. 1, p. 494, *Tr. des oblig.* nº 849 ; MERL. t. 3, p. 602, nº 9, et t. 5, p. 751, nº 14. —V. *infrà*, nº 42.

38. Mais l'huissier, quoique porteur de pièces, peut être désavoué s'il ne tient pas ces pièces directement de la partie, et s'il dirige des poursuites à son insu.—Paris, 31 janv. 1815, t. 10, p. 362, nº 26. — C'est l'opinion de tous les auteurs ; nous indiquerons seulement MM. LOCRÉ, t. 2, p. 16 ; et CARR. t. 1, p. 824, au texte et note 2.—V. *suprà*, nº 3, et *infrà*, nº 42.

39. L'action en désaveu ne peut être intentée contre le mandataire

qui a plaidé devant le tribunal de commerce. — Paris, 7 déc. 1812, t. 10, p. 356, n° 18. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 619; Carr. t. 1, p. 823, n° 1296, p. 832, n° 1311; B. S. P. p. 767, not. 32 A.— V. *suprà*, n° 19.

40. Mais on peut intenter une action en désaveu contre un postulant ou agréé près d'un tribunal de commerce.—Nîm. 22 juin 1824, t. 27, p. 184. — *V.* MM. Carr. *Anal. quest.* 1172 et 1185; et Carr. nos 1798 et 1808; Locré, t. 2, p. 19.

41. Jugé au contraire qu'une partie peut intenter une action en dommages-intérêts, mais non en désaveu, contre l'agréé qui s'est présenté pour elle devant le tribunal de commerce. — Lyon, 9 janv. 1831, t. 43, p. 434.

42. L'huissier et l'agréé du tribunal de commerce qui, dans un exploit d'opposition et dans des conclusions prises à l'audience, ont requis terme et délai, au nom d'un individu, sans un pouvoir spécial de sa part, mais sur la demande d'un tiers qui leur a représenté un acte faux, mais non attaqué alors, par lequel ce tiers paraissait constitué le gérant de l'affaire dont il s'agissait dans l'instance, peuvent être désavoués.— Paris, 7 fév. 1824, t. 26, p. 110. — V. *suprà*, n° 40, et *infrà*, n° 56 et s.

43. En matière de simple police, peut-on intenter une action en désaveu contre le mandataire chargé de représenter l'inculpé? — La négative est soutenue J. A. t. 10, p. 387, n° 47.—MM. F. L. t. 2, p. 73 et 72, et Legrav. t. 2, p. 176 et suivantes, ont aussi adopté cette opinion.

Art. 2. *Fin de non-recevoir contre le désaveu.*

44. L'action en désaveu n'est plus recevable lorsque celui qui l'a formée a exécuté volontairement le jugement rendu depuis les actes sur lesquels porte le désaveu. — Nanci, 27 août 1831, t. 41, p. 539.

45. Le paiement des frais à l'avoué qui a occupé n'est pas, à l'égard de la partie, un acquiescement tel, qu'elle ne puisse le désavouer au sujet de la procédure qui a donné lieu à ces frais. — Paris, 22 juillet 1815, t. 5, p. 338, n° 74.

46. Décidé au contraire que la demande en désaveu n'est plus recevable de la part de celui qui a payé volontairement les avances et vacations dues à l'avoué désavoué pour les procédures mêmes qui ont fait l'objet du désaveu. — Renn. 17 août 1818, t. 10, p. 370, n° 32. — *V.* MM. D. C. p. 270; Pig. t. 1, p. 432.; Pig. *Comm.* t. 1, p. 620.

47. Le désaveu de l'avoué de première instance proposé en cause d'appel est recevable.—Brux. 17 oct. 1831.

Chap. II. *Procédure.* — Art. 1er. *Délai et compétence.*

48. Il n'y avait, avant le Code de procédure, aucun délai fatal pour intenter l'action en désaveu. — Cass. 18 août 1807. — Paris, 9 mai 1812, t. 6, p. 692, n° 30, et t. 10, p. 346, n° 8.

49. Devant quel tribunal doit être porté le désaveu?—Il semble résulter des termes des art. 354, 356 et 358 C. P. C. une contradiction entre les dispositions de ces articles. — *V.* une dissertation sur ce point J. A. t. 10, p. 391, n° 51; il en résulte que l'art. 354 parle du cas où l'acte désavoué est supposé appartenir à l'instance pendante, et l'art. 356 régit le cas où cet acte est supposé étranger à l'instance pendante. Ce même art. 356, comparé à l'art. 358, s'explique en disant qu'il est relatif à un acte sur lequel il n'y a plus d'instance, tandis que l'art. 358 s'applique à un acte sur lequel il n'y a jamais eu d'instance. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 608, n° 622.

50. L'action en désaveu formée simultanément contre un avoué de première instance et contre un avoué d'appel doit se diviser, de sorte que le désaveu du premier soit porté devant le tribunal de première instance, et celui du second directement devant la Cour. — Douai, 26 fév. 1830, t. 10, p. 377, n° 41.

51. Un tribunal saisi par un appel d'une demande principale, peut juger en dernier ressort une action en désaveu formée incidemment à une contestation sur laquelle le juge de paix a statué en premier ressort. — Cass. 5 ther. an XIII, t. 10, p. 310, n° 4.—M. Merl. t. 3, p. 602, n° 8, adopte cette solution, qui est enseignée par M. B. S. P. p. 353, note 18, 2°, et combattue par MM. Carr. t. 1, p. 835, n° 1317, et Pig. t. 1, p. 442.—L'opinion de ces derniers auteurs est embrassée J. A. *ibid.*

52. L'huissier contre lequel, incidemment à une cause portée en appel, on forme une demande en désaveu relative à la signification du jugement dont est appel, peut demander son renvoi devant les premiers juges —Brux. 21 mars 1810, t. 10, p. 351, n° 13. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 832, n° 1310, et B. S. P. p. 353, note 18.

53. C'est au greffe de la Cour royale que doit être passé l'acte de désaveu formé contre un huissier immatriculé au tribunal de première instance, à raison d'appel prétendu fait sans mandat. — Douai, 26 février 1820, t. 10, p. 376, n° 40.

54. Si l'avoué n'exerce plus devant le tribunal où a été faite la procédure désavouée, et s'il ne demeure même plus dans son ressort, est-ce toujours devant ce tribunal que devra être portée la demande en désaveu? — L'affirmative est soutenue par M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 628. — *V.* J. A. t. 10, p. 398, n° 55.

55. Devant quel tribunal doit être porté le désaveu, lorsqu'il y a eu arrêt infirmatif ou renvoi de l'affaire devant un tribunal autre que celui qui a rendu le jugement, ou bien lorsqu'il y a eu règlement de juges?—M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 625, pense que c'est devant la Cour d'appel que ce désaveu doit être porté; mais cette opinion est combattue J. A. t. 10, p. 396, n° 52.

56. L'action en désaveu contre un agréé près d'un tribunal de commerce doit être portée devant le tribunal ordinaire, et non devant les juges de commerce qui ont déjà connu de la procédure qui a donné lieu au désaveu. — Nîm. 11 juin 1824, t. 27, p. 184. — *V.* MM. Carr. *Anal. quest.* 1172 et 1185; et Carr. nos 1798 et 1808; Locré, t. 2, p. 19. — V. *suprà*, n° 40 et s.

Art. 3. — *Formes.*

57. Le désaveu, formé sous le Code de procédure, d'actes de procédure rédigés en 1783, doit être jugé conformément aux principes de l'ancienne législation. — Paris, 9 mai 1812, t. 6, p. 692, n° 29.

58. Un mandat général ne suffit pas pour former un désaveu. — Cass. 1er fév. 1820, t. 10, p. 373, n° 36. — C'est ce qu'enseignent MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 821, n° 4, et F. L. t. 2, p. 73, § 2. — Devrait-on considérer comme spécial à l'effet de former un désaveu, le mandat donné afin d'intenter ou de repousser une action? — Oui, suivant M. Pig. *loc. cit.* — *V.* aussi M. Carr. t. 1, p. 829, not. 1.

59. Si le demandeur en désaveu ne sait pas signer, le greffier a-t-il qualité pour constater ce fait sans qu'il soit besoin d'appeler un mandataire?—MM. Pig. t. 1, p. 435, Pig. *Comm.* t. 1, p. 621, nos 3 et 5; F. L. v° *désaveu*, t. 2, p. 73; et Carr. t. 1er, p. 89, n° 1306, enseignent que la loi ne donne point au greffier le pouvoir de constater que la partie ne sait ou ne peut signer; d'où ils tirent la conséquence que le pouvoir spécial doit nécessairement être notarié, si la partie est incapable de le signer, et doit être donné à une personne sachant signer.—M. Lep. p. 233 et 234 s'élève avec force contre cette opinion.—M. Haut. p. 190, est de l'avis de M. Lep. — *V.* les divers motifs donnés sur ces auteurs J. A. t. 10, p. 389, n° 50, où se trouve adoptée l'opinion de MM. Pig. F. L. et Carr. — *V.* aussi C. T. t. 1, p. 354-4.

60. La réformation d'un jugement sur désaveu ne peut être demandée contre les parties avec lesquelles il a été rendu, qu'autant que l'appel en a été dirigé contre l'officier ministériel désavoué. — Agen, 21 nov. 1817, t. 10, p. 366, n° 29.

61. Lorsqu'un jugement s'est borné à déclarer irrégulière une action en désaveu, les juges d'appel ne peuvent statuer sur le fond. — Cass. 1er fév. 1820, t. 10, p. 373, n° 37.

62. Après le jugement, comment doit être poursuivi le désaveu s'il est formé dans l'année de ce jugement? — Dans ce cas, le désaveu est poursuivi par action principale; ou signifie la demande par exploit à domicile. — C'est ce qu'enseignent MM. F. L. v° *désaveu*, t. 2, p. 75 et LEP. p. 232. —Cependant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 633, établit une distinction, et il pense que dans le cas où l'avoué exerce encore ses fonctions, il doit occuper sur le désaveu que cet auteur regarde comme l'exécution du jugement, et il se fonde sur l'art. 1038 C. P. C.; mais il est difficile de considérer comme l'exécution d'un jugement la demande en nullité de ce même jugement. — *V*. J. A. t. 10, p. 397, n° 53.

63. Dans une instance en requête civile, le désaveu dirigé contre l'avoué n'est pas régulier s'il ne lui a pas été signifié. — Brux. 4 therm. an XIII, t. 10, p. 339, n° 2.

64. Si le désavoué est mort, le désaveu doit-il être signifié à ses héritiers collectivement ou individuellement? — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 634, dit que la règle générale qui veut que la signification soit faite individuellement ne reçoit point ici d'exception, et que l'art. 447 C. P. C., fait pour un cas spécial, ne peut être étendu. — *V*. J. A. t. 10, p. 89-8, n° 54.

65. L'art. 362 C. P. C. ne souffre-t-il point une exception dans le cas où le jugement est susceptible d'être attaqué par voie de requête civile? — M. D. C. p. 269, n° 362, enseigne l'affirmative, et la raison qu'en donne cet auteur est que l'admission du rescindant faisant disparaître la force de la chose jugée, l'art. 362 ne reçoit plus son application. — *V*. J. A. t. 10, p. 400, n° 58.

66. L'art. 362 C. P. C. s'applique-t-il tant aux jugements par défaut qu'aux jugements contradictoires? —M. DELAP. t. 1, p. 333, enseigne qu'il ne s'agit dans cet article que des jugements par défaut, sans donner le motif de cette décision; mais l'art. 362 ne distingue pas, et s'il parle de l'art. 159 ce n'est que pour dire à quel signe il faut reconnaître si un jugement a été exécuté. — *V*. J. A. t. 10, p. 401, n° 59.

67. Lorsque le désaveu est formé contre un jugement qui a acquis l'autorité de la chose jugée, est-il nécessaire de le signifier à la partie en faveur de laquelle le jugement a été rendu? — L'affirmative est enseignée par MM. CARR. t. 1er, p. 877, n° 1319, et D. C. p. 268, comme résultante expressément de l'explication donnée sur l'art. 362 par le tribun PERRIN, dans son rapport au corps législatif. — *V*. J. A. t. 10, p. 401, n° 60, où sont aussi examinées les questions de savoir si, dans le cas d'un désaveu formé contre un huissier, la demande doit être signifiée à la partie contre laquelle a été fait l'acte désavoué, et où doivent être faites dans l'un et l'autre cas les significations du désaveu.

68. Les parties en cause, autres que le défendeur, peuvent comme le défendeur lui-même présenter une requête grossoyée. — C. T. t. 1er, p. 359-21.

69. L'instance en désaveu peut être ordinaire ou sommaire selon les circonstances. — C. T. t. 1er, p. 360-26.

CHAP. III. *Effets du désaveu.*

70. En admettant le désaveu, les tribunaux doivent condamner les officiers ministériels aux frais de tous les actes, et à la garantie des condamnations qu'ils ont occasionnées à leurs parties. — Paris, 31 janv. 1815, t. 10, p. 362, n° 27. — *V*. aussi C. T. t. 1er, p. 361-28.

71. Lorsqu'un huissier ou un agréé du tribunal de commerce ont compromis les droits de leur client sur le vu d'un acte faux, mais qu'ils croyaient sincère, et qu'ils sont désavoués, ils ne peuvent pas être condamnés à des dommages-intérêts s'ils ont agi avec bonne foi. — Paris, 7 février 1824, t. 26, p. 110.

72. Comme aussi lorsqu'un avoué contre lequel est admis un désaveu a été induit en erreur, et qu'on ne peut lui adresser aucun reproche, il doit être affranchi de la condamnation aux dépens. — Lyon, 1er avr. 1824, t. 27, p. 197; et C. T. t. 1, p. 361-29.

73. Le désavouant n'a pas droit à des dommages-intérêts tant qu'il lui reste une voie légale pour faire réformer le jugement. — Paris, 12 avr. 1806, t. 10, p. 344, n° 7. — La solution de cette question ne serait peut-être pas la même aujourd'hui, suivant MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 835, not. 1, n° 1; et MERL. *Rep.* t. 3, p. 601, n° 6.

74. La nullité du jugement qui a donné lieu au désaveu a-t-elle lieu de plein droit? — M. PIG. t. 1, p. 441, dit que les juges qui déclarent nulle la procédure désavouée *sont autorisés à déclarer en même temps nul le jugement*; et M. HAUT. p. 192, ajoute que le jugement qui déclare le désaveu valable *doit contenir la prononciation formelle* que le jugement est annulé. Il semble résulter de ces expressions que, selon ces deux auteurs, le jugement n'est pas nul de plein droit, et que la nullité en doit être prononcée. Mais d'après MM. CARR t. 1, p. 835, n° 1316, et B. S. P. p. 353, n° 19, cette nullité a lieu par la seule force de la loi. — *V*. J. A. t. 10, p. 403, n° 61.

75. Quelle marche doit être suivie pour faire annuler les poursuites qui ont suivi le désaveu? — Si les procédures n'ont pas été suivies de jugement ou d'arrêt, si, en cas de décision rendue, la voie d'opposition ou d'appel est ouverte, c'est par les voies ordinaires que la nullité doit être demandée; si au contraire le jugement est en dernier ressort ou si l'arrêt est contradictoire, la voie de la requête civile est ouverte, parce que le demandeur était nécessairement *partie* au procès, y avait été appelé, mais qu'à son égard des formes protectrices et substantielles, et surtout des formes prescrites à peine de nullité, ont été violées; si la requête civile ne pouvait être admise sous le prétexte que les parties n'ont pas été dûment appelées, ce ne serait pas encore par demande en nullité qu'on devrait agir, mais bien par tierce opposition, lorsque la décision serait opposée au demandeur en désaveu. — Telle n'est cependant pas la marche indiquée par M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 627 — *V*. J. A. t. 10, p. 404, n° 62, *infrà*, n° 80.

76. Les juges peuvent se dispenser de surseoir au jugement, quoiqu'il y ait désaveu, s'il ne repose pas sur un des moyens fixés par l'art. 352 C. P. C. — Metz, 15 janv. 1812, t. 10, p. 353, n° 15. — Cette jurisprudence paraît erronée, l'art. 357 est trop précis. — *V*. en ce sens M. F. L. t. 2, p. 75. — *V*. aussi M. D. C. p. 267.

77. Les juges peuvent-ils se dispenser de surseoir, s'ils estiment que la pièce désavouée n'influerait point sur le fond. — L'affirmative est soutenue dans J. A. t. 10, p. 398; c'est aussi l'avis de M. DELEP. t. 1, p. 331. — Mais MM. CARR. t. 1, p. 833, n° 1312; et F. L. t. 2, p. 75, § 3, v° *désaveu*, soutiennent l'opinion contraire.

78. Une Cour peut, avant faire droit, ordonner qu'une partie qui a manifesté l'intention de désavouer l'avoué qui l'a représentée en première instance s'expliquera sur ce désaveu. — Renn. 14 juill. 1819, t. 10, p. 372, n° 35.

79. La Cour d'appel qui ordonne qu'une demande en désaveu irrégulière sera régularisée, ne peut plus statuer sur le fond avant que son premier arrêt ait été exécuté. — Cass. 1er fév. 1820, t. 10, p. 373, n° 38.

80. Le désaveu dirigé contre un avoué n'est pas un obstacle au jugement sur le fond, lorsque la partie à laissé écouler les délais qui ont été accordés pour juger le désaveu. — Paris, 2 août 1813, t. 10, p. 359, n° 20. — *V*. M. B. S. P. p. 353. — V. *suprà*, n°s 75 et 76.

81. Il faut un désaveu judiciaire pour empêcher la régie de l'enregistrement de percevoir un droit de mutation sur un acte de vente fait par un mandataire qui a excédé ses pouvoirs. — Cass. 9 fév. 1814, t. 10, p. 361, n° 24.

82. Celui qui désavoue les poursuites faites en son nom, en ma-

tière d'état, est lié par son désaveu et ne peut reprendre les mêmes poursuites. — Paris, 3 juill. 1812, t. 10, p. 356, n° 17.

83. La faculté d'accorder des dommages-intérêts, donnée aux juges par l'art. 361 C. P. C., se convertit en obligation étroite lorsqu'ils sont convaincus que l'officier injustement désavoué a souffert un dommage réel. — Renn. 9 mars 1818, t. 10, p. 368, n° 31.—*V.* MM. Pig. t. 1, p. 441, n° 3, et D. C. p. 269.

84. L'avoué défendeur à une demande formée en désaveu ne peut pas conclure aux dommages-intérêts au profit des hospices. — Brux. 15 juill. 1819.

DÉSAVEU D'ENFANT. *V. Action*, 35.—*Conc.* 47 *bis*.—*Evoc.* 60.—*Tier. opp.* 123.

DÉSAVEU DE PATERNITÉ. *V. Except.* 209.

DESCENTE DE LIEUX.

A. 1er. Descente de lieux en justice de paix, 1 à 5.—A. 2. Descente de lieux devant les tribunaux ordinaires, 6 à 34.

Art. 1er. *Descente de lieux en justice de paix.*

1. Le procès-verbal d'un juge de paix qui constate des dégradations imputées à un fermier peut être annulé pour avoir été fait sans l'assistance d'experts.—Bord. 15 mars 1809, t. 10, p. 411, n° 2. — M. Carr. t. 1, p. 79, ne fait point au juge de paix une nécessité de se faire accompagner d'experts; cependant il approuve cet arrêt, t. 1, p. 83, n° 182.

2. Si le juge de paix croit avoir besoin de voir lui-même les lieux ou d'ordonner une expertise pour apprécier le dommage, il doit le faire avant de prononcer le jugement; il ne pourrait pas, après avoir déclaré le prévenu coupable, le condamner comme tel aux peines de police et aux dommages-intérêts en se réservant d'en déterminer plus tard la quotité.— C'est ce qui résulte, selon M. Legrav. *Legislation criminelle*, t. 1, p. 291, de ce qu'aux termes de l'art. 153 C. I. C. le jugement du tribunal de police doit être prononcé dans l'audience où l'instruction aura été terminée, ou au plus tard dans l'audience suivante.—J. A. t. 10, p. 416, n° 5.

3. La nomination des experts qui accompagneront le juge de paix doit-elle être faite d'office?— Si les parties conviennent à l'audience de leurs experts, rien ne s'oppose à ce que le juge de paix ordonne que l'appréciation sera faite par eux; mais l'art. 42 C. P. C. en disant que le juge de paix *nommera* les experts, autorise ce magistrat à faire cette nomination d'office.—*V.* MM. B. S. P. p. 303, not. 9; Lep. p. 88, quest. 1re; Pig. *Comm.* t. 1, p. 105, Delap. t. 1, p. 37; Carr. t. 1, p. 80, n° 174; et J. A. t. 10, p. 417, n° 6.

4. Dans quels cas et comment doit se rédiger le procès-verbal?— Ce n'est que lorsque la présence du juge de paix est requise et nécessaire que la descente peut avoir lieu (art. 8 du tarif), et le procès-verbal doit être rédigé par le greffier et signé par le juge et les experts. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 108 et 109; B. S. P. p. 306, n° 28; et Carr. t. 1, p. 82, n° 179. — Le rapport d'experts peut être ordonné sans que la descente ait lieu. Il peut arriver que, dans ce cas, les experts aient opéré hors du ressort de la justice de paix; il faut alors nécessairement un rapport ou un procès-verbal. C'est ce qu'enseigne M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 110. — M. Biret, t. 2, p. 299, pense que lorsque la cause est en dernier ressort, et que le jugement n'est pas rendu sur les lieux, le juge de paix doit dresser procès-verbal; mais l'art. 43 C. P. C. est contraire à cette opinion, qui n'est point partagée par M. Carr. t. 1, p. 82, n° 180.—*V.* J. A. t. 10, p. 417, n° 7.

5. Le juge de paix pourrait-il refuser l'insertion au procès-verbal de toutes les déclarations ou observations des parties, ou de leurs fondés de pouvoirs? — La négative est soutenue par MM. Carr. t. 1, p. 81, n° 178; Delap. p. 36, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 108. —*V.* J. A. t. 10, p. 418, n° 8.

Art. 2. *Descente de lieux devant les tribunaux ordinaires.*

6. La partie qui requiert une descente doit-elle le faire par écrit? — MM. Carr. t. 1, p. 721, not. 1re et 723, n° 1140; Pig. t. 1, p. 370; et F. L. t. 2, p. 76, pensent que la descente peut être demandée verbalement à l'audience. Les auteurs du Pr. Fr. induits sans doute en erreur par les souvenirs de l'ancienne jurisprudence, disent, t. 2, p. 215, que la descente doit être demandée par requête; elle pourrait l'être ainsi, mais la taxe de cette requête ne se trouverait point au tarif.—*V.* J. A. t. 10, p. 419, n° 9.

7. Est-il laissé à l'arbitrage du juge d'ordonner ou de refuser la descente sur les lieux?—Il semble résulter des termes de l'art. 295 C. P. C. que les juges peuvent ordonner ou refuser la descente, même dans le cas où elle est requise par une partie.—MM. Carr. t. 1, p. 721, n° 1137, et p. 722, n° 1138; B. S. P. p. 309, not. 3; Delap. t. 1, p. 287 et 289; Th. Desm. p. 145; Pig. *Comm.* t. 1, p. 551; Pr. Fr. t. 2, p. 214; F. L. t. 2, p. p. 76; Lep. p. 202; et J. A. t. 10, p. 419, n° 10, émettent cette opinion.— *V.* J. A. *loco citato*.— C'est aussi ce qui a été décidé par la Cour de cassation. — Cass. 11 déc. 1827, t. 35, p. 111.

8. Comment se fait la signification de l'ordonnance, si l'une des parties n'a pas constitué avoué? — Cette question suppose que la descente peut être ordonnée par défaut; et c'est en effet ce qui peut avoir lieu, ainsi que l'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 726, à la not.; Lep. p. 204, quest. 2; et J. A. t. 10, p. 422, n° 13.—Dans ce cas, la signification de l'ordonnance se fait par exploit à la partie défaillante.—*V.* MM. Pig. t. 1, p. 372; Pig. *Comm.* t. 1, p. 553; Pr. Fr. t. 2, p. 217; D. C. p. 223; Carr. t. 1, p. 726, n° 1147; Lep. *loc. cit.*; F. L. t. 2, p. 77, § 3, et J. A. *loc. cit.*

9. Chacun des juges d'un tribunal peut-il être choisi pour descendre sur les lieux? — Sous l'ordonnance de 1667, le rapporteur ne pouvait être commis, mais cette prohibition n'existe plus. C'est ce qu'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 274, n° 1142; Pr. Fr. t. 2, p. 216; F. L. t. 2, p. 76, § 3; Merl. *Rép.* t. 3, p. 606; D. C. p. 233. —*V.* J. A. t. 10, p. 421, n° 11.—Le tribunal pourrait même s'y transporter tout entier.— *V.* J. A. *loc. cit.* — Cependant V. *infrà*, n° 12.

10. Le ministère public n'est pas tenu d'assister à une descente de lieux, dans une cause intéressant une commune, et où il ne figure que comme partie jointe.— Cass. 2 janv. 1834, t. 47, p. 487.

11. La nomination de plusieurs juges-commissaires pour une descente sur les lieux ne vicie pas la procédure qui l'a suivie, et ne peut suffire pour faire annuler le procès-verbal qui a été dressé. —Metz, 3 janv. 1812, t. 15, p. 239, n° 67.

12. Doit être annulé le jugement basé sur une visite de lieux faite par le tribunal entier, sans que le transport ait été préalablement ordonné, ni que les parties l'aient demandé, et sans qu'il en ait été dressé procès-verbal. — Agen, 7 déc. 1809, t. 10, p. 414, n° 4.— C'est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 723, n° 1141; et B. S. P. p. 310, observ. 9.—V. *suprà*, n° 9.

13. Est nul le jugement d'un tribunal de simple police énonçant que le tribunal qui l'a rendu *a vu et accédé les lieux contentieux*, si rien n'établit que ce transport ait été préalablement ordonné, ni que les parties aient été présentes ou mises en demeure d'assister. — Cass. 11 juin 1830, t. 40, p. 69.

14. Un tribunal peut commettre, pour descendre sur les lieux, un juge de paix.—Bord. 15 mars 1809, t. 10, p. 411, n° 1.—C'est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 724, n° 1144, et F. L. t. 2, p. 77. — *V.* la distinction que fait M. Pig. *Comm.* et qui est adoptée J. A.— *V.* aussi M. Delap. t. 1, p. 289. — Pour le cas où c'est un juge étranger au tribunal qui est commis, V. MM. Carr. t. 1, p. 727, n° 1150, et F. L. t. 2, p. 77.

15. Mais, en cas de seconde visite par suite de l'annulation d'une première, le même juge de paix

— Renn. 1er juin 1813, t. 10, p. 438, n° 5. Mais un tuteur peut valablement se désister de l'appel d'un jugement qui statue sur les droits mobiliers de son pupille.— Gren. 26 août 1825, t. 33, p. 147. — *V.* MM. Carr. *loc. cit.*; Pig. t. 1, p. 482, n° 2; Pig. *Comm.* t. 1, p. 690, nos 2, et 693, *in princ.*; B. S. P. p. 367, n° 1; Pr. Fr. *loc. cit.* et F. L. t. 2, p. 79.

2. Il serait loisible à un officier ministériel d'abandonner un acte de procédure pour en formaliser un second, pourvu que le désistement du premier n'entraînât pas la perte de l'action ou ne causât pas un préjudice quelconque au client.—Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 34, n° 1452; Pig. t. 1, p. 478, n° 2; Pr. Fr. t. 2, p. 415; et F. L. t. 2, p. 79. — V. *infrà*, n° 67.

3. Tout désistement par un mineur donne lieu à restitution, sauf le cas où il serait prouvé qu'il n'a point été lésé par suite de ce désistement.— Cass. 4 mars 1806, t. 10, p. 427, n° 4.—V. *suprà*, n° 1.

4. Le poursuivant d'une saisie immobilière peut renoncer aux errements de la procédure en se soumettant à tous les dépens frustratoires, et sans avoir besoin du consentement du saisi qui l'attaque comme vicieuse; c'est moins d'un désistement que d'un acquiescement pur et simple à une demande qu'il s'agit dans ce cas. — Besanç. 24 fév. 1813, t. 10, p. 473, n° 29.

5. Le désistement de l'appel d'un jugement prononçant la séparation de corps équivaut à un acquiescement et n'est pas valable.— Caen, 15 déc. 1826, t. 33, p. 81.

6. Le maire d'une commune peut acquiescer à une demande formée contre elle et se désister des prétentions qu'elle peut avoir à une propriété, lorsqu'il y est autorisé par une délibération du conseil municipal approuvée par le conseil de préfecture. — Cass. 6 fév. 1816, t. 10, p. 483, n° 33. — *V.* MM. M. *Q. D.* v° *commune*, § 3; B. S. P. p. 365, not. 17, observations 2.

7. Un maire ne peut sans autorisation se désister d'un appel qu'il a interjeté pour sa commune, même sans y avoir été autorisé. — Toulouse, 21 mars 1832, t. 42, p. 678.

7 *bis*. Un préfet peut renoncer à un appel qu'il a interjeté dans l'intérêt du domaine public. — Nanci, 15 nov. 1831, t. 44, p. 33.

8. L'individu qui a interjeté appel du jugement qui a prononcé son interdiction, peut valablement se désister de cet appel.— Bord. 3 juill. 1829, t. 37, p. 225. — Cela est conforme à l'opinion de M. Delvinc. — *V. ibid.* nos observ.

9. L'administration qui a obtenu et exécuté un jugement expropriant un individu pour cause d'utilité publique, ne peut se désister de la demande par laquelle elle a provoqué cette décision. — Bord. 16 janv. 1832, t. 43, p. 534. — *V.* MM. Merl. *Rép.* vis *contrat judiciaire* et *désistement*, et *Quest. de Droit*, v° *tierce opposition*, § 3; et B. S. P. p. 367.

10. Un créancier peut demander la nullité du désistement consenti par son débiteur, lorsque ce désistement préjudicie à ses droits. — Paris, 24 fév. 1806, t. 10, p. 436, n° 27. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 2, p. 35, n° 1453; F. L. t. 2, p. 81; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 694, n° 2.

11. Le ministère public n'a pas le droit de se désister d'un pourvoi dont il a régulièrement saisi la Cour suprême. — Cass. 3 janv. 1834, t. 47, p. 595.—V. *infrà*, n° 70.

Chap. II. *Comment a lieu le désistement?* — Art. 1er. *Forme du désistement.* — § 1er. *Désistement exprès.*

12. L'acte de désistement doit être signé de la partie ou de son mandataire, non-seulement sur l'original, mais encore sur la copie signifiée à la partie adverse. — Brux. 25 mai 1810, et 2 juin 1821, t. 10, p. 450, n° 13. — *V.* C. T. t. 1, p. 390-2.

13. Un désistement non signé par la partie à la requête de laquelle il est signifié, et non accepté par l'autre partie, ne peut produire aucun effet. — Lyon, 14 déc. 1810, t. 10, p. 460, n° 20. — Cette opinion, approuvée au J. A. est celle de presque tous les auteurs; toutefois pour les diverses nuances, *V.* MM. Carr. n° 1456, 1457 et 1462; B. S. P. p. 367, not. 6, 368, not. 7, et 770, not. 36, § 2; Pig. t. 1, p. 478 et 480; F. L. t. 2, p. 80; Lep. p. 264. — *V.* cependant *infrà*, n° 19.

14. L'omission de la signature d'un acte de désistement peut se réparer dans un acte subséquent. — Aix, 3 mars 1807, t. 10, p. 440, n° 7.

15. Un désistement quoique signé par l'avoué de la partie qui se désiste n'est pas suffisant, si l'avoué ne représente pas la procuration spéciale donnée à cet effet par la partie. — Besanç. 20 fév. 1807, t. 10, p. 440, n° 6.

16. Si le mari qui plaide conjointement avec sa femme se désiste tant en son nom qu'au nom de celle-ci, le désistement est nul s'il n'est pas signé à la fois par le mari et par la femme. — Besanç. 17 fév. 1817, t. 10, p. 488, n° 39.

17. La partie qui n'a pas, en première instance, proposé la nullité résultante du défaut de signature du désistement, n'est plus recevable à la présenter en appel. — Renn. 24 déc. 1829, t. 38, p. 56. — *V. ibid.* nos observ.

18. La disposition de l'art. 402 C. P. C. est purement facultative; la partie qui ne sait pas écrire peut obtenir un arrêt qui lui donne acte du désistement respectivement consenti et accepté aux frais de celui qui se désiste. — Lim. 17 juill. 1816, t. 10, p. 484, n° 35. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 27, note 1, § 2.

19. Un désistement fait par acte d'huissier est valable quoique non signé de la partie ni de son mandataire. — Toul. 3 fév. 1832, t. 43, p. 593. — V. *suprà*, n° 13, et *infrà*, n° 25.

20. Le désistement consigné dans un procès-verbal dressé par un juge de paix incompétent doit produire son effet lorsque ce procès-verbal est signé des parties. — Turin, 23 juin 1807, t. 16, p. 593, n° 52.

21. Un désistement d'appel contenu dans un exploit d'offres réelles faites pour obéir aux condamnations prononcées par le jugement de première instance, et accepté par celui qui avait obtenu la condamnation, est suffisant pour mettre fin au procès.—Nîm. 27 mars 1817, t. 10, p. 485, n° 36.

22. La déclaration du demandeur portant qu'ayant pris vue et inspection des titres qui lui sont opposés, il se désiste des fins et conclusions de sa requête, emporte le désistement. — Cass. 21 germ. an x, t. 10, p. 434, n° 1.

23. La lettre d'un directeur de régie qui, d'après l'avis de son administration, pense qu'il convient de se désister d'une action intentée, ne peut constituer un véritable désistement. — Besanç. 12 mars 1807, t. 20, p. 441, n° 8. — V. *infrà*, n° 37.

24. En cause d'appel, le désistement n'est pas valablement signifié à l'avoué de première instance, lorsqu'il y a eu déjà contestation en cause devant la Cour d'appel. — Nîm. 20 mars 1812, t. 10, p. 472, n° 26; C. T. t. 1, p. 391-7.

25. Le désistement d'un appel peut être fait par huissier, de même que par acte d'avoué; mais il doit, dans l'un ou l'autre cas, être signé par l'appelant, à peine de nullité. — Agen, 28 janv. 1833, t. 44, p. 276. — *V. suprà* nos 13 et 19 et les numéros qui suivent.

26. Aucune loi n'ordonne que le désistement sera signifié à l'avoué de la partie adverse; il suffit qu'il le soit au domicile de celle-ci. — Besanç. 8 mai 1816, t. 10, p. 484, n° 34.

27. Décidé au contraire que le désistement doit, pour être valable, être signifié d'avoué à avoué. — La signification par acte extrajudiciaire serait sans effet. — Montp. 31 juill. 1821, t. 10, p. 492, n° 42. — *V.* des observ. et MM. Carr. t. 2, p. 34, n° 330; Pig. t. 1, p. 478, § 3, et 480, n° 4; F. L. t. 2, p. 79, n° 2; B. S. P. p. 367, note 5; D. C. p. 292; et C. T. t. 1, p. 391-5. — *V. suprà*, nos 13, 19 et 25.

28 et 29. Le désistement peut être valablement fait par acte notarié, notifié à la partie adverse par acte extrajudiciaire. — C. T. t. 1, p. 390-4. — *V. suprà*, nos 13, 19 et 25, et *infrà*, n° 38.

30. En matière commerciale on peut signifier le désistement par simple exploit extrajudiciaire. — Paris, 25 mars 1814, t. 4, p. 586, n° 59. — *V. suprà*, n°s 13, 18 et 25.

31. Le désistement d'une saisie immobilière est valablement fait à l'audience en l'absence du saisi dûment appelé. — Cass. 12 mars 1813, t. 13, p. 211, n° 336.

32. Lorsque dans une cause il existe plusieurs appelants, et que l'intimé qui se désiste de son action ne fait signifier son acte de désistement qu'en une copie à l'avoué commun de ses adversaires, ceux-ci ont droit d'exiger un arrêt. — Riom, 7 juill. 1825, t. 31, p. 97.

33. Est nulle la déclaration non signée d'une partie, et par laquelle son avoué renonce après les plaidoiries à soutenir sa demande, en se bornant à faire des réserves pour ses autres droits. — Lyon, 30 juin 1831, t. 40, p. 687. — *V. suprà*, nos 13, 19 et 25.

34. Le désistement peut être accepté à l'audience, et les juges ont le droit d'en donner acte, sans qu'il soit besoin d'une signification préalable d'avoué à avoué.—Renn. 31 janv. 1811, t. 10, p. 464, n° 22. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 41, n° 1465; PIG. t. 1, p. 479, n° 8; PIG. *Comm.* t. 1, p. 691, n° 4; et B. S. P. p. 368, note 8, no 1. — *V. suprà*, n°s 13 et 19.

35 et 36. La partie à laquelle un désistement a été signifié par acte d'avoué peut, au lieu de l'accepter, faire porter la cause à l'audience pour faire constater le désistement par un arrêt aux frais de celui qui se désiste. — Nîm. 23 juin, 1829, t. 39, p. 152.—Toul. 30 janv. 1830, et Nanci, 15 nov. 1831, t. 39, p. 77, et t. 44, p. 32.

§ 2. *Désistement tacite.*

37. Le désistement ne peut pas résulter de l'intention de se désister manifestée dans des lettres. —Bourg. 28 fév. 1829. De Larivière et autres C. de Canillac. — V. *suprà*, no 23.

38. Un désistement n'étant soumis à aucune forme particulière, la mainlevée d'une saisie-arrêt consentie par acte notarié et notifié au saisi et au tiers saisi, emporte désistement de l'action en validité de la saisie. — Amiens, 11 août 1826. Taffu C. Postelle.—V. *suprà*, no 28.

39 et 40. Il n'y a pas désistement d'une demande en divorce dans celle en séparation de biens introduite postérieurement. — Paris, 1er mess. an XII, t. 10, p. 435, n° 2.

41. On ne peut soutenir qu'une partie s'est désistée de l'assignation donnée à sa requête, lorsqu'elle donne surabondamment une nouvelle assignation en soutenant la validité de la première. — Cass. 27 avril 1813, t. 13, p. 181, n° 190 *bis*.

Art. 2. *Acceptation du désistement. Réserves.*

42. L'acceptation d'un désistement n'est valable qu'autant qu'il est revêtu des mêmes formes que le désistement; mais ces formes ne sont pas sacramentelles. — Gren. 17 fév. 1832, t. 45, p. 456. — C. T. t. 1, p. 392-9.

43. Un désistement peut être valablement accepté à l'audience; mais les frais que ce mode d'acceptation peut entraîner restent à la charge de l'acceptant. — Gren. 7 fév. 1834, t. 46, p. 337.— *V. ibid.* nos observ. et C. T. t. 1, p. 392-11.

44. Un créancier peut être réputé avoir accepté le désistement d'un fol enchérisseur au jugement ordonnant qu'il soit passé outre à l'adjudication définitive, s'il continue les poursuites postérieures à l'adjudication préparatoire. — Toul. 3 fév. 1832, t. 43, p. 593.

45. Lorsque de la part d'un demandeur il n'y a eu d'autre acte de procédure que le seul exploit d'ajournement, et que le cité n'a pas encore constitué avoué, le premier peut signifier au second son désistement de la citation, sans que ce désistement, pour être valable, doive être fait et accepté dans les formes prescrites par les art. 402 et 403 C. P. C. — Brux. 27 oct. 1824.

46. Par suite, si le demandeur a fait assigner son adversaire devant un autre tribunal, ce dernier ne peut pas opposer à cette nouvelle demande l'exception de litispendance motivée sur la première citation dont le demandeur s'est ainsi désisté. — Brux. 27 oct. 1824.

47. Le refus d'un désistement ne le rend pas sans effet; il a seulement pour résultat de soumettre au tribunal la question de savoir s'il doit rester saisi malgré le désistement. — Cass. 12 déc. 1820, t. 10, p. 489, n° 41.

48. Est nul le désistement d'un appel portant qu'il a pour effet de conduire à l'exécution pure et simple du jugement dont est appel, avec réserve de faire déclarer les intimés non recevables dans le cas où ils l'attaqueraient eux-mêmes, et de reproduire en ce cas tous les griefs contre ce jugement. — Gren. 21 avril 1832, t. 45, p. 516.

49. Les juges peuvent prononcer la validité d'un désistement, quoique le défendeur ait refusé de l'accepter comme contenant la réserve d'intenter une nouvelle action. — Paris, 11 janv. 1832, t. 44, p. 355.

50. Le désistement ne doit pas être accepté par le juge, lorsqu'il est dénué de motifs légitimes, et qu'il paraît n'être formé que dans l'intention de se soustraire au jugement en conservant son action. — Douai, 26 fév. 1825, t. 32, p. 318.

51. Un désistement d'appel n'a pas besoin, pour opérer son effet, de l'acceptation de l'intimé. — Cass. 18 mars 1811, 21 déc. 1819. — Montpellier, 23 mai 1828, t. 10, p. 465, n° 24, p. 488, no 38, et t. 35, p. 297. — Toul. 3 fév. 1832, t. 43, p. 595.—*V.* M. CARR. p. 34, not. 1; et C. T. t. 1, p. 393-12. — V. *infrà*, nos 55 et 56.

52 et 53. L'acceptation du désistement d'un appel ne produit aucun effet si elle n'est signifiée qu'après qu'il a été rétracté. — Bord. 20 mai 1831.

54. Le désistement d'une demande peut être valablement rétracté tant qu'il n'a pas été accepté. — Cass. 9 déc. 1824, t. 35, p. 156. — *V.* C. T. t. 1, p. 391-8. — V. *infrà*, n° 64.

55. Le désistement d'appel se régit comme le désistement de toute autre instance : en conséquence il peut être rétracté tant qu'il n'a pas été accepté. — Bord. 21 nov. 1828, t. 38, p. 23 et 170. — Toul. 23 juin 1829. — Bord. 28 mars et 20 mai 1831. Moutastier C. Moutastier.—Dussain C. Ducour.— V. *suprà*, n° 51.

56. Le désistement d'un appel produit tous ses effets dès qu'il est signifié, et ne peut être révoqué avant qu'il soit accepté. — Lim. 31 déc. 1832, t. 43, p. 422. — V. *suprà*, n° 51 et 55.

57 et 58 Un désistement doit être pur et simple; s'il renferme quelques conditions, il peut être refusé par la partie adverse. — Orl. 29 avril 1807, 13 janv. et 9 mars 1808. — Turin, 8 juill. 1807. — Paris, 24 août 1810. — Besanç. 30 avril 1810. — Renn. 16 fév. 1820. — Amiens, 16 nov. 1821. — Bourges, 1er déc. 1821. — Toul. 18 janv. 1823. — Bord. 22 août 1820. — Agen, 29 déc. 1824, t. 10, p. 442, n° 10, et t. 32, p. 307. — Le refus ne peut entraîner contre la partie d'où il provient aucune condamnation de dépens. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 39, n°s 1460 et 1463; B. S. P. p. 368, not. 7; F. L. t. 2, p. 80, no 5; TH. DESM. p. 173; HAUT. p. 212. — Quant aux actes de procédure non encore suivis de jugement, la partie et son avoué peuvent déclarer ne plus vouloir s'en servir et recommencer leur procédure, si toutefois ils sont encore dans les délais.—Tel est l'avis de M. F. L. t. 2, p. 82, no 8; B. S. P. p. 771, not. 36 *bis*; CARR. t. 1, p. 36, n° 1455; D. C. t. 2, p. 292 et 293. — *V.* la distinction établie par MM. B. S. P. p. 367, note 2; et PIG. *Comm.* t. 1, p. 342.

59. N'est pas recevable le désistement de l'appel d'un jugement préparatoire, sous la réserve d'en interjeter ultérieurement appel avec celui du jugement définitif.— Amiens, 11 mai 1832, t. 24, p. 152.

60. Mais un désistement n'est pas nul parce qu'il est accompagné de motifs, pourvu qu'il n'y ait pas de condition. — Amiens, 23 mai 1826, t. 35, p. 161. — V. *suprà*, n° 57.

61. Il n'est pas nécessaire, pour

qu'un désistement soit valable, qu'il contienne offre de payer les frais. — Amiens, 11 août 1826. Baillu C. Postelle.

62. L'offre du désistement d'un appel peut être retractée, si elle a été faite sous une condition que l'intimé n'a pas acceptée. — Toul. 25 mai 1821, t. 42, p. 293. — V. *suprà*, n° 51 et suiv.

63. L'avoué qui a occupé pour la partie dont les prétentions ont été rejetées, n'a aucune qualité pour recevoir le désistement du bénéfice du jugement de la part de celui qui a obtenu gain de cause. — Cass. 28 juill. 1824, t. 27, p. 69.

64. Le désistement peut être rétracté par la partie qui l'a offert, si l'avoué de la partie adverse l'a accepté sans en avoir le mandat spécial, et quoique les qualités non signifiées d'un jugement par défaut qui en donne acte déclarent que celui-ci l'a accepté en personne avec l'assistance de son avoué. — Dijon, 17 déc. 1828, t. 40, p. 186. — V. *suprà*, n° 54.

65. Quand le désistement est conçu en termes injurieux pour le défendeur, il peut être admis en justice avec la suppression des termes injurieux dont cette partie a à se plaindre. — Paris, 8 août 1809, t. 10, p. 457, n° 18. — Tel est l'avis de MM. CARR. t. 2, p. 40, n° 1464; et F. L. t. 2, p. 80, n° 5.

CHAP. III. *Effets du désistement.* — Art. 1er. *Quant à l'action.*

66. Lorsqu'une partie se désiste, le tribunal doit donner acte du désistement sans prononcer sur le fond. — Renn. 24 déc. 1829, t. 38, p. 56. — *V. ibid.* nos observ.

67. Le désistement pur et simple anéantit l'action, qui ne peut être reprise même postérieurement à une action criminelle suivie d'un jugement qui ferait présumer la première action fondée. — Paris, 22 juill. 1813, t. 10, p. 474, n° 30. — Cette décision paraît contraire à notre système de procédure à MM. CARR. t. 2, p. 41, not. 1; F. L. t. 2, p. 81, n° 7; PR. FR. t. 2, p. 416, not. 1; PIG. *Comm.* t. 1, p. 695, n° 2; D. C. p. 292 et 294; B. P. p. 368; PIG. p. 61 et 977. — Ces auteurs pensent que l'action n'est éteinte qu'autant qu'il y a manifestation expresse ou implicite de renoncer au fond du droit. — MM. CARR. n° 1468, et PR. FR. t. 2, p. 417, assimilent le désistement à la péremption. — Le désistement, étant de la même nature que les offres, peut être rétracté tant qu'il n'a pas été accepté, à moins qu'il n'en résulte un acquiescement à un jugement déjà rendu. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 41, n° 1466; PIG. t. 1, p. 479 et 480, nos 3 et 4; PIG. *Comm.* t. 1, p. 691; B. S. P. p. 368; PR. FR. t. 2, p. 417; F. L. t. 2, p. 80; D. C. p. 293; HAUT. p. 211; LEP. p. 263; et DELAP. p. 372. — V. *suprà*, n° 2.

68. Le désistement que fait la direction de l'enregistrement d'une contrainte n'emporte pas désistement de son action, si le redevable attaquait de nullité la contrainte, et s'il y a lieu de croire que le désistement n'a eu pour but que de renoncer à un acte qui aurait pu être déclaré nul. — Cass. 16 mai 1821, t. 23, p. 186.

69. Le désistement du mari d'une plainte en adultère, même en appel, lorsque la femme a été condamnée en première instance, arrête la poursuite du ministère public tant contre la femme que contre le complice. — Lyon, 12 juill. 1827. N. et la dame A. C. le ministère public. — Cass. 17 août 1827. Brondet et Aujogne. — C'est un point de jurisprudence constante.

70. Le désistement de la partie, en matière criminelle et correctionnelle, fait disparaître entièrement le pourvoi en cassation. — Brux. 23 oct. 1828, t. 40, p. 22. — V. *suprà*, n° 11.

71. On peut se désister d'une procédure irrégulière en divorce pour en intenter une nouvelle. — Cass. 10 mai 1809, t. 10, p. 456, n° 15.

72. Comme aussi l'époux demandeur en divorce qui, n'ayant pas énoncé dans sa requête plusieurs faits importants, se désiste de la procédure avec réserve de ses droits quant au fond de l'action, peut reproduire son action en divorce et articuler de nouveaux faits. — Paris, 18 mars 1811, t. 10, p. 464, n° 23. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 41.

73. Lorsqu'un créancier hypothécaire a poursuivi le tiers détenteur de l'immeuble sur lequel frappe son hypothèque, et que le vendeur est intervenu dans l'instance en expropriation forcée pour faire acquitter une partie du prix qui lui était encore due, l'instance ne peut pas être éteinte par le désistement fait et accepté du créancier poursuivant, et le vendeur a le droit de continuer contre l'acquéreur les poursuites commencées. — Cass. 30 août 1825, t. 30, p. 161.

74. Le désistement donné devant la Cour de l'action en revendication formée par un tiers, relativement à des biens indûment compris dans une saisie immobilière, ne saurait être opposé à l'adjudicataire qui, loin d'interjeter appel du jugement qui annule son adjudication, déclare au contraire s'en tenir à ce qui a été jugé. — Paris, 20 juill. 1826, t. 32, p. 252.

75. L'action en nullité d'une vente en revendication d'un immeuble, intentée par plusieurs personnes ayant un intérêt commun, est divisible en ce sens qu'en cas de désistement de quelques-uns des demandeurs, la revendication ne peut être admise, en faveur des autres, que déduction faite des portions afférentes à ceux qui se sont désistés. — Cass. 16 janv. 1811, t. 2, p. 410, n° 42.

76. On doit considérer comme emportant renonciation l'acte par lequel une partie déclare se désister de la demande formée à sa requête, si ce désistement est la suite d'une transaction antérieurement passée entre les parties sur leurs prétentions respectives. — Cass. 22 janv. 1833, t. 44, p. 173.

77. Un désistement valablement offert et accepté n'a pas besoin d'être suivi de jugement. — C. T. t. 1, p. 393-14. — V. *suprà*, n° 27, 28 et suiv.

78. Le désistement d'appel accepté emporte de plein droit, c'est-à-dire sans jugement, consentement à ce que les choses soient remises dans l'état où elles étaient avant l'appel. — Renn. 28 janv. 1813, 2 juill. 1818, t. 10, p. 4-2, n° 27. — Cela est incontestable. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 27, note 2.

79. L'appelant qui s'est désisté purement et simplement de son appel ne peut de nouveau interjeter appel du jugement de première instance. — Paris, 6 déc. 1833, t. 47, p. 599.

80. La partie qui dans un acte de désistement d'appel se réserve le droit d'interjeter un nouvel appel ne peut user de cette faculté que dans le délai de 3 mois prescrit par l'article 443 C. P. C. — Bord. 14 juill. 1829, t. 37, p. 234 (1).

81. On peut statuer sur l'appel incident, quoique le désistement de l'appelant rende l'appel principal sans objet. — Paris, 8 août 1809, t. 10, p. 458, n° 19. — *V.* M. CARR. n° 1453.

82. Ainsi le désistement de l'appel principal ne peut pas priver l'intimé du bénéfice d'une demande incidente, ou d'un appel incident antérieur. — Paris, 29 déc. 1825. — Aix, 2 fév. 1826, t. 31, p. 235.

83. Lorsque l'appelant se désiste de son appel sans condition ni réserve, l'intimé n'est pas recevable à interjeter un appel incident s'il n'a pas de motifs légitimes pour refuser le désistement, et il doit être condamné aux dépens s'il a contesté ce désistement. — Renn. 16 mai 1820, t. 10, p. 488, n° 40. — V. *infrà*, n° 96.

84. Lorsqu'un appel incident et un désistement ont été signifiés de part et d'autre le même jour, sans que rien ne prouve la priorité d'un de ces actes, l'appel incident est recevable. — Montp. 31 juill. 1821, t. 10, p. 492, n° 43.

85. Lorsqu'une partie s'est désistée d'un jugement rendu sur son opposition à un jugement par défaut, les juges ne peuvent plus réformer la décision prise par ce premier jugement. — Cass. 27 avril 1807, t. 10, p. 441, n° 9. — *V.* M. B. S. P. p. 23, not. 31, § 2.

(1) Pour avoir une idée complète des effets d'un désistement relativement à l'appel, il faut se reporter à notre mot *Appel*, nos 690 à 697.

86. Dès qu'une partie s'est désistée de son opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'un jugement arbitral, la partie adverse peut exécuter cette sentence, même quand elle n'aurait pas déclaré accepter le désistement. — Cass. 2 déc. 1828, t. 36, p. 184.

87. Lorsque deux tribunaux sont également compétents pour connaître d'une demande, le tribunal qui se trouve saisi le premier doit prononcer à l'exclusion de l'autre, sans être arrêté par le désistement du demandeur. — Cass. 19 mars 1812. — Renn. 21 nov. 1818, t. 10, p. 466, nº 25.

88. Comme aussi, lorsqu'une instance est commencée devant un tribunal qui a déjà rendu un jugement interlocutoire, on ne peut s'en désister, pour la reprendre devant un autre tribunal.—Trèves, 3 août 1809, t. 10, p. 457, nº 17. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 34, note 3.

89. Le tribunal de commerce saisi d'une demande, par suite d'un désistement signifié dans une instance pendante devant un tribunal civil, ne doit pas se dessaisir et renvoyer les parties devant la juridiction civile, mais surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le désistement. — Paris, 11 janv. 1832, t. 44, p. 355.

90. Lorsqu'une partie déclare se désister de son action devant un tribunal de police, le croyant incompétent, le tribunal de police peut refuser d'accueillir le désistement s'il juge l'affaire de sa compétence.—Cass. 31 déc. 1818, t. 10, p. 486, nº 37.

Art. 2. — *Quant aux frais.*

91. L'appelant qui se désiste d'un appel irrégulièrement interjeté dans la huitaine de la prononciation, est obligé de payer les honoraires de l'avoué qu'a constitué l'intimé dans la huitaine de la signification de cet appel; et il en serait de même si l'appelant avait, dans son acte de désistement, interjeté un nouvel appel régulier. — C. T. t. 1, p. 396-25. — Lorsque l'intimé se désiste, l'appelant peut exiger qu'il soit donné acte du désistement par la Cour, aux frais de l'intimé. — Brux. 20 avr. 1809, 25 mai 1810. — Renn. 20 nov. 1816. — Amiens, 2 juin 1821. — Renn. 5 avr. 1824. — Brux. 27 mars 1828, t. 10, p. 450, nº 14, t. 38, p. 17. — V. *suprà*, chap. 2, no 35. — Telle n'est pas l'opinion de MM. COFF. HAUT. p. 212; et PIG. *Comm.* t. 1, p. 693, not. 1. — *Contrà*, M. CARR. t. 2, p. 38 et 41, nºs 1459 et 1467. — *V.* aussi MM. B. S. P. p. 368, not. 6; et PIG. t. 1, p. 480, nº 4.

92. Les frais du jugement qui donne acte du désistement sont à la charge de la partie qui se désiste, si elle ne signifie le désistement qu'au moment où les juges allaient statuer, en telle sorte que son adversaire n'ait pu l'accepter par un simple acte. — Bord. 18 mars 1830. Branthome C. Dessel. — *V.* le nº qui précède.

93. La mainlevée d'une saisie donnée par acte authentique à toutes les parties intéressées est un désistement suffisant de la demande en validité de la saisie-arrêt; ce désistement emporte de plein droit l'obligation de payer les frais. —Amiens, 11 août 1826. Taffu C. Postelle.

94. Lorsqu'en appel une partie se désiste d'une demande sur laquelle avait statué le jugement de première instance en même temps que sur une autre, les frais de la première demande ne peuvent être supportés que par la partie qui s'en est désistée.—Cass. 6 fév. 1828, t. 35, p. 189.

95. Celui qui s'est constitué partie civile dans une affaire poursuivie dans l'intérêt *de la société* ne peut point, dans le cas d'acquittement de l'accusé, se soustraire au paiement des frais par un désistement qui n'a pas été notifié au ministère public.—Cass. 5 fév. 1813, t. 10, p. 472, nº 28.—C. T. t. 1, p. 397-25.

96. La partie qui refuse mal à propos le désistement doit être condamnée aux dépens du jugement qui la force à accepter. — Cass. 12 déc. 1820, t. 10, p. 489, nº 41 *bis*. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 80; B. S. P. p. 771, not. 36; CARR. t. 2, p. 34, not. 1; LEP. p. 263; PIG. *Comm.* t. 1, p. 691 et 692; et PIG. p. 479, nº 3. — *V. suprà*, nº 83.

DESSINS.

1. Ordonnance du roi contenant des dispositions relatives à la publication de tous dessins gravés ou lithographiés.—1er mai 1822, t. 24, p. 132.

DESTINATAIRE. *V. Trib. comm.* 459.

DESTITUTION. *V. Greff.* 33. — *Not.* 93 *et s.*—*Off. minist.* 8 *et s.*—*Renvoi*, 11.

DÉTENTEUR A TITRE UNIVERSEL. *V. Exploit*, 309.

DÉTENTION DE PIÈCES. *V. Req. civ.* 20 *et s.*

DÉTOURNEMENT. *V. Sais.-exéc.* 227.

DETTE DU PRINCE. *V. Action*, 17.

DETTE DE L'ÉTAT. *V. Action*, 12.

DETTE LIQUIDE. *V. Exéc.* 12.

DETTE NON EXIGIBLE. *V. Sais. imm.* 625.

DETTE PUBLIQUE (1).

1. Loi sur la dette publique et l'amortissement. — 1er mai 1825, t. 28, p. 317.

2. Ordonnance qui détermine le mode d'exécution de la loi sur la dette publique. — 1er mai 1825, t. 28, p. 319.

(1) *V.* notre mot *Contributions.*

DIFFAMATION. *V. Appel*, 117.— *Exploit*, 172, 321.— *Plaid.* 28 *et s.*— *Trib.* 240 *et s.* 387.

DIFFÉRENCE DE PRIX. *V. Sais. imm.* 722.

DIFFÉREND. *V. Récus.* 7.

DIGUE. *V. Jug. paix*, 189.

DIRECTEURS DES CONTRIBUTIONS. *V. Sais. imm.* 294.

DIRECTEUR DE L'ENREGISTREMENT. *V. Exp.* 196.

DIRES. *V. Distrib. c.*— *Ordre.*— *Sais. imm.* 493, 499.

DISCIPLINE. *V. Appel*, 314. — *Aud.* 17. — *Av.* 289 *et s.*— *Cass.* 70 *ter*, 364 *et s.* — *Discipl. j.* — *Greffe*, 60. — *Huiss.* 179 *et s.*— *Jug.* 479. — *Récus.* 35.

DISCIPLINE JUDICIAIRE (1).

A. 1er. Délits disciplinaires commis par des magistrats, 1 à 17. — A. 2. Délits ordinaires, 18 à 30.

Art. 1er. *Délits disciplinaires commis par des magistrats.*

1. Un magistrat compromet la dignité de son caractère en s'affiliant à des sociétés qui peuvent être regardées comme hostiles au gouvernement et aux institutions constitutionnelles. — Lim. 19 avr. 1833, t. 45, p. 747.

2. Toute protestation par laquelle un magistrat, s'isolant de ses collègues, publie même indirectement son opinion personnelle, porte atteinte au secret des délibérations, ainsi qu'à l'autorité de la chose jugée. — Cass. 21 avr. 1827, t. 33, p. 154.

3. Pour qu'une Cour royale puisse exercer le pouvoir disciplinaire d'appeler devant elle les juges qui ont compromis la dignité de leur caractère, il suffit qu'elle sache que le tribunal de première instance néglige de poursuivre, sans qu'il soit besoin de citation au magistrat inculpé de la part du ministère public. — Cass. 23 mars 1826, t. 34, p. 20. — Lim. 19 avr. 1833, t. 45, p. 747.

4. Quant au mode de procéder en matière de discipline, la Cour n'est pas limitée aux chefs d'inculpation qui ont été l'objet de la plainte et du réquisitoire du ministère public; elle est valablement saisie de tous les éléments qui peuvent la mettre à même d'apprécier la pureté des actions de ceux de ses membres dont la conduite est soumise à son examen. —Orl. 9 janv. 1817, t. 10, p. 565, nº 21.

5. La Cour, toutes les chambres assemblées, est compétente pour appliquer simultanément à deux magistrats une peine quelconque de discipline, quand les faits reprochés à l'un deux et à raison desquels il est cité devant la Cour viennent implicitement se lier aux inculpations qu'il adresse à l'autre par voie de récrimination. On

(1) *V. Tribunaux.*

n'est point ici en justice réglée; et lorsque les juges réunis en tribunal de famille se croient suffisamment éclairés, ils ne sont point tenus de surseoir à prononcer jusqu'à ce que le magistrat nouvellement inculpé ait été régulièrement cité, en cette qualité, à comparaître devant les chambres de la Cour réunies. — Orl. 23 août 1823, t. 10 p. 577 n° 33.

6. L'avertissement spécifié en l'art. 49 de la loi du 5 avril 1810 n'entraîne avec lui aucune disposition pénale: cependant, quoique cet avertissement paraisse ne devoir être donné que par le premier président de la Cour au magistrat qui aurait manqué à sa propre dignité, la Cour peut, si avant toute citation devant elle le magistrat n'a point été averti, faire l'application de cette disposition de l'art. 49 et le prononcer dans un arrêt.— Orl. 23 août 1823, t. 10, p. 578, n° 34.

7. L'assemblée générale d'une Cour royale, pour statuer en matière de discipline, doit, à peine de nullité, comprendre ceux de ses membres qui composent une Cour d'assises. — Cass. 24 nov. 1825, t. 30, p. 295. — *V.* le n° suiv.

8. Lorsqu'en matière de discipline une Cour est saisie d'un appel en assemblée générale, elle doit au total réunir autant de membres que chacune des chambres en compte séparément pour la validité de ses décisions (art. 61, 62, 63 et 67 du décret du 6 juill. 1810, et 27 de l'ordonnance royale du 20 nov. 1822). — Cass. 3 août 1831, t. 41, n° 605. — *V.* le n° qui précède.

9. En matière de discipline, le partage des juges sur leur compétence n'autorise pas le renvoi du prévenu. — Bourg. 11 juill. 1827, t. 34, p. 104. — Il y a lieu au renvoi pur et simple, quand le partage existe en matière criminelle ou correctionnelle.

10 et 11. Le ministre de la justice seul a le droit de réviser les décisions des Cours royales prononçant, par forme de discipline, sur des poursuites dirigées contre des magistrats à raison de leurs fonctions, et ces actes de discipline ne sont pas sujets au recours en cassation. — Cass. 12 fév. 1813, 26 janv. 1830, t. 10, p. 557, t. 38, p. 165. — *V.* MM. Henr. de Pans. *Autorité jud.* t. 1, p. 437; Carr. *Comp.* t. 1, p. 189, n° 102, p. 191, n° 103, et F. L. t. 2, p. 109.— *V.* le n° suiv.

12. Ainsi la Cour de cassation est incompétente pour connaître des décisions prises par les Cours royales en matière de discipline judiciaire, soit quant à ces décisions elles-mêmes, soit quant aux incidents auxquels elles donnent lieu. Il n'y a de recours possible, en cette matière, que devant le ministre de la justice.— Cass. 17 juill. 1823, t. 25, p. 270.— *V.* le n° qui précède.

13. Lorsqu'un juge a été condamné à une peine correctionnelle, la Cour de cassation a le droit de lui infliger une peine disciplinaire et de le suspendre de ses fonctions. — Cass. 8 déc. 1809, t. 10, p. 535, n° 9.

14. Un juge de paix qui a été condamné à une peine correctionnelle pour cause de délit peut être suspendu de ses fonctions, encore qu'il les ait reprises après avoir subi sa peine. — Cass. 27 juill. 1810, t. 10, p. 552, n° 12.— *V.* le n° qui précède.

15. Le magistrat ne peut avoir de défenseur devant la Cour de cassation, quoique le ministère public requière une suspension indéfinie.— Cass. 30 nov. 1820, t. 10, p. 576, n° 32. — Quoiqu'il n'y ait pas eu d'arrêt contraire, cependant dans l'affaire de M. Fouquet on lui a permis de se faire défendre.

16. La punition de discipline infligée à un magistrat n'est point un obstacle à la poursuite de ce magistrat, à raison du même fait, devant les tribunaux correctionnels, dans l'intérêt de la vindicte publique. — Cass. 12 mai 1827. Marcadier C. Beuré et Cadat.

17. Le procureur général et le ministre de la justice ont seuls le droit de censurer les officiers du ministère public. — Cass. 8 déc. 1820. Int. de la loi C. Laborde.

Art. 2. *Délits ordinaires.*

18. La loi du 8 oct. 1830, en attribuant aux Cours d'assises la connaissance de tous les délits commis par voie de publication, ne contient pas d'exception quant aux magistrats; ainsi un président de tribunal prévenu d'outrages publics envers des fonctionnaires, est mal fondé à réclamer la juridiction de la Cour royale, déterminée par les art. 479 et 483 C. I. C. — Douai, 1er mars 1831, t. 40, p. 173.

19. Un juge est justiciable, non pas de la Cour royale, mais du tribunal correctionnel, à raison d'un délit qui lui est imputé, s'il a cessé ses fonctions entre l'époque de ce délit et celle de la citation qui lui a été donnée.—Poit. 25 janv. 1831. Chauvreau C. minist. public. — *V.* le n° qui suit.

20. Lorsqu'un juge suppléant d'un tribunal de première instance a commis un délit correctionnel hors de ses fonctions, il n'est, comme le serait un juge, justiciable que de la Cour royale.— Cass. 20 mai 1826, t. 31, p. 335.—Jugé de même par la même Cour le 20 mai 1826, et le 5 mai 1832 par la Cour de cassation, même dans le cas où le juge suppléant aurait été, lors des poursuites, dépouillé de ses fonctions. — Le même arrêt applique sa décision aux greffiers. —*V.* le n° précédent.

21. — Même lorsqu'ils sont prévenus de délits par eux commis hors de l'exercice de leurs fonctions.—Caen, 11 fév. 1830. Vinnebau C. Vannier et Lecoq.— Même Cour, 4 juin 1830.—Cass. 4 juin 1830.

22. Le suppléant d'un juge de paix prévenu d'un délit doit être jugé par la Cour royale et non par le tribunal de police correctionnelle.—Toul. 5 mai et 21 août 1829. Bertrand C. Monredon.

23. Jugé au contraire que le suppléant d'un juge de paix doit être traduit non devant la Cour royale, comme le juge de paix lui-même, mais devant le tribunal correctionnel. — Pau et Caen, 26 fév. 1830. Minist. public C. Dufour.

24. Le ministre de la justice saisi par une dénonciation contre des officiers ressortissant de son administration, est compétent pour vérifier les faits articulés et pour en déclarer la fausseté. — Cass. 12 mai 1827. Marcadier C. Beuré et Cadat.

25. Les règles de la compétence établies pour la poursuite des crimes et délits commis par des magistrats hors de l'exercice de leurs fonctions, doivent être suivies lorsque les poursuites sont dirigées contre des membres des Cours royales des colonies, pour un fait commis en France par ces magistrats. — Cass. 29 janv. 1825, t. 30, p. 30.

26. Le procureur général seul peut citer devant la Cour royale le juge qui a commis un délit, et s'il ne le fait pas, la partie lésée n'en a pas le droit.— Toul. 5 mai et 21 août 1829. Bertrand C. Monredon.

27. Le droit d'être jugé par la Cour royale pour un délit à eux imputé, appartient non-seulement aux juges de première instance, mais encore à leurs complices. — Cass. 5 mai 1832.

28. Une Cour royale ne peut être saisie de la connaissance d'un délit correctionnel commis par un membre de la Cour royale que par renvoi de la Cour de cassation. — Cass. 2 mai 1818, t. 10, p. p. 568, n° 25.

29. La Cour de cassation ne peut décider s'il y a lieu à poursuivre un membre de la Cour royale, sur une plainte en délit correctionnel, que sur le vu de la plainte et des pièces de l'instruction transmises par le ministre de la justice.—Cass. 2 mai 1818, t. 10, p. 568, n° 26.

30. Lorsqu'un membre d'une Cour royale commet un délit, il ne peut être jugé qu'après une ordonnance préalable de la Cour de cassation; mais l'instruction peut se commencer avant cette autorisation, pourvu qu'il ne soit décerné contre le magistrat aucun mandat, ni procédé à aucun interrogatoire. — Cass. 26 avril 1821, t. 23, p. 115.

DISCUSSION. *V. Sais. imm.* 77 *et s.* 1220 *bis.*

DISJONCTION. *V. Tier. opp.* 4.

DISPENSE. *V. Acte.* 273 *et s.*

DISPENSE D'INVENTAIRE. *V. Scell. inv.* 76 *et s.*

DISPOSITIF. *V. Cass.* 110 *et s.*—

DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION (1).

CHAP. Ier. *Conditions antérieures.* —Art. 1er. *Quand y a-t-il lieu à contribution?*

1. Quand y a-t-il lieu à la contribution? — C'est, d'après l'art. 656 C. P. C., toutes les fois que les deniers arrêtés ou le prix des ventes ne suffisent pas à payer les créanciers; il n'est pas nécessaire, ainsi que le prétendent MM. COMM. t. 2, p. 230, et HAUT. p. 355, que le débiteur soit en déconfiture et qu'il n'ait pas de quoi payer tout ce qu'il doit. — *V.* M. D. C. p. 427. — M. COMM. *ub. suprà*, dit aussi que la distribution par contribution n'a point lieu à l'égard des immeubles; mais les art. 2097 et 2147 C. C. repoussent cette opinion. — *V.* MM. D. C., CARR. t. 2, p. 495, n° 2157, et LEP. p. 420, qui semblent partager l'opinion de M. COMM. — *V.* J. A. t. 10, p. 604, n° 11.

2. Lorsque les deniers provenant d'une vente par saisie-exécution sont suffisants pour acquitter le montant des causes de la saisie et des oppositions, doivent-ils néanmoins rester entre les mains de l'huissier exploitant, *pendant le délai d'un mois*, pour être distribués non-seulement entre le saisissant et les créanciers connus par leur opposition, mais encore aux créanciers inconnus qui pourraient former opposition dans le même délai? — *En d'autres termes* : les créanciers de la partie saisie qui forment opposition après la vente, mais dans le mois, sont-ils fondés à demander la consignation et la distribution par contribution du prix des adjudications, si ce prix a été distribué, *avant leur opposition*, tant au créancier saisissant qu'aux créanciers opposants lors de la vente? —Résol. négat.—Brux. 7 mai 1822.

3. Quels sont les droits des créanciers d'un créancier qui n'a pas formé opposition? — Ils peuvent former opposition pour leur débiteur. — Cette opposition est notifiée à celui pour qui et sur qui elle est faite; si le débiteur a formé opposition, on se borne à former opposition sur lui. — La seconde distribution se fait lorsque la première est achevée; pour y parvenir, on présente requête afin de faire nommer un commissaire; dès cette requête, on demande à être autorisé à se faire délivrer le mandement de la somme attribuée au créancier.—Le surplus des procédures est le même que celui de la première distribution; c'est ce qu'enseigne M. PIG. t. 2, p. 202. — *V.* J. A. t. 10, p. 613, n° 20.

4. Que doivent faire les créanciers qui s'accordent? — Ils règlent entre eux le mode de distribution avec délégation sur le détenteur des deniers; l'acte doit être signifié à celui-ci s'il n'y est pas partie; le consentement du saisi est nécessaire; s'il ne le donne pas, il faut obtenir jugement. — Si des créanciers sont d'accord pour la distribution et si d'autres résistent, les premiers peuvent passer un acte portant délégation pour tous et assigner les autres en homologation. — Les résistants peuvent être condamnés aux dépens. — Tel est l'avis de MM. PIG. t. 2, p. 171, et F. L. t. 2, p. 112. — Lorsque les deniers sont insuffisants, les créanciers ne peuvent pas être contraints à la distribution amiable. — *V.* MM. PIG. t. 2, p. 172 et 173; B. S. P. p. 556; HAUT. p. 356; CARR. t. 2, p. 495, n° 2158, et p. 496, n° 2160; D. C. p. 434; et J. A. t. 10, p. 605, n° 12.

Art. 2. *De la consignation.*

5. Qui doit consigner? — L'art. 657 C. P. C. ne parle que de l'officier qui a fait la vente; mais l'art. 2, § 8, de l'ordonnance du 3 juill. 1816, exige le versement à la caisse des consignations des sommes saisies et arrêtées entre les mains des dépositaires ou débiteurs, à quelque titre que ce soit; de celles qui proviendraient de ventes de biens, meubles de toute espèce, par suite de toute sorte de saisies ou même de ventes volontaires, lorsqu'il y aura des oppositions dans les cas prévus par les art. 656 et 657 C. P. C. — *V.* MM F. L. t. 2, p. 113; CARR. t. 2, p. 496, n°s 2162, 2163, 2164 et 2165; PIG. t. 2, p. 173 et 181; PIG. *Comm.* t. 2, p. 242; HAUT. p. 357; LEP. p. 422; DELAP. t. 2, p. 233; B. S. P. p. 556; et J. A. t. 10, p. 607, n° 13.

6. Dans quel délai doit-on consigner? — Dans la huitaine à compter de l'expiration du mois accordé par l'art. 656 C. P. C. — *V.* art. 8 de l'ordonnance du 3 juill. 1816.— *V.* les auteurs du PR. FR. t. 4, p. 286; CARR. t. 2, p. 496, n° 2161; B. S. P. p. 555; PIG. t. 2, p. 172; F. L. t. 2, p. 112; DELAP. t. 2, p. 233 et 234; et J. A. t. 10, p. 608, n° 14.

7. Quels sont les effets de la consignation? — Le consignataire ne peut se dessaisir qu'après la mainlevée des oppositions et qu'en faveur des personnes désignées par le jugement qui statue sur ces oppositions. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 497, n° 2164, et B. S. P. p. 555, not. 11. — Un autre effet de la consignation est de libérer celui qui consigne. — Si la chose vient à périr, ce n'est ni pour les créanciers opposants, ni pour le consignant, mais pour le saisi qu'elle périra; lui seul est en retard d'exécuter son obligation. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 242; et J. A. t. 10, p. 609, n° 15.

Art. 3. *A qui appartient la poursuite, et devant quel tribunal se poursuit la contribution?*

8. A qui appartient la poursuite de la distribution? — Au saisissant ou à la partie la plus diligente, ou au saisi, comme l'enseigne M. PIG. t. 2, p. 173. — S'il se présente plusieurs requérants, le président détermine à qui appartient la poursuite, et sa décision n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel. — *V.* MM. TH. DESM. p. 241; F. L. t. 2, p. 113; CARR. t. 2, p. 498 n°s 3167 et 3168; PIG. t. 2, p. 173; et J. A. t. 10, p. 610, n° 16.

9. Lorsque plusieurs saisies-arrêts exercées contre le même débiteur par les mêmes créanciers ont donné lieu à des demandes en distribution de deniers devant deux tribunaux différents, c'est au tribunal premier saisi que la distribution doit être attribuée.— Cass. 23 août 1809, t. 10, p. 587, n° 3. — Quel est le tribunal qui doit connaître de la distribution? On distingue si les deniers proviennent d'une saisie-arrêt ou s'ils proviennent d'une vente.—*V.* MM. B. S. P. p. 557, not. 15, n° 3; CARR. t. 2, p. 499; F. L. t. 2, p. 113; HAUT. p. 357; et LEP. p. 426, 7e quest.

9 *bis*. En matière de distribution par contribution, la subrogation peut-elle être demandée comme en matière d'ordre? — Et l'émolu-

(1) *V. Délib.* 53. — *Enreg.* 146. *Greffe*, 28. — *Ordre.* — *Sais.-a.* 201. — *Succ.* 49.— *Tier. opp.* 30. — *Trib. comm.* 349.

ment de la requête en subrogation doit-il être le même dans le premier cas que dans le second? — Dissert. t. 44, p. 76.

CHAP. II. *Procédure.* — Art. 1er. *Comment se poursuit la contribution? Forclusion faute de produire.*

10. Un tribunal ne peut lui-même, en l'absence du saisi, procéder à la distribution par contribution à lui demandée ; il doit, sous peine de nullité, ordonner que cette opération soit faite devant un juge-commissaire.— Cass. 29 août 1832, t. 44, p. 98.—V. *ibid.* nos observ.

11. Comment se requiert la contribution? — Les art. 658 C. P. C. et 4 de l'ordonnance du 3 juill. 1816 prescrivent les formes à suivre.—*V.* MM. CARR. t. 2, p. 495, nº 2158, p. 498, not. 2; F. L. t. 2, p. 112 et 113; D. C. p. 426; HAUT. p. 357; PIG. t. 2, p. 175; et J. A. t. 10, p. 611, nº 17.

12. Comment les créanciers sont-ils sommés de produire? — Le poursuivant doit être autorisé à faire la sommation par une ordonnance qui s'obtient sur requête. — La sommation de produire est signifiée aux opposants par acte d'avoué à avoué, s'ils en ont constitué, sinon par exploit.— Le poursuivant n'est tenu de sommer que les créanciers opposants, mais il doit les sommer tous, selon MM. DELAP. t. 2, p. 286, et B. S. P. p. 557, not. 16, excepté cependant, suivant M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 247, ceux qui n'auraient formé opposition que depuis la nomination du juge-commissaire.—*V.* MM. CARR. t. 2, p. 499, nº 2171; B. S. P. *ubi suprà*; F. L. t. 2, p. 213; PIG. t. 2, p. 175; PIG. *Comm.* t. 2, p. 247; LEP. p. 423, 4e quest.; et J. A. t. 10, p. 612, nº 18.

13. L'avoué poursuivant a droit à une vacation, si au lieu d'avoir ouvert son procès-verbal au moment où l'ordonnance est délivrée, le juge commissaire ne l'ouvre qu'après la production des créanciers. — C. T. t. 2, p. 152-16.

14. Les créanciers opposants avant la délivrance de l'ordonnance du juge-commissaire doivent seuls être sommés de produire à la contribution. Ceux dont l'opposition est postérieure à cette ordonnance doivent se présenter à la contribution, et ils sont déchus du droit d'y figurer utilement s'ils n'interviennent qu'après le règlement provisoire. — Paris, 28 mars 1831, t. 41, p. 535.

15. L'avoué poursuivant a droit à une vacation pour requérir soit du greffier de la justice de paix, soit du commissaire-priseur, l'extrait des oppositions. — C. T. t. 2, p. 151-11.

16. Le commissaire-priseur qui délivre cet extrait a droit à 25 c. par chaque opposition. — C. T. t. 2, p. 151-13.

17. Il n'est point dû de vacation à l'avoué poursuivant pour le dépôt de l'extrait des oppositions et autres pièces, et pour faire le dire d'ouverture. — C. T. t. 2, p. 152-16.

18. Comment se font l'acte de demande en collocation et la production? — Cet acte n'est autre, dit M. D. C. p. 431, que l'état ou l'inventaire sommaire des titres et autres pièces que l'on produit, lequel se termine par des conclusions tendantes à la collocation avec constitution d'avoué.—L'acte doit être signé de l'avoué, suivant MM. CARR. t. 2, p. 499, nº 2171, et PIG. t. 2, p. 177. — Il ne doit point être signifié (art. 97 du tarif). — *V.* MM. CARR. *ub. sup.*; PIG. t. 2, p. 178; et B. S. P. p. 557, not. 19. — La réquisition du poursuivant équivaut à une demande, suivant M. B. S. P. p. 556, not. 15, nº 2. — La production doit se faire au greffe. — *V.* D. C. p. 431, et J. A. t. 10, p. 613, nº 19.

19. Ce n'est qu'à partir de la dernière sommation que commence à courir, pour tous les créanciers, le délai d'un mois, passé lequel délai on ne peut plus produire dans une distribution par contribution.—Rouen, 2 fév. 1827, t. 33, p. 165. — Paris, 7 fév. 1833, t. 44, p. 361. — V. *infrà*, nº 22, *in fin.*

20. Le propriétaire, quoique privilégié pour raison des loyers à lui dus, doit produire comme les autres créanciers, mais il n'est pas obligé d'attendre le résultat de la distribution; il peut faire citer la partie saisie et l'avoué le plus ancien en référé devant le juge-commissaire pour faire statuer préliminairement sur son privilége. — C. T. t. 2, p. 153-25.

21. Il suffit, pour n'être point passible de la forclusion prononcée par l'art. 660 C. P. C., de former sa demande en collocation dans le mois, et on peut produire ses titres jusqu'au jugement définitif. — Paris, 30 juill. 1828, t. 35, p. 65.

22 et 23. Le créancier qui n'a pas produit ses titres dans le délai d'un mois est forclos. — Paris, 13 août 1811 et 12 nov. 1825, t. 10, p. 591, nº 5, et t. 32, nº 203. — Lors même qu'il offrirait de supporter les frais de sa production tardive. — Bord. 30 mars 1829, t. 37, p. 187. — M. D. C. p. 432, dit que les créanciers peuvent produire dans la quinzaine donnée pour contredire. L'art. 660 paraît contraire à cette décision. — Le créancier qui n'a pas produit dans le délai d'un mois peut-il encore produire, si le juge n'a pas clos son procès-verbal? — Oui. — Paris, 11 déc. 1822, t. 24, p. 364. — MM. COFF. et DELAP. t. 2, p. 241, sont d'avis de la forclusion, ainsi que MM. CARR. t. 2, p. 499, nº 2173; TH. DESM. p. 242; F. L. t. 2, p. 113; et PIG. t. 2, p. 190. — *V.* M. B. S. P. p. 547, not. 18 et 779-49. — C'est à partir de la dernière sommation que court le délai d'un mois pour tous les créanciers. — C'est aussi l'avis de M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 248. — Nous pensons avec M. LEP. p. 425, que si le débiteur n'avait pas d'avoué constitué lors de la sommation qui lui serait faite par exploit, le délai serait augmenté à raison de l'éloignement de son domicile. — V. *suprà*, nº 19, et *infrà*, nº 26.

24. Un délai fatal ne peut être opposé aux créanciers non opposants, si les deniers ont augmenté depuis la sommation. — Paris, 27 juin 1811, t. 10, p. 589, nº 4. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 500, nº 2174.

25 et 26. Le créancier qui n'a formé opposition et qui n'a produit qu'après le règlement provisoire est définitivement forclos. — Paris, 7 et 30 juill. 1829, t. 38, p. 122.— V. *suprà*, nº 22.

27. En cas de faillite d'un débiteur, des créanciers peuvent intervenir dans une distribution par contribution, même après le règlement provisoire. — Rouen, 18 avr. 1828. Quermène C. Lucas.

27 *bis*. Il n'est pas dû de vacation à l'avoué qui requiert la forclusion des créanciers qui n'ont pas pris communication du procès-verbal dénoncé. — C. T. t. 2, p. 156-41.

28. L'émolument accordé à l'avoué pour l'acte et production aux termes de l'art. 97 du tarif, comprend non-seulement la rédaction de l'acte reproduit, mais la vacation pour le présenter et le faire enregistrer sur le procès-verbal de contribution.—C. T. t. 2, p. 153-23.

29. Le greffier obtient un franc cinquante centimes pour le dépôt des titres de créance, et ce pour chaque production. Il n'est rien dû à l'avoué pour cet objet. — C. T. t. 2, p. 153-24.

30. L'avoué poursuivant n'a pas droit à une vacation pour requérir la clôture du procès-verbal de productions.—C. T. t. 2, p. 154-30.

Art. 2. *Comment se dresse la collocation provisoire?*

31. Comment se dresse l'état de collocation? — Le juge peut y procéder d'office, suivant MM. CARR. t. 2, p. 503, nº 2178, et DELAP. t. 4, p. 240. — A mesure que les demandes de collocation arrivent, le juge-commissaire le constate, et il procède ensuite à la distribution. Le procès-verbal contient l'ouverture de l'opération, la remise des productions, la mention qu'il a été procédé à la distribution, la clôture de l'opération, la communication, et, si l'opération est contestée, le renvoi à l'audience, sinon la clôture du procès-verbal. — Suivant M. F. L. t. 2, p. 114, il est fait deux classes, l'une des privilégiés, l'autre des créanciers ordinaires. — *V.* au surplus pour toutes les règles à suivre dans la rédaction de l'état de collocation, MM. PIG. t. 2, p. 179; D. C. p. 431; HAUT. p. 359; et J. A. t. 10, p. 614, nº 21.

32. Qui doit être colloqué? — Les deniers à distribuer le sont par contribution entre tous les

créanciers du débiteur, s'il n'existe des causes légitimes de préférence. — Les créanciers du défunt, au moyen de la séparation des patrimoines, doivent être préférés à ceux de l'héritier. — M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 255, pense que les créanciers opposants avant la consignation doivent être colloqués en entier avant les opposants postérieurs, et que si les opposants antérieurs sont ceux du successeur, ils doivent être préférés aux créanciers postérieurs du défunt — Cette opinion est combattue J. A. t. 10, p. 615, n° 22.

33. Le créancier qui, s'étant présenté à un ordre, n'a été colloqué que sur des capitaux de rentes viagères, a le droit de venir prendre part à une distribution en vertu de la même créance; sa collocation n'est qu'une indication de paiement, surtout si les capitaux de rentes viagères sont éventuels. — Poit. 24 mars 1830, t. 38, p. 209.

34. Tant que la distribution des deniers saisis-arrêtés n'est pas faite, de nouveaux créanciers peuvent former une nouvelle saisie et participer à la distribution. — Gren. 29 déc. 1818, t. 10, p. 599, n° 9.— *V.* v° *saisie-arrêt*, l'arrêt de la Cour de Paris du 30 juin 1826 qui décide que le jugement qui, rendu contradictoirement avec le tiers-saisi et la partie saisie, déclare valable une saisie-arrêt, n'établit point un privilége en faveur des premiers saisissants, tant que le paiement n'a pas été effectué.

35. Le créancier poursuivant ne doit point être préféré aux autres créanciers opposants dans la distribution des deniers provenant de la rente sur saisie-exécution. — Brux. 11 déc. 1806, t. 10, p. 586, n° 1. — M. Comm. t. 2, p. 230, dit le contraire. — Mais ce système est repoussé par MM. D. C. p. 417, et Carr. t. 2, p. 495, not. 1, et 503, not. 1.

36. Comment fait-on statuer sur les priviléges? — L'art. 661 dit que l'acte de production contiendra la demande à fin de privilége. — Cette forme n'est pas prescrite à peine de nullité, et la demande pourrait même être formée après le mois. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 113; Pig. *Comm.* t. 2, p. 250; D. C. p. 431; Lep. p. 421; et Delap. t. 2, p. 237. — Le même article 661 donne au propriétaire un droit qui ne peut pas appartenir à tout autre, celui de faire statuer préliminairement sur son privilége pour raison des loyers à lui dus. — Pour cela, le propriétaire se fait indiquer verbalement un jour par le juge-commissaire, et par une sommation à l'avoué du saisi, s'il y en a un, sinon à personne ou domicile et à l'avoué plus ancien, il les appelle devant le magistrat. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 501, n° 2175; Pig. t. 2, p. 178; Pig. *Comm.* t. 2, p. 251; F. L. t. 2, p. 114; B. S. P. p. 561, n° 35; Delap. t. 2, p. 237; Haut. p. 358; et J. A. t. 10, p. 616, n° 23.

37. Loi relative au privilége du trésor public pour le recouvrement des contributions directes. — 12 nov. 1808, t. 19, p. 417, n° 24.

Art. 3. *Comment s'élèvent et se jugent les contestations* (1)?

38. Que doit-il être fait après la clôture de l'état de distribution provisoire?—Le poursuivant doit, aux termes de l'art. 663 C. P. C., dénoncer par acte d'avoué ou par exploit, s'il n'y a pas d'avoué, suivant MM. B. S. P. p. 558, not. 22, et F. L. t. 2, p. 114, la clôture du procès-verbal aux créanciers produisants et à la partie saisie, avec sommation d'en prendre communication et de contredire sur le procès-verbal du juge-commissaire dans la quinzaine — *V.* MM. Delap. t. 2, p. 240; D. C. p. 432; Carr. t. 2, p. 504, n° 2179; J. A. t. 10, p. 618, n° 24.

39. Dans quels cas y a-t-il lieu à contredit? — Le saisi peut opposer que la créance colloquée n'existe plus en tout ou en partie; il ne peut opposer le terme (1188 C. C.), mais il peut opposer la condition non remplie — Le créancier peut demander que le montant de la collocation reste en dépôt jusqu'à l'événement (1180 C. C.) — Tel est l'avis de M. Pig. t. 2, p. 191. Le même auteur, p. 192, pense que le saisi ne peut soulever les questions de priviléges qui n'intéressent que les créanciers entre eux. — Les créanciers peuvent opposer tous les moyens qui appartiennent au saisi leur débiteur. — Les difficultés peuvent porter sur le fond des créances, ou sur la forme de la distribution. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 259 et 262. — *V.* aussi J. A. t. 10, p. 618, n° 22.

40. En matière de contribution, un créancier n'est pas recevable, après la quinzaine de la sommation, à contester une collocation, encore qu'il ait fait un dire sur le procès-verbal. — Paris, 17 juin 1813, t. 10, p. 594, n° 7.—M. Delap. t. 2, p. 241, pense le contraire, dans le cas où le commissaire n'aurait pas clos son procès-verbal.—Cette opinion est combattue J. A. *ibid.*

41. La forclusion prononcée par l'art. 664 C. P. C. n'a pas lieu de plein droit. — Renn. 31 mai 1813, t. 10, p. 593, n° 6. — Cette décision est critiquée par M. Carr. t. 2, p. 504, n° 2180

42. Lorsqu'un créancier a contesté en temps utile, un autre créancier peut être reçu à contester après le règlement provisoire. — Paris, 7 et 30 juill. 1829, t. 38, p. 122.

43. Comment se poursuit l'audience après les contredits consignés au procès-verbal? — Les art. 666 et 667 C. P. C. déterminent les formes à suivre. — Suivant M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 251, si un créancier opposant ne veut pas s'en rapporter à l'avoué défendeur commun, il peut contester individuellement, mais il supporte les frais auxquels la contestation particulière donne lieu, sans pouvoir les répéter ni les employer en aucun cas.— Il est des cas où l'on doit appeler un autre avoué que le plus ancien: 1° celui où le client de l'avoué a le même intérêt que le créancier contesté; 2° celui où ce client est sans intérêt, au moins suivant l'avis de MM. Pig. t. 2, p. 193; Carr. t. 2, p. 506, n° 2187; B. S. P. p. 558, not. 29; et F. L. t. 2, p. 116.—La partie qui n'aurait pas d'avoué devrait être appelée par exploit, suivant M. Carr. t. 2, p. 506, n° 2186 —*V.* MM. Lep. p. 432; Thom. Desm. p. 433; les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 293; et J. A. t. 10, p. 619, n° 26.

44. Quelque nombreuses que soient les difficultés relatives au règlement provisoire, elles doivent être jugées par un seul jugement — C. T. t. 2, p. 158-54.

45. Comment se jugent les difficultés qui naissent des contredits? — Il résulte de ces mots de l'art. 666, *sans autre procédure*, que l'on ne peut répondre par écrit à l'acte au moyen duquel l'audience est poursuivie. C'est ce qu'enseignent MM. Carr. t. 2, p. 507, n° 2189; Pig. t. 2, p. 193; F. L. t. 2, p. 116; D. C. p. 433, et Haut. p. 361. — Le créancier contestant qui ne se présente pas à l'audience est jugé contradictoirement, parce que l'existence de son dire au procès-verbal le met en état de *qualités posées*, suivant l'avis de M. F. L. t. 2, p. 116.— V. *infrà*, n° 49. — M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 263, dit que l'usage est, à Paris, d'admettre les parties à plaider *avant* le rapport, et il paraît approuver cet usage; mais MM. Carr. t. 2, p. 507, n° 2190; Pig. t. 2, p. 193; D. C. p. 433; F. L. t. 2, p. 116, et J. A. t. 10, p. 620, n° 27, disent que les plaidoiries doivent avoir lieu *après* le rapport. — *V.* C. T. t. 2, p. 157-53. J. A. t. 10, p. 620, n°s 27-28 *bis*.

46. Lorsqu'au jour indiqué le rapport est renvoyé à une autre audience, il n'est pas nécessaire de donner un nouvel avenir.—C. T. t. 2, p. 157-51.

47 et 48. Le procès-verbal ne doit pas être signifié.— C. T. t. 2, p. 157-52.

49. Les jugements rendus par défaut en matière de distribution par contribution sont-ils susceptibles d'opposition? — En cas de négative, en est-il de même d'un jugement par défaut, rendu sur la question préalable de savoir s'il y a lieu ou non d'ouvrir un procès-verbal de distribution? — Brux. 21 octobre 1819.—V. *suprà*, n° 44.

50. La signification sans réserve entre avoués d'un jugement en

(1) Il est utile de consulter notre mot *Ordre*, plus spécialement sur cet article.

matière de distribution par contribution fait courir le délai de l'appel, même à l'égard du créancier pour lequel occupe l'avoué qui a signifié. — Cass. 24 avril 1833, t. 45, p. 482.

51. Le délai de dix jours pour interjeter appel d'un jugement rendu sur distribution par contribution doit être augmenté en raison des distances du domicile réel de chaque partie. — Nanci, 14 mars 1825, t. 40, p. 105. — V. *infrà*, n° 54.

52 et 53. Est nulle la signification de l'appel qui n'est pas faite au domicile de l'avoué de première instance. — Cass. 19 janv. 1831, t. 40, p. 140. — C. T. t. 2, p. 158-55.

54. Comment se poursuit l'appel du jugement qui a statué sur les contestations? — Suivant MM. CARR. t. 2, p. 508, n°s 2193 et 2194; F. L. t. 117; PIG. t. 2, p. 194; HAUT. p. 361 et DELAP. t. 2, p. 243, le délai des dix jours fixé par l'art. 669 doit être augmenté en raison des distances du domicile réel de chaque partie, par argument de l'art. 763 relatif à l'ordre; mais le contraire a été décidé par arrêts de la Cour de Caen du 4 mars 1828, et de la Cour de Bourg. du 26 fév. 1830. — J. A. t. 37, p. 252, et t. 39, p. 36. — V. *suprà*, n° 51. — Le jour de la signification ne compte pas dans ces dix jours, suivant M. HAUT. p. 363. — L'intimé ne doit signifier que des conclusions motivées par arg. de l'art. 765. C'est aussi ce qu'enseigne M. PIG. t. 2, p. 195, qui ajoute que l'appelant ne peut pas y répondre, puisque l'acte d'appel contient les conclusions et les griefs. — *V.* J. A. t. 10, p. 621, n° 28, et C. T. t. 2, p. 158 et 159, 57 et 58.

55. Les dires sur le procès-verbal ne donnent lieu à aucune vacation. — C. T. t. 2, p. 156-45.

56. Comment sont réglés les frais de la contestation? — M. PIG. t. 2, p. 194, 195 et 196, applique à cette matière les art. 762, 766, 768 et 770 relatifs aux frais en matière d'ordre. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 510, n° 2197. — Aux termes de l'art. 101 du tarif, les frais doivent être taxés comme dans les autres matières, suivant leur nature sommaire ou ordinaire. — *V.* MM. B. S. P. p. 559, not. 32; et CARR. t. 2, p. 508, n° 2191. — *V.* J. A. t. 10, p. 622, n° 29.

57. Quoique l'art. 669 dispose que l'appel sera jugé comme en matière sommaire, il est cependant certain que l'affaire peut être considérée comme ordinaire dans le cas où des contestations particulières se sont jointes à l'action principale. — C. T. t. 2, p. 159-65.

58. Si la collocation contestée est réformée, le contestant qui l'a soutenue est condamné aux dépens. — C. T. t. 2, p. 159-61.

59. Le jugement doit contenir liquidation des frais. — C. T. t. 2, p. 159-60.

60. Les frais de l'avoué du contestant sont colloqués par préférence à toute autre créance sur ce qui reste de deniers à distribuer. — C. T. t. 2, p. 159-61. — Il en est de même des frais faits par l'avoué plus ancien, à moins qu'il n'ait résisté. — *Ibid.* 62.

61. Si la collocation est maintenue, le contestant supporte tous les dépens; l'avoué plus ancien est remboursé par privilége, s'il n'a pas contesté mal à propos. — C. T. t. 2, p. 159-63.

62. Les parties qui succombent sur l'appel doivent être condamnées aux dépens; néanmoins, si l'avoué plus ancien succombe, il a recours contre la masse qu'il a défendue. — C. T. t. 2, p. 159-64.

63. La loi n'exige pas la signification de l'arrêt au domicile de la partie, mais les frais de cette signification ne seraient pas frustratoires. — C. T. t. 2, p. 159-59.

Art. 4. *De la clôture de la distribution.*

64. Le juge-commissaire ne peut-il arrêter la distribution que lorsqu'il n'existe plus aucune contestation? — Il peut arrêter la distribution pour les créances privilégiées, si la contestation ne roule que sur les contribuables, et sur les créances antérieures s'il s'agit d'un privilége (arg. de l'art. 728). C'est aussi ce qu'enseignent MM. CARR. t. 2, p. 505, n° 2185; PIG. t. 2, p. 192; et F. L. t. 2, p. 116. — Ce dernier auteur pense que le dépositaire des deniers ne pourra être tenu à payer qu'après la clôture définitive de l'ordre. — Cette opinion est partagée par M. DELAP. t. 2, p. 241. — *V.* J. A. t. 10, p. 624, n° 30.

65. En quoi consiste la clôture du procès-verbal? — Le juge-commissaire doit, suivant M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 261, avant de clore son procès-verbal, prononcer la déchéance des créanciers non produisants, lorsqu'il n'y a point de contestation; mais lorsqu'il en a existé, suivant ce même auteur p. 266, il faut produire des certificats de l'avoué et du greffier, constatant ou qu'il n'a été formé ni appel ni opposition contre le jugement, ou qu'il n'existe aucune opposition si l'arrêt en est susceptible. — En faisant la clôture du procès-verbal, le juge-commissaire calcule les droits d'enregistrement et de greffe, les intérêts et tous les frais. — *V.* M. F. L. t. 2, p. 115, et J. A. t. 10, p. 624, n° 31. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 161-72.

66. Lorsque le juge-commissaire a clos le procès-verbal, les créanciers antérieurement opposants qui, par la negligence du poursuivant, n'ont pas connu l'ouverture du procès-verbal, ne peuvent provoquer une nouvelle distribution, mais le poursuivant est responsable du préjudice qu'ils ont souffert. — Toul. 12 avr. 1820, t. 10, p. 600, n° 10. — M. PIG. t. 2, p. 260, n'adopte pas cette doctrine, et n'attribue qu'au seul paiement des bordereaux l'effet que l'arrêt accorde à la clôture du procès-verbal. — *V.* le n° suivant.

67. Une fois le procès-verbal de la contribution clos, la distribution des deniers arrêtée entre tous les créanciers saisissants et opposants, et les mandements délivrés, aucun autre créancier n'est plus recevable à former opposition sur les deniers déposés. — Paris, 1er juin 1807, t. 10, p. 587, n° 2. — *V.* le n° qui précède.

68. Le greffier obtient sur chaque mandement ou bordereau un droit de 25 cent. par cent francs du montant de la créance colloquée. — C. T. t. 2, p. 160-70.

69. Comment se fait l'affirmation des créances? — Elle se fait au greffe, sans qu'il soit nécessaire que le créancier prête serment: aussi le législateur ne dit pas que cette affirmation sera faite par le créancier en personne. — *V.* MM. DELAP. t. 2, p. 242, qui soutient qu'il faut un serment; F. L. t. 2, p. 115; et CARR. t. 2, p. 505, n° 2181. — M. F. L. pense que l'affirmation doit être faite par le créancier en personne. — *V.* J. A. t. 10, p. 624, n° 32.

70. Dans la procédure de contribution, il est dû aux avoués un droit de consultation et un droit de correspondance. — C. T. t. 2, p. 161-74.

71. Comment les mandements sont-ils payés? — *V.* le mot *ordre*; les principes sont les mêmes dans l'un et l'autre cas. — J. A. t. 10, p. 625, n° 33.

DOMAINE PUBLIC (1).

1. Ordonnance du roi relative aux formalités qui doivent précéder la concession des relais de mer, alluvions et autres objets dépendants du domaine public. — 23 sept. 1825, t. 30, p. 251.

(1) *V. Appel*, 381, 515, 516, 620. — *Interv.* 96. — *Jug. def.*

DOMMAGES-INTÉRÊTS (1).

1. Le mari qui, après la séparation de corps, ne remet pas à sa femme les biens qui lui appartiennent, peut être condamné à des dommages-intérêts et non pas à une provision. — Angers, 30 août 1809, t. 22, p. 48, vº *tribunaux*, nº 69.

2. Quand le bailleur n'a pas délivré la chose louée en état de réparations de toute espèce, et que pendant le cours du bail il ne les a pas fait faire, le preneur a le droit de lui demander des dommages-intérêts à l'expiration du bail, sans que le bailleur puisse lui objecter qu'il n'a pas été mis en demeure de faire les réparations qui étaient nécessaires. — Renn. 22 déc. 1824, t. 28, p. 126.

3. Quoiqu'un jugement ne prononce pas de condamnation précise à des dommages-intérêts, il y a préjugé qu'il en est dû, s'il a permis à une partie d'en fournir la déclaration, et par conséquent les juges peuvent faire droit sur la demande en dommages-intérêts formée par la partie intéressée. — Renn. 22 avr. 1812, t. 10, p. 631, nº 4. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 301, not. 3, 1º et 2º.

4. Lorsqu'un arrêt a déclaré qu'une partie avait souffert un préjudice résultant d'un retard dans une livraison, il est préjugé qu'il est dû à cette partie des dommages-intérêts dont il ne reste plus qu'à fixer le montant. — Renn. 13 mars 1815, t. 10, p. 631, nº 6.

5. Lorsque le défendeur acquiesce à la déclaration, faut-il qu'il soit rendu un jugement qui en donne acte et le condamne aux dépens? — Oui, suivant MM. CARR. t. 2, p. 327, nº 1840; F. L. t. 2, p. 178; et LEP. p. 357. — *V.* D. C. p. 363, qui pense que le jugement n'est pas nécessaire. — *V.* aussi J. A. t. 10, p. 637, nº 13.

6. Comment se font les offres du défendeur? — Elles se font par acte d'avoué à avoué, et le défendeur doit assigner le demandeur à l'audience pour les voir déclarer valables. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 327, nº 1839; PIG. t. 2, p. 322; F. L. t. 2, p. 178; HAUT. p. 304; DELAP. t. 2, p. 105; D. C. p. 364. — *V.* J. A. t. 10, p. 639, nº 16.

7. L'appelant qui gagne son procès n'a droit à des dommages-intérêts que lorsque le tort qu'il éprouve est évident, et que la mauvaise foi et la fraude de ses adversaires ne peuvent être contestées. — Bourg. 17 juill. 1829, t. 39, p. 216.

8. L'art. 464 C. P. C. qui autorise les juges d'appel à statuer sur les dommages-intérêts soufferts depuis le jugement de première instance, en les considérant comme accessoires du procès principal, peut être étendu aux dommages-intérêts encourus depuis l'arrêt définitif. — Cass. 12 avr. 1817, t. 10, p. 632, nº 7.

9. Les juges d'appel qui accordent des dommages-intérêts pour des faits postérieurs au jugement de première instance doivent les liquider eux-mêmes. — Cass 14 niv. an IX, t. 10, p. 628, nº 1. — *V.* MM. M. Q. D. t. 1, p. 148; CARR. t. 1, p. 301, not. 4; et PR. FR. t. 3, p. 156.

10. Une Cour d'appel est compétente pour liquider les dommages-intérêts accordés par un jugement de première instance dont elle a prononcé la confirmation. — Rome, 26 janv. 1811, t. 10, p. 630, nº 3.

11. Les tribunaux peuvent apprécier eux-mêmes, et sans ordonner une expertise, les dommages-intérêts réclamés par l'une des parties. — Cass. 17 mars 1819, t. 10, p. 635, nº 10. — Cette décision est approuvée par M. F. L. t. 2, p. 178. — Le silence de la loi et la nature du litige autorisent les voies d'instruction que le tribunal jugera nécessaires pour s'éclairer. — C'est aussi ce qu'enseignent MM. CARR. t. 2, p. 328, nº 1841; PIG. t. 2, p. 323; B. S. P. p. 495, not 9; FR. FR. t. 4, p. 25; MERL. *Rép.* t. 4, p. 29, nº 10; *Comm.* t. 2, p. 90, et TH. DESM. p. 211. — Cependant *V.* M. D. C. p. 114. — *V.* les deux numéros qui suivent.

12. Les juges saisis d'une demande en dommages-intérêts à mettre par état peuvent arbitrer ces dommages d'office et sans ordonner que leur mise par état ait lieu. — Bord. 28 janv. 1821. Pascaud C. Delhoume. — *V.* le nº qui précède.

13. Les juges peuvent se refuser à la preuve testimoniale, et régler les dommages-intérêts d'après les données que fournit l'espèce de la cause. — Renn. 22 avril 1812, t. 10, p. 631, nº 5 — *V.* M. CARR. t. 1, p. 301, not 3, nºs 1 et 2. — *V.* les nºs 11 et 12.

14. Les tribunaux peuvent allouer pour indemnité d'un tort causé par un établissement insalubre, des dommages-intérêts dont ils apprécient souverainement la nature, la cause, l'état et la qualité. — Cass. 3 mai 1827

15. Le serment sur le montant des dommages-intérêts ne peut être déféré d'office par le juge, s'il n'est pas constant que cette valeur n'ait pu être déterminée autrement. — Brux. 29 déc. 1821.

16. Les juges qui ordonnent une restitution de fruits ne peuvent en fixer le montant cumulativement avec d'autres condamnations d'intérêts et de dommages-intérêts; il faut, quant aux fruits, que leur liquidation soit précédée d'un compte rendu en justice dans les formes prescrites par le Code de procédure. — Cass. 20 déc. 1819, t. 10, p. 636, nº 11. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 328, à la note.

17. Les arbitres devant lesquels le directeur d'une compagnie a conclu à des dommages-intérêts contre un de ses agents, à raison des malversations de celui-ci et des injustices de la compagnie, peuvent, sans excès de pouvoir, lui en accorder, comme ayant été intempestivement destitué de ses fonctions. — Cass. 29 mars 1832, t. 43, p. 682.

18. Pour exercer une action civile en dommages-intérêts dans une procédure criminelle, il n'est pas nécessaire de suivre les art. 61, 65, 68, 72, 337, 339, et 405 C. P. C. applicables seulement aux procédures civiles. — Cass. 14 juill. 1826, t. 32, p. 83.

19. En matière de banqueroute frauduleuse, l'arrêt d'une Cour d'assises qui acquitte les accusés de complicité ne peut, sur la demande de la partie civile, juger civilement et les condamner à des dommages-intérêts, solidairement

(1) *V. Appel*, 402. — *Aut. femm.* 22. — *Av.* 55 *et s.* — *Cass.* 331. — *Caut.* 64 *et s.* — *Conc.* 15 *et s.* — *Cont. p. c.* 20 *et s.* 59 *et s.* 326, 364 *et s.* — *Dem. n.* 43, 118 *et s.* — *Des.* 41, 83 *et s.* — *Enreg.* 151. — *Exéc. p.* 43, 57. — *Exp.* 55, 106. — *Faillite*, 21 *bis*. — *Faux i.* 144 *et s.* — *Gar.* 24, 111. — *Jug.* 236, 275, 570. — *Jug. p. i.* 70. — *Jug. paix*, 8, 23 *et s.* — *Min. p.* 18. — *Off. minist.* 14, 39, 44 *et s.* — *Pr. à part.* 9. — *Ress.* 184, 284 *et s.* 328 *et s.* 426 *et s.* 447 *et s.* — *Sais.-et s. a.* 64, 91, 208 *bis*. — *Sais.-exéc.* 130. — *Sais. imm.* 626, 642, 890, 1028 — *Trib.* 90 *et s.* 186, 299 *bis*, 477 *et s.* — *Trib. comm.* 586.

avec l'accusé principal déclaré coupable. — Cass. 14 juill. 1826, t. 32, p. 83.

20. Un arrêt de Cour d'assises, qui condamne un accusé comme complice de banqueroute frauduleuse, n'est pas nul par cela seul qu'il ne contient pas la liquidation des dommages-intérêts réclamés par la masse des créanciers, conformément à l'art. 598. — Les juges peuvent, en usant de la faculté que leur accorde l'art. 366 C. I. C., se contenter de commettre un des juges. — Cass. 27 juill. 1820, t. 10, p. 637, n° 12.

21. L'accusé tenu de former sa demande en dommages-intérêts contre son dénonciateur avant le jugement, peut la former après la déclaration du jury. — Cass. 31 mai 1816, t. 5, p. 77, v° *aut. de fem. mar.*, n° 52. — *V.* le n° qui suit.

22. Un témoin peut se constituer partie civile et demander des dommages-intérêts après la déclaration du jury, pourvu qu'il le fasse avant le jugement. — Cour d'assises du Haut-Rhin, 18 mars 1824, t. 26, p. 252. — *V.* le n° qui précède.

23. L'accusé peut valablement conclure contre son dénonciateur à des dommages-intérêts par simple réquisition et sans citation préalable, lorsqu'il se trouve présent à l'audience comme témoin. — Cass. 31 mai 1816, t. 5, p. 77, n° 53, v° *aut. femm. mar.*

24. L'arrêt de la chambre de mise en accusation portant qu'il n'y a pas lieu à suivre ne peut pas être opposé, comme chose jugée, contre l'action civile en dommages-intérêts, lorsque le demandeur ne s'était pas constitué partie civile dans l'action criminelle. — Cass. 10 avril 1822, t. 24, p. 98.

25. La Cour d'assises est seule compétente pour statuer sur les conclusions prises devant elle par une partie civile; et, s'il n'a pas été prononcé sur ces conclusions par la section qui a rendu l'arrêt de condamnation, une autre section doit en connaître. — Poitiers, 7 août 1828, t. 35, p. 292.

26. Les tribunaux criminels sont compétents pour accorder des dommages-intérêts à la partie civile, quoique le procureur du roi n'ayant pas interjeté appel du jugement d'absolution, ils ne puissent prononcer aucune peine contre les prévenus.—3 avril 1829, t. 39, p. 311.

27. Le ministère public ne peut pas être condamné à des dommages-intérêts, quelque préjudice qu'aient occasionné ses poursuites. —Cass. 17 sept. 1825, t. 31, p. 144.

ECHANGE (1).

1. Ordonnance du roi qui détermine les règles à suivre dans l'instruction des demandes d'échanges d'immeubles contre des propriétés de l'État. — 12 déc 1827, t. 34, p. 49.

(1) *V. Enreg.* 247.

ÉLECTIONS (1).

1. Loi sur la révision annuelle des listes électorales et du jury.— 2 juill. 1828, t. 35, p. 16.

2. Ordonnance du 25 juill. 1830, qui réforme, selon les principes de la charte constitutionnelle (dit cette ordonnance), les règles d'élection, et prescrit l'exécution de l'art. 46 de la charte. — T. 39, p. 129.

3. Loi relative à la révision des listes électorales et du jury en 1830. — T. 39, p. 253.

4. Loi sur les élections de la chambre des députés. — Paris, 19 avr. 1831, t. 40, p. 243.

ÉMIGRÉS (2).

1. Loi concernant l'indemnité à accorder aux anciens propriétaires des biens fonds confisqués et vendus au profit de l'État, en vertu des lois sur les émigrés, les condamnés et les déportés révolutionnairement.—27 avr. 1825, t. 28, p. 286.

2. Ordonnance du roi qui fixe

(1) *V. Cass.* 201, 266.—*Plaid.* 23. — *Signif.* 53. — *Tier. opp.* 127, 152. — *Trib.* 429 *et s.* — *Trib. comm.* 6 *et s.*

(2) *V. Acquiesc.* 16 *et s.* — *Appel*, 176.—*Arb.* 7, 113.— *Cass.* 23. — *Dem. n.* 8.—*Enreg.* 73.—*Exéc.* 166. — *Jug. déf.* 141 *bis* —*Perempt.* 16. — *Sais.-a.* 205, 255.— *Tier. opp.* 117 *et s.* — *Trib.* 470, 473.

le mode d'exécution de la loi du 27 avril 1825. — 1er mai 1825, t. 28, p. 291.

3. Ordonnance du roi concernant la nomination des membres de la commission chargée de la liquidation de l'indemnité due aux Français dont les biens fonds ont été confisqués et vendus révolutionnairement. — 8 mai 1825, t. 28, p. 314.

4. Ordonnance du roi qui détermine la manière dont les anciens émigrés pourront se faire remettre une expédition des titres et jugements ou arrêts qui se trouvent dans des dépôts publics. — 6 mars 1828, t. 34, p. 169.

5. Loi sur la restitution du fonds commun de l'indemnité des émigrés et condamnés, et sur le mode de création de nouvelles rentes sur le grand livre de la dette publique. — 5 janv. 1831, t. 40, p. 135.

ENQUÊTE (1).

CHAP. Ier. *Quand y a-t-il lieu à la preuve par témoins? Quelle preuve les juges peuvent-ils ou doivent-ils admettre?* — Art. 1er. *Conditions d'admissibilité de l'enquête et de la contre-enquête.* — § 1er. *Admissibilité de l'enquête* (1).

(*V.* pour les formes spéciales de l'enquête en matière sommaire le mot *Matière sommaire.*)

1 et 2 En matière commerciale, la preuve testimoniale était admissible sous l'ordonnance de 1667, quoiqu'il s'agît d'une somme excédant cent francs. — Cass. 3 prair. an IX, t. 3, p. 56, no 20.

3. En matière commerciale, il suffit que les faits soient pertinents pour qu'on puisse en admettre la preuve par témoins. — Bord. 26 fév. 1830. Loche C. Colombet.

4. Les tribunaux peuvent admettre à prouver par témoins l'existence d'une société en participation, lors même qu'il n'existe aucun commencement de preuve par écrit. — Metz, 28 avr. 1818.

5. Peut-on prouver par témoins, lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, la continuation d'une société, nonobstant un acte formel qui en constate la dissolution? — Brux. 11 fév. 1819, t. 1, p. 264 et 270.

6. Les forces d'une société civile ne peuvent, par application de l'article 1442 C. C., être constatées par commune renommée. — Bourg. 27 juill. 1825. Robin C. Robin. — V. *infrà*, no 15.

7. On peut prouver par témoins la remise de livres et papiers de commerce chez un individu qu'on indique. — Brux 27 déc. 1826.

8. La preuve par témoins est admissible en matière d'inscription de faux, encore qu'il n'existe pas un commencement de preuve par écrit. — *En d'autres termes:* l'art. 232 C. P. C., qui admet la preuve *tant par titres que par témoins*, ne doit pas être entendu dans un sens conjonctif, de telle sorte que le second de ces moyens de preuve soit subordonné au premier. — Brux. 23 nov. 1825.

9. Lorsqu'une partie invoque la prescription et en offre la preuve, et que l'autre partie allègue une jouissance commune de l'objet en

---

(1) *V. Abs.* 27 *et s.* — *Act. possess.* 121 *et s.* — *Appel*, 8, 9, 612, 734, 735. — *Arb.* 271 *et s.* 286. — *Cass.* 55 *et s.* 84, 336, 350. — *Enreg.* 163, 222, 324. — *Evoc.* 11, 83 *et s.* — *Except.* 233 *et s.* — *Exploit*, 95. — *Exprop. pour cause d'util. pub.* 3. — *Greff.* 33 *bis.* — *Interd.* 50 *et s.* — *Interv.* 121 *bis et s.* — *Jug.* 301, 383. — *Jug. déf.* 45, 281. — *Jug. p. i.* 46 *et s.* — *Just. paix*, 119 *et s.* — *Mat. Somm.* 27, 114 *et s.* — *Périmpt.* 147 *et s.* — *Ress.* 174. — *Sép. c.* 70 *et s.* 101. — *Serm.* 62. — *Signif* 68. — *Trib.* 296 *et s.* 476 *bis.* — *Trib. comm.* 179, 554 *et s.*

(1) Ce n'est pas dans un ouvrage de procédure que peuvent se trouver réunies les questions sur l'admissibilité des preuves; aussi n'avons-nous recueilli dans le *Journal des Avoués* que quelques notices ayant un trait plus direct à notre matière.

litige, les juges ne peuvent prononcer la prescription sans vérifier les faits allégués par une enquête. —Cass. 30 dec. 1829. Commune de Melain C. commune de Montrond.

10. En matière de possession d'état, la preuve testimoniale n'est pas de rigueur, et les juges peuvent la refuser si les faits ne leur paraissent ni pertinents ni admissibles.—Cass. 19 mai 1830. Terfort C. Haître.

11. L'enquête ordonnée pour établir s'il a été commis une contravention aux lois sur le notariat, ne peut avoir lieu qu'autant que les faits dont on veut faire preuve ont été soumis aux formes prescrites par le Code de procédure pour les enquêtes ordinaires.—Colm. 1er fev. 1831, t. 48, p. 160. — *V.* M. ROLLAND DE VILLARGUES, *Rép. du notariat*, vº *contravention*, nº 15.

12. On ne peut être admis à prouver par témoins qu'on a rempli les formalités requises pour la validité d'un acte qui ne mentionne pas l'accomplissement de ces formalités.—Liege, 12 mars 1828, t. 41, p. 408.

13. La preuve testimoniale est admissible pour prouver la fausseté de la date d'un testament olographe, lorsqu'on allègue des faits de captation et de suggestion exercée contre le testateur.

14. L'héritier ne peut pas être admis à la preuve testimoniale de la libération, s'il n'existe pas un commencement de preuve par écrit, ou s'il n'articule pas la perte par suite d'un cas fortuit ou d'une force majeure, du titre constatant sa libération. — Cass. 12 janv. 1814, t. 21, p. p. 510, vº *tierce opposition*, nº 9.

15. Les juges ne sont pas tenus d'accorder la preuve par commune renommée de la valeur du mobilier d'un individu décédé depuis longtemps.—Renn. 26 juill. 1820, t. 18, p. 709. vº *redd. de comptes*, nº 59.—V. *suprà*, nº 6, et *infrà*, nº 36.

16. Comme aussi les tribunaux peuvent se refuser à la preuve par commune renommée dans le cas où l'art. 1442 C. C. l'autorise à défaut d'inventaire de la communauté.—Cass. 26 juin 1827, t. 33, p. 306. — V. *infrà*, nº 32.

17. La fausseté de la cause exprimée dans un billet n'est pas un acte frauduleux qui autorise la preuve testimoniale. — Cass. 29 mai 1827, t. 33, p. 319.

18. La preuve testimoniale est admissible devant les tribunaux civils pour établir qu'un contrat est vicié d'usure. — Cass. 28 juin 1821, t. 23, p. 230.

19. Lorsque les parties sont contraires en fait sur la question de savoir si la jouissance d'une pièce de terre est comprise dans un bail, il y a lieu à ordonner la vérification par temoins. — Renn. 10 mars 1818, t. 7, p. 280, nº 91.

20. Celui qui réclame devant les tribunaux civils une somme d'argent qu'il prétend lui avoir été dérobée, peut être admis à prouver ce fait par témoins. — Cass. 6 mai 1821, t. 23, p. 162.

21. Le plaignant doit être admis à faire la preuve par témoins d'un délit constaté par un procès-verbal annulé pour défaut de forme. — Bourg. 6 déc. 1821, t. 23, p. 367.

22. On ne peut par voie d'exception demander à faire une preuve. —Colm. 6 juin 1822. D. Fonrouge C. Fonrouge.

23. Le serment prêté par celui qui subit un interrogatoire sur faits et articles, qualifié de décisoire par la partie qui l'a provoqué, n'est pas un obstacle à l'admission ultérieure de la preuve par témoins. — Cass. 9 fév. 1808, t. 7, p. 220, nº 44.

24. Peut-on, nonobstant l'appel d'un jugement qui ordonne une enquête, être autorisé à faire entendre les temoins, lorsqu'il y a juste sujet de craindre qu'ils ne viennent à décéder avant l'arrêt à intervenir ? — Oui.—Nîm. 6 janv. 1808, 29 mars 1808; Renn. 4 déc. 1809.—Non.— Renn. 10 mars 1811, t. 11, p. 39, nº 14.—Non, M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 499. — Oui, dans certains cas, suivant MM. B. S. P. t. 1, p. 285, not. 9 et 18; CARR. t. 1, p. 640, nº 992, et p. 641, nº 993.

25. Les tribunaux peuvent ordonner la preuve testimoniale hors des cas prévus par la loi, lorsque les parties y consentent. — Bourg. 16 dec. 1826. Archambault C. Bélier.— V. *infrà*, nº 26 et suivant.

25 *bis*. Le consentement réciproque de toutes les parties ne suffit pas pour qu'une enquête porte sur des faits autres que ceux mentionnés dans le jugement qui l'a ordonnée; il faut un appel de ce jugement, et un arrêt qui admette l'enquête sur les nouveaux faits — Bord. 26 juin 1830. t. 45, p. 755.

26. Lorsque, du consentement de chacune des parties, il a été procédé à une enquête ordonnée par un jugement, les juges ne peuvent plus rejeter la demande de la partie qui a provoqué l'enquête, sous prétexte que l'objet de cette demande ne peut être prouvé par témoins. — Cass. 27 juin 1831, t. 42, p. 189. — V. *suprà*, nº 25, et *infrà*, nº 27 et 28.

27. Lorsqu'une enquête a été ordonnée par une décision passée en force de chose jugée, aucune des parties ne peut contester l'admissibilité de la preuve par témoins sur les faits que cette enquête a pour objet d'établir. — Bourg. 21 avril 1830, t. 46, p. 164.

28. Lorsqu'à défaut d'appel, un jugement passé en force de chose jugée admet les héritiers d'une femme à prouver, contre son mari qu'elle a institué pour son légataire, des faits d'adultère comme pouvant servir de base à une demande en révocation de legs contre lui, ce mari ne peut plus opposer en cour royale que ces faits ne peuvent être invoqués comme cause de révocation. Par suite, il ne peut obtenir la cassation de l'arrêt qui, d'après le résultat de l'enquête, déclare le legs révoqué.— Cass. 15 juin 1831, t. 42, p. 190. — V. *suprà*, nº 25.

29. Un tribunal ne peut ordonner qu'un tiers sera entendu à l'audience sur les faits d'une cause à laquelle il est étranger. — Poitiers, 18 janv. 1831, t. 40, p. 326. — *V.* le numero qui suit.

30. Les juges ne peuvent, lorsqu'il s'agit d'une valeur excédant 150 fr., ordonner que des personnes étrangères au litige comparaîtront à l'audience pour y être entendues sur les faits de la cause : c'est ordonner la preuve testimoniale contre la prohibition de la loi.—Cette décision doit avoir lieu, encore que le jugement qui ordonne la comparution des tiers soit rendu *sans rien préjuger, et sauf à avoir aux déclarations des personnes tel égard que de raison.* — Cass. 26 janv. 1822, t. 24, p. 27. — *V.* le numéro qui précède.

31. On ne peut se plaindre de n'avoir pas été admis à prouver par témoins des dégradations alléguées, quand on n'a pas conclu à cette preuve. — Renn. 14 août 1815, t. 11, p. 151, nº 130.—*V.* M. CARR. t. 1, p. 620, not. 2.

§ 2. *De la contre-enquête.*

32. De ce que la preuve contraire est de droit, résulte-t-il que les faits de la contre-enquête doivent être articulés avant ou après le jugement? — La négative est soutenue par MM. CARR. t. 1, p. 635, nº 989; et F. L. t. 2, p. 345, nº 7.—*V.* J. A. t. 11, p. 188, nº 175, les motifs qui doivent faire adopter cette opinion.

33. Ainsi il a été décidé que, lorsque des faits ont été déclarés pertinents et admissibles, la partie qui doit venir à ces faits par aveu ou dénégation ne peut articuler des faits contraires et être admise *spécialement* à la preuve de ces faits. La preuve contraire étant de droit, il devient dès lors inutile de l'autoriser. — Poitiers, 26 août 1828, t. 36, p. 6.

34. De ce que la preuve contraire est de droit, il résulte qu'on ne peut pas contester les faits de la contre-enquête parce qu'ils n'ont pas besoin d'être articulés avant le jugement.—Poit. 25 janv. 1828, t. 35, p. 47.

35. Cependant un tribunal peut se refuser à une contre-enquête, en déclarant que les faits que l'on offre de prouver ne sont pas contraires à ceux que l'enquête a établis. — Cass. 11 mars 1828, t. 35, p. 212.

36. Celui contre lequel on demande à faire une enquête par commune renommée est admissible à faire par preuve contraire une enquête ordinaire. — Bourg.

17 juin 1806, t. 11, p. 43, nº 17. — V. suprà, nº 15.

37. La faculté de prouver des faits de provocation articulés est comprise dans l'admission générale à la preuve contraire. — Brux. 5 juill. 1809, t. 11, p. 70, nº 44.

38. En cause d'appel, la preuve testimoniale de certains faits qu'allègue une partie ne lui est pas permise, si elle a laissé procéder à l'enquête demandée en première instance par son adversaire, sans protestations ni réserves. — Cass. 18 avril 1821, t. 23, p. 142.

39. Il peut être procédé à la contre-enquête, si au jour fixé à cet effet par le juge-commissaire, l'enquête directe n'est point encore terminée. — Brux. 22 nov. 1823.

Art. 2. *Pouvoir facultatif des juges dans l'admission de l'enquête.*

40. Un tribunal a toujours la faculté d'éclairer sa religion par des enquêtes, quand la loi ne le défend pas expressément.—Renn. 25 août 1807, t. 11, p. 38, nº 12. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 630, note.

41. Un tribunal peut refuser d'ordonner une enquête sur le motif que la preuve des faits articulés serait impossible à administrer. — Cass. 18 avril 1832. — V. *infrà*, nº 46.

42. Quand un arrêté administratif a fixé entre des riverains une prise d'eau sujette à une vérification préalable, et que l'un d'eux a fait dresser contre l'autre des procès-verbaux pour constater des contraventions de celui-ci à l'arrêté, les tribunaux d'appels de police peuvent, malgré ces procès-verbaux, admettre une enquête pour démontrer l'état des lieux et les contraventions, et ce, lors même qu'aucune preuve n'aurait été offerte ni produite en première instance. — Cass. 11 juin 1831. Levies C. Lecoulteux.

43. Les juges ne peuvent décider d'après leur seule connaissance personnelle, et sans avoir recours aux moyens d'instruction autorisés par la loi, un point de fait contesté entre les parties. — Riom, 3 nov. 1809, t. 11, p. 74, nº 47. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 626, note 22. — V. *infrà*, nº 45.

44. Il est laissé cependant à l'arbitraire du juge, d'ordonner ou de refuser une enquête, une vérification d'écriture, une descente de lieux, une expertise, un rapport de livres de commerce, un interrogatoire; d'admettre ou de rejeter une inscription de faux. — Cass. 6, 11 et 12 déc. 1827, t. 35, p. 111. — V. *infrà*, nºs 47 et 50.

45. Lorsque les parties sont contraires en fait, la preuve testimoniale autorisée par l'art. 253 C. P. C. est purement facultative, en ce sens qu'il est laissé à la prudence du juge de l'ordonner s'il la trouve nécessaire, et qu'il peut, sans l'ordonner, statuer sur le fait contesté. — Brux. 27 mars 1827. — V. *suprà*, nº 43, et *infrà*, nº 49.

46. Un tribunal peut refuser d'admettre la preuve testimoniale, dans les cas où la loi autorise cette preuve, sur le seul motif que les faits articulés sont invraisemblables. — Lim. 21 nov. 1826. — Cass. 21 juin 1827, t. 33, p. 305, et t. 34, p. 45. — V. *suprà*, nº 41.

47. Lorsqu'une preuve testimoniale est demandée, l'appréciation de la pertinence des faits appartient aux cours et aux tribunaux, et dans ce cas leurs décisions ne peuvent être soumises à la censure de la Cour de cassation. — Cass. 22 mars 1824, t. 28, p. 131; 7 déc. 1831, 3 janv. 1832.— Brougues C. Aveillé. — Cass. 7 mars et 19 août 1834, t. 46, p. 300 et 318, t. 47, p. 580. — V. *suprà*, nº 44, et *infrà*, nº 50.

48. Ainsi ne peut donner ouverture à cassat. le chef d'un arrêt qui refuse d'admettre à prouver qu'un adoptant n'a pas donné à l'adopté les soins voulus par la loi, et qui se fonde sur ce que les faits allégués pour établir cette preuve ne sont pas concluants. — Cass. 24 août 1831. Humbert C. Chemin.

49. Il n'y a pas ouverture à cassation contre l'arrêt qui rejette comme tardive l'offre d'une preuve faite après les plaidoiries de l'appelant, s'il ajoute que les faits articulés ne sont pas concluants, et sont d'ailleurs repoussés par les faits constants au procès. — Cass. 20 déc. 1832. Guerard C. Beauneq. — V. *suprà*, nºs 43 et 45.

50. Les juges ont toujours la faculté, sans s'occuper de la pertinence des faits, de ne pas admettre à faire une enquête.—Cass. 19 mai 1830, t. 39, p. 174. — V. *suprà*, nºs 44 et 47.

51. Ils peuvent se dispenser de l'ordonner, s'ils trouvent d'ailleurs, dans l'instruction du procès, des documents suffisants pour fixer leur opinion. — Cass. 9 nov. 1814, 8 fév. 1820, t. 11, p. 138, nº 117.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 626, not. 2, 1º; B. S. P. p. 287, not. 29; et F. L. t. 2, p. 344.

52. Le tribunal dont les séances ont été infidèlement rapportées dans un journal peut à son gré rejeter ou admettre la preuve testimoniale des faits qui se sont passés en sa présence, suivant qu'il juge être ou n'être pas suffisamment éclairé par ses souvenirs. — Cass. 30 déc. 1822, t. 24, p. 353.

53. Un arrêt qui ordonne d'en venir à certains faits par aveu ou dénégation, n'en déclare pas, par cela même, l'admissibilité; en conséquence, un arrêt postérieur peut écarter quelques-uns de ces faits. *En d'autres termes*, un arrêt qui ordonne d'avouer ou de dénier certains faits n'en reconnaît pas la pertinence. — Poit. 11 janv. 1827, t. 33, p. 322.—*V.* *ibid.* nos observations.

54. Lorsque les parties demandent à être admises à prouver les faits par elles maintenus, le tribunal peut ordonner la preuve des uns et ne pas admettre celle des autres. — Renn. 10 janvier 1820.

55. La preuve ordonnée d'office par le tribunal doit-elle être nécessairement faite? — La partie ne peut être forcée à procéder à cette enquête, mais il résultera de son refus une impression défavorable pour elle. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 630, nº 977; D. C. p. 200. — *V.* J. A. t. 11, p. 187, nº 173.

Art. 3. *Les juges peuvent-ils admettre au civil des enquêtes en matière criminelle, ou s'appuyer dans une instance d'une enquête faite dans une autre instance?* (1)

56. Les tribunaux civils ne peuvent admettre, pour preuve d'un fait contesté, des enquêtes qui auraient été ordonnées sur ce même fait par un tribunal correctionnel. — Colm. 23 juill. 1811, t. 11, p. 107, nº 85.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 626, not. 2, 4º.

57. Les preuves acquises par les dépositions des témoins entendus dans une instruction criminelle ne peuvent former la base d'une décision rendue par les juges civils. — Cass. 22 mess. an VII, t. 22, p. 6, nº 7.

58. On ne peut, en matière civile, ordonner l'apport au greffe des pièces d'une procédure criminelle suivie d'une ordonnance de non-lieu.—Consultation, t. 36, p. 270. —*V.* sur cette grave question l'opinion de MM. Toull. et Carr. t. 36, p. 270.

59. Le juge auquel est soumise une demande en divorce pour cause déterminée peut ordonner que l'enquête faite dans une instance en séparation de corps et de biens entre les parties, ainsi que l'arrêt rendu dans cette instance, resteront joints, comme éclaircissement, aux pièces produites à l'appui de la demande en divorce. — Brux. 3 nov. 1826.

60. Quoiqu'un arrêt interlocutoire ordonnant l'apport au greffe d'une Cour royale d'une information criminelle puisse être déclaré nul, cependant, si les juges basent l'arrêt définitif sur une enquête faite contradictoirement devant eux sans s'occuper des faits contenus dans l'information criminelle, ce dernier arrêt est valablement rendu, et il n'y a pas lieu de s'expliquer, pour la Cour de cassation, sur les vices qui infectent l'interlocutoire. — Cass. 5 janv. 1830. Lerspigny C. Bourgeois. — V. *suprà*, nº 58.

---

(1) *V.* vº *jugement*, *le § des motifs.*

CHAP. II. *Formes de la demande et du jugement. Nomination du juge-commissaire.* — Art. 1er. *Formes de la demande et du jugement.*

61. C'est par les formes déterminées par le Code de procédure qu'il doit être procédé à une enquête ordonnée par jugement rendu depuis l'émission de ce Code, quoique l'instance sur laquelle l'enquête est intervenue ait été introduite avant sa promulgation. — Riom, 13 juill. 1810, t. 11, p. 89, no 65; M. CARR. t. 1, p. 681, not. 2.

62. C'est la loi ancienne et non le Code de procédure qui doit régir les enquêtes ordonnées depuis le 1er janv. 1807, dans des procès commencés antérieurement. — Cass. 29 oct. 1812, t. 6, p. 696, no 32.

63. Est valable, quoique non signé des parties, le consentement qu'elles ont donné devant un juge de paix, dans une cause de sa compétence, à ce que des témoins fussent entendus sur des faits qui n'avaient été ni précisés ni déclarés pertinents par un jugement. — Cass. 27 mars 1832, t. 43, p. 679.

64. L'art. 1346 du C. civ., qui ordonne de former par un même exploit toutes les demandes non justifiées par écrit, ne s'applique qu'aux demandes directes et principales, et non à celles qui sont proposées par reconvention pour obtenir une preuve testimoniale. — Renn. 2 avr. 1810, t. 11, p. 82, no 58.

Ainsi, les *faits* omis dans l'acte de conclusions peuvent être articulés postérieurement, pourvu que ce soit avant le jugement qui ordonne l'enquête. — V. *loco citato* et MM. CARR. t. 1, p. 621, no 966; D. C. p. 199; F. L. t. 2, p. 343, sect. 1, § 1. — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 542, pense même qu'on pourrait ordonner la preuve de faits postérieurs au jugement. — Ces faits n'ont pas toujours besoin d'être précisés, suivant M. CARR. t. 1, p. 623, no 967.

65. Celui qui s'oppose à l'admission de la preuve est-il tenu de dénier les faits? — On peut s'opposer à la preuve sans dénier les faits, dans trois cas : 1o si les faits ne sont pas admissibles; 2o s'ils ne sont pas pertinents; 3o s'ils ne sont pas constants, suivant MM. PIG. t. 1, p. 269; CARR. t. 1, p. 624, no 969; et F. L. t. 2, p. 344. Mais M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 492, pense que la partie doit dénier ou reconnaître; il se fonde sur ce que l'art. 253 exige non-seulement que les faits soient *admissibles*, mais encore qu'ils soient *déniés*. On peut répondre que c'est précisément parce que la loi exige ces deux circonstances, que la partie n'a pas besoin de s'expliquer sur la seconde, lorsqu'elle prouve que la première manque. — Lorsque l'affaire intéresse l'ordre public, un mineur, un interdit ou un tiers, le tribunal ne peut pas toujours tenir pour vrais des faits qui ne sont pas déniés. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 625, no 973; PIG. t. 1, p. 268; et TH. DESM. p. 133. — Le tribunal pourrait-il ordonner la preuve d'un fait qui ne serait pas dénié? — M. CARR. t. 1, p. 627, no 974, dit que cette preuve serait inutile, et il en conclut, t. 1, p. 630, que le tribunal ne pourrait pas ordonner la preuve d'un fait qui ne lui paraîtrait pas certain, et qui cependant ne serait pas dénié. — Mais cette opinion est combattue dans J. A. t. 11, p. 185, no 172. — *V.* aussi MM. D. C. p. 184, et DELAP. t. 1, p. 429.

66. L'émolument de l'acte d'articulation de faits n'est pas moins dû, quoique la preuve offerte ne soit pas admise. — C. T. t. 1, p. 279-3.

67. Si les faits dont on demande à faire preuve avaient déjà été articulés et déniés dans des défenses, les actes dont parlent les art. 252 C. P. C. et 71 § 4 et 5 du tarif, ne passeraient pas en taxe même pour les déboursés : ils seraient frustratoires. — C. T. t. 1, p. 280-7.

68. Si les avoués faisaient des écritures ou des requêtes grossoyées, autres que de simples actes, pour articuler ou dénier les faits, les frais seraient rejetés de la taxe et resteraient à leur charge personnelle. — C. T. t. 1, p. 280-6.

69 et 70. Peut-on dénier les faits après les trois jours? — Oui : — Colm. 6 juin 1822, t. 23, p. 204; Brux. 18 avr. 1831. Delautremange C. Nélis. — La négative semble être adoptée par MM. D. C. p. 186, et DELAP. t. 1, p. 249. Mais MM. CARR. t. 1, p. 623, no 968; PIG. t. 1, p. 267; PIG. *Comm.* t. 1, p. 491, et F. L. t. 1, p. 343, soutiennent l'opinion contraire. Suivant ces mêmes auteurs, on peut dénier jusqu'au jugement définitif. — Si l'avoué n'avait pas reçu de pouvoirs pour dénier ou reconnaître, il ne pourrait le faire; mais il devrait s'opposer à la preuve, suivant MM. CARR. t. 1, p. 624, no 970, et D. C. p. 186. — Le tribunal pourrait dans ce cas proroger le délai de trois jours, si les faits avaient été posés dans la demande introductive d'instance : l'avoué serait censé avoir reçu de ses parties toutes les instructions nécessaires. — *V.* J. A. t. 11, p. 185, no 171.

71. Lorsque la requête contenant les faits à prouver a été littéralement consignée dans les qualités d'un jugement et notifiée tant à la partie qu'aux témoins, il n'est pas nécessaire que le dispositif qui admet la preuve des faits articulés dans la requête relate autrement ces faits. — Cass. 17 juill. 1827, t. 33, p. 328.

72. Les faits sur lesquels porte l'enquête doivent être énoncés dans le dispositif du jugement, et non pas seulement dans les qualités. — Paris, 5 juill. 18[illegible], t. 11, p. 79, no 41. — C'est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 631, not. 1, no 1; et F. L. t. 2, p. 345. — *V.* toutefois M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 496. — Qu'arriverait-il si le tribunal avait omis, dans le jugement qui ordonne l'enquête, des faits articulés dans les conclusions? — Il y aurait nullité, si tous les faits sont omis, suivant M. CARR. t. 1, p. 631, no 978 : et si quelques-uns seulement sont omis, le rétablissement des faits est possible avant l'enquête; F. L. t. 2, p. 345. CARR. t. 1, p. 632, nos 979. 980.

73. Les faits admis ne doivent être consignés dans le dispositif que d'une manière succincte, et sont les seuls qui doivent faire l'objet de la preuve. — Orl. 22 déc. 1809, t. 11, p. 80, no 51. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 731, not. 1, no 1.

74. On satisfait au vœu de l'art. 255 C. P. C. lorsqu'on admet à établir par témoins qu'un individu fait habituellement des actes de commerce. — Cass. 9 fév. 1813, t. 12, p. 641, no 44.

75. Dans le cas de postulation, le jugement qui ordonne une enquête doit, à peine de nullité, préciser et articuler les faits particuliers constitutifs de la postulation. — Montp. 6 mars 1826, t. 32, p. 19.

76. Le tribunal qui renvoie les parties devant un juge de paix pour y faire dresser procès-verbal des dépositions des témoins qu'elles y amèneraient, ordonne une véritable enquête, soumise aux règles du Cod. de proc., à peine de nullité. — Cass. 22 juill. 1828, t. 35, p. 345.

77. Un jugement interlocutoire qui admet à preuve par *tous moyens de droit*, ne comprend pas nécessairement la preuve par témoins, s'il n'y a pas eu de contestation sur le mode de faire la preuve. — Brux. 11 fév. 1829.

78. Le jugement qui ordonne une enquête doit, à peine de nullité, être signifié à avoué avant l'obtention de l'ordonnance du juge-commissaire. — Lim. 14 déc. 1826, t. 35, p. 108.

79. Cependant cette signification n'est pas soumise aux formalités prescrites par l'art. 61 C. P. C. — Nîm. 17 déc. 1819, t. 11, p. 172, no 156.

Art. 2. *Nomination du juge-commissaire.*

80. En cas d'empêchement du juge qui doit procéder à l'enquête, il peut y être procédé d'office par un autre juge. — Paris, 15 janv. 1830, t. 43, p. 545.

81. Quand une cour ou un tribunal a ordonné une enquête sommaire sans commettre le juge de paix du domicile des témoins pour recevoir leurs dépositions, et que les témoins n'ont pas pu être entendus le jour de leur comparution, cette cour ou ce tribunal peut en [illegible] le juge de paix

pour entendre les témoins trop éloignés, ou empêchés de comparaître une seconde fois. — Brux. 15 janv. 1831.

82. Les tribunaux de première instance peuvent, comme les juges de paix, ordonner qu'une enquête sera faite sur les lieux contentieux. — Amiens, 29 déc. 1829, t. 11, p. 182, n° 167.

83. Quand les témoins à faire entendre dans une enquête, demeurant en divers lieux éloignés, ne peuvent, à cause de leurs infirmités, comparaître devant le juge-commissaire, la cour qui ordonne cette enquête ne peut, pour cela, nommer plusieurs commissaires dans les divers tribunaux dans le ressort desquels habitent les témoins; seulement celui qui est nommé peut renvoyer, pour l'audition de ces témoins, devant le président de leur tribunal. — Bourg. 31 août 1829, t. 41, p. 179.

84. A quelles conditions la loi accorde-t-elle au tribunal le droit de renvoi devant un juge étranger? — Faut-il que le renvoi soit demandé? — L'art. 255 C. P. C. est conçu en termes facultatifs, et les juges peuvent renvoyer devant un juge étranger sans que la partie le demande; comme aussi ils peuvent refuser le renvoi demandé. — MM. CARR. t. 1, p. 631, not. 1, n° 986; DELAP. t. 1, p. 255, et J. A. t. 11, p. 187, n° 171. — Il y aurait déni de justice si le tribunal indiqué refusait de commettre un juge. — M. DELAP. *ubi sup.* — Ce tribunal pourrait prendre un commissaire hors de son sein. — MM. CARR. *ub. sup.* p. 635, not. 1, et D. C. p. 201.

85. Lorsqu'un tribunal commet un juge d'un autre tribunal pour procéder à une enquête, ce juge doit être nommé par le tribunal entier dont il fait partie, et non par le président seul, à peine de nullité. — Lim. 3 juin 1828, t. 37, p. 213.

86. Une Cour royale peut, au lieu de commettre un de ses membres pour procéder à une enquête, désigner un des juges de paix du lieu où elle réside. — Renn. 27 janv. 1834, t. 47, p. 678. — *V.* les observ.

87. Un juge de paix peut être délégué par une Cour royale pour procéder à une enquête dans une affaire dont elle est saisie sur appel d'un jugement du tribunal de première instance. — Cass. 15 déc. 1825, t. 31, p. 101.

88. Dans ce cas, le juge de paix peut faire l'enquête hors de l'étendue de son canton. — Amiens, 8 fév. 1822, t. 24, p. 46.

89, 90 et 91. Le juge de paix peut-il, en cas d'absence, être remplacé par son suppléant, sans commission nouvelle? — Oui. — Liége, 20 fév. 1812, t. 11, p. 116, n° 95. — Poitiers, 10 juin 1831, t. 41, p. 619. — Non. — Nanci, 18 juill. 1817. — Nîm. 28 avr. 1828, t. 11, p. 166, n° 150, et t. 36, p. 125.

92. Dans ce cas la nullité est absolue et d'ordre public: elle n'est pas couverte par le fait que le suppléant a également reçu la contre-enquête; elle pourrait même être suppléée d'office par les juges. — Nanci, 18 juill. 1817, t. 11, p. 166, n° 115.

93. Le juge de paix commis à une enquête ne peut exiger qu'il lui soit donné un local dans les bâtiments du tribunal qui l'a commis, ni qu'on lui envoie un greffier de ce tribunal pour l'assister. — Renn. 27 janv. 1834, t. 47 p. 678. — V. *ibid.* les observ.

94. Un juge de paix délégué par une Cour pour procéder à une enquête doit observer, à peine de nullité, les formalités prescrites pour les enquêtes faites devant les tribunaux ordinaires: ce n'est pas en qualité de juge de paix qu'il agit, mais en qualité de commissaire de la Cour. — Lim. 6 août 1822, et 4 juill. 1827, t. 24, p. 263, et t. 35, p. 55.

95. Jugé au contraire que le juge de paix commis à l'effet de procéder à une enquête est dispensé de suivre les formalités prescrites par le tit. 12, liv. 2 du Code de procédure, et conséquemment que le ministère d'un avoué n'est pas nécessaire. — Renn. 5 avr. 1808, et 18 avr. 1810. — Lim. 19 mai 1812. — Caen, 10 nov. 1827, t. 11, p. 41, n° 15, et t. 25. — Cette importante question est traitée par M. CARR. t. 1, p. 73 et 74, n° 163, et les notes. — Cet auteur pense que le juge de paix doit suivre les formes tracées par le tit. 7, liv. 1 C. P. C. — M. D. C. p. 206, est au contraire d'avis que c'est le tit. 12, liv. 2 qui doit être suivi. — Nous avons adopté cette dernière opinion, t. 35, p. 55.

96. Les tribunaux de commerce ne peuvent déléguer des arbitres pour entendre des témoins. — Toul. 16 juill. 1827, t. 35, p. 169.

97. Les tribunaux français ne peuvent valablement délivrer de commissions rogatoires que pour l'instruction des affaires qu'ils sont appelés à juger, et seulement pendant le cours de l'instance. Ils ne peuvent pas adresser aux tribunaux d'un pays étranger une commission rogatoire qui aurait pour but d'assurer l'exécution de leurs jugements, quoiqu'il paraisse résulter des lois qui régissent ce pays que, pour y devenir exécutoires, les décisions judiciaires rendues en France doivent être accompagnées de cette commission rogatoire. — Paris, 31 août 1825, t. 30, p. 99.

98 et 99. Lorsqu'un juge est délégué par un tribunal étranger pour procéder à une enquête, ce tribunal peut ordonner l'apport à son greffe du procès-verbal de l'enquête. — Brux. 25 janv. 1813, t. 11, p. 124, n° 102. — Telle est l'opinion de M. COFF. suivie par MM. B. S. P. p. 285, not. 9 et 10; CARR. t. 1, p. 669, n° 1051; LEP. p. 199, 2e quest. — *V.* sur cette question une dissertation que nous avons insérée J. A. t. 45, p. 583.

100. L'art. 280 C. P. C. ne peut recevoir son application que lorsque l'enquête est faite devant un commissaire du tribunal ou de la Cour; mais, lorsqu'elle a lieu devant un juge étranger en exécution de l'article 412 du même Code, l'affaire ne peut être portée à l'audience que sur incident. — Bourg. 4 mai 1808.

CHAP. III. — *Délais de l'enquête.* — Art. 1er. *Délais pour commencer l'enquête.* — § 1er. *Délai légal.*

101. L'enquête prescrite par un jugement par défaut doit être commencée dans la huitaine de la signification de ce jugement, s'il n'est pas susceptible d'opposition; et dans la huitaine suivant celle de la signification de ce jugement, s'il peut être attaqué par cette voie. — Bord. 13 avril 1831, t. 41, p. 586. — Telle est l'opinion de MM. CARR., PIG. *Comm.*, D. C. sur l'art. 257 C. P. C., et LEP. *Quest.* p. 157.

102 et 103. L'enquête est nulle si elle a été commencée le lendemain de l'expiration du délai de huitaine, quoique le dernier jour du délai fût un jour de fête légale. — Cass. 7 mars 1814, t. 11, p. 130, n° 107. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 629, n° 5; B. S. P. p. 288, not. 26; et F. L. t. 2, p. 346 et 364. — *V.* une dissertation que nous avons insérée J. A. t. 42, p. 222.

104. L'art. 259 C. P. C. ne prononçant point la nullité d'une enquête quand elle ne commence pas à l'heure ordinaire, tout le jour est utile pour y procéder. — Renn. 12 janv. 1810, t. 11, p. 80, n° 54. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 651, n° 1012, et p. 159, n° 1026.

105. Le délai dans lequel doit être commencée l'enquête par commune renommée est le même que celui fixé pour les autres enquêtes. — Bourg. 2 juin 1824, t. 27, p. 238.

106. En matière sommaire, il n'y a aucun délai fatal pour commencer ou parachever l'enquête. — Riom, 6 avril 1827, t. 36, p. 260. — *V. infrà*, n° 179.

107. En matière de vérification d'écriture comme en toute autre, l'enquête doit commencer, à peine de nullité, dans la huitaine de la signification à avoué du jugement qui l'a ordonnée. — Cass. 8 mars 1816, t. 11, p. 154, n° 133.

108. La disposition de l'art. 257 C. P. C. portant que l'enquête sera commencée dans la huitaine du jour de la signification du jugement qui admet à preuve, n'est pas applicable au cas où ce jugement n'a point nommé de juge-commissaire devant qui l'enquête sera faite, et la partie admise à preuve ne doit pas, en ce cas, demander, à peine de déchéance, dans un délai déterminé qu'il soit suppléé à ce défaut de nomination

d'un juge-commissaire. — Brux. 26 fév. 1821. — *V.* le n° suivant.

109. Le délai de huitaine pour commencer une enquête ne court pas à compter de la signification du jugement qui l'ordonne, si ce jugement ne contient pas la nomination du commissaire devant lequel il doit y être procédé. — Paris, 2 janv. 1815, t. 11, p. 140, n° 110. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 639, not. n° 3, et F. L. t. 2, p. 247.—*V.* le n° qui précède.

110. Lorsqu'il y a lieu à nomination d'un nouveau juge-commissaire, quand déjà l'enquête est censée commencée, aux termes de l'art. 259 C. P. C., il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de même que lorsqu'il s'agit d'une enquête non encore ouverte, que l'ordonnance du nouveau juge-commissaire à l'effet d'assigner les témoins soit obtenue dans la huitaine du jour de la signification du jugement qui le nomme. — Brux. 6 avril 1827.

111. Le défendeur qui a interjeté appel après l'expiration des délais de la contre-enquête peut cependant y faire procéder. L'appel a pour effet de faire revivre ces délais. — Paris, 15 janv. 1830, t. 43, p. 545.—V. *infrà*, n° 114.

112. La partie admise à faire une contre-enquête, et qui a laissé passer le délai pour y procéder, est relevée de la déchéance par elle encourue, si, avant la clôture de l'enquête de son adversaire, elle a interjeté appel du jugement ordonnant les deux opérations. — Paris, 13 mars 1832, t. 43, p. 547. — *V. ibid.* nos observ.

113. Une contre-enquête faite après une première contre-enquête qui n'a été ni levée ni signifiée, est valable, car elle est faite en temps utile, quand le jugement qui l'a ordonnée n'a pas fixé l'époque où elle devait avoir lieu. — Orl. 25 janv. 1816.

114. Lorsqu'il y a appel du jugement qui a ordonné l'enquête, pour faire courir les délais de cette enquête, il n'est pas nécessaire de signifier l'arrêt confirmatif à l'avoué de première instance; il suffit de la signification à l'avoué d'appel. — Paris, 15 janv. 1830, t. 43, p. 545.—Pour bien saisir la difficulté de cette question délicate, il faut consulter avec soin les n°s suivants 115 à 122, et *suprà*, n° 111.

115. Lorsqu'il y a eu appel d'un jugement qui avait ordonné une enquête, le délai de l'enquête court, non à compter de la signification de l'arrêt confirmatif à l'avoué d'appel mais bien du jour de cette signification à l'avoué de première instance. — Trèves, 16 déc. 1811, t. 11, p. 11, n° 90. — *V.* MM. B. S. P. p. 289, not. 27; Haut. p. 153; et Carr. t. 1, p. 641, n° 994. — *V. suprà*, n° 114.

116. La signification faite entre avoués d'appel de l'arrêt confirmatif d'un jugement ordonnant une enquête, ne fait courir le délai fixé par ce jugement pour y procéder, qu'autant que cet arrêt est signifié à partie. — Gren. 22 janv. 1831, t. 41, p. 378. — V. *suprà*, n° 114.

117. Lorsqu'un jugement qui ordonne une enquête a été signifié à avoué, et qu'ainsi le délai de l'enquête a commencé à courir, si ce jugement est attaqué et confirmé sur l'appel, l'enquête est valablement commencée après la signification de l'arrêt confirmatif à l'avoué d'appel; la signification à l'avoué de première instance n'est pas indispensable. — Cass. 17 déc. 1823, t. 25, p. 394. — Paris, 15 janv. 1830. Bignon C. Bignon. — V. *suprà*, n° 114.

118. Lorsqu'il a été interjeté appel du jugement qui ordonne une enquête, et que la partie s'est désistée de cet appel, le délai de huitaine pour procéder à l'enquête court, non à compter du jour où le désistement a été accepté par l'intimé, par acte signifié à l'avoué d'appel, mais à compter de celui où les actes de désistement et d'acceptation ont été signifiés à l'avoué de première instance. — Turin, 4 déc. 1809, t. 11, p. 75, n° 10. — *V.* MM Carr. t. 1, p. 641, n° 994; et B. S. P. p. 289, not. 27. — V. *suprà*, n° 114.

119. La partie admise à faire une enquête, qui a laissé expirer le délai sans faire entendre ses témoins, n'est pas relevée de cette déchéance par l'appel que son adversaire interjette ensuite contre le jugement qui a ordonné l'enquête. — Riom, 15 mars 1830, t. 45, p. 435. — *V.* les observ. — V. *suprà*, n° 114.

120. L'arrêt confirmatif d'un jugement par défaut, faute de constituer avoué, qui ordonne une enquête, n'a pas besoin, pour faire courir les délais, d'être signifié à l'avoué de première instance, constitué pendant l'instance sur appel. — Cass. 30 juill. 1828, t. 35, p. 327. — V. *suprà*, n° 114.

121. La signification d'un jugement qui ordonne une enquête fait courir les délais contre toutes les parties en cause : le garant qui a pris fait et cause ne peut pas se prévaloir de ce que ce n'est pas lui, mais bien le garanti qui a fait faire la signification. — Cass. 8 mars 1816, t. 11, p. 154, n° 135. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 639, not. 2; F. L. t. 2, p. 347; et B. S. P. p. 288, not. 26, n° 3. — V. *suprà*, n° 114.

122. La signification à partie d'un arrêt qui ordonne une enquête ne fait point courir contre cette partie le délai légal pour ouvrir une contre-enquête, si elle n'est pas donnée dans la forme ordinaire des exploits. — Metz, 24 fév. 1831, t. 40, p. 201. — V. *suprà*, n° 114.

123. La signification par extrait d'un jugement ordonnant une enquête suffit pour faire courir les délais dans lesquels on doit procéder à cette opération, pourvu que cet extrait contienne le dispositif du jugement, les faits à prouver, et le nom du juge-commissaire. — Brux. 6 avril 1831.

124. Le jour de la signification du jugement qui a ordonné une enquête ne doit pas être compris dans le délai de huitaine accordé par la loi pour la commencer; ce délai ne court que du lendemain du jour de la signification. — Paris, 6 déc. 1809, t. 11, p. 78, n° 49.

125. Si l'enquête est faite dans le lieu où le jugement est rendu, ou dans la distance de trois myriamètres, elle doit être nécessairement commencée dans la huitaine du jour de la signification à avoué. — En vain la partie qui a fait signifier le jugement se désiste de sa signification; elle ne peut, par ce désistement, proroger le délai dans lequel l'enquête devait être commencée. — Lim. 22 juin 1822, t. 24, p. 201.

§ 2. *Délai fixé par le juge.*

126. Lorsqu'il s'agit d'une enquête qui doit être faite à plus de trois myriamètres, elle n'est pas nulle par le motif que le jugement qui l'a ordonnée n'a pas fixé le délai. — Bord. 13 juin 1830, t. 40, p. 335.

127 L'art. 258 veut que les délais pour commencer l'enquête soient fixés lorsque les témoins sont entendus à plus de trois myriamètres du lieu où le jugement a été rendu : mais, si cette fixation a été omise dans le jugement qui ordonne l'enquête, ce n'est pas une raison pour faire déclarer la partie forclose; les juges, sur les conclusions de la partie adverse, fixent le délai dans un jugement postérieur. — Renn. 4 fév. 1809, t. 11, p. 56, n° 30. — M. Pig. *Comm* t. 1, p. 502, art. 258, n° 2, et M. Carr. t. 1, p. 643, n° 1000, pensent aussi que lorsque pour une enquête à faire dans un lieu éloigné, le juge n'a point fixé de délai, il peut être fixé par un nouveau jugement. — *V. loc. cit.*

128. La forclusion de faire enquête est acquise lorsque l'enquête n'a pas été commencée dans le délai fixé pour y procéder. — Par suite de cette forclusion, l'appelant qui avait obtenu l'enquête doit être déclaré sans griefs. — Renn. 1er fév. 1821.

129. Quand un délai pour faire une enquête a été fixé par un jugement, si par des motifs plausibles l'enquête n'a point été faite à cette époque, les juges ont la faculté d'accorder un nouveau délai. — Orl. 14 août 1818. — V. *infrà*, n° 135.

130. Peut-on fixer des délais différents pour l'audition des témoins, selon qu'ils sont éloignés, ou résidants dans l'arrondissement du tribunal qui ordonne l'enquête? — L'affirmative est adoptée par MM. Carr. t. 1, p. 645, n° 10[illegible],

Delap. t. 1, p. 25?. — *V.* J. A. t. 11, p. 189, nº 177. — Les délais pourraient aussi être augmentés pour l'enquête ou la contre-enquête seulement, selon que l'une ou l'autre des parties aurait seule besoin de faire entendre des témoins éloignés. — J. A. *loc. cit.*

131. Il n'est pas nécessaire que l'arrêt qui renvoie devant un tribunal pour recommencer l'enquête fixe le délai dans lequel il y sera procédé. — Cass. 15 juill. 1818, t. 11, p. 164, nº 147.

132. Le délai pour faire une enquête est fatal dans le cas où il est fixé par le juge, comme dans celui où il l'est par la loi. — Nîm. 2 avril 1830, t. 29, p. 308. — Orl. 11 nov. 1830, t. 40, p. 345. — *V.* le nº qui suit.

133. Est nulle l'enquête qui, devant être faite dans un lieu éloigné de plus de trois myriamètres de celui où le jugement a été rendu, n'a pas été commencée dans le délai fixé par le jugement qui l'a ordonnée. — Renn. 9 mai 1810, t. 11, p. 85, nº 62. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 648, nº 1008; F. L. t. 2, p. 351; B. S. P. p. 288, not. 26; Lep. p. 195. — *V.* le nº qui précède.

134. Lorsque depuis le jugement qui ordonne l'enquête, il est décerné commission rogatoire, peut-on opposer l'expiration des délais? — M. Carr. t. 1, p. 643, nº 999, enseigne sur cette question que rien ne s'oppose à ce que le tribunal, en donnant une commission rogatoire, proroge le premier délai, ou plutôt fixe un nouveau délai qui rende la signification du premier non avenue. — J. A. t. 11, p. 189, nº 176.

135. Un tribunal peut, quand il a nommé un commissaire et fixé un délai pour procéder à une enquête, nommer par un autre jugement de nouveaux commissaires, et fixer un autre délai si les circonstances l'exigent. — Metz, 7 juill. 1820, t. 11, p. 179, nº 162. — MM. Pig. t. p. 269, 270, § 2, nº 3, et Carr. t. 1, p. 632, nº 981, pensent qu'un tribunal peut nommer deux juges-commissaires. — V. *suprà*, nº 129.

136. Dans le cas où, à raison de la distance des lieux, le tribunal accorde pour la confection d'une enquête un délai plus long que celui de huitaine, ce délai court, non à partir de la prononciation du jugement, mais à partir de la signification à avoué. — Lim. 27 déc. 1822, t. 24, p. 374.

137. Lorsque le jugement qui ordonne une enquête dit qu'elle sera commencée dans le mois de sa signification, sans ajouter à avoué ou à domicile, le moment d'où part ce délai est toujours celui de la signification à avoué; il ne peut s'entendre de la signification à partie que quand le jugement l'énonce expressément, quelle que soit la distance où l'enquête doive être faite. — Bourg. 10 avril 1826. Boizet C. Boizet.

138. L'arrêt autorisant une enquête, et portant qu'elle aura lieu dans un délai qui courra de la dernière signification à faire à personne ou à domicile, doit être signifié à toutes les parties en cause. L'enquête est nulle si le demandeur principal qui l'a ouverte n'a pas signifié l'arrêt aux garants du défendeur, ou s'il l'a commencée avant l'expiration du délai fixé à partir de la dernière signification faite à ces garants; cette nullité peut être invoquée par chacune des parties. — Bourg. 31 août 1829, p. 579.

139. Lorsqu'un arrêt déclare que le délai pour faire enquête commencera après la quinzaine de la signification, la partie a huit jours après ce délai de quinze jours, pour commencer son enquête. — Bourg. 6 mars 1828.

140. Lorsqu'un jugement a fixé un délai pour l'enquête, et que ce jugement n'a pas été signifié, l'enquête faite après ce délai est valable. — Metz, 3 mars 1826, t. 37, p. 80.

141. Lorsqu'un jugement accorde à une partie le droit de faire enquête et celui de demander une provision, cette partie peut, en signifiant le jugement, déclarer qu'elle n'entend, quant à présent, s'en servir que quant au chef qui concerne la provision; et elle peut plus tard le signifier une seconde fois pour faire courir le délai de l'enquête. — Metz, 20 juill. 1826, t. 37, p. 88.

142. Lorsqu'une enquête doit être faite dans le lieu où le jugement a été rendu, les juges ne peuvent pas accorder, pour la commencer, un délai plus long que celui fixé par l'art. 257 C. P. C. — Nanci, 15 janv. 1813. — Toul. 31 août 1815, t. 11, p. 122, nº 100. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 639, not. nº 4; B. S. P. p. 288, not. 26; F. L. t. 2, p. 350. — V. *infrà*, nº 173.

143. Comme aussi, lorsqu'un arrêt ordonne que, dans le délai de trois mois à dater de sa signification, une partie prouvera certains faits par témoins devant un juge dont la résidence est à moins de 3 myriamètres du siége de la Cour, l'enquête n'en doit pas moins, sous peine de nullité, être commencée dans la huitaine de la signification de l'arrêt. — Lim. 17 juill. 1822, t. 24, p. 235.

144. Les juges peuvent admettre d'office la preuve des faits dont la partie est déchue pour ne l'avoir pas faite dans le délai prescrit. — Bourg. 10 avril 1826. Boizet C. Guerriat.

145. N'est pas nulle l'enquête ouverte avant l'expiration de la quinzaine de la signification de l'arrêt qui l'a ordonnée, quoique cet arrêt ait prescrit que le délai pour y procéder courrait à partir de l'expiration de ce délai de quinzaine. — Bourg. 27 mars 1832, t. 43, p. 576. — *V.* notre dissertation, t. 48, p. 21.

§ 3. *Quand le délai d'enquête est-il suspendu?*

146. L'enquête ordonnée par un jugement par défaut, faute de conclure et de plaider, est nulle si elle est commencée dans le délai de l'opposition. — Poit. 12 fév. 1829, t. 37, p. 183.

147. L'ouverture du procès-verbal d'enquête par l'ordonnance du juge-commissaire, à l'effet d'assigner les témoins, est nulle lorsqu'elle est rendue pendant le délai de l'opposition du jugement par défaut qui ordonne l'enquête; en d'autres termes, cette ordonnance est un acte d'exécution du jugement par défaut dans le sens de l'article 155 C. P. C. — Pau, 11 déc. 1819, t. 11, p. 168, nº 154. — Sur les moyens de concilier la disposition de l'art. 257, § 1, avec celle du § 2, relativement au délai dans lequel l'enquête doit être commencée, *V.* la dissertation de MM. Coff. et Carr. t. 2, p. 644-645, nºs 1002-1004. — On peut consulter aussi MM. D. C. p. 202-203; Pig. *Comm.* t. 1, p. 500; Lep. p. 194; F. L. t. 2, p. 350.

148. Le délai de huitaine dans lequel l'enquête doit être commencée n'est pas suspendu pendant le délai de l'appel, comme il l'est pendant le délai de l'opposition. — Paris, 23 mars 1810. — Cass. 25 janv. 1820. — Agen, 20 juill. 1824, t. 28, p. 73. — V. *suprà*, § 2, nº 91. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 639, not. nº 5, et p. 649, nº 1005; B. S. P. p. 289, note 27; et F. L. t. 2, p. 348, nº 3.

149. Le délai de huitaine fixé par l'art. 257 C. P. C. pour ouvrir l'enquête n'est pas suspendu pendant la durée des vacations. — Cass. 21 avril 1812. — Rouen, 15 juin 1818. — Gren. 20 nov. 1812, t. 11, p. 118, nº 97. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 639, not. nº 5; B. S. P. p. 288, not. 26, 4º; F. L. t. 2, p. 346; Merl. *Rép.* t. 14, p. 420.

150. Le compromis qui intervient entre les parties le lendemain de la contre-enquête est interruptif du délai accordé par l'article 278 C. P. C. pour la parachever; en cas d'inexécution du compromis, il peut être accordé un nouveau délai pour la continuer et même faire entendre de nouveaux témoins. — Gren. 28 déc. 1818. N. C. N.

151. On peut alléguer comme force majeure empêchant la déchéance de la faculté de faire enquête, les circonstances suivantes: que les retards proviennent des magistrats qui ont élevé des difficultés sur les pièces produites, et que le dossier s'est égaré au greffe. — Bourg. 10 avril 1826. Boizet C. Boizet-Guerriat.

§ 4. *Quand l'enquête est-elle commencée?*

152. L'enquête est censée com-

mencée par la simple délivrance de l'ordonnance du juge-commissaire ; il n'est pas nécessaire qu'en outre le procès-verbal d'enquête soit ouvert au même instant où l'ordonnance est délivrée.—Paris, 28 déc. 1813, t. 11, p. 130, no 106. — Ainsi le juge-commissaire peut n'ouvrir son procès-verbal que le jour de l'audition des témoins.—Caen, 10 nov. 1827.—J. A. t. 35, p. 277.

153. Dans le cas où l'ouverture de l'enquête se fait sur le procès-verbal, l'avoué n'en a pas moins droit à la vacation dont parle l'art. 91, § 6, du tarif.—C. T. t. 1, p. 281-15.

154. Il n'y aurait pas nullité si l'ordonnance du commissaire était au bas d'une requête, et qu'il n'y eût pas de procès-verbal de réquisition et de délivrance d'ordonnance.—Pig. *Comm.* t. 1, p. 506 — Il n'y aurait pas non plus nullité si le juge-commissaire oubliait de mentionner dans le procès-verbal la date de la délivrance de son ordonnance ; mais l'enquête serait nulle si par événement l'ordonnance ne portait pas de date. — Carr. t. 1, p. 652, no 1013, et J. A. t. 11, p. 189, no 178.

155. Un jugement ne peut être exécuté qu'autant qu'il a été signifié ; mais ce principe ne s'entend que d'une exécution frappant sur la personne ou les biens d'un condamné, et qui puisse être empêchée par lui si le jugement lui est notifié. Dès lors il est indifférent que l'on ait pris l'ordonnance du juge-commissaire pour faire l'enquête avant que le jugement ait été signifié, parce que celui contre lequel on a obtenu le jugement ordonnant l'enquête, ne peut empêcher que cette ordonnance ne soit rendue, ni assister à son obtention; s'il en était autrement, on ferait réagir contre le demandeur en enquête une faveur qui n'a été introduite que pour lui. C'est afin de lui donner le temps de se procurer des témoins, que la loi ne fait courir le délai pour prendre ordonnance que depuis la signification du jugement ; aussi il ne préjudicie qu'à lui en prenant l'ordonnance avant que ce délai ne soit commencé. —Besanç. 2 mars 1815, t. 15, p. 392, vo *jugement par défaut*, no 135 *bis*.

156. Un juge de paix peut rétracter l'ordonnance par laquelle il a indiqué le jour d'ouverture d'une enquête qu'il a autorisée.—Cass. 19 juin 1832. Gonincourt C. Bauquet.

157. Quel jour le procès-verbal doit-il être ouvert? — Cette question est peu importante, puisqu'il ne peut être prononcé de nullité de quelque manière que soit ouvert le procès-verbal. — *V.* cependant J. A. t. 11, p. 194, no 183; Pig. t. 1, p. 272; D. C. p. 212, et Carr. t. 1, p. 675, no 1060.

158. L'ordonnance d'ouverture d'enquête peut être délivrée le jour de la signification du jugement qui ordonne l'enquête. — Orl. 9 août 1820.

159. Une enquête n'est pas nulle, lorsque le juge-commissaire, au lieu d'ouvrir son procès-verbal le jour même fixe par son ordonnance et par l'assignation donnée aux témoins, renvoie à commencer leur audition à une autre époque. — Metz, 15 janv. 1811, t. 11, p. 99, no 47.

160. Une enquête ne peut être réputée commencée par l'ordonnance que rend le juge-commissaire à l'effet d'assigner les témoins, si cette ordonnance n'a pas reçu d'exécution. — Brux. 31 déc. 1811, t. 11, p. 112, no 92.

161. La simple fixation par le juge-commissaire du jour pour procéder à l'enquête, n'équivaut pas à l'ordonnance à l'effet d'assigner les témoins dont parle l'art. 259 C. P. C. — Brux. 18 déc. 1811, t. 11, p. 112, no 91.

162. Un nouveau délai peut être accordé avant l'audition des témoins, lorsqu'il y a quelque irrégularité ou omission dans l'ordonnance du juge-commissaire.— Turin, 19 avril 1811, t. 11, p. 104, no 81.

163. Lorsqu'après une audition de témoins nulle, le juge-commissaire délivre une nouvelle ordonnance, l'enquête est valable, quoique la seconde ordonnance ait été rendue plus de huitaine après la signification du jugement à avoué. La première audition, quoique nulle, a rempli les délais, et l'on ne peut pas dire que l'enquête n'a été commencée que par seconde ordonnance. — Cass. 5 déc. 1815, t. 11, p. 151, no 132.

Art. 2. *Délai pour terminer l'enquête.* — § 1. *Délai ordinaire.*

164. Le délai de huitaine pour parachever l'enquête ne commence à courir que du jour de l'audition des premiers témoins. — Turin, 19 avril 1811, t. 11, p. 104, no 80. — Suivant MM. Carr. t. 1, p. 689, no 1087, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 530, l'art. 278 C. P. C. s'applique tant à l'enquête qu'à la contre-enquête.

165. L'art. 278 qui veut que l'enquête soit respectivement terminée, à peine de nullité, dans la huitaine de l'audition des premiers témoins, doit s'entendre en ce sens que le délai de l'enquête ne court, pour chaque partie, que du jour de l'audition de ses propres témoins. — Metz, 26 mai 1820, t. 11, p. 173, no 157.

166. Le délai de l'enquête peut être étendu du consentement des parties. — Colm. 19 mars 1806, t. 11, p. 37, no 10. — *V.* Pr. Fr. t. 2, p. 180.

167. Lorsqu'après l'ouverture du procès-verbal d'enquête, un appel est interjeté, le délai pour terminer l'enquête est suspendu jusqu'après la décision de la Cour royale. — Poit. 22 fév. 1828, t. 35, p. 53. — V. *suprà*, no 78, et le no suiv.

168. L'enquête commencée et suspendue par un appel est toujours restée en état d'ouverture pendant et après la cause d'appel, tant que le poursuivant n'a pas été mis en demeure d'y procéder par un acte de la partie adverse. — Rouen, 30 mai 1817, t. 11, p. 159, no 142.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 638, not. 1. — *V.* le no qui précède.

169. La nullité de la partie de l'enquête faite hors du délai légal ne vicie que cette partie, et n'influe nullement sur celle faite dans le délai de la loi. — Cass. 17 déc. 1823, t. 35, p. 394.

170. La partie qui a produit des témoins dans une enquête peut demander qu'elle soit continuée pour en faire entendre de nouveaux dans la huitaine de l'audition des premiers. —Poit. 22 janv. 1834, t. 47, p. 422. — Riom, 4 déc. 1829. Chamfert C. Ruouret.

171. Le juge commis à une enquête peut prononcer ou renvoyer à l'audience, sur la demande d'une des parties qui requiert la continuation de cette opération, pour faire entendre des témoins dans la huitaine de l'audition des premiers.— Poit. 22 janv. 1834, t. 47, p. 422.

172. La continuation d'une enquête ou d'une contre-enquête doit, de même que l'enquête ou la contre-enquête, être parachevée dans la huitaine de l'audition des premiers témoins. — Toul. 8 août 1832, t. 44, p. 236.

173. Le jugement qui a fixé, pour la continuation d'une enquête, un délai plus long que ne le permet la loi, ne peut être réformé, si la partie qui l'a obtenu a commencé cette continuation avant l'expération du délai légal. — Poit. 22 janv. 1834, t. 47, p. 422. — V. *suprà*, no 142.

§ 2. *Délai extraordinaire, ou prorogation.*

174. La partie qui fait procéder à une enquête ou à une contre-enquête peut, après que tous les témoins assignés ont été entendus, demander, sur le procès-verbal du commissaire, une prorogation de délai pour en faire entendre de nouveaux.—Colm. 16 et 23 nov. 1810, et 6 fév. 1816, t. 11, p. 91, no 70. — Sur l'époque à laquelle il est permis de demander une prorogation d'enquête, *V.* M. Carr. t. 1, p. 694, no 1089.

175. Lorsqu'une enquête devant être commencée dans la huitaine, le jugement ou arrêt qui l'a ordonnée a mal à propos prorogé le délai, la partie peut néanmoins demander, sur le procès-verbal du commissaire, un nouveau délai pour la terminer. — Paris, 31 janv. 1811, t. 11, p. 100, no 75.— M. Carr. t. 1, p. 692, nos 1090, 1091, et p. 696, not. 1, approuve

cette décision. — V. MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 132; B. S. P. p. 290, not. 33; et F. L. t. 2, p. 352 353.

176. La prorogation du délai pour faire enquête doit être demandée, à peine de déchéance, avant l'expiration des délais et sur le procès-verbal du juge-commissaire. — Nîm. 17 déc. 1819, t. 11, p. 172, n° 155.—V. *infrà*, n° 182.

177. La prorogation de l'enquête est demandée sur le procès-verbal du juge-commissaire et ordonnée sur le référé qu'il en fait à l'audience au jour indiqué sur son procès-verbal; ainsi il ne faut ni sommation ni avenir lorsque les parties ou leurs avoués ont été présents. — C. T. t. 1, p. 290-46. — V. *infrà*, n° 182.

178. Tant que le délai de huitaine fixé par la loi pour achever une enquête n'est pas expiré, la partie qui a laissé clore le procès-verbal de son enquête, sans demander une prorogation de délai, a le droit de former cette demande sur le procès-verbal de la contre-enquête. — Toul. 1 déc. 1825, t. 30, p. 190.

179. En matière sommaire, le délai fixé pour une enquête est fatal, comme en matière ordinaire, et une prorogation ne peut être accordée après l'expiration du délai. — Lyon, 30 août 1825, t. 30, p. 47. — V. M. Carr. t. 2, p. 51, n° 1483. — V. *suprà*, n° 106.

180. La demande en prorogation doit être formée pendant les délais de l'enquête, encore qu'il s'agisse d'une enquête de commune renommée. — Bord. 1 mai 1827, t. 33, p. 231.

181. La partie qui a demandé la prorogation d'une enquête sur le procès-verbal du juge-commissaire est recevable à la demander de nouveau, quoiqu'un arrêt par défaut qui la lui aurait accordée, ait été réformé, et quel que soit le temps écoulé depuis la demande consignée au procès-verbal d'enquête. — Colm. 4 mars 1831, t. 42, p. 288.

182. La prorogation du délai pour faire enquête n'a pas besoin d'être demandée, à peine de nullité, sur le procès-verbal du juge-commissaire; elle peut l'être par requête présentée au président. — Turin, 12 janv. 1811, t. 11, p. 98, n° 72. — Cette décision est approuvée par MM. Carr. t. 1, p. 694, n° 1094; Pig. *Comm.* t. 1, p. 532; B. S. P. p. 291, not. 33. — V. *suprà*, n°s 176 et 177.

183. N'est pas nulle la demande en prorogation d'enquête formée le 21 janv. — Bord. 24 janv. 1832, t. 43, p. 722.

184. Les juges peuvent accorder ou refuser une demande en prorogation de délai pour achever l'enquête; cette prorogation, purement facultative, dépend des motifs qu'allègue le demandeur. — Toul. 13 juin 1825. Caraynon-Latour C. veuve Sablayroles. — V. *infrà*, n°s 186 et 187.

185. La demande en prorogation de délai pour parachever l'enquête doit être motivée, parce que les juges peuvent la rejeter, si le demandeur n'allègue aucune cause qui la rende nécessaire et légitime. — Turin, 20 août 1808, t. 11, p. 44, n° 19. — *Contrà*, Brux. 18 déc. 1823. — V. M. Carr. t. 1, p. 690, not. 1, 4°, et p. 693, not. 1, 1°.

186. La partie qui a fait entendre tous les témoins qu'elle a fait assigner, ne peut demander une prorogation pour faire entendre de nouveaux témoins, lorsqu'elle ne se fonde sur aucune cause fortuite et indépendante de sa propre volonté. — Bord. 5 fév. 1830. Dubois de Lamotte C. Marmontel.— V. *suprà*, n° 184.

187. La prorogation d'une enquête ne peut être permise à une partie qu'autant qu'elle justifie avoir été dans l'impossibilité complète de faire entendre ses témoins. — Brux. 2 juill. 1832. D..... C. Da. — V. *suprà*, n° 184.

188. Ainsi l'allégation qu'elle ignore le nouveau domicile pris par les témoins depuis l'obtention de l'ordonnance ne serait pas une cause suffisante de prorogation, si le demandeur ne constatait pas en même temps qu'il a fait les diligences nécessaires pour découvrir les nouveaux domiciles. — Brux. 18 oct. 1831.

189. Lorsque l'assignation à la partie est déclarée nulle, il ne peut être accordé une prorogation de délai.—Brux. 10 déc. 1811, t. 11, p. 109, n° 89.

190. Il y a lieu de proroger le délai fixé pour une enquête, si la partie qui a obtenu le droit d'y procéder n'a pu lever un obstacle qui empêche de la mettre à fin dans ce délai; par exemple, le refus par les témoins de prêter serment. — Pau, 11 mai 1830, t. 41, p. 482.

191. Lorsque des témoins importants n'ont pas comparu à l'enquête, il peut être accordé une prorogation de délai pour qu'ils puissent être entendus.—Nîm. 14 août 1828, t. 36, p. 251. — V. *infrà*, n° 195.

192. Lorsqu'une commune produit dans une enquête des témoins qui sont reprochés vu leur qualité d'habitants de cette commune, on peut lui accorder une prorogation d'enquête pour qu'elle en fasse entendre de nouveaux. — Amiens, 27 août 1823. Communes de Dorengt et de la Neuville C. Demont.

193. Le juge de paix peut refuser de donner un troisième délai pour entendre les témoins d'une partie qui a manqué deux fois de les faire entendre à des jours indiqués à cet effet. — Cass. 19 juin 1832. Gonincourt C. Beauquet.

194. Lorsqu'il y a erreur dans l'indication d'un fait dont la preuve est ordonnée, les juges peuvent, même après l'expiration des délais fixés par l'enquête, rectifier cette erreur et proroger les délais, sans qu'aucune partie puisse s'en plaindre, surtout celle en faveur de qui la prorogation a été prononcée. — Cass. 14 fév. 1827, t. 33, p. 26.

195. D'après les articles 278 et 280 C. P. C., il ne peut être accordé plus d'une prorogation d'enquête à peine de nullité; mais ces articles ne sont point applicables, lorsqu'une partie sollicite une autorisation pour pouvoir réassigner des témoins qui n'ont pas comparu sur une première assignation qui leur a été donnée dans les délais de la loi. Si l'on décidait le contraire, il en résulterait qu'une partie serait privée de la déposition, peut-être décisive, d'un témoin qui, régulièrement assigné, tomberait ensuite malade et ne pourrait déposer qu'après les délais fixés pour l'enquête, ce qui serait contraire à l'esprit de la loi. — Besanç. 25 janv. 1822, t. 11, p. 183, n° 169. — V. M. Carr. t. 1, p. 644, n° 1044, et la note. — V. *suprà*, n°s 191 et 192.

196. La partie qui a été autorisée à faire procéder à une enquête ne peut obtenir une prorogation de délai, lorsqu'elle n'a fait encore aucune diligence pour appeler les témoins. — Montp. 15 mai 1810, t. 18, p. 695, n° 32.

197. La partie qui avait été admise à faire une enquête ne peut, sous prétexte d'une indisposition de sa part, obtenir une prorogation de délai, si elle ne justifie pas que cette indisposition l'a mise dans l'impossibilité d'indiquer les témoins. — Brux. 29 juin 1813, t. 12, p. 129, n° 105.—V. M. Carr. t. 1, p. 690, not. 1, 1°.

198. Lorsque l'avoué a, par erreur, assigné les témoins pour une autre heure que celle indiquée par l'ordonnance du juge-commissaire, la partie est recevable à demander une prorogation de délai, si toutefois le délai de l'enquête n'est pas encore expiré. — Pau, 6 déc. 1809, t. 11, p. 78, n° 50 — V. M. Carr. t. 1, p. 651, n° 10.

199. La demande en prorogation d'une enquête faite sur le procès-verbal du juge-commissaire doit être jugée au jour d'audience indiqué par celui-ci dans le procès-verbal, et sans qu'on puisse faire juger en même temps d'autres incidents élevés sur l'enquête. — Bourg. 31 août 1829, t. 41, p. 579.

200. Comment s'obtient la prorogation lorsque l'enquête est faite par un juge étranger? — Il faut se pourvoir devant le tribunal qui a ordonné l'enquête.—V. MM. F. L. t. 2, p. 353; Carr. t. 1, p. 694, n° 1096; Pig. *Comm.* t. 1, p. 532; et J. A. t. 11, p. 197, n° 188. — V. *infrà*, n° 204.

201. L'article 280 C. P. C. ne peut recevoir son application que lorsque l'enquête est faite devant un commissaire du tribunal ou de la Cour; mais, lorsqu'elle a lieu devant un juge étranger, en exé-

cution de l'art. 412 du même Code, l'affaire ne peut être portée à l'audience que sur incident. — Bourg. 4 mai 1808.

202. Il n'est pas dans les attributions du juge-commissaire de proroger le délai pour commencer l'enquête, après qu'on a laissé écouler celui indiqué par l'arrêt ou le jugement. L'enquête est alors nulle, si elle a été faite ensuite du nouveau délai accordé par le juge-commissaire. — Brux. 7 juill. 1819.

203. La prorogation du délai d'une enquête ne peut être accordée par le juge-commissaire, lors même qu'il ne s'agirait que de réassigner des témoins défaillants; elle doit toujours l'être par le tribunal. — Cass. 17 déc. 1823, t. 35, p. 394. — V. *infrà*, nº 205.

204. Le tribunal délégué à l'effet de désigner un de ses membres pour recevoir une enquête n'est pas compétent pour statuer sur la demande en prorogation. — Brux. 26 juin 1826. — V. *suprà*, nº 200, et *infrà*, nº 230.

205. Lorsque l'audition des premiers témoins est nulle, le juge-commissaire peut délivrer ordonnance à l'effet d'en faire assigner de nouveaux, pourvu que le jour de la nouvelle audition se trouve dans la huitaine de la première : ce n'est pas là une prorogation d'enquête qui ne puisse être ordonnée que par le tribunal entier. — Cass. 5 déc. 1815, t. 11, p. 151, nº 131. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 639, not. 1, nº 6, p. 651, nº 1011; F. L. t. 2, p. 351. — V. *suprà*, nº 203.

206. Lorsqu'un juge de paix chargé d'une enquête en a mal à propos prorogé le délai, cette irrégularité n'entraîne pas la nullité complète de l'enquête, mais seulement de la partie de l'enquête qui a été faite hors les délais légaux. — Gren. 27 août 1829, t. 41, p. 527.

207. Lorsqu'après l'achèvement d'une enquête le tribunal accorde une prorogation pour entendre de nouveaux témoins, le délai court du jour de la signification du jugement à avoué. — Colm. 11 mars 1829. Fuset C. Wilhelm.

208. Les parties qui ont respectivement obtenu par le même jugement une prorogation de délai pour faire enquête et contre-enquête, doivent, sous peine de nullité de tout ce qui s'ensuit, se faire signifier respectivement ce jugement. — Toul 8 août 1832, t. 44, p. 236.

209. Lorsqu'il a été accordé une prorogation d'un mois, sans dire que l'enquête serait terminée dans le nouveau délai, il suffit que la continuation d'enquête ait été commencée dans ce délai. — Montp. 12 mars 1829, t. 37, p. 344.

210. Lorsqu'un jugement déclare que des témoins produits ne peuvent être entendus, et proroge purement et simplement l'enquête à un autre jour, on peut au jour indiqué faire entendre encore de nouveaux témoins. — Brux. 26 mai 1824.

211. La demande en prorogation d'enquête faite sur le procès-verbal du juge-commissaire, à l'effet de faire entendre de nouveaux témoins, ne doit pas nécessairement indiquer tous les témoins à entendre, en ce sens qu'on ne puisse plus, dans aucuns cas, en répétant cette demande à l'audience, être admis à demander de faire entendre encore d'autres témoins que ceux indiqués dans la première demande. — Bruxelles, 26 mai 1824.

212. Quand une partie a obtenu une prorogation de délai pour faire enquête, elle ne peut être admise à produire de nouveau les témoins déjà entendus, pour faire préciser leurs premières déclarations. — Turin, 12 janv. 1811, t. 11, p. 98, nº 73.

213 et 214. La prorogation accordée pour une enquête profite aussi à la contre-enquête. — Corse, 7 mai 1827. — Bourg. 13 fév. 1827. — Cass. 15 déc. 1830, t. 33, p. 132, t. 34, p. 78, t. 40, p. 376.

215. Ainsi, la partie adverse qui fait une contre-enquête peut la commencer pendant un délai de prorogation accordé à l'autre partie. — Metz, 20 juill. 1826, t. 37, p. 88.

216. Lorsqu'une demande en prorogation d'enquête a été utilement formée, la partie qui l'a obtenue n'est pas censée y renoncer par cela seul qu'elle signifie des conclusions au fond. — Lim. 13 juin 1818, t. 11, p. 162, nº 144.

217. Mais la partie qui n'a laissé mettre à exécution un jugement portant prorogation du délai d'une enquête, que sous protestation et réserve de ses droits, est recevable à en interjeter appel. — Cass. 17 juin 1822, t. 24 p. 196.

Chap. IV. *Assignation à la partie. Notification des noms des témoins. Comparution de la partie à l'enquête.* — Art. 1er. *Assignation à la partie pour être présente à l'enquête.*

218. Quand deux parties ont été admises à faire une enquête contre une troisième, celle des deux qui poursuit l'enquête doit appeler la troisième à l'audition des témoins à peine de nullité, mais non celle qui, comme elle, a été admise à faire l'enquête. — Bourg. 10 juin 1831, t. 41, p. 592.

219. Lorsque, dans une instance introduite contre un tuteur, une enquête a été ordonnée, et que le tuteur a été assigné pour y être présent, cette enquête est valable quoiqu'il y ait eu dénonciation du mariage de la mineure avant l'audition des témoins, et qu'il y ait été procédé sans qu'on ait appelé la mineure et son mari. — Nîm. 6 nov. 1826. Soulages, tuteur des enfants Roullius.

220. Une enquête est nulle si la partie qui a un avoué a été assignée à son domicile et non au domicile de cet avoué pour être présente à l'enquête, quoique l'enquête ait lieu devant un juge de paix délégué. — Paris, 26 juin 1809. — Cass. 17 déc. 1811. — Montp. 20 juin 1814. — Renn. 11 août 1817. — *Contrà*, Renn. 30 août 1817, t. 11, p. 61, nº 34. — M. Carr. *Journal de la Cour de Renn.* p. 704, pense que l'enquête est nulle lorsque la partie a été assignée à son domicile. — MM. F. L. t. 2, p. 356, et B. S. P. t. 1, p. 289, not. 30, ont émis la même opinion, *loc. cit.* — *V.* le nº qui suit, et *infrà*, nºs 224 et 226.

221. L'enquête est nulle si la partie contre laquelle elle est dirigée a été assignée à l'effet d'y assister, à son domicile réel et non au domicile de son avoué. — Bord. 9 mai 1834, t. 47, p. 457. — *V.* le nº qui précède et celui qui suit.

222. Le défendeur à une enquête peut être assigné à son propre domicile, à comparaître à cette opération, si, depuis le jugement qui l'ordonne, l'avoué qui occupait pour lui s'est démis de ses fonctions. — Brux. 15 avril 1832, t. 44, p. 351. — V. *suprà*, nº 220.

223. La nullité résultante de ce que l'assignation a été notifiée au domicile de la partie doit être prononcée, quoique l'enquête soit faite à un lieu éloigné du siége du tribunal auprès duquel l'avoué exerce son ministère. — Cass. 17 décembre 1811, t. 11, p. 61, nº 35.

224. Quand une enquête a été ordonnée par un arrêt contradictoire, l'assignation pour y être présente peut être signifiée valablement à la partie elle-même ou à son avoué de première instance. — Liége, 20 fév. 1812, t. 11, p. 116, nº 96. — *V.* M. B. S. P. p. 289, not. 30. — V. *suprà*, nº 220.

225. L'assignation à la partie pour être présente à l'enquête est nulle, si elle est donnée, non pas au domicile de l'avoué, mais à la personne même de l'avoué trouvée hors du ressort du tribunal près lequel il exerce. — Ang. 16 janv. 1823, t. 35, p. 83.

226. Une sommation faite à l'avoué personnellement d'être présent à l'enquête, suivie d'une assignation donnée à la partie à son domicile, peut remplacer l'assignation exigée par l'art. 261 C. P. C. — Nanci, 10 janv. 1812, t. 11, p. 114, nº 93. — *V.* M. B. S. P. p. 289, not. 30. — V. *suprà*, nº 220.

227 et 228. L'assignation pour être présente à une enquête doit, à peine de nullité, être donnée au domicile de l'avoué ou à la personne de la partie elle-même. — Renn. 5 et 15 avril 1813. — Turin, 24 août 1810. — Brux. 11 mars 1813, t. 13, p. 206, nº 229, t. 11, p. 90, nº 68. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 951, not. 1, nº 1.

229. La partie assignée pour assister à une enquête ordonnée par

une Cour royale, doit l'être au domicile de l'avoué qui occupe pour elle devant cette Cour, et non à celui de l'avoué qu'elle avait constitué en première instance.—Toul. 19 mars 1831, t. 43, p. 504.

230. Lorsqu'un tribunal procède à une enquête en vertu de commission rogatoire, il suffit de donner l'assignation pour assister à l'enquête à l'avoué du tribunal qui a donné la commission. — — Renn. 24 août 1811, t. 11, p. 107, n° 86.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 654, not. 1, n° 2. — V. *suprà*, n° 204.

231. L'assignation donnée à une partie au domicile de son avoué pour être présente à l'enquête peut n'être pas dans la forme des exploits d'ajournement. — Cass. 27 déc. 1808, 24 déc. 1811, et 4 janv. 1813. — Rouen, 17 mai 1810. — Turin, 5 déc. 1810, et 5 août 1811, t. 11, p. 49, n° 21.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 654, not. 1, nos 2, 3; Pig. *Comm.* t. 1, p. 511; B. S. P. p. 289, not. 30 et 31; F. L. t. 2, p. 353, § 3, n° 2, et p. 354; Merl. *Rep.* t. 8, p. 665; C. T. t. 1, p. 283, n° 18. — Cependant V. *infrà*, nos 233 et 236.

232. Le même exploit peut contenir la signification à l'avoué de l'arrêt confirmatif d'un jugement qui ordonnait une enquête, et l'assignation à la partie au domicile de l'avoué pour être présente à l'enquête. Il n'est pas besoin de laisser au domicile de l'avoué deux copies, l'une pour la signification de l'arrêt à l'avoué, l'autre pour l'assignation à la partie.— Cass. 17 déc. 1823, t. 25, p. 394.

233. L'assignation à la partie au domicile de l'avoué doit, à peine de nullité, contenir la mention de la demeure et de l'immatricule de l'huissier. — Cass. 4 janv. 1813, t. 11, p. 50, n° 22. — V. *suprà*, n° 231.

234. Une enquête n'est pas nulle parce que dans l'assignation à la partie, faite au domicile de l'avoué, il s'est glissé une erreur relativement aux prénoms de la partie.— Turin, 5 août 1811, t. 11, p. 50, n° 24.

235. De même, l'erreur dans la désignation du domicile de la partie, ou l'omission de cette désignation, n'emporte pas nullité. — Cass. 27 déc. 1808, t. 11, p. 50, n° 23.

236. L'assignation à la partie au domicile de l'avoué est nulle, lorsqu'elle n'indique pas la personne à laquelle la copie a été remise.— Cass. 24 déc. 1811, t. 11, p. 50, n° 25. — V. *suprà*, n° 231.

237. Est nul l'exploit d'assignation pour comparaître à une enquête, dans lequel le *parlant à* est omis. — Nanci, 5 avril 1830. Gaud et compagnie C. Lionville.

238, 239 et 240. L'assignation signifiée au domicile de l'avoué pour assister à l'enquête doit-elle, à peine de nullité, être donnée en autant de copies qu'il y a de parties pour lesquelles il occupe?—Oui.— Dijon, 14 mars 1818.—Lim. 8 fév. 1823.—Brux. 27 juill. 1825.—Metz, 25 août 1827.—Cass. 28 janv. 1828. — Bord. 18 déc. 1827. — Rouen, 6 mars 1828. — Non. — Besanç. 5 juill. 1816. — Paris, 29 mai 1824, t. 11, p. 161, n° 143, t. 25, p. 39, t. 26, p. 264, t. 30, p. 252, t. 34, p. 308, et t. 35, p. 46. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 355, et C. T. t. 1, p. 284-21. — *V.* aussi *infrà*, n° 242.

241. L'exploit qui indique d'abord les noms des parties assignées au domicile de leur avoué pour assister à une enquête, et qui se termine par cette mention: « Laissé les présentes avec copie de ladite requête auxdits N... N... parlant... et au domicile dudit Me N... leur avoué, » constate suffisamment qu'il a été signifié à chacun des défendeurs au domicile de leur avoué commun. — Cass. 23 nov. 1831. Guillaume C. fabrique de St-Calais.

242. Est nulle une enquête, 1° lorsque plusieurs parties ayant le même avoué ont laissé à cet avoué une seule copie d'assignation pour toutes les parties; 2° lorsque le nom d'une des parties à assigner a été omis dans l'assignation; 3° lorsque le délai donné à une partie pour comparaître n'est pas calculé en raison de la distance. — Colm. 25 août 1829, t. 38, p. 356.—V. *suprà*, n° 240.

243. Dans une cause intéressant une femme mariée assistée de son mari comme l'autorisant afin d'ester en jugement, l'enquête à laquelle les deux époux ont été cités est nulle, lorsqu'il ne leur a été donné qu'une seule copie de l'assignation, quoiqu'ils aient constitué le même avoué et qu'ils aient le même intérêt. — Bord. 17 mai 1831, t. 41, p. 642.— V. *suprà*, n° 240, et le n° qui suit.

244. Lorsqu'un mari et une femme assignés au domicile de leur avoué, pour être présents à une enquête, n'ont pas un intérêt distinct, et qu'il ne s'agit que d'une action purement personnelle et mobilière, il suffit de laisser une seule copie. — Brux. 11 nov. 1828. — *V.* le n° précédent.

245. Lorsqu'un tuteur est assigné pour représenter son pupille dans une enquête, il y a nullité de l'assignation si le mineur n'a pas été assigné par une copie séparée. — Metz, 25 août 1827. Labarre C. Frilot. — V. *suprà*, n° 240.

246. Le délai de l'assignation donnée à la partie au domicile de son avoué pour être présente à l'enquête doit être de trois jours francs, à peine de nullité. — Brux. 10 déc. 1811, et 27 juill. 1825, t. 11, p. 109, n° 88. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 655, n° 1019; B. S. p. 289, not. 29 (1).

247. Le délai de trois jours fixé par l'art. 261 C. P. C. doit-il être augmenté de trois jours par trois myriamètres de distance du domicile de la partie au domicile de l'avoué? — Oui. — Paris, 29 sept. 1808; Cass. 23 juill. 1823. — Paris, 10 fév. 1830. Presson et la ville de Dreux. — Brux. 3 mars 1824; Cass. 28 janv. 1826; Rennes, 23 avril 1827; Riom, 17 août 1827, 28 novem. 1828; Rouen, 6 mars 1828. — Non. — Brux. 23 février 1809, 1 mars 1812; Cass. 22 nov. 1810; Lim. 11 avril 1812; Bourg. 17 janv. 1815; Renn. 25 fév. 1820; Amiens, 22 nov. 1822; Paris, 29 mai 1824; Poit. 16 juin 1825, t. 11, p. 46, n° 20, t. 26, p. 264, t. 30, p. 357, t. 33, p. 253, t. 34, p. 308, t. 36, p. 227, et t. 37, p. 168 — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 511; F. L. t. 2, p. 256; Haut. p. 154.— *V.* le n° qui précède et la note.

248 et 249. Le délai de trois jours, fixé par l'art. 261 C. P. C pour l'assignation donnée en matière d'enquête au domicile de l'avoué, doit être augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance entre le domicile de l'avoué et le lieu où doit se faire l'enquête, conformément à l'art. 1033 du même Code. — Brux. 27 juill. 1825. — Cass. 21 janv. 1815, t. 11, p. 141, n° 119. —*V.* M. Carr. t. 1, p. 654, not. 1, n° 5. — *V.* aussi le n° 246.

250. Le délai de l'assignation donnée à une partie pour assister à une enquête doit être augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance entre son domicile et le lieu de la comparution. — Nîm. 31 août 1827, t. 41, p. 530. — Colm. 15 juill. 1833, t. 46, p. 174.—Bourg. 8 fév. 1831. Lavallée C. Janiot. — V. *suprà*, n° 246.

251. Le délai donné pour comparaître à une enquête doit être augmenté à raison de la distance existante entre le lieu de l'enquête et le domicile de la partie assignée; mais il ne peut être doublé. — Nîm. 11 janv. 1832, t. 42, p. 162.— V. *suprà*, n° 246.

252 et 253. S'il y a moins de trois myriamètres de distance, il n'y a pas lieu à l'augmentation du délai mentionné en l'art. 261. —Brux. 27 juillet 1825. — V. *suprà*, n° 246, et la note.

254. Une enquête n'est pas nulle parce que l'heure à laquelle elle a dû avoir lieu a été mal indiquée dans l'assignation, si cette assignation contient copie de l'ordonnance du juge portant l'indication véritable de l'heure. — Bourg. 13 juill. 1807.

255. Les dispositions de l'art. 261 doivent être observées dans les matières sommaires comme dans les matières ordinaires. — Metz, 9 août 1823, t. 11, p. 145, n° 126. — *V. infrà*, n° 260 et suiv.

---

(1) Cette question est une de celles le plus controversées en matière d'enquête; pour bien connaître la jurisprudence sur ce point délicat, il faut parcourir les nos 246 à 251.

256. Ainsi, la nullité résultante de ce que l'assignation à la partie n'a pas été signifiée au domicile de l'avoué a lieu même en matière sommaire. — Cass. 17 déc. 1811, t. 11, p. 62, n° 36.

Art. 2. *Notification des noms des témoins à la partie.* — § 1er. *Nécessité et formes de la notification.*

257. Le notaire doit notifier au ministère public, dans les formes et délais voulus par le Code de procédure, les noms, prénoms et domicile des témoins qu'il veut faire entendre dans une enquête pour se justifier d'une contravention à lui imputée. — Colmar, 1er fév. 1831, t. 42, p. 600, n° 243.

258. La notification des noms des témoins produits dans une prorogation d'enquête peut être faite par un autre acte que l'assignation donnée pour assister à cette opération. — Liége, 22 nov. 1831, t. 44, p. 289.

259. La notification des noms des témoins doit-elle être faite, à peine de nullité, trois jours avant leur audition? — Oui. — Turin, 25 janv. 1810. — Orl. 31 août 1810. — Cass. 12 juill. 1819. — Metz, 9 août 1823. — Non. — Metz, 22 avril 1813 et 16 nov. 1819. — Ang. 21 mars 1815 et 16 janv. 1823. — Cass. 16 fév. 1815. — Poit. 28 nov. 1822, 7 mars 1823, et 16 juin 1827, t. 11, p. 86, n° 64, p. 91, n° 69, p. 125, n° 103, p. 145, n° 123; t. 12, p. 471, n° 53, t. 24, p. 335, t. 25, p. 83, et t. 30, p. 357. — *V.* MM. B. S. P. p. 290, not. 31 et 123; CARR. t. 1, p 657, n° 1023, et F. L. t. 2, p. 360. — *V.* MM. B. S. P. p. 290, not. 31 et n° 123; CARR. t. 1, p. 657, 658, nos 1023, 1025; HAUT. p. 155; F. L. t. 2, p. 360.

260. La partie contre laquelle on veut procéder à une enquête sommaire doit être assignée à y assister, et les noms des témoins à entendre doivent lui être notifiés trois jours avant leur audition. — Agen, 26 août 1829, t. 42, p. 286. — *V.* le n° suivant. — V. *suprà*, n° 255 et suiv.

261. Est nulle l'enquête sommaire dans laquelle les noms des témoins n'ont pas été notifiés trois jours avant leur audition. — Cass. 30 déc. 1828, t. 36, p. 161. — *V.* le n° qui précède.

262. L'acte contenant la notification du nom des témoins peut n'être pas revêtu de toutes les formalités exigées pour les exploits d'ajournement. — Metz, 16 nov. 1819, t. 12, p. 471, n° 53.

263. Si plusieurs intéressés à un même droit sont admis à faire preuve de leur jouissance individuelle, ils peuvent ne faire qu'une seule notification des noms des témoins par un même exploit, sans qu'on puisse pour cela arguer leur enquête de nullité. — Bourg. 3 mai 1813.

264. La notification du domicile des témoins remplit suffisamment le vœu de l'article 261 C. P. C. — La notification de la demeure, c'est-à-dire de la résidence, n'est pas absolument nécessaire. — Turin, 25 juin 1810, t. 11, p. 85, n° 63. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 657, n° 1024; B. S. P. p. 290, not. 31, 2°.

265. Pour que le domicile d'un témoin soit légalement indiqué dans la notification qui est faite à la partie, il suffit d'énoncer la commune où il réside, et il n'y a pas de nullité si, lorsqu'on a nommé le canton, on a commis une erreur. — Poitiers, 16 juin 1825, t. 30, p. 351.

266. Il n'y a pas nullité non plus lorsque dans la notification on a omis le prénom d'un témoin, ou qu'on a mis un prénom qui n'était pas celui du témoin. — Amiens, 22 nov. 1822, t. 30, p. 357.

267. Le vœu de l'art. 261 C. P. C. qui exige la désignation de la profession du témoin dans l'exploit d'assignation et de dénonciation prescrit par cet article, est suffisamment rempli par la qualification de propriétaires donnée à ces témoins, encore bien que ces témoins exercent une profession, quand, du reste, la partie assignée a pu connaître suffisamment par les autres désignations les personnes indiquées comme témoins. — Nanci, 22 janv. 1827, t. 32, p. 178.

268. Il est suffisamment satisfait à l'art 261 C. P. C. si les noms, profession et demeure des témoins sont exprimés dans une liste au bas de laquelle se trouve sur la même feuille l'exploit de notification de ces témoins, sans que leurs noms, profession et demeure se trouvent de nouveau mentionnés dans cet exploit. — Brux. 12 mai 1824.

269. La signification du nom des témoins faite au domicile de la partie est nulle. — La loi veut impérieusement qu'elle soit faite au domicile de l'avoué. — Cass. 19 avril 1826, t. 31, p. 16.

270. L'assignation afin d'assister à l'enquête, donnée à la partie *en son domicile élu chez maître un tel, avocat-avoué*, remplit le vœu de l'art. 261, qui prescrit d'assigner la partie ayant constitué avoué au domicile de ce dernier, si d'ailleurs la personne au domicile de laquelle la partie est ainsi assignée est réellement son avoué en cause. — Brux. 12 mai 1824.

§ 2. *Effets du défaut de notification.*

271. Est nulle la déposition d'un témoin dont le nom, la qualité et la demeure n'ont pas été notifiés à l'adversaire de la partie qui veut le faire entendre. — Montp. 15 déc. 1830, t. 41, p. 430. — *V.* le n° qui suit.

272. La déposition d'un témoin est nulle et ne doit pas être lue si sa demeure véritable n'a pas été notifiée à la partie contre laquelle il est produit. — Bourg. 8 fév. 1831. Lavollée C. Janiot. — *V.* le n° qui précède.

273. Le témoin dont la déposition est nulle, parce qu'on n'a point notifié ses noms, qualités et demeure, peut être de nouveau cité dans une continuation d'enquête. — Montp. 15 déc. 1830, t. 41, p. 430. — V. *infrà*, n° 284.

274. Quand il ne s'est pas écoulé trois jours entre la notification des noms des témoins et l'ouverture du procès-verbal d'enquête, il n'y a de nul que les dépositions qui ont été reçues avant l'expiration de ces trois jours; celles qui ont été reçues après ce délai, quoique au cours de la même enquête, sont valables. — Turin, 25 juin 1810, t. 11, p. 86, n° 65.

Art. 3. *Comparution de la partie à l'enquête* (1).

275. Il n'y a pas nullité de l'enquête lorsque la partie contre laquelle elle a lieu y comparaît sans assistance d'avoué. — Caen, 27 août 1827. Leroy C. sa femme.

276. Lorsqu'un jugement par défaut faute de constituer avoué ordonne une enquête, la partie défaillante, pour pouvoir assister à cette enquête et y proposer des reproches contre les témoins, est-elle tenue de constituer préalablement avoué? — *V.* J. A. t. 35, p. 79, une dissertation sur cette question. Les opinions de MM. CARRÉ, BONCENNE et THOMINE-DESMASURES y sont examinées; nous avons adopté la négative, contrairement à l'avis de MM. BONCENNE et CARRÉ.

277. Dans les enquêtes qui se font devant un juge-commissaire, les parties ont le droit de se faire assister de leurs avocats. — Rouen, 26 déc. 1827, t. 35, p. 346. — *V.* nos observations. — V. *infrà*, n° 308.

278. Les preuves résultantes d'une enquête ne peuvent être opposées à celui qui n'y a pas comparu, et qui n'a pas même été assigné pour y être présent, quoiqu'il fût partie dans l'instance qui a donné lieu à l'enquête. — Cass. 21 janv. 1815, t. 11, p. 141, n° 120.

279. Quoique deux enquêtes aient eu lieu dans la même affaire, à des époques tellement rapprochées et dans des lieux si éloignés que le défendeur ait été dans l'impossibilité d'assister aux deux à la fois, ce fait seul ne suffit pas pour entraîner la nullité de l'une ou de l'autre enquête. — Nîmes, 14 août 1828, t. 36, p. 251.

280. On ne peut arguer de nullité deux enquêtes ouvertes le même jour dans deux villes diffé-

(1) Pour les effets de la comparution à l'égard des nullités, *v. infrà*, les nos 519, 520 et suivants.

ceux sur lesquels l'enquête a été ordonnée, si cette interpellation tend à faire cesser le vague de sa déposition et à la mettre en rapport avec les faits à prouver. — Liége, 22 nov. 1831, t. 44, p. 289.

307. Un juge commis à une enquête n'est pas tenu de suspendre cette opération, si l'une des parties soutient que l'un des témoins est entendu sur un fait dont la preuve n'a pas été autorisée. — Liége, 22 nov. 1831, t. 44, p. 289.

308. Les avocats des parties peuvent assister aux enquêtes faites devant des juges-commissaires, et faire des interpellations aux témoins. — Brux. 22 nov. 1816. — Il en est de même en matière de séparation de corps.—*Ibid.*— V. *suprà*, n° 277.

309. Le témoin pourrait-il ajouter à sa déposition après qu'elle aurait été signée? — Non, suivant MM. Carr. t. 1er, p. 683, n° 1075; Thom. Desm. p. 238, et F. L. t. 2, p. 368.— *V.* J. A. t. 11, p. 195, n° 186.

310. Est nul le jugement rendu sur une audition de témoins dont les dépositions ne sont pas écrites. — Toul. 29 nov. 1819, t. 19, p. 217, n° 261.

311. Une Cour d'appel ne peut pas s'occuper du mérite de la déposition d'un témoin, lorsqu'il n'a été pris à cet égard aucune conclusion devant les premiers juges. — Renn. 25 fév. 1820, t. 11, p. 46, n° 20 *bis*.

§ 3. *Refus de la partie de faire entendre les témoins. Refus des témoins de déposer* (1).

312. La partie qui produit des témoins dans une enquête ou contre-enquête contre sa partie adverse peut-elle, nonobstant les protestations de celle-ci, renoncer à les faire entendre lorsqu'ils se présentent pour déposer?—Dissert. t. 42, p. 136.

313. Les témoins peuvent-ils refuser de déposer? — MM. Carr. t. 1, p. 662, n° 1036, et F. L. t. 2, p. 166, assimilent le témoin qui refuserait de déposer au témoin qui refuse de comparaître. Mais il est des personnes qui ne peuvent déposer sur certains faits. — M. D. C. p. 207, enseigne que l'on peut assigner les parents en ligne directe. Cette opinion, contraire à celle de MM. Pig. t. 1, p. 278, et Carr. t. 1, p. 662, not. 1re, est combattue dans J. A. t. 11, p. 190, n° 180.

314. Le prêtre catholique n'est pas tenu de révéler les déclarations qu'il a reçues sous le sceau du secret, quoiqu'il n'y ait pas eu réellement sacrement de confession. — Cass. 30 nov. 1810, t. 11, p. 74, n° 71. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 364; Carr. t. 1, p. 662, à la note, et n° 1037; Pig. t. 1, p. 278; Legrav. t. 1, p. 236; B. S. P. p. 292, not 37: et Merl. *Rep.* t. 1, p. 450 et 467; t. 3, p. 566 et t. 13, p. 438, § 2. — *V.* aussi J. A. *loc. cit.* un jugement qui décide qu'un notaire ne peut être contraint à déposer des faits qui lui ont été confiés sous le sceau du secret.

315. Un médecin doit être dispensé de déposer sur les faits qui lui ont été confiés à raison de sa profession, même quand il y est autorisé par la personne qui lui a fait ces confidences. — Gren. 23 août 1828. Fournier C. Remusat.

316. Jugé au contraire qu'un notaire ne peut se dispenser de déposer en justice criminelle sur les faits dont il a eu connaissance à raison de l'exercice de ses fonctions : il ne jouit pas à cet égard du privilége des avoués et des avocats. — Cass. 23 juill. 1830, t. 40, p. 42.

317 et 318. Cependant le notaire à qui des faits ont été confiés dans le secret de son étude n'est pas tenu de déposer sur ces faits, même lorsque les parties y consentent. — Montp. 24 sept. 1827. Tessier C. T***.

319. En matière correctionnelle, un témoin appelé à déposer ne peut, s'il ne se trouve dans les exceptions légales, se dispenser de dire toute la vérité à la justice, sous le prétexte que les parties lui auraient fait quelques confidences sous le sceau du secret. — Cass. 8 mai 1828. Ministère public C. Dauterive.

320. Quand doivent être prononcées les condamnations contre les témoins? — MM. Carr. t. 1, p. 663, n° 1039, et Delap. t. 1, p. 262, pensent qu'on ne peut donner défaut et prononcer les peines contre les non-comparants qu'après que tous ceux qui ont été présents ont été entendus. — J. A. t. 11, p. 191, n° 181.—La condamnation aux dommages-intérêts prononcée par l'art. 263 n'est pas facultative, comme celle de l'amende.— *V.* MM. Carr. t. 1, p. 661, nos 1033 et 1034; Pig. *Comm.* t. 1, p. 515; Delap. t. 1, p. 263; F. L. t. 2, p. 364; et J. A. *loc. cit.* — La condamnation à l'amende n'emporte pas la contrainte par corps. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 663, n° 1040; Locré, t. 1, p. 481; et J. A. *loc. cit.* — Suivant M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 515, l'opposition à l'ordonnance doit être présentée, non au tribunal, mais au commissaire. — La partie qui a produit le témoin défaillant peut renoncer à le faire entendre, et alors elle n'aura pas le droit d'exiger des dommages-intérêts.— C'est l'avis de MM. Carr. t. 1, p. 661, n° 1035, et F. L. t. 2, p. 364. — M. Pig. *Comm.* dit que la partie pourra faire payer au témoin les frais auxquels il aura été condamné, soit en les retenant sur la taxe, soit en faisant assigner le témoin à trois jours sans conciliation, et en obtenant du juge-commissaire une ordonnance qui sera exécutoire. Suivant ce même auteur, le témoin pourrait se présenter sans réassignation; il devrait dans ce cas appeler les parties en vertu d'ordonnance du juge. — Mais doit-on, en cas de réassignation, appeler de nouveau la partie? — La loi ne l'exige pas.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 664, n° 1043; F. L. t. 2, p. 365; Delap. t. 1, p. 264; et J. A. *loc. cit.*

321. Il est laissé à la prudence des juges d'user des moyens de contrainte indiqués par l'art. 157 C. I. C. à l'égard des témoins qui refusent de se présenter, soit qu'ils soient cités par le ministère public, ou par le prévenu. — Cass. 11 août 1827, t. 34, p. 78.

322. Est-ce au juge-commissaire ou au tribunal qu'il appartient de prononcer la contrainte par corps, contre le témoin réassigné défaillant? — M. Carr. t. 1, p. 665, pense qu'il faut un jugement du tribunal. Mais ne serait-il pas contraire aux principes de faire prononcer la contrainte par corps, qui n'est que l'accessoire de la condamnation, par un juge différent de celui qui a prononcé la condamnation?—*V.* J. A. t. 11, p. 192, n° 182. — MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 516; F. L. t. 2, p. 365; Pr. Fr. t. 2, p. 167; et Delap. t. 1, p. 265.—L'art. 264 autorise à décerner un mandat d'amener, mais non un mandat de dépôt, suivant M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 517. — Les frais du mandat d'amener sont à la charge du témoin; et, pour s'en faire rembourser, la partie devra assigner le témoin à son domicile. — M. Carr. t. 1, p. 666, n° 1048.

323. Les dispositions des art. 263 et suiv. C. P. C., sur la mesure à prendre contre les témoins défaillants, ne sont pas applicables aux témoins étrangers, domiciliés hors du royaume. — Brux. 18 oct. 1826.

324. Le reproche proposé contre un témoin qui ne se trouve pas d'ailleurs dans la classe des personnes dont la loi prohibe l'audition, ne doit point être pour lui un motif de s'abstenir : sa déposition doit préalablement être reçue, sauf ensuite à faire juger le reproche dirigé contre lui. — Paris, 31 janv. 1811, t. 11, p. 101, n° 76. — *V.* M. B. S. P. p. 294, not. 48.

325. Lorsqu'un des témoins produits dans l'enquête a cru devoir s'abstenir de faire sa déclaration, la partie qui l'a assigné peut-elle faire juger à l'audience les motifs de son refus, et demander qu'il soit entendu, si elle a négligé de requérir une prorogation de délai sur le procès-verbal du juge-commissaire?— M. Carr. t. 1, p. 662, n° 1038, et à la note, enseigne l'affirmative. Les motifs de cette même opinion sont développés dans une dissertation de M. Cot J. A. t. 11, p. 195, n° 187

(1) Il faut consulter notre mot *avocat*, nos 16, 17, 18 et 19.

§ 1. *Taxe des témoins.*

326. Le juge doit-il, à peine de nullité, demander au témoin s'il requiert taxe? — MM. F. L. t. 2, p. 368, t. 1, p. 682, n° 1072; Delap. t. 1, p. 275; et Pr. Fr. t. 2, p. 176, pensent que de la rédaction des art. 271 et 274, il résulte que la nullité n'est point prononcée à l'égard de cette formalité, puisqu'elle suit la disposition qui prescrit la peine de nullité pour ce qui précède. — M. Pig. t. 1, p. 285, dit que le juge doit, à peine de nullité, faire mention de la taxe sur son procès-verbal. — *V.* ce même auteur, dans son *Comm.* t. 1, p. 529, et J. A. t. 11, p. 194, n° 184.

327. Dans les enquêtes en justice de paix, la taxe de l'original de citation aux témoins ne doit point varier selon les localités. — C. T. t. 1, p. 28-6.

328. La fixation de la journée de travail du témoin est laissée à l'appréciation du juge. — C. T. t. 1, p. 29-13, à la note.

329. La taxe des témoins ne doit jamais varier à raison de l'importance des localités. Il n'y a de différence qu'eu égard à la profession du témoin et au prix de la journée de travail. — C. T. t. 1, p. 31-20.

330. Le juge de paix pourrait porter la journée de travail du témoin à plus de 2 francs, si celui-ci avait une profession. — C. T. t. 1, p. 29-16.

331. L'art. 167 du tarif doit être entendu en ce sens qu'il est alloué au témoin 3 francs pour l'aller et autant pour le retour. — Montp. 13 avr. 1825. t. 28, p. 133. — C. T. t. 1, p. 287-39.

Art. 2. *Des reproches.* — § 1er. *Des reproches en général.*

332. On ne peut pas admettre contre des témoins des reproches dont les causes ne sont pas exprimées dans la loi. — Renn. 30 juill. 1817, (1).

333. L'art. 283 C. P. C. précise et détermine les cas où un témoin peut être reproché : les reproches non compris dans cet article ne sont pas admissibles. — Paris, 24 mai 1811, t. 11, p. 105, n° 82.

334. Les dispositions de la loi sur les causes de reproche de témoins ne sont pas limitatives. — Bourg. 8 fév. 1831. Lavollée C. Janiot. — Bourg. 10 mai 1831. Commune de Meillant C. Charost.

335. L'art. 283 C. P. C. relatif aux reproches des témoins n'est point limitatif; et lorsqu'il existe des causes de suspecter l'indépendance et l'impartialité d'un témoin, il peut être ordonné par la Cour que sa déposition ne sera pas lue, quoique ces causes ne soient pas au nombre des motifs de reproche énumérés dans cet article. — Bourg. 20 juill. 1831. Bonet C. Paillard.

336. Un témoin n'est pas reprochable parce qu'on lui a signifié les considérants de l'arrêt ordonnant l'enquête dans laquelle il doit être entendu. — Bourg. 10 janv. 1831. Commune de Devai C. Lebas.

§ 2. *Motifs des reproches.* 1° *Parenté, qualité, impossibilité physique.*

337. Les juges sont tenus d'admettre le reproche dirigé contre le témoin parent de l'une des parties au degré prohibé. — Bourg. 15 fév. 1831. — V. *infrà*, n° 455.

338. Est reprochable le témoin parent des deux parties, comme celui qui n'est parent que de l'une d'elles. — Brux. 31 janv. 1829, t. 37, p. 139.

339 et 340. Une partie peut reprocher un témoin produit contre elle, s'il y a parenté entre eux au degré prohibé, encore bien que ce témoin ne soit point parent de la partie qui veut le faire entendre. — Riom, 21 déc. 1829, 8 février 1830. — Renn. 6 janv. 1830, t. 44, p. 275, t. 38, p. 5.

341. La parenté des témoins entre eux n'est pas une cause de reproche. — Brux. 25 mars 1806, t. 11, p. 38, n° 11. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 702, n° 1117; et B. S. P. p. 294, not. 43.

342. Les parents peuvent être entendus comme témoins dans les procès en séparation de corps, comme en matière de divorce. — Toul. 25 janv. 1821. — Amiens, 5 juill. 1821. — Nanci, 7 juill. 1827, t. 23, p. 20, et t. 33, p. 229.

343. On doit appliquer au cas de la demande en nullité de mariage pour défaut de consentement libre de la part des contractants, la disposition de l'art. 251 C. C. qui, en matière de divorce, déclarait les parents des parties, à l'exception de leurs enfants et descendants, non reprochables du fait de la parenté. — Montp. 6 mai 1826, t. 31, p. 211.

344. Le défendeur qui, après jugement ordonnant une enquête, appelle en garantie un tiers parent de l'un des témoins, ne peut reprocher ce témoin pour cause de parenté. — Bourg. 5 janv. 1827. — Cass. 24 juill. 1828, t. 33, p. 107, et t. 35, p. 304.

345. Dans une contestation existante entre une faillite et un tiers, le beau-père, le conseil et le mandataire salarié de quelques-uns des créanciers de la faillite peuvent être entendus comme témoins. — Poit. 30 décembre 1828, t. 36, p. 128. — V. *infrà*, les n°s 346, 368, 369 et suiv.

346. Les parents ou alliés des créanciers d'un failli jusqu'au degré de cousin germain peuvent être reprochés dans une enquête ayant pour objet d'établir un fait que les syndics de la faillite ont été admis à prouver dans l'intérêt de la masse. — Brux. 16 juill. 1830. Devaerce C. Verricken. — V. *suprà*, n° 345.

347 et 348. Dans une contestation qui intéresse une commune, les parents au degré prohibé des habitants de cette commune appelés par elle en témoignage sont-ils reprochables comme témoins? — Oui. — Orl. 7 mars 1821. — Bourg. 7 déc. 1824, et 14 nov. 1825. — Toul. 4 juin 1828. — Non. — Cass. 30 mai 1825. — Poit. 16 nov. 1826. — Bourg. 10 janv. 1831. Commune de Devai C. Lebas, t. 29, p. 106, t. 30, p. 173 et 418, t. 33, p. 371, t. 36, p. 130. — V. *infrà*, les n°s 349, 350 et 374.

349. Lorsque plusieurs habitants d'une commune plaident *ut singuli*, ils forment alors une espèce de communauté; et dans une enquête dans laquelle ils font partie, on ne peut récuser des témoins par eux produits, sous prétexte de parenté avec plusieurs des intéressés. — Riom, 19 mai 1829, t. 38, p. 321. — *V.* le n° qui précède.

350. Si les témoins parents des habitants d'une commune ne peuvent pas être reprochés, au moins les juges ne doivent avoir à leurs dépositions que tel égard que de raison. — Bourg. 14 avril 1829, t. 37, p. 231. — V. *suprà*, le n° 347.

351. Il n'existe d'alliance qu'entre un conjoint et les parents de son conjoint, il n'en existe pas avec ce conjoint et les alliés de l'autre. Spécialement, il n'y a pas alliance entre un individu et la femme de son beau-frère: ainsi la femme du beau-frère de l'accusé peut être entendue comme témoin. — Cass. 5 prair. an XIII, t. 11, p. 35, n° 8. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 701, n° 1104.

352. L'enfant naturel adultérin de la femme est allié du mari de cette femme; en conséquence l'art. 358 du Code du 23 brum. an IV, qui défend d'appeler en témoignage le fils et la fille de l'accusé et leur allié au même degré, s'applique aux enfants naturels du conjoint de l'accusé. — Cass. 6 avril 1809, t. 11, p. 59, n° 33. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 362; et Carr. t. 1, p. 702, n° 1106.

353. Le concubinage, même adultère, n'est pas une cause de reproche suffisante pour faire rejeter la déposition du témoin auquel il est imputé. — Paris, 11 fév. 1815, t. 11, p, 144, n° 14.

354. Un témoin est reprochable à raison d'une condamnation pour vol, bien que la condamnation soit ancienne et ait été prononcée en pays étranger. — Col. 6 août 1814, t. 11, p. 138, n° 116. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 706, n° 1120.

355. Des étrangers peuvent déposer comme témoins dans une enquête. — Col. 15 germ. an XIII, t. 11, p. 33, n° 6.

356. Un sourd-muet de naissance peut être entendu comme témoin dans une procédure civile. — Nîmes, 21 août 1821, t. 23, p. 282.

---

(1) V. *infrà*, n° 365.

2° *Captation. Intérêt. Inimitié. Dépendance.*

357. Un témoin qui depuis l'appointement à informer a bu et mangé avec la partie qui l'a fait entendre et aux frais de celle-ci, peut être reproché. Sa déposition doit être rejetée; il y a omission dans le jugement qui n'a rien prononcé à cet égard. — Renn. 13 fév. 1817.

358. La simple allégation qu'un témoin a bu et mangé avec la partie ne suffit pas pour justifier un reproche contre ce témoin. — Renn. 4 juill. 1814, t. 11, p. 131, n° 108.

359. N'est pas reprochable comme témoin, la personne chez laquelle la partie a bu et mangé en qualité de pensionnaire. — Paris, 10 mars 1809, t. 11, p. 57, n° 31.

360. Ne sont pas reprochables les témoins qui, obligés de séjourner longtemps dans la commune qui les produit dans une enquête, ont bu et mangé chez les habitants de cette commune et aux frais de ces habitants. — Bourg. 10 janv. 1831. Commune de Devai C. Lebas.

361. La partie civile ne peut être entendue comme témoin. — Metz, 12 nov. 1821, t. 11, p. 181, n° 165. — Ce point a été décidé par plusieurs arrêts récents de la Cour de cassation.

362. Il n'en est pas de même du frère de la partie civile. — Metz, 12 nov. 1821, t. 11, p. 181, n° 166.

363. Le plaignant non partie civile peut être entendu comme témoin. — Cass. 3 août 1827. Bobier C. le ministère public.

364. La circonstance que l'un des témoins dans une contre-enquête pourrait être passible de dommages-intérêts, si le fait que l'enquête directe tend à établir était prouvé, n'est pas de nature à empêcher que ce témoin ne soit entendu. — Brux. 17 janv. 1824.

365. On peut reprocher le témoin qui a un intérêt direct à la vérification du fait en litige, ou qui a un procès civil avec la partie contre laquelle il est produit, ou qui se trouve le débiteur de celle qui le produit. — Cass. 3 juill. 1830, t. 11, p. 174, n° 158. — Brux. 27 juill. 1825. — L'art. 283 est-il limitatif seulement ou démonstratif? — M. B. S. P. p. 293, not. 42, professe l'affirmative, contre l'opinion de MM. F. L. t. 2, p. 366; PIG. *Comm.* t. 1, p. 335, 336; PR. FR. t. 2, p. 187; CARR. t. 1, p. 699, n°s 1101, 1102. — *V.* aussi M. TOULL. t. 9, p. 373, n°s 236-335, et notamment les n°s 308, 310, et 315 — *V.* aussi *suprà*, n° 332 et suivants.

366. La qualité de débiteur d'une partie, surtout quand elle n'est pas alléguée, n'est pas un moyen de reproche. — Renn. 4 juill. 1814, t. 11, p. 131, n° 109.

367. Le témoin qui est créancier de l'une des parties ne peut être reproché de ce chef. — Brux. 7 avril 1827.

368. Le syndic d'une faillite ne peut, pour administrer la preuve qui lui est imposée que le débiteur déclaré en état de faillite était réellement commerçant, faire entendre comme témoins les créanciers de ce même failli. — Brux. 27 avril 1824. — V. *suprà*, n° 345.

369. Les créanciers d'un failli ne peuvent pas être entendus comme témoins dans une instance introduite par les syndics, comme représentant la masse, à l'effet de faire déclarer nulle une rente qu'ils prétendent simulée et faite en fraude de leurs droits. — Bord. 5 juin 1834, t. 47, p. 525. — V. *suprà*, n° 345.

370. Un témoin ne peut être reproché comme créancier d'une faillite, s'il n'a pas de titre de créance. — Renn. 29 nov. 1820, t. 12, p. 514, n° 120. — V. *suprà*, n° 345.

371. L'agent provisoire d'une faillite qui a cessé ses fonctions peut être entendu dans une affaire concernant la faillite. — Renn. 29 nov. 1820, t. 12, p. 515, n° 121. — V. *suprà*, n° 345.

372. L'associé peut produire et faire entendre comme témoin son associé. — Cass. 4 janv 1808, t. 11, p. 38, n° 13. — *V.* MM. B. S. P. p. 294, not. 46; HAUT. p. 157.

373. Celui qui a un intérêt dans une maison de commerce ne peut pas être entendu comme témoin dans un procès soutenu par cette maison. — Brux. 1er mai 1830. Deplanque C. Delforge-Claes.

374. Les habitants d'une commune peuvent-ils être admis à déposer dans un procès intenté pour ou contre une commune? — Non. — Ang. 16 janv. 1823. — Poit. 7 mars 1823, 10 mai 1825 et 16 nov. 1826. — Bourg. 7 déc. 1824 et 14 nov. 1825. — Rouen, 4 mai 1827. — Cass. 17 mai 1827. — Toul. 4 juin 1828. — Oui. — Cass. 23 mai 1827. — Montp. 12 mai 1829. — Bourg. 10 juin 1831, t. 25, p. 83, t. 29, p. 105, t. 30, p. 247 et 418, t. 33, p. 371, t. 36, p. 231 et t. 37, p. 344, t. 41, p. 592, (1).

375. Les habitants d'une commune ne peuvent être reprochés comme témoins dans un procès entre cette commune et un particulier, sur la propriété d'un pré qu'elle a donné à bail à un témoin moyennant la somme de 5 fr. — Cass. 29 juin 1831, t. 41, p. 623. — *V.* le n° précédent.

376. Les habitants d'une commune ne peuvent être entendus comme témoins dans un procès intenté par cette commune sur des droits d'usage dont chacun d'eux jouit dans son intérêt privé. — Agen, 8 janv. 1833, t. 47, p. 501. — V. *suprà*, n° 374.

377. Les habitants d'une commune peuvent être témoins dans une cause où il s'agit d'un droit de passage réclamé en leur faveur par l'administration communale. — Brux. 12 fév. 1818. — V. *suprà*, n° 374.

378 Lorsqu'il s'agit de prouver l'usage public d'un chemin réclamé par une commune, les habitants de cette commune ne peuvent être entendus comme témoins. — Bourg. 29 nov. 1826. Commune de Rians C. Chabin. — V. *suprà*, n° 374.

379. Les habitants de la commune dans laquelle un rassemblement a eu lieu peuvent être entendus dans l'enquête sur l'action récursoire intentée par les 20 plus forts contribuables qui ont payé le dommage, contre les auteurs ou complices du délit. — Colm. 15 germ. an XIII, t. 11, p. 32, n° 5. — V. *suprà*, n° 374.

380. Un tribunal, en ordonnant une enquête dans une instance où une commune est partie, ne peut décider en même temps que les habitants de cette commune ou de telle autre ne seront pas entendus. — Nanci, 20 mars 1825, t. 31, p. 190. — V. *suprà*, n° 374.

381. Dans un procès où figure une commune, les conseillers municipaux qui ont pris part à la délibération par laquelle le maire a été autorisé à plaider ne sont pas reprochables comme témoins. — Cass. 25 juill. 1825, t. 32, p. 65. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 700, n° 1110. — Jugé au contraire qu'ils sont reprochables. — Bourg. 10 janv. 1831. Commune de Devai C. Lebas. — V. *suprà*, n° 374.

382. Est reprochable comme témoin, dans une contestation intéressant une commune et occasionnée par des travaux faits au nom de cette commune, l'ingénieur qui en a donné les plans. — Amiens, 26 nov. 1825, t. 31, p. 170. — V. *infrà*, n° 393.

383. Sont aussi reprochables comme témoins, dans un procès intéressant une commune, le sergent de police et le garde champêtre de cette commune. — Amiens, 26 nov. 1825, t. 31, p. 170. — V. *infrà*, n° 393.

384. Ne peut être reproché par le motif que l'on est en procès avec lui, le témoin contre lequel on a intenté une action, depuis l'instance donnant lieu à l'enquête. — Bourg. 30 nov. 1830, t. 41, p. 404.

385. Sont reprochables les témoins qui, avant le procès commencé, ont déposé des faits y relatifs devant des fonctionnaires publics. — Ces témoins peuvent d'ailleurs être assimilés à ceux qui ont donné des certificats sur les faits relatifs au procès. — Angers, 28 juin 1832, t. 25, p. 235.

386. N'est pas reprochable le témoin poursuivi par l'adminis-

(1) Cette question qui a été vivement débattue, est maintenant réduite par la jurisprudence à des termes transactionnels; nous engageons nos lecteurs à consulter *suprà*, le n° 347, et à lire les n°s 375 à 383.

tration forestière pour avoir fait pacager des bestiaux dans les bois de l'une des parties avec l'autorisation de l'autre qui a pris pour lui fait et cause contre l'administration. — Bourg. 10 mai 1831. Commune de Meillant C. Charost.

387. Des témoins appelés à déposer en matière correctionnelle sur des faits imputés à un juge de paix, ne sont pas reprochables parce qu'ils ont été, de la part de ce magistrat, l'objet soit de poursuites criminelles et correctionnelles, soit de condamnations, soit enfin d'observations sévères en des cas particuliers, surtout si, depuis ces poursuites, condamnations ou observations, il s'est écoulé un espace de temps considérable. — Bourg. 27 déc. 1815.

388. Celui qui a été précepteur dans une maison ne peut être considéré comme serviteur à gages, et reproché s'il est appelé en témoignage. — Riom, 28 nov. 1828, t. 36, p. 227. — V. *infrà*, les nos 389 à 392.

389. On peut entendre, dans une enquête poursuivie contre un négociant, son commis ou son procureur fondé. — Aix, 24 avril 1826, t. 32, p. 239.

390. Dans une enquête le commis d'un marchand peut être reproché comme serviteur de ce marchand. — Brux. 11 juin 1829. Kelcom-Rousse C. Lacombe.

391. Sont reprochables comme serviteurs dans le sens de l'art. 283, les maîtres ouvriers de fabrique, les commis, même ceux qui ne reçoivent que le dîner pour salaire. — Brux. 16 juill. 1829, t. 38, p. 175.

392. Un commis non salarié est reprochable. — Brux. 1er mai 1830. Delplanche, Delforge, Clues. — V. *suprà*, le no 388 et suiv.

393. Le garde particulier d'une partie n'est pas reprochable lors d'une enquête en matière civile. — Besanç. 29 nov. 1827, t. 34, p. 171. — V. *suprà*, no 383.

394. La qualité de fermier ou de colon de l'une ou l'autre des parties n'est pas un motif de reproche contre un témoin. — Amiens, 22 nov. 1822. — Poit. 16 juin 1825, t. 30, p. 357.

395. Le tonnelier de l'une des parties, assigné pour déposer dans une enquête civile, ne peut être reproché et ne doit pas être assimilé au *serviteur* dont parle la loi. — Colm. 23 fév. 1824, t. 26, p. 107.

396. Les éclusiers des canaux sont assimilés aux serviteurs de cette administration, et dans cette qualité reprochables comme témoins : ils reçoivent un salaire, leur témoignage peut donc être rejeté. Il en est de même des pensionnaires de l'administration des canaux ; ils doivent être assimilés aux donataires, quoique la gratification dont ils jouissent soit essentiellement révocable. — Orl. 7 mars 1821.

397. Le journalier qui travaille habituellement pour une partie est dans la classe des domestiques, et comme tel reprochable dans une enquête. — Brux. 29 avril 1830, t. 40, p. 49. — V. *infrà*, nos 397 *bis* et 398.

397 *bis*. On ne peut reprocher le témoin qui travaille chez une des parties, non en qualité de domestique, mais à la journée. — Poitiers, 6 février 1833, t. 47, p. 719.

398. On ne peut étendre à des ouvriers travaillant journellement dans un atelier la cause de reproche admise par l'art. 283 C. P. C. contre les serviteurs ou domestiques. — Metz, 30 avr. 1825. N. C. N. — V. *suprà*, no 397.

399. Un maître ne peut faire entendre ses domestiques dans une enquête à laquelle il a été admis contre son jardinier ; mais celui-ci doit les reprocher avant leur déposition, et ne peut, sous prétexte de leur audition, obtenir la cassation du jugement rendu contre lui, si les juges se sont fondés non sur l'enquête, mais sur les pièces du procès. — Cass. 18 avr. 1831.

400. Les cochers de place ne sont ni des serviteurs ni des domestiques à gages, ils ne sont que des préposés, et ils ne peuvent pas être reprochés. — Cass. 30 déc. 1828. Gorre C. Beaufils et Chapelain.

401. Les témoins qui, au temps où ils donnent leur déposition, ne sont plus ouvriers salariés, ne sont pas reprochables. — Brux. 9 nov. 1818. — *V*. le no suivant.

402. On ne peut reprocher un témoin pour cause de domesticité, si, avant son audition, il a cessé d'être au service de l'une des parties. — Bourg. 30 nov. 1830, t. 41, p. 464. — *V*. le no qui précède.

403. Les serviteurs, les domestiques doivent, lorsqu'il s'agit de soustraction, être entendus comme témoins. — Renn. 1er août 1816, t. 11, p. 158, no 139.

403 *bis*. La déposition d'un témoin reproché comme domestique à gages de l'une des parties doit être rejetée nécessairement et dans tous les cas, soit qu'il s'agisse d'attester des faits possessoires passés à la campagne, soit qu'il s'agisse de faits passés à la ville. — Cass. 8 fév. 1830.

404. La mendicité n'est pas par elle-même un motif suffisant pour reprocher un témoin, sauf au juge à avoir tel égard que de raison à la déposition du mendiant. — Renn. 12 janv. 1810, t. 11, p. 81, no 55. — M. Carr. t. 1, p. 698, not. 1, no 2, approuve cette décision.

3o *Avis déjà émis dans l'affaire. Certificat. Notaire. Témoins instrumentaires.*

405. N'est pas reprochable le témoin qui, sur la sommation de l'une des parties, a fait une déclaration extrajudiciaire sur quelques faits du procès étrangers à ceux dont la preuve est ordonnée. — Paris, 24 mai 1811, t. 11, p. 105, no 83.

406. Les témoins qui ont précédemment agi comme indicateurs devant l'expert chargé de lever le plan des lieux contentieux, ne sont pas reprochables pour ce fait. — Bourg. 14 novembre 1826, t. 33, p. 231.

407. Des témoins qui ont fait des déclarations sur un procès-verbal d'experts nommés pour visiter des lieux contentieux, autorisés à recevoir des déclarations de personnes qui leur seraient présentées ou qui seraient appelées d'office, peuvent être appelés comme témoins dans l'enquête qui a lieu par suite de l'expertise. — Orl. 22 février 1811, t. 11, p. 104, no 79. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 704, no 1114 ; B. S. P. p. 294, not. 46 ; Haut. p. 157.

408. Les rédacteurs d'un procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux peuvent être entendus comme témoins sur les faits qui ne sont pas suffisamment désignés dans ce procès-verbal. — Cass. 21 juill. 1820, t. 3, p. 461, vo *appel*, no 291.

409. Les gardes forestiers, auteurs d'un procès-verbal déclaré nul pour défaut de forme, peuvent être entendus comme témoins sur les faits consignés dans le procès-verbal. — Cass. 1er mars 1822, t. 24, p. 62.

410. Est reprochable, comme ayant donné un certificat sur les faits à prouver, le témoin qui, ne sachant pas écrire, a simplement apposé sa marque au bas du certificat, lorsqu'il reconnaît cette marque pour être la sienne. — Metz, 23 fév. 1821, t. 23, p. 58.

411. Le fonctionnaire public qui a délivré (en ce qui concerne le procès) un extrait des registres dont il est dépositaire, ne peut être reproché sur le motif qu'il a donné un certificat. — Amiens, 22 nov. 1822, t. 30, p. 357. — *V*. *suprà*, no 267.

412. Celui qui, sur la demande d'une partie, a fait passer à son avoué le récit de ce qui s'était passé devant lui, et a fait des demandes dans l'intérêt de cette même partie, relativement à ce qui est l'objet du procès, ne peut plus être entendu comme témoin : il s'est constitué l'agent d'affaires, le conseil de la partie ; son avis a plus d'importance qu'un simple certificat. — Poit. 6 juin 1828, t. 35, p. 66. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 763, et Toull. t. 9, p. 476, no 307.

413. Est à l'abri de la cassation l'arrêt par lequel une cour royale a déclaré reprochable un témoin qui a mis sa déposition au prix d'un haut intérêt, et écrit aux parties des lettres présentant le caractère de certificats. — Cass. 12 déc. 1831, p. 159, t. 42.

414. Celui qui a été membre du conseil de famille convoqué pour autoriser la poursuite d'un procès

peut être entendu comme témoin dans ce procès. — Paris, 10 mars 1809, t. 11, p. 57, n° 32.

415. On ne peut entendre comme témoin dans une enquête en cause d'appel celui qui, en première instance, a été l'avocat et l'avoué de la partie qui l'assigne. — Brux. 27 juill. 1825. — V. le n° suivant.

416. L'avoué d'une partie peut être assigné en témoignage à la requête de l'adversaire. — Gren. 15 fév. 1810, t. 11, p. 81, n° 56.

417. L'avoué qui a obtenu le jugement en vertu duquel il est procédé à une expropriation forcée, et l'huissier qui a fait les actes de poursuite, peuvent être entendus comme témoins, à la requête du poursuivant, dans l'instance relative à la validité de cette expropriation. — Brux. 10 nov. 1825. — V. *suprà*, n° 415.

418. Le président d'un tribunal de première instance ne peut être appelé en témoignage, pour déposer sur des aveux qu'aurait faits l'un des époux dans sa comparution devant lui, par suite d'une demande en séparation de corps. En conséquence, une partie ne peut fonder une récusation contre ce magistrat, sur l'intention où elle est de l'appeler en témoignage. — Amiens, 30 mars 1822, t. 11, p. 184, n° 170.

419. Les juges de première instance peuvent, sur l'appel de la décision qu'ils ont rendue, être appelés en témoignage sur des faits postérieurs à leur jugement. — Paris, 17 juill. 1829, t. 38, p. 325.

420. Lorsqu'un juge commis pour procéder à une enquête a fait l'ouverture du procès-verbal, les parties ne peuvent le faire figurer comme témoin dans les enquêtes qu'il était chargé de recevoir, à l'égard d'un fait antérieur à sa nomination. — Gren. 20 août 1825, t. 30, p. 395.

421. Comme aussi n'est pas reprochable le juge qui s'est abstenu dans l'affaire où il a fait l'office de conciliateur. — Orl. 4 avril 1810, t. 11, p. 83, n° 59.

422. De même le juge qui s'abstient volontairement n'est pas, par cela seul, reprochable comme témoin. — Cass. 24 juin 1828, t. 35, p. 304.

423. Le greffier d'un tribunal de police ne devant pas tenir note des dépositions des témoins et des dires des parties, aucune loi ne prohibe, à peine de nullité, qu'il soit entendu en témoignage dans la cause soumise au tribunal de police. — Cass. 2 fév. 1809, t. 11, p. 56, n° 29.

424. On ne peut reprocher, comme ayant donné un certificat sur les faits soumis à l'enquête, le témoin appelé à déclarer si l'auteur d'un testament mystique savait lire, par la raison que ce témoin est celui-là même qui a écrit le testament, et qu'il y est dit que le testateur l'a lu et relu. — Metz, 8 mars 1821, t. 11, p. 181, n° 164.

425. Les témoins qui ont vu écrire l'acte dont la vérification est ordonnée, et même l'ont signé avec la personne dont on méconnaît la signature, ne peuvent être assimilés à ceux qui ont donné des certificats sur les faits relatifs au procès. — Renn. 18 avril 1816, t. 11, p. 157, n° 137.

426. L'art. 211 C. P. C., portant qu'en matière de vérification et de reconnaissance d'écritures privées on pourra entendre comme témoins ceux qui auront vu écrire et signer l'écrit en question, ne forme pas obstacle à ce que le juge commis à l'enquête entende comme témoins ceux qui, sans avoir vu écrire et signer cet écrit, connaîtraient l'écriture de celui dont on soutient qu'il émane. — Brux. 13 juill. 1827.

427. La circonstance que l'individu appelé comme témoin dans une enquête tenue à l'effet de vérifier l'écriture et la signature d'un testament olographe, aurait été chargé par le défunt, dans le même testament, de l'administration de la succession jusqu'à telle époque déterminée, ne suffit pas pour empêcher qu'il soit entendu. — Brux. 13 juill. 1827.

428. Le notaire qui a reçu un acte et les témoins qui l'ont signé ne peuvent pas, lorsqu'ils sont appelés à déposer sur des faits relatifs à cet acte, être reprochés comme ayant donné des certificats sur les faits du procès : cette cause de reproche ne leur est pas applicable. — Cass. 23 nov. 1812 — Bord. 20 fév. 1830, t. 11, p. 126, n° 99, et t. 39, p. 78. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 709, n° 1102, not. (1).

429. On ne peut reprocher un notaire sous le prétexte qu'il est rédacteur de l'acte à l'occasion duquel l'enquête a lieu. — Bourg. 30 nov. 1831, t. 41, p. 464. — *V.* le n° qui précède.

430. Le témoin instrumentaire d'un testament peut être entendu dans une enquête qui a pour objet la question de savoir si l'auteur de cet acte était sain d'esprit. — Amiens, 10 nov. 1825, t. 30, p. 357.

431. Il peut être également entendu dans l'enquête ouverte en cas d'inscription de faux contre le testament. — Brux. 16 mars 1833. — V. *suprà*, n° 428.

432. Le notaire est reprochable, mais non son clerc, lorsqu'il s'agit de prouver l'état d'une des parties lors de la passation de l'acte attaqué. — Bourg. 6 juin 1825 Lambert C. Bazin. — V. *suprà*, n° 428.

433. Les témoins instrumentaires peuvent être admis à déposer contre la teneur de l'acte qu'ils ont souscrit, pour prouver qu'il est le résultat de la fraude, de la captation et de suggestion. — Toul. 4 fév. 1820. — V. *suprà*, n° 428.

434. En matière d'inscription de faux, les témoins signataires de l'acte argué de faux peuvent être entendus. — Ang. 21 mars 1815, t. 11, p. 124. — Caen, 15 janv. 1823, t. 25, p. 21. — V. *suprà*, n° 428.

435. Les témoins instrumentaires peuvent être entendus comme témoins dans l'enquête en matière de faux incident. — Brux. 3 janv. 1827, 12 mai 1824. — Il n'en est pas de même du notaire qui a reçu l'acte argué de faux. — *Ibid.* — V. *suprà*, n° 428.

436. Les témoins instrumentaires d'un testament peuvent être entendus dans l'enquête ouverte sur la demande en inscription de faux dirigée contre cet acte. — Paris, 11 avr. 1832, t. 43, p. 683. — V. *suprà*, n° 428.

437. Les témoins instrumentaires d'un testament ne peuvent, au cas d'inscription de faux contre ce testament, sur le motif qu'il énonce faussement qu'il a été dicté en leur présence, être appelés en témoignage. — Toul. 26 mai 1829, t. 37, p. 301. — V. *suprà*, n° 428.

438. Lorsque les moyens de faux sont fondés sur ce que les témoins instrumentaires d'un acte authentique n'ont pas assisté à la confection entière de cet acte, peut-on prouver ce fait par la déposition même de ces témoins? — Oui. — Cass. 13 mai 1808, 17 déc. 1818. — Non. — Riom, 17 mars 1819, t. 14, p. 343, n° 15. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 588. — La preuve testimoniale serait admise à plus forte raison, si le témoignage des témoins était demandé, non sur un fait matériel, mais sur un fait qui résulterait du sens à attacher à une expression employée par un notaire dans la rédaction de l'acte. — *V.* M. Carr. p. 590. — V. *suprà*, n° 428.

439. Les témoins d'un acte authentique ne peuvent, par leurs seuls témoignages, prouver la fausseté de cet acte. — Douai, 9 déc. 1828, t. 37, p. 324. — V. *suprà*, n° 428.

§ 3. *Procédure en matière de reproches.*

440. Un témoin peut-il être reproché par la partie qui l'a produit? — Non, suivant MM. Pig. t. 1, p. 284; Pig. *Comm.* t. 1, p. 539; et Carr. t. 1, p. 670, n° 106. — Il faut excepter le cas où la cause du reproche aurait été découverte depuis l'assignation. — J. A. t. 11, p. 198, n° 190. — Les reproches relatifs aux deux parties peuvent être proposés par les deux, mais ceux qui ne sont relatifs qu'à une seule ne peuvent être proposés que par elle. C'est ce qu'enseigne M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 540. — *V.* aussi M. Carr. t. 1, p. 677, n° 1063.

441. Suivant l'art. 6 du titre 23 de l'ordonnance de 1667, il fallait que le reproche dirigé contre un

(1) Pour bien connaître toute la jurisprudence sur cette question longtemps controversée, il faut lire *infrà*, les n°s 429 à 439.

témoin fût signé de la partie, ou que son procureur présentât une procuration spéciale qui lui aurait été donnée pour le proposer ; mais cet article ne prescrivant pas à peine de nullité l'obligation de justifier de ce pouvoir, on ne peut en exiger la représentation.—Besanç. 25 mars 1822.

442. Il ne suffit pas de reprocher les témoins devant le juge-commissaire à l'enquête ; il faut relever les reproches devant le tribunal, et désigner les témoins qui pourront déposer sur ces reproches. — Brux. 14 oct. 1820.— V. *infrà*, n° 448.

443. On doit sous peine de déchéance offrir de justifier par témoins les reproches proposés contre d'autres témoins produits dans une enquête, et désigner ceux qu'on veut faire entendre à l'appui de ces reproches avant la déposition des témoins reprochés. — Toul. 22 juin 1831, t. 42. p. 125,

444. Lorsqu'en première instance les causes de reproches ont été consignées sur le procès-verbal d'enquête sur l'appel du jugement qui les a acceptées, il n'est pas nécessaire que l'appelant les signifie à l'intimé. — Brux. 1er mai 1830. Delplanque C. Delforge-Cleas.

445. Les reproches contre les témoins, lors de l'enquête, doivent être reproduits dans des conclusions à l'audience ; si on ne l'a pas fait, le tribunal peut cependant apprécier les dépositions pour les rejeter ou les admettre. — Brux. 5 juill. 1809, t. 11, p. 70, n° 45.—V. *infrà*, nos 452 et 466.

446. La partie qui a laissé lire à l'audience la déposition d'un témoin est cependant recevable à le reprocher ensuite.—Brux. 16 juill. 1829, t. 38, p. 175.

447. Les reproches dirigés contre les témoins après leurs dépositions doivent toujours être justifiés par écrit. — Riom, 28 nov. 1828, t. 36, p. 227.

448. Mais le reproche qui n'est point justifié par écrit doit, à peine de déchéance, être accompagné, au moment de l'articulation, tant d'offres de la preuve, que de la désignation du nom du témoin. — Orl. 4 avril 1810, t. 11, p. 83, n° 60. — Cette décision, approuvée par M. B. S. P. p. 295, not 50, est combattue par MM. Carr. t. 1, p. 678, nos 1065, 1066, et Pig. t. 1, p. 294.—V. *suprà*, no 442.

449. On est recevable à proposer après la déposition d'un témoin le reproche fondé sur sa qualité d'habitant d'une commune, lorsque cette commune est partie au procès. — Poit. 10 mai 1825, t. 29, p. 105. — V. *suprà*.

450. On n'est pas recevable à conclure pour la première fois, en cause d'appel, à l'admission de reproches contre les témoins d'une enquête, encore qu'on les ait proposés lors de l'enquête, et qu'on les ait rappelés dans les écritures et même dans l'exploit d'appel, si l'on n'a pas pris en première instance de conclusions relatives à ces reproches. — Bourg. 5 août 1822, t. 24, p. 262.—*V.* le n° suiv.

451. Une cour royale ne peut s'occuper des reproches faits contre un témoin, lorsqu'il n'a pas été pris de conclusions à cet égard devant les premiers juges.—Renn. 25 fév. 1820, t. 11, p. 46, n° 20 *bis*. — *V.* le n° précédent.

452. Lorsqu'une partie a reproché des témoins lors de l'enquête et fait consigner ces reproches sur le procès-verbal, si à l'audience elle ne prend aucunes conclusions à cet égard, les juges ne sont pas tenus de statuer sur ces reproches. — Brux. 16 juill. 1829. Héritiers Berney. — V. *suprà*, n° 445.

453. Lorsque des témoins ont été reprochés dans une enquête, et que des conclusions pertinentes ont été prises à l'effet de faire rejeter leurs déclarations du procès, il faut nécessairement que le juge statue sur les conclusions qui ont ces reproches pour objet. — Brux. 25 juin 1828.

454. Le tribunal de première instance doit statuer sur les reproches avant de juger le fond de l'affaire.—Renn. 18 avril 1816, t. 11, p. 157, n° 136. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 713, art. 291, et la note 1.

455. Les motifs de reproches énumérés dans l'art. 283 C. P. C. sont-ils absolus, ou au contraire, les juges peuvent-ils, selon les circonstances, les admettre ou les rejeter? —Ces dispositions sont absolues.—Renn. 20 janv. 1812, t. 18, p. 602 ; Gren. 16 fév. 1829, t. 37, p. 76, et 4 fév. 1832, t. 45, p. 468 ; Riom, 21 déc. 1829, et Renn. 6 janv. 1830, t. 38, p. 5 ; Montp. 10 janv. 1832, t. 46, p. 56 ; Bourg. 15 fév. 1832, t. 44, p. 192.— Elles ne sont que facultatives. — Renn 1er août 1816, t. 11, p. 158, n° 138. — *V.* M. Carr. dans son ancien ouvrage intitulé *Analyse*, n° 970, où il adopte une opinion conforme à cet arrêt. — *V.* aussi les *Lois de la procédure*, t. 1, p. 700, n° 1102.— V. *suprà*, n° 337, et *infrà*, nos 456 et suiv.

456. Les tribunaux peuvent refuser d'admettre les reproches d'une partie contre des témoins produits contre elle, et fondés sur ce qu'ils sont ses propres parents, sauf à avoir tel égard que de raison à leurs dépositions.—Gren. 4 fév. 1832, t. 45, p. 468. — *V.* le n° précédent.

457. Quoique les reproches proposés contre les témoins aient été admis, le juge peut cependant ordonner que leurs dépositions seront lues, sauf à les apprécier suivant les circonstances.—Douai, 23 fév. 1828, t. 35, p. 49.—Dissertation contraire, J. A. *eod. loc.* — MM. Toull. t. 9, p. 436-467, n° 287 et suiv. Carr. t. 1, p. 700, no 1102, adoptent l'opinion conforme à l'arrêt ; mais M. Locré *Esp. C. comm.* t. 9, p. 304, est d'un avis opposé.

458. La déposition d'un témoin reproché pour parenté ne doit pas être lue. — Riom, 20 fév. 1830, t. 39, p. 291.— *V.* le no qui précède, et *suprà*, n° 455.

459. Les moyens de suspicion articulés contre un témoin étranger aux parties n'empêchent pas la lecture de la déposition, sauf aux tribunaux à l'apprécier.— Riom, 20 fév. 1830, t. 20, p. 291.

460. Lorsque des témoins reprochés comme habitants de la commune qui les a fait citer déposent contre cette commune, leurs dépositions peuvent être lues, sauf à y avoir tel égard que de raison. — Bourg. 6 mars 1828.

461. L'art. 284, qui dispose que le témoin reproché doit être entendu dans sa déposition, n'est que facultatif et non prescrit à peine de nullité : il ne s'applique d'ailleurs qu'au cas où l'enquête se fait devant un commissaire délégué, et non lorsqu'elle a lieu devant le tribunal entier. — Cass. 3 juill. 1820, t. 11, p. 174, n° 159. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 708, not. 1.

462. Lorsqu'un reproche proposé contre un témoin n'est pas du nombre de ceux prévus par la loi, le juge peut, tout en rejetant le reproche, déclarer qu'il aura tel égard que de raison à la déposition de ce témoin. — Cass. 8 juill. 1819, t. 2, p. 488.

463. La circonstance que le jugement n'est qu'en premier ressort oblige les juges à entendre les témoins reprochés, sinon pour leurs dépositions être prises en considération par les juges actuels, du moins pour être appréciées en cas d'appel et de rejet des reproches. — Metz, 30 avril 1825. N.... C... N...

464. Il n'y a pas nullité du jugement interlocutoire qui ordonne l'audition des témoins reprochés dans une matière sommaire, sauf à statuer ultérieurement sur des reproches dirigés contre eux, si par un jugement définitif le tribunal décide que ces reproches sont sans fondement. — Cass. 29 juin 1831, t. 41, p. 623.

465. Si un témoin dont l'audition est prohibée par la loi a été entendu, l'enquête ne doit être annulée qu'à dater de l'audition de ce témoin.—Cass. 4 juill. 1828.

466. Le juge ne peut suppléer d'office les reproches que la partie n'a pas proposés. —*V.* MM. Carr. t. 1, p. 676, n° 1062, et Toull. t. 9, p. 436, no 287. — Le premier de ces auteurs excepte le cas où la cause de reproche est évidemment de nature à être ignorée de la partie. — Mais l'avoué n'a pas besoin d'un pouvoir spécial pour reprocher un témoin, suivant l'avis de M. Carr. t. 1, p. 678, n° 1064. — *V.* J. A. t. 11, p. 197, no 189. — V. *suprà*, nos 445 et 452.

CHAP. VI. *Procès-verbal d'enquête.*

467. Est nulle l'enquête en matière de commerce et dans une cause susceptible d'appel, s'il n'en a pas été dressé un procès-verbal. — Bord. 17 déc. 1830. Redon C. Fargis.

468. Le juge-commissaire peut n'ouvrir son procès-verbal que le jour de l'audition des témoins. — Caen, 10 novembre 1827, t. 35, p. 277. — V. *ibid.* les observ.

469 et 470. Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de l'enquête et l'enquête elle-même soient faits par actes séparés. — Gren. 25 juill. 1810, t. 11, p. 90, n° 67. — C'est l'avis de MM. B. S. P. p. 298, not. 68, et DELAP. p. 270.

471. Le procès-verbal d'enquête doit toujours mentionner que tous les articles énoncés en l'art. 275 C. P. C. ont été exécutés. L'enquête ainsi annulée doit être recommencée aux frais du juge-commissaire; cependant, pour que cette mesure rigoureuse de la loi ait lieu, il faut qu'elle ait été l'objet des conclusions formelles des parties : la Cour ne doit point l'ordonner d'office. — Orl. 11 déc. 1822. N. C. N.

472. Lorsqu'un procès-verbal d'enquête ne contient pas la mention de l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 261-262 et suiv. du Code de procédure, doit-il être déclaré nul, bien qu'on y ait inséré une mention générale portant que l'enquête a été confectionnée en conformité du Code de procédure, et surtout de l'art. 275, ou qu'il fournisse la preuve que les formalités prescrites ont été observées? — Oui, Turin, 27 avril 1813. — Non, Poit. 31 déc. 1822.—M. CARR. t. 1, p. 667, n° 1083, adopte la négative. — *V.* t. 11, p. 127, n° 104. — V. *infrà*, n°s 474 et 489.

473. Lorsque, dans le courant d'un procès-verbal d'enquête, exécution a été faite de l'observation des formalités prescrites à peine de nullité, au fur et à mesure de leur observation, il n'est pas nécessaire de terminer l'enquête par la mention que toutes ces formalités ont été remplies. — Caen, 27 août 1827. Leroy C. sa femme. — V. *infrà*, n° 475.

474. Pour que le vœu de l'art. 275 C. P. C. soit rempli, il suffit d'énoncer d'une manière générale qu'on a fait tout ce qui est prescrit par tels et tels articles. — Bord. 3 avril 1828. — Cass. 9 déc. 1828, t. 35, p. 233 et 36, p. 224. — V. *suprà*, n° 472.

475. N'est pas nul un procès-verbal d'enquête pour défaut de mention de l'observation des formalités prescrites par les art. 261 et suiv. C. P. C., si d'ailleurs ces formalités ont été observées. — Gren. 27 août 1829, t. 41, p. 527.— V. *suprà*, n° 473.

476. Le procès-verbal d'enquête doit, à peine de nullité, faire mention de la notification à la partie des noms, demeure et profession des témoins. — Bord. 4 fév. 1828. Boislevin C. Pastureaux.

477. Le procès-verbal d'enquête doit, à peine de nullité, énoncer expressément que l'assignation donnée au défendeur a été représentée. — Cass. 4 janv. 1813, t. 11, p. 50, n° 28.—MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 522, et B. S. P. p. 298, enseignent la doctrine de cet arrêt, contrairement à l'opinion de MM. DELAP. t. 1, p. 270, et CARR. t. 1, p. 675, not. 1.— La représentation, lors de l'enquête, n'est exigée que pour les copies, et non pour l'original, suivant M. PIG. *loco citato;* à moins qu'un témoin n'ait perdu sa copie, M. CARR. t. 1, p. 674, n° 1059.

478. Le procès-verbal d'enquête doit, à peine de nullité, faire mention de la représentation des assignations données aux témoins; il ne suffit pas de rappeler que les formalités prescrites par l'art. 269 ont été remplies. — Poit. 22 avr. 1830, t. 40, p. 7.

479. Lorsqu'il est constaté par le procès-verbal d'enquête, en conformité de l'art. 275 C. P., que les formalités prescrites par les art. 261, 262, 269, 270, 271, 272, 273 et 274 du même Code ont été remplies, et que la mention exigée par le premier article est attestée par la signature du commissaire et des parties ; lorsqu'il est également justifié que le juge-commissaire s'est fait représenter toutes les copies d'assignations données aux témoins, et a vérifié qu'elles avaient été dressées dans le mode et la forme que le Code détermine, les parties qui ne se sont point opposées à l'audition des témoins, sous prétexte de la nullité de leurs dépositions, ne peuvent forcer ceux qui ont produit ces témoins à représenter les copies d'assignations, parce qu'elles peuvent ne pas faire partie du dossier des demandeurs en enquête, et qu'elles sont la propriété des témoins. — Besançon, 21 novembre 1808.

480. Lorsqu'un procès-verbal d'enquête constate que chaque témoin a prêté individuellement le serment prescrit par la loi, on ne peut détruire cette énonciation par un certificat de quelques témoins qui constaterait le contraire; l'inscription de faux est la seule voie légale.—Nanci, 3 août 1826, t. 31, p. 234.

481. Le procès-verbal d'une enquête n'est pas nul quoiqu'il ne porte pas expressément que les témoins ont déclaré leurs noms, profession, âge et demeure. — Bourges, 10 juin 1831, t. 41, p. 592.

482. La déposition d'un témoin indiqué dans l'enquête sous un nom différent de celui que réfère l'exploit de notification des noms, profession et demeure des témoins, doit être annulée. — Renn. 21 janv. 1813, t. 11, p. 12, n° 101. — M. CARR. t. 1, p. 657, not. 1.

483. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un jugement rendu en dernier ressort sur une enquête sommaire fasse mention du nom des témoins et du résultat de leurs dépositions.—Cass. 15 fév. 1832, t. 43, p. 423. — *V.* les observat. et M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 705.

484. Il n'est pas besoin que la déclaration de non-parenté émane de la bouche même du témoin ; elle peut se trouver consignée en récit dans le procès-verbal. — Lim. 1er août 1814, t. 11, p. 137, n° 115. — V. *infrà*, n° 486.

485. La mention faite dans un procès-verbal d'enquête que les témoins ont déclaré n'être pas aux gages des parties, n'équivaut pas à celle prescrite par l'art. 262 C. P. C. — Metz, 19 juin 1811, t. 11, p. 106, n° 84.

486. L'indication des noms, profession et âge des témoins dans le procès-verbal d'enquête, suffit à sa validité quoiqu'elle ne constate pas la déclaration des témoins eux-mêmes à cet égard. — Brux. 5 juill. 1809, t. 11, p. 70, n° 43.— *V.* M. CARR. t. 1, p. 659, note 1027. — V. *suprà*, n° 484.

487. L'erreur commise au procès-verbal d'enquête dans la mention du domicile d'un témoin n'annule pas sa déposition. — Brux. 9 nov. 1818.

488. Le procès-verbal d'enquête doit, à peine de nullité, établir en termes exprès que les témoins ont été entendus séparément et qu'ils ont déposé sans lire aucun projet écrit. — Lim. 4 juill. 1827, t. 35, p. 56. — *V.* le n° suiv.

489. L'art. 275 n'exige pas à peine de nullité qu'il soit dit dans l'enquête que le témoin n'a lu aucun projet écrit. — Lim. 1er août 1814.— Renn. 11 avr. 1815, 12 avr. 1816, et 23 fév. 1820. — Caen, 4 août 1827, t. 11, p. 136, n° 114, et p. 149, n° 127, t. 37, p. 123. — *V.* M. B. S. P. p. 297, not. 61, et p. 298.—*V.* le n° qui précède, et le n° qui suit.

490. Le procès-verbal d'enquête doit, à peine de nullité, énoncer en détail l'observation de toutes les formalités que la loi prescrit, et notamment que le témoin n'a lu aucun projet écrit. — Renn. 28 juill. 1814. — Orl. 10 janv. et 13 avril 1821. — Lim. 4 juill. 1827, t. 11, p. 133, n° 111, et t. 35, p. 56. — M. CARR. t. 1, p. 681, n° 1068, approuve cette doctrine. — M. B. S. P. p. 297, not. 61, est d'un avis opposé. — V. *suprà*, les n°s 472, 488 et 489.

491. Quand la partie est présente à l'enquête, le procès-verbal doit, à peine de nullité, être signé d'elle, ou contenir mention qu'elle n'a pu ou voulu signer. — Lim. 4 juill. 1827, t. 35, p. 55.

492. Lorsqu'une partie ne sait pas signer, c'est à la fin du procès-verbal d'enquête et non dans le corps de cet acte que doit être pla-

cée la mention que la partie ne peut signer. — Toul. 5 déc. 1821, t. 19, p. 235, n° 501.

493. Lorsqu'il a été procédé à une enquête et à une contre-enquête, et que le demandeur en enquête, sommé de signifier la sienne, ne le fait point, le défendeur peut poursuivre l'audience sans faire signifier lui-même cette enquête. — Agen, 5 avril 1824. — Cass. 5 fév. 1828, t. 26, p. 198, et t. 35, p. 84.

494 et 495. La règle de l'ancien droit, *Testis unus testis nullus*, n'a point passé dans le droit nouveau. Les magistrats ne se décident plus que d'après leur conviction intime, sans égard au plus ou moins grand nombre de témoins. — Cass. 22 nov. 1815, t. 22, p. 162; Metz, 10 juin 1820. — C'est un point généralement admis aujourd'hui. — *V.* MM. B. S. P. p. 291, not. 34; CARR. t. 1, p. 696, n° 1099; MERL. *Rép.* t. 3, p. 567, et t. 9, p. 745; F. L. t. 2, p. 343; et TOULL. t. 9, p. 500. — *Contrà*, MM. PIG. t. 1, p. 296; D. C. p. 217; TH. DESM. t... p 133, n° 59.

496. Le résultat d'une enquête sur un fait indivisible ne peut pas être lui-même divisé; ainsi la fixation de la hauteur du déversoir, constatée par enquête, peut être opposée même à celle des parties à l'égard de laquelle l'enquête serait nulle pour vice de forme. — Cass. 9 août 1831.

CHAP. VII. *Effets d'un acquiescement relativement à l'appel du jugement qui ordonne l'enquête.*

497. La partie qui fait procéder à l'enquête ne peut plus appeler du jugement qui l'ordonne. — Gren. 5 juin 1828. — Agen, 16 fév. 1832, t. 43, p. 543.—V. *infrà*, n° 500.

498. La partie qui, après avoir appelé du jugement qui ordonne l'enquête, déclare ne pouvoir l'empêcher, se rend non recevable dans son appel. — Gren. 5 juin 1828.

499. Une partie qui, en plaidant, a dénié des faits articulés par son adversaire, est recevable à interjeter appel du jugement qui en ordonne la preuve : une telle dénégation n'a pas l'effet de la dénégation intervenue dans la forme et les délais prescrits par les art. 252 et 253 C. P. C. — Cass. 11 juin 1829, t. 37, p. 61.

500. Une partie ne peut appeler du jugement ordonnant une enquête, après avoir assisté sans protestations ni réserves à cette opération et procédé à une contre-enquête. — Poit. 3 janv. 1832, t. 42, p. 40.—V. *suprà*, n° 497.

501. La partie qui, après s'être opposée à l'enquête, fait elle-même une contre-enquête sans protestation ni réserve, se rend non recevable à appeler du jugement qui déclare son adversaire non déchu du droit de faire enquête. — Metz, 3 mars 1826, t. 37, p. 80.

502. La partie qui, en assistant à l'enquête ordonnée par un jugement, proteste de nullité contre ce jugement, et cependant fait des interpellations aux témoins, acquiesce à ce jugement, et se rend non recevable à en interjeter appel. — Cass. 5 août 1829, t. 37, p. 309.

503. Lorsqu'une partie a été déboutée par un jugement, des reproches par elle presentés contre des témoins, et qu'elle lève la lecture de leurs dépositions, elle acquiesce ainsi à l'exécution de ce jugement, nonobstant les réserves contraires qu'elle aurait pu faire. — Renn. 12 janv. 1826.

504. La partie qui, après avoir proposé des reproches contre certains témoins invoqués contre elle, a plaidé sur le fond sans faire aucunes protestations ni réserves contre le jugement qui a rejeté ces reproches, n'est pas censée avoir acquiescé à ce jugement. — Toul. 25 janv. 1821. — Poit. 10 mai 1825, t. 23, p. 20, et t. 29, p. 105.

505. Comme aussi, on n'est pas censé acquiescer à un jugement qui a rejeté des reproches proposés contre des témoins, en demandant la remise de la cause. — Amiens, 26 nov. 1825, t. 31, p. 172.

506. Décidé cependant que la requête tendante à obtenir du juge-commissaire la permission d'assigner les témoins est, de la part de la partie qui la présente, un acquiescement au jugement qui ordonne l'enquête; et les réserves que cette partie fait postérieurement, soit lors de l'audition de ses témoins, soit lors de l'audition de ceux de son adversaire, n'anéantissent pas cet acquiescement et ne font pas recouvrer à la partie le droit d'appeler du jugement interlocutoire. — Agen, 7 juill. 1824, t. 28, p. 124.

507. Lorsqu'un jugement exécutoire par provision a ordonné une enquête, et que la partie qui en a interjeté appel s'est présentée depuis à l'enquête pour y récuser des témoins, sans faire de réserves, on ne peut faire résulter de là un acquiescement qui rende l'appel non recevable. — Metz, 28 avril 1818, t. 1, p. 199, n° 109.

508. En matière de séparation de corps, le concours du défendeur à l'enquête peut être regardé comme un acquiescement au jugement qui l'ordonne. — Brux. 5 juill. 1809, J. A. t. 11, p. 70, n° 40.

509. Il en est de même lorsqu'un jugement admet vaguement une partie *à prouver* ses allégations; l'autre partie n'est pas censée acquiescer à l'admission de la preuve par témoins, par cela seul qu'elle signifie le jugement et en provoque l'exécution. — Brux. 4 mars 1811, t. 1, p. 156, v° *acquiescement*, n° 70.

CHAP. VIII. *Des nullités.* — Art. 1er. *Par qui et quand les nullités peuvent-elles être prononcées?*

510. L'enquête pourrait-elle être déclarée nulle sur la demande de la partie qui l'a requise? — Non, suivant M. CARR. t. 1, p. 715, n° 1130.— La nullité ne pourrait non plus être prononcée d'office que dans le cas où l'ordre public y serait intéressé, suivant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 547. Cet auteur ajoute que si on a omis de demander la nullité en première instance, on peut la proposer sur l'appel.—J. A. t. 11, p. 198, n° 191.

511. Lorsque l'objet d'une enquête est indivisible, une partie a le droit d'opposer les nullités qui ne lui sont pas personnelles. — Colm. 25 août 1829, t. 38, p. 356.

512. Lorsque deux parties ont été autorisées à procéder à une enquête contre une troisième, celle-ci ne peut se plaindre de ce que celle des deux qui poursuit l'enquête n'y a pas appelé l'autre. —Bourg. 10 juin 1831, t. 41, p. 592.

513. Une enquête fait preuve quoiqu'elle n'ait pas été contradictoire, si le défendeur à cette enquête n'a pas attaqué le jugement d'appointement.— Renn. 29 mai 1813.

514. Lorsqu'une enquête n'est pas close, on ne peut l'arguer de nullité, sur le motif qu'elle ne renferme pas la mention des formalités prescrites à peine de nullité, même quand cette enquête aurait été signifiée par la partie adverse. — Cass. 19 déc. 1828. t. 36, p. 224. — *V.* le n° suiv.

515. Lorsque la contre-enquête n'est pas close, celui qui l'a faite ne peut pas se plaindre de ce qu'on n'y trouve pas la mention exigée par l'art. 275 C. P. C. quoique cette contre-enquête ait été signifiée par son adversaire. — Bord. 30 avril 1828, t. 35, p. 233. — *V.* le n° précédent.

516. Les juges ne sont pas obligés de statuer préalablement sur les nullités proposées contre une enquête. — Renn. 18 avril 1810, t. 11, p. 41, n° 16.

517. Les nullités d'une enquête proposées sur le procès-verbal ne peuvent être soumises au tribunal que lorsque le délai pour faire enquête étant expiré, la partie la plus diligente signifie les procès-verbaux et poursuit l'audience.— Bourg. 31 août 1829, 30 mai 1831, t. 41, p. 579.

518. Une enquête nulle *doit être rayée et ne peut faire état au procès.* — Montp. 15 juin 1827, t. 36, p. 202.

Art. 2. *Quand les nullités sont-elles couvertes?* (1)

519. Un mineur émancipé, défendeur à une action en com-

(1) Cet article est un de ceux qu'il faut lire entièrement, pour

laiute, peut, avec l'assistance de on curateur, consentir à une nquête sur des faits qu'un jugenent préalable n'a déclaré ni récis ni pertinents, et il ne eut en demander la nullité pour ette cause, s'il y a produit luinême des témoins. — Cass. 27 nars 1832, t. 43, p. 679.

520. En comparaissant à une enuête et en faisant des interpellaions aux témoins, une partie ouvre les nullités dont cette enuête paraissait entachée à son réjudice. — Ang. 17 août 1831, . 41, p. 510. — V. *infrà*, n° 547.

521. Une partie peut demander a nullité d'une enquête si son voué n'y a assisté qu'avec protesations et réserves. — Bord. 24 janv. 832, t. 43, p. 722.

522. — Ou sous la réserve de tous roits et moyens de nullité. — Toul. 3 août 1832, t. 44, p. 236.

523. — Ou si la partie a demandé cte au juge-commissaire de ce u'elle se réservait d'opposer la ullité de l'enquête. — Bourg. 31 oût 1829, t. 41, p. 579, 30 mai 833. — V. *infrà*, nos 529 et suiv.

524. Le défendeur qui a assisté une enquête ouverte hors des élais légaux ne peut en demander a nullité pour ce motif, qu'autant u'il l'a explicitement invoquée sur le procès-verbal. Il serait non recevable s'il n'avait fait que des réserves vagues et générales. — Bourg. 31 août 1829, t. 41, p. 579, 30 mai 1831.

525. L'irrégularité du jugement résultante de ce que les faits à prouver ne se trouvent que dans les qualités, se couvre par la confection respective des enquête et contre-enquête. — Brux. 5 juill. 1809, t. 11, p. 70, n° 42. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 631, not. 1, n° 1.

526. Une enquête est nulle, si le jugement qui l'ordonne n'a été signifié qu'après l'enquête commencée; mais cette nullité est couverte par la présence de la partie à l'enquête et par les reproches qu'elle dirige contre des témoins, quoiqu'elle ait fait des réserves. — Bourg. 14 juill. 1828, t. 38, p. 40. — V. *infrà*, nos 536, 537, 538, 539 et 542.

527. On ne peut, après avoir assisté à une enquête, *sous la réserve de tous* droits et exceptions qu'on aurait à faire valoir, demander la nullité de cette enquête, par le motif que l'arrêt qui l'ordonnait n'aurait été signifié que par un simple extrait de la feuille d'audience. — Brux. 22 janv. 1827.

528. Lorsqu'une partie n'est pas assignée à une enquête dans le délai légal, elle peut, au lieu de laisser procéder à cette enquête, demander la nullité de cette citation par action incidente. — Mont. 15 juin 1827, t. 36, p. 202.

529. Une nullité d'enquête tirée de ce que le délai donné au défendeur pour assister à l'audition des témoins n'aurait pas été augmenté à raison des distances, se couvre par la plaidoirie au fond. — Renn. 12 janv. 1810, t. 11, p. 80, no 53.

530. — Et par la comparution des parties à l'enquête. — Metz, 20 juill. 1826, t. 37, p. 88.

531 — Ou par celle de l'avoué. — Caen, 16 janv. 1827, t. 33, p. 117.

532. — Quand même l'avoué aurait fait, dans l'intérêt de ses clients, des protestations et réserves générales. — Nanci, 29 mars 1825. — Amiens, 18 août 1826, t. 32, p. 52. — Bourg. 8 mai 1829, t. 38, p. 323. — *Contrà*, Nanci, 10 février 1833, t. 47, p. 712.

533. — Ou qu'il aurait déclaré faire réserve de ses moyens de nullité. — Riom, 28 nov. 1828, t. 36, p. 227. — V. *suprà*, no 521 et suiv.

534. La nullité d'une assignation pour assister à une enquête peut être invoquée par celui même qui a provoqué une contre-enquête, en se réservant toutefois ses droits et moyens de nullité. — Nanci, 5 avril 1830. Gand C. commune de Lionville.

535. L'avoué qui en comparaissant à une enquête déclare attaquer de nullité l'assignation donnée à son client à un délai trop court, ne couvre pas cette nullité en proposant des reproches contre des témoins appelés à l'enquête. — Riom, 17 août 1827, t. 37, p. 168 — V. *suprà*, no 526.

536. Le défendeur qui reproche des témoins contre lui produits dans une enquête, et qui procède à une contre-enquête, ne cesse pas d'être recevable à demander la nullité de la première de ces opérations pour inobservation des délais légaux, s'il l'a invoquée devant le juge-commissaire, et s'est réservé de la faire valoir devant le tribunal. — Colm. 15 juill. 1833, t. 46, p. 174. — V. *suprà*, nos 526 et 536.

537. La partie qui a comparu à une enquête peut en demander la nullité fondée sur ce que l'assignation pour y comparaître lui a été donnée moins de trois jours auparavant, si avant l'audition des témoins elle a formellement déclaré qu'elle se réservait de proposer les moyens de nullité qu'elle avait à faire valoir, et ajouté que sa présence ne pourrait être considérée comme une renonciation à ces moyens. — Nîm. 31 août 1827, t. 41, p. 530.

538. L'avoué qui comparait à une contre-enquête, uniquement pour déclarer que l'assignation donnée à la partie pour y assister est nulle, ne couvre pas par sa comparution la nullité de cette contre-enquête. — Toul. 26 juill. 1834, t. 43, p. 723. — V. *suprà*, nos 526 et 536 et suiv.

539. Plusieurs défendeurs qui ont comparu à une enquête en personne ou par leur avoué, et qui ont fait faire des interpellations aux témoins, ne sont pas recevables à en demander postérieurement la nullité, sous le prétexte qu'il n'aurait été signifié qu'une copie de l'exploit introductif de l'enquête, quoiqu'ils aient fait la réserve expresse de faire valoir la nullité en temps et lieu. — Cass. 9 nov. 1825, t. 30, p. 319. — V. *suprà*, no 526 et suiv.

540. Comme aussi la nullité de l'assignation à la partie, fondée sur l'erreur de noms, n'est pas proposable après qu'un jugement contradictoire a prorogé l'enquête, sans que la partie se soit plainte de l'irrégularité de l'assignation. — Turin, 5 août 1811, t. 11, p. 50, no 27. — V. *infrà*, no 550.

541. La nullité fondée sur le vice de l'assignation à la partie au domicile de l'avoué n'est pas couverte par la contre-enquête à laquelle l'autre partie a fait procéder. — Cass. 24 déc. 1811, t. 11, p. 50, n° 26.

542. La partie qui assiste à l'enquête qui propose des reproches contre des témoins, même en réservant ses droits contre cette enquête, couvre par sa présence les nullités dont elle peut être entachée. — Bourg. 22 juill. 1828. Delorme C. Berthaut. — V. *suprà*, no 526 et 536.

543. On peut attaquer la déposition d'un témoin quoiqu'on ait assisté à son audition, pourvu qu'on s'y soit opposé et qu'on ait fait des protestations. — Bourg. 3 nov. 1831, t. 41, p. 464. — V. *suprà*, no 525.

544. La nullité d'une enquête, résultante du défaut de représentation des assignations des témoins et de la mention des formalités prescrites, n'est point couverte par cela seul que la partie et son avoué ont concouru à l'enquête sans réclamation, et que la contre-enquête contient les mêmes omissions. — Cass. 31 janv. 1816, t. 30, p. 403.

545. Un accusé ne peut s'opposer à l'audition d'un témoin dont le nom ne lui a pas été notifié, après que celui-ci a prêté serment et commencé sa déposition. — Cass. 2 avril 1831. Fontenas.

546. Celui qui assiste à l'enquête en faisant des réserves générales, et laisse procéder à l'audition des témoins, n'est plus recevable à demander plus tard la nullité de leurs dépositions, prise de ce que dans l'acte de notification leur profession n'avait pas été indiquée. — Bordeaux, 18 mars 1830

être bien pénétré de l'esprit de la jurisprudence. Il paraît résulter de la doctrine des arrêts et des auteurs que des réserves vagues, générales, ne suffisent pas, et que, pour éviter la fin de non-recevoir tirée d'une comparution, il faut demander acte de la nullité proposée au juge-commissaire, et reproduire cette nullité avant toutes conclusions sur l'enquête elle-même.

ENQUÊTE D'OFFICE. *V. Enq.* 568 *et s.*

ENQUÊTE SOMMAIRE. *V. Enq.* 260. — *Mat. somm.* — *Sep. c.* 75.

ENREGISTREMENT (1).

C. Ier. ENREGISTREMENT.—A. 1er. Lois sur l'enregistrement, 1 à 10. — A. 2. Droits d'enregistrement.—§ 1er. *Droits sur les jugements*, 11 à 74. — § 2. — *Sur les adjudications, folles enchères, licitations, ventes notariées*, 75 à 94.— § 3. — *Sur les déclarations de command*, 95 à 127. — § 4. — *Actes divers*, 128 à 174. — § 5. *Présomption légale de mutation et de non-enregistrement*, 175 à 181.— § 6. *Pluralité de droits*, 182 à 201.— A. 3. Qui peut ordonner et opérer l'enregistrement? Délai pour l'enregistrement. Amende. Double droit. Excuse, 202 à 219.— A. 4. Effets de l'enregistrement quant à la preuve de l'existence des actes, et du défaut d'enregistrement quant à leur validité, 219 à 234, — A. 5. Paiement des droits. restitution, prescription.— § 1er. *Par qui les droits sont-ils dus? quand peuvent-ils être demandés*, 235 à 254. — § 2. *Restitution*, 255 à 273.— § 3. *Prescription quant à la perception et à la restitution*, 274 à 283.— A. 6. Procédure.— § 1er. *Contrainte : 1° Préliminaire. Forme*, 284 à 303. — 2° *Opposition à la contrainte*, 304 à 309.— § 2. *Quelles affaires doivent ou ne doivent pas être instruites suivant les règles ordinaires de la procédure? Frais d'instance en cassation*, 310 à 321. — § 3. *Procédure par mémoires. Rapport. Opposition au jugement*, 322 à 335. — § 4. *Expertise après mutation*, 336 à 340.— A. 7. Compétence en matière de perception, d'opposition et de restitution, 341 à 347. — C. II. TIMBRE. — A. 1er. Actes soumis au timbre. Protêt de lettres non timbrées. Compétence, 348 à 369 — A. 2 Prohibition d'écrire deux actes sur la même feuille, 370 à 376.

CHAP. Ier. *Enregistrement.*—Art. 1er. *Lois sur l'enregistrement.*

1. Loi du 22 frim. an VII (12 déc. 1798) sur l'enregistrement.— J. A. t. 11, p. 217, n° 1.

2. Loi du 6 prair. an VII (25 mai 1799) qui ordonne la perception d'une subvention extraordinaire de guerre sur les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque, etc. — J. A. t. 11, p. 234, n° 2.

3. Loi du 18 therm. an VII qui exempte de l'enregistrement les cédules délivrées pour citer devant la justice de paix ou le bureau de conciliation. — T. 11, p. 235, n° 3.

4. Loi du 27 vent. an IX (18 mars 1801) relative à la perception des droits d'enregistrement. — T. 11, p. 237, n° 8.

5. Arrêté du 21 pluv. an XI (10 fév. 1803) sur l'enregistrement des premiers actes de recours au tribunal de cassation en matière civile. — T. 11, p. 244, n° 15.

6. Extrait de la loi des finances du 28 avril 1816. — T. 11, p. 340, n° 114.

7. Loi sur l'enregistrement. — 16 juin 1824, t. 26, p. 62.

8. Loi relative au droit d'enregistrement des actes de prêts sur dépôts ou consignations de marchandises, fonds publics français et actions des compagnies d'industrie et de finance.—8 sept. 1830, t. 39, p. 252.

Art. 2. *Droits d'enregistrement.*— § 1er. *Droit sur les jugements.*

9. Extrait de la loi qui fixe le budget des recettes pour l'année 1835. — T. 47, p. 439.

10. Avis du conseil d'État du 5 août 1809 sur plusieurs questions relatives à la perception des droits d'enregistrement sur les décisions judiciaires. — T. 11, p. 286, n° 65.

11. Toute décision portant transmission de propriété immobilière est assujétie au droit de mutation, sans distinction entre les jugements par défaut et ceux contradictoires, les jugements susceptibles d'appel et ceux rendus en dernier ressort. — Cass. 7 mai 1806, 6 déc. 1820, 7 nov. 1821, 19 fév. 1823 et 14 juill. 1824, t. 11, p. 261, n° 31.

12. Doit être considéré comme sentence arbitrale et soumis au même droit le procès-verbal de plantation de bornes fait par des experts à la suite d'un compromis. — Décis. administ. 11 oct. 1832.

13. Le jugement qui déclare une vente nulle comme simulée est passible du droit proportionnel. — Cass. 5 déc. 1810, t. 11, p. 303, n° 79. — V. *infrà*, n° 18.

14. Le jugement qui prononce la nullité de la vente sur un interdit avant son interdiction n'y est pas soumis.—Décis. admin. 4 nov. 1831.— V. *infrà*, n° 18.

15. Les jugements portant rescision de contrat pour cause de lésion y sont assujétis. — Cass. 17 déc. 1811, t. 11, p. 305, n° 81, 11 nov. 1333. Régie C. Cuénot. — V. *infrà*, n° 18.

16. Mais le jugement prononçant résolution conditionnelle d'une vente n'est passible du droit proportionnel qu'au moment où la condition est accomplie.—Cass. 27 mai 1823, t. 11, p. 359, n° 130.

17. Un jugement par défaut, qui envoie en possession le vendeur d'un immeuble, à défaut par l'acquéreur de remplir les clauses du contrat, n'est pas soumis à ce droit, si l'acquéreur en arrête l'effet par l'accomplissement des obligations qui lui sont imposées. — Cass. 22 août 1815, t. 11, p. 334, n° 109. — V. *infrà*, n° 19.

18. Les jugements portant résolution d'un contrat de vente, pour défaut de paiement du prix lorsque l'acquéreur est entré en jouissance, sont soumis au droit proportionnel. — Cass. 18 nov. 1822, t. 11, p. 356, n° 129. — S'il n'était pas entré en jouissance, il aurait été soumis au droit fixe.—Dans le cas d'entrée en possession, il n'y aurait toujours pas lieu au droit d'un et demi pour cent d'augmentation fixé par l'art. 54 de la loi du 28 arrêt 1816.—*Contrôleur de l'enregistrement*, n° 73. — V. *suprà*, n°s 13, 14 et 15.

19. Décidé cependant qu'un jugement qui condamne l'acquéreur à payer le prix d'une vente dans un délai déterminé, et, à défaut de paiement dans ce délai, prononce la résolution de la vente, ne donne pas lieu au droit proportionnel de 5 et demi pour cent. — Décision de la régie, 2 janv. 1829, t. 36, p. 234. — V. *suprà*, n° 17.

20. Lorsqu'un jugement annule une vente sous seing privé produite dans l'instance et non enregistrée, on ne peut pas l'assujétir au droit proportionnel de mutation. — Décision de la régie, 18 août 1829, t. 37, p. 331.

21. Est passible du droit de 5 et demi pour cent le jugement qui reconnaît l'existence d'une vente verbale d'immeubles, et ordonne qu'il en sera passé titre authentique, sinon que le jugement en tiendra lieu; et ce droit une fois perçu n'est pas restituable, par le motif que, les parties ne s'étant point accordées sur le mode de paiement, la vente a été résolue par jugement ultérieur, rendu sur le consentement des parties.—Cass. 14 janv. 1824, t. 11, p. 360, n° 131. — *V.* arrêt du 14 juill. 1824, *infrà*, 207.

22. Le jugement qui, faute de paiement des arrérages d'une rente foncière, renvoie le bailleur en possession du fonds grevé de la rente, est passible du droit de mutation, avant même qu'il ait été exécuté par la rentrée du bail

---

(1) *V. Acquiesc.* 11.— *Arb.* 418. — *Avoc.* 7 *et s.* — *Av.* 103 *et s.* — *Cass.* 50, 86 *et s.* 137.— *Caut.* 23. — *Cont. p.c.* 197 *et s.*— *Délib.* 11. — *Dépens*, 92, 218. — *Des.* 81. — *Désist.* 68.— *Except.* 218.— *Exp.* 193 *et s.*— *Exploit*, 48, 410 *et s.*— *Greffe*, 49 *et s.*— *Huiss.* 90, 118, 194 *et s.* — *Interv.* 83. — *Jug.* 24. *Jug. déf.* 25 *et s.* 252. — *Jug. p. i.* 65.— *Lic. part.* 97. — *Min. p.* 62. — *Not.* 47 *et s.* 85. — *Off. minist.* 18 *et s.*— *Offr.* 36.— *Ordre*, 195, 385. — *Perempt.* 161, 169.— *Req. civ.* 6, 115, 125.— *Ress.* 272, 423. — *Sais. imm.* 201, 356, 660. — *Sép. b.* 17 *et s.* — *Signif.* 52. — *Trib.* 222.

leur dans la possession du fonds. — Cass. 26 frim. an XIV, t. 11, p. 260, n° 29.

23. Le jugement qui prononce la résolution d'un contrat de rente viagère, uniquement sur le consentement des parties, est soumis au droit de 1 pour cent. — Décision administrative, 8 sept. 1831

24. Le jugement qui condamne au déguerpissement d'un immeuble, et nomme des experts pour estimer la valeur des fruits à restituer, n'est point passible d'un droit particulier sur cette dernière disposition. — Décis. admin. 9 juin 1831.

25. N'est pas soumis au droit de mutation le jugement qui déclare un vendeur déchu de la faculté de rachat, et qui envoie l'acquéreur en possession de l'immeuble. — Décis. admin. 5 janv. 1832, t. 42, p. 297.

26. Le droit proportionnel ne peut pas être perçu sur le jugement qui annule une donation parce qu'elle a le caractère d'une succession ouverte par anticipation. — Déc. admin. 15 fév 1832.

27. Un jugement qui révoque une donation entre-vifs, pour cause d'ingratitude, n'est passible que du droit fixe. — Délibération de l'enregistrement, 30 janv. 1829.

28. Le jugement qui ordonne le maintien d'un don manuel ne donne pas lieu à la perception du droit proportionnel sur la somme donnée. — Décis. admin. 6 fév. 1832.

29. Le jugement qui déclare nulle, faute de consentement réel, la vente d'un immeuble dotal, n'est pas soumis au droit proportionnel. — Mais le jugement qui prononce la résolution de la vente d'un pareil immeuble, faute de remploi du prix, entraîne l'obligation de payer le droit de rétrocession. — Décis. admin. 16 déc. 1831, 17 janv. 1832.

30. Est passible du simple droit fixe, comme déclaratif et non translatif de propriété, le jugement qui décide que des immeubles acquis par le mari durant le mariage, l'ont été en remploi de propres de la femme aliénés en exécution du contrat de mariage, et qu'en conséquence la femme est devenue propriétaire de ces immeubles. — Cass. 29 mai 1816, t. 11, p. 339, n° 113.

31. Le jugement qui déclare nulle la vente d'un bien dotal, faute par le mari d'en avoir fait le remploi, n'est pas soumis au droit proportionnel. — Décis. admin. 14 sept. 1832.

32. La résiliation d'un bail prononcée par jugement est sujette au droit proportionnel, si elle n'a point pour cause une nullité radicale. — Cass. 14 août 1832. Hoclet C. la régie.

33. Doit-on percevoir le droit proportionnel sur un jugement portant séparation de biens, et autorisation à la femme séparée de retirer sa dot des mains dans lesquelles elle a été déposée? — Non. — Décision de la régie, 7 mars 1818, t. 11, p. 348, n° 119.

34. Est passible du droit de 50 cent. pour cent le jugement qui reconnaît un héritier créancier d'une succession à laquelle il a renoncé, contradictoirement avec un autre créancier de cette même succession. — Cass. 8 avril 1812, t. 11, p. 308, n° 84.

35. La sentence arbitrale qui détermine en dernier ressort la part de chaque cohéritier dans les jouissances, dans les biens d'une succession restée indécise entre les mains de l'un d'eux, et qui contient liquidation de valeurs mobilières, est passible du droit de 50 cent. pour cent. — Cass. 10 mai 1819, t. 11, p. 349, n° 123.

36. On ne peut percevoir le droit de collocation ni de liquidation sur un jugement qui autorise un héritier bénéficiaire à toucher par provision des mains des adjudicataires des biens de la succession, une somme déterminée à valoir sur ses droits. — Cass. 11 avril 1822, t. 11, p. 354, n° 128.

37. Un jugement rendu sur convention verbale donne lieu à la perception, 1° du droit qui aurait été perçu sur la convention, si elle eût été écrite; 2° du droit dû pour le jugement qui prononce condamnation. — Instruction générale de la régie, 7 flor. an XI. — Cass. 21 frim. an XIII, et 9 août 1809, t. 11, p. 250, n° 18, et p. 255, n° 24. — Il faut distinguer entre les conventions verbales emportant transmission d'immeubles, et celles qui ne comportent que des obligations. — *V. ibid.* nos observations.

38. Le double droit de titre doit être perçu sur un jugement, quoiqu'il déclare que la créance sur laquelle il a statué résulte d'une promesse verbale, s'il constate le contraire dans son dispositif. — Décis. admin. 17 octobre 1831.

39. Un droit de titre doit être perçu indépendamment du droit de condamnation, sur le jugement qui condamne à payer une somme due à des entrepreneurs pour construction sans énoncer une convention écrite. — Décis. adm. t. 47, p. 489.

40. *Contrà*, si le jugement condamne un mandataire à restituer à son mandant une somme qu'il a reçue en vertu du mandat. — Cass. 21 nov. 1832. La régie C. T.

41. Le jugement qui condamne une caution à payer une somme due verbalement, n'est point passible d'un droit de titre sur l'objet de cette convention, indépendamment des droits dus à raison de la condamnation et du cautionnement. — Décis. administ. 1833.

42. Le jugement qui condamne un associé à rembourser à ses coassociés la portion qui est à sa charge dans les sommes avancées par ceux-ci d'après l'acte social, n'est point passible d'un droit de titre, indépendamment du droit de condamnation. — Décis. administ. 11 oct. 1833.

43. Il est dû un droit particulier pour toute condamnation prononcée par un jugement à une somme fixe, encore que la condamnation résulte d'un acte enregistré. — Cass. 1er vent. an VIII, t. 11, p. 235, n° 4.

44. De même, l'obligation qui résulte d'un jugement par lequel un associé est reconnu débiteur envers d'autres associés est passible du droit d'un franc par 100 francs, indépendamment du droit à percevoir sur le jugement. — Cass. 25 mars 1812, t. 11, p. 307, n° 83.

45. Le jugement d'ordre qui ordonne la radiation des inscriptions existantes sur l'immeuble dont le prix a été distribué n'est passible d'aucun droit particulier à raison de cette disposition. — Cass. 21 juill. 1818, t. 11, p. 348, n° 120.

46. Lorsqu'un jugement ordonne l'exécution provisoire moyennant caution, il y a lieu à un droit proportionnel à raison de la condamnation, et à un autre à raison du cautionnement. — Cass. 3 prair. an XII, t. 11, p. 224, n° 22. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 2, p. 102.

47. Quoique tout jugement portant condamnation, collocation ou liquidation de sommes et de valeurs mobilières, intérêts et dépens, soit soumis au droit proportionnel de 50 c. par 100 fr., cependant ces condamnations ne sont pas censées prononcées, lorsqu'il n'y a pas eu contestation à cet égard, et que le jugement se borne à ordonner le paiement de certaines sommes réclamées en vertu d'un acte précédemment enregistré. — Cass. 24 nov. 1829. Régie C. Foumès.

48. Le jugement qui reconnaît l'existence de billets ENREGISTRÉS, mais sans condamner à les payer, n'est point passible du droit proportionnel. — Decis. administ. 31 déc. 1832.

49. Le droit de titre est exigible sur le jugement qui condamne à payer un reliquat de compte, lorsque l'extrait de compte a été enregistré au droit fixe. — Délibération de l'enregistrement, 6 août 1829. Le sieur P. C. le sieur B.

50. Le jugement qui homologue un compte que rend un administrateur, et par lequel se trouvent fixés le montant des sommes qu'il a reçues en cette qualité, et les bases du partage à faire entre les ayant-droit, renferme une liquidation dans le sens des art. 4 et 69, § 2, n° 9, de la loi du 22 frim. an VII. — Brux. 16 mars 1826.

51. Le droit proportionnel établi par ces articles est dû, soit que la liquidation s'étende à tout ce qui était à liquider, soit qu'elle n'en comprenne qu'une partie. — Brux 16 mars 1826.

52. Le droit proportionnel n'est

pas dû sur un jugement portant condamnation de sommes, lorsque ce même droit a déjà été perçu sur un jugement par défaut rendu précédemment, mais qui est périmé faute d'avoir été exécuté dans les six mois. — Décision de l'administration, 5 janv. 1831, t. 41, p. 499.

53. Le jugement par défaut, qui déclare valable une consignation, est sujet au droit proportionnel. — Décision administrative, 3 oct. 1831, t. 44, p. 228.

54. Le jugement qui condamne le débiteur d'une somme d'argent à payer, à titre de dommages-intérêts, les intérêts dus pour le retard qu'il a mis à se libérer, est passible du droit de deux pour cent, t. 11, p. 362, nº 134.

55. N'est point passible du droit proportionnel d'enregistrement le jugement portant débouté d'opposition à un commandement fait en vertu d'un acte notarié. — Cass. 20 frim. an X, t. 11, p. 253, nº 20.

56. La disposition d'un jugement qui déclare bonne et valable une saisie-arrêt ne donne pas lieu à un droit proportionnel. — Paris, 27 août 1829, et décision de la régie, 8 oct. 1830, t. 39, p. 304.

57. Quel est le droit à percevoir sur le jugement qui statue sur la demande en nullité d'une saisie immobilière dont la cause ne s'élève pas à 1,000 fr.? — Les rédacteurs du Journal de l'enregistrement et des domaines, t. 58, p. 259, nº 1047, pensent que dans tous les cas ces jugements sont sujets à un droit fixe de 5 fr. Mais cette opinion est combatue J. A. t. 33, p. 376.

58. Un jugement portant condamnation est passible du droit proportionnel quoique nul à raison d'incompétence. — Cass. 30 nov. 1807, t. 11, p. 277, nº 49. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 4, p. 683, à la note, et F. L. t. 2, p. 420.

59. L'art. 68, § 3, nº 7, de la loi du 22 frim. an VII, n'est applicable qu'aux jugements rendus par les tribunaux civils. — Cass. 17 déc. 1811, t. 11, p. 305, nº 82.

60. Le jugement qui admet le cautionnement d'un conservateur d'hypothèques est soumis au droit fixe de 5 fr. — Solut. du 30 mai 1831, t. 43, p. 722.

61. Un jugement d'homologation d'un partage de sommes et créances n'est sujet qu'à un droit fixe de 5 fr., et les extraits qui en sont délivrés en forme de bordereaux donnent lieu à la perception d'un droit de greffe de 25 c. pour 100. — Délibération du conseil d'administration, 13 juill. 1827, t. 33, p. 222.

62. L'arrêt qui règle les bases d'un compte, détermine les sommes qui seront portées en recette et dépense, et même fixe une somme à porter en recette à titre de dommages-intérêts, n'est point passible du droit proportionnel d'enregistrement. — Cass. 27 juin 1826. Cardon C. la régie.

63. Il n'y a pas de droit de titre à percevoir sur le jugement qui condamne un commissionnaire de roulage pour perte de marchandises à lui confiées. — Décis. admin. 5 oct. 1831.

64. Les jugements portant seulement remise de causes ne sont pas soumis à l'enregistrement. — Décision du ministre des finances des 27 fév. 1822 et 26 janv. 1826, t. 31, p. 303.

65. Le jugement qui ordonne la mise en cause d'un individu est soumis au droit d'enregistrement fixé pour les jugements interlocutoires. — Décis. de l'administ. 6 avr. 1831, t. 40, p. 274.

66. Le jugement qui prononce la radiation d'une cause est sujet à l'enregistrement, s'il ordonne qu'elle sera replacée au rôle sur le vu de son expédition. — Solut. du 15 juill. 1831, t. 43, p. 713.

67. Les jugements portant déclaration de partage d'opinions sont-ils susceptibles d'être enregistrés? — Les rédacteurs du Journal de l'enregistrement pensent que l'exemption doit exister comme pour les jugements de remise de cause qui ne sont pas rendus pour la production de pièces ou de preuves ordonnées, soit qu'on requière ou non l'expédition. — T. 31, p. 303.

68. Pour le droit fixe à percevoir sur les jugements des tribunaux qui n'indiquent pas s'ils ont été rendus en premier ou dernier ressort, ou dans lesquels la qualification du ressort paraît erronée, *V.* décis. de l'administ. 25 janv. 1831, t. 40, p. 338.

68 *bis*. Depuis l'ordonnance royale du 10 mars 1825, les jugements des tribunaux de commerce portant qu'à l'audience les défenseurs des parties ont été autorisés verbalement à plaider, ne donnent pas lieu, pour cette autorisation, au droit fixe de 2 fr. comme pouvoir. — Lettre du garde des sceaux du 15 fév. 1826, t. 30, p. 304.

69. Les jugements de simple police, de police correctionnelle, et ceux en matière criminelle portant condamnation à des amendes envers l'État, ne sont assujétis qu'à un droit fixe de 1 fr. — Solut. donnée par les rédacteurs du Journal de l'enregistrement, t. 35, p. 14.

70. La signification d'un jugement par défaut en matière de délits forestiers ne doit pas être enregistrée gratis, quoique la condamnation qu'il prononce n'excède pas 100 fr. — Décis. de l'admin. 13 mars 1832, t. 42, p. 261.

71. Le jugement qui affranchit une forêt des droits d'usage qui la grèvent, moyennant une somme fixée par experts, est assujeti au droit proportionnel de mutation. — Décis. administ. 21 juin 1832.

72. Les jugements portant reconnaissance de créance sur les colons de St-Domingue, et les actes contenant délégation par les colons, au profit de leurs créanciers, sur l'indemnité résultante de la loi du 30 avr. 1826, sont exempts de la formalité du timbre et de l'enregistrement. — Telle est l'opinion exprimée par les rédacteurs du Journal de l'enregistrement et des domaines. — *V.* J. A. t. 33, p. 92.

73. On doit percevoir un droit proportionnel, et non pas le droit fixe établi par l'art 22 de la loi du 27 avr. 1825, sur un jugement qui contient liquidation de la dette pour laquelle le créancier d'un émigré a formé opposition à l'indemnité revenant à son débiteur. — Décis. de l'enregist. 10 avr. 1827.

74. Les jugements rendus en pays étranger et produits en France sont soumis au droit proportionnel. — Cass. 14 avr. 1832, t. 47, p. 623.

§ 2. *Droits sur les adjudications, folles enchères, licitations, ventes notariées.*

75. Les ventes par adjudication sur saisie immobilière sont assujéties au droit de cinq et demi pour cent, comme les ventes volontaires. — Cass. 25 juill. 1821, t. 11, p. 353, nº 127. — Il n'y a pas lieu à un nouveau droit de mutation, lorsqu'un acquéreur exproprié par les créanciers du vendeur devient adjudicataire. — *V. Contrôleur*, nº 90; M. F. L. t. 2, p. 430. — *V. infrà*, nº 86.

76. Lorsque le cahier des charges d'une adjudication en justice porte que les frais seront payés en déduction du prix, et que le prix est inférieur aux frais, ce n'est pas sur ce prix que le droit de mutation doit être assis et perçu. — Décis. admin. 25 mai 1830, t. 45, p. 532.

77. Lorsque des lots mis en vente ne peuvent être adjugés en totalité le même jour, et que l'adjudication du surplus est remise par le juge-commissaire à un autre jour et après de nouvelles affiches, il n'est dû qu'un seul droit fixe de trois francs, quel que soit le nombre de lots dont l'adjudication est ajournée. — Décis. administ. 3 janv. 1833, t. 44, p. 368.

78. Avis du Conseil d'état du 18 juin 1809, en interprétation de l'art. 696 du Cod. de proc., décidant qu'il suffit de mentionner les enregistrements des dénominations en marge de l'enregistrement de la saisie réelle. — T. 11, p. 285, nº 64.

79. Les jugements d'adjudication de récoltes sur pied ne sont sujets à l'enregistrement que sur l'expédition. — Cass. 8 fév. 1812, t. 11, p. 309, nº 87.

80. L'adjudication d'un immeuble passée au profit de l'individu qui l'avait acheté volontairement durant la saisie par un acte con-

gistre, est passible des droits de mutation seulement sur l'excédant du prix. — Délib. du 13 juin 1830, t. 38, p. 559. — V. *infrà*, nº 82.

81. Le procès-verbal d'adjudication des immeubles d'une succession au profit d'un héritier bénéficiaire, est soumis au droit de transcription. — Décis. adm 26 déc. 1831.

82. Il n'est pas dû de droit de rédaction pour le jugement qui adjuge sur licitation un immeuble vendu par acte enregistré, si l'adjudication est faite à l'acquéreur primitif et pour le prix énoncé dans le contrat. — Délib. du 14 oct. 1831, t. 42, p. 303. — V. *suprà*, nº 80.

83. Lorsque le cahier des charges préalable à une vente d'immeubles est rédigé par le notaire qui doit procéder à l'adjudication, le receveur de l'enregistrement ne doit percevoir que le droit ordinaire pour le cahier des charges, mais non un droit de dépôt. — Délib. du conseil d'administration du 12 déc. 1826, approuvée par M. le ministre des finances le 26 du même mois, t. 32, p. 169.

84. Les cautionnements fournis en matière de surenchère ne sont pas assujétis au droit proportionnel. — Décis. du ministre des finances du 14 juin 1828, t. 36, p. 310.

85. L'extrait d'un acte de vente immobilière, certifié par un avoué et notifié pour purger les hypothèques, est exempt de l'enregistrement. — Décis. administ. 22 fév. 1833, t. 45, p. 539.

86. Lorsque l'adjudicataire qui est entré en jouissance a payé les frais de saisie immobilière, la revente qui a eu lieu pour défaut de paiement du prix principal doit être considérée, sous le rapport de l'enregistrement, comme une véritable folle enchère, et n'être soumise au droit proportionnel que dans le cas où le prix excéderait celui de la première adjudication, et seulement sur l'excédant. — Délib. du 24 janv. 1824, t. 26, p. 58. — V. *suprà*, nº 75.

87. Lorsqu'un immeuble vendu en justice est revendu par voie de folle enchère après la mort de l'adjudicataire, les héritiers de ce dernier doivent un droit de mutation pour cet immeuble, surtout s'il y a eu des actes de propriété nombreux et géminés de la part de leur auteur. — Cass. 14 fév. 1825, t. 29, p. 157.

87 *bis*. L'adjudicataire dépossédé par une revente sur folle enchère est tenu du droit de mutation, en proportion de l'excédant du prix de l'adjudication, sur le prix de la revente. — Cass. 27 mai 1833, t. 46, p. 163.

88. Lorsque des immeubles sont déclarés, au cahier des charges, grevés d'une rente foncière qui sera servie par l'adjudicataire, le droit d'enregistrement à percevoir sur l'adjudication doit être liquide tant sur le prix principal que sur le capital de la rente. — Cass. 7 fév. 1827, t. 34, p. 117.

89. Lorsqu'il y a vente forcée en justice d'une rente constituée, le droit proportionnel s'établit, non sur le capital de la rente, mais bien sur le prix de l'adjudication. — Cass. 1er avril 1816, t. 11, p. 339, nº 112.

90. Un supplément de droit est dû par l'adjudicataire qui, pour éviter l'effet d'une surenchère, s'engage à servir une rente viagère dont le capital présumé est d'un prix supérieur à celui de son adjudication. — Décis. administ. 17 fév. 1832.

90 *bis*. Le jugement qui condamne à payer le droit d'enregistrement d'un jugement d'adjudication dont est appel n'est que provisoire, et la régie ne peut pas poursuivre le paiement du droit en vertu de ce jugement. — Cass. 29 oct. 1806 et 10 déc. 1808, t. 11, p. 270, nº 40.

91. Lorsqu'un jugement annule une adjudication en remettant les parties au même état qu'auparavant, et ce pour cause intrinsèque au contrat, il n'y a pas lieu au droit proportionnel. — Cass. 8 avril 1811, t. 11, p. 304, nº 80. — *V.* M. Toull. t. 7, p. 700.

92. Le droit de mutation perçu sur l'adjudication d'immeubles saisis à laquelle le saisi a consenti après la dénonciation de la saisie, ne peut être restitué, lors même que la vente serait nulle à l'égard des créanciers inscrits, faute par l'acquéreur d'avoir consigné somme suffisante pour les payer. — Cass. 17 avril 1833, t. 45, p. 475.

93. Les licitations entre copropriétaires de biens immeubles acquis par donation en avancement d'hoirie ne sont soumises qu'au droit de 4 p. 0|0, et non au droit 5 1|2 p. 0|0. — Cass. 27 nov. 1821, t. 23, p. 355.

94. Lorsque, dans une vente faite publiquement par le ministère d'un notaire, les sommes qui lui sont attribuées et qui doivent être payées par l'acquéreur paraissent supérieures aux droits et honoraires que cet officier public est en droit de percevoir, la régie peut faire fixer par la justice le montant de ces droits et honoraires, pour faire acquitter le droit d'enregistrement sur l'excédant, comme faisant partie du prix de la vente. — Cass. 10 déc. 1816, t. 11, p. 344, nº 116.

§ 3. *Déclaration de command.*

95. Toute déclaration de command faite par acte sous seing privé est passible du droit proportionnel. — Décis. du ministre des finances, 15 mars 1808, t. 11, p. 280, nº 52. — *V. Contrôleur*, nº 221.

96. Toute déclaration de command, pour être dispensée du droit proportionnel, doit ne contenir rien autre chose que la remise pure et simple au command des biens acquis pour son compte, sans novation de clause, de condition ou de prix. — Décision du ministre des finances, 15 mars 1808, t. 11, p. 280, nº 53. — *V. contrôleur* nº 221. — Cass. 31 janv. 1814, t. 11, p. 322, nº 97. — V. *ibid.* les observ.

97. Cependant la déclaration de command n'est point passible du droit proportionnel d'enregistrement, lorsqu'elle est faite dans la forme et dans les délais prescrits par la loi, par cela seul que l'objet de l'adjudication a été divisé en plusieurs lots à plusieurs personnes, mais toutefois aux conditions portées dans le jugement d'adjudication. — Cass. 13 avril 1815, t. 11, p. 329, nº 105.

98. Comme aussi, lorsque, dans un contrat de vente, l'acquéreur a déclaré acquérir tant pour lui que pour ses commands à élire, et que, par un autre acte, il déclare les commands en désignant les portions qu'il conserve et celles attribuées aux commands, sans rien changer aux prix et aux conditions de la vente, il y a lieu d'enregistrer ce deuxième acte au droit fixe de 3 fr. seulement. — Délibération du 10 oct. 1828, t. 35, p. 368.

99. Pour que la déclaration de command soit affranchie du droit proportionnel, il faut que la réserve d'élire un command ait été faite dans l'acte d'adjudication par l'adjudicataire. — Décision du ministre des finances, 11 janv. 1804, t. 11, p. 321, nº 96.

100. Mais la disposition de la loi du 22 frim. an VII, qui assujétit au droit de 4 pour cent les déclarations de command, lorsque la faculté d'élire n'a pas été réservée dans le contrat, ne s'applique pas aux déclarations de command qui se font sur adjudications par expropriation forcée. — Décision du ministre des finances, des 18 pluv. an X et 12 therm. an XII, t. 11, p. 240, nº 11.

101. La notification de la déclaration de command doit être faite à la régie, soit qu'elle ait lieu chez un notaire, soit qu'elle ait lieu au greffe. — Cass. 18 nov. 1806, t. 11, p. 272, nº 42. — *V.* M. Merl. *Rep.* t. 4, p. 697. — Mais elle ne doit pas être faite au command déclaré. — Cass. 3 ther. an IX, t. 11, p. 239, nº 9 — *V.* M. Merl. *Q. D.* vº *déclaration de command*, § 2.

102. La notification de la déclaration de command à la régie n'est point suppléée par le dépôt fait au bureau du receveur de cette déclaration, s'il n'a été accompagné du paiement des droits dus, paiement qui ait donné une fixité à la date de ces actes, et qui ait mis à même d'enregistrer l'acte de déclaration. — Cass. 15 nov. 1813, t. 11, p. 320, nº 95.

103. Lorsque la déclaration de command n'est pas signifiée dans les 24 heures à la régie, elle est

sujette au droit proportionnel et non au droit fixe. — Cass. 3 vent. an XI et 13 janv. 1806, t. 11, p. 248, n° 17.

104. Avant le Cod. de proc., l'obligation de notifier la déclaration de command dans 24 heures était applicable aux déclarations faites sur expropriation forcée. — Cass. 15 oct. 1806, t. 11, p. 269, n° 38. — *V.* M. Merl. *Rep.* t. 4, p. 697.

105. Ainsi, avant le Code de procédure, la nécessité de notifier la déclaration de command dans les 24 heures existait pour les avoués comme pour tout autre. — Cass. 6 déc. 1808, t. 11, p. 284, n° 62.

106. Mais depuis la publication du Code de procédure, l'adjudicataire désigné par l'avoué n'est pas obligé, pour éviter le droit proportionnel, de notifier la déclaration faite à son profit. — Cass. 3 sep. 1810, 9 avr. 1811, 14 août 1811, 24 avr. 1811, et 23 avr. 1816, t. 11, p. 294, n° 75.

107 et 108. La déclaration faite par un avoué de la personne pour laquelle il s'est rendu adjudicataire, n'est sujette à aucun droit, si elle est constatée par le procès-verbal d'adjudication même. — Décis. administ. 30 nov. 1831, t. 44, p. 111.

109. Aussi, en matière de ventes poursuivies en justice, la déclaration de l'adjudication faite au greffe dans les délais de droit, par l'avoué dernier enchérisseur, ne donne ouverture qu'au droit fixe, et n'a pas besoin d'être notifiée à la régie. — Instruction générale de la régie, 27 août 1811, t. 20, p. 336, n° 337.

110. Les déclarations que font les avoués pour faire connaître les adjudicataires qui ont employé leur ministère pour enchérir, ne sont assujéties qu'au droit de 1 fr. et non de 3 fr. — Décis. de l'adm. 3 nov. 1830, t. 40, p. 154.

111. Les déclarations de command par les avoués, en exécution de l'art. 709 C. P. C., et notifiées dans les trois jours de l'adjudication, ne sont également soumises qu'au droit fixe d'un franc. — Instruction générale de la régie, 27 oct. 1807, t. 11, p. 275, n° 47.

112. L'avoué qui ne déclare pas dans les trois jours de l'adjudication l'individu pour qui il s'est rendu enchérisseur, doit être réputé avoir acheté pour lui-même, et ensuite avoir vendu à cet individu, lors même que les deux derniers jours seraient fériés; en conséquence la régie a droit d'exiger de chacun d'eux un droit proportionnel. — Cass. 1er déc. 1830, t. 40, p. 65. — *V.* l'opinion contraire des rédacteurs du Journal de l'enregistrement et des domaines, t. 27, p. 275, qui enseignent que lorsque le jour terme est un jour de fête légale, la déclaration peut être faite le lendemain.

113. Toutefois une déclaration de command faite un jour férié, par suite d'un contrat de vente volontaire passé la veille, n'est soumise qu'au droit fixe quoiqu'enregistrée le lendemain. — Déc. admin. 10 mai 1832, t. 44, p. 362.

114. De même la déclaration de command présentée au receveur de l'enregistrement après la clôture des bureaux, mais dans les 24 heures de sa date, n'est soumise qu'au droit fixe. — Décis. admin. 2 août 1833, t. 45, p. 686.

114 *bis*. La déclaration de command faite par huissier dans les vingt-quatre heures n'est soumise qu'au droit fixe, quoique présentée après que les registres du receveur de l'enregistrement sont arrêtés. — Déc. admin. délibérée le 31 déc. 1833, approuvée le 15 janv. 1834, t. 46, p. 303.

115. Une notification de déclaration de command peut être valablement faite avant que le contrat de vente ou le jugement d'adjudication ait été enregistré. — Cass. 13 brum. an XIV, et 23 janv. 1809, t. 11, p. 259, n° 28.

116. Comme aussi on peut enregistrer en même temps la déclaration de command et l'acte auquel cette déclaration se rapporte. — Instruction générale de la régie, 27 oct. 1807, t. 11, p. 275, n° 46.

117. L'avoué qui fait déclaration de command n'est pas tenu d'avancer les droits, et le greffier doit néanmoins recevoir la déclaration. — Instruction générale de la régie, 27 oct. 1807, t. 11, p. 275, n° 48.

118. Les avoués, en se rendant adjudicataires, sont présumés les mandataires, de telle sorte qu'en faisant leurs déclarations dans les trois jours, la propriété est passée sur la tête de leur command, sans intermédiaire. — Cass. 3 sep. 1810, 9 avril 1811, 14 août 1811, 24 avril 1811, 23 avril 1816, t. 11, p. 293, n° 74. — V. *ibid.* nos observ. en ce sens.

119. Lorsque dans une succession bénéficiaire la vente des immeubles est renvoyée par le tribunal devant un notaire, les avoués qui se rendent adjudicataires ont 3 jours pour déclarer leur command, comme si la vente avait été faite en justice. — Cass. 26 fév. 1827, t. 33, p. 8. — *V.* M. Merl. *Rep.* t. 4, p. 698.

120. L'avoué au profit duquel est prononcée l'adjudication préparatoire doit-il, comme après l'adjudication définitive, faire dans les trois jours sa déclaration de command? — L'avoué peut décéder dans l'intervalle d'une adjudication à l'autre, le client peut devenir insolvable, et faute d'enchérisseur, l'adjudication préparatoire pourrait devenir définitive, et l'avoué se trouverait alors adjudicataire en son nom. Ces raisons ont fait dire à M. Lep. p. 458, 10e quest. qu'il est prudent de faire la déclaration de command. Mais les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 368, et M. Carr. t. 2, p. 607, n° 237, pensent que l'art. 709 C. P. C. ne se rapporte qu'à l'adjudication définitive. L'avoué doit toujours au surplus se faire donner un pouvoir par la partie; car, si elle venait à regretter d'être adjudicataire, elle pourrait bien nier un simple mandat verbal. — *V.* t. 20, p. 582, n° 688.

121. L'acquéreur désigné par l'adjudication comme command ne peut désigner un autre command, encore que les deux commands successifs aient lieu dans les vingt-quatre heures. — Cass. 22 août 1809, t. 11, p. 287, n° 68. — *V.* M. Merl. *Rep.* t. 2, p. 477.

122 et 123. Mais, lorsque l'avoué déclare, au moment de l'adjudication, se rendre adjudicataire au nom du client pour lequel il occupe dans l'instance, et lui réserver le droit d'élire command, la déclaration faite en vertu de cette réserve ne peut donner lieu au droit proportionnel. — Cass. 23 avril 1816, t. 11, p. 294, n° 76.

124. Pour que la personne désignée par l'avoué puisse elle-même faire une déclaration de command, il faut que le jugement d'adjudication porte que l'adjudication est faite à l'avoué enchérisseur pour lui ou la personne qu'il désignera. — Cass. 23 avril 1816, t. 11, p. 294, n° 77.

125. Le délai de 24 heures pour faire notifier à la régie la déclaration de command court du jour de l'acte de vente et non de celui de son enregistrement. — Cass. 19 germ. an XII, t. 11, p. 253, n° 21.

126. Comme aussi c'est du jour du jugement d'adjudication, et non de la notification, que court le délai de déclaration de command. — Cass. 30 nov. 1812, t. 11, p. 308, n° 85.

127. Mais le délai de 24 heures qui est accordé à l'adjudicataire pour faire sa déclaration de command, ne court que du jour où l'avoué dernier enchérisseur a fait la déclaration de cet adjudicataire. — Cass. 25 fév. 1823, t. 25, p. 66.

128. Avis du Conseil d'état du 21 oct. 1809 sur plusieurs questions relatives aux quittances et décharges données aux officiers publics qui ont procédé à des ventes à l'encan d'objets mobiliers. — T. 11, p. 288, n° 67.

129. Les actes d'acceptation de succession sont passibles du droit fixe de 3 fr. pour chaque acceptant, lorsque l'acceptation a lieu au greffe, soit par des majeurs, soit par un tuteur au nom de ses mineurs. Une décision du ministre des finances, du 13 juin 1823 (inst. n° 1086), porte que les acceptations de succession sous bénéfice d'inventaire doivent être considérées comme rentrant dans la classe des actes de formalité dont parle l'art. 68, § 2, nos 6 et 7 de la loi du 22 frim. an VII, et qui, d'après l'art. 44 de la loi du 28 avril 1816, sont sujets au droit de 3 fr. L'acceptation par un tu-

teur ne pouvant avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire, il s'ensuit que la décision précitée est applicable. D'un autre côté, la pluralité des droits est établie, tant pour les renonciations que pour les acceptations, par les n° s 1 et 2 du § 1er de l'art. 68 de la loi du 22 frim. an VII (solut. du 30 nov. 1829). — Les acceptations de successions, legs ou communautés, ne sont sujettes qu'au droit de 1 fr. lorsqu'elles ont lieu devant notaire.

130. Les actes de prestation de serment des greffiers en chef et commis greffiers attachés aux cours d'appel et aux tribunaux de première instance sont passibles d'un même droit fixe d'enregistrement de 15 fr. — Cass. 21 janv. et 17 fév. 1806, t. 14, p. 494, n° 7. — Instruction générale du 30 mai 1811, t. 14, p. 510, n° 25.

131. Les procès-verbaux de prestation de serment de greffiers doivent être rédigés sur papier timbré et soumis à l'enregistrement. — Instruction générale du 20 nov. 1811, t. 14, p. 511, n° 28.

132. Lorsqu'un avoué a déjà prêté serment avant d'entrer en fonction, le serment qu'il prête de nouveau, en exécution de la loi du 22 vent. an XII, n'est passible que d'un droit d'enregistrement fixe d'un franc. — Cass. 24 fév. 1808, t. 5, p. 280, n° 28.

133. L'enregistrement des prestations de serment autres que celles tarifées par la loi est soumis au droit fixe d'un fr.; et les droits de greffe des expéditions de ces actes est d'un fr. par rôle. — Délib. du conseil d'administration du 23 juill. 1830, approuvée par le directeur général le 7 août suivant, t. 39, p. 309.

134. Les cessions d'offices de notaires et les ventes de fonds de commerce et d'achalandage sont-elles sujettes au droit d'enregistrement de 2 p. 0|0 ou seulement de 1 p. 0|0?—Dissert. t. 41, p. 500.

135. Ces cessions ne sont passibles que d'un seul droit de mutation sur le montant du cautionnement attaché à ces offices. — Trib. de Chartres, 21 juin 1833, t. 45, p. 620. — Cette jurisprudence a été confirmée par la Cour de cassation. —Arrêts des 24 août 1835 et 26 avr. 1836, t. 49, p. 544, et t. 51, p. 415.

135 *bis*. L'ordonnance qui autorise un notaire à transférer sa résidence n'est point soumise au droit de 10 p. 0|0 sur son cautionnement. — Délib. du 28 janv. 1834, approuvée le 11 fév. suivant, t. 46, p. 219.

136. Il y a lieu de percevoir le droit proportionnel de rétrocession dans le cas où l'achat d'une charge n'a pas été exécuté par l'acquéreur et où le vendeur aurait été forcé de le faire résilier par un jugement. — Solut. du 11 fév. 1832, t. 43, p. 560.

137. La cession par laquelle un père déclare se démettre de sa charge d'huissier en faveur de son fils qui, de son côté, s'oblige à payer à ses père et mère une pension viagère, réductible à la moitié au décès du premier mourant, est passible du droit de 2 p. 0|0 sur le capital de la pension, et non du droit fixé pour les baux à nourriture de mineurs; cependant il n'est pas dû de droit de donation éventuelle, à raison de la stipulation qui appelle l'un d'eux, en cas de survie, à jouir de la moitié de la pension. — Délib. du conseil d'administration du 12 janv. 1827, approuvée le 18 du même mois, t. 33, p. 311. — Cette décision serait applicable à tout traité du même genre pour office d'avoué ou de notaire.

138. La réponse d'un tiers saisi insérée dans une saisie-arrêt, et portant qu'il doit une somme déterminée, sans énoncer un titre enregistré, n'est pas soumise au droit proportionnel. — Solut. du 13 fév. 1832, t. 43, p. 652.

139. Il n'est dû qu'un droit fixe de 3 fr. comme transaction sur l'acte par lequel la partie saisie déclare consentir à ce que le tiers saisi verse entre les mains des créanciers auteurs de la saisie et acceptant les sommes dont il est redevable envers elle. — Déc. adm. 29 janv. 1830.

140. Il n'est dû un droit de mutation, par les héritiers d'un débiteur saisi immobilièrement, que sur la portion qui leur revient après le paiement des créanciers colloqués dans l'ordre ouvert sur le prix de cet immeuble. — Trib. civ. de Redon, 27 avril 1833, t. 46, p. 251.

141. Un huissier peut ne présenter à l'enregistrement l'ordonnance qui a autorisé une saisie foraine qu'avec le procès-verbal même de la saisie. — Déc. adm. 1 mars 1832, t. 46, p. 185.

142. Décision du ministre des finances à l'égard des droits à percevoir sur les procès-verbaux d'ordre. — 17 janv. 1820, t. 17, p. 353, n° 236.

143. Doit être considérée comme faite dans le cours d'une instance la production d'un traité non enregistré, faite après l'ouverture d'un procès-verbal d'ordre; et, par suite, ce traité est passible du double droit. — Délibération du conseil d'administration du 5 nov. 1833, approuvée le 8 du même mois, t. 46, p. 313.

143 *bis*. On peut produire dans le cours d'une instance et sans qu'elles soient enregistrées avant la demande, les pièces qui ne forment pas titre et qui n'offrent que des commencements de preuve. —Cass. 26 août 1834, t. 47, p. 609.

144. Les dénonciations de l'état de collocation d'un ordre par acte d'avoué ne sont soumises qu'au droit fixe de 50 centimes.—Solut. du 10 août 1831, t. 43, p. 709.

145. Lorsque l'état de collocation dressé par le juge-commissaire fait naître des difficultés, qu'il en est référé au tribunal, et qu'un jugement intervient, la signification de ce jugement donne ouverture à la pluralité des droits. — Décis. adm. 19 janv. 1830, t. 38, p. 212

146. Les conventions notariées portant distribution par contribution à l'amiable ne sont pas soumises au droit proportionnel établi pour les jugements portant collocation.—Cass. 17 mars 1830, t. 39, p. 72.

146 *bis*. Droits dus sur les exploits d'offres réelles. — Décision de l'administration, 28 janv. et 2 fév. 1831, t. 40, p. 162.

147. Le procès-verbal d'offres réelles acceptées, ou qui, en cas de refus, constate une dette sans mentionner un titre enregistré, est passible seulement d'un droit proportionnel.—Cass. 5 déc. 1832, t. 43, p. 755; Déc. admin. 28 juin 1833, t. 45, p. 614.—V. *infrà*, n° 157.

148. L'extrait d'une demande en séparation de biens exigé par l'art. 866 C. P. C. n'est pas soumis au droit d'enregistrement.— Cass. 5 déc. 1832, t. 43, p. 755.

149. Les exploits d'opposition à une contrainte en paiement de droits d'enregistrement au-dessus de 100 fr. sont soumis à un droit fixe de 1 fr. — Déc. admin. 2 sept. 1831.

150. La constitution d'avoué contenue dans une assignation en matière correctionnelle est passible d'un droit particulier. — Déc. admin. 3 nov. 1829, t. 38, p. 52.

151. L'assignation donnée par un seul demandeur à deux individus, aux fins de condamnation solidaire à des dommages-intérêts pour voie de fait, est sujette à deux droits. — Déc. admin. 8 nov. 1829, t. 38, p. 52.

152. La citation devant le juge de paix pour assister à un conseil de famille est soumise au droit fixe d'un franc. — Déc. adm. 3 déc. 1831, t. 44, p. 226.

153 et 154. Le procès-verbal d'un juge de paix décrivant les effets trouvés dans la maison d'un défunt, et tenant lieu de scellés, est sujet non pas au droit de 1 franc comme un procès-verbal de carence, mais de 2 francs par vacation comme inventaire. — Déc. admin. 10 fév. 1831, t. 44, p. 239.

155 et 156. La simple mention de non-comparution en bureau de paix, dont la signification doit, aux termes de l'art. 65 C. P. C., être faite avec l'exploit d'ajournement, n'est pas sujette à la formalité de l'enregistrement. — Décision du ministre des finances du 7 juin 1808, t. 7, p. 235, n° 52, et t. 11, p. 281, n° 65. — *V.* MM. B. S. P. p. 189, not. 21; PR. FR. t. 1, p. 272; F. L. t. 1, p. 629, § 5, n° 6; HAUT. p. 72; TH. DEM. p. 63; PIG. t. 1, p. 42, n° 6, et D. C. p. 54.

157. Mais le procès-verbal de non-conciliation qui constate que

le défendeur fait offre d'une somme dont il s'est reconnu débiteur, est passible du droit d'obligation, quoique l'offre n'ait pas été acceptée. — Délibération du conseil d'administration, 23 juin 1829, t. 37, p. 135. — V. *ibid.* les observ. — V. *suprà*, nos 146 et 147.

158. C'est le droit de 2 fr. auquel est assujéti l'exploit contenant sommation et citation devant la justice de paix, pour le cas où l'on n'obéirait pas à cette sommation. — Solut. du 13 mars 1832, t. 42, p. 290.

159. Les actes de prorogation de la compétence des juges de paix ne donnent lieu à un droit particulier qu'autant que la déclaration est sur feuille séparée, ou quand elle est de date différente du jugement, quoique écrite sur la même feuille. — Déc. admin. 16-27 oct. 1820, 21 déc. 1829, t. 38, p. 213.

160. La signification du jugement d'un juge de paix, rendu hors de sa compétence ordinaire, n'est passible que du droit d'un franc. — Déc. adm. 9 mars 1830, t. 38, p. 281.

161. Les actes de notoriété et les procès-verbaux rédigés par les juges de paix pour constater les causes et circonstances de la disparition des militaires, et le fait de la privation des moyens d'existence de leurs veuves et orphelins, sont exempts de l'enregistrement. — Décision du ministre des finances, 26 janv. 1824, t. 26, p. 194.

162. Les comptes rendus à l'amiable ou devant notaires sont dispensés de l'enregistrement comme les comptes rendus en justice. — Décision des ministres de la justice et des finances, 22 sept. 1807, t. 18, p. 667. — *V.* MM. Carr., t. 2, p. 346, no 1879; F. L. t. 1, p. 618, no 6; Pig. t. 2, p. 394, à la note; Pig. *Comm.* t. 2, p. 133; D. C. p. 371; B. S. P. p. 500, note 6, 3o; Comm. t. 2, p. 105 et 106.

163. L'ouverture des procès-verbaux d'enquête n'est pas sujette à un droit d'enregistrement distinct de celui qui est perçu sur les procès-verbaux, après que l'enquête est terminée. — Délibération du conseil d'administration, 24 juill. 1819, t. 11, p. 351, no 124. — *V. Contrôleur*, art. 42.

164. Les rapports des juges commis à une faillite sont exempts de timbre, d'enregistrement et de greffe. — Déc. adm. 24 avril 1832.

165. Les billets à ordre dont le paiement se poursuit au moyen d'une assignation, et sans que le protêt en ait été fait, doivent préalablement être enregistrés. — Instruction du ministre des finances, 12 nov. 1811, t. 18, p. 567, no 15.

166. Les protêts faits par les notaires ne sont passibles que du droit fixe d'un franc. — Cass. 1er mars 1825, t. 11, p. 291, no 71.

167. Lorsqu'un huissier présente à l'enregistrement une citation en vertu de deux billets dont l'un n'est pas enregistré, mais qu'il dit adiré, le receveur peut percevoir un droit proportionnel sur ce billet, à moins qu'on ne lui exhibe la preuve légale de sa non-existence. — Cass. 23 nov. 1825, t. 31, p. 98. — V. *infrà*, no 199.

168. La requête en déclaration d'arrêt commun à intervenir n'est qu'une ampliation à la première requête, et sous ce rapport est dispensée de la formalité de l'enregistrement. — Cass. 7 fév. et 14 mars 1821, t. 23, p. 289.

169. Les mentions faites par les avoués aux registres du greffe des oppositions et appels des jugements, ne doivent pas être enregistrées sur les minutes. — Déc. de l'administration, 21 mars 1831, t. 40, p. 280.

170. Est nul l'exploit d'appel enregistré plus de quatre jours après sa date, lors même qu'il l'aurait été avant l'expiration des trois mois dans lesquels il devait être signifié. — Riom, 6 déc. 1830, t. 45, p. 622. — V. *infrà*, no 225.

171. Un appel incident contenu dans une signification d'avoué à avoué n'est pas assujéti au droit fixé pour les actes de cette dernière espèce, mais bien à celui établi pour les actes d'appel. — Délibération du conseil d'administration du 29 janv. 1828, approuvée le 5 fév. suivant, t. 34, p. 141.

172. Lorsqu'avant de déposer son pourvoi, une partie condamnée signifie à un adversaire qu'elle se pourvoit en cassation, il n'y a pas lieu d'exiger d'elle le droit d'enregistrement établi sur les pourvois. Ce droit ne peut être perçu qu'au bureau établi près la Cour de cassation. — Solut. du 29 août 1831, t. 43, p. 654.

173. Il n'y a pas lieu d'exempter du timbre et de l'enregistrement les actes de procédure qui intéressent les indigents. — Avis du comité des finances du 22 juill. 1829, approuvé par le ministre le 18 août suivant, t. 37, p. 285.

174. Les certificats délivrés par le secrétaire général du Conseil d'état aux parties intéressées sur la situation des affaires soumises à ce conseil ne sont pas assujétis à la formalité de l'enregistrement. — Déc. adm. 4-9 mars 1831.

§ 5. *Présomptions légales de mutation et de non-enregistrement.*

175. Il suffit, pour que le droit de mutation soit dû, qu'il y ait consentement des parties sur la chose et sur le prix, même quand l'objet de la vente serait compris dans un procès-verbal de saisie. — Cass. 5 août 1828. Gardère C. la régie de l'enregistrement.

176. Lorsqu'un individu, après avoir été exproprié, reste inscrit sur les rôles et paie l'impôt, ces circonstances suffisent pour faire présumer une rétrocession secrète au profit du saisi par l'adjudicataire, et autoriser la régie à réclamer le droit de mutation. — Cass. 18 avril 1821, t. 23, p. 145.

177. L'inscription de l'acquéreur sur les registres de mutation et le paiement des contributions établissent une présomption légale pour la perception des droits d'enregistrement, et cette présomption ne peut être écartée par l'allégation d'une convention verbale contraire qu'auraient faite les parties contre lesquelles cette présomption aurait été établie. — Cass. 1 août 1809, 14 janv. 1824, et 17 août 1824, t. 28, p. 338.

178. Il y a ouverture au droit de mutation lorsqu'il résulte des déclarations d'une partie qu'il y a eu vente et qu'il n'est pas prouvé que cette vente ait été résiliée; peu importe qu'on allègue que les actes auraient été immédiatement lacérés. — Cass. 5 août 1828. Gardère C. la régie de l'enregistrement.

179. Le droit de mutation acquis en faveur de la régie par des présomptions légales ne peut lui être enlevé par l'exception de nullité portée par l'art. 692 C. P. C., qui déclare nulle, et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer, toute aliénation d'immeubles faite par la partie saisie, à compter du jour de la dénonciation à elle faite de la saisie. — Cass. 17 août 1824, t. 28, p. 338.

180. L'énonciation dans un jugement d'un acte que rien ne constate avoir été enregistré suffit pour autoriser la régie à réclamer le paiement des droits. — Cass. 17 janvier 1814, t. 11, p. 322, no 96 *bis*.

181. Il suffit que l'existence d'une rente foncière grevant une maison soit énoncée au cahier des charges de l'adjudication de cette maison, pour que le droit soit perçu sur le capital de la rente. — Cass. 9 fév. 1827. Rivière C. la régie.

§ 6. *Pluralité de droits.*

182. Une ordonnance de référé rendue sur la requête d'un héritier n'est pas sujette à autant de droits qu'elle autorise de mesures distinctes concernant la même succession. — Décision de l'administration, 17 mai 1830, t. 41, p. 455.

183. La demande en séparation de patrimoines, intentée par plusieurs créanciers d'une succession, dans le même exploit, est soumise à un seul droit d'enregistrement. — Cass. 2 juin 1832, t. 43 p. 687. — V. *ibid.* les observat. en ce sens.

184. Un seul droit de 3 francs peut être perçu sur le jugement rendu sur assignation à bref délai, et qui donne acte de la constitution de plusieurs avoués. — Solut. 12 juill. 1831, t. 43, p. 669

185. Lorsque plusieurs exploits d'appel du même jugement sont signifiés à des cohéritiers ou autres intéressés, il est dû autant de droits de 5 fr. ou de 10 fr. qu'il y a d'exploits. — Décision de l'enregistrement, 16 sept. 1830.

186. Lorsqu'un acte d'appel fait à la requête d'un seul demandeur contre un seul défendeur, est signifié successivement à plusieurs domiciles, une seule signification est passible du droit fixe de 10 fr. — Opinion des rédacteurs du Journal de l'enregist. t. 43, p. 704.

187. L'assignation donnée à la requête de plusieurs acquéreurs d'un immeuble dont ils se sont rendus solidairement adjudicataires, et qu'ils se sont partagé, n'est soumise qu'à un seul droit d'enregistrement. — T. 42, p. 304.

188. La part du colicitant dans l'établissement du droit d'enregistrement doit être déduite des lots qui lui ont été adjugés; le droit n'est dû que sur l'excédant. — Inst. min. 30 juin 1833.

189. L'exploit par lequel l'acquéreur d'un immeuble notifie son titre aux créanciers inscrits n'est pas soumis à autant de droits qu'il y a de créanciers. — Opinion des rédacteurs du *Contrôleur*, n° 423. — J. A. t. 11, p. 361, n° 133.

190. Le dépôt d'un procès-verbal d'adjudication fait pour purger les hypothèques légales n'est passible que d'un seul droit, quoiqu'il y ait plusieurs adjudicataires distincts. — Délibération du conseil d'administration, 18 juill. 1828, t. 35, p 357.

191. Des créanciers qui se réunissent et poursuivent en commun l'expropriation de leur débiteur, doivent être considérés comme co-intéressés ou solidaires, quoiqu'ils aient des titres séparés. Il ne doit être perçu qu'un seul droit d'enregistrement. — Délibération du conseil d'administration du 26 nov. 1828, approuvée le 5 oct. suiv. t. 36, p. 27.

192. Les significations d'appel en déclaration d'arrêt commun à plusieurs acquéreurs des biens d'une succession sont passibles de plusieurs droit fixes de 10 fr. — Avis du comité des finances du 16 mars 1824, approuvé le 31 du même mois, t. 26, p. 194.

193. Lorsqu'il est délivré un mandement ou bordereau collectif de collocation, au profit de plusieurs créanciers, ne s'élevant pas au-dessus de 500 fr., le droit à percevoir est de 1 fr. 25 cent. — Décision de l'admin. 11 mars 1833, t. 40, p. 256.

194 et 195. Lorsque plusieurs sociétaires se réunissent pour faire signifier leur renonciation à la société, il n'est dû qu'un seul droit sur l'exploit de signification. — Délibération du conseil d'administration, 12 juin 1827, t. 33, p. 221.

196. Lorsque plusieurs experts sont nommés pour une même opération, l'acte de leur prestation de serment ne donne lieu qu'à un droit fixe. — Délibération du conseil d'administration du 22 fév. 1828, approuvée le 5 avril suiv. — T. 35, p. 198.

197. L'acte constatant les acquiescements donnés par plusieurs propriétaires à un procès-verbal d'arpentage de leurs biens est assujéti à autant de droits qu'il y a d'adhérents. — Déc. adm. 21 juin 1833.

198. Dans un compte où les articles de dépenses sont avoués des deux parties et ne sont appuyés d'aucunes pièces justificatives, le droit proportionnel n'est pas dû sur chaque article, mais seulement sur le reliquat de compte. — Cass. 8 mai 1826, t. 31, p. 160.

199. Les exploits portant sommation de payer le montant de billets qu'on prétend adirés donnent ouverture : 1° au droit fixe pour la sommation; 2° au droit proportionnel pour le billet, sauf la restitution, si dans les délais de la loi les parties justifient d'un enregistrement antérieur. — Instruction du ministre des finances, 12 nov. 1811, t. 18, p. 567, n° 16. — V. *suprà*, n° 167.

200. Les citations données simultanément et par le même acte à plusieurs personnes prévenues du même délit sont soumises à autant de droits d'enregistrement qu'il y a de personnes assignées. — Décision du ministre des finances, 19 avril 1814, t. 11, p. 326, n° 99.

201. Le jugement de simple police qui condamne plusieurs individus à l'amende, sans solidarité, est passible d'un droit proportionnel à raison de la condamnation prononcée contre chacun d'eux. — Déc. admin. 26 juin 1833.

Art. 3. *Qui peut ordonner et opérer l'enregistrement? Délai pour l'enregistrement. Amende. Double droit. Excuse.*

202. Les tribunaux peuvent ordonner d'office l'enregistrement d'une pièce produite par une partie, et de laquelle l'autre peut tirer avantage. — Cass. 6 messidor an XIII. t. 11, p. 258, n° 27. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 4, p. 771.

203. Un receveur de l'enregistrement peut enregistrer lui-même les actes faits à sa requête. — Riom, 12 mai 1808, t. 20, p. 149, n° 152. — Quoique l'obligation où est le conservateur de clore tous les jours son registre ne soit pas une garantie suffisante pour les tiers, cependant la loi ne prononce pas la nullité, et cette nullité ne peut être suppléée. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 546, not. 2; PIG. *Comm.* t. 2, p. 686; B. S. P. p. 577, n° 32, et p. 108, n° 2.

204. Les adjudications d'immeubles faites en justice doivent être enregistrées dans les vingt jours de leur date et sur la minute, soit qu'on en ait ou non interjeté appel. — Avis du Conseil d'état, 22 oct. 1808, t. 11, p. 283, n° 61.

205. L'adjudicataire dépossédé dans les 20 jours de son adjudication par une surenchère n'est pas tenu du droit et double droit de mutation, lorsque l'adjudication sur la surenchère n'a pas été enregistrée dans les 20 jours qui se sont écoulés depuis la première adjudication. — Cass. 23 fév. 1820, t. 11, p. 352, n° 126. — V. *Contrôleur*, n° 49; M. F. L. t. 2, p. 404.

206. L'appel d'un jugement d'adjudication autorise-t-il l'adjudicataire à surseoir au paiement des droits d'adjudication jusqu'à la décision sur l'appel? — Oui. — Cass. 29 oct. 1806. — Non. — Cass. 10 déc. 1808, t. 11, p. 270, n° 39.

207. — Décision dans ce dernier sens à l'égard d'un jugement prononçant la résiliation d'une vente et attaqué par la voie de l'appel. — Cass. 21 nov. 1827, t. 34, p. 38.

208. Une décision abitrale doit, à peine du double droit, être enregistrée avant son dépôt au greffe. — Cass. 3 août 1813, t. 11, p. 315, n° 92.

209. Les procès-verbaux d'ordre doivent-ils être enregistrés dans les 20 jours de leur date, ou suffit-il qu'ils le soient avant la délivrance des mandats ou bordereaux de collocation? — Décidé dans ce dernier sens. — Solution du ministre des finances des 16 déc. 1816, et 13 oct. 1818, t. 11, p. 346, n° 117.

210. Une ordonnance sur requête, qui n'a pas été enregistrée dans les 20 jours de sa date, n'est point sujette au double droit. — Solut. de la régie, 12 sept. 1828, t. 36, p. 102.

211. Est passible de l'amende le greffier qui, dans un procès-verbal de nomination de tuteur pour autoriser le mariage d'un mineur, relate un certificat non enregistré, délivré par un maire pour attester l'absence du père. — Cass. 20 oct. 1813, t. 11, p. 319, n° 94.

212. Le demandeur qui n'a pas basé sa demande sur les pièces produites par le défendeur, quoiqu'il pût le faire, n'est point passible du double droit, si elles n'étaient point enregistrées avant sa demande. — Cass. 9 fév. 1832, t. 43, p. 670.

213. N'est point passible du double droit le défendeur qui, n'ayant encore fait aucun usage de son titre sous seing privé, le soumet à la formalité avant d'en exciper pour sa défense. — Cass. 9 fév. 1832, t. 43, p. 670. — *V.* le n° suiv.

214. Le double droit n'est pas exigible par cela seul que le titre sur lequel la demande est fondée ne serait enregistré qu'après le préliminaire de conciliation, pourvu qu'il le soit avant l'exploit introductif d'instance. — Cass. 25 janv. 1827, t. 32, p. 292. — *V.* le n° précédent.

215. Lorsqu'il résulte des motifs d'un jugement qu'un titre non enregistré a été produit au cours d'une instance, la régie a le droit de percevoir le double droit, quoique le dispositif de ce jugement porte que la demande avait pour cause une convention verbale. — Délib. de la régie, 7 sept. 1829, t. 38, p. 103.

216. La partie qui ne justifie pas avoir consigné aux mains du greffier le montant du droit à percevoir sur un jugement avant l'expiration du délai, ne peut rendre le greffier responsable du défaut d'enregistrement. — Cass. 11 sept. 1809, t. 11, p. 290, nº 69.

217. On ne peut exciper, pour se refuser au paiement du droit proportionnel, de ce que le receveur se serait contenté du droit fixe, si le double droit était déjà acquis lors de la présentation du jugement à l'enregistrement. — Cass. 11 sept. 1809, t. 11, p. 290, nº 68.

218. La bonne foi des redevables n'est pas un motif qui puisse leur faire accorder remise des amendes qu'ils ont encourues. — Cass. 17 prair. an XI, 20 mai 1806, 11 fév. et 13 nov. 1807, 3 sept. 1810, t. 11, p. 252, nº 19.

219. Aussi, l'adjudicataire passible du double droit d'enregistrement ne peut, pour s'en dispenser, exciper de l'erreur dans laquelle il a été induit par une lettre de son avoué. — Cass. 23 mai 1808, t. 11, p. 280, nº 54. — *V.* M. Merl. *Rep.* t. 4, p. 753.

Art. 4. *Effets de l'enregistrement, quant à la preuve de l'existence des actes ; et du défaut d'enregistrement, quant à leur validité.*

220. La formalité de l'enregistrement est une preuve suffisante de l'existence d'un acte qui ne se trouve plus dans l'étude du notaire rédacteur. —Douai, 1er juill. 1816, t. 16, p. 815, nº 21.

221. On peut prouver l'existence de divers actes de procédure par des extraits des registres de l'enregistrement. — Cass. 7 brum. an XIII. — Riom, 28 déc. 1808. — Nanci, 23 nov. 1812. — Renn. 22 avr. 1814, t. 13, p. 77, vº *exploit*, nº 56. — V. *infrà*, nº 228.

222. Il n'y a pas nullité de l'enquête pour le défaut d'enregistrement du jugement qui l'a ordonnée, parce que là où la loi prononce une amende, la violation de la loi n'entraîne pas nullité. — Cass. 8 brum. an XII, t. 11, p. 32, vº *enquête*, nº 4.

223. Sous la loi du 22 frim. an VII, un jugement n'est pas nul pour avoir été rendu sur une pièce non enregistrée. — Cass. 19 nov. 1807, t. 11, p. 239, nº 10.

224. Est nul, à défaut d'enregistrement, l'exploit de signification d'un arrêt d'admission, et cette nullité entraîne la déchéance du pourvoi. — Cass. 23 flor. an IX, t. 11, p. 236, nº 6.

225. L'exploit non enregistré dans le délai légal est nul, lors même que le retard de son enregistrement proviendrait du receveur de la régie. — Bourg. 23 déc. 1816. Ferrand C. Grangier. — *V.* notre mot *exploit*, nºs 48, 410 et s. et *suprà*, nº 170.

226. Un exploit n'est pas nul parce que la copie ne contient pas la mention de l'enregistrement. — Cass. 26 vend. an VIII, t. 13, p. 31, vº *exploit*, nº 7.

227. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'exploit fasse mention de l'enregistrement des pièces signifiées au demandeur par le même exploit. — Turin, 20 flor. an II, t. 13, p. 65, vº *exploit*, nº 36.

228 et 229. L'extrait de l'enregistrement d'une signification n'est pas un commencement de preuve par écrit, qui puisse faire admettre la preuve testimoniale de l'existence d'un exploit de signification. — Cass. 3 mars 1830. Pitté-Grenet C. Renaud. — V. *suprà*, nº 221.

230. L'enregistrement d'un acte est étranger à sa substance, et son omission ne rend l'acte nul que dans le cas où la loi y a formellement attaché cette peine ; ainsi les tribunaux saisis de la poursuite d'un délit constaté par un procès-verbal, ne peuvent refuser ni surseoir à y faire droit, sous prétexte que cet acte n'aurait point été soumis à l'enregistrement. — Cass. 23 fév. 1827, t. 33, p. 115. — Même décision, Cass. 27 juill. 1827.

231. L'exploit fait à la requête du ministère public, en matière criminelle ou correctionnelle, n'est pas nul à défaut d'enregistrement ; il fait par lui-même foi de sa date. — Cass. 23 vent. an XIII, t. 11, p. 257, nº 25.—*V.* M. Merl. *Rép.* t. 4, p. 764.

232. Le greffier ne peut se refuser à recevoir le dépôt du jugement arbitral que l'un des arbitres lui présente, lorsqu'il n'est pas enregistré ; et cet arbitre ne peut être forcé à faire de ses deniers l'avance des droits dus pour l'enregistrement. — Dissert. J. A. t. 14, p. 529, no 45.

233. Il est défendu, sous peine d'amende, à un officier public, de procéder à une vente de meubles avant que l'inventaire notarié de ces meubles n'ait été enregistré. — Décis. minist. 26 sept. 1829, t. 38, p. 47.

234. Les actes passés en pays étranger, et revêtus de toutes les formalités voulues par les lois du pays pour leur donner l'authenticité, n'ont cependant de date certaine que du jour de leur enregistrement en France. — Douai, 16 déc. 1824, 17 juill. 1829, t. 47, p. 683.

Art. 5. *Paiement des droits. Restitution. Prescription.* — § 1. *Par qui les droits sont-ils dus ? Quand peuvent-ils être demandés ?*

235. Celui qui fait une déclaration de command n'est pas responsable des droits d'enregistrement de l'adjudication, lorsque le command se trouve insolvable. — Décisions du ministre des finances, 18 pluv. an X et 12 therm. an XII, t. 11, p. 240, nº 12.

236. Lorsque le tiers saisi, assigné en déclaration, se reconnaît débiteur en vertu d'obligation non enregistrée, le droit de condamnation dû sur le jugement qui ordonne le paiement aux mains du créancier saisissant, doit être payé par ce dernier. — Cass. 24 vent. an X, t. 11, p. 241, nº 13.

237. Les droits d'enregistrement d'un jugement doivent être avancés par la partie qui l'obtient ; et, si cette partie laisse encourir l'amende du double droit, elle doit la supporter personnellement. — Cass. 30 avr. 1833, t. 45, p. 443. — V. *suprà*, nº 235.

238. La partie qui profite d'un jugement enregistré sur la minute doit acquitter le montant du droit. Cette décision a lieu, encore que le jugement rendu par défaut ait été depuis annulé sur opposition. —Décision du ministre des finances, 13 frim. an XIII, t. 11, p. 255, nº 23.

239. De même, les droits d'enregistrement d'un jugement par défaut ou dont est appel, doivent être acquittés par la partie au profit de qui il est rendu. — Cass. 24 août 1808 et 10 mars 1812, t. 11, p. 282, nº 60. — V. *suprà*, nº 237.

240. L'art. 31 de la loi du 22 frim. an VII, qui n'astreint que les acquéreurs à payer les droits résultants d'actes civils et judiciaires, ne s'applique pas au cas où un jugement statuant sur l'existence d'une mutation la reconnaît, et donne ainsi lieu au paiement du droit dû pour la mutation. — Cass. 6 sept. 1813, t. 11, p. 317, nº 93.

241 et 242. Le paiement du droit de mutation résultant d'une vente d'immeubles faite par acte sous seing privé peut être poursuivi contre l'acquéreur, bien que l'acte de vente ait été présenté à l'enregistrement par le vendeur. — Cass. 12 janvier 1822, t. 24, p. 9.

243. La régie peut poursuivre en paiement des droits résultants d'une sentence arbitrale rendue au profit d'une société, l'un des associés, encore qu'il n'ait pas signé le compromis, s'il n'a pas demandé la nullité de la sentence à son égard. — Cass. 16 fév. 1814, t. 11, p. 325, nº 98.

244. Lorsqu'il a été compromis sur une mutation d'immeubles dont l'acte n'est point représenté, la décision arbitrale qui n'a pour base aucun acte, mais seulement l'audition des parties, ne rend pas l'arbitre passible des droits résultants de la non-représentation de

l'acte de mutation. — Cass. 25 prairial an X, t. 11, p. 243, n° 14.

245. La peine prononcée contre le greffier par l'art. 37 de la loi du 22 frim. an VII n'est pas exclusive des poursuites à diriger contre les parties pour le recouvrement des droits d'enregistrement. — Cass. 11 sept. 1809, t. 11, p. 290, n° 69 *bis*.

246. Lorsque, sur une demande formée par un cédant contre son cessionnaire pour l'exécution de la cession, il intervient un jugement qui, moyennant la renonciation que fait le cessionnaire à sa garantie contre le cédant, renvoie le cessionnaire de la demande et condamne le cédant aux dépens, ce jugement est censé profiter au cessionnaire, qui est alors assujéti envers la régie au paiement des droits d'enregistrement. — Cass. 23 fév. 1824, t. 26, p. 104. — *V. ibid.* les observ.

247. Lorsque, dans une instance en partage ou licitation, un tiers intervient, demande et fait prononcer la résolution d'un contrat d'échange par lequel l'immeuble avait été transmis aux auteurs des demandeurs en licitation, les droits du jugement ne doivent pas être acquittés par le tiers intervenant.—Délib. du conseil d'administration, 20 fév. 1829, t. 36, p. 343.

248. La partie condamnée par un jugement par défaut d'un tribunal correctionnel n'est pas tenue, lorsqu'elle y a formé opposition, de consigner les droits d'enregistrement et du timbre du jugement contradictoire a intervenir. — Décis admin. 5 janv. 1832, t. 43, p. 658.

249. Les droits d'enregistrement et de timbre d'une quittance sont dus, non point par le signataire, mais par celui qui se sert de la quittance. — Cass. 24 août 1809, t. 9, p. 185, n° 41. — *V.* M. B. S. P. p. 162, n° 30.

250. Au cas d'expropriation forcée, la régie ne peut poursuivre le paiement du droit de mutation par décès, sur les revenus de l'immeuble adjugé ; elle doit se faire colloquer. — Cass. 9 mars 1808, t. 11, p. 279, n° 51. — V. *Contrôleur*, n° 221.

251 et 152. Le contribuable poursuivi en paiement d'un droit par la direction de l'enregistrement, ne peut lui opposer une fin de non-recevoir tirée de ce qu'elle aurait forcé en recette son receveur, et obtenu de lui une délégation sur son cautionnement jusqu'à due concurrence. — Cass. 16 mai 1821, t. 23, p. 186.

253. Un tribunal n'est pas tenu d'allouer à la régie un supplément de droit non réclamé par elle. — Cass. 16 juin 1824, t. 11, p. 361, n° 132.

254. La régie peut réclamer devant la Cour de cassation un droit moindre que celui demandé devant les premiers juges. — Cass. 10 mai 1819, t. 11, p. 349, n° 122.

§ 2. *Restitution de droits.*

255. Lorsqu'un droit proportionnel a été perçu sur un jugement de transmission de propriété d'un domaine, il n'est pas sujet à restitution, quoique ultérieurement ce jugement soit infirmé sur l'appel, et qu'aucune collusion ne soit imputable aux parties. — Cass. 17 avr. 1826, t. 31, p. 13.

256. Ainsi le droit proportionnel perçu sur un jugement de première instance qui reconnaît l'existence d'une vente verbale, ne peut être restitué, quoiqu'un arrêt déclare, en réformant le jugement, qu'il n'y a jamais eu qu'une promesse de vente. — Cass. 14 juill. 1824, t. 11, p. 262, n° 36. — *V.* arrêt du 14 janv. 1824. — *V.* M. TOULL. t. 7, p. 633 et suiv., et le *Contrôleur*, n°s 28, 53, 240, 570, 642, 781, 810, 844 et 898. — V. *infrà*, n° 260.

257. Cependant le droit perçu sur un jugement à cause d'une convention verbale, doit être restitué en partie, si par un jugement postérieur cette convention n'est pas maintenue pour le tout. — Décision administrative 28 juin 1830.

258. Le droit proportionnel perçu sur un jugement par défaut, portant résolution de vente pour défaut de paiement du prix, n'est pas restituable parce que le jugement est rétracté sur l'opposition. — Cass. 6 déc. 1820, t. 11, p. 262, n° 33.

259. De même, le droit de mutation perçu sur un jugement par défaut prononçant résolution d'une adjudication volontaire d'immeubles pour défaut de paiement d'une rente qui en était le prix, n'est point restituable, quoique, sur l'appel, le jugement soit réformé sur le motif que les arrérages avaient été exactement payés. — Cass. 7 nov. 1821, t. 11, p. 262, n° 34.

260. Le droit proportionnel d'enregistrement perçu sur un jugement portant résolution d'une vente d'immeubles à défaut de paiement du prix, ne doit pas être restitué, quoique le jugement soit infirmé sur l'appel et la vente maintenue. — Cass. 7 août 1826, t. 32, p. 75. — *V.* M. MERL. v° *restitution.*—V. *suprà*, n° 256.

261. Ainsi le droit proportionnel d'enregistrement perçu sur un jugement par défaut prononçant la résolution d'un contrat qui contenait une adjudication sur licitation, n'est pas restituable quoique ce jugement soit réformé sur l'appel, par le motif que le défendeur, contre lequel la résolution a été prononcée pour non-paiement, ne devait rien au demandeur lors du jugement par défaut. — Cass. 15 nov. 1828, t. 36, p. 215.

262. Le droit proportionnel perçu sur un jugement portant résolution de vente pour défaut de paiement du prix, n'est pas non plus restituable parce que le jugement reste sans effet par le paiement ultérieur. — Cass. 7 mai 1806, t. 11, p. 262, n° 32.

263. Les droits régulièrement perçus en vertu d'un jugement duquel résulte une vente et une rétrocession, ne sont pas restituables par l'événement d'un arrêt ultérieur déclarant qu'il n'y avait pas retrocession.—Cass. 11 avril 1825. La régie C. Vernog. — V. *suprà*, n°s 256 et 260.

264. De même, le droit proportionnel perçu sur un jugement par défaut prononçant résiliation d'un bail, ne peut être restitué parce que, sur l'appel, il a été accordé au preneur un délai dans lequel il a purgé la demeure. — Cass. 19 fév. 1823, t. 11, p. 262, n° 35.

265. Il n'y a pas lieu à restituer le droit proportionnel perçu sur un jugement prononçant dès à présent la résiliation d'une vente, à défaut par l'acquéreur d'en payer le prix dans un délai fixé, si l'acquéreur ne paie le prix qu'après ce délai, encore qu'il soit maintenu dans la possession de l'immeuble. — Cass. 8 fév. 1813, t. 11, p. 310, n° 88. — V. *Contrôleur*, n° 53.—V. *suprà*, n°s 256 et 260.

266. Mais le droit perçu sur une adjudication d'immeubles faite en justice est restituable, lorsque l'adjudication est annulée par les voies légales. — Avis du Conseil d'état, 22 oct. 1808, t. 11, p. 283, n° 61 (*bis*). — *V.* M. F. L. t. 2, p. 404. — V. *infrà*, n° 267.

266 *bis*. Le droit d'enregistrement perçu sur le prix d'une adjudication ne peut être restitué, en cas de vente sur folle enchère, lors même que le prix de la première adjudication excéderait celui de la seconde. — Cass. 6 février 1833, t. 46, p. 167.

267. Il n'y a pas lieu à restitution du droit perçu sur une adjudication d'immeubles appartenants à des mineurs, par défaut d'accomplissement des formalités prescrites. — Cass. 13 prair. an IX, t. 11, p. 237, n° 7. — V. *suprà*, n° 266.

268. Le droit perçu sur la cession d'une charge ne doit pas être restitué, quoique cette cession soit résiliée volontairement.—Solut du 26 mai 1832, t. 43, p. 560.— *Contrà* lorsque le cessionnaire n'a pas été agréé par le gouvernement. — Décis. du conseil d'adminis. 25 fév. 1828, t. 35, p. 90, et solut. du 24 août 1832, t. 43, p. 560. — Cependant, si après le refus du gouvernement d'agréer le successeur du titulaire, il s'élève des contestations entre les parties sur les conséquences de ce refus, la restitution ne doit pas avoir lieu. — Décis. de l'adminis. 18 fév. 1831, t. 41, p. 449.

269. Le droit d'enregistrement sur l'ordonnance royale qui nom-

me aux fonctions de greffier ne doit pas être restitué, si le titulaire n'accepte pas ces fonctions. — Décis. adminis. 16 juill. 1833, t. 45, p. 609.

270. Le droit perçu sur la donation d'un office doit être restitué, si le donataire meurt avant d'en être pourvu. — Décis. adminis. 31 janv. 1832, t. 44, p. 106.

271. Lorsqu'une décision ministérielle a reconnu que certains droits ne sont pas exigibles, la restitution de ceux antérieurement perçus peut être ordonnée sans effet rétroactif. — Cass. 1er mars 1825, t. 11, p. 291, nº 72.

272. Un jugement qui condamne la régie de l'enregistrement à restituer une somme indûment perçue ne peut adjuger les intérêts du jour de la demande judiciaire. — Cass. 8 mai 1810, 13 août 1817, 28 janv. 1818, et 31 mars 1819, t. 11, p. 293, nº 73, et t. 19, p. 355, nº 120.—Contraire à l'opinion du *Contrôleur*, nº 7.

273. Les notaires ont qualité pour réclamer et recevoir les sommes indûment perçues sur leurs actes. — Cass. 5 fév. 1810 et 1er mars 1825, t. 11, p. 291, nº 70.

§ 3. *Prescription quant à la perception et la restitution.*

274. De ce que l'art. 65 de la loi du 22 frimaire an VII veut qu'en matière d'enregistrement, les jugements soient rendus dans les trois mois à compter de l'introduction des instances, il ne s'ensuit pas que la régie soit déchue de son action, si elle tarde plus de trois mois à la mettre en état; il s'ensuit seulement que la cause peut être jugée par défaut.—Cass. 4 mars 1807 et 2 août 1808, t. 9, p. 19, nº 10, et t. 11, p. 281, nº 56.

275. Quand le receveur de l'enregistrement a été mis à même de découvrir, dans les conclusions signifiées dans une instance, une rétrocession déguisée, la prescription du droit de mutation est acquise au redevable, si la régie ne le réclame pas dans les deux ans à partir de l'enregistrement de ces conclusions. — Cass. 4 mai 1830, t. 40, p. 79.

276. La demande en restitution du droit d'enregistrement payé pour une adjudication de biens immeubles postérieurement annulée doit être formée dans les deux ans du jugement qui annule cette adjudication, à peine de déchéance. — Cass. 16 fév. 1813, t. 11, p. 311, nº 89.

277. La prescription biennale des droits sur une adjudication ne court pas du jour où cette adjudication a été publiée, mais seulement du jour où la régie a été à portée de la connaître par des actes soumis à l'enregistrement. — Cass. 23 mai 1832, t. 43, p. 714.

278. La prescription annale prononcée par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an VII, ne peut pas courir postérieurement à l'opposition formée à la contrainte, avec assignation devant le tribunal. — Cass. 27 juill. 1813, t. 11, p. 314, nº 9.

279. La prescription en matière de restitution de droit est valablement interrompue par une réclamation administrative enregistrée pour ordre, soit au bureau où les droits ont été perçus, soit en cas d'urgence, à celui du chef-lieu du département. — Décision de l'administration, 16 mars 1831, t. 41, p. 450

279 *bis*. Un commandement signifié à la requête de la régie, après une contrainte, et avant que l'année soit expirée, interrompt la prescription. — Cass. 1er avril 1834, t. 47, p. 629.

280. L'appel incident d'un jugement qui reconnaît une mutation de propriété n'est pas suspensif à l'égard de la régie, qui doit, dans les deux ans du jugement et sans attendre la décision sur l'appel, former sa demande en paiement des droits. — Cass. 6 juin 1827. Mollin C. la régie.

281. La prescription d'un an, établie par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an VII pour les demandes en matière d'enregistrement qui ont été portées en justice, n'est pas interrompue par un pourvoi en cassation rejeté à la chambre des requêtes.—Cass. 13 nov. 1815, t. 11, p. 335, nº 110.

282. Les prescriptions de deux, trois et cinq ans, ne s'appliquent pas à un jugement qui n'a pas été présenté à l'enregistrement. — Cass. 10 août 1807, 20 janv. 1808, t. 11, p. 274, nº 45.

283. Lorsque les droits d'enregistrement sont prescrits, relativement à certains actes, ces droits ne peuvent revivre par la production en justice de ces actes; il suffit de les faire enregistrer, moyennant le droit fixe. — Cass. 24 juin 1828, t. 36, p. 317.

283 *bis*. Les préposés de l'enregistrement qui veulent vérifier si les actes faits par les avoués ont été soumis au timbre, sont sans droit pour exiger la communication des actes et registres. Les chambres d'avoués ne doivent point être assimilées à des établissements publics.—Délibération du 17 juin 1834, et jugement du tribunal de St-Quentin, 17 août 1833, t. 47, p. 553.

Art. 6. *Procédure*. — § 1er. *Contrainte*. 1º *Préliminaires*. — *Formes*.

284. Les tribunaux ne peuvent être saisis d'une contestation en matière d'enregistrement, tant qu'il n'a pas été décerné de contrainte contre le redevable en paiement des droits. — Cass. 7 mai 1806, t. 11, p. 260, nº 30.

285. Mais un procès-verbal n'est pas nécessaire pour constater une contravention et décerner une contrainte. — Cass. 2 août 1808, t. 11, p. 281, nº 57.

286. Ainsi la régie de l'enregistrement peut, à défaut de procès-verbaux, prouver par témoins qu'une vente publique et aux enchères a eu lieu autrement que par le ministère d'officiers publics. — Cass. 17 juill. 1827, t. 33, p. 328.

287. Le procès-verbal dressé par les employés de la régie de l'enregistrement contre un huissier ne peut être déclaré nul pour n'avoir pas été affirmé en justice. — Cass. 26 juin 1820, t. 14, p. 628, nº 82.

288. D'ailleurs, la nullité du procès-verbal d'après lequel la contrainte a été décernée n'entraîne pas celle des poursuites de la régie. — Cass. 9 juin 1813, t. 11, p. 312, nº 90.

289. Les greffiers ne peuvent pas, lorsque les droits d'enregistrement n'ont pas été acquittés par les parties pour les interrogatoires sur les faits et articles, remettre l'extrait des actes aux receveurs de l'enregistrement, pour qu'ils poursuivent le recouvrement de ces droits. — Délibération du conseil d'administration, 13 août 1828, t. 36, p. 235.

290. Un préposé de la régie, autre que le receveur, peut décerner une contrainte. — Cass. 2 août 1808, t. 11, p. 282, nº 58.

291. La régie de l'enregistrement doit exercer ses poursuites à sa requête, et agissant au nom du procureur du roi et non pas à la requête du procureur du roi, poursuite et diligence de la direction générale. — Cass. 30 janv. 1826, t. 30, p. 402. — V. *suprà*, nº 261.

292. En matière d'enregistrement, les formalités prescrites pour les exploits doivent être observées; ainsi il faut, à peine de nullité, que la contrainte décernée contre la femme soit aussi dirigée contre le mari. —Cass. de la Haye, 7 mars 1828, t. 39, p. 52.

293. N'est pas nulle la contrainte décernée au nom de l'administration de l'enregistrement, quoiqu'elle ne mentionne pas la demeure de l'individu contre lequel elle est dirigée, si cette mention est contenue dans l'exploit par lequel la contrainte est signifiée. — Cass. de la Haye, 11 mars 1829.

294. Les receveurs de l'enregistrement ne sont pas tenus d'élire domicile dans la commune des débiteurs de la régie contre lesquels ils décernent des contraintes. — Cass. 16 fév. 1831, t. 40, p. 356.

295. Il n'y a pas de délai fixe pour signifier une contrainte. — Cass. 2 août 1808, t. 11, p. 282, nº 59. — V. MM. Merl. *Rép.* t. 3; p. 60; et F. L. t. 3, p. 60, et t. 2, p. 413.

296. Les contraintes doivent, à peine de nullité, être signifiées à personne ou domicile. — Cass. 23

février 1807, t. 11, p. 273, nº 44.

297. Il n'est pas nécessaire que la contrainte énonce l'acte sur lequel elle est fondée. — Cass. 25 juill. 1814, t. 11, p. 326, nº 100.

298. Aussi une date fausse donnée à l'acte sur lequel est fondée la contrainte n'en entraîne pas la nullité. — Cass. 25 juill. 1814, t. 11, p. 326, nº 101.

299. Lorsque des poursuites ont été commencées par la régie, et qu'elle s'en est désistée pour vice de formes, une nouvelle contrainte n'est pas nulle parce qu'elle est d'une date antérieure au désistement, si elle a été signifiée postérieurement. — Cass. 8 mars 1808, t. 11, p. 278, nº 50.

300. La contrainte décernée par la régie des domaines en paiement d'une rente assise sur un immeuble doit être visée par le président du tribunal de la situation des biens affectés à la rente. — Paris, 8 août 1828. De Plotho C. l'enregistrement des domaines.

301. La demande en expertise que la régie a le droit de présenter pour faire évaluer des objets cédés dont la valeur aurait été faussement déclarée, est nulle si elle ne contient pas une sommation au cessionnaire de nommer son expert. — Cass. 29 nov. 1833.

302. La régie ne peut prendre hypothèque en vertu des contraintes décernées par les receveurs de l'enregistrement, et rendues exécutoires par les juges de paix. — Cass. 8 janv. 1828, t. 34, p. 354.

303. Lorsqu'une contrainte, qui fixe provisoirement l'évaluation d'un droit de mutation par décès, a été décernée contre l'héritier, celui-ci peut faire cesser les poursuites quant à présent, en offrant la somme fixée, sauf au receveur, à défaut de déclaration, à décerner ultérieurement une autre et plus ample contrainte. — Cass. 2 déc. 1806, t. 11, p. 273, nº 43.

2º *Opposition à la contrainte.*

304. Un tribunal doit maintenir, pour le droit simple, la contrainte décernée pour le droit simple et le double droit, si le premier seul est dû. — Cass. 8 fév. 1813, t. 11, p. 309, nº 86.

305. Celui qui forme opposition à une contrainte, et assigne la régie devant le tribunal, n'est pas obligé de payer provisoirement le montant du droit réclamé. — Cass. 15 prair. an XIII, t. 11, p. 257, nº 26.

306. Lorsqu'un receveur de l'enregistrement a fait saisir les fruits d'un redevable, la vente des fruits saisis ne peut être arrêtée par une opposition du redevable signifiée au directeur; il faut que l'opposition soit signifiée au domicile élu par le receveur dans le commandement qui a précédé la saisie. — Cass. 10 déc. 1821, t. 23, p. 375.

307. L'opposition motivée, faite par un redevable à une contrainte décernée par les préposés de l'administration, ne peut tenir lieu du mémoire exigé par la loi. — Décision du ministre des finances, 10 janv. 1809, t. 11, p. 285, nº 63.

308. Lorsqu'une partie s'est rendue opposante à une contrainte décernée contre elle par la régie de l'enregistrement, et a signifié son opposition motivée, le jugement qui intervient contre elle doit être réputé contradictoire, et ne peut être attaqué par la voie de l'opposition. — Cass. 24 avril 1822, t. 24, p. 119. — *Contrà*, si l'opposition n'est point motivée, et si l'opposant n'a déposé au greffe ni l'exploit d'opposition, ni mémoire ou écrit quelconque renfermant ses conclusions. — Brux. 16 avr. 1825.

309. Le tribunal saisi d'une opposition à une contrainte peut d'office la déclarer non recevable, sans que la régie y ait conclu. — Cass. 24 avril 1822, t. 24, p. 119.

§ 2. *Quelles affaires doivent ou ne doivent pas être instruites suivant les règles ordinaires de la procédure?*

310. L'art. 1041 du Code de procédure civile, portant abrogation de toutes lois, usages et règlements antérieurs, relatifs à la procédure, ne doit pas faire cesser la forme de procédure qui a été précédemment réglée, concernant la régie de l'enregistrement et des domaines. — Avis du conseil d'état, 1er juin 1800, t. 6, p. 663, vº *Code de procédure*, nº 6. — *V.* M. Carr. t. 3, nº 3434.

311. Les règles de compétence et de procédure établies pour les instances relatives à des droits dus à la régie des domaines, s'appliquent à l'instance engagée entre la régie et un gardien judiciaire, sur la taxe du salaire de celui-ci, pour garder des meubles saisis sur un redevable par suite d'une contrainte. — Cass. 23 août 1830, t. 40, p. 156.

312. Comme aussi, lorsque sur la poursuite de la régie en recouvrement d'une amende forestière, il s'élève quelques difficultés; par exemple, si le poursuivi soutient n'être pas le condamné, l'instruction de l'instance doit avoir lieu suivant les formes prescrites par la loi de l'an IX, et non par le Code de procédure civile. — Cass. 11 mars 1828, t. 35, p. 214.

313. Mais les procès intentés par la régie, qui n'ont pas pour objet le recouvrement de l'impôt, sont soumis aux règles ordinaires de la procédure. — Cass. 10 juill. 1816, t. 11, p. 344, nº 115.

314. Ainsi la demande en paiement d'un billet souscrit par un tiers pour acquitter le débet d'un receveur de l'enregistrement ne doit pas être contestée par les préposés de la régie, comme s'il s'agissait d'une demande en perception de droits. — Cass. 10 août 1814, t. 11, p. 327, nº 102.

315. Cependant c'est par voie de contrainte, et non par les voies ordinaires, que l'administration des domaines, rentrée en possession de biens domaniaux, doit agir contre les fermiers pour le paiement des arrérages et prix de ferme échus. — Cass. 30 janv. 1826, t. 31, p. 73.

316. Quand les poursuites exercées par la régie de l'enregistrement par voie de contrainte ont été suivies d'opposition, citation et jugement dans les formes tracées en matière d'enregistrement, les poursuites relatives à l'exécution de ce jugement doivent avoir lieu conformément au Code de procédure. — Cass. 9 août 1832, t. 43, p. 659. — V. *ibid.* nos observ.

317. Le mode de procédure tracé pour l'instruction des affaires de la régie de l'enregistrement n'est pas applicable aux actions intentées contre les conservateurs des hypothèques. — Brux. 11 juin 1812. — Orl. 19 janv. 1827, t. 2, p. 424, nº 48, et t. 34, p. 173.

318. Lorsqu'en matière d'enregistrement il y a eu assignation à jour fixe, conformément à l'art. 64, § 2, de la loi du 22 frim. an VII, le jugement rendu avant ce jour hors de la présence de l'une des parties est nul. — Cass. 3 janv. 1817, t. 9, p. 25, nº 16. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 255, not.

319. Les actions formées par l'administration des domaines, n'ayant pas pour objet de former une demande en paiement de contributions indirectes, sont soumises aux règles générales de la procédure. — Cass. 16 juin 1807, t. 9, p. 15, vº *délibéré*, nº 5.

320. La demande en subrogation de poursuites dirigée par la régie contre un propriétaire saisissant sur son fermier ne peut être rangée dans la classe des affaires qui sont dans tous les cas jugées en dernier ressort. — Cass. 25 janv. 1815, t. 11, p. 328, nº 104.

321. Les frais d'une instance d'enregistrement devant la Cour de cassation ne peuvent être taxés conformément à la loi du 22 frim. an VII, d'après laquelle la partie qui succombe dans un procès sur cette matière, doit supporter seulement les frais du timbre, des significations, et de l'enregistrement de la condamnation prononcée. — Liége, 11 fév. 1829, t. 41, p. 434. — V. *ibid.* la not.

§ 3. *Procédure par mémoires. Rapport. Opposition au jugement.*

322. Un jugement rendu en matière d'enregistrement ne peut avoir pour base un fait établi autrement que sur mémoires respectivement signifiés. — Cass. 1er avr. 1822, t. 9, p. 28, vº *délibéré*, nº 20.

323. Décidé au contraire que la disposition de l'art. 65 de la loi

du 22 frim. an VII ne s'oppose pas à ce que le tribunal, saisi d'une opposition à une contrainte décernée par la régie de l'enregistrement, entende à l'audience les parties elles-mêmes, lorsqu'il le croit nécessaire. — Cass. 20 mars 1816, t. 11, p. 339, no 111.

324. — Et qu'en matière d'enregistrement, une enquête peut être faite suivant les règles du Code de procédure, et l'instruction continuée sur simples mémoires. — Cass. 17 juill. 1827, t. 33, p. 328.

325. L'instruction des instances suivies par la régie des domaines, en recouvrement du prix des biens aliénés, doit se faire par simples mémoires respectivement signifiés sans plaidoirie. — Brux. 1er mai 1820.

326. La demande en validité d'une saisie-arrêt pratiquée par la régie des domaines, pour recouvrement de droits d'enregistrement, doit être instruite et jugée sur simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoirie ni ministère d'avoué. — Brux. 4 oct. 1817. — V. notre mot *sais.-arrêt*.

327. Un jugement rendu en matière d'enregistrement est nul, s'il a été rendu sur mémoire signifié non à la régie elle-même, mais seulement au procureur du roi. — Cass. 28 mai 1823, t. 25, p. 184.

328. La loi qui interdit les plaidoiries, dans les affaires qui intéressent la régie de l'enregistrement, n'est point violée par cela seul que de simples conclusions signées par la partie elle-même ont été prises par le ministère d'un avoué. — Cass. 20 mars 1826, t. 31, p. 78. — V. *infrà*, no 331.

329. Le jugement portant que les avoués ont plaidé, n'est pas nul, si le contraire est prouvé. — Cass. 11 juill. 1815, t. 11, p. 333.

330. On ne doit pas annuler la procédure et le jugement qui en a été la suite, parce que les avoués des parties ont plaidé dans une cause où il s'agissait de domaines, ou de droits domaniaux de l'état. — Lim. 8 juin 1814, t. 13, p. 223, no 253.

331. Est nul le jugement qui, en matière d'enregistrement, constate que l'avoué d'une des parties a présenté des observations et persiste dans ses conclusions après celles du ministère public. — Cass. 28 juin 1830, t. 401, p. 18. — V. *suprà*, nos 328 et 329.

332. En matière d'enregistrement, les jugements doivent être rendus sur le rapport d'un juge à peine de nullité. — Cass. 17 août 1829, la régie C. Cassins; et 24 juin 1329, la régie C. Chambray.

333. En matière d'enregistrement tout jugement est nul s'il ne constate pas qu'il a été rendu en audience publique, sur le rapport préalable d'un juge, le ministère public entendu, sans plaidoiries, mais sur mémoires respectivement signifiés. — En d'autres termes, les dispositions des art. 65 de la loi du 22 frim. an VII, et 17 de la loi du 27 vent. an IX, doivent être suivies à peine de nullité. — Cass. 19 déc. 1809, 26 fév. 1816, 10 fév. 1819, t. 9, p. 13, vo *délibéré*, no 4.

334. On ne peut demander la cassation d'un jugement rendu en matière d'enregistrement, sous prétexte qu'il n'a pas été précédé d'un rapport fait publiquement, s'il constate que ce rapport a été fait à l'audience, et que le jugement même a été prononcé en audience publique. — Cass. 14 août 1832. Hoclet C. Enregist.

335. Le jugement rendu en matière d'enregistrement sur les pièces produites par l'une des parties, faute par l'autre d'avoir produit les siennes, est susceptible d'opposition quoique la discussion ait été contradictoire sur plusieurs incidents. — Cass. 4 mars 1807 et 17 juill. 1811, t. 9, p. 19, no 9. — V. MM. F. L. vo *opposition aux jugements*, § 1, no 2; Merl. *Rép.* vo *opposition aux jugements*, t. 8, p. 763.

§ 4. *Expertise après mutation.*

336. La régie de l'enregistrement ne peut requérir l'expertise de biens vendus par suite d'expropriation forcée et avec toutes les formalités légales, à l'effet de prouver que dans l'adjudication on a dissimulé la véritable valeur de ces biens. — Cass. des Pays-Bas, 2 juill. 1830. La régie C. Gaman.

337. L'expertise, en matière de droits d'enregistrement, est exclusivement régie par la loi du 22 frim. an VII, et totalement affranchie des formalités prescrites par le Code de procédure civile. — Rés. nég. — Brux. 30 janv. 1824.

338. Le jugement d'une instance entre un particulier et la régie de l'enregistrement, sur le mode d'une estimation à faire par des experts, doit sous peine de nullité être précédé d'un rapport à l'audience. — Cass. 22 mai 1832, t. 43, p. 420. — V. les observ. en ce sens.

339. Les dispositions du Code de procédure civile, en matière d'expertise, sont applicables aux expertises faites à la requête de l'administration de l'enregistrement, pour toutes les formalités qui sont compatibles avec les lois spéciales sur la matière. — Brux. 20 juin 1828.

340. Les tribunaux sont astreints à suivre l'avis des experts qu'ils nomment pour estimer des immeubles sur la valeur desquels il y a contestation entre la régie de l'enregistrement et des redevables. — Cass. 28 mars 1831, t. 40, p. 366.

Art. 7. *Compétence en matière de perception, d'opposition et de restitution.*

341. Les contestations relatives à la perception des droits d'enregistrement doivent être portées devant le tribunal du lieu où les droits doivent être perçus. — Cass. 14 niv. an XI, 1er mess. an XII, 23 floréal an XIII, 5 mai 1806, 30 déc. 1806, t. 11, p. 244, no 16.

342. L'instance en validité d'une saisie-arrêt, formée par la régie à la suite d'une contrainte décernée par elle, doit être portée au tribunal du bureau de l'enregistrement. — Cass. 14 déc. 1819, t. 11, p. 351, no 125.

343. Les règles de la loi du 22 frimaire an VII, qui établissent une forme de procéder, et les tribunaux qui doivent connaître des matières d'enregistrement, sont applicables au cas où la régie poursuit le paiement de droits contre un failli. — Cass. 10 mai 1815, t. 11, p. 331, no 106.

344. Les actions que la régie de l'enregistrement a le droit d'exercer contre ses préposés, continuent même depuis le Code de proc. d'être de la compétence du tribunal dans le ressort duquel le bureau du préposé était situé; peu importe que le préposé ait, à l'époque des poursuites, cessé ses fonctions et transféré son domicile dans un autre arrondissement. — Cass. 23 janv. 1822, t. 24, p. 22.

345. Lorsqu'une partie forme opposition à un exécutoire de dépens obtenu contre elle, en prétendant que l'on a perçu des droits d'enregistrement non dus, la question qui naît de cette opposition ne peut être jugée que par le tribunal saisi de l'opposition. — Metz, 26 avril 1816, t. 9, p. 250, no 98.

346. Dans ce cas, c'est à la partie condamnée, et non à celle qui a obtenu l'exécutoire, de former une demande en restitution des droits d'enregistrement indûment perçus. — Metz, 26 avril 1816, t. 9, p. 250, no 97.

347. On ne peut présenter incidemment au tribunal saisi d'une demande en restitution d'un droit d'enregistrement perçu dans un bureau de son ressort, une autre demande en restitution d'un droit perçu dans un bureau hors de son ressort, surtout s'il n'y a aucune connexité entre les deux actes sur lesquels ces droits ont été perçus. On ne saurait invoquer à cet égard les dispositions du Code de proc. qui permettent de former des demandes incidentes; elles ne s'appliquent point aux matières d'enregistrement. — Cass. 21 fév. 1831. La régie C. Verdun.

Chap. II. *Du timbre.* — Art. 1er. *Actes soumis au timbre. Protêt de billets non timbrés. Compétence.*

348. Les pièces dispensées de la formalité de l'enregistrement sont-elles dispensées du timbre en matière de compte, spécialement? — Non, suivant M. Comm. t. 2, p. 106, parce que la loi ne s'est pas expliquée sur ce dernier point

comme elle l'a fait sur le premier. — Telle est aussi l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 618; Delap. t. 2, p. 123; et Carr. t. 2, p. 346, nº 1878. — V. J. A. t. 18, p. 722, nº 82.

349. Les conclusions prises par les avoués, en matière civile, sont-elles toutes assujéties au timbre, même les copies remises aux greffiers? — Les conclusions en matière correctionnelle prises par les parties ou les avoués en sont-elles exemptes? — V. t. 37, p. 96, une dissertation des rédacteurs du *Journal de l'enregistrement* qui donne à ces deux questions une solution affirmative.

350. Les conclusions que les avoués remettent aux greffiers, en exécution de l'art. 33 du décret du 30 mars 1808, peuvent n'être pas écrites sur papier timbré. — Décis. minist. 15 juill. 1825, t. 31, p. 210. — Autre décis. minist. conforme, 30 nov. 1830, t. 40, p. 145.

351. Les significations d'avoué à avoué ne peuvent pas être faites sur papier libre. — Décis. minist. 16 déc. 1807, t. 5, p. 269, vº *avoué*, nº 22 *bis*.

351 *bis*. Les consultations des avocats ne sont pas exemptes du timbre, alors même qu'elles sont données à des indigents. — Décis. minist. 27 août 1827.

352. Les consultations des avocats peuvent n'être pas écrites sur papier timbré, lorsqu'elles ne sont pas destinées à être produites en justice. — Cass. 14 juin 1808, t. 5, p. 161, nº 21.

353. Mais cette formalité est indispensable, toutes les fois que la consultation ou l'avis sont susceptibles d'être produits en justice. — Cass. 8 janv. 1822 et 23 nov. 1824, t. 29, p. 84.

354. Aussi, lorsqu'une consultation, signée par un avocat sur papier non timbré, se trouve jointe à un dossier de procédure déposé au greffe, il y a présomption suffisante que cette consultation était destinée à être produite en justice, et il y a lieu par conséquent à appliquer l'amende prononcée par l'art. 12 de la loi du 13 brum. an VII. — Cass. 6 fév. 1815, t. 5, p. 186, nº 30.

354 *bis*. Les copies d'actes d'huissiers faits à la requête du ministère public, dans les affaires criminelles, doivent être délivrées sur papier timbré. — Cass. 28 janv. 1833, t. 44, p. 159.

355. Le certificat délivré par une chambre d'huissiers pour constater qu'un huissier cité pour procéder à une taxe n'a pas comparu, est soumis au timbre. — Cass. 17 juill. 1815, t. 14, p. 612, vº *huissier*, nº 60.

356. Il n'est pas nécessaire que les registres des avoués soient sur papier timbré, pour qu'ils puissent être opposés en justice. — Pau, 19 nov. 1821, t. 23, p. 341.

357. Les registres et actes des chambres de discipline des avoués doivent être assimilés, quant au timbre et à l'enregistrement, à ceux des chambres de discipline des notaires. — Décision de l'administ. du 7 déc. 1830, t. 40, p. 147.

358. Le registre des contributions et celui des adjudications, tenus dans les greffes des tribunaux de première instance, sont assujétis au timbre. — Décision du ministère des finances, 11 mai 1830, t. 39, p. 330.

359. Les avertissements imprimés par lesquels un juge de paix invite les justiciables à comparaître devant lui, pour tenter la conciliation, avant toute citation en forme, ne sont pas assujétis au timbre. — Délibération du conseil d'administration, 21 sept. 1827, approuvée le 16 oct. suivant, t. 34, p. 138.

360. Les procès-verbaux qui constatent que le débiteur d'une cote au-dessous de 100 fr. est sans moyen de payer, et qu'il ne possède aucun bien saisissable, ne peuvent pas être dressés sur papier libre. — Décision du ministère des finances, 12 juin 1827, t. 33, p. 97.

361. On doit considérer comme des actes ou écritures assujétis au timbre de dimension conforme à l'art. 12, tit. 2, nº 1, de la loi du 13 brum. an VII, les affiches ou placards dont l'apposition est prescrite par les art. 950 et 961 C. P. C. — Cass. 2 avr. 1818, t. 14, p. 621, vº *huissier*, nº 71.

361 *bis*. Les affiches ne sont soumises qu'au timbre de 5 c. pour chaque demi-feuille de 12 centimètres carrés et au-dessous, et au timbre de 10 c. pour chaque feuille excédant cette dimension. — Délibération du 25 juin 1833, approuvée par le ministre des finances, 12 juill. 1833, t. 47, p. 583.

362. Les actes de notoriété et les procès-verbaux rédigés par les juges de paix, pour constater les causes et circonstances de la disparition des militaires, et le fait de la privation des moyens d'existence de leurs veuves et orphelins, sont exempts du timbre. — Décision du ministre des finances, 26 janv. 1824, t. 26, p. 194.

363. Les extraits des jugements portant condamnation à des dommages-intérêts au profit des communes, doivent être écrits sur papier timbré, à peine d'amende contre le greffier. — Décision du ministre des finances, 13 janv. et 21 août 1826, t. 32, p. 166.

364. Le protêt d'un effet de commerce non timbré peut-il être fait avant que celui-ci ait été timbré à l'extraordinaire, ou visé pour timbre, et que l'amende ait été payée? — La négative est soutenue J. A. t. 18, p. 593, vº *protêt*, nº 47.

365. Un huissier est passible d'amende s'il fait le protêt d'un effet de commerce écrit sur du papier frappé d'un timbre proportionnel d'une qualité inférieure à celle prescrite pour ce billet, à raison de la valeur et non visé pour timbre. — Décis. adm. 30 avr. et 17 mai 1833, t. 46, p. 148.

366. Le débiteur d'un billet à ordre souscrit sur papier non timbré doit supporter les frais du visa pour timbre, enregistrement et amende, auxquels il a donné lieu, encore qu'il n'ait pas été mis en demeure de remplir son obligation. — Lyon, 23 nov. 1825, t. 30, p. 283.

367. Lorsqu'un exploit d'assignation contient la mention que le titre de la créance a été mis sous les yeux du débiteur, le receveur de l'enregistrement peut requérir l'exhibition de ce titre et dresser procès-verbal constatant qu'il est fait sur papier non timbré. — Cass. 18 janv. 1825, t. 30, p. 55.

368. En matière de contravention aux lois sur le timbre, l'instance doit être soumise au tribunal du lieu dans lequel est situé le bureau dont la contrainte est émanée, et non au tribunal du domicile du contrevenant. — Cass. de France, 30 mai 1826, t. 31, p. 216. — Cass. de Belgique, 27 fév. 1828, t. 46, p. 165.

369. Ainsi l'éditeur d'un journal répandu dans toute la France se soumet par cette publication à la juridiction du tribunal dans le ressort duquel se trouvera légalement constatée une contravention de sa part aux lois sur le timbre. — Cass. 30 mai 1826, t. 31, p. 216.

Art. 2. *Prohibition d'écrire deux actes sur la même feuille.*

370. Lorsqu'un exploit est rédigé par un huissier, sans être signé par lui, mais signifié et signé par un autre qui, au moyen de ratures, substitue son immatricule à celle du premier huissier, il n'y a pas lieu d'appliquer la loi de brum. an VII, qui défend d'employer une même feuille de papier timbré pour deux actes différents. — Cass. 11 juill. 1815, t. 11, p. 333, nº 107.

371. Un notaire qui a expédié un acte sur une feuille de papier timbré présentant en tête plusieurs lignes bâtonnées, peut se soustraire à l'amende prononcée par l'art. 22 de la loi du 13 brum. an VII, en insérant dans cette expédition l'approbation des lignes raturées. — Décis. minist. 29 juill. 1828, t. 36, p. 329. — Cela s'applique à tous les officiers ministériels.

372. Une feuille de papier timbré à l'extraordinaire peut contenir à la fois une contrainte, le visa du juge de paix, et l'exploit de signification de la contrainte. — Cass. 15 juillet 1806, t. 11, p. 268, nº 37.

373. Il n'y a pas contravention à l'art. 23 de la loi du 13 brum. an VII, qui défend de faire deux actes à la suite l'un de l'autre, sur la même feuille de papier

timbré, lorsqu'un acte d'adjudication est mis à la suite d'un procès-verbal de criées ou de cahier des charges. — Solution de l'administration de l'enregistrement, 31 déc. 1817, t. 11, p. 347, nº 118. — *V. Contrôleur*, art. 85, et le nº suiv.

374. Un procès-verbal d'adjudication d'immeubles devant notaire peut être mis à la suite du cahier des charges dressé par un avoué. — Délibération de l'enregistrement, 6 avr. 1829. — *V.* le nº qui précède.

375. On peut, sans contravention aux lois sur le timbre, mettre sur l'expédition d'un jugement prononçant une séparation de corps et de biens, les certificats délivrés par les greffiers, constatant que lecture du jugement a été faite audience tenante (art. 867). Ces certificats sont passibles du droit d'enregistrement et du droit de greffe et de rédaction. — Décision de l'administration, 8 fév. 1831, t. 40, p. 335.

376. Peut-on donner adhésion à un acte sur la feuille même qui le contient? — Pour la négative, décis. adm. 7 mai 1833, t. 46, p. 149. — Pour l'affirmative, *V.* décision minist. du 5 janv. 1819, *ibid.*

ENTREPRENEUR. *V. Gar.* 42. — *Cont. p. c.* 67 *et s.* — *Trib.* 494 *et s.* 506 *et s.* — *Trib. comm.* 79, 420 *et s.* — *Sais.-a.* 32.

ENVOI EN POSSESSION. *V. Abs.* 11 *et s.* 35. — *Appel*, 45. — *Jug.* 503.

ENVOI EN POSSESSION PROVISOIRE. *V. Jug.* 578.

ÉPILEPSIE. *V. Interd.* 4.

ÉPOUX. *V. Appel*, 555, 563, 679.

ERREUR. *V. Enreg.* 219. — *Redd. c.* 99 *et s.*

ERREUR DE CALCUL. *V. Jug.* 571.

ERREUR DE DATE. *V. Jug.* 562.

ERREUR DE NOM. *V. Jug.* 561 *et s.*

ERREUR DE PRÉNOM. *V. Sais. imm.* 175 *et s.*

ERREUR MATÉRIELLE. *V. Cass.* 91.

ESCOMPTE. *V. Trib. comm.* 286.

ESPÈCES. *V. Off. réelles*, 43.

ESTIMATION. *V. Exp.* 104 *et s.* 203 *et s.*

ÉTABLISSEMENT. *V. Trib. comm.* 363 *et s.*

ÉTABLISSEMENT DE BIENFAISANCE. *V. Hospices.*

ÉTABLISSEMENT INSALUBRE. *V. Trib.* 108, 259, 497 *et s.*

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. *V. Appel*, 542. — *Conc.* 37. — *Req. civ.* 72, 183. — *Sur.* 71.

ÉTANG. *V. Act. possess.* 30. — *Trib.* 487 *et s.*

ÉTAT. *V. Avoc.* 24 *et s.* — *Contrib.* — *Dépens*, 130, 234 à 237. — *Dette publ.* — *Domaine publ.* — *Except.* 43 *et s.* — *Jug. déf.* 24 *et s.* 37, 127, 140. — *Min. p.* 44. — *Plaid.* 10 *et s.* — *Préfet*, 1 *et s.* — *Req. civ.* 183. — *Sais.-a.* 15, 31 *et s.*

ÉTAT (BIENS DE L'). *V. Appel*, 709.

ÉTAT (CAUSE EN). *V. Interv.* 124 *et s.*

ÉTAT (DROIT DE L'). *V. Appel*, 378.

ÉTAT (QUESTION D'). *V. Appel*, 380. — *Audience.*

ÉTAT CIVIL.

1. Ordonnance du roi portant règlement sur la vérification des registres de l'état civil. — 26 nov. 1823, t. 25, p. 373.

ÉTAT DE COLLOCATION. *Voy. Distr.* c. 31 *et s.*

ÉTAT DE FRAIS. *V. Av.* — *Dépens.* — *Huiss.* 191 *et s.*

ÉTAT D'INSCRIPTIONS. *V. Sais. imm.* 414.

ÉTAT PROVISOIRE. *V. Ordre.*

ÉTRANGER. *V. Action*, 31. — *Appel*, 122, 415-16, 441, 442, 488, 598, 733. — *Arb.* 105. — *Avoc.* 13 — *Caut.* 31. — *Conc.* 10. — *Cont. p. c.* 204, 402 *et s.* — *Enq.* 300 *et s.* 323, 355. — *Except.* 184, 770 *et s.* — *Exec.* 3, 39, 141 *et s.* — *Exploit*, 197 *et s.* 337 *et s.* 365 *et s.* — *Interr. sur f. et a.* 10. — *Jug. déf.* 133 — *Lic. part.* 33. — *Min. p.* 47. — *Règl. j.* 50. — *Ress.* 473. — *Sais.-a.* 6, 151, 181 *bis et s.* — *Trib.* 188, 329 *et s.* — *Trib. comm.* 479, 520.

ÉVASION. *V. Cont. p. c.* 255. — *Huiss.* 197.

ÉVÊQUE (1).

1. Un évêque n'a besoin pour plaider de l'autorisation du conseil de préfecture que lorsqu'il s'agit des droits fonciers attachés à sa masse épiscopale. — Colm. 2 avr. 1833, t. 46, p. 371.

ÉVICTION. *V. Cont p. c.* 21. — *Sais. imm.* 643 *et s.*

ÉVOCATION (2).

C. Ier. QUAND Y A-T-IL LIEU A ÉVOCATION? — A. 1er. Du pouvoir d'évoquer, en général, 1 à 16. — A. 2. Evocation par suite de jugement sur incompétence et litispendance, 17 à 39. — A. 3. Par suite de jugement sur nullités ou vices de forme, 40 à 58. — A. 4. De jugements sur fins de non-recevoir, incidents et provisions, 59 à 69. — A. 5. Par suite de renvois après cassation, 70 à 71. — C. II. COMMENT DOIT PROCÉDER LE TRIBUNAL QUI ÉVOQUE? COMMENT SE COUVRENT LES NULLITÉS RÉSULTANTES DE L'IRRÉGULARITÉ DE L'ÉVOCATION? 72 à 88.

CHAP. Ier. *Quand y a-t-il lieu à évocation?* — Art. 1er. *Du pouvoir d'évoquer en général* (1).

1. Les juges d'appel ne sont pas tenus d'évoquer le fond ; ils ont à cet égard un pouvoir facultatif. — Cass. 9 mars 1825, t. 29, p. 60, et 22 avril 1828. Roquelaure C. commune de Verdun.

2. Les cours peuvent en infirmant un jugement évoquer le principal, et statuer au fond quand bien même la décision serait défavorable à l'appelant. — Metz, 24 août 1813, t. 3, p. 402, nº 242.

3. Les cours ne peuvent évoquer que les affaires en état d'être jugées. — Gren. 24 fév. 1829, p. 654.

4. Les juges d'appel ne peuvent point, lorsque l'affaire a été instruite en première instance, se dispenser de juger le fond, quoique les premiers juges aient déclaré ne pas juger au fond. — Cass. 27 août 1806, t. 12, p. 385, nº 4. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 237, not. 1, nº 5 ; B. S. P. p. 433, et MERL. *Rép.* t. 3, p. 534, nº 5.

5. La Cour ne doit pas évoquer lorsqu'en première instance il n'a pas été pris de conclusions au fond. — Renn. 4 juill. 1820, t. 12, p. 413, nº 30.

6. Il n'y a pas lieu à évocation par les cours, lorsque toutes les parties intéressées ne sont pas en cause. — Renn. 27 mai 1814, t. 22, p. 202, nº 28.

7. Lorsqu'en appel une partie fait défaut, ou qu'une autre agit en qualité de tuteur, la Cour ne peut, du consentement des comparants, évoquer le fond sur lequel les premiers juges n'ont point statué. — Besanç. 13 mars 1806, t. 12, p. 385, nº 31.

8. L'art. 473 C. P. C. qui autorise les juges d'appel à statuer sur le fond par voie d'évocation, modifie le principe des deux degrés de juridiction. Ainsi, lorsqu'une demande dirigée contre un failli seul, et non contre les agents de la faillite, a été accueillie en première instance, si les agents de la faillite, avant de former tierce opposition au jugement, interviennent sur l'appel interjeté par le failli, et prennent des conclusions au fond, les juges d'appel peuvent, en annulant le jugement

(1) *V. Aut. comm.* 49.

(2) *V. Aut. comm.* 83. — *Ordre*, 55.

(1) Dans une longue dissertation insérée au t. 12, p. 375, nº 1, nous avons examiné les questions d'évocation sans nous dissimuler les difficultés qu'elles présentaient. Nous engageons nos lecteurs à se reporter à cette discussion qui leur facilitera l'intelligence de cette matière délicate. Le 29 août 1836, la Cour de cassation est revenue sur sa précédente doctrine et a consacré notre opinion. (J. A. t. 51, p. 703.)

comme rendu hors la présence des commissaires, évoquer le fond et y statuer. Il en est ainsi, encore que les conclusions prises au fond par les syndics ne soient que subsidiaires. — Cass. 21 juin 1825, t. 29, p. 258.

9. Lorsqu'en appel les parties ont conclu respectivement au fond en même temps que les appelants ont demandé la nullité du jugement, la Cour peut statuer sur le fond en même temps que sur la forme. — Gren. 24 janv. 1826, t. 31, p. 87.

10. La Cour d'appel ne pouvant retenir le fond que lorsque les premiers juges ont dû ou pu juger, ne peut le retenir lorsque le jugement est annulé pour vice radical. — Bourg. 16 mars 1827. Villemort C. Sadron.

11. Lorsque l'appel du jugement qui ordonne une enquête n'est plus recevable, la Cour royale saisie de l'appel ne peut en aucun cas évoquer le fond. — Gren. 5 juin 1828. Consorts Bonnard C. Jeajet.

12. Les tribunaux ne peuvent, en réformant le jugement qui n'a statué que sur une nullité d'exploit, évoquer le fond. — Cass. 9 oct. 1811 et 18 juin 1817. — Brux. 3 fév. 1812, t. 12, p. 391, no 10. — Cass. 11 fév. 1808. — Paris, 19 déc. 1812, t. 13, v° *exploit*, p. 107, no 100, et p. 204, n° 224. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 240, no 1703; B. S. P. p. 433, not. 112.

13. Un tribunal d'appel ne peut évoquer le fond quand il annule l'action elle-même. — Bourg. 9 juill. 1807, t. 12, p. 387, n° 5.

14. Mais quand une Cour infirme un jugement par le motif qu'il a accueilli une action avant le temps fixé pour qu'elle pût être intentée, elle peut évoquer la cause, déclarer l'action recevable et statuer au fond, par la raison que les délais sont expirés pendant le cours de l'instance. — Cass. 21 mars 1825, t. 29, p. 210. — *V.* M. Carr. *Quest.* sur l'art. 473 C. P. C.

15. L'art. 215 C. I. C. doit être observé sous peine de nullité; ainsi une Cour doit juger le fond quand elle infirme un jugement correctionnel pour tout autre vice que celui de l'incompétence. — Cass. 17 fév. 1826, t. 31, p 24, 25 mars 1831. St-Simon C. le ministère public. — V. *infrà*, nos 37 et 48 *bis*.

16. Quand deux jugements ont été rendus sur une action correctionnelle ayant deux délits distincts pour objet, et que l'un de ces jugements statue sur une question préjudicielle, et l'autre renvoie à une autre audience sur le second des délits, la Cour royale saisie seulement de l'appel du premier de ces mêmes jugements ne peut évoquer l'affaire à l'égard du second. — Cass. 24 sept. 1830. Ministère public C. Godefroy.

Art. 2. *Évocation par suite de jugement sur incompétence et litispendance* (1).

17. Les juges d'appel ne peuvent évoquer le fond lorsqu'ils déclarent le premier jugement nul comme incompétemment rendu. — Cass. 27 frim. an II, t. 12, p. 370, n° 1, § 2.

18. Décision contraire depuis le Code de procédure civile. — Paris, 23 août 1821. — Bourg. 16 mars 1822. — Toul. 24 août 1825. — Cass. 16 nov. 1825 et 7 fév. 1826. — Bord. 21 fév. 1826. — Poit. 26 août 1828, t. 23, p. 285, t. 24, p. 82, t. 30, p. 185 et 321, t. 31, p. 91, et t. 35, p. 298. — V. *infrà*, n° 68. *Id.* Paris, 25 fév. 1829. Loiseau C. Gouré.

19. Quand le tribunal de première instance s'est déclaré incompétent, la Cour d'appel peut, en infirmant son jugement, statuer elle-même sur le fond. — Cass. 2 vent. an XI. — Col. 28 juill. 1821. — Cass. 26 déc. 1827, t. 15, p. 288, no 10, t. 23, p. 252, et t. 35, p. 89.

20. Mais lorsqu'une Cour annule un jugement pour incompétence, elle peut se dispenser de retenir la cause et de la juger au fond si elle n'est pas suffisamment instruite. — Rome, 5 sept. 1811, t. 22, p. 267, no 86.

21. La Cour royale qui annule un jugement pour incompétence peut évoquer le fond de la cause et la juger, si elle est disposée à recevoir une décision définitive. — Cass. 26 avril 1832, t. 42, p. 361. — *V.* les observ. et *suprà*, no 17.

22. Les Cours infirmant un jugement pour incompétence, doivent rejeter la demande en évocation du principal, lorsque le demandeur a *sciemment* violé les règles de la compétence, quoiqu'elles aient le droit de retenir le fond. — Metz, 22 mai 1824, t. 28, p. 243.

23. Une Cour royale pouvant statuer sur le fond lorsqu'elle infirme un jugement pour quelque cause que ce soit, même pour incompétence, peut par la même raison statuer sans infirmer ce jugement, lorsqu'aucune des parties n'en demande l'infirmation pour incompétence. — Cass. 13 juill. 1830. Gaillard et Doyen C. syndicat Poncet.

24. Les tribunaux d'arrondissement ne peuvent statuer au fond en annulant un jugement de justice de paix comme incompétemment rendu, lorsque la matière est pétitoire. — Cass. 30 nov. 1814, t. 12, p. 402, no 21.

25. Le tribunal saisi de l'appel de la décision d'un juge de paix qui se déclare incompétent sur une action à lui présentée comme possessoire, peut, après avoir annulé cette décision, évoquer le fond et y statuer définitivement sans ordonner une enquête préalable. — Cass. 22 mai 1833, t. 45, p. 461.

26 et 27. Un tribunal peut, après avoir annulé un jugement qui a mal à propos admis un déclinatoire, évoquer le fond de la contestation, lors même que la valeur de l'objet litigieux serait inférieure à 1,000 fr. — Nîm. 31 juill. 1832, t. 44, p. 118. — *V.* l'arrêt suivant et le n° 30.

28. Lorsque l'objet de la contestation n'excède pas le taux du dernier ressort, et qu'on se pourvoit en appel pour incompétence, les juges saisis de l'appel ne peuvent pas annuler le jugement attaqué, par d'autres motifs que ceux tirés de l'incompétence. — Cass. 22 juin 1812, t. 12, p. 397, n° 19. — *V.* l'arrêt qui précède.

29. Lorsqu'une affaire de la compétence du juge de paix et qu'il aurait jugée en dernier ressort est portée devant un tribunal de commerce, la Cour royale saisie de l'appel pour incompétence, ne doit pas évoquer l'affaire, mais bien la renvoyer au juge compétent, qui ne doit pas être dépouillé de sa juridiction. — Metz, 4 mai 1827. N....

30. Lorsqu'une Cour annule un jugement du tribunal de commerce, comme incompétemment rendu contre un individu non commerçant, elle ne peut évoquer le fond, quand surtout la valeur du litige n'excède pas 1,000 fr. — Poit. 29 juill. 1824. — Paris, 26 août 1825. — Douai, 14 fév. 1827, t. 27, p. 48, t. 30, p. 130, et t. 24, p. 317. — V. *suprà*, n° 27.

31. Décidé au contraire que lorsqu'une Cour annule un jugement du tribunal de commerce comme incompétemment rendu contre un individu non commerçant, elle peut évoquer le fond, quoique l'objet en litige ait pu être jugé en dernier ressort par les premiers juges. — Ang. 11 juin 1824, t. 27, p. 50.

32. Une Cour royale saisie par appel d'un jugement d'un tribunal de commerce par lequel il s'est déclaré incompétent sur une partie de la question, peut en reconnaissant cette compétence statuer au fond, si la cause est en état et si les parties ont pris des conclusions au fond. — Poit. 2 avril 1830. Compagnon C. Cuischard.

33. Lorsqu'une Cour infirme le jugement par lequel un tribunal a donné à des arbitres, nommés d'office pour examiner des registres et établir un compte, le droit de prononcer sur la contestation dont il est saisi, elle peut évoquer le fond. — Riom, 27 juill. 1809, t. 22, p. 45, n° 64. — V. *infrà*, n° 58.

34. Lorsque des arbitres forcés nommés conformément à l'art. 51 C. de com. statuent non-seulement sur des contestations entre associés, mais sur l'existence de la société, la Cour à laquelle la décision est portée peut évoquer le

(1) *V.* notre note sous l'art. 1er.

fond et le juger, en annulant pour cause d'incompétence le jugement arbitral. — Cass. 6 déc. 1821, et 23 nov. 1824, t. 23, p. 369, et t. 28, p. 62. — V. *infrà*, n° 58.

35. La Cour peut évoquer le fond quoique les arbitres dont la sentence est attaquée n'aient pas été valablement nommés.—Aix, 2 août 1826, t. 32, p. 141. — V. *infrà*, n° 58.

36. Les juges d'appel doivent, en matière correctionnelle, en infirmant le jugement du tribunal de première instance qui s'est mal à propos déclaré incompétent, statuer sur le fond au lieu de renvoyer devant un autre tribunal.— Cass. 5 avr. 1816, 8 déc. 1827 et 5 juill. 1828, t. 12, p. 404, n° 23; t. 35, p. 180 et 290. — *V*. MM. Merl. t. 4, p. 905, et F. L. t. 1, p. 190.

37. Lorsqu'une Cour royale saisie de l'appel d'un jugement correctionnel annule ce jugement, soit pour vice de formes, soit pour incompétence autre que celle en raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu, et celle résultante de ce que le fait imputé constituerait un crime ou une simple contravention, elle doit nécessairement retenir et juger le fond, au lieu de renvoyer l'affaire devant un autre tribunal. — Cass. 21 sept. 1821, t. 23, p. 309; Cass. 17 juin 1826. Biel C. le maire de Boulogne. — V. *suprà*, n° 15.

38. Une Cour royale peut, après avoir infirmé un jugement qui déclare qu'il y a litispendance entre la demande en pension alimentaire intentée par un mari contre sa femme séparée de corps, et une demande en contribution aux frais du ménage, intentée contre elle avant la séparation, évoquer le fond de la cause, et statuer sur la première de ces demandes. — Cass. 5 juin 1832, t. 43, p. 691.

39. La Cour à laquelle sont présentées des difficultés déjà soumises à un tribunal de première instance, doit renvoyer les parties devant ce tribunal, et ne peut évoquer le différend qui les divise, lors même qu'il se rattacherait à l'exécution d'un arrêt par elle rendu. — Douai, 16 mai 1831. Brulemaire C. Cornuel.

Art. 3. *Évocation par suite de jugements sur nullité ou vices de formes des jugements définitifs et interlocutoires* (1).

40. Les juges d'appel qui annulent un jugement parce qu'il a été rendu en vacation sans que la matière fût sommaire, peuvent retenir le fond.—Cass. 13 juin 1815, t. 12, p. 404, n° 22. — Telle est l'opinion de M. Carr. *Comp*. t. 1, p. 175, n° 92, et t. 2, p. 473, n° 224.

(1) *V*. notre note sous l'art. 1er.

41. La Cour qui annule un jugement pour vice de formes, comme rendu dans un temps pendant lequel le tribunal ne pouvait pas juger l'affaire, a le droit d'évoquer le fond.—Metz, 15 juin 1824, t. 28, p. 158.

42. De même, lorsqu'une Cour annule un jugement comme mal à propos rendu à la chambre du conseil, elle a le droit d'évoquer. — Nîm. 9 janv. 1828, t. 35, p. 184.

43. La Cour d'appel peut-elle retenir le fond, lorsqu'elle infirme le jugement pour avoir été rendu par un tribunal irrégulièrement composé? — Oui. — Cass. 5 oct. 1808; Nîm. 19 août 1824; Colm. 21 avr. 1813, 21 et 28 avr. 1825 et 22 juin 1826; Poit. 25 mai 1825; Riom, 31 janv. 1828, Rochette C. Lespinasse; Cass. 27 juill. 1829, Héritiers Rochette C. Lespinasse. — Non. — Montp. 22 mars et 16 juin 1824; Colm. 11 fév. 3 et 22 mars 1825, t. 5, p. 139, n° 8; t. 12, p. 387, n° 6; t. 26, p. 317; t. 27, p. 159; t. 29, p. 193; t. 31, p. 6, et t. 32, p. 324.— V. *infrà*, n°s 45 et 46.

44. La Cour qui annule un jugement pour composition illégale du tribunal qui l'a rendu, peut évoquer le fond de la cause, si elle est en état de recevoir une décision définitive. — Colm. 21 déc. 1831, t. 43, p. 732.

45. Une Cour d'appel peut évoquer le fond lorsqu'elle annule un jugement définitif pour avoir été rendu sans communication au ministère public.—Renn. 17 fév. 1812, t. 12, p. 396, n° 17.

46.— Ou lorsqu'elle annule un jugement par le motif qu'un avocat avait été appelé à remplir les fonctions du ministère public. — Aix, 16 nov. 1824, t. 27, p. 322. — V. *suprà*, n° 43.

47. Lorsqu'une Cour annule une décision disciplinaire pour n'avoir pas été précédée de l'avis du bâtonnier, elle ne peut évoquer et statuer au fond. — Gren. 7 juill. 1827, t. 34, p. 163.

48. La Cour qui infirme un jugement correctionnel, non pour incompétence, mais par cela seul que les premiers juges ont refusé au prévenu la faculté de faire présenter par son avoué une exception préjudicielle, doit retenir la cause et la juger. — Cass. 25 mars 1831, t. 41, p. 631.

48 *bis*. Il en est de même lorsque le jugement correctionnel est annulé pour un simple vice de forme. — Cass. 22 mars 1821, t. 23, p. 91.

48 *ter*. — Ou pour toute autre cause que pour une incompétence *ratione loci*.— Cass. 31 août 1827. Minist. publ. C. Fiegert.— *V*. le n° précédent, et *suprà*, n°s 15 et 37.

49. Lorsque la matière est disposée à recevoir une décision définitive, les Cours royales peuvent statuer sur le fond, quoiqu'elles n'annulent que pour vice de forme un jugement interlocutoire. — Cass. 28 fév. 1828, t. 34, p. 299.

50. La Cour saisie de l'appel d'un jugement interlocutoire ordonnant la preuve que le tuteur ne s'est rendu adjudicataire que pour le compte de ses mineurs, peut évoquer le fond et y statuer. — Paris, 28 janv. 1826, t. 31, p. 342.

51. Lorsqu'un jugement est infirmé pour cause de nullité et que l'affaire n'est pas en état de recevoir une décision définitive, la Cour peut renvoyer les parties devant le tribunal qui a rendu le jugement pour qu'il soit fait droit, encore même que ce tribunal ait déclaré que l'autorité judiciaire n'était pas compétente pour connaître de la demande. — Aix, 22 nov. 1825, t. 32, p. 21.

52. Les juges d'appel peuvent évoquer le fond quand la cause leur paraît en état, lorsqu'il y a été statué en première instance, même par défaut, et que le jugement est annulé seulement pour vice de forme. — Caen, 4 mai 1813, t. 13, p. 209, n° 234. — V. *suprà*, n° 43.

53. Lorsqu'une Cour a prononcé la nullité d'un jugement par le motif que les conclusions n'y ont pas été insérées, elle peut évoquer le fond. — Toul. 24 janv. 1825, t. 30, p. 13. — *V*. le n° précédent.

54. En annulant un jugement comme ne contenant pas les conclusions d'une partie qui prétend qu'il a été omis de statuer sur un chef de sa demande, la Cour d'appel ne peut évoquer le fond. — Bourg. 23 déc. 1826. Baumier C. Baumier.

55. Lorsqu'une Cour annule un jugement pour avoir été rendu sans réquisition des parties, elle ne peut évoquer le fond. — Renn. 2 mars 1818, t. 15, p. 254, n° 89 *bis*.

56. Lorsqu'un jugement du tribunal de commerce est annulé pour avoir été rendu avant que les qualités des parties sur lesquelles il y avait contestation eussent été réglées par les juges civils, il n'y a pas lieu pour la Cour à évoquer le fond. — Renn. 8 juin 1820, t. 22, p. 218, n° 43.

57. La Cour royale saisie de l'appel de l'ordonnance et du jugement qui autorisent celui qui se prétend héritier, mais qui ne justifie pas de cette qualité, à assister à la levée des scellés, ne peut évoquer la question du fond et décider si, en effet, la qualité d'héritier appartient au réclamant, lorsqu'il n'y a eu aucune instruction sur ce point devant les premiers juges.— Cass. 25 nov. 1818, t. 21, p. 59, n° 49. — V. *infrà*, n° 69.

58. Les tribunaux ne peuvent pas évoquer dans les discussions sur le vice de forme des sentences arbitrales; on ne peut attaquer ces sentences que par opposition à l'ordonnance d'*exequatur* et par action en nullité.—Besanç. 10 juill. 1826. Commune de Grand-Combe. — V. *suprà*, n° 33 et s.

Art. 4. *Évocation par suite de jugement sur fin de non-recevoir, incidents et provision.*

59. En rejetant une fin de non-recevoir, une Cour royale peut ordonner de plaider au fond. — Renn. 17 mai 1815, t. 18, p. 877, n° 22.

60. Lorsque l'action en désaveu d'un enfant a été rejetée en première instance par des fins de non-recevoir, les juges d'appel peuvent, en infirmant, évoquer le fond et déclarer le désaveu fondé. — Cass. 8 juillet 1812, t. 12, p. 401, n° 20.

61. Encore qu'une partie se borne à opposer des fins de non-recevoir à un appel, la Cour peut, en infirmant un interlocutoire, évoquer le fond et statuer sur le tout. — Gren. 22 juill. 1809. — Cass. 8 déc. 1813, t. 15, p. 216, n° 45.

62. Lorsque les premiers juges n'ont prononcé que sur un incident, ceux d'appel peuvent, en infirmant, statuer sur le fond par le même arrêt, du consentement des parties. — Poit. 14 juill. 1819, t. 17, p. 71, v° *off. cons.* n° 65.

63. La Cour prononçant sur l'appel d'un jugement rendu sur incidents élevés dans le cours d'un procès en première instance, ne peut, en réformant dans la forme, évoquer le fond, si toutes les parties n'ont pas été intimées sur l'appel. — Renn. 20 janv. 1812, t. 18, p. 602, n° 8.

64. Les Cours peuvent évoquer le principal, dans le cas où l'appel ne porte que sur un jugement qui statue sur une provision. — Metz, 16 août 1816, t. 12, p. 405, n° 24. — V. *infrà*, n°s 66 et 68.

65. La séparation de corps peut être prononcée par la Cour royale elle-même, quoiqu'elle ne soit saisie que de l'appel du jugement qui a accordé une provision à la femme et de celui qui a rejeté la demande du mari en nullité de mariage. — Lyon, 26 mars 1817, t. 13, p. 112, n° 105.

66. Comme aussi, lorsque, sur l'appel d'un jugement provisoire, les parties concluent respectivement au fond, la Cour peut évoquer et y statuer quoiqu'elle n'infirme pas le jugement provisoire. — Cass. 1er juill. 1818, t. 4, p. 768, n° 57.

67. Dans ce cas, l'appelant ne peut, en se désistant de son appel du jugement provisoire, sans se désister de sa demande au fond, dessaisir la Cour du jugement de la contestation, surtout si le désistement n'a pas été accepté. — Cass. 1er juill. 1818, t. 4, p. 768, n° 58.

68. Sur l'appel d'un jugement qui n'accorde que par provision la restitution d'un dépôt, la Cour ne peut évoquer le fond. — Besanç. 13 mars 1806, t. 12, p. 384, n° 2. — *V.* l'opinion conforme de M. Pig. t. 1, p. 619. — V. *suprà*, n° 64.

69. Une Cour royale peut, sur l'appel d'une ordonnance de référé, infirmer cette ordonnance et statuer au fond. — Cass. 24 août 1819, t. 12, p. 409, n° 26. — V. *suprà*, n° 57.

Art. 5. *De l'évocation par suite de renvoi après cassation.*

70. La Cour royale à laquelle une affaire est renvoyée après cassation reçoit les mêmes attributions que celle dont l'arrêt a été cassé, et peut évoquer le fond, quoique la première ne l'ait point fait. — Cass. 4 déc. 1827, t. 34, p. 238.

71. Et même la Cour investie, par suite d'un renvoi après cassation, du droit de statuer sur un arrêt interlocutoire, peut en l'infirmant évoquer le fond, quoique, pendant l'instance en cassation, la Cour dont l'arrêt interlocutoire a été cassé ait rendu dans la cause un arrêt définitif. — Cass. 7 août 1820, t. 12, p. 413, n° 31.

Chap. II. *Comment doit procéder le tribunal qui évoque? Comment se couvre la nullité résultante de ce que l'évocation a été irrégulière?*

72. Lorsqu'une Cour réforme le jugement d'un tribunal qui s'était mal à propos déclaré incompétent, elle doit, si elle veut évoquer, prononcer sur le déclinatoire et sur le fond par un seul et même jugement. — Rome, 5 sept. 1811; Renn. 7 juin 1816; Cass. 12 nov. 1816, 25 nov. 1818, et 2 fév. 1824, t. 12, p. 391, n° 9; t. 21, p. 59, n° 50, et t. 26, p. 70. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 239, not. 2, n° 2; F. L. t. 1, p. 188 et 189, v° *appel*, sect. 1re, § 2, n°s 6 et 7; Haut. p. 274; D. C. p. 333 et 334; Delap. t. 2, p. 35. — V. *infrà*, n° 84.

73. Il en est de même lorsque les tribunaux d'appel évoquent en réformant le jugement qui n'a statué que sur une nullité d'exploit. — Cass. 18 juin 1817; Brux. 3 fév. 1812, t. 12, p. 391, n° 11.

74. Il en est de même encore lorsqu'il y a appel d'un jugement qui ne statue que sur un point de forme. — Nîm. 22 fév. 1812, t. 12, p. 396, n° 14. — *V.* Pr. Fr. t. 3, p. 226.

75. Lorsqu'un tribunal de première instance a accueilli un moyen de prescription, et qu'en appel la Cour le rejette, elle peut infirmer par un premier arrêt, et renvoyer à huitaine pour plaider sur le fond. — Cass. 21 fév. 1832, t. 42, p. 63. — V. *ibid.* des observations.

76. Lorsqu'un tribunal de première instance a jugé une affaire sur un seul des moyens présentés, la Cour royale, en infirmant, n'est pas obligée de renvoyer à ce tribunal l'appréciation des autres moyens; la connaissance de la demande et de ses suites lui est dévolue, et il n'est pas nécessaire qu'elle prononce sur le tout par le même arrêt. L'art. 473 C. P. C. n'est pas applicable. — Bourg. 2 fév. 1829. De Larivière et autres C. de Canillac. — *V.* l'arrêt qui précède.

77. Une Cour royale peut, en infirmant par une première disposition, juger le fond par une seconde disposition, pourvu que les deux dispositions soient contenues dans le même arrêt. — Bourg. 22 mai 1829, t. 37, p. 192. — V. *suprà*, n° 75.

78. Lorsqu'avant la distribution d'une cause, la première chambre d'une Cour royale se trouve saisie, par ordonnance du premier président, de la connaissance d'une demande en défense, cette chambre ne peut, si la cause est en état sur le fond, prononcer sur le tout par un seul jugement. — Poit. 19 août 1819, t. 12, p. 657, n° 66.

79. Lorsqu'un juge de paix a jugé une cause tout entière, et qu'on appelle de son jugement devant un tribunal civil, il n'y a pas obligation pour ce tribunal de prononcer sur le tout en un seul et même jugement, comme dans le cas de l'art. 473 C. P. C. Ainsi le tribunal peut, par un premier jugement, improuver la sentence du juge de paix, en ce qu'elle n'a pas ordonné une preuve demandée, et, par un second, statuer sur le fond. — Cass. 19 nov. 1828, t. 36, p. 241.

80. La disposition de l'art. 473, qui veut que les cours d'appel statuent en même temps sur le fond par un seul et même arrêt, ne s'applique pas au cas où il s'agit de l'appel d'un jugement définitif; et particulièrement une Cour royale peut, en infirmant un jugement de première instance, ordonner que les parties instruiront plus amplement sur un point particulier de la cause. — Cass. 18 avr. 1818, t. 12, p. 406, n° 25. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 2, p. 242, n° 1706; B. S. P. t. 2, p. 432, not. 11. — Dans un sens contraire, *V.* M. Delap. t. 2, p. 35. — *V.* aussi M. Locré, *Esprit du C. P. C.* t. 2, p. 269-279.

81. Comme aussi une Cour royale peut, en statuant sur l'appel d'un jugement qui a rejeté une demande à fin d'expertise, rendre un arrêt préparatoire qui ordonne un rapport d'experts, sans prononcer en même temps l'infirmation du jugement attaqué. — Cass. 4 janv. 1820 et 2 fév. 1825, t. 12, p. 410, n° 27, et t. 28, p. 230.

82. De même les juges saisis de l'appel d'un jugement interlocutoire peuvent, avant de statuer sur cet appel, ordonner préalablement une instruction préparatoire telle qu'une expertise, et ensuite *évoquer* et statuer par un seul et même jugement sur l'interlocutoire et sur le fond. — Cass. 22 déc. 1824, t. 28, p. 154.

83. Lorsque toutes les parties ont respectivement conclu à l'évocation, la Cour royale peut, évo-

quant et statuant au fond par le même arrêt, ordonner une enquête pour l'exécution de sa décision au fond. — Cass. 20 juill. 1829. Pottier C. Bouchiu. — V. *infrà*, n° 85.

84. Un tribunal d'appel qui infirme la décision du premier juge ne peut évoquer le fond que lorsque la matière est disposée à recevoir une décision définitive. Ainsi il ne peut, avant de statuer au fond, ordonner un interlocutoire, il doit prononcer et sur l'appel et sur le fond par un seul et même jugement. — Cass. 28 avr. 1823, t. 25, p. 140. — V. *suprà*, n° 72.

85. L'incompétence des tribunaux d'appel, en cas d'évocation, n'est pas couverte par cela seul que les parties ont volontairement concouru à l'instruction sur le fond. — Cass. 9 oct. 1811, t. 12, p. 391, n° 12. — V. *suprà*, n° 83.

86. Lorsqu'un juge d'appel statue par jugement séparé sur le fond qu'il a évoqué, la nullité peut être proposée par la partie qui aurait procédé devant le juge d'appel depuis l'évocation. — Cass. 2 fév. 1824, t. 26, p. 70. — *V.* l'arrêt qui précède.

87. La partie qui, au lieu de réclamer contre le jugement du tribunal de première instance, infirmant la sentence d'un juge de paix et retenant le fond pour être jugé ultérieurement, et qui, de plus, a procédé à une enquête ordonnée par un jugement de ce tribunal, ne peut ensuite arguer de ce que le jugement définitif aurait évoqué le fond de la cause. — Cass. 14 fév. 1832. Raimer C. Jolliniers.

88. Si, dans un premier arrêt, une cour, en infirmant le jugement attaqué, a mal à propos renvoyé à une audience subséquente pour statuer sur le fond, elle peut par un arrêt postérieur rapporter son arrêt d'évocation, et renvoyer le fond devant les premiers juges. — Nîm. 22 fév. 1812, t. 12, p. 396, n° 15.

EXCEPTIONS (1).

C. 1er. EXCEPTIONS FONDÉES SUR LA NULLITÉ DES CITATIONS, ASSIGNATIONS, OU ACTES D'APPEL. QUAND DOIVENT-ELLES ÊTRE PROPOSÉES? EN D'AUTRES TERMES, QUELS ACTES ONT POUR EFFET DE COUVRIR LES NULLITÉS D'EXPLOIT? — A. 1er. Effets de la comparution de la partie et de la constitution d'avoué, 1 à 17. — A. 2. Effets de la demande en communication de pièces, 18 à 24. — A. 3. Effets du défaut et de l'opposition, 25 à 30. — A. 4. Effets de la défense au fond. Cas divers, 31 à 61. — A. 5. Effets des réserves, 62 à 79. — C. II. EXCEPTIONS RÉSULTANTES DE LA QUALITÉ DES PARTIES OU DE L'INCOMPÉTENCE. — A. 1er. Exceptions tirées du défaut de qualité, 80 à 97. — A. 2. Exceptions d'incompétence. — § 1er. *Incompétence des tribunaux civils*, 98 *à* 149. — § 2. *Incompétence des tribunaux de commerce*, 150 *à* 178. — § 3. *Incompétence des tribunaux criminels*, 179 *à* 183. — § 4. *Incompétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, 184 *à* 191. — C. III. EXCEPTIONS APPLICABLES A DIVERSES PROCÉDURES, 192 à 232. — C. IV. EXCEPTIONS RELATIVES AUX VOIES D'INSTRUCTION, AUX JUGEMENTS, A LA SIGNIFICATION DES JUGEMENTS, AUX VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS. — A. 1er. Nullités d'enquête ou d'expertise, 233 à 244. — A. 2. Nullités de jugements, 245 à 265 *bis*. — A. 3. Nullités des significations de jugements, 265 *ter* à 270. — A. 4. Nullités relatives aux voies de recours contre les jugements. — § 1er. *Appel*, 271 *à* 288. — § 2. *Opposition*, 289 *à* 295. — C. V. QUI PEUT PROPOSER LES EXCEPTIONS? COMMENT DOIT-IL Y ÊTRE STATUÉ? — A. 1er. Par qui les exceptions peuvent-elles être proposées? 296 à 305. — A. 2. Comment les juges doivent-ils statuer sur les exceptions? 306 à 318.

CHAP. 1er. *Exceptions fondées sur les nullités des citations, assignations ou actes d'appel. Quand doivent-elles être proposées? En d'autres termes, quels actes ont pour effet de couvrir les nullités d'exploits?*

— Art. 1er. *Effets de la comparution de la partie, et de la constitution d'avoué.*

(V. *infrà*, art. 5.)

1. La comparution d'une partie devant le juge de paix peut couvrir la nullité d'une citation, encore qu'elle soit proposée *in limine litis*. — Cass. 21 mai 1823, t. 35, p. 250.

2. La partie qui a comparu en référé sur une assignation donnée à trop bref délai, et à un domicile qui n'est pas le sien, est recevable à demander la nullité d'une assignation semblable qui lui est ensuite donnée devant le tribunal. — Paris, 14 mess. an XII. M. CARR. t. 1, p. 184, n° 376, est d'un avis conforme.

3. La nullité de l'acte d'appel n'est pas couverte par la comparution de l'intimé qui, sans plaider au fond, s'est borné à soutenir l'appel non recevable. — Turin, 29 mars 1806, t. 12, p. 111, n° 21. V. *infrà*, n° 58. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 150, not. 2, n° 6.

4. La nullité d'un exploit tirée de la non-indication du domicile du défendeur est couverte par sa comparution. — Rome, 7 juin 1808, t. 13, p. 114, n° 110.

5. La nullité d'un acte d'appel ne se couvre pas par la demande d'introduire l'appel par urgence, ou la citation pour venir plaider, non plus que par la constitution d'avoué. — Brux. 4 déc. 1807, t. 12, p. 453, n° 51. — *V.* MM. B. S. P. p. 220, not. 10; et CARR. t. 1, p. 459, 2e alin.

6 et 7. La nullité d'un exploit n'est pas couverte par une constitution pure et simple d'avoué; mais elle l'est après une discussion sur le fond. — Brux. 4 avril 1807, t. 13, p. 40, n° 13. — *V.* M. BONCENNE, t. 3, p. 297; J. A. t. 3, p. 376, n° 105, et M. CARR. t. 1, p. 205, n° 285. — V. *infrà*, nos 6.. et 205.

8. Lorsqu'une seule copie d'un acte d'appel a été laissée à deux parties intimées qui devaient en recevoir chacune une, elles ne peuvent exciper de cette nullité, lorsqu'elles se sont présentées devant la cour et ont constitué un avoué en nom commun. — Lim. 7 déc 1812, t. 1, p. 17, n° 38. — V. *infrà*, n° 38.

9. La nullité de l'acte d'appel n'est pas couverte par la constitution que le mari ferait d'un avoué sous la réserve expresse de tous ses moyens de nullité; elle ne l'est pas non plus par une assignation qui serait donnée au mari après l'expiration des délais de l'appel. — Cass. 17 nov. 1823, t. 25, p. 373.

10. La nullité résultante du défaut d'indication de la cour dans l'acte d'appel est couverte lorsque l'intimé, assignant l'appelant pour constituer nouvel avoué à la place de celui indiqué dans l'acte, lequel était décédé, garde le silence

(1) Au nombre des exceptions sont classées les demandes de *cautions judicatum solvi*, en *communication de pièces*, en *garantie*, en *renvoi*. Il est donc indispensable, pour compléter la matière, de se reporter à ces différents mots. Dans cette matière, pour savoir si, ou non, les nullités sont couvertes, les nuances sont si délicates qu'il est indispensable de lire en entier le mot *exceptions* et ceux qui s'y rattachent. Il faut aussi voir *Acquiesc.* 116 *et* s. 167, 171 *et s.* — *Act. resp.* 40 *et s.* — *Arb.* 124, 190, *et s.* — *Aut. mar.* 14, 111 *et s.* — *Aut. j.* 9, *et s.* — *Cass.* 251. — *Caut.* 52 *et s.* — *Comm. p.* 14 *et s.* — *Comp.* 138 *et s.* — *Conc.* 2. — *Cons. f.* 5. — *Cont. p. c.* 117, 133 *et s.* 355 *et s.* — *Dem. n.* 9 *et s.* — *Des.* — *Enq.* 22, 49 *et s.* — *Evoc.* 79 *et s.* 85 *et s.* — *Exp.* 132. — *Faux i.* 71, 244 *et s.* — *Gar.* 1 *et s.* 17, 61 *et s.* — *Jug.* 9 *et s.* 212 *et s.* 532. — *Jug. p. i.* 114 *et s.* — *Jug. déf.* 344. — *Ordre*, 163. — *Pérempt.* 202 *et s.* — *Préfet*, 4 *et s.* — *Protêt*, 173 *et s.* — *Règl. j.* 1. — *Renvoi*, 14, 56 *et s.* — *Ress.* 25 *et s.* 38, 230, 254 *et s.* 375. — *Sais. imm.* 635 *et s.* — *Sep. c.* 16 *et s.* — *S. p. c.* 34 *et s.* 70. — *Signif.* 9. — *Succ.* 60. — *Sur.* 96. — *Trib. comm.* 151 *bis*, 18

sur la nullité. — Renn. 17 fév. 1809, t. 13, p. 130, n° 127 *bis*.

11. La nullite résultante de ce qu'un acte d'appel ne contient pas de constitution d'avoué n'est pas couverte par une notification faite de la part de l'intimé à un avoué de la cour. — Renn. 21 juin 1814, t. 12, p. 497, n° 87.

12 et 13. Cependant la nullité résultante de ce que l'acte d'appel ne contient pas constitution d'avoué, mais seulement élection de domicile chez un des avoues de la cour, est couverte par la notification qui est faite à cet avoue de la constitution de celui des intimés. — Renn. 26 avril 1810. — Cass. 24 fév. 1813. — Douai, 15 avril 1818. — Paris, 9 mai 1826. — Lim. 7 fev. 1828. — Nîm. 17 nov. 1828. Arsac C. Ignace, t. 14, p. 474, no 55, et t. 34, p. 103. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 460, n° 1714.

14. Lorsqu'un surenchérisseur a seulement fait election de domicile chez un avoué sans le constituer, la nullité qui en résulte est couverte par la constitution de l'avoué de l'acquéreur signifiée à celui chez qui le domicile était élu. — Bourg. 25 août 1808, t. 21, p. 373, no 24. — *V.* le no qui précède.

15. La nullité résultante du défaut de constitution d'avoué n'est pas couverte par le placement de la cause au rôle. — Liége, 23 nov. 1814, t. 13, p. 228, no 261.

16. Pareillement la nullité d'un acte d'appel résultante du défaut de constitution d'avoué n'est pas couverte par des actes d'instruction signifiés d'avoue à avoué. — Pau, 22 juill. 1809. — Cass. 4 sept. 1809. — Lim 14 avr. 1813, t. 3, p. 232, n° 115.

17. Après avoir procédé en première instance avec un avoué, on ne peut arguer d'irrégularité sa constitution en cause d'appel, en soutenant que la partie représentée par cet avoué doit être considérée comme ayant fait défaut. — Renn. 31 août 1810, t. 15, p. 348, no 69. — V. *infrà*, n° 192 *bis*.

Art. 2. *Effets de la demande en communication de pièces.* (V. *infrà*, art. 5, et le no 107.)

18 et 19. Une demande en communication de pièces couvre la nullité d'un exploit. — Turin, 16 janv. 1809. — Rouen, 9 déc. 1809. — Cass. 30 janv. 1810. — Renn. 6 août 1813. — Besanç. 1er déc. 1818. — Orl. 15 nov. 1820. — Bourg. 30 mars 1829. — Bourg 25 fév. 1834, t. 12, p. 452, n° 40; t. 13, p. 256, n° 311; t. 37, p. 191, et t. 46, p. 357. — V. *suprà*, n° 15, et *infrà*, nos 22 et 275.

20. La demande tendante à faire déposer au greffe certaines pièces de la procedure ne couvre pas la nullité d'un exploit, surtout lorsque des réserves ont été faites. — Liége, 31 juill. 1811, t. 13, p. 174, v° *exploit*, n° 180.

21. La circonstance qu'un partie n'a pas eu communication, sur sa demande, des pièces du procès, n'empêche pas de déclarer couverte une nullite qu'elle devait proposer *in limine litis*. — Renn. 23 sept. 1815, t. 12, p. 503, n° 97. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 494, not. 2, n° 3.

22. Les nullités de l'acte d'appel ne sont pas couvertes par une sommation de communiquer une piece qui ne tient pas au fond. — Cass. 26 juill. 1808, t. 12, p. 455, n° 34. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 458; 2e alin.; B. S. P. p. 220, not. 10; et F. L. t. 2, p. 462, 1re col. 4e alin. — V. *suprà*, n° 18.

23. L'intimé qui a obtenu un arrêt par défaut peut opposer une fin de non-recevoir à l'appel, lors même qu'il a demandé un délai pour la communication des pièces. — Brux. 11 août 1808, t. 3, p. 185, n° 81. — V *infrà*, no 25.

Art. 3. *Effets du défaut et de l'opposition.* (V. *infrà*, chap. 4, art. 4.)

24. Le défaut laissé par l'assigné n'autorise pas à suppléer l'exception de nullité de l'assignation. — Renn. 11 juill. 1812, t. 14, p. 763, v° *intervention*, n° 32. — V. *infrà*, n° 275.

25. La nullité d'un exploit d'assignation ou acte d'appel est-elle couverte par la demande en jonction du profit du défaut? — Oui. — Besanç 15 nov. 1808; Renn. 24 juill. 1811, 22 avr. 1813. — Non. — Poit. 10 mai 1814; Bourg. 30 août 1828. — Cette opinion est adoptée par MM. CARR. t. 1, p. 371, n° 623; D. C. p. 130; et J. A. t. 12, p. 458, no 37. — *V.* aussi J. A. t. 35, p. 350.

26. L'intimé qui a obtenu un arrêt par défaut confirmatif du jugement attaqué, sans exciper de la nullité de l'acte d'appel, n'est pas ensuite recevable à proposer une telle nullité, lorsque l'arrêt par défaut est rétracte sur l'opposition de l'appelant. — Colm. 22 fév. 1812. — Paris, 27 fév. 1813, t. 12, p. 486, no 67. — *V.* M. F. L. t. 2, p. 463, qui décide négativement la question de savoir si le défaillant est déchu de la faculté de faire valoir dans sa requête d'opposition le moyen de nullite de l'assignation. — V. *suprà*, no 23, et *infrà*, no 276.

27. La nullité d'une assignation peut être couverte, par cela que le défendeur se serait présenté, et aurait ensuite formé opposition à un premier jugement par défaut contre lui rendu. — Paris, 30 janv. 1817, t. 12, p. 505, no 100. — Sur la quest. d'exploit, *V.* M. CARR. t. 1, p. 187, *nota*.

28. Décidé également que les conclusions au fond, prises dans la requête en opposition, couvrent la nullité de l'exploit, encore que cette nullité ait été demandee auparavant. — Paris, 3 août 1807, t. 13, p. 99, n° 86.

29. Comme aussi une nullité d'exploit est couverte par une opposition dont la partie est déchue pour ne l'avoir pas reitérée de la manière prescrite par la loi. — Paris, 17 avr. 1809, t. 12, p. 464, no 42.

30. Mais lorsqu'il s'agit de la nullité d'un acte d'appel signifié à deux personnes par une seule et même copie, en contravention aux art. 62 et 70, on ne peut opposer comme fin de non-recevoir une opposition à un arrêt par défaut obtenu sur cet appel, quand cette opposition formée par acte extrajudiciaire contient des défenses au fond. Si cet acte d'opposition est réitéré par requête dans la huitaine avec constitution d'avoué, cette requête contenant le développement du moyen de nullité vient réformer les conclusions prises par l'acte extra-judiciaire qui constitue l'opposition à l'arrêt par défaut. Or, l'opposition s'identifie avec la requête signifiée à avoué, de manière à ne former qu'un seul tout; et aucun contrat judiciaire n'étant intervenu sur les premières conclusions, la nullité reste entière, et n'a point été couverte; d'ailleurs l'opposition extrajudiciaire, pour être recevable, doit être nécessairement réitérée dans la huitaine, avec constitution d'avoué, et par requête signifiée à avoué. — Orl. 26 août 1812, t. 12, p. 489, no 71.

Art. 4. *Effets de la défense au fond. — Cas divers.*

31. Lorsqu'un défendeur a conclu au fond, il est non recevable à faire valoir un moyen de nullité de forme, quoiqu'il en ait parlé dans les motifs de ses conclusions. — Toul. 9 fév. 1828, t. 34, p. 157.

32. Sous le Code de procédure civile, la partie qui propose des moyens au fond couvre *toutes* les exceptions en la forme. — Renn. 1 août 1814, t. 12, p. 498, n° 88. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 456, not. 2, no 1; PR. FR. t. 2, p. 28, 2e alin.

33. La production d'un exploit faite par la partie ne la rend pas non recevable à en proposer la nullité. — Cass. 22 brum. an XIII. 11 déc. 1817. — Rome, t. 12, p. 439, n° 16. — *V.* MM. B. S. P. p. 220, not. 10, n° 2; MERL. *Rép.* t. 8, p. 662, 1re col. 3e alin. PIG. *Comm.* t. 1, p. 593.

34. Sous l'ordonnance de 1667 les défenses au fond, en couvrant les nullités de l'assignation, couvraient aussi celles de la citation en conciliation. — Cass. 6 vend an XI, t. 12, p. 432, n° 9. — Telle est l'opinion de MM. MERL. *Q. D.* t. 1, v° *bureau de paix*, p. 327, et B. S P. p. 191, not. 27.

35. Une nullité résultante de ce que l'assignation n'a pas été donnée au véritable domicile de l'assigné ne peut être proposée en même temps que l'exception d'in

compétence — Paris, 28 nov. 1811, t. 12, p. 481, n° 63.

36. La nullité d'un exploit n'est pas couverte, à l'égard des parties appelées en cause, par cela seul que le défendeur originaire a conclu au fond. — Paris, 29 avril 1809, t. 12, p. 465, n. 44.

37. La nullité n'est pas couverte par cela seul que l'assigné a appelé ses associés en cause. — Renn. 9 août 1819, t. 13, p. 108, n° 103

38. Cependant une nullité d'exploit est couverte par une demande en garantie dénoncée au demandeur principal. — Lim. 13 juill. 1822, t. 24, p. 232. — V. *suprà*, n° 3, et *infrà*, n°s 128 et s.

39. Celui qui demande que tous les cohéritiers de celui qui l'assigne soient mis en cause, ne renonce pas pour cela à demander ensuite la nullité de l'exploit d'assignation. — Paris, 14 pluv. an XI, t. 12, p. 434, n° 11.

40. Les actes d'appel, quoiqu'ils soient extrajudiciaires, sont rangés dans la catégorie des actes de procédure contre lesquels toute nullité est couverte, si elle n'est proposée avant toute défense. — Orl. 22 déc. 1813, t. 12, p. 495, n° 84.

41 La nullité de l'acte d'appel est couverte lorsqu'elle n'a pas été relevée dans l'exploit d'anticipation. — Cass. 14 janv. 1807, t 12, p. 445, n° 23. — MM. Carr. t. 1, p. 459, 3e alin.; F. L. t. 3, p. 748, 2e col. n° 6; Merl. *Rep.* t. 8, p. 664, 1re col. 2e alin. et Haut. p. 123, 4e alin. sont d'une opinion conforme.

42. L'acceptation de la copie de l'acte d'appel, faite par la personne chez qui le domicile est élu, n'en couvre pas la nullité. — Renn. 28 fév. 1812, t. 3, p. 124, v° *appel*, n° 56.

43. L'administration forestière peut, en tout état de cause, faire déclarer non recevable l'action dirigée contre elle, qui n'a pas été précédée de la présentation d'un mémoire au préfet, et ce, lors même qu'avant cette action elle aurait actionné le demandeur en police correctionnelle. — Poit. 27 juill. 1832, t. 43 p. 505.

44. Le préfet en la personne duquel est dirigée une action contre l'État peut, après avoir défendu au fond en première instance, conclure sur l'appel à ce que le demandeur soit déclaré non recevable, faute par celui-ci de lui avoir présenté un mémoire avant d'intenter son action. — Nîm. 16 déc. 1830, t. 40, p. 136. — V. *infrà*, n° 191.

45. Comme aussi la nullité résultante du défaut de transcription du procès-verbal de non-conciliation en tête de l'exploit d'assignation, ne peut être opposée pour la première fois en appel. — Paris, 29 pluv. an x, t. 12, p. 431, n° 7.

46. Lorsque l'intimé a conclu à ce que l'appel fût déclaré non recevable, il ne peut plus opposer des moyens de nullité contre l'acte d'appel. — Nîm. 28 fév. 1826. Salion C. Magnificat.

47. Une partie ne peut en cause d'appel critiquer la validité d'une assignation, sous le prétexte que cette assignation ne contenait pas le véritable nom du demandeur, quand ce dernier a été désigné dans tout le cours de la procédure de première instance, et dans l'acte d'appel, sous les noms qu'il avait pris en introduisant l'action. — Poit. 20 janv. 1826, t. 30, p. 242.

48. L'intimé qui s'est présenté sur l'exploit d'appel qui lui a été signifié, et qui, lors des plaidoiries à fin de jonction des deux instances, propose une nullité seulement, et qui ensuite en cote une autre pour la première fois à une audience postérieure, a couvert cette seconde nullité en opposant la première. — Renn. 10 août 1808, t. 12, p. n° 36. — Les exceptions doivent-elles être proposées toutes ensemble, ou a-t-on la faculté de les proposer les unes après les autres? — *V.* sur cette question M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 411. — *V.* aussi MM. D. C p. 152; B. S. P. p. 222, not. 19, n°s 1 et 2; et Carr. t. 1, p. 457, not 2, n° 9.

49. Les nullités de l'acte d'appel sont couvertes par les conclusions tendantes à la confirmation pure et simple du jugement du tribunal de première instance. — Cass. 22 avril 1806, t. 12, p. 443, n° 20. — Dans le même sens, *v.* MM B. S. P. p. 219, not 9; Merl. *Q. D.* v° *commune*, § 5; Haut. p. 123, 3e alin.

50. Est non recevable à opposer la nullité de l'acte d'appel, l'intimé qui a conclu à ce que l'appel fut déclaré irrecevable. — Nîm. 28 fév. 1826, t. 32, p. 350.

51. L'intimé n'est pas recevable à exciper de la nullité de l'appel, lorsque, dans un acte d'avoué à avoué, il a déclaré, sous toutes réserves, qu'il poursuivrait l'exécution provisoire du jugement attaqué. — Lim. 13 mars 1816, t. 12, p. 624, n° 23.

52. Pareillement le demandeur n'est plus recevable à demander la nullité de l'assignation qui lui a été donnée en reprise d'instance, lorsque cette nullité n'a pas été proposée avant toute défense au fond, et surtout lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée a déclaré l'instance reprise. — Cass. 1er mai 1824, t. 26, p. 158.

53 La disposition de l'art. 173 C. P. C., qui veut que les nullités d'exploit soient proposées avant toute défense au fond, s'applique aux instances pendantes devant la Cour de cassation comme aux instances ordinaires; *et particulièrement* la partie qui a défendu au fond est non recevable à se plaindre de ce qu'elle n'a pas reçu deux copies de l'arrêt d'admission, lorsqu'elle a figuré au procès sous deux qualités distinctes. — Cass. 21 juin 1815, t. 12, p. 501, n° 92.

54 Les nullités commises dans les citations devant les tribunaux de police correctionnelle et de simple police, sont couvertes si elles ne sont proposées à la première audience avant toute exception ou défense. — Cass. 18 oct. 1805, 15 mai 1809, 24 mai 1811, t. 12, p. 445, n° 22. — *V.* MM. Haut. p. 123, 2e alin.; F. L. t. 3, p. 748, 2e col. 6e alin. et B. S. P. p. 219.

55. Ainsi, en matière correctionnelle, la nullité résultante du défaut d'enregistrement de l'original est couverte par des défenses au fond. — Cass. 24 mai 1811, t. 12, p. 480, n° 61. — *V.* M. Merl. *Rep.* t 8, p. 603, 1re col.

56. Lorsque la nullité d'une citation pour contravention de police n'est pas demandée par le prévenu, elle ne peut être prononcée par le tribunal. — Cass. 23 fév. 1815, t. 12, p. 500, n° 90. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 756, v° *nullité*, § 5.

57. Mais lorsque l'acte d'appel d'un jugement correctionnel est nul pour avoir été notifié par un huissier incompétent, l'intimé, en demandant en conséquence de cet appel sa mise en liberté provisoire sous caution, n'en couvre pas la nullité. — Cass. 20 fév. 1812, t. 3, p. 359, n° 200. — *V.* MM. B. S. P. *Cours de droit criminel*; Poncet, t. 1, p. 538; Carnot, t. 1, p. 590; Legrav. t. 2, p. 353; Merl. t. 12, p. 494, v° *serment*, art. 1, § 2.

58. La nullité de l'acte d'appel d'un jugement correctionnel résultante de ce que dans les dix jours il n'aurait pas été consigné au greffe sur le registre à ce destiné, quoiqu'elle n'ait pas été proposée en appel et devant la Cour suprême, peut l'être cependant devant la cour à laquelle l'arrêt de cassation renvoie l'affaire. — Cass. 27 sept. 1828, t. 36, p. 44.

59. Le prévenu qui en première instance a défendu au fond ne peut, pour la première fois en appel, demander la nullité de l'action dirigée contre lui, en se fondant sur ce que l'huissier n'aurait pas signé l'original de la citation à lui donnée. — Cass. 20 juill. 1832. Ministère public C. Berlat.

60. La nullité résultante de ce qu'en matière forestière l'assignation donnée devant le tribunal correctionnel ne serait pas revêtue des formalités prescrites par le Code de procédure, ne peut être proposée en appel pour la première fois. — Cass. 5 mai 1809, t. 3, p. 226, v° *appel*, n° 108.

60 *bis*. L'intimé est recevable à proposer la nullité de l'appel dirigé contre lui, quoique son avoué ait signifié à celui de son adversaire la décision dont est appel. — Bord. 6 juin 1832, t. 43, p. 564.

61. On ne peut invoquer en appel les nullités qui vicient un

acte introductif d'instance, lorsque, devant les premiers juges, on a seulement excipé de leur incompétence, et que la cour royale est uniquement saisie de l'appel du jugement qu'ils ont rendu sur ce déclinatoire. — Brux. 6 déc. 1830.

Art. 5. *Effets des réserves.*

62. Il n'est pas nécessaire d'énoncer nommément la nullité d'une assignation; il suffit de déclarer *in limine litis* qu'on la fera valoir, et de la relever ensuite en plaidant. — Aix. 7 mai 1809, t. 12, p. 467, n° 46. — *V.* M. B. S. P. p. 219, n° 8, qui attribue à M. Merl. t. 13, p. 546 une opinion contraire. Il nous semble que l'opinion de M. Merl. peut se concilier avec la décision rapportée.

63. Comme aussi, lorsqu'une nullité d'exploit d'assignation a été proposée avant toutes défenses ou exceptions, les tribunaux ne peuvent la déclarer couverte, sous ce seul prétexte qu'elle n'a pas été indiquée formellement par un acte spécial d'avoué à avoué. — Cass. 6 nov. 1811, t. 12, p. 481, n° 62. — *V.* MM. Carr. t. 1. p. 459, 5e alin.; F. L. t. 2, p. 462, 1re col. 3e alin.; Merl. *Rep.* t. 8, p. 663, 2e col. 5e alin.

64. La constitution d'avoué, sans protestation ni réserve, couvre la nullité de l'exploit, surtout lorsque l'avoué constitué a demandé la remise de la cause à l'échéance du délai de l'assignation. — Liége, 19 fév. 1812, t. 12, p. 484, n° 66. — Telle est l'opinion de MM. B. S. P. p. 220, not. 10; Carr. t. 1, p. 456; Pig. *Comm.* t. 1, p. 393. — V. *suprà*. art. 1, n° 6, et *infrà*, nos 66 et 223.

65. Une constitution d'avoué sur l'appel ne couvre pas les nullités de l'acte d'appel, surtout si elle contient des réserves. — Cass. 28 oct. 1811, t. 3, p. 153, n° 61. — V. le n° qui précède.

66. La nullité d'un exploit est couverte par une constitution d'avoué suivie d'un avenir donné pour plaider, même avec réserve des moyens de droit et des fins de non-recevoir. — Colm. 2 janv. 1818, t. 12, p. 508, n° 106. — *V.* MM Carr. t. 1, p. 457, n° 740, not. 2; Pig. *Comm.* t. 1, p. 393, 4e alin.; Merl. *Q. D.* t. 4, p. 495, 1re col. *in princip.* — V. *suprà*, n° 64.

67. La sommation d'instruire ne couvre pas la nullité de l'acte d'appel, surtout quand cette sommation contient des réserves. — Ang. 27 juill. 1820, t. 12, p. 514, no 118.

68. Décidé également que la partie ne peut pas être déclarée non recevable à opposer ses moyens de nullité contre l'exploit d'appel, par cela seul que son avoué a fait des actes d'instruction sans relever ces nullités, mais sous la réserve formelle de les faire valoir dans ses premières défenses. — Agen, 4 avr. 1810, t. 20, p. 177, n° 181.

69. La nullité d'un acte d'appel n'est pas couverte par une demande en communication de pièces faite sous la réserve de tous moyens de nullité. — Amiens, 30 nov. 1821, t. 23, p. 360. — V. *suprà*, art. 2, n° 18, et les nos qui suivent.

70. Comme aussi la nullité d'un acte d'appel n'est pas couverte par la signification d'un acte de la part de l'intimé qui, après avoir fait ses réserves, demande la remise d'une pièce du procès, sans prendre des conclusions au fond. — Pau, 26 juill. 1809, t. 12, p. 469, n° 50. — *V.* le n° qui précède.

71. L'intimé qui, par l'acte de constitution de son avoué, se réserve de proposer des moyens de nullité contre l'exploit d'appel, est déchu de cette réserve si, postérieurement, il fait sommation de communiquer les titres dont l'appelant entend se servir. — Renn. 17 juin 1817, t. 12, p. 507, n° 104. — *V. suprà*, n° 69.

72. Lorsque, par une déclaration insérée à la suite d'un acte tendant à communication de pièces, on s'est réservé tous les moyens de nullité contre la procédure déjà faite, on n'est pas ensuite recevable à proposer, en tout état de cause, la nullité d'un exploit d'assignation laissé à un faux domicile ou d'actes de procédure. — Paris, 27 août 1807, t. 12, p. 449, n° 28. — MM. F. L. t. 2, p. 461; Pig. *Comm.* t. 1, p. 393, et p. 505; Carr. t. 1, p. 458, 4e alin. sont du même avis. — Des réserves vagues n'empêchent pas qu'une nullité ne soit couverte. En serait-il autrement si la réserve était précise? — M. Pig. p. 505, décide l'affirmative à l'égard d'une nullité d'enquête. — *V.* aussi M. Carr. t. 1, p. 469. — V. *suprà*, n° 69, et *infrà*, n° 76.

73. La nullité d'un exploit n'est pas couverte par la présentation de l'intimé au greffe, faite sans aucune réserve ni protestation. — Cass. 9 janv. 1809, t. 12, p. 462, n° 39. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 456, not. 2, n° 7; et B. S. P. p. 220, not. 10.

74. L'exception de nullité d'exploit n'est plus proposable nonobstant toute réserve contraire, lorsque le défendeur a opposé en première ligne que la demande était prématurée. — Brux. 13 avr. 1832. V... C. S...

75. Conclure à la confirmation d'un jugement *sous toutes réserves de fait et de droit*, n'est pas se priver du droit de faire valoir les exceptions dont on peut se servir. — Bord. 12 janv. 1828. Durand C. Darrieux.

76. La défense au fond couvre toute nullité d'exploit nonobstant les réserves. — Bourg. 24 août 1808, t. 15, p. 311, n° 37. — Gren. 22 juin 1826, t. 31, p. 347. — Surtout si les réserves sont vagues. — Paris, 27 août 1807, 19 août 1808. — Renn. 8 janv. 1812, t. 12, p. 449, n° 28. — V. *suprà*, n° 72.

77. La nullité d'un acte d'appel se couvre par des réponses aux griefs, nonobstant une réserve vague d'exceptions de droits. — Brux. 3 juin 1807. — Renn. 2 juin 1808, 31 juill. 1810, t. 12, p. 447 n° 25 — *V.* M. Carr. t. 1, p 457, not. 2, n° 10. — *V.* le n° qui précède.

78. Mais on ne couvre pas les nullités de procédure si, après les avoir proposées, on fait valoir quelques moyens au fond sous toutes réserves. — Renn. 15 mars 1821, t. 19, p. 231, n° 292.

79. La partie qui, en première instance, a conclu à la nullité de l'assignation à elle donnée, et qui est intimée sur l'appel du jugement statuant sur le fond en sa faveur, peut-elle invoquer la nullité de cet exploit devant la cour royale, après avoir pris des conclusions sur le fond même de la contestation, mais sous toutes réserves? — Dissert. t. 44, p. 13.

Chap. II. *Exceptions résultantes de la qualité des parties et de l'incompétence.* — Art. 1er. *Exceptions tirées du défaut de qualité.*

80. On n'est pas recevable à demander en cause d'appel le rejet des poursuites, sur le fondement que l'exploit d'ajournement n'indique pas la qualité en laquelle le demandeur a entendu procéder, lorsqu'on n'a point proposé ce moyen de nullité en première instance. — Toul. 26 mars 1824, t. 26. p. 177.

81, 82 et 83. L'exception tirée du défaut de qualité d'une partie peut être opposée en tout état de cause. — Brux. 10 juill. 1823. — Cass. 31 août 1831. — Cass. 11 avr. 1833 — Renn. 11 juin 1833 — Bord. 27 juin 1833, t. 42, p. 649. t. 46, p. 355.

84. Mais la partie qui, dans le cours de l'instance, a reconnu la qualité de son adversaire, ne peut revenir sur cette reconnaissance, à moins de prouver qu'elle est le fruit de la fraude. — Bord. 25 août 1832, t. 44, p. 242.

85. On peut opposer, pour la première fois sur l'appel, une exception tirée du défaut de capacité des habitants d'une commune pour intenter une action sans la présence de leur maire. — Toul. 10 janv. 1826. Marc et Bigis C. veuve Carayon.

86. La fin de non-procéder tirée de ce qu'une commune demanderesse n'est plus autorisée à plaider, peut être proposée en tout état de cause. — Bord. 23 juill. 1830. Marchand C. la commune de Montcarret.

87. Une exception de qualité survenue depuis l'appel est proposable pour la première fois devant la Cour d'appel. — Cass. 24 vend. an XII, t. 12, p. 435, no 12.

88. Comme aussi une exception péremptoire, dont l'effet est de prouver qu'une partie est sans qualité au fond, peut être op-

posée pour la première fois en cause d'appel. — Cass. 21 vend. an XI. — Trèves, 13 déc. 1811. — Orl. 29 mars 1815, 19 mai 1819, t. 12, p. 433, no 10. — V. MM. B. S. P. p. 221, not. 15; Pig. t. 1, p. 155, 199 et suiv. et p. 393.

89. Pareillement est proposable, quoiqu'il ait été plaidé au fond, la nullité résultante du défaut de qualité de la régie pour poursuivre. — Cass. 30 juin et 6 août 1828, t. 35, p. 338.

90. De même, on peut opposer en tout état de cause le défaut de qualité résultant de ce que le demandeur ne justifie pas qu'il soit propriétaire du terrain dont il réclame la jouissance exclusive. —Amiens, 15 juill. 1816, t. 37, p. 84.

91. Mais la fin de non-recevoir résultante de ce que l'on n'a pas la qualité d'héritier sur laquelle l'action est fondée, ne peut être opposée après qu'on a défendu au fond. — Cass. 15 mars 1808, t. 12, p. 453, no 32.—V. M. Pig. t. 1, p. 199.

92. Comme aussi, lorsque dans la signification d'un jugement les personnes qui se font signifier prennent la qualité d'héritiers de la personne en faveur de qui il a été rendu, et que la partie adverse dirige sans réserve son appel contre ces personnes en la qualité qu'elles ont prise, cette partie n'est plus recevable à la leur contester. — Bord. 29 mars 1828.

93. La partie qui a conclu à la nullité d'une adjudication faite à la requête du curateur à une succession, en se fondant sur ce que le juge de paix était incompétent pour y procéder, peut, si le jugement qui repousse cette nullité renvoie à une autre audience pour statuer sur les autres exceptions des parties, exciper de ce que le curateur était sans qualité. — Lyon, 16 février 1830. Bailly C. Bailly.

94. Le mari peut proposer en tout état de cause l'exception résultante de ce qu'une action a été intentée contre lui seulement, au lieu de l'être contre sa femme autorisée, quand il s'agit d'une revendication du fonds dotal. — Bord. 16 mars 1827, t. 34, p. 360.

95. La femme mariée assignée comme fille, et sans l'autorisation de son mari, peut opposer cette nullité pour la première fois en appel.—Liége, 24 déc. 1828. Maréchal C. Senée.

96. L'exception résultante de ce qu'on a assigné une association religieuse en la personne d'un prieur qui n'avait pas qualité pour la représenter, est d'ordre public, et peut être proposée pour la première fois en appel. —Aix, 27 janv. 1825, t. 30, p. 17.

97. L'exception tirée du défaut d'intérêt peut être opposée pour la première fois en appel. — Cass. 4 avril 1810, t. 12, p. 473, no 54.

Art. 2. *Exceptions d'incompétence* (1). — § 1. *Incompetence des tribunaux civils.*

98. L'exécution d'un jugement préparatoire ne rend pas inhabile à opposer l'incompétence *ratione materiæ.* — Metz, 18 juin 1812, t. 22, p. 284, no 106.

99. L'exception d'incompétence à raison de la matière peut être proposée après que le juge a rendu un jugement interlocutoire sur le fond de la cause — Brux. 21 avril 1818, t. 1, p. 31 319.

100. Celui qui a exécuté un jugement interlocutoire peut, sur l'appel du jugement définitif, soutenir que les juges qui l'ont rendu étaient incompétents. — Nanci, 3 juin 1812, t. 22, p. 282, no 104.

101. On peut, devant la cour, opposer l'incompétence absolue des premiers juges, encore que l'exception n'ait pas été proposée en première instance, et que l'objet de la contestation soit moindre de 1000 fr.—Turin, 18 janv. 1808, t. 18, p. 893, no 37.

102. Lorsqu'après avoir proposé l'incompétence du tribunal, on défend ensuite subsidiairement au fond, on ne peut plus, en cause d'appel, exciper de nouveau de l'incompétence du tribunal. — Paris, 17 mai 1813, t. 1, p. 182, no 95. — V. vo *renvoi*, un arrêt conforme du 4 août 1821.

103. La disposition de l'art. 170 C. P. C. portant que, si le tribunal est incompétent à raison de la matière, le renvoi peut être demandé en tout état de cause, et qu'il doit même être prononcé d'office, s'applique aux juges d'appel comme aux juges de première instance, lors même que l'exception d'incompétence n'a point été alléguée devant ceux-ci. — Brux. 19 nov. 1823.

104. La partie qui a spontanément plaidé et conclu devant une cour royale, en audience solennelle, n'est pas recevable à prétendre que le renvoi devant les chambres ne devait pas être ordonné. — Cass. 15 mars 1826, t. 31, p. 47.

105. Lorsqu'une affaire a été renvoyée devant le tribunal civil par ordonnance du président, et que l'ordonnance n'a point été attaquée, la compétence ne peut plus être contestée. — Cass. 10 avril 1827, t. 33, p. 145.

106. L'incompétence à raison de la matière est une exception d'ordre public que les parties peuvent proposer en cassation, quoique, devant les autres tribunaux, elles ne s'en soient pas prévalues, même contre des jugements passés en force de chose jugée et malgré tous acquiescements personnels. — Cass. 3 janv. 1819, t. 36, p. 155.

107. L'exception d'incompétence *ratione personæ* doit être proposée avant toute défense au fond. — Toul. 27 déc 1819, t. 18, p. 935, no 83. — Sur la quest. de priorité entre l'exception d'incompétence dont parle l'art. 169 C. P. C. et l'exception de caution (art. 166), V. MM. Comm. t. 1, p. 212, et Lep. p. 157, qui accordent la priorité à la dernière. Il en est de même de M. Carr. t. 1, p. 432, no 704. — V. aussi MM. F. L. t. 2, p. 456, no 5; Delv. t. 1, p. 298; Pig t. 1, p. 160, *in fine*; B. S. P. p. 228, not. 45; Locré, t. 1, p. 350, et *infrà*, no 122. — La demande en communication des pièces employées ou signifiées rend non recevable à opposer ensuite l'incompétence. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 439, no 718; F. L. t. 2, p. 458. — V. *suprà*, no 18, et *infrà*, no 126. — Quant à la constitution d'avoué. V. MM. Carr. t. 1, p. 439, no 716, et F. L. t. 2, *loc. cit.* et *suprà*, no 6. —*Quid*, si au lieu de proposer un déclinatoire, on proposait une nullité et qu'elle fût admise? — V. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 381, 2e alin.

108. Celui qui, en première instance, s'est borné à conclure au déboutement de la partie adverse, tant par fin de non-recevoir qu'autrement, ne peut plus, sur l'appel, opposer l'incompétence du premier juge *ratione personæ.* — Besanç. 26 mai 1815, t. 18, p. 924, no 72.

109. On ne peut appeler pour incompétence personnelle d'un jugement définitif, après avoir conclu à ce que le jugement par défaut qui l'a précédé fût annulé. — Bord. 1er août 1831. David C. Gellineau.

110. Comme aussi, lorsqu'une demande en renvoi a été formée par écrit devant les premiers juges, et que, lors du jugement, les parties, sans reproduire l'exception, en ont opposé d'autres, le déclinatoire ne peut plus être opposé en appel; on est réputé y avoir renoncé devant les premiers juges. — Orl. 20 avr 1809, t. 18, p. 900 no 41. — V. M. Haut. p. 124, dern. alin.

111. Cependant nul ne peut être distrait de ses juges naturels que dans les cas prévus par les art. 59 et 181 C. P. C.; et, lorsqu'il s'agit d'une action personnelle, on doit assigner celui contre qui on l'intente devant le tribunal de son domicile; mais, si sur ce déclinatoire il se borne à s'en rapporter à ce que le tribunal statuera, après avoir conclu néanmoins à son renvoi devant le tribunal compétent, il n'est pas censé avoir par là renoncé au déclinatoire. — Besanç. 30 déc. 1819, t. 18, p. 937, no 86.

---

(1) Sur la question de savoir quand le renvoi peut être proposé d'office pour incompétence, et sur toutes les autres questions relatives à la *compétence*, nos lecteurs devront se reporter aux mots *renvoi*, *ressort*, *tribunaux* et *tribunaux de commerce*.

112. L'incompétence résultante de la situation des lieux litigieux est couverte par le silence des parties, lorsque cette incompétence ayant été proposée en première instance et rejetée, il n'a pas été appelé du jugement qui prononçait sur cette exception, et que, depuis, les parties ont défendu au fond. — Bourg. 15 nov. 1826, t. 38, p. 219.

113. Celui qui conclut en même temps sur l'incompétence et sur le fond ne peut plus ensuite appeler de la décision sur le déclinatoire.—Brux. 23 mai 1807, t. 15, p. 202, nº 27.

114. En matière d'incompétence relative, la partie qui, après le rejet du déclinatoire par elle proposé, plaide au fond, n'est plus recevable à appeler du jugement de compétence, lors même qu'elle aurait fait des réserves à cet égard. — Metz, 4 août 1821, t. 18, p. 938, nº 88. — C'est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 452, nº 736.

115. Lorsqu'un jugement rejette le déclinatoire proposé par une partie et lui ordonne de plaider au fond, et qu'après en avoir interjeté appel, cette partie fournit des défenses au fond, elle est censée y acquiescer malgré ses réserves.—Metz, 12 mai 1818, t. 4, p. 633, nº 89.

116. Le déclinatoire peut être proposé sur l'opposition à un jugement par défaut. — Brux. 23 déc. 1809, t. 15, p. 334, nº 53.

117. La partie qui, dans l'acte d'opposition à un jugement par défaut rendu contre elle, n'a pas excipé de l'incompétence du tribunal qui l'a rendu, peut invoquer cette incompétence pour la première fois à l'audience. — Douai, 26 fév. 1833, t. 45, p. 443.

118. L'héritier peut opposer l'incompétence, encore qu'il ait demandé un délai pour plaider au fond après le jugement ou l'arrêt qui l'ordonnait. — Brux. 25 mars 1808, t. 22, p. 39, nº 52.

119. En matière d'inscription hypothécaire, l'exception d'incompétence ne peut être opposée, après la défense au fond, contre le jugement émané du tribunal d'un autre arrondissement que celui où l'inscription a été prise. — Paris, 6 juill. 1809, t. 18, p. 903, nº 48.

120. On n'est pas recevable à prétendre, dans le cours de l'instance, qu'on n'était point domicilié dans le lieu où ont été faites les premières poursuites.—Trèves, 18 mars 1807, t. 18, p. 878, nº 23.

121. L'incompétence d'une cour à raison du domicile n'est que relative, et l'appelant est non recevable à s'en faire un moyen de cassation contre l'arrêt qu'elle a rendu. — Cass. 15 mai 1821, t. 23, p. 182.

122. L'incompétence à raison de la personne est couverte par l'emploi préalable de toute autre exception. — Bord. 24 nov. 1829. Fellion C. Musset.—V. *suprà*, nº 107.

123. Lorsqu'une partie, appelée devant un tribunal autre que celui de son domicile, a défendu à la demande, en excipant de l'incompétence à raison de la matière, sans proposer le déclinatoire résultant de l'incompétence *ratione personæ*, elle ne peut plus, en degré d'appel, faire valoir cette dernière incompétence, pour y puiser un grief contre le jugement qui la déboute de sa première exception déclinatoire.— Brux. 31 mai 1816.

124. L'intimé qui a conclu à ce que l'appelant fût débouté de ses conclusions, mais sous la réserve de tous ses droits sur le fond du litige, ne peut exciper de ce que la cour royale a réformé le jugement de première instance, quant au fond et à la compétence.—Cass. 4 fév. 1834, t. 47, p. 588.

125. On n'est pas censé reconnaître la compétence d'un tribunal pour avoir fait une production, toutefois avec des réserves, lorsque ce tribunal, sur le déclinatoire proposé, s'est déclaré compétent. — Liége, 16 déc. 1814, t. 22, p. 95, vº *tribunaux*, nº 124.

126. Un défendeur peut demander son renvoi devant ses juges naturels après avoir demandé communication des pièces de son adversaire. — Bord. 25 juin 1831. Buzon C. Grand. — V. *suprà*, nº 107, et le nº qui suit.

127. Lorsqu'un arrêt passé en force de chose jugée a ordonné entre les parties une communication de livres, l'une d'elles ne peut, après avoir fait la communication, demander à être renvoyée sur le fond devant les premiers juges, pour avoir les deux degrés de juridiction. — Cass. 16 juin 1819, t. 12, p. 510, nº 111. — *V.* le nº qui précède.

128. La mise en cause du garant couvre-t-elle une exception de déclinatoire ou de nullité? — Les art. 175 et 176 C. P. C. prescrivent un délai de rigueur pour appeler garant : il semble donc que cette exception doit passer avant les autres ; cependant il importe de faire des réserves pour les exceptions de déclinatoire ou de nullité. — J. A. t. 14, p. 475, nº 67. — V. *suprà*, nºs 3 et 38, et les nºs qui suivent.

129. Celui qui, assigné en reconnaissance d'une délégation, demande sans aucune réserve la mise en cause d'un opposant, n'est plus recevable à proposer un déclinatoire à raison de la personne. — Cass. 7 prair. an XIII, t. 18, p. 873, nº 16. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 3, p. 347, et Carr t. 1, p. 440, nº 719, qui pensent que la demande d'une mise en cause rend non recevable à opposer le déclinatoire — *V.* le nº qui précède.

130. Lorsqu'une partie assignée devant un tribunal incompétent *ratione personæ*, a appelé en garantie un tiers contre lequel elle a même fait prononcer un défaut-joint, elle n'est plus fondée à décliner ultérieurement la juridiction de ce tribunal. — Toul 29 avr. 1822, t. 24, p. 127. — *V.* MM. Merl. *Rép.* vº *déclinatoire*, § 1, p. 358 ; Pig. t. 1, p. 135 ; B. S. P. p. 207 et suiv. — V. *suprà*, nº 128.

131. Car la demande en garantie simple constitue, comme celle en garantie formelle, une exception ou défense au fond, dont la proposition couvre l'incompétence personnelle du tribunal. — Toul. 29 avr. 1822, t. 24, p. 127. — V. *suprà*, nº 128.

132. L'incompétence d'un tribunal en matière de succession est couverte par des conclusions au fond. — Amiens, 16 déc. 1825. Guillaume C. Guillaume.—V. *infrà*, nºs 133 et 134.

133. L'incompétence d'un tribunal qui n'est pas celui du lieu où s'est ouverte une succession, relativement à une matière de cette succession, ne peut se proposer pour la première fois en appel.— Florence, 9 mai 1810. — Metz, 4 août 1821, t. 18, p. 911, nº 56, et p. 938, nº 87. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 382, Haut p. 122, et le n. qui précède.

134. Un héritier bénéficiaire qui ne décline pas la juridiction devant laquelle il est traduit en paiement d'une dette de la succession, et qui offre même de rendre son compte de bénéfice d'inventaire, peut décliner ensuite la compétence de ce tribunal, et demander à être renvoyé, pour la reddition de son compte, devant les juges du lieu où la succession s'est ouverte. — Paris, 27 nov. 1817, t. 18, p. 926, nº 77.— V. *suprà*, nº 132.

135. L'incompétence d'un autre tribunal que celui de l'ouverture d'une succession en matière de partage peut être invoquée en tout état de cause et même pour la première fois en appel, lorsqu'il y a des mineurs parmi les copartageants.—Bord. 20 avr. 1831. St-Guirons C. St-Guirons.—V. *suprà*, nº 132.

136. L'incompétence des tribunaux ordinaires en matière commerciale est seulement relative, de telle sorte qu'elle est couverte par le consentement des parties à procéder devant eux. — Brux. 28 nov. 1808.—Paris, 21 avr. 1809. — Besanç. 1er août 1809. — Cass. 10 juill. 1816, t. 16, p. 476, nº 43, et t. 18, p. 898, nº 41.—V. *infrà*, nº 139.

137. — Et qu'elle doit être invoquée avant toute défense au fond. — Bord. 1er fév. 1831, t. 40, p. 355. — Bord. 30 juill. 1831. Guillien C. Bertin.

138. Décidé au contraire qu'on peut proposer en cour d'appel l'exception résultante de ce qu'une affaire commerciale a été portée devant les tribunaux civils ; mais les parties ayant à s'imputer respectivement les frais du procès, il y a lieu d'en ordonner la compensation. — Colm. 23 déc. 1824, t. 29, p. 235.

139. L'acheteur d'un café, assigné en paiement devant le tribunal civil, ne peut, après avoir conclu au fond, demander le renvoi de la cause au tribunal de commerce. — Lyon, 14 déc. 1832, t. 40, p. 355, et *suprà*, n° 136.

140. L'incompétence du tribunal civil en matière de salaires d'ouvriers peut être invoquée en tout état de cause. — Paris, 16 avr. 1833, t. 47, p. 449. — V. *ibid.* les observ., et n° 143.

141. Celui qui comparaît volontairement sur une citation qui lui a été donnée au bureau de paix n'est plus recevable ensuite à décliner la juridiction d'un tribunal de première instance, en alléguant qu'il n'est pas domicilié dans l'arrondissement de ce siége, lorsque cette instance n'est que la suite du premier jugement du juge de paix. — Orl. 24 janv. 1817, t. 18, p. 926, n° 75.

142. Comme aussi le fermier actionné en justice de paix par son propriétaire pour fait de dégradations, s'il s'est laissé condamner à des dommages-intérêts, ne peut, sur l'appel de ce jugement définitif, exciper de l'incompétence du juge de paix, en soutenant que les clauses particulières de son bail l'autorisaient à faire ce qu'on lui reproche. — Cass. 17 mars 1820, t. 16, p. 642, n° 101. — *V.* MM. CARR. *Comp.* t. 2, p. 385, n° 444; MERL. *Rep.* t. 6, p. 596 : F. L. t. 3, p. 209, LEP. p. 59, 5e quest.

143. L'incompétence d'un tribunal d'arrondissement, pour connaître des difficultés qui s'élèvent entre les domestiques relativement aux gages de ces derniers, et qui sont de la compétence des juges de paix, quoique *ratione materiæ*, se couvre en plaidant au fond. — Besanç. 16 mai 1816, t. 18, p. 925, n° 71. — V. *suprà*, n° 140.

144. Mais l'incompétence d'un tribunal de première instance en matière d'action possessoire est absolue, et peut être prononcée d'office en tout état de cause, même en appel. — Cass. 28 juin 1825, t. 31, p. 125.

145. L'incompétence de l'autorité judiciaire, pour connaître des matières qui sont dans les attributions de l'autorité administrative, peut être proposée pour la première fois en cause d'appel. — Amiens, 1er août 1821, t. 23, p. 255. — V. *infrà*, n° 149, et notre mot *tribunaux*, n° 399 et suiv.

146. L'incompétence résultante de ce qu'un tribunal civil a prononcé une amende qui ne pouvait l'être que par un tribunal correctionnel, peut être opposée en tout état de cause, et même pour la première fois devant la Cour de cassation. — Cass. 26 nov. 1810, t. 2, p. 609, n° 37. — *V.* le n° suiv. et notre mot *tribunaux*, nos 10, 11 *bis*, 23 et 223.

147. On peut demander la cassation d'un arrêt comme incompétemment rendu par une chambre de vacations en matière ordinaire, lors même qu'on aurait plaidé au fond devant cette chambre, sans exciper de son incompétence. — Cass. 14 juill. 1830, t. 40, p. 109. — *V.* le n° qui précède.

148. L'incompétence des chambres de vacation, pour statuer sur les affaires qui ne requièrent pas célérité, se couvre par l'acquiescement exprès ou tacite des parties. — Cass. 22 janv. 1806, t. 1, p. 129, n° 44.

149. L'incompétence des tribunaux pour interpréter les titres administratifs est tellement absolue, qu'elle peut être proposée même par la partie qui les a saisis de la contestation, et en tout état de cause. — Cass. 22 mai, Aix, 29 nov. 1824, t. 27, p. 29. — V. *suprà*, n° 145.

§ 2. *Incompétence des tribunaux de commerce* (1).

150. L'incompétence des tribunaux de commerce, quant aux contestations entre associés, même en participation, qui doivent être jugées par des arbitres forcées, ne peut être couverte par aucun acquiescement. — Bord. 3 juill. 1828. Niel C. Montheuil. — V. *infrà*, n° 174.

151. Une partie qui, en matière de commerce, propose un déclinatoire fondé sur une incompétence *ratione personæ*, n'acquiesce pas au jugement qui écarte son déclinatoire en plaidant au fond à l'audience même à laquelle intervient ce jugement. Il n'y aurait acquiescement de sa part, qu'autant qu'elle plaiderait au fond à une audience subséquente. — Poit. 20 mai 1829, t. 37, p. 188.

152. L'incompétence du tribunal de commerce est couverte par des défenses au fond. — Paris, 29 déc. 1809, t. 18, p. 906, n° 52. — V. *infrà*, n° 168.

153. On peut opposer pour la première fois en appel l'exception d'incompétence à raison de la nature du billet sur lequel la demande est basée. — Amiens, 14 juin 1826 Jorel C. Rançon. — *V.* les deux nos qui suiv. et *infrà*, les nos 159 et 160.

154. L'incompétence des tribunaux de commerce pour connaître d'un billet à ordre qui ne porte la signature d'aucun négociant, est personnelle et doit être opposée *in limine litis*. — Brux. 31 juill. 1809. — Paris, 16 août 1811. — Brux. 17 mars 1812. — Metz, 12 avr. 1820, t. 18, p. 903, n° 49. — *V.* M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 632, n° 526, qui répond négativement sur la question de savoir si l'incompétence dans le cas prévu par l'art. 636 C. Comm. peut être proposée pour la première fois sur l'appel. — *V.* le n° qui précède.

155. L'incompétence du tribunal pour connaître d'un billet à ordre qui n'a pas un acte de commerce pour cause, et qui ne porte que des signatures de non-négociants, n'est plus proposable en appel. — Bourg. 30 juin 1829. Pelletier C. de Courtreix. — V. *suprà*, n° 153.

156. Celui qui, étant assigné devant le tribunal de commerce en paiement d'un effet qui présente les caractères d'une lettre de change, se borne à soutenir que cet effet est sans cause entre les mains du demandeur, n'est plus recevable à décliner la compétence des juges de commerce, s'il résulte de l'enquête par lui provoquée sur ses moyens de défense au fond, que l'effet en litige contient supposition de lieu, et par suite doit être réputé simple promesse. — *En d'autres termes :* l'incompétence résultante de l'art. 636 C. Comm. doit être proposée *in limine litis* — Brux. 20 sept. 1822.

157. Le signataire d'un effet, qui, assigné devant le tribunal de commerce, a demandé son renvoi devant le tribunal civil, parce que cet effet n'était point commercial, ne peut ensuite prétendre qu'il constituait une lettre de change dont la connaissance appartenait à la juridiction consulaire. — Bord. 28 mars 1832 Rouffignac C. Chasup.

158. Pareillement la partie assignée en paiement d'un effet de commerce ne peut, lorsqu'il ne s'agit pas d'une incompétence *ratione materiæ*, proposer utilement son déclinatoire, après avoir déclaré qu'elle voulait s'inscrire en faux. — Paris, 28 fév. 1812, t. 18, p. 915, n° 63. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 77, not. 1, n° 1.

159. On peut proposer pour la première fois sur l'appel l'incompétence des tribunaux de commerce relativement aux lettres de change qui n'indiquent pas la nature de la valeur fournie. — Caen, 31 janv. 1825 Foubert Delaise C. Debonnevaillière. — V. *suprà*, n° 153, le n° suivant, et *infrà*, le n° 162.

160. La partie qui, dans le cas où la lettre de change est réputée simple promesse n'a pas demandé au tribunal de commerce son renvoi devant le juge civil, n'est pas recevable à proposer en cause d'appel son exception d'incompétence. — Trèves, 4 juill. 1812, t. 18, p. 570, n° 20, et p. 918, n° 65. — *V.* le n° qui précède.

161. Celui qui a été assigné devant le tribunal de commerce en qualité de commerçant, et qui a pris cette qualité en appelant du jugement de ce tribunal, ne peut devant la cour royale soutenir qu'il aurait dû être cité devant le tribunal civil. — Bourg. 23 déc. 1831, t. 45, p. 513. — V. *infrà*, n° 166.

162. Le débiteur d'un billet à ordre signé par des non-négociants ne peut demander en appel son renvoi devant les premiers juges.

(1) *V.* la note *suprà*, p. 253.

s'il n'a ni contesté la qualité de commerçant qui lui était attribuée, ni excipé de l'incompétence du tribunal de commerce. — Bord. 16 nov. 1832. Melliet C. Besseguier. — *V.* le n° qui précède, et *suprà*, nos 158 et 159.

163. De même, si le non-commerçant caution d'un commerçant est traduit devant le tribunal civil, il doit, à peine de déchéance, proposer son déclinatoire *in limine litis*. — Caen, 25 fév. 1825, t. 31 p. 191.

164. L'incompétence *ratione personæ* peut-elle être proposée pour la première fois sur l'appel d'un jugement par défaut rendu par un tribunal de commerce contre un individu non négociant? — Oui. — Angers, 11 juin 1824, t. 27, p. 50. — Non. — Aix, 15 janv. 1825, t. 28, p. 253. — *V.* notre mot *tribunaux*, et *infrà*, n° 216.

165. Par application du même principe, lorsqu'un tribunal de commerce saisi, par le silence des parties, d'une cause ordinaire, a prononcé une condamnation contre plusieurs codébiteurs solidaires, non-seulement ceux-ci ne peuvent plus demander sur l'appel leur renvoi devant les juges civils, mais encore ils peuvent être traduits devant le même tribunal pour une action récursoire exercée contre eux par celui qui a satisfait à la condamnation. — Brux. 31 juill. 1809, t. 18, p. 903, n° 50.

166. Celui qui dans un exploit a pris la qualité de négociant ne peut plus opposer l'incompétence du tribunal de commerce. — Paris, 11 germ. an XI, t. 18, p. 857, n° 5. — V. *suprà*, n° 161, et le n° qui suit.

167. Comme aussi, lorsqu'un individu non négociant est qualifié commerçant dans tous les actes de la procédure, sans réclamation de sa part, et surtout dans les qualités d'un arrêt, sans qu'il y ait formé opposition, il ne peut pas proposer comme moyen de cassation l'incompétence de la juridiction commerciale, fondée sur sa qualité de non négociant. — Cass. 7 mars 1821, t. 23, p. 74. — *V.* le n° qui précède.

168. L'incompétence des tribunaux de commerce à raison de la matière est proposable en appel quoiqu'elle n'ait pas été proposée en première instance. — Aix, 6 août 1829. Montanart C. Julien. — V. *suprà*, n° 152, et *infrà*, n° 169 et suiv.

169. L'incompétence des tribunaux de commerce pour les matières civiles peut être proposée en tout état de cause. — Besanç. 6 janv. 1818, t. 13, p. 254, n° 308, et t. 31, p. 151. — Caen, 17 août 1825, et 31 janv. 1826. — V. *suprà*, les nos 152 et 168.

170. Ainsi, à l'égard d'un pépiniériste qui n'a vendu que les arbres de sa pépinière, l'incompétence des tribunaux de commerce ne peut être couverte par les défenses au fond — Colm. 17 juin 1809, t. 18, p. 902, n° 47. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 78, n° 1518; Carr. *Comp.* t. 2, p. 639, n° 6; et B. S. P. p. 59, not. 76, n° 2.

171. Ainsi l'incompétence peut être opposée pour la première fois en appel, dans le cas où un prêteur sur gages est cité devant le tribunal de commerce à raison d'un prêt. — Brux. 28 mai 1808, t. 22, p. 206, n° 51. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 80, n° 1521.

172 Lorsqu'une femme non marchande publique est assignée, conjointement avec son mari, pour fait de commerce, le vice d'incompétence n'est pas couvert par la défense au fond; il peut être proposé en tout état de cause. — Amiens, 12 déc. 1809, t. 18, p. 905, v° *exception*, n° 51.

173. Pareillement l'incompétence des tribunaux de commerce pour connaître des actions de la régie des douanes exercées par voie de contrainte peut être proposée en tout état de cause, même sur l'appel. — Paris, 23 août 1821, t. 23, p. 285.

174. Comme aussi une partie qui a plaidé devant un tribunal de commerce, dans une matière qui devait être soumise à des arbitres, peut opposer l'incompétence pour la première fois en appel. — Toul. 5 janv. 1824, t. 26, p. 41. — C'est l'opinion de MM. Carr. n° 1022; Pardes. *Dr. Comm.* n° 1001, p. 69, t. 4; et Coff. t. 12, p. 18. — V. *suprà*, n° 150, et le n° qui suit.

175. Le tribunal de commerce compétent pour juger l'existence d'une société ne l'est plus pour statuer sur le compte, et sur ce qu'un associé peut devoir à l'autre. Dans ce cas, le moyen d'incompétence a pu être présenté en appel pour la première fois; les juges d'appel peuvent même le suppléer. — Toul. 23 déc. 1328. Benays C. Mérignac, Lamouraix et Villette. — *V.* le n° qui précède.

176. Les parties qui avaient stipulé de soumettre à des arbitres les contestations à naître par suite d'un traité commercial passé entre elles, et qui, après avoir consenti à ce que le tribunal de commerce nommât des arbitres conciliateurs, ont procédé devant ces arbitres et conclu au fond devant ce tribunal, ne peuvent exciper en cassation de ce qu'il était incompétent à statuer entre elles. — Cass. 7 mai 1833, t. 44, p. 318.

177 Pareillement, la demande en renvoi devant des arbitres est recevable quoiqu'on ne l'ait pas opposée *in limine litis* devant le tribunal qui, se déportant tout entier, renvoie devant d'autres juges, et qu'on ait ensuite signifié des défenses pour règlement des qualités des parties, avec réserve de demander le renvoi. — Renn. 21 juin 1810, t. 18, p. 912, n° 57. — *V.* MM. Carr t. 1, p. 415, n° 724; Pardess. *Dr. Comm.* t. 4, p. 56, n° 1370.

178. En supposant que le tribunal au greffe duquel est déposée une sentence arbitrale, fût seul compétent pour connaître de la contestation à laquelle elle donne lieu, il faudrait que l'exception fût proposée en première instance : en appel, elle ne serait plus recevable. — Cass. 3 mars 1830. Pilté-Grenet C. Renaud. — V. *infrà*, n° 254.

§ 3. *Incompétence de tribunaux criminels.*

179. L'exception d'incompétence peut être proposée en tout état de cause devant un tribunal de police. — Cass. 3 nov. 1826, t. 32, p. 317.

180. L'incompétence du tribunal de police pour statuer sur l'action civile, indépendamment de l'action publique, est absolue, et peut être proposée pour la première fois en appel. — Cass. 11 sept. 1818, t. 22, p. 118, n° 151.

181. L'incompétence d'un tribunal de simple police, pour prononcer sur une demande donnant lieu au dédommagement dont la valeur est indéterminée, est d'ordre public *ratione materiæ;* elle peut dès lors être prononcée en tout état de cause, et doit même être prononcée d'office par le juge. — Cass. 15 oct. 1829. Blassier C. Coulerat.

182. Comme aussi, en matière criminelle, l'incompétence à raison du lieu ou de la personne peut être proposée pour la première fois en appel, et même en tout état de cause. — Cass. 13 mai 1826, t. 32, p. 16.

183. L'incompétence des tribunaux correctionnels peut être invoquée devant la Cour de cassation, même par celui qui a exercé les poursuites devant ces tribunaux. — Cass. 23 juill. 1807, t. 22, p. 33, n° 16.

§ 4. *Incompétence des tribunaux français à l'égard des étrangers* (1).

184. L'incompétence des tribunaux français doit être opposée par l'étranger avant toute défense au fond. — Douai, 7 mai 1828, t. 36, p. 14. — V. *infrà*, n° 188 et 191.

185. Aussi l'étranger qui a défendu au fond ne peut proposer en appel l'exception d'incompétence. — Cass. 5 frim. an XIV, t. 18, p. 874, n° 17. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 436, not. 12; et Pig *Comm.* t. 1, p. 380.

186. Comme aussi l'incompétence résultante de la qualité d'étranger est couverte, si en appel le moyen d'incompétence n'est pas plaidé, bien que ce moyen ait été présenté en pre-

(1) Il faut consulter les divers mots *contrainte par corps*, *tribunaux* et *tribunaux de commerce*, pour connaître la jurisprudence complète sur les étrangers

mière instance et même reproduit dans l'acte d'appel. — Cass. 5 août 1817, t. 18, p. 926, n° 76.

187. L'exception résultante de ce qu'un Français a été cité à tort devant un tribunal étranger est une exception d'ordre public que le Français peut opposer devant les tribunaux de France, après avoir défendu au fond devant les tribunaux étrangers. — Cass. 17 mars 1830, t. 39, p. 108.

188. L'incompétence des tribunaux français pour juger des questions d'état entre étrangers peut être couverte par le consentement des parties. — Cass. 4 sept. 1811, t. 18, p. 914, n° 59. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 435, note 1, 3°; F. L. t. 2, p. 452. — V. *suprà*, n° 184, et le n° qui suit.

189. Décidé cependant que l'incompétence des tribunaux français, pour connaître d'une demande en séparation de corps entre étrangers, peut être proposée pour la première fois en cause d'appel. — Paris, 26 avril 1823, t. 25, p. 139. — *V.* le n° précédent.

190. Mais, si elle ne l'a pas été avant l'arrêt définitif, elle ne peut servir de moyen de cassation. —Cass. 30 juin 1823, t. 25, p. 337.

191. Un étranger naturalisé et domicilié en France ne peut exciper en cour de cassation de ce qu'il a été assigné devant les tribunaux français par un étranger à raison d'un contrat passé à l'étranger avant sa naturalisation, si, dans ses conclusions devant la cour royale, il s'est borné à demander que les parties se retireraient devant les autorités de leur pays pour avoir leur avis. — Cass. 27 mars 1833. Chacmahou C. Stacpoole. — Si le défendeur eût excipé devant la cour royale de l'incompétence des tribunaux français, peut-être son pourvoi eût été admis. — *V.* en effet J. A. t. 22, p. 131, v° *tribunaux*, n° 162, et *suprà*, les n°s 184 et suiv.

Chap. III. *Exceptions applicables à diverses procédures* (1).

192. La disposition de l'art. 173 C. P. C. qui veut que les nullités soient presentées avant les moyens au fond, est génerale et absolue, et n'est point limitée aux actes relatifs à l'introduction ou à l'instruction d'une instance. — Besanç. 30 mai 1828. Jamel C. Tuaillon. — V. *infrà*, n°s 197 et 215.

192 *bis*. La partie qui en première instance a demandé contradictoirement plusieurs remises de cause ne peut opposer en appel les irrégularités que présente la constitution d'avoué de son adversaire devant les premiers juges. — Brux. 21 sept. 1831, t. 45, p. 458.—V. *suprà*, n° 17.

193. L'exception tirée de ce que le demandeur agit frustratoirement pour se procurer un nouveau titre, doit être présentée avant toute défense au fond. — Bord. 24 août 1831, t. 42, p. 101.

194. La fin de non-recevoir tirée de ce qu'une demande dirigée contre l'État n'a pas été précédée de la présentation d'un mémoire au préfet, ne peut être invoquée pour la première fois en appel.— Bourg. 16 août 1831, t. 42, p. 167. — V. *suprà*, n° 44.

195. La nullité de la notification d'un protêt fait à l'étranger et rapporté à la Guadeloupe, de la lettre de change et de l'assignation, fondée sur le défaut de légalisation dudit protêt, doit être proposée avant toute défense au fond.—Bord. 10 déc. 1827. Crespin C. Smith.

196. On ne peut, en cause d'appel, opposer l'exception prise de ce que les poursuites prescrites par l'art. 165 C. Comm., pour la notification du protêt, n'ont pas été faites en temps utile, lorsqu'en première instance on s'est borné à demander délai pour le paiement. — Bord. 14 mars 1828. — Jugé au contraire que la déchéance résultante de l'expiration du délai peut être opposée en tout état de cause.— Cass. 29 juin 1819, t. 14, p. 459, n° 52.

197. L'exception de nullité d'une signification de requête en péremption d'instance ne peut être proposée pour la première fois en appel. — Nîm. 16 août 1812, t. 12, p. 511, n° 112. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 456, not. 2, n° 2. — V. *suprà*, n° 192.

198. Quand la partie s'est défendue au fond devant le bureau de paix, elle est recevable à opposer devant les tribunaux des exceptions et fins de non-recevoir tirées de la prescription.—Rouen, 6 pluv. an XIII, t. 12, p. 441, n° 17.

199. La prescription peut être opposée en appel, à moins que la partie qui ne s'en est pas prévalue plus tôt, ne doive être présumée, d'après les circonstances, y avoir renoncé; on peut encore la proposer, quoiqu'on ait demandé la compensation de la somme réclamée avec une autre qui serait due à celui qui oppose la prescription, parce qu'on peut employer successivement différentes exceptions contre la même demande, lorsqu'elles ne sont l'une et l'autre que des exceptions étrangères à la forme de la procédure. — Besanç. 10 janv. 1820, t. 12, p. 512, n° 114.

200. L'exception de discussion de la caution doit être proposée *in limine litis*. — Paris, 21 avril 1806, t. 12, p. 443, n° 19. — *V.* Voet. *ff. de fidejussor.* n° 15; Poth, *Traité des oblig.* n° 411; Delv. t. 2, note 4 sur la p. 138; Merl. *Rép.* v° *caution*, § 4; et F. L. v° *cautionnement*, sect. 1re, § 2, art. 1er.

201. Une exception dilatoire ayant pour but d'établir que la demande est intempestive ne peut être proposée pour la première fois en appel. — Renn. 11 sept. 1813, t. 12, p. 491, n° 77. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 490, n° 785, note 1re. — V. *infrà*, n° 225.

202. Les créanciers opposants à une cession de bien doivent présenter toutes leurs exceptions préjudicielles à la fois; ainsi ils ne peuvent, après avoir demandé une communication de pièces, demander un sursis. — Paris, 27 nov. 1828, t. 36, p. 192.

203. La fin de non-recevoir résultante, contre une demande en rescision d'une vente, de l'expiration du délai, doit être proposée avant le jugement qui nomme des experts. — Cass. 13 oct. 1807, t. 12, p. 452, n° 30.

204. Une partie ne renonce pas à invoquer la nullité d'une vente pour lésion, quoiqu'elle ait conclu à faire vérifier la lésion, si elle l'a fait en réservant ses fins, moyens et conclusions. — Lyon, 16 fév. 1830. Bailly C. Bailly.

205. Les nullités invoquées contre un acte de surenchère ne sont pas couvertes, quoiqu'elles n'aient pas été proposées avant la constitution d'avoué. — Paris, 31 mars 1813, t. 12, p. 490, n° 75.— V. *suprà*, n° 6, et le n° qui suit.

206. Une nullité qui tient au fond et à la substance d'un acte peut être proposée en tout état de cause; ainsi la nullité d'une surenchère sur vente volontaire pour tardiveté de la notification, ou encore pour non-idonéité de la caution, peut être proposée pour la premiere fois en appel. — Riom, 26 mai 1818, t. 12, p. 509, n° 108. — Telle est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 468, not. 1, 2e alin. — *V.* le n° qui précède.

207. On est non recevable à demander, pour la première fois en appel, la nullité d'offres réelles, sous prétexte qu'elles n'ont été faites ni à personne ni à domicile. —Cass. 5 déc. 1826, t. 32, p. 287.

208. Mais la nullité d'une consignation n'est pas, comme une nullité d'exploit, couverte par la procédure postérieure.—Renn. 28 avril 1813, t. 19, p. 173, n° 176.

209. L'exception résultante de l'expiration du délai accordé pour une action en désaveu, ou pour une contestation de la légitimité d'un enfant, peut être proposée en tout état de cause, même en cause d'appel.—Agen, 28 mai 1821, t. 23, p. 196.

210. L'exception de paiement peut être opposée, même après que le jugement qui condamne à payer la somme acquittée est passé en force de chose jugée. — Lyon, 9 juill. 1830, t. 44, p. 192.

211. L'exception de la chose jugée peut-elle être proposée en tout état de cause? — Oui.— Besanç. 15 juin 1807, J. A. t. 12, p. 448, n°

(1) Ce chapitre renferme beaucoup de notices qu'il eût été fort difficile de classer ailleurs. Ici revient l'observation que nous avons déjà faite, *suprà*, p. 111.

26. — Mais elle ne peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation.—Cass. 26 déc. 1808 et 10 juill. 1827, J. A. t. 12, p. 448, no 26, et t. 34, p. 57. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 469; et Carr. t. 1, p. 465, dernier alin. —*V.* le no qui suit, et *infrà*, nos 271, 279 et 280.

212. Les juges peuvent et doivent même suppléer d'office l'exception de chose jugée. En conséquence, et si le premier juge n'a pas suppléé d'office l'exception de chose jugée, son jugement, en cas d'appel, doit être considéré comme non avenu par le juge supérieur, et l'appel déclaré inadmissible comme étant sans objet. — Brux. 16 juill. 1824. —*V.* le no qui précède.

213. On peut proposer pour la première fois en appel la nullité résultante d'un vice de composition dans un conseil de famille convoqué pour donner son avis sur une demande en interdiction. — Cass. 24 fév. 1825, t. 29, p. 58. —V. *infrà*, no 304.

214. On peut, dans l'intérêt d'une commune, exciper pour la première fois en cassation de ce qu'elle n'a pas été mise en cause dans un procès qui l'intéressait. — Cass. 14 déc. 1831, t. 42, p. 184.

215. Il n'y a que les nullités d'exploit ou d'actes de procédure qui, d'après l'art. 173 du même Code, soient couvertes faute d'avoir été proposées avant toutes défenses ou exceptions; mais les fins de non-recevoir ou exceptions au fond peuvent être alléguées en tout état de cause; ainsi les nullités invoquées contre une saisie ne sont pas couvertes, quoiqu'elles n'aient pas été présentées *à limine litis*, si elles tiennent au fond. — Besanç. 15 fév. 1815, t. 9, p. 242. — V. *suprà*, nos 192, et *infrà*, 230.

216. La nullité resultante de ce que le procès-verbal de saisie-exécution aurait été fait sans assistance de recors peut être proposée pour la première fois en appel, si l'appelant a été condamné par défaut une première fois. — Dijon, 15 pluv. an XI, t. 19, p. 403, no 7. — V. *suprà*, no 164.

217. Les nullités de forme des procès-verbaux des droits réunis peuvent être proposées en tout état de cause.—Cass. 10 avr. 1807, t. 12, p. 447, no 24. — *V.* M. F. L. t. 4, p. 594, 1re col. no 7.—V. *infrà*, no 219.

218. Après avoir plaidé au fond devant un tribunal de première instance, on ne peut exciper devant la Cour de cassation du défaut de visa par le juge de paix d'une contrainte décernée par la régie de l'enregistrement. — Cass. 14 nov. 1815, t. 12, p. 504, no 99.

219. Les nullités de forme d'une contrainte se couvrent par la défense au fond du contribuable. — Cass. 7 août 1807, t. 12, p. 449, no 27.— *V.* M. Carr. t. 1, p. 459, 6e alin.—V. *suprà*, no 217.

220. Un moyen de récusation n'est pas proposable pour la première fois devant la Cour de cassation. — Cass. 18 juin 1828, t. 35, p. 58. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 876 et 881, nos 1379 et 1392.

221. Les juges ne peuvent écarter une exception pour n'avoir pas été présentée *in limine litis*, si cette exception n'est autre chose qu'un moyen du fond, comme la nullité d'une inscription.—Cass. 1er mai 1815, t. 12, p. 501, no 91.— *V.* M. F. L. t. 1, p. 469, 1re col. 5e alin. — V. *suprà*, no 215.

222. Une partie peut-elle d'elle-même, et sans qu'il intervienne jugement, réparer les nullités d'exploit ou d'un acte de procédure ? — L'affirmative est soutenue par MM. Carr. t. 1, p. 464, no 750, et Pr. Fr. t. 2, p. 27. — Mais le premier fait observer que la nullité ne pourrait pas être réparée, s'il s'agissait d'un acte d'appel et que les délais fussent expirés.—J. A. t. 12, p. 516, no 122.

223. On couvre une nullité de procédure en demandant la remise de la cause.—Metz, 9 janv. 1821, t. 7, p. 161. — V. *suprà*, no 65.

224. Lorsque l'intimé, en cour d'appel, fait placer la cause au grand rôle de l'audience solennelle, il renonce aux exceptions ou incidents, qui par leur nature ne peuvent être placés qu'au rôle des causes sommaires. — Aix, 12 déc. 1811, t. 12, p. 482, no 64.— *V.* M. Carr. t. 1, p. 457, not. 2, no 8.

225. Il en est ainsi de toute exception dilatoire; elle est couverte par des défenses au fond, nonobstant des réserves. — Bord. 20 mars 1826, t. 31, p. 307. —V. *suprà*, no 201.

226. On ne renonce pas aux exceptions que l'on a commencé par poser, par cela seul que l'on conclut à toutes fins. —Renn. 27 sept. 1817, t. 22, p. 349, no 171 *bis*. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 79, no 1519; et B. S. P. p. 382, not. 15.

227. L'avocat qui plaide au fond, omettant de plaider en la forme, sur une nullité proposée par requête signifiée, ne se départ point de la demande en nullité, surtout si l'avocat adverse ayant parlé le premier, n'avait plaidé que sur le fond. — Cass. 30 mai 1810, t. 12, p. 476, no 58. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 459, no 741; F. L. t. 2, p. 462, 1re col.; Merl. vo *saisie immobilière*, § 6, art. 2, no 11.—V. *infrà*, no 230.

228. Celui qui devant le premier juge a reconnu comme vrai, dans le cours des plaidoiries, un point de jurisprudence ou de coutume d'où peut dépendre en droit la décision de la cause, est encore recevable à mettre de nouveau ce même point en contestation devant le juge d'appel. — Brux. 29 mars 1826.

229. En supposant qu'on ne puisse pas régulièrement devant les premiers juges, et lorsque l'instance est déjà liée devant eux, ajouter ou substituer une demande en dégagement de réméré à celle en déguerpissement intentée dans l'origine, toujours est-il que cette irrégularité ne pourrait être opposée en appel.— Metz, 26 fév. 1819, t. 7, p. 286, vo *conciliation*, no 98.

230. Une partie ne peut proposer en appel une nullité qui, d'après les qualités du jugement de première instance, a été abandonnée par son défenseur pour s'en tenir à des moyens du fond. — Bord. 14 déc. 1833. Poitevin Loubeau C. Bounisseau. — V. *suprà*, no 227.

231. La nullité de la signification de la liste des témoins faite à l'accusé, résultante de l'omission de l'immatricule de l'huissier, est couverte lorsque l'accusé et son conseil ne se sont pas opposés à l'audition des témoins.— Cass. 24 août 1827. Pirion C. minist. public.

232. On ne peut présenter, après l'arrêt définitif de la cour d'assises, des moyens de nullité contre des actes de procédure antérieurs à l'arrêt de mise en accusation. — Cass. 22 avr. 1830. Gairal.

Chap. IV. *Exceptions relatives aux voies d'instruction, aux jugements, à la signification des jugements, aux voies de recours contre les jugements.* — Art. 1er. *Nullités d'enquête ou d'expertise* (1).

233. On ne peut, en cause d'appel, proposer contre une enquête des moyens de nullité qui n'ont pas été proposés en première instance.—Brux. 8 août 1808, 17 janv. 1810. — Colm. 20 fev. 1811, t. 12, p. 456, no 35. — A moins que la nullité ne soit d'ordre public. — Telle est aussi l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 462, 3e alin. — *V.* aussi MM. B. S. P. p. 299, not. 71, 6e alin. Pig.; *Comm.* t. 1, p. 547.— *V.* la note ci-dessous, et *infrà*, les nos 234 et 243.

234. On ne peut invoquer, en appel, des moyens de nullité contre un jugement ordonnant une enquête ni contre cette enquête même, si en première instance on a conclu au fond, en se réservant simplement tous ses droits, moyens et exceptions. — Brux. 14 mai 1831. Debauvois C. Soenen. — *V.* le no qui précède.

235. Les nullités qui résulteraient d'une enquête sont couvertes par la présence des parties à cette enquête. — Gren. 13 avril 1809, t. 12, p. 464. —*V.* M. Carr. t. 1, p. 461, no 746. — V. *suprà*, no 233.

---

(1) Il faut nécessairement se reporter à notre mot *enquête*, no 519, *suprà*, p. 228, et à notre mot *expertise*.

236. La nullité résultante du défaut de *parlant à* dans la copie de l'assignation donnée à la partie pour être présente à une enquête, n'est couverte, ni par la déclaration de l'avoué qu'il l'a remise à sa partie avant l'audition des témoins, ni par la contre-enquête à laquelle la partie a fait procéder. — Cass. 24 déc. 1811, t. 12, p. 483, n° 65. — M. F. L. t. 2, p. 354, est d'un opinion conforme. — *V.* aussi M. Carr. t. 1, p. 469 et 656. — V. *suprà*, n° 233.

237. La nullité résultante de ce que la partie n'a pas été assignée pour être présente à l'enquête n'est pas couverte par la comparution de son avoué à l'audition des témoins. — Rouen, 2 et 22 déc. 1809, 6 fév. 1812, 16 nov. 1819, t. 12, p. 470, v° *exception*, n° 52. — Il en est de même de la nullité résultante de ce que l'enquête a été commencée après le délai, surtout si l'avoué, en comparaissant, a fait des protestations. — Brux. 6 fév. 1812, *loc. cit.* — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 656, n° 1022, et B. S. P. p. 290, not. 31. — V. *suprà*, n° 233.

238. La partie qui a assisté à une enquête sans réserve ni protestation n'est pas fondée à demander la nullité de son assignation qui ne comportait pas le délai de la loi. — Cass. 30 juill. 1828, t. 35, p. 327. — V. *suprà*, n° 233.

239. La nullité prononcée par l'art. 261 C. P. C est couverte, malgré toutes protestations de nullité, si la partie adverse déclare ne pas s'opposer à l'enquête, et propose même des moyens de reproches contre les témoins. — Renn. 29 et 15 nov. 1820, t. 12, p. 514, n° 119. — V. *suprà*, n° 233.

240. La partie présente à l'enquête, qui, après avoir fait des réserves pour proposer une nullité, concourt à cette enquête et propose des reproches contre les témoins, n'est pas recevable à opposer la nullité réservée. — Renn. 26 août 1818, t. 12, p. 509, n° 109. — V. *suprà*, n° 233.

241. De même encore la nullité résultante de ce que le procès-verbal d'enquête ne mentionne pas la notification à la partie des noms, demeure et profession des témoins, est couverte si l'on a simplement conclu à l'annulation de l'enquête, vaguement et sans exposer les motifs d'annuler. — Bord. 4 fév. 1828. — V. *suprà*, n° 233.

242. Comme aussi la requête présentée au président afin de se faire autoriser à la contre-enquête couvre les moyens de nullité contre l'enquête, lors même qu'on se serait réservé tous les moyens de nullité. — Paris, 19 août 1808, t. 12, p. 449, n° 28. — Sont du même avis MM. F. L. t. 2, p. 461; Pig. *Comm.* t. 1, p. 393, et p. 505; Carr. t. 1, p. 458, 4e alin. — *V.* encore M. Carr. t. 1, p. 469. — V. *suprà*, n° 233.

243. Il en est de même de la partie qui, en première instance, a plaidé sur le mérite des reproches proposés contre des témoins, sans opposer aucune fin de non-recevoir sur leur présentation tardive; elle perd le droit de soutenir en appel que ces reproches n'étaient pas recevables. — Amiens, 26 nov. 1825, t. 31, p. 170. — V. *suprà*, n° 233.

244. Celui qui a fait usage d'un rapport d'experts n'est plus recevable à l'arguer de nullité pour vice de forme. — Renn. 4 fév. 1826. Fenwick C. Boistard.

Art. 2. *Nullités de jugements.*

245. L'art. 173 C. P. C. est applicable aux nullités de jugement. — Rouen, 10 déc. 1813 — Bourg. 3 déc. 1813, 31 déc. 1817. — Renn. 20 avr. 1820, t. 12, p. 493, n° 78.

246. La nullité d'un jugement provenant du défaut d'insertion des conclusions n'est pas couverte par une défense sur le fond. — Toul. 24 janv. 1825, t. 30, p. 13.

247. Un jugement non motivé contient une nullité d'ordre public qui peut être opposée en tout état de cause et même suppléée d'office. — Bourg. 16 janv. 1826. Jacob C. Jacob.

248. La partie qui a exécuté un jugement sans faire aucune réserve n'est plus recevable à opposer la nullité de ce jugement, résultant de ce qu'il ne contient ni les points de fait et de droit ni les motifs. — Poit. 8 juill. 1830. Blondeau C. Dufour et Ducellier.

249. La nullité du jugement définitif n'est pas couverte par l'appel du jugement interlocutoire. — Cass. 11 oct. 1809, t. 6, p. 684, n° 22.

250. Une partie peut, pour la première fois, proposer en cause d'appel un moyen de nullité contre la forme d'une sentence arbitrale. — Poit. 21 mars 1827, t. 33, p. 366.

251. On ne peut, devant la Cour de cassation, présenter un moyen de forme contre un jugement, si on ne l'a pas invoqué en appel. — Cass. 30 nov. 1831, t. 43, p. 530.

252. Après avoir demandé en cause d'appel l'infirmation d'un jugement, on n'est pas recevable à en damander la nullité. — Bourg. 31 juill. 1829. Breton C. Pardoux-Gillet.

253. L'exception fondée sur ce que des arbitres avaient reçu le pouvoir de juger en dernier ressort est toujours recevable, même après la défense au fond. — Gren. 23 juin 1820, t. 12, p. 513, n° 116. — V. *infrà*, n°s 271 et suiv.

254. La nullité résultante de ce que l'ordonnance d'*exequatur* d'un jugement arbitral a été donnée par un président autre que celui dans le ressort duquel la sentence a été rendue, doit être proposée avant toute défense ou exception. — Toul. 6 août 1827, t. 35, p. 310. — V. *suprà*, n° 178.

255. La nullité résultante de ce que le ministère public n'a pas été entendu dans une cause lorsqu'il devait l'être, ne peut être opposée que par la partie dans l'intérêt de laquelle cette formalité est prescrite. — Bord. 17 mars 1829, t. 37, p. 17.

256. Ainsi le défaut d'audition du ministère public ne peut être opposé par la partie qui figure en cause avec celle pour laquelle la loi exige cette audition. — Cass. 5 flor. an X, 29 mars 1815, t. 12, p. 432, n° 8. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 751, 1re col., 8e alin.

257. Décidé cependant que la nullité résultante de la non-audition du ministère public, dans une cause où figure une femme mariée non autorisée, peut être prononcée en appel, sur la demande du procureur général, encore que les parties ne l'aient pas proposée. — Renn. 15 avr. 1811, t. 16, p. 767, n° 25, et t. 12, p. 479, n° 60. — Sur la question de savoir s'il y a lieu à communication dans les causes de séparation de biens comme dans celles de séparation de corps, *V.* MM. Carr. t. 3, p. 399, n° 3262; B. S. P. p. 40, not. 12, n° 2; Mongalvy, *Traité de l'arbitrage*, n° 187. — *V.* aussi MM. Pig. t. 2, p. 530, n° 3; Delap. t. 1, p. 97, alin. 1er; B. S. P. p. 671, not. 8, n° 2; Carr. t. 1, p. 216, not. 1, n° 3.

258. La nullité résultante de ce que sur une exception d'incompétence le ministère public n'aurait pas donné ses conclusions est d'ordre public, et ne peut être couverte par des conclusions au fond. — Bord. 20 mai 1829. Ducot C. Falman et Rivas. — V. *infrà*, n° 304 *bis*.

259. On ne peut se faire un moyen de cassation contre un arrêt de ce qu'il n'a pas annulé un jugement de première instance pour défaut de conclusions du ministère public, lorsque cette annulation n'a pas été demandée en temps utile. — Cass. 11 frim. an IX, t. 12, p. 427, n° 3. — *V.* MM. B. S. P. p. 477, not. 20 et 21, n° 3; Merl. *Q. D.* t. 1, v° *conclusions du ministère public*, § 2, et v° *nullité*, § 3; F. L. v° *nullité*, § 2, n° 7.

260. La nullité résultante de ce qu'un jugement aurait été rendu sans président, est couverte, si elle n'a pas été proposée sur l'appel. — Cass. 4 nivôse an IX, t. 12, p. 428, n° 4.

261. Un jugement rendu sur délibéré par d'autres juges que ceux qui ont assisté et coopéré au jugement qui a ordonné un délibéré, ne peut plus être argué de nullité, quand ce moyen n'est point renfermé dans l'acte d'appel, lequel ne contenait d'ailleurs aucune réserve à cet égard. — Orl. 22 déc. 1813, t. 12, p. 495, n° 83.

262. La nullité d'un jugement rendu à tort en la chambre du conseil peut être opposée pour la première fois devant la Cour de cassation. — Cass. 18 janv. 1830, t. 38, p. [illegible]

263. L'avoué contre lequel le ministère public, découvrant, dans le cours d'une instance, des contraventions pouvant attirer des peines disciplinaires, a fait prononcer un jugement par défaut ordonnant une enquête sur ces contraventions, ne peut soutenir que ce jugement est nul parce qu'il a été rendu sans qu'on l'ait appelé, si après y avoir fait opposition il s'est défendu au fond. — Cass. 21 déc. 1830. M. G. C. le minist. public.

264. Le moyen d'inscription de faux contre un jugement est couvert par l'exécution de ce jugement faite depuis les soupçons de fausseté, et par l'inutilité au procès de la pièce arguée de faux. — Cass. 18 nivôse an XII, t. 12, p. 436, nº 14.

265. Est nul de plein de droit le jugement intervenu sur une demande dirigée contre une partie décédée; conséquemment l'héritier de celle-ci peut, quoique le jugement soit en dernier ressort, soutenir par voie d'exception qu'il lui est étranger, et qu'il n'a pas d'existence légale. — Lyon, 6 fév. 1832, t. 44, p. 214.

265 *bis*. La fin de non-recevoir résultante de ce que le demandeur au pétitoire n'a pas exécuté le jugement rendu contre lui au possessoire, se couvre si elle n'est proposée avant toutes défenses au fond, quoiqu'il ait fait des réserves. — Bourg. 13 février 1829.

Art. 3. *Nullités de la signification du jugement.*

265 *ter*. L'appelant contre lequel a été pris un arrêt par défaut peut, avant d'y former opposition, exciper devant la cour de ce que la signification qu'on lui en a faite est nulle. — Brux. 5 mars 1832, t. 45, p. 445.

266. La nullité de la signification d'un jugement par défaut doit être proposée avant toute exception au fond. — Bourg. 28 avr. 1832. Gallaïs C. Petillot.

267. Le défaut de signification du jugement dont est appel peut être opposé, quoiqu'on ait d'abord négligé de s'en prévaloir. — Renn. 5 avr. 1824, t. 12, p. 495, nº 85. — *V*. M. CARR. t. 2, p. 196, nº 23.

268. La défense aux nullités de l'acte d'appel couvre entièrement la nullité de la signification du jugement dont l'appel a été interjeté. — Gren. 16 août 1826. Sébastien Guillon C. les mariés Tissot et Jean Michallon.

269. Comme aussi la nullité d'une signification de jugement ne peut être opposée après qu'on a parlé, sans aucune réserve, de cette signification dans l'acte d'appel, et qu'on a pris ses conclusions au fond. — Lim. 15 nov. 1811, t. 17, p. 206, nº 93.

270. De même, le garant qui, après la signification d'un jugement interlocutoire au garanti, a exécuté le jugement, n'est pas recevable à demander la nullité de la signification. — Colm. 11 fév. 1819, t. 21, p. 280, nº 67.

Art. 4. *Nullités relatives aux voies de recours contre les jugements.* — § 1er. *Appel.*

271. L'intimé ne peut, après avoir conclu au fond sans réserve, exciper de ce que l'appel dirigé contre lui a été tardivement interjeté. — Cass. 30 nov. 1830, t. 40, p. 308. — V. *ibid.* nos observations et les nombreux arrêts sur cette question délicate, *infrà*, nos 272, 274, 275, 279, 280 et suiv. — *V*. aussi nº 253.

272. L'intimé peut, après la plaidoirie de l'appelant, proposer une fin de non-recevoir tirée de la tardiveté de l'appel. — Renn. 3 août 1815, t. 12, p. 503, nº 95. — *V*. CARR. t. 1, p. 456, not. 2, nº 5. — *V*. le nº qui précède.

273. Lorsqu'une fin de non-recevoir résultante de la tardiveté d'un appel d'une sentence arbitrale a été proposée au bureau de paix, elle peut être reproduite sur l'appel, bien qu'on n'en ait pas parlé en première instance. — Cass. 6 niv. an VIII, t. 12, p. 426, nº 1.

274. L'exception tirée de ce qu'un appel a été interjeté hors des délais peut être opposée en tout état de cause. — Turin, 7 juill. 1808. — Poit. 12 août 1823, t. 3, p. 178, et t. 25, p. 303. — V. *suprà*, nº 271.

275. La fin de non-recevoir résultante de ce qu'un appel a été interjeté après le délai, ne peut se couvrir par une demande en communication de pièces. — Renn. 7 fév. 1815, t. 12, p. 498, nº 89. — V. *suprà*, nos 18 et suiv. et 271. — Le juge peut-il suppléer d'office les nullités d'ordre public? — *V*. pour l'aff. M. B. S. P. p. 222, 2e alin. et addit. fin. nos 6, 19. — *Contrà*, M. CARR. t. 2, p. 140, nº 1593. — *V*. aussi M. PIG. t. 1, p. 204, § 8; et MERL. t. 8, p. 660, 2e col. § 3. — Le juge peut-il prononcer d'office les nullités d'exploits ou d'actes de procédure? — M. B. S. P. *loc. cit.* soutient la nég. ainsi que MM. CARR. t. 1, p. 462, nº 747; PIG. t. 1, p. 204, § 8; F. L. t. 2, p. 462. — V. *suprà*, nº 24.

276. L'intimé qui sur l'appel a obtenu un arrêt par défaut n'est plus recevable, sur l'opposition, à proposer l'exception résultante de la tardiveté de l'appel. — Colm. 18 nov. 1815, t. 6, p. 699, nº 37. — V. *suprà*, nº 26.

277. Celui qui exécute un jugement non exécutoire par provision, avant l'expiration de la huitaine à dater de sa prononciation, n'est pas recevable à proposer la nullité d'un appel interjeté avant l'expiration de ce délai. — Cass. 19 avril 1826, t. 31, p. 316.

278. L'exception résultante de ce que l'appel d'un jugement a été émis dans la huitaine de sa date, peut être proposée en tout état de cause. — Gren. 11 fév. 1813, t. 12, p. 490, nº 72.

279. La déchéance d'un appel interjeté après les délais de la loi, peut être suppléée par le juge. — Cass. 3 brum. an X; Nîm. 21 déc. 1820, t. 3, p. 58, vº *appel*, nº 21. — La jurisprudence n'est pas fixée sur cette question. MM. MERL. t. 16, p. 86; CARR. t. 2, p. 141, nº 1595; PONCET, t. 1, p. 459, nº 281, et HAUT. p. 260, soutiennent l'affirmative; mais M. F. L. t. 1, p. 175, a embrassé l'opinion contraire; et M. B. S. P. p. 420, note 62, et aux additions, p. 762, nº 19, déclare pencher pour ce dernier système. — V. *suprà*, nos 211 et 271.

280. Sous l'empire de la loi de 1790, la fin de non-recevoir résultante de ce que le jugement ayant été qualifié en dernier ressort, il ne pouvait pas en être interjeté appel, devait être suppléée par les juges d'appel. — Cass. 3 prair. an IX, t. 3, p. 56, nº 19.

281, 282 et 283. La fin de non-recevoir tirée de ce qu'une affaire a été jugée en dernier ressort, étant d'ordre public, peut être proposée pour la première fois sur l'appel. — Orl. 25 mars 1819, t. 12, p. 510, nº 110. — Riom, 25 août 1812. — Renn. 3 août 1819 — Bord. 30 janv. 1827 — Corse, 2 avril 1827, t. 19, p. 168, nos 166 et 215, t. 32, p. 197, et 34, p. 102. — Lors même qu'un arrêt par défaut confirmatif a déjà été obtenu par l'intimé. — Lyon, 13 mai 1828, t. 36, p 37. — V. *suprà*, nº 271, et les nos qui suivent.

284. La fin de non-recevoir invoquée contre un appel et tirée de ce que le jugement de première instance a dû être rendu en dernier ressort, n'est pas couverte par cela qu'elle n'aurait pas été proposée *in limine litis*. — 24 nov. 1823, t. 25, p. 365. — *V*. le nº qui précède.

285 et 286. Les juges peuvent même prononcer d'office cette fin de non-recevoir, quoique les intimés aient plaidé au fond — Cass. 17 niv. an XIII, t. 19, p. 99, nº 60. — Bourg. 2 janv. 1830, t. 40, p. 310. — V. *suprà*, nº 281.

287. La sommation d'audience de la part de l'intimé ne lui fait pas perdre la faculté de soutenir l'appel non recevable, si le jugement a été rendu en dernier ressort. — Cass. 23 mars 1808, t. 12, p. 454, nº 33, § 17, v. aussi nº 30. — *V*. M. CARR. t. 1, p. 459, 4e alin. — V. *suprà*, nº 281.

288. En supposant irrégulier l'appel interjeté par un procureur fondé, cette irrégularité est couverte par les défenses que l'intimé a fournies sur le fond devant la cour d'appel. — Cass. 22 brum. an XII, t. 3, p. 73, nº 27. — *V*. MM. MERL. *Rep.* vº *plaider par procureur*, et B. S. P. p. 414.

§ 2. *Opposition.*— V. *suprà*, chap. 1er, art. 3.

289 et 290. On peut proposer en tout état de cause, même en appel, l'exception résultante de ce qu'il a été tardivement formé opposition à un jugement par défaut. — Rouen, 26 nov. 1824, t. 32, p. 174.—*V.* le § précédent, et *infrà*, no 295.

291. La partie qui ne se borne pas à demander la nullité d'une opposition pour vice de forme, mais qui conclut formellement à ce que l'opposant soit débouté au fond, couvre la nullité. — Renn. 28 avril 1814. — Gren. 22 avril 1815, t. 12, p. 496, no 86.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 456, not 2, no 4.

292. La fin de non-recevoir qui peut s'élever contre une opposition à jugement est couverte par des défenses au fond, ou par un acquiescement au jugement qui a rejeté la fin de non-recevoir. — Cass. 18 niv. an XII, 9 janv. 1827, t. 12, p. 436, no 13, et t. 33, p. 36.

293. La fin de non-recevoir résultante de ce que l'opposition à un jugement a été formée après les délais ne peut être suppléée par le juge, et on ne peut la faire valoir en cassation contre l'arrêt qui a déclaré l'opposition recevable. — Cass. 14 mess. an XIII, t. 12, p. 442, no 18. — *V.* M. F. L. t. 4, p. 42, 1re col. 1er alin.

294. Le juge peut suppléer d'office la fin de non-recevoir résultante de ce que la voie de l'opposition est encore ouverte. — Brux. 14 avril 1829, t. 37, p. 157. — V. *ibid.* nos observ.

295. Celui qui, sur l'opposition formée par l'un de ses adversaires au jugement par défaut rendu après un premier jugement par défaut, profit joint, s'est borné en première instance à conclure et à plaider au fond, n'est plus recevable en appel à prétendre que le jugement était définitif et non susceptible d'opposition. — Cass. 1er juill. 1834, t. 47, p. 626.— V. *suprà*, no 289.

Chap. V. *Qui peut proposer les exceptions? Comment doit-il y être statué?* — Art. 1er. *Par qui les exceptions peuvent-elles être proposées?*

296. L'assigné peut seul exciper de ce qu'il a été assigné par affiche au parquet du procureur du roi, au lieu de l'être à son domicile. — Colm. 10 juill. 1827. Grandaire C. Mertian et Hirn.

297. La partie qui assigne une commune dans la personne du maire ne peut ensuite opposer le défaut de qualité. — Renn. 6 juill. 1818, t. 15, p. 135, no 161.

298. La nullité résultante de ce qu'une partie, sous la loi du 6 mars 1791, s'est fait représenter en conciliation par un huissier, ne peut être opposée par cette partie, surtout si elle n'a pas été proposée *in limine litis*. — Cass. 4 germ. an VIII, t. 12, p. 426, no 2. — En ce sens, *V.* M. Carr. t. 1, p. 457, not. 2, no 13; Pr. Fr. t. 2, p. 27; et M. B. S. P. p. 142, 3e alin. et 477, not. 20 et 21, no 4.

299. Les nullités peuvent être proposées par une partie autre que celle à laquelle la signification a été faite, s'il est de son intérêt de faire déclarer la signification nulle. — Paris, 19 août 1807, t. 21, p. 241, no 52.

300. Les communes, comme les particuliers, doivent proposer les nullites d'exploit avant toutes défenses au fond —Cass. 10 janv. 1810, t. 4, p. 741 no 35.—*V.* M. Merl. *Q. D.* t. 1, vo *commune*, § 5, no 3, p. 503, t. 4, p. 741.

300 *bis*. La partie condamnée envers une commune ne peut se plaindre de ce que celle-ci n'a point été autorisée à plaider contre elle. — Cass. 14 juin 1832, t. 44, p. 243. — *V.* sur cette grave question, notre mot *autorisation de communes*, no 114.

301. Les garants du défendeur originaire qui, appelés en garantie, ont déclaré ne vouloir prendre aucune part à la contestation, se sont soumis par cette déclaration à tous les jugements qui, sur une demande en reprise d'instance, sont rendus contre les garantis, et ils ne peuvent plus proposer la nullité de l'assignation en reprise d'instance.—Cass. 1er mai 1824, t. 26, p. 158.—*V.* le no qui suit.

302. Le garant qui a pris fait et cause du demandeur qui a commis une nullité de formes n'est pas recevable à la proposer. — Metz, 11 fév. 1819, t. 21, p. 280, no 66. — *V.* le no qui précède.

303. Lorsqu'un garanti a défendu au fond, sans faire valoir une nullité d'exploit, le garant est non recevable à la proposer.— Cass. 14 fév. 1826, t. 31, p. 30.

304. Le défendeur à l'action intentée par un tuteur, dans l'intérêt du pupille de celui-ci, peut exciper de la nullité de la délibération du conseil de famille qui a autorisé le tuteur à intenter cette action. — Brux. 26 juill. 1831, t. 42, p. 174.—*V.* en ce sens MM. Pig. t. 2, p. 353, et Carr. t. 3, p. 447, no 2995. — V. *suprà*, no 113.

304 *bis*. La nullité d'un jugement rendu au profit d'un mineur sans communication au ministère public, ne peut être demandée par l'adversaire majeur du pupille. — Cass. 25 avril 1833, t. 45, p. 752. — V. *suprà*, no 258.

305. Une femme demanderesse en cassation est sans qualité pour exciper de ce que l'arrêt qu'elle attaque a prononcé indûment la contrainte par corps contre son mari. — Cass. 27 mars 1822. Clément C. Morell.

Art. 2. *Comment les juges doivent-ils statuer sur les exceptions?*

306. Les juges, sous l'ordonnance de 1667, devaient examiner d'abord les fins de non-recevoir, et y statuer, avant de s'occuper du fond. — Cass. 12 niv. an IX, 30 août 1808, 5 mars 1810, t. 12, p. 429, no 5.— *V.* MM. B. S. P. p. 221, no 13, et Carr. t. 1, p. 461, no 745.— V. *infrà*, nos 310 et 314.

307. Les tribunaux ne sont pas obligés de rejeter en termes formels l'exception proposée par la partie défenderesse, lorsque l'objet de cette exception se lie nécessairement à l'admission de la demande formée par l'autre partie. — Colm. 2 août 1811, t. 19, p. 149, no 140.

308. Lorsqu'une exception proposée dans l'instance est de nature à influer sur la décision du fond, les juges ne peuvent la rejeter par un simple *hors de cour.*— Cass. 12 juill. 1819, t. 11, p. 145.—*V.* notre mot *jugement*, au § 3, relatif aux motifs.

309. Des exceptions qui se rattachent au fond même, peuvent y être jointes.— Renn. 4 janv. 1819, t. 13, p. 261, no 322.— V. *infrà*, no 312 *bis*.

310. Un tribunal peut prononcer sur le fond et sur la forme par un seul jugement, si les parties ont respectivement conclu sur l'un et sur l'autre.— Cass. 31 janv. 1821, t. 23, p. 33. — V. *suprà*, no 306, et *infrà*, no 314.

311. Est nul le jugement d'un tribunal civil qui tout à la fois rejette un déclinatoire, renvoie à une autre audience la cause sur le fond, et défend de continuer des travaux commencés par l'une des parties.— Lyon, 25 mars 1830, t. 44, p. 212. — V. *ibid.* les observ.

312. Le défendeur qui, après avoir présenté un moyen d'incompétence, a plaidé après le rejet de ce moyen, ne peut se plaindre de ce qu'il n'a pas été rendu deux jugements séparés, l'un sur le moyen proposé par lui, et l'autre au fond. —Cass. 14 août 1832, t. 45, p. 522. — V. *suprà*, no 306 et 310.

312 *bis*. Lorsque l'exception d'incompétence se confond avec le fond sur lequel le demandeur a conclu, quoique subsidiairement, les juges ne sont pas obligés de rendre une décision séparée sur l'incompétence. — Cass. 27 avr. 1825, t. 32, p. 212.—V. *suprà*, no 309.

313. En matière correctionnelle, les juges peuvent juger que des fins préjudicielles ne doivent pas faire surseoir à prononcer au fond, parce qu'elles ne paraissent mises en avant que pour retarder le jugement. — Cass. 12 fév. 1830. Intérêt de la loi C. Courtot.

314. Le tribunal devant lequel on propose un déclinatoire ne peut statuer, par un seul et même jugement, sur la compétence et sur

le fond. — Cass 13 germ. an X, et 7 mai 1828. — Toul. 2 mai 1810, et 27 mai 1828. — Metz, 3 déc. 1829, t. 14, p. 653, n° 3; t. 18, p. 909, n° 55, et p. 958, n° 11; t. 35, p. 238; et t. 36, p. 114 — V. *suprà*, n°s 306, 309, 310 et 312 *bis*, et *infrà*, n° 315.

315. Mais il peut être statué sur le fond, par l'arrêt même qui rejette le déclinatoire. — Cass. 5 juill. 1809, t. 9, p. 80, n° 32. — *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

316. Cependant un jugement ne peut, en rejetant un déclinatoire, statuer sur le fond lorsque la partie n'y a pas défendu. — Cass. 12 niv. an IX, t. 18, p. 855, n° 2. — *V.* le n° qui précède.

317. Un jugement ne peut être rendu sur le fond, après que l'une des parties a attaqué par la voie de l'appel le jugement qui rejette le déclinatoire. — Turin, 27 flor. an XIII, t. 15, p. 64, n° 58. — Il n'en est pas ainsi devant les tribunaux de commerce. — V. *suprà*, n°s 151 et 198.

318. Sur l'appel d'un jugement de police correctionnelle, la cour qui en est saisie ne peut, sous aucun prétexte, passer outre à l'examen du fond quand le prévenu oppose l'incompétence résultante du lieu du délit; elle ne peut pas réserver l'exception et la joindre au fond : elle doit d'abord statuer sur la compétence, ou, si la cause n'est pas en état sur ce point, ordonner, à cet égard, un supplément d'instruction. — Cass. 25 juin 1825, t. 30, p. 142.

EXCÈS DE POUVOIR. *V. Act. resp.* 38. — *Arb.* 410, 457 *et s. Cass.* 13 *et s.* 100 *et s.* 358 *et s.* — *Conc.* 118. — *Jug. paix*, 36 *bis*, 157. — *Jug.* 464, 540 *et s.* 560. — *Trib.* 25, 29 *et s.* — *Trib. comm.* 19, 305.

EXCLUSION. *V. Cons. f.* 96 *et s.*

EXÉCUTEUR DES HAUTES OEUVRES. *V. Min. p.* 36.

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. *V. Depens*, 30. — *Scell.* 1.

EXÉCUTION (1).

C. Ier. LOIS ET ORDONNANCES SUR L'EXÉCUTION DES ACTES DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE, 1 à 7. — C. II. VOIES D'EXÉCUTION. — A. 1er. Règles générales sur l'exécution des actes exécutoires, 8 à 13. — A. 2. Actes exécutoires. Exécution parée, 14 à 29. — A. 3. Formule exécutoire, 30 à 49. — A. 4. Exécutions à l'égard des héritiers, des cessionnaires, des tiers, des époux. — § 1er. *Heritiers*, 50 *à* 53. — § 2. *Cessionnaires*, 54 *à* 59. — § 3. *Tiers*, 60 *à* 69. — § 4. *Epoux*, 70 *et* 71. — C. III. SURSIS A L'EXÉCUTION. — A. 1er. Des causes qui suspendent l'exécution. — § 1er. *Causes diverses*, 72 *à* 76. — § 2. *Opposition*, *appel*, *requête civile*, *tierce opposition*, 77 *à* 93. — A. 2. Du délai accordé par les juges. — § 1er. *Quand les juges peuvent-ils accorder un délai ?* 94 *à* 124. — § 2. *De quel jour courent les délais?* 125 à 138. — C. IV. EXÉCUTION EN FRANCE ET AUX COLONIES DES JUGEMENTS RENDUS EN PAYS ÉTRANGER, 139 à 161.

CHAP. Ier. *Lois et ordonnances sur l'exécution des actes de l'autorité administrative ou judiciaire.*

1. Loi du 13 frim. an VIII, qui règle un mode de poursuites pour le recouvrement du débet des comptables. — T. 12, p. 522, n° 1. — V. *infrà*, n° 17.

2. Avis du Conseil d'état du 25 ther. an XII, qui applique aux actes émanés de l'autorité administrative les dispositions de la loi du 11 brumaire an VII sur le régime hypothécaire, et de l'art. 2123 C. C. qui accorde hypothèque aux condamnations judiciaires. — T. 12, p. 536, n° 11. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 359, n° 1894.

3. Avis du Conseil d'état du 31 mai 1806, relatif à l'exécution des jugements qui ont prononcé des amendes contre des étrangers, à raison des délits qu'ils avaient commis en France, avant la réunion de leurs pays au territoire français. — T. 12, p. 549, n° 17. — *V.* M. MERL. *Rep.* t. 6, p. 626.

4. Les huissiers ne peuvent se refuser à exécuter les arrêtés des préfets. — Lettre du garde des sceaux, 18 janv. 1809, t. 12, p. 561, n° 30.

5. Avis du Conseil d'état du 24 mars 1812, qui décide que les arrêtés des préfets fixant les débets des comptables des communes et des établissements publics sont exécutoires sur les biens de ces comptables, sans l'intervention des tribunaux. — T. 12, p. 578, n° 50.

6. Avis du Conseil d'état du 12 novembre 1811, portant qu'il peut être pris inscription hypothécaire en vertu des contraintes décernées par l'administration des douanes en exécution de l'art. 32 de la loi du 6-22 août 1791, t. 12, p. 576, n° 48.

7. Ordonnance du roi du 20 août 1827, par laquelle Sa Majesté détermine un mode pour l'exécution des actes et fonctions judiciaires dans les palais, châteaux, maisons royales et dépendances. — T. 10, p. 566, v° *discipline judiciaire*, n° 22.

CHAP. II. *Voies d'exécution.* — Art. 1er. *Règles générales sur l'exécution des actes exécutoires.*

8 et 9. Le porteur d'un titre exécutoire est-il recevable à poursuivre un jugement de condamnation en paiement des sommes qu'il exige en vertu de son titre ? — Oui, ne serait-ce que pour obtenir une hypothèque générale au lieu d'une hypothèque spéciale. — *V* M. CARR. t. 2, p. 361, n° 1898, et J. A. t. 12, p. 599, n° 74. — Ce principe a été confirmé par un arrêt de la Cour de Metz du 12 mai 1818, t. 2, p. 478, v° *action*, n° 80.

10. Ainsi n'est pas frustratoire l'action en paiement d'une somme promise dans un titre en forme exécutoire, si le débiteur peut contester ce titre comme ayant été souscrit durant sa minorité par son tuteur, sans autorisation, et s'il n'a point satisfait au commandement à lui fait de l'exécuter. — Cass. 1er fév. 1830, t. 39, p. 281.

11. Le créancier qui obtient un jugement contre une commune ne doit pas en poursuivre l'exécution par la voie ordinaire, mais se pourvoir devant l'autorité administrative pour faire ouvrir un crédit en sa faveur au budget de cette commune; sinon les tribunaux doivent annuler les poursuites et renvoyer ce créancier devant l'administration. — Bord. 26 août 1833, t. 47, p. 491.

12. Lorsque, dans un jugement portant condamnation au paiement d'une somme déterminée, il est ajouté : *sous déduction de ce qui doit valoir en décompte ou a déjà été payé*, cette addition ne rend pas l'objet de la condamnation illiquide, et il peut être procédé à l'exécution du jugement avant que les parties aient réglé ce qui reste effectivement dû. — Brux. 14 oct. 1825.

13. La contrariété de jugements ou d'arrêts met-elle obstacle à leur exécution ? — Oui, à cause de l'impossibilité d'exécuter les deux dispositions; M. CARR. t. 2, p. 297, n° 1786, t. 18, p. 1050, v° *requête civile*, n° 82.

Art. 2. *Actes exécutoires. Voie parée.*

14. On doit considérer comme titre authentique et dont il est permis à un notaire de délivrer une expédition exécutoire, un acte sous seing privé déposé par les parties elles-mêmes chez un notaire qui a été chargé d'en délivrer une grosse. — Cass. 27 mars 1821. — Bourg. 27 juin 1823, t. 23, p. 11[illegible] et t. 25, p. 231.

(1) *V. Acquiesc.* 64 *et s.* 87 *et s.* 220 *et s.* — *Arb.* 81 *et s.* 390 *et s.* 470. — *Aut. comm.* 14. — *Cass.* 95 *et s.* 122, 150, 300 *et s.* — *Caut.* 36. — *Cont. p. c.* 120 *et s.* — *Des.* 29, 44. — *Domm.* 9 *et s.* — *Enreg.* 316. — *Exp.* 188. — *Faux i.* 147 *bis et s.* — *Jug. paix*, 76 *et s.* 151 *et s.* — *Jug.* 126, 201. — *Jug. déf.* 234 *et s.* 353 *et s.* 372 *et s.* — *Jug. p. i.* 149 *et s.* — *Off. réelles*, 47. — *Pérempt.* 116 *et s.* — *Redd. c.* 125. — *Refére*, 12 *et s.* 23 *et s.* 36 *et s.* 100 *et s.* — *Req. civ.* 82. — *Ress.* 214, 233, 287, 304. — *Sais.-a.* 81. — *Sais. imm.* 20, 21, 141. — *Sép. b.* 57 *et s.* — *Tier. opp.* 12 *et s.* 183 *et s.* — *Trib.* 276 *et s.* 317 *et s.* — *Trib. comm.* 582 *et s.*

15. Les procès-verbaux de vente de meubles dressés par les notaires ne sont pas exécutoires *de plano* contre les adjudicataires qui ne les ont pas signés. — Brux. 22 mars 1810, t. 12, p. 508, n° 39. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 358, not. 1, n° 1, sur la question de savoir comment il faut se pourvoir pour obtenir le paiement des acquéreurs de meubles vendus publiquement, et qui n'auraient pas payé le prix de leurs acquisitions.

16. Peut-on exécuter un acte notarié dans un département autre que celui où il a été reçu, avant qu'il ait été légalisé?—Non. — Colm. 26 mars 1808. — Oui. — Rouen, 10 juill. 1817. — Poit. 15 janv. 15 janv. 1822, t. 12, p. 551, n° 25, et t. 24, p. 10. — MM. Toull. t. 8, p. 126, n° 59; Carr. t. 2, p. 365, n° 1902; Merl. *Rep.* t. 16, p. 564; et B. S. P. p. 91, note 85, se prononcent pour l'affirmative.—Les jugements, pour être exécutés hors du tribunal qui les a rendus, doivent-ils être légalisés par le président? — *V.* Pr. Fr. t. 4, p. 75 pour la négative. — Les grosses et expéditions des actes doivent-elles, sous peine de nullité, porter l'empreinte du sceau des notaires? — Non. — *V.* MM. Toull. t. 8, p. 126, n° 60; et Carr. t. 2, p. 566, n° 1904.

17. Le bail d'une halle passé devant le maire de la commune à laquelle ce local appartient, n'emporte pas exécution parée. — Colm. 28 janv. 1823. Schlienger C. ville de Thann.—V. *suprà*, n° 2.

18. Un jugement qui donne acte de la reconnaissance d'une signature apposée sur un acte sous seing privé, n'est pas un titre exécutoire autorisant à poursuivre par voie parée l'exécution de l'acte sous seing privé. — L'exécution par voie parée ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement portant condamnation de payer. — Agen, 18 déc. 1823, t. 25, p. 409.

19. Le jugement sur requête, portant ordonnance de répondre sur faits et articles reconnus pertinents, n'a pas les caractères d'un jugement proprement dit, en ce sens que la partie qui doit subir l'interrogatoire ne puisse refuser d'y obéir, et que le juge qui l'a rendu ne puisse le rapporter. — Brux. 17 fév. 1819 et 27 juin 1823.

20. On ne peut faire résulter une violation de l'art. 547 du Code de procédure, du refus de reconnaître dans des titres et jugements produits la vertu hypothécaire qu'on voulait leur attribuer. — Brux. 2 fév. 1824.

21. Le juge commis à une liquidation n'a pas qualité pour la rendre exécutoire. — Cass. 8 frim. an XII, t. 12, p. 531, n° 5. — Elle ne le serait qu'après que l'exécution en aurait été ordonnée par le tribunal, parties appelées, suivant M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 139.

22. On ne peut pas faire une exécution valable en vertu d'une seconde grosse qui n'a pas été délivrée après l'accomplissement des formes légales. — Metz, 6 fév. 1819, t. 17, p. 67, v° *offres réelles*, n° 59 *bis*.

23. Comme aussi, lorsqu'un créancier s'est fait délivrer une seconde grosse hors la présence du débiteur, il ne peut s'en servir pour exercer des poursuites contre ce dernier, quoique dans la première grosse le notaire ait omis la formule exécutoire. — Cass. 23 août 1826, t. 32, p. 196.

24. Des poursuites peuvent être faites en vertu d'une seconde grosse d'un jugement délivré, sous l'empire des anciennes lois, hors de la présence des parties.—Cass. 3 mars 1827. Dubois C. Vallée.

25. Sont nulles les poursuites exercées en vertu d'un arrêt dont l'expédition n'est pas revêtue du sceau de la Cour. — Amiens, 21 nov. 1821. Dourlens C. Delettre.

26. L'emprisonnement exécuté en vertu d'un jugement qui ne porte pas l'empreinte du sceau du tribunal est nul. — Rouen, 4 fév. 1819, t. 8, p. 675, v° *contrainte par corps*, n° 183.

27. Décidé au contraire que, pour qu'un jugement qui ordonne la contrainte par corps puisse être exécuté, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'il soit revêtu du sceau du tribunal. — Lyon, 7 mai 1825, t. 29, p. 109.—Conforme à l'opinion de M. Toull. t. 8, n° 60. — V. *suprà*, n°s 25 et 26.

28. Une saisie-exécution faite en vertu d'une copie d'expédition d'un jugement doit être annulée. — Consultation, t. 34, p. 251.

29. Le président d'un tribunal de première instance n'a pas le droit de rendre exécutoire la copie d'expédition d'un jugement. — Consultation, t. 34, p. 251.

Art. 3. *Formule exécutoire.*

30. Le jugement rendu avant le Code de procédure n'a pu être signifié depuis, que revêtu de la formule exécutoire prescrite par l'art. 545. — Besanç. 13 mai 1813, t. 12, p. 586, n° 57. — Mais il n'est pas nécessaire de faire une seconde signification avec la nouvelle formule exécutoire d'un titre qui avait servi de base à un commandement fait avant l'ordonnance du 20 août 1815. — Pau, 29 juin 1821, t. 19, p. 471, n° 115.

31. Les anciennes grosses, même celles qui remontent au règne de Louis XVI, ne peuvent être mises à exécution sans être revêtues de la formule royale.—Agen, 19 juin 1824, t. 27, p. 225.

32. Ainsi sont nulles les poursuites exécutées en vertu d'anciennes grosses non revêtues de la formule exécutoire actuelle. — Cass. 22 mai 1828, t. 35, p. 251.

33. Lorsque le jugement d'un procès intenté sous l'empire de l'ordonnance de 1667 a été rendu, on doit suivre pour l'exécution de ce jugement les formes prescrites par le Code de procédure.—Caen, 6 janv. 1824, t. 28, p. 170.

34. Décidé également que l'exécution d'un jugement se fait dans la forme prescrite par la loi en vigueur à l'époque où commence cette exécution, sans égard à la loi existante à l'époque où le jugement a été rendu. — Nîm. 22 flor. an XII, t. 6, p. 659, v° *Code de procédure civile*, n° 1.— Brux. 11 fév. 1820.

35. Le mandement d'exécution peut être mis avant la date de l'acte et la mention de la signature des parties et du notaire.— Brux. 11 fev. 1820.

36. Pour qu'un acte soit exécutoire, il suffit qu'il soit revêtu de la formule exécutoire qui existait à l'époque de sa confection. — Brux. 25 juin 1807, t. 12, p. 552, n° 22.

37. Ordonnance du roi du 30 août 1815, qui prescrit la rectification de la formule des actes, arrêts et jugements expédiés pendant l'absence de Sa Majesté. — T. 12, p. 591, n° 64. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 359, n° 1893; F. L. t. 2, p. 472, v^{is} *exécution des actes, jugement*, § 1. 2°; Merl. *Rep.* t. 4, p. 932, v° *exécution parée.*

38. Un commandement est un acte d'exécution; ainsi le protocole: Louis, par la grâce de Dieu, etc., est necessaire pour que le commandement soit exécutoire; autrement il est sans effet contre celui à qui il s'adresse. — Orl. 11 janv. 1816, t. 12, p. 593, n° 66. — On a sans doute voulu dire que c'est la copie du titre donné en tête du commandement qui doit porter la formule, car sans cela la décision serait contraire aux principes les plus élémentaires; cependant V. *infrà*, n°s 48 et 49.

39. La disposition de l'ordonnance royale du 30 août 1815, qui confère le droit de faire exécuter *de plano* tous les jugements et arrêts rendus antérieurement à cette époque, en faisant substituer la formule nouvelle à l'ancienne formule exécutoire, n'est pas applicable à un arrêt rendu en Belgique entre deux Belges, lorsque ce pays faisait partie de la France, alors même que l'une des parties, française d'origine, mais qui avait émigré, serait rentrée en France depuis 1814. En conséquence cet arrêt doit être considéré comme rendu entre étrangers.—Paris, 26 août 1825. Gros Semy C. le minist. public.

40. L'ordonnance du 30 août 1815 a cessé d'être exécutoire depuis la Charte de 1830.—Ordonn. de référé, et circulaire du garde des sceaux du 20 déc. 1830, t. 40, p. 118.

41 et 42. L'exécution des actes antérieurs à l'avénement de Louis-Philippe au trône peut être poursuivie, quoique la formule exécutoire n'en ait pas été rectifiée. — Bord. 8 déc. 1831, t. 43, p. 724.

— Riom, 25 nov. 1830, t. 45, p. 602.

43. Il n'est pas nécessaire, pour produire un jugement dans un ordre à l'effet de constater la qualité d'un créancier, d'en faire rectifier l'intitulé. — Cass. 2 janv. 1828, t. 35, p. 183. — V. *suprà*, n° 8.

44. L'omission de la formule exécutoire sur l'expédition d'un arrêt ne rend pas nulle la signification de cet arrêt; et dans tous les cas, une telle nullité serait couverte par l'exécution sans réserves de la part de la partie. —Cass. 28 nov. 1827, t. 34, p. 227.

45. Depuis la promulgation de la Charte, la formule du mandement aux officiers de justice prescrite par l'art. 141 de sénatus-consulte du 28 flor. an XII, n'est plus nécessaire pour rendre l'expédition d'un jugement ou d'un acte exécutoire, si d'ailleurs cette expédition est intitulée au nom du roi, et terminée par un simple mandement aux huissiers de le mettre à exécution. — Nanci, 9 juill. 1829, t. 37, p. 165.

46. La formule exécutoire n'est point nécessaire pour l'ordonnance du président qui commet un huissier à la signification d'un jugement. — Besanç. 13 mai 1813, t. 12, p. 586, n° 58.

47. Mais l'ordonnance du juge, *exécutoire sur minute*, ne peut pas être exécutée si elle n'est revêtue de la formule exécutoire, quand il n'y a pas *urgence et absolue nécessité*. — Toul. 30 mars 1824, t. 26, p. 185.

48. Le commandement à fin de contrainte par corps doit, à peine de nullité, être revêtu de la formule exécutoire. — Besanç. 13 mai 1813, t. 12, p. 586, n° 59. — V. *suprà*, n° 138, et *infrà*, n° 49.

49. Est valable le commandement qui précède l'arrestation d'un débiteur, quoiqu'il ne commence pas par ces mots : De par le roi, la loi, la justice. — Bord. 24 nov. 1829, t. 38, p. 130. — V. *suprà*, n° 38 et 48.

Art. 4. *Exécution à l'égard des héritiers, des cessionnaires, des tiers, des époux.* — § 1er. *Héritiers.*

50. L'art. 877 C. C. d'après lequel il suffit que le créancier d'une succession fasse signifier son titre aux héritiers, sans qu'il soit nécessaire de le faire déclarer exécutoire, est applicable aux successions ouvertes avant le Code. — Paris, 9 mess. an XI, t. 12, p. 524, n° 2.

51. La saisie faite contre des héritiers, en vertu d'un titre qui ne leur a pas été notifié, doit être déclarée nulle. — Renn. 5 juill. 1817, t. 12, p. 596, n° 70.

52. Mais l'art. 877 C. C., aux termes duquel les titres exécutoires contre le défunt ne peuvent être exercés contre l'héritier que huit jours après leur signification à la personne ou au domicile de cet héritier, ne s'applique pas au cas où l'on veut agir contre l'héritier par voie d'action simple; en conséquence, l'exercice de cette action n'est pas suspendu, pendant un délai de huit jours, depuis la notification du titre.—Renn. 22 nov. 1816, t. 2, p. 472, v° *action*, n° 75.

53. L'exploit contenant la signification d'un titre exécutoire contre le défunt, avec commandement aux héritiers de payer dans la huitaine, n'est pas nul, aux termes de l'art. 877 C. C.—Gren. 22 juin 1826, t. 31, p. 347.

§ 2. *Cessionnaires.*

54. L'acte de transport d'une créance n'a pas besoin, pour autoriser un commandement, d'être revêtu de la formule exécutoire; il suffit que le titre de la créance cédée contienne cette formule et soit notifié au débiteur par le cessionnaire.—Toul. 11 janv. 1831, t. 41, p. 435.

55. Le cessionnaire d'un titre exécutoire n'a pas besoin pour le mettre à exécution, de s'y faire autoriser par justice. — Nîm. 2 juill. 1808, t. 12, p. 557, n° 27. — *V*. M. CARR. t. 2, p. 360.

56. Il suffit au cessionnaire qui agit en vertu des titres de son cédant, de les signifier en même temps que le commandement. — Nîm. 2 juill. 1808, t. 12, p. 557, n° 28.

57. Tant qu'une cession n'a pas été notifiée au débiteur, celui-ci ne peut pas faire déclarer son créancier primitif non recevable à le poursuivre. — Metz, 22 déc. 1827, t. 35, p. 364.

58. La promesse de payer à défaut du débiteur cédé, insérée dans un acte de cession-transport, n'est de la part du cédant qu'une garantie, et n'autorise pas le cessionnaire à procéder contre lui par voie parée. — Agen, 19 juin 1824. — Cass. 22 mai 1828, t. 27, p. 225, et t. 35, p. 251.

59. Un jugement rendu contre le débiteur principal a l'autorité de la chose jugée contre la caution. L'acte notarié de cautionnement consenti pour les suites d'une contravention aux *droits indirects*, est un titre exécutoire contre la caution, à l'effet de recouvrer l'amende et les dépens des poursuites, auxquels le contrevenant a été condamné.—Brux. 18 oct. 1832.

§ 3. *Tiers.*

60. Les jugements contradictoires et définitifs sont exécutoires contre les tiers, à compter de leur signification à la partie condamnée. — Paris, 14 avril 1829, t. 36, p. 313. — *V*. M. PERSIL. *Quest.* t. 2, p. 22, et *infrà*, n° 62.

61. Le jugement qui condamne un débiteur solidaire, intervenu tant en son nom que comme codébiteur d'un autre, qui n'avait point été appelé et qui n'était pas présent, n'est pas exécutoire contre ce dernier. — Bord. 18 déc. 1827. Barreau C. Genval.

62. Les tiers, avant d'exécuter un jugement, peuvent-ils exiger à la fois le certificat du greffier et celui de l'avoué? — L'affirmative est soutenue par M. F. L. t. 2, p. 476, v° *exécution du jugement*, § 2, n° 4.—MM. LEP. p. 377, 2e *quest.* et CARR. t. 2, p. 369, n° 1909, soutiennent l'opinion contraire—M. DELAP. t. 2, p. 137, pense que l'original de la signification peut remplacer le certificat de l'avoué. — J. A. t. 12, p. 600, n° 75. — V. *suprà*, n° 60.

63. Le certificat du greffier constatant qu'il n'existe pas d'opposition à un jugement ou à un arrêt par défaut, n'est pas nécessaire quand on exécute ce jugement ou cet arrêt contre les parties mêmes. — Besanç. 23 mars 1827, t. 33, p. 330.

64. Le certificat délivré par le greffier constatant qu'un jugement qui prononce une mainlevée, une radiation d'inscription hypothécaire, un paiement, ou quelque chose à faire par un tiers ou à sa charge, n'est attaqué ni par opposition, ni par appel, ne procure aucun émolument à ce greffier. — C. T. t. 2, p. 99-17.

65. Quel est l'avoué qui doit faire mention de l'appel, et sur quel registre? — C'est l'avoué constitué en première instance, et sur le registre ouvert par le greffier près le tribunal. S'il n'y a pas eu d'avoué constitué, la partie devra en désigner un pour le charger de cet acte. — *V*. MM. THOM. DESM. p. 217; CARR. t. 2, p. 369, n° 1908; et J. A. t. 12, p. 601, n° 76.

66. La mention sur le registre du greffier doit-elle être faite pour toute sorte d'appel? — Quelque général que soit l'art. 549, il ne doit s'entendre, selon M. LEP. p. 376, quest. 1re, que de l'appel du jugement qui ordonne quelque chose à exécuter par un tiers, par le motif que la mention n'est exigée qu'afin que le greffier puisse délivrer le certificat au tiers.—T. 12, p. 601, n° 77.

67. Un conservateur peut-il se refuser à opérer une radiation ordonnée par un jugement, sous prétexte que le jugement est susceptible d'appel ou d'opposition? — Non. — Lettre du garde des sceaux, 10 therm. an XI; Paris, 14 fruct. an XII; Bord. 6 pluv. an XIII. — Oui. — Paris, 14 mai 1808, t. 12, p. 524, n° 3. — *V*. PR. FR. t. 4, p. 76; MM. HAUT. p. 314; PIG. t. 2, p. 426, 427, liv. 3 des *Hypothèques*, § 2, n° 6; PIG. *Comm.* t. 2, p. 143, not. 4; DELAP. t. 2, p. 137; D. C. p. 377; COFF. t. 3, p. 253; D. C. p. 377; CARR. t. 2, p. 368, n° 1906; F. L. t. 2 p. 476, v° *exécution des jugements*, § 2, n° 3; MAILHER, *Bibliothèque du barreau*, t. 3, p. 29, n° 32.

68. **Un conservateur des hypothèques peut-il refuser la radiation d'une inscription, sous prétexte que le jugement qui l'ordonne n'aurait été notifié qu'au domicile élu et non au domicile réel? — Non. — Paris, 26 août 1808, 17 juill. 1813. — Oui. — Cass. 29 août 1815, t. 12, p. 558, nº 29. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 269, nº 1907; F. L. t. 2, p. 476, vº *exécution des jugements*, § 11, 3º; et B. S. P. p. 508, not. 11, obs. 1re.**

69. La caisse d'amortissement ne peut être tenue de rembourser une consignation judiciaire qu'en vertu de jugement rendu toutes parties intéressées présentes ou dûment appelées, et non sur simple requête et après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 548. — T. 12, p. 583, nº 54. — Lettre du garde des sceaux, 1er sept. 1812. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 367, not. 1.

§ 4. *Epoux.*

70. L'obligation de la femme, souscrite avant le mariage et exécutoire contre elle, l'est de plein droit contre la communauté, après le mariage. — Brux. 25 juin 1807, t. 12, p. 552, nº 23. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 360, not. 1.

71. Les jugements rendus contre une femme pour obligation en fournitures à sa famille, ne peuvent être exécutés que sur ses biens paraphernaux, et ne peuvent affecter sa dot. — Lim. 18 juin 1808, t. 12, p. 556, nº 26.

Chap. III. *Sursis à l'exécution.* — Art. 1er. *Des causes qui suspendent l'exécution.* — § 1er. *Causes diverses.*

72. L'exécution d'un arrêt ne peut être entravée, ni par une demande en nullité de la taxe et liquidation des dépens, ni par la prétention que l'avoué porteur de l'exécutoire n'a pas remis toutes les pièces dont il était chargé, ni par des offres réelles d'une partie de la somme à laquelle ces dépens sont taxés. — Paris, 30 juill. 1812, t. 12, p. 579, nº 52.

73. Le juge du référé n'a pas le droit d'ordonner la discontinuation des poursuites exercées en vertu d'un titre exécutoire, sous prétexte que des offres réelles, mais conditionnelles, ont été faites. — Paris, 12 déc. 1820, t. 9, p. 290, nº 128.

74. La demande d'un interrogatoire sur faits et articles n'autorise pas à suspendre l'exécution d'un acte authentique. — Turin, 12 sept. 1809, t. 12, p. 565, nº 35.

75. Un tribunal ne peut suspendre l'exécution d'un jugement qu'il a rendu, par le motif que, sur une contestation subséquente, la partie ne se serait pas présentée à l'audience, ainsi que l'ordonnait un nouveau jugement. — Paris, 9 mars 1810, t. 12, p. 567, nº 37.

76. Un créancier ne peut continuer ses poursuites en vertu d'un titre déclaré éteint par compensation, encore bien que cette compensation n'ait été prononcée que provisoirement. — Cass. 12 août 1807, t. 19, p. 416, vº *saisie-exécution*, nº 23. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 419, nº 2004.

§ 2. *Opposition. Appel. Requête civile. Tierce opposition.*

77. L'exécution d'un acte authentique d'une obligation notariée, revêtue de la formule exécutoire, ne peut être arrêtée par une opposition. — Colm. 14 avr. 1815, t. 12, p. 589, nº 62. — *V.* MM. B. S. P. p. 508, not. 8, nº 5; Carr. t. 1, p. 287, nº 524.

78. L'opposant à des poursuites faites en vertu d'un acte authentique et en forme exécutoire, qui ne se plaint que de ce que les clauses de l'acte n'ont pas été régulièrement suivies, sans conclure à la nullité, n'est pas fondé dans ce mode d'opposition, et les actes de poursuites ne sauraient être discontinués. L'art. 806 a des dispositions formelles : il établit la voie des référés pour résoudre d'une manière prompte les difficultés de fait qui se rencontrent dans les mises à exécution des actes. — Orl. 30 avr. 1819, t. 12, p. 599, nº 73.

79. Un appel même irrégulier suspend l'exécution d'un jugement; en conséquence est nul un emprisonnement fait au mépris d'un appel, quoique cet acte soit entaché d'une nullité évidente. — Agen, 27 niv. an XIII, t. 12, p. 543, nº 13.

80. Comme aussi la contrainte par corps ordonnée par jugement provisoirement exécutoire sans caution est suspendue par l'appel. — Pau, 24 juill. 1823, t. 12, p. 664, nº 80. — *V.* en ce sens M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 342.

81. De même une saisie mobilière ou une saisie immobilière sont nulles et donnent lieu à des dommages-intérêts contre le saisissant, lorsqu'elles sont faites en vertu d'un jugement non exécutoire par provision, et dont il a été interjeté appel. — Turin, 8 août et 14 sept. 1810, t. 12, p. 634, nº 31. — Sur la marche à suivre dans le cas d'une exécution commencée au mépris d'un appel, *v.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 34.

82. Lorsqu'au mépris d'un appel, une partie a pratiqué une saisie en vertu d'un jugement, elle doit être condamnée à des dommages-intérêts égaux au préjudice présumé qu'a pu souffrir l'appelant, quoique l'acte d'appel entaché de nullité soit annulé par la Cour. — Renn. 20 fév. 1828, t. 34, p. 197.

83. L'appel d'un jugement portant nomination d'un conseil judiciaire a un effet suspensif, tel que l'individu placé sous l'assistance de ce conseil peut, sans son assistance, faire des sommations respectueuses à son père pour obtenir son consentement à son mariage. — Toul. 29 janv. 1821, t. 23, p. 28.

84. L'appel ou l'opposition formée contre un jugement suspend le délai dans lequel ce jugement ordonne de faire une chose à partir de sa signification, lors même que le délai pour en interjeter appel ou former opposition serait expiré. — Cass. 10 juill. 1832, t. 43, p. 719.

85. L'appel d'une sentence arbitrale, qui n'est pas exécutoire par provision, est suspensif même en matière de commerce. — Bord. 28 août 1827, t. 34, p. 339.

86. Mais, en matière de commerce, l'appel d'un jugement rendu sur la compétence n'est pas suspensif, quoique l'exécution provisoire n'ait pas été ordonnée. — Aix, 7 déc. 1826, t. 34, p. 292.

87. La disposition de l'art. 203 C. I. C., qui veut que, pendant le délai et l'instance d'appel, il soit sursis à l'exécution des jugements correctionnels, ne s'applique pas aux jugements simplement préparatoires. — Cass. 22 janv. 1825, t. 29, p. 326.

88. On ne peut, sur l'appel d'un jugement par défaut non recevable attendu qu'on s'est pourvu par opposition, obtenir un sursis à l'exécution, motivé sur ce que l'on s'est inscrit en faux contre le billet dont le paiement a été demandé, si d'ailleurs un tel sursis a été accordé par le tribunal de commerce. — Paris, 27 mars 1813, t. 3, p. 391, nº 231.

89. Lorsqu'un jugement est exécuté au mépris d'un appel, c'est au tribunal supérieur seul qu'il appartient de statuer sur les suites de cette exécution prématurée. — Turin, 14 sept. 1810. — Brux. 5 mars 1829, t. 12, p. 634, nº 32, et t. 37, p. 164.

90. L'exécution d'un arrêt ne peut être suspendue que par la voie de requête civile ou de tierce opposition. — Renn. 12 juill. 1810, t. 12, p. 590, nº 42.

91. La demande en nullité ou l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'une sentence arbitrale rendue en dernier ressort est, comme la requête civile, une voie extraordinaire qui ne peut en suspendre l'exécution. — Paris, 14 sept. 1808, t. 12, p. 623, nº 20. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 328, nº 585.

92. Décidé au contraire que l'opposition à l'ordonnance d'exécution d'un jugement arbitral suspend l'effet de ce jugement. — Brux. 4 mai 1809. — Paris, 9 nov. 1812, t. 12, p. 626, nº 24.

93. .... Encore que les parties eussent renoncé à l'appel. — Rome, 5 oct. 1810, t. 12, p. 636, nº 34.

Art. 2. *Du délai accordé par les juges.* — § 1er. *Quand les juges peuvent-ils accorder un délai?*

94. Dans quels cas le juge ne

peut-il pas accorder des délais? — *V.* les art. 124 C. P. C., 1655, 1657, 1661, 1899 et 1900 C. C., 157 C. *comm.* M. Carr. t. 1, p. 290, nº 528, et J. A. t. 12, p. 602, nº 79.

95. Le juge ne peut, sur la demande d'une seule partie, et sans que l'autre soit appelée devant lui, ordonner qu'il soit sursis provisoirement à des poursuites dirigées par la seconde contre la première.—Bord. 2 avril 1830. Lapeyre. — V. *infrà*, nº 100.

96. Les juges peuvent-ils accorder un sursis à des poursuites faites en vertu d'un titre authentique et exécutoire?—Non.—Cass. 23 brum. an XIII; Brux. 18 juin 1812; Orl. 14 août 1816.— Oui. — Bord. 13 fév. 1806, 28 fév. 1614; Pau, 26 nov. 1807, 12 juin 1822; Tur. 12 déc. 1809; Metz, 14 juin 1812; Aix, 17 déc. 1813; Cass. 1er fév. 1830, t. 12, p. 537, nº 12, et t. 39, p. 214. — *V.* pour la négative MM. Carr. t. 1, p. 288, nº 524; Haut. p. 107; Merl. *Q. D.* t. 3, p. 50, vº *exécution parée.*

97. Le président qui ne statue point en référé ne peut ordonner le sursis à des poursuites exercées en vertu de titres authentiques.— Bord. 16 janv. 1828, t. 35, p. 90.

98. En prononçant sans exprimer que l'exécution aura lieu sans caution, les juges ne font qu'user du pouvoir que la loi leur a accordé; et, sous ce rapport, une ordonnance de référé qui ordonne de passer outre à une saisie, est valable. — Renn. 27 janv. 1808, t. 12, p. 622, nº 18.

99. Un tribunal peut-il accorder des délais d'office et sans qu'ils soient demandés? — La raison de douter vient de l'art. 126 C. P. C. qui parle d'un jugement par défaut accordant un délai; mais M. Carr. t. 1, p. 289, nº 526, dit que la partie peut avoir fait défaut, faute de plaider après avoir comparu, et requis délai par l'organe de son défenseur. — J. A. t. 12, p. 602, nº 78.

100. On peut interjeter appel d'une ordonnance du président, qui, sur une simple requête non communiquée, et hors la présence du saisissant, accorde au débiteur un sursis sur la saisie-exécution. — Brux. 4 janv. 1813, t. 3, p. 378, nº 219. — V. *suprà*, nº 95.

101. Le débiteur qui sollicite un délai pour satisfaire aux condamnations prononcées contre lui, est recevable à demander la nullité des actes d'exécution auxquels on procède en vertu du jugement. — Brux. 15 mai 1811, t. 21, p. 262, vº *signification*, nº 38.

102. En matière de commerce, les juges peuvent-ils accorder les délais autorisés par l'art. 1244? — Non. — Colm. 24 juin 1806; Cass 22 juin 1812. — Oui. — Metz, 5 juill. 1814, t. 12, p. 546, nº 15. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 286, nº 522.

103. Lorsqu'une obligation commerciale a pour cause une créance purement civile, les juges peuvent accorder un sursis. — Colm. 22 nov. 1815, t. 12, p. 592 nº 65. — *V.* le nº suiv.

104. L'art. 157 C. com. n'est pas applicable au billet à ordre qui n'a pas une cause commerciale. En conséquence, le juge peut accorder termes et délais au débiteur. — Cass. 31 mai 1817, t. 18, p. 584, vº *protet*, nº 33. — *V.* le nº qui précède.

105. Un arrêt peut accorder, *tous moyens tenant*, à un failli, un délai pour se libérer avant la nomination d'un syndic définitif, sans que la déclaration de faillite se trouve anéantie, encore que le failli ait satisfait intégralement ses créanciers. — Cass. 20 nov. 1827, t. 34, p. 223.

106. Lorsque le Conseil d'état pense qu'il n'y a pas urgence, il peut suspendre l'exécution de l'arrêté attaqué du conseil de préfecture. — Avis du conseil d'état, 14 avril 1824, t. 28, p. 277.

107. Le créancier, même dans le besoin, peut être obligé à des délais dans l'exécution d'une créance exigible, lorsque le débiteur a éprouvé de grandes pertes dans ses spéculations. — Paris, 18 déc. 1806, t. 12, p. 551, nº 20. —*V.* M. Carr. t. 1, p. 287, note 1.

108. Le juge pourrait-il accorder des délais nonobstant la clause de l'obligation principale, portant que le débiteur ne pourrait en obtenir? — L'affirmative est soutenue par M. Carr. t. 1, p. 290 et 291, nº 529. M. Toull. t. 6, p. 685, nº 658, est d'un avis contraire. — *V.* J. A. t. 12, p. 602, nº 80.

109. Lorsqu'un jugement de condamnation a été rendu sans qu'il ait été demandé de délais, peut-il en être accordé postérieurement? — Non. — Colmar, 30 août 1809. — Paris, 11 avril 1810. — Bourg. 9 mai 1812. — Bord. 29 juin 1827. — Oui. — Paris, 8 janv. 1817, t. 12, p. 563, nº 34, et t. 33, p. 190. — *V.* vis *jugement* et *tribunaux*, les arrêts qui décident qu'un tribunal ne peut pas ajouter à son jugement une disposition nouvelle par un jugement postérieur. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 362, not. 1, 1º. — *V.* l'arrêt suivant.

110. On peut, dans des circonstances extraordinaires, accorder des délais à un débiteur, par un jugement postérieur à celui qui a prononcé la condamnation. — Colm. 9 juin 1815, t. 12, p. 590, nº 63. — *V.* l'arrêt qui précède.

111. Les juges qui ont rejeté une demande en sursis à des poursuites ne peuvent plus accorder le sursis demandé : par les mêmes motifs, ce serait méconnaître l'autorité de la chose jugée. — Cass. 25 fév. 1824, t. 26, p. 108.

112. Les juges peuvent refuser au débiteur les délais qu'il demande, et celui-ci ne peut se faire de leur refus un moyen d'appel.— Bourg. 14 avril 1812, t. 12, p. 578, nº 51.

113. On ne peut ordonner un sursis à l'exécution d'un titre authentique non attaqué d'une manière directe, quoique sa nullité paraisse résulter des motifs d'un jugement passé en force de chose jugée; mais on peut suspendre la vente des objets saisis, à la charge par la partie de se constituer gardien judiciaire de ces objets. — Paris, 1er sept. 1812, t. 12, p. 584, nº 55.

114. Un associé ne peut se faire un moyen de cassation de ce qu'il a été mal à propos accordé un délai à son codébiteur solidaire.—Cass. 20 fév. 1809, t. 12, p. 562, nº 31. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 290, not. 1.

115. Lorsqu'un arrêt déclare que le délai accordé pour une option est de rigueur, les juges ne peuvent plus en accorder un nouveau. — Nîm. 14 therm. an XII. — Cass. 1er avril 1813, t. 12, p. 531, nº 9. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 287, nº 523; Perrin, *Traité des nullités*, p. 236 — *V.* le nº suiv. et *infrà*, nºs 117 et 122.

116. Le débiteur d'une dette commerciale, après avoir obtenu de ses créanciers un premier délai, ne peut, en cas de non-paiement au terme fixé, obtenir judiciairement un nouveau délai. — Douai, 13 avril 1814, t. 12, p. 588, nº 61.

117, 118 et 119. Le défaut d'exécution d'un arrêt dans un temps qu'il avait déterminé, n'emporte pas déchéance de plein droit. — Colm. 6 juin 1806, t. 12, p. 550, nº 18; Cass. 7 août 1826. Commit C. Michon. — Pau, 14 mai 1830. Latxagne C. Villenave. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 6, p. 626, *suprà*, nº 115, et *infrà*, nºs 120 et 121.

120. La partie condamnée, par jugement passé en force de chose jugée, à remettre un immeuble à son adversaire dans un certain délai, sinon à lui payer une certaine somme, peut même après ce délai jouir de l'option à elle accordée. — Cass. 10 juill. 1832, t. 43, p. 719.—*V.* le nº qui précède.

121. Le délai accordé pour prêter serment, sans déclaration qu'après ce délai la partie serait forclose, n'est que comminatoire, et les juges peuvent admettre la prestation, même après son expiration. — Turin, 12 mars 1808, t. 12, p. 553, nº 24. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 294, est d'un avis conforme. — *V.* aussi M. Carr. t. 1, p. 286, not. 3. — *V.* le nº qui précède.

122. Le délai accordé, *pour tout délai*, pour présenter un acte de partage, ne peut être prolongé, encore que le dernier jour se trouve un jour férié. — Renn. 18 mars 1826, t. 34, p. 341. — V. *suprà*, nº 115.

123. La partie obligée de rapporter une autorisation ministérielle dans un délai déterminé, ne peut obtenir que ce délai soit prolongé, si elle l'a laissé passer sans l'utiliser, et si une suspension passagère des affaires administra-

tives ne l'a pas rendu insuffisant. — Colm. 4 déc. 1830. Eglise de Molsheim C. Verbilia. — V. *suprà*, n° 115.

124. Lorsqu'un jugement ou arrêt ordonne qu'il sera exécuté dans un délai déterminé, et prononce une peine contre la partie condamnée, à défaut d'exécution dans ce délai, cette disposition doit être réputée sans effet, si les parties ont fait depuis des conventions particulières sur la manière d'exécuter la condamnation. — Paris, 26 déc. 1811, t. 12, p. 577, n° 49.

§ 2. *De quel jour courent les délais?*

125. Le délai fixé pour l'exécution d'un jugement définitif ne court que du jour de la signification. — Turin, 28 vent. an XII, t. 12, p. 533, n° 7.

126. L'art. 147 C. P. C., qui veut qu'aucun jugement ne soit exécuté avant d'avoir été signifié, ne s'applique pas au cas où la partie condamnée a appelé du jugement et a succombé par un arrêt qui lui a été signifié. — Cass. 14 fév. 1828. Moiré Lafond C. Baupré. — V. *infrà*, n° 133.

127. Le délai accordé par un jugement interlocutoire, pour rapporter une preuve, ne court que du jour de la signification de la sentence, quoiqu'elle soit contradictoire. — Bord. 14 août 1833, t. 46, p. 180.

128. Mais le délai fixé par un jugement contradictoire émané d'un tribunal de commerce court du jour de la prononciation du jugement. — Renn. 9 mars 1810, t. 12, p. 568, n° 38.

129. Lorsqu'un jugement porte qu'il sera sursis à son exécution pendant un délai déterminé, à la charge par la partie condamnée de fournir caution dans la huitaine, cette huitaine ne commence que du jour de la signification du jugement. — Paris, 30 oct. 1810, t. 12 p. 571, n° 44.

130. On doit comprendre dans le délai donné par un jugement le jour même auquel expire ce délai. — Lyon, 7 fév. 1834, t. 46, p. 307. — V. *infrà*, n° 136.

131. Le délai accordé par un jugement pour faire une option ne court que du jour de la signification. — Nîm. 7 mai 1813, t. 1, p. 180, n° 93.

132. Le délai dans lequel un acquéreur actionné en rescision de son acquisition pour lésion est condamné, par un jugement, à opter entre le délaissement et le paiement d'un supplément de prix de l'immeuble vendu, ne court pas du jour où le jugement a été prononcé. — Bord. 30 nov. 1831, t. 43, p. 530.

133. Le délai pour opter, fixé par un jugement non exécutoire par provision, est suspendu par l'appel, et ne continue de courir que du jour de la signification de l'arrêt confirmatif. — Cass. 12 juin 1810, 24 mars 1825, t. 12, p. 569, n° 41, et t. 29, p. 210 — *V.* dans le même sens M. CARR. t. 2, p. 201, n° 1653, et t. 1, p. 289, not. 1. — V. *suprà*, n° 126.

134. Quand le vendeur a interjeté appel de l'un des chefs du jugement qui condamne l'acquéreur à opter entre le délaissement ou le paiement d'un supplément du prix du bien vendu dans la huitaine, ce délai est suspendu jusqu'à ce que l'appel soit vidé. — Bord. 30. nov. 1831, t. 43, p. 530. — V. *suprà*, n°s 126 et 133.

135. Le jour de la signification et celui de l'échéance doivent être compris dans le délai accordé par un jugement pour faire une option, à moins que le jugement ne s'en soit autrement expliqué. — Cass. 9 fév. 1825, t. 29, p. 65.

136. Les actes faits avant l'expiration du délai, mais après la signification du jugement, sont nuls. — Turin, 28 vent. an XII, t. 12, p. 533, n° 8. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 295. — V. *suprà*, n° 130.

CHAP. IV. *Exécution en France et aux colonies des jugements rendus en pays étranger.*

137. Les jugements rendus par les tribunaux étrangers ne sont pas obligatoires pour des Français à l'égard des biens situés en France. — Cass. 13 août 1816, t. 12, p. 593, n° 67. — V. *infrà*, n°s 146 et 153.

138. Il en est de même, quoique ces tribunaux aient prononcé sur une question essentiellement indivisible, de telle sorte qu'un mariage annulé en pays étranger, puisse être réputé existant par les tribunaux français. — Cass. 13 août 1816, t. 593, n° 67 *bis*.

139. Pareillement on peut considérer comme un jugement non obligatoire en France, et non comme un acte de l'état civil qui devrait y produire tous ses effets, la décision rendue en Russie par le consistoire ecclésiastique prononçant l'annulation d'un mariage entre Français. — Cass. 13 août 1816, t. 12, p. 594, n° 67 *ter*.

140. Les jugements étrangers, non rendus exécutoires en France, ne peuvent suspendre des saisies-arrêts faites en France. — Bord. 5 fév. 1813, t. 12, p. 585, n° 56.

141. Un jugement étranger qui admet un négociant au bénéfice de cession n'est pas obligatoire pour les créanciers de France, encore que lui-même soit Français d'origine — Bru.. 8 mai 1810, t. 12, p. 569, n° 40. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 362, not. 1.

142. Un jugement rendu par un tribunal étranger fixant l'époque d'une faillite peut-il être admis en France comme preuve de ce fait, quoiqu'il n'ait pas été rendu exécutoire par un tribunal français? — Oui. — Bord. 10 fév. 1824, t. 26, p. 126. — Non. — Cass. 29 août 1826. Belford C. Sicard.

143. Les jugements rendus en pays étrangers contre des Français de leur consentement, et exécutés, ont la force de chose jugée entre les parties. — Paris, 14 juill. 1809, t. 12, p. 563, n° 33. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 362, n° 1, 1°.

144. Comme aussi on peut faire résulter l'autorité de la chose jugée, à l'égard d'un Français, de la décision souveraine rendue par les tribunaux d'un pays étranger avec lequel sont établis des relations politiques et commerciales; et cette autorité peut s'étendre aux questions d'état qui se sont présentées incidemment dans le cours des débats. — Cass. 15 juill. 1811, t. 12, p. 573, n° 46.

145. Une décision arbitrale rendue en pays étranger peut être exécutée en France, pourvu qu'elle soit déclarée exécutoire par un tribunal français. — Paris, 16 déc. 1809, t. 12, p. 566, n° 36. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 364, n° 1900; B. S P. p. 507, *in princip.* et not. 5, n° 3; F. L. t. 2, p. 473.

146. Aujourd'hui, comme sous l'empire de l'art. 121 de l'ordonnance de 1629, le Français qui a succombé devant un tribunal étranger peut provoquer un nouvel examen du fond, lorsqu'on poursuit l'exécution du jugement en France. — Cass. 27 août 1812, 19 avril 1819. — Colm. 13 janv. 1815. — Toul. 27 déc. 1819. — Montp. 8 mars 1822, t. 12, p. 579, n° 53, t. 18, p. 935, n° 85, et t. 24, p. 76; et C. T. t. 2, p. 97-10. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 362, n° 1899; F. L. t. 2, p. 473; MERL. *Rep.* t. 6, p. 619, et t. 12, p. 759; PIG. *Comm.* t. 2, p. 141, et B. S. P. p. 507. — V. *suprà*, n° 137.

147. Pareillement les jugements rendus en pays étrangers, même en faveur d'un Français contre un étranger, ne peuvent être rendus exécutoires en France qu'après un nouveau débat. — Poit. 8 prair. an XIII, t. 22, p. 24, n° 35.

148. Le Français jugé par un tribunal étranger conserve-t-il toujours le droit de débattre de nouveau ses droits comme entiers devant les tribunaux de France, s'il s'agit de matières commerciales? — Oui. — Cass. 26 vent. an XII. — Non. — Orl. 7 fév. 1817, t. 12, p. 531, n° 6. — *V.* MM. MERL. *Q. D.* t. 4, p. 28; CARR. t. 2, p. 362, not. 1, 3°; PIG. *Comm.* t. 2, p. 141; B. S. P. p. 507, not. 5, et F. L. t. 2, p. 473.

149. Le consul français à qui l'on demande l'exécution d'un jugement rendu par un consul étranger contre un Français au profit d'un étranger, peut, avant de prononcer l'*exequatur* de ce jugement, en reviser les dispositions d'après les règles du droit public. — Aix, 5 fév. 1832. Schilizzi C. Fresquet.

150. Lorsqu'un individu étant décédé en pays étranger, le dépôt de son testament olographe a été fait chez un notaire du lieu du décès, et que le gouvernement

étranger s'oppose au déplacement du testament, son héritier institué peut demander en France son envoi en possession, sur la présentation d'une copie certifiée du testament. — Toul. 7 janv. 1829, t. 38, p. 289.

151. L'action tendante à faire déclarer exécutoire un jugement étranger doit être portée devant celui des tribunaux français qui est compétent pour connaître de la matière qui fait l'objet de la contestation. — Si donc la matière est commerciale, c'est devant le tribunal de commerce qu'il faut se pourvoir, et non devant le tribunal civil. — Montp. 8 mars 1822, t. 24, p. 76.

152. La clause d'un traité diplomatique portant que *les Cours suprêmes défèreront réciproquement aux réquisitions qui leur seront faites en la forme du droit*, autorise le droit d'examen de toute matière. — Cass. 14 juill. 1825, t. 32, p. 149. — Gren. 9 janv. 1826.

153. Les jugements rendus par les tribunaux suisses sont exécutoires en France sans révision de la part des tribunaux français. — Cass. 28 déc. 1831. Frimaille C. Durand. — 23 juill. 1832. Walb C. Kuopff.

154. Les tribunaux français ne peuvent déclarer exécutoire en France un jugement rendu en pays étranger, qui contient des dispositions contraires aux lois d'ordre public établies en France, quoiqu'il existe un traité diplomatique portant que *les Cours défèreront réciproquement aux réquisitions qui leur seront faites en la forme du droit*. — Cass. 14 janv. 1825 et 17 mars 1830. — Gren. 9 janv. 1826, t. 32, p. 149.

155. L'art. 121 de l'ordonnance de 1629 n'est pas applicable à des jugements rendus en pays étranger qui ne sont que l'exécution de jugements rendus par des juges français. — Cass. 30 juill. 1810, t. 1, p. 570, nº 43. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 362, note 1, 2º.

156. De même, l'art. 121 de l'ordonnance de 1629, qui permet aux Français de débattre de nouveau leurs droits devant les tribunaux français, n'est point applicable aux jugements rendus contre un émigré, pendant sa mort civile, par un tribunal étranger. — Cass. 7 janv. 1806, t. 12, p. 551, nº 21. — *V.* MM. Merl. *Rep.* t. 6, p. 619; B. S. P. p. 507; et Pig. *Comm.* t. 2, p. 140.

157. Le jugement rendu par un tribunal français qui, depuis, a cessé de l'être, ne peut être exécuté en France comme émané de juges français. — Paris, 20 mars 1817, t. 12, p. 596, nº 69. — V. *infrà*, nºs 158 et 159.

158. Les jugements prononcés entre des Français par les juges locaux d'un pays accidentellement soumis aux armes de la France, ne peuvent être assimilés aux jugements rendus en pays étrangers, entre des étrangers, ou contre des Français y résidant; ils ne peuvent recevoir une pleine et entière exécution que de l'autorité des tribunaux français. — Cass. 6 avril 1826, t. 31, p. 138. — *V.* le nº qui suit et celui qui précède.

159. Les jugements rendus en France contre des étrangers demandeurs ne sont pas devenus exécutoires dans le pays où ils ont leur domicile, par l'effet de la réunion de ces pays au territoire français. — Cass. 18 therm. an XII, 29 mars 1809, t. 12, p. 535, nº 10. — Telle est l'opinion de MM. Merl. *Q. D.* t. 5, p. 535, vº *réunion*; B. S. P. p. 507. — V. *suprà*, nºs 157 et 158.

160. Le porteur d'un titre paré en France peut s'adresser à des juges étrangers pour en demander l'exécution. — Cass. 11 déc. 1809, t. 9, p. 84, nº 35.

161. Les actes provenant de France ou des pays étrangers doivent être légalisés à la Guadeloupe par l'autorité compétente, avant qu'on en puisse faire un usage public. — Cass. 10 mai 1825, t. 30, p. 157.

EXÉCUTION CAPITALE. *V. Trib.* 481.

EXÉCUTION PARÉE. *V. Lic. part.* 160.

EXÉCUTION PROVISOIRE (1).

Chap. Ier. *Des cas d'exécution provisoire.* — Art. 1er. *Quand peut-elle être ordonnée?*

1. Un tribunal de première instance ne peut ordonner l'exécution provisoire d'un jugement dans un cas non prévu par le Code. — Bord. 31 juill. 1827. Duprat et Bergeret.

2. L'art. 135 C. P. C. n'est applicable qu'aux jugements contradictoires. — Turin, 20 mars 1812, t. 12, p. 639, nº 39.

3. Une cour peut ordonner l'exécution provisoire, et nonobstant opposition, d'un arrêt par défaut qui déclare non recevable l'appel d'un jugement rendu en dernier ressort. — Metz, 30 août 1813, t. 12, p. 646, nº 51.

4. Il n'y a pas lieu à l'exécution provisoire d'un jugement qui rejette la demande en nullité formée contre une décision arbitrale. — Paris, 26 mai 1814, t. 16, p. 517, nº 91.

5. Il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire d'un jugement qui prononce la nullité d'un emprisonnement. — Amiens, 21 nov. 1821. Dourlans C. Delettre. — Nanci, 21 nov. 1831, t. 44, p. 47.

6. Le jugement qui ordonne l'exécution provisoire doit exprimer qu'il y a péril en la demeure. — Turin, 20 mars 1812, t. 12, p. 639, nº 41. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 322, se prononce pour la négative. — *V.* aussi M. Carr. t. 1, p. 326, et 329, nºs 579 et 588, et t. 2, p. 204, nº 1662.

7. Lorsque celui qui, ayant un titre exécutoire, a fait procéder à une saisie sur des marchandises appartenantes à son débiteur, et a trouvé une autre saisie préalablement établie, fait vendre les objets nouvellement saisis après l'accomplissement des formalités légales, le créancier poursuivant a le droit de faire prononcer l'exécution provisoire du jugement rendu sur l'opposition du premier saisissant. — Orl. 31 janv. 1821, t. 19, p. 471, nº 113.

8. Un tribunal peut ordonner l'exécution provisoire du jugement par lequel il rejette une demande en distraction d'objets mobiliers saisis, si la saisie a été faite en vertu d'un acte authentique, mais quoique le saisissant n'ait point un titre de cette nature contre le revendiquant. — Bordeaux, 5 mars 1831, t. 41, p. 410. — V. *infrà*, nº 27.

9. Le jugement rendu pour assurer l'exécution de jugements et d'arrêts inattaquables, qui se borne à indiquer le jour où sera faite une adjudication définitive, est exécutoire nonobstant appel. — Cass. 14 fév. 1828. Motré Lafon C. Bacqué.

10. Le juge peut ordonner l'exécution provisoire, nonobstant opposition ou appel, d'un jugement qui ne fait qu'ordonner une preuve nécessaire pour mettre l'affaire en état d'être jugée au fond. — Bruxelles, 14 juillet 1825.

11. On ne peut jamais ordonner l'exécution provisoire d'un jugement qui admet un créancier dans un ordre et fixe son rang. — Gren. 23 fév. 1828, t. 36, p. 106. — V. *infrà*, nº 46.

12, 13 et 14. Un bordereau de collocation est un titre authentique suffisant pour autoriser l'exécution provisoire du jugement même contre le tiers détenteur de l'immeuble; et la Cour ne peut pas accorder de défenses contre un pareil jugement. — Gren. 22 août 1831, t. 45, p. 441.

15. L'exécution provisoire doit être ordonnée en matière de ré-

(1) *V. Acquiesc.* 69 *et s.* 88. — *Appel*, 238, 239. — *Arb.* 167, 185. — *Caut.* 6. — *Cont. p. c.* 391. — *Exéc.* 85 *et s.* — *Jug. paix*, 154. — *Jug. déf.* 211. — *Référé*, 26 *et s.* — *Sais. imm.* 19, 1097. — *Trib. comm.* 551.

solution d'un contrat de vente passé devant notaire, soit que l'action dérive de la clause de garantie qui est stipulée dans l'acte, soit qu'elle provienne du pacte commissoire qui y est inhérent, quoiqu'on oppose à l'acquéreur un acte sous seing privé postérieur dont il reconnaît la signature, quand on le rejette comme le contenu en étant faux et supposé. — Agen, 5 mai 1824, t. 27, p. 155. — *V.* le n° qui suit, et *infrà*, n° 47.

16. Les juges doivent ordonner l'exécution provisoire du jugement par lequel ils prononcent la résolution d'un acte authentique faute d'exécution, de même que dans le cas où ils auraient condamné à exécuter cet acte. — Nîm. 4 juin 1828. Bringer C. Bourguet. — *V.* le n° qui précède.

17. L'exécution provisoire doit être accordée à celui qui a la possession. — Renn. 21 juin 1816, t. 15, p. 35, n° 18.

18. L'exécution provisoire nonobstant opposition ou appel, ne peut être ordonnée en matière de séparation de corps. — Poit. 10 août 1819, t. 12, p. 656, n° 63.

19. L'exécution provisoire peut être ordonnée lorsqu'il s'agit d'exécuter un contrat de mariage relativement à la restitution du principal de la dot et des intérêts de cette dot. — Lim. 3 avr. 1816, t. 12, p. 652, n° 57. — *V.* M. B. S. P. p. 57, not. 69.

20. Le jugement portant nomination d'un caissier pour percevoir les recettes d'une faillite est un titre suffisant pour autoriser l'exécution provisoire du jugement qui condamne le caissier à restitution. — Cass. 16 juill. 1817, t. 12, p. 653, n° 59. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 163, v° *jugement*, sect. 1, § 11; et Carr. t. 1, p. 324, not. 7, n° 3. — *V.* le n° suiv.

21. Un tribunal peut ordonner l'exécution provisoire du jugement par lequel il condamne le syndic d'une faillite à rendre compte de sa gestion. — Paris, 1er mars 1831, t. 40, p. 421. — *V.* le n° qui précède.

22. L'exécution provisoire ne peut être ordonnée que pour les jugements qui statuent sur une demande en reddition de compte; elle ne doit pas s'étendre à ceux qui prononcent sur des contestations relatives à un compte rendu. — Metz, 2 août 1825.

23. Les tribunaux peuvent en ordonnant qu'une partie rendra compte à l'autre, la condamner à payer à celle-ci une somme déterminée à titre de provision alimentaire. — Nanci, 4 mars 1828, t. 40, p. 53.

24. Un tribunal ne peut ordonner l'exécution provisoire du jugement par lequel il homologue le rapport d'un expert entre héritiers, et condamne l'un d'eux à des paiements envers d'autres, lors même que sa qualité d'héritier aurait été reconnue. — Agen, 20 juill. 1830, t. 44, p. 107.

25. L'exécution provisoire d'un jugement ne peut être ordonnée, si la somme qui en est l'objet n'est pas liquide et certaine. — Renn. 31 juill. 1819, t. 12, p. 656, n° 62.

26. L'exécution provisoire d'un jugement peut être refusée lorsqu'elle est demandée en vertu d'un titre authentique argué de faux. — Bord. 22 oct. 1832. Babin C. Charlot.

27. Les juges ne peuvent ordonner l'exécution provisoire de leur jugement à raison d'un titre authentique étranger à celui contre lequel on la réclame. — Bord. 1er août 1832. De Lalande C. de Lamarthonie. — *V.* cependant *suprà*, n° 8.

28, 29 et 30. On ne peut ordonner l'exécution provisoire d'un jugement quand le titre est contesté. — Renn. 4 mars 1817, t. 12, p. 653, n° 58. — Lim. 13 mars 1816, t. 12, p. 623, n° 22. — Metz, 11 mars 1824, t. 28, p. 103. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 325, n° 577. — *V.* le n° suiv., et *infrà*, n° 36.

31. Un testament mystique est un titre authentique dont les juges doivent ordonner l'exécution provisoire, quoique sa validité soit contestée. — Bord. 9 sept. 1829, t. 40, p. 28. — *V.* le n° qui précède.

32 et 33. L'exécution provisoire d'un jugement peut être ordonnée lorsque la créance qui est l'objet de la condamnation a été reconnue devant le bureau de paix. — Paris, 28 sept. 1809, t. 12, p. 629, n° 27. — Bord. 6 août 1833, t. 47, p. 477. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 326, n° 580.

34. L'exécution provisoire peut être ordonnée par un jugement qui prononce la condamnation au paiement d'un billet, en rejetant les moyens proposés contre ce billet par la partie qui l'a souscrit. — Paris, 23 mars 1814, t. 12, p. 650, n° 55.

35. L'exécution provisoire doit être ordonnée lorsque la promesse est reconnue, quant à la signature, encore que la dette soit contestée. — Gren. 18 juill. 1809. — Bord. 23 sept. 1829, t. 12, p. 627, n° 25, et t. 39, p. 97.

36. Comme aussi la transaction sous seing privé dont on n'attaque point la sincérité, mais qu'on arguë de nullité pour défaut de lien légal, peut être réputée promesse reconnue. — Pau, 24 juill. 1823, t. 12, p. 664, n° 79. — V. *suprà*, n° 28.

37. Mais il n'est pas permis de considérer comme promesse reconnue celle qui résulte seulement d'un jugement où la reconnaissance se trouve établie, lorsqu'un appel de cette sentence a été interjeté. — Orl. 13 mars 1819, t. 12, p. 655, n° 61. — Sur ce qu'on doit entendre par les mots *promesse reconnue*, *v.* M. Carr. t. 1, p. 326, n° 578.

38. Un jugement rendu en exécution d'un autre jugement antérieur et d'un arrêt qui l'a confirmé, doit ordonner l'exécution provisoire de ses dispositions, lorsqu'elle est demandée par l'une des parties. — Renn. 5 déc. 1810, t. 12, p. 637, n° 37. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 324, not. 7, n° 5.

39. Mais si l'exécution d'un arrêt est poursuivie devant un tribunal, on ne peut ordonner l'exécution provisoire, si on oppose une transaction. — Renn. 23 sept. 1815, t. 12, p. 504, n° 98. — Telle est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 325, n° 577, et B. S. P. p. 57, n° 69.

40. Lorsqu'il s'agit de décider lequel des deux titres authentiques doit obtenir la préférence, le tribunal de première instance ne peut ordonner l'exécution provisoire de l'un des deux. — Paris, 25 juill. 1827. N. C. N.

41. L'exécution provisoire fondée sur un titre ne s'applique pas au tiers porteur de ce titre. — Rouen, 12 août 1828. Juchon C. Caron.

42. L'acte qui constitue une promesse reconnue à l'égard de l'obligé principal en est également une envers le porte-fort. — Pau, 24 juill. 1823, t. 12, p. 664, n° 78.

43. Celui qui met à exécution un jugement de première instance exécutoire par provision est passible de dommages et intérêts, si le jugement vient à être réformé par les juges supérieurs. — Brux. 2 juin 1814.

Art. 2. *De la caution.*

44. L'exécution provisoire sans caution ne peut être ordonnée que dans les seuls cas mentionnés en l'art. 135. — Renn. 24 nov. 1807, t. 12, p. 616, n° 12; Colm. 2 déc. 1815, t. 21, p. 440, n° 90. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 328, n° 585; Pig. *Comm.* t. 2, p. 33; Merl. *Rep.* t. 4, p. 933, v° *exécution provisoire*.

45 La décision qui intervient sur demande en nullité d'une assignation à bref délai peut être déclarée exécutoire par provision sans caution. — Colm. 18 déc. 1827, t. 37, p. 108.

46. Dans un ordre, l'exécution provisoire et sans caution ne peut pas être ordonnée. — Pau, 13 nov. et 22 déc. 1824, t. 29, p. 205. — V. *suprà*, n° 11.

47. L'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution ne peut être ordonnée sur une demande formée par un créancier en rescision d'un acte à titre onéreux fait par son débiteur en fraude de ses droits; et, dans ce cas, celui contre lequel l'exécution provisoire est ordonnée peut obtenir des défenses. — Poit. 19 août 1819, t. 12, p. 657, n° 65. — V. *suprà*, n° 15.

48. Le testament olographe légalement reconnu équivaut à un titre authentique dont l'exécution

provisoire sans caution doit être ordonnée. — Nîm. 25 mars 1819, t. 12, p. 654, n° 60. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 324, not. 7, 2°; Toull. t. 4, p. 234; Chabot, sur l'art. 747, n° 20; Loiseau, p. 464; et Delvincourt, t. 1, p. 391.

49. On ne peut ordonner l'exécution provisoire sans caution d'un jugement qui prononce la validité d'un testament, lorsque ce testament est argué de vices qui, s'ils sont prouvés, doivent détruire son authenticité. — Nîm. 18 nov. 1807, t. 12, p. 614, n° 11. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 1, p. 328, not. 2; Pig. *Comm.* t. 1, p. 321; F. L. t. 3, p. 163, v° *jugement*, sect. 1, § 11; B. S. P. p. 57, not. 69.

50. L'exécution provisoire sans caution peut être ordonnée en fait de partage entre cohéritiers dont les qualités respectives ne sont pas contestées. — Cass. 1er fév. 1815, t. 12, p. 651, n° 56. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 163, v° *jugement*, sect. 1, § 11; Carr. t. 1, p. 324, not. 7, 1°.

51. Les jugements rendus sur les demandes en provision alimentaire sont exécutoires de plein droit, nonobstant appel, en donnant caution. — Brux. 12 flor. an XII, t. 16, p. 719, n° 2. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 45, not. 3, et le Pr. Fr. p. 435, alin. 4.

52. On peut adjuger une provision pendant une instance en désaveu de paternité, et le jugement peut être déclaré exécutoire sans caution. — Aix, 6 avr. 1807, t. 12, p. 611, n° 5.

53. On ne peut ordonner l'exécution sans caution d'une condamnation à exécuter sur des objets qui servent de gage à une pension alimentaire. — Renn. 27 août 1819, t. 12, p. 659, n° 68.

54. On ne peut ordonner l'exécution provisoire et sans caution d'un jugement qui condamne à payer un mémoire d'avances et vacations à un avoué, avant qu'il soit liquidé (art. 135 C. P. C.). — Renn. 29 août 1820, t. 12, p. 661, n° 74.

55. Le jugement qui ordonne un paiement d'arrérages de rentes dont le titre est authentique et reconnu, peut être déclaré exécutoire par provision et sans caution. — Renn. 21 janv. 1813, t. 12, p. 645, n° 48. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 324, not. 7, 4°.

56. Il y aurait lieu d'ordonner l'exécution provisoire sans caution dans une espèce où il s'agirait d'une lettre de change dont la partie aurait constamment reconnu devoir le capital. — Renn. 27 janv. 1808, t. 12, p. 622, n° 16. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 101, n° 1548, et la note.

57. On ne peut ordonner l'exécution provisoire, sans caution, d'une condamnation à des dommages-intérêts. — Renn. 27 août 1819, t. 12, p. 659, n° 67.

58. On ne peut autoriser l'exécution provisoire sans caution, lorsqu'aucune garantie n'est offerte pour la restitution en définitive. — Renn. 27 août 1819, t. 12, p. 659, n° 70.

59. La partie qui a obtenu un arrêt dont l'exécution consiste dans un paiement à faire par une caisse publique avec d'autres deniers que ceux de l'État, n'est pas obligée de donner caution pour exécuter cet arrêt. — Paris, 22 nov. 1831, t. 44, p. 176.

60. Tout jugement de provision qui ne charge pas le créancier de donner caution établit nécessairement une provision *sans caution*, encore que ces termes n'y soient pas littéralement insérés. — Renn. 27 janv. 1808, t. 12, p. 622, n° 17. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 101, n° 1548, et la note.

Chap. II. *Comment peut-elle être prononcée? En quel état de cause? D'office. En appel.*

61. Lorsque l'exécution provisoire est ordonnée par la loi, on n'a pas besoin de la faire ordonner par la Cour d'appel; spécialement, s'il s'agit d'une sentence arbitrale, en matière d'assurance. — Rouen, 3 nov. 1807, t. 12, p. 613, n° 10. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 327, n° 581, et t. 2, p. 202, n° 1656; F. L. t. 3, p. 162, v° *jugement*, sect. 1, § 11; et Delap. t. 2, p. 18.

62. Un tribunal juge *ultra petita*, lorsqu'il accorde l'exécution provisoire qu'on ne lui a pas demandée. — Renn. 9 juill. 1810, t. 12, p. 632, n° 30. — Gren. 15 déc. 1820. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 327, n° 583; Delap. t. 1, p. 145, et t. 1, p. 115; Pig. t. 1, p. 527; Carr. t. 2, p. 327, n° 583; Pig. *Comm.* t. 1, p. 32; F. L. t. 3, v° *jugement*, p. 163; Carr. t. 2, p. 205, n° 1666; Pig. *Comm.* t. 2, p. 36.

63. Jugé également qu'on ne peut ordonner l'exécution provisoire, si elle n'a été demandée. — Renn. 27 août 1819, t. 12, p. 659, n° 69.

64. Jugé au contraire que l'exécution provisoire peut être ordonnée d'office. — Lim. 11 juin 1828, t. 36, p. 119. — V. *suprà*, n° 62.

65. Quand l'exécution provisoire n'a été ni prononcée ni demandée lors du jugement, on ne peut se pourvoir en référé pour la faire ordonner. — Paris, 16 sept. 1813, t. 12, p. 647, n° 52. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 163, v° *jugement*; D. C. p. 122; Haut. p. 107, et Lep. p. 141. — *V.* le n° suiv., et *infrà*, n° 88.

66. Est nulle la disposition d'un jugement qui ordonne l'exécution provisoire, lorsqu'il est établi par les qualités de ce jugement que l'exécution provisoire n'a été demandée qu'après le prononcé, quoique du dispositif il semble résulter que cette demande ait été faite d'après les règles de la procédure. — Toul. 4 fév. 1820, t. 12, p. 660, n° 73. — *V.* le n° qui précède.

67. Un jugement par défaut est nul, s'il ordonne son exécution provisoire quoiqu'on ne l'ait pas demandée. — Lyon, 22 juin 1831, t. 41, p. 675. — V. *suprà*, n° 62.

68, 69, 70 et 71. L'exécution provisoire peut-elle être ordonnée sur l'opposition, si la partie a négligé de la demander lors du jugement par défaut? — Non. — Brux. 13 déc. 1810. — Bord. 30 avril 1833, t. 45, p. 552. — Oui. — Orl. 23 juill. 1818. — Nîm. 13 mars 1819. — Bord. 10 juill. 1827. Vincent C. Rambaud — Paris, 1er mars 1831, — Toul. 16 août 1825, t. 12, p. 637, n° 38, t. 35, p. 159 et t. 41, p. 421. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 329, note 4, 1°; et F. L. t. 3, p. 169, v° *jugement*, sect. 1, § 3. — V. *infrà*, n° 78.

72. Le jugement qui reçoit, pour la forme seulement, l'opposition formée contre un jugement par défaut exécutoire nonobstant appel, ordonne-t-il virtuellement cette exécution provisoire? — Oui et non. — Bord. 10 juill. et 20 août 1832, t. 45, p. 529.

73 et 74. La partie qui n'a pas demandé l'exécution provisoire du jugement alors que le premier juge était autorisé à le faire, peut-elle la réclamer sur l'appel? — Non. — Brux. 14 déc. 1808, 25 juin 1811. — Lim. 13 mars 1816. — Gren. 9 fév. 1818. — Oui. — Besanç. 19 janv. 1825. — Nîm. 21 janv. 1821. — Lim. 21 nov. 1823, 13 août 1824, 6 fév. 1828, 11 juin 1828. — Montp. 25 août 1828. — Toul. 2 et 4 août 1828. — Bourg. 31 août 1829. Boiset C. Delan. — Liége, 12 juin 1834, t. 12, p. 623, n° 21, t. 25, p. 359, t. 36 p. 119, t. 37, p. 116, et t. 47, p. 625. — Telle est l'opinion de MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 36; Carr. t. 2. p. 202, n° 1656; et F. L. t. 1, p. 180, v° *appel*, sect. 1, § 3. — *V.* aussi M. B. S. P. p. 57, note 69, et les n°s qui suiv.

75. On peut, pour la première fois en appel, demander l'exécution provisoire d'un jugement qui attribue la possession d'un immeuble litigieux. — Nîm. 28 janv. 1833, t. 47, p. 476. — *V.* le n° précédent.

76. Lorsque les premiers juges ont omis de prononcer l'exécution provisoire à laquelle il avait été formellement conclu devant eux, elle peut être demandée en appel. — Bord. 1er déc. 1828, t. 36, p. 191. — V. *suprà*, n° 73.

77. Décidé également que l'art. 458 n'a pas limité le pouvoir des Cours d'appel d'ordonner l'exécution provisoire d'un jugement dont est appel, lorsqu'elle n'a pas été ordonnée par les premiers juges; il suffit, pour quelles puissent l'ordonner, qu'elle soit autorisée par la loi. — Renn. 21 déc. 1809, t. 12, p. 631, n° 28. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 202, not. 1, 2°, et t. 2, n° 1658. — V. *suprà*, n° 73.

78. Ainsi, si l'exécution provisoire n'a pas été demandée en première instance, l'intimé peut la faire ordonner sur l'appel par un arrêt par défaut, et nonobstant l'opposition, s'il justifie qu'il y a péril dans la demeure. — Brux. 20 janv. 1813, t. 12, p. 641, n° 47.—*V*. chap. 2, n° 41. — V. *suprà*, nos 68 et 73.

79. Lorsqu'une contestation est engagée sur un compte de tutelle, et qu'un jugement fixe le reliquat à payer de ce compte, s'il y a appel de cette décision, non motivée sur l'application de titres authentiques, mais sur des intérêts cumulés, on peut néanmoins former un incident tendant à l'exécution provisoire du jugement, conformément à l'art. 458 C. P. C. — Orl. 30 mars 1821, t. 12, p. 663, n° 76.—V. *suprà*, n° 73.

80. On peut demander devant la Cour, par acte d'avoué à avoué, l'exécution provisoire du jugement dont est appel, avant l'expiration du délai pour comparaître sur l'exploit d'appel.— Toul. 28 août 1821, t. 12, p. 663, n° 77. — *V*. MM. Delap. t. 2, p. 18; Carr. t. 2, p. 203, n° 1657; Pig. *Comm.* t. 2, p. 36.

81. Une cour royale appelée à décider s'il y avait lieu d'ordonner l'exécution provisoire peut examiner la nature de la condamnation. — Renn. 27 août 1819, t. 12, p. 659, n° 72.

82 et 83. L'exécution d'un jugement peut-elle être ordonnée sur la minute? — Non. — Paris, 27 juin 1810, t. 3, p. 277, v° *appel*, n° 142. — Oui. — Paris, 20 août 1810.—Cass. 10 janv. 1814.—Renn. 27 août 1819, t. 18, p. 757, no 22, t. 12, p. 648, n° 53, et p. 659, n° 71.

Chap. III. *De l'exécution provisoire des jugements commerciaux et de simple police.* (*V*. notre mot *tribunaux de commerce.*)

84. Les tribunaux de commerce peuvent rendre leurs jugements exécutoires provisoirement, même à l'égard des dépens. — Rouen, 11 déc. 1821, t. 22, p. 377, n° 212.

85. Les tribunaux de commerce peuvent-ils ordonner l'exécution provisoire de leur jugement par défaut. — Oui. — Douai, 11 janv. 1813.—Cass. 9 fév. 1813.— Non.— Turin, 1er fév. 1813, 14 sept. 1813, t. 12, p. 641, n° 43. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 288, not. 1, et t. 2, p. 99, not. 1 et 2, et Haut. p. 108.

86. Sous l'empire du Code de procédure les jugements des tribunaux de commerce sont-ils exécutoires nonobstant l'appel, en donnant caution, lorsque les juges n'en ont pas ordonné l'exécution provisoire? — Non. — Brux. 9 déc. 1807.—Metz, 3 fév. 1819.—Oui.— Nîm. 31 août 1809.—Cass. 2 avr. 1817, t. 12, p. 617, no 14.— Pour l'affirmative, *V*. MM. Haut. p. 107 et 245; Pardess. t. 5, p. 82 et 83; Carr. t. 2, p. 100, n° 1547.— *V*. aussi MM. Carr. t. 2, p. 99, not. 1, n° 2; F. L. t. 5, p. 717, v° *trib. de comm.* sect. 4, n° 9.— Pour la négative, *V*. MM. Locré, t. 9, p. 523 et 524; Pr. Fr. t. 2, p. 484; Pig. *Comm.* t. 1, p. 730; Poncet. t. 1, p. 438, n° 268.

87. Un jugement commercial qui rejette une fin de non-recevoir et ne prononce d'ailleurs aucune condamnation pécuniaire, peut être exécuté par provision nonobstant appel et sans caution. — Rouen, 3 juill. 1807, t. 12, p. 613, no 9.—*V*. M. Carr. t. 2, p. 99, not. 1, 3°.

88. Un tribunal de commerce ne peut, par un second jugement, ordonner l'exécution provisoire qu'il a omis de prononcer dans le premier.— Liége, 29 juin 1807, t. 12, p. 612, n° 8. — *V*. MM. B. S. P. p. 57, not. 71; Lep. p. 290.

89. Les tribunaux de simple police ne peuvent ordonner l'exécution provisoire de leurs jugements.— Cass. 21 therm. an XII, 2 juill. 1806, t. 12, p. 610, n° 2.

Chap. IV. *Défenses et surséance.* —Art. 1er. *Défenses.*

90. Lorsque l'exécution provisoire a été ordonnée sans caution dans un des cas prévus par l'art. 135 C. P. C., les juges d'appel ne peuvent accorder des défenses, aux termes de l'art. 459, sur le motif qu'il a été mal jugé. — Brux. 31 juill. 1809, t. 12, p. 628, n° 26.— *V*. M. Merl. *Q. D.* t. 3, p. 50, v° *exécution forcée.* — L'exécution provisoire peut-elle être, soit prononcée, soit suspendue, si le jugement est argué de faux? — L'affirmative est soutenue par M. Carr. t. 2, p. 206, n° 1664. — Si le juge d'appel avait accordé des défenses hors des cas prévus par la loi, pourrait-il se réformer? — M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 38, répond affirmativement. — *V*. encore M. Carr. t. 2, p. 306.

91. On ne peut obtenir en appel des défenses pour arrêter l'exécution d'un jugement qui prononce une mainlevée d'opposition. — Paris, 9 oct. 1812, t. 12, p. 640, n° 42.

92. Une cour d'appel ne peut accorder des défenses contre l'exécution provisoire sans caution accordée en vertu d'un traité sous seing privé, reconnu en justice. —Nîm. 5 janv. 1808, t.12, p. 621, n° 15.

93 et 94. Une cour royale peut accorder des défenses lorsque le jugement attaqué ordonne l'exécution provisoire d'un titre authentique argué de nullité. — Metz, 14 juin 1812, t. 12, p. 537, n° 12, 6e espèce. — *V*. en ce sens les observations de M. Coff.—Dans un sens contraire, MM Haut. p. 107; Carr. t. 1, p. 288, n° 524; M. Merl. *Q. D.* t. 3, p. 50, v° *exécution forcée.*

95. Si l'exécution provisoire est ordonnée en matière de séparation de corps, celui contre qui elle est prononcée peut obtenir des défenses pour en arrêter les effets. — Poit. 10 août 1819, t. 12, p. 656, n° 64.

96. Une cour royale ne peut accorder de défenses à celui contre lequel un tribunal de commerce a ordonné l'exécution provisoire de son jugement sans caution. — Montp. 28 sept. 1824, t. 29, p. 229. — *V*. le n° suiv.

97. Les cours d'appel peuvent-elles accorder des défenses ou surseoir à l'exécution des jugements des tribunaux de commerce, lorsque l'exécution provisoire a été ordonnée hors des cas prévus par la loi? — Oui. — Brux. 3 mars 1810. — Non. — Paris, 6 fév. et 1er déc. 1813, t. 12, p. 631, n° 29.—*V*. M. Carr. t. 2, p. 202, no 1658, not. 1, 2°. — *V*. le n° qui précède.

98. L'exécution d'un jugement mal à propos qualifié en *dernier ressort* ne peut être suspendue qu'en vertu de défenses obtenues de la cour royale saisie de l'appel, sur assignation à bref délai. — Cass. 12 août 1828, t. 36, p. 122.

99. Avant le Code de procédure on ne pouvait accorder de défenses par requête non communiquée. — Paris, 2 et 26 term. an X, t. 12, p. 610, n° 1. — *V*. M. Pig. t. 1, p. 612. — Suivant M. Comm. t. 2, p. 15, aucunes défenses ne peuvent aujourd'hui être accordées sur requête non communiquée au ministère public. — *V*. sur ce point MM. Carr. t. 2, p. 204, n° 1663, et D. C. p. 329.

100. Est-il nécessaire, pour assigner à bref délai afin d'obtenir des défenses, de demander l'autorisation par requête? — L'affirmative est soutenue par MM. Pig. t. 1, p. 600, et Carr. t. 2, p. 201, n° 1854. M. Delap. t. 2, p. 17, est d'une opinion contraire. — *V*. J. A. t. 12, p. 666, n° 81.

101. Lorsque la cause est en état sur le fond, les juges d'appel peuvent se dispenser d'ordonner des défenses. — Aix, 6 avril 1807, t. 12, p. 610, n° 4. — Telle est aussi l'opinion de M. Carr. t. 2, p. 203, n° 1659.

Art. 2. *Surséance.*

102. L'appelant qui ne présente aucun grief au fond n'est pas recevable à se plaindre de la disposition du jugement qui ordonne l'exécution provisoire. — Renn. 2 mai 1820, t. 14, p. 627, n° 81.

103. Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, les cours d'appel ne pouvaient donner des surséances aux sentences de provision rendues à la charge de caution sur titre portant exécution parée. — Cass. 26 janv. 1806, t. 12, p. 610, n° 3.

104. L'exécution provisoire or-

donnée par un tribunal de commerce, d'un jugement portant condamnation au paiement de divers billets, ne peut être arrêtée par le débiteur, sous prétexte qu'il aurait déposé une plainte en usure contre son créancier au sujet de ces mêmes billets. — Paris, 12 nov. 1825, t. 30, p. 337. — V. *infrà*, n° 106.

105. Celui qui a obtenu en première instance l'exécution provisoire, à la charge de donner caution, peut-il procéder à l'exécution sans donner caution, tant qu'il n'y a pas d'appel interjeté? — L'exécution provisoire et la caution ne sont ordonnées que pour le cas où il y aura appel; dès lors, tant qu'il n'y a pas d'appel, la partie peut faire procéder à l'exécution sans caution; si cette execution provoque un appel, alors le poursuivant, s'il veut passer outre, devra fournir caution. — *V.* MM. Lep. p. 354; Carr. t. 2, p. 318, n° 1821, t. 1, p. 208, et t. 6, p. 582, n° 41.

106. Comme aussi l'exécution provisoire avec caution d'un jugement du tribunal de commerce n'est pas suspendue par l'inscription de faux formée en appel contre les pièces sur lesquelles la condamnation est basée. — Paris, 30 août 1810, t. 9, p. 91, n° 41. — V *suprà*, n° 104.

107. Le jugement qui prononce une condamnation à la charge d'une affirmation par la partie en faveur de laquelle il est rendu, ne peut être exécuté avant que l'affirmation ait été faite, lorsqu'il ordonne l'exécution provisoire nonobstant l'appel. — Paris, 26 janv. 1813, t. 12, p. 646. n° 50.

108. L'exécution d'un arrêt par défaut exécutoire par provision ne peut être arrêtée ni par une simple déclaration de pourvoi en cassation, ni par une opposition non réitérée dans la huitaine. — Cass. 15 juin 1826, t. 31, p. 310.

109. Les contraintes émanées de la direction des contributions indirectes sont exécutoires nonobstant opposition. — Cass. 3 juin 1833, t. 45, p. 470.

110. L'arrêté d'un préfet autorisant, en conformité de la loi du 28 avr. 1816, les employés des contributions indirectes à exercer chez les voisins d'un débitant dont l'habitation a des communications intérieures avec ce débitant, est exécutoire provisoirement et nonobstant toute opposition au pourvoi pour le faire rapporter. — Cass. 7 juill. 1827. Contrib. ind. C. Chédane.

111. Un tribunal qui a ordonné l'exécution provisoire d'un jugement ne peut en suspendre l'exécution. — Renn. 6 oct. 1810, t. 12, p. 637, n° 36. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 329, n° 587.

EXÉCUTOIRE. *V. Acquiesc.* 132, 134. — *Exéc.* — *Not.* 58 *et s.* — *Redd. c.* 89 *et s.*

EXIGIBILITÉ. *V. Cont. p. c.* 409. — *Sais. imm.* 24 *et s.* 181.

EXPÉDITEUR. *V. Gar.* 50 *et s.*

EXPÉDITION. *V. Conc.* 3. — *Greffe*, 33 *et s.* — *Jug.* 468 *et s.* 553. — *Référé*, 74.

EXPÉDITION (COPIE D'). *V. Exéc.* 28.

EXPÉDITION (DROIT D'). *V. Greffe*, 20 *et s.*

EXPÉDITION (SECONDE). *V. Sais.-ex.* 3.

EXPERTS. *V. Appel*, 10, 219. — *Arb.* 183 *bis.* — *Dépens*, 213, 317, 327. — *Dés.* 18. — *Desc. lieux*, 1 *et s.* — *Exp.* — *Interv.* 6. — *Jug.* 499.

EXPERT-ÉCRIVAIN. *V. Exp.* 71.

EXPERTISE (1).

C. Ier. QUAND Y A-T-IL LIEU D'ORDONNER L'EXPERTISE? 1 à 8. — C. II. DES EXPERTS. — A. 1er. Nomination, 9 à 38. — A. 2. Récusation, 39 à 60. — A. 3 Démission, 61. — C. III. FORMES DE L'EXPERTISE. — A. 1er. Préliminaires. Serment des experts, 62 à 79. — A. 2. Assignations. Avertissement aux parties pour être présentes à l'expertise, 80 à 99. — A. 3. Comment les experts procèdent à leur opération, 100 à 133. — C. IV. CONSÉQUENCES DE L'EXPERTISE. — A. 1er. Foi qui est due à ses énonciations, 134 à 137. — A. 2. Les juges sont-ils liés par l'expertise? Quand et comment peuvent-ils en ordonner une nouvelle? 138 à 178. — A. 3. Homologation du rapport, 179 à 182. — A. 4. Frais, 183 à 192. — C. V. DE L'EXPERTISE EN MATIÈRE D'ENREGISTREMENT, 193 à 213.

Chap. Ier. *Quand y a-t-il lieu d'ordonner l'expertise?*

1. Sous l'empire de la loi du 9 ventôse an IV, le tribunal de commerce pouvait renvoyer les parties devant un arbitre expert, en le chargeant de donner son avis sur la contestation. — Cass. 23 flor. an IX, t. 4, p. 517, v° *arbitrage*, n° 11. — *V.* les observ. et MM. Merl. *Rep.* v° *arbitrage*, p. 348; *Q. D.* v° *arbitre*, p. 160, et *effets publics*, p. 517; Carr. *Journal de la Cour de Rennes*, t. 1, p. 486; Pr. Fr. t. 2, p. 475. — *V.* notre mot *tribunaux de commerce*, n°s 569 et 570.

2. La loi du 10 juin 1793 n'autorise point les tribunaux à procéder eux-mêmes à l'estimation d'un ouvrage contrefait; ils ne peuvent statuer que d'après un rapport d'expert. — Cass. 6 niv. an XII, t. 12, p. 677, n° 5.

3. Comme aussi, en général, dans les matières soumises aux règles de l'art, les juges ne peuvent substituer leurs connaissances personnelles à un rapport d'experts. — Renn. 5 juill. 1819, t. 12, p. 727, n° 83. — M. Carr. t. 1, p. 732, n° 1155, semble contraire à cet arrêt. — *V.* D. C. t. 225; Delap. t. 1, p. 292; et Carr. p. 1, p. 763, not. 1, 4°.

4. Il est laissé à l'arbitraire du juge d'ordonner ou de refuser une expertise, un apport des livres de commerce. — Cass 6 déc. 11 et 12 déc. 1827, t. 35, p. 111.

5. Les juges peuvent statuer sur une demande en rescision pour cause de lésion d'un bail intentée au nom d'un mineur, sans avoir au préalable ordonné une expertise. — Cass. 7 déc. 1819, t. 12, p. 726, n° 81.

6. Comme aussi, quand, pour apprécier une opération de chirurgie, on demande qu'une expertise soit faite par des gens de l'art, les tribunaux peuvent se refuser à l'accorder, par la raison que le *quantum* des honoraires à accorder au médecin opérateur ne repose point uniquement sur une opération matérielle, mais encore sur la position des parties et les offres faites par celle qui a profité de l'opération, et qui sont reconnues être suffisantes. — Orl. 19 fév. 1812, t. 12, p. 702, n° 49.

7. Un tribunal peut, avant faire droit, ordonner un rapport d'experts et une enquête en matière de servitude de passage. — Renn. 23 déc. 1820, t. 12, p. 732, n° 92.

8. Dans les causes où il s'agit de la répression des délits et contraventions en matière de garantie d'or et d'argent, les tribunaux ont le droit de soumettre à la vérification des experts les faits contestés dont l'appréciation peut dépendre des règles de l'art, et ils ne sont pas astreints à faire faire l'expertise par l'administration des monnaies seulement, ni à suivre dans leurs jugements l'avis de cette administration. — Cass. 13 mars 1824, t. 27, p. 344.

Chap. II. *Des experts.* — Art. 1er. *Nomination.*

9. Lorsqu'une expertise prescrite sous l'ordonnance de 1667 n'a pas été faite, et qu'il y a lieu de nommer de nouveaux experts, cette nomination peut être faite d'après les règles du Code de procédure. — Cass. 25 juill. 1831. Nassau C. commune de Burgille.

(1) *V. Acquiesc.* 160 *et s.* — *Arb.* 208 *et s.* 365 *et s.* — *Cass.* 162, 180. — *Conc.* 64. — *Dépens*, 65, 66. — *Dem. n.* 25, 72. — *Desc. lieux*, 1, 16. — *Domm.* 11. — *Enq.* 406 *et s.* — *Enreg.* 196, 301, 336 *et s.* 376. — *Evoc.* 21 *et s.* — *Except.* 244. — *Exec. p.* 24. — *Faux i.* 109, 119 *et s.* — *Jug.* 63 *et s.* — *Jug.* 197, 316. — *Jug. p. i.* 2. — *Jug. déf.* 282. — *Lic. part.* 14 *et s.* 34 *et s.* 57 *et s.* — *Mat. somm.* 110 *ter.* — *Pérempt.* 96, 145. — *Redd. c.* 15 *et s.* — *Référé*, 16. — *Ress.* 102. — *Sur.* 116 *et s.* — *Tier. opp.* 166 *et s.* — *Trib.* 290 *et s.* — *Trib. comm.* 569 *et s.* — *Vérif. d'écrit.* 42.

10. L'expert qui doit vérifier les marchandises qu'un destinataire refuse de recevoir d'un voiturier doit, en cas d'absence du président du tribunal de commerce, être nommé par le juge le plus ancien de ce tribunal, et non par le juge de paix. — Colm. 24 déc. 1833, t. 47, p. 576.

11. Le juge ne peut pas nommer d'office des experts avant que les parties aient été à même de s'accorder entre elles sur leur choix. — Brux. 15 oct. 1829. — Colm. 3 avr. 1830. Hauser C. commune de Reinach. — V. *infrà*, nos 13 et 16.

12. La déclaration par laquelle une partie fait connaître son choix des experts se fait au greffe, et l'avoué qui y assiste a droit à une vacation. — C. T. t. 1, p. 305-5.

13. Des experts ne peuvent être nommés d'office que lorsque les parties ne s'accordent pas. — Paris, 11 fév. 1811. — Orl. 27 mars 1822, t. 12, p. 699, n° 39. — Opinion conforme de MM. B. S. P. p. 302, not. 9; Carr. t. 1, p. 735, n° 1161; et F. L. t. 4, p. 700. — V. *suprà*, n° 11, et *infrà*, n° 16.

14. En matière de commerce de même qu'en juridiction civile ordinaire, les experts ne peuvent être nommés par le tribunal que lorsque les parties ne s'accordent point entre elles sur le choix de cette nomination; rien ne doit les dispenser de prêter serment devant le juge-commissaire. — Orl. 28 août 1824, t. 12, p. 741, n° 113.

15. Les experts chargés de procéder à l'estimation des biens d'une succession doivent toujours être nommés d'office par le tribunal, lorsque des mineurs sont intéressés au partage. — Douai, 12 mai 1827, t. 33, p. 374.

16. Lorsque les parties ne sont point convenues de leurs experts, il n'en peut être nommé d'office qu'autant qu'il leur a été enjoint de le faire dans les trois jours, et déclaré que, faute de le faire, il y serait procédé d'office. — Brux. 6 août 1808, t. 12, p. 687, n° 20. — V. *suprà*, nos 11 et 13.

17. Lorsqu'il a été prononcé des condamnations au fond avec faculté aux parties d'opter pour une expertise dans un délai donné, ce n'est qu'à partir de l'expiration du délai pour opter que courent les trois jours pour convenir, ou nommer des experts. — Orl. 12 déc. 1810, t. 12, p. 698, n° 37. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 787, n° 1166; B. S. P. p. 203, not. 8; Haut. p. 171. — Sur le délai dans lequel les parties peuvent convenir d'experts, *V.* MM. F. L. t. 4, p. 701, et Carr. *loc. cit.*

18. Lorsque l'une des parties assignées à convenir d'experts fait défaut, le tribunal peut en nommer d'office. — Aix, 14 juill. 1807, t. 12, p. 685.

19. Lorsque, sur les conclusions d'une partie à la nomination d'office des experts par le tribunal, l'autre partie n'a rien objecté, et que le tribunal a fait la nomination, celle-ci ne peut s'en plaindre. — Aix, 20 août 1828, t. 36, p. 115.

20. Le tribunal de commerce qui ordonne une expertise, doit par le même jugement nommer des experts d'office, si les parties n'en conviennent à l'audience même. — Bord. 25 janv. 1831, t. 40, p. 345.

21. Les experts nommés d'office doivent toujours être au nombre de trois. — Colm. 16 mai 1827. Scherrer, Jurcher et compagnie C. Robert Bovet et compagnie. — 3 avril 1830. Hauser C. la commune de Reinach.

22. Lorsque le tribunal nomme d'office des experts, il doit en nommer trois. — Paris, 11 fév. 1811. — Orl. 27 mars 1822. — Tel est l'avis de MM. B. S. P. p. 302, note 6; Carr. t. 1, p. 733, n° 1158; Pr. Fr. t. 2, p. 230, 261. — *V.* aussi MM. Carr. t. 1, p. 732, note 1; F. L. t. 4, p. 700; et B. S. P. p. 307, note 6. — Suivant M. Delap. t. 1, p. 293, les parties ne pourraient pas nommer deux experts, il en faut un ou trois. — V. *infrà*, nos 23, 25 et 26.

23. Le tribunal ne peut, sans le consentement des parties, ordonner qu'il sera procédé à une expertise par un seul expert. — Poit. 3 juin 1832, t. 42, p. 40. — Colm. 2 janv. 1834, t. 47, p. 478. — *V.* le n° qui précède.

24. Lorsqu'un tribunal, sans que la loi l'exige, sans que les parties y aient conclu, ordonne *d'office* une expertise pour obtenir des renseignements qui lui manquent, il peut, nonobstant l'art. 303 C. P. C. ne nommer qu'un seul expert : la disposition de cet article ne s'applique point à ce cas. — Cass. 10 juill. 1834, t. 47, p. 600.

25. Un tribunal excède ses pouvoirs lorsque, dans le cas d'une expertise, il décide, sans avoir consulté les parties pour savoir si elles y consentent, que l'expertise sera faite par un seul expert nommé par lui. — Cass. 15 juin 1830, t. 42, p. 42. — V. *suprà*, n° 22, et le n° suiv.

26. Est valable l'expertise quoique faite par un seul expert nommé d'office avant l'expiration des délais fixés par l'art. 305 C. P. C. si les parties y ont consenti. — Cass. 28 déc. 1831. — Nanci, 11 mai 1832, t. 42, p. 250. — *V.* le n° qui précède.

27. Un tuteur peut valablement consentir à ce qu'un seul expert soit nommé. — Renn. 24 mars 1812, t. 12, p. 702. — Pour cela, il faut, suivant MM. D. C. p. 225, n° 1159, Haut. p. 169, que la partie soit capable de disposer de l'objet litigieux, à moins que l'affaire ne soit de peu d'importance. — M. F. L. t. 4, p. 700, refuse cette faculté au tuteur.

28. L'estimation par ventilation n'intéressant que l'acquéreur seul, le vendeur n'est pas recevable à se plaindre de ce que l'expertise n'a eu lieu que par un seul expert. — Bourg. 1er août 1829. Boisset C. Barbat.

29. Quatre experts ne peuvent pas être commis pour une opération quelconque. — Paris, 1er avril 1811, t. 12, p. 700.

30. Le président d'un tribunal de commerce peut nommer un seul expert pour constater l'état de marchandises détériorées. — Renn. 17 août 1812, t. 12, p. 709, n° 54. — Rouen, 16 déc. 1826. Rougier C. Lebrun-Dubreuil. — Colm. 24 déc. 1833, t. 47, p. 576.

31. Un rapport d'experts est nul dans la forme lorsque, conformément à l'art. 106 C. de comm. il n'a point été fait par un ou trois experts. C'est surtout en matière de commerce, qui requiert toujours célérité, que l'on doit suivre le prescrit de cet article, puisqu'il n'a pour objet que d'éviter le recours au juge, afin de nommer un tiers expert. — Besanç. 19 déc. 1812, t. 12, p. 710, n° 57. — *V.* les deux nos qui précèdent.

32. Il n'y a pas ouverture à cassation contre un jugement qui a ordonné qu'il serait procédé par un seul expert à l'estimation des dommages dont se plaint l'une des parties, lorsque d'ailleurs les juges, sans homologuer le rapport de cet expert, ont jugé, d'après leur conscience, le fond de la contestation. — Cass. 20 juill. 1825, t. 30, p. 135.

33. Lorsqu'une seule des parties nomme son expert, le juge doit nommer d'office les trois experts, et non pas seulement les deux autres. — Renn. 13 juill. 1813, t. 12, p. 714. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 735, note 1.

34. Le jugement qui nomme d'office des experts doit désigner leurs noms et professions, à peine de nullité réparable seulement par la voie de l'appel. — Brux. 6 août 1808, t. 12, p. 687. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 736, n° 1164.

35. S'il y a erreur dans la désignation de domicile de l'un des experts, il faut obtenir un nouvel arrêt pour la rectifier. — Montp. 15 mai 1810, t. 12, p. 695.

36. L'expert chargé d'estimer les immeubles du mineur, dont la jouissance appartient au survivant des père et mère de celui-ci, doit être un commissaire-priseur, quand il y en a d'établi dans le lieu où doit être faite l'estimation. La loi du 22 nov. 1816, qui a institué des commissaires-priseurs dans toutes les villes du royaume, s'est référée, quant à leurs attributions, à la loi du 27 vent. an IX, rendue spécialement pour Paris, et qui a rétabli les commissaires-priseurs créés par l'édit de 1771. — Orl. 24 nov. 1819, t. 12, p. 728.

37. La nomination d'office des experts qui doivent concourir à une vérification d'écritures fait présumer le refus ou la négligence de procéder à cette nomination, sans que la Cour soit tenue de

faire mention de ce refus ou de cette négligence. — Cass. 13 nov. 1816, t. 22, p. 441, n° 37.—*V.* M. B. S. P. p. 269, n°s 17 et 18.— L'art. 305 C. P. C., qui accorde trois jours pour convenir d'autres experts que ceux nommés par le jugement, s'applique-t-il en matière de vérification d'écriture?— Oui, suiv. M. Pig. t. 1, p. 318, n° 3, et p. 303. — Non, suiv. M. F. L. t. 5, p. 920; Carr. t. 1, p. 511, n° 806; Delap. t. 1, p. 198.

38. L'exécution sans réserve d'un jugement qui nomme d'office des experts rend non recevable l'appel de ce jugement, fondé sur ce que le tribunal n'aurait pas laissé aux parties la faculté d'en convenir. — Renn. 14 nov. 1810, t. 12, p. 698, no 36.— MM. Carr. t. 1, p. 736, n° 1161, et F. L. t. 4, p. 700, approuvent cette décision.

Art. 2. *Récusation.*

39. Il faut faire connaître à la partie défaillante les noms des experts nommés d'office pour la mettre en demeure de les récuser. — Renn. 13 juill. 1813, t. 12, p. 714, n° 63. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 739, not. 1, 2.

40. L'avoué de la partie ne peut être regardé, d'après son propre caractère, comme un mandataire ayant un pouvoir suffisant pour récuser un expert. Aux termes de l'art. 309 C. P. C. la récusation ne peut être valable qu'autant qu'elle contient un mandat spécial et particulier à cet effet. — Orl. 11 mai 1821, t. 12, p. 734, n° 95.— *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 562.

41. Jugé au contraire qu'un avoué n'a pas besoin d'un pouvoir spécial pour récuser un expert. — Bord. 16 janv. 1833, t. 44, p. 191.

42. Lorsqu'une expertise est annulée par le motif qu'il y a été procédé par l'un des experts seul en l'absence de l'autre, il y a lieu, en cas de nouvelle expertise, de récuser l'expert qui a irrégulièrement opéré, et de nommer un expert pour la partie qui avait nommé l'expert récusé, si elle n'en nomme pas un elle-même.— Brux. 31 juill. 1811, t. 12, p. 700, n° 41.

43. Est récusable l'expert qui, dans le cours de l'opération, a bu et mangé avec l'une des parties et à ses frais, de la part de celui qui n'y a pas consenti, quoique son litis-consort ait assisté au repas. — Amiens, 7 déc. 1822, t. 12, p. 726, no 99.

44. Une partie ne peut pas reprocher des experts pour avoir bu et mangé chez la partie adverse et à ses frais, lorsqu'elle-même s'est mise à table avec eux.— Bourg. 30 mars 1829, t. 37, p. 230. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 741, n° 1173; B. S. P. p. 304; F. L. t. 4, p. 702; Pig. *Comm.* t. 1, p. 562.

45. Une partie ne peut être admise à prouver que l'expert a bu et mangé aux frais de l'autre partie, si le rapport de l'expert ne lui cause aucun préjudice. — Amiens, 17 mars 1826. Dutriant C. St-Paul.

46. Un expert n'est pas récusable, sur le motif seul qu'il aurait été précédemment l'avoué de la partie qui l'a nommé. — Paris, 30 janv. 1825. — Cass. 21 janv. 1827, t. 31, p. 229, et t. 33, p. 60.

47. Lorsque les causes de récusation contre les experts sont survenues depuis la prestation du serment, elles peuvent être proposées six mois après la clôture et le dépôt du procès-verbal. — Amiens, 7 déc. 1822, t. 12, p. 736, n° 98.

48. N'est pas suffisant, pour autoriser la récusation d'un expert, le motif tiré de ce que, plusieurs années avant l'expertise, il aurait fait exécuter contre l'une des parties un jugement de condamnation au paiement d'une somme pécuniaire.— Bord. 16 janv. 1833, t. 44, p. 191.

49. On ne peut proposer en appel contre des experts, des moyens de récusation qu'on n'a pas présentés en première instance. — Bourg. 24 juill. 1832, t. 46, p. 226.

50. C'est du jour où la nomination d'office devient définitive, et non du jour du jugement qui nomme les experts, que courent les délais de la récusation.—Montp. 17 avr. 1822, t. 12, p. 734, n° 96. —Les trois jours accordés pour la récusation ne sont pas francs, suiv. MM. F. L. t. 4, p. 702, Carr. t. 1, p. 742, no 1174. — Sur le jour d'où court le délai dans le cas de jugement contradictoire, de jugement par défaut lorsqu'il y a ou non opposition, *v.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 562; F. L. t. 4, p. 703; Carr. t. 1, p. 742, n° 1175; Delap. t. 1, p. 296; D. C. p. 228.

51. Le délai donné pour récuser un expert court seulement du jour où sa nomination est connue de la partie qui le récuse.— Bord. 16 janv. 1833, t. 44, p. 191. — *V.* le n° qui précède.

52. La récusation formée contre un expert plus de trois jours après sa nomination ne l'empêche pas de procéder à l'opération dont il a été chargé.— Bord. 4 juill. 1832. Muller C. Collignon. — V. *infrà*, n° 57.

53. Le délai fixé par l'art. 309 C. P. C. pour la récusation d'un expert nommé d'office est fatal.— Renn. 17 juin 1816, t. 12, p. 722, no 75 — Cette doctrine est adoptée par MM. Carr. t. 1, p 742; Pig. *Comm.* t. 1, p. 309; F. L. t. 4, p. 702. — *V.* aussi MM. Carr. t. 1, p. 736 et 741, nos 1162, 1173; Pr. Fr. t. 2, p. 234; Lep. t. 1, p. 208.

54. Un expert nommé d'office peut être récusé après avoir prêté serment, si cette prestation a été faite immédiatement après sa nomination. — Bord. 2 août 1833, t. 47, p. 575.

55. Par quelle voie l'expert récusé peut-il obtenir des dommages-intérêts?— M. Delap. t. 1, p. p. 299, pense que l'expert peut intervenir; mais M. F. L. t. 4, p. 703, et t. 3, p. 119, pense que c'est par action principale que l'expert doit agir; suiv. M. Carr. t. 1, p. 746, no 1183, la demande doit être formée par l'expert et jugée d'après les règles tracées pour les incidents — *V.* J. A. t. 12, p. 742, n° 109.

56. La preuve de la récusation est-elle à l'arbitrage du juge?— La négative est soutenue par M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 564.—*V.* J. A. t. 12, p. 743, no 108.

57. L'expert récusé peut-il opérer tant que la récusation n'est pas jugée? — Non, suivant M. F. L. t. 4, p. 702, par argument de l'art. 387 C. P. C., et à la différence du témoin reproché qui dépose néanmoins. — Tel est aussi l'avis de M. Carr. t. 1, p. 743, n° 1176, t. 12, p. 743, n° 110.—*V.* cependant *suprà*, n° 52.

58. En justice de paix, la récusation des experts est-elle admise, et comment se fait-elle? — Nous avons soutenu, t. 12, p. 745, n° 113, que la récusation pouvait avoir lieu et qu'elle devait être jugée conformément au titre 14 C. P. C. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 106, est aussi de cet avis. — MM. Delap. t. 1, p. 36, et Carr. t. 1, p. 81, n° 176, pensent que la récusation doit être jugée sommairement, et que le juge de paix peut ordonner une enquête. — M. Lep. p. 89, 3e quest. est d'avis que le juge de paix est maître d'avoir ou non égard à la récusation.

59. Lorsque la récusation a été admise contre un expert ou des experts nommés d'office, les parties ont-elles de nouveaux délais pour en choisir d'autres? — L'affirmative est soutenue J. A. t. 12, p. 744, n° 111. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 745, n° 1180, et la not.; D. C. p. 229; Delap. t. 1, p. 298; et F. L. t. 4, p. 703, v° *rapport d'experts*, sect. 1, § n° 205.

60. Les effets de l'exécution du jugement nonobstant appel s'étendent-ils jusqu'à donner au tribunal la faculté de statuer sur le fond, d'après les résultats d'une expertise à laquelle aurait concouru un expert dont la récusation aurait été rejetée? — Non, suiv. M. Delap. t. 2, p. 297.—Cependant M. Carr. t. 1, p. 744, n° 1179, fait observer qu'aucune disposition n'autorise les juges à suspendre l'exécution du fond, et qu'en conséquence ils devraient statuer sauf à faire jugement nouveau après une seconde expertise, si la Cour réformait la décision par laquelle ils auraient rejeté le reproche.—Telle est aussi l'opinion de M. F. L. t 4, p. 703, v° *rapport d'experts*, § 2, n° 4.— M. Pig. t. 1, p. 308, dit que si sur l'appel la récusation rejetée en première instance est admise, le rapport fait par l'ex-

pert recusable devient nul. — *V.* J. A. t. 12, p. 743, n° 109.

Art. 3. *Démission.*

61. Un expert qui a accepté sa commission et prêté serment est acquis à toutes les parties, et il ne peut donner sa démission sans motifs légitimes, à moins qu'elle ne soit acceptée par toutes les parties. — Besanç. 24 janv. 1807, t. 12, p. 682, n° 12. — *Secùs*, s'il n'avait pas prêté serment, il serait alors tout-à-fait libre. — C'est ce qu'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 747, n° 1189; F. L. t. 4, p. 704; Pig. *Comm.* t. 1, p. 567; Haut. p. 174. — Après leur serment, les experts pourraient-ils refuser d'opérer jusqu'à ce que les frais de leurs vacations eussent été consignés? — Oui, suiv. MM. Carr. t. 1, p. 748, n° 1190; B. S. P. p. 304, not. 16. — *Contrà*, Pr. Fr. t. 2, p. 244. — V. *infrà*, n° 186 *bis*. — Pour le cas où des empêchements très-graves surviennent après le serment des experts, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 748, n° 1191; Pig. t. 1, p. 309.

Chap. III. *Formes de l'expertise.* — Art. 1er. *Préliminaires. Serment des experts.*

62. Le jugement qui ordonne une expertise doit être signifié à la partie adverse, à peine de nullité de l'opération. — Besanç. 21 juin 1813 et 26 juill. 1821, t. 12, p. 712, n° 61.

63. Quoiqu'une vérification d'experts ait été ordonnée dans le même délai qu'une enquête, l'expiration du délai n'est pas fatale pour la première comme pour la seconde. — Montp. 15 mai 1810, t. 12, p. 695, n° 30. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 739, not. 11.

64. Lorsqu'une expertise a été ordonnée et que l'arrêt interlocutoire n'a été mis à exécution par aucune des parties, la Cour a le droit de fixer un délai dans lequel la partie la plus diligente sera tenue de faire exécuter son arrêt. — Renn. 17 déc. 1829, t. 38, p. 29.

65. Si le juge-commissaire qui doit recevoir le serment des experts n'avait pas été nommé, et qu'il fallût un second jugement pour le nommer, les frais de ce second jugement seraient frustratoires et n'entreraient point en taxe. — C. T. t. 1, p. 305-7.

66. L'intimation donnée aux experts pour prêter le serment ne doit contenir copie que de l'ordonnance du juge-commissaire, et non de la requête qui précède cette ordonnance. — C. T. t. 1, p. 306-10, à la note.

67. Les tribunaux de première instance peuvent ordonner le transport d'un de leurs membres sur les lieux pour présider à l'opération des experts, n° 168. — Amiens, 29 déc. 1821, t. 11, p. 182, v° *enquête*, n° 168.

68. La sommation de se trouver au serment d'un expert peut être signifiée par exploit à la partie elle-même, aussi bien que par acte d'avoué. — Cass. 13 nov. 1832, t. 45, p. 440. — V. *infrà*, n° 95.

69. Le juge de paix peut être désigné pour recevoir le serment des experts. — Aix, 14 juill. 1807, t. 12, p. 685, n° 16. — Le poursuivant doit-il sommer la partie adverse d'être présente à la prestation de serment des experts? — Oui, suivant MM. Delap. t. 1, p. 295, et D. C. p. 173. — MM. Carr. t. 1, p. 740, n° 1171; Haut. p. 173, pensent que la sommation est frustratoire. — *V.* aussi M. Pig. t. 1, p. 306, qui modifie l'opinion de MM. Carr. et Haut. — C. T. t. 1, p. 306-11, à la note.

70. L'expert nommé par un tribunal de commerce n'est pas tenu, s'il est courtier juré, de prêter serment pour l'opération particulière dont il est chargé. — Renn. 17 août 1822, t. 12, p. 710, n° 55.

71. Les experts écrivains, appelés dans une procédure criminelle pour donner leur avis sur une pièce prétendue fausse, ne sont pas assujétis à peine de nullité à la prestation du serment. — Cass. 4 fév. 1819, t. 22, p. 488, n° 49.

72. Les experts nommés par les conseils en pays étranger doivent, avant de procéder à leurs opérations, prêter serment, à peine de nullité de celles de leurs experts qui ne mentionnent pas l'accomplissement de cette formalité. — Cass. 9 mars 1831, t. 40, p. 365.

73. N'est point un véritable expert, et par conséquent est affranchi des formalités qu'impose cette qualité, le géomètre dont un juge-commissaire est autorisé à se faire assister pour la vérification d'un point litigieux. — Bord. 28 mars 1831. Commune de Châtres C. Verliac.

74. Lorsque les parties ont elles-mêmes nommé les experts et les ont expressément dispensés du serment, l'une d'elles ne peut demander la nullité de leur opération sur le motif qu'ils n'ont pas prêté le serment. — Flor. 23 juin 1810, t. 12, p. 696, n° 33. — *V.* MM. Haut. p. 173, et Carr. t. 1, p. 740, n° 1172. — V. *infrà*, n° 79.

75. Un expert peut, en cas d'urgence, fixer le jour de son opération avant d'avoir prêté serment. — Colm. 24 déc. 1833, t. 47, p. 576.

76. Lorsqu'on demande aux experts un supplément de rapport pour préciser les bases sur lesquelles ils ont appuyé leur expertise, il n'est pas nécessaire qu'ils prêtent serment pour cette seconde opération; et dans ce cas, les experts n'ont pas besoin d'indiquer aux parties le jour auquel ils doivent opérer. — Cass. 27 fév. 1828, t. 38, p. 49.

77. Est nul le jugement rendu en matière de police qui dispense, du consentement du ministère public, des experts ou des témoins de prêter serment. — Cass. 27 déc. 1828. Ministère public C. Coignet.

78. Est nul le jugement de simple police rendu sur rapport d'experts, et qui ne fait pas mention du serment prêté par l'expert, ou qui l'en a dispensé. — Cass. 27 nov. 1828. Ministère public C. du Chaussoy.

79. On ne peut demander la nullité d'une expertise pour défaut de serment du tiers expert, après avoir consenti à ce qu'il opérât sans remplir cette formalité. — Cass. 21 juill. 1830. Painfan C. Osmond. — V. *suprà*, n° 74.

Art. 2. *Assignation. — Avertissement aux parties, afin d'être présentes à l'expertise.*

80. Lorsque les parties n'ont point été prévenues du jour où l'on doit procéder à l'expertise, ou lorsque les experts ont procédé un autre jour que le jour indiqué, l'opération et la procédure y relative sont nulles. — Besanç. 21 juin 1813, et 26 juill. 1821, t. 12, p. 712, n° 60. — La sommation est indispensable suivant MM. Carr. t. 1, p. 747 et 749, nos 1186 et 1193; F. L. t. 4, p. 703, 573; Pig. t. 1, p. 310; Pig. *Comm.* t. 1, p. 570; et F. L. t. 4, p. 704. — Toutefois ces auteurs font une distinction dont ne s'occupent pas MM. Haut. p. 175, et Delap. t. 1, p. 303. — Les vacations de l'avoué qui assiste la partie ne passent pas en taxe, suivant M. Carr. t. 1, p. 747, n° 1187. — En cas d'absence d'une partie à la prestation de serment, la sommation doit être faite par la partie la plus diligente. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 747, n° 1188; Pr. Fr. t. 2, p. 237. — V. *infrà*, n° 91.

81. L'expertise est nulle lorsque les parties absentes à la prestation du serment n'ont pas été sommées de se trouver aux heure et jour indiqués par les experts. — Renn. 15 mars 1821, t. 19, p. 231, v° *ressort*, n° 295.

82. Et, dans ce cas, la nullité peut être opposée par celui-là même qui poursuivait l'expertise; l'autre partie a à s'imputer de ne lui avoir pas fait une sommation. — Poit. 17 fév. 1830, t. 39, p. 150. — V. *infrà*, n° 98.

83. Lorsqu'une partie, quoique non appelée pour être présente à l'expertise, a été avertie par les experts eux-mêmes de se rendre sur les lieux, et qu'elle a négligé de le faire après avoir promis de se transporter, elle n'est plus recevable à demander une nouvelle expertise. — Renn. 18 nov. 1815, t. 12, p. 720, n° 71. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 740, not. 1, 2°.

84. La partie qui a déclaré se tenir pour valablement avertie ne peut arguer de ce que l'un des experts n'ayant pas comparu au

lieu de l'expertise, les autres ont indiqué un nouveau jour pour l'opération et ont intimé les parties. — Bord. 2 août 1833, t. 47, p. 575. — V. *suprà*, nos 74 et 79.

85. Un rapport d'expert est nul lorsque le procès-verbal de prestation de serment n'indique pas le jour et le lieu où la vérification des experts doit être faite, et que les parties intéressées n'ont été ni présentes à la vérification ni sommées de s'y rencontrer. — Besanç. 19 déc. 1812, t. 12, p. 710, no 58.

86. Décidé au contraire que l'art. 315 C. P. C. n'exige pas a peine de nullité la mention au procès-verbal, du lieu, du jour et de l'heure où les experts doivent opérer. — Cass. 21 nov. 1820, t. 12, p. 731, no 90.—*V.* les nos qui suiv.

87. Est nul un rapport d'expert auquel il a été procédé sans que toutes les parties aient été prévenues du jour où l'opération serait continuée. — Paris, 30 flor. an X, t. 12, p. 676, no 2.

88. Lorsque les experts ont interrompu le cours de leurs opérations, sans indiquer aux parties le jour auquel ils les continueraient, l'expertise est nulle si les parties ou l'une d'elles n'ont été ni présentes ni appelées aux dernières opérations des experts. — Brux. 23 déc. 1825. — Colm. 11 juill. 1832, t. 45, p. 752.—V. *suprà*, no 82, et *infrà*, no 98.

89. La sommation prescrite par l'art. 315 C. P. C. n'est pas nécessaire à peine de nullité, lorsque, sur la demande de l'une des parties, l'opération de l'expert a été renvoyée à un jour autre que celui indiqué dans le procès-verbal de prestation du serment; et, dans tous les cas, la nullité, si elle existait, ne pourrait pas être proposée par la partie qui a sollicité le renvoi. — Montp. 27 mars 1824, t. 26, p. 181. — V. *suprà*, no 74.

90. Le défaut de sommation prescrite par l'art. 315, § 3, C. P. C. pour assister à la première réunion des experts, entraîne la nullité de leur rapport; néanmoins cette nullité est couverte par la comparution de la partie sur les lieux, surtout lorsque cette comparution est constatée au rapport des experts. — Dijon, 11 mars 1828, t. 37, p. 178. — V. *infrà*, no 99, et notre mot *exceptions*.

91. Il n'est pas nécessaire que les parties soient présentes ni appelées à la rédaction de la partie du rapport qui énonce la délibération des experts, leur raisonnement et avis. — Amiens, 11 janv. 1826. Vasseur C. Crignier. — V. *suprà*, no 80.

92. Le rapport des experts est nul à défaut de satisfaire à ce que prescrit l'art. 317 C. P. C., et spécialement si les parties n'ont pas été mises à même de faire, lors de l'expertise, les dires et réquisitions qu'elles jugeraient convenables. — Brux. 13 janv. 1827. — V. *infrà*, no 111.

93 On peut déclarer nul le rapport irrégulier dans sa substance, en ce que les parties ont été mises hors d'état de requérir des apurements tendants à la découverte de la vérité. — Renn. 16 juill. 1818, t. 12, p. 724. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 732, no 1156, et no 1199.

94. Un rapport d'experts qui contient en plusieurs endroits du procès-verbal les dires et observations des parties, constate par cela même et implicitement leur assistance aux opérations des experts. — Orl. 5 mai 1819, t. 12, p. 726, no 82.

95. Les sommations faites aux parties de se trouver aux jour et heure indiqués par des experts, n'est pas nulle parce qu'au lieu d'avoir été faite à avoué, elle a été signifiée à la partie elle-même. — Bourg. 14 mars 1821, t. 12, p. 733, no 94. — V. *suprà*, no 68.

96. On n'est pas dispensé de remplir, en matière d'expertise ordonnée par les tribunaux de commerce, les formalités essentielles compatibles avec l'organisation desdits tribunaux qui sont prescrites par le titre même du Code des rapports d'experts, et notamment celles qui tendent à mettre toutes les parties en état de pouvoir connaître l'époque de l'expertise et le contenu dans le rapport. — Nîm. 3 janv. 1820, t. 12, p. 728, no 85.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 746, not. 1, no 1; F. L. t. 4, p. 708.— *V.* le no qui suit.

97. Est nulle, même en matière commerciale, l'expertise faite en l'absence des parties intéressées, et sans qu'elles y aient été appelées. — Colm. 5 déc. 1831, t. 42, p. 280. — *V.* le no précedent.

98. La partie à la requête de qui il a été procédé à une expertise ne peut se plaindre de ce que cette expertise n'a pas été précédée de toutes les formalités voulues par la loi.— Cass. 24 nov. an XIII, t. 12, p. 678, no 6. — V. *suprà*, nos 82 et 88, et le no qui suit.

99. Lorsque les parties ont assisté à l'expertise sans réclamation, elles ont couvert les irrégularités antérieures, telles que le défaut de signification du jugement aux parties et aux experts. — Cass. 30 nov. 1824, t. 12, p. 741, no 105. —*V.* le no qui précède, et *suprà*, no 90.

Art. 3. *Comment les experts procèdent à leur opération.*

100. Comment procède-t-on au remplacement de l'expert qui ne se présente pas? — Si les parties sont présentes, elles nomment un autre expert devant le juge-commissaire; si l'une des parties n'est pas présente, la nomination est faite d'office par le tribunal, sur un simple acte. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 568.—Lorsqu'il n'y a pas de juge, les experts eux-mêmes constatent l'absence, suiv. M. D. C. p. 230. Mais, suivant M. Pig. *Comm. ub. sup.* ils n'ont pas qualité pour le faire, et c'est le greffier de la justice de Paris qui seul peut remplir cette formalité. — *V.* J. A. t. 12, p. 744, no 112.

101. Lorsque trois experts ont été nommés à l'amiable, et que l'un d'eux ne se présente pas à l'opération, les deux autres ne peuvent opérer régulièrement sans le consentement de toutes les parties.— Cass. 2 sept. 1811, t. 12, p. 701, no 42. — MM. Carr. t. 1, p. 733, no 1158, et F. L. t. 4, p. 705, § 7, approuvent cette décision.

102. L'expertise à laquelle n'ont concouru que deux des trois experts nommés sous serment préalable, est irrégulière et nulle. — Renn. 10 mars 1826 Baron et Roger C. Guérin-Chassis. — *V.* le no qui précède.

102 *bis.* Est nul le rapport rédigé par des experts nommés dans le cas de l'art. 106 C. com., qui ont prêté serment devant le greffier, sans qu'il ait été commis pour recevoir ce serment. — Lyon, 27 août 1828. Pontrevé C. Bouvet-Rondel.

103. On ne peut faire résulter un moyen de cassation de ce qu'en ordonnant une expertise, un arrêt a ordonné que les nouveaux experts procéderaient en présence des anciens experts et des fonctionnaires publics de la commune où ils doivent remplir leur mission. — Cass. 4 janv. 1820, t. 12, p. 410, no 29.

103 *bis.* L'avocat d'une partie peut assister à l'expertise. — Brux. 7 juill. 1831. De la Valette C. Vaubeck Vollenhove. — *V.* notre mot *enquête*, nos 277 et 308.

104. Les experts doivent indiquer les bases de leurs estimations, afin que le juge puisse les apprécier. — Rouen, 23 nov. 1826. Audier C. Bergé.—*V.* le no qui suit.

105. Les experts doivent, à peine de nullité, estimer en détail les objets soumis à leur examen, et faire connaître les bases de leur détermination. — Gren. 19 janv. 1827. Mottin C. Mottin. — *V.* le no qui précède.

106. Lorsque des dommages et intérêts ont été évalués par le jugement qui y condamne, avec cette addition, *si mieux n'aiment les parties à dire d'experts*, les experts peuvent examiner préalablement si la somme évaluée n'est pas excessive. — Renn. 31 août 1815, t. 12, p. 719.— M. Carr. t. 2, p. 328, no 1842, pense que si les parties optent pour l'expertise, les juges peuvent intervenir et ordonner plusieurs rapports d'experts pour leur instruction.—Cette opinion ne viole-t-elle point la règle de la chose jugée? — *V.* M. D. C. p. 114. — V. *infrà*, no 174.

107. Les experts chargés d'estimer une maison ne sont pas tenus, à peine de nullité de leur rapport, de fixer la valeur partielle de cette

maison, s'ils ont pris chaque partie en considération pour l'estimation totale. — Nîm. 13 pluv. an XIII, t. 12, p. 678, n° 7. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 752, not. 1.

108. Les experts opérant en vertu de l'art. 1er de la loi du 19 flor. an VI, pour savoir s'il y avait lésion dans les ventes faites en papier-monnaie, n'étaient pas tenus d'établir le produit de l'immeuble, et d'indiquer une valeur comparative; il suffisait qu'il résultât du rapport qu'ils avaient eu égard à ce produit. — Cass. 13 pluv. 24 niv. 21 therm. an XI.—Et il faut, à peine de nullité, l'énonciation que les experts ont eu égard au produit des biens. — Cass. 11 flor. an XIII, t. 12, p. 677, n° 3.

109. Des experts commis par un tribunal pour vérifier s'il a été fait des améliorations à un immeuble et en quoi elles consistent, ne peuvent entendre des témoins; le droit de faire enquête n'appartient qu'aux magistrats, et est hors du caractère et des attributions reconnus par la loi aux experts. — Orl. 23 avr. 1813, t. 12, p. 738, n° 100. — Les experts pourraient-ils donner soit des renseignements, soit leur avis, sur des objets qui n'auraient pas été mentionnés dans le jugement qui ordonne l'expertise? — La négative est soutenue par MM. CARR. t. 1, p. 754, n° 1201; HAUT. p. 176; B. S. P. p. 302, not. 42. — *V.* aussi M. PIG. t. 1, p. 310-80.

110. Les règles relatives aux arbitrages et expertises judiciaires ne sont pas applicables à des experts convenus par les parties pour estimer un immeuble. — Cass. 13 brum. an X.—Besanç. 5 déc. 1811, t. 12, p. 676, n° 1.

111. Les formalités prescrites par l'art. 317 C. P. C. le sont-elles à peine de nullité? — Cette question est diversement résolue par les arrêts qui suivent : 18 juin 1812, 21 juin 1814, 10 sept. 1814, 4 juill. 1814, 19 juill. 1821, 12 juin 1822, t. 12, p. 705, n° 48. — Oui, suiv. M. D. C. p. 231.—Toutefois MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 576, 577; PR. FR. t. 2, p. 265; CARR. t. 1, p. 747, 753, nos 1184, 1199; F. L. t. 4, p. 705, n° 7, distinguent entre les formalités substantielles et celles qui ne le sont pas.—*V.* M. B. S. P. p. 305, not. 3. — V. *suprà*, les nos 80 et suiv., et *infrà*, les nos 112 et s.

112. Un rapport d'experts n'est pas nul si les experts n'ont pu indiquer le lieu, le jour et l'heure auxquels la rédaction sera faite.— Bourg. 2 août 1810, 20 avr. 1828 et 30 mars 1829. — Besanç. 18 juin 1812. — Paris, 21 juin 1814. — Colm. 2 juill. 1814. — Montp. 19 juill. 1823 et 27 mars 1824. — Orl. 12 juin 1822. — Toul. 10 oct. 1823. —Metz, 13 nov. 1823.— Agen, 16 juill. 1828. — Un arrêt de la Cour de Nanci, 10 sept. 1814, a jugé le contraire, mais le procès-verbal présentait d'autres irrégularités.— *V.* t. 12, p. 699, n° 34, p. 705, n° 51; t. 25, p. 333 et 349; t. 26, p. 181: t. 30, p. 221, t. 36, p. 81, et t. 37, p. 230.—MM. D. C. p. 231; PIG. *Comm.* t. 1, p. 576, 577; PR. FR. t. 2, p. 265, sont d'une opinion contraire à la jurisprudence. — *V.* le n° précédent, et *infrà*, nos 118 et 119.

113. Le rapport d'un expert n'est pas nul, quoiqu'il n'ait pas été rédigé sur les lieux et en la présence des parties.—Cass. 7 déc. 1826, t. 32, p. 354.—V. *suprà*, nos 80 et 111.

114. Un rapport d'experts n'est pas nul, parce qu'il ne fait pas mention qu'il a été rédigé sur le lieu contentieux et par l'un des experts seul, surtout lorsqu'on n'offre pas de prouver le contraire. — Brux. 24 mars 1829.

115. N'est pas nul le procès-verbal d'experts qui ne mentionne pas qu'il ait été rédigé en présence des parties; qui contient seulement qu'elles ont été *ouïes*, sans qu'il y soit question de leurs dires et observations; qui n'a pas été rédigé sur le lieu contentieux sans indication préalable des lieux et heures auxquels il devait l'être, et dressé par des experts parmi lesquels se trouvent un notaire, un arpenteur, domiciliés à plus de deux lieues des plantations en oliviers et en vignobles qu'ils ont à apprécier. — Cass. 10 août 1829. Nielly C. Menars.—V. *suprà*, nos 112 et 113.

116. Une expertise n'est pas nulle parce que les experts n'ont pas délibéré en présence des parties et clos leur rapport sur les lieux, si les parties ont été appelées sur les lieux et y ont fait tous les dires qu'elles ont crus nécessaires. — Bord. 3 août 1832. Martin C. Deyme. — V. *suprà*, nos 80 et 113.

117. Un procès-verbal d'experts n'est pas nul parce que, n'étant pas rédigé sur le lieu contentieux, les experts ont omis d'indiquer le lieu, le jour et l'heure où il devait l'être, surtout si les parties ont assisté à toutes les opérations de l'expertise, et ont fait leurs observations. — Cass. 11 nov. 1829, t. 38, p. 39.

118. Un rapport d'experts n'est pas nul quoiqu'il n'ait pas été clos sur le lieu contentieux, et que les experts n'aient indiqué ni le lieu, ni le jour, ni l'heure de la clôture. — Bord. 4 juill. 1832. Muller C. Collignon.— V. *suprà*, n° 112.

119. Le rapport des experts peut être rédigé aux lieu, jour et heure qu'ils trouvent convenables. — Cass. 20 août 1828, t. 36, p. 115.

120. Un rapport d'experts est valable quoiqu'il n'indique point le lieu où il a été rédigé. — Bord. 2 août 1833, t. 47, p. 575.—V. *suprà*, n° 112.

121. Est nul le rapport d'un expert rédigé dans un lieu non désigné, conformément à l'art. 317. — Besanç. 5 juin 1826. Commune de la Rhélouse C. Ruty. — V. *suprà*, n° 112.

122. Il n'est pas nécessaire à peine de nullité, que le rapport des experts soit écrit par l'un d'eux, ou par le greffier, si la récapitulation entière du rapport des experts a été écrite de la main des experts, et le rapport signé par tous; c'est au juge à apprécier l'influence que peut avoir cette irrégularité sur le fond du rapport. — Cass. 20 juin 1826, t. 31, p. 291. — V. *infrà*, n° 129.

122 *bis*. Le procès-verbal d'une expertise doit être écrit et signé par le greffier, lorsqu'un ou deux des trois experts qui ont opéré ne savait pas écrire. — Brux. 7 juill. 1831. Delavalette C. Vaubeck Vollenhove.

123. L'art. 317 C. P. C. n'exige pas que les experts fassent une mention expresse, dans leur rapport, que les formalités qu'il prescrit ont été observées à peine de nullité. — Besanç. 18 juin 1812, t. 12, p. 705, no 49. — V. *suprà*, nos 111 et 112.

124. Le défaut d'énonciation des motifs dans un procès-verbal d'experts n'en emporte pas la nullité.— Colm. 5 mai 1809, t. 12, p. 692, n° 25. — *V.* B. S. P. p. 305, not. 24, et p. 307, note 31, 2e; PIG. t. 1, p. 311, et au *Commentaire*, t. 1, p. 571; D. C. p. 231; CARR. t. p. 754, n° 1202; DELAP. t. 1, p. 305.—Suivant M. CARR. t. 1, p. 753, n° 1200, les experts ne sont pas obligés de se réduire à deux opinions. — *V.* MM. HAUT. p. 176; F. L. t. 4, p. 705.

125. Les motifs des divers avis des experts sont suffisamment énoncés si les magistrats peuvent les induire de la comparaison de chaque opinion.—Bourg. 19 mars 1822, t. 12, p. 731, n° 91.

126. L'arbitre nommé aux termes de l'art. 429 C. P. C. doit référer dans son avis les débats qui ont eu lieu entre parties pour le règlement d'un compte.—Renn. 10 déc. 1813, t. 12, p. 493, v° *exception*, n° 79.

127. Des superfluités qui se trouvent dans un rapport d'experts doivent seulement être rejetées de la taxe, mais elles n'opèrent point la nullité de l'expertise. — Orl. 30 juill. 1818, t. 12, p. 726, n° 80.

128. Quand un rapport d'experts fait mention, lors de la clôture du procès-verbal, du nombre de vacations qui ont été employées, il est régulier quoiqu'il ne soit pas divisé par séances; les nullités ne peuvent jamais être étendues au-delà des termes de la loi. L'art. 317 du Code de procédure ne contient que des formules prohibitives qui équivalent à la peine de nullité, d'après la maxime de Dumoulin, *condition prohibitive tollit potestation*. La loi exige que les vacations des experts soient taxées par le président au bas de

la minute (art. 319) : il faut donc que le nombre de ces vacations soit indiqué; mais le législateur n'a point spécialisé le mode d'après lequel cette indication doit avoir lieu. — Orl. 5 mai 1819, t. 12, p. 727, nº 82 *bis*.

129. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le rapport soit rédigé par l'un des experts et signé de tous, ni qu'il en soit fait mention. — Paris, 21 juin 1814, t. 12, p. 705, nº 50. — Orl. 14 nov. 1817, et 6 mai 1824. — Cass. 21 nov. 1820, et 30 nov. 1824. — Rouen, 6 et 14 juill. 1826, t. 12, p. 705, nº 50, p. 731, nº 89, p. 739, nº 102, et p. 741, nº 104, et t. 32, p. 108. —*Contrà*, les auteurs cités nº 112. —*V.* aussi nº 122, et le nº suiv.

130. Lorsqu'il est prouvé que tous les experts ont assisté et concouru à l'expertise, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le rapport soit signé par eux tous. — Agen, 30 juill. 1828, t. 36, p. 82.— *V.* le nº qui précède.

131. Lorsqu'il est ordonné une expertise sur l'appel d'un jugement de première instance, le rapport des experts doit être déposé au greffe de la Cour.—Paris, 2 déc. 1809, t. 12, p. 698, nº 29. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 755, nº 1206, qui pense que les experts ne sont en retard de faire le dépôt de leur rapport qu'après avoir été sommés de le faire. — MM. Carr. t. 1, p. 755, nº 1204; F. L. t. 4, p. 705; B. S. P. p. 306, not. 27, pensent que les experts ne peuvent se refuser au dépôt. — *V.* MM. D. C. p. 233; Haut. p. 177; F. L. t. 4, p. 706; Pr. Fr. t. 2, p. 246; Carr. t. 1, p. 756, nº 1210. — *V.* aussi M. Delap. t. 1, p. 707.—Suiv. MM. Pig. et Carr. t. 1, p. 574, le dépôt peut être fait par un seul expert. — Devant quel tribunal doivent-ils être assignés? — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 575.

132. Les irrégularités commises par les experts, et contraires à la loi ou à la jurisprudence ne sont pas couvertes par le silence des parties. — Rouen, 23 nov. 1826. Audier C. Berge.

133. Comme aussi la nullité d'un rapport d'experts peut être prononcée par les juges pour l'inexécution de certaines formalités, dans les cas où elle n'est pas prononcée par la loi. — Bord. 25 mars 1828.

Chap. IV. *Conséquences de l'expertise.* — Art. 1er. *Foi qui est due à ses énonciations.*

134. Les rapports d'experts font foi de leur date. — Cass. 6 frim. an XIV, t. 12, p. 681, nº 11. — Tel est l'avis de MM. Pr. Fr. t. 2, p. 255; F. L. t. 4, p. 704; Carr. t. 1, p. 764, nº 1223; Pig. *Comm.* t. 1, p. 578.

135. Le procès-verbal fait foi jusqu'à inscription de faux. — Amiens, 31 août 1826.

136. La déclaration de l'expert que la partie a assisté à l'opération, peut, à défaut de la signature de cette dernière, faire preuve de sa présence. — Renn. 17 août 1812, t. 12, p. 710, nº 56.

137. Comme aussi un rapport d'experts fait foi de tout ce que les experts attestent s'être passé dans le cours de leurs opérations et des déclarations qu'ils certifient avoir été faites devant eux par les parties, lorsque ces énonciations rentrent dans l'objet de la mission des experts. — Agen, 25 juin 1824, t. 27, p. 231.

Art. 2. *Les juges sont-ils liés par l'expertise? — Quand et comment peuvent-ils en ordonner une nouvelle?*

138. Les juges ne sont pas astreints à suivre l'opinion des experts, si leur conviction s'y oppose. — Cass. 21 déc. 1825, t. 30, p. 378 (1).

139. Si les juges ne trouvent pas dans le rapport des experts les éclaircissements suffisants pour la décision du procès, ils peuvent ordonner d'office une nouvelle expertise, et ces derniers experts peuvent demander aux précédents les renseignements convenables. — Orl. 17 août 1809 et 20 déc. 1821. — Renn. 10 juin 1816, t. 12, p. 693. — *V.* MM. Haut. p. 175; Pr. Fr t. 2, p. 248.

140. Décidé également qu'en matière de vérification d'écritures, lorsque le rapport des experts ne paraît pas suffisant aux juges, ils peuvent ordonner une nouvelle expertise. — Renn. 16 juill. 1817, t. 22, p. 443, nº 40. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 761, nºs 1217, 1218. —*V.* notre mot *vérif. d'écrit.*, nº 52, et *infrà*, nºs 143 et 144.

141. Une Cour royale a le droit, pour s'éclairer, d'ordonner une seconde expertise et de nommer d'office les experts. — Cass. 20 août 1828, t. 36, p. 115. — V. *infrà*, nº 153.

142. Lorsqu'une première expertise *atramentaire* ne présente pas des renseignements suffisants, les juges peuvent en ordonner une seconde. — Besanç. 16 juin 1812, t. 22, p. 435, vº *vérif. d'écrit.*, nº 25.

143. L'art. 323 C. P. C., d'après lequel les juges ne sont pas astreints à suivre l'opinion des experts, si leur conviction s'y oppose, est applicable à l'expertise pour vérification d'écritures, comme aux autres expertises. —Brux. 16 juill. 1829. Héritiers Being C. C —V. *suprà*, nº 140 et le nº suiv.

144 Pareillement, en matière de vérification d'écritures, les juges ne sont pas liés par le rapport des experts. — Cass. 16 therm. an X. — Paris, 30 germ. an XI, t. 22, p. 403, vº *vérif. d'écritures*, nº 25.—Tel est l'avis de M. Carr. t. 1, p. 538, nº 853 — *V.* le nº qui précède.

145. En matière d'expertise pour cause de lésion, les juges ne sont pas tenus de se conformer au rapport des experts; ils peuvent même, selon les circonstances, ordonner une nouvelle vérification. — Nîm. 12 pluv. an XIII, t. 12, p. 679, nº 8; Gren. 18 avr. 1831. Paynille C. Imbert.

146. Lorsqu'aux termes de la loi du 19 flor. an VI, des expertises ont eu lieu pour l'estimation des biens vendus pendant le cours des assignats, les juges ne sont pas tenus de prendre pour véritable l'estimation des experts. — Cass. 2 janv. 1828. Gauthier C. Brivarac.

147. Après une expertise ayant pour objet une vente faite pendant le cours du papier-monnaie, les juges peuvent fixer d'office le prix en numéraire de l'immeuble. —Cass. 14 déc. 1808, t. 12, p. 689, nº 22.

148. En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les juges ne sont pas obligés de s'en tenir à l'avis des experts sur l'indemnité due au propriétaire. — Bord. 28 janv. 1828. Préfet de la Gironde C. Fayet.

149. En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, comme en toute autre matière, les juges sont les seuls appréciateurs du rapport des experts, et maîtres de les adopter ou de ne pas les suivre. — Cass. 22 janv. 1829. Tristan C. préfet de la Gironde.

150. En matière de partage comme en matière ordinaire, les juges peuvent ordonner une nouvelle expertise, lorsqu'ils le jugent nécessaire. — Renn. 25 fév. 1826. Hétumières C. Hétumières. — V. *suprà*, nº 138.

151. Lorsqu'en matière de partage, le procès-verbal des experts ne présente pas de bases suffisantes pour l'estimation, une des parties peut demander une nouvelle expertise, en faisant l'avance des frais. — Nîm. 15 juill. 1829. Gely C. héritiers Gely.

152. Le tribunal saisi d'une demande en supplément de prix, pour lésion dans un partage, peut statuer sur cette demande, en prenant pour base une expertise déjà ordonnée et opérée contradictoirement entre les parties pour estimer les biens de la succession; il n'est pas tenu, avant de statuer, d'ordonner une nouvelle expertise. — Cass. 18 mai 1831, t. 41, p. 485.

153. Les juges peuvent ordonner une nouvelle expertise, encore que la partie ait renoncé à se plaindre de la première.— Bourg. 2 août 1810, t. 12, p. 697, nº 35. — V. *suprà*, nº 141.

154. Comme aussi les juges ne

(1) Ce principe, qui est le principe général de la matière est reproduit dans presque toutes les décisions qu'on va lire.— *V.* surtout *infrà*, nº 156.

sont pas tenus d'ordonner une nouvelle expertise, lorsque l'une des parties en forme la demande. — Renn. 14 janv. 1820, t. 12, p. 730, n° 87.

155. Les juges ne sont pas tenus d'admettre des preuves morales contre des preuves matérielles résultantes d'un rapport d'experts. — Renn. 26 juill. 1820, t. 18, p. 709, v° *reddition de compte,* n° 57.

156 et 157. Un tribunal peut juger contre l'avis des experts sans faire faire une nouvelle expertise. — Cass. 22 mars 1813 et 10 juin 1818, t. 12, p. 711. — Cass. 7 mars 1832, t. 43, p. 676.— *V.* MM. CARR. t. 1, p. 762, not. 1, n°s 2 et 703, not. 1, n° 5; B. S. P. p. 306, not. 30; F. L. t. 4, p. 707; CARR. t. 1, p. 763, not. 1, n° 3; B. S. P. p. 306, et PR. FR. t. 2, p. 253.— V. *suprà*, n° 138.

158. Une Cour royale peut en annulant un rapport d'experts rendre son arrêt au fond, en se fondant sur les autres pièces du procès. — Cass. 17 juill. 1828. La commune de Formignières C. d'Albis.

159 et 160. L'art. 322 C. P. C. laisse bien aux juges la faculté d'ordonner d'office une nouvelle expertise, lorsque le rapport qui leur est présenté ne leur offre point de renseignements suffisants pour éclairer leur religion, mais aucun article du Code n'autorise les parties à demander un amendement de rapport. — Renn. 26 mars 1813, t. 22, p. 439, n° 31.— Bourg. 6 déc. 1815, t. 12, p. 721, n° 72. — *V.* M. F. L. t. 4, p. 707, v° *rapport d'expert*, sect. 1, § 4, qui pense différemment, ainsi que PR. FR. t. 2, p. 247, et PIG t. 1, p. 300. — MM. DELAP. t. 1, p. 108; D. C. p. 234; et CARR. t. 1, p. 757, n° 1244, n'accordent aux parties ce droit que dans le cas où elles prouveraient l'erreur ou la partialité des experts. — Pour le 2e jugement qui ordonne une nouvelle expertise, *v.* M. CARR. t. 1, p. 760, n° 1215. — *V.* le n° suiv.

161. Lorsqu'un procès-verbal d'experts légalement fait donne des résultats explicites et précis, les juges peuvent se refuser à en ordonner un nouveau. — Renn. 12 fév. 1821, t. 12, p. 733, n° 93.— *V.* MM. B. S. P. p. 307, not. 32; MERL. *Rep.* v° *expert*, n° 7, t. 5, p. 29; PR. FR. t. 2, p. 247.— *V.* le n. qui précède.

162. Lorsqu'un rapport d'experts ne contient qu'une simple erreur dans l'estimation, le juge peut, sans prononcer la nullité, ordonner d'office de nouveaux apurements tendants à le rectifier. — Renn. 19 mai 1812, t. 12, p. 703. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 758, not. 2, 1°; MERL. *Rep.* v° *expert*, § 1; B. S. P. p. 307, not. 32; et F. L. t. 4, p. 707.

163. Lorsqu'en matière d'expertise, il n'est question que de suppléer à des omissions et à l'insuffisance du premier rapport, les juges peuvent nommer les mêmes experts.—Cass. 5 mars 1818, t. 12, p. 743, n° 78. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 758, not. 2, 1°; et F. L. t. 4, p. 707.

164. De même si, sur le consentement des parties, l'expertise a été faite par un seul expert, le tribunal peut, malgré l'opposition de l'une des parties qui même demande la nullité du rapport, charger le même expert de faire seul une nouvelle opération explicative et supplétive de ce rapport. — Montp. 27 mars 1824, t. 26, p. 181.

165. Comme aussi les juges peuvent demander de nouveaux renseignements aux mêmes experts, sans annuler leur précédent rapport, surtout si de nouveaux faits ont été allégués depuis son dépôt au greffe. — Cast. 7 août 1827, t. 34, p. 24.

166. Quand un tribunal déclare un premier rapport d'experts insuffisant, et qu'il en ordonne un second, en statuant sur le résultat de celui-ci, il ne s'interdit point le droit de prendre dans le premier tout ce qu'il y trouve de régulier; il peut en conséquence combiner la teneur des deux opérations et des deux procès-verbaux d'expertise. L'art. 323 C. P. C. est susceptible d'une interprétation large, les juges pouvant toujours modifier les rapports d'experts suivant leur conviction.—Orl. 9 août 1816, t. 12, p. 723, n° 76.—V. *suprà*, n. 138, et *infrà*, n. 168.

167. Lorsqu'il y a plusieurs expertises, les juges peuvent adopter l'une ou l'autre, et, dans ce cas, ils sont les seuls appréciateurs des rapports des experts dont ils adoptent ou rejettent les résultats, selon leur propre conviction — Cass. 18 mars 1829, t. 38, p. 245. — *V.* le n. qui précède.

168 et 169. Quand les juges, ne trouvant point dans un rapport d'experts, d'ailleurs régulier dans la forme, les éclaircissements suffisants, ordonnent une nouvelle expertise, ils ne doivent point anéantir et eximer de la procédure le premier rapport; il doit au contraire rester au procès pour servir aux juges de renseignements sur les points dans lesquels il est exact. — Lim. 10 juin 1822, t. 24, p. 188.— V. *suprà*, n. 166.

170. Les juges ne peuvent s'écarter de l'avis de la pluralité des experts, qu'en déclarant qu'ils ont la conviction personnelle que les experts se sont trompés. — Cass. 7 août 1815, t. 12, p. 718, n° 69.— *V.* MM. CARR. t. 1, p. 761, not. 1; F. L. t. 4, p. 707; B S. P. p. 306, not. 30.

171. Une Cour peut s'écarter de l'avis émis par le juge de paix qu'elle a commis pour avoir des renseignements dans une cause, sans être obligée de déclarer qu'elle se décide d'après sa propre conviction. — Cass. 17 janv. 1833, t. 44, p. 172.

172. Lorsque les juges modifient un rapport d'experts, ils doivent donner les motifs qui font qu'ils s'en écartent.—Bord. 8 janv. 1830, t. 38, p. 354.

173. En matière de vente, il suffit que la majorité des experts déclare qu'il y a lésion, pour que le tribunal puisse prononcer la rescision. — Colm. 5 mai 1809, t. 12, p 692, n° 26.

174. Quand une condamnation à une somme déterminée est prononcée *si mieux n'aiment à dire d'experts*, l'avis des experts doit être la règle de décision définitive. — Renn. 7 août 1813, t. 12, p. 715, n° 65.—Telle est l'opinion de M. CARR t. 1, p. 763, n°s 1221 et 1222. — V. *suprà*, n° 106.

175. La Cour royale qui a ordonné une expertise après une autre ordonnée en première instance, n'est pas tenue de suivre l'opinion des nouveaux experts qu'elle a nommés. —Cass. 20 déc. 1830. Déterces C. Salleton.

176. Lorsqu'une seconde expertise n'est pas satisfaisante, les juges doivent plutôt en ordonner une nouvelle, que se charger de réparer par leurs propres lumières les vices des premières. — Renn. 28 fév. 1826. Nétumières. C. Nétumières.

177. Quand une Cour a prescrit une seconde expertise, et que les deux expertises ont donné deux avis examinés en sens contraire, elle n'est pas tenue d'en ordonner une troisième, et peut juger d'après sa conviction. — Cass. 20 déc. 1830. Déterces C. Fallitor.

178. Une Cour royale ne peut entrer dans l'examen des renseignements demandés à des experts par les premiers juges. — Bourg. 24 juill. 1833, t. 46, p. 226.

Art. 3. *Homologation du rapport.*

179. Un rapport qui contient deux dispositions distinctes peut être annulé quant à l'une, et homologué relativement à l'autre. — Cass. 17 juill. 1828. La commune de Formignière C. Dabbis.

180. Un jugement homologatif d'un rapport d'experts n'est pas nul quoiqu'il ordonne le paiement de la somme exprimée au rapport, sans en désigner la quotité.—Cass. 20 flor. an XI, t. 12, p. 677, n° 4.

181. Lorsque, sur une contestation relative à une somme demandée pour paiement d'ouvrage, une expertise est ordonnée, si les experts élèvent la somme due au-dessus de la demande, elle doit être payée ainsi qu'elle est fixée; quand les juges adoptent dans leur rédaction le contenu au rapport des experts, il n'y a pas *d'ultrà petita* dans la sentence, puisqu'en concluant à l'homologation du rapport, on demande le produit du rapport fixé par les experts. — Orl. 27 fév. 1817, t. 12, p. 723, n° 92.

182. D'après l'opinion des auteurs, les jugements d'homologa-

tion des rapports d'experts n'ont pas l'autorité de la chose jugée; ils ne font que constater que les opérations ou vérifications ordonnées ont eu lieu. Lorsque les parties reconnaissent qu'il existe de fausses énonciations dans un rapport, elles peuvent toujours en demander la rectification, tant que les choses sont entières.—Besanç. 2 janv. 1814, t. 12, p. 738, n° 101.—Sur la question de savoir si la partie qui lève le rapport et qui poursuit l'audience doit en même temps demander l'homologation du rapport, *v.* MM. HAUT. p. 177; F L. t. 4, p. 706; D. C. p. 233; CARR. t. 1, p. 757, n° 1213; PIG. t. 1, p. 313. — Des requêtes et écritures ne passeraient point en taxe.— *V.* à cet égard MM. CARR. t. 1, p. 757, n° 1213, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 756.

Art. 4. *Frais.*

183. Lorsqu'une partie a demandé une expertise pour fixer le montant d'indemnités qu'elle réclame, et que le tribunal, en déterminant d'office le *quantum* à payer comme indemnité, laisse néanmoins l'option d'une expertise; si la partie adverse, profitant de cette option, veut que l'expertise ait lieu, elle devient demanderesse par exception, et reste passible du paiement des experts. — Orl. 18 janv. 1816, t. 12, p. 721, n° 73.

184. Si la partie qui lève le rapport n'est pas celle qui a requis l'expertise, elle peut se faire délivrer exécutoire du montant de cette expédition et s'en faire rembourser comme de frais préjudiciaux. — C. T. t. 1, p. 315-48.

185. Les frais d'expertise ayant pour objet de fixer la valeur d'un mur dont un voisin veut acquérir la mitoyenneté, sont toujours à la charge de celui-ci, encore qu'il ait fait préalablement offre d'une somme supérieure à la valeur estimée. — Lim. 12 avril 1820, t. 12, p. 730, n° 88. — C. T. t. 1, p. 314, n° 49.

186. Suivant l'art. 316 C. P. C., l'avance des frais de vacation d'experts doit être faite par celle des parties qui a requis l'expertise, ou qui l'a poursuivie si elle a été ordonnée d'office : d'où l'on doit induire que, lorsque l'expertise a été ordonnée du consentement des parties, l'avance du montant des vacations doit être faite par parts égales entre parties ayant le même intérêt. — Besanç. 2 août 1822, t. 12, p. 136, n° 97.—*V.* MM. CARR. t. 1, p. 757, n° 1211; PIG. t. 1, p. 314; F. L. t. 4, p. 706.—C. T. t. 1, p. 311-44.

186 *bis*. Les experts ne peuvent, avant d'avoir rempli leur mission, exiger que les parties consignent somme suffisante pour leurs vacations. — Gren. 23 juill. 1830, t. 45, p. 587.—V. *suprà*, n. 61.

187. Les experts n'ont pas une action solidaire pour leurs déboursés et honoraires contre les parties qui requièrent l'expertise, ou contre toutes les parties, quand l'expertise a été ordonnée d'un consentement unanime. — Gren. 23 juin 1810. — Cass. 11 août 1813, t. 9, p. 192, v° *depens et frais*, n° 47. — Telle est aussi l'opinion de MM. PIG. t. 1, p. 313, n° 16; PIG. *Comm.* t. 1, p. 574, n° 4; F. L. t. 4, p. 705, v° *rapport d'expert.* — *Contrà*, M. CARR. t. 1, p. 755, n° 1207. — *V.* aussi M. MERL. *Rép.* t. 5, p. 31, n° 9, et t. 17, p. 64, v° *expert.* — C. T. t. 1, p. 311-45.

188. Les experts ne peuvent pas non plus obtenir exécutoire ni même intenter une action du mandat contre la partie qui a poursuivi l'expertise, lorsqu'elle a été ordonnée sur les conclusions de l'autre partie. — Amiens, 18 fév. 1825, t. 33, p. 250.

189. Lorsque pour parvenir à un partage, une expertise est ordonnée, chacun des héritiers, en offrant de consigner sa portion des frais présumés, peut faire ordonner que ses cohéritiers feront la même consignation. — Gren. 27 nov. 1810, t. 9, p. 199, v° *dépens et frais*, n° 53.

190. Des experts arbitres, nommés par le tribunal en vertu de l'art. 429 C. P. C., ont droit à des honoraires. — Montp. 24 août 1821, t. 37, p. 166.

191. Le second décret du 16 fév. 1827, relatif à la liquidation des dépens, n'est pas applicable aux difficultés qui peuvent naître sur la taxe des vacations des experts. — C. T. t. 1, p. 312-46.

192. L'avoué qui assiste à l'expertise ne peut réclamer aucun honoraire contre la partie adverse, mais il peut en exiger de son client. — C. T. t. 1, p. 314-54.

CHAP. V. *De l'expertise en matière d'enregistrement* (1).

193. L'expertise peut être requise par l'enregistrement, même lorsque les immeubles sont évalués par quinze fois la valeur du revenu établie au rôle de la contribution foncière. — Cass. 4 août 1807, t. 12, p. 686, n° 17.

194. En matière d'enregistrement, l'expertise ne peut être demandée que par la régie et dans son intérêt. — Cass. 27 avril 1807, t. 12, p. 683, n° 14.

195. Lorsqu'il y a bail authentique portant estimation des biens, on ne peut contraindre la régie à avoir recours à la voie de l'expertise pour fixer le droit de mutation. — Cass. 13 fév. et 13 déc. 1809, t. 12, p. 689, n° 23.

196. La demande d'une expertise formée au nom du directeur général de l'enregistrement peut, en l'absence du directeur du département, être signée par un inspecteur divisionnaire. — Cass. 29 fév. 1832, t. 43, p. 675.

197. Lorsqu'une ventilation est nécessaire pour déterminer les droits dus sur un acte de vente comprenant des immeubles en France et d'autres en pays étrangers, le délai pour provoquer l'expertise ne compte que du jour de la déclaration faite par l'acquéreur du prix auquel il évalue les biens situés en France. — Décis. de l'enregistrement du 16 mars 1827.

198. L'intérêt d'un mineur n'autorise point les juges à retarder une expertise demandée par la régie, relative à des droits de mutation. — Cass. 4 fév. 1807, t. 12, p. 683, n° 13.

199. Les tribunaux ne peuvent surseoir à une expertise demandée par la régie de l'enregistrement, sous le prétexte d'une surenchère; elle doit toujours être ordonnée dans les 10 jours de la demande. — Cass. 3 mai et 27 juin 1809 et 6 juill. 1812, t. 12, p. 690, no 24.

200. Un tribunal ne peut nommer d'office un expert pour la régie de l'enregistrement, lorsqu'elle n'a pas été mise en demeure de choisir elle-même cet expert, ou lorsqu'elle en a nommé un contre lequel on n'a pas proposé des causes légitimes de récusation. — Cass. 26 oct. 1813, t. 12, p. 716, n° 66. — *V.* M. B. S. P. p. 303, not. 9.

201. De même, si le tribunal a déjà agréé l'expert présenté par la régie, il ne peut pas en nommer un autre d'office sans violer la chose jugée. — Cass. 27 avr. 1807, t. 12, p. 684, n° 14 *bis*.

202. Lorsque, sur la demande de la régie, il a été rendu un jugement préparatoire ordonnant une expertise pour estimer une propriété, lequel a été signifié au redevable avec sommation de nommer son expert, ce jugement ne peut être annulé sur la demande de ce dernier, sous le prétexte qu'il n'y a pas été appelé. — Cass. 6 juill. 1825, t. 30, p. 132.

203. En matière d'enregistrement, les experts doivent estimer séparément chaque partie de nature différente dans l'immeuble à apprécier, et comparer chacune de ces parties avec les fonds voisins de même nature. — Cass. 9 brum. an XIV, t. 12, p. 679, n° 9. — *V.* M. B. S. P. p. 306.

204. Cependant les experts ne sont pas tenus, à peine de nullité, de constater qu'ils opèrent par comparaison avec les fonds voisins de même nature. La loi s'en réfère à la conscience des experts et des juges. — Cass. 6 avr. 1815, t. 12, p. 717, n° 67. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 758, not. 2, 3°; et B. S. P. p. 307, not. 31, n° 4.

205. Le tiers expert nommé en cas de discord de deux premiers experts chargés de l'estimation d'immeubles dont la mutation donne ouverture au droit proportionnel, n'est point tenu d'adop-

(1) *V.* notre mot *enregistrement*, n. 336 à 340.

ter, au lieu de l'estimation que ses propres lumières lui suggèrent, celle de l'un ou de l'autre de ces premiers experts. — Cass. 18 août 1823, t. 25, p. 311.

206. En matière d'enregistrement, les juges sont obligés de suivre l'avis des experts. — Cass. 7 mars 1808, t. 12, p. 656, n° 18. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 762, n° 1220; B. S. P. p. 307, not. 30, 3°; F. L. t. 4, p. 709; Haut. p. 178. — *V.* notre mot *enregistrement*, n. 349, et *infrà*, n. 210.

207. Les juges qui ne sont pas suffisamment éclairés par une première expertise doivent en ordonner d'office une nouvelle; l'art. 323 du C. P. C. n'est pas applicable. — Cass. 17 avr. 1816, t. 12, p. 722, n° 74. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 762, n° 1220; B. S. P. p. 303, not. 10, 2°, et p. 307, not. 30 et 31, 3°; F. L. t. 4, p. 709; Merl. *Q. D.* t. 3, p. 56. — Cass. 24 juill. 1815, t. 12, p. 717, n° 68. — *V.* M. B. S. P. p. 307, not. 30 et 31; et Merl. *Q. D.* t. 3, p. 57. — V. *infrà*, n. 211.

208. Le fait que, lors d'une expertise demandée par l'administration de l'enregistrement, l'expert de la partie contre laquelle cette demande était formée aurait procédé à l'expertise sur une base erronée et différente de celle adoptée par l'expert de l'administration, n'autorise pas le tribunal à remplacer ce premier expert par un expert nommé d'office. — Brux. 26 juin 1826.

209. Le tribunal doit se borner en ce cas à ordonner une nouvelle expertise, en fixant la base qui doit être adoptée par les experts. — Brux. 26 juin 1826.

210. Les juges peuvent sans excéder leurs pouvoirs, en rejetant de faux motifs de plus value donnée à l'immeuble par un tiers expert, appliquer la fixation de cette plus value par des motifs plus fondés sans ordonner une nouvelle expertise. — Cass. 9 brumaire an XIV, t. 12, p. 679, n° 10. — V. *suprà*, n. 206.

211. Le tribunal qui annule une expertise en matière d'enregistrement doit en ordonner une nouvelle, sous peine de nullité de son jugement. — Cass. 29 fév. 1832, t. 43, p. 675. — V. *suprà*, n. 207.

212. Lorsqu'en matière d'enregistrement, une première expertise est annulée, les experts chargés de procéder à la seconde doivent être, comme ceux de la première, nommés par les parties, et non d'office par les juges. — Cass. 16 juin 1823, t. 25, p. 213.

213. Loi relative aux demandes en expertise d'immeubles situés dans le ressort de plusieurs tribunaux. — 15 novembre 1808, t. 12, p. 683.

EXPLOIT (1).

Chap. Ier. *Préliminaires.* — Art. 1er. *Principes généraux.* — *Nullités.*

1. Il n'est pas permis d'employer, pour faire un exploit, une feuille de papier qui a déjà servi à un autre acte. — C. T. t. 2, p. 47-3.

2. Les formalités des art. 1 et 4 C. P. C. sont-elles prescrites à peine de nullité? — Cette question est traitée J. A. t. 13, p. 292, n° 376. — La solution se lie à la distinction entre les formalités substantielles et celles qui ne le sont pas, dont il est parlé dans la question suivante.

3. Doit-on faire une distinction entre les formalités substantielles et celles qui ne le sont pas? — Presque tous les auteurs sont d'accord sur ce point, que l'omission des formalités qui tiennent à la substance de l'acte est une cause de nullité. — *V.* la dissertation qui se trouve J. A. t. 13, p. 292, n° 377. — Cette doctrine est confirmée par l'arrêt suivant.

4. On peut prononcer la nullité d'un acte pour défaut de formalités substantielles, encore que la loi ne l'ait point ordonnée. — Renn. 22 sept. 1810, t. 15, p. 349, v° *jugement par défaut*, n° 72.

5. Les nullités d'exploit résultantes de l'omission, sur la copie, du nom, de la demeure et de l'immatricule de l'huissier, ne doivent pas être prononcées avec rigueur, lorsqu'aucun préjudice n'en est résulté pour l'assigné, et qu'il a affecté de ne dénoncer l'irrégularité qu'après le temps où elle aurait pu être réparée. — Colm. 2 janv. 1818, t. 12, p. 503, n° 107.

6. L'aveu de l'huissier, le procès-verbal d'un procureur du roi, et même la condamnation de l'huissier, ne suffisent pas pour prouver juridiquement la fausseté d'un exploit. — Riom, 14 mai 1827, t. 35, p. 358.

6 *bis*. En matière correctionnelle, la forme des exploits est réglée par le Code d'instruction criminelle, et non par le Code de procédure civile. — Cass. 25 janv. 1828. Forets C. Marie. — V. *infrà*, n° 212.

7. Le tribunal correctionnel, quoique saisi par la citation donnée directement au prévenu par la partie civile, peut renvoyer devant le juge d'instruction pour être procédé conformément à la loi, avant d'avoir entendu les témoins assignés par la partie civile, lorsque, d'après le libellé de la plainte, il apparaît aux juges qu'une instruction préalable est nécessaire, et lorsque d'ailleurs le ministère public a, de son côté, rendu plainte sur les faits contenus dans la citation et a requis une

(1) *V. Acquiesc.* 95 *et s.* — *Appel.* — *Cassation.* — *Cont. p. c.* 164 *et s.* — *Contrib. indir.* — *Des.* 5 *et s.* — *Desist.* 19. — *Enq.* 231 *et s.* 262. — *Enreg.* 224 *et s.* 292 *et s.* — *Huiss.* 150. — *Jug.* 121. — *Jug. def.* 146 *et s.* 153 *et s.* — *Pérempt.* 216 *et s.* 231 *et s.* — *Sais.-a.* 133, 141 *et s.* 142, 144, 153 *et s.* — *Sais. imm.* 467 *et s.* 407. — *Signification.* — *Sur.* 100, 171

instruction sur ces faits. — Cass. 18 juin 1824, t. 26, p. 340.

8. L'art. 182 C. I. C. sur la manière de saisir les tribunaux correctionnels n'est pas limitatif; le tribunal est valablement saisi par la comparution volontaire et spontanée des parties, sans qu'il y ait eu ordonnance de renvoi, ou citation au prévenu. — Cass. 18 avril 1822, t. 24, p. 109.

9. L'art. 183 C. I. C. relatif à la forme des citations devant les tribunaux correctionnels, n'a pas abrogé, quant à ce, les dispositions de la loi de 1791. — Toul. 17 mars 1824, t. 26 p. 190.

10. Un tribunal n'est pas autorisé à annuler un exploit d'ajournement, lorsque le défendeur s'est borné à conclure au débouté de la demande tant par nullité qu'autrement. — Renn. 31 juill. 1810, t. 12, p. 478, n° 59. — *V.* MM. Merl. *Q. D.* v° *cass.* § 27, et Carr. t. 1, p. 160.

11. Le défendeur qui, assigné pour le mercredi 7 d'un mois, a comparu et consenti la remise de la cause à une autre audience, ne peut soutenir que l'ajournement à lui donné est nul, sous prétexte que le mercredi auquel on l'a cité était le 9 et non le 7 du mois indiqué. — Bord. 19 juin 1832, t. 43, p. 563.

12. Le défaut d'enregistrement est une cause de nullité de l'exploit. — C. T. t. 2, p. 47-4. — *V.* notre mot *enregistrement*, n° 225.

13. Si, lorsqu'un seul original pouvait suffire, l'huissier en a fait plusieurs, le juge peut réduire la taxe aux seuls frais qui eussent été nécessaires; les autres restent à la charge de l'huissier sans recours. — C. T. t. 2, p. 48-7.

14. Les juges taxateurs ne peuvent, sous prétexte que l'émolument accordé à l'huissier par l'art. 66 du tarif est trop élevé, réduire cet émolument. — C. T. t. 2, p. 49-14.

15. Dans le cas où les règlements accordent aux huissiers une indemnité pour frais de voyage, il n'est alloué qu'un seul droit de transport pour la totalité des actes que l'huissier fera dans le même lieu et dans une même course. — C. T. t. 2, p. 50-15. — *V.* cependant *ibidem*, p. 51-19.

16. Si, pour se procurer un droit de transport qui ne lui aurait pas été alloué, l'huissier a chargé un de ses confrères d'une autre résidence d'instrumenter pour lui, il est passible d'une amende de 100 fr., et l'huissier qui a prêté sa signature est puni de la même peine. — C. T. t. 2, p. 50-16.

17. L'huissier a droit à un émolument à raison des fractions qui excèdent un demi-myriamètre, et, par exemple, on doit lui tenir compte d'une fraction de trois, quatre kilomètres. — C. T. t. 2, p. 61-20.

18. Comment faut-il s'y prendre pour fixer le nombre de myriamètres qui sépare la demeure de l'huissier du lieu où il a remis la copie? — C. T. t. 2, p. 63-21 et suiv.

19. Les huissiers peuvent se refuser à recevoir tout rédigés les originaux de leurs exploits. — C. T. t. 2, p. 115-46.

20. L'huissier ne peut porter dans le coût de son acte aucuns frais de correspondance et de port de lettres et pièces. — C. T. t. 2, p. 120-57

21. Lorsque l'huissier a excédé la taxe, l'exploit n'est pas nul; il y a lieu seulement à restitution du trop perçu et à interdiction. — C. T. t. 2, p. 120-58.

21 *bis.* Si l'exploit est déclaré nul par le fait de l'huissier, les frais de l'exploit et même de la procédure sont à sa charge; il peut même être condamné à des dommages-intérêts envers la partie, selon les circonstances. — C. T. t. 2, p. 120-59.

21 *ter.* Un exploit inutile ne doit pas toujours être rejeté de la taxe comme frustratoire. — C. T. t. 2, p. 120-60.

Art. 2. *De la copie des pièces.*

22. Il n'est pas nécessaire de donner, en tête de l'exploit introductif d'instance, copie entière, mais seulement copie par extrait du procès-verbal de non-conciliation. — Cass. 27 flor. an x, t. 13, p. 58, n° 24. — M. Carr. t. 1, p. 170, n° 335, et Pr. Fr. t. 1, p. 310, sont d'une opinion contraire. — Cette dernière doctrine est exacte en thèse générale; cependant il serait trop rigoureux de prononcer la nullité de l'exploit, si l'extrait donné par le requérant reproduisait fidèlement, et même plus correctement, la séance du juge de paix, et si l'on avait seulement retranché les inutilités d'une rédaction vicieuse et prolixe. — Les deux premiers auteurs pensent aussi qu'il est indifférent de donner la copie en tête de l'exploit ou à la fin, pourvu qu'on ne la donne pas séparément de l'exploit. C'est aussi l'avis de MM. B. S. P. p. 201, not. 31; Comm. t. 1, p. 131; et F. L. t. 1, p. 139. — *V.* C. T. t. 2, p. 73-36; et M. Boncenne, t. 2, p. 100. — Mention doit-elle être faite que copie du procès-verbal a été donnée, à peine de nullité? — Oui, suivant M. Carr. n° 334, qui cite M. Delap. t. 1, p. 72. — Mais, suivant l'opinion soutenue J. A. *ibid.* l'article 65 C. P. C. n'exigeant pas cette mention, l'exploit ne serait pas nul pour défaut d'une formalité qu'il est peut-être prudent d'observer, mais qui n'est pas requise par la loi.

23. Comme aussi un exploit d'assignation n'est pas nul parce que dans la copie on a omis la date du procès-verbal de non-conciliation. — Renn. 27 fév. 1811, t. 13, p. 161, n° 167.

24. Il n'est pas nécessaire de signifier en tête de l'exploit copie de la cédule du juge, qui permet d'assigner à bref délai. — Cass. 4 fév. 1829, t. 36, p. 198.

25. Lorsque plusieurs personnes sont assignées sur la même demande, faut-il leur donner copie des pièces, ou suffit-il de la fournir à une seule, en sommant les autres d'en prendre communication dans ses mains? — Comme une copie séparée de l'assignation doit être remise à chaque partie, et que l'art. 65 C. P. C. dit qu'il sera donné avec l'exploit copie des pièces, il est évident que chaque exploit doit présenter l'accomplissement de cette formalité, et que dès lors chaque partie a droit à une copie des pièces. Telle est aussi l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 171, n° 357, et F. L. t. 1, p. 139, n° 3. — *V.* J. A. t. 13, p. 298, n. 386.

26. Il n'est pas nécessaire de donner, dans tous les cas au défendeur copie de toutes les pièces sur lesquelles est fondée la demande dirigée contre lui, lorsque le défendeur n'a aucun intérêt à en avoir copie. — Brux. 14 avr. 1827.

27. Comment les extraits des pièces doivent-ils être conçus? — Ces extraits seront jugés suffisants toutes les fois que le défendeur aura pu y voir sur quoi la demande est fondée. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 171, n. 336; F. L. t. 1, p. 139, n. 8; et J. A. t. 13, p. 298, n. 387.

28. Quand il est trop difficile de faire un extrait des pièces, peut-on en offrir communication par la voie du greffe? — L'art. 65 C. P. C. ne prévoit pas cette difficulté de faire un extrait. Une déclaration de 1564 sur l'ordonnance de Roussillon, art. 3, autorisait la communication par la voie du greffe; mais l'art. 65 n'accordant pas la même faculté, le défendeur pourrait se refuser à prendre communication. — *V.* J. A. t. 13, p. 298, n. 388.

29. Si les pièces dont il faut donner copie étaient en langue étrangère, faudrait-il en donner la traduction? — La loi n'impose pas cette obligation au demandeur; et, d'un autre côté, le défendeur pourrait ne pas s'en rapporter à la traduction qui lui serait signifiée, et exiger une copie non traduite, sauf aux tribunaux, dans les cas où les parties ne seraient pas d'accord ensuite sur le sens, à nommer un interprète. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 189, et J. A. t. 13, p. 299, n. 389.

30. Une assignation au correctionnel n'est pas nulle parce qu'elle ne contient pas copie du procès-verbal constatant le délit; il suffit qu'elle donne au prévenu connaissance des faits dont il est inculpé. — Bourg. 6 déc. 1821, t. 23, p. 366.

31, 32, 33, 34 et 35. A qui appartiennent les droits de copies de pièces? — *V.* sur cette question,

notre mot *avoué*, n° 165 et suiv. et C. T. t. 1, p. 74 et 117.

CHAP. II. *Date des exploits* (1).

36. L'exploit est nul lorsqu'il ne contient pas la date du jour.— Liége, 31 juill. 1811, t. 13, p. 174, n° 178.

37. N'est pas nulle la citation au prévenu en matière correctionnelle, quoique la date de la citation y soit omise.—Cass. 25 janv. 1828. Adm. des forêts C. Marie.

38. Est nul l'exploit d'ajournement qui ne mentionne pas le mois dans lequel il a été signifié. —Bord. 9 déc. 1828, t. 36, p. 180.

39. Un exploit d'opposition n'est pas nul parce que l'indication du mois a été omise, si cette date se trouve dans l'original de l'exploit, dans la requête en opposition, et dans d'autres pièces de la procédure. — Cass. 7 déc. 1829, t. 38, p. 157.—*V*. M. BONC. t. 2, p. 103.

40. De même un exploit n'est pas nul par cela seul que la date de l'année est omise ou inexacte, si d'ailleurs la partie a pu connaître cette date au moyen des actes signifiés et des énonciations renfermées dans l'exploit.— Cass. 8 niv. an XI, 8 nov. 1808.—Montpell. 28 juill. 1812. — Amiens, 2 juill. 1822.—Bourg. 29 avr. 1823. —Brux. 21 avr. 1831, t. 13, p. 63, n° 33, t. 24, p. 221, t. 25, p. 142, t. 45, p. 606.— *V*. en ce sens MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 390; CARR. t. 1, p. 146, n° 284; F. L. t. 1, p. 135.—On peut aussi invoquer par analogie l'opinion de M. TOULL. t. 8, p. 153, et celle de M. BONCENNE, t. 2, p. 105.

41. On ne peut demander qu'une assignation soit annulée pour défaut de date, si elle porte qu'elle est donnée pour l'audience de demain 9 juill.—Cass. 7 mars 1833, t. 44, p. 358.

42. L'exploit est-il nul lorsque la copie ne dit pas le mois dans lequel elle a été signifiée? — Oui. Cass. 4 brum. an X, 21 flor. an X, 8 nov. 1820; Besanç. 12 août 1816. — Non. Bourg. 16 mess. an XIII, t. 13, p. 32 et 33, 1re, 2e et 3e espèces; t. 14, p. 630, v° *huissier*, n° 85, et t. 13, p. 31, n° 9, 11e espèce. — L'exploit n'est pas nul lorsque la copie porte l'an *mil cent neuf* au lieu de l'an *mil huit cent neuf*. — Cass. 15 janv. 1810, t. 13, p. 31, n° 9, 6e espèce *bis*.

43. Ni lorsque la copie porte l'an *dix-huit dix*, au lieu de l'an *dix-huit-cent dix*. — Nim. 29 déc. 1810, t. 13, p. 31, n° 9, 8e espèce.

44. Ni lorsqu'il est dit dans la copie 19 mars au lieu de 29 mars, 20 août au lieu de 21 août, janv. 1815, au lieu de janv. 1814. — Paris, 24 août 1810. — Orl. 8 juill. 1812. — Montp. 24 juill. 1816, t. 13, p. 31, n° 9, 7e espèce, et p. 37, 9e et 10e espèces. — Tous les auteurs reconnaissent ce principe établi par la plupart des arrêts précités, que la copie tient lieu de l'original à la partie assignée. Cependant on peut dire aussi que, lorsque la partie a pu savoir quelle était la date de l'exploit, elle ne serait pas admise à en demander la nullité. C'est ce qu'enseignent MM. F. L. v° *ajournement*, § 2, et CARR. t. 1, p. 147, n° 1. — Sur les erreurs de la copie, *V*. MM. CARR. t. 1, p. 146; PR. FR. t. 1, p. 294, 2e alin.; PIG. *Comm.* t. 1, p. 178; D. C. p. 63; DELAP. t. 1, p. 69; MERL. *Rép.* v° *copie*, § 2, n° 2, p. 222, et *loc. cit.*—V. *infrà*, n° 107.

45 et 46. De même le demandeur en cassation n'est pas déchu du bénéfice de l'arrêt d'admission, parce que la copie de l'assignation qui accompagnait la signification de cet arrêt porte par erreur la date du 16 octobre au lieu de celle du 11. — Cass. 18 mai 1813, t. 2, p. 438, v° *action*, n° 58.—Arrêts contraires de la même cour, des 5 août 1807 et 8 févr. 1809, t. 13, p. 34, 5e et 6e espèces, qui ont annulé les significations d'arrêts d'admission dont les copies portaient par erreur 8 juill. 1808 au lieu de 8 août 1808, et 29 mess. au lieu de 29 therm. — *V*. les indications du numéro précédent.

47. Lorsque la copie ne porte point la date du mois, sans qu'aucune énonciation puisse y suppléer, il y a nullité de l'exploit, encore que l'original soit régulier, ainsi que plusieurs copies signifiées à d'autres intimés. — Riom, 8 janv. 1824, t. 13, p. 288, n° 369. — Il n'est point nécessaire, suivant M. BONCENNE, t. 2, p. 105, que la date soit exprimée en toutes lettres.—V. *suprà*, n° 44.

48. Si, d'après la date énoncée à la copie d'un exploit, cet exploit n'a pas été enregistré dans le délai de quatre jours, fixé par la loi du 22 frimaire an VII, lors même qu'en consultant la date donnée à l'original, on voit que l'enregistrement a eu lieu dans le délai de rigueur, la partie peut cependant en proposer la nullité. — Caen, 25 avr. 1826, t. 32, p. 165. — Contraire : Paris, 24 août 1810, t. 13, p. 31, n° 9, 7e espèce.

CHAP. III. *A quels jours et heures les exploits peuvent-ils être faits?*

(*V*. v° *appel*, le chapitre relatif à la forme de l'acte d'appel.)

49. Ordonnance du roi du 19 janvier 1816, relative au deuil général du 21 janvier de chaque année. — J. A. t. 14, p. 618, v° *huissier*, n° 62. — Cette ordonnance a été rapportée par la loi du 26 janvier 1833, t. 44, p. 98.

50 et 50 *bis*. L'exploit signifié un jour de fête n'est pas nul, la loi ne prononçant point dans ce cas de nullité, mais l'huissier est passible d'une amende. — Gren. 17 mars et 17 mai 1817. — Bord. 16 juill. 1827, t. 13, p. 247, n° 295. — Montp. 24 févr. 1834, t. 33, p. 247, t. 47, p. 620. — Toul. 8 mars 1834, t. 46, p. 311. — *V*. M. BONCENNE, t. 2, p. 239 — MM. CARR. t. 1er, p. 168, n° 330; PIG. *Comm.* t. 1er, p. 185, sont d'une opinion contraire. Ces auteurs se fondent sur ce que les art. 63 et 1030 tiennent au culte et à l'ordre public, et sur ce qu'il n'y aurait pas sanction de la loi.— Cette opinion est combattue, J. A. *ibid.* — *V*. M. F. L. t. 1er, v° *nullités*, § 1. — Si la permission d'assigner un jour de fête légale a été donnée ce jour même, nul doute que l'huissier ne puisse faire la signification avant d'avoir fait enregistrer l'ordonnance; malgré la disposition de la loi du 22 frimaire an VII, l'exécution de l'art. 1037 deviendrait alors impossible.

50 *ter*. Est nul l'exploit d'opposition à un jugement par défaut fait un jour férié sans la permission du juge. — Pau, 22 juin 1833, t. 46, p. 160. — *V*. le n° qui préc.

50 *quater*. Lorsque le lendemain d'une adjudication est un jour férié, la déclaration de command peut être faite le surlendemain. — Cass. de Belgique, 12 févr. 1835, t. 46, p. 58. — *V*. notre mot *surenchère*, n° 190.

51. L'art. 1037, qui dispose qu'aucune signification ne doit être faite avant et après certaines heures, ne doit pas être observé à peine de nullité; en conséquence les tribunaux peuvent refuser d'admettre une partie à prouver que la signification d'un exploit a été faite hors des heures déterminées par cet article. — Cass. 29 juin 1819, t. 13, p. 267, n° 330. — MM. CARR. t. 1, p. 146, n° 283, et PIG. *Comm.* t. 1er, p. 173, sont d'avis qu'il n'est nullement prescrit d'indiquer l'heure de l'exploit. Cependant elle peut être fort importante dans beaucoup de cas. — MM. D. C. p. 64, et PIG. *Comm.* t. 1er, p. 173, pensent qu'avec la permission du juge un exploit peut être signifié la nuit, c'est-à-dire après les heures déterminées dans l'art. 1037 C. P. C. — Mais M. B. S. P. p. 144, note 23, n'est pas de cet avis.

52. Il n'est pas nécessaire que ce soit le président du tribunal du lieu où doit être faite la signification qui donne la permission nécessaire pour signifier un jour de fête légale. — Cass. 7 avr. 1819, t. 13, p. 263, n° 325. — C'est là une juste application des articles 63 et 1037 C. P. C. qui, ne prescrivant pas, à peine de nullité, d'obtenir la permission du juge du lieu de la contestation, semblent par cela même autoriser le juge du lieu où l'exploit est signifié à délivrer l'ordonnance. — Telle est aussi l'opinion de M. F. L. t. 1, p. 115. —

(1) *V*. v° *appel*, au chap. qui traite de la forme de l'acte d'appel, un grand nombre d'arrêts qui prononcent sur des questions de date.

Contre, MM. Carr. t. 1, p. 167, nº 329, et Lep. p. 113.

Chap. IV. *Noms, prénoms, qualités et domicile du demandeur.*

(*V.* vº *appel*, le chapitre relatif à l'*acte d'appel*, et, *infrà*, tout le chap. 8.)

53. Les noms, profession et domicile du demandeur sont désignés d'une manière suffisante dans un exploit, s'ils sont indiqués par relation à un autre acte connu du défendeur et en son pouvoir. — Cass. 7 nov. 1821, t. 23, p. 321 — V. *infrà*, nº 77.

54. N'est pas nul l'exploit qui, par erreur, indique un nom autre que celui du demandeur, lorsqu'en tête de l'exploit se trouve un acte, une requête par exemple, dans laquelle le demandeur est nommé. — Caen, 3 sept. 1827. Durel de Vidouville C. Sellier.

55. Dans un procès qui intéresse une commune, l'assignation peut être donnée à la requête du maire de cette commune, sans désignation de son nom ni de son domicile. — Une telle assignation est valable, lors même que le maire est suspendu de ses fonctions et qu'il est provisoirement remplacé par un adjoint. — Cass. 12 sept. 1809, t. 13, p. 134, nº 132. — *V.* en ce sens MM. Carr. t. 1, p. 147, nº 286; Pig. *Comm.* t. 1, p. 174, 5e alin.; B. S. P. p. 199, not. 20, nº 2; Delap. t. 1, p. 65; Pr. Fr. — V. *infrà*, nº 66.

56. Est valable l'assignation donnée à la requête d'un agent du trésor, quoiqu'elle ne contienne pas son nom, si ce fonctionnaire a agi en raison de sa place. — Besanç. 11 janv. 1810, t. 13 p. 143, nº 138. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 115.

57. L'exploit est nul lorsque le prénom du demandeur n'est qu'en lettre initiale. — Brux. 27 janv. 1818, t. 13, p. 258, nº 313.

58. Décidé cependant que l'exploit est valable, quoiqu'il ne contienne pas le prénom du demandeur. — Bourg. 17 mars 1815, t. 13, p. 229, nº 263 *bis*. — L'opinion de cet arrêt, contraire à celle de M. B. S. P. p. 199, not. 20, est partagée par MM. Carr. t. 1, p. 247, nº 285; Pig. *Comm.* t. 1, p. 174; Pr. Fr. t. 1, p. 295; et F. L. t. 1, p. 135, § 2, nº 1. — Cependant ces divers auteurs pensent que cette énonciation est dans le vœu de la loi à raison de son utilité. — Quant aux citations devant le juge de paix, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 4 et 5, nº 1; F. L. t. 1, p. 490; B. S. P. *loc. cit.* — *V.* en sens contraire à l'arrêt de 1815, M. Bonc. t. 2, p. 107.

59. La qualité de propriétaire, prise par le demandeur dans un exploit d'ajournement, remplit suffisamment le vœu de l'art. 61 C. P. C., quoiqu'il exerce d'ailleurs un état ou une profession. — Paris, 20 déc. 1809, t. 13, p. 156, nº 158. — *V.* en ce sens MM. Carr. t. 1, p. 5, nº 2; B. S. P. p. 199, not. 20, nº 3. — Ils pensent également que, dans le cas où le demandeur n'a pas de profession, il est inutile de l'énoncer; cependant il est prudent de déclarer dans l'exploit que le demandeur est propriétaire ou rentier ou sans profession. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 151, nº 293; Pr. Fr. t. 1, p. 296; F. L. t. 1, p. 136; et M. Boncenne, t. 2, p. 117.

60. Décidé également que la mention de la qualité du requérant, exigée par l'art. 61 C. P. C. pour la validité d'un exploit, *peut ne pas être expresse*, pourvu qu'elle résulte évidemment du contexte de l'acte; et la qualité de propriétaire prise par un appelant suffit, quoiqu'il exerce d'ailleurs un état ou une profession. — Poit. 26 nov. 1821, t. 28, p. 53. — *V.* le nº précédent.

61. Un exploit d'ajournement ne doit pas être déclaré nul lorsqu'on a omis d'y indiquer la profession du demandeur, si cette omission a d'ailleurs été réparée dans les actes subséquents de la procédure. — Lim. 5 fév. 1817, t. 3, p. 442, vº *appel*, nº 267.

62 et 63. Une erreur sur la profession du demandeur ne vicie pas un exploit d'ajournement, si cette fausse désignation n'a pu tromper le défendeur sur la véritable personne qui l'assignait. — Nanci, 20 juin 1824. — Brux. 26 janv. 1830. P. C. P. — Cass. 26 avr. 1830, t. 31, p. 240, et t. 39, p. 40. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 151.

64. L'huissier n'est obligé de mentionner la date, le numéro et la classe de la patente du commerçant pour lequel il exploite, que dans le cas où l'exploit est relatif à une affaire commerciale. — Cass. 29 déc. 1829, t. 38, p. 151.

65. Le commis d'une maison de commerce qui fait donner assignation pour un objet relatif au commerce de la maison, ne peut se dispenser d'énoncer une patente; à défaut de cette énonciation, il doit être nécessairement condamné à l'amende. — Cass. 22 juill. 1807, t. 13, p. 97, nº 84. — La nullité ne peut pas être prononcée pour défaut d'une pareille énonciation. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 1, p. 152, nº 295; Pig. t. 1, p. 125, not. 5; Pig. *Comm.* t. 1, p. 175; F. L. t. 1, p. 237.

66. Si celui à la requête duquel un jugement a été notifié s'est attribué un domicile que la partie adverse soutient n'être pas véritable, on peut, avant faire droit, ordonner la preuve testimoniale de l'existence du domicile au lieu indiqué dans l'exploit. — Renn. 27 janv. 1819, t. 15, p. 142, vº *jugement*, nº 170.

67. L'exploit entaché d'une erreur dans l'indication du domicile du demandeur n'est pas nul, si cette erreur n'a été ni pu être préjudiciable au défendeur. — Montp. 4 mai 1825, t. 30, p. 143.

68. La mention faite dans un exploit de la demeure ou de l'habitation équivaut-elle à celle du domicile? — Non. — Gênes, 5 août 1808; Liége, 13 juill. 1814. — Oui. — Pau, 30 nov. 1809; Cass. 21 juill. 1819, 23 déc. 1819; Gren. 3 janv. 1820, t. 3, p. 153, nº 60, vº *appel*; et t. 13, p. 114, nº 111; et p. 118, nº 113. — Oui, suivant M. Carr. t. 1, p. 154, nº 300; et non, suivant M. B. S. P. — L'avis de ce dernier auteur est adopté J. A. *ibid.* — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 123. — V. *infrà*, nº 122.

69. Décidé également que la copie d'un exploit ou d'un acte d'appel n'est pas nulle, quoiqu'elle ne contienne pas l'indication du domicile de l'appelant, mais celui de la résidence, parce que le mot résidence est synonyme du mot demeurant, l'un et l'autre indiquant le domicile lorsqu'il n'est pas démontré que le domicile n'est pas autre que la résidence. — Besanç. 22 janv. 1820, t. 13, p. 272, nº 341.

70. L'énonciation faite dans un exploit qu'on demeure dans un lieu, emporte l'idée qu'on est domicilié dans ce lieu, lorsque d'ailleurs il n'est élevé aucune contestation à cet égard. — Gren. 16 août 1826. Sébastien Guillon C. les mariés Tissot et Jean Michallon.

71. Comme aussi est valable un exploit ou acte d'appel qui indique d'une manière implicite, mais suffisante pour le faire connaître, le domicile réel des demandeurs ou appelants. — Cass. 18 fev. 1828, t. 35, p. 194.

72. Jugé au contraire que l'exploit fait à la requête d'un tel, de telle commune, n'indique pas suffisamment le domicile du demandeur. — Turin, 24 avr. 1810, t. 13, p. 164, nº 172. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 153, not. 2, et B. S. P. p. 199, not. 21. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 122.

73. Le domicile de la partie est suffisamment désigné par la mention de la profession qui ne peut être exercée qu'en un lieu déterminé. — Rouen, 7 juin 1808. — Gênes, 8 juill. 1809. — Gren. 3 janv. 1820, t. 13, p. 114, nº 109.

74. Cependant la qualification donnée au requérant de *marchand patenté par acte de livre à*, n'indique pas suffisamment son domicile, encore que ce soit le lieu de son domicile. — Brux. 7 déc. 1818, t. 13, p. 261.

75. L'officier de santé attaché à l'armée n'indique pas suffisamment son domicile, dans un exploit d'assignation, par ces mots : actuellement à la grande armée. — Brux. 27 mars 1807, t. 13, p. 91, nº 74. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 153, not. 1. — *V.* aussi M. F. L. t. 1, p. 136.

76. Celui qui est employé dans les armées n'a pas de domicile actuel, et peut alors indiquer dans un exploit la demeure d'un tiers chargé de le représenter. — Paris, 4 fev. 1811, t. 13, p. 158, nº 165.

— *V.* M. Carr. t. 1, p. 153, not. 1.

77. Un exploit d'assignation n'est pas nul si, lorsqu'il n'indique pas le domicile et la profession du demandeur, ce domicile et cette profession se trouvent indiqués dans le procès-verbal de non-conciliation signifié en tête de cet exploit. — Nîm. 5 août 1812, t. 13, p. 199, n° 216. — M. Carr. t. 1, p. 151, not. 1, n° 2, fait observer que la décision serait contraire si le procès-verbal était donné par acte séparé. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 122. — V. *suprà*, n° 53.

78. Décidé au contraire que la nullité d'un exploit résultante du défaut de mention du domicile de la personne à la requête de qui il est fait, ne peut être écartée par le motif que ce domicile est indiqué dans une pièce signifiée en tête de l'exploit. — Bourg. 19 juill. 1822, t. 24, p. 238.

79. Décidé cependant que lorsqu'un exploit introductif d'instance n'indique pas explicitement que le demandeur, agissant dans son intérêt personnel, entend procéder aussi en qualité de tuteur, ce silence peut être suppléé par les autres actes du procès, notamment par les énonciations contenues dans le procès-verbal de non-conciliation auquel l'exploit d'ajournement se réfère. — Toul. 26 mars 1824, t. 26, p. 177.

80. Il suffit que la femme demanderesse indique dans l'exploit le domicile de son mari. — Cass. 23 déc. 1819, t. 13, p. 118.

81. Dans les assignations pour divorce données au mari, le domicile de la femme est suffisamment indiqué par l'énoncé de la résidence de fait. — Cass. 9 frim. an XI, t. 13, p. 60, n° 26. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 152, not. 1, n° 2.

82. Les huissiers sont obligés d'indiquer dans tous les exploits dans quelle municipalité est domiciliée la partie à la requête de laquelle ils agissent. Ainsi, dans un acte d'appel ou dans un exploit le domicile du requérant n'est pas suffisamment désigné lorsque, la partie étant domiciliée *à Paris*, l'on se contente d'énoncer la ville, et cela quand même la partie serait revêtue d'un grade qui puisse la faire trouver facilement, tel que celui de lieutenant à tel régiment de la garde royale. — Poit. 13 août 1827, t. 28, p. 208. — *V.* le n° suivant.

83. *Contrà*, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, d'indiquer dans un exploit fait à la requête d'une personne domiciliée à Paris, la rue et le n° du domicile. — Montp. 4 mai 1825. — Bourg. 26 juill. 1826, t. 30, p. 143, et t. 32, p. 227.

84. Ne peut donner ouverture à cassation l'arrêt qui, d'après les circonstances, déclare que le domicile du requérant est suffisamment indiqué dans un exploit, par ces mots *demeurant à Paris*. — Cass. 22 mars 1831, t. 40, p. 373. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 120. — *V.* les deux n^os qui précèdent.

Chap. V. *Au nom de qui les exploits doivent-ils être faits?*

(*V.* v° *appel*, le chap. de l'*acte d'appel*. — *V.* aussi v° *signification*.)

85. Il n'est pas nécessaire pour la validité d'un exploit que le nom des mandants parties au procès précède celui du procurateur. — Renn. 17 déc. 1812, 6 août 1813, et 16 janv. 1818, t. 13, p. 256, n° 310. — Les auteurs sont partagés sur cette question; MM. Pig. t. 1, p. 52, et Th. Desm. p. 20, tiennent rigoureusement à la maxime que nul en France ne plaide pas procureur, et qu'il faut agir à la requête du mandant. MM. Carr. t. 1, p. 149, n° 290; B. S. P. p. 196, not. 9, et Merl. *Rép.* v° *plaider par procureur*, et *Q. D.* v° *prescription*, pensent que le mandataire peut agir en cette qualité. — MM. Carr. t. 1, p. 153, n° 297, pense que, dans un exploit donné par le procurateur, le domicile de la partie est exigé à peine de nullité, mais qu'il n'en est pas ainsi du domicile du mandataire. Ce dernier domicile paraît cependant très-nécessaire. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 127.

86. Le consignataire d'un bâtiment ou de sa cargaison peut, de même qu'un commissionnaire de commerce, assigner en son propre nom dans l'intérêt de ses commettants, et sans faire connaître leurs noms. — Renn. 9 juin 1817, t. 13, p. 251, n° 299. — *V.* en ce sens M. Carr. t. 1, p. 149, n° 289.

87. Quand la partie adverse a formé une demande reconventionnelle contre un consignataire personnellement, un tribunal ne peut déclarer le consignataire non recevable dans sa demande principale, sur le fondement de la maxime : nul ne plaide en France par procuration. — Renn. 9 juin 1817, t. 13, p. 251, n° 300.

88. Les syndics nommés dans les assemblées de membres appartenants à d'anciennes corporations peuvent donner assignation en leur nom personnel dans l'intérêt de la communauté. — Cass. 7 sept. 1814, t. 13, p. 228, n° 259.

89. L'assignation originaire, donnée par un mandataire de bonne foi, à la requête du demandeur alors décédé, ne peut être annulée dans le cours d'une instance qui a déjà parcouru les deux degrés de juridiction. — Paris, 25 avr. 1807, t. 13, p. 91, n° 75. — Telle est l'opinion de M. F. L. t. 1, p. 136. — *V.* aussi M. Haut. p. 193.

90. L'assignation donnée par le chef d'une administration doit, sous peine de nullité, porter qu'elle est signifiée à la requête de cette administration, et à la diligence de ce fonctionnaire. — Brux. 7 avr. 1832, t. 45, p. 525. — Mais il suffirait que l'exploit indiquât que le fonctionnaire agit en sa qualité de fonctionnaire et comme représentant l'administration, et que l'exploit fût libellé de manière à ne pas laisser de doute sur la qualité de celui qui agit. — *V.* J. A. *ibid.*

91. La citation donnée à raison d'un délit forestier doit l'être à la requête de l'administration forestière. Les inspecteurs et autres agents de cette administration n'ont pas qualité pour la donner. — Cass. 29 oct. 1824, t. 29, p. 125.

92 et 93. Un garde champêtre n'a pas qualité pour faire citer à sa requête devant un tribunal répressif, et dans l'intérêt de la vindicte publique, le prévenu d'une contravention ou d'un délit quelconque. — Cass. 15 déc. 1827, t. 28, p. 216.

Chap. VI. *Constitution d'avoué et élection de domicile.*

(*V.* v° *appel*, le chap. de l'acte d'*appel*, n°s 357 à 382.)

94. Il y a nullité de l'exploit lorsque la copie signifiée ne contient pas la constitution de l'avoué. — Grenob. 5 juillet 1828, t. 36, p. 132.

95. L'assignation donnée par un avoué constitué à une partie qui elle-même a un avoué, pour être présente à une enquête, doit, à peine de nullité, faire mention de la constitution d'avoué. — Orl. 5 mars 1830, t. 38, p. 365. — V. *ibid.* des observations en sens contraire.

96. Une assignation donnée le jour même de l'installation des avoués dans le tribunal auquel la demande est portée, n'est pas nulle, quoiqu'elle ne contienne pas une constitution d'avoué. — Cass. 20 fév. 1839. Barbier C. Gonon.

97. Un exploit n'est pas nul par cela seul qu'un avoué s'y trouve constitué sous la qualification d'avocat. — Lim. 30 déc. 1812, t. 13, p. 205, n° 225. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 155, n° 3, not. 1.

98. Le demandeur qui élit un autre domicile que celui de l'avoué constitué peut-il choisir ce domicile hors du lieu où siége le tribunal? — L'art. 61 C. P. C. ne prescrit pas, comme les art. 422 et 559 du même Code, d'élire domicile dans le lieu où siége le tribunal; cependant MM. Carr. t. 1, p. 156, n° 304; Pig. t. 1, p. 135, not. 7; Pig. *Comm.* t. 1, p. 177; et Haut. p. 76, 2° alin., disent que cette élection de domicile doit être faite ainsi. Il existe en effet des considérations puissantes à l'appui de cette opinion; mais, pour faire annuler l'exploit qui aurait fait élection de domicile dans un autre lieu, il faudrait pouvoir invoquer une disposition de loi qui prononçât cette nullité. — *V.* J. A. t. 13, p. 295, n° 381.

99. S'il y a plusieurs demandeurs, comment doivent-ils constituer avoué et élire domicile?— Si les demandeurs ont le même intérêt, ils constitueront tous un même avoué, et ils feront une seule élection de domicile; sinon, le défendeur pourra demander que toutes les demandes soient réunies en un seul procès qui sera suivi par un seul avoué. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 175 et 176, pense même que, si les demandeurs ne s'accordent pas, le défendeur pourra faire les significations à l'avoué le plus ancien. — *V.* J. A. t. 13, p. 296, n° 382.

100. L'élection de domicile, pour le domaine de l'Etat, au parquet du procureur général, est de droit. — Renn. 10 août 1820, t. 13, p. 276.

Chap. VII. *Noms, demeures, immatricule et signature de l'huissier.*

(*V.* v° *appel*, le chap. de l'*acte d'appel*, et notre mot *huissier*.

101. Les énonciations relatives à l'immatricule d'un huissier qui notifie un exploit lui deviennent propres par sa signature, quoiqu'elles ne soient pas entièrement écrites de sa main. — Renn. 20 mai 1813, t. 13, p. 215, n° 238. —*V.* M. Carr. t. 1er, p. 156, not. 1, n° 7. — *V.* le n° suivant.

102. Un exploit est nul lorsque la date, l'immatricule et le parlant à ne sont pas de la main de l'huissier. — Riom, 4 juill. 1829 t. 38, p. 368.—V. *ibid.* observ. en sens contraire.—V. *infrà*, n° 129.

103. Un huissier remplit suffisamment le vœu de l'article 61 C. P. C. qui veut que tout exploit par lui signifié contienne son immatricule, lorsqu'il indique le tribunal auprès duquel il exerce ses fonctions. — Cass. 12 mars 1813, t. 13, p. 210, n° 235. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 157, not. 1, n° 3; Pig. *Comm.* t. 1, p. 177; F. L. t. 1, p. 137; Merl. *Q. D.* v° *assig.* § 5. — L'art. 61 C. P. C. n'exigeant que l'immatricule de l'huissier, le défaut d'énonciation de la patente n'entraîne pas la nullité. — C'est aussi l'avis du Pr. Fr. t. 1, p. 110-113.

104 et 105. Comme aussi le défaut de désignation, dans la copie, du tribunal dans le ressort duquel l'huissier a le droit d'exercer ses fonctions, suffit pour annuler l'exploit, quoique cette énonciation se trouve dans l'original. — Cass. 1er brum. an XIII, t. 13, p. 38, n° 9, 3e espèce.— Paris, 29 avr. 1809, t. 12, p. 466, v° *exceptions*, n° 45.

106. Mais un exploit n'est pas nul parce que l'huissier, au lieu de dire qu'il est *immatriculé* à tel tribunal, a dit qu'il est *patenté au tribunal de*.... Le mot *immatriculé* n'est pas sacramentel; il peut être suppléé par des termes équipollents.— Cass. 11 nov. 1823, t. 25, p. 347.

107. Cependant l'exploit n'est pas nul lorsque la copie, au lieu de ces mots *ayant patente* de l'original, contient seulement le mot *ayant*. — Cass. 2 niv. an VI, t. 13, p. 32, n° 9, 1re espèce.—M. Carr. t. 1, p. 166, pense que, lorsque l'imperfection d'un acte dérive d'une simple erreur de copiste, cette imperfection n'entraîne pas nullité de cet acte, bien qu'elle présente l'inobservation d'une formalité prescrite sous cette peine. — *V.* sur les erreurs de la copie, MM. Carr. t. 1, p. 146; Pr. Fr. t. 1, p. 294; Pig. *Comm.* t. 1, p. 178; D. C. p. 63; Delap. t. 1, p. 69; Merl. *Rép.* v° *copie*, § 2, n° 2, p. 222; et F. L. v° *ajournement*, § 2.—*V.* aussi *suprà*, nos 40 et suiv.

108. La qualification d'officier ministériel près les tribunaux de Paris, prise par un huissier dans un exploit, satisfait à la loi. — Cass. 6 flor. an X, t. 13, p. 58, n° 23.

109. L'exploit d'appel dans lequel l'huissier énonce ses qualités par abréviation n'est pas nul, comme ne contenant pas la mention régulière de son immatricule. — Gren. 28 juill. 1817, t. 13, p. 252, n° 301.

110. Mais un exploit d'ajournement est nul s'il y a de fausses énonciations dans l'immatricule de l'huissier. — Lyon, 16 janv. 1811, t. 13, p. 159, n° 163. — *V.* M. B. S. P. p. 203, not. 34, n° 5.

111. L'énonciation de la qualité de l'huissier fait partie essentielle de l'immatricule que l'exploit doit référer à peine de nullité. — Renn. 7 fév. 1810, t. 13, p. 144, n° 139.

112. En matière de commerce, il n'est pas nécessaire que l'exploit de reassigné contienne l'immatricule de l'huissier. — Cass. 5 brum. an XI, t. 13, p. 56, n° 42.

113. Mais l'exploit signifié à la requête de l'administration des forêts, et contenant appel d'un jugement de police correctionnelle, est nul si l'huissier n'y a pas énoncé son immatricule et sa qualité. — Toul. 27 déc. 1826, t. 34, p. 69.

114. L'omission de l'indication de sa demeure, faite par un huissier dans un exploit, n'entraîne pas la nullité, si d'ailleurs il y a indiqué son domicile. — Cass. 10 août 1813, t. 13, p. 217, n° 243.— *V.* dans ce sens M. F. L. t. 1, p. 137, 1er col. et M. Carr. t. 1, p. 156, n° 305.— V. *infrà*, n° 116. — Ce auteur dernier pense que le défaut d'indication de la rue et du n° de la maison de l'huissier n'est pas une cause de nullité.

115. Le domicile de l'huissier est suffisamment énoncé par l'indication de la commune où il réside. — Lyon, 14 mars 1827. Lagier C. Rigaudon.

116. Comme aussi l'exploit n'est pas nul lorsque l'huissier, au lieu d'indiquer la résidence qui lui a été assignée par le tribunal près lequel il exerce, indique sa demeure réelle. — Nîm. 20 janv. 1819, t. 13, p. 261, n° 323. — V. *suprà*, n° 114.

117. La signature de l'huissier au bas de l'exploit peut suppléer au défaut d'indication de son nom dans le corps de l'acte. — Renn. 22 août 1810, t. 13, p. 158, n° 161.— M. Pig. t. 1, p. 126, not. 9, est d'un avis conforme.—M. Carr. t. 1, p. 156, not. 1re, dit qu'il importe beaucoup d'éviter l'omission du nom de l'huissier. Sans doute cela est plus régulier; mais on ne peut voir une nullité dans son omission, lorsque la signature l'indique.

118. Si la copie de l'exploit ne porte pas la signature de l'huissier, l'exploit est nul. — Besan. 25 janv. 1810.—Poit. 13 août 1819, t. 13, p. 61, n° 50, et p. 269, n° 334.

119. Lors même que le *parlant à* et la date seraient de la main de l'huissier. — Bourg. 9 fév. 1829, t. 39, p. 202.

120. Comme aussi est nul l'exploit au bas duquel sont, au lieu de la signature de l'huissier, des caractères imparfaits, différents de la signature habituelle de l'huissier dont le nom est en tête de l'acte. — Brux. 19 nov. 1828, t. 36, p. 314.

Chap. VIII. *Demeure et noms du défendeur.*

(*V.* v° *appel*, le chap. de l'*acte d'appel*, et *suprà*, le chap. 4.)

121. Le défaut de mention du domicile réel de l'assigné ne vicie pas de nullité la signification d'un exploit à domicile élu. — Caen, 9 déc. 1825. Cauchard C. Gondés et Dumesnil.

122. Est valable l'exploit qui n'indique que la demeure du défendeur. — Renn. 22 juill. 1814, t. 13, p. 118, n° 113. — Brux. 21 nov. 1829. Varoqué C. le comte de Mérode et consorts. — V. *suprà*, n° 68.

123. Comme aussi, lorsque l'huissier a omis de désigner le domicile de la partie à laquelle il notifie un exploit, mais que, n'ayant trouvé personne à ce domicile, il déclare avoir remis la copie au maire du lieu, l'énonciation se trouve suffisamment faite. — Metz, 27 fév. 1822, t. 24, p. 59.

124. De même un exploit notifié au mari et à l'épouse par deux copies séparées n'est pas nul, parce que dans la copie délaissée à l'épouse, l'huissier a oublié de mentionner *le lieu* qu'habite le mari, s'il résulte des autres énonciations de l'exploit que l'épouse n'a pu se méprendre sur sa destination. — Poit. 15 mars 1825, t. 28, p. 116.

125. Comme aussi l'exploit donné par un tel, huissier à Paris, à tel, demeurant hors la barrière d'Enfer, sans indication de la ville où se trouve cette barrière, est valable, si l'assigné demeure à Paris hors cette barrière. — Cass. 3 mai 1830, t. 39, p. 42.

125 *bis*. De même un exploit n'est pas nul parce qu'il y a erreur dans l'indication du nº de la maison du défendeur ou de l'intimé. — Renn. 15 avr. 1811, t. 13, p. 164.

126. M. Carr. t. 1, p. 153, nº 298, dit qu'il n'y aurait pas nullité si on désignait seulement la ville. — Les auteurs du Pr. Fr., au lieu cité aux nos 76 et 77, ne s'expliquent pas sur la nullité. — M. Carr. t. 1, p. 154, nº 299, pense même que le domicile serait suffisamment indiqué par ces mots : *Un tel vivant*, *négociant* (ou exerçant toute autre profession), *en telle ville*, arg. C. C. 102.

127. L'exploit donné à un individu *propriétaire et maire de la commune de..... en son domicile et parlant à sa personne*, est nul, comme ne contenant pas une indication suffisante du domicile. — Cass 21 fév. 1826, t. 31, p. 22.

128. Décidé de même que l'énonciation de la qualité de maire donnée à un assigné ne supplée pas au défaut d'indication de sa demeure. — Poit. 18 juin 1830, t. 39, p. 190.

129. Un exploit n'est pas nul parce que le nom de la personne à laquelle il est signifié n'est pas écrit de la main de l'huissier. — Turin, 24 germ. an XII, t. 13, p. 70, nº 45. — *V.* dans ce sens M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 178. — V. *suprà*, nº 101.

130 et 131. Comme aussi un exploit peut ne pas contenir le prénom du défendeur. — Liége, 31 juill. 1811, t. 13, p. 174, nº 179.— Brux. 21 nov. 1829. Varoqué C. le comte de Mérode.— Le prénom et la profession ne sont pas exigés à peine de nullité, suivant MM. Carr. t. 1, p. 157, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 177.

132. L'assignation en police correctionnelle, n'étant pas soumise aux formes ordinaires des exploits, peut être valable quoiqu'elle ne contienne ni les noms ni les prénoms de l'assigné, lorsque celui-ci est d'ailleurs désigné sous d'autres qualifications. — Gren. 8 mai. 1824, t. 28, p. 263. — V. *suprà*, nos 127 et 128.

Chap. IX. *En la personne de qui l'exploit doit-il être signifié ?* (*V.* vº *appel*, le chap. de l'*acte d'appel*. — *V.* aussi vº *signification.*)

133. En 1791, les communes devaient être assignées au domicile du maire, et non à celui du procureur de la commune. — Colm. 1 prair. an XI, t. 4, p. 723, vº *autorisation de communes*, nº 14.

134. L'assignation donnée à une commune est nulle, si elle a été donnée personnellement au maire, et non à la commune en la personne de ce fonctionnaire. — Cass. 10 juin 1812, t. 13, p. 191, nº 209. — *V. infrà*, nos 249 et suiv.

135. Est nulle l'assignation donnée à la fabrique d'une église, si l'exploit a été signifié en la personne de son préposé, hors de son bureau. — Liége, 12 mars 1829, t. 41, p. 408.

136. Mais une administration ecclésiastique qui n'a ni bureaux ni commis en permanence, lors même qu'elle a un local spécial pour la tenue de ses séances, peut valablement être assignée dans la personne de son receveur, surtout lorsque celui-ci, prenant une inscription hypothécaire dans l'intérêt de cette administration, y a fait pour elle élection de domicile en sa propre demeure. — Colm. 25 avr. 1817, t. 5, p. 52, nº 58.

137. Lorsque l'administration des pauvres d'une commune n'a pas de bureau spécial, une assignation peut être donnée à cette administration en la personne du maire de la commune, son président. — Cass. 11 janv. 1830, t. 38, p. 183.

138. Des associés pour une opération commerciale peuvent être assignés, collectivement et sans désignation de nom d'aucun d'eux, au domicile de la société. — Cass. 21 nov. 1808, t. 13, p. 125. — Pau, 19 janv. 1811, t. 13, p. 125, nº 121. — En ce sens *V.* MM. Carr. t. 1, p. 195 ; F. L. t. 1, p. 144 ; B. S. P. p. 200, not. 23, nos 1 et 5, not. 38, nº 3 ; Merl. *Rep.* vº *société*, sect. 6, § 3, t. 12, p. 711, et Haut. p. 76. — Dans un sens contraire, *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 196. — Une assignation pourrait-elle être donnée pour plusieurs demandeurs à la requête d'un tel et *consorts ?* —Tous les auteurs adoptent la négative. On s'est demandé si l'exploit ne serait pas du moins valable pour la partie dénommée. On a distingué si l'assignation était donnée pour l'exécution d'une obligation indivisible et solidaire ; comme chaque créancier a le droit d'assigner pour le tout, peu importe que les mots et *consorts* se trouvent à la suite du nom du créancier agissant ; mais si l'obligation n'est ni indivisible ni solidaire, à moins que celui qui agit ne restreigne sa demande à la part qui lui revient, l'assignation est nulle. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 148, nº 287-288 ; Pig. t. 1, p. 125, not. 4, nº 2 ; Pig. *Comm.* t. 1, p. 174 ; Pr. Fr. t. 1, p. 296 ; F. L. t. 1, p. 135 ; Merl. *Rep.* t. 3, p. 10 ; Delap. t. 1, p. 65.

139. La cédule délivrée par le juge de paix, pour appeler en conciliation un individu alors existant ou dont le décès n'est pas encore connu, est valablement notifiée à ses héritiers. — Paris, 27 août 1807, t. 13, p. 104. —En ce sens, *V.* M. Carr. t. 1, p. 14, nº 24.

140. L'assignation devant la section civile de la Cour de cassation n'est pas nulle, si, la partie adverse venant à décéder après l'arrêt d'admission, elle est donnée à la veuve commune en biens et aux héritiers, en une seule copie signifiée à cette veuve — Cass. 6 sept. 1814, t. 13, p. 227, nº 258.

141. Décidé également qu'il suffit, pour remplir les formalités exigées par les art. 61 et 447 C. P. C., qu'un exploit soit notifié à une veuve, tant pour elle que pour ses enfants, comme héritiers de leur père, avec lequel elle était commune en biens, lorsque la liquidation de la communauté n'a point encore été opérée, parce qu'il est de principe que les cohéritiers peuvent être assignés collectivement, et qu'il suffit de désigner l'un d'eux ou sa veuve qui a été en communauté avec celui auquel ils succèdent, tant qu'ils sont dans l'indivision ou que la cessation de cet état n'est point connue. — Besanç. 28 sept. 1816, t. 13, p. 241, nº 286 *bis*.

142. L'assignation donnée à l'héritier présomptif avant l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer n'est pas nulle, sauf à l'héritier à arrêter les poursuites, en opposant qu'il n'est pas encore temps de prendre qualité. — Bord. 10 juin 1807, t. 13, p. 95, nº 80.

143. Lorsqu'un conservateur d'hypothèques est décédé, ses héritiers doivent être assignés sur une action en garantie au domicile du nouveau conservateur, et non à l'ancienne habitation du conservateur décédé.—Rouen, 7 nov. 1826, t. 38, p. 117.

144. Le mineur en curatelle doit être assigné en son nom personnel, et non en celui du curateur. — Cass. 26 juin 1809, t. 13, p. 132, nº 130. — Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 137, 2e col., 5e alin. ; et Merl. *Rep.* vº *inst. d'héritier*, sect. 1, nº 8.

145. Mais l'assignation donnée au mineur émancipé non pourvu d'un curateur est nulle, et ne peut être validée par la nomination postérieurement faite d'un curateur, s'il s'agit d'une action dans laquelle son concours est nécessaire. — Montp. 31 mars 1813, t. 13, p. 206, nº 228.

146. Les mineurs doivent être assignés au domicile de leur père décédé. — Cass. 16 pluv. an VII, t. 13, p. 29, nº 4.

147. Lorsque, dans le cours d'une instance des mineurs ont été émancipés, l'exploit en reprise d'instance et tous les actes de procédure signifiés au tuteur postérieurement à l'émancipation sont nuls. — Cass. 23 fruct. an III, t. 13, p. 28.

148. Cependant, le mineur devenu majeur dans le cours d'une instance, ne peut se plaindre que les significations aient été faites à son tuteur, s'il n'a fait connaître son changement d'état. — Besanç. 9 mars 1827. Roussel C. Pothier.

148 *bis*. L'assignation en partage donnée contre des mineurs n'est pas nulle, sur le motif que le demandeur ne les a pas fait préalablement pourvoir de tuteurs spéciaux. — Renn. 17 juin 1812, t. 15, p. 359, vº *jug. par déf.*, nº 93.

148 *ter*. Le conseil donné au prodigue doit agir avec lui, et les significations faites au prodigue seul sont nulles. — Brux. 13 avr. 1808, t. 8, p. 527, vo *contr. par corps*, no 66.

149. Lorsqu'il s'agit de déterminer la capacité d'une personne par rapport à ses biens immobiliers, c'est le statut réel qu'il faut consulter; et particulièrement, sous le statut de Namur, la femme devait être assignée personnellement pour une action immobilière. — Liége, 31 juill. 1811, t. 13, p. 171, no 181.

149 *bis*. Un exploit signifié, non à la partie, mais à la personne de son receveur ou de son agent, est nul. — Cass. 4 therm. an v, t. 13, p. 29, no 3.—Dans ce sens, *V*. M. Carr. t. 1, p. 186, not. 1re.

150. Mais dans les colonies, notamment à la Martinique, il est d'usage constant et immémorial que les absents ou non résidants soient valablement assignés, en matière civile, en la personne et au domicile de leurs fondés de pouvoirs, lorsque ces pouvoirs donnent droit aux mandataires de défendre à l'espèce de demande formée contre le mandant.—Cass. 28 juin 1826, t. 31, p. 311.

Chap. X. *Remise des exploits.*— Art. 1er. *A quel domicile doivent-ils être remis?* — § 1er. *Du domicile réel, du domicile élu.*

151. Est à l'abri de la cassation l'arrêt qui déclare valable une signification faite au domicile apparent du défendeur, que celui-ci a lui-même indiqué, et qui d'après les circonstances de la cause est réellement son domicile.— Cass. 20 juin 1832.—V. *infrà*, no 156.

152. L'élection de domicile dans un acte n'empêche pas qu'un exploit ne soit valablement signifié au domicile réel.— Cass. 23 vent. an x, t. 13, p. 54, no 20.

153. Les poursuites en expropriation forcée peuvent être signifiées au domicile réel du débiteur, domicile qu'il a toujours conservé, quoique dans les titres en vertu desquels elles sont faites on lui attribue un autre domicile. —Cass. 8 fév. 1832, t. 43, p. 512.

154. Le débiteur incarcéré a seul le droit de faire citer son créancier dans le domicile élu par celui-ci au lieu de l'écrou. — Cass. 17 juill. 1810, t. 3, p. 579, vo *contr. par corps*, no 106. — MM. Carr. t. 5, p. 62, no 2634, et la not.; et F. L. t. 1, p. 685 et 687, § 4, adoptent ces principes. Cependant M. Carr. no 2705, pense que les créanciers recommandants peuvent être assignés par le créancier incarcérant au domicile élu dans le procès-verbal de recommandation, ce qui paraît opposé à la doctrine précédemment émise; car alors un autre que le débiteur a le droit d'assigner au domicile élu dans le procès-verbal d'emprisonnement ou de recommandation, ce qui dans ce cas n'offre pas de différence.

155. L'assignation est valablement donnée au domicile élu dans un acte, quoique l'élection de domicile ait été faite dans un hôtel garni, et que la partie demanderesse en ait en quelque sorte précédemment reconnu l'insuffisance, en faisant signifier un exploit d'ajournement, tant au domicile élu qu'au domicile réel des autres parties. — Paris, 3 mars 1810, t. 13, p. 146, no 145.

156. Des significations peuvent être faites au domicile que le défendeur a pris dans des actes judiciaires.— Cass. 28 déc. 1815, t. 13, p. 234, no 270.

157. ... Encore qu'il ait résidé ailleurs.— Paris, 3 août 1807, t. 13, p. 98, no 85.—V. *suprà*, no 151.

158. Une demande reconventionnelle peut être formée par exploit donné au domicile élu dans la demande principale.—Paris, 21 fév. 1810, t. 13, p. 145, no 144. —*V*. M. Carr. t. 1, p. 177, not. 1, no 11.

159. L'élection de domicile pour l'exécution d'un acte profite aux tiers qui représentent l'une des parties.— Cass. 29 mai 1811, t. 13, p. 168, no 175 *bis*.

159 *bis*. Est valable l'assignation à bref délai donnée par l'intimé, au domicile élu par l'appelant, avec protestation de nullité des exploits qui lui seraient donnés ailleurs. — Paris, 24 brum. an xii, t. 13, p. 70, no 43. — V. *infrà*, nos 169 et 181.

160. Celui qui a fait des offres réelles peut être valablement assigné au domicile élu dans l'exploit. — Paris, 7 mess. an xi, t. 13, p. 66, no 38.—*V*. M. Carr. t. 1, p. 177, not. 1, no 9.

161. Dans les contestations relatives aux inscriptions hypothécaires par lui prises, le créancier peut être assigné à son domicile réel en parlant à un de ses parents ou domestiques.— Brux. 28 juill. 1811, t. 13, p. 197, no 213.

162. Le débiteur qui veut faire prononcer la radiation d'une inscription prise par un créancier décédé peut valablement l'assigner au domicile élu dans son inscription.—Lyon, 12 juill. 1826. Médan C. Durieu. — V. *infrà*, no 199.

163. Le créancier qui, dans son inscription, a élu domicile chez le conservateur des hypothèques, en le désignant par son nom, peut y recevoir les notifications pour la purge; quoique ce bureau ait été réuni à un autre dans un lieu différent, le domicile ne se trouve pas transféré de droit chez l'autre conservateur. — Cass. 8 therm. an xi, t. 21, p. 236, vo *signif.*, no 5.

164. En matière de lettres de change, le défendeur peut être assigné au lieu où se trouve son établissement commercial, quoiqu'il soit domicilié ailleurs. — Paris, 2 juin 1812, t. 13, p. 190.

165. Un membre d'une société de commerce peut être assigné à son domicile et non à celui de la société, lorsqu'il est personnellement obligé au paiement d'une lettre de change, tirée par le fondé de pouvoir de cette société. — Paris, 11 sept. 1811, t. 13, p. 179, no 186.

166. On ne peut assigner une partie au domicile élu dans un acte, pour tout autre objet que l'exécution de cet acte. — Renn. 15 mars 1821, t. 19, p. 231, vo *ressort*, no 293.

167. La partie peut être assignée, depuis la publication de l'art. 111 C. C., à un domicile élu dans un acte avant ce code. — Brux. 3 fruct. an xiii, t. 13, p. 82, no 54.

168. Le défendeur en cassation n'est pas valablement assigné au domicile par lui élu dans l'exploit de signification du jugement attaqué. — Cass. 5 flor. an ix, t. 6, p. 121, vo *cassation*, no 10. — *V*. M. B. S. P. t. 2, p. 481, not. 33.

169. Toutes significations, poursuites et demandes relatives à l'instance engagée, peuvent être faites au domicile élu dans l'acte d'appel, encore qu'il y soit dit que l'élection est faite sans aucune autre attribution.—Cass. 13 germ. an xii, t. 13, p. 71, no 47.

170. L'assignation à fin de nomination d'arbitre dans les affaires de commerce ne peut pas être donnée au domicile élu pour l'appel. — Cass. 21 prair. an viii, t. 13, p. 31, no 8.

171. Les significations faites au domicile réel de l'interdit sont valables, lorsque l'acte de nomination du curateur y a fixé le domicile de la curatelle. — Cass. 24 brum. an ix, t. 3, p. 52, no 17.

172. Dans le cas de diffamation contre un fonctionnaire public, la signification des faits articulés par le prévenu peut être faite au domicile élu dans la plainte.—Aix, 16 déc. 1825, t. 30, p. 232.

173. L'assignation donnée à domicile élu doit-elle indiquer le domicile réel du défendeur à peine de nullité? — Oui.—Brux. 14 juill. 1807; Renn. 15 mars 1821. — Non. — Cass. 12 fév. 1817; Bord. 14 fév. 1817, t. 3, p. 208, no 98; t. 13, p. 97, no 83; p. 246, no 293; et t. 19, p. 231, no 294. — MM. Carr. t. 1, p. 152, no 296; Merl. *Rép.* vo *domicile*, p. 247; Pig. *Comm.* t. 1, p. 175; F. L. t. 1, p. 136, 137; Delap. t. 1, p. 62, pensent qu'il faut indiquer le domicile réel.

174. L'exploit introductif d'instance signifié à plusieurs parties intéressées, aux uns à leur domicile réel, aux autres à un domicile élu, n'est pas nul à l'égard de ceux assignés au domicile réel, et les parties valablement assignées n'ont pas le droit de se plaindre de l'irrégularité de l'exploit, dans le silence des assignés à domicile élu. — Cass. 23 déc. 1828, t. 36, p. 162.

175. Est-il des cas où une personne puisse être indifféremment citée dans un lieu ou dans un autre, parce qu'elle serait censée avoir deux domiciles? — Les art. 102 et suivants du Code civil ne permettent pas d'avoir deux domiciles. — MM. TOULL. t. 1, p. 259, nº 367, et DE MALLEVILLE, sont d'accord sur ce point. Mais il peut y avoir changement de résidence sans que l'intention de transférer le domicile ait été bien constatée : il faut dans ce cas consulter les circonstances dont parle l'art. 105 C. C. et faire la signification au lieu où le défendeur acquitte ses contributions personnelles, où il exerce ses droits politiques, où il fait le service de la garde nationale. — Telle est aussi l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 180, nº 350 ; et des auteurs du PR. FR. t. 1, p. 284, 2e alin.; J. A. t. 13, p. 297, nº 384.

176. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'on peut, par la réunion de certaines circonstances, déterminer quel est le véritable domicile des parties. — Renn. 12 mai 1813, t. 16, p. 774, vº *ministère public*, nº 34 *bis*.

177. .. Et qu'une assignation donnée au domicile de fait est valable lorsque le domicile de droit n'est pas connu — Paris, 27 août 1807, t. 12, p. 449, nº 29, vº *exception*. — *V.* en ce sens M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 192.

178. La copie de la citation donnée à un individu prévenu d'un délit de chasse peut être laissée au domicile qu'il a faussement indiqué dans le procès-verbal dressé contre lui, et, s'il n'est pas à ce domicile, on doit la remettre au maire de la commune. — Cass. 21 sept. 1833, t. 47, p. 491.

§ 2. *Du domicile élu chez l'avoué où l'agréé, ou chez un mandataire.*

179. Sous l'ordonnance de 1667, il suffisait de faire les significations et intimations au domicile de l'avoué constitué ; la partie ne pouvait se prévaloir de ce qu'elle n'avait été faite ni à personne ni à domicile.— Angers, 22 prair. an XIII, t. 22, p. 411, vº *vérification d'écritures*, nº 7.

180. Une assignation ne peut être donnée au domicile de l'avoué chargé de gérer et de représenter en justice; la partie doit être assignée à son domicile réel. — Turin, 6 fruct. an XIII, t. 13, p. 82, nº 55.— C'est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 177, not. 1, nº 10.

181. Les assignations à bref délai peuvent-elles être données au domicile de l'avoué constitué?— Oui. — Metz, 3 juin 1811. — Non. — Gren. 9 sept. 1820, t. 13, p. 172, nº 177.

182. En matière correctionnelle, une citation donnée à raison d'un délit de nature à entraîner la peine d'emprisonnement ne peut pas être valablement laissée au domicile de l'avoué que le prévenu a constitué sur les premiers actes de la poursuite, en élevant la question préjudicielle de propriété. — Caen, 22 fév. 1824, t. 28, p. 275.

183. Lorsqu'une personne a pouvoir d'élire domicile pour une autre, toutes assignations données au mandant sont valablement faites au domicile du mandataire, encore que ce dernier n'ait élu domicile chez lui pour son mandant, par aucun acte où l'auteur des poursuites ait été partie, ou qui lui ait été signifié. — Cass. 24 juin 1806, t. 13, p. 86.

§ 3. *Du changement de domicile.*

184. Lorsque l'élection de domicile a été faite au lieu de la résidence des parties à l'époque de l'acte, cette élection doit produire son effet postérieurement au changement de domicile. — Cass. 29 mai 1811 et 24 janv. 1816, t. 13, p. 100, nº 90; et p. 168, nº 175. — Les auteurs du PR. FR. t. 1, p. 292, distinguent, sur les effets du décès de la partie ou de son changement de demeure, le cas où l'instance est déjà liée, de celui où elle ne l'est pas : au premier cas, le décès ou le changement de demeure n'empêche pas de suivre dans le même lieu, et il convient de faire une nouvelle élection; dans le cas contraire, ils pensent que l'élection de domicile devient nulle, *à moins qu'elle n'ait été stipulée comme condition de la convention*. — M. CARR. t. 1, p. 139, critique cette opinion, et d'accord avec BACQUET, RODIER, sur l'art. 3, tit. 2 de l'ordonnance de 1667, et DELVINC. t. 1, p. 254, il est d'avis que, soit que l'instance soit entamée ou non, le décès ou le changement de demeure n'empêche pas l'élection de domicile d'être valable ; il excepte seulement le cas où l'élection aurait été faite en la demeure de la partie, sans la désigner.

185. Lorsqu'un individu a légalement changé de domicile, il ne peut être valablement assigné qu'à celui qu'il a choisi. — Nîm. 30 mars 1808. — Turin, 14 fév. 1810. — Paris, 10 juin 1811. — Renn. 9 août 1819, t. 13, p. 108, nº 101.—*V.* M. B. S. P. p. 212, not. 2.

185 *bis*. Est valable l'assignation donnée à l'ancien domicile connu, s'il n'a pas été changé dans la forme légale, surtout si l'exploit a été affiché à la porte de l'auditoire du tribunal, et visé sur l'original par le procureur du roi. — Bourg. 6 mai 1822, t. 24, p. 142.—V. *infrà*, nº 190.

185 *ter*. Des significations sont valablement faites au domicile d'origine à un individu qui n'établit pas en avoir changé. — Paris, 5 mars 1827. Grangeat C. Bassy.

186. La signification d'un exploit à l'ancien domicile est régulière tant que le nouveau n'est pas légalement acquis. — Paris, 28 nov. 1811, t. 12, p. 481, vº *exception*, nº 63 *bis*.—*V.* M. B S. P. p. 212, not. 2, nº 2. — V. *infrà*, nº 190.

187. La manifestation de l'intention de changer de domicile, faite par des déclarations écrites, ne suffit pas pour opérer ce changement d'une manière légale; il faut que cette mutation de domicile soit manifestée *facto et animo*, et que les conditions prescrites par l'art. 104 du Cod. C. aient été remplies.—Orl. 23 avr. 1819, t. 13, p. 265, nº 327.

188. Cependant, lorsque les faits et les circonstances indiquent dans une partie l'intention d'opérer le changement de domicile, il n'est pas nécessaire, pour que le changement de domicile soit effectué légalement, que la résidence nouvelle soit établie depuis un temps plus ou moins considérable. — Lim. 1er sept. 1813, t. 13, p. 218, nº 245.

189. Comme aussi on ne peut prétendre que le changement légal de domicile ne s'est pas opéré par cela seul qu'on a continué à payer sa contribution personnelle au lieu de son ancien domicile, si l'on a rempli d'ailleurs les formalités prescrites par les art. 103 et 104 C. C. — Turin, 19 mars 1811, t. 15, p. 357, vº *jugement par défaut*, nº 90.

190. Les significations peuvent être faites à l'ancien domicile, tant que le changement intervenu n'a pas été notifié à la partie. — Cass. 16 fruct. an XII. — Turin, 19 mai 1807. — Paris, 30 janv. 1811, t. 13, p. 72, nº 49. — Sur cette question M. CARR. t. 1, p. 182, nº 355, rapporte l'opinion de RODIER qui pense qu'il faut distinguer le cas où l'assignation était affichée à la porte, conformément à l'ordonnance de 1667, et celui où elle est remise à quelqu'un dans l'ancien domicile. Dans le premier cas, l'assignation est valable, dans le second elle est nulle, assimilant l'affiche à la porte à la remise au voisin ou au maire. M. CARR. se demande si l'assignation ainsi accompagnée des formalités de l'art. 68 C. P. C. serait valable ; et il enseigne que la solution de cette question doit être laissée à la conscience du juge. Mais, dans le cas où la copie a été laissée à quelqu'un à l'ancien domicile, M. CARR. pense, comme RODIER, que l'exploit est nul, à moins que cette personne ne se soit dite parent ou serviteur de l'assigné. — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 192, pense également que la copie peut être laissée à l'ancien domicile, quand le nouveau n'est prouvé ni par une déclaration ni par des circonstances. — Cependant M. PIG. *loc. cit.* enseigne que, relativement aux significations, l'usage est de considérer la personne domiciliée au lieu où elle habite réellement. — V. *suprà*, nos 185 *bis* et 186.

191. Les fonctions militaires n'opèrent point le changement de domicile; et il faut dans ce cas pour qu'il ait lieu, une déclaration expresse ou une intention clairement

manifestée. — Cass. 1er mars 1826, t. 31, p 158. — V. *infrà*, n° 196.

192. Une signification n'est pas nulle pour avoir été faite à un ancien domicile, lorsque la partie assignée, qui en avait pris un nouveau, a continué à indiquer son ancien domicile dans plusieurs actes subsequents. — Lim 27 juill. 1816, t. 13, p. 239, n° 284.

193. Décide également que, quoiqu'il soit constant qu'une partie a légalement opéré depuis six mois son changement de domicile, elle n'est pas fondée à arguer de nullité l'assignation qui lui a été donnée à son domicile précédent, lorsqu'elle y avait conservé sa résidence, et qu'elle s'est présentée d'ailleurs sur l'assignation. — Lim. 29 mars 1817, t. 13, p. 249, n° 296. — *V*. M. B. S. P. p. 212, not. 9, n° 2.

194. Les majeurs servant ou travaillant habituellement chez autrui ont le même domicile que la personne chez laquelle ils servent ou travaillent, et doivent y être assignés en matière personnelle, lors même qu'ils auraient eu un autre domicile avant d'entrer chez cette personne. — Bord. 8 avr. 1829, t. 40, p. 107.

195. Cependant le domicile d'un domestique majeur n'est pas nécessairement dans le lieu où il sert en cette qualité. On peut notifier un exploit d'appel au domicile qu'il a déclaré dans la signification que l'on attaque par cet appel même, quoique sachant que depuis il sert dans une autre commune. — Angers, 22 mai 1828, t. 35, p. 45.

196. Comme aussi les significations faites à un percepteur a vie peuvent l'être à son ancien domicile, ses fonctions étant révocables. — Paris, 17 août 1810. — Cass. 11 mars 1812, t. 13, p. 156, n° 159, et p. 183, n° 193. — V. *suprà*, n° 191.

§ 4. *Exploits signifiés aux étrangers, aux marins, aux détenus, aux condamnes, au parquet du procureur du roi, à la porte du bureau des domaines.*

197. L'étranger peut être valablement assigné, en France, au lieu de la résidence actuelle qu'il a indiquée lui-même par des actes signifiés, et lors même qu'il n'a pas été autorisé à y établir son domicile. — Cass. 27 juin 1809, 20 août 1811, 2 juill. 1822, t. 13, p. 133, n° 131, et t. 24, p. 222. — Conforme à l'opinion des auteurs. — *V*. MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 198; Carr. t. 1, p. 195, 196, n° 372. — Celui-ci ajoute que l'étranger peut être valablement assigné au domicile d'un mandataire, s'il lui avait donné pouvoir spécial pour répondre à l'action, autrement il faudrait se conformer au § 9 de l'art. 69; il pense également que, pour les significations de jugements et autres actes judiciaires à l'égard des étrangers qui sont hors de France, il faut, comme pour les exploits d'ajournement, les notifier au domicile du procureur du roi. — V. *infrà*, n° 198 *bis*. — *V*. aussi M. B. S. P. p. 204, not. 35, n° 3.

198. Un étranger n'est pas valablement assigné en France au domicile de sa caution. — Cass. 5 août 1807, t. 13, p. 99, n° 87.

198 *bis*. Un exploit d'ajournement peut être valablement signifié à un étranger, dans la personne ou au domicile en France de son mandataire spécial. — Renn. 13 mars 1818, t. 13, p. 259. — V. *suprà*, n° 197.

199. L'assignation donnée à des étrangers pour voir opérer la radiation d'une hypothèque ordonnée par un jugement doit être laissée au procureur du roi, et non au domicile pris dans l'inscription. — Pau, 21 janv. 1834, t. 47, p. 492. — V. *suprà*, n° 162.

200. L'assignation donnée à un étranger ne peut être déclarée nulle, parce que le procureur du roi, au domicile duquel elle a été signifiée, a omis d'en envoyer la copie au ministère des affaires étrangères. — Cass. 11 mars 1817, t. 13, p. 247, n° 294. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 196, not. 2, n° 6; F. L. t. 1, p. 144; B. S. P. p. 204, not. 36, n° 1.

201. Le capitaine d'un navire peut être valablement assigné à bord de son bâtiment. — Brux. 16 mai 1813, t. 13, p. 231, n° 265. — *V*. M. B. S. P. p. 380, not. 7; F. L. t. 1, p. 144; Pr. Fr. t. 1, p. 286. — *V*. *infrà*, n° 232.

202. Où se font les significations au débiteur emprisonné? Où doit-on signifier les actes? — Entre les deux guichets : là le prisonnier est présumé libre; néanmoins cette présomption ne va pas jusqu'à lui tenir lieu de parfaite liberté, et les tribunaux puiseraient dans cette circonstance une forte présomption du contraire, si l'acte était attaqué pour défaut de consentement. — *V*. MM. Pig. t. 1, p. 126, et t. 2, p. 293, part. 5, tit. 4, ch. 1er, § 4; Carr. t. 1, p. 148 et 185, n° 358; et J. A. t. 8, p. 719, v° *contrainte par corps*, n° 226, et t. 13, p. 297, n° 385.

203. L'assignation à un déporté peut être donnée au domicile qu'il avait avant la déportation. — 11 fri. an XI, t. 13, p. 62. — C'est l'avis de MM. Carr. t. 1, p. 184; Delap. t. 1, p. 58; Pr. Fr. t. 1, p. 286; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 143. — Ce dernier auteur pense qu'il faudrait aussi signifier l'ajournement au curateur du condamné qui se trouve pendant la durée de la peine en interdiction légale.

204. Le condamné aux travaux forcés à perpétuité peut être valablement assigné, par la partie civile qui réclame des dommages-intérêts, au domicile qu'il avait avant son arrestation, et la copie peut être remise à son commensal habituel. — Paris, 30 janv. 1817, t. 12, p. 505, v° *exception*, n° 101.

205. Bien que les procureurs du roi ou les procureurs généraux, en représentant l'administration des domaines devant les tribunaux, n'exercent pas les fonctions d'avoués ou ne puissent être assimilés à ces officiers ministériels dans les affaires de cette administration, cependant les significations d'actes de procédure faites aux parquets de ces magistrats sont valables, et dispensent les parties adverses du domaine de faire ces significations à la personne des préfets. — Nanci, 12 fév. 1827, t. 32, p. 193.

206. Une femme mariée et non séparée de corps doit, si le domicile de son mari est inconnu, être assignée au parquet du procureur du roi. — Bord. 11 janv. 1834, t. 46, p. 312.

207. Un procès-verbal de perquisition ne peut pas tenir lieu de la signification au parquet prescrite par l'art. 69, n° 8, lorsque le domicile de l'intimé n'est pas connu. — Renn. 6 janv. 1818, t. 13, p. 254, n° 304.

208. La citation par affiche à la porte du bureau des domaines n'est valable qu'autant que le prévenu et son domicile sont inconnus. — Cass. 23 août 1830, t. 40, p. 76.

Art. 2. *A quelles personnes?* — § 1. *Règles générales sur la remise des exploits.*

209. Est nul l'exploit qui n'énonce pas le rapport qui existe entre l'assigné et la personne à laquelle copie de cet exploit est laissée. — Brux. 12 juill. 1810, et 2 juin 1829. N. C. N. — *V*., sur cette question, J. A. t. 13, p. 40, n° 12. — *V*. aussi *infrà*, nos 271 et suiv.

210. *Contrà*, il est valable à défaut de cette mention, pourvu que la personne à qui la copie a été laissée ait réellement avec l'assigné les rapports exigés par la loi. — Cass. 23 janv. 1810. — Poit. 11 mars 1830, t. 3, p. 124, v° *appel*, n° 55, p. 195, n° 92, et t. 39, p. 130.

211. Lorsque la loi exige qu'un acte soit notifié et qu'il en soit fait mention, il n'est pas nécessaire que dans la copie comme dans l'original il soit dit que copie en a été donnée. — Cass. 18 mai 1808, t. 13, p. 113, n° 107. — V. *infrà*, n° 270.

212. L'assignation donnée devant un tribunal correctionnel est valable quoiqu'elle ne contienne pas les formes des exploits ordinaires. Ainsi elle n'est pas nulle quoique la copie n'indique pas à qui elle a été remise. — Cass. 18 nov. 1813, 30 déc. 1825, t. 13, p. 218, n° 246, et t. 31, p. 34. — Le principe appliqué par cet arrêt a été reconnu plusieurs fois par la Cour de cassation. — V. *suprà*, n° 3, et le n° suivant.

213. Cependant une citation en police correctionnelle doit, à peine

de nullité, constater qu'elle a été remise à personne ou à domicile. —Cass. 10 sept. 1831, t. 41, p. 661.

§ 2. *Remise aux parents, aux commensaux, aux serviteurs, aux enfants, sur un navire.*

214. Un exploit d'ajournement peut-il être valablement signifié à la personne en quelque lieu qu'on la trouve?—M. Pig. *Traite*, t. 1, p. 126, nº 16, à la not., et *Comm.* t. 1, p. 191, 1er alin. pense que l'exploit serait nul s'il était remis à la personne dans un des lieux énoncés par l'art. 781 C. P. C. Mais cette nullité n'est pas prononcée par la loi, suiv. MM. Carr. t. 1, p. 177, nº 346, et t. 1, p. 10, nº 14; F. L. t. 1, p. 141, vº *ajournement*, § 3; Merl. *Rép.* vº *ajournement*, nº 22, p. 158. — *V.* J. A. t. 13, p. 296, nº 383.

215. Celui qui habite le territoire français hors du continent est valablement assigné en sa personne et domicile. — Flor. 30 juin 1810, t. 13, p. 151, nº 153. — *V.* en ce sens M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 198. Cet auteur répond ensuite affirmativement à la question de savoir si une assignation donnée par un Français en pays étranger, avec les formes voulues dans ce pays, serait valable.—Cette opinion est combattue J. A. *ibid.*

216. Lorsqu'un tribunal ordonne qu'un individu domicilié hors de France, mais demeurant actuellement en France, sera réassigné à son domicile, l'exploit peut néanmoins être notifié à sa personne. — Renn. 22 juill. 1814, t. 13, p. 118, nº 114.

217. La copie d'un exploit est-elle valablement laissée à un parent de l'assigné trouvé accidentellement dans son domicile? — Non. — Colm. 4 déc. 1809. — Oui. — Aix, 6 fév. 1826, t. 13, p. 105, nº 95, et t. 31, p. 242.—Brux. 15 fév. 1832, t. 45, p. 477. — *V.* M. B. S. P. p. 202, not. 33, nº 3.

218. La copie d'un exploit ne peut être remise à celui qui a un intérêt notoirement opposé à l'assigné; et particulièrement des significations faites par l'acquéreur d'un immeuble pour arriver à la purge légale d'hypothèque de la femme ne peuvent être laissées au domicile du mari en parlant à celui-ci. — Paris, 25 fév. 1819, t. 13, p. 262, nº 323 *bis*. — *V.* dans ce sens M. Carr. t. 1, p. 187.

219. Lorsque deux personnes habitent constamment ensemble, la copie de la signification faite à l'une d'elles peut être laissée au domestique de l'autre. — Cass. 15 août 1807, t. 13, p. 103, nº 91. — Tous les auteurs sont d'un avis conforme à cet arrêt, quoiqu'il semble s'écarter du texte de l'art. 68. C. P. C. — *V.* MM. Merl. *Rép.* vº *loi*, § 5, p. 247; Carr. t. 1, p. 186; F. L. t. 1, p. 143; Delap. t. 1, p. 77; D. C. p. 63, 5e alin. et Haut. p. 79, 15e alin.

220. Quand la personne à laquelle la copie de l'exploit a été remise habite la même maison que la partie assignée, est-il nécessaire de remplir les formalités prescrites par le Code de procédure, pour le cas où la copie est laissée à un voisin? — Oui.—Nîm. 5 avr 1808. — Non. — Lyon, 26 mars 1817, t. 13, p. 111, nº 101.—V. *infrà*, nºs 227 à 233. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 186, not. 1.

221. Un exploit notifié en parlant au domestique de l'assigné est nul, s'il ne mentionne pas que ce domestique a été trouvé au domicile de celui-ci.—Brux. 27 juin 1810, 22 déc. 1812, 16 avr. 1813.—Renn. 9 août 1819, t. 13, p. 108, nº 102, et p. 148, nº 150.

222. Le portier d'une maison doit être considéré comme le *serviteur* des locataires qui l'habitent, et il a qualité pour recevoir les exploits signifiés à ceux-ci.—Paris, 9 nov. 1830, t. 40, p. 262.

223. L'énonciation dans un exploit qu'il a été remis à une femme de service, tandis qu'il a été réellement laissé à la portière du défendeur, ne constitue pas un faux, si l'huissier a entendu désigner cette portière par ces mots *femme de service*. — Paris, 9 nov. 1830, t. 40, p. 262.

224. La copie d'un exploit est valablement laissée à un employé de l'assigné, trouvé au domicile de celui-ci. — Metz, 25 fév. 1820, t. 13, p. 275.

224 *bis*. Comme aussi le but de l'art. 68 C. P. C. est de s'assurer que la copie a été donnée au cité, lorsqu'en son absence elle est laissée en son domicile. C'est pourquoi il exige qu'alors elle soit remise à un de ses parents ou de ses serviteurs. Il en résulte qu'un exploit ou un acte d'appel ne serait pas nul parce que la copie, ayant été portée au domicile du défendeur ou de l'intimé, aurait été laissée à un homme qui a paru pour lui en qualité d'homme d'affaires dans l'instruction de l'instance, et qui par conséquent pouvait être considéré comme attaché à son service, surtout lorsque l'intimé a reçu cette copie et la représente. — Besanç. 28 juin 1816, t. 13, p. 237.

225. L'exploit signifié à un locataire dans un hôtel garni, en parlant à la maîtresse de cet hôtel, est valable. Le maître d'un hôtel garni est, à l'égard de ses locataires, un serviteur dans le sens de l'art. 68 C. P. C. — Caen, 4 mai 1813, t. 13, p. 208, nº 232. — M. Carr. t. 1, p. 186, not. 2, pense que l'exploit remis à un des serviteurs de l'hôtel serait aussi valable.

226. Et même la détention du locataire à Ste-Pélagie ne fait pas cesser tous les rapports de services qui existaient entre lui et le maître de l'hôtel garni, lorsque le locataire a conservé son domicile dans cet hôtel: on ne peut pas dire que le maître ne doive plus être considéré que comme son voisin. — Caen, 4 mai 1813, t. 13, p. 208, nº 233.

227. Mais l'assignation signifiée en parlant au propriétaire de la maison dont la personne assignée occupe une partie, et le propriétaire l'autre, est nulle, encore que ce dernier soit chargé d'en donner connaissance à la première. — Renn. 23 août 1817, t. 13, p. 252, nº 302 — V. *suprà*, nºs 123 et suiv. et *infrà*, nº 236.

228. La copie d'un exploit est valablement signifiée au domicile d'un défendeur, si, en son absence, elle est laissée à la personne chez laquelle il demeure. — Bord. 17 juill. 1833, t. 46, p. 177. — *V.* le nº qui précède.

229. Lorsqu'un exploit est signifié à un avoué comme curateur à une succession vacante, la signification est valablement faite à son domicile en parlant à son clerc. —Nîm. 17 avr. 1812, t. 13, p. 186, nº 197. — *V.* dans ce sens MM. B. S P. p. 203, not. 33, nº 6; Carr. t. 1, p. 187, nº 301; et Haut. p. 79, 5e alin.

229 *bis*. Quoiqu'un domaine ait été mis en séquestre, et que le propriétaire en ait été expulsé par le gardien judiciaire, on peut valablement signifier à ce propriétaire un exploit même d'appel, *au même domaine, en parlant au jardinier*. — Cass. 20 mars 1822, t. 24, p. 91.

230. La copie d'un exploit peut être valablement laissée à un enfant âgé de moins de 16 ans, et l'appréciation du discernement de l'enfant auquel la copie est laissée rentre dans le domaine du magistrat.—Poit. 24 et 25 mai 1825, t. 29, p. 193.—Jouss. sur l'ord. de 1667, not. 3, art. 3, tit. 2, p. 22, dit que celui auquel on laisse la copie doit être au moins *pubère*, c'est-à-dire en âge de porter témoignage en justice; ainsi, ajoute-il, ce serait une nullité de laisser un exploit à un enfant. — Poth. en son *Comm.* sur la même ord. chap. 1, art. 4, dit: Il faut que la personne à qui la copie est laissée soit en âge de discernement; on ne doit pas la laisser à un impubère. — Merl. vº *ajournement*, p. 176, est de la même opinion.—M. Carr. *Anal.* quest. 257, dit: La personne qui reçoit la copie doit avoir atteint l'âge de raison.—Mais à quel âge l'enfant sera-t-il réputé pubère? M. Carr. pense qu'à cet égard on ne doit pas s'en référer à l'art. 144 C. C. qui fixe l'âge du mariage, mais à l'art. 285. C. P. C. qui détermine l'âge auquel on peut être reçu à témoigner en justice; il ajoute que l'appréciation du discernement de l'enfant au-dessous de 15 ans rentre dans le domaine du juge. — *V.* le nº suiv.

231. La copie d'un exploit n'est pas valablement laissée à un enfant âgé de sept ans, parce que la loi a voulu parler d'une personne ayant atteint l'âge de raison. — Montp. 27 déc. 1827, t. 35, p. 80. — *V.* le nº qui précède

232. Les significations d'exploit en matière commerciale maritime peuvent être laissées à toute personne de l'équipage trouvée à bord.— Caen, 22 janv. 1827, t. 34, p. 315.—V. *suprà*, n° 201. — M. Pardess. t. 5, p. 49, n° 1366, partage cette opinion; M. Carr. t. 1, p. 181, not. 2, et t. 2, p. 68, n° 1504, pense différemment. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 713, dit qu'il est probable que le législateur a voulu assimiler le *bord* au domicile du marin. Quant à l'opinion de M. Loc. t. 2, p. 118, elle est peu satisfaisante.

§ 3. *A un voisin* (1).

233. L'huissier qui déclare avoir remis la copie à un voisin doit, à peine de nullité de l'exploit, énoncer qu'il s'est présenté au domicile de la partie, et qu'il n'y a trouvé ni celle-ci ni aucun de ses parents ou serviteurs.—Cass. 25 mars 1812. — Paris, 31 mars 1813, t. 12, p. 491, n° 76, et t. 13, p. 181, n° 194. — Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 143, 1re col. 3e alin. et B. S. P. p. 203, not. 34.

234. Mais un exploit n'est pas nul lorsqu'il a été remis à un voisin, et que la copie énonce seulement le transport au domicile de l'assigné, sans déclaration qu'on n'a trouvé à ce domicile ni parents ni serviteurs, si l'original de l'exploit contient lui-même cette énonciation.—Paris, 30 mars 1813, t. 13, p. 206, n° 227. — V. *infrà*, n° 238.

235. Comme aussi un exploit de signification n'est pas nul lorsque l'huissier, en déclarant qu'il n'a trouvé personne au domicile de la partie, omet dans la copie le mot *personne* qui se trouve dans l'original. — Montp. 21 mai 1813, t. 13, p. 215, n° 241.

236. Dans les exploits à un domicile élu, on doit se conformer aux dispositions de l'art. 68 C. P. C.; ils ne peuvent être laissés au propriétaire de la maison qui ne l'habite pas, si ce n'est en qualité de voisin obligé de signer l'original.—Cass. 29 mai 1811, t. 13, p. 168, n° 174.—En ce sens, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 191, n° 366; B. S. P. p. 203, not. 34, n° 3; F. L. t. 1, p. 143, 2e col., 3e alin.; et Merl. *Rép.* t. 1, p. 177, 2e col. —V. *suprà*, n° 227.

237. La copie d'un exploit ne peut être remise au domestique du voisin. — Brux. 19 fév. 1806 et 4 mai 1811, t. 13, p. 83, n° 59. — C'est l'opinion de MM. D. C. p. 63, 6e alin., et Carr. t. 1, p. 192, not. 1.— Ce dernier demande ensuite si l'on devrait décider dans le même sens à l'égard du commis, du fils, de la femme du voisin. Quant au commis, il résout la question comme pour le domestique : il regarde la difficulté comme plus sérieuse à l'égard du fils et de la femme ; cependant, dit-il, il semble que la loi n'a voulu parler que d'un maître de maison, d'un chef de famille, et que toutes les fois que l'huissier ne trouve pas dans le voisinage un individu qu'il puisse ainsi qualifier, il est du moins prudent qu'il s'adresse à un autre voisin, ou s'il n'en trouve pas, qu'il constate ce fait en remettant la copie au maire ou à l'adjoint.—M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 193, 2e alin., dit positivement que l'exploit serait nul. Il semble cependant que la copie pourrait être remise au fils, à la femme, à un parent habitant avec le chef de famille; car ce sont là des voisins. La loi ne spécifie pas tels ou tels voisins. Et ne peut-on pas dire que la loi n'ayant pas exclu les parents, il faut les comprendre? Ce qui porterait à le décider ainsi pour les serviteurs. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 214.

237 *bis*. Est nul l'exploit d'appel dont la copie a été laissée à un voisin de l'intimé, qui a déclaré ne savoir signer, au lieu de la remettre au maire, conformément à l'art. 68.—Renn. 15 juill. 1815, t. 13, p. 260.

238. Un exploit est nul lorsqu'il a été remis à un voisin, sans donner la qualité de voisin à celui qui l'a reçu, quoique l'original en fasse mention. — Poit. 9 fév. 1830, t. 38, p. 224.—*V.* M. Boncenne, t. 2, p. 117. — V. *suprà*, n° 234, *infrà*, n° 294.

239. Un exploit est valable, quoiqu'il n'indique point le nom du voisin de la partie assignée qui a refusé de le recevoir en l'absence de celle-ci.—Brux. 11 janv. 1832, t. 45, p. 477.

240. Quoique en matière correctionnelle les exploits de citation ne soient pas soumis aux formalités prescrites par le Code de procédure pour les matières civiles, est nul cependant l'exploit dont la copie a été laissée à un voisin qui n'a pas signé l'original, lorsqu'il n'existe aucune preuve que l'assigné ait reçu la citation en temps utile.—Cass. 15 janv. 1830, t. 38, p. 284.— V. *suprà*, n° 212.

§ 4. *Au maire ou à l'adjoint* (1).

241. Lorsque l'huissier remet au maire la copie d'un exploit, il doit, à peine de nullité, y mentionner qu'il n'a trouvé au domicile de la partie assignée, ni cette partie ni aucun de ses parents ou serviteurs, et qu'aucun voisin n'a voulu recevoir et signer l'exploit. — Cass. 12 nov. 1822. — Douai, 5 mars 1827. — Cass. 20 juill. 1827. — Lim. 4 janv. 1828. — Toul. 22 avr. 1828, t. 24, p. 314, t. 32, p. 264, t. 34, p. 351, t. 35, p. 232, et t. 36, p. 51.—V. *infrà*, n° 244.

242. De même l'assignation donnée devant un tribunal correctionnel est nulle lorsque l'huissier s'est adressé directement au maire pour lui remettre la copie, sans s'être rendu auparavant au domicile du prévenu et sans s'être adressé à un voisin. — Gren. 18 août 1814, t. 13, p. 218, n° 246.

243. Mais il n'est pas nécessaire à peine de nullité, que l'huissier qui ne trouve point à son domicile la personne à laquelle il est chargé de faire une signification, après avoir mentionné cette circonstance dans son exploit, y énonce aussi qu'il n'y a trouvé aucun de ses parents ou serviteurs. — Cass. 31 janv. 1825, t. 28, p. 185.

244. Lorsque l'huissier remet la copie de son exploit au maire, doit-il faire mention, à peine de nullité, de la raison qui l'a empêché de faire cette remise au voisin, *et notamment*, si c'est parce qu'il ne veut ni ne peut signer? — Oui. — Montp. 22 août 1807. — Liége, 22 mars 1809. — Rouen, 1er août 1810. — Lim. 1er juin 1814.—Non.— Montp. 4 fév. 1811.—Cass. 24 janv. 1826, t. 13, p. 100, n° 88. — La mention du nom du voisin qui a refusé la copie doit-elle être exigée? Tous les auteurs disent non. Mais, d'après eux, la mention de la présentation au voisin et de son refus est exigée à peine de nullité. En ce sens, *V.* M. B. S. P. p. 203, not. 34, n° 1. — MM. Carr. t. 1, p. 191, n° 365, et F. L. t. 1, p. 143, pensent que, dans le cas où l'habitation de l'assigné serait à une grande distance de tout autre, l'huissier devrait également le mentionner. — V. *suprà*, n° 241.

245. La déclaration que l'huissier fait dans un exploit qu'un voisin n'a voulu dire son nom ni signer, et qu'il a en conséquence remis la copie au maire, ne suffit pas à la validité de la signification; il doit encore indiquer la demeure de ce voisin. — Brux. 28 juin 1810, t. 13, p. 150, n° 152. — Cela est contraire à l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 190, n° 364, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 193. — M. F. L. t. 1, p. 143, dit que l'huissier doit d'abord s'adresser au plus proche voisin de l'assigné, à son défaut, en chercher un autre, et ainsi de suite, et ne remettre la copie au maire qu'après avoir constaté cette recherche. — M. B. S. P. p. 203, paraît penser que l'indication de la demeure est nécessaire; mais il semble au contraire qu'il doive en être de la mention de la demeure comme de celle du nom : pas plus l'une que l'autre ne sont exigées par l'art. 68, et l'art. 1030 défend de prononcer une nullité qui n'est pas dans la loi. — Mais qui doit-on entendre par ce mot voisin? — MM. Carr. t. 1, p. 192, n° 368, et F. L. *loc. cit.* pensent que, comme le mot de voisin désigne aussi bien celui qui loge à côté que celui qui est en face ou dans

(1) *V.* le § suivant, nos 241 à 255.

(1) *V.* le § précédent, nos 233 à 240.

la même rue, l'huissier doit chercher jusqu'à ce qu'il en trouve un qui déclare ne vouloir ou ne pouvoir signer.— M. PIG. dit, *loc. cit.* (et son avis doit être adopté) qu'il suffit de le présenter au plus proche voisin, comme le voulait l'ordonnance de 1667, tit. 2, art. 4, et que, s'il refuse ou ne peut signer, on peut, sans le présenter à d'autres, le remettre au maire ou à l'adjoint.

246. De même, lorsqu'un exploit est remis par un huissier au maire, à défaut du voisin de la personne assignée et absente de son domicile, s'il n'est pas constaté par écrit qu'il n'y avait aucun voisin à qui la copie pût être remise, l'exploit est nul. — Orl. 29 juill. 1812, t. 13, p. 198, n° 214. — V. *suprà*, n° 241.

247. Mais, dans une signification d'exploit, l'huissier qui ne trouve pas de voisin à qui il puisse laisser la copie de l'acte extrajudiciaire n'est tenu qu'à mentionner cette circonstance, sans être obligé de désigner par son nom le voisin absent, qui d'ailleurs peut être inconnu de l'huissier. — Orl. 23 janv. 1814. — Metz, 26 nov. 1818, t. 13, p. 225, n° 254.

248. Lorsque celui qui a indiqué son domicile dans une commune n'y est pas trouvé, la copie peut être laissée au maire. — Brux. 8 mai 1807, t. 13, p. 93, n° 78. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 176. — *V.* MM. D. C. p. 68, 4e alin., et DELAP. t. 1, p. 84, qui examinent ce que doit faire l'huissier lorsque le domicile de la partie est inconnu.

249. La citation donnée à une commune, en la personne du maire, à comparaître devant un tribunal correctionnel, est assujétie aux dispositions des art. 69, 70 C. P. C. — Nanci, 30 juin 1829, t. 37, p. 162.

250 et 251. L'assignation donnée à une commune est-elle nulle, si la copie a été remise à l'adjoint et l'original visé par lui, au lieu de l'être par le juge de paix en l'absence du maire? — Oui. — Cass. 10 juin 1812, 22 nov. 1813, 10 fév. 1817; Lyon, 12 juin 1823; Cass. 17 juill. 1828, 12 mai 1830. — Non. — Lyon, 23 fév. 1825, surtout lorsque la mairie est établie dans le domicile du maire. — Poit. 13 fév. 1827. — Besanç. 8 déc. 1827. Commun de Loysie C. la commune de Nimorin. — T. 13, p. 191, n° 208; t. 25, p. 212; t. 28, p. 143; t. 33, p. 333; t. 35, p. 61, et t. 39, p. 112. — C'est aussi l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 195, not. 2, n° 3; F. L. t. 1, p. 144, 1re col., 10e alin. et B. S. P. p. 205, not. 36, n° 5. — Nous avons rapporté au mot *appel*, n° 528, le dernier état de la jurisprudence sur cette question.

252. L'huissier a la faculté, après avoir fait viser l'original de son exploit par le maire, de remettre la copie à un employé de la mairie. — Orl. 23 juin 1814, 13 juin 1814, 20 nov. 1818, t. 13, p. 225, n° 255.

253. Un exploit est nul si la copie est déclarée remise à l'adjoint que l'huissier désigne par son nom, et qu'il n'y ait pas d'adjoint de ce nom. — Aix, 7 mai 1809, t. 12, p. 467, v° *exception*, n° 47.

254. Cependant il n'est pas nécessaire que l'exploit indique le nom du maire. — Montp. 22 août 1807, 22 mars 1809, 1er août 1810, 4 fév. 1811, 1er juin 1814, 24 juill. 1826, t. 13, p. 100, n° 88 *bis*.

255. En cas d'absence du maire ou de l'adjoint, ou du refus de leur part de viser l'original, que doit faire l'huissier? — Il devrait s'adresser à un membre du conseil municipal, et, en cas d'absence ou de refus du visa, avoir recours au procureur du roi.—Telle est la marche tracée par MM. CARR. t. 1, p. 11, n° 16; PR. FR. t. 1, p. 122, 123; F. L. t. 1, p. 495, 1re col., n° 5, et J. A. t. 13, p. 299, n° 390.

Art. 3. *Parlant à.*

256. L'exploit est nul lorsque le *parlant à* est rempli au crayon. — Col. 23 avr. 1807. — Gren. 7 août 1822, t. 13, p. 92, n° 76. — *V.* MM. B. S. P. p. 202, not. 32, n° 2, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 178.

257. A plus forte raison, lorsque le parlant à n'est pas rempli, soit dans un exploit ordinaire, soit dans un acte d'appel. — Paris, 22 nov. 1809. — Brux 11 nov. 1811.— Gren. 12 janv. 1829, t. 13, p. 142, n° 137. — Bord. 12 août 1831. Min. publ. C. Aza Witte. — *V.* M. B. S. P. p. 202, not. 32, n° 2; t. 38, p. 118.

258. Comme aussi est nul l'exploit d'appel dont l'original contient le parlant à laissé en blanc sur la copie. — Renn. 14 mai 1820, t. 13, p. 275.

259. La mention de la personne à laquelle est laissée la copie doit, à peine de nullité, être placée après les mots *parlant à*, de sorte que le vœu de la loi ne serait pas rempli par l'intercalation de cette mention à une autre place. — Brux. 26 juin 1807, t. 13, p. 96, n° 82. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 159, 204, 310 et 311, qui est d'une opinion conforme, mais qui pense que le mot *parlant à* peut être écrit à la fin ou au commencement de l'acte. — M. B. S. P. p. 203, not. 34, dit que le *parlant à* doit être constaté dans l'acte même.

260. Mais l'huissier n'est pas tenu, à peine de nullité, d'énoncer la réponse de celui à qui il remet l'exploit. — Paris, 25 mars 1810, t. 13, p. 147, n° 148.

261. Un exploit n'est pas nul parce que l'huissier aura répété sur chaque copie le *parlant à*... de toutes les parties assignées, s'il n'a pas omis celui de la partie à qui chaque copie était destinée. — Cass. 11 nov. 1823, t. 25, p. 347.

262. Est nul l'exploit donné à tel et son épouse en parlant à sa personne. — Liége, 8 déc. 1814. — Bourg. 21 mars 1823. — Cass. 30 août 1828, t. 13, p. 229, n° 263, et t. 35, p. 350.—V. *infrà*, n° 264.

263. Comme aussi il y a nullité de l'exploit lorsqu'il est énoncé sur la copie qu'elle a été laissée à deux assignés en parlant à *leurs personnes*. — Lyon, 13 janv. 1825, t. 28, p. 188.

264. L'exploit signifié à deux époux est valable, quoiqu'il porte que copie a été laissée à chacun d'eux, en son domicile, *en parlant à sa nièce*, sans ajouter auquel des deux cette nièce appartient. — Brux. 15 févr. 1832, t. 45, p. 477. — V. *suprà*, n° 262.

265. Est valable l'exploit signifié en parlant à une femme qui s'est déclarée servante de l'assigné, quoiqu'en fait celui-ci n'ait point de servante. — Bourg. 16 sept. 1811, t. 13, p. 179, n° 187.

266. De même l'exploit est valablement remis au domicile de l'assigné en parlant à une femme qui s'est faussement qualifiée de sœur du celui-ci. — Brux. 5 févr. 1810, t. 13, p. 274, n° 345.

267. De même encore n'est pas nul un exploit signifié à deux frères habitant le même domicile, encore que l'huissier, par erreur, ait qualifié la personne à qui il a remis l'exploit, de fille de celui dont elle était la nièce, et de nièce de celui dont elle était la fille. — Caen, 15 janv. 1827, t. 34, p. 345.

268. Décidé cependant qu'un exploit est nul lorsque le parlant à indique qu'il a été remis au fils de l'assigné, s'il est prouvé que celui-ci n'a point de fils. — Brux. 21 mai 1812, t. 13, p. 188, n° 200.

269. Lorsque, dans l'exploit signifié à une maison de commerce, l'huissier déclare avoir remis la copie à un individu qu'il désigne comme associé de cette maison, la déclaration fait foi jusqu'à ce qu'on ait prouvé que cet individu n'a pas cette qualité. — Turin, 9 avr. 1811, t. 15, p. 234, v° *jugement*, n° 59.

270. Lorsque l'huissier déclare avoir laissé la copie en parlant à un tel, ces mots indiquent suffisamment qu'il la lui a remise, la manière dont il l'a laissée étant indifférente, et la loi n'exigeant pas une remise matérielle dans les mains de la personne nommée. — Gênes, 2 juill. 1810, t. 13, p. 154, n° 154. — V. *suprà*, n° 210. — En ce sens, *V.* MM. F. L. t. 1, p. 138, et CARR. t. 1, p. 159.

271. Un exploit est nul lorsqu'il y est dit : en parlant à un citoyen qui s'est chargé de faire parvenir, et qui n'a dit son nom, de ce interpellé. — Cass. 25 brum. an X. — Paris, 25 nov. 1812, t. 13, p. 41, § 1er.

272. Comme aussi est nul le protêt laissé parlant à une citoyenne. — Bord. 5 juin 1829, t. 37, p. 176.

273. Il en est de même du *parlant à une femme, aux injonctions*

de droit. — Cass. 24 vent. an XI, t. 13, p. 42, § 2.

274... Du *parlant à une femme qui n'a voulu dire son nom*, *de ce enquise.* — Gren. 29 frim. an XII. — Paris, 13 juin 1807, et 24 juill. 1812. — Cass. 20 juin 1808, t. 13, p. 41, n° 12, s. 3. — M. F. L. t. 1, p. 138, s'élève contre l'usage qu'adoptent quelques huissiers d'exprimer qu'il ont remis la copie à une personne trouvée au domicile de l'assigné, laquelle n'a voulu dire son nom, de ce enquise; il soutient que cet acte est nul d'après l'art. 63 C. P. C., et il pense que l'huissier doit, dans ce cas, s'adresser au voisin ou, à son défaut, au maire. — M. Carr. t. 1, p. 158, après avoir rapporté l'opinion de M. Lep. *Quest.* p. 110, conforme à celle de M. F. L., combat l'opinion contraire des auteurs du Pr. Fr., qui sont d'avis que l'interpellation de l'huissier suffit pour valider l'exploit, et que l'huissier doit seulement alors désigner le sexe de la personne et son état apparent. — V. *infrà*, n°s 279, 283 et 290.

275. Un exploit laissé à une femme qui a refusé de dire son nom, mais qui a déclaré être au service de la personne à laquelle l'exploit était destiné, est valable. — Poit. 13 juin 1822, t. 24, p. 191. V. *suprà*, n° 271 et suiv.

276. Est nul l'exploit laissé parlant à *une femme.* — Cass. 5 therm. an XIII, et 7 août 1809. — Brux. 4 avr. 1807, t. 13, p 41, n° 12, § 4. — *V.* MM. B. S. P. p. 202, not. 33, n° 2; F. L. t. 1, p. 138

277. Ou parlant à *un tel qui s'est chargé de remettre la copie.* — Mont. 6 févr. 1811. — Renn. 13 mai 1814, t. 13, p. 41, n° 12, § 10. — *V.* MM. B. S P. p. 202, not. 33, n° 3; F. L. t. 1, p. 138; Merl. *Q. D.* t. 3, p. 6.

278. Comme aussi l'exploit dans lequel l'huissier a déclaré qu'il a parlé à une fille, qui lui a dit s'appeler N..., couturière, à laquelle il a laissé la copie, ne peut être déclaré valable. — Pau, 26 juill. 1809, t. 12, p. 469, v° *exceptions*, n° 51.

279. Un exploit n'est pas nul, quoiqu'il ne désigne pas le nom du parent ou domestique de la partie assignée auquel il est remis en l'absence de celle-ci. — Brux. 15 févr. 1832, t. 45, p. 477. — V. *suprà*, n° 274, et *infrà*, 283.

280. Le parlant à un commis est-il valable? — Non. — Cass. 15 fév. 1810. — Oui. — Rouen, 5 janv. 1814, t. 13, p. 41, n° 12, § 5.

281. Est valable le parlant au *portier de la partie.* — Lyon, 25 mai 1816, t. 13, p. 41, n° 12, § 5; 12 janv. 1810, t. 13, p. 144, n° 141.

282. Un exploit en matière de douanes est valablement signifié parlant à un employé de la maison. — Bord. 24 août 1831, t. 43, p. 431.

283. L'exploit en parlant à une servante, domestique au domicile de l'assigné, est-il valable? — Oui. — Cass. 22 janv. 1810, t. 13, p. 41, n° 12, § 7. — Non. — Poit. 30 juin 1825, t. 29, p. 119. — V. *suprà*, n°s 274 et 279, et le n° qui suit.

284. La signification d'un exploit est-elle valablement faite au domicile de l'assigné, *parlant à un domestique?* — Non. — Cass. 28 août 1810. — Oui. — Cass. 26 nov. 1816; Renn. 18 déc. 1811, t. 13, p. 41, n° 12, § 9. — V. *suprà*, n°s 274, 279 et 283.

285. Un exploit, même d'appel, signifié à une personne, *parlant à un salarié*, est valable. — Bourg. 7 mars 1810, t. 3, p. 275, n° 136.

286. Il en est de même de celui laissé à l'assigné en parlant *à son salarié.* — Cass. 11 mess. an XI, 18 niv. an XII, t. 13, p. 48, § 6. — MM. Merl. *Q. D.* t. 3, p. 57; Pig. *Comm.* et Pr. Fr. pensent que c'est surtout par sa qualité qu'il faut désigner la partie qui reçoit la copie, plutôt que par son nom. — *V.* aussi M. B. S. P. p. 202, not. 33, n° 1. — V. *suprà*, n° 279.

287. Comme aussi un exploit dont la copie a été remise au domicile de la partie assignée, parlant à *une fille à gages y trouvée*, est valable. — Gren, 22 janv. 1824, t. 29, p. 119. — *V.* M. Carr. *Analy.* n° 209. — V. *suprà*, n° 279.

288. Décidé cependant que l'exploit remis *parlant à une fille domestique ainsi déclarée* est nul. — Bourg. 17 nov. 1828, t. 36, n°s 60. — V. *suprà*, n° 279 et suiv.

289. Y a-t-il nullité lorsque la copie est laissée à une fille ou à des filles de confiance trouvées au domicile de l'assigné? — Non. — Renn. 18 août 1810. — Oui. — Cass. 4 nov. 1811, t. 13, p. 41, n° 12, § 8.

290. Un exploit laissé au domicile de la partie, en parlant à ses domestiques, n'est pas nul pour insuffisance de désignation dans le parlant à... — Cass. 14 déc. 1815, t. 13, p. 41, n° 12, § 11. — MM. Carr. t. 1, p. 188, et F. L. t. 1, p. 138, pensent qu'il ne suffit pas de désigner la personne à qui la copie est remise par ces mots : *Parent*, *serviteur*, *fille ou garçon de confiance*, *commis*, *employé*, *salarié*, *aide de travail*, *bonne*, *femme de chambre*, et que ces mots doivent être suivis de ceux-ci : *de l'assigné*, ou qu'il doit y être suppléé par le pronom *son*, *sa*. — M. B. S. P. p. 202, not. 33, n° 4, pense de même. — M. Carr. ne voit pas une nullité dans le parlant au portier de la maison, si l'huissier déclare s'être transporté au domicile de l'assigné, parce que le portier de la maison est le serviteur de tous ceux qui l'habitent. Le même auteur trouve valable le parlant à *une servante domestique*, parce que ces mots sont synonymes de ceux-ci : *servante de la même maison*. — Cependant ne pourrait-on pas dire que ces derniers mots *servante de la même maison* ne désignent pas des rapports suffisants avec l'assigné? M. Carr. répond que, dans le doute, il faut suivre les règles communes, qui ne s'appliquent pas moins, dit-il, aux actes judiciaires qu'à des conventions, et d'après lesquelles il convient d'entendre les expressions qui seraient susceptibles de deux sens, de manière à faire produire effet à l'acte. — V. *suprà*, n° 279 et suiv.

291. Est valable l'exploit dans lequel l'huissier dit avoir parlé à la partie assignée, quoiqu'il n'ait pas fait mention de la personne à laquelle il a remis la copie. — Gren. 7 fév. 1822, t. 13, p. 283, n° 363. — Un pareil exploit ne paraît pas remplir les conditions de l'art. 61 C. P. C. Il ne suffit pas en effet, d'après cet article, de signifier à la partie en parlant à sa personne, il faut aussi que copie lui soit laissée de l'exploit, puisqu'il est dit que l'exploit doit contenir *mention de la personne à laquelle copie de l'exploit sera laissée.* — D'après M. B. S. P. p. 202, not. 32, n° 2, il faut aussi et mention de la remise et mention du *parlant à.* — Quant aux citations devant le juge de paix, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 6, n° 4; F. L. t. 1, p. 490; et Comm. t. 1, p. 12.

292. Et réciproquement est valable l'exploit qui fait mention de la personne à laquelle la copie a été laissée, sans désigner celle à laquelle l'huissier a parlé. — Gren. 11 août 1820, t. 13, p. 277, n° 353.

293. Un exploit signifié à plusieurs parties, et laissé au parquet du procureur du roi, n'est pas nul, quoique toutes les copies n'indiquent pas qu'il a été remis à ce magistrat et affiché à la porte du tribunal. — Bord. 11 janv. 1834, t. 46, p. 312.

294. Le défaut de corrélation entre l'original et la copie sur le *parlant à...* doit entraîner la nullité de l'exploit. — Montp. 15 janv. 1825. — Cass. 9 nov. 1826, t. 28, p. 27, et t. 32, p. 100. — V. *suprà*, n° 238, et *infrà*, n° 393 et suiv.

295. Est nul l'exploit dont la copie n'indique pas la personne à laquelle il a été remis, lors même que l'original contiendrait cette mention. — Cass. 3 juill. 1832. Darriule C. Huard. — V. le n° qui précède.

Chap. XI. *Objet de la demande. Exposé des moyens* (1).

296. N'est pas nulle, quoique non libellée, l'assignation donnée avant le Cod. de proc., si l'objet de la demande est d'ailleurs connu suffisamment. — Gren. 20 fév. 1830. Barbier C. Gonon.

297. Est nul l'ajournement dont

---

(1) Au mot *appel*, au chapitre relatif à la forme de l'acte d'appel, on trouvera plusieurs arrêts relatifs à la question de savoir comment doit être faite l'indication du tribunal qui doit connaître de la demande.

les conclusions sont si obscures que les juges ne peuvent reconnaître l'objet de la demande, et la nullité doit en être prononcée, lors même que le demandeur aura expliqué sa demande dans des conclusions ultérieures, et que le défendeur aura conclu au fond, mais toutefois subsidiairement à sa demande en nullité de l'exploit. — Cass. 27 juin 1831, t. 41, p. 634.

298. L'assignation donnée aux fins de plaider la cause sur la compétence d'un tribunal, sans rapporter les moyens et conclusions du fond, n'est pas suffisamment libellée. — Cass. 27 fruct. an XI, t. 13, p. 68, n° 61. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 160.

299. L'exploit d'ajournement est valable quoiqu'il ne contienne pas l'exposé sommaire des moyens, si le procès-verbal de non-conciliation copié en tête indique l'objet, la cause et les motifs de la demande. — Poit. 12 mai 1819, t. 13, p. 265, n° 328. — Toul. 9 fév. 1828, t. 34, p. 157. — Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 160, n° 312; et PIG. *Comm.* t. 1, p. 182. — *V.* M. BONCENNE, t. 2, p. 153.

300. Comme aussi l'exploit d'ajournement indique suffisamment l'objet de la demande, lorsqu'il est donné pour adjuger les fins d'une requête dont copie est donnée en tête. — Nîm. 23 avr. 1812, t. 13, p. 187, n° 199. — V. *infrà*, n° 304.

301. Avant le Cod. de proc. une assignation en matière réelle, quoiqu'elle ne contînt pas la désignation des confins des biens revendiqués, était valable, pourvu que l'identité de ces biens ne fût pas douteuse. — Gren. 20 fév. 1830. Barbier C. Gonon.

302. Ainsi l'exploit de demande qui, en matière réelle, n'énonce pas la nature des héritages, leur situation et leurs tenants et aboutissants, n'est pas nul, lorsqu'il énonce d'ailleurs que copie a été signifiée, en tête de l'exploit, d'un acte dans lequel chacun des héritages est suffisamment désigné. — Metz, 24 juill. 1821, t. 13, p. 282, n° 362. — Bord. 16 juin 1828, t. 36, p. 48. — V. *infrà*, n° 309.

303. Est nul l'ajournement en matière réelle n'indiquant pas la commune où se trouvent les immeubles réclamés, quoiqu'il soit accompagné de la copie d'un bail énonçant leurs tenants et aboutissants, mais non la commune dans laquelle ils sont situés. — Nîm. 5 avr. 1830, t. 42, p. 62.

304. Est valable l'ajournement en matière réelle quoiqu'il n'indique pas la commune où se trouve le bien litigieux, s'il porte en tête copie d'actes indiquant cette commune. — Nîm. 14 juill. 1829, t. 42, p. 62. — V. *suprà*, n° 300.

305. Dans une action en partage il n'est pas nécessaire que l'exploit d'assignation contienne les moyens à l'appui de la demande, la copie des titres qui servent de base à l'action, ni les tenants et aboutissants de l'objet à partager. — Besanç. 21 juin 1809. — Liége, 21 juin 1810. — Lim. 24 déc. 1811. — Bourg. 27 déc. 1826, t. 13, p. 131, n° 129, et t. 33, p. 275. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 168, not. 3 et 169, not. 1; B. S. P. p. 201, not. 27; MERL. *Rép.* v° *aboutissants*.

306. Comme aussi on ne peut faire résulter un moyen de nullité de ce que, dans une assignation qui a pour objet la rescision d'un acte de cession de droits successifs, on n'a pas désigné par leurs tenants et aboutissants les immeubles dont on demande le partage par suite de cette annulation. — Lim. 5 fév. 1817, t. 3, p. 412, n° 266. — V. *infrà*, n° 308.

307. L'omission de la désignation des biens dans l'exploit introductif d'instance est suppléée par cette mention dans un exploit en reprise d'instance, lorsque la nullité de l'exploit introductif n'a été demandée qu'après la signification de l'exploit en reprise. — Montp. 14 janv. 1830, t. 39, p. 48.

308. Lorsqu'il s'agit d'une demande en rescision de partage, l'exploit est suffisamment libellé s'il y est dit que la demande est fondée sur le dol et sur une lésion de plus du quart. — Brux. 3 fév. 1812, t. 12, p. 391, v° *évocation*, n° 13. — V. *suprà*, n° 305.

309. Il n'est pas nécessaire que l'exploit contienne la désignation des biens sur lesquels porte la demande, avec les tenants et aboutissants, lorsque les défendeurs, détenteurs à titre universel de ces biens, ne peuvent ignorer à raison de quoi ils sont cités. — Cass. 10 déc. 1806, t. 13, p. 86. — MM. CARR. t. 1, p. 168, n° 331; D. C. p. 61; DELAP. t. 1, p. 72; F. L. t. 1, p. 139; B. S. P. p. 201, not. 27, pensent aussi que la disposition de l'art. 64 C. P. C. peut être suppléée par des équivalents; cet article n'est que la répétition de l'article 3, tit. 9 de l'ordonnance de 1667, de sorte que l'arrêt ci-dessus, qui a fait l'application de cet article, serait le même sous le Code actuel. Mais, ajoute M. F. L., sous l'empire de l'ordonnance, lorsqu'un exploit ne contenait pas les désignations prescrites en matières réelles ou mixtes, il était admis dans la jurisprudence qu'on pouvait les donner par un acte postérieur notifié à partie ou à avoué. Il ne paraît pas qu'aujourd'hui cette jurisprudence puisse être suivie, parce que l'article 64 du Code déclare positivement que l'exploit doit contenir ces désignations. M. CARR. dit que si l'ancienne jurisprudence sur ce point pouvait être suivie, ce ne serait qu'autant que les désignations seraient données avant l'expiration du délai de l'assignation, et même quelque temps auparavant, de manière que le défendeur ait pu savoir de quel héritage il s'agissait pour préparer ses défenses. — V. *suprà*, n° 362.

310. Il en est de même lorsqu'il est constant que les parties étaient fixées sur l'objet du litige. — Liége, 8 déc. 1820, t. 13, p. 278, n° 356.

311. Comme aussi on ne peut se plaindre qu'une assignation n'est pas suffisamment motivée, lorsque l'objet de la réclamation a été précédemment débattu devant l'autorité administrative. — Lim. 5 juill. 1816, t. 13, p. 237, n° 280. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 178, à la not., et F. L. t. 1, p. 142.

312. L'exploit par lequel on demande à un colon les arrérages d'une rente convenancière est suffisamment libellé par l'énonciation de la demande et la désignation de la rente. — Renn. 31 juill. 1810, t. 13, p. 155, n° 156. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 160, not. 2, n° 1.

313. L'exploit d'ajournement énonçant que l'objet de la demande est de faire déclarer nulles des offres comme insuffisantes dans une partie et excédantes dans une autre, remplit le vœu de l'art. 61 C. P. C. — Poit. 14 juill. 1819, t. 17, p. 70, v° *offres réelles*, n° 64.

314. Est suffisamment libellée la citation en police correctionnelle portant que les prévenus se seraient frauduleusement concertés pour faire naître dans l'esprit (de la partie civile) l'espérance illusoire d'un mariage que la fille N... (une des parties assignées) avait le dessein de rendre et a rendu chimérique, et pour, à l'aide des manœuvres frauduleuses par eux employées, soustraire la majeure portion de la fortune de... etc. — Cass. 11 juill. 1832. Evrard C. Duthuit.

315. La citation devant un tribunal de police est suffisamment motivée par l'indication du règlement auquel il aurait été contrevenu. — Cass. 11 fév. 1808, t. 13, p. 107, n° 99.

316. Est valable la citation donnée en matière de simple police, *pour avoir contrevenu à un article d'une ordonnance locale dont il sera donné lecture à l'audience.* — Cass. 23 avril 1831, t. 41, p. 467.

317. Dans la poursuite dirigée contre l'éditeur responsable d'un journal prévenu d'avoir rendu un compte infidèle d'un débat judiciaire, le ministère public est obligé, comme dans la poursuite des autres délits, d'articuler et de qualifier les faits ou passages incriminés. — Cass. 30 déc. 1822, t. 24, p. 353.

318. En matière d'usure, il n'est pas nécessaire à peine de nullité que l'exploit d'assignation contienne l'énumération des faits dont l'ensemble forme le délit d'habitude d'usure, si l'huissier donne en même temps au prévenu copie de l'ordonnance de la chambre du conseil, qui énonce le délit pour lequel il est poursuivi, de manière à ne laisser à cet égard aucune incertitude. — Cass. 20 oct. 1826, t. 32, p. 232. — Telle est l'opinion de M. MERL. *Rép.* t. 2, p. 358.

319. L'assignation donnée à un individu accusé d'avoir outragé un garnisaire dans l'exercice de ses fonctions est valable, quoique les faits d'injures ne soient ni qualifiés ni articulés, si, en tête de la citation, se trouve un procès-verbal dressé par le garnisaire, et énonçant les faits qui donnent lieu à l'accusation.—Cass. 20 fév. 1830, t. 39, p. 37.

320. Est suffisamment détaillé l'exploit qui énonce que les individus auxquels il est donné se sont rendus coupables de résistance et de voies de fait envers un officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions, ou du moins l'ont outragé par paroles, gestes, et même violences. — Cass. 3 juin 1830, t. 41, p. 561.

321. L'exploit contenant une plainte en diffamation doit préciser distinctement chaque fait incriminé, à peine de nullité. — Riom, 24 déc. 1829, t. 39, p. 11.

Chap. XII. *Des délais.* — Art. 1er. *Assignations à delai ordinaire, ou augmenté à raison des distances. Delais relatifs à certains cas particuliers.*

(*V.* v° *appel*, l'article de l'*acte d'appel.*)

322. L'exploit d'assignation donné à la suite d'une signification du jugement de défaut joint doit, sous peine de nullité, contenir indication du délai pour comparaître, et du jour de la comparution. — Brux. 5 janv. 1820. Marneffe C. le prince de Looz-Corswazna.

323. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'exploit d'assignation indique l'heure de la comparution. — Turin, 20 flor. an XI, t. 13, p. 65, n° 35. — L'art. 61 C. P. C. exigeant seulement l'indication du délai pour comparaître, la nullité ne pouvait être prononcée pour défaut d'indication de l'heure; mais en serait-il de même dans une citation de juge de paix? L'art. 1er C. P. C. exige que l'heure de la comparution soit indiquée. Ce n'est pas là une formalité bien substantielle de l'acte; on peut concevoir, en effet, que l'indication du jour suffise; ce sera à la partie à connaître l'heure de l'audience du juge de paix, qui est une chose notoire. Dès lors, le défendeur étant suffisamment averti, on ne concevrait pas pourquoi le juge de paix ne donnerait pas défaut contre la partie qui ne comparaîtrait pas. Cependant M. Carr. t. 1, p. 5, n° 3, dit que le défaut ne pourrait être prononcé, parce que la loi exige la *mention de l'heure*. Les auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 114, semblent partager cette opinion; mais M. Delap. t. 1, p. 3, est d'un avis contraire.

324. Comment doit être énoncé le délai pour comparaître dans un exploit introductif d'instance et dans un acte d'appel? — *V.* la savante dissertation de M. Boncenne, J. A. t. 37, p. 257. — Mais voyez aussi les arrêts du n° suivant.

325. Un exploit d'assignation ou un acte d'appel sont-ils valables lorsqu'ils sont donnés pour comparaître dans *le délai ou les délais de la loi?* — Oui. — Pau, 5 et 16 juin 1807, 16 août 1809; Brux. 14 mars 1809; Cass. 21 nov. 1810, 8 janv. et 18 mars 1811, 6 mai et 24 juin 1812, 27 avr. 1813 et 20 avr. 1814; Liége, 30 mai 1819; Bourges, 20 mars 1821; Poit. 18 juin 1830. — Non. — Besanç. 12 fév. 1810; Colm. 31 août 1810. — Même lorsqu'ils ajoutent *huitaine franche*. — Amiens, 21 fév. 1826.—Poit. 16 juill. 1828, t. 3, p. 240, n° 118, v° *appel*, t. 13, p. 144, n° 142, p. 181, n° 190, t. 23, p. 89, t. 37, p. 209, 219, et t. 39, p. 190. — *V.* aussi *infrà*, n° 330. — La jurisprudence est maintenant fixée dans le sens de l'affirmative. — L'indication d'un délai trop court, suivant M. Boncenne, t. 2, p. 168, n'annulerait pas l'exploit. — M. Carr. t. 1, p. 161 et 163, aux notes, déclare qu'il ne cède qu'au grand nombre de décisions sur lesquelles se trouve fondée l'affirmative.—M. F. L. dit que, malgré les solutions qui résultent de la jurisprudence de la Cour de cassation, il est toujours utile d'indiquer d'une manière précise le délai pour comparaître. — *V.* le Pr. Fr. t. 3, p. 208.—*V.* encore M. Boncenne, t. 2, p. 173.

326. L'assignation donnée pour la première audience après vacation, est nulle lorsque cette audience a lieu le lendemain de l'assignation. — Lim. 28 janv. 1812, t. 13, p. 183, n° 191.—M. Carr. t. 1, p. 162, n° 317, pense que l'assignation donnée pour la première audience utile serait également nulle. — *V.* M. B. S. P. p. 207, not. 46, n° 3.

327. Est valable l'exploit qui assigne à comparaître à la première audience après les vacations. — Bord. 7 août 1829, t. 38, p. 152.

328. Un exploit d'assignation ou un acte d'appel sont-ils valables lorsqu'ils n'indiquent que le délai ordinaire de huitaine sans exprimer l'augmentation à raison des distances? — Oui. — Brux. 25 juin 1810; Nîm. 15 mai 1811; Turin, 13 fév. 1812; Renn. 13 juin 1812; Trèv. 22 oct. 1812; Lim. 10 déc. 1812, et 3 janv. 1816; Nîm. 19 août 1819 et 9 janv. 1821. — Non. — Brux. 12 juill. 1810; Nîm. 17 nov. 1812 et 13 mars 1819; Toul. 14 juill. 1820; Poit. 30 nov. 1820; Bourg. 15 mars 1821 et 11 mai 1824; Amiens, 15 juin 1812; Gren. 29 mars 1824, t. 3, p. 195, v° *appel*, n° 90, et p. 268, n° 132, t. 7, p. 161, n° 7, t. 13, p. 194, n° 210, t. 24, p. 193, et t. 27, p. 136.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 163, n° 319; Pig. *Comm.* t. 2, p. 32. — *V.* le n° qui suit.

329. L'exploit d'assignation ou l'acte d'appel sont-ils valables lorsqu'ils portent l'indication de *huitaine franche?* — Oui. — Besanç. 17 déc. 1808; Bourg. 21 mars, et 12 mai 1821; Nîm. 28 juin 1824. — Non. — Montp. 17 déc. 1811; Poit. 3 juill. 1821 et 19 mars 1828, t. 3, p. 195, n° 90, v° *appel*, t. 27, p. 66, et 235, et t. 35, p. 27. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 198, n° 1650, et t. 3, p. 496, n° 3412; F. L., t. 1, p. 240, v° *ajournement*, § 2, n° 9; B. S. P. p. 206, not. 46, n° 2; Lep. p. 300, 1re quest. — La jurisprudence semble adopter cette distinction que l'assignation donnée à huitaine seulement n'est pas valable, mais qu'il en est autrement de l'assignation donnée à huitaine franche. — *V.* le n° qui précède.

330. Les exploits sont nuls lorsqu'ils portent assignation dans *les délais de la loi*, *huitaine franche*, *ou de huitaine franche*, *délai de la loi.* — Amiens, 21 fév. 1826. — Poit. 16 juill. 1828, t. 37, p. 209 et 219. — V. *suprà*, n° 325.

331. L'assignation donnée pour comparaître dans le délai de huitaine, augmenté d'un jour à raison de trois myriamètres de distance, est valable. — Brux. 21 août 1810. — Cass. 7 janv. et 28 avr. 1812, t. 3, p. 357, v° *appel*, n° 197, et t. 13, p. 155, n° 160.

331 *bis*. Lorsque, dans le cours d'une instance, une partie change de domicile sans remplir les formalités voulues par l'art. 104 C. C., l'assignation peut être donnée à l'ancien domicile, sans observer les délais à l'égard du nouveau. — Cass. 13 germ. an XII, t. 13, p. 71, n° 48.

332. Comme aussi, lorsque, dans plusieurs actes de procédure, un individu a été annoncé comme domicilié au lieu où siége le tribunal, sans aucune réclamation de sa part, une assignation lui est valablement donnée dans les délais ordinaires. — Paris, 24 brum. an XII, t. 13, p. 70, n° 44.—C'est aussi l'opinion de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 178.

333. Lorsqu'il y a domicile élu pour le paiement d'une lettre de change, il y a attribution de juridiction; mais le délai de l'assignation doit-il être fixé d'après le domicile réel? — Non. — Cass. 1er prair. an X, 4 févr. 1808; Paris, 26 févr. 1808, et 26 nov. 1808. — Oui. — Cass. 4 juin 1806, 1er avr. 1807, t. 13, p. 54, n° 21. — *V.* MM. Merl. *Rép.* v° *consul*. p. 20; Carr. t. 1, p. 165, n° 326; F. L. t. 1, p. 140; B. S. P. p. 212, not. 13. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 182.

333 *bis*. Il n'est pas nécessaire que l'assignation en nullité d'emprisonnement, qui est signifiée au domicile élu par le créancier dans l'acte d'écrou, contienne l'augmentation des délais à raison des distances. — Cass. 20 mars 1810. — Toul. 13 janv. 1823, t. 18, p. 906, n° 54, et t. 25, p. 15.

334. Les délais de l'assignation donnée au domicile élu, à fin de

radiation d'inscription, ne doivent pas être fixés d'après l'éloignement du domicile réel des créanciers. — Colm. 25 nov. 1809, t. 13, p. 131, nº 133.

335. Lorsque la copie de la citation a été remise au défendeur, en parlant à sa personne, dans le lieu même où siége le juge de paix, faut-il augmenter le délai ordinaire à raison de l'éloignement de son domicile, conformément à l'art. 1033? — L'affirmative est soutenue, t. 13, p. 295, nº 380. — MM. Carr. t. 1, p. 12, nº 19, et p. 201, nº 379; B. S. P. p. 212, not. 13; D. C. p. 69, et Delap. t. 1, p. 89, 3e alin., ont aussi examiné cette question.

336. Le délai à raison des distances ne se calcule que du domicile de l'appelant à celui des divers intimés, sans avoir égard à la distance qui sépare entre eux les domiciles de ceux-ci. — Riom, 8 janv. 1824, t. 13, p. 288, nº 370.

337. Des étrangers peuvent être assignés à domicile élu, sans qu'il soit nécessaire d'observer les délais fixés par l'art. 73 C. P. C. — Trèves, 22 oct. 1812, t. 13, p. 202, nº 221 *bis*. — *V*. M. Boncenne, t. 2, p. 159.

338. L'exploit qui porte assignation *à huitaine, franche de la date de l'expiration des fériés*, doit être annulé, si l'assigné est un étranger, comme ne contenant pas intimation dans les délais voulus par la loi. — Gren. 2 juill. 1824, t. 27, p. 233.

339. Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, on devait, dans les assignations données à des étrangers au domicile du ministère public, augmenter le délai en raison de la distance du domicile réel au lieu où siége le tribunal. — Cass. 22 prair. an IX, t. 13, p. 39, nº 10.

340. Mais le délai que l'art. 73 C. P. C. fixe pour les assignations à donner en pays étranger ne doit pas être augmenté proportionnellement à la distance du domicile des parties assignées, ainsi que l'exige l'art. 1033. — Colm. 1er août 1812, t. 13, p. 199, nº 215. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 200; D. C. p. 118, et B. S. P. p. 206, not. 43.

341. Suivant l'art. 1033 du même Code, pour qu'il y ait lieu à augmentation de délai à raison de la distance, lorsqu'il s'agit d'une assignation, il faut qu'il existe une première distance de trois myriamètres entre le lieu du domicile du défendeur et celui où siége le tribunal devant lequel il est assigné. — Besanç. 25 mai 1812. — Riom, 8 janv. 1824, t. 13, p. 189, nº 204, et p. 288, nº 371.

342. Les délais à raison des distances ne doivent plus se calculer, comme sous l'ordonnance de 1667, pour ceux qui demeuraient hors du ressort, mais d'après les distances effectives. — Orl. 9 janv. 1806, t. 13, p. 83, nº 58.

343. Les délais d'assignation devant un tribunal de commerce doivent être augmentés en raison de la distance du domicile réel de la partie assignée. — Agen, 6 févr. 1810, t. 15, p. 335, nº 57.

344. La disposition de l'art. 73 C. P. C. est applicable aux assignations données en matière commerciale, lorsque la personne assignée est un étranger. — Brux. 9 déc. 1829. Gossart C. Waroqué.

345. Une assignation n'est pas nulle pour avoir été donnée à un délai plus long que celui que la loi détermine. — Cass. 13 prair. an II, et 15 déc. 1808, t. 13, p. 27, nº 1. — Conforme à l'opinion des auteurs. *V*. MM. Carr. t. 1, p. 164, nº 322; Pig. *Comm*. t. 1, p. 202; Merl. *Rép.* vº *délai*, t. 3, p. 412, nº 7; F. L. t. 1, p. 146; B. S. P. p. 208, not. 48, nº 2; Boncenne, t. 2, p. 167. — Quant aux citations devant le juge de paix, on peut voir MM. Carr. t. 1, p. 12, nº 17, et Pig. *Comm*. t. 1, p. 141.

345 *bis*. La partie qui, assignée à un délai trop long, veut anticiper sur les délais qui lui sont accordés, doit faire son exploit d'anticipation dans la forme et d'après les règles des exploits d'ajournement. — Brux. 29 nov. 1828, t. 36, p. 334. — *V*. vº *appel*, nº 584, une décision contraire.

346. Une citation donnée en police correctionnelle pour comparaître trois jours francs après celui de la citation, et, en tant que besoin, à toutes les audiences suivantes, ne peut être annulée sur le motif qu'elle n'est pas donnée à jour fixe. — Cass. 5 févr. 1808, t. 13, p. 106, nº 98.

347. L'assignation donnée devant un tribunal correctionnel n'est pas soumise aux formes prescrites pour les exploits ordinaires; ainsi elle est valable lors même qu'elle aurait été donnée à un trop bref délai, mais le jugement rendu avant l'expiration des délais est nul. — Cass. 2 avr. 1809, 25 fév. 2 avr. 1819 et 15 fév. 1821, t. 13, p. 218, nº 246, et p. 263, nº 324, t. 23, p. 46, et t. 28, p. 263.

348. Décidé cependant que, lorsque dans la citation donnée au prévenu le délai respectivement prescrit par les art. 146 et 184 du Code d'instruction criminelle n'a point été observé, les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle peuvent, même dans le cas où le prévenu fait défaut, prononcer la nullité de la citation. — Cass. 15 nov. 1811, t. 13, p. 180, nº 188.

349. Le délai de la citation en justice de paix n'est que d'un jour. — Renn. 14 juill. 1813, t. 14, p. 547, vº *huissier*, nº 8.

350. L'assignation donnée aux saisis par les préposés des douanes ne peut être déclarée nulle pour l'avoir été dans les 24 heures qui suivent la clôture du procès-verbal. — Cass. 3 juin 1806, t. 13, p. 85, nº 61.

351. Comme aussi, en matière de droits réunis, l'assignation aux contrevenants doit être donnée dans la huitaine de la date du procès-verbal; mais il n'y a pas nullité ni déchéance, si elle est donnée plus tard. — Cass. 4 brum. an IV, 27 fév. 1823, 3 fév. 1826, t. 13, p. 82, nº 56, t. 25, p. 71, et t. 31, p. 140. — Bourg. 20 août 1825. — Cass. 15 mai 1830, t. 40, p. 208.

352 et 353. Loi du 15 juin 1835 qui remplace l'art. 28 du décret du 1er germ. an XIII. — T. 49, p. 494.

Art. 2. *Assignations à bref délai.*

354. L'art. 72 C. P. C. qui autorise le président à abréger les délais des ajournements, ne lui prescrit pas de commettre un huissier; ce qui laisse l'ajournement à bref délai soumis aux seules règles tracées par le titre de l'ajournement. L'art. 808 du même Code n'est applicable qu'aux référés et forme une exception à la règle générale, qui ne peut être étendue à d'autres cas. — Besanç. 25 mai 1812. — Colm. 17 avr. 1817, t. 13, p. 189, t. 7, p. 277, nº 88.

355. L'assignation à bref délai en vertu d'une ordonnance du président n'est pas nulle, quoique donnée par un huissier autre que celui commis par cette ordonnance, s'il est démontré que le défendeur en a reçu la copie. — Paris, 8 fév. 1834, t. 46, p. 306.

356. L'assignation à bref délai peut être donnée du 19 au 20, lorsqu'elle est remise à personne dans les villes où siége le tribunal. — Cass. 30 juill. 1828, t. 35, p. 327.

357. Les assignations à bref délai sont susceptibles d'une augmentation de délai proportionnée à l'éloignement du domicile de l'assigné. — Cass. 25 vendém. an XII. — Brux. 12 juill. 1809 et 21 janv. 1824, t. 13, p. 69, nº 12 — MM. B. S. P. p. 148 et 381; Pig. *Com*. t. 1, p. 242; et F. L. t. 1, p. 146, professent une opinion conforme. — M. Pig. objecte que l'art. 1033 semble ne parler que du délai général; mais le droit de la défense exige d'étendre sa disposition au bref délai — M. F. L. fait observer qu'il faut distinguer entre le cas où l'ordonnance du juge permet d'assigner à jour fixe, et celui où l'assignation doit être donnée à 3 jours; dans le premier cas, il ne peut pas y avoir lieu à augmentation. — *V*. aussi M. Lep. p. 117.

358. Le bref délai dans lequel un débiteur incarcéré peut assigner son créancier, avec la permission du juge, pour comparaître sur la demande en nullité de l'emprisonnement, doit-il être augmenté en raison de la distance qu'il y a entre le lieu où l'assignation est donnée et celui où siége le tribunal? — Si le débiteur, usant du droit que lui accorde la loi, assigne le créancier au domicile élu, aucune augmentation de délai ne peut

avoir lieu, excepté dans le cas où le tribunal qui doit connaître de la contestation n'est pas celui du lieu de la détention, ce qui peut arriver si la demande en nullité est basée sur des moyens tirés du fond. Il en est autrement si le créancier a été assigné à son domicile; alors l'art. 1034 est nécessairement applicable. — Telle est l'opinion de MM. Lep. p. 532, et Pardess. t. 5, p. 290; J. A. t. 8, p. 718, nº 225. — *V.* le nº qui suit.

359. L'assignation en nullité d'emprisonnement peut être donnée à bref délai au domicile élu par le créancier, sans observer les distances à raison du domicile réel. —Paris, 28 fév. 1807, t. 13, p. 87, nº 65. — *V.* le nº qui précède.

360. Une assignation donnée à un délai plus court que celui fixé par l'ordonnance obtenue du président est nulle et de nul effet. — Cass. 3 prair. an XII, t. 13, p. 71, nº 46. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 199, not. 1.

361. Elle est nulle s'il n'a pas été donné, en tête de l'exploit, copie de l'ordonnance portant permission d'assigner à bref délai. — Brux. 21 janv. 1824.

362. Aucun article du Code de procédure ne défend de prononcer définitivement sur une assignation à bref délai. L'art. 72 commence par fixer le délai général pour les ajournements au principal et en définitive; il s'occupe ensuite de l'abréviation de ces mêmes délais : or, cette abréviation se rapporte évidemment aux matières dont traite le commencement de l'art., par conséquent aux assignations au principal, et non pas simplement à celles au provisoire. Pour celles-ci, il n'est pas nécessaire de solliciter du juge une abréviation de délai, quoiqu'en assignant au principal on ait la faculté d'assigner à 3 jours pour la provision; l'art. 76 n'a d'autre but que d'abréger la constitution d'avoué, comme l'art. 72 permet l'abréviation du délai de l'ajournement, et il ordonne à l'avoué de signifier sa constitution dans le jour, quoique le jugement puisse être déjà rendu; c'est parce que l'avoué est obligé d'occuper sur tous les incidents qui peuvent s'élever pendant un an, d'après l'art. 1038, et de recevoir toutes les significations à faire pour l'exécution. — Besanç. 25 mai 1812, t. 13, p. 189, nº 205. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 202, est d'avis que le juge ne peut accorder la permission d'assigner à bref délai que pour le provisoire. — Cependant l'article 72 ne distingue pas.

363. Est-ce le juge de paix compétent pour connaître de la contestation, ou celui dans le ressort duquel la citation est donnée, qui doit délivrer la cédule pour abréger les délais ? — Il semble que ce doit être le juge de paix compétent pour connaître de la contestation, puisqu'il doit examiner s'il y a urgence. — *V.* J. A. t. 13, p. 294, nº 378. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 10, 14, nºs 12, 22, et Lep. p. 69 et 70.

364. Le président d'un tribunal de première instance peut accorder sur requête permission d'assigner à bref délai devant son tribunal, quoiqu'il soit incompétent, parce qu'il n'est pas juge de ce point de droit. — Bord. 16 janv. 1828, t. 35, p. 90.

365. Le président d'un tribunal ou d'une cour a la faculté d'accorder la permission d'assigner à bref délai toutes personnes, même celles domiciliées en pays étranger. — Pau, 13 nov. et 22 déc. 1824, t. 29, p. 205. — Aix, 3 août 1832, t. 45, p. 753.

366. *Contrà*, on ne peut obtenir la permission d'assigner à bref délai des individus demeurant en pays étranger, et qui n'ont pas élu domicile en France. — Colm. 12 nov. 1830, t. 40, p. 58.

367. Quand le président a permis d'assigner à bref délai, son ordonnance et l'assignation peuvent-elles être annulées par le tribunal ou par la cour, sous prétexte que la matière n'est pas urgente? — Oui. — Rome, 2 mai 1811; Toul. 13 janv. 1823. — Non. — Colm. 18 déc. 1827; Paris, 6 juill. 1830, t. 13, p. 165, nº 173; t. 25, p. 15; t. 37, p. 108, et t. 39, p. 235. — La négative doit être adoptée suivant M. Carr. t. 1, p. 199, nº 378. — *V.* aussi t. 1, p. 98, nº 208. — MM. F. L. t. 1, p. 146, et Delap. t. 1, p. 88, sont d'un avis opposé. — *V.* M. Boncenne, t. 2, p. 161, et le nº suivant.

367 *bis*. La voie seule de l'opposition est ouverte contre l'ordonnance d'un président qui permet d'assigner le défendeur à bref délai. — Bourg. 20 déc. 1831, t. 45, p. 537. — *V.* le nº qui précède.

368. Le juge taxateur ne peut évaluer arbitrairement le nombre de rôles de la copie de l'ordonnance en vertu de laquelle on assigne à bref délai. Cette ordonnance peut être plus ou moins longue. — C. T. t. 2, p. 71-29.

369. Le droit de copie de l'ordonnance ne peut être fixé au quart de l'original. — C. T. t. 2, p. 72-30.

Chap. XIII. *En combien de copies l'exploit doit-il être signifié?*

(V. vº *appel*, à l'article de l'*acte d'appel*, nºs 551 à 571.)

370. L'assignation signifiée à des communes en la personne de leurs maires, et visée en l'absence de ceux-ci par le juge de paix, doit, à peine de nullité, être remise à ce dernier en autant de copies qu'il y a de communes intéressées, lors même qu'une copie aurait été laissée la veille au domicile de chaque maire de ces communes, mais sans être visée par la personne qui l'aurait reçue. — Gren. 17 juill. 1832. — Cass. 1er avr. 1834, t. 43, p. 743, t. 47, p. 473. — *V. ibid.* des observations.

371. Il suffit de laisser une seule copie de l'assignation pour un mari et une femme commune en biens. — Cass. 1er avr. 1812, 4 août 1817, 20 avr. 1818, 31 janv. 1827, 8 avr. 1829. — Caen, 11 janv. 1825, t. 13, p. 184, nº 195, t. 20, p. 518, vº *saisie immob.* nº 594, t. 30, p. 20, t. 33, p. 101, et t. 37, p. 315. — *V.* en ce sens MM. Carr. t. 1, p. 177, not. 1, nº 13; et F. L. t. 1, p. 142, 2e coll. 4e alin. — *V.* notre mot *appel*, nºs 507 à 513, 555 à 563.

372. Sous le régime dotal, le mari ayant l'administration des biens dotaux, il suffit d'une copie d'exploit laissée au mari pour lui et pour sa femme dans une action qui concerne ces biens. — Caen, 13 juill. 1827. Cordier C. Luillier Doricères.

373. Une assignation, de même qu'une signification du jugement, n'est pas valablement donnée au domicile de deux époux par un seul et même exploit, lorsqu'ils sont séparés de biens. — Paris, 13 juin 1807. — Cass. 7 sept. 1808, 17 nov. 1823 et 10 janv. 1826. — Renn. 13 fév. 1818. — Bourg. 6 mai 1822, t. 13, p. 40, nº 14, p. 123, nº 118; t. 5, p. 87, nº 63; t. 24, p. 142; t. 25, p. 353, et t. 30, p. 400. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 177; F. L. t. 1, p. 137; Merl. *Rép.* t. 1, p. 180, et t. 13, p. 345; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 178 et 180. — *V.* aussi MM. B. S. P. p. 665, not. 4, nº 1; F. L. vº *autorisation de femme mariée*. — Durant. t. 2, p. 460, et Merl. *Rép.* t. 11, p. 778, nº 10.

374. Une instance est régulièrement engagée contre une femme séparée de biens, et contre son mari pour la validité de la procédure, lorsque la femme a d'abord été assignée seule, et que le mari a été postérieurement assigné pour l'autoriser. — Cass. 5 août 1812, t. 13, p. 200, nº 217. — *V.* M. B. S. P. p. 203, not. 34, nº 5.

375. Les significations aux domiciles élus doivent-elles être faites par autant de copies séparées qu'il y a d'inscrivants, bien que tous aient élu un même domicile? ou suffit-il de signifier collectivement, et par une seule copie, à tous les inscrivants à domicile élu? — Délibération du tribunal la Seine, t. 42, p. 339.

376. Il y a nullité de l'exploit lorsqu'il est signifié par une seule copie à deux personnes mal à propos considérées comme mariées et comme habitant le même lieu. — Lyon, 13 janv. 1825, t. 28, p. 188.

377. L'assignation donnée à plusieurs héritiers au même domicile, qu'ils ont tous élu dans un intérêt commun, doit, sous peine de nullité, leur être signifiée en autant de copies qu'ils sont d'individus. — Cass. de Belg. 13 mars 1833, t. 46, p. 182.

378. Il n'est pas nécessaire de

laisser plusieurs copies de l'exploit à la personne qu'on assigne, tant en son nom personnel que comme représentant une autre personne. — Cass. 20 déc. 1816, 7 janv. 1818, t. 13, p. 241, n° 287.

379. Lorsque plusieurs parties plaidant dans un intérêt commun, ont désigné un mandataire à qui devraient être faites toutes significations en une seule copie, on ne peut porter en taxe des notifications faites autrement, à moins qu'une de ces parties ne soit décédée ou n'ait changé d'état. — Bord. 29 août 1828, t. 36, p. 145.

380. Dans un pourvoi où il s'agit d'une opposition à un mariage, il est indispensable que tous les actes de procédure soient signifiés au père et à la mère par copies séparées. — Cass. 23 janv. 1816, t. 6, p. 500, v° *cassation*, n° 87.

381. Au cas d'une action immobilière dirigée contre un mineur émancipé, le mineur et le curateur *ayant le même domicile* sont valablement assignés par un seul exploit signifié au mineur dans la personne et au domicile de son curateur. — Cass. 7 flor. an XIII, t. 13, p. 81, n° 53. — *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 178, et MERL. *Rep.* t. 1, p. 180. — Le premier de ces deux auteurs dit que si l'assignation est donnée à un émancipé et à son curateur, il faut copie aux deux; que dans les affaires où il faut l'assistance du curateur, la copie à un seul endroit rendrait l'assignation nulle à l'égard des deux, puisqu'ils ne peuvent procéder l'un sans l'autre.

382. En matière correctionnelle, le fils prévenu d'un délit et le père civilement responsable sont valablement assignés par une seule copie signifiée au domicile commun, en parlant à leurs personnes. — Lim. 14 nov. 1812, t. 13, p. 203, n° 222.

383. L'affiche du procès-verbal de contravention, qui en matière de douanes remplace l'assignation au prévenu absent, peut n'être apposée qu'en un seul exemplaire, quel que soit le nombre des inculpés poursuivis pour le même fait. — Cass. 11 avr. 1831. Douaunes C. Leroy.

384. Lorsque le commandement tendant à saisie immobilière est fait à plusieurs débiteurs domiciliés dans la même commune, doit-il être laissé au maire autant de copies qu'il y a de parties domiciliées dans la commune? — Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 337.

CHAP. XIV. *Visa.*

385. Un exploit d'ajournement est-il nul si la copie ne fait pas mention du visa du maire, dans le cas où on la lui remet en vertu de l'art. 68? — Oui. — Lyon, 16 janv. 1811; Rennes, 25 juin 1818; Bourg. 16 déc. 1828; Cass. 19 mai 1830. — Non. — Renn. 21 déc. 1820, t. 3, p. 448, n° 274, v° *appel*, t. 13, p. 159, n° 163 *bis*, p. 279, n° 358; t. 36, p. 86, et t. 39, p. 331. — Le texte formel de l'art. 68 doit faire adopter l'affirmative, malgré ce dernier arrêt de la Cour de Renn. — *V.* cependant notre mot *appel*, nos 4 et 5. — La question pourrait présenter plus de difficulté dans le cas du visa prescrit par l'art. 69 - 5°, attendu que cet article ne dit pas, comme le précédent, que mention en sera faite, à peine de nullité, sur la copie.

386. La citation donnée à une commune, en la personne du maire, à comparaître devant un tribunal correctionnel, n'est pas assujétie aux dispositions des art. 69 et 70 C. P. C. — Cass. 14 janv. 1830, t. 38, p. 202

387. Les significations faites aux fonctionnaires publics ne sont point nulles pour défaut de visa. Brux. 11 nov. 1829, t. 41, p. 559.

388. Le défaut du visa du maire sur l'exploit original d'une signification qui lui est faite ne constitue qu'une simple irrégularité à laquelle la loi n'a pas attaché la peine de nullité. — Nanci, 11 avr. 1826, t. 31, p. 162. — *V.* sur le visa, en l'absence du maire, M. BONCENNE, t. 2, p. 224.

389. L'administration des biens des fabriques est un établissement public, dans le sens des art. 65 et 69 C. P. C. Ainsi les exploits signifiés à une telle administration, dans la personne des marguilliers de la paroisse, sont rigoureusement soumis à la formalité du visa. — Liége, 2 juill. 1810, t. 13, p. 155, n° 155. — *V.* le n° qui suit.

390. L'exploit notifié au trésorier d'un bureau de bienfaisance doit être revêtu du visa de ce préposé, sous peine de nullité. — Toul. 16 nov. 1830, t. 41, p. 491. — *V.* le n° qui précède.

391. L'exploit notifié à un tribunal est valable, encore que l'original n'ait pas été visé conformément à l'art. 69 C. P. C. — Bourg. 6 mars 1807, t. 13, p. 88, n° 67.

392. La disposition du § 5 de l'art. 69 C. P. C. qui exige le *visa* des fonctionnaires publics sur l'original des exploits qui leur sont signifiés, n'est point applicable au cas où la signification est faite au domicile élu par la partie chez un fonctionnaire public. — Brux. 7 déc. 1812, t. 13, p. 197, n° 212.

CHAP. XV. *Effet des différences entre l'original et la copie.*

393. La copie d'un exploit tient lieu d'original à celui qui l'a reçue, en ce sens que cette partie peut faire annuler l'exploit d'après la copie; il n'est pas régulier, lors même qu'il le serait d'après l'original. — Ce point a été jugé par trois arrêts du 13 janv. 1825. — Lyon, 25 avr. 1826. — Caen, 5 juill. 1828. — Gren. t. 28, p. 187; t. 32, p. 165, et t. 36, p. 132. — *V.* M. BONCENNE, t. 2, p. 101.

394. Mais les imperfections de la copie n'entraînent pas toujours la nullité de l'exploit. — *V.* les divers arrêts qui ont été rendus sur ce point. — V. *suprà*, nos 42, 43, 44, 46, 47, 48, 59, 105, 107, 117, 118, 124, 234, et *infrà* no 400. — *V.* aussi t. 13, p. 31, no 9.

395. Lorsque la nullité d'un exploit est demandée pour omission de formalités essentielles dans la copie laissée à l'un des assignés solidaires, mais que la copie signifiée à l'autre débiteur n'est pas représentée, cette nullité doit être écartée. — Metz, 21 juin 1822, t. 24, p. 198.

396. Lorsque plusieurs débiteurs solidaires ont été assignés par le même exploit, et que la copie signifiée à l'un d'eux renferme une nullité, cette nullité ne profite pas aux autres. — Toul. 25 juill. 1829. Mélis Maurel C. Gaugeras.

397. Lorsqu'il s'agit, non de la régularité d'un exploit, mais de la foi due aux énonciations qu'il contient, s'il se trouve des différences entre l'original et la copie, les énonciations contraires se détruisent mutuellement; et si les tribunaux donnent effet à celles qui se rencontrent en l'original, il y a lieu de casser leurs jugements. — Cass. 7 vent. an VII, t. 13, p. 30, n° 5. — *V.* M. MERL. *Rép.* v° *copie*, p. 223, n° 4.

CHAP. XVI. *Signature de la partie. Ratures et renvois. Effets de la nullité d'un exploit à l'égard du coassigné auquel une signification régulière a été faite. Effets des exploits à l'égard des intérêts et des prescriptions. Comment peut-il être suppléé à la non-représentation d'un exploit? Effets de la nullite d'une partie d'un exploit sur l'autre partie.*

(*V.* v° *appel*, le chapitre de l'*acte d'appel.* — *V.* aussi v° *signification.*)

398. La loi n'exige pas la signature de la partie au bas des exploits d'ajournement qu'elle fait signifier, et ces actes ne peuvent être détruits que par un désaveu introduit dans les formes que la loi prescrit. — Besanç. 26 août 1808, t. 13, p. 122, no 116.

399. Il n'est pas nécessaire d'approuver un renvoi dès qu'il est inséré à la suite de l'acte et avant aucune signature. — Gren. 28 mai 1823, t. 9, p. 299, n° 136.

400. Comme aussi les surcharges et les ratures non approuvées qui pourraient exister dans la copie n'entraînent pas la nullité de l'exploit. — Paris, 6 nov. 1815, t. 20, p. 452, n° 498, v° *saisie immobilière.* — V. *suprà*, no 393, et le no suivant.

401. Une rature ou un interligne ajoutés à la copie d'un exploit sans être approuvés ne le vicient pas si l'original et la copie sont réguliers dans le reste. — Cass. 12

9 à 17. — C. III. DES SYNDICS, 17 *bis* à 23 *ter*. — C. IV. DU CONCORDAT, 24 à 31.

CHAP. Ier. *Du jugement qui déclare la faillite* (1).

1. Les tribunaux de commerce peuvent, par un premier jugement, fixer la date apparente de l'ouverture d'une faillite, et, par un second jugement, faire une fixation définitive de sa date réelle. — Paris, 14 juill. 1827. Bonnet David C. syndics Travault.

1 *bis*. Il n'y a pas de nullité lorsque le jugement du tribunal de commerce, qui déclare un commerçant en état de faillite ouverte, ne précise pas le jour de l'ouverture; les juges peuvent se réserver de prendre de nouveaux renseignements, pour ensuite fixer l'ouverture de la faillite. — Douai, 25 avr. 1815, 30 sept. 1815, t. 22, p. 324, nº 150.

2. Le jugement qui a déclaré une faillite ouverte ne peut pas être rapporté par un arrêt subséquent, même du consentement des créanciers. — Cass. 28 nov. 1827. Le procureur général C. Minart Barrois.

3. Le jugement qui déclare une faillite ne peut pas être rétracté sur une opposition fondée sur ce que le failli a depuis ce jugement payé toutes ses dettes. — Bord. 28 août 1827. Otard C. Cabarrus.

4. Le créancier qui veut faire changer la date de l'ouverture d'une faillite doit intenter son action contre le syndic provisoire, et non présenter seulement requête au tribunal. — Metz, 7 avr. 1827. Aubé C. faillite Pierre-Joseph-Jean. — *V*. notre mot *action*, nº 19 et suivant.

5. Le syndic d'un failli cesse, après la vérification des créanciers, d'être recevable à faire changer l'époque à laquelle l'ouverture de la faillite a été fixée provisoirement par le tribunal de commerce. — Toul. 28 juin 1833. Syndics Besombes C. Blanc.

6. Le négociant qu'un jugement a déclaré en état de faillite ne peut, après que les créanciers ont nommé des syndics, demander qu'il soit rapporté par le motif qu'il aurait désintéressé ses créanciers. — Colm. 25 nov. 1833. Bloch C. Lach.

7. L'irrégularité des poursuites faites par un créancier ne peut influer sur la décision d'un tribunal de commerce qui déclare le débiteur en faillite, lorsque d'ailleurs il a prononcé en connaissance de cause, et d'après des pièces constatant la cessation des paiements. — Renn. 10 juill. 1820, t. 22, p. 371, nº 207.

8. L'appel du jugement homologuant le concordat obtenu par un failli ne suspend point les délais accordés à celui-ci pour se libérer, surtout s'il a été interjeté par un de ses créanciers, et si le failli a été remis à la tête de ses affaires immédiatement après l'homologation. — Paris, 26 juill. 1833. Cahier C. Delacoste.

CHAP. II. *Effets de la faillite.*

9. La faillite d'une société en nom collectif entraîne nécessairement celle de tous les associés solidaires. — Douai, 9 fév. 1825, t. 28, p. 226.

10. L'incapacité du failli peut être invoquée par le failli lui-même contre un de ses créanciers. — Douai, 9 févr. 1825, t. 28, p. 226.

11. On ne peut opposer à la masse d'une faillite les cessions d'obligations faites par le failli, et non signifiées aux débiteurs cédés, avant les dix jours antérieurs à la faillite. — Cass. 13 juill. 1830. Gaillard et Doyon C. syndics Poncet.

12. Sont valables les jugements obtenus de bonne foi contre un débiteur déclaré plus tard en faillite, quoique l'ouverture de cette faillite remonte à une époque antérieure à la date de ces jugements — Lyon, 9 juill. 1833, t. 47, p. 592.

13. Lorsque les créanciers d'un failli lui ont accordé un atermoiement, et que l'un d'eux, au mépris de cette convention, a été payé avant les autres créanciers, il y a lieu d'ordonner la restitution des sommes perçues. — Bord. 17 août 1827. Lorichesse et Floret C. Martin.

14. Un propriétaire est-il, en cas de faillite de son locataire, dispensé d'affirmer et de faire vérifier sa créance comme les créanciers non privilégiés? — Oui. — Paris, 18 juill. 1828. — Non. — Paris, 1er juill. 1828, t. 42, p. 61.

15. Le ministère public n'est pas obligé, pour poursuivre des faits de banqueroute, de présenter un jugement déclaratif de la faillite. — Cass. 1er septembre 1827. Montigny C. le ministère public.

16. Les effets de la faillite sur les biens et sur la personne du failli ne peuvent cesser que par une réhabilitation conforme aux règles établies au Code de commerce. — Cass. 29 août 1827. Intérêt de la loi C. Minard Barrois.

16 *bis*. Un failli peut exercer toutes actions tendantes à augmenter son actif ou à le justifier. — Aix, 28 févr. 1832, t. 45, p. 741.

17. Les courtiers de commerce ont-ils le droit exclusif de procéder aux ventes publiques des marchandises et des effets mobiliers du failli? — Oui. — Douai, 20 août 1825. — Non. — Cass. 28 févr. 1828, t. 30, p. 81, et t. 34, p. 294-8. — Tel semble être l'avis de M. BOULAY-PATY, *Faillites et banqueroutes*, p. 241. — *Contrà*, M. PARDESS. t. 4, p. 309, nº 1158.

CHAP. III. *Des syndics.*

17 *bis*. Quand dans une faillite il se présente un seul créancier, il peut, à lui seul, comme le pourraient les créanciers réunis, aux termes de l'art. 480 C. comm., présenter au juge-commissaire une liste triple du nombre des syndics provisoires qu'il estimera devoir être nommés. — Nanci, 23 juill. 1833, t. 47, p. 458.

17 *ter*. En cas de refus du tribunal de commerce de nommer sur cette liste un syndic provisoire, le créancier qui l'a présentée peut se pourvoir par appel contre ce refus. — Nanci, 33 juill. 1833, t. 47, p. 458.

17 *quater*. C'est par requête en la chambre du conseil que cet appel doit être formé. — Nanci, 23 juill. 1833, t. 47, p. 458.

18. Les syndics définitifs d'une faillite peuvent, sans l'intervention de la justice, être révoqués par les créanciers qui les ont nommés. — Paris, 6 mai 1825, t. 34, p. 245.

19. Si dans une faillite il est cas de remplacer le syndic déjà nommé, la nomination du nouveau syndic est nulle et irrégulière, si elle n'a pas été faite, comme la première, sur une liste triple présentée par les créanciers. — Bord. 4 août 1824, t. 28, p. 234.

20. Les syndics d'une faillite sont les légitimes représentants de la masse des créanciers; et, lorsque l'un des créanciers du failli a demandé qu'on reculât l'époque déjà fixée de la faillite, que les syndics ont consenti à cette demande, qu'un autre des créanciers s'y est opposé, et qu'un jugement a fait droit à cette demande, si sur l'appel le créancier qui a obtenu le jugement déclare s'en désister, les syndics ont le droit d'en soutenir contre l'appelant, dans l'intérêt de la masse, le bien jugé. — Brux. 14 mai 1829. Syndics V. Petit C. Beccuwe.

21. Le syndic n'a pas le droit d'administrer les biens qui, en cas de faillite du mari, sont repris par la femme, aux termes de l'art. 545 C. comm., et les revenus de ces mêmes biens n'appartiennent pas aux créanciers du mari. — Brux. 26 juin 1828. — Les mots *effets mobiliers*, dans l'art. 554 C. comm., doivent unique

---

part. 78 *et s.* — *Mat. somm.* 96 *et s.* — *Not.* 116. — *Protêt*, 6, 25 *et s.* 66 *et s.* — *Redd. c.* 183. — *Règl. j.* 28, 33. — *Renvoi*, 2, 36 *et s.* 84. — *Req. civ.* 61. — *Ress.* 215. — *Sais.-a.* 2 *et s.* 22, 170, 174, 178 *et s.* 199. — *Sais.-ex.* 8, 9, 10, 192 *et s.* — *Sais.-g.* 2 *et s.* 27. — *Sais. imm.* 3 *et s.* 18, 61 *et s.* 63, 90 *et s.* 109, 173, 182, 842 *et s.* — *Sép. b.* 8 *et s.* 56, 79 *et s.* — *Signif.* 84. — *Sur.* 31 *et s.* 46, 93, 218. — *Tier. opp.* 91 *et s.* 175 *et s.* — *Trib.* 35, 206, 207 *et s.* — *Trib. comm.* 17, 336 *et s.* 373, 435 *et s.* 449, 468 *et s.*

(1) Il faut consulter spécialement notre mot *tierce opposition*, nºs 135 et suiv.

ment s'entendre des objets à l'usage du mari, de la femme et du ménage, et non de tout ce qui est censé meuble d'après les règles établies par le Code civ. — Brux. 26 juin 1828.

21 *bis*. Quand un premier jugement a condamné les syndics d'une faillite à payer des dommages-intérêts, un second jugement peut, sans violer le précédent, ordonner que cette condamnation sera exécutée par privilége sur la masse. — Cass. 22 nov. 1832, t. 44, p. 157.

22. Le syndic provisoire qui a reçu décharge du gérant définitif des créanciers concordataires, ne peut être inquiété pour les recouvrements qu'il n'a pas effectués. — Rouen, 16 févr. 1829, t. 39, p. 284.

23. Le gérant de créanciers concordataires perd son droit aux honoraires stipulés en sa faveur et au remboursement de ses avances, et reste comptable des sommes non recouvrées, s'il ne justifie point de poursuites exercées par lui contre les débiteurs; et il doit aussi des dommages-intérêts, par suite des mauvaises contestations qu'il a suscitées, et des frais qu'il a causés. — Rouen, 16 févr. 1829, t. 39, p. 284.

23 *bis*. Les syndics d'une faillite ne peuvent réclamer contre le failli une condamnation par corps en paiement des frais de leur gestion. — Bord. 8 janv. 1833, t. 44, p. 162.

23 *ter*. Les frais d'administration d'une faillite sont privilégiés sur la généralité des meubles, et, à défaut de mobilier, sur les immeubles. — Colm. 4 juill. 1833, t. 46, p. 222.

CHAP. IV. *Du concordat.*

24. La seule voie ouverte contre un concordat est une opposition qui doit être libellée et notifiée dans la huitaine, à peine de déchéance. — Montp. 27 juill. 1827. Despeyroux C. Raymond.

25. L'homologation du concordat ne peut avoir lieu avant l'expiration du délai de huitaine accordé aux opposants pour faire signifier leurs oppositions, sans que cependant l'inobservation de ce délai entraîne nullité dans le cas où il n'aurait pas été fait d'opposition dans la huitaine. — Colm. 18 juill. 1826, t. 33, p. 86.

26. L'action en nullité d'un concordat, pour cause de dol et de fraude, peut être exercée après l'expiration de huitaine prescrite par l'art. 523 C. comm. — Cass. 12 déc. 1827, t. 34, p. 11.

27. Un créancier ne peut valablement s'opposer au concordat qu'après avoir fait affirmer sa créance. — Colm. 18 juill. 1826, t. 33, p. 86.

28. Les créanciers qui n'ont pas fait vérifier leurs créances, quoique légalement mis en demeure, ne peuvent pas former opposition au concordat, quand bien même ils voudraient l'attaquer de nullité. — Cass. 19 juin 1821, t. 23, p. 223.

29. Un créancier hypothécaire est recevable à demander la nullité d'un concordat, encore qu'il ne soit point appelé à y concourir. — Cass. 12 déc. 1827, t. 34, p. 11.

30. Le concordat obtenu sous la condition de payer une partie des créanciers dans un délai fixé doit être déclaré nul, si le délai est expiré sans que les créances aient été payées. — Paris, 5 juin 1826. Doudet et Bertan C. Carles.

31. Lorsqu'il s'est fait un contrat d'union entre le failli et ses créanciers, ceux-ci ne sont pas obligés d'attendre que leur débiteur ait demandé sa réhabilitation pour le poursuivre en paiement de ce qui leur reste dû, s'ils peuvent prouver qu'il a acquis des biens depuis le contrat d'union; mais ils doivent être déclarés non recevables, s'ils ne font pas cette justification. — Paris, 17 juill. 1824, t. 29, p. 122.

FAUX INCIDENT (1).

CHAP. Ier. *Contre quels actes et quand peut-on s'inscrire en faux?* — Art. 1er. *Contre quels actes peut-on ou doit-on s'inscrire en faux?*

1, 2 et 3. L'inscription de faux est nécessaire contre les actes authentiques; les présomptions les plus fortes ne suffiraient pas pour en faire prononcer la fausseté. — Agen, 21 déc. 1809, t. 14, p. 368, nº 30 *ter*. — Brux. 18 avril 1831. Delautremange C. Nélis. — Il en serait autrement si le faux était matériel. — Cass. 18 août 1813, *ib.* p. 380, nº 42. — Cass. 12 janv. 1833, t. 47, p. 470.

4. La voie d'inscription de faux est nécessaire quand on soutient qu'un testament n'est pas écrit en entier de la main du notaire qui l'a reçu; les tribunaux ne peuvent, en pareil cas, ordonner la vérification des écritures, avec le consentement même de toutes les parties. — Lim. 13 déc. 1813, t. 14, p. 383, nº 44.

5. Un procès-verbal de capture étant un acte authentique, il s'ensuit que l'inscription de faux est pareillement nécessaire pour faire tomber les énonciations qui y sont contenues. — Renn. 1er juin 1818, t. 14, p. 350, nº 21.

6. Elle l'est aussi contre la feuille d'audience et la minute d'un jugement ou d'un arrêt. — Cass. 29 fruct. an IV, 29 juill. 1807, 26 mai 1812, 7 déc. 1818, t. 14, p. 326, nº 2. — *V.* MM. HAUT. p. 138, alin. 2; B. S. P. p. 275, not. 9; *Rép.* t. 6, p. 144, col. 2; t. 15, p. 388, col. 1, dern. alin. et t. 16, p. 425, col. 2; F. L. t. 2, p. 560, col. 1; et PIG. *Comm.* t. 1, p. 448, alin. 2. — Contre l'opinion de M. TH. DESM. p. 125, alin. 4, il y a lieu à l'inscription dans le cas d'un faux moral intellectuel ou substantiel, comme dans celui d'un faux matériel. — *V.* M. CARR. t. 1, nº 8671. — Il faut décider contre les auteurs du PR. FR. t. 2, p. 107, et contre un arrêt du 23 juin 1779, qu'il ne faut pas scinder le principe quant à son application, au cas où le jugement serait ou non sujet à l'appel. — *V. Rép.* t. 6, p. 147, col. 1.

7. Les trois moyens, titres, témoins, vérification d'experts, ne doivent pas être nécessairement cumulés. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 586. — Quant à des distinctions établies entre l'expédition en forme d'un jugement, et une feuille d'audience vicieuse. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 332, qui cite un arrêt de la Cour de Renn. du 19 juill. 1808.

(1) *V. Amende*, 3 *et s.* 42 *bis*. — *Dés.* — *Ress.* 279 *et s.* — *Sais. imm.* 925.

— *V.* aussi MM. HAUT. p. 138, et B. S. P. p. 250.

8. On ne peut, sans s'inscrire en faux, demander qu'un exploit d'appel soit déclaré nul, par le motif que la copie non représentée n'a pas été délivrée, quoique l'original le porte. — 9 mars 1820, t. 11, p. 398, n° 57.

9. L'inscription de faux est nécessaire, non-seulement contre les actes authentiques, mais encore souvent contre ceux sous seing privé. Ainsi le légataire universel qui accepte le legs et exécute le testament olographe ne peut plus ultérieurement méconnaître la signature du testateur, et ne peut l'attaquer que par la voie de l'inscription de faux. — Paris, 8 mai 1815, t. 14, p. 387, n° 47. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 549.

10. Est admissible l'inscription de faux contre la date d'un testament olographe, lorsque celui au profit de qui il est fait soutient contre les héritiers légitimes du testateur que l'acte fait foi de sa date. — Toul. 11 juin 1830, t. 40, p. 367.

11. On peut s'inscrire incidemment en faux contre un testament olographe, pour prouver qu'il a été antidaté par le testateur lui-même. — Cass. 16 déc. 1829, t. 38, p. 141. — *V.* les observ. contr.

12. Il faut nécessairement recourir à l'inscription de faux pour être admis à prouver qu'à l'époque de son testament un testateur était, pour cause de maladie, dans l'impossibilité d'exprimer ses volontés, si le testament porte qu'il en a dicté les dispositions, et qu'après la lecture qui lui en a été faite, il a déclaré les avoir bien comprises et en avoir requis acte. — Gren. 3 août 1829. Vallet Vernatel C. veuve Vallet.

13. Un mariage qui résulte d'actes civils ne peut disparaître que par la voie de l'inscription de faux, à moins qu'il ne fût établi d'une manière invincible et par des faits incontestables que le mariage n'a existé ni pu exister. — Cass. 2 fév. 1829. Charasse C. Mazioux.

14. L'inscription de faux est admissible contre les pièces produites pour servir de comparaison pendant le cours d'une instruction en faux incident civil. — Cass. 22 juin 1807, t. 14, p. 405, n° 69. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 593, not. 1, et B. S. P. p. 281, n° 46.

15. L'inscription de faux est admissible contre un livre de caisse produit devant des arbitres chargés de liquider une société. — Montp. 16 juill. 1830, t. 40, p. 278.

16. On peut s'inscrire en faux contre un acte que l'on a communiqué, si les adversaires prétendent en faire usage. — Renn. 12 juin 1820, t. 14, p. 400, n° 62.

17. L'inscription de faux est admissible contre un serment déféré d'office. — Turin, 7 avr. 1812, t. 14, p. 371, n° 34. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 554, n° 865; p. 550, n°s 858 et 859; B. S. P. p. 174 et 175; F. L. t. 2, p. 559; D. C. p. 169; PR. FR. t. 2, p. 106; et TOULL. t. 10, n° 246.

18. Des tiers intéressés à contester la validité d'un acte authentique ne sont pas obligés de prendre la voie d'inscription de faux pour le faire annuler comme simulé ou frauduleux. — Cass. 10 juin 1816, t. 14, p. 388, n° 48.

Art. 2. *Quand peut-on s'inscrire en faux?*

19. L'inscription de faux incident ne peut avoir lieu qu'autant qu'il existe une instance principale. — Nîm. 14 janv. 1808. — Paris, 17 déc. 1808. — Colm. 17 mai 1816 — Renn. 19 déc. 1815, t. 14, p. 338, n° 13 *bis* et p. 374, n° 36. — *V.* MM. TH. DESM. p. 124; HAUT. p. 138; Pr. civ. t. 1, p. 337 et 338; B. S. P. p. 373; PR. FR. t. 2, p. 105; D. C. p. 168; F. L. t. 2, p. 560 — *V.* cependant, pour l'opinion contraire, MM. CARR. t. 1, p. 533, et LEP. p. 186.

20. On ne peut être admis à s'inscrire en faux incident contre un acte, lorsque le jugement sur la validité de ce titre est passé en force de chose jugée. — Gren. 8 mai 1832, t. 45, p. 521.

21. On ne peut pas s'inscrire incidemment en faux contre une pièce sur laquelle est intervenu un jugement passé en force de chose jugée. La voie du faux principal est alors seul ouverte. — Nîm. 14 janv. 1808. — Paris, 17 déc. 1808. — Colm. 17 mai 1816, t. 14; p. 338, n° 13. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 550, not. 12, et p. 553, n° 863; et B. S. P. p. 766.

22. En matière sommaire, on ne peut demander à s'inscrire en faux après la position des qualités. — Rouen, 9 nov. 1826. Maupin et Enne.

23. Le défendeur qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal de douanes, et qui se laisse condamner par défaut, est recevable à former cette inscription à la première audience indiquée pour le jugement de l'opposition qu'il a formée à la condamnation par défaut contre lui. — Cass. 23 août 1830, t. 40, p. 76.

24. Le tuteur autorisé par le conseil de famille à poursuivre la nullité d'une vente *par tous les moyens de droit*, l'est suffisamment pour s'inscrire en faux. — Toul. 2 mai 1827, t. 33, p. 140.

25. La voie de l'inscription de faux n'est pas ouverte à celle des parties qui a produit la pièce attaquée. — Colm. 19 juin 1828, t. 36, p. 25. — M. CARR. t. 1, n° 865, professe une doctrine contraire. — *V.* aussi M. MERL. *Rep.* v° *inscription de faux*. — *V.* le n° qui suit.

26. On peut être admis à s'inscrire en faux contre une pièce qu'on a produite soi-même, si l'on en découvre plus tard la fausseté. — Montp. 16 juill. 1830, t. 40, p. 278. — *V.* le n° qui précède.

27. On peut s'inscrire en faux contre une pièce dont on a reconnu l'existence. — Bord. 9 janv. 1829. Piat de Villeneuve C. H. Wirts. — *V.* le n° qui suit.

28. On peut s'inscrire en faux incident contre un acte après l'avoir reconnu et approuvé. — Riom, 28 déc. 1830, t. 45, p. 591. — *V.* n° qui précède et celui qui suit.

29. Les juges peuvent admettre le défendeur à s'inscrire en faux contre un acte qu'on dit avoir été reconnu vrai dans une déclaration signée de lui, si, d'après les circonstances ils présument que malgré sa signature il n'a pas reconnu la sincérité de la pièce qu'il attaque. — Bord. 22 juin 1831, t. 41, p. 668. — *V.* les deux n°s qui précèdent, et *infrà*, n° 33.

30. Si l'acte faux était un contrat de mariage, l'inscription serait admissible de la part même de l'un des époux, quoiqu'il l'ait consenti et signé. — Bourg. 23 mai 1822, t. 14, p. 403, n° 63. — *V.* M. B. S. P. p. 765, 27e alin. — *V.* aussi *Rép.* t. 6, p. 151, col. 2, *in fine*, v° *inscription de faux*, § 1, n° 12, et J. A. t. 32, p. 125, et t. 35, p. 264.

31. L'endosseur d'un billet qu'il a payé sans réserve, peut néanmoins être reçu à s'inscrire en faux contre sa signature. — Cass. 10 av. 1827, t. 33, p. 172.

32. Celui qui a accepté une lettre de change n'est pas recevable à s'inscrire incidemment en faux contre ladite lettre de change par le motif que le tireur est un être imaginaire et supposé. — Paris, 29 août 1825. Comte de St-Sauveur C. syndic Taille-Pied de Bondy.

33. Après un arrêt qui déclare mal fondée une demande en vérification d'écritures et de signature d'un acte sous seing privé, sur le motif que l'autorité de la chose jugée l'a tenu comme reconnu, la demande en inscription de faux incident civil est encore ouverte. — En d'autres termes : on peut attaquer par inscription de faux un acte volontairement reconnu, par l'appréciation de l'art. 214. C. P. C. qui permet d'user de ce moyen, encore que la pièce ait été vérifiée, et qu'un jugement soit intervenu sur le fondement de ladite pièce comme véritable. — Brux. 1er juill. 1820. — V. *suprà*, n° 29.

34. L'individu emprisonné en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée qui le condamne à payer le montant d'un billet, est encore recevable à s'inscrire en faux contre le billet, si son adversaire ne s'oppose pas à cette procédure. — Rouen, 14 fruct. an XII, t. 14, p. 331, n° 5. — V. *ibid.* nos observations sur cet arrêt.

35. Celui qui a déféré le serment sur la réalité d'un contrat ne peut plus, après le serment prêté, s'inscrire en faux contre le contrat. — Colm. 25 av. 1827. Blenner C. Walh.

36. Lorsqu'on articule qu'une transaction est intervenue sur l'exécution d'un acte, on ne peut en faire résulter une fin de non-recevoir contre l'inscription de faux prise par la partie qui veut prouver la fausseté de cet acte. — Colm. 30 juill. 1813, t. 14, p. 379, n° 41. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 565.

37. L'inscription de faux incident est admissible en cour royale contre l'acte qui a servi de base au jugement, quoique la discussion en première instance ait porté sur le mérite et l'effet de cet acte, sans aucune articulation des moyens de faux. — Renn. 16 fév. 1815. — Amiens, 27 mars 1813, t. 14, p. 376, n° 38. — *V.* MM. Carr. t. 1, n° 863; B. S. P. p. 196, not. 14; et F. L. t. 2, p. 559.

38. Comme aussi, on peut prendre pour la première fois sur l'appel la voie du faux incident civil contre un acte de vente dont l'annulation a déjà été demandée en première instance comme étant entaché de dol et de fraude. — Renn. 20 fév. 1824, t. 26, p. 114.

39. On peut se pourvoir contre un acte par la voie du faux incident civil, lorsque la chambre d'accusation a déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre une action en faux principal, pourvu toutefois qu'on ne se soit pas porté partie civile. —Lyon, 10 fév. 1826. Charézieux.

40. Lorsqu'une poursuite en faux incident s'est trouvée suspendue par le renvoi devant les tribunaux criminels, et que la chambre d'accusation a décidé que les charges étaient insuffisantes, les juges civils peuvent, sur la reprise de l'instance en faux incident, prononcer la fausseté de l'acte incriminé, sans violer l'autorité de la chose jugée. — Lyon, 12 fév. 1826. Charezieux.

41. L'inscription de faux incident n'est pas admissible contre un acte qui a déjà donné lieu à une accusation en faux principal.—Cass. 14 mars 1817, t. 14, p. 391, n° 51. — *V.* sur la question relative à l'influence du criminel sur le civil en général, MM. Carr. t. 1, p. 551, not. 1, et p. 599, n° 943; F. L. t. p. 565, 1re col., n° 2; Pig. *Comm.* t. 1, p. 476, n° 2; B. S. P. p. 766; Merl. *Rép.* t 2, v° *chose jugée*, § 15 et suiv. t. 15, v° *non bis in idem*; *Q. D.* v° *faux*, § 6; Toull. t. 8, nos 91 et suiv., et 410, n° 240 et suiv.—Arrêt du 10 mess. an VII, rapporté au *Rép.* t. 6, p. 144 —V. *infrà*, n° 43.

42. Il en est autrement si l'arrêt intervenu sur le faux principal n'a statué que sur la culpabilité de la personne sans rien préjuger sur la vérité ou la fausseté de la pièce. —Amiens, 3 août 1821.—Caen, 15 janv. 1823. — Paris, 4 juill. 1823. — Bord. 23 janv. 1828, t. 25, p. 21 et 253.

43. On peut s'inscrire en faux incident devant le tribunal civil contre un testament, quoique l'individu accusé d'avoir fabriqué cet acte ait été acquitté par la cour d'assises; et ce, lors même qu'on aurait été partie civile devant cette cour, et qu'elle aurait refusé d'interroger les jurés sur la matérialité du faux, en se fondant sur ce que cette question était renfermée dans celle sur la culpabilité de l'accusé. — Bastia, 15 mai 1833, t. 45, p. 451. — *V.* les deux nos qui précèdent.

44. Quoique l'action en *faux principal* soit prescrite, on peut cependant recourir à la voie du *faux incident civil*.— Lim. 7 fév. 1827, t. 36, p. 35.

45. L'action en faux incident étant une défense et une exception contre la pièce arguée de faux, peut être intentée même lorsque l'action en faux principal est prescrite, et que l'auteur du faux est à l'abri de toutes poursuites personnelles. — Cass. 25 mars 1829, t. 38, p. 255.

46. On peut former une demande en inscription de faux incident contre un acte, encore qu'il soit étranger au défendeur.—Renn. 21 juill. 1816, t. 14, p. 389, n° 49. — Mais il faut qu'il fasse partie des pièces du procès. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 549.

47. On ne peut admettre l'inscription de faux contre un acte qui ne doit avoir aucune influence sur le procès. — Renn. 21 juill. 1816, t. 14, p. 389, n° 50. — *V.* MM. B. S. P. p. 274, n° 2; Th. Desm. p. 125, alin. 4; Pr. Fr. t. 2, p. 113, alin. 3; Carr. t. 1, p 549 et 550, et F. L. t. 2, p. 559, § 2, n° 1; et au *Rép.* t. 6, p. 152 et 153, trois arrêts des 26 floréal an XIII, 24 août 1810, et 27 avr. 1811.

48. La demande en inscription de faux contre une obligation ne doit pas être rejetée par cela seul que le porteur de cette obligation prouverait que le signataire lui doit réellement la somme qu'elle porte — Bord. 22 juin 1831, t. 41, p. 668

49. On ne peut repousser une demande en inscription de faux contre un testament, en alléguant qu'un précédent testament attribue aux défendeurs la totalité de l'hérédité. — Nîm. 27 mai 1829. Fauchier et Cappeau C. Girandy Cargat et consorts. — V. *infrà*, n° 52.

50. On peut se servir de la voie de l'inscription en faux lors même qu'en emploie d'autres moyens qui sont de nature à faire annuler ou rejeter l'acte, en le supposant vrai. — Brux. 12 mai 1824.

51. Il n'est pas nécessaire qu'il soit statué préalablement sur ces moyens avant d'instruire la procédure en faux incident. — Brux. 12 mai 1824.

52. Lorsqu'un héritier ou légataire institué oppose aux successibles deux testaments portant la même date et d'un même contenu, l'un olographe, l'autre par acte public, tous deux argués de nullité, le premier par dénégation d'écritures et de signature, le second par inscription de faux incident, ce deuxième moyen n'est pas admissible tant qu'il n'a pas été prononcé sur le sort de la vérification par comparaison d'écritures ou autrement, à l'égard du testament olographe. — Brux. 26 janv. 1820. — V. *suprà*, n° 49.

Chap. II. *Compétence. Procédure. Effets.* — Art. 1er. *Compétence et procédure.* — § 1er. *Compétence.*

53 et 54. Les cours peuvent, de même que les tribunaux de première instance, déclarer inadmissible une demande en inscription de faux. — Bord. 20 janv. 1831. Girot C. Miron.

55. L'individu emprisonné en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée doit porter son action devant le tribunal du lieu où il est emprisonné, et non devant celui qui a rendu le premier jugement, pour s'inscrire en faux contre le billet au paiement duquel il a été condamné. — Rouen, 11 fruct. an XII, t. 14, p. 331, n° 6.

56. Sur l'appel du jugement d'un tribunal correctionnel, une cour criminelle ne peut connaître d'une plainte en faux principal. —Cass. 13 août 1807, t. 14, p. 336, n° 12. — V. *Rép.* t. 3, p. 246, vol. 1re, *in princ.* v° *cour de justice criminelle*.

§ 2. *Règles générales de procédure.*

57. Quoiqu'un appel motivé sur la découverte d'un faux ait été interjeté sous l'empire de l'ancienne législation, c'est le C. P. C. qui doit régir l'inscription de faux formée depuis sa publication.—Angers, 21 janv. 1809, t. 3, p. 217, v° *appel*, n° 100.

58. Lorsqu'on a admis une inscription de faux, on doit suivre tous les degrés de juridiction établis par les art. 231 et suiv. C. P. C.; ainsi on ne pourrait pas, par le jugement qui admet les moyens de faux, rejeter la pièce arguée, par le motif que des présomptions graves en établissent la fausseté.—Nîm. 1er juill. 1827. Jouve C. Ledat.

59. L'inscription de faux prise incidemment à une instance civile doit être suivie civilement. — Cass. 16 brum. an XIII, t. 18, p. 802, v° *règlement de juges*, n° 14.

60. En matière d'inscription de faux, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le ministère public soit entendu avant ou lors du jugement préparatoire qui ordonne une instruction sur délibéré. — Toul. 4 fév. 1820, t. 14, p. 397, n° 56. — V. *infrà*, n° 140.

61. Comme aussi l'arrêt qui, en écartant des fins de non-recevoir, se borne à autoriser le demandeur

en faux incident à suivre sur la sommation par lui faite à sa partie adverse de déclarer si elle entend se servir de la pièce, n'est ni un arrêt d'instruction ni un arrêt définitif, et par conséquent il n'est pas nécessaire qu'il soit précédé des conclusions du ministère public. — Cass. 10 avr. 1827, t. 33, p. 172.

62. La nomination d'un juge-commissaire peut avoir lieu avant que le tribunal ait énoncé les moyens de faux sur lesquels il s'agit de diriger les témoins. — Brux. 9 déc. 1816.

63. Le juge commis à une inscription de faux n'est point tenu de représenter aux témoins la pièce arguée de faux, s'il en a été dispensé par la partie qui en soutient la fausseté.— Bord. 26 janv. 1834, t. 46, p. 303.

64. Lorsque l'inscription de faux a pour objet d'établir qu'un juge ou qu'un suppléant qui ne se trouve pas porté sur la feuille a concouru au jugement, la preuve peut être faite par témoins. — Cass. 29 juill. 1807, t. 14, p. 327, n° 3.

65. Si la partie à laquelle le faux est imputé est décédée, comment fera-t-on constater juridiquement ce faux, afin d'appeler contre les héritiers, du jugement qui aurait été rendu sur les pièces prétendues fausses? — Si l'appelant se trouve encore dans le délai ordinaire, il peut interjeter appel du jugement en se fondant sur la fausseté de la pièce qui fait la base de la décision des premiers juges; et si les héritiers prétendent que cette pièce n'est pas fausse, il doit alors s'inscrire en faux incident.—D. C. p. 323, et CARR. t. 2, p. 149, n° 1608. — Mais si le délai de l'appel est expiré, il faut qu'il demande aux juges de première instance la nullité de l'acte, en déclarant qu'il s'inscrira en faux contre les héritiers, s'ils en soutiennent la validité. — CARR. *loc. cit.* et t. 1, p. 553, n° 864. — *V.* J. A. t. 3, p. 479, v° *appel*, n° 304.

66. L'instruction de la procédure de faux en matière criminelle doit être publique. — Cass. 13 août 1807, t. 14, p. 336, n° 11.

§ 3. *Déclaration du défendeur.*

67. Le délai de huitaine accordé au défendeur pour déclarer s'il veut, ou non, se servir de la pièce arguée de faux, n'est pas fatal, de telle sorte que cette pièce doive être rejetée de plein droit, si la déclaration demandée n'a point été faite dans ce délai. — Renn. 9 août 1809. — Rouen, 24 août 1816.— Nîm. 11 mars 1819. — Gren. 28 août 1821. — Besanç. 3 août 1825, t. 14, p. 362, n° 28. — MM. TH. DESM. p. 126, PR. FR. t. 2, p. 114, paraissent être d'une opinion contraire. — MM. CARR. t. 1, p. 560; PIG. *Comm.* t. 1, p. 454; et PIG. t. 1, p. 340; D. C. p. 171; et F. L. t. 2, p. 560, adoptent l'opinion consacrée par la jurisprudence. — Un arrêt de la cour de Rennes du 2 fruct. an XI avait jugé que ce délai était de rigueur sous l'ordonnance de 1737; c'est à tort que M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 454, prétend que cet arrêt a jugé le contraire.— *V.* les n°s qui suivent, et *infrà*, n°s 90 et 171.

68. Ce n'est point à peine de déchéance qu'une partie est tenue de déclarer dans la huitaine si elle entend se servir d'une pièce arguée de faux seulement. Le tribunal peut, s'il y échet, admettre sa déclaration quoique tardive et quoique la déchéance soit demandée.— Rouen, 5 déc. 1829, t. 40, p. 95.— *V.* le n° qui précède.

69. Lorsque dans la huitaine de la sommation, délai fixé par l'art. 216 au cas d'inscription de faux, l'avoué n'a signifié qu'une déclaration irrégulière, il n'y a pas déchéance, et, après l'expiration du délai, on peut signifier une nouvelle déclaration régulière, même après la signification donnée par le demandeur d'un avenir pour voir rejeter les pièces arguées de faux. — Nîm. 20 mai 1829, t. 41, p. 600.— V. *suprà*, n° 67.

70. Il y a lieu d'augmenter le délai accordé au défendeur pour déclarer s'il veut ou non se servir de la pièce arguée de faux, à raison des distances, conformément à l'art. 1033 C. P. C. — Nîm. 11 mars 1819.— Besanç. 3 août 1825.— Bord. 9 août 1828, t. 14, p. 363, n° 29, et t. 36, p. 25. — Tel est aussi l'avis de MM. TH. DESM. p. 127; CARR. p. 559; et PIG. *Comm.* t. 1, p. 454. — Dans la *Procéd. civ.* t. 1, p. 340, M. PIG. paraissait adopter la doctrine contraire, que professe encore M. F. L. t. 2, p. 560.

71. Lorsqu'une partie est sommée de déclarer si elle entend ou non se servir d'une pièce arguée de faux, elle n'est pas tenue de satisfaire à cette sommation, si elle a à proposer des exceptions sur lesquelles il doit être statué préalablement. —Angers, 21 janv. 1809, t. 6, p. 681, v° *Code de procédure civile*, n° 19.

72. Le défendeur à l'inscription de faux satisfait à la loi en déclarant qu'il entend se servir de la pièce arguée de faux, tant qu'on ne lui en aura pas démontré la fausseté, s'il lui a été impossible de savoir lui-même si elle n'est pas sincère. — Rouen, 5 déc. 1829, t. 40, p. 95.

73. La déclaration que l'on entend en tel sens une énonciation insérée dans une pièce, mais sans ajouter que l'on veut se servir de cette pièce, suffit pour remplir le vœu de l'art. 216.— *V.* M. CARR. t. 1, p. 565. — Toutefois la déclaration doit être en général précise et formelle, et sans réserves ni conditions. — *V.* M. CARR. p. 561. — Renn. 17 avr. 1818, t. 14, p. 394, n° 53.

74. Cette déclaration n'est plus recevable après qu'un jugement a prononcé le rejet de la pièce, ou que le demandeur s'est pourvu à l'audience pour le faire prononcer. — Renn. 9 août 1809. — Rouen, 24 août 1816. — Nîm. 11 mars 1819, t. 14, p. 363, n° 30. — V. *infrà*, n° 171. — M. CARR. t. 1, p. 560, cite un arrêt de la Cour de Rennes du 28 nov. 1814, à l'appui de cette doctrine. — *V. Rép.* t. 15, p. 393.

75. Le défendeur qui aurait renoncé à se servir de la pièce pourrait-il, avant qu'elle eût été rejetée par jugement, rétracter cette déclaration? *Quid*, s'il avait au contraire déclaré qu'il entendait s'en servir?—Tous les auteurs s'accordent pour enseigner que, dans la première hypothèse, le défendeur ne pourrait pas se rétracter, mais qu'il en est autrement dans la seconde. — *V.* J. A. t. 14, p. 405, n° 66; MM. CARR. t. 1, p. 561 et 562; B. S. P. p. 277, not. 24; DELAP. t. 1, p. 217; PR. FR. t. 2, p. 115, et F. L. t. 2, p. 560.

76. Lorsqu'une partie a signifié à sa partie adverse qu'elle a l'intention de s'inscrire en faux contre un acte produit dans l'instance, et que le défendeur à l'incident, avant le délai de huitaine que lui donnait la loi pour répondre, a déclaré qu'il entendait se servir de cet acte, le tribunal peut passer outre au jugement du fond, nonobstant la demande du demandeur tendante à surseoir pendant huitaine. — Cass. 15 mai 1823, t. 41, p. 596.

77. Lorsque la déclaration d'une partie qu'elle entend se servir d'une pièce arguée de faux est faite par un porteur de procuration authentique, mais non spéciale, cette déclaration est nulle; et si les délais et les prolongations de délais accordés pour la faire expirent sans déclaration valable, le demandeur en faux peut faire ordonner le rejet de la pièce arguée. — Bord. 9 janv. 1829 Piat de Villeneuve C. héritiers Wirts.

78. Le cessionnaire des droits résultant d'un acte peut déclarer lui-même qu'il entend se servir de cet acte, si son adversaire l'a argué de faux et a sommé le cédant de faire cette déclaration. — Cass. 8 mars 1832, t. 43, p. 544.— *V. ibid* les observations.

§ 4. *Déclaration du demandeur. Dépôt de la pièce arguée de faux.*

79. On ne peut donner acte de la déclaration de vouloir s'inscrire en faux contre un procès-verbal de cour d'assises, qu'autant que cette déclaration est faite dans la forme prescrite par le Code de procédure. — Cass. 18 janv. 1828.

80. Lorsque celui qui prétend s'inscrire en faux contre un rapport des douanes sait écrire ou signer, la déclaration doit, a

peine de nullité, être faite par écrit en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial, par-devant notaire. — Cass. 1er juin 1827, t. 33, p. 355.

81. Cependant, dans le cas où une inscription de faux a été formée contre un rapport des douanes, le dépôt des moyens de faux prescrit par la loi peut être valablement fait par un avoué du tribunal saisi de l'affaire. — Cass. 1er juin 1827, t. 33, p. 355.

82. Ainsi le pouvoir spécial et authentique, exigé par l'art. 218 C. P. C., ne l'est pas à peine de nullité, et d'ailleurs l'avoué n'en a pas besoin pour signer la déclaration d'une inscription de faux. — Toul. 2 mai 1827, t. 33, p. 140. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 566, no 888.

83. L'inscription de faux incident formée contre un commandement en expropriation forcée ne peut pas être poursuivie au nom de la femme, lorsqu'elle n'a pas signé, suivant l'art. 218 C. P. C., la déclaration de s'inscrire en faux, faite au greffe, quoique son mari l'ait signée tant en son nom qu'en celui de son épouse; parce que la qualité de mari et de chef de la communauté ne suffit pas pour agir au nom d'une femme, lorsque la loi exige pour cela un pouvoir spécial. — Besanç. 19 mars 1807, t. 14, p. 334, no 9. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 566 et 567, nos 885 et 888; Pr. Fr. t. 2, p. 116, et F. L. t. 2, p. 560. — *Quid*, si le défendeur discutait les moyens, et ne demandait la nullité de l'inscription qu'en appel? — Un arrêt du 18 nov. 1813, Cass., a admis l'inscription; mais cette décision est motivée sur la disposition toute spéciale de l'art. 40 du décret du 1er germ. an XIII, qui prononce en termes formels la déchéance de l'inscription, faute d'observer les formalités prescrites. — *V.* MM. Carr. no 887; Delap. t. 1, p. 218. — Si le mandataire ne sait pas signer, *V.* J. A. t. 10, no 59, vo *désaveu*, et l'art. 12 de la loi du 9 flor. an VII — *V.* aussi MM. Carr. p 566, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 445.

84. Lorsque le défendeur a répondu affirmativement à la sommation du demandeur, si celui-ci, au lieu de faire la déclaration prescrite par l'art. 218 C. P. C., se pourvoit au principal, il est réputé avoir abandonné l'instance en faux incident. — Renn. 9 août 1809, t. 14, p. 363, no 30 *bis*. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 565.

85. Le simple acte par lequel le demandeur se pourvoit à l'audience pour faire rejeter de l'instance la pièce dont le défendeur a, sur la sommation à lui faite, déclaré ne vouloir pas se servir, doit être libellé. — C. T. t. 1, p. 269 6.

86. Outre l'émolument fixé pour la requête au juge-commissaire afin de faire ordonnancer l'apport de la minute d'une pièce arguée de faux, lorsque le jugement qui a admis l'inscription de faux n'a pas ordonnancé l'apport, l'avoué a droit à une vacation pour l'obtention de l'ordonnance. — C. T. t. 1, p. 271-21.

87. Le défendeur doit être sommé d'assister à la réquisition faite au juge-commissaire d'ordonner l'apport de la minute. — C. T. t. 1, p. 271-22.

88. Dans ce cas, l'avoué du défendeur, qui assiste à cette réquisition, a droit à une vacation. — C. T. t. 1, p. 272-24.

89. Une partie qui a déclaré s'inscrire en faux contre un acte privé peut se désister de cette déclaration pour en revenir à l'exécution pure et simple de l'art. 1323 C. C. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 565, et J. A. t. 14, p. 404, no 65.

90. Dans l'instruction du faux incident civil, si le défendeur ne fait pas les diligences prescrites par les art. 217 et 225 C. P. C., pour l'apport au greffe de la pièce arguée de faux, dans le délai fixé par l'ordonnance du juge-commissaire ou par le jugement, le rejet de la pièce maintenue fausse n'est pas encouru de plein droit. La disposition de ces articles n'est que *comminatoire*. — Brux. 3 déc. 1818. — V. *suprà*, no 67.

91. La date de l'apport au greffe peut être constatée par le reçu d'un commis du greffe, le greffier n'étant pas présent. — Brux. 3 déc. 1818.

92. L'avoué du défendeur peut remettre au greffe la pièce arguée de faux sans l'assistance de sa partie. — C. T. t. 1, p. 270-13.

93. Quoique le procès-verbal du dépôt doive être dressé par le juge-commissaire, il n'y a pas lieu de lui présenter une requête pour fixer le jour du dépôt. — C. T. t. 1, p. 274, 40.

94. Les avoués des parties qui assistent au procès-verbal ont droit à un émolument fixé par l'art. 92, et cet émolument doit être calculé par vacation de 3 heures. — C. T. t. 1, p. 275, 43.

95. Le délai de trois jours, fixé par l'art. 219 C. P. C. pour le dépôt au greffe de la pièce arguée de faux, est-il fatal, en sorte que la pièce doive être rejetée par cela seul qu'elle n'a point été déposée dans ce délai? — Non. — Paris, 4 août 1809. — Oui. — Besanç. 18 juill. 1811, t. 14, p. 360, no 26. — On doit adopter l'opinion de la Cour royale de Paris: il faut interpréter l'art. 219 C. P. C. comme on interprète l'art. 216. — V. *suprà*, no 74. — *V.* aussi MM. Carr. t. 1, p. 569; Pig. *Comm.* t. 1, p. 457; F. L. t. 2, p. 561, et un arrêt de la Cour de cass. décidant que les juges ont le droit de proroger le délai, 2 fév. 1826, J. A. t. 30, p. 373. — M. Haut. semble supposer que le délai de trois jours est fatal. — MM. Pig. *Comm.* p. 456, et Carr. p. 568, s'accordent pour enseigner que le délai ne peut être augmenté en raison des distances.

96. Si le dépôt n'a pas eu lieu par la faute de l'avoué, celui-ci doit être condamné personnellement aux frais de l'incident auquel donne lieu le retard de ce dépôt. — Paris, 4 août 1809, t. 14, p. 360, no 27.

97. La partie qui a pour adversaire le greffier du tribunal où l'affaire est pendante, peut s'opposer à ce que des minutes de notaire, dont l'apport est demandé par sa partie adverse, soient déposées au greffe. — Dans ce cas, le dépôt peut se faire au greffe de la justice de paix. — Brux. 1er mai 1827.

98. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité de l'enquête, que l'acte argué de faux soit paraphé par les témoins entendus. — Brux. 12 mai 1824.

§ 5. *Moyens de faux. Défenses. Pouvoir des experts.*

99. Ne sont pas prescrits à peine de déchéance les délais donnés, soit pour remettre au greffe la pièce arguée de faux, soit pour signifier les moyens de faux. — Rouen, 5 déc. 1829, t. 40, p. 95.

100. En matière d'inscription de faux incident, le demandeur peut rectifier et compléter ses moyens après la huitaine dans laquelle il doit les signifier. — Bord. 6 juill. 1833, t. 45, p. 622. — V. *infrà*, no 110.

101. En matière de contributions indirectes, les moyens de faux contre un procès-verbal doivent être, à peine de déchéance, déposés au greffe dans le délai fixé par l'art. 40 du décret du 1er germ. an XIII, quoique des moyens de nullité aient déjà été présentés et accueillis contre ce procès-verbal. — Cass. 1er oct. 1829. Contributions indirectes C. H.

102. Une demande en inscription de faux incident ne peut être accueillie qu'autant que les faits, circonstances et preuves à l'appui ont été formellement articulés et libellés. — Toul. 13 déc. 1831, t. 45, p. 464.

103. Le demandeur en faux incident signifie suffisamment les moyens de faux contre l'acte notarié qu'il attaque, en déclarant qu'il n'a pas assisté à sa passation, quoique sa présence y soit mentionnée, et en articulant qu'une autre personne s'est présentée en son nom dans l'étude du notaire. — Colm. 27 juin 1832, t. 43, p. 538. — *V. ibid.* les observations.

104. La partie qui s'est inscrite en faux doit, lors du procès-verbal de l'état de la pièce, et à peine de déchéance, requérir tous les apurements, relativement aux parties de la pièce qu'elle entend arguer de faux. — Renn. 13 fév. 1815, t. 14, p. 387, no 46. — M. Carr. t. 1, p. 577, cite un autre arrêt de la cour de Renn. du 21 déc. 1814. — Quant à la présence du ministère public, *V.* M. Pig. t. 1, p. 348. — *V.* aussi M. Carr. t. 1, p. 777 et 778. — Quant à la forme ou au contenu du procès-verbal,

V. MM. Carr. et Pig. *ubi suprà*; B. S. P. p. p. 278, not. 20, et D. C. p. 175.

105. Une inscription de faux ne peut être admise sur la simple dénégation des faits consignés dans la pièce arguée de faux, et le demandeur en faux doit articuler des faits positifs qui soient incompatibles avec ceux qu'il dénie. — Besanç. 31 janv. 1809. — Paris, 14 mai 1810. — Riom, 27 août 1810. — Renn. 1er juin 1818. — Brux. 20 fév. 1820. — Bord. 18 déc. 1821, t. 14, p. 350, n° 19. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 580, n° 910; B. S. P. p. 279, not. 33 et 38; Pr. Fr. t. 2, p. 122, § 5; D. C. p. 176, alin. 4; Pig. *Proc. civ.* t. 1, p. 553; F. L. t. 2, p. 562, art. 229; et *Rép.* t. 17, p. 203, col. 2, dern. alin. — *V.* aussi *Rép.* t. 15, p. 459, un arrêt de la Cour de cassation du 18 fév. 1813, qui, par application de l'art. 40 du décret réglementaire du 1er germ. an XIII, décide que les principes ci-dessus s'appliquent au procès-verbal d'un employé des droits réunis. — *V.* le n° qui suit.

106. Ainsi, pour qu'une inscription de faux soit admise, il faut que le demandeur en faux articule des faits précis, et la Cour a le droit de les apprécier. Une simple dénégation ne suffirait pas; il faut que les faits allégués soient incompatibles avec ceux insérés dans l'acte. — Douai, 9 déc. 1828, t. 37, p. 324. — Telle paraît être l'opinion des auteurs. — *V.* le n° qui précède.

107. Aussi ne sont pas pertinents pour appuyer une inscription de faux contre un livre-journal, les faits qui ne tendraient qu'à prouver qu'il a été ajusté ou recopié par ceux qui le produisent. — Renn. 29 janv. 1818, t. 14, p. 393, n° 52. — Pour savoir dans quel cas il y aurait lieu à joindre les faits ou moyens, soit à l'incident, soit au fond, on peut consulter MM. Delap. t. 1, p. 228; D. C. p. 177; B. S. P. p. 279, not. 39; et particulièrement MM. Pig. t. 1, p. 357, et Carr. t. 1, p. 582.

108. Une demande en inscription de faux contre un acte doit être rejetée si le demandeur articule que les témoins instrumentaires de cet acte n'y étaient point présents, mais sans indiquer aucune circonstance qui rende cette allégation probable. — Bourg. 16 av. 1832. Roumier C. Ratheau.

109. La Cour qui décide que les demandeurs en inscription de faux ne pourront faire leurs preuves que par experts, et non par témoins, ne viole aucune loi au préjudice du défendeur. — Cass. 17 mai 1830, t. 39, p. 233.

110. Peut-on plaider à l'audience des moyens qui n'auraient pas été signifiés? — Non. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 581, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 463. — Le demandeur peut signifier une requête additionnelle, comprenant les moyens qu'il aura omis dans la première. — *V.* Carr. t. 1, p. 581, et J. A. t. 14, p. 405, n° 67. — V. *suprà*, n° 100.

111. Dans une demande en inscription de faux, après avoir fait admettre le moyen pris de ce que le testament n'aurait pas été dicté par le testateur, on ne peut pas y substituer celui tiré de ce que la dictée aurait été faite hors la présence des témoins; il faut un nouveau jugement pour autoriser ce nouveau moyen. — Bord. 20 fév. 1830, t. 39, p. 78.

112. Le défendeur est-il obligé de signifier une réponse aux moyens de faux articulés par le demandeur? — MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 463, et F. L. t. 2, p. 562, soutiennent l'affirmative qui a été adoptée, J. A. t. 14, p. 405, n° 68. — M. D. C. p. 177, paraît l'adopter aussi. Mais M. Carr. t. 1, p. 581, professe une opinion contraire.

113. On ne peut opposer à l'admission d'une demande en inscription de faux des moyens qui ne tendraient qu'à prouver qu'il n'existe pas de faux. — Renn. 28 août 1814, t. 14, p. 385, n° 45 *bis*. — *V.* F. L. t. 2, p. 560.

114. Des fins de non-recevoir contre une inscription de faux ne peuvent plus être reproduites après un arrêt qui a admis l'inscription de faux, sans s'expliquer sur les fins de non-recevoir proposées. — Bourg. 13 août 1821, t. 14, p. 403, n° 64.

115. Comme aussi le créancier qui n'a opposé d'abord aucune fin de non-recevoir contre la demande en inscription de faux ne peut plus en faire valoir lorsque l'instruction est achevée, et qu'il ne s'agit plus que de statuer sur le mérite des preuves faites par le demandeur en faux. — Rouen, 11 fruct. an XII, t. 14, p. 331, n° 7.

116. Les juges prononcent souverainement sur la pertinence et l'admissibilité des moyens de faux proposés par le demandeur: leur décision à cet égard ne peut donner ouverture à cassation. — Cass. 11 germ. an IX, t. 14, p. 330, n° 4 *bis*. — L'arrêt a été rendu sous l'ancienne législation; les principes sur lesquels il se fonde conservent aujourd'hui toute leur force. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 465, et Merl. *Q. D.* t. 3, p. 537.

117. Si la demande faite par un époux à l'autre de déclarer s'il entend se prévaloir de l'acte qui établit leur mariage, annonce l'intention de s'inscrire en faux contre l'acte, le silence de l'époux défendeur n'autorise pas le tribunal à rejeter la pièce comme fausse. — Riom, 16 juin 1828, t. 35, p. 261, et 2 fév. 1829. Charche C. Mazioux.

118. Décidé, au contraire, que lorsqu'un des époux attaque l'acte de mariage par voie de faux incident civil, si le défendeur garde le silence, la pièce doit être rejetée comme fausse, quoique le ministère public déclare s'y opposer. — Riom, 3 juill. 1826, t. 32, p. 225.

119. Les experts commis pour constater un faux matériel peuvent recourir à des pièces de comparaison, quoiqu'ils n'aient à prononcer que sur une surcharge et un grattage. — Paris, 23 janv. 1811, t. 14, p. 369, n° 32. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 587. — Au surplus, le rapport d'experts n'est toujours qu'un avis auquel les juges ne sont pas tenus de s'arrêter. — *V.* MM. Delap. t. 1, p. 230; F. L. t. 2, p. 563, et Carr. t. 1, p. 588. — *V.* le n° qui suit.

120. Le juge n'est pas astreint à suivre le rapport des experts en écriture. — Brux. 14 juin 1815. — *V.* le n° qui précède.

Art. 2. *Pouvoir discrétionnaire des juges dans l'admission de l'inscription de faux.*

121, 122 et 123. Les expressions, *s'il y échet*, de l'art. 214 C. P. C. autorisent les juges à refuser l'inscription de faux, si la pièce leur paraît sincère. — Paris, 12 fév. 1806. — Renn. 3 fév. 1813. — Cass. 5 avr. 1820, t. 14, p. 333, n° 8. — Cass. 8 mai 1827, 25 juill. 1827, 6 et 12 déc. 1827. — Colm. 3 fév. 1831, t. 33, p. 369, et t. 35, p. 111. Kuenth C. Vallerot. — Bord. 18 déc. 1832. Trasforêt C. Giraud. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 567; D. C. p. 170; Pig. *Comm.* t. 1, p. 456, et Delap. t. 1, p. 218. — Il en était de même sous l'ordonnance de 1737. — *V.* un arrêt de la Cour de cassation du 28 mai 1809, au *Rép.* t. 5, p. 238. — V. *infrà*, nos 128 et 166.

124. Il n'est pas nécessaire, pour que l'inscription de faux incident puisse être admise, que la pièce arguée présente par elle-même des signes extérieurs de dol ou de faux. — Brux. 23 nov. 1825.

125. Le faux résultant d'un fait matériel et visible peut être prouvé sans qu'il soit nécessaire de s'inscrire en faux; en pareil cas, la partie qui excipe de la fausseté de la pièce qu'on lui oppose, et qui n'a point pris la voie de l'inscription de faux, ne peut demander aux juges qu'il soit dressé procès-verbal de l'état de cette pièce pour prouver qu'elle est fausse. — Bord. 1er mars 1831. Borie C. Borie.

126. Ainsi l'inscription de faux n'est pas toujours nécessaire pour détruire, dans une instance civile, une pièce *matériellement* fausse, lorsqu'à l'aspect seul de la pièce prétendue fausse, les *altérations*, *additions* ou *surcharges* sont tellement évidentes qu'il ne reste aucun doute sur le faux. — Cass. 20 fév. 1821, t. 23, p. 53.

127. Ainsi les juges peuvent, sans inscription de faux, rejeter un acte dont l'état matériel manifeste la fraude. — Cass. 18 août 1813, t. 14, p. 380, n° 42. — Sous l'ancienne jurisprudence, *V.* 14 flor. an X, *Rep.* t. 6, p. 425. — MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 448; B

S. P. p. 273, note 4, semblent, pour accorder ce pouvoir au juge, penser que la déclaration d'inscription est au moins nécessaire; ils citent l'art. 1319 C. C. — La doctrine contraire, consacrée par l'arrêt ci-dessus et par le précédent, est professée par MM. CARR. t. 1, p. 556; F. L. t. 2, p. 557, et MERL. *Q. D.* t. 3, p. 526 et 530.

128. Les juges peuvent rejeter, selon leur manière de voir, une inscription de faux, dès le premier acte de la procédure. — Cass. 16 févr. 1830. Pichon C. Plet. — V. *suprà*, n° 121.

129. Si l'inscription de faux incident a pour objet une obligation notariée dont la minute n'existe pas, les tribunaux peuvent déclarer qu'il n'y a pas lieu de donner suite à l'inscription. — Colm. 11 févr. 1812, t. 14, p. 370, n° 33. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 573, not. 1, et B. S. P. p. 278, not. 28-3°. — La justification que la minute n'existe pas chez celui qu'on supposait en être le détenteur, peut se faire par un certificat ou une déclaration en forme de cette personne, ou par un procès-verbal de perquisition sur ses répertoires et registres, par un commissaire délégué à cet effet. — Tel est l'avis de M. DELAP. t. 1, p. 231, alin. 3; D. C. p. 174, alin. 4, et PR. FR. t. 2, p. 117, alin. dernier. — M. CARR. t. 1, p. 573, n° 899, pense que le certificat ou la déclaration suffiraient.

130. Lorsqu'une partie a fait sommation à son adversaire de déclarer s'il entend se servir d'une pièce, parce que, dans ce cas, son intention est de s'inscrire en faux, les juges ne peuvent prononcer sans avoir égard à ces sommations, en se fondant sur la pièce arguée de faux. — Cass. 12 nov. 1828, t. 36, p. 107.

131. Les juges sont tenus d'ordonner l'apport devant eux, lorsqu'il est demandé, de l'original d'un titre dont on produit une copie authentique, quoiqu'on ne se soit pas inscrit en faux contre cette copie. — Cass. 15 juill. 1829, t. 39, p. 98.

Art. 3. *Désistement. Ses effets quant à l'action publique et à l'action civile. Prescription.*

132. Le désistement du demandeur en faux incident n'empêche pas le ministère public de poursuivre d'office les prévenus de faux, s'ils sont encore vivants et que l'action ne soit pas éteinte par la prescription. — Nîm. 19 janv. 1819, t. 14, p. 395, n° 54. — Si le désistement de la partie ne lie pas le ministère public, il lie pour toujours la partie qui s'est désistée. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 489. — Droits du ministère public. — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 361; B. S. P. p. 766. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 597, et F. L. t. 2, p. 564. — Le ministère public peut, s'il est partie, former une demande de faux incident civil. — PR. FR. t. 2, p. 135. — Nîm. 19 janv. 1819, t. 14, p. 395, n° 54.

133. Il y a lieu, dans ce cas, de surseoir au jugement du procès civil, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 565 et 566; DELAP. p. 239; et D. C. p. 181. — *V.* pour l'opinion contraire, MM. PIG. t. 1, p. 366; PIG. *Comm.* t. 1, p. 477; CARR. t. 1, p. 599. — *V.* aussi M. B. S. P. p. 281; M. CARR. t. 1, p. 613.

134. Une transaction sur la poursuite du faux incident faite avant l'admission de l'inscription, mais après que le demandeur a déclaré au greffe qu'il s'inscrivait en faux, est-elle sujette à homologation ? — Oui, suivant M. CARR. t. 1, p. 610, n° 957. — *V.* J. A. t. 14, p. 408, n° 71.

135. Quoique l'exécution d'une transaction sur une instance en faux incident ne puisse avoir lieu qu'après l'homologation du tribunal, le contrat n'en subsiste pas moins entre les parties jusqu'à cette homologation, et met fin à leur procès au moment où il est passé entre elles; en telle sorte qu'un tiers ne peut plus intervenir dans l'instance qu'il a terminée. — Brux. 12 fév. 1830, t. 41, p. 594. — V. *infrà*, n° 137.

136. Le tribunal peut-il se refuser à homologuer la transaction en ce qui touche l'intérêt civil, lorsque le ministère public a déclaré poursuivre par voie criminelle ? — Oui, disent MM. CARR. t. 1, p. 610, et F. L. t. 2, p. 566. — Non, dit M. D. C. p. 183. — *V.* J. A. t. 14, p. 408, n° 72.

137. La transaction peut-elle être révoquée tant qu'elle n'a point été homologuée ? — M. CARR. t. 1, p. 611, soutient l'affirmative. On doit penser que, dans ce cas, la partie devrait s'opposer à l'homologation et déduire les motifs à l'appui de son opposition. — *V.* J. A. t. 14, p. 409, no 73. — V. *suprà*, n° 135.

138. En quoi diffère l'extinction de la poursuite du crime par la prescription, de celle opérée par la mort ? — M. PIG. t. 1, p. 364, avait pensé que, dans le premier cas, la voie du faux était interdite, et la pièce devait être réputée vraie, tandis que, dans le second, on devait toujours opposer que la pièce était fausse. Mais dans son *Comm.* t. 1, p. 471 et 472, cet auteur a rectifié son opinion et reconnu que la voie du faux incident civil était ouverte après la prescription, comme après la mort de l'auteur du fait. — *V.* J. A. t. 14, p. 408, n° 70.

Art. 4. *Jugement. Dommages-intérêts.*

139. L'admission de l'inscription de faux, et la décision sur l'admission ou le rejet des moyens de faux, ne peuvent être cumulés dans un seul et même jugement. — Renn. 4 mai 1812. — Riom, 24 juill. 1826. — T. 35, p. 162, t. 14, p. 372, n° 35. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 565, not. 3; B. S. P. p. 277, not. 26; F. L. t. 2, p. 560.

140. Le jugement rendu sur une demande en inscription de faux est nul s'il ne fait pas mention que le ministère public a été entendu. — Turin, 7 fév. 1809. — Paris, 29 avr. 1809, t. 14, p. 356, n° 23. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 616; PIG. t. 1, p. 344, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 489; B. S. P. p. 282, not. 51, et F. L. t. 2, p. 566. Mais il n'y aurait sans doute pas nullité si le jugement constatait que le ministère public présent a refusé de donner ses conclusions. — *V.* M. F. L. *loc. cit.* — Le ministère public pouvait-il se pourvoir contre le jugement pour défaut de communication ? — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 490. — V. *suprà*, n° 60.

141 et 142. Lorsque la demande en inscription de faux est déclarée inadmissible comme non concluante au fond, le demandeur n'est pas passible de l'amende. — Turin, 7 fév. 1809. — Paris, 29 avr. 1809, t. 14, p. 356, n° 24. — Il en serait différemment si la demande eût été admise et que le tribunal l'eût rejetée par défaut de moyens. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 608; PIG. *Comm.* t. 1, p. 485; et D. C. p. 183.

143. Lorsque, sur l'appel d'un jugement qui a rejeté une inscription de faux, l'appelant principal fait défaut, il y a lieu d'augmenter les dommages-intérêts réclamés par l'intimé appelant *à minimâ*. — Rouen, 25 janv. 1814, t. 14, p. 384, no 44 *bis*. — Les dommages-intérêts auxquels est condamné le demandeur dont l'inscription a été rejetée ne sont pas dus de plein droit au défendeur; il faut qu'il les demande, suivant MM. CARR. t. 1, p. 607, et DELAP. t. 1, p. 245. — Peut-il lui être accordé d'autres réparations ? — *V.* M. PIG. t. 1, p. 362.

144. Mais la partie qui s'est inscrite en faux ne peut être condamnée à des dommages-intérêts si elle s'en est désistée avant toute poursuite. — Renn. 26 juill. 1820, t. 18, p. 709, v° *redd. de compte*, n° 58.

145. L'inscription de faux dirigée contre un acte reçu par un notaire peut devenir pour lui le fondement d'une action en dommages-intérêts. — Ang. 25 avr. 1822, t. 24, p. 122.

146. Mais il y a lieu d'écarter cette demande comme prématurée, jusqu'à ce que l'instance en faux incident soit jugée. — Ang. 25 avr. 1822, t. 24, p. 122.

Art. 5. *Effets. Sursis.*

147. La partie qui poursuit un faux par la voie du faux incident ne peut réclamer indirectement l'application des règles tracées par

l'art. 460 C. P. C.— Renn. 28 août 1814, t. 14, p. 385, nº 45.—*V*. M. Carr. t. 1, p. 613.

148. La seule plainte en faux principal contre un acte authentique ne suspend pas nécessairement le jugement des contestations civiles auxquelles cet acte peut donner lieu. — Colm. 3 mai 1808, t. 14, p. 341, nº 14. — Suffirait-elle au moins pour faire surseoir au jugement d'une contestation dans laquelle cet acte serait produit?—Oui, suivant MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 488; Carr. t. 1, p. 615; et Merl. *Quest. de Dr.* t. 3, p. 180. — L'inscription de faux incident ne suspend pas non plus *nécessairement* l'exécution des actes authentiques.— *V*. MM. Carr. t. 1, p. 587; Pig. *Comm.* t. 1, p. 465; Pig. t. 1, p. 558; B. S. P. p. 91; Delap. p. 228; et Pr. Fr. t. 2, p. 124.

149. Pour qu'une plainte en faux principal puisse arrêter le jugement d'une contestation, il faut qu'elle désigne les auteurs ou complices du faux, et qu'elle soit faite par la partie elle-même ou son mandataire spécial; sans cela la Cour saisie de l'affaire peut passer outre, en rejetant la demande en sursis.— Cass. 11 juill. 1826, t. 31, p. 331.

150. Lorsqu'une plainte en faux principal est dirigée contre des actes authentiques, mais non exécutoires, tels que des actes de procédure, le tribunal peut surseoir au jugement de la cause dans laquelle sont produits ces actes, sans attendre que la mise en accusation des prévenus ait été prononcée.—Cass. 15 fév. 1810, t. 14, p. 368, nº 31. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 612 et 615; B. S. P. p. 91, not. 16; surtout Merl. *Q. D.* t. 3, p. 177.— V. *infrà*, nºs 152 et 153.

151. Quand le demandeur en faux s'est pourvu par la voie criminelle, il faut, à peine de nullité, que les juges saisis du fond ordonnent le sursis, ou déclarent que le procès peut être jugé indépendamment de la pièce arguée. — Cass. 13 août 1807, t. 14, p. 336, nº 10. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 613; Haut. p. 143; et F. L. t. 2, p. 566. — V. *infrà*, nº 155.

152. Le sursis ordonné par l'art. 240 C. P. C. ne doit être prononcé qu'autant que le ministère public intente une demande en faux principal.—Cass. 2 av. 1828, t. 35, p. 224.— V. *suprà* le nº 150 et le nº qui suit.

153. L'exécution de l'acte argué de faux n'est suspendue que par la mise en accusation, et le sursis ne peut être demandé, d'après l'art. 250 C. P. C., que par celui qui a été demandeur en faux incident. — Colm. 4 août 1824. Succession Batillon-Mittelhauser et la dame Heusser. — *V*. le nº qui précède et le nº 150.

154. La poursuite criminelle en faux à la requête du ministère public ne peut être paralysée par la double circonstance que la pièce arguée ne se trouve pas jointe au procès, et que le prévenu a déclaré ne pas vouloir se servir de cette pièce, sur la sommation qui a été faite dans un procès civil. — Cass. 28 oct. 1813, t. 14, p. 381, nº 43. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 614, nº 962. — *V*. aussi M. Merl. Q. D. t. 3, p. 125; et le Pr. Fr. t. 2, p. 136.

155. Lorsqu'une inscription en faux est prise devant un tribunal de justice répressive contre une pièce dont l'auteur est vivant, les juges doivent, après avoir statué sur la pertinence des moyens, surseoir au jugement du procès et renvoyer à instruire sur le faux devant la juridiction criminelle. — Cass. 6 janv. 1809, t. 14, p. 348, nº 18.—Ajoutez quatre autres arrêts, 11 nov. 1808, 19 janv. 1809, 26 mars 1818, et 9 août 1822, rapportés par M. Merl. *Q. D.* t. 3, p. 557, et *Rép.* t. 16, p. 416.— Que conclure du silence du jugement admettant le faux, sur l'existence ou la mort de l'auteur du faux?—*V*. M. Merl. *Q. D.* t. 3, p. 559. — S'il est mort ou s'il n'est pas connu, *V*. M. F. L. t. 2, p. 558. — V. *suprà*, nº 151.

156. Lorsqu'une inscription de faux est prise devant un tribunal de justice répressive contre une pièce dont l'auteur est connu et vivant, le tribunal ne peut surseoir au jugement du fond, et ordonner qu'il sera instruit criminellement sur le faux, avant d'avoir préalablement statué sur la pertinence des moyens. — Cass. 24 mars 1809, t. 14, p. 358, nº 25. —*V*. dans M. Merl. *Q. D.* t. 3, p. 556, deux arrêts qui ont prononcé dans le même sens. — *V*. aussi M. B. S. P. p. 281, not. 50. — C'est à tort que ces auteurs veulent étendre à la juridiction civile la décision que renferment ces arrêts rendus en matière criminelle.

157. Lorsque devant un tribunal de commerce l'exploit d'assignation est argué de faux, en ce qu'il fait mention que les protêts des lettres de change ont été dénoncés, le juge est tenu de surseoir, sans distinguer entre le faux principal et le faux incident, d'après l'art. 1319 C. C. — Brux. 14 oct. 1822.

158. Les formalités requises par l'inscription en faux incident ne doivent pas nécessairement précéder le sursis ou renvoi dans les affaires commerciales. — Brux. 14 oct. 1822.

159. L'art. 427 C. P. C. sous le titre : *Procédure devant les tribunaux de commerce*, ne contient pas une dérogation ou modification à l'art. 1319 C. C. — Brux. 14 oct. 1822.

160. Lorsque devant un tribunal de commerce un individu argue de faux une lettre de change, et que le porteur persiste à vouloir s'en servir, le tribunal doit surseoir à statuer, et renvoyer les parties devant les juges ordinaires pour faire vider l'inscription de faux; il peut même ordonner le dépôt à son greffe de la pièce arguée de faux. — Cass. 1er av. 1829. Pitté-Duvernois C. Renaud.

161. Lorsqu'une demande en inscription de faux contre un acte authentique a été rejetée, on peut attaquer ce même acte de nullité pour vices de forme. — Cass. 6 juin 1826, t. 33, p. 37.

Chap. III. *De l'inscription de faux devant la Cour de cassation.*

162. L'inscription de faux peut être formée après le rapport d'un procès en cassation. — Cass. 29 fruct. an iv, t. 14, p. 325, nº 1. — *V*. Pig. *Comm.* t. 1, p. 450.— Elle ne serait plus admise après le ministère public. — M. B. S. P. p. 276, not. 14.—Ni pendant le cours d'un délibéré sur rapport.—M. Carr. t. 1, p. 558, et p. 239. — Mais la voie de l'inscription de faux peut être prise pour la première fois sur appel. — *V*. *suprà*, nº 15.

163. On ne peut, devant la Cour de cassation, s'inscrire en faux contre un acte de la procédure terminée par l'arrêt attaqué.— Cass. 31 déc. 1812, t. 14, p. 375, nº 37. — *V*. MM. F. L. t. 2, p. 560, et Merl. *Rép.* t. 15, p. 373. — *V*. le nº qui suit.

164. On ne peut, devant la Cour de cassation, demander à s'inscrire en faux contre des pièces sur lesquelles une cour royale a fondé une décision en fait. — Cass. 31 mai 1831. Grouet C. Bocher.— *V*. le nº qui précède.

165. L'inscription de faux contre un procès-verbal des débats d'une cour d'assises ne peut être admise devant la Cour de cassation que lorsqu'elle porte sur des faits dont la preuve établirait qu'il y a eu dans ces débats violation d'un article de loi prescrit à peine de nullité.—Cass. 3 oct. 1822, t. 34, p. 308.

166. La Cour de cassation peut, suivant les circonstances, accorder ou refuser l'autorisation de s'inscrire en faux contre l'arrêt ou le jugement qui lui est dénoncé. — Cass. 13 juill. 1808.— Cass. 12 août 1829, 25 mai 1830, t. 14, p. 347, nº 16. Suërus C. l'Aligant. — *V*. *Rép.* t. 15, p. 389. — V. *suprà*, nº 121.

167. On peut s'inscrire en faux, devant la Cour de cassation, contre les énonciations contenues dans la feuille d'audience sur laquelle est porté l'arrêt dont on demande la cassation. — Cass. 15 juill. 1833, t. 45, p. 744.

168. La cour peut, par le même arrêt, rejeter la requête à fin de permission de s'inscrire en faux, et statuer au fond sur le pourvoi. — Cass. 13 juill. 1808, t. 14, p. 347, nº 17. — Les tribunaux ordinaires ont le même droit si l'affaire est en état, suivant MM. Pig. t. 1, p. 358, et Carr. t. 1, p. 564. — *Quid*, si l'affaire n'était pas en état ? *V*. M. Pig. t. 1, p. 367. En matière de faux, comment est dé-

terminé le premier ressort? — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 367, et B. S. P., p. 36, not. 4.

169. Lorsqu'on prend la voie de l'inscription de faux devant la Cour de cassation, il n'est pas nécessaire que la requête en inscription de faux soit communiquée à la partie adverse. — Cass. 26 mars 1813, t. 14, p. 327, nº 4. — La Cour de cassation peut bien admettre l'inscription de faux contre les jugements et arrêts qui lui sont dénoncés; mais elle se borne là et renvoie les parties, pour la procédure et le jugement, devant un tribunal qu'elle désigne. — *V.* MM. D. C. p. 169; F. L. t. 2, p. 558; B. S. P. p. 482, et *Rép.* t. 15, p. 389.

170. Dans le cas d'une inscription de faux devant la Cour de cassation, le délai pour faire sommation au defendeur de déclarer s'il veut se servir de la pièce arguée de faux, ne court que du jour où l'expédition de l'arrêt a été délivrée au demandeur. — Cass. 5 av. 1813, t. 14, p. 377, nº 39. — C'est encore par l'ordonnance de 1737 et le règlement de 1738 qu'est régie la procédure en inscription de faux devant la Cour de cassation. — *V. Rép.* t. 15, p. 387.

171. Lorsque le défendeur a laissé écouler, sans faire sa déclaration, le délai que la loi accorde avec les augmentations nécessitées par son éloignement, il n'est plus recevable à faire cette déclaration après que le demandeur s'est pourvu à l'audience pour faire rejeter la pièce. — Cass. 5 avr. 1813, t. 14, p. 377, nº 40. — V. *suprà*, nº 67 et suiv.

1. Ordonnance du roi qui modifie les dispositions de l'art. 104 de l'ordonnance du 1er août 1827, en ce qui concerne les formalités à remplir pour les adjudications des chablis, bois de débit, et autres objets dont l'évaluation n'excède pas 500 fr. — T. 39, p. 112.

2. Ordonnance du roi qui attribue à l'administration des forêts la police de la chasse dans les forêts de l'état, et supprime les fonctions du grand veneur. — 14 sept. 1830, t. 39, p. 253.

1. Ordonnance du roi sur la formule exécutoire des jugements, contrats, etc., etc. — 16 août 1830, t. 39, p. 245.

(1) *V. Cont. p. c.* 268. — *Exec.* 30 *et s.* 54. — *Sais. imm.* 21. — *Signif.* 39, 78.

GAGE. *V. Sais.-ex.* 9, 35.

GARANT. *V. Appel*, 107.—*Comm. p.* 11.— *Dem. n.* 83. — *Depens*, 59, 60.—*Excep.* 38, 128.—*Exec. p.* 42.— *Gar.*— *Perempt.* 209.— *Res.* 340 *et s.*— *Tier. opp.* 64.

GARANTIE (1).

C. Ier. DÉLAI POUR APPELER GARANT EN CAUSE, 1 à 17.— C. II. COMPÉTENCE. MODE DE PROCÉDER. — A. 1er. Compétence en matière civile, 18 à 29. — A. 2. .... En matière commerciale, 30 à 52. — A. 3. La demande en garantie peut-elle être portée *de plano* devant les cours d'appel ou de cassation? 53 à 70. — A. 4. Comment doit-il être statué sur la demande en garantie? 71 à 77.—C. III. APPEL.—A. 1er. Quand le garant, le garanti, le demandeur principal peuvent interjeter appel, 78 à 88. — A. 2. Qui peut et doit être intimé, 89 à 93.—A. 3. Effets de l'appel respectif des parties ou de la déchéance soit de l'appel soit du pourvoi en cassation, 94 à 101.— C. IV. QUELQUES EFFETS DE LA GARANTIE, 102 à 118.

CHAP. Ier. *Délai pour appeler garant en cause.*

1. L'exception de garantie est dilatoire, et peut, par conséquent, n'être présentée qu'après les exceptions déclinatoires et les péremptoires. —T. 14, p. 475, no 68.

2. Toutefois le délai donné pour assigner le garant court pendant qu'on oppose ces dernières exceptions, et, s'ils expirent, on ne pourra plus retarder la décision de la cause au principal par une assignation en garantie. — T. 14, p. 475, no 68. — *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 400, et D. C. p. 146.

3. Il importe donc au défendeur d'assigner son garant dans la huitaine de la demande originaire; mais il devra se réserver de faire valoir ses exceptions déclinatoires et péremptoires, dont autrement il serait déchu. — T. 14, p. 475, no 68.

4. On ne doit pas pourtant conclure de là que le défendeur ne pourra plus appeler son garant après le délai que lui donne la loi. Il en résulte seulement que, sur les conclusions du demandeur originaire, la demande en garantie formée après les délais n'arrêtera pas les poursuites de ce demandeur, et que le tribunal devra refuser de joindre la demande en garantie à l'instance principale.— T. 14, p. 411. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 477, no 766.

5. Mais c'est en faveur du demandeur seul que la loi a fixé le délai dans lequel le défendeur doit mettre en cause ses garants. Ainsi l'appelé en garantie n'est pas fondé à demander la mise hors de cause, pour n'avoir pas été assigné dans la huitaine du jour de la demande originaire. — Brux. 12 juill. 1809, t. 14, p. 432, no 22. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 476, no 764; B. S. P. p. 230, note 35, no 1; PIG. *Comm.* t. 1, p. 397; LEP. p. 84, 7e alin.; F. L. vo *exception*, t. 2, p. 461. — Jugé dans le même sens par la Cour de Bord. le 3 mai 1827 (Hérard C. Baumier), et par la Cour de Brux. le 26 mai 1827.

6. Le demandeur principal lui-même ne le pourrait pas, si le motif de l'action en garantie s'élevait seulement durant le cours de l'instance. — Brux. 31 mai 1809, t. 14, p. 431, no 21. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 476, no 765; F. L. t. 1, p. 461, vo *exception*, § 4.

7. Le délai de huitaine, accordé par l'art. 175 C. P. C. pour appeler en garantie, commence à courir, non du jour où ont été prises les conclusions qui peuvent motiver l'appel en garantie, mais seulement du jour où la nécessité d'appeler en garantie a, par le développement de cette conclusion, été connue d'une manière judiciaire et précise de celui qui forme la demande en garantie. — Brux. 30 oct. 1826.

8. Si celui qui est appelé en garantie est à 60 myriamètres, le défendeur aura huitaine, plus dix jours, pour faire revenir l'exploit; mais si l'assignation en garantie était donnée dans la seconde dizaine, et cependant revenue assez à temps pour en justifier à son expiration, comme si elle avait été signifiée dans la première dizaine, le demandeur originaire pourrait-il prétendre qu'elle a été formée tardivement? Non. Peu importe au demandeur originaire l'époque à laquelle on a donné l'assignation; il suffit qu'au moment où il pourrait demander défaut, on justifie qu'elle a été donnée. — *V.* J. A. t. 14, p. 474, no 64, et M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 398.

9. Doit-on appliquer au garant qui a un sous-garant à mettre en cause, la disposition de l'art. 177 C. P. C. portant que si le défendeur est assigné dans les délais pour faire inventaire et délibérer, ce ne sera qu'après ces délais que courra celui pour appeler le garant? L'affirmative résulte de l'esprit de la loi et de la combinaison des art. 176 et 177. — *V.* J. A. t. 14, vo *garantie*, p. 411, et MM. PIG. t. 1, p. 167; PR. FR. t. 2, p. 36; CARR. t. 1, p. 477, no 767.

10. Il faut aussi décider que, si le défendeur a obtenu une prorogation de délai pour faire inventaire, celui pour appeler son garant est également prorogé. — *V.* J. A. t. 14, p. 412, et M. DELAP. t. 1, p. 182, 5e alin.

11. De ce que la demande en garantie ne peut être jointe à la demande principale quand le garant n'a pas été assigné dans les délais, résulte-t-il que le demandeur pourrait faire rejeter l'intervention volontaire du garant de l'instance? — Non, pourvu qu'elle ne retardât point le jugement du principal. — *V.* J. A. t. 14, p. 475, no 66, et MM. CARR. t. 1, p. 479, no 770; LEP. p. 166.

12. Bien plus, si la matière était réelle, le garant formel aurait droit d'intervenir en tout état de cause. — Brux. 25 mai 1813, t. 14, p. 445, no 37.

13. Si le demandeur originaire soutenait qu'il n'y a pas lieu au délai pour appeler garant, cet incident devrait se former par requête motivée signifiée d'avoué à avoué. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 480, no 770; DELAP. t. p. 184. — Mais le demandeur ne pourrait qu'après huitaine sommer d'audience pour plaider sur cet incident qui serait jugé souverainement, car l'art. 75 du Tarif admet une requête en réponse. — *V.* J. A. t. 14, p. 412.

14. Au surplus, celle des parties principales qui croit avoir des motifs suffisants de mettre en cause une tierce personne n'a point à demander la permission de l'assigner; elle peut diriger son action, dont l'événement est à ses risques. — Renn. 29 mai 1809, t. 14, p. 431, no 20. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 475, not. 1.

15. On ne peut prononcer sur une demande en garantie lorsqu'il n'existe pas encore de demande principale. — Renn. 6 janv. 1815, t. 5, p. 336, no 72.

16. La demande de mise en cause d'un huissier qui a fait une assignation arguée de faux doit être formée avant que des arrêts aient admis l'inscription de faux et déclaré les faits admissibles. — Cass. 2, avr. 1828, t. 35, p. 224.

17. Il doit être sursis devant les tribunaux de commerce à la décision de l'action principale, tant que le délai d'une assignation en garantie n'est pas échu; et, pour qu'il y ait lieu au sursis, il suffit que le défendeur originaire énonce devant le tribunal que la demande en garantie existe. — Bord. 9 janv. 1829. Compagnie royale d'assurances C. actionnaires du bateau à vapeur le *Henri IV*.

CHAP. II. *Compétence. Mode de procéder.* — Art. 1er. *Compétence en matière civile.*

18. Sous l'ordonnance de 1667, la demande en garantie formée pendant l'instruction d'une requête civile devait être portée devant les juges saisis du rescisoire. — Cass. 4 vent. an XI, t. 14, p. 423, no 7.

(1) *V. Appel*, 639, 667, 704.— *Aut. comm.* 20. — *Cass.* 328. — *Compul.* 12. — *Conc.* 19 *et s.* — *Dem. n.* 132 *bis*, 144, 158. — *Des.* 30, 70 *et s.* — *Enq.* 138, 344. — *Excep.* 301 *et s.* — *Exec.* 59. — *Huiss.* 120.—*Interv.* 3, 77.— *Jug. paix*, 11.— *Jug.* 249. —*Jug. def.* 75 *et s.* 197, 223.—*Jug. p. i.* 12. — *Protêt*, 52 *et s.*— *Renvoi*, 18. — *Ress.* 267 *et s.*— *Sais. imm.* 650. — *Trib. comm.* 202 *ter.*

19. Sous le Code de procédure civile, de même qu'auparavant, toute demande en garantie, lors même qu'elle n'est fondée que sur un fait de responsabilité, et non sur un titre positif, doit être suivie devant le tribunal où la demande originaire est pendante. — Gren. 4 déc. 1824, t. 29, p. 302.

20. Ainsi le juge de paix saisi d'une action en réintégrande peut connaître accessoirement d'une action en garantie. — Cass. 1er janv. 1809, t. 14, p. 430, n° 19. — *V.* M. F. L. v° *complainte*, sect. 2, n° 11.

21. Lorsqu'une contestation s'élève entre les parties intéressées relativement aux irrégularités reprochées à un état d'inscriptions hypothécaires, et qu'il y a lieu à mettre en cause le conservateur, celui-ci ne peut pas être distrait des juges de son domicile, par la demande en garantie dirigée contre lui. — Paris, 28 mars 1814, t. 14, p. 452, n° 45. — *V.* J. A. *ibid.* des observations contraires à cet arrêt.

22. La demande en garantie ne doit pas être portée au tribunal saisi de la demande principale, lorsque, indépendamment de la demande en garantie, le demandeur soumet au tribunal, pour arriver à cette demande, une action principale indépendante de la première. — Bord. 30 mai 1829. Renateau C. Dupal et Luzim.

23. La demande en résolution d'une vente intentée par suite d'une demande en garantie doit être portée devant le tribunal dans l'arrondissement duquel est situé l'immeuble vendu, et non devant le tribunal saisi de la demande originaire. — Toul. 28 mai 1831, t. 43, p. 515.

24. Les tribunaux correctionnels ne sont pas compétents pour connaître d'une demande en garantie ou en dommages-intérêts, formée contre un tiers par celui qui se trouve poursuivi devant ces tribunaux pour un délit ou une contravention dont la connaissance leur est attribuée.—Brux. 22 fév. 1827.

25. Le garant doit être assigné devant le tribunal du domicile du défendeur principal, à moins qu'il ne prouve que l'action n'est intentée que pour le distraire de ses juges naturels — Cass. 26 août 1812, t. 14, p. 443, n° 34.

26. Il en était de même sous l'empire de l'ordonnance de 1673. —Cass. 10 therm. an XIII, t. 14, p. 426, n° 11. — V. *infrà*, n° 30.

27. C'est aux magistrats qu'appartient le soin d'apprécier, selon les circonstances du procès, si une demande n'a été formée que pour distraire l'appelé en garantie de ses juges naturels; en conséquence, lorsqu'un individu s'est obligé à faire honneur aux lettres de change tirées sur lui par son correspondant jusqu'à ce qu'il ait donné contre-ordre, et qu'il a accepté ces lettres de change, cette acceptation établie peut être considérée comme la preuve de provision, et, s'il est appelé en garantie, il ne peut décliner la compétence du tribunal saisi de la demande principale. — Orl. 29 déc. 1813, t. 14, p. 449, n° 40. — *V.* MM. Delap. t. 1, p. 185; Carr. t. 1, p. 482, n° 774; Pr. Fr. t. 2, p. 39.

28. Aussi, quelle que soit l'appréciation des cas dans lesquels il paraîtrait que la demande originaire n'a été formée que pour distraire le garant de ses juges naturels, elle ne peut jamais donner ouverture à cassation. — Cass. 12 juill. 1814, t. 14, p. 456, n° 49.— V. *infra*, n° 48.

29. Le tribunal devrait-il renvoyer d'office les garants, s'il lui paraissait que la demande originaire n'a été formée que pour les distraire de leurs juges naturels?— Il devrait le faire s'il était incompétent à raison de la matière; mais, si son incompétence n'était que personnelle, il en aurait la *faculté*, parce qu'aucune loi n'oblige des magistrats à juger ceux qui ne sont pas dans leur juridiction. — Orl. 29 déc. 1813, t. 14, p. 449, n° 40. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 482, n° 774; Pr. Fr. t. 2, p. 39. — *Contrà*, M. Delap. t. 1, p. 185.

Art. 2. *Compétence en matière commerciale.*

30. La règle que toute demande en garantie doit être suivie devant le tribunal où la demande originaire est pendante, s'applique en matière de commerce comme en matière civile. — Bourg. 30 août 1813, t. 14, p. 445, n° 38.— V. *suprà*, n° 26.

31. Mais l'individu non commerçant et obligé civilement à garantir le défendeur négociant est-il tenu de procéder devant le tribunal de commerce où la demande principale est pendante? — Oui.—Colm. 18 juin 1825. Non.— Paris, 14 juill. 1825, t. 29, p. 317.

32. A l'égard du non negociant signataire d'un billet à ordre, il peut être actionné en garantie devant le tribunal de commerce du dernier endosseur, si celui-ci, en qualité de négociant, est justiciable de ce tribunal. — Paris, 15 fév. 1810, t. 15, p. 341, n° 59.

32 *bis*. La demande en garantie du défaut de paiement d'une traite peut être formée contre un individu non signataire de la traite, devant le tribunal saisi de l'action principale dirigée contre le tireur. — Cass. 16 nov. 1826. Lacombe C. Carrière.

33. Comme aussi l'individu non commerçant et qui a promis au syndic d'une faillite garantie pour toutes les actions pouvant être intentées à raison de l'administration de celui-ci, est tenu de procéder *devant* le tribunal de commerce où ces actions sont portées. — Cass. 26 mai 1830, t. 39, p. 282.

34. Le mandataire par la faute duquel une lettre de change n'a pas été payée peut être appelé en garantie devant les juges saisis de la demande principale.— Cass. 16 nov. 1826, t. 33, p. 83.

35. Par suite du même principe, celui sur qui une lettre de change a été tirée peut être actionné en garantie devant le tribunal saisi de la poursuite à laquelle cette lettre de change donne lieu, quoiqu'il ne l'ait pas acceptée, s'il est constant en fait qu'il est débiteur du tireur, et s'il s'est d'ailleurs obligé par sa correspondance à accepter les traites qu'il fournirait. — Cass. 12 juill. 1814, t. 14, p. 455, n° 47.

36. De même, celui sur lequel est tirée une lettre de change du montant de laquelle il s'est reconnu débiteur peut être assigné en garantie devant le même tribunal que le tireur. — Cass. 14 janv. 1817, t. 14, p. 463, n° 53.

37. A plus forte raison, celui qui s'est rendu caution peut être assigné en même temps que le débiteur principal et devant le tribunal du domicile de celui-ci — Cass. 26 juill. 1809, t. 14, p. 434, n° 23. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 136, n° 267.

38. Jugé aussi que le père qui a chargé un négociant de fournir des fonds à son fils est un garant qui peut être appelé devant le tribunal du domicile de ce dernier. —Paris, 12 fév. 1814, t. 14, p. 450, n° 42.

39. Mais le débiteur d'une lettre de change ne pourrait assigner un tiers comme garant devant le tribunal saisi de la demande principale, si l'action en garantie n'était fondée que sur un fait de responsabilité qui ne se rattache à aucune obligation positive de payer la lettre de change. — Cass. 17 juin 1817, t. 14, p. 466, n° 55.

40. De même, celui qui n'a ni endossé ni accepté une lettre de change ne peut, sous prétexte qu'il en doit le montant, être assigné en garantie par le tireur devant le tribunal saisi de la demande originaire, lorsque ce tribunal n'est pas celui de son domicile; le tribunal doit, sur le déclinatoire proposé par le défendeur en garantie, examiner le fond de l'exception. — Cass. 21 therm. an VIII et 12 fév. 1811. — Angers, 3 janv. 1810, t. 14, p. 420 et 435, nos 4 et 24. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 481, not. 1.

41. Décidé également que le tireur assigné par le porteur de l'effet ne peut appeler en garantie le tiré qui n'a pas accepté, que devant le tribunal du domicile de celui-ci. — Gren. 22 juill. 1806, t. 14, p. 427, n° 12.

42. Jugé aussi que l'entrepreneur sur qui ses agents tirent des lettres de change des diverses parties de la France ne peut être par ceux-ci appelé en garantie devant les tribunaux de leurs domiciles. — Cass. 22 frim. an IX, t. 14, p. 422, n° 6.

43. De même, le vendeur qui tire une lettre de change sur l'acheteur pour prix de la vente, sans le consentement de celui-ci, ne peut l'appeler en garantie en cas de non-paiement, ni, par suite de cette garantie, le distraire de ses juges naturels. — Bord. 22 avr. 1828 — Agen, 26 nov. 1828, t. 37, p. 44, et t. 38, p. 14. — *V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 595, n° 514.

44. Pareille solution devrait avoir lieu quoique le défendeur en garantie pût être assigné devant le même tribunal, à raison de l'opération commerciale qui donne lieu à la lettre de change qu'il n'a pas signée. — Liége, 11 juin 1812, t. 14, p. 442, n° 33.

45. Le tiré, appelé en garantie par le tireur devant le juge du domicile de celui-ci, peut, à raison de l'endossement en blanc et du défaut d'expression de valeur, demander son renvoi devant ses juges naturels. Un tel endos suppose qu'on a voulu le distraire de ses juges. — Renn. 1er mai 1812, t. 14, p. 441, n° 32. — Carr. t. 1, p. 481, not. 3, n° 2.

46. A plus forte raison, celui qui, ayant payé un supplément pour des lettres de change acquittées à l'étranger, veut demander le remboursement de ce supplément à son endosseur, doit s'adresser pour cela, non au tribunal du lieu où les lettres de change ont été négociées, mais au tribunal du domicile du défendeur, suivant les règles ordinaires. — Cass. 4 oct. 1808, t. 14, p. 429, n° 17.

47. Le tireur poursuivi par le porteur du chef de non-acceptation de la traite peut appeler en garantie, devant le tribunal où la demande originaire est portée, celui sur qui la lettre de change a été tirée, sur le fondement que la traite a été faite pour marchandises achetées par le tireur, comme mandataire de l'appelé en garantie, bien que cette allégation soit déniée par ce dernier. — Dans ce cas, le cité en garantie ne peut exciper d'incompétence, en ce qu'il paraîtrait, par l'évidence du fait, que la traite dont il s'agit n'aurait été faite et la demande principale formée que pour le traduire devant un tribunal qui n'est pas le sien. — Brux. 10 juill. 1833.

48. Il n'y aurait pas lieu à cassation d'un arrêt qui, d'après les faits de la cause, induirait qu'on n'a pas voulu distraire de ses juges naturels le mandataire sur lequel une lettre de change n'a pas été payée, en l'appelant en garantie devant le tribunal saisi de la demande principale. — Cass. 16 nov. 1826, t. 33, p. 83. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 480, not. 3, nos 1 et 481, 4° à la note. — V. *suprà*, n° 28.

49. Mais *quid* de l'action en garantie du porteur d'un effet de commerce, dont le protêt a été déclaré nul par la faute de l'officier ministériel ? Peut-elle être portée devant les juges de commerce, incidemment à sa demande récursoire contre l'endosseur? — La garantie de l'huissier constitue une question civile hors des attributions du tribunal de commerce. — Cass. 30 nov. 1813, 19 juill. 1814, 20 juill. 1815, 16 mai 1816, 2 janv. 1818, 2 juin 1817 et 8 nov. 1820, t. 14, p. 446, n° 39, et t. 18, p. 580, n° 29, n° 17, p. 804, n° 29. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 481 ; B. S. P. p. 81, not. 58, et p. 229, not. 52; F. L. t. 2, p. 465, v° *exception*, § 4, n° 5. — V. *infrà*, nos 56, 57 et 67.

50. L'expéditeur est valablement assigné en garantie devant le tribunal du lieu où devait se faire la livraison. — Cass. 8 mars 1827. Rémond C. Bruzon.

51. Celui qui a succombé dans l'action qu'il avait intentée contre un voiturier pour avances de marchandises peut ensuite, et pour le même motif, poursuivre les expéditeurs devant le tribunal où il avait porté sa première demande, sans que ceux-ci puissent opposer le déclinatoire, lorsqu'il apparaît d'après les circonstances de la cause, qu'ils se sont soumis à la juridiction de ce tribunal, ou que c'est par suite d'un fait à eux personnel que le demandeur a divisé son action, et qu'il ne les a pas appelés en garantie dans la première instance. — Aix, 15 janv. 1813, t. 14, p. 444, n° 36.

52. Lorsque de deux défendeurs assignés devant un tribunal de commerce en condamnation solidaire, l'un sur sa demande a été renvoyé devant les tribunaux ordinaires, le demandeur ne peut pas former contre lui une demande incidente pour reproduire ses conclusions premières, lorsque la partie qui a resté passible de la juridiction commerciale a appelé en garantie celui qui avait obtenu son renvoi. — Metz, 22 mai 1824, t. 28, p. 243.

Art. 3. *La demande en garantie peut-elle être portée* de plano *devant les juges d'appel ou de cassation?*

53, 54 et 55. Une demande en garantie peut-elle être formée sur l'appel de la demande principale? — Non. — Cass. 7 mess. an XII, 20 mars 1811, 24 fév. 1821 ; Paris, 26 nov. 1808, 22 janv. 1810, 2 déc. 1813 ; Nîm. 7 janv 1810; Renn. 8 juin 1811, 25 mai 1814; Orl. 23 mars 1814 ; Orl. 17 juill. 1816, 24 juin 1818 ; Gren. 15 mars 1821, Bajou C. Pichot ; Orl. 20 janv. 1819, 30 juill. 1824 ; Brux. 19 mai 1824; Bourg. 5 juill. 1821, 22 déc. 1828; Poit. 22 juin 1825, 20 janv. 1826 ; Bord. 1er mars 1826 ; Gren. 16 août 1826, 6 février, 1827 ; Toul. 29 mars 1827, Ch. Odout C. Panissières et Mauribel; Bord. 8 mai 1827, Duclos C. Quatre-Mère ; Lyon, 6 août 1829; Bord. 19 mars 1830, Demany C. Demany. — Décision contraire. — Trev. 16 juill. 1810, t. 9, p. 61, n° 14; t. 13, p. 54, n° 22, t. 14, p. 453, n° 46, et p. 451, n° 44; t. 18, p. 678, n° 18; t. 23, p. 65; t. 30, p. 242; t. 31, p. 154; t. 33, p. 229; t. 36, p. 88; t. 37, p. 293. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 405 ; Lep. p. 168, 4e alin.; F. L. t. 2, p. 465; Merl. *Rep.* t. 5, p. 468, et Merl. *Q. D.* t. 3, p. 282; Carr. t. 1, p. 482.

56. Cependant la demande en garantie contre l'huissier qui a commis une nullité dans l'acte d'appel peut être formée *de plano* devant la Cour. — Renn. 20 fév. 1828, t. 34, p. 197. — Gren. 14 déc. 1832, t. 45, p. 473. — V. *suprà*, n° 49, le n° suivant, et *infrà*, nos 63 et 67.

57. Une Cour, en annulant un acte d'appel, est compétente pour prononcer des condamnations contre l'huissier qui a dressé l'exploit. — Gren. 12 janv. 1829, t. 38, p. 118. — *V.* le n° qui précède, et *infrà*, nos 63 et 67.

58. Comme aussi la demande en garantie, quoique formée pour la première fois devant une Cour royale, par un intimé contre un autre intimé, n'est pas une demande nouvelle, lorsqu'elle n'est que la conséquence de la demande principale. — Cass. 24 janv. 1828, t. 35, p. 98.

59. Il en est de même d'une demande en garantie formée pour la première fois en appel contre une partie déjà en cause. — Cass. 9 déc. 1829, t. 38, p. 135.

59 *bis*. Il en serait autrement si la partie contre laquelle la demande en garantie est dirigée n'avait pas figuré en première instance. — Cass. 18 fév. 1834, t. 47, p. 471.

60. Le cessionnaire d'une créance peut, sur l'appel, exercer une demande en garantie contre son cédant, dans le cas où la créance aurait été réduite, parce que celui-ci aurait droit de former tierce opposition à l'arrêt qui interviendrait. — Besanç. 10 janv. 1820, t. 12, p. 513, n° 115.

61 et 62. Celui qui a été appelé en garantie dans une contestation dont les juges d'appel étaient légalement saisis, n'est plus recevable à se plaindre de la violation de la règle qui établit deux degrés de juridiction, lorsqu'au lieu d'exciper de cette violation, il a plaidé sur le fond. — Brux. 19 mai 1824. — Cass. 16 juin 1824, t. 26, p. 322.

63. Décidé également que, quoique la demande en garantie soit, relativement au garant, une demande principale, l'huissier appelé en garantie en cause d'appel, pour nullité par lui commise dans un acte d'appel, est valablement condamné à garantir l'appelant par la Cour royale, s'il ne réclame pas contre cette juridiction. — Cass. 20 juill. 1830, t. 39, p. 192. — V. *suprà*, nos 49, 56 et 57, et *infrà*, n° 67.

64. Si le tribunal était incompétent pour statuer sur la demande principale, le garant pourrait re-

voquer cette incompétence, lors même que le demandeur en garantie ne l'opposerait point au demandeur originaire. — Cass. 4 oct. 1818, t. 14, p. 430, n° 18. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 482; PIG. t. 1, p. 405.

65. Le garant mis en cause, en vertu d'un jugement qui condamne le garanti, ne peut demander son renvoi devant ses juges naturels sans attaquer le jugement qui ordonne la mise en cause. — Renn. 27 fév. 1812, t. 14, p. 440, n° 31. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 481, not. 3, n° 3. — V. *infrà*, n° 70.

66. Une cour d'appel peut rejeter d'office une action en garantie qui n'a pas été soumise au tribunal de première instance. — Cass. 11 fév. 1819, t. 18, p. 929, n° 80. — *V. ibid.* des observ. contre cet arrêt. — *V.* aussi MM. PIG. t. 1, p. 612; PIG. *Comm.* t. 2, p. 45; LEP. p. 168, 4e quest. — V. *infrà*, n° 74.

67. L'huissier qui a commis une nullité dans une signification d'arrêt d'admission ne peut être assigné en garantie devant la Cour de cassation. — Cass. 8 nov. 1820, t. 14, p. 630, n° 84. — V. *suprà*, nos 49, 56, 57 et 63.

68. Mais le garant mis hors de cause par un arrêt qui, rejetant la demande subsidiaire en garantie, a fait droit aux conclusions principales du défendeur, peut, dans le cas d'une admission du pourvoi en cassation formé contre cet arrêt, être cité devant la section civile de la Cour de cassation par le demandenr originaire en garantie, qui conserverait ainsi son droit de recours si l'arrêt était cassé. — Cass. 14 déc. 1819, t. 14, p. 473, n° 62.

69. Le commissionnaire cité devant la chambre civile de la Cour de cassation, pour défendre à la cassation d'un arrêt qui l'a relaxé des demandes intentées contre lui, comme responsable de ses sous-commissionnaires, peut y assigner en garantie ces sous-commissionnaires, quoique le pourvoi du demandeur principal n'ait pas été dirigé contre eux, et que, par suite, leurs noms ne figurent pas dans l'arrêt d'admission. — Cass. 2 déc. 1833, t. 46, p. 41. — *V. ibid.* les observ.

70. La partie qui n'a pas figuré en première instance, et qui, pour la première fois, a été assignée en garantie en cause d'appel, peut demander la cassation de l'arrêt qui l'a condamnée, quoiqu'elle ne se soit point pourvue en cassation contre l'arrêt qui ordonnait sa mise en cause. — Cass. 18 fév. 1834, t. 47, p. 471. — V. *suprà*, n° 65.

70 *bis*. Le demandeur en garantie doit signifier copie de sa demande en signifiant par acte d'avoué à avoué l'assignation en garantie. — C. T. t. 1, p. 241, 43.

70 *ter*. Il faut donner copie de la demande originaire au garant qu'on met en cause. — C. T. t. 1, p. 340, 37.

Art. 4. *Comment il doit être statué sur la demande en garantie.*

71. Sous l'empire du tit. 8 de l'ordonnance de 1667, comme sous le Code de procédure civile, il devait être statué par un seul et même jugement sur la demande principale et sur la demande en garantie, lorsqu'elles étaient l'une et l'autre en état de recevoir une décision. — Cass. 17 frim. an VII, t. 14, p. 416, n° 2.

72. Une action est liée avec l'action principale quand les procédures ont été faites contradictoirement avec le garant, sans opposition du demandeur principal qui n'a pas demandé la disjonction des instances. — Cass. 10 mars 1829, t. 38, p. 236.

73. Une demande en garantie ne peut être jointe à l'instance principale qu'autant qu'elle a été formée dans la huitaine de la demande originaire, et qu'elle n'en retarde pas le jugement. — Bord. 2 août 1832. Chaleret C. Borie.

74. Un tribunal peut-il appliquer d'office les dispositions de l'art. 184? — Les juges doivent tenir à la prompte expédition des affaires : la loi les a investis du droit d'ordonner toutes les voies d'instruction propres à conduire à ce résultat. Si la demande originaire était seule en état de recevoir jugement, et si celle en garantie ne devait que l'entraver sans utilité, les juges pourraient ordonner d'office la disjonction. — Telle est l'opinion de M. B. S. P. p. 232, not. 66, conforme à celle de RODIER sur l'ordonnance de 1667; et J. A. t. 14, p. 476, n° 70. — MM. CARR. t. 1, p. 488, n° 779, et F. L. t. 2, p. 466, soutiennent l'opinion contraire. — V. *suprà*, n° 66.

75. Le décès du garant, celui de son avoué, ou la destitution, interdiction ou démission de celui-ci, peuvent être un motif suffisant pour autoriser le demandeur originaire à faire prononcer séparément sur sa demande, à moins que l'affaire ne fût déjà en état au moment du décès. Un arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 1810, J. A. t. 14, p. 476, n° 69, a décidé que le tribunal ne pourrait pas ordonner le sursis au jugement de la demande principale, jusqu'à ce que l'instance eût été reprise à l'égard des héritiers. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 488, n° 780, et la not.; F. L. t. 2, p. 467, v° *exception*; B. S. P. p. 231, not. 65; HAUT. p. 127, 2e alin.; et J. A. t. 14, p. 476, n° 69.

76. Comment faut-il procéder lorsqu'un garant mis en cause dans les délais ne comparaît pas? — Il faut statuer sur la demande principale et donner défaut au défendeur contre l'appelé en garantie; mais, si de plusieurs appelés en garantie quelques-uns seulement ont constitué avoué, il y a nécessité de donner défaut joint contre ceux qui ne comparaissent pas. — *V.* J. A. t. 14, p. 474, n° 65, et LEP. p. 165 — V. aussi v° *jugement par défaut*. — M. CARR. t. 1, p. 479, n° 769, pense qu'il n'y a pas lieu dans ce cas à ordonner un réassigné sur défaut joint. M. LEP. p. 165 est du même avis.

77. En ce qui touche la disjonction des causes, il n'est pas nécessaire qu'il soit dit dans le jugement, *sauf à disjoindre*. — Orl. 7 juillet 1808, t. 14, p. 429, n° 16. — M. HAUT. p. 127, 3e alin. est d'une opinion conforme.

CHAP. III. *Appel.* — Art. 1. *Quand le garant, le garanti ou le demandeur principal peuvent interjeter appel.*

78. Il ne faut pas nécessairement, pour pouvoir interjeter appel d'un jugement qui, statuant préparatoirement sur l'action principale, déclare mal fondée la demande en garantie à laquelle l'action principale a donné lieu, attendre qu'il ait été définitivement prononcé sur cette action. — Brux. 8 janv. 1825.

79. Celui qui est appelé en garantie, ou qui, lors même qu'il ne serait pas appelé, aurait droit d'intervenir dans l'instance entre le demandeur principal et celui auquel il doit garantie, a droit d'appeler contre le demandeur principal du jugement intervenu sur cette instance. — Poit. 7 déc. 1830, t. 40, p. 267.

79 *bis*. Le garant condamné à la garantie peut, dans le silence du garanti, attaquer le jugement de condamnation vis-à-vis la partie principale : maître de défendre à la demande principale, il est de toute justice qu'il puisse appeler du jugement qui l'a accueillie. — Cass. 9 brum. an XIII, 10 mars 1829; Renn. 2 juin 1808; Douai, 28 avr. 1815; Toul. 25 janv. 1822, 16 nov. 1825; Metz, 27 fév. 1822, t. 14, p. 423, n° 9, t. 21, p. 292, t. 24, p. 59, t. 30, p. 350, et t. 38, p. 236. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 487, not. 2, n° 3.

80. Et le délai de l'appel ne court pas, pour le garant, du jour où le jugement a été signifié au garanti. — Cass. 10 mars 1829, t. 38, p. 236.

80 *bis*. Un défendeur en garantie peut appeler des jugements rendus contre lui, tant qu'ils ne lui ont pas été notifiés, lors même qu'ils l'auraient été au défendeur principal, et que celui-ci y aurait acquiescé. — Cass. 2 déc. 1833, t. 46, p. 290.

81. L'acquiescement du garanti ne peut nuire au garant ni l'empêcher d'attaquer par voie d'appel la disposition principale d'un jugement dont on fait retomber les conséquences sur lui. — Metz, 19 juill. 1827. Marchal C. la veuve Veydert.

81 *bis*. La déchéance de l'appel

encourue contre le garant ne profite pas au garanti. — Metz, 22 nov. 1827. Siouville C. Bertèche Lambquin.

82. Ainsi, lorsque le débiteur d'une rente acquiesce à un jugement qui le condamne à en rembourser le capital, le tiers qui se trouve obligé de garantir le débiteur de la rente des condamnations prononcées contre lui, quoiqu'il ne se soit pas obligé envers le créancier, a le droit d'interjeter appel de ce jugement. — Cass. 31 août 1818, t. 14, p. 470, nº 58.

83. Et si, dans ce cas, l'acquiescement donné par le débiteur principal a été fondé uniquement sur la garantie stipulée en sa faveur, le jugement doit être infirmé dans son intérêt comme dans celui du garant. — Cass. 31 août 1818, t. 14, p. 470, nº 59.

84. La déchéance encourue par le demandeur en cassation, en faveur d'un défendeur irrégulièrement assigné, et contre lequel il avait formé une action en délaissement d'immeuble, profite au vendeur de cet immeuble, qui ne figurait dans l'instance que comme garant du défendeur, quand même il aurait été régulièrement assigné et personnellement actionné en restitution de fruits antérieurs à l'acquisition du tiers détenteur. — Cass. 8 nov. 1831, t. 43, p. 710.

85. En matière de garantie simple, le garant ne peut interjeter appel à l'égard du demandeur principal; son appel ne peut valablement être dirigé que contre le garanti; de sorte que si le garant n'est plus dans le délai d'interjeter appel à l'encontre du garanti, et qu'il y ait eu acquiescement de la part de ce dernier, le garant n'a pas le moyen de se soustraire aux condamnations prononcées contre lui, encore bien qu'il se soit rendu appelant à l'encontre du demandeur principal avant l'acquiescement ou l'époque à laquelle le jugement de première instance a été confirmé par un arrêt contradictoire entre le demandeur principal et le garanti. — Poit. 22 déc. 1829, t. 41, p. 462. — V. *infrà*, nº 87.

86. La partie qui a obtenu gain de cause sur une demande subsidiaire en garantie peut toujours se pourvoir contre le chef du jugement qui l'a déboutée de ses conclusions principales; on ne peut pas lui opposer qu'elle est sans intérêt. — Cass. 25 janv. 1814. — Paris, 13 févr. 1826, t. 14, p. 450, nº 41, et t. 31, p. 166.

87. Lorsqu'en matière de garantie simple, le garant a pris le fait et cause du garanti, celui-là est l'ayant-cause de celui-ci, et peut dès lors interjeter appel de la disposition qui a accueilli la demande principale, lors même que le garanti ne l'a pas interjeté dans les délais; et ce dernier se rend cet appel commun, si, assigné en déclaration d'arrêt commun, il déclare adhérer aux conclusions signifiées et prises par ses garants, quoiqu'il ne soit plus dans les délais pour faire appel. L'appel de ses garants l'a dispensé d'en interjeter un particulier. — Poit. 11 mars 1830, t. 39, p. 130. — V. *suprà*, nº 85.

88. De même, celui qui, condamné en garantie sur un des points de la cause principale, n'a point fait appel du jugement, peut interjeter appel incident à la barre, lorsque, par l'effet des appels respectifs du demandeur et du défendeur principaux, il se trouve exposé à de plus amples condamnations. — Lim. 20 janv. 1823, t. 25, p. 30.

Art. 2. *Qui peut et doit être intimé ?*

89. Lorsqu'une partie, ayant été condamnée, a assigné un tiers en garantie, celui-ci, condamné à son tour, peut, sur l'appel à l'égard du demandeur en garantie, intimer le demandeur principal, quoique ce dernier n'ait point conclu à son égard en première instance, et que le chef du jugement relatif au demandeur principal ait acquis force de chose jugée. — Metz, 25 juin 1825. Sommeillier C. Thierry.

90. Le garant condamné à libérer et indemniser le défendeur de toutes les condamnations prononcées contre lui au profit du demandeur, n'est pas fondé à proposer des griefs contre celui qui a obtenu sa condamnation, lorsqu'il ne l'a pas intimé directement, et qu'il n'a interjeté appel que contre la partie qui l'a appelé en garantie. — Renn. 10 nov. 1810, t. 14, p. 437, nº 28.

91. Lorsqu'un garant a conclu au rejet de l'action principale et de l'action en garantie, le demandeur principal doit interjeter appel tant contre le garant que contre le garanti. — Lyon, 14 déc. 1827, t. 35, p. 309.

92. Lorsqu'en première instance le garant a pris fait et cause du défendeur qui cependant ne s'est pas retiré, celui-ci n'en doit pas moins, pour la conservation de ses droits, intimer son garant sur l'appel, si le demandeur principal ne l'a pas appelé devant la Cour. Car, comme l'appel est interjeté par le demandeur principal contre le garanti, et que les garants ne sont en cause que dans l'intérêt de ce dernier, c'est à lui à leur signifier tous les actes du procès qui doivent lier l'instance avec eux, et non au demandeur principal qui n'a rien demandé au garant. — Cass. 9 janv. 1827, t. 33, p. 40.

93. La mise en cause des poursuivants, comme garants de la validité de l'adjudication, peut être ordonnée sur l'appel du jugement qui a débouté un créancier hypothécaire de l'action intentée contre l'adjudicataire en déclaration d'hypothèques. — Colmar, 16 janv. 1817, t. 21, p. 576, nº 76 *bis*.

Art. 3. *Effets de l'appel respectif des parties et de la déchéance de l'appel.*

94. Lorsqu'un jugement a été rendu contradictoirement entre le demandeur, le défendeur et une troisième partie appelée en garantie, et que cette dernière en a interjeté appel vis-à-vis du défendeur, on ne doit pas considérer comme appel incident celui que le défendeur a interjeté à son tour contre le demandeur, aux risques, périls et fortune du garant appelant principal. — Renn. 10 nov. 1810, t. 14, p. 437, nº 27.

95. Lorsqu'une demande en garantie se trouve rejetée par suite du rejet de la demande principale, l'appel interjeté par le demandeur principal dispense le défendeur d'appeler incidemment pour pouvoir reproduire la demande en garantie. — Metz, 29 nov. 1820, t. 14, p. 474, nº 63. — V. *infrà*, nº 97.

96. Et si le demandeur principal intime à la fois le garant et le garanti, celui-ci peut prendre des conclusions à la garantie devant la Cour, par simple acte d'avoué à avoué. — Bourg. 29 juill. 1811. — Colm. 19 mai 1826, t. 14, p. 439, nº 30, et t. 34, p. 36.

97. Décidé également que lorsqu'un jugement de première instance, en renvoyant le garanti de la demande formée contre lui, dit n'y *avoir pas lieu à statuer sur la demande en garantie*, si le demandeur principal interjette appel, le défendeur peut, sans interjeter appel incident du chef de la garantie, reproduire devant la Cour ses conclusions contre son garant, en l'appelant devant la Cour par une simple assignation. — Bord. 5 août 1825, t. 30, p. 30. — V. *suprà*, nº 95.

98. En matière de garantie formelle, si, les garantis étant restés en cause, le demandeur principal acquiesce à la partie du jugement qui les concerne, en leur signifiant le jugement avec sommation de l'exécuter, il n'est pas relevé de cet acquiescement par l'appel du garant, et ne peut plus interjeter appel incident contre les garants. — Cass. 27 juin 1820, et 17 mai 1825, t. 29, p. 293.

99 et 100. Le défendeur principal auquel le jugement de première instance accorde son recours contre un garant, ne pourrait pas se pourvoir en appel incident contre le demandeur originaire, si le garant était le seul qui eût pris la voie de l'appel principal contre le jugement. — Cass. 18 juill. 1815, t. 14, p. 458, nº 50. — Cet arrêt est contraire au principe consacré par plusieurs décisions, que l'appel du garant profite au garanti, et fait revivre pour celui-ci le droit d'appel, encore que plus de trois mois se soient écoulés. — Gren. 22 mars 1811. — Toul. 24 avr. 1824, 16 nov. 1825. — Bord. 22 janv. 1827. — Poit. 17

mars 1830, t. 14, p. 439, nº 29; t. 26, p. 217; t. 30, p. 350, et t. 39, p. 130.

101. L'appel interjeté par le garant dans les délais relève le garanti de la déchéance qu'il aurait encourue en n'interjetant pas appel, et celui-ci peut alors l'interjeter à son tour. — Besanç. 30 nov. 1827. Simon et Mangiot. C. Deschamps.

CHAP. IV. *Quelques effets de la garantie.*

102. La citation en garantie donnée par le défendeur originaire dans le cours d'une instance interrompt la prescription qui avait couru contre le demandeur principal au profit de l'appelé en garantie. — Cass. 27 mai 1832. Laroche Vernoy C. Lamothe.

103. Lorsqu'une demande en garantie étant formée contre les héritiers naturels, ceux-ci allèguent un testament dont leur partie adverse ne nie pas l'existence, la Cour peut réserver la garantie contre les héritiers jusqu'à ce que le testament soit connu. — Cass. 2 mars 1830. Époux Farbe C. les héritiers Clarens.

104. Le garanti ne peut-il être mis hors de cause que tout autant que le garant formel a déclaré prendre son fait et cause? — MM. CARR. t. 1, p. 484, nº 775, et B. S. P. p. 250, not. 58, pensent que le garanti doit être mis hors de cause lorsqu'il le requiert avant le premier jugement, encore que le garant n'ait point déclaré prendre son fait et cause, attendu que l'effet de la garantie formelle est de mettre le garant à la place du garanti, et que lorsque le principe de la garantie n'est pas contesté, la présence des garantis est inutile à la discussion. — J. A. t. 14, p. 477, nº 72.

105. De quel jugement parle l'art. 182 en disant que la mise hors de cause ne peut être requise par le garanti qu'avant le premier jugement? — Cet article parle d'un jugement quelconque qui aurait formé le contrat judiciaire entre les parties. — M. DELAP. t. 1, p. 185, pense qu'un tel effet est produit par un simple jugement de remise, mais cette opinion est trop rigoureuse. — M. PIG. t. 1, p. 180, cite l'exemple d'un jugement qui ordonnerait une enquête sur une possession alléguée par le garant. — *V.* aussi M. LEP. t. 1, p. 161, J. A. t. 14, p. 477, nº 71.

106. Si le demandeur originaire soutenait que le garant formel est insolvable, pourrait-il s'opposer à la mise hors de cause du garanti, afin d'obtenir contre lui ses dépens, dommages et intérêts? — Aucun article du Code ne lui en donne le droit. Le demandeur originaire n'a jamais traité qu'avec de garant; ce n'est que par accident que le garanti se trouve détenteur de la chose qui fait l'objet du litige. La condition du demandeur originaire ne peut pas être devenue meilleure par un fait qui lui est étranger, suivant M. CARR. t. 1, p. 484, nº 776. — *V.* J. A. t. 14, p. 478, nº 73.

107 Les effets de l'assistance du garanti mis hors de cause consistent en ce que le garanti veille à ce que le garant emploie une légitime défense et ne collude pas avec le demandeur originaire. Le demandeur originaire peut faire au garanti des interpellations nécessaires à l'instruction de l'affaire, ou former contre lui quelques demandes dont les garants ne sont pas responsables, telles que celles d'une restitution de fruits, de dommages-intérêts pour dégradation, etc. — J. A. t. 14, p. 410, vº *garantie*, not. 2. — M. CARR. t. 1, p. 485, nº 777, t. 1, p. 171.

108. Il résulte de là que, pour être à même de surveiller ses droits, il faut que le garanti reçoive signification des libelles et instructions existants au procès, à moins qu'il n'ait demandé à se retirer et que le demandeur originaire seul ait demandé son assistance. Cette signification serait alors sans objet. J. A. *ibid.* — MM. CARR. t. 1, p. 486, nº 779, *contrà*; DELAP. t. 1, p. 186.

109. Les juges saisis de la demande en indemnité dirigée contre un commissionnaire de roulage qui n'a pas fait parvenir à sa destination un objet qui lui a été confié, commettent un excès de pouvoir s'ils le relaxent de cette demande après l'avoir déclaré responsable de ses sous-commissionnaires, et s'ils ne condamnent que le dernier de ceux-ci à payer l'indemnité réclamée. — Cass. 2 déc. 1833, t. 46, p. 41. — *V. ibid.* les observations.

110. Une femme séparée de corps peut exécuter le jugement qui prononce sa séparation et ordonne la restitution de sa dot, contre l'individu qui a garanti solidairement cette restitution dans son contrat de mariage, sans être tenue de faire déclarer ce jugement commun avec lui. — Riom, 10 fév. 1830, t. 43, p. 500. — *V. ibid.* les observations.

111. Y a-t-il des exceptions à la seconde disposition de l'art. 185, qui veut que les dépens, dommages et intérêts ne soient ni liquidés, ni exécutés que contre les garants? — Il est juste d'excepter de cette disposition les dépens qu'aurait faits le garanti qui aurait voulu contester avant de mettre le garant en cause, de même que ceux occasionnés par de mauvaises contestations élevées par le garanti qui serait resté dans la cause, suivant MM. CARR. t. 1, p. 491, nº 783; DELAP. p. 189. — *V.* J. A. t. 14, p. 478, nº 74. — V. *suprà*, nº 116.

112. Ainsi le garant mis hors de cause sur l'action exercée contre lui peut être condamné aux dépens conjointement avec le garanti qui succombe, par cela seul qu'il a voulu par ses conclusions appuyer la demande de ce dernier. — Cass. 13 août 1819, t. 14, p. 472, nº 61. — *V.* C. T. t. 1, p. 243, 57.

113. L'acquéreur qui, assigné en délaissement, a appelé en cause son vendeur, ne peut, lorsque la demande principale formée contre lui est rejetée, obtenir condamnation contre son vendeur aux dépens de l'instance; il ne peut même obtenir condamnation pour les frais particuliers de l'instance en garantie, devenue sans objet par le rejet de l'instance principale. — Gren. 31 nov. 1824.

114. La garantie due par le tireur d'une lettre de change protestée aux endosseurs subséquents ne comprend pas seulement le remboursement des traites au cours du change, lors de la négociation, mais encore toutes les condamnations prononcées contre ces endosseurs. — Cass. 17 frim. an VII, t. 14, p. 419, nº 3.

115. Lorsqu'en vertu d'un jugement qui condamnait le garanti, le garant a été obligé de rembourser au garanti la somme qu'il avait été obligé de payer, et que, par suite de l'appel interjeté contre ce jugement, ce jugement a été réformé, le garant peut répéter les sommes qu'il a payées directement contre le créancier qui les a touchées, et non contre le garanti. — Bord. 9 janv. 1829. Amiand-Sauvignon C. Moreau et Marveaud.

116 et 117. La liquidation des frais et dommages-intérêts ne peut se faire que contre le garant; mais si le garanti n'avait pas été mis hors de cause, et que le garant fût insolvable, le premier serait passible des dépens et même des dommages-intérêts, si le tribunal jugeait à propos de l'ordonner. — C. T. t. 1, p. 243, 56. — V. *suprà*, nºs 111 et suiv.

118. Le vendeur appelé en garantie, quoiqu'il succombe, peut n'être condamné qu'aux dépens faits depuis la mise en cause. — C. T. t. 1, p. 244-58.

GREFFIER (1).

C. Ier. ATTRIBUTIONS ET CARACTÈRE DES GREFFIERS. DROITS.— A. 1er. Attributions. Caractère, 1 à 15. — A. 2. Droits et émoluments, 16 à 41.— C. II. RESPONSABILITÉ. OBLIGATIONS DES GREFFIERS. PEINES.— A. 1er. Faits donnant lieu à la responsabilité, 42 à 62. — A. 2. De la tenue de la feuille d'audience et du répertoire, 63 à 69.

CHAP. Ier. *Attributions et caractère des greffiers. Droits.*— Art. 1er. *Attributions. Caractère.*

1. Les greffiers étant rédacteurs et dépositaires exclusifs des déclarations faites à l'audience, toute copie de ces déclarations, tirée par un autre que par le greffier, ne peut servir que de commencement de preuve. — Cass. 3 juin 1812, t. 14, p. 513, n° 30.— *V.* M. CARR. t. 3, p. 509, not. 1.

1 *bis*. Une ordonnance d'*exequatur* est nulle, si le juge qui la donne ne se fait pas assister du greffier du tribunal.—Poit. 9 mars 1830.— *V.* notre mot *contrainte par corps*, nos 176 et suiv. et 432, et notre mot *référé*, n° 73.

2. Le procès-verbal d'un garde champêtre doit, à peine de nullité, être écrit par lui ou par le greffier de la justice de paix. — Lyon, 7 juin 1827. Bournichon C. le procureur général.

3. Est nul le procès-verbal d'un garde forestier, qui n'est point écrit de la main du garde qui l'a signé, ou de celle du greffier de la justice de paix du canton. — Le plaignant doit être admis à faire la preuve par témoins d'un délit constaté par un procès-verbal annulé pour défaut de forme. — Bourg. 6 déc. 1821, t. 23, p. 396.

4. Ordonnance du roi contenant les dispositions relatives aux effets mobiliers déposés aux greffes, à l'occasion des procès civils ou criminels définitivement jugés. — 22 fév. 1829, t. 36, p. 264.

5. L'opposition à une ordonnance de la chambre du conseil, de la part de la partie civile, ne peut pas être notifiée au greffier; il faut qu'elle soit signifiée tant au procureur du roi qu'au prévenu. — Lyon, 30 avr. 1830, t. 39, p. 104.

6. C'est aux greffes des tribunaux de première instance, et non à ceux des justices de paix, que doivent être déposés les procès-verbaux de prisée, en matière de domaine congéable. — Décis. ministérielle, 22 mars 1830, t. 39, p. 318.

7. La même personne ne peut pas remplir les fonctions de greffier près de plusieurs tribunaux de police. — Décis. ministérielles, 8 juin et 5 août 1812, t. 14, p. 510, n° 25.

8. Un greffier peut être mandataire d'une partie près du tribunal auquel il est attaché. — Renn. 16 avr. 1817, t. 14, p. 522, n° 36. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 5, p. 577, n° 9.

9. Les greffiers ne sont pas réputés agents du gouvernement, de sorte que pour la poursuite des délits commis par eux dans leurs fonctions, l'autorisation du Conseil d'état n'est pas nécessaire. — Cass. 25 déc. 1807, t. 14, p. 503, n° 15. — *V.* MM. CARR. *Comp.* t. 1, p. 303, n° 143; MERL. *Rép.* t. 5, p. 476, n° 6, et F. L. t. 2, p. 648.

10. Les greffiers des juges de paix peuvent avoir un commis assermenté qui les remplace dans leurs fonctions. — Décis. minist. 24 pluv. an XII, t. 14, p. 494, n° 6 — *V.* MM. CARR. *Comp.* t. 1, p. 302, art. 118, et F. L. t. 2, p. 647.

11. Le greffier en chef d'une cour royale étant seul responsable des faits de ses commis assermentés dans l'exercice de leurs fonctions, a le droit de les renvoyer quand il ne les juge plus dignes de sa confiance. Dans ce cas, la Cour n'a point à apprécier les motifs du renvoi du commis-greffier, mais elle doit seulement examiner si elle agréera celui que le greffier en chef présente. — Orl. 4 janv. 1823, t. 14, p. 529, n° 44. — *V.* MM. CARR. *Comp.* t. 1, p. 304, n° 145, et F. L. t. 2, p. 648, nos 6 et 7.

12. Les greffiers peuvent, dans leurs traités avec leurs successeurs, fixer le prix qui leur paraît convenable.—C. T. int. 99, 3.

13. Un greffier ne peut pas cumuler ses fonctions avec celles d'avoué.—C. T. int. 99, 60.

14. Les greffiers des juges de paix peuvent procéder à des ventes mobilières concurremment avec les huissiers. — Rouen, t. 14, p. 499, n° 13.

15. Mais ce droit n'est pas accordé aux greffiers des tribunaux de simple police. — Décis. minist. du 8 janv. 1812, t. 14, p. 512, n° 29.

15 *bis*. Ce droit ne s'étend d'ailleurs qu'aux ventes de choses qui sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi, au moment de la vente; les greffiers ne peuvent vendre celles qui ne sont mobilisées que par l'effet de la vente, telles que les fruits pendants par branches ou par racines.— Amiens, 21 nov. 1823, t. 25, p. 361.— *V.* aussi vo *huissier*, chap. 1, art. 5, nos 64 et suiv.

Art. 2. *Droits et émoluments des greffiers.*

16. Loi du 21 vent. an VII (11 mars 1799), portant établissement des droits de greffe dans les tribunaux civils et de commerce.— J. A. t. 14, p. 486, n° 2.— C. T. t. 2, p. 514.

17. Les greffiers peuvent, aux termes de la loi du 21 vent. an VII, percevoir le droit de 3 fr. pour la mise au rôle des causes qui ont pour objet l'appel d'un jugement du juge de paix, quoique les causes de cette espèce soient placées au nombre des causes sommaires par l'art. 404 du Code de procédure. — Décis. ministérielle, 30 juin 1807, t. 14, p. 501, n° 14.

18. Les certificats délivrés en brevet par les greffiers des cours et tribunaux sont assujétis au droit de rédaction. — Décis. de l'administ. 8 oct. 1830, t. 40, p. 137.

19. La remise accordée aux greffiers des tribunaux civils et des cours d'appel sur les droits de mise au rôle, rédaction et transcription, ainsi que sur chaque rôle d'expédition, peut être exigée même avant le recouvrement des droits de greffe. — Décis. minist. des 27 sept. 1806 et 15 mai 1807, t. 14, p. 496, n° 10.— C. T. int. p. 104, 34.

20. Décret du 18 juill. 1808 qui détermine les droits accordés aux greffiers des tribunaux de première instance pour les divers actes de leur ministère.—T. 14, p. 505, n° 20.

21. Un greffier ne peut copier les jugements de renvoi en tête des expéditions qu'il délivre. — Renn. 26 mai 1819, t. 14, p. 525, n° 40. — V. *infrà*, n° 68.

22. Le droit de greffe à percevoir pour l'expédition d'un arrêt définitif sur un chef, et préparatoire sur un autre chef, est le même que si l'arrêt était définitif sur tous les points. — Cass. 20 juin 1810, t. 14, p. 509, n° 24. — V. *Rép.* t. 4, p. 393, not. 1.

23. Le droit d'expédition attribué aux greffiers doit être le même pour les extraits fournis au ministère public, d'après l'art. 191 du Code de brum. an IV. — Décis. minist. 28 déc. 1808, t. 14, p. 507, n° 21.

24. Comme aussi les greffiers des tribunaux de première instance ne peuvent pas être contraints à délivrer gratuitement aux gendarmes qui ont constaté des délits, en matière de port d'armes, les extraits des jugements qui ont

(1) *V. Amende*, 37 *bis*.— *Cass.* 256 *et s.* — *Compuls.* 6 *et s.* — *Cont. p. c.* 176 *et s.* 432.—*Dépens*, 228, 287, 288. — *Discipl. jud.* 20. — *Enq.* 98 *et s.* 423. — *Enreg.* 216, 245. — *Expert.* 122 *et s.* — *Huiss.* 4, 64 *et s.* — *Jug.* 127, 386 *et s.* 441, 480, 554. — *Lic. part.* 155. — *Minist. pub.* 1. — *Ordre*, 126 *et s.* — *Offic. min.* 1 *et s.* — *Référé*, 73. — *Signif.* 36. — *Sais. imm.* 142, 719. — *Vérif. écrit.* 97 *et s.*

condamné les auteurs de ces délits.—Décis. minist. 22 mai 1828, t. 35, p. 135.

25. La remise du greffier n'est pas augmentée du 10e comme le droit lui-même. La subvention ne porte que sur le droit recouvré par le fisc, mais le droit de greffe est perçu sur la totalité de la somme appartenant au fisc, décime compris.— C. T. int. p. 101-36.

26. Dans aucun cas les greffiers ne peuvent faire de bénéfice sur le papier timbré qu'ils emploient. — C. T. int. p. 101-16.

27. Le droit de greffe d'expédition d'un franc doit être perçu d'après le nombre des rôles et mandements ou borderaux de collocation, indépendamment de celui de rédaction. — Décis. ministér. 2 juin 1820, t. 14, p. 525, n° 41.

28. Le salaire de 75 cent. attribué au greffier par l'art. 4 de la loi du 22 prair. an VII, est dû en matière de distribution, comme en matière de collocation de prix d'immeubles. — Décis. minist. 19 mai 1825, t. 36, p. 13

29. Les ventes et adjudications faites en France d'immeubles situés en pays étranger sont assujéties aux droits de rédaction et de greffe.—Cass. 11 déc. 1820, t. 14, p. 528, n° 43.

29 *bis*. Aucun droit de greffe n'est dû à titre de rédaction sur l'acte de dépôt de la copie du contrat d'une acquisition faite au nom de l'Etat. — Décision administrative, 28 mai 1831, t. 44 p. 25.

30. Arrêté du 30 fruct. an X qui fixe les droits particuliers accordés aux greffiers des tribunaux de police.—T. 14, p. 492, n° 4.

31. Tarif pour les greffiers des juges de paix.—Extrait du décret du 16 fév. 1807, t. 14, p. 497, n° 12.

32. Ordonnance du roi qui règle les frais et les émoluments à percevoir par les greffiers de justice de paix. — 17 juill. 1825, t. 29, p. 242.

32 *bis*. Les greffiers de justice de paix peuvent-ils percevoir 15 ou 25 centimes pour la délivrance de billets d'avertissement? — Question proposée, t. 44, p. 79.

33. Les greffiers des juges de paix ne peuvent pas percevoir, pour les actes qu'ils font en vertu de commission des tribunaux de première instance, les droits accordés pour les mêmes actes aux greffiers de ces tribunaux. —Décision ministérielle, 21 mars 1809, t. 14, p. 507, n° 22. — C. T. int. 102, 28, et J. A. t. 35, p. 583, et notre mot *huissier*, n° 27

34. Les greffiers de justice de paix peuvent procéder aux ventes publiques de meubles. — C. T, t. 2, p. 442-22.

35. Ce droit n'appartient pas aux greffiers de simple police. — C. T. t. 2, p. 442-23.

36. Il n'est pas dû de droits au greffier d'un juge de paix à l'occasion du renvoi des pièces qui lui est fait par le greffier du tribunal de première instance en matière de récusation. — C. T. t. 1, p. 40-18.

37. En cas de récusation d'un juge de paix, le greffier du tribunal de première instance n'a droit qu'aux frais de l'expédition du jugement et aux déboursés pour le port des pièces qu'il retourne. — C. T. t. 1, p. 40-17.

38. Le greffier a droit à l'émolument fixé par l'art. 15 du tarif, lorsque l'expert, quoique sachant écrire, est incapable de le faire d'une manière correcte et lisible. — C. T. t. 1, p. 35-17.

39. Décret portant fixation de droits que le greffier du tribunal de commerce de Paris pourra percevoir à son profit. — 6 janv. 1814, t. 14, p. 518, n° 33.

40. Ordonnance du roi qui règle les droits à percevoir par les greffiers des tribunaux de commerce. — 9 oct. 1825, t. 30, p. 25.

41. Les poursuites en recouvrement de droits de greffe sont soumises à la prescription annale établie par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an VII. — Cass. 23 germ. an XI, 14 brum. an XIII, t. 14, p. 493, n° 5. — C. T. int. p. 104-35. — M. MERL. *Rép.* t. 6, p. 488, not. 1, critique cette décision comme peu conforme à la législation alors en vigueur, mais elle n'est aujourd'hui susceptible d'aucune contradiction.

CHAP. II. *Responsabilité, obligations des greffiers. Des peines.*— Art. 1. *Faits donnant lieu à la responsabilité.*

42. Le greffier par le fait duquel un arrêt est cassé peut être condamné aux frais de la procédure à recommencer.—Cass. 1er sep. 1825. Zimmermann.

43. Le greffier qui délivre l'expédition d'un jugement avant qu'il ait été signé sur la minute par le juge ou par les juges qui l'ont rendu, se rend coupable de faux, et doit être traduit devant une Cour d'assises. — Cass. 22 août 1817, t. 14, p. 522, n° 37. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 332, not. 3, et B. S. P. p. 65, not. 2.

44. Le greffier d'une Cour royale ne doit pas donner expédition à des tiers d'un arrêt de la Cour royale par lequel un magistrat a été suspendu de ses fonctions. — Aix, 11 janv. 1825, t. 28, p. 29.— *V.* MM. MERL. *Rep.* v° *compulsoire*, § 1, art. 5; B. S. P. p. 575; PIG. t. 2, p. 365; CARR. *Anal.* nos 2635, 2665, et *Quest.* nos 105, 441, 443.

45. Le défaut de signature, par le greffier, du procès-verbal des débats d'une Cour d'assises, entraîne la nullité des débats, en ce qu'il y a impossibilité de s'assurer si les formalités prescrites à peine de nullité ont été observées. — Cass. 5 juin 1823, t. 25, p. 192.

46 et 47. Dans ce cas, le greffier est tenu de la même amende que s'il n'avait pas dressé de procès-verbal, et la Cour de cassation peut infliger cette amende au greffier, en prononçant la cassation de l'arrêt de condamnation. — Cass. 3 mars 1815, t. 14, p. 519, n° 34. — Cass. 5 juin 1823, t. 25, p. 192.— *V.* le n° qui suit.

48. La déclaration du jury et tout ce qui s'en est suivi est nul si cette déclaration n'a pas été revêtue de la signature du greffier, qui dans ce cas doit supporter les frais d'une nouvelle procédure.—Cass. 17 janv. 1828. Ministère public C. Hubert. — *V.* le n° qui précède.

49. Le greffier qui n'a pas acquitté le droit dû sur un jugement dans le délai prescrit, ou qui n'a point fait passer au receveur un extrait du jugement, est passible du double droit. — Cass. 11 brum. an VII, t. 14, p. 485, n° 1.

50. Le greffier doit être condamné à l'amende établie par l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an VII, lorsqu'il n'a pas remis dans les dix jours au receveur de l'enregistrement les extraits des jugements rendus à l'audience, et pour lesquels les parties n'ont point consigné entre ses mains le montant des droits. — La présentation au receveur de son répertoire sur lequel sont inscrits ces jugements ne supplée pas à la remise de ces extraits. — Cass. 22 juill. 1807, t. 14, p. 502, n° 15.— *V.* le n° qui précède et le n° qui suit.

51. Le greffier a satisfait aux obligations qui lui sont imposées, lorsqu'il a remis au receveur, dans le délai prescrit, un extrait des jugements rendus à l'audience, pour raison desquels le montant des droits ne lui a pas été consigné.—Décision ministérielle, 24 avr. 1819, t. 14, p. 525, n° 39. — *V.* le n° qui précède.

52. Le greffier est passible de l'amende fixée par l'art. 41 de la loi du 22 frimaire an VII, lorsqu'il procède à une levée de scellés et en dresse procès-verbal à la requête d'un tuteur dont la nomination n'est pas encore enregistrée. — Cass. 11 nov. 1811, t. 14, p. 511, n° 27.

53. Les expéditions des jugements rendus d'office en matière civile doivent contenir vingt lignes à la page, et huit à dix syllabes à la ligne. — Décision ministérielle, 19 juin 1826, t. 31, p. 58.

54. La peine de 100 fr. d'amende et de destitution, prononcée par l'art. 23 de la loi du 21 ventôse an VII, est applicable aux greffiers qui délivrent des expéditions de jugements qui ne contiennent pas le nombre de lignes à la page et de syllabes à la ligne prescrit par l'art. 5 de la même loi. — Cass. 16 mai 1806, t. 14, p. 495, n° 8.

55. La destitution peut être prononcée par le tribunal qui constate la contravention. — Cass. 16 mai 1806, t. 14, p. 495, n° 9. — *V.*

MM. Carr. *Comp.* t. 1, p. 304; et F. L. t. 2, p. 648, n° 5.—V. *infrà*, n° 61.

56. Les amendes encourues par les greffiers qui négligent de faire enregistrer sur la minute les jugements soumis à cette formalité se prescrivent par deux ans, encore bien qu'ils aient omis de porter sur leur répertoire les jugements à l'égard desquels le défaut d'enregistrement leur est imputé. — Cass. 4 janv. 1814, t. 14, p. 527, n° 32.

57. Les greffiers doivent tenir acte de la remise qui leur est faite annuellement par les notaires du double de leur répertoire, en exécution des lois des 6 octobre 1791 et 16 floréal an IV. — Déc. min. 27 juin 1808, t. 14, p. 505, n° 19.

58. Les greffiers qui reçoivent les extraits destinés aux insertions prescrites par les art. 866, 867, 868, 872 et 880 C. P. C. peuvent en constater la remise comme ils le jugent convenable. Mais ils doivent conserver minute des actes de remise pour en délivrer des expéditions ou des extraits, au gré des avoués. — Cette minute est sujette alors au droit d'enregistrement de 3 fr., et au droit de rédaction de 1 fr. 25 c. — Le droit d'enregistrement est fixé à 2 fr. pour l'acte dressé dans ce cas par le secrétaire des chambres de notaires et d'avoués. — Opinion des rédacteurs du Journal de l'enregistrement. — J. A. t. 33, p. 207.

59. Le greffier du juge de paix n'est pas responsable des contraventions commises aux lois sur les patentes, dans un acte de prorogation de compétence. — Décis. adminis. 20 mai 1831.

59 *bis*. Le greffier d'un juge de paix n'est point passible de l'amende, lorsque ce magistrat énonce dans un de ses jugements des mesures anciennes. — Décis. adminis. 25 juill. 1831, t. 44, p. 228.

60. Les contraventions aux dispositions du décret du 16 janvier 1811, portant tarif des dépens, n'entraînent qu'une peine de discipline, et ne sont point de la compétence des tribunaux correctionnels. — Metz, 6 juin 1821, t. 23, p. 209.

61. Les greffiers peuvent être destitués par les cours et tribunaux près desquels ils sont attachés, lorsqu'ils reçoivent d'autres droits que ceux qui leur sont alloués, ou une indemnité pour prompte expédition. — C. T. int. p. 105-39. — V. *suprà*, n° 55.

62. Extrait du décret du 30 mars 1808 concernant les greffiers, et contenant règlement pour la police et discipline des cours et tribunaux. — T. 14, p. 504, n° 17.

Art. 2. *De la tenue de la feuille d'audience et du répertoire.*

62 *bis*. Ordonnance du roi qui détermine un mode pour la tenue et la vérification des registres et actes judiciaires dans les greffes des cours royales et tribunaux du royaume. — 5 nov. 1823, t. 25, p. 340.

63. De quelle manière les greffiers doivent-ils tenir leurs feuilles d'audience? — Déc. min. 6 janv. 1807, t. 14, p. 497, n° 11.

64. Les greffiers sont obligés de n'employer que du papier timbré pour la tenue de leur feuille d'audience. — Déc. min. du 7 juin 1808, t. 14, p. 504, n° 18.

65. Les greffiers des tribunaux de commerce doivent, comme les greffiers des tribunaux civils, avoir une feuille d'audience timbrée pour y inscrire leurs jugements. — Déc. min. 31 oct. 1809, t. 14, p. 508, n° 23.

66. Les répertoires des greffiers doivent comprendre tous les jugements et autres actes soumis à l'enregistrement sur la minute. — C'est ce qui résulte de l'art. 49 de la loi du 22 frim. an VII. — J. A. t. 14, p. 491, n° 3.—*V.* M. Merl. *Rép.* t. 11, p. 579, § 2, n° 2.

67. Les greffiers des tribunaux de commerce sont, comme ceux des tribunaux civils, obligés de tenir un répertoire, et d'y inscrire tous les actes et jugements susceptibles d'être enregistrés sur la minute. — Déc. min. 14 déc. 1813, t. 14, p. 515, n° 31.

68. Les greffiers ne sont pas tenus d'inscrire les jugements de simple remise sur leur répertoire. — Solut. du 3 juin 1831, t. 43, p. 735. — V. *suprà*, n° 21.

69. Il n'est pas dû deux amendes lorsque les greffiers des cours et tribunaux n'ont pas présenté au visa les deux répertoires à tenir, l'un pour les affaires civiles, et l'autre pour les affaires correctionnelles. — Déc. min. 25 mai 1827.

HONORAIRES (1).

Les arbitres forcés n'ont pas droit de réclamer des honoraires. —Lyon, 2 août 1831, t. 44, p. 158.

N. B. Cette notice nous avait échappé, lors du mot *Arbitrage*. Il est utile de se reporter aux n°s 294 et suiv. de ce mot.

HOSPICES (2).

Ordonnance du roi relative au recouvrement des rentes dues aux hospices et autres établissements de bienfaisance, par des particuliers domiciliés hors de l'arrondissement où sont situés ces établissements. — 28 juin 1833, t. 45, p. 509.

(1) *V. Agréé*, 6.—*Arb.* 171, 293 *et s.* — *Avoc.* — *Av.* 198 *et s.* — *Conc.* 34.— *Dépens*, 174, 198, 220, 245, 270, 272, 318.—*Enreg.* 94.— *Lic.* 93. — *Not.* 41 *et s.* — *Ress.* 339 *bis*, 475.

(2) *V. Acquiesc.* 136. — *Appel*, 547, 548.— *Aut. comm.* 41 *et s.*— *Cont. p. c.* 38. —*Exploit*, 137. — *Mat. somm.* 23. — *Sais-ex.* 167. *Trib.* 126.

HUISSIER (1).

C. Ier. ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DES HUISSIERS — A. 1er. Incompatibilité des fonctions d'huissier avec d'autres fonctions. Du cas où celui qui exerce les fonctions d'huissier n'en a pas le caractère. Clercs d'huissier, 1 à 10. — A. 2. Pour quelles personnes est-il défendu aux huissiers d'instrumenter? 11 à 24. — A. 3. Capacité des huissiers, à raison du tribunal près duquel ils exercent. — § 1er. *Près la justice de paix*, 25 à 41. — § 2. *Près le tribunal de première instance*, 42 à 47. — § 3. *Près la Cour royale et la Cour de cassation*, 48 à 53. — A. 4. Fonctions des huissiers pour le service des audiences, 54 à 62 — A. 5. Attributions des huissiers relativement aux ventes de meubles, 63 à 71. — C. II. CARACTÈRE DES HUISSIERS. DROITS QUI EN RÉSULTENT. LEUR INVIOLABILITÉ. PRIVILÉGES RELATIFS A LEURS SALAIRES. — A. 1er. Quand l'huissier a-t-il besoin d'un pouvoir spécial? Quelle foi est due à ses actes? 72 à 83. — A. 2. Rébellion, 84 à 89. — A. 3. Droits des huissiers relativement à leurs salaires et déboursés, 90 à 104. — C. III. OBLIGATIONS ET DEVOIRS DES HUISSIERS. — A. 1er. Devoirs des huissiers, relativement aux significations, aux répertoires et à l'enregistrement, aux ventes, aux droits litigieux. — § 1er. *Signification*, 105 à 112. — § 2. *Répertoire et enregistrement*, 113 à 118. — § 3. *Ventes*, 119 à 122. — § 4. *Droits litigieux*, 123 à 125. — A. 2. Bourse commune, 126 à 129. — C. IV. RESPONSABILITÉ DES HUISSIERS, 130 à 177. — C. V. DISCIPLINE. — A. 1er. Traités sur la rédaction des actes et sur les bénéfices, 178 à 184. — A. 2. Faits et peines disciplinaires, 185 à 200. — A. 3. Compétence en matière de discipline, 201 à 214.

CHAP. Ier. *Organisation et attributions des huissiers.* — Art. 1er. *Incompatibilité des fonctions d'huissier avec d'autres fonctions. — Du cas où celui qui exerce les fonctions d'huissier n'en a pas le caractère. Clercs d'huissier.*

1 et 1 *bis.* Ordonnance du roi du 17 avril 1833, qui porte : 1o que le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Expalion (Aveyron) est définitivement fixé à 25; 2o que celui des huissiers du tribunal de première instance séant à Avallon (Yonne) est définitivement fixé à 18. — Du 18 juin 1833, qui porte que le nombre des huissiers près le tribunal de première instance séant à Chinon (Indre-et-Loire) est définitivement fixé à 25. — Ord. du roi, 17 avril, 26 mai et 18 juin 1833, t. 45, p. 133. — Ordonnance du roi du 28 janvier 1833, qui fixe définitivement à 23 le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Toulon (Var). — T. 44, p. 364.

1 *ter.* Ordonnance du roi qui fixe les conditions d'éligibilité aux chambres des huissiers. — 6 oct. 1832, t. 43, p. 601.

1 *quater.* Arrêté du 18 thermidor an IX, qui décide qu'il y a incompatibilité entre les fonctions d'huissier et celles de défenseur officieux. — T. 14, p. 551, no 11. — C. T. Int. p. 92-10.

2 et 3. Un huissier ne peut défendre une partie devant un tribunal de commerce, lors même qu'elle l'en aurait spécialement chargé. — Riom, 2 avr. 1830, t. 45, p. 607. — V. *ibid.* des observ. contr. — Paris, 24 juill. 1833, t. 46, p. 294. — C. T. *Introduction*, p. 92, 11.

4. Les fonctions d'huissier et de greffier de la justice de paix ne peuvent être cumulées. — Cass. 6 prair. an X, t. 14, p. 546, no 6. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 3, p. 750.

5. L'huissier qui se livre à des actes de commerce habituels, et qui cesse ses paiements, peut être déclaré en faillite. — Bord. 9 déc. 1828, t. 36, p. 181.

6. L'exploit signifié par un huissier suspendu de ses fonctions, mais à qui l'on n'a pas signifié le jugement de suspension, n'est pas nul. — Cass. 25 nov. 1813, t. 14, p. 604, no 54. — V. en ce sens M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 390.

7. L'huissier qui n'a pas encore prêté serment, ou dont la prestation de serment ne serait pas inscrite sur les registres de la justice de paix, a pu donner valablement une citation, s'il exerçait publiquement les fonctions d'huissier de cette justice de paix. — Besanç. 16 janv. 1811, t. 14, p. 582, no 43.

8. Les significations faites par un huissier qui exerce publiquement ses fonctions sont régulières, sans qu'il soit besoin de rechercher s'il est porteur d'une commission légale. — Montp. 30 nov. 1824, t. 28, p. 8.

9. Ce serait contrevenir aux art. 1030 et 1041 C. P. C. que d'annuler un exploit pour défaut de caractère dans l'officier ministériel qui l'a signifié. — Trèves, 16 mars 1812, t. 14, p. 584, no 48. — On ne doit pas adopter cette opinion suiv. les observations de M. COFFINIÈRES.

10. Un clerc d'huissier qui reçoit des gages peut être réputé homme de service à gages, dans le sens du no 3 de l'art. 386 C. P. — Cass. 28 sept. 1827, t. 34, p. 207.

Art. 2. *Pour quelles personnes est-il défendu aux huissiers d'instrumenter?*

11. Un huissier ne peut pas instrumenter dans une affaire à laquelle il a un intérêt personnel. — Pau, 7 juill. 1813, t. 20, p. 405, no 427. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 629, no 2404, et HAUT. p. 182, no 3.

12. Comme aussi est nul l'exploit d'appel qu'un huissier ayant intérêt à l'infirmation signifie pour son co-intéressé. — Poit. 26 nov. 1822, t. 24, p. 329. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 5, p. 752.

13. Mais l'exploit d'appel que dans la même cause cet huissier signifie pour une autre partie avec laquelle il n'est pas lié d'intérêt, n'est pas nul. — Poit. 26 nov. 1822, t. 24, p. 329.

14. Un huissier ne peut instrumenter à la requête de la partie dont il est le mandataire spécial, et un acte d'appel par lui signifié peut être annulé dans ce cas. — Cass. 24 nov. 1817, t. 14, p. 620, no 70. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 171, not. 2, no 2, et F. L. t. 1, p. 147.

15. Un huissier peut valablement instrumenter contre ses parents ou alliés au degré prohibé. — Liége, 10 juill. 1811, t. 14, p. 583, no 46. — Tous les auteurs sont unanimes sur ce point. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 172, no 338; PIG. *Comm.* t. 1, p. 190; DELAP. t. 1, p. 74; TH. DESM. p. 64; D. C. p. 16; F. L. t. 1, p. 147 et 495; MERL. *Rép.* vo *huissier*.

16. L'art. 66 ne s'entend-il que de la parenté ou alliance légitime? — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 190, pense que la prohibition doit avoir lieu à l'égard de toutes les personnes dont l'huissier peut hériter. Il résulte de cette opinion que l'huissier pouvant, dans certains cas, hériter d'après l'art. 766 C. C. de ses frères et sœurs naturels, ne pourrait instrumenter pour l'épouse de son frère, le mari de sa sœur; mais que, hors ce degré, il n'y a pas d'alliance qui entraîne prohibition. Cependant M. CARR. t. 1, p. 174, no 343, dit que les liens naturels étant constants, il y a même raison de suspecter la foi de l'huissier, quoiqu'aux yeux de la loi civile les enfants naturels n'aient pas d'alliés. — *V.* J. A. t. 14, p. 641, no 93.

17. La défense faite à l'huissier d'instrumenter pour ses parents et alliés collatéraux doit-elle s'entendre des parents et alliés de sa

(1) *V.* *Acquiesc.* 192 *et s.* — *Amende*, 34 *et s.* 39. — *Appel*, 402. — *Arb.* 108 — *Av.* 77, 89, 162, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174. — *Cass*, 40, 293. — *Conc.* 86 *et s.* — *Cont. p. c.* 194 *et s.* 212. — *Dépens*, 196, 197, 223. — *Des.* 37 *et s.* 42, 52. — *Enq.* 567. — *Enreg.* 354 *bis.* — *Exéc.* 4. — *Exploit*, 50, 101 *bis et s.* — *Gar.* 16, 49, 56 *et s.* — *Just. paix*, 8. — *Off. minist.* 24 *et s.* — *Offr. réelles*, 6, 10. — *Ress.* 518. — *Sais.-ex.* 135, 223 *et s.* — *Sais. imm.* 1204. — *Serm.* 17. — *Sur.* 11. — *Trib.* 60, 242.

femme, aussi bien que des parents et alliés de l'huissier lui-même? — MM. CARR. t. 1, p. 174, nº 342, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 190, ont adopté l'affirmative. — M. F. L. t. 1, p. 147, est d'une opinion contraire. — Le texte de l'art. 66 C. P. C. est à l'appui de cette opinion. — *V.* J. A. t. 14, p. 640, nº 91. — *V.* les deux nºs qui suivent.

18. Un huissier peut instrumenter pour les alliés de sa femme au degré de cousin germain. — Lyon, 29 juill. 1824, t. 29, p. 31. — *V.* le nº qui précède.

19. N'est pas nul l'exploit fait par un huissier allié collatéral de la femme de celui pour lequel il est signifié. — Pau, 9 nov. 1831, t. 43, p. 510. — V. *suprà*, nº 18 et le nº qui suit.

20. L'huissier peut-il instrumenter pour les parents et alliés de sa femme décédée? — L'analogie de l'art. 66 avec les art. 283, 310 et 378 C. P. C. semble devoir faire décider que, lorsque la femme a laissé des enfants, l'huissier ne peut pas instrumenter pour les alliés jusqu'au degré de cousin germain; mais, lorsqu'il n'y a pas d'enfants, la prohibition ne s'étend que jusqu'aux parents et alliés de la femme en ligne directe, ses frères, beaux-frères, sœurs et belles-sœurs. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 172, nºs 340 et 341; F. L. t. 1, p. 147, vº *ajournement*, § 5, nº 1. — *V.* les auteurs du PR. FR. et J. A. t. 14, p. 639, nº 99. — V. *suprà*, nº 18.

21. L'huissier pourrait instrumenter pour sa femme divorcée. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 172, nº 340; PIG. *Comm.* t. 1, p. 190; PR. FR. t. 1, p. 301; F. L. t. 1, p. 147, et J. A. t. 14, p. 639, nº 89. — V. *suprà*, nº 18.

22. Les exploits à la requête d'une corporation d'huissiers peuvent être signifiés par un des membres de cette corporation. — Amiens, 14 juill. 1821, t. 14, p. 630, nº 86. — Non-seulement ils le *peuvent*, mais ils ne peuvent pas être signifiés par d'autres que par les huissiers de l'arrondissement. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 171, not. 2, nº 1.

23. La prohibition de l'art. 66 ne s'applique pas aux significations d'actes d'avoué à avoué. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 189; et J. A. t. 14, p. 640, nº 92.

24. La nullité de l'exploit signifié par un huissier pour son parent peut-elle être opposée par ce parent lui-même sous prétexte de la parenté? — L'art. 66, en portant la prohibition, ne fait pas de distinction pour la peine de nullité. Cependant MM. CARR. t. 1, p. 172, nº 339, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 190, soutiennent la négative de la question. — *V.* J. A. t. 14, p. 639, nº 88.

Art. 3. *Capacité des huissiers à raison du tribunal près duquel ils exercent.* — § 1er. *Près la justice de paix.*

25. Les huissiers des justices de paix dans les départements de la Belgique pouvaient, concurremment avec les huissiers près les tribunaux, faire les significations de tous actes dans le ressort de leurs justices de paix. — Cass. 27 mess. an VII, 21 flor. an VIII, 15 brum. an XIII, 7 vent. an XIII, 1er fév. 1816, t. 14, p. 542, nº 1. — Telle est aussi l'opinion, en règle générale, de MM. CARR. *Comp.* t. 1, p. 353, à la note; PIG. *Comm.* t. 1, p. 12; et B. S. P. p. 76, not. 35, nº 1. — V. *infrà*, nº 30 et suiv.

26. Les huissiers de justice de paix ont pour les actes de leur ministère spécial un droit exclusif, et les huissiers ordinaires ne peuvent les suppléer, en cas d'empêchement, que de l'autorité du juge de paix qui désigne alors ceux qui doivent les remplacer. — C. T. t. 1, p. 2, 3.

27. Quelle que soit la qualité de l'huissier et à quelque tribunal qu'il soit attaché, il ne peut avoir droit qu'aux émoluments fixés par le ch. 3 du liv. 1er du tarif, lorsqu'il fait un acte du ministère des huissiers de la justice de paix dans le cas où il y est autorisé. — C. T. t. 1, p. 2, 4. — *V.* notre mot *greffier*, nº 33.

28. Les huissiers peuvent se refuser à donner aux parties l'invitation de se présenter volontairement devant le juge de paix avant la citation judiciaire. — C. T. t. 1, p. 8, 27.

29. La rédaction de la demande au juge de paix à fin d'abréviation de délai *donne lieu à des honoraires* convenus au profit de celui qui l'a rédigée, que ce soit l'huissier ou tout autre. — C. T. t. 1, p. 6, 19, à la note.

30. Les huissiers d'une justice de paix ont qualité pour signifier dans l'étendue de son ressort tous les actes du ministère des huissiers ordinaires, lorsqu'ils y sont autorisés par le tribunal de première instance duquel ressortit la justice de paix. — Nîm. 1er mai 1813, t. 14, p. 587, nº 51. — V. *suprà*, nº 25.

31. Ainsi un acte d'appel peut être signifié par un huissier de justice de paix dans l'étendue de l'arrondissement de la justice de paix à laquelle il est attaché. — Montp. 30 nov. 1824, t. 28, p. 8. — V. *ibid.* un avis du grand juge qui a adopté l'opinion contraire.

32. Mais, hors de son ressort, l'huissier d'une justice de paix ne peut instrumenter ni notifier un acte d'appel. — Gren. 14 avr. 1818, t. 14, p. 621, nº 75. — V. *suprà*, nº 25.

33. Une citation devant la justice de paix est-elle nulle lorsqu'elle a été faite par un autre huissier que celui attaché à ce tribunal? (Art. 4 et 1030 C. P. C.) — Oui. — Cass. 4 frim. an XI. — Renn. 16 août 1811. — Non. — Renn. 2 sept. 1808 et 14 juill. 1813, t. 14, p. 517, nº 7. — V. *infrà*, nºs 35, 36 et 42, et les observations qui se trouvent au Journal des Avoués, *loc. cit.* — Pour la nullité, MM. CARR. t. 1, p. 9, nº 9, et p. 164, nº 220; MERL. *Rép.* vº *huissier*, § 8, t. 1, p. 700; *Q. D.* vº *huissier de justice de paix*; DELAP. t. 1, p. 16; TH. DESM. p. 35. — M. LEP. p. 67, première question, distingue si l'huissier qui a donné la citation réside ou non dans le ressort de la justice de paix. — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 11, adopte cette distinction. — *V.* M. CARR. *Comp.* t. 1, p. 353, not. 3, nº 2.

34. La citation remise à la personne de l'assigné trouvé hors du lieu de son domicile doit être signifiée par 1 huissier de la justice de paix du lieu où se trouvera l'assigné. — J. A. t. 14, p. 642, nº 95. — *V.* MM. LEP. p. 82, *Quest.*; CARR. t. 1, p. 10, nº 12; LEVASSEUR, p. 74, nº 77.

35. Les huissiers des justices de paix ont-ils seuls le droit de donner les citations devant les tribunaux de police? — Oui. — Cass. 2 frim. an XIII. — Non. — Cass. 25 fév. 1815 et 23 mai 1817, t. 14, p. 500, nº 19. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 353, not. 3, nº 6; F. L. t. 2, p. 708, et t. 1, p. 492-493. — *V.* *suprà*, nº 33, et le nº qui suit.

36. L'opposition à un jugement par défaut de justice de paix peut n'être pas notifiée par l'huissier du juge de paix qui a rendu le jugement. — Cass. 6 juill. 1814, t. 8, p. 517, nº 7. — Les auteurs sont unanimes. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 367, nº 420; P. S. P. t. 1, p. 238 et 241, not. 19 *a*; et F. L. t. 3, p. 202, vº *justice de paix*, nº 7. — V. *suprà*, nº 33.

37. Instruction générale de la régie des domaines, du 8 germ. an XI, sur la notification des contraintes par les huissiers des justices de paix. — T. 14, p. 509, nº 9. — *V.* *suprà*, nº 33.

38. Les préposés de l'administration des douanes ne sont pas tenus de faire signifier les décisions des juges de paix ou les exploits qui l'intéressent par les huissiers attachés aux justices de paix; ils peuvent charger de ces significations les huissiers que bon leur semble, ou bien les faire eux-mêmes. — Cass. 1er déc. 1830, t. 40, p. 27.

39. Les huissiers ont tous le même caractère, les mêmes attributions, et le droit d'exploiter concurremment dans l'étendue du ressort du tribunal civil de leur résidence. — C. T. int. p. 902.

40. Cependant les cours et tribunaux peuvent choisir parmi les huissiers du ressort ceux qu'ils jugent les plus dignes de leur confiance, pour le service intérieur de leurs audiences. Ceux-ci ont un droit exclusif pour cet objet. — C. T. int. p. 903.

41. Il en est de même des huissiers des justices de paix, des conseils de prud'hommes, du Conseil d'état et de la Cour de cassation. — C. T. int. p. 904.

§ 2. *Près le tribunal de première instance.*

42. Les huissiers établis près le tribunal civil n'ont pas le droit d'instrumenter devant la justice de paix concurremment avec les huissiers qui y sont attachés. — Cass. 10 brum. an XII, t. 14, p. 551, n° 12. — *V.* MM. CARR. *Comp.* t. 1, p. 353, not. 3, n° 5, et M. *Q. D.* t 3, § 2. — V. *suprà*, n° 33, et le n° qui suit.

43. Les actes attribués aux huissiers attachés aux justices de paix sont nuls s'ils sont faits par des huissiers ordinaires. — Brux. 9 juill. 1831, t. 42, p. 177. — *V.* le n° qui précède.

44. Mais un huissier immatriculé dans un tribunal de première instance peut signifier dans le ressort de ce tribunal les cédules des juges de paix d'un autre arrondissement. — Brux. 25 prair. an XII, t. 14, p. 559, n° 18. — V. *suprà*, n° 33. — Le juge de paix pourrait-il commettre un huissier d'un autre arrondissement que celui duquel ressortit la justice de paix du défendeur? — Non. — Telle est aussi l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 10, n° 11; D. C. p. 10, et PR. FR. t. 1, p. 121. — *V.* aussi M. DELAP. t. 1, p. 6.

45. Il est de principe que lorsqu'un acte contient de la part des parties élection de domicile pour son exécution dans un lieu autre que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte peuvent être faites au domicile convenu et devant le juge du domicile; elles sont par conséquent valables lorsqu'elles sont signifiées par un huissier ayant droit d'instrumenter dans le canton du juge saisi de la contestation. Il suit de là que, s'il s'agit d'une action relative à une inscription hypothécaire, et pour raison de laquelle tout exploit a pu être porté au domicile élu, on a procédé régulièrement en ne se servant point d'un huissier exerçant au domicile du défendeur, mais seulement d'un huissier instrumentant dans le canton du juge saisi. — Orl. 22 déc. 1819, t. 14, p. 624, n° 77.

46. Un arrêt par défaut est valablement signifié à avoué par un huissier près le tribunal de première instance établi dans la ville où siége la cour d'appel — Brux. 14 août 1810, t. 14, p. 579, n° 40.

47. Un huissier près le tribunal de commerce peut valablement signifier l'acte d'appel contre un jugement du tribunal civil. — Cass. 6 frim. an VIII, t. 14, p. 543, n° 2. — *V.* PR. FR. t. 1, p. 300.

§ 3. *Près la Cour royale et la Cour de cassation.*

48. Les huissiers près la Cour d'appel ne peuvent pas exploiter dans toute l'étendue du ressort de la Cour royale à laquelle ils sont attachés. — Cass. 13 frim. an XII, 12 avr. 1808, 17 juill. 1811, t. 14, p. 553, n° 15. — Telle est l'opinion de MM. CARR. *Comp.* t. 1, p 370, n° 165; B. S. P. p. 75, not. 36; PIG. t. 1, p. 110; MERL. *Rép.* t. 5, p. 755; et PR. FR. t. 1, p. 300.

49. Mais, lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un arrêt de la Cour d'appel, les huissiers près cette Cour ont qualité pour le signifier dans toute l'étendue de son ressort. — Turin, 27 vent. an VIII. — Cass. 22 juill. 1806, t. 14, p. 563, n° 21. — *V.* M. B. S. P. p. 76, not. 36.

50. Comme aussi les huissiers près les Cours d'appel, autorisés à résider dans un autre arrondissement que celui où siége la Cour, ont le droit d'exercer leur ministère dans cet arrondissement pour des actes et exploits qui n'émanent pas de la Cour. — Trèves, 16 mars 1812. — Brux. 15 juin 1815, t. 14, p. 584, n° 47.

51. En matière correctionnelle, l'acte d'appel est nul lorsqu'il est notifié par l'huissier d'une Cour d'assises hors de l'arrondissement où elle siége, quoique cependant dans son ressort. — Cass. 20 fév. 1812, t. 3, p. 358, n° 199. — *V.* MM. B. S. P. *Dr. crim.*; PONCET. t. 1, p. 538; CARNOT, t. 1, p. 590; LEGRAV. t. 2, p. 353; MERL. t. 12, p. 494, § 2, art. 1.

52. Un huissier ne peut instrumenter hors de l'étendue de son arrondissement, quoiqu'il s'agisse de la signification d'un arrêt d'admission rendu par la section des requêtes de la Cour de cassation en faveur d'un préfet agissant au nom du gouvernement. — Cass. 12 niv. an X, t. 14, p. 545, n° 5. — *V.* MM. MERL. *Rep.* t. 5, p. 732; *Q. D.* t. 3, p. 378; PIG. t. 1, p. 110; F. L. t. 2, p. 707; B. S. P. t. 1, p. 299.

53. Les huissiers près la Cour de cassation ont seuls le droit de signifier l'arrêt d'admission dans l'étendue de la commune où elle siége. La signification faite par un autre huissier est nulle. — Cass. 1er fév. 1808, t. 14, p. 570, n° 28. — Ces huissiers ont le droit exclusif d'instrumenter pour les affaires de la compétence de la Cour de cassation, *dans l'étendue seulement du lieu de sa résidence.* — Sur le sens du mot *résidence*, *V.* MM. CARR. t. 1, p. 369, n° 164; F. L. t. 2, p. 708; et B. S. P. p. 76, not. 35, n° 2.

Art. 4. *Fonctions des huissiers pour le service des audiences.*

54. Extrait relatif aux huissiers, du décret du 30 mars 1808, contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux. — T. 14, p. 574, v° *huissier*, n° 33.

55. Extrait relatif aux huissiers, du décret du 6 juillet 1810, contenant règlement sur l'organisation et le service des Cours d'appel, des Cours d'assises et des Cours spéciales. — J. A. t. 14, p. 578, n° 39.

56. Décret du 14 juin 1813, portant règlement sur l'organisation et le service des huissiers. — J. A. t. 14, p. 589, n° 52.

57. Tous les huissiers, quels qu'ils soient, sont obligés, par leur seule qualité, de faire le service des audiences lorsqu'ils sont désignés par le tribunal, et cette obligation leur donne à tous le même droit aux avantages qu'ils peuvent en tirer. — J. A. t. 14, p. 642, n° 95. — *V.* M. CARR. *Comp.* t. 1, p. 355.

58. Les huissiers audienciers sont tenus de résider dans les villes où siégent les cours et tribunaux près desquels ils doivent faire leur service. — C. T. intr. p. 91, 6.

59. De même les huissiers ordinaires sont tenus de garder la résidence qui leur a été assignée par le tribunal, à peine d'être remplacés. — C. T. intr. p. 91, 8. — V. *infrà*, n° 62.

60. Cette obligation existe-t-elle également pour le service des tribunaux de paix, à l'égard des huissiers ordinaires établis dans le canton? L'auteur de l'instruction sur l'organisation des huissiers, p. 47, pense qu'il en est de même pour ceux établis dans le canton voisin; mais cette opinion pourrait être combattue en se fondant sur ce que l'art. 7 de la loi du 28 floréal an X semble avoir prévu la difficulté en autorisant le juge de paix, dans le cas où il n'y aurait point d'huissiers en résidence dans le canton, à nommer tous autres citoyens sous certaines conditions indiquées par la loi. — J. A. t. 14, p. 643, n° 97. — M. CARR. *Comp.* t. 1, p. 372, n° 166, est porté à adopter cette opinion.

61. Le traité par lequel les huissiers d'un chef-lieu d'arrondissement sont convenus que le service de l'audience serait fait par un seul d'entre eux, et que les actes de leur ministère seraient signifiés par certains dans la ville, et par d'autres à la campagne, n'est pas valable. — Montp. 28 août 1830, t. 39, p. 266.

62. Aux tribunaux de première instance seuls, sans appel, appartient le droit de changer à leur gré la résidence des huissiers de leur ressort. — Cass. 4 fév. 1831, t. 46, p. 102. — *V. ibid.* une consultation en sens contraire. — V. *suprà*, n° 59.

Art. 5. *Attributions des huissiers relativement aux ventes de meubles.*

63. L'art. 1er de la loi du 22 pluv. an VII, qui veut que les ventes soient faites par le ministère d'huissiers ou de commissaires-priseurs, n'est pas applicable aux ventes désignées en librairie sous le nom de partages; et ces ventes ne sont pas soumises au droit d'enre-

gistrement. — Cass. 4 nov. 1818, t. 14, p. 622, nº 75.

64. Les greffiers et les huissiers des justices de paix ont-ils le droit de vendre, concurremment avec les notaires et aux enchères, les récoltes et autres productions pendantes par branches et par racines? — Non. — Amiens, 2 nov. 1823; Cass. 18 juill. 1826, 8 avr. 1829. — Oui. — Paris, 10 juin 1826, t. 30, p. 225; t. 31, p. 193; t. 37, p. 28 (1).

65. Les huissiers ont le droit de procéder, concurremment avec les notaires, à la vente des arbres et autres bois sur pied, et à celle des fruits pendants par racines. — Orl. 8 mars 1833, t. 47, p. 706. — Brux. 4 déc. 1828, et 2 juill. 1830. Notaires C. huissiers d'Audenarde. — Paris, 3 avr. 1832. Guyot C. notaires de Coulommiers. — T. 38, p. 142. — *V.* le nº qui précède.

66. Les huissiers ont-ils le droit de vendre concurremment avec les notaires et aux enchères, non-seulement les récoltes et autres productions pendantes par branches et par racines, mais encore les bâtiments à démolir, les fouilles à faire dans les carrières et autres extractions du sol? — Oui. — Rouen, 18 fév. 1826; Amiens, 19 fév. 1829; Orl. 8 mars 1833; Paris, 16 mai 1829. — Non. — Cass. 10 déc. 1828, t. 30, p. 225, et t. 38, p. 149 et 285. — *V.* vº *notaire*, § 1, nº 3. — *V.* MM. Malleville. t. 2, p. 7; B. S. P. t. 47, p. 706; Pig. t. 2, p. 115; Toull. t. 3, nº 10 et suiv. — V. *suprà*, nº 64.

67. Les huissiers ont comme les notaires le droit de vendre les fruits encore pendants par racines, pourvu que la vente soit faite au comptant et dans les six semaines qui précèdent la récolte. — Paris, 19 janv. 1828. Les notaires C. les huissiers de Marino et de l'île Adam. — V. *suprà*, nº 64.

67 *bis*. Les huissiers n'ont pas le droit (sauf le cas de saisie-brandon) de procéder, concurremment avec les notaires, aux ventes publiques de récoltes et fruits pendants par racines. — Cass. 4 juin 1834, t. 47, p. 699. — V. *supra*, nº 64.

68 et 69. Dans les lieux où il n'y a pas de commissaires-priseurs, les huissiers et greffiers ne peuvent réclamer que les droits qui appartiennent aux commissaires-priseurs; en conséquence ils ne peuvent vendre les récoltes de fruits pendants par racines. — Cass. 5 déc. 1827. Huissiers de Provins C. notaires de Provins. — V. *suprà*, nº 64.

70. Les commissaires-priseurs de Lyon ont à l'exclusion des huissiers le privilége de priser et vendre les meubles, même dans les mairies de la Croix Rousse et de la Guillotière, adjacentes à la ville de Lyon, et qui ne forment avec cette ville qu'une seule agglomération d'édifices et de population. — Cass. 22 mars 1832. Huissiers de Lyon C. commissaires-priseurs.

71. Un huissier qui procède à une vente publique de vins est passible d'amende comme s'immisçant dans les fonctions de courtier de commerce. — Cass. 19 vent. an XII, t. 14, p. 558, nº 17.

Chap. II. *Caractère des huissiers. Droits qui en résultent. Leur inviolabilité. Priviléges relatifs à leurs salaires et déboursés.* — Art. 1er. *Quand l'huissier a-t-il besoin d'un pouvoir spécial? Quelle foi est due à ses actes?*

72. Les huissiers sont comme les avoués sujets au désaveu, et ils doivent se renfermer dans les limites de leur ministère, sous les peines portées dans l'art. 132 C. P. C. — C. T. introd. p. 95, 18

73. Hors des cas où la loi exige un pouvoir spécial, l'huissier est dispensé de rapporter un pouvoir écrit, lorsqu'il fait des actes de son ministère. — Metz, 22 déc. 1827, t. 35, p. 364.

74. Comme aussi un huissier est suffisamment autorisé à signifier un acte d'appel lorsqu'il en reçoit la commission de l'avoué de première instance, bien que cet avoué n'ait pas lui-même un pouvoir spécial à cet effet. — Metz, 28 août 1821, t. 5, p. 375, nº 104.

75. De même la validité d'une sommation ne peut être contestée par cela seul que l'huissier n'a pas exhibé les pièces constituant son pouvoir; il suffit que l'huissier ait été porteur des pièces. — Cass. 19 août 1824, t. 28, p. 336.

76. L'huissier chargé des poursuites n'a pouvoir de toucher qu'au moment où il instrumente, surtout si, sur l'opposition du débiteur, le créancier a élu un autre domicile que celui de l'huissier. — Colm. 25 janv. 1820. — Brux. 26 fév. 1817, t. 14, p. 625, nº 78.

77. L'huissier chargé par un avoué de procéder à une saisie-exécution est tenu de représenter à cet avoué, et non au saisissant, le montant des offres que le débiteur lui fait au moment de la saisie. — Aix, 13 fév. 1833, t. 44, p. 305. — V. *ibid.* des observations.

78. L'huissier chargé de pratiquer une saisie peut, même sans pouvoir spécial, subroger aux droits du saisissant le tiers qui paie la somme due par le saisi. — Colmar, 21 déc. 1832, t. 44, p. 202.

79. L'action à intenter contre un huissier pour lui faire rendre compte des sommes qu'il a été chargé de recevoir, ne se prescrit que par trente ans. — Rouen, 1er juill. 1828, t. 35, p. 354.

80. Un débiteur qui a acquitté le montant d'une obligation en vertu de laquelle il était poursuivi, peut en exiger la remise de l'huissier qui agissait contre lui, *plus de deux ans* après la cessation des poursuites. — Paris, 28 déc. 1825, t. 30, p. 230.

81. Un huissier convaincu de dol et de fraude peut être condamné par corps à la restitution des sommes par lui indûment reçues pour un client par suite de ses fonctions, lors même que ces sommes et les dommages-intérêts ne s'élèveraient pas à 300 fr. — Cass. 4 fév. 1819, t. 8, p. 674, nº 151. — Cette décision paraît contraire au texte de l'art. 2065. — *V.* aussi MM. F. L. t. 1, p. 678, § 1, nº 5; Pig. *Comm.* t. 1, p. 299.

82. L'huissier donne un caractère d'authenticité aux actes qui émanent de lui, pour tout ce qui est dans ses attributions. — *V.* J. A. t. 14, p. 643, nº 98; et M. B. S. P. p. 77, nº 2, not. 40, et p. 82, not. 59 et 60. — *V.* le nº qui suit.

83. Les énonciations insérées dans un procès-verbal de capture et relatives à sa forme sont réputées véritables jusqu'à inscription de faux. — Bord. 21 nov. 1829. — *V.* le nº qui précède.

Art. 2. *Rébellion.*

84. Les huissiers peuvent, en cas de rébellion, appeler à leur secours les habitants des villes et des villages. — C. T. intr. p. 97, 23.

85. L'huissier a le droit d'exploiter au domicile même de la partie à laquelle il a une signification à faire, à moins que l'entrée ne lui en ait été refusée. — Celui qui, par paroles et menaces, a insulté un huissier dans l'exercice de ses fonctions, ne doit pas être renvoyé des fins de la plainte, sous prétexte que l'huissier violait son domicile en y verbalisant malgré sa défense. — Paris, 2 août 1833, t. 45, p. 691. — V. *ibid.* des observations.

86. Les injures avec geste de frapper un huissier qui procède à une saisie ne peuvent pas être considérées comme voies de fait et violences contre un officier ministériel, punissables par l'art. 212 C. P. — Bourg. 14 août 1817.

87. Les particuliers ne peuvent opposer la violence aux exécutions faites par les huissiers accompagnés de gendarmes, sous prétexte de l'irrégularité des actes qu'on exécute. — Cass. 15 juill. 1826. Le ministère public C. Campocasso. — *V.* le nº qui suit.

88. L'huissier et le brigadier forestier qui procèdent un dimanche sans autorisation du juge à un recolement d'objets saisis n'en sont pas moins dans l'exercice légal de leurs fonctions, dans ce sens que les injures qui leur sont adressées

---

(1) La jurisprudence a été longtemps incertaine sur cette question, mais elle est maintenant fixée; elle refuse aux huissiers et aux commissaires-priseurs le droit de faire la vente des fruits et récoltes pendants par racines. Le gouvernement a proposé déjà deux fois une loi sur cette grave difficulté; mais les deux chambres n'ont pas pu s'accorder, et la loi n'a pas été adoptée.

pendant qu'ils opèrent entraînent, contre ceux qui les injurient, les peines portées par l'art. 224 C. P. — Cass. 20 fév. 1830, t. 38, p. 286. — V. le nº qui précède.

89. Le refus d'un ouvrier d'obtempérer à la réquisition à lui faite par un officier ou porteur de contrainte d'exercer un acte de sa profession, sans l'ordre direct et immédiat d'un officier public ou magistrat dépositaire de l'autorité publique, n'est punissable par aucune loi. — Cass. 20 fév. 1830, t. 38, p. 285.

Art. 3. *Droits des huissiers relativement à leurs salaires et déboursés.*

90. Il n'est accordé aucun droit de vacation aux huissiers pour l'enregistrement de leurs exploits. — Colm. 24 déc. 1807, t. 14, p. 568, nº 27.—C. T. intr. p. 95, 33.

91. Les huissiers de justice de paix ne peuvent pas réclamer 4 fr. pour le premier myriamètre parcouru, comme les huissiers ordinaires.—C. T. t. 1, p. 3, 11.

92. En matière correctionnelle, l'huissier qui se transporte sans mandement hors du canton de sa résidence peut-il exiger un droit à raison de la distance parcourue? —Oui, s'il agit à la requête d'une partie. — Non, s'il agit sans mandement à la requête du ministère public.—C. T. intr. p. 90, 2, à la note.

93. Les Cours royales n'ont pas le droit d'ordonner aux huissiers qu'elles commettent pour une opération qui exige leur déplacement, de ne percevoir que les émoluments accordés par le tarif aux huissiers les plus voisins du lieu où il faut instrumenter. — C. T. intr. p. 95, 32.

94. Décision de S. Exc. le ministre des finances, du 10 octobre 1809, qui décide que les receveurs ne peuvent refuser à rembourser aux huissiers le coût des exploits faits à leur requête, sous le prétexte que l'état des frais n'est pas taxé.—J. A. t. 14, p. 577, nº 38.

95. En effet, les demandes en paiement de frais faits par les huissiers n'ont pas besoin d'être précédées de la taxe de ces frais.—C. T. intr. p. 97, 40.

96. L'art. 60 C. P. C. qui permet aux huissiers de porter leurs demandes pour frais devant le tribunal où ils ont été faits, ne les autorise pas à demander devant ce même tribunal d'autres frais ou avances faits par eux dans la même affaire et par suite du même mandat, mais en dehors de leur ministère. — C. T. int. p. 97, 41.

97. La prescription de l'art. 2272 du C. C. s'applique, non-seulement au salaire des huissiers, mais à leurs déboursés. — C. T. int. p. 98, 41.

98. La prescription annale contre les actions des huissiers pour le salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent, ne commence à courir pour les actes isolés que du jour où ils ont été faits, et pour les commissions qui comportent une suite d'actes, du jour du dernier acte qui termine la mission, ou du jour que la procuration a été revoquée.—C. T. intr. p. 98, 43.

99. Avis du Conseil d'état, du 5 ventôse an XIII, sur la nature des fonctions des huissiers, et sur les cas où ils sont exempts du droit de péage. — J. A. t. 14, p. 563, nº 20. — V. MM. B. S. P. p. 79, not. 46; CARR. *Comp.* t. 1, p. 351, nº 161, et MERL. *Rép.* t. 5, p. 752.

100. Les huissiers peuvent-ils, comme les avoués, demander la distraction de dépens; et, en cas d'insolvabilité du débiteur, dans quelle proportion le paiement doit-il s'effectuer entre eux? — Aucun article de loi n'autorise cette distraction, parce que le législateur a pensé sans doute que celle demandée par l'avoué profiterait à l'huissier, si c'est lui qui a avancé les frais. Mais, si l'avoué ne demande pas la distraction, l'huissier pourra former opposition entre les mains de la partie condamnée. — V. J. A. t. 9, p. 313, nº 153. — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 316, not. 1, pense que les huissiers peuvent demander la distraction, et il indique par quelles voies ils peuvent le faire. — V. C. T. t. 1, p. 216, nº 76.

101. L'huissier qui a fait des exploits a une action contre l'avoué de la partie pour laquelle il les a faits. — Brux. 4 nov. 1815.

102. Lorsqu'un fonctionnaire public a donné commission à un huissier de faire le recouvrement de sommes dues au trésor, il ne peut pas, après l'expiration de ses fonctions, être poursuivi personnellement par cet huissier en paiement de ce qui est dû à cet officier ministériel.—Cass. 24 mars 1825, t. 29, p. 178.

103. L'huissier qui a reçu le prix d'une vente mobilière opérée par lui peut être subrogé aux priviléges des créanciers qu'il a payés. — Rouen, 2 fév. 1827, t. 33, p. 165.

104. Lorsqu'un saisissant emploie, pour faire une saisie dans un canton de l'arrondissement du tribunal civil, un huissier résidant au chef-lieu, les frais de transport de cet huissier doivent être à la charge de la partie saisie. — Cass. 17 fév. 1830, t. 38, p. 143.

CHAP. III. *Obligations et devoirs des huissiers.*—Art. 1er. *Devoirs des huissiers relativement aux significations, aux répertoires et à l'enregistrement, aux ventes, aux droits litigieux.* — § 1er. *Significations.*

105. Ordonnance du roi du 23 déc. 1814, qui enjoint aux huissiers d'énoncer leurs patentes dans leurs exploits, et les oblige, ainsi que les notaires, avoués et greffiers, à faire mention de celle des particuliers dans tous les actes de leur ministère. — T. 10, p. 565, vº *discipline et organisation judiciaires*, nº 20.

106. Décret du 29 août 1813 sur les copies signifiées par les huissiers, et qui doivent être lisibles. — T. 14, p. 604, nº 53.

107. Le décret du 29 août 1813, qui fixe le nombre de lignes des copies de pièces signifiées par les huissiers, est applicable aux copies de leurs propres exploits. — Solution de la régie, 24 juin 1830, t. 39, p. 275.

108. Circulaire de M. le garde des sceaux, qui prescrit aux officiers ministériels de faire des copies nettes et lisibles. — 18 mars 1824, t. 26, p. 192.

109. L'huissier qui signifie une copie illisible de jugement ou d'arrêt est passible d'amende. — Cass. 9 déc. 1828, t. 36, p. 140.

110. Le ministère public peut agir par voie d'action contre l'huissier qui signifie une copie illisible. — Cass. 17 déc. 1828, t. 36, p. 168.

111. Les huissiers audienciers sont tenus de mettre au bas des significations d'avoué à avoué le coût de ces significations. — Décis. minist. 21 fév. 1824, t. 26, p. 155.

112. Les dispositions de l'art. 67 sur le coût des actes s'appliquent-elles aux huissiers des justices de paix? — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 3, 3e alin., soutient la négative. — Mais l'art. 48 du décret de 1813 répétant la disposition de l'art. 67 C. P. C. en parlant des huissiers en général, la question ne peut pas faire difficulté, et c'est par l'affirmative qu'elle doit être résolue.

§ 2. *Répertoire et enregistrement.*

113. Les huissiers doivent, sous peine d'amende, énoncer leurs exploits sur leurs répertoires le jour même où ils les signifient, quoiqu'ils ne soient pas encore enregistrés. — Cass. 4 déc. 1816, t. 14, p. 615, nº 65. — V. MM. CARR. *Comp.* t. 1, p. 387, et F. L. t. 2, p. 709, et nos observations. — V. *infrà*, nº 115.

114. Les frais de timbre du répertoire des huissiers sont à leur charge. — C. T. p. 94, 25, à la note.

115. Les actes des huissiers doivent être inscrits à leur répertoire dans l'ordre de leurs dates respectives; des inscriptions raturées peuvent servir à prouver que cet ordre a été interverti. — Cass. 28 mars 1827, t. 33, p. 95. — V. *suprà*, nº 113

116. On ne peut dispenser un huissier de l'amende prononcée par l'art. 51 de la loi du 22 frim. an VII pour défaut de visa de son répertoire, sur le motif qu'il se trouvait dans un état d'imbécillité qui ne lui permettait pas d'exercer son état, dès lors qu'il était constant que dans l'intervalle il avait

signifié plusieurs actes de son ministère. — Cass. 31 janv. 1811, t. 11, p. 607, n° 56.

117. Un huissier doit, aux termes de l'art. 51 de la loi de frim. an VII, présenter son répertoire au receveur de l'enregistrement dans la première décade de janvier; un retard d'un jour ou de deux le rend passible d'amende. — Cass. 31 janv. 1809, t. 14, p. 576, n° 37. — V. M. F. L. t. 2, p. 709.

118. L'huissier poursuivi par la régie comme n'ayant pas fait enregistrer certains actes ne peut détruire la présomption résultante contre lui de ce que ces actes ne sont pas inscrits sur les registres du receveur, en justifiant que la mention de l'enregistrement de ces actes est insérée dans son répertoire, et sans exhiber les originaux qu'il prétend avoir été revêtus de cette formalité. — Cass. 2 oct. 1810, t. 14, p. 581, n° 42.

§ 3. *Ventes.*

119. L'huissier qui, après avoir fait au bureau de l'enregistrement la déclaration qu'il doit faire avant de procéder à une vente, renvoie à la fin de cette première vacation cette vente *à jour et heure*, sans préciser le jour et l'heure, doit, pour continuer la vente, faire une nouvelle déclaration. — Cass. 23 juill. 1828, t. 36, p. 127.

120. Le créancier saisissant, constitué dépositaire du prix des objets saisis par l'officier ministériel qui a opéré la vente, n'est point tenu à garantie envers cet officier ministériel, à raison des condamnations que celui-ci aurait pu encourir ensuite pour défaut de consignation du prix des objets saisis. — 21 juin 1825, t. 32, p. 131.

121. Lorsqu'un officier ministériel resté dépositaire, du consentement de tous les co-intéressés, du prix d'une vente d'effets mobiliers à laquelle il a procédé, est mis en demeure de consigner par l'un d'eux, il est tenu, s'il n'a pas fait cette consignation, des intérêts qu'elle aurait produits. — Paris, 16 avr. 1825. — Cass. 12 déc. 1826, t. 32, p. 130.

122. Comme aussi, lorsqu'un officier ministériel a procédé à la vente d'objets appartenant à une succession vacante, il doit consigner le prix en provenant, quoiqu'il n'y ait pas d'opposition; et, s'il ne le fait pas, il doit payer les intérêts de ce prix qui ont couru de plein droit, sans qu'il ait été besoin de le mettre en demeure. — Cass. 21 juin 1825, t. 32, p. 131.

§ 4. *Droits litigieux* (1).

123. Un huissier peut se rendre cessionnaire des droits litigieux de la compétence d'un tribunal autre que celui auprès duquel il exerce ses fonctions, quoique ressortissant de la même cour d'appel. — Colm. 11 mars 1807, t. 14, p. 567, n° 21.

124. Un huissier peut acheter des objets dont la vente est poursuivie par la personne pour laquelle il a instrumenté. — Bord. 8 janv. 1833, t. 44, p. 194.

125. Un huissier n'achète pas de droits litigieux en se rendant cessionnaire d'une créance résultante d'un jugement par défaut devenu inattaquable. — Bord. 29 août 1829, t. 38, p. 133.

Art. 2. *Bourse commune.*

126. Ordonnance du roi portant modification au règlement du 14 juin 1813, en ce qui concerne la bourse commune des huissiers. — 26 juin 1822, t. 24, p. 210.

127. Les huissiers audienciers de la cour d'assises ne sont pas tenus de verser dans la bourse commune des autres huissiers audienciers les émoluments provenant des significations faites aux prévenus et aux accusés. — Rouen, 13 mars 1819, t. 14, p. 624, n° 76.

128. Le décret du 14 juin 1813, qui soumet chaque huissier à verser dans la bourse commune de son arrondissement les 2/5es de tous ses émoluments, l'oblige à faire le versement, dans la proportion qu'il détermine, du montant des droits que le tarif fixe pour les actes de son ministère, de telle sorte qu'il doive supporter personnellement les réductions qu'il s'est imposées pour les actes qui lui ont été remis tout faits. — Gren. 19 avr. 1815, t. 14, p. 609, n° 58.

129. Le droit accordé à l'huissier pour transport est-il soumis au versement des 2/5es? — Oui. — Gren. 19 avr. 1815. — Non. — Paris, 4 janv. 1822, t. 14, p. 609, n° 59, et t. 24, p. 381.

CHAP. IV. *Responsabilité des huissiers.*

130. L'huissier est responsable de la nullité d'un exploit par suite de l'omission de l'une des formalités prescrites par l'art. 68 C. P. C. — Renn. 8 déc. 1813, t. 14, p. 605, n° 55. — M. CARR. t. 1, p. 198, n° 377, soutient que le juge est toujours obligé de condamner l'huissier. Nous pensons au contraire qu'il pourra être excusé dans bien des cas. — V. MM. DELAP. t. 1, p. 87; PIG. *Comm.* t. 1, p. 200; B. S. P. p. 81, not. 58. — V. aussi C. T. t. 1, p. 2-6.

131. Les huissiers et avoués peuvent être condamnés personnellement aux dépens et même à des dommages-intérêts. — C. T. t. 1, p. 209-63.

132. Ainsi l'huissier est responsable de la nullité de l'exploit résultante de ce que la copie a été remise au maire sans aucune mention de la présentation à un voisin. — Rouen, 1er août 1810, t. 13, p. 100, n° 89.

133. Les frais de la procédure déclarée nulle par le fait de l'huissier sont à sa charge. — C. T. t. 1, p. 120-59.

134. L'oubli du jour de la signification commis dans un exploit ne peut être réputé *négligence grave*, et faire encourir la peine de dommages-intérêts à l'officier ministériel, quoique l'omission ait entraîné la nullité de l'acte. — Renn. 20 fév. 1828, t. 34, p. 197. — Cependant la Cour de Colmar a déclaré l'huissier responsable pour annulation de l'exploit dont la date était incomplète. — 28 juill. 1812, t. 14, p. 605, n° 55.

135. Comme aussi l'huissier qui a signifié un acte d'appel est responsable de la nullité qui résulte du défaut de date dans la copie. — Colm. 28 août 1812. — Metz, 18 juin 1819, t. 3, p. 295, n° 157.

136. L'huissier qui a signifié un acte d'appel à domicile élu n'est pas garant de la nullité de son acte, lorsque rien ne prouve qu'on l'ait chargé de faire la signification à domicile réel, et lorsque surtout le contraire résulte de ce que le domicile est hors du ressort où il exerce son ministère. — Cass. 28 oct. 1811, t. 3, p. 153, n° 62. — V. *infrà*, nos 153 et 177.

137. La partie peut se pourvoir en dommages-intérêts contre l'huissier, lorsque l'exploit est nul faute de parlant à. — Paris, 22 sept. 1809. — Brux. 11 nov. 1811, t. 13, p. 143, v° *exploit*, n° 137 *bis*. — V. M. B. S. P. p. 202, not. 32, n° 2.

138.... Ou lorsque le parlant à est rempli au crayon. — Colm. 23 avr. 1807. — Gren. 7 août 1822, t. 13, p. 92, v° *exploit*, n° 77. — V. MM. B. S. P. p. 202, not. 32, n° 2, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 178. — V. notre mot *exploit*, n° 256.

139. L'huissier est également responsable de la nullité résultante de l'omission de sa signature sur la copie. — Poit. 13 août 1819, t. 13, p. 269, v° *exploit*, n° 336.

140. L'huissier est responsable de la nullité d'un exploit qu'il n'avait pas qualité pour signifier. — Gren. 14 avr. 1818, t. 14, p. 622, n° 74.

141. L'huissier pourrait-il être condamné aux frais d'une instance introduite par suite d'un ajournement non signé par le requérant? — Oui, s'il était désavoué par celui-ci et s'il était constant qu'aucun pouvoir ne lui a été donné. — V. M. CARR. t. 1, p. 316, n° 562, et J. A. t. 14, p. 615, n° 101.

142. L'huissier qui commet une nullité dans un acte d'appel est, par ce seul fait, censé avoir causé un préjudice à l'appelant, et il doit être condamné à une indemnité

(1) V. nos mots *avocat*, n° 22; *avoués*, ch. 2, art. 3, n° 39 à 45; *cession de droits litigieux*, et *droits litigieux*.

envers lui, sans même qu'il soit nécessaire d'examiner si, au fond, l'appel pouvait ou non prospérer. — Metz, 18 févr. 1825, t. 29, p. 296.

143 et 144. Décidé au contraire que, lorsque la nullité d'un acte d'appel n'a pu porter aucun grief aux appelants, attendu le défaut de fondement de l'appel, l'huissier instrumentaire n'est passible que des frais de l'exploit nul par son fait, et de ceux de la demande en garantie formée contre lui.—Poit. 28 juin 1830, t. 39, p. 190.—*V.* C. T. intr. p. 93, 19, à la note.

145. L'huissier qui fait un acte de son ministère nul n'est tenu à des dommages-intérêts que lorsque la nullité de l'acte a été prononcée par le tribunal compétent, à l'encontre de ceux auxquels l'acte pouvait être opposé. — *Spécialement*, l'huissier qui fait un protêt le 1er janvier, jour férié suivant la loi, ce qui entraîne la nullité du protêt, ne peut pas être condamné aux dommages-intérêts du porteur de la lettre de change, si le tribunal de commerce n'a pas préalablement, sur l'exception proposée par les endosseurs, déclaré le protêt nul. — Poit. 2 févr. 1825, t. 28, p. 237.

146. Comme aussi l'arrêt qui condamne l'huissier qui a signifié un acte d'appel nul, à garantir l'appelant des suites du jugement contre lequel l'appel était dirigé, ne préjuge rien sur la réparation du dommage causé, et il en laisse l'appréciation aux premiers juges devant lesquels il renvoie. — Cass. 20 juill. 1830, t. 39, p. 192.

147. L'huissier n'est pas responsable, envers la partie contre laquelle il exploite, de l'irrégularité du commandement qu'il a signifié. — Renn. 21 mars 1816, t. 14, p. 613, no 63. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 487, no 3397; Haut. p. 605; B. S. P. p. 78, not. 40, et 81, no 58; Pig. *Comm.* t. 2, p. 742; Pr. Fr. t. 4, p. 386.

148. L'huissier n'est pas responsable des nullités qui se trouveraient dans un exploit qui lui serait remis, dressé et signé par la partie. — Caen, 27 mars 1813, t. 14, p. 586, no 49. — *V.* en ce sens MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 200, et D. C. p. 69; et, en sens contraire, M. Carr. t. 3, no 3399. — Nous ne pouvons adopter cette rigoureuse opinion de M. Carr. — *V.* aussi M. Pig. *Comm.* t. 3, p. 743.

149. L'huissier qui signifie un protêt à une personne et au domicile à lui indiqués par celui pour qui il instrumente, n'est pas responsable des nullités que produit cette indication, si elle est erronée. — Toul. 8 mai 1830, t. 41, p. 425.

150. Comme aussi un huissier n'est pas responsable des nullités de l'exploit qu'il signifie, lorsqu'elles ne peuvent provenir que du fait de l'avoué qui l'a dressé : ce dernier seul doit être condamné. — Aix, 17 juin 1828, t. 35, p. 265

151. Jugé au contraire que l'huissier qui a signé un exploit nul n'a aucun recours contre l'avoué qui l'aurait rédigé. — Gren. 14 déc. 1832, t. 45, p. 473. — V. *infrà*, no 155.

152. L'huissier qui a signifié un acte d'appel ne peut être assigné en assistance de cause devant la Cour royale dans l'instance y pendante sur la nullité de l'exploit; et il ne peut être assigné en dommages-intérêts que devant le tribunal de son domicile. — Riom, 6 déc. 1830, t. 45, p. 622.

153. L'huissier qui signifie un protêt à la personne et au domicile à lui indiqués par le porteur n'est pas responsable de la nullité produite par l'erreur contenue dans cette indication, surtout si le porteur a retiré les pièces et payé les frais. — Cass. 29 août 1832, t. 45, p. 515. — V. *suprà*, no 136, et *infrà*, no 177.

154. En cas de nullité d'un emprisonnement, l'huissier qui l'a commise peut, selon les circonstances, n'être pas condamné à des dommages-intérêts. — Riom, 21 sept. 1821, t. 23, p. 310.

155. Lorsqu'un emprisonnement est déclaré nul parce que la signification du jugement ne contenait pas copie de la formule exécutoire, et que le commandement ne faisait pas mention de l'élection de domicile prescrite en ce cas, l'huissier est responsable, quoique l'avoué du créancier lui ait remis des copies de ces actes certifiées et présentant les omissions reprochées. — Besanç. 24 juin 1826, t. 33, p. 255. — *V.* vo *avoué*, ch. 3, no 65, un arrêt semblable de la Cour de cassation du 21 févr. 1821. — *V.* les observations, *ibid.* — V. *suprà*, nos 150 et 151.

156. L'huissier qui, muni d'un pouvoir spécial, a, dans les formes légales, procédé par erreur à un emprisonnement, n'est pas responsable de cette erreur, si d'ailleurs il y a été entretenu par la personne arrêtée. — Paris, 19 janv. 1808, t. 8, p. 513, no 54. — Telle est l'opinion de MM. B. S. P. p. 784, 52, 5, no 2; Carr. t. 3, p. 104, note 1; Pig. *Comm.* t. 2, p. 470-471.

157. Le tribunal saisi d'une demande en nullité d'emprisonnement est compétent pour connaître des demandes en garantie formées par le créancier contre les officiers ministériels qui y ont procédé. — Nanci, 21 nov. 1831, t. 44, p. 47.

158. Si l'emprisonnement a été déclaré nul en première instance pour vices de forme provenant du fait de l'huissier, celui-ci ne peut être assigné de plein saut devant les juges d'appel aux fins de garantir le créancier de la condamnation éventuelle aux dommages-intérêts. — Brux. 25 mai 1822. — *V.* notre mot *garantie*, no 53 et s.

159. Celui à la requête de qui se font les exploits et autres actes de la procédure est responsable des fautes que commet l'huissier qui les a faits. — Brux. 10 mars 1808, t. 13, p. 85, no 60.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 198, et B. S. P. p. 81, not. 58.

160. Un huissier est responsable de la nullité d'un protêt par lui fait, non-seulement à l'égard de celui des endosseurs qui l'a chargé de le faire, mais encore à l'égard de tous les autres. —Paris, 15 janv. 1834, t. 46, p. 378.

161. Un huissier chargé de faire une saisie mobilière n'est pas responsable envers le saisi des frais de l'huissier qu'il s'est substitué. — Cass. 17 avr. 1821. — Orl. 14 nov. 1821, t. 23, p. 333.

162. L'huissier qui a fait un procès-verbal de carence au domicile élu par le débiteur d'un effet de commerce n'est pas responsable de la péremption qui frappe le jugement en vertu duquel il l'a dressé, si, en agissant ainsi, il s'est acquitté de la commission à lui donnée. — Nanci, 21 nov. 1831, t. 44, p. 47.

163. L'huissier est-il responsable du gardien qu'il établit à une saisie-exécution? — Non. — Caen, 12 déc. 1826. — Oui. — Cass. 18 avr. 1827. — Poit. 7 mars 1827, t. 32, p. 257, et t. 33, p. 124. —*V.* le no qui suit.

164. Ce n'est qu'en cas de connivence, de fraude ou de négligence, qu'un huissier est responsable de l'insolvabilité et des faits d'un gardien qu'il a établi après une saisie-exécution. — Cass. 24 avr. 1833. — Rouen, 5 déc. 1831, et 18 août 1832, t. 44, p. 381. — *V.* les observations, *ibid.* — *V.* le no qui précède.

165. L'huissier qui, frauduleusement, accorde mainlevée d'une saisie-exécution, est passible des dommages-intérêts, encore qu'il ait reçu mandat de l'avoué à cet effet. — Besanç. 23 mars 1808, t. 14, p. 573, no 30. — Il en est de même lorsqu'il procède à une saisie-revendication sans ordre de justice, ou lorsqu'il signifie une opposition irrégulière à une saisie-exécution. — *V.* M. B. S. P. p. 81, not. 58.

166. Il n'y a pas lieu à dommages-intérêts, à raison d'une saisie prématurément faite en vertu d'une obligation conditionnelle, si la vente n'a pas été consommée. — Renn. 21 mars 1816, t. 14, p. 613, no 64.

167. Lorsque l'huissier a commis des nullités dans une poursuite d'expropriation forcée, la partie saisie a son recours contre le saisissant en cas d'insolvabilité de l'huissier. — Brux. 2 juin 1806, t. 20, p. 85, no 90.

168. L'huissier qui dresse procès-verbal d'affiche des placards prescrits par les art. 960 et 961 C. P. C. se rend responsable de l'excédant du timbre et passible d'une amende, par cela seul que les placards ont été imprimés sur du papier au timbre de 10 et 5

entimes. — Cass. 2 avr. 1813, t. 4, p. 621, n° 72.

169. Un huissier préposé par la oi à l'exécution des jugements, rrêts et obligations, doit, sous sa esponsabilité personnelle, remlir toutes les formalités qui sont nhérentes à cette exécution. — *Spécialement*, l'huissier qui saisit u vin sur un débiteur doit, avant e faire conduire ce vin au marché our être vendu, faire la déclaraion préalable au bureau des contributions indirectes, et se munir es congé et passe-avant prescrits ar la loi. — Cass. 3 fév. 1826, t. 1, p. 140.

170. La précipitation et la vioence dans l'exécution du jugeent qui autorise l'éjection des neubles sur le carreau peuvent aire annuler le procès-verbal de 'huissier, et donner lieu contre ui à des dommages-intérêts. — Colm. 7 juill. 1809, t. 19, p. 421.

171. La question de savoir si 'huissier qui procède à une vente olontaire de meubles est responable du montant des adjudications, loit être résolue d'après les cirionstances, les clauses du cahier les charges, et le taux du salaire u'il reçoit. — Caen, 4 fév. 1828, . 37, p. 75.

172. L'huissier qui a commis des nexactitudes sur la copie de la iste des jurés signifiée à l'accusé loit être condamné aux frais de la rocédure à recommencer; il y a *aute très-grave* de la part de 'huissier, dans le sens de l'art. 15 C. I. C. — Cass. 26 déc. 1823, 0 juin 1825, t. 25, p. 413, et t. 33, . 229.

173. L'huissier qui a négligé de emplir la commission dont on l'a hargé peut, pour éviter une conlamnation à des dommages-intéêts, être admis à prouver l'inolvabilité de la personne contre aquelle il devait agir. — Nanci, 29 anv. 1831, t. 40, p. 216.

174. Les huissiers ne peuvent tablir leur libération envers les lients qui les ont chargés de ventes, ue par une quittance en règle rouvant qu'ils sont déchargés. — Cass. 4 juill. 1827. Blempin et lamelin.

175. Que doit-on faire quand un uissier refuse de prêter son miistère? — On doit, aux termes le l'art. 85 du décret du 18 juin 811, auquel se réfère l'art. 42 du lécret du 14 juin 1813, s'adresser u président du tribunal civil, afin l'obtenir de lui une ordonnance ortant injonction à l'huissier, ui, s'il persistait dans son refus, ourrait être suspendu ou même lestitué, sans préjudice de tous lommages-intérêts. — Mais les uissiers ne peuvent être astreints notifier ou faire un acte contraire u respect dû aux lois et actes du gouvernement. — *V.* MM. Carr. . 1, p. 175, n° 341; F. L. t. 2, p. 09; B. S. P. p. 177, n° 37; Merl. *Rép.* t. 5, p. 750; Pig. *Comm.* . 1, p. 199, et J. A. t. 14, p. 644, n° 169.

176. L'huissier qui a refusé son ministère à la partie qui l'a requis, se rend passible de dommages-intérêts, quoiqu'il se soit conformé à la défense à lui faite par le juge de paix. — Cass. 7 juill. 1817, t. 14, p. 617, n° 68.

177. L'huissier que la partie requiert de faire une notification au domicile qu'elle lui indique, ne peut pas, sous prétexte d'irrégularité, refuser son ministère, alors que la partie déclare le relever à ce sujet de toute responsabilité. — Montp. 24 juin 1826, t. 31, p. 244. — V. *suprà*, n°s 136 et 153.

178. L'huissier qui encourt l'amende pour avoir signifié une copie illisible signée d'un avoué a son recours contre l'avoué. — C. T. t. 1, p. 74, 41.

Chap. V. *Discipline.* — Art. 1er. *Traités sur la rédaction des actes et sur les bénéfices.*

179 et 180. Le traité par lequel un huissier s'engagerait à laisser rédiger les différents actes de son ministère par un tiers, par exemple, un avoué ou un agréé, moyennant la remise d'une partie de ses émoluments, constitue un abus qui peut donner lieu à des peines de discipline. — Mais il n'est pas défendu à un huissier de confier à un tiers la rédaction des actes de son ministère, et de faire à ce sujet la remise d'une partie des émoluments qui lui sont individuellement réservés. — Dans ce cas, la communauté des huissiers est non recevable à actionner, soit l'huissier, soit le tiers, en dommages-intérêts, lorsque l'huissier a fidèlement versé les deux cinquièmes de ses émoluments dans la bourse commune. — Cass. 5 juin 1822, t. 24, p. 184. — C. T. intr. p. 96-34 et 35.

181. Comme aussi deux huissiers peuvent faire ensemble un traité portant que l'on travaillera dans le cabinet de l'autre, moyennant un émolument fixe, et que ce dernier retiendra à son profit les honoraires de tous les actes et démarches du ministère des deux huissiers. — Cass. 18 fév. 1825, t. 30, p. 123. — C. T. intr. p. 96, 36.

182. La convention par laquelle les huissiers, dans les chefs-lieux d'arrondissement, auraient soumis à une amende de 25 fr. celui d'entre eux qui, pour obtenir un bénéfice à lui propre, engagerait des parties à ne pas plaider ou à ne pas ramener leur titre à exécution, est immorale et contraire à l'ordre public. — Montp. 28 août 1830, t. 39, p. 266.

183. Est nulle la promesse de payer à un huissier une somme à titre d'indemnité extraordinaire pour l'arrestation à faire d'un débiteur dans son arrondissement; l'huissier ne peut même pas réclamer l'effet de cette promesse, lorsqu'il a fait faire la capture par un confrère, hors de son arrondissement. — Cass. 7 avr. 1831, t. 40, p. 321.

184. Les chambres d'huissiers n'ont pas le droit de faire un règlement de discipline sur les droits intéressant leur corporation; elles ne peuvent punir que chaque fait particulier. — Cass. 24 juill. 1832, t. 42, p. 353.

Art. 2. *Faits et peines disciplinaires.*

185. L'huissier commet un faux lorsqu'il certifie avoir remis lui-même un exploit, et que dans la réalité il l'a fait remettre par un tiers. — Cass. 17 niv. an XII, 16 fév. 1806, 22 mai 1806, 21 juill. 1810, t. 14, p. 555, n° 16. — Tous les auteurs sont d'accord sur ce point. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 193, n°s 369, 197 et 375; Pig. *Comm.* t. 1, p. 192; B. S. P. p. 78, n° 43; D. C. p. 63; F. L. t. 1, p. 138 et 495; et Merl. *Rép.* t. 5, p. 31 et 749. — V. *la Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 301 et suiv., où sont établies plusieurs distinctions utiles à consulter.

186. Et ce faux ne peut être excusé sous le prétexte que l'huissier était présent à la remise de l'exploit par un tiers. — Cass. 7 août 1828, t. 35, p. 383.

187. La peine de la suspension et de l'amende prononcée par l'art. 45 du décret du 14 juin 1813, contre tout huissier qui a négligé de remettre lui-même à personne ou à domicile un exploit qu'il avait été chargé de signifier, doit être rigoureusement appliquée, de telle sorte qu'elle ne puisse éprouver de réduction en vertu de l'art. 463 du Code pénal. — Cass. 7 mars 1817, t. 14, p. 616, n° 65.

188. Ainsi l'huissier qui assigne un prévenu à la requête du ministère public, et qui déclare sur la copie et l'original de l'exploit qu'il a remis l'assignation au domicile de l'assigné, tandis qu'il l'a déposée au contraire entre les mains et au domicile d'un tiers, ne peut être renvoyé de toutes peines, amendes ou dépens, sous prétexte qu'il n'a agi ainsi qu'à la demande de l'accusé. Mais, dans ce cas, l'assigné ne peut réclamer des dommages-intérêts de la part de l'huissier, pour le préjudice qu'a pu lui causer la remise de l'exploit à un domicile autre que le sien. — Cass. 18 avr. 1828, t. 35, p. 229.

189. Un huissier qui insère volontairement dans des actes de fausses énonciations ou de fausses dates se rend coupable du crime de faux. — Et il n'est pas excusable de ce crime par le motif qu'il l'a commis sans avoir l'intention de nuire. — Cass. 2 et 28 janv. 1807, t. 14, p. 565, n° 23. — V. la *Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 258 et suivant.

190 et 191. Un huissier ne se rend pas coupable de faux en réclamant dans un état le salaire d'actes qu'il n'a pas faits, si d'ailleurs il

ne produit aucune pièce fausse ou falsifiée à l'appui de son état. — Cass. 7 sept. 1810, t. 14, p. 579, n° 41. — V. la *Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 273 et suiv.

192. Mais un huissier qui reçoit plus qu'il ne lui est dû, ou qui refuse de donner un reçu de ce qui lui est payé, peut être poursuivi et condamné comme concussionnaire. — Cass. 15 juill. 1808, t. 14, p. 576, n° 36.

193. L'huissier qui signifie l'acte d'appel d'un jugement en dernier ressort peut être condamné à une amende et encourir même la suspension. — Colm. 24 déc. 1807, t. 14, p. 568, n° 26.

194. L'huissier qui signifie une assignation en paiement d'une lettre de change protestée ou d'un billet à ordre non enregistré est passible de l'amende. — Cass. 7 nov. 1820 et 20 juill. 1821, t. 14, p. 628, n° 83.

195. Comme aussi l'huissier qui énonce dans son exploit un acte non enregistré ne peut être déchargé de l'amende prononcée par l'art. 41 de la loi du 22 frim. an VII, sur le motif que l'énonciation de cet acte était inutile dans l'exploit. — Cass. 31 janv. 1814, t. 14, p. 608, n° 57.

196. De même l'huissier est passible d'amende lorsqu'il n'énonce pas sa patente ni celle du commerçant à la requête duquel il agit, encore que la patente de l'année ne lui ait pas encore été délivrée, et qu'il s'agisse d'un acte de commerce fait a une époque où le commerçant était patenté. — Cass. 21 therm. an IX, t. 14, p. 541, n° 4. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 191, sur l'instant où l'amende doit être payée.

197. Les lois qui punissent ceux qui favorisent l'évasion des détenus ne s'appliquent pas à l'huissier qui laisse échapper par négligence ou connivence celui qu'il a été chargé d'arrêter pour dettes. — Cass. 30 avr. 1807, t. 14, p. 567, n° 25.

198. L'huissier qui, sans y être autorisé, arrête un individu et le confie à des gendarmes, dans la persuasion où il est que cet individu a favorisé l'évasion d'un prisonnier pour dettes, se rend coupable d'attentat à la liberté individuelle, et, comme tel, il est punissable des peines portées par la loi. — Cass. 1er frim. an XIII, t. 8, p. 481, v° *contrainte par corps*, n° 19.

199. Les tribunaux ont le droit de suspendre les huissiers de leurs fonctions. — Cass. 22 germ. an XI, t. 14, p. 551, n° 10. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 5, p. 750; *Q. D.* t. 3, v° *huissier*, § 2, et F. L. t. 2, p. 709.

200. L'arrêt d'une chambre de mise en accusation qui déclare n'y avoir lieu de suivre contre un huissier prévenu de n'avoir pas remis lui-même la copie d'un exploit, sur le fondement que l'huissier n'a pas agi frauduleusement, ne fait pas obstacle à ce que l'huissier soit, pour le même fait, poursuivi disciplinairement. — Cass. 1er mai 1829, t. 37, p. 73.

Art. 3. *Compétence en matière de discipline* (1).

201. L'huissier qui, sur la réquisition et les conclusions du ministère public, a été suspendu de ses fonctions par un tribunal jugeant comme conseil de discipline, peut être poursuivi correctionnellement à raison du même fait. — Riom, 1er déc. 1829, t. 37, p. 321. — *V.* le *Rép. du notariat* de M. Rolland de Villargues, t. 3, p. 156, nos 8 et suiv.

202. Les tribunaux civils, et non les tribunaux correctionnels, sont compétents pour infliger à un huissier coupable d'avoir employé en frais deux transports, lorsqu'il n'a fait qu'un seul voyage pour deux actes, l'amende prononcée dans ce cas par l'art. 35 du décret du 14 juin 1813. — Cass. 22 mai 1828, t. 35, p. 253. — V. *infrà*, n° 204.

203. Lorsque les officiers ministériels commettent des fautes ailleurs qu'aux audiences publiques, ils ne peuvent être jugés qu'administrativement à huis clos, par un simple arrêt soumis à l'approbation du ministre de la justice. — Cass. 13 mars 1827, t. 33, p. 248.

204. Les peines de discipline doivent être prononcées contre les huissiers, non par le tribunal correctionnel, mais par le tribunal assemblé en la chambre du conseil. — Gren. 16 mai 1827, t. 35, p. 253. — V. *suprà*, n° 202.

205. Cependant toute condamnation des huissiers à l'amende, à la restitution et aux dommages-intérêts pour des faits relatifs à leurs fonctions, doit être prononcée en audience publique et non en la chambre du conseil. — Cass. 3 mars 1829, t. 37, p. 29. — *V.* les observat. *ibid.*

206. Un tribunal ne peut prononcer la peine d'emprisonnement, contre un huissier, qu'en audience publique, et suivant les formes prescrites pour les jugements. — Cass. 17 nov. 1830, t. 40, p. 40.

207. La Cour de cassation est incompétente pour connaître d'une demande en règlement de juges formée par des officiers ministériels poursuivis en matière de discipline. Leur demande ne peut être portée que devant le ministre de la justice. — Cass. 29 juill. 1823, t. 25, p. 277.

(1) La question de révocation arbitraire des officiers ministériels, si vivement débattue sous la restauration, a été tranchée contre eux, malgré tous nos efforts, par arrêté du Conseil d'état du 14 déc. 1833, et par arrêt de la Cour de cassation du 11 avr. 1835, t. 45, p. 701 et 763, et t. 48, p. 139 et 201.

208. Une chambre d'accusation saisie de la connaissance d'une prévention qui a pour but d'établir qu'un officier ministériel a commis un faux dans l'exercice de ses fonctions, ne peut pas, lorsqu'elle déclare qu'il n'y a lieu à accusation, ordonner que le prévenu sera traduit, à la diligence du procureur général, devant la chambre de discipline de sa compagnie, pour être prononcé contre lui telle peine de discipline que cette chambre jugera convenable. — Cass. 8 oct. 1829, t. 37, p. 268.

209. L'huissier ordinaire qui fait une citation en matière de simple police, ou qui signifie le jugement d'un juge de paix, peut-il être condamné à l'amende par ce juge jugeant en simple police? — Cass. 7 nov. 1806, et 5 déc. 1822, t. 14, p. 631, n° 87. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 5, p. 755, et F. L. t. 2, p. 708. — Il est utile d'examiner ces deux arrêts qui offrent quelques points de différence.

210. L'huissier ne peut-il être condamné qu'après avoir été appelé? — M. Carr. t. 3, p. 487, n° 3396, soutient l'affirmative; mais l'opinion contraire, adoptée par le Journal des Avoués, t. 14, p. 645, n° 103, a été consacrée par deux arrêts de la Cour de cassation des 7 août 1822 et 25 novembre 1823. — J. A. t. 24, p. 268, et t. 25, p. 369. — *V.* v° *notaire*, un arrêt de la Cour de Turin qui décide qu'un jugement qui prononce la destitution d'un notaire ou sa suspension est nul s'il n'a pas été entendu ni assigné.

211. Un huissier ne peut interjeter appel d'une décision rendue par le tribunal de première instance réuni en assemblée générale à la chambre du conseil, et qui le suspend de ses fonctions par mesure de discipline, à raison d'un fait qui n'a été ni commis ni découvert à l'audience. — Nîm. 31 janv. 1831, t. 40, p. 382.

212. Le jugement qui interdit un huissier est susceptible d'appel. — Besanç. 23 mars 1808, t. 14, p. 573, n° 32.

213. Les décisions de la chambre des huissiers doivent-elles être motivées? — Le décret du 14 juin 1813 garde le silence sur ce point; mais le principe général qui veut que toute décision émanée d'une autorité quelconque soit motivée, doit recevoir son application. Telle est l'opinion de l'auteur de l'instruction sur l'organisation des huissiers, p. 189. — *V.* M. Carr. *Comp.* t. 1, p. 364 à la not. et J. A. t. 14, p. 645, n° 102.

214. Ordonnance du roi portant que nul ne pourra être élu membre de la chambre de discipline des huissiers du tribunal de première instance du département de la Seine, s'il n'exerce depuis plus de dix ans les fonctions d'huissier. — 26 août 1829, t. 37, p. 139.

INDEMNITÉ (1).

1. Ordonnance du roi qui détermine les indemnités auxquelles ont droit les magistrats qui, dans les cas prévus par les ordonnances royales des 5 et 26 novembre 1823, se transporteront à plus de 5 kilomètres. — 10 mars 1825, t. 29, p. 247.

2. Ordonnance qui accorde une indemnité aux juges, officiers du ministère public et greffiers, en cas de déplacement pour interdiction. — 4 août 1824, t. 27, p. 193.

3. Ordonnances du roi relatives au supplément de traitement des présidents de cours d'assises. — 17 mai et 3 août 1832, t. 43, p. 602 et 603.

(1) V. Colons. — Émigrés, 1 et s. — Exprop. pour cause d'ut. pub. 4. — Huiss. 183.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

1. Loi sur l'instruction primaire du 28 juin 1833, t. 45, p. 484.

2. Ordonnance du roi relative à l'instruction primaire. — 16 juill. 1833, t. 45, p. 489.

INTERDICTION (1).

C. Ier. DE LA DEMANDE D'INTERDICTION. — A. 1er. Lois de la matière. Causes d'interdiction, 1 à 5. — A. 2. Qui peut provoquer l'interdiction? Administration provisoire, 6 à 14. — A. 3. Compétence, 15 à 19. — C. II. PROCÉDURE ET JUGEMENT. — A. 1er. Procédure sur la demande en interdiction. Effet du jugement, 20 à 70.—A. 2. Mainlevée, 71 à 76.

CHAP. Ier. De la demande d'interdiction. — Art. 1er. Lois de la matière. Causes d'interdiction.

1. Ce sont les lois en vigueur au moment du jugement sur inter-

(1) V. Appel, 64, 173. — Aud. [illegible] 10, [illegible], 94, 99. — Avoc. 107 —

diction qui doivent être appliquées, sans avoir égard à celles qui existaient au moment de la demande. — Rouen, 8 flor. an XII, t. 14, p. 657, nº 10.

2. Les lois sur la tutelle légitime des mineurs ne s'appliquent pas aux interdits.—Cass. 11 mars 1812, t. 14, p. 674, nº 31. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 94, 2e col., 8e alin.; MERL. *Rép.* t. 13, p. 244 et suiv. 2e col. 2e alin.; PROUDHON, t. 2, p. 332, dern. alin.; PIG. t. 2, p. 460, alin. 3 et 4; PIG. *Comm.* t. 2, p. 599, alin.; 4 et 5; DELVINC. t. 1, p. 480, *in fine*; DURANT. t. 3, p. 692, alin. 3 et suiv. p. 597, *in fine*.

3. Un mineur peut être interdit. — C'est ce qui est enseigné par MM. F. L. t. 3, p. 92; PIG. t. 2, p. 451; PROUDHON. t. 2, p. 313, *in fine*; TOULL. t. 2, p. 445, dern. alin.; DELVINC. t. 1, p. 475, *in fine*; DURANT. t. 3, p. 669, nº 716. — *V.* J. A. t. 14, p. 689, nº 55, où est adoptée l'opinion de ces auteurs.— *V.* aussi M. MERL. *Rep.* t. 6, p. 424, 1re col. 2e alin. —Doit-il, dans ce cas, être nommé un nouveau tuteur?— Non, jusqu'à la majorité. — *V.* MM. PROUDHON, t. 2, p. 333, 2e alin.; F. L. t. 3, p. 94, 2e col., et J. A. *loc. cit.*

4. L'épilepsie n'est point une cause d'interdiction. — Colm. 2 prair. an XIII, t. 14, p. 660, nº 13.

5. Si la maladie qui motive la demande en interdiction laisse un espoir quelconque de guérison, les tribunaux peuvent surseoir à prononcer, et nommer en attendant un administrateur provisoire. — Paris, 28 fév. 1814, t. 14, p. 680, nº 437.

Art. 2. *Qui peut provoquer l'interdiction? Administration provisoire.*

6. L'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire peut être provoquée par le tuteur de ceux qui pourraient le faire s'ils étaient majeurs. — Brux. 15 mars 1807 et 3 août 1808, t. 14, p. 663, nº 41. — *V.* M. DURANT. t. 3, p. 672, 2e alin. et la note.

7. L'interdiction ne peut être provoquée par des alliés. — M. DELVINC. t. 1, p. 478, 2e alin. n'est point de cet avis.— Mais l'opinion que professe M. DURANT. t. 3, p. 67, 2e alin. est peut-être plus conforme à la loi.—M. PROUDHON, t. 2, p. 315, 4e alin. est aussi de cet avis. — *V.* J. A. t. 14, p. 689, nº 54.

8. L'héritier qui, dépouillé par un don entre-vifs de la succession de son auteur, a provoqué l'interdiction de celui-ci, ne peut pas, si son auteur meurt pendant le cours de l'instance, la continuer avec les donataires; il doit procéder contre eux par voie d'action principale en nullité des actes de donation. — Aix, 11 juill. 1825, t. 29, p. 268.

9. Lorsqu'il y a des parents, le ministère public ne peut pas provoquer l'interdiction d'un individu dont la démence se manifeste par des propos contre le gouvernement, mais sans fureur. — Nîm. 27 janv. 1808, t. 14, p. 664, nº 22. — *V.* MM. PIG. t. 2, p. 451, dern. alin.; B. S. P. p. 683, not. 11, nº 3; HAUT. p. 533, 9e alin.; TOULL. t. 2, p. 447, dern. alin.

10. Dans le cas où l'interdiction est provoquée par suite d'une opposition au mariage fondée sur la démence, la poursuite n'appartient qu'aux parents qui ont le droit de former opposition au mariage. — Brux. 13 therm. an XI, t. 14, p. 655, nº 61.

11. Les parents ou l'époux d'un furieux ne sont pas responsables de ses faits, quoiqu'ils n'aient pas provoqué son interdiction.— Cass. 26 juin 1806, t. 14, p. 662, nº 17. — *V.* MM. D. C. p. 592, 10e alin.; HAUT. p. 533, *in fine*; PROUDHON, t. 2, p. 336, 3e alin.

12. L'administrateur provisoire nommé pendant les poursuites d'interdiction n'a pas le droit de vendre le mobilier; s'il y a urgence, il doit se faire autoriser pour faire cette vente. — Brux. 30 août 1806, t. 14, p. 662, nº 18.

13. L'administration peut être retirée à celui qui tente d'excéder ainsi ses pouvoirs. — Brux. 3 août 1806, t. 14, p. 663, nº 19.

14. L'avoué n'a pas droit à une vacation pour assistance à l'acceptation de l'administrateur provisoire que le tribunal a cru devoir nommer. — C. T. t. 2, p. 382, 23.

Art. 3. *Compétence.*

15. La demande en interdiction formée contre une femme qui a quitté le domicile marital doit être portée devant le tribunal de sa nouvelle résidence. — Bord. 20 germ. an XIII, t. 14, p. 659, nº 12. — Telle est l'opinion de M. D. C. p. 593, 10e alin. — *V. contrà*, MM. CARR. t. 3, p. 264, nº 3013; PROUDHON, t. 2, p. 316, 1er alin.; DURANT. t. 3, p. 675, 1er alin.; TOULL. t. 2, p. 449, *in princ.*; DELVINC. t. 1, p. 130, 3e alin.

16. Lorsque le curateur de l'interdit est décédé dans un lieu autre que celui où l'interdiction a été prononcée, il doit être pourvu à son remplacement par le tribunal de ce dernier lieu. — Paris, 9 therm. an XI, t. 14, p. 654, nº 4.

17. La demande en mainlevée d'interdiction doit être portée devant le tribunal du nouveau domicile choisi par l'interdit. — Paris, 13 germ. an X, t. 14, p. 653, nº 40. — *V.* MM. LEP. p. 592, *in fine*; CARR. t. 3, p. 272, nº 3038; PR. FR. t. 5, p. 178, 2e alin.; F. L. t. 3, p. 100, 2e col. 5e alin.

18. Les juges criminels sont compétents pour juger la question de démence; il n'est pas nécessaire de renvoyer devant le tribunal civil pour faire prononcer préjudiciellement sur la question d'interdiction. — Cass. 9 déc. 1814, t. 14, p. 681, nº 45. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 593, 3e alin.

19. Dans une demande en interdiction, si les juges ne trouvent pas les faits articulés pertinents et concluants, ils peuvent écarter la demande en interdiction sans ordonner un plus ample informé.— Cass. 6 janv. 1829. Saint-Léger C. sa fille.

CHAP. II. *Procédure et jugement.* — Art. 1er. *Procédure sur la demande en interdiction. Effet du jugement d'interdiction.*

20. Lorsque l'interdiction est provoquée par suite d'une opposition au mariage fondée sur la démence, il faut un jugement qui autorise la preuve des faits articulés, et qui fixe le délai dans lequel cette preuve sera faite. — Brux. 13 therm. an XI, t. 14, p. 655, nº 5.

21. La femme qui provoque l'interdiction de son mari a besoin d'être autorisée par justice. — C. T. t. 2, p. 376, 5.

22. Comme aussi, lorsqu'un père forme opposition au mariage de sa fille en se fondant sur son état de démence et d'imbécillité, les juges ne peuvent en donner mainlevée sans procéder conformément au titre de l'interdiction. — Brux. 15 déc. 1812, t. 14, p. 678, nº 36.

23. L'interdiction consentie par acte volontaire homologué par le tribunal n'est pas valable. — Cass. 7 sept. 1808, t. 14, p. 668, nº 25. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 92, 2e col. *in fine*; B. S. P. p. 684, not. 11, nº 6; PIG. *Comm.* t. 2, p. 592, 5e alin.; MERL. *Rép.* t. 6, p. 423, 2e col. 6e alin. et t. 10, p. 152, 1re col. 3e alin; TOULL. t. 2, p. 480, 4e alin.; DELVINC. t. 1, p. 480, 2e alin.; DURANT. t. 3, p. 673, 2e alin.; D. C. p. 597, 5e et 6e alin.; HAUT. p. 533, dern. alin.

24. Le jugement qui, sur la poursuite en interdiction, nomme provisoirement un conseil au défendeur en ordonnant la preuve des faits articulés, n'est pas susceptible d'appel. — Paris, 2 niv. an X, t. 14, p. 653, nº 1. — V. *infrà*, nº 26.

25. On ne peut appeler du jugement qui nomme un administrateur provisoire, pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur à l'interdiction, qu'après le jugement définitif qui statue sur la demande. — Turin, 5 fruct. an XIII, t. 14, p. 661, nº 16. — *V.* M. DELAP. t. 2, p. 429, 4e alin.

26. Lorsqu'un tribunal saisi

Cons. f. 40, 53, 58, 118. — *Cons. j.* 2 *et s.* 14. — *Desist.* 8. — *Enreg.* 14. — *Jug.* 292, 515. — *Régl. j.* 26. — *Jug. déf.* 7. — *Jug. p. i.* 45, 126. — *Sais. imm.* 1045.

d'une demande en interdiction commet un administrateur provisoire avant d'avoir interrogé le défendeur, ce jugement est susceptible d'opposition. — Mais l'opposition ne suspend pas totalement les effets de cette nomination, de telle manière que l'opposant continue à pouvoir s'obliger et plaider, même sans l'assistance de son administrateur provisoire. — Brux. 4 janv. 1816. — V. *suprà*, nº 24.

27 et 28. Les jugements rendus sur requête pour provoquer une interdiction sont susceptibles d'opposition. — Besanç. 1er mars 1828, t. 35, p. 203. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 394, nº 660.

29. On n'est pas tenu, à peine de nullité, de joindre à la requête en interdiction les pièces justificatives. — Renn. 6 janv. 1814, t. 14, p. 679, nº 27. — C. T. t. 2, p. 376, 1, à la note.

30. Si les faits articulés dans la requête ne sont pas de nature à caractériser la démence, le tribunal peut de suite rejeter la demande, sans ordonner la convocation du conseil de famille. — Tel est le sentiment de MM. CARR. t. 3, p. 265, nº 3015, et DELAP. t. 2, p. 427, 5e alin. — *V.* aussi M. F. L. t. 3, p. 93, 1re col., 7e alin. t. 14, p. 690, nº 56.

31. Le ministère public met ses conclusions au bas de l'ordonnance de soit communiqué, et le juge fait son rapport en la chambre du conseil. — C. T. t. 2, p. 375, 2.

32. Tous les honoraires de l'avoué consistent dans l'émolument de la requête, et il n'a droit à aucune vacation, ni pour communiquer les pièces au ministère public, ni pour remettre les pièces au rapporteur. — C. T. t. 2, p. 376, 3. — V. *ibid*, p. 377, 8.

33. Ce n'est qu'après la délibération du conseil de famille que le défendeur doit être interrogé. — C. T. t. 2, p. 378, 9.

34. Lorsque le conseil de famille a donné son avis, le poursuivant doit présenter une requête au tribunal pour fixer les jour et heure de l'interrogatoire. — C. T. t. 2, p. 379, 11.

35. En matière d'interdiction, les magistrats ne peuvent rejeter la demande avant d'avoir fait subir un interrogatoire au défendeur. — Orl. 26 févr. 1819, t. 14, p. 685, nº 51. — *V.* MM. DURANT. t. 3, p. 680, dernier alinéa; B. S. P. p. 684, not. 11, nº 9; CARR. t. 3, p. 269, nº 3020; D. C. p. 593, *in fin.* et 594; TOULL. t. 2, p. 451, dernier alinéa.

36. Le président du tribunal de première instance est compétent pour fixer les jour et heure de l'interrogatoire sans l'intervention du ministère public. — Renn. 6 janv. 1814, t. 14, p. 679, nº 40. — C. T. t. 2, p. 379, 11, à la note. — V. *infrà*, nº 51.

37. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de signifier le jugement qui ordonne l'interrogatoire du défendeur à l'interdiction. — Bourg. 28 mai 1828, t. 37, p. 253. — V. *ibid.* les observations et l'arrêt qui suit.

38 et 39. La signification de la requête en interdiction et de l'avis du conseil de famille à l'interdit avant son interrogatoire n'est pas requise à peine de nullité. — Besanç. 26 févr. 1810, t. 14, p. 672, nº 28. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 260, nº 3017, et l'arrêt qui précède. — Telle n'est pas l'opinion de MM. LEP. p. 588, 2e alin.; PR. FR. t. 5, p. 172, et CARR. t. 3, p. 267, nº 3019. — *V.* J. A. t. 14, p. 690, nº 58.

40. Si les juges, officiers du ministère public et greffiers, se transportent à la demeure du défendeur pour procéder à son interrogatoire, ils ont droit à une indemnité pour frais de transport. — C. T. t. 2, p. 380, 14.

41. Il n'y a pas nullité si l'interrogatoire a été subi dans la salle d'audience, au lieu de l'être dans la chambre du conseil. — Besanç. 26 fév. 1810, t. 14, p. 672, nº 29.

42. Comme aussi il n'y a pas nullité de l'interrogatoire, quoique la partie qui poursuit l'interdiction, ou son avoué, y ait assisté. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 3, p. 267, nº 3023. — *V.* J. A. t. 14, p. 691, nº 59; MM. PIG. t. 2, p. 456, 4e alin., et B. S. P. p. 682, note 3. — C. T. t. 2, p. 381, 16.

43 et 44. L'avoué n'a droit à aucun émolument pour avoir assisté à l'interrogatoire. — C. T. t. 2, p. 381-17.

45. Le défaut donné contre le défendeur à l'interdiction, faute de s'être présenté pour subir son interrogatoire, est valablement prononcé, même en l'absence du ministère public. — Renn. 8 juill. 1833. Letort C. Divet.

46. On peut procéder à plusieurs interrogatoires. — C'est ce qui résulte de ces mots de l'art. 497 C. C., *après le premier interrogatoire.* — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 267, nº 3021; DELVINC. t. 1, p. 479, 4e alin.; PROUDHON, t. 2, p. 318, alin. 3 et 4; F. L. t. 3, p. 493, 2 col., 8 alin., et J. A. t. 14, p. 691, nº 60. — C. T. t. 2, p. 382, 20.

47. Même après l'interrogatoire, le juge peut admettre la preuve de faits non articulés dans la requête d'interdiction. — Agen, 3 juill. 1827, t. 37, p. 120.

48. Si le tribunal juge que les circonstances ne permettent pas que l'enquête ait lieu en présence du défendeur, son conseil peut le représenter, et les assignations et notifications prescrites par la loi doivent lui être faites. — C. T. t. 2, p. 382-21.

49. La nullité d'un avis de parents sur une demande en interdiction, résultant de ce que l'opinion du juge de paix et de chaque membre n'est pas indiquée, peut être proposée par le défendeur à l'interdiction après son interrogatoire; cependant cette irrégularité ne vicie pas la poursuite, mais seulement donne lieu à un nouvel avis. — Caen, 28 juin 1827. Desfray-Premont C. la dame Des fray.

50. Les créanciers de celui dont l'interdiction est demandée ne doivent point être appelés à l'enquête. — *V.* M. DELAP. t. 2, p. 418, 2 alin.; J. A. t. 14, p. 692, nº 62.

51. La présence du ministère public à l'enquête n'est pas nécessaire, mais il peut y assister. — Telle est l'opinion de M. F. L. t. 3, p. 94, 1re col., 2 alin., et LEP. p. 589, 2e alin. — Sans se prononcer d'une manière formelle, M. CARR. t. 3, p. 268, nº 3025, et les auteurs du PR. FR. t. 5, p. 172, 5e alin., paraissent être d'un avis contraire. — *V.* J. A. t. 14, p. 692, nº 61, où sont exposés les motifs de ces opinions, et où est approuvée celle de M. F. L. — V. *suprà*, nº 36.

52. Les juges peuvent, en annulant la délibération du conseil de famille qui a provoqué l'interdiction, laisser subsister l'interrogatoire et l'enquête. — Montp. 18 mess. an VIII, t. 14, p. 660, nº 15.

53. Lorsque le tribunal rejette la demande en interdiction, sans soumettre le défendeur à un conseil judiciaire, il peut prononcer des dommages-intérêts contre le demandeur. — Cette question dépend des circonstances, elle est abandonnée à la prudence des magistrats. — J. A. t. 14, p. 692, nº 63.

54. Peut-on se pourvoir par opposition contre le jugement qui a prononcé l'interdiction, si ce jugement a été rendu par défaut? — La négative est soutenue par MM. CARR. t. 3, p. 269, nº 5030, et D. C. p. 595, *in fin.* — Cette opinion est combattue J. A. t. 14, p. 692, nº 64; elle est contraire à un avis du Conseil d'état du 18 févr. 1806, et à quatre arrêts de la Cour de cassation cités par M. F. L. vº *opposition aux jugements*, § 1, nº 1. — *V.* notre mot *jugement par défaut.* — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 383, 27.

55. Nul autre que l'interdit ne peut interjeter appel du jugement qui a prononcé l'interdiction. — Ce n'est pas l'avis de M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 598, 8e alin., ni celui de M. DELAP. t. 2, p. 428, dern. alin. — Mais l'opinion contraire de MM. CARR. t. 3, p. 270, nº 3031, et D. C. p. 596, 7e alin., nous a paru préférable. — *V.* J. A. t. 14, p. 693, nº 65.

56. Tout membre du conseil de famille, parent ou ami, peut interjeter appel du jugement qui rejette l'interdiction. — Tel est le sentiment de MM. CARR. t. 3, p. 270, nº 3032; DELAP. t. 2, p. 428, *in fine*, et 429, *in fine*; et TH. DESM. p. 338, 1er alin. — Cependant M. CARR. pense que celui qui n'aurait pas été d'avis de l'interdiction devrait perdre cette faculté. — M. F. L. t. 3, p. 94, 12e alin., n'admet pas cette exception. — *V.* J. A. t. 14, p. 693, nº 66.

57. Dans le cas d'une demande en interdiction pour cause de démence, quand même le défendeur aurait fait défaut, le procureur du roi ne peut être intimé sur l'appel. — Besanç. 15 vent. an XII, t. 14, p. 657, nº 9.

58. L'appel du jugement qui prononce l'interdiction est-il suspensif? — Les auteurs du PR. FR. t. 5, p. 174, *in fine*, et M. HAUT. p. 531, *in fine* et 532, sont les seuls qui soutiennent l'affirmative. — L'opinion contraire a prévalu. — *V.* J. A. t. 14, p. 693, nº 67. — *V.* aussi un arrêt du 29 janv. 1821 relatif au conseil judiciaire, J. A. t. 23, p. 28.

59. La signification du jugement doit être faite à partie, et la nomination d'un tuteur à l'interdit est nulle si elle a précédé la signification du jugement. — C. T. t. 2, p. 283, 26.

60. Une cause d'interdiction ne doit pas, sur l'appel, être portée en audience solennelle. — Brux. 21 mars 1807, t. 14, p. 669, nº 26. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 269, nº 3027. — Un arrêt récent a changé cette jurisprudence.

61. Par qui sont supportés les frais de la demande en interdiction? — Par celui qui l'a provoquée si elle est rejetée, et par le défendeur si l'interdiction est prononcée. — *V.* PR. FR. t. 5, p. 179, 2e alin.; LEP. p. 594, 2e alin.; D. C. p. 495, 6e alin. — Le demandeur ne doit pas payer les frais, lorsqu'au lieu de prononcer l'interdiction, le tribunal ne fait que nommer un conseil judiciaire. — Telle est l'opinion de M. DELVINC. t. 1, p. 479, 8e alin., et des auteurs du PR. FR. t. 5, p. 179, 5e alin. — *V.* J. A. t. 4, p. 694, nº 69. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 383-25.

62. Le délai de dix jours dont parle l'art. 501 court à partir de la prononciation du jugement. — C'est ce que décide M. DELAP. p. 592, 1er alin. — M. TH. DESM. p. 333, 2e alin., émet une opinion contraire. — *V.* PR. FR. t. 5, p. 177, 3e alin.; et J. A. t. 14, p. 674, nº 68.

63. La décision ministérielle du 19 oct. 1828 est applicable à la remise et à la publication des extraits des contrats de mariage des commerçants, et des jugements prononçant interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire. — Délibération du conseil d'administration de l'enregistrement, 26 mars 1829, t. 37, p. 131.

64. Il n'est rien dû aux notaires pour la copie de l'extrait et l'affiche dans le tableau de leur étude. — C. T. t. 2, p. 385, 34.

65. L'émolument accordé à l'avoué par l'art. 92 du tarif est dû pour tous les extraits, et non pas pour chacun d'eux. — C. T. t. 2, p. 385, 36.

66. Un simple certificat suffit pour constater le dépôt, et ces certificats peuvent être écrits, sans contravention à la loi de timbre, sur l'expédition du jugement d'interdiction; mais ils doivent être enregistrés auparavant. — C. T. t. 2, p. 387, 38.

67. Résumé de la doctrine *en matière d'extraits*, puisé dans le *Journal de l'enregistrement*. — C. T. t. 2, p. 587, 39.

68. L'interdiction n'a son effet que du jour du jugement. — Metz, 25 fév. 1819, t. 14, p. 685, nº 50.

69. Le créancier de l'individu dont l'interdiction est provoquée peut agir directement contre lui sans attendre que l'interdiction soit prononcée, et s'adresser au juge du référé pour obtenir la levée des scellés. — Paris, 5 mars 1829, t. 37, p. 111.

70. Une sentence d'interdiction rendue sur requête de l'interdit, sans conclusions du ministère et sans avis préalable du conseil de famille, ne rend pas nulle l'obligation souscrite postérieurement par l'interdit. — Paris, 14 therm. an XII, t. 14, p. 658, nº 11.

Art. 2. *Mainlevée de l'interdiction.*

71. Celui qui a contracté avec un interdit pour cause d'imbécillité, longtemps avant le jugement d'interdiction, n'a pas besoin de prendre la voie de la tierce opposition pour faire rétracter ce jugement. — Turin, 14 mai 1808, t. 14, p. 668, nº 24. — Tel est aussi l'avis de MM. CARR. t. 3, p. 271, nº 3035, et B. S. P. p. 683, not. 11, nº 4. — *V.* cependant M. D. C. p. 596, 8e alin. 2e lig., qui énonce une opinion contraire. — *V.* aussi M. PROUDHON, t. 2, p. 332, alin. 3 et 4.

72. Un interdit est recevable à provoquer de son chef, et sans l'assistance de son tuteur, la mainlevée de son interdiction, alors surtout qu'il a pour tuteur et subrogé tuteur des parents successibles, intéressés par là même à ce qu'il ne reprenne pas l'administration de ses biens. — Bord. 8 mars 1822, t. 24, p. 78. — Telle est l'opinion de MM. TOULL. t. 2, p. 474; CARR. *Lois de procédure*, sur l'art. 890, nº 3037; et PIG. t. 2, p. 643, 3e édit. — MM. LEP. p. 157, et B. S. P. p. 683, sont aussi du même avis.

73. Le tuteur ne doit pas être appelé comme contradicteur à la demande en mainlevée d'interdiction formée par l'interdit. — Cass. 12 fév. 1816, t. 14, p. 682, nº 40. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 100, 2e col., 7 et 8e alin.; LEP. p. 593, 4e alin.; DURANT. t. 3, p. 719, 3e alin.; B. S. P. p. 683, not. 10, nº 1; CARR. t. 3, p. 271, nº 3036; PIG. t. 2, p. 462, 2e alin.; MERL. *Rep.* t. 6, p. 439, 1re col., 8e alin.; MERL. *Q. D.* t. 3, p. 670, 1re col., 1er alin.; DELVINC. t. 1, p. 486, 3e alin.; COMM. t. 3, p. 296, 1er alin., *in fine*.

74. Il ne peut pas attaquer par la voie de la tierce opposition le jugement qui a rétabli l'interdit dans le plein exercice de ses droits. — Cass. 12 fév. 1816, t. 14, p. 682, nº 47. — *V.* les auteurs cités sur la question précédente.

75. Il n'est pas nécessaire que le jugement qui accorde la mainlevée de l'interdiction soit rendu public. — C'est ce qui est soutenu J. A. t. 14, p. 695, nº 70. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 272, nº 3039; PIG. t. 2, p. 462, 4e alin.; DELVINC. t. 1, p. 486, 4e alin., et DURANT. t. 3, p. 720, 6e alin. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 393, 42.

76. Si le créancier ignore le changement d'état d'un incapable devenu capable, la poursuite qu'il dirige contre son tuteur est-elle valable? — Oui, selon M. PIG. t. 2, p. 14, *in fine*, par application de l'art. 345 C. P. C.; mais, si le créancier sait le changement, il doit poursuivre contre le débiteur devenu capable. — *V.* J. A. t. 14, p. 695, nº 71. — *V.* nos mots *exploit*, nos 147 et 148, et *péremption*, nº 23.

INTERPRÉTATION DES LOIS.

1. Avis du Conseil d'état portant que la loi du 16 sept. 1807, relative à l'interprétation des lois, n'a pas été abrogée par la charte. — 17 déc. 1823, t. 25, p. 405.

2. Une nouvelle loi vient d'être promulguée sur le pouvoir de la Cour de cassation en matière d'interprétation. Elle était vivement désirée par tous les bons esprits.

J. A. 1837, cahier d'avril.) — 30 juill. 1828, t. 35, p. 139.

INTERPRÈTE. *V. Arb.* 336. — *Enq.* 300 *et s.*

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES (1).

C. Ier. QUAND Y A-T-IL LIEU A L'INTERROGATOIRE?—DU JUGEMENT QUI L'ORDONNE. —A. 1er. Qui peut être interrogé sur faits et articles? Dans quels cas? Sur quels faits? En quel état de cause? 1 à 33. — A. 2. Admissibilité de l'interrogatoire, 34 à 50. — A. 3. Du jugement qui ordonne l'interrogatoire, 51 à 63. — C. II. COMMENT EST-IL PROCÉDÉ A L'INTERROGATOIRE? SES EFFETS.— A. 1er. Formes de l'interrogatoire, 64 à 83.—A. 2. Ses effets, 84 à 92.

CHAP. Ier. *Quand y a-t-il lieu à l'interrogatoire sur faits et articles? Du jugement qui l'ordonne.*—Art. 1er. *Qui peut être interrogé? Dans quels cas? Sur quels faits? En quel état de cause?*

1. Faut-il avoir la disposition de ses droits pour être interrogé? —Oui, suivant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 582, not. 3, 2e alin., et *Pr. civ.*, t. 1, p. 240, no 3. — *V.* MM. B. S. P. p. 315, 2e alin., *Rép.* t. 6, p. 482, vo *interrogatoire sur faits et articles*, no 3; DELAP. t. 1, p. 309, 2e alin.; CARR. t. 2, p. 766, 8e alin.; PR. FR. t. 2, p. 277, 2e alin. — M. F. L. t. 3, p. 113, 1re col., 5e alin., ajoute qu'il faut, pour que le tuteur puisse être interrogé pour le mineur, qu'il s'agisse dans le procès d'objets dont le tuteur peut disposer seul. Toutefois MM. D. C. p. 237, 3e alin., DELAP. et PR. FR. *loc. cit.*, pensent que le mineur adulte peut être aussi interrogé sur les faits qui sont à sa connaissance; quant au mineur émancipé, il peut être interrogé personnellement sur tout ce qui concerne l'administration de ses biens et de son commerce.—Relativement à ses capitaux mobiliers et à ses immeubles, MM. PIG. t. 1, p. 240, et CARR. t. 1, p. 767, l'assimilent au mineur en tutelle. —*V.* J. A. t. 14, p. 726, no 35.— *V.* aussi C. T. t. 1, p. 326, 30 la note.

2. Le mari commun en biens, qui assiste sa femme dans l'action par elle intentée en déchéance du droit de réméré stipulé au profit d'un tiers, peut être interrogé sur faits et articles. — Paris, 23 juin 1812, t. 14, p. 723, no 30. —*V.* M. B. S. P. p. 315, no 18.

3. La femme commune en biens peut être interrogée dans un procès où il s'agit de droits qui lui sont personnels, ou d'objets intéressant la communauté.—Brux. 11 oct. 1808 et 4 fév. 1813. — Orl. 10 juill. 1812, t. 14, p. 711, no 12. — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 240, § 3, 2e alin.; PR. FR. t. 2, p. 278, 2e alin.; CARR. t. 1, p. 767, 4e alin.; PIG. *Comm.* t. 1, p. 583, 1er alin.; D. C. p. 237, 3e alin.; DELAP. p. 309, 3e alin.; F. L. t. 3, p. 113, 1re col.; B. S. P. p. 315, not. 18, 3e alin.

4. Comme aussi une femme commune en biens peut être interrogée sur faits et articles dans une instance ayant pour objet une action mobilière faisant partie de l'association conjugale. — Poit. 13 fév. 1827, t. 36, p. 57.

5. Mais elle ne peut pas l'être sur des faits qui résulteraient d'un quasi-délit de son mari. — Orl. 10 juill. 1812, t. 14, p. 711, no 13. — *V.* M. CARR. p. 768, 4e alin.

6. On ne peut demander l'interrogatoire d'une femme demanderesse en séparation de biens, sur le fait de savoir *s'il n'est pas vrai que les affaires de son mari ne sont pas en désordre, et qu'il possède, soit en meubles soit en immeubles, les ressources qui excèdent le montant des sommes qu'il peut devoir, et qui sont en outre plus que suffisants pour le remplir de ses droits et reprises*: ce fait n'est pas pertinent. — Am. 6 mai 1826. Delacombe C. Delacombe.

7. Lorsqu'un mari a formé seul une action concernant l'administration des biens de sa femme, le défendeur ne peut pas mettre la femme en cause pour la faire interroger sur faits et articles relativement à des conventions qu'il prétend être intervenues avec elle sur le fait du procès. — Caen, 10 avr. 1823, t. 25, p. 124. — *V.* M. PIG. t. 1, p. 240; B. S. P, p. 315; LEP. p. 254; DELAP. t. 1, p. 309; et MERL. *Rép.* vo *interrogatoire sur faits et articles.*—*V.* le no qui suit.

8. Le juge ne peut ordonner la confrontation personnelle du conjoint de l'une des parties, bien qu'il ne soit pas en cause, et cela aux fins de l'interroger sur les faits et circonstances posés par la partie adverse. — Brux. 15 fév. 1826. — *V.* le no qui précède et celui qui suit.

9. La femme qui n'a pas été mise en cause ne peut pas subir un interrogatoire lorsque son mari est le seul appelé. — Metz, 16 juin 1827. Niberotte-l'Abesse C. Prilleux. — *V.* les deux nos qui précèdent.

10. La seule qualité d'étranger domicilié hors de France suffirait-elle pour dispenser un plaideur de venir répondre devant un juge national à l'interrogatoire que son adversaire voudrait lui faire subir? — M. MERL. *Rép.* t. 6, p. 484, §, 6, rapporte un arrêt du conseil souverain de Colmar, du 26 avril 1754, qui a décidé cette question négativement. Il en devrait être de même aujourd'hui; mais, en cas d'empêchement légitime, on pourrait suivre pour l'étranger les dispositions soit de l'art. 326, soit de l'art. 332. — *V.* J. A. t. 14, p. 729, p. 43.

11. Un légataire universel peut être obligé de subir un interrogatoire qui tendrait à établir l'existence d'un fidéicommis tacite. — Cass. 18 mars 1818, t. 14, p. 724, no 33.

12. Le légataire ne peut se refuser à subir l'interrogatoire ordonné, sous prétexte que le testament qui l'institue n'a pas encore été reconnu ou vérifié, lorsqu'il a demandé lui-même l'envoi en possession de l'hérédité en vertu de ce testament. — Cass. 18 mars 1818, t. 14, p. 724, no 34.

13. Un interrogatoire sur faits et articles peut servir de commencement de preuve par écrit pour faire admettre la preuve testimoniale.—Telle est l'opinion de MM. PIG. t. 1, p. 249; F. L. t. 3, p. 118, 3e alin. et CARR. t. 1, p. 789, 2e alin.—Toutefois ce système ne paraît pas sans difficulté à M. B. S. P. p. 318, no 2, et il est rejeté par M. TH. DESM. p. 153. — J. A. t. 14, p. 725 et 726, no 33. — V. *infrà*, no 89.

14. Celui qui oppose la prescription trentenaire ne peut se refuser à subir un interrogatoire sur des faits emportant renonciation à la présomption. — Paris, 8 mars 1812, t. 14, p. 722, no 29. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 766, not. 5; et B. S. P. p. 312, not. 6, no 2.

15. L'interrogatoire sur faits et articles est admissible pour établir qu'il y a eu transaction sur l'objet en litige. — Brux. 1er déc. 1810, t. 14, p. 715, no 17. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 796, not. 2; B. S. P. p. 312.

16. Comme aussi un interrogatoire sur faits et articles peut être ordonné pour détruire un compromis. — Turin, 4 août 1806, t. 14, p. 706, no 7. — *V.* MM. B. S. P. p. 312; CARR. t. 1, p. 769, no 1226; PR. FR. t. 2, p. 276; D. C. p. 235, 6e alin.; F. L. t. 3, p. 113, § 2; LEP. p. 214, 2e *quest.*; CARR. t. 1, p. 770, no 1229; et F. L. p. 114, 1re col. no 5.

17. On ne peut pas faire interroger une partie sur faits et articles afin de recueillir de sa propre bouche la preuve d'un bail verbal. — Renn. 6 août 1812, t. 14, p. 723, no 31. — M. CARR. t. 1, p. 769, no 1226, not. 2, pense que cette décision ne peut être suivie. — *V.* le no qui suit.

18. Lorsqu'une convention a été faite verbalement (*notamment une société pour l'acquisition d'un terrain*), et qu'une des parties en nie l'existence, les juges peuvent ordonner l'interrogatoire sur faits et articles de cette partie.—Lyon, 16 juill. 1827, t. 34, p. 306.— *V.* le no qui précède.

19. La caution solidaire peut demander que le débiteur principal et le créancier soient in-

(1) *V. Exéc.* 19, 74.— *Interd.* 65 *et s.*— *Jug. p. i.* 35, 42 *et s.*

terrogés dans le but de savoir si des paiements partiels n'auraient pas déjà été faits. — Renn. 21 fév. 1826. Quénot C. Delâtre.

20. On ne peut faire interroger sa partie adverse sur des faits qui tendent à obtenir l'aveu, soit de son propre crime, soit du crime des auteurs de ses jours. — Brux. 17 fev. 1819.

21. On ne peut être forcé de répondre sur des faits qui, s'ils étaient prouvés, constitueraient un crime dans le chef de celui qui est interrogé.—Brux. 23 nov. 1826.

22. Celui contre lequel on demande un interrogatoire sur faits et articles ne peut se refuser à le subir, sous le prétexte que les faits sur lesquels on veut le faire interroger tendraient à l'inculper d'usure. — Liége, 5 avr. 1811, t. 14, p. 720, n° 26. —*V.* MM. B. S. P. p. 312, not. 6, n° 3; Merl. *Rép.* t. 6, p. 483, v° *interrogatoire sur faits et articles*, n° 5; Carr. t. 1, p. 775, n° 1238; Pr. Fr. t. 2, p. 293, 2e alin.; et F. L. t. 3, p. 114, 1re col. n° 4, 4e alin.; D. C. p. 236, 4e alin.

23. La partie peut-elle fournir au juge, et celui-ci recevoir d'elle des notes ou mémoires contenant des faits secrets sur lesquels il aurait à interroger d'office? — Oui, suivant M. Pig. t. 1, p. 243, n° 5; et, en effet, cette marche est consacrée par l'usage. — *V.* J. A. t. 14, p. 728, n° 39.

24. La partie qui a prêté en première instance un serment supplétif sur certains faits, peut, en cause d'appel, subir sur les mêmes faits un interrogatoire sur faits et articles. — Montp. 6 fév. 1810, t. 1, p. 66, n° 3.

25. L'interrogatoire sur faits et articles peut-il être ordonné dans les procès qui s'instruisent par écrit, comme dans les affaires d'audience? — Oui, suivant MM. Lep. p. 213, 1re quest.; Carr. t. 1, p. 769, n° 1226; et F. L. t. 3, p. 113, 1re col. n° 2. — Mais alors M. Carr. p. 787, n° 1260, pense que la disposition de l'art. 335, qui défend que l'interrogatoire soit un sujet d'écritures de part ni d'autre, cesse d'être applicable. — Tel est aussi l'avis de M. D. C. p. 243, 2e alin. t. 14, p. 726, n° 36.

26. L'interrogatoire ne peut pas être ordonné avant que l'appelant ait signifié ses griefs, et que l'instruction de la cause ait commencé devant la cour d'appel. — Brux. 22 juill. 1809, t. 14, p. 716, nos 19 et 28. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 772, 1er alin.; D. C. p. 236, 2e et 3e alin.; Pig. *Comm.* t. 1, p. 581, not. 2.

27. L'interrogatoire sur faits et articles peut être ordonné dans une cause à l'instant même où elle sort du rôle ou de l'affiche pour être plaidée, pourvu que la partie qui le demande n'ait pas pour but de retarder le jugement à rendre. — Poit. 29 nov. 1831. Haury C. Clémot. — V. *infrà*, nos 30, 31, 34 et s.

28. On n'est pas recevable à demander un interrogatoire sur faits et articles dans l'intervalle qui s'écoule entre un arrêt de partage et le jour fixé pour le vider. — Rouen, 11 avr. 1809, t. 14, p. 716, n° 18. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 273, n° 1233; B. S. P. p. 312, not. 7; Pig. *Comm.* t. 1, p. 281, 4e alin. et p. 582, 2e alin.; F. L. t. 3, p. 114, 2e col. dern. alin.

29. L'interrogatoire sur faits et articles ne peut plus être demandé lorsque les plaidoiries sont terminées, et que le ministère public ayant donné ses conclusions, la cause n'est renvoyée à une autre audience que pour la prononciation du jugement. — Cass. 30 déc. 1813, t. 14, p. 721, n° 32. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 772, not. 2; B. S. P. p. 312, n° 3; F. L. t. 3, p. 113, n° 3 — *V.* aussi MM. Haut. p. 178; D. C. p. 236, 7e alin.. — M. Pig. t. 1, p. 293, n° 2, pense que la demande à fin d'interrogatoire peut être formée même à la veille du jugement, soit en première instance, soit sur l'appel.

30. Un tribunal peut refuser d'ordonner un interrogatoire sur faits et articles demandé dans une cause à l'audience même où elle doit être jugée. — Bourg. 23 nov. 1830. Venault C. Gilberton. — V. *suprà*, n° 27.

31. Une demande en interrogatoire sur faits et articles n'est plus admissible en cause d'appel, lorsqu'il a déjà été accordé plusieurs remises et que la cause est en état. — Caen, 13 juin 1825. Fauvel C. Boschero. — V. *suprà*, nos 27 et s.

32. Celui qui a obtenu de faire interroger la partie adverse n'est pas tenu de le faire dans le délai prescrit, de telle sorte qu'il ne puisse être relevé de la forclusion acquise contre lui. — Brux. 11 fév. 1809, t. 14, p. 713, n° 14. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 116, 2e col. 5e alin., et Carr. t. 1, p. 773, n° 1234.

33. Lorsqu'une partie n'a point comparu en première instance pour subir son interrogatoire sur faits et articles, et que, sur l'appel du jugement qui a tenu les faits pour constants, elle se présente et demande à le subir, son audition peut-elle être refusée? — Non. — Cass. 13 niv. an x. — Oui. — Montp. 24 nov. 1818, t. 14, p. 701, nos 1 et 2. — *V.* MM. D. C. p. 241, 2e alin.; Carr. t. 1, p. 771, n° 1230; Lep. p. 218, 7e quest.; F. L. t. 3, p. 116, 2e col. 3e alin.

Art. 2. *Admissibilité de l'interrogatoire.*

34. Il est laissé à l'arbitraire du juge d'ordonner ou de refuser un interrogatoire sur faits et articles. — Cass. 6, 11 et 12 déc. 1827, t. 35, p. 111. — V. *suprà*, nos 27 et s., et *infrà*, nos 35 et s.

35. Les juges prononcent souverainement sur la pertinence et l'admissibilité des faits sur lesquels l'interrogatoire est demandé et leur refus de l'ordonner ne peut donner ouverture à cassation — Cass. 30 avr. 1807 et 2 m. 1820, t. 14, p. 707, n° 81. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 2, p. 314, v° *chose jugée*, § 15; et C. T. t. 1, p. 317, 6. — *V.* encore MM. Carr. t. 1, p. 766, note 5; B. S. P. p. 312, note 5, n° 3; F. L. t. 3, p. 113, 1re col. 7e alin; et le n° qui précède. — M. Carr. t. 1, p. 775, note 3, pense que le dispositif du jugement qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles ne peut pas contenir le texte des questions sur lesquelles cet interrogatoire est ordonné.

36. Les juges ne sont pas obligés d'ordonner l'interrogatoire sur faits et articles toutes les fois qu'il leur est demandé. — Cass. 21 janv. 1815, t. 11, p. 141, v° *enquête*, n° 121. — V. *suprà*, n° 34.

37. Les juges peuvent refuser l'interrogatoire sur faits et articles, lorsque les faits ne leur paraissent pas pertinents. — Renn. 28 janv. 1810, t. 22, p. 444, n° 12. — V. *suprà*, n° 34.

38. Une partie ne peut être obligée de répondre sur des faits et articles dont la pertinence dépend d'un fait nié par elle et non établi par la partie adverse. — Brux. 2 juin 1823, t. 2, p. 79.

39. On doit regarder comme pertinents tous les faits sur lesquels une partie demande l'interrogatoire, s'ils sont relatifs à la contestation. — Turin, 27 janv. 1808. — Renn. 25 juin 1813, t. 14, p. 708, n° 9. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 240, § 4; Carr. t. 1, p. 768, n° 1225; B. S. P. p. 313, n° 4 et p. 285, nos 1 et 2; D. C. p. 236, 4e alin.

40. Dans une instance en recherche de maternité, les questions sur lesquelles on demande que la mère présumée soit interrogée sur faits et articles peuvent contenir la désignation de celui auquel on impute la paternité. — Renn. 2 janv. 1810, t. 14, p. 717, n° 21. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 766, not. 3.

41. Est-il nécessaire que les faits sur lesquels le juge voudrait interroger d'office la partie qui subit interrogatoire aient du rapport avec les faits contenus dans la requête? — Oui, car l'interrogatoire ne peut porter que sur des faits pertinents. — *V.* MM. Delap. t. 1, p. 316, 2e alin.; B. S. P. p. 316, n° 4; F. L. t. 3, p. 117, 1re col., n° 10, 3e alin. Carr. t. 1, p. 784, n° 1255; J. A. t. 14, p. 728, n° 40.

42. Les juges ne peuvent pas rejeter une demande en interrogatoire sur faits et articles avant de s'être occupés si les faits étaient pertinents, et par le seul motif qu'une comparution des parties en personne doit être préférée. — Nîm. 4 mai 1829, t. 39, p. 95.

43. Le tribunal auquel une requête à fin d'interrogatoire sur faits et articles est présentée, peut renvoyer à l'audience pour appr

ier la pertinence des faits, sur le motif qu'il ne connaît pas le procès. — Toul 5 mai 1829, t. 39, p. 17.—V. *ibid.* les observations sur cet arrêt.

44. Les tribunaux n'ont pas le droit de rejeter une requête sur faits et articles, sans déclarer que les questions y énoncées sont non pertinentes ou inadmissibles; et, en d'autres termes, ils ne peuvent modifier ou réduire ces questions à une seule, rentrant dans le fait principal à prouver, sans motiver sur la non-pertinence ou l'inadmissibilité le rejet qu'ils font de l'ensemble de la requête. — Nîm. 13 oct. 1827, t. 34, p. 187.

45. Un tribunal est suffisamment autorisé à refuser un interrogatoire sur faits et articles par cela seul que la demande n'a pas été faite dans la forme prescrite par l'art. 325 C. P. C. — Renn. 26 déc. 1811, t. 14, p. 721, n° 27. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 774, not. 3, et F. L. t. 3, p. 115, § 6.

46. Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, les tribunaux ne pouvaient d'office procéder à l'interrogatoire sur faits et articles d'un individu présent à l'audience, et qui n'était pas d'ailleurs partie dans la contestation. — Cass. 15 vent. an XII, t. 14, p. 703, n° 3. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 774, sur l'art. 325; Pig. *Comm.* t. 1, p. 584, 2e alin.; Pr. Fr. t. 2, p. 278, *in fin.*; F. L. t. 3, p. 115, n° 6; B. S. P. p. 113, not. 11, et p. 112, not. 5.

47. L'irrégularité d'une pareille mesure était couverte par le silence des parties qui ne l'avaient pas opposée devant les premiers juges. — Cass. 15 vent. an XII, t. 14, p. 703, n° 4.

48. Les tribunaux de commerce peuvent, comme les tribunaux civils, ordonner l'interrogatoire sur faits et articles. — Rouen, 18 mars 1828. — Nîm. 4 mai 1829, t. 35, p. 127, et t. 39, p. 95.

49. Il en est de même de la comparution personnelle. — Brux. 14 mars 1827.

50. L'avoué de celui qui demande l'interrogatoire ne peut réclamer aucun droit pour assistance au jugement. — C. T. t. 1, p. 317-7.

Art. 3. *Du jugement qui ordonne l'interrogatoire.*

51. Il n'est pas nécessaire que le jugement qui ordonne l'interrogatoire sur faits et articles soit rendu contradictoirement. — Turin, 1er mai 1810, t. 14, p. 719, n° 24. — *V.* M. B. S. P. p. 313, not. 10.

52. En matière d'interrogatoire sur faits et articles, les juges ne peuvent pas énoncer dans le dispositif du jugement le texte des questions sur lesquelles ils ordonnent l'interrogatoire. — Nîm. 13 oct. 1827, t. 34, p. 187.

53. Est-on recevable à se pourvoir par opposition contre l'exécution d'un jugement sur requête qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles? — Oui. — Paris, 28 mai 1808, 5 mai 1825, et 19 nov. 1829. — Gren. 27 fév. 1812. — Lyon, 28 janv. 1824. — Montp. 27 déc. 1825. — Montp. 1er févr. 1827. Decostes C. de Gouges. — Metz, 16 juin 1827. Rebuotte Labesse C. Prilleux.—Non.—Amiens, 26 juill. 1822, et 8 avr. 1824. — Rouen, 29 janv. 1825, 7 mars et 18 mars 1828; Gren. 3 janv. 1826; Gren. 26 fév. 1831, t. 14, p. 709, n° 11; t. 24, p. 253; t. 26, p. 213; t. 28, p. 356; t. 29, p. 306; t. 30, p. 24; t. 31, p. 81; t. 32, p. 154; t. 35, p. 126-127; t. 39, p. 153, et t. 41, p. 597.

54. Cependant le jugement qui ordonne un interrogatoire est susceptible d'opposition, s'il contient violation de la loi ou excès de pouvoir. — Rouen, 18 mars 1828, t. 35, p. 127. — *V.* MM. Haut. p. 179; Pig. *Comm.* t. 1, p. 284, dernier alin.; D. C. p. 239 et 240; F. L. t. 3, p. 115, 2e alin.; B. S. P. p. 313, not. 10, 2e alin. — M. Carr. t. 1, p. 776, n° 1241, pense que le législateur n'a pas entendu autoriser la voie de l'opposition contre le jugement qui ordonne l'interrogatoire, et que la partie peut seulement refuser de répondre à un fait qu'elle prétendrait n'être pas pertinent. — *V.* aussi C. T. t. 1, p. 310, 8.—*V.* le n°s qui suit, et *infra*, n° 78 et s.

55, 56 et 57. La partie qu'on veut faire interroger sur faits et articles ne peut pas demander le renvoi à l'audience pour entendre les moyens et conclusions de l'autre partie; elle peut seulement former opposition au jugement qui ordonne l'interrogatoire. — Brux. 25 nov. 1829, t. 39, p. 94. — *V.* les deux n°s qui précèdent et celui qui suit.

58. L'ordonnance d'un président portant commission d'un juge pour procéder à un interrogatoire sur faits et articles, et rendue en l'absence de la partie défenderesse, est susceptible d'opposition devant le président même qui a rendu l'ordonnance. — Rouen, 9 fév. 1829, t. 40, p. 8. — *V.* le n° qui précède.

59. Le jugement qui adjuge à l'une des parties sa demande en comparution personnelle de l'autre partie devant le tribunal, est un jugement définitif sujet à l'appel. — Brux. 14 mars 1827.

60. Le jugement qui ordonne l'interrogatoire n'est que préparatoire, et on ne peut en appeler qu'en même temps que du jugement définitif.—Toul. 5 mai 1829, t. 39, p. 17.—Liége, 15 mai 1834, t. 47, p. 581 —*V. ibid.* les observ. contre ces arrêts. — *V.* le n° qui suit.

61. Le jugement qui ordonne l'interrogatoire demandé est interlocutoire, et comme tel susceptible d'appel.—Turin, 27 janv. 1808.—Lyon, 26 août 1822. —Nîm. 4 mai 1829.—Paris, 19 nov. 1829, t. 14, p. 708, n° 10; t. 24, p. 291, et t. 39, p. 95 et 154. — M. Carr. t. 1, p. 776, n° 1241, est d'une opinion contraire. — *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

62. Comme aussi le jugement qui rejette une demande en interrogatoire est susceptible d'appel, surtout si les premiers juges ont basé leur jugement sur un moyen tiré du fond, comme celui de l'acquiescement.—Gren. 3 janv. 1826, t. 31, p. 81. — *V.* le n° qui précède.

63. Il faut une nouvelle requête pour faire commettre le juge qui doit procéder à l'interrogatoire sur faits et articles, et cette requête doit être taxée par analogie conformément à l'art. 76 du tarif. — C. T. t. 1, p. 320, 321 et 10, 11. — *V. infrà*, n° 67.

Chap. II. *Comment est-il procédé à l'interrogatoire? Ses effets.* — Art. 1er. *Interrogatoire.*

64. L'assignation à l'effet d'être interrogé sur faits et articles doit, à peine de nullité, être signifiée à la personne ou au domicile réel de celui qui doit subir l'interrogatoire. — Paris, 8 prair. an XII, t. 14, p. 704, n° 5.— *V.* MM. Lep. p. 214, 3e quest.; Delap. t. 1, p. 313; Carr. t. 1, p. 780, n° 1247; Pig. *Comm.* t. 1, p. 587, not. 3, et F. L. t. 3, p. 116, § 9. — *V.* aussi Pr. Fr. t. 2, p. 282; M. Merl. *Rép.* t. 6, p. 484, v° *interrogatoire sur faits et articles*, § 7, 3e alin. — Il y aurait nullité de l'assignation si elle était donnée par un autre huissier que l'huissier commis. — *V.* MM. Carr. n° 1248, et F. L. *loc. cit.* — *V.* cependant M. Lep. p. 217, 6e quest.

65. L'huissier qui signifie le jugement en vertu duquel l'interrogatoire doit avoir lieu, avec assignation à comparaître devant le juge-commissaire, n'a pas besoin d'être commis par une ordonnance spéciale, sur une requête *ad hoc*. Il doit être commis par l'ordonnance même qui fixe les jour et heure de l'interrogatoire. — C. T. t. 1, p. 324, 20.

66. Doit-on présenter soit au président s'il a retenu l'interrogatoire, soit au juge qui aurait été commis par lui, une requête en fixation des jour et heure? — Oui, suivant MM. Haut. p. 80, 3e alin.; Pig. t. 1, p. 242, n° 4, 3e alin., et D. C. p. 237, 5e alin. — Non, suivant MM. Delap. t. 1, p. 312, 2e alin., et Carr. t. 1, p. 778, n° 1244.—*V.* J. A. t. 14, p. 727, n° 38, où nous avons adopté cette dernière opinion. — V. *suprà*, n° 63.

67. Il n'est point dû de vacation à l'avoué pour prendre l'ordonnance du juge commis indiquant les jour et heure de l'interrogatoire. — C. T. t. 1, p. 322-14.

68. Mais si le président se charge lui-même de l'interrogatoire, il doit lui être présenté une requête dont la taxe a lieu par analogie

avec l'art. 76 du tarif. — C. T. t. 1, p. 322, 15.

69. La partie n'est pas tenue d'affirmer *par serment* la sincérité de sa réponse à un interrogatoire sur faits et articles. — Flor. 19 mars 1810, t. 14, p. 718, n° 22. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 784, n° 1253; Pig. *Comm.* t. 1, p. 595, n° 5; D. C. p. 235, 3e alin., et p. 242, 7e alin.; et F. L. p. 117, 1re col., § 10.

70. Il doit en être de même, quoique l'interrogatoire soit ordonné par un jugement contradictoire et non sur simple requête.—Flor. 19 mars 1810, t. 14, p. 718, n° 23.

71. L'administrateur ou l'agent nommé pour prêter l'interrogatoire peut-il lire sa réponse et être interrogé d'office?—On a soutenu J. A. t. 14, p. 728, n° 41, que l'administrateur pourra lire ses réponses et qu'il ne devra pas être interrogé d'office; et c'est aussi ce que pensent MM. D. C. p. 244, 8 et 9e alin.; B. S. P. p. 315, not. 17; Pig. t. 1, p. 246, n° 8; Carr. t. 1, p. 291, n° 1264, et F. L. t. 3, p. 117, 1re col., dernier alin. — Il faut excepter le cas où l'administrateur ou agent serait interrogé sur des faits à lui personnels.

72. La qualité seule de la personne peut-elle être considérée comme un empêchement permanent qui oblige le juge à se transporter? — Autrefois il en était ainsi quand la qualité était éminente, comme celle de prince du sang royal. — M. Delap. t. 1, p. 312, pense qu'il faudrait encore observer la même règle; et MM. B. S. P. p. 314, not. 16, et Carr. t. 1, p. 279, paraissent être d'avis qu'on devrait procéder de même à l'égard des grands dignitaires du royaume et du ministre de la justice, par analogie avec ce que règle l'art. 511 C. I. C. — *V.* J. A. t. 14, p. 728, n° 42, où nous avons combattu cette opinion, conformément à celle émise par M. F. L. t. 3, p. 116, 1re col., n° 8, 5e alin.

73. Dans le cas où le juge est obligé de se transporter au domicile de la partie, il a droit à des frais de transport. — C. T. t. 1, p. 325, 17.

74. L'empêchement légitime dans lequel se trouve la partie assignée pour être interrogée sur faits et articles peut être justifié par un parent ou un ami munis de certificats.— C. T. t. 1, p. 325, 25.

75. Cette démarche, soit qu'elle ait été faite par un étranger ou par un avoué, ne peut donner lieu à aucun émolument qui doive passer en taxe contre la partie adverse.— C. T. t. 1, p. 325, 26.

75 *bis.* Les certificats ne sont passés en taxe qu'à raison des simples déboursés. — C. T. t. 1, p. 325, 26.

76. Lorsque la partie assignée pour subir interrogatoire ne s'est pas présentée par suite d'un empêchement qu'elle prétendait légitime, mais que le juge-commissaire n'a pas admis, peut-elle présenter de nouveau son excuse au tribunal, en formant opposition à l'ordonnance qui l'a rejetée? — Oui, suivant M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 590, art. 332, n° 1.— *V.* J. A. t. 14, p. 729, où nous avons établi comment cette question n'a d'intérêt que pour les frais.

77. Si la partie qui n'a pas comparu, ou qui a refusé de répondre, se présente avant le jugement, elle doit être interrogée, mais à la charge de payer les frais du premier procès-verbal constatant son défaut ou son refus, et de la signification, sans répétition, même lorsqu'en définitive elle obtient gain de cause. — C. T. t. 1, p. 326, 28.

78. La partie contre laquelle l'interrogatoire est demandé ne peut pas, lors de la présentation de la requête contenant les faits, en discuter le mérite et la nature. — Brux. 23 fév. 1809, et 1er déc. 1810, t. 14, p. 714, n° 15. — *V.* MM. Delap. t. 1, p. 310; Lep. p. 216, 5e quest.; Pig. t. 1, p. 241, n° 5, 6e alin.; Carr. t. 1, p. 775, n° 1239. — La requête, suivant MM. Carr. *loc. cit.* et F. L. t. 3, p. 115, 2e col., est remise au président qui en fait rapport dans la chambre du conseil.—M. D. C. p. 237, 1er alin. pense que la requête doit être lue à l'audience par le greffier, et que c'est ensuite de cette lecture que le tribunal prononce.— V. *suprà*, nos 53 et s. et le no qui suit.

79. Elle peut se présenter devant le président ou le juge commis, non pour répondre à l'interrogatoire, mais pour contester la pertinence et l'admissibilité des faits. —Brux. 23 fév. 1809, et 1er déc. 1810, t. 14, p. 714, n° 16.— Amiens, 8 avr. 1824, t. 26, p. 213. — *V.* M. B. S. P. p. 313, not. 12.— M. Comm. t. 1, p. 366, pense que la partie ne peut jamais se refuser à répondre sur les faits, sous prétexte qu'ils ne sont pas pertinents. —Quand la partie refuse, que faut-il faire? — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 245, 2e alin.; F. L. t. 3, p. 115, 2e col. 5e alin.; D. C. p. 240, 5e alin., et Carr. t. 1, p. 781, n° 1249, not. 2. — *V.* le n° qui précède.

80. Il est laissé au pouvoir des juges, lorsque plusieurs personnes doivent être interrogées dans la même affaire et sur les mêmes faits, de procéder à l'interrogatoire de l'un en présence de l'autre, surtout en y ajoutant la précaution d'entendre aussi les parties interrogées séparément. — Renn. 21 fév. 1826, t. 35, p. 116.

81. Un interrogatoire ne peut être lu à l'audience qu'après avoir été signifié. — Poit. 21 avr. 1831, t. 42, p. 243.

82. Ne doit pas être lu l'interrogatoire subi en vertu d'un jugement par défaut auquel on a fait opposition, tant que cette opposition n'a pas été jugée.— Poit. 21 avr. 1831, t. 42, p. 242.

83. L'avoué du demandeur et celui du défendeur ne peuvent assister à l'interrogatoire. Il ne leur revient, pour une semblable assistance, aucun émolument. — C. T. t. 1, p. 327, 32.

Art. 2. *Ses effets.*

84. La partie à laquelle il a été ordonné de répondre sur faits et articles ne peut, après avoir subi son interrogatoire, donner aux questions qui lui ont été faites dans cet interrogatoire de nouvelles réponses par écrit, signifiées par exploit à sa partie adverse. — Brux. 25 nov. 1826.

85. Une telle signification peut être considérée comme une reconnaissance que les réponses données lors de l'interrogatoire sont insuffisantes et incomplètes, et la partie adverse est, en ce cas, recevable à en faire subir un nouveau. —Brux. 25 nov. 1826.

86. L'interrogatoire sur faits et articles, demandé par une partie et subi par l'autre, n'est pas un obstacle à l'admission de la preuve testimoniale, encore que l'interrogatoire ait été subi sous la foi du serment. — Cass. 6 frim. an XIII, et 9 fév. 1808, t. 14, p. 705, n° 6. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 774, n° 1236; Pr. Fr. t. 2, p. 280, 1er alin.; F. L. t. 3, p. 115, § 5 *bis*. — Une partie pourrait demander et les juges pourraient ordonner plus d'un interrogatoire dans le même procès.— *V.* Pr. Fr. *loc. cit.*; MM. Carr. n° 1235; D. C. p. 245, 2e alin.; et F. L. p. 115, 2e col. 2e alin.— *V.* encore M. Merl. *Rép.* t. 16, addition, p. 529, v° *interrogatoire sur faits et articles*, § 16.

87 et 88. Le tribunal pourrait-il ordonner une instruction par écrit à l'occasion de l'interrogatoire? — Non, suivant MM. Carr. t. 1, p. 787, n° 1261, et B. S. P. p. 317, not. 32. M. F. L. t. 3, p. 117, n° 11, pense au contraire que les écritures prohibées par l'art. 335 sont seulement celles que les parties pourraient se permettre à l'occasion de l'interrogatoire, et non celles que le juge croit utile d'ordonner pour éclairer sa religion, comme l'instruction par écrit. — *V.* J. A. t. 14, p. 727, n° 37, où cette dernière opinion est adoptée. — *V.* aussi C. T. t. 1, p. 327, 34.

89. Un interrogatoire sur faits et articles peut servir de commencement de preuve par écrit pour faire admettre la preuve testimoniale d'une obligation contractée par celui qui a subi l'interrogatoire.— Rouen, 8 avr. 1824. — Cass. 11 janv. 1827, t. 29, p. 29, et t. 32, p. 129. — Bord. 6 avr. 1823. Foussillonne C. Ducheylard. — Cass. 22 août 1832. Roblin C. Lecouturier.— V. *suprà*, n° 13.

90. Lorsque la comparution des parties a été ordonnée, le défaut

de comparaître autorise les juges à reconnaître pour avérés les faits sur lesquels la partie devait être interrogée. — Renn. 15 août 1828, t. 36, p. 70.

91. Mais lorsqu'un interrogatoire sur faits et articles est ordonné, on ne doit pas tenir pour avérés les faits sur lesquels la partie interrogée refuse de répondre catégoriquement, lorsque ces faits rentrent dans ceux qui feraient l'objet d'un serment qu'elle avait prêté. — Pau, 11 mars 1824, t. 28, p. 182.

92. Si la matière est sommaire, la requête énonciative des faits ne procure aucun émolument spécial. — C. T. t. 1, p. 329, 35.

INTERROGATOIRE D'OFFICE. *V. Interr. sur f. a.* 46.

INTERRUPTION DE COMMUNICATION. *V. Appel*, 207.

INTERVENTION (1).

C. Ier. QUI PEUT INTERVENIR? — A. 1er. Qui peut intervenir en général? 1 à 44. — A. 2. Qui peut intervenir sur appel et en cassation? 45 à 88. — C. II. FORMES ET CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION. — A. 1er. Formes et procédure, 89 à 121. — A. 2. Effets de l'intervention, paiement des frais, 122 à 131. — C. III. DES DEMANDES INCIDENTES, 132 à 141.

CHAP. Ier. *Qui peut intervenir?* — Art. 1er. *Qui peut intervenir en général?*

1. Celui qui a le droit de former tierce opposition a le droit d'intervenir. — Colm. 30 janv. 1827. La chambre des notaires de Strasbourg C. les commissaires-priseurs. — V. *infrà*, n° 60 et suiv.

2. L'intervention est de droit au profit de celui qui peut former tierce opposition; il peut même être mis en cause, et forcé d'intervenir. — Bourg. 20 août 1828. Roland d'Arbousse C. Masson-Morlé et Fervol. — *V.* le n° qui précède.

3. On ne peut être reçu partie intervenante par cela seul qu'on pourrait être exposé à une action en garantie de la part de l'une des parties en cause, si cette partie venait à succomber dans sa demande. — Brux. 11 mai 1825.

4. La fille naturelle qui renonce aux droits qu'elle a sur la succession de son père, pour s'en tenir à une donation, ne doit pas être maintenue comme partie dans l'instance en partage de la succession, mais elle peut y assister à ses frais. — Bord. 6 août 1827. Montant C. Dupin.

5. Le notaire instrumentaire d'un acte argué de faux est recevable à intervenir dans l'instance, mais à ses frais. — Nîm. 27 mai 1829. Fauchier et Caypeau C. Giraudy-Cargat et consorts. — V. *infrà*, nos 29 et 51.

6. Les experts ne peuvent intervenir dans l'instance qui a donné lieu à leurs opérations, pour faire prononcer la suppression de mémoires injurieux pour eux, produits par l'une des parties. — Gren. 28 janv. 1832, t. 43, p. 540. — V. *infrà*, n° 54.

7. Le notaire commis à un inventaire pour représenter une personne non présente peut intervenir sur les incidents concernant cette opération. — Colm. 11 nov. 1831, t. 42, p. 273.

8. Les créanciers ont-ils le droit d'intervenir dans une instance que leur débiteur soutient contre un tiers? — Oui. — Bord. 14 avr. 1828. — Non. — Bord. 27 mars et 2 mai 1828, t. 35, p. 131 et 235. — *V. ib.* les observations, le n° qui suit, et *infrà* les nos 16 et suiv.

9 ... A moins que les créanciers ne prouvent un concert frauduleux. — Bord. 2 mai 1828, t. 35, p. 235. — Gren. 7 janv. 1831. Belluard C. Perrier.

10. Les créanciers d'un débiteur qui n'attaquent point un jugement comme ayant été l'effet d'une collusion frauduleuse, et qui n'articulent aucuns faits à cet égard, ne peuvent intervenir qu'en faisant usage des mêmes voies qui seraient ouvertes au débiteur lui-même. — Orl. 5 mars 1823, t. 14, p. 777, n° 51. — Tels sont les principes enseignés par MM. MERL. *Rep* t. 16, p. 632, 2e col. 3e alin.; PIG. t. 1, p. 415, 5e alin.

11. Les créanciers d'une société peuvent intervenir dans le procès élevé sur le point de savoir si cette société existe. — Brux. 23 janv. 1832, t. 45, p. 451.

12. Une partie civile ne peut intervenir en matière d'usure. — Cass. 9 fév. 1830. Delon C. minist. public et Mousseau.

13. Un avoué a le droit d'intervenir dans l'instance intentée par son client, pour le paiement des frais et dépens. — Nîm. 8 fév. 1829, t. 39, p. 52.

14. Un tiers ne peut pas être reçu partie intervenante sur une demande en péremption. — Renn. 16 juin 1818, t. 18, p. 407, vo *péremption*, n° 4.

15. Une partie qui n'a pas droit d'intervenir peut néanmoins obtenir acte d'une déclaration qu'elle fait en justice. — Renn. 11 juill. 1812, t. 14, p. 762, n° 31.

16. Des créanciers peuvent intervenir dans une contestation qui concerne la propriété de leur débiteur. — Nîm. 14 avr. 1812, t. 22, p. 543, vo *tierce opposition*, no 42 *bis*. — V. *suprà*, n° 8, et *infrà*, nos 17 et suiv. 70 et suiv.

17. De même un créancier hypothécaire a le droit d'intervenir dans l'instance engagée contre son débiteur et un autre créancier hypothécaire, en radiation d'inscription de celui-ci. — Nanci, 18 déc. 1826, t. 32, p. 125. — *V.* le n° qui précède.

18. Lorsque le jugement qui ordonne la vente de l'immeuble n'a point été rendu avec le créancier, et qu'il n'y a point acquiescé, il peut, s'il est inscrit, intervenir dans la contestation. — Paris, 18 août 1808, t. 14, p. 742, n° 9. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 16, p. 532, 1re col. 5e alin. et t. 17, p. 71, 2e col. *in fine*. — *V. suprà*, n° 16.

19. Comme aussi un créancier inscrit, qui, par la date de son inscription, se trouve exposé à perdre le montant de sa créance, si l'adjudication est maintenue, peut intervenir sur l'appel, afin de demander de son chef la nullité des poursuites. — Montp. 30 déc. 1816, t. 14, p. 767, n° 39. — Tel est l'avis de M. MERL. *Rep.* t. 16, p. 532, 5e alin., et t. 17, p. 71, 2e col., *in fin*. — *V. suprà*, n° 16.

20. De même tous les créanciers ont le droit d'intervenir dans une poursuite en expropriation des immeubles de leur débiteur pour surveiller leurs droits, notamment la femme qui a une hypothèque légale sur les biens saisis et appartenants à son mari. — Pau, 21 févr. 1824, t. 28, p. 120.

21. L'adjudicataire a le droit d'intervenir dans l'instance qui s'élève entre le saisissant et le saisi sur la conversion de la saisie en vente volontaire. — Colm. 26 juill. 1833, t. 46, p. 59.

22. Les créanciers hypothécaires d'un failli peuvent intervenir dans l'instance pendante entre les syndics et le vendeur d'une machine incorporée à l'immeuble affecté à leurs créances. — Paris, 10 juill. 1833, t. 46, p. 383.

23. Celui qui a vendu un de ses immeubles, à la charge par l'acquéreur de payer une partie du prix à un créancier hypothécaire, a le droit d'intervenir dans une instance en expropriation forcée, dirigée contre l'acquéreur par le créancier délégué, faute d'avoir été payé, surtout lorsque lui-même n'a pas entièrement touché la portion du prix qui lui restait due. — Cass. 30 août 1825, t. 30, p. 161.

24. L'acquéreur d'un immeuble qui est l'objet d'une contestation avec un précédent vendeur, pour résolution du contrat, faute de paiement du prix, peut intervenir, comme il aurait le droit de former une tierce opposition. — Besanç. 22 août 1809, t. 14, p. 748, n° 16. — C'est aussi l'avis de M. CARR. t. 2, p. 219, à la note, n° 9.

---

(1) *V. Abs.* 13. — *Appel*, 705. — *Aut. comm.* 2 *bis*. 69, 87, 128. — *Aut. f.* 56. — *Av.* 169. — *Cass.* 21. *Caut.* 14, 50. — *Conc.* 25. — *Conflit*, 2. — *Cons. f.* 110, 125. — *Cont. p. c.* 127. — *Distrib. c.* 27. — *Delibéré*, 27. — *Dem. n.* 24. — *Gar.* 11 *et s.* — *Jug.* 277. — *Jug. p. i.* 25 *et s.* — *Ordre*, 286, 367 *et s.* — *Peremp.* 151. — *Plaid.* 38. — *Redd. c.* 28. — *Repr. d'inst.* 6. — *Sais.-a.* 196. — *Sais. imm.* 752, 797, 825 *bis et s.* — *Sur.* 264 *et s.* 268. — *Trib.* 355.

25. L'intervention peut être formée dans une poursuite sur saisie immobilière, lorsqu'il n'y a ni adjudication définitive ni adjudication préparatoire prononcée, et il doit être sursis à l'adjudication définitive par suite de l'appel du jugement qui adjuge l'intervention. — Brux. 19 juin 1823.

26. Le créancier qui a reçu un immeuble par antichrèse peut toujours intervenir dans l'action en nullité de la vente faite par le propriétaire après l'antichrèse. — Cass. 7 mars 1820, t. 14, p. 775, nº 47. — Tel est l'avis de MM. MERL. *Rép.* t. 16, p. 531, 2e alin., et CARR. t. 2, p. 219, not. 5. — *V.* aussi M. F. L. t. 3, p. 118, 1re col., 1er alin.

27. Un procès élevé entre les propriétaires de maisons contigues, relativement à la suppression d'ouvertures pratiquées dans un mur mitoyen par le locataire de ces deux maisons, roule sur une question inhérente au droit de propriété, dont la solution doit rester étrangère au locataire, de telle sorte qu'il ne soit point recevable à former dans la cause une demande en intervention. — Rouen, 5 févr. 1817, t. 14, p. 769, nº 40. — *V.* M. PIG. t. 1, p. 413, dernier alinéa.

28. Des créanciers peuvent intervenir dans la contestation liée entre leur débiteur et des légataires sur la validité d'un testament, et attaquer eux-mêmes ce testament du chef de leur débiteur, quoique celui-ci consente à l'exécuter. — Paris, 24 mess. an XII, t. 14, p. 737, nº 2.

29. Le créancier d'une succession bénéficiaire ne peut, dans l'intérêt et pour la conservation de sa créance, intervenir dans les poursuites de vente des immeubles de la succession, si d'ailleurs toutes les formalités voulues par la loi sont observées, et s'il peut encore surenchérir. — Paris, 17 nov. nov. 1810, t. 14, p. 754, nº 23. — M. CARR. t. 1, p. 798, not. 1, pense qu'un créancier peut toujours intervenir, pourvu que ce soit à ses frais. — *V. suprà*, nº 5.

30. Un tiers qui a des droits éventuels à exercer contre le mari, de telle sorte que la séparation de biens provoquée par la femme puisse lui porter préjudice, a le droit d'intervenir dans l'instance, quoique le mari défende lui-même à cette demande. — Cass. 28 juin 1810, t. 14, p. 751, nº 18 — *V.* M. PONC. p. 207, nº 144, qui professe la même doctrine, ainsi que MM. CARR. t. 2, p. 220, nº 1681 et note 2; PIG. *Comm.* t. 1, p. 599, 5e alin.; PIG. t. 1, p. 416, *in prin.*, et p. 697; F. L. t. 3, p. 119, 2e col., alin. 2 et 6; MERL. *Rép.* t. 6, p. 534, 2e col. *in fin.*

31. Les créanciers du mari peuvent-ils intervenir dans l'instance en séparation de corps, pour la conservation de leurs droits? — L'affirmative est professée par M. PIG. t. 2, p. 565; mais l'opinion contraire est soutenue par MM. D. C. p. 576, dernier alin.; CARR. t. 3, p. 248, nº 2980, et F. L. t. 5, p. 114, 5e alin. — *V.* M. B. S. P. p. 677, note 9, et J. A. t. 21, p. 174, nº 61.

31 *bis.* Quand, en vertu d'un arrêt d'une Cour, il est procédé entre époux à une liquidation de communauté, les créanciers peuvent intervenir par requête, sans prendre la voie de la tierce opposition; car, s'agissant d'une liquidation, et non de l'appel d'un jugement qui l'a ordonnée, la procédure à suivre est celle de première instance. Tout créancier d'ailleurs a droit d'intervenir, à ses frais, *au partage*, pour empêcher qu'il ne soit fait en fraude de ses droits. — Orl. 30 août 1820, t. 14, p. 777, nº 50. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 801, 4e alin.; F. L. t. 3, p. 119, 2e col., 3e alin.; B. S. P. p. 321, 3e alin., not. 15; PIG. t. 1, p. 415, alin. 3 et suiv.

32. Une femme peut intervenir dans une instance où on l'a fait figurer à son insu, pour demander la nullité de la procédure en ce qui la concerne; elle n'a pas besoin, pour obtenir cette annulation, de diriger une demande préalable en désaveu contre l'avoué qui l'a représentée par mandat. — Renn. 13 févr. 1818, t. 5, p. 87, nº 64.

33. Quand un jugement arbitral est rendu contre une veuve, tant en son nom personnel que comme tutrice de ses enfants mineurs, elle peut, dans son intérêt personnel, intervenir dans l'instance engagée par le subrogé tuteur pour faire prononcer la nullité de la sentence arbitrale. — Cass. 27 mai 1818, t. 14, p. 773, nº 45. — Tel est aussi l'avis de M. CARR. t. 2, p. 219, en note, 8º.

34. Le subrogé tuteur peut intervenir dans toute instance où les droits du pupille sont en opposition avec ceux du tuteur. — Colm. 2 août 1817, t. 14, p. 772, nº 44. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 219, en note, nº 8.

35. Le failli a qualité pour intervenir dans la procédure en expropriation de ses biens, afin d'y surveiller ses droits et de se prévaloir de tous moyens de nullité, quoique les poursuites soient dirigées contre les syndics de sa faillite. — Pau, 21 févr. 1824, t. 28, p. 120.

36. Le failli peut intervenir dans l'instance en nullité de la vente de ses biens. — Cass. 21 nov. 1827, t. 35, p. 76.

37. Lorsqu'un failli, voulant suivre personnellement une instance d'appel abandonnée par ses syndics, forme mal à propos une demande en intervention, les juges peuvent, sans violer aucune loi, admettre cette demande, en ne la considérant que comme une simple déclaration que le failli entend soutenir privativement ses intérêts. — Cass. 19 avr. 1826, t. 31, p. 316.

38. Le créancier qui a fait signifier à son débiteur ou au mandataire de celui-ci qu'il s'opposait à tout arrangement qui serait fait hors de sa présence, au sujet d'une action en rescision introduite par le débiteur, peut intervenir dans l'instance, nonobstant le désistement donné par le mandataire, et demander la subrogation dans les poursuites de rescision. — Paris, 24 février 1806, t. 14, p. 739, nº 5. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 602, 2e alin., et PR. FR. t. 2, p. 316, 1e alin.

39. Le cessionnaire d'une créance peut intervenir dans la contestation pendante entre son cédant et le débiteur, avant d'avoir fait signifier à ce dernier son acte de transport. — Douai, 19 déc. 1813, t. 14, p. 764, nº 34. — Sur cette question, *V.* MM. PIG. t. 1, p. 414, 2e alin., et CARR. t. 1, p. 798, 8e alin., nº 1270. — *V. infrà*, nº 70 et suiv.

40. Des créanciers qui, au moyen d'une cession consentie à leur profit par leur débiteur dans un concordat, l'ont tenu acquitté et libéré intégralement, ne peuvent intervenir dans la demande formée postérieurement par un autre créancier, et qui ne s'oppose pas à l'exécution du concordat. — Paris, 16 juill. 1810, t. 14, p. 753, nº 22. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 798, 9e alin.; PIG. t. 1, p. 415, 3e alin. et suiv.; F. L. t. 3, p. 118, 1re col., alin. 1 et 7; B. S. P. p. 220, 3e alin., et note 6; D. C. p. 247, dernier alin.; PR. FR. t. 2, p. 516, 4e alin.; TH. DESM. p. 159, alin. 2. — *V.* encore M. CARR. t. 2, p. 219, à la note, nº 3.

41. Celui qui est présenté comme caution n'a pas le droit d'intervenir dans l'instance qui s'engage sur sa réception, quoiqu'il soit le subrogé tuteur de celui qui est tenu de fournir caution. — Paris, 15 avr. 1820, t. 14, p. 776, nº 48. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 16, p. 531, 2e col., dernier alin., et VOET, sur les *Pandectes*, tit. *de judiciis*, nº 35.

42. La caution solidaire d'un traité de société peut, lorsqu'il s'agit de son exécution, intervenir afin de faire réformer les jugements rendus, même en son absence, contre le débiteur principal. — Besanç. 3 déc. 1807, t. 16, p. 466, nº 30.

43. Les propriétaires d'objets saisis pour contravention aux lois des douanes peuvent être admis à intervenir pour réclamer lesdits objets. — Cass. 1er juin 1827, t. 33, p. 355.

44. Les soumissionnaires de domaines nationaux, dont la soumission a été acceptée par l'administration pour le cas où la vente pourrait avoir lieu, ne sont pas recevables à intervenir dans les contestations entre l'Etat et les derniers possesseurs des biens, sur la question de savoir s'ils sont ou non domaniaux. — Cass. 24 janv. 1815, t. 14, p. 765, nº 35.

Art. 2. *Intervention sur appel, en cassation.*

45. En cause d'appel, une intervention peut être admise, si d'ailleurs celui qui l'a formée avait qualité pour le faire, encore bien que l'appel soit déclaré non recevable. — Cass. 16 juill. 1834, t. 47, p. 584. — V. *infrà*, no 127.

46. Un individu qui a reçu un acte d'appel pour un parent ne peut constituer avoué à l'effet de conclure à ce qu'il lui soit décerné acte de sa déclaration de rétracter l'acceptation de cet exploit d'appel. — Renn. 16 mai 1812, t. 14, p. 762, no 30. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 797, en note, no 3.

47. Un créancier ne peut intervenir en cour d'appel dans le procès où son débiteur est partie. — Renn. 21 juin 1817. — Cass. 8 déc. 1825, t. 14, p. 771, no 42, et t. 31, p. 33. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 219, à la note, 7°. — *V.* notre mot *appel*, nos 55 et suiv. et *infrà*, nos 70 et 79.

48. Le créancier de l'appelant peut, après être intervenu en première instance, et après avoir reçu la signification de la sentence des premiers juges, intervenir sur l'appel relevé par son débiteur, mais à la charge de payer lui-même les frais de son intervention. — Gren. 18 avr. 1828, t. 41, p. 663. — *V.* le no qui précède.

49. On ne peut intervenir dans une instance d'appel, lorsque le jugement attaqué ne porte aucun préjudice à l'intervenant. — Renn. 12 janv. 1811, t. 14, p. 785, no 24. — *V.* MM. Delap. t. 2, p. 27, et Merl. *Rép.* t. 16, p. 531, 2e col., 3e alin. et suiv.

50. De même on ne peut intervenir sur l'appel, sous le simple motif qu'il est possible que l'arrêt à rendre nuise à l'intervenant; il faut avoir un intérêt instant et un droit acquis, auxquels le jugement aurait préjudicié. — Bourg. 7 décembre 1825, t. 31, p. 217.

51. L'intérêt d'honneur, sans intérêt pécuniaire, peut *motiver* l'intervention sur l'appel d'un jugement. *Spécialement,* un notaire peut intervenir dans une instance où l'on veut faire annuler un acte passé devant lui, en l'attaquant par inscription de faux. — Nîm. 11 juill. 1827, t. 34, p. 347. — V. *suprà*, no 5, et *infrà*, no 54.

52. L'intervention sur appel est purement facultative; on ne peut pas forcer un tiers à intervenir. — Douai, 3 juill. 1826.

53. Lorsque devant la Cour on arguë un acte d'appel de nullité, il n'est pas nécessaire d'appeler l'avoué qui l'a dressé. — Aix, 17 juin 1828, t. 35, p. 265.

54. On ne doit pas admettre la demande en intervention de celui qui, n'étant pas partie et n'ayant aucun intérêt dans le procès, se prétend injurié dans les mémoires signifiés. — Rouen, 29 nov. 1808, t. 14, p. 743, no 10. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 16, p. 534, 1re col., *in fine.* — *V.* aussi MM. Carr. t. 1, p. 397, à la note, nos 4 et 5; F. L. t. 3, p. 119, 1re col., *in fine.* — V. *suprà*, nos 6 et 51.

55. En matière correctionnelle, on peut intervenir en appel quoiqu'on ne soit pas intervenu en première instance. — Metz, 3 oct. 1826. Georgin C. Metz.

56. L'individu lésé par un délit, qui n'a figuré ni comme plaignant ni partie civile au jugement rendu contre l'auteur de ce délit, ne peut intervenir comme partie civile sur l'appel de ce jugement. — Paris, 11 juin 1831, t. 40, p. 383. — *V.* le no qui suit.

57. L'individu lésé par un délit, et qui n'a figuré que comme *plaignant* en première instance, ne peut, sur l'appel du prévenu, intervenir comme *partie civile*. — Cass. 24 mai 1833, t. 45, p. 614. — V. *infrà*, no 85 et le no qui précède.

58. L'intervention qui n'a pour objet que d'adhérer aux conclusions de l'une des parties peut être formée en appel. — Cass. 20 therm. an XIII, t. 14, p. 738, no 4. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 220, not. 1.

59. Les parties dont l'intervention a été rejetée en première instance, comme tardive, peuvent la renouveler en appel. — Bourg. 28 fév. 1829. De Larivières et autres C. de Canillac.

60, 61 et 62. L'intervention en cause d'appel peut avoir lieu de la part de ceux qui auraient droit de former tierce opposition. — Nîm. 25 nov. 1827. Barillon-Laurent et Melly. — Turin, 19 août 1807. — Toul. 18 juillet 1827, t. 14, p. 740, no 6; t. 31, p. 339. — *V.* dans le même sens M. Carr. t. 2, p. 220, no 1680; Merl. *Rep.* t. 16, p. 531, 1re col., dernier alin.; F. L. t. 3, p. 118, 1re col., 1er alin. — V. *suprà*, nos 1 et suiv.

63. Le tiers opposant à un arrêt n'est pas recevable, avant le jugement de sa tierce opposition, à intervenir dans une instance relative à l'exécution de cet arrêt. — Paris, 10 fruct. an XII, t. 14, p. 738, no 3.

64, 65 et 66. Lorsque la partie qui aurait le droit de former tierce opposition n'intervient pas en appel, on peut ordonner sa mise en cause, sans qu'elle puisse demander son renvoi devant les premiers juges. — Cass. 13 oct. 1807. — Colm. 19 déc. 1810. — Flor. 1er fév. 1811. — Besanç. 29 août 1817. — Renn. 27 juill. 1818 — Brux. 8 mai 1822 — Besanç. 13 déc. 1828. Gauvin C. de la Panoune, t. 14, p. 470, no 7, p. 756, no 25, et t. 22, p. 544, vo *tierce opposition*, no 44.

67. Décidé au contraire que, de ce qu'un tiers aurait le droit de former tierce opposition à un arrêt, il s'ensuit bien qu'il pourrait intervenir en cause d'appel, mais non que les parties en instance puissent l'y forcer. — Ce serait lui enlever un degré de juridiction auquel seul il a le droit de renoncer. — Bord. 5 fév. 1825. — Orl. 25 août 1825, t. 14, p. 756, 4e espèce, et t. 29, p. 56.

68. La voie de l'intervention n'est pas ouverte à la partie qui a été appelée en première instance et qui est encore dans les délais d'interjeter appel du jugement qui l'a condamnée; et d'ailleurs cette voie n'est permise qu'à celui qui a le droit de former tierce opposition au jugement ou à l'arrêt qu'on lui oppose. — Aix, 24 fév. 1825, t. 28, p. 141.

69. Celui qui a été partie à un jugement qu'il n'est plus en temps utile d'attaquer par appel, ne peut intervenir sur l'appel qu'une autre partie dont les droits étaient semblables aux siens en a interjeté dans les délais. — Poit. 4 juin 1828, t. 35, p. 42. — V. *infrà*, no 78.

70. Le créancier hypothécaire peut intervenir en instance d'appel dans un procès où il s'agit de la propriété de biens hypothéqués. — Gren. 22 déc. 1815, et 21 avr. 1818, t. 14, p. 766, no 36. — V. *suprà*, nos 47 et suiv.

71. En matière de faillite, le créancier hypothécaire, lorsqu'il s'agit d'un privilége contesté, peut intervenir en appel. — Colm. 7 fév. 1829. Mirault C. Stœlkin. — *V.* le no qui précède.

72. Un cessionnaire ne peut former tierce opposition à l'arrêt rendu avec son cédant, ni par conséquent intervenir dans la cause d'appel pendante entre son cédant et le débiteur. — Poit. 5 juill. 1826, t. 40, p. 55. — V. *suprà*, nos 39 et suiv. et le no qui suit.

73. Un cessionnaire peut intervenir dans la cause d'appel pendante entre son cédant et le débiteur. — Bord. 31 mai 1831, t. 41, p. 709. — *V.* le no qui précède.

74. Comme aussi le vendeur d'une créance résultante d'un reliquat de compte à rendre, peut intervenir dans une instance d'appel entre son cessionnaire et celui qui doit le compte, instance dans laquelle, pour la première fois, ce dernier fournit le compte. — Renn. 27 avr. 1818, t. 18, p. 698, no 38. — *V.* MM. Pig. t. 2, p. 392, no 4, et p. 394; Haut. p. 309; B. S. P. t. 2, p. 502, not. 15 et 16, 3o; D. C. p. 371, 5e alin.; Comm. t. 2, p. 507; Th. Desm. p. 214, no 96.

75. Lorsqu'un jugement est annulé parce que celui qui l'a obtenu n'est qu'un prête-nom d'un autre nom, celui-ci ne peut intervenir en cause d'appel, pour demander que le jugement de condamnation soit déclaré exécutoire en sa faveur. — Lim. 17 août 1811, t. 14, p. 759, no 23.

76. Celui qui, au cours d'une instance formée entre deux personnes, relativement à la validité d'une obligation, veut exercer une action contre une des parties en cause à qui il a confié un man-

dat, ne peut pas procéder par voie d'intervention; mais il doit en faire l'objet d'une demande principale, sur laquelle tous les degrés de juridiction doivent être épuisés.—Orl. 22 août 1816, t. 14, p. 766, n° 38.

77. En règle générale, une demande en intervention est principale, relativement au garant, et doit subir deux degrés de juridiction; elle ne peut être portée *de plano* devant les juges d'appel qu'autant que la cause de la garantie serait postérieure au jugement de première instance; si elle existe avant, elle doit être rejetée.— Toul. 9 mai 1820, t. 14, p. 776, n° 49. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 611, *in fine*, n° 6, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 45, alin. 5 et suivant. — *V.* notre mot *garantie*, n°s 53 et suiv.

78. Quand un jugement rendu entre un donataire et quelques créanciers du dernier qui étaient intervenus en cause principale, a acquis l'autorité de la chose jugée à l'encontre du donataire, un autre de ses créanciers ne peut intervenir sur l'appel que les premiers créanciers ont interjeté du jugement, pour adhérer à leurs conclusions. — Poit. 6 mars 1828, t. 35, p. 40.—V. *suprà*, n° 69.

79. La demande en intervention dans une instance de partage, formée par le créancier d'un copartageant, est non recevable si elle est formée pour la première fois en cause d'appel. — Lim. 21 mai 1823, t. 14, p. 778, n° 52. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 415, alin. 3 et suiv.; Carr. t. 1, p. 801, 4e alin.; F. L. t. 3, p. 119, 2e col., 3e alin.; B. S. P. t. 1, p. 321, alin. 3, au texte et not. 11.—V. *suprà*, n° 47.

80 et 81. Les maires ont le droit d'intervenir dans les causes qui intéressent leur commune, et ils peuvent n'intervenir qu'en appel lorsqu'ils n'ont obtenu l'autorisation que depuis le jugement de première instance. — Riom, 27 fév. 1829. Frères Marty. — *V.* le n° qui suit.

82. Le maire d'une commune a le droit d'intervenir, en sa qualité d'administrateur de l'octroi, sur l'appel d'un jugement correctionnel prononçant l'annulation d'une saisie qui a eu lieu à la requête des préposés de cette administration.— Cass. 18 juill. 1817, t. 14, p. 771, n° 43. — *V.* M. B. S. P. t. 1, p. 320, not. 6.— *V.* le n° qui précède.

83. L'intervention de la régie peut avoir lieu en tout état de cause, même sur l'appel, dans une contestation concernant le recouvrement des deniers d'une succession vacante et leur versement dans la caisse du domaine.— Cass. 6 juin 1809, t. 14, p. 747, n° 15. —*V.* MM. B. S. P. p. 321, 3e alin. au texte et note, et F. L. t. 3, p. 119, 2e col., 3e alin, et 5e alin.

84. L'intimé peut en cour d'appel opposer aux intervenants les mêmes exceptions qu'à l'appelant lui-même, lorsqu'ils n'ont les uns et les autres qu'un seul et même intérêt. — Paris, 18 fév. 1809, t. 14, p. 745, n° 11. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 797, not. 8.

85. Une partie civile qui n'est intervenue ni en première instance ni en appel n'est pas recevable à intervenir devant la Cour de cassation.—Cass. 19 fév. 1830. Delon C. ministère public et Morisseau. — V. *suprà*, n° 56.

86. Celui qui s'est rendu adjudicataire d'un immeuble dont la saisie a été convertie en vente volontaire ne peut intervenir devant la Cour de cassation pour faire rejeter le pourvoi dirigé contre l'arrêt qui a prononcé cette conversion, s'il n'a pas été partie dans cet arrêt, et si ses moyens de défense sont les mêmes que ceux du défendeur en cassation. —Cass. 8 janv. 1833, t. 44, p. 61.

87. Cependant l'adjudicataire d'un immeuble peut intervenir devant la Cour de cassation sur une demande en règlement de juges qui, si elle était accueillie, aurait pour effet d'annuler son adjudication. — Cass. 9 janv. 1834, t. 47, p. 417.—*V.* les observ.

88. On est non recevable à intervenir devant la section civile de la Cour de cassation, quand les plaidoiries sont terminées et le ministère public entendu.— Cass. 17 janv. 1826, t. 30, p. 391.

Chap. II. *Formes et conséquences de l'intervention.* — Art. 1er. *Formes et procedure.*

(V. *infrà*, n°s 132 et suiv.)

89. Les règles relatives à la conciliation et aux deux degrés de juridiction ne sont pas applicables à une demande en intervention. — Cass. 30 août 1825, t. 30, p. 161. —C. T. t. 1, p. 343-41.—*V.* notre mot *conciliation*, n° 75.

90. Les règles ordinaires doivent être suivies en matière d'intervention forcée.—C. T. t. 1, p. 342, 39.

91. L'intervention formée par un fondé de pouvoir au nom de son mandant n'est pas recevable. — Rome, 6 juill. 1811, t. 18, p. 761, n° 25.— *V.* M. Carr. t. 1, p. 197, not. 6.

92. Le cessionnaire des droits d'une partie n'est point admis à prendre des conclusions au procès s'il n'a été régulièrement reçu intervenant, surtout si le cédant est toujours en cause.— Bord. 19 déc. 1827. Laffite C. Darrieux.

93. Quel est le tribunal compétent pour statuer sur le mérite de l'intervention? — C'est toujours le tribunal saisi de la demande principale. — *V.* l. 1, *in fin.*, ff. *quib. reb. ad lund.*; l. 49, ff. *judiciis*; Gaïus, lib. 5, observ. 70, n° 1; Bornier; Jousse et Rhodier, et M. Pig. t. 1, p. 321, not. 8.— *V.* J. A. t. 14, p. 782, n° n° 60.

94. Lorsque dans une liquidation devant notaire, ordonnée par un jugement qui déclare un mari et une femme séparés de biens, des individus se prétendant créanciers de la femme interviennent spontanément, et que leur qualité de créanciers est contesté par la femme, cette contestation sur la qualité des créanciers doit comme incident être jugée par le tribunal qui a prononcé la séparation de corps et ordonné la liquidation. — Cass. 5 janv. 1825, t. 29, p. 55.

95. Les demandes incidentes et les interventions peuvent-elles être formées dans les justices de paix et dans les tribunaux de commerce où le ministère des avoués n'est pas admis? — L'affirmative est soutenue J. A. t. 14, p. 783, n° 63. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 795, n° 1267, et Lep. no 223, 5e quest., 5e alin. — V. *suprà*, n° 73.

96. Les formalités prescrites par l'art. 15, tit. 3, de la loi du 23 octobre et 5 nov. 1790 sont requises, à peine de nullité, pour faire intervenir le domaine public dans une instance déjà liée entre d'autres parties. — Cass. 19 prair. an xi, t. 14, p. 737, n° 1. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 6, p. 498, 2e col., 3e alin., et *Q. D.* t. 3, p. 497, 2e col., v° *notion*, § 2.

97. Il faut, à peine de nullité, que la requête en intervention soit présentée au tribunal, de telle sorte que sa seule signification aux avoués en cause rend les intervenants non recevables. — Colm. 22 fév. 1809, t. 14, p. 745, n° 13. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 600, 4e alin.; F. L. t. 3, p. 119, 2e col., *in fin.*; Carr. t. 1, p. 799, n° 1272; D. C. p. 248, alin. 3 et 4; Haut. p. 186, 9e alin.; Thom. Desm. p. 159, 3e alin.; Rodier, sur l'art. 28, tit. 11 de l'ordonnance, question 1re. — V. *infrà*, n°s 117 et 137.

98. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait autant de requêtes d'intervention qu'il y a d'instances. — Renn. 14 août 1811, t. 15, p. 237, v° *jugement*, n° 62.

99. On peut faire résulter une fin de non-recevoir contre l'intervention de ce qu'elle est formée par plusieurs parties en nom collectif, sans désignation de leurs noms, professions et qualités. — Colm. 22 févr. 1809, t. 14, p. 745, n° 52. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 800, n° 1273, est d'un avis conforme. — *V.* aussi M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 600, 3e alin. — *V.* le n° qui suit.

100. Une intervention n'est pas nulle parce que les intervenants n'auraient pas indiqué leurs qualités et leurs titres, si d'ailleurs leurs titres et les qualités dans lesquelles ils interviennent sont suffisamment connus. — Cass. 6 avr. 1830. Martha C. Simon et autres. — *V.* le n° qui précède.

101. La requête en intervention

est nulle, si elle n'est accompagnée des pièces justificatives. — Colm. 22 févr. 1809, t. 14, p. 745, no 14. — *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 601, 2e alin.; F. L. t. 3, p. 119, *in fin.*, 2e col., et p. 120, 1re col., *in princ.*; CARR. t. 1, p. 800, no 1273, et p. 801. note 1; et LOCRÉ, t. 2, p. 4. — *V.* les nos qui suiv. 102 à 138.

102. Ainsi la demande en intervention, qui n'est pas accompagnée de pièces justificatives, ne peut arrêter le jugement, quand le procès est en état. — Nîm. 28 nov. 1811, t. 14, p. 761, nos 29. — V. *infrà*, no 108. — Quant à la question de savoir si l'intervention est nulle à défaut de la copie des pièces justificatives, *V.* le no qui précède et celui qui suit. — *V.* aussi M. B. S. P. p. 321, note 12.

103. Cependant une requête en intervention n'est pas nulle parce que l'on s'y borne à indiquer les pièces justificatives, sans en donner copie. — Renn. 21 juin 1817, t. 14, p. 771, no 41. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 801, not. 1. — *V.* les deux nos qui précèdent.

104. Une intervention ne peut être rejetée par le motif que la requête par laquelle on la demande ne contient pas les pièces justificatives, si ces pièces ont déjà été notifiées aux parties en cause. — Bord. 25 janv. 1833, t. 44, p. 185.

105. Comme aussi est valable l'intervention dans laquelle l'intervenant, après avoir appuyé la requête de divers titres, notifie de nouvelles pièces dans le cours de l'instance, et avant le jugement définitif. — Nîm. 5 févr. 1830, t. 19, p. 220, no 266.

106. Pour prononcer sur une jonction et sur la question de savoir si l'intervention de divers intervenants doit être formée par requêtes séparées, il n'est pas nécessaire de communiquer les pièces. — Renn. 31 juill. 1811, t. 14, p. 759, no 28. — *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 599, *in fin.* — V. *suprà*, no 101.

107. Le défaut de communication de pièces justificatives de l'intervention n'emporte pas une nullité absolue et définitive. — Gren. 22 déc. 1815, 21 avr. 1818, t. 14, p. 766, no 37. — V. *suprà*, no 101.

108. Une intervention doit être accueillie si les moyens de l'intervenant peuvent être vérifiés aussi promptement que ceux des autres parties. — Bord. 25 janv. 1833, t. 44, p. 185. — V. *suprà*, nos 101 et 102.

109. Dans une instance pendante devant un tribunal de commerce, une demande en intervention ne peut être notifiée, ni au domicile élu par une des parties principales, ni au greffe du tribunal de commerce. — Brux. 9 mai 1810, t. 14, p. 750, no 17. — Tel est l'avis de M. CARR. t. 2. p. 76, no 1517.

110. Celui qui intervient dans une instance dont le défendeur n'a point constitué avoué, ou bien dans laquelle l'un des défendeurs seulement est défaillant, est-il tenu de lui faire signifier sa demande en intervention? — M. LEP. p. 222, 2e quest., 4e alin., pense que l'intervention ne peut être signifiée qu'aux avoués. — *V.* J. A. t. 14, p. 780, no 56, où cette opinion est combattue. — *V.* aussi C. T. t. 1, p. 340, 33.

111. Mais il n'est pas nécessaire que l'intervenant assigne le défaillant pour obtenir un jugement de jonction. — C. T. t. 1, p. 341, 34.

112. Est nulle l'intervention signifiée à une femme sur l'appel d'un jugement par elle obtenu, si elle n'est pas notifiée à son mari, et si l'appel est nul comme n'ayant pas été notifié à celui-ci dans les délais légaux. — Nîm. 16 janv. 1832, t. 42, p. 50.

113, 114 et 115. Les parties qui reçoivent la signification d'une intervention peuvent-elles répondre à la requête? — Tous les auteurs enseignent l'affirmative. — *V.* MM. LEP. p. 222, 3e quest., 5e alin.; COMM. t. 1, p. 380, 5e alin; B. S. P. p. 321, 2e alin.; PIG. *Comm.* t. 2, p. 600, 6e alin., *in fin.*; D. C. p. 248; PIG. t. 1, p. 417, 8e alin. — Il faut cependant observer qu'il n'en est pas ainsi en matière sommaire; dans ce cas, on ne peut répondre par écrit (argum. de l'art. 405 C. P. C.). — *V.* au surplus MM. PIG. t. 1, p. 417, 3e alin.; CARR. t. 2, p. 51, no 1270, et note 1re; HAUT. p. 214, dernier alin. — Toutefois ce n'est pas l'avis de M. D. C. p. 297, 8e alin. — *V.* J. A. t. 14, p. 781, no 57. — *V.* C. T. t. 1, p. 339, 25 et 27.

116. Dans quel délai doit être faite la réponse à une demande incidente ou à une requête d'intervention? — Le Code n'a pas fixé de délai; si l'audience arrive avant que la réponse soit signifiée, elle sera donnée à l'audience; et, s'il est nécessaire, les juges accorderont une remise. — *V.* M. LEP. p. 223, 4e quest., et J. A. t. 14, p. 781, no 58.

117 et 118. Une intervention est-elle nulle lorsque la requête n'a pas été répondue d'une ordonnance du juge? — Oui. — Riom, 8 mai 1829, t. 37, p. 190. — Non. — Riom, 2 janv. 1829. Frères Marty. — V. *suprà*, no 97, et *infrà*, no 137.

119. Est-il nécessaire d'obtenir un jugement qui prononce l'admission de la demande incidente en intervention, même quand les parties ne contestent pas cette demande? — La négative a été adoptée par MM. LEP. p. 224, 6e quest., 2e alin. et suiv.; B. S. P. p. 322, note 12, no 2; D. C. p. 248, 5e alin.; PIG. t. 1, p. 417, *in fin.*; DELAP. t. 1, p. 322, dernier alin.; PIG. *Comm.* t. 1, p. 602, 6e alin., et CARR. t. 1, p. 801, *in princip.* — *V.* J. A. t. 14, p. 782, no 62. — *V.* aussi C. T. t. 1, p. 340, 31.

120. Le droit de consultation est dû, sur une demande en intervention, tant à l'avoué demandeur qu'à l'avoué défendeur. — C. T. t. 1, p. 338, 21.

Art. 2. *Effets de l'intervention. — Frais de la demande.*

120 *bis*. La disposition de l'art. 340 C. P. C. qui veut que l'intervention ne puisse retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état, est applicable à l'intervention provoquée comme à l'intervention volontaire. — Cass. 18 août 1808, t. 14, p. 741, no 8. — *V.* MM. B. S. P. p. 621, 3e alin., note 12; PIG. t. 1, p. 417, 9e alin.; CARR. t. 1, p. 801, 4e alin.; D. C. p. 248, *in fin.*; TH. DESM. p. 259, 2e alin., *in fin.*; COMM. t. 1, p. 380, 7e alin.; DELAP. t. 1, p. 322, 4e alin. — M. F. L. t. 3, p. 120, 1re col., 5e alin., pense qu'il faut distinguer entre l'intervention *volontaire* et l'intervention *forcée*. — M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 601, dernier alin., propose un tempérament à la disposition de l'art. 340. — *V.* M. HAUT. p. 185, dern. alin.

121. Une partie n'est recevable à intervenir contre un mineur, devant la Cour d'assises, qu'en mettant en cause le tuteur du mineur. — Colm. 15 mars 1831. — *V.* mineur.

121 *bis*. L'intervenant peut-il être reçu à faire une seconde enquête dans ses intérêts? — T. 14, p. 781, no 59. — Sur cette question RODIER soutenait, contre JOUSSE, la négative. Mais il faut, selon M. B. S. P. p. 322, not. 14, faire une distinction: si l'intervenant se borne à appuyer l'une des parties, il doit prendre la cause en l'état où elle se trouve, il n'a pas le droit de recommencer l'enquête; si au contraire l'intervenant, au lieu d'appuyer l'une des parties, les combat toutes deux, il peut obtenir de faire une seconde enquête. Cette distinction judicieuse appartient à M. BORNIER, dont l'opinion à cet égard est partagée par M. F. L. t. 3, p. 120, 1re col. 3e alin., par les auteurs du PR. FR. t. 2, p. 315, 4e alin., et par M. CARR. t. 1, p. 802, no 1274. Elle a été consacrée par l'arrêt suivant.

122. Lorsqu'un cohéritier n'intervient dans une instance que pour s'unir à son cohéritier dans leurs communs moyens de défense, il doit suivre la cause dans l'état où elle se trouve lors de son intervention; et il ne peut pas être admis, sur le fait qui a déjà donné lieu à une enquête, à en faire une nouvelle. — Riom, 7 mai 1825, t. 31, p. 95.

123. L'intervenant doit toujours être prêt à plaider, fût-ce le lendemain de sa requête. — C. T. t. 1, p. 340, 32.

124, 125 et 126. Quand la cause est-elle en état, suivant la disposition de l'art. 340? — C'est, d'après M. B. S. P. p. 768, 2e alin. not. 30, lorsque toute l'instruction est achevée; ce qui établit une différence entre les expressions *mise en état* de l'art. 340 et les mêmes expressions des art. 342 et 345 C. P. C. — MM. D. C. p. 249, *in*

(1) *V. Délibéré*, 12 *et s.*— *Jug.* 1 *et s.* 79 *et s.*— *Trib.* 12 *et s.*

(2) *V. Cass.* 172 *et s.*— *Caut.* 27. — *Délibéré*, 1 *et s.* 31 *et s.* — *Dom.-int.* 3 *et s.* — *Enq.* 126 *et s.* 288 *et s.* — *Enreg.* 11 *et s.* 222 *et s.* 363. — *Evoc.* 40 *et s.* — *Excep.* 245 *et s.* — *Exéc.* 18, 60 *et s.* 187. — *Faillite*, 1 *et s.* 12. — *Faux i.* 139 *et s.* — *Gar.* 69 *et s.* — *Interr. sur f. et a.* 51 *et s.* — *Interv.* 119, 120 *bis et s.* — *Jug. paix*, 148 *et s.* — *Mat. somm.* 106 *et s.* — *Min. pub.* 68 *et s.* — *Ordre*, 214 *et s.* — *Pérempt.* 87 *et s.* — *Prise à part.* 29 — *Redd. c.* 41. — *Référé*, 2 *et s.* — *Sais.-a.* 91 *et s.* — *Sais. imm.* 970. — *Serm.* 35 *et s.* — *Signif.* — *Trib.* — *Trib. comm.* 8 *et s.*

diteurs et suppléants peuvent-ils concourir au jugement? 19 à 32. — A. 3. Adjonctions aux membres d'un tribunal ou d'une chambre. — § 1er. *Réunion de sections. Adjonctions de membres de sections ou de tribunaux divers*, 33 *à* 47. — § 2. *Adjonctions d'avocats, avoués, notaires, magistrats honoraires*, 48 à 61. — A. 4. Conditions pour siéger et concourir à la prononciation du jugement. — § 1er. *Serment des juges ou de ceux que la loi permet d'adjoindre aux juges*, 62 *à* 67. — § 2. *Assistance aux plaidoiries, participation aux jugements préparatoires ou interlocutoires, aux délibérés*, 68 *à* 99. — C. II. COMMENT SE FORME LE JUGEMENT? SA PRONONCIATION. — A. 1er. Formation du jugement. Partage, 100 à 118. — A. 2. Comment et quand doit être prononcé le jugement? 119 à 127. — C. III. FORME ET RÉDACTION DES JUGEMENTS. — A. 1er. Noms, prénoms, qualités des parties. Noms des avoués, 128 à 133. — A. 2. Conclusions des parties dans les jugements civils ou commerciaux, 134 à 144. — A. 3. Point de fait et de droit, 145 à 160. — A. 4. Questions du procès, 161 à 176. — A. 5. De la nécessité des quatre parties distinctes du jugement. Effets de leur omission, 177 à 183. — Art. 6. Des motifs. — § 1er. — *Nécessité des motifs*, 184 *à* 216. — § 2. *Caractère des motifs.* — 1° *Insuffisance des motifs en général*, 217 *à* 224. — 2° *Chefs distincts*, 225 *à* 250. — 3° *Des motifs erronés ou contraires à la loi*, 251 *à* 256 — 4° *Sur quoi ils peuvent être fondés*, 257 *à* 259. — 5° *Quand les motifs sont-ils suffisants ou insuffisants?* 260 *à* 306. — 6° *Adoption des motifs*, 307 *à* 336. — 7° *Non-adoption ou répudiation des motifs du premier juge*, 337 *à* 338. — § 3. *De l'annulation du jugement pour défaut de motifs*, 339 *à* 345. — A. 7. Des mentions à insérer dans le jugement. — § 1er. *Publicité. Délibération*, 346 *à* 371. — § 2. *Conclusions du ministère public; nom du magistrat accomplissant ces fonctions, du président et des autres juges. Signatures. Dates*, 372 *à* 393. — § 3. *Des mentions à faire dans le cas de remplacement, d'adjonction au tribunal.* — 1° *Remplacement de juges par des juges*, 394 *à* 413. — 2° *Remplacement de juges civils par des hommes de loi; de juges de commerce par des notables commerçants*, 414 *à* 426. — § 4. *Énonciation de la loi appliquée en matière civile et en matière criminelle*, 427 *à* 432. — § 5. *Mention particulière dans les jugements commerciaux et en matière d'usure*, 433 *à* 437. — § 6. *Comment peuvent être détruites les mentions insérées dans le jugement et la feuille d'audience*, 438 *à* 440. — C. IV. FEUILLE D'AUDIENCE. QUALITÉS DES JUGEMENTS. VICES ET ERREURS DANS L'EXPÉDITION. — A. 1er. Feuille d'audience, 441 à 448. — A. 2. Qualités, 449 à 467. — A. 3. Vices et erreurs dans l'expédition, 468 à 480. — C. V. DE LA CHOSE JUGÉE. — A. 1er. Quand y a-t-il chose jugée? — § 1er. *En général*, 481 *à* 516. — § 2. *A l'égard des tiers*, 517 *à* 528. — A. 2. Effets de la chose jugée, 529 à 539. — A. 3. Du pouvoir d'interprétation ou de rétractation des jugements par les tribunaux qui les ont rendus, 540 à 580. — C. VI. EFFETS DES JUGEMENTS QUANT A L'HYPOTHÈQUE ET A LA PRESCRIPTION DES INTÉRÊTS MORATOIRES, 581 à 600.

CHAP. Ier. *Composition du tribunal ou de la chambre.* — Art. 1er. *Du nombre des juges.* — § 1er. *Du nombre des juges en général.*

1. Un arrêt est nul s'il a été rendu par une chambre civile composée de cinq conseillers seulement, et de deux conseillers auditeurs, dont l'un n'avait pas voix délibérative. — Cass. 21 mars 1826, t. 31, p. 83 — V. *infrà*, art. 2. — *V.* surtout no 32.

2. La règle par laquelle les arrêts des cours royales peuvent être rendus par sept juges n'a pas été abrogée pour les arrêts émanés des chambres de vacations des mêmes cours. — Cass. 8 déc. 1829. Les dames Damas-Crux de Narbonne C. le sieur Legall.

3, 4, 5 et 6. Avis du Conseil d'état du 10 janv. 1813, portant que les chambres de police correctionnelle des cours impériales peuvent juger les affaires sommaires qui leur sont renvoyées, aux termes de l'art. 11 du décret du 6 juill. 1810, au nombre de juges fixés par l'art. 2 du même décret. — T. 10, p. 556, no 14. — On peut consulter les arrêts dont voici l'indication, mais qui n'ont plus d'intérêt à cause de l'ordonnance de 1828, *infrà*, no 8. — Cass. 23 juill. 1812, 26 août 1823, 11 févr. 1824, et 23 août 1827, t. 16, p. 728, no 13; t. 25, p. 325; t. 28, p. 19; t. 34, p. 67.

7. Les chambres des appels de police correctionnelle peuvent valablement être composées de plus de cinq juges. — Cass. 18 déc. 1827, t. 35, p. 114.

8 et 9. Ordonnance du roi qui détermine le nombre des juges dont seront composées, à partir du 1er fév. 1828, les chambres des appels de police correctionnelle des cours royales, et contient des dispositions pour la prompte expédition des affaires. — 24 sept. 1828, t. 35, p. 220.

10. Depuis l'ordonnance du 24 sept. 1828, les chambre d'appels de police correctionnelle peuvent statuer sur des affaires non sommaires, au nombre de sept juges. — Cass. 18 mai 1831, t. 41, p. 485.

11 et 12. Le décret du 6 juill. 1810 n'est qu'un règlement d'administration publique; et il a pu y être dérogé par l'ordonnance du 24 sept. 1828, qui permet aux chambres correctionnelles de connaître de toutes affaires au nombre de sept conseillers. — Cass. 27 juin 1831, t. 41, p. 634.

§ 2. *Du nombre des juges lorsqu'il y a parenté entre ceux qui doivent concourir au même jugement.*

13. Avis du Conseil d'état du 23 avr. 1807, relatif aux parentés et alliances entre les membres de l'ordre judiciaire dans un même tribunal. — T. 10, p. 522, vo *discipline et organisation judiciaire*, no 6.

14. Lorsque huit juges sont nécessaires dans une cour spéciale pour rendre un jugement, s'il s'en trouve deux qui soient parents au degré prohibé, leurs voix ne comptent que pour une: les juges sont réputés n'être plus que sept; en ce cas, le nombre des juges est insuffisant. — Cass. 16 juin 1814, t. 10, p. 564, vo *discipline et organisation judiciaire*, no 19.

15. Lorsque deux juges parents ou alliés au degré de cousins germains opinent dans la même cause, leurs voix ne peuvent être comptées que pour une s'ils sont du même avis, à peine de nullité du jugement. — Cass. 26 déc. 1820, t. 15, p. 165, no 193. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 152, vo *jugement*, et MERL. *Rép.* t. 17, p. 262.

16. Lorsque dans une audience solennelle deux chambres sont réunies, la présence de deux frères n'annule pas l'arrêt, si le nombre des magistrats excède d'un le nombre voulu par la loi. — Cass. 20 janv. 1826, t. 31, p. 37.

17. Lorsque deux juges, quoique parents au degré prohibé, ont été membres d'un même tribunal pendant plusieurs années, l'erreur dans laquelle le public a été induit à cet égard suffit pour valider les jugements auxquels ils ont concouru. — Bourg. 26 flor. an IX, t. 15, p. 53, no 33.

18. Un jugement n'est pas nul s'il a été rendu en présence du procureur du roi, parent de l'une des parties, mais dans une cause non communicable. — Renn. 26 déc. 1811, t. 14, p. 721, vo *interrogatoire sur faits et articles*, no 28.

Art. 2. *Quand et comment les juges auditeurs et suppléants peuvent concourir au jugement.*

19. Un jugement dans lequel un juge auditeur ayant voix délibérative a opiné, n'est pas nul, quoique sans lui le tribunal fût complet. — Orl. 12 juill. 1827, t. 33, p. 41. — Un autre arrêt a été rendu dans le même sens par la Cour de cassation du 26 mars 1828, et un 3e par la Cour de Bourges, le 6 mai 1828. — La loi

qui supprime les juges auditeurs rend cet arrêt sans objet. — *V.* notre mot *juge auditeur.*

20... Lors même que sa présence aurait produit un partage. — Caen, 27 fév. 1826, t. 32, p. 160.

21 et 22. Un juge auditeur ayant voix délibérative près d'un tribunal de première instance peut valablement concourir à un arrêt de cour d'assises. — Cass. 10 mars et 6 juill. 1827, t. 33, p. 352; t. 34, p. 196.

23. Un jugement est nul lorsqu'il a été rendu par un suppléant dont la présence n'était pas nécessaire. — Cass. 24 pluv. an VII, 21 niv. an X, 10 août 1807, 19 nov. 1811, t. 15, p. 30, nº 8. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 272. — Des juges appelés sans nécessité d'une chambre dans une autre vicient-ils le jugement auquel ils prennent part? — Oui, suivant M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 270.

24. Il en est de même pour les jugements rendus en matière d'enregistrement. Le décret du 25 mai 1811, qui autorise le président du tribunal de la Seine à charger les juges suppléants du rapport des ordres et contributions, ne s'applique pas à ces matières. — Cass. 23 juill. 1823, 15 mars 1825, 18 avr. 1826, 13 déc. 1826, 11 fév. 1828, t. 25, p. 275; t. 29, p. 104; t. 31, p. 309, et t. 32, p. 280.

25. Mais un jugement rendu par un tribunal composé de trois juges, *en presence d'un suppléant*, et sans qu'il y ait concouru, est régulier dans sa forme. — Cass. 10 août 1824, t. 27, p. 321. — V. *infrà*, nº 376.

26. Comme aussi, de ce qu'un jugement est dit avoir été rendu en *presence d'un juge suppléant*, il ne s'ensuit pas que ce juge y ait pris part. — Cass. 31 janv. 1828, t. 35, p. 92.

27. De même le jugement portant que l'audience a été tenue par le président, deux juges et un juge suppléant, n'est pas nul. Il y a présomption, jusqu'à preuve contraire, que ce dernier magistrat n'y a pris part qu'avec voix consultative. — Cass. 9 déc. 1833, t. 47, p. 481. — V. *infrà*, nº 30.

28. De même encore un jugement n'est pas nul, s'il n'est pas suffisamment justifié que le juge suppléant présent au jugement y ait concouru en qualité de juge. — Cass. 2 avr. 1828. De Beaufremont C. l'enregistrement.

29. L'adjonction d'un suppléant dans le cas où le tribunal est complet vicie-t-elle le jugement émané d'un tribunal de commerce? — Non. — Turin, 13 nov. 1807. — Oui. — Cass. 23 déc. 1812, 30 janv. 1828, t. 15, p. 74, nº 72, et t. 35, p. 187.

30. Mais la seule présence d'un suppléant à l'audience ne suffit pas non plus pour constater sa coopération illégale à un jugement rendu par un tribunal de commerce. — Cass. 31 mai 1827, t. 34, p. 93. — V. *suprà*, nº 27.

31. Un conseiller auditeur qu'une ordonnance du premier président a distrait de la chambre d'accusation pour compléter une chambre civile, peut concourir aux arrêts de cette dernière chambre, tant qu'une nouvelle ordonnance ne l'en a pas distrait. — Cass. 30 janv. 1831. Quintard C. Peignand. — V. *infrà*, nºs 42 et 43.

32. Il y a présomption légale que les conseillers auditeurs qui ont concouru à un arrêt avaient voix délibérative, sauf la preuve contraire. — Cass. 10 mars 1827. Dubreuil C. le ministère public, 30 déc. 1824, 28 juin 1825, 28 avr. 1826, 26 déc. 1828, t. 27, p. 314; t. 30, p. 183, et t. 31, p. 42. — *V. suprà*, nº 1; *infrà*, nº 406.

Art. 3. *Adjonctions aux membres d'un tribunal ou d'une chambre.* — § 1er. *Réunion de sections. Adjonctions de membres de sections ou de tribunaux divers.*

33. Les diverses chambres d'un tribunal de première instance ne peuvent se réunir pour juger une contestation, quelque importante qu'elle soit, et cette nullité est d'ordre public. — Aix, 22 déc. 1825. — Cass. 28 fév. 1828, t. 34, p. 19 et 299. — *V. infrà*, nº 36, et les nºs qui suivent. — C'est ainsi que la Cour de cassation a décidé que les audiences solennelles n'étaient pas permises dans les affaires non désignées expressément par le décret de 1808. — *V.* notre mot *audience*, nº 48.

34. Est nul le jugement auquel a concouru le président d'une autre chambre, lorsque sa présence n'était pas nécessitée par l'empêchement d'un juge. — Cass. 13 pluv. an VIII, t. 15, p. 43, nº 21. — *V.* Pr. Fr. t. 1, p. 412, note 3. — *V.* le nº qui précède.

35. Pareillement, les juges d'une chambre ne sont pas compétents pour juger dans une autre, lorsque cette dernière est pourvue du nombre de juges prescrit par la loi pour rendre jugement. — Cass. 4 frim. an IX, t. 22, p. 9, nº 11. — Telle est aussi l'opinion de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 466, nº 466. — *V. suprà*, nº 33.

36. Sous la loi du 27 ventôse an VIII, les juges d'appel pouvaient-ils, pour des affaires majeures, appeler des juges d'une autre section? — L'affirmative a été décidée par un arrêt de la Cour de cassation du 18 brumaire an XI, dans une affaire où il s'agissait d'un arrêt rendu par la Cour royale de Lyon sur une instance qui intéressait l'Etat, et conformément à un règlement de cette Cour, portant que certaines affaires seraient jugées en sections réunies. — Cependant, par arrêt du 18 germinal an XI, la Cour de cassation a cassé un arrêt de la Cour royale de Paris rendu par les juges de la première chambre et deux juges de la seconde appelés pour concourir à cet arrêt. — M. Carr. t. 2, p. 466, dit que ces arrêts ne sont pas contraires l'un à l'autre, parce qu'il y a une grande différence entre le cas où des sections se réunissent pour juger des affaires d'une certaine nature, et celui où quelques juges viennent se réunir sans nécessité. Il est permis, dans ce dernier cas, de soupçonner quelques motifs particuliers de partialité. — *V.* J. A. t. 22, p. 14, vº *tribunaux*, nº 19. — *V. suprà*, nº 33.

37. Une chambre d'appels de police correctionnelle, composée de 5 juges, et jugeant en matière civile, ne peut s'adjoindre de nouveaux juges d'une autre chambre. — Cass. 8 mars 1824, t. 26, p. 312.

38... Soit ou non qu'il existe à ce sujet un règlement de la Cour qui a rendu l'arrêt par lequel cette adjonction serait autorisée. — Cass. 11 mai 1825, t. 30, p. 149.

39. Mais lorsqu'une chambre de Cour d'appel manque de juges, elle peut appeler pour se compléter autant de conseillers qu'il lui en faut, quel qu'en soit le nombre, et elle peut même choisir son président parmi eux. — Cass. 18 mai 1814, t. 10, p. 563, nº 18.

40. Lorsqu'un juge fait à la chambre à laquelle il appartient la déclaration d'une cause de récusation en sa personne, il n'est pas nécessaire d'appeler un autre juge pour compléter la chambre, à l'effet de juger si le magistrat doit s'abstenir. — Cass. 15 oct. 1829, t. 38, p. 50.

40 *bis*. Est à l'abri de la cassation l'arrêt d'une Cour royale portant qu'un membre de la chambre correctionnelle a été appelé pour remplacer les membres légalement empêchés, quoiqu'il ne mentionne pas explicitement que les conseillers de la chambre civile et ceux de la chambre des mises en accusation fussent dans l'impossibilité de siéger. — Cass. 4 févr. 1834, t. 47, p. 480.

41. Comme aussi, lorsque plusieurs conseillers d'une Cour royale sont empêchés, il n'y a pas nécessité d'appeler ceux qui doivent les remplacer en suivant l'ordre du tableau. — Cass. 19 mai 1828, t. 36, p. 37.

42. Quoique les conseillers auditeurs puissent, comme les juges auditeurs, être appelés au service du parquet, rien n'oblige à les y attacher d'une manière exclusive et permanente. Ainsi un conseiller auditeur peut être appelé pour compléter une chambre, surtout lorsque les demandeurs ne rapportent aucune preuve que ce conseiller auditeur est attaché au parquet. — Cass. 23 févr. 1830. Auvray et Garales C. Amyot et Legendre. — V. *suprà*, nº 31.

43. Lorsqu'un conseiller auditeur, attaché à une chambre d'une Cour royale, en a été détaché pour le service du parquet, le premier président peut appeler en remplacement un conseiller auditeur

d'une autre chambre. — Cass. 16 nov. 1825, t. 32, p. 31. — V. *suprà*, nº 31.

44 Lorsque des membres absents d'une Cour spéciale ne peuvent pas être remplacés par des conseillers de la même Cour, on peut appeler pour les suppléer des juges du tribunal civil. — Cass. 26 janv. 1826, t. 31, p. 46.

45. Le gouverneur d'une colonie peut, suivant les circonstances, nommer le président d'un tribunal de commerce pour remplir les fonctions de conseiller suppléant à la Cour royale. — Cass. 4 janv. 1825, t. 30, p. 44. — *V.* le nº qui suit.

46. Le gouverneur d'une colonie a le droit de nommer provisoirement conseiller suppléant le président du tribunal de commerce, pour prévenir l'interruption du cours de la justice. — Cass. 4 juill. 1826, t. 31, p. 327. — *V.* le nº qui précède, et *infrà*, nº 59.

47. En matière criminelle, est nul un jugement rendu à la Guadeloupe auquel le substitut du procureur du roi a concouru comme juge, et l'arrêt qui maintient un pareil jugement doit être cassé. — Cass. 22 mai 1828. Antoine dit Fifi C. le ministère public. — V. *infrà*, nº 61.

§ 2. *Adjonction d'avocats, avoués, notaires, magistrats honoraires.*

48. En cas d'absence ou empêchement des juges, deux suppléants peuvent s'adjoindre un avocat ou un avoué pour compléter le tribunal. — Cass. 21 juin 1809, t. 15, p. 82, nº 82. — V. *infrà*, nº 54.

49. Comme aussi, en matière civile, un jugement rendu par un juge, un juge suppléant et un avocat, est régulier. — Cass. 21 déc. 1820, t. 23, p. 9.

50. Mais le jugement auquel a pris part un avocat stagiaire est radicalement nul. — Brux. 2 juin 1829, t. 37, p. 133. — *V. ibid.* des observations.

51. L'avoué licencié qui s'est démis de ses fonctions ne peut point être appelé à compléter un tribunal, avant d'avoir été admis à exercer la profession d'avocat. — Paris, 27 mars 1828, t. 37, p. 20.

52. Un notaire qui est gradué peut être appelé en cette dernière qualité, pour compléter un tribunal, en cas d'empêchement des juges, suppléants, avocats et gradués plus anciens. — Cass. 3 janv. 1822, t. 24, p. 3. — *V.* F. L. t. 3, p. 152.

53. Lorsqu'une cour d'appel doit juger en audience solennelle, elle peut appeler plusieurs avocats pour compléter le nombre de juges dont se compose la réunion des deux chambres de la Cour. — Cass. 8 déc. 1813, t. 5, p. 139, nº 7.

54. Les avocats et avoués peuvent être appelés par les Cours et les tribunaux civils ou *criminels*, pour remplacer les juges récusés ou absents; mais il faut que le nombre des juges qui siégent soit supérieur à celui des avocats et avoués appelés pour compléter le tribunal ou la Cour. — Cass. 4 pluv. an x, 11 prair. et 12 pluv. an XIII, 26 vend. an XIV, 7 janv. 1806, 27 déc. 1811, 10 nov. 1832, t. 5, p. 126, nº 4. — Brux. 29 oct. 1830, t. 40, p. 351. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 270, à la note; MERL. *Q. D.* vº *homme de loi*, § 4, t. 3, p. 370 et suiv.; PR. FR. t. 1, p. 384; LEGRAVERAND, t. 2, p. 82. — V. *suprà*, nºs 48 et 49, et *infrà*, nº 56.

55. Le jugement auquel a concouru un avoué qui avait été précédemment le conseil de l'une des parties, n'est pas nul, si aucune récusation n'a été exercée contre cet officier. — Bord. 29 janv. 1833, t. 45, p. 742.

56. Les tribunaux de première instance de la Guadeloupe peuvent, dans les affaires criminelles, être, à défaut de juges, composés en totalité de gradués — Cass. 4 juill. 1828. Minis. public C. Sommabert. — V. *suprà*, nº 54.

57. Un avocat ou un avoué peut être appelé pour compléter le tribunal, quoiqu'il se trouve proche parent de l'un des juges. — Cass. 18 janvier 1808, t. 5, p. 159, nº 20.

57 *bis*. L'avocat qui a prêté le serment politique prescrit par la loi du 31 août 1830 n'est pas tenu, lorsqu'il est appelé à siéger comme juge, à renouveler préalablement son serment. — Colm. 25 fév. 1834, t. 47, p. 714. — V. *infrà* nº 63.

58. Un arrêt est nul s'il a été rendu, même en audience solennelle, avec le concours de magistrats *honoraires* qui n'auraient pas reçu du roi des lettres leur accordant expressément le droit de remplir dans certains cas les fonctions de juges. — Cass. 10 janv. 1821, t. 23, p. 4.

59. Est valablement rendu l'arrêt du conseil privé de la Martinique auquel a concouru une personne étrangère au conseil, si elle a été nommée par le gouverneur général, par suite de l'empêchement des conseillers et suppléants titulaires nommés par le roi. — Cass. 9 mars 1831. Haras C. douanes coloniales. — V. *suprà*, nºs 45 et 46, et le nº qui suit.

60. Le conseil supérieur de Pondichéry peut, lorsqu'il se trouve réduit à trois membres, être complété par un habitant notable, désigné à cet effet par le gouverneur de la colonie. — Cass. 5 juin 1828. Tumerel C. Samidaïk. — *V.* le nº qui précède.

61. Sous l'ordonnance de 1670, comme sous l'empire des lois actuelles, les membres du ministère public ne pouvaient siéger comme juges. — Cass. 30 sept. 1826. — V. *suprà*, nº 47.

Art. 4. *Conditions pour siéger et concourir à la prononciation du jugement.* — § 1er. *Serment des juges ou de ceux que la loi permet d'adjoindre aux juges.*

62 Un juge qui n'a point prêté le serment prescrit par l'article 1er de la loi du 28 niv. an VIII ne peut concourir à un jugement; les suppléants des juges de paix y sont soumis comme tous les autres fonctionnaires. — Cass. 21 juin 1809, t. 15, p. 82, no 81.

63. Est-il nécessaire que les avocats et les avoués, appelés à compléter un tribunal ou une Cour, prêtent un nouveau serment *ad hoc*? — Oui. — Colm. 11 vent. an XIII, 21 avr. 1813. — Non. — Cass. 8 déc. 1813, t. 5, p. 139, nº 6. — *V.* MM. B. S. P. t. 1, p. 94, not. 96; MERL. *Q. D.* t. 3, p. 377, et CARR. t. 1, p. 269 et 270. — V. *suprà*, nº 57 *bis*, et le nº qui suit.

64. Un avocat ancien magistrat qui n'a prêté aucun serment comme avocat devant la Cour, ne peut être admis à siéger dans un tribunal du ressort, en cas d'empêchement d'un juge; les jugements auxquels il peut avoir concouru sont entachés de nullité radicale. — Orl. 14 juill. 1820, t. 15, p. 165, nº 192. — Cass. 23 sept. 1831, t. 41, p. 703. — Bord. 8 nov. 1832, t. 45, p. 593. — *V.* le nº qui précède et celui qui suit.

65. Est nul le jugement auquel a concouru un avocat qui n'a pas prêté le serment prescrit par la loi du 31 août 1830. — Cass. 22 mars 1831, t. 41, p. 413. — V. *suprà*, nº 57 *bis*, et les nºs qui précèdent.

66. Est valable le jugement rendu depuis la révolution de 1830, mais avant la loi du 31 août, par des magistrats qui n'avaient pas encore prêté le serment exigé par cette loi. — Cass. 26 janv. 1833, t. 44, p. 353.

67. Il n'est pas nécessaire que les notables appelés à remplacer des juges de commerce empêchés prêtent serment avant d'exercer les fonctions de juges. — Poit. 2 déc. 1824, t. 27, p. 212. — Colm. 7 janv. 1828, t. 36, p. 18. — V. *suprà*, nº 62.

§ 2. *Assistance aux plaidoiries. Participation aux jugements préparatoires ou interlocutoires et délibérés.*

68. Un jugement est nul lorsque les juges qui ont concouru à sa prononciation n'ont pas assisté à toutes les plaidoiries. — Cass. 12 niv. an VII, 4 germ. an XIII, 18 août 1806, 22 oct. 1807, 30 mars 1812, 10 mai 1815, 6 juin 1826 et 26 déc. 1826. — Renn. 4 mars 1820, t. 15, p. 23, nº 2; p. 29, nº 7; t. 31, p. 299, et t. 33, p. 98.

69. L'arrêt d'une cour royale, chambre des appels de police correctionnelle, est nul lorsque l'un des conseillers qui y ont concouru n'a pas été présent au rapport.

— Cass. 29 sept. 1820, t. 10, p. 571, n° 30.

70. Est nul l'arrêt, en matière criminelle, rendu par des juges qui n'ont pas assisté à toute l'instruction. — Cass. 22 fév. 1828. Patroni C. le ministère public.

71. Est nul l'arrêt auquel a concouru un conseiller auditeur qui n'a pas assisté aux audiences précédentes. — Cass. 16 janv. 1828. Durand C. Dupont.

72. Tous les conseillers auditeurs qui ont assisté aux plaidoiries doivent concourir à l'arrêt, et il y a excès de pouvoir dans le réquisitoire du ministère public qui demande qu'ils s'abstiennent et dans l'arrêt qui l'ordonne, sous prétexte que, par suite de leur présence, la cour se trouvant en nombre pair, il pourrait en résulter un partage. — Cass. 14 avr. 1830, t. 39, p. 124. — V. *infrà*, n° 97.

73. Un arrêt n'est pas nul sur le motif qu'un juge n'aurait été présent qu'à une seconde audience, lorsqu'il énonce qu'à cette audience les conclusions et plaidoiries ont été reprises. — Cass. 26 août 1818, 2 fév. 1825, t. 15, p. 257, n° 94, et t. 28, p. 230. — V. *infrà*, les nos 74 à 83, 95 (1).

74. N'est pas nul l'arrêt auquel ont concouru deux conseillers qui n'ont pas assisté aux plaidoiries de la cause, mais qui ont assisté à l'audience où le rapport a été fait, où le conseiller rapporteur a donné lecture des pièces, et les avoués des parties repris leurs conclusions. — Cass. 11 nov. 1828, t. 36, p. 109. — *V.* le n° qui précède.

75. Est légalement prononcé l'arrêt définitif rendu sur rapport après une instruction par écrit, quoique plusieurs conseillers qui y ont concouru n'aient pas assisté à l'audience où furent prises les conclusions des parties, si toutefois les conclusions ont été transcrites dans les mémoires respectivement signifiés pendant l'instruction. — Cass. 24 avr. 1833, t. 45, p. 423. — *V. ibid.* les observ. et *suprà*, n° 74.

76. Un jugement ne peut pas être annulé par le motif que l'un des juges qui y ont concouru n'aurait pas assisté à la première audience de la cour, lorsque d'une part l'affaire n'a point été plaidée à cette audience où les avoués se sont bornés à prendre des conclusions et à remettre les pièces sur le bureau pour en être délibéré, et que d'autre part, après le rapport du délibéré, les conclusions ont été prises de nouveau, et les moyens des parties plaidés dans des audiences subséquentes auxquelles le magistrat absent à la première a assisté. — Cass. 27 fév. 1821, t. 23, p. 66. — V. *suprà*, n° 74.

77. N'est pas nul l'arrêt auquel a concouru un juge qui n'a pas assisté à toutes les audiences de l'affaire, s'il est constaté qu'il a été présent à l'audience de tel jour où les parties ont repris leurs plaidoiries. — Cass. 25 fév. 1827. Ceccaldi C. Franceschetti. — V. *suprà*, n° 74.

78. N'est pas nul l'arrêt auquel a concouru un conseiller qui a assisté à l'audience où il a été rendu, et qui n'était pas présent à toutes les audiences précédentes, si les parties ont renouvelé leurs conclusions à la dernière audience, et donné à la cour une complète connaissance de la cause. L'arrêt portant que les parties ont été ouïes et ont choisi leurs conclusions constate qu'elles ont renouvelé leurs conclusions et complétement exposé leur défense aux magistrats. — Cass. 15 nov. 1830, t. 40, p. 219. — V. *suprà*, n° 74.

79. Lorsque, dans une première audience, composée de huit conseillers, toutes les parties ont pris des conclusions, si la cause est renvoyée à une deuxième audience pour plaider, et s'il s'y trouve trois conseillers de plus qu'à la première audience, ces magistrats doivent s'abstenir de prendre part à l'arrêt à rendre, à moins que les conclusions n'aient été reprises devant eux. — Cass. 22 août 1833, t. 46, p. 366. — *V. ibid.* les observat. — V. *suprà*, n° 74.

80. Lorsqu'un juge n'a pas assisté à toutes les audiences dans lesquelles une cause a été plaidée, et que le jugement définitif auquel il a participé porte que les avocats ont été ouïs à une précédente audience et à celle de ce jour, on ne peut demander la cassation de cette décision, sous prétexte que les conclusions n'ont pas été reprises devant ce magistrat. — Cass. 4 juin 1833, t. 45, p. 595. — V. *suprà*, n° 74.

81. Lorsqu'un juge est appelé pour en remplacer un autre légitimement empêché, il suffit, pour remplir le vœu de la loi, que l'arrêt constate qu'en présence de ce juge les avoués ont été ouïs et ont repris leurs conclusions, et que, lors du rapport, toutes les pièces ont été lues. — Cass. 25 avr. 1815, t. 15, p. 116, n° 129. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 153. — V. *suprà*, n° 74.

82. Mais lorsqu'il est constant qu'un des juges qui ont concouru à la confection d'un arrêt n'a pas assisté à la première audience de la cause, le jugement est nul, si les feuilles d'audience, ou, à défaut de ces feuilles, aucun renseignement ne constate qu'à l'une des audiences postérieures les plaidoiries aient été recommencées, ou les conclusions prises de nouveau. — Cass. 16 mai 1821, t. 23, p. 184. — V. *suprà*, n° 74.

83. Lorsque plusieurs conseillers, après avoir entendu les plaidoiries d'une cause, passent dans une autre chambre par l'effet du roulement annuel, ils doivent être rappelés à la chambre dont ils sont sortis, pour concourir au jugement. — Cass. 1er juill. 1818, t. 4, p. 767, n° 56; 18 août 1818, t. 10, p. 571, n° 28. — V. *suprà*, n° 74, et *infrà*, n° 116.

84. Des certificats délivrés par des magistrats, par le greffier de la cour, par le conseiller porté au nombre de ceux qui ont rendu un arrêt, ne peuvent prouver que le nom de ce conseiller a été mis par suite d'erreur sur cet arrêt. — L'arrêt est nul si ce conseiller n'a pas assisté aux plaidoiries — Cass. 14 mai 1828, t. 35, p. 246. — V. *infrà*, nos 470 et 471.

85. Le président d'un tribunal ne peut prononcer le jugement s'il n'a pas assisté à toutes les audiences de l'affaire. — Cass. 7 therm. an XI, t. 15, p. 60, n° 51. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 266, n° 487; Merl. *Rép.* t. 6, p. 606; Pr. Fr. t. 1, p. 387, à la note.

86. L'obligation imposée au juge d'avoir assisté à toutes les audiences s'entend des audiences relatives à la décision définitive du fond de la contestation. — Cass. 19 nov. 1818, t. 15, p. 137, n° 164.

87. Aussi on ne peut faire résulter un moyen de cassation de ce que quelques magistrats qui ont concouru à l'arrêt définitif n'avaient pas assisté à une première audience où un délibéré avait été ordonné. — Cass. 7 janv. 1817, t. 16, p. 700, n° 49.

88. Comme aussi aucune loi n'ordonne que tous les jugements qui interviennent dans la même affaire soient rendus par les mêmes juges; il suffit que les juges qui concourent à un des jugements aient entendu toutes les plaidoiries. Ainsi un jugement définitif peut être rendu par d'autres juges que ceux qui, dans la même cause, ont concouru à rendre un interlocutoire. — Renn. 10 nov. 1807, t. 15, p. 74, n° 70. — Cass. 18 avr. 1810, t. 36, n° 88, et 5 mars 1829, t. 37, p. 109. — Brux. 24 juin 1824. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 334, not. 4, 4°. — *V.* les trois nos qui suivent.

89. Un juge suppléant peut valablement émettre son opinion sur le fond, quoiqu'il n'ait point pris part au jugement interlocutoire. — Cass. 3 germ. an XII, t. 15, p. 61, n° 52. — *V.* le n° qui précède.

90. Lorsqu'une enquête a été ordonnée par un premier jugement, et qu'à l'audience sur le fond les conclusions précédemment prises ont été réitérées, les juges qui ont rendu le jugement définitif sont réputés avoir assisté aux précédentes audiences de la cause, bien qu'ils ne soient pas les mêmes que ceux qui ont rendu le jugement interlocutoire. — Cass. 3 juill. 1820, t. 11, p. 174, v° *enquête*, n° 160. — V. *suprà*, n° 88.

91. Le jugement après rapport, auquel participe un juge qui n'a

(1) Il résulte des nombreux arrêts qu'on va lire, que si les *conclusions sont reprises* et les plaidoiries recommencées, ou même continuées devant les juges qui prononcent, cela suffit. C'est maintenant une jurisprudence constante.

pas concouru au jugement qui a ordonné le renvoi devant un des juges, est nul. — Cass. 21 avr. 1830, t. 39, p. 172. — V. *suprà*, n° 88.

92. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la chambre d'un tribunal qui statue sur l'opposition à un jugement par défaut soit identiquement composée des mêmes magistrats qui ont rendu le jugement par défaut. — Cass. 13 nov. 1826, t. 29, p. 81. — *V.* l'arrêt qui suit.

93 Lorsqu'un arrêt a été rendu par défaut au partage d'opinions, il n'est pas nécessaire que la section qui l'a rendu soit constituée, pour statuer sur l'opposition, comme elle l'était lors de l'arrêt par défaut. — Cass. 20 mars 1821, t. 23, p. 89.—*V.* l'arrêt qui précède.

94. Quand un tribunal correctionnel juge plusieurs chefs d'une demande et ordonne un interlocutoire sur un de ces chefs, le jugement ultérieur sur ce chef n'est pas nul, s'il a été rendu sur nouveau rapport, nouvelle conclusion et nouvelle audition de témoins, par des magistrats qui n'ont point concouru au premier jugement. — Cass. 26 avr. 1831. Dupré C. Fulgos.

95. Un juge qui n'a pas assisté à une comparution de parties qui a eu lieu peut néanmoins concourir au jugement, lorsque les parties ont de nouveau conclu et plaidé. — Cass. 25 janv. 1815, t. 15, p. 114, n° 126. — *V.* dans le même sens M. F. L. t. 3, p. 150, v° *jugement*.— V. *suprà*, n° 74.

96. Est nul, en matière commerciale, un jugement définitif auquel a concouru un juge qui n'avait pas assisté à une audience précédente, à laquelle des témoins avaient été entendus. — Cass. 30 janv. 1828, t. 35, p. 187.

97. Un jugement est valable, quoiqu'il ne soit pas rendu par tous les juges qui ont assisté aux plaidoiries, si ceux restants étaient en nombre suffisant pour juger. — Toul. 31 mars 1821, t. 15 p. 166, n° 195. — Gren. 23 août 1827, t. 34, p. 47. — Cass. 14 nov. 1832, t. 44, p. 177.— V. *suprà*, n° 72.

98. Le jugement est censé rendu le jour de la prononciation, et en conséquence il est nul, si les juges qui assistent à l'audience à laquelle il est prononcé, ne sont pas ceux qui l'ont délibéré. — Cass. 26 vend. an VIII, t. 15, p. 32, n° 50. — MM. MERL. *Rép.* v° *délibéré*. p. 413; CARR. t. 1, p. 266, n° 487; F. L. t. 3, p. 150, v° *jugement*; PONC. t. 1, p. 218, et PR. FR. t. 1, p. 382; MERL. *Rép.* t. 6, p. 606, v° *jugement*.

99. De ce qu'un conseiller auditeur a rempli, dans une affaire, les fonctions du ministère public à la chambre d'accusation, en remplacement du procureur général, il ne s'ensuit pas qu'il ne puisse, à peine de nullité, faire partie des membres de la Cour d'assises. — Cass. 21 sept. 1827.

CHAP. II. *Comment se forme le jugement? Sa prononciation.* — Art. 1er. *Formation du jugement. Partage.*

100. Le jugement se forme du résultat des opinions. Si le tribunal émet deux opinions, la plus forte en nombre l'emporte; mais il faut que la majorité soit absolue.—C'est ce qu'enseignent MM. CARR. t. 5, p. 267, n° 490, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 276; et c'est ce qui résulte de l'art. 117 C. P. C. — Aux termes de l'art. 55 du décret du 30 mars 1808, les opinions sont recueillies en commençant par le juge dernier reçu : excepté le cas où l'affaire est jugée sur rapport; le commissaire rapporteur opine alors le premier. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 267, n° 489, et PIG. t. 1, p. 490. — *V.* pour l'explication de l'art. 117 C. P. C., M. CARR. t. 1, p. 267, nos 490 et 491; t. 15, p. 173, n° 200.

101. Depuis le Code de procédure, il n'est pas exigé que les jugements constatent qu'ils ont été formés de la majorité des opinions. — Cass. 16 fév. 1830, t. 38, p. 298.

102. En Cour royale, lorsqu'il se forme plus de deux opinions, est-il nécessaire de reprendre deux fois les voix avant d'opérer la réduction au nombre de deux? — Quoique l'art. 467 C. P. C. ne reproduise pas la disposition de l'art 117 du même Code qui prescrit de recueillir les voix une seconde fois, MM. CARR. t. 2, p. 223, n° 1685; D. C. p. 331, et PIG. t. 1, p. 614, pensent que telle doit être la manière de procéder en Cour royale. — M. LEP. p. 315, 1re quest., est d'un avis contraire; mais l'art. 35 du décret du 30 mars 1808 contient sur ce point une disposition générale qui s'applique aux juges d'appel comme aux juges de première instance. Cet article dit : Si différents avis sont ouverts, on ira une seconde fois aux voix. — *V.* J. A. t. 3, p. 482, v° *appel*, n° 309, et t. 15, p. 170, n° 2.

103 et 104. Il y a partage lorsque chaque opinion a un nombre égal de voix. — M. COMM. t. 1, p. 177, pense qu'il est impossible qu'il y ait partage quand les juges sont en nombre impair. Cependant il peut arriver que les trois juges d'un tribunal de première instance aient chacun un avis différent; dans ce cas il n'y a point de juges plus faibles en nombre, il n'y a point d'opinion dominante; ainsi l'art. 117 est inapplicable. — MM. D. C. p. 101; PIG. t. 1, p. 490, et CARR. t. 1, p. 270, n° 493, disent que, dans ce cas, il y a partage; c'est aussi ce qu'enseigne M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 277. — Dans ce système, lorsque, de quatre juges, deux sont d'un avis, et que chacun des deux autres a le sien, il y a partage. — C'est l'opinion de MM. PIG. *Comm. ubi suprà*, CARR. t. 1, p. 267, à la note, PR. FR. t. 1 p. 383, et F. L. t. 3, p. 152, v° *jugement*. — *V.* d'autres exemples de partage, J. A. t. 15, p. 171, n° 201.—Contrairement à l'opinion de ces auteurs, il a été décidé qu'il ne peut y avoir de partage dans un tribunal composé de trois juges qui ont chacun une opinion différente sur la même question; en conséquence, il n'y a pas lieu d'appeler un juge pour le vider. — Aix, 22 nov. 1825, t. 32, p. 21. — Mais voyez les observations qui suivent cet arrêt.

105. Lorsque deux moyens étant présentés à l'appui d'un chef de demande, les juges sont d'accord pour le rejet de l'un, et partagés pour l'admission de l'autre, ils ne peuvent pas, en déclarant ce partage, rendre un arrêt qui statue sur le moyen rejeté. *Spécialement*, lorsqu'un enfant naturel invoque deux commencements de preuve par écrit, résultant, l'un de son acte de naissance, l'autre de la procédure de son adversaire, la loi est violée, si les juges rejettent le moyen tiré de l'acte de naissance, et déclarent partage sur le moyen résultant de la procédure. — Cass. 12 mars 1834, t. 46, p. 191.

106. La partie qui a laissé rendre un jugement de partage, sans réclamation contre la forme employée, ne peut ensuite sur l'appel l'arguer de nullité. — Paris, 3 avr. 1811, t. 15, p 94, n° 93, où se trouvent aussi des observations critiques. — *Quid*, si la marche prescrite par l'art. 118 C. P. C. n'était pas suivie? — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 270, n° 494; F. L. t. 3, p. 153. — *Quid*, si l'affaire était instruite par écrit? — *V.* MM. DELAP. t. 1, p. 125, et CARR. t. 1, p. 272, n° 499.

107. Lorsque depuis le jugement qui déclare le partage, un des juges décède, on peut appeler quatre juges pour vider le partage. — Cass. 12 avr. 1810, t. 15, p. 85, n° 87. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 271, n° 497; PIG. *Comm.* t. 1, p. 282; et PONCET, t. 1, p. 192 et 220.

108. Le premier président d'une cour royale peut être appelé dans une chambre pour vider le partage d'opinions. — Cass. 18 juill. 1828. Darennes C. Lavoix.

109. Lorsqu'il y a partage dans une chambre de cour royale, on peut appeler pour le vider deux membres d'une autre chambre avec un membre de celle partagée, et qui n'a point concouru à l'arrêt de partage, lors même que la voix de ce membre suffit pour vider le partage. — Cass. 6 avr. 1831. Rémon C. Gayrot. — *V.* l'arrêt suivant.

110. Lorsqu'une cour, en établissant le partage, décide qu'on appellera trois juges pour le vider, s'il n'y a qu'un conseiller de disponible, elle peut s'adjoindre deux avocats, quoiqu'il suffise d'ailleurs de la présence d'un seul conseiller. — Cass. 19 août 1828. Vivier C. Gay. — *V.* l'arrêt qui précède.

111. Lorsqu'un tribunal s'aperçoit qu'au moment où il vient d'appeler un avocat pour vider un partage, en remplacement d'un juge, il y avait à l'audience un avocat plus ancien, mais qui s'est retiré, les plaidoiries peuvent être continuées en présence de celui appelé à siéger, surtout si les parties y consentent. — Cass. 22 mai 1832, t. 43, p. 551. — *V. ibid.* les observations.

112. Les juges appelés pour vider le partage doivent connaître non-seulement de la question sur laquelle il a eu lieu, mais encore de tous les accessoires et incidents de la cause. — Cass. 25 mess. an XI, t. 15, p. 60, n° 50. — C'est aussi la doctrine de MM. Carr. t. 1, p. 274, n° 498; Pig. *Comm.* t. 1, p. 281; F. L. t. 3, p. 152; Merl. *Q. D.* t. 5, v° *tribunal d'appel*, § 5, et *Rép.* t. 9, p. 66. — *V. infrà*, n° 115.

113. En cas de partage, la cause doit être plaidée de nouveau en présence du juge ou suppléant appelé pour vider le partage. — Paris, 19 mars 1816, t. 15, p. 122, n° 139. — Si le juge suppléant ou l'avocat appelés pour vider le partage avaient été présents à l'audience, il n'en faudrait pas moins recommencer les plaidoiries. — C'est l'avis de MM. F. L. t. 3, p. 152, v° *jugement*; et B. S. P. p. 250, not. 27. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 281, pense différemment.

114. Les parties ne peuvent prendre de nouvelles conclusions après partage. — Nîm. 22 fév. 1812, t. 12, p. 396, n° 16. — *V.* notre mot *conclusions*.

115. Une fois le partage déclaré, les juges ne peuvent statuer qu'avec le juge départiteur. — Paris, 30 juill. 1811, t. 15, p. 97, n° 102. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 269, not. 4. — *V. suprà*, n° 112.

116. Aussi, lorsqu'il y a eu partage dans une cour, et que par suite du roulement annuel l'affaire a été jugée par d'autres juges que les premiers, et sans appeler des départiteurs, la nullité provenante de la violation de l'art. 468 C. P. C. peut être proposée devant la Cour de cassation, quoique aucune partie n'ait élevé de réclamation. — Cass. 15 juill. 1829, t. 37, p. 154. — V. *suprà*, n° 83.

117. Le juge qui, dans une délibération sur laquelle il y a eu partage, a donné son avis, peut en changer après les nouvelles plaidoiries. — Solution du ministère de la justice, 28 mai 1810, t. 15, p. 87, n° 91. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 271, n° 496; Pig. *Comm.* t. 1, p. 233; Lép. p. 132; Haut. p. 99; F. L. t. 3, p. 152, v° *jugement;* B. S. P. t. 249, not. 26; Pig. t. 1, p. 491; Merl. *Q. D.* t. 4, p. 536.

118. En matière correctionnelle et criminelle, quand la moitié des juges est pour la culpabilité et l'autre moitié pour l'acquittement, il n'y a pas lieu à vider le partage; l'avis favorable à l'accusé doit prévaloir. — Paris, 15 fév. 1825. — Cass. 1er avr. 1826, t. 26, p. 336, et t. 31, p. 312. — Colm. 3 juin 1829. Ministère public. C. Raphaël Samuël.

Art. 2. *Comment et quand doit être prononcé le jugement?*

119. Les motifs doivent, ainsi que le dispositif d'un jugement, à peine de nullité, être prononcés à l'audience. — Cass. 26 mai 1830. Suérus C. Laligant (1).

120. Lorsqu'en matière de faillite il s'élève des difficultés à l'audience, le juge-commissaire doit renvoyer à l'audience, sans citation préalable; le tribunal juge tant en l'absence qu'en présence des parties, et son jugement n'est pas soumis aux formalités ordinaires. — Colm. 7 avr. 1827. Sultzer et Lehmann C. Zeyssolf et Keller.

120 *bis*. Est nul un jugement rendu sans citation préalable. — Cass. 3 brum. an VIII, t. 15, p. 32, n° 11.

121. Mais on ne peut faire déclarer un jugement nul, comme n'ayant pas été rendu au jour fixé dans l'assignation, lorsque, par suite de remises contradictoirement ordonnées, le tribunal de commerce a fixé un autre jour pour rendre son jugement. — Paris, 17 mai 1814, t. 15, p. 109, n° 117.

122. Lorsque le contrat judiciaire est formé par un jugement interlocutoire qui ordonne un rapport d'experts après l'exécution de l'expertise, le tribunal ne peut statuer sans qu'il soit donné avenir préalable, l'audience devant être poursuivie sur un simple acte, à la requête de la partie la plus diligente; autrement le jugement est radicalement nul. — Orl. 22 nov. 1822, t. 15, p. 168, n° 197.

123. Lorsqu'un tribunal se retire à la chambre du conseil pour délibérer, le renvoi à jour fixe pour la prononciation du jugement n'est pas exigé à peine de nullité. — Renn. 11 août 1809, t. 15, p. 83, n° 84. — C'est aussi l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 265, n° 486. — Faut-il un jugement pour déclarer le renvoi de la cause à une prochaine audience? — Oui, suivant M. Carr. *loco citato*, n° 485.

124. Un jugement rendu sur délibéré est valable, quoiqu'il ne mentionne pas celui qui a mis la cause en délibéré. — Cass. 14 nov. 1832, t. 44, p. 177.

125. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un jugement mentionne qu'il a été délibéré. — Cass. 23 juin 1833, t. 45, p. 686. — V. *infrà*, n° 370.

126. Comme aussi un jugement n'est pas nul dans la forme, par cela seul qu'aucun jugement antérieur n'a fixé le jour où il devait être prononcé. — Renn. 31 août 1810, t. 15, p. 525, n° 5.

127. En matière de simple police le jugement est nul, s'il a été rendu sans l'assistance du greffier; il est également nul, s'il ne contient pas les termes de la loi pénale appliquée. — Cass. 25 fév. 1819, t. 15, p. 143, n° 172.

Chap. III. *Forme et rédaction des jugements.* — Art. 1er. *Noms, prénoms, qualités des parties et des avoués* (1).

128. L'erreur dans le prénom de l'une des parties suffit pour entraîner la nullité du jugement. — Turin, 25 flor. an XII, t. 15, p. 62, n° 54.

129. Décidé cependant qu'un jugement n'est pas nul quoiqu'il ne contienne pas explicitement les noms, professions et demeures de toutes les parties. — Renn. 6 janv. 1818, t. 13, p. 254, n° 305.

130. Comme aussi l'omission dans la rédaction d'un arrêt, des professions et demeures de plusieurs des parties, ne rend pas cet arrêt nul, surtout si l'arrêt indique la profession de quelques-uns des litis-consorts, s'il n'est pas survenu de difficultés sur les professions et demeures omises, si enfin ceux qui se plaignent du défaut d'énonciation n'ont pas fait opposition aux qualités signifiées. — Cass. 26 août 1823, t. 25, p. 325.

131. Lorsqu'on attaque un arrêt comme ne contenant pas la mention du nom des avoués des parties, une expédition de l'arrêt ne suffit pas, il faut encore faire apporter la feuille d'audience pour justifier cette omission. — Cass. 4 janv. 1825, t. 30, p. 44.

132. La loi du 24 août 1790, tit. 5, art. 15, exigeant que les jugements contiennent les qualités des parties, n'a entendu parler que des qualités relatives à l'instance, telles que celles de demandeur ou de défendeur, d'appelant ou d'intimé. — Cass. 21 brum. an IX, t. 15, p. 50, n° 28.

133. L'omission des qualités dans la signification n'a aucune influence sur le jugement lui-même, s'il contient toutes les mentions exigées par la loi. — Turin, 30 janv. 1811, t. 21, p. 260, v° *signification*, n° 34.

---

(1) Ce principe a été longtemps contesté, mais il est maintenant reconnu. Pour faire tomber un jugement ou un arrêt, dont le dispositif seul aurait été lu à l'audience, il faut s'inscrire en faux. — V. *infrà*, nos 184 à 216 et 283.

(1) Parmi les arrêts rapportés nos 128 à 440, il en est plusieurs qui ont entre eux beaucoup d'analogie; nous engageons nos lecteurs à lire avec soin le chapitre 3 tout entier.

Art. 2. *Conclusions des parties dans les jugements des tribunaux civils ou commerciaux* (1).

134. Un jugement doit contenir, à peine de nullité, les conclusions des parties ; une indication des demandes respectives ne suffit pas. — Brux. 2 dec. 1829. Enregistrement C. Dérovère et Vanrysseghem ; et 3 mai 1831, t. 41, p. 717. —Toul. 24 juin 1825, t. 30, p. 13. — *Contrà*, cette formalité n'est pas exigée à peine de nullité. — Cass. 8 août 1808, t. 9. p. 180, vº *dépens et frais*, nº 35. — Brux. 18 oct. 1831, t. 45, p. 748.

135. Lorsqu'un jugement se rapporte à un jugement précédent dont il ordonne l'exécution, il n'est pas nul s'il ne contient pas les conclusions des parties, ainsi que les points de fait et de droit. — Cass. 18 août 1829, t. 37, p. 288. — V. *infrà*, art. 3, nº 145 et nº 164.

136. De même un jugement ne peut être cassé comme ne contenant pas les conclusions des parties, si on y a transcrit l'exploit introductif d'instance et les réponses du defendeur. — Brux. 14 juill. 1832. De Knugt C. enregistrement. — V. *infrà*, nº 150.

137. Lorsqu'à l'énoncé des noms des parties un tribunal se reconnaît incompétent pour cause de parenté, et qu'il prononce le renvoi, il n'en doit pas moins ordonner de prendre des conclusions et faire relater ces conclusions dans son jugement. — Colm. 12 janv. 1828. Kochlin C. Belly et Jérémie Kochlin.

138. Les jugements rendus par les tribunaux de commerce doivent contenir les conclusions des parties. — Renn. 8 sept. 1815, t. 15, p. 118, nº 133. — *V*. M. Carr. p. 1, p. 339, nº 596. — *V*. le nº qui suit.

139. Les jugements des tribunaux de commerce doivent, à peine de nullité, contenir les conclusions des parties et autres mentions prescrites par l'art. 141 C. P. C. — Renn. 30 janv. 1834, t. 47, p. 631. — *V*. le nº qui précède.

140. L'insertion des conclusions respectives constitue le jugement commercial. Le vœu de la loi *est suffisamment rempli*. — Les articles 70 et 72 du decret du 30 mars 1808 ne sont pas applicables aux affaires de commerce. — Renn. 2 juill. 1816, t. 15, p. 124, nº 141. — V. *suprà*, nº 136.

141. L'arrêt qui prononce sur les conclusions de celui qui prétend n'être pas tenu d'une construction, peut se dispenser de s'expliquer sur une demande subsidiaire tendante à une visite des lieux. — Cass. 9 juill. 1828. Lassus C. St-Arroman.

142. Lorsque des juges condamnent des prévenus de délits forestiers, en prenant pour base le procès-verbal qui leur est présenté, ils rejettent par cela même implicitement les fins de non-recevoir dont excipaient les prévenus. — Cass. 6 fév. 1830. Administration forestière C. Donel et C.

143. Si les parties avaient omis de conclure à la condamnation aux dépens, le juge ne devrait pas la prononcer. — C. T. t. 1, p. 193, 32.

144. Lorsque le ministère public a requis que le prévenu fût condamné aux dépens, le jugement doit, à peine de nullité, prononcer sur ce chef. — Cass. 26 nov. 1829. Ministère public C. Lallemant.

Art. 3. *Points de fait et de droit.*

(V. *suprà*, nº 135, et *infrà*, article 6, nºs 184 à 345 (1).

145. Un jugement est nul s'il ne contient ni motif ni point de fait et de droit. — Cass. 19 juin 1831. Hayem-Hesse C. l'enregistrement. — 19 mars 1833. Enregistrement C. Charpentier.

146. Un jugement doit, à peine de nullité, contenir l'exposé sommaire des points de fait et de droit. — Cass. 22 brum. an VII, t. 15, p. 29, nº 4. — Renn. 2 août 1814, p. 118, nº 132.

147. Un jugement qui ne contient point les faits de la cause est nul. — Cass. 1er mars 1831, t. 41, p. 413.

148. Le jugement doit, à peine de nullité, contenir les points de fait et de droit et les conclusions des parties, même lorsqu'il s'agit d'affaires intéressant la perception des deniers publics. — Cass. 8 nov. 1825. Les messageries C. la Régie des contributions.

149. Il suffit, pour la validité d'un jugement dans la forme, que les points de fait et de droit y soient énoncés, de quelque manière et en quelque partie que ce soit. — Renn. 20 déc. 1815, t. 15, p. 120, nº 136. — *V*. M. Carr. t. 1. p. 333, not. 4.

150. Les faits sont suffisamment rapportés dans un jugement quand les exploits transcrits dans les qualités d'instance de ce jugement en contiennent une exposition sommaire. — Cass. 17 mars 1829, t. 38, p. 245. — V. *suprà*, nº 136.

151. De même un jugement est légalement rédigé, encore que l'exposé des faits se trouve dans les conclusions des parties. — Renn. 23 déc. 1814, t. 15, p. 113, nº 124. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 334, not. 4, nº 2.

152. De même encore les faits peuvent être suffisamment exposés quoiqu'ils ne soient relatés que dans les motifs de l'arrêt. — Cass. 17 juin 1826. Biel C. le maire de Boulogne.

153. Ainsi, lorsque le point de fait se trouve exposé dans les conclusions des parties et les motifs insérés au jugement, il est inutile de faire une narration séparée des faits. — Cass. 23 av. 1829. Gouvé C. Godard. — Cass. 11 déc. 1833, t. 46, p. 361.

154. De même un jugement en matière de compte doit être envisagé comme faisant un seul et même acte avec le procès-verbal des débats qui l'a précédé immédiatement. Si conséquemment l'on trouve dans le procès-verbal les qualités et conclusions des parties, les points de fait et de droit sur lesquels les premiers juges ont eux-mêmes déclaré statuer, le vœu de la loi est exactement rempli. — Renn. 27 déc. 1809, t. 15, p. 670, nº 6. — Tel est le sentiment de M. Carr. t. 2, p. 351, nº 1886.

155. Comme aussi un jugement n'est pas nul lorsque les faits de la cause, les conclusions des parties, les motifs de décision y sont à peu près confondus, pourvu cependant que son ensemble présente une idée assez nette de l'affaire et des diverses parties exigées par la loi. — Bourg. 6 mess. an IX, t. 15, p. 54, nº 35. — Cass. 19 janv. 1826, t. 30, p. 392. — Cass. de Belg. 17 av. 1833, t. 46, p. 184.

156. Quelle que soit la manière dont un jugement ou un arrêt soit rédigé, il n'y a pas violation de l'art. 141 C. P. C., s'il fait connaître suffisamment le sujet du litige ; les prétentions respectives des parties, et les motifs de la décision. — Cass. 9 mai 1834, t. 47, p. 631.

157. Un arrêt expose aussi suffisamment le point de fait, en déclarant s'en rapporter à celui contenu dans le jugement confirmé. — Cass. 30 avr. 1828, t. 35, p. 253. — V. *infrà*, nºs 307 à 331.

158. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un jugement rendu sur un incident contienne les faits relatifs au fond du procès. — Brux. 5 mars 1832, t. 45, p. 445.

159. Les dispositions de l'art. 141 C. P. C. sur l'exposition sommaire des points de fait et de droit, en matière civile, ne sont pas applicables aux jugements rendus en matière correctionnelle. — Cass. 8 mai 1829. Delvinc. C. minist. public. — V. *infrà*, nº 179.

160. N'est pas nul le jugement de police qui ne contient pas l'énonciation des points de fait. — Cass. 14 août 1829. D'Artois C. Degrave.

Art. 4. *Questions du procès.*

161. Un jugement est nul s'il n'énonce point les questions qui constituent le procès. — Besanç. 24 germinal an IX, t. 15, p. 53, nº 32.

162. Mais les juges ne sont pas astreints à poser en détail toutes les questions qu'une cause peut présenter ; il suffit qu'ils indiquent les principales, celles dont la décision entraîne nécessairement le jugement des autres. — Besanç. 6 niv. an XI, t. 15, p. 57, nº 41.

(1) *V*. notre note *suprà*, p. 348.

(1) *V*. notre note *suprà*, p. 348.

163. L'omission dans la rédaction d'un jugement, de l'exposé de l'un des points de droit à juger, n'entraîne pas la nullité de ce jugement. — Poit. 25 mai 1825, t. 28, p. 345.

164. Une Cour peut s'en référer sur la position des questions à un arrêt précédemment rendu par elle. — Cass. 8 mess. an XIII, t. 15, p. 65, n° 59. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 1, p. 104, v° *acte sous seing privé*, § 2. — V. *suprà*, n° 135.

165. Un arrêt satisfait à la loi sur la position des questions, en se faisant seulement celle-ci : *y a-t-il lieu de confirmer le jugement dont est appel?* — Cass. 5 brum. an XI, t. 15, p. 56, n° 40.

166. Il en est de même d'un arrêt qui pour toute question de droit contient ces mots : Il y a lieu à vérifier si le jugement dont est appel est juridique et valablement rédigé. — Cass. 30 juill. 1816, t. 15, p. 125, n° 144. — *V.* M. CARR t. 1, p. 334, not. 4, 3°.

167. La position des questions de droit résultantes du procès est abandonnée aux lumières des juges. — Cass. 20 avr. 1825, t. 30, p. 371.

168. L'arrêt qui rejette une demande en distraction, élevée dans une instance de saisie immobilière, n'est pas nul, quoique dans le point de droit il ne contienne pas de questions sur cet incident. — Cass. 1er décemb. 1832, t. 44, p. 35.

169. Mais un tribunal doit, à peine de nullité du jugement, statuer sur toutes les questions que présente le procès. — Cass. 4 prair. an IX, t. 15, p. 53, n° 34. — *V.* M. CARR. t. 4, p. 336, note 1, 2° ; PR. FR. t. 1, p. 411, not. 2.

170. Le jugement dont le dispositif omet de statuer sur un des chefs de la demande est nul, et les motifs ne peuvent suppléer à cette omission. — Besanç. 25 août 1826, t. 34, p. 151.

171. Lorsqu'une partie a renoncé à plusieurs de ses moyens de nullité, les juges ne sont tenus de prononcer que sur ceux qui n'ont pas été abandonnés. — Cass. 2 fév. 1830, t. 39, p. 229.

172. Les tribunaux n'ont pas le droit de débouter une partie d'une demande qu'elle n'a formée qu'en conciliation et qui n'a pas été renouvelée devant eux. — Amiens, 11 août 1826. Taffre C. Postelle.

173. Il n'y a pas lieu d'annuler l'arrêt qui a omis de statuer sur des conclusions que le ministère public avait précédemment prises, mais qu'il n'a pas réitérées dans ses dernières conclusions à l'audience. — Cass. 5 juin 1828. Le minist. public C. Peyrard.

174. Les juges doivent statuer définitivement sur le litige intenté devant eux ; ils ne peuvent, en rejetant la demande d'une partie, réserver à cette partie ses droits pour former la même demande avec de nouveaux titres. — Besanç. 26 juin 1828. Duremberg C. Girod. — V. *infrà*, n° 176.

175. Si les juges n'avaient pas prononcé la condamnation aux dépens, la partie qui aurait gagné la cause ne pourrait pas contraindre son adversaire à les payer. Seulement elle pourrait se pourvoir contre lui par action principale, et en obtenir de cette manière la condamnation. — C. T. t. 1, p. 195, 33.

176. L'ancienne action admise en Bretagne, sous la dénomination de *lief de comminatoire*, ne peut l'être sous l'empire des lois actuelles. — Renn. 2 mars 1818, t. 15, p. 254, n° 89. — V. *suprà*, n° 174.

Art. 5. *De la nécessité des quatre parties distinctes du jugement. Effet de leur omission* (1).

177. La nécessité des quatre parties distinctes exigées par la loi du 24 août 1790, est applicable aux jugements rendus en matière de divorce. — Paris, 9 frim. an XIV, t. 15, p. 61, n° 16. — *V.* M. LEP. p. 143.

178. Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an VII, il n'était pas nécessaire qu'un jugement d'adjudication présentât dans la rédaction les quatre parties exigées par l'art. 15, tit. 2, de la loi du 24 août 1790. — Cass. 27 fruct. an X, t. 15, p. 55, n° 39. — Cet article n'est point applicable non plus aux arrêts de la Cour royale de la Martinique. — Cass. 13 nov. 1827, t. 34, p. 210.

179. L'article 141 C. P. C. n'est point applicable aux jugements rendus en matière de police correctionnelle. — Cass. 14 mars 1828. Bernardet C. le ministère public. — V. *suprà*, n° 159.

180. Les arrêts rendus dans l'île de Cayenne ou la Guyane française doivent, à peine de nullité, contenir *les noms des juges*, *la mention de la publicité*, *l'exposé des points de fait* et des points de droit, et être motivés. — Le Code de procédure est en vigueur dans cette colonie depuis le 25 janv. 1818. — Cass. 21 mai et 3 juill. 1821, t. 23, p. 236.

181. Le Code de procédure civile a été promulgué et est exécutoire à la Guadeloupe ; en conséquence, les jugements et arrêts doivent être rendus suivant toutes les formalités qu'il exige, et en contenir mention, à peine de nullité. — Cass. 13 juill. et 20 déc. 1825, t. 30, p. 341.

182. Les formalités prescrites par l'art. 141 C. P. C., relatives à la rédaction des jugements, doivent-elles être observées à peine de nullité? — Oui. — Cass. 14 niv. an VIII, 11 juin 1811. — Renn. 21 juin 1816. — Non. — Cass. 8 août 1808, t. 15, p. 34, n° 14. — *V.* les n°s suiv. — *V.* MM. MERL. *Rép.* t. 6, p. 608, v° *jugement*, § 2 ; CARR. t. 1, p. 334, n° 594 ; PERRIN, *Traité des nullités*, p. 221 ; TOULL. t. 1, p. 188, n° 135 ; HAUT. p. 109 ; PIG. *Comm.* t. 1, p. 330. — Sur l'indication des noms, professions et demeures des parties, *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 330, et F. L. t. 3, p. 175, v° *jugement* ; CARR. t. 1, 335, à la note. — La première partie du jugement doit contenir les noms des avoués. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 175, v° *jugement*. — Sur la 2e partie, *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 330, et F. L. t. 3, p. 175, — Sur la 3e partie du jugement, *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 330, et F. L. t. 3, p. 175. — Sur la 4e partie, *V.* les mêmes, *loc. cit.* — *V.* encore M. B. S. P. p. 252, note 36, 2°.

183. La nullité d'un jugement, fondée sur ce qu'il ne contient pas les quatre parties exigées par la loi, n'emporte point devant la Cour la nullité de l'action principale, mais donne seulement lieu à prononcer par jugement nouveau. — Paris, 27 mai 1807, t. 15, p. 73, n° 69. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 335, n° 594.

Art. 6. *Des motifs.* — § 1er. *Nécessité des motifs* (1).

(V. *suprà*, n° 145.)

184. Est nul le jugement qui ne contient pas de motifs. — Besanç. 6 janv. 1818, t. 13, p. 254, n° 307.

185. Les jugements devaient être motivés, à peine de nullité, sous l'empire de la loi du 24 août 1790 et de la constitution de l'an III. — Cass. 4 flor. an IX, t. 1, p. 87, n° 16.

186. Sous la loi du 24 août 1790, les jugements par défaut devaient être motivés à peine de nullité. — Colm. 6 flor. an XI, t. 4, p. 723, n° 15.

186 *bis*. Est nul l'arrêt en matière civile, dont le dispositif seul a été prononcé à l'audience par le président qui a déclaré que les motifs en seraient remis au greffe. — Cass. 26 juill. 1831, t. 46, p. 236. — V. *suprà*, n° 119.

187. Les arrêts de cours d'assises rendus pendant le cours des débats, comme tous autres arrêts, doivent être motivés à peine de nullité. — Cass. 13 janv. 1827, t. 33, p. 354.

188. Ainsi les arrêts des cours d'assises, dans le cas où elles prononcent sur la demande d'un accusé, ayant pour objet de *dépouiller le fait de l'accusation du caractère criminel*, ou *de le modifier*, ou *d'affaiblir la peine*, doivent être motivés, parce que la loi du 20 avril 1810 embrasse dans sa généralité, non-seulement les arrêts qui prononcent sur le fond de la contestation, mais ceux ren-

---

(1) *V.* la note *suprà*, p. 348.

(1) Il faut spécialement rapprocher ce § du § 2, 1°, n°s 217 et suiv., et 5°, n°s 260 à 306. — *V.* aussi la note *suprà*, p. 348.

dus sur des faits ou demandes qui s'y rattachent. — Cass. 8 avr. 1826, t. 31, p. 293.

189. La chambre des appels de police correctionnelle qui se contente de viser les pièces sans donner de motifs, et sans adopter ceux des premiers juges, viole l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810. — Cass. 13 janv. 1827. Romain C. le ministère public.

190. Est nul pour défaut de motifs le jugement d'un tribunal de police qui omet de statuer sur un ou plusieurs chefs de prévention, ou les rejette implicitement, sans énoncer les motifs de ce rejet. — Cass. 10 nov. 1826, t. 34, p. 99.

191. Un jugement correctionnel est nul lorsque le délit n'est pas qualifié ni dans les motifs ni dans les dispositifs. — Colm. 14 juill. 1829. Bisel.

192. Les arrêtés des conseils de préfecture ayant les mêmes caractères et les mêmes effets que les jugements des tribunaux, il est d'ordre public que ces arrêtés soient motivés, et que l'absence de ces motifs soit une cause de nullité. — Ordonn. royale, 12 déc. 1818, t. 15, p. 140, n° 168.

193. Est nul l'arrêt d'une Cour royale qui, sans donner de motifs, retient une cause dont le renvoi était demandé en audience solennelle comme présentant une question d'état. — Cass. 16 juill. 1832, t. 43, p. 696. — V. *infrà*, n° 212.

194. Une Cour ne peut, sans motiver sa décision, déclarer mal fondées des conclusions en renvoi devant un autre tribunal, prises pour la première fois en appel. — Cass. 30 avr. 1827, t. 33, p. 141. — V. *infrà*, n° 212.

195. Est nul le jugement d'un tribunal de commerce qui refuse de renvoyer les parties devant arbitres, sans donner le motif de ce refus. — Brux. 12 mars 1831. Goverts C. Delaville-Leroux.

196. Mais il n'est pas nécessaire que l'arrêt qui autorise l'abstention d'un certain nombre de juges contienne les motifs de cette abstention. — Cass. 19 août 1828. Vivée C. Gay.

197. Également les juges peuvent rejeter sans motifs la demande d'une expertise. — Cass. 3 mai 1830. Cotin C. Leharle.

198. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un jugement d'adjudication définitive soit motivé. — Toul. 31 janv. 1826, t. 31, p. 153.

199. Les offres faites à l'audience et acceptées, mais sous diverses modifications, ne constituent point un contrat judiciaire, et par suite le jugement rendu sur une cause dans laquelle on les invoque n'est pas nul s'il n'est pas motivé à leur égard. — Cass. 21 fév. 1831, t. 44, p. 38.

200. Un jugement ne peut rejeter, même implicitement, la demande du serment décisoire sans en donner de motifs. — Cass. 20 juin 1827, t. 34, p. 100.

201. Est nul le jugement qui, sans énoncer les motifs, accorde au débiteur un délai pour se libérer. — Bourg. 31 déc. 1814, t. 12, p. 493, v° *exécution*, n° 82.

202 à 208. Est nul le jugement qui n'exprime pas les motifs par lesquels il condamne personnellement le curateur d'une succession vacante aux dépens d'une instance concernant cette succession. — Cass. 2 fév. 1831, t. 40, p. 369. — *V. infrà*, n° 224.

209. Est nul l'arrêt qui n'exprime pas les motifs par lesquels il rejette la demande subsidiaire d'une femme tendante à être admise à prouver la consistance de la fortune de son mari, pour obtenir de lui une pension alimentaire plus considérable que celle que la cour lui accorde. — Cass. 9 nov. 1830, t. 40, p. 81.

210. Lorsqu'un tribunal, en renvoyant un prévenu, rejette implicitement des conclusions subsidiaires du ministère public, il doit motiver sa décision. — Cass. 11 déc. 1829.

211. Un jugement qui déclare bonne et valable l'opposition formée à un autre jugement rendu par défaut, est nul s'il n'est pas motivé, et tout ce qui a été fait en vertu de cette sentence est entaché de nullité. — Orl. 9 déc. 1818, t. 15, p. 140, n° 167.

212. Est nul l'arrêt qui rejette une exception préjudicielle sans donner de motifs de rejet. — Cass. 13 mars 1820, t. 15, p. 157, n° 186. — Telle est l'opinion de MM. B. S. P. p. 252, not. 34, 2°, et 764, *add. in fine*; Merl. *Rép.* t. 17, p. 174, 182 et 186; F. L. t. 3, p. 179, v° *jugement*; Carr. t. 1, p. 337, not. 2. — V. *suprà*, n°s 193 et 194.

213. Lorsque, dans des conclusions signifiées, l'intimé a conclu à la nullité de l'acte d'appel, l'arrêt qui sans statuer sur cette nullité juge au fond, doit être cassé pour défaut de motifs, quoique l'intimé n'ait pas reproduit ses moyens de nullité dans les plaidoiries. — Cass. 30 mai 1810, t. 15, p. 87, n° 92. — *V.* le n° qui précède.

214. Mais lorsqu'on propose contre un appel une fin de non-recevoir sans la motiver, le jugement qui la repousse peut ne pas motiver son rejet. — Cass. 10 mars 1829, t. 37, p. 112.

215. Un jugement de première instance ne peut être annulé par une cour d'appel sans que l'arrêt contienne les motifs de l'infirmation. — Cass. 23 vent. an VIII, t. 15, p. 44, n° 22.

216. Une cour royale n'a pas besoin de donner des motifs sur un moyen présenté lors d'un arrêt interlocutoire et non représenté lors de l'arrêt définitif. — Cass. 23 nov. 1831, t. 42, p. 39.

§ 2. *Caractère des motifs.* — 1° *Insuffisance des motifs en général* (1).

217. Un jugement est valablement motivé dès qu'il n'est pas dépourvu de motifs, quoiqu'il eût pu être motivé d'une manière plus claire et plus concluante. — Brux. 3 déc. 1829. Enregistrement C. faillite Parmentier.

218 à 220. Le peu d'étendue des motifs n'est pas, comme l'absence de motifs, une cause de nullité d'un arrêt. — Cass. 26 août 1823, t. 25, p. 325.

221. Comme aussi la loi n'attache pas la nullité au peu de solidité des motifs d'un arrêt, mais seulement à leur défaut absolu. — Cass. 29 avr. 1824, t. 26 p. 238.

222. Un arrêt n'est pas suffisamment motivé, par cela seul qu'il contient des motifs quelconques. Il faut qu'on trouve dans ses motifs la raison déterminante du rejet de chaque exception proposée, ou la réponse aux arguments qui militaient pour le rejet. — Cass. 17 avr. 1822, t. 24, p. 105.

223. Également est nul pour défaut de motifs, non-seulement l'arrêt qui n'est aucunement motivé, mais encore celui qui s'explique si peu sur les questions que la cause offrait à résoudre, qu'on ne peut apercevoir sur quelle considération de fait ou de droit repose la décision qu'il renferme. —Cass. 11 août 1824, t. 27, p. 311.

224. La condamnation aux dépens contre une partie qui n'a pas succombé, donne ouverture à cassation de l'arrêt qui l'a prononcée sans alléguer aucun motif propre à la justifier. — C. P. t. 1, p. 200, 42. — V. *suprà*, n° 202.

2° *Chefs distincts* (2).

225. Les motifs d'un jugement doivent s'appliquer à chacun des chefs de demande et d'exception, ou de moyens distincts. — Cass. 25 nov. 1828, t. 36, p. 38.

226. On peut se faire un moyen de cassation contre un arrêt, de ce qu'il ne contient pas de motifs sur l'un des chefs soumis à la décision de la Cour. — Cass. 9 juin 1818, t. 15, p. 131, n° 158 — *V.* M. F. L. t. 3, p. 180, v° *jugement*.

227. Un arrêt n'est pas suffisamment motivé, si l'une des questions posées est résolue sans qu'aucun des motifs donnés lui soit applicable. — Cass. 17 avr. 1821. — Orl. 14 novembre 1821, t. 23, p. 333.

228. Un arrêt doit être annulé pour défaut de motifs, si en statuant sur divers chefs de demande, il ne motive sa décision qu'à l'égard

---

(1) *V.* les not. *suprà*, p. 348 et 350.

(2) V. *infrà*, n° 5° du même paragraphe, et la note *suprà*, p. 348, et *infrà*, n°s 307 à 336.

de l'un de ces chefs. — Cass. 14 mars 1826, t. 31, p. 81.

229. De même est nul pour défaut de motifs l'arrêt dans lequel une cour royale, qui s'étant proposé deux questions bien distinctes à résoudre, n'a donné de motifs que sur la première, sans que ces motifs puissent recevoir aucune application à la seconde, et lorsqu'il est impossible de supposer, d'après les circonstances de la cause, que la cour royale ait entendu adopter sur cette question les motifs des premiers juges. — Cass. 7 juill. 1824, t. 27, p. 11.

230. Comme aussi, un arrêt doit être cassé par défaut de motifs, lorsqu'après avoir posé deux questions discutées devant la Cour, l'une sur le point de savoir si d'un contrat de mariage résulte au profit de certains héritiers l'option de demander le partage de la communauté au décès d'un des époux, la seconde sur une fin de non-recevoir opposée à cette demande, et de laquelle il résulterait que les héritiers auraient tacitement consenti à la continuation de la communauté, cet arrêt se borne à s'expliquer sur la première question, et qu'il garde le silence sur la seconde.—Cass. 21 nov. 1826, t. 32, p. 340.

231. Doit être cassée pour défaut de motifs la sentence d'un juge de paix qui, saisi d'une action possessoire en matière de cours d'eau, rejette cette action en se fondant sur ce que les eaux ne sont pas pluviales, après s'être proposé la question de savoir si elle devait être accueillie, soit en raison de la nature des eaux, soit en raison des travaux destinés à y donner une direction, soit enfin à raison de la destination du père de famille. — Cass. 7 déc. 1831, t. 41, p. 476.

232. Un jugement n'est nul pour défaut de motifs que lorsque ce défaut porte sur le dispositif en entier, ou sur une disposition distinct et indépendante. — Renn. 6 juill. 1818, t. 15, p. 135, n° 160.

233. L'absence de motifs sur quelques chefs d'un jugement n'entraîne point la nullité, lorsque ces chefs ne sont que des corollaires des autres chefs motivés. —Cass. 19 nov. 1818, t. 15, p. 138, n° 165. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 337, not. 2; et Merl. *Rep.* t. 17, p. 173.—V. *infrà*, nos 237 et suiv. et le n° qui suit.

234. Les chefs d'un arrêt portant une allocation d'intérêts ne peuvent être cassés pour défaut de motifs, s'ils ne sont que la conséquence nécessaire d'une condamnation principale suffisamment motivée dans cet arrêt. — Cass. 22 janv. 1833, t. 44, p. 174.— *V.* le n° qui précède.

235. La condamnation aux dépens n'a pas besoin d'être motivée, puisqu'elle est la suite nécessaire et naturelle de la condamnation sur le fait principal. — Cass. 26 janv. 1826, et 7 nov. 1827, t. 31, p. 46, et t. 34, p. 217. — C. T. t. 1, p. 193, 31.

236. De même encore, lorsque le rejet d'une demande en dommages-intérêts est la conséquence d'une décision rendue, elle n'a pas besoin d'être motivée. — Cass. 27 novembre 1827. Pinette C. Lagarde.

237. L'absence de motifs sur un chef d'un arrêt n'en entraîne point la nullité, lorsque ce chef est suffisamment justifié par les motifs donnés sur les autres dispositions de l'arrêt.—Cass. 22 mai 1822, t. 24, p. 167. — V. *suprà*, n° 233.

238. Un jugement ne peut être annulé comme non motivé sur tous les moyens d'une partie, s'il contient un motif sur le fait qui a principalement déterminé la décision des magistrats. — Cass. 16 janv. et 7 mars 1833, t. 44, p. 353 et 358.

239. Lorsque le motif donné au rejet d'une première demande s'applique également à une seconde, il n'est pas nécessaire que le rejet de cette seconde demande soit spécialement motivé. — Cass. 3 fév. 1829. Seguin C. Richon. — V. *suprà*, n° 233.

240. L'arrêt statuant sur un déclinatoire qui rentre dans un moyen du fond est suffisamment motivé, s'il contient des motifs sur ce dernier moyen. — Cass. 31 août 1831, t. 41, p. 649.— V. *suprà*, n° 233.

241. Un jugement n'est pas nul si le chef par lequel il rejette une demande subsidiaire n'est pas accompagné de motifs, pourvu que ceux qui précèdent ce chef et rejettent la demande principale s'y appliquent implicitement. — Cass. 4 juin 1832. Vérac C. Cézan. — *V.* le n° qui suit, et *infrà*, nos 248 et 250.

242. Doit être cassé l'arrêt qui, après avoir rejeté les conclusions principales d'une partie, relativement à la propriété d'un terrain, ne statue point sur les conclusions subsidiaires tendantes à ce qu'elle soit admise à prouver une possession trentenaire du bien litigieux, et se borne à mettre les parties hors de cour. — Cass. 30 juill. 1833, t. 47, p. 480.—*V.* le n° qui précède, et *infrà*, n° 321.

243. L'arrêt qui accueille la réclamation d'un droit de passage à laquelle le défendeur oppose la déchéance de ce droit, à défaut de la prescription par le non-usage, doit être cassé s'il ne contient pas de motifs sur le moyen tiré de la prescription. — Cass. 16 mai 1832, t. 45, p. 516.—V. *infrà*, n° 326.

244. Lorsque des juges saisis d'une demande en rétablissement de la bonde et de la digue d'un étang dans leur état antérieur à la demande, ordonnent ce rétablissement, ils motivent suffisamment le rejet des offres faites par le propriétaire de cet étang de se charger des travaux nécessaires pour prévenir des écoulements préjudiciables aux fonds inférieurs. — Cass. 16 fév. 1832. Ruder C. Corta.

245. On ne peut demander la cassation d'un jugement pour défaut de motifs sur des moyens invoqués dans les conclusions des parties, si ces moyens ne forment pas des chefs mêmes de conclusions. — Cass. 26 janv. 1833, t. 44, p. 353.

246 et 247. Les juges ne sont pas tenus de donner, dans leur décision, des motifs sur les réserves que l'une des parties aurait faites de former ultérieurement une demande en restitution de sommes payées par sa femme. — Cass. 18 déc. 1832, t. 45, p. 700.

248. Lorsque le rejet des conclusions principales entraîne nécessairement le rejet des conclusions subsidiaires, les juges peuvent se dispenser de donner des motifs particuliers au rejet de ces dernières. — Cass. 3 mars 1829, et 26 janv. 1833, t. 44, p. 353. — V. *suprà*, n° 241, et les deux nos qui suivent.

249. Ainsi, lorsque les motifs donnés pour le rejet d'une demande principale s'appliquent en fait et en droit au rejet de la demande en garantie, cette dernière demande peut être rejetée sans qu'il soit besoin d'énoncer de nouveau les motifs. — Cass. 13 août 1827, t. 34, p. 17.

250. Un arrêt ne peut être cassé pour défaut de motifs sur le rejet de conclusions subsidiaires, si ceux par lesquels il a repoussé la demande principale s'appliquent essentiellement à ces conclusions. — Cass. 30 nov. 1831, t. 43, p. 530. — V. *suprà*, n° 241.

3° *Effets des motifs erronés ou contraires à la loi* (1).

251. Un motif contraire à la loi ne donne pas nécessairement ouverture à cassation; l'arrêt peut être maintenu si le dispositif est suffisamment appuyé sur d'autres motifs conformes à la loi. — Cass. 22 mars 1824, t. 38, p. 131.

252. Et même, quoique les motifs sur lesquels repose un jugement soient erronés ou vicieux, il ne s'en suit pas que ce jugement doive être réformé, si le dispositif est régulier et conforme à la loi. — Renn. 6 déc. 1808, t. 15, p. 81, n° 79.

253. De même un arrêt, en ajoutant un motif erroné aux motifs justes et légaux qu'il adopte dans un jugement, n'encourt pas la cassation. — Cass. 4 mars 1828, t. 35, p. 204.

254. Un motif erroné ne peut donner lieu à la cassation d'un arrêt, lorsque d'autres motifs en fait ou en droit suffisent pour le justifier. — Cass. 12 nov. 1827. Lepiestre C. ses frères et sœur.

255. Une partie ne peut se faire un grief d'un énoncé dans les motifs du jugement, s'ils n'ont reçu aucune application dans le dispo-

(1) *V.* la note *suprà*, p. 318.

sitif. — Renn. 26 août 1812, t. 15, p. 101, n° 108.

256. On ne peut faire résulter un moyen de cassation, contre un arrêt de Cour royale, de ce qu'il a mal à propos qualifié de *continue* une servitude que le Cod. civ. place au nombre des servitudes *discontinues*, si d'ailleurs il a fait une juste application des dispositions législatives propres à ces diverses sortes de servitudes. — Cass. 15 mai 1816, t. 15, p. 123. — *V.* M. B. S. P. p. 252, not. 35.

4° *Sur quoi les motifs peuvent être fondés* (1).

257. Un jugement civil ne peut être motivé sur des dépositions reçues au criminel. — Renn. 12 juill. 1811, t. 15, p. 95, n° 100. — *V.* le n° qui suit.

258. Cependant le rejet de l'action civile peut être basé sur l'instruction contradictoire faite devant le tribunal correctionnel qui a déclaré que les faits allégués n'avaient aucun caractère de dol ni de fraude. — Cass. 17 janv. 1830, t. 39, p. 144. — *V.* t. 36, p. 202 et 270, une discussion de M. Guillemin et une consultation de MM. Carr. et Toull. — V. *infrà*, n° 485, et le n° qui précède.

259. Un jugement n'est pas nul quoique motivé sur un acte administratif annulé postérieurement par l'autorité supérieure. — Metz, 8 mars 1814, t. 15, p. 108, n° 115.

5° *Quand les motifs sont-ils suffisants ou insuffisants* (2)?

260. Lorsqu'à une demande en collocation dans un ordre, il a été opposé des faits de dol et de fraude qui, s'ils eussent été prouvés, auraient fait rejeter de l'ordre la créance dont la collocation était demandée, que ces faits ont été l'objet de conclusions formelles visées dans les qualités de l'arrêt, et que néanmoins cet arrêt ordonne la collocation de la créance, et juge par là implicitement les faits inadmissibles, sans donner aucuns motifs de leur rejet, il y a la absence de motifs qui donne lieu à la cassation de l'arrêt. — Cass. 10 nov. 1824, t. 28, p. 139. — *V.* nos observations.

261. Lorsqu'à une demande principale en résiliation de contrats pour cause d'inexécution des conditions, il a été opposé une demande reconventionnelle en nullité des mêmes contrats pour dol et fraude, cette seconde demande est préjudicielle, et doit être examinée avant la principale qu'elle tend à rendre sans objet; dès lors l'arrêt d'une Cour royale qui statue d'abord sur cette demande principale, et se borne sur la demande reconventionnelle à mettre les parties hors de Cour, doit être cassé pour défaut de motifs. — Cass. 4 janv. 1825, t. 29, p. 54.

262. Lorsqu'un jugement de première instance a rejeté la prescription décennale, et admis la preuve relativement à la prescription trentenaire, quand ces deux exceptions étaient invoquées par l'une des parties; la décision des juges d'appel qui, comme le tribunal, rejette l'exception de prescription décennale en motivant ce rejet, et confirme le jugement sur la disposition relative à la prescription trentenaire, sans donner de motifs à cet égard, doit nécessairement être annulée pour défaut de motifs. — Cass. 2 août 1825, t. 30, p. 141.

263. L'art. 150 C. P. C. qui exige la vérification de la demande avant de l'adjuger, n'est applicable qu'au cas où c'est le défendeur qui fait défaut; ainsi un jugement qui, statuant par défaut contre le saisi, rejette ses moyens de nullité, *attendu qu'ils sont mal fondés, et que le saisi, en ne comparaissant pas, le reconnaît lui-même implicitement*, ne peut être annulé pour défaut de motifs, en ce que les juges, n'ayant rien à vérifier, n'étaient pas obligés d'indiquer de motifs sur le fond. — Bastia, 16 nov. 1822, t. 24, p. 319.

264. La Cour de cassation ne peut casser pour défaut de motifs un jugement qui a rejeté, sans en donner aucun, des moyens de nullité qui n'avaient reçu aucun développement dans les actes de la procédure. — Cass. 31 janv. 1821, t. 23, p. 53. — V. *infrà*, n° 311.

265. Un jugement est suffisamment motivé quand il déboute le demandeur de sa demande, considérant qu'il ne s'est pas présenté pour justifier son action. — Cass. 29 nov. 1825, t. 31, p. 149.

266. Un arrêt est suffisamment motivé lorsqu'en rejetant un moyen de nullité, il le déclare mal fondé. — Cass. 6 avr. 1824, t. 13, p. 292, n° 375 *bis*. — *V.* les deux n°s qui suivent, et *infrà*, n° 296.

267. Dire que des fins de non-recevoir proposées sont sans fondement, c'est suffisamment motiver le chef du jugement qui les rejette. — Cass. 15 mars 1819, t. 15, p. 144, n° 173. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 17, p. 182. — *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

268. Doit être cassé, comme dénué de motifs, le jugement qui rejette un déclinatoire, attendu que ce déclinatoire n'a pas le sens commun. — Cass. 14 juill. 1832, t. 44, p. 294. — *V.* les deux n°s qui précèdent.

269. Lorsque, sur un déclinatoire proposé par un étranger, l'adversaire oppose comme fin de non-recevoir qu'il a été conclu au fond, l'arrêt est suffisamment motivé sur cette exception, s'il déclare que les juges ne sont pas tenus de statuer entre les parties, parce qu'elles sont étrangères. — Cass. 2 avr. 1833, t. 44, p. 311.

270. Le juge statue suffisamment sur la compétence en déclarant retenir la cause à lui soumise. — Cass. 28 nov. 1831, t. 45, p. 536.

271. Le jugement qui rejette des pièces comme ne contenant pas un commencement de preuves par écrit, est suffisamment motivé par ces mots : *Attendu que les pièces produites ne peuvent être considérées comme des commencements de preuves par écrit* — Cass. 7 avr. 1830. Héritiers de Sens C. Arnoult.

272. Un arrêt motive suffisamment le refus d'un sursis demandé pour se procurer des pièces, lorsqu'il déclare que le demandeur ne peut imputer qu'à lui-même l'impossibilité où il est de les représenter, et que d'ailleurs il est évident que ces pièces ne seraient d'aucune utilité. — Cass. 26 mars 1828.

273. Un arrêt est nul pour défaut de motifs lorsqu'il énonce seulement que la demande est non recevable, parce qu'elle n'a pas été formée dans les formes légales. — Cass. 28 juin 1819, t. 15, p. 151, n° 177. — *V.* MM. B. S. P. p. 252, not. 34; F. L. t. 3, p. 178; et Carr. t. 1, p. 358, not. 2.

274. Est à l'abri de la cassation pour défaut de motifs l'arrêt qui rejette divers moyens de nullité proposés contre un jugement de première instance, en déclarant qu'il résulte de ce jugement que toutes les formalités prescrites par la loi ont été observées. — Cass. 4 juin 1833, t. 45, p. 595. — V. *infrà*, n° 301.

275. Est suffisamment motivé l'arrêt qui, en rejetant une demande en dommages-intérêts pour envoi de marchandises non conformes à la commission donnée à un mandataire, déclare qu'il n'y a pas eu de fraude de la part de ce dernier. — Cass. 6 avr. 1831. Rémon C. Gayral.

276. L'arrêt qui annule une vente, comme faite en fraude des droits des créanciers d'une faillite, a par cela même motivé sa décision. — Cass. 26 mai 1829, t. 29, p. 254. — V. *infrà*, n° 284.

277. Le jugement qui admet une intervention est suffisammnnt motivé sur l'intérêt et la capacité des intervenants. — Cass. 10 juill. 1827, t. 34, p. 57.

278. L'arrêt qui porte que c'est avec juste raison que le jugement dont est appel a décidé telle ou telle chose, est suffisamment motivé. — Cass. 25 mai 1830. Sueurs C. Lahaet.

279. Est suffisamment motivé le jugement rendu en appel et rejetant une demande principale déjà rejetée par les premiers juges, quoiqu'il n'adopte point les motifs de ceux-ci, et qu'il ne contienne aucun motif sur ce rejet, si dans un jugement antérieur qui admet le demandeur à justifier une demande subsidiaire, le tribunal d'appel a implicitement reconnu que la demande principale n'était

(1 et 2) V. *suprà*, 2° du même §, et la note, *suprà*, p. 348.

point fondée. — Cass. 15 févr. 1832, t. 43, p. 423.

280. N'est pas nul pour défaut de motifs l'arrêt qui décide que l'existence contestée d'un jugement *résulte des éléments de la procédure.* — Cass. 23 nov. 1829. Héritiers Dufour C. héritiers Villemain.

281. L'arrêt qui, lorsqu'il est prétendu que la contestation a pour objet une perte d'eau, dit qu'il s'agit seulement de l'exécution d'un règlement, est suffisamment motivé. — Cass. 27 août 1828. Charleval C. Pontier.

282. Doit être cassé pour défaut de motifs l'arrêt qui, en rejetant définitivement une plainte non suivie d'une véritable instruction, rejette d'une manière implicite et sans énonciation d'aucun motif la demande d'un interlocutoire de nature à préjuger le fond du procès. — Cass. 19 fév. 1829. Ministère public C. Hersm et Guillot.

283. Il y a lieu de rejeter l'inscription de faux et le pourvoi dirigé contre un jugement d'acquittement pour défaut de motifs, tiré de ce que le président qui l'a prononcé sans en donner les motifs, et interrogé sur cette omission, a répondu, sans délibérer préalablement avec le tribunal, que le prévenu était renvoyé comme n'étant pas coupable, et que d'ailleurs les motifs seraient consignés dans la rédaction à faire du jugement. — Cass. 29 janv. 1830, t. 41, p. 418. — V. *suprà*, n° 119.

284. La Cour appelée à statuer sur la validité d'une transaction motive suffisamment l'arrêt qui l'annule par ces mots : *Attendu que la cause est illicite.* — Cass. 20 mai 1828, t. 35, p. 249. — V. *suprà*, n° 276, et le n° qui suit.

285. L'arrêt qui annule un billet à ordre parce que la cause est illicite est suffisamment motivé. — Cass. 25 mars 1828. — *V.* le n° qui précède.

286. L'arrêt qui déclare qu'il résulte des éléments de la cause qu'un individu se livre journellement et habituellement à des actes de commerce, et par conséquent est commerçant, ne peut être attaqué pour défaut de motifs. — Cass. 28 mai 1828, t. 35, p. 302.

287. Un arrêt n'est pas suffisamment motivé s'il déclare une partie libérée envers l'autre, sans faire connaître ni le mode ni l'époque de cette libération, ni un titre quelconque qui l'établisse. — Cass. 21 août 1816, t. 15, p. 125, n° 145. — *V.* M. B. S. P. p. 252, not. 36.

288. ... Ni lorsqu'il se contente de dire qu'il n'est point établi que le débiteur se soit libéré, sans s'expliquer sur le mérite d'une quittance qu'il produit. — Cass. 18 avr. 1826, t. 32, p. 56. — V. *infrà*, n° 299

289. Doit être cassé pour défaut de motifs l'arrêt qui, sur la demande en paiement de 9,000 fr. montant de lettres de change, condamne le débiteur à payer seulement 2,000 fr., parce qu'il résulte des circonstances de la cause qu'il n'a reçu que cette seconde somme lors de la négociation de ces traites. — Cass. 11 avr. 1831, t. 41, p. 413.

290. Est suffisamment motivé l'arrêt qui, statuant sur des offres, met les parties hors de cour, sous le mérite desdites offres. — Cass. 20 janv. 1830. Dame Naglies C. son mari.

291. La Cour de cassation ne peut casser *pour défaut de motifs* l'arrêt d'une cour qui, sur une demande en validité de saisie-arrêt formée sur les arrérages d'une rente viagère pour obtenir paiement des intérêts échus d'un capital au remboursement duquel il est également conclu, a donné mainlevée de la saisie, attendu l'insaisissabilité des arrérages de la rente, et mis les parties hors de cour sur leurs autres demandes, fins et conclusions. — Cass. 27 avr. 1824, t. 26, p. 226.

292. L'arrêt qui, après avoir prononcé et motivé la nullité de la délibération d'un conseil de famille assemblé pour donner son avis sur une demande en interdiction, se borne à mettre les parties hors de cour sur l'action principal tendante à faire prononcer l'interdiction, n'est pas nul pour défaut de motifs. — Cass. 24 fév. 1825, t. 29, p. 58.

293. Est suffisamment motivé l'arrêt qui, sur la demande d'une femme, tendante à ce qu'il lui soit donné acte de la tierce opposition par elle formée à un arrêt rendu hors sa présence contre son mari, déclare que cette femme n'a pas cessé d'être commune en biens avec ce dernier jusqu'à son décès. — Cass. 5 janv. 1830. Seguin et la dame Vaulerbergh.

294. Un jugement qui dit non recevable la demande formée par un père en nullité du mariage de sa fille, fondée sur le défaut de son consentement, n'est pas suffisamment motivé s'il n'énonce pas expressément que le père a connu le mariage de sa fille depuis plus d'un an. — Cass. 16 avr. 1817, t. 15, p. 127, n° 150.

295. Un arrêt qui déclare un appel non recevable, attendu qu'il n'est pas contesté que l'appel ait été interjeté après les délais de la loi, est suffisamment motivé. — Cass. 26 fév. 1818, t. 15, p. 130, n° 156. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 17, p. 184 ; et Carr. t. 1, p. 339, not. 1.

296. L'arrêt qui repousse un moyen de prescription en disant que la possession invoquée *ne réunit pas les caractères voulus par la loi*, et des imputations de vol en les déclarant dénuées de fondement, est suffisamment motivé sur l'un et l'autre chef. — Cass. 21 nov. 1826. Baillon C. Declercq. — V. *suprà*, n° 266 et suiv., et *infrà*, n° 301.

297. Lorsqu'un arrêt décide qu'une prescription invoquée a été interrompue à plusieurs époques, sans dire en quoi consiste l'interruption, il est néanmoins suffisamment motivé. — Cass. 13 avr. 1826, t. 32, p. 37.

298. Mais lorsqu'une partie soutient que la prescription qu'on lui oppose a été suspendue par des causes qu'elle développe dans des conclusions formelles, l'arrêt qui admet la prescription doit être cassé pour *défaut de motifs*, s'il n'en renferme aucun propre à montrer qu'elle n'a point été suspendue. — Cass. 22 janv. 1821, t. 23, p. 18.

299. L'arrêt qui déclare une créance privilégiée, sans préciser les causes de préférence, est nul pour défaut de motifs sur ce chef. — Cass. 4 mai 1824, t. 37, p. 73. — V. *suprà*, n° 287.

300. L'arrêt qui rejette une demande en garantie fondée sur l'éviction résultante de l'ordonnance d'un prince étranger, en déclarant *que l'éviction est un fait de force majeure postérieur au contrat de vente, et auquel ne peut s'appliquer la garantie ordinaire de droit,* mais qui ne dit pas en quoi consiste cette force majeure, doit être annulé pour défaut de motifs. — Cass. 18 août 1828. Boucheron C. Frustenstein.

301. Est suffisamment motivé le jugement qui rejette, sans les exprimer, des reproches respectivement proposés, en déclarant que ces reproches ne sont fondés ni sur *la loi* ni sur *la jurisprudence.* — Cass. 14 nov. 1832, t. 43, p. 628. — V. *suprà*, n° 266.

302. Il y a suffisamment de motifs dans l'arrêt prononçant une séparation de corps, et déclarant qu'il résulte de l'enquête que l'époux défendeur s'est permis habituellement des injures graves et des outrages, qu'il est impossible de rapprocher les deux époux, et que les idées que présente l'enquête emportent la conviction que la cohabitation conjugale serait impossible. — Cass. 23 août 1830. Toutardy.

303. Est suffisamment motivé le chef d'un arrêt qui rejette les conclusions d'un avoué, tendantes à être déchargé d'une condamnation aux dépens prononcée contre lui en première instance sans qu'on l'ait entendu, si cet arrêt déclare que les premiers juges ont statué en sa présence après la plaidoirie de ses moyens, et qu'il a dirigé l'instance dans son intérêt unique, sous le nom de personnes interposées. — Cass. 22 mai 1832, t. 42, p. 367.

304. Un jugement ou un arrêt qui condamne un individu comme coupable de propos injurieux et outrageants, ne peut pas être réputé non motivé, par cela qu'il ne rapporte pas textuellement les propos qui ont donné lieu à la condamnation. — Cass. 11 avr. 1822, t. 24, p. 99.

305. Un arrêt de la chambre de mise en accusation doit être annulé

pour défaut de motifs, lorsqu'il ne constate pas qu'il existe contre le prévenu des charges suffisantes de culpabilité ; il ne suffit pas qu'il soit motivé sur l'existence d'une loi applicable au fait imputé. — Cass. 10 mai 1822, t. 24, p. 148.

306. Un arrêt prononçant la suspension d'un journal pour cause de tendance coupable, est suffisamment motivé s'il énonce que cette tendance résulte de la succession des articles publiés dans ce journal. — Cass. 17 juill. 1823, t. 25, p. 261.

6o *Adoption de motifs* (1).

307. Le vœu des lois qui prescrivent aux juges de motiver leurs décisions est suffisamment rempli, lorsqu'un jugement de première instance ayant été motivé, les juges d'appel déclarent dans leur arrêt se référer aux motifs donnés par le juge de première instance. —Cass. 18 oct. 1814, t. 15, p. 112, no 125. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 179, vo *jugement;* B. S. P. p. 252, not. 34, no 3; Merl. *Rép.* t. 6, p. 608, et t. 17, p. 182; Q. D. t. 4, p. 10; et Carr. t. 1, p. 338, no 595.

308. N'est pas suceptible de cassation pour défaut de motifs l'arrêt qui adopte ceux des premiers juges, après avoir constaté qu'aucun grief n'a été proposé à l'appui de l'appel interjeté de leur décision. — Cass. 6 juill. 1831, t. 43, p. 525.

309. L'arrêt qui, sur l'appel de deux jugements dont le deuxième contradictoirement rendu maintient les dispositions du premier rendu par défaut, confirme les deux jugements en adoptant leurs motifs, ne se justifie pas moins par les motifs exprimés dans le jugement par défaut que par ceux qui le sont dans le jugement contradictoire. — Cass. 27 avr. 1824, t. 26, p. 226.

310. N'est point nul l'arrêt qui adopte les motifs des premiers juges et fait précéder ces motifs du dispositif. — Cass. 22 fév. 1831. Roux C. Lesueur.

311. Un arrêt motive suffisamment une condamnation, lorsque, sans déclarer un individu coupable, il adopte le dispositif du jugement de première instance qui déclare la culpabilité. — Cass. 19 fév. 1830. Delon C. minist. public et Morisot.

312. Une cour royale, en disant dans son arrêt : « Par ces motifs joints à ceux du premier juge, » approuve et adopte par là les motifs du jugement dont est appel. — Brux. 2 déc. 1829. Baron d'Ix.

313. Lorsqu'en l'absence de la partie appelante qui ne comparait pas après avoir pris ses conclusions, un arrêt confirme le jugement de première instance en décidant que ce jugement porte avec lui une présomption d'équité, tant que le mal-jugé n'en est pas établi, il est suffisamment motivé parce qu'il est censé adopter les motifs du jugement qu'il confirme. — Cass. 15 janv. 1829. Dirand C. Grillot.

314. Lorsqu'un arrêt dénoncé à la Cour de cassation ne se trouve pas suffisamment justifié par les motifs qu'il renferme, on doit penser que les motifs du jugement sont sous-entendus dans l'arrêt, encore que les juges d'appel n'aient point declaré s'en référer au jugement rendu en première instance. — Cass. 11 mars 1816, t. 15, p. 121, no 138.

315. La transcription du jugement de première instance avec ses motifs dans la partie de l'arrêt de la cour d'appel où les points de fait sont fixés, ne saurait tenir lieu de l'expression des motifs de l'arrêt lui-même, quand cet arrêt ne déclare pas d'ailleurs que ces motifs ont été adoptés.—Cass. 27 déc. 1819, t. 15, p. 153, no 180.—Telle est aussi l'opinion de MM. Merl. *Rép.* t. 17, p. 184; F. L. t. 3, p. 179; et Carr. t. 1, p. 338, not. 1.

316. Lorsqu'une cour d'appel se réfère, en matière de compte, aux motifs développés longuement dans un rapport d'experts par elle ordonné, elle remplit suffisamment le vœu de la loi — Cass. 19 juin 1815, t. 15, p. 117, no 130, et t. 6, p. 505, no 93. — Cass. 18 mars 1829, t. 38, p. 245. — Cette doctrine est approuvée par MM. Merl. *Rép.* t. 17, p. 185; et F. L. t. 3, p. 179, vo *jugement*.

317. Mais un arrêt n'est pas motivé, s'il se borne à déclarer qu'il adopte les motifs développés dans les conclusions de l'une des parties. — Cass. 14 juill. 1823, t. 25, p. 259.

318. Lorsqu'une Cour royale, en confirmant les dispositions principales d'un jugement de première instance, en infirme et modifie quelques dispositions accessoires, elle doit, à peine de nullité, énoncer les motifs de ces décisions nouvelles. — Cass. 22 mai 1811, t. 15, p. 95, no 99. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 176, et B. S. P. note 34, 2o.

319 et 320. Lorsqu'une Cour d'appel confirme un jugement contre lequel ont été employés de nouveaux moyens, il ne lui suffit pas non plus d'adopter purement et simplement les motifs des premiers juges, il faut encore que l'arrêt s'explique sur les nouveaux faits et les nouveaux moyens. — Cass. 22 mai 1812, t. 15, p. 100, no 1[illegible]7. — Telle est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 337, not. 2.

321. Doit être cassé pour défaut de motifs l'arrêt qui, rejetant des conclusions subsidiaires prises pour la première fois en appel et tendantes à une prestation de serment, se borne à adopter les motifs des premiers juges. — Cass. 10 août 1831, t. 41, p. 556. — V. *suprà*, no 212.

322. Il n'y a pas de motifs suffisants dans un arrêt qui, sur l'offre de déférer le serment, faite pour la première fois en appel, adopte seulement les motifs des premiers juges qui n'ont statué que sur la demande d'une comparution de parties. — Cass. 2 janv. 1828, t. 34, p. 5.— V. *suprà*, nos 225 et suiv.

323. Comme aussi, lorsque l'appelant a présenté devant la Cour une demande nouvelle, si l'arrêt adoptant les motifs des premiers juges confirme leur décision, et met les parties hors de cour pour le surplus des demandes, cet arrêt est nul pour défaut de motifs au chef qui rejette la nouvelle demande. — Cass. 12 août 1823, t. 25, p. 302. — V. *suprà*, no 225, et *infrà*, no 336.

324. Lorsqu'en Cour royale l'appelant conclut à ce qu'un jugement arbitral qu'on lui a opposé en première instance, *soit en tant que besoin déclaré nul, périmé et regardé comme non avenu;* l'arrêt doit être cassé, si, sans donner de motifs sur ce nouveau chef des conclusions, il adopte les motifs des premiers juges, et met les parties hors de cour sur toutes leurs autres fins, conclusions et demandes. — Cass. 24 mai 1826, t. 31, p. 203.

325. Pareillement, lorsqu'en appel est proposée une exception qui n'avait pas été présentée en première instance, l'arrêt qui confirme la décision des premiers juges, en adoptant purement et simplement leurs motifs, doit être cassé, en ce que la nouvelle exception est virtuellement restée sans énonciation de motifs. Ce n'est pas le cas de se pourvoir par requête civile. Il n'y a point omission de prononcer sur un chef de demande. — Cass. 23 nov. 1818, t. 15, p. 158, no 1[illegible]. — *V.* MM. B. S. P., p. 252, not. 34, 2o, et Carr. t. 1, p. 337, not. 2. — V. *infrà*, nos 327, 331 et 335.

326. Doit être également cassé pour défaut de motifs l'arrêt qui confirme un jugement, en déclarant adopter les motifs des premiers juges, sans motiver particulièrement le rejet d'une exception de prescription proposée pour la première fois en appel. — Cass. 14 nov. 1832, t. 41, p. 291. — V. *suprà*, no 213.

327. Mais il n'est pas nécessaire que les juges d'appel motivent leurs arrêts en rejetant une exception nouvelle, lorsque le rejet de cette exception résulte des motifs des premiers juges adoptés par la Cour. — Cass. 12 juin 1820, t. 15, p. 163, no 190. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 337, not. 2.

328. Est aussi suffisamment motivé l'arrêt adoptant les motifs des premiers juges, si les motifs énoncés par ceux-ci peuvent être appliqués aux nouvelles exceptions présentées en appel. — Cass. 17 août 1829. Labbert C. Sirau.

(1) V. *suprà*, no 157, et la note, p. 348.

329. Et même on ne peut faire résulter un moyen de cassation contre un arrêt, de ce qu'il ne renferme pas de motifs sur une demande qui a été formée pour la première fois sur l'appel, et à l'égard de laquelle cet arrêt n'a d'ailleurs rien statué. — Cass. 25 juin 1817, t. 15, p. 123, n° 153. — V. *suprà*, n° 325, et *infrà*, n° 331.

330. Lorsque, sur l'appel d'un jugement qui a prononcé la résiliation d'un bail, il a été demandé par le fermier un sursis pour garnir les lieux de bestiaux et de meubles, l'arrêt qui confirme en adoptant les motifs des premiers juges peut être considéré comme suffisamment motivé, même à l'égard de cette dernière demande. — Cass. 6 févr. 1827, t. 33, p. 99.

331. Lorsque, sur l'appel d'un jugement qui fixe un reliquat de compte, l'appelant offre par conclusions nouvelles, pour se libérer, une créance sur un tiers, et demande délai pour la recouvrer, l'arrêt qui, considérant qu'il n'est résulté, en cause d'appel, aucune critique légitime contre le jugement de première instance, se borne à adopter les motifs des premiers juges, sans statuer sur ces nouvelles conclusions, ne peut être cassé pour défaut de motifs. Cette omission ne pourrait présenter qu'une ouverture à requête civile. — Cass. 5 févr. 1827, t. 33, p. 104. — V. *suprà*, nos 325 et 329.

332. Lorsqu'il a été soutenu en première instance qu'une convention ne renferme pas une société de commerce, que ce moyen a été rejeté par les premiers juges, et que, sur l'appel, on a prétendu que, y eût-il société, elle serait nulle, l'arrêt qui confirme, en adoptant les motifs des premiers juges, est aussi suffisamment motivé. — Cass. 5 juill. 1825, t. 32, p. 38.

333. N'est pas nul pour défaut de motifs l'arrêt qui, sur l'appel d'un jugement qui rejette la prétention d'un individu à la propriété et à la possession d'un fonds, adopte les motifs des premiers juges, quoique l'appelant ait pris des conclusions subsidiaires tendantes à être admis à prouver la possession, et des conclusions incidentes tendantes à la démolition d'un nouvel œuvre, surtout si, quant à ce dernier chef, la Cour a déclaré n'y avoir lieu à statuer sur ces conclusions. — Cass. 16 mars 1826, t. 31, p. 42.

334. La cour royale à laquelle on a demandé l'infirmation d'une condamnation pour stipulation usuraire, et qui a admis l'appelant à prouver par témoins que cette stipulation n'était point entachée d'usure, peut confirmer la décision des premiers juges en adoptant leurs motifs et sans être tenue de rien ajouter sur le rejet des moyens d'appel tiré de l'enquête qu'elle a ordonnée. — Cass. 27 nov. 1832, t. 43, p. 751.

335. Un arrêt qui, adoptant les motifs des premiers juges, rejette implicitement et sans en faire mention une fin de non-recevoir proposée pour la première fois en appel, est suffisamment motivé. — — Cass. 24 mars 1830. Paul et Panage. — V. *suprà*, n° 325.

336. L'arrêt qui adopte les motifs des premiers juges peut rejeter une tierce opposition par un *hors de cour*. — Cass. 28 janv. 1829. Gaudot C. Guerin. — V. *suprà*, n° 323.

7° *Non-adoption ou répudiation des motifs du premier juge* (1).

337. La Cour royale qui n'adopte pas les motifs des premiers juges n'est pas tenue de les réfuter. — Cass. 26 avr. 1830. Pasquier C. Léger.

338. Lorsqu'un arrêt a confirmé un jugement de première instance sans en adopter les motifs, on ne peut s'appuyer sur ces motifs non reproduits par l'arrêt, pour le justifier devant la Cour de cassation. — Cass. 8 avr. 1814, t. 15, p. 108, n° 116.

§ 3. *De l'annulation du jugement pour défaut de motifs* (2).

339. La partie qui n'a pas formé opposition aux qualités d'un arrêt qui la déclare remboursée d'une certaine somme, ne peut se plaindre de ce que cet arrêt n'est pas motivé sur ce point. — Cass. 27 nov. 1827. Pinette C. Lagarde.

340. Lorsqu'une partie appelle d'un jugement parce qu'il n'est pas motivé, et que la Cour royale, sans statuer sur cette demande, met simplement l'appellation au néant, cette partie est sans intérêt à se pourvoir en cassation contre cet arrêt, et par suite son pourvoi doit être rejeté. — Cass. 17 mai 1810, t. 15, p. 86, n° 90. — *V.* M. Merl. *Q. D.* t. 4, p. 455, § 2.

341. Les Cours royales doivent annuler un jugement non motivé, lors même que sur l'appel les parties ne concluent point à la nullité du jugement. L'art. 141 du Code de proc. impose à tous juges, et d'une manière impérative, l'obligation de motiver leurs jugements. Cette nullité est d'ordre public, et les magistrats supérieurs ne peuvent sanctionner un acte vicieux dans sa substance. — Orl. 19 mai 1819, t. 15, p. 145, n° 175. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 336, n° 595; B. S. P. p. 251, not. 34; Merl. *Rép.* t. 17, p. 172; F. L. t. 3, p. 75; Pig. t. 1, p. 549. — Il est des jugements dont le motif est implicitement renfermé dans la décision même. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 338, n° 595; Pr. Fr. t. 1, p. 412, et Lep. p. 144. — Lors même que tous les motifs sur lesquels repose un jugement seraient erronés ou vicieux, il ne s'ensuivrait pas que ce jugement dût être réformé, si le dispositif était régulier et conforme à la loi. — *V.* MM. B. S. P. p. 252, not. 35; Merl. *Q. D.* t. 4, p. 429; et Carr. t. 1, p. 337, n° 595. — *Quid*, si le défaut de motifs portait sur le dispositif en entier, ou sur une disposition qui constituerait une décision indépendante des autres? — *V.* M. Carr. t. 1, p. 335, not. 1, et p. 338, not. 2. — Un arrêt doit être cassé s'il ne contient pas de motifs sur l'un des chefs soumis à la décision de la Cour. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 180, v° *jugement*. — *Quid*, en cas d'absence de motifs sur quelques chefs du jugement? — *V.* M. Carr. t. 1, p. 337, not. 2. — Un jugement n'est régulièrement motivé qu'autant qu'on y trouve la raison déterminante sur chaque point décidé. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 176, v° *jugement*; Carr. t. 1, p. 337, n° 595; Merl. *Rép.* t. 6, p. 608, et t. 17, p. 171 et 188. — *V.* Sur ces diverses questions les décisions des nos 184 à 336.

342. On ne peut demander la cassation d'un arrêt, par cela seul qu'il rejette sans motifs une fin de non-recevoir présentée dans une requête signifiée entre les plaidoiries et sa prononciation, et visée dans les qualités, si ni le point de fait ni le point de droit ne constate qu'on l'ait plaidée devant la Cour royale. — Cass 26 janv. 1832, t. 43, p. 650. — V. *ibid.* les observ.

343. N'est pas nul pour défaut de motifs le jugement qui ne prononce point sur une fin de non-recevoir sur laquelle il ne constate point que des conclusions ont été prises. — Cass. 11 juin 1831. Levies C. Lecoulteux.

344. Lorsque la contrainte par corps a été prononcée par un tribunal de commerce, comme accessoire d'une condamnation principale, si le condamné n'a présenté sur l'appel aucun grief particulier contre cette disposition accessoire, il ne peut demander la cassation pour défaut de motifs de l'arrêt qui, sans donner de motifs, prononce aussi la contrainte par corps comme accessoire de la condamnation principale; cette décision a lieu, encore que c'eût été une des questions du procès que de savoir s'il y avait lieu à la contrainte par corps, et que l'arrêt attaqué contînt à cet égard une question spéciale. — Cass. 21 juin 1825, t. 29, p. 258. — V. *infrà*, n° 580.

345. Celui qui a fait annuler un arrêt pour défaut de motifs ne peut se prévaloir des dispositions de cet arrêt. — Cass. 13 mars 1828.

Art. 7. *Des mentions à insérer dans le jugement.* — § 1er. *Publicité. Délibérations* (1).

346. Un jugement est-il nul lorsqu'il ne contient pas la mention qu'il a été prononcé en audience publique? — Non. — Aix, 21 juin 1808. — Oui. — Grenob. 21 déc. 1820, et 27 juin 1821, t. 15, p. 78, n° 77. — Cette mention a-t-elle lieu de plein

(1 et 2) *V.* la note *suprà*, p. 318.

(1) *V.* la même note.

droit? — M. Poncet, t. 1, p. 216, enseigne la négative. La negative est soutenue J. A. *ibid.* — *V.* aussi Pig. *Comm.* t. 1, p. 276.

347. Devant une Cour d'assises les débats doivent être publics, à peine de nullité, et il y a présomption de non-publicité lorsque le procès-verbal n'en contient pas la mention expresse. — Cass. 28 janv. 1825, t. 30, p. 68.

348. Un jugement, à moins de preuves contraires, doit être présumé rendu en audience publique, lorsque surtout il s'y trouve des énonciations presque équivalentes à la mention qu'il a été rendu publiquement. — Cass. 18 août 1829, t. 37, p. 288.

349. Un jugement terminé par ces mots: *fait et jugé publiquement*, constate suffisamment la publicité du rapport qui l'a précédé. — Cass 2 mai 1827. Contributions indirectes C. liquoristes de Lyon.

350 et 351. Le jugement donné à la salle d'audience civile tenante doit être réputé publiquement rendu. — Cass. 27 mai 1818, et 1er fév. 1820, t. 4, p. 682, n° 10.

352. Ne peut être cassé pour défaut de publicité le jugement portant qu'il a été fait et donné à l'audience tenante et à bureau ouvert. — Cass. 20 fév. 1827. N. C. N.

353. De même l'énonciation dans un jugement qu'il a été rendu d'après un rapport fait *à bureau ouvert au public*, est une présomption légale qu'il a été prononcé en audience publique. — Cass. 23 juill. 1828, t. 36, p. 127.

354. Un jugement qui énonce avoir été rendu à l'audience indique suffisamment qu'il a été rendu publiquement. — Cass. 26 juin 1817, 20 déc. 1825, et 23 août 1826, t. 15, p. 129, n° 154; t. 30, p. 308, et t. 32, p. 219. — Cass. 23 déc. 1828, et 6 juin 1829. Lanos C. Lanos-Mabru.

355. L'arrêt donné *en cour royale*, audience du, etc., doit être aussi réputé publiquement rendu. — Cass. 14 janv. 1824, t. 26, p. 117.

356. Comme aussi il y a mention suffisante qu'un arrêt a été rendu publiquement, s'il énonce que le rapport qui l'a précédé a été public, et qu'il est ajouté: *Donné en séance de la cour royale.* — Cass. 24 juill. 1822, t. 24, p. 250.

357. Mais il n'y a pas mention suffisante qu'un jugement a été rendu *publiquement*, lorsqu'il a été rendu *au lieu ordinaire* des audiences. — Cass. 30 déc. 1823, t. 25, p. 337.

358. L'énonciation qu'un jugement a été rendu en *audience de police* ne suffit pas pour établir qu'il a été rendu publiquement. — Cass. 7 déc. 1826, t. 33, p. 189.

359. L'arrêt qui porte: *Fait et prononcé audience tenante dans la salle du tribunal de police*, ne constate pas que l'instruction à la suite de laquelle il est intervenu ait été publique et qu'il ait été prononcé publiquement. — Cass. 1er déc. 1827. Gomel.

360. L'arrêt dont les qualités portent que la cause a été plaidée contradictoirement, constate également que les plaidoiries ont été publiques. — Cass. 7 juin 1832, t. 43, p. 692. — *V. ibid.* les observations sur cet arrêt.

361. Lorsque la Cour à laquelle la Cour de cassation a renvoyé la connaissance de l'inscription de faux admise contre l'arrêt d'une autre Cour, déclare qu'à l'audience de cette dernière Cour il fut prononcé seulement ces mots: *Il y a arrêt*, cet arrêt doit être cassé pour défaut de publicité. — Cass. 29 nov. 1831, t. 43, p. 527.

362. Un jugement n'est pas nul pour défaut de publicité, quoique la mention qu'il a été rendu en audience publique ne se trouve placée qu'à la fin du jugement, et après la formule du mandement de justice. — Cass. 8 nov. 1826, t. 32, p. 110.

363. Lorsqu'une affaire dure trois audiences, l'arrêt doit constater la publicité, non-seulement de la dernière, mais encore des deux premières. — Cass. 26 juin 1829. Delvincourt C. ministère public.

364. Doit être annulé un arrêt de condamnation, si, dans le procès-verbal des débats, rien ne constate la publicité d'une partie des séances. — Cass. 23 juin 1827. Rivière C. minis. public.

365. Lorsqu'il est constaté par un arrêt que les parties ont comparu par leurs avoués, que les conclusions ont été prises à l'appel de la cause, que les parties ont été entendues à deux audiences, et que l'arrêt a été rendu en audience publique, après en avoir délibéré à la chambre du conseil, il en résulte clairement que les parties ont été entendues et l'arrêt rendu en audience publique. — Cass. 24 juill. 1828.

366. Lorsqu'un jugement porte qu'après les plaidoiries, les juges se sont retirés en la chambre du conseil pour y délibérer, il doit, à peine de nullité, énoncer qu'ils sont ensuite rentrés à l'audience, pour y prononcer le résultat de leur délibération. — Cass. 12 niv. an VII, t. 15, p. 29, n° 6. — *V.* Pr. Fr. t. 1, p. 412, not. 5.

367. Comme aussi c'est contrevenir à la loi qui prescrit la publicité que de ne pas constater qu'un jugement fait en la chambre du conseil a été prononcé et rendu publiquement. — Cass. 2 flor. an IX, t. 19, p. 56, n° 20.

368. Ainsi le jugement qui est rendu dans la chambre du conseil, dans les cas ordinaires, doit constater, à peine de nullité, que les portes étaient ouvertes; sans cette mention, il serait nul, comme n'ayant pas été rendu en audience publique. — Cass. 19 mai 1815, t. 4, p. 670, n° 4. — Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 247, v° *audience*; et H. D. P. *Comp. des juges de paix*, p. 477, chap. 57.

369. Comme aussi un jugement est nul comme ne constatant pas qu'il a été rendu en audience publique, s'il énonce qu'il a été *fait en la chambre du conseil*, bien qu'en tête du jugement on lise ces mots: *audience de tel jour.* — Cass. 5 mars 1822, t. 24, p. 72.

370. Un arrêt est valable quoiqu'il n'énonce point que les juges ont délibéré avant de le prononcer, pourvu qu'il contienne des motifs. — Cass. 1er mai 1832, t. 43, p. 550. — V. *suprà*, n° 125.

371. Il n'est pas nécessaire qu'un arrêt constate qu'il a été rendu à la pluralité des voix; il suffit qu'il fasse mention qu'il a été rendu par la Cour, et prononcé en présence des président et conseillers qui y sont dénommés. — Cass. 1er mars 1830. Polidori et Colombani.

§ 2. *Mention des conclusions du ministère public, du nom du magistrat remplissant ces fonctions, du président et des autres juges. Signatures. Dates.*

372. Les jugements doivent porter avec eux la preuve que les formalités nécessaires ont été remplies, et, en conséquence, ils doivent mentionner l'audition du ministère public, pour qu'il soit constant qu'elle a eu lieu. — Cass. 16 vend. et 29 frim. an XIII, t. 15, p. 64, n° 57. — *V.* MM. F. L. t. 1, p. 154, v° *jugement*; Merl. *Rep.* t. 6, p. 605; Q. D. t. 4, p. 7; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 329.

373. Le jugement qui ne mentionne pas qu'il a été rendu en présence d'un officier du parquet n'est pas nul, s'il a été rendu dans une affaire dans laquelle l'audition du ministère public n'était pas requise. — Cass. 23 juin 1833, t. 45, p. 686. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 326, émet une opinion contraire.

374. La présence du ministère public est suffisamment constatée par la mention de la présence au parquet et à l'audience, d'un conseiller auditeur attaché au parquet. — Cass. 1er mars 1830. Polidori et Colombani.

375. En matière d'enregistrement, comme en toute matière où le ministère public doit être entendu, le jugement doit, à peine de nullité, faire mention qu'il a été *verbalement* entendu à l'audience. Il ne suffirait pas qu'il eût déposé des conclusions écrites. — Cass. 14 mars 1821, 30 avr. 1822, t. 23, p. 87; t. 24, p. 131.

376. Ainsi l'énonciation qu'un jugement a été rendu en présence du ministère public n'indique pas suffisamment qu'il a été rendu sur ses conclusions. — Cass. 26 pluv. an II, 13 flor. an X, 16 juill. 1806, 30 janv. 1818, 10 fév. 1819, t. 3, p. 195, n° 91; t. 16, p. 749, n° 2. — *V.* MM. B. S. P. p. 2.., not. 31, n° 2, Merl. *Rep.* t. 8,

p. 249, 1re col. vo *ministère public*, § 7, no 12 (1).

377. Comme aussi il n'y a pas mention suffisante de la publicité du rapport du juge et des conclusions du ministère public dans un arrêt portant : *Ouï le rapport et les conclusions du procureur du roi*. — Cass. 27 mars 1822, t. 24, p. 95.

378. La mention que le procureur du roi a été entendu dans ses conclusions suffit pour la validité du jugement, sans qu'il soit désigné par son nom. — Montp. 20 mai 1829, t. 37, p. 346. — Lyon, 24 janv. 1834, t. 46, p. 315.

379. Décidé au contraire qu'il y a nullité du jugement qui ne contient pas le nom du magistrat qui a porté la parole comme ministère public. — Nîm. 1er août 1827, t. 39, p. 108.

380. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un arrêt fasse mention du nom du président qui l'a prononcé; sa signature au bas de l'arrêt remplit le vœu de l'art. 141 C. P. C. — Cass. 27 fév. 1827, t. 33, p. 44.

381. L'arrêt qui porte qu'il a été rendu par *M. le premier président* sans indiquer ce magistrat par son nom, n'est pas nul, lorsque surtout la signature du premier président se trouve au bas de l'arrêt. — Cass. 3 juin 1829. Viol C. Gaspard.

382. Lorsqu'un arrêt est rendu après partage, et qu'il porte qu'il est rendu par les magistrats qui avaient siégé lors de l'arrêt qui a établi le partage, cette énonciation est suffisante. — Cass. 19 août 1828. Vivié C. Gay.

383. N'est pas nul le jugement qui ne contient pas les noms des juges qui ont assisté à l'interlocutoire ordonnant une enquête, lorsqu'on ne peut pas prouver qu'ils ne sont pas les mêmes que ceux qui ont assisté au jugement définitif. — Cass. 4 mai 1829.

383 *bis*. Il n'est pas nécessaire que l'arrêt qui renvoie la cause au rôle, après que les avoués ont pris leurs conclusions, indique les noms des juges qui siégeaient le jour où les qualités ont été posées. — Cass. 24 août 1834, t. 47, p. 694.

384. Un jugement rendu avant le Code de procédure n'est pas nul parce que le juge qui l'a signé n'était pas le premier dans l'ordre du tableau. — Bord. 11 janv. 1832.

385. Un jugement signé par un juge autre que le président n'est pas nul s'il est constant que trois juges y ont concouru. — Toul. 10 avr. 1820, t. 15, p. 158, no 187. — Quel serait l'effet du défaut de signature? — *V.* MM. Merl. *Rep.* t. 17, p. 553, vo *signature*; Pig. t. 1, p. 556. — *V.* aussi M. Merl. *Rep.* t. 17, p. 555. — *Quid*, si le président décédait depuis le jugement, mais avant de l'avoir signé? — *V.* Pr. Fr. t. 1, p. 410. — *Quid*, si le président refusait de signer, sous prétexte que le jugement est contraire à son avis? — *V.* MM. Merl. *Rep.* t. 17, p. 556 et 557; F. L. t. 3, p. 175, vo *jugement*; et Pig. t. 1, p. 490. — *Quid*, si les juges ne s'accordent pas sur la manière dont le jugement a été prononcé? — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 6, p. 619, vo *jugement*, § 4. — Quel serait l'effet du défaut de signature du greffier? — *V.* M. Poncet, t. 1, p. 228. — V. *infrà*, no 415.

386. Un jugement n'est pas nul pour avoir été signé par un commis greffier dans une affaire qui lui est personnelle. — Renn. 3 janv. 1818, t. 15, p. 130, no 155. — Tel est l'avis de M. Carr. t. 1, p. 331, no 591. — *V.* aussi MM. Merl. *Rép.* t. 5, p. 587, vo *greffier*; F. L. t. 3, p. 175, vo *jugement*, et Carr. t. 1, p. 331, no 590.

387. Un jugement d'adoption signé par le président et le rapporteur n'est pas nul, quoiqu'il ne soit pas signé par le greffier. — Paris, 26 avr. 1830, t. 39, p. 181.

388. L'expédition d'un arrêt qui ne fait que relater les signatures du président et du greffier, *au lieu de les transcrire littéralement*, n'est pas nulle quoiqu'elle soit irrégulière. — Cass. 24 mai 1821, t. 23, p. 194.

389. Il n'est pas nécessaire qu'un jugement ou arrêt mentionne que le greffier assistait à l'audience; il suffit qu'il soit constaté par l'expédition que sa signature a été apposée sur la minute. — Cass. 19 août 1834, t. 47, p. 580.

390. Un arrêt de cour d'assises n'est pas nul parce que la signature du greffier n'est pas apposée sur la minute, si elle se trouve revêtue de celle des cinq magistrats qui ont rendu l'arrêt. — Cass. 7 mai 1829. Leforestier.

391. Il n'y a que l'arrêt définitif prononçant des condamnations contre l'accusé, qui doive être signé par tous les magistrats composant la Cour d'assises. Les *arrêts d'instruction* peuvent être signés seulement par le président et le greffier. — Cass. 20 janv. 1824, t. 26, p. 145.

392. Le défaut de signature des juges sur les minutes de cours d'assises n'emporte pas nullité, parce que la loi porte pour cette omission des peines parmi lesquelles n'est pas comprise celle de nullité. — Cass. 15 avr. 1824, t. 28, p. 268.

393. Est nul le jugement daté d'un jour autre que celui où il a été rendu. — Cass. 13 pluv. an VIII, t. 15, p. 43, no 20. — *V. ibid.* des observ. contraires. — *V.* aussi MM. Poncet, t. 1, p. 232; et Merl. *Q. D.* t. 4, p. 4, vo *jugement*.

§ 3. *Des mentions à faire dans les cas de remplacement, d'adjonction au tribunal.* — 1o *Remplacement de juges par des juges.*

(V. *suprà*, chap. 1, art. 3.)

394. Les juges absents et remplacés sont toujours censés valablement empêchés. — Cass. 19 mai 1830, t. 39, p. 174. — *V.* des arrêts semblables sous les nos suivants.

395. Lorsqu'il n'y a ni opposition ni réclamation d'aucune partie, l'empêchement des premiers juges inscrits sur le tableau est toujours présumé avoir eu une cause légitime. — Cass. 23 fév. 1830. Auvray et Garcelles C. Amyot et Legendre.

396. Il n'y a pas nullité de l'arrêt qui ne contient pas les causes d'empêchement du premier président ou d'un président remplacé. — Cass. 6 nov. 1828. Héritiers Salles C. Salles.

397. Lorsqu'un tribunal est composé de plus de trois juges, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les juges qui concourent aux jugements rendus par trois d'entre eux seulement soient les plus anciens, ou qu'on constate la cause de l'absence ou de l'abstention des juges plus anciens. — Grenob. 4 fév. 1825, t. 29, p. 187.

398. Un arrêt n'est pas nul par ce seul motif que deux conseillers, au degré d'oncle et de neveu, ou à des degrés plus proches, y ont concouru, sans qu'il soit fait mention que leurs voix, s'ils ont été du même avis, n'ont été comptées que pour une. Dans le silence de l'arrêt à cet égard, on doit présumer qu'il en a été ainsi. — Cass. 29 août 1822, t. 24, p. 293.

399. Il y a présomption légale d'empêchement lorsqu'on appelle d'une chambre des conseillers pour en compléter une autre. — Cass. 6 juill. 1829. Le préfet du Doubs C. commune de Mouthe.

400. Lorsque des juges sont appelés pour vider un partage dans une Cour d'appel, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'arrêt contienne en lui-même la preuve que c'est en raison de l'empêchement des conseillers plus anciens que le concours des plus jeunes est devenu nécessaire; mais il suffit qu'il y ait preuve légale de cet empêchement. — Cass. 9 mai 1825, t. 29, p. 142.

401. On ne peut admettre *la présomption légale de la nécessité du remplacement*, et il faut qu'on administre la preuve, tirée des registres de la Cour qui a rendu l'arrêt, que les conseillers plus anciens étaient légalement empêchés, c'est-à-dire malades ou en congé, etc., etc. — Cass. 4 juin 1822, et 11 avr. 1825, t. 28, p. 214.

402. Lorsqu'un magistrat s'abstient volontairement de connaître d'une cause, il n'est pas nécessaire de constater par un jugement les motifs de son abstention et de leur admission par le tribunal dont il fait partie; il suffit d'en faire men-

(1) C'est par application du même principe qu'il a été décidé que les jugements n'étaient pas nuls, quoique rendus par quatre juges, s'ils portaient : en présence de M***, juge suppléant. — V. *suprà*, no 25.

tion dans le jugement définitif de la cause. — Cass. 2 juin 1832, t. 43, p. 688. — *V. ibid.* les observations.

403. L'arrêt auquel ont concouru des conseillers etrangers à la chambre qui a statue, enonce suffisamment que les conseillers remplacés étaient dans le cas d'un empêchement legitime, par cela seul qu'il porte que les conseillers etrangers a la chambre ont été appeles pour la completer. — Cass. 19 fev. 1819, t. 15, p. 142, n° 171.

404. **Lorsque pour une audience solennelle la chambre correctionnelle se reunit à la chambre civile, et que, pour compléter le nombre des juges nécessaire, on en appelle de la chambre d'accusation, il n'est pas necessaire de faire mention des magistrats remplacés.** — Cass. 19 mai 1830. Terfort et autres C. Flaitre.

405. **Comme aussi, lorsqu'en matière correctionnelle ou civile un conseiller d'une autre chambre est appelé en remplacement d'un autre conseiller, l'empêchement est présumé, et il n'est pas nécessaire que l'ordre du tableau soit suivi.** — Cass. 29 juin et 15 oct. 1825, 29 août 1827, t. 32, p. 40 et 120, et t. 34, p. 75. — V. *suprà*, n° 394 et suivant.

406. **Lorsqu'un conseiller auditeur est appelé pour remplacer un conseiller, il est présumé jusqu'à preuve contraire avoir atteint l'âge requis pour avoir voix délibérative.** — Cass. 6 juill. 1829. Le préfet du Doubs C. commune de Mouthe. — V. *suprà*, n° 395.

407. **Est valable le jugement auquel a concouru un juge auditeur ou suppléant, et qui ne constate point l'abstention ou l'empêchement des juges titulaires.** — Toul 3 mars 1831. D'Éoux C. Cardeilhac.

407 *bis*. Le jugement sur partage de succession doit être rendu sur **le rapport du juge commis pour** les operations de ce partage, mais **non sur le rapport de celui qui a seulement procédé à une enquête.** — Toul. 3 mars 1831.

408. **Lorsqu'un juge suppléant est appelé à remplacer un juge, il n'est pas nécessaire qu'il soit constaté qu'il a eté appelé dans l'ordre du tableau.** — Gren. 6 juin 1829. Frun C. Marchand.

409. **Les jugements rendus par deux juges titulaires et un juge suppleant ne sont pas nuls quoiqu'ils ne fassent pas mention de l'empêchement du juge titulaire.** — Cass. 9 août, 7 nov. et 26 déc. 1826, 28 juin 1827, t. 32, p. 44, 67 et 147, et t. 33, p. 273. — *V.* tous les arrêts qui précèdent.

410. **Comme aussi le jugement d'un tribunal de commerce auquel a concouru le deuxième suppleant, n'est pas nul parce qu'il ne constate pas que les juges et le premier suppleant fussent empêchés.** — Cass. 18 août 1825, t. 29, p. 314.

411. **Lorsqu'un juge suppléant a été appelé à faire partie d'une cour d'assises, on doit présumer que le titulaire a été légalement empêché, sans qu'il soit besoin, à peine de nullité, de faire mention de l'empêchement.** — Cass. 17 juill. 1823. Pageat C. ministère public.

412. **Aucune loi n'exige de constater l'empêchement du juge que remplace le juge suppléant qui a lui-même le titre de juge.** — Cass. 18 nov. 1829. Bourgois Hache et Anatole Gardret.

413. **Lorsqu'un arrêt déclare que les juges supplémentaires ont été appelés individuellement suivant l'ordre du tableau, cette déclaration fait foi.** — Cass. 19 août 1828. Vivié C. Gay.

2° *Remplacement de juges civils par des hommes de loi, et des juges de commerce par des notables commerçants* (1).

414. **Lorsqu'un homme de loi a eté appelé en remplacement d'un juge abstenu, il y a présomption légale de la nécessité du remplacement.** — Cass. 12 pluv. an IX, et 22 juin 1826, t. 15, p. 51, n° 30, et t. 31, p. 308. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 270, not. 3; Pig. *Comm.* t. 1, p. 379, et Merl. *Q. D.* t. 3, p. 375.

415. **Le jugement qui constate qu'un avocat n'a été appelé à compléter le tribunal qu'à défaut de juges, de suppléants et d'avocats plus anciens, n'est pas nul quoiqu'il n'indique point les causes d'empêchement de ceux appelés avant lui.** — Cass. 21 mai 1833, t. 45, p. 453.

416. **A la Guiane française un avocat-avoué peut compléter la cour d'assises en l'absence des magistrats empêchés, sans qu'il soit nécessaire de faire mention de cet empêchement.** — Cass. 19 mars 1830.

417. **Il n'y a pas nullité si, en cas d'empêchement d'un juge, on appelle pour le remplacer un avocat, sans que le jugement constate légalement que les juges suppléants et les avocats plus anciens dans l'ordre du tableau que celui appelé se trouvaient aussi légitimement empêchés.** — Brux. 28 fév. 1826.

418. Il y a présomption suffisante **que c'est en l'absence de tous suppléants et dans l'ordre du tableau qu'un avocat a ete appelé à remplir les fonctions du ministère public, lorsqu'il est avoué qu'il était le plus ancien de son ordre, et qu'il est prouvé qu'il a participé au jugement pour lequel on l'a appele.** — Nîm. 16 juin 1830, t. 41, p. 457.

419. Décidé au contraire **qu'un jugement auquel a concouru un avocat ou un avoué, à défaut de juges, doit, à peine de nullité, constater que tous les juges qui devaient siéger avant l'avocat ou l'avoué ont été appelés, et que l'avocat ou l'avoué n'ont siégé qu'à défaut de ceux appelés par la loi avant eux.** — Montp. 22 mars 1824. — Cass. 16 juin 1824, 19 janv. 1825, 25 avr. 1826, et 11 avr. 1827. — Nîm. 19 août 1824. — Colm. 11 fév., 3 et 22 mars, 21 et 28 avr. 1827, 22 juin 1825. — Riom, 20 août 1825. — Toul. 5 mars 1825. — Gren. 10 mars, 26 mai et 27 juin 1825. — Poit. 22 mars, 24 et 25 mai 1825. — Aix, 22 nov. 1825, t. 26, p. 317, t. 27, p. 159, 29, p. 45 et 193, 31, p. 6 et 134, et t. 32, p. 21, 320 et 324. — La Cour de Riom a rendu un arrêt dans le même sens le 31 janv. 1828.

420. **Le jugement auquel a concouru un avocat appelé pour compléter le tribunal doit, à peine de nullité, énoncer les causes qui ont empêché les juges suppléants de siéger.** — Bourg. 16 mars 1827. Villemort C. Sadron.

421. **Le jugement auquel un avocat a concouru doit faire mention, à peine de nullite, que ce n'est qu'à défaut de juges et de suppléants que cet avocat a été appelé, et suivant l'ordre du tableau.** — Riom, 31 janv. 1828. Rochette et Chambe C. Gueffier-Lespinasse.

422. **Est nul le jugement auquel a concouru un avocat, et qui ne constate pas que cet avocat ait été appelé en cas d'absence ou d'empêchement des juges suppléants, ni qu'il fût le plus ancien de ses confrères présents à l'audience.** — Cass. 17 mai 1831, t. 41, p. 495.

423. **Pour qu'un avocat puisse être appelé à siéger a la Cour d'assises du lieu où siége la Cour royale, il faut constater l'empêchement, non-seulement de tous les conseillers dont cette cour se compose, mais encore de tous les juges et juges suppléants du tribunal de première instance.** — Cass. 24 avr. 1834, t. 47, p. 602.

424. Est nul le jugement auquel **a concouru un avoué, et qui ne** constate pas l'absence des juges, **juges suppléants et avocats qui devaient être appelés avant lui.** — Toul. 22 mars 1832. Garie C...

425. **Le jugement lui-même ou la feuille d'audience, et non le registre de pointe et des attestations subséquentes, doivent faire mention, lorsque des avocats sont appelés en remplacement de juges et de suppleants, de l'empêchement de ceux-ci et de l'appel des avocats dans l'ordre du tableau.** — Cass. 4 juin 1828, t. 35, p. 215.

426. **Pour qu'un jugement d'un tribunal de commerce auquel a concouru un notable soit valable, il n'est pas nécessaire qu'il contienne la mention qu'un négociant a été appelé en suivant l'ordre de la liste des notables.** — Colm. 7 janv. 1828, t. 36, p. 18.

§ 4. *Énonciation de la loi appliquée en matière civile et en matière criminelle* (1).

427. Avant le Code de procé-

(1) V. *suprà*, nos 18 à 61, et la note, p. 348.

(1) Avant le Code de procédure

dure, les termes de la loi civile appliquée devaient être énoncés dans les jugements, et l'énonciation de ces mots, *la loi nouvelle*, était insuffisante. — Turin, 1er fruct. an XIII, t. 15, p. 65, no 60.

428. Un jugement qui non-seulement n'énonce pas les termes de la loi qu'il applique, mais même n'exprime pas quelles dispositions de cette loi il entend appliquer, ni à quelle contravention il les applique, est nul par défaut de motifs. — Cass. 9 fruct. an VII, t. 15, p. 32, no 9. — *V*. MM. B. S. P. p. 252, not. 36; et Pr. Fr. t. 1, p. 412.

429. Les tribunaux de police doivent aussi, à peine de nullité, transcrire dans leurs jugements les termes de la loi appliquée. — Cass. 17 mess. an VII, t. 6, p. 416, no 6, et 11 oct. 1810, t. 16, p. 608, no 71.

430. Mais l'insertion du texte de la loi pénale appliquée n'est pas nécessaire, à peine de nullité, dans une condamnation correctionnelle comme dans une condamnation de simple police; il suffit pour la validité du jugement que la loi ait été citée. — Cass. 6 mai 1823, t. 25, p. 155.

431. Pareillement, un jugement ou arrêt correctionnel ne peut être annulé pour défaut de citation de la loi pénale appliquée, s'il est intervenu sur une opposition à un précédent jugement ou arrêt par défaut, dont il renferme un extrait qui énonçait l'article appliqué. — Cass. 6 mai 1823, t. 25, p. 155.

432. Il est inutile de citer aucune disposition de loi dans un jugement qui ne prononce aucune peine contre des accusés renvoyés d'une accusation qui n'a point été vérifiée. — Cass. 18 mars 1808, t. 9, p. 169, no 28.

§ 5. *Mentions particulières dans les jugements commerciaux, et en matière d'usure.*

433. Ordonnance du roi qui prescrit d'insérer dans les jugements rendus par le tribunal de commerce une mention expresse, soit de l'autorisation que le défendeur aura reçue de la partie prescrite, soit du pouvoir spécial dont il aura été muni. — 10 mars 1825, t. 28, p. 67.

434. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un jugement du tribunal de commerce contienne en lui-même la preuve que le tribunal qui l'a rendu était légalement constitué. — Poit. 2 déc. 1824, t. 27, p. 242.

435. Un jugement rendu en matière commerciale par un tribunal civil d'une ville où il n'existe pas de tribunal de commerce, est compétemment rendu quoiqu'il n'exprime pas que le tribunal a jugé consulairement, et quoiqu'on ait procédé par le ministère d'avoué. — Metz, 21 janv. 1812, t. 19, p. 153, no 117.

436. Le jugement d'un tribunal de commerce sur la fixation de l'époque d'une faillite est nul, s'il n'est pas rendu sur le rapport du juge-commissaire. — Amiens, 4 janv. 1825. Vaynette C. Duval Boinduin.

437. Les jugements et arrêts de condamnation pour délit d'*habitude* d'usure doivent, à peine de nullité, énoncer toutes les sommes dont le prix est reconnu usuraire, pour qu'on puisse savoir si le taux de l'amende prononcée ne dépasse pas la moitié des capitaux prêtés à usure. — Cass. 7 mai 1824, t. 26, p. 302.

§ 6. *Comment peuvent être détruites les mentions insérées dans le jugement et la feuille d'audience?*

438. La voie de l'inscription de faux est la seule voie ouverte pour prouver que c'est par erreur ou par tout autre motif que les juges ont attesté dans un jugement l'absence de l'un d'eux. — Bourg. 24 juill. 1824. — Cass. 13 nov. 1827, t. 28, p. 105, et t. 34, p. 240.

439. Une note sans signature ni paraphe ne peut balancer la foi due à l'état nominatif des juges, inscrit en marge d'un jugement. — Cass. 24 août 1825, t. 34, p. 242.

440. Lorsqu'on allègue sans justification qu'un arrêt attaqué n'a pas été porté sur la feuille d'audience, mais sur une feuille séparée, on ne peut s'arrêter à cette allégation. — Cass. 19 août 1828. Sivre C. Gay.

Chap. IV. *Feuille d'audience. Qualités du jugement. Vices et erreurs dans l'expédition des jugements.* — Art. 1er. *Feuille d'audience.*

441. La feuille d'audience doit contenir le dispositif de chaque jugement avec les motifs qui lui servent de base. — Circulaire du ministre de la justice, 21 juin 1809, t. 15, p. 80, no 78. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 331, no 589; F. L. t. 1, p. 175, vo *jugement*, § 4. — M. Ponc. t. 1, p. 221, examine la question de savoir quel serait l'effet d'un jugement non rédigé. — Par qui doit être rédigé le jugement? — *V*. M. Ponc. t. 1, p. 223. — *Quid*, si le greffier avait omis de faire en marge de la feuille d'audience la mention prescrite par l'art. 138 C. P. C.? — *V*. M. Ponc. t. 1, p. 230.

442. Les greffiers des tribunaux de commerce doivent, comme ceux des tribunaux civils, porter sur la feuille d'audience tous les jugements tels qu'ils sont rendus. — Décision du ministre de la justice, 31 oct. 1809, t. 15, p. 84, no 86. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 332, no 592, et F. L. t. 3, p. 175.

443. En matière de police, le défaut de signature d'un jugement sur le registre où il est inscrit ne peut autoriser le tribunal qui est censé l'avoir rendu à le regarder comme non existant, lorsqu'on lui en représente une expédition authentique. — Cass. 29 mess. an VIII, t. 15, p. 44, no 23. — *V*. M. Merl. *Rép*. t. 12, p. 619, vo *signature*, et *Q. D.* t. 5, p. 723, vo *signature*, § 5.

444. Un jugement n'est pas nul parce que la minute n'en est pas signée par le président, si, par les circonstances, on peut suppléer au défaut de la signature. — Paris, 31 juillet 1828, t. 38, p. 191.

445. Quand la feuille d'audience n'a pas été signée par le président pour cause de maladie ou de décès, elle doit être signée par les autres membres du tribunal qui ont concouru au jugement. — Cass. 4 déc. 1812, t. 15, p. 102, no 40. — V. *suprà*, no 385.

446. Une cour ne peut ordonner la rectification d'une feuille d'audience, pour établir qu'un magistrat dont le nom a été omis sur cette feuille était néanmoins présent à l'audience. — Cass. 6 nov. 1827, t. 34, p. 243.

447. Une cour peut ordonner d'insérer dans la minute d'un arrêt les motifs qu'elle se rappelle avoir donnés en le prononçant, et qui par erreur n'ont pas été consignés sur la feuille d'audience, tant que cet arrêt n'est pas attaqué par les voies de droit. — Lyon, 30 août 1831, t. 41, p. 714. — V. *infrà*, no 551.

448. Ne doit pas être annulé l'arrêt dont la cassation est demandée comme n'étant pas rendu d'après la grosse par un nombre de juges suffisant, si le contraire est attesté par le plumitif des audiences. — Cass. 6 avr. 1831. Naucaze C. Bergounioux. — V. *infrà*, nos 468 et 469.

Art. 2. *Qualités.*

448 *bis*. Dissertation sur les qualités, et les conclusions des parties à y insérer. — T. 44, p. 264.

449. Est nul le jugement dont les qualités sont l'œuvre du juge et non des avoués, surtout si l'on n'y trouve pas les diverses énonciations exigées par l'art. 141 C. P. C. — Poit. 5 mars 1834, t. 46, p. 304.

450. Les qualités d'un jugement doivent, à peine de nullité, être en harmonie avec le dispositif. — Renn. 20 janv. 1812, t. 18, p. 602, vo *qualités*, no 6. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 336, not. 1, no 2.

451. On ne peut faire résulter une violation de l'art. 142 C. P. C., et par suite un moyen de cas-

---

civile, les termes de la loi civile devaient être énoncés dans le jugement qui en faisait l'application. C'est ce qui résultait des art. 14 et 15 de la loi du 24 août 1790 : mais les dispositions de cette loi n'ont pas été conservées dans notre Code de procédure civile : cette règle n'est plus applicable qu'aux matières criminelles.

sation contre un jugement, de ce qu'on n'y enonce pas que les qualites ont été signifiées. — Cass. 12 fev. 1817, t. 18, p. 605, v° *qualites*, n° 9. — *V*. M. B. S. P. p. 253, not. 37.

452. S'il arrivait que chacune des parties signifiât des qualités, quelles seraient celles sur lesquelles le greffier devrait faire la redaction du jugement? — Les art. 7 et 8 du décret du 16 fév. 1807 reconnaissent à la partie qui a succombé le droit de lever une expédition du jugement ou de l'arrêt, si la partie qui a gagné néglige de le faire, même après une sommation de l'adversaire; si les deux parties signifient des qualités parce qu'elles ont intérêt toutes deux à lever le jugement, par exemple parce qu'elles ont gagné chacune sur certains points, il faut alors examiner de quel côté est le principal intérêt. — *V*. J. A. t. 18, p. 605, v° *qualités*, n° 10; MM. Pig. t. 1, p. 553 et 554; D. C. p. 108; Carr. t. 1, p. 341, n° 598.

453. La partie contre laquelle a été rendu un jugement en matière commerciale peut s'opposer à ce qu'il soit rédigé sur des qualités signifiées par son adversaire. — Brux. 14 mai 1831, t. 45, p. 619.

454. Si l'avoué auquel doit être faite la signification est décédé, ou ne peut plus postuler, que doit-on faire? — Il faut signifier les qualités à la partie même; et alors, si la signification est faite dans le lieu où siége le tribunal, l'original restera entre les mains des huissiers-audienciers pendant vingt-quatre heures; si cette signification est faite hors de ce lieu, la partie doit declarer à l'huissier qu'elle s'oppose, et dans ce cas elle doit constituer avoué et appeler par un simple acte devant le juge qui aura presidé. — *V*. MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 331 et 332, art. 144, et p. 333, art. 145; J. A. t. 18, p. 606, nos 11.

454 *bis*. Instruction relative aux instances concernant l'administration des domaines et de l'enregistrement, dans lesquelles il y a lieu de signifier des qualites. — 25 mars 1808, t. 18, p. 597, v° *qualités*, n° 1.

454 *ter*. Lorsqu'un jugement a été rédigé sur qualités non signifiées, la signification de ce jugement est nulle, mais non le jugement, lorsque postérieurement les qualites ont été regularisées. — Bord. 9 mai 1829, t. 37, p. 239.

455. Lorsque l'avoué de l'une des parties forme opposition aux qualités du jugement, l'avoué qui lui a signifié ces qualités ne peut, sans faire statuer sur l'opposition, demander l'expédition du jugement. — Colm. 27 nov. 1810, t. 18, p. 598, v° *qualités*, n° 3. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 342, not. 1; et B. S. P. p. 436, not. 118, n° 2.

456. Si, dans cette hypothèse, la partie qui a signifié les qualités a pris la voie de l'appel et fait prononcer l'infirmation du jugement, par arrêt rendu par défaut contre l'autre partie, celle-ci peut, sur son opposition à cet arrêt, demander la nullité du jugement, comme ayant été expédié sur des qualités auxquelles elle s'était rendue opposante. — Colm. 27 nov. 1810, t. 18, p. 599, v° *qualités*, n° 4. — *V*. le n° qui suit.

457. Si, au mépris d'une opposition régulière à des qualités, l'expédition du jugement est délivrée conformement à ces mêmes qualités, ce n'est qu'une irrégularité dont l'appelant peut tirer le parti qu'il juge convenable; mais il n'y a pas lieu, dans ce cas, à faire un nouveau jugement. — Renn. 22 déc. 1824, t. 28, p. 126. — *V*. le n° qui précède.

458. L'opposition est-elle recevable après l'expiration des 24 heures pendant lesquelles les qualités doivent rester entre les mains des huissiers audienciers? — Oui, suivant MM. Carr. t. 1, p. 343, n° 599, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 333, qui donnent pour motif de leur opinion que le Code ne prononce pas la déchéance; ils pensent que tant que le jugement n'est pas levé, l'opposition peut être régulièrement faite par une signification à avoué declarée au greffier. — M. Delap. t. 1, p. 150, est d'un avis contraire. — *V*. J. A. t. 18, p. 606, v° *qualites*, n° 12. — *V*. le n° qui suit.

459. Mais l'opposition aux qualités d'un jugement, pour être régulière, doit être faite sur l'original qui reste 24 heures entre les mains de l'huissier; elle est comme non avenue, si elle n'est faite que sur la copie qui est délaissée à l'avoué. — Renn. 22 déc. 1824, t. 28, p. 126. — *V*. le n° qui précède.

460. Le défaut d'opposition aux qualités rend la partie non recevable à nier les faits qui s'y trouvent consignés, et qui dès lors doivent être pris pour constants. — Renn. 13 mars 1810, et 26 mai 1812, t. 18, p. 598, v° *qualites*, n° 2. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 344, n° 601.

461. Ainsi celui qui n'a pas formé opposition aux qualités d'un arrêt qui le qualifie *d'adhérent à l'appel*, ne peut ensuite se faire un moyen de cassation de ce qu'on l'aurait privé du premier degré de juridiction. — Cass. 26 juin 1826, t. 31, p. 338. — V. *infrà*, nos 466 et 467.

462. Lorsqu'il n'aura pas été formé d'opposition aux qualités, ne convient-il pas de prendre des precautions contre les enonciations inutiles qui pourraient y être inserees? — Delib. du tribunal de la Seine, t. 42, p. 328.

463. L'ordonnance du président qui règle les parties sur une opposition aux qualités doit être portée sur la même feuille que les qualites. — Decision des ministres de la justice et des finances, 21 mai 1811, t. 18, p. 600, n° 5. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 344, n° 602, et Pig. t. 1, p. 556, alin. 7.

463 *bis*. On ne peut appeler de l'ordonnance d'un président statuant sur l'opposition aux qualités d'un jugement. — Agen, 3 juill. 1830, t. 46, p. 179. — Telle est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 345, n° 603.

464. Un président d'un tribunal, devant lequel les avoués se rendent pour se faire régler sur une opposition aux qualités d'un jugement, peut-il, sous prétexte que des offres ont été faites des causes du procès, et que d'ailleurs la levée du jugement entraînerait les parties dans des frais inutiles, se refuser à l'autoriser? — Orl. 28 déc. 1831, t. 42, p. 297. — *V*. les observations contre cet arrêt. — Cependant le pourvoi a été rejeté le 17 mars 1835, mais à la vérité par des moyens de fait. — *V*. J. A. t. 49, p. 669.

464 *bis*. Les présidents ne sont pas obligés de rectifier eux-mêmes les qualités auxquelles il est formé opposition; ils peuvent en charger l'avoué de la partie adverse. — Cass. 23 nov. 1829, t. 38, p. 194.

465. Lorsque les qualités établissent les conclusions sur le fond, ce fait ne peut pas être détruit par un certificat du greffier. — Toul. 9 fév. 1828, t. 34, p. 157. — V. *infrà*, n° 467.

466. Une partie dont l'avoué a fait opposition aux qualités d'un jugement rendu contre elle, et qui les a fait rectifier, ne peut exciper en cassation de ce qu'elles ne contiennent point ses conclusions ni celles de son adversaire. — Cass. de Belg. 18 oct. 1831, t. 45, p. 748. — *V*. le n° qui suit.

467. Une partie ne peut révoquer en doute, devant la Cour de cassation, un fait formellement constaté dans les qualités d'un arrêt auxquelles elle n'a pas formé opposition. — Cass. 29 mars 1832, t. 43, p. 682. — V. *suprà*, nos 460 et 461, et les deux nos qui precèdent.

Art. 3. *Vices et erreurs dans l'expedition.*

468. L'erreur de l'expéditionnaire qui fait mention d'un juge qui n'a pas concouru au jugement n'emporte pas nullité de ce jugement. — Paris, 5 avr. 1808, t. 15, p. 75, n° 74. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 332, not. 1re. — V. *suprà*, nos 448, le n° qui suit, et *infrà*, nos 472 et suiv.

469. Lorsque l'expédition produite d'un jugement ne contient pas le nom des juges, le jugement doit être casse, encore qu'il soit attesté par un certificat du greffier que la mention existe sur la minute. — Cass. 3 déc. 1827, t. 34, p. 210. — *V*. le n° qui precède.

470. Un jugement doit être déclaré nul dans la forme, lorsqu'il resulte des conclusions prises par les parties et de leurs déclarations respectives, qu'un des juges qui

dans l'expédition produite est référé y avoir concouru, n'a pas fait partie de ceux qui ont rendu ce jugement, et que c'est par erreur que le nom de ce juge aurait été substitué dans ladite expédition à celui du juge suppléant qui l'a remplacé. — Renn. 23 juin 1820, t. 15, p. 164, nº 191. — V. *suprà*, nº 84.

471. Lorsque l'expédition d'un arrêt constate qu'il n'a été rendu que par six juges, on ne peut établir par un certificat du greffier que le nombre des juges exigé par la loi a concouru à cet arrêt. — Cass. 26 mai 1819, t. 15, p. 150, nº 176. — V. *suprà*, nº 84. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 332, à la not.; F. L. t. 3, p. 158, vº *jugement*, sect. 1, § 1.

472. Cependant on ne peut faire résulter un moyen de nullité contre un jugement ou un arrêt, de ce que la copie signifiée à la partie n'indique pas qu'il a été rendu par un nombre suffisant de juges, lorsque dans la grosse on trouve le nombre de juges exigé par la loi. — Cass. 6 avr. 1813, t. 15, p. 131, nº 157. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 151. — V. *suprà*, nº 468, et le nº qui suit.

473. Un arrêt dont la copie porte qu'il a été rendu par quatre conseillers ne peut être cassé, si la minute déclare qu'il l'a été par sept. — Cass. 5 juin 1832, t. 43, p. 691. — *V.* le nº qui précède.

474. De même un arrêt dont la copie porte qu'il a été rendu par six conseillers est valable, si un extrait authentique des registres du greffe de la cour royale constate que sept y ont coopéré. — Cass. 7 juin 1832, t. 43, p. 692. — V. *suprà*, nº 472.

475. Lorsqu'en signifiant un jugement on a oublié de copier la mention *qu'il a été prononcé publiquement*, le jugement ni les poursuites commencées ne sont nuls si cette mention se trouve sur la grosse qui est produite. — Cass. 28 mars 1825, t. 29, p. 189. — V. *suprà*, nº 468.

476 et 477. Est nul un jugement dont la copie signifiée ne contient ni les questions de fait et de droit, ni l'exposé des faits — Cass. 13 vent. an X. — Renn. 29 août 1816, t. 15, p. 54, nº 37, et p. 126, nº 146. — *V.* MM. B. S. P. p. 251, not. 3, et Pr. Fr. t. 1, p. 411, not. 2. — *V.* le nº qui suit.

478. L'omission des conclusions dans l'expédition d'un jugement n'est pas une cause de nullité. — Lyon, 22 juillet 1829, t. 37, p. 227. — *V.* le nº qui précède.

479. Un avoué ne peut prétendre qu'un jugement portant contre lui une peine disciplinaire est frappé de nullité, en se fondant sur ce que l'expédition qui lui en est signifiée ne relate ni ses conclusions ni celles du ministère public, ni le point de droit, si cette expédition n'est qu'une copie de la feuille d'audience. — Cass. 21 décemb. 1830. M. G. C. ministère public.

480. Est nulle la copie d'une expédition de jugement qui ne mentionne pas la signature du greffier, encore que l'expédition porte cette signature. — Besanç. 25 juill. 1814, t. 15, p. 112, nº 122.

Chap. V. *De la chose jugée* (1). — Art. 1er. *Quand y a-t-il chose jugée?* — § 1er.... *En général.*

481. Toute décision émanée du juge sur l'objet de la contestation, encore qu'elle ne contienne ni condamnation ni absolution, est un jugement — Cass. 27 août 1806, t. 15, p. 69, nº 65.

482. Un jugement existe par la prononciation, mais il ne peut faire titre pour les parties que quand il est revêtu de toutes les formalités voulues par la loi. — Bourg. 10 janvier 1827. Jacob C. Cotin.

483. On ne peut opposer un jugement qui n'a pas acquis la force de chose jugée. — Renn. 4 août 1819, t. 15, p. 152, nº 179.

484. Ne peut être cassé comme violant la chose jugée, l'arrêt qui est en opposition, non avec le dispositif, mais seulement avec les motifs d'un autre arrêt rendu précédemment. — Cass. 21 déc. 1830. Drouet C. Vantelon. — *V. infra*, nº 491 et 541.

485. Les arrêts rendus en matière criminelle ne lient pas les juges en cause civile, lorsqu'il s'agit de statuer sur des demandes en réparations et dommages-intérêts. — Orl. 12 août 1828. Rivière C. les héritiers Denys. — V. *suprà*, nº 257, et le nº qui suit.

486. Quand le juge de paix, après avoir constaté un fait comme juge civil, renvoie les parties devant le tribunal de police, le fait ne doit pas être réputé constaté légalement devant ce nouveau tribunal, de telle sorte que la condamnation puisse être prononcée sans une instruction nouvelle, et sans que le prévenu soit appelé. — Cass. 11 oct. 1810, t. 16, p. 607, nº 70. — Cette question, jugée sous le Code de brum. an IV, recevrait sans doute aujourd'hui la même solution. — *V.* le nº qui précède.

487. Les débiteurs qui se sont laissé condamner envers leur créancier par le tribunal civil, sans exciper de ce que les sommes réclamées étaient usuraires, ne peuvent, par cela seul que ce créancier a été condamné correctionnellement sur leur plainte, comme coupable d'usure, l'assigner devant la juridiction civile en restitution des sommes reconnues usuraires par le tribunal correctionnel. — Aix, 17 déc. 1833, t. 47, p. 587.

488. La qualité de commerçant attribuée par un jugement déclaratif de faillite peut être remise en question devant les tribunaux criminels. — Cass. 23. nov. 1827. Ruault C. minist. publ.

489. Ce n'est pas l'opinion intime des magistrats qui constitue la chose jugée, mais seulement la décision qu'ils rendent sur la question qui leur est proposée. — Caen, 13 août 1823, t. 15, p. 169, nº 199.

490. Pour qu'il y ait chose jugée sur un point, il ne suffit pas que les juges l'aient examiné et aient émis leur opinion dans les motifs du jugement; il faut qu'il ait été l'objet de conclusions prises par les parties, ou qu'une disposition du jugement en prononce le rejet ou l'admission. — Cass. 5 juin 1821, t. 23, p. 296. — *V.* le nº qui suit.

491. Comme aussi, quelles que soient les énonciations insérées dans les motifs d'un jugement, le dispositif seul constitue la chose jugée. — Besanç. 7 mars 1827. — Cass. 29 mai 1828, t. 34, p. 115, et t. 35, p. 255. — V. *suprà*, nº 484, et *infrà*, nº 541 et le nº qui suit.

492. Ainsi, lorsque les juges ont manifesté dans les motifs d'un jugement l'intention de rejeter une fin de non-recevoir, si ce moyen n'a pas été répété dans le dispositif, on peut de nouveau le présenter au tribunal. — Bord. 31 mars 1828. — *V.* les nºs qui précèdent.

493. Lorsqu'un jugement, dans un de ses considérants, énonce qu'un fait a été reconnu par l'une des parties, cette énonciation n'est point un obstacle à ce que cette partie soit admise à la preuve du fait contraire, lors du moins que le prétendu aveu est en opposition avec ce qui a été par elle soutenu dans tous les actes de la procédure. — Poit. 26 déc. 1826, t. 33, p. 359.

494. Les réserves exprimées dans les motifs sont aussi efficaces que celles contenues dans le dispositif d'un jugement. Ainsi, elles empêchent qu'on ne puisse opposer la chose jugée, qui résulterait de ce qu'il n'aurait pas été interjeté appel du jugement, quoique dans une signification on eût fait des réserves à cet égard. — Rouen, 10 mai 1821, t. 39, p. 93.

495. Un jugement peut établir la chose jugée sur un point à l'égard duquel il n'a pas été pris de conclusions expresses. — Cass. 25 pluv. an II, t. 15, p. 27, nº 3.

496. Lorsqu'une partie a agi sous deux qualités, et que l'arrêt d'admission ne porte qu'une qualité, on ne peut prétendre que l'arrêt a acquis la chose jugée à l'égard de la qualité omise. — Cass. 7 janv. 1818, t. 13, vº *exploit*, p. 242, nº 258.

497. La même question en droit, entre les mêmes parties, au sujet du même contrat, mais relativement à une clause différente, ne constitue pas la chose jugée. —

---

(1) Il faut consulter notre mot *jugement préparatoire* et *interlocutoire*, pour savoir dans quels cas ces espèces de jugements peuvent renfermer une *chose jugée*. Il faut aussi se reporter à notre mot *tierce opposition*.

Cass. 30 germ. an XI, t. 15, p. 57, n° 45.

498. Lorsqu'un premier arrêt a rejeté une demande en nullité formée contre un acte pour cause de dol, un second arrêt ne peut, sans violer la chose jugée, admettre comme ouverture de requête civile le dol personnel prétendu commis dans ce même acte. — Cass. 13 fév. 1827. Pousson C. Vailhé.

499. La Cour royale qui, par un premier arrêt, a décidé que des dommages-intérêts étaient dus, peut, sans violer la chose jugée, annuler le rapport d'experts qui déclare qu'il n'est pas dû de dommages, et les déterminer elle-même. — Cass. 9 avr. 1833, t. 44, p. 309.

500. Lorsqu'à l'audience indiquée pour prouver par une enquête sommaire que des ouvrages faits par le défendeur ont causé un préjudice au demandeur, celui-ci ne procède pas à cette opération, et que le défendeur procède à une contre-enquête pour démontrer le contraire, les juges peuvent renvoyer ce dernier des fins de la demande, s'il résulte pour eux la preuve que ses ouvrages n'ont causé aucun dommage à son adversaire. — Cass. 21 mai 1833, t. 45, p. 453.

501. Le tribunal qui a ordonné une enquête sur le point de savoir si une partie a possédé pendant plus de 30 ans un immeuble litigieux, peut, sans avoir aucun égard aux dépositions des témoins, débouter cette partie au fond, si l'on exhibe un acte de celle-ci qui ait interrompu la prescription. — Toul. 15 avr. 1832, t. 44, p. 252.

502. Lorsqu'un tribunal de première instance a ordonné une expertise pour vérifier des dégradations qu'un propriétaire prétend avoir été faites par son fermier, il ne peut plus, à moins que les parties aient été mises à même d'exécuter cet interlocutoire, renvoyer purement et simplement le fermier de la demande dirigée contre lui. — Bord. 23 juin 1828, t. 36, p. 32.

503. Le jugement qui a prononcé sur l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent ne peut pas être opposé comme opérant chose jugée, lorsqu'il s'agit de l'envoi en possession définitive. — Metz, 18 mai 1827.

504. Le tribunal qui, dans un premier jugement, a déclaré une commune propriétaire d'un terrain, en admettant une autre commune, qui lui en contestait la propriété, à prouver par enquête une possession suffisante pour en réclamer la copropriété, ne viole pas la chose jugée en décidant après l'enquête que cette seconde commune est copropriétaire du terrain litigieux. — Cass. 26 déc. 1832.

505. Ne contrevient pas à la chose jugée l'arrêt qui décide l'illégalité d'une opération, lorsque le jugement de première instance ne s'est nullement expliqué sur la validité ou l'invalidité de cette opération. — Cass. 27 nov. 1827. Pinette C. Lagarde.

506. Quand un tribunal de commerce a condamné un vendeur de marchandises à les livrer, sans statuer formellement sur la résiliation de la vente que réclame l'acheteur pour défaut de leur livraison, celui-ci peut, faute par son adversaire de satisfaire à la condamnation prononcée, porter de nouveau sa demande en résiliation devant le même tribunal qui, en statuant sur cette nouvelle demande, ne prononce ni une deuxième fois sur le même objet, ni sur l'exécution de son premier jugement. — Bord. 27 juin 1830. Danigan C. Lodé.

507. On peut, après un jugement qui ordonne un règlement de compte sur toutes les affaires d'une société, décider, sans contrevenir à la chose jugée, qu'on ne s'occupera que des opérations postérieures à la société, lorsque, d'après les conventions sociales, on doit tenir pour exacts les inventaires et comptes faits par les associés pendant la durée de la société. — Cass. 3 janv. 1828. Créanciers Contouly C. Demondérir.

508. Des conclusions contraires à l'expression littérale d'un contrat, adoptées par un jugement passé en force de chose jugée, forment un contrat judiciaire qui anéantit le premier. — Renn. 3 févr. 1826. Nozues C. Guérin.

509. Des faits déclarés vrais par un jugement au possessoire peuvent être déclarés faux sur le pétitoire. — Nîm. 17 janv. 1812, t. 15, p. 97, n° 103.

510. On ne peut faire résulter l'autorité de la chose jugée du chef d'un arrêt qui ne paraît pas avoir été directement l'objet du pourvoi, lorsque la cassation de cet arrêt a été prononcée indéfiniment et sans restriction. — Cass. 23 janv. 1816, t. 15, p. 120, n° 137.

511. Lorsque dans une instance une transaction n'est attaquée que sur un chef, l'arrêt qui intervient, bien qu'il porte annulation de la transaction, doit être considéré comme n'ayant annulé que le chef querellé de la transaction. — Cass. 17 flor. an XI, t. 15, p. 57, n° 46.

512. La loi reconnaît-elle les déboutements comminatoires? — Non; et le jugement qui déclare une partie mal fondée dans sa demande, faute d'avoir justifié des pièces à l'appui, ne peut être rapporté s'il n'a pas été attaqué dans la forme et les délais voulus par la loi. — Cass. 11 therm. an VIII, t. 15, p. 45, n° 24. — *V.* MM. MERL. *Rép.* v° *requête civile*, § 2; TOULL. t. 10, p. 172; CARR. t. 2, p. 280, n° 1765, et CARR. *Comp.* t. 1, p. 94, n° 52. — *V.* cependant le n° qui suit, *infrà*, n°s 535 et 537, et notre mot *requête civile*, n°s 3 et 26.

513. Décidé au contraire qu'encore qu'une partie ait été déclarée non recevable faute de produire une justification, elle peut être reçue à renouveler la demande en faisant la justification exigée. — Caen, 8 mai 1827. Luet C. Brioult. — *V.* le n° qui précède, et *infrà*, n°s 535 et 537.

514. La partie qui a appelé d'un jugement n'est pas recevable à prétendre que le même jugement a acquis contre son adversaire la force de la chose jugée. — Cass. 22 mars 1825, t. 29, p. 191.

515. L'arrêt d'une Cour de justice criminelle qui, en acquittant un prévenu, le met à la disposition du ministère public pour en faire prononcer l'interdiction, ne constitue pas chose jugée, qui oblige le tribunal civil à interdire le prévenu. — Corse, 2 mai 1827, t. 33, p. 139.

516. Lorsqu'une chambre d'accusation renvoie devant la Cour d'assises un prévenu, nonobstant l'allégation que ce dernier a moins de 16 ans, si l'arrêt de renvoi n'a été nullement attaqué, la Cour d'assises, irrévocablement saisie par ce renvoi, peut-elle se déclarer incompétente, sous le prétexte qu'aux termes de la loi du 25 juin 1824, les individus âgés moins de 16 ans, prévenus de crimes, doivent être jugés par les tribunaux correctionnels? — Cass. 17 janv. 1828.

§ 2. *A l'égard des tiers.*

517. Le jugement qui prononce la qualité d'héritier ne doit pas seulement avoir son effet contre la partie, mais encore vis-à-vis des tiers qui ne sont pas en cause. — Brux. 9 déc. 1815, t. 19, p. 190, n° 204. — Montp. 1er juill. 1828. Goudat C. Durand.

518. Lorsqu'une assignation a été donnée à un héritier, *avec injonction d'en prévenir ses cohéritiers*, et qu'un jugement est intervenu à la suite de cette assignation entre le demandeur d'une part et l'héritier assigné *et ses consorts* d'autre part, ce jugement a l'autorité de la chose jugée, même contre les cohéritiers qui n'y sont pas nominativement désignés. — En conséquence, on peut le leur opposer tant qu'ils ne désavouent pas l'avoué qui a occupé pour l'assigné *et consorts*, ou qu'ils ne forment pas tierce opposition. — Metz, 31 déc. 1823, t. 25, p. 419.

519. Le jugement rendu contre une commune, sur la propriété de biens par elle réclamés, n'a pas force de chose jugée contre le hameau englobé dans cette commune, qui prétend en avoir été propriétaire avant la réunion, et qui n'a point été partie dans ce jugement. — Cass. 19 nov. 1833.

520. Aux termes de l'art. 100 C. C., les jugements de rectification des actes de naissance ne peuvent, en aucun temps, être opposés aux parties intéressées qui ne les ont pas requis ou qui n'y ont pas été appelées; d'où il suit qu'il n'est pas nécessaire que ces parties se pourvoient contre lesdits juge-

ments, pour les faire anéantir. — Cass. 28 juin 1815, t. 15, p. 117, n° 151. — *V*. M. F. L. t. 2, p. 326, et t. 4, p. 40.

521. Décide cependant qu'un jugement portant rectification des actes de l'état civil, et constatant la naissance d'un individu, peut, s'il a été rendu contradictoirement avec le ministère public, être opposé aux tiers intéressés qui n'y ont point été appelés. — Poit. 26 juin 1829, t. 39, p. 156.

522. Le jugement rendu contre un tuteur, encore bien qu'il n'y soit point désigné sous cette qualité, peut être opposé à ses pupilles devenus majeurs, lorsqu'il est prouvé que le tuteur a figuré dans l'instance en sa qualité. — Metz, 23 déc. 1818, t. 15, p. 140, n° 169.

523. La chose jugée à l'égard de plusieurs pupilles qui ont actionné leur tuteur, ne l'est pas à l'égard des autres. — Cass. 2 germ. an X, t. 15, p. 45, n° 38.

524. Les jugements rendus sans collusion contre le propriétaire apparent, ont l'autorité de la chose jugée contre le véritable propriétaire qui est demeure inconnu pendant le litige. — Ce dernier est non recevable à attaquer ces jugements par la voie de la tierce opposition. — Pau, 4 juillet 1823, t. 25, p. 250 (1).

525. Lorsqu'un bureau d'administration est condamné en la personne de son président, et que l'exécution de l'arrêt est poursuivie sur les biens personnels de ce président, il y a fausse application de *la chose jugée*, si, sur son opposition, il intervient un second arrêt qui ordonne qu'il sera passé outre à l'exécution, sur le motif qu'il y a *chosée jugée* contre le président. — Cass. 14 déc. 1824, t. 29, p. 25.

526. Le jugement rendu contre les syndics du failli, et qui déclare qu'un tiers est privilégié sur ses immeubles, peut être opposé à ses créanciers hypothécaires. — Colm. 4 juill. 1833, t. 46, p. 222. — *V*. notre mot *tierce opposition*, nos 91 à 105.

527. La condamnation prononcée contre un débiteur en faveur de quelques-uns de ses créanciers, et qui porte que ceux-ci renonceront au bénéfice de certains actes et arrêts obtenus contre lui, ne peut être invoquée contre d'autres créanciers qui n'y ont pas été parties. — Cass. 3 juill. 1832. Darriale C. Huard.

528. Quand il a été jugé par un arrêt infirmatif que le demandeur est sans titre contre le débiteur qu'il poursuivait, la condamnation prononcée contre tous ceux qui se trouvaient en cause est anéantie, et il ne peut plus l'invoquer contre une partie qui n'aurait point appelé du jugement infirmé. — Cass. 29 août 1832. Laborde C. Bordenave.

(1) Cette question se rattache à la grande question de vente faite par un héritier apparent, question dont l'examen sort du cadre de notre dictionnaire.

Art. 2. *Effets de la chose jugée.*

529. Lorsque des énonciations vagues contenues dans un jugement sont contraires à des titres positifs, elles ne font pas foi jusqu'à inscription de faux, et n'emportent pas autorité de la chose jugée. — Bourg. 16 août 1828. Rateau C. Perrin et Commailles.

530. Lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée a supposé valables des procédures nulles, on ne peut plus attaquer ces procédures et en faire prononcer la nullité. — Cass. 29 juin 1812, t. 12, p. 488, n° 70. — *V*. M. MERL. *Rép*. t. 18, p. 683, § 11.

531. Lorsqu'un arrêt de Cour royale, en prononçant sur un jugement, n'a pas statué sur la validité de procédures postérieures à ce jugement, on ne peut exciper de cet arrêt pour faire valider ces procédures. — Renn. 13 juil. 1813, t. 12, p. 714, v° *expertise*, n° 64.

532. L'annulation du jugement qui a statué sur une fin de non-recevoir entraîne l'annulation du jugement sur le fond. — Cass. 4 flor. an IX, t. 1, p. 87, n° 17.

533. Le jugement par défaut, faute de plaider, qui déboute d'une demande en restitution de biens, fondée sur l'illégitimité d'un enfant, est un obstacle à ce que postérieurement on soit admis à contester l'état de cet enfant. — Cass. 15 juin 1818, t. 15, p. 133, n° 159. — *V*. M. B. S. P. p. 257.

534. Un jugement ayant force de chose jugée ne cesse pas d'être inattaquable par l'événement d'une loi interprétative contraire à sa décision. — Cass. 13 brum. an IX, t. 15, p. 50, n° 27.

535. Il n'y a pas violation de la chose jugée, dans un jugement ou un arrêt qui condamne un débiteur à payer une somme réclamée contre lui, avec la remise que ses créanciers lui avaient consentie, lorsqu'un premier jugement auquel le débiteur avait tacitement acquiescé, et lors duquel la question de la remise d'une partie de la dette n'avait été nullement agitée, avait condamné ce débiteur à payer l'intégralité de la somme réclamée contre lui. — Cass. 22 juill. 1818, t. 15, p. 136, n° 162.

536. La demande en reddition de compte formée par l'héritier bénéficiaire contre les syndics, et rejetée par jugement passé en force de chose jugée, peut être renouvelée après son acceptation pure et simple. — Cass. 11 nov. 1818, t. 15, p. 137, n° 163.

537. Une partie condamnée par un tribunal matériellement incompétent, devant lequel elle a volontairement procédé, peut-elle néanmoins se pourvoir contre les jugements et arrêts auxquels elle a laissé acquérir la force de chose jugée? — M. CARR. *Comp*. t. 2, p. 110, n° 335, examine cette grave question, et, s'appuyant sur l'autorité de DAGUESSEAU et de MM. TOULL. t. 10, p. 174, et PONC. *Traité des jugements*, t. 1, p. 212, il conclut pour la négative. — J. A. t. 15, p. 945. — *V*. notre mot *ressort*, n° 1.

538. Celui qui, sur une demande au possessoire intentée contre lui, a été condamné par un jugement passé en force de chose jugée, ne peut ultérieurement attaquer son adversaire en dommages-intérêts, sous prétexte que celui-ci n'avait pas eu le droit de former l'action possessoire. — Metz, 29 avr. 1823, t. 25, p. 142.

539. Celui qu'un jugement rendu au possessoire a maintenu dans la possession d'un héritage ne peut, lorsqu'il succombe ensuite au pétitoire, être condamné à restituer les fruits par lui perçus depuis le premier jugement, sous le seul prétexte que ce jugement ne l'avait maintenu que provisoirement, ou que plusieurs jugements ont été rendus contre des tiers qui possédaient au même titre que lui. — Cass. 5 juill. 1826, t. 32, p. 87.

Art. 3. *Du pouvoir d'interprétation et de rétractation des jugements par les tribunaux qui les ont rendus.*

(*V*. v° *trib. de comm.* chap. 6.)

540. Les tribunaux peuvent interpréter leurs jugements, pourvu qu'ils n'en modifient pas les dispositions. — Renn. 29 janv. 1814, 10 nov. 1814. — Besanç. 7 janv. 1818. — Renn. 18 juill. 1820. — Amiens, 24 août 1825, t. 15, p. 106, n° 114; t. 19, p. 223, n° 277, et t. 30, p. 318. — *V*. M. CARR. *Comp*. t. 1, p. 85 et suiv. et p. 90, n° 51. — V. *infrà*, nos 543, 556 et 557.

541. Les magistrats qui ont rendu un jugement ne peuvent en consulter que le dispositif, pour savoir ce qu'il juge. — Bourg. 24 août 1831, t. 42, p. 243. — V. *suprà*, nos 484 et 491, et le n° qui suit.

542. Ainsi ce n'est pas dans leurs motifs, mais dans leur dispositif, que l'on doit rechercher si deux décisions dont l'une confirme l'autre sont identiques. — Bourg. 17 août 1831, t. 43, p. 578. — *V*. le n° précédent et le n° qui suit.

542 *bis*. Pour déterminer le sens et l'étendue d'un arrêt, on doit avoir égard aux diverses parties de l'arrêt. — Renn. 11 fév. 1821, t. 15, p. 169, n° 194. — *V*. les deux nos qui précèdent.

543. On peut demander en justice l'interprétation d'un arrêt obscur et ambigu, mais on ne peut demander aucun changement ni modification à la chose jugée. — Amiens, 24 août 1825, t. 30, p. 318. — V. *suprà*, n° 540.

544. Comme aussi les juges ne peuvent ajouter à leurs jugements une fois rendus, ni par voie d'in-

terprétation, ni autrement. — Paris, 13 fév. 1807, t. 15, p. 70, nº 67. — *V.* les deux nos qui suivent, et *infrà*, nos 548 et suiv.

545. Il est de principe constant dans l'ordre judiciaire que le juge qui a porté son jugement a consommé ses pouvoirs; or, il commet une infraction à ce principe conservateur des droits acquis aux parties, quand il se permet de faire à son jugement des changements, des corrections ou des modifications. — Renn. 6 déc. 1808, t. 15, p. 82, nº 80, et 17 juin 1814, t. 15, p. 111, nº 120. — *V.* le nº qui précède.

545 *bis.* Il n'appartient en aucun cas aux cours royales d'interpréter leurs arrêts. — Nîm. 24 août 1829, t. 38, p. 320. — V. *suprà*, nº 544, et *infrà*, nº 563.

546. Un tribunal ne peut rendre de décisions préparatoires qui contrarient un jugement définitif précédemment rendu entre les mêmes parties.—Nîm. 7 janv. 1812, t. 3, p. 354, nº 195.

546 *bis.* Les juges peuvent faire droit par un seul et même jugement sur deux affaires connexes, après avoir ordonné qu'elles seraient plaidées séparément et à des audiences différentes. — Brux. 15 juill. 1819.

547. Les tribunaux peuvent révoquer les commissions qu'ils ont décernées pour des actes d'instruction, tant qu'elles n'ont pas commencé à être exécutées. — Renn. 2 avr. 1810, t. 1, p. 145, vº *acquiescement*, nº 60.

548. Lorsque les juges ont omis de statuer sur un chef de la demande formée devant eux, ils ne peuvent y suppléer par un jugement subséquent.— Paris, 6 août 1813, t. 3, p. 400, nº 239.—V. *suprà*, nos 544 et suiv., et le nº qui suit.

549. *Contrà*, une cour royale peut, par un second arrêt, réparer une omission commise dans un arrêt précédemment rendu; et dans ce cas, les mêmes avoués doivent continuer d'occuper pour leurs clients, sans nouveaux pouvoirs. — Renn. 16 juill. 1814, t. 15, p 111, nº 121.— *V.* le nº qui précède et celui qui suit.

550. Lorsqu'un appelant a conclu à la réformation du jugement, il ne doit pas être réputé avoir virtuellement répété les conclusions qu'il avait prises en première instance, et la Cour qui réforme sans prononcer sur les conclusions omises, ne peut pas statuer à leur égard, postérieurement, par voie d'interprétation.— Renn. 12 mai 1819, t. 15, p. 144, nº 171. — V. *suprà*, nº 548.

551. Les juges ne peuvent pas ordonner non plus qu'une disposition contenue dans un jugement sera retranchée, sous prétexte qu'elle n'existe pas dans le plumitif de l'audience.— Metz, 12 fév. 1817, t. 20, p. 481, nº 538. —V. *suprà*, nº 147, et le nº qui suit.

552. Lorsqu'un jugement a été transcrit sur les registres, signé du président et du greffier, enregistré et expédié, un tribunal de première instance ne peut pas en corriger les dispositions, sous le prétexte qu'il n'aurait pas été transcrit tel qu'il aurait été prononcé. — Montp. 8 janv. 1824, t. 28, p. 200. — *V.* le nº précédent.

553. Les premiers juges ne doivent pas s'occuper de la régularité ou de l'irrégularité d'une expédition de leurs jugements, et la Cour à laquelle ce jugement est soumis par appel ne peut qu'examiner son bien ou mal jugé. — Toul. 7 avr. 1829. Souleral C. Féraud.

554. Lorsque, par erreur, le greffier a fait, dans le dispositif d'un jugement, une rectification qui n'est point signée par le président, celui qui a obtenu le jugement peut demander la rectification du dispositif. — Metz, 8 juin 1813, t. 15, p. 105, nº 113.— *V.* M. Carr. *Compl.* t. 1, p. 90, nº 50

555. Sous l'empire de la législation nouvelle, la voie de la proposition d'erreur n'est plus ouverte contre les jugements passés en force de chose jugée. — Nîm. 30 décembre 1812, t. 15, p. 103, nº 111.— V. *suprà*, nº 542, le nº qui suit, et *infrà*, nº 567.

556. Les juges ne peuvent après la prononciation du jugement à l'audience, le réformer ou le rectifier sous prétexte d'erreur, du consentement même des avoués des parties. — Cass. 15 sept. 1792, t. 15, p. 22, nº 1.—Agen, 14 mai 1833, t. 45, p. 524.—C'est la conséquence générale des maximes consacrées par un usage constant et une jurisprudence certaine.— *V.* MM. B. S. P. p. 250, not. 29; Toull. t. 10, p. 189; Pr. Fr. t. 1, p. 386; Carr. t. 1, p. 346, nº 604; Carr. *Comp.* t. 1, p. 185.—Mais à quelle époque y a-t-il jugement? C'est, disent MM. Toull. t. 10, p. 193; Merl. vº *jugement*, § 3, nº 4, et Carr *Comp.* t. 1, p. 89, nº 48, au moment de la prononciation du jugement, d'où il suit que jusque-là les juges peuvent modifier leur décision. — *V.* aussi en ce sens, MM. Ponc. t. 1, p. 221; Pr. Fr. t. 1, p. 386, et B. S. P. p. 250, nº 29.— V. *suprà*, nº 540 et suiv., celui qui précède et celui qui suit.

557. Les juges ne peuvent pas annuler leur première décision, lors même qu'elle leur aurait été surprise.—Cass. 10 janv. 1806, t. 22, p. 26, nº 37. — *V.* le nº qui précède et celui qui suit.

558.... Ou qu'elle aurait été incompétemment rendue. — Cass. 1er avr. 1813, t. 22, p. 88, vº *tribunaux*, nº 113.—V. *suprà*, nº 556.

559. La règle *non bis in idem* s'applique au cas où le juge qui a déjà statué était incompétent.—Cass. 1er avr. 1813, t. 22, p. 88, nº 114.

560. Mais, lorsqu'une Cour a excédé ses pouvoirs en faisant un arrêté de règlement qui impose aux huissiers des obligations qui ne sont prescrites par aucune loi, elle doit prononcer elle-même l'annulation de cet arrêté, lorsqu'elle en est requise par son procureur général par l'ordre du garde des sceaux. — Cass. 22 mars 1825, t. 29, p. 134.

561. Un tribunal de première instance peut, par un second jugement, relever les erreurs de prénom glissées dans un premier jugement. — Renn. 29 janv. 1813, t. 15, p. 104, nº 112.

562. Les Cours peuvent rectifier les erreurs qui se sont glissées dans les qualités ou dans les dates des actes de la procédure. —Cass. 24 avr. 1812, t. 15, p. 99, nº 105.

563. Comme aussi une cour royale peut interpréter ses décisions et rectifier les qualités des parties.—Renn. 9 mars 1813, t. 22, p. 83, nº 108.—V. *suprà*, nº 545 *bis*.

564. Ainsi encore un tribunal peut, interprétant un précédent jugement, déclarer qu'il n'a entendu condamner qu'en qualité de commune en biens une femme mariée qui était aux qualités du jugement, conjointement avec son mari.— Renn. 23 fév. 1820, t. 15, p. 155, nº 184.— *V.* le nº qui précède.

565. La rectification des erreurs commises dans des arrêts, doit être demandée à la Cour qui les a rendus, et il n'est pas nécessaire que cette demande soit soumise absolument aux mêmes magistrats qui ont concouru à la reddition de ces arrêts.—Cass. 23 nov. 1824, t. 28, p. 62.

566. Un tribunal peut, sans excéder ses pouvoirs, examiner si les questions qui lui sont soumises n'auraient pas déjà reçu une décision judiciaire, et leur appliquer les effets de la chose jugée. — Renn. 21 janv. 1813, t. 12, p. 645, nº 49.— *V.* notre mot *exceptions*, nos 211 et suiv.

567. Un tribunal qui par un premier jugement a mis les parties *hors d'instance* sur un point de la cause, ne peut ultérieurement déclarer que cette décision n'était pas définitive.—Cass. 28 brum. an VIII, t. 15, p. 33, nº 13.— *V.* Pr. Fr. t. 1, p. 386, not. 1.— V. *suprà*, nos 542 et 555.

568. Lorsqu'un jugement a été rendu en dernier ressort, le tribunal ne peut plus, par un second jugement, déclarer qu'il n'a entendu le rendre qu'à la charge d'appel. — Nîm. 3 germ. an XII, t. 15, p. 61, nº 53.

569 L'autorité de la chose jugée ne permet pas de réduire le montant d'une condamnation précédente, ni de contester l'obligation reconnue par un jugement.— Besanç. 18 juillet 1811, t. 15, p. 96, nº 101.

570. Une cour royale ne peut, à titre de dommages-intérêts, diminuer les condamnations prononcées par un jugement contre une

partie qui l'a exécuté et s'est rendue non recevable à en appeler, croyant que ce jugement lui accordait un recours contre son auteur, parce que la copie qui en avait été signifiée à son avoué, à la requête de son adversaire, portait par erreur que ce recours lui était adjugé. — Cass. 28 avr. 1831, t. 40, p. 346.

571. Lorsqu'un premier arrêt a jugé en droit, dans une contestation sur un compte, que les intérêts seraient portés à 4 p. 0/0, la Cour ne peut ultérieurement décider le contraire, sous prétexte que la première décision n'était qu'une erreur de calcul. — Cass. 8 juin 1814, t. 15, p. 109, n° 118. — *V.* le n° qui suit.

572. L'arrêt qui, contrairement à un premier arrêt, restreint des intérêts accordés par celui-ci, viole la chose jugée et encourt la cassation. — Cass. 18 déc. 1815, t. 15, p. 119, n° 135 — *V.* le n° qui précède, et *suprà*, n° 563.

573. Lorsqu'un premier arrêt a ordonné à une partie de boucher des ouvertures ou des grilles, en se conformant aux dispositions des art. 676 et 677 C. C.; un second arrêt qui, dans l'instance qui s'engage sur l'exécution du premier, ordonne simplement de les clore et boucher, en prescrivant l'épaisseur du mur à construire, ne viole pas la chose jugée par le premier arrêt. — Cass. 2 déc. 1828. Scort C. Minouflet.

574. Un mari qui a obtenu un jugement en vertu duquel il est autorisé à employer la voie de la contrainte par corps pour obliger sa femme à rentrer dans le domicile conjugal, peut, lorsqu'il a employé inutilement ce moyen, obtenir des tribunaux un second moyen plus coercitif, sans qu'il soit fait par là infraction à la règle *non bis in idem*. — Colm. 4 janv. 1817, t. 8, p. 649, n° 162. — V. *infrà*, n° 580.

575. Une Cour peut, après avoir ordonné par un premier arrêt qu'un juif prêterait serment suivant le rit de sa religion, prescrire par un second arrêt la forme dans laquelle ce serment sera reçu, si le mode pratiqué par les Israélites lui paraît inexécutable; elle statue seulement par là sur l'exécution de son premier arrêt. — Pau, 11 mai 1830, t. 41, p. 482.

576. Le président d'une cour d'appel excède ses pouvoirs lorsqu'après la prononciation de l'arrêt, il donne acte à une partie d'une interpellation par lui faite à l'autre, surtout s'il en résulte un engagement pour celle-ci. — Cass. 11 juin 1820, t. 15, p. 89, n° 93.

577 et 578. Un jugement provisionnel ne lie pas les juges et peut être rétracté par le tribunal qui l'a rendu, s'il se trouve encore saisi du fond de la contestation, et si les circonstances qui ont donné lieu à ce jugement ont cessé d'exister. — Cass. 27 fév. 1812, t. 15, p. 98, n° 104. — *V.* M. B. S. P. p. 247, n° 9, qui approuve cette décision. — *V.* notre mot *jug. p. i.*

579. La Cour qui a décidé, par un arrêt, qu'un jugement était passé en force de chose jugée, ne peut sous aucun prétexte, même par l'effet d'un appel postérieurement émis de ce jugement, réformer sa décision. — Cass. 25 mars 1823, t. 25, p. 103.

580. Le tribunal qui a condamné les syndics d'une faillite au paiement d'une lettre de change souscrite par le failli, mais par les voies ordinaires seulement, ne peut pas, sur la demande du créancier, et après la rétractation de la faillite, décider que son précédent jugement sera exécuté contre le débiteur, même par corps. — Bord. 18 juill. 1833, t. 46, p. 373. — V. *suprà*, n°s 344 et 574.

CHAP. VI. *Effet des jugements quant à l'hypothèque et la prescription des intérêts moratoires.*

581. Loi relative aux inscriptions hypothécaires en vertu des jugements rendus sur des demandes en reconnaissance d'obligations sous seing privé. — 3 sept. 1807, t. 15, p. 73, n° 70. — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 721, v° *hypothèques*, et GRENIER, t. 1, p. 419. — V. *infrà*, n° 586.

582. Une condamnation volontaire emporte hypothèque. — Brux. 9 août et 24 déc. 1806, t. 15, p. 67, n° 64.

583. Mais le jugement qui prononce une condamnation volontaire n'emporte pas une hypothèque générale différente de l'hypothèque promise. — Brux. 9 août, 24 déc. 1806, et 7 mars 1807, t. 15, p. 67, n° 64 *bis*.

584. Comme aussi un jugement qui ne fait que rendre exécutoire un titre conférant hypothèque spéciale n'autorise pas l'hypothèque générale. — Brux. 3 prair. an XII, t. 15, p. 62, n° 55.

585. Mais, lorsqu'il a été stipulé une hypothèque spéciale, et que les biens soumis deviennent insuffisants, un jugement de condamnation autorise l'hypothèque générale. — Cass. 4 avr. 1808, t. 15, p. 74, n° 73.

586. Un jugement de reconnaissance pris en matière civile par le porteur de billet sous seing privé, avant l'échéance, a pu conférer hypothèque. — Cass. 3 fév. 1806, 15 janv. et 17 mars 1807, et 6 avr. 1809, t. 15, p. 67, n° 63. — Mais la loi du 3 sept. 1807, postérieure à l'espèce de ces arrêts, décide le contraire. — V. *suprà*, n° 581. — *V.* M. GRENIER, t. 1, p. 419.

587. Celui qui reconnaît l'existence d'une dette en justice ne peut soustraire son bien à l'hypothèque qui en résulte, par une réserve quelconque. — Brux. 9 janv. 1807, t. 15, p. 70, n° 66.

588. Le contrat judiciaire qui résulte de l'obligation contractée en justice par l'usufruitier de jouir en bon père de famille et de rendre à l'expiration de sa jouissance les biens soumis, emporte hypothèque générale, encore que l'usufruitier soit dispensé de donner caution. — Besanç. 22 juin 1809, t. 15, p. 82, n° 83.

589. On peut prendre hypothèque en vertu d'un jugement qui ordonne un décompte. — Colm. 26 juin 1832, t. 44, p. 194.

590. Toute condamnation prononcée contre un régisseur à rendre compte de sa gestion comprend nécessairement celle de payer le reliquat, s'il en existe après l'apurement, et emporte hypothèque. — Cass. 21 août 1810, t. 15, p. 90, n° 95. — *V.* MM. GREN. t. 1, p. 424; F. L. t. 2, p. 721, v° *hypothèques*; et DELVINC. t. 3, p. 527.

591. Un jugement qui nomme un associé liquidateur de la société dissoute autorise les associés à prendre hypothèque sur les biens du liquidateur. — Lyon, 11 août 1809, t. 15, p. 83, n° 85.

592. Les jugements rendus contre une société commerciale ne confèrent point hypothèque sur les biens des commanditaires. — Paris, 5 prair. an XI, t. 15, p. 58, n° 47.

593. On peut prendre une inscription hypothécaire en vertu d'un jugement qui n'a été ni signifié, ni expédié, ni même enregistré. — Toul. 27 mai 1830. Delmas Grossin C. Barsalon. — Cass. 19 juin 1833, t. 45, p. 604. — *V.* t. 15, p. 71, n° 68. — *V.* le n° qui suit, et *infrà*, n° 596.

594. Peut-on prendre inscription en vertu d'un jugement par défaut non signifié? — Non. — Riom, 9 avr. 1807. — Cass. 13 fév. 1809. Rendu par application de l'ordonnance de 1667. — Oui. — Riom, 8 mai 1809. — Cass. 21 mai 1811, 7 déc. 1812, 19 déc. 1820, et 29 nov. 1824. — Besanç. 12 août 1811, t. 15, p. 71, n° 68, et t. 27, p. 330. — Brux. 14 juin 1828. — La jurisprudence est fixée en ce dernier sens. — *V.* le n° qui précède.

595. L'inscription hypothécaire prise en vertu d'un jugement par défaut *non signifié* est valable, si ce jugement a reçu son exécution dans les 6 mois de sa date. — Brux. 17 oct. 1816. — *V.* le n° qui précède.

596. Un jugement par défaut obtenu le jour même de la vente d'un immeuble peut conférer hypothèque sur cet immeuble, et l'hypothèque est valable, quoiqu'elle ait été inscrite avant l'enregistrement et la signification du jugement par défaut. — Riom, 17 janv. 1824, t. 28, p. 176. — V. *suprà*, n° 593.

597. Lorsqu'un jugement par défaut tient l'écriture pour reconnue, peut-on prendre inscription sur le registre des hypothèques avant le délai de huitaine

mentionné en l'art. 155 C. P. C.? — La loi du 3 sept. 1807, t. 15, p. 73, n° 70, décide que l'hypothèque ne peut être prise qu'après l'échéance de la dette, de sorte que la question ne peut être examinée que dans cette hypothèse — MM. PIG. t. 1, p. 119, et CARR. t. 1, p. 509, n° 803, sont d'avis de la négative; mais l'opinion contraire est soutenue par M. F. L. t. 3, p. 917. — *V.* aussi J. A. t. 22, p. 154, n° 54.

598. Si le jugement par défaut n'a point été annulé, mais seulement modifié en quelques-unes de ses dispositions par le jugement rendu sur opposition, l'hypothèque résultante du premier de ces jugements et de l'enregistrement qui en a été la suite continue à subsister, sous les modifications apportées par le dernier jugement, sans qu'il soit nécessaire à cette fin de prendre en vertu de ce jugement une inscription nouvelle. — Brux. 14 juin 1828.

599. Une sentence arbitrale ne conférait hypothèque, sous l'empire de l'ordonnance de 1673, qu'autant qu'elle avait été homologuée. — Cass. 25 prair. an XI, t. 15, p. 59, n° 48.

600. La prescription de 5 ans n'est pas applicable aux intérêts qui sont dus en vertu d'un jugement. — Paris, 21 déc. 1829, 4 février et 29 avr. 1825, t. 28, p. 163.

601. *Contrà*, les intérêts sont prescriptibles par cinq ans. — Cass. 12 mars 1833, t. 44, p. 250 — La jurisprudence est fixée en ce dernier sens.

JUGEMENT PAR DÉFAUT (1).

CHAP. Ier. *Quels jugements sont par défaut?* — ART. 1er. *Quels jugements sont par défaut ou contradictoires en général?* — § 1er. *Du cas où des conclusions ont été prises au fond sur une exception, sur une remise de cause.*

1. Un jugement ne peut être considéré comme contradictoire qu'autant que les conclusions ont été respectivement prises par les avoués, et remises signées d'eux au greffier. — Metz, 18 juin 1818, t. 15, p. 410, 154. — *V.* M. PONC. t. 1, p. 69.

2. Lorsque les parties ont pris respectivement des conclusions sur le fond du procès, la cause est par cela seul réputée contradictoire. Dans ce cas, le refus ultérieur de plaider, de la part d'une des parties, ne donne point lieu à un jugement par défaut qui soit susceptible d'opposition. — Cass. 17 vend. an XIII, et 23 mars 1819. — Aix, 31 mars 1808. — Besanç. 17 janv. 1811, t. 5, p. 350, n° 91, et t. 15, p. 290, n° 13; p. 309, n° 43, et p. 353, n° 79. — MM. CARR. t. 1, p. 352, n° 615, et B. S. P. p. 396, not. 5, adoptent cette opinion. — *V.* MM. PIG. *Comm.* t. 1, p. 341; F. L. t. 3, p. 165, et PONC. t. 1, p. 62.

3. Est contradictoire le jugement intervenu sur des conclusions prises respectivement à l'audience, quoique les avoués n'en aient point remis une copie au greffier, et que l'une des parties ait refusé de plaider. — Gren. 24 août 1833, t. 47, p. 585.

4. Un jugement, quoique rendu en l'absence des parties, est contradictoire, si les plaidoiries et les conclusions avaient eu lieu à l'audience précédente à laquelle elles avaient assisté; et il conserve son caractère de *contradictoire*, quoique le juge l'ait qualifié de *jugement par défaut*, qu'une des parties y ait formé opposition, et que l'autre ait défendu à cette opposition. — Cass. 22 mars 1825, t. 29, p. 191.

5. De même le jugement qui intervient, lorsqu'à la dernière audience une partie n'a pas comparu, est contradictoire, si la cause a

(1) *V. Appel*, 308. — *Arb.* 471, 28 *et s.* — *Cass.* 62. — *Cont. p. c.* 31, 158 *et s.* — *Dépens*, 224. — *Dés.* 30, 66. — *Distrib. c.* 46. — *Enq.* 121, 145 *et s.* — *Enreg.* 255 *et s.* — *Except.* 24 *et s.* 289 *et s.* — *Exéc. prov.* 84. — *Exploit*, 322. — *Evoc.* 52. — *Faux i.* 23. — *Jug. paix*, 144, 156. — *Jug.* 92, 186, 203, 594 *et s.* — *Jug. p. i.* 144. — *Oppos.* 67 *et s.* — *Peremp.* 210, 267. — *Renvoi*, 61 — *Ress.* 23. — *Sais.-a.* 105, 294. — *Sais. imm.* 49. — *Sep. b.* 58 *et s.* — *Signif.* 9, 23 *et s.* 80 *et s.* — *Tier. oppos.* 140 *et s.* — *Trib. comm.* 529 *et s.* — *Vérif. d'écrit.* 23 *et s.*

été, à une précédente, tenue pour continuée. — Bourg. 4 juill. 1812, t. 21, p. 266, nº 43.

6. Le jugement est *contradictoire*, quoique les conclusions aient été posées avant la mise au rôle et qu'elles n'aient pas été reprises par l'avoué, lorsque la cause est venue en ordre utile. — Cass. 24 avr. 1834, t. 47, p. 694. — *V. ibid.* des observations.

7. Est contradictoire le jugement qui nomme un administrateur provisoire, après que l'individu de l'interdiction duquel il s'agit a subi un interrogatoire. — Cass. 10 août 1825. Vigoroces. C. Pons.

8. Est par défaut, et comme tel susceptible d'opposition, le jugement contre la partie dont l'avoué a conclu dans une première audience à ce qu'on lui adjugeât les conclusions qui seraient ultérieurement signifiées, et qui plus tard n'a posé aucunes conclusions. — Bord. 20 juin 1832, t. 43, p. 562.

8 *bis*. Lorsque l'avoué qui a posé qualités fait défaut au jour indiqué pour plaider, le tribunal peut faire lire les conclusions qui ont été prises par le greffier. — Cass. 24 avr. 1834, t. 47, p. 694.

9. Le jugement qui intervient sur le refus ou le défaut d'une partie d'obtempérer à un premier jugement qui, après l'avoir déclarée mal fondée dans une exception ou fin de non-recevoir proposée, lui ordonne de plaider au fond séance tenante, ne peut être considéré comme contradictoire et qualifié tel, si cette partie n'avait encore pris aucune conclusion au fond, et si les plaidoiries qui ont eu lieu lors du premier jugement n'avaient aucunement porté sur le fond. — Brux. 12 févr. 1824. — *V.* le nº qui suit.

10. Lorsqu'on a plaidé sur une fin de non-recevoir, et refusé de plaider sur le fond, le jugement qui, rejetant la fin de non-recevoir, statue sur le fond, est par défaut, mais sur le fond seulement. — Cass. 1er niv. an VIII, t. 15, p. 286, nº 5. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 360, nº 614; Pr. Fr. t. 2, p. 445, not. 1, et t. 3, p. 66. — *V.* le nº qui précède, et *infrà*, nº 27.

11 et 12. Est par défaut le jugement rendu en l'absence d'une partie après un interlocutoire, lors duquel toutes les parties ont comparu. — Brux. 31 oct. 1816, et 19 nov. 1828, t. 36, p. 309. — Cass. 3 fév. 1824, t. 26, p. 89.

13. Lorsqu'une partie fait défaut lors d'un jugement interlocutoire, et que l'autre partie fait également défaut lors du jugement définitif, ce second jugement ne peut être contradictoire. — Poit. 5 févr. 1829, t. 37, p. 64. — V. *suprà*, nº 23.

14. Est par défaut et par conséquent susceptible d'opposition, le jugement rendu en l'absence d'une partie ou de son avoué, et sans aucunes conclusions ni qualités posées par celui-ci, lors même qu'à une audience précédente il aurait demandé une communication de pièces et une remise de la cause. — Brux. 9 déc. 1830, t. 40, p. 371.

15. Un jugement est contradictoire lorsqu'il a été rendu en présence des avoués, encore que l'un d'eux n'ait point plaidé sur le fond, s'il s'est opposé à ce que la cause fût jugée. — Nîm. 3 vent. an XIII, t. 15, p. 291, nº 14. — *V.* l'arrêt qui suit.

16. Également, lorsque l'avoué d'une partie, ou l'avoué qui le remplace, demande à l'audience par des conclusions la remise de la cause, le jugement qui prononce de suite sur le fond, sans égard à cette demande, est contradictoire, et ne peut être attaqué par opposition. — Bord. 1er juill. 1828, t. 36, p. 22. — V. *ibid.* des observations sur cet arrêt, qui est d'une grande sévérité.

16 *bis*. Lorsqu'une partie, appelée en assistance de cause et en déclaration d'arrêt commun, ne comparaît pas, il doit être donné défaut joint contre elle, lors même qu'elle est appelante, et qu'elle comparaît par un avoué dans une autre instance entièrement connexe avec la première. — Poit. 10 déc. 1829, t. 38, p. 260.

§ 2. *Adjonction d'un nouveau juge. Partage. Renvoi à l'audience par le juge-commissaire.*

17. Lorsqu'après plusieurs plaidoiries contradictoires, les conclusions d'une seule des parties sont reprises, attendu le concours d'un juge qui n'aurait pas assisté aux premières plaidoiries, le jugement est par défaut. — Cass. 10 flor. an XIII, t. 15, p. 291, nº 15. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 270.

18. Lorsqu'après un arrêt de partage, et devant les conseillers appelés pour le vider, l'une des parties refuse de plaider, l'arrêt qui intervient ne peut être que par défaut. — Amiens, 19 juill. 1821, t. 23, p. 242.

19. Lorsque, dans une instance en reddition de compte, le juge-commissaire a renvoyé les parties à l'audience et fait son rapport, le jugement qui intervient est contradictoire, encore qu'une des parties ne se présente pas. — Toul. 24 mai 1821. — Orl. 20 juin 1821, t. 15, p. 423, nº 169.

§ 3. *Cessation de pouvoirs du mandataire ou de l'avoué. Rapport à prudence. Second défaut.*

20. Le jugement rendu en l'absence d'une partie dont le mandataire déclare n'avoir plus de pouvoirs, est par défaut. — Cass. 22 niv. an VII, t. 15, p. 285, nº 4. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 361, nº 614.

21. Lorsque l'avoué constitué par le défendeur a déclaré à l'audience où devait se plaider la cause, qu'il se déportait de son mandat, et qu'il a été donné acte de ce déport sans aucune contradiction de la part du demandeur, le jugement par défaut que celui-ci obtient ensuite doit être considéré comme rendu contre une partie n'ayant pas d'avoué. — Brux. 3 déc. 1823.

22. Est contradictoire un jugement lors duquel le défendeur, au lieu de proposer des moyens de défense, a déclaré qu'il n'entendait ni avouer ni contester la demande. — Cass. 4 fév. 1806, t. 15, p. 293, nº 17. — M. Carr. t. 1, p. 362, approuve cette doctrine. M. Ponc. t. 1, p. 63, dit que le jugement est contradictoire lorsque la partie déclare s'en rapporter à la prudence des juges.

23. Après un jugement par défaut contre le défendeur, si le demandeur fait défaut, le jugement qui statue sur l'opposition est contradictoire. — Gênes, 12 déc. 1811, t. 15, p. 361, nº 95. — *Contrà*, Poit. 9 mars 1827, t. 33, p. 337. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 420, not. 1; B. S. P. p. 398, not. 10. — V. *suprà*, nº 26.

§ 4 *Instance contre l'État. Matières criminelles ou correctionnelles.*

24. Un jugement rendu contre l'État est par défaut, si l'avoué chargé de la défense de ses intérêts ne s'est pas présenté pour conclure et plaider, encore bien que le procureur du roi ait été entendu. — Poit. 5 fév. 1829, t. 37, p. 64. — V. *infrà*, nº 26.

25. Dans les instances avec la régie des domaines, les arrêts rendus sans que la partie condamnée ait fourni ses moyens sont susceptibles d'opposition. — Bourg. 2 juill. 1807, t. 15, p. 299, nº 26.

26. Les jugements rendus contre la régie de l'enregistrement, sans que cette administration ait fait signifier de défenses, sont par défaut, et susceptibles d'opposition, encore qu'ils aient été précédés des conclusions du ministère public. — Cass. 11 mars 1812, t. 9, p. 218, vº *dépens et frais*, nº 65. — V. *suprà*, nº 24.

27. En matière criminelle, un jugement est par défaut, encore que le prévenu se soit présenté sur la citation à lui donnée, s'il n'a comparu que pour faire valoir un moyen préjudiciel, et sans prendre aucunes conclusions, ni proposer aucune défense au fond. — Cass. 30 déc. 1822, t. 24, p. 353. — V. *suprà*, nºs 9 et 10, et le nº qui suit.

28. Comme aussi un jugement rendu par un tribunal correctionnel, après que l'affaire a été exposée, que les pièces ont été lues, et les témoins entendus, mais sans que la partie civile ait plaidé ni pris les conclusions, ne doit pas être réputé contradictoire vis-à-vis de cette partie civile, et elle peut en conséquence y former opposition. — Cass. 26 mars 1824, t. 28, p. 270.

29. Lorsqu'un prévenu a été représenté par un avocat non dés-

avoué devant un tribunal de police correctionnelle, le jugement intervenu est censé contradictoire, et ne peut être attaqué que par l'appel ou le recours en cassation; l'opposition ne serait pas recevable. — Cass. 11 août 1827, t. 34, p. 27.

Art. 2. *Jugements par défaut faute de plaider et faute de comparaître.*

(V. *infrà*, nos 123 et suiv.)

30. Un jugement par défaut est considéré comme rendu faute de constituer avoué, encore que depuis, et avant de former opposition, le condamné ait constitué avoué. — Caen, 3 mai 1815, t. 15, p. 379, n° 119.

31. Le jugement rendu contre une partie qui avait constitué avoué, est-il par défaut contre partie ou faute de plaider, lorsque l'avoué n'accepte pas le mandat? Le défaut est contre partie. — Nim. 12 janv. et 12 nov. 1808. — Lim. 9 nov. 1808. — Colm. 31 déc. 1808. — Décidé au contraire que le jugement est par défaut faute de plaider. — Brux. 21 mai 1810. — Pau, 2 oct. 1810. — Renn. 3 août 1811. — Cass. 4 mai 1812, t. 15, p. 302, n° 30. — Pour cette dernière opinion, *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 350; Haut. p. 114; et F. L. t. 3, p. 164. Pour l'opinion contraire, *V.* M. Lonc. t. 1, p. 322. — *V.* aussi MM. B. S. P., p. 399, et Carr. t. 1, p. 383, n° 616.

32. Lorsqu'un avoué ne s'est constitué que pour défendre à un déclinatoire, le jugement qui intervient par défaut sur le fond est par défaut contre la partie, et non contre l'avoué. — Cass. 18 janv. 1830, t. 38, p. 186.

33. Lorsqu'aucun acte ou jugement ne constate la constitution de l'avoué d'une des parties, le jugement qui est rendu contre cette partie rentre dans la classe de ceux dont parle l'art. 156, quoiqu'il contienne la mention ordinaire du nom des avoués des parties. — Nanci, 4 déc. 1826, t. 32, p. 94. — Opinion conforme de M. Carr.

34. Lorsque l'avoué constitué laisse prendre un jugement par défaut faute d'avoir été muni par son client de pièces nécessaires, le jugement est par défaut contre avoué, et soumis aux règles prescrites par l'art. 157 C. P. C. — Cass. 17 mai 1830, t. 39, p. 233.

35. Si un avoué est assigné en son nom personnel devant le tribunal près lequel il exerce et ne se constitue pas, le défaut *prononcé* contre lui est-il contre partie ou contre avoué? — Il est évident que le défaut est contre partie, puisque l'avoué n'y figure pas en qualité d'avoué constitué. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 341; J. A. t. 15, p. 427, n° 173.

36. Un jugement rendu, parties non appelées, est assimilé à un jugement par défaut faute de constitution d'avoué. — Renn. 18 sept. 1813, t. 15, p. 381, n° 121.

37. Est par défaut faute de plaider et susceptible d'opposition seulement dans la huitaine de sa signification, l'arrêt rendu dans une cause où le ministère public, chargé de soutenir les intérêts de l'état ou d'une administration, a refusé de prendre des conclusions à l'audience faute de renseignements. — Lyon, 22 juin 1831, t. 41, p. 674.

38. Un jugement par défaut faute de comparaître, non signifié, n'est pas interruptif de la prescription. — Riom, 14 mars 1829.

39. Lorsque les juges, avant d'accorder défaut, font remettre les pièces sur le bureau pour prononcer le jugement à l'audience suivante, l'avoué peut réclamer un droit d'assistance au jugement de remise conformément à l'art. 83 du tarif. — C. T. t. 1, p. 226, 6.

Chap. II. *Quand et comment les juges doivent-ils donner défaut?* — Art. 1er. *Du défaut en général. Délai. Rabat du défaut.*

40. Les juges peuvent-ils se dispenser de donner un défaut? — Non sans doute, il faut qu'ils prononcent dès lors qu'une demande de leur compétence est formée devant eux: ils ne peuvent rendre un jugement contradictoire, puisque le défendeur ne comparaît pas; il faut donc, à peine de déni de justice, qu'ils rendent un jugement par défaut. — Tel est l'avis de M. Poncet, t. 1, p. 88 et suiv. — *V.* M. Pig. t. 1, p. 501; et J. A. t. 15, p. 427, n° 174.

41. Les tribunaux ne doivent pas accorder défaut lors d'une demande fondée sur des titres sans en avoir pris communication. — Paris, 13 niv. an 10, t. 15, p. 287, n° 8.

42. L'arrêt qui donne défaut contre l'appelant ne doit pas nécessairement contenir mention que les conclusions de l'intimé ont été vérifiées. — Cass. 14 fév. 1828. Motte Lafon C. Bacqué. — V. *infrà*, n° 61.

43. Le demandeur ne peut être admis à prendre des conclusions non comprises dans l'assignation, lorsque le défendeur fait défaut. — Renn. 22 sept. 1810, t. 15, p. 350, n° 74. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 367, n° 620; Pig. *Comm.* t. 1, p. 597; Lep. p. 221; Carr. t. 1, p. 795, n° 1265; et F. L. t. 3, p. 166, v° *jugement*; D. C. p. 127.

44. Le tribunal qui, par un jugement par défaut, a condamné le défendeur seulement par les voies ordinaires, quoique le demandeur ait conclu à la contrainte par corps contre lui, peut-il, sur l'opposition du défaillant, prononcer ce dernier mode d'exécution qu'il n'a point ordonné par sa première décision? — Dissert. J. A. t. 42, p. 322.

45. Le tribunal qui, par un premier jugement, a définitivement rejeté une demande tendante à faire entendre de nouveau des témoins dans une enquête, et ordonné de plaider au fond à un jour indiqué, ne peut, si ce jugement n'a pas été notifié à l'avoué de la partie contre laquelle il a été prononcé, donner défaut contre cette partie qui ne plaide point au jour qu'il a fixé. — Renn. 19 janv. 1827, t. 40, p. 271.

46. La sommation d'audience faite avant l'expiration du délai d'ajournement ne rend pas nul l'arrêt par défaut qui intervient après l'expiration de ce délai. — Toul. 3 juin 1817, t. 15, p. 405, n° 150. — On ne peut donner défaut avant l'heure indiquée pour la comparution, suivant le Pr. Fr. t. 1, p. 445. — Sur le défaut faute de plaider, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 361, not. 1; Delap. t. 1, p. 154; D. C. p. 127.

47. Est nul un jugement rendu par défaut avant l'expiration du délai d'assignation. — Cass. 14 niv. an VIII, t. 15, p. 34, n° 14. — *V.* Pr. Fr. t. 1, p. 411 et 412, à la note.

48. De même est nul le jugement rendu à l'échéance d'un délai trop court donné dans l'assignation. — Renn. 22 sept. 1810, t. 15, p. 350, n° 73.

49. Mais il serait valable s'il n'avait été rendu qu'à l'expiration du délai légal. — Renn. 14 avr. 1813, t. 13, p. 208, n° 231.

50. Le jugement par défaut, obtenu avant l'expiration du délai de quinzaine accordé à l'avoué du défendeur pour signifier ses défenses, est radicalement nul. — Paris, 27 août 1829, t. 37, p. 277.

51. Lorsque la partie en faveur de laquelle le jugement par défaut a été rendu a anticipé sur l'assignation de la partie défaillante, et a obtenu un jugement de débouté d'opposition à l'échéance du délai de sa propre assignation, l'autre partie ne peut utilement se présenter à l'audience et obtenir un second jugement par défaut sur son assignation. — Paris, 14 juin 1814, t. 15, p. 389, n° 129.

52. Lorsque, sur la demande de l'avoué de l'une des parties, le jour d'une affaire fixée le 20 est avancé de 5 jours, et que le 15 cet avoué laisse prendre défaut, ses parties ne peuvent se faire un moyen de cassation de cette anticipation volontaire, sur le motif qu'il y aurait violation de défense. — Cass. 20 mars 1828, t. 35, p. 215.

53. L'art. 151 C. P. C. qui veut que, lorsque plusieurs parties auront été citées pour le même objet à différents délais, il ne soit pas donné défaut contre aucune d'elles qu'après l'échéance du plus long délai, doit-il être observé dans tous les cas? — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 343 et 344, dit que cet article, qui

n'a pour objet que d'éviter des frais, peut ne pas être observé lorsque le créancier a intérêt à ne pas attendre l'échéance à l'égard des plus éloignés, et que l'exécution du jugement est divisible. — *V*. J. A. t. 15, p. 427, n° 175.

54. Lorsqu'une partie est assignée en constitution de nouvel avoué, le tribunal doit, si une telle constitution n'a pas été faite dans les délais de l'assignation, donner défaut et statuer au fond. — Paris, 6 août 1813, t. 3, p. 400, n° 240.

55. Sous l'empire du Code de proc., comme sous l'ordonnance de 1667, les juges peuvent, audience tenante, rapporter leurs décisions par défaut, lorsque la partie ou son avoué se présente dans l'heure pour en demander le rabat. — Metz, 13 oct. 1815, t. 15, p. 395, n° 137. — Suivant MM. D. C. p. 132; Carr. t. 1, p. 367, n° 621; et Pr. Fr. t. 1, p. 446, les juges ont encore aujourd'hui la faculté d'admettre le rabat du défaut. — *V*. pour l'opinion contraire, M. F.L. t. 3, p. 166.

Art. 2. *Défaut contre plusieurs défendeurs, contre un ou plusieurs demandeurs.*

56. Le jugement pris en contravention à l'art. 152 C. P. C., qui veut que toutes les parties défaillantes soient comprises dans le même défaut, serait-il nul? — L'art. 152 C. P. C. prononce une peine: c'est le rejet de la taxe des frais des défauts pris contre chacune des parties séparément. Mais cet article ne prononce pas la nullité des jugements. — *V*. M. Pig. *Comm*. t. 1, p. 345; et J. A. t. 15, p. 430, n° 181.

57. Si le défendeur assigne un garant, et celui-ci un sous-garant, le demandeur est-il obligé de prendre défaut contre tous? — Lorsque les demandes en garantie et sous-garantie ont été dénoncées au demandeur principal, celui-ci ne peut prendre défaut qu'après l'expiration des délais des assignations en garantie et sous-garantie; mais après ces délais il n'est pas obligé de prendre défaut contre les garants et sous-garants. — Telle est l'opinion de M. D. C. p. 129, qui se fonde sur l'art. 184 C. P. C. — *V*. J. A. t. 15, p. 430, n° 182. — V. *infrà*, n°s 74 et 76.

58. Peut-il y avoir dans la même cause un jugement contradictoire et un jugement par défaut? — L'affirmative est soutenue par M. Poncet, t. 1, p. 65. — *V*. J. A. t. 15, p. 431, n° 183.

59. Il faut distinguer, quant au défaut de paraître devant un tribunal, entre le demandeur et le défendeur: si le défendeur ne paraît pas, le demandeur doit, pour obtenir l'adjugé de ses conclusions, établir qu'elles sont justes; et, si au contraire le demandeur fait défaut, le défendeur, sans fournir de défenses, obtient contre lui le défaut, autrefois appelé congé (art. 134, même Code); et les juges ne décidant rien sur le fond de la contestation, le demandeur ne peut appeler de leur jugement, puisqu'il n'est que l'exécution littérale du Code. — Besanç. 4 déc. 1816, t. 15, p. 401, n° 146. — V. *infrà*, n° 65.

60. Ainsi, lorsque le demandeur ne se présente pas, les juges peuvent le *débouter* de sa demande, quoique le défendeur n'ait pas fourni de défenses. — Cass. 29 nov. 1825, t. 31, p. 149.

61. De même, l'appelant qui, dans une première audience, a conclu seulement au classement de la cause, doit être condamné *par défaut*, s'il ne comparaît pas au jour indiqué pour la plaidoirie, sans que la Cour ait à examiner si les conclusions de l'intimé sont bien fondées. — Cass. 14 août 1832 t. 47, p. 697. — V. *suprà*, n°s 42, 59 et 60.

62. Cependant est nul l'arrêt par défaut-congé obtenu par l'intimé originairement défendeur, sans vérification des moyens de l'appelant, si le jugement de première instance a résolu une question de compétence qui rendait la cause communicable au ministère public. — Poit. 5 fév. 1833, t. 47, p. 617.

63. S'il y a plusieurs demandeurs, le défaut-congé peut-il être obtenu contre chacun d'eux en particulier? — Non, car ils ont dû constituer un seul avoué; et on peut obtenir congé contre eux tous sans qu'il soit besoin d'une jonction préalable. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 377, n° 634; F. L. t. 3, p. 168; et J. A. t. 15, p. 428, n° 177.

64. S'il y a plusieurs défendeurs en cause, l'un d'eux peut-il obtenir défaut contre le demandeur, sans appeler à l'audience les autres défendeurs? — S'il a connaissance que les autres défendeurs ont constitué avoué, il doit les sommer d'audience; dans le cas contraire, l'art. 154 C. P. C. ne lui impose, pour obtenir défaut contre le demandeur, d'autre condition que d'avoir constitué avoué. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 376, n° 633; et J. A. t. 15, p. 428, n° 178.

65. Le défaut obtenu contre le demandeur produit le même effet que celui obtenu contre le défendeur, faute de plaider; et si le jugement de renvoi de la demande a acquis l'autorité de la chose jugée, le demandeur n'est plus recevable à former une nouvelle demande identiquement la même que celle dont il a été renvoyé. — Orl. 30 août 1809, t. 15, p. 332, n° 51. — Cette opinion est approuvée par MM. Haut. p. 115, et B. S. P. p. 257, not. 14. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 377, n° 635; Pig. *Comm*. t. 1, p. 350; F. L. t. 3, p. 168. — V. *suprà*, n°s 59 et suiv.

66. Si le demandeur n'a pris défaut que contre l'un des défaillants, et que quelques défendeurs se soient présentés, que faudra-t-il faire? — M. Delap. t. 1, p. 158, se fait la question et la résout en ces termes: « Les parties qui se seront présentées pourront obtenir le défaut contre le défaillant et le faire signifier aux frais de l'avoué du demandeur, et de même sans qu'il puisse les répéter contre la partie. » — Cet auteur fonde sa décision sur ce que l'art. 152 C. P. C. n'est que la répétition de l'art. 3, t. 2, part. 2 du règlement du conseil de 1738, et qu'il en était ainsi sous l'empire de cette loi. — *V*. J. A. t. 15, p. 428, n° 176.

Art. 3. *Des jonctions de défaut.* — § 1er. *Quand y a-t-il lieu à prononcer un jugement de défaut profit joint?*

67. Lorsque dans une instance entre plusieurs parties, l'une fait défaut et l'autre comparaît, le juge doit, à peine de nullité de son jugement, prononcer défaut joint. — Rouen, 10 juin 1824, t. 28, p. 31. — V. *infrà*, n° 72.

67 *bis*. Il y a lieu de donner défaut profit joint à la cause, en cas de non-comparution de l'un des défendeurs, lors même qu'il aurait été assigné après les autres, et seulement en déclaration de jugement commun. — Bord. 11 janv. 1833, t. 44, p. 283.

68. L'émolument des avoués aux jugements de défaut profit joint doit être taxé conformément à l'art. 82, § 1er du tarif. — C. T. t. 1, p. 227, 10.

69. L'avoué ne peut réclamer aucun droit pour les qualités d'un jugement de défaut profit joint. — C. T. t. 1, p. 127, 12.

70. Ces qualités doivent être signifiées. — C. T. t. 1, p. 228, 13.

71. Le jugement définitif rendu contradictoirement entre plusieurs parties est nul, s'il ne prononce pas sur le profit du défaut joint par un précédent jugement. — Montp. 2 janv. 1811, t. 3, p. 192, n° 89. — *V*. le n° qui suit.

72. Décidé au contraire qu'un jugement par défaut, rendu contre une partie dans une affaire où plusieurs défendeurs sont en cause, n'est pas nul par cela seul que la jonction du défaut n'a pas été prononcée, et qu'un huissier n'a pas été commis pour la notification du jugement. — Renn. 31 août 1810, t. 15, p. 348, n° 68. — *V*. contre cette décision l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 370, n° 622; Ponc. t. 1, p. 92; *suprà*, n° 67, le n° qui précède et celui qui suit.

72 *bis*. Quand une partie des défendeurs fait défaut, le tribunal peut contradictoirement statuer sur la demande dirigée exclusivement contre ceux qui comparaissent. — Brux. 5 mars 1832, t. 45, p. 445. — *V*. le n° qui précède.

73. Il y a lieu de donner défaut

joint dans le cas où l'une des parties ne fait défaut que faute de défendre.— Brux. 27 avr. 1831, t. 42, p. 175.— V. *infrà*, nos 79 et 113.

74. L'art. 153 C. P. C. n'est pas applicable au cas où un garant mis en cause ne comparaît pas.— Renn. 16 juill. 1812, t. 15, p. 371, no 109. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 69, 3, not. 1, 5o.— V. *suprà*, no 57 et le no qui suit.

75. Lorsque le garanti appelé en cause après l'expiration des délais fixés par la loi, fait défaut, il n'y a pas lieu d'accorder contre lui au demandeur en garantie un réassigne sur défaut joint.—Amiens, 18 avr. 1826, t. 33, p. 161.

76. Mais cependant, quand un défendeur au principal a formé une demande en garantie contre plusieurs parties, que cette demande a été par lui dénoncée au demandeur principal, et que quelques-uns seulement des appelés en garantie ont constitué avoué, il y a nécessité de donner défaut joint contre ceux qui ne comparaissent pas.— Poit. 4 mars 1828, t. 34, p. 181.— M. Lep. *Quest*. p. 165, enseigne une opinion contraire. — V. *suprà*, nos 57 et 74.

77. L'art. 153 C. P. C. n'est pas applicable au cas où un mari qui fait défaut n'est en cause que pour autoriser sa femme; il y a seulement lieu dans ce cas d'autoriser judiciairement la femme à ester en jugement.— Lim. 31 août 1822.—Bourg. 19 avr. 1829, t. 24, p. 300, et t. 37, p. 194.

78. La réassignation et la jonction de défaut, prescrites par l'art. 153 C. P. C., ne doivent avoir lieu que lorsque la partie défaillante est intéressée à la demande, et non lorsque le défaillant est un officier de l'état civil, assigné conjointement avec le père de l'enfant qui demande la mainlevée d'une opposition à son mariage.— Lyon, 13 février 1828, t. 36, p. 39.

78 *bis*. Il ne doit point être donné défaut profit joint, si celui des défendeurs qui ne comparaît pas est entièrement étranger à l'instance dans laquelle le demandeur l'a cité.—Bord. 21 juin 1833, t. 45, p. 604.

79. Lorsque plusieurs parties ont été assignées et ont constitué avoué, si l'une ne comparaît pas sur l'avenir du demandeur pour poser ses conclusions, il n'y a pas lieu de donner contre elle un défaut joint, mais bien un défaut pur et simple. — Paris, 11 avr. 1826. — Cass. 4 juill. 1827, t. 31, p. 327, et t. 34, p. 109.— *V*. sur cette question les observations de la chambre des avoués près la Cour de Paris, *ibid*.— V. *suprà*, 73, et *infrà*, no 113.

80. L'art. 153 C. P. C. reçoit-il une application au cas d'une saisie-arrêt, lorsque le tiers saisi comparaît, et que le saisi fait défaut, ou *vice versâ*? — Cette question est traitée, J. A. t. 35, p. 4, et résolue par l'affirmative. — Cette opinion est aussi celle de M. Pig. t. 2, p. 64.

81. Lorsque, dans une cause sommaire, l'une des parties a fait défaut, le juge doit, comme en matière ordinaire, prononcer défaut joint, à peine de nullité de son jugement. — Cass. 15 janv. 1821, t. 23, p. 6.— V. *infrà*, no 84.

82. Il ne faut pas confondre les dispositions de l'art. 153 avec celles de l'art. 158 C. P. C. : les unes sont relatives au défaut joint qui rend le jugement contradictoire entre toutes les parties, même celles défaillantes, les autres ne sont relatives qu'à une partie défaillante et seule en cause. — Orl. 30 août 1809, t. 15, p. 332, no 50. — *V*. M. Haut. p. 113.

83. Si l'un des défendeurs comparaissant présentait des moyens tels qu'il fallût, avant faire droit, ordonner un interlocutoire, l'opération pourrait-elle être ordonnée par le jugement qui donnerait défaut contre les défendeurs et qui enjoindrait le profit au fond? — La négative est soutenue par MM. Carr. t. 1, p. 371, no 624, et Lep. p. 147 —L'interlocutoire préjugerait le fond en l'absence des parties dont le même jugement déciderait que la réassignation est nécessaire. — *V*. J. A. t. 15, p. 429, no 180.

§ 2. *Réassignation des défaillants*.

84. L'art. 153 C. P. C. s'étend à tous les cas, sans recevoir d'exception; la nécessité de réassigner les défaillants en faisant jonction de défaut, loin de retarder la décision des affaires qui requièrent célérité, l'avance plutôt, en ce qu'elle ôte à la partie qui fait défaut le moyen de l'opposition : ainsi un jugement qui ne présente pas cette réassignation est nul. — Besanç. 1er déc. 1826. Vuillet et Dupaliu C. Godard et Dupaliu. — V. *suprà*, no 81.

85. Le tribunal, en prononçant un jugement de défaut profit joint contre une partie assignée à bref délai en vertu d'une ordonnance du président, peut ordonner qu'elle sera réassignée pareillement à bref délai, mais augmenté à raison des distances, pour voir adjuger le profit du défaut. — Poit. 22 juill. 1831, t. 41, p. 552.

86. Lorsqu'un jugement de jonction a été rendu conformément à l'art. 153 C. P. C., et qu'un huissier a été commis pour le signifier, il y a lieu à commettre un autre huissier, si le premier déclare que la partie à laquelle la signification doit être faite a changé de domicile, et ne se trouve pas dans son arrondissement. — Renn. 5 oct. 1810, t. 15, p. 352, no 77. — M. Carr. t. 1, p. 372, no 626, approuve cette décision. — On peut commettre l'huissier par jugement séparé de celui qui a ordonné la jonction, suivant M. Carr. t. 1, p. 372, no 625. — Un tribunal ne peut commettre directement un huissier exploitant hors de son arrondissement. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 372, no 626, et D. C. p. 130. — Si l'huissier commet une nullité, on peut l'opposer à la partie pour laquelle il a exploité, quoiqu'il ne soit pas de son choix. — C'est l'avis de MM. Pig. *Comm*. et Carr. t. 1, p. 372, no 627.

87. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'huissier qui signifie une assignation, dans le cas d'un jugement de défaut joint, soit commis par le tribunal; il peut ne l'être que par le président. — Bourg. 19 avr. 1829, t. 37, p. 194.

88. Le défaillant auquel on signifie un jugement par défaut profit joint doit être assigné à comparaître dans le délai ordinaire des ajournements, *à peine de nullité* de l'exploit. — Paris, 5 juill. 1834, t. 47, p. 606.

89. Si, avant ou depuis la signification du jugement de jonction, le défaillant constituait avoué, les plaidoiries devraient-elles avoir lieu au jour fixé par la nouvelle assignation? — Il n'est pas douteux, dit M. Carr. t. 1, p. 375, no 631, que, dans le cas où l'affaire ne serait pas sommaire, le défendeur devrait jouir, à partir de cette époque, de la constitution d'avoué, conformément à l'art. 77 C. P. C., du délai de quinzaine accordé pour fournir les défenses. Ainsi, au jour indiqué pour le jugement définitif, le défaillant ferait renvoyer la cause au-delà du délai de quinzaine. — J. A. t. 15, p. 429, no 179.

Chap. III. *De l'opposition*. — Art. 1er. *Du droit de former opposition*. — § 1er. *Quels jugements par défaut sont susceptibles d'opposition en général?*

90. En règle générale, lorsqu'une loi n'exclut pas l'opposition aux jugements par défaut, cette opposition est recevable. — Cass. 14 niv. an VIII, t. 15, p. 35, no 16.

91. La voie d'opposition n'est pas ouverte à la partie sur les conclusions de laquelle le défaut a été prononcé. — *Et spécialement*, lorsque l'appelant a demandé défaut contre l'intimé non comparaissant, et, pour le profit, l'adjudication de ses conclusions, il ne peut se pourvoir par opposition contre l'arrêt qui, d'office, a déclaré l'appel non recevable. — Brux. 17 mars 1820.

92. Un jugement par défaut faute de plaider peut être attaqué par la voie de l'opposition, quoique l'avoué de la partie condamnée fût présent à l'audience où le jugement a été prononcé. — Cass. 12 mars 1816, t. 15, p. 399, no 142. — C'est ce qu'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 360, not. 2, 1o; F. L. t. 3, p. 165; Merl. *Q. D*. t. 4, p. 518.

93. Le principe *opposition sur opposition ne vaut*, n'est pas applicable au cas où la première opposition est annulée pour vice de forme, lorsqu'il n'a pas été statué sur le fond, pourvu toutefois que les parties se trouvent encore dans les délais. — Cass. 7 mai 1825. Penny C. Varreux.

94. Lorsque deux jugements ont été rendus par défaut dans une même instance contre la même partie, l'opposition qu'elle forme contre le premier ne la rend pas non recevable à appeler du second. — Renn. 12 juin 1817, t. 15, p. 406, n° 151. — Si, sur l'opposition à un premier jugement par défaut, un jugement contradictoire prononce un avant faire droit, et que, cet avant faire droit n'étant pas rempli, il soit rendu jugement par défaut au principal contre la partie qui avait fait défaut la première fois, devra-t-on déclarer non recevable l'opposition formée contre ce dernier jugement par défaut? — *V.* M. Carr. t. 1, p. 420, n° 694. — Faut-il absolument, pour que l'art. 165 soit applicable, que le second jugement ait maintenu le premier, faute à l'opposant de n'avoir pas plaidé sur son opposition, afin de le faire rétracter. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 421, n° 695.

95. On ne peut renvoyer une partie à se pourvoir par opposition contre un jugement rendu par défaut à son égard, lorsque ce jugement se trouve déjà attaqué, par la voie d'appel, par la partie à l'égard de laquelle il a été rendu contradictoirement. — Lim. 1er fév. 1812, t. 15, p. 366, n° 100.

96. On ne peut former opposition au jugement par défaut fixant le jour d'une adjudication définitive sur folle enchère. — Toul. 3 fév. 1832, t. 43, p. 593.

97. L'arrêt qui déclare une partie déchue de la faculté de prêter serment, faute par elle de se présenter au jour indiqué pour le faire, est un arrêt par défaut susceptible d'opposition. — Amiens, 12 août 1826, t. 35, p. 129.

98. Lorsque, sur l'opposition par eux formée au mariage de leurs enfants, les ascendants ont laissé rendre jugement par défaut contre eux, ils peuvent former opposition à ce jugement. — Amiens, 10 mai 1821. — Nanci, 30 juin 1826, t. 23, p. 177, et t. 31, p. 169.

99. Les jugements par défaut, en matière de divorce, n'étaient pas susceptibles d'opposition. — Aix, 7 mai 1809, t. 12, p. 467, n° 49.

100. L'opposition à un jugement par défaut contre avoué est recevable, quoique le jugement ait rejeté l'opposition à un commandement de payer. — Aix, 20 nov. 1832, t. 45, p. 601.

101. Les jugements rendus par défaut en matière de douanes sont susceptibles d'opposition. — Cass. 23 août 1830, t. 40, p. 76.

102. Le jugement par défaut qui a déclaré valable la saisie de marchandises prohibées, faite sur un inconnu, n'est pas susceptible d'opposition; on ne peut l'attaquer que par la voie d'appel. — Besanç. 10 mai 1826, t. 33, p. 125.

103. En matière criminelle, on peut former opposition à un arrêt de cour d'assises rendu par défaut, qui condamne la partie civile à des dommages-intérêts envers l'accusé. — Cass. 19 avr. 1817, t. 15, p. 403, n° 148. — *V.* M. F. L. t. 4, p. 37. — V. *infra*, n° 104 *bis*.

104. La voie de l'opposition est ouverte pour le ministère public contre une ordonnance d'une chambre de conseil, qui statue sur une demande de mise en liberté provisoire sous caution, et qui fixe le montant du cautionnement à fournir. — Brux. 31 oct. 1826.

104 *bis*. La partie civile qui, sur la demande de l'accusé absous, a été condamnée à des dommages-intérêts, peut former opposition à l'arrêt qui la condamne, et cette opposition peut être portée à une session subséquente de la Cour d'assises, lorsqu'elle a été formée après la clôture de la session. — Toul. 13 août 1829. — *suprà*, n° 103.

105. Si un tribunal a ordonné que le cautionnement donné par un prévenu est acquis au fisc, faute par lui de se représenter, ce jugement par défaut est susceptible d'opposition. — Cass. 19 oct. 1821, t. 23, p. 314.

106. En matière correctionnelle, lorsque sur une demande en renvoi pour suspicion légitime le demandeur fait défaut, il n'est pas recevable à former opposition au jugement qui repousse sa demande. — Cass. 11 sept. 1828. Ministère public C. Boirel.

§ 2. *De l'opposition aux jugements par défaut rendus sur une première opposition.*

107. L'opposition contre un second jugement par défaut n'est pas recevable, lors même que l'opposant dont l'avoué est décédé n'a été assigné en constitution de nouvel avoué que par un exploit irrégulier. — Gren. 24 août 1824, t. 27, p. 100.

108. Un jugement qui rejette l'opposition d'un premier jugement par défaut et statue en même temps sur le fond, peut être considéré comme contradictoire quoique la partie n'ait plaidé que les moyens d'opposition. — Cass. 1er germ. an x, t. 15, p. 287, n° 97. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 361, n° 614.

109. Pareillement, quand sur l'opposition un jugement par défaut est rendu, ce jugement n'est plus susceptible d'opposition. En vain ne s'est-on pas servi du mot débouté; cette formule n'est point sacramentelle, et il n'y a plus que la voie d'appel à prendre pour obtenir la réformation de la sentence. — Orl. 20 juin 1822, t. 15, p. 426, n° 172.

110. Lorsque l'opposant met lui-même en cause une nouvelle partie et laisse défaut, il peut se pourvoir encore par opposition contre cette nouvelle partie. — Cass. 25 frim. an III, t. 15, p. 281, n° 1. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 420, n° 693. — V. *infrà*, n° 115.

111. La déchéance prononcée par l'art. 188 C. I. C. contre l'opposant à un jugement correctionnel qui ne comparaît pas à la première audience, n'est applicable qu'au cas où la partie qui a obtenu le jugement par défaut a elle-même comparu, cette déchéance n'ayant pas lieu de plein droit. — Cass. 4 juin 1829. Contrib. indirect. C. Séguier.

112. Le demandeur qui a été débouté de son action par un jugement de défaut-congé, et qui, sur son opposition, après avoir obtenu une expertise, s'est de nouveau laissé condamner par défaut, ne peut former une nouvelle opposition aux jugements qui ont été rendus contre lui. — Lyon, 17 juill. 1829, t. 44, p. 196.

113. Lorsqu'après une jonction de défaut, la partie qui a comparu au premier jugement laisse défaut lors du second, peut-elle former opposition au second jugement? — Oui. — Besanç. 21 déc. 1808; Gren. 8 déc. 1818; Toul. 26 avr. 1820; Colm. 18 juill. 1826. — Non. — Renn. 29 mai 1812; Riom, 21 juill. 1812; Rouen, 8 déc. 1821; Montp. 6 juill. 1822; Cass. 13 nov. 1823, et 15 juin 1825; Lyon, 30 nov. 1824; Riom, 17 fév. 1826. Tassy C. Murcombe. — Bord. 25 janv. 1828, et 15 fév. 1833; Colm. 17 mai 1828; Paris, 11 nov. 1828; Bourg. 17 mai 1826. Jourdan C. Denarecleize. — Riom, 11 août 1827, t. 15, p. 312, n° 39; t. 23, p. 371; t. 24, p. 228; t. 28, p. 49; t. 29, p. 81; t. 31, p. 324; t. 33, p. 86; t. 34, p. 133; t. 36, p. 93 et 220; t. 38, p. 113; t. 45, p. 554. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 375, n° 632; F. L. t. 3, p. 167; Pr. Fr. t. 1, p. 440; Lep. p. 146; Haut. p. 113; B. S. P. p. 398, not. 10, n° 5; Pig. t. 1, p. 499, et Ponc. t. 1, p. 95. — V. *infrà*, n° 117, et *suprà*, n°s 73 et 79.

114. Lorsqu'après un défaut joint, les parties réassignées font de nouveau défaut, le jugement qui intervient n'est plus susceptible d'opposition, quoique l'exploit de réassignation soit nul, si elles ont constitué avoué. — Metz, 18 juin 1825, t. 32, p. 310.

115... Et quoiqu'une partie qui ne figurait pas lors d'un premier arrêt soit intervenue lors du second. — Toul. 30 avr. 1827. Charles Sabatier C. faillite Carol. — V. *suprà*, n° 110.

116. Lorsqu'un jugement de jonction de défaut n'a pas été signifié, et qu'il intervient contre la même partie un second juge-

ment par défaut, cette partie peut former opposition à ce second jugement, quoique dans les conclusions motivées il ait été fait mention du premier jugement —Riom, 18 mars 1829, t. 37, p. 237.

117. La règle qu'un jugement statuant sur le profit d'un défaut joint n'est susceptible d'opposition, ni de la part de celui contre lequel le défaut a été pris, ni même de celui qui, ayant requis le défaut joint, n'a pas comparu au deuxième jugement, est inapplicable au cas où il se trouve en cause des parties ayant un intérêt entièrement distinct et séparé, en telle sorte qu'en recevant leur opposition, les juges ne soient pas exposés à donner lieu à une contrariété de décision.— Gren. 5 juin 1830, t. 40, p. 199. — V. *suprà*, n° 113.

118. Lorsque sur plusieurs parties assignées, l'une d'elles n'a pas comparu, et que le tribunal a prononcé défaut contre elle sans *joindre le profit du défaut*, le jugement qui intervient sur la réassignation peut être attaqué, par voie d'opposition, par la partie qui avait d'abord comparu, si elle fait défaut sur cette réassignation. — Lyon, 15 déc. 1826, t. 32, p. 302. — Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 370, n° 622.

119. Lorsqu'un jugement de jonction de défaut prononce en même temps sursis sur la demande d'une partie, les défaillants peuvent y former opposition. — Nîm. 10 janv. 1828, t. 36, p. 139.

Art. 2. *Délai de l'opposition. Comment court-il par la signification?*

120. Ce sont les lois existantes au moment où un jugement a été rendu qui en fixent la nature, règlent les voies et les délais pour l'attaquer. — Cass. 15 mai 1821, t. 23, p. 182.

121. Sous l'ordonnance de 1667, l'opposition à un jugement par défaut était recevable pendant 30 ans, s'il était rendu en dernier ressort; mais dans les autres cas, elle devait être formée dans la huitaine de la signification.—Cass. 19 juin 1832, t. 43, p. 694.

122. L'opposition à un jugement par défaut faite après la huitaine ne peut produire aucun effet. — Brux. 14 vent. an XII, 28 fév. 1810, t. 15, p. 289, n° 11. — *V.* MM. CARR. t. 1, p. 390, not. 2, et B. S. P. p. 399, not. 12, 2°.

123. L'opposition de l'appelant est non recevable après la huitaine de la signification de l'arrêt par défaut à l'avoué qu'il a constitué par l'acte d'appel, quoique celui-ci ait déclaré à l'audience n'avoir pas charge d'occuper, si d'ailleurs il ne justifie pas d'une révocation, et s'il se présente sur l'opposition sans constitution nouvelle. — Lyon, 31 déc. 1811. — Lim. 26 fév. 1812, t. 15, p. 363, n° 98. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 398, not. 2. — V. *suprà*, chap. 1, art. 2.— *V.* les nos qui suivent.

124. Comme aussi l'opposition doit être formée dans la huitaine de la signification, quoique l'avoué de l'appelant ne se soit pas présenté à l'audience et n'ait fait aucun acte de son ministère. — Lyon, 2 mars 1811, t. 15, p. 356, n° 86. — V. *suprà*, chap. 1, art. 2, et le n° qui précède.

125. L'arrêt donnant défaut-congé contre le demandeur pour lequel l'avoué constitué par l'acte d'appel ne s'est pas présenté, est censé rendu contre une partie ayant avoué, relativement aux délais de l'opposition. — Turin, 8 janv. 1811, t. 3, p. 286, n° 149.— V. *suprà*, chap. 1, art. 2, et le n° 123.

126. La partie qui n'a pas constitué avoué, doit former opposition au jugement rendu contre elle par défaut, le jour même où sont faits les actes auxquels la loi attache la présomption que le jugement est connu et exécuté. — Brux. 10 nov. 1824.

127. L'arrêt rendu contre un préfet, représentant l'état, qui n'a point constitué avoué, n'est susceptible d'opposition que dans la huitaine, s'il a été prononcé en présence du procureur général, et sans que celui-ci ait pris des conclusions. — Nanci, 24 nov. 1831, t. 44, p. 34.—V. *infrà*, n° 141.

128. La huitaine accordée pour former opposition est-elle franche? — Oui, jugé affirmativement sous l'empire de l'ordonnance de 1667. — Cass. 3 vent. an IV, 21 niv. an IX. — Besanç. 8 therm. an XII. — Jugé dans le même sens. — Besanç. 24 août 1808. — Renn. 19 juin 1817. — Jugé en sens contraire. — Cass. 5 fév. 1811. — Turin, 27 avril 1812. — Metz, 23 août 1824, t. 15, p. 282. — *V.* MM. CARR. t. 1. p. 390, n° 652, et p. 398, 413, 424, n° 682; PIG. *Comm.* t. 1, p. 357, 358, 2°; DELAP. t. 1, p. 163; HAUT. p. 118; F. L. t. 4, p. 41, 46; B. S. P. p. 398, not. 12, 1°; p. 399, not. 12, 2°, et p. 401, not. 23, 3°; PONC. t. 1, p. 316, 369 et suiv. — V. *infrà*, nos 167 et suiv.

129. Le délai de huitaine, dans lequel l'opposition aux jugements par défaut peut être formée, n'est pas franc des deux jours termes; celui de la signification à l'avoué est le seul qui ne compte pas. — Bord. 18 avr. 1828, t. 35, p. 75.

130. Lorsque la huitaine accordée pour former opposition expire un jour férié, on ne peut la faire le lendemain. — Brux. 13 mars 1812. — Cass. 6 juill. 1812, t. 15, p. 370, n° 105. — Nanci, 18 janv. 1833, t. 46, p. 51. — *V.* MM. F. L. t. 4, p. 41, et CARR. t. 1, p. 390, not. 1, 2°.— *V.* nos mots *exploit*, n° 50 *quater*, *saisie-arrêt*, n° 155, *saisie immobilière*, no 773, *surenchère*, n° 190, et *infrà*, n° 314.

131. Le délai de l'opposition ne doit pas être augmenté à raison de la distance du domicile des parties. — Cass. 21 niv. an IX, t. 15, p. 282, n° 3. — Nîm. 12 mai 1828. Durand C. Charensirt.— V. *infrà*, nos 133 et 170.

132. L'opposition à un arrêt par défaut contre avoué qui prononce la péremption d'une instance, doit être formé dans la huitaine de la signification de cet arrêt à avoué, lors même qu'il aurait été rendu sur une instance éteinte par suite d'une transaction.— Lyon, 19 déc. 1832.

133. L'étranger qui forme opposition à un jugement par défaut rendu contre lui peut se prévaloir des délais accordés par l'art. 73 C. P. C. — Trèves, 17 fév. 1813, t. 15, p. 377, n° 116 —V. *suprà*, n° 131.

134. L'exécution d'un arrêt par défaut peut être suivi, même par l'emprisonnement du débiteur, au préjudice d'une opposition formée après délai. — Lyon, 2 mars 1811, t. 15, p. 356, no 87.

135. Lorsqu'une partie a comparu et constitué avoué sur l'assignation qui lui avait été donnée, à l'expiration des délais fixés par la loi, elle peut attaquer par opposition tout ce qui a été fait contre elle avant sa comparution. — Metz, 16 juin 1827. Riberotte Labesse C. Prilleux.

136. La signification d'un jugement par défaut est valable, quoiqu'elle n'ait point été précédée d'une signification de qualités. — Brux. 5 mars 1832, t. 45, 445.

137. En matière correctionnelle, la signification de la copie d'un jugement contenant une fausse date de ce jugement est nulle, et par conséquent ne fait pas courir les délais de l'opposition. — Paris, 4 mai 1829. Caron C. minis. pub.

138. La signification d'un jugement par défaut contre partie ne suffit pas pour faire courir les délais de l'opposition, car elle ne peut être considérée comme un acte d'exécution dans le sens de l'art. 159 C. P. C. — Cass. 24 juin 1834, t. 47, p. 431.

139. La signification du jugement par défaut rendu contre l'individu prévenu d'une contravention en matière de douanes, qui ne réside pas dans le ressort du tribunal saisi de la connaissance de cette contravention, doit être faite au domicile du procureur du roi, et fait courir le délai de l'opposition. — Cass. 3 mai 1833, t. 45, p. 228.

140. L'opposition à un jugement qui fixe l'époque de l'ouverture d'une faillite n'est plus recevable après l'expiration des délais déterminés par l'art. 457 C. com.; c'est là une exception au principe général établi par les art. 474 et 475 C. P. C., qui ne limitent par aucun délai le droit de former tierce opposition à un jugement auquel on n'a pas été partie. — Cass. 10 nov. 1824, t. 28, p. 258.

141. L'arrêt rendu par défaut contre un préfet représentant l'état appelant d'un jugement de

première instance, par exploit ne contenant pas constitution d'avoué, mais seulement élection de domicile au parquet du procureur général, doit être réputé rendu contre partie sans avoué, lors même qu'un officier du ministère public aurait été présent à l'audience. Dans ce cas, le délai pour former opposition court, non de la signification au parquet, mais bien de celle faite au préfet lui-même. — Cass. 24 juill. 1833, t. 45, p. 590.— V. *suprà*, no 127.

141 *bis*. La production d'un jugement à la liquidation des dettes des émigrés n'équivaut pas à la signification de ce jugement, et ne fait pas courir les délais de l'opposition. — Paris, 31 juill. 1828, t. 38, p. 191.

141 *ter*. L'assignation donnée à des étrangers pour voir opérer au bureau du conservateur des hypothèques la radiation d'une hypothèque en vertu d'un jugement par défaut obtenu contre eux, fait acquérir force de chose jugée à ce jugement. — Pau, 21 janv. 1834, t. 47, p. 492.

142. Il n'est pas nécessaire, pour faire courir les délais de l'opposition, que l'exploit de signification du jugement à avoué contienne les formalités des exploits d'ajournement. — Brux. 10 oct. 1829. Vandembrouck C. Huysmans.

143. Lorsque le jugement par défaut a été régulièrement signifié en tête d'un commandement, on n'est pas recevable à soutenir que les délais de l'opposition n'ont pas couru, parce qu'une première signification de ce jugement était infectée de nullité. — Cass. 9. nov. 1813, t. 15, p. 382, no 123.

144. Un jugement doit, à peine de nullité, être signifié intégralement, de telle sorte que les délais de l'opposition contre un jugement par défaut n'ont pas couru depuis la signification d'un jugement par extrait. — Orl. 14 févr. 1815, t. 22, p. 272, vo *signification*, no 50. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 351, not. 1, no 5. — *V*. vo *appel*, ch. 4, § 2, nos 135 à 196.

Art. 3. *Formes de l'opposition, compétence.*— § 1er. *Formes générales.*

145. C'est la législation ancienne, et non le Code de procédure, qui régit l'opposition à un arrêt par défaut rendu depuis le 1er janv. 1807, sur un appel interjeté antérieurement. — Brux. 8 juin 1807.— Cass. 29 juill. 1809, t. 6, p. 670, no 7.

146. Les formalités prescrites par l'art. 61 C. P. C. ne sont pas applicables à l'exploit d'opposition à un jugement par défaut.— Brux. 22 août 1807, t. 15, p. 300, no 27. — MM. Carr. t. 1, p. 406, no 670, et F. L. t. 4, p. 42, approuvent cette décision.

147. La signification à avoué d'une requête d'opposition à un arrêt par défaut n'est pas nulle, quoiqu'elle ne contienne ni l'immatricule de l'huissier, ni le nom des parties dans l'intérêt desquelles elle est faite. — Toul. 23 nov. 1832, t. 44, p. 286.

148. L'opposition formée sur le bureau n'est pas admissible. — Renn. 10 avr. 1810, t. 15, p. 343, no 61. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 412, not. 1, 2o. — *V*. le no qui suit.

149. L'opposition à un jugement par défaut, faute de plaider, doit, à peine de nullité, être faite par requête d'avoué à avoué. — Toul. 17 mars 1807, t. 15, p. 298, no 25. — Brux. 3 mai 1826.— *V*. le no qui précède, et *infra*, nos 153 et 171.

150. Cette règle s'observe même dans les matières sommaires. — C. T. t. 1, p. 232, 35.

151. Il en est de même de l'opposition aux jugements ou arrêts par défaut, rendus en matière civile entre la partie défaillante et le ministère public agissant comme partie requérante.—Brux. 3 mai 1826.

152. La requête en opposition doit, à peine de nullité, être signée par un avoué. — Toul. 2 nov. 1808, t. 5, p. 281, no 29. — C'est ce qu'enseigne M. Carr. t. 1, p. 406, no 669.

153. On peut former opposition à un jugement par défaut faute de comparaître, par exploit signifié à domicile. —Trèves, 10 août 1810, t. 15, p. 344, no 64.—*V*. M. Carr. t. 1, p. 414, no 680, qui approuve cette décision. — *V*. aussi MM. B. S. P. p. 400, not. 20, et Merl. *Q. D.* vo *opposition à jugement*, § 9. — V. *suprà*, no 149.

154. L'exploit d'ajournement contenant opposition peut valoir comme opposition, s'il est nul comme ajournement. — Nîm. 12 fév. 1807, t. 15, p. 297, no 22.

155. Il n'est pas nécessaire que la requête soit présentée au président du tribunal. —Dijon, 18 août 1810, t. 15, p. 346, no 65. — M. Carr. t. 1, p. 405, no 668, approuve cette décision.—*V*. cependant le no qui suit.

156. La requête d'opposition à un jugement par défaut faute de plaider doit, sous peine de nullité, être revêtue d'une permission du juge. — Riom, 30 mai 1829, et 12 mai 1830, t. 44, p. 229, et t. 45, p. 425.—*V*. *ibid*. nos observat., et le no qui précède.

§ 2. *Réitération.*

157. La première opposition est suffisamment constatée par la déclaration consignée par l'opposant sur un procès-verbal de saisie-exécution, tant que le procès-verbal n'est pas attaqué par la voie de l'inscription de faux. — Riom, 2 août 1818, t. 15, p. 413, no 158.

158. Si un huissier se refusait d'insérer l'opposition du défaillant sur l'acte d'exécution, que devrait faire le condamné?—Il devrait notifier l'opposition par acte extrajudiciaire; et pour arrêter l'exécution il devrait se pourvoir en référé, et faire devant le président la déclaration d'opposition; si la voie du référé était impraticable, il devrait faire constater par un notaire le refus illégal de l'huissier. —Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 412, no 676, et D. C. p. 134.—*V*. J. A. t. 15, p. 431, no 185.

159. Quand la partie défaillante a déclaré, sur un procès-verbal de saisie-exécution, qu'elle se rendait opposante au jugement par défaut, il faut, à peine de nullité, que cette opposition soit réitérée par requête dans la huitaine, de telle sorte qu'une nouvelle opposition formée postérieurement est non recevable, quoiqu'elle ait été réitérée dans la forme et dans le délai fixé par la loi. — Riom, 2 août 1818, t. 15, p. 413, no 157.

159 *bis*. L'opposition à un jugement par défaut faute de constitution d'avoué, formée par exploit d'assignation contenant constitution d'avoué, n'est pas nulle si elle n'est pas réitérée par requête dans la huitaine.—Paris, 4 mars 1830, t. 38, p. 296.—V. *infrà*, no 174.

160. La partie qui, lorsqu'il lui est fait itératif commandement d'exécuter un jugement par défaut faute de constituer avoué, déclare à l'huissier qu'elle entend former opposition au jugement, et signe l'exploit, doit, à peine de nullité, réitérer son opposition dans huitaine. — Nanci, 14 fév. 1828. — Toul. 5 fév. 1831. Leygne C. Eyde.

161. Comme aussi, lorsque sur la signification par défaut faute de comparaître et d'un exécutoire de dépens avec commandement, le défaillant proteste contre toute exécution ultérieure, et déclare qu'il se rend opposant, il y a *exécution et connaissance d'exécution*, dans le sens des art. 158 et 159 C. P. C.; ainsi le défaillant doit, à peine de déchéance, réitérer son opposition dans la huitaine, suivant le vœu de l'art. 162 C. P. C.—Cass. 3 déc. 1822, t. 24, p. 347.

162. Pareillement, lorsqu'après les significations d'un jugement par défaut avec commandement, le défaillant forme opposition par acte extrajudiciaire, il doit la renouveler dans le délai de l'art. 162, parce qu'autrement il n'est plus recevable. — Lim. 10 août 1825, t. 35, p. 133.— *V*. M. Carr. t. 1, p. 414, no 682.

163. La péremption d'un jugement par défaut faute de comparaître n'est pas interrompue par une opposition formée par acte extrajudiciaire, et non réitérée par requête.—Lyon, 4 sept. 1810, t. 15, p. 349, no 70.

164. Dans les cas qui requièrent urgence, la partie qui obtient jugement par défaut, contre une partie qui n'a pas d'avoué et qui s'est déjà rendue opposante par un acte extrajudiciaire, peut faire ordonner que l'opposition sera réitérée par requête avant l'expiration de la huitaine. — Paris, 16 janv. 1807, t. 15, p. 295, no 20.

165. L'opposition nulle pour n'avoir pas été réitérée dans la huitaine, peut-elle être renouvelée jusqu'à ce que le jugement ait été exécuté?— Oui — Turin, 27 fév. 1809; Cass. 18 avr. 1811; Colm. 10 janv. 1816; Renn. 10 janv. 1816; Gren. 17 avr. 1817; Metz, 12 fév. 1818; Bourg. 15 fév. 1823.— Non. — Trèves, 19 avr. 1809, et 24 nov. 1810; Poit. 30 déc. 1831, t. 15, p. 315, nº 41, p. 359, nº 92, et p. 397, nº 139; t. 25, p. 48; t. 46, p. 244.— *V.* le nº qui suit.

166. La partie qui par acte extrajudiciaire a formé opposition à une condamnation par défaut, peut la renouveler, même après la huitaine, et tant qu'il n'y a pas eu commencement d'exécution contre elle.—Bourg. 1er fév. 1832, t. 43, p. 576.— *V.* le nº qui précède.

167. La huitaine accordée pour réitérer par requête l'opposition formée par acte extrajudiciaire à un jugement par défaut faute de comparaître est-elle franche? — Non. — Cass. 18 avr. 1811.—Décidé que le jour *à quo* ne doit pas être compté dans le délai, mais qu'il en est autrement du jour *ad quem*. — Renn. 17 juin 1812, t. 15, p. 359, nº 91.— V. *suprà*, nºs 128 et suiv., et les nºs qui suivent.

168. N'est pas franche la huitaine donnée pour réitérer par requête une opposition faite extrajudiciairement à un jugement par défaut; l'art. 1033, d'après lequel on ne doit compter ni le jour de la signification ni celui de l'échéance, ne s'applique pas à cet acte. — Orl. 15 déc. 1830, t. 40, p. 355.— *V.* le nº qui précède.

169. Les huit jours accordés pour réitérer une opposition ne sont pas francs, et ne peuvent être augmentés, par le motif que le dernier jour est un jour férié. — Brux. 4 mars 1809, t. 40, p. 303. —V. *suprà*, nºs 128, 130 et 167.

170. Le délai de huitaine accordé par l'art. 162 C. P. C. pour réitérer l'opposition à un jugement par défaut doit être augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance. — Renn. 10 mars 1809 et 23 nov. 1820. — Trèves, 12 janv. 1810. — Colm. 23 juin 1810. — Nîm. 9 août 1810. — Metz, 30 août 1811. — Cass. 16 mars 1813. — Montp. 8 janv. 1824, t. 15, p. 323, nº 45. — V. *suprà*, nºs 131 et 167.

171. La requête par laquelle l'opposition doit être réitérée peut être signifiée à personne ou à domicile. — Toul. 10 fév. 1821, t. 15, p. 421, nº 107. — V. *infrà*, § 4, et *suprà*, nº 149.

172. La requête d'opposition réitérée dans la huitaine est valable, si elle est signée d'un avoué et signifiée à la réquisition de ce même avoué. — Montp. 8 janv. 1824, t. 28, p. 200.

173. L'opposition formée par acte judiciaire à un jugement rendu contre une partie qui n'avait pas d'avoué est recevable, encore qu'elle n'ait pas été réitérée dans le délai de huitaine par requête, si elle contient constitution d'avoué et les moyens d'opposition.— Colm. 22 avr. 1825. — Poit. 8 déc. 1825. — Toul. 10 nov. 1829. Poncet C. Marchand, t. 30, p. 35, et t. 32, p. 245. — V. *infrà*, nº 177.

174. Est valable l'opposition formée par exploit d'assignation, avec constitution d'avoué, à un jugement par défaut rendu contre une partie qui n'avait pas d'avoué, quoique dans la huitaine elle ne soit point réitérée par requête. — Paris, 9 mai 1831.— V. *suprà*, nº 159 *bis*, et le nº qui suit.

175. Est nulle l'opposition à un jugement par défaut faute de comparaître, lorsque, faite par exploit avec constitution d'avoué, elle n'est pas réitérée par requête dans le délai de huitaine. — Bord. 30 déc. 1829, t. 38, p. 181. — Pau, 21 août 1834, t. 47, p. 71.— V. *suprà*, nº 174, et *infrà*, nº 198.

176. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'opposition à un jugement par défaut, rendu contre une partie qui n'avait pas constitué d'avoué, soit faite d'abord par acte extrajudiciaire, puis réitérée par requête; il suffit qu'elle soit simplement faite par requête. — Poit. 15 janv. 1822, t. 24, p. 10. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 415, nº 684.

177. L'opposition au jugement par défaut formée par exploit, signifiée à domicile et motivée, n'a pas besoin d'être réitérée par requête dans la huitaine. — Nîm. 14 nov. 1807, 13 juin 1810, et 11 déc. 1819, t. 15, p. 301, nº 28. — MM. Carr. t. 1, p. 415, nº 684, et F. L. t. 4, p. 48, approuvent cette décision qui paraît fort douteuse à M. B. S. P. — V. *suprà*, nº 173.

178. Est nulle de plein droit l'opposition formée extrajudiciairement à un jugement par défaut émané d'un tribunal de commerce, si elle n'est pas réitérée dans les trois jours; et elle ne peut faire obstacle à une exécution forcée. — Paris, 24 août 1831, t. 41, p. 112.

§ 3. *Énonciation des moyens d'opposition. Quels moyens peuvent être employés?*

179. La requête qui doit être dressée dans le cas d'opposition à un jugement par défaut faute de comparaître, doit-elle contenir le motif de l'opposition?—M. Delap. t. 1, p. 67, pense que la requête qui ne contiendrait pas de motifs ne serait pas rejetée pour cela; mais M. Carr. t. 1, p. 417, enseigne la doctrine contraire. — *V.* J. A. t. 15, p. 431, nº 184.

180. L'opposition au jugement par défaut faute de plaider doit contenir les moyens sur lesquels elle est fondée. — Toul. 17 mars 1807, t. 15, p. 298, nº 24.—*Quid*, si la requête d'opposition est dirigée contre un jugement par défaut rendu en matière sommaire? — M. Pig. t. 1, p. 574, pense qu'en ce cas, elle ne doit pas contenir de moyens, contrairement à l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 410, nº 673, et F. L. t. 4, p. 42.

181. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la requête en opposition incidente formée contre un arrêt qui a admis une inscription de faux contienne les motifs de l'opposition. — Besanç. 6 janv. 1807, t. 15, p. 296, nº 25.

182. L'opposition formée par le ministère public, au nom de l'État ou d'une administration, à un jugement par défaut obtenu contre un particulier, doit, sous peine de nullité, être motivée et signifiée au domicile de celui-ci ou de son avoué. — Bord. 12 août 1831, t. 41, p. 674.

183. La requête d'opposition qui se réfère aux moyens énoncés dans l'acte d'appel est suffisamment motivée. — Brux. 7 janv. 1808. — Bourg. 14 mars 1809. — Renn. 5 juin 1811. — Toul. 30 juill. 1834, t. 3, p. 31, nº 6, et t. 15, p. 321, nº 44; t. 47, p. 712. — *V.* en ce sens MM. Carr. t. 1, p. 409, nº 672; Haut. p. 119; B. S. P. p. 400, not. 19. — L'opposition ne peut se référer aux moyens plaidés en première instance, qu'autant qu'ils se trouvent mentionnés dans le jugement.—C'est l'opinion de MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 367; B. S. P. p. 400, not. 19; Carr. t. 1, p. 410, nº 672. — *V.* le nº suiv. — Si le défaillant avait à opposer contre la demande des nullités ou des exceptions de nature à se couvrir par la défense au fond, pourrait-il en présenter en plaidant, s'il ne les avait pas déduites dans sa requête? — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 418, nºs 689 et 690, et D. C. p. 135.— V. *infrà*, nº 193.

184. L'opposition à un arrêt par défaut, dans laquelle on se réfère aux moyens précédemment signifiés et qui se trouvent au jugement de première instance, est suffisamment motivée. — Metz, 10 août 1808, t. 15, p. 310, nº 34.— *V.* le nº qui précède.

185. De même une requête d'opposition envers un arrêt de défaut, dans laquelle on conclut *à l'entérinement des fins prises en première instance*, est valable, quoique ne contenant pas les moyens d'opposition, si des conclusions motivées ont été signifiées devant les premiers juges. — Aix, 5 fév. 1827, t. 34, p. 343. — V. *suprà*, nº 183, et le nº qui suit.

186. N'est pas suffisamment motivée la requête en opposition à un arrêt par défaut, par laquelle l'opposant se borne à énoncer qu'il s'en réfère aux moyens par lui présentés devant le premier juge, sans mentionner en quoi les motifs du premier juge seraient erronés, lors surtout que son acte d'appel ne précise aucun grief. — Brux. 27 avr. 1830, t. 40, p. 41. — *V.* le nº qui précède.

186 *bis*. Est nulle comme non suffisamment motivée la requête

en opposition d'un arrêt par défaut, dans laquelle on déclare employer pour moyens d'opposition les conclusions prises dans l'exploit d'appel, si cet exploit ne renferme ni conclusions motivées ni grief spécial. — Toul. 21 juill. 1831, t. 44, p. 278.

187. L'opposition à un arrêt par défaut n'est pas suffisamment motivée sur la nullité d'un acte, lorsque cette nullité n'est pas précisée. — Bourg. 24 août 1808, t. 15, p. 311, n° 36.

188. Mais l'opposition à un jugement par défaut est suffisamment motivée, lorsqu'il est dit que c'est pour nullité de l'ajournement. — Brux. 27 janv. 1818, t. 13, p. 258, n° 314.

189. Est nulle la requête d'opposition à un jugement par défaut qui n'est motivée que sur l'indication d'un article de loi, sans autre développement. — Brux. 5 fév. 1811, t. 15, p. 355 *bis*, n° 84. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 410, n° 672, et Haut. p. 118.

190. Une requête d'opposition qui indique simplement pour moyen une prescription, d'après tel article cité du Code, satisfait suffisamment au prescrit de l'art. 161 C. P. C. — Brux. 3 janv. 1828.

190 *bis*. Est nulle comme ne contenant aucuns moyens la requête en opposition à un jugement par défaut, portant que cette décision a mal à propos homologué un rapport d'experts qui fourmille de vices. — Toul. 17 déc. 1832, t. 44, p. 279.

191. Maintenir dans un exploit d'opposition que les faits consignés dans un appointement à informer ne sont ni pertinents, ni admissibles; déclarer en même temps que l'on donne pour moyens d'opposition à l'arrêt par défaut les conclusions contraires du ministère public, c'est se conformer suffisamment à l'art. 161; c'est soumettre et la pertinence des faits, et le résultat des enquêtes qui ont eu lieu. Ainsi l'opposition est recevable quoiqu'elle n'offre pas tout le développement qu'on eût pu lui donner. — Renn. 29 juin 1809, t. 15, p. 328, n° 46. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 410.

192. L'opposant à un jugement par défaut est recevable à proposer à l'audience de nouveaux moyens, quand il a inséré dans sa requête des réserves générales. — Lyon, 25 mai 1816, t. 13, p. 40, n° 15.

193. La partie condamnée par défaut peut, sur l'opposition, proposer un déclinatoire. — Brux. 23 déc. 1809, t. 15, p. 334, n° 53. — V. *suprà*, n° 183.

194. Lorsqu'un jugement par défaut accueille plusieurs chefs de conclusions pris dans l'exploit introductif d'instance, mais omis à l'audience, ces chefs de conclusions sont suffisamment repris sur l'opposition, si on a conclu au maintien pur et simple du jugement. — Bord. 2 juill. 1827, t. 33, p. 279.

§ 4. *A qui l'opposition peut et doit être signifiée.*

(V. *suprà*, nos 149 et 171.)

195. L'avoué qui a obtenu un jugement ou un arrêt par défaut occupe de plein droit sur l'opposition, quoiqu'il déclare avoir remis les pièces à son client, tant que le délai de l'opposition subsiste encore; et dans ce cas, et nonobstant les protestations de l'avoué, la requête en opposition lui est valablement signifiée. — Paris, 31 déc. 1807, t. 15, p. 302, n° 29. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 366, approuve cette décision. — L'avoué qui a postulé pour la partie est-il tenu d'occuper pour elle sur l'opposition? — *V*. M. Carr. t. 1, p. 416, n° 686. — *Quid*, si depuis la signification du jugement, l'avoué de celui qui l'a obtenu avait cessé ses fonctions? — *V*. M. Carr. t. 1, p. 416, n° 687.

196. L'opposition à un jugement par défaut faute de plaider doit être signifiée à la partie condamnée également, mais contradictoirement. — Renn. 21 déc. 1820, t. 13, p. 280, n° 359.

197. L'opposition formée par le garant doit être signifiée au demandeur en garantie. — Renn. 21 déc. 1820, t. 13, p. 280, n° 360.

198. L'opposition à un arrêt par défaut rendu contre une partie ayant avoué est nulle, si elle est signifiée par exploit à domicile et suivie d'une requête d'avoué à avoué, après le délai. — Paris, 25 mars 1816, t. 15, p. 400, n° 143. — V. *suprà*, n° 175.

199. Est nulle l'opposition formée à un jugement correctionnel obtenu contre le poursuivant par le prévenu, si elle n'a été signifiée à celui-ci que par acte d'avoué à avoué, encore que le jugement n'ait été signifié que de cette manière au poursuivant défaillant; l'opposition n'en doit pas moins être notifiée à personne ou domicile. — Bourg. 29 août 1822, t. 24, p. 294.

200. L'opposition à un jugement correctionnel obtenu par le ministère public et une partie civile n'est pas nulle, quoique notifiée seulement au procureur du roi, si le jugement n'avait été signifié au prévenu défaillant que par ce magistrat, et non par la partie civile. — Bourg. 29 août 1822, t. 24, p. 294.

201. L'opposition à un jugement du tribunal de commerce peut-elle être signifiée soit au domicile réel, soit au domicile élu? — Il semblerait, d'après la disposition impérative de l'art. 437 C. P. C.: « elle (l'opposition) sera signifiée au domicile élu, » que cette signification ne peut être faite au domicile réel; cependant l'opinion contraire est adoptée par M. Ponc. t. 1, p. 343. — *V*. J. A. t. 22, p. 235, v° *jugement*, n° 229.

201 *bis*. La partie qui forme opposition par exploit d'assignation peut la faire signifier à la partie adverse, au domicile par elle élu dans l'exploit de signification du jugement chez son avoué. — Paris, 4 mars 1830, t. 38, p. 296.

202. L'opposition à un jugement ou arrêt par défaut n'est pas nulle, par cela seul qu'il y a eu erreur dans la relation de la date du jugement ou de l'arrêt, surtout lorsque l'opposition mentionne la date de la signification. — Cass. 2 avr. 1823, t. 25, p. 119.

§ 5. *Compétence.*

203. L'opposition à l'exécution d'un arrêt par défaut pour péremption de six mois doit être portée devant le tribunal de première instance. — Gren. 29 déc. 1815, t. 15, p. 396, n° 138.

204. L'opposition formée à un arrêt par défaut d'une cour d'assises, après la clôture de la session, peut être portée devant les juges de la session suivante. — Cass. 19 avr. 1817, t. 15, p. 403, n° 149. — L'opposition peut être jugée par une section autre que celle qui a donné le défaut. — C'est l'opinion de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 358. — *V*. nos mots *dommages-intérêts*, n° 25, et *tribunaux*, n° 92.

Art. 4. *Effets de l'opposition ou du défaut d'opposition.* — § 1er. ... *En général.*

205. L'opposition à un jugement par défaut n'a pas pour effet d'anéantir le jugement. — Metz, 21 nov. 1817, t. 15, p. 409, n° 153. — *V*. en ce sens MM. Carr. t. 1, p. 395, n° 661; Ponc. t. 1, p. 419. — M. Delap. t. 1, p. 166, pense que l'on ne peut continuer l'exécution du jugement, quoique l'opposition soit irrégulière — *Contrà*, MM. Carr. t. 1, p. 400, n° 674; B. S. P. p. 399, not. 13. — V. *infrà*, nos 209 et 215.

206. En cas d'opposition, un nouveau droit de vacation à la mise au rôle ne peut point être exigé. — C. T. t. 1, p. 232, 36.

207. L'opposition à un jugement par défaut n'a pas pour effet de l'anéantir, de telle sorte que le désistement, par le mari, de son opposition à un jugement qui accueille une demande en séparation de biens formée contre lui, opère une séparation de biens volontaire. — Cass. 29 août 1827, t. 33, p. 348.

208. Mais l'effet légal d'une opposition formée dans les délais, et selon la forme prescrite par la loi, à un jugement par défaut, est d'ôter à toutes les dispositions de ce jugement la force de la chose jugée, et il ne peut être restreint à une disposition spéciale qu'autant que l'acte d'opposition ne renfermerait pas cette restriction formelle. — Cass. 27 avr. 1825, t. 32, p. 242.

209. Un jugement par défaut n'a pas acquis l'autorité de la chose jugée lorsqu'il a été frappé d'opposition, même après les délais, tant que cette opposition n'a pas

été jugée. — Cass. 22 fév. 1830, t. 28, p. 316. — V. *suprà*, no 205.

210. L'inscription hypothécaire prise en vertu d'un jugement par défaut ne doit pas être regardée comme non existante, par le seul fait de l'opposition formée à ce jugement. — Brux. 14 juin 1828.

211. Une simple déclaration de pourvoi en cassation, ou une opposition non réitérée dans la huitaine, ne peuvent arrêter l'exécution d'un arrêt par défaut, *exécutoire par provision*. — Cass. 15 juin 1826, t. 31, p. 310.

212. Un jugement par défaut est assimilé au jugement rendu en dernier ressort, après l'expiration des délais de l'opposition, s'il n'est pas susceptible d'appel. — Cass. 12 nov. 1806, t. 15, p. 294, no 19. — *V.* M. B. S. P. p. 257.

213. Un jugement par défaut dont la signification est nulle a, quant à la prescription, l'effet d'un jugement contradictoire, et le temps qui s'est écoulé sans poursuites après le jugement par défaut ne peut pas être compté pour la prescription de l'action publique, mais seulement pour la prescription de la peine. — Cass. 6 mars 1834, t. 26, p. 192.

214. Lorsqu'un arrêt par défaut déboute à la fois d'une demande en requête civile et d'un incident tendant à communication de pièces, l'opposition ne donne pas lieu à prononcer de nouveau sur l'incident. — Besanç. 17 janv. 1811, t. 15, p. 352, no 78.

215. La péremption de l'opposition formée à un jugement par défaut entraîne la péremption du jugement. — Nîm. 3 mai 1813, t. 15, p. 379, no 118. — *V.* le principe contraire, *suprà*, no 205, un arrêt conforme, *infrà*, no 338, et notre mot *péremption*, no 210.

216. L'acte qui contient à la fois opposition et appel, ne peut être valable comme acte d'appel, quand la partie elle-même en a fixé le caractère en s'en servant devant les premiers juges comme acte d'opposition. — Bourg. 15 therm. an VIII, t. 15, p. 286, no 6.

217. On est recevable à interjeter appel d'un jugement par défaut auquel on a formé opposition, quoiqu'on ne se soit pas présenté pour soutenir cette opposition. — Bord. 7 déc. 1831.

218. La partie condamnée par défaut qui, sur l'opposition, fait réformer le jugement, ne doit pas être condamnée aux frais de sa contumace. — C. T. t. 1 p. 233-37.

§ 2.... *Quand il y a plusieurs parties en cause* (1).

219. Lorsque de deux débiteurs solidaires, l'un fait défaut et l'autre est condamné contradictoirement, le premier peut former opposition, et le second ne peut exciper de cette opposition. — Cass. 5 juin 1806, t. 15, p. 294, no 18. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 390, not. 1.

220. L'opposition formée en temps utile par l'une des parties condamnées ne profite pas aux autres parties, si l'objet de la condamnation est divisible par sa nature. — Lim. 20 fév. 1810, t. 15, p. 342, no 60. — *V.* MM. B. S. P. p. 397, not. 7, et Carr. t. 1, p. 409, not. 1.

221. Si, de plusieurs parties ayant le même intérêt, l'une s'est pourvue par la voie de l'opposition dans le délai utile, et les autres par la voie de l'appel, après l'expiration à leur égard des délais de l'opposition, la Cour doit renvoyer les appelants devant le tribunal saisi de l'opposition. — Orl. 6 déc. 1809, t. 3, p. 258, no 123. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 123, no 1570.

222. Lorsque l'opposant ne se présente pas pour soutenir son opposition, la partie condamnée contradictoirement n'est pas recevable à faire valoir ses moyens. — Nîm. 12 févr. 1807, t. 15, p. 297, no 23.

223. Le défaillant condamné à la garantie ne peut, en formant opposition, faire réformer le jugement à l'égard des parties avec lesquelles il a été rendu contradictoirement et qui ne l'ont pas attaqué. — Paris, 20 nov. 1809, t. 15, p. 332, no 52. — MM. Carr. t. 1, p. 393, no 656, et B. S. P. p. 397, not. 7, approuvent cette décision.

Chap. IV. *De l'exécution des jugements par défaut ayant pour effet d'arrêter la péremption et de clore le délai d'opposition.* — Art. 1er. *Quels jugements sont susceptibles de tomber en péremption à défaut d'exécution?*

224. Un jugement par défaut, rendu avant la promulgation du Cod. de proc., ne s'est pas trouvé périmé par le défaut d'exécution dans les six mois qui ont suivi cette promulgation. — Metz, 21 juin 1822, t. 24, p. 198. — Brux. 18 janv. 1821. — Cass. 17 avril 1833. Couppe C. Barot.

225. Les jugements par défaut faute de plaider ne sont pas soumis à la péremption pour non-exécution dans les six mois. — Turin, 1er fév. 1811, t. 15, p. 355, no 81.

226. Les jugements par défaut faute de constituer avoué, rendus contre un étranger, doivent être exécutés dans les six mois, sous peine d'être périmés. — Trèves, 3 fév. 1813, t. 15, p. 377, no 115. — MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 357, et Carr. t. 1, p. 389, no 646, approuvent cette décision.

227. L'art. 156 C. P. C., qui répute non avenu un jugement par défaut non exécuté dans les six mois, s'applique à un jugement prononçant une reconnaissance d'écriture, s'il contient en même temps une condamnation aux dépens contre les défaillants. — Gren. 22 juin 1818, t. 15, p. 411, no 155. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 400, no 2.

228. Le jugement par défaut, rendu après un premier défaut de jonction, n'est pas susceptible de la péremption prononcée par l'art. 156 C. P. C., à défaut d'exécution dans les six mois. — Gren. 29 mars 1821. — Cass. 23 fév. 1825 et 18 avr. 1826. — Agen, 1er juill. 1830, t. 15, p. 422, no 168; t. 29, p. 42; t. 31, p. 5, et t. 44, p. 114.

229. Comme aussi la péremption de six mois établie par l'art. 156 C. P. C. n'est pas applicable à un jugement par défaut portant débouté d'opposition. — Cass. 2 juill. 1822, t. 24, p. 222.

230. Un jugement par défaut contre un mari, et portant autorisation de sa femme, n'est pas périmé faute d'exécution dans les six mois. — Bourg. 19 avr. 1829, t. 37, p. 194.

231. L'administration des domaines est soumise à la péremption de six mois, relativement aux jugements par défaut. — Renn. 29 août 1816, t. 15, p. 126, no 149. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 386, not. 1.

Art. 2. *Quand y a-t-il exécution en général?*

232. N'est pas susceptible d'opposition le jugement par défaut faute de constituer avoué, qui a été exécuté, et dont l'exécution a été légalement connue de la partie défaillante. — Gren. 4 janv. 1828. Julien C. Seguin.

233. Pour qu'un jugement par défaut ne soit pas périmé par le laps de six mois, il faut que la partie défaillante non-seulement ait connaissance de l'arrêt, mais encore de son exécution. — Colm. 16 déc. 1812, t. 15, p. 376, no 114.

234. On peut admettre une partie à jurer qu'un individu n'a pas connu l'exécution d'un jugement par défaut prononcé contre lui, lors même qu'il existerait une des circonstances qui, d'après l'art. 159 C. P. C., établissent la présomption légale que cette exécution a été connue de la partie condamnée. — Agen, 9 nov. 1830.

235. Pour qu'un jugement par défaut puisse être considéré comme ayant été exécuté dans le sens de l'art. 159 C. P. C., il suffit qu'il ait été mis à exécution dans les 6 mois de son obtention, et que la partie qu'il condamne ait eu connaissance de cette exécution, conformément à l'art. 159 du même Code, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait reçu une exécution pleine et entière. — Bourg. 2 oct. 1824.

236. Pour qu'un jugement par défaut faute de comparaître ne tombe pas en péremption, il faut qu'il soit exécuté dans les six mois par l'un des actes énumérés dans l'art. 159 C. P. C. La disposition de cet article est limitative, et non pas seulement énonciative. — Lim. 11 août 1821, t. 15, p. 424, no 170.

237. Un jugement par défaut ne

(1) Il est utile de consulter nos mots *appel*, *exploit* et *significat.*

fait faire un procès-verbal de carence. — Nanci, 18 déc. 1826, t. 32, p. 124. — *V.* le n° qui précède.

261. La péremption d'un jugement par défaut est interrompue par un procès-verbal de carence dressé en présence du débiteur. — Paris, 8 déc. 1830, t. 40, p. 143. — Rouen, 4 juill. 1829, t. 38, p. 368. — V. *suprà*, n° 259.

262. ...Ou delaissé à sa personne. — Paris, 14 juill. 1824. — Cass. 21 mai 1834, t. 29, p. 180; t. 47, p. 430.

263. ... Sans qu'il ait été élevé aucune réclamation sur la validité de cet acte. — Orl. 4 juill. 1828. Lendormi C. Moulinet.

264. A plus forte raison, un procès-verbal de carence, signé du débiteur, doit être réputé acte d'exécution dans le sens de la loi. — Rouen, 1er juill. 1826, t. 32, p. 82.

265. Le procès-verbal de carence, dressé au lieu indiqué pour le paiement d'une lettre de change, et que n'habite pas le souscripteur, n'est pas un acte d'exécution qui puisse soustraire à la péremption le jugement par défaut qui condamne à payer cette lettre. — Nanci, 21 nov. 1831, t. 44, p. 47. — V. *suprà*, n° 259.

266. Si le procès-verbal de carence a été signifié à un domicile désert et abandonné, de manière que le saisi n'en ait pas eu connaissance, l'opposition au jugement par défaut faute de comparaître est recevable après le procès-verbal. — Nanci, 9 mars 1818, t. 27, p. 308. — V. *suprà*, n° 259.

267. Il en est de même si la copie du procès-verbal de carence a été signifiée à une personne qui s'est dite domestique du débiteur. — Rouen, 14 avril 1825. — V. *suprà*, n° 259.

268. Un jugement par défaut obtenu contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué n'est pas valablement exécuté à l'effet d'empêcher la péremption de six mois par un procès-verbal de carence, lorsque le débiteur possède des immeubles susceptibles d'une saisie reelle. — Caen, 17 avril 1826. Couchard C. Hébert. — V. *suprà*, n° 259.

269. Le procès-verbal de carence des meubles est suffisant, si d'ailleurs la saisie immobilière est impraticable, les biens immeubles étant sous le séquestre national. — Brux. 26 janv. 1822. — V. *suprà*, n° 259.

270. On peut considérer comme procès-verbal de carence celui de saisie-exécution qui ne renferme qu'un petit nombre d'objets d'une très-faible valeur. — Caen, 17 avr. 1826. Couchard C. Hébert. — V. *suprà*, n° 259.

271. Est à l'abri de la péremption le jugement par défaut, quand la partie qui l'a obtenu l'a signifié, avec commandement suivi d'un procès-verbal de carence, au dernier domicile connu de la partie condamnée, si celle-ci a continuellement changé de demeure, et n'a eu ni meubles ni immeubles connus. — Angers, 11 mars 1830, t. 40, p. 337. — V. *suprà*, n° 259.

272. Un jugement par défaut est réputé exécuté, lorsque la partie contre laquelle il a été rendu a fourni un gardien volontaire des meubles saisis à son domicile. — Limoges, 27 mars 1816, t. 15, p. 400, n° 144. — V. *suprà*, n° 257.

273. Le procès-verbal de récolement fait en vertu d'un jugement par défaut, dans les six mois de sa date, et signifié à la partie condamnée, empêche la péremption de ce jugement. — Agen, 17 juin 1831, t. 43, p. 519.

274. Ainsi un jugement par défaut est réputé exécuté lorsqu'au lieu d'une saisie-exécution il a été fait un récolement, et par suite une vente de meubles et une distribution du prix en provenant. L'appréciation des actes d'exécution ne peut donner prise à la cassation, et est abandonnée au pouvoir discrétionnaire et à la conscience des tribunaux. — Cass. 23 mars 1825, t. 29, p. 214.

275. Un jugement peut être réputé exécuté lorsque les meubles du débiteur ayant été soustraits après la saisie, il a été dressé procès-verbal de non-reproduction. — Besanç. 16 janv. 1811, t. 14, p. 582, n° 45.

276. N'est plus recevable l'opposition formée à un arrêt par défaut, faute de constituer avoué, qui permet de continuer des poursuites en saisie immobilière, lorsqu'il y a eu exécution par apposition et notification de placards. — Gren. 17 déc 1827, t. 35, p. 130.

277. On ne peut former opposition à un jugement par défaut qui ordonne la vente des biens d'une succession, si on a exécuté ce jugement en opérant cette vente. Peu importe qu'elle soit ensuite annulée pour inobservation des formalités légales; elle constitue toujours une exécution du jugement. — Colm. 2 fév. 1830, t. 40, p. 296.

278. Mais la vente des objets mobiliers hors du domicile du débiteur n'est pas l'exécution du jugement par défaut que veut la loi dans les art. 158 et 159 C. P. C. L'art. 159 ne parle que de meubles; par ce mot, on doit entendre les meubles à l'usage ordinaire, et non les objets d'un commerce, qui ne peuvent plus être compris sous le nom d'objets mobiliers. — Orl. 5 janv. 1821, t. 15, p. 421, n° 166.

279. Un jugement par défaut doit être réputé exécuté lorsque le créancier a fait tout ce qui dépendait de lui pour faire procéder à la vente des meubles de son débiteur, et que ce n'est que par l'effet de la résistance de ce dernier que la vente n'a pu être terminée dans le délai fixe par la loi. — Montp. 20 août 1810, t. 15, p. 347, n° 67.

280. Un jugement n'est pas exécuté par un procès-verbal de capture non suivi d'emprisonnement. — Colm. 16 déc. 1812, t. 15, p. 375, n° 113.

281. Le jugement par défaut qui ordonne une enquête est réputé exécuté, et n'est plus susceptible d'opposition, si celui qui l'a obtenu l'a signifié au défaillant et a assigné celui-ci pour être présent à l'enquête. — Bourg. 30 août 1831, t. 43, p. 709. — *V.* les trois n°s qui suivent, et *suprà*, 247.

282. Un jugement par défaut portant nomination d'experts pour le cas où les parties n'en choisiraient point de commun accord, dans tel délai, à partir de la signification, doit être censé exécuté par la sommation faite avec la signification de ce jugement, de désigner les experts dans le délai déterminé, sous peine de voir procéder par ceux nommés d'office. — Brux. 13 fev. 1828. — *V.* le n° qui précède.

283. Le jugement par défaut qui a renvoyé les parties devant des arbitres est réputé exécuté, aux termes de l'art. 159 C. P. C., par l'assignation donnée à la partie défaillante, afin de comparaître devant ces arbitres. — Nîm. 10 févr. 1809, t. 16, p. 469, n° 36. — V. *suprà*, n° 281.

284. L'opposition est toujours recevable contre un jugement par défaut portant nomination d'un arbitre, lorsque la partie qui a obtenu ce jugement s'est contentée de le signifier à la partie défaillante, et de lui faire sommation de se présenter devant arbitre. — Paris, 7 juin 1814, t. 15, p. 338, n° 128. — V. *suprà*, n° 281.

285. L'exécution faite contre un tiers, sans qu'on lui ait préalablement justifié par certificat du greffier qu'il n'existait pas d'opposition, serait-elle nulle? — MM. Carr. t. 1, p. 419, n° 691, et D. C. p. 136, se prononcent pour l'affirmative pour le cas où le jugement serait ultérieurement réformé par opposition; et en effet les termes impératifs de l'art. 164 ne permettent pas de douter sur ce point; le tiers qui aurait volontairement exécuté le jugement ne pourrait opposer au débiteur cette exécution volontaire. — Si le certificat n'avait pas été délivré par la faute de l'avoué qui aurait négligé de faire l'inscription, ce serait à la partie à s'imputer la faute de son mandataire. — J. A. t. 15, p. 432, n° 186. — *V.* le n° qui suit.

286. Si on n'a pas signifié en tête du commandement un certificat constatant qu'il n'existe ni opposition ni appel, les poursuites ne sont pas nulles; mais seulement les frais faits avant la production du certificat, pour en demander la nullité, tombent à la charge du créancier. — Paris, 24 févr. 1825, t. 31, p. 350. — *V.* le n° qui précède.

§ 2. *Actes émanant de la partie défaillante.*

287. L'aveu par le condamné,

qu'il a connu l'existence d'un jugement par défaut rendu contre lui, suffit pour rendre son opposition non recevable. — Paris, 29 août 1814, t. 15, p. 392, n° 133. — *V.* le n° qui suit.

288. La partie condamnée par défaut qui, en s'opposant à la saisie pratiquée depuis plus de six mois après l'obtention de sa condamnation, avoue qu'elle connaît l'existence de ce jugement, mais ne déclare pas en même temps savoir qu'il a été exécuté dans les 6 mois de sa date, est recevable à soutenir qu'il est périmé, comme n'ayant pas été exécuté dans ce délai. — Agen, 17 juin 1831, t. 43, p. 519.

289. N'est pas recevable l'opposition à un jugement par défaut auquel on a formellement acquiescé. — Paris, 18 janv. 1810, t. 15, p. 335, n° 54. — Orl. 28 avr. 1831, t. 43, p. 726.

290. Est valable l'acquiescement donné à un jugement par défaut non exécuté dans les six mois de son obtention. — Toul. 28 janv. 1831, t. 42, p. 58.

291. La partie qui laisse périmer l'appel qu'elle a interjeté d'un jugement par défaut périmé pour inexécution dans les six mois, n'est plus recevable à demander la péremption de ce jugement. — Cass. 2 mai 1831, t. 41, p. 544.

292. Lorsqu'il résulte d'actes représentés la preuve que la partie condamnée par défaut faute de constitution d'avoué a connu l'existence du jugement et y a acquiescé, cela suffit pour mettre tout à la fois obstacle et à la péremption et à l'appel de ce jugement. — Renn. 14 août 1813, t. 15, p. 380, n° 120.

293. Ainsi l'acquiescement de la partie condamnée au jugement par défaut rendu contre elle, donné par acte sous seing privé dans les 6 mois de l'obtention de ce jugement, empêche qu'il soit considéré comme non avenu. — Caen, 26 avr. 1814, 17 mars 1817, et 21 mars 1825, t. 30, p. 57. — V. *suprà*, n° 290.

294. Mais une partie contre laquelle a été obtenu un jugement par défaut non exécuté dans les six mois de son obtention, ne peut pas par un acquiescement postérieur renoncer à la péremption, et donner au jugement l'autorité de la chose jugée. — Metz, 26 mai 1819, t. 15, p. 415, n° 160. — Le contraire a été jugé, le 28 janv. 1831, par la Cour de Toulouse, t. 42, p. 58.

295. Un acquiescement quoique nul à un jugement par défaut fait cependant courir les délais d'opposition et d'appel, parce qu'il en résulte nécessairement que l'existence du jugement a été connue de la partie défaillante. — Paris, 11 janv. 1825. Vivens C. Boger.

296 et 297. Lorsqu'un jugement par défaut contre une partie est qualifié par erreur contre l'avoué, la signification de ce jugement doit être faite par huissier commis, pour faire courir les délais de l'instruction qui a été ordonnée, et l'erreur commise par les juges peut être rectifiée, soit par eux, soit par les juges d'appel, quoique le jugement ait été acquiescé, mais seulement quant à son dispositif. — Cass. 18 janv. 1830, t. 38, p. 186.

298. Le mandat d'acquiescer à un jugement par défaut, donné par une lettre missive ayant acquis date certaine, ne relève pas de la péremption le jugement, quand l'acquiescement, quoique fait en vertu de ce mandat, n'a pas été enregistré dans les six mois; le mandat d'acquiescer ne vaut pas acquiescement à l'égard des tiers — Gren. 9 juillet 1819, t. 15, p. 426, n° 161.

299. Le paiement fait en vertu d'un jugement constitue acquiescement, encore que l'huissier ait inséré de son chef des réserves dans la quittance. — Brux. 14 vent. an XII, t. 15, 289, n° 12.

300. La demande accordée d'un délai pour acquitter les condamnations prononcées par jugement par défaut, sous la condition de tenir ledit jugement pour exécuté, couvre la péremption. — Poit. 14 juill. 1819, t. 15, p. 417, n° 162.

301. La mention d'un à-compte reçu sur le montant des condamnations prononcées par le jugement, écrite en marge de la grosse de la main de celui qui a obtenu le jugement, ne peut constituer une preuve d'acquiescement, et n'empêche pas la péremption. — Bourg. 24 avr. 1830, t. 39, t. 75.

302. On ne peut pas soutenir qu'un jugement par défaut, faute de comparoir, dont la partie condamnée a consenti le paiement des frais, est tombé en péremption faute d'exécution dans les 6 mois. — Paris, 26 août 1812, t. 15, p. 374, n° 111. — *V.* le n° qui suit.

303. Le paiement des frais d'un jugement par défaut opère une fin de non-recevoir contre l'opposition, malgré les protestations et réserves du condamné. — Renn. 7 janv. 1812, t. 15, p. 365, n° 99. — *V.* le n° qui précède.

304. Lorsqu'une partie a obtenu un jugement par défaut, et qu'elle poursuit par la vente des meubles l'exécution de la condamnation aux frais, pour se prémunir contre la péremption du jugement à défaut d'exécution dans les 6 mois, cette poursuite ne peut être interrompue par l'offre que fait un tiers du paiement de ces frais. — Paris, 13 mai 1814, t. 15, p. 387, n° 127.

305. N'est pas recevable l'opposition à un jugement par défaut rendu par le tribunal de simple police, lorsque le condamné a payé l'amende et les frais, et qu'il a fait tout ce que le jugement lui ordonne de faire, quoiqu'il prétende que ces actes ne sont pas de son fait, si le contraire résulte des registres du receveur de l'enregistrement. — Cass. 5 nov. 1829. Ministère public C. Huot.

306. Un jugement par défaut rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, et signifié à la partie elle-même, ne peut être réputé non avenu quand il n'a pas été exécuté dans les six mois. Si le défaillant forme une opposition régulière à la signification, il ne peut plus être reçu à dire qu'il n'a pas eu connaissance des dispositions du jugement, et le délai d'appel commence à courir après la huitaine qui suit l'opposition. —Orl. 22 juin 1820, t. 15, p. 419, n° 164.

307. Un jugement par défaut est censé exécuté lorsque le débiteur a arrêté l'huissier chargé de l'exécution par des offres et par une menace d'opposition ; il en est ainsi, surtout, si avant l'opposition une saisie-arrêt a été pratiquée et a donné lieu à un jugement contradictoire, et s'il a été aussi procédé à une saisie immobilière sur le même débiteur, pour la même cause. — Lyon, 28 fév. 1825, t. 29, p. 216. — V. *suprà*, no 254.

308. Un jugement par défaut contre une partie qui n'a pas constitué avoué n'est point périmé, lorsque le défaillant a formé à l'exécution de ce jugement, par un acte extrajudiciaire, une opposition qui n'a pas été renouvelée dans la huitaine, surtout lorsque sur cette opposition est intervenu un second jugement qui, en la déclarant non recevable, a ordonné que *le premier jugement sortirait son plein et entier effet.* — Lyon, 4 fév. 1824. — Poit. 29 avr. 1825, t. 28, p. 163.

309. Un jugement par défaut est exécuté lorsque la partie condamnée a fait des protestations de nullité contre les poursuites dirigées contre elle. — Paris, 31 déc. 1811, t. 15, p. 362, no 96.

310. Les protestations d'un défendeur à une demande en interdiction, sur le procès-verbal de prise de possession de l'administrateur provisoire, établissent suffisamment que le premier a eu connaissance de l'exécution du jugement par défaut qui nomme le second. — Cass. 10 août 1825. Vigorout C. Pons.

311. L'opposition à la délivrance d'une seconde grosse d'un jugement par défaut suppose de la part du défaillant une connaissance de l'exécution de ce jugement suffisante pour en empêcher la péremption. — Colm. 10 nov. 1833, t. 47, p. 633.

Art. 4. *Exécution contre des absents. Impossibilité d'exécution.*

312. Un jugement rendu par défaut faute de comparaître, contre une personne qui n'habite pas la France, n'est exécuté contre elle, dans le sens de l'art. 158 C. P. C., ni par la signification de ce jugement, et d'un commandement au

parquet du procureur du roi, quoique les défaillants avouent que ces significations leur ont été connues; ni par un procès-verbal de carence à l'ancien domicile connu du défaillant, quand il est constant que depuis longtemps il ne l'habitait plus ; ni par la constitution d'un avoué pour les défaillants sur une demande en validité de saisie-arrêt faite en vertu du jugement, quand il résulte des circonstances que l'avoué s'est constitué sans un pouvoir spécial à cet égard, et que les défaillants n'ont pas eu le temps d'autoriser cette constitution. — Ainsi, malgré ces actes, l'opposition au jugement est recevable. — Bourg. 31 déc. 1823, t. 25, p. 415.

313. Un jugement ou un arrêt n'est pas prescrit dans les six mois de son obtention, lorsqu'on n'a eu aucun moyen possible de l'exécuter, et qu'on a été obligé de le signifier au domicile du procureur du roi, après une perquisition inutile au domicile de la partie défaillante. — Mais la partie conserve le droit d'y former opposition. — Paris, 22 juin 1814, t. 15, p. 390, nº 130.

314. On doit comprendre dans le délai de six mois fixé par l'art. 165 C. P. C. pour la péremption du jugement faute d'exécution, le temps pendant lequel a existé le blocus de la ville de Besançon, lorsqu'il n'y a pas eu impossibilité d'exécuter ces jugements, parce que les pièces existaient *intra muros*, et se trouvaient dans les mains de l'avoué des créanciers qui avaient obtenu ces mêmes jugements pour lesquels, suivant la loi, cette remise seule valait pouvoir de faire exécuter par toutes voies autres que l'incarcération et la saisie immobilière, que le débiteur André habitait Besançon, où il avait alors son domicile et ses meubles; lors même que l'exécution dont il s'agit aurait été impossible pendant les quatre mois de blocus qu'a éprouvé ladite ville, les créanciers ayant pu y procéder dans le mois qui a suivi. C'était un motif de plus pour eux de profiter de ce délai utile qui leur restait encore, et ils ont à s'imputer de ne l'avoir pas fait; il suffit, pour que la péremption de six mois fixée par l'art. 156 ait été acquise contre eux, qu'ils aient réellement pu agir pendant le dernier de ces six mois, qui ne s'est écoulé qu'après la levée du blocus. — Besanç. 17 mars 1815, t. 15, p. 392, nº 135 *bis*. — V. *suprà*, nº 130.

315. La déchéance du droit d'opposition résultant de ce que le jugement par défaut a été exécuté dans le sens de l'art. 159 C. P. C. ne peut être proposée par celui qui, profitant de l'absence de son débiteur, a par fraude obtenu et fait exécuter le jugement par défaut. — Amiens, 20 mars 1822, t. 24, p. 93.

Art. 5. *Quand y a-t-il exécution ou péremption à l'égard du codébiteur solidaire et du tiers? Par qui peut-elle être opposée?* — § 1er. *Exécution ou péremption à l'égard du tiers.*

316. Le jugement obtenu par défaut, contre plusieurs débiteurs solidaires, est-il censé exécuté à l'égard de tous par l'exécution faite à l'égard de l'un d'eux, et cette exécution peut-elle interrompre par conséquent la péremption à l'égard de tous? — Oui. — Montp. 20 août 1810; Poit. 19 juin 1821; Cass. 7 déc. 1825; Nîm. 28 nov. 1826, et 4 fév. 1829; Toul. 29 janv. 1827; Paris, 22 mars 1827, et 14 août 1828; Brux. 19 mai 1828; Toul. 8 déc. 1830; Nîm. 24 fév. 1829; Paris, 2 mars 1829 — Non. — Limog. 14 fév. 1822; Paris, 1er mars 1826, t. 15, p. 347, nº 66; t. 23, p. 216; t. 24, p. 51; t. 30, p. 276; t. 32, p. 74 et 355; t. 36, p. 250 et 320; t. 38, p. 230. — *V.* une dissertation, t. 45, p. 397. — *V.* MM. Carr. sur l'art. 156 C. P. C.; Delv. t. 2, p. 323; Loc *Esp. du C. P. C.* t. 1, p. 331; Dunod, *Tr. des prescriptions*, et Ferrières, vº *péremption.*

317. Lorsqu'un condamné solidaire a interjeté appel du jugement, l'autre condamné qui n'a point appelé ne peut opposer la péremption de ce jugement rendu par défaut, faute d'exécution dans les six mois. — Toul. 25 janv. 1822, t. 21, p. 292, vº *signification*, nº 84.

318. L'acquiescement d'un codébiteur solidaire à un jugement par défaut n'interrompt pas la péremption à l'égard des autres, surtout si cet acquiescement n'a pas acquis une date certaine dans les six mois du jugement. — Caen, 14 déc. 1827. Merille C. Louvet. — V. *infrà*, nº 320.

319. La péremption d'un jugement par défaut, rendu contre des débiteurs solidaires, est interrompue à l'égard de tous par l'acquiescement d'un seul d'entre eux. — Bord. 9 août 1833, t. 46, p. 180.

320. Le jugement par défaut, obtenu contre plusieurs associés, n'est plus sujet à la péremption de six mois, lorsqu'un des associés y a donné un acquiescement fait même par acte sous signature privée. — Poit. 7 janv. 1830, t. 38, p. 229. — V. *suprà*, nº 318.

321. L'opposition au jugement par défaut rendu contre plusieurs débiteurs solidaires est recevable, lors même qu'il aurait été exécuté contre l'un d'entre eux, si elle a pour objet de contester la solidarité même. — Orl. 7 juin 1831, t. 42, p. 118.

322. Le fait de prendre en vertu d'un jugement par défaut une inscription hypothécaire contre celui à charge de qui on l'a obtenu, ne peut être considéré comme une exécution de ce jugement à l'égard d'un tiers, dans le sens de l'art. 164 C. P. C. — Brux. 14 juin 1828.

323. Comme aussi une hypothèque prise en vertu d'un jugement par défaut non exécuté dans les six mois est nulle à l'égard des tiers, encore qu'on représente un acquiescement sous seing privé du condamné, si ce traité n'a pas date certaine avant l'expiration des six mois. — Agen, 20 juill. 1827, t. 35, p. 169.

324. Un jugement par défaut n'est pas réputé exécuté à l'égard des tiers, lorsqu'avant l'expiration des six mois il a été signifié deux fois, avec commandement, tant à personne qu'à domicile, et lorsqu'on a obtenu en outre une déclaration de la partie condamnée, mais sans date certaine, portant qu'elle renonce à se pourvoir en opposition. — Cass. 11 nov. 1817, t. 15, p. 407, nº 152. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 388, nº 650; F. L. t. 3, p. 172; Toull. t. 8, p. 383; Carr. t. 1, p. 389, nº 651. — V. *infrà*, nº 325 à 333, et J. A. t. 45, p. 397.

325. De même l'acquiescement sous seing privé donné par la partie défaillante, et qui n'a pas acquis une date certaine par l'enregistrement, ne peut être opposé à ses héritiers bénéficiaires, qui se trouvent en même temps ses créanciers. — Cass. 22 juin 1818, t. 15, p. 412, nº 156. — *V.* le nº qui précède.

326. Ainsi, en règle générale, l'acquiescement à un jugement par défaut, donné par acte sous seing privé dans les six mois de son obtention, ne peut être opposé aux tiers s'il n'a pas acquis une date certaine avant l'expiration des six mois. — Caen, 21 mars 1825. — Cass. 2 août 1826, t. 30, p. 57, et t. 32, p. 71. — V. *suprà*, nº 324.

327. Un acquiescement par acte sous seing privé non enregistré, donné à un jugement par défaut, n'empêche pas que les créanciers du condamné ne puissent opposer la péremption de ce jugement, faute d'exécution dans les six mois. — Bourges, 30 juin 1829, t. 38, p. 333. — V. *suprà*, nº 324.

328. De même l'acquiescement à un jugement par défaut, donné après les six mois de son obtention, ne peut pas être opposé aux tiers qui ont acquis des droits à l'objet litigieux avant l'acquiescement. — Bourg. 7 févr. 1822. — Gren. 6 juill. 1826, t. 24, p. 43, et t. 32, p. 156. — V. *suprà*, nº 324.

329. Lorsqu'un débiteur a déclaré qu'il acquiesçait à un jugement par défaut rendu contre lui, et que cette déclaration n'a été fournie et enregistrée qu'après l'expiration du délai de six mois, les tiers ne peuvent se prévaloir de l'art. 156 C. P. C. qu'autant que leurs droits auraient été acquis au moment des six mois, soit à l'égard de la partie elle-même, soit à l'égard des tiers qui prétendent exercer ses droits. — Lyon, 4 déc. 1822, t. 24, p. 348. — V. *suprà* nº 324.

330. De même, quand un jugement par défaut a été approuvé par acte sous seing privé dans les six mois de l'obtention, mais que l'approbation n'a été enregistrée qu'après l'expiration des six mois, le créancier dont le titre est postérieur à l'enregistrement de l'approbation n'a pas le droit de la critiquer.—Lim. 21 juill. 1821, t. 23, p. 247.— V. *suprà*, n° 324.

331. La reconnaissance authentique, faite par le défaillant après les six mois, d'avoir payé les frais du jugement par défaut avant l'expiration de ce terme, ne fait pas foi à l'égard des tiers. — La partie qui a obtenu un jugement par défaut ne peut pas prouver par témoins que les frais ont été payés par le défaillant en temps utile, si ces frais s'élèvent à plus de 150 fr. — Brux. 17 oct. 1816.— V. *suprà*, no 324.

332. Décidé cependant que, quand la partie défaillante a déclaré au bas de la grosse d'un jugement par défaut qu'elle tenait ce jugement pour exécuté, une telle déclaration empêche prescription de six mois, soit à l'égard de la partie elle-même, soit à l'égard des tiers qui prétendent exercer ses droits.—Caen, 26 avr. 1814, t. 15, p. 385, n° 126. — V. *suprà*, n° 324.

333 et 334. Les formalités relatives à l'exécution du jugement par défaut étant dans l'intérêt exclusif du défaillant, celui-ci peut toujours invoquer en sa faveur, ou abandonner le moyen de péremption qui lui est offert par la loi. — Orl. 12 déc. 1811, t. 15, p. 360, n° 94. — M. Carr. partage cette opinion, t. 1, p. 403, n° 665.—V. *suprà*, n° 324.

§ 2. *Par qui la péremption peut-elle être opposée?*

335. Les tiers peuvent opposer la péremption établie par le Code de procédure civile contre les jugements par défaut faute de comparoir, non exécutés dans les six mois. — Paris, 7 juill. 1812. — Bourg. 7 fév. 1822, t. 15, p. 371, no 108, et t. 24, p. 43. — Brux. 17 oct. 1816. — M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 356, approuve cette décision.

335 *bis*. Ainsi le créancier qui a intérêt à contester dans un ordre la collocation du créancier qui le précède, peut exciper du défaut d'exécution dans les six mois du jugement par défaut qui sert de titre à l'inscription hypothécaire de ce créancier. — Cass. 11 nov. 1817, t. 15, p. 408, no 152 *bis*. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 388, n° 650 et 651; F. L. t. 3, p. 172; Toull. t. 8, p. 383.

336. La péremption d'un jugement par défaut non exécuté dans les six mois peut être proposée par le tiers détenteur poursuivi en vertu de ce jugement.— Liége, 16 juin 1824, t. 28, p. 354.

337. Un conservateur des hypothèques peut opposer la péremption d'un jugement par défaut ordonnant la radiation d'une inscription hypothécaire. — Pau, 21 janv. 1834, t. 47, p. 492.

Art. 6. *Effets de la péremption.*

338. La prescription de six mois entraîne la nullité du jugement ou de l'arrêt par défaut non exécuté, quoique l'opposition formée à ce jugement ou à cet arrêt n'ait pas été régulièrement réitérée dans la huitaine.—Lim. 24 janv. 1816, t. 15, p. 398, no 140 —*V.* M. B. S. P. p. 765, *add. fin.* 25 C. — M. Carr. t. 1, p. 404, à la note, est d'un avis contraire. — V. *suprà*, nos 205, 209 et 215.

339. L'inscription hypothécaire prise en vertu d'un jugement par défaut est valable, quoique le jugement n'ait pas été exécuté dans le délai de six mois, si le défaillant y a formé opposition avant l'expiration de ce délai. —Liége, 25 avr. 1812, t. 15, p. 367, no 102. — *V.* dans le même sens, MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 355, et B. S. P. p. 764, *add. fin.* 25 C., 2°.

340. Quand l'arrêt se trouve anéanti par la prescription de six mois, la demande sur laquelle cet arrêt est intervenu ne subsiste plus.— Lim. 24 janv. 1816, t. 15, p. 398, no 141.

341. Décidé au contraire que la péremption d'un jugement par défaut n'entraîne pas la péremption de la procédure sur laquelle il est intervenu. — Nîm. 5 juill. 1809. — Rouen, 17 nov. 1812.— Gren. 2 fév. 1813.— Lim. 10 mai 1819. — Paris, 25 fév. 1826, t. 15, p. 328, no 47; t. 18, p. 454, n° 42; et t. 32, p. 62. — *V.* en ce sens MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 356; F. L. t. 3, p. 173, vo *jugement*; et B. S. P. p. 765, *add. in fin.* 25 C. — *V.* aussi dans le même sens, mais avec quelques restrictions, M. Carr. t. 2, p. 7, n° 1414.

342. Lorsque la partie condamnée par défaut a, malgré la péremption du jugement faute d'exécution dans les six mois, interjeté appel de ce jugement, elle est censée avoir renoncé au bénéfice de cette péremption; et si son appel vient aussi à être périmé, le jugement par défaut acquiert l'autorité de la chose jugée, sans que le condamné soit recevable à invoquer la péremption précédemment acquise.—Nîm. 16 juin 1829, t. 39, p. 61.

Chap. V. *Jugement par défaut en matière commerciale.*

343. On peut former opposition à un jugement par défaut rendu par un tribunal de commerce. — Brux. 17 frim. an x, t. 15, p. 286, n° 7.

343 *bis*. Lorsqu'un arrêt déclare non recevable l'appel d'un jugement par défaut d'un tribunal de commerce, exécutoire nonobstant opposition, et que cet arrêt rejette la demande en sursis comme étant sans objet, il n'y a pas chose jugée, en ce sens que la voie d'opposition ne serait plus ouverte.— Brux 7 oct. 1819.

344. Lorsque le tribunal de commerce, après avoir entendu contradictoirement les parties sur une exception d'incompétence, a joint cette exception au fond, en ordonnant de plaider à toutes fins, le jugement qui, sur le refus de l'une des parties de plaider au fond, statue ensuite tant sur le déclinatoire que sur le fond, doit, en ce qui concerne la disposition sur le déclinatoire, être considéré comme un jugement contradictoire, dont l'appel n'est recevable que dans les trois mois de la signification. — Brux. 26 juill. 1827.

345. L'opposition contre un jugement par défaut rendu commercialement n'est pas recevable six jours après l'exécution. — Rouen, 15 mai 1827. Lasnon C. Quertier.

346. Les jugements par défaut émanés des tribunaux de commerce, dans l'intervalle de la publication du Code de procédure au Code de commerce, ont dû être attaqués par la voie de l'opposition dans la huitaine de leur signification, à peine de déchéance, et ils ont dû être exécutés dans les six mois de l'obtention. — Cass. 2 août 1815, t. 6, p. 685, no 23.

347. L'opposition à un jugement par défaut d'un tribunal de commerce rendu avant le 1er janvier 1808, est recevable après l'expiration de la huitaine. — Turin, 19 mars 1811, t. 15, p. 357, n° 89. — V. *infrà*, n° 377.

348. Un commerçant ne peut former opposition au jugement par défaut qui le déclare en faillite que dans la huitaine du jour où l'affiche en a eu lieu par extrait, lors même qu'on ne le lui aurait pas signifié. — Cass. 15 déc. 1830, t. 40, p. 202. — *V.* le n° qui suit.

349. Le délai d'opposition à un jugement par défaut qui déclare un commerçant en état de faillite, ne peut courir, après l'affiche, qu'autant qu'il y a eu signification régulièrement faite; l'art. 459 C. comm. doit être combiné avec les dispositions de l'art. 642, et être entendu en ce sens que l'affiche a dû être précédée d'une signification. — Riom, 4 juill. 1809, t. 21, p. 32, no 23.— *V.* le no qui précède.

350. La disposition de l'art. 457 C. comm. qui n'accorde au failli que 8 jours, à partir de celui de l'affiche du jugement qui le déclare en faillite, pour former opposition à ce jugement, n'est pas applicable à celui qui fonde son opposition sur ce qu'il n'est ni marchand ni commerçant, et sur ce qu'il n'a pu, par suite, être constitué en état de faillite. — Brux. 18 févr. 1824.

351. Un créancier dont l'admission au passif d'une faillite a été contestée judiciairement, a le droit

de former opposition au jugement déclaratif de la faillite, jusqu'au jour où se termine la contestation qui avait été élevée contre lui. — Rouen, 17 janv. 1826, t. 31, p. 108.

352. Les syndics ne sont pas comme tels recevables à former opposition au jugement qui fixe l'ouverture de la faillite. — L'opposition est recevable de leur part, s'ils l'ont formée tout à la fois et en qualité de syndics et en qualité de créanciers. — Brux. 6 janv. 1827.

353. Les articles du Code de procédure civile relatifs à l'exécution des jugements par défaut en matière ordinaire, s'appliquent aux jugements par défaut en matière commerciale. — Lyon, 28 févr. 1825, t. 29, p. 216.

354. On peut former opposition à un jugement par défaut en matière commerciale après l'expiration du délai fixé par l'art. 436 C. P. C., lorsqu'aucun des actes d'exécution déterminés par l'art. 159 du même Code n'a suivi la signification de ce jugement.—Cass. 31 mars 1828, t. 35, p. 223.

355. Il faut distinguer devant les tribunaux de commerce, comme devant les tribunaux civils, les jugements par défaut faute de comparaître, et les jugements par défaut faute de plaider. Ce n'est que relativement aux premiers que l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution : l'art. 643 C. comm. n'a pas abrogé, mais seulement modifié l'art. 436 C. P. C. —Cass. 13 nov. 1822, t. 24, p. 315. — V. *infrà*, n°s 357, 359 et suiv.

356. La partie condamnée, *faute de comparaître*, par un tribunal de commerce, est recevable à former opposition au jugement par défaut, tant qu'il n'est pas exécuté, lors même qu'ayant déclaré une première fois sur un procès-verbal de saisie qu'elle est opposante, elle a négligé de renouveler cette déclaration par acte exprès dans les trois jours. — Metz, 8 mai 1824, t. 28, p 222.

357. L'opposition au jugement rendu par défaut, faute de plaider, par un tribunal de commerce, n'est pas recevable après la huitaine de la signification de ce jugement. — Lyon, 9 janv. 1831, t. 41, p. 434.— V. *infrà*, n° 359.

358. Lorsque, devant un tribunal de commerce, une partie a comparu, soit en personne, soit par un fondé de pouvoir, si elle ne se représente pas lors du jugement, le jugement qui intervient est par défaut faute de plaider, et l'opposition doit être formée dans la huitaine. — Bord. 30 avr. 1829. Delaunay C. Pinaud. — Toul. 4 déc 1828. — Brux. 26 juill. 1827. — *V*. le n° qui suit.

359. L'opposition à un jugement du tribunal de commerce, par défaut au fond, contre une partie qui a comparu par le ministère d'un agréé, et qui a proposé un déclinatoire, doit-elle, à peine de nullité, être formée dans la huitaine de la signification? — Oui. — Cass. 5 mai 1824, et 7 nov. 1827. — Toul. 8 mai 1824. — Rouen, 26 nov. 1824. — Paris, 10 nov. 1825. — Poit. 28 août 1829. — Non. — Paris, 22 mai 1824, et 29 juin 1825, t. 26, p. 279; t. 31, p. 61; t. 32, p. 174; t. 34, p. 213, et t. 39, p. 46. — V. *suprà*, n° 355, le n° qui qui précède et les deux nos qui suivent.

360. L'opposition à un jugement d'un tribunal de commerce, par défaut au fond, contre une partie qui a demandé une remise de cause par le ministère d'un agréé, doit, à peine de déchéance, être formée dans la huitaine de la signification. — Paris, 25 févr. 1826, et 9 oct. 1828, t. 31, p. 212, et t. 36, p. 90. — Décidé au contraire que l'opposition dans ce sens est recevable jusqu'à l'exécution. — Paris, 26 août 1829, t. 37, p. 323. — V. *suprà*, nos 355 et suiv.

361. S'il est vrai de dire qu'un agréé, exerçant près un tribunal de commerce, n'est qu'un mandataire et non un officier ministériel, on ne doit point toutefois regarder un jugement consulaire, rendu par défaut contre une partie représentée par un agréé, comme une sentence de défaut, faute de comparaître, dans le sens des art. 156 du C. de proc. et 643 du C. de comm.; car le défaut dont nous parlons est prononcé contre une partie valablement représentée, et qui ne veut pas défendre; et, dans ce cas, le jugement doit être attaqué par opposition dans la huitaine de la signification. —Orl. 5 mars 1813, et 16 déc. 1820, t. 15, p. 378, n° 117. — V. *suprà*, nos 355 et suiv.

362. Lorsque, devant un tribunal de commerce, un avoué se présente sans mandat pour y reconnaître la dette d'une partie, le jugement de condamnation qui intervient contre cette partie est par défaut et susceptible d'opposition, encore qu'il soit qualifié *contradictoire*: ce n'est le cas ni d'en interjeter appel, ni d'intenter une action en désaveu contre l'avoué. — Metz, 23 août 1822, t. 24, p. 288.

363. Un avoué, même porteur de la citation donnée à une partie assignée devant un tribunal de commerce, ne représente point valablement celle-ci; il doit être autorisé par elle à l'audience, ou bien exhiber un pouvoir spécial de comparaître pour elle. En conséquence, le jugement rendu sur la comparution de cet avoué est par défaut et périmé faute d'exécution dans les six mois. — Nîm. 24 mars 1830, t. 40, p. 164.

364. Le commandement fait en vertu de cette décision après ce délai est nul, et le tribunal civil doit connaître de l'opposition dont il a été l'objet. — Nîm. 24 mars 1830, t. 40, p. 164.

365. Le jugement d'un tribunal de commerce rendu par défaut contre une partie déjà défaillante lors d'un premier jugement n'est pas susceptible d'opposition. — Paris, 15 fév. 1810, t. 15, p. 340, n° 58. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 369, not. 1.

366. Les tribunaux de commerce peuvent rendre des jugements de défaut profit joint. — Cass. 29 juin 1819, t. 13, p. 267, n° 331. — *V*. les nos qui suivent.

367. Mais les formes prescrites par le Code de procédure pour les jugements par défaut joint ne sont pas obligatoires pour les tribunaux de commerce.—Aix, 11 déc. 1824. — Ang. 3 août 1825. — Cass. 26 mai 1829, t. 27, p. 253; t. 32, p. 134; et t. 37, p. 215.—*V*. le n° qui précède.

367 *bis*. En matière commerciale la procédure de défaut joint ne doit pas être suivie; ainsi l'opposition est recevable contre un jugement par défaut d'un tribunal de commerce, quoique ce jugement ait été rendu après réassigné. — Lyon, 25 fév. 1828, t. 34, p. 255. — V. *suprà*, n°s 366 et suiv., et le n° qui suit.

368. Le jugement qui statue sur le profit d'un défaut joint n'est pas susceptible d'opposition de la part des syndics ou des créanciers d'une faillite, qui ne sont intervenus dans l'instance que depuis le jugement de jonction, si les agents provisoires ont été parties au jugement de jonction. — Montp. 6 juill. 1822, t. 24, p. 228. — V. *suprà*, n° 366.

369...Encore que dans l'intervalle du jugement de jonction au jugement définitif, il soit intervenu un jugement interlocutoire, contradictoire avec toutes les parties. — Montp. 6 juill. 1822, t. 24, p. 228.

370. L'opposition formée à un jugement d'un tribunal de commerce au moment de son exécution doit être réitérée, sous peine de nullité, dans le délai de trois jours, et non dans celui de huitaine. — Lyon, 30 nov. 1830, p. 275, n° 242. — *V*. *ibid.* nos observat. sur cet arrêt. — *V*. le n° qui suit.

371. On doit réitérer dans les trois jours l'opposition à un arrêt par défaut, infirmatif d'un jugement du tribunal de commerce, lorsqu'on l'avait faite sur le procès-verbal de saisie.—Nîm. 9 août 1819, t. 3, p. 455, n° 281. — *V*. le n° qui précède.

372 et 373. Les jugements par défaut des tribunaux de commerce sont non avenus s'ils ne sont pas exécutés dans les six mois.—Paris, 10 mars 1812, t. 15, p. 367, n° 101. —M. Carr. t. 1, p. 381, n° 642, est de cet avis.

374. Le jugement rendu par un tribunal de commerce contre une partie qui a comparu par un fondé de pouvoir, et ensuite a laissé défaut, n'est pas susceptible de la péremption de six mois. — Cass. 18 janv. 1820, t. 15, p. 418, n° 163. —MM. Carr. t. 1, p. 382, not. 1; F. L. t. 3, p. 173, se prononcent

en ce sens. — V. *suprà*, n° 355, et *infrà*, nos 375 et 376.

375. Ainsi un jugement du tribunal de commerce rendu par défaut au fond contre une partie qui a proposé un déclinatoire par le ministère d'un agréé, n'est point périmé à défaut d'exécution dans les six mois. — Cass. 5 mai 1824, t. 26, p. 279. — Tous les auteurs ont adopté cette solution. — *V.* le n° qui précède.

376. Comme aussi, quand le fondé de pouvoir ou l'agréé d'une partie citée devant un tribunal de commerce comparaît pour demander la remise de la cause qu'il n'obtient point, le jugement qui intervient contre cette partie *faute de défendre* n'est point susceptible d'être périmé. — Cass. 26 déc. 1821, t. 23, p. 384. — V. *suprà*, nos 355 et 374.

377 et 378. Les jugements par défaut rendus avant le Code de commerce, quoique depuis le Code de procédure, n'ont pas été périmés par les six mois de non-exécution. — Bord. 26 janv. 1811, t. 15, p. 355, n° 80. — V. *suprà*, no 347.

379. L'opposition formée à un jugement par défaut du tribunal de commerce dans la huitaine à compter de la signification est recevable, quoiqu'il ait été fait avant cette opposition un acte qui, suivant l'art. 159 C. P. C., suffit pour constater l'exécution. — Paris, 5 oct. 1815, t. 15, p. 394, n° 136.

380 et 381. Un jugement par défaut, même en matière commerciale, est susceptible d'opposition, encore qu'il y ait eu saisie-exécution, s'il n'a pas été procédé à la vente. — Besanç. 12 déc. 1812, t. 15, p. 375, n° 112. — Metz, 8 mai 1824, t. 28, p. 222.

382. Le débiteur condamné par défaut n'est pas recevable à invoquer contre le jugement qui le condamne la péremption de six mois, si le créancier qui l'a obtenu s'est fait inscrire, en vertu d'un jugement, au passif de la faillite de son débiteur. — Caen, 4 janv. 1823. Dupuis C. faillite Valois.

383. Le jugement par défaut obtenu contre un débiteur déclaré en faillite avant l'expiration des six mois ne tombe pas en péremption, si, antérieurement à la faillite, il a été signifié au débiteur, et si postérieurement les syndics ont mis les meubles du saisi sous scellés, et pris toutes les mesures conservatoires. — Rouen, 21 nov. 1826.

JUGEMENTS INTERLOCUT. — Tout ce qui concerne cette espèce de jugements a été classé au mot *jugements préparatoires et interlocutoires.*

JUGEMENTS PRÉPARATOIRES ET INTERLOCUTOIRES (1).

C. Ier. COMMENT PEUVENT SE RECONNAITRE LES JUGEMENTS PRÉPARATOIRES, INTERLOCUTOIRES ET DÉFINITIFS? 1 à 3. — C. II. QUELS JUGEMENTS SONT PRÉPARATOIRES, INTERLOCUTOIRES OU DÉFINITIFS? — A. 1er. Des jugements qui statuent sur un déclinatoire, une jonction ou une disjonction de cause, une mise en cause, une intervention, une tierce opposition, un débouté en l'état, un renvoi de cause ou une remise, 4 à 32. — A. 2. Des jugements ordonnant un délibéré, une production ou une communication de pièces, un interrogatoire sur faits et articles, 33 à 45. — A. 3. Des jugements ordonnant une preuve, une enquête, 46 à 62. — A. 4. Des jugements ordonnant une expertise, une estimation, une descente de lieux, une vérification d'écritures, de marchandises, 63 à 96. — A. 5. Des jugements ordonnant un partage, une reddition de compte, un sursis, 97 à 113. — A. 6. Des jugements rejetant une exception, accordant une provision; cas divers, 114 à 128. — C. III. FORMES DES JUGEMENTS PRÉPARATOIRES ET INTERLOCUTOIRES. APPEL. POURVOI EN CASSATION. EFFETS. — A. 1er. Formes, 129 à 134. — A. 2. Appel. — § 1er. *Quand doit-on interjeter appel des jugements préparatoires ou interlocutoires?* 135 *à* 148. — § 2. *Effets de l'exécution et de l'acquiescement par rapport au droit d'appel,* 149 *à* 152. — A. 3. Pourvoi en cassation, 153 à 158. — A. 4. Effets des jugements préparatoires et interlocutoires, 159 à 175.

CHAP. Ier. *Comment peuvent se reconnaître les jugements préparatoires, interlocutoires et définitifs* (1)?

1. Pour déterminer la nature d'un arrêt, et décider s'il est définitif ou bien seulement interlocutoire, ce ne sont pas ses motifs qu'il faut examiner, mais uniquement son dispositif, qui seul juge, et qui, par conséquent, peut seul acquérir l'autorité de la chose jugée. — Cass. 29 mai 1828. Fanouilh C. Gerès. — Bord. 10 mai 1827, t. 35, p. 255.

2. Ainsi est interlocutoire le jugement dont le dispositif ordonne une vérification par expert, quoique ses motifs expriment l'intention de juger définitivement. — Bord. 28 mars 1831. Commune de Chartres C. Verleai.

3. Jugé au contraire qu'un jugement peut être considéré comme définitif, lorsque dans les motifs il a établi des principes qui préjugent le fond, encore que par le dispositif il n'ordonne qu'une preuve. — Trèves, 20 frim. an XIV, t. 15, p. 198, n° 22.

CHAP. II. *Quels jugements sont préparatoires, interlocutoires ou définitifs?* — ART. 1er. *Des jugements qui statuent sur un déclinatoire, une jonction ou une disjonction de cause, une mise en cause, une intervention, une tierce opposition, un débouté en l'état, un renvoi de cause ou une remise.* — (V. la note du chapitre premier.)

4. Le jugement qui rejette un déclinatoire n'est pas préparatoire. — Cass. 13 flor. an IX, 10 fruct. an XII, t. 1, p. 89, n° 19; t. 15, p. 194, n° 19; 25 juin 1825, t. 30, p. 142.

5. Ainsi la disposition d'un jugement préparatoire qui prononce sur la compétence des tribunaux est définitive. — Cass. 1er vent. an XII, t. 15, p. 194, n° 16. — *V.* PR. FR. t. 3, p. 69.

6. Le jugement qui, sur l'exception d'incompétence proposée par le défendeur, et tirée de ce que le tribunal devant lequel il est assigné ne serait point celui du lieu de son domicile, admet le demandeur à la preuve du contraire, est un jugement interlocutoire dont il échoit appel avant le jugement définitif. — Brux. 7 juin 1828.

7. Est interlocutoire le jugement qui ordonne à un demandeur de justifier de la qualité en laquelle il procède. — Paris, 18 août 1825, t. 30, p. 71.

8. Un jugement qui ordonne à des parties représentées par un seul avoué d'en constituer un pour chacune d'elles, n'est qu'un préparatoire. — Renn. 23 août 1814, t. 3, p. 218, n° 103.

9. Un jugement qui déclare recevable une action dont la recevabilité est contestée, est définitif en cette partie. — Cass. 26 vend. an XII, t. 15, p. 193, n° 15. — *V.* PR. FR. t. 3, p. 70.

10. Un jugement qui ordonne la jonction de causes sous la réserve des droits des parties, est un jugement préparatoire qui ne préjuge nullement la décision du fond; la disjonction est de droit, elle n'a pas besoin d'être ordonnée. — Orl. 7 juill. 1808. — Renn. 14 août 1811, t. 15, p. 208, n° 35, et p. 237, n° 61. — Tel est l'avis de MM. CARR. t. 2, p. 169, n° 1621, et HAUT. p. 254. — V. *contrà*, M. D. C. p. 325.

11. Mais est définitif le jugement qui rejette une demande en jonction de deux instances. — Nîm. 8 janv. 1819, t. 15, p. 258, n° 95.

12. De même le jugement qui joint une demande en garantie à l'instance principale n'est pas

(1) *V. Appel*, 698. — *Arb.* 222. — *Cass.* 52 *et s.* — *Evoc.* 49. — *Excep.* 99 *et s.* — *Jug.* 89 *et s.* 546. — *Peremp.* 93 *et s.* 141 *et s.* — *Ress.* 172. — *Sais. imm.* 111. — *Signif.* 3. — *Trib. comm.* 584. — *Vérif. d'écrit.* 36 *et s.*

(1) Les nuances qui distinguent les jugements *préparatoires* et *interlocutoires* sont quelquefois si difficiles à saisir, que nous engageons nos lecteurs, qui voudront bien connaître la jurisprudence sur cette matière difficile, à lire le mot en entier.

préparatoire; par conséquent on peut en appeler avant le jugement définitif. — Bord. 30 mai 1829. Renateau C. Dupal et Lazimier.

13. De même aussi le jugement qui joint au fond la demande provisoire de l'époux demandeur en séparation, tendant à obtenir la remise des enfants, peut être attaqué par la voie de l'appel avant le jugement définitif. — Lim. 15 janv. 1817, t. 21, p. 125, vo *sépar. de corps*, n° 6.

14. Cependant le jugement d'un tribunal correctionnel, qui joint comme connexes deux plaintes portées par deux personnes différentes contre un même individu, est un jugement préparatoire. En conséquence, le pourvoi en cassation contre ce jugement n'est pas recevable avant le jugement définitif — Cass. 22 janv. 1825, t. 29, p. 326.

15. Lorsqu'un tribunal ordonne *préparatoirement* une mise en cause, son jugement peut néanmoins être considéré comme interlocutoire et par conséquent susceptible d'appel si la mise en cause ordonnée préjuge le fond. — Gren. 22 juill. 1809. — Cass. 8 déc. 1813, t. 5, p. 139, n° 9; et t. 15, p. 215, n° 43. — *V.* les nos suivants, 16 à 21.

16. Ainsi le jugement qui ordonne la mise en cause du saisissant est appelable, parce qu'il préjuge le fond. — Brux. 10 mai 1808, t. 15, p. 203, n° 31. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 167, n° 1618.

17. Est interlocutoire le jugement qui ordonne la mise en cause d'un tiers pour l'éclaircissement des faits. — Cass. 1er juin 1809, t. 15, p. 214, n° 42 — Poit. 18 janv. 1831, t. 40, p. 326. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 2, p. 66, n° 1018; F. L. t. 1, p. 165, vo *appel*; et Merl. *Q. D.* t. 3, p. 690. — *Contrà*, Agen, 5 juill. 1831, t. 42, p. 106. — V. *suprà*, n° 15.

18. Est interlocutoire, et non simplement préparatoire, le jugement qui ordonne que des tiers seront entendus à l'audience sur l'objet de la contestation; en conséquence, on peut appeler de ce jugement avant le jugement définitif. — Amiens, 26 janv. 1832, t. 24, p. 29. — V. *suprà*, n° 15.

19. Le jugement qui, pour éclaircir des doutes sur la vérité d'une signature apposée à une lettre de change, ordonne la mise en cause du tireur, est préparatoire à l'égard de l'accepteur. — Brux. 12 sept. 1812, t. 15, p. 244, n° 74. — V. *suprà*, n° 15.

20. Comme aussi, on doit réputer préparatoire le jugement qui, pour éclairer la religion du tribunal sur les droits du porteur d'une lettre de change, ordonne la mise en cause du précédent endosseur pour comparaître en personne avec les autres parties. — Colm. 6 déc. 1809, t. 15, p. 218, n° 47. — V. *suprà*, n° 15.

21. On doit considérer aussi comme simplement préparatoire le jugement qui, en condamnant quelques-uns des endosseurs d'une lettre de change, ordonne, avant faire droit à l'égard des autres, la mise en cause d'un tiers. — Montp. 19 déc. 1810, t. 15, p. 224, n° 52. — *V.* les observations de M. Coff. et M. Carr. t. 2, p. 167, n° 1618. — V. *suprà*, n° 15.

22. Le jugement qui ordonne la mise en cause d'un tiers, sur le fondement qu'il a un intérêt dans la cause du fond, ou que l'issue du procès l'intéresse en une qualité quelconque, est interlocutoire. — Orl. 28 fév. 1810, t. 15, p. 220, n° 48. — Tel est l'avis de M. Haut. p. 256. — V. *suprà*, n° 15.

23. N'est pas non plus préparatoire le jugement qui met en cause des parties dont la présence est inutile, et qui, par suite de cette mise en cause, peut porter atteinte à un arrêt précédemment rendu entre les parties. — Cass. 19 avr. 1826, t. 31, p. 316. — V. *suprà*, n° 15.

24. Le jugement qui ordonne qu'une femme mise en cause avec son mari et demandant à plaider séparément, se pourvoira à l'effet d'y être autorisée, n'est qu'une décision préparatoire, et l'appel n'en est recevable qu'avec celui du jugement définitif. — Brux. 15 avr. 1830. Brouckaut C. Jacquemins. — V. *suprà*, n° 15.

25. Est préparatoire le jugement qui reçoit ou rejette une intervention contestée. — Montp. 12 avr. 1809, t. 15, p. 213, n° 39. — Cet arrêt n'est pas approuvé par M. Coff. — V. *ibid.*

26. L'arrêt qui, dans une instruction par écrit, après le rapport, refuse d'entendre un avocat sur la demande en disjonction d'une intervention formée depuis l'appel, et le second arrêt qui refuse de prononcer, quant à présent, sur cet incident, et le joint au fond avec d'autres demandes, sont préparatoires et non susceptibles d'être attaqués en cassation avant l'arrêt définitif. — Cass. 8 avr. 1828, t. 35, p. 226.

27. Le jugement qui statue sur une fin de non-recevoir opposée à une tierce opposition, et déclare cette tierce opposition recevable en ordonnant communication de la procédure faite sur le jugement attaqué, est définitif. — Rouen, 25 brum. an x, t. 15, p. 184, n° 5. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 157, n° 1616.

28. Le jugement qui déclare qu'il n'y a lieu à prononcer dans l'état est définitif. — Gren. 10 mai 1809, t. 15, p. 214, n° 41. — *V.* le n° qui suit.

29. Le jugement qui, dans l'état, déboute une partie de sa demande n'est pas irrévocable. — Renn. 2 juill. 1816, t. 15, p. 124, n° 142. — *V.* le n° qui précède, celui qui suit, et les décisions que nous avons notées à nos mots *jugement*, n° 512, et *requête civile*, nos 3 et 26, sur les décisions *en l'état*.

30. Lorsqu'un jugement a réservé à la partie condamnée à faire valoir les titres d'une servitude objet de la demande, si elle les recouvre par la suite, la partie qui a été renvoyée de la demande peut interjeter appel, et demander à la Cour une décision définitive. — Rouen, 25 août 1828, t. 38, p. 111. — *V.* les deux nos qui précèdent.

31. Lorsque les parties ont plaidé au fond, les juges ne peuvent ordonner un interlocutoire qui éloigne la fin du procès suffisamment instruit. — Gren. 22 juill. 1809, t. 15, p. 215, n° 44.

32. Un jugement rendu en vacations, qui renvoie la cause après la rentrée, est purement d'instruction, et ne peut être susceptible d'appel. — Gren. 10 mai 1809, t. 15, p. 213, n° 40.

Art. 2. *Des jugements ordonnant un délibéré, une production ou communication de pièces, un interrogatoire sur faits et articles.* (V. *la note du chapitre premier et l'article suivant* (1).

33. Le jugement qui ordonne un délibéré est-il préparatoire? — L'affirmative ne saurait être douteuse, puisqu'un pareil jugement ne préjuge rien sur le fond. — C'est aussi ce qu'enseignent MM. Carr. t. 1, p. 237, n° 459; Pig. *Comm.* t. 1, p. 251; Ded. p. 127, et D. C. p. 89. — Mais ce dernier auteur pense qu'on peut en appeler lorsqu'on a joint au fond certains incidents sur lesquels on aurait dû statuer préalablement, comme les déclinatoires, les demandes en nullité de poursuites, et autres exceptions dilatoires que la loi défend de joindre au fond, parce que souvent elles seraient, en quelque

(1) On doit facilement comprendre quelles sont les difficultés en matière de qualification de jugements, et les contradictions apparentes qu'offre la jurisprudence sur cette partie délicate de la procédure, quand on réfléchit que c'est plutôt l'intention plus ou moins manifestée du juge, que les termes mêmes du jugement, qui détermine la nature de la décision. Ainsi, *les juges ont-ils voulu préjuger le fond?* le jugement est interlocutoire, quelquefois même définitif sur le point jugé. *La preuve, la mesure ordonnées sont-elles au contraire uniquement le résultat d'un désir de s'éclairer davantage dans l'intérêt commun des parties?* le jugement n'est alors que préparatoire. Mais à quels signes certains reconnaîtra-t-on la volonté, l'intention du juge? Il n'y en a pas; la jurisprudence, qu'il faut étudier avec le plus grand soin, offre cependant quelques données qui doivent, en l'absence des principes, guider le praticien et le magistrat; aussi, nous le répétons, le chapitre 2 forme un ensemble dont chaque partie ne doit pas être consultée isolément.

sorte, préjugées par cette jonction. — *V.* J. A. t. 15, p. 264, no 111.

34. Est simplement préparatoire, et non interlocutoire, le jugement qui ordonne un délibéré de registres avec remise de pièces. — Cass. 12 févr. 1822, t. 24, p. 48.

35. Sont purement préparatoires et susceptibles d'appel seulement après le jugement définitif, les jugements qui ordonnent un interrogatoire ou une communication de pièces. — Rouen, 27 mai 1817, t. 11, p. 250, no 84. — V. *infrà*, nos 41 et 42.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 168, à la note, et p. 169, no 1623; et B. S. P. p. 246, notes 6 et 7.

36. Un jugement qui ordonne qu'une partie produise une pièce que l'adversaire soutient être entre les mains de celle-ci, et dont il demande la production comme nécessaire pour faire preuve au procès, doit être considéré comme purement préparatoire. — Renn. 12 déc. 1810, t. 15, p. 223, no 51. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 170, note 1re.

37. Mais un jugement qui ordonne la communication des registres et papiers du failli par voie de dépôt au greffe n'est pas purement préparatoire, lorsqu'il y a eu contestation sur la communication. — Renn. 4 oct. 1811, t. 15, p. 238, no 63.

38. Est purement préparatoire le jugement qui, avant de statuer sur le mérite d'une saisie-arrêt, ordonne que les parties se retireront devant le juge de paix pour s'expliquer sur des paiements allégués. — Bourg. 29 avr. 1832.

39. Le jugement qui statue sur le point de savoir s'il doit être donné ou non copie de telles ou telles pièces produites au procès, doit être considéré, non pas comme un simple jugement préparatoire, mais comme un véritable jugement définitif sur ce point. — Brux. 14 avr. 1827.

40. Un jugement qui ordonne qu'une quittance de remboursement sera rapportée, fixe le point de la difficulté au rapport de cette pièce, et préjuge nécessairement le fond, parce que cette mesure n'a pas dû être prise inutilement, et elle sous-entend que, faute par la partie de justifier de sa libération, elle sera condamnée à payer. — Orl. 2 juin 1808, t. 15, p. 204, no 33. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 2, p. 171, no 1625, et Haut. p. 255.

41. Le jugement ordonnant un interrogatoire sur faits et articles n'est pas susceptible d'appel avant le jugement définitif. — Paris, 9 août 1833, t. 45, p. 745.—*V.* le no qui suit, et notre mot *interrogatoire*, nos 60, 61 et 62.

42. On ne doit pas considérer comme préparatoire, et non sujet à l'appel avant le jugement définitif, le jugement qui déclare les faits pertinents en matière d'interrogatoire sur faits et articles. — Brux. 24 juin 1806, t. 15, p. 200, no 25. — V. *suprà*, no 35, et le no qui précède. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 168, no 1620.

43. Comme aussi un jugement qui ordonne qu'une partie sera entendue à la barre du tribunal sur les faits relatifs au fond de l'objet litigieux, est interlocutoire. — Orl. 27 mai et 1er juin 1808, t. 15, p. 204, no 32. — *V.* MM. Haut. p. 255, et Carr. t. 1, p. 273, no 501; t. 2, p. 87, no 1532, et p. 167, no 1619.

44. De même un jugement qui annule une procédure tendante à un interrogatoire sur faits et articles n'est pas un jugement simplement préparatoire; il est définitif relativement à la validité de la procédure, et l'appel n'en est plus recevable quand il a été exécuté. — Metz, 12 mai 1821, t. 15, p. 261, no 105.

45. Est interlocutoire le jugement qui ordonne que le défendeur à l'interdiction sera interrogé dans la chambre du conseil. — Caen, 9 juill. 1828, t. 36, p. 135. —V. *suprà*, nos 41 et suiv.

Art. 3. *Jugement ordonnant une preuve, une enquête.* — (V. *la note du chapitre premier et l'article précédent.*)

46. Avant le Code de procédure, tout jugement qui ordonnait une preuve était simplement préparatoire, et les délais de l'appel ne couraient pas du jour de la signification à partie. — Besanç. 3 juin 1808, t. 15, p. 205, no 34. — *V.* MM. Ponc. t. 1, p. 123, et p. 130; F. L. t. 2, p. 155, vo *appel*; Pig. t. 1, p. 509; Pig. *Comm.* t. 2, p. 25; Carr. t. 2, p. 156, no 1616; F. L. t. 1, p. 165, vo *appel*; Haut. p. 254; Ponc. t. 1, p. 127; B. S. P. p. 246; D. C. p. 325; Lep. p. 297 et 298.

47. Le jugement qui ordonne une enquête ne doit être considéré que comme un jugement préparatoire. — Cass. 18 juill. 1817, t. 11, p. 166, no 153.

48. Un jugement qui, malgré l'opposition de l'une des parties, admet la preuve testimoniale proposée par l'autre, est-il simplement préparatoire? — Oui. — Cass. 24 flor. an xiii. — Paris, 9 févr. 1807. — Non. — Cass. 24 oct. 1808, et 28 déc. 1818, t. 15, p. 195, no 21. — MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 25; Pig. t. 1, p. 509; Carr. t. 2, p. 161, et F. L. t. 1, p. 165, sont d'accord sur ce point, que le jugement qui ordonne une preuve testimoniale, malgré l'opposition de l'une des parties, est interlocutoire.— V. *infrà*, nos 56 et suiv.

49. Est simplement préparatoire le jugement qui admet une preuve testimoniale, sans entendre préjudicier aux droits des parties, ni rien préjuger à leur égard. — Nîm. 14 févr. 1812, t. 15, p. 241, no 69.

50. Il en est autrement du jugement qui ordonne une preuve de faits qui préjugent le fond, tant par experts que par témoins. Ce jugement est interlocutoire. — Renn. 22 janv. 1821, t. 15, p. 261, no 102. — V. *infrà*, no 53.

51. Comme aussi est interlocutoire un jugement qui ordonne une enquête sur un fait dont l'approfondissement peut entraîner la décision de la cause. — Rennes, 29 juin 1816, t. 19, p. 194, no 212.

52. On doit considérer comme interlocutoire le jugement qui ordonne une preuve dont le résultat doit influer sur la décision du fond, quoique le tribunal ait déclaré ne pas vouloir préjudicier aux parties. — Cass. 25 août 1812, t. 15, p. 243, no 73. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 164, no 1617; B. S. P. p. 109, not. 20 2o; et Merl. *Q. D.* vo *opposition*, § 6. — *V.* encore M. Carr. t. 2, p. 172, no 1828.

53. Un jugement qui ordonne une preuve de possession, et préjuge ainsi le fond, est interlocutoire. — Cass. 4 mars 1828, t. 35, p. 204.—V. *suprà*, no 50.

54. Un jugement qui déclare inadmissible la preuve de certains faits articulés par l'une des parties, et ordonne de plaider au fond, n'est pas purement interlocutoire, et l'appel ne peut pas en être interjeté avec le jugement définitif, surtout s'il y a eu acquiescement de la part de la partie à laquelle il était défavorable. — Brux. 30 juin 1828. — V. *infrà*, no 140.

55. Est interlocutoire, et par conséquent n'est plus susceptible de cassation, si on l'a exécuté, ou si on ne l'a pas attaqué dans les trois mois de sa signification, l'arrêt qui, en ordonnant une enquête, décide en droit que la preuve par témoins est admissible. —Cass. 20 juill. 1830, t. 40, p. 116.

56. En d'autres termes, lorsqu'un tribunal ordonne, avant faire droit sur le fond, qu'une partie administrera une preuve qu'on soutient n'être pas admissible, ce jugement est définitif en ce point, cette disposition a un trait direct au fond et le préjuge. — Orl. 17 janv. 1808, t. 15, p. 203, no 29.—*V.* M. Haut. p. 255. — V. *suprà*, no 48.

57. Le jugement qui ne se borne point à ordonner une preuve, mais qui, sur le différend élevé entre les parties quant au point de savoir par qui cette preuve doit être administrée, décide en même temps quelle est celle des parties qui est tenue de la faire, est définitif quant à ce point, de telle sorte que l'appel de ce jugement doive être interjeté dans les trois mois de la signification. — Brux. 15 juin 1827.

58. Le jugement qui ordonne d'en venir au fait articulé par une partie, est interlocutoire; en conséquence, on peut en interjeter appel avant le jugement définitif. — Poit. 3 mars 1826, t. 31, p. 157.

59. On doit considérer comme préparatoire un jugement qui, sans ordonner la preuve de certains faits articulés, enjoint à la partie de les reconnaître ou de les dé-

nier. — Paris, 19 déc. 1810, t. 15, p. 226, nº 53. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 163, à la not.

60. Le jugement qui rejette des moyens de nullité contre une enquête est définitif, et on peut en appeler. — Cass. 1er mai 1811, t. 15, p. 236, nº 60. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 15, à la not.

61. Comme aussi le jugement qui rejette des moyens de reproche dans une enquête est definitif, et on ne peut en réserver l'appel avec l'appel du jugement sur le fond. — Metz, 8 déc. 1815, t. 15, p. 249, nº 79. — Rennes, 12 janv. 1826. Bacheux C. Bacheux.

62. Le jugement qui accorde une prorogation de délai pour faire une enquête est interlocutoire et il peut en être interjeté appel en même temps que du jugement définitif. —Cass. 17 juin 1822, t. 24, p. 196.

Art. 4. *Jugements ordonnant une expertise, une estimation, une descente de lieux, une vérification d'ecriture ou de marchandises.*—(V. *la note du chapitre premier et les deux articles précédents.*)

63. Le jugement qui ordonne une expertise à laquelle la partie adverse ne s'est point opposée est purement préparatoire. — Brux. 9 mars 1811, t. 15, p. 228, nº 54.

64. Est préparatoire, et par suite non susceptible d'appel, le jugement qui ordonne une expertise sur la demande de toutes les parties, et sans nuire ni préjudicier à leurs droits. — Renn. 30 janv. 1834, t. 47, p. 689. — Aix, 24 janv. 1832, t. 43, p. 572.

65. En matière d'enregistrement, le jugement qui, contrairement aux conclusions de la régie, ordonne une expertise, est définitif, et susceptible de pourvoi en cassation. — Cass. 9 vend. an XIII, t. 15. p. 195, nº 20.

66. Un jugement n'est pas interlocutoire par cela seul qu'il ordonne une visite d'experts. — Renn. 14 nov. 1825, t. 15, p. 246, nº 78. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 171, nº 1627; Pig. *Comm.* t. 2, p. 25.

67. Mais est définitif le jugement qui, en ordonnant une expertise, décide implicitement la question du fond. — Cass. 12 germ. an IX, t. 15, p. 183, nº 2.

68. Est également définitif le jugement qui, après avoir reconnu le droit d'une partie, soit à un cautionnement, soit à des dommages-intérêts, nomme des experts pour déterminer le mode du cautionnement et la fixation des dommages-intérêts.—Cass. 16 avr. 1833.— V. *infrà*, nº 77.

69. Est préparatoire le jugement par lequel les juges appelés à prononcer sur le prix d'une fourniture ordonnent que des experts leur feront connaître le prix courant des objets vendus, à l'époque de la livraison. — Metz, 9 mai 1820, t. 1, p. 212, nº 120.

70. Pareillement, un jugement doit être réputé *simplement préparatoire*, quand, sur une demande en dommages-intérêts et en résolution d'une vente, il a ordonné, avant de prononcer la résolution, une expertise nécessaire pour la fixation des dommages-intérêts. — Poit. 30 mars 1824, t. 26, p. 234.

70 *bis*. Est préparatoire le jugement qui, dans une instance en rescision de vente pour lésion, ordonne une nouvelle estimation, attendu l'insuffisance de la première. — Cass. 4 pluv. an XI, t. 15, p. 190, nº 12 —*V.* Pr. Fr. t. 3, p. 66.—V. *infrà*, nº 73.

71. Un jugement est définitif lorsqu'il déclare que les épingles ou pot-de-vin font partie du prix de la vente dont on demande la rescision, et pour laquelle on ordonne une expertise. — Cass. 19 vend. an XII, t. 15, p. 192, nº 14. — *V.* Pr. Fr. t. 3, p. 69.

72. Un jugement n'est pas définitif lorsque, sur une demande d'estimation, il ordonne cette estimation, et réserve non-seulement les dépens, mais encore toutes fins et exceptions. — Cass. 4 brum. an XI, t. 15, p. 188, nº 10.

73. Le jugement qui ordonne une deuxième reconnaissance par experts de l'état des objets loués, pour constater à la fin du bail le défaut de réparation à la charge du locataire, est un simple préparatoire non susceptible d'appel. — Besanç. 23 juill. 1816, t. 15, p. 250, nº 81 — V. *suprà*, nº 70 *bis*.

74. La disposition d'un jugement qui ordonne que des réparations seront vérifiées par experts pour en constater la valeur, est interlocutoire.— Renn. 30 mai 1817, t. 15, p. 252, nº 85.

75. Le jugement par lequel un juge de paix ordonne qu'un navire, dont le capitaine allègue que des avaries l'ont obligé à relâcher et qui est prévenu de contrebande, sera visité par des experts, est un jugement interlocutoire dont on peut appeler avant le jugement définitif. — Cass. 27 avr. 1830, t. 39, p. 141.

76. Mais la disposition d'un jugement qui condamne au paiement des réparations faites à un navire est définitive. — Renn. 30 mai 1817, t. 15, p. 252, nº 86.

77. Est définitif le jugement qui prononce des condamnations à déterminer par experts. — Metz, 3 juill. 1818, t. 15, p. 255, nº 90. — V. *suprà*, nº 68.

78. Mais le jugement par lequel le tribunal, avant de faire droit, ordonne d'office une descente sur les lieux, est un simple jugement préparatoire dont il ne peut échoir appel avant le jugement définitif. — Brux. 8 mai 1828.

79. Est préparatoire et non interlocutoire le jugement qui, sur une contestation relative à la propriété d'un terrain, ordonne la vérification par experts de l'état des lieux et la levée d'un plan; en conséquence, l'appel n'en est recevable qu'avec celui du jugement définitif. — Amiens, 4 mai 1822, t. 24, p. 139.

80. Est interlocutoire et non préparatoire le jugement par lequel le tribunal ayant à prononcer sur la mitoyenneté d'un fossé, commence par reconnaître qu'il n'existe pas dans la cause de documents suffisants pour statuer sur le point litigieux, puis ordonne, avant faire droit, la descente du président sur les lieux, et nomme un expert pour faire la double vérification de la contenance des héritages, et de l'existence ou non-existence des signes de mitoyenneté. — Cass. 25 juin 1823, t. 25, p. 230.

81. Est interlocutoire et non préparatoire le jugement qui, avant faire droit sur une demande en passage, et lorsque le défendeur offre le passage par un point qu'il indique, ordonne qu'il sera procédé par experts à la visite des lieux, à l'effet de déterminer sur quel point le passage peut être exercé de la manière la plus commode pour le demandeur, et en même temps la moins dommageable pour le défendeur. — Amiens, 11 mai 1822, t. 24, p. 152.

82. Comme aussi le jugement qui, sur une demande en complainte relative à une servitude de passage et avant l'expertise, ordonne que le demandeur sera tenu de reconnaître quel est le trajet le plus court du fonds enclavé à la voie publique, est interlocutoire. —Cass. 9 décembre 1828, t. 36, p. 179.

83. Lorsqu'en matière de revendication, les juges ordonnent une expertise après l'examen des titres présentés par les parties, cette mesure constitue réellement un jugement interlocutoire qui préjuge le fond; on peut, en conséquence, se pourvoir par appel contre cette sentence. — Orl. 14 août 1822, t. 15, p. 263, nº 108.

84. Comme aussi un jugement qui déclare qu'un individu a été le mandataire d'un autre et ordonne en même temps une expertise afin de prononcer sur des réclamations faites par le mandant, est interlocutoire.—Renn. 3 juin 1812, t. 15, p. 241, nº 72.

85. Un jugement qui renvoie les parties devant un juge de paix, à l'effet d'entendre des témoins sur des faits tendants à constituer une servitude, de concilier les parties, s'il est possible d'y parvenir, et enfin de donner son avis sur le résultat de la mission qui lui est confiée, est un jugement préparatoire qui ne préjuge pas le fond, et dont l'exécution n'empêche pas d'interjeter appel en même temps que du jugement définitif. — Orl. 17 mai 1820, t. 15, p. 260, nº 101. — V. *suprà*, nº 140.

86. Est définitif et susceptible d'appel avant celui qui statue au fond, le jugement d'un tribunal

de commerce qui décide contradictoirement qu'il n'y a pas lieu de renvoyer les parties devant des arbitres. — Brux. 12 mars 1831. Govaërts C. Delaville-Leroux.

87. Lorsqu'une partie assignée en paiement de diverses fournitures soutient s'être libérée et excipe d'une quittance définitive, le jugement qui, sans parler de la quittance, nomme un tiers pour faire toutes les vérifications, entendre les parties et les concilier, si faire se peut, est un jugement interlocutoire. — Amiens, 15 avr. 1823, t. 15, p. 253, nº 110.

88. Est préparatoire et non susceptible d'appel avant la décision définitive, le jugement qui ordonne un calcul d'intérêts pour éclairer la religion des magistrats et être ensuite statué ce qu'il appartiendra. — Poit. 13 fév. 1833, t. 45, p. 423.

89. On ne peut considérer comme préparatoire la disposition d'un jugement qui ordonne le transport d'un juge sur le lieu contentieux, pour rechercher les moyens les plus convenables de distribuer aux parties les eaux d'un ruisseau. — Bord. 8 avr. 1826. Marsac C. Constant.

90. Le jugement qui ordonne, *avant de statuer, qu'il sera fait un transport* sur les lieux pour éclairer la religion *du tribunal*, est un jugement interlocutoire ; on peut en appeler après le jugement définitif. — Bord. 12 janv. 1828. Durand C. Darrieux.

91. Est interlocutoire un jugement ordonnant une vérification qui préjuge le fond. — Brux. 23 mai 1817, t. 15, p. 202, nº 28.

92. Est interlocutoire le jugement qui rejette une demande en vérification d'écritures, et accorde un délai pour faire réformer un précédent jugement portant condamnation, en vertu du titre dont l'écriture est contestée. — Lyon, 6 fév. 1832, t. 44, p. 214.

93. Le jugement qui, après vérification d'écritures, déclare que la pièce est écrite par celui à qui on l'attribue, est un jugement définitif sujet à appel. — Cass. 21 mess. an IX, t. 15, p. 184, nº 4.

94. Le jugement qui admet une inscription de faux est interlocutoire, et on peut en appeler avant le jugement définitif. — Colm. 27 janv. 1832, t. 43, p. 538.

95. Est interlocutoire, et comme tel susceptible d'appel avant le jugement définitif, le jugement qui, avant dire droit, porte que l'une des parties expliquera, dans un délai fixé, si elle entend faire usage d'une pièce arguée de faux. — Grenoble, 8 mai 1832, t. 45, p. 521.

96. Le jugement par lequel les juges ordonnent la vérification de marchandises vendues est interlocutoire et ne préjuge rien sur l'acceptation des marchandises. — Cass. 7 juin 1830. Marteau C. Cartier.

Art. 5. *Jugement ordonnant un partage, une reddition de compte, un sursis.*

97. Un jugement qui, avant de statuer sur le fond de la contestation, ordonne que dans un temps déterminé les parties produiront leurs moyens et droits respectifs à un partage de famille, et qui nomme un séquestre pour administrer les biens du défunt, n'est qu'un jugement préparatoire qui ne préjuge en aucune manière quels pourront être les droits sur lesquels il y aura à statuer. — Orl. 20 avr. 1814, t. 15, p. 245, nº 77.

98. Mais un jugement est définitif lorsqu'il ordonne un partage demandé, quoiqu'il ordonne la communication de l'état de l'hérédité. — Cass. 11 brum. an XI, t. 15, p. 189, nº 11. — *V.* Pr. Fr. t. 3, p. 69.

99. On ne peut appeler du jugement qui commet un notaire pour procéder à la liquidation d'une succession, après avoir comparu devant lui. — Lyon, 27 déc. 1832, t. 46, p. 145. — Colm. 19 janv. 1832, t. 44, p. 361. — V. *infrà*, nº 140.

100. Les jugements homologatifs de partage intéressant les mineurs peuvent être attaqués par voie d'appel par leur tuteur. — Paris, 23 nov. 1825, t. 30, p. 300.

101. De même, lorsqu'après un jugement qui a statué sur des contestations relatives au partage d'une succession, et qui renvoie les parties à faire compte devant un notaire pour terminer l'acte de liquidation, un des intéressés vient de nouveau se plaindre que le notaire a outre-passé la mission qui lui a été confiée, s'il intervient un 2e jugement qui ordonne une révision des opérations de la liquidation et du partage devant le même notaire, sauf à revenir devant le tribunal, s'il s'élève de nouvelles contestations, cette nouvelle sentence n'est qu'un avant-faire-droit préparatoire, dont l'appel n'est point recevable ; en conséquence, les parties doivent retourner devant le notaire indiqué. — Orl. 11 août 1813, t. 15, p. 244, nº 75.

102. Quoiqu'il n'ait pas été interjeté appel du jugement qui, sur l'allégation d'une partie qu'il y avait des erreurs dans un compte, a renvoyé les parties devant un notaire à l'effet de réviser ce compte, cependant, comme ce jugement est interlocutoire, et qu'il ne lie pas les juges lors de l'appel du principal, on peut le réformer. — Bord. 18 mars 1829. Lussac C. Lussac.

103. Un jugement qui ordonne la production d'un compte n'est pour l'ordinaire qu'un simple jugement préparatoire, quand ce compte ne fournit aux juges qu'un moyen de s'éclairer sur le fond du procès; mais s'il faut décider si un compte est dû ou non, s'il a été rendu, ou s'il doit l'être, la solution de cette question préjugeant le fond du droit; ce jugement est interlocutoire. — Orl. 5 mai 1819, t. 15, p. 258, nº 96.

104. Ainsi, le jugement qui ordonne la reddition d'un compte peut être considéré comme un jugement définitif, lorsque la contestation portait principalement sur le point de savoir s'il y avait eu ou s'il n'y avait pas eu lieu à la reddition de compte demandé. — Cass. 21 juill. 1817, t. 18, p. 692, nº 34.

105. Lorsque l'existence d'une société est contestée, le jugement qui ordonne à une partie de rendre compte est interlocutoire. — Cass. 28 août 1809, t. 15, p. 217, nº 46. — Telle est aussi la doctrine de MM. Carr. t. 2, p. 171, nº 1626; F. L. t. 1, p. 165, vº *appel*, et Merl. *Q. D.* t. 3, p. 691.

106. Le jugement par lequel un tribunal prononce sur la question de savoir si une créance est ou non réductible, n'est plus attaquable par voie de cassation, si plus de trois mois se sont écoulés depuis sa notification à domicile, lors même que les parties sont renvoyées à un règlement de compte. — Cass. 25 nov. 1817, t. 15, p. 253, nº 87.

107. En matière de commerce, un jugement qui ordonne que les parties présenteront leurs comptes, quand ces comptes doivent avoir pour résultat de prouver par laquelle des parties les droits des douanes sur les sels ont été acquittés, est un jugement préparatoire contre lequel l'appel n'est point recevable. — Orl. 28 mai 1802, t. 15, p. 241, nº 71.

108. Le jugement qui prononce un sursis est définitif. — Bord. 15 nov. 1828.

109. Le jugement qui ordonne le sursis à une poursuite de saisie, malgré l'opposition d'une partie, n'est pas simplement préparatoire. — Renn. 17 mars 1826.

110. Le jugement qui, sur une demande en mainlevée de l'opposition à un mariage, ordonne un sursis, jusqu'à ce qu'il soit statué sur une demande en interdiction dirigée contre l'époux futur, est interlocutoire et non pas simplement préparatoire; par suite, on peut en appeler avant le jugement définitif; en ce cas, les juges d'appel peuvent, si la matière est disposée à recevoir une décision définitive, évoquer le fond et statuer sur le tout. — Cass. 6 janv. 1829. Plezer.

111. Un jugement qui accorde à un tuteur, en retard de représenter ses comptes de tutelle, un sursis pour lui faciliter les moyens de fournir ses soutènements à l'appui, quoiqu'il condamne le tuteur au paiement des frais occasionnés par sa négligence, n'en est pas moins un jugement préparatoire, dont le but est de mettre le procès en état de recevoir le jugement définitif ; rien n'étant donc préjugé sur le fond, l'appel

n'en est pas recevable. — Orl. 12 fév. 1823, t. 15, p. 263, n° 109.

112. On peut attaquer par la voie de l'appel le jugement qui en donnant au demandeur en cession un délai pour produire ses registres au greffe, lui accorde un sauf-conduit pour se présenter à l'audience; ce n'est pas un simple jugement préparatoire — Trèves, 24 fév. 1808, t. 6, p. 614, n° 12.

113. De même on ne peut considérer comme simplement préparatoire et non susceptible d'appel le jugement qui ordonne un sursis à l'action du porteur d'une lettre de change, fondé sur ce que le tireur devrait reprendre l'instance avec les héritiers de l'endosseur décédé. — Cass. 27 juin 1810, t. 15, p. 220, n° 5). — *V.* M. Carr. t. 2, p. 169, n° 1622.

Art. 6. *Jugement rejetant une exception, accordant une provision. Cas divers.* — (*V. la note du chapitre premier.*)

114. Un jugement est définitif lorsqu'il rejette une exception péremptoire, et condamne une partie aux dépens. — Cass. 12 mars 1826, t. 15, p. 199, n° 23.

115. Comme aussi est définitif le jugement qui rejette une exception tendante à repousser une demande en rescision d'un contrat de vente. — Cass. 2 germ. an X, t. 15, p. 186, n° 7.

116. On doit considérer comme définitif et non comme interlocutoire un jugement qui, sur une action en rescision d'un traité passé entre cohéritiers, ordonne l'estimation des biens de la succession, sans avoir égard à l'exception présentee par le défendeur que l'acte dont il s'agit est une vente de droits successifs non susceptible d'être rescindée. — Riom, 3 fév. 1825. De Prat C. de Ratz.

117. Est définitif le jugement qui, en rejetant un moyen de nullité, ordonne aux parties de plaider au fond. — Cass. 14 frim. an XII, t. 15, p. 193, n° 17.

118. Un jugement qui rejette une demande faute d'avoir été précédée du préliminaire de conciliation, est un jugement définitif et non interlocutoire, quoiqu'il réserve les dépens. Les premiers juges sont dessaisis : car l'instance se trouvera éteinte, si la cour, sur l'appel, confirme la sentence; et, si elle l'infirme, la cause sera renvoyée devant un autre tribunal pour épuiser le premier degré de juridiction. — Orl. 2 juin 1819, t. 15, p. 259, n° 97.

119. On doit considérer comme définitif le jugement qui décharge une partie de la demande formée contre elle, en lui imposant toutefois une condition. — Turin, 9 avr. 1811, t. 15, p. 234, n° 57.

120. Est préparatoire le jugement qui ordonne un séquestre et réserve formellement les droits des parties. — Cass. 18 mars 1828, t. 36, p. 107.

121. Est préparatoire le jugement qui, dans le cas de l'art. 259 C. C., autorise la femme à quitter le domicile de son mari. — Trèves, 11 juin 1806, t. 15, p. 200, n° 24.

122. Le jugement qui ordonne qu'un conseil de famille sera consulté n'est que préparatoire. — Orl. 23 avr. 1807, t. 15, p. 201, n° 26. — *V.* M. Haut. p. 254.

123. Le jugement qui adjuge une provision à l'enfant dont la légitimité est contestée ne préjuge rien sur le fond. — Aix, 6 avr. 1807, t. 12, p. 611, n° 6.

124. L'arrêt qui adjuge à l'une des parties la possession provisoire de l'immeuble litigieux n'est pas un simple préparatoire qui ne puisse être attaqué par voie de cassation avant le jugement du fond. — Cass. 4 août 1819, t. 2, p. 191, v° *action*, n° 90.

125. Le jugement prononçant une condamnation provisoire, à la charge de donner caution, ne peut être assimilé aux jugements préparatoires dont il n'est permis d'interjeter appel qu'après le jugement définitif. — Turin, 9 flor. an X, t. 15, p. 187, n° 8.

126. Le jugement qui, sur une demande en interdiction, nomme, avant de statuer, un administrateur provisoire, pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur à l'interdiction, ne doit pas être considéré comme un simple jugement préparatoire dont il ne peut échoir appel qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement. — Brux. 28 déc. 1823.

127. Le jugement qui nomme un curateur à la succession vacante, quand des héritiers conditionnels demandent la saisine, est interlocutoire et susceptible d'appel. — Turin, 13 avr. 1807, t. 21, p. 333, v° *succession vacante*, n° 4.

128. Est définitif, et par suite susceptible d'appel, le jugement qui déboute d'une opposition. — Montp. 6 fév. 1832, t. 41, p. 368.

Chap. III. *Formes des jugements préparatoires et interlocutoires. Appel. Pourvoi en cassation. Effets.* — Art. 1er. *Formes.* — (*V. la note du chapitre premier.*)

129. Dans un jugement préparatoire, il suffit de poser la question à décider. — Cass. 6 prair. an X, t. 15, p. 188, n° 9. — C'est l'avis de M. Carr.

130. Le jugement purement préparatoire n'a pas besoin d'être motivé. — Cass. 3 déc. 1827, t. 34, p. 208.

131. Est-il nécessaire que les jugements interlocutoires soient motivés? — Non. — Cass. 2 flor. an IX; Paris, 2 déc. 1812. — Oui. — Orl. 5 fév. 1817, t. 15, p. 183, n° 3. — M. Merl. t. 17, p. 189 et suiv., adopte l'affirmative. — *V.* aussi M. B. S. P. p. 764, not. 24.

132. Les jugements ou arrêts par lesquels les tribunaux ordonnent une enquête ou un autre acte quelconque tendant à l'instruction du procès, sont suffisamment motivés, lorsqu'ils énoncent que ces jugements ou arrêts sont rendus avant faire droit. — Cass. 4 janv. 1820, t. 15, p. 153, n° 181. — *V.* MM. B. S. P. p. 764, *add. in fin.* 24 à 2°; Carr. t. 1, p. 339, n° 595; et Merl. *Rép.* t. 17, p. 188.

133. L'arrêt qui rejette le déclinatoire ne peut être considéré comme préparatoire, mais bien comme un jugement sur la compétence, qui doit être motivé à peine de cassation. — Cass. 25 juin 1825, t. 30, p. 142.

134. Un jugement interlocutoire qui, dans son dispositif, ne rappelle point les faits admis à la preuve, quand les uns sont déniés et les autres sont avoués, est nul; chaque témoin assigné doit trouver dans la copie qui lui est remise du dispositif de l'interlocutoire, le texte même des faits objets de l'enquête. — Orl. 5 fév. 1817, t. 15, p. 259, n° 82.

Art. 2. *Appel.* — § 1er. *Quand doit-on interjeter appel des jugements préparatoires et interlocutoires?* — (*V. la note du chapitre premier.*)

135. Sous l'empire de la loi du 3 brum. an II, les juges devaient suppléer d'office la fin de non-recevoir résultante de ce qu'on avait interjeté appel d'un jugement préparatoire. — Cass. 24 brum. an XII, t. 15, p. 193, n° 16. — C'est l'avis de M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 23.

136. On peut interjeter appel d'un jugement préparatoire, s'il est rendu de manière à préjuger le fond. — Montp. 9 prair. an XIII, t. 8, p. 339, n° 12.

137. Un jugement définitif sur un point de la contestation, et préparatoire sur les autres, est susceptible d'appel dans la disposition qui est définitive. — Cass. 2 frim. an IX, 23 frim. an X, et 11 brum. an XI, t. 15, p. 180, n° 1. — Telle est l'opinion de MM. B. S. P. p. 410, not. 24, 4°, et Haut. p. 255.

138. En matière correctionnelle, comme en matière civile, l'appel des jugements préparatoires ne peut être interjeté qu'après le jugement définitif, et conjointement avec l'appel de ce jugement. — Cass. 22 janv. 1825, et 11 août 1826, t. 29, p. 326, et t. 31, p. 250.

139. En matière correctionnelle, comme en matière civile, on peut appeler d'un jugement interlocutoire avant le jugement définitif — Cass. 2 août 1810, t. 3, p. 283, n° 146.

140. L'appel d'un jugement interlocutoire est recevable tant qu'il ne s'est pas écoulé trois mois depuis la signification de ce jugement à personne ou domicile —

Metz, 3 janv. 1812, t. 15, p. 239, n° 66 (1).

141. Pour faire courir le délai de l'appel d'un jugement interlocutoire, il est nécessaire de le faire signifier à partie. — Renn. 19 mai 1812, t. 15, p. 241, n° 70. — *V.* le n° qui précède.

142. On peut relever appel d'un jugement interlocutoire en même temps que du jugement définitif. — Renn. 22 janv. 1821, t. 15, p. 261, n° 103. — V. *suprà*, n° 140.

143... Lors même que le jugement interlocutoire aurait été régulièrement signifié depuis plus de trois mois. — Cass. 26 juin 1826, t. 31, p. 252. — *V. ibid* sur cet arrêt des observations extraites du bulletin officiel de la Cour de cassation. — V. *suprà*, n° 140.

144. On peut même après le jugement définitif interjeter appel d'un jugement interlocutoire. — Besanç. 10 fév. 1809, t. 15, p. 209, n° 36. — Renn. 28 avr. 1813, t. 19, p. 173, n° 175. — Toul. 10 juill. 1827. Crespon C. Blavy. — V. *suprà*, n° 140.

145. Jugé au contraire que l'appel d'un jugement interlocutoire n'est plus recevable trois mois après la signification du jugement définitif. — Paris, 22 flor. an XI, t. 22, p. 405, n° 4. — V. *suprà*, n° 140.

146. L'appel du jugement définitif est non recevable; le jugement interlocutoire qui l'a précédé ne peut plus être attaqué par aucune voie. — Poit. 5 fév. 1829, t. 37, p. 64. — V. *suprà*, n° 140.

147. On peut interjeter appel d'un jugement définitif rendu après un jugement interlocutoire sans appeler de ce dernier jugement, encore que le succès de la demande ou de l'exception parût être lié au succès de la preuve ordonnée par le jugement interlocutoire. — Nanci, 25 mars 1829, t. 37, p. 283. — V. *suprà*, n° 140.

148. On ne peut interjeter appel d'un interlocutoire par le motif qu'il n'aurait pas accordé à l'appelant la totalité de ses frais de compte. — Renn. 23 mars 1814, t. 15, p. 245, n° 76.

§ 2. *Effet de l'exécution et de l'acquiescement par rapport au droit d'appel.* — (*V. la note du chapitre premier.*)

149. Peut-on appeler du jugement interlocutoire qu'on a exécuté? — Oui. — Trèves, 1er août 1810; Colm. 6 avr. 1811, et 24 fév. 1826; Renn. 8 janv. 1812; Besanç. 2 mars 1815; Nanci, 28 juill. 1817; Douai, 15 déc. 1819; Montp. 5 déc. 1821; Orl. 13 déc. 1822; Bord. 5 avr. 1827, 29 nov. 1828, et 25 fév. 1830; Nîm. 12 mai 1828; Bourges, 23 nov. 1825, et 12 mai 1832. — Non. — Metz, 5 janv. 1820; Cass. 1er août 1820, et 17 nov. 1829; Angers, 21 août 1821; Lim. 6 mars et 16 juill. 1822, et 13 mai 1823; Amiens, 24 avr. 1822; Agen, 7 juill. 1824; Gren. 19 juill. 1830, t. 15, p. 229, n° 55, et p. 392, n° 134; t. 24, p. 75; t. 25, p. 159; t. 27, p. 277; et t. 27, p. 34. — V. *suprà*, n° 140.

150. Celui qui a exécuté sans réserve, antérieurement au Code de procédure, un jugement interlocutoire rendu sous l'empire de la loi du 3 brum. an XI, est néanmoins recevable à en interjeter appel aujourd'hui — Pau, 15 fév. 1826, t. 30, p. 332. — V. *suprà*, n° 140.

150 *bis.* L'exécution d'un jugement interlocutoire n'enlève pas le droit d'appeler du jugement définitif. — Bourg. 7 fév. 1827, t. 33, p. 137. — V. *suprà*, n° 140.

151. Une partie ne peut interjeter appel d'un jugement interlocutoire conforme à ses conclusions. — Poit. 16 nov. 1826, t. 33, p. 371. — V. *suprà*, n° 140.

152. Peut-on attaquer le jugement préparatoire, tant qu'on a le droit d'attaquer le jugement du fond? — Diss. t. 15, p. 265, n° 113. — L'affirmative résulte évidemment de l'art. 451 C. P. C. — *V.* M. PONC. t. 1, p. 138, et t. 15, p. 265, n° 113.

Art. 3. *Pourvoi en cassation.* — (*V. la note du chapit. premier.*)

153. On peut se pourvoir en cassation contre un jugement interlocutoire, et à plus forte raison contre celui qui est définitif sur un point, et interlocutoire sur un autre. — Cass. 2 fév. 1825, t. 28, p. 259.

154. Comme aussi l'arrêt interlocutoire qui, en admettant la preuve d'un fait, décide que si ce fait est prouvé il opérera la libération du débiteur, peut être soumis à la Cour de cassation comme préjugeant le fond. — Cass. 15 av. 1828, t. 36, p. 105.

155. Le pourvoi dirigé contre le jugement du fond suffit-il pour comprendre implicitement le jugement préjudiciel? — Le sort du jugement préparatoire et celui du définitif sont liés de manière à ne pouvoir être disjoints; il n'en est pas de même à tous égards de l'interlocutoire, qui pouvant préjuger le fond, et même le préjugeant nécessairement, peut causer à la partie un préjudice que l'annulation du jugement n'aura point pour effet de réparer: il faudra donc, pour obtenir une réparation pleine et entière, attaquer à la fois les deux jugements. C'est aussi ce qu'enseigne M. PONCET, t. 1, p. p. 173. — *V.* J. A. t. 15, p. 264, n° 112.

156. Peut-on attaquer en cassation un jugement interlocutoire avant le jugement définitif? — Oui. — Cass. 9 mars 1809, 16 mai 1809. — Non. — Cass. 12 av. 1810, t. 15, p. 210, n° 37. — *V.* MM. MERL. *Rép.* t. 6, p. 473, et PONCET, t. 1, p. 148.

157. Un arrêt interlocutoire peut être définitif, en ce sens qu'après l'avoir exécuté, on ne puisse plus l'attaquer par voie de cassation. — — Cass. 6 juill. 1819, t. 15, p. 259, n° 98.

158. L'exécution d'un jugement interlocutoire ne peut être opposée comme fin de non-recevoir au pourvoi en cassation, lorsque l'opération n'a été ordonnée que sous la réserve de tous les droits des parties, et lorsque celle contre laquelle on veut exciper de l'exécution de ce jugement n'y a elle-même concouru que sous la réserve expresse de se pourvoir en cassation. — Cass. 26 août 1818, t. 15, p. 257, n° 92.

Art. 4. *Effets des jugements préparatoires et interlocutoires.* — (*V. la note du chapit. premier.*)

159. Après un jugement préparatoire qui ordonne le dépôt de pièces, les juges ne peuvent statuer définitivement sans que les parties aient exécuté le premier jugement ou requis d'être jugées. — Rennes, 2 mars 1818, t. 15, p. 254, n° 88. — V. *suprà*, n°s 161 et 166.

160. Cependant, lorsqu'un jugement a ordonné aux parties de plaider au fond, le jugement qui est rendu avant l'expiration de la huitaine du premier n'est pas nul. — Amiens, 16 nov. 1821, t. 10, p. 442, n° 11.

161. Lorsqu'un jugement interlocutoire qui ordonne un appointement à informer n'a pas été exécuté, la Cour peut ordonner qu'il le sera. — Rennes, 5 mai 1817, t. 5, p. 250, n° 83. — V. *suprà*, n° 159.

162. L'art. 450 C. P. C. ne s'applique pas aux jugements interlocutoires. — Cass. 8 mars 1818, t. 11, p. 154, n° 134.

163. Un jugement interlocutoire ne peut acquérir la force de la chose jugée. — Caen, 13 août 1823, t. 15, p. 169, n° 199 *bis*.

164. Les juges ne sont pas liés par l'interlocutoire qu'ils prononcent; et la loi qui ne leur permet pas de se réformer eux-mêmes ne s'applique qu'aux décisions définitives qu'ils ne peuvent changer, ni en totalité ni en partie, par des décisions contraires. — Cass. 27 niv. an XI, 25 vent. an XI, 11 brum. an XII, 17 janv. 1810. — Besanç. 2 mars 1815. — Nanci, 28 juill. 1817. — Rennes, 15 fév. 1819. — Caen, 13 août 1813. — Rennes, 10 mai

(1) Les questions de savoir *jusqu'à quelle époque il est permis d'interjeter appel d'un jugement interlocutoire, si trois mois après la signification, ou si après un acquiescement l'appel de ce jugement n'est plus recevable*, sont des questions fort controversées; il faut recourir à tous les arrêts indiqués n°s 140 à 152, et *suprà*, n°s 54, 85, 99. — On peut aussi consulter MM. MERL. *Rép.* t. 16, p. 516, v° *interlocutoire*, n° 2; CARR. t. 2, p. 172, n° 1629; et B. S. P. 5e édit. t. 2, p. 771.

1828. — Brux. 10 fév. 1818 et 10 juill. 1819. Charon C. Guérin. — Cass. 4 mai 1829. Jalacin C. Quemeneur, t. 15, p. 169, n° 199 *bis*, p. 191, n° 19, p. 229, n° 16, et p. 392, n° 131. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 178, n° 16, 3°; HAUT. p. 256; P. L. F. t. 3, p. 151, 2e col. et t. 1, p. 165, 2e col.; MERL. *Q. D.* t. 3, p. 190, 2e col.; CARR. *Comp.* t. 1, p. 95, n° 55; et PONCET, t. 1, p. 70, 2e alin. et p. 101, dern. alin. — PAILLET, *Diction. général*, t. 1, p. 436, v° *acquiescement*, § 7. M. PIG. t. 1, p. 619, dern. alin. et M. CARR. *loc cit.* établissent quelques distinctions. — V. *infrà*, n° 170 et suiv.

165. En conséquence, quoiqu'un jugement interlocutoire ait acquis la force de chose jugée, il ne peut empêcher une Cour royale d'admettre sur l'appel, comme base de sa décision, des faits contraires à ceux qu'il paraissait avoir préjugés. — Cass. 17 fév. 1825, t. 29, p. 46.

166. Et le tribunal peut, après avoir ordonné que le demandeur fera preuve des faits qu'il allègue, lui donner gain de cause, quoiqu'il n'ait pas entrepris d'exécuter cet interlocutoire. — Cass. 10 mai 1826, t. 32, p. 126. — Dans le même sens, Besanç. 5 août 1825. Poulet C. Chauvin. — Cass. 2 juin 1829. Jarre C. Delhomme. — V. *suprà*, nos 159 et 161.

167. De même les juges peuvent décider qu'un arrêt est valable après avoir ordonné une preuve tendante à établir le contraire. — Cass. 5 déc. 1826, t. 32, p. 287.

168. Le jugement sur requête portant ordonnance de répondre sur faits et articles, n'a pas les caractères d'un jugement proprement dit, en ce sens que le juge qui l'a rendu ne puisse le rapporter. — 23 nov. 1826, t. 2, p. 186, 190.

169. Un jugement interlocutoire peut être indifférent en appel pour la décision du fond. — Renn. 19 févr. 1821, t. 16, p. 732, n° 22.

170. L'interlocutoire, quoique confirmé, ne lie pas les juges. — Bord. 10 mai 1827. Ferouilh C. Gérès. Brux. 24 nov. 1819. — V. *suprà*, n° 164.

171. Ni les juges ni les parties ne sont liées par un jugement interlocutoire, quoiqu'il n'en ait pas été appelé, et qu'au contraire il ait été exécuté. — Besanç. 10 déc. 1827. Permit C. Euvrard et Sordelet. — Metz, 21 nov. 1826. Thiron C. Gubeau. — V. *suprà*, n° 164.

172. Une Cour d'appel n'est même pas liée par un interlocutoire rendu par les premiers juges et acquiescé par toutes les parties. — Cass. 14 juill. 1818, t. 15, p. 256, n° 71. — *V.* F. L. t. 1, p. 42, v° *acquiescement*, n° 10. — V. *suprà*, n° 164.

173. Lorsqu'un jugement interlocutoire a admis une partie à faire preuve d'une possession de trente ans, que ce jugement a été exécuté par toutes les parties, la partie contre laquelle la preuve a été ordonnée, et qui n'a pas interjeté appel de ce jugement, n'est pas recevable à prétendre plus tard que son adversaire eût dû être assujéti à la preuve d'une possession de 40 ans; il y a chose jugée sur ce point. — Cass. 8 janv. 1829, t. 36, p. 158.

174. Un jugement qui contient en même temps des chefs interlocutoires et définitifs a l'effet de proroger l'instance pendant trente ans. — Nîm. 29 mars 1824, et 3 janv. 1825. — Toul. 22 fév. 1825, t. 28, p. 107; t. 29, p. 52, et t. 30, p. 124. — *V.* MM. MÉNÉLET, *Tr. de la péremption d'instance;* PIG. t. 1, p. 461, nos 1 et 6; CARR. *Quest.* p. 253. — *V.* notre mot *péremption*, n° 144.

175. Mais il faut que la partie définitive du jugement touche le fond du procès; car il en serait autrement, si elle n'avait statué que sur une fin de non-recevoir tirée d'un vice dans la procédure. — Nîm. 22 mai 1826, t. 32, p. 107.

JUGEMENTS PROVISOIRES. *V.* *Règl. j.* 25. — *Sais. imm.* 48.

JUGEMENTS DE RENVOI. *Voy.* *Greffe*, 21.

JUGEMENTS SÉPARÉS. *V.* *Arb.* 327.

JUGEMENTS SUR REQUÊTE. *V.* *Jug. p. i.* 168. — *Sais.-ex.* 151.

JUGES DE PAIX (1).

C. Ier. COMPÉTENCE A RAISON DE LA MATIÈRE. — A. 1er. Demande personnelle et mobilière. Reconvention. Prorogation de juridiction, 1 à 18. — A. 1 *bis*. Action possessoire, 18 *bis* à 18 14°. — A. 2. Baux. Dégradation, 19 à 32. — A. 3. Dommages aux récoltes, aux champs, 33 à 41. — A. 4. Actions des gens de travail, 42 à 46. — A. 5. Action civile à raison des délits qui sont de la compétence des justices de paix, 47 à 53. — A. 6. Contravention de police aux lois sur la poste aux chevaux, sur la taxe d'entretien des routes, en matière d'octroi, de douanes, 54 à 71. — A. 7. Brevets d'inventions. — Contrefaçon, 72 à 73. — A. 8. Vérification d'écriture. Inscription de faux, 74 à 75. — A. 9. Contestations relatives à l'exécution des jugements, 76 à 80. — C. II. COMPÉTENCE A RAISON DU DOMICILE, 81 à 85. — C. III. COMPÉTENCE QUANT AU PREMIER OU DERNIER RESSORT, 86 à 104. — C. IV. RÉCUSATION, 105 à 118. — C. V. ENQUÊTE, 119 à 130. — C. VI. DES JUGEMENTS DU JUGE DE PAIX. — A. 1er. Audience. Procédure, 131 à 137. — A. 2. Péremption d'instance, 138 à 146. — A. 3. Formes du jugement, 147 à 150. — A. 4. Exécution, 151 à 156. — A. 5. Voies d'attaque, 157 à 170. — C. VII. DES SUPPLÉANTS DES JUGES DE PAIX, 171 à 178.

CHAP. Ier *Compétence à raison de la matière.* — Art. 1er. *Demandes personnelles et mobilières. Reconvention. Prorogation de juridiction.*

1. La demande en paiement des arrérages échus d'une rente foncière dont le titre n'est pas contesté, est purement personnelle et mobilière; en conséquence le juge de paix peut en connaître, si la somme n'excède pas sa compétence. — Cass. 13 oct. 1813, t. 2, p. 446, v° *action*, n° 61.

1 *bis* Un juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une demande en paiement des arrérages d'une rente assise *sur une maison*; c'est une action mixte. — Cass. 8 déc. 1829, t. 28, p. 128.

2. Un juge de paix ne peut connaître d'une demande qui a pour objet de faire déclarer qu'un immeuble est hypothéqué à une créance contractée par obligation, et dont la valeur n'excède pas 100 fr., parce qu'il s'agit d'une obligation réelle. — J. A. t. 16, p. 650, n° 109.

3. Comme aussi l'action personnelle de sa nature, qui est dirigée contre un héritier, perd ce caractère et devient mixte, et par conséquent hors des attributions du juge de paix, lorsque cet héritier est détenteur des biens hypothéqués à la créance du demandeur, et qu'il est assigné en cette qualité comme en celle d'héritier. — Cass. 24 août 1826, t. 32, p. 206.

4. Il est incompétent pour connaître d'une contestation sur une vente d'herbages excédant 100 fr. — Cass. 21 pluv. an X, t. 16, p. 569, n° 21.

5. Le juge de paix ne peut connaître d'une demande en déclaration de paternité, ni d'une demande au-dessus de 100 fr. — Cass.

(1) *V. Acquiesc.* 67. — *Act. possess.* 100 *et s.* — *Arb.* 101, 268. — *Aud.* 1. — *Int. f.* 87. — *Avoc.* 58. — *Cass.* 100 *et s.* — *Compromis*, 46 *et s.* — *Conflit*, 55 *bis.* — *Cons. f.* 22 *et s.* 74, 78, 79 *et s.* — *Cont. p. c.* 227 *et s.* 302 *et s.* — *Desc. de lieux*, 1 *et s.* 14 *et s.* — *Enq.* 63, 76, 87 *et s.* 206. — *Enreg.* 153. — *Evoc.* 29, 79. — *Excep.* 141 *et s.* — *Expert.* 58. — *Exploit*, 319, 363. — *Greffier*, 4, 31 *et s.* — *Huiss.* 25 *et s.* 60. — *Interv.* 95. — *Jug. p. i.* 85. — *Min. pub.* 37 *bis.* — *Peremp.* 120 *bis.* 192 *bis.* — *Police sanitaire*, 3. — *Récus.* 6 *et s.* — *Référé*, 65. — *Règl. j.* 57. — *Renvoi*, 245. — *Ress.* 1, 236, 260 *et s.* 317 *ter.* — *Sais.-a.* 110. — *Sais. imm.* 295 *et s.* — *Scell. et inv.* 21. — *Tier. opp.* 145. — *Trib.* 33, 57 *et s.* 106 *et s.* — La loi nouvelle qui va se discuter incessamment à la Chambre des Pairs, modifiera une partie des principes consacrés par la jurisprudence; nos lecteurs devront étudier cette nouvelle loi avec soin et annoter de ses dispositions chacun des numéros de nos mots *juges de paix* et *action possessoire*.

5 nivôse an XII, t. 16, p. 577, n° 31.

6. La demande en validité d'une saisie-gagerie pratiquée pour une somme inférieure à 100 fr., doit être jugée par le tribunal civil, à l'exclusion des juges de paix. — Bord. 31 juill. 1833, t. 46, p. 56. — V. *infrà*, art. 9, nos 76 et suiv.

7. Le juge de paix peut-il connaître d'une demande en validité ou en nullité d'offres réelles, lorsque les causes de ces offres ne sont pas d'une valeur de 100 fr., mais bien au-dessous? — Dissert. t. 47, p. 400.

8. Si la demande *en dommages-intérêts* formée contre un huissier de la justice de paix a pour objet une somme excédant 100 fr., le juge de paix n'est pas compétent pour en connaître. — Cass. 7 juill. 1817, t. 14, p. 617, n° 69.

9. Un juge de paix peut-il prononcer sur une demande d'une valeur indéterminée? — Oui. — Cass. 19 mess. an XIII. — Non. — 27 juill. 1808. — Tous les auteurs ont adopté la négative. — *V.* J. A. t. 16, p. 584, n° 39, où se trouve également examinée la question de savoir si une demande reconventionnelle d'une valeur excédant 100 fr. pourrait être formée devant le juge de paix, et si le jugement qui interviendrait serait en premier ou dernier ressort.

10. La demande d'une somme dirigée contre plusieurs cohéritiers doit être portée au tribunal civil, quoique cette somme, divisée entre tous les cohéritiers, fût de la compétence du juge de paix. — Pau, 17 juin 1828, t. 38, p. 235.

11. Un juge de paix ne peut connaître d'une demande en garantie dont la valeur et l'étendue sont indéterminées. — Cass. 22 juin 1808, t. 16, p. 568, n° 14.

12. Un juge de paix qui s'est déclaré incompétent pour connaître d'une question de propriété ou de servitude ne peut statuer sur une partie de la demande connexe à cette question. — Cass. 3 pluv. an XII, t. 16, p. 577, n° 32.

12 *bis*. Dissertations sur la reconvention en justice de paix. — Dissert. t. 43, p. 466 et 637. — V. *infrà*, nos 100 et suiv.

13. Un juge de paix est-il compétent pour prononcer en matière personnelle et mobilière sur une demande excédant 100 fr., lorsque les parties déclarent proroger sa juridiction, ou que le défendeur assigné n'oppose point l'incompétence? — Oui. — Cass. 3 frim. an IX, 21 germ. an X, 10 janv. 1809. — Paris, 5 août 1807. — Non. — Cass. 22 juin 1808, 10 mai 1829. — Riom, 21 juill. 1824, t. 16, p. 568, no 13; t. 27, p. 153, et t. 37, p. 142. — Cette question, sur laquelle la jurisprudence n'est pas entièrement fixée, est examinée avec tous ses corollaires dans des observations à la suite des arrêts ci-dessus indiqués. — *V.* aussi le no suivant.

14. Lorsqu'une demande personnelle et mobilière indéterminée et hors de la compétence du juge de paix est soumise à ce magistrat, sa juridiction est prorogée par la comparution et le silence de toutes les parties. — Cass. 12 mars 1829, t. 37, p. 115. — *V.* le no qui précède.

15. L'incompétence du juge de paix qu'on saisit d'une action en complainte, à raison d'un droit de parcours, ne peut être couverte par le silence des parties. — Cass. 22 nov. 1830, t. 41, p. 613.

16. La juridiction du juge de paix est valablement prorogée par les parties, lorsque l'acte de prorogation porte qu'elles ont soumis à sa décision le différend existant entre elles au sujet d'une réclamation que le demandeur est intentionné de former ci-après contre le défendeur, et qu'elles ont immédiatement pris leurs conclusions respectives sur le différend relatif au remboursement d'un prêt fait par le demandeur au défendeur. — Cass. 2 août 1831, t. 41, p. 622.

17. Lorsque les parties prorogent la juridiction d'un juge de paix, l'acte de prorogation doit contenir, à peine de nullité du jugement à intervenir, la désignation de l'objet en litige. — Colm. 13 août 1828. Sillier C. Lehmann.

18. On ne doit pas assimiler aux sentences arbitrales les jugements rendus par les juges de paix sur prorogation de juridiction : ainsi on ne peut pas les attaquer par voie d'opposition. — Colm. 11 mars 1829. Frey C. Lawel. — V. *infrà*, nos 103 et 104, des effets de la prorogation de juridiction relativement au dernier ressort.

Art. 1er *bis*. *Actions possessoires*. — (*V.* notre mot *actions possessoires*, où se trouvent les principaux principes sur la matière des actions possessoires.)

18 *bis*. On peut intenter une action en complainte à raison d'un droit de passage servant à l'exploitation d'un fonds enclavé. — Cass. 9 mai 1831, t. 44, p. 277.

18 *ter*. L'action en complainte est ouverte au propriétaire enclavé et troublé dans la jouissance du droit de passage qu'il exerce sur le fonds de son voisin. — Cass. 19 nov. 1832, t. 44, p. 245.

18 *quater*. Le juge de paix, saisi d'une action en complainte pour trouble du droit de passage appartenant à un propriétaire enclavé, peut vérifier le caractère de la possession du demandeur. — Cass. 19 nov. 1832, t. 44, p. 245. — *V.* notre mot *action possessoire*, no 129.

18 5o. Une action possessoire ne cesse pas d'être de la compétence du juge de paix par cela seul que le terrain litigieux serait un chemin vicinal. — Cass. 4 déc. 1833, t. 46, p. 232.

18 6o. Le juge de paix saisi d'une action possessoire relative à un chemin que le défendeur prétend être vicinal ne doit pas se déclarer incompétent, mais surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité administrative ait prononcé sur la question de vicinalité. — Cass. 31 juill. 1832, t. 44, p. 240.

18 7o. L'action en complainte ne peut être intentée à raison d'un droit de complant. — Cass. 11 fév. 1833, t. 44, p. 276. — *V.* notre mot *action possessoire*, no 38.

18 8o. L'inexécution sans violence d'un échange de terrain ne peut donner lieu à l'action en réintégrande en faveur de l'échangiste. — Cass. 4 déc. 1833, t. 46, p. 358.

18 9o. Lorsqu'un propriétaire riverain a fait, sur une rivière non navigable ni flottable, une digue qui, avec le temps, peut avoir pour effet, en repoussant les eaux sur la rive opposée, d'opérer des dégradations sur le sol, le propriétaire de l'autre rive peut intenter l'action possessoire. — Cass. 1er déc. 1829, t. 38, p. 299. — *V.* le n° qui suit.

18 10o. L'action par laquelle des propriétaires inférieurs demandent qu'un ruisseau détourné par le propriétaire supérieur, par une rigole nouvellement construite, soit rendu à son cours ordinaire, est une action en complainte possessoire. — Cass. 28 avr. 1829, t. 38, p. 360. — *V.* notre mot *action possessoire*, nos 40 et suiv.

18 11o. Lorsqu'à une demande en dommages-intérêts pour fait de prise d'eau dans un temps prohibé, on oppose un titre qui donne le droit de prendre cette eau, l'action est mixte et n'est pas de la compétence du juge de paix. — Cass. 8 avr. 1829, t. 38, p. 256.

18 12o. Une action en complainte pour trouble causé par des ouvrages construits par le défendeur ne cesse pas d'être possessoire, et, par suite, de la compétence du juge de paix, quoique ces ouvrages aient été terminés avant qu'elle fût intentée. — Cass. 22 mai 1833, t. 45, p. 471. — *V.* notre mot *action possessoire*, nos 61 et suiv., et le n° qui suit.

18 13o. Quoique les ouvrages qui constituent le trouble aient été faits sur le fonds du défendeur avant l'action intentée contre lui et soient terminés, l'action en complainte n'en constitue pas moins une action possessoire de la compétence du juge de paix. — Cass. 17 juin 1834, t. 47, p. 629. — *V.* le no qui précède.

18 14o. Le juge de paix qui maintient une partie dans la possession annale et immémoriale d'un terrain cumule le pétitoire avec le possessoire. — Cass. 15 juill. 1829, t. 38, p. 25.

Art. 2. *Baux. Dégradations*.

19. Les contestations sur les baux à cheptel ne sont pas de la compétence des juges de paix. — Poit. 2 frim. an X, t. 16, p. 568, no 19.

20. Le juge de paix commet un excès de pouvoir en maintenant le

fermier dans sa possession, lorsque le droit de ce fermier est contesté par un nouvel acquéreur de bien donné à bail. — Cass. 5 pluv. an XI, t. 16, p. 574, n° 26.

21. Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une action en déguerpissement d'une maison, lorsqu'on excipe d'un bail dont la sincerité est contestée. — Cass. 2 vent. an XII, 26 mai 1808, t. 16, p. 578, n° 34, et p. 596, n° 56. — Cette solution, donnée avant le Code de procédure, serait encore la même aujourd'hui.

22. L'action pour inexécution d'un bail par le bailleur contre le fermier est de la compétence des tribunaux ordinaires et non de celle des juges de paix. — Rouen, 11 janv. 1828. Jourdain C. Renaud.

23. Lettre de M. Merlin, ministre de la justice, du 23 therm. an IV, sur la compétence des juges de paix en matière de congés de location. — J. A. t. 16, p. 561, n° 4.

24. Les juges de paix seuls peuvent connaître des dégradations alléguées par les propriétaires contre leurs fermiers. — Cass. 21 juill. 1830. Painfan C. Osmond.

25. La loi du 24 août 1790, qui attribue aux juges de paix la connaissance des dégradations en fait de bail, ne parle que de celles commises par les fermiers. — Bourg. 3 fruct. an VIII, t. 16, p. 566, n° 12. — Sur la question de savoir si les actions du fermier principal contre le sous-fermier ou de celui-ci contre le fermier principal sont de la compétence du juge de paix, *V.* J. A. *ibid.*

26. C'est au tribunal de première instance, et non aux juges de paix, qu'il appartient de connaître de la demande en réparation à faire à la chaussée d'un moulin. — Bord. 30 juill. 1831. Guillieu C. Bertin.

27. La compétence du juge de paix, limitée au cas où le fond du droit n'est pas contesté, lorsqu'il s'agit de l'indemnité réclamée par le fermier ou locataire pour non-jouissance, est illimitée pour l'indemnité que réclame le propriétaire contre ce dernier pour dégradations. — Cass. 1er vent. an VI, t. 16, p. 564, n° 9. — *V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 378, n° 440, sur la question de savoir à quelle époque doit être intentée l'action du propriétaire contre le fermier, pour degradations. — *V.* aussi nos observations, J. A. t. 16, p. 564, à la note.

28. Une demande en indemnité d'un fermier contre son propriétaire n'est pas de la compétence du juge de paix, lorsqu'elle est formée par action personnelle, et que d'ailleurs le fond du droit est contesté. — Cass. 30 nov. 1825, t. 30, p. 308.

29. Il y a dégradation dans le sens de la loi du 24 août 1790, qui en attribue la connaissance au juge de paix, lorsque le fermier, en divertissant des foins et des engrais, a causé un préjudice notable au fonds par lui exploité. — Cass. 29 mars 1820, t. 16, p. 644, n° 102. — *V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 385, n° 445; F. L. t. 3, p. 209; et B. S. P. p. 51, t. 1, not. 49.

30. La connaissance des réparations locatives des maisons et des fermes, attribuée aux juges de paix par l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, ne renferme pas les réparations de tout genre dont le locataire ou le fermier seraient expressément chargés par leurs baux. — Cass. 13 juill. 1807, t. 16, p. 594, n° 53. — Telle est aussi l'opinion de MM. H. D. P. p. 296; Carr. *Comp.* t. 2, p. 376; F. L. t. 3, p. 208; B. S. P. p. 51, not. 47.

31. Le juge de paix, compétent pour connaître des dégradations alléguées par le propriétaire contre ses fermiers et locataires, ne l'est pas pour connaître des dégradations alléguées par le propriétaire contre l'usufruitier. — Cass. 10 janv. 1810, t. 16, p. 604, n° 67. — Opinion conforme de MM. F. L. t. 3, p. 209, et t. 1, p. 491; Merl. *Rep.* t. 6, p. 197; B. S. P. p. 51, not. 49; Carr. *Comp.* t. 2, p. 384, 2e alin.

32. Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts de valeur indéterminée, lorsqu'elle a pour unique objet des dégradations alléguées par le propriétaire, et *postérieures* à la jouissance du locataire ou fermier. — Cass. 15 juin 1819, t. 16, p. 639, n° 98. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 208, et Carr. *Comp.* p. 376, t. 2, dernier alin.

Art. 3. *Dommages aux récoltes, aux champs.*

33. Le juge de paix est compétent pour statuer sur les dommages occasionnés aux récoltes par le concours du fait de l'homme et d'un évenement fortuit. — Cass. 18 nov. 1817, t. 16, p. 633, n° 91. — *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 293; F. L. t. 3, p. 203; B. S. P. p. 49, note 42; H. D. P. 7e édit., p. 236 et 237.

34. Une demande reconventionnelle en bornage, incidente à une demande principale en dommages-intérêts pour dommages causés aux champs, n'empêche pas celle-ci d'être de la compétence du juge de paix; cette dernière demande ne peut pas être portée *de plano* devant le tribunal de première instance. — Bourg. 25 mars 1829, t. 38, p. 309.

35. Les reprises de terres que se permettent les laboureurs pour rétablir l'alignement de leurs pièces en labour sont placées au nombre des dommages de la compétence du juge de paix. — Circ. minist. 1er fruct. an V, t. 16, p. 563, n° 7. — *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 293.

36. Le juge de paix qui, en condamnant un propriétaire de pigeons à des dommages-intérêts, lui fait en même temps défense de les laisser divaguer à l'avenir dans le temps où les récoltes sont pendantes par racines et dans leur maturité, commet un excès de pouvoir et une atteinte au pouvoir administratif. — Cass. 28 janv. 1824, t. 26, p. 32.

37. Lorsqu'une usine nuit aux récoltes de ses voisins par les exhalaisons, le propriétaire de cet établissement peut être cité en réparation du dommage devant le juge de paix, seul juge compétent. — Cass. 19 juill. 1826, 2 janv. 1833, t. 32, p. 76; t. 44, p. 296. — *V.* le n° qui suit et notre mot *tribunaux*, nos 108 et 477.

38. Le dommage aux champs résultant d'emanations d'ateliers insalubres n'est pas de la compétence des juges de paix. — Aix, 25 janv. 1827. Armand C. Riboulet. — *V.* le n° qui précède.

39. Est de la compétence de l'autorité judiciaire, et spécialement du juge de paix, la demande en dommages-intérêts formée par le propriétaire d'un champ contre des ouvriers qui réparent un chemin vicinal par l'ordre du maire d'une commune, sans l'intervention d'aucun acte supérieur de l'autorité administrative. — Cass. 17 janv. 1831, t. 40, p. 317. — *V.* nos observations, p. 318.

40. L'action en dommages pour préjudice occasionné par des dégâts faits dans un taillis est de la compétence du juge de paix (art. 9, tit. 3, de la loi du 24 août 1790). — Toul. 31 juill. 1818, t. 16, p. 636, n° 95.

41. La demande en dommages-intérêts, formée contre des gardes forestiers pour un fait de leur ministère, n'est pas du ressort de la justice de paix. — Cass. 10 janv. 1827. Le ministère public C. Andrieux.

Art. 4. *Actions des gens de travail.*

42. La loi du 24 août 1790, qui attribue aux juges de paix la connaissance des actions ayant pour objet le paiement du salaire des gens de travail, ne comprend sous ces mots, *gens de travail*, que les journaliers donnant personnellement leur travail, les ouvriers qui sont momentanément aux gages du maître, et non des fermiers travaillant ou faisant travailler pour leurs propriétaires. — Bourg. 4 avr. 1823, t. 16, p. 648, nos 106 et 107. — *V.* M. Lep. p. 60, 6e quest. Il examine ce qu'il faut entendre par cette expression *gens de travail*.

43. Les juges de paix ne peuvent connaître d'une demande formée par un domestique contre son maître en restitution de meubles et effets servant à son usage personnel, et de titres qui lui appartiennent. — Cass. 22 frim. an IX, t. 16, p. 574, n° 15. — MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 392, n° 450; Merl. *Q. D.* t. 4, v° *justice de paix*, et F. L. t. 3, p. 210, n° 5, sont d'accord sur ce point. Pour que le juge de paix soit compétent,

il faut que l'action dérive de *rapports de domesticité.*

44.... Ni de la demande d'un secrétaire en paiement de ses appointements.—Bourg. 30 mai 1829, t. 39, p. 69. — *V.* notre mot *tribunaux de commerce*, nos 106 à 113.

45.... Ni des contestations qui s'élèvent en matière de livrets dus aux ouvriers, ou mal à propos exigés par eux; ces contestations sont de la compétence exclusive de la police administrative. — Cass. 23 juin 1812, t. 16, p. 613, no 77.—C'est l'opinion de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 390, no 283.

46. Les contestations entre un maître peigneur de chanvre et ses ouvriers doivent être portées devant le juge de paix, et non devant le tribunal de commerce. — Gren. 31 août 1814, t. 16, p. 627, no 85. — Dans les villes où il existe des conseils de prud'hommes, ce sont eux qui sont compétents. — *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 391, no 447, et B. S. P. p. 51, note 50, et notre mot *Prud'hommes.*

Art. 5. *Action civile à raison des délits qui sont de la compétence du juge de paix.*

47. Les juges de paix sont compétents pour connaître civilement des actions en réparation d'injures verbales, quelle que soit la gravité des injures.—Cass. 13 therm. an XIII, 6 déc. 1808, 21 déc. 1813, t. 16, p. 581, no 38. — Opinion conforme de MM. F. L. t. 3, p. 210; B. S. P. p. 52, note 52; Pr. Fr. t. 1, p. 100; Lep. p. 59; Carr. *Comp.* t. 2, p. 395, no 451. — Mais devant quel tribunal doit être portée la demande en réparation? Est-ce devant celui du lieu où les injures ont été proférées, ou devant celui du domicile du défendeur? — M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 396, no 451, pense que l'action civile peut être portée devant l'un ou l'autre tribunal. — *V.* aussi MM. Lep. p. 65, 3e question, et B. S. P. p. 52.

48. Il en est de même de l'action civile formée devant le juge de paix en réparation de tout délit dont la connaissance est attribuée par la loi au tribunal de police. — Cass. 12 déc. 1809, t. 16, p. 604, no 66.

49. Mais un juge de paix ne peut dans la même cause prononcer en tribunal de paix et en tribunal de police. — Cass. 16 flor. an XI, 2 thermidor an XI, 10 juill. 1829, t. 16, p. 575, no 28, t. 37, p. 145. — Telle est aussi l'opinion de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 357, no 183, et des auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 105.

50. Comme aussi, lorsqu'un juge de paix a été saisi, comme juge de police, d'une action publique, il ne peut, divisant l'action civile de la cause de police, statuer comme juge civil, et sans l'intervention de la partie civile, sur l'action privée (art. 456 de la loi du 3 brum. an IV). — Cass. 7 flor. an XII, t. 16, p. 579, no 36.

51. De même un juge de paix saisi comme tribunal civil ne peut ultérieurement se transformer en tribunal de police pour prononcer sur l'affaire. — Cass. 1er avr. 1813, 30 avr. 1813, t. 22, p. 86, no 111.

52. Mais on peut revenir au juge de paix, comme tribunal civil, après qu'il a refusé de connaître comme tribunal de police d'une action en réparation d'injures verbales. — Cass. 21 nov. 1825, t. 30, p. 314.

53. Est conforme à la loi le jugement par lequel un tribunal de police se déclare incompétent pour connaître des coups donnés à une personne, et renvoie les parties devant le procureur du roi. — Cass. 31 déc. 1830. Ministère public C. Gaspard.

Art. 6. *Contraventions de police aux lois sur la poste aux chevaux, sur la taxe d'entretien des routes, en matière d'octroi et en matière de douane.*

54. Un tribunal de police est compétent pour statuer sur une contravention de police commise par un individu en état de récidive, parce qu'en pareil cas le contrevenant doit être condamné seulement à une double amende de trois journées de travail n'excédant pas quinze francs, mais non à un double emprisonnement qui excède cinq jours. — Cass. 13 juin 1831. Ministère public C. Wager.

55. Les juges de paix sont seuls compétents, à l'exclusion des tribunaux correctionnels, pour connaître des contraventions à la loi du 19 frim. an VII, sur le service de la poste aux chevaux. — Cass. 29 juin 1819, t. 16, p. 641, no 99.

56. Le juge de paix est incompétent pour statuer sur les contestations civiles résultantes de l'établissement de la taxe d'entretien des routes. — Cass. 21 mai 1806, t. 16, p. 590, no 46.

57. Mais il est compétent pour statuer sur l'acquiescement du droit de passe ou le paiement de l'amende ou taxe fixe, lorsque le fond du droit n'est pas contesté. — Cass. 21 mai 1806, t. 16, p. 590, no 47.

58. Les contestations civiles en matière de droit d'octroi doivent être portées en première instance devant le juge de paix. — Rouen, 2 janv. 1819, t. 16, p. 636, no 96.

59.... Soit qu'il s'agisse de l'application du droit, soit qu'il s'agisse de sa perception. — Décret, 10 août 1809, t. 16, p. 602, no 64.

60. Ainsi la question de savoir si un tarif d'octroi, assujétissant au droit les objets fabriqués dans l'intérieur, est applicable aux objets dont les matières premières ont payé le droit d'entrée, est de la compétence du juge de paix. — Cass. 27 juill. 1825, t. 34, p. 283.

61. Ordonnance du 9 déc. 1814, portant règlement sur les octrois. — T. 16, p. 628, no 87. — V. *infrà*, no 136.

62. Loi relative aux douanes du 17 déc. 1814. — J. A. t. 16, p. 630, no 88.

63. Loi du 14 fruct. an III (31 août 1795), sur la compétence des juges de paix en matière de douane. — T. 16, p. 559, no 3.

64. C'est au juge de paix qu'il appartient de décider lequel de deux tarifs en matière de douanes doit recevoir son application à un fait particulier. — Cass. 29 janv. 1828. Administration des douanes C. les propriétaires de Léagle.

65. Les oppositions aux contraintes en matière de douanes ne peuvent être portées en première instance que devant le juge de paix. — Cass. 8 niv. an VI, 8 nov. 1810, t. 16, p. 569, no 8. — *V.* M. B. S. P. p. 53 et 56. — Cet auteur dit que, dans ce cas, les jugements des juges de paix ne sont pas exécutoires par provision.

66. La connaissance d'une opposition faite au préjudice de l'administration des douanes appartient aux tribunaux de première instance, à l'exclusion des juges de paix. — Bord. 24 août 1831, t. 43, p. 431.

67. Mais les juges de paix sont seuls compétents pour viser les contraintes décernées par la régie des douanes. — Cass. 7 fruct. an X, t. 16, p. 573, no 24.

68. De même les saisies faites aux frontières par les commis des douanes, après des déclarations fausses des porteurs des objets saisis, et sans voies de fait de leur part, sont de la compétence des juges de paix.—Cass. 3 janv. 1819, t. 36, p. 155. — La Cour royale de Douai a jugé, le 18 avr. 1833, que ce fait était de la compétence des tribunaux correctionnels.

69. Les juges de paix en première instance, et en appel les tribunaux civils, sont compétents pour connaître d'une tentative de contrebande par mer. — Cass. 27 avr. 1830, t. 39, p. 141.

70. Avant le Code de procédure civile, en matière de douane, le juge de paix devait connaître de l'inscription en faux incident formée dans une affaire dont il était saisi.—Cass. 13 frim. an XII, t. 16, p. 576, no 30.—V. *infrà*, art. 8.— MM. Carr. *Comp.* t. 1, p. 607; F. L. t. 2, p. 557; et Merl. *Rep.* t. 6, p. 182, sont d'accord sur ce point que, d'après le Code de procédure, l'exception établie par cet arrêt n'existerait pas aujourd'hui.

71. Le délai pour appeler d'une sentence de juge de paix, en matière de douanes, est de huit jours à dater de sa signification. — Cass. 1er déc. 1830, t. 40, p. 27 et 28.

Art. 7. *Brevets d'invention. Contrefaçons.*

72. Décret des 14 et 25 mai 1791, portant règlement sur la propriété des auteurs d'inventions et découvertes en tout genre. — T. 16, p. 559, no 2.

73. Décret du 5 déc. 1810, contenant des dispositions tendantes à

prévenir ou à réprimer les contrefaçons des marques que les fabricants de quincaillerie et coutellerie sont autorisés à mettre sur leurs ouvrages. — T. 16, p. 607, n° 69.

Art. 8. *Vérification d'écritures ou inscription de faux.*

(V. *suprà*, n° 70.)

74. Si le juge de paix croit que la pièce méconnue et arguée de faux n'est pas nécessaire à la décision de la cause, doit-il cependant se conformer aux dispositions de l'art. 14? — L'affirmative est soutenue par MM. Carr. t. 1, p. 26, n° 56; Delap. t. 1, p. 15; D. C. p. 21. — *V.* J. A. t. 16, p. 657, n° 131.

75. Quand le juge de paix renvoie la cause devant le tribunal d'arrondissement pour vérification d'écritures ou inscription de faux, ce tribunal n'est pas chargé de prononcer et sur l'incident et sur le fond; après que le sort de la pièce a été décidé, il faut sur le fond retourner devant le juge de paix. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 25, n° 55; Pig. *Comm.* t. 1, p. 28, et des auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 158. — *V.* J. A. t. 16, p. 657, n° 130.

Art. 9. *Contestations relatives à l'exécution du jugement.*

(V. *suprà*, n° 6.)

76 et 77. Le juge de paix a le droit, sans commettre un excès de pouvoir, de rendre un interlocutoire dans le but de s'assurer s'il y a lieu de relever du délai d'opposition celui qui prétend n'avoir pu connaître la procédure. — Cass. 2 janv. 1828, t. 34, p. 65.

78. Les juges de paix ne sont pas compétents pour statuer sur la demande en opposition aux saisies auxquelles il a été procédé en vertu de leurs jugements. — Turin, 6 mai et 30 juill. 1813, t. 16, p. 614, n° 78. — M. F. L. t. 3, p. 199, examine cette question avec soin, et pense que le pouvoir des juges de paix est consommé dès qu'ils ont rendu leur sentence. — *V.* aussi nos observat. p. 614, à la note, et J. A. t. 16, p. 574, n° 25.

79. Ce n'est pas au juge de paix, mais au tribunal chargé de l'exécution du jugement en vertu duquel une saisie a été faite, qu'il appartient de connaître d'une demande en paiement de frais de garde, bien que la somme réclamée n'excède pas 100 fr. — Cass. 28 mai 1816, t. 16, p. 632, n° 89. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 135, col. 1re, alin. 3 et 7. — *V.* t. 16, n° 84, l'arrêt du 15 mars 1814.

80. Mais les juges de paix ont le droit de taxer les frais d'un gardien qu'ils ont établi pour la conservation des scellés, à quelque taux que ces frais puissent s'élever. — Cass. 15 mars 1814, t. 16, p. 627, n° 84. — *V.* M. B. S. P. t. 2, p. 693, note 23.

Chap. II. *Compétence à raison du domicile.*

81. Peut-on citer valablement devant le juge de paix du lieu de la résidence, lorsqu'on allègue l'ignorance du domicile, et que le défendeur ne prouve pas qu'il a domicile, et devant celui du domicile élu dans la convention? — Sur ce dernier point l'affirmative ne peut pas faire difficulté; mais sur le premier la négative est soutenue par M. F. L. t. 1, p. 490, et combattue par MM. Carr. t. 1, p. 7, n° 7; Pig. *Comm.* t. 1, p. 161; D. C. p. 15; et Lep. p. 64 et 65. — *V.* J. A. t. 16, p. 650, n° 111.

82. Devant quel tribunal peut-on citer le voyageur qui a fait une dépense dans une auberge, le propriétaire qui a employé des ouvriers à sa maison de campagne, hors du lieu de son domicile? — *V.* l'opinion des auteurs cités sur la question précédente, J. A. t. 16, p. 650, n° 112.

83. Un juge de paix qui, dans un compromis souscrit par deux parties, a été choisi pour terminer un différend, peut valablement prononcer quoique les parties ne soient pas ses justiciables. — Colm. 25 avr. 1817, t. 5, p. 83, v° *autorisation de femmes mariées*, n° 60. — V. *infrà*, n° 103.

84. Le juge de paix devant lequel on élève une question d'incompétence peut ordonner une vérification des lieux pour se mettre à même de s'éclairer sur sa compétence. — Cass. 7 janv. 1829, t. 36, p. 159.

85. C'est par le juge de paix du domicile du défendeur que doit être commis l'huissier chargé de faire une notification, en cas d'empêchement de l'huissier de la justice de paix de ce domicile. — Cass. de Brux. 9 juill. 1830, t. 42, p. 177.

Chap. III. *Compétence quant au premier ou dernier ressort* (1).

86. Le juge de paix peut connaître en premier ressort d'une demande en paiement d'une somme moindre de 150 fr. pour dommages causés sur un fonds de terre, quoique le demandeur excipe d'un droit commun autorisant le fait duquel a pu résulter le dommage. — Cass. 15 janv. 1811, t. 16, p. 609, n° 72. — *V.* l'opinion de M. Coff. en tête de l'arrêt, J. A. *loc. cit.*

87. Décidé cependant que, lorsque, sur la demande d'une somme moindre de 50 fr. pour dommages causés à un pré, le défendeur borne sa défense à alléguer vaguement qu'il n'a fait qu'user d'un droit dont il a toujours joui, le juge de paix peut prononcer en dernier ressort sur la demande en dommage, parce qu'un tel jugement ne préjudicie en rien à l'action possessoire que la partie condamnée aux dommages-intérêts peut former ultérieurement. — Cass. 16 décembre 1824, t. 27, p. 299.

88. De même, lorsque l'objet de la demande est inférieur à 50 fr., le juge de paix peut prononcer en dernier ressort, quoique le défendeur excipe de la nullité de l'obligation même. — Cass. 2 fév. 1814, t. 16, p. 623, n° 82.

89. Un juge de paix, en condamnant à des dommages-intérêts le propriétaire de pigeons qui ont fait du dégât dans les récoltes d'autrui, rend un jugement en dernier ressort, qui ne peut être attaqué par la voie du recours en cassation. — Cass. 28 janv. 1824, t. 26, p. 32.

90. La contestation sur le bail d'une maison excédant 60 fr. de loyer ne rentre plus dans la compétence du juge de paix en dernier ressort. — Cass. 2 ventôse an XII, t. 16, p. 578, n° 33.

91. Le juge de paix est compétent pour statuer en dernier ressort sur une action alternative en paiement de loyers et en déguerpissement, intentée en vertu d'un bail expiré dont le prix est inférieur à 50 fr. — Cass. 14 nov. 1832, t. 44, p. 177. — *V.* les observ. du rapporteur, *ibid.*

92. Le jugement sur incompétence, rendu par un juge de paix, est toujours susceptible d'appel, même lorsqu'il pouvait prononcer en dernier ressort sur l'objet de la demande au fond. — Cass. 19 juin 1810, 22 avr. 1811, 10 fév. et 22 juin 1812, 17 fév. 1813, 3 oct. 1814. — Renn. 17 févr. 1815. — Cass. 12 mars 1829, t. 2, p. 391 et 415, nos 35 et 46; t. 3, p. 309, n° 167; et t. 37, p. 115.

93. Le juge de paix prononce-t-il sans appel les peines portées en les art. 10 et 11 C. P. C.? — L'affirmative est soutenue, J. A. t. 16, p. 650, n° 110, conformément à l'opinion émise par les auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 154.

94. La compétence des juges de paix, quant à la faculté de prononcer en dernier ressort, se détermine par le montant de la demande, et non par celui de la condamnation. — Cass. 27 oct. 1813, t. 16, p. 622, n° 81. — Telle est l'opinion de M. Lep. p. 60, 7e *quest.*; M. Merl. *Rép.* t. 6, p. 555; et F. L. t. 3, p. 202. Ils citent la loi 19, § 1er, ff. *de jurisdiction.*, qui contient une règle semblable. — *V.* aussi notre mot *ressort*, n° 72.

95. Dans les actions possessoires, la compétence se détermine-t-elle par la valeur de la possession réclamée, ou par celle des dommages-intérêts demandés? — *En d'autres termes*, le juge de paix saisi

(1) Il est utile de consulter les décisions rapportées à notre mot *ressort*.

de la connaissance d'une action possessoire peut-il statuer en dernier ressort, lorsque le demandeur n'a pas conclu à des dommages-intérêts, ou n'a conclu qu'à des dommages-intérêts au-dessous de 50 francs, ou lorsque les dommages-intérêts accordés par le jugement n'excèdent pas 50 francs? — Oui. — Cass. 20 therm. an XII; 20 vent. et 19 therm. an XIII; 6 oct. 1807; 28 oct. 1808; 13 nov. 1811; 1 et 6 juill. 1812; 24 mai 1813. — Non. — Cass. 4 brum. an X; 10 et 24 mess. an XI; 24 pluv. et 23 fruct. an XII; 25 août 1806; 2 avr. 1811; 16 juin 1818; 31 déc. 1821; 22 mai 1822; 11 avr. 1825; 14 févr. 1826; 11 avr. 1827; 5 mars 1828. — La jurisprudence est désormais irrévocablement fixée dans ce dernier sens. — *V.* t. 2, p. 326, v° *action possessoire*, n° 3, et p. 395, n° 38; t. 16, p. 566, n° 17; t. 23, p. 392; t. 24, p. 169; t. 30, p. 207 et 374; t. 33, p. 168, et t. 35, p. 209.— *V.* les trois nos qui suivent.

96. Lorsqu'un fermier a intenté contre son voisin une action en réintégrande pour la répression d'une voie de fait commise par celui-ci sur une pièce comprise dans son bail, et qu'il n'a demandé que 20 fr. de dommages-intérêts, la contestation a pu être soumise à un juge de paix, et elle a été jugée par lui en dernier ressort. — Cass. 10 nov. 1819, t. 2, p. 497, v° *action possessoire*, n° 92. — *V.* les observations qui précèdent cet arrêt, et M. Toull. t. 11, p. 183, et *suprà*, le n° 95.

97. Mais un jugement de justice de paix, sur une action possessoire qui eût été d'ailleurs prononcée en dernier ressort, est susceptible d'appel, s'il porte en même temps des condamnations d'une valeur indéterminée. — Cass. 18 juin 1816, t. 2, p. 469, v° *action possessoire*, n° 73.—V. *suprà*, n° 95.

98.... Ou si le demandeur conclut à des dommages-intérêts excédant 50 francs, ou indéterminés.—Cass. 21 pluv. an X; 26 mess. an XIII, et 25 mai 1813, t. 16, p. 568, n° 20; t. 2, p. 340, n° 7. — *V.* l'arrêt qui précède.— V. *suprà*, n° 95.

99. Lorsque l'objet des conclusions prises dans la citation devant le juge de paix ne lui permet de prononcer qu'à charge d'appel, la rectification de ces conclusions à l'audience, en l'absence du défendeur, ne peut pas l'autoriser à prononcer en dernier ressort. — Cass. 6 juill. 1814, t. 8, p. 317, n° 6.

100. Une demande reconventionnelle de la même nature qu'une demande principale en dommages-intérêts, portée devant le juge de paix, doit être ajoutée à celle-ci pour déterminer le ressort.—Cass. 11 nov. 1829, t. 39, p. 169. — *V.* *suprà*, n° 12 *bis*, et notre mot *ressort*, n° 314.

101. Aussi lorsque, sur une demande qui n'excède pas la compétence du juge de paix en dernier ressort, le défendeur forme une demande reconventionnelle fondée sur un titre dont l'appréciation excède les bornes de la compétence du juge de paix, ce magistrat doit se déclarer *incompétent*, ou du moins s'abstenir de prononcer en dernier ressort. — Cass. 4 févr. 1824, t. 26, p. 87.

102. Sous l'empire du Code de procédure, les jugements de justice de paix, quoique qualifiés en dernier ressort dans une matière où le juge ne pouvait prononcer qu'en premier ressort, sont susceptibles d'être attaqués par la voie d'appel. — Cass. 31 déc. 1821, t. 23, p. 392.

103. Le juge de paix devant qui deux parties sont en conciliation pour les juger souverainement, et en dernier ressort, si elles y consentent formellement, d'après l'art. 7 du Code de proc., a le droit de juger souverainement en magistrat conciliateur, même les personnes qui ne sont point ses justiciables, et il ne peut y avoir fin de non-recevoir résultante du dernier ressort. — Orl. 2 juin 1818, t. 16, p. 635, n° 93. — V. *suprà*, n° 83.

104. Dans le même cas, les décisions rendues par les juges de paix ne sont susceptibles d'aucune réformation. — Colm. 6 févr. 1828, t. 36, p. 80. — Sur la prorogation de juridiction, *V. suprà*, n° 11 et suiv. — *V.* v° *action possessoire*, les questions relatives à la compétence des juges de paix en cette matière.

Chap. IV. *Récusation du juge de paix.*

105 et 106. Le juge de paix est-il récusable pour tous les cas exposés en l'art. 378 C. P. C.? — L'art. 44 est-il limitatif ou simplement énonciatif? — Ces deux questions sont examinées, J. A. t. 16, p. 658, nos 134 et 135. — La discussion qui a eu lieu lors de la redaction de l'art. 44 C. P. C. ne permet pas de douter que cet article ne soit limitatif, suivant M. F. L. t. 4, p. 764.—Cependant M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 115, est d'un avis contraire.

107. Le juge de paix n'est-il récusable que pour les affaires contentieuses, c'est-à-dire celles où il doit prononcer jugement? — M. Carr. t. 1, p. 84, n° 184, pense que dans le cas où un juge de paix n'a qu'un fait à constater, comme dans l'apposition des scellés, il ne peut être récusé, mais qu'il en serait autrement dans les assemblées de famille où il a droit de suffrage et même voix prépondérante. — *V.* J. A. t. 16, p. 659, n° 136.

108. Un juge de paix ne peut être récusé, sur le motif qu'il est membre d'un bureau de bienfaisance qui est partie dans un procès porté devant lui. — Cass. 21 avr. 1812 t. 16, p. 612, n° 75.

109. Il y a motif de récusation contre le juge de paix lorsqu'il a précédemment connu comme juge des contestations existantes entre les parties. — Nîm. 26 févr. 1812, t. 16, p. 611, n° 74. — *V.* J. A. t. 16, n° 65, l'arrêt du 30 nov. 1809.

110. Le juge de paix, quoique récusable, n'est pas obligé de s'abstenir, s'il n'est pas récusé. — Cass. 21 avr. 1812, t. 16, p. 612, n° 76. — C'est l'avis de M. Lep. p. 91, 5e quest.; mais il demande si le jugement serait valable, s'il avait été rendu au mépris d'une récusation jugée depuis mal fondée? — Il croit que cette question dépend des circonstances. — *V.* M. F. L. t. 4, p. 765, v° *récusation*.

111. La récusation du juge de paix commis à une enquête ne doit pas être faite dans le délai prescrit par l'art. 383 C. P. C.: ce délai n'a lieu qu'à l'égard du juge du tribunal saisi de l'affaire, et non d'un juge étranger nommé commissaire. — Nîm. 26 févr. 1812, t. 16, p. 610, n° 73.

112. Si le récusant ne sait ou ne peut signer, comment l'huissier suppléera-t-il à ce défaut? Lui suffira-t-il de mentionner l'ignorance ou l'impuissance du recusant? — Non; il faudra nécessairement une procuration notariée. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 87, n° 195, et J. A. t. 16, p. 659, n° 137.

113. Dans le cas où le juge de paix acquiesce à la récusation, par qui le renvoi devant le juge qui devra connaître de la contestation sera-t-il prononcé? — Il faut appliquer l'art. 47 C. P. C., et s'adresser au tribunal civil de première instance. — M. Lep. p. 91, 4e question, pense que le juge de paix peut ordonner lui-même le renvoi; mais *V.* J. A. t. 16, p. 660, n° 138, et MM. Carr. t. 1, p. 88, n° 199; Thom. Desm. p. 55, et le n° qui suit.

114. Un juge de paix ne peut statuer sur la récusation dirigée contre lui. — Cass. 30 nov. 1809, 15 févr. 1811, t. 16, p. 603, n° 65. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 87, n° 193. — L'art. 47 C. P. C. est général, et s'applique, soit en matière civile, soit en matière de simple police. — *V.* cependant l'opinion de M. F. L. t. 4, p. 770, col. 1re, dernier alin. — *V.* le n° qui précède.

115. La partie adverse du récusant pourrait-elle s'opposer à l'acquiescement du juge de paix, et demander, nonobstant son consentement, l'envoi de l'acte de récusation, et provoquer un jugement? — *V.* J. A. t. 16, p. 661, n° 140, où se trouvent énoncés quelques motifs à l'appui de la négative que M. Carr. a adoptée, t. 1, p. 89, n° 21. — M. Delap. t. 1, p. 4, déclare qu'il penche pour l'opinion contraire.

116. L'envoi au tribunal civil de la récusation et de la réponse du juge doit-il être fait d'office, s'il n'est pas requis dans les 3 jours? — Le délai de trois jours n'est pas de rigueur : la récusation peut avoir été abandonnée par la partie; l'envoi d'office par le greffier pour-

rait être sans objet. — *V*. J. A. t. 16, p. 660, n° 139.

117. Que faut-il faire si la récusation n'est pas jugée dans la huitaine? — *V*. J. A. t. 16, p. 661, n° 141, où se trouve combattue l'opinion de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 121, qui pense que le juge récusé peut, après ce délai, passer outre au jugement.

118. La partie qui a récusé indûment un juge de paix doit être condamnée à l'amende. — Solution du 6 juin 1831, t. 43, p. 700.

Chap. V. *Enquête en justice de paix.*

119. Le juge de paix ne peut-il ordonner une enquête que si les parties sont contraires en fait? — Il le peut toutes les fois qu'il croit l'enquête nécessaire pour éclairer sa conscience. — J. A. t. 16, p. 656, n° 126, et M. Carr. t. 1, p. 67, n° 150.

120. En justice de paix, la contre-enquête est-elle de droit? — L'affirmative ne peut pas souffrir difficulté. — J. A. t. 16, p. 656, n° 125, et M. Lep. p. 86.

121. Le juge peut-il ordonner une enquête, s'il est saisi, par le consentement des parties, d'une demande excédant 150 francs? — La négative est soutenue par M. Carr. t. 1, p. 67, n° 149. — *V*. J. A. t. 16, p. 657, n° 127.

122. Comment se requiert la cédule du juge de paix pour citer les témoins? — *V*. J. A. t. 16, p. 655, n° 124, où se trouve examinée l'opinion de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 94. — Sur ce point, le Code ne détermine ni la forme de la cédule, ni le délai dans lequel elle doit être renvoyée. — Ainsi il n'existe aucun délai de rigueur, et la forme sera celle des citations, en mettant la date du jugement et l'indication du lieu, du jour et de l'heure.

123. Le juge de paix peut procéder à l'audition des témoins hors la présence des parties, aux termes de l'art. 36 C. P. C. — *V*. MM. Carr. t. 1, p. 69, n° 155, et Lep. p. 87; J. A. t. 16, p. 656, n° 128.

124. La partie non présente à l'enquête peut-elle proposer des moyens de reproche depuis l'enquête, mais avant le jugement? — La négative est soutenue par M. Carr. t. 1, p. 73, n° 161. — Mais l'opinion contraire adoptée par M. D. C. p. 40, paraît appuyée sur des considérations plus puissantes. — *V*. J. A. t. 16, p. 655, n° 122.

125. Comment le juge de paix doit-il statuer sur les reproches? — *V*. J. A. t. 16, p. 655, n° 123, où sont examinés les divers cas qui peuvent se présenter, et qui ont été indiqués par M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 97.

126. Lorsqu'en justice de paix, dans une cause sujette à l'appel, le greffier n'a pas dressé procès-verbal de la déposition des témoins, le tribunal d'appel peut annuler le jugement rendu sur l'enquête, pour violation des formalités substantielles. — 24 janv. 1827, t. 32, p. 301.

127. Les parties peuvent, en justice de paix, consentir à une prorogation d'enquête, et il n'est pas nécessaire qu'elles signent leur consentement. — Cass. 3 oct. 1808, t. 16, p. 597, n° 57. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 77, n° 169, et B. S. P. p. 39, n° 67. — Mais *V*. Pig. *Comm.* t. 1, p. 98.

128. On n'est pas recevable à intenter une action en dommages-intérêts contre un juge de paix par le fait duquel on a encouru une déchéance pour faire enquête, lorsqu'on ne justifie pas s'être pourvu légalement auprès de lui pour obtenir l'ordonnance. — Gren. 15 févr. 1828, t. 36, p. 98.

129. Une enquête faite devant un juge de paix n'est pas nulle, par cela que les témoins, au lieu de prêter serment, ont simplement promis de dire la vérité. — Cass. 19 avr. 1810, t. 16, p. 606, n° 68. — Cet arrêt est conforme à l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 70, n° 156, p. 319, not. 1, p. 659, n° 1028; B. S. P. p. 375, not. 11, et p. 296, not. 59; F. L. t. 2, p. 372. — *V*. aussi M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 75, et J. A. t. 16, p. 606, à la note.

130. L'enquête nulle par la faute du juge de paix doit-elle être recommencée à ses frais? — Il pourra y avoir des cas où le juge de paix sera tenu au paiement de ces frais, mais il faut remarquer qu'il arrivera rarement qu'une enquête devant un juge de paix soit déclarée nulle. — *V*. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 98, et J. A. t. 16, p. 657, n° 129.

Chap. VI. *Des jugements du juge de paix.* — Art. 1er. *Audience. Procédure.*

131. Les juges de paix ne peuvent pas tenir leur audience chez eux, lorsqu'ils ne résident pas dans le chef-lieu du canton. — Circulaire du ministre de la justice, 11 avr. 1807. — T. 16, p. 593, n° 51.

132. Lorsque le juge de paix a été volontairement choisi pour juge par des parties qui ne sont pas ses justiciables, elles peuvent se faire représenter devant lui par des mandataires porteurs de procurations sous signatures privées. — Colm. 25 avr. 1817, t. 5, p. 83, n° 61.

133. Lettre de M. le procureur du roi près le tribunal civil de St-Amand (Cher), contenant extrait d'une autre lettre de M. le garde des sceaux, en date du 20 août 1824, dans laquelle on émet l'avis que le juge de paix ne doit pas permettre à une partie de se faire assister d'un défenseur devant lui. — T. 35, p. 317. — L'opinion du garde des sceaux porte atteinte au droit de la défense. — V. *les observ.* J. A. t. 35, p. 318, et C. T. t. 1, p. 14, n° 11.

134. Un jugement de justice de paix rendu en l'absence du ministère public demandeur, est par défaut. — Cass. 7 vent. an VII, t. 13, p. 30, n° 6.

135. En matière de douanes, un jugement de tribunal de paix est nul pour n'avoir pas été rendu dans les trois jours qui ont suivi celui indiqué pour la comparution. — Cass. 3 prair. an XI, t. 16, p. 576, n° 29.

136. Loi du 2 vendém. an VIII (24 sept. 1799) sur la manière de juger les contestations relatives au paiement d'octrois municipaux. — T. 16 p. 565, n° 10. — V. *suprà*, n° 58 et s.

137. Le jugement à intervenir sur citation à bref délai peut être rendu avant l'enregistrement de l'exploit. — Décision du ministre des finances, 13 juin 1809, t. 16, p. 601, n° 62.

Art. 2. *Péremption d'instance.*

138. La péremption d'instance devant les tribunaux de paix n'avait lieu, sous la loi du 18 oct. 1790, qu'autant que la partie elle-même n'aurait pas mis la cause en état d'être jugée dans les 4 mois. — Cass 13 brum. an X, 20 août 1806, t. 16, p. 570, n° 18. — *V*. M. Merl. *Rép.* t. 9, v° *péremption*, § 3, n° 2.

139. Lorsqu'un procès devant le juge de paix a duré plus de 4 mois, l'instance est périmée sans qu'il soit permis aux juges ou aux parties de proroger ce délai. — Cass. 16 germ. an XI, t. 16, p. 574, n° 27. — Sous l'empire du C. P. C. l'instance est également périmée de plein droit, mais l'action n'est pas détruite, et les parties, aux termes de l'art. 7, peuvent se présenter devant le juge et demander jugement, comme s'il n'y avait pas eu de péremption. — Tel est l'avis de MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 32; Carr. t. 1, p. 30, n° 68; D. C. p. 22; Lep. p. 76, 4e quest. Th. Desm. p. 41.

140. La loi qui prononce la péremption de l'instance, et même de l'action, à défaut de jugement dans les 4 mois par la justice de paix, n'est pas applicable à une action sur laquelle le juge de paix était incompétent. — Cass. 24 frim. an IX, t. 16, p. 575, n° 16. — Telle est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 28, n°s 60 et 66.

141. Lorsque dans une instance pendante devant un juge de paix, les parties élèvent la question de savoir si le terrain litigieux est situé dans son ressort, on ne peut faire courir le délai de la péremption contre les poursuites avant que ce fait ait été vérifié par l'autorité compétente. — Cass. 31 août 1813, t. 16, p. 621, n° 80. — MM. Merl. *Rép.* t. 17, p. 350, v° *péremption*, et Carr. t. 1, p. 28, n° 59, approuvent cette décision.

142. L'instance étant suspendue par le décès d'une partie, à partir de quelle époque continue le délai de péremption? — M. Carr. t. 1, p. 29, n° 61, pense que c'est

depuis la reprise d'instance ou après six mois à compter du décès. — *V*. J. A. t. 16, p. 658, n° 133.

143. La péremption de 4 mois prononcée par l'art. 7 du tit. 7 de la loi du 18 oct. 1790, pour les instances introduites devant la justice de paix, n'est point suspendue par les incidents et l'instruction des jugements interlocutoires. — Cass. 13 flor. an X, t. 16, p. 570, n° 22. — L'art. 15 C. P. C. a modifié sur ce point la loi de 1790. — V. *des observ.* J. A. t. 16, p. 570, sous le n° 22; et MM. Carr. t. 1, p. 28, n° 62, et Lep. p. 75, 5ᵉ quest.

144. Si le jugement interlocutoire du juge de paix est par défaut, de quel jour court la péremption? — L'art. 15 ne fait pas de distinction. — *V*. J. A. t. 16, p. 658, n° 132; et M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 31.

145. Les instances pendantes devant le juge de paix ne se périment pas à défaut de jugement définitif dans les 4 mois, à partir d'un jugement préparatoire; la disposition de l'art. 15 C. P. C. doit être restreinte aux jugements interlocutoires. — Cass. 12 fév. 1822, t. 24, p. 48.

146. La partie qui, par son fait, a retardé l'instruction et le jugement d'une cause pendante devant le juge de paix, n'est pas recevable à proposer ensuite la péremption de l'instance. — Cass. 4 fév. 1807, t. 16, p. 592, n° 50. — M. Carr. t. 1, p. 29, n° 65, approuve cet arrêt. — M. Pig. *Comm* t. 1, p. 32, pense aussi qu'il y a des cas où la règle posée par l'art. 15 C. P. C. doit fléchir. — *V*. notre mot *péremption*, nᵒˢ 74 et s.

Art. 3. *Formes du jugement.*

147. Le jugement qui porte : « *Siégeant M... juge de paix par interim en la cause* », est nul comme ne contenant pas énonciation suffisante du titre ni de la qualité en vertu desquels ce juge a exercé ses fonctions. — Cass. 19 juin 1828. Lage C. le Ministère public.

148. Sous la loi du 24 août 1790, il n'était pas nécessaire que les jugements des juges de paix continssent, comme ceux des tribunaux de première instance, quatre parties distinctes. — Cass. 9 vent. an V, t. 16, p. 561, n° 5.

148 *bis.* L'absence des motifs dans un jugement de juge de paix sur un des chefs secondaires, ne suffirait pas pour que ce jugement fût annulé. — Cass. 19 nov. 1818, t. 15, p. 138, v° *jugement*, n° 165.

149. Si le juge de paix mourait avant d'avoir signé un jugement, ce jugement serait-il nul? — Les auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 163, n'élèvent aucune difficulté sur cette question, et soutiennent l'affirmative; cependant M. Merl. *Rép.*, v° *signature*, t. 17, p. 555, n° 6, examine la quest. avec soin, et tirant argument de ce que l'art. 37 du décret du 30 mars 1808 prescrit de faire pour les jugements ordinaires, cet auteur pense qu'un suppléant du juge de paix d'un autre canton pourrait être désigné pour signer le jugement. — *V*. J. A. t. 16, p. 654, n° 121.

150. On ne peut considérer comme un *jugement* le procès-verbal d'un juge de paix dressé en l'absence du créancier, et constatant la reconnaissance d'une dette par les débiteurs; un pareil acte ne confère point hypothèque. — Cass. 22 déc. 1806, t. 16, p. 591, n° 49. — M. Merl. avait donné des conclusions contraires à l'arrêt, mais fondées sur les mêmes principes. — V. *Rép.* t. 5, p. 827, col. 2, v° *hypothèques*, sect. 2, art. 2, § 4. — *V*. aussi Grenier, *Hypoth.* t. 1, p. 125, n° 202.

Art. 4. *Exécution.*

151. Quand le juge de paix est autorisé par les parties à prononcer sur une contestation dont l'objet excède sa compétence, sa décision a les caractères d'un jugement, et peut servir de base à tous les actes d'exécution, sans être revêtue de l'ordonnance d'*exequatur* par le président du tribunal civil. — Rouen, 18 janv. 1806, t. 16, p. 587, n° 42.

152. Un juge de paix délégué par un tribunal de première instance ne peut ordonner l'exécution provisoire de ses ordonnances, quoique le tribunal qui le désigne puisse ordonner l'exécution provisoire de ses jugements. — Pau, 15 fév. 1808, t. 16, p. 595, n° 55. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 34, n° 81, et *les observ.* t. 16, p. 596.

153. Les juges de paix peuvent-ils prononcer la contrainte par corps dans les matières qui sont de leur compétence? — Il est un cas où le juge de paix doit nécessairement la prononcer, c'est celui de la réintégrande; ce magistrat a donc reçu le pouvoir nécessaire pour l'ordonner; dès lors on ne sait pas pour quelles raisons on voudrait lui refuser ce même pouvoir, dans tous les cas de sa compétence où la loi la prononce. — *V*. M. Carr. t. 1, p. 293, n° 530, et J. A. t. 8, p. 693, n° 197.

154. Un jugement portant condamnation pour une somme de 300 fr. ou au-dessous, doit être exécuté par provision, quoique le juge ne l'ait pas ordonné. — L'art. 17 ne permet pas d'élever le moindre doute sur ce point, suivant MM. Carr. t. 1, p. 33, n° 80; Lep. p. 78, 2ᵉ quest.; Delap. t. 1, p. 16; Pig. *Comm.* t. 1, p. 34. — *V*. J. A. t. 16, p. 651, n° 114.

155. Dans le cas où il serait ordonné de fournir caution, faudrait-il la donner devant le juge de paix? — L'affirmative est soutenue par MM. Carr. t. 1, p. 34, n° 82, et B. S. P. p. 491, not. 3; mais M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 35, a élevé des doutes sur cette solution. — *V*. J. A. t. 16, p. 651, n° 115.

156. Les jugements par défaut émanés des justices de paix ne sont pas, comme ceux des tribunaux, susceptibles de tomber en péremption faute d'exécution dans les six mois. — Orl. 14 avr. 1809. — Cass. 13 sept. 1809, t. 16, p. 599, n° 60. — Ces décisions sont approuvées par MM. Haut. p. 55 et 116; F. L. t. 3, v° *jugement*, p. 169; Carr. t. 1, p. 39, n° 93, et p. 381, n° 642; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 39. — *V*. aussi J. A. *loc. cit.* à la note.

Art. 5. *Voies d'attaque.*

157 et 158. Les trois jours donnés pour former opposition à un jugement par défaut sont-ils francs, conformément à l'art. 1033 C. P. C., en sorte, par exemple, qu'une opposition formée le 5 à un jugement signifié le premier fût valable comme ayant été faite en temps utile? — Les auteurs ne sont pas d'accord sur la solution à donner à cette question. — *V*. MM. Levasseur, p. 77; Carr. t. 1, p. 38, n° 90; D. C. p. 25; les auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 168; Comm. t. 1, p. 51; Pig. *Comm.* t. 1, p. 40, et J. A. t. 16, p. 652, n° 116.

159. Le délai de trois jours doit, d'après l'art. 1033, être augmenté d'un jour par 3 myriamètres de distance entre le domicile du défaillant et celui de l'autre partie. — Tous les auteurs cités au n° précédent sont d'accord sur ce point. — *V*. J. A. t. 16, p. 653, n° 117.

160. L'opposition à un jugement par défaut rendu en justice de paix doit être formée dans les trois jours, même lorsque le troisième jour est férié. — Cass. 26 mars 1830, t. 39, p. 195. — La question jugée par cet arrêt avait été examinée, J. A. t. 16, p. 653, n° 118. — M. Carr. t. 1, p. 39, n° 9, a soutenu une opinion contraire à celle adoptée par la Cour de cassation; mais un précédent arrêt déjà rendu par la même Cour sur l'application de l'art. 157 C. P. C. peut faire regarder la jurisprudence sur ce point comme constante. — On peut d'ailleurs consulter nos mots *exploit*, n° 50 *quater*; *jugement par défaut*, nᵒˢ 130 et 314; *saisie-arrêt*, n° 155, et *saisie immobilière*, n° 773.

161. Si pour l'opposition on assignait à un délai plus long que celui fixé pour les citations, il n'y aurait pas nullité. — *V*. J. A. t. 16, p. 653, n° 119, et t. 13, p. 27, n° 1, où se trouvent deux arrêts de la Cour de cassation qui le décident ainsi à l'égard d'un exploit ordinaire.

162. L'art. 21 qui n'autorise le juge de paix à relever de la rigueur de la loi qu'en cas d'absence ou de maladie, est-il limitatif et non démonstratif, en sorte qu'un individu qui justifierait avoir été dans l'impossibilité physique de former opposition dans le délai, ne pût pas jouir des bénéfices dudit article? — L'affirmative est soutenue par M. Carr. t. 1, p. 42,

(1) *V*. *Elections*.

(1) *V*. *Huiss*. 63. — *Min. pub*. 32.

(2) *V*. *Av*. 204. — *Enreg*. 82 *et s*. 94, 188, 247. — *Not*. 74. — *Règl. j*. 40. — *Sais. imm*. 70, 613, 653, 679 *et s*. 717, 902, 1119. — *Succ*. 24. — *Sur*. 23 *et s*. 55. — *Trib*. 149 *et s*.

générales, 12 *à* 18. — § 2. *Formes protectrices des droits des mineurs, des appelés à une substitution, des individus pourvus d'un conseil judiciaire et des étrangers*, 19 *à* 33. — § 3. *Opérations des experts. Composition des lots*, 34 *à* 44. — § 4. *Homologation et effets du partage*, 45 *à* 53. — C. II. LICITATION. — A. 1er. Quand il y a lieu à la licitation; qui peut la provoquer, y procéder et y défendre; devant qui la vente doit être faite; procédure. Formalités en cas de faillite, 54 à 81. — A. 2. Vente d'immeubles. — § 1er. *Dépôt des frais. Cahier des charges. Annonces, placards, affiches*, 82 *à* 101. — § 2. *Enchères. Adjudication préparatoire et définitive. Folle enchère*, 102 *à* 122. — § 3. *Diverses causes de nullité de l'adjudication. Qui peut les proposer, quand elles peuvent être proposées*, 123 *à* 134. — A. 3. Règles particulières à la vente devant un notaire commis, 135 à 154. — A. 4. Vente de meubles, 155 à 161.

CHAP. 1er. *Du partage.* — Art. 1er. *Quelles personnes peuvent être présentes au partage? Opposition au partage.* — (*V.* notre mot *scellés.*)

1. Celui qui réclame un droit éventuel à une succession, peut intervenir aux opérations du partage. — Gren. 19 janv. 1827. Mottin C. Mottin.

2. Des héritiers ne peuvent écarter du partage celui d'entre eux qui a vendu ses droits successifs, et qui s'est engagé envers son cessionnaire à faire le partage de ses droits. — Bourg. 23 août 1831, t. 42, p. 243.

3. Le créancier d'un copartageant qui n'a point fait opposition avant le partage, ne peut ni attaquer le partage consommé, ni même former tierce opposition au jugement qui en pose les bases. — Riom, 11 fév. 1830, t. 40, p. 45.

4. L'acquéreur de la portion d'un copartageant est, de même qu'un créancier de celui-ci, non recevable à former tierce opposition au jugement qui pose les bases du partage, s'il n'a pas fait opposition avant que le partage fût commencé. — Riom, 11 fév. 1830, t. 40, p. 45.

5. La saisie immobilière des biens d'une succession faite par le créancier d'un cohéritier, équivaut à l'opposition prescrite par l'art. 882. — Toul. 11 juill. 1829, t. 38, p. 160.

6. Le créancier d'un copartageant ne doit pas se borner à former une saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de la succession, il doit s'opposer à ce qu'il soit procédé au partage hors de sa présence; faute de cette opposition, la saisie-arrêt ne peut être un obstacle à ce que le créancier partage valablement avec les cohéritiers à qui cette saisie n'a point été notifiée. — Bourg. 10 fév. 1826. Dupont C. Delamarre.

7. Le créancier hypothécaire qui avait formé opposition à ce qu'on procédât au partage des biens de son débiteur, en son absence, et qui, cependant, après un partage volontaire, a laissé saisir et vendre, par un autre créancier, le lot échu à leur débiteur commun, ne peut demander ni la nullité du partage, ni la nullité de la saisie en vertu de laquelle la vente a été faite. — Lyon, 21 déc. 1831, t. 45, p. 520.

8. La femme peut, comme tous les autres créanciers de son mari, empêcher qu'il ne soit procédé hors de sa présence à un partage dans lequel elle est intéressée. — Turin, 9 janv. 1811, t. 16, p. 686, no 33.

9. Peut-on opposer la signature donnée au procès-verbal, comme une fin de non-recevoir contre la demande en rescision formée en temps utile? — La négative est enseignée par M. CARR. t. 3, p. 363, no 3208; et PR. FR. t. 5, p. 299. — *V.* J. A. t. 16, p. 713, no 66, où cette opinion est adoptée par un autre motif que celui donné par ces auteurs.

10 et 11. La partie qui, en première instance a demandé le partage d'un seul domaine, n'est pas recevable à se plaindre en appel de ce que le tribunal n'a ordonné le partage que de ce domaine. — Bourg. 7 mai 1830. Mathé C. Paillet.

Art. 2. *Formes du partage.* — § 1er. *Formes générales.*

12. Un partage ordonné avant le Code civil, mais commencé et exécuté sous le Code, doit être fait d'après les formes que ce Code prescrit, parce que l'on doit toujours suivre, pour la confection d'un acte, les formes prescrites par la loi en vigueur lorsqu'il a eu lieu. — Besanç. 29 août 1810, t. 16, p. 684, no 29. — V. *infrà*, no 77.

13. Le notaire commis par un tribunal pour procéder à la liquidation d'une sucession, a seul le droit de faire le travail qu'elle comporte, et peut en conséquence refuser d'insérer dans son procès-verbal le plan dressé pour base de l'opération par l'un des successibles. — Amiens, 21 déc. 1830, t. 45, p. 736.

14. Les tribunaux peuvent, pour le partage d'une succession, renvoyer les parties devant des experts; la disposition de l'art. 828 C. C. qui porte qu'elles seront renvoyées devant un notaire est facultative et non impérative à cet égard. — Cass. 26 avr. 1808, t. 16, p. 678, no 17. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 358 et 360, nos 3199 et 3201; PIG. *Comm.* t. 2, p. 685; HAUT. p. 582; F. L. t. 4, p. 119, et LEP. no 631. — *V.* le no qui suit.

15. Les experts peuvent faire toutes les opérations de partage que la loi confie aux notaires. — Gren. 23 novem. 1826. Audier C. Berge. — *V.* le no qui précède.

16. Le juge commis aux opérations du partage peut en recevoir les actes en son hôtel, du consentement de toutes les parties intéressées, comparantes et majeures. — Orl. 16 août 1809, t. 16, p. 678, no 21. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 362, no 3203.

17. Un tribunal ne peut procéder lui-même à la formation de la masse, à la composition des lots, ni à l'attribution à en faire entre des copartageants. — Toul. 18 janv. 1832. James C. James. — V. *infrà*, nos 42 et 56.

18. Le défaut de présence du greffier pour recevoir et signer les actes n'est qu'un fait de discipline et non un mal-jugé. — Orl. 16 août 1809, t. 16, p. 678, no 22. — *V.* nos mots *contrainte par corps*, nos 176 et suiv., et 432, *greffier*, no 1 *bis*, et *référé*, no 73.

§ 2. *Formes protectrices des droits des mineurs, des appelés à une substitution, des individus pourvus d'un conseil judiciaire et des étrangers.*

19. On ne peut, sous le prétexte du plus grand intérêt des mineurs, s'écarter des formalités prescrites pour l'aliénation ou le partage des biens indivis entre eux. — Cass. 26 août 1807, t. 16, p. 676, no 13.

20. Une vente volontaire de biens de mineurs n'est pas nulle, par cela seul qu'elle a été faite antérieurement à la vente du mobilier, surtout lorsqu'il est établi que le prix provenant de la vente de ce mobilier n'eût pas été suffisant pour la libération des mineurs. — Cass. 7 janv. 1817, t. 16, p. 700, no 48.

21. Les formalités de justice prescrites pour les partages dans lesquels des majeurs et des mineurs sont intéressés, n'ont été introduites qu'en faveur des mineurs. — Colm. 28 nov. 1816. — Agen, 12 nov. 1823, t. 16, p. 698, no 47. — *V.* M. B. S. P. p. 710, note 4, et PR. FR. t. 5, p. 300.

22. Les frais exposés pour faire ordonner le partage en justice, dans les cas où la loi prescrit ce mode de partage, ne peuvent être à la charge des héritiers majeurs, par cela seul que les tuteurs des mineurs acquiescent à la demande, parce qu'il ne serait pas juste que l'héritier majeur, dont la condition est déjà assez désavantageuse, puisqu'il est tenu de suivre les formes judiciaires, supportât les frais d'une demande en partage, à laquelle les mineurs seuls donnent lieu. — Brux. 24 mai 1810, t. 16, p. 684, no 27. — *V.* M. B. S. P. p. 711, not. 5, no 2.

23. Lorsque, dans un partage de succession, un mineur a des intérêts contraires à ceux de son père, il y a lieu de lui nommer un tuteur ou curateur *ad hoc*, et cette nomination doit être faite

par le conseil de famille, et non par les juges. — V. *infrà*, nº 63 et suiv. — Turin, 9 janv. 1811, t. 16, p. 686, nº 32. — *V.* M. B. S. P. p. 711.

24. Il est nécessaire de nommer un tuteur spécial, et inutile de nommer un subrogé tuteur au mineur qui a des intérêts opposés à ceux de ses père et mère dans une licitation poursuivie contre eux. — Bord. 22 mars 1831. Costro C. Bernardeau. — V. *infrà*, nº 63 et s.

25. Dans ce cas, et si le mineur n'a été représenté ni par un tuteur spécial, ni par son subrogé tuteur, le partage n'est que provisionnel alors même qu'il a été homologué en justice. — Gren. 10 janv. 1833.

26. Dans un partage entre mineurs, il ne doit être donné des tuteurs spéciaux qu'à ceux qui ont des intérêts opposés. — Aix. 3 mars 1807, t. 16, p. 675, nº 12. — Sur l'interprétation de l'art. 838 C. C. *V.* MM. Carr. t. 3, p. 350, nº 3190; Pig. *Comm.* t. 2, p. 679; B. S. P. p. 711, not. 6; Pr. Fr. t. 5, p. 286. — V. *infrà*, nº 63 et s.

27. Peut-on nommer d'avance, par le jugement même qui ordonne le partage, le notaire que le juge-commissaire doit indiquer, conformément à l'art. 976 C. P. C. — On le peut, suivant MM. Pig. t. 2, p. 713, et Carr. t. 3, p. 360, nº 3200; cette mesure abrège la marche de la procédure, et n'a rien de contraire à la loi. — *V.* J. A. t. 16, p. 714, nº 68 et *infrà*, nº 55.

28. Le tuteur peut, en observant les formalités prescrites par la loi, transiger pour son pupille sur la forme d'un partage auquel il est intéressé. — Cass. 30 août 1815, t. 16, p. 698, nº 46. — Cette décision est approuvée par MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 684; et B. S. P. p. 710, not. 4 et 712, not. 9.

29. Dans une demande en partage dirigée contre un mineur, le tuteur peut interjeter appel sans autorisation préalable. — Nîm. 2 juill. 1829. Chayard C. Millet.

30. Quand il y a un grevé de restitution, le partage doit nécessairement être fait en justice. — J. A. t. 16, p. 712, nº 64. — *V.* dans ce sens MM. Pig. t. 2, p. 742, et Carr. t. 3, p. 367, nº 3125.

31. Lorsque des biens à partager sont en partie libres et en partie grevés d'une substitution, il faut suivre le mode le plus conforme aux intérêts des copartageants grevés, et qui ne lèse point ceux des copartageants appelés à la substitution. — Bord. 20 avr. 1831. St-Guirons C. St-Guirons.

32. La personne pourvue d'un conseil judiciaire peut-elle partager à l'amiable sans l'assistance de son conseil? — Les auteurs du Pr. Fr. t. 1, p. 301, soutiennent l'affirmative. — *V.* J. A. t. 16, p. 709, nº 60, où est combattue cette opinion également contraire à l'avis émis par M. Carr. t. 3, p. 366, nº 3215.

33. Si l'un des copartageants est un étranger, peut-on faire un partage amiable? — L'affirmative est adoptée par les auteurs du Pr. Fr. t. 5, p. 301. — Nous avons dit, J. A. t. 16, p. 711, nº 61, que cette opinion était trop absolue, et que, dans le cas où l'étranger serait interdit, mineur ou absent, comme aussi dans le cas où le défaut de communication entre les deux pays, ou toute autre circonstance, empêcherait de remplir les formalités exigées pour les mineurs et les interdits, le partage devrait être fait en justice.

§ 3. *Opération des experts. Composition des lots.*

34. Pour faire nommer les experts dans le cas prévu par l'art. 978, une requête est présentée: l'expert ou le copartageant nommé pour composer les lots, doit alors prêter serment avant de faire son travail. — *V.* J. A. t. 16, p. 714, nº 67, où cette marche se trouve développée conformément à ce qu'enseignent MM. Carr. t. 3, p. 963, nº 3204 et 3205; Pig. t. 2, p. 721; F. L. t. 4, p. 137; Haut. p. 572, et Delap. t. 2, p. 469.

35. Le tribunal qui renvoie devant des experts la formation de la masse générale d'une succession, ne peut ordonner que, par les mêmes experts, il sera procédé aux prélèvements à faire et à la composition des lots. — Montp. 5 août 1811, t. 16, p. 690.

36. Lorsque les copartageants ne prennent pas des parts égales, les experts peuvent former des lots inégaux qui ne sont pas tirés au sort. — Paris, 19 janv. 1808, t. 15, p. 676, nº 15. — *V.* les nºs suiv.

37. Les experts peuvent faire des lots d'attribution, lorsque les droits des parties sont inégaux. — Riom, 23 janv. 1811, t. 16, p. 687, nº 34. — Cette décision est approuvée par M. B. S. P. p. 712, not. 9. — *V.* les nºs qui précèdent.

38. Les experts commis pour le partage d'une succession peuvent former des lots d'attribution non soumis au tirage au sort, si les héritiers n'ont pas une part égale dans la succession, et si le tirage au sort peut leur être désavantageux. — Toul. 23 nov. 1832, t. 44, p. 286. — V. *suprà*, nº 36.

39. Les experts nommés pour procéder à un partage ne peuvent, sans une autorisation expresse, faire des lots d'attributions, s'ils n'ont pas mission spéciale à cet égard. — Riom, 17 juin 1829. Majeur C. Pelissière. — V. *suprà*, nº 36.

40. Il ne peut être enjoint aux experts de compenser l'inégalité de valeur des lots par une plus grande étendue superficielle du sol. — Paris, 19 janv. 1808, t. 16, p. 675, nº 16.

41. Quelque susceptible de division que soit un immeuble, les experts doivent néanmoins, avant de former les lots, déclarer si la division n'entraînerait pas quelque inconvénient. — Paris, 19 janv. 1808, t. 16, p. 676, nº 14.

42. Lorsqu'un expert a décidé qu'un immeuble était partageable, le tribunal doit renvoyer les parties pour procéder à la formation des lots, et non y procéder lui-même. — Metz, 27 juin 1826, t. 27, p. 88. — V. *suprà*, nº 17, et *infrà*, nº 56 et suiv.

43. Les experts désignés pour estimer les biens à partager ne doivent s'occuper de la formation des lots qu'autant que les droits que les parties peuvent y avoir sont certains, déterminés, quant à leur quotité, et qu'il n'existe qu'un ou plusieurs immeubles à partager; dans le cas contraire, ou lorsque les copartageants se doivent mutuellement des comptes et des rapports, ils sont tenus de se borner à faire l'estimation qui leur est confiée en délaissant pour le surplus les co-intéressés à se pourvoir pour faire régler leurs prétentions respectives, et former les lots conformément aux règles établies. — Besanç. 20 juin 1818, t. 16, p. 705, nº 53.

44. Quand les experts nommés pour procéder à l'estimation des biens de la succession ont prêté serment de remplir fidèlement leur mission, ils ne sont pas tenus de prêter un second serment d'affirmation de leur procès-verbal. — Rouen, 3 prair. an XII, t. 16, p. 672, nº 8. — V. *infrà*, nº 137.

§ 4. *Homologation et effets du partage.*

45. Comment s'exécute la disposition de l'art. 981 C. P. C. en ce qu'elle porte que le notaire délivrera l'expédition du procès-verbal? — M. Pig. t. 2, p. 727, pense que c'est par *inadvertance* qu'on a inséré dans la rédaction de cet article ces mots: *Expédition du procès-verbal de partage.* — *V.* J. A. t. 16, p. 713, nº 67, où cette opinion de M. Pig. est examinée. Dans l'art. 981 comme dans l'art. 983, il faut entendre par procès-verbal l'acte de partage dont le notaire a la minute, et dont le greffier peut délivrer expédition à l'aide de la minute qu'il a avec le jugement d'homologation. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 364, nº 3209, p. 365, nº 3212; B. S. P. p. 715, not. 25; et Lep. p. 631.

46. Dans le cas de l'art. 981, comment la partie la plus diligente pourra-t-elle poursuivre l'homologation? — En la demandant par un réquisitoire sur le procès-verbal du juge-commissaire, lequel renvoie les parties à l'audience. — *V.* J. A. t. 16, p. 713, nº 65. — Tel est aussi l'avis de M. Pig. t. 2, p. 727.

47. De ce que l'art. 981 porte que le tribunal homologuera le partage, les parties présentes ou appelées, si toutes n'ont pas comparu à la clôture du procès-verbal, s'ensuit-il que l'on ne doive pas appeler les parties qui ont comparu et signé le procès-verbal? — Suivant M. Delap. t. 2, p. 170, les parties qui ont signé le procès-

verbal doivent être censées l'avoir approuvé, et dès lors n'ont pas besoin d'être appelées; mais, dit M. Pig. *Comm.* quoiqu'il semble inutile de le faire, la loi le veut surabondamment. — Tel est aussi l'avis de MM. Carr. t. 3, p. 564, n° 3210; Pig. t. 2, p. 728; et Lep. p. 633. — *V.* J. A. t. 16, p. 711, n° 62.

48. Lorsque les opérations du partage ont eu lieu en présence des parties, il ne doit leur être fait aucune sommation. — Orl. 16 août 1809, t. 16, p. 679, n° 20. — M. Pig. t. 2, p. 721, pense qu'il est nécessaire de sommer de se présenter chez le juge-commissaire pour fixer le jour où le rapport aura lieu. — Mais cet avis est repoussé par MM. B. S. P. p. 715, not. 18; Carr. t. 3, p. 361, n° 3202; et Haut. p. 570.

49. Ne doit pas être deposée au greffe, pour devenir une seconde minute, l'expédition du procès-verbal de partage délivrée par le notaire à la partie la plus diligente qui veut en poursuivre l'homologation. — Riom, 23 avr. 1834, t. 47, p. 611.

50. Le jugement qui homologue un partage doit être porté sur la feuille d'audience, et non pas sur l'expédition du procès-verbal. — Riom, 23 avr. 1834, t. 47, p. 611.

51. Le partage fait entre des majeurs et des mineurs, sans observer les formalités voulues par la loi, est définitif à l'égard des majeurs, bien qu'il ne soit que provisionnel à l'égard des mineurs. — Lyon, 4 avr. 1810, et 16 juill. 1812, t. 16, p. 683, n° 26. — *V.* M. B. S. P. p. 710, not. 4.

52 et 53. Le conservateur des hypothèques ne peut être actionné pour avoir délivré un certificat d'inscription contenant des hypothèques qui par l'effet d'un partage se sont trouvées résolues, lorsque l'inscription n'en a pas été radiée. — Angers, 9 févr. 1827, t. 35, p. 167.

Chap. II. *Licitation.* — Art. 1er. *Quand il y a lieu à licitation. Qui peut la provoquer, y procéder et y défendre. Devant qui la vente doit être faite. Procédure. Formalités en cas de faillite.*

54. La signification à partie de jugement nommant des experts et ordonnant une licitation, du consentement de tous les intéressés, est frustratoire. — Cass. 25 fév. 1834, t. 46, p. 107.

55. En prononçant sur une demande en partage, le tribunal ne peut pas renvoyer d'emblée les cohéritiers devant un notaire, avant que l'un des juges ait été commis pour les opérations du partage et pour faire rapport des contestations, et avant l'estimation des immeubles par experts. — Brux. 4 déc. 1816. — V. *suprà*, n° 27.

56. Un tribunal peut, sans recourir à une expertise, déclarer, d'après les documents soumis par les parties, que les immeubles d'une succession à partager sont susceptibles d'être divisés en nature. — Cass. 12 avr. 1831. Lary-Latour. — *V.* le n° qui suit, et *suprà*, nos 17 et 42.

57. En matière de partage, la nécessité d'une vente par licitation ne peut résulter que de l'opération des experts, et cette vente ne doit être ordonnée que lorsque leur procès-verbal a indiqué si l'objet estimé ne peut pas commodément se partager. — Renn. 11 août 1812, t. 16, p. 690, n° 40. — *V.* M. Pig. t. 2, p. 714; B. S. P. p. 712, not. 9; et Pr. Fr. t. 5, p. 291. — Suffit-il, pour qu'il y ait lieu à licitation, qu'on ne puisse partager différents immeubles en lots parfaitement égaux? — Non sans doute; l'égalité peut être rétablie au moyen de soultes. — C'est aussi l'avis de MM. Carr. t. 3, p. 357, n° 3197; et D. C. p. 651. — *V.* le n° qui précède.

58. Sous le Code civil et avant le Code de procédure, en cas de licitation de biens de mineurs, il n'était pas nécessaire qu'ils fussent estimés par experts. — Bourg. 27 fév. 1828, et 7 fév. 1829. Charnur C. Simon; Hachet C. Bédu. — T. 40, p. 12.

59. Lorsque, de trois héritiers, l'un a droit à la moitié d'un domaine qui ne peut être divisé qu'en deux lots, le tribunal ne peut ordonner que ces lots seront tirés au sort pour être attribués, l'un à l'héritier avantagé, et l'autre aux deux cohéritiers, sauf à ces derniers à le faire liciter. Il doit, dans ce cas, faire procéder à la licitation de tout l'immeuble. — Cass. 10 mai 1826, t. 31, p. 279.

60. Un créancier ne peut pas se faire subroger dans les poursuites en licitation commencées par ses débiteurs entre eux. — Poit. 21 juill 1824, t. 27, p. 202.

61. En matière de vente par licitation, le poursuivant et les colicitants sont tous considérés comme vendeurs à l'égard du public. — Paris, 28 août 1817, t. 16, p. 703, n° 50.

62. La vente faite par licitation d'un immeuble indivis entre des majeurs et des mineurs peut-elle être réputée valable, quoiqu'elle ait été faite hors de la présence du subrogé tuteur? — *V.* J. A. t. 16, p. 711, n° 63, où la négative est soutenue conformément à l'opinion de M. Carr. t. 3, p. 328, n° 3165. — Mais, suivant ce même auteur, *ub. sup.* n° 3166, le majeur avec lequel se serait faite la vente ne serait pas fondé à faire valoir la nullité résultat de l'absence d'une formalité établie dans tout autre intérêt que le sien. — V. *suprà*, n° 23, et *infrà*, n° 131 et sui.

63. Il n'est pas nécessaire de créer un tuteur *ad hoc* pour défendre à la demande en licitation formée par un mineur. — Paris, 22 flor. an xi, t. 16, p. 674, n° 9. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 679. — V. *suprà*, n° 23 et suiv.

64. L'adjudication faite nonobstant l'appel d'un colicitant n'est pas nulle, lorsque l'appelant ne s'y est point opposé. — Cass. 9 ger. an xi, t. 16, p. 671, n° 1.

65. Les juges ne peuvent ordonner la licitation d'un immeuble indivis entre cohéritiers, lorsque cet immeuble, n'étant pas susceptible de division, peut entrer dans un des lots sans troubler l'égalité des parts. — Nîm. 13 fév. 1833.

66. La vente d'un immeuble dépendant d'une succession où il y a des mineurs peut être faite, ou devant un juge du tribunal, ou devant un notaire à ce commis, même résidant hors de l'arrondissement du lieu où la succession s'est ouverte. — Rouen, 3 prair. an xii, t. 16, p. 672, n° 5. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 352; Merl. t. 7, p. 478, § 2, et Coff. ainsi que nos observations. — V. *infrà*, n° 136 et le n° qui suit.

67. Pour se déterminer les tribunaux doivent consulter le vœu des parties intéressées, et le moyen de tirer un meilleur parti de la vente. — Rouen, 3 prair. an xii, et 12 juill. 1822. — Colm. 15 avr. 1812. — Lim. 24 déc. 1823. — Paris, 24 fév. 1824, 25 juin 1825, et 31 juill. 1826. — Poit. 26 mai et 2 juin 1825, t. 16, p. 672, n° 6; p. 771, vo *ministère public*, n° 30; t. 25, p. 412; t. 29, p. 112; t. 31, p. 237, et t. 32, p. 219. — Douai, 31 août 1826. Thierry C. Pelgt.

68. Lorsque, pour une vente judiciaire, les parties s'accordent pour demander le renvoi devant un notaire, les juges peuvent néanmoins renvoyer devant un juge. — Nîm. 29 déc. 1817.

69. Les parties majeures qui sont en instance sur une action en partage peuvent convenir que les immeubles à partager seront licités devant le tribunal. — Bord. 1er juin 1832, t. 43, p. 590.

70. Lorsqu'il s'élève des difficultés sur une licitation et un partage, la partie poursuivante ne doit pas se faire délivrer expédition du procès-verbal des difficultés, et le signifier à toutes les parties en cause. — Délibér. du trib. civ. de la Seine, t. 43, p. 410.

71. L'avoué poursuivant une vente en licitation ne doit pas notifier aux avoués colicitants les placards et les procès-verbaux d'affiches de ces placards. — Délibér. du trib. civ. de la Seine, t. 43, p. 398.

72. La déclaration consignée au procès-verbal des experts chargés d'estimer des biens sur lesquels il y a instance en partage, et portant que toutes les parties ont consenti à ce qu'ils fussent vendus en justice, n'est pas obligatoire pour celle d'entre elles qui n'a pas signé le procès-verbal. — Bord. 1er juin 1832, t. 43, p. 590. — V. *infrà*, n° 90.

73. Si les parties ne s'accordent pas sur le choix du notaire, le juge-commissaire les renvoie devant celui qui a été indiqué par le tribunal, et cette ordonnance

doit toujours être expédiée. — C. T. t. 2, p. 470, 52.

74. Le tribunal, en renvoyant devant un notaire pour certains biens, ne peut retenir pour les autres. — Paris, 17 août 1810, t. 16, p. 684, n° 28. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 360, n° 3199, et B. S. P. p. 713, n°s 3 et 4.

75. Dans le cas de renvoi de la vente devant notaire, l'avoué n'a pas droit aux mêmes vacations et émoluments que si l'adjudication se fût faite devant le tribunal. — C. T. t. 2, p. 465, 41.

76. La vente volontaire d'un immeuble peut être faite aux enchères par un simple particulier, sans le ministère d'un officier public. — Brux. 26 juin 1811, t. 16, p. 689, n° 37. — V. *infrà*, n° 161.

77. Une vente par licitation doit être faite conformément aux dispositions du Code de proc., quoiqu'elle ait été provoquée avant la promulgation de la nouvelle loi, et elle est nulle si on a observé les lois antérieures. — Amiens, 21 août 1824, t. 27, p. 293. — V. *suprà*, n° 12.

78. Les formalités prescrites par le Code de procédure, pour la vente des biens des mineurs, ne sont pas nécessaires pour la validité de la vente des immeubles d'un failli, régie par l'art. 565 C. comm. — Renn. 31 août 1811, t. 16, p. 685, n° 30. — Caen, 29 mai 1827. Dubosq C. Roussel. — M. DELAP. sur l'art. 564 C. comm., n'est pas de l'avis de cet arrêt.

79 et 80. Pour procéder à la vente des biens d'un failli, on doit suivre, non-seulement les formalités prescrites par l'art. 459 C. Com., mais encore celles qui sont prescrites par les art. 955 et suiv. C. P. C., de telle sorte que le failli puisse faire annuler la vente, si elle a lieu sans une estimation préalable. — Douai, 13 oct. 1812, t. 16, p. 691, n° 41.

81. Les dispositions du Code de procédure relatives à la vente des biens de mineurs s'appliquent à la vente des biens de faillis, de telle sorte que la vente au-dessous du prix de l'estimation est nulle, si le tribunal qui l'a autorisée n'a pas préalablement pris l'avis du juge-commissaire. — Cass. 21 nov. 1827, t. 35, p. 86.

Art. 2. *Vente d'immeubles* (1). — § 1er. *Dépôt des frais. Cahier des charges. Annonces. Placards. Affiches.*

(V. *infrà*, n° 140.)

82. L'ordonnance du 3 juillet 1816 n'exige pas nécessairement le dépôt des frais mis à la charge des adjudicataires, et du prix d'une vente sur licitation faite en justice. — Orl. 9 févr. 1827, t. 35, p. 70.

83. Il n'est accordé aucune vacation aux avoués colicitants pour établir sur le cahier des charges les difficultés et contestations auxquelles il donne lieu. — C. T. t. 2, p. 462, 31.

84. La disposition du tarif qui défend de stipuler dans les cahiers des charges, d'autres et plus grands droits au profit des avoués, que ceux énoncés dans ledit tarif, n'est plus applicable, lorsque les parties ont fixé unanimement, dans le cahier des charges, un droit de tant pour cent pour tous frais et faux frais en sus du prix de l'adjudication. — C. T. t. 2, p. 463, 35.

85. Ce n'est pas l'adjudicataire, mais le vendeur seul, qui a le droit d'argumenter des dispositions du tarif, pour faire réduire l'émolument de l'avoué à la taxe fixée dans l'art. 129 du tarif. — C. T. t. 2, p. 463, 36.—V. *infrà*, n° 94.

86. Les avoués colicitants ont le droit de percevoir, comme le poursuivant, un droit d'assistance à la publication du cahier des charges, à l'adjudication préparatoire et à l'adjudication définitive.—C. T. t. 2, p. 464, 37.

87. Dans les licitations entre majeurs, qui peuvent se faire sans autorisation du tribunal, les avoués n'ont droit à aucune vacation pour donner, comme les intéressés, leur consentement sur le cahier des charges. — C. T. t. 2, p. 865, 39.

88. Lorsque la licitation a été renvoyée devant un notaire, c'est toujours l'avoué poursuivant qui doit rédiger le cahier des charges. — C. T. t. 2, p. 465, 40.

89. On peut, sans enfreindre les dispositions de l'ordonnance du 3 juillet 1816, stipuler dans un cahier d'enchères d'une licitation entre majeurs, qu'en cas de consentement de tous les colicitants, l'adjudicataire en conservera le prix et en paiera les intérêts jusqu'à la liquidation. — Cass. 5 mars 1828, t. 35, p. 207.

90. Quand le cahier des charges n'a été signé, ni par le vendeur, ni par l'adjudicataire, il ne peut être respectivement obligatoire à leur égard. — Colm. 11 août 1813, t. 16, p. 694, n° 44. — *V.* B. S. P. p. 703, not. 2.—V. *suprà*, n° 72.

91. Les renvois mis en marge d'un cahier des charges, qui ne fait qu'un seul et même acte avec le procès-verbal d'adjudication, doivent, à peine de nullité, être paraphés par les adjudicataires. — Caen, 9 janv. 1827.

92. La rectification du cahier des charges d'une licitation faite en justice peut être demandée d'office par le procureur du roi. — Orl. 9 févr. 1827, t. 35, p. 70.

93. L'acte contenant une modification au cahier des charges, déposé par un avoué chez un notaire, peut être redigé sur le cahier des charges même. — Décision administ. 8 sept. 1831, t. 44, p. 100, à la note.

94. Lorsque les honoraires du notaire ont été réglés par le cahier des charges, l'adjudicataire ne peut pas demander une réduction. — Dissert. t. 42, p. 99. — V. *suprà*, n° 85.

95. Une partie ne cesse pas d'être recevable à interjeter appel du jugement qui ordonne une licitation, par cela seul que son avoué s'est présenté à la première publication du cahier des charges, sans prendre aucune conclusion. — Bord. 15 janv. 1831, t. 40, p. 213.

96. Lorsque dans l'annonce du jour d'une vente volontaire, insérée dans les journaux, il a été commis une erreur, on peut la réparer par un *erratum* mis dans la feuille même d'annonces. — Paris, 10 juill. 1830, t. 39, p. 232. — Cass. 22 août 1831, t. 41, p. 667.

97. Les placards faits pour parvenir à une vente de biens immeubles ne sont pas de simples affiches dans le sens de l'art. 65 de la loi du 28 avril 1816, qui peuvent être faites sur du papier de 5 à 10 centimes; ils doivent être faits sur du papier timbré ordinaire, à peine de 100 fr. d'amende. — Cass. 2 avr. 1818, t. 16, p. 704, n° 52.—C'est ce qu'enseignent MM. D. C. p. 643, et F. L. t. 5, p. 910. — *V.* aussi MM. CARR. t. 3, p. 334, n° 3171, et B. S. P. p. 707, not. 19, n° 2.

98. Sous le Code civil, et avant le Code de procédure, dans le cas de vente de biens de mineurs, l'apposition des affiches devait-elle être constatée par procès-verbal d'huissier? — Oui.—Bourg. 27 fév. 1828. — Non.—Bourg. 7 fevr. 1829, t. 40, p. 12.

99. L'apposition des affiches qui précèdent la vente en licitation de biens indivis des mineurs, ne peut être constatée que par un procès-verbal d'huissier, et non par la preuve testimoniale. — Cass. 7 déc. 1810, t. 16, p. 685, n° 31. — *Contrà*, M. LEP. p. 626. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 332, n° 3170, et p. 334, n° 3172.

100. Les frais faits dans une instance en partage sont considérés comme privilégiés, quand ils sont reconnus *utiles*, *non frustratoires*, et indispensables. — C. T. t. 2, p. 475, 82.

101. En matière de licitation, comme en matière d'expropriation forcée, il ne peut entrer en taxe qu'une seule impression de placards. — Cass. 25 fevr. 1834, t. 46, p. 107.

§ 2. *Enchères. Adjudications préparatoire et définitive. Folle enchère.*

102. Si les enchères ne s'élèvent pas au prix de l'estimation, et qu'il y ait des mineurs, il est besoin d'une délibération du conseil de famille pour autoriser la vente

(1) Pour tout ce qui concerne les formes de la vente, le cahier des charges, les placards, les annonces, et les adjudications, on trouvera au mot *Saisie immobilière* une grande quantité de décisions analogues à celles qui vont être rapportées, et qu'il est bon de consulter, puisque les unes et les autres font l'application des mêmes principes.

§ 3. *Diverses causes de nullité de l'adjudication. Qui peut la demander? Quand elle peut être proposée.*

p. 688, n° 36.—*V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 672.—V. *infrà*, nos 133 et 148.

131. **Tout autre que le mineur** ne peut demander la nullité de l'adjudication de ses biens, qui aurait été faite hors la présence de son subrogé tuteur. — Paris, 25 mars 1831. Saillard C. Dubost et Mareschalle. — V. *suprà*, nos 23 et 62.

132. Un tuteur ne peut, sans y être autorisé par le conseil de famille, demander la nullité de l'adjudication des biens de son pupille faite en l'absence du subrogé tuteur. — Paris, 25 mars 1831. Saillard C. Dubost et Mareschalle.

133. **L'adjudicataire sur licitation** de biens indivis entre majeurs et mineurs ne peut s'opposer à la distribution de son prix entre les créanciers inscrits, sous prétexte du danger d'éviction résultant pour lui de ce que l'adjudication a été faite hors la présence du subrogé tuteur des cohéritiers mineurs. — Paris, 25 mars 1831. Saillard C. Dubost et Mareschalle. — V. *suprà*, n° 130, et *infrà*, n° 148.

134. **En matière de licitation,** comme en saisie immobilière, les moyens de nullité contre l'adjudication préparatoire doivent être proposés vingt jours au moins avant l'adjudication définitive. — Cass. 11 déc. 1828, t. 37, p. 214.

Art. 3. *Règles particulières à la vente devant un notaire commis.*

135. **Le notaire commis par un jugement** à l'effet de procéder à une vente par licitation ne peut pas être révoqué par un des colicitants sans le consentement des autres. —Brux. 11 fév. 1820, t. 1, p. 51-58.

136. **La vente par licitation de biens immeubles doit être faite devant un notaire résidant au lieu** de la situation des biens. — Toul. 10 janv. 1820, t. 16, p. 706, n° 54. —Il en est de même de biens meubles, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné (C. P. C. 949). S'il y a opposition à l'ordonnance, il est statué en référé suivant MM. Carr. t. 3, p. 326, n° 3162, et D. C. p. 637. — *V. suprà*, n° 66.

137. **Lorsque l'adjudication est renvoyée devant un notaire, celui-ci est-il compétent pour recevoir** le serment des experts? — La négative est soutenue, J. A. t. 16, p. 707, n° 56. — MM. D. C. p. 642, Lep. p. 623; et Haut. p. 553, professent la même opinion; elle semble aussi être adoptée par M. Pig. t. 2, p. 731, d'après lequel les fonctions de juge-commissaire se terminent à la prestation du serment des experts. — *V. suprà*, n° 44.

138. **Le notaire commis pour la** réception des enchères peut l'être **également pour les opérations** ultérieures de la vente. — Rouen, 3 prai. an XII, t. 16, p. 672, n° 7.

139. **Les juges-suppléants,** procureurs généraux et autres désignés en l'art. 713 C. P. C. peuvent-ils être admis à faire enchère lorsque la vente se fait dans l'étude d'un notaire? — De graves considérations s'élèvent pour soutenir la négative; mais l'art. 965 C. P. C. disant que les enchères pourront être faites par toutes personnes, on ne peut pas admettre la prohibition de l'art. 713 C. P. C. — *V.* J. A. t. 16, p. 708, n° 58, et M. Carr. t. 3, p. 339, n° 3175.

140. La lecture du cahier des charges et l'annonce de l'adjudication préparatoire doivent-elles être faites, lorsque la vente est renvoyée devant un notaire? — MM. Carr. t. 3, p. 332, n° 3169, et D. C. p. 64, soutiennent la négative. Cette opinion est adoptée, J. A. t. 16, p. 708, n° 57. — Mais lorsque la vente est faite devant le tribunal, à quelle audience est faite cette lecture? — C'est à l'audience tenue par le juge-commissaire. — *V.* les motifs de cette opinion, J. A. t. 16, p. 708, n° 57: et Lep. p. 625. — *V. suprà*, art. 2, § 1.

141. Dans une vente de biens appartenant à des mineurs renvoyés **par le tribunal devant notaire, les parties peuvent charger le notaire, ou toute autre personne, de faire** le cahier des charges et les actes **nécessaires pour parvenir à la vente. — Cass. 25 juin 1828, t. 35, p. 273.**

142. **Lorsqu'une vente aux en**chères est faite par le ministère d'un notaire, elle est nulle si l'adjudicataire refuse de signer le contrat, sur l'interpellation qui lui est faite par le notaire. — Cass. 24 jan. 1814, t. 16, p. 696, n° 45.—Cette doctrine est approuvée par MM. Carr. t. 3, p. 339, not. 1, et B. S. P. p. 703, not. 2.

143. **Une licitation renvoyée devant notaire n'est pas nulle, quoiqu'elle soit faite en l'absence de** l'un des vendeurs qui n'a pas été **dûment appelé, lorsque cette par**tie a elle-même poursuivi la licitation devant le tribunal, et assisté au dépôt du cahier des charges chez le notaire, et que les affiches ont pu l'avertir des jour, heure et lieu de la vente. — Cass. 24 mars 1830, t. 39, p. 56.

144. **Un avoué qui a poursuivi une demande en partage et licitation devant un tribunal, a-t-il le droit, comme en saisie immobilière, d'assister ses parties devant le notaire commis pour la vente, et ses droits d'assistance,** jusques et y compris l'adjudication **définitive, doivent-ils lui être passés en taxe? — Cette question est résolue négativement, J.** A. t. 34, p. 261. — *V.* t. 35, p. 9, **des objections qui ont été** faites contre cette opinion. — *V.* **le n° qui suit.**

145. Sont à la charge person**nelle de la partie les honoraires de l'avoué dont elle a requis l'assistance, et les conseils pour sur**veiller les opérations confiées au **notaire.—Cass. 25 fév. 1834, t. 46,** p. 107.—*V.* le n° qui précède.

146. **L'avoué poursuivant la lici**tation n'a droit à aucune vacation, ni à aucune indemnité de voyage, pour le dépôt du cahier des charges en l'étude d'un notaire chargé de la vente.—Cass. 25 fév. 1834, t. 46, p. 107. — V. *ibid.* des observ. contraires.

147. **A défaut de comparution des parties en personne chez les notaires, le jour de l'adjudication définitive ou préparatoire, y sont-elles valablement représentées par leurs avoués constitués, quoique ces derniers ne soient porteurs d'aucune procuration spéciale? —** Nous avons soutenu la négative, **J. A. t. 34, p. 261.**

148. L'acquéreur d'un bien de **mineur, vendu devant un notaire,** peut retarder le paiement de son **prix jusqu'à ce qu'il soit justifié que toutes les formalités de la loi** ont été remplies.—**Agen, 10 janv.** 1810, t. 16, p. 681, n° 24.—*V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 673; et Carr. **t. 3, p. 347, n° 3186. — V. *suprà*,** nos 130 et 133.

149. Il appartient aux tribunaux d'examiner à qui, du vendeur ou **du notaire, doivent rester les 5 c.** par franc du prix de l'adjudication **imposés par le cahier des charges à l'acquéreur pour acquitter les** déboursés et honoraires du notaire. — Cass. 24 mars 1825, t. 30, p. 271.

150. Il n'y a pas de violation de l'art. 713 C. P. C. dans la clause d'un cahier de charges, lors d'une **licitation entre majeurs devant notaires, qui oblige l'adjudicataire à fournir hypothèque pour sûreté** de son prix. — Cass. 5 mars 1828, **t. 35, p. 207.**

151. L'adjudication d'un im**meuble faite devant un notaire par suite d'un jugement sur licitation ne dispense pas les créanciers de renouveler leurs inscriptions.— Cass. 17 fév. 1831.**

152. **La revente sur folle enchère poursuivie contre l'adjudicataire sur licitation doit se faire devant le notaire qui a procédé à la vente, quand bien même il y aurait dans le cahier des charges une clause** portant *qu'en cas de folle enchère, elle serait poursuivie devant le tribunal.* — Paris, 25 juill. 1823, **t. 25, p. 276.**

153. **Les immeubles appartenant** à des majeurs libres de disposer **de leurs droits peuvent être vendus par la voie des enchères, si la vente se fait devant un notaire.— Nîm. 30 déc. 1808, t. 16,** p. 678, n° 18.

154. **La demande en nullité d'une adjudication faite par un notaire commis par justice doit être** portée devant le tribunal qui l'a commis, et non par appel devant la Cour royale.— Paris, 27 août 1831, t. 41, p. 352.

Art. 4. *Vente de biens meubles.*

155. Ordonnance du roi con**tenant de nouvelles dispositions sur la vente des objets mobiliers** déposés dans les greffes des cours

et tribunaux.—9 juin 1831, t. 41, p. 473.

156. Ordonnance du roi concernant les ventes publiques de marchandises par le ministère des courtiers. — 9 avr. 1819, t. 22, p. 363, n° 190.

157. Les formalités prescrites au titre *de la vente du mobilier* doivent-elles être observées pour la vente des meubles des mineurs? — Ces formalités ne sont nécessaires que lorsqu'il s'agit de la vente des meubles dépendants d'une succession faite en exécution de l'art. 826 C. P. C. — *V.* J. A. t. 16, p. 706, n° 55; MM. Carr. t. 3, p. 324, n° 3155, et D. C. p. 635.

158. Le tuteur a le droit exclusif de choisir l'officier public qui doit recevoir les enchères dans la vente des meubles du mineur. Le tribunal ne peut faire un choix contraire au choix du tuteur. — Turin, 10 mai 1809, t. 16, p. 679, n° 19. — M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 654, approuve cette décision.

159. Quel est le président qui, aux termes de l'art. 948 C. P. C. doit connaître des difficultés? — Suivant MM. Pig. t. 2, p. 645, et B. S. P. p. 705, not. 9, c'est celui du lieu de l'ouverture de la succession, et, en cas d'urgence, celui du lieu où se fait la vente. — M. Carr. t. 3, p. 326, n° 3160, pense que, dans tous les cas, c'est au président du lieu où les effets sont rendus qu'il faut s'adresser; cette dernière opinion est adoptée J. A. t. 16, p. 709, n° 59. — Pour la procédure à suivre dans ce cas, *V.* J. A. *loc. cit.* et D. C. p. 637.

160. Le procès-verbal d'une vente publique de meubles faite par un notaire n'est pas susceptible d'exécution parée comme les autres actes notariés, parce que les notaires n'ont pas d'attribution directe pour ces sortes de ventes. — Brux. 22 mars 1810, t. 16, p. 682, n° 25. — *V.* MM. B. S. P. p. 704, not. 6; et Carr. t. 3, p. 324, not. 3.

161. Un propriétaire d'objets mobiliers qu'il fait vendre à l'enchère a le droit de mettre la chose à prix et de recevoir les enchères, pourvu qu'il soit assisté d'un commissaire-priseur qui adjuge et qui dresse le procès-verbal de la vente. — Bourg. 7 janv. 1830, t. 39, p. 59. — *V. suprà*, n° 76.

LIEF COMMINATOIRE. *V. Interv.* 139.

LIQUIDATION DES DÉPENS. *V. Av.* 243. — *Dépens.* — *Exéc.* 21. — *Liste civ.* 1 *et s.*—*Renv.* 42. — *Sais. imm.* 10. — *Trib.* 294 *et s.* — *Trib. comm.* 301 *et s.* 461 *et s.*

LISTES. *V. Elections*, 1 *et s.* — *Jury.*

LISTE CIVILE (1).

1. Le droit d'appel d'un jugement rendu contre l'ancienne liste civile a été enlevé au liquidateur, et transporté au ministre des finances.— Paris, 7 août 1834, t. 47, p. 677.

2. La loi du 8 avril 1834 n'a ni interrompu ni suspendu le délai d'appel, en enlevant le droit d'appeler à l'ancien liquidateur et en le transférant au ministre des finances.— Paris, 7 août 1834, t. 47, p. 677.

3. L'adjudication des bois façonnés provenant d'abattages dans les domaines de la liste civile, ne doit être faite ni par les commissaires-priseurs, ni par les notaires; mais elle doit avoir lieu par-devant les préfets, sous-préfets ou maires, et en présence des agents forestiers. — Paris, 28 juin 1833, t. 46, p. 279.

4. Loi sur la liste civile du 2 mars 1832, t. 43, p. 625.

(1) *V. Conflit*, 3 *semel.*

LISTE DES JURÉS. *V. Huiss.* 172. — *Jury.*

LITHOGRAPHIE. *V. Dessins.*

LITISPENDANCE. *V. Desist.* 46, 87 *et s.* — *Evoc.* 38. — *Renvoi*, 47 *et s.*— *Sais.-a.* 287.

LIVRAISON. *V. Ress.* 150 *et s.*— *Trib. comm.* 367 *et s.* 425.

LIVRES. *V. Amende*, 50. — *Ress.* 15 *et s.*

LIVRES DE COMMERCE. *V. Compuls.* 5, 14.— *Expert.* 4.

LIVRE - JOURNAL. *V. Faux i.* 107.

LIVRET. *V. Jug. paix*, 45.

LOCATAIRE. *V. Cont. p. c.* 4.— 239.— *Interv.* 27.— *Ress.* 346 — *Sais.-g.* 1 *et s.*— *Sais.-ex.* 218 *et s.*— *Sais. imm.* 727, 902.

LOIS. *V. Interprét. des lois*, 1 *et s.* — *Jug.* 427 *et s.* — *Promulg.* 1 *et* 2.

LOI INTERPRÉTATIVE. *V. Jug.* 534.

LOTS. *V. Enreg.* 77, 97.

LOUAGE. *V. Trib. comm.* 144.

LOYER. *V. Dem. n.* 159.— *Sais. imm.* 1169.— *Trib. comm.* 63, 357.

LOYERS ÉCHUS. *V. Sais.-g.* 5.

MACHINE A VAPEUR.

Ordonnance du roi contenant des dispositions relatives aux chaudières des machines à vapeur, à basse pression. — 25 mai 1828, t. 35, p. 23.

MAGASIN. *V. Trib. comm.* 383.

MAGISTRAT (1).

1. Discours de M. Comte, procureur du roi de Paris, sur l'impartialité du magistrat. — T. 39, p. 257.

MAGISTRATS HONORAIRES. *V. Jug.* 63.

MAINLEVÉE. *V. Désist.* 38. — *Huiss.* 165.— *Interd.* 71 *et s.*— *Sais.-a.* 160 *et s.*— *Sais. imm.* 794.— *Sur.* 55.

MAINLEVÉE D'OPPOSITION. *V. Exéc. prov.* 91.

MAINLEVÉE DE SCELLÉS. *V. Scell. inv.* — *Succ.* 10.

MAINMISE RÉELLE. *V. Mat. somm.* 104.

MAIRE (2).

1. On peut, sans autorisation préalable, poursuivre un maire en paiement de travaux ordonnés par lui. — Paris, 7 mai 1833, t. 45, p. 466.

2. Un maire peut, sans autorisation, intenter une action civile touchant la sûreté des rues de sa commune. — Cass. 14 août 1832, t. 45, p. 522.

3. Des habitants d'une commune peuvent intenter de leur chef, et sans l'intervention du maire, une demande à fin de libre passage sur une voie publique barrée par d'autres habitants.—Cass. 12 fév. 1834, t. 47, p. 502.

4. La commune autorisée à plaider en première instance doit être munie d'une nouvelle autorisation, pour appeler du jugement auquel cette instance a donné lieu.—Cass. 14 juin 1832, t. 44, p. 243. — *V.* à notre mot *autorisation de communes*, les nombreuses décisions analogues.

5. Lorsqu'une commune a été autorisée à plaider devant les tribunaux compétents, une telle autorisation vaut pour tous les degrés de juridiction, et donne à cette commune le droit de soutenir et d'interjeter appel.—Cass. 11 janv. 1830, t. 38, p. 174.

MAISON. *V. Expert.* 107.—*Sais. imm.* 218 *et s.*—*Trib.* 475.

MAISON D'ARRÊT. *V. Cont. p. c.* 257 *et s.*

MAISON DE COMMERCE. *V. Trib.* 363 *et s.*

MAISON DE SANTÉ. *V. Cont. p. c.* 377.

MAISONS ROYALES. *V. Exéc.* 7.

MAITRE. *V. Récus.* 2.—*Serm.* 18.

MAITRE DE PENSION. *V. Trib. comm.* 45 *et s.* 137, 213.

MAITRE DE POSTE. *V. Trib. comm.* 29.

MAITRE OUVRIER. *V. Enq.* 391.

MAJEUR. *V. Sais. imm.* 994 *bis.*

MAJORAT. *V. Avoc.* 6. — *Sais. imm.* 138.

MAJORITÉ. *V. Jug.* 102.

MANDAT. *V. Arb.* 12 *et s.* 120, 489.—*Aut. f.* 28, 38.— *Compuls.* 1.— *Dés.* 58 *et s.*— *Enreg.* 40.— *Interv.* 90. — *Jug. déf.* 20 *et s.* — *Jug. p. i.* 84.— *Sais. imm.* 56. — *Trib. comm.* 119, 434.

MANDAT D'AMENER. *V. Enq.* 322.

MANDATAIRE. *V. Abs.* 3 — *Acquiesc.* 7. — *Appel*, 463, 464, 465, 466. — *Arb.* 500. — *Aut. comm.* 110.— *Avoc.* 56.— *Conc.* 86 *et s.*— *Cons. j.* 45 *et s.*—*Cont. p. c.* 11, 52, 328, 350.— *Dépens*, 222, 238 *bis.* — *Dés.* 39. — *Excep.* 288. — *Exploit*, 85, 150, 183, 379.— *Faux i.* 77.— *Greffe*, 8.— *Huiss.* 14. — *Pérемp.* 109. — *Redd. c.* 6. — *Sais.-a.* 1. —

(1) *V. Discipl. jud.* 9. — *Enq.* 296.— *Pensions*, 1 *et s.*

(2) *V. Acquiesc.* 9. — *Amende*, 91.— *Act. respect.* 31.— *Action*, 7 *et s.*— *Appel*, 94, 95, 96, 315, 527, 541.— *Aut. comm.* 24 *et s.* 43, 54 *et s.*— *Cass.* 292.—*Dépens*, 128. — *Désist.* 6 *et s.*— *Exploit*, 55, 123, 133 *et s.* 249 *et s.* 385 *et s.*— *Interv.* 81 *et s.*— *Repr. d'inst.* 12. — *Sais.-ex.* 105.— *Sais. imm.* 458 *et s.* 290 *et s.*— *Sur.* 171. — *Trib.* 43 *et s.* 241.

MARIAGE (1).

1. Circulaire de M. le garde des sceaux sur les formalités à remplir et les pièces à produire, afin d'obtenir des dispenses d'âge et de parenté pour le mariage — Décis. min. 10 mai 1824, t. 37, p. 248.

2. Loi qui accorde au roi le droit de lever les probibitions existantes aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, l'oncle et la nièce, la tante et le neveu. — Paris, 16 avr. t. 43, p. 615.

(1) *V. Arb.* 36 *et s.* — *Cons. f.* 63, 114. — *Enq.* 313. — *Exéc.* 138 *et s.* — *Faux i.* 13. — *Jug.* 294. — *Min. pub.* 25 *et s.* — *Oppos. à m.* — *Req. civ.* 83.

MATIÈRES SOMMAIRES (1).

C. Ier. QUELLES AFFAIRES SONT SOMMAIRES? COMMENT LES AFFAIRES SOMMAIRES SONT-ELLES JUGÉES? 1 à 113. — C. II. ENQUÊTES SOMMAIRES, 114 à 141.

CHAP. Ier. *Quelles instances sont sommaires? Comment les instances sommaires sont-elles jugées?*

1. On ne peut regarder comme sommaires que les matières comprises dans l'art. 404 C. P. C. — Renn. 18 déc. 1820, t. 21, p. 190, v° *signification*, n° 79.

2. Une action mixte excédant 1,000 fr. ne peut point rentrer dans la catégorie des affaires sommaires, quoiqu'il y ait titre et qu'il ne soit pas contesté. — C. T. t. 1, p. 414, 18.

3. Mais il faudrait décider autrement, si la demande avait été formée sans titre, et qu'elle n'excédât pas 1,000 fr. — C. T. t. 1, p. 415, 19.

4. Lorsque le tuteur qui a été exclu ou destitué se pourvoit contre la délibération, la cause est sommaire. — C. T. t. 1, p. 415, 20.

5. La cause ne serait pas sommaire, si la nullité de la délibération du conseil de famille était demandée dans une autre circonstance que la destitution ou l'exclusion du tuteur. — C. T. t. 1, p. 415, 21.

6. Les procédures en validité ou en nullité de surenchère ne sont pas sommaires. — C. T. t. 1, p. 429, 35.

7. Les demandes en cession de biens ne sont pas sommaires. — C. T. t. 1, p. 431, 38.

8. Une cause sommaire dans son principe peut devenir ordinaire par la suite, même en appel. — C. T. t. 1, p. 431, 40.

9. Cependant les causes que la loi indique comme devant être jugées sommairement rentrent dans la classe des causes sommaires — Gren. 6 mars 1821, t. 16, p. 738, n° 36. — Cette décision est contraire à l'opinion de tous les auteurs. — C. T. t. 1, p. 401, 9, 10.

10. Dans le doute si une affaire est sommaire ou ordinaire, il faut la ranger dans cette dernière classe. — C. T. t. 1, p. 400, 8.

11. La contestation sur la réception de caution doit être jugée sommairement, sans requête ni écritures — C. T. t. 1, p. 429, 34.

12. Une affaire sommaire de sa nature ne peut pas être instruite comme cause ordinaire, même avec le consentement exprès des parties. — C. T. t. 1, p. 437, 44.

13. Dans les affaires sommaires, les avoués peuvent signifier tous les actes nécessaires à la cause, mais ils n'obtiennent pour ces actes que leurs déboursés. — C. T. t. 1, p. 440, 45.

14. L'on ne peut conclure de la disposition de l'art. 405, que l'on ne puisse signifier, en matière sommaire, des conclusions motivées; mais l'avoué ne peut réclamer aucun émolument. — C. T. t. 1, p. 441, 48 et suiv.

15. Une affaire sommaire ne peut pas être instruite par écrit, même lorsque le tribunal aurait ordonné ce mode d'instruction. — C. T. t. 1, p. 467, 67.

17. Arrêt de la Cour de Grenoble du 20 mai 1817, sur la classification des matières sommaires, M. le procureur-général le requérant. — T. 9, p. 256, n° 106. — *V.* MM. THOM. DESM. p. 25; F. L. t. 3, p. 529 et 530, n° 1; SUDRAUD-DESISLES, *Manuel du juge taxateur*, p. 211 et 212, 2e édit.; B. S. P. p. 375, tit. 2, *des matières sommaires*, § 2, *au texte*; PIG. t. 1, p. 148, tit. 1, chap. 1, sect. 1, § 3, *in fine*; CARR. t. 2, p. 47 et suiv. n°s 1473, 1475 et 1476; et D. C. p. 297. — *V.* aussi J. A. t. 42, p. 226, une délibération du tribunal civil de la Seine sur la même matière. — *V.* les n°s qui suivent.

18. Décision du 9 fév. 1819 de la Cour de Limoges (chambres réunies), sur la classification et la taxe des affaires sommaires. — Il y a des affaires dont une partie doit être instruite, jugée et taxée comme matière sommaire, et l'autre doit être seulement jugée sommairement, et cependant ne pas être taxée comme matière sommaire. — J. A. t. 9, p. 270, n° 114. — *V.* le n° qui précède.

24. Une affaire n'est sommaire, à raison de sa célérité, que lorsqu'elle est urgente de sa nature. Il ne suffit pas qu'un motif d'urgence accidentel et accessoire ait existé à l'origine de l'instance, et ait fait obtenir permission d'assigner à bref délai. — Douai, 7 déc. 1825, t. 31, p. 65. — *V.* C. T. t. 1, p. 420, 28.

25. Les expressions suivantes sans autre explication: *L'affaire sera jugée sommairement... Il sera statué sommairement* sur l'appel, sur la contestation, s'appliquent au jugement de la cause, et non à l'instruction. Dès lors il n'en faut pas conclure que la loi ait voulu que l'affaire fût considérée comme sommaire. — C. T. t. 1, p. 401, 11 et suiv. — V. *suprà*, n° 17.

26. Les affaires sommaires sont dispensées du préliminaire de la conciliation, lorsqu'il s'agit de demandes requérant célérité, en élargissement, en mainlevée de saisie ou opposition, et en paiement de loyers et fermages. Mais il faut décider le contraire dans les autres cas. — C. T. t. 1, p. 410, 46 et s.

27. La demande en résiliation de bail peut être rangée dans la classe

(1) *V. Appel*, 384, 385, 388, 577, 729, 730. — *Avoc.* 48. — *Cass.* 166 *et s.* — *Delib.* — *Depens*, 258 *à* 261, 264, 265, 266, 280 *à* 283, 286, 309, 333. — *Enq.* 106, 255 *et s.* 559. — *Faux i.* 22. — *Greffe*, 17. — *Interr.* 92. — *Jug. déf.* 81. — *Ordre*, 61, 464 *à* 479. — *Req. civ.* 96. — *Ress.* 266. — *Sais. imm.* 514. — *Trib.* 219 *et s.*

des matières sommaires comme requérant célérité, et l'enquête à laquelle une telle demande donne lieu peut être faite à l'audience — Cass. 27 juin 1810, t. 16, p. 724, nº 10.— V. *infrà*, nº 114 et suiv.— *V.* MM. Carr. t. 2, p. 47, nºs 1172 et 1173; Haut. p. 213; D. C. p. 296, 4º; Delap. p. 374; Pig. *Comm.* t. 1, p. 700, not. 9 et 10; F. L. t. 3, p. 531, nº 4: et B. S. P. p. 373, not. 6.—C. T. t. 1, p. 419, 27.

28 et 29. Une demande en exécution de bail introduite avec ordonnance abréviative de délais, comme requérant célérité, est sommaire et doit être instruite et taxée comme telle. En vain dit-on que, s'agissant d'une action réelle, l'art. 404 du Cod. de proc. est inapplicable; c'est une erreur; il suffit que la demande requière célérité, pour qu'elle ait un des caractères exigés par l'art. 404 précité.—Orl. 14 fév. 1821, t. 16, p. 738, nº 35 — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 700, not. 11.

30. L'avoué a droit à l'émolument fixé par l'art. 77 du tarif pour la requête, afin d'assigner à bref délai.—C. T. t. 1, p. 443, 50.

31. Le droit de consultation n'est point dû en matière sommaire.—C. T. t. 1, p. 443, 51.

32, 33 et 34. En matière sommaire, doit-on allouer le coût du pouvoir sous seing privé ou devant notaire, donné à l'avoué?—Délib. du trib. de la Seine, t. 42, p. 227.

35. L'avoué n'obtient pas d'émolument particulier pour sa constitution en matière sommaire.—Il en est de même dans le cas où l'avoué demande acte de sa constitution à l'audience en cas d'abréviation des délais.—C. T. t. 1, p. 463, 57.

36. L'avoué ne peut obtenir aucune vacation pour la mise au rôle.—C. T. t. 1, p. 464, 59.

37. Lorsqu'une cause sommaire devient ordinaire par l'exception, il est dû une vacation pour l'inscription au rôle.—C. T. t. 1, p. 465, 63.

38. Il n'est pas dû de droit de communication en matière sommaire.—C. T. t. 1, p. 465, 64.

39. Une demande en validité de saisie-arrêt n'est pas essentiellement sommaire; c'est aux magistrats à apprécier les circonstances qui peuvent requérir célérité. — Cass. 10 août 1829, t. 37, p. 150.—C. T. t. 1, p. 425, 30.

40. Décidé que l'appel d'un tiers saisi, qui se prétend créancier, ne peut pas être jugé par la chambre des vacations d'une Cour royale. — Renn. 2 oct. 1813, t. 16, p. 731, nº 16.

42. Les demandes en paiement de sommes et en reddition de compte, fondées sur titre non contesté, doivent être considérées comme matières sommaires.—C. T. t. 1, p. 427, 30.

43. L'instance dont le fond consiste dans une opposition à un commandement et une demande à fin de discontinuation de poursuites peut être considérée comme sommaire.—Cass. 14 juill. 1830, t. 40, p. 89.

44. Une demande en paiement de frais de garde peut être considérée par les juges comme sommaire et requérant célérité — Cass. 28 mai 1816, t. 16, p. 632, vº *juges de paix*, nº 89 *bis*.

45. L'appel d'un jugement prescrivant la vente d'un mobilier peu important et dépérissable est sommaire comme requérant célérité. — Cass. 2 février 1831, t. 40, p. 369.

46. Sont aussi sommaires les contestations qui s'élèvent en matière d'ordre.—Cass. 9 déc. 1824, 25 août 1828, t. 35, p. 156, et t. 36, p. 117 — *V.* notre mot *ordre*, nºs 454 et suiv.

47. Les demandes en provision pour nourriture et aliments sont sommaires.—Brux. 12 flor. an XII, t. 16, p. 719, nº 1. — C. T. t. 1, p. 418, 24.

48. Mais il ne faut pas confondre les demandes provisoires en nourriture et aliments avec les demandes pour pensions alimentaires. Ces dernières sont des matières ordinaires lorsqu'elles excèdent 1,000 fr.—C. T. t. 1, p. 418, 25.

49. Les demandes en renvoi ne doivent pas être considérées comme affaires sommaires.—Paris, 25 mai 1808, t. 9, p. 175, vº *dépens*, nº 31. — *V.* aussi t. 18, p. 943, vº *renvoi*, nº 99, et MM. Carr. t. 1, p. 449, nº 733; Pig. t. 1, p. 118, Pig. *Comm.* t. 1, p. 388; D. C. p. 142; Delap. t. 1, p. 176; Haut. p. 122, et F. L. t. 2, p. 460.—C. T. t. 1, p. 415, 22.

50. Cependant les dépens relatifs à un déclinatoire doivent être taxés comme en matière sommaire.—Gren. 6 mars 1821, t. 16, p. 738, nº 37. — *V.* MM. F. L. t. 3, p. 529, et B. S. P. p. 374, not. 7.—C. T. t. 1, p. 417, 23.

50 *bis*. Les dépens en matière d'arbitrage ne doivent pas être nécessairement taxés comme en matière sommaire. — C. T. t. 1, p. 428, 32.

51. La procédure en matière de liquidation de dépens n'est pas purement sommaire.—C. T. t. 1, p. 431, 39.

52. Les demandes en expropriation forcée pour cause d'utilité publique doivent être considérées comme matière sommaire. — Besanç. 21 mars 1826, t. 16, p. 741, nº 39.— *V.* la nouvelle loi à notre mot *expropriation pour cause d'utilité publique*.

53. La demande formée par un cohéritier du rapport du prix d'une adjudication déjà consommée est une action purement mobilière de la nature des affaires sommaires. — Orl. 13 août 1817, t. 16, p. 734, nº 25.

54. Sont sommaires les actions en partage quoiqu'une des parties s'oppose au partage à l'aide de titres qui, selon elle, consacreraient l'indivision.—Cass. 9 mai 1827, t. 33, p. 288. — *V.* les nºs qui suivent, et C. T. t. 1, p. 433, 43.

55. Mais n'est pas sommaire l'instance en partage incidemment à laquelle s'élèvent des contestations sur la validité de plusieurs actes authentiques.—Cass. 31 mars 1829, 15 déc. 1829, t. 41, p. 515.

56... Et, par exemple, sur la validité d'un testament: cette nullité est d'ordre public.—Cass. 18 mars 1828, t. 34, p. 193.

57 et 58. De même une action en partage cesse d'être sommaire s'il s'élève des difficultés sur des points tenant au fond du droit entre les parties, telles que la réduction de donations prétendues excessives, ou des rapports à faire par les copartageants. — Cass. 14 juill. 1830, t. 40, p. 109.

59. La nullité résultante de ce que la contestation incidente à un partage qui s'élève sur la validité d'un testament a été jugée comme matière sommaire par la chambre de police correctionnelle d'une Cour, est d'ordre public.—Cass. 18 mars 1828, t. 34, p. 193.

60. La demande en paiement d'une créance résultante d'un titre exécutoire, ainsi que l'opposition à la saisie-brandon faite en vertu de ce titre, sont des affaires sommaires, quoique le défendeur ait demandé la rescision du contrat.—Cass. 13 nov. 1823, t. 16, p. 740, nº 38. — *V*. M. F. L. t. 5, p. 1093, au supplément.

61. La demande en revendication formée sur une poursuite en saisie immobilière doit être instruite et jugée comme une cause sommaire. — Lim. 16 mars 1813. — Cass. 15 janv. 1828, t. 16, p. 735, nº 27, et t. 35, p. 103.

62. Il en est de même des demandes en revendication incidentes à des saisies en général, et par exemple à une saisie-exécution. — Bourg. 6 août 1825, t. 30 p. 410.

63. Toutefois la cause peut être placée au rôle ordinaire, si le titre sur lequel on fonde la demande en revendication est contesté. — Lim. 16 mars 1813, t. 16, p. 735, nº 28.

64. Dans ce cas, les écritures des avoués doivent être admises en taxe, sauf leur réduction, si le nombre des rôles paraît exagéré. — Lim. 16 mars 1813, t. 16, p. 735, nº 29.

65. Les divers émoluments alloués par les §§ 3, 4, 5, 6 et 7 de l'art. 67 doivent être réduits à raison des localités. — C. T. t. 1, p. 470-76.

66. L'obtention d'un jugement de *défaut profit joint* procure à l'avoué un émolument. — C. T. t. 1, p. 472, 77.

67. L'honoraire dû à l'avoué pour l'obtention d'un jugement par défaut définitif est fixé par les §§ 5, 6, et 7.—C. T. t. 1, p. 473-78.

68. Le droit de 15, 20 ou 30 fr. n'est pas dû, quoique le jugement par défaut soit devenu définitif parce qu'il a été exécuté par la partie condamnée. — C. T. t. 1, p. 474, 79.

69. Il est dû un émolument pour un jugement interlocutoire ou même préparatoire, pourvu que ce jugement ait été obtenu contradictoirement.—C. T. t. 1, p. 474, 80.

70. Il n'est pas dû de droit pour un jugement de simple remise. — C. T. t. 1, p. 475, 81.

71. Le droit du quart en sus, accordé par l'art. 67 du tarif, dans le cas où il y a plus de deux parties en cause, est dû à tous les avoués, ou seulement à l'avoué du poursuivant, suivant certaines distinctions.—C. T. t. 1, p. 475, 82.

71 bis. En matière sommaire, lorsqu'il y a plus de deux parties en cause ayant des intérêts opposés, et que le jugement est contradictoire, faut-il, pour fixer le droit de signification du jugement et le dresse des qualités, fixé au quart par le paragraphe 12 de l'art. 67 du tarif, cumuler le droit alloué par le paragraphe 10 avec le droit d'obtention du jugement.—*Dissertation.* — V. *J. A.* t. 44 p 20

72. Il n'est rien dû pour les qualités d'un jugement par défaut, ni pour l'opposition à ces qualités.— C. T. t.1, p. 478, 86 et suiv.

73. L'avoué qui a levé et signifié le jugement à avoué, ne peut exiger le droit de copie fixé par l'art. 89 du tarif.—C. T. t. 1, p. 478, 88.

74. Aucune des copies de pièces faites dans le cours du procès, c'est-à-dire de la mise au rôle au jugement n'entre en taxe. — C. T. t. 1, p. 480. 89.

75. L'avoué révoqué a des émoluments suivant certaines distinctions.—C. T. t. 1, p. 480, 90.

76. La tierce opposition à un jugement d'adjudication définitive par suite de saisie immobilière, est une *action ordinaire*, et non sommaire.— Cass. 16 mars 1830, t. 41, p. 513.— C. T. t. 1, p. 425, 29.

77. Une demande en nullité d'un titre excédant 1000 fr., n'est pas réputée matière sommaire.—Paris, 15 juin 1808, t. 16 p. 722, n° 6. — *V.* MM. Pig. *Comm* t 1, p. 699, n. 7 et 8; F. L. t. 3, p. 531, n° 5.

78 Lorsqu'en première instance l'intérêt s'est élevé au-dessus de 1000 fr., mais que les premiers juges n'ont prononcé qu'une condamnation de 540 fr., la cause ne peut être réputée sommaire, quoique le demandeur ait signifié le jugement sans protestation. — Cass. 10 août 1829, t 37, p. 150.

79. La demande principale d'une somme de 1000 fr à titre de dommages-intérêts, ne cesse pas de constituer une affaire sommaire, quoique le défendeur forme une demande reconventionnelle à pareil titre. — Cass. 12 janv. 1831, t. 41, p. 518.— C. T. t. 1, p. 432, 41.

80. Une action dirigée contre un fermier en raison de contravention à son bail pour l'exploitation des terres étant mixte de sa nature, la procédure n'est pas frustratoire parce qu'elle n'est pas sommaire, les demandes purement personnelles étant seules rangées dans la catégorie de l'art. 404 C. p. c. — Orl. 13 mai 1819, t. 15, p. 736, n° 32. — Si une affaire mixte ou réelle n'excédait pas 1000 fr., serait-elle réputée sommaire? — Oui, suivant Pr. Fr. t. 2, p. 424, et M. F. L. t. 3, p. 531, n° 3.—Non, suivant MM. Carr t. 2, p. 46, n° 1471, et D. C. p. 296, n° 2.

81. Une demande en mainlevée d'inscription, est une action mixte, et non purement personnelle, puisqu'elle repose sur un titre; les dépens doivent en conséquence être taxés en matière ordinaire, la cause étant rangée dans la classe des affaires dont l'instruction doit être faite à l'ordinaire —Orl. 24 juin 1820, t. 16, p 737, n° 34.—*V.* M. Pig *Comm.* t. 1 p. 698, n. 5.

81 *bis.* Les frais d'une cause commerciale doivent être taxés, comme en matière sommaire, lors même que, du consentement de toutes les parties, elle aurait, à cause de son importance, été renvoyée de la chambre des appels de police correctionnelle à une chambre civile, et aurait donné lieu à une instruction par écrit, et à plusieurs plaidoiries.— Cass. 12 avril 1831, t. 40, p. 265.— V. *infrà*, n° 95.

81 *ter.* On doit taxer, comme en matière sommaire, les demandes en validité de saisie arrêt, quoique le titre de créance du demandeur soit contesté, et que le montant du litige excède 1000 fr.—Bord. 23 mars 1827, t. 32, p. 262. — MM. Carr. t 2 p 48, n° 1474, et Coff. sont d'une opinion contraire —V *infrà*, n° 86.

81 *quat.* Les frais d'un jugement ou arrêt qualifié, rendu en matière sommaire, peuvent être taxés comme en matière ordinaire.—Lyon, 16 mars 1824; 17 août 1821, t. 42, p. 157.— V *ibid.* nos *Observ.*

82. Lorsque dans une affaire sommaire de sa nature, l'un produit des quittances, et que l'autre partie, sans contester leur existence ou leur contenu, soutient seulement que l'une d'elles fait double emploi avec l'autre, l'affaire ne change pas de nature et continue d'être sommaire.—Cass. 18 mars 1829, t. 41, p. 522.

83. Lorsqu'un individu poursuivi en vertu d'un arrêt de cour royale, forme opposition aux poursuites, parce qu'il se prétend libéré par le fait d'un autre, la contestation n'en est pas moins sommaire, et l'on ne peut dire que, dans ce cas, il y ait contestation de titre.—Cass. 30 janv. 1827, t. 32, p. 261.

84. La question de savoir si une donation est nulle, comme ayant pour cause des prêts usuraires, surtout si le donataire est décédé, n'appartient point aux matières sommaires.—Cass. 25 avril 1827, t 33, p 42.

85. L'affaire pure personnelle est sommaire quand le titre n'est pas contesté.—Renn. 20 nov. 1812, t. 16, p. 729, n° 14.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 45, à la note, n° 2.—Quand un titre est-il réputé contesté? —*V.* MM. D. C. et F. L. t. 3, p. 531; Carr. t. 2, p. 45, n° 1470, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 699. n. 6.

86. La demande à fin de nullité d'un titre excédant 1000 fr., est une matière ordinaire. — C. T. t. 1, p. 419. 26.—V. *suprà*, n° 81 *ter.*

87. Il y a titre contesté, lorsque l'acquéreur nie que le prix porté au contrat soit véritable, ou lorsque les parties ne sont pas d'accord sur l'objet d'une procuration —Cass. 4 juin 1828, t. 35, p. 257.

88. L'arrêté du 7 mess. an 9, en ordonnant que les affaires concernant les domaines et les rentes cédées aux hospices par le gouvernement soient jugées sommairement et sans frais, n'a pas interdit les plaidoiries. — C. T. t 1, p. 468, n° 69.

89. L'exception au droit commun au profit des hospices, ne profite pas à leurs cessionnaires. — Cass. 22 janv. 1828, t. 35, p. 136. —*V.* C. T. t. 1, p. 469, 70.

90. La cause où il s'agit d'une action pure personnelle, en paiement d'arrérages de rentes, et passations de titre nouvel, s'il n'y a pas d'ailleurs entre les parties, contestations sur le titre, mais seulement sur la question de savoir s'il y a ou non libération est essentiellement sommaire —Cass. 29 janv. 1827, t. 32, p. 259

91 Est sommaire une demande en paiement des arrérages d'une rente, quoique la partie adverse soutienne la dette éteinte par une novation.—Cass. 17 nov. 1829, t. 41, p. 519. Bourg. 30 nov 1829, t. 41, p. 521.—C. T. t. 1, p. 432, 42.

92. L'appel d'un jugement au possessoire, doit être taxé conformément à l'art. 67 du tarif, lorsque, devant le tribunal, le demandeur a articulé de nouveaux faits dont la preuve a été ordonnée, ainsi que la descente sur les lieux pour y appliquer les titres, et pour y être du tout dressé procès verbal, etc.—C. T. t. 1, p 430, 37.

93. L'on ne doit point répondre par écrit aux demandes incidentes ni aux interventions —C. T. t. 1, p 481. 95.

93 *bis.* En matière sommaire, il ne doit pas être alloué des émoluments aux avoués, soit pour conclusions signifiées, soit pour dépôt de conclusions au greffe, en exécution des art. 70 et 71 du décret du 30 mars 1808.—Délibér. du trib. de la Seine, t. 43 p. 486.

93 *ter* Lorsque dans une affaire sommaire il y a lieu de procéder à une vérification d'écritures, à une inscription de faux incident, ou de passer à un désaveu, quels sont les émoluments qui doivent être alloués?

— *V.* la délibér. du trib. de la Seine, t. 42, p. 231.

94. L'appel d'un jugement qui prononce une contrainte par corps, est sommaire.—Cass. 22 janv. 1828, t. 35, p. 186.

95. Il en est de même des appels des tribunaux de commerce.—Cass. 10 déc. 1828; 18 mars 1829, t. 41, p. 519; 24 juin 1829; 21 fév. 1831. — Plossard C. Sellier; Pithé C. Dubois. C. T. t. 1, p. 427, 31.—V. *suprà*, n° 81 *bis* et les n^os qui suivent.

96. Lors même que le jugement dont est appel statue sur des demandes en nullité de cessions faites par des faillis.—Cass. 13 juill. 1830. Gaillard, etc.; Doyen C. syndic Poncet.

97. Il en est de même de la demande en nullité d'un concordat.—Cass. 12 déc. 1827, t. 34, p. 11.

98. D'après les termes de l'art. 404, C. p. c. on doit considérer comme matière sommaire, et requérant célérité, la demande tendant à obtenir la liberté de sa personne, au moyen de la cession de biens permise par la loi, que le débiteur offre de faire à ses créanciers. — Besanç. 13 juill. 1826. Baldaux C. Monvoisin Robbe.

99. Est sommaire l'instance qui a lieu sur l'opposition à l'ordonnance d'exequatur d'une sentence arbitrale, quoiqu'elle ait été rendue sur une matière réelle.—Bord. 5 fév. 1830, t. 39, p. 34.

100. ...Ou quoiqu'elle ait jugé des contestations entre héritiers. — Cass. 25 mars 1829, t. 41, p. 517.

101. ...Il en est de même de la contestation née d'une question des dépens dus à des arbitres forcés.— Cass. 17 nov. 1830, t. 39, p. 319.— *V.* MM. Merl. v° *Arbitrage*, n° 30, et Carr. n° 3332.

102. N'est pas sommaire une demande en inscription de faux incident civil.—Cass. 10 avr. 1827, t. 32, p. 362.

103. ....Ni la cause où il s'agit de la capacité d'un débiteur qui avait été pourvu d'un conseil judiciaire. —Cass. 9 avr. 1828, t. 35, p. 226.

104. Une instance ayant pour objet de faire cesser une ancienne main-mise réelle ne doit pas être traitée comme affaire sommaire. —Brux. 15 juin 1822.

105. La demande en péremption d'instance est de même nature (sommaire ou ordinaire) que la cause principale.—Brux. 15 juin 1822.

106. Les affaires sommaires sont affranchies des formalités ordinaires de la procédure jusqu'au jugement, mais les sentences qui interviennent doivent contenir les qualités et autres parties constitutives du jugement comme en toute autre matière.—Orl. 31 août 1814, t. 16, p. 731, n° 17.

107. Lorsqu'un tribunal déclare juger en matière sommaire sans que, comme il est d'usage, ni l'une ni l'autre des parties n'ait conclu à cet égard, la partie qui veut faire taxer les frais comme en matière ordinaire, peut former opposition à la disposition du jugement qui qualifie la cause de sommaire, et qui doit être regardé comme rendu par défaut.—Lyon, 8 mars 1830, t. 39, p. 127. — *V.* ibid. les *Observ.*

108. Celui qui, en première instance, a laissé juger ou instruire sa cause comme matière sommaire, n'est plus recevable à demander en appel la nullité du jugement et de l'instruction, attendu que la cause était ordinaire.—Brux. 21 oct. 1829. Combier C. bureau de bienfaisance de Binche.

109. En matière sommaire, doit-on passer en taxe un droit de copie à raison de la signification à avoué du jugement obtenu.— Non, jugement de Caen. — Oui, *Consultation*, de MM. Delisle et Thomine-Desmazures fils, t. 42, p. 145. — *V.* C. T. t. 1, p. 478, 88.

110. En matière sommaire, il n'est dû aucun honoraire pour chacun des jugements qui statuent sur des incidents survenus pour l'exécution d'un précédent jugement ordonnant une expertise: par exemple, pour faire nommer un nouvel expert à la place de celui qui serait décédé. —Cass. 7 janv. 1834, t. 46, p. 97.

111. En matière sommaire, peut-on réclamer de la partie qui succombe, le droit fixé pour droit de correspondance et de port des pièces, et non pas seulement les déboursés prouvés par état?—Oui, Bourg 30 août 1827; 24 août 1829 Douai, 16 juill. 1828, t. 35, p. 319; t. 36, p. 9, et t. 37, p. 275.—Non, Cass. 7 janv. 1834, t. 46, p. 97.—*V.* C. T. t. 1, p. 444, 52, et une délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 322.

112 En matière sommaire, le droit de correspondance ne doit pas être le même en première instance et en appel.—*Dissert.* t. 45, p. 730. —*V.* le n° qui précède.

112 *bis*. En matière sommaire, les frais de voyage doivent être accordés à la partie, mais il n'est dû aucune vacation à l'avoué —Bourg. 30 août 1827; 16 juill. 1828; 24 août 1829, t. 35, p. 319; t. 36, p. 9, et t. 37, p. 275.—*V.* l'extrait d'un mémoire de M. Bruneau, avocat distingué de Douai. Cependant la cour de cassation a cassé l'arrêt de la cour de Bourges.—7 janv. 1834, t. 46, p. 97.—*V.* une délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 322, et C. T. t. 1, p 461, 55.

113. Un arrêt doit être cassé si, en matière sommaire, il ordonne que les dépens seront taxés comme en matière ordinaire, encore que la partie, au profit de laquelle il a été rendu se soit désisté du bénéfice de la disposition.—Cass. 14 janv. 1828, t. 34, p. 207.

Ch. II. *Des enquêtes sommaires.*

114. En matière commerciale, une enquête sommaire doit être faite sommairement à l'audience.—Bord. 31 mars 1830. Theulon C. Préantoine et Dupuy.

115 et 116. Si en matière sommaire, une des parties articulait *par acte*, des faits dont elle demanderait à fournir la preuve, l'autre partie serait-elle obligée de les contester également *par acte* dans les délais et sous les peines portées en l'art. 52?—L'affirmative est enseignée par M. D. C. p. 297 et 298. Nous avons combattu cette opinion. *J. A.* t. 16, p. 741, n° 41, d'après l'avis de M. F. L. t. 2, p. 370, col. 2, alin. 5.—*V.* aussi MM. Carr. t. 2, p. 52, n° 1480, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 702, not. 2. — *V.* C. T. t. 1, p. 482, 98.

117. Le demi-droit pour l'enquête accordé à l'avoué par l'art. 67 du tarif, est dû indépendamment du droit d'obtention de jugement.—C. T. t. 1, p. 483, 104.

118. En matière sommaire, il n'est pas besoin de faire signifier le jugement qui a ordonné l'enquête, pour faire courir les délais fixes par le juge.—Turin, 18 nov. 1807. Paris, 10 juin 1812, t. 16, p. 720, n° 4. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 643, n° 998, et t. 2, p. 57, not. 1; M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 702, not. 3, distingue si le jugement est contradictoire ou par défaut.

119. Le poursuivant qui ne se présente point au jour indiqué pour l'enquête, n'est pas recevable à demander un nouveau délai —Turin, 18 nov. 1807. Paris, 10 juin 1812, t. 16, p. 720, n° 5. C'est ce qu'enseignent MM. Carr. t. 2, p. 54, n° 1483, Delap t. 1, p. 377, D. C. p. 299, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 704, art. 499, not. 1, n° 2.—*V.* aussi M. F. L. t. 2, p. 371.

120. Cependant le défendeur peut demander une prorogation de délais à l'audience indiquée pour l'audition des témoins.—Brux. 16 janv. 1813, t. 16, p. 730, n° 15.

121. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'assignation à la partie pour y être présente, soit donnée trois jours avant l'audition des témoins.—Rouen, 28 fév. 1815, t. 16, p. 731, n° 18.

122. Il suffit que les témoins soient cités la veille du jour où ils doivent être entendus.—Metz, 25 fév. 1814, t. 16, p. 720, n° 10. — Sont d'une opinion contraire MM. Carr. t. 2, p 53 n° 1482, Delap. t. 1, p. 376, sur l'art. 408, D. C. p. 298; Pig. *Comm.* t. 1, p. 508, not. 2, et F. L. t. 2, p. 370. MM. Carr. *loc. cit.* Pr. Fr. t. 2, p. 431, pensent que la nullité attachée à l'inobservation de l'art. 408, est dans l'esprit de la loi. M. Delap. t. 1, p. 376, paraît aussi le penser.

123. Est-il nécessaire que les noms des témoins soient notifiés à la partie adverse, trois jours au moins avant leur audition?— Oui, Trèves, 6 juin 1812. Non, Bourg. 29 fév. 1812. Metz, 25 fév. 1814, t. 16, p. 725, n° 12. Pour l'affirmative, MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 703, et D. C. p. 298.

124. Les noms des témoins à entendre dans une enquête sommaire, doivent être signifiés trois jours

avant leur audition.—Brux. 18 avr. 1831, t. 41, p. 701.

125. Lorsque le nom des témoins à entendre dans une enquête sommaire n'ont pas été notifiés trois jours avant leur audition, le tribunal peut ordonner une prorogation lors de l'audience dans laquelle on devait les entendre. — Brux. 18 avril 1831, t.41, p. 701.

126. Mais il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les noms des témoins, entendus dans une enquête sommaire, soient relatés dans le jugement rendu sur cette enquête. — Cass. 18 avr. 1810, t. 15, p. 86, et 21 mai 1833, t. 45, p. 453

127. Quand, du consentement des parties en procès sur un compte, un tribunal ordonne d'entendre des personnes que les articles de ce compte concernent, les interpellations faites à ces personnes, et les explications qu'elles donnent ne sont point soumises aux formalités établies pour les enquêtes sommaires.—Cass. 18 janv. 1831, t. 40, p. 325.

128 La prohibition d'entendre dans les enquêtes, en matière sommaire, les *conjoints des parties*, les *parents* et alliés en ligne directe, n'est pas exclusive de la faculté de reprocher les parents ou alliés en ligne collatérale accordée par l'art. 283 C. p. c.—Nîm. 1er juin 1819, t. 16, p. 737, n° 33. — *V.* M. D. C. p. 299, art. 411.

129. Dans les affaires sommaires, les témoins dont le reproche est jugé fondé ne doivent pas être entendus dans leur déposition.—Brux. 15 avr. 1816.

130. Aucune disposition du Code de procédure ne prescrit de rappeler dans la rédaction des jugements rendus en matière sommaire, que les témoins entendus à l'audience sur des faits dont la preuve avait été admise, y ont prêté serment. Il en est de même des autres formalités, dont l'observation est de rigueur; il suffit qu'il soit justifié d'ailleurs qu'elles n'ont point été omises, et cette preuve peut résulter d'un procès-verbal rédigé par le greffier du tribunal, constatant que l'on s'est conformé aux formes établies par les art. 408, 413 et suiv. C. p. c. — Besanç. 18 juin 1818, t. 16, p. 736, n° 30.

131. Il doit être, à peine de nullité, dressé un procès-verbal d'enquête, quand l'affaire est susceptible d'appel. — Renn. 4 août 1815, et 19 fév. 1821, t. 16, p. 732, n° 19.—Les témoins doivent-ils, en cette matière, signer leurs dépositions sur le procès-verbal d'enquête, M. Lep. p. 270, quest. 4, paraît pencher pour la négative. Mais il applique au procès-verbal les dispositions de l'art. 138, C. p. c. *V.* p. 272, quest. 5. — Ce procès-verbal contient le *résultat des dépositions* : est-ce le résultat de chaque déposition, à mesure qu'elle est faite, ou le résultat de toutes prises en masse? — C'est le résultat de chaque déposition suivant MM. Carr. t. 2, p. 55, n° 1485; F. L. t. 2, p. 371, et Delap. t. 1, p. 378. — *V.* le n° qui suit.

132. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de dresser procès-verbal des dépositions reçues dans une enquête sommaire, ordonnée par un jugement susceptible d'appel. — Bord. 6 mai 1831, t. 41, p. 578. — V. *ibid.* des *Observations* contre cet arrêt, et *suprà*, n° 131.

133. L'art. 286, C. p. c. n'est point applicable aux enquêtes qui ont lieu en matière sommaire; l'art. 411 en ordonnant de rédiger procès-verbal des dires des témoins, n'ajoute pas qu'il sera signifié. — Besanç. 18 juin 1818, t. 16, p. 736, n° 31.

134. La Cour, qui ordonne une enquête, a le droit d'ordonner qu'elle sera faite devant les premiers juges ou devant le juge de paix du domicile des parties, ou du lieu de la résidence des témoins, afin d'éviter les frais, parce que l'art. 412 du Code n'est que le développement des art. 410 et 411, et s'applique aux cours comme aux tribunaux. —Orl. 4 nov. 1807, t. 16, p. 719, n° 3. — *V.* MM. Haut. p. 215; Carr. t. 2, p. 56, n° 1486; Lep. p. 269, quest 3; Pig. *Comm.* t. 1, p. 706, not. 1 et 2, et D. C. p. 299, et notre *Observat.*

135 Une enquête faite en matière sommaire n'est pas nulle, pour n'avoir pas eu lieu à l'audience, mais devant un membre de la Cour. — Besanç. 9 déc. 1808, t.16, p.723, n°7. —V. *infrà*, n° 137.

136. La nullité serait d'ailleurs couverte par la présence de la partie adverse à l'enquête, et par la contre-enquête —Besanç 9 déc. 1808, t. 16, p. 723, n° 8. —*V.* M. Merl *Rép.* t. 8, p. 662 et 665, § 3, n°s 2 et 8.

137. Cependant est nul le jugement qui ordonne que les témoins cités dans une enquête sommaire, déposeront devant un juge-commis, et non à l'audience. — Cass. 1er août 1832, t 45 p 611.—V. *suprà*, n° 135.

138. La nullité résultant de l'omission du domicile du demandeur, dans l'assignation donnée au défendeur pour paraître à l'enquête, se couvre par sa comparution.—Besanç. 9 déc. 1808, t. 16, p. 723, n° 9.

139. Est nul le jugement d'un tribunal de commerce, qui statue, d'après les dépositions des témoins entendus dans une enquête sommaire, s'il ne constate pas qu'ils ont prêté serment.—Cass. 13 août 1832, t. 45, p. 526.

140. En matière sommaire, il n'y a point d'échéance, si l'enquête n'a pas été faite au jour fixé par le jugement, lorsque surtout ce jugement n'a pas été signifié, et que lui-même ne prononçait pas la peine de déchéance; les juges dans ce cas peuvent fixer un autre délai. — Brux. 2 juill. 1829. Verbaren C. Vaestrebos.

141. Lorsqu'une affaire, dans laquelle a eu lieu une enquête sommaire, n'a point été jugée immédiatement, et qu'un nouveau juge a été appelé, faut-il ordonner une nouvelle audition? — Oui, suivant M. Carr. t. 2, p. 53, n° 1481.—V. *J. A.* t. 16, p. 741, n° 40, où sont exposés les motifs de cette opinion. — Il en est autrement en matière ordinaire. V. *J. A.* t. 11, p. 174. v° *Enquête*, n° 160, et t. 15, p. 86, v° *Jugement*, n° 88; Haut. p. 213-226, Lep. p. 264-273; *Comm.* t. 1, p. 444-457; Thom Desm. p. 174-178; Delap. t. 1, p. 372-378, et *J. A.* t. 16 p. 715-742.

142. Délibération de la Cour royale de Paris, pour la taxe des dépens, du 25 nov. 1822.—C. T. t.1, p. 484.

MILITAIRE (1).

1. Ordonnance du roi du 23 janv. 1828, portant que la peine à appliquer à tout militaire convaincu d'avoir volé de l'argent de l'ordinaire de ses camarades, ou tout autre effet à eux appartenant, est celle de six ans de fers, portée par la loi du 12 mai 1793 —t. 34, p. 233.

2. Loi du 15 juill. 1829, relative à l'interprétation de plusieurs dispositions des lois pénales militaires. —t. 37, p. 62.

(1) V. *Abs.* 36 et s. — *App.* 158. 500, 501.—*Cass.* 199.—*Cont p. c* 109 et s.—*Exp.* 191.—*Pens.* 3.—*Péremp.* 178.— *Sais. imm.* 98 et s.— *Scell. et inv.* 56.

MINISTÈRE PUBLIC (1).

CHAP. Ier. ORGANISATION. — POUVOIRS ET PRÉROGATIVES DU MINISTÈRE PUBLIC.—A. 1. Organisation, 1 à 10.—A.2. Pouvoirs, 11 à 37 *bis.*—A.3. Prérogatives, 38 à 40.—CHAP. II. COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC.—A. 1. Affaires intéressant les femmes mariées, les mineurs, les individus pourvus d'un conseil judiciaire, les communes et établissements publics, les étrangers, les successions bénéficiaires, 41 à 48.—A.2 Déclinatoire.—Exception de chose jugée. — Dénégation d'écritures. — Récusation. — Affaires correctionnelles ou de simple police. —Communication ordonnée par le tribunal, 49 à 59.—A. 3. Formes des conclusions du min. pub. 60 à 67.—A. 4. Effets des conclusions du min. pub. 68 à 74.

CHAP. Ier. *Organisation, pouvoirs et prérogatives du min. pub.*—A. 1. *Organisation.*

1. Loi du 16 vent. an 9, qui fixe l'âge auquel on peut être juge commissaire du gouvernement, substitut du commissaire, ou greffier dans les tribunaux, t. 10 p. 521. n° 4.

2. Un avoué peut être appelé pour remplacer le ministère public. — Paris, 4 août 1807.—V. *J. A.* t. 16, p. 754, n° 11.

3 et 4.... Ainsi qu'un avocat. — Besanç. 1er juin 1809. t. 16, p. 761, n° 16. Nîm. 16 juin 1830. Montp. 14 janv. 1833, t. 45, p. 546. — Ces décisions sont conformes à ce qu'enseignent MM. D. C. p. 82, alin. 5, PR. FR. t. 1, p 337, not. 2. DELAP. t. 1, p. 98, alin. 2, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 239.—Cependant, le contraire a été décidé par la cour de Metz, le 10 avr. 1811, et par celle d'Aix, le 16 nov. 1824. V. *J. A. loc. cit.*— Pour éviter toute difficulté, il serait mieux de faire siéger l'avocat à la place d'un juge, ainsi que le dit M. COMM. t.1, p.153, et de placer le juge sur le siége du ministère public.

5. Il n'est pas nécessaire à peine de nullité, qu'en cas d'empêchement du min pub., il soit remplacé par le plus jeune des magistrats de la cour ou du tribunal.—Cass. 18 nov. 1829, t. 38, p. 46.—V. *infrà*, n° 10.

6. Le magistrat qui a connu d'une affaire, comme juge de première instance, peut, devenant un membre du parquet d'un tribunal supérieur, donner ses conclusions sur l'appel de ce jugement, surtout si les parties ne s'y sont pas opposées. — Cass. 12 niv. an 12; t. 16, p. 73, n° 8 — *V.* MM. CARR. *Comp.* t. 1, p. 285, n°133, et M.q.d. t.4, p.392, §4

7 et 8. Pendant le cours d'une affaire, même criminelle, le parquet peut être occupé par plusieurs magistrats se succédant l'un à l'autre. — Cass. 20 janv. 1826, t. 31, p 37. Cass.15 nov.1815, t.16, p 778, n°41.

9. Est nulle, la signification d'un jugement correctionnel faite à la requête d'un procureur du roi, autre que celui près le tribunal qui a rendu le jugement.—Cass. 30. avr. 1830, t. 39, p. 331.

10. Les magistrats qui exercent les fonctions du min. pub. ne pourraient point remplacer un juge et participer à un jugement; ces magistrats sont agents du pouvoir exécutif essentiellement distinct du pouvoir judiciaire; ils ne sont pas inamovibles comme les juges. — CARR. t. 1, p. 222, n°417. *J. A.* t.16, p.791, n°54. — V. *suprà*, n° 3.

A. 2. *Pouvoirs.*

11, 12 et 13. Le min. pub. ne peut, en matière civile, se rendre appelant de jugement qu'il croirait incompétemment rendu, même à raison de la matière. — Metz, 21 janv. 1812. t 19, p. 152, n° 146. Poit. 5 août 1819, t. 16, p. 786, n° 47. — Pour savoir dans quel cas le ministère public agit au civil, comme partie principale, *V.* MM. CARR. *Comp.* t.1 p.230 et s, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 219.

14. Le ministère public ne peut appeler d'un jugement, en matière de diffamation, auquel la partie lésée a acquiescé. — Paris, 24 juin 1831. Minist. pub. C. Lanoux Borgard.

15. Le ministère public ne peut prendre d'office des conclusions qui touchent à l'intérêt des parties. — Cass. 18 prair. an 7, t.17, p.15, n°3.

16. Ainsi, dans une cause communicable de sa nature, le ministère public ne peut, si l'appelant principal ne se présente pas pour plaider, conclure d'office à ce que l'appel principal soit déclaré non recevable, à raison d'un acquiescement donné par cet appelant au jugement attaqué par lui, et à ce que l'appel incident de l'intimé, enté sur l'appel principal, soit aussi déclaré non recevable. — Poit. 16 déc. 1829, t. 39, p. 162.

17. Le ministère public ne peut, d'office, dans une instance en réglement de compte entre un particulier et un établissement public, former une demande dans l'intérêt de cet établissement.—Cass. 7 juin 1832, t. 44, p. 300.

18 Lorsque deux individus, pour un délit comportant des dommages-intérêts, sont amnistiés par une ordonnance royale, le ministère public n'a plus qualité pour poursuivre de son chef, le dédommagement dû à la partie lésée; celle-ci a seule le droit d'exercer l'action en réparation du dommage. —Cass. 18 janv. 1828. Minist. publ. C. Triplot et Baliguet.

19. Le ministère public près la Cour de cassation peut se pourvoir, dans le seul intérêt de la loi, contre les jugements en dernier ressort des tribunaux de paix. —Cass 21 avril 1813, t. 16, p. 773, n° 32.—V. *Rép.* t. 16, *add.* p. 631, n° 11, le réquisitoire de M. MERL.; et M. CARR. t. 1, p. 32, n° 77.

20. Mais le ministère public près un Cour royale ou un tribunal de première instance, ne peut pas se pourvoir, dans le seul intérêt de la loi, contre un arrêt ou un jugement en dernier ressort, qui renvoie un prévenu de la plainte dirigée contre lui. — Cass. 27 mars 1817, t. 16, p. 780, n° 43.

21. Le ministère public est toujours recevable à former, dans l'intérêt de la société, tierce opposition au jugement même rendu sur ses conclusions. —Paris, 22 juill. 1815, t. 16, p. 777, n° 39. — M. CARR. *Comp.* t. 1, p. 267, n° 128, combat cette décision.

22. Le ministère public peut prendre, dans l'intérêt d'un mineur, des conclusions prises mal à propos par les autres parties, et qui se rattachent à un point du procès, surtout lorsque le représentant du mineur a acquiescé à ces conclusions, quoique son intérêt personnel parût s'y opposer d'abord. — Turin, 20 déc. 1809. t. 16, p. 764, n° 21. — Cette décision n'est pas à l'abri de toute contradiction.— *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 237, not. 17.

23. Le ministère public ne peut être intimé par le tuteur, sur l'appel du jugement qui a fixé le mode pour procéder à la vente des biens de son mineur.—Colm. 15 avr. 1812, t. 16, p. 771, n° 29.—Cela est conforme aux vrais principes; *secus,* quand le ministère public agit comme partie principale. — *V.* M. CARR. *Comp.* t. 1, p. 231 et 232.

24. Le ministère public peut se rendre appelant d'un jugement qui a ordonné le dépôt des sommes prove-

(1) V. *Abs.* 2 et s., 28, 48.— *Acquiesc.* 13 et s., 195 et s. — *Act. ét. civ.* 9.—*Appel,* 37, 41, 54, 86, 87, *à* 90, 102 104, 127, 196 et s 294, 299, 301, 315, 379, 380, 381, 382, 539, 615, *à* 617, 643, 645, 646, 713, *à* 716.—*Aut. comm.* 109.—*Avoc.* 23, 24, 86, 99.—*Cass.* 28 et s., 222 et s. 264.—*Conc.* 109.—*Cons. f.* 73 et s., 131.—*Dép.* 126, 127.—*Desc. et vis.* 9 *bis.*—*Désis.* 11.—*Disc. jud.* 17.— *Domm. int.* 27.—*Enreg.* 291, 354 *bis.* —*Evoc.* 45 et s.—*Except.* 255 et s.— *Expl.* 205, 317.—*Faillite,* 15.—*Faux incid.* 60 et s., 140.—*Huiss.* 110.— *Interd.* 9, 42.—*Jug. paix.* 134.—*Jug.* 18, 372 et s.—*Jug. déf* 24 et s., 37, 62, 182.—*Not.* 12 et s., 99 et s.— *Ordre,* 225.—*Pr. à part.* 13.—*Récus.* 16, 27, 58.—*Réf.* 69.—*Renvoi,* 19— *Req. civ.* 63 et s.—*Sais. imm.* 515, 994 *bis,* 1021, 1089.— *Tier. opp.* 121.—*Trib.* 35, 56, 56 *bis.*

nant de la vente des meubles d'une succession vacante, entre les mains du receveur des consignations, au lieu de les faire déposer dans la caisse du receveur de l'enregistrement. — Décis. minist. 13 nov. 1807. — *V.* les *Observations* de M. Coff. t. 16, p. 755, n° 12.

25. Le ministère public peut-il appeler d'un jugement qui a déclaré un mariage nul? — Oui, Brux. 1er août 1808. Pau, 28 janv. 1809. Gren. 28 juill. 1818. — Non, Cass. 1er août 1820, 5 mars 1821, t. 16, p. 756, n° 14, et t. 23, p. 72. M. Carr. *Comp* t. 1, p. 241, paraît pencher pour l'affirmative.

26. Le ministère public ne peut pas interjeter appel d'un jugement qui, depuis la promulgation de la loi du 8 mai 1816, enjoint à un officier de l'état civil de prononcer le divorce pour cause déterminée, accordé par un jugement antérieur à cette loi, et passé en force de chose jugée. — Cass. 5 juill. 1824, t. 27, p. 148.

27. La nullité d'un mariage contracté en pays étranger, entre un beau-frère et une belle-sœur, français, peut être demandée par le ministère public, quoique l'acte de célébration de ce mariage n'ait pas été transcrit sur les registres de l'état civil, et que les époux n'en fassent aucun usage en France, pour régler leur état civil. — Cass. 8 nov. 1824, t. 27, p. 295.

28. Le ministère public ne peut d'office poursuivre l'auteur présumé d'un crime de suppression d'état, tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur la question d'état. — Cass. 24 germ. 20 prair. et 10 mess. an 12; 25 nov. 1808, et 30 mars 1813, t. 16, p. 772, n° 31. — M. F. L. t. 3 p. 568, fait remarquer que la jurisprudence est constante. — M. M. q. d. t. 5, p. 238, attaque vivement cet arrêt.

29. En matière de propriété de nom, le ministère public n'a pas voie d'action, de telle sorte que si sur ses conclusions, une Cour défend à toutes parties de porter le nom revendiqué par l'une d'elles, son arrêt doit être cassé. — Cass. 3 avr. 1826, t. 31, p. 11.

30. Dans les matières régies par des lois pénales particulières, le ministère public peut poursuivre d'office les délits ou contraventions, sans être astreint à attendre que les agents des administrations aient dressé leurs procès-verbaux. — Metz. 9 juill. 1821, t. 16, p. 788, n° 48.

31. Cependant la régie seule, et non le ministère public, a le droit de poursuivre la répression des contraventions aux lois sur les contributions indirectes. — Cass. 18 janv. 1828. Ministère publ. C. Ray.

32 et 33. Le ministère public peut poursuivre d'office, et sans qu'il soit besoin d'une dénonciation du directeur de la librairie les infractions aux lois de la librairie — Cass. 29 mars 1827, t. 33, p. 93.

34. Ce n'est pas au ministère public, mais bien au préfet qu'appartient le droit d'interjeter appel d'un jugement qui décide qu'un jeune homme ne sera pas compris, à raison de sa qualité d'étranger, dans la liste des individus appelés à tirer au sort. — Cass. 10 janv. 1827, t. 33, p. 34.

35. C'est au ministère public seul qu'il appartient de poursuivre les contraventions dont les gardes champêtres se seraient rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions. — Cass. 26 juin 1812, t. 9, p. 220, n° 69 — *V.* nos *Observ.* à l'appui de cette décision.

36. Le ministère public n'a pas action contre un particulier, pour le contraindre à donner un logement à un exécuteur des hautes œuvres. — Cass. 28 déc. 1829, t. 32, p. 102.

37. Lorsque deux parties réclament en même temps l'exécution de titres contradictoires, et s'adressent à cet effet au ministère public, celui-ci ne peut en référer au tribunal, ni le tribunal statuer sans être saisi par la demande des parties — Ang. 29 août 1811, t. 12, p. 575, n° 47.

37 *bis*. Le droit de saisir une cour royale du délit commis par un juge de paix, n'appartient pas à la partie lésée; le procureur général seul peut l'exercer. — Poit. 23 mars 1833, t. 45, p. 422.

Art. 3. *Prérogatives du ministère public.*

38. Les magistrats du ministère public peuvent être poursuivis à raison de leurs fonctions, sans autorisation du conseil d'état. — Avis du cons. d'ét. 17 mars 1812, t. 16, p. 770. — *V.* v° *Prise à partie*, n° 28.

39. Le ministère public ne peut être condamné aux dépens. — Cass. 28 avr. 1827. Minist. pub. C. Dumié.

~~40. Un~~ maire remplissant près d'un tribunal de police, les fonctions de ministère public ne peut être condamné aux dépens. — Cass. 26 av. 1822. Min. pub. C. Vidée. — *V.* notre mot *Dépens*, n° 126.

Chap. II. *Communication au ministère public.* — Art. 1er. *Affaires intéressant les femmes mariées, les mineurs, les individus pourvus d'un conseil judiciaire, les communes et établissements publics, les étrangers, les successions bénéficiaires.*

41. Le ministère public doit être entendu dans les causes qui intéressent les femmes mariées, lors même qu'elles sont séparées de biens. — Cass. 18 prair. an 2, t. 16, p. 751, n° 3. — V. *ibid.* les *Observ.* et MM. Carr. t. 1, p. 216, n° 404, Pig. *Comm.* t. 1, p. 237, not. 16, et Delap. t. 1, p 97.

42. Ainsi un jugement rendu dans une cause où figure une femme mariée non autorisée, est nul si le ministère public n'a pas été entendu. — Renn. 15 av. 1811, t. 16, p. 767, n° 24. — MM. Carr. t. 3, p. 399, n° 3262, B. S. P p. 40, not. 12, n° 2, et Mongalvy, *Traité de l'arbitrage*, n° 187, enseignent qu'il n'y a pas lieu à communication dans les causes en *séparation de biens*, comme dans celles de *séparation de corps.* Cette opinion n'est pas partagée par MM. Pig. t. 2, p. 530, n° 3, Delap. t. 1, p. 97. — *V.* encore M. Carr. t. 1, p. 206, not. 1, n° 3.

43. Le défaut de présence du ministère public dans une instance en nullité du testament, où figure seulement l'héritier *ab intestat*, et un légataire universel, n'emporte pas la nullité, encore que le légataire universel ait conclu à la délivrance de divers legs particuliers faits à des mineurs ou à des individus jouissant des priviléges de la minorité. — Cass. 28 brum. an 14, t. 16, p. 754. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 216, not. 1, n° 6, et Merl. *Rép.* t. 8, p. 247, § 4.

44. La cause est-elle communicable lorsqu'elle intéresse un individu pourvu d'un conseil judiciaire? — L'art. 83 C. p. c. parle des causes où *l'une des parties est défendue par un curateur*, on ne peut pas en cette matière raisonner par analogie; il n'y aurait donc pas nullité si le ministère public n'était pas entendu lorsqu'il s'agit d'un individu pourvu d'un conseil judiciaire, suivant MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 237, not. 17, Pr. Fr. t. 1, p. 336, et Carr. t. 1, p. 217, n° 405. et *J. A.* t. 16, p. 790, n° 50.

45. Lorsque les causes qui intéressent l'état, le domaine, les communes, les établissements publics, ou qui ont pour objet des legs au profit des pauvres, ne concernent que l'administration et les revenus, et la non propriété du fonds, elles sont également sujettes à communication; l'art. 83 C. p. c. ne fait pas de distinction. — Pig. t. 1, p. 235, n° 6 et Pig. *Comm.* t. 1, p. 232; Carr. t. 1, p. 214, n° 400; — V. *J. A.* t. 16, p. 791, n° 52.

46. L'art. 83 C. p. c. qui ordonne la communication au ministère public dans les causes concernant les communes, n'est relatif qu'aux contestations que celles-ci ont devant les tribunaux civils, et non à celles portées devant les tribunaux de commerce. — Liége, 23 déc. 1817, t. 16 p. 781, n° 44.

47. L'arrêt rendu sur l'appel de l'ordonnance qui a autorisé l'arrestation provisoire d'un étranger en vertu de la loi du 10 sept. 1807, doit être précédé des conclusions du ministère public. — Cass. 22 mars 1809, t. 16, p. 760, n° 15. — *V.* M. M. q. d. t. 3, p. 20, § 4, et M. Carr. t. 2, p. 277, n° 1758, et Carr. *Comp.* t. 1, p. 250, alin. 5.

48. Les causes qui concernent les successions bénéficiaires, ne sont pas nécessairement sujettes à communication au ministère public. — Orl. 16 août 1809, t. 16, p. 754, n° 19.

Art. 2. *Déclinatoires. — Exception de chose jugée — Nullités. — Dénégation d'écriture. — Récusation. — Affaires correctionnelles ou de simple police. — Communication ordonnée par le tribunal.*

49. Le déclinatoire fondé sur incompétence à raison du domicile,

doit être communiqué au ministère public.—Renn. 12 mai 1813, t. 16, p. 773, nº 34 —Suivant M. Carr. t. 1, p. 214, nº 402, tout déclinatoire doit être communiqué. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 235, not. 11, Carr. *Comp.* t. 1, p. 256, § 3, et Pr. Fr. t. 1, p. 334.

50 et 51. Lorsqu'un tribunal de première instance juge comme tribunal de commerce, le ministère public ne doit pas être entendu —Renn. 23 déc. 1816, t 16, p. 779, nº 42.—M Carr. t. 1, p. 218, nº 410, approuve cet arrêt — V. *J. A.* ibid. l'opinion contraire de M. Coffinières. — V. *J. A.* t 18, p. 944, nº 104, l'avis de M. Lep. p. 279, conforme à celui de M. Coffinières.

52. Comme aussi le ministère public peut conclure sur les appels des jugements rendus par les tribunaux de commerce, surtout lorsqu'il s'agit d'une question de compétence. — Cass. 15 janv. 1812, t. 16, p. 770, nº 27.

53. Lorsque dans une instance, l'une des parties oppose l'exception de la chose jugée, il n'en résulte pas pour le ministère public nécessité d'intervenir et de donner ses conclusions. — Cass. 14 mess. an 9, t. 16, p. 753, nº 7 —*V.* M. Merl. *Rép.* t 8, p. 248, § 6, et q. d. t, 2, p. 540, § 3.

54. Il n'est pas nécessaire que le ministère public soit entendu dans les jugements rendus entre majeurs sur des moyens de nullité proposés contre une procédure en saisie immobilière. — Lim. 27 mars 1816, t. 15, p. 400.

55. Un jugement rendu sur une instance dans laquelle des écritures ont été déniées, n'est pas nul, quoique le ministère public n'ait point été entendu. — Cass. 5 juin 1833, t. 45, p. 746.

56. Ne doit-on communiquer en fait de récusation que lorsqu'il s'agit de récusation de juge? L'art. 83 C. p. c. parle de *récusation* en général, et c'est un changement fait au projet de loi qui portait les *récusations des juges*; ce sont donc toutes les récusations d'arbitres, d'expert, du ministère public qui doivent être communiquées. Quant à la récusation des juges de paix et des experts les art. 47 et 311 C. p. c. exigent formellement la communication. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 236; Pig. *Comm.* t. 1, p. 236; Carr. t. 1, p. 215, nº 403, et *J. A.* t. 16, p. 790, nº 51.

57. Devant les tribunaux de simple police, un jugement n'est pas nul parce que le ministère public n'a pas pris de conclusions et s'est contenté de demander un délai.— Cass. 19 juill. 1828. Filliette C. minist. pub.

58. Les tribunaux de police ne peuvent statuer sur une contravention hors la présence du ministère public, ni prononcer défaut contre lui.—Cass. 24 déc. 1813, 3 mars 1814, t. 16, p. 775, nº 35.

59. Dans les cas où la communication au ministère public n'est pas exigée, le tribunal peut, s'il le juge convenable, l'ordonner d'office; et alors le ministère public ne peut pas se refuser à recevoir la communication, mais il a le droit de s'en rapporter à la prudence du tribunal. — Orl. 16 août 1819, t. 16. p. 764, nº 20. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 262, n. 2, et Pr. Fr. t. 1, p. 372.

Art. 3. *Formes des conclusions du ministère public.*

60. Les conclusions du ministère public doivent, ainsi que le rapport du juge commis, avoir lieu publiquement, à peine de nullité du jugement, encore qu'il soit prononcé à l'audience. — Cass 29 mess. an 2, t. 16, p. 751, nº 4. — La question serait aujourd'hui résolue de la même manière, d'après les art. 111, 112 C. p. c. — *V.* M. Pig. t. 1, p. 381, nº 4.

61. Lorsqu'un jugement doit être rendu sur les conclusions du ministère public, elles ne peuvent pas être remises par écrit.— Cass. 13 therm. an 2, t 16, p. 752, nº 5.—C'est l'avis de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 263, n. 3.

62. De même dans les affaires qui intéressent la régie de l'enregistrement, ainsi que dans toutes celles où le ministère public doit fournir des conclusions, il doit les donner à l'audience; elles ne seraient pas suffisantes si, étant écrites, il ne les lisait pas lui-même en audience publique.—Cass. 14 avril 1830, t. 39, p. 10.

63. Un jugement en matière d'enregistrement, est nul s'il mentionne que le ministère public a donné des conclusions par écrit, et n'énonce point qu'il ait porté la parole.— Cass. 16 mai 1831. Enregistrement C. Delalande.

64. Mais il n'est pas nécessaire dans les affaires où le ministère public doit être entendu, qu'il le soit à l'audience où le jugement est rendu, lorsqu'il l'a été auparavant.—Cass 23 avril 1816, t. 11, p. 294, vº *Enquête*, nº 78.

65. On ne peut demander la cassation d'un arrêt définitif portant que le ministère public a été entendu la veille du jour auquel un arrêt précédent avait remis la cause pour entendre ses conclusions. — Cass. 2 janv. 1834, t. 47, p. 487.

66 et 67. Le ministère public est réputé avoir donné des conclusions suffisantes lorsque, dans une affaire où il devait être entendu, il a déclaré s'en rapporter à la prudence du tribunal.— Cass. 5 mai 1808, t. 16, p. 755, nº 13.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 220, n. 1, nº 3, et Merl. *Rép.* t. 8, p. 250, § 14. Dans les affaires correctionnelles où il y a partie civile, le ministère public peut-il se borner à donner des conclusions, sans se constituer lui-même partie poursuivante. — *V.* M. M. q. d. t. 4, p. 397, § 7, et t. 6, p. 472, § 1.

Art. 4. *Effets du défaut de conclusions.*

68. Le ministère public, dans les causes où son audition est prescrite par la loi, doit être entendu à peine de nullité des jugements.—Brux. 9 flor. an 13. Renn. 17 avril 1812. t. 16, p. 753, nº 9.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 216, n. 1, et M. q. d. t. 1, p. 371, vº *Cassation*, § 37.

69. La circonstance que le ministère public n'est pas présent à l'audience, n'autorise pas à juger sans l'avoir entendu —Cass 17 déc. 1810, t 16 p. 766, nº 22.— *V.* M. Merl. *Rép.* t. 8, p. 249, § 7, nº 13, *quid*, si le ministère public refusait, sans empêchement légitime, de prendre communication d'une affaire? — *V.* M. Carr. *Comp.* t. 1, p. 285, nº 134.

70. Si l'une des parties négligeait de communiquer au ministère public dans les délais fixés par l'art. 83 du réglement du 30 mars 1808, la partie adverse devrait elle lui faire sommation de remplir cette formalité, ou bien le procureur du roi serait-il autorisé à porter la parole sur les pièces de la partie qui aurait communiqué. — La sommation est inutile; le procureur du roi peut porter la parole sans voir les pièces; le tribunal, sur la réquisition de ce magistrat, peut fixer un délai.—Carr. t. 1, p. 219, nº 411; M. Lep. p. 124, 2ᵉ quest. est d'avis que la sommation est nécessaire. — V. *J. A.* t. 16, p. 791, nº 53.

71. La présence du ministère public est constatée suffisamment dans une affaire correctionnelle, lorsque les qualités de l'arrêt portent que la cause était engagée entre les parties y dénommées et le procureur général. —Cass. 10 fév. 1831. Laget Duclos C. minist. pub.

72. Lorsque dans une cause pouvant intéresser un absent, le mot absent n'a été prononcé pour la première fois que devant la cour, il n'y a pas nullité du jugement de première instance qui n'a pas été entendu sur les conclusions du ministère public,—Bourg. 29 janv. 1827. Bossu C. Dumas et Gaget.

73. Le défaut d'intervention du ministère public, devant les premiers juges, dans les causes où il doit être entendu, peut être réparé en cause d'appel. — Lim. 31 juill. 1811, t. 16, p. 769, nº 26.—Opinion conforme de MM. Carr. *Comp.* t. 1, p 251; M. q. d. t. 1, p. 538, § 2

74. Lorsque le ministère public agit comme partie principale, les conclusions par lui prises en première instance conservent leur effet en cour d'appel; et la cour est obligée d'y faire droit, quoiqu'elles ne soient pas renouvelées devant elle.—Cass. 6 mess. an 8, t. 16, p. 752, nº 6.— *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 1, p. 246, nº 120, et M. q d. t. 1, p. 541, § 4.

MONNAIES.

Loi du 14 juin 1829, relative au cours des anciennes monnaies. — t. 36, p. 353.

NAVIGATION.

Ordonnance du roi portant établissement d'un nouveau tarif pour la perception des droits de navigation sur la rivière d'Ile, entre Libourne et Saubardemont. — 7 mai 1828, t. 35, p. 22.—*Piraterie.*—*Prise maritime*, 1 et s.

NOTAIRE (1).

CHAP. Ier. ORGANISATION.—ATTRIBUTIONS.—FONCTIONS.—A. 1. Caractère. — Stage. — Residence. — Chambres des notaires, 1 à 20 — A. 2. Fonctions. — Devoirs des notaires —Répertoire, 21 à 39 — CHAP. II. HONORAIRES ET FRAIS.— A. 1. Actions des notaires. — Compétence.—Procédure. — Exécution, 40 à 59.—A. 2. Taxe.— Réglement amiable.—Répétition —Prescription, 60 à 79. — CHAP. III. RESPONSABILITÉ.—DÉMISSION. — SUSPENSION. — DESTITUTION —SUPPRESSION, 80 à 119.

CHAP. Ier. *Organisation.—Attributions. — Fonctions.*—A. 1. *Caractère.—Stage.—Résidence.—Chambre des notaires.*

1. Les notaires ne sont pas simplement des officiers ministériels.— Décis. minist. 30 nov. 1829.

2. Ce sont des fonctionnaires délégués directement et spécialement par le pouvoir exécutif.—C. T. *int.* 106, 2.

3. Ordonnance du roi qui décide que les fonctions de notaire et de commissaire-priseur sont incompatibles, et qui ordonne aux notaires qui cumulent ces deux fonctions, d'opter dans les trois mois de la publication de la présente ordonnance. —31 juill. 1822, t. 24, p. 260.

4. Les fonctions de greffier de justice de paix, sont au nombre de celles qui peuvent dispenser un aspirant au notariat de la justification du temps d'étude exigé par les art. 36, 37, 38, 39, 40 et 41 de la loi du 25 vent. an 11.—Décis. du garde-des-sceaux, du 12 oct. 1829.

5. Le notaire qui délivre un certificat de stage à un candidat qui n'a point travaillé chez lui, encourt la suspension; les tribunaux ne doivent même point l'excuser, par le motif qu'il en a fait la déclaration à la chambre délibérant sur l'admission ou le rejet du candidat.—Poit. 10 août 1824. t. 47, p. 550.

6. Le notaire de canton, autorisé à changer de résidence et à se fixer dans un chef-lieu d'arrondissement, ne prend rang qu'à partir de sa réception comme notaire de deuxième classe, et non à partir de sa nomination comme notaire de canton — Cass. 16 avr. 1834, t. 46, p. 284.— V. *ibid.* une consultation dans le même sens.

7. Le notaire qui enfreint sa résidence, peut être actionné en dommages-intérêts par ceux de ses confrères auxquels cette infraction est préjudiciable.—Cour de Riom, 18 mai 1833, t. 46, p. 216.

8. Le candidat à un titre de notaire qui croit avoir été calomnié par la délibération de la chambre des notaires sur la présentation, peut demander communication de cette délibération, et si la chambre la refuse, les tribunaux peuvent ordonner qu'elle sera faite par l'intermédiaire du procureur du roi — Cass. 31 août 1831, t. 41, p. 649.

9. Le candidat à qui une chambre de notaire a refusé un certificat de moralité, ne peut faire ordonner par les tribunaux, la radiation de faits qu'il prétendit injurieux pour lui, sur lesquels la chambre a motivé son refus dans le registre de ses délibérations. -- Brux. 10 nov. 1829, t. 41, p. 561.—V. *infrà*, n° 11.

10. Quand le gouvernement a déterminé le nombre des notaires dans un ressort, des aspirants ne peuvent requérir la chambre de discipline, de procéder à leur examen, et de leur donner un certificat de capacité, qu'ils disent leur être nécessaire pour obtenir le rétablissement

(1) Nos lecteurs comprendront aisément que ce mot doit être bien incomplet, car il est impossible d'analyser tout ce qui concerne le notariat dans un *Dictionnaire de procédure*; c'est dans l'excellent ouvrage de M. le conseiller Rolland de Villargues, et dans les nombreux journaux consacrés aux notaires, qu'on peut trouver les notions générales et spéciales relatives à ces officiers ministériels; nous avons dû nous contenter de recueillir les décisions les plus importantes sur *leurs devoirs, leur responsabilité et le réglement de leurs honoraires*; il faut aussi consulter les mots *Act. respectueux*, 11 bis. — *Appel*, 281. — *Abs.* 4 et s. — *Amende*, 52, 75. — *Arb.* 51.—*Comp.* 1 et s.— *Cont. p. c* 35 et s. — *Cass.* 95 et s. 256. — *Dép* 227, 230. — *Enq.* 11, 257, 316, 428. — *Enreg.* 273. — *Exéc.* 14 et s. — *Huiss.* 64. — *Interv.* 51, 517. — *Jug.* 52.—*Lic.* 93.—*Lic part.* 14 et s. 27, 135.—*Off. minist.* 12 et s. 14, 26.— *Off. r.* 6.—*Ress.* 7, 77.—*Redd. c.* 12 et s. 17 et s. 88. —*Sais. imm.* 862, 874 et s.—*Scell. inv.* 15, 67 et s. 82, 85.—*Succ.* 20.

d'une étude qui a été supprimée.— Douai, 25 mars 1831, t. 40, p. 328

11. Une chambre des notaires est un corps purement disciplinaire contre laquelle on ne peut exercer aucun recours en garantie.—Bourg. 17 juin 1829.—V. *suprà*, n° 9.

12. Le ministère public a droit de se faire communiquer les registres contenant les délibérations des chambres de notaires. — Bourg. 3 janv 1831, t. 41, p. 653. — *V.* les nos qui suivent.

13. Le ministère public a le droit de requérir la communication des registres de la chambre des notaires pour prendre connaissance d'une de leurs délibérations, qu'il prétend renfermer des dispositions illégales, il le peut, quoique cette délibération ait été imprimée; et une expédition de cette délibération ne suffit pas.—Bourg. 23 mars 1829, t. 37, p. 82.

14. Le ministère public a le droit d'agir par voie d'action, en cas de refus de la chambre des notaires, de communiquer le registre de ses délibérations.—Amiens, 23 août 1828. Cass. 25 août 1829, t. 36, p. 137, et t. 37, p. 290.

15. Quand une chambre de notaires a procédé à la formation de son conseil de discipline, le procureur du roi peut requérir copie du procès-verbal entier, et ne pas se contenter d'un *extrait* contenant omission de plusieurs lignes. — Bourg. 8 déc. 1828. Minis. pub. C. les notaires de La Châtre.

16. C'est au secrétaire de la chambre des notaires que doit s'adresser le procureur du roi pour avoir l'expédition des délibérations.—Bourg. 8 déc. 1828. Minis. pub. C. les notaires de La Châtre.

17. Le secrétaire d'une chambre de notaires ne peut pas refuser au ministère public l'expédition du procès verbal des délibérations, sous le prétexte que la chambre le lui a défendu.—Bourg. 8 déc. 1828. Minist. pub. C. les notaires de La Châtre.

18. Les tribunaux peuvent ordonner la représentation du registre des délibérations d'une chambre des notaires à l'effet de désigner celle des délibérations dont expédition doit être remise à un tiers.—Caen, 11 déc. 1826. M. C. L. la chambre des notaires.—V. *suprà*, n° 12 et suivants.

19. Le syndic d'une chambre de notaires qui, dans une instance entre cette chambre et un notaire, a conclu à être mis hors de cause, n'a pas qualité pour appeler de la décision qui intervient, sur l'instance, quoiqu'elle annule une délibérarion de la chambre.—p. 649. Notaires de Caen C. Noguosie.

20. Sur l'appel du syndic d'un jugement rendu contre la chambre des notaires, le secrétaire qui ne s'est pas porté appelant en son nom peut cependant faire valoir les griefs contre le jugement. — Bourg. 8 déc. 1828. Minist. publ. C. les not. de La Châtre.

Art. 2. *Fonctions et devoirs des notaires.—Répertoires.*

21. Si la saisie-arrêt est suivie d'une vente, il peut y être procédé par le ministère d'un notaire et sans les formalités prescrites pour les ventes en justice.—Paris, 2 mai 1811, t. 19, p. 307, n° 62. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 379, n° 8, et p. 408, n. 3.

22. Les ventes publiques de récoltes pendantes et d'édifices démolis ne peuvent être faites que par les notaires, et non par les greffiers et les huissiers.— Cass. 8 juin 1831, t. 41, p. 443 (1).

23. Les ventes publiques et volontaires des récoltes sur pied sont dans les attributions des notaires, et non dans celles des commissaires priseurs. *Les effets mobiliers* que ceux-ci sont autorisés à vendre sont les choses qui sont meubles avant la vente et au moment de la vente, et non celles qui ne sont mobilisées que pour l'effet de la vente même —Cass. 1er juin 1822, t. 24, p. 176.— *V.* le n° qui précède.

24. Ainsi, aux notaires seuls appartient le droit de faire la vente des coupes de bois.—Paris, 10 juin 1826, t. 31, p. 193 —*V.* le n° qui précède.

25. La signification d'un transport ne peut être faite par un notaire. — Brux. 23 mars 1811, t. 22, p. 262, n° 36

26. Mais un notaire peut recevoir les actes de déclaration d'appel d'un jugement; cette déclaration ne dispense pas d'une signification par exploit d'huissier.— C. T. *Int.* p. 111, 14.

27. Le notaire en l'étude duquel il a été stipulé, dans un acte d'adjudication passé devant lui, que le prix de cette adjudication serait payé n'est point par cela seul autorisé à recevoir ce prix et à en donner quittance, lors même que le vendeur aurait élu domicile en son étude pour l'exécution de la vente; en conséquence, l'adjudicataire ne serait point libéré à l'égard du vendeur en payant ce notaire. — Cass 23 nov. 1830, t. 41, p. 422.

28. Les notaires, depuis l'ordonnance du 3 juillet 1816, qui les oblige de verser dans la caisse des consignations le produit des ventes de meubles auxquelles ils ont procédé, n'ont le droit ni de recevoir ces deniers à l'exclusion du propriétaire, ni de réserver la recette pour le cas où il serait formé des oppositions. —Douai, 6 déc. 1825 t. 30, p. 96.— La cour de cassation s'est prononcée dans le même sens sur le pourvoi contre cet arrêt, le 26 juill. 1827.

29. Le notaire chargé de recouvrer des sommes dans l'intérêt d'une succession placée sous le séquestre doit nécessairement verser ces recouvremens au fur et à mesure à la caisse des consignations. — Montp. 19 juin 1827, t. 34, p. 84.

30. Une créance non contestée en elle-même n'est pas litigieuse par cela seul qu'il s'élève des difficultés dans son exercice. Ainsi, un notaire qui a acquis une créance en vertu de laquelle une saisie immobilière a été faite ne s'est pas rendu cessionnaire de droits litigieux, et le débiteur saisi ne peut pas lui opposer son incapacité.—Cass. 9 juin 1825, t 30, p. 408.—Ce principe est applicable aux achats de créances faits par les avoués. — *V.* nos mots *Cession de droits litigieux* et *Droits litigieux*.

31. Le notaire qui a reçu un acte est tenu d'en fournir expédition aux parties contractantes, soit par lui-même, soit par ses successeurs. — Bourg. 17 juin 1829. Gourjon et autres C. Regnier.

32. Celui auquel est dû une rente sur un domaine doit être regardé par le notaire comme *un tiers intéressé*, lorsqu'il demande expédition en ce qui le concerne de l'acte de vente de ce même domaine, expédition qui ne peut alors lui être refusée.—Rouen, 13 mars 1826, t. 31, p. 314.

33. Un notaire ne peut passer comme notaire, l'acte de compromis dans lequel il est nommé arbitre.— Cass. 29 nov. 1827. Cluzel C. Cluzel.

34. Un acte même imparfait ne peut pas être supprimé par un notaire. —L'acte n'est pas imparfait par cela seul qu'il n'est pas enregistré; il donne seulement lieu dans ce cas à un double droit; mais il est imparfait lorsque l'une des parties, ou l'un des témoins n'a pas signé; dans ce cas le notaire doit conserver l'acte. L'art 841 C p. c. autorise la partie à en demander une copie —Carr. t. 3, p 193, n° 2867; Pig. t 2 p. 355 et 356, B S. P. p. 659; D. C p. 521, et Pr. Fr. t. 5, p 100.—V. *J. A.* t. 7, p. 123, v° *Compulsoire*, n° 20.

35. Les notaires sont tenus d'inscrire, jour par jour, au répertoire, les actes qu'ils reçoivent, même les testaments et les actes de dépôt — Cass. 19 déc. 1808. t. 16, p. 800 n°5.

Ceux qui n'ont pas été faits en un seul jour ne doivent être portés au répertoire que quand ils sont parfaits, c'est-à-dire, quand ils sont signés des parties —*V.* nos *Observ.* et M. Carr. *Comp.* t 1, p. 248 n°122.

36. Les répertoires des notaires doivent être tenus sur papier timbré. Cass. 19 déc. 1808, t. 16, p. 800, n°6.

37. L'art. 30 de la loi du 25 vent. an 11, n'a point abrogé les dispositions des art. 51, 52 et 53 de la loi du 22 frim. an 7, relatives à la représentation du répertoire des notaires. — Cass. 24 avril 1819, t. 16, p 802, n° 7.

38. L'amende prononcée pour chaque mois de retard contre les notaires qui négligent de déposer au greffe

(1) Nous avons analysé la jurisprudence sur cette question à notre mot *Huissier*, n° 64 et suivants.

du tribunal, dans les deux premiers mois de l'année, est encourue aussitôt l'expiration de ce délai et de chaque mois subséquent —Cass. 6 juin 1809, 12 juin 1811, 30 juill. 1816. 10 mai 1819, 4 juill. 1820, et 15 mai 1822, t. 16, p. 803, n° 3.—*V*. M. M. q. d. t. 4, p. 492.

39. Un notaire n'est pas tenu, à peine d'amende, de faire le dépôt du répertoire de son prédécesseur décédé. — Cass. 7 déc. 1820, t. 16, p. 820, n° 27.

CHAP. II. *Honoraires et frais.*

40. Les notaires n'ont pas le droit de faire un réglement qui fixe leurs rapports et qui détermine leurs honoraires et émoluments.—Bourg. 30 juin 1829.—C. T. *Int.* p. 129, 63. — V. *infrà*, n° 61.

41. Le notaire peut se refuser de faire l'avance des droits d'enregistrement et des autres déboursés que les actes de son ministère peuvent exiger.— C. T. *Int.* p. 132, 66.

42. Lorsque deux notaires retiennent chacun une minute de l'acte, ils ont chacun le droit de poursuivre le recouvrement de ce qui leur est dû. — Cass. 19 avril 1826, t. 31, p. 284.

43. Les honoraires des actes auxquels deux notaires ont coopéré se partagent également entre eux. — C T. *Int.* p. 121, 37.

44. Un notaire ne peut exiger qu'un droit de quittance pour des actes, portant quittance et mainlevée d'hypothèque. — Cass. 19 janv. 1831 Portebois C. Morand.

Art. 1. *Action des notaires.—Compétence.—Procédure —Exécutoire.*

45. Un notaire ne peut répéter de son client les droits qu'il a payés à un conservateur d'hypothèques au-delà de ceux fixés par la loi.—Cass. 19 janv. 1831. Portebois C. Morand.

46 et 47. Le notaire a une action solidaire contre le vendeur et l'acheteur pour le paiement des honoraires et pour les frais de transcription, aussi bien que pour le remboursement des frais d'enregistrement. — Cass. 15 nov. 1820, 19 avril 1826, t. 16, p. 819, n° 26, et t. 31, p. 284.—*V*. C. T. *Introduc.* p. 122, 45 et suiv.

48. Comme aussi, lorsque des cohéritiers chargent un notaire de la liquidation d'une succession qui leur est échue en commun, ils sont tenus solidairement au paiement des honoraires. — Cass. 27 janv. 1812, t. 16, p. 813, n° 17.

49. Un notaire n'a besoin que de la représentation de ses minutes pour obtenir en justice le remboursement des frais d'enregistrement et de papier timbré qu'il a avancés pour les parties; les tribunaux ne peuvent pas faire résulter la libération de présomption? — Cass. 14 oct. 1811, et 4 avril 1826, t. 16, p. 808, n° 14, et t. 31, p. 40.

50. Mais le notaire qui délivre aux parties une expédition des actes qu'il a reçus, est légalement présumé en avoir reçu le paiement. — Cass. 18 nov. 1813, et 4 avril 1826, t. 16, p. 808, n° 14, et t. 31, p. 40.

51. Si le notaire s'est dessaisi des pièces ou des expéditions, il est censé avoir été satisfait, néanmoins il peut déférer le serment à la partie qui invoquerait la présomption de paiement.—C. T. *Int.* p. 152, 57.

52. Lorsque les parties prétendent s'être libérées des honoraires réclamés par le notaire, il faut que cet officier commence par justifier qu'ils lui sont dus.—C. T. *Int.* p. 127, 56.

53. Le notaire commis par le tribunal pour représenter un absent dans la succession à laquelle il est intéressé, doit être remboursé de ses frais et honoraires, sur les deniers de la succession, lors même que le retour de l'absent a rendu son ministère inutile.—Paris, 10 janv. 1810, t. 16, p. 895, n° 10.

54. Un notaire peut faire citer ses clients devant le juge de paix pour le paiement de ses honoraires, lorsque la somme demandée n'excède pas 100 fr., et non devant le tribunal de première instance. — Décis. minist. 4 déc. 1826; 8 nov. 1827, et 28 mai 1828, t. 16, p. 821 *bis*, n° 35.— *V*. le n° qui suit.

55. Un notaire ne peut poursuivre le paiement de ses honoraires que devant le tribunal de son domicile —Toul, 7 août 1819, t. 16, p 818, n° 24. C. T. *Int.* p. 127, 60.— *V*. le n° qui précède.

56. Un notaire qui a instrumenté pour des parties, en vertu d'une commission à lui donnée par un tribunal, peut les assigner en paiement de frais devant ce même tribunal, mais il doit les assigner devant le tribunal de leur domicile, s'il n'a pas instrumenté par suite d'une commission qu'un autre tribunal lui aurait donnée. — Poit. 7 déc. 1830, t. 40, p. 358.

57. Le notaire qui, devant le tribunal, a constitué avoué et fait plaider un avocat, ne peut se plaindre que l'affaire n'ait pas été jugée sur simples mémoires. — Cass. 10 avr. 1827, t. 33, p. 145.

58. Lorsqu'un notaire a été commis pour opérer la liquidation d'une succession, et qu'il a fait taxer ses frais par le président, a-t-il le droit d'exiger du greffier du tribunal, un exécutoire contre le poursuivant?— La négative résulte de ce qu'aucun texte de loi n'autorise à délivrer un tel exécutoire.—*J. A.* t. 39, p. 349. C. T. *Int.* p, 130, 64.

59. Un juge de paix a pu décerner exécutoire pour des avances faites par un notaire avant la publication de la loi du 22 frim. an 7.—Cass. 4 av. 1826, t. 31, p. 40.

Art. 2. *Taxe. — Réglement amiable. Répétition.—Prescription.*

60. Un notaire peut former une demande en paiement de ses actes, avant de les avoir fait taxer par le tribunal de son arrondissement, aucune loi n'exigeant la taxe préalable des coûts et honoraires d'un notaire pour valider son action en paiement, puisqu'en tout état de cause, cette taxe peut être demandée et obtenue. — Orl. 9 nov. 1820, t. 16, p. 819. n° 25 — C. T. *Int.* p. 129, 61. — V. *infrà*, n° 69.

61. Les cours royales ne peuvent, sur la demande des notaires d'une ville, homologuer le tarif par eux arrêté pour les honoraires des actes de leur ministère qui ne sont pas tarifés. La taxe des honoraires est à l'arbitrage des tribunaux sur l'avis de la chambre de discipline. — Nim. 30 août 1811, t. 16, p. 808, n° 13.—*V*, *suprà*. n° 40.

62. L'art. 173 du tarif de février 1807 a abrogé la disposition de l'art. 51 de la loi sur le notariat. En d'autres termes, le président du tribunal n'a pas besoin de l'avis de la chambre des notaires pour faire la taxe des honoraires d'un notaire. —Cass. 24 mars 1825 et 19 mars 1828.—Bourg. 31 déc. 1829, t. 30, p. 271, et t. 34. p. 177; t. 38, p. 312; C. T. *Int.* p. 120, 32.... 126, 54.

63. En cas d'opposition à la taxe du président, la difficulté doit être portée au tribunal. — C. T. *Int.* p. 126, 55.

64. Les tribunaux ne doivent prendre l'avis de la chambre des notaires, lorsqu'ils règlent leurs honoraires, que lorsque le débat porte sur la quotité, et non sur l'exigibilité de ces émoluments.—Cass. 19 avr. 1826, t. 31, p. 284.

65. Le président d'un tribunal a le droit de taxer les ventes volontaires faites par les notaires sur les renseignements fournis par les notaires et par les parties.—Cass. 24 mars 1825, t. 29, p. 218.

66. Lorsque le président, sur la demande d'une partie, est chargé de la taxe des actes d'un notaire, ce notaire doit se rendre chez le président, muni de ses minutes, sans assignation et sur simple invitation de la part de ce magistrat —Bourg. 30 déc. 1829, t. 38, p. 312.

67. Le réglement de vacations peut être fait par la chambre, sans que le notaire soit cité. — Renn. 16 juill. 1812, t. 16, p. 814, n° 18.

68. Des membres de la chambre ne peuvent donner un certificat sur un réglement de vacation. — Renn. 16 juill. 1812, t. 16, p. 814, n° 19.

69. Quoiqu'il y ait entre un notaire et son client un réglement amiable, ce dernier n'a pas moins le droit de réclamer contre l'erreur, le dol et la fraude. — Am. 9 mai 1813, t. 16, p 821, n° 30.—V. *suprà*, n° 60 et les n°s qui suivent 70 à 73.

70. Comme aussi la partie qui a fait un réglement à l'amiable avec son notaire a le droit de demander

le remboursement de ce qu'elle aurait payé au-delà des frais fixés par le tarif.—9 mai 1813, t. 16, p. 821, n° 31.—*V.* le n° qui précède.

71. Un notaire peut être condamné à restituer ce qu'il a reçu de trop en honoraires, lors même qu'il lui en a été donné quittance sans réclamation, si on n'a pu régler amiablement avec lui. — Cass. 19 janv. 1831. Pottebois C. Morand.—V. *suprà*, n° 69.

72. Les parties qui ont payé bénévolement aux notaires les honoraires par eux demandés, peuvent néanmoins en réclamer ultérieurement la taxe, sous prétexte que la quotité en aurait été trop élevée, mais les notaires n'ont pas le même droit dans le cas où, de leur côté, ils estimeraient que leurs émoluments ont été insuffisants. — Décis. minist. 4 déc. 1826, t. 40, p. 18.—V. *suprà*, n° 69.

73. Décidé cependant que lorsque les honoraires d'un notaire ont été réglés entre lui et son client, ou un fondé de pouvoir de celui-ci, on n'est pas recevable à contester le règlement comme excessif et à en provoquer la taxe.—Paris, 21 av. 1806, 13 av. 1809, et 4 déc. 1822.—Cass. 7 mars 1829, t. 16, p. 797, n° 2; t. 9, p. 295, n° 131, et t. 37, p. 16.—C. T. *Int.* p.125, 51 —V. *suprà*, n°s 69 à 72.

74. Comme aussi, dans les ventes sur licitation devant notaire, le tarif n'est plus applicable lorsque les parties ont fixé unanimement, dans le cahier des charges, un droit de tant pour cent pour tous les frais et faux frais.—Cass. 27 mai 1829, t. 37, p. 143.

75. Les tribunaux sont toujours competents pour prononcer sur une action tendant à obtenir la restitution d'une somme indûment payée; ce principe ne reçoit pas d'exception quand il s'agit d'honoraires payés à un notaire.—Cass. 10 av. 1827, t. 33, p. 145.

76. L'art. 51 de la loi du 25 vent. an 11 n'est pas violé par cela qu'un jugement rendu sur une demande en réduction d'honoraires contre un notaire, ne vise pas la délibération de la chambre des notaires —Cass. 10 av. 1827, t. 33, p. 145.

77. Le notaire condamné à restituer une portion d'honoraires excessifs qu'il a reçus, ne doit les intérêts qu'à partir du jour de la demande.—Cass. 19 janv. 1831.—Portebois C Morand.

78. L'action en restitution d'honoraires contre un notaire dure trente ans, quoiqu'il y ait eu un réglement à l'amiable —Am. 9 mai 1813, t. 16, p. 822, n° 32.—Cass. 19 janv. 1831. —Portebois C. Morand.

79. La juridiction des chambres de discipline des notaires est facultative de la part des parties litigantes; en conséquence, il est loisible aux parties, au lieu de porter leur différend devant une chambre de discipline, d'en saisir directement les tribunaux.—Colm. 30 juill. 1825, t. 29, p. 270.

CHAP. III. *Responsabilité — Démissions.— Suspensions.— Destitution. —Suppression par suite de réduction.*

80. Avis du conseil d'État du 17 pluv. an 9, portant que les notaires sont contraignables par corps au paiement des amendes prononcées contre eux pour contravention à la loi du 7 vent. an 8, sur les cautionnements —t. 8, p 452 —*V.* M. MERL *Rép.* t. 1, p 232, § 4; et p. 377, § 6.

81. Il y a fait de charge constituant un privilége de premier ordre de la part du notaire qui conserve les fonds qu'un client lui avait confiés pour en faire le placement, et ne lui remet en échange qu'une obligation frappée de nullité —Paris, 4 mars 1834, t. 46, p. 128.

82. Lorsqu'un notaire a négligé de dresser l'acte d'une obligation consentie devant lui, il est passible par corps des dommages-intérêts des parties.—Riom, 28 fév. 1825.—Favier C. Lenossier.

83. Les notaires sont garants et responsables des minutes des actes qu'ils reçoivent, et ils sont passibles de dommages-intérêts envers les parties lésées par la perte de ces minutes.—Douai, 1 juill. 1816, t. 16, p. 815, n° 20.

84. Le notaire qui a vendu son étude, ne cesse pas d'être responsable de la perte des minutes qui en font partie, de même que le notaire acquéreur, et l'un et l'autre sont passibles de dommages-intérêts.—Bourg. 17 juin 1829.—Gourjon et autres C. Reynier.

85. Le notaire actionné par la régie en paiement du droit d'enregistrement d'un acte sous seing privé, qu'il a reçu en dépôt, peut faire surseoir à la contrainte dirigée contre lui jusqu'après la discussion des parties signataires de l'acte.—Cass. 3 juill. 1811, t. 16, p. 807, n° 2.

86. Lorsque les héritiers d'un notaire, dont l'office se trouve supprimé, font volontairement la remise des minutes à un autre notaire, cette remise doit être regardée comme définitive, et les héritiers ne sont pas recevables à réclamer les minutes qu'ils ont ainsi déposées.—Orl. 11 déc. 1828.—Voisin et Guérin C. Auché.

87. Le remplacé militaire a une action contre le notaire qui, mandataire de l'association, lui en a garanti la solvabilité et l'a engagé à en faire partie.—Montp. 25 juill. 1827. Théron C. Coulet et Vien.

88. Est passible d'une amende de dix francs le notaire qui mentionne dans un procès-verbal d'adjudication des certificats d'un maire légalisant la signature d'un imprimeur apposée au journal annonçant cette adjudication, si ces certificats ne sont pas enregistrés.—Cass. 26 janv. 1831, t. 41, p. 475.

89. Un notaire doit être condamné à autant d'amendes qu'il a fait de minutes contenant des contraventions aux lois sur le notariat.—Liége, 17 mai 1830.—Ministère public C. N...

90. N'est point passible d'amende le notaire qui, dans un acte, emploie la dénomination d'une ancienne mesure (l'aune), en ajoutant que c'est une mesure de 120 centimètres, lors même qu'il n'aurait point répété cette addition pour tous les articles compris dans l'acte — Cass. 7 janv. 1834, t. 46, p. 374.—V. *ibid.* les *Observations* du conseiller rapporteur.

91. Les officiers ministériels peuvent, dans leurs actes, ajouter à l'énonciation des nouvelles mesures comme simple renseignement, celle des anciennes.—Aix, 23 janv. 1830, t. 46, p. 376.

92. Les art. 6, 16, 23, 26 et 33 de la loi du 25 brum. an 11, ne sont pas limitatifs, ainsi les tribunaux peuvent prononcer des peines contre les notaires dans les cas autres que ceux mentionnés par ces articles. Metz, 20 mai 1826. Me*** C. Ministère public.—*V.* le n° qui suit.

93. Les tribunaux peuvent suspendre ou destituer un notaire dans d'autres cas que ceux prévus par la loi du 25 vent. an 11.—Cass. 31 oct. 1811; 30 nov. 1811; t.16, p. 810, n° 15.—M. F. L. v° *Notaire*, p. 719, approuve cette décision.

94. Un notaire, traduit devant une cour d'assises, et acquitté par le jury sous l'accusation d'un faux commis dans un acte, ne peut être poursuivi par voie de discipline, et ainsi être suspendu ou destitué de ses fonctions, parce que les énonciations qu'il aurait faites dans cet acte seraient fausses.—Pau, 28 janv. 1824, t. 28, p. 266.—Le contraire est maintenant de jurisprudence constante.— V. *J. A.* t. 52, p. 24, et les n^os^ qui suivent.

95. Le notaire poursuivi comme coupable de faux, et renvoyé par la chambre d'accusation, peut être traduit à raison du même fait devant le conseil de discipline pour faire prononcer sa destitution.—Bourg. 4 déc. 1826. Le ministère public C. N***.—*V.* le n° qui précède.

96. Le notaire poursuivi criminellement sur une accusation de faux, et acquitté par le jury, peut être poursuivi disciplinairement à raison du même fait.—Riom, 12 fév. 1829. Nauton C. ministère public.—*V.* le n° qui précède.

97. Le notaire qui signe un acte de vente auquel il n'a pas assisté et qui est l'ouvrage de son clerc, commet une infraction au devoir du notariat, de nature à encourir une peine de suspension ou de discipline. L'usage, même reconnu, d'une telle manière de procéder, ne peut avoir l'effet d'abroger les dispositions de

la loi organique du notariat, qui exigent la présence des notaires à la passation des actes auxquels leur signature imprime l'authenticité.— Nancy, 25 juin 1826, t. 44, p. 371.

98. La négligence d'un notaire qui ne se rend pas à l'assemblée annuelle convoquée pour le renouvellement de la chambre, le rend passible des peines de discipline.— Bourg. 23 juill. 1827, t. 34, p. 139.

99. Le ministère public peut poursuivre la destitution d'un notaire, et le tribunal la prononcer, sans qu'il soit nécessaire de consulter la chambre de discipline.—Cass. 6 av. 1808, t.16, p.798, n°3 —M. F L. v° *Notaire*, p. 731, approuve cette décision. — *V.* les deux décisions qui suivent.

100. Comme aussi l'art. 53 de la loi du 25 vent. an 11, qui autorise le ministère public à poursuivre d'office la destitution d'un notaire, n'oblige pas à le citer préalablement devant la chambre de discipline. — Bord. 3 déc. 1827, t. 34, p. 32.

101. Lorsque les chambres de discipline négligent de prononcer contre un notaire des peines de discipline qu'il a encourues, le tribunal peut, sur la poursuite du ministère public, punir toutes fautes par lesquelles il y a lieu à suspension, destitution et amende.—Bourg. 23 juill. 1827, t.34, p.139 —V. *suprà*, n° 99.

102. Le ministère public a seul qualité pour appeler d'un jugement qui annulle la délibération d'une chambre de discipline provoquant la suspension d'un notaire.—Caen, 11 déc. 1826. M. P. C. la chambre des notaires de Caen.

103. Le ministère public peut appeler d'un jugement qui rejette sa demande à fin de destitution.—Cass. 13 mai 1807; 6 avr. 1808; 13 déc. 1810, t. 16, p. 799, n° 4. M. Carr. *Comp.* t. 1. p. 248, n° 121, approuve cette décision.

104. Aucune fin de non-recevoir ne peut être accueillie contre un appel interjeté par le ministère public d'une décision par laquelle un tribunal de première instance a refusé de prononcer la destitution d'un notaire, quoique le procureur du roi ait fait signifier le jugement sans réserve, *et même avec ordre de s'y conformer.*—Cass. 13 déc. 1824, t. 28, p. 10.

105. Comme aussi quoique le ministère public ne se soit pas opposé à ce que la destitution d'un notaire ne fût pas prononcée par la cour d'appel, il peut se pourvoir en cassation contre cet arrêt. — Cass. 30 nov. 1811, t. 16, p. 811, n° 16.

106. Mais lorsqu'un notaire démissionnaire a été remplacé, le ministère public n'est plus recevable à se pourvoir en cassation contre un arrêt qui rejette la demande en destitution de ce notaire. — Cass. 11 juill. 1827, t. 34, p. 42.

107 et 108. Le jugement prononçant la suspension ou la destitution d'un notaire à la requête du ministère public, est nul, si le notaire n'a été ni entendu, ni assigné.—Turin, 12 janv. 1810, t. 16, p. 806, n° 11.

109. Un tribunal ne doit pas déclarer démissionnaire ou destituer un notaire pour cause d'éloignement du lieu de sa résidence.—Turin, 9 janv. 1810, t. 16, p. 805, n° 9.—*V.* les n^{os} qui suivent.

110 Le ministre de la justice a seul juridiction pour contraindre un notaire à résider dans le lieu qui lui a été désigné, et pour prononcer une peine à raison du défaut de résidence.—Metz, 21 juill. 1818, t. 16, p.817, n°22.—*V.* le n° qui précède.

111. Le ministre de la justice a seul le droit de proposer au gouvernement le remplacement d'un notaire pour défaut de résidence après avoir pris l'avis du tribunal.—Cass. 14 juin 1829. Ministère public C. Guillemeteau.—V. *suprà*, n° 110.

112. Le ministère public peut exiger l'expédition de l'avis donné par un tribunal au garde des sceaux sur le point de savoir si un notaire doit être remplacé pour défaut de résidence dans le lieu où il est établi. —Poit. 1er juill. 1831, t. 41, p. 680. V. *suprà*, n° 110.

113 Lorsqu'un notaire ne se tient pas au lieu de sa résidence, mais au lieu où un autre notaire a la sienne, ce dernier ne peut conclure à des dommages-intérêts contre son confrère, qu'autant qu'il n'aurait pas le droit d'instrumenter dans sa nouvelle résidence.—Metz, 21 juill. 1818, t.16, p.817, n°23.—V. *suprà*, n°110.

114. Ce n'est pas à l'autorité judiciaire qu'il appartient de décider si les infirmités survenues à un notaire, le rendent incapable d'exercer ses fonctions.—Paris, 23 therm. an 10, t. 16, p. 796, n° 1.

115. Conformément aux traditions de la compagnie des notaires, ces officiers ne peuvent se livrer directement ni indirectement même par voie d'association ou autrement à aucune spéculation ou entreprise, non plus qu'à aucune opération de banque ou de finance.—C. T. *Int.* p. 110, 10.

116. Un notaire peut être déclaré en état de faillite, s'il se livre habituellement à des opérations de banque et tient une agence d'affaires. — Paris, 24 fév. 1831. C*** C. Chollet.

117. Les syndics d'un notaire tombé en faillite, n'ont pas le droit de traiter avec un autre notaire du canton pour lui remettre les minutes du failli. Brux. 23 mars 1829, t. 45 p. 533.

118. Le notaire condamné pour fait d'usure par les tribunaux aux peines qu'entraîne ce délit, peut encore être poursuivi par mesure de discipline pour ce même fait.—Metz, 20 mai 1826. Me *** C. le ministère public.

119. Par qui doit être supportée l'indemnité qui est due au titulaire ou aux héritiers du titulaire d'une étude supprimée par suite de réduction? — *Dissert.* t. 41, p. 446. — *V.* notre mot *Officiers ministériels*, n°28.

OCTROI (1).

Ordonnance du roi qui détermine les formes dans lesquelles seront réglés les comptes des receveurs des octrois — 15 juill. 1824, t. 27, p. 58.

OFFICIERS MINISTÉRIELS (2).

C. I. Droits de propriété des officiers ministériels sur leurs charges. — Destitution.—Ventes, 1 à 53 — C. II. Du prix des offices relativement a la succession et a la communauté, 54 à 63.

Chap. I. *Droits de propriété des officiers ministériels sur leurs charges.—Destitution.—Ventes.*

1. Circulaire du garde des sceaux du 21 fév. 1817, qui fixe les limites dans lesquelles doivent se renfermer les greffiers qui cèdent leurs offices, pour la valeur de leurs offices.— t. 14, p. 520, n° 35.

2. Un greffier peut vendre son office, et une pareille vente faite sans dol ni fraude, n'est pas susceptible de réduction, lorsque, contrairement à l'instruction ministérielle du 11 fév. 1817, la vente a été consentie pour

(1) V. *Amende*, 82. — *Dép.* 157. —*Inters.* 82.—*Jug paix.* 57 et s. 136. —*Trib.* 258.—*Trib. com.* 27

(2) *Caut.* 74 et s. — *Desist.* 1. — *Cess. d.*—*Not.* 1. — *Ress.* 139, 124.

un prix excédant deux années du revenu de la charge.—Cass. 20 juin 1820, t. 14, p. 526, n° 42 —*V.* CARR. *Comp.* t. 1. p. 296, art. 114, et F. L. t. 2, p. 648, n° 12 et t 4, p 30, n° 5,

3. L'art 130 du décret du 18 juin 1811, aux termes duquel, lorsqu'il y a lieu au déplacement des registres et minutes d'un greffe, il en doit être dressé un bref état sans frais, est applicable aux cas où il y a mutation de greffier.—Cass. 7 mai 1823, t. 25, p. 152.

4. Le juge de paix qui, au cas de mutation d'un greffier, au lieu du bref état sans frais, a fait un inventaire détaillé des registres et papiers du greffe, a droit d'exiger du nouveau greffier les frais de cet inventaire, lorsqu'il l'a fait sur la réquisition expresse de ce nouveau greffier.—Cass. 7 mai 1823, t. 25, p 152.

5. Circulaire de M. le garde des sceaux, sur l'application de la loi du 31 août 1830, relative au serment des officiers ministériels. — Circ minist. 8 janv. 1831, t. 40, p. 169.

6. Lorsque les registres de l'état civil ne peuvent fournir la preuve de l'époque de la naissance d'un aspirant à un office, on doit suppléer au défaut de registres par les formalités prescrites par l'art. 46 C. c.— Décision ministérielle, 12 oct. 1829, t. 38, p. 55.

7. Les charges des officiers ministériels sont leur propriété, et doivent être respectées dans l'intérêt de l'ordre public.— Décisions de la chambre des pairs et de la chambre des députés, 23 janv. 1831, t. 40, p. 123; t. 45, p 701.—*V.* aussi *Consultations*, t. 45, p. 721 et 765.

8. Le gouvernement a-t-il le droit de destituer un officier ministériel *ex proprio motu?*—Résolut. affirmat. — Ordonn. du cons. d'ét. du 14 déc. 1833, t. 45, p. 765.—V. *J. A.* t. 35, p. 141, et t. 45, p. 701, le n° qui suit.

8 *bis.* M. le ministre de la justice a-t-il le droit, en matière disciplinaire, d'aggraver la peine ou de prononcer la destitution qui n'a pas été provoquée par les tribunaux? —Extrait d'une consultation, t. 45, p. 719. —*V.* le n° qui précède.

9. Le conseil d'état n'est pas compétent pour réformer la décision ministérielle qui destitue un officier ministeriel,—Ordonn. du roi du 14 déc. 1833 t. 45, p. 705. — *V.* ibid. nos *Observations.*

10. Les officiers ministériels et leurs héritiers ont le droit de traiter de leurs offices et d'en stipuler le prix. —Besanç. 25 mars 1828, t. 35, p. 365 —V. *infrà*, n° 24

11. La finance des charges d'officiers ministériels est placée dans le commerce, et devient susceptible de se transmettre comme les autres biens du titulaire. — Renn. 14 nov. 1832, t. 43, p. 361.—*V.* ibid. *Observ.*

12. Mais le tribunal qui destitue un notaire ne peut laisser à cet officier la faculté de présenter un successeur — Bord. 6 juin 1833, t. 45, p. 747.

13. C'est à la Cour royale, et non au tribunal de première instance, que le gouverneur de la Martinique et de la Guadeloupe doit demander un avis préalable pour prononcer une peine disciplinaire contre l'officier ministériel coupable d'irrévérence envers le procureur général.— Cass. 13 déc. 1832. Minist. public C. Moulin Dufresne.

14. Le refus d'un notaire d'exécuter le traité par lequel il a cédé son office, donne lieu à des dommages-intérêts.—Aix, 5 janv. 1830 t. 40, p. 67. — Mais la question de savoir si ce refus peut être considéré comme une démission par les tribunaux est beaucoup plus délicate. — V. *J. A.* t. 52, p. 217.—V. *infrà*, n°s 17 et 39.

15. Le tribunal qui, pour fixer le prix d'un office, a pris l'avis de la chambre du titulaire, ne doit pas, faire dépendre son jugement uniquement de l'appréciation qu'elle a faite. —Nancy, 9 mars 1832, t. 42, p. 366.

16. Un aspirant au notariat, qui a acquis un office, ne peut encore être tenu de communiquer officiellement son traité au ministère public et d en affirmer la sincérité en conformité des instructions du précédent gouvernement —*Dissert.* de M. ROLLAND DE VILLARGUES, t. 41, p. 444.

17. Si celui qui est présenté au gouvernement par l'officier ministériel, n'a pas l'âge requis, l'obligation conserve sa force, et produit son effet à l'époque où l'acquéreur de l'office atteint l'âge nécessaire, et l'inexécution d'une telle convention de la part du vendeur donne lieu à des dommages-intérêts. — Besanç. 25 mars 1825, t. 35, p. 365. —V. *suprà*, n° 14.

18. Les traités relatifs aux démissions données par les titulaires d'emplois, qui ont la faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément du roi, ne sont pas assujetis préalablement à l'enregistrement.—Déc. minist. 10 mai 1828, t. 35, p. 241.

19. La décision ministérielle du 24 juin 1831, déclarant que les cessions d'offices sont soumises au droit de 2 p. 0/0, ne peut être appliquée à un traité enregistré dans un lieu où elle n'était pas encore officiellement connue. — Déc. adm. 21 fév. 1832.

20. Le droit perçu sur la cession d'un office doit-il être restitué, si le cessionnaire n'est point agréé par le gouvernement? — Décisions administratives contradictoires et nos *Observ.* t. 47, p. 414.

21. Les cessions d'offices ne sont passibles que d'un seul droit de mutation sur le montant du cautionnement attaché à ces offices.—Laon, 17 oct. 1833, t. 46, p. 53.—La cour de cassation a confirmé ce principe par arrêt du 20 av. 1835.—V. *J. A.* t. 51, p. 415.

22. La convention par laquelle un médecin cantonnal donne sa démission en faveur d'un tiers, moyennant indemnité, est licite. — Colmar, 28 août 1829. Ristelhuebec C. Wilemen.

23. Est illicite et nulle la convention par laquelle un percepteur des contributions donne sa démission moyennant un prix convenu, quoiqu'elle ait déjà reçu son exécution.— Nancy, 12 nov. 1829. Brau C. Rovec.

24. L'acte par lequel la veuve ou l'héritier d'un huissier vend son titre à un tiers peut être déclaré nul sur la poursuite du ministère public, lors même que les parties déclarent qu'elles n'avaient intention que de traiter de la clientelle. — Paris, 12 oct. 1815, t. 14, p. 612, n° 61.—Cet arrêt n'a pas fait jurisprudence.—V. *suprà*, n° 10 et suiv.

25. Ce n'est pas aux tribunaux qu'il appartient de juger si l'officier ministériel qui n'a pas été compris dans l'ordonnance royale contenant nomination des huissiers attachés à un tribunal, mais qui n'a pas été nommément destitué, est déchu du droit de présenter un successeur. — Caen, 12 juill. 1827, t. 35, p. 141.

26. Quand il y a lieu de réduire le nombre des notaires d'un canton, aucune nomination ne peut y être faite, même sur la production de deux titres, que lorsqu'un de ces titres au moins se trouve celui d'un notaire vivant. — Déc. minist. du 1er mai 1832, t. 46, p. 215.—*V.* ibid. *Observ.*

27. Lorsqu'un notaire décède, et que le gouvernement nomme à sa place sans présentation, les héritiers ont le droit d'exiger du nouveau titulaire le prix de l'office. — Nîmes, 23 fév. 1833, t. 46, p. 118.

28. Comment doit être réglée l'indemnité à accorder aux héritiers des titulaires d'offices supprimés?—Lettre minist. 30 sept. 1832, t. 46, p. 214. —*V.* notre mot *Notaire*, n° 119, et *infrà*, n° 30.

29. Quand une décision ministérielle a ordonné que les notaires d'un canton paieraient une indemnité aux héritiers de l'un d'entre eux dont le titre a été supprimé par suite de son décès, les tribunaux ne peuvent ni fixer cette indemnité, ni juger si elle est due.—Renn. 29 juin 1833, t. 46, p. 213.

30. Les héritiers d'un notaire dont le titre a été supprimé par suite de son décès n'ont aucun droit à être indemnisés par les notaires du canton où il résidait.—Valence, 27 mars 1832, t. 44, p. 104.—V. *suprà*, n° 28.

31. La démission d'un office d'avoué en faveur du successeur, et l'entrée en jouissance de celui-ci, fait présumer une vente valable de l'office, dont un tribunal peut fixer le prix à défaut des parties.—Colmar, 26 nov. 1823, t. 33, p. 321.

32. L'acquéreur du titre et de la clientelle d'un avoué ne peut exercer sous le nom de son vendeur, s'il n'a pas réussi à se faire nommer par le

gouvernement.—Metz, 30 janv. 1808, t. 5, p. 271, n° 24.

33. Si, dans ce cas, il usurpe ainsi les fonctions d'avoué, la cour près de laquelle il exerce indûment peut prendre à son égard toutes les mesures nécessaires pour réprimer cette infraction aux lois et à l'ordre public, sans qu'elle doive renvoyer au tribunal de première instance.—Metz, 30 janv. 1808, t. 5. p. 271, n° 25.

34. La Cour peut ordonner que l'acquéreur sera tenu, par corps, de restituer à l'avoué vendeur les dossiers et papiers de l'étude, sans qu'il puisse les retenir, pour sûreté de ce qui lui est dû.—Metz, 30 janv. 1808, t. 5, p. 271, n° 26.

35. Les intérêts du prix d'un office d'avoué ne sont dus que du jour de la demande.—Colm. 26 nov. 1823, t. 33, p. 321.

36. Un avoué qui se démet de ses fonctions, continue à les exercer jusqu'au jour de la prestation du serment de son successeur; en sorte que les actes postérieurs à sa démission, mais antérieurs à sa prestation de serment, lui sont valablement signifiés.-Ang. 17 août 1831, t. 41, p. 510.

37. Lorsqu'une décision ministérielle se fonde sur les motifs de deux contrats réunis ensemble, pour refuser l'agrément du roi à celui qu'un notaire présente pour successeur, les tribunaux peuvent maintenir l'un de ces contrats, sans se mettre en opposition avec la décision ministérielle. — Cass. 28 fév. 1828, t. 35, p. 200.

38. Lorsqu'un notaire, qui a vendu sa charge, ne veut pas donner sa démission en faveur de celui qui a acheté, quelle est la marche à suivre par celui-ci, pour obtenir sa nomination. — Draguign. 12 janv. 1829, t. 36, p. 209.—V. *suprà*, n° 14 et le n° qui suit.

39. Quand le titulaire d'un office s'est engagé à présenter pour son successeur un tiers qui devait lui être désigné, et qu'il refuse de faire cette présentation, il doit supporter les dommages-intérêts réclamés contre la personne avec laquelle il avait traité —Lim. 17 janv. 1833, t. 47, p. 555.—V. *suprà*, n°s 14 et 17.

40. La clause d'un traité portant que l'*acquéreur fait ses propres affaires du résultat de la démission*, n'oblige pas celui-ci, dans le cas où la démission est refusée, parce qu'on ne rapporte pas la démission actuelle d'un notaire voisin, dont l'office est supprimé. — Orl. 1er août 1821, t. 16, p. 821, n° 29.

41. L'acquéreur d'un office, qui s'est chargé de faire les démarches nécessaires pour obtenir sa nomination, avec stipulation que la vente serait résolue en cas de non admission, pour quelque cause que ce fût, doit néanmoins payer le prix de la cession, s'il ne remplit pas les conditions requises pour être nommé. —Renn. 3 fév. 1834, t. 47, p. 556.

42. Les chambres de discipline d'officiers ministériels ne peuvent se dispenser de délibérer, lorsqu'un aspirant se présente pour demander un certificat de moralité et de capacité. —Décis. minist. 31 mars 1829, 23 oct. 1829, t. 38, p. 41.

43. Le notaire qui vend son étude est tenu de remettre à son successeur son répertoire et toutes ses minutes. S'il ne satisfait point à cette obligation, le procureur du roi, comme partie publique, doit le citer au tribunal, aux fins de se conformer aux dispositions des art. 55, 56 et 57 de la loi du 25 vent. an 11, sur le notariat. Si cependant le notaire forme une opposition à l'action du ministère public, et qu'en outre, il conclut à des dommages-intérêts contre le procureur du roi, de pareilles conclusions sont irrévérentielles et portent atteinte à la dignité de la magistrature. Au fond, il peut être prononcé une amende contre cet officier public, en demeure, de remettre à son successeur son répertoire et ses minutes, et cette amende se renouvelle par chaque mois de retard.—Orl. 23 fév. 1822, t. 16, p. 820, n° 28.

44. Un notaire qui, après avoir cédé son office, moyennant un certain prix, se rend sur-le-champ acquéreur d'un nouvel office dans le même lieu, sans avoir fait, à ce sujet, de réserve dans le traité, est tenu à des dommages et intérêts envers son successeur.—*Dissert.* de M. Rolland de Villargues, t. 37, p. 339.

45. Lorsqu'après la vente de son étude, mais avant la mise en possession de l'acquéreur, un notaire, déjà en déconfiture non déclarée au moment de la vente, prend la fuite sous le poids d'accusation de faux, la vente peut être résiliée, et l'acquéreur n'est pas tenu de dommages-intérêts pour indemniser les créanciers de la dépréciation de l'étude.—Paris, 26 déc. 1832, t. 44, p. 95. — *V.* ibid. des *Observations*.

46. Le notaire vendeur de son étude a, sur le prix de cette étude revendue à un tiers, un privilége pour ce qui lui reste dû sur la vente qu'il avait consentie.—Lyon, 9 févr. 1830, t. 39, p. 65.

47. Décidé également que le notaire vendeur, qui rachète son étude, a, sur le prix du rachat, pour ce qui lui reste dû sur la vente primitive, le privilége déterminé par l'art. 2102, n° 4. C. c —Orl. 12 mai 1829. Cass. 16 fév. 1831, t. 36, p. 274; t. 40, p. 129.—*V.* ibid. les *Observ.*

48. La vente d'un office ne peut être annulée ni pour erreur, lorsqu'elle ne tombe pas sur la substance même de la chose, ni en aucun cas pour lésion. — Cass. 17 mai 1832, t. 44, p. 350.

49. L'acquéreur d'un office ne peut réclamer une diminution du prix qu'il s'est engagé à payer, s'il a pu prendre tous les renseignements suffisants pour lui faire connaître la valeur de la charge, et si son vendeur ne lui en a caché aucun. —Paris, 14 déc. 1832, t. 44, p. 349.

50. Le créancier d'un officier ministériel ne peut pas faire vendre sa charge en justice. — Caen, 12 juill. 1827, t. 35, p. 141.

51. Les créanciers d'un officier ministériel ne peuvent le forcer à se dessaisir de sa charge, et ils n'ont droit qu'à exercer une action sur le prix, ou sur l'indemnité due par le successeur.—Lim. 10 nov. 1830, t. 42, p. 46.—*V.* ibid. les *Observ.*

52. Les créanciers d'un notaire peuvent former une saisie-arrêt entre les mains du syndic de la communauté, pour que la chambre impose par mesure de discipline, à son successeur, l'obligation d'employer, en paiement de leurs créances, tout ou portion du prix de la vente, et lui refuse jusque-là un certificat d'admission.—Bourg. 31 mai 1826, t. 32, p. 315.

53. Lorsqu'une communauté d'officiers ministériels a acheté la démission d'un de ses membres, celui que le roi nomme à la place du cédant, ne peut exercer qu'en remboursant à la communauté le prix venal de la charge à l'époque où il entre en fonctions; il ne pourrait pas forcer ses confrères à recevoir seulement le montant de la somme par eux déboursée.—Renn. 14 nov. 1832, t. 43, p. 631.

Chap. II. *Du prix des offices relativement à la succession et à la communauté.*

54. Quand un acte contient la démission d'une charge de notaire, et la présentation de celui désigné pour succéder au notaire qui se démet de son office, moyennant une prestation viagère à payer par le cessionnaire à un des enfants du cédant, pendant le cours de la vie de celui-ci, cette stipulation peut, selon les circonstances, être considérée comme un avantage réel que le père qui consent à se démettre de son étude, a voulu faire à un de ses enfants; ainsi, après le décès du notaire, le montant de cet avantage est sujet à rapport. — Orl. 18 août 1824, t. 16, p. 823, v° *Notaire*, n° 33.

55. L'office du notaire étant une propriété que le titulaire peut céder, le père qui se démet de son office de notaire pour l'établissement d'un de ses enfants, procure réellement à celui-ci un avantage dont la valeur doit être rapportée à la succession du père commun, s'il n'y a eu dispense de rapport; dans tous les cas, il est réductible au montant de la quotité disponible. — Orl. 18 août 1824, t. 16, p. 821, n° 33.

56. L'enfant à qui son père a cédé un office doit rapporter à la succession de celui-ci la valeur qu'avait cet office au moment de la

cession, au dire d'experts.—Bord. 6 janv. 1834, t. 46, p. 283.

57. Les intérêts du prix d'un office qu'un fils doit rapporter à la succession de son père, ne sont dus qu'à compter de l'ouverture de la succession. — Bord. 6 janv. 1834, t. 46, p. 283.

58 Pour liquider la communauté, il faut déterminer la valeur qu'avait l'office à l'époque de sa dissolution, sans égard au prix de la vente qui en a été faite postérieurement par le mari.—Douai, 15 nov. 1833, t. 47, p. 668.

59. Il en est ainsi, alors même que l'office a été conféré gratuitement au mari, et encore bien qu'il soit stipulé dans le contrat de mariage que tout ce qui adviendra aux époux, *par legs ou donation*, sera exclu de la communauté —Douai, 15 nov. 1833, t. 47, p. 668.—V. *ibid.* des *Observ.*

60. L'office de notaire réservé propre dans le contrat de mariage, de celui qui en est pourvu, ne pouvant entrer dans la communauté, le rapport n'en doit être fait qu'à la succession du notaire, et sa veuve n'a aucun droit à exercer sur la valeur de cette charge —Orl. 18 août 1824, t. 16, p. 821, n° 34.— V. *infrà*, n° 63.

61. Décidé également que l'office de notaire, acquis ou reçu par donations, pendant le mariage, tombe en communauté, et en conséquence, doit être compris pour moitié dans la déclaration de la succession à faire après le décès de la femme prédécédée. —Décis. de la régie de L'enregist. 22 juin 1830, t. 39, p. 302,

62. Les offices de notaire sont vénaux; ils sont réputés meubles, et entrent en communauté.—Discussion à la chambre des députés.— t. 39, p. 299.—Douai, 15 nov. 1833, t. 47, p. 668.

63. Mais le prix de la vente de l'étude d'un notaire ne tombe pas dans la communauté, lorsque, par le contrat de mariage, il a été stipulé qu'il n'entrera dans la communauté qu'une somme déterminée des biens de chaque époux.—Amiens, 17 déc. 1824, t. 38, p. 342.— V. *suprà*, n° 60.

OFFRES. V. *Acquiesc.* 30 et s., 116 et s.—*Amende*, 62.— *Domm. int.*, 6.—*Jug.*, 199, 290, 246.— *Jug. déf.*, 307 — *Offres réelles et consignation.*—*Ordre*, 420.— *Ress.* 44 et s., 145 et s.

OFFRES RÉELLES ET CONSIGNATION (1).

C. I. DES OFFRES. — A. 1. Par qui, à qui, où les offres doivent-elles être faites? 1 à 25.—A. 2. Quelle somme doit être offerte, 26 à 43.— A. 3. Demande en validité ou en nullité des offres. — Compétence, 43 *bis* à 53 —A. 4. Effets des offres réelles, 54 à 68.—C. II. CONSIGNATION. — A. 1. Quand y a-t-il lieu à consignation, quelles sommes doivent être consignées? 69 à 76. A. 2. Formalités de la consignation. — Mode de remboursement. 77 à 94.—A. 3. Effets de la consignation, 94 *bis* à 100.

CHAP. I. *Des offres.* — Art. 1. *Par qui, à qui, et où les offres doivent-elles être faites?*

1. Des offres réelles seraient-elles valablement faites de la part d'un tuteur à un créancier du mineur, ou de la part d'un débiteur du mineur au tuteur, sans autorisation du conseil de famille? — La négative est soutenue par M. D. C. p. 492. —V. *J. A.* t. 17, p. 79, n° 72, où nous avons combattu cette opinion rejetée également par M. PIG. t. 2, p. 487 et 488. —Un arrêt de la Cour de cassation du 5 décembre 1826, *J. A.* t. 32, p. 287, a décidé qu'un tuteur a le droit de faire des offres réelles, sans l'autorisation du conseil de famille.

2. Des offres peuvent être valablement faites par un tiers qui n'a aucun intérêt personnel à l'acquittement de la dette. — Paris, 11 août 1806, t. 17, p. 26, n° 16.—Telle est l'opinion de MM. PIG. t. 2, p. 486; PIG. *Comm.* t. 2, p. 500; PR. FR. t. 5, p. 63, et DELVINCOURT, t. 2, p. 758.

3. Lorsqu'un jugement par défaut ne renferme de disposition susceptible d'être actuellement exécutée, que la condamnation aux frais, en sorte que la péremption de 6 mois, prononcée par l'art. 156, C. p. c. ne puisse être empêchée que par des actes d'exécution relatifs à ces frais, ou par le paiement qu'en ferait le débiteur lui-même, le créancier n'est pas forcé d'accepter les offres du montant de ces frais faites par un tiers.—Paris, 13 mai 1814, t. 17, p. 49, n° 46.

4. Les offres réelles faites par un tiers, mais sous la condition de subrogation, sont nulles, quoique faites au nom du débiteur ou du moins pour lui.—Cass. 12 juill. 1813, t. 17, p. 41, n° 39. — Telle est l'opinion de M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 500. —*V.* aussi M. CARR. t. 3, p. 138, not. 3.

5. Des héritiers soumis au rapport ne peuvent faire des offres réelles, de ce qu'ils doivent rapporter, avant le partage des droits successifs.—Cass. 18 prair. an 7, t. 17, p. 15, n° 2.

6. Des offres réelles peuvent être faites par le ministère d'un notaire. — Lyon, 14 mars 1827, t. 34, p. 54. — M. CARR. t. 3, p. 139, n° 2783, pense qu'il a été dans l'intention du législateur de désigner de préférence un huissier; MM. F. L. t. 4, p. 32 § 2, n° 7, et HAUT. partagent cett opinion: M. TOULLIER, t. 7, p 264, n 199, pense que les notaires sont tou aussi bien appelés que les huissiers M. PIG. t. 2, p. 493, sans parler des no taires, dit que les offres doiven être faites par un huissier.—V. *J. A. ibid.* les observations a l'appui d droit exclusif des huissiers. *V.* auss C. T. t. 2, p 291, 3.

7. Les offres réelles avant consignation, ne sont nécessaires qu'à l'égard du créancier direct qui peu recevoir et libérer. — Cass. 2 juin 1812, t. 17, p. 36, n° 34.

8. Lorsqu'une clause du cahier des charges porte que l'adjudicataire paiera son prix aux créanciers inscrits, sur la signification des bordereaux de collocation, ou d'après des délégations faites par les parties saisies, du consentement des créanciers, l'adjudicataire ne peut valablement faire des offres reelles à la partie saisie, même en y appelant les créanciers inscrits.—Paris, 20 août 1813, t. 17, p. 42, n° 42.

9. Des offres réelles et une consignation sont nulles, pour avoir été faites à un avocat à une heure où il était au palais, et par conséquent hors de son domicile, et lors desquelles on n'a laissé qu'un délai d'une demi-heure, entre les offres et la consignation, quoique d'ailleurs elles soient régulières.—Cass. 6 avr. 1830, t. 39, p. 294.

10. Ne sont pas valables, les offres réelles que le débiteur fait à un huissier, au moment où celui-ci lui notifie des mainlevées d'inscription, et le somme simplement de déclarer ce qui l'empêche de payer. Dans ce cas, le ministère de l'huissier se borne à l'objet de l'acte; il n'a pas pouvoir de recevoir pour le créancier. — Bourg. 29 mars 1814, t. 17, p. 46, n° 43.

11. Le débiteur qui a fait des offres réelles avant le jugement, par lequel la consignation a été ordonnée, n'est pas tenu de les réitérer.— Cass. 16 vent. an 11, t. 17, p. 20, n° 9. — C'est l'opinion de MM. PIG. *Comm.* t. 2, p. 506, et MERL. *Rép.* t. 3, p. 8.

12. Les offres ne sont pas nulles parce que, quoique le débiteur ait été condamné aux coût, levée et signification du jugement, elles ont été faites avant la signification de ce jugement. — Poit. 14 juill. 1819, t. 17, p. 70, n° 63.

13. Des offres réelles sont valablement faites au domicile du créancier en parlant à sa servante.—Poit. 14 juill. 1819, t. 17, p. 70, n° 60.— *Secus*, s'il y avait un domicile élu pour le paiement ou pour l'exécution de la convention.—V. *infrà*, n°s 16 et 19.

14. Pour être valables, les offres réelles du principal et des arrérages d'une rente portable, doivent être faites au domicile du créancier. — Cass. 23 mess. an 4, t. 17, p. 14, n° 1.

(1) V. *Cons. fam.*, 8.—*Contr. p. c.*, 394 et s. — *Désist.*, 21. — *Enreg.* 146 *bis* et s.—*Exéc.*, 72.—*Exploit.* 160, 207 et s., 313. — *Juge de paix*, 7.—*Réf.*, 37 et s.—*Ress.*, 490.—*Sais. imm.*, 55, 631, 915, 946. — *Sur.* 51. —*Trib.*, 180, 279.

15. Le débiteur d'une rente con-
ituée, poursuivi en expropriation
orcée, faute de paiement des arré-
ages, ne peut pas valablement faire
es offres au domicile élu pour la
oursuite. Il faut qu'il les fasse au
omicile indiqué par le contrat de
onstitution, et qu'il offre le capital
vec les arrérages. —Rouen, 25 juin
812, t. 17, p 37, n° 35.—V. *infrà*,
os 16, 17 et 18

16. Lorsque le contrat détermine
n quel lieu la rente sera payée, les
ffres réelles ne peuvent être faites
i au domicile réel, ni à la personne
u créancier.—Cass. 8 avr. 1818, t
7, p. 66, n° 57.— *V*. M. F. L. t.4,
. 32, et D. C. p. 494.—*V*. le n° qui
récède.

17. Sont valables, les offres réelles
'un prix de vente faites au domicile
lu par le créancier dans un comman-
ement, à fin de saisie immobilière
— Nim. 23 janv. 1827, Lattier C.
landrin.— V. *suprà*, n° 15.

18. Les offres faites par le débiteur
'une rente, pour arrêter des pour-
uites en saisie-exécution, commen-
ées contre lui, ne peuvent pas être
éalisées au domicile élu dans le
ommandement à fin de saisie; elles
oivent l'être dans le lieu indiqué
ar la convention, pour le service de
a rente.—Cass. 28 avr. 1814, t. 17.
. 46, n° 44. — Cet arrêt parait sé-
ère à M. Delvincourt, t. 2, p.
58 *V*. cependant MM. Carr. t. 2,
. 420, not. 6; F. L. t. 5, p. 27; B.
. P. p.527, not. 6, n°2; Pig. *Comm*.
. 2, p. 179, not 3.—MM. B. S. P
c, cit. et Carr. p. 422, n° 2010, di-
ent que, en tout cas, l'art. 584 con-
ent une exception qui ne peut être
tendue aux autres saisies.—V. *suprà*,
° 15 et 16.

19. Le débiteur du prix d'un im-
neuble ne peut signifier des offres
éelles de ce prix au domicile du
endeur, si l'acte de vente indique un
omicile élu chez un tiers pour le
aiement.—Nancy, 14 nov. 1828, t
0, p. 284.— V. *suprà*, nos 13 et 16.

20. Des offres faites sur la barre
n cause d'appel, ne peuvent pas
quivaloir à des offres réelles à do-
nicile.—Paris, 24 janv. 1815, t. 17,
. 51, n° 48.—*V* le n° qui suit.

21. L'acheteur assigné en résolu-
on de la vente, pour défaut de paie-
nent, ne peut, en offrant de payer
l'audience, couvrir la nullité des
ffres réelles qu'il aurait faites au
omicile réel de son créancier, et
u'il devait faire au domicile élu
hez un tiers.—Nancy, 14 nov. 1828,
40, p. 284.

22. Quand le créancier habite hors
u continent français ou à l'étran-
er, comment faut-il procéder pour
es offres, pour la consignation et
our la demande en validité?—Cette
uestion est examinée *J. A*. t. 17, p.
0, n° 73; dans ce cas, les offres
euvent être faites au parquet du
rocureur du roi, lorsqu'il n'y a
as de domicile élu; la consignation pourrait suivre ces offres, et la de-
mande en validité devrait être portée
devant le tribunal du lieu où les of-
fres avaient été faites —*V*. MM. Lep.
p. 545, et les auteurs du Pr. Fr. t.
5, p. 69.

23. Des époux qui étaient com-
muns en biens à l'époque des aliéna-
tions qu'ils ont conjointement con-
senties, ne peuvent se plaindre de ce
que l'acquéreur ne leur a signifié
qu'en une seule copie les offres de
payer son prix, en se fondant sur ce
qu'ils ont fait prononcer leur sépa-
ration de biens, postérieurement à
l'aliénation.—Paris, 15 mai 1816, t.
17, p. 56, n° 53.

24. La nullité d'un acte d'offres
ne peut pas être couverte par des dé
fenses au fond, parce que ce n'est
pas une simple nullité de procédure,
mais un moyen du fond, et notam-
ment l'irrégularité de la signification
de cet acte, le faisant considérer
comme n'existant plus, il en résulte
qu'il n'y a plus d'offres valables. —
Besanç. 5 mai 1812, t.17, p.36, n°32.

25. Il doit être donné copie des
actes d'offres à chaque partie, ayant
un intérêt distinct et séparé, et ce,
à peine de nullité; mais, comme
les nullités de procédure peuvent se
couvrir par la conduite postérieure
des parties, si les personnes à
qui ces offres étaient faites, les ont
acceptées, en se réservant seule
ment de les critiquer comme insuf-
fisantes, la nullité dont il s'agit se
trouve couverte. — Besanç. 23 déc.
1825, t. 17, p. 79, n° 71.

Art. 2. *Quelle somme doit être offerte?*

26. Avis du conseil d'état du 30
frimaire an 14 (21 déc. 1805); qui
décide que les lettres de change ne
peuvent pas être payées en billets
de banque.—*J. A*. t. 17, p. 25, n° 15.
—*V*. Pr. Fr. t. 5, p. 64; F. L. t. 4,
p. 33. — M. Carr. t. 3, p. 139;
n° 2782; Pig. *Comm*. t. 2, p. 501;

27. Des offres ne sont pas nulles,
parce que sur un point, elles con-
tiennent un léger excédant. — Poit.
14 juill. 1819, t. 17, p. 70, n° 61.—
V. *ibid*. la distinction qui doit être
faite. — *V*. aussi MM. F. L. t. 4, p.
31; D. C p. 493; Toullier, t. 7, p.
261, et Delvincont, t. 2, p.758.—*V*.
le n° qui suit.

28. Les offres sont suffisantes si
elles sont égales à ce qui est demandé
dans le commandement, quand même
elles ne seraient pas de la somme
due.—Paris, 11 août 1806, t. 17, p.
26, n° 17.—*V*. le n° qui précède.

29. Sont insuffisantes les offres
faites par un saisi au saisissant, si
elles ne contiennent pas en intégra-
lité le capital et les intérêts de la
créance de celui-ci, ainsi que les
frais de poursuites, si ces poursuites
n'ont pas été jugées irrégulières.—
Nim. 9 mars 1830. Gabriac C. Frichet.

30. Des offres réelles dans les-
quelles sont compris à la fois le ca-
pital et les intérêts de la créance, et
une somme quelconque pour les frais, sauf à parfaire, sont suffisan-
tes et valables.—Toul. 2 fév. 1820,
t. 17, p. 75, n° 67 —V. *infrà*, n° 33.

31. Ainsi la modicité de la somme
offerte pour les frais non liquidés,
sauf à parfaire, ne peut pas être un
motif de déclarer des offres insuffi-
santes.—Paris, 10 fév. 1807, t. 17,
p. 27, n° 19 —C'est l'opinion de MM.
Pig. *Comm*. t. 2, p. 500; Pig. t. 2,
p. 489; Haut. p. 446, et Toullier,
t. 7, p. 261.

32. Comme aussi elles ne sont pas
nulles, parce que le débiteur con-
damné à l'affiche et à l'impression
d'un jugement, non à titre de peine,
mais comme réparation civile, n'a
compris pour cet article dans ses
offres que les frais de l'imprimeur et
du colleur, et le prix du timbre à
raison de 10 cent. la feuille, bien
que le créancier ait fait timbrer les
affiches à l'extraordinaire, et consta-
ter leur apposition par des procès-
verbaux d'huissier. — Poit. 14 juill.
1819, t. 17, p. 70, n° 62.

33. Pour empêcher l'expropria-
tion, il est nécessaire que le saisi
offre non seulement le principal
et les intérêts, mais encore tous
les frais de poursuites. — Renn. 2
janv. 1812, t. 17, p. 35, n° 31.—V.
suprà, nos 30 et 31.

34. Les offres à faire par le tiers
détenteur pour éviter les poursuites
d'un créancier hypothécaire, doi-
vent comprendre une somme pour
les frais non liquidés, sauf à par-
faire.—Toul. 4 fév. 1829, t. 41, p. 694.

35 Les offres faites en appel sont
insuffisantes si elles ne comprennent
pas les frais faits en première in-
stance.—Renn. 7 mai 1816, t. 17, p.
56. n° 52.

36 Dans le mot *frais*, dont se sert
l'art. 1258 C. c., on doit compren-
dre l'enregistrement du titre qui a
servi de fondement à l'action.—Cass.
19 déc. 1827, t. 34, p. 161.

37. Les offres réelles du capital de
la dette et d'une somme déterminée
pour les intérêts et frais, sauf à la
parfaire, ne sont pas valables, s'il
était dû des intérêts échus qui n'ont
pas été offerts. — Cass. 24 prair. an
12, t. 17, p. 22, n° 12.

38. De même les offres réelles qui
ne contiennent point les intérêts
échus jusqu'au jour des offres, sont
insuffisantes et par conséquent nulles.
— Paris, 5 juin 1813, t. 17, p. 39,
n° 37.

39. Comme aussi en matière de
lettre de change, les offres qui ne
renferment point, quant aux frais et
intérêts, tous ceux qui ont couru à
partir du protêt, sont insuffisantes
et nulles. — A cet égard, l'offre de
donner un supplément ne suffit pas.
—Paris, 25 août 1810, t. 17, p. 33,
n° 28.

40. L'addition des mots *sauf à par-
faire* dans un procès verbal d'offres,
ne valide pas ces offres si elles sont
insuffisantes. — Bourg. 9 déc. 1830,
t. 41, p. 664.

41. Les offres réelles peuvent être conditionnelles :—*spécialement*, le débiteur contre lequel il a été procédé à une saisie-exécution, peut, en faisant des offres réelles, se réserver son recours contre le saisissant dans le cas où les objets saisis auraient été endommagés. — Cass. 31 janv. 1820, t. 17, p. 74, n° 66.—Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 4, p. 32, et B. S. P. p. 644.

42. Cependant des offres réelles sont nulles, si elles ont été faites au domicile élu par le créancier, avec défense à l'huissier d'opérer la consignation dans le cas où le créancier ne consentirait pas à donner mainlevée d'une saisie-arrêt précédemment déclarée nulle par un jugement frappé d'appel, et si elles n'ont pas été renouvelées depuis l'arrêt confirmatif de ce jugement. — Cass. 3 fév. 1825, t. 29, p. 40.

43. Un acte d'offres est nul s'il n'énumère pas les espèces offertes; l'ancienne jurisprudence exigeait que ces espèces fussent nombrées en présence des témoins, ce qui ne pouvait s'entendre que de leur désignation et de leur détail; cette énumération était aussi nécessaire pour connaître si la somme était offerte en entier, et afin de pouvoir vérifier si les sommes consignées étaient les mêmes que celles offertes. — Besanç. 5 mai 1812, t. 17, p. 36, n° 33.—*V.* MM. Carr. t. 3, p. 138, n°s 2780 et 2781; Fr. Pr. t. 5, p. 64, et Toullier, t. 7, p. 268, n° 202.

Art. 3. *Demande en validité ou nullité des offres.—Compétence.*

43 *bis.* N'est point frustratoire l'action en validité d'offres, et par suite en radiation d'inscriptions hypothécaires intentées par un débiteur contre son créancier qui n'a pu les accepter à cause de saisies-arrêts pratiquées au préjudice de ce dernier. — Bord. 16 janv. 1833, t. 45, p. 754.

44. Bien que dans le commandement tendant à saisie immobilière, le créancier ait fait une élection de domicile hors de l'arrondissement dans lequel sont situés les biens, c'est le tribunal de leur situation qui doit connaître des offres réelles et de tout ce qui est relatif au commandement et autres incidents. — Cass. 10 déc. 1807, t. 20, p. 123, v° *Sais. imm.* n° 127. — Opinion conforme de M. Carr. t. 2, p. 523 n° 2209.

45. La demande en validité d'offres réelles faites au domicile élu dans un commandement, à l'effet d'une saisie-exécution, doit être portée devant le tribunal dont émane le jugement de l'exécution duquel il s'agit. — Paris, 15 juin 1814, t. 17, p. 50, n° 47

46. Lorsque des offres réelles sont faites pour empêcher l'effet d'une demande en validité de saisie-arrêt, c'est le tribunal saisi de cette demande qui doit nécessairement connaître de celle formée en validité des offres.—Paris, 9 flor. an 11, t. 17, p. 21, n° 10.—Le tribunal qui doit connaître de la demande en validité des offres réelles varie suivant que la demande est principale ou incidente. Suivant MM. Carr. t. 3, p. 141, n°s 2788 et 2791; Haut. p. 450; Pig. t. 2 p. 498, D. C. p. 496; Pr. Fr. t. 5, p. 67, Lep. p. 544, et B. S. P p. 646 n. 10.

47. La demande en validité d'offres réelles faites relativement à une lettre de change, doit être portée devant le tribunal de commerce du lieu où la lettre de change était payable. — Cass. 12 fév. 1811, t. 17, p. 34, n° 29.

48 La demande en validité d'offres formée par celui qui, étant poursuivi en paiement d'une lettre de change, prétend n'être débiteur que d'une partie de la somme réclamée, peut être portée devant le tribunal du lieu où la lettre de change était payable.—Cass. 21 therm. an 8, 12 fév. 1811, t. 14, p. 420, v° *Garantie*, n° 5.

49. Mais décidé que les tribunaux de commerce ne peuvent pas connaître de la demande en validité d'offres réelles et consignation, faites en exécution de leurs jugements. —Paris, 21 août 1810, t. 17, p. 33, n° 27.

50. Le créancier à qui il a été fait des offres réelles, peut en demander la nullité par action principale, et n'est pas obligé d'attendre, pour proposer la nullité par voie d'exception, que celui qui a fait ces offres agisse. — Cass. 18 août 1813, t. 17, p. 42, n° 40.

51. La demande en nullité d'offres réelles faite par un saisi au saisissant, doit être considérée et jugée comme un incident à la saisie —Nim. 9 mars 1830. Gabriac C. Frichet.

52. L'art. 3 du décret du 12 fév. 1811, qui prohibe l'opposition en matière de saisie réelle contre les jugements par défaut qui prononcent sur des moyens de nullité de procédure, n'est pas applicable aux offres réelles faites par la partie saisie — Brux. 4 déc. 1811, t 17, p. 35, n° 30.

53. Un jugement qui statue sur le mérite d'offres réelles et des moyens de libération présentés par un débiteur pour arrêter l'adjudication définitive de ses immeubles saisis immobilièrement, rentre, quant au délai pour en interjeter appel, dans la classe des affaires ordinaires. On ne doit donc point considérer ce jugement comme ayant été rendu sur des nullités proposées contre une saisie dont l'appel ne serait plus recevable après l'expiration du délai de huitaine, depuis sa prononciation. — Orl. 20 janv. 1819, t. 17, p. 67, n° 58.

Art. 4. *Effets des offres réelles.*

54. Si les offres sont acceptées, les frais qu'elles ont occasionnés sont à la charge du débiteur.—C. T. t. 2, p 294, 8.

55. En cas d'acceptation des offres, l'huissier doit néanmoins laisser une copie de son procès-verbal —C. T. t. 2, p. 295, 9.

56. Les offres réelles ne sont pas nulles pour n'avoir pas été suivies de consignation dans les 24 heures —Cass 5 déc 1826, t. 32, p. 287.

57. Des offres réelles faites pour s'opposer à des poursuites exercées en vertu d'un jugement en dernier ressort, n'empêchent pas de se pourvoir en cassation contre le jugement —Cass. 20 prair. an 9, t. 17, p. 17, n° 5

58. Des offres réelles non suivies de consignation ne peuvent arrêter l'effet d'une clause résolutoire lorsque le défaut de consignation a eu lieu par le fait du débiteur, quoique plus tard il ait assigné en validité. —Cass. 18 mai 1829. Papailhou C. Latape.

59. Le débiteur peut, par des offres réelles postérieures à l'échéance de l'obligation et dans des circonstances extraordinaires, échapper à la peine stipulée en cas de retard de paiement, quoiqu'il soit dit par le contrat que *la clause est de rigueur.* —Colm. 19 nov. 1815, t. 17, p. 51 n° 49. Cette solution ne doit pas faire jurisprudence.—V. *J. A.* ibid.

60. On peut, dans ce cas, condamner le débiteur aux dépens, quoique les offres soient déclarées valables.—Colm. 19 nov. 1815, t. 17, p. 51, n° 50.

61. Les offres réelles contestées ne peuvent arrêter l'exécution d'un jugement ordonné par provision, nonobstant appel et sans caution. —Paris, 18 fév. 1829, t. 36, p. 265.

62. Les intérêts ne cessent de courir que par la consignation et non par l'acte d'offres —Besanç. 1er déc. 1827. Perronne C. Faivre.

63. Des offres qui ont fait la base d'un jugement peuvent être rétractées en cause d'appel, contre celui qui, en demandant la réformation du jugement, les refuse.—Nim 29 juill. 1807, t. 17, p. 27, n° 20. — *V.* MM. Toull. t. 7, p. 298, n° 234; Pig. *Comm.* t 2, p. 502; Pig. t. 2, p. 495, et Delvincourt, t. 2, p. 759.

64. Le créancier qui refuse des offres, n'est pas tenu de motiver son refus.—Nim. 9 mars 1830. Gabriac C. Frichet.

65. Le créancier qui a refusé les offres faites par son débiteur, du principal d'une rente constituée, ne peut plus le contraindre ensuite au remboursement.—Cass. 3 janv. 1809, t. 17, p. 28, n° 21. — *V.* M. Pig. *Comm* t 2, p. 503, Merl. *Rép.* t. 8, p. 751, et Haut. p. 450.

66. Lorsque pour un objet indivisible, des offres sont adressées à plusieurs personnes, il faut, pour qu'elles ne puissent être retirées, qu'elles soient acceptées par tous ceux à qui elles ont été faites. — Cass. 4 juill. 1810, t. 17, p. 32, n° 26.

67. Si, nonobstant des offres va-

lables, le créancier passait outre à la vente des meubles du débiteur, il serait tenu à des dommages-intérêts —Paris, 11 août 1806, t. 17, p. 26, n° 18.

68. Des offres, quoique déclarées nulles en la forme, constatant la reconnaissance d'une dette, interrompent la prescription. — Cass. 3 mars 1827. Dubois C. Vallée.

Chap. II. *Consignation* — Art. 1er. *Quand y a-t-il lieu à consignation? —Quelles sommes doivent être consignées?*

69. Sous l'empire du décret du 13 sept. 1790, le versement du prix d'une acquisition, fait à la caisse du district, à la charge d'opposition, était réputée consignation forcée.— 12 frim. an 10, t. 9, p. 54, v° *Demande nouvelle*, n° 8.

70. Ordonnance du roi du 3 juill. 1816, qui autorise la caisse des dépôts et consignations à recevoir les dépôts volontaires et particuliers.— *J. A.* t. 17, p. 65, n° 56.

71. Lorsque le prix d'une vente a été saisi entre les mains d'un acquéreur, il n'en doit pas moins être consigné, autrement l'acquéreur n'est valablement libéré que par le principal et les intérêts du jour fixe pour le jour du paiement.—Brux. 9 août 1809, t. 17, p. 29, n° 23 —*V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 506. La même règle s'applique aux notaires et officiers ministériels qui reçoivent des prix de vente.

72. Cependant, le créancier porteur d'un jugement qui prononce des condamnations à son profit ou son cessionnaire, ne peuvent contraindre, par la saisie-exécution, leur débiteur à déposer le montant de sa dette à la caisse des dépôts et consignations, s'il existe entre ses mains des saisies-arrêts pratiquées à la requête de leurs propres créanciers, et avant qu'un jugement n'ait statué sur la validité des oppositions et fixé le *quantùm* à déposer par le tiers saisi.—Pau, 11 déc. 1822, t. 17, p. 77, n° 70.

73. Est nulle, la consignation d'une somme inférieure à celle offerte.—Renn. 28 avr. 1813, t. 19, p. 173, n° 177, v° *Ressort*, n° 177.

74. Une consignation faite à la suite d'offres réelles, est suffisante, quoiqu'elle ne comprenne pas les intérêts jusqu'au jour de la consignation, mais seulement jusqu'au jour des offres, si le retard de la consignation provient du créancier. —Cass. 27 flor. an 10, t. 13, p. 58, n° 5, v° *Exploit*, n° 25.

75. Cependant, en règle générale, les intérêts sont dus jusqu'au jour de la consignation.—Colm 19 nov. 1815, t. 17, p. 51, n° 51.—*V.* en ce sens, MM. Carr. t. 3, p. 141, n° 2792; B. S. P. p. 645, not. 7; *Comm.* t. 3, p. 5; Pr. Fr. t. 5, p. 68, D. C. p. 496; Haut. p. 449; Delv. t. 2, p. 760, not. 5; Lep. p. 543, et F. L. t. 4, p. 34, n° 10 —M. Toullier, t. 7, p. 286 et suiv. n° 224 à 230, soutient au contraire que c'est du jour même des offres que doivent cesser les intérêts.—MM. Pig t. 2, p. 503; Delap. t. 2, p. 380, et Merl. *Rép.* t. 16, p. 512, disent que c'est du jour où les offres ont été réitérées à l'audience.—V. *J. A. ibid.* les motifs qui doivent faire penser que c'est du jour de la consignation. — V. *infrà*, n° 94 *bis*.

76. Toutes les sommes dont les débiteurs veulent se libérer dans les cas prévus ou non prévus par l'ordonnance du 3 juill. 1816, doivent être versées dans la caisse des *dépôts et consignations*.— Décis. du ministre des finances, 26 fév. 1824, t. 26, p. 157.

Art. 2. *Formalités de la consignation. —Mode de remboursement.*

77. Loi relative aux consignations. —28 niv. an 13 (18 janv. 1805), t. 17, p. 23, n° 13.

78. Ordonnance du roi du 3 juill. 1816, relative aux attributions de la caisse des dépôts et consignations créée par la loi du 28 avril 1816. — *J. A.* t. 17, p. 57, n° 55. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 140, n°s 2786, 2787; F. L. t. 4, p. 33, et Toullier, t. 7, p. 264.

79. Avant le Code de proc. civ. il fallait, pour qu'une consignation fût valable, qu'elle eût été autorisée par un jugement; que ce jugement eût été signifié au créancier avec sommation d'être présent à la consignation par un exploit valable et ayant date positive; il fallait de plus que l'acte de dépôt fût notifié au créancier. — Metz, 6 fév. t. 17, p. 67, n° 59. — *V.* MM. Toull. t. 7, p. 271, n° 206, et Merl. *Rép.* t. 3, p. 7, n° 24.

80. La consignation qui, avant la promulgation des C. civ. et de proc. avait été autorisée par un jugement, n'était pas valable, si elle n'avait pas été précédée d'offres réelles.—Renn 16 août 1820, t. 17, p. 76, n° 69.

81. Avant le Code, était-il nécessaire, pour la validité d'une consignation, qu'elle fût précédée d'une sommation au créancier d'être présent?—Cass. 20 flor. an 10, t. 17, p. 20, n° 8. — Sous le Code, cela n'est pas douteux; l'art. 1259, C. civ. est impératif. — *V.* MM. Toull. t. 7, p. 272, n° 207, et Merl. q. d. t. 1, p. 621.

82. Il n'était pas nécessaire avant le Code civ. que le créancier fut appelé à une consignation précédée d'offres réelles et autorisée par un jugement —Cass. 20 brum. an 14, t. 17, p. 24, n° 14.

83. L'acquereur d'un immeuble qui, après avoir rempli les formalités prescrites pour la purge des hypothèques, veut se libérer de son prix en usant de la faculté de le consigner, qui lui est accordée par l'art. 2186, C. c n'est pas obligé de faire précéder la consignation d'offres réelles au vendeur et aux créanciers hypothécaires et d'y observer les formalités indiquées par les art. 1257 et suiv. du même Code. —Paris, 15 janv. 1824, t. 26, p. 14.

84. La consignation doit, pour être valable, être faite par un officier ministériel; le receveur des consignations n'a pas caractère pour en dresser procès-verbal.—Nim. 22 août 1809, t. 17, p. 30, n° 24.

85. Lorsque le débiteur autorisé à consigner assigne le créancier à se trouver au lieu où doit se faire la consignation, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, ni d'assigner au délai fixé pour les ajournements, ni de notifier au créancier le récépissé du receveur —Cass. 24 juin 1812, t. 17, p. 36, n° 34 *bis*.—Conforme à l'opinion de M. Lep p. 545 2e quest. Nous pensons que ce délai ne peut être moindre de vingt-quatre heures.

86. La consignation du prix d'une vente peut-elle être valablement faite sans que le vendeur ni les créanciers y aient été appelés? — Oui. — Cass 12 frim. an 10, et 18 germ. an 13. — Non. — Cass. 12 fruct. an 11, t. 17, p. 17, n° 6.—Pour l'affirmative, M. Toull. t. 7, p. 279, n° 216.—*V.* M. Merl. *Rép.* t. 3, p. 8.

87. La consignation faite au bureau autre que celui du lieu où doit s'effectuer le paiement, est irrégulière et insuffisante.—Caen, 6 fév. 1826. Colas Dupart C. Dupré.

88. La consignation est valable, quoiqu'elle n'ait pas été faite au lieu où le créancier est domicilié, mais à celui qui a été élu pour l'exécution de l'acte.—Paris, 15 mai 1816, t. 17, p. 56, n° 54.—*V.* M. Delvincourt, t. 2, p. 760.

89. Il n'est pas nécessaire qu'un bordereau des espèces déposées soit joint à la consignation autorisée par la loi du 6 therm. an 3, du montant des effets de commerce dont le porteur ne s'est point présenté dans les trois jours après leur échéance. — Cass. 15 vent. an 12, t. 1, p. 22, n° 11.

90. La consignation autorisée par la loi du 6 therm. an 3, du montant d'un effet négociable dont le porteur ne s'est pas présenté dans les trois jours de l'échéance, peut être valablement faite par un tiers, au nom du débiteur.—Cass. 13 germ. an 10, t. 17 p. 19, n° 7.

91. Le délai de trois jours indiqué pour la consignation des sommes dues par un créancier, par billet à ordre, n'est pas de rigueur.—Cass. 3 brum. an 8. t. 17, p. 16, n° 4.— *V.* MM. Toull. t. 7 p 273, n° 208; Pardessus, t. 1, p 209.

92. Avis du conseil d'état du 16 mai 1810, sur le mode de remboursement des consignations volontaires faites à la caisse d'amortissement. — *J. A.* t. 17, p. 51, n° 25 —*V.* MM.

locutoire ou définitif que préparatoire.—Rouen. 17 janv. 1821, t. 23 p. 14.

11. Le délai d'appel, en matière de mainlevée d'opposition à mariage, n'est établi qu'en faveur des futurs époux, et ne peut leur être opposé.—Cass. 4 nov. 1807, t. 1, p. 262.—V° *Actes respectueux*, n° 7.

12. Lorsque l'opposant a appelé du jugement qui a fait mainlevée de son opposition, il doit être statué sur l'appel dans les 10 jours de la citation, encore que l'appelant n'ait donné sa citation qu'à un délai plus éloigné; que comptant sur ce délai, il ne comparaisse pas dans les 10 jours.—Nîm. 30 déc. 1806, t. 17, p. 86, n° 3.—M. MERL. *Rép*. t. 17. *add*. t. p. 251, distingue entre le cas où l'appel est interjeté par celui contre lequel a été formée l'opposition, et le cas où il l'est par l'opposant.

13. Le pourvoi en cassation contre un arrêt qui prononce mainlevée de l'opposition à un mariage, n'est pas suspensif. — Riom, 27 juin 1806. Paris, 9 sept. 1815, t. 1, p. 259, n° 4, et t. 17, p. 85, n° 2. — *V*. MM. MERL. *Rép*. t. 17, *add*. p. 252, et DURANTON, t. 2, p. 158.

14. Le parent dont l'opposition a été annulée pour vice de forme ne peut pas la réitérer, et retarder ainsi le mariage contre le vœu de la loi.—Brux. 26 déc. 1812, t. 17, p. 87, n° 57. — Cette décision, approuvée par M. MERL *Rép*. t. 17, p. 250, n° 2. *add*. est contraire à l'opinion de M. DURANTON, t. 2, p. 252, n° 206. — *V*. DELV. t. 1, p. 299, not. 5.

ORDRE.

CHAP. I. *Ouverture de l'ordre.* — A. 1. *Quand il y a lieu à l'ordre amiable ou à l'ordre judiciaire.*

1. D'après l'art. 775, C. p. c. on peut ouvrir un procès-verbal d'ordre sur aliénation volontaire, pourvu qu'il y ait plus de trois créanciers inscrits; on doit considérer comme tels, tous ceux qui ont le droit de se faire colloquer dans le procès-verbal.—Besanç. 29 mars 1816, t. 17. p. 303, n° 183.

2. Lorsqu'à l'ouverture d'un ordre, il y a plus de trois créanciers inscrits, et que ce nombre se trouve réduit à trois par des radiations, on peut faire déclarer qu'il n'y a pas lieu à l'ouverture, lors même qu'outre ces trois créanciers inscrits, il y en a d'autres ayant des hypothèques légales non inscrites.—Cass. 26 nov. 1828, t. 36. p. 244.

3. Décidé cependant que l'ordre peut être réglé judiciairement, sans contrevenir à l'art. 775, C. p. c. lorsqu'il résulte de l'état des inscriptions délivré par le conservateur, qu'il y a plus de trois créanciers inscrits, et en ce cas, le procès-verbal d'ordre est régulier, quoique l'un de ces créanciers ait été payé auparavant, si son inscription n'a pas été radiée.—Besanç. 16 juill. 1808, t. 17, p. 138, n° 32

4. Lorsque, dans un ordre régulièrement ouvert, aucune des parties ne requiert la discontinuation des procédures, le juge-commissaire n'a pas le droit, après la production des titres, de déclarer qu'il n'y a pas lieu de continuer la procédure d'ordre, parce qu'il n'y a pas plus de trois créanciers produisants — Toul. 7 déc. 1826, t. 44, p. 221.

5. Les créanciers qui ont consenti à un ordre à l'amiable, ne peuvent

(1) V. *Appel*, 120, 479, 480, 672, — *Aud*. 12 ter. — *Autor*. 93 bis *Autor. f*. 11. — *Cass* 9. — *Caut*. 24. — *Dem. n*. 62. — *Dép*. 262. 284. — *Distrib. c*. 32. — *Enregist*. 142 et s., 143, 209. — *Exéc p*. 11, 46. —*Jug*. 260.—*Jug déf* 335 bis.—*Mat. somm*. 46.—*Req. civ*. 11. — *Ress*. 460 et s —*Serm* 25 bis. — *Signif*. 46, 67. — *Tierc. opp*. 27.— *Trib* 209 et s.

ouvrir ensuite un ordre judiciaire, sous prétexte que l'ordre à l'amiable est nul, comme n'ayant pas été fait avec le concours de tous les créanciers inscrits.—Lyon, 26 avr. 1826.—BoyardGrenellaC.Chaponay.

6. Lorsque les biens d'une succession acceptée, sous bénéfice d'inventaire, ont été vendus volontairement en justice, l'ordre peut être ouvert, sans que l'acquéreur ait transcrit ou notifié son contrat.—Colm. 15 juin 1816, t. 17, p. 310, n° 190.

7. On peut valablement stipuler, dans un contrat de vente d'immeubles, que l'acquéreur ne provoquera point l'ouverture d'un ordre pour la distribution du prix; cette convention n'a rien d'illicite, et est obligatoire pour l'acquéreur.—Cass. 28 juill. 1819, t. 17, p. 348, n° 228 —*V*. M. CARR. t. 3, p. 46.—V. *infrà*, n°s 40 et 60.

8. Lorsque dans un contrat de vente, le vendeur a indiqué les créanciers, et ceux auxquels le prix devait être payé, et que l'acquéreur a accepté cette indication de paiement, et a consenti à s'y conformer, cet acquéreur ne peut provoquer postérieurement l'ouverture d'un ordre, sous le prétexte qu'il existe d'autres créanciers inscrits sur l'immeuble, lorsque d'ailleurs, le contrat lui présente une garantie satisfaisante contre les réclamations des créanciers, notamment, par la subrogation à l'hypothèque légale, et privilégiée de la femme du vendeur qui absorbe la totalité du prix de la vente —Lyon, 23 août 1817, t. 17, p. 336, n° 216.

9. L'adjudicataire d'un bien vendu en justice, ne peut exiger qu'il soit procédé à un ordre, lorsque par un acte antérieur les créanciers ont fixé le rang de leur hypothèque, et qu'une clause du cahier des charges, porte que le prix leur sera payé suivant l'ordre réglé dans cet acte.—Turin, 22 janv. 1812, t. 17, p. 212, n° 98.

10. Mais si quelques créanciers n'ont pas figuré dans cet acte et contestent la collocation du premier créancier, celui-ci peut être tenu de donner caution à l'adjudicataire jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû —Turin, 22 janv. 1812, t. 17, p. 212, n° 99.

11. Dans quelle forme les créanciers constatent-ils leur accord pour un ordre amiable?—Il n'y a pas de forme rigoureuse; il est d'usage de faire homologuer l'acte par le tribunal.—V. *J. A.* t.17, p.267, n°147, à la note.— *V*. B. S. P. p. 611, n. 4, 3°; CARR. n° 2541, et PIG. t. 2, p. 261.

Art. 2. *Qui peut requérir l'ouverture de l'ordre et poursuivre la subrogation aux poursuites.*—§ 1. *Qui peut requérir l'ouverture de l'ordre.*

12. Un créancier hypothécaire peut provoquer l'ouverture d'un procès-verbal d'ordre, pour la distribution des deniers de la vente des biens qui appartiennent à son débiteur, quoique ces biens ne lui soient pas hypothéqués —Besanç. 16 juill. 1808, t. 17, p. 138, n° 31.

13. Comme aussi la poursuite d'un ordre n'est pas nulle par cela seul que l'inscription du créancier poursuivant est entachée de nullité. —Paris, 15 avril 1809, t. 17, p. 153, n° 44.—Tel est l'avis de MM. CARR. t. 3, p. 5, n. 4; B. S. P. t. 2, p. 612, n. 5, *a*. n° 3; PERS. t. 2, p. 426, § 6; F. L. t. 4, p. 55, alin. 3.

14. Un ordre est censé ouvert par l'ordonnance qui permet de sommer les créanciers de produire, quoiqu'elle ne soit pas immédiatement suivie de l'ouverture du procès-verbal. — Cass. 30 nov. 1829. t. 38, p. 163.

15. L'avoué poursuivant l'ordre a droit à une vacation, pour déposer entre les mains du juge-commissaire l'extrait des inscriptions sur lequel les créanciers doivent être sommés —C. T. t. 2, p. 234, n° 14.

16. Le saisi a, comme le saisissant et les créanciers, le droit de requérir l'ouverture de l'ordre. — Bourg. 8 août 1827, t. 36, p. 79 —MM. PIG. t. 2, p. 262, alin 8; CARR. t. 3, p. 7, n° 2549, et LEP. p. 507, 2e quest. adoptent cette opinion. — V. *J. A.* t.17, p 370, n°257, et le n° qui suit.

17. L'ouverture de l'ordre, après l'adjudication d'immeubles saisis, peut être provoquée par l'adjudicataire, qui a le droit d'assister aux opérations de l'ordre, comme la partie saisie et les créanciers.—Bord. 14 avril 1825. Tamahau C. Detrouis. — *V*. le n° qui précède.

18. Parce qu'un créancier a poursuivi l'expropriation forcée, ce n'est pas une raison pour le préférer aux autres créanciers dans la poursuite de l'ordre, de manière que le choix ne puisse tomber que sur lui.—Paris, 30 nov. an 12, t. 17. p. 108, n° 3 —*V*. PR. FR. t. 4, p. 457, alin. 3 et suiv. — Quant à la question de préférence en cas de concours, *V*. MM. F. L. t. 4, p. 457, 5e alin. *in fine*; CARR. t. 3, p. 7, n° 2550; PIG. *Comm.* t. 2, p. 420. *in fine*; B. S. P. t. 2, p. 611. n. 5; PIG. t. 2, p. 262, 11e alin. D. C. p. 464, 4e alin.

§ 2. *Subrogation aux poursuites.*

19. Lorsqu'en cas de contestation, il y a une première clôture d'ordre, et que le poursuivant s'y trouve compris, doit il rester partie sur la procédure ultérieure ou être remplacé?—MM. LEP. p. 515, alin. 1, et CARR, t. 3, p. 21, n° 2574, pensent que dans ce cas, le poursuivant étant désintéressé, se trouve hors de cause; mais il ne suit pas de là qu'il y ait nécessité de subroger une autre partie dans la poursuite; le rôle des poursuivants est terminé aussitôt que les délais pour prendre communication et contredire sont expirés. Cependant M. CARR. est d'avis que si un créancier non produisant venait former opposition à la délivrance des bordereaux ou du paiement, le poursuivant continuerait d'agir en cette qualité jusqu'à la décision de cette contestation particulière — *V*. M. CARR. *ibid* 6e alin, et *J. A.* t. 17, p. 376, n° 268.

20 Un créancier en sous-ordre peut-il demander la subrogation dans les poursuites?—M. CARR. t. 3, p. 51, n° 2621; F. L. t. 24, p. 60, et les auteurs du PR. FR., soutiennent l'affirmative.—Un arrêt de la Cour de cassation rendu sous la loi du 11 brum. an 7, a décidé le contraire — V. *J. A.* t. 17. p. 273, n° 264.

21. Lorsqu'il y a lieu à se faire subroger à la poursuite d'ordre, l'ouverture d'un nouvel ordre peut équivaloir à cette subrogation.—Bourg. 8 août 1827, t. 36, p. 79.

22. L'avoué qui signifie la requête en subrogation, a droit à un émolument pour la copie.—C. T. t. 2, p. 261, n° 95.

Art. 3. *Qui doit être appelé à l'ordre.*

22 *bis*. Quand un ordre est ouvert sur le prix d'un immeuble, le poursuivant est tenu d'y appeler non seulement les créanciers sur le dernier possesseur, mais encore tous ceux inscrits sur les précédents propriétaires.—Riom, 8 juin 1811, t. 17, p. 197, n° 83.—*V*. M. CARR. t. 3, p. 7, n° 2548, et p 9, n. 1; PERS. t. 2, p 427. § 7; F. L. t. 4, p. 55, 4e al.

23. L'ancien propriétaire de l'immeuble, dont l'ordre est ouvert sur un second acquéreur, doit y être appelé comme simple créancier au domicile élu dans son inscription d'office, quelque irrégularité qu'il reproche à l'élection de domicile contenue dans cette inscription.—Rouen, 30 déc. 1814, t. 17, p. 276, n° 157.— *V*. M. CARR. t. 3, p. 15, n. 2, 4°, *in fine*.

24. Lorsqu'un immeuble est saisi sur un tiers détenteur, le débiteur principal doit être appelé comme partie à l'état d'ordre, et il n'est pas soumis aux mêmes forclusions de contredire que les autres créanciers inscrits.—Rouen, 8 déc. 1824, t. 28, p. 197.—*V*. *infrà*, n° 138 et suiv.

25. Lorsqu'un ordre se fait à l'amiable, il est nul si la partie saisie n'a pas été appelée, et elle peut s'opposer à l'homologation du réglement fait entre ses créanciers demandée au tribunal.—Bord. 28 mars 1828, t. 35, p. 221.

26. La partie saisie n'est pas partie nécessaire dans une instance sur un sous ordre.—Bourg. 6 juin 1829, t. 38, p. 317.

27. Lorsque la notification voulue par les art. 2156 et 2183, C. c., n'a été faite par l'acquéreur ni au domicile du créancier décédé ni à tous ses héritiers, ce défaut de notification n'en-

traîne pas la nullité absolue d'un ordre introduit par des créanciers qui connaissant la notification faite à un héritier du décédé, et ignorant l'existence des autres cohéritiers, ont cru pouvoir ouvrir l'ordre pour la distribution du prix.—Metz, 19 nov. 1818, t. 17, p. 343.

28. Lorsque l'acquéreur fait transcrire, dans un seul bureau, le contrat par lequel on lui a vendu pour un seul et même prix des immeubles situés dans plusieurs arrondissements, l'ordre arrêté seulement entre les créanciers inscrits au bureau de la transcription, n'est pas nul pour cela : il ne l'est pas davantage soit parce que le poursuivant n'aurait pas appelé les créanciers inscrits dans les autres bureaux, soit parce qu'il n'aurait pas déposé au greffe l'état de leurs inscriptions.—Cass. 11 fruct. an 12, t. 17, p. 113, n° 8.—*V.* M. B. S. P. p. 612, n. 7; Carr. t 3 p. 8, n° 2552; Pr. Fr. t. 4, p. 460; F. L. t. 4, p. 55, 6e alin. Pig. *Comm.* t. 2, p. 422, 2e alin.; Carr. p. 9, n. 2.

28 *bis*. Les cohéritiers qui ont agi et pris une inscription en commun pour une créance indivise et seulement sous le titre de cohéritiers d'un tel, sont suffisamment désignés de la sorte dans la sommation à eux faite de produire dans un ordre.—Montp. 4 déc. 1832, t. 45, p. 471.

28 *ter*. La sommation de produire dans un ordre peut être faite à des cohéritiers en une seule copie et au domicile élu en commun dans leur inscription chez l'avoué qu'ils ont constitué dans une requête en subrogation aux poursuites de l'ordre. —Montp. 4 déc. 1832, t. 45, p. 471.

29. Les créanciers appelés à l'ordre, doivent-ils supporter les frais de production que leur a occasionés l'appel à l'ordre?—Non, s'ils viennent en ordre utile.—Oui, si les fonds manquent sur eux.—C. T. t. 2, p. 250, n° 63.

Art. 4. *Des délais pour l'ouverture de l'ordre.*

30. Il n'est pas nécessaire de laisser aux créanciers le délai entier d'un mois, dont il est parlé dans les art. 749 et 750, C. p. c., de telle sorte qu'on puisse faire résulter un moyen de nullité de ce que l'ouverture de l'ordre a eu lieu avant l'expiration de ce délai.—Rouen, 30 déc. 1814, t. 17, p. 276, n° 156.—*V.* MM. Pers. t. 2, p. 425, § 5; B. S. P. t. 2, p. 610, n. 3; Carr. t. 3, p. 5, n. 1, 5°, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 413.—V. *ibid.* les raisons de douter.

31. La vente autorisée en justice, faite aux enchères et précédée d'affiches, ne cesse pas d'être considérée comme vente volontaire, et ne peut être assimilée à une vente sur saisie immobilière, après laquelle il doit être procédé à l'ordre dans le mois, aux termes des art. 749 et 750 C. p. c.; ainsi après une vente semblable, l'ordre ne peut être provoqué qu'après une sommation hypothécaire, et en suivant les formalités prescrites par les art. 2185 et 2194 C. c.—Gren. 31 juill. 1816, t. 17, p. 311, n° 192. —*V.* MM. Merl. *Rép.* t. 12, p. 314, alin. 8 et 9; Carr. t. 3, p. 46, n° 2616; D. C. p. 471, 6e alin. Pr. Fr. t. 4. p. 477, alin. 3 et 4.

32. L'ordre pour la distribution du prix d'immeubles vendus aux enchères et dépendant d'une succession bénéficiaire, n'est pas assujetti aux délais fixés par l'art. 775 C. p. c. — Bord. 26 mars 1828. Dauglure C. Murateh.

33. C'est d'après les domiciles élus par les créanciers, et non d'après leur domicile réel, qu'on doit calculer les délais à observer pour l'ouverture de l'ordre. — Paris, 16 nov. 1812, t. 17, p. 229, n° 114.—*V.* M. B. S. P t. 2, p. 613, n. 9, 1re obs.

34. Le commandement de payer fait à l'acquéreur, n'équivaut pas à la sommation prescrite par l'art. 2183 C. c., pour faire courir les délais après lesquels l'ordre peut être ouvert. — Cass. 29 nov. 1825, t. 34, p. 246.

35. Un ordre peut être ouvert sur le prix d'une vente volontaire, après le délai fixé par les art. 2184 C. c. et 775 C. p. c, et avant l'expiration du délai fixé par l'art. 2194 du premier de ces Codes, si aucune hypothèque légale ne grève l'immeuble vendu. —Cass 27 juin 1832, t. 44, p. 313.

36. L'adjudicataire peut demander qu'il soit sursis à l'ordre jusqu'à ce que tous les créanciers inscrits aient été sommés de produire, et que les formalités nécessaires pour purger les hypothèques légales, aient été remplies, mais c'est à l'adjudicataire à désigner au poursuivant ces créanciers, et à faire la procédure de purges légales, et ce, sous sa responsabilité.—Riom, 8 juin 1811, t. 17, p. 198, n° 84. — *V.* MM. Persil, t. 2, p. 422; Carr. t. 3, p. 5, n° 1.

37. L'acquéreur d'un immeuble soumis à l'hypothèque légale, bien qu'il ait notifié son contrat sans déclarer qu'il entend observer les formalités pour purger l'hypothèque légale, peut, à l'expiration du délai ordinaire pour l'ouverture de l'ordre, s'opposer à ce que l'ordre soit ouvert, et demander encore un délai de deux mois accordé par la loi pour l'inscription de l'hypothèque légale. — Ang. 15 fév. 1809, t. 17, p. 161, n° 49.—*V.* MM. Persil, t. 2, p. 422, § 4, et Carr. t. 3. p. 5, n. 1re, n° 3.

38. L'acte d'appel nul d'un jugement d'adjudication ne peut arrêter les poursuites d'un ordre.—Toul. 24 juin 1807, t. 13, p. 90, v° *Exploit*, n° 72.

39. La prescription est interrompue en faveur des créanciers qui somment l'adjudicataire sur saisie immobilière de procéder à l'ordre. — Gren. 2 juin 1831, t. 43, p. 662.

Chap. II. *Compétence en matière d'ordre.*

40 et 41. L'ordre doit être ouvert devant le tribunal de la situation des biens, nonobstant toute clause contraire, et la cour saisie d'une demande en réglement de juges par les créanciers qui poursuivent l'ordre devant un autre tribunal, peut renvoyer devant le premier sans qu'il soit besoin d'assigner ceux qui y ont porté l'ordre.— Paris, 31 mai 1826. Bauchace C...—V. *infrà*, n° 60, et *suprà*, n° 7.

42. Faut-il distinguer les ventes volontaires, sous le C. proc. c. comme sous la loi du 4 brum, des ventes faites en justice, pour fixer la compétence en matière d'ordre? — Non, suivant MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 419, 11e alin.; Carr. t. 3, p. 5, n° 2545; Haut. p. 412, alin. 4; B. S. P. p. 612, n. 6; F. L. t. 4, p. 54, 2e alin.; Persil, t. 2. p. 415, § 1er.— *V.* aussi MM. Lep. p. 509, 5e quest.; Pr. Fr. t. 4, p. 487, et Merl. *Rép.* t. 12, p. 309, 3e alin. et *J. A.* t. 17, p. 153, n° 45.

43. L'ordre pour la distribution des prix d'immeubles dépendant d'une succession et vendus sur licitation, doit être ouvert, non devant le tribunal du lieu dans lequel la succession s'est ouverte et l'adjudication a eu lieu, mais devant celui du lieu de la situation de l'immeuble. — Cass. 6 janv. 1830, t. 38, p. 177. — V. *infrà*, n° 49.

44. Les ventes faites à l'audience des criées d'un tribunal de première instance, à la requête des propriétaires sur publications et affiches volontaires par le ministère d'un seul juge, ne sont point attributives de l'ordre.—Cass. 27 frim. an 14, t. 17, p. 121, n° 16.

45. Jugé également que c'est devant le tribunal de la situation des biens, et non devant celui où a été faite l'adjudication, qu'il doit être procédé à l'ordre du prix d'une vente volontaire entre majeurs, faite sur publications à l'audience des criées. — Cass. 11 fév. 1806, t. 17, p. 125, n° 18.

46. Il en est autrement de l'ordre ouvert sur une vente de biens de mineurs faite avec toutes les formalités prescrites pour les ventes de cette espèce, il doit y être procédé devant le tribunal civil qui a fait l'adjudication des immeubles, en suivant les formes prescrites pour les ventes judiciaires par l'art. 31 de la loi du 11 brum. an 7.—Cass. 26 frim. an 14, t. 17, p. 120, n° 15. — *V.* MM. Lep. p. 509, 5e quest. et Pig. *Comm.* t. 2, p. 418. 10e alin.

47. Mais l'ordre du prix d'un immeuble vendu par expropriation forcée, doit être suivi devant le tribunal du lieu où l'immeuble est situé, lors même que par suite d'un arrêt sur un incident, l'adjudication définitive a été prononcée par un autre tribunal.—Bourg. 10 fév. 1818, t. 17, p. 239, n° 123.

48. Comme aussi c'est devant le tribunal de la situation de l'immeuble héréditaire, et non devant le tribunal qui a prononcé l'adjudication de cet immeuble sur licitation que doit être porté l'ordre pour la distribution du prix entre les créanciers.—Cass. 3 sept 1812, t. 17, p. 221, n° 108. — V. M. Carr. t. 3, p. 5, n. 1.

49. De même la demande à fin d'ordre et distribution du prix d'un immeuble qui a été vendu au lieu de la succession dont il provient, est une action réelle qui doit être portée, non devant le tribunal de ce lieu, mais devant celui du lieu de la situation de l'immeuble. — Cass. 18 avril 1809. Paris, 26 juin 1813. t. 17, p. 153, n° 45, p. 250, n° 132. —V. *suprà*, n° 43.

50. Décidé au contraire que lorsqu'il est procédé avant le partage, à la vente des immeubles dépendant d'une succession, l'ordre doit être poursuivi devant le tribunal, dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte, quoique ce tribunal ne soit pas celui de la situation des biens. — Paris, 23 mai 1810, t 17. p. 178, n° 63 — V. en sens contraire M. Persil, t. 2, p. 417, 3e alin. et *suprà*, n° 43.

51... Surtout lorsque la vente a eu lieu devant le tribunal de l'ouverture de la succession, que ce tribunal a été le premier saisi et que le plus grand nombre des créanciers y ont fait leur production.—Cass. 21 juill. 1821, t. 23, p. 245.

52. Comme aussi l'ordre pour la distribution du prix provenant de la vente des biens d'une succession bénéficiaire, doit être suivi devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, et non pas devant celui de la situation des biens — Rouen, 27 fév. 1822, t 17, p. 360, n° 246.

53. Lorsque plusieurs immeubles appartiennent au même débiteur et situés dans des arrondissements différents, ont été vendus devant le tribunal du lieu de ces arrondissements, la majorité des créanciers ne peut exiger qu'il n'y ait qu'un seul ordre devant un même tribunal; l'ordre doit être suivi pour chaque immeuble devant le tribunal de sa situation —Cass. 13 juin 1809. t. 17, p. 160, n° 48.—V. M. Carré. t. 3, p. 6, n° 2546; F. L. t. 4, p. 54. 3e alin.; Haut. p. 412 8e alin.; Persil, t. 2, p. 419, § 2.

54. Comme aussi lorsque plusieurs immeubles appartenant au même débiteur, ont été saisis et vendus dans deux arrondissements différents, il n'y a pas lieu à joindre les deux ordres pour la distribution du prix; mais chaque ordre doit être prononcé devant le tribunal de la situation des biens.—Cass. 3 janv. 1810, t. 17, p. 165 n° 52.

55. Quand la discussion ne s'est engagée devant les premiers juges que sur la régularité des productions dans la forme, la cour d'appel, en infirmant le jugement, doit renvoyer devant le tribunal de première instance, pour procéder au réglement de l'ordre — Rouen, 30 déc. 1814, t. 17, p. 276, n° 160.

56. C'est au tribunal saisi de l'ordre à connaître des difficultés qui s'élèvent sur l'exécution d'un arrêt infirmatif d'un jugement rendu en matière d'ordre; il ne doit pas renvoyer la contestation devant la cour qui a rendu l'arrêt, l'incompétence de cette cour dans ce cas d'exception, résulte de l'art. 767 C. p. c.— Bourg. 22 nov. 1815, t. 17, p. 302, n° 182.

57. La substitution d'un créancier dans le rang d'un autre, peut être ordonnée par un autre tribunal que celui qui a procédé à l'ordre portant la collocation dans laquelle la substitution est demandée. — Ang. 29 août 1814, t. 17, p. 274, n° 154.

58. Le tribunal devant lequel un ordre s'est ouvert, est compétent pour statuer sur la demande en rectification de procès-verbal d'ordre intenté par l'un des créanciers.— Trèves, 14 mars 1808, t. 17, p. 133, n° 27.

59. Le tribunal qui s'est trouvé originairement saisi d'une question de privilége, contradictoirement débattue entre une femme et les créanciers de son mari, peut prononcer compétemment sur cette question, quoique le réglement de l'ordre ait été depuis renvoyé à un autre tribunal dans le ressort duquel les biens se trouvent situés. — Lim. 15 avril 1817, t. 17, p. 327, n° 206.

60 Le tribunal civil a seul compétence pour statuer sur les difficultés qui s'élèvent en matière d'ordre entre des créanciers hypothécaires, lors même qu'il y aurait un engagement contraire entre l'un d'eux et leur débiteur commun, en conséquence, la contestation qui les divise sur la quotité de la créance de l'un d'eux, résultant d'un crédit qu'il a ouvert au débiteur, ne peut être jugée par le tribunal de commerce, ni par des arbitres auxquels l'un et l'autre se seraient engagés de soumettre leur différend.—Paris, 22 fév. 1831, t. 41, p. 398.—V. *suprà*, nos 7 et 40.

61. Une procédure d'ordre étant considérée comme matière sommaire, peut être instruite pendant les vacations des tribunaux.—Cass. 10 janv. 1815, t. 17, p. 278, n° 161.—V. M. Carr. t 3, p. 5, n. 6; F. L. t. 4, p. 55, 2e alin. B. S. P. t. 2, p. 613, n. 11, n° 4, et t. 1, p. 373, n. 6, n° 3

Chap. III. *Productions.— Contredits. —Forclusions — Inscriptions hypothécaires.—Collocations.* — Art. 1. *Extrait des inscriptions, sommation et obligation de produire.—Productions tardives.— Effets de la production quant à la prescription.*

62. Si l'ordre avait été dressé sur un état d'inscription inexact, la nullité pourrait-elle en être demandée. — L'affirmative est adoptée par M. Pig *Comm.* t. 2, p. 421. — V. *J. A.* t. 17, p. 377, n° 271.

62 *bis.* La sommation faite à un créancier, à l'effet de produire ses titres dans un ordre, n'est pas soumise aux formalités prescrites pour les ajournements. — Montp. 4 déc. 1832, t. 45, p. 471.

63. En quel cas y a-t-il lieu de sommer de produire par acte signifié au domicile d'un avoué.— C'est, dit M. Carr. t 3, p. 9, n° 2553. Lorsque des créanciers ont constitué avoué sur la poursuite en expropriation.—t. 17, p. 370, n° 258; Lep. p. 508, et Pig. t 2, p. 263. — MM. D C. p. 464, et Carr. t. 3, p. 10, pensent que cette signification peut être faite indifféremment ou à domicile ou à l'avoué constitué; mais M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 443, soutient que les frais de sommation à domicile, doivent être rejetés de la taxe, au moins pour ce qui excède le coût des sommations à avoué.

64. La sommation de produire, faite au domicile élu par l'inscription, est régulièrement adressée à celui au nom de qui l'inscription a été prise, quoiqu'il ait cessé les fonctions qui lui avaient donné le droit de la requérir, et qu'il soit même décédé depuis plusieurs années.—Brux. 6 mars 1811, t. 17, p. 194, n° 80.—V. M. Carr. t. 3, p. 9, not. 4, et B. S. P. t. 2, p. 613, not. 9, 1re *Observ.*

65. L'individu chez lequel un créancier a élu domicile par son inscription, peut, lorsqu'il poursuit lui-même la confection de l'ordre, et quoiqu'il ait des intérêts opposés à ceux de ce créancier, faire notifier à son propre domicile, la sommation de produire à l'ordre. — Lyon, 1er fév. 1823, t. 17, p. 363, n° 248 —V. M. B. S. P. t. 2, p. 618, not. 9, 1re *Observ.*

66. Lorsqu'un conservateur des hypothèques, en prenant une inscription d'office au profit des vendeurs d'un immeuble, a fait pour eux une élection de domicile, ce n'est pas au domicile élu, mais au domicile réel que le créancier poursuivant l'ordre, après l'adjudication de l'immeuble sur saisie immobilière, doit faire les sommations de produire —Cass. 21 déc. 1824, t. 29, p. 31.

67. Lorsque, après une adjudication sur saisie immobilière, un créancier hypothécaire élit en renouvelant son inscription, un nouveau domicile, c'est à ce nouveau domicile que le créancier poursuivant l'ordre doit faire les sommations de produire, et non à celui indiqué dans les inscriptions antérieures. — Cass. 21 déc. 1824, t. 29. p. 31.

68. Doit-on signifier aux créanciers chirographaires opposants,

l'ordonnance du juge-commissaire, avec sommation de produire? — Oui, selon M. LEP. t. 2, p. 511; car si l'ordre concerne principalement les créanciers hypothécaires, il n'exclut pas les chirographaires, cette sommation doit être faite au domicile élu dans le lieu où demeure l'adjudicataire, car l'opposition de ces créanciers est une véritable saisie-arrêt. — V. CARR. t. 3, p. 10, n° 2554, et J. A. t. 17, p. 371, n° 259.

69. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les sommations de produire, faites aux créanciers, contiennent la signification de l'ordonnance du juge-commissaire. — Brux. 6 mars 1811, t. 17, p. 194, n° 79. — V. M. CARR. t. 3, p. 9, not. 4, et B. S. P. t. 2, p. 613, not. 9, 1re *Observation*.

70. Doit-on, dans le cas de l'art. 753, faire au saisi la sommation prescrite par l'art. 659? — Non, disent MM. CARR. t. 3, p. 10, n° 2555, et PIG. *Comm.* t. 2, p. 423. L'art. 758 n'ayant pas reproduit la disposition de l'art. 759, et le propriétaire dépossédé par saisie immobilière étant d'ailleurs partie dans le jugement d'expropriation, est suffisamment averti. — V. *J. A.* t. 17, p. 372, n° 261.

71. L'adjudicataire se trouvant créancier pour les frais extraordinaires de transcription de son contrat, doit être sommé de produire à l'ordre. — C. T. t. 2, p. 236, n° 79.

72. Une fabrique peut se faire un moyen d'opposition ou d'appel, de ce que la sommation de produire a été faite au receveur des domaines, au domicile élu dans l'inscription, quoique à cette époque, la créance eût été restituée à la fabrique. — Colm. 13 mars 1817, t. 17, p. 321, n° 201.

73. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le défaut de production à l'ordre de la part d'un créancier inscrit, ne devait pas être un obstacle à la collocation, lorsqu'il ne s'élevait point de réclamation contre sa créance. — Paris, 13 fruct. an 13, t. 17, p. 118, n° 11.

74. Ainsi, sous la loi du 11 brum. an 7, le créancier inscrit pour être utilement colloqué dans l'ordre, devait produire son titre, mais non sous peine de déchéance. — Paris, 23 mess. an 12, t. 17, p. 112, n° 7.

75. Mais depuis le Code de procédure civile, le créancier qui ne rapporte pas les titres qui constatent son droit, doit être rejeté de l'ordre. — Paris, 21 avr. 1809, t. 17, p. 155, n° 46. La production et l'acte de produit doivent-ils être signifiés? — Non, d'après l'art. 133 du tarif. — V. M. B. S. P. t. 2, p. 613, not. 9, PIG. t. 2, p. 264, 10e alin.; F. L. t. 4, p. 55, 5e alin., et PIG. *Comm.* t. 2, p. 424.

76. Il n'est pas nécessaire que l'acte de produit contienne l'exposé des moyens et les conclusions du créancier. — C. T. t. 2, p. 237, n° 24.

77. Un créancier ayant hypothèque générale, ne peut pas être contraint de produire à l'ordre ouvert pour la distribution du prix de l'un des immeubles qui lui sont hypothéqués; s'il ne produit pas, les tribunaux ne peuvent pas faire mainlevée de son inscription, et le priver par là de ses droits sur les autres immeubles. — Metz, 20 nov. 1811. Paris, 24 nov. 1814, t. 17, p. 209, n° 96. — V. MM. F. L. t. 4, p. 57; B. S. P. t. 2, p. 620, not. 33, 3°.

78. Les créanciers qui ont produit leurs titres devant le juge-commissaire, sont admis en tout état de cause à en produire de nouveaux. — Bord. 1er fév. 1828. — La Houssaye C. Barré.

79. Le créancier qui après avoir produit ses titres à l'ordre, les a retirés avec l'autorisation du juge-commissaire, et sous la réserve de tous ses droits, ne peut pas être déclaré forclus, parce que ces titres ne se trouvent pas entre les mains du juge-commissaire, lors de la clôture de l'ordre. — Cass. 15 mars 1815, t. 17, p. 288, n° 172. — V. M. CARR. t. 3, p. 15, not. 2, 1°.

80. On ne peut faire résulter une fin de non-recevoir du défaut de production et de contestation à l'ordre, contre le créancier qui n'y a pas été appelé. — Paris, 20 juill. 1811, t. 17, p. 204, n° 89. — V. MM. CARR. t. 3, p. 16, n° 2565, et B. S. P. t. 2, p. 782, *add. fine*, not. 51, B. *in fine*.

81. Les créanciers hypothécaires qui n'ont pas produit à l'ordre dans le délai, ne sont pas pour cela forclos aux termes de l'art. 756, C. p. c.; ils peuvent contester le règlement provisoire tant qu'il n'y a pas eu règlement définitif, sous la seule condition de supporter les frais occasionnés par le retard. — Cass. 30 août 1808. — Paris, 15 janv. 1813. Rouen, 13 août 1813, et 30 déc. 1814. Lim. 5 août 1817. Riom, 8 août 1828. — Cass. 9 déc. 1829, t. 17, p. 253, n° 117; p. 140, n° 33; p. 259, n° 139; t. 38, p. 135. — V. C. T. t. 2, p. 246, n° 45.

82. Ainsi, tant qu'il existe des contestations, le juge-commissaire ne peut prononcer la clôture de l'ordre, et les productions faites depuis l'ordonnance de clôture rendue nonobstant l'existence des contestations, sont valables, sauf à faire statuer ultérieurement sur les dépens. — Cass. 9 déc. 1824, t. 35, p. 156.

83. Décidé au contraire qu'un créancier qui a eu un délai suffisant pour produire dans un ordre, et contredire, n'est plus recevable à le faire après l'expiration des délais. — Renn. 24 nov. 1819, t. 5, p. 95, n° 70.

84. L'intention manifestée de se présenter à un sous-ordre, pour produire quelque effet, doit être réalisée par un dire au procès-verbal, avant la clôture de l'ordre. — Bourg. 6 juin 1829, t. 38, p. 317.

85. Les créanciers qui, quoique sommés, n'ont pas produit leurs titres, ne sont plus recevables, après la clôture de l'ordre, à s'opposer à la distribution. — Paris, 1 juin 1807, t. 17, p. 128, n° 22. — V. *infrà*, n° 94.

86. Dans le cas d'une production tardive, mais avant la clôture de l'ordre, si le juge-commissaire la rejette, son ordonnance est susceptible d'être attaquée par appel devant la Cour royale. — Riom, 7 juin 1817, t. 17, p. 332, n° 212. — V. M. CARR. t. 3, p. 17, n. 2, 1°.

87. Un créancier interrompt la prescription en produisant des titres dans un ordre ouvert sur son débiteur, ou en sommant l'adjudicataire des biens de celui-ci de procéder à son ouverture. — Gren. 2 juin 1831, t. 43, p. 662.

88. On ne peut obtenir un jugement qui déclare une femme mariée déchue du droit d'être colloquée dans un ordre, si elle n'a été autorisée à y produire, ni par son mari, ni à la diligence du poursuivant, par le tribunal. — Toul. 19 mars 1833, t. 45, p. 563. — V. *ibid.* une consultation à l'appui.

89. On ne peut pas appliquer à un ordre, ou distribution amiable, les dispositions du Code de procédure relatives aux distributions forcées, et opposer la déchéance à un créancier qui n'a point produit, ou qui a produit tardivement. — Metz, 5 août 1814, t. 17, p. 267, n° 147. — Telle est l'opinion de MM. MERL. *Rép.* t. 12, p. 309, 5e alin.; CARR. t. 3, p. 4, n° 2541; B. S. P. t. 2, p. 611, n. 4, n° 3; PIG. *Comm.* t. 2, p. 414; HAUT. p. 410 et 411; F. L. t. 4, p. 53; PR. FR. t. 4, p. 456, alin. 2 et 3. — V. aussi MM. LEP. p. 505, 1re quest.; PIG. *Comm.* t. 2, p. 415, *in principio*. — V. *infrà*, nos 311 et 312.

Art. 2. *Collocation provisoire et sommation de prendre communication.*

90. Les juges commissaires ne doivent point abandonner aux avoués la rédaction de leurs procès-verbaux, et surtout leur allouer un droit pour prix de ce travail, que le juge doit faire gratuitement. — C. T. t. 2, p. 238, n° 27.

91. Les nouvelles communications et les contredits auxquels peuvent donner lieu les productions tardives, ne procurent aux avoués des créanciers produisants aucune nouvelle vacation. — C. T. t. 2, p. 247, n° 49.

92. Le règlement provisoire n'est pas nul parce que le juge-commissaire l'a arrêté un jour férié légal. — Cass. 10 janv. 1815, t. 17, p. 278, n° 162. — V. MM. F. L. t. 4, p. 58, alin. 2, et suivant CARR. t. 3, p. 15, n. 2, n° 2.

93. Il n'est pas dû de vacation à l'avoué poursuivant pour requérir la clôture du règlement provisoire. — C. T. t. 2, p. 242, n° 35.

94. Quant le règlement provisoire sur un ordre est converti en règle-

120. Le contrat judiciaire n'existe pas relativement à la quotité de la somme pour laquelle le privilège était réclamé, lorsqu'il est certain qu'il y a eu erreur dans la fixation de cette somme de la part du créancier contre lequel on veut exciper de sa reconnaissance.—Lim. 15 av. 1817, t. 17, p. 328, n° 208.

121. Les créanciers qui ont reconnu le privilège accordé à un autre créancier, dans un règlement provisoire, sont non recevables à contester ensuite devant le tribunal. —Paris, 21 janv. 1813, t. 17, p. 238, n° 122. V. *suprà*, n° 119.

122. Le créancier qui s'est borné d'abord à soutenir le défaut d'existence d'une créance, ne se rend pas non-recevable à soutenir ensuite que l'hypothèque attachée à cette créance est la dernière en date. — Cass. 1er mai 1815, t. 17, p. 291, n° 176.

123. Le créancier qui se trouve colloqué dans un rang antérieur, n'est pas recevable à contredire la collocation des créanciers qui ne se trouvent placés que dans un rang postérieur.—Gren. 11 déc. 1832.

§ 3. *Formes des contredits.*

124 et 125. Un contredit est-il valable, lorsqu'il contient seulement des réserves de contredire, sans indiquer nommément le créancier contre lequel il est dirigé?—Oui, Lyon, 8 juill. 1823. — Non, Lyon, 30 juill. 1823, t. 17, p. 365, n° 251. — Cette question dépend des circonstances. —*V*. M Pig. *Comm.* t. 2, p. 443, 2e alin. *in fine*.

126. Les contredits ne sont pas nuls, pour n'avoir pas été faits en présence du juge-commissaire ou du greffier. —Cass. 27 fév. 1815; 28 déc. 1815, t. 17, p. 284, n° 170 — *V*. MM. F L. t. 4, p 58, dernier alin.; B S. P. t. 2, p. 613, not. 11, nos 1, 2, 3, et Carr. t. 3, p. 12, not. 4 et 5. *V*. le n° qui suit.

127. Les actes qui doivent être faits au greffe sont valables, quoiqu'ils aient été faits après l'expiration des heures où le greffe doit rester ouvert.—Cass. 27 fév. 1815; 28 déc. 1815, t. 17, p. 284, n° 178. — *V*. le n° qui précède.

128. Les contredits sont nuls, s'ils ne sont signés que par la partie et non par son avoué; c'est un acte d'une instance régulière. — Dijon, 10 mars 1828, t. 35, p. 36.

129. Décidé cependant que lorsqu'un procès-verbal d'ordre est signé par le greffier et le juge-commissaire, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les contredits soient signés par les avoués des créanciers, surtout lorsque le débiteur saisi a déclaré s'approprier le contredit dont la nullité est demandée.—Cass. 2 août 1826, t. 32, p. 71.

130. L'ordonnance de renvoi à l'audience, dans les ordres et contributions, ne doit pas être levée et signifiée. — Délibération du trib. de la Seine, t. 43, p. 407.

Art. 4. *Forclusion de la faculté de contredire.*

§ 1. *Comment court le délai de forclusion?*

130 *bis*. Le délai fixé par l'art. 755, C. p. c. pour prendre communication de l'état provisoire, et contredire, ne court qu'à partir de la dernière dénonciation faite en exécution dudit article aux créanciers poursuivants et à la partie saisie.—Rouen, 25 janvier 1815, t. 17, p. 282, n° 168. — Tel est l'avis de MM. Persil. t. 2, p. 429, § 8; Pig. *Comm.* t. 2, p. 427, et F. L. t. 4, p. 460, 6e alin.

131. L'état de collocation devant contenir toutes les demandes en collocation, le délai d'un mois pour contredire ne commence à courir que du jour de la notification d'un état provisoire, régulier et achevé sur toutes les pièces produites, et non de la notification d'un premier état, qui n'est ni complet, ni régulier.—Riom, 8 août 1828, t. 36. p. 53.

131 *bis*. Mais le créancier qui a produit ses titres dans un ordre, n'est plus recevable à contredire la collocation d'un autre créancier, s'il a gardé le silence pendant un mois, depuis la dénonciation qui lui a été faite de l'ordre provisoire. —Nîm. 18 juin 1832, t. 46, p. 178. —V. *infrà*, nos 138 et 140.

132. Dans le mois accordé aux créanciers pour contredire sur le règlement d'ordre, on ne doit pas compter le jour où l'état provisoire leur a été signifié. — Cass. 27 fév 1815, 28 déc. 1815, t. 17, p. 284, n° 169; Brux. 27 fév. 1830. t. 40, p. 183.— *V*. MM. F. L. t. 4, p. 58; B. S. P. t. 2, p. 613, not. 11, nos 1, 2, 3, et Carr. t. 3, p. 12, not. 4 et 5.

133. De même chaque créancier produisant doit, à peine de forclusion, prendre communication et contredire dans le mois de la sommation qui lui est signifiée à cet effet, encore que cette signification n'ait pas été faite aux autres créanciers. — Caen, 8 août 1826, t. 33, p. 325.

134. Le délai de forclusion court contre le créancier qui n'a pas contredit, quoique l'état de collocation n'ait pas été signifié à la partie saisie, lors même qu'elle n'avait pas d'avoué —Gren. 4 mai 1824, t. 28, p. 128. — Cass. 31 août 1825, t. 30, p. 164. —*V*. M. Carr. t. 1, p. 145, n° 182, à la note.

135. Les délais pour prendre communication et contredire, lorsque la partie saisie n'a pas constitué d'avoué, doivent se fixer suivant les distances établies par l'art. 1033, C. p. c.—Renn. 11 janv. 1813, t. 17, p. 236, n° 121.—*V*. MM. Carr. t. 3, p. 13, nos 2561 et 2562; Lep. p. 508, 4e quest. Pig. *Comm.* t. 2, p. 424, 3e alin. et encore M. Carr. t. 3, p. 10, n° 2556.

136. En matière d'ordre, les délais courent pendant le temps des vacations.—Paris, 26 avril 1813, t. 17, p. 241, n° 125.—*V*. MM. F. L. t. 4, p. 55; Merl. *Rép.* t. 15, add. à la saisie, § 8, n° 4; B S. P. t. 2, p. 613, n. 11, n° 4, et t. 1, p. 373, n. 6, n° 3; Carr. t. 3, p. 5, n. 1, n° 6. — *V*. aussi M. Carr. t. 3, p. 13, n° 2563, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 428, 3e alin.

137. Ainsi, on peut dresser le procès-verbal de collocation provisoire des créanciers pendant les vacations, et le délai pour le contester court pendant ce temps —Besanç. 15 juill. 1814, t. 17, p. 266, n° 146 *bis*.

§. 2. *Quand elle est encourue.*

138. Le créancier produisant, qui n'a pas contredit dans les délais, l'état de collocation, est forclos. — Cass. 12 déc. 1814, t. 17, p. 275, n° 155.—V. *suprà*, nos 24 et 131 *bis*.

139. Il n'en est pas du créancier, produisant à un ordre, qui néglige de prendre communication, dans le mois, de l'état de collocation provisoire, comme de celui qui produit tardivement à l'ordre; ce dernier encourt seulement les frais de sa production tardive, mais le premier est irrévocablement forclos.—Bourg. 29 nov. 1822, t. 24, p. 340.

140. Comme aussi le créancier qui, après avoir produit dans un ordre, n'a pas contesté l'état de collocation provisoire, dans le délai fixé par l'art. 755, C. p. c. est non recevable à le contester plus tard, quoique l'ordre ne soit pas encore définitivement clos.— Limoges, 19 juill. 1822. Lyon, 1er déc. 1826, t. 24, p. 237, et t. 35, p. 165.—V. *suprà*, nos 131 *bis* et 138.

141. Le créancier qui n'a point produit ses titres dans un ordre, malgré la sommation qui lui en a été faite, ne peut intervenir dans les causes pendantes en appel et auxquelles cet ordre a donné naissance, pour contredire les titres des créanciers qui ont produit.—Brux. 28 juill. 1830.—Fabrique de Sainte-Vaudru C. les créanciers Lompret. —V. *infrà*, chap. 5, art. 1er.

142. Le créancier qui n'a pas contesté dans les délais, n'est pas recevable à contester plus tard, sur une demande en supplément d'intérêt, formé par un créancier antérieur et sur laquelle on n'a pas insisté.—Besanç. 22 déc. 1827.—De Saintoyant C. Buthord.

143. Après l'expiration du mois de la signification de la collocation provisoire, le créancier produisant, ne peut demander la distribution des sommes qui n'ont pas été comprises dans cet état —Lyon, 1re déc. 1826, t. 35, p. 165.

144. La forclusion est générale et s'applique à tous les moyens, soit de forme, soit de fond —Besanç. 15 juill. 1814. Cass. 10 janv. 1815, t. 17, p. 266, n° 146.

145. Doivent être écartées de la cause, en matière d'ordre, les moyens à l'aide desquels le créancier contestant veut faire rejeter une collocation, si ces moyens n'ont pas été proposés dans les contredits.—Aix, 30 nov. 1833, t. 47, p. 454.

146. La forclusion a lieu de plein droit.—Caen, 27 juill. 1813, 9 oct. 1815, 6 mars 1821, t. 17, p. 254, n° 135.—*V.* en ce sens, MM. B. S. P. t. 2, p. 613, 3e alin. Pig. *Comm.* t. 2, p. 429, *in fin.* M. Merl. *Rép.* t. 12, p. 310, et Carr. t. 3, p. 15, n° 2564.—*V.* le n° suivant.

147. La forclusion peut être prononcée d'office par le juge.—Caen, 27 juill. 1813, 9 oct. 1815, 6 mars 1821, t. 17, p. 254, n° 136.—*V.* les indications du n° qui précède, et *infrà*, n° 162.

148. Une forclusion prononcée ne s'applique qu'aux créanciers produisants qui ont négligé de prendre communication de l'état provisoire, et non à ceux qui, ayant pris communication, n'auraient pas présenté tous leurs contredits dans le délai prescrit.—Gren. 27 mars 1811, t. 17, p. 197, n° 82.

149. Les créanciers produisants qui ont négligé de prendre communication de l'état de collocation provisoire et de contredire dans les délais, encourent, sans nouvelle sommation ni jugement, une forclusion définitive et absolue et qui entraîne l'exclusion formelle du droit de contredire.—Bord. 24 fév. 1829, t. 38, p. 241.

150. Les créanciers sont admis à contredire l'état provisoire de collocation jusqu'à la clôture de l'ordre. L'art. 756, C. p. c. ne prononce point de forclusion à défaut d'avoir contredit dans le mois de la sommation.—Gren. 22 juill. 1810, t. 17, p. 181, n° 67.

151. De même, le créancier qui n'a pas contredit l'ordre provisoire dans le délai légal, peut en tout état de cause former une demande en collocation en sous ordre, mais il est non recevable à demander la réformation de l'ordre.—Gren. 24 déc. 1823, t. 17, p. 369, n° 254.

152. Comme aussi les créanciers qui n'ont pas contredit au procès-verbal d'ordre, peuvent encore le faire devant le tribunal, et se réunir aux autres créanciers contredisants, lorsque l'ordonnance a été dénoncée avant l'expiration du délai accordé pour contredire.—Cass. 15 juin 1820, t. 17, p. 356, n° 241. —V. *infrà*, n° 154.

153. Lorsque les débats sur l'ordre sont clos et le ministère public entendu, on ne peut former un nouveau contredit à l'état de collocation.—Bord. 25 mars 1830.—Dussutour C. Rondeau.—*V.* MM. F. L. t. 4, p. 63, alin. 7 et 8; Carr. t. 3, p. 18, n° 2571, et B. S. P. p. 782, *add. fin.* not. 51.

154. Le créancier produisant qui n'a pas contredit dans les délais, peut profiter, en y adhérant, du contredit d'un créancier postérieur, contre la collocation d'un créancier antérieur.—Toul. 9 juin 1824. Douai, 4 janv. 1826, t. 30, p. 364, et t. 34, p. 248.—V. *suprà*, n° 152.

§ 3. *A l'égard de qui la forclusion ne peut être opposée.—Fins de non recevoir.*

155. La forclusion prononcée par les art. 755 et 756 C. p. c. ne peut pas être étendue aux créanciers chirographaires d'un failli qui n'aurait pas été appelé à l'ordre.—Renn. 22 mars 1821, t. 17, p. 358, n° 243.—M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 429, 3e alin. est d'un avis contraire.

156.... Ni à la partie saisie.—Metz, 22 mars 1817. Gren. 11 fév. 1818. Lim. 7 fév. 1823. Bord. 11 juin 1827, t. 17, p. 324, n° 202, p. 341, n° 219, p. 364, n° 249, et t. 33, p. 181. — Telle est l'opinion de M. Persil, t. 2, p. 431, § 9; B. S. P. t. 2, *add. fin.* p. 782, n. 51, et F. L. t. 4, p. 60, combattue par M. Carr. t. 3, p. 13, n° 2563, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 428, 3e alin.

157.... Ni à celui de qui proviennent les biens dont le prix est en distribution.—Bord. 11 juin 1827, t. 33, p. 181.

158. Mais le juge-commissaire peut faire la clôture de l'ordre de son propre mouvement, et après cette clôture, le saisi est déchu du droit de prendre communication et de contredire.—Renn. 11 janv. 1813. Paris, 26 avril 1813, t. 17, p. 236, n° 120.—MM. Carr. t. 3, p. 13, n° 2563, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 428, sont d'une opinion contraire.—*V.* encore M. Carr. t. 3, p. 15, n. 2, n° 3, et p. 22, n. 1.

159. Comme aussi, lorsqu'un immeuble est saisi sur un tiers détenteur, le débiteur principal appelé comme partie à l'état d'ordre n'est pas soumis aux mêmes forclusions de contredire que les autres créanciers inscrits.—Rouen, 8 déc. 1824, t. 28, p. 197.

160. Dans un ordre, l'exception de quittance peut toujours être proposée, indépendamment de la forclusion prononcée par l'art. 756 C. p. c.—Cass. 17 janv. 1827, t. 33, p. 42. — Nîmes, 16 déc. 1830, t. 40, p. 30.

161. Cependant un débiteur ne peut, après avoir laissé colloquer un de ses créanciers sans exciper contre lui d'une contre-lettre formant double emploi avec le montant de la collocation, intenter ultérieurement une action à l'effet de faire exécuter cette contre-lettre et annuler cette collocation.—Cass. 8 août 1832, t. 44, p. 120.

162. La déchéance prononcée par l'art. 756, faute de contredire, peut être proposée en tout état de cause, même en cour d'appel, quoiqu'on n'en eût pas parlé en première instance.—Orl. 29 août 1831. Nîmes, 12 août 1829, t. 23, p. 299, t. 39, p. 74.—V. *suprà*, n° 147.

163 et 164..... A moins que d'après les circonstances, on ne soit présumé y avoir renoncé, c'est là une exception péremptoire du fond et non une exception de forme qui doive être proposée *in limine litis.* — Lim. 5 juin 1823, t. 25, p. 194. Gren. 9 janv. 1827, t. 34, p. 90.—*V.* M. M. Q. D. v° *Appel*, § 9, p. 115.

165. La comparution d'un créancier dans l'ordre en réponse aux contredits d'un autre créancier, n'élève pas une fin de non-recevoir contre la demande en forclusion.—Gren. 4 mai 1824. Cass. 31 août 1825, t. 28, p. 128, t. 30, p. 164.

Art. 5. *Collocation.* § 1er. *Quand il y a lieu à collocation.*

166. Il ne peut s'opérer une compensation à l'égard du créancier hypothécaire qui s'est rendu adjudicataire de l'immeuble entre le prix de son adjudication et le montant de sa créance, contestée dans l'ordre, de telle sorte qu'on soit fondé à prétendre que cette créance se trouve éteinte à son insu, et qu'il est non recevable à en réclamer le montant dans un autre ordre.—Paris, 31 août 1815, t. 17, p. 300, n° 181.

167. Sous l'empire de l'édit du mois de juin 1771, le créancier qui n'était que chirographaire, au moment où il se rendait opposant ne pouvait être colloqué dans l'ordre, encore que sa créance fût devenue hypothécaire depuis l'opposition et avant le sceau des lettres de ratification.—Cass. 6 fructidor an 11, t. 17, p. 104, n° 1.

168. Le juge commis à un ordre ne peut, d'office, comprendre dans la somme à distribuer, les frais de poursuite de vente non taxés, s'il n'en est requis par les parties intéressées.—Paris, 28 fév. 1834, t. 47, p. 413.

169. Lorsque dans une procédure d'ordre, le commissaire renvoie la contestation à l'audience, un créancier ne peut retarder la collocation d'un autre créancier investi de titres authentiques, lorsqu'il n'a pas lui-même un acte constitutif de sa créance et de son hypothèque.—Tribunal de Paris, 6 janv. 1810, t. 17, p. 166, n° 53. — *V.* dans le même sens M. Carr. t. 3, p. 18, n° 2572.

170. Un jugement par défaut contre lequel il y a opposition, ne peut, aussi long-temps qu'il n'a point été statué sur l'opposition, servir de titre à l'effet d'être colloqué dans un ordre.—Brux. 26 mai 1827.

171. Il n'est même pas nécessaire de suspendre la collocation qui ordonne la consignation d'une partie des deniers à distribuer jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement

sur cette opposition. *Même arrêt.*

172. Un tribunal ne peut, d'après de simples présomptions, et en l'absence de tout acte, décider que des créanciers ont renoncé au rang que leur assurait leur hypothèque. — Cass. 1er mai 1815, t. 17, p. 291, n° 175.

173. Lorsque dans l'affiche pour parvenir à l'adjudication sans expropriation, le poursuivant a établi un ordre entre les créanciers inscrits, et s'est placé lui-même dans un rang inférieur à plusieurs d'entre eux, l'acquéreur premier créancier indiqué peut, lors de la distribution du prix de l'immeuble, s'attacher à l'affiche, comme à la loi du contrat contre le poursuivant qui réclame un rang plus avantageux que celui qu'il s'est assigné par erreur.—Cass. 12 juin 1807, t. 17, p. 128, n° 23.

174. Les créanciers privilégiés, désignés dans l'art. 2101 C. c., ne peuvent exercer leur privilége sur les immeubles au préjudice des créanciers hypothécaires inscrits sur ces immeubles, qu'après avoir discuté le mobilier de leur débiteur, ou avoir produit un certificat de carence ou d'insuffisance des meubles. — Brux. 21 août 1810, t. 17, p. 188, n° 73.

175. Néanmoins s'ils se présentent à l'ordre ouvert sur le prix des immeubles, avant la discussion du mobilier, ils doivent être colloqués éventuellement pour le montant de leurs créances ; à la charge par eux de discuter le mobilier dans un délai fixé, et sauf la réduction de leur collocation à ce qui restera dû. Amiens 24 avr. 1822, t. 24, p. 112.

176. Les créanciers postérieurs à ceux inscrits pour des droits éventuels, peuvent être colloqués provisoirement sur les deniers affectés à cette éventualité, à la charge de donner caution de rapport, s'il y a lieu.—Cass. 4 frim. an 14, t. 17, p. 118, n° 14. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 8, p. 842, 3e alin. et suiv.

177. Le créancier qui, n'ayant pas produit ses titres lors du réglement provisoire, a été colloqué pour mémoire, doit être rayé de l'état définitif, quoique sa créance n'ait pas été contestée.—Bourg. 7 juill. 1830, t. 44, p. 220.

178. Lorsqu'un créancier a été colloqué dans le réglement provisoire, et que sa collocation a été maintenue par un jugement, le juge-commissaire ne peut le rejeter du réglement définitif, sous prétexte que les pièces justificatives qui l'avaient fait colloquer provisoirement ne sont pas produites.—Bourg. 20 juill. 1831, t. 44, p. 218.

179. Le créancier hypothécaire d'une rente viagère peut se faire colloquer dans l'ordre sur le prix de l'immeuble qu'il grève pour un capital nécessaire au service de sa rente, quoique celui énoncé dans son inscription soit sur un taux inférieur —Paris, 30 mai 1831, p. 128, t. 42.

180. Le créancier hypothécaire d'une rente viagère peut se faire colloquer dans l'ordre ouvert sur le prix de l'immeuble qu'elle grève pour le capital au denier 20, quoiqu'on ne l'ait évalué qu'au denier 10 dans l'inscription hypothécaire. —Paris, 10 mars 1831, t. 43, p. 545.

181. Le propriétaire ne peut réclamer une collocation privilégiée sur les immeubles en vertu d'un jugement qui le subroge au privilége des frais de justice, lorsque ces deniers ont été acquittés sur le produit de la vente du mobilier.—Lim. 15 juin 1813, t. 10, p. 595, n° 8.

182. L'avoué qui a obtenu à son profit distraction des dépens adjugés à son client, vient dans l'ordre de l'inscription prise par ce dernier sur biens de son débiteur pour les frais de mise en exécution évalués approximativement, encore qu'il en ait pris en son nom personnel une inscription postérieure à d'autres inscriptions intermédiaires. — Metz, 22 nov. 1825.—Brochard C. Dupin.

183. Le juge-commissaire, en allouant les frais de poursuites d'ordre par son procès-verbal de collocation provisoire non contesté dans cette partie, comprend implicitement les frais de notification du jugement d'adjudication ; c'est ce qui résulte des termes de l'art. 759, C. p. c.—Bourg. 23 juin 1826.—Drouin C. Robert.

184. Lorsqu'une créance privilégiée a été cédée à divers cessionnaires pour des portions plus ou moins importantes, ceux-ci doivent être colloqués concurremment et à la même date, quoique leurs transports et les significations qu'ils en ont faites aux débiteurs aient eu lieu à des époques différentes — Cass. 4 août 1817, t. 17, p. 333, n° 214.

185. Le créancier ayant hypothèque générale ou le cessionnaire qui exerce ses droits, peut renoncer à la collocation ordonnée à son profit par le réglement provisoire de l'ordre du prix de l'un des immeubles grevés de son hypothèque pour exercer ses droits sur un autre immeuble qui lui est également hypothéqué. —Paris, 31 août 1815, t. 17, p. 299, n° 130.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 18, n. 3.

186. Mais lorsque dans un ordre ouvert pour la distribution du prix de plusieurs immeubles appartenant au même débiteur, un créancier ayant une hypothèque générale a été utilement colloqué sur le prix de l'un des immeubles, il ne peut pas demander à faire porter la collocation sur le prix d'un autre immeuble affecté spécialement à un autre créancier, lorsqu'une telle prétention aurait pour objet de neutraliser l'hypothèque de ce dernier en lui faisant préférer un créancier postérieur.—Paris, 28 août 1816, t. 17 p. 315, n. 195 — *V.* MM F.L. t. 4, p. 57, et B. S. P. t. 2, p. 620, n. 32, n° 3.

187. Quand il y a concours entre des créanciers ayant hypothèque générale et des créanciers ayant hypothèque spéciale, on ne doit pas colloquer les premiers au marc le franc sur chacun des immeubles grevés, mais il faut les colloquer de préférence sur les biens affectés aux hypothèques spéciales les plus récentes, en remontant jusqu'à ceux qui grèvent les plus anciennes.—Aix, 29 nov. 1833.

188. Si la vente a pour objet des biens appartenant en commun au mari et à la femme, il faut opérer une séparation des masses pour colloquer le douaire de cette dernière sur la portion du prix attribué aux biens du mari.—Paris, 6 juin 1815, t. 17, p. 294, n° 178.

189. La femme dont le mari a vendu l'immeuble dotal, ne peut, après avoir obtenu sa séparation de biens, se faire colloquer dans l'ordre ouvert sur son mari pour le prix de cet immeuble, au lieu de le revendiquer.—Montp. 7 janv. 1831, t. 41, p. 644.

190. La séparation du patrimoine a lieu, de droit, dans une succession bénéficiaire, de telle sorte que les créanciers du défunt doivent être appelés à l'ordre avant les créanciers personnels de l'héritier.—Paris, 20 juill. 1811, t. 17, p. 204, n° 91.

191 Lorsque, dans un ordre, des créanciers non colloqués en ordre utile contestent la collocation faite au premier rang sans contester la seconde, la somme retranchée à la première par l'effet de leur contestation profite à la seconde, et non à eux créanciers contestants. — Am. 24 juin 1823, t. 35, p. 153. *V.* le n. qui suit.

192. Comme aussi le créancier colloqué au dernier rang, dans un ordre qui a contesté la créance du premier en rang utile, n'a pas le droit de venir au lieu et place de celui-ci, quoiqu'il ait seul fait rejeter cette créance et que les autres créanciers placés avant lui n'aient pas contredit.—Cass. 27 déc. 1825, t. 33, p. 32 —*V.* le n° qui précède.

193. Lorsque des parties ont fait admettre par une cour, une demande en inscription de faux, contre un acte, elle ne peuvent avant que l'inscription de faux soit jugée, opposer devant une autre cour cette inscription de faux pour faire rejeter d'un ordre une collocation basée sur l'acte argué.—Riom, 8 août 1828, t. 36, p. 53.

194. Le créancier utilement colloqué dans un ordre, mais dont la collocation est contestée et qui n'est pas payé, peut requérir une autre collocation dans des ordres ouverts à d'autres tribunaux ; les autres créanciers ne sont pas fondés à demander la suppression de ces ordres jusqu'à la décision des difficultés élevées sur le premier —Bourg. 7 juin 1810, t. 17, p. 179, n° 64.

195. La régie de l'enregistrement doit demander à être comprise dans l'ordre du prix des biens vendus d'une succession lorsqu'ils sont passés entre les mains d'un tiers acquéreur chargé d'en payer le prix d'après un ordre de collocation, et ce, sous peine de perdre les droits de mutation qui lui sont dus à raison du décès.—Cass. 9 mars 1808, t. 17. p. 132, n° 26.

196. La collocation en ordre utile ne saurait être considérée comme un paiement, lors même que la créance qu'elle a pour objet, n'est pas exigible. — Conséquemment, le débiteur n'est pas libéré et les autres immeubles ne sont pas affranchis de l'hypothèque.—Cass. 18 mai 1808, Colm. 22 avr. 1815, t. 17, p. 135, n° 30, et p. 290, n° 174. — *V.* MM. B. S. P. t. 2, p. 615, not. 16, n° 2; Pig. *Comm.* t. 2, p. 449, 4e alin.

197. Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, le montant de la collocation d'un créancier hypothécaire se distribuait-il par ordre d'hypothèque entre les créanciers opposants en sous ordre? — Oui, Paris, 13 brum. an 12.—Non, aussi Paris, 10 août 1809, t 17, p. 104, n° 2. —*V.* Pothier, *Cout. d'Orl. tit. des criées*, n° 141, Bruneau et Héricourt, ainsi que M. Pig *Procédure du Châtelet*, t. 1, p. 822, Pig. t. 2, p. 279; Carr. t 3, p. 50.—L'art. 778 C. p. c. ne permet plus le doute. — *V.* cependant les nos suiv.

198. Les créanciers de la femme mariée sous le régime de la communauté, subrogés par elle à ses droits et hypothèques légales, doivent être colloqués sur elle en sous ordre, suivant leurs rangs et hypothèques, et par préférence aux créanciers non subrogés; on ne peut dans ce cas leur appliquer les dispositions de l'art. 778, C. p. c. qui veut que le montant de la collocation du débiteur soit distribuée comme chose mobilière entre tous les créanciers inscrits.—Paris, 15 mai 1816. Ang. 19 juin 1823, t. 17, p 306, n° 187. —*V.* M. Carr. t. 3, p. 50, not 2, n° 21. —*V.* le n° qui suit.

199 Lorsque dans un ordre les créanciers d'un créancier sont porteurs de subrogation à son hypothèque, il n'est pas nécessaire de les colloquer en sous ordre, et la préférence peut être accordée aux créanciers premiers subrogés —Cass. 2 avr. 1829, t. 38, p. 251.— *V.* les deux nos qui précèdent.

§ 2. *Effets de l'ordre quand au renouvellement d'inscriptions* (1).

200. Une inscription hypothécaire ne peut plus tomber en péremption, faute de renouvellement dans les dix années de la date, lorsqu'il y a eu vente de l'immeuble hypothéqué, notification du contrat de vente aux créanciers inscrits, et même ouverture de l'ordre pour la distribution du prix, quoique l'inscription ait acquis dix ans de date avant le réglement provisoire de l'ordre. — Paris, 16 juin 1824, t. 29, p. 154.

201. Décidé également qu'une inscription hypothécaire n'a pas besoin d'être renouvelée, lorsqu'elle a produit son effet par l'ouverture du procès-verbal d'ordre et la notification aux créanciers du réglement d'ordre provisoire.—Amiens, 21 fév. 1826. t. 37, p. 219.

202. L'inscription hypothécaire d'un créancier qui a moins de dix ans de date au moment de l'ouverture d'un ordre n'est pas sujette à renouvellement.—Cass. 18 avr. 1832, t. 43, p 684.

203. Les créanciers inscrits ne sont dispensés de renouveler leur inscription qu'après l'ouverture du procès-verbal d'ordre.—Besanç. 21 déc. 1826.—Juliclère C. Poncelet Bouguon.

204. Décidé aussi que l'inscription doit être renouvelée jusqu'à l'époque de l'ouverture du procès-verbal d'ordre et distribution du prix des biens grevés de l'hypothèque. — Caen, 6 avr. 1824.—Leprevost C. Leriche.

205. L'adjudication définitive sur expropriation forcée dispense les créanciers hypothécaires ou privilégiés de renouveler leurs inscriptions, en cas que les dix années expirent avant l'ouverture de l'ordre. —Brux. 24 mars 1825.

206. Le créancier hypothécaire qui, en devenant acquéreur de l'immeuble hypothéqué à la créance, n'a pas conservé son hypothèque, perd son rang, et les créanciers légalement inscrits viennent dans l'ordre avant lui, quoique son hypothèque eût été au premier rang.— Cass. 1er mai 1828. Bellon C. Samson.

207. Le créancier qui a fait rétablir une inscription précédemment radiée en l'absence des créanciers hypothécaires, ne peut primer le créancier inscrit dans l'intervalle de la radiation de leur inscription à sa réintégration.—Paris, 15 av. 1811, t. 21, p. 546, *V.* n° 46.

§ 3. *Effets de l'ordre quant aux hypothèques légales* (1).

208. Quoique une femme n'ait pris inscription sur les biens de son mari que postérieurement à l'adjudication sur expropriation forcée, elle n'en doit pas moins être colloquée dans l'ordre pour le montant de ses répétitions dotales, si elle a pris inscription avant la clôture de l'ordre.— Lyon, 28 janv. 1825, t. 29, p. 159.

209. L'hypothèque légale de la femme non inscrite dans le délai fixé par l'art. 2195, C. c., n'est purgée qu'à l'égard de l'acquéreur; la femme conserve contre les créanciers le droit d'exercer son hypothèque tant que l'ordre n'est pas clos, ou tant que le prix est dans les mains de l'acquéreur.—Rouen, 10 août 1823, t. 25, p. 297.

210. Pareillement la femme qui, pendant le cours d'une expropriation forcée poursuivie contre son mari, ne prend point inscription pour ses droits et reprises matrimoniales, peut cependant se faire colloquer dans l'ordre.—Gren. 4 fév. 1824. Montp. 19 mai 1824, t. 28, p. 118, t. 29, p. 15.

211. Il en est de même à l'égard de l'hypothèque légale des mineurs, encore que cette hypothèque légale soit, relativement à l'acquéreur, purgée par l'expropriation forcée, cependant ils conservent la faculté de se faire colloquer à leur rang tant que l'ordre n'est pas clos.—Caen, 22 juin 1816, et 5 mai 1823. Brux. 26 mars 1813, t. 17, p. 245, n° 128; p. 311, n° 191, et t. 25, p. 150.

212. Décidé au contraire que l'expropriation forcée purge l'hypothèque légale non inscrite; et que la purge a effet même au profit des créanciers.—Metz, 5 fév. 1823, t. 35, p. 295.

213. Et que la femme est non recevable à demander la collocation à l'ordre tant que son hypothèque légale n'a pas été inscrite.—Metz, 5 fév. 1823, t. 25, p. 295.

Chap. IV. *Jugement d'ordre. — Voies contre ce jugement.* — Art. 1. *Pro-*

---

(1) Ces questions sont plutôt de droit civil que de procédure (*V.* la note du § 3). Aussi nous engageons nos lecteurs à consulter sur cette matière les ouvrages de MM. Grenier, Troplong, Duranton, etc.

(1) Il y a sur les effets de l'expropriation forcée et de l'ordre sur les hypothèques légales beaucoup d'autres décisions que nous ne rapportons pas ici, la plupart de ces arrêts jugeant plutôt des questions de droit civil que des questions de procédure. Il nous suffira de dire que les Cours royales et la Cour de cassation ont été jusqu'à présent en désaccord sur la question de savoir si la femme qui n'a pas fait transcrire son contrat dans les deux mois de l'exposition du contrat peut encore demander à être colloquée sur le prix à distribuer; les Cours royales s'étaient prononcées pour l'affirmative, et la Cour de cassation pour la négative. Cependant la Cour de cassation a jugé récemment que les hypothèques légales non inscrites sur un immeuble vendu sur expropriation forcée, n'étaient point purgées si l'adjudicataire n'avait pas rempli les formalités exigées par le Code civil du tiers devenu détenteur par suite d'aliénation volontaire.

cédure et formes du jugement d'ordre (1).

214. En matière d'ordre, le même avoué peut occuper pour plusieurs créanciers ayant des intérêts opposés. — Gren 6 août 1822, t. 24, p. 265. — V. *infrà*, n° 221.

215. Mais on peut alors ne lui signifier qu'une copie du jugement qui statue sur les contredits — Toul. 4 mai 1824, t. 26, p. 269.

216. Les parties ne peuvent pas signifier des conclusions motivées. — Orl. 18 juin 1817, Col Del. t.2, p. 399.—C. *T.* t. 2, p. 252, n° 72.

217. Les requêtes, mémoires et autres écritures, signifiés dans l'instance d'ordre, ne doivent ni entrer en taxe, ni être acquittés par privilége.—Paris, 2 germ. an 13. t.17, p. 117, n°10.—C. T. t. 2, p.252, n°71.

218. Les parties peuvent faire présenter leurs moyens à l'audience par des avocats.—C.T. t. 2, p.255, n°73. —V. *infrà*, n°s 230 et 266.

219. Les réponses faites par les tiers opposants aux défenses fournies sur la tierce opposition, ou des conclusions motivées, ou des mémoires imprimés, ne doivent pas passer en taxe. — Bord. 18 mai 1830. t. 40, p. 224.—C.T. t. 2, p.256, n° 77.

220. En matière d'ordre, l'avoué obtient-il un droit de consultation et un droit de correspondance? — Non, s'il ne s'élève aucune contestation sur le réglement provisoire. — Oui, si des difficultés sont portées à l'audience.— C. T. t. 2, p.256, n°78.

221. Lorsqu'un avoué occupe pour plusieurs créanciers, il ne peut obtenir plusieurs droits de production, qu'autant que ces créanciers ont des intérêts distincts.—C.T. t. 2, p. 237, n° 26. —*V. suprà*, n° 214.

222. L'art. 760, en exprimant que l'avoué poursuivant ne peut être appelé dans la contestation, a-t-il entendu que les créanciers ne peuvent choisir cet avoué pour avoué commun. — L'affirmative est soutenue par les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 470; mais l'opinion contraire est adoptée par MM. B S P. p. 616, not. 18, n° 3; Carr. t. 3, p. 24, n° 2578, et Merl. *Rép.* t. 12, p. 311. —*V. J. A.* t. 17, p. 372, n° 262.

223. Le juge commissaire ne peut décider qu'il n'y a pas lieu à un ordre, attendu qu'il n'existe pas trois créanciers inscrits; dans ce cas, le juge commissaire ou la Cour, saisis de l'appel de son ordonnance, doivent renvoyer devant le tribunal en référé.—Toul. 7 juill. 1827. Gleizes C. Baric.

224. En matière d'ordre, on ne peut former à l'audience, à laquelle le juge commissaire renvoie les parties, des demandes qui n'ont pas été faites dans les contredits, et y prendre des conclusions nouvelles. — Nîm. 24 août 1819, t. 17, p. 349, n° 231 —*V.* MM. Carr. t. 3, p. 18, n° 2571, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 427.

225. L'intervention du ministère public dans une instance d'ordre, n'est prescrite qu'en vue et dans l'intérêt de la masse des créanciers. Elle ne s'étend point au cas où un créancier ou adjudicataire, majeur, maître de ses droits, agit seul et pour son propre compte, contre la masse ou partie de la masse des créanciers; ainsi, celui-ci ne peut se pourvoir par requête civile contre l'arrêt qui l'a condamné, sous le prétexte que le ministère public n'a pas été entendu lors de cet arrêt —Paris, 9 août 1817, t. 17, p. 335, n° 215.

226. Un jugement d'ordre n'est pas nul, quoiqu'il n'y soit pas fait mention qu'il a été rendu sur le rapport du juge commissaire, si ce juge est du nombre de ceux qui ont rendu le jugement. —Gren. 28 juill. 1823, t. 17, p. 367, n° 253. — *V.* les *Observations* ibid. et M. Carr. t. 1, p. 354, n° 594.

227. Lorsque le juge commissaire, chargé de procéder à un ordre, passe par suite du roulement annuel à une autre chambre que celle qui avait connu de l'affaire, c'est à la chambre à laquelle il est nouvellement attaché, qu'il doit cependant faire son rapport. — Bord. 3 juin 1829. Mazens C. les héritiers Laloubié.

228. En matière d'ordre, lorsque une audience est la suite d'une autre, il n'est pas nécessaire que le rapport soit renouvelé lors de cette dernière. — Bourg. 16 août 1828. Rateau C. Perrin et Coumailles.

229. L'art. 762, C. p. c, ne s'applique pas au cas de contestations survenues depuis la clôture de l'ordre. — Renn. 11 janv. 1813, t. 17, p. 235, n° 118. — *V.* M Carr. t. 3, p. 26, not. 1.

230. Les jugements qui sont rendus en matière d'ordre, après le rapport du juge commissaire et les conclusions du ministère public, ne doivent pas être précédés des plaidoiries. — Montp. 26 fév. 1810 Nancy, 23 juill. 1812 Orl. 25 janv. 1819, t. 17, p. 170, n° 57; p. 341, n° 224; t. 15, p. 370, n° 107.— *V. suprà*, n° 218, le n° suiv. et *infrà*, n° 266.

231. Les parties qui, sur une contestation dans un ordre, sont renvoyées par le juge commissaire à l'audience, ont le droit de plaider après le rapport de ce magistrat. — Bord. 25 juill. 1833, t. 46, p. 54 — *V.* le n° qui précède.

232. Lorsqu'en matière d'ordre ou sur une assignation à bref délai, un des assignés fait défaut, il y a lieu d'ordonner défaut-joint comme en matière ordinaire.—Pau, 13 nov. et 22 déc. 1824, t. 29, p.205.—V. *infrà*, n° 355 à 358.

233. Le jugement qui est intervenu sur des contestations élevées entre les créanciers, produisant dans un ordre, n'est pas nul, quoiqu'il ait été rendu à une autre audience que celle indiquée par le juge commissaire dans son ordonnance et par l'acte signifié aux avoués de la cause, au nom de la partie qui poursuit l'audience —Nîm. 19 nov. 1819, t. 17, p. 352, n° 233.

234. Dans un jugement d'ordre, il est indispensable de signifier des qualités.—C. T. t. 2, p. 253, 75.

235 Une omission dans les qualités des parties à un jugement d'ordre, ne le vicie pas de manière à le rendre nul, si on ne s'est pas opposé auxdites qualités. — Renn. 23 janv. 1815, t. 17, p. 281 n° 167.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 26, n. 3, et p. 27, not. 10.

236. Le jugement n'est pas nul, parce que les questions de droit à décider auront été posées dans le jugement avant la mention du rapport du juge commissaire, et avant les conclusions du ministère public. — Nîm. 19 nov. 1819, t. 17, p. 352, n° 234.

237. Lorsqu'un jugement, rejetant des moyens de nullité contre l'ouverture d'un ordre, et ordonnant la jonction d'un second ordre au premier, n'est pas signifié à avoué, toute la procédure qui l'a suivi doit être annulée.— Cass. 4 mars 1829, t. 37, p. 6.

238. Lorsqu'après un jugement qui, dans un ordre, avait ordonné l'aliénation d'un capital pour le service d'une rente viagère, le jugement d'adjudication de ce capital doit etre signifié aux seuls avoués parties à ce jugement.—*Dissert.* t. 42, p. 343.

239. En matière d'ordre, le jugement qui statue sur un incident, par exemple, sur des contredits, doit être signifié seulement à avoué. — *Dissert. et delib. du trib. civ. de la Seine*, t. 42, p. 100 et 408.

240. Il est inutile que chaque partie, qui obtient gain de cause dans les contestations d'ordre, fasse signifier l'arrêt ou le jugement définitif.—On doit ordonner que la signification aura lieu par un avoué désigné. — Cette signification fait courir les délais de l'appel et du pourvoi, vis-à-vis de toutes les parties.—C. T. t. 2, p. 259, n° 90

241. La signification à avoué du jugement d'ordre ne doit pas être faite en autant de copies qu'il y a eu de créanciers représentés par l'avoué qui la reçoit — Poit. 11 mai 1826, t. 30, p. 422, n° 1. — C. T. t. 2, p. 260, n° 91.

242. Les erreurs ou omissions commises dans un jugement d'ordre ne peuvent pas imposer à l'acquéreur des engagements qui ne résultent pas des conditions de la vente.—Paris, 4 juill. 1810, t. 17, p. 179, n° 65.

Art. 2. *Voies contre le jugement d'ordre.* — § 1er. *Appel* — 1° *Qui peut appeler au principal ou incidemment.* — *De quoi on peut appeler.*

243. Un créancier qui, dans un ordre, n'a point contesté en première

(1) V. *infrà*, le chap. 7, n°s 464 à 479.

instance le privilége réclamé par un autre créancier n'est pas recevable dans son appel du chef du jugement d'ordre qui aurait accordé un privilége à son préjudice. — Paris, 22 mess. an 12, 2 mai 1807, t. 17, p. 112, n° 6, et p. 127, n° 21.

244. Comme aussi le créancier inscrit qui ne s'est présenté ni à l'ordre, ni à l'audience dans laquelle le procès-verbal a été homologué, n'est pas recevable à interjeter appel du jugement d'homologation. — Cass. 6 mars 1809, t. 17, p. 149, n° 42. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 31, n° 2590; B. S. P. t. 2, p. 612, not. 19, n° 4; Haut. p. 422, dern. alin. F. L. t 4, p. 65; Pr. Fr. t. 4, p. 471, *in fine*.

245. De même, celui qui n'a pas contesté dans le mois l'ordonnance du juge commissaire qui l'éliminait de l'ordre ne peut pas appeler du jugement d'ordre — Paris, 9 fév. 1809 t. 17, p. 148, n° 40.

246. Le créancier figurant dans un ordre, et qui n'a pas contredit dans le délai légal, ne peut interjeter appel du règlement dressé par le juge-commissaire, sous le prétexte que ce magistrat aurait colloqué des individus n'ayant aucun droit sur le prix à distribuer.—Paris, 26 janv. 1831, t. 44, p. 216.

247. L'appel incident est permis en matière d'ordre, comme en toute autre matière. — Rouen, 1er août 1817, t. 17, p. 333, n° 213. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 27, n° 4.

248. L'appel incident d'un jugement rendu en matière d'ordre est recevable d'intimé à intimé.—Toul. 7 juin 1833, t. 45, p. 624.

249. Celui qui s'est porté appelant principal d'un jugement d'ordre ne peut pas, après l'appel d'une autre partie sur lequel il n'a pas été intimé, se rendre appelant incidemment. — Bord. 3 fév. 1829. Dlle Gombaut C. Maderan.

250. Lorsqu'il ne s'est élevé aucune contestation sur l'état de collocation provisoire, l'état de collocation définitive, dressé conformément à cet état provisoire, ne peut être attaqué par la voie de l'appel. — Rouen, 25 mars 1809; Bourg. 10 déc 1813, t. 17, p. 151, n° 43, et p. 262, n° 111. — *V.* en ce sens M. Merl. t. 12, p. 310, 5e alin. — Quant à la voie de l'opposition, tous les auteurs sont d'une opinion conforme à celle de M. Merl. — *V.* M. B. S. P. t. 2, p 614, not. 12; *Observation* et p. 615, not. 16; *Observation*, F. L. t. 4, p. 62; Carr. t. 3, p 22, n° 2575; Haut. p. 419; Pig. *Comm.* t. 2, p. 435. — Quant à la voie de l'appel, il y a plus de difficultés, V. *J. A.* ibid, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 435, alin. 4 et 5; Carr. t. 3, p. 22, n° 2575; B. S. P. t. 2, p. 614, not. 12; *Observation*, et p. 615, not. 16; *Observation*; F. L. t. 4, p. 62, *in fine*. Haut. p. 419 — *V* aussi M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 436, *in fin.* et Carr. t. 3, p. 23, not. 1.

251. La voie de l'appel n'est pas ouverte contre un procès-verbal d'ordre définitif quoique le juge commissaire ait d'office changé la collocation provisoire.—Brux. 22 oct. 1814

252 Lorsque, devant le juge commissaire, un créancier s'oppose à la délivrance des bordereaux des intimés, le juge n'en peut connaître et doit renvoyer les parties devant le tribunal; s'il retient l'affaire, son ordonnance est susceptible d'appel. — Rouen, 27 nov. 1826. Lavaché, Durclé C. Dufour.

253. Le créancier qui, avant l'ordre, a reçu son remboursement, ne peut pas attaquer l'ordonnance du juge-commissaire qui a prononcé la déchéance contre lui, parce qu'étant déjà payé, il n'a aucun intérêt à attaquer cette ordonnance qui ne peut lui préjudicier.—Cass. 27 fév. 1810, t. 17, p. 172, n° 60.

§ 1er. 2° *Acte d'appel. — Griefs. — Instruction.*

254. L'acte d'appel d'un jugement d'ordre est-il nul par cela seul qu'il n'énonce pas des griefs d'appel? — Oui, Brux. 5 juill. 1810.—Non, Brux. 3 déc. 1812, 28 janv. 1819 et 8 avril 1829; Rouen, 9 déc. 1813; Metz, 29 nov. 1821, 18 janv. 1822 et 18 juin 1823; Nancy, 21 mars 1825. Pau, 19 mars 1828, t. 13, p. 127, n° 125, t. 17, p. 130, t. 21, p. 259, n° 31, t, 23, p. 360, t. 31, p 127, et t. 37 p. 41; Agen, 1er mai 1830 — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 30, n° 2528, et B. S. P. t. 2, p. 616, not. 19, n° 5.

255 L'énoncé des griefs n'est pas nécessaire, lors même qu'en première instance la contestation s'est étendue sur plusieurs objets différens — Riom, 17 janv. 1824, t. 28, p 176.

256. L'art. 763, C. p c. qui exige que l'acte d'appel d'un jugement d'ordre contienne l'énonciation des griefs, ne doit pas être entendu en ce sens que l'appelant ne puisse faire valoir que les griefs articulés dans son acte d'appel; il est recevable à présenter tous ceux qui ne forment pas des moyens nouveaux, quoique non déduits dans l'exploit d'appel.— Trèves, 11 mars 1812, t. 17, p. 216, n° 102.

257. Le créancier qui a appelé d'un jugement d'ordre ne peut présenter en appel un moyen qu'il n'a pas invoqué en première instance, et qui ne se rattache pas au contredit qu'il a présenté contre les créanciers colloqués avant lui. — Bourg, 4 mars 1831.—V. *infrà*, n° 260.

258. Cependant on peut opposer pour la première fois en cause d'appel la fin de non-recevoir résultant du défaut d'opposition à l'état d'ordre dans le délai prescrit. — Gren. 3 mars 1821, t. 17, p. 357, n° 242. —*V.* M. M. Q. D. v° *Appel*, § 9, p. 115.

259. Mais les collocations qui ont été fixées dans le jugement d'ordre sans contestation de la partie saisie et des autres créanciers, ne peuvent être attaquées pour la première fois en cause d'appel.—Paris, 6 therm. an 13, t. 9, p. 65.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 211, not. 1. 4° B. S. P. p. 430, not. 101, 3°; Haut. p. 267.

260. On ne peut sur l'appel demander à être colloqué pour une créance dont on n'a pas produit le titre devant les premiers juges. — Cass. 14 juill. 1815, t 9 p. 96.—*V.* M B. S. P. p. 782, n° 51.—V. *suprà*, n° 257.

261. Si un créancier n'a pas été mis en demeure valablement de proposer des moyens de nullité contre l'adjudication, il peut le faire encore quand même le poursuivant l'ordre ayant négligé de proposer cette difficulté en première instance, serait par là déchu du droit de la proposer en appel —Cass. 13 oct. 1812, t. 17, p. 223, n° 110 et 111. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 440, et B. S. P. t. 2, p. 782, not. 51, G. n° 2.

262. Le créancier qui s'est borné en première instance à demander la maintenue de sa collocation, est recevable à critiquer sur l'appel les collocations ordonnées au profit des autres créanciers.—Colm. 25 avr. 1817, t. 5, p. 83, n° 59.

263. Jugé au contraire que le créancier qui, en première instance, a conclu au maintien de l'état de collocation, ne peut plus en appel contester la collocation d'un autre créancier.—Bord. 15 déc. 1826, t. 33, p. 309.

264. L'appel du jugement qui déboute une partie de son opposition au réglement d'ordre clos, ne peut saisir la cour d'une demande en annulation des diverses procédures antérieures à la clôture de l'ordre.—Renn. 11 janv. 1813, t. 17, p. 235, n° 119.

265. En matière d'ordre, les appelants peuvent-ils signifier une requête contenant leurs griefs?—De ce que l'art. 765 ne parle que des intimés, M. Delap. t. 2, p. 346 conclut que des appelants peuvent établir leurs moyens par requêtes; mais ces moyens ont dû être exposés dans l'acte d'appel, d'après l'art. 763 et le tarif n'alloue pas une réponse de la part des appelants — *V.* MM Carr. t. 3, p. 34, n° 2596, Pig t. 2, p. 275 et 195, Pig. *Comm.* t. 2, p. 443, D C. p. 469, et *J. A.* t. 17, p. 375, n° 266.

266. En appel l'arrêt est-il rendu sur rapport? Peut-on ordonner une instruction par écrit? Le ministère public peut-il être entendu? — M. Pig. t. 2, p. 275, avait soutenu l'affirmative, contrairement à l'opinion de M. Carr. t. 3, p. 3, n° 2597, F. L. t 4, p. 66, et B. S. P. t. 2, p. 617, not. 21, mais il est revenu à l'opinion de ces auteurs, dans son *Comm.* t. 2, p. 443.—M. Lep. p. 525, pense que l'intervention du ministère public est nécessaire devant la cour comme en première instance. — V. *J. A.* t. 17, p. 375, n° 267.

267. L'arrêt ne doit pas, à peine de nullité, contenir la liquidation des frais.—Cass. 6 juin 1820. t. 9, v° *Dépens*, n° 3, 3ᵉ esp. — *V*. C. T. t. 2, p. 257, n° 83.

268. Les parties qui succombent sur l'appel sont condamnées aux dépens sans pouvoir les répéter: ces dépens ne doivent être mis à la charge de la partie saisie qu'autant que celle-ci a élevé des contestations rejetées par la cour.—Agen, 12 janv. 1825, t. 29, p. 185.—V. *J.A.* t. 9, v° *Dépens*, n° 154, et C.T. t. 2, p. 258, n° 84.

§ 1ᵉʳ. 3° *Contre qui faut-il appeler. Intimation.*

269. Celui qui veut contester en appel la collocation d'un créancier, doit interjeter appel contre ce créancier, et ne pas se borner à lui notifier après les délais, l'appel interjeté contre d'autres créanciers. — Bord. 26 mars 1828.

270. L'exploit d'appel en matière d'ordre, dirigé contre plusieurs créanciers, doit être remis par copies séparées à chacun d'eux, quoiqu'il soit signifié au même domicile qu'ils ont tous élus dans leur inscription.—Gren. 17 août 1831, t. 42, p. 56.—V. *infrà*, n° 294.

271. On ne peut pas appeler contre le créancier poursuivant l'ordre, lorsque sa collocation ne nuit pas à l'appelant.—Paris, 9 fév. 1809, t. 17, p. 148, n° 39.

272. Est recevable en matière d'ordre, l'appel qui n'a été dirigé que contre le créancier poursuivant qui avait seul signifié le jugement contre lequel on a interjeté appel.—Cass. 4 mars 1829, t. 37, p. 6.

273. Le curateur à une succession vacante ne peut pas se plaindre d'avoir été débouté d'une demande en collocation dans un ordre, s'il ne se porte appelant du jugement contre ceux qui en ont provoqué le rejet.—Renn. 25 av. 1820, t. 17, p 355, n° 240.

274. Le créancier chirographaire appelant du jugement qui a rejeté sa demande de collocation en sous ordre, n'est pas tenu d'intimer tous ceux qui, en première instance, ont été défendeurs à cette demande.—Colm. 5 mai 1830, t. 40, p. 75.

275. En matière d'ordre, l'appelant n'est pas tenu d'intimer tous les créanciers qui ont figuré en première instance. Il peut n'intimer que l'avoué du dernier colloqué.—Nîm. 28 mars 1828, t. 40, p. 180. — V. *infrà*, n° 295.

276. Il faut, à peine de nullité, intimer la partie saisie sur l'appel du jugement d'ordre.—Limog. 15 nov. 1811, t. 17, p. 207, n° 95.— M. Coff. pense qu'elle peut ne pas l'être si les contestations sur lesquelles il s'agit de statuer lui sont étrangères, conformément à l'arrêt du n° suivant, et contrairement à l'opinion de tous les auteurs.—V. *infrà*, n° 300.

277. Lorsque les contestations sur lesquelles il s'agit de statuer sont étrangères à la partie saisie; elle ne peut pas être intimée. —Paris, 4 août 1810, t. 17, p. 182, n° 69.—*V*. en sens contraire, MM. Pig. t. 2, p. 195 et 275; Carr. t. 3, p. 24, n° 2577, Tarrible, *Rép.* t. 12, p. 311; B. S. P. t. 2, p. 615, not. 17-18.—*V*. le n° qui précède et celui qui suit.

278. Il n'est pas nécessaire que l'appelant d'un jugement d'ordre qui ne statue que sur le rang des créances et non sur leur légitimité, intime le saisi sur appel.—Pau, 19 mars 1829, t. 37, p. 41.—*V*. les deux nᵒˢ qui précèdent.

279. Comme aussi en matière d'ordre, il n'est pas nécessaire d'intimer sur l'appel les parties dont on ne conteste pas la collocation. — Nancy, 28 avr 1826, t. 31, p. 233.

280. Tout créancier non colloqué dans un ordre, peut appeler du jugement d'ordre contre les créanciers colloqués, sans être tenu d'intimer ceux qui n'ont pas été colloqués. — Colm. 14 mai 1832, t. 45, p. 527.

281. L'appel d'un jugement d'ordre, interjeté par un créancier qui a été rejeté pour une partie de sa créance, et signifié seulement aux créanciers qui ont contesté la collocation, est valable, du moins à l'égard de ceux-ci, nonobstant la prétendue indivisibilité de l'instance d'ordre. — Bord. 26 mai 1832, t. 45, p. 527.

282. Mais en matière d'ordre, l'appel doit être interjeté contre toutes les parties qui ont intérêt au maintien du jugement. — Riom, 3 août 1826, t. 35, p. 369.

283. ...... Encore bien qu'elles ne soient pas contestantes. — Toul. 8 juill. 1829, t. 41, p. 693.

284. Si donc les difficultés qui s'élèvent dans un ordre tendent à faire écarter de l'ordre un des créanciers, l'appel du jugement intervenu sur cette contestation, doit être dirigé contre tous les créanciers postérieurs au rang dans lequel veut se placer l'appelant, qu'ils aient ou non contesté l'état de la collocation provisoire.—Riom, 29 juin 1826, t. 34, p. 362.

285. Pareillement si les difficultés qui s'élèvent dans un ordre n'ont pas seulement lieu entre deux créanciers, mais attaquent l'ordre entier, la collocation dans son ensemble, tous les créanciers doivent être mis en cause, et intimés sur l'appel qui est interjeté.—Bourg. 14 nov. 1823. t. 25, p. 349.

286. L'intimation ne peut pas être suppléée par une intervention.—Toul. 8 juill. 1829, t. 41, p. 693.

287. Il n'est pas nécessaire de notifier l'appel d'un jugement d'ordre aux créanciers en sous-ordre qui figurent dans ce jugement et qui doivent profiter de la collocation faite aux créanciers directs. — Montp. 24 nov. 1831, t. 42, p. 284.—*V*. les deux nᵒˢ qui suivent.

288. L'appel interjeté par un créancier hypothécaire d'un jugement d'ordre, n'a pas besoin d'être signifié au créancier en sous-ordre, même à ceux qui sont colloqués par le jugement; il suffit de la signification faite aux créanciers directs dont l'allocation a été répartie entre les créanciers en sous ordre.—Cass. 2 mai 1810, t. 17, p. 175, n° 62. — *V*. dans le même sens les considérations de M. Coff. appuyées de l'autorité de MM. Carr. t. 3, p. 31, n° 2591; Haut. p. 421; B. S. P. t. 2, p. 616, n. 19, nᵒˢ 4, 4°; Pr. Fr. t. 4, p. 478; *Rép.* p. 517, 3ᵉ alin. et Pig. t. 2, p. 277, *in fine* —*V*. cependant le n° qui suit et le n° qui précède.

289. L'appelant d'un jugement d'ordre est non recevable, s'il n'intime point les créanciers colloqués en sous-ordre dont les rangs et les droits pourraient être modifiés par suite de la réformation qu'il demande.—Montp. 15 mars 1831, t. 41, p. 408.—*V*. les deux nᵒˢ qui précèd.

290. Le créancier légalement intimé sur l'appel d'un jugement d'ordre ne peut se prévaloir de ce que les autres n'ont pas été intimés — Nîm. 28 mars 1828, t. 48, p. 128.

291. La signification de l'appel d'un jugement d'ordre peut être valablement faite à avoué. — Nancy, 23 juill. 1812, t. 15, p. 370, n° 106. —*V*. MM. Pig. t. 1, p. 570; Carr. t. 1, p 393, n° 658.

292. Décidé au contraire que l'appel du jugement doit être signifié à personne ou à domicile.—Colm. 25 avr. 1817, t. 5, p. 82, n° 57. Brux. 7 mai 1828. V. *infrà*, n° 348 et suiv.

293. Quoique chacun des créanciers postérieurs à une collocation contestée, ait conservé un avoué particulier, cependant l'appel peut être signifié pour tous, à l'avoué du créancier dernier colloqué.—Gren. 19 janv. 1815, t. 17, p. 281, n° 165.

294. Comme aussi les contestants, dans une instance d'ordre sont valablement intimés en la personne de l'avoué qu'ils avaient, par un accord fait entre eux, chargé de défendre leurs intérêts.—Paris, 9 mars 1812, t. 17, p 215, n° 101.—V. *suprà*, n° 270.

295. Quand y a-t-il lieu d'intimer l'avoué du créancier dernier colloqué?—Selon M. D. C. p. 469, 7ᵉ alin. c'est lorsque l'intérêt des créanciers inférieurs aux allocations contestées l'exige; selon les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 471, c'est lorsque la créance du dernier colloqué court risque de ne pas venir en ordre utile ou tout autre motif semblable.— Mais MM. Tarrible, *Nouv. Rép.* t. 12, p. 313; Pig. t. 2, p. 275, Pig. *Comm.* t. 2, p. 441; B. S. P. t. 2, p. 617, not. 1 et 2, et Delap. t. 2, p. 346, pensent que ces expressions, *s'il y a lieu*, signifient que l'avoué

du créancier dernier colloqué, ne doit être intimé que lorsqu'il a été partie au jugement, et M. CARR. t. 3, p. 32, n° 2595, est d'avis que l'art. 764 se refère à l'art. 760, et signifie que l'avoué du créancier dernier colloqué, représente tous les créanciers qui n'ont pas personnellement contesté, pourvu qu'il ait lui même figuré en première instance. — V. *J. A.* t. 17, p. 374, n° 265 —V. *suprà*, n° 275.

296. Lorsque l'avoue poursuivant a été colloqué en son nom personnel pour le montant de ses frais, c'est contre lui personnellement, que doit être interjeté l'appel dirigé contre sa collocation.—Metz, 22 mai 1817, t. 17, p. 314, n° 204.—*V.* M. CARR t. 3, p 27, not. 9e.

297 et 298. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la mise en cause de l'avoué du créancier dernier colloqué, ait lieu dans le délai fixé pour l'appel du jugement d'ordre. —Paris, 27 nov. 1812, t. 17, p. 231, n° 115.

§ 1er. 4° *Du délai de l'appel.*

299. En matière d'ordre, l'appel d'un jugement n'est recevable à l'égard de chacune des parties en particulier, qu'autant qu'il est interjeté dans les dix jours de la signification à avoué.—Metz, 22 nov. 1825. Brochard C. Dupin.

300. Est nul l'appel d'un jugement rendu sur des contestations élevées dans un ordre, et qui n'a été ni interjeté dans les dix jours de sa signification à avoué, ni signifié à tous les créanciers intéressés au maintien de l'ordre. — Gren. 4 fév. 1832, t. 45, p. 480.—V. *suprà*, n° 276 et suiv.

301. L'appel d'un jugement d'ordre est non recevable s'il a été interjetté après les dix jours de la signification de ce jugement à avoué, bien que ce même jugement n'ait jamais été signifié à personne ou domicile ; l'art. 763 déroge à l'art. 443 C. p. c. —Paris, 26 mars 1808, t. 17, p. 134, n° 29.—*V.* M. HAUT. p. 422, alin. 2.

302. L'art. 449 C. p. c. n'est pas applicable à l'appel d'un jugement d'ordre qui peut être interjeté dans la huitaine de sa prononciation. — Bord. 15 déc. 1826, t. 33, p. 309.

303-304. Le jugement d'ordre rendu avant l'émission du C proc., quoique signifié depuis, n'est pas soumis aux dispositions de l'art. 763 de ce Code qui veut que l'appel soit interjeté dans les dix jours de la signification du jugement à avoué — Paris. 4 août 1807, t. 17, p. 129, n° 24.—Cass. 2 juill. 1811, t 6, p. 671, n° 9.—*V.* M. CARR. t. 3, p. 30, n° 2587.

305. Il en est de même du jugement rendu depuis le 1er janv. 1807, mais sur un ordre instruit conformément aux lois anciennes. — Cass. 2 juill. 1811, t. 6, p. 671, n° 10.

306. Décidé au contraire que l'ordre fait sous la loi du 11 brum. an 7, et clos par un jugement rendu depuis le C. proc. c., doit être exécuté conformément à ce Code; qu'en conséquence le délai d'appel est réglé par l'art. 763 C. p. c. — Gren. 28 juill. 1809, t. 17, p. 163, n° 50. — Telle n'est pas l'opinion adoptée par la jurisprudence. — *V.* M. CARR. t 3, p. 30, n° 2587.—La même décision s'appliquera-t-elle en matière de contribution? —On peut le penser.—V. *J. A. ibid.*

307. Le délai de dix jours fixé par l'art. 763 pour l'appel du jugement d'ordre, ne s'applique qu'aux jugements qui statuent sur des contestations élevées dans un ordre; ainsi le jugement qui, lorsqu'il ne s'élève pas de contestation sur la collocation du créancier, ordonne que l'adjudicataire payera le prix de son adjudication, est soumis au délai ordinaire de l'appel. — Brux. 28 nov. 1811, t. 17, p. 211, n° 97.—*V.* MM. B. S. P. t. 2, p. 612, n. 5, *a*, n° 4; F. L t. 4, p. 64, 9e alin. CARR. t. 3, p. 27, n. 7; HAUT. p. 422, 5e alin.

308. Le délai de l'appel doit être restreint à dix jours, lorsque les sommes dont un jugement ordonne la distribution entre les créanciers, proviennent en partie de la vente des immeubles du débiteur, et en partie de la vente du mobilier; ce délai est le même à l'égard des créanciers en sous-ordre, et à l'égard des créanciers colloqués en leur nom personnel.—Lyon, 2 janv. 1811, t. 17, p. 193, n° 78.—On peut consulter MM. HAUT. p. 422, alin. 2 et 3; B. S. P. t. 2, p. 612, n. 5, *a*, n° 4; F. L. t. 4, p. 64, 9e alin. CARR. t. 3, p. 27, n. 1, 5, 6.

309. Est de trois mois le délai pour appeler d'un jugement rendu sur la distribution du prix de vente, non par procédure d'ordre, mais par voie de mainlevée entre trois créanciers du vendeur. — Bord. 25 fév. 1831, t. 40, p. 357.—V. *infrà*, n° 311 et suiv. et 326.

310. Le jugement qui statue sur une demande en nullité d'ordre formée par un créancier qui n'a pas été appelé, est un jugement d'ordre dont l'appel doit être interjeté dans les dix jours de la signification à avoué.— Metz, 14 fév. 1826. De Leroy C. Rogiers.

311. Est de trois mois le délai pour appeler d'un jugement statuant sur la demande en homologation ou rectification d'un ordre amiable et qui n'a pas été soumise aux premiers juges sous les formes déterminées pour la procédure d'ordre. —Nancy, 16 août 1831, t. 4, p. 523. —V. *suprà*, n° 309, et le n° qui suit.

312. Est de trois mois, et non de dix jours le délai pour appeler du jugement, qui a statué sur les difficultés relatives à un ordre amiable. —Gren. 30 août 1832, t. 44, p. 180. —V. *suprà*, n° 309 et 311, et *infrà*, n° 326.

313. Lorsque dans un état d'ordre, on contredit, non le rang, mais la quotité d'une créance colloquée, et qu'une instruction est ordonnée pour connaître l'importance de cette créance, le jugement qui en fixe le montant peut être frappé d'appel après dix jours de date de la signification à avoué.—Rouen, 10 mars 1824, t. 26, p. 167.

314. Mais l'appel du jugement qui a statué sur une demande en jonction de deux ordres, doit être interjeté dans le délai prescrit par l'art. 763 C. p. c. — Cass. 4 mars 1829, t. 37, p. 6.

315. Dès qu'un jugement a été rendu sur des contestations élevées incidemment à un ordre, et quoiqu'il n'ait statué ni sur des difficultés relatives à la procédure de cet ordre, ni sur les contredits des créanciers produisants, l'appel doit en être interjeté dans les dix jours de la signification à avoué. — Toul. 7 mai 1821. Am. 19 juill. 1822, t. 17, p. 861, n° 247.

316. Une tierce opposition formée dans une instance d'ordre contre un jugement servant de titre à un créancier, est considérée comme demande incidente dans un réglement d'ordre; l'appel du jugement qui statue à son sujet, doit donc être interjeté dans les dix jours de sa signification à avoué —Renn. 7 fév. 1818, t. 17, p. 340, n° 718. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 27, n. 5.

317. Le délai de dix jours que l'art. 763 C. p c fixe pour l'appel d'un jugement d'ordre, doit être augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance, entre le lieu où siége le tribunal devant lequel l'ordre se poursuit, et le domicile réel de l'appelant. — Cass. 3 août 1819. Gren. 16 juin 1824. t. 17, p. 348, n° 229, et t. 27, p. 228. — *V.* B. S. P. t. 2, p. 616. n. 19, n° 2; deux créanciers contestés, n'ont pas droit, pour leur appel, à la même augmentation de délai, lorsque, tous deux, ils n'ont pas un domicile également éloigné, suivant M. LEP. p. 521. — *V.* les nos qui suivent.

318. Le délai de dix jours donné pour appeler d'un jugement d'ordre, ne doit pas être augmenté en raison de la distance qui sépare le lieu où demeure l'appelant et celui où siége le tribunal qui a rendu le jugement, dont est appel.—Poit. 29 avril 1831, t. 42, p. 246.— *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

319. Le délai de dix jours pour interjeter appel d'un jugement en matière d'ordre, doit être augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance entre le domicile de l'appelant et le tribunal qui a rendu ce jugement, et d'un jour par trois myriamètres entre les domiciles des parties.—Gren. 1er juin 1832, t. 44, p. 223.—V. *suprà*, n° 317.

320. En matière d'ordre le délai fixé par l'art. 763, ne doit pas être augmenté, quoiqu'il y ait lieu à l'envoi et au retour des pièces.—Metz ,

15 juin 1824. Poit. 29 av. 1831, t. 28, p. 158, et t. 42, p. 246.

321. La règle *dies termini non computantur in termino* ne s'applique pas au délai de 10 jours fixé pour l'appel du jugement d'ordre.—Lim. 15 nov. 1811. Brux. 3 nov. 1824. Aix, 22 nov. 1826, t. 17, p. 206, n° 94, et t. 34, p. 334. — *V.* MM. Carr. t. 3. p. 27, not. 8; B. S. P. p. 616, n. 19, n° 2, et p. 149, n. 10, n° 4.

322. Décidé au contraire que, en matière d'ordre, le jour de la signification n'est pas compté dans les délais accordés pour interjeter appel.— Riom, 31 août 1816, t. 17, p. 317, n° 196.—*V.* MM. Carr. t. 3, p. 27, not. 8; B. S. P. t. 2, p. 616, not. 19, n° 2, et t. 1, p. 149, not. 10, n° 4.

323. Comme aussi, lorsqu'en sus des 3 myriamètres de distance dont parle l'art. 763, C. p. c., il y a des fractions de myriamètres, le délai d'appel doit encore être augmenté d'un jour, à raison de ces mêmes fractions.—Metz, 15 juin 1824, t. 28, p. 158.— *V.* notre mot *Saisie-arrêt*, n° 156.

324. Cependant il a été décidé que l'augmentation du délai, pour appeler d'un jugement d'ordre, n'est prescrite qu'à mesure que la distance augmente de 3 myriamètres complets, et qu'elle n'aurait pas lieu, s'il n'y avait qu'une fraction de 3 myriamètres. — Riom, 8 janv. 1824. Poit. 29 avr. 1831, t. 13, p. 288. t. 42, p 246.

325. L'art. 763 C. p. c. qui restreint à 10 jours le delai de l'appel d'un jugement d'ordre, ne s'applique pas à l'appel incident qui peut être interjeté en tout état de cause, conformément à la règle générale, portée dans l'art. 443 du même code — Paris, 9 juin 1814. Metz, 24 août 1826. t. 17, p. 266, n° 145. Olier C. Olier.—*V.* Carr. t. 3. p 27, not. 4.

326. L'appel du jugement qui homologue un ordre amiable, peut-il être interjeté après les 10 jours, à partir de la signification à avoué? —Oui, Metz 12 août 1814. Caen. 23 nov. 1824. Amiens, 27 nov. 1824. Poit. 23 janv. 1827.—Non, Nîm 21 mai 1829, t. 17, p 270, n° 150; p. 369, n° 255; t. 29, p. 174; t. 32, p. 208, et t. 39, p. 105.—*V.* M Haut. p 422, alin. 4. — V. *suprà*, n° 309, 311 et 312.

§ 1er. 5° *Quand la signification du jugement d'ordre fait-elle courir le délai de l'appel, et contre quelles personnes?*

327. L'art. 763 déroge à l'art. 443 C. p. c.; la signification à partie n'est pas nécessaire pour faire courir le délai d'appel. — Paris, 26 mars 1808, et 6 mars 1833, t. 17, p. 134, n° 29, et t. 47, p. 599. — *V.* M. Haut. p. 422, alin. 2.

328. Lorsque dans un ordre un jugement a statué sur des contestations élevées par une femme séparée de biens, la simple signification à avoué de ce jugement n'en suffit pas moins pour en faire courir les délais d'appel. — Aix 22 nov. 1826, t. 34, p. 334.

329. L'avoué d'un subrogé-tuteur décédé avant le jugement de l'ordre, n'a pas pu recevoir légalement la signification du jugement. —Renn. 29 août 1814, t. 17, p. 242, n° 127 *bis*. —V. *infrà*, n° 331 et les indications de notre mot *Décès*.

330. Le délai de 10 jours accordé pour l'appel d'un jugement d'ordre, ne peut courir que du jour de la signification de ce jugement, faite par l'avoué de l'intimé à celui de l'appelant; il ne court point de la signification à l'avoué de l'intimé, faite par l'avoué de l'appelant. — Am. 25 juin 1822, t. 24. p. 206.

331. Le délai d'appel d'un jugement d'ordre court, par la signification qui en est faite à l'avoué de la partie décédée pendant l'instance.— Toul. 15 juin 1827. Michel Galaup C. Mernac Dupuy.—V. *suprà*, n° 329.

332. Pour que la signification du jugement d'ordre à l'avoué de la partie fasse courir le délai d'appel, doit-elle avoir lieu dans la forme ordinaire des exploits? — Non, Lim. 15 nov. 1811. Bord. 10 mai 1823. Am 31 janv. 1825, t. 17. p. 206, n° 92; t 25, p. 157, et t. 30, p 67. — Oui, et cette signification doit notamment indiquer le domicile des parties. —Metz, 15 juin 1824, t. 28, p. 158. Brux. 8 avr. 1829. Mathieu C. Basteyns.— *V.* notre mot *Signification*, nos 66. 69 et 74.

333. En matière d'ordre, lorsque le poursuivant a retiré, comme nulle, la signification du jugement d'ordre faite à l'un des créanciers, le délai de l'appel n'a pas pu courir, à l'égard de celui-ci, du jour de la première signification — Paris, 20 juill. 1811, t. 17, p. 203, n° 88.

334 Le conservateur des hypothèques, qui, dans l'intérêt du vendeur, doit prendre inscription d'office, n'est point astreint à faire élection de domicile pour le vendeur; en conséquence, le jugement d'ordre doit être signifié au domicile réel, et non au domicile élu de ce dernier, à peine de nullité —Paris, 31 mai 1813, t. 17, p. 246, n° 129.—*V.* Carr. t. 3, p. 9. not. 1, n° 3.

335. La signification d'un jugement d'ordre, faite par un créancier colloqué en sous-ordre, et qui était partie à ce jugement, fait courir le délai de l'appel à l'égard des autres créanciers. — Riom, 18 mars 1815, t. 17, p. 289, n° 173 — *V.* M Carr. t 3, p. 32, n° 2592.—*V.* les nos 336 à 339.

336. Comme aussi la signification d'un jugement d'ordre par le poursuivant, fait courir le delai d'appel, même à l'égard du debiteur, sur les biens duquel l'ordre est ouvert. —Paris, 16 juill. 1811, t. 17, p. 202, n° 86.—V. *suprà*, n° 335.

337. Pareillement, la signification du jugement d'ordre, par le créancier poursuivant, fait courir le délai de l'appel, à l'égard de tous les créanciers. — Turin, 18 mai 1813. Renn. 29 août 1814, t. 17, p. 242, n° 127.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 27, n. 20. —V. *suprà*, n° 335.

338. De même, la signification d'un jugement d'ordre, faite par le poursuivant aux divers créanciers, fait courir les delais de l'appel, tant à l'égard du poursuivant qu'à l'égard des créanciers entre eux, de telle sorte qu'aucun appel principal du jugement ne soit recevable après l'expiration des 10 jours, depuis cette signification. — Cass. 28 déc. 1808; 13 nov. 1821. Colm. 12 déc. 1816. Riom, 8 janv. 1824. Montp. 4 juin 1830, t. 13, p. 289, n° 373; t. 17, p. 142, n° 36; p. 318, n° 197; t. 23, p. 329, et t. 39, p. 269. — *V.* en ce sens MM. F. L. t. 4, p. 66, 2e alin.; B. S. P. t. 2, p. 782, n° 52; Carr. t. 3, p. 27, not. 1, n° 5; Merl. *Rép.* t. 15, p. 111, *add.* v° *Chose jugée*, et t. 12, p. 307, not. 2.— V. *suprà*, n° 335.

339. La signification faite par le poursuivant l'ordre du jugement d'ordre, fait courir le delai de l'appel à l'égard de tous ceux qui sont intéressés au maintien de ce jugement —Bourg. 16 août 1828.—Rateau C. Perrier et Commalles.— V. *suprà*, n° 325.

340 Les créanciers qui, dans un ordre, exercent les droits d'un autre créancier, ont tous un intérêt divisible, et l'appel valablement interjeté par les uns, ne peut relever les autres de la déchéance qu'ils ont encourue.—Bord 3 juin 1829. — Mazens C. hers Laloubie.

341. En matière d'ordre, l'appelant qui n'a intimé que quelques-unes des parties, ne peut pas, après l'expiration du delai de dix jours, intimer sur son appel de nouveaux créanciers; l'appel est nul à leur égard seulement.— Bord. 3 fév. 1819.— Dlle Gombaud C. Maderan.

342. Le créancier contre lequel la forclusion a été prononcée, ne peut attaquer le jugement d'ordre par la voie de l'opposition ou de l'appel, après la délivrance et le paiement des bordereaux de collocation aux autres créanciers.—Colm. 13 mars 1817. t. 17. p. 321, n° 199.—V. *infrà*. § 2, n° 355.

343. Le jugement d'ordre est indivisible, en ce sens qu'il faut nécessairement le laisser exister à l'égard de toutes les parties, dès qu'il est décidé qu'il doit subsister à l'égard de certaines d'entre elles, de telle manière que l'appel ayant été rejeté, dans l'intérêt de quelques parties, le rejet doit profiter à toutes les autres, lorsque surtout ces dernières devraient obtenir dans l'ordre un rang antérieur à celui des parties vis-à-vis desquelles il n'y a point d'appel regulier.—Montp. 4 juin 1830, t. 39, p 269.

§ 6. *A quel domicile l'appel doit-il être signifié ?*

344. Est-il nul, en matière d'ordre, l'appel signifié non à personne, ou à domicile réel, mais seulement au domicile élu dans l'inscription? —Oui, Riom, 20 août 1810. Paris, 23 août 1811. Renn. 5 juin 1812.—Cass. 27 oct. 1813, 13 janv. 1814.—Rouen, 14 nov. 1816. Toul. 10 mars 1820. Gren. 27 mars 1229, t. 17, p. 184, n° 71, et t. 37, p. 180 —Non, Cass. 23 av. 1817. Orl. 19 nov. 1818. —Cass. 16 mars 1820 — Lim. 21 juill. 1821. Bourg. 7 mars 1823. Metz, 18 juin 1823. Gren. 19 mai 1824. Poit. 11 mai 1826. Bord. 20 fév. 1829, et 29 av. 1829. Poit. 9 av. 1831, t. 17, p. 352, n° 235; p. 354, n° 238; t. 22, p. 257, n° 32; t. 23, p. 247; t. 25, p. 90; t. 27, p. 158; t. 30, p. 422, t. 37, p. 181; t. 38, p. 45, et t. 42, p. 246 —*V.* des *Observations J. A. ibid.* MM. Carr. t. 3, p. 28 et 29, n°s 2584 et 2585; Pers. t. 2, p. 446, § 11; F. L. t. 4, p. 67; Haut. p. 422; Pig. *Comm.* t. 2, p, 440; B. S. P. t. 2, p. 616, n 19; *Observ.* et Th. Desm. p. 281, 3e al.—*V.* les n°s 345 à 350.

345. L'appel d'un jugement d'ordre peut être signifié à un créancier au domicile élu dans son inscription, lors même qu'il aurait été colloqué comme privilégié.—Gren. 18 janv. 1833, t. 45, p. 429. — *V.* le n° qui précède,

346. L'appel d'un jugement d'ordre est valablement signifié au domicile élu, même à l'égard du créancier à qui l'on oppose la nullité de son inscription.—Paris, 17 juill. 1811, t. 17, p. 203, n° 87.—V. *suprà*, n° 344.

347. Comme aussi lorsque des cohéritiers créanciers du chef de leur auteur, ont, dans une inscription hypothécaire prise collectivement, élu un seul et même domicile, l'appel d'un jugement d'ordre leur est valablement signifié à ce domicile élu par une seule copie pour tous.—Am. 24 av. 1822, t. 24, p. 112.—V. *suprà*, n° 344.

348. L'appel d'un jugement d'ordre peut-il être valablement signifié au domicile de l'avoué.—Oui, Am. 22 mai 1809. Rouen, 22 sept. 1810. Gren. 29 juin 1811. Nancy. 23 juill. 1812.—Non, Colm. 24 fév. 1813. Gren. 4 mars 1825. t. 17, p. 156, n° 47; p. 191, n° 74 et 75; p. 201, n° 85; t. 22, p. 267, n°s 45, et t. 30, p. 264.—V. *suprà*, n° 292 et 344.

349. Cette signification est nulle, si elle a été faite chez l'avoué de première instance, où il n'y avait pas élection de domicile par l'inscription hypothécaire.—Cass. 16 mars 1820, t. 17, p. 354, n° 239.—*V.* le n° qui précède, celui qui suit et *suprà*, n° 344.

350. Mais l'appel d'un jugement rendu en matière de distribution par contribution du prix d'un immeuble dépendant d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, peut valablement être signifié par un seul et même exploit au domicile de l'avoué qui a occupé en première instance pour tous les héritiers bénéficiaires.—Rouen, 21 déc. 1824. t. 29, p. 103.—V. *suprà*, n° 344 et 348.

351. L'acte d'appel d'un jugement d'ordre est nul, s'il est signifié au domicile de l'huissier qui a fait la notification du jugement.—Colm. 22 fév. 1812, t. 12, p. 486, n° 68.

352. L'appel d'un jugement d'ordre est valablement signifié au domicile indiqué dans ce jugement, et dans tous les actes de la procédure, quoique la partie ait depuis choisi un autre domicile.—Paris, 6 fév. 1810, t. 17, p. 168, n° 54.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 29, n° 2586.

353. L'élection de domicile faite dans l'affiche par le créancier poursuivant, se prolonge au-delà de l'adjudication, et s'étend même à l'appel du jugement d'ordre.—Cass. 22 janv. 1806, t. 17, p. 121, n° 17.—*V. ibid.* les *Observations.*

354. En matière d'ordre, on peut assigner sur l'appel au domicile élu dans le procès-verbal d'ordre, sans observer les délais du domicile réel. —Cass. 13 déc. 1808, t. 17, p. 140, n° 34.—*V.* MM. B. S. P. t. 2, p. 614, n. 14; Carr. t. 3, p. 17. n° 2570; Tarrible, *Rép.* t. 12; p. 310, Delap. t. 2, p. 343, *in princ.*; F. L. t. 4, p 57.

§ 2. *Opposition et tierce opposition.*— 1° *Opposition.*

355. En matière d'ordre, le jugement rendu par défaut sur le rapport du juge-commissaire et les conclusions du ministère public, est-il susceptible d'opposition?—Oui, Liége, 19 fév. 1810.—Non, Paris, 28 janv. 1809.—Cass. 19 nov. 1811, 13 juin 1827, et 4 mars 1829.—Gren. 2 mai 1818. Aix, 30 nov. 1825.—La jurisprudence est fixée dans ce dernier sens, et elle est adoptée par tous les auteurs.—V. *J. A.* t. 17, p. 169, n°s 37, 56 et 220; t. 32, p. 58; t. 33, p. 346, et t. 37, p. 6.—*V.* cependant *infrà*, n° 358 et 400 *bis*.

356. En matière d'ordre, même lorsqu'il est ouvert sur une aliénation volontaire, la voie de l'opposition est interdite contre les arrêts par défaut.—Colm. 5 déc. 1812, 26 juin 1813, t. 17, p. 232, n° 116. — *V.* le n° qui précède, et *suprà*, n° 342.

357. L'opposition formée à un jugement d'ordre postérieurement à la mise en activité du Code de procédure, est nulle si elle n'a pas été réitérée par requête, quoique le jugement d'ordre eût été rendu sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7.—Colm. 13 mars 1817, t. 17, p. 321, n° 198.

358. En matière d'ordre, l'art. 153, C. p. c. est applicable, et si un jugement a été rendu par défaut, après un 1er jugement aussi prononcé par défaut, le second jugement n'est plus susceptible d'être attaqué par voie d'opposition, même de la part des parties comparantes au premier.—Orl. 29 août 1814, t. 17, p. 275, n° 154.—V. *suprà*, n°s 232 et 355, et notre mot *Jugement par déf.* n° 113.

§ 2. 2° *Tierce-opposition* (1).

359. Le créancier hypothécaire qui n'a pas été appelé lors de la distribution du prix de l'immeuble qui lui est hypothéqué, ne peut attaquer le procès-verbal d'ordre et l'état de collocation que par la voie de la tierce-opposition.—Montp. 3 juill. 1828, t. 37, p. 122.

360. Les enfants colloqués dans un ordre par le juge commissaire comme propriétaires d'un douaire, peuvent former tierce-opposition au jugement rendu sans qu'on les ait appelés, et qui les a exclu de l'ordre sur la demande de l'un des créanciers. —Cass. 18 av. 1832, t. 43, p. 684.

361. Lorsque, dans un ordre, les sommations n'ont pas été faites au véritable domicile d'un créancier, et que, faute de produire, il a été déclaré forclos, il a le droit de former tierce-opposition à ce jugement.—Cass 21 déc. 1824, t. 29, p. 31.

362. La notification du procès-verbal d'ouverture d'ordre, faite aux créanciers inscrits, doit l'être au domicile indiqué dans l'état d'inscription fourni au moment de l'ouverture de l'ordre, et non au domicile indiqué dans l'état des inscriptions délivré à l'adjudicataire lors de la transcription de son adjudication, et le créancier inscrit à qui la notification est faite à ce dernier domicile, s'il n'a pas comparu, peut former tierce-opposition au jugement qui règle la collocation. — Rouen, 27 août 1829, t. 37, p. 304. Cass. 3 juin 1831, t. 41, p. 492.

363. Comme aussi le créancier qui n'a point contredit l'état de collocation provisoire, peut néanmoins former tierce-opposition à un jugement rendu dans une contestation sur contredits, s'il devait être mis en cause comme créancier dernier colloqué.—Gren. 16 août 1816, t. 17, p. 312, n° 193.

364. Les créanciers dont l'inscription a été omise dans les états délivrés par le conservateur, ne peuvent pas former tierce-opposition au jugement d'ordre. — Brux. 15 janv. 1812, t. 21, p. 554. n°s 53 et 54. — *V.* pour l'opinion contraire, *ibid.*

365. Les héritiers et créanciers d'un débiteur sur les biens duquel un ordre est poursuivi, qui ont intérêt à faire prononcer la séparation du patrimoine, sont recevables à former opposition simple et non tierce opposition, au jugement d'or-

(1) *V.* notre mot *Tierce-Opposition*, n°s 18 à 33, 135 à 152.

dre auquel ils n'ont pas été appelés. —Colm. 17 av. 1807, t. 17, p. 126, n° 20.

366. Une tierce-opposition incidente en matière d'ordre peut être formée autrement que par requête. —Douai, 23 mars 1831.—Tielliette C. Dupuis.

CHAP. V. *Intervention. Demandes incidentes.*—Art. 1er. *Qui peut intervenir* (1).

367. Une femme mariée peut, avant d'avoir pris inscription, intervenir dans un ordre et demander d'être colloquée pour ses reprises, en vertu de son hypothèque légale. —Metz, 16 juill. 1823, t. 17, p. 367, n° 252.—*V.* ch. 3, art. 2 et 3 Effet de la poursuite d'ordre sur les inscriptions hypothécaires.—*V.* MM GRENIER, t. 2, p. 424, B. S. P. p. 619, n. 32, F. L. t. 4, p. 56.

368. Comme aussi la femme de l'exproprié, débitrice, et en cette qualité, partie au jugement de collocation, peut, après en avoir interjeté appel, se rendre partie intervenante devant la cour en qualité de créancière de son son mari.—Bourg. 26 août 1814, t. 17, p. 271, n° 152.

369. Les créanciers chirographaires peuvent intervenir dans une instance d'ordre, avant la clôture définitive, arguer de nullité une inscription hypothécaire et en demander le rejet.—Renn. 22 mars 1821, t. 17, p. 358, n° 244.—M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 428, distingue si les contestations portent sur le fond du droit, ou si elles n'ont pour objet que le rang des créanciers.

370. Un créancier dont le titre a été reconnu par un jugement postérieur au jugement d'ordre peut intervenir sur l'appel de ce dernier jugement.—Renn. 29 août 1814, t. 17, p. 242, n° 127 *ter*.

371. Comme aussi le créancier produisant à l'ordre qui n'a pas contredit le réglement provisoire dans le délai du mois de la dénonciation, peut intervenir à l'audience lorsqu'il y a contestation de la part des autres créanciers, et renvoi à l'audience pour y être statué. Le créancier intervenant purge par là sa forclusion et se rend propres les contestations déjà formées.—Paris, 11 mars 1813, t. 17, p 240, n° 124 —V. *infrà*, n° 372 à 376.

372. Décidé au contraire que le créancier produisant qui n'a pas contredit dans les délais, ne peut intervenir dans les contestations qui s'élèvent ultérieurement entre les créanciers provisoirement colloqués. —Paris, 6 therm. an 13. Cass. 12 déc. 1814. Lim 5 juin 1823, t. 9, p. 65, n° 13; t. 17, p. 275, n° 156 *bis*, et t. 25, p. 194.—*V.* le n° qui précède.

373. Comme aussi celui qui n'a pas contredit à l'état de collocation. et qui a consenti à son exécution n'est pas recevable ensuite à intervenir dans la contestation relative à cette collocation, et à critiquer le jugement d'ordre — Metz, 15 fév. 1812, t. 17, p. 215, n° 100. — V. *suprà*, n° 371.

374. De même le créancier qui n'a pas contesté la collocation du créancier qui le prime, et qui ne s'est pas d'ailleurs rendu appelant du jugement d'ordre, ne peut pas intervenir sur l'appel qu'un autre créancier interjette de ce jugement. —Paris, 24 prair. an 12, t. 17, p. 110, n° 4 —*V.* M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 439. —V. *suprà*, n° 371.

375. Comme aussi celui qui ne s'est pas présenté à l'ordre ne peut pas intervenir dans un appel d'un jugement d'ordre. — Paris, 9 fév. 1809. t. 17, p. 148, n° 38. — *V.* en ce sens MM. CARR. t. 3, p. 31, n° 2590; B. S. P. t. 2, p. 612, not. 19, n° 4; HAUT. p. 422; F. L. t. 4, p. 65. —V. *suprà*, n° 371.

376. Mais les créanciers qui n'ont pas produit dans un ordre peuvent faire valoir leurs droits sur l'appel par voie d'intervention, lorsque cet ordre n'a pas été définitivement réglé.—Colm. 3 avril 1816, t. 17, p. 305. n° 186.—V *suprà*, n° 371.

377. Lorsqu'une partie a été colloquée dans un ordre pour une somme déterminée, mais qui résulte d'un compte qui n'est pas encore liquidé, et qu'en admettant cette collocation il a été accordé un délai dans lequel la liquidation devra être faite, si, dans ce délai, le compte n'est pas liquidé, ce créancier n'est pas déchu, et la prolongation qu'on lui accorde n'est pas un délai de grâce; cependant les créanciers postérieurs peuvent intervenir sur l'instance en liquidation de compte, pour en hâter la conclusion.—Metz, 15 nov. 1827. Velin C. Lamotte.

378. Lorsque le cessionnaire d'une créance a produit dans un ordre sous le nom de son cédant, si on conteste que le cédant soit créancier actuel, et que cela soit avoué par lui, le cessionnaire peut et doit même intervenir en tout état de cause pour faire maintenir la collocation à son profit. — Metz, 3 avril 1827. Dureteste C. Niezarain.

379. En matière d'ordre et de collocation, on peut procéder par prête-nom, pourvu que ce soit sans dol ni fraude, et le véritable ayant-cause peut, quand il le juge convenable, paraître en son nom dans l'instance, et demander à être subrogé à son mandataire, sans qu'il soit nécessaire qu'il prenne la voie de l'intervention.—Bord. 21 nov. 1828, t. 38, p. 23 —*V.* le n° qui précède.

380. L'héritier bénéficiaire qui se trouve donataire ou créancier du décédé peut intervenir dans l'ordre ouvert sur l'héritage qu'il n'accepte que sous bénéfice d'inventaire et y obtenir sa collocation; mais il peut être obligé à fournir caution de rapporter les sommes pour lesquelles il sera colloqué, si, par l'événement du partage, il avait à les rapporter. — Riom, 8 août 1828, t. 36, p. 53

381. Le créancier colloqué à l'égard duquel le jugement d'ordre n'est point attaqué ne peut pas intervenir sur l'appel. — Paris, 4 mai 1810, t. 17, p. 182, n° 68.

382. Comme aussi le créancier qui, par suite du jugement d'ordre dans lequel il a été partie, se trouve rejeté de l'ordre, n'a contre ce jugement que la voie de l'appel; il ne peut se rendre intervenant sur l'appel interjeté par d'autres créanciers. —Paris, 26 mars 1808, t. 17, p. 134, n° 28.

Art. 2. *Procédure. — Moyens.*

383. L'intervention dans une instance d'ordre, par voie de comparution au procès-verbal, est irrégulière et non recevable, si elle n'est signifiée aux parties intéressées par acte d'avoué. — Metz, 17 déc. 1824, t. 29, p. 288.

384. Si l'ancien propriétaire de l'immeuble dont l'ordre est ouvert sur un second acquéreur veut intervenir dans l'instance d'ordre, son intervention doit être formée par requête, conformément à l'art. 339 C. p. c.—Rouen, 30 déc. 1814, t. 17 p. 276, n° 158.

385. L'administration de l'enregistrement ne peut intervenir dans un ordre que par le ministère d'avoué. L'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7, qui l'autorise à procéder sur simple mémoire, n'est pas applicable dans ce cas.—Brux. 11 av. 1810, t. 17, p. 175, n° 61.—*V.* M. CARR. t. 3, p. 9, not. 1, n° 5 *in fine*.

386 Les créanciers intervenant sur l'appel peuvent s'emparer des griefs opposés en première instance, dans l'intérêt commun par le créancier poursuivant.—Cass. 13 déc. 1808, t. 17, p. 141, n° 35.—*V. ibid.* les *Observ.*

387. Le saisi est non recevable à critiquer, sur l'appel d'un jugement d'ordre, les dispositions de ce jugement, qui ont réduit ou rejeté la collocation de quelques créanciers, alors surtout qu'il ne s'est pas rendu appelant de ce jugement.—Paris, 26 déc. 1810, t. 17, p. 192, n° 76.

388. L'intervention sur l'appel d'un jugement rendu dans une instance d'ordre, doit être considérée comme non avenue, si cet appel n'est pas recevable.—Renn. 26 mai 1814, t. 17, p. 265, n° 144.

Art. 3. *Demandes incidentes.*

389. Une demande en résolution de la vente d'un immeuble peut être

(1) Sous ce titre : *Qui peut intervenir*, nous avons été forcé de classer beaucoup de notices qui concernaient nécessairement le fond du droit de contester.

formée incidemment dans l'instance d'ordre du prix de cet immeuble.—Am. 24 mars 1821, t. 33, p. 101.

390. Un créancier peut, avant le réglement de l'ordre ouvert sur le prix d'un immeuble affecté à sa créance, attaquer la vente de cet immeuble, comme faite en fraude de ses droits.—Brux. 16 nov. 1830. — V. *infrà*, n° 433.

391. Jugé au contraire que la résolution d'un contrat ne peut etre demandée dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix resultant de la vente de ces immeubles; elle doit être introduite par action principale. —Rouen, 21 juin 1828 —Loriot C. Mareschal.

392. La demande que le syndic d'une faillite forme dans l'ordre des créanciers hypothécaires du failli, pour obliger ceux d'entre eux qui ont pris part à la distribution des sommes mobilières de leur débiteur à reverser dans la masse chirographaire le montant de leur collocation dans cet ordre, jusqu'à concurrence des sommes mobilières par eux reçues, n'est pas soumise aux règles qui régissent les contestations élevées sur l'ordre, et ne doit pas être assujétie aux formes, délais et forclusions portés aux art 755 et 756, C. p. c.; ce n'est qu'une demande incidente ordinaire, qui doit être régie par les règles générales de la procédure.—Paris, 15 janv. 1824, t. 26, p. 14.

393. Doit être accueillie la demande par laquelle un copropriétaire d'immeubles vendus, réclame un sursis à l'ordre jusqu'au prélèvement à faire en sa faveur de sommes liquides, qui doivent lui être rapportées pour montant de loyers, quoiqu'elle soit présentée sous la forme de conclusions, et non d'un contredit sur le procès-verbal. — Bord. 13 mars 1833, t. 45, p 560.

394. Lorsqu'un arrêt rendu sur un incident d'ordre, a été signifié au domicile élu par l'inscription, on doit, si on veut l'exécuter, quant aux dépens, le signifier de nouveau au domicile réel de la partie condamnée —Bourg. 4 janv. 1822, t. 24, p. 4.

395. La demande en ventilation du prix d'un immeuble doit avoir lieu, en cas de vente sur expropriation forcée, au moment même de l'adjudication; plus tard, elle ne serait pas recevable.—Nîm. 26 juill 1825, t. 31, p. 184.

396. Décidé au contraire que la demande en ventilation du prix d'un immeuble, en cas de vente sur expropriation forcée, est recevable, quoiqu'elle ne soit formée que dans l'instance d'ordre — Toul. 19 fév. 1827.—Cass. 25 août 1828, t. 32, p. 331, et t. 36, p. 117.

CHAP. 6. *Bordereaux de collocation.— Paiement.* — Art. 1er. *Clôture de l'ordre.*—§ 1er. *Délais de la clôture.—Ses effets.—Voie contre l'ordonnance de clôture.*

397. Il n'est dû aucune vacation à l'avoué pour requérir le juge-commissaire de clore le procès-verbal d'ordre, non plus que pour requérir l'ordonnance en vertu de laquelle les inscriptions non colloquées doivent être radiées.—C. T. t. 2 p. 250, n° 62.

398. Est-ce à partir de la prononciation du jugement que commence à courir le délai de quinzaine, fixé pour la clôture définitive de l'ordre?

Non, c'est à partir de la signification : arg. tiré de l'art. 672, C p. c. suiv. M. B. S. P. p. 617, n. 23; DELAP. t. 2, p 346; CARR. t. 3, p 36, n° 2599, et t. 17, p. 376, n° 269.

399. Lorsque dans le cours d'un ordre, il s'élève des contestations relativement à quelques nullités de procédure, le juge-commissaire ne peut clore son procès-verbal avant qu'il soit statué sur l'appel auquel ces contestations ont donné lieu.—Brux. 6 mars 1811, t. 17, p. 195, n° 81.—*V.* MM. CARRÉ, t. 3, p. 32, n° 2593; F.L. t. 4, p. 65, *in fine.*

399 *bis.* Lorsque la notification prescrite par l'art. 2186 C. c., n'a été faite qu'à des héritiers, il faut suspendre la clôture de l'ordre, jusqu'après la résolution du délai accordé, pour surenchérir, aux cohéritiers qui n'ont pas été avertis par une notification.—Metz, 19 nov. 1818, t. 17, p. 344, n° 223.

400. Lorsqu'un ordre est clos et qu'il est devenu inattaquable, des créanciers colloqués ne peuvent attaquer, comme frauduleux et par action principale, les titres sur lesquels la collocation des créanciers antérieurs a été basée —Bourg. 13 mars 1830, t. 40, p. 181.

400 *bis.* L'ordonnance du juge-commissaire qui déclare l'ordre clos, ne peut être attaquée par voie d'opposition devant le tribunal de première instance.—Paris, 11 août 1812, t. 17, p. 220, n° 105.—Plusieurs auteurs recommandables et quelques arrêts décident qu'elle peut l'être par la voie de l'appel, au moins dans quelques cas particuliers.—V. *suprà*, n° 355, et les nos suiv. 401 à 406.

401. Est susceptible d'appel l'ordonnance de clôture d'un ordre dans laquelle un juge-commissaire rejette une demande en collocation.—Montp. 9 juin 1823, t. 44, p. 223.—*V.* le n° qui précède.

402. L'ordonnance de clôture d'un ordre doit être attaquée par voie d'appel devant la cour royale, et non par voie d'opposition devant le tribunal dont fait partie le juge qui l'a rendue —Toul. 7 déc. 1826. Bourg. 7 juill. 1830. *Id.* 20 juill. 1831. Nancy, 6 avril 1832, t. 44, p. 221, 20, 218.—V. *suprà*, n° 400 *bis*.

403. Après le jugement de contredit, l'ordonnance de clôture d'ordre ne peut pas être attaquée par appel.—Toul. 15 mars 1827, t. 44, p. 217. —V. *suprà*, n° 400 *bis.*

404. L'appel d'une ordonnance de clôture d'un ordre peut être interjeté dans la huitaine de la prononciation.—Montp. 9 juin 1823, t. 44, p. 223 —V. *suprà*, n° 400 *bis.*

405. Décidé également que l'ordonnance de clôture d'un ordre n'est pas susceptible d'opposition de la part des créanciers appelés qui ne se sont pas présentés. — Caen, 19 janv. 1825, t. 36, p 281.— V. *suprà*, n° 400 *bis.*

406. C'est au tribunal qu'il appartient de statuer sur l'opposition formée par un créancier à l'ordonnance de clôture. — Bord. 22 juin 1827. Bujaud et autres C. Couperie. — V. *suprà*, n° 400 *bis.*

§ 2. *Cas où il y a lieu à une nouvelle distribution.*

406 *bis.* L'action en restitution, exercée dans un ordre par un créancier non colloqué, mais qui avait droit à l'être, doit être dirigée d'abord contre les derniers créanciers utilement colloqués.—Colm. 9 août 1814, t. 17, p. 269, n° 149. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 18, n. 2.

407. Décidé au contraire que lorsqu'après le jugement qui règle la distribution du prix d'un immeuble, il survient des créanciers en vertu d'hypothèques légales non purgées, les juges doivent ordonner une nouvelle distribution entre tous les créanciers. — Lim. 24 fév. 1826, t. 31, p 225.

408. Lorsqu'après la clôture d'un ordre et la radiation des inscriptions, un des créanciers colloqués, restitue une somme portée par erreur dans son bordereau, le montant appartient à tous les créanciers du débiteur indistinctement, et non aux créanciers hypothécaires pour lesquels les fonds ont manqué — Bourg. 13 fév. 1824, t. 26, p. 112.

409. Lorsqu'il intervient des erreurs dans la distribution du prix d'une aliénation volontaire, ce n'est point le cas d'annuler l'ordre et de renvoyer les parties devant commissaire, pour procéder à une nouvelle distribution, mais le tribunal saisi de la contestation doit lui-même rectifier ces erreurs s'il en existe.—Besanç. 29 mars 1816, t. 17, p. 303, n° 184.

§ 3. *Des effets de la revente sur folle enchère après le réglement d'ordre.*

410. Lorsque par la revente sur folle enchère, on a obtenu un prix plus considérable que celui de la première adjudication, il y a lieu à l'ouverture d'un nouvel ordre pour supplément du prix.—Paris, 6 juin 1812, t. 17, p. 217, n° 103.

411. La revente sur folle enchère a pour effet d'annuler la vente primitive, ainsi que l'ordre qui en a été la suite, de sorte, qu'en pareil cas, un nouvel ordre doit être ouvert. —

Rouen, 13 déc. 1817, t. 17, p. 339, n° 217. — Ce système est combattu *J. A. loc. cit.*— *V.* aussi MM. F. L. t. 4, p. 61, et Carr. t. 3, p. 3, n. 4, et l'arrêt suivant, qui a cassé l'arrêt de la cour de Rouen.

412. L'ordre réglé après l'adjudication d'un immeuble, doit être maintenu après revente sur folle enchère et nouvelle adjudication, même à l'égard d'un créancier qui d'abord s'était laissé colloquer au dernier rang sans contestation, et qui (le prix de la seconde adjudication étant insuffisant) demande à faire valoir ses droits, pour obtenir un rang utile dans l'ordre —Cass. 12 nov. 1821, t. 23, p. 326.— *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

413. Lorsqu'un immeuble est revendu sur folle enchère, les créanciers peuvent être admis à présenter de nouvelles réclamations, tendant à réformer l'ordre arrêté, même après le jugement définitif des difficultés élevées sur l'ordre. — Bourg. 12 janv. 1828. Lacan C. Houdaille. —V. *supra*, n° 411.

Art. 2. *Bordereau de collocation.*

414. L'avoué poursuivant l'ordre au nom de l'acquereur, peut se faire délivrer un bordereau pour les frais de poursuites, et le juge-commissaire ne pourrait y suppléer en déduisant le montant de ces frais sur les sommes que doit l'acquéreur.— C. T. t. 2, p. 249, n° 57.

415. Si l'ordre est poursuivi par l'avoué du saisissant, ou de tout autre créancier utilement colloqué, le juge doit ordonner la délivrance d'un seul bordereau tant pour les frais de poursuite, que pour les sommes qui reviennent au créancier.—C. T. t. 2, p. 249, n° 58.

416. Ne doit-on délivrer qu'un seul bordereau à un créancier qui serait colloqué séparément pour différentes créances ? — Le créancier doit recevoir autant de bordereaux qu'il a de créances suivant MM. Tarrible, *Nouv. rép.* t. 12, p. 313; Carr. t. 3, p. 43, n° 2609.—V. *J. A.* t. 17, p. 378, n° 273.

417. Le droit proportionnel dû au greffier sur chaque bordereau, doit être perçu sur le montant de toutes les sommes comprises dans ce même bordereau, et dans le cas où ce droit ne s'élèverait pas à 1 fr. 25 cent. du total, cette somme peut être perçue comme *minimum*.—C.T.t. 2, p. 247, 55.

418. Lorsque les deniers à distribuer ont été consignés, le porteur d'un bordereau de collocation, peut-il, sur la simple représentation qu'il en fait, toucher le montant de sa collocation?—Non, suivant M. Carr. t. 2, p. 505, n° 2184, il faut qu'il représente en outre au receveur des consignations, les certificats exigés par l'art. 548, C. p. c.; de plus, il faut que l'état de collocation prescrit par cet article ait été remis à la caisse des consignations par le greffier du tribunal (art. 17 de l'ordonnance du 3 juill. 1816) —*V.* aussi M D. C. p. 432 ; M. F. L. t. 2, p. 115, et *J. A* t. 17, p. 381, n° 277.

419. L'adjudicataire peut consigner sans attendre le réglement de l'ordre ; alors le bordereau délivré n'est plus exécutoire contre cet adjudicataire personnellement. Cette consignation n'est plus soumise aux formalités ordinaires prescrites par les art. 1259 C. c et 814 C. p. c. —Riom, 19 janv. 1820, t. 17, p. 353, n° 237 —*V.* M. Pig. t. 2, p. 261, *in fine.*

420. Des offres qui ne désintéressent pas *intégralement et sans délai* le créancier porteur d'un bordereau de collocation, ne peuvent arrêter les poursuites qu'il dirige contre le tiers détenteur.—Paris, 9 oct 1812, t. 17, p. 222, n° 109.

421. Le créancier chirographaire ne peut, en vertu du bordereau de collocation qui lui est délivré dans l'ordre ouvert sur le prix des biens de son débiteur, prendre inscription hypothécaire contre l'adjudicataire de ces biens.—Gren. 28 mai 1831, t. 41, p. 707.

422. Lorsqu'un créancier colloqué poursuit un des acquéreurs par expropriation, il peut, en cas d'insuffisance de cette nouvelle vente, attaquer d'autres acquéreurs, sans que ceux-ci soient en droit de prétendre qu'il s'est opéré une novation dans sa créance, et qu'il a accepté le premier acquéreur pour son débiteur. —Gren. 29 janv. 1825, t. 30, p. 38.

423 Lorsqu'un domaine hypothéqué à plusieurs personnes est vendu à divers, si le créancier qui a reçu un bordereau contre l'un de ces acquéreurs, ne peut être payé, il a le droit de recourir contre ceux des créanciers qui, ayant des inscriptions postérieures à la sienne, ont touché des sommes des autres acquéreurs.—Poit. 11 mars 1824, t. 29, p. 5.

Art. 3 *Paiement.* § 1er. *Paiement du prix par l'adjudicataire.*

424. Pourrait-on, en justifiant qu'on a signifié à l'adjudicataire l'acte qui constate un ordre amiable entre les créanciers, le contraindre au paiement ?—Oui, si l'adjudicataire était partie dans l'acte, et en lui apportant la radiation des inscriptions et la mainlevée des oppositions. Dans le cas contraire il faudrait signifier à l'adjudicataire, 1° un extrait de tous les créanciers inscrits, délivré depuis la transcription ; 2° la délégation au profit des créanciers utilement colloqués, telle qu'elle aurait été convenue entre tous les créanciers et le saisi ; 3° offre de rapporter mainlevée des inscriptions et des oppositions avec quittances.—*V.* MM. Pig. t. 2, p. 261; Carr. t. 3, p. 4, n° 2542, 2543; F. L. t. 4, p. 53, et *J. A.* t. 17, p. 369, n° 256.

425. Lorsque des immeubles saisis sont revendus après le réglement provisoire, mais avant la clôture définitive de l'ordre, les créanciers hypothécaires ne peuvent, après la vente, demander contre le dernier acquéreur, le paiement immédiat des bordereaux de collocation qu'ils ont reçus : ils doivent les produire au deuxième ordre, et attendre leur paiement jusqu'à ce qu'il soit clos.—Paris, 16 av. 1832, t. 43, p. 549.

426. La partie saisie ne peut pas, en vertu du jugement d'ordre et par voie d'exécution, contraindre l'adjudicataire au paiement du restant du prix d'adjudication, déduction faite des créances colloquées. En *d'autres termes* : le jugement d'ordre n'est pas un titre exécutoire pour la partie saisie contre l'adjudicataire.—Brux. 13 av. 1822.

427. Lorsque par une clause particulière de son adjudication, l'adjudicataire est menacé d'une éviction totale, à défaut de paiement de son prix, par un créancier dont les droits ne sont pas susceptibles d'être contestés, il peut, sans attendre le résultat de l'ordre, se faire autoriser en justice au paiement de la somme due à ce créancier.—Turin, 6 juill. 1813, t. 17, p. 251, n° 133.

428. Les acquéreurs d'un immeuble vendu par voie de saisie immobilière, sont bien et valablement libérés, quand ils ont payé le montant de leur acquisition à des créanciers munis d'un bordereau de collocation régulier, quoiqu'ils n'aient eu aucun égard au rang assigné à chacun d'eux dans le procès-verbal d'ordre.—Poit. 11 mars 1824. Aix, 19 mai 1825. Cass. 28 fév. 1827, t. 29, p. 5, et t. 33, p. 32.

429. Comme aussi l'adjudicataire qui paie le prix de son acquisition sur le vu d'un bordereau de collocation au profit d'un individu évincé par la suite, de la créance qui l'avait fait colloquer, est valablement libéré encore que les poursuites qui ont précédé l'ordre, faites à la requête du prétendu créancier, soient déclarées ultérieurement nulles. — Paris, 31 mai 1813, t. 17, p. 246, n° 130.

430. Décidé également que l'adjudicataire qui a payé son prix aux créanciers porteurs de bordereaux délivrés par suite de l'ordre ouvert pour parvenir à la distribution de ce prix, est valablement libéré, quand bien même cet ordre serait annulé ultérieurement.—Poit. 26 avr. 1825, t. 29, p. 148.

431. Lorsque l'adjudicataire d'un immeuble a laissé colloquer, sans contradiction, le cédant d'un créancier qu'il avait désintéressé avant l'ouverture de l'ordre, il ne peut pas se refuser au nouveau paiement qu'exige le cessionnaire, parce que alors il y a déjà force de chose

jugée contre lui dans le jugement d'ordre auquel il a été partie. — Lyon, 4 août 1826, t. 32, p. 154.

432. Mais lorsque, en conformité d'un ordre dressé amiablement entre le vendeur et les créanciers inscrits, l'acquéreur a payé son prix, s'il arrive que d'autres créanciers, qui ont été omis dans l'ordre et qui devaient primer les créanciers colloqués, réclament de l'acquéreur le paiement de leur créance, celui-ci a une action en répétition contre ceux qui ont été induement colloqués, encore que par suite du paiement qu'ils ont reçu, ils aient remis leurs titres, et consenti la radiation de leurs inscriptions.—Cass. 9 nov. 1812, 31 janv. 1815, t. 17, p. 225, n° 113. — *V*. MM. B. S. P. t. 2, p. 611. not. 4, n° 4; Persil, t. 2, p. 450, § 13, F. L. t. 4, p. 53, alin. 4.

433. Le vendeur d'un immeuble, qui, après son adjudication, s'est présenté à l'ordre pour demander le paiement du prix, n'est pas recevable à former postérieurement une demande en résolution de la vente, pour défaut de paiement de ce prix. —Lyon, 16 juill. 1818, t. 17, p 342, n° 221. — *V*. MM. Pig. *Comm*. t. 2, p. 414, 7e alin.; Carr. t. 3, p. 2, n° 2.—V. *suprà*, n° 390 et suiv.

§ 2. *Paiement des intérêts et des arrérages de rentes.*

434. La disposition de l'art. 767, C. p. c., ne dispense pas l'adjudicataire de payer les intérêts de son prix, à compter du jour de l'adjudication, et même postérieurement au réglement définitif de l'ordre, tant qu'il ne s'est pas libéré. —Cass. 16 mars 1814, t. 17, p. 247, n° 131. — *V*. en ce sens M. Carr. t. 3, p. 36, not. 1, et *J. A. ibid.* une dissertation de M. Coff.—V. *infrà*, n° 438 et suiv.

435 et 436. La demande en collocation dans un ordre fait produire des intérêts à la créance pour laquelle on veut être colloqué. — Toul. 26 janv. 1833, t. 46, p. 378. — Cass. 2 avr. 1833, t. 44, p. 307.

437. Mais si les intérêts sont dus au taux commercial, il ne peuvent être colloqués dans l'ordre qu'au taux fixé par la loi civile, à partir du jour de la vente, dont le prix est en distribution.—Gren. 11 déc. 1832.

438. L'art. 767 C. p. c. qui fait cesser tous intérêts au profit des créanciers, dès que l'ordre a été arrêté, ne s'applique pas aux cas où les sommes distribuées sont dans les mains d'un acquéreur d'immeubles et produisent naturellement intérêt. En ce cas, l'intérêt court au profit du créancier qui a été empêché de toucher.—Paris, 7 juill. 1813, t. 17, p. 253, n° 134. — *V*. M. B S. P. p. 622, not. 37, n° 2.—V. *suprà*. n° 434.

439. Mais lorsque dans le cahier des charges il est dit que l'adjudicataire gardera son prix entre ses mains, tout prêt à être payé à qui de droit, et qu'en raison de cette clause, on ajoute *qu'il ne devra aucuns intérêts de ce même prix*, on n'a pas le droit d'en exiger de lui, quelque soit le laps de temps écoulé entre l'adjudication et le paiement des bordereaux de collocation. — Cass. 11 août 1813, t. 17, p. 258, n° 139. — *V*. cependant MM. Merl. *Répert.* t. 12, p. 307, not. 2; t. 15, p. 111, *add.* v° *Chose jugée*; F. L. t. 4, p. 56, alin. 2.

440. Comme aussi, quand le cahier des charges porte que l'acquéreur paiera les intérêts de son prix, et sera chargé des impositions de l'immeuble, à partir de l'adjudication, il peut se soustraire à cette double obligation, lorsque le jugement est attaqué par la voie de l'appel. — Paris, 6 juin 1815, t. 17, p. 294, n° 177.—*V*. les considérations contre cette décision, *ibid.*

441. Dans un ordre, quand la distribution a été retardée par des contestations, pendant plusieurs années, les créanciers ne peuvent pas être colloqués pour les intérêts échus depuis la transcription du contrat de vente, au même rang que pour le capital et les deux années d'intérêts conservés par l'inscription. — Cass 4 frim. an 14, t. 17, p. 118, n° 12.

442. Décidé au contraire que les créanciers hypothécaires doivent, même dans les ordres instruits sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, être colloqués au même rang que pour le capital, pour tous les intérêts échus depuis l'adjudication jusqu'à la clôture définitive de l'ordre. — Cass. 26 déc. 1807. 22 nov. 1809. Rouen, 28 juin 1810. Bourg. 26 août 1814. Colm. 13 mars 1817. Metz, 29 mai 1823, t. 17, p. 129, n° 25, p. 270, n° 151, p 321, n° 200, et p. 364, n° 250.— *V*. MM. F. L. t. 4, p. 66, alin. 5 et suiv.; Merl. *Rép.* t. 12, p. 305, 5e alin.; Carr. t. 3, p. 39, n° 2601; B. S. P. t. 2, p. 621, not. 37, alin 1 et 2; Haut p. 414, *in fine*, et 415, al. 2. — *V*. sur cette grave difficulté les n°s 443 à 447.

443. Un créancier inscrit pour un capital produisant intérêt, ne peut être privé du droit que lui accorde l'art. 2151, C. c. par le motif que depuis son inscription, il a touché du débiteur les trois premières années d'intérêts de sa créance —*Particulièrement*, la loi a attaché le droit de collocation aux intérêts ou arrérages quelconques qui pourraient être dus au moment de la distribution, dans la portion qu'elle a déterminée.—Cass. 27 mai 1816, t. 17, p. 307, n°s 188 et 189.— *V*. le n° qui précède.

444. Les intérêts échus jusqu'à la clôture de l'ordre doivent être colloqués avec le principal.—Bourg. 25 mai 1829.—Potherat C. Laforêt et Champton.—V. *suprà*, n° 442.

445. Tout créancier hypothécaire, colloqué sur le prix d'un immeuble, doit l'être au même rang pour tous les intérêts échus depuis la clôture de l'ordre, lorsque le paiement a été différé par une cause indépendante de son fait ou de sa volonte.—Lyon, 28 août 1821. Cass. 14 nov. 1827, t. 23, p. 294.—V. *suprà*, n° 442.

446. Les intérêts des sommes colloquées ne cessent que du jour où l'ordre a été définitivement arrêté.— Bourg. 23 mai 1829. — Potherat C. Laforêt.—V. *suprà*, n° 442.

447. La femme ayant hypothèque légale, doit être colloquée pour les intérêts au même rang que pour le capital.—Bourg. 25 mai 1829 — Potherat C. Laforêt et Champton.— V. *suprà*, n° 442.

448. Pour le service d'une rente viagère colloquée dans un ordre, il faut laisser entre les mains de l'acquéreur, un capital dont l'intérêt annuel soit égal à cette rente, sauf à distribuer ce capital après l'extinction de la rente, aux créanciers qui pourront y prétendre.—Cass. 4 frim. an 14, t. 17, p. 118, n° 13.— *V*. M. Merl. *Rép.* t. 8, p. 842, 3e alin. et suiv.

449. Le créancier mineur peut demander que l'adjudicataire lui paye les intérêts de la somme qui reste en ses mains pour une collocation éventuelle. —Paris, 4 août 1810, t. 17, p. 182, n° 70.

450. Lorsqu'un créancier d'une rente viagère, ayant hypothèque sur plusieurs immeubles, a obtenu sur l'un d'eux la collocation d'une somme suffisante pour assurer le service de sa rente, il ne peut pas exiger une nouvelle collocation de la même somme sur chacun des immeubles sur lesquels il a hypothèque.—Paris, 20 avr. 1814, t. 17, p. 264, n° 143.

451. Comme aussi, le créancier d'une rente viagère qui a une hypothèque générale sur les biens de son débiteur, ne peut pas après, avoir été colloqué dans un premier ordre, pour une partie de sa rente, se faire colloquer dans un ordre subséquent pour l'intégrité de cette même créance.—Paris, 31 janv. 1813, t. 17, p. 257, n° 137.

452. Il ne peut être colloqué dans le second ordre que pour la portion de sa rente qui n'a pas été colloquée dans le premier.—Paris, 31 juill. 1813, t. 17, p. 257, n° 138.

453. Lorsqu'en ordonnant la collocation d'une rente viagère, un jugement d'ordre donne aux créanciers postérieurs en hypothèque, l'option de rembourser le capital de cette rente, ou d'en profiter à son extinction en laissant pour sa sûreté, tout le prix à distribuer entre les mains de l'adjudicataire, l'option faite par l'un des créanciers dans le délai déterminé par le tribunal, n'est pas obligatoire pour les autres créanciers, qui ont laissé expirer le délai sans manifester leur intention à cet égard. — Paris, 16 août 1815, t. 17, p. 298, n° 179

454. Sous le régime du Code civil, les juges ne peuvent en matière d'ordre, imposer à un créancier colloqué pour une créance à long terme, la double condition d'en payer l'intérêt jusqu'à l'époque d'exigibilité, fixée par la convention aux créanciers postérieurs sur lesquels les fonds manquent et de fournir à cet effet caution —Paris, 28 nov. 1806, t. 17, p. 125, n° 19. —*V.* Pr. Fr. t. 4, p. 482, alin. 2 et suiv. et p. 479, dernier alin. et MM. Merl. *Rép.* t 8, p. 842, *in pr.* et F. L. t. 4, p. 66, *in fine*, et p. 57, *in pr.*

§ 3. *Des radiations d'inscriptions.*

455. Lorsqu'un jugement d'ordre prescrit la radiation des inscriptions qui ne viennent point utilement sur le prix, le conservateur est tenu de faire cette radiation, même avant que les délais pour appeler du jugement soient expirés, s'il n'y a pas eu de contestation relative aux créances colloquées. — Instruction générale de la régie de l'enregistrement. — 15 niv. an 13, t. 17, p. 115, n° 9.

456. Celui qui a intérêt à faire rayer une inscription hypothécaire prise sans aucun droit, peut exiger qu'elle soit rayée sans être tenu d'attendre ou de provoquer une procédure d'ordre entre le créancier qui l'a prise et les autres créanciers inscrits.—Bord. 17 fév. 1832, t. 43, p. 568.

457. Que doit-on entendre par ces expressions de l'art. 773 : *décharge d'office l'inscription*, et par celles-ci de l'art. 774 : *l'inscription d'office sera rayée définitivement?*

M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 450, pense que dans ces deux articles le législateur a voulu parler de l'inscription générale prise dans l'intérêt du vendeur ou de ses créanciers. MM Tarrible, *nouv. Rép* t. 12, p. 314, et B. S. P. p. 624 et 625, sont d'avis que ces art. 773 et 774, ordonnent la radiation des créanciers colloqués ou non colloqués: suivant M. Carr. t. 3, p. 44, n° 2614, l'art. 773 est relatif à la radiation successive de l'inscription de chaque créancier à mesure qu'il est payé, et l'art. 774, à la radiation de l'inscription d'office prise par le conservateur, conformément à l'art. 2108 C. c.—V. *J. A.* t. 17, p. 380, n° 276.

458. Si le montant de la collocation devait se diviser entre plusieurs personnes, l'adjudicataire pourrait-il être forcé à recevoir des mainlevées partielles de l'inscription?—La négative est soutenue par M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 450.—V. *J. A.* t. 17, p. 379, n° 274.

459. La quittance dont parle l'art. 772, et le consentement qu'elle contient doivent-ils être consignés dans un acte authentique?—L'affirmative est soutenue par MM. Tarrible, *nouv. Rép.* t. 12, p. 314, et Carr. t. 3, p. 44, n° 2613; mais M. Haut. p. 424, pense que la quittance peut être donnée sous-seing privé. — V. *J. A.* t. 17, p. 379, n° 275.

460. Le mode de libération et de radiation prescrit par l'art. 773, n'est-il applicable qu'autant que l'acquéreur n'a pas consigné?

Le jugement qui a statué sur la consignation a dû ordonner la radiation de toutes les inscriptions, de sorte que l'art. 773 devient inapplicable. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 46, n° 2615, B. S. P. p. 625, n. 46, et *J. A.* t. 17, p. 378, n° 272.

461. L'inscription du créancier non produisant ne doit pas être rayée et conserve son effet sur le reliquat du prix, de telle sorte que le créancier hypothécaire non produisant, quoique forclos de l'ordre, doit primer les créanciers chirographaires opposants. — Cass. 10 juin 1828, t. 35, p. 259.

462. L'ordonnance du juge commissaire qui ordonne la radiation de l'inscription d'un créancier non produisant, est, à l'égard des chirographaires, *res inter alios acta*, et ceux-ci ne peuvent en exciper.— Cass. 10 juin 1828, t. 35, p. 259.

Chap. VII. *Des dépens en matière d'ordre* (1).

463 et 464. Les dépens d'un incident en matière d'ordre doivent être taxés comme en matière sommaire, quelles que soient la nature et l'importance de la contestation. — Orl. 28 août 1829, t. 38, p. 173.—*V.* C. T. t. 2, p. 254, 76, les n°s qui suiv. 465 à 479, et notre mot *Matière sommaire.*

465. Les dépens adjugés par un arrêt qui statue sur une instance en distribution par contribution, peuvent être taxés, comme en matière ordinaire, lorsque des contestations particulières se sont jointes à l'action principale. — Paris, 1er avril 1811, t. 9, p. 205, n° 56.

466. Comme aussi les dépens adjugés sur l'appel d'un jugement d'ordre, doivent être liquidés comme en matière ordinaire. — Paris, 13 déc. 1809. Nîm. 8 avril 1824. Lyon, 19 mai 1826, t. 9, p. 188, n° 44; t. 27, p. 224, et t. 31, p. 300. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 443; Cabissol, p. 100, et B. S. P. p. 496; n. 12.

467. Les mémoires requêtes et autres écritures signifiées par le poursuivant, pour parvenir à l'ordre, ne doivent ni entrer en taxe, ni être acquittées par privilége. — Paris, 2 germ. an 13, t. 17, p. 117, n° 10.— Les mêmes principes sont applicables aujourd'hui. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 25, n° 2581; Pig. t. 2, p. 274, et p. 193, alin. 9; Pr. Fr. t. 4, p. 470. —Mais le simple acte que la loi autorise doit-il contenir le dire portant contestation de la collocation?— Oui, suivant MM. Carr. t. 3, p. 25, n° 2580, et P. Q. t. 2, p. 274.

468. L'acquéreur qui n'a pas réclamé dans l'ordre le coût de l'extrait des inscriptions et des dénonciations aux créanciers inscrits, a le droit de le retenir sans son prix.—Paris, 14 mess. an 12, t. 17, p. 111, n° 5. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 49. n. 2.

469. L'adjudicataire qui, après avoir rempli toutes les charges de l'adjudication, obtient une réduction sur son prix à cause de la fausse indication d'état et de contenance donné dans l'affiche annonçant la vente, aux objets vendus, est bien fondé à déduire, par privilége sur son prix, le montant des frais par lui faits pour obtenir la réduction et l'excédant des droits par lui payés. —Paris, 6 fév. 1810, t. 17, p. 168, n° 55 —*V.* M. Carr. t. 3, p. 49, n 3.

470. Lorsqu'aux termes d'un contrat de vente, le vendeur est tenu de payer les honoraires du notaire et les frais d'enregistrement et de transcription, l'acquéreur qui cependant en a fait l'avance, ne peut les retenir sur son prix au préjudice des créanciers en se faisant colloquer à cet effet dans l'ordre. — Paris, 24 août 1816, t. 17, p. 313, n° 194.— *V.* M. Carr. t. 3, p. 49, n. 1.

471. L'acquéreur d'un immeuble qui a notifié son contrat aux créanciers inscrits, et poursuivi l'ordre, doit toujours être colloqué par privilége sur son prix, à raison des frais de notification et de poursuite d'ordre, avant même le vendeur ou les créanciers désignés. — Paris, 13 janv. 1814, t. 17, p. 262, n° 142. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 49, n. 1 et suiv.

472. Il n'est pas accordé de privilége à l'huissier dans l'ordre ouvert sur le prix d'un immeuble, en raison des frais dont il a fait l'avance pour un créancier relativement à d'autres poursuites que celles en expropriation; il ne peut même pas figurer à l'ordre. — Colm. 12 fruct. an 13, t. 9, p. 150, n° 15.—*V.* en ce sens, MM. B. S. P. p. 621, n. 35, n° 1, et Carr. t. 3, p. 40, n° 2606.

473. Les frais de l'avoué qui a représenté les créanciers contestants, doivent-ils être, dans tous les cas, colloqués au premier rang, sur ce qui reste de deniers à distribuer, après déduction de ceux qui ont été employés à acquitter les créances antérieures à celles contestées.

Si les contestants triomphent et qu'ils fassent disparaître de son rang la créance contestée, il n'y a pas de doute que l'art. 768 recevra son application, mais si le contesté parvient à se faire maintenir à son rang, il faut qu'il soit colloqué pour le montant de sa créance, et ce serait aller contre le jugement qu'il aurait obtenu que de le faire primer par les frais faits par les parties qui auraient succombé ; c'est à ces parties qui ont élevé une mauvaise contestation, à supporter les frais, soit en laissant l'avoué se payer sur la masse après le créancier contesté, soit en le payant

(1) V. *suprà*, l'art. 1er du chap. 4, n° 20 à 242.

de leurs deniers à défaut de fonds suffisants; l'art. 766 conduit à cette conséquence.—V. *J. A* t. 9, p. 314, n° 155, et t. 17, p. 377.—M. CARR. après avoir adopté l'affirmative, a changé d'opinion, t. 3, p. 39, n° 2605; MM. PIG. t. 2, p. 194, n° 12. et B. S. P. p. 621, n. 35, soutiennent aussi la négative contrairement à l'avis de M. TARR. *Rép.* de M. MERL. t. 12, p. 313.

474. En matière d'ordre, les parties qui produisent leurs titres après le délai déterminé, sont passibles des frais et des pertes d'intérêts auxquels leur négligence donne lieu. — Paris, 30 août 1808. Rouen, 30 déc. 1814. Lim. 5 juin 1817. Riom, 7 juin 1817, t. 17, p. 140, n° 33; p. 276, n° 159, p. 331, n° 210, et p. 332, n° 211 — *V.* MM. B. S. P. t. 2, p. 614, n. 14; CARR. t. 3, p. 17, n° 2570; TARR. *Rép.* t. 12, p. 310; DELAP. t. 2, p. 343; F. L. t. 4, p. 57.

475. Lorsque dans une procédure d'ordre il s'élève entre les créanciers des contestations auxquelles le débiteur saisi est étranger, les dépens qu'occasionnent ces contestations doivent être mis à la charge des créanciers contestants qui succombent.— Agen, 12 janv. 1825, t. 29, p. 185.

476. Les créanciers postérieurs en ordre d'hypothèque aux collocations contestées, doivent se faire représenter par un seul avoué; en appel comme en première instance, à peine de supporter, personnellement, les dépens de leurs contestations —Gren. 11 juill. 1823. Colm. 16 janv. 1826, t. 9, p. 303, n° 140, et t. 30, p. 386. — *V.* M. PIG. t. 2, p. 195, n° 17.

477. Cependant l'art. 760 C. p c., qui dispose que le créancier qui contestera individuellement supportera les frais auxquels sa contestation particulière aura donné lieu, doit être entendu, dans ce sens, qu'on doit lui adjuger tous les frais communs, et qui n'ont pas fait double emploi, comme les actes d'appel et de produit.—Gren. 1er août 1823, t. 9, p. 305, n° 142.

478. Les dupliques et les tripliques sur le procès-verbal d'ordre, sont prohibées, et les frais qui en résultent ne doivent point passer en taxe. —Colm. 16 janv. 1826. t. 30, p. 386. —*V.* C. t. 1, p. 244, n° 40.

479. On ne peut pas plus, en matière d'ordre qu'en tout autre, refuser d'allouer en taxe la contre-signification des arrêts. — Am. 5 fév. 1825, t. 33, p. 241.

ORIGINAUX.

Un compromis par acte sous-seing privé, dont il n'a pas été fait autant d'originaux qu'il y a de parties, est nul, mais la nullité ne peut pas être proposée par celui qui l'a exécuté. Il n'est pas nul pour avoir été rédigé en langue étrangère —Cass. 1er mars 1830, t. 38, p. 304.

PAIRIE.

Loi contenant l'article qui remplace l'art. 23 de la charte, t. , p. 670.

PARTAGE.

La matière des licitations et celle des partages, ont tellement de connexité entre elles, que nous avons cru devoir les réunir. On trouvera donc aux mots [*Licitation* et *Partage,* tout ce qui concerne les partages, leurs formes et les diverses opérations auxquelles ils peuvent donner lieu.—V. aussi *Acquiesc.* 102 et s. 163.— *Appel,* 36, 190, 512. — *Arb.* 300 et s.—*Conc* 81 et s.—*Cons. f.* 7. —*Dem. n.* 101 et s. — *Dép.* 202.— *Enreg.* 67 — *Exéc. p.* 50 —*Exp* 150 et s.—*Exploit,* 308.—*Interv.* 79 et s. 134.—*Jug.* 20, 93, 103 et s 382, 400, 407 bis. — *Jug. déf.* 18, 247 et s. — *Jug. p. i.* 97 et s.—*Mat. somm.* 54 et s —*Pérempt.* 52 —*Déf.* 14.—*Ress.* 82 et s. 163 et s. 179.—*Sais. imm.* 10, 112 et s.—*Trib.* 143, 191, 307.

PÊCHE (1).

1. Loi du 15 avr. 1829, relative à la pêche fluviale, t. 36, p. 290.

2. Ordonnance du roi du 15 nov. 1830, relative à la pêche, t. 39, p. 328.

PENSIONS (2).

1. Loi du 16 juin 1824, sur la retraite des juges atteints d'infirmités, t. 26, p. 347

2. Ordonnance du 17 août 1824, sur les pensions et secours des veuves et orphelins des magistrats et employés du ministère de la justice et du conseil d'état, t. 27, p. 194.

3. Les militaires retraités qui ont perdu leurs pensions par suite de condamnations à des peines afflictives ou infamantes ne peuvent re-

(1) V. *Trib.* 450.

(2) V. *Renv.* 39.— *Ress.* 63, 385 et s.—*Sais. a.* 41 et s.

couvrer la jouissance de ces pensions qu'après avoir justifié de leur réhabilitation. — Avis du conseil d'état du 8 janv. 1823, t. 25, p. 422.

4. La veuve et les enfants du condamné n'ont droit à aucun secours sur les pensions pendant la durée de ces peines. — Avis du conseil d'état du 8 janv. 1823, t. 25, p. 422.

PÉREMPTION (1).

CHAP. I. *Délais de la péremption.* — Art. 1. *Questions transitoires sur les délais.*

1. Le laps de temps nécessaire pour la péremption d'instance, se règle par la loi en vigueur au tribunal où elle est pendante, et non par la loi de la situation de l'objet litigieux. — Liége, 28 avril 1812, t. 18, p. 445, n° 33.

2. Une demande en péremption d'instance formée postérieurement à la promulgation du code de procédure, doit être jugée d'après ses dispositions, quoique le procès principal, eût été intenté antérieurement. — Cass. 12 juill. 1810. *Id.* 25 nov. 1823. Montp 30 déc. 1828, t. 18, p. 424, n° 18; t. 25, p. 367, et t. 37, p. 155. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 14, n° 1428; MERL. *Rép.* t. 17, p. 321; M. q. d. t. 4, p. 711; D. C. p. 289. Cependant *V.* M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 681.

3. Ainsi la péremption est acquise par une discontinuation de poursuites pendant trois ans depuis la promulgation du Code de procédure civile, même dans les procès où elle avait commencé à courir antérieurement. — Gren. 3 mars 1817. Cass. 18 fév. 1828, t. 18, p. 478, n° 67; t. 35, p. 192.

4 et 5. La péremption du Code est applicable à une instance ancienne, engagée dans le ressort d'un parlement où cette péremption n'était pas admise. — Brux. 25 mai 1813, et 19 août 1814. Cass. 15 juill. 1818, t. 11, p. 164, v° *Enquête*, n° 149, et t. 18, p. 469, n° 59. — *V* les n^os^ qui suivent, et *infrà*, n° 21

6. La péremption d'instance résultant de la discontinuation des poursuites pendant trois ans, doit être admise contre les affaires intentées *avant le compte*, même sous l'empire d'une législation locale qui ne connaissait pas la péremption. — Colmar, 5 mars 1811, t. 6, p. 688, v° *C. procéd* n° 26. — *V.* le n° qui précède.

7. Comme aussi lorsqu'une instance a été introduite sous l'empire d'une jurisprudence d'après laquelle toute instance dans laquelle un jugement interlocutoire avait été rendu ne se périmait que par trente ans; cette instance est néanmois périmée par le laps de trois ans écoulés sans poursuites depuis le C. p c., quoiqu'il soit intervenu un jugement interlocutoire dans la cause. — Lyon. 10 janv. 1823. Cass 25 nov. 1823, t. 25. p. 6 et 367 — V. *suprà*, n° 4. le n° qui suit, *et infrà*, n°s 93 et suivant.

8. Décidé au contraire que la demande en péremption d'instance, qui a pour objet une procédure antérieure au premier janv. 1807, n'est pas soumise aux dispositions du C. p. c. pour déterminer le laps de temps nécessaire à la péremption. — Trèves. 17 juin 1812, t. 18. p. 445, n° 33 *bis.* — *V.* le n° qui suit.

9. Mais pour faire prononcer la péremption d'instance, on ne peut cumuler avec le laps de temps qui s'est écoulé sans poursuites, depuis la mise en activité du C p. c., celui qui s'était écoulé auparavant. — Turin, 22 août 1809. Cass. 2 avril 1823, t. 18, p 420, n° 15, et t 25, p. 116. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 15, n° 1430; MERL. *Rep.* t. 17, p. 344; M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 682, *in fine.* — *V.* le n° qui suit.

10. Lorsque par décès de l'une des parties, avant la publication du C. p. c., la péremption a été interrompue, on ne peut comprendre, dans le délai de trois ans et six mois fixé par le Code, le temps qui s'est écoulé depuis le décès jusqu'au premier janv. 1807. — Brux. 14 av. 1810, t. 6, p. 687, v° *C. procéd.* n° 25 — *V.* le n° qui précède.

Art. 2. *Délai ordinaire.*

11. La demande en péremption d'instance est valablement formée par le défendeur, trois ans après le dernier acte de procédure, lorsqu'aucun changement de qualité ne lui a été dénoncé de la part du demandeur. — Dijon, 26 mai 1830, t. 40, p. 290.

12. Le temps de la péremption doit-il être compté de *momento ad momentum?* — LANGE, dans son PR. FR. chap. 24, p. 494, enseignait l'affirmative; mais MM. B. S. P. p. 355, n. 7, n° 2, et CARR. t. 2, p. 7, n° 1415, soutiennent le contraire, et cette opinion est partagée par MM. F. L. t. 4, p. 193, col. 2, alin. 5; cependant *V.* M. MERL. *Rép.* t. 17, p. 303, col. 2, alin. 9, et *J. A.* t. 18, p. 516, n° 118.

13. Le dernier jour des trois années doit-il être accompli pour que la demande en péremption puisse être formée? Nous avons soutenu l'affirmative, *J. A.* t. 18, p. 516, n° 118; et c'est aussi ce que décide M. MERL. *Rép.* t. 17, p. 304, col. 1, al. 1.

14. Les lois qui veulent que certaines affaires soient jugées dans un délai déterminé, ne sont pas censées vouloir qu'après ce délai les affaires non jugées soient périmées de plein droit. — Cass. 5 mars 1812, t. 18, p. 144, n° 32. — Telle est aussi l'opinion de M. MERL. t. 9, p. 255, alin. 6. — *V.* aussi M. F. L t. 4 p. 196.

Le conseil d'état a rendu le 2 nov. 1832, une décision contraire dans une affaire où il s'agissait des délais dans lesquels les conseils de préfecture doivent juger les protestations formées par les électeurs, contre les élections municipales. Bouin-Beaupré.)

15. Une action annale intentée dans le délai fixé par la loi, n'est pas éteinte par la discontinuation des poursuites pendant plus d'une an-

(1) V. *Arb.* 390. — *Aut. com* 88 et s — *Avoué*, 156 — *Cass.* 325. — *Conc.* 46 — *Cont. p.c* 187 et s. — *Dés.* 28 — *Enreg.* 52. — *Except.* 197 — *Interv* 14. — *Jug.* 138 et s — *Jug paix*, 192. — *Jug. déf.* 215, 233, 372 et s — *Mat. somm.* 105 bis — *Qualité*, 11 et s. — *Repr. inst.* 7, 33 et s. — *Ress.* 277 et s. — *Sais. ex.* 61. — *Sais. imm.* 187 et s. 580, 890 et s. 1189 et s. — *Tierce opp.* 182. — *Trib. comm.* 593.

née.—Cass. 22 janv. 1816, t. 18, p. 477, n° 64.

16. Un émigré amnistié n'a pu faire déclarer la péremption d'instance avant l'expiration des trois années qui ont suivi sa radiation. — Brux. 30 frim. an 14, t. 18, p. 413, n° 8.

Art. 3. *Augmentation de délai par suite de circonstances donnant lieu à la reprise d'instance.* — V. *infrà*, n°s 84, 102.

17. Un jugement qui contient une décision définitive sur un chef proroge pendant trente ans l'action relative aux chefs non jugés. — Pau, 17 juill. 1827 Daussier C. Bonnecase.— V. *infrà*, n° 144.

18. Le délai de la péremption n'est pas augmenté de six mois, parce que le juge rapporteur a cessé ses fonctions pendant le cours de l'instance.—Lyon, 25 mars 1829, t. 37, p. 211.—V. *infrà*, n° 107.

19. D'après les principes de l'ancienne législation, la péremption d'instance était interrompue par la mort de l'une des parties, de telle sorte qu'elle ne pût avoir lieu tant que l'instance n'avait pas été reprise. — Trèves, 17 juin 1812, t. 18, p. 446, n° 34.

20. Dans l'ancien droit, et notamment dans le ressort du parlement de Bord., le décès de la partie prorogeait l'instance pendant trente ans, quand il s'était écoulé moins de trois ans entre la discontinuation des poursuites et le décès. — Lim. 27 août 1816, t. 9, p. 253, n° 102.

21. Le décès d'une partie arrivé sous l'empire du C. proc. c., n'interrompt la péremption que pour six mois, encore que l'instance eût été introduite avant la publication du Code.—Riom, 17 mai 1810, t. 18, p. 423, n° 17.— *V.* M. Carr. t. 2, p. 12, n° 1425, *in fine*.—V. *suprà*, n°s 4 et suivant.

22. Toutes les fois que la péremption d'instance n'a pas été demandée, elle doit être censée interrompue par le décès des parties ou par tout autre événement donnant lieu à la demande en reprise d'instance, de manière qu'il soit toujours accordé aux héritiers ou aux parties un délai de six mois, à compter du jour du décès ou de l'événement arrivé.—Cass. 5 janv. 1808, t. 18, p. 414, n° 9.—*V.* M. B. S. P. p 356, n° 10, Pig. t. 1, p. 469, et Merl. *Rép.* t. 9, p. 249; ces deux derniers dans un sens contraire à la décision précédente. Mais M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 683, a abandonné son premier avis pour adopter celui de M. Carr. t. 2, p. 11, n° 1423, favorable à cette décision.

23. Les héritiers du demandeur ne peuvent, après une discontinuation de poursuites, pendant trois ans de la part de celui ci, soutenir que le délai pour la péremption d'instance, doit être augmenté de six mois, que lorsqu'il y a lieu, de leur part, à reprise d'instance; et il n'y a pas lieu à cette reprise, de leur part, s'ils n'ont pas dénoncé le changement de qualité du demandeur dans le délai nécessaire pour faire acquérir le droit d'opposer la péremption —Lyon. 26 mai 1830, t. 40, p. 290.—*V.* les n^{os} qui suivent.

24. Le décès d'une partie proroge le délai de la péremption, encore qu'il ne soit pas notifié. — Metz, 12 avril 1826, t. 37, p. 58. — *V.* le n° qui précède.

25. Pareillement le décès de l'une des parties, augmente de six mois le délai de la péremption, quoiqu'il n'ait pas été notifié et qu'il soit arrivé avant le dernier acte de la procédure.— Bord. 11 août 1828, t. 37, p. 199. — V. *suprà*, n° 23, et le n° qui suit.

26. Jugé au contraire que le délai de la péremption n'est augmenté de six mois, par le décès d'une partie, qu'autant que ce décès a été notifié —Caen, 17 janv. 1828, t. 38, p. 215

27. L'augmentation de six mois, dans le délai que le Code fixe pour la péremption d'instance, doit avoir lieu lors même que l'événement qui rend cette augmentation de délai nécessaire arrive après l'expiration des trois ans — Trèves. 17 juin 1812 t. 18, p 446, n° 35 —V. *infrà*, n° 30.

28. Lorsque le demandeur est décédé dans le cours d'une instance, la péremption ne peut être demandée que 3 ans et 6 mois après le dernier acte de la procédure, quoique le décès n'ait eu lieu que postérieurement au dernier acte valable que le décès n'ait pas été notifié, et que la procédure ait été continuée sous le nom de la partie décédée, dont les héritiers sont demandeurs en péremption.—Bord. 11 août 1828. Le comte de Lynchet de Chabans C. Martineau.

29. Il n'est pas nécessaire que l'événement qui donne lieu à reprise d'instance ou à constitution de nouvel avoué, ait eu lieu dans les 3 ans des dernières poursuites, pour jouir du délai additionnel, et repousser la demande en péremption. Ainsi, quel que soit l'intervalle écoulé depuis les dernières poursuites, la péremption ne peut être demandée que six mois après la démission ou le décès de l'avoué. — Gren. 12 mai 1817, t. 18, p. 482, n° 70.

30. L'augmentation de 6 mois, ajoutée au délai de 3 ans, pour la péremption, ne peut être appliquée qu'au cas où la partie est décédée pendant ce délai, et non au cas où cette partie est décédée après le droit de péremption acquis. — Caen, 17 janv. 1828, t. 38, p. 215.— V. *suprà*, n° 27, et le n° qui suit.

31. Le délai de 6 mois ne devant être compté qu'à partir de l'événement qui y donne lieu, est prématurée la demande en péremption formée avant l'échéance des 6 mois, à compter du décès de la partie ou de la cessation des fonctions de l'avoué, bien qu'il se soit écoulé plus de 3 ans et 6 mois depuis le dernier acte de la procédure. — Bord. 17 déc. 1823, t. 25, p. 399.—V. *suprà*, n°s 27 et 30.

32. Dans le cas de décès de l'une des parties, il est nécessaire que les poursuites aient été discontinuées pendant 3 ans et 6 mois, pour que la demande en péremption puisse être admise.—Lyon, 16 mai 1817, t. 18, p. 483, n° 72. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 687, 5e alin.

33. La partie assignée en reprise d'instance ne peut pas faire résulter la péremption de la discontinuation des poursuites pendant plus de 3 ans avant la reprise d'instance.—Paris, 6 mai 1813. Cass. 22 janv. 1816, t. 18, p. 459, n° 247, et p. 477, n° 65. —*V.* M. Carr. t. 2, p. 17, n° 5.

34. La partie seule qui a droit à la reprise d'instance, a le droit de jouir de l'augmentation du délai accordée par l'art. 397, C. p. c., lorsqu'il y a lieu à cette reprise.—Cass. 12 juill. 1810, t. 18, p. 424, n° 19. —*V.* MM. Merl. *Rép.* t. 17, p. 321; Carr. t. 2, p. 12, n° 1425; F. L. t. 4, p. 190; Haut. p. 209.

35. Jugé au contraire que l'augmentation de délai doit profiter à la partie contre laquelle la péremption est demandée, quoiqu'il n'y ait point lieu de sa part à reprise d'instance ou constitution de nouvel avoué. — Trèves, 17 juin 1812. t. 18. p. 446, n° 36.

36. Comme aussi la prorogation de 6 mois, accordée par l'art. 397 C. p. c. peut être invoquée par la partie adverse des héritiers qui ont à reprendre l'instance comme par les héritiers eux-mêmes. — Cass. 2 avr. 1823. Bord. 17 déc. 1823, t. 25, p. 116 et 399.

37. Décidé cependant que la disposition du § 2 de l'art. 397 C. p. c. qui, dans certain cas, ajoute un délai de 6 mois au délai ordinaire de la péremption, ne peut être invoqué par le demandeur en péremption, lorsqu'il est survenu un changement d'état du côté des défendeurs.—Toul. 4 fév. 1825, t. 30, p. 222.

38. Et que le délai de la péremption ne doit pas être augmenté de 6 mois, lorsqu'il y avait lieu à une reprise d'instance de la part du demandeur originaire. — Paris, 1er juill. 1812, t. 18, p. 479, n° 68.

39. Lorsqu'après la démission de l'avoué de deux parties, un autre avoué est constitué pour l'une d'elles seulement, la péremption d'instance peut être prononcée contre cette partie, pour discontinuation de poursuites pendant 3 ans, quoiqu'il y ait lieu envers l'autre partie, pour laquelle l'avoué ne s'est pas constitué, à l'augmentation du délai supplémentaire de 6 mois. — Cass. 9 juill. 1828. Veuve Beaujour C. h^{ers} Vallerand Duhamel. — V. *infrà*, n° 251.

40. Lorsque plusieurs circonstances ont donné lieu à la reprise d'instance ou à la constitution d'un nouvel avoué, il n'y a pas lieu d'ajouter autant de fois le délai de 6

mois au délai ordinaire de la péremption. — Cass. 19 août 1816, t. 18, p. 479, n° 69. — *V.* MM. Merl. t. 17, p. 323; Carr. t. 8, p 13; B. S. P. p. 456, not. 9, n° 1; F. L. t. 4, p. 193, alin. 2.— *V.* le n° qui suit.

41 et 42. En matière de péremption le concours de deux circonstances, dont chacune, prise isolément, donne lieu à une augmentation de 6 mois aux termes de l'art. 397 C. p. c. ne rend pas nécessaire une double prorogation du même délai. Ainsi, lorsqu'il y a eu discontinuation de poursuites pendant 3 ans et 6 mois, les changements survenus dans l'état des parties ou de leurs avoués, quels qu'ils soient, ne peuvent donner lieu à aucune nouvelle augmentation de 6 mois — Brux 18 janv. 1828. — *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

43. Lorsque le cours de la péremption a été prolongé de 6 mois, à cause du décès d'une des parties, il n'y a pas lieu à une nouvelle augmentation de 6 mois, si une autre partie vient à décéder pendant la première prolongation. —Brux. 12 oct. 1826.—V. le n° qui précède.

Art. 4. *Actes ayant pour effet d'interrompre le cours de la péremption ou de la couvrir.*

44. La péremption est-elle interrompue par des changements opérés dans l'organisation judiciaire? — Non, Cass. 23 niv. an 8; *id.* 21 ther. an 13. Bourg. 26 juin 1811. Orl. 3. juill. 1817. Renn. 16 juin 1818. — Oui, Paris, 7 pluv. an 11. Lim. 18. nov. 1812, t. 18, p. 407, n° 1, et p. 434, n° 27. — Pour la négative, *V.* MM. Carr. t. 2, p. 26, n° 1443; B. S P. p. 356, not. 9, n° 2; Merl. *Rép.* t. 9, p. 248, et M. q. d. t. 4, p. 710.

45. La péremption n'est pas interrompue, malgré la suspension forcée du cours de la justice, si l'on ne prouve pas qu'on a été dans l'impossibilité absolue de faire aucun acte de procédure. —Paris, 25 avr. 1815, t. 18, p. 475, n° 61.—*V.* MM. Merl. *Rép.* t. 17, p. 305, alin. 6; Carr. t. 2, p. 9, n° 1420. B. S. P. t. 1, p. 355, not. 8, 2°. —*V.* aussi Lange et Rodier.

46. Comme aussi on ne peut faire résulter une exception pour écarter la péremption opposée par une partie à l'instance d'appel, de ce que, par des événements de force majeure, notamment par l'occupation d'une partie du territoire, les communications sont devenues difficiles ou même impossibles entre le lieu du domicile des parties et la ville où siége la Cour royale, lorsqu'il est d'ailleurs constant que la Cour n'a pas interrompu ses audiences, et que ses avoués y ont librement exercé leurs fonctions.—Cass. 29 juin 1818, t. 18, p. 490, n° 79. — *V.* MM. B. S. P. t. 1, p. 355, not. 8, 2°; Carr. t. 2, p. 9, not. 2, 2°; Merl. *Rép.* t. 17, p. 304, alin. 8 et suiv. et p. 305, alin. 2, et F. L. t. 4, p. 197. 4e alin.

47. Lorsque la partie qui invoque la péremption a mis la partie adverse dans l'imposibilité de suivre le procès, sa demande en péremption ne doit pas être accueillie. —Cass. 7 mars 1820, t. 18, p. 494, n° 34.—M. Merl *Rép.* t. 47, p 311, alin. 2 et suiv. critique cette décision —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 3, not. 2, 1°, et Menelet, *Traité des péremptions*, q. 37, p. 88, *in princ.*

48. La péremption d'instance est couverte par des actes de procédure faits devant des tribunaux incompétents.—Cass. 29 brum. an 13, t 18, p. 411, n° 6.—*V.* MM Pig. *Comm.* t. 1, p. 686, 3e alin. Carr. t. 2, p. 21, n° 1439, et Merl. *Rép.* t. 9, p. 255, 2e alin.—V. *infrà*, n° 100.

49. Mais la péremption n'est pas couverte par des actes qui ne sont ni relatifs à l'instance, ni fait devant le tribunal qui en est saisi.—Renn. 16 juin 1818, t. 18, p. 407, n° 2.

50. Et la péremption d'une instance n'est pas interrompue, par un acte de procédure, se référant à cette instance, mais signifié dans une autre.—Brux. 26 avr. 1831. t. 42, p. 120.

51. Comme aussi l'on ne peut considérer comme ayant interrompu la péremption des poursuites faites devant un tribunal autre que celui devant lequel la péremption est demandée. — Amiens, 28 juin 1826, t. 32. p. 14. *Idem*, 25 juin 1826.— Oger C. Leclerc.

52. Cependant la péremption d'une instance en partage est interrompue par la procédure en faux, instruite même devant un autre tribunal, contre des actes constatant que le partage demandé, aurait eu déjà lieu.— Cass. 29 mai 1832, t. 43, p. 657.

53. Les juges peuvent déclarer interrompue une péremption par l'effet d'un acte qui n'est pas représenté, mais dont ils connaissent l'existence, lorsque la suppression frauduleuse de cette pièce, n'a pu avoir lieu que par le fait du demandeur en péremption, et dans ce cas ils ont le droit de rejeter l'inscription de faux dirigée contre cet acte par la partie au profit de laquelle la soustraction a eu lieu.— Cass. 16 juin 1829.—Torchon de Lehu C. Fouchet.

54. Une assignation donnée à une partie long-temps après que les autres parties ont été assignées, que la cause a été introduite et distribuée, ne constitue pas une instance nouvelle; elle est interruptive de la péremption, qu'aurait encourue l'instance précédemment introduite.—Brux. 21 nov. 1829.—Varoqué C. le comte de Mérode et consorts.—V. *infrà*, n° 103.

55. Une simple requête à l'effet d'être admis à pouvoir plaider sans frais, présentée à la Cour ou au tribunal, où l'instance est pendante, et non signifiée à la partie adverse, ne peut avoir pour effet de couvrir la péremption. — Brux. 11 juin 1828.

56. On peut considérer comme un acte valable qui couvre la péremption, la requête présentée au juge devant lequel l'instance est pendante, afin d'obtenir la nomination d'office d'un avoué en cause — Brux. 17 mai 1827.

57. Il n'est pas nécessaire, pour que cette requête et la nomination d'un avoué qui en a été la suite, aient l'effet de couvrir la péremption, qu'elles soient signifiées à la partie adverse.—Brux. 17 mai 1827.

58. La péremption d'une instance est interrompue par la présentation, au président, d'une requête à l'effet d'obtenir que la cause soit mise au rôle et par le renvoi que fait le magistrat à une chambre, pour qu'elle juge le débat qui divise les parties.—Cass. 2 fév. 1831, t. 40, p. 369.

59. La mise d'une cause au rôle par l'avoué d'une partie, est-elle un acte suffisant pour couvrir la *péremption*, ou pour en interrompre le cours? —Oui, Renn. 2 mars 1818. Pau, 28 id. 1822. Cass. 30 id. 1830. Toul. 12 juill. 1831.— Non, Lyon, 4 juill. 1823, t. 18, p. 454, n° 45, t. 28, p. 347, et t. 39, p. 16, t. 47, p. 707. — *V.* pour l'affirmative, MM. Pig. *Comm* t. 1, p. 686; Merl. *Rép.* t. 17, p. 330, alin 2 et suiv. et Carr. t. 2, p. 22, n° 1440.—V. *infrà*, nos 60, 60 *bis*, 62 et 65.

60. L'inscription d'une cause au rôle, interrompt la péremption d'instance, lors même qu'un arrêt ordonnerait plus tard d'office la radiation de la cause.—Monpt. 9 janv. 1832, t. 42, p. 268.—V. *ibid.* nos *Observations.*—*V.* le n° qui précède.

60 *bis.* L'inscription de la cause au rôle, lorsqu'elle a eu lieu postérieurement à la demande en péremption n'est pas interruptive du délai. —Bord. 5 juin 1834, t. 47, p. 590. —V. *suprà*, n° 59.

61. Mais la péremption court-elle après la mise au rôle de sorte qu'elle soit acquise, si depuis il n'a été fait aucun acte pendant trois ans?—Oui, Toul. 5 fév. 1810. Besanç. 2 avr. 1813. Cass. 19 juin 1822.— Non, Metz, 13 nov. 1811. Gren. 27 déc. 1811. *Id.* 24 mars 1812. Lim. 26 janv. 1813, t. 18, p. 421, n° 16, et p. 441, n° 30. —M. Carr. t. 2, p. 24, alin. 3 et suiv. paraît pencher pour l'affirmative; mais on doit embrasser la négative avec M. Merl. *Rép.* t. 17, p. 307. 2e alin.

62. La consignation d'amende et l'enregistrement de la cause sur le rôle, interrompent la péremption sur l'appel.—Riom, 7 juin 1824, t. 30, p. 270.—V. *suprà*, n° 59.

63. La péremption d'instance est interrompue par le fait seul d'une consignation d'amende, sans qu'il soit besoin que la quittance du receveur soit signifiée.—Caen, 7 déc. 1826 — Liétot C. Hermerel. — *V.* le n° qui suit.

64. La consignation d'amende de

la part de l'appelant, n'est point un acte qui ait pour effet de couvrir la péremption.—Bord 5 juin 1834, t. 47, p.590.—V. *ibid.* les *Observations.* — *V.* le n° qui précède.

65. La mise au rôle d'une cause et d'une ordonnance sur requête, portant abréviation des délais, mais qui n'a pas été signifiée, ne sont pas des actes valables, pour interrompre la péremption —Rouen, 20 mai 1826, t. 32, p. 69 —V. *suprà*, n° 59.

66. L'appel de la cause à l'audience est interruptif de la péremption.—Gren. 24 janv. 1822, t. 18, p. 501, n° 91.—*V.* M. Pig *Comm.* t. 1, p. 585, *in fin* — V. *infrà*, n°s 69 et 70.

67. Comme aussi le renvoi à quinzaine prononcé contradictoirement sur l'appel de la cause, interrompt la péremption.—Bord. 12 juin 1827, t. 33, p. 180.

68. De même la péremption d'une instance n'a pu s'accomplir, lorsque la cause a été appelée à son tour de rôle; que sur la demande de l'avoué poursuivant, elle a été inscrite sur la feuille d'audience; que cette feuille est restée constamment affichée, et que même le président en a prononcé le renvoi après la rentrée — Toul. 19 déc. 1827, t. 35, p. 356.

69. La circonstance que la cause a été appelée lors de l'appel du rôle général, ne peut avoir pour effet de couvrir la péremption.—Brux. 12 janv. 1828.

70. Les bulletins de remise d'une cause n'interrompent point la péremption de l'instance. — Paris, 25 août 1832, t. 43, p. 508.—V. *ibid.* les *Observations.*

71. L'acte par lequel on somme la partie de venir à l'audience *pour voir tirer la cause du rôle comme transigée*, est interruptif de la péremption.—Nîm. 9 juin 1829.—Manen C. de Bannes.

72. Le retrait d'une cause du rôle consenti par toutes les parties, sauf à la faire rétablir sur avenir, interrompt la péremption d'instance.—Brux. 29 mai 1833, t. 46, p. 249.

73. Le compromis souscrit par les parties interrompt la péremption de l'instance, et le délai ne commence à courir qu'à l'expiration du compromis.—Paris, 14 août 1809. Gren 6 mai 1817, t. 18. p. 419, n° 14.—*V.* en ce sens, MM. Carr. t. 2, p. 8, n° 1419; et Menelet, § 28, p. 91, *in fine.* — V. *infrà*, n°s 75 à 82.

74. Comme aussi la péremption d'instance est interrompue par les tentatives que fait l'une des parties dans l'intervalle, pour terminer le procès à l'amiable.—Flor. 28 juin 1812. Lim. 15 juill. 1817, t. 18, p. 448, n° 37.—*V.* dans un sens contraire, Pr. Fr. t. 2, p. 411, 4e alin mais voy. dans un sens conforme, M. Merl. *Rép.* t. 17, p. 317; Pig. t. 1, p. 471, *in fine.* Pig. *Comm.* t. 1, p. 684, 4e alin. F. L. t. 4, p. 193, Carr. t. 2, p. 8, n° 1419. — *V.* les n°s qui suivent.

75. Des propositions d'arrangements et des pourparlers interrompent le cours de la péremption. — Brux. 18 mars 1830, t. 40, p. 26.— V. *infrà*, n° 153, et *suprà*, n° 73.

76. La péremption est couverte lorsque, dans l'intervalle écoulé depuis le dernier acte de la procédure, l'une des parties a fait à l'autre par écrit des propositions d'arrangement qui n'ont point été acceptées.—Lyon, 29 nov. 1822, t. 24, p. 342 —V. *suprà*, n° 73.

77. Décidé au contraire que les propositions d'arrangements échangées entre les parties, n'interrompent ni ne suspendent le cours de la péremption.—Poit. 8 juill. 1828. Brux. 30 mai 1825, t. 36, p. 73.—V. *suprà*, n° 73.

78. La circonstance que la cause aurait été retirée du rôle, du consentement des parties, afin de chercher à la terminer à l'amiable, n'empêche pas la péremption de courir, au moins à partir de cette époque, lorsque d'ailleurs rien ne prouve qu'il ait été convenu entre les parties de suspendre toutes poursuites quelconques, aussi long-temps que dureraient leurs pourparlers, quelque longs qu'ils puissent être.—Brux. 19 janv. 1828.—V. *suprà*, n° 73.

79. La péremption n'est pas interrompue par des propositions d'arrangement faites dans des lettres.—Besanç. 29 déc. 1827. — Corcelles C. Laroche Nully.—V. *suprà*, n° 73.

80. Des lettres missives ne peuvent interrompre le cours de la péremption, à moins qu'elles ne renferment une renonciation formelle au droit de demander la péremption —Gren. 6 juin 1822, t. 18, p. 503, n° 94.—V. *suprà*, n° 73.

81. Les paiements faits par le débiteur, et les propositions de terminer à l'amiable sont des actes valables qui couvrent la péremption de l'instance.—Bourg. 28 juill. 1823, t. 18, p.506, n° 100.—V. *suprà*, n° 73.

82. Comme aussi l'existence momentanée d'un traité qui depuis a été déchiré, suffit pour empêcher la péremption.—Lim. 8 juill. 1823, t. 18. p. 505, n° 98.—V. *suprà*, n° 73.

83. La signification de l'acte de cession n'est pas de nature à interrompre la péremption —Brux. 21 juin 1826, t.2, p 95 et 97.—*V.* le n° qui suit.

84. La signification d'un acte de cession des droits du demandeur, n'interrompt pas la péremption d'une instance; elle peut tout au plus donner lieu à une prolongation de six mois du délai ordinaire.—Caen, 21 mars 1825.—D'Amour C. Chauvin. — *V.* le n° qui précède, et *infrà*, n° 102.

85. La péremption est couverte par une communication de titres requise et reçue par la partie qui forme ensuite la demande en péremption. —Renn. 13 avr. 1813, t. 18, p. 458, n° 44.

86. Comme aussi la péremption d'instance ne peut plus être acquise au profit d'une partie à qui il a été donné communication de certaines pièces, tant qu'elle ne les a pas restituées. — Rouen, 10 juill. 1821, t. 18, p. 499, n° 89.

87. La péremption d'instance est interrompue par un jugement, même non signifié.—Metz, 12 av. 1826, t. 37, p. 58.—*V.* le n° qui suit.

88. La péremption est interrompue par un jugement ou un arrêt par défaut, quoi qu'il n'ait pas été signifié, pourvu qu'il ne soit pas lui-même périmé — Bourg. 1er mars 1831, t. 41, p. 490. — *V.* le n° qui précède, et les n°s 89 à 92.

89. Un jugement par défaut a empêché de courir la péremption d'instance, quoiqu'il n'ait été ni levé ni signifié. — Cass. 19 avr. 1830; Bord. 4 fév. 1830, t. 38, p. 339. — *V.* le n° qui précède.

90. Mais un jugement par défaut non levé ni signifié, ne peut interrompre la péremption acquise et opposée contre la demande sur laquelle ledit jugement a été obtenu, —Paris, 22 juin 1813. Lyon, 6 août 1824, t. 18, p. 463, n° 51, et t. 28, p. 347 —*V.* MM Carr. t. 2, p. 21, not. 1, *in fine*, Pig. t. 1, p. 472, *in fine.* 473, alin.1 et suiv., et dans son *Comm.* t. 1, p. 685, *in fine*, B. S. P. p. 357, n. 12, n° 3, et Merl. *Rép.* t. 17, p. 315, alin. 5 et suiv. et p. 316 et 317.—V. *suprà*, n° 88.

91. Un arrêt par défaut obtenu sans préalable citation en reprise d'instance contre une partie dont l'avoué avait cessé ses fonctions, est nul, et ne peut par conséquent, couvrir une péremption.—Aix, 1er mars 1826, t. 32, p. 12.—V. *suprà*, n° 88.

92. Un jugement de reprise d'instance rendu par défaut et tombé en péremption, faute d'exécution, ne peut produire aucun effet, et par conséquent, il n'interrompt pas la péremption de l'instance qu'il déclarait reprise.—Nîm. 30 août 1829, t. 37, p. 296.—V. *suprà*, n° 88.

93 Les jugements et arrêts préparatoires ou interlocutoires n'empêchent pas la péremption de l'instance et sont eux-mêmes susceptibles de péremption.—Bourg. 26 juin 1811. Cass. 14 déc. 1813. Gren. 13 janv. 1817, t. 18, p. 434, n° 26.—*V.* § 7, n° 157.—*V.* MM. F L. t. 4, p. 190, n° 2, Carr. t. 2, p. 10, 3e alin., B.S. P. p. 357, not 12, n° 8, Merl. *Rép.* t. 17, p. 306, 5e alin. et suiv. — V. *suprà*, n° 7.

94. Décidé cependant qu'il ne peut y avoir lieu à péremption dans une instance où il a été rendu un jugement interlocutoire qui préjuge définitivement le fond de la contestation, et de l'exécution duquel dépend le sort du procès. — Lim. 13 juin 1821, t. 18, p. 498, n° 88.

95. Pendant le délai donné par un jugement interlocutoire à une partie pour faire une justification, la péremption de l'instance ne court point contre l'autre partie : elle ne peut courir qu'à partir du jour où le délai pour faire la justification, est expiré.—Bord 14 août 1833, t. 46, p. 180.

96. Les opérations des experts interrompent la péremption qui ne commence à courir qu'à partir du dernier acte de la dernière vacation. —Besanç. 12 janv. 1816, t. 18, p. 476 n° 63.

97. Le délai pour la péremption de plusieurs décisions interlocutoires rendues par un juge de paix dans la même cause, ne court que de la dernière de ces décisions.— Cass. de Belgique, 17 avr. 1833, t. 46, p. 184.

98. Lorsqu'il s'était écoulé plus de trois ans sans poursuites, dans le ressort d'un parlement où la péremption d'instance était acquise de *plein droit*, par ce laps de temps, il n'a pas été nécessaire de faire déclarer la péremption acquise sous l'empire du Code de procédure, de telle sorte qu'elle ait pu être couverte par un acte signifié postérieurement au 1er janv. 1807.— Montp. 11 nov. 1811. Cass. 25 nov. 1813, t. 18, p. 440, n° 29.

99. Lorsqu'il s'est écoulé plus de trois ans depuis les dernières poursuites, la péremption est couverte par l'assignation en reprise d'instance. —Paris, 6 mai 1813. Cass. 22 janv. 1816, t. 18, p. 459, n° 47, et p. 477, n° 65.—*V*. M. Carr. t. 2, p. 17, not. 5 — *V*. les deux nos qui suiv.

100 L'assignation en reprise d'une instance pendante devant un tribunal supprimé, couvre la péremption, lors même qu'elle serait donnée devant un tribunal incompétent.—Cass 12 nov. 1832, t. 43, p. 749. — V. *suprà*, n° 48.

101. Les conclusions prises à l'audience au nom des successeurs de la partie décédée, et tendantes à reprise d'instance, couvrent suffisamment la péremption.—Nîm. 26 av. 1813, t. 18, p. 458, n° 46.—*V*. MM. Carr. t. 2, p. 27, not. n° 4, et p 28, Pig. *Comm.* t. 1, p. 687, 5e al.—V. *suprà*, n° 99.

102. La dénonciation par acte d'avoué à avoué du décès de l'une des parties, n'est pas un acte valable, susceptible d'interrompre le cours de la péremption, elle n'a d'autre effet que de proroger le délai ordinaire de six mois de plus, conformément à l'art. 397 C. p. c. — Gren. 14 mars 1822, t. 18, p. 502, n° 93.—V. *suprà*, n° 83, et *infrà*, n° 110.

103. La péremption d'une instance n'est pas interrompue par une nouvelle citation, surtout si on voit figurer dans cet acte de procédure une partie étrangère à la première instance.—Ce n'est point alors une reprise d'instance, mais seulement un acte introductif d'une instance nouvelle —Aix. 25 av. 1825, t. 28, p. 331. —V. *suprà*, n° 54.

104. La reprise d'instance postérieure à la demande en péremption, n'a pas pour effet d'interrompre la péremption, quoique celle-ci ait été portée devant des juges incompétents, à cause de la situation des immeubles.—Cass. 30 juin 1825, t. 32, p. 10.

105. Décidé cependant que les actes faits postérieurement à une demande en péremption irrégulièrement introduite, couvrent la péremption. — Paris, 11 fév. 1811. Renn. 3 av. 1813, t. 18, p. 429, n° 23.—*V*. en ce sens MM. Carr. t. 2, p. 28, n° 1446; M. *Rép.* t. 17, p. 339, al. 5, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 687, alin. 4.

106. Les lois abolitives de la féodalité, qui défendaient expressément de donner aucune suite aux demandes en retrait féodal, n'ont pas pu empêcher le cours de la péremption d'une instance relative aux droits abolis.—Ang. 8 déc. 1819, t. 18, p. 493, n° 83.

107. Le décès d'un commissaire ou d'un rapporteur, n'interrompt pas le cours de la péremption.—Tous les auteurs sont d'accord sur ce point. —*V*. M. Delap. t. 1, p. 369, dernier alin.; D. C. p. 289, 3e alin.; F. L. t. 4, p. 193, 2e col. alin. 7; Carr t. 2, p. 8, n° 1418, Lep. p. 262, 4e alin *J. A.* t. 18, p. 515, n° 116 — V. *suprà*, n° 18.

108. Le retard qui provient de la négligence d'un juge-commissaire ou d'un rapporteur, n'est point un obstacle à la péremption. — C'est ainsi qu'on le décidait sous l'ancienne jurisprudence.—*V*. Lange, liv. 4, ch. 24, p. 495; MM. Carr. t. 2, p 7, n° 1417, et B. S. P. p. 356, n. 8, n° 3, et p. 468, n. 10, *Observations*, professent la même doctrine; cependant, dans ses questions sur le Code de procédure civile, p. 262, 2e alin. M. Lep. est d'un avis contraire —V *J. A.* t. 18, p. 516, n° 117, où nous combattons cette opinion de M Lep

109. Lorsque le mandataire de l'une des parties est décédé, et que son avoué a demandé la suspension de l'instance jusqu'à ce qu'il se soit procuré de nouveaux pouvoirs et de nouvelles instructions, le cours de la péremption est interrompu.— Renn. 10 juin 1816. t. 18, p 468, n° 57.

110. La signification d'un acte de révocation et constitution de nouvel avoué, suffit pour interrompre la péremption d'instance.— Toul. 24 av. 1816, t. 18, p. 478, n° 66. —V. *suprà*, n° 102.

111 et 112. La règle *contrà non valentem agere non currit prescriptio*, est applicable à la péremption d'instance. *Et particulièrement* lorsque des mineurs sont représentés dans une instance par leur tuteur, le cours de la péremption est interrompu par la mort de ce dernier.—Brux. 1 fév. 1819.

113. La nomination d'un conseil judiciaire ne fait pas obstacle à la péremption.—Rouen, 29 mai 1826. —Picon C. Atine.

114. Quoiqu'une première instance soit prématurée, elle ne peut produire l'effet d'interrompre le cours de la péremption. La demande en péremption ne peut, dans aucun cas, être considérée comme une poursuite au principal. En conséquence, le défendeur ou intimé peut former une nouvelle demande en péremption, dès que le délai, pour qu'elle puisse avoir lieu, s'est écoulé, si l'adversaire n'a fait auparavant aucun acte d'interruption.—Gren. 30 août 1817, t. 18, p 487, n° 76,

114 *bis*. Il a même été décidé que si le délai de trois ans expirait avant la décision sur la demande en péremption, cette demande devrait être accueillie, quoiqu'elle eut été formée prématurément —Gren. 12 août 1823, t. 18, p. 507, n° 101.—Cette décision est critiquée par M. Carr. t. 2, p. 4, n° 1410.

115. L'appelant n'interrompt point la péremption d'instance d'appel en signifiant, sans sommation préalable, à l'avoué qui a occupé en première instance, pour l'intimé, les qualités du jugement dont est appel.—Montp. 28 juin 1832, t. 43, p. 702.

116. La péremption d'instance sur l'appel n'est pas couverte par un acte extrà judiciaire, qui a pour objet l'exécution du jugement de première instance.—Turin, 5 av. 1811, t. 18, p. 433 n° 25.—Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 2, p. 225, n° 1687, et p. 20, n° 1; Merl. *Rép.* t. 17, p 329, 4e alin. B. S. P. t. 1, p. 359, n. 19 et 20, n° 2.

117. La déclaration faite par le saisi sur un procès-verbal de saisie-exécution, qu'il y a appel du jugement qu'on exécute, n'interrompt pas la péremption de la procédure commencée devant la Cour.—Lyon, 12 déc. 1827, t. 34, p. 61.

118. La possession naturelle et civile d'immeubles litigieux, malgré le bénéfice d'une sentence dont il y a appel n'interrompt pas le cours de la péremption de l'instance d'appel. —Ang. 8 déc. 1819, t. 18, p. 493, n° 82.

119. L'appel étant suspensif, la péremption de l'instance au principal est interrompue pendant le temps requis pour la péremption de l'instance d'appel sur un incident.—Nîm. 14 juill. 1829 —Lavalette C. Fournier.—*V*. le n° qui suit.

120. L'art. 15, C. p c., qui prononce la péremption de l'instance introduite devant le juge de paix dans le cas où la cause n'aurait pas été jugée définitivement quatre mois après le jugement interlocutoire, ne s'applique pas au cas où il a été interjeté appel de ce jugement. Dans cette hypothèse, la péremption interrompue par l'appel, ne court pas à partir de la *prononciation* du jugement intervenu en appel, mais seule-

ment à partir de sa *signification*.— Cass. 11 juin 1834, t. 47, p. 698. — V. *infrà*, n° 284, et le n° qui précède.

121. Le pourvoi en cassation n'établit pas une instance proprement dite, tant que la section civile n'a pas été saisie, et n'est pas interruptif des délais de la péremption, notamment dans une affaire dont les poursuites commencées par la régie ont dû n'être pas discontinuées pendant 3 ans.—Cass. 13 nov. 1815, t. 18, p. 476, n° 62 —*V*. M. CARR. t. 2, p.17, not., § 6.—*V*. les arrêts qui suiv. 122 à 125.

122. Lorsqu'un arrêt est annulé par la cour de cassation, la procédure antérieure à cet arrêt est susceptible de tomber en péremption si l'instance n'est pas continuée devant la cour de renvoi — Cass. 12 juin 1827, t. 33, p. 291. Besanç. 15 mars 1828. Lafoy.—*V*. le n° qui précède.

123. L'instance d'appel antérieure à un arrêt cassé, et renvoyée à une nouvelle cour royale, doit, sous peine de péremption, être reprise dans les délais légaux, lors même qu'aucune des parties n'aurait constitué avoué devant cette cour.—Toul. 10 juill. 1832, t. 43, p. 664.—V. *suprà*, n° 121.

124. La péremption d'instance a lieu lorsque trois années se sont écoulées depuis la prononciation d'un arrêt de cassation, encore que cette cour n'ait pas désigné devant quel tribunal l'affaire serait renvoyée —Cass. 18 fév. 1828, t. 35, p. 192.—V. *suprà*, n° 121.

125. Et la péremption d'instance a lieu lorsque 3 ans se sont écoulés depuis la prononciation d'un arrêt de cassation, encore que cet arrêt n'ait point été signifié —Cass. 18 fév. 1828, t. 35, p.192.—V. *suprà*, n° 121.

Art. 5. *Comment la péremption s'acquiert et se prouve.*

126. Pour qu'il y ait lieu à la péremption d'une instance, il faut que cette péremption ait été demandée —Paris, 12 janv. 1830, t. 38, p. 131.

127. Sous l'ancienne jurisprudence, comme sous la nouvelle, la péremption ne s'acquiert pas de plein droit. —Cass. 30 mars 1830, t. 39, p. 16.

127 *bis*. Ainsi, sous l'empire de la jurisprudence normande, il fallait demander la péremption d'une instance avant tout acte valable, de la part de l'autre partie, lors même que la prescription de l'action concourait avec la péremption. —Caen, 11 janv. 1825, t. 30, p. 32. —Cette question ne peut plus se présenter. suivant M. CARR. t. 2, p. 5, n° 1413. —V. *infrà*, n° 129.

128. Comme aussi sous l'empire des chartes de Hainaut et de l'ordonnance de Roussillon, la péremption n'avait pas lieu de plein droit, par la discontinuation des poursuites pendant un temps déterminé; elle était couverte par une reprise d'instance formée avant la demande en péremption. — Cass. 5 avr. 1825, t. 30, p. 212.

129. De même, sous l'ancienne jurisprudence, la péremption n'était pas acquise de plein droit, et ne pouvait s'opposer par voie d'exception; on ne distinguait pas entre les cas où la péremption concourait avec la prescription, et ceux où ce concours n'existait pas.—Cass. 11 janv. 1826, t.30, p.382 —V. *suprà*, n° 127 *bis*.

130. La péremption ne court de plein droit, en faveur du tiers détenteur auquel il a été fait sommation de délaisser, que relativement aux fruits, mais relativement à la procédure intentée contre lui, la péremption peut être couverte.—Toul. 7 av 1829. Soulerat C. Feraud.

131. Lorsque la péremption a lieu par le fait et la négligence des deux parties, les juges peuvent se dispenser de la prononcer.—Rouen, 5 juill. 1828, t. 38, p. 214. — V. *infrà*, n°s 132 à 140.

132. Lorsqu'une demande en péremption et un acte qui interrompt la péremption sont de la même date, c'est au demandeur en péremption à prouver que sa demande a été formée à une heure antérieure. — Ang. 26 juill. 1827. Tessier C. Tessier.— *V*. le n° qui précède.

133. Lorsqu'il existe un acte signifié par la partie contre laquelle la péremption d'instance est demandée le jour même où la requête en péremption est signifiée, les juges saisis de l'instance peuvent la déclarer périmée, en accordant la priorité à la requête en péremption, quoique l'acte dont l'autre partie excipe, indique l'heure de sa signification. — Cass. 6 août 1811, t. 18, p. 437. n° 28. — *V*. MM. CARR. t 2, p. 29, n° 1447; MERL. *Rép*. t. 17, p. 332-335; PIG. t. 1, p. 473, 6e alin. —V. *suprà*, n° 131.

134. La priorité d'une requête en péremption sur un acte interruptif de la péremption, n'est prouvée ni par la priorité de la mention de l'enregistrement sur cet acte, ni par le silence de l'avoué, qui, lors de la signification de la requête, n'a pas excipé de l'acte interruptif. Ces présomptions ne sont ni graves, ni précises, ni concordantes.—Bord. 18 mars 1830, t. 38, p. 346.— V. *suprà*, n° 131.

135. Comme aussi, lorsqu'une requête en péremption et un acte en reprise d'instance sont signifiés le même jour, quoique l'acte de reprise d'instance contienne seul l'heure à laquelle il a été signifié, les juges peuvent cependant, d'après les circonstances, donner la priorité à la requête. — Bord. 2 déc. 1828, t. 36, p. 231.—V. *suprà*. n° 131.

136. Quand deux exploits ont été signifiés le même jour, la priorité peut être établie par témoins. — Cass. 15 juill. 1828, t. 11, p. 164. v° *Enquête*. —*V*. le n° qui suit, et *suprà*, n° 131

137. On peut prouver par témoins la priorité d'un acte interruptif de la péremption sur une requête en péremption.—Montp. 17 nov. 1829, t. 38, p.327.—*V*. le n° qui précède, et *suprà*, n° 131.

138. Quand un acte de nature à couvrir la péremption porte la même date que l'exploit de demande tendant à la faire prononcer, et que ni l'un ni l'autre ne font mention de l'heure de la signification, c'est le premier qui doit prévaloir.—Renn. 26 janv. 1814, et 10 juin 1816; t. 18, p. 468, n° 55. —V. *suprà*, n° 131.

139. Ainsi, lorsqu'une demande en péremption d'instance et un acte d'avenir ont été signifiés de part et d'autre le même jour, et que rien ne prouve la priorité d'un de ces actes, on doit rejeter la demande en péremption.—Metz, 10 nov. 1819, t 3. p.457, n° 283.—V. *suprà*, n° 131.

140. Et lorsqu'une demande en péremption d'instance et un acte d'avenir ont été signifiés de part et d'autre le même jour, les juges ne peuvent déférer le serment à l'avoué sur la question de priorité. — Metz, 10 nov. 1819, t. 3, p 457, v° *Appel*, n° 284.—V. *suprà*, n° 131.

CHAP. II. *Quelles instances sont sujettes à la péremption. — Contre quelles personnes court-elle? — Qui peut la proposer?—Rénonciation.— Compétence.* — Art. 1. *Quelles instances sont sujettes à la péremption.*

141. La péremption d'instance ne peut s'acquérir contre un procès-verbal de non conciliation. — Agen, 7 mars 1808. Gren. 6 mars 1823, t. 18, p. 416, n° 10, et t. 25, p. 76.— *V*. MM. CARR. t. 2, p. 31, n° 1449 *bis*; PIG. *Comm*. t. 1, p. 477, alin. 5; PIG. t. 1, p. 475, *in fine*, et p. 47 *in princip*. LEP. p. 99, *in fine*, énonce une opinion contraire.

142. Une instance dans laquelle est intervenu un jugement qui ordonne une instruction par écrit, ne peut tomber en péremption, si ce jugement n'a pas été signifié? —Brux. 18 fév. 1824.

143. L'acte par lequel un juge de paix nommait des arbitres sur la demande d'une commune, comme le prescrivait la loi du 10 juin 1793, ne pouvait pas être considéré comme formant une instance, lorsqu'il n'y avait eu ni avant ni après aucun acte de procédure, d'où il résultait qu'il ne pouvait dans ce cas y avoir lieu à péremption d'instance. — Cass. 18 mai 1829. Commune de Gyé C. Commune de Lestrade.

144. La péremption ne court pas contre une instance dans laquelle il intervient des décisions définitives et des décisions interlocutoires.—Gren. 7 mars 1828. — Payan et autres C. les consorts Giraud.—V. *suprà*, n° 17, et notre mot *Jug. p. i* n° 174.

145. La partie qui n'a pas donné suite à une enquête ou à une exper-

tise ordonnée dans son intérêt, peut, à défaut de poursuites, demander la péremption du jugement qui a prescrit ces mesures.—Lyon, 2 mars 1830, t. 41, p. 470 —*V.* le n° qui précède, et *infrà*, n° 148.

146. On ne peut demander la péremption d'une instance dans laquelle a été rendue une condamnation définitive, encore qu'elle soit subordonnée au résultat d'une expertise —Montp. 20 déc. 1834.

147 et 148. La partie qui a été admise à une preuve, et qui, par sa négligence, a laissé écouler trois ans sans procéder à son enquête, n'est pas recevable à invoquer la péremption qui résulte de cette discontinuation de poursuites.— Brux. 16 av. 1830, t. 40, p. 12 —V. *suprà*, n° 145.

149. Lorsqu'en matière de justice de paix un interlocutoire est ordonné, l'instance doit être jugée dans les trois mois, sinon elle est périmée, et la péremption a lieu de plein droit. —C. T. t. 1, p. 15, 22.

150. Si l'instance est périmée par la faute du juge de paix, il est passible de dommages-intérêts, lesquels doivent comprendre les frais devenus inutiles.—C. T. t. 1, p. 16, 23

151 Une demande en intervention ne peut être périmée qu'avec l'instance principale; elle ne se périme pas seule et séparément —Bourg. 30 août 1822, t. 18. p. 503, n° 95.—*V.* MM. CARR. t. 2, p. 7, n° 1417, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 678 *in fine*.

152. Lorsqu'un jugement, qui a prononcé la séparation de corps entre deux époux étrangers, est attaqué par la voie de l'appel sur le motif d'incompétence absolue résultant de la qualité des parties, la péremption d'instance n'est pas encourue, encore qu'il se soit écoulé plus de trois ans sans poursuites depuis les qualités contradictoirement prises, et la mise de la cause au rôle de la Cour.—Paris, 30 août 1825 —Femme de Attayde C. son mari.

153. L'interruption de poursuites pendant trois ans dans un procès en séparation de corps, occasionné par des accords exprès ou tacites, ne peut opérer la péremption de cette instance.—Cass. 8 mars 1831, t. 41, p. 433.—V. *suprà*, n° 74 et suiv.

154. L'appel interjeté pour un cas éventuel ou sous une condition apposée par l'appelant seul, est susceptible de péremption, même avant que ces cas ou cette condition se réalise.—Brux. 26 av. 1831, t. 42, p. 120.

155. Avant le Code de procédure civile, les saisies-arrêts n'étaient pas sujettes à la péremption prononcée par l'art. 91 de l'ordonnance de 1629. —Cass. 14 août 1820. t. 19, p. 367, v° *Saisie-arrêt*, n° 128. — *V.* le n° qui suit.

156. Les dispositions de la loi relatives à la péremption d'instance, ne s'appliquent pas à la saisie-exécution.—Paris, 28 germ. an 11, t 19, p 405, n° 8.—Ainsi, dit M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 194, n. 1, cette saisie dure trente ans; c'est aussi l'opinion de M. LEP. p. 410, 3e quest.—*V.* le n° qui précède, et notre mot *Saisie exécution*, n° 61.

157. En matière commerciale, l'instance d'appel, comme en matière civile, est périmée par la discontinuation des poursuites pendant trois ans. —Riom, 16 juin 1818, t. 18, p. 488, n° 78.—*V.* M. CARR. t. 2, p. 5, n° 1411, et M F L. t. 4, p. 195, 2e al.

158 Mais la péremption d'instance résultant de l'interruption des poursuites pendant trois ans, n'a pas lieu dans les instances devant les tribunaux de commerce.—Rouen, 16 juill. 1817, t 22, p. 346, n° 168.—Cette décision est approuvée par M. CARR. t. 2, p. 5, n° 1411, et conforme à ce qu'enseigne M. PIG. *Comm.* p. 680.— Mais M. F. L. t. 4, p. 195, combat avec force cette opinion, ainsi que M. M. q. d. t. 6, p. 538, § 10.—*V.* aussi M. B S.P. p. 359, n. 19 et 20, n° 4.

159. Décidé au contraire que la péremption d'instance résultant de l'interruption des poursuites pendant trois ans a lieu dans les instances portées devant les tribunaux de commerce.—Am. 28 juin 1826, t. 32, p. 14 Bord. 3 mars et 16 juill. 1834, t. 47, p 499, et 561.—*V.* M. M. q. d. t. 6, p. 538 § 10, qui combat l'opinion contraire, et nos *Observ* t. 47, p 561.—La question a été récemment portée devant la cour de cassation qui a adopté la péremption en matière commerciale.— Arrêt du 21 déc 1836. *J. A.* t. 51, p. 705.

160. L'action intentée par les héritiers d'un percepteur de contributions contre un particulier en restitution de sommes avancées par leur auteur pour les contributions du défendeur, est de la compétence des tribunaux ordinaires, et n'est pas soumis à la péremption de trois ans. —Brux. 23 déc 1829 —Dumortier C. Valérune.— *V.* l'arrêt qui suit et *infrà*, n° 169.

161. En matière de péremption d'instance, le Code de procédure civile est applicable aux instances sur la perception des droits d'enregistrement dans tous les cas qui n'ont pas été réglés par la législation spéciale sur cette matière.—Cass. 18 av. 1821. t. 23, p. 144.—*V.* l'arrêt qui précède.

162. L'instance en péremption peut tomber elle-même en péremption et être déclarée périmée. — Brux. 16 janv. 1820 — V. *infrà*, n°s 163 à 165.

163 Une demande en péremption est elle-même soumise à la péremption par la discontinuation des poursuites pendant trois ans.— Montp. 30 déc. 1829, t. 37, p. 155. — *V.* le n° qui précède.

164. Cependant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 679, 2e alin., soutient que le demandeur principal ne peut demander la péremption contre une demande en péremption dirigée contre lui.— V. *J. A.* t. 18, p. 511, n° 109, où cette opinion est combattue. — V. *suprà*, n° 162, et *infrà*, n° 173.

165. Le demandeur en péremption d'instance qui laisse sa demande impoursuivie, ne peut lui-même en demander la péremption qu'en suivant les formalités indiquées au titre du désistement. — Nim. 29 mars 1824. t. 28, p. 107. — *V.* M. PIG. t. 1, p. 461, n°s 1 et 6, et CARR. Quest p. 253.—*V.* aussi RODIER, n° 9, p. 199; BRODEAU, lettre P. n° 15.—V. *suprà*, n° 162 et suiv.

166. Lorsqu'une instance est éteinte, on ne peut en demander la péremption.—Brux. 16 oct. 1829.— Vandenbogaerde C. Slynen. — V. le n° qui suit.

167. Lorsque l'action est éteinte par la prescription trentenaire, une demande en reprise d'instance n'est pas interruptive de la péremption.— Paris, 7 av. 1829, t. 38, p. 277. — V. le n° qui précède.

168. La péremption court-elle contre une instance dont la poursuite est suspendue par un incident ?— Non, selon M. D. C. p. 290 3e alin., mais cette opinion, qui était aussi celle de LANGE, est rejetée par M. CARR. t. 2, p. 9, n° 1421, et par M. PIG *Comm.* t. 1 p. 678, dern alin.— V. *J A.* t. 18, p 515, n° 115.

169. En matière d'enregistrement et de domaines, l'instruction des instances est terminée par le dépôt au greffe des mémoires respectivement signifiés, en telle sorte, qu'après cette époque, il ne peut plus y avoir lieu à la péremption d'instance — Brux. 15 fév. 1825 —V. *suprà*, n°s 160 et 161.

170. Lorsque, sur une demande en péremption, un tribunal a, conformément aux conclusions du défendeur à la péremption, ordonné, qu'il fût instruit et défendu au fond, sans avoir égard à la péremption, le tribunal se trouve saisi d'une nouvelle instance, et les délais d'une nouvelle péremption commencent à courir.—Cass. 10 janv. 1810, t. 4, p. 741, v° *Autorisation de communes*, n° 36.—*V.* M. q. d. t. 1, v° *Commune*, § 5. n° 3, p. 503.

171 et 172. Une instance sur appel dans laquelle il est intervenu un arrêt par défaut, est sujette à la péremption, si cet arrêt n'a été ni signifié ni exécuté dans les six mois de son obtention.— Cet arrêt ne termine pas l'instance.—Brux. 17 oct. 1822.

173. L'appelant principal peut, quand l'autre partie a fait appel incident, demander la péremption d'instance sur le fond. — Brux 23 janv. 1813 t. 18, p. 453, n° 41. — *V.* Cependant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 678, *in fine*, et *suprà*, n° 162 et suiv.

174. Lorsqu'une instance se compose d'un appel principal d'une part, et d'un appel incident de l'autre, on ne peut demander la péremption de l'appel incident, si l'appel principal n'est point évacué.—Brux. 18 fév. 1824.

175. Il en est de même, s'il a été statué définitivement sur l'appel principal, à l'exception des frais et dépens, sur lesquels le juge s'est réservé de prononcer par l'arrêt à intervenir sur l'appel incident.—Brux. 18 fév. 1824.

175 *bis*. Un pourvoi pendant devant la chambre des requêtes de la Cour de cassation, n'est susceptible de péremption que par trente années. —Cass. 16 janv. 1837, t. 52, p. 183. — *V*. l'opinion de M. le conseiller Hua, t. 41, p. 458.

Art. 2. *Contre quelles personnes court la péremption.*

175 *ter*. La péremption d'instance court contre les communes. —Cass. 12 nov. 1832, t. 43, p. 749.

175 *quater*. La péremption d'instance peut être opposée à une commune qui a esté en jugement, sans être munie de l'autorisation de l'administration supérieure. — Paris 17 janv. 1809, t. 18, p. 417, nº 12. — *V*. MM. Carr. t. 2, p. 16 et 17, à la note, nºs 1 et 2; Merl. *Rép*. t. 17, p. 325, alin. 5 et suiv. —*V*. *infrà*, nº 176, 177 et 179.

176. La péremption d'instance est acquise contre une commune, postérieurement à un arrêt qui l'a renvoyée à se pourvoir de l'autorisation du conseil de préfecture, si les poursuites sont restées interrompues pendant plus de trois ans, quoique dans cet intervalle, elle ait fait des démarches auprès de l'autorité administrative, pour obtenir l'autorisation de plaider.—Nîm. 31 août 1812, t. 18, p. 450, nº 38.—*V*. MM. Merl *Rép*. t. 17, p. 325; B. S. P. p. 357, not. 12, nº 8; Carr. t. 2, p. 17, not., nº 2.—*V*. le nº qui précède.

177. Tant qu'une fabrique n'a pas été autorisée à plaider, la péremption ne peut pas courir contre elle. — Toul. 26 fév. 1829. Fabrique de Saint-Sauveur C. Marty Marrot. — *V*. nº 175 *quater*, et 179.

178. La péremption d'instance peut-elle courir contre les militaires en activité de service? —La loi du 6 brum. an 5, art 2, qui défendait jusqu'à la paix générale, d'opposer aucune péremption d'instance aux défenseurs de la patrie et aux employés attachés au service de terre ou de mer, a été abrogée par la loi du 21 déc. 1814; il semble donc que jusqu'à cette époque elle a dû être exécutée. Cependant les auteurs du Pr. Fr. t. 2, p. 407, 5ᵉ alin, prétendent qu'elle a cessé d'exister à l'événement de la paix d'Amiens.--Cette opinion, rejetée par MM. Carr. t. 2, p. 17, nº 1432; Pig *Comm* t. 1, p 679, 3ᵉ alin. Merl. *Rép*. t. 17, p. 328, 1ʳᵉ col. 5ᵉ alin. et B. S. P. p. 358, not. 14, nº 1, *in fine*, et p. 151, not. 16, est combattue *J. A*. t. 18, p. 514, nº 114.

179. Si une fille qui a entamé une instance, vient à se marier, la péremption commencée avant, court-elle après son mariage? — Lange soutenait la négative, mais tel n'est pas l'avis des auteurs du Pr. Fr. t. 2, p. 409 *in fine*, et 410, alin. 1 et 2.— V. *Comm*. t. 1, p. 457, *in pr*. *J. A*. t. 18, p. 511, nº 105, et *suprà*, nº 177

180. La péremption court-elle contre le mineur qui ne serait pas pourvu de tuteur? — La négative est soutenue par MM. Pig. t. 1, p 470, 5ᵉ alin.; Pig. *Comm*. t 1, p. 683, *in fine*; Carr. t. 2, p. 17, nº 1433, et F. L. t. 4, p 196, 2ᵉ col. 1ᵉʳ alin.; M. Merl. *Rép*. t. 17, p. 326, 2ᵉ col. 5ᵉ alin. adopte l'opinion contraire. — Les auteurs du Pr. Fr. t. 2, p. 409, 2ᵉ alin. et M. Delap. t. 1, p. 370, 4ᵉ alin. semblent admettre l'avis de M Merl. — V. *J. A*. t. 18, p. 514, nº 113. — V. *suprà*, nºs 175 *quater* et suiv.

181. Court-elle contre l'héritier bénéficiaire demandeur, à l'égard des demandes qu'il a dirigées contre son auteur, et qui frappent la succession?—Nous avons exposé les motifs qui peuvent faire adopter l'affirmative. *J. A*. t. 18, p 511, nº 108.—Cependant telle n'est pas l'opinion de M. Pig. t. 2, p. 753, 3ᵉ alin. et Pig. *Comm* t. 1, p. 684, 2ᵉ alin.—V. *infrà*, nº 188.

182. Court-elle contre une succession vacante non pourvue de curateur? — M. Pig. *Comm*. t. 1, p. 684, 3ᵉ alin. se prononce pour l'affirmative, par argument de l'art. 2258 C. c. Il y a en effet même raison dans un cas que dans un autre. — *J. A*. t. 18, p. 511, nº 107.

Art. 3. *Qui peut proposer la péremption.—Renonciation. —Compétence.*

183. Une commune peut, sans autorisation, demander la péremption d'une instance.—Cass. 10 nov. 1832, t. 43, p. 749.

184. La partie qui, par son propre fait, a été cause qu'une instance est demeurée impoursuivie pendant plus de 3 ans, ne peut demander la péremption —Brux 15 fév 1825.

185. Des créanciers peuvent proposer la péremption d'instance du chef de leur débiteur. — Paris, 19 juin 1813, t. 18, p. 462, nº 50. — *V*. M Pig. *Comm*. t. 1, p. 686.

186. La péremption d'une instance doit être demandée par toutes les parties qui y ont intérêt, attendu son indivisibilité.—Brux. 21 nov. 1829. Varogué C. le comte de Mérode.—V. *suprà*, nº 251.

187. Les créanciers qui ont révoqué les pouvoirs entre eux, conférés à un syndic, à l'effet de les représenter dans une instance, ne peuvent, s'ils ne la demandent pas tous, et s'ils n'ont pas fait connaître cette révocation à leur adversaire, faire prononcer la péremption de l instance contre celui-ci. — Ang. 29 juin 1831, t. 40, p. 570.

188. Le créancier d'un défunt ne peut, en vertu de l'art. 1166, C. c., demander contre les héritiers bénéficiaires de ce dernier, la péremption d'une instance, antérieurement pendante entre eux et le défunt.—Brux. 16 juin 1824.—V. *suprà*, nº 181.

189. La cession d'une action sur laquelle il y a instance pendante, confère au cessionnaire le droit de demander la péremption de cette instance, s'il y a eu discontinuation de poursuites pendant 3 ans.—Brux. 21 juin 1826.

190. La cession d'une créance qui fait l'objet du procès n'empêche point le cédant de suivre l'instance, et d'en demander, s'il y a lieu, la péremption; il faut qu'il y ait novation, c'est-à-dire cession de l'action même. — Gren 27 août 1817, t. 18, p. 486, nº 74.—*V*. les indications de notre mot *Cessionnaire*.

191. Lorsqu'une péremption n'est demandée que contre tous ceux qui sont légalement en possession de l'hérédité d'une partie décédée, elle peut être accordée, quoiqu'il y ait des cessionnaires étrangers de quelques portions de l'usufruit de cette hérédité, si ces cessionnaires n'ont pas légalement notifié leurs titres; il importe peu que ces titres aient été notifiés postérieurement à la demande en péremption, et à un jugement qui la déclare acquise, et que les cessionnaires de la nue propriété, aient été, lors de ce jugement, assignés en leur qualité de *cessionnaires*. —Toul. 26 janv. 1828. Dupuy C. la dame Capelle.

192. La péremption d'un jugement de juge de paix ordonnant une mesure préparatoire, ne peut être invoquée par la partie qui a continué de procéder devant ce magistrat.— Brux, 17 avr. 1833, t. 46, p. 184.

193. On ne peut d'avance renoncer au droit de demander la péremption d'une instance. — Bourg. 21 déc. 1813, t. 18, p. 467, nº 53.

194. Ainsi la péremption d'une instance en séparation de corps, étant d'ordre public, on ne peut, par aucun traité, s'interdire le droit de la demander. — Bourg. 21 déc. 1813, t. 18 p. 467, nº 54.—Dans la coutume de Bretagne, la péremption ne courait point dans les questions d'état. —*V*. Ménelet et Duparc Poullain, t. 6, p. 293, nº 115. Mais M. Carr. t. 2, p. 13, fait observer qu'il n'en est pas de même aujourd'hui.—*V*. cependant M. Pig. *Comm*. t. 1, p. 679, alin. 8.

195. La demande en péremption doit être jugée par les mêmes juges qui sont saisis de l'instance dont on demande la péremption.—Brux. 15 juin 1822.

196. Après la réorganisation des tribunaux, les tribunaux de district étant devenus des tribunaux de première instance, c'est devant la cour d'appel compétente qu'a dû être portée la demande en péremption d'une instance d'appel introduite

devant un tribunal de district.—Cass. 18 avr. 1827, t. 33, p. 21.

197. C'est devant la cour royale que doit être portée la demande en péremption d'un appel à la suite duquel est intervenu un arrêt commettant un tribunal de son ressort pour procéder à une enquête. — Lyon, 2 mars 1830, t. 41, p. 470.

CHAP. III. *De la procédure de la demande en péremption.* — Art. 1er. *Quand on peut proposer la péremption.*

198 et 199. Les héritiers d'une partie décédée peuvent-ils former une demande en péremption d'instance, avant d'en avoir demandé la reprise. —Non.—Bord. 12 mai 1824.—Oui. —Metz, 24 fév. 1826. Cass. 21 nov. 1826, t. 26, p. 270, t. 32, p. 103, et t. 34, p. 336.—Bord. 7 août 1827.—Demonchy C. Laudiche f. Bergerac.

200. Lorsqu'une instance introduite sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, est restée impoursuivie plus de trois ans depuis la promulgation du code de procédure civile, la péremption peut en être demandée, sans qu'il soit besoin de former préalablement une demande en reprise d'instance.—Cass. 21 nov. 1826, t. 32, p. 103.

201. Lorsqu'une partie est en cause en son nom personnel, et comme tuteur d'un mineur, elle peut présenter, en sa double qualité, une requête en péremption, sans avoir préalablement fait une signification en reprise d'instance pour le mineur dont les auteurs sont décédés. — Rouen, 20 mai 1826, t. 32, p. 69.

202. La péremption qui ne concourt pas avec la prescription ne peut être opposée par voie d'exception à la partie qui a repris l'instance.—Cass. 26 oct. 1812, t. 18, p. 452, n° 39. M. DELAP. est revenu sur l'opinion contraire à cette décision.—*V*. PR. FR. t. 1, p. 370.—*V*. aussi M. CARR. t. 2, p. 17, not. 1, n° 7, et p. 18, n° 1434, F. L. t. 4, p. 197, et MERL. *Rép.* t. 17, p. 335, 8e alin. et suiv.

203. La péremption peut être écartée d'office dans ce cas, quoique les parties n'aient pas fait usage d'un tel moyen pour le repousser.— Cass. 26 oct. 1812, t. 18, p. 452, n° 40.

Art. 2. *Contre qui la demande doit être formée et contre quelle partie de la procédure.*

204. Une demande en péremption est valable, quoiqu'elle ne soit pas dirigée contre un individu qui se prétend partie au procès, mais qui n'a pas figuré dans les qualités du jugement de première instance. — Besanç. 29 déc. 1827.—Corcelles C. Laroche Milly.

205. La demande en péremption d'une instance, doit, sous peine de nullité, être dirigée contre toutes les parties en cause, lors même que l'action qui a donné naissance à l'instance, serait divisible. — Riom, 27 mai 1830, t. 45, p. 623.—V. *infrà*, n° 251.

206. La demande en péremption à cause d'appel, ne doit être dirigée que contre ceux qui ont été instanciés sur l'appel que le demandeur a intérêt à faire déclarer périmé, peu importe qu'il y ait appel du même jugement de la part de quelques autres parties à l'encontre de certaines autres; ces différents appels n'existant pas entre les mêmes parties, forment autant d'instances séparées. —Poit. 8 juill. 1828, t. 36, p. 73.— V. *infrà*, n° 251.

207. On n'est obligé de diriger une demande en péremption d'instance que contre la personne du demandeur, et nullement contre les héritiers de la femme de ce dernier, décédée pendant l'instance, lorsqu'on est censé ignorer et le décès de l'une et l'intérêt des autres à la reprise de l'instance.— Metz, 24 fév. 1826, t. 34, p. 336.

208. La demande en péremption ne doit pas être formée contre un tiers saisi qui n'est appelé dans la cause que pour faire sa déclaration; cette même déclaration faite au greffe ne peut interrompre la péremption, lorsqu'elle n'a pas été signifiée au saisissant, parce que le tiers saisi n'est pas partie de la cause.—Besanç. 12 août 1817, t. 18, p. 485, n° 73.

209. Lorsque l'adversaire a amené en cause un garant, et que celui-ci résiste à la garantie, il suffit que la péremption soit demandée seulement contre la partie principale. — Gren. 26 fév. 1819, t. 18, p. 492, n° 80.

210. La péremption ne peut pas être demandée contre la procédure en opposition à un jugement par défaut, si la demande n'est pas en même temps dirigée contre le jugement par défaut lui-même —Cass. 27 avril 1825. Paris, 26 juill. 1826, t. 32, p. 242. — *V*. notre mot *Jugement par défaut*, n° 215, et *infrà*, nos 267 et 290.

Art. 3. *Par quel acte la péremption doit-elle être demandée ?— Signification de cet acte.*

211. Une demande en péremption d'instance ne peut être valablement formée par un simple libellé.—Toul. 13 juin 1832, t. 43, p. 436.— *V*. les nos qui suiv. 212 à 219.

212. La demande en péremption d'instance formée par un simple libellé n'est pas recevable, quoique, pour en couvrir la nullité, on la présente ensuite sous les formes exigées par la loi. — Toul. 13 juin 1832, t. 43, p. 436. — V. *ibid* nos *Observ.* et le n° qui précède.

213 *bis*. On ne peut demander la péremption d'une instance par simples conclusions prises à l'audience —Montp. 3 déc. 1832, t. 45, p. 425.

214. La demande en péremption doit, à peine de nullité, être formée par requête d'avoué à avoué.—Paris 11 fév. 1811. Renn. 3 av. 1813. Metz 4 mai 1813 et 17 av. 1819. Gren. 30 déc. 1816 et 31 juill. 1824, t. 18, p. 428, n° 21, et t. 29, p. 87.—V. *suprà*, n° 211.

215. Mais la péremption de l'instance en péremption peut être demandée par la même requête qui contient constitution de nouvel avoué et sommation d'audience. — Montp. 30 déc. 1829, t. 37, p. 155.

216. La demande en péremption formée par exploit à domicile est nulle, si le défendeur a avoué en cause.—Lyon 20 déc. 1827, t. 34, p. 168. —V. *suprà*, n° 211.

217. Et lors même que le demandeur n'aurait pas précédemment constitué avoué dans l'instance qu'il veut faire déclarer périmée. — Metz 17 av. 1819, t. 18, p. 428, n° 22. — *V*. MM. LEP. p. 260, *in fine*. B. S. P. p. 358, alin. 3; MERL. *Rép.* t. 1, p. 336; DELAP. t. 1, p. 371, alin. 3 et 4; PR. FR. t. 2, p. 412, alin. 4; CARR. t. 2, p. 38, n° 1445; D. C. p. 291; HAUT. p. 210, alin. 7, et *Comm.* t. 1, p. 438, alin. 3.

218. Décidé, au contraire, qu'il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la demande en péremption soit formée par requête d'avoué à avoué, dans le cas de décès, d'interdiction ou de suspension de l'avoué occupant.—Brux. 18 fév. 1824.—V. *suprà*, n. 211, et *infrà*, n° 225.

219. La demande en péremption d'instance peut être formée par exploit, quoiqu'il y ait un avoué en cause.—Lim. 19 déc. 1826, t. 32, p. 181.—*V*. en sens contraire, M. CARR. t. 2, p. 28, n° 1446; M. COFF. est aussi contraire.— V. *suprà*, nos 211 et 216.

220. La demande en péremption formée contre une des parties originairement défenderesse, mais en sa qualité d'héritière du demandeur dont on soutient que l'action est périmée, ne peut être présentée par requête signifiée à l'avoué qui occupait pour elle comme défenderesse.—Dijon, 6 mai 1831, t. 40, p. 536.— V. *ibid.* nos *Observ.*

221. Comment doit être formée la demande en péremption des instances dans lesquelles les directions générales de l'enregistrement et des domaines, des douanes et des contributions indirectes se trouvent parties? Un arrêt de la cour de Brux. du 17 oct. 1822, a décidé que c'était par assignation, lors même que les parties auraient constitué avoué. M. MERL. *Rép.* t. 17, p. 338, 1re col. 5e alin. pense au contraire que la demande doit être formée par requête d'avoué, lorsqu'il y a avoué en cause. — V. *J. A.* t. 18, p. 510, n° 104.

222. Après le décès de l'une des parties, et quoique ce décès n'ait pas été notifié, l'autre partie peut former une demande en péremption, par assignation au domicile de l'ayant-cause du décédé, et non par requête d'avoué

a avoué. — Bourg. 30 juill. 1829. Duviquet C. préfet de la Nièvre. — V. *infrà*, n° 206 et suiv.

223. La demande en péremption d'instance est valablement formée au domicile de l'avoué, sans qu'il soit nécessaire de la notifier directement à la partie.—Cass. 8 avril 1809, t. 18, p. 419, n° 13. — Cela ne fait pas question, suivant MM. Merl. *Rép.* t. 17, p. 336, alin. 4, Carr. t. 2, p. 27, n° 1444, *in fine*, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 687, 3e alin.

224. La demande en péremption d'instance est valablement formée au domicile de l'avoué primitivement constitué par le défendeur à la péremption, si celui-ci n'a pas notifié au demandeur qu'il avait changé d'avoué.—Lyon, 26 mai 1830, t. 40, p. 293.

225. Si l'avoué de la partie contre laquelle on demande la péremption est décédé, ou interdit, ou suspendu depuis la péremption acquise, dans tous ces cas, la péremption doit être demandée par exploit signifié à personne ou à domicile, avec assignation à comparaître devant le tribunal où la poursuite a été faite, pour pouvoir prononcer la péremption d'instance.—Orl. 27 mai 1808, t. 18, p. 417, n° 11. — *V.* M. Haut. p. 210, *in fine*.—V. *suprà*, n° 218, et les n°s suiv. et *infrà*, n° 235.

226. Lorsqu'une des parties en cause est décédée, la demande en péremption d'instance ne peut pas être formée par requête signifiée à l'avoué qui occupait pour elle.—Nîm. 26 avril 1813, t. 18, p. 458, n° 45. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 27, en note n°s 4 et 28, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 687, 5e alin.—*V.* le n° qui précède et *suprà*, n° 222.

227. Quand la partie contre laquelle on demande la péremption d'instance est décédée, et que l'autre partie est instruite de son décès, la demande en péremption n'est pas régulièrement formée d'avoué à avoué. — Lyon, 16 mai 1817, t. 18, p. 483, n° 71. — V. *suprà*, n° 226.

228. Décidé cependant que la demande en péremption d'instance est valable, quoiqu'elle ait été formée par requête d'avoué à avoué, contre l'avoué d'une partie décédée, quand la dénonciation du décès n'a pas été faite.—Nîm. 2 fév. 1825, t. 30, p. 79. Paris, 25 août 1832, t. 43, p. 508 —*V.* *ibid* les *Observ.*, *suprà*, n° 226, et *infrà*. n° 241.

229. La requête en péremption d'instance est valablement signifiée à l'avoué de l'appelant décédé, tant que le décès de celui-ci n'a pas été denoncé. —Montp. 17 janv. 1831, t. 40, p. 656.—V. *suprà*, n° 236.

230. Si le décès du demandeur au principal n'a pas été notifié, la demande en péremption est valablement formée par une assignation donnée au dernier domicile du défunt, lorsque l'avoué de ce demandeur est lui-même décédé.— Liége, 3 avril 1824, t. 18, p. 509, n° 103 —Cette décision est conforme aux principes, suivant M. Merl. *Rép.* t. 17, p. 337, alin. 3 et suiv.—*V.* *suprà*, n° 218 et 226.

231. La demande en péremption a lieu par requête d'avoué à avoué; mais en matière sommaire, cette requête ne produit aucun honoraire à l'avoué.—C. T. t. 1, p. 386-7.

Art. 4. *Formes de l'acte de demande. —Procédure.*

232. L'omission du nom de l'un des demandeurs en péremption d'instance dans la signification de la requête ne vicie point cet exploit, si ce nom figure en tête de la requête, avec ceux des autres demandeurs. —Montp. 17 janv. 1831, t. 40, p. 656. —V. *infrà*, n° 238.

233. La demande en péremption d'instance formée par requête d'avoué à avoué, n'est point assujétie aux formalités prescrites par l'art. 61 C. p. c. — Cass. 13 nov. 1834, t. 47, p. 719.—*V.* *ibid.* les *Observ.*

234. Lorsqu'après le décès de l'une des parties en instance, il s'est écoulé plus de trois ans depuis la dernière poursuite, la demande en péremption formée dans une requête en reprise d'instance par l'un des héritiers du défunt, tant pour lui que pour ses cohéritiers, sans que ceux-ci aient été autrement désignés, n'est pas valable. — Caen, 12 mars 1824, t. 18, p. 507, n° 102.

235. Si l'avoué de la partie défendresse était décédé, ou interdit, ou suspendu, la demande devrait être formée non par requête, mais par exploit à la partie ou au domicile.— Paris, 19 août 1816, t. 18, p. 479.— V. *suprà*, n° 225.

236. L'exploit de demande en péremption doit à peine de nullité, contenir l'immatricule de l'huissier qui l'a notifié —Renn. 10 juin 1816, t. 18, p. 468, n° 56.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 27, not. 1re, n° 1.

237. Lorsque la péremption est demandée par exploit, l'avoué défendeur peut y répondre par des conclusions motivées. — C. T. t. 1, p. 388, 11.

238. L'erreur de date dans la notification d'ue requête en péremption ne constitue pas un moyen de nullité, s'il est reconnu par les juges que la date de l'original est la seule véritable, et si cela résulte d'ailleurs des termes de l'acte. — Toul. 4 fév. 1825, t. 30, p. 222. — V. *suprà*, n° 232.

239. La requête en péremption d'une instance est valable, quoique la copie, au lieu d'être signée de l'avoué, porte que sa signature figure sur l'original.—Montp. 3 déc. 1832, t. 45, p. 425.

240. En matière de péremption, lorsque, ayant un intérêt solidaire, plusieurs parties sont en cause, l'avoué constitué par quelques unes de ces parties, peut signer une requête en péremption, au nom de toutes les parties; il y a dans ce cas présomption suffisante de constitution.—Nîm. 23 mai 1832, t. 42, p. 240 —V. *ibid.* nos *observations*.

241. Est valable, la requête en péremption signifiée au nom de plusieurs parties dont l'une est décédée, si ce décès n'a pas encore été dénoncé.—Cour de Montp. 17 nov. 1829, t. 38, p. 327.—V. *suprà*, n° 228 et les indications de notre mot *Décès*.

243 Il est inutile que la requête en péremption soit suivie d'une ordonnance du juge, tendant à en autoriser la signification. — Lyon, 25 mars 1829, t. 37, p. 211.—Cass. 14 fév. 1831, t. 40, p. 148.—C. T. t. 1, p. 386, 8.

244. Il n'est pas nécessaire pour saisir un tribunal d'une demande en péremption d'une instance formée par requête d'avoué à avoué, d'assigner devant ce tribunal, l'avoué de la partie contre laquelle on l'a formée.—Brux 26 avr. 1831, t. 42, p. 120.

245. Quand il a été formé plusieurs demandes en péremption, il n'est pas nécessaire de les faire juger dans l'ordre dans lequel on les a présentées. — Lyon, 2 mars 1830, t. 41, p. 470.

246. Lorsque dans une instance, une partie a formé une demande en péremption, sur laquelle s'engage une autre instance, que postérieurement elle se désiste de cette première demande, et que par le même acte de désistement, elle assigne de nouveau en péremption, si le désistement sur la première demande en péremption n'est pas accepté, le tribunal ne peut statuer sur la seconde assignation en péremption avant d'avoir prononcé sur le désistement de la première. — Bord. 18 mars 1829.—Château C. Gaultier.

247. Une demande en péremption constitue un procès à part, dans lequel on ne peut plaider que le seul fait de la discontinuation des poursuites, et sans entrer dans la discussion d'aucune question relative au fond de l'instance.—Renn. 16 juin 1818, t. 18, p. 407, n° 3.

248. La demande en péremption d'instance ne donne pas lieu au droit de consultation.—C. T. t. 1, p. 384, 4. —*V.* des arrêts contraires, à notre mot *Avoué*, n° 156.

249. Si la péremption est rejetée, les frais sont taxés comme ceux d'un jugement sur un incident.—C. T. t. 1, p. 389, 14.

250. Celui contre lequel la péremption est demandée ne doit pas les frais frustratoires.—C. T. t. 1, p. 389, 16.

Chap. IV. *Effets de la péremption.*— A. 1. *Indivisibilité.*

251. La péremption d'instance est indivisible. — Cass. 13 juill. 1830, t. 40, p. 117 (1).

---

(1) Le principe de l'indivisibilité

252. La péremption est indivisible, en ce sens que le décès de l'une des parties qui formait un obstacle indéfini à la péremption profite pour cet effet à ses consorts —Brux. 5 vent. an12. Bord. 11 août 1828, t. 18, p. 412, n° 7, et t. 37, p. 199 —*V.* MM. Pig *Comm.* t. 1, p 677, 6e alin. et M. Carr. t. 2, p. 13, n° 1427, B. S. P. p. 357; F. L. t. 4, p. 192, 2e col. 3e alin. M. *Rép.* t. 17, p. 332, 2e col. 7e alin. Merl. q. d. t 4, p. 711, 1re col. 7e alin.—*V.* aussi Menelet, *Traité des péremptions*, p. 57, alin. 2 et 3.

253. Comme aussi la nullité d'une demande en péremption à l'égard de l'une des parties empêche la péremption d'avoir lieu à l'égard des autres, n° 182.—Liége, 31 juill. 1811, t. 13, p. 174, v° *Exploit*, n° 182.—*V.* le n° qui suit.

254. Lorsque plusieurs parties ayant le même intérêt forment une demande en péremption, par un même acte, si cet acte renferme une nullité à l'égard de l'un des demandeurs, elle peut être opposée à tous les autres.—Gren. 2 mars 1818, t. 18, p. 488, n° 77.—*V.* le n° qui précède, et *infrà*, n° 265.

255. De même l'instance doit être considérée en matière de péremption, comme un objet indivisible, en sorte que la demande ne puisse être reçue contre l'une des parties, lorsqu'elle n'est pas admissible contre toutes.—Liége, 27 déc. 1811, t. 18, p. 443, n° 31.— V. *suprà*, n° 251.

256 Lorsqu'il y a plusieurs demandeurs co-intéressés la péremption ne peut être prononcée contre l'un d'eux, tant qu'elle n'est pas acquise contre tous —Bord. 11 août 1828 —Le comte de Lynchet de Chaban C. Martineau —V. *suprà*, n° 251.

257. Ainsi, quand le délai de la péremption n'a pu courir utilement contre quelqu'une des parties, la péremption d'instance est couverte à l'égard de toutes les parties qui ont le même intérêt —Cass. 8 juin 1813, t. 18, p 461, n° 49.—V. *suprà*, n° 251.

258. Ainsi, encore les fins de non recevoir contre une demande en péremption, acquises à l'un des défendeurs, profitant à tous les autres — Metz, 26 avr. 1820, t. 18, p 496, n° 85. Lim. 10 avr 1828 —Vielban C. Fontmartin —V. *suprà*, n° 251.

259 et 260. Et il suffit qu'elle ne puisse être alléguée contre l'une des parties, pour ne pouvoir être alléguée contre les autres.—Brux. 25 mai 1813. Lim. 8 juill. 1823, t. 18, p 469, n° 58, et p. 505, n° 99, — V. *suprà*, n° 259.

261. La faveur du délai de six mois, accordé pour la péremption, lorsqu'il y a lieu à reprise d'instance, peut être invoquée par toutes les parties.—Poit. 12 mai 1830.—Garnier C. Arnouilh.—V. *suprà*, n° 251.

262 et 263. La demande en péremption d'instance est indivisible, de telle sorte qu'elle doit être rejetée, si plusieurs parties étant en cause, elle n'a été intentée que par quelques unes d'entre elles —Riom, 1er juill. 1825, t. 32, p. 119.

264 .....Quoique l'action originaire fut divisible de sa nature.—Lim. 21 fév. 1821. Riom, 26 janv. 1820. Poit. 15 nov. 1822. Lyon, 13 janv. 1825, t. 3, p. 226, et t. 28, p. 187.

265 .....Ou, si intentée contre toutes les parties, elle est declarée nulle à l'égard d'une seule.—Poit. 15 nov. 1822. Lyon, 13 janv. 1825, t. 28, p. 187.—V. *suprà*, n° 251, 253 et 254.

266. Aussi la péremption, interrompue à l'égard de l'un des défendeurs, l'est de plein droit à l'égard de tous les autres. — Toul. 4 fév. 1825, t. 30, p 222.—V. *suprà*, n° 251.

267. La péremption d'un jugement par défaut, même en matière commerciale, n'entraîne pas la péremption de l'instance, qui peut, par conséquent, être reprise tant qu'elle n'est pas elle-même périmée.—Paris, 1er mai 1832, t. 42, p 272.—V. *suprà*, n° 210, et *infrà*, n° 290.

268 La demande en péremption d'instance est tellement indivisible, que si un jugement a déclaré périmée une instance d'appel, et qu'une des parties contre laquelle l'arrêt a été rendu, a fait rétracter cet arrêt à son égard, par la voie de la tierce opposition, la décision qu'elle obtient suffit pour interrompre la péremption vis-à-vis même des parties contre lesquelles il existait un jugement déjà passé en force de chose jugée.—Amiens, 29 juin 1826, t. 34, p. 155 —V. *suprà*, n° 251.

269. La demande en péremption, formée par le mari, tant en son nom qu'en celui de sa femme, mais après le décès de celle-ci, d'une instance introduite contre eux relativement à des biens dotaux dont le mari survivant est usufruitier, profitent aux héritiers de sa femme.—Cass. 2 mai 1822, t. 24, p. 136.—V. *suprà*, n° 251.

270. Quand une femme a été séparée de corps par jugement contradictoire, et que le jugement qui liquide ses reprises n'a été rendu que par défaut, l'individu qui par son contrat de mariage a garanti solidairement la restitution de sa dot, ne peut, si cette restitution lui est demandée, exciper de ce que le deuxième de ces jugements est périmé pour inexécution dans les six mois de sa prononciation —Riom, 10 fév. 1830, t. 43, p. 500.

271. Lorsque diverses instances ont été jointes, et que, malgré cette jonction, les intérêts des parties demeurent toujours distincts, la péremption dont le délai a commencé à courir par la signification d'un arrêt fait à la requête d'une des parties, ne profite pas à celles qui n'ont pas fait faire la signification. — Nancy, 11 avr. 1826, t. 31, p. 162.—V. *suprà*, n° 251.

272. Une instance peut être déclarée prescrite à l'égard de certains cohéritiers, et non prescrite à l'égard d'autres. — Cass. 23 nov. 1831, t. 42, p. 39.—V. *suprà*, n° 251.

273. La procédure ne doit pas être regardée comme indivisible, sous le rapport de la péremption, lorsque les intérêts litigieux des consorts ont cessé d'être communs, par suite de dispositions du juge.—Brux. 16 janv. 1820.—V. *suprà*, n° 251.

274. Lorsqu'un seul et même jugement renferme deux dispositions bien distinctes entre parties différentes, et qu'il a été interjeté un appel séparé de chacune d'elles, celui en faveur de qui l'une de ces dispositions a été rendue, peut demander la péremption de l'instance d'appel, quant à cette disposition, bien que la péremption ne soit pas demandée quant à l'autre.—Brux. 18 avr. 1828. —V. *suprà*, n° 251.

275. Lorsqu'une péremption est acquise, et régulièrement demandée au nom de plusieurs parties, il ne peut pas dépendre d'une d'elles de priver les autres d'un droit acquis par un désistement postérieur à la demande en péremption; le principe de l'indivisibilité de l'instance n'est applicable qu'aux actes ou faits antérieurs à cette demande.—Gren. 14 fév. 1822, t. 18, p. 501, n° 92.—V. *suprà*, n° 251.

Art. 2. *Procédure.—Qualités.—Jugements interlocutoires.*

276. La péremption qui s'acquiert après la cassation d'un arrêt, éteint toute la procédure de l'appel, et rend, par suite, non recevable toute procédure d'appel. — Cass. 18 fév. 1828, t. 35, p. 192.

277. La péremption ne peut être prononcée, quoique les délais soient accomplis, si l'instance ne doit pas être entièrement éteinte par l'effet de cette péremption. — Riom, 30 janv. 1815, t. 18, p. 474, n° 60.—*V.* Dans ce sens M. Carr. t. 2, p. 14, not. 1re et *suprà*, n° 251.

278. La péremption d'une instance emporte-t-elle la privation du droit de se prévaloir des preuves résultant de la procédure périmée? — L'affirmative est soutenue, *J. A.* t. 18, p. 512, n° 110.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 31, n° 1451; Pig. t 1. p 476, 4e alin. Pig. *Comm.* t. 1, p. 688, n° 3; Merl. *Rép.* t. 17, p 340, 2e col. 4e alin.; B. S. P. p. 3[illegible]8, 5e alin. et not. 15 et p. 359, 3e alin.; F. L. t. 4, p. 197, 2e col. 7e alin.; D. C. p. 292, 2e alin. et Pr. Fr. t 2, p. 412, 2e alin. — Cependant il paraît [illegible] M.

---

de l'instance, est tellement incontestable que nous aurions pu nous contenter de grouper toutes les décisions intervenues sous un seul numéro; cependant nous avons préféré les indiquer séparément, pour que nos lecteurs pussent en saisir les nuances, mais il faut lire en entier l'art. 1er du chap. 4, et *suprà*, les nos 39, 186, 205, 246, et *infrà*, n° 277.

CARR. t. 2, p. 33, not 1, que lorsque un aveu extra-judiciaire, donné par écrit, fait preuve contre celui qui l'a fait, on ne puisse invoquer un aveu, une déclaration : à plus forte raison, un serment constaté en justice, par cela seul que l'instance se trouve périmée.

279. Mais les actes, autres que les actes de procédure, faits dans le cours d'une instance déclarée périmée, produisent l'effet d'interrompre la prescription. — Toul. 11 mai 1821, t. 18, p. 497, n° 87.

280. Lorsque la prescription de l'action concourt avec la péremption de l'instance, on peut opposer la prescription avant d'avoir fait déclarer la péremption acquise. — Renn. 10 fév. 1819. Nîmes, 9 août 1819. t. 18, p. 492, n° 81. — V. *infrà*, n° 288.

281. La péremption de la citation en reprise d'instance entraîne la péremption de l'instance principale. — Nîm. 16 août 1819, t. 12, p. 511, v° *Exceptions*, n° 113. — V. *infrà*; n°s 282 et 290.

282. La péremption de la demande en péremption n'entraîne pas la péremption de l'instance principale. — Montp. 30 déc. 1829, t. 37, p. 155. — *V*. le n° qui précède.

283. La péremption d'une instance n'éteint pas les qualités sous lesquelles les parties ont agi dans cette instance. — Metz, 5 juin 1827, H. C. H.

284. Lorsqu'une péremption d'instance d'appel est prononcée, les actes de l'instance sont anéantis; mais nonobstant ce principe, et quoiqu'il se soit écoulé 30 ans de la notification de la sentence ou du jugement dont est appel, jusqu'au jour de la péremption, cette sentence n'est pas éteinte par la prescription. La prescription ne court point contre un jugement pendant l'instance d'appel. — Gren. 27 août 1817. Poit. 26 janv. 1827, t. 18, p. 486, n° 75. — Dans le même sens *V*. M. CARR. t. 2, p. 226, n° 1689. — V. *suprà*, n° 120.

285. La péremption ne peut atteindre un jugement qui, dans le cours d'une instance, prononce définitivement sur un point en litige. — Lyon, 7 déc. 1821. Besanç. 20 août 1825, t. 18, p. 499, n° 90.

286. ...... Ni les jugements qui accordent une provision. — Montp. 9 mai 1825, t. 30, p. 238.

287. Comme aussi la péremption d'une instance d'appel peut ne pas frapper un arrêt qui accorde une provision à l'appelant. — Cass. 9 juill. 1828, t. 35, 289.

288. Mais la péremption d'un jugement par défaut n'a pas pour objet de rendre non avenue l'assignation sur laquelle ce jugement a été rendu. — Bourg. 30 juin 1829, t. 38, p. 333. — V. *suprà*, n° 280.

289. En cas de péremption d'instance, une nouvelle citation au bureau de paix n'est pas nécessaire. — C. T. t. 1, p. 45, 17.

290. La péremption d'instance qui anéantit la procédure instruite sur l'opposition, doit anéantir aussi le jugement que l'opposition tendait à faire réformer. — Cass. 23 oct. 1810. Toul. 12 déc. 1821, t. 18, p. 426, n° 20. — Telle est aussi l'opinion de MM. CARR. t. 2, p. 10, n° 1422; F. L. t. 4, p 192, 1^r^ col. 3e alin.; MERL. *Rép.* t. 9, p. 255, 2e col. *in fine*, et t. 17, p. 315; B. S. P. t. 1, p. 357, n. 12, n° 5. — V. *suprà*, n°s 210, 267 et 282.

Art. 2. *Autorité de la chose jugée. — Intérêts et frais.*

291. L'appel périmé donne au jugement la force de chose jugée, en matière commerciale comme en matière civile. — Toul. 3 janv. 1823, t. 18, p. 504, n° 96.

292. La péremption de l'appel donne-t-elle au jugement interlocutoire attaqué l'autorité de la chose jugée? — M. MERL. *Rép.* t. 17, p. 342, alin. 4 et suiv. se prononce pour la négative. — V. *J. A.* t. 18, p. 517, n° 119, où cette opinion se trouve développée.

292 *bis*. La péremption de l'appel interjeté contre le jugement qui condamne à payer une somme déjà soldée, n'empêche pas l'appelant d'exciper ultérieurement du paiement de cette somme. — Lyon, 9 juill. 1830, t. 44, p. 192.

293. Lorsque la partie qui a fait casser un arrêt confirmatif d'un jugement rendu contre elle, laisse, sur le renvoi de l'affaire devant une nouvelle cour, acquérir la péremption à son adversaire, le jugement de première instance acquiert contre elle l'autorité de la chose jugée. — Paris, 18 avr. 1831, t. 42, p. 172.

294. La péremption fait perdre au demandeur les intérêts que la demande faisait courir. — C'est ce que pensait POTHIER, et son opinion a été adoptée par MM. B. S. P. p. 359, 2e alin.; CARR. t. 1, p. 31, n° 1450, et PIG. t. 1, p. 475, 7e alin. — Selon ce dernier auteur, le demandeur perd même les intérêts qui ont couru depuis le préliminaire de conciliation. — V. *J. A.* t. 18, p 513, n° 111.

295. Celui contre lequel la péremption est prononcée doit-il les frais frustratoires? — Évidemment non. Tout ce qui ne peut pas entrer en taxe n'est pas dû; il ne doit pas davantage les frais des actes nuls faits par son adversaire. Tel est le sentiment de M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 689, *in Pr.* — V. *J. A.* t. 18, p. 511, n° 106.

PIRATERIE.

Loi du 10 avril 1825, pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime, et qui punit les crimes de piraterie et de baraterie. — t. 28, p. 322.

PLAIDOIRIE ET DÉFENSE (1).

CH. I. Par qui et comment le droit de défense peut-il être exercé, 1 à 26. — C. II. Répression de délits d'injures ou de diffamations commis, soit dans les défenses orales ou écrites, soit par les parties, à l'occasion des plaidoiries, 28 à 39.

C. I. *Par qui et comment le droit de défense, peut-il être exercé?*

1. L'individu cité devant un tribunal de simple police, a le droit de se faire assister par un défenseur ou conseil. — Cass. 20 nov. 1823, t. 25, p. 358.

2. L'accusé qui s'est pourvu d'un

(1) V. *Acquiesc.* 93, 140 et s., 148 et s. — *Audience*, 18. — *Avoc.* 81 et s., 91 et s. — *Avoué*, 22 et s. — *Cass.* 133. — *Cons. d'Etat.* — *Délibér.* 41. — *Dép.* 221, 237. — *Dét. par cont.* 45. — *Enregistr.* 325 et s. — *Except.* 227 et s. — *Jugem.* 73 et s., 113 et. s., 360. — *Jugem. prép. et interl.* 160. — *Ordre*, 230 et s. — *Récus.* 76 et s. — *Req. civ.* 125. — *Tribun.* 29.

défenseur d'office lors de son interrogatoire d'office, peut lors du débat se faire assister par un autre, sans qu'il soit nécessaire que le procès-verbal fasse mention de la cause de ce changement. — Cass. 31 déc. 1829. MARTIN.

3. Un jugement est nul, si celui contre lequel il a été rendu n'a pas été entendu ni mis en état de se défendre.—Pau, 1er sept. 1818, t. 2. p.556, vº *Agréé*, nº6 —V. *infrà*, nº15.

4. Est nul le jugement rendu contre une partie qui demande à plaider elle-même, et qui n'a pas été entendue.—Bourg. 17 août 1829, t. 37, p. 275.

5. Mais une femme a-t-elle le droit de plaider elle-même sa cause? — Oui, incontestablement; l'art. 85 C. p. c. ne fait aucune distinction; il suffit que la partie soit assistée de son avoué. *V.* CARR. t. 1, p. 224, nº 418; DELAP. t. 1, p. 98. D. C. p. 85, et *J. A.* t.18, p. 527, nº 8.

6. Un fils peut être admis à soutenir pour sa mère le pourvoi dirigé par elle, contre un arrêt qui a prononcé la séparation de corps entre elle et son mari.—Cass. 9 nov. 1830, t. 40, p. 81.

7. Les tribunaux peuvent refuser aux parties la faculté de se faire défendre par un parent, qui n'est ni avocat ni avoué, encore qu'il s'agisse d'un père qui se présente pour plaider la cause de sa fille, contre laquelle la séparation de corps est demandée pour cause d'adultère. — Cass. 22 août 1822, t. 24, p. 285.

8. Si un juge plaidait nonobstant la disposition de l'art. 68, C. p. c. une cause qui ne lui fut pas personnelle, et qui ne fût pas celle de sa femme, de l'un de ses parents, ou alliés en ligne directe, ou de son pupille, il n'y aurait cependant pas nullité du jugement. — Renn. 31 août 1810, t. 18, p. 524. nº 3. — Telle est l'opinion de M. CARR. *Comp.* t. 1, p. 70, qui enseigne que la prohibition contenue en l'art. 86, C. p. c. est applicable en toute matière et toute juridiction.—Sur le sens du mot *Activité de service* de l'art. 86, *V.* MM. CARR. t, 1, p. 226, nº 422, et DELAP. t. 1, p. 101, et sur celui du mot *Plaider*. M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 243, not. 6.

9. Les tribunaux de commerce peuvent appliquer les dispositions de l'art. 85 C. p. c.—Le motif donné par cet article le rend applicable aux tribunaux de commerce comme aux tribunaux civils. — CARR. t. 1, p. 225, nº 419, et p. 228, nº 425, —V. *J. A.* t. 18, p. 528, nº 10.

10. Quoique les affaires doivent être instruites par écrit sur mémoires respectifs dans les contestations entre l'état et les particuliers, cependant la défense orale et les plaidoiries ne sont pas interdites. — Cass. 7 déc. 1825, t. 30, p. 376.— *V.* notre mot *Avocat*, § 1, nºs 24 et suiv., et *infrà*, nºs 11 et 12.

11. Quoiqu'il soit facultatif au domaine, dans les affaires qui l'intéressent, de faire valoir ses droits par la production de mémoires, cette faculté n'astreint pas les parties à la défense orale.—Colm. 8 janv. 1830, t. 38, p. 325.—*V.* le nº qui précède.

12. L'arrêté du 7 mess. an 9, en ordonnant que les affaires concernant les domaines et les rentes cédés aux hospices par le gouvernement, seraient jugés sommairement, n'a pas interdit les plaidoiries. — Lim. 13 mai 1828. t.37, p.43.—V. *suprà*, nº15.

13. Décret du 2 juill. 1812, sur la plaidoirie dans les cours et tribunaux de première instance.— *J. A.* t. 18 p. 525, nº 6.

14. Le droit de fixer les limites de la plaidoirie est dans le domaine des réglements de l'administration publique.—Cass. 18 juill. 1827. Nancy, 26 juill. 1827, t. 33, p. 193.

15. La durée des plaidoiries est par sa nature abandonnée au pouvoir discrétionnaire des magistrats, et ils ne doivent compte qu'à leur conscience de l'usage qu'ils en font. —Cass. 30 avril 1807, t. 18, p. 522, nº 1.—Ce pouvoir ne va pas jusqu'à refuser absolument la parole à une partie ou à son défenseur.—*V.* MM. MERL. t. 2, vº *Chose jugée*, § 15; CARR. t.1, p. 227, n. 1; CARR. *Comp.* t. 1. p.63, nº 35, et B. S. P. p. 236, n. 5, nºs 2 et 3.—V. *suprà*, nº 3.

16. Les art. 190 et 210 C. i. c. se bornent à indiquer l'ordre des plaidoiries et défenses, sans interdire aux magistrats les facultés d'autoriser les répliques de la partie civile, lorsqu'ils les jugent utiles à la découverte de la vérité, pourvu toutefois que le prévenu ait la parole le dernier. — Metz, 6 mars 1820, t. 18 p. 526, nº 7.

17. Un accusé ne peut tirer, contre l'arrêt qui le renvoie devant la cour d'assises, un moyen de cassation de ce qu'il n'aura pas assez de temps pour préparer sa défense; il peut seulement demander un délai à cet effet devant la cour d'assises.—Cass. 3 fév. 1831. Servant C. minist. pub.

18. Le tribunal civil saisi d'une instance civile, à raison d'un fait qui a donné lieu à une instance criminelle, ne limite point le droit de la défense en refusant d'entendre les dispositions recueillies dans cette dernière instance.—Cass. 2 juin 1832, t. 43, p. 689. — *V. ibid*, les *Observ.*

19. Les juges n'entravent pas le droit de défense en jugeant que les parties ont eu tout le temps nécessaire à la communication des pièces utiles à leur défense.—Cass. 22 nov. 1829, t. 38, p. 194.

20. Le président d'une cour d'assises qui, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, interdit au défenseur de l'accusé la lecture de décisions rendues par d'autres cours d'assises dans des cas analogues, n'entrave pas la défense du prévenu si, surtout aussitôt après l'interruption, le défenseur a continué de développer les autres moyens de défense.—Cass. 28 août 1829, t. 38, p. 334.— *V. ibid.* les *Observations*.

21. Un tribunal peut, après que les parties ont plaidé et remis leurs pièces au ministère public, ordonner que les plaidoiries seront recommencées si l'une d'elles demande à produire des pièces récemment découvertes et propres à le mettre à même de juger en plus grande connaissance de cause.—Brux. 28 juin 1831, t. 42, p. 173.

22. L'avocat ne peut prendre la parole en matière civile, après le ministère public, lorsque ce dernier a proposé d'office une fin de non-recevoir dans l'intérêt de la partie adverse. — Agen, 20 déc. 1824, t. 32, p. 168.

23. Lorsqu'un pourvoi en matière électorale est porté devant une cour royale, l'avocat du réclamant peut répliquer aux conclusions du ministère public. — Ang. 3 mai 1830, t. 38, p. 337.

24. Le défenseur d'un accusé traduit devant la cour d'assises, a le droit de porter la parole à l'audience, dans toutes les questions qui intéressent son client, qu'elles soient incidentes ou principales, même hors la présence de l'accusé, surtout lorsque le ministère public obtient la parole. — Cass. 28 janv. 1830, t. 38, p. 292.

25. Dans le cours des débats criminels, l'accusé ou son conseil doivent toujours avoir la parole les derniers, sur quelque incident que ce soit, pourvu qu'il intéresse la défense ou la justification de l'accusé. —5 mai 1826, t. 31, p. 290.

26. L'individu condamné par un tribunal de simple police, ne peut se plaindre de n'avoir pas eu la parole après le ministère public, si la condamnation porte qu'il a été entendu dans ses moyens de défense.— Cass. 9 juin 1832. Baudant C. ministère public.

27. Lorsqu'en matière correctionnelle le prévenu a interjeté appel, ainsi que le ministère public, c'est au ministère public, et non au prévenu, à avoir la parole le premier devant la cour.—Lyon, 11 août 1827, t. 39, p. 68.

C. 2. *Répression des délits d'injures ou de diffamations commis, soit dans les plaidoiries orales ou écrites, soit contre les parties adverses à l'occasion des plaidoiries.*

28. L'art. 23 de la loi du 17 mars 1819, qui interdit toute action en diffamation à raison des écrits publiés pour la défense d'un prévenu, ne peut être invoqué par celui qui publie dans les journaux un article diffamatoire, sur un procès qu'il a soutenu. — Bourg. 25 juin 1831, t. 42, p. 59.

29. Lorsque des diffamations contre le juge-commissaire ont été insérées dans les significations d'acte qui ont eu lieu pour l'enquête, on peut les attaquer, et c'est en vain qu'on prétendrait que ces écrits rentrent dans le procès et sont une suite de la défense.—Riom, 20 déc. 1826. Veuve Prune C. Vigier.

30 et 31. La partie qui se croit offensée par la plaidoirie d'un avocat, ne peut pas demander que cette plaidoirie soit déposée au greffe du tribunal devant lequel elle a été prononcée.—Bord. 18 nov. 1828, t. 36, p. 140.

32. La cour de cassation peut supprimer tout mémoire qui contient des expressions injurieuses pour les juges qui ont rendu l'arrêt attaqué, et pour les parties.—Cass. 11 janv. et 17 mars 1808, t. 18, p. 523, nº 2

33. Lorsque le défenseur d'un individu prévenu de diffamation, répète dans sa plaidoirie les faits qui ont donné lieu à la plainte et cherche à en prouver la vérité, ce fait ne constitue pas une diffamation nouvelle qui rende le prévenu passible d'une peine. -- Lyon, 16 fév 1826, t. 30 p. 404.

34. Il suffit qu'un écrit de défense ait été distribué pendant un procès pour qu'il soit rangé dans la classe des écrits produits devant les tribunaux, et qu'il ne puisse donner lieu à une action en diffamation, quoique la cour ait donné acte à la partie des réserves qu'elle avait faites pour poursuivre son adversaire à raison des faits diffamatoires qu'elle prétendrait être contenus dans ces écrits.—Cass. 6 fev. 1829. Thirion C. Carbonnier.

35. On ne peut pas ordonner la suppression d'un mémoire qui n'a été ni signifié, ni distribué à la cour; on ne peut que réserver les actions et droits des parties. — Bord. 6 juill. 1829. Lacourade C. la cour Laroche

36. Les tribunaux peuvent décider, d'après les circonstances, que des mémoires signés par un avocat ont été produits dans une instance et devant la cour de cassation, quoiqu'ils n'aient pas été signifiés et que la production n'en soit pas constatée par écrit.—Cass. 12 sept. 1829, t. 39, p. 82.

36 *bis*. Le tribunal devant lequel s'agite une cause est essentiellement juge de la latitude que les parties donnent à leur défense, et peut refuser acte que l'une d'elles demande des expressions proférées par l'autre, — Brux. 18 av. 1831.

37. Lorsque l'action publique ou civile n'a pas été réservée par les tribunaux aux juges ou au ministère public, pour les poursuites de faits diffamatoires étrangers à la cause, contenus dans des mémoires produits dans l'instance, ces actions se trouvent définitivement éteintes. — Cass. 12 sept. 1829, t. 39, p. 82.

38. Le tiers injurié par l'avocat, et l'avocat injurié par la partie ou l'avocat adverse, soit dans les plaidoiries, soit dans les mémoires produits, peuvent former une action incidente ou une intervention dans l'instance devant le tribunal saisi de la contestation.—Cass. 18 flor. an 7. 3 brum. an 10, 5 mess. an 10, 18 prair. an 12, 18 mess. an 12, 16 avr. 1806.—Rouen, 25 mars 1807, t. 5, p. 118, vº *Avocat*, nº 1.—C'est l'opinion de tous les auteurs. *V.* MM. Merl. t. 1, p. 463; Pr. Fr. t. 1, p. 346, nº 349; F. L. t. 1, p. 250, § 2, nº 3, et Carr. t. 1, p. 230, 322, nºs 429 et 432.

39. La partie qui au sortir de l'audience et dans la rue, traite l'avocat de son adversaire *de drôle*, *d'insolent*, *de polisson*, n'est pas excusable, sous prétexte que dans sa plaidoirie, cet avocat l'a personnellement offensée; elle est, en conséquence, passible des peines portées par la loi du 17 mai 1819.—Ang. 15 nov. 1828, t. 37, p. 208.

POIDS ET MESURES.

Ordonnance du roi du 18 décembre 1825 sur les poids et mesures. —t. 30, p. 194 — V. *Dem. n.* 153.

POLICE SANITAIRE.

1. Loi du 3 mars 1822, relative à la police sanitaire.—t. 24, p. 63.

2. Ordonnance du roi du 7 août 1822, qui, en exécution de la loi du 3 mars 1822, détermine des mesures relatives au régime et à la police sanitaires.—t. 24, p. 389.

3. Ordonnance du roi du 1er novembre 1826, portant que dans les ports où il n'y a pas de tribunal de commerce, les procès-verbaux de visite des navires pourront être reçus par le juge de paix du canton.—t. 31, p. 320.

POSTES AUX CHEVAUX.

Ordonnance du roi du 1er mars 1829, qui modifie le tarif de la poste aux chevaux. — t. 36, p. 348.—V. *Jug. paix*, nº 55.

POSTE AUX LETTRES.

1. Loi du 15 mars 1827, relative au tarif de la poste aux lettres.—t. 33, p. 73.

2. Loi du 4 juillet 1829, relative au service des postes par voie de mer. —t. 37, p. 93.

3. Loi du 3 juin 1829, relative à l'établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume.—t. 36, p. 352.

4. Ordonnance du roi du 5 juin 1822, concernant le service des postes aux lettres entre la France et le grand-duché de Bade.—t. 24, p 182.

5. Ordonnance du roi du 31 juillet 1825, qui règle le service des postes aux lettres entre la France et l'Autriche.—t. 29, p. 253

6. Loi du 31 janvier 1833, relative aux sommes déposées dans les bureaux de poste.—t. 44, p. 98.

POSTULATION (1).

1. La preuve du délit de postulation ne peut pas résulter de l'existence entre les mains de celui qui est poursuivi pour fausse postulation, d'un certain nombre de dossiers, et dans ces dossiers d'un petit nombre d'actes de procédure émanés de lui, lorsque surtout des circonstances particulières peuvent expliquer ou justifier ces faits.—Montp. 22 août 1833, t. 46, p. 208.

2. L'acte par lequel un avoué au tribunal civil et un agréé au tribunal de commerce, établissent une société entre eux, et conviennent de partager les bénéfices de toutes les affaires civiles et commerciales dont ils pourront être chargés, ne peut pas établir le délit de postulation illégale, prévu par le décret du 19 juillet 1810.—Montp. 22 août 1833, t 46, p. 208.— *V.* l'arrêt suivant qui a rejeté le pourvoi dirigé contre l'arrêt de Montpellier.

3. Est à l'abri de la cassation l'arrêt par lequel une Cour royale dé-

(1) *Avoué*, 14 et s.—*Enq.* 75.

clare valable un acte de société entre un avoué et un agréé, encore que dans cet acte les parties aient stipulé non seulement une collaboration commune, mais un partage égal des bénéfices.—En décidant qu'un pareil traité ne prouve pas le fait de postulation illicite, la Cour n'a fait qu'user de son droit souverain d'appréciation.—Cass. 13 janv. 1835, t. 47, p. 721.—*V.* le n° qui précède.

PRÉFET (1).

1. Un préfet peut intenter une action dans l'intérêt de l'Etat sans prendre l'avis du conseil de préfecture.—Bord. 26 nov. 1828, t. 45, p. 460.

2. Les communes qui ont adressé au préfet plusieurs mémoires pour terminer extrà-judiciairement une contestation entre elles et le domaine, et qui ont reçu du préfet et du conseil de préfecture plusieurs réponses sur ces mémoires et l'autorisation de plaider, ne sont pas tenues, avant d'exercer leur action, de présenter un nouveau mémoire au préfet.—Cass. 14 juin 1832, t. 44, p. 243.

3. Un préfet actionné par une commune comme représentant l'Etat, est non recevable à exciper de ce qu'on l'a assigné sans lui avoir communiqué un mémoire contenant l'exposé de la demande, s'il résulte des faits de la cause qu'il a eu connaissance des titres et moyens de la commune. — Cass. 2 juill. 1833, t. 47, p. 446.

4. Un préfet actionné comme représentant l'Etat, ne peut exciper de ce qu'avant de l'assigner, les demandeurs ne lui ont point présenté un mémoire sur la cause, si, avant toute défense de sa part, ils lui en ont fourni un. — Cass. 20 août 1833, t. 47, p. 448.

5. Le préfet, en la personne duquel une action est dirigée contre l'Etat, ne peut, après avoir conclu au fond, exciper de ce que cette action a été intentée avant l'expiration du mois qui a suivi le dépôt, du mémoire à lui présenté par le demandeur avant de s'adresser aux tribunaux.—Colm. 7 déc. 1832, t. 44, p. 297. — *V.* le n° qui suit.

6. Le préfet, en la personne duquel une action est intentée contre l'Etat, ne peut exciper, pour la première fois, en appel, de ce que le demandeur ne lui a pas présenté un mémoire avant de l'intenter.—Nîm. 29 mars 1833, t. 45, p. 557.—*V.* le n° qui précède.

7. Un préfet défendeur à une action intentée contre l'Etat, ne peut exciper, pour la première fois en cassation, de ce que le demandeur, avant de l'attaquer, ne lui a point présenté un mémoire sur ses prétentions.—Cass. 14 août 1833, ch. civ., t. 46, p. 148.

8. La partie défenderesse à l'action d'un préfet procédant au nom de l'Etat, n'est pas tenue, pour interjeter appel, de lui présenter un mémoire.— Cass. 27 août 1833, t. 47, p. 448.

(1) V. *Acquiesc.* 12 et s.—*Act.* 15 et s. 55 et s.—*Appel*, 378 à 381, 544, 545, 546, 620 et 709.—*Aut. comm.* 42, 53.—*Avoué*, 113 et s.—*Enq.* 296. —*Exploit*, 205 — *Renv.* 160 *bis.*—*Sais. a* 13 et s. — *Signif.* 17, 32. —*Trib* 42.

PRESSE (1).

1. Loi du 17 mars 1822, relative à la police des journaux et écrits périodiques.—t. 24, p 85.

2. Ordonnance du roi du 5 mars 1823, concernant l'application aux ouvrages périodiques et autres imprimés transportés par la poste des dimensions déterminées pour la perception des droits du timbre —t. 25, p. 75.

3 Loi du 18 juill. 1828, sur les journaux et écrits périodiques.—t. 35, p. 218.

4. Loi du 29 nov. 1830, qui punit les attaques contre les droits et l'autorité du roi et des chambres par la voie de la presse.—t. 39, p. 328.

5. Ordonnance du 25 juillet 1830, qui suspend la liberté de la presse périodique et semi-périodique. — *Bull. des lois*, 8e série, n° 367, art. 15,135.—t. 39, p. 129.

6. Loi du 8 avril 1830, sur le cautionnement des journaux ou écrits périodiques, paraissant même irrégulièrement.—t. 40, p. 232.

7. Loi de 25 mars 1822, relative à la répression et à la poursuite des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication.—t. 24, p. 87.

8. Loi du 8 avril 1831, sur la procédure en matière de délits de la presse, d'affichage et de criage publics.—t. 40, p. 232.

PREUVE (2).

Le défendeur qui, dans une instance au pétitoire, conclut à être réintégré dans la propriété du fonds qu'il reconnaît être possédé par le de-

(1) V. *Cass.* 267.
(2) V. *Appel*, 220.—*Arb.* 163. — *Jug.* 282.—*Postulat.* 1.—*Sais. imm.* 174, 364 —*Trib. com.* 543 et s.

mandeur, doit prouver qu'il est propriétaire de ce fonds.—Cass. 7 déc. 1831, t. 46, p. 300.—*V.* nos mots *Action possessoire* et *Jugement*, § des *Exceptions préjudicielles*.

PRISE A PARTIE (1).

CHAP. I. *Du droit de prise à partie*. —A. 1. *Quand peut-elle ou doit-elle avoir lieu?*

1. La prise à partie ne peut être admise contre les magistrats que pour dol et fraude.— Cass 17 juill. 1832, t. 42, p. 373. — *V. ibid.* les *Observ.*, le n° qui suit, et *infrà*, n° 5.

2. La faute grossière ne serait-elle pas assimilée au dol?—MM. TOULL. t. 11, p. 283, et B. S. P. p. 467, décident l'affirmative; MM. CARR. t. 2, p. 307, n° 1805; LEP. p. 343, 2e quest; PR. FR. t. 3, p. 345, pensent qu'il faut que l'erreur soit tellement grossière, qu'on ne puisse supposer qu'un juge y soit tombé autrement que par prévention.—V. *J. A.* t. 18, p. 542, n° 14, le n° qui précède et le suivant.

3. Pourrait-on prendre le juge à partie pour toutes autres causes que celles mentionnées aux quatre paragraphes de l'art. 505?—MM. CARR. t. 2, p. 307, n° 1804, et PIG. t. 1, p. 680, pensent que l'art. 505, C. p. c., est limitatif.—V. *J. A.* t. 18, p. 542, n° 13, et les n^os qui précèdent.

4. Il y a déni de justice si le juge renvoie à faire droit sur une partie non contestée de la demande, jusqu'à ce que la partie litigieuse de la demande soit prête à être jugée.—Turin, 18 juin 1807, t. 18, p. 537, n° 5. —*V.* MM. CARR. t. 2, p. 309, n° 1809; F. L. t. 4, p. 532; B. S. P. p. 468, n. 10; PIG. t. 1, p. 708; *Comm.* t. 2, p. 69, et PONC. t. 2, p. 391.

5. L'avocat a le droit de prendre à partie le magistrat qui, après l'avoir fait arrêter, l'a poursuivi correctionnellement pour un conseil donné dans le secret du cabinet.— 23 juill. 1806, t. 5, p. 152, n° 14. —V. *suprà*, n° 1.

6. Si le juge de paix ordonnait l'emprisonnement dans le cas de l'art. 11, sans dresser procès-verbal, pourrait-il être pris à partie? — M. CARR. fait observer, t. 1, p. 23, n° 48, que ce cas pourrait rentrer dans l'art. 505, s'il y avait dol.—V. *J. A.* t. 16, p. 651, v° *Juge de paix*, n° 113.

7. Il y a lieu à prise à partie contre un juge de paix, lorsque, nonobstant les récusations à lui notifiées et les conclusions prises devant lui à fin de sursis de sa part, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur les récusations, il a passé outre au jugement du fond de l'affaire. — Amiens, 23 mars 1825, t. 29, p. 274.

8. La loi ouvrant la voie de prise à partie pour déni de justice, pourrait-on, pour la même cause, se pourvoir en appel, et si on peut prendre cette dernière voie, comment le fond sera-t-il jugé?—M. DELAP. t. 2, p. 86, ne pense pas que le Code ait abrogé l'appel comme de déni de justice; MM. MERL. *Rép.* v° *Déni de justice*, p. 534, et CARR. t. 2, p. 308, n° 1808, ne partagent pas cette opinion; ils disent qu'il faut assimiler le cas de déni de justice à celui où le tribunal se trouve, par le défaut d'un nombre suffisant de magistrats, dans l'impossibilité de remplir ses fonctions; il faut donc se pourvoir devant les juges compétents pour se faire indiquer le tribunal devant lequel la partie voudra porter sa demande.—V. *J. A.* t. 18, p. 543, n° 15, et les deux n^os qui suiv.

9. Pour faire prononcer les dommages-intérêts contre le juge, la partie est-elle libre de se servir des voies ordinaires ou de la prise à partie?—La négative est adoptée, *J. A.* t. 18, p. 547, n° 26, en développant les motifs à l'appui de cette opinion, conforme à celle de M. LEP. p. 312, quest. 1, et à l'arrêt suivant.

10. La voie de la prise à partie est le seul moyen que donne la loi pour poursuivre et faire condamner un juge au paiement des dommages intérêts ou de dépens pour faits relatifs à ses fonctions.— Cass. 25 août 1825, t. 30, p. 165. — V. *suprà*, n° 8.

11. On ne peut, sans prendre la voie de prise à partie, conclure contre les juges d'un tribunal.—Bourg. 6 mars 1807. t. 13, p. 88, v° *Expl.* n° 70.

Art. 2. *Contre qui peut-elle avoir lieu?*

12. La voie de la prise à partie est ouverte contre des arbitres forcés en matière de société de commerce. —Cass. 7 mai 1817, t. 18, p. 539, n° 8.—*V.* MM. F. L. t. 4, p. 532; B. S. P. p. 469, n. 14, et PONC. t. 2, p. 387, n° 593.

13. Les officiers du ministère public ne peuvent être pris à partie sans une autorisation préalable du conseil d'État.—Cass. 30 frim. an 12, et 25 frim. an 14, t. 18, p. 536, n° 2. —Tous les auteurs sont d'une opinion contraire.—*V.* MM. MERL. *Rép.* t. 9, p. 790; CARR. t. 2, p. 305, n° 1800; F. L. t. 4, p. 532; LEP. p. 345; PONC. t. 2, p. 586, n° 391, et PR. FR. t. 3, p. 353.

14. On ne peut prendre à partie le juge qui s'est abstenu dans une procédure au civil, et qui, sur une plainte incidente en faux témoignage, exerce ultérieurement les fonctions de directeur du jury.—Cass. 12 nov. 1806, t. 18, p. 537, n° 3.—*V.* PR. FR. t. 2, p. 350.

15. Il n'y a pas non plus motif de prise à partie dans le compulsoire, ordonné par ce magistrat, de deux dépositions arguées de faux.—Cass. 12 nov. 1806, t. 18, p. 537, n° 4.

16. Une partie est recevable à présenter requête à la Cour royale aux fins de prendre à partie un tribunal de première instance pour cause de suspicion légitime; on ne trouve cependant point cette espèce de récusation au nombre des cas compris au tit. 3 du liv. 4, C. p. c. — Orl. 14 juin 1822, t. 18, p. 541, n° 10.— Un arrêt de la cour de Paris, du 18 mars 1813, porte que la récusation dirigée contre tous les membres d'un tribunal, doit être considérée comme une prise à partie. —V. *J. A.* t. 18, p. 634, v° *Récusation*, n° 31.

17. Lorsque la prise à partie est fondée sur un jugement émané d'un tribunal entier, peut-elle être dirigée contre un des juges seulement, tel, par exemple, que le rapporteur? —MM. MERL. *Rép.* t. 9, v° *Prise à partie*, § 3, p. 791; CARR. t. 2, p. 306, n. 1802, et B. S. P. p. 466, n. 3, n° 2, soutiennent la négative.—V. *J. A.* t. 18, p. 541, n° 11.

18. La prise à partie peut-elle être exercée contre l'héritier du juge? — Oui, mais les moyens qu'aurait fait valoir le juge attaqué, pouvant être ignorés de son héritier, le tribunal aura égard à cette considération. — M. CARR. t. 2, p. 305, n° 1803, pense également que l'action peut être exercée contre l'héritier. —V. *J. A.* t. 18, p. 542, n° 12.

CHAP. II. *Compétence.—Procédure et effets.*—Art. 1. *Compétence et procédure.*

19. C'est devant la cour royale, et non devant un tribunal civil que doit être portée l'action en prise à partie dirigée contre un juge d'un tribunal civil.—Cass. 25 août 1825, t. 30, p. 165.

20. S'il n'y a qu'une chambre civile dans la cour, elle ne peut juger la prise à partie puisqu'elle a admis la requête. C'est alors la chambre correctionnelle ou la chambre des mises en accusation qui juge la prise à partie. — Cass. 27 fév. 1812, t. 18, p. 538, n° 6; cette décision est citée par MM. F. L. t. 4, p. 534; et B. S. P. p. 468, n. 10.

(1) V. *Aud.* 15.—*Min. pub.* 38.— *Renv.*, 13, 46.

21. Doit-on appliquer à la prise à partie des délais que la loi a déterminés pour les autres voies contre les jugements.— M. PONCET, t 2, p. 397 et 398, n° 599 et t. 1, p. 258, n° 139. adopte plusieurs distinctions qui ne sont pas fondées. L'art. 2262 C. c. sur la prescription trentenaire parait être seul applicable à M. CARR. t. 2, p. 303 et 304. — *V. J. A.* t. 18, p. 546, n° 25.

22. Dans le cas où la partie ne peut pas signer, l'avoué qu'elle charge de présenter sa requête, ne peut-il pas déclarer au bas que sa partie est dans l'impuissance de signer.—L'art. 511 est formel, il faut que la requête soit signée par la partie ou par un fondé de procuration authentique et spéciale; c'est ce qui est dit *J. A.* t. 18. p. 543, n° 16.— *V.* LEP. p. 347, 1re quest.

23. La signification de la requête prescrite par l'art. 514, doit-elle être faite au juge dans la personne du greffier, comme les réquisitions exigées par l'art. 507? — L'affirmative est décidée par M. LEP. p. 348, 2e quest. MM. CARR. t. 2, p. 314, n° 1816; PIG. t. 1, p. 713, et D. C. p. 356, pensent que cette signification doit être faite à personne ou domicile; mais M. CARR. n'est pas d'avis qu'il y eût nullité si elle était faite au greffe; cette opinion de M. CARRÉ est combattue, *J. A.* t. 18, p. 544, n° 17.

24 Si la requête était signifiée après le délai de trois jours, la signification serait-elle réputée non avenue? — L'art. 514 ne fixant pas le délai à peine de nullité, on ne pourrait la prononcer.—V. *J. A.* t. 18, p. 544, n° 18.—M. LEP. pense avec raison que l'art. 1033 C. p. c. serait applicable — *V.* MM. CARR. t. 2 p. 314, n° 1817; D C. p. 356.

25. Celui qui prend le juge à partie peut-il répondre à l'écrit de défense fourni par ce dernier?—M. CARR. t. 2, p. 314, n° 1819, dit que la partie est autorisée à répondre par l'art. 29 du tarif; on doit partager l'opinion de M. CARRÉ sans adopter ses motifs. L'art. 29 ne parlant pas de la réponse, les magistrats pourraient ne pas permettre cette réponse, leur jugement ne pourrait pas être attaqué sur ce point, l'art. 514 gardant le silence à cet égard. — V. *J. A.* t. 18, p. 544, n° 19; HAUT. p. 301, et PIG. t. 1, p. 714.

26. Le juge sur la signification de la requête, doit-il constituer un avoué?—MM. DELAP. t. 2, p 93, et D. C. p. 356, soutiennent l'affirmative. Cette opinion est adoptée *J. A.* t. 18, p 545, n° 23.—*V.* aussi C. T. t. 2, p. 27, 17.

27. La requête à présenter à la cour de cassation, section des requêtes, tendant à être autorisé dans une action de prise à partie, doit être préalablement notifiée à la partie intéressée.—Cass. 8 therm. an 11, t. 18, p. 536, n° 1. — C'est aussi l'avis de MM. CARR. t. 2, p. 314; DELAP. t. 2, p. 93, et D. C. p. 356.

28. Il n'est pas nécessaire que le juge pris à partie, soit assigné à comparaître devant la cour par un exploit séparé.—C. T. t. 2, p. 25, 12.

Art. 2. *Effets.*

29. Un juge pourrait-il, du consentement des parties, concourir au jugement d'un procès dans lequel serait intéressé celui qui l'aurait pris à partie? —M. BIGOT DE PRÉAMENEU dans l'exposé des motifs, p. 82, a dit que l'art. 514 C. p. c. introduisait une règle contraire à l'ordonnance de 1667, art. 5, et que la nullité prononcée par cet article était d'ordre public —*V.* MM. CARR. t. 2, p. 314, n° 1820; F. L. t. 4, p. 534; B. S. P. p. 470, n. 22, et *J. A.* t. 18, p. 544, n° 20.

30. Par quelle voie peut-on faire prononcer la nullité établie par l'art. 514?—Si le tribunal est en nombre suffisant, il faudra employer la voie (si elle est ouverte) de l'opposition, sinon celle de l'appel ou de la requête civile, selon que le jugement serait en premier ou en dernier ressort. Si le même tribunal n'est pas en nombre, il faudra se pourvoir devant la Cour de cassation, suivant PIG. *Comm.* t. 2, p. 119, et DELAP t 2, p. 92; M. B. S. P. p. 471, n. 25, dit que le dol est assimilé à la forfaiture, et que si la partie n'est pas complice du juge, c'est le cas de se pourvoir devant la Cour de cassation.—V. *J. A.* t. 18, p. 545, n° 21.

31. Si on déclarait non recevable la prise à partie exercée contre un arbitre forcé, il n'y aurait pas lieu à prononcer contre le demandeur l'amende fixée par l'art. 516, C. p c.—Cass. 7 mai 1817, t. 18, p. 539, n° 9.—M. COFF. trouve que l'on pourrait argumenter contre cette décision de l'art. 516.

32. L'art. 516 prononce des peines contre le demandeur qui est débouté; mais *quid juris*, s'il est jugé fondé? les conclusions du demandeur lui seront alors adjugées. — M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 112, pense que si le fait peut donner lieu à des poursuites criminelles, il faudrait surseoir sur l'action civile; cette opinion doit être adoptée si l'action publique est intentée par le ministère public; mais si le magistrat garde le silence, il ne doit pas être sursis.—*V. J A.* t. 18, p. 546, n° 24; B. S, P. p. 471; n. 25; LEP. p. 347; PIG. t. 1, p. 715, COMM. t. 2, p. 73, et PONC. t. 2, p. 402.

PRISES MARITIMES.

1. Ordonnance du roi du 9 sept. 1831, sur les formes du jugement au conseil d'Etat des prises maritimes. —t. 41, p. 714.

2. Ordonnance du roi du 16 nov. 1831, sur la répartition des sommes provenant de la vente de navires capturés pour traite des Noirs par les bâtiments de l'Etat, et confisqués définitivement par jugements prononcés dans les colonies en vertu de la loi du 25 avril 1827, t. 43, p. 602.

3. Ordonnance du roi du 25 janvier 1824, qui organise une commission chargée de la liquidation des pertes que le commerce français a éprouvées par suite des captures faites en mer dans le cours de la guerre d'Espagne.—t. 26, p. 61.

PROMULGATION.

1. Ordonnance du 7 juill. 1824, qui fixe, pour la promulgation des lois, la distance de Paris à Ajaccio (Corse).—t. 27, p. 347.

2. Ordonnance du roi du 1er no-

vembre 1826 qui fixe la distance légale de Paris à Montauban, chef-lieu du département de Tarn-et-Garonne.— t. 31, p. 319.

PRONONCIATION. V. *Jug.* 98, 119 et s. 283. 576.

PROPOSITION D'ARRANGEMENT. V. *Perempt.* 74 et s.

PROPOSITION D'ERREUR. V. *Jug.* 555

PROPRIÉTAIRE. V. *Dép.* 204; 205. 206 —*Expl.* 227, 236.—*Faill.* 14.

PROPRIÉTAIRE APPARENT. V. *Jug.* 524.

PROPRIÉTÉ. V. *Demand. nouv.* 33 et s. 52 et s. 65 et s.—*Renv.* 104 et s. 114 et s. — *Trib. de comm.* 157.— *Arbitrag.* 249 et s.

PROROGATION DU DÉLAI D'APPEL. V. *Appel*, 197, 213.

PROROGATION DE DÉLAI V. *Enq.* 174 et s.—*Jug. et prép. int.* 62 — *Mat. somm* 120 —*Sais. imm* 1030.

PROROGATION D'INSTANCE. V. *Jug. prép. et interl.* 174 et s.

PROROGATION DE JURIDICTION. V. *Enreg.* 159. — *Jug. de p.* 13 et s. 103 et s. 122 —*Trib.* 84 bis.

PROTESTATION. V. *Discip. judic.* 2. *Jug. par déf.* 308 et s. — *Enq.* 500 et s 521 et s.—*Protêt*, 21.

PROTÊT (1).

CHAP. I. DU PROTÊT ET DE SA FORME — A. 1. Par quel acte peut-on suppléer au protêt. — Forme du protêt.— Acte de protestation, 1 à 22.—A. 2. Quand doit être fait le protêt. — Effets du défaut de protêt en temps utile, 23 à 42.— A. 3. Où doit être fait et signifié le protêt. — Acte de péremption, 43 à 50 —C. II. DÉNONCIATION DU PROTÊT AUX ENDOSSEURS. — DÉLAI DE CETTE DÉNONC 51 à 75.

CHAP. I. *Du protêt et de sa forme.* — Art. 1. *Par quel acte peut-on suppléer au protêt?* — *Forme du protêt.* — *Acte de protestation.*

1. Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, l'acte du protêt ne pouvait être suppléé par aucun autre acte — Cass. 24 vend. an 12, t. 18, p. 556. n° 3.—On jugerait de même aujourd'hui.—*V.* M. Loc. t. 2, p. 293. Il faut pourtant excepter le cas de la perte de la lettre de change —*V.* MM. F. L. t. 3, p. 291, § 4; MONGALVY, t. 1, p. 366 —*V.* les deux n^os^ qui suiv.

2. Un protêt ne peut être suppléé par aucun acte —Paris, 23 fév. 1830, t. 40, p. 51.— *V.* le n° qui précède.

3. Ainsi, on ne peut pas admettre des présomptions pour suppléer au défaut de représentation du protêt d'une lettre de change. — Cass. 25 août 1813, t. 18, p. 573, n° 25. —V. *suprà*, n° 1.

4. Le porteur d'un effet de commerce ne perd pas son recours pour n'avoir pas faits protester *faute d'acceptation*, quelque recommandation qui lui ait été faite. — Brux. 20 av 1811, t. 18, p. 565, n° 13.

C'est l'opinion de M. PARD. t. 2, p. 417, n°s 338, 350 et 381; mais le protêt est nécessaire dans le cas où, soit d'après la loi, soit d'après une convention expresse, l'acceptation a dû être requise, suivant M. MERL. *Rép.* t. 10, p. 270.

5. L'endosseur d'une lettre de change qui, après protestation faute d'acceptation, demande qu'il ne soit pas fait de poursuites, promettant de payer à l'échéance, dispense le porteur du protêt faute de paiement.— Cass 20 juin 1827, t. 33, p. 364.

6. Le porteur d'une traite n'est pas dispensé de la faire protester par la faillite du débiteur.—Paris, 23 fév. 1830, t 40, p. 51.—V. *infrà*, n°s 25 et 26

7 et 8 Le porteur d'une lettre de change peut prouver par témoins que le cédant l'a dispensé de la faire protester à défaut de paiement. — Cass. 31 juill. 1832, t. 43, p. 708. — V. *infrà*, n° 52.

9. Les formes de la lettre de change doivent être réglées exclusivement par les lois du lieu où elle a été tirée; les effets de l'acceptation et du protêt sont régis par la loi du lieu où elle est payable —Trèv. 4 juill 1812, t. 18, p. 570. n° 19. — *V.* M. MERL. *Rép.* t. 10, § 9. p. 294, et SAVARY, p 634 —*V.* aussi M. MONGALVY, t. 1, p. 266.

10. L'omission de la transcription d'un endossement, dans la copie du billet à ordre ou de la lettre de change donnée en tête du protêt, entraîne-t-elle la nullité de cet acte? Quoique la loi garde le silence, il n'en a pas moins été dans l'intention du législateur de laisser aux juges le pouvoir de prononcer la nullité, s'ils le jugeaient nécessaire. C'est ce qui résulte de la discussion du conseil d'état —*V.* M. LOCRÉ t 2, p. 291, et *J. A.* t. 18, p. 585, n° 34.

11 Les formalités concernant le protêt sont communes aux lettres de change et aux billets à ordre.—Cass. 31 mai 1817, t. 18, p. 584. n° 31.

12. Les diverses formalités des actes extrajudiciaires, déterminées par le C. p. c. doivent être observées dans les protêts.—PARD. t. 2, p. 503, 2e alin. p. 5, § 4—V. *J. A.* t. 18, p. 592. n° 45.

13. On doit considérer comme un acte de protêt valable la déclaration par laquelle un notaire de St.-Petersbourg énonce qu'il s'est présenté, suivant l'usage établi dans cette ville, chez les personnes indiquées au besoin dans une lettre de change, avant de recevoir le paiement par intervention offert par le tiré.—Paris, 13 août 1831. Fould Oppenheim C. Delbos.

14. A la requête de qui le protêt doit il être fait, et le porteur d'une lettre de change a-t-il, par cela seul qu'il en est muni, pouvoir de la faire protester? — A la différence de l'assignation judiciaire, le protêt peut être fait à la requête d'un fondé de pouvoir. Ainsi le porteur de l'effet par suite d'un endossement irrégulier a le droit de faire le protêt en son nom. Il en serait autrement du simple détenteur de la lettre de change.—MERL *Rép.* t. 10, p. 268, 2e col. § 1er, 7e al. —PARDESS, t. 2, p. 502, n° 417, et *J. A.* t. 18, p. 590, n° 40.

15. La signification d'un protêt faite au débiteur est régulière, bien que celui à qui la copie en a été remise n'en ait pas signé l'original, lorsque, habitant le domicile du débiteur, il a pu être considéré comme serviteur.—Nancy, 22 juin 1813, t. 8, p 614, n° 135.

16 Un protêt peut valablement être fait en parlant au domestique du tiré, dans son domicile. — Cass. 23 nov. 1829, t. 38, p. 154.

17. Avis du conseil d'état du 3 janv. 1807, approuvé le 25 par le chef du Gouvernement, qui décide que l'art. 68, C. p. c. n'a point dérogé aux lois du commerce sur les formes à observer pour le protêt des effets commerciaux.—t. 6, p. 660, n° 2.

18. La disposition de l'art. 1037 C p. c., d'après laquelle aucune signification ne peut être faite depuis le 1er octobre jusqu'au 31 mars avant 6 heures du matin, et après 6 heures du soir, et depuis le 1er avril jusqu'au 30 septembre, avant 4 heures du matin et après 9 heures du soir, est applicable aux actes signifiés par le ministère des notaires, et spécialement *aux protêts*, et l'observation de la règle prescrite par cet article entraîne la nullité de l'acte.— Brux. 22 mai 1818.

19 Le 1er janvier doit être considéré comme un jour de fête légale —Un protêt ne pourrait avoir lieu ce jour-là — Avis du conseil d'état du 20 mars 1810, t. 18, p. 559, n° 6.— *V.* MM MERL. *Rép.* t. 10, p. 272, 2 col. ali. 10 et suiv.; CARR. t. 1, p 168, n° 330; F. L. t. 1, p. 140, 6 alin., et MONTGALVY, t. 1, p. 261 alin 4, n° 5.

20. Le porteur d'une lettre de change n'est tenu de faire faire le protêt qu'aux besoins du tireur, et non à ceux des endosseurs.—Cass 24 mars 1829, t. 36, p. 207. Cass 3 mars 1834, t. 47, p. 679.—V. *infrà* n° 47.

21. L'acte de protestation que doit faire pour conserver ses droits contre le tireur et les endosseurs, celui qui a perdu l'effet dont il était porteur, doit-il, à peine de nullité, être précédé d'une ordonnance du juge?— Oui, Toul. 15 mars 1826. Lyon, 1 nov. 1828; 29 avr. 1829, t. 40, p 159.—Non, Cass. 3 mars 1834, t. 4

(1) V. *Caut.* 20.—*Enreg.* 166, 306 et s.—*Except.* 195 et s.—*Expl.* 398.— *Garant.* 49.—*Huiss.* 151, 153, 160.— *Ress.* 506 et s.—*Trib. de comm.* 184. 289, 371.

p. 679 — *V.* ibid. des *Observations*, et le n° qui suit.

22. Lorsqu'une lettre de change a été égarée, on ne peut en faire opérer le protêt, sans avoir obtenu une ordonnance du juge, et sans avoir donné caution.—Lyon, 15 mars 1826. Brolmann et comp. C. Juif frères. — *V.* le n° qui précède.

Art. 2. *Quand doit être fait le protêt. —Effets du défaut de protêt en temps utile.*

23. Les protêts de lettres de change souscrites antérieurement au Code de commerce, mais échues depuis sa promulgation, doivent être faits à l'époque prescrite par l'ordonnance de 1673, et non pas le lendemain de l'échéance, ainsi que le prescrit l'art. 162, C. Comm.—Brux. 28 juill. 1810, t. 18, p. 564, n° 18. — *V.* M. MONGALVY, t. 1, p. 270, alin. 6, § 7.

24. Le protêt d'une lettre de change ou d'un billet à ordre est nul, s'il est fait le jour même de l'échéance. —Florence, 18 déc. 1811. Agen, 2 avr. 1824, t. 18, p. 569, n° 17, et t. 26, p. 245.— M. PARDESSUS indique une exception relative aux lettres à vue; cette opinion a été embrassée par M MERL. t. 1, p. 42, v° *Acceptation de lettre de change*, n° 10.

25. Le protêt d'une lettre de change peut être valablement fait le jour même de l'échéance, si à cette époque l'accepteur était notoirement en état de faillite, quoique le tribunal ne l'eût pas encore déclarée. — Florence, 28 mai 1811, t. 18, p. 566, n° 14 —Bord. 10 déc. 1832.— M. F. L. t. 3, p. 292, ne pense pas que cette exception s'applique au cas de faillite du souscripteur ou des endosseurs d'un billet à ordre — *V.* les n°s qui suivent, et *infrà*, n° 66.

26. Lorsqu'avant l'échéance d'une lettre de change, l'accepteur est tombé en état de faillite, cette faillite dispense le porteur de faire le protêt à l'époque et dans les délais ordinaires, pour conserver son recours de garantie contre le tireur et les endosseurs.—Paris, 19 niv. an 12, t. 18, p. 556, n° 4.—Cet arrêt a été rendu sous l'empire de l'ord. de 1673; aujourd'hui il n'en serait plus de même, du moins en ce qui concerne les endosseurs. — V. *suprà*, n° 6, et le n° qui précède.

27. Quand celui sur qui la lettre de change est tirée, tombe en faillite avant l'échéance, la provision est réputée détruite, de telle sorte que le porteur est dispensé du protêt pour exercer son recours contre le tireur de la lettre de change.—Cass. 7 fév. 1816, t. 18, p. 583, n° 30.—V. *suprà*, n° 25.

28. Le porteur d'une lettre de change, qui la passe à l'ordre d'un tiers, postérieurement à la faillite du tireur, est toujours garant du paiement de cette lettre de change, quoique l endossement ait eu lieu sans garantie, et que le protêt n'ait pas été fait dans le délai fixé par le C. comm. — Cass. 3 juill. 1817, t. 14, p. 467, n° 56.

29. Le porteur d'une lettre de change peut toujours exercer son recours contre le tireur et les endosseurs, quoiqu'il n'ait pas présenté la lettre pour être payée à son échéance, s'il en a été empêché par des événements de force majeure, et cette exception de force majeure reste dans le domaine du juge qui peut l'admettre ou la rejeter suivant les circonstances —Cass. 28 mars 1810, t. 14, p. 435, n° 26. — Il en est de même lorsque la force majeure a empêché de dénoncer le protêt dans le délai. — La révolution de juillet 1830 a été considérée comme un cas de force majeure.—*V.* la décision de la commission municipale du 31 juill. 1830; *J. A.* t. 39, p. 243.—*V. infrà*, les n°s qui suiv et *suprà*. n° 68.

30. L'invasion du territoire doit être considérée comme une force majeure, et faire relever les porteurs des lettres de changes et autres effets de commerce de la déchéance qu'ils auraient encourue en laissant expirer les délais du protêt et de la dénonciation. — Avis C. d'état, 25 janv. 1814, t. 18, p. 579, n° 27. — *V.* M. F. L. t. 3, p. 291, § 3.— *V.* le n° qui précède.

31. Décidé cependant que si le porteur d'un effet de commerce a été empêché par un événement de force majeure de faire le protêt, les endosseurs n'en sont pas moins déchargés de tout recours, et ils ne sont pas tenus de prouver qu'il y avait provision. — Paris, 12 mars 1812, t. 18, p. 569, n° 18.—*V. suprà*, n° 29.

31 *bis*. La crainte de l'amende qu'entraînerait l'enregistrement d'une lettre de change écrite sur un papier frappé d'un timbre prohibé, ne peut dispenser le porteur de faire protester dans les délais de la loi. — Cass. 14 déc. 1824, t 28, p. 225. — *V.* le n° qui suit.

32. Le porteur d'une traite non payée doit la faire protester le lendemain de l'échéance, quoiqu'elle soit sur papier libre, et que par conséquent, elle donne lieu à une amende; sans cela le tireur est libéré, s'il justifie qu'il y avait provision chez le tiré —Cass. 2 juill. 1828, t. 40, p 93. —*V.* le n° qui précède.

33. Lorsque la lettre de change a été endossée après son échéance, le porteur n'est pas tenu de la faire protester dans un certain délai. — Gren. 25 germ. an 9, t. 18, p. 554, n° 1. — *V.* M. PARDESSUS, t. 2, p. 510, *in fine*, et 511 *in princip.* et MONGALVY, t. 1, p 259, n° 1, al. 6 et 7.

34. L'échéance d'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date, tombe à la date qui, dans le mois où elle est payable, correspond à celle du jour où elle est tirée, et le délai pour en faire la protêt court du ce même jour correspondant.—Cass. 13 août 1817, t. 18, p. 587, n° 36.— C'est ce qu'explique très bien M. PARDESSUS, t. 2, part. 2, tit. 1, ch. 2, sect. 1, n° 183, p 70, *in fine* et p. 71 et 72.

35. A défaut de protêt fait dans les délais, le porteur d'un billet à ordre payable au domicile d'un tiers, ne peut plus exercer le recours contre le tireur, qui justifie qu'il y avait provision à l'échéance. — Cass. 31 mai 1817, t. 18, p. 584, n° 32. — V. *infrà*, n° 37.

36. Lorsqu'un domicile autre que celui d'un tiré est indiqué pour le paiement d'une lettre de change, le tireur n'a pas besoin, pour échapper à la garantie, faute de protêt dans le délai, de prouver qu'il y avait provision au domicile indiqué, il suffit qu'il prouve que le tiré était son débiteur à l'échéance.—Rouen 31 mars 1813, t. 18, p. 575 n° 24. — *V.* en ce sens M. PARDESSUS, t. 2, p. 465, n° 393 p. 466, alin. 2 et 3, et p. 467, *in fine.*

37. Le défaut de protêt, en temps utile, éteint tellement l'action du porteur contre l'endosseur, qu'il y a lieu à répétition pour l'endosseur, s'il a remboursé après un protêt tardif, dans l'ignorance de la tardiveté.—Brux. 28 juill. 1810, t. 18, p. 564, n° 11.—*V.* M. MONGALVY, t. 1, p. 266 —V. *suprà*, n° 35.

38. S'il y avait sur la lettre une indication de *retour sans protêt*, celui qui l'aurait placée ne pourrait se prévaloir du défaut de protêt. — Cass. 20 juin 1827, t. 18, p. 593, n° 48, et PARDESS. t. 2, p. 509 n° 425.

39. Les frais de retour d'une lettre de change, tirée pour une dette non commerciale, protestée doivent être supportés par le tireur et non par le tiré.—Cass. 16 avril 1818, t. 18, p. 588 n° 37.—C. T. t. 1, p. 528, 132.

40. Lorsque le protêt est fait par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, les frais en sont taxés comme s'il était fait par un huissier. —C. T. t. 1, p. 518, 123.

41. L'huissier ou le notaire qui, sur la présentation du billet, est payé par le débiteur, ne peut rien exiger du débiteur, soit pour sa course soit pour les frais du protêt qu'il aurait préparé.—C. T. t. 1, p. 525, 125.

42. Avis de la chambre des huissiers du département de la Seine sur la taxe des protêts.—C. T. t. 1, p. 519.

Art. 3. *Où doit être fait et signifié le protêt. — Acte de perquisition.*

43. Lorsqu'une lettre de change est tirée sur un négociant et payable à son domicile commercial, le protêt ne peut pas être régulièrement fait dans une autre commune où l'accepteur a son habitation.— Bord. 11 janv. 1814, t. 18, p. 577, n° 26.—*V.* MM F. L. t. 3, p. 290, et MONGALVY, t. 1, p. 261, n° 4.

44 Lorsqu'une personne au domicile de laquelle un billet à ordre était payable, a pris un nouveau

domicile, la notification du protêt est valablement faite à ce nouveau domicile. — Cass. 19 juill. 1814, t. 18, p. 580, n° 28.—Tel est l'avis de M. F. L. t. 3, p. 289, alin. 13 et 14, et p 290, *in pr* — *V.* M. MONGALVY, t. 1, p. 274, alin. 3 et 4.

45 Si le protêt doit être fait à domicile, les diverses significations doivent-elles être constatées par un seul et même acte? — L'affirmative résulte de l'art. 173 C. Comm. Cependant s'il y avait impossibilité d'exécuter cette disposition, il suffirait de le constater dans le protêt. Tel est l'avis de M. PARDESSUS, t. 2, p. 506, n° 422 —V. *J.A.* t.18, p.592, n° 46

46 Lorsque le domicile du tireur ou des endosseurs n'est ni indiqué par la lettre de change, ni connu du porteur, que doit faire celui-ci pour leur notifier le protêt ?—Il faudrait, par application de l'art. 698, C. p. c. 1° que l'exploit de notification et de citation fût affiché a la principale porte de l'auditoire du tribunal de commerce où l'instance doit être introduite; 2° qu'on remit une deuxième copie au parquet du procureur du roi de l'arrondissement. — MONGAL. t. 1, p. 265, alin. 7 et 8.—V. *J. A.* t. 18, p. 591, n° 43.

47. S'il est indiqué sur la lettre de change qu'on doit s'adresser à M*** ou à M***, le porteur a-t-il le droit de ne protester qu'au domicile de l'une des personnes ainsi indiquées à son choix? Non, sans doute, la seconde indication n'est faite que pour le cas où la première personne indiquée refuserait; l'huissier doit donc s'adresser d'abord à la première personne. — PARDESS, t. 2, p. 506, n° 421, et *J. A.* t. 18, p. 592, n° 44. —V. *suprà*, n° 20.

48. Quand et comment un acte de perquisition doit-il être fait?—Cet acte est nécessaire lorsque l'huissier ne trouve pas la personne qu'il cherche et que le domicile est mal indiqué. La perquisition doit être faite dans tous les lieux propres à fournir des renseignements, la bourse, l'hôtel de la poste, la mairie ou la préfecture. L'huissier dresse un procès-verbal qu'il place en tête de son protêt.—PARDESS. t. 2, p. 507, n° 423, MERL *Rép.* t 10, p. 285, et *J. A.* t. 18, p. 591, n° 41.

49. L'acte de perquisition requis en cas de fausse indication de domicile de l'une des personnes chez lesquelles le protêt d'une lettre de change doit être fait, ne dispense pas le porteur de faire protester cette traite. —Nancy, 29 janv. 1831, t. 40, p. 216.— *V.* le n° qui suit.

50. L'huissier, qui, en cas de fausse indication de domicile dans un billet à ordre, fait acte de perquisition, doit, en outre, et sous peine de dommages-intérêts, dresser un protêt pour constater le défaut de paiement.— Cass. 6 déc. 1831, t. 41, p. 240.—*V.* le n° qui précède.

CHAP. II. *Dénonciation du protêt aux endosseurs. Délai de cette dénonciation.*

51. Sous l'ordonnance du commerce, celui qui, à défaut de paiement de la part du signataire d'un billet de change, s'était obligé à l'acquitter, était assimilé à un endosseur, et le protêt devait lui être notifié dans quinzaine. — Cass. 11 flor. an 10, t. 18, p. 555, n° 2.—*V.* MM. MERL. t. 2, p. 293, § 7, et MERL. q. d. v° *Aval*; LOCRÉ, t. 2, p. 280, 2e alin. et MONGALVY, t. 1, p. 243, alin 7 et 8.

52. L'endosseur d'une lettre de change est tenu de l'action en garantie, quoique le protêt ne lui ait pas été dénoncé, s'il a dispensé le prêteur de lui faire cette dénonciation.—Paris, 2 déc. 1812, t. 14, p. 443, n° 35.—V. *suprà*, n° 8.

53. Le porteur d'une lettre de change ne peut se faire contre son endosseur un moyen de défaut de date dans l'endossement pour se soustraire à l'application du délai prescrit pour l'exercice de l'action en garantie.—Brux. 7 janv. 1808, t. 14, p. 428, n° 15.

54. Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, relative au commerce, le délai de quinzaine pour exercer la garantie à l'égard d'un billet négociable, courait du lendemain du jour du protêt.—Brux. 3 mars 1807, t. 14, p. 428, n° 14.

55. Sous le code de commerce, le délai de quinzaine fixé par l'art. 165, pour l'exercice de l'action en garantie, court du jour du remboursement, lorsqu'il a été fait volontairement et sans notification de protêt. —Cass. 9 mars 1818, t. 18, p 468, n° 57.

56. Le porteur d'un effet de commerce, doit, pour conserver son recours, non seulement notifier son protêt dans la quinzaine, mais encore former la demande judiciaire dans le même délai.—Cass. 22 juin 1812, t. 12, p. 546, n° 16.

57. Avant la promulgation du code de commerce, le délai pour l'exercice de l'action en garantie du porteur d'un billet à ordre contre les endosseurs était réglé par les usages des différentes places, et les tribunaux devaient s'y conformer.—Cass. 24 flor. an 13, t. 14, p. 425, n° 10.

58. Le délai pour l'action en garantie contre les tireurs et endosseurs domiciliés hors la distance de dix lieues, et fixé par l'art. 13 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673, à raison d'un jour par 5 lieues, ne devait être calculée, sous l'empire de cette ordonnance, que déduction faite des dix premières lieues pour lesquelles elle accordait déjà un délai de quinzaine. (Art. 13, tit. 5 ordonn. de 1673.)— Paris, 5 déc. 1806, t. 14, p. 427, n° 13.

59 Dans l'espèce dont parle l'art. 165 C. comm., si le domicile du cédant est éloigné de quelques kilomètres de plus que 7 myriam. et demi le délai ordinaire doit être augmenté d'un jour, à raison des 2 myriamètres et demi, en sus des 5 myriamètres, et d'un second jour, à raison de la fraction de myriamètres. —Bord. 5 juill. 1825 t. 30, p. 115, et Cass. 19 juill. 1826, qui rejette le pourvoi contre le précédent, t. 32, p. 128. Les auteurs du PR. FR. et M. TOULL. t. 1, p. 45, posent en principe qu'en règle générale une fraction de myriamètre ne justifie pas une augmentation de délai.

60. Le délai proportionnel de distance établie par l'art. 165 C. comm. pour l'exercice du recours en garantie après protêt d'une lettre de change, ne s'applique qu'aux traites de France sur France. Quant au délai de la garantie pour les traites de France sur l'étranger, il est fixé par l'art. 166, lequel s'applique aussi aux traites de l'étranger sur la France. —Trèves, 27 juill. 1810, t. 18, p. 563, n° 9.—*V.* M. MONGALVY. t. 1, p. 267, *in fin.*

61. Le délai dans lequel le protêt d'une lettre de change *payable en France* doit être dénoncé aux tireurs et endosseurs *Français*, résidant en *pays étranger*, n'est pas réglé d'après la distance existante entre le lieu où la lettre de change est payable, et le domicile du procureur du roi près le tribunal où la demande est portée, mais bien d'après la distance du domicile réel des tireurs et endosseurs. — Gênes, 13 août 1812, t. 18, p. 571, n° 21. —*V.* M. MONGALVY, t. 1, p. 268, n° 2.

62. Est formé dans le délai légal le recours exercé par un endosseur français contre un tireur étranger le jour même où le protêt a été notifié à cet endosseur, quoique d'après les lois du pays du tireur, ce protêt ait dû être notifié le jour même de sa date, et qu'il ne l'ait été à l'endosseur que plusieurs jours après cette date d'après la loi française. — Aix, 5 fév. 1832. — Schilitzi C. Fresquet.

63. L'endosseur d'un effet de commerce qui l'a remboursé, n'a qu'un seul délai de quinzaine pour exercer son recours non seulement contre son cédant immédiat, mais encore contre tout endosseur quelconque, sans pouvoir réclamer autant de délais séparés qu'il se trouve d'endosseurs entre lui et celui qu'il attaque.—Cass. 7 sept. 1815 et 29 juin 1819.—Colm. 11 janv. 1816, t. 14, p. 459, n° 51.

64. Le porteur d'une lettre de change n'est pas obligé de signifier le protêt au précédent endosseur, si celui-ci consent à le rembourser.— Cass. 10 nov. 1812, t. 18, p. 573, n° 22.—Tel est le sentiment de M. PARDESSUS, t. 2, p 510, n° 433.

65. L'endosseur qui a ainsi remboursé volontairement la lettre de change, jouit du délai de quinzaine pour signifier le protêt au précédent endosseur, comme dans le cas où il aurait été mis lui-même en demeure de rembourser le porteur. — Cass.

10 nov. 1812, t. 18, p. 573, n° 23.

66. Le porteur d'un effet de commerce protesté faute de paiement, n'est pas dispensé par la faillite de l'endosseur, son cédant, d'assigner celui-ci dans les délais prescrits par l'art. 165, C. Comm..—Besanç. 21 mai 1818, t. 18, p 588, n° 38.—*V. suprà*, n° 25 et suiv., et le n° qui suit.

67. La faillite du tiré donne au porteur d'une lettre de change le droit de retour contre le tireur, lors même que celui-ci aurait fait provision avant cette faillite.—Cass. 31 juill. 1832, t. 43, p. 708.— V. le n° qui précède.

68. Le porteur d'une lettre de change peut invoquer les événements de force majeure, qui l'ont empêché de dénoncer le protêt dans le délai de la loi.—Paris, 29 nov. 1810, t. 18, p. 565, n° 12.—V. *suprà*, n° 29 et suiv.

69. L'on ne peut considérer comme donneur d'*aval*, celui qui s'est rendu caution solidaire de l'accepteur d'un effet de commerce par un acte séparé; et dans le cas d'un protêt, l'on ne peut exiger à l'égard de cette caution, la dénonciation dans les délais de la loi, comme on l'exigerait à l'égard d'un endosseur. —Paris, 13 déc. 1813, t. 6, p. 562, v° *Caution*, n° 28.

70. Un cautionnement apposé sur des effets de la trésorerie, peut n'avoir pas le caractère d'endossement d'effet commercial. Dans ce cas, la caution ne peut, à l'instar des endosseurs, écarter le recours du porteur, en excipant d'un défaut de dénonciation du protêt à l'échéance.—Cons. d'état, 7 mars 1808, t. 18, p. 557, n° 5.

71. Pour que le protêt fasse courir les intérêts à compter de sa date, il faut qu'il soit suivi de poursuites et d'un jugement.—Metz, 12 janv. 1819, t. 18, p. 590, n° 39.

72. Mais le porteur d'un billet à ordre, ou d'une lettre de change qui a dénoncé le protêt au tireur ou au souscripteur dans la quinzaine, conformément aux art 165 167, C. Comm. n'est pas déchu de son recours, par cela qu'il n'aurait pas obtenu un jugement de condamnation, et qu'il aurait même négligé pendant long-temps de donner suite à son assignation, s'il n'a pas laissé l'instance se périmer, ou son action se prescrire.—Cass. 28 juill. 1824, t. 27, p. 130.

73 La déchéance résultant de l'expiration du délai peut être opposée en tout état de cause.—Cass. 29 juin 1819, t. 14, p. 459, n° 52.

74. Mais on ne peut en cause d'appel opposer l'exception prise de ce que les poursuites prescrites par l'art. 165, C. Comm. pour la notification du protêt n'ont pas été faites en temps utile lorsqu'en première instance on s'est borné à demander délai pour le paiement. — Bord. 14 mars 1828.

75. Quand le protêt n'a pas été dénoncé à temps, ne suffit-il pas aux endosseurs pour faire déclarer non recevable l'action récursoire qu'on exerce contre eux, de prouver qu'ils ont payé la lettre de change à celui qui la leur a fournie, ou qu'ils étaient ses créanciers?—L'affirmative est incontestable; ils ne peuvent être tenus de prouver comme sous l'ordonnance de 1673, que ceux sur qui les lettres de change étaient tirées avaient provision.—*V.* MM. Locré, t 2, p. 70, 2e alin. et suiv. Merl. *Rép.* t. 10, p. 284, 1re col. 2e alin. Merl. q. d. v° *Protêt*, § 1er, et *J. A.* t. 18, p. 591, n° 42.

PRUD'HOMMES (1).

1. Décrets des 20 février et 3 août 1810, concernant la juridiction des prud'hommes.—t. 10, p. 553, v° *Discipline judiciaire*, n° 13.

2. Ordonnance du roi du 12 novembre 1828, qui autorise les prud'hommes *à porter, durant l'exercice de leurs fonctions, soit à l'audience, soit au dehors, une médaille d'argent suspendue à un ruban noir en sautoir*, comme marque distinctive de leur caractère.—t. 35, 389.

3. Ce n'est qu'en qualité d'arbitres et pour donner un simple avis, que les conseils de prud'hommes connaissent des contestations entre fabricants relatives à la propriété et à la contrefaçon de leurs marques.— Riom, 18 fév. 1834, t. 47, p. 690.

4. Les conseils de prud'hommes sont compétents pour connaître en premier ressort des contestations entre les ouvriers et les fabricants, quoique la cause de ces contestations soit supérieure à 60 fr., et, par suite, les tribunaux de commerce peuvent en connaître comme juges d'appel.—Cass. 28 av. 1830, t. 40, p. 35.

5. Dans les villes où il n'y a pas de conseils de prud'hommes, les contestations entre un maître et son apprenti sont de la compétence du tribunal de commerce, à l'exclusion du juge de paix.—Paris, 2 juill. 1831, t. 43, 524.

6. Les conseils de prud'hommes ne sont pas compétents pour connaître d'une action intentée par un fabricant de draps contre un entrepreneur de filatures, à raison de la mauvaise confection des travaux qui ont été confiés à ce dernier, parce qu'ils ne sont établis que pour terminer les différends qui s'élèvent entre les maîtres et les ouvriers.— Cass. 2 fév. 1825, t. 28, p. 230.

7. La demande en paiement d'ouvrages de serrurerie faits à une filature, est de la compétence des tribunaux ordinaires, et non des prud'hommes. — Rouen, 25 fév. 1811, t. 22, p. 63, n° 84.

(1) V. *Cass.* 176.— *Tribun.* 5.

PURGE LÉGALE.

Ordonnance du roi du 31 août 1830, portant que le prix des acquisitions immobilières faites par les communes, pourra, s'il n'excède pas 100 fr., être payé sans que les formalités pour la radiation et la purge légale des hypothèques aient été remplies.—t. 39, p. 249.—V. *Expl.* n° 218.

RECRUTEMENT (1).

1. Loi sur le recrutement de l'armée.—t. 43, p. 604.

2. Ordonnance du roi sur les engagements volontaires et les rengagements.—t. 43, p. 611.

3. Ordonnance du roi du 14 nov. 1821, qui contient des dispositions relatives aux entreprises ayant pour objet le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée en vertu de la loi du 10 mars 1818.—t. 23, p 330.

RÉCUSATION (1)

C. 1. Du droit de récusation.—A. 1. Quand y a-t-il lieu à récusation ou abstention d'un ou plusieurs juges? 1 à 29.—A. 2. Récusation contre un tribunal entier, 30 à 38. —A. 3. Effets de la récusation et de la non récusation, 39 à 49.— C. 2. Comment se juge la récusation?—A. 1. Compétence, 50 à 58.—A. 2. Forme.—Instruction. —Amende, 59 à 74.—A. 3. Quand les moyens de récusation doivent-ils être proposés? 75 a 85.—A. 4. Voies contre le jugement de récusation, 86 à 92.

Chap I. *Du droit de récusation.*—Art. 1. *Quand y a-t-il lieu à récusation ou à abstention d'un ou plusieurs juges.*

1. Le *pensionnaire* pourrait-il être considéré comme *commensal?*—Non, si le juge et la partie ont vécu à la même table à titre de pensionnaire payant chacun leur nourriture. Telle est la distinction établie par les auteurs M Pig. dans son *Comm.* t. 1, p. 665, et dans sa procédure, t. 1, p. 282, étend cette décision au cas où le juge est le pensionnaire de la partie; mais ce second point ne semble pas exact.—MM. B. S. P. p. 328, n. 17, et Carr. t. 1, p. 875 à la note, pensent que l'art 378, a voulu parler du juge qui vit à la table du plaideur.— *J A* t. 18, p. 652, n° 55.

2. Que doit-on entendre par le mot *maître?* C'est le corrélatif de domestique ou ouvrier. Le propriétaire n'est pas comme le pense le Pr. Fr. t. 2, p. 283, maître à l'égard de son locataire ou fermier; telle est aussi l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 874, n° 1377; Pig. *Comm.* t. p. 655; F L. t. 4, p. 763, et B. S. P. p. 327, n. 16. —*J A.* t. 18 p 648, n° 46.

3. Dans le cas ou le mariage a été dissous par le divorce, le beau père, le gendre et les beaux-frères sont-ils récusables lorsqu'il n'existe pas d'enfant, de même qu'ils le sont dans le cas du décès de la femme?—M. Pig. t. 1, p. 425, décide l'affirmative; — pour la négative *V.* MM Carr. t. 1, p. 870, n° 1369, et B. S. P p. 326, n. 7; on doit adopter l'avis de ces deux derniers auteurs. — *J. A.* t. 18, p. 652, n° 54.

4. Un juge n'est pas récusable par cela seul qu'il est parent de l'avocat ou de l'avoué chargé de la défense de l'une des parties.—12 juin 1809, t. 2, p. 383, n° 30.

5. Comme aussi n'est pas admissible la récusation proposée contre un juge, fondée sur ce qu'il est père de l'avoué poursuivant l'expropriation forcée.—27 juill. 1822, t. 24, p. 258.

6 Peut on récuser un juge relativement à un procès intenté par lui, ses parens ou alliés en ligne directe, depuis le procès sous le cours duquel cette récusation serait opposée. —*V.* pour l'affirmative, MM. Carr. t. 1, p. 874, n° 1376, et Pig. t. 1, p. 427, et pour la négative, M. Delap. t. 1, p 349 —*J A.* t. 18, p. 649, n° 49.

7. La récusation ne peut pas être exercée à l'égard d'un juge qui n'a pas un différend né et actuel sur une pareille question à celle dont il s'agit entre les parties.—Cass. 15 mess. an 11, 27 niv. an 12, t. 18, p. 620, n° 3. Sur la question de savoir si le mot différend doit s'entendre d'un procès actuellement existant, et non d'un procès qui peut naître un jour.—*V.* pour l'affirmative, MM. Carr. t. 1, p. 871, n° 1370; B. S. P. p. 327, n. 10; F. L. t. 4, p. 762, et Pr. Fr. t. 2, p. 380. n. 1.—*V.* aussi M. Merl. q d. v° *Transcr. au bureau des hypoth.* § 3, n° 2, p 426.

8. Le tiers saisi peut, comme juge, concourir au jugement de la contestation qui s'élève entre le saisissant et le débiteur.—Cass. 16 juin 1813, t. 17, p. 40, v° *Offres réelles*, n° 38 *bis*.

9. Des juges ne peuvent être récusés, parce qu'ils sont habitans d'une commune, intéressée au procès porté devant eux.—Cass 4 juill. 1816, t. 18, 642, n° 33.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 866, n. 3; B. S. P. p. 328, n. 16; F. L. t. 4, p. 763; Lep. p. 250, et Pr. Fr. t. 2, p. 389.—*V.* notre mot *Enquête*, n° 374 et le n° qui suit.

10. Dans un procès intéressant une commune, la seule qualité d'habitans ne rend pas les juges recusables, lorsqu'ils n'ont pas qualité dans l'affaire, en leurs noms personnels ou en qualité d'administrateurs.—Cass. 17 déc. 1828, t 36, p. 172 —*V.* le n° qui précède.

11 Les avis donnés par un juge, soit verbalement, soit par écrit à l'une des parties, ne peuvent servir de base à une récusation, s'ils ont rapport à des instances terminées avant le dépôt au greffe de l'acte de récusation.—Orl. 2 juin 1819, t. 18, p. 647, n° 41.

12 Il n'y a pas lieu à récusation contre des juges dont on attaque le jugement par la voie de la tierce opposition, sous le prétexte qu'ils ont manifesté leur opinion sur le procès. —Cass. 4 juill. 1816, t. 18, p. 642, n° 34.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 876, n. 1.

13. La récusation ne peut être fondée sur ce que les juges ont violé les formes dans les jugements par eux rendus, ou de ce qu'ils ont, hors de leurs fonctions, tenu quelques propos sur la conduite des parties. —Agen, 28 août 1809, t 18, p 627, n°

---

(1) V. *Appel*, 380.—*Cass.* 218.— *Min. p.* 34.— *Trib.* 519 et s.

(1) V. *Aud* 13 et s.—*Amende.* 20. —*Arbitr.* 139 et s. 468.—*Except.* 220. —*Exp.* 39 et s.—*Jug. paix.* 105 et s.— *Jug.* 40.—*Min. p.* 56.—*Pr. à part.*— *Renv.* 3, 24 et s. 75 et s.—*Ress.* 175.— *Tier. opp.* 146.—*Trib. com.* 15 bis, 432.

13.—*V*. MM. Pig. *Comm.* t.1, p 652; Lep. p. 251, et D. C. p. 279; Carr. t. 1, p 868, n° 1364, B. S. P p.333, n. 42, 44.

14. Le magistrat qui, dans un tribunal de première instance, a concouru au jugement d'une affaire, peut, devenu membre d'un tribunal supérieur, et lorsqu'il n'est récusé par aucune des parties, connaître encore de cette affaire en cause d'appel. —Cass. 14 vent an 10, 22 frim. an 11, t. 18 p. 619, n° 2. — Mais il peut être récusé suivant MM. Carr. t. 1. p. 876, n° 1379; B. S. P p.329, n. 21. F. L. t 4, p.763; Merl. *Rép.* t.11, p. 84; Pr. Fr. t.2, p 385. — V. *infrà*, n° 41 et suiv., et le n° 77.

15. Les conseillers d'une cour royale qui ont concouru à des arrêts interlocutoires, ou qui, s'étant réunis en audience solennelle, ont reconnu après avoir mis l'affaire en délibéré à la suite des plaidoiries pendant cinq audiences, qu'il s'agissait seulement d'une affaire ordinaire, ne sont pas censés avoir *connu* de l'affaire, et peuvent être appelés à juger la même cause, lorsqu'elle a été renvoyée devant la chambre de la cour royale qui a été reconnue devoir en connaître —Cass. 4 mai 1831, t. 40, p. 318.—V. *infrà*, n° 19.

16 Le juge qui, dans une affaire criminelle, a conclu contre un individu, en qualité de ministère public, peut le juger, en sa qualité de juge, dans une autre affaire non connexe, mais de la même nature. —Cass. 4 juill. 1826. Ministère public C. Sommabert.

17. Un juge d'un tribunal de première instance qui a voté sur la mise en prévention et l'ordonnance de prise de corps, peut cependant assister le président d'une cour d'assises.—Cass. 22 sept. 1826, t. 32, p. 234 —V. *infrà*, n° 43.

18. Le conseiller qui a pris part à l'arrêt de mise en accusation, ne peut pas présider la cour d'assises dans la même affaire.—Cass. 4 mars 1826, t. 31, p. 147.

19. Un juge qui a connu d'une affaire comme membre d'une commission militaire déclarée incompétente, n'est pas récusable s'il vient à en connaître comme membre d'une cour de justice criminelle.— Cass. 2 fév. 1809, t 18, p 626 n° 10.—Telle est l'opinion de MM. Merl. t. 11, p.688; Carr. t. 1, p. 876, n° 1380, et F. L. t. 4, p. 763 —V. *suprà*, n° 15, et *infrà*, n° 31.

20. Le juge qui, sans avoir concouru au jugement, a taxé les frais de l'instance, n'a pas connu de l'affaire dans le sens de l'art. 378. § 8, C.p.c. relatif aux récusations —Cass. 18 juin 1828. t. 35, p. 58.—*V*. C. T. t. 1, p. 371, 2, à la note.

21. L'inimitié capitale n'est une cause de récusation, qu'autant qu'elle est articulée avec des faits positifs. —Paris, 30 août 1810, t. 18, p. 630, n° 15.—*V*. MM Pig. *Comm.* t. 1, p. 656; Delap. t.1, p. 354; F. L. t. 4, p. 763; B. S P. p. 328; Pr. Fr. t. 2, p. 287, et Carr. t. 1, p. 877, n° 1384.

22. On ne peut récuser un juge contre lequel on a écrit des injures. —Cass. 23 août 1810, t. 18, p. 629, n° 14. — Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 878, n° 1385, B. S. P. p. 329, not. 20. Pr. Fr. t. 2, p. 286, Pig. t. 1, p 427, et Lep. p. 253.

23. Le juge conseil judiciaire peut-il être récusé?—J. *A*. t. 18, p 649, n° 47.— Oui, suivant M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 655. Le juge qui ne serait parent que du tuteur ne pourrait pas être récusé —*V*. MM Delap. t. 1, p. 345; Lep. p 250; Haut p. 202, Comm. t. 1, p. 424, et Pr. Fr. t. 1, p. 388.

24 La récusation fondée sur la préexistence d'un procès criminel entre le tribunal récusé et le récusant, subsiste aussi long-temps que le tribunal reste composé des mêmes juges.—12 janv. 1815, t. 18, p. 640, n° 32.

25. Que doit-on entendre par ces mots: *procès criminel*, employés dans le § 5 de l'art. 378?—M. Carr. t. 1, p.873, n° 1375, pense qu'ils signifient, soit en police simple ou correctionnelle, soit en justice criminelle. Ne pourrait-on pas dire qu'ils ne doivent s'entendre que des procès ayant pour objet un fait qualifié crime par la loi?—Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 4, p. 762, et Del. t. 1, p. 347. —V. J. *A* t. 18, p 648. n° 45.

26. Il existe une cause valable de récusation contre un procès-verbal dressé par un garde-vente d'une coupe de bois, lorsqu'il est en même temps caution solidaire de l'adjudicataire.—Cass. 7 nov. 1817, t. 18, p. 644, n° 37.

27. L'adjoint du maire remplissant les fonctions du ministère public devant un tribunal de police, ne peut être récusé.— Cass. 14 fév. 1811, t 18, p 631, n° 16 —Telle est l'opinion de MM. Carr. t 1, p.882, n° 1393, et F. L. t. 3, p. 756.

28 Un juge peut s'abstenir pour d'autres causes que celles pour lesquelles les parties pourraient le récuser.—Cass. 2 juin 1832, t. 13, p. 68 —*V*. *ibid.* les *Observ.*

29. Un tribunal n'a pas le droit d'autoriser un procureur du roi à s'abstenir de porter la parole dans une affaire.—Cass. 28 janv. 1830, t. 38, p. 280.

Art. 2. *Récusation contre un tribunal entier.*

30. Un tribunal *entier* ne peut être récusé par celui au désavantage de qui a été rendu un jugement par trois de ses membres dans une autre cause, lorsque surtout les autres juges sont encore en nombre compétent.—Brux. 10 janv. 1822.

31. Il n'y a pas lieu à la récusation entière d'un tribunal civil, par cela seul qu'il a connu, comme tribunal correctionnel, de la contestation qui lui est déférée.—Douai, 29 juin 1812, t. 18, p. 633, n° 19.—V. *suprà*, n°s 15 et 10.

32. Le code de procédure n'autorise point la récusation en masse de tous les membres d'un tribunal pour les causes énoncées à l'art. 378 C. p. c.—Paris, 18 mars 1813, t. 18, p 634, n° 21 —*V*. en ce sens M. Carr. t. 1, p. 852, not. 1, dont l'avis n'est pas approuvé J. *A*. ibid.—V. *infrà*, n° 36.

33. On ne peut pas demander le renvoi pour cause de suspicion, devant la cour de cassation, lorsqu'une cause n'est pendante que devant le tribunal de première instance, sous prétexte que par suite de la parenté de plusieurs des juges d'appel, la cour royale ne se trouvera pas en nombre pour juger.— Cass. 14 janv. 1829.—Jeanne C. Guébin.

34. Une cour ne doit pas admettre la récusation dirigée contre elle, sans motifs déterminés, surtout lorsque cette récusation a pour objet toutes les causes dans lesquelles le récusant peut être intéressé.—Paris, 4 déc. 1813, t. 18, p. 638, n° 27.

35. La récusation peut être proposée par un avocat ou un officier ministériel, contre les magistrats composant le tribunal devant lequel il exerce, lorsque ce tribunal est appelé à juger une question de discipline qui le concerne. — Bourg, 13 déc. 1808, t. 5, p. 169, n° 26.

36. La récusation dirigée contre tous les membres d'un tribunal ou d'une cour, doit être considérée comme une prise à partie, de telle sorte qu'elle est non recevable si elle n'est formée ainsi qu'il est prescrit dans les art. 505 et suiv. C. p. c. —Paris, 18 mars 1813, t 18, p. 538, n° 7 —V. *suprà*, n° 32, et M. Carr. t. 1. p. 852.

37. Un tribunal récusé en masse, peut former tierce-opposition à l'arrêt qui admet la récusation.— Angers, 12 janv 1815, t. 18, p. 640, n° 31.

38. Lorsqu'un tribunal ayant été récusé en entier, la Cour royale a renvoyé plusieurs procès devant un autre tribunal, elle peut, si les causes de la récusation ont cessé, rendre la connaissance de ces procès au tribunal récusé, à l'exception des affaires dont le tribunal indiqué par cette Cour se trouve saisi. — Colmar, 23 avr. 1813, t. 18, p. 635, n° 22.

Art. 3. *Effets de la récusation et de la non-récusation.*

39. Le juge récusé ne peut concourir au jugement sur la récusation —Cass, 28 therm. an 9, t. 18, p. 618, n° 1.—Tel est l'avis de M. Carr. t. 1, p. 886, n° 1399.

40. Un juge qui s'est déporté peut-il reprendre la connaissance de l'affaire, quand les causes de son déport ont cessé?—Pour la négative, *V*. M. Carr. t. 1, p. 881, n° 1391, qui in-

voque sur cette question l'opinion de d'Aguesseau (Lettre du 7 août 1731, t. 12, p. 24). — V. J. *A.* t. 18, p. 649, n° 48.

41. Lorsqu'une partie n'use point, vis-à-vis d'un juge, du bénéfice de la récusation qui lui est accordée par la loi, son silence fait présumer qu'elle consent à conserver ce magistrat parmi ses juges. — Orl. 31 mai 1811; 8 juill. 1819, t. 18, p. 631, n° 17. —Le concours d'un juge récusable rend-il le jugement nul, s'il n'a pas déclaré les causes de récusation qu'il savait exister dans sa personne, ou s'il n'a pas été récusé? —*V.* pour la négative MM. Carr. t. 1, p. 881, n° 1392; Lep. p. 253; F. L. t. 4, p. 762; Haut. p. 206; B. S. P. p. 326. not. 4, n° 2. —*V.* aussi M. Lep. p. 255 —V. *suprà*, n° 14 et les n^{os} qui suiv.

42. La partie qui n'a pas exercé de récusation contre un juge ne peut demander la nullité de la décision à laquelle il a concouru, sous prétexte qu'il aurait dû se récuser lui-même. — Cass. 30 juill. 1833, t. 46, p. 369. — V. *suprà*, n° 14, 41, et les n^{os} qui suiv., *infrà*, n° 45 et suiv.

43. N'est pas nul l'arrêt en matière civile, auquel ont concouru des magistrats qui avaient participé à une ordonnance de non-lieu rendue dans la même affaire par la chambre des mises en accusation, si les parties n'ont pas déclaré qu'elles entendaient les récuser. — Cass. 17 janv. 1832. Delanoix C. Chouland. — *V.* *suprà*, n° 17, et les n^{os} qui précèdent.

44. Un accusé ne peut pas attaquer un arrêt auquel a participé un juge contre lequel un de ses coaccusés avait un motif personnel de récusation. —Cass. 15 oct. 1829, t. 38, p. 50.

45. Le juge récusable n'est pas tenu de se récuser lui même, et s'il ne l'est pas, il peut juger. — Toul. 13 mai 1826, t. 33, p. 244. — V. *suprà*, n° 14, 41 et suiv. et les n^{os} qui précèdent.

46. Un arrêt n'est pas nul parce qu'un juge récusable ne s'est pas abstenu dans le silence de la partie. —Cass. 18 fév. 1828, t. 35, p. 196.— V. *suprà*, n° 14, 41 et 45.

47. En matière criminelle, comme en matière civile, un jugement est vicié de nullité de plein droit, s'il a été rendu par un juge sciemment intéressé dans la cause, et surtout si cet intérêt a été allégué devant lui. — — Cass. 14 oct. 1824, t. 29, p. 123. —*V.* le n° qui précède et celui qui suit.

48. Est radicalement nul le jugement auquel a concouru un juge qui avait un intérêt direct à la cause, bien que cette nullité n'ait pas été proposée, et qu'il ait plaidé au fond. —Bourg. 18 mars 1828, t. 37, p. 106. —*V.* le n° qui précède.

49. Le juge qui étant récusé laisse juger la récusation, ne doit pas être condamné aux dépens, quand même il serait décidé qu'il doit s'abstenir —C. T. t. 1, p. 375, 24.

Chap. II. *Comment se juge la récusation?* — Art. 1. *Compétence.*

50. Si un juge commis est pris hors du sein du tribunal, et est récusé, il ne peut en être commis un autre que par le tribunal qui l'avait nommé, suivant MM. Carr. t. 1, p. 887, n° 1403, et F. L. t. 4, p. 767. —*V.* cependant une distinction *J. A.* t. 18, p. 650, n° 50. V. *infrà* n° 55.

51. Lorsque plusieurs membres d'un tribunal ont été récusés et que les autres se sont déportés, les causes de récusation devant être jugées par un premier tribunal avant d'être présentées à la Cour, comme ce même tribunal ne peut plus prononcer, la partie qui a récusé doit appeler l'adversaire en réglement de juges devant la Cour —Renn. 27 nov. 1807, t. 18, p. 623, n° 7. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 889, not. 1.

52. Lorsqu'une récusation a été exercée contre les magistrats d'une Cour royale, en nombre tel, qu'il n'en reste pas assez pour prononcer sur la récusation, c'est à la Cour de cassation qu'il faut s'adresser pour faire statuer sur cette récusation. — Cass. 4 mai 1831, t. 40, p. 319.

53. C'est à la cour d'appel qu'il appartient de statuer sur la récusation dirigée contre tous les membres d'un tribunal de première instance.— Agen, 28 août 1809, t. 18, p. 627, n° 12.

54. Si les juges qui ont concouru au jugement correctionnel, sont récusés individuellement, sur le procès civil c'est au tribunal et non à la Cour qu'il appartient de prononcer sur la récusation —Douai, 29 juin 1812, t. 18, p. 633, n° 20.

55. En matière correctionnelle, comme en matière purement civile, il doit être statué sur la récusation dirigée contre un des juges par le tribunal auquel il appartient.—Cass. 24 oct. 1817, t. 18, p. 643, n° 35.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 892, not. 1; F. L. t. 4, p. 768. — *Quid* s'il s'agit de la récusation d'un juge commis? — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 384, n° 1398 et *suprà*, n° 50 *infrà*, n° 57.

56. Doit être annulé pour incompétence le jugement d'un tribunal qui ne déclare pas qu'il statue correctionnellement sur la demande en récusation formée contre le ministère public dans une instance correctionnelle dont il est saisi. — Lyon, 16 déc. 1831, t. 44, p. 303.

57. Le tribunal ou la Cour qui doit connaître de l'appel du jugement du tribunal de police correctionnelle, est seul compétent pour statuer sur l'appel du jugement relatif à la récusation.—Cass. 24 oct. 1817, t. 18, p. 643, n° 36.—*V.* *suprà*, n° 55.

58. La demande en récusation contre le ministère public doit être portée devant la chambre saisie de l'affaire qui y donne lieu. — Lyon, 16 déc. 1831, t. 44, p. 303.

Art. 2. *Formes. - Instruction. - Amende.*

59. Pour récuser un juge d'un tribunal de commerce, il faut observer les formes prescrites par le Code de procédure.—Colmar, 7 janv. 1828, t. 36, p. 18.

60. Les formalités requises pour la récusation des juges ne peuvent pas être suppléées par l'indication du grief dans une requête non déposée. —Cass. 17 déc. 1828, t. 36, p. 172.

61. La demande en récusation s'instruit et se juge, en première instance, sans que la partie qui l'a formée soit appelée au rapport, sans que ce rapport soit public, et sans que le jour auquel il aura lieu lui soit notifié. —Bes. 11 fév. 1809, t. 18, p. 627, n° 11.

62. Le demandeur en récusation ne peut obtenir la parole après le rapporteur.—Gren. 13 fév. 1826, t. 31, p. 107.

63-64. Le juge peut-il, en tout état de cause, faire la déclaration prescrite par l'art. 380?—Oui, même après les plaidoiries.— *V.* MM. Carr. t. 1, p. 880, n° 1390, et F. L. t. 4, p. 765 — V. *infrà*, n° 68 et 70, et J. *A.* t. 18, p. 65, n° 53.

65. Y aurait-il nullité des jugements rendus ou des opérations faites au mépris de la prohibition de l'art. 387?—On doit répondre affirmativement suivant MM. Carr. t 1, p. 888, n° 1405, Pig. *Comm.* t. 1, p. 668, et Lep. p. 256.—V. *infrà*, n° 79, et J. *A.* t. 18, p. 651, n° 52.

66. On ne peut pas considérer, comme un commencement de preuve par écrit, la circonstance qu'une maison servant d'auberge, appartient à l'une des parties, lorsqu'on allègue, pour motiver la récusation, que les juges ont bu et mangé chez l'aubergiste, locataire de cette partie, des aliments préparés chez cette dernière, et introduits dans l'auberge par une porte dérobée.— Cass. 16 nov. 1825, t. 30, p. 187.

67. Quand pour motiver la récusation de juges ou d'arbitres, on allègue des faits sans produire à l'appui un commencement de preuve par écrit, et que ces faits sont déniés par les juges, le jugement ou l'arrêt qui refuse d'admettre la preuve de ces faits, n'est pas sujet à la censure de la Cour suprême. — Cass. 16 nov. 1825, t. 30, p. 187.

68. Lorsqu'une récusation péremptoire est formée tardivement, elle peut être considérée comme non-avenue, sans qu'il soit besoin d'un jugement pour la déclarer non-recevable.— Cass. 15 brum. an 12, t. 18, p. 622. n° 4. —M. Carr. t. 1, p. 883, n° 1395, pense que la question devrait être jugée de même aujourd'hui. —V. *suprà*, n° 63. et *infrà* n° 76.

69. En matière criminelle, comme en matière civile, lorsqu'un magistrat fait la déclaration d'une cause de récusation en sa personne, il n'est pas nécessaire d'interpeler la partie pour savoir si elle consent à être jugée par ce magistrat. — Cass. 15

oct. 1829, t. 38, p. 50.—*V.* le nº qui suit, et *infrà*, nº 90.

70. La décision qui prononce sur une abstention n'est pas un jugement, et par conséquent, elle n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel; il n'est pas nécessaire qu'elle soit motivée, ni prononcée publiquement.—Cass. 15 oct. 1829, t. 38, p. 50.— V. *infrà*, art. 4, et le nº qui précède.

71. Lorsque la récusation a été rejetée, soit parce que les faits allégués reposaient sur une cause fausse, soit parce que la preuve de ces faits a été déclarée inadmissible, l'amende de 300 fr. doit toujours être prononcée contre la partie qui a proposé cette récusation.—Cass. 16 nov. 1825, t. 30, p. 187.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 890, nº 1406; Pig. t. 1, p. 556, et D. C. p. 285.—C. T. t. 1, p. 375, 26.

72. Lorsqu'en conséquence du rejet de la récusation proposée le récusé a été condamné à une amende de 300 fr., c'est au trésor public et non aux arbitres, que cette amende est applicable.—Cass. 16 nov. 1835, t. 30, p. 187.

73. L'amende est distincte des dommages-intérêts, et ne doit jamais appartenir au juge récusé, mais au fisc. —C. T. t. 1, p. 375, 25.

74. Le jugement sur la récusation doit être rendu à l'audience.—C. T. t. 1, p. 373, 11.

Art. 3. *Quand les moyens de récusation peuvent être proposés.*

75. Faut-il distinguer, pour l'application de l'art. 383, entre les jugements par défaut, rendus faute de constitution d'avoué, et les jugements rendus faute de plaider?—Non, suiv. MM. Carr. t. 1, p. 883, nº 1396; D. C. p. 282; Pig. *Comm.* t. 1, p. 663, et F. L. t. 4, p. 766.—L'exception établie par l'art. 382, s'applique-t-elle à l'art. 383?—Pour la négative, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 885, nº 1397; F. L. t. 4, p. 766.—Pour l'affirmative, *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 366, Delap. t. 1, p. 281, et Pr. Fr. t. 2, p. 218 —Le délai de trois jours dont parle l'art. 383, doit-il être augmenté à raison des distances?—*V.* la distinction que fait M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 663.—V. *J. A.* t. 18, p. 650, nº51.

76. Une demande en récusation ne peut être présentée dans une instance après les plaidoiries.—Cass. 19 déc. 1831, t. 42, p. 161.—Telle est l'opinion émise *J. A.* ibid.—V. *suprà*, nºs 63 et 68.

77. On ne peut, en appel, demander la nullité d'un jugement, sous prétexte qu'un des juges, qui a concouru, ne pouvait y participer, si l'on n'a donné en première instance aucun motif de récusation contre lui.—Bord. 13 mars 1833, t. 45, p. 560.—V. *suprà*, nºs 14, 41 et suiv. et *infrà*, nº 82.

78. Un juge qui a concouru à un jugement interlocutoire, peut être récusé lors du jugement définitif. Le commencement de la plaidoirie après laquelle la récusation ne peut plus être admise, ne doit s'entendre que de la plaidoirie qui précède le jugement définitif. — Metz, 4 août 1818; 7 sept. 1819, t. 18, p. 645, nº 39. — V. *infrà*, nº 80 — Faut-il appliquer la disposition de l'art. 382, C. p. c. dans le cas où les causes de récusation n'ont pu être connues à l'époque fixée?—Pour la négative, *V.* MM. Carr. t. 1, p. 882, nº 1394, et F. L. t. 4, p. 766.—Mais l'affirmative paraît devoir être adoptée au cas, par exemple, où il y a eu impossibilité physique de connaître ces causes, suivant l'opinion de MM. B. S. P. p. 330, n. 27, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 662.

79. Lorsqu'une récusation est formée depuis l'exploit d'instance, et après les requêtes signifiées, mais avant les plaidoiries, elle est formée utilement, et on ne peut la frapper de déchéance comme ayant été tardivement intentée. Si la récusation est rejetée, et qu'il y ait appel de cette décision, il n'est pas permis de passer outre au jugement définitif, à moins d'urgence constatée et jugée; la simple allégation d'urgence ne suffit point.—Orléans, 2 juin 1819, t. 18, p. 647, nº 40.—V. *suprà*, nºs 65 et 76.

80 et 81. Le juge qui, en matière de divorce, a participé, sans être récusé, au jugement sur la provision, peut concourir au jugement définitif.—Besanç. 27 fév. 1807, t. 18, p. 622, nº 5. —V. *suprà*, nº 78.

82. Le moyen de récusation n'ayant pas été présenté devant les premiers juges, il ne peut plus être présenté en cour d'appel pour faire annuler le jugement.—Besanç. 27 fév. 1807, t. 18, p. 622, nº 6.—V. *suprà*, nº 77 et les nºs qui suivent.

83. On ne peut opposer en appel, à celui qui attaque un jugement comme rendu par un juge récusable, que la récusation n'a pas été proposée en première instance par acte au greffe, si ce juge est un juge suppléant qui a été appelé pour la cause.—Bourg. 27 juill. 1821, t. 24, p 258.—*V.* le nº qui précède et celui qui suit.

84. On ne peut pas se faire un moyen devant la Cour de cassation d'une cause de récusation qui n'a pas été proposée devant le tribunal qui a rendu le jugement contre lequel il y a pourvoi.—Cass. 11 nov. 1829, t. 39, p. 170. — *V.* le nº qui précède.

85. En matière de récusation, le droit de consultation n'est pas dû.—C. T. t. 1, p. 374, 19.

Art. 4. *Voies contre le jugement qui statue sur la récusation.*—V. *suprà*, nº 70.

86 et 87. Les décisions rendues en la chambre du conseil sur la déclaration d'un juge, qu'il y a en sa personne cause de récusation, ne sont pas susceptibles d'être attaquées par la voie de l'appel.—Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 880, nº 1389; B. S. P. p. 325, n. 4, nº 1, et F. L. t. 4, p. 765. *V.* C. T. t. 1, p. 372, 3.— V. *suprà*, nº 70.—Sur la question de savoir si l'adversaire du récusant ou le juge récusé peuvent former opposition au jugement rendu sur la récusation, *V.* M. Delap. t. 1, p. 363. —L'adversaire du récusant est-il partie dans la récusation?—*V.* pour la négative MM. Pig. t. 1, p. 458; Pig. *Comm.* t. 1, p. 672, et Lep. t. 1, p. 257.—Mais MM. D. C. p. 286; B. S. P. p. 332, n. 38; Carr. t. 1, p. 890, nº 1407, et Ponc. p. 265, pensent que l'adversaire est partie dans l'instance sur la récusation. — A l'égard de l'appel du jugement de récusation, nous pensons que l'adversaire du récusant peut l'interjeter contre l'opinion de MM. Pig. et Lep. *loc. cit.*—*V.* aussi pour l'affirmative MM. Carr., D. C., B. S. P., et Ponc. *loc. cit.*— Lorsque la récusation est faite devant une Cour royale, l'arrêt qui intervient ne peut être attaqué que par la voie de cassation.—*V.* M. F. L. t. 4, p. 768. — V. *suprà*, nºs 37 et 70, et *infrà*, nº89.

88. En cas d'appel, le greffier n'a droit à aucun émolument pour l'envoi que la loi le charge de faire au greffe de la Cour, et l'avoué ne peut non plus réclamer aucun droit pour requérir cet envoi.—C. T. t. 1, p. 381, 35 et 36.

89. Le juge récusé qui n'a pas été partie au jugement de récusation, et qui n'a pris aucune conclusion dans son intérêt personnel, n'est pas fondé à interjeter appel de ce jugement. —Cass. 14 avril 1829, t. 39, p. 152. —V. *suprà*, nº 86.

90. Lorsqu'une récusation proposée par les parties contre plusieurs juges est rejetée par fin de non-recevoir, parce qu'elle a été proposée trop tard, les juges qui en ont été l'objet, peuvent soumettre à la chambre, dont ils font partie, les motifs d'abstention qu'ils reconnaissent en eux, et la chambre sanctionner leur abstention.—Cass. 3 déc. 1828, t. 36, p. 188.—V. *suprà*, nº 69.

91. Peut-on appeler du jugement qui admet la preuve testimoniale des causes de récusation?—Quest t. 18, p. 652, nº 56. — On doit décider l'affirmative suivant M. D. C. p. 286.

92. Il faut appeler dans le délai de cinq jours du jugement qui décide qu'une récusation est irrégulièrement proposée, quoique le juge même récusé ait concouru à rendre ce jugement.— Colmar, 7 janv. 1828, t. 36, p. 18.

93. La signification de l'arrêt qui admet la récusation, n'a pas besoin d'être faite au juge récusé, avec sommation de s'abstenir.—C. T. t. 1, p. 383, 44.

RÉDACTION. V. *Exp.* 112 et s.

REDDITION DE COMPTE (1).

C. I. Du compte judiciaire et de ses formes.—Art. 1. Quand y a-t-il lieu à un compte judiciaire? 1 à 7.—A. 2. Du juge-commissaire.—§ 1. *Nécessité du juge-commissaire*, 8 à 18.—§ 2. *Quel juge peut être commis*, 19 à 21.—A. 3. Fixation du délai dans lequel le compte doit être rendu, 22 à 32. — A. 4. Du mode de procédure devant le juge-commissaire, 33 à 71.—C. I Des effets du compte et du jugement qui l'ordonne, 72 à 95. — C. III. Demande en rectification ou en révision de compte, 96 à 114 —C. IV. Compétence.— Peut-on fournir un compte ou relever des erreurs en cause d'appel? 115 à 125. — C. V. Règles particulières aux comptes de tutelles, 126 à 141.

Chap. I. *Du compte judiciaire et de ses formes*.—Art. 1. *Quand y a-t-il lieu à un compte judiciaire?*—V. *infrà*, n° 25.

1. Rendre compte, c'est présenter un état de la recette et de la dépense des biens dont on a eu l'administration.—C. T. t. 2, p. 42, 1.

2. En matière de commerce, la reddition de compte n'est pas soumise aux formalités tracées par le C. p. c.—Renn. 23 août 1817, t. 22, p. 347. v° *Trib. de Comm*. n° 169. —*V*. MM. Carr. t. 2, p. 335, n° 1853 et Lep. p. 371, 4e quest.

3. Lorsqu'un immeuble a été donné en antichrèse sous des conditions qui n'ont pas été fidèlement remplies par le créancier, et spécialement lorsqu'une papeterie a été donnée en antichrèse, à la charge par le créancier d'entretenir un certain nombre de cuves en activité, et que ce dernier en a entretenu un moindre nombre, l'inexécution partielle du contrat dans ce cas n'autorise pas les juges à fixer le produit des cuves et de celles non mises en activité, afin d'en faire l'imputation sur les intérêts et le capital de la créance, autrement que par une reddition de compte, conformément aux art. 526 et suiv. C. p. c.—Cass. 6 août 1822, t. 18, p. 714, n° 64.

4. Lorsqu'un tribunal renvoie les parties devant l'avoué le plus ancien pour vérifier si les offres faites par l'une d'elles à l'autre sont ou ne sont pas insuffisantes, il n'y a pas lieu de suivre, pour cette vérification, les règles en matière de reddition de compte.—Cass. 19 mai 1830, t. 40, p. 311.—*V*. aussi C. T. t. 2, p. 54, 59.

5. Peut-on placer un héritier bénéficiaire dans la classe des comptables commis par justice?—L'affirmative paraît être adoptée par M. Pig. t. 2, p. 389, mais l'opinion contraire est soutenue par M. Carr. t. 2, p. 332, n° 1847. — V. *J. A.* t. 18, p. 717, n° 70.

6. Un mandataire comptable peut être déclaré débiteur jusqu'à la reddition de son compte. — Bord. 1er août 1817, t. 19, p. 346, v° *Saisie-arrêt*, n° 110.

7. Le compte à rendre par un simple particulier à un bureau de charité, est soumis aux règles tracées par le Code de procédure, et non aux formes spécialement exigées pour les comptes entre les bureaux et leurs receveurs.—Cass. 7 juin 1832, t. 44, p. 300.

Art. 2. *Du juge-commissaire*. § 1. *Nécessité du juge-commissaire*.

8. Les juges saisis d'une demande en restitution de fruits, doivent renvoyer à compter devant un juge-commis le défendeur qui y a conclu, et ne peuvent le condamner à en payer la valeur après l'avoir eux-mêmes réglée.—Cass. 25 juin 1832, t. 43, n° 652.—*V*. le n° qui suit.

9. Le tribunal devant lequel des parties ont, conformément à un jugement ordonnant une restitution de fruits et passé en force de chose jugée, produit et débattu un compte, peut, sans recourir à une expertise ou à des mercuriales, apprécier lui-même le montant des restitutions de fruits dues pour chaque année, d'après les documents qui lui sont fournis par le demandeur et le défendeur.—Cass. 18 av. 1832, t. 43, p. 653.—*V*. le n° qui suit.

10. Le tribunal qui ordonne une restitution de fruits, peut lui-même fixer la valeur de ces fruits d'après les déclarations données par les parties entre lesquelles il en ordonne la restitution.—Cass. 30 mars 1831, t. 43, p. 653.— V. *J. A.* une observation dans laquelle nous concilions les trois décisions des nos 8, 9 et 10.

11. Le compte des opérations d'une société de commerce qui a été annulée, doit avoir lieu devant un juge-commissaire, comme dans le cas des actions ordinaires à fin de compte et non pas devant des arbitres.—Metz, 24 nov. 1819, t. 18, p. 705, n° 50.

12. Les parties peuvent être renvoyées devant un notaire pour la révision ou le redressement d'un compte de tutelle.—Colm. 18 mars 1816, t. 18, p. 685, n° 26.—V. *infrà*, chap. 5.

13..... De même que pour la révision d'autres comptes, — Renn. 25 fév. 1817, t. 18. p. 688, n° 30.— V *infrà*, nos 14, 16 et 18.

14. Quand par suite de contestations entre le vendeur et l'acquéreur d'un immeuble, les juges ordonnent un compte entre les parties, et commettent un notaire pour le recevoir, cette disposition n'est pas nulle, comme n'ayant pas été confiée à un membre du tribunal. L'art. 550 C. p. c. qui ordonne de commettre un juge, ne concerne que les comptables en justice, et ne se réfère pas au réglement à faire entre les parties des répétitions qu'elles pourraient avoir à exercer respectivement, et pour lesquelles un commissaire peut être choisi hors du tribunal.—Orl. 30 mai 1822, t. 18, p. 713, n° 63.— V. et les nos 12 et 16.

15. Les juges peuvent ordonner qu'une restitution de fruits provenant d'un partage de succession sera faite d'après estimation d'experts.—Cass. 10 janv. 1828, t. 35, p. 93.

16. Un tribunal ne trouvant pas des éclaircissem. suffisants dans le rapport d'un juge commis au réglement d'un compte, ne peut renvoyer les parties devant un expert qui n'est pas un des juges de ce tribunal pour être ensuite statué sur son rapport. —Cass. 6 juin 1820, t. 18, p. 708, n° 55. — V. *suprà*, nos 12 et 14

17. Lorsque le notaire devant lequel une cour a renvoyé la reddition d'un compte, déclare ne pouvoir parvenir aux apurements ordonnés, il y a lieu de décider que le compte sera rendu devant la cour.—Renn. 26 juill. 1820, t. 18, p. 709, n° 56.

18. Une cour royale ne se dessaisit point de la connaissance des difficultés relatives à un *précompte*, lorsqu'elle renvoie les parties à *précompter définitivement* devant un notaire sur les bases par elle données. —Renn. 25 fév. 1817, t. 18, p. 688, n° 29 — *V*. MM. Carr. t. 2, p. 352, à la note n° 7, et Comm. t. 2, p. 102, § 2, *in fine*. V. *infrà* n° 12.

§ 2. *Quel juge peut être commis?*

19. En matière de reddition de compte, les juges du tribunal peuvent seuls être nommés commissaires.—Renn. 16 janv. 1819, t. 18, p. 700, n° 42.—V. *suprà*, n° 9 et 11.— Tel est l'avis de MM. Carr. t. 2, p. 335, not. 1, et F. L. t. 1, p. 616. — *V*. le n° qui suit.

20. Le jugement qui commet à la reddition d'un compte un autre que l'un des juges du tribunal, est susceptible d'appel avant le jugement définitif.—Cass. 6 juin 1820, t. 18, p. 708, n° 55 *bis*.—*V*. M. Carr. t. 2, p. 335.—*V*. le n° qui précède.

21. Le tribunal peut commettre pour l'audition du compte, un juge qui n'a point concouru à la décision par laquelle ce compte est ordonné. —Metz, 24 nov. 1819, t. 18, p. 705, n° 51.

Art. 3. *Fixation du délai dans lequel le compte doit être rendu*.

22. Le jugement qui ordonne qu'un compte sera rendu, peut en même temps ordonner que faute d'y satisfaire dans un certain délai, le rendant y sera contraint jusqu'à con-

---

(1) V. *Abs*. 6.—*Acquiesc*. 98 — *Caut*. 44.—*Conc*. 5.—*Cont. p. c*. 15.—*Dép*. 154 bis.—*Exéc. p*. 22 et s —*Jug*. 154. 536, 589.—*Trib. com*. 476 et s. 487 et s.

currence d'une somme déterminée. —Paris, 24 juin 1812, t. 18, p. 679, n° 19.—*V.* en ce sens M. LEP. p. 364, 1re quest.; il est permis aux juges de ne pas procéder ainsi, suivant l'avis de MM. CARR. t. 2, p. 343, n° 1, et p. 335, n. 1, 2; PIG. t. 2, p. 397.—*V.* aussi MM. B. S. P. p. 449, n. 4, et COMM. p. 104.—*V.* le n° qui suit.

23. Les juges, en ordonnant qu'une partie rendra compte dans un certain délai, peuvent, par le jugement, fixer la somme jusqu'à concurr. de laquelle elle pourra être contrainte, si elle ne rend pas compte.—Poit. 2 mars 1832, t. 43, p. 439.—*V.* le n° qui précède, et *infrà*, n° 29.

24. Il n'y a pas nullité du jugement qui ordonne un compte judiciaire, sans fixer le délai dans lequel il sera rendu et sans commettre un juge pour le recevoir.—Cass. 11 nov. 1828, t. 36, p. 218.

25. Le compte à rendre par un avoué à la communauté des avoués, dont il a été secrétaire, des sommes qu'il a touchées en cette qualité, n'est pas un compte judiciaire. Ainsi le jugement qui condamne à rendre compte, ne doit pas nécessairement fixer un délai et désigner un juge.—Cass. 11 nov. 1828, t. 36, p. 218.

26. Lorsqu'un jugement a ordonné qu'un compte serait rendu à une époque precise, si non a condamné à payer une somme déterminée, le rendant peut se soustraire au paiement de la somme, en offrant le compte, encore que le délai soit écoulé.—Paris, 30 avril 1828, t. 37, p. 218.—V. *infrà*, nos 27, 28 et 32.

27. Le comptable qui, dans un délai fixé par un jugement, n'a pas présenté et affirmé son compte, peut toujours être admis à rendre ce compte, quoiqu'il y ait un jugement passé en force de chose jugée qui prononce la déchéance du bénéfice du premier jugement, et le paiement d'une certaine somme pour tenir lieu du reliquat présumé, et quoique les poursuites dirigées contre lui en vertu de ce second jugement, soient tellement avancées qu'on soit près de l'adjudication définitive.—Colm. 20 fév. 1824, t. 26, p. 100.

28. Le comptable dans ce cas n'est recevable qu'à offrir de rendre compte; mais il ne peut intervenir dans la poursuite dirigée contre un fol enchérisseur, acquéreur de ses biens, et en demander la suspension jusqu'après l'apurement de son compte.—Colm. 20 fév. 1824, t. 26, p. 100.

29. Le rendant qui n'a point présenté son compte dans le délai fixé par le jugement, n'est point déchu de la faculté de le rendre; mais on peut ordonner qu'il y sera contraint par voie de saisie, ou par la fixation d'un nouveau délai à peine de déchéance.—Am. 24 fév. 1826. Debuat C. Villeneuve.—V. *suprà*, n° 22.

30. Le rendant compte satisfait à l'obligation que lui impose l'art. 534 C. p. c. en faisant, avant l'expiration du délai fixé pour rendre son compte, les diligences nécessaires pour obtenir jour à cet effet, bien que le jour désigné par le juge-commissaire tombe au jour du délai fixé, et que le compte n'ait en effet été rendu qu'après l'expiration de ce délai.—Brux. 14 mars 1827.

31. Lorsque le comptable qui a laissé écouler le délai fixé sans rendre son compte, a été condamné à payer une certaine somme est-il libéré en la payant?—M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 130 et 131, pense qu'il faut distinguer si la somme a été accordée pour tenir lieu du reliquat du compte, ou si la condamnation au paiement d'une certaine somme, n'a eu pour objet que de forcer le débiteur à rendre compte; et que ce n'est que dans le premier cas que le rendant est libéré en payant la somme accordée par le jugement; quel que soit le mérite de cette distinction, il est vrai de dire que rarement le comptable trouvera son intérêt à payer la somme allouée au rendant, à défaut du compte, parce qu'il a toujours soin de demander une somme supérieure au reliquat préjugé.—V. *J. A.* t. 18, p. 74, n° 79.

32. Une condamnation comminatoire, faute d'avoir rendu un compte, doit être rapportée aussitôt que le compte est signifié.—Renn. 20 janv. 1813, t. 18, p. 684, n° 22.—V. *suprà*, nos 26 et suiv.

Art. 4. *Du mode de procéder devant le juge-commissaire.*

33. Si les oyants ne s'accordent pas sur le choix d'un avoué, le plus ancien doit occuper; néanmoins chacun des oyants peut constituer un avoué; mais les frais occasionnés par cette constitution, doivent rester à sa charge et ne peuvent, dans aucun cas, passer en taxe, quel que soit le résultat du compte. — C. T. t. 2, p. 43, 1.

34. Si le compte dû à plusieurs personnes est demandé par deux d'entre elles, ou par un plus grand nombre, à qui la poursuite appartient-elle?—M. PIG. t. 2, p. 390, n° 3, pense que la poursuite appartient à celle qui a fait viser la première l'original de son exploit par le greffier du tribunal; ce visa est daté du jour et de l'heure (arg. de l'art. 697). — Tel est aussi l'avis de M. CARR. t. 2, p. 333, n° 1850, et celui de M. F. L. t. 1, p. 615.—V. *J. A.* t. 18, p. 719, n° 74.

35. La demande à fin de compte est-elle sujette au préliminaire de conciliation? — Oui, selon M. PIG. t. 2, p. 389, §3, n. 1, et p. 707, art. 2, n° 1; à moins qu'elle ne se trouve dans les cas d'exception mentionnés en l'art. 49 C. p. c; telle est aussi l'opinion de MM. D. C. p. 365, 2e alin. et p. 446, 4e alin. et CARR. t. 2, p. 332, n° 1848.—V. *J. A.* t. 18, p. 717, n° 69, et notre mot *Conciliation*, n° 5.

36. Il n'est pas nécessaire qu'une demande en reddition de compte soit précédée d'une mise en demeure de le rendre.—Am. 14 mai 1823, t. 18, p. 715, n° 66.

37. Dans quelle forme demandera-t-on au juge-commissaire l'ordonnance qui doit fixer le jour de la présentation du compte? Est-ce par un réquisitoire sur le procès-verbal ou par requête? C'est cette dernière forme qu'on adopte généralement, par argument de l'art. 76 du tarif. —*V.* M. PIG. t. 2 p. 395, n° 3, *in fine*, et M. CARR. t. 2, p. 340, n° 1864. La requête ne doit pas être grossoyée. —*V.* M. F. L. t. 1, p. 618, et *J. A.* t. 18, p. 720, n° 78.

38. La demande faite au juge-commissaire afin qu'il fixe le jour de la présentation du compte, ne doit point être limitée arbitrairement à un plus ou moins grand nombre de rôles. — C. T. t. 2, p. 47, 23.

39. Suivant l'art. 538 C. p. c. l'usage et la jurisprudence, le juge-commissaire nommé pour la reddition d'un compte, a le droit d'accorder à l'oyant un délai plus ou moins long, suivant l'étendue du compte, pour fournir les débats; il peut dès lors proroger le même délai, si le premier ne lui a pas paru satisfaisant. — Besanç. 30 nov. 1822, t. 18, p. 715, n° 65.—*V.* BODIER quest. 3 sur l'art. 8 du tit. 29 de l'ord. et MM. CARR. t. 2, p. 340, n° 1866; D. C. p. 370; PR. FR. t. 4, p. 44; DELAP. t. 2, p. 119. F. L. t. 1, p. 618, § 2.

40. L'art. 538 ne doit-il recevoir son application qu'autant que le rendant et l'oyant ne se présentent pas devant le juge-commissaire, ou qu'ils ne se présentent pas en personne?—MM. HAUT. p. 310, et CARR. t. 2, p. 347, n° 1880, pensent qu'il suffit que l'une des parties ne se présente pas. — *V.* M. B. S. P. p. 523, n. 22.—Il n'est pas nécessaire que les parties comparaissent en personne, la loi ne l'exige pas suivant M. CARR.—V. *J. A.* t. 18, p. 725, n° 89.

41. Le jugement qui ordonne le compte doit-il être transcrit en entier dans le préambule, ainsi que le jugement, ou les actes qui auraient commis le rendant?

L'art. 531 C. p. c. ne parle que d'une *mention* de l'acte ou du jugement qui aura commis le rendant, et du jugement qui aura ordonné le compte; il faut donc que le préambule du compte ne contienne qu'un exposé général et succinct des faits qui ont donné lieu à la gestion du comptable, et ne fasse que mentionner les actes dont parle cet article?—*V.* MM. CARR. t. 2, p. 338, n° 1857, et *J. A.* t. 18, p. 720, n° 77.

42. L'affirmation du compte doit-elle être faite sous serment? — M. CARR. t. 2, p. 341, n° 1867, pense que le serment n'est pas nécessaire; il se fonde sur ce que d'après l'art. 121 C. p. c., le serment doit être fa-

à l'*audience* par la partie en *personne*, et que d'après l'art. 534, le rendant ne présente pas son compte à l'audience, et peut le faire présenter et affirmer par un *fondé de pouvoir.* — *V.* encore M CARR. t. 1, p. 318, n° 566, et p. 280, n° 512; PR. FR. t. 4, p. 45, alin. 5 et suiv. les observations de la cour de Dijon sur le projet, et *J. A.* t. 18, p. 721, n° 80.

43. Le compte doit-il être suivi d'un inventaire des pièces?—Cet inventaire peut faciliter la rédaction de compte et la communication exigée par l'art. 536. Mais l'obligation de le faire n'existe pas pour les avoués. — *V.* MM. DELAP t. 2, p. 115; D. C. p. 69; CARR. t. 2, p. 539, n° 1862, et *J. A.* t. 18, p. 722, n° 81.

44. Toute pièce qui n'est pas utile à la cause doit être écartée, et son classement ne procure aucun émolument à l'avoué. — C. T. t. 2, p. 45-13.

45. La vacation pour classer les pièces doit être allouée, quand bien même le nombre des pièces à mettre en ordre, ne s'élèverait pas à cinquante.—C *T.* t. 2, p. 45, 14.

46. Si l'oyant n'a pas constitué d'avoué, le compte n'en doit-il pas moins être signifié?—Il doit dans ce cas être signifié à personne, mais contre l'avis de RODIER sur l'art. 9 de l'ordonnance de 1667; M. CARR. t 2, p. 345, n° 1875, pense que l'oyant ne peut voir les pièces justificatives qu'au greffe et sans déplacement.—V. *J. A.* t. 18, p. 723, n° 86, et B. S. P. p. 502, not. 15, n° 5.—*V.* aussi, C. T. t. 2, p. 49, 36.

47. Il n'est dû aucun émolument à l'avoué pour l'acte de signification du compte affirmé.—C. T. t 2, p. 49, 35.

48. Il n'est admis comme frais de compte, que ceux d'un seul avoué pour tous les oyants, ayant le même intérêt.—C. T. t. 2, p. 51, 45.—V. *suprà*, n° 33.

49. Si plusieurs des oyants ou intervenants, bien qu'ayant des intérêts communs, avaient constitué des avoués différents, chaque avoué pourrait-il exiger une copie du compte?—L'art. 536, C. p. c. s'y oppose, mais si l'oyant offre de supporter personnellement les frais d'une copie séparée, il pourra exiger quelle lui soit signifiée —*V.* MM. CARR. t. 2, p. 345, n° 1876, D. C. p. 371, 6e alin. THOM.DESM p. 215, *in fine*, n° 96, *Comm.* t. 2, p. 107; PIG. t. 2, p. 399 et 404; F. L. t. 1, p. 616, e PR. FR. t. 4, p. 50, et *J. A.* t. 18, p. 723, n° 87.

50. Celui à qui un compte est dû, peut être contraint à communiquer ses registres au comptable commis par lui, pour que celui-ci y puise les éléments de son compte, et sur son refus, le compte doit être alloué tel qu'il est présenté.— Paris, 29 janv. 1818, t. 18, p. 696, n° 37.

51. La communication du compte et des pièces à l'appui, par la voie du greffe, est-elle interdite? l'avoué peut-il refuser ce mode de communication?—L'art. 536, C. p. c. en disant : Si les pièces *ont été communiquées sur* RÉCÉPISSÉ, permet un autre genre de communication, et par conséquent, celle par la voie du du greffe, tel est l'avis de MM. HAUT. p. 308, et D. C. p. 371, les auteurs de PR. FR. t. 4, p. 50, pensent que la communication par la voie du greffe n'est pas permise.—V. *J. A.* t. 18, p. 725, n° 90

52. L'avoué du rendant n'obtient rien pour la communication des pièces justificatives.—C. T. t. 2, p. 50, 38.

53. Est-ce au juge-commissaire qu'il appartient de prononcer les peines sous lesquelles il ordonne que les pièces justificatives seront rétablies au greffe dans les délais qu'il a fixés?—La négative est soutenue par M. PIG. t. 2, p. 399; si les pièces ne sont pas rétablies dans le délai, le rendant doit poursuivre l'audience pour faire prononcer par le tribunal les peines de droit. M. CARR. t. 2, p. 345, n° 1877, pense que l'audience doit être poursuivie conformément à l'art. 107, mais d'après M. PIG. *suprà*, c'est sur le procès-verbal du juge que le rendant doit requérir l'application des peines dont il s'agit, à la suite de cette réquisition, le commissaire ordonne qu'il en sera fait rapport à l'audience où il sera statué ainsi que de droit; quel que soit le mode adopté, il ne peut en résulter un moyen de nullité contre la poursuite.—V. t. 18, p. 724, n° 88.

54 Le juge-commissaire est-il autorisé à faire la rédaction des débats soutènemens et réponses?—Son ministère se borne-t-il au contraire à les faire écrire tels qu'ils sont présentés, soit de vive voix, soit par écrit?—M. CARR. t. 2, p. 347, n° 1881, se fondant sur les paroles de l'orateur du gouvernement sur l'art. 538, pense que le juge-commissaire a le droit de rédiger les dires et réponses; M. F. L. adopte cet avis, t. 2, p. 618; mais l'opinion contraire est soutenue par D. C. p. 371, qui invoque l'usage suivi par MM. les avoués, de faire transcrire à l'avance leurs dires et réponses sur le procès-verbal.—V. *J. A.* t. 18, p. 726, n° 91.

55. Les frais des expéditions des debats, et soutènements ne doivent point passer en taxe. — C. T. t. 2, p. 21, 46.

56. Dans les six rôles dans lesquels doit être restreint le préambule des comptes, ne sont pas compris les qualités des parties.—C. T. t. 2, p. 43, 6.

57. Quant au nombre des rôles que peut contenir l'original du compte, il faut s'en rapporter à la surveillance du juge taxateur.—C. T. t. 2, p. 44, 11.

58. Le rendant aurait-il, après les réponses de l'oyant aux soutènements d'un compte, le droit de répliquer à ces réponses?—La négative résulte de l'art. 538, C. p. c., suivant M. CARR t. 2, p. 348, n° 1883, *J. A.* t. 18, p. 726, n° 92.

59. Quand le juge-commissaire, sur les contestations des parties, ordonne qu'il en sera par lui fait rapport à l'audience, doit-on lever le procès-verbal pour le produire devant le tribunal, et peut-on le signifier?—M. CARR. t. 2, p. 350, n° 1885, pense que le procès-verbal doit être levé, mais qu'il ne doit pas être signifié (arg. de l'art. 539); M. DELAP. t. 2, p. 125, est du même avis; cependant, plusieurs tribunaux passent en taxe la signification de ce procès-verbal.—*V.* le PR. FR. t. 4, p. 51, et F. L. t. 1, p. 619, et *J. A.* t. 18, p. 727, n° 93.

60. Il y a lieu d'accorder un droit de plaidoirie pour la difficulté qui s'élève en débattant le compte. — C. T. t. 2, p. 52, 50.

61. S'il n'y a pas eu de plaidoirie, il faut allouer à l'avoué le même droit que pour assistance à un jugement sur délibéré. — C. T. t. 2, p. 53, 52.

62. Si le rendant est défaillant, il n'y a pas lieu à débattre le compte; mais le rapport en est fait à l'audience, et le tribunal prononce le jugement du compte.

Il semblerait que, dans le cas où l'oyant se présente, le juge-commissaire peut écouter ses observations et en faire part au tribunal dans son rapport. Cependant, M. CARR. t. 2, p. 346, n° 1882, et LEP. p. 367 et 368, pensent que quelle que soit la partie qui fait défaut, le procès-verbal ne doit pas être ouvert.—*V.* MM. D. C. p. 373, *Comm.* t. 2, p. 107; le PR. FR. t. 4, p. 54; F. L. t. 1, p. 618; HAUT. p. 309, et *J. A.* t. 18, p. 727, n° 94.

63. Si l'oyant ne comparaît pas devant le commissaire, et que le rendant soit reliquataire, celui-ci garde les fonds, mais il doit donner caution ou consigner, à moins qu'il ne s'agisse d'un compte de tutelle.—C. T. t. 2, p. 53, 58.—V. *infrà*, n° 77.

64. Lorsqu'un rendant compte a fait mal à propos des procédures inutiles, ou a élevé de mauvaises difficultés, les frais qu'il a occasionnés par sa faute doivent rester à sa charge.—C. T. t. 2, p. 53, 55.

65 et 66. Une quittance sans désignation qui constate, soit le reçu d'une somme quelconque de la personne qui aurait payé cette somme, soit la cause, l'imputation et la date du paiement, ne présente aucun caractère de titre de libération, et ne peut être produite dans un compte.— Paris, 20 juill. 1810, t 18, p. 672, n° 9.

67. On est encore recevable à produire à l'audience des titres nouveaux de libération qu'on a omis de produire devant le juge commis au réglement d'un compte. — Paris, 20 juill. 1810, t. 18, p. 674, n° 10.

68. Un jugement qui statue sur un reliquat de compte, et un autre jugement sur les moyens de s'en procurer le paiement, sont tellement connexes, qu'une fin de non recevoir proposée sur l'appel contre l'un d'eux doit être jointe au fond à juger sur l'un ou l'autre des appels.— Renn. 2 juill. 1819, t. 18, p. 702.

69. Lorsqu'un comptable refuse de rendre son compte, la contrainte par corps ne peut être prononcée contre lui que pour l'obliger à rendre ce compte; elle ne peut l'être pour le forcer au paiement de la somme qu'il est condamné à payer, pour cause de retard de la reddition. — Lim. 13 juin 1822, t. 24, p. 192. — V. *infrà*, n° 76.

70. Lorsque les parties s'accordent, faut-il obtenir un jugement qui homologue les conventions arrêtées entre elles?—Non, suivant M. F. L. t. 1, p. 618, à moins que les parties ne veuillent donner à leurs conventions la force exécutoire; dans ce cas, elles peuvent prendre un jugement d'expédient qui est rendu sur le rapport du juge-commissaire. Tel est aussi l'avis de MM. D. C. p. 372; B. S. P. p. 503; Pig. t. 2, p. 402, et Carr. t. 2, p. 349, n° 1884. —V. *J. A.* t. 18, p. 719, n° 75.

71. La partie qui rend le compte peut réclamer un droit de voyage.— C. T. t. 2, p. 53, 53.

Chap. II.—*Des effets du compte et du jugement qui l'ordonne.*

72. Le comptable n'est déchargé que par un compte fait double, et approuvé sur le vu des pièces justificatives.— Paris, 4 fév. 1811, t. 13, p. 160, v° *Exploit*, n° 166. — *V.* M. Toull. t. 8, p. 493, n° 331.

73 Un arrêté de compte peut être définitif, quoiqu'il ne porte pas l'expression pour solde.—Nancy, 2 mai 1826, 28 août 1826, t. 32, p. 145.

74. Quand un fermier est condamné, non pas à restituer des fruits, mais bien à payer à diverses époques des fermages arriérés à son bailleur, ces fermages doivent être évalués sans avoir égard aux saisons ni aux prix communs de l'année, mais d'après les mercuriales des époques auxquelles les livraisons de fermages devaient avoir lieu. — Cass. 29 nov. 1830, t. 42, p. 112.

75. Les sommes dues en compte courant sont liquides, et la compensation s'opère jour par jour, en semblable compte.—Renn. 29 août 1810, t. 18, p. 676, n° 13.

76. Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, le compte-rendu n'était pas nul faute de paiement du reliquat ou de la remise des pièces; seulement le rendant était réputé comptable et soumis à la contrainte par corps, quant au paiement du reliquat et aux suites du défaut de remise de pièces.—Brux. 25 août 1810, t. 18. p. 674, n° 10 *bis* —M. Lep. p. 365, quest. 2, se demande si le tribunal, en cas de refus du rendant de présenter son compte, peut l'y condamner par corps, quel que soit l'objet du compte; il décide que non: mais cette interprétation est contraire au texte formel de l'art. 534. Suivant MM. Carr. t. 2, p. 341, n° 1869, Haut. p. 311; Pr. Fr. t. 4. p. 44; *Comm.* t. 2, p. 104; B. S. P. t. 2. p. 499, n. 5.—V. *suprà*, n° 69.

77 Le tuteur est-il compris dans la disposition qui autorise le rendant reliquataire à garder les fonds sans intérêts?—Oui, selon MM. F. L. t. 1, p. 619; Lep. p. 370; Carr. t. 2, p. 353, n° 1888; Haut p. 310; D. C. p. 372; mais M. Merl. *Rép.* t. 2, p. 687; Pig. t. 2, p. 403, et Delvincourt, t. 1, p. 301, sont d'un avis contraire.—La question est examinée *J. A.* t. 18. p. 729, n° 97, et l'affirmative y est adoptée par le motif surtout, que l'art. 542, C. p. c. ne parle que du cas où l'oyant fait défaut, que le rendant ne doit pas supporter des intérêts pour le retard à sa libération occasionné par la faute de l'oyant, et que l'art. 542 s'applique d'une manière générale à tout rendant compte —V. *suprà*, n° 63.

78. N'est pas nul un jugement qui ordonne une restitution de fruits sans déterminer le mode de restitution; du moins, ce moyen ne serait pas une ouverture de cassation.— Cass. 5 fév. 1828, t. 35, p. 96. — V. *infrà*, n° 82.

79. Un tribunal ne peut, en rejetant un compte comme irrégulier, condamner le rendant à payer à l'oyant une partie des sommes qu'il réclame, sans ordonner un autre compte, suivant l'art. 534, C. p. c. —Bord. 29 nov. 1828.—Guérin C. Fournier.

80 et 81. Lorsque quelques-uns des articles d'un compte, présenté en justice, sont contestés, les tribunaux ne peuvent rejeter d'office la totalité du compte, et en ordonner un nouveau, sauf à avoir tel égard que de raison aux articles non contestés.— Cass. 30 av. 1817, t. 18, p. 690, n° 33.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 352, n. 2

82. On ne peut pas faire résulter un grief contre un jugement de ce qu'en ordonnant qu'un compte sera rendu, il n'explique pas à la charge de qui seront les frais —Am. 14 mai 1823; t. 18, p. 716, n° 67.—V. *suprà* n° 78.

83. Un rendant compte doit personnellement les frais de procédure qu'il a faits mal à propos, et ses consorts doivent contribuer pour leur quote-part aux dépens des procédures communes et régulières, lorsqu'ils sont tous débiteurs du reliquat: mais il ne peut y avoir solidarité pour les dépens.—Renn. 20 janv. 1813, t. 18, p. 684, n° 23.

84. Les dépenses indiquées dans l'art. 532, sont-elles supportées en commun?—Il est de principe que le compte est toujours rendu aux frais de celui à qui il est dû; par dépenses communes, l'art. 532 entend, ainsi que l'exprime Rodier sur l'art. 28 de l'ordonnance, les dépenses faites *tant pour satisfaire l'oyant, que pour décharger le rendant.*—V. *J. A.* t. 18, p, 722, n° 83, et M. Carr. t. 2, p. 358, n° 1358.

85. Le rendant a-t-il le droit de former reprise pour les frais de la *dresse* ou de la reddition de compte, indépendamment des sommes allouées par les art. 62 et 75 du Tarif, pour la mise en ordre des pièces, et pour les grosses copies?—Les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p, 338, n° 1859, adoptent cet avis; mais M. B. S. P. p. 500, n. 8, indique l'autorité de Rodier et de Bordier et est d'une opinion contraire.—V. *J. A.* t. 18, p. 723, n° 84.—*V*. aussi C. T. t. 2, p. 46, 16.

86 et 87. En est-il de même des frais du jugement qui a ordonné le compte? M. Carr. t. 2, p. 338, n° 1860, pense qu'il doit en être de même des frais du jugement qui a ordonné le compte, attendu que le Code n'a pas reproduit la disposition de l'ordonnance, qui mettait ces frais à la charge des oyants. Cependant si le rendant, voulant se libérer, prenait l'initiative, et offrait de rendre son compte, les frais du jugement ne devraient pas être à sa charge.—V. *J. A.* t. 18, p. 723, n° 85; C. T. t. 2, p. 46, 17.

88. Le notaire, tenu de rendre un compte comme séquestre, et qui, par sa conduite particulière et dans son intérêt privé donne lieu à une mauvaise contestation avec les héritiers du débiteur dont le bien est mis en séquestre, en doit supporter personnellement les dépens.—Orl. 15 mai 1822, t. 18, p. 713, n° 62.—*V*. C. T. t. 2, p. 53, 56.

89. Quoique l'art. 535 ordonne que l'exécutoire sera requis du juge commissaire lui-même qui devra le délivrer, il suffit qu'il en ait ordonné au greffier la délivrance.— Besanç. 2 mai 1811, t. 18, p. 678, n° 16.

90 Dans le cas où l'exécutoire est de la nature de ceux auxquels on peut former opposition, et lorsque cette opposition a eu lieu, il n'est pas nécessaire d'en requérir la délivrance en présence des parties, puisque l'art. 535 n'exige pas qu'elles soient appelées pour contester la demande de l'oyant compte.—Besanç. 2 mai 1811, t. 18, p. 677, n° 15.— *V*. M. Carr. t. 2, p. 343, n° 1861.

91. L'art. 535, C. p. c., qui a permis à l'ayant compte de requérir exécutoire à l'instant de la présentation et de l'affirmation, n'en a pas borné l'exercice à cet instant seulement, et ne lui défend pas d'en profiter postérieurement. — Besanç. 2 mai 1811, t. 18, p. 677, n° 14 —*V*. M. Carr. t. 2, p. 343, n° 1871.

92. Le juge commissaire devant lequel des négociants procèdent au

réglement d'un compte ouvert entre eux, ne peut délivrer exécutoire au profit de l'une de la somme dont celui-ci se trouve créancier à l'égard de l'autre; l'art. 535 n'est applicable qu'aux comptes à rendre d'une gestion.—Brux. 21 fév. 1810, t. 18, p. 670, n° 7.

93. Si, par le résultat des débats du compte, le rendant se trouve en définitive reliquataire, l'oyant peut-il requérir un exécutoire et prendre inscription?—L'art. 535, C. p. c., ne s'applique qu'au cas où lors de la presentation du compte, il y a excédant de la recette sur la dépense; aussi la négative de la question ci-dessus est celle adoptée par MM. Pig. t. 2, p. 401, et F. L. t. 1, p. 619.—V. *J. A.* t. 18, p. 728, n° 95.

94. En matière de compte de communauté, peut-on requérir exécutoire pour l'excédant de recette dont parle l'art. 535? — La négative est soutenue par M. Pig. t. 2, p. 710, n° 6, et il se fonde sur ce que le reliquat entre dans la masse à partager, dont il fait partie.—V. *J. A.* t. 18, p. 728, n° 96.

95. L'ordonnance par laquelle le juge commis pour le débat d'un compte, décerne exécutoire pour l'excédant de la recette sur la dépense, n'est pas susceptible d'appel.-Turin, 1er juin 1812, t. 3, p. 372, n° 213.

Chap. III. *Demande en rectification ou en révision de compte.*

96. L'arrêt qui statue sur une demande en liquidation de succession, n'est pas tenu d'établir le montant de la recette et de la dépense; il suffit qu'il en fixe le reliquat. — Cass. 22 fév. 1830.

97. Le gérant d'un société commerciale condamné à rendre compte de gestion, dans un délai déterminé, peut être déclaré par les juges débiteur d'une certaine somme fixe, d'après les éléments de la cause, sans pouvoir exciper de ce que le tribunal a seulement droit d'arbitrer provisoirement la somme pour laquelle peut être poursuivi le comptable qui ne rend pas ses comptes — Cass. 6 déc. 1832.

98. La demande en reddition d'un compte ne peut être repoussée par le motif qu'un compte a été déjà présenté en justice, si ce compte précédent n'a pas été définitivement apuré.—Bord. 25 janv. 1834, t. 46, p. 314.

99. Tout compte, même extra-judiciaire, régulièrement rendu et approuvé par l'oyant, est définitif, sauf aux parties à relever les erreurs et omissions qui s'y trouvent. — Cass. 10 sept. 1812. Renn. 14 avr 1813, et 19 mai 1815. Cass. 8 juin 1814, t. 18, p. 681, n° 21. Colm. 19 nov. 1832. Blétry C. l'év. de Strasbourg. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 351, not. 2; F. L. t. 1, p. 620, n° 5; B. S. P. p. 504, not. 25; Merl. *Rép.* t. 2, p. 687, n° 5; M. Q. D. t. 1, p. 108, n° 68, Pig. t. 2, p. 404, n° 7, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 135 et 136.—*V.* les nos suiv. 100 à 107.

100. Il ne peut être procédé à la révision d'aucun compte judiciaire ou extra-judiciaire en matière civile ou commerciale, sauf aux parties à se pourvoir en rectification des erreurs, omissions, faux ou doubles emplois. —Nancy, 2 mai et 28 août 1826, t. 32, p. 145. — *V.* le n° qui précède.

101. On ne peut demander à un tribunal qu'il ajoute ou retranche des articles d'un compte, sur lequel il a statué sous prétexte qu'on a découvert des pièces nouvelles, et que l'art. 541, C. p. c. permet de rectifier les erreurs qui peuvent avoir été commises.—Bourg. 21 août 1831, t. 42, p. 113. — *V. ibid.* les *Observ.*

102. Lorsqu'après plusieurs arrêtés de compte entre deux négociants, l'un d'eux a été constitué débiteur de l'autre, et a succombé dans une demande en révision, il n'en a pas moins le droit de demander la réparation des erreurs, omissions et doubles emplois, conformément à l'art. 541, C. p. c. — Cass. 12 janv. 1818, t. 18, p. 695, n° 36.

103. Le failli ne peut faire reviser le compte rendu par les syndics de sa faillite, que pour *omissions*, *erreurs*, *faux* ou *doubles emplois* commis par les syndics dans leur compte.—Cass. 15 mars 1826, t. 31, p. 39.

104. On peut se pourvoir, pour demander rectification des erreurs et omissions qui ont eu lieu dans un compte, non seulement par le fait de la partie, et quand bien même cette partie aurait, depuis le jugement, demandé un délai pour satisfaire aux condamnations prononcées contre elles en dernier ressort. — Metz, 26 août 1819, t. 18, p. 704, n° 49.

105. Dans toutes les demandes en redressement de compte, il faut indiquer les articles omis ou portés à tort, — Bord. 10 juin 1828. Lussac C. Laporterie.

106. Il est permis de demander la révision d'un arrêté de compte pour erreur; il faut que ce compte contienne les éléments et détails nécessaires pour discuter les articles erronés; mais si c'est un traité par lequel le rendant s'est reconnu débiteur sans explication, sans aucun détail de recette ni de dépense, de sorte qu'on soit dans l'impossibilité de reconnaître s'il y a des erreurs dans le calcul verbal qui a précédé cet arrêté de compte, on doit le considérer comme une transaction qui a l'autorité de la chose jugée, surtout lorsque le débiteur ne l'a point désapprouvé, et l'a ratifié même, en sollicitant un délai pour acquitter sa dette —Besanç. 18 juill. 1816, t. 18, p. 687, n° 27.

107. La demande en rectification des articles d'un compte n'est recevable qu'autant qu'ils renferment des erreurs de calcul, ou qu'elle est appuyée sur des documents inconnus à l'époque où le compte a été arrêté; ainsi, elle doit être rejetée, si elle porte sur *un mauvais* emploi et non sur *un faux* emploi. — Cass. 2 mars 1831, t. 41, p. 402. —V. *suprà*, n°.99.

108. Les sociétaires qui sont convenus qu'ils se feraient raison des erreurs ou omissions qui auraient été commises dans le réglement de leur société, peuvent relever même celles pour lesquelles l'art. 541, C. p. c. ne permet pas de redresser un compte.—Pau, 9 mai 1831. P. C. B.

109. Lorsque l'associé qui a rendu ses comptes est dessaisi de tous les papiers qui lui ont servi à les établir, et de toutes les pièces justificatives, les juges peuvent se dispenser d'ordonner une révision de compte, si elle est demandée long-temps après que ces comptes ont été arrêtés. — Cass. 3 janv. 1828. Créanciers Contouly C. Demondesir.

110. Il n'y a lieu à demander qu'il soit procédé à un nouveau compte, lorsqu'il en a été rendu un premier, sur lequel les parties ont fait statuer en dernier ressort par des arbitres qui l'ont déclaré exact en fait et en droit.—Cass. 17 avr. 1810, t. 18, p. 670, n° 8 —*V.* M. Carr. t. 2, p. 351, not. 2, 2°.

111. L'action en redressement de compte ne se prescrit pas par 10 ans —Bord. 10 juin 1828. Lussac C. Laporterie.—*V.* le n° qui suit.

112. L'action en redressement de compte, autorisée par l'art. 541, C. p. c. est une demande nouvelle et principale, puisqu'elle a pour objet des prétentions qui n'ont été ni discutées ni jugées. — V. *infrà*, n° 117. — La durée de cette action n'étant pas fixée par la loi, elle peut être exercée pendant trente ans comme tous les actes ordinaires; de là il résulte qu'on est admissible à relever les erreurs et omissions intervenues dans un jugement rendu sur un compte, sans être obligé d'attaquer ce jugement, ni par la voie de l'opposition, ni par celle de l'appel ou la requête civile; s'il pouvait rester du doute sur ce point, il serait levé par l'art. 2058, C. c. qui permet de faire réparer les erreurs de calcul dans une transaction qui a l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. —Besanç. 5 juill. 1823, t. 18, p. 716, n° 68. — Consultez MM. Carr. t. 2, p. 352, n° 5, et la not.; Pig. t. 2, p. 404; F. L. t. 1, p. 620, n° 5. — *V.* sur le 2e point MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 135, not. 1; Vazeille, *Traité des prescriptions*, n° 535; Merl. *Rép.* p. 5, sect. 2, § 19, et M. Q. D. t. 6, v° *Compte*, § 1.—*V.* le n° qui précède.

113. L'arrêt qui constate et ordonne la rectification des erreurs qu'il a reconnues dans un compte, et qui renvoie les parties devant un commissaire pour procéder au redressement de ces erreurs et à la

clôture définitive du compte, ne contrevient pas à la disposition de l'art. 541, C. p. c.—Cass. 19 fev. 1834, t. 47, p. 462.

114. On doit se pourvoir par appel, lorsque les erreurs du compte ne font ni omissions, ni double emploi, ni erreurs de fait ou de calcul. —Renn. 8 juin 1811, t. 18, p. 678, n° 17 - Telle est l'opinion de MM. CARR. t. 2, p. 352, n° 1887; PIG. t. 2, p. 404, et F. L. t. 1, p. 620, n° 5.—Cependant voyez M. MERL. t. 6, p. 561. § 3, n° 5.

CHAP. IV. *Compétence. — Peut-on fournir un compte en cause d'appel ou relever des erreurs.*

115 Si un comptable était assigné devant un tribunal de son domicile, quoiqu'il eût éte commis par un autre, serait-il fondé à opposer un déclinatoire? — Les termes impératifs de l'art. 527, C. p. c., doivent faire adopter l'affirmative, aussi MM. CARR. t. 2, p. 332, n° 1845; F. L. t. 1. p. 615, et le PR. FR. t. 4, p. 31, se sont prononcés en ce sens. — M. DELAP. t. 2, p. 108, soutient cependant l'opinion contraire. —*V.* *J A.* t. 18, p. 718, n° 72.—V. *infrà*, n°s 119 et 124.

116. C'est au tribunal du lieu où la tutelle légale de la mère s'est ouverte, que doit être portée la demande en reddition des comptes de tutelle, encore que la mère ayant cessé d'être tutrice pendant un certain temps, ait été postérieurement revêtue de cette fonction par un conseil de famille d'un autre arrondissement.—Bord. 3 août 1827, t. 33, p. 346.—*V. infrà*, ch. 5.

117. On ne peut, sans violer le principe des deux degrés de juridiction, fournir, en cause d'appel, un compte qui n'a pas été présenté devant les premiers juges. —Renn. 27 avr. 1818, t. 18, p. 699, n° 41.—V. *suprà*, n° 112, et *infrà*, n° 121 et suiv.

118. Lorsque les rectifications d'un compte n'ont été débattues ou examinées, ni devant le tribunal de première instance, ni devant la Cour, il y a lieu à renvoyer les parties à y procéder. — Renn. 24 août 1819, t. 18, p. 703, n° 48.

119. Le comptable qui a été commis par des juges d'appel doit-il rendre compte devant eux?

Cela résulte, dit M. JOURDAIN Code de comp. t. 3, p. 191, n° 114, du principe posé dans l'art. 527. Ainsi, ajoute M CARR. t. 2, p. 332, n° 1846, l'on n'est point tenu, dans ce cas, d'observer les deux degrés de juridiction; mais il faut remarquer avec M. D. C. p. 365, que jamais les cours royales ne peuvent connaitre de l'apurement du compte par voie d'évocation. — *J. A.* t. 18, p. 718, n° 71. — V. *suprà*, n° 115, et *infrà*, n° 125.

120. Les juges qui ont procédé à la liquidation d'un compte, sont seuls compétents pour en rectifier les erreurs, omissions, faux ou doubles emplois. — Renn. 8 déc. 1817, t. 18, p. 692, n° 35.

121. Une demande formée sous l'appel, et qui a pour objet de relever des omissions, faux ou doubles emplois, dans des comptes précédemment débattus devant des arbitres ne doit pas être renvoyée devant les premiers juges, sous le prétexte que c'est une demande nouvelle. —Renn. 29 août 1810, t. 18, p. 675, n° 12. —*V.* M. CARR t. 2, p. 352, n. 6. — V. *suprà*, n° 117, et les n^os^ qui suiv.

122. Une erreur de compte ne peut être proposée en appel lorsqu'elle ne l'a pas été devant les premiers juges.—Renn. 20 avril 1820 t 12, p. 493, n° 18.—V. *suprà*, n° 117.

123. Les erreurs commises dans la formation d'un compte, et les omissions qu'on y remarque ne peuvent former griefs sur l'appel.—Renn. 29 mars 1817, t. 18, p. 689, n° 31.—V. *suprà*, n° 117.

124. L'action en redressement d'un compte apuré par des arbitres, pour erreurs ou omissions, est recevable même après que leur mission est terminée, et doit être portée devant les tribunaux ordinaires.—Cass. 21 août 1832, t. 46. p. 170.—V. *suprà*, n° 115.

125. Lorsque le compte rendu et jugé en première instance, a été annulé par la cour qui en a ordonné un nouveau, à quel tribunal appartient l'exécution de l'arrêt infirmatif?

Le second paragraphe de l'art. 528 C. p. c. doit faire décider que la cour peut ordonner que le compte nouveau sera rendu pardevant elle; le premier degré de juridiction se trouve épuisé; telle est l'opinion de M. F. L. t. 1, p. 619; CARR. p. 334, n° 1851; M. DELAP t. 2, p 109, soutient que la cour doit renvoyer, soit devant les premiers juges, soit devant un autre tribunal de son ressort —*V.* MM. PIG t. 2, p. 392, alin. 3 et 4, et p. 403, n° 6; PIG. *Comm.* t. 2, p. 127; HAUT. p. 305, *in fine*, et p. 306, et *J A.* t. 18, p. 719, n° 73.—V. *suprà* n° 119.

CHAP. V. *Règles particulières aux comptes de tutelle.* V. *suprà* n° 12.

126. Lorsqu'un tuteur a mis dans son compte les deux chapitres de recettes et dépenses, et les récapitulations de ces deux chapitres, ainsi que l'exige l'art. 533 C. p. c le surplus de la forme ne dépend que de lui. — Renn. 3 fév. 1817, t. 18, p. 688, n° 28—V. *suprà*, n°s 12 et 116.

127. Un tribunal de première instance ne peut réduire le délai accordé par l'art. 475 C. c. au mineur pour rétablir les charges et former toute action contre son ci-devant tuteur.—Renn. 24 août 1819, t. 18, p. 702, n° 47.

128. Les juges qui condamnent un tuteur à des restitutions de fruits, doivent d'abord ordonner qu'il en rendra compte dans la forme déterminée par l'art. 526 C. p. c. et ne peuvent pas fixer eux-mêmes le montant de ces restitutions. — Cass. 20 déc. 1819, t. 18, p. 706, n° 54.—M. CARR. est d'avis que la procédure prescrite par le tit. 4, liv. 5, 1re part. C. p. c. est applicable, soit quand un compte est ordonné par justice, soit lorsqu'il est rendu volontairement —*V.* MM. CARR. t. 2, p 336 et 337, n°s 1854 et 1855, et LEP. p. 407.

129. La transaction passée au pied du compte de tutelle, entre le tuteur et le mineur émancipé, sans être précédée ni suivie des formalités exigées par l'art 467 C. c. est nulle et de nul effet. — Renn. 24 août 1819, t. 18, p 702, n° 46.

130. Un mandataire peut valablement traiter avec son mandant, avant d'avoir remis les pièces justificatives du compte, l'art. 472 C. p. c. qui interdit au mineur tout traité avec son tuteur, avant cette remise ne lui est point applicable.— Cass. 7 juill. 1812, t. 18, p. 680, n° 20.

131. L'art. 472 C. c. n'est point applicable à un compte rendu le 24 prair. an 12 —Cass. 26 mai 1807, t. 18. p. 666, n° 2.

132. Le curateur aux causes pouvait être membre du tribunal de famille, son assistance n'était point nécessaire au mineur pour la discussion du compte.—Cass. 26 mai 1807, t. 18, p. 666, n° 3.

133. Le récépissé qui doit précéder de dix jours, tout traité entre le tuteur et le mineur, ne peut être suppléé par la déclaration d'un notaire, ou la preuve testimoniale.—Aix, 10 août 1809, t. 18, p. 667, n° 5, tel est l'avis de M. TOULL. t. 10, p. 78, n° 58, et p. 79.—*V* aussi M. DELV. t. 1, p. 466, n 14, et BOUCHER, ch. 5, n° 35.

134. Depuis la promulgation du Code, il n'est pas nécessaire que le compte de tutelle soit rendu en justice —Renn. 24 août 1819, t. 18, p. 72, n° 45. — *V.* MM. MERL. t. 2, p. 686, 9e alin. F. L. t. 1, p. 651, 13e al.

135. Lorsqu'un créancier du mari intente contre lui, après la mort de sa femme, une action en partage, les enfants du mari peuvent incidemment à cette action former une demande en reddition de compte de tutelle contre leur père.— Am. 16 déc. 1825. Guillaume C. Guillaume et Desmarquay.

136. S'il y a compte de communauté et compte de tutelle à rendre, le compte de communauté doit être rendu le premier.—Tel est l'avis de M. PIG. t. 2. p. 405.—V. *J. A.* t. 18, p. 720, n° 76

137. Avant le Code civil, on ne pouvait revenir contre un compte de tutelle rendu devant le tribunal de famille, quoique la décision n'eût pas été homologuée. — Cass. 26 mai 1807, t. 18, p. 665, n° 1.

138. L'action en rectification d'un compte de tutelle, pour erreurs ou

omissions, n'est point sujette à la prescription établie par l'art. 475 C. c. par le laps de dix ans, à partir soit de la majorité du pupille, soit de la date même du compte.—Metz, 10 juill. 1821, t. 18, p. 712, n° 61.

139. Un compte rendu par un tuteur à son pupille, devenu majeur, accepté et débattu par ce dernier, ne peut plus être attaqué par lui, sous prétexte qu'il ne l'a pas examiné, surtout dans certains articles, avec toute l'exactitude requise. — Brux. 25 août, 1810. t. 18, p. 674, n° 11.

140. D'après l'ordonnance de 1667, comme d'après le code de procédure, un mineur devenu majeur, était seulement fondé à demander le redressement des erreurs, omissions ou doubles emplois par lui signalés dans son compte de tutelle, et non à exiger la révision entière de ce compte.—Colm. 18 mars 1816, t. 18, p. 685, n° 24.

141. Toutefois si le tuteur avait consenti à cette révision, il ne serait pas recevable à se plaindre plus tard de ce que le tribunal l'aurait ordonné.—Colm. 18 mars 1826, t. 18, p. 685, n° 25.

REDRESSEMENT DE COMPTE. V. *Redd.* c. 99 et s. 111 et s. 120 et s.

RÉFÉRÉ (1).

C. I. COMPÉTENCE DES JUGES DE RÉFÉRÉ. — A 1. Quand le juge du référé peut statuer seul, 1 à 6. — A 2. Cas généraux où le référé est admis, 7 à 22. — A. 3. Compétence quand à l'exécution d'un jugement ou d'un arrêt, 23 à 35. — A. 4. Compétence quand à l'exécution d'un titre exécutoire, 36 à 41. — A. 5. Compétence en matière de saisie, de vente, d'adjudication, de scellés, 42 à 55.— C. II. PROCÉDURE. —VOIES DE RECOURS. — EFFETS DU RÉFÉRÉ. — A. 1. Procédure. — § 1 *Formes et délais de l'assignation*, 56 à 66. — § 2. *Assistance d'avoués et du minist. publ. — Comparution*, 67 à 70. — § 3. *Rédaction de l'ordonnance*, 71 à 78.—A. 2. Voies contre l'ordonnance. —Formes et délais de l'appel.—§ 1. *Voies contre l'ordonnance*, 79 à 95.— § 2. *Formes et délais de l'appel*, 96 à 99.— A. 3. Effets du référé, 100 à 103.

CHAP. I *Compétence des juges de référé.* —Art. 1. *Quand le juge du référé peut il statuer seul.*

1. Le président seul ou le juge qui le remplace, est compétent pour connaître d'un référé; il ne peut en renvoyer la connaissance au tribunal, à peine de nullité de la décision à intervenir. — Poit 18 janv 1825, t. 28, p. 78.—*V.* M. B. S. P. p. 342, et PIG. t. 1, p. 112 et 115. —V. *infrà*, n° 40.

2. Mais le juge de référé est incompétent pour statuer seul sur le sens à donner au dispositif d'un jugement; sa compétence se borne à prononcer sur l'exécution d'un jugement dont les dispositions sont reconnues.—Bourg. 16 mars 1822, t. 24, p. 82.

3. Le président d'un tribunal doit statuer sur la demande en référé portée devant lui, lors même que le défendeur invoquerait un jugement rendu en sa faveur, si ce jugement n'a pas été rendu contre le demandeur, et n'a été ni enregistré ni délivré.—Caen, 31 déc. 1829. Liaïs et Hauvet C. Bonistent.

4. Lorsque le juge de référé déclare qu'il n'y a lieu à référé, et renvoie les parties à se pourvoir, on ne peut considérer cette décision comme un déni de justice. — Paris, 11 avril 1826, t. 34, p. 109.

5. Lorsqu'une partie se trouve assignée en référé dans le cas où la contestation était de compétence d'un tribunal entier, l'assignation peut être annulée d'office comme contenant une nullité d'ordre public. — Cass. 29 avril 1818, t. 5 p. 351, n° 86.

6. Le président d'un tribunal devant lequel des parties se présentent en référé, en cas de difficultés relatives à une apposition de scellés, peut, au lieu de statuer, renvoyer la cause en état de référé au tribunal entier. —Cass. 6 mars 1834, t. 47, p. 465, ch. req.—*V.* *Ibid.* des *Observ.*—*V.* aussi THOM. DESM. t. 2, p. 894.

Art. 2. *Cas généraux ou le référé est admis ou refusé.*

7. Pour que l'on puisse se pourvoir *en référé*, il faut non-seulement qu'il y ait urgence, mais encore que l'urgence soit telle que les choses ne puissent suivre la marche ordinaire, et que la citation à bref délai devant le tribunal, entrainerait un délai plus long que la voie du référé, et causerait un préjudice irréparable en définitive —Brux. 11 mai 1825.

8. Peut-on se pourvoir en référé pendant la durée d'une contestation. —M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 492, pense qu'il faut dans ce cas recourir à l'audience par une demande incidente entre avoués; cependant s'il n'y avait pas encore avoué constitue il faudrait se pourvoir en référé — V. *J. A.* t. 18, p. 783, n° 46.—*V.* le n° qui suit, et *infrà*, n° 39.

9. Lorsqu'en prenant la voie du référé, pour se faire accorder un sursis, l'opposant se pourvoit aussi devant le tribunal civil pour faire statuer sur le mérite de son opposition, le président est tenu d'ordonner le sursis sans préjuger le fond. —Turin, 30 juill. 1810, t. 18, p. 756, n° 20.—*V.* le n° qui précède.

10. Lorsque dans une matière de référé, on a élevé une question de propriété, et que le juge s'est déclaré incompétent, que devant le tribunal on a abandonné la question de propriété pour discuter celle du référé, et que le tribunal s'est à son tour déclaré incompétent, le juge est valablement ressaisi de la question de référé sans qu'on puisse prétendre qu'il y a conflit négatif et violation de la chose jugée.—Cass. 27 av. 1825, t. 32, p. 212.

11. Le créancier hypothécaire qui veut prendre des mesures conservatoires relativement aux fruits de l'immeuble hypothéqué, et à une époque très rapprochée de celle de leur exploitation, ne peut se pourvoir en référé devant le président du tribunal.—Rome, 6 juill. 1811, t. 18, p. 761, n° 26.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 124, n° 2759, et B. S. P. p. 374, *Observ.* 6, 2e.

12. Lorsque le président du tribunal renvoie les parties à l'audience, le tribunal saisi par ce renvoi peut ordonner l'exécution authentique portant cession d'un bail, bien que le cessionnaire prétende que cet acte se trouve anéanti ou modifié par une contre-lettre.— Paris, 9 sept. 1812, t. 18, p. 769, n° 30.

13. Le juge tenant l'audience du référé est incompétent pour ordonner que l'acquéreur d'un immeuble chargé par le contrat de vente, de servir une rente perpétuelle, versera le capital de cette rente, comme se trouvant éteinte.—Paris, 16 av. 1833, t. 47, p. 573.

14. Une ordonnance de référé qui ordonne qu'il sera passé outre à un partage malgré l'opposition d'un créancier de l'un des copartageants, est rendue incompétemment Peu importe d'ailleurs que le partage soit ordonné *sous la caution des fonds et des parties* —Bourg. 28 janv. 1815, t. 18, p. 776, n° 35.

14 *bis.* Le président du tribunal de première instance n'est pas compétent pour décider en référé la question de savoir si une partie est ou non obligée de recevoir à un autre domicile qu'au domicile réel, le paiement d'une rente viagère, tant pour le revenu échu que pour le terme à écheoir. — Renn. 12 janv. 1810, t. 18, p. 755, n° 10.

15. On ne peut porter en référé une demande ayant pour objet, 1° de faire accorder une provision à la veuve dont les reprises ne sont pas liquidées; 2° de faire une distribution de deniers entre les créanciers du défunt avant qu'il ait été procédé à l'inventaire; 3° de proroger le délai accordé pour la confection de cet inventaire.—Paris, 11 fruct. an 13, t. 18, p. 744, n° 4.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 125, n° 2762, et PIG. *Comm.* p. 491.

15 *bis.* L'épouse demanderesse en séparation de corps, ne peut se pourvoir en référé pour faire or-

---

V. *Appel*, 212, 576. — *Compuls.* 23.—*Cont. p. c.* 216 et s. 322 et s 427. — *Evoc.*—*Exéc.* 78, 97 et s.— *Exéc. p.* 65.—*Sais. ex.* 170.—*Sais. imm.* 728.—*Scell. inv* 64 et s.

donner le séquestre des récoltes pendantes par racine sur ses biens personnels. — Liége, 13 janv. 1809, t. 18, p. 750, n° 10.

16. Le juge tenant l'audience des référés, ne peut ordonner une expertise, et par suite, le tribunal statuant au principal, ne peut homologuer celle que ce juge aurait ordonnée. — Bourg. 7 avr. 1832, t. 43, p. 574. — *V. ibid.* les *observations*.

17. Le locataire d'un moulin à vent qui ne garnit point les lieux de meubles suffisants, doit être assigné en résiliation de bail par action principale, mais non en expulsion des lieux par voie de référé.—Paris, 8 juill. 1832, t. 43, p. 568.—*V. ibid*, les *observ.* en ce sens.

18. Dans tous les cas d'urgence, le président d'un tribunal est compétent pour connaître par voie de référé des entreprises faites sur des cours d'eau.—Rouen, 25 avr. 1826, t. 32, p. 149.

19. Les oppositions aux contraintes de la régie des contributions indirectes ne peuvent être la matière d'un référé.—Cass. 6 août 1817, t. 18, p. 780, n° 39.—V. *infrà*, n° 48.

20. Le président du tribunal civil est incompétent pour statuer en référé sur la demande en discontinuation de poursuites dirigées en vertu d'une contrainte décernée par un préfet contre le directeur d'un théâtre en paiement des droits sur la recette au profit des indigents. — Paris, 28 janv. 1833, t. 43, p. 591.

21 et 22. Le juge du référé ne peut statuer sur les dépens.—Rome, 8 oct. 1809, t. 18, p. 754, n° 15. Bourg. 30 août 1831, *idem*, t. 42, p. 173; 24 juill. 1832, t. 46, p. 226.

Art. 3. *Compétence quant à l'exécution d'un jugement ou d'un arrêt.*

23. Le président du tribunal jugeant en référé n'est pas compétent, 1° pour connaître de l'exécution d'un jugement, lorsqu'il faut en même temps interpréter la loi; 2° pour suspendre cette exécution pendant un délai déterminé.—Colm. 12 août 1807, t. 18, p. 747, n° 7.—MM. Carr. t. 3, p. 123, n° 2756, et F. L. t. 4, p. 777 sont de cette opinion.—V. *infrà*, n° 41.

24. On ne peut se pourvoir en référé pour faire ordonner un sursis à l'exécution provisoire d'un jugement émané d'un tribunal de commerce.—Paris, 19 germ. an 11, t. 18, p. 742, n° 2. C'est l'opinion de M. Coff.—*V.* le n° qui suit.

25. Une ordonnance de référé ne peut ni modifier ni arrêter l'exécution d'un jugement d'un tribunal de commerce exécutoire par provision nonobstant appel ou opposition.—Paris, 13 août 1829.—Vergé C. Dumoulin.—*V.* le n° qui précède.

26. Le juge de référé peut connaître des obstacles apportés à l'exécution d'un jugement qui ordonne un séquestre.—Renn. 23 déc. 1818, t. 18, p. 781, n° 43.

27. Il n'y a pas contravention à la chose jugée lorsqu'un tribunal ordonne en état de référé et par provision, la discontinuation des poursuites exercées en vertu d'un jugement rendu en pays étranger, et qu'un précédent arrêt non attaqué déclaré non recevable l'appel de ce jugement.—Cass. 31 juill. 1815, t. 18, p. 777, n° 38.

28. Le juge des référés est compétent pour ordonner l'exécution d'un arrêté administratif.—Cass. 7 sept. 1812, t. 18, p. 769, n° 29.

29. On peut se pourvoir en référé devant la cour d'appel, lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un arrêt émané de cette cour.—Paris, 3 prair. an 11, t. 18, p. 743, n° 3.—*V.* les n^os^ qui suivent, 30 à 33.

30. Le président d'un tribunal de première instance n'a pas le droit de suspendre l'exécution d'un arrêt, et c'est à la cour seule qu'il appartient de statuer en référé sur les difficultés que présente cette exécution. — Paris, 20 août 1810. Colm. 10 nov. 1813, t. 18, p. 757, n° 21, et 773, n° 33. — M. Carr. t. 3, p. 125, n° 1764, pense qu'en matière de référé il y a attribution de juridiction au président du tribunal du lieu où l'exécution se poursuit. Cette opinion est partagée par M. F. L. t. 4, p. 777, et contredite par M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 493, et M. Coff.—*V.* le n° qui précède.

31. Comme aussi lorsqu'il s'élève des difficultés sur l'exécution d'un jugement dont il a été interjeté appel, le président du tribunal de première instance ne peut y statuer en état de référé.—Paris, 5 oct. 1815, t. 16, p. 523, n° 91, M. Coff. trouve cette décision controversable. — V. *suprà*, n° 29.

32. De même, lorsque sur un référé, le président d'un tribunal de première instance ordonne la maintenue en possession, jusqu'à la liquidation d'améliorations fixées par un arrêt qui prononçait le délaissement d'un immeuble, il commet un excès de pouvoir qui vicie de nullité son ordonnance.—Aix, 5 déc. 1826, t. 34, p. 323.—V. *suprà*, n° 29.

33. Lorsqu'une tierce personne s'oppose au commandement fait pour exécuter l'arrêt d'une cour royale, c'est devant le président du tribunal de première instance que cette opposition doit être portée en référé.—Bord. 17 juill. 1827. — V. *suprà*, n° 29.

34. On peut appeler d'une ordonnance de référé rendue sur l'exécution d'un jugement en dernier ressort.—Paris, 24 août, 1831, t. 44, p. 112.—V. *infrà*, n° 79 et suiv.

35. On peut appeler de l'ordonnance de référé qui décharge un gardien de meubles d'une valeur indéterminée, et lui adjuge des dommages-intérêts même inférieurs à 1000 fr.—Poit. 25 fév. 1834, t. 47, p. 578.—V. *infrà*, n° 84.

Art. 4. *Compétence quant à l'exécution d'un titre exécutoire.*

36. Le juge de référé doit ordonner l'exécution d'un titre exécutoire quelles que soient les difficultés élevées sur le fond de l'acte.—Bourg. 9 avr. 1815, t. 19, p. 187, n° 199.

37. Le juge du référé n'a pas le droit d'ordonner la discontinuation des poursuites exercées en vertu d'un titre exécutoire, sous prétexte que des offres réelles, mais conditionnelles ont été faites.—Paris, 12 déc. 1820, t. 3, p. 290, n° 128.

38. Le juge des référés saisi d'une contestation relative à l'exécution d'un titre exécutoire, excède ses pouvoirs lorsqu'après avoir reconnu en principe que l'exécution ne peut être paralysée, il décide qu'elle sera continuée jusqu'à la vente des objets saisis exclusivement, et que le débiteur pourra l'arrêter en déposant à la caisse d'amortissement la somme pour laquelle les poursuites ont lieu.—Paris, 21 oct. 1812, t. 18, p. 771, n° 31.—M. Carr. t. 3, p. 124, n° 2757, approuve cette décision ainsi que M. Coff.

39. On peut se pourvoir en référé, relativement à l'exécution d'un titre exécutoire, quoique ce titre soit déjà l'objet d'une instance engagée devant le tribunal.—Liége, 16 fév. 1813, t. 18, p. 772, n° 22.—V. *suprà*, n°s 8 et 9.

40. Encore qu'un titre soit authentique et que de sa nature il emporte exécution parée, le débiteur peut faire surseoir à l'exécution par la voie du référé, s'il est survenu une loi qui ait opéré la réduction de ce titre.—Cass. 5 déc. 1810, t. 18, p. 758, n° 23.—*V.* MM. Carr. t. 3, p. 123, n° 2755, et B. S. P. p. 506, n° 2.

41. Le juge du référé appelé à juger sur une demande en exécution provisoire d'un titre authentique, doit l'ordonner ou la refuser, mais non pas accorder un délai pendant lequel elle ne pourra avoir lieu. — Toul. 1er août 1829, t. 39, p. 175. —V. *suprà*, n° 23.

Art. 5. *Compétence en matière de saisie. — Vente. — Adjudication. — Scellés.*

42. On peut se pourvoir en référé pour faire statuer, sur l'opposition formée à un commandement, à fin de saisie immobilière.—Turin, 30 juill. 1810, t. 18, p. 756, n° 19.— *V.* M. Carr. t. 3, p. 125, n° 2761.

43. Cependant le président d'un tribunal de première instance, ne peut pas, en référé, prononcer la nullité d'un commandement de saisie immobilière.—Bord. 30 avr. 1829, t. 39, p. 199.

44. Comme aussi on ne peut se pourvoir en référé devant le président du tribunal, soit pour faire

prononcer la nullité d'une saisie-exécution, soit pour obtenir un sursis à cette saisie, lorsque l'on ne justifie pas de l'urgence.—Flor. 11 avr. 1812, t. 19, p. 437, n° 55.

45. Un juge peut ordonner en référé le paiement d'une rente viagère insaisissable, établie par un arrêt lorsque l'opposition faite à ce paiement est pratiquée sans titre, sans autorisation, et frappée de nullité comme non suivie d'une demande en validité.—Paris, 4 juin 1831, t. 42, p. 115.

46. Le juge tenant l'audience des référés est incompétent pour donner mainlevée d'une saisie-arrêt qu'il a permis de pratiquer. — Paris, 25 mai 1833, t. 45, p. 593.

47. Le président du tribunal civil ne peut, sous aucun prétexte, ordonner un sursis à la saisie d'effets mobiliers pratiquée en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de commerce.—Toul. 29 nov. 1832, t. 44, p. 230.

48. Le juge tenant l'audience des référés est incompétent pour statuer sur l'opposition, à une saisie faite en vertu d'une contrainte émanée de la direction des contributions indirectes.—Cass. 3 juin 1833, t. 45, p. 470.—V. *suprà*, n° 19.

49. Le juge de référé ne peut statuer sur la demande en revendication de meubles saisis faite par un tiers à titre de propriétaire.—Aix, 1er fév. 1831, t. 43, p. 571.—*V. ibid.* nos *Observations.*

50. Le juge tenant les référés ne peut pas sans excéder les bornes de sa compétence, ordonner qu'un débiteur saisi paie provisoirement nonobstant l'opposition.—Paris, 1er fév. 1811, t. 18, p. 760, n° 21.

51. Il ne peut être statué en référé par le président du tribunal sur l'exécution des clauses d'une adjudication.—Turin, 2 août 1809, t. 18, p. 753, n° 14.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 124, n° 2758.

52. Le créancier qui a saisi le mobilier de son débiteur, ne peut, si postérieurement celui-ci tombe en faillite, être autorisé par le juge des référés, à faire vendre ce mobilier, dans le cas où les syndics ne feraient pas procéder à cette vente dans un certain délai.—Paris, 25 mars 1830, t. 39, p. 89.

53. Le président d'un tribunal civil peut juger en référé les difficultés qui s'élèvent au moment de la clotûre d'un procès-verbal de vente mobilière. — Renn. 25 août 1814, t. 18, p. 775, n° 34.

54. La demande en nomination d'un gérant, formée après l'apposition des scellés, doit être portée devant le tribunal civil et non devant le juge des référés.—27 avr. 1825, t. 32, p. 212.

55. Le juge des référés est compétent pour connaître d'une demande en décharge de la garde des scellés, et en paiement des frais de garde.—Amiens, 16 août 1825, t. 31, p. 283.

Chap. II. *Procédure.—Voie de recours.—Effets d'un référé.*—Art. 1. *Procédure.*—§ 1. *Formes et délais de l'assignation.*

56. La demande en référé doit-elle être précédée de la permission du juge?—Oui, Paris, 7 juin 1809.—Non, Montp. 6 août 1810, t. 18, p. 751, n° 11.—La négative est embrassée par M. Carr. t. 3, p. 127, n° 2765, et tous les auteurs, moins ceux du Pr. Fr. t. 5, p. 57, et jur. proc. t. 3, p. 358 et 359.—*V.* MM. Pig. t. 1, p. 115, B. S. P. p. 378, not. 7, et F. L. t. 4, p. 777.—V. les trois nos qui suivent, et *infrà*, n° 61.

57. Le demandeur en référé qui n'a pas reçu du président permission d'assigner à bref délai, ne peut obtenir une décision valable contre le défendeur, qu'après le délai de huitaine franche, augmenté en raison des distances —Bourg. 13 juill. 1830, t. 40, p. 102.—*V.* le n° qui précède.

58 On peut, sans permission du président et sans donner huitaine au défendeur, l'assigner pour comparaître à la première audience de référé.—Pau, 31 mai 1824, t. 43, p. 701.—*V.* C. T. t. 2, p. 287, 10. —V. *suprà*, n° 56.

59. Lorsqu'on assigne en référé au jour ordinaire de l'audience, il n'est pas besoin d'ordonnance préalable, ni d'observer les délais prescrits en raison de la distance, pourvu qu'on donne terme suffisant pour comparaître.—Am. 16 août 1825, t. 31, p. 282.—V. *suprà*, n° 56.

60. Le délai nécessaire entre l'assignation et l'audience en référé n'étant pas fixé par la loi, est laissé à l'arbitrage du juge.—Montp. 6 août 1810, t. 18, p. 751, n° 13 — Cette décision est combattue par M. D. C, p. 438, et approuvée par MM. Carr. p. 128, n° 2767, et Th. Desm. p. 293.

61. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la citation en audience de référé contienne une constitution d'avoué.—Toul. 4 juin 1824, t. 27, p. 122.—MM. Delap. t. 2, p. 376; Lep. p. 536, pensent qu'il faut une constitution d'avoué.—M. D. C. p. 489, est d'un avis contraire.—*V.* C. T. t. 2, p. 285, 4. —V. *infrà*, nos 67 et 71.

62. Cette citation ne peut être formée par requête d'avoué à avoué.—Paris, 7 juin 1809, t. 18, p. 751, n° 12.—MM Carr. p 128, n° 2766, et F. L. t. 4, p. 777, approuvent cette décision.—*V.* C T. t. 2, p. 286, 5.—*V.* le n° qui suit.

63. Une assignation en référé doit, à peine de nullité, être signifiée à personne ou à domicile.—Renn. 23 janv. 1818, t. 18, p. 780, n° 40. —*V.* le n° qui précède.

64. Les assignations en référé doivent, sous peine de nullité, être signifiées par un huissier commis.—Bourg. 7 av. 1832, t. 43, p. 574.—*V. ibid.* nos *Observations.*—V. *suprà*, n° 56.

65. Les parties sont suffisamment intimées à l'effet de comparaître devant le juge du référé, par le renvoi que fait le juge de paix, en leur présence, en vertu de l'art. 921, C. p. c.—Orl. 4 juin 1823, t 25, p. 189.

66. La nullité de l'assignation entraine celle de l'ordonnance de référé.—Renn. 23 janv. 1818, t. 18, p. 780, n° 41.

§ 2. *Assistance d'avoué et du ministère public.—Comparution des parties.*

67. L'assistance des avoués est-elle de rigueur dans les contestations portées en référé?—Cette question est controversée entre les auteurs.—MM. Delap. t. 2, p. 376; Lep. p. 538, et les auteurs du Pr. Fr. t. 5. p. 58, soutiennent l'affirmative — L'opinion contraire est adoptée par MM. D. C. p. 489; Carr. t. 3, p. 129, n° 2768, et F. L. t. 4, p. 778. —V. *J. A.* t. 18, p. 783, n° 48.— V. *suprà*, n° 61, et *infrà*, n° 71.

68. En matière de référé, il n'est alloué aux avoués aucun émolument pour consultation, correspondance ou plaidoirie.—C. T. t. 2, p. 289, 19. — *V.* le n° qui précède.

69. Le ministère public doit-il assister aux audiences de référé?—Oui, d'après M. D. C. qui ne donne aucun motif à l'appui de cette opinion; mais M. Carr. t. 3, p. 130, n° 2769, est d'un avis contraire, et la question a été décidée dans ce dernier sens.—Orl. 4 juin 1823, t. 18, p. 784, n° 49, et t. 25, p. 189.

70. Quoique les conservateurs des hypothèques puissent se défendre par simple mémoire, lorsqu'ils refusent la radiation d'une inscription, cependant ils doivent comparaître eux-mêmes en référé, lorsqu'ils y sont appelés.—Décis. du min. des fin. 2 déc 1807, t. 18, p. 748, n° 9.

§ 3. *Rédaction de l'ordonnance.*

71. La rédaction des ordonnances sur référé doit-elle être faite sur qualités déposées par les parties.—La négative est adoptée par MM D. C. p. 489; Carr. t. 3, p. 134, n° 2778, et les auteurs du Pr. Fr. t. 5, p. 61. —V. *J. A.* t. 12, p. 784, n° 50.—C. T. t. 2, p. 283, 17.—V. *suprà*, nos 61 et 67.

72. Il faut, à peine de nullité, que l'ordonnance de référé contienne des motifs.—Paris, 10 frim. an 11, t. 18, p. 740, n° 1.—MM. Pig. t. 1, p. 113, et Carr. t. 3, p. 131, n° 2771, pensent que cette décision ne doit pas être suivie sous le Code, quoiqu'il soit prudent néanmoins d'insérer des motifs dans les ordonnances sur référé, comme dans les jugements proprement dits.—M. F. L. t. 4, p. 778,

est d'un avis opposé. Nous partageons ce dernier avis.

73. Le magistrat qui délivre en son hôtel une ordonnance sur requête, est juge souverain de l'urgence, et l'assistance du greffier n'est pas nécessaire.—Toul. 13 juill. 1827, t. 34, p. 48.—*V.* notre mot *Greffier*, n° 1 *bis*.

74. Une ordonnance de référé pour être exécutoire, n'a pas besoin d'être expédiée dans la forme prescrite pour les jugements ordinaires par l'art. 145, C. p. c.—Rouen, 18 fév. 1819, t. 18, p. 782, n° 44.

75. Les ordonnances d'un juge remplaçant le président d'un tribunal aux audiences de référé, sont nulles si elles ne mentionnent pas qu'il a remplacé celui-ci comme étant le plus ancien du tribunal, d'après l'ordre du tableau — Colm. 11 nov. 1831, t. 42, p. 273.— *V.* le n° qui suit.

76. Les ordonnances d'un juge remplaçant le plus ancien, en l'absence du président, à l'audience des référés, sont nulles, si elles ne mentionnent pas que le juge le plus ancien a été empêché de la tenir.—Bourg. 7 av. 1832, t. 43, p. 574.—*V. ibid.* nos *Observations*, et le n° qui précède.

77. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le juge qui signe une ordonnance sur requête, mentionne l'empêchement du président.—Toul. 13 juill. 1827, t. 34, p. 48.

Art. 2. *Voies contre l'ordonnance. — Formes et délais de l'appel.*—§ 1. *Voies contre l'ordonnance.*

78. Une ordonnance sur référé rendue sur la requête d'un héritier, n'est pas sujette à autant de droits, qu'elle autorise des mesures distinctes concernant la même succesion.—C. T. t. 2, p. 289, 22.

79 Les ordonnances de référé sont, comme les jugements de première instance, sujettes à l'appel, lorque la valeur de l'objet litigieux excède le taux du dernier ressort.—Poit. 16 fév. 1807. Turin, 19 août 1807, t. 18, p. 745, n° 5 —*V.* MM. Carr. t. 3, p 132, n° 2774; Ponc. t. 1, p. 54, n° 40, et D.C. p. 489.—V. *suprà*, n° 34.

80. Ainsi, l'appel d'une ordonnance de référé ne serait pas recevable, si la contestation avait pour objet une valeur moindre de 1000 fr.—Turin, 16 oct. 1807, t. 18, p. 748, n° 8.—V. *infrà*, n° 82.—Ne peut-on, du moins, l'attaquer par la voie de l'opposition?—M. Pig. t. 1. p. 115, se prononce pour l'affirmative. — MM. B. S. P. p. 378, n. 11, et Carr. t. 3, p. 133, n° 1776, trouvent cette décision inconciliable avec l'art. 809, C. p. c.— V. *infrà*, n° 90.

81. L'ordonnance de référé qui statue sur la question de savoir si le réclamant assistera ou n'assistera pas à la levée des scellés, peut être attaquée par la voie de l'appel.— Cass. 25 nov. 1818, t. 21, p. 59, n° 48.

82. On ne peut appeler d'une ordonnance de référé, rendue sur une somme moindre de 1,000 fr.—Bord. 10 fév. 1832. Chausserie-Laprade C. Dauède.—V. *suprà*, n° 80, et le n° qui suit.

83. On ne peut appeler d'une ordonnance de référé, statuant sur la revendication faite par un tiers, de meubles saisis pour une somme inférieure à 1,000 fr. — Aix, 1er fév. 1831, t. 43, p. 571. — V. *ibid.* nos *Observations* —*V.* le n° qui précède

84. Une demande en décharge, formée par un gardien, est indéterminée de sa nature; en conséquence, l'ordonnance de référé qui intervient sur une semblable demande, est susceptible d'appel. — Poit. 20 janv. 1826, t. 30, p. 242 —V. *suprà*, n° 35.

85 L'acquiescement donné par les parties à une ordonnance de référé, ne les prive pas du droit d'en interjeter appel. — Colm. 30 juill. 1825, t. 29, p. 270.

86 La Cour peut, sur l'appel d'une ordonnance de référé, qui n'avait statué que sur la validité d'une saisie, prononcer des dommages-intérêts contre celui qui l'avait illégalement formée. — Cass. 12 avr. 1820, t. 5, p. 364, v° *Avoué*, n° 96 —V. *infrà*, n° 92.

87. Les jugements rendus *en état de référé* par le tribunal entier, sont, quant à l'appel, assujetis aux règles prescrites pour les ordonnances. — Paris, 3 mars 1810, t. 18, p. 755, n° 17.-Telle est l'opinion de MM. Carr t. 3, p. 153, n° 2775, et D. C. p. 490.

88. Une ordonnance d'envoi en possession, rendue en référé, sans que toutes les parties intéressées soient appelées, peut être attaquée par opposition devant le tribunal qui a rendu l'ordonnance.—Toul. 10 juill. 1827, t. 35, p. 91.—V. *infrà*, n° 90.

89. La Cour royale, saisie de l'appel d'une ordonnance de référé, interjeté contre plusieurs parties, ne doit pas, en cas de non comparution de l'une d'elles, prononcer un arrêt de défaut profit-joint contre elle, et ordonner sa réassignation par l'appelant. —Bord. 24 juill. 1833, t. 45, p. 605.

90. On peut employer la voie de l'opposition contre un arrêt par défaut rendu sur appel d'une ordonnance de référé.—Brux. 7 août 1807, t. 18, p. 746, n° 6.—Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 3, p. 132, n° 2772; B. S. P. p. 378, n° 10, et 397. n° 8, 2°; F. L. t. 4, p. 37, et 178, Merl. v° *Opposition*, art. 8, p. 762. — Sur la question de savoir si l'opposition serait admissible contre un jugement rendu par défaut sur le renvoi du juge du référé à l'audience, *V.* MM. Carr. *loc. cit.* n° 2773, et Pig. t. 1, p. 115. — V. *suprà*, n°^{os} 80 et 88.

91. Si une ordonnance de référé a autorisé un associé à mettre les scellés sur les lettres et papiers de ses associés, les intéressés peuvent y former opposition, et le jugement rendu sur cette opposition est exécutoire par provision, nonobstant l'appel.—Paris, 19 fév. 1812, t. 18, p. 767, n° 28.

92. La Cour, saisie de l'appel d'une ordonnance de référé, est incompétente pour statuer sur des conclusions au fond prises pour la première fois devant elle. — Gren. 17 nov. 1829.—Argentier C. Provins — V. *suprà*, n° 86 et le n° qui suit.

93. On ne peut, dans une affaire renvoyée à l'audience du tribunal en état de référé, conclure incidemment à ce qu'un interlocutoire soit rendu sur le fond, ni par suite exciper en cassation, de ce que les juges n'ont pas fait droit à ces conclusions — Cass. 6 mars 1834, t. 47, p 465. — *V.* le n° qui précède.

94. L'incompétence *ratione materiæ* du juge de référé peut être opposée en appel, malgré le silence de la partie devant ce premier juge. — Renn. 23 déc. 1818, t. 18, p. 781, n° 42.

95. On n'est pas recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt confirmatif d'un jugement de référé, pour violation des lois que l'on peut invoquer au principal. — Cass. 31 juill. 1815, t. 18, p. 777, n° 37.

§ 2. *Formes et délai de l'appel.*

96. L'appel d'une ordonnance sur référé doit, à peine de nullité, être interjeté par exploit à personne ou domicile —Paris, 7 juill. 1810, t. 18, p 755, n° 18 —*V.* M. Haut. p. 443.

97. Le délai de quinzaine, fixé par l'art. 809, C. p. c., pour l'appel des ordonnances de référé est de rigueur. —Rouen, 18 fév. 1819, t. 18, p. 782, n° 15.—Cet art. ne s'applique pas à l'appel de l'ordonnance qui, en vertu de l'art 2 de la loi du 10 sept. 1807, autorise l'arrestation d'un débiteur étranger.—*V.* aussi la nouvelle loi, *J. A.* t. 42, p 202.

98. L'art. 1033 C. p. c. est applicable au délai des appels d'ordonnance de référé; le jour de la signification ni celui de l'échéance ne doivent point être compris dans ce délai. — Bourg. 16 mars 1822. Lim. 25 mars 1825. — Am. 16 août 1825, t. 24, p. 82; t. 31, p. 284, et t. 32, p. 211.

99. La signification au domicile élu dans un commandement, tendant à la contrainte par corps, d'une ordonnance en référé, rendue sur une opposition à cette contrainte, ne fait pas courir le délai d'appel de cette ordonnance. —Bord. 1er août 1828, t. 36, p. 29.

Art. 3. *Effets du référé.*

100. Les citations en référé ne suspendent l'exécution à laquelle elles ont pour objet de s'opposer, qu'autant qu'elles sont fondées, et c'est à l'officier ministériel et au poursuivant à juger du mérite de ces citations, parce qu'ils n'encourent de dommages-intérêts que si le tribunal compétent décide qu'ils ont eu

tort de passer outre.—Caen, 10 avr. 1827, t. 34, p. 326.—Le même principe ne s'applique pas aux actes d'appel. — *V.* notre mot *Exécution* ch. 4, n° 81 et suiv.

101. Les ordonnances de référé qui prononcent dans des cas d'urgence, sont-elles uniquement provisoires, ou bien peuvent-elles être définitives? — L'art. 809 C. p. c. dit positivement que les ordonnances sur référé ne feront aucun préjudice au principal; elles ne prononcent donc pas d'une manière définitive. C'est aussi l'opinion de M. Lep. p. 537.—V. *J A.* t. 18, p. 783, n° 47.—Elles sont toutes provisoires, suivant l'opinion de M. Lep. p. 537.

102. Aussi un jugement rendu en état de référé ne fait pas préjudice aux moyens de fond.—Cass. 31 juill. 1815, t. 18, p. 777, n° 36.—Cela est incontestable.

103. Comme aussi une ordonnance de référé, lors même qu'elle n'a pas été attaquée par la voie de l'appel, pendant les délais utiles, ne peut avoir d'effet que sur le provisoire; c'est-à-dire sur la continuation des poursuites; elle n'empêche pas le débiteur de débattre au fond le montant de la créance, quoiqu'il ait été fixé par l'ordonnance. — Bourg. 2 juill. 1825, t. 34, p. 321.

REGISTRES.

Les juges ne sont nullement obligés d'ordonner la représentation des registres, lors même que ces registres doivent être tenus et qu'ils sont réellement tenus par une des parties. —Cour de Cass. 23 nov. 1829.—V. *Av.* 48 et s. — *Comp.* 4.— *Défense et Requête civile.*— *Enreg.* 114 *bis*, 283 *bis*, 356 et s.—*Etat civil.*

RÉGLEMENT DE JUGES (1).

C. I. Dans quel cas y a-t-il lieu a réglement de juges, 1 à 43. — C. II. Compétence. — Arrêt de soit communiqué. — Effets du réglement de juges.—A. 1. Compétence, 44 à 63 —A. 2. Arrêt de soit communiqué.— Ses effets, 64 à 67.—A. 3. Quel tribunal doit rester saisi, 68 à 71.

(1) V. *Cass.* 14.—*Huiss.* 207.— *Interv.* 86 —*Récus.* 51 —*Sais. imm.* 572

Chap. I. *Dans quel cas y a-t-il lieu à réglement de juges.*

1. Il y a lieu à réglement de juges, lorsqu'un demandeur qui a assigné deux parties diverses devant deux tribunaux, essuie de leur part une exception qui tend à faire statuer les deux tribunaux sur un même objet. — Cass. 3 pluv. an 10, t. 18, p. 795, n° 3. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 840, n. 1, n° 1; Pig. *Comm.* t. 1, p. 635; B. S. P. p. 382, n. 2; Merl. *Rép.* t. 11, p. 180; M. q. d t. 5, p. 284; F. L. t. 4, p. 794; Pr. Fr. t. 2, p. 357.

2. Il y a lieu à se pourvoir en réglement de juges lorsque la même cause, ou une autre cause connexe a été portée devant deux tribunaux différens, et lorsque devant les mêmes tribunaux on a pris les mêmes conclusions au principal.—Cass. 4 août 1818, t. 18, p. 834, n° 51.—*V.* M. B. S. P. p. 338, n. 2.

3. Ne doit-on recourir au réglement de juges, conformément à l'art. 363, qu'autant que la cause serait pendante à deux tribunaux, non ressortissant à la même autorité? — Il résulte de l'opinion émise sur cette question, par MM. Delap. t. 1, p. 334; Carr. t. 1, p. 844, n°s 1322 et 1326; Pig. *Comm.* t. 1, p. 635; D. C. p. 271; Lap. p. 255, et F. L. t. 4, p. 797, que toutes les fois que deux tribunaux différens sont saisis de la même contestation, la partie peut demander le renvoi ou se pourvoir en réglement de juges.—V. *J A.* t. 18, p. 837, n° 53.—V. *infrà*, n° 5.

4. Il y a lieu à une demande en *indication de juges* lorsque la partie qui veut intenter une action ne peut, à cause de quelques circonstances, savoir exactement à quel tribunal elle doit s'adresser; elle peut alors se pourvoir au tribunal qui connaît des réglements. — C. T. t. 1, p. 362, 1, à la note.

5. Celui qui a assigné deux parties devant deux tribunaux différens, situés dans le ressort de la même cour d'appel, peut se pourvoir en réglement de juges devant cette cour s'il y a connexité parfaite entre les deux demandes. — Colm. 21 mars 1807, t. 18, p. 810, n° 20.—V. *suprà*, n° 3.

6. Il y a lieu à réglement de juges lorsque deux tribunaux de commerce sont également saisis de la même contestation. — Cass. 23 déc. 1807, et 6 avril 1808, t. 18, p. 825, n° 23. —*V.* MM. Carr. t. 1, p. 841, n° 1321; Pig. *Comm.* t. 1, p. 637; Lep. p. 135; F. L. t. 4, p. 794.

7. On peut se pourvoir en réglement de juges, lorsque les juges de première instance et d'appel ont retenu la connaissance d'une affaire hors de leur compétence. — Cass. 24 vend. an 10, t. 18, p. 794, n° 1.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 840, n. 1.

8. Il y a lieu à réglement de juges lorsqu'il y a conflit entre deux tribunaux différens, quoique tous les deux aient statué au fond. — Cass. 25 mai 1815, t. 22, p. 236, v° *Trib. de comm.*, n° 56.

9. Mais on ne peut se pourvoir en réglement de juges lorsqu'un des tribunaux saisis, a statué sur le fond par jugement passé en force de chose jugée. — Cass. 14 fev. 1828, t. 35, p. 191.—V. *infrà*, n°s 28 et 35 *ter.*

10. Il y a réglement de juges lorsque l'une des parties s'est pourvue en nullité devant le tribunal civil, et que l'autre s'est adressée au tribunal de commerce pour faire déclarer valables les offres réelles faites en exécution de la sentence arbitrale.—Paris, 23 oct. 1812, t. 16, p. 510, v° *jugem. arb*, n° 82.

11. Lorsqu'une partie assignée devant un tribunal en rectification d'un acte de l'état civil, assigne son adversaire devant un autre tribunal pour voir dire que la demande de celui-ci n'est pas fondée, un réglement de juges ne peut être formé à la cour de cassation par le défendeur, attendu que son assignation n'est qu'une défense mal à-propos portée devant un autre tribunal.— Cass. 5 mars 1833. Bellefonds C. Marck.

12. Pour qu'il y ait lieu à réglement de juges, la loi n'exige pas que les exploits des deux instances soient de la même date. — Cass. 1er mars 1826, t. 31, p. 158.—V. *infrà*, n° 35.

13. La partie qui, sur l'assignation à elle donnée, a constitué avoué, est recevable à se pourvoir en réglement de juges, si son avoué n'a pas conclu au fond, et n'a fait que réserver formellement ce droit à ses mandans. — Cass. 1er mars 1826, t. 31, p. 158.

14. Il y a lieu à réglement de juges lorsque, par suite d'un sursis ordonné par le tribunal civil après inscription de faux, le tribunal criminel refuse de statuer. — Cass. 29 therm. an 10, t. 18, p. 796, n° 4.—*V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 124, n. 23, n° 2.

15. Il y a lieu à réglement de juges lorsque deux tribunaux refusent successivement de connaître d'un délit qui est de la compétence de l'un ou de l'autre. — Cass. 22 mai 1810, et 27 juin 1811, t. 18, p. 816, n° 26.

16. Lorsque les parties se trouvent dans l'impossibilité de recourir à leurs juges naturels, elles peuvent se pourvoir en indication de juges, d'après les règles prescrites par l'art. 363 C. p. c. — Cass. 8 sept. 1807, t. 18, p. 813, n° 22. — *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 200; B. S. P. p. 338, n. 1; Haut. p. 195. — *V.* notre mot

Renvoi, n° 22 et suiv. et *infrà*, n° 45.

17. On ne peut se pourvoir en réglement de juges contre un jugement en premier ressort, qui a admis un déclinatoire.—Cass. 25 therm. an 12, t. 18, p. 802, n° 12. — *V*. M. CARR. t. 1, p. 842, n. 1 (1).

18 et 19. Il n'y a pas lieu à une demande en réglement de juges lorsque le déclinatoire proposé a été successivement rejeté en première instance et sur l'appel.—Cass. 12 juill. 1814, t. 14, p. 456, v° *Garantie*, n° 48. — V. *suprà*, n° 17 et la note.

20. On ne peut se pourvoir en réglement de juges contre un jugement qui, après avoir rejeté un déclinatoire, statue au fond?—Cass. 21 niv. an 13, 30 juin 1807, 17 mars 1812, 7 août 1817. — V. *suprà*, n° 17.

Mais il en est autrement si la partie condamnée n'a pas défendu au fond. Telle est l'opinion de M. CARR. t. 1, p. 843, n°s 1323, 1324, 1325; CARR. *Comp*. t. 2, p. 121; F. L. t. 4, p. 795; MERL. *Rép*. t. 11, p. 178. — Dans le même sens arrêt de Cass. 20 juill. 1815, t. 18, p. 803, n° 15. — V. *suprà*, n° 17.

21. Comme aussi le réglement de juges n'est plus recevable lorsque le jugement de première instance qui a rejeté le déclinatoire, a acquis l'autorité de la chose jugée, faute d'avoir été attaqué dans les délais d'appel. — Cass. 30 janv. 1817, t. 18, p. 830, n° 43. — *V*. MM. M. q. d. t. 4, p. 483; CARR. *Comp*. t. 2, p. 124, n 23, n° 2; F. L. t. 4, p. 795.—V. *suprà*, n° 17.

22. Mais il y a lieu à réglement de juges, lorsqu'une partie, après avoir obtenu en première instance un jugement qui accueillait son déclinatoire, en est déboutée sur l'appel par un jugement infirmatif. — Cass. 12 vend. an 11, t. 18, p. 798, n° 6. —*V*. MM. M. q. d. t. 2, p. 369; F. L. t. 4, p. 795; PR. FR. t. 2, p. 36. — V. *suprà*, n° 17.

23. Décidé au contraire qu'il n'y a pas lieu au pourvoi en réglement de juges devant la cour de cassation, lorsqu'un arrêt de la cour royale a débouté une partie de sa demande en renvoi devant un tribunal de première instance de son ressort.—Cass. 15 avril 1817, t. 18, p. 830, n° 44.— *V*. M. F. L. t. 4, p. 797.—V. *suprà*, n° 17.

24. Il y a lieu à réglement de juges dans le cas où la partie dont le déclinatoire est rejeté par jugement de première instance, n'a pas défendu au fond, et en ce cas le recours peut être porté à la cour de cassation, sans qu'il soit besoin de recourir à la cour d'appel.—Cass. 8 sept. 1814, t. 18, p. 825, n° 38.—V. *suprà*, n° 17.—*V*. M. CARR. *Comp*. t. 2, p. 124, n 23, n° 1.

25. Il n'y a pas lieu à réglement de juges lorsqu'il n'y a qu'un seul tribunal saisi, et que ce tribunal refuse d'en connaître. — Cass. 16 brum. an 13, t. 18, p. 802, n° 13.— V. *suprà*, n° 17.

26. Il n'y a pas lieu à réglement de juges, lorsque, sur une demande en interdiction, le tribunal, avant de statuer au fond, ordonne une convocation de parents.—Cass. 21 fruct. an 10, t. 18, p. 798, n° 5.

27. Il n'y a pas lieu à réglement de juges dans le cas où deux tuteurs sont nommés à un mineur par deux conseils de famille différents, quoiqu'une des délibérations ait été déjà homologuée par un tribunal de première instance; il y a lieu seulement de la part des tuteurs de faire décider par les tribunaux lequel sera maintenu dans la gestion des biens du mineur.—Cass. 18 juill. 1826, t. 32, p. 121.

28. Il n'y a lieu à un réglement de juges qu'autant qu'un différend est porté simultanément à deux tribunaux : *spécialement*, il n'est pas nécessaire de se pourvoir en réglement de juges devant la Cour de cassation, lorsque deux tribunaux ressortissant de cours différentes, ont simultanément déclaré la faillite d'un individu ; l'une ou l'autre de ces décisions peut être attaquée pour incompétence devant la Cour de laquelle ressortit le tribunal qui l'a rendue.—Nancy, 26 av. 1827, t. 32, p. 276.— V. *suprà*, n° 8.

29. Il n'y a pas lieu à se pourvoir en réglement de juges, lorsqu'il y a conflit entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire ; il faut, dans ce cas, se pourvoir devant le conseil d'État. — Cass. 14 germ. an 11; 8 vent. an 12; 22 vend. an 14; 26 nov. 1806.—Décret du 21 sept. 1810, t. 18, p. 799, n° 8.

30. Il n'y a pas conflit négatif de juridiction, lorsqu'après la déclaration d'incompétence par les tribunaux civils et par l'administration, l'affaire est portée devant un tribunal de commerce qui s'en attribue la connaissance.—Turin, 18 juill. 1809, t. 18, p. 817, n° 27.

31. La demande en renvoi devant l'autorité administrative, ou devant un tribunal étranger, ne donne pas lieu au pourvoi en réglement des juges.—Cass. 30 mai 1827, t. 34, p. 301.

32. Il n'y a pas lieu à réglement de juges, lorsqu'il ne s'agit pas d'un conflit entre deux tribunaux français, mais de la compétence respective de deux tribunaux qui appartiennent à des puissances indépendantes.—Paris, 23 therm. an 12, t. 18, p. 801, n° 10.

33. Il n'y a pas lieu à réglement de juges, lorsque c'est le demandeur lui-même, syndic d'une faillite, qui a saisi divers tribunaux de plusieurs actions contre des débiteurs de la faillite.—Cass. 4 pluv. an 12, t. 18, p. 801, n° 9.—*V*. M. CARR. *Comp*. t. 2, p. 124, n. 23, n° 3.

34. On ne peut se pourvoir en réglement de juges pour cause de connexité, lorsque deux demandes portées devant deux tribunaux différents sont devant ces tribunaux, l'un en premier degré de juridiction, et l'autre en degré d'appel.—Cass. 14 juin 1815, t. 18, p. 826, n° 40.—*V*. M CARR. *Comp*. t 2, p. 124. n. 23, n° 5. —V. *suprà*, n° 8.

35. Il n'y a pas lieu à se pouvoir en réglement de juges, avant que les tribunaux, entre lesquels le conflit peut s'élever, soient saisis de la contestation; autrement ce serait non un réglement, mais une indication de juges.—Turin, 2 fév. 1812, t. 18, p. 820, n° 31.—*V*. MM. CARR. t. 1, p. 240, n. 1, n° 2; B. S. P. p. 338, n. 1.—V. *suprà*, n° 12.

35 *bis*. Il y a lieu à réglement de juges lorsque plusieurs demandes, fondées sur le même titre et sur les mêmes moyens, sont portées séparément devant divers tribunaux, à raison de la différente situation des biens litigieux, et, dans ce cas, la connaissance du litige doit être renvoyée au tribunal dans le ressort duquel se trouve la majeure partie de ces biens.—Cass. 20 fév. 1833, t. 47, p. 481.—V. *infrà*, n° 70.

35 *ter*. Il n'y a pas lieu à réglement de juges, lorsque les mêmes immeubles sont vendus sur folle enchère devant un tribunal, et par licitation devant un autre, si le tribunal saisi de la folle enchère n'a rien statué sur la licitation, ni celui saisi de la licitation sur folle enchère.—Cass. 9 janv. 1834, t. 47, p. 417.—V. *suprà*, n° 8.

36 Il n'y a pas lieu à réglement de juges lorsqu'un tribunal est saisi par le fermier d'une demande à fin de réduction du prix d'un bail, et qu'un autre tribunal est saisi par le représentant du propriétaire d'une demande en nullité de ce même bail. —Cass. 3 juill. 1810, t. 18, p. 818, n° 29.—*V*. M. B. S. P. p. 338, n. 2.

37. Comme aussi il n'y a pas lieu à réglement de juges, lorsque devant un tribunal se trouve portée la demande en résiliation d'un contrat constitutif d'une rente viagère, et devant un autre, des poursuites pour l'exécution de ce contrat; ces deux actions n'étant pas connexes.—Cass. 4 juin 1817, t. 18, p. 831, n° 45.—*V*. M. F. L. t. 4, p. 794.

38. Sont connexes, au contraire, et peuvent donner lieu à réglement de juges, deux demandes dont l'une tend à faire annuler des ventes consenties à un tiers qu'on prétend n'é-

---

(1) Il résulte des arrêts indiqués aux n°s 17 à 25, 47 et 48, que lorsqu'il a été statué sur le fond en même temps que sur le déclinatoire, on ne peut se pourvoir en réglement de juges, et que l'appel ou le recours en cassation sont les seules voies ouvertes; mais qu'il en est autrement, si la partie condamnée n'a pas défendu au fond, attendu que l'art. 363 C. p. c. n'a point abrogé l'art. 19 de l'ordonnance de 1737.

tre pas propriétaire sérieux, et dont l'autre, formée par ce propriétaire, a pour but de demander la radiation d'inscription prise par la partie qui demande l'annulation de la vente sur les biens vendus.—Cass. 5 mai 1829.—Ouvrard C. Séguin.

39, 40 et 41. De même lorsqu'une instance se trouve pendante devant un tribunal à fin de distribution de deniers, et qu'une autre instance est portée devant un tribunal différent de la part d'une partie qui ne figure pas dans la première, et qui demande un privilége sur toute la somme, il n'y a pas lieu à réglement de juges, la première action n'étant que l'accessoire de la seconde. — Cass. 21 juin 1820, t. 18, p. 836, n° 52.

42. On ne peut demander un réglement de juges entre deux chambres de la même cour, surtout après un arrêt qui a statué définitivement au fond.—Cass. 17 juill. 1823, t. 25, p. 261.

Chap. II. *Compétence. — Arrêt de soit communiqué. — Effets du réglement de juges.*—Art. 1. *Compétence.*

43. L'affaire s'instruit comme en matière ordinaire, et il y a lieu aux mêmes émoluments. — C. T. t. 1, p. 364, 10.

44. On peut former, devant la cour de cassation, une demande en réglement de juges, même quand on n'a pas formé, cette demande devant la cour royale.—Cass. 17 juill. 1828. Dame Mellé C. Guyot.

45. Lorsqu'un tribunal ne peut se composer faute de juges, c'est à la cour de cassation à indiquer un autre tribunal, par la voie de réglement de juges.—Cass. 18 avril 1828. Les habitans de Die —*V.* notre mot *Renvoi*, n° 22, *suprà* n° 16, et le n° qui suit.

46. Jugé de même à l'égard d'un tribunal correctionnel.—Cass. 4 juill. 1828, t. 35, p. 306.

47. Quand un déclinatoire est rejeté par un tribunal de première instance, celui qui a succombé peut, au lieu d'interjeter appel, se pourvoir par réglement des juges devant la cour suprême. — Cass. 14 mars 1826, t. 31, p. 19.—*V.* sur le declinatoire, *suprà*, n° 17 et suiv.

48. Lorsqu'un tribunal rejette le déclinatoire proposé par une partie et sa demande en renvoi devant un tribunal ressortissant d'une autre cour que le tribunal décliné, il y a lieu de se pourvoir en réglement de juges devant la cour de cassation.—Cass. 20 janv. 1818, t. 18, p. 832, n° 646. — *V.* M. F. L. t. 4, p. 795. —V. *suprà*, n° 17.

49. On ne peut pas se pourvoir en réglement de juges devant la cour de cassation après un arrêt confirmatif d'un jugement rejetant un déclinatoire, lorsque le tribunal devant lequel on demande à être renvoyé ressortit de la même cour que celui qui était saisi de l'affaire.—Cass. 28 déc. 1829. Mariotte C. Regnault.

50. Mais lorsque dans une contestation entre étrangers soumise à un tribunal français, l'un d'eux demande le renvoi de l'affaire devant les tribunaux de son pays (qui sont *aussi ceux de son adversaire*), cet étranger n'est pas recevable, en cas de rejet de son déclinatoire, à demander à la cour de cassation, par voie de réglement de juges, le renvoi de l'affaire devant les tribunaux de son pays; l'affaire doit suivre les voies ordinaires.—Cass. 25 janv. 1825, t. 28, p. 152.—Cette doctrine est enseignée par M. Legraverend, t. 1, p. 416.

51. Lorsque des biens vendus volontairement sont situés dans l'arrondissement de plusieurs tribunaux qui ressortissent d'une même Cour d'appel, c'est à cette Cour et non à la Cour de cassation à déterminer devant lequel de ces tribunaux doit être porté l'ordre du prix des ventes. — Cass. 12 avr. 1818, t. 18, p. 816, n° 25.

52. Il y a lieu à réglement de juges par la Cour de cassation, lorsqu'il existe deux décisions contraires, émanées de deux juridictions qui ne ressortissent pas l'une de l'autre. — Cass. 19 mars 1812, t. 18, p. 821, n° 33.

53. Lorsque le pays où se trouvait situé le tribunal saisi, cesse de faire partie du royaume, il est nécessaire que le tribunal où l'instance doit être continué, soit désigné par la Cour de cassation. — Cass. 5 déc. 1815, t. 18, p. 828, n° 42.

54. Pareillement, il y a lieu à réglement de juges devant la Cour de cassation, lorsque la Cour, devant laquelle les parties étaient en instance, a rendu son arrêt, depuis que le lieu dans lequel elle siégeait a été détaché de la France. — Cass. 8 avr. 1818, t. 18, p. 834, n°s 49 et 50.

55. De même lorsque le tribunal compétent pour connaître d'une demande est détruit ou rendu inaccessible par des évènements de force majeure, c'est à la Cour de cassation qu'il appartient d'indiquer d'autres juges aux parties.—Cass. 4 déc. 1821, t. 23, p. 366.

56. C'est à la Cour de cassation qu'appartient le droit de déterminer, par voie de réglement de juges, devant quelle cour de l'intérieur du royaume doit être poursuivie une instance d'appel restée pendante au conseil supérieur de Saint-Domingue; lorsque l'état de cette colonie y a rendu cette poursuite impossible, il en doit être ainsi dans le cas d'une renonciation à une succession ouverte à Saint-Domingue.—Cass. 1er avr. 1823, et 18 janv. 1825, t 30, p. 35.

57. La demande en réglement de juges doit être portée à la Cour de cassation, et non à la Cour d'appel, lorsque le conflit existe entre un tribunal de justice de paix et un tribunal de première instance. - Rouen, 3 fév. 1818, t. 18, p. 833, n° 48.

58. Il y a lieu d'être réglé de juges par la Cour de cassation, lorsqu'il existe un conflit négatif entre un tribunal de simple police et le tribunal de police correctionnelle du même arrondissement.—Brux. 19 sept. 1814. —Il en est de même du conflit négatif entre la chambre du conseil et la chambre jugeant en police correctionnelle du même tribunal de première instance.—Brux 19 sept. 1814.

59. Le conflit négatif entre un tribunal de simple police et un tribunal correctionnel donne lieu au réglement de juges par la Cour de cassation, quoique les deux tribunaux ressortissent de la même Cour royale. —Cass. 20 août 1824; Gren. 21 sept. 1825, t. 28, p. 269, et t. 30, p. 398.

60, 61 et 62. Il y a lieu à réglement de juges par la Cour de cassation, lorsque d'une part une chambre d'accusation a renvoyé le prévenu devant un tribunal correctionnel, et que de l'autre, le tribunal correctionnel a jugé que le fait imputé au prévenu est un crime.—Cass. 13 mars 1812; 13 fév. 1819; 8 août 1823; 21 avr. 1826, et 7 sept. 1827. Metz, 5 juill. 1822, t. 18, p. 821, n° 32; t. 31, p. 310, et t. 34, p. 73. Cass. 5 janv. 1827. Minist. publ. C. Arnaud Cass. 11 sept. 1828. Minist. publ. C. Labonne.— *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 11, p. 185; F. L. t. 4, p. 799. —*V.* le n° qui suit.

63. Comme aussi lorsqu'un prévenu, après avoir été condamné à la police correctionnelle, par suite d'une ordonnance de la chambre du conseil, passée en force de chose jugée, est renvoyé devant le juge d'instruction, pour être poursuivi au grand criminel, par arrêt de la Cour royale, devant laquelle l'appel du jugement de police correctionnelle avait été porté, il résulte de ces deux décisions un conflit qui doit être levé par la Cour de cassation, avant que la chambre d'accusation puisse statuer sur la prévention.—Cass. 5 fév. 1825, 18 nov. 1325, et 7 oct. 1826; t. 30, p. 213; t. 31, p. 85, et t. 33, p. 280.

Art. 2. *De l'arrêt de soit communiqué et de ses effets.*

64. Lorsque le demandeur en réglement des juges a laissé expirer le temps prescrit par la loi pour la signification de l'arrêt de soit communiqué, il n'est plus recevable à former un nouveau pourvoi en réglement de juges.—Cass 11 mai 1807, t. 18, p. 812, n° 21.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 847, not. 1; F. L. t. 4, p. 798, et D. C. p. 272.

65. La déchéance contre le demandeur qui n'observe pas les délais, n'a pas besoin d'être prononcée, et les frais d'un jugement qui la déclarerait devraient rester à la charge de l'avoué, comme frustratoires. — C. T. t. 1, p. 369.

66. On doit annuler les actes de procédure faits, ainsi que les arrêts, ou jugements rendus, au mépris de

arrêt de la Cour de cassation, qui a ordonné la communication de la requête en réglement de juges, toutes choses demeurant en etat. — Cass. 6 mai 1812, t. 18, p. 823, nº 37.

67. Si la demande est accueillie, les dépens peuvent etre réservés et joints au principal.—V. C. T. t. 1, p. 364, 11.

Art. 3. *Quel tribunal doit rester saisi.*

68. Lorsque la Cour de cassation, statuant sur un réglement de juges, renvoie les parties devant les juges du demandeur, elle ne veut parler que de son domicile connu à la Cour, et non de celui choisi depuis le pourvoi. —Cass. 21 frim. an 10, t. 18, p. 795, nº 2.

69. Lorsque deux tribunaux de commerce ont été légalement saisis de la contestation, c'est le tribunal qui a été le premier saisi, qui doit connaître de l'affaire.—Cass. 23 déc. 1807, et 6 avr. 1808, t. 18, p. 815, nº 24. —V. MM. Carr. t. 1, p. 841, nº 1321; Pig. *Comm.* t. 1, p. 637; Rép. p. 135, et F. L. t. 4, p. 794.

70. Lorsque deux actions réelles connexes, existant entre les mêmes parties, ont été portées à deux tribunaux différents, il y a lieu d'attribuer la connaissance de ces deux actions au tribunal, dans le ressort duquel la majeure partie des biens est située.—Cass. 27 avr. 1811, t. 18, p. 819, nº 30. M. Carr. *Comp.* t. 2 p. 123, nº 339, pense que lorsque plusieurs actions réelles connexes sont portées entre les mêmes parties devant des tribunaux différents, il n'y a pas nécessairement lieu au réglement des juges.—V. *suprà*, nº 35 *bis*.

71. S'il y a plusieurs défendeurs en réglement de juges qui aient porté l'affaire principale chacun à un tribunal différent, lequel de ces tribunaux restera saisi?—S'il n'y en a qu'un qui soit compétent, ce sera celui-là qui restera saisi; si tous sont également compétents, les juges, qui doivent statuer sur la demande en réglement de juges, auront à apprécier les circonstances qui peuvent faire motiver le renvoi devant un tribunal plutôt que devant un autre.—V. M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 638, et *J. A.* t. 18, p. 837, nº 54.

72. Lorsque sur une demande en réglement de juges, la Cour de cassation a renvoyé les parties à procéder devant un tribunal, conformément au dernier jugement rendu par ce tribunal, l'appel de ce jugement n'en est pas moins recevable, et peut être accueilli au fond, quoique le créancier qui en demande la réformation soit celui qui a figuré au réglement de juges comme défendeur; ainsi, après avoir soutenu qu'une poursuite en saisie immobilière devait se suivre à Paris, ce créancier peut faire décider par la Cour royale qu'il continuera des poursuites à Gien, contrairement au jugement du tribunal de Gien, qui avait subrogé dans ces poursuites le demandeur en réglement de juges. Cass. 23 janv. 1833, t. 44, p. 28.—*V.* ibid. *Observations contraires.*

RÉHABILITATION (1).

1. Les lettres de grâce pleine et entière accordées avant l'exécution du jugement de condamnation préviennent les incapacités légales et rendent inutile la réhabilitation —Avis du conseil d'état, 8 janv. 1823, t. 25, p. 422.

2. La grâce accordée après l'exécution ne dispense pas le gracié de se pourvoir en réhabilitation.—Avis du conseil d'état, 8 janv. 1823, t. 25, p. 422.

3. Les lettres de grâce accordées après l'exécution, ne peuvent, par aucune clause, dispenser des formalités prescrites par le code d'instruction criminelle pour la réhabilitation.—Avis du conseil d'état, 8 janv. 1823, t. 25, p. 422.

RÉMÉRÉ (2).

Un vendeur ne peut exercer le droit de réméré par lui stipulé le lendemain du jour fixé pour l'expiration de l'exercice de ce droit, lors même que le dernier jour est férié. —Cour de Cass. 7 mars 1834. *Ch. Req.* t. 46, p. 318.

RENVOIS (1).

C. 1. Cause de renvoi. — A. 1. Suspicion légitime.—Sûreté publique. 1 à 16. —A. 2. Intérêt des juges à la cause. —Parenté et alliance des juges avec les parties, 17 à 21.—A. 3. Insuffisance des juges et des avoués.—Empêchement du juge de paix, 22 à 24 *quint.*—A. 4. Demande reconventionnelle.—Connexité ou litispendance, 24 *sext.* à 58 —A 5. Incompétence, 59 à 66.—C. 2. Compétence et procédure. — A. 1. Compétence, 67 à 82. — A. 2. Qui peut demander le renvoi, 83 à 89. A. 3. Procédure, 90 à 101. —C. 3. Questions préjudicielles. — A. 1. Quand y a-t-il question préjudicielle, 102 à 148.—A. 2. Comment se jugent les questions préjudicielles, 149 à 160.

Chap. I. *Causes de renvoi.* — Art. 1. *Suspicion légitime. — Sûreté publique.*

1. Les magistrats peuvent puiser dans leur conscience les causes de renvoi d'un tribunal à un autre, pour suspicion légitime. — Cass. 24 therm. an 9, t. 18, p. 854, nº 1. — *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 201; F. L. t. 4, p. 865.

2. On ne peut obtenir qu'une Cour royale soit, pour suspicion légitime,

---

(1) V. *Faill.* 16, 31.—*Trib.* 20 *ter.*

(2) V. *Enreg.* 25.—*Except.* 229,—*Ress.* 115 et s.—*Sur.* 35.—*Tr. comm.* 323.

(1) V. *Cass.* 345 *bis* et s.—*Jug.* 195.—*Jug. déf.* 19.—*Jug. p. i.* 31 et s.—*Mat. Somm.* 49 — *Ress.* 275 et s.—*Sais o.* 286 et s.

dessaisie de la connaissance des opérations d'une faillite, par cela seul, que sur 35 magistrats dont elle se compose, douze sont créanciers du failli, et intéressés à la solution de la question de savoir à quelle époque l'ouverture de la faillite doit être fixée. — Cass. 7 fév. 1831, t. 43, p. 421. — *V.* ibid. les *Observations*.

3. Le rejet d'une demande en récusation légale n'est pas exclusive de la faculté de former une demande en renvoi, pour cause de suspicion légitime. — Cass. 9 fév. 1828.

4. Il y a motif de suspicion légitime contre un tribunal qui, ayant jugé correctionnellement une affaire civile, devrait, après l'annulation de son jugement pour cause d'incompétence, en connaître de nouveau comme tribunal civil. — Cass. 20 mai 1821, t. 5, p. 374, n° 102. — V. *infrà*, n° 7.

5. Il y a lieu à renvoi, lorsque tous les membres d'un tribunal, saisi d'une contestation, se sont auparavant abstenus de connaître d'autres contestations qui s'y réfèrent, et dans lesquelles figurent les mêmes parties. — Renn. 22 janv. 1833, t. 45, p. 561.

6 et 7. Le tribunal saisi de l'appel d'une cause de simple police, sur laquelle il a déjà statué en première instance, en rejetant un déclinatoire que d'autres juges avaient proposé, doit se déclarer incompétent, comme étant légalement en état de suspicion légitime. — Cass. 25 mai 1832. — Min. pub. C. Pierre et Paul. — V. *suprà*, n° 4.

8. En matière civile, comme en matière criminelle, la suspicion légitime est un motif de renvoi d'un tribunal à un autre par la Cour de cassation, qui peut l'ordonner sur la seule demande de l'une des parties, et sans que l'autre ait été appelée. — Cass. 21 mars 1821, t. 23, p. 89.

9. Les demandes en renvoi pour suspicion légitime sont recevables dans les matières de la compétence des conseils disciplinaires de la garde nationale. — Cass. 25 août 1832, t. 45, p. 598.

10. Des magistrats outragés, et devant lesquels est portée la plainte tendant à la répression de l'injure, ne peuvent être dessaisis, par voie de règlement des juges, pour cause de suspicion légitime. — Cass. 17 déc. 1824; 27 août 1825, t. 30, p. 36.

11. La partie, sur la provocation de laquelle plusieurs avoués ont été destitués, et plusieurs magistrats réprimandés, peut, lorsqu'elle intente une action en dommages-intérêts, et qu'à raison des mémoires injurieux pour les magistrats, tant du tribunal que de la Cour royale, elle est poursuivie correctionnellement, demander son renvoi pour cause de suspicion légitime. — Cass. 4 janv. 1828. De Gras de Preigne C. le minist. pub.

12. La demande en renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de suspicion légitime, ne peut donner lieu à une action correctionnelle, lorsque la Cour de cassation n'a pas trouvé irrespectueuse les expressions dont s'est servi le demandeur. — Gren. 3 janv. 1827, t. 34, p. 311.

13. La demande en renvoi, pour cause de suspicion d'une demande en prise à partie, est prématurée, si l'action n'est pas encore formée. — Cass. 25 avr. 1827, t. 33, p. 142.

14. Est tardive la demande en renvoi, pour cause de suspicion légitime formée après les plaidoiries, même quand les causes de suspicion sont survenues depuis la plaidoirie. — Toul. 8 août 1827. — Resseguier C. Dubois.

15. Une Cour royale n'est pas tenue de surseoir à statuer sur le procès à elle soumis, par cela seul que l'une des parties déclare qu'elle a l'intention de demander à la Cour de cassation le renvoi de la cause à une autre Cour, pour suspicion légitime. — Cass. 17 déc. 1831, t. 42, p. 245. — *V.* ibid. les *Observations*.

16. La cour de cassation peut renvoyer une affaire d'un tribunal à un autre, lorsque la sûreté publique l'exige. — Cass. 9 fruct. an 12, t. 18, p. 873, n° 15.

Art. 2. *Intérêt des juges à la cause. — Parenté et alliance des juges avec une partie.*

17. Il suffit qu'un juge saisi de l'affaire y ait intérêt sans être partie, pour motiver une demande en renvoi. — Cass. 15 oct. 1807, t. 18, p. 881, n° 30. — Le garant et l'intervenant peuvent-ils demander le renvoi? — V. *infrà*, n° 83.

18. Il n'y a pas lieu à renvoi lorsque deux membres du tribunal saisi ne sont au procès que par suite de l'action en garantie exercée contre eux par le défendeur principal qui demande le renvoi. — Bord. 8 janv. 1819, t. 18, p. 900, n° 45. — *V.* M. F. L. t. 4, p. 768.

19. La parenté ou alliance de l'une des parties avec un juge et un officier du ministère public, n'est pas une cause de renvoi à un autre tribunal. — Lim. 27 août 1818, t. 18, p. 928, n° 79. — Le Pr. Fr. t. 2, p. 365, et M. Pig. t. 1, p. 438, sont d'un avis contraire; M. Locré, t. 2, p. 37, dit que la rédaction primitive de l'art. 368 a été changée sur la demande du tribunat, afin qu'on ne pût en induire que le procureur du roi dût compter pour les renvois. MM. Carr. t. 1, p. 854, n° 1342, B. S. P. p. 334, not. 4, 5, sont d'avis que l'art. 368 ne comprend pas la parenté avec le ministère public. — A l'égard des juges suppléants, *V.* M. Carr. t. 1, p. 853, n° 1341, qui dit que l'art. 368 ne leur est pas applicable. M. D. C. p. 273, et Pr. Fr. t. 2, p. 365, sont d'un avis contraire. — *V.* le n° qui suit.

20. L'art. 368, C. p. c., qui autorise le renvoi lorsque deux juges sont parents de l'une des parties n'est pas applicable au cas où l'une des parties a pour parent un juge et un suppléant du tribunal où elle plaide. — Cass. 22 août 1822, t. 24, p. 285. — *V.* MM. Merl. v° *Renvoi*, n° 2, Carr. sur l'art. 368 C. p. c., B. S. P. p. 304, 494, Pig. t. 1, p. 438. — *V.* le n° qui précède.

21. Ne s'agit-il, dans l'art. 368 que de la parenté et de l'alliance naturelle et civile tout à la fois? — MM. Carr. t. 1, p. 852, n° 1339, Pig. *Comm.* t. 1, p. 640, et F. L. t. 4, p. 868, pensent que la parenté du père au fils légalement reconnu et celle des frères naturels aussi légalement reconnus, pourrait motiver une demande en renvoi, parce que dans ces cas, il serait vrai de dire avec l'art. 368, que les juges seraient parents de la partie. — *J.A.* t. 18, p. 939, n° 89.

Art. 3. *Insuffisance de juges et d'avoués. — Empêchement du juge de paix.*

22. Une section d'une cour d'appel, peut, lorsque l'un de ses membres se trouve empêché, renvoyer devant une autre section. — Cass. 16 vent. an 12, t. 18, p. 867, n° 10.

23. Un tribunal ne peut d'office, se déclarer incompétent, parce que les juges qui le composent, auraient essayé de concilier les parties; il doit chercher à se compléter en appelant les suppléants et les membres du barreau. — Bourg. 1er fév. 1821, t. 23, p. 38.

24. Lorsque tous les membres, ou plusieurs des membres d'un tribunal sont récusés ou s'abstiennent eux-mêmes de prendre connaissance d'une affaire, il y a lieu à prononcer le renvoi de l'affaire à un autre tribunal, mais non à délaisser les parties à se pourvoir en règlement de juges. — Colm. 4 déc. 1807, t. 18, p. 885, n° 34.

24 *bis*. Lorsqu'un tribunal n'a pas pu se composer, à cause de l'abstention de plusieurs de ses membres, ce fait doit être constaté par une délibération du tribunal entier, avant que la cour puisse ordonner le renvoi devant d'autres juges. — Lim. 26 janv. 1824, t. 31, p. 181.

24 *ter*. Lorsqu'un tribunal ne peut plus se composer légalement par l'effet de récusations présentées par les prévenus, il y a lieu à suspicion légitime et à renvoyer l'affaire devant un autre tribunal. — Cass. 30 mai et 15 sept. 1828. — Ministère public C. Guébin.

24 *quat*. Lorsqu'un tribunal compétent n'a pas un nombre d'avoués suffisant pour représenter les parties ayant des intérêts distincts, il y a lieu à les renvoyer se pourvoir en juridiction, à moins toutefois qu'elles ne consentent à proroger la ju-

ridiction d'un autre tribunal. — Renn. 30 sept. et 9 déc. 1808, 20 déc. 1824, t. 18, p. 895, et t. 38, p. 55, n° 39.—*V.* dans le même sens M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 200.

24 *quint.* C'est devant le juge de paix du canton le plus voisin dans l'arrondissement du tribunal civil, et non devant celui d'un autre canton plus proche situé hors de cet arrondissement, que les parties doivent être renvoyées en cas d'empêchement d'un juge de paix et de ses suppléants.—Bourg. 19 mars 1806, t. 16, p. 588, n° 44.

Art. 4. *Demande reconventionnelle.— Connexité ou litispendance.*

24 *sex.* Si le défendeur veut opposer la compensation ou une autre demande comme moyen de défense contre la demande principale, peut-il proposer le renvoi devant son juge pour faire juger cette demande? — Oui, si le juge saisi de la demande principale est incompétent *ratione materiæ*, pour statuer sur la compensation ou autres demandes. — Pig. *Comm.* t. 1, p. 377.—*J. A.* t. 18, p. 939, n° 90.

25. Un tribunal ne serait-il compétent pour statuer par reconvention, qu'autant que la demande aurait pour objet de parvenir à une compensation d'une somme qui ne serait pas encore liquide? — M. Toull. t. 7, p. 421, soutient l'affirmative, mais MM. Carr. t. 1, p. 793, Carr. *Comp.* t 1, p. 568, n° 251, et Pig. t. 1, p. 388, pensent que la demande reconventionnelle est admise toutes les fois qu'elle est de nature à influer sur la demande principale. —V. *J. A.* t. 18, p. 940, n° 92.

26. Un tribunal est rigoureusement tenu de statuer sur les demandes reconventionnelles: il ne pourrait pas, comme à l'égard de la prorogation de juridiction faite dans le cas d'incompétence, *ratione personæ*, en renvoyer la décision au juge qui serait compétent, pour en connaître comme demandes principales? — Carr. *Comp.* t. 1, p. 575, n° 256. — *J. A.* t. 18, p. 940, n° 93.

27. Le tribunal de commerce saisi d'une demande dont les chefs principaux sont de nature commerciale, et d'autres civils, doit, si ces chefs sont connexes et nécessitent un compte de l'aveu des parties, connaître de la cause pour tout. — Bourg. 15 nov. 1830. Lewy C. Guiller.—V. *infrà*, n°s 29 et 37.

28. Un tribunal de commerce saisi d'une demande principale qui est de sa compétence, ne peut connaître de la demande reconventionnelle, si l'objet de la réconvention sort du cercle des matières qui lui sont attribuées.—Brux. 21 août 1818.

29. Lorsqu'une action renferme deux chefs distincts, l'un de la compétence du juge de paix, l'autre de la compétence des tribunaux ordinaires, un tribunal civil ne peut pas retenir la connaissance de ces deux chefs.—Rouen, 11 janv. 1828. Jourdain C. Renard.—V. *suprà*, n° 27, et *infrà*, n° 37.

30. En cas de conflit, entre le tribunal du lieu du délit et le tribunal du lieu où le prévenu a été arrêté, il y a lieu de renvoyer au premier, surtout s'il y a antériorité de poursuites.—Cass. 7 janv. 1830. Martin.

31. Lorsque par suite des débats devant un tribunal correctionnel, le fait imputé au prévenu ne présente plus qu'une simple contravention, il peut demander son renvoi devant le tribunal de simple police. — Colm. 12 mars 1829. Metier C. Collignon. —V. *infrà*, n° 88.

32. Les tribunaux peuvent joindre plusieurs instances sur diverses contraintes de la régie qui leur paraissent connexes. — Cass. 2 mai 1827. Contr. ind. C. les liquoristes de Lyon.

32 *bis.* Deux instances ne peuvent être jointes qu'autant qu'elles ont lieu entre deux parties procédant en la même qualité et à raison du même fait.—Bord. 13 mai 1833, t 47, p. 689.

33. Une cour peut joindre les appels de deux jugements dans une affaire connexe.—Renn. 28 avril 1817, 18 juill. 1820, t. 15, p. 128, n° 151, et t. 19, p. 223, n° 275.

34. Lorsqu'il y a désistement d'un acte d'appel et arrêt par défaut qui le déclare nul, la connaissance de l'affaire peut être dévolue à une autre chambre sur un acte d'appel nouveau et régulier, nonobstant l'opposition formée à l'arrêt par défaut.— Cass. 11 mars 1828, t. 35, p. 212.

35. La demande en renvoi d'une contestation devant un tribunal saisi d'une instance connexe peut être faite encore que la contestation résultât d'une convention dans laquelle les parties désignent pour en connaître, le tribunal devant lequel elle est portée. — Caen, 6 fév. 1826. Colas Dupart C. Dupré.

36. Il n'y a pas connexité entre une demande en liquidation d'une société, et une demande en déclaration de faillite de cette société. — Cass. 14 janv. 1829. Jeaune C. Guébin.

37. Lorsqu'incidemment à une instance en reddition de compte, il s'élève une contestation sur la validité d'un billet à ordre, le tribunal civil n'est pas obligé de renvoyer aux juges commerciaux. —Metz, 16 juin 1826. Bestel C. Cassin.—V. *infrà*, n°s 27 et 29.

38. Lorsqu'il existe une société en participation entre deux maisons de commerce établies sur deux points très distants l'un de l'autre, cette circonstance suffit pour qu'au cas de faillite des deux maisons, il y ait connexité et attribution de la connaissance des deux faillites à un seul et même tribunal — Cass. 30 déc 1811, t. 18, p. 914, n° 60.

39. Le mari qui repousse la demande d'une pension réclamée par sa femme, d'après les conventions portées en son contrat de mariage, par une demande incidente tendant à ce que son épouse vienne habiter le domicile conjugal, ne forme qu'une défense à l'action principale contre lui intentée. Les deux demandes, principale et incidente, sont connexes, et on doit y statuer par un seul et même jugement.—Orl. 15 juin 1824, t. 15, p. 111, v° *jugement*, n° 119.

40. Une demande en séparation de corps intentée par le mari après le jugement définitif en séparation de biens où il était défendeur, ne peut être jointe à l'instance d'appel de cette dernière, comme reconventionnelle.—Cass. 26 mars 1828.

41. Lorsqu'une action personnelle a été originairement intentée contre deux individus, et que l'un d'eux est devenu sans intérêt, parce que l'autre a pris son fait et cause; si celui-ci intente, contre son demandeur originaire, une demande reconventionnelle, ce dernier ne peut donner suite à son action devant le tribunal où la partie, devenue sans intérêt, se trouve domiciliée, et y attirer l'action reconventionnelle de son adversaire, sous prétexte de connexité entre les deux demandes. — Cass. 5 juill. 1808, t. 2, p. 371, v° *Action*, n° 22.

42. Lorsque la cour suprême, en cassant un arrêt qui avait décidé qu'un associé liquidateur n'avait pu engager ses coassociés, ordonne la restitution des sommes payées, la question de savoir si elles ont été réellement payées, n'offre aucune connexité, et ne peut être portée devant la cour saisie de la cause, par l'arrêt de renvoi; les juges du domicile des parties sont seuls compétents pour en connaître. — Cass. 8 mai 1816, t. 18, p. 924, n° 73.

43. Les juges du lieu où une arrestation est effectuée, sont seuls compétents pour statuer sur sa validité, de sorte qu'il n'y a pas lieu de prononcer le renvoi pour connexité, devant le tribunal saisi de la contestation, sur la validité du jugement, en vertu duquel la contrainte a été exercée.—Cass. 20 mars 1810, t. 18, p. 906, n° 53. — Telle est aussi l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 447, n° 730; B. S. P. p. 634; F. L. t. 1, p. 689.

44. La cour de cassation peut, en statuant sur une demande en renvoi pour cause de suspicion légitime, attribuer au tribunal auquel elle renvoie la contestation, non-seulement la connaissance de la demande existante, mais même la connaissance de toutes les demandes ultérieurement formées et qui seraient connexes. — Cass. 24 sept. 1824, t 29, p. 28.

45. Lorsqu'un tribunal correctionnel est saisi à la fois d'une prévention de corruption d'un juge de paix, et d'une plainte de mauvais traitements imputés au juge de paix

contre le prévenu, le tribunal doit retenir la première action et renvoyer la seconde devant la Cour royale.— Cass. 14 avr. 1827.— Minist. pub. C. Vincente Brunel.

46. L'action en restitution contre des avoués, et celle en prise à partie ne peuvent être connexes.—Cass 25 avr. 1827, t. 33, p. 142.

47. La demande en renvoi pour litispendance, doit être accueillie si on ne prouve pas le désistement de l'autre instance que l'on prétend y opposer. — Renn. 17 mai 1826. — Budès de Guebriant C. Guyastrence.

48 et 49. Les règles sur la litispendance ne s'appliquent pas au cas, où c'est un tribunal étranger qui est déjà saisi.—Paris, 23 therm. an 12. Cass. 7 sept. 1808. Turin 21 mai 1812. Brux. 12 avr. 1827 t. 18. p 871, nº 13.—Montp. 12 juill. 1826.—De Travy C. Salsas.—*V*. M Pig *Comm.* t. 1. p. 386 —*V*. M. Boncenne, t. 3 p 223 et 224.

50. Lorsque plusieurs instances pendantes dans différents tribunaux ressortissants à des cours différentes, n'ont pas une connexité parfaite entre elles et entre les mêmes parties, il n'y a pas lieu à ordonner qu'elles soient renvoyées à un même tribunal.—Cass. 1er juill. 1817, t. 22, p. 110, nº 142.

51. Décidé pareillement que la demande en renvoi pour litispendance autorisée par l'art. 171, C. p. c. ne peut être formée qu'au cas où l'action a été intentée contre la même partie.—Renn. 18 nov. 1814, t. 18, p. 923, nº 71.

52. Il suffit que la nouvelle demande ait le même objet et qu'elle soit formée contre le même demandeur, sans que ce soit entre les mêmes parties, pour qu'il y ait lieu à renvoi pour litispendance.—14 déc. 1819, t. 18, p. 934, nº 82.

52 *bis*. Il y a litispendance lorsque le succès de la demande formée devant un tribunal, est subordonée au jugement de questions soumises à un autre.—Renn. 17 mars 1826.— Budès de Guébriant C. Guyastrence.

52 *ter*. Le mari qui a réclamé contre la femme demanderesse en séparation de corps une somme pour sa portion contributoire aux dépenses du ménage, et sur laquelle le tribunal a sursis à statuer jusqu'à ce que le mari ait rendu à sa femme des comptes que celle-ci lui demandait, peut après le jugement de séparation, demander devant un nouveau tribunal une pension alimentaire, sans qu'on ait droit de soutenir qu'il y ait litispendance devant le premier de ces deux tribunaux.—Cass. 5 juin 1832, t. 43, p. 691.—*V. ibid*, les observations.

52 *quat*. Lorsque la demande en radiation d'inscription hypothécaire est subordonnée à la validité d'un titre sur le mérite et l'efficacité duquel il y a déjà instance pendante devant les juges du domicile, cette demande peut être renvoyée devant ces derniers juges.—Cass 5 mai 1812, t. 18, p 917, nº 64 —*V*. M. Carr. t. 1. p 507, nº 215.

52 *quint*. Mais lorsque la demande en radiation est principale et qu'elle ne se rattache à aucune autre contestation pendante ailleurs, le juge du domicile qui s'en trouve saisi, doit il d'office la renvoyer au juge de la situation?—La négative est soutenue par MM. Persil et Carr. *Comp.* t. 1, p. 508, nº 217.—Le silence de la partie est un consentement d'être jugée par le tribunal du domicile, et l'art. 2159, C. c. permet de porter ces sortes d'affaires au tribunal choisi par les parties, *J. A.* t. 18. p. 940, nº 94.

53. Un tribunal civil peut ordonner la restitution des bestiaux saisis en délit, quoique les tribunaux correctionnels soient saisis de la connaissance du délit, lorsque la litispendance n'a pas été expressément proposée.—Cass. 14 août 1821, t. 23, p. 275.

54. Il n'y a pas litispendance entre une instance introduite par le légataire institué en délivrance de son legs, et l'instance qui a pour objet de faire statuer sur une demande en nullité ou rejet de testament —Montp. 4 mars 1824, t. 26, p. 229.

55. Comme aussi il n'y a pas litispendance entre une demande en paiement d'un reliquat de compte annulé pour vice de formes par le demandeur originaire à fin de décharge de compte —Paris, 6 juill. 1830, t. 39, p. 235.

56. La demande en renvoi pour cause de connexité et litispendance, peut-elle être couverte par la procédure volontaire de la partie. — L'art. 171, C p. c. laisse la faculté aux parties de demander le renvoi et au tribunal celle de l'ordonner, de sorte que si l'une des parties ne demande le renvoi qu'au moment où le tribunal qu'elle doit dessaisir est sur le point de prononcer l'autre partie, pourra s'y opposer, et les juges qui ne verront dans l'exception qu'un moyen de gagner du temps, retiendront la cause. Il en sera autrement si la procédure devant les deux tribunaux, est dans le même état.—La règle de l'art. 169 sera vainement invoquée; les juges ne seront pas tenus de la suivre, car le législateur ne l'a pas répétée pour le cas de l'art 171, MM. Carr. t. 1, p. 448, nº 732, D. C p. 142, et Thom. Desm, p. 110, adoptent cette opinion en se fondant sur ce que le bon ordre de la justice exige ces renvois; mais ils font observer que les dépens faits par la faute de celui qui aurait tardivement demandé le renvoi doivent être supportés par lui. MM. Pig. t. 1, p. 147, et Merl. *Rep.* t 2, p. 684, soutiennent que le renvoi doit être demandé *in limine litis*. —*V. J. A.* t. 18, p. 942, nº 97.— *V*. M. Boncenne, t. 3, p. 247 —*V*. le nº qui suit.

57. Après avoir interjeté appel d'un jugement par défaut, pour cause de nullité d'exploit, on ne peut proposer une exception de litispendance. —Cass. 14 oct. 1806, t. 18, p. 875, nº 49 —Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 1, p. 460, nº 742, p. 436, not. 1, vº Pig. *Comm.* t. 1, p. 380, Merl. *Rep.* t. 3, p. 317. — *V*. le nº qui précède.

58. Les juges ne sont pas tenus d'ordonner le renvoi d'une cause, qui leur est demandé, pour connexité avec une autre pendante dans un autre tribunal.—Douai, 16 mai 1831.—Brulemaire C. Cormeil.

Art 5 *Incompétence* (1).

59 Lorsqu'un tribunal civil est saisi par les parties d'une affaire commerciale, il ne peut d'office renvoyer la cause devant le tribunal de commerce.—Colm. 6 août 1827, t 34, p. 333.

60. Si la ville où le défendeur est domicilié n'a point de tribunal de commerce, et qu'il y en ait un dans une autre ville du même arrondissement, la partie assignée peut-elle demander son renvoi au tribunal de commerce voisin? — L'affirmative résulte de l'art. 640, C. comm et telle est aussi l'opinion de M Carr, t. 2, p. 79, nº 1520.—*J. A.* t. 18, p. 939, nº 91.

61. Le renvoi peut être ordonné d'office ou proposé par le procureur général, dans le cas où la péremption d'un jugement par défaut, faute d'exécution dans les six mois, est demandée devant les tribunaux de commerce. — Dij. 6 avr. 1819, t. 22, p. 360, vº *Trib. de commerce*, nº 168.

62 Le renvoi doit être ordonné d'office par le tribunal, quoique le déclinatoire ne soit pas proposé, dans le cas où une question sur l'état civil du defendeur s'élève incidemment devant le tribunal de commerce. — Nim. 9 mai 1809. — Renn. 8 juin 1820, t. 22. p. 218, vº *Tribunal de commerce*, nº 42.—*V*. M. Boncenne, t. 3, p. 251.

63. L'incompétence des tribunaux de commerce en matière de société commerciale, et le renvoi, doivent être prononcés d'office par le juge, lors même que les parties ne le requièrent pas. — Cass. 1er germ. an 11; 22 therm. an 11; 14 juin 1815, et 7 janv. 1818. t. 4, p. 525, nº 18, — Et lors même que la partie assignée fait défaut.—Renn. 26 déc. 1812, t. 9, p. 222. nº 71.

64. D'après les dispositions de l'art. 636, C. comm., le tribunal est-il

(1) Sur le point de savoir quand peut être proposée l'incompétence, V. notre mot *Exceptions*. Ch. 2. art. 2. nº 98 à 191. Sur le point de savoir quand il y a incompétence, *V*. nos mots *Trib.* et *Trib. de commerce*.

obligé de juger, lorsque le défendeur ne demande pas à être renvoyé devant les juges civils? Ne peut-il pas ordonner ce renvoi d'office?— M. CARR. Comp. t. 2, p. 634, n° 527, pense que le tribunal est tenu de prononcer, lorsqu'il n'est pas requis de renvoyer, mais qu'il en serait autrement, si le tribunal était incompétent, à raison du domicile. — V. J. A. t. 18, p. 944, n° 103.

65. Un tribunal peut-il se déclarer incompétent, s'il est volontairement saisi par les deux parties?— Oui, Cass. 11 mars 1807, et 8 avr. 1818 — Non, Renn. 17 mai 1815, t. 18 p. 877, n° 20. — V. MM. CARR. t. 1, p. 441, n° 721, et Comp. t 1, p. 560, n° 249; PIG Comm. t. 1, p. 383.

66. La Cour royale, saisie de l'appel d'un individu condamné par un tribunal correctionnel, ne peut se déclarer incompétente, quoiqu'elle reconnaisse que le fait pour lequel il a été condamné, constitue un crime si le ministère public n'a pas demandé l'infirmation de cette décision. — Cass. 21 avr. 1832. Maître-Jean.

CHAP. II. *Compétence. — Procédure.* Art. 1. — *Compétence.* (V. *suprà*, p. 418 *bis* la note de l'art. 5.)

67. La disposition de l'art. 60 de la loi du 27 ventôse an 8, qui chargeait la section des requêtes de la Cour de cassation, de statuer définitivement sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre, pour parents ou alliés, est abrogée par le Code de procédure. — Cass. 24 mars 1807, t 6 p. 662, n° 4. — V. *infrà*, n°s 71 et 74.

68. Par application du même principe, il a été décidé que depuis la publication du Code de procédure, la Cour de cassation n'est plus compétente sur le renvoi qui lui est demandé, fondé sur ce que tous les juges d'un tribunal de première instance ont déclaré avoir connu extra judiciairement de l'affaire, et avoir donné leur opinion. — Cass. 6 avril, 18 mai et 20 mai 1817. Nîm. 10 juill 1812. t 18, p 880, n° 25.

69. C'est devant la cour d'appel, et non devant la Cour de cassation que doit être portée la demande en renvoi d'un tribunal de première instance à un tribunal du même ressort, pour cause de suspicion légitime. Il n'y a pas lieu à ce renvoi, par cela seul que le greffier du tribunal est intéressé dans le procès, et que l'un des juges est en relation d'affaires sur le même objet avec le greffier: s'il reste des juges en nombre compétent, le tribunal ne peut être récusé en entier — Brux. 25 oct. 1821.

70. C'est la Cour de cassation qui doit statuer sur les demandes en renvoi, pour suspicion légitime en matière civile comme en matière criminelle. — Cass. 21 mars 1821, t. 23, p. 85.

71. Décidé au contraire que c'est devant la Cour d'appel que doit être portée la demande en renvoi devant un autre tribunal de première instance, pour cause de suspicion légitime. — Cass. 29 juill. 1807, t. 18, p. 880, n°s 27 et 28. — M. PIG. Comm. t. 1, p. 640, soutient que la Cour de cassation est seule compétente pour prononcer le renvoi pour suspicion légitime et que la loi du 27 vent. an 8 est encore en vigueur sur ce point — V. *suprà*, n°s 167 et suiv.

72. La récusation formée par un prévenu contre un juge d'instruction en cette qualité, constitue une demande en renvoi pour suspicion légitime, qui doit être portée devant la Cour de cassation. — Cass. 19 mai 1827, t. 33 p. 281.

73. Comme aussi l'attribution donnée par l'art 542, C. i. c. à la Cour de cassation de la connaissance des demandes en renvoi pour suspicion légitime, d'un juge d'instruction à un autre juge d'instruction, est absolue; par conséquent, elle s'applique au cas de renvoi, à un autre juge d'instruction du même tribunal, comme au renvoi devant un juge d'instruction d'un tribunal différent — Cass 9 fév. 1828.

74. C'est à la Cour de cassation qu'il appartient d'ordonner le renvoi, lorsqu'un tribunal correctionnel ne peut se compléter — Cass 11 nov. 1807; 4 juill 1828, t. 18, p 382, n°s 31 et 32. et t. 35, p. 306. — V *suprà*, n°s 67 et 71, et les n°s qui suivent.

75. Comme aussi en matière criminelle, correctionnelle ou de police, c'est à la Cour de cassation exclusivement qu'il appartient de prononcer sur une récusation dirigée contre tous les membres composant le tribunal. — Cass 9 nov. 1808; 29 juin 1809; 8 fév. 1811; 23 juin 1814. t. 18, p 895, n° 40. — V. M. M. q. d t. 5, p. 270, 2e col — V. le n° qui précède.

76. Lorsque par l'effet de l'absence ou de la récusation des juges, le président du tribunal devant lequel est portée une contestation, se trouve seul juge compétent, il ne peut renvoyer les parties devant un autre tribunal. — Cass. 22 janv. 1806, t. 18, p. 875, n° 18.

77. Lorsque tous les membres, ou plusieurs des membres d'un tribunal sont récusés, ou s'abstiennent eux-mêmes de prendre connaissance d'une affaire, est-ce au tribunal lui-même ou à la Cour royale qu'il appartient de prononcer le renvoi? c'est au tribunal, Cass 21 mars 1807. Colm. 29 déc. 1810. 30 janv. 1813. 3 juill. 1813 — C'est à la Cour royale, Flor. 6 mai 1809, et 31 déc. 1810. Agen, 28 août 1809 Douai, 14 oct. 1816 MM. CARR. t. 1, p. 861, n° 1358, B. S. P p. 335, not 6 et D. C p. 278, adoptent cette dernière opinion. p. 627, n° 12, t. 18, p. 885, n° 35.

78. Lorsqu'un tribunal déclare qu'il ne peut se composer à cause de la parenté de tel ou tel juge, c'est à la Cour royale qu'il appartient de désigner un autre tribunal qui connaisse de l'affaire et non à la cour de cassation — Cass 8 janv. 1829. t. 36, p. 104 — V. *suprà*, n°s 74 et 77.

79. Un tribunal correctionnel ne peut, en se déclarant incompétent, renvoyer devant tel juge d'instruction. — Cass. 7 sept. 1827, t. 34, p. 73.

80. Lorsque tous les membres d'une Cour d'appel sont récusés en masse, la Cour de cassation est seule compétente pour statuer sur cette récusation et prononcer le renvoi, — Cass. 6 déc. 1808, t. 18, p. 899, n° 43. — V. MM. CARR. t. 1, p 852, n° 1337, et MERL. q. d. t. 5, p 271.

81 Lorsqu'à raison de la connexité des contestations, la demande doit être portée devant un même tribunal, quoique les défendeurs soient domiciliés dans divers arrondissements ressortissant tous cependant de la même Cour d'appel, c'est à cette Cour que doit être portée la demande en renvoi. — Cass. 28 déc. 1807, t. 18, p. 892, n° 36. — En ce sens, V. M. CARR. Comp. t. 2, p. 123, n° 338.

82 Le renvoi pour connexité doit être demandé devant le juge saisi de la deuxième contestation; la Cour d'appel devant laquelle se trouve la première ne peut pas évoquer, surtout si le premier juge n'est pas dans son ressort. — Cass 7 juin 1810, t. 12, p. 358.

Art. 2. *Qui peut demander le renvoi.*

83. Il faut être partie dans une instance pour pouvoir former la demande en renvoi. — Cass. 15 oct. 1807, t 18, p. 881, n° 29. — Le garant et l'intervenant peuvent-ils demander le renvoi — LE PR. FR. t 2, p. 367, décide affirmativement; MM. CARR. t. 1, p. 856, n° 1345, LEP. p. 212, B S. P. 334, not. 5, n° 2, pensent que si la garantie ou l'intervention sont jointes à la demande principale, le renvoi peut être demandé par le garant ou l'intervenant, mais que si l'une et l'autre sont disjointes de la demande principale le renvoi ne peut être demandé. V. M. PIG. Comm t. 1, p 641, MERL. Rép. t. 11, p. 523.

84. Les syndics d'une faillite assignés à raison d'une lettre de change collectivement avec les endosseurs devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, ne peuvent opposer le déclinatoire et demander le renvoi devant le tribunal de la faillite — Douai, 1er fev. 1826 — Boudon C. Sailly.

85. Une demande en renvoi pour cause de suspicion légitime peut être formée même par celui qui a saisi le tribunal soupçonné — Cass. 21 sept. 1824, t. 29, p. 28.

86. La partie qui a des parents dans le tribunal, peut-elle demander le renvoi? — Résol. affirm. PIG. Comm. t. 1, p 612; l'opinion con-

traire est soutenue par MM. Lep. p. 241, Carr. t. 1, p. 855, n° 1344. V. *J. A.* t. 18, p. 941, n° 95.

87. Lorsque deux parties en contestation ont, dans le même tribunal, soit des parents ou alliés qui leur sont communs, soit des parents ou alliés qui n'appartiennent qu'à chacune d'elles, peuvent-elles demander le renvoi devant d'autres juges. — *Résol. affirm.* Lep. p. 245; opinion contraire, D. C. p. 274. — *V.* aussi M. Carr. t 1, p. 857, n° 1347. *J. A.* t. 18, p. 941, n° 96.

88 et 89. Lorsque devant un tribunal correctionnel, le prévenu d'un délit se trouve par suite des débats n'être passible que d'une contravention, il ne peut pas, sur sa simple demande, être renvoyé devant le tribunal de simple police; il faut que ce renvoi soit demandé par la partie civile ou le ministère public, et le jugement d'un tribunal correctionnel prononçant sur une contravention n'est pas sujet à l'appel. — Cass. 24 av. 1829. — Ministère public C. Palatre. — *V. suprà*, n° 31.

Art. 3 *Procédure*.

90. Les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime, sont soumises aux mêmes formes que celles en réglement de juges. — Reun. 22 janv. 1833, t. 45, p. 561.

91. Lorsqu'un tribunal n'a pas pu se composer pour connaître d'une contestation, à raison de l'abstention ou de la récusation de ses membres, la demande tendant à la désignation d'un autre tribunal, peut être portée devant la cour royale par un exploit ordinaire, sans qu'il soit besoin de la former par requête, et d'obtenir un arrêt portant permission d'assigner. — Lim. 26 janv. 1824, t. 31, p. 181.

92. L'assignation dont parle l'art. 375 C. p. c., doit-elle être signifiée à la partie, à son domicile ou à celui de son avoué? — Il est de règle qu'une assignation soit donnée à personne ou à domicile, et l'art. 375 ne parle pas d'une exception. Carr. t. 1, p. 863, n° 1360. Lep. p. 247, M. Haut. p. 199, pense que c'est au domicile de l'avoué qu'il faut donner assignation. — *J. A.* t. 18, p. 944, n° 102.

93. Lorsqu'un déclinatoire est opposé, il n'est pas nécessaire d'indiquer le tribunal devant lequel le renvoi est demandé, si l'on invoque la maxime *actor sequitur forum rei*. — Cass. 4 mars 1818, t. 18, p. 928, n° 78. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 444, n° 723; Pig. *Comm.* t. 1, p. 724; F. L. t. 2, p. 458.

94. Lorsque sur une demande en renvoi pour cause de parenté, le fait de la parenté n'est pas contesté, et qu'il ne s'élève de difficultés que sur le point de savoir si cette parenté est telle qu'elle puisse motiver le renvoi, les tribunaux peuvent statuer sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'instruction spéciale établie par les art. 371 et suiv. C. p. c. — Cass. 22 août 1822, t. 24, p. 285, n° 11.

95. Si l'un des défendeurs ne comparaît pas, que les autres constituent avoué, et que pendant le cours de l'instruction, le renvoi pour parenté ou alliance soit proposé, faut-il appeler le défaillant sur cette demande? — Il suffit de lui faire les significations prescrites par l'art. 372 C. p. c., et s'il ne comparait pas, le jugement rendu contre lui n'est pas susceptible d'opposition, parce que ce jugement adjuge le profit du premier défaut prononcé. Telle est l'opinion de M. Lep. p. 245, 8e quest. — J. *A.* t. 18, p. 943, n° 100.

96. Le demandeur en renvoi pour cause de suspicion légitime, n'est pas recevable à se pourvoir contre l'arrêt par défaut qui rejette sa demande — Cass. 11 sept. 1829, t. 38, p. 324. — V. *infrà*, n° 100.

97. Résulte-t-il de l'art. 369, que l'on ne puisse, en aucun cas, former une demande en renvoi après l'époque fixée par cet article? — MM. Pig. t. 1, p. 439, Carr. t. 1, p. 858, n° 1346, et Delap. t. 1, p. 338, pensent que si la cause de renvoi est survenue après ce délai, on peut encore former la demande. — V. *J. A.* t. 18, p. 94, n° 101.

98. Le délai de 5 jours prescrit pour l'appel du jugement qui statue sur une demande en renvoi, n'est point fatal. — Bord. 8 juin 1809, t. 18, p. 900, n° 46. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 894, n° 2, D. C. p. 288, F. L. t. 4, p. 768, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 649, sont d'un avis contraire. — M. Delap. t. 1, p. 365, dit que le délai de 5 jours court du jour de la prononciation du jugement, sans qu'il soit nécessaire de le lever ni de le faire signifier.

99. Une cour ne peut surseoir à prononcer après une demande en renvoi que lorsque la cour de cassation, saisie de la demande, a ordonné la communication de la requête, ou ordonné le sursis. — Toul. 8 août 1827. — Ressiguier C. Dubois.

100. L'art. 550 C. i. c. portant que l'opposition reçue (à un arrêt de renvoi rendu par la cour de cassation) emporte de plein droit sursis au jugement du procès à l'égard duquel il y a demande en renvoi, ne s'entend que d'une opposition formée par le défendeur au renvoi. Il n'en est pas de même de l'opposition qui serait formée par le demandeur dans le cas de rejet de sa demande. — Cass. 5 mai 1827. — Farenc C. Ministère public. — V. *suprà*, n° 96.

101. Les tribunaux de commerce peuvent statuer par un même jugement sur l'exception de litispendance et sur le fond. — Nîm. 17 janv. 1812, t. 18, p. 915, n° 61. — *V.* notre mot *Exceptions*, n°s 310 et 314.

Chap. III. *Questions préjudicielles.* — Art. 1. *Quand y a-t-il question préjudicielle?*

102. Le tribunal devant lequel s'élève une question préjudicielle de propriété, doit surseoir et non se déclarer incompétent. — Cass. 2 déc. 1826. — Ancellin C. Avian.

103 ..... Même *quant à présent*. — Cass. 26 avril 1828. — Ministère public C. Vedel. — V. le n° qui suit.

104. Lorsque, sur la poursuite en réparation de voies de fait, il s'élève une question de propriété, les tribunaux correctionnels doivent surseoir à juger jusqu'après la conclusion de la question de propriété, tous frais réservés, et non pas renvoyer le plaignant à se pourvoir autrement, ni le condamner aux dépens. — Metz, 81 janv. 1825, t. 30, p. 40. — *V.* les n°s qui précèdent, et *infrà*, n° 111.

105. Les tribunaux criminels doivent prononcer le renvoi devant les tribunaux civils, lorsque celui qui est poursuivi pour un prétendu dommage causé à la propriété d'autrui, prétend être propriétaire de la chose endommagée, ou en avoir la possession annale. — Cass. 16 vendém. an 11. Metz, 11 janv. 1819, t. 18, p. 855, n° 4.

106. Ainsi, le renvoi devant les tribunaux civils doit être ordonné, lorsque celui qui est poursuivi pour avoir abattu un mur de clôture soutient qu'il est propriétaire du terrain sur lequel le mur a été élevé; et lorsque celui qui a construit le mur n'a pas la possession annale. — Cass. 8 janv. 1813, t. 18, p. 919, n° 68.

107. Lorsqu'un prévenu de voies de fait et de bris de clôture sur une propriété prétend être en jouissance de ce terrain par bail authentique, cette exception ne peut pas être jugée par le tribunal correctionnel. — Orl. 17 mai 1830. Lecaux C. Moreau.

108. Lorsqu'une cour royale, appelée à juger une question de propriété relative à un chemin vicinal, croit qu'il doit être prononcé préalablement sur une opposition formée à un arrêté du préfet, rendu sur le chemin en litige, elle peut surseoir à sa décision, mais non se dessaisir de la question de propriété par un renvoi à l'autorité administrative. — Cass. 30 mars 1829. L'Espagnol de Bezaunes C. commune de Vaux-Champayne.

109. Lorsqu'un acte administratif attribue la propriété d'un objet, les tribunaux ne doivent pas renvoyer devant l'autorité administrative, par cela seul que l'une des parties prétend trouver matière à interprétation dans l'acte administratif invoqué par l'autre. Si cet acte leur paraît n'offrir aucun doute, ils doivent, sauf le cas de conflit légalement élevé, retenir la cause et la juger suivant les principes du droit commun. — Cass. 13 mai 1824, t. 27, p. 865. — *V.* notre mot *Tribunaux*, n°s 453 et suivants.

110. Mais lorsqu'il s'élève devant les tribunaux une question préjudicielle, pour laquelle ils doivent renvoyer devant l'autorité administrative, ils ne peuvent pas se dispenser de prononcer ce renvoi, sous le prétexte que la compétence judiciaire se détermine par le titre seul de la demande.—Cass. 4 août 1824, t. 28, p. 342.

111. Lorsqu'un individu prévenu d'avoir envoyé au parcours un nombre de bestiaux plus élevé que celui fixé par les règlements, excipe devant le tribunal de police d'un droit illimité de parcours, le tribunal doit surseoir à la décision du fond, jusqu'à ce que le tribunal civil ait statué sur la question préjudicielle, et non pas délaisser la partie à se pourvoir devant qui de droit, en délaissant la connaissance de l'affaire.—Cass. 28 nov. 1828. Gourry, Carré et autres C. le ministère public.—V. *suprà*, n°s 102 et 103.

112. Lorsqu'un individu, prévenu d'avoir détérioré un chemin public, élève la question préjudicielle de propriété, le tribunal de police correctionnelle ne peut pas le renvoyer de la plainte du ministère public, par le motif que la commune ne serait pas en cause, mais il doit surseoir à statuer jusqu'à la décision des tribunaux civils, et fixer un délai dans lequel cette décision sera rappelée ou rapportée.—Cass. 20 juin 1828. Ministère public C. Thorin.

113. Lorsqu'un individu traduit devant le tribunal de police, comme prévenu d'avoir embarrassé la voie publique, soutient que ce terrain est sa propriété, il doit être sursis au jugement jusqu'à ce que la question de propriété ait été décidée.—Cass. 1er oct. 1825, t. 30, p. 413; il existe un autre arrêt dans le même sens du 11 avril 1826.

114. Lorsque la propriété du chemin servant au public est réclamée par une commune et lui est contestée par un particulier qui s'en prétend aussi propriétaire, il ne doit pas être sursis au jugement de la cause, pour faire statuer par l'autorité administrative sur l'identité ou non identité entre les terrains contentieux et le chemin déclaré vicinal.— Renn. 24 fév. 1826.

115. Un tribunal correctionnel, saisi de la plainte intentée contre un particulier qui a curé des fossés qu'un arrêté du maire avait défendu de nettoyer dans l'intérêt de la salubrité publique, ne peut obtenir un sursis en se prétendant propriétaire des fossés, jusqu'à la preuve de sa propriété. —Cass. 11 fév. 1830. Le ministère public C. Boudret.

116. Lorsque sur la poursuite d'un délit commis dans une forêt nationale, le prévenu oppose un droit de propriété, le tribunal correctionnel doit renvoyer devant l'autorité administrative.—Cass. 21 brum. an 12, t. 18, p. 863, n° 7.

117 et 118. Lorsqu'un adjudicataire qui est traduit en police correctionnelle pour avoir abattu des arbres en délit, allègue sans aucun commencement de preuve que ces arbres font partie de son lot, cette allégation, si d'ailleurs elle est évidemment démontrée fausse par le cahier des charges même, ne constitue pas une question préjudicielle, qui nécessite le sursis au jugement jusqu'à ce qu'il y soit statué par les tribunaux civils. —Brux. 23 mai 1817.

119. Pour qu'il y ait *question préjudicielle* et sursis à poursuites correctionnelles contre un délit forestier, il faut que le prévenu notifie un titre, ou précise des faits possessoires acquisitifs; mais une simple allégation de droit de propriété ne suffirait pas.—Cass. 23 av. 1824, t. 27, p. 346.—Bord. 24 mai 1833.—Randon C. Bosq. —V. *infrà*, n° 131.

120. Celui qui prend la voie du pétitoire sans passer par la voie possessoire, ou qui, après avoir été renvoyé aux fins civiles sur une instance en police correctionnelle, suit la même marche, doit faire la preuve de la propriété qu'il allègue, tant par titre que par témoins — Besanç. 14 août 1822, et 2 août 1827 t. 31, p. 152.

121. Les tribunaux correctionnels ou de police saisis de la connaissance d'un délit ou d'une contravention commis sur un immeuble, ne doivent surseoir à statuer en cas de question préjudicielle, qu'autant que l'exception proposée par le prévenu a pour objet soit d'établir que l'immeuble lui appartient, ou est grevé d'un droit réel à son profit, soit de prouver une possession démontrant qu'il est propriétaire, soit de justifier que la possession est l'effet d'un titre prouvant qu'il a la propriété.—Cass. 25 juin 1830.—Léaux C. Moreaux.

122. En conséquence, les tribunaux doivent juger la question préjudicielle, lorsqu'elle porte seulement sur une simple question de possession ou droit de jouissance de l'immeuble, qui se résout en un résultat purement mobilier.—Cass. 25 juin 1830.—Léaux C. Moraux.

123. Une commune poursuivie pour avoir fait paître des bêtes à cornes dans une forêt litigieuse entre elle et l'État, n'est pas recevable dans sa demande en sursis, lorsque la forêt n'a pas été déclarée défensable.—Cass. 10 déc. 1829, t. 39, p. 90.

124. Les individus prévenus d'avoir introduit des bestiaux dans une forêt non défensable, ne peuvent demander le sursis à l'action correctionnelle jusqu'après le jugement sur un droit d'usage qu'ils réclament. —Cass. 3 av. 1830.—Forêts C. Bousquet.

125. De même lorsque sur la poursuite d'un délit forestier le prévenu n'excipe que d'un droit de *jouissance* mobilière, à titre de fermier, sur le fonds du plaignant, il n'y a point alors de question préjudicielle, et le renvoi au tribunal civil ne peut être ordonné.—Cass. 2 août 1821, t. 23, p. 261.

126. Est frappé de nullité le jugement qui surseoit à prononcer sur le délit résultant d'une coupe d'arbres, sur l'allégation du prévenu qu'il a reçu d'un usager la permission de les couper, lorsque les bois d'usage n'étaient pas encore délivrés, dès là, qu'un usager ne peut ni vendre ni échanger des bois à lui délivrés pour son usage personnel.— Cass. 18 sept. 1830.—Forêts C. Ritalli.

127. Lorsqu'un particulier traduit en justice, excipe d'un droit communal, cette exception ne forme pas une question préjudicielle qui oblige le tribunal à surseoir, parce que le prévenu est sans qualité pour exciper en son nom du droit de la commune, il doit demander l'intervention de la commune.—Cass. 29 mars 1823, t. 25, p. 97.—Jugé dans le même sens par la Cour de Bourges le 13 juill. 1826.

128. Lorsque l'habitant d'une commune est traduit devant le tribunal de police pour avoir fait paître ses troupeaux sur un terrain que l'on prétend appartenir à une autre commune, il est recevable à exciper du droit de sa propre commune au pâturage sur ce terrain, s'il est appuyé par le maire muni d'une autorisation du conseil municipal; la question de propriété est alors une question préjudicielle.—Cass. 9 mars 1821, t. 23, p. 76.—Jugé dans le même sens par la Cour de Bordeaux le 6 janvier 1831.

129. De même les habitants d'une commune prévenus d'un délit forestier, n'ont pas qualité pour élever la question préjudicielle fondée sur un droit communal sans l'intervention du maire.—Cass. 3 août 1827. —Forêts C. Lacuquerin.

130. Celui qui est cité devant un tribunal de police pour contravention à un arrêté concernant la petite voierie, ne peut faire surseoir au jugement en élevant une question préjudicielle de propriété, quand même plus tard la question de propriété serait résolue en sa faveur, lorsque l'arrêté lui a été précédemment signifié, et qu'il ne l'a pas attaqué.—Cass. 14 août 1829.—Ministère public C. Lebarrois.

131. La question préjudicielle élevée par l'individu poursuivi en contravention, ne doit faire ordonner le renvoi devant les tribunaux civils que tout autant que l'exception serait de nature à justifier le prévenu.—Cass. 4 mess. an 11; 28 niv. an 12; 9 juill. 1807; 15 av. 1806; 30 oct. 1807; 7 av. 1809; 3 et 8 nov. 1810, et 22 juill. 1819, t. 18, p. 858, n° 6.—Jugé de même à l'égard

d'un délit forestier.—Cass. 18 sept. 1830.—Forêts C. Ritalli.—V. *suprà*, nos 119 et suivant.

132. Ainsi, lorsque celui qui est poursuivi pour avoir causé du dégât à une récolte prétend avoir la propriété du terrain, il n'y a pas lieu à renvoyer devant les tribunaux civils, s'il n'a pas la possession — Cass. 19 mars 1819, t. 18, p. 933, n° 81.

133. L'individu poursuivi pour avoir enlevé des pierres dans une forêt, ne peut obtenir un sursis, sous le prétexte qu'il était en instance, lors du délit pour obtenir l'autorisation de les enlever —Cass. 19 nov. 1829. De Bonnai C. Forêts.

134 Comme aussi il n'y a pas lieu à renvoyer devant les tribunaux civils, sur la question de propriété opposée par celui qui est poursuivi devant les tribunaux criminels, pour un dommage causé au terrain d'autrui, si l'exception se trouve détruite par la production d'un jugement antérieur non attaqué et irrévocable. — Cass. 5 mai 1807, t. 18, p. 880, n° 26.

135. Pareillement, le renvoi devant les tribunaux civils ne doit pas être prononcé par les tribunaux criminels sur une exception préjudicielle, lorsque le prévenu excipe d'un droit de servitude acquis par prescription et méconnu par un règlement de police.—Cass. 4 sept. 1812, t. 18, p. 918, nos 66 et 67.

136. Lorsqu'un individu est poursuivi correctionnellement pour violation de dépôt, et qu'il nie l'existence de ce dépôt, il ne doit pas être renvoyé devant le tribunal civil, mais le tribunal correctionnel ne peut ordonner la preuve testimoniale du dépôt, que tout autant qu'il existe un commencement de preuve par écrit. — Cass. 2 déc. 1813, t. 18, p. 920, n° 69.

137. Aussi les tribunaux correctionnels ne sont pas compétents pour prononcer sur une plainte en violation de dépôt, lorsque le dépôt n'est ni reconnu, ni légalement prouvé. — Cass. 10 avr. 1819, t. 22, p. 123. n° 156.

138. Le tribunal correctionnel qui, saisi d'une plainte de vol, reconnaît que les objets soustraits appartiennent au prévenu d'après ses titres, doit renvoyer à fins civiles, pour faire juger la question de propriété. —Cass. 3 fév. 1827, t. 33, p. 361.

139 Mais un individu traduit devant un tribunal de police correctionnelle, comme coupable d'une soustraction de titre, ne peut décliner la compétence de ce tribunal, en alléguant la non existence du titre qu'on l'accuse d'avoir soustrait. — Cass. 25 mai 1816, t. 22, p. 101, n. 132

140. Pareillement si des actes constatent un prêt à un taux légal, et que cependant il soit argué qu'il y a simulation, et que des intérêts usuraires ont été stipulés, il n'y a pas lieu à renvoyer devant le tribunal civil, pour prouver la simulation, le tribunal correctionnel est compétent.—Cass. 2 déc. 1813, t. 18, p. 920, n° 70.

141. Lorsque dans un procès entre des administrés de 2 églises différentes, il s'agit de déterminer les circonscriptions de 2 communes, les tribunaux doivent renvoyer devant l'autorité administrative. —Cass. 16 brum. an 12. t. 18, p. 864, n° 8. — *V.* MM. Carr. t. 1. p. 435, n° 709, et Delap. t. 1, p. 176.

142. Lorsque celui qui est accusé de bigamie se borne à alléguer que le premier contrat de mariage est faux, sans prendre la voie de l'inscription de faux, il n'y a pas lieu à surseoir aux poursuites criminelles. —Cass. 2 avr. 1807, t. 18, p. 879, n° 24. —*V.* le n° qui suit.

143. Mais lorsque celui qui est poursuivi pour crime de bigamie oppose la nullité ou la non-existence du premier mariage, le renvoi devant les tribunaux civ., doit-il être ordonné pour être statué sur cette question préjudicielle? —Il faut distinguer s'il s'agit de nullités relatives qui soient couvertes, le tribunal criminel peut passer outre.—Cass. 19 pluv. an 12, et 8 avr. 1811 —Il en est de même si le second mariage a les formes extérieures de la loi. — Cass. 19 nov. 1807.—Mais si le prévenu oppose la non existence du premier mariage, et que l'acte n'en soit point produit, le renvoi doit être ordonné. — Cass. 10 juin 1811, t. 18, p. 865, n° 9 ; p. 884, n° 33.—*V.* le n° qui précède.

144. Il doit être sursis aux poursuites criminelles dirigées contre celui qui est accusé d'avoir fait inscrire un enfant sous de faux noms, jusqu'à ce que les juges civils aient statué sur la question d'état de cet enfant. — Cass. 10 mess. an 12, 25 nov. 1808; 2 mars 1809, et 9 fév. 1810, t. 18, p. 867, n° 11.

145. Cela s'applique même aux poursuites dirigées par le ministère public. — Cass. 25 nov. 1808, et 2 mars 1809, t. 18, p. 868, n° 12.

146. Cette règle ne s'applique qu'au cas où le renvoi est demandé sur des poursuites criminelles pouvant amener des condamnations pénales; il en serait autrement si le procès en suppression d'état était civil.—Cass. 25 brum. an 13, t. 18, p. 867, n° 11.

148. Il en serait autrement encore si celui qui a présenté l'enfant à l'officier de l'état civil a commis un faux en signant un autre nom que le sien, les poursuites pour ce fait ne sont pas suspendues par la question de l'état de l'enfant.—Cass. 28 déc. 1809, t. 18, p. 867, n° 11.

Art. 2. *Comment se jugent les questions préjudicielles.*

149 En matière correctionnelle, les juges peuvent juger que des fins préjudicielles ne doivent pas faire surseoir à prononcer au fond, parce qu'elles ne paraissent mises en avant que pour retarder le jugement. — Cass. 12 fév. 1830 Intérêt de la loi C. Contot.

150. Les tribunaux répressifs ne peuvent rendre une décision définitive que lorsque les questions préjudicielles élevées devant eux, ont été jugées par les juges compétents.—Cass. 9 mai 1828. Corpetier C. Degrave.

151. Lorsqu'un tribunal correctionnel a accueilli l'exception préjudicielle d'un prévenu et a renvoyé l'affaire à fin civile, il ne peut plus rendre de jugement de condamnation, tant que l'affaire est pendante devant les tribunaux civils, quoiqu'il y ait eu de la part du prévenu réitération du fait qui a donné lieu aux poursuites.—Cass. 14 août 1823, 21 oct. 1824, t. 33. p. 13, t. 29, p. 127.

152. Lorsqu'un tribunal correctionnel a renvoyé à faire statuer sur une question de propriété, cette question une fois résolue, le tribunal civil ne peut connaître de l'action correctionnelle —Bourg. 23 déc. 1826 Delangre, C. Sautereau.

153 et 154. Lorsqu'un tribunal civil a sursis à statuer jusqu'à la décision d'une plainte au correctionnel, le sursis doit durer jusqu'à la décision définitive de la plainte, et n'est pas terminé par une ordonnance de *non lieu* rendue par la chambre du conseil, à laquelle il a été formé opposition. — Paris. 16 sept. 1829. Desmarets C. Bastiat.

155. Lorsqu'un prévenu élève devant un tribunal de police l'exception de propriété, le tribunal peut déclarer son incompétence jusqu'au jugement de la question préjudicielle, sans qu'il soit nécessaire de charger le prévenu de poursuivre et d'obtenir ce jugement dans un délai déterminé, sauf au ministère public à faire fixer ultérieurement ce délai. —Cass. 14 déc. 1827. Orl. 11 mars 1829, t. 35. p. 87, et t. 36, p 326. —*V.* les nos qui suivent.

156. Décidé au contraire que lorsque devant un tribunal correctionnel, le prévenu d'anticipation sur un chemin public a excipé d'un droit de propriété, le jugement qui renvoie à fin civiles doit, à peine de nullité, fixer un délai dans lequel le prévenu sera tenu de faire statuer sur la question de propriété. — Cass. 15 sept. 1826, t. 33, p 10.—La cour de Brux. a rendu un arrêt dans le même sens le 12 janv. 1828.

157. Lorsqu'un prévenu élève une question préjudicielle de propriété, le tribunal doit, si le ministère public l'exige, fixer un délai dans lequel le prévenu fera juger le procès civil.—Cass. 28 avril 1827. Pasquier C. Vasseur.— V. *suprà*, n° 155 et suiv.

158. C'est au prévenu qui soulève une question préjudicielle, à faire juger dans le délai que le tribunal est tenu de fixer. — Cass. 9 août 1825. Ministère public C. Gauthier.

159. Quand un prévenu oppose une

exception préjudicielle, le tribunal doit mettre à sa charge le soin de justifier d'une décision, dans un délai déterminé; et non ordonner que la partie la plus diligente apportera la décision qui aura jugé cette exception. —Cass. 15 juin 1830, t. 41, p. 641.

160. Lorsqu'un tribunal a renvoyé les parties à se pourvoir au civil sur l'allégation du prévenu, qu'il était propriétaire de l'objet qui donne lieu à la plainte, c'est à celui qui, le premier s'est prétendu propriétaire, à prouver sa propriété, lorsque le tribunal n'a pas chargé spécialement une des parties de poursuivre.—Cass. 20 fév. 1829, Bourg. 1er avril 1829, t. 37, p. 182, et t. 39, p. 24. — *V.* aussi *J. A.* t.36, p. 326.

160 *bis*. Le prévenu d'un délit forestier renvoyé par le tribunal correctionnel devant le tribunal civil pour faire juger une question préjudicielle qu'il a soulevée, est dispensé, avant de la faire résoudre, de remettre un mémoire au préfet.—Nîm. 29 mars 1833, t. 45, p. 557.

REPAS. V. *Exp.* 43 et s.—*Enq.* 357 et s.—*Arb.* 152.

RÉPERTOIRE. *V. Amende*, 37 bis. —*Greff.* 37, 66 et s.—*Huiss.* 113. —*Not.* 35 et s.

REPRÉSENTANT DU PEUPLE. V. *Trib.* 459.

REPRÉSENTATION D'EXPLOIT. V. *Expl.* 410 et s.

RÉPRIMANDE. V. *Bene.* 11.

REPRISE D'INSTANCE (1)

CH. I. DANS QUELS CAS Y A-T-IL LIEU A REPRISE D'INSTANCE.—NULLITÉ DES POURSUITES POSTÉRIEURES AU DÉCÈS, 1 à 16 ter.—C. II. PAR QUI ET CONTRE QUI L'INSTANCE PEUT-ELLE ÊTRE REPRISE.—FORMES. —COMPÉTENCE.—PROCÉDURE.— JUGEMENT.—EFFETS, 17 à 38.

CHAP. I. *Dans quels cas y a-t-il lieu à reprise d'instance?—Nullités des poursuites postérieures au décès.*

1. Dans quels cas une cause cesse-t-elle d'être en état, et que faut-il faire lorsque cette circonstance se présente:—1° Lorsqu'il intervient partage d'avis entre les juges sur la décision d'une contestation, 2° Lorsque l'affaire étant instruite par écrit, survient le décès du rapporteur? Dans ces deux cas il faut assigner en reprise d'instance.—V. *J. A.* t. 18, p. 960, n° 13, et D. C. p. 250.

2. Le décès d'une ou de plusieurs parties après que les conclusions ont été contradictoirement prises ne donne pas lieu à la reprise d'instance. —Brux. 8 août 1809, t. 18, p. 956, n° 6.

3. Si un arrêt interlocutoire a autorisé dans ce cas la reprise d'instance, sans réclamation de la part de ceux qui avaient intérêt à s'y opposer; cet arrêt doit être exécuté, et il peut être accordé au demandeur un délai pour mettre les héritiers en cause.—Brux. 8 août 1809, t. 18, p. 956, n° 7 — *V.* M. CARR. t. 1, p. 809, not. 2.

4. Lorsqu'un procès est en état d'être jugé et que la contestation roule sur un droit personnel à une partie, c'est-à-dire non transmissible à ses héritiers, le décès connu de cette partie, ne doit pas empêcher le jugement d'être prononcé.—Cass. 1er juin 1808, t. 18, p. 954, n° 4.— Suivant M. PIG. *Comm.* t. 1, p. 605, le jugement doit être différé à l'égard des parties contre lesquelles la cause n'est pas en état.

5. Lorsqu'une affaire qui, d'après la loi, doit s'instruire par écrit, est mise en état d'être jugée par les productions des deux parties, ou par le défaut dans lequel l'une d'elles a été constituée de produire, si l'une des parties vient à mourir avant que le rapport soit fait à l'audience, il n'est pas nécessaire d'assigner ses héritiers en reprise d'instance, et si le rapport se fait sans qu'ils aient été assignés, l'arrêt qui intervient à la suite de ce rapport ne doit pas être annulé sur ce seul fondement.— Cass. 19 vent. an 9, t.18, p. 950, n° 1.

6. Lorsqu'en appel une partie qui avait constitué avoué, vient à décéder avant que la cause soit en état, un demandeur intervenant n'est pas obligé d'attendre qu'il y ait constitution d'avoué de la part des héritiers de cette partie: il peut intervenir en citant ces héritiers en reprise d'instance.—Cass. 30 août 1825, t. 30, p. 161.

7. Les héritiers d'un intimé qui n'a pas constitué d'avoué, peuvent demander contre l'appelant la péremption de son appel sans reprendre préalablement l'instance. — Montp. 17 janv. 1831, t. 41, p. 656.

8. Lorsque dans le cours de l'instance, l'héritier bénéficiaire se porte héritier pur et simple, il n'est pas nécessaire de reprendre l'instance.—Aix, 2 juin 1808, t. 18, p. 955, n° 5.

9. Y a-t-il lieu à assigner en reprise d'instance les héritiers d'un tiers saisi décédé depuis la dénonciation et l'assignation à lui données, en vertu des art. 564 et 571?— *En d'autres termes*: Le décès du tiers saisi suspend-il la demande en validité de la saisie pendant les délais accordés à la veuve et aux héritiers pour faire inventaire et délibérer?— M. CARR. *Comp.* t. 1, p. 808, n° 1279, professe la négative; cependant il conseille de renouveler la dénonciation et l'assignation aux héritiers en qualité d'habiles, sauf à ceux-ci à faire ensuite la déclaration, —*J. A.* t. 18, p. 960, n° 12, — V. *infrà*, n° 30.

10. La vente d'un immeuble pendant l'instance à laquelle donnent lieu les contestations *réelles* dont il est l'objet, opère-t-elle, dans la personne du vendeur, propriétaire de cet immeuble, un changement tel que la procédure ne puisse plus continuer contre lui, et qu'il faille assigner l'acquéreur en reprise d'instance?—Nous avons soutenu la négative, *J. A.* t. 18, p. 962, n° 17, —C'est au nouveau possesseur de l'immeuble à intervenir et à prendre le fait et cause de son vendeur, s'il le juge à propos.—Telle est aussi l'opinion de MM. LEP. p. 127, 2e quest., et DELAP. t. 2, p. 324, 3e al. —Toutefois ces deux auteurs diffèrent en ce point, que le premier pense que le vendeur pourra requérir sa mise hors de cause dans le cas d'intervention de l'acquéreur, tandis que le second lui refuse ce droit à cause des dépens faits avec lui, auxquels il peut être condamné en définitive; mais, ajoute-t-il, il peut demander qu'il ne lui soit plus rien signifié, en offrant de payer les dépens faits avant l'intervention de l'acquéreur, pour le cas où son acquéreur ou cessionnaire viendrait à succomber.

11. La notification du changement d'état d'une partie ne suspend pas la procédure.—Nîm. 6 nov. 1826, t. 33, p. 340.—C'est l'opinion de MM. CARR. t. 1, p. 812, n° 1283; PIG. t. 1, p. 422, 423; PIG. *Comm.* t. 1, p. 509 et suiv., nos 2 et 3.— *Contrà* M. D. C. p. 256. — *V. infrà*, n° 13 *bis*.

12. Lorsqu'une instance a été introduite par ou avec un adjoint du maire en sa qualité, et que ce fonctionnaire vient à être remplacé, il n'y a point pour cela interruption d'instance et obligation de la reprendre avec le nouveau maire ou adjoint.—Cass. 3 juin 1818, t. 18, p. 957.—*V.* MM. CARR. t. 1, p. 806, n. 2, n° 1, et p. 813, n° 1285, LEP. p. 229 et 230; HAUT. p. 188.

13. Lorsque le porteur d'une lettre de change actionne simultanément le tireur et l'endosseur, le jugement contre ce premier ne peut être suspendu parce que le décès de l'endosseur donne lieu à une reprise d'instance contre ses héritiers. —Cass. 27 juin 1810, t. 15, p. 220, n° 49.

13 *bis*. Il n'y a pas lieu à reprendre instance contre une femme qui de mineure devient majeure, ou passe sous puissance de mari.— Bord. 31 juill. 1833, t. 46, p. 151. —V. *suprà*, n° 11.

14. Lorsqu'un tribunal est substitué à un autre, il est saisi de droit de toutes les affaires pendantes devant l'ancien tribunal, et il n'est pas nécessaire que les parties fas-

(1) V. *Concil.* 55. —*Expl.* 307.— *Pérempt.*, 19, 23, et s., 91 et s., 99 et s., 198 et s., 215, 260 et s.— *Sais. imm.* 705, 901, 1113 — *Trib. de comm.* 523.—*Saisi-arr.* 190.—*Sais. imm.* 69.

sent des actes de reprise d'instance. —Cass. 23 nivose an 8. Orl 3 juill. 1817, t. 18, p. 407, n° 5.

15. La nullité prononcée par la loi à l'égard des poursuites faites à la suite d'un décès, est-elle absolue, quant à ses effets, en ce sens, que toutes les parties puissent s'en prévaloir?—Nous avons soutenu la négative, *J. A.* t. 18, p 960, n° 14.— Telle est aussi l'opinion de MM. D.C. p. 252, § 7, et suiv., et Carr. t. 1, p. 810, n° 1280 —V. *infrà*, n° 16 *ter*.

16. Par quelle voie faut-il poursuivre la nullité du jugement rendu en contravention à l'art. 344? la simple opposition, appelée autrefois *demande en rapport du jugement*, est-elle la seule praticable? ou bien, ne peut-on se pourvoir que par tierce opposition, appel ou requête civile, selon les cas?—Les auteurs du Pr. Fr. t. 2, p. 326, et MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 608, et Carr. t 1, p. 811 n° 1282, et D.C. p. 254 et 255, prescrivent chacun une marche à suivre pour faire prononcer la nullité du jugement; nous nous en sommes référés à celle que nous avons indiquée dans le cas de désaveu.—t. 10. p. 404, v° *Désaveu*, n° 62.—V. *J. A.* t. 18, p. 961, n° 15.

16 *bis*. La disposition de l'art. 344, C. p. c., relativement au décès de l'une des parties, reçoit-elle quelquefois exception?—Oui, dans un seul cas : c'est lorsqu'aux termes de l'art 360, C. c., l'adoptant vient à mourir après que l'acte d'adoption a été porté devant les tribunaux, et avant que ceux-ci aient définitivement prononcé; alors l'instruction est continuée, et l'adoption est admise, s'il y a lieu, suivant M. Carr. t. 1, p. 811, n° 1281.—*J. A.* t. 18, p. 962, n° 16.

16 *ter*. La nullité des procédures faites depuis la signification du décès de l'une des parties, ne peut être invoquée que par ses héritiers. Brux. 29 mai 1833, t. 46, p. 249.— V. *suprà*, n° 15.

Cha. II. *Par qui et contre qui l'instance peut-elle être reprise.—Formes,—Compétence.—Procédure.—Jugement.—Effets.*

17. Les créanciers d'un débiteur admis au bénéfice de cession de biens, qui ont nommé un syndic avec pouvoir de recevoir toutes les significations qui leur seraient adressées, et de faire seul tout ce qu'ils pourraient faire eux-mêmes, ne sont pas recevables à reprendre en leur propre nom une instance commencée à la requête de leur syndic, interrompue par un arrêt de la Cour de cassation. —Ang. 29 juin 1831, t. 41, p. 570.

18. Le légataire particulier de l'objet contentieux peut-il reprendre l'instance?—Poth. de *la procédure civile*, 1re, part. ch. 4, sect. 3, § 1, édit. Dupin, ne le croit pas; selon lui le légataire à titre singulier ne peut qu'intervenir. M. Comm. t. 1, p. 586, prétend au contraire que l'intervention est impraticable, et lui accorde le droit de reprendre directement l'instance; tel est aussi l'avis de M Pig. t. 1, p. 422, nous avons adopté l'opinion de Pothier, *J. A.* t. 18, p. 966, n° 22, *V.* M. D. C. p. 262 et 263, qui est également de cette opinion.

19. Sont valables les actes faits par un avoué (s'il est de bonne foi), au nom de sa partie décédée; et *spécialement*, une reprise d'instance ainsi faite suffit pour empêcher la péremption.—Nîm. 3 janv. 1825, t. 29, p. 52. —*V.* les renvois indiqués à notre mot *Décès*.

20. Les enfants ou les héritiers de la femme qui n'a point figuré dans une procédure dirigée personnellement contre le mari, en revendication de fruits d'immeubles, possédés par le mari avant le mariage, ont qualité et droit de reprendre l'instance, à cause de l'intérêt de la communauté dans une portion de ces fruits. — Brux. 19 août 1814.

21. Toute reprise d'instance pour être valable, doit en cas de mort de l'une des parties, être formée contre tous les héritiers de cette partie.— Besanç 29 mai 1828.—Droz-Crettin-Doussière C. Jeannet et Devaux.

22. En matière d'arbitrage, les héritiers d'un des signataires du compromis doivent être assignés en reprise d'instance devant le tribunal du domicile qu'avait leur auteur à l'époque du compromis, et non devant celui du domicile des arbitres. —Metz, 3 déc. 1819, t. 18, p. 958, n° 9.

23. Lorsqu'on veut reprendre une instance introduite avant le Code de procédure, on doit se conformer aux anciennes dispositions législatives, et l'on peut, sans violer aucune loi, suivre la jurisprudence attestée par plusieurs auteurs de cette époque. —Cass. 11 juill. 1826, t. 31, p. 330.

24. Les instances liées avant la publication du Code de procédure doivent être instruites conformément aux dispositions de l'ordonnance, quoiqu'il y ait eu reprise depuis le 1er janv. 1807.—Brux. 10 juin 1807, t. 6. p. 671, n° 8.

25. Une assignation en reprise d'instance est valablement donnée au domicile indiqué dans les derniers actes de la procédure et avec les détails que comporte ce domicile, si la partie n'a pas été légalement instruite du changement de domicile qui s'est opéré dans l'intervalle.—Paris, 17 août 1807, t. 18, p. 953, n° 3.

25 *bis*. L'assignation en reprise d'instance, doit-elle contenir copie des pièces de la procédure?—*V.* MM. B.S.P. p. 348, not. 38; D. C. p. 260; Delap. t. 1, p. 327; Haut. p. 189; Carr. t. 1, p. 814, n° 1286; Pig. *Comm.* t. 1, p. 613; F. L. t. 4, p. 682, et nos observations.—*J. A.* t. 18, p. 953, n° 3.

25 *ter*. La partie assignée en reprise d'instance, doit constituer avoué dans la même forme que la partie assignée sur une demande originaire.—Brux. 21 sept. 1831, t. 45, p. 458.

26. Si après une assignation en reprise d'instance, les deux parties procèdent volontairement sans qu'il ait été préalablement signifié d'acte de reprise, l'instance est tenue pour reprise.—Bord. 23 janv. 1834, t. 46, p. 317. V. aussi *J. A.* t. 18, p. 969, n° 18, et MM. D. C. p. 26; B. S. P. p. 349, obs. 2, nos 41 et 42, et Carr. t. 1, p. 815, n° 1288. et notre mot *Exceptions* n° 192 *bis*.

27. Si de plusieurs parties assignées en reprise d'instance ou en constitution de nouvel avoué, l'une fait défaut, et l'autre comparaît, faudra-t-il appliquer l'art. 153, et conséquemment, joindre le profit du défaut et ordonner une réassignation du défaillant? —Cette question est controversée entre MM. Carr. t. 1, p. 818, n° 1292, D. C. p. 263, d'une part, et M. F. L. t. 4, p. 883, 1re col., de l'autre; M. F. L., pense que l'art. 153 est applicable; *J. A.* t. 18, p. 967, n° 23.

Peut-on contester la demande en constitution?—L'affirmative est soutenue par M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 614; il cite pour exemple le cas où la cause est éteinte par prescription; nous avons combattu cette opinion, *J. A.* t. 18, p. 963, n° 19, en reconnaissant toutefois que la demande en constitution pourrait être contestée dans le cas où les héritiers assignés à cette fin, auraient renoncé à la succession.

29. Si des héritiers contestent la demande en reprise d'instance ou en constitution de nouvel avoué, sur les motifs qu'ils ont renoncé à la succession, que doit faire le demandeur?—Le demandeur doit faire nommer un curateur à la succession vacante, l'assigner en reprise d'instance, ou en constitution de nouvel avoué s'il y a lieu, et suivre contre lui. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 816, n° 1290, *J. A.* t. 18, p. 964, n° 20.

30. Des héritiers assignés en reprise d'instance, ou en constitution de nouvel avoué, sont-ils recevables à opposer l'exception dilatoire résultant du délai donné par les art. 797 et 798, C. c., et 174, C. p. c., pour faire inventaire et délibérer? —MM. Pig. t. 1, p. 430, *in Pr.*; F. L. t. 4, p. 883, 1re col. 3e alin.; B. P. S. p. 549, not. 41 et 42, obs. 1re; Delap. t. 1, p. 328, et les auteurs du Pr. Fr. t. 2, p. 330, tiennent l'affirmative; M. D. C. p. 262, est d'un sentiment contraire. — V. *J. A.* t. 18, p. 964, n° 21, où nous avons adopté la distinction faite par M. Carr. t. 1, p. 816, not. 2. — S'il s'agit d'un acte conservatoire ou d'administration, les délais ne doivent pas être accordés; il en est autrement, s'il s'agit d'une contestation dont l'objet consiste à augmenter ou diminuer l'actif de la succession.—V. *suprà*, n° 9.

31. L'opposition au jugement du défaut en reprise d'instance ou constitution du nouvel avoué, peut-elle être jointe au fond?—Nous avons soutenu la négative, t. 18, p. 970, n° 25 — V. M. CARR. t. 1, p. 819, n° 1294, et D. C. p. 264.

32. Lorsqu'un jugement de jonction de défaut a été rendu sur une demande reprise d'instance, on doit tenir l'instance pour reprise, et ordonner avant de plaider au fond que la partie défaillante sera réassignée par huissier-commis. — Bord. 4 fév. 1829. Ep. de Villeneuve C. Hers Chauffrey.

32 *bis*. Lorsque l'héritier d'un défendeur a obtenu un jugement par défaut profit-joint contre les défendeurs, sur une assignation qu'il leur a donnée pour voir reprendre par lui l'instance, sans les assigner en même temps pour la reprendre eux-mêmes, le second jugement qu'il obtient sur la réassignation, et déclarant l'instance reprise par eux, est susceptible d'opposition de leur part. — Bord. 31 juill. 1833, t. 46, p. 151.

33. Le jugement de reprise d'instance doit se borner à déclarer simplement l'instance reprise, et il ne peut pas statuer sur le fond.—Toul. 8 mars 1827, t. 37, p. 92.

34. Un jugement de reprise d'instance, rendu par défaut, faute de constituer avoué, tombe en péremption, faute d'exécution dans les six mois. — Nim. 30 août 1829, t. 37, p. 296.— V. nos *Observations*, t. 18, p. 968, n° 24, et le n° qui suit.

35. Un jugement de reprise d'instance, rendu par défaut, faute de constituer avoué, est exécuté par la signification qui en a été faite par huissier-commis, et par la suite qui est donnée à l'instance. — Nim. 30 août 1829, t. 37, p. 296. — V. le n° qui précède.

36. Un acte en reprise d'instance est soumis non seulement à la péremption, mais encore à la prescription trentenaire. — Cass. 23 nov. 1831, t. 42, p. 39 — V. le n° qui suit.

37. L'action en reprise d'instance se prescrit par le même laps de temps que l'action principale. — Cass. 24 vend. an 12, t. 18, p. 951, n° 2. —V. MM. CARR. t. 1, p. 866, not. 3; LEP. p. 228, nos *Observations*, et le n° qui précède.

38. Le fait de la reprise d'instance ne peut être réputé un acte d'héritier pur et simple, lorsque la partie assignée en reprise d'instance a repris la qualité d'habile à se porter héritière de la partie décédée, et que depuis elle a déclaré accepter la succession sous bénéfice d'inventaire.— Paris, 4 août 1825, t. 30, p. 84.

REPRISES. V. *Sép. de b.* 51, 61, 78.

REPROCHE. V. *Enquêt.* 192, 295, 535 et s. — *Jug. d. p.* 124 et s. — *Jug. prép. et interr.* 61 — *Mat. som.* 128 et s. — *Sép. de c.* 77 et s.

REQUÊTE. V. *Cass.* 231, 280 et s. *Enreg.* 168. — *Exéc. prov.* 99 et s. —*Expl.* 300. —*Garant.* 13 et s — *Interr. sur f. et a.* 66. — *Interv.* 97 et s. — *Jug. par déf.* 155 et s. — *Péremp.* 55 et s., 214 et s. —*Prorog.* 182 —*Récus.* 60. —*Renv.* 93. *Req c.* 117.—*Sais. imm.* 532 —*Sép. de c.* 10 et s.—*Tierce opp.* 158 et s.

REQUÊTE CIVILE (1).

CH. I. DU DROIT DE SE POURVOIR PAR REQUÊTE CIVILE. — Art. 1. Contre quels jugements peut-on se pourvoir, 1 à 15 —A. 2. Ouverture de requête civile.—§ 1. *Dol.* —*Rétention de pièces*, 16 à 29.— § 2. *Faux serment.—Pièce fausse*, 30 à 32.—§ 3. *Condamnation ultrà petita.— Omission des chefs de demande*, 33 à 47.—§ 4. *Contrariété entre deux jugements ou entre deux dispositions d'un même jugement*, 48 à 61.—§ 5. *Défaut de communication au ministère public, ou de conclusions de sa part*, 62 à 66. — § 6. *Défense non valable*, 67 à 77. —§ 7. *Fin de non-recevoir*, 78 à 86. —C. II. COMPÉTENCE.—FORME.—EFFETS DU JUGEMENT —A. 1. Compétence, 87 à 97 —A. 2. Formes. — § 1. *Délais*, 98 à 105. — § 2. *Consignation d'amende. — Consultation d'avocats*, 106 à 116.—§ 3. *Par quel acte faut-il se pourvoir?—Signification —Communication au ministère public.—Qui doit être intimé. —Instruction*, 117 à 125. — A. 3. Suites du jugement.—Effets, 126 à 133.

CHAP. I. *Du droit de se pourvoir par requête civile* —ART. 1. *Contre quels jugements peut-on se pourvoir?*

1. La violation de la règle des deux degrés de juridiction est un moyen de cassation, mais non pas une ouverture à requête civile — Cass. 20 brum. an 14, t. 18, p. 995, n° 19. — V. MM. PIG. *Comm.* t. 2, p. 73 et 74; CARR. p. 272, n° 1743; B. S. P. p. 453, not. 21; F. L. t. 4, p. 891.

2. La voie de la requête civile est-elle admise contre les jugemens en dernier ressort emanés des tribunaux de commerce?— Oui, Brux. 23 janv. 1812. Cass. 24 av. 1819. Toul. 21 av. 1820. Paris, 28 juill. 1826.— Non, Poitiers, 19 janv. 1818, t. 18, p. 1020, n° 51, et t. 33, p. 89. — V. dans les observations le tableau de la controverse des auteurs. — V. MM. MERL. *Rep.* v° *Requête civile*, p. 518 et 633; CARR. t. 1, p. 32, n° 77, et t. 2, p. 266 et 267, n° 1736, et CARR. *Comp.* t. 2, p. 631 — V. aussi C. T. t. 2, p. 14—13, n° 536; DELV. *Dr. comm.* t. 2, p. 184; PIG. t. 1, p. 625; D. C. p. 340; PARD. t. 5, p. 88, n° 1385; PR. FR. t. 3, p. 292; BOUCH. p. 139; TH. DESM.; LEP. p. 333, et F. L. t. 4, p. 884, 886.—La requête civile peut-elle être employée contre les jugements des justices de paix —MM. PIG. et MERL. *loc. cit.* pensent que non; M. F. L. *loc. cit.* paraît être d'un avis contraire.—V. aussi C. T. t. 2, p. 14, 13.

3. La voie de la requête civile est ouverte contre un jugement en dernier ressort qui ne statue *que quant à présent*.—Cass. 10 pluv. an 12, t. 18, p. 991, n° 14.—V. MM. CARR. t. 2, p. 268; PIG. t. 1, p. 625; LEP. p. 331 et 332, et F. L. t. 4, p. 884; PR. FR. t. 3, p. 288; PONC. t. 2, p. 173, nos 444 et 445.—V. notre mot *Jugement*, n° 512.

3 *bis*. La requête civile serait-elle recevable contre un jugement faussement qualifié en premier ressort?—Oui, suivant MM. CARR. t. 2, p. 263, n° 1739, et D. C. p. 340. — *Secùs* si ce jugement ne pouvait plus être attaqué par appel —V. MM. D. C. *loc. cit.*; PIG. t. 1, p. 625; CARR. p. 268, n° 1738, DELAP. t. 2, p. 47; PR. FR. t. 3, p. 290; LEP. p. 332, MERL. *Rép.* t. 11, p. 694. — V. J. A. t. 18, p. 992 et 993, aux *Observat.*

4. La requête civile ne peut pas être employée contre un jugement rendu en premier ressort, mais passé en force de chose jugée par l'expiration du délai de l'appel · Cass. 21 juin 1827, t. 33, p. 278 Gren. 24 fév. 1829, t. 41, p. 654. Paris 27 déc. 1825. Richard C. Marchand d'Epinay.

5. On peut encore se pourvoir par requête civile contre un jugement *qui n'a pas été signifié*, quoiqu'il se soit écoulé plus de trois mois depuis la découverte de pièces nouvelles retenues par la partie adverse.—Cass. 30 av. 1834, t. 46, p. 360.

6. Un arrêt rendu sur expédient volontaire peut être attaqué par la voie de la requête civile.—Paris, 28 nov. 1810, t. 18, p. 1013, n° 45.

7. Les jugements relatifs à la perception des droits d'enregistrement peuvent être attaqués par la voie de la requête civile.—Cass. 14 mai 1811, t. 18, p. 1018, n° 48.—V. MM. CARR. t. 2, p. 274, not. 1, et B. S. P. p. 151, not. 12, n° 2.

8. La voie de la requête civile est admise en matière de divorce.—Paris, 9 juill. 1814, t. 18, p. 1038, n° 62

9. Les décisions d'arbitres forcés peuvent être rétractées par la voie de la requête civile.—Lyon, 31 août 1825, t. 30, p. 345. — MM. DELV. B. S. P. et MERL. rejettent la requête civile, qui, d'un autre côté, est admise par MM. Coff. THOM. DESM CARR. PARD. H. D. p PR. FR. et *Ann du not.*

10. Mais on ne peut admettre comme ouverture à requête civile, contre une décision arbitrale le fait imputé à cette décision.—Cass. 11 vent. an 11, t. 18 p. 988. n° 8 et 9 V. MM PIG *Comm* t. 2, p. 70 B. S.

(1) V. *Arbitr.* 505, 486 et s. — *Amend.* 32, 41, 65 et s. *Autor.* 7 et s. —*Cass.* 89, 90, 142, 165, 112 et s.— *Désav.* 63.—*Exéc* 90.—*Garant.* 18.

P. p. 457, not. 33. — *V.* aussi MM CARR. p. 272, n° 1744; B.S.P. p.453 n° 21; PIG. t. 1, p. 630.

11. La voie de la requête civile n'est pas admissible contre l'état de la collocation clos par le juge-commissaire, sans contestation entre les créanciers produisants. —Brux. 29 avr. 1819.

12. Le défendeur à la requête civile, peut-il prendre cette voie contre le jugement qui l'a admise, s'il y a ouverture? — L'affirmative est soutenue. *J. A.* t. 18, p. 1052, n° 88, conformément à l'opinion de MM. B. S. P. p. 452, not. 18, n° 2, LEP p. 340, 3e alin. CARR. t 2, p. 302, n° 1799 et contrairement à celle de M. PIG. t. 1, p. 661, 4e alin. M. PONCET, t. 2, p. 189, n° 455, avoue que la question est problématique, et il craint de se prononcer.

13. On peut attaquer par requête civile un arrêt contre lequel le pourvoi en cassation a été rejeté. —Brux. 24 janv. 1822.

14. Lorsqu'un jugement est susceptible d'être attaqué par la requête civile, pour violation des formes prescrites à peine de nullité, il est au choix de la partie condamnée de suivre cette voie ou de se pourvoir directement en cassation.—Brux 6 nov. 1827.

15. . . . . . Surtout si l'ouverture de requête civile résulte d'une nullité d'ordre public.—Brux. 12 janv. 1818.

Art. 2. *Ouvertures de requête civile.*
§ 1. *Dol, rétention de pièces.*

16. Pour donner lieu à la requête civile *pour cause de dol*, il faut que le dol ait déterminé la décision attaquée, il faut même qu'il ait été commis par la partie qui a obtenu gain de cause.—Cass. 20 frim. an 13, t. 18, p 994, n° 17.—La doctrine de tous les auteurs est conforme sur la première partie de la question et contraire sur la seconde. — *V.* MM CARR. t. 2, p 271, n° 1742; PIG t. 1, p. 628 et 629. §1, *Comm.* t. 2, p. 85, D. C. p. 341, Pr. Fr. t. 3, p. 393 et 394, B S. P. p. 433, not et F. L. t. 4, p. 887.

17. De simples allégations ou dénégations de faits n'offrent point le caractère d'un dol personnel capable de produire une ouverture à requête civile; il faut qu'il y ait un emploi de manœuvres de nature à empêcher la partie et le juge d'établir et de connaître la vérité.—Besanç. 10 sept. 1810, t. 18, p 1015, n° 46.—*V. ibid.* des observations contre cet arrêt, et *infrà*, nos 23 et 24.

18. Le dol personnel ne peut donner ouverture à requête civile qu'autant qu'il a été commis avec intention de nuire et qu'il a produit cet effet. — Renn. 6 janv. 1834, t. 47, p 691.

19. On ne peut présenter comme moyen de requête civile la rétention d'une pièce dont on connaissait l'existence et dont on n'a point demandé la communication. — Cass. 20 nov. 1832.

20. Si la pièce découverte n'est point *décisive*, on ne peut pas dire qu'il y ait eu dissimulation dolosive, emportant ouverture à requête civile. — Brux. 9 juill. 1823.

21. Les juges peuvent rejeter ou admettre une requête civile, motivée sur le dol personnel, lorsque les indices offerts par le demandeur sont combattus par des indices contraires opposés par le défendeur.—Renn. 2 janv. 1819, t. 18, p. 1039, n° 63.

22. Un débiteur ne peut pas se pourvoir en requête civile, parce que son créancier a tenu cache la cession de sa créance, et a continué de plaider comme si il eût conservé cette qualité. —Paris, 1er fév. 1810, t 18, p 1004, n° 30.

23. Mais il y a dol, et par conséquent ouverture à requête civile, dans le sens de l'art. 480. C p. c. lorsqu'il résulte de pièces décisives nouvellement découvertes par la partie qui a succombé, que son adversaire n'a obtenu gain de cause qu'à l'aide de la dénégation mensongère par lui faite de faits essentiels dont l'autre partie attestait la véracité —Colm. 18 mai 1820, t. 18, p. 1039, n° 64.—*V.* en ce sens MM. PIG. *Comm.* t. 2, p 85, F. L. t. 4, p 887 — V. *suprà*, n° 17, et le n° qui suit. — *V.* aussi M. PONC. t. 2, p. 202, n° 463.—S. la requête était basée uniquement sur le § 10 de l'art. 480, le concours de toutes les conditions mentionnées à ce § seraient nécessaires.—*V.* MM. CARR t. 2, p. 278, 1761, F. L. t. 4, p. 894, B. S P. p. 457, not. 34, n° 1.

24. L'allégation d'un fait matériellement faux mis en avant par l'avocat de l'une des parties à l'audience, appuyée de l'assertion également fausse, qu'on tient en main un acte justificatif de ce fait, peut être considérée comme un dol personnel à la partie, fournir ainsi un moyen de requête civile contre le jugement ou l'arrêt basé sur ce fait, réputé constant. — Brux 23 juill. 1810, t. 5, p. 171. v° *Avocat*, n° 28.

25. La simple dissimulation d'une pièce décisive par une partie, peut donner ouverture à requête civile, dans le cas où elle constitue un dol personnel. — Cass. 19 fév. 1823, t. 25, p. 54.

26. On ne peut fonder un moyen de requête civile sur des pièces qui se trouvaient entre les mains de la partie adverse, à l'époque où a été rendu l'arrêt attaqué par cette voie, si, ayant le moyen de se faire représenter ces pièces, on a négligé de l'employer. — Paris, 28 nov. 1810, t. 18, p. 1013, n° 43. — Si la partie n'a succombé que faute d'avoir fourni *telle preuve ou telle pièce*, peut-elle se pourvoir par action nouvelle, sans être obligée de recourir à la requête civile? — Non, suivant MM. CARR. t. 2, p. 281, n° 2765, et TOULLIER, t. 10, p. 180, n° 121; M. CARR. cite MM MERL. *Rép.* v° *Req. civ.* § 1, p. 688, et F. L. t. 4, p. 894. — *V.* notre mot *Jugement*, n° 512, et les nos qui suivent.

27. Dans une contestation entre associés, on ne peut considérer comme retenus, par le fait de l'un d'eux, des actes et titres dont il se trouve nanti, mais qui appartiennent à la société. — Paris, 28 nov. 1810, t. 18, p. 1013, n° 44. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 279 et 280, n° 1763; PR. FR. t. 3, p. 304, et F. L. t. 4, p. 894, § 9.—*V.* le n° qui précède.

28. De même le défaut de production d'un arrêt interlocutoire devant la chambre qui a rendu l'arrêt définitif attaqué, ne peut être assimilé à la retenue par la partie de pièces décisives recouvrées depuis le jugement. — Paris, 3 mai 1810, t. 18, p. 1009, n° 38.

29. Pareillement, le recours en requête civile n'est pas admissible, lorsque les pièces sur lesquelles il est fondé n'ont pas été retenues par le fait de la partie adverse, et qu'étant au contraire consignées sur des registres publics, il était au pouvoir du demandeur d'en prendre connaissance.— Paris, 28 flor. an 12, t. 8, p. 994, n° 16. —*V.* M. CARR. t. 2, p. 280, not. 1. —V. *suprà*, n° 26.

§ 2. *Faux serment. — Falsification d'actes.*

30. La fausseté du serment décisoire donnerait-elle ouverture à requête civile?—Non, dit F. L. t. 4, p. 887, 2e col. 7e alin. Cette opinion est partagée par M. TOULLIER, t. 10, p. 575, n° 426, 3e alin; mais il en serait autrement suivant les mêmes auteurs, et PIG t. 1, p. 628, 7e alin. s'il s'agissait du serment déféré d'office par le juge. — V. *J. A.* t. 18, p. 1046, n° 75.

31. Il n'est pas nécessaire que les pièces fausses sur lesquelles on fonde la requête civile, aient été déclarées telles par un jugement préalable. — Cass. 22 pluv. an 9, t. 18, p. 983, n° 3. — M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 76, distingue si la pièce est authentique ou privée. — Pour qu'un jugement, rendu sur pièces reconnues ou déclarées fausses, puisse être attaqué par la requête civile, il faut prouver que ces pièces ont servi de base au jugement.—*V.* MM. DELAP. t. 2, p. 51; F. L. t. 4, p. 894. B. S. P. p. 457, not. 33; PIG. t. 1, p. 633; CARR. t. 2, p 277, n° 2759, et PONC. t. 2. p. 198, n° 462.

32. Il n'y a pas ouverture à requête civile contre un jugement qui a reconnu qu'une pièce avait été falsifiée dans sa date et non dans son contexte, lorsque d'ailleurs la date de cette pièce n'a influé en rien sur les dispositions du jugement. — Paris, 23 juin 1810, t 18, p 1011, n° 40.

§ 3. *Condamnation* ultrà petita.— *Omission d'un chef de demande.*

33 Le moyen pris de ce que les juges ont statué *ultrà petita* est de requête civile. —Cass. 5 brum an 11, t. 15, p. 56, n° 43. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 334, not. 4, 3°.

34. Il n'y a pas *ultrà petita* lorsque, sans qu'il y eut de conclusions précises, l'arrêt a été déclaré commun avec une partie qui procédait conjointement avec une autre et prenait les mêmes conclusions. —Paris, 3 mars 1810, t. 18, p. 1006, n° 35.

35. Il y a *ultrà petita* lorsque l'arrêt, sans que personne le demandât, en déclarant qu'il y a un contrat de vente, a fixé le prix de l'objet vendu. —Paris, 3 mars 1810, t. 18, p. 1006, n° 36.

36. Un jugement arbitral qui accorde à titre d'appointement ce qu'une partie demande à titre d'indemnité, n'est pas susceptible d'être attaqué comme ayant prononcé sur choses non-demandées. — Lyon, 14 juill. 1828. Fréderic Gaynoux C. Bourcier.

37. On peut se pourvoir par la voie de la requête civile, et par celle de cassation, contre un jugement qui renferme une condamnation *ultrà petita*, que les juges ne pouvaient prononcer sans violer une loi expresse ou excéder leurs pouvoirs.—Cass. 12 juin 1810, t. 18, p 1010, n° 39. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 273, n° 1747, et F. L. t. 4, p. 892

38. C'est d'après les qualités telles qu'elles ont été posées, contradictoirement à l'audience, et non d'après l'expédition du jugement ou arrêt délivrés conformément aux qualités signifiées entre les parties, qu'il faut décider s'il y a ou non ouverture à requête civile, du chef qu'il aurait été prononcé sur choses non demandées? — Brux. 28 mars 1815.

39. La partie qui a demandé la confirmation pure et simple d'un jugement contenant une omission à son préjudice, ne peut introduire une instance nouvelle pour obtenir ce qui a été omis; elle devait se pourvoir contre ce jugement par requête civile, ou conclure sur l'appel a l'infirmation des chefs de ce jugement qui lui faisaient grief. — Gren. 13 avril 1812, t. 18, p 1031, n° 58.

40. On peut faire résulter un moyen de requête civile contre un arrêt, de ce que, après avoir prononcé la nullité d'un emprisonnement, il a omis de prononcer sur la demande en dommages-intérêts formée par le débiteur.— Flor. 25 mai 1809, t. 18, p. 1001, n° 25.

41. Un arrêt qui prononce sur une demande principale sans statuer sur une demande incidente, ne peut être attaqué par la voie de la requête civile, lorsque la décision de la première ôte tout intérêt à la seconde. —Turin. 1er juill. 1812, t. 18, p. 1031, n° 59. — *V.* M. Carr. t. 2, p 264, n. 1, n° 4.

42 La voie de la requête civile, mais non celle de la cassation, est ouverte contre un arrêt qui ne contient aucune solution sur des questions de droit précédant son dispositif. — Cass. 21 fév. 1834, t. 46, p. 359.

43 Lorsqu'une cour a omis de statuer sur des chefs de demande, objets de conclusions formelles, il y a lieu de se pourvoir par voie de requête civile, et non par voie de cassation. — Cass. 3 août 1824, *id* 16 janv. 1834, t 28, p. 328; t. 46, p 291.

44. Lorsque la validité de plusieurs clauses d'un testament, est soumise à un tribunal, et qu'il ne statue que sur une des clauses, il n'y a de sa part ni excès de pouvoir, ni déni de justice qui puisse donner matière à un pourvoi en cassation; il y a seulement ouverture à requête civile — Cass. 25 janv. 1827, t. 33 p. 398.

45 Mais on ne peut se pourvoir par requête civile contre un jugement qui adjuge à chacune des parties portion d'un objet qu'elles réclamaient en totalité. — Cass. 5 oct. 1808, t. 18, p. 999, n° 23; pour savoir quels sont en général les cas où l'on peut dire que le juge a prononcé sur choses non demandées, *V.* MM. Pig. t. 1, p 630; Carr t. 2, p. 272, n° 1745; Pr. Fr. t 3 p. 295; Delap. t. 2. p 48, et B. S. P. p 454, n° 23.

46. Lorsqu'un arrêt prononce une condamnation pour une somme principale, sans parler des accessoires, celui qui l'a obtenu peut faire juger si ces accessoires lui sont dus, par un arrêt d'interprétation sans recourir à la requête civile. — Metz, 7 juin 1820, t. 18, p. 1040, n° 65.

47. Un arrêt qui ne statue pas d'une manière explicite sur tous les chefs de demande et se termine par la mise hors de cour des parties sur *toutes leurs autres demandes et conclusions*, ne peut être attaqué par la voie de la requête civile.—Cass. 20 déc. 1820, t. 18, p. 1041, n° 67.—Tous les auteurs sont de cet avis, sauf M. D. C. p. 342.—*V.* MM. Carr, t 2, p. 274, n° 1748; Delap. t. 2 p. 49. Pr. Fr. t. 4, p. 297; F. L. t 4, p 892. M. q. d. t. 5, p. 472, et Pig. t. 1, p 631.

47 *bis*. Le silence du jugement sur des conclusions tendant à être admises à une preuve, constitue-t-il une omission de prononcer? — Non, disent MM. F. L. t. 4, p 892 et Carr. t. 2, p 275, n° 1749.—V. *J. A.* t. 18, p. 1041, n° 67.

§ 4. *Contrariété entre deux jugements ou entre deux dispositions d'un même jugement.*

48. Lorsqu'il y a contrariété entre deux jugements, peut-on attaquer indifféremment l'un ou l'autre? —Les auteurs du Pr. Fr. t. 3, p. 316 et 317, le pensent; mais M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 79, 2e alin. combat cette opinion et soutient que c'est le second qui doit être attaqué.—V. *J. A.* t. 18, p. 1046, n° 74.

49. Est-ce par requête civile ou par cassation que l'on doit se pourvoir en cas de contrariété d'arrêts émanés de différentes sections d'un même tribunal ou d'une même cour? —On a soutenu que c'est par la voie de la requête civile. — *J. A.* t. 18. p. 1043. n° 68, avec MM. Merl. *Rép.* v° *Requête civile*, § 3, p. 694, 2e col. 11e alin. F. L t. 4, p. 893, 1re col. 4e alin. Carr. t. 2, p. 276, n° 1754; B. S. P. p. 456. Les auteurs du Pr. Fr. t. 3, p. 300, sont les seuls qui pensent que dans ce cas, il faut recourir à la cour de cassation.

50. La contrariété d'arrêts fournit un moyen de cassation, et non de requête civile, contre le second arrêt, lorsqu'on a inutilement opposé devant la cour qui les a rendus, l'exception de la chose jugée.—Cass. 8 avril 1812, t. 18, p. 1029. n° 57 — *V.* MM. F. L. t. 4, p. 893, Carr. t. 2, p. 264, n. 1, n° 6.

51 On ne peut se pourvoir, sous prétexte de contrariété, par voie de requête civile, contre un jugement, lorsque cette contrariété porte sur les motifs et non sur le dispositif.— Cass. 4 germ. an 13, t. 18 p. 995, n° 18.—Paris, 6 août 1825 Brulé C. les hospices de Paris Tous les auteurs approuvent cette décision. — *V.* M. Pig. *Comm.* t 2, p. 75; Carr. t. 2, Pr. Fr. t. 3, p. 300, B. S. P. p. 456, p. 277, n° 1757; n 31; Merl. *Rép*, t. 3, p. 49.—*V.* notre mot *Jugement*, 481 à 516.

52. La contrariété d'arrêts ne donne ouverture à requête civile, qu'autant qu'elle existe entre les dispositifs mêmes de ces arrêts, et qu'ils portent sur le même objet.—Renn. 6 janv. 1834, t. 47, p. 691.

53 Il n'y a pas contrariété parce que l'arrêt définitif s'est écarté d'un arrêt provisoire. — Paris, 3 mars 1810 t. 18 p. 1005, n° 33.-V. *infrà* n° 61.

54. Il n'y a pas de contrariété de dispositions, parce qu'en déclarant des actes frauduleux, l'arrêt n'en a pas prononcé la nullité, mais en a déterminé la nature et les véritables effets. — Paris, 3 mars 1810, t. 18, p. 1005, n° 34.

55. Il n'y a ni contrariété, *ni ultrà petita* dans un jugement qui ordonne que des biens compris dans une donation annulée, seront partagés également entre tous les héritiers, quoique l'un d'eux ait renoncé à se prévaloir du vice de cette donation. — Cass. 2 et 3 pluv. an 11, t. 18, p. 984, n° 6.

56. Il n'y a pas lieu à requête civile, pour cause de contrariété, lorsqu'il existe dans un même jugement une disposition qui annule la donation d'une partie des biens d'une succession, et une autre qui charge le donataire de toutes les dettes de cette succession, parce qu'il en a recueilli tous les biens. —Cass. 2 sept. 1806 t. 18, p. 996 n° 20.—La ques-

iv. 9, ch. 3, distingue le cas où l'instruction était complète et où le mineur devenu majeur n'a fait aucun acte, de celui où le mineur a agi pour compléter l'instruction; dans le premier cas, la requête civile est admise; il en est autrement dans le second : MM. Dupuro, Poulain, t. 10, p. 966 et Carr. t. 2, p. 285 et 286, n° 1769, adoptent cette distinction. — V. J. A. t. 18, p. 1048, n° 77.

75. Un mineur devenu majeur peut se pourvoir par requête civile pour non valable défense contre un arrêt d'expédient, quoique cet arrêt présente toutes les apparences d'une décision contradictoire. — Toul. 1er mars 1830, t. 40, p. 141.

76. Une commune poursuivie pour dommages causés par des attroupements où plusieurs de ces habitants ont figuré, n'a pas été valablement défendue, si elle n'a pas opposé qu'une partie du dommage, qu'elle a été condamnée à réparer, a eu lieu sur un territoire étranger à sa circonscription. — Cass. 23 mars 1830, t. 38, p. 264.

77. La cour de cassation est compétente pour apprécier si une commune qui se pourvoit par requête civile, pour non valable défense, a été valablement défendue. — Cass. 23 mars 1830, t. 38, p. 264.

§ 7. *Fins de non-recevoir.*

78. Une requête civile fondée sur un des moyens prévus par la loi, ne peut être écartée sous le prétexte du défaut d'intérêt. — Cass. 16 août 1818, t. 18, p. 998, n° 22. — V. M. B. S. P. p. 449, not. 5.

79. On ne peut déclarer la femme non recevable dans son pourvoi en requête civile, faute par elle d'avoir obtenu d'avance l'autorisation de son mari. — Florence, 16 août 1810, t. 18, p. 1011, n° 42.

80 et 81. S'il n'y a ouverture que contre un chef du jugement, la requête civile doit-elle être prise contre le jugement entier? — Il faut attaquer le jugement entier, si le chef contre lequel il y a ouverture est essentiellement subordonné aux autres. — V. Pig. t. 1, p. 626. Merl. *Rép.* v° *Requête civile*, § 1, p. 679, 1re col. 4e alin. Les auteurs du Pr. Fr. t. 3, p. 811 et J. A. t. 18, p. 1045, n° 71.

82. Si un jugement avait ordonné la remise d'un objet mobilier, faudrait-il, pour que le condamné fût admis à poursuivre sur la requête civile formée contre ce jugement, qu'il justifiât l'avoir exécuté? M. Pig. t. 1, p. 646, distingue s'il est constaté que le condamné a l'objet en sa possession. M. Carr. t. 2, p. 297, n° 1788, trouve cette distinction inadmissible. — J. A. t. 18, p. 1050, n° 83.

83. Lorsque la requête civile est dirigée contre un jugement qui annulle un mariage, l'exécution doit-elle être arrêtée, notamment, en ce que le défendeur ne puisse pas contracter un second mariage? — L'affirmative est soutenue par M. Pig. t. 1, p. 678, alin. 5, et C. t. 2, p. 101, 4e alin. — V. J. A. t. 18, p. 1050, n° 84.

84. Le mineur ou ses ayant-cause, ne peuvent se pourvoir par voie de requête civile, lorsque les moyens de nullité qu'on a négligés d'opposer ne se rapportent qu'à des nullités de procédure qui n'éteignent point l'action. — Paris, 27 déc. 1825. — Richard C. Marchand d'Epinay.

85. Lorsque le mineur a donné son adhésion à sa majorité en formant des demandes qui contenaient implicitement cette adhésion, quelques réserves qu'il ait faites d'ailleurs de se pourvoir en nullité, il ne peut pas prendre la voie de la requête civile. — Paris, 27 déc. 1825. — Richard C. Marchand d'Epinay.

86. Il en est de même lorsque le père et tuteur du mineur a donné son adhésion au jugement et en a ainsi couvert les nullités. — Paris, 27 déc. 1825. — Richard C. Marchand d'Epinay.

Chap. II. *Compétence.* — *Formes.* — *Effets du jugement.* — Art. 1. *Compétence.*

87. Le tribunal de commerce qui a rendu le jugement, est lui-même compétent pour connaître de la requête civile. — Brux. 23 janv. 1812. Cass. 24 avril 1819. Toul. 21 avril 1820. Paris, 28 juill. 1826, t. 18, p. 1021, n° 52, et t. 33, p. 89. — V. l'*annotation* du n° 2.

88. La requête civile contre les décisions d'arbitres forcés, doit être portée devant la cour qui aurait été compétente pour connaître de l'appel. — Lyon. 31 août 1825, t. 30, p. 345. — V. *infrà*, n° 92.

89. La cour qui a statué sur une requête civile, d'après le renvoi qui lui a été fait du rescendant, par la cour de cassation, doit aussi statuer sur le rescisoire. — Cass. 3 août 1809, t. 18, p. 1002, n° 27. — V. MM. Carr. t. 2, p. 301, n° 1795; Haut. p. 294, F. L. t. 4, p. 899, et B. S. P. p. 465, n. 57, n° 3.

90. La requête civile ne peut être formée par action principale sans requête préalable et sans ordonnance du juge. — C. T. t. 2, p. 10, 8. — V. *infrà*, n° 117.

91. La requête civile doit être communiquée au ministère public, avant que le président rende son ordonnance. — C. T. t. 2, p. 13, 9.

92. L'on peut se pourvoir par requête civile contre les jugements arbitraux en suivant les formes ordinaires. — C. T. t. 2, p. 14, 10. — V. *suprà*, n° 88.

93. Lorsqu'il s'agit d'une requête civile principale, l'avoué défendeur peut, comme s'il s'agissait d'une requête civile incidente, répondre par une requête grossoyée. — C. T. t. 2, p. 16, 19.

94. Pour la requête civile incidente, il n'est pas nécessaire d'obtenir une permission du juge. — C. T. t. 2, p. 16, 19.

95. Le droit de consultation est dû aux avoués tant demandeurs que défendeurs. — C. T. t. 2, p. 18, 30.

96. Toute instance sur requête civile est considérée comme matière ordinaire, quand même le fond serait de nature à être jugé comme matière sommaire. — C. T. t. 2, p. 19, 33.

97. Si le demandeur en requête civile se désiste de son action par vice de forme, il ne peut pas obtenir la restitution de l'amende consignée. — C. T. t. 2, p. 42.

Art. 2. *Formes.* — § 1er. *Délais.*

98. Le délai pour se pourvoir par la voie de la requête civile, s'applique à toute espèce de jugement. — Cass. 1er germ. an 11, t. 18, p. 989, n° 11.

99. La partie mineure contre laquelle il a été rendu un jugement, qui ne lui a pas été signifié depuis sa majorité, a trente ans, à partir de cette époque, pour l'attaquer par requête civile. — Cass. 1er germ. an 11, t. 18, p. 990, n° 12. — Cette décision serait la même aujourd'hui. Suivant MM. Carr. t. 2, p. 289, n° 1776; et B. S. P. p. 459, n. 30 n° 2, et M. Q. D. t. 5, p. 461.

100. La requête civile formée plus de six mois après la signification du jugement attaqué, est inadmissible, lorsque la partie ne rapporte aucune preuve *écrite* du jour auquel elle prétend avoir découvert les pièces nouvelles qui servent de fondement à son pourvoi. — Cass. 17 pluv. an 12, t. 18, p. 993, n° 15. — V. M. Carr. n° 1761.

101. La requête civile n'est plus admissible, si la preuve du jour auquel le dol avait été reconnu ou les pièces découvertes, consiste dans une lettre missive, écrite au demandeur par un tiers qui lui annonce des renseignements précieux. Il n'y a pas là *preuve par écrit du jour*, dans le sens de l'art. 488 C. p. c. — Brux. 24 janv. 1822.

102. Le délai de trois mois pour se pourvoir en requête civile ne court ni du jour auquel le demandeur a eu connaissance de la preuve dont il a produit une *copie* simple, ni du jour de l'ordonnance du compulsoire sur le détenteur de l'original, mais seulement du jour du procès-verbal du notaire, constatant que ce compulsoire a été effectué. — Brux. 9 juill. 1823.

103. Le délai général fixé par l'art. 483, court-il contre l'état, les communes et les établissements publics? — L'affirmative est soutenue par MM. Merl. Q. D. t. 5, p. 457, 1re col. 11e. alin. Carr. t. 2, p. 287, n° 1774; B. S. P. p. 459, n. 38; Pig. t. 1, p. 460.

3e alin. et Pig. *Comm.* t. 2, p. 90, 8e alin.—V. *J. A.* t. 18, p. 1049, no 78.

104 Peut-on se pourvoir *incidemment* par requête civile, lorsque les délais fixés par les art. 483 et suiv. sont expirés?—Oui, d'après M. Pig. t. 1, p. 637 et 638, attendu qu'il y a parité de raison entre le cas de requête civile et celui d'appel; tel est aussi l'avis de M. Carr. t. 2, p. 293, no 1780. — V. *J. A.* t. 18, p. 1049, no 81.

105. D'autres personnes que celles indiquées en l'art. 487, ont-elles droit au délai qu'il accorde?—Il n'est pas douteux, dit M. Delap. t. 2, p. 57, 2e alin. qu'il faut l'accorder de même à tous les successeurs universels, et les ayant-cause doivent aussi en jouir quand ils exercent les droits du défunt; mais les successeurs à titre singulier, ne l'auront pas. C'est aussi ce que remarque Jousse sur l'art. 8, tit. 35 de l'ordonn.— *J. A.* t. 18, p. 1049, no 80.

§ 2. *Consignation d'amende.—Consultation d'avocats.*

106. Il ne faut pas consigner autant d'amendes qu'il y a de jugem., dont on demande la rétractation, si les jugements postérieurs ont été prononcés par voie de conséquence. —Brux. 24 janv. 1822.—*V.* notre mot *Amende*, nos 32, 41. 65 et suiv., les nos qui suivent, et *infrà*, no 126.

107. Lorsque la requête civile est formée au nom d'une partie qui stipule les intérêts de l'état, la consignation d'amende et de dommages-intérêts pour les cas ordinaires, n'est pas exigée — C. T. t. 2, p. 17-21, à la note.— *V.* le no qui précède.

108. Le défaut de consignation de l'amende avant l'assignation en requête civile, emporte déchéance.— Besanç. 31 mai 1813, t. 18, p. 1033, no 60 *bis*. — *V.* MM. Delap. t. 2, p. 61, et Pig. t. 1, p. 643. — V. *suprà*, no 106.

109. La consultation de trois avocats exigée en matière de requête civile, est nécessaire même pour les causes d'enregistrement.—Cass. 30 août 1809 t. 18, p. 1003, no 28.— *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 81; Carr. t. 2, p. 296, no 1785; Haut. p. 292; F. L. t. 4, p. 898, et B. S. P. p. 450, n. 42—Sur la question de savoir si la loi autorise la réponse à la requête civile incidente formée d'avoué à avoué —*V.* MM. Pig. t. 1er, p. 648, et Carr. no 1782.

110. L'avocat qui plaide pour la partie demanderesse en requête civile, peut être au nombre des signataires de la consultation exigée par l'art. 495, C. p. c.—Brux. 10 juill. 1812, t. 5, p. 177, no 30.

111. La consultation de trois avocats contenant leur déclaration qu'ils sont de l'avis de la requête civile, peut être délibérée par ceux qui ont plaidé avant le jugement attaqué.— Brux. 24 janv. 1822.

112. L'art. 495, C. p. c., comprend les avocats exerçant auprès des Cours et des tribunaux de première instance.—Cass. 17 nov. 1817, t. 2, p. 621, no 52.—*V.* M. F. L. t. 4, p. 897, § 4, no 2.

113. Les honoraires des trois avocats qui ont donné la consultation, sont invariables, quel que soit le tribunal devant lequel la requête civile peut être portée.—C. T. t. 2, p. 17-24.

114. La consultation prescrite par l'art. 495, doit, comme la quittance du receveur, être signifiée, à peine de déchéance, en même temps que l'assignation. La cause irritante de la fin de cet article, s'applique à la totalité de ses dispositions.—Besanç. 31 mai 1813, t. 18, p. 1033, no 61 —*V.* M. Delap. t. 2, p. 61: Pig t. 1er, p. 643, et C. T. t. 2, p. 18-27

115. La consultation sur la requête civile n'est pas assujétie à l'enregistrement. — Paris, 3 mars 1810, t. 18, p. 1005, no 31.

116. On n'est pas recevable à proposer un moyen de requête civile non énoncé dans la consultation.— Besanç. 10 sept. 1810, t. 18, p. 1015, no 47.—Cela est conforme à l'opinion des auteurs, sauf M. Pig. t. 1er, p. 655 et 656.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 298, no 1790; F. L. t. 4, p. 899; B. S. P. p. 461, n. 43, nos 1 et 3; Pr. Fr. t. 2, p. 330; Ponc. t. 2, p. 238, no 488.—*V.* aussi C. T. t. 2, p. 19-34.

§ 3. *Par quel acte il faut se pourvoir.— Signification.— Communication au ministère public.— Qui doit être intimé?—Instruction.*

117. Peut-on, sans une requête préalable et sur une simple assignation, se pourvoir en requête civile? —Non, Cass. 9 juin 1814.—Oui, Cass. 3 juill. 1816, t. 18, p. 1033, no 60 —Tous les auteurs, à l'exception de MM. Delap. t. 2, p. 60, et F. L. t. 4, p. 896, sont pour la négative.—*V.* MM. Pig. t. 1er, p. 644; Th. Desm. p. 202, à la note; D. C. p. 348; Haut. p. 293; B. S. P. p. 461; Carr. t. 2, p. 288, no 1775. —La requête civile doit-elle être communiquée au ministère public, même avant qu'elle soit signifiée avec assignation? — Oui, suivant MM. Haut. p. 293, Carr. t. 2, p. 298, no 1789. — V. *suprà*, no 90, et *infrà*, no 119.

118. Peut-on valablement faire l'assignation, dont parle l'art. 483, au domicile élu, lors de la signification du jugement?—Non, dit M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 290 —C'est aussi ce qui a été jugé pour le cas d'un pourvoi en cassation par arrêt de la Cour suprême du 3 flor. an 9 —*V.* *J. A.* t. 18, p. 1049, no 79.

119. Il n'est pas nécessaire que la requête civile soit préalablement présentée aux juges, et répondue d'une ordonnance de permis d'assigner.—Paris, 3 mars 1810, t. 18, p. 1005, no 32 — V. *suprà*, no 117.

120. Le demandeur en requête civile n'est point tenu de communiquer sa requête au ministère public avant de la signifier au défendeur.— Renn. 2 déc. 1833, t. 47, p. 626. — *V.* le no qui suit.

121. Quel serait l'effet du défaut de communication de la requête civile au ministère public?—Selon les auteurs du Pr. Fr. t. 3, p. 329, dernier alin., il en résulterait une nullité complète du jugement, laquelle cependant devrait être prononcée par la Cour suprême, si le jugement était en dernier ressort, et fournirait un grief d'appel s'il était simplement en premier ressort.—V. *J. A.* t. 18, p. 1051, no 85, et le no qui précède.

122 La requête civile peut être intentée contre l'ayant-cause de la partie qui a obtenu le jugement attaqué par cette voie — Cass. 1er germ. an 11, t. 18, p. 989, no 10. —Cela n'est pas douteux encore aujourd'hui; c'est ce que disent MM. Carr. t. 2, p. 269, no 1740; Pig. t. 1, p. 627; D. C. p. 341, Pr. Fr. t. 3, p. 289; F. L. t. 4, p. 885; B. S. P. p. 450, alin. 2 et n. 6; M. q. d. t. 5, p. 461.

123. Peut-on intimer, dans l'instance de requête civile, une personne qui n'était point partie et qui était sans intérêt dans le jugement attaqué? — La négative est soutenue, *J. A.* t. 18, p. 1044, no 70—C'est aussi l'opinion de MM. Carr. t. 2, p. 283, no 1766, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 72, 3e alin.

124. Si le défendeur à la requête civile, fondée sur pièces nouvellement recouvrées, prétend qu'elles sont fausses, faut-il, avant de prononcer sur l'admission de la requête civile, commencer par instruire et juger le faux?—L'affirmative ne paraît pas douteuse, et nous avons exposé les motifs à l'appui de cette opinion, *J. A.* t. 18, p. 1044, no 69; MM. Carr. t 2, p. 280, no 1764, et Pig. t. 1, p. 638, dern. alin. et 592 6e alinéa sont du même avis.

125. La plaidoirie est admise dans une instance liée avec la régie, dans une demande en requête civile.— Cass. 30 août 1809. t. 18, p. 1003. —*V.* MM. Carr. t 2, p. 294, no 1783; Haut. p. 296; B. S. P p. 462, not. 48; F. L. t. 4, p. 898, 10e alin. et p. 531.

Art. 3. *Suites du jugement.—Effet.*

126. Dans le cas de pourvoi par requête civile, l'amende n'est pas restituable, si l'auteur du pourvoi s'en est désisté pour vice de forme.—Déc. de l'adm 28 mars 1831, t. 41, p. 481. —V *suprà*, no 106.

127. Lorsque le jugement attaqué par requête civile a été rétracté, la contestation au fond doit être reprise par un simple acte d'avoué à avoué. L'assignation donnée à personne ou domicile serait réputée frustratoire. —Toul. 29 nov. 1808, t. 18, p. 1008,

nº 24 — MM. CARR. t. 2, p. 299, nº 1792; HAUT. p. 295, et B. S. P. p. 463, not. 52, obs. 1, adoptent cette décision; M. LEP. p. 339. paraît aussi pencher pour elle. — V. aussi C. T. t. 2, p. 21-38.

128. Lorsque la requête civile a été admise contre un arrêt, de ce que, après avoir prononcé la nullité d'un emprisonnement, il a omis de prononcer sur les dommages-intérêts. il n'y a pas lieu à la rétractation du chef de l'arrêt qui a déclaré l'emprisonnement nul, — Florence. 25 mai 1809. t. 18, p. 1001, nº 26. — V. M. CARR. t. 2, p. 264. not. 1, nº 5.

129. La rétractation d'un jugement prononcé en faveur d'un mineur profite au majeur qui a le même intérêt. — Turin, 21 mars 1812, t. 18, p. 1026, nº 56. — Opinion conforme de M. B. C. p. 345.

130. Le jugement sur requête civile rendu par défaut est-il susceptible d'opposition? — M. PONCET adopte l'affirmative de cette question. t. 4, p. 253, nº 504. — V. les développemens auxquels s'est livré ce savant auteur, J. A. t. 18, p. 1053, nº 89. — V. aussi C. T. t. 2. p. 22, 41.

131. Si, depuis le rejet de la requête civile, on découvrait un dol, un faux, ou une rétention de pièces, ne pourrait-on pas se pourvoir une seconde fois par requête civile? — L'affirmative est adoptée par MM. PIG. t. 2, p. 661; mais cette question semble à M. CARR. t. 2, p. 302, nº 1798, repoussée par la généralité des termes de l'article 503 et par l'exposé des motifs de cet article; telle est aussi l'opinion de M. PONCET, t. 2, p. 188, nº 454. — V. J. A. t. 18, p. 1052. nº 87.

132. Les mineurs peuvent-ils user une seconde fois de la requête civile, dans les trois cas où l'art. 503 interdit en général ce second pourvoi? — MM. CARR. t. 2, p. 302, nº 1797; PIG. t. 1, p. 660; F. L. t. 4, p. 885, et B. S. P. p. 452, not. 18, ont adopté la négative. — V. J. A. t. 18, p. 1051, nº 86.

133. Dans les dépens qui sont adjugés lors du jugement de requête civile, il faut comprendre ceux faits lors du premier procès, et que la partie avait été obligée de payer, en exécution du jugement rétracté. — C. T. t. 2, p. 21, 39.

RESSORT (*Premier et dernier*) (1).

CHAP. I. *Du ressort en général.* — Art. 1. *Taux du premier ou dernier ressort.*

1. Un tribunal de première instance saisi de l'appel d'un jugement du juge de paix, et qui, pour la première fois, supplée à ce que le juge de paix a omis de faire, doit être considéré comme ayant, à l'égard des parties, épuisé les deux degrés de juridiction, et jugé en dernier ressort; ainsi, lorsque devant un juge de paix, il s'agit d'une action possessoire, et qu'indûment une des parties déclare vouloir s'inscrire en faux contre un bail représenté, si le juge de paix ne se déclare point incompétent, malgré l'obligation à lui imposée par l'art. 14 du code de procédure, et que les parties aient laissé acquérir au jugement l'autorité de la chose jugée, en faisant statuer par le tribunal de première instance et par voie d'appel, sur une mesure interlocutoire en vérification d'écritures, ordonnée par le juge de paix, la décision émanée de ce tribunal sur ce point, devient souveraine en dernier ressort. — Orl. 16 août 1820, t. 19, p 226, nº 282. — V. notre mot *Jugement*, nº 537.

2. Les tribunaux de première instance, autorisés à juger en dernier ressort, dans les instances relatives

(1) V. *Acquiesc.* 77 et s. — *Arbit.* 212 et s. — *Cass* 46 et s. — *Cont p. c.* 128 et s. — *Enreg.* 68. — *Except.* 101. — *Evoc.* 26 et s. — *Except.* 280 et s. — *Juge de paix*, 86 et s — *Jugem.* 568. — *Huiss.* 193 — *Ref.* 82 et s. — *Req. civ.* 2 et s. — *Sais. imm* 777, 781, 967, 1115. — *Tierce opp.* 175 et s.

aux impôts indirets, ne peuvent le faire qu'à charge d'appel dans les instances relatives au domaine dont l'objet excède 1,000 fr. (loi du 24 août 1790, tit. 4, art. 5, lois des 6 et 7 sept. 1790, art. 2.) — Cass 12 messidor an 8; 19 vend. an 12; 2 germ. an 9; 13 mess. an 9; 13 prair. an 10; 20 flor. an 11, 23 mars. 1808, et 10 juill. 1810, t. 19, p. 43, n° 11 — V. MM. M. Q. D. v° *Dernier ressort*, § 1, n° 2; Merl. *Rép.* t. 3, p. 864; B. S. P. t. 1, p. 54, et Pig. t. 1, p. 523, et sect. 6, n° 8.

3. Il n'échoit pas appel des jugements rendus par les tribunaux civils, en matière de droits d'entrée, de sortie et d'accise, si l'objet de la demande n'excède pas 1,000 fr. — Brux. 1er juill. 1823.

4. Les affaires relatives au recouvrement des revenus nationaux, et qui sont de la compétence des tribunaux, doivent subir les deux degrés de juridiction, lorsque l'objet de la contestation excède 1,000 f.—Lettre de son excellence le grand-juge, 4e jour compre an 9, t. 19, p. 62, n° 24.

5. Les jugements rendus en matière de contributions indirectes sont en dernier ressort, quelle que soit la valeur des sommes contestées entre les parties —Nancy, 24 nov. 1831, t. 44, p. 40.

6. Les demandes dirigées contre les communes, comme responsables et tenues de dommages-intérêts, en vertu de la loi du 10 vendém. an 4, sont, comme les demandes ordinaires, soumises aux deux degrés de juridiction si elles excèdent 1,000 fr. — Cass. 14 mess. an 8, t. 19, p. 48, n° 12. — Telle est notre opinion et celle de MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 6, n° 280, et M. Q. D. t. 2, p. 87, § 1.

7. Est sujet à l'appel le jugement qui prononce une amende contre un notaire, pour contravention à la loi du 25 vent. an 9, encore que le ministère public n'ait conclu qu'à une somme moindre de 1,000 fr. —Metz, 15 janv. 1819. Brux. 31 janv. 1826. Cass. 16 mai 1825, t. 19, p. 211, n° 245, et t. 31, p. 105.

8. Un jugement du tribunal de police qui acquitte le prévenu, doit être réputé en dernier ressort, et comme tel, susceptible seulement du recours en cassation, quel que soit l'objet de la demande. — Cass. 17 mars 1811, t. 19, p. 143, n° 132. — V. *ibid.* nos *Observations*.

9. Est en dernier ressort le jugement de simple police qui renvoie le prévenu purement et simplement, sans statuer sur une question préjudicielle qu'il a proposée.—Cass. 20 fév. 1829, t. 39, p. 24.

10. Un jugement de police est en dernier ressort, lorsqu'il ne prononce ni emprisonnement ni condamnations pécuniaires au-dessus de 5 f. lors même que le ministère public aurait conclu à des amendes ou réparations plus fortes.—Cass. 3 sept 1811, t. 19, p. 158, n° 141.

11. Le jugement qui déclare qu'un fait incriminé, comme diffamatoire, est une simple injure, est en dernier ressort. —Riom, 24 déc. 1829, t. 39, p. 11.

12. Mais le jugement de simple police qui, outre la condamnation à l'amende, pour matériaux placés sur la voie publique, condamne à l'enlèvement des matériaux, est en premier ressort —Cass 9 août 1828. ministère publ. C. Gauthier.

13. En matière d'arbitrage forcé, les sentences des arbitres sont soumises, à l'égard du premier ou du dernier ressort, aux mêmes règles que les tribunaux de commerce qu'ils remplacent. Ainsi est non recevable l'appel d'une sentence arbitrale rendue sur une contestation dont l'objet n'excédait pas 1,000 fr. — Metz, 15 fév. 1823. Lyon, 21 mai 1823, t. 25, p. 172.

14. La loi déterminant, pour les tribunaux de commerce, le pouvoir de juger en dernier ressort, au seul cas où la demande n'excède pas 1,000 fr., leur défend de juger sans appel la demande qui excède cette somme ou qui est indéterminée. — Cass. 2 prair. an 12, t. 19, p 9, 1 n° 53.

15. Y a-t-il une différence entre les tribunaux civils et les tribunaux de commerce, quant à l'étendue de la compétence du dernier ressort?— Les tribunaux civils, d'après la loi de 1790, art. 5, tit. 4, ne connaissent en premier et dernier ressort, que *jusqu'à* la valeur de 1,000 liv. tandis que d'après l'art. 639, § 1er, C. c., les tribunaux de commerce prononcent en dernier ressort sur les demandes dont le principal n'excède pas la valeur de 1000 f.; du rapprochement de ces art., il résulte que les tribunaux civils ne peuvent juger qu'en premier ressort une demande de 1,000 fr., tandis que les tribunaux de commerce la jugent en dernier ressort, telle est l'opinion de M. Carr. t. 2, p. 53, n° 312, art. 281. —*V. J. A.* t. 19, p. 242, n° 314.— *V.* les trois nos suivants.

16. Les tribunaux civils, de même que les tribunaux de commerce, peuvent statuer en dernier ressort sur les demandes en paiement de 1,000 fr., quoique, d'après la loi du 16 au 24 août, ils n'aient droit de juger ainsi que les demandes de mille livres.—Bord. 13 déc. 1831, t. 43, p. 584.—V. *ibid.* les *Observations* et le n° qui précède.

17. Le taux du dernier ressort en matière civile est de 1000 f., et non de mille livres.—Renn. 9 juill. 1817. Metz, 17 déc. 1819. Toul. 24 juill. 1827. Caen, 7 nov. 1827. Poit 7 août 1828, t. 19, p. 202, n° 227; p. 218, n° 263; t. 33, p. 315, t. 35, p, 352, et t. 36, p. 65. — V. *suprà*, n° 15.

18. Décidé au contraire que la demande d'une somme de 1,000 fr. est sujette à appel, parce que la loi de 1790 parle de livres et non de francs.—Nancy, 9 janv. 1826, t. 31, p. 14.—M. Pig. t. 1er, p. 512, 3e édit., parait professer l'opinion contraire. — V. *suprà*, n° 15.

19. Il faut, pour déterminer si un jugement statuant sur une obligation souscrite aux colonies, et payable en France, est en dernier ou en premier ressort, considérer le montant de cette obligation en argent de France, et non des colonies. —Bord. 12 août 1831, p. 428, t. 43.

Art. 2. *Renonciation formelle ou tacite au bénéfice des deux degrés de juridiction.*

20. La règle qui prescrit les deux degrés de juridiction, n'est pas tellement d'ordre public, que les parties ne puissent y déroger.—Cass. 16 juin 1824, t 26, t. 322.

21. Les tribunaux de première instance sont compétents pour statuer en dernier ressort sur les demandes excédant 1000 fr., lorsque les parties ont consenti à être jugées sans appel.—Renn. 24 juill. 1812, t. 22, p. 76.—Cet avis approuvé *J. A.*, est celui de MM. Ponc. t. 1er, p. 460, n° 283; Carr. *Comp.* t. 1er, p. 103, n° 57; t2. p. 55 et 56, art. 282; Pig. t 1er, p. 522, sect. 5, et n° 523 — *V.* aussi M. M. Q. D.—V. *Appel.* § 7, p. 216; Carr. *Comp.* t. 1er, p. 104, et t. 2, p. 55.—Comment doit être donné le consentement des parties?—Par une déclaration émanée et signée d'elles, suivant M. Pig. t. 1er, p. 522, 11e alin —Par l'avoué même non muni d'un pouvoir spécial, sauf l'action en désaveu, suivant MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 56, n° 314, et M. Pig. t 1er, p. 522.— *V.* aussi M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 57, n° 315, et p 62, à la note *Jurisprudence.*

22. Un tribunal compétent pour connaître par voie d'appel, doit renvoyer d'office devant le juge de première instance, si la demande est portée devant lui avant d'avoir parcouru le premier degré de juridiction.—Cass. 26 mars 1811, t. 18, p. 913, n° 58.—Brux. 6 av. 1824.— *V.* M. F L. t. 2, p. 458. Vº *Exception*, § 2, n° 3.

23. Celui qui, au lieu de former opposition à un jugement par défaut qui le condamne, en a interjeté appel, ne peut se plaindre d'avoir été privé d'un degré de juridiction. —Cass. 6 mars 1826.—Bourgeois et L'herminier C. Min. pub.

24. Les parties peuvent valablement consentir à être jugées par la Cour d'appel sur des contestations qui s'élèvent alors pour la première fois entre elles, de telle sorte que l'une de ces parties soit plus tard non recevable à faire résulter un moyen de cassation de ce que l'objet du litige n'a pas été soumis au premier degré de juridiction — Cass. 18 août 1818, t. 10, p. 571, n° 29.

25. L'incompétence du deuxième

degré de juridiction est couverte par des conclusions *au bien-jugé* du jugement dont on a appelé —Cass. 31 juill. 1828.—Pravez C. Dufour.

26. La fin de non recevoir contre un appel résultant du dernier ressort, ne peut pas être couverte; les juges doivent même la prononcer d'office, si les parties ne l'opposent pas —Toul. 29 nov. 1828, t. 38, p. 234.—*V.* le n° qui suit.

27. Quand l'objet de la demande n'excède pas 1,000 fr., les juges supérieurs peuvent d'office déclarer l'appel non recevable.—Brux. 17 mars 1820.— *V.* le n° qui précède, notre mot *Exception*, n°s 280 et suiv., et *infrà*, n° 38.

28. Dans une contestation qui ne peut être jugée qu'en premier ressort, il faut, pour rendre l'appel non recevable, le consentement de toutes les parties litigeantes.—Cass. 2 mess. an 10, t. 19, p. 66, n° 33 — *V.* M. Carr. *Comp.* t 2, p 57, n° 316

29. L'associé qui n'était pas en cause ne peut interjeter appel du jugement rendu contre son coassocié, si celui-ci a consenti à être jugé en dernier ressort. —Turin, 5 déc. 1812, t. 19, p. 169, n° 168.

30. Lorsque des parties ont donné pouvoir de juger sans appel à des arbitres qui remplacent le tribunal de commerce, elles ont formé un contrat judiciaire qui ne peut plus être révoqué que par leur commun accord.—Cass. 8 oct. 1806, t. 19, p. 114, n° 81.—Tel est l'avis de MM. Merl. *Rép.* t 3, p. 594, §16, et Carr. *Comp.* t. 2, p. 58, n° 317.—*V.* aussi M. B S. P. t. 1er, p. 366, *Appelant*. t 4.

31. La clause de l'acte de société qui donne aux arbitres le droit de prononcer en dernier ressort sur les contestations entre associés, est obligatoire pour les syndics d'un des associés faillis, comme elle l'eût été pour l'associé lui-même; en conséquence, l'appel du jugement arbitral est non recevable de la part des syndics, encore que le compromis ne contienne aucune renonciation à l'appel, et que le jugement intervenu ne soit pas qualifié en dernier ressort —Paris, 20 juin 1817, t. 19, p. 200, n° 223.

32. L'acquiescement donné par les parties à ce que le tribunal statue en dernier ressort, s'étend à tous les jugements préparatoires et définitifs qui peuvent intervenir sur la contestation —Cass. 1er flor. an 9, t. 1er, p. 85, n° 14, v° *Acquiescement* — *V.* M. M. q. d. p. 93. § 7, et P. p. 421, n° 17, 2°.

33. Quand les deux parties se sont soumises à être jugées en dernier ressort par un tribunal de commerce sur tous les chefs de la contestation, le jugement par lequel ce tribunal se déclare incompétent sur l'un des chefs, ne peut pas être attaqué par la voie de l'appel.—Brux. 16 juill. 1811, t. 3, p. 334, n° 177. —V. *ibid.* des *Observations*.

Art. 3. *Effets de la fausse qualification du jugement relativement au ressort.*

34. Sous la législation antérieure au Code de procédure, le recours en cassation était la seule voie ouverte pour faire annuler un jugement mal à propos qualifié en dernier ressort.—Cass. 23 brum. an 12, et 15 juill. 1806, t. 3, p. 26, n° 3.— *V.* M. H. de P. chap. 59, p. 503.

35. La fin de non-recevoir résultant de ce que le jugement ayant été qualifié rendu en dernier ressort, il ne pouvait pas en être interjeté appel, devait-elle être suppléée par les juges d'appel?—Oui, Cass. 5 prair. an 12.—Non, Cass. 11 vend. an 13, t 3, p. 56, n° 19.

36. Sous le C p. c. la voie d'appel est ouverte contre les jugements des juges de paix, mal à propos qualifiés en dernier ressort —Cass. 15 fév. 1810, t. 3, p. 264, n° 127.

37. Sous l'empire du C. p. c. les jugements mal à propos qualifiés en dernier ressort doivent être attaqués par voie d'appel et non par voie de cassation —Cass. 9 juill. 1812, t. 3, p. 372, n° 214.

38. Lorsqu'un tribunal a qualifié son jugement en dernier ressort, et que malgré cette signification fausse ou vraie, il est relevé appel de ce jugement, la cour royale est régulièrement saisie de l'appel, si les parties plaident devant elles sans opposer son incompétence —Cass. 7 mai 1829, t. 37, p. 37.—*V.* cependant *suprà*, n° 26 et v° *Exception*, n° 280, les arrêts qui décident que l'exception tirée de ce que le jugement est en dernier ressort peut être opposée en tout état de cause.

39. On ne peut appeler d'un jugement statuant sur une valeur qui n'excède pas 1000 fr., lors même qu'il n'exprime point qu'il a été rendu en dernier ressort.—Cass. 29 déc. 1830, t. 40, p. 360.

Chap. II. *Comment se calcule le taux du premier ou dernier ressort.*—Art. I. *Demande primitive.—Demande réduite.—Montant de la condamnation.*
§ 1. *De la demande primitive comparée au litige réel, et à la cause de la demande.*

40. C'est la valeur du litige et non celle de la demande qui détermine la compétence du dernier ressort. — Renn. 6 mai 1812. Liége, 6 fév. 1811, Limog. 22 déc. 1819. Besanç. 31 mars 1827, t. 19, p. 161, n° 156 et t. 34. p. 263. V. *infrà*, n° 52.—Il en est ainsi quand la demande est modifiée pendant l'instruction, et quand c'est par le fait du défendeur que l'objet de la demande se trouve restreint, tel est l'avis de MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 15, n° 291, et M. *Rép.* t. 3, p. 579, § 5. *V.* aussi M. Carr. t. 2, p. 17.

41. On doit joindre au montant d'une demande, pour déterminer le taux du dernier ressort, les intérêts échus avant qu'elle fût intentée — Colm. 6 mai 1835. — *V.* le n° qui suit, et *infrà*, n°s 492 à 518.

42. Également on doit joindre au montant d'une lettre de change les frais de protêt, rechange et intérêts. —Brux. 11 mai 1831.—*V.* le n° qui précède.

43. Lorsqu'une partie d'une demande n'est pas contestée, il n'y a que la partie qui reste en litige, qui puisse servir à fixer le taux du dernier ressort.—Toul. 12 juill. 1828. Hautpoul C Ville.—V. *infrà*, n°s 44 à 50, et n°s 53 et 62

44. Est en dernier ressort le jugement rendu sur une demande en paiement, qui par les offres du détenteur, a été réduite à une valeur inférieure à 1000 fr.—Poit. 27 janv. 1821, t. 40, p. 381. — *V.* le n° qui précède.

45. Lorsque l'un des codébiteurs, solidaires assignés en paiement de plus de 1000 fr., offre une partie de la dette en telle sorte que le litige ne roule que sur une valeur inférieure à cette somme, le jugement à intervenir doit être réputé en dernier ressort.—Lyon, 23 mars 1831, t. 42, p. 185 — V. *suprà*, n° 43.

46. Il en serait ainsi, lors même que les offres seraient déclarées insuffisantes.—Dijon, 1er fév. 1830, t. 38, p. 108.— V. *suprà*, n° 43.

47. Pour fixer le taux du dernier ressort, on ne doit pas déduire sur la somme mise en conclusions, celle offerte par le défendeur, s'il n'y a qu'un seul chef de demande, et si les offres n'ont été ni acceptées par la partie, ni décrétées par le jugement.—Brux. 2 nov. 1818.— V. *suprà*, n° 43, et *infrà*, n° 70.

48. Lorsqu'il y a reconnaissance d'une partie de la dette et offres réelles de la part du défendeur non acceptées qui réduisent le litige à moins de 1000 fr, le jugement est-il en dernier ressort, quoique la demande primitive excède 1000 fr.? — Non, Orl. 28 avr. 1815, 21 août 1817. Renn. 31 juill. 1820. Amiens, 12 avr. 1826 et 6 mars 1828. Caen, 8 mai 1827. Bourg. 12 fév. 1830.—Oui, Besanç. 26 mars 1828, t. 19, p. 183, n° 195, p. 204, n° 230, p. 225, n° 279, t. 34, p. 178 et 346, et t. 36, p. 92. —V. *suprà*, n° 43.

49. Lorsque sur les aveux d'une partie la somme demandée se trouve réduite au-dessous du taux du dernier ressort, le jugement qui intervient n'est pas susceptible d'appel.— Colm. 17 avril 1830. Rabuer C. Hirtz. —V. *suprà*, n° 43.

50. Un jugement n'est pas en dernier ressort, par cela seul que le défendeur a adhéré à la demande jugée, et a conclu seulement afin de dépens, si cette demande ne pouvait être jugée qu'en premier ressort.— Bourg. 16 août 1831, t. 42, p. 167. V. *suprà*, n° 43.

51. La demande d'une somme au-dessus de 1,000fr., sous l'offre d'imputer tout légitime paiement, n'ôte point la faculté d'appeler, quand même les imputations consenties réduiraient la condition principale à moins de 1.000 fr.—Gren. 11 therm. an 13, t.19, p.107, n° 72.—V. *suprà*, n° 43, et *infrà*, n° 53.

52. Un jugement est rendu en premier ressort, toutes les fois que l'objet déterminé de la demande, telle quelle est formée dans le principe, excède la valeur de 1,000 fr., encore bien qu'au moyen de la renonciation faite par le demandeur à plusieurs des articles de la demande, il n'y ait eu en définitif de litige que sur une somme de 725 fr.—Poit. 11 mars 1830, t. 39, p. 130.—V. *suprà*, n° 40, et *infrà*, n°s 64 et 119.

53. Comme aussi lorsque la demande primitive excède 1,000 fr., on ne peut considérer comme restriction à cette demande des déclarations et explications données par les parties, desquelles il résulterait qu'il ne resterait dû qu'un reliquat moindre de 1000 fr., et le jugement n'est rendu qu'en premier ressort —Metz,20 août 1812, t.19. p.167, n° 164.—V.*suprà*, n° 51.

54. Le demandeur ne peut se soustraire à l'appel, ou se le réserver en fixant arbitrairement le montant de la demande.—Cass 29 niv. an 13, t. 19, p. 100, n°62. C'est aux juges à apprécier les circonstances.—V *infrà*, n°s 64 et 68.

55. C'est le montant total de l'obligation qui forme l'objet de la demande, et non la demande elle-même, que l'on doit donsidérer pour fixer le taux du dernier ressort.—Toul. 5 déc. 1821, t. 19, p. 235, n° 300.

56. Un jugement qui prononce sur une contestation au-dessous de 1 000 fr. est cependant en premier ressort, s'il repose sur un titre qui a été contesté dans toutes ses parties, et qui présente des valeurs au-dessus de 1000 fr., ou des valeurs indéterminées.—Gren. 28 juin 1828, t.37, p.46, —V. *infrà*, n° 59.

57. Quand la somme réclamée excède l'attribution du dernier ressort par l'effet d'une erreur matérielle et évidente, d'après l'addition des sommes objet de la demande, quoique, dans la réalité, elle soit inférieure à 1,000 fr. on ne doit pas s'arrêter aux causes réelles de l'action, mais s'attacher uniquement au *quantum* de l'exploit introductif d'instance et rejeter ainsi la fin de non-recevoir. — Orl. 6 fév. 1822, t. 19, p. 237, n° 303. — Cet arrêt est allé trop loin. — *V. ibid* les *Observations*.

58. Une demande de compte de tutelle et d'une provision de 3,000 francs, n'est pas susceptible du dernier ressort, encore que, par l'examen des griefs, la somme due ne s'élève pas à 1,000 fr.—Renn. 8 août 1819. t. 19, p. 215, n° 256.

59. Lorsque la demande se lie à un acte dont on conteste la validité, et qui a pour objet, dans son ensemble, une somme ou valeur de plus de 1,000 fr., il ne dépend pas du demandeur de ne poursuivre que partiellement l'exécution de cet acte, pour obtenir un jugement en dernier ressort.—Brux. 25 av. 1808, t. 19, p. 129, n° 104.—V.*suprà*, n°56.

60. Lorsqu'un héritier demande à son cohéritier une somme inférieure à 1,000 fr, il ne peut prétendre que le jugement n'est qu'en premier ressort, parce que la somme dont il s'agit, n'est qu'une portion de celle que le cohéritier doit rapporter à la masse, et qui est elle-même supérieure à 1,000 fr.—Lim. 5 fév. 1817, t. 19, p. 196, n° 217.—V. *infrà*, n°s 199, 210 et suiv.

61. Lorsque l'objet d'une demande est au-dessous de 1,000 fr., le jugement qui intervient est en dernier ressort, quoique cet objet soit le reste d'une créance excédant cette somme.—Brux.23 janv. 1810. Bourg. 12 fév. 1814. Am. 22 mars 1822, t. 19, p. 134, n° 115.—*V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 28, n° 298, art. 281, et p. 29, n° 299.

62. Comme aussi, lorsque sur une créance excédant 1,000 fr., il a été payé une certaine somme, et que le créancier ne poursuit plus son débiteur que pour être payé du reliquat de sa dette, inférieure à 1000 fr., le jugement du tribunal de première instance qui statue sur cette contestation est rendu en dernier ressort — Metz 27 janv. 1821, t. 23, p. 24. —V. *suprà*, n° 43.

63. Décidé cependant que l'appel est recevable, lorsque la somme adjugée par le jugement, quoique moindre de 1,000 fr., est la suite d'une demande primordiale de plusieurs années de pension, qui, réunies, excédaient 1.000 fr.—Gren.1er fév. 1812, t. 19, p. 155, n° 148.

§ 2. *De la demande primitive comparée au dernier état des conclusions.*

64. Lorsque la demande originaire a été réduite dans le cours de l'instance, ce sont les dernières conclusions qui déterminent la compétence du premier ou dernier ressort. — Cass. 17 fruct. an 12, 4 sept. 1811, 7 juin 1810 et 12 nov. 1813. Gren. 20 déc. 1809, 25 fév. 1812. Brux. 31 juill. 1810. Bourg. 15 av. 1815, 17 mars 1826. Besanç 26 mai 1818. Orl. 2 av. 1819, 3 av. 1819. Nîm. 21 mai 1819. Toul. 9 fév. 1820. Metz 22 août 1821. Limoges 26 juin 1822. Agen 1er juin et 24 déc. 1824. Lyon 26 janv. 1825. Poit. 7 juill. 1825. Am. 30 déc. 1825. Caen 24 janv. 1826. Brux. 29 av. 1830. Bourg. 24 mars 1831. Dumazet C. Viennot.—*Id* 4 juill. 1831. Garandeau C. Rigault.—t. 19, p. 93, n° 57, p. 140, n° 126; p. 208, n° 238; p. 220, n° 267; p. 340, n° 311; t. 24, p. 213; t. 28, p. 95 et 96; t. 30, p. 331, et t. 34, p. 265. — *V.* en ce sens MM. Carr. *Comp.* t. 1, p. 83; B. S. P. t. 1, p. 239; M. q. d. t. 2, § 4, n° 2, v° *Dernier ressort*, et t. 14, *addi* § 7, p. 536. — *V.* aussi MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 14, et art. 281, n° 289; p. 5 et 15, not 27; Merl. *Rép.* t. 3, p. 578, § 4, 4e quest. et p. 579, n° 2; M. q. d. t. 3, § 4, n° 2, p. 178, nouv. éd.—V. *suprà*, n°s 52 et 54 et les n^os^ qui suiv.

65. Le jugement qui intervient sur une demande par laquelle on aurait conclu originairement à 1,500 fr., lorsque l'on s'est restreint ensuite à 300, a été rendu en dernier ressort, quand surtout la contestation n'a plus porté que sur ce dernier objet. — Besanç. 19 mess. an 13, t. 19, p. 106, n° 69. — Dans le même sens, Brux. 8 sept. 1826. Bastia 30 nov. 1830. Bourg. 2 déc. 1830, t. 40, p.260. —*V.* le n° qui précède.

66. Pareillement, quand une demande formée contre une femme, en raison de détournement d'objets de la communauté, et montant à une somme considérable, est réduite par le demandeur à 1,000 fr. d'indemnité pour tous dommages-intérêts, si cette action est rejetée comme non justifiée, on ne peut interjeter appel, en rattachant la première demande à la seconde. Le dernier état des conclusions a fixé le ressort. — Orl. 29 mai 1816, t. 19, p. 193, n° 210.—V. *suprà*, n° 64.

67 *bis.* Ainsi, lorsqu'après avoir demandé la propriété ou la mitoyenneté d'un mur, la partie, par des conclusions nouvelles, convertit son action en une demande fixe de 140 fr., le jugement qui intervient est rendu en dernier ressort.—Renn. 31 janv. 1828.—V. *suprà*, n° 64.

68 Le ressort se détermine d'après la demande restreinte dans le cours de l'instance, et non d'après la demande originaire, surtout lorsqu'il est évident que l'évaluation donnée à la demande n'a pas été réduite pour soustraire la cause à l'appel. — Brux. 18 nov. 1828. Fabrique de Picq C. époux L...—V. *suprà*, n°s 54 et 64, et *infrà*, n°s 71 et 120.

69. Lorsque les parties sont convenues de réduire une demande excédant 1,000 fr. à une somme moindre, les premiers juges ont pu juger en dernier ressort. — Renn. 25 juill. 1814. Orl. 22 août 1814, t.19, p.180, n° 188.

70. Mais quand, sur une demande de plus de 1,000 fr., le défendeur fait des offres réelles inférieures à cette somme, le jugement qui intervient est seulement en premier ressort. — Colm. 2 mars 1830.—V. *suprà*, n°47.

71. Celui qui, devant le juge de paix et devant le tribunal de première instance, a fixé sa demande à 150 fr., ne peut, dans le cours de l'instance, l'élever à 1200 fr., et par ce moyen empêcher le premier tribunal d'avoir jugé en dernier ressort. —Renn. 26

janv. 1819, t. 19, p. 212, n° 246. — V. *suprà*, n°s 54 et 68.

§ 3. *Du montant de la demande, comparé à celui de la condamnation.*

72. C'est le montant de la demande, et non celui de la condamnation, qui sert à fixer le dernier ressort.—Cass. 21 fruct. an 9, 3 germ. an 10, 7 therm. an 11, 20 janv. 1807, 27 oct. 1813, 11 av. 1827. Brux. 12 déc. 1807, 6 déc. 1810. Renn. 23 août 1819, 15 mars 1821. Bourg. 16 mars 1830, t. 19, p. 60, n° 23, p. 231, n° 291. — Telle est la doctrine de tous les auteurs. —*V.* MM. H. d. P. p. 85, ch. 12; Merl. *Rép.* t. 3. p. 578. § 4; M. q. d. t. 2, p. 92, § 4; Carr. *Comp.* t. 2, p. 51 et p. 4, art. 280; Pic. t.1, p.517 6e règle. —*V.* cependant M. Merl. *Rép.* v° *Trib. de pol.* sect. 1, § 3.

73. Ce n'est ni ce qui a été demandé par des conclusions depuis abandonnées, ni le montant des condamnations prononcées, mais la valeur de l'objet des conclusions sur lesquelles les juges ont statué qui détermine le premier ou le dernier ressort. — Cass. 11 av. 1831, t. 41, p. 438.

74. Pour déterminer si un jugement est rendu en premier ou en dernier ressort, à raison de la valeur de l'objet sur lequel il prononce, on doit cumuler toutes les sommes respectivement demandées par les parties, sans avoir égard à celles dont le paiement a été ordonné. — Renn. 9 mars 1812, t 19, p 161, n° 155.

75. Lorsqu'une condamnation dans un jugement est conçue en termes généraux, elle se réfère à la demande, et le tribunal ne peut être censé avoir voulu accorder au-delà des prétentions du demandeur.—Agen, 29 déc. 1824, t. 19, p. 240, n° 312.

Art. 2. *Demandes indéterminées. — Matières réelles ou mixtes. — Affaires dans lesquelles à une demande en paiement d'une somme moindre de 1000 fr., se rattache une question d'intérêt indéterminé ou plus élevé.— Demandes alternatives.*

§ 1er. *Demandes indéterminées. — 1° Demandes indéterminées en leur entier.*

76. Est sujet à appel le jugement qui décide qu'en matière correctionnelle une partie sera obligée de constituer avoué. —Cass. 17 fév. 1826, t. 31, p. 24.

77. Lorsqu'un tribunal de première instance, qui avait commis un notaire pour procéder à une vente publique, le révoque ensuite et en nomme un autre, sur la demande des parties intéressées, et après avoir entendu contradictoirement ce même notaire, il échéoit appel de cette disposition, de la part du notaire révoqué.—Brux. 20 mars 1824.

78, 79 et 80. Une demande en remise de titres d'une succession est comme indéterminée, susceptible des deux degrés de juridiction. — Cass. 3 pluv. an 13, t. 19, p. 101, n° 63.— *V.* M. Carr. *Comp.* t.2, p 39, n° 304.

81. Une demande en remise ou en reddition de compte est indéterminée, et ne peut être jugée qu'en premier ressort.—Cass. 17 brum. an 11; 9 germ. an 11. t. 19, p.69, n° 37.

82. La demande en partage d'une communauté, qui a pour objet une valeur indéterminée, ne peut pas être jugée en dernier ressort par un tribunal de première instance. — Cass. 23 brum. an12. t 3, p.26, n°4.

83. Comme aussi une demande en partage de succession d'une valeur indéterminée, ne peut être jugée en dernier ressort. — Cass. 12 therm an 12, t. 19. p. 93, n° 56.

84. De même la demande en partage d'objets immobiliers, dont la valeur n'est déterminée ni en rente, ni par prix de bail, ne peut être jugée qu'en premier ressort.— Cass. 26 oct. 1808, t. 19, p. 130, n° 107.4

85. L'opposition à l'homologation d'un avis de parents, portant nomination d'un tuteur, doit parcourir les deux degrés de juridiction. — Cass. 26 vendém. an 8, t. 19, p. 30, n° 6. — Il en est ainsi de toutes les questions d'état, telles que validité de mariage, qualité de Français, d'héritiers, etc., etc.; tel est l'avis de MM. Pic. t.1, p. 515, 4e règle. Carr. *Comp.* t. 2, p. 6, art. 281; Carr. t 3, n° 3012; Merl. q. d. t. 3, p. 195, § 13, et p. 166, § 14; Lep. p. 583.

86. Comme aussi le jugement qui statue sur l'opposition d'un créancier au concordat, ou qui homologue le concordat, souscrit entre le failli et ses créanciers, est sujet à appel —Colm. 17 mars 1813, t. 3, p. 388, n° 227.

87. Le jugement qui statue sur une demande en rectification d'un certificat, formée contre le conservateur des hypothèques, est susceptible d'appel —Ang. 9 fév. 1827, t. 35, p 167.

88. L'opposition à une sentence de séparation de biens, ainsi que l'opposition à la vente d'un immeuble, dont la valeur n'est pas déterminée est susceptible des deux degrés de juridiction. — Cass. 21 brum. an 9, t. 19 p. 50, n° 14; V. n° 46 —*V.* M M. q. d. v° *Dern. ressort.* § 14

89. Le jugement qui statue sur une demande en nullité de scellés apposés sur des effets d'une valeur indéterminée, et qui accorde des dommages-intérêts à donner par état, est rendu en premier ressort. — Cass. 4 nov. 1806, t. 19, p. 115, n° 83.

90. Une demande en revendication d'animaux dont la valeur est indéterminée, n'est pas dans les limites du dernier ressort —Cass. 27 oct. 1806, t. 19, p. 115, n° 82.

91. Une demande tendant à un enlèvement de décombres, au rétablissement d'une porte brisée, à la restitution d'un effet mobilier et à des dommages-intérêts, est indéterminée et sujette à appel.—Cass. 21 flor. an 10, t. 19, p. 65, n° 29.

92. Est susceptible d'appel le jugement qui statue à la fois sur l'étendue des pouvoirs donnés à des arbitres et sur la destination d'un chemin. — Besanç. 12 juin 1826 — Prost Dame.

2° *Demandes indéterminées en partie seulement.*—V. *infrà*, § 3.

93. L'appel d'un jugement qui n'a adjugé qu'une somme au-dessous de 1,000 fr., est recevable lorsque les conclusions déterminées sur une partie de la demande, sont indéterminées à l'égard du surplus. — Brux. 13 mai 1807, t. 19, p. 120, n° 90 — le n° qui suit.

94. Un tribunal de première instance ne peut prononcer en dernier ressort sur une contestation qui n'excède point la somme de 1.000 fr., s'il y a d'ailleurs dans la demande un chef indéterminé.—Colm. 15 nov. 1815, t. 19, p. 188, n° 200. — *V.* le n° qui précède.

95. Le jugement est en dernier ressort lorsque le demandeur a réclamé 925 fr., et telle autre somme qu'il plaira au tribunal lui adjuger pour un autre chef, si le tribunal adjuge pour ce dernier chef, une somme qui, réunie au premier, n'excède pas 1,000fr.—Gren. 24 juin 1818, t. 19, p. 209, n° 241.

96. N'est pas en dernier ressort la demande dans laquelle, après avoir conclu au paiement d'une somme moindre de 1,000fr., pour prix d'une récolte, on ajoute si mieux n'aime le défendeur à dire d'experts; dans ce cas la demande est indéterminée. —Bourg. 15 déc. 1821, t 19, p. 236, n° 302. M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 52, n° 311, n'est pas de cet avis.

97. Un tribunal ne peut, quoiqu'il ait rendu en premier ressort un jugement interlocutoire, statuer sur le fond en dernier ressort, si l'objet de la contestation n'a pas été légalement évalué. — Cass. 6 av. 1807, t. 19, p. 118, n° 86.

98. Les tribunaux de première instance ne peuvent pas statuer en dernier ressort sur la tierce opposition dirigée contre une sentence arbitrale rendue en dernier ressort, sous la loi du 10 juin 1793, surtout si la demande a pour objet la réintégration dans un immeuble d'une valeur indéterminée.—Cass 29 nov. 1820, t. 19, p 228. n° 286. — *V.* MM Carr. *Comp.* t. 2. p 44, n° 306, et M. q. d. t. 3, p. 199, § 17, et v° *Tierce-opposition*, § 5.

3° *Demandes indéterminées, mais dont l'évaluation peut être faite par les titres ou par l'instruction.*

99. Quoique la valeur d'un objet en litige ne soit déterminée par aucun acte du procès, cependant, lorsque des circonstances indiquent

qu'elle n'excède pas 1,000 fr., le jugement doit être rendu en dernier ressort.—Brux. 28 janv. 1831, t. 41, p. 599 —V. *infrà*, n° 106.

100. Lorsque la demande n'est pas d'une valeur déterminée, mais que cependant les parties l'ont appréciée antérieurement, leur appréciation peut servir à déterminer le dernier ressort.—Gren. 20 fév. 1808, t. 19, p. 125, n° 99 —*V.* des *Observations critiques*, et MM. CARR. *Comp.* t. 2, p. 8, n° 283. PIG. t. 1, p. 516. 5e règle.

101 La demande non déterminée, mais dont le montant est fixé par des réglements publics, doit être jugée en dernier ressort, si elle n'excède pas 1,000 fr.—Bourg. 27 juin 1810, t. 19, p 139, n° 124.

102. Lorsqu'une demande indéterminée se trouve fixée par une expertise, à une somme moindre de 1,000 fr., le jugement qui intervient est en dernier ressort.—Bourg. 24 fév. 1815, t. 19 p. 183, n° 193.—V. *infrà*, n° 113.

103. Est en dernier ressort le jugement rendu contre le vendeur d un immeuble qui, après avoir demandé un arpentage pour déterminer un supplément du prix à lui dû, conclut, en se fondant sur un arpentage antérieur, à ce que l'acheteur soit condamné à lui payer 776 fr. pour ce supplément — Nancy, 11 nov. 1831, t. 44, p. 41 —V. *infrà*, n° 109.

104. On ne peut, pour fixer le taux du dernier ressort, se fonder sur une évaluation de l'objet litigieux, qui a été faite dans un acte étranger à l'une des parties —Brux. 2 juillet 1831, t. 45, p. 742.

105. Lorsque la demande consiste en denrées dont le prix est réglé par les mercuriales, il n'est pas nécessaire, pour que le jugement soit en dernier ressort, que la demande soit liquidée.—Gren. 25 fév. 1812; 17 mars 1817, t. 19, p. 157, n° 151.

106. Un jugement est en premier ressort, si la valeur de la demande n'a pas été déterminée par les parties, encore que, d'après des calculs certains, elle ne doive pas excéder 1,000 fr.—Renn. 18 juin 1810, t 19, p. 139, n° 123 —*V.* M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 8, n° 283 —V. *suprà*, n° 99, et *infrà*, n° 129.

107. On peut se pourvoir par appel contre un jugement dont l'objet n'est pas déterminé d'une manière précise, quoiqu'il soit facile d'établir, d'après des calculs dont les bases sont puisées dans la demande elle-même, qu'il s'agit d'une somme moindre de 1,000 fr.—Lim. 13 mai 1817, t. 19, p. 199, n° 222.

108. Le jugement est en premier ressort lorsque la demande principale est indéterminée, lors même que par des conclusions subsidiaires il est demandé une somme moindre de 1,000 fr.—Metz, 4 mai 1825, t. 34, p. 269.—C'est la demande principale et non les conclusions subsidiaires qu'il faut prendre en considération pour établir le dernier ressort.

109. Quand l'objet de la demande indéterminée dans l'origine est fixé dans le cours de l'instance à une somme ou valeur qui n'excède pas le taux du dernier ressort, le jugement n'est pas susceptible d'appel. —Cass. 1er juill 1812, t 19, p. 165, n° 158.—V. *suprà*, n° 103.

110. Les juges de première instance pourraient-ils, afin de régler leur compétence, ordonner aux parties d'évaluer l'action, et, sur leur refus, l'évaluer d'office?—La négative est soutenue par M. CARR. *Comp.* art. 14, t. 1, p. 77 —V. *J. A.* t. 19, p. 242, n° 315.

§ 2 *Matières réelles, ou mixtes.*

111. Comment déterminer le taux du dernier ressort dans les affaires mixtes?—M. PIG. pense que ces sortes d'affaires ayant tout à la fois le caractère personnel et réel, il faut, pour qu'il n'y ait pas lieu à l'appel, que sous ces deux points de vue, elles rentrent dans les limites du dernier ressort; en d'autres termes, il faut, pour les évaluer, cumuler l'importance du droit réel avec celle du droit personnel; ainsi il ne suffira pas que l'objet de la contestation soit, en principal, inférieur à la somme de 1,000 fr, il faudra encore que le revenu n'excède pas 50 fr., et soit déterminé en rente ou par prix de bail —*V.* M. PIG. t. 1er, p. 512, 4e al., liv. 2, ch 1er; tit. 4, et p. 520, sect. 3 *ibid.* Tel est aussi l'avis de M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 449, 5e alin. et suiv., et p. 453, art. 354, n° 463.—Mais cette opinion a été combattue, et l'on a proposé de ne prendre pour base que celle des deux actions personnelle et réelle, dont la somme s'élèvera plus haut.—V. *J. A.* t. 19, p. 241, n° 313.

112. En matière réelle, la compétence du dernier ressort se détermine par la quotité du revenu, et non par la valeur de l'immeuble litigieux.—Paris, 15 nov. 1816, t. 19, p. 195, n° 215.

113. Le jugement qui statue sur la demande en nullité ou en rescision d'une vente d'immeubles, dont le revenu n'est déterminé ni en rentes ni par prix de bail, n'est pas en dernier ressort.—Cass. 13 therm. an 5; 21 niv. an 6; 11 oct. 1808. Liége, 19 janv. 1811, t. 19, p. 24, n° 1.—*Contrà* M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 449, art 354, n° 459, qui ne pense pas qu'on puisse considérer cette action comme réelle.—*V.* en ce sens M. PONC. *Tr. des actions*, p. 169, et t. 1er, p. 512, n° 219, et DUPARC POULLAIN, *Princip. de droit*, t. 8, p. 4, n° 4 —Si l'action est immobilière et indéterminée, le défendeur peut lui-même, suivant M. CARR. *Comp* t. 2, art. 281, n° 286, p. 448, n. 6, faire l'estimation, pourvu que ce soit en rente ou par prix de bail.—Mais le demandeur qui n'aurait pas d'abord évalué sa demande en fixant la quotité du revenu, ne pourrait pas, dans le cours de l'instance, restreindre la valeur de l'objet litigieux à une somme inférieure à 1,000 fr.—Tel est l'avis de MM. M. q. d., v° *Dern. ress.* § 23; M *Rép.* t. 3, p. 577 et 578; CARR. *Comp.* t. 2 p 50, 51 —L'action indéterminée pourrait-elle l'être pendant l'instance par une expertise qui fixerait la quotité du revenu.—Oui, suivant MM CARR. *Comp.* t. 2, p. 12, n° 287, art. 281, et MERL. *Rép.* t. 3, p. 575, n° 6, § 1. —V. *suprà*, n° 102, et *infrà*, n° 127.

114. Toutes les fois que le litige a pour objet la propriété d'un immeuble dont la valeur n'est déterminée ni en rente ni par prix de bail, le jugement est en premier ressort.—Cass. 18 therm. an 13; 13 janv. 1806; 12 juin 1810.—Renn. 19 fév. 1821, t. 19, p. 107, n° 73.

115. Il en est de même de la demande en déguerpissement ou de celle en dégagement d'un réméré, faute de paiement d'une dette inférieure à 1,000 fr., lorsque les juges n'ont pas à statuer sur la question de savoir si le défendeur est ou n'est pas tenu de cette dette.—Metz, 26 fév. 1819; t. 7, p. 286, n° 97.

116 Quand un immeuble est vendu au-dessous de 1,000 fr., avec pacte de rachat, et que, par l'effet de ce contrat, le vendeur rentre dans son bien, on ne peut dire, lors d'une contestation qui s'élève à cause de l'exercice du réméré, que le prix stipulé n'est que provisoire, et qu'on doit apprécier la valeur réelle de l'héritage supérieure à 1,000 fr., pour déterminer le taux de la juridiction. Du moment que la demande principale introductive d'instance en nullite du contrat est inférieure à 1,000 fr., le jugement est rendu en dernier ressort.—Orl. 29 juill. 1812. t. 19, p. 167, n° 162.—*V.* le n° qui suit.

117. La demande en désistement d'un fonds vendu à pacte de rachat, doit être jugée à charge d'appel, si le revenu du fond vendu n'est ni déterminé ni en rente, ni par prix de bail.—Cass. 14 germ. an 10. Nîm. 5 fév. 1820, t. 19, p. 64, n° 28, et p. 220, n° 265 —*V.* M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 451.—*V.* le n° qui précède.

118. Pareillement la demande en délaissement d'un immeuble d'une contenance certaine, mais d'une valeur qui n'est déterminée ni en rente, ni par prix de bail, excède le taux du dernier ressort —Cass. 23 nov. 1807, t. 19, p. 124, n° 96.

119. De même lorsque le demandeur réclame le délaissement d'un fonds dont le revenu n'est pas déterminé, quoiqu'il donne au défendeur la faculté de délaisser ou de payer une somme au-dessous de 1,000 f., le jugement qui intervient est susceptible d'appel.—Cass. 10 av. 1811, et Gren. 20 av. 1818, t. 6, p. 474,

n° 62, et t. 19, p. 208, n° 236.— V. *suprà*, n° 52.

120. En matière réelle, lorsque le revenu n'est déterminé ni en rente ni par prix de bail, la restriction par le demandeur, dans le cours de l'instance, de ses conclusions, à moins de 1,000 fr., ne peut, si elle n'a pas été consentie par le défendeur, autoriser les juges à statuer en dernier ressort.—Cass. 23 prair. an 12, t.19, p. 91, n° 54.—*V.* M Merl. *Rép.* t 3, p. 577, § 3; Carr. *Comp.* t. 2, p. 50, 51, art. 281, n° 310. — V. *suprà*, n°s 54, 64, 68 et 71, et *infrà*, n° 130.

121. Dans une demande au pétitoire, la compétence du tribunal doit, à défaut de bail et de rente fixée, être déterminée par une évaluation légale de l'objet litigieux. — Cass. 18 germ. an 13, t. 19, p. 102, n° 64. — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 3, p. 575, § 1, n° 6. Carr. *Comm.* t.2, p. 12, art 281, n° 287.

122. Lorsqu'il y a contestation entre deux acquéreurs, sur la propriété d'une partie de leur acquisition, il s'agit alors d'une action réelle d'une valeur non déterminée, dont le tribunal de première instance ne peut connaître qu'à la charge de l'appel. —Cass. 4 vent. an11, t.19, p.73, n°43.

123. La demande en validité de l'acte de vente d'un immeuble est indéterminé, et excède le taux du dernier ressort, si l'étendue du prix, quoique fixée dans le contrat à 1000 f. dépend pourtant de la durée de l'usufruit que s'est réservée le vendeur. — Cass. 2 nov. 1808, t. 19, p. 131, n° 108.

124. Il ne peut être statué en dernier ressort sur une action en déguerpissement, dont le mérite dépend de la preuve de la propriété, du possesseur du fonds, lorsque d'ailleurs le revenu et la valeur de ce fonds ne sont déterminés par aucun titre. —Brux. 7 mars 1810, t. 19, p. 136, n° 117.

125. Lorsqu'on revendique un terrain, évidemment d'une valeur intrinsèque inférieure à 1,000 fr., pour déterminer la fin de non-recevoir du dernier ressort, il ne faut point uniquement s'arrêter à cette valeur, mais à celle que peut avoir le terrain, d'après la situation et les domaines auxquels il se joint, et dans lesquels il peut être enclavé; cette indétermination d'une valeur précise, repousse l'exception du dernier ressort. — Orl. 13 août 1812, t. 19, p. 167, n° 163.

126. Une affaire qui porte sur un revenu actuel de 50 f. doit être jugée en dernier ressort, quoique ce revenu soit variable et puisse plus tard augmenter.—Brux. 23 avr. 1829.

127. En matière de demande en rescision de vente, quoique le prix soit inférieur à 1000 fr., la demande est indéterminée, si les parties ne conviennent pas de la valeur de l'immeuble, et le jugement est susceptible d'appel. — Bourg. 29 juin 1814, t. 19, p. 179, n° 185. — V. *suprà*, n° 113.

128. Le jugement rendu sur des droits immobiliers, dont le revenu déterminé par prix de bail, excède la somme de 50 liv. ne peut être en dernier ressort. —Cass. 14 vend. an 10, t. 19, p. 63, n° 25.

129. Quelque modique que soit la valeur d'un objet, s'il s'agit d'une revendication en matière réelle, il faut, pour fixer le taux du dernier ressort, que l'immeuble ne produise qu'un revenu inférieur à 50 liv.; soit par prix de bail, soit en rente, l'art 5 du titre 4 de la loi du 24 août 1790, est exclusif, et ne tolère aucune exception, et quand même il résulterait des rôles des contributions que l'objet revendiqué imposé (à 25 cent. par exemple), est évidemment de la valeur la plus modique, si on ne peut produire ni bail ni contrat qui en fixe le revenu les premiers juges ne décident la demande qu'à la charge d'appel.—Orl. 31 mai 1820, t. 19, p. 222, n° 273.— V. *suprà*, n°s 99 et 106.

130. Mais lorsque, dans une demande en restitution d'immeubles, le demandeur donne lui-même à l'immeuble une estimation moindre de 1000 fr., le jugement statue en dernier ressort. — Douai, 12 fév. 1820, t. 19, p. 221, n° 270.—*V.* cependant *suprà*, n° 120.

131. Le jugement rendu sur une servitude ou droit de passage ne peut être en premier ressort. — Cass. 5 prair. an 10, t. 19, p 65, n° 30. — Tel est l'avis de MM. Carr. *Comp* t. 2, p. 451, art. 354, n° 460, et p. 452; Merl. *Rép.* t. 3, p. 577, § 3; M. q. d. t. 3, p. 204, § 23. — *V.* M Pig. t. 1, p. 516, et le n° qui suit.— A l'égard des demandes relatives à un droit d'usufruit d'usage et d'habitation. *V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 453, n° 461.

131 *bis*. Un tribunal ne peut statuer qu'en premier ressort sur la demande d'une servitude de passage; sa juridiction à cet égard ne saurait être changée par l'une de ces deux circonstances, savoir: que le demandeur aurait conclu à une contrainte de 900 fr., sans toutefois entendre dispenser le défendeur, de l'assujettissement à la servitude, ou que le défendeur aurait réclamé des dommages-intérêts moindres de 1000 fr., à raison des dégradations causées par son adversaire.—Cass 21 mess. an 13, t. 19, p. 106, n° 71.— *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

132. Comme aussi la demande en maintenue d'un droit de passage sur un terrain dont la valeur et le revenu ne sont déterminées ni en rente ni par prix de bail, et en démolition d'un mur interceptant le passage, excède le taux du dernier ressort — Cass. 27 av 1807, t. 19, p. 120, n°89. —V. *suprà*, n° 131.

133. L'action hypothécaire exercée en vertu de l'art. 2169 C. c. contre un tiers détenteur, même par un créancier inférieur à 1000 fr. est susceptible des deux degrés de juridiction à moins que le tiers détenteur ne soit obligé personnellement par des offres acceptées. — Agen, 12 juill. 1814, t. 19, p. 180, n° 136.

134. Il peut être statué en dernier ressort sur une demande en déclaration d'hypothèque, lorsque la créance est moindre de 1000 fr.— Riom, 25 août 1812, t. 19, p. 168, n° 165.

135. Est rendu en dernier ressort le jugement qui statue sur une demande en maintien de possession d'immeubles objets d'une location perpétuelle, lorsque la rente est fixée à 10 fr. par bail authentique — Nîm. 10 fév. 1819, t. 19, p. 213, n° 247.

136. En matière de congément contesté, un tribunal civil ne peut juger en dernier ressort. — Renn. 28 avril 1813, t. 19, p. 173, n° 174.— *V.* MM. Carr. *Tr. du domaine congéable* introduction, t. 1, p. 1; Toull. t.3, p. 67; Proudhon, *Traité* de l'*Usufruit* et *de la superficie*. — Il ne faut pas faire de cette décision un principe général et absolu. — V. *infrà*, n°s 346 à 361.

137. Comme aussi la demande tendant à être réintégré dans la jouissance d'un domaine congéable ne peut être jugée en dernier ressort par un tribunal civil. — Renn. 19 juill. 1814, t. 19, p. 180, n° 187.

§ 3. *Affaires dans lesquelles à une demande en paiement d'une somme moindre de 1000 fr., se rattache une question d'un intérêt indéterminé ou plus élevé.*

138. Le jugement qui statue sur la demande formée par le défendeur, tendant à obtenir la caution *judicatum solvi*, jusqu'à concurrence d'une somme inférieure à 1000 fr., sauf à augmenter s'il était jugé nécessaire dans le cours de la contestation, est susceptible d'appel. —Brux. 21 juin 1826. V. *suprà*, § 1, 2°, n°s 93 à 98.

139. Lorsqu'un tribunal en statuant sur une demande, fait une injonction à un officier ministériel, et le condamne personnellement aux dépens de l'instance, son jugement est sous ce rapport sujet à l'appel, lors même qu'il serait en dernier ressort, quant à l'objet de la demande. —Metz, 27 août 1822, t. 24, p. 292.

140. Lorsqu'un jugement rendu en dernier ressort, contient une injonction faite par le tribunal à la partie condamnée, l'appel n'en peut être recevable que quand à cette injonction et non quand à la disposition principale.—Cass. 17 fév. 1812. t. 19, p. 156, n° 150.

141. L'exploit de demande d'une somme moindre de 1000 fr., dans lequel on conclut encore à ce que

le défendeur soit condamné *à exécuter toutes les obligations résultant d'un acte par lui souscrit*, constitue une demande indéterminée susceptible des deux degrés de juridiction, quoique les premiers juges aient qualifié leur jugement en dernier ressort. — Bord. 16 janv. 1829. — Versavau C. Launet.

142. Est en premier et en dernier ressort la demande en résolution d'une société et en paiement d'une indemnité inférieure à 1000f., stipulée par les parties pour le cas où l'une d'elles n'exécuterait pas la convention.—Gren. 11 janv. 1834, t. 47, p. 468. — V. *infrà*, n°s 150, 17°, 184 à 191.

143. Lorsqu'une instance a été engagée sur l'opposition faite à un commandement, en paiement d'une somme capitale de 1000 fr. avec les intérêts, l'appel du jugement rendu sur cette opposition est recevable.— Toul. 7 mai 1824, t. 26, p. 277. — V. *infrà*, n°s 492 à 504.

144. Le tribunal de première instance ne peut statuer en dernier ressort sur la demande en paiement, de tant de centimes par franc, que l'on prétend avoir été promis, en sus du prix principal d'une vente verbale qui est contestée; dans ce cas la validité de la vente forme le véritable objet du litige.—Cass. 21 avr. 1807, t. 19, p. 119, n° 88.—*V.* M. M. q. d. t 3, p. 204, § 24.

145. Le jugement qui statue sur la demande en validité d'offres excédant 1000 f., n'est pas rendu en dernier ressort, quoique la différence qui existe entre les offres faites et la somme réclamée par les créanciers ne soit qu'une somme inférieure à 1000 fr.— Bourg. 13 août 1824.— Merles et Fain C. Pametrat.

146. Est en premier ressort, le jugement, qui intervient sur une demande en validité d'offres d'une somme inférieure à 1000 fr., lorsqu'au même instant l'autre partie demande la nullité d'un acte d'un intérêt supérieur à 1000 fr. Bourg. 17 nov. 1829.—Dafremont C. Sainterand.

147. Est susceptible d'appel le jugement statuant sur la validité d'offres réelles inférieures à 1000 fr., mais faites pour arrêter une action en résolution d'une vente d'immeubles. —Nancy, 14 nov. 1828, t. 40, p. 284

148 Lorsque la question de validité des offres embrasse celle de savoir où le paiement doit avoir lieu, il ne peut pas y être statué en dernier ressort, quoique la somme offerte soit moindre de 1000 fr.—Paris, 10 avr. 1813, t. 17, p. 47' n° 45. v° *Offres réelles*.

149. Est en dernier ressort le jugement qui rejette la demande en nullité d'une notification de contrat de vente, lorsque le demandeur n'est créancier que d'une somme de 400 f. —Paris, 25 juill. 1826, t. 32, p. 205.

150. Lorsqu'une partie demande la livraison d'une certaine quantité de marchandises vendues, dont la valeur est indéterminée et subsidiairement la résiliation de la vente moyennant 300 fr. de dommages-intérêts, le jugement qui statue sur ces prétentions n'est pas en dernier ressort par l'effet de cette fixation de dommages-intérêts. — Metz, 24 juin 1825.—Letrange Marchot C. Célérier — V. *suprà*, n° 142, et les n^{os} qui suivent.

151. Est en dernier ressort le jugement rendu sur une demande tendant à ce que le défendeur soit condamné à prendre livraison du restant des marchandises achetées par lui, ou à payer pour dommages-intérêts une somme inférieure à 1000 fr. — Brux. 26 août 1833, t. 47, p. 580.—*V.* le n° qui précède.

152. Lorsqu'une sommation est faite à un négociant devant un tribunal de commerce, de livrer une certaine quantité de marchandises d'une valeur au-dessus de 1000 fr., sinon de payer à titre de dommages-intérêts une somme moindre de 1000 fr., si le tribunal ordonne avant faire droit la preuve du marché, cette disposition interlocutoire est susceptible d'être attaquée par la voie de l'appel; la demande en dommages-intérêts tient à l'examen préalable d'un acte dont la valeur surpasse le taux du dernier ressort.—Orl. 1er avr. 1814, t. 19, p. 179, n° 184. — V. *suprà*, n°s 142 et 150.

153. L'attribution des tribunaux de première instance, relativement au dernier ressort se détermine, non seulement par la valeur des objets formant la demande principale, mais encore par celles des stipulations énoncées au titre en vertu duquel on agit; ainsi un commandement de payer les intérêts du prix d'un contrat de remplacement militaire, est bien une action principale comme objet de la demande, mais on ne peut la regarder comme n'étant pas susceptible d'appel, parce qu'elle est au-dessus de 1000 fr.; car le procès engagé pour les intérêts n'est qu'un commencement d'exécution des stipulations contenues dans l'acte de remplacement. —Orl. 15 mai 1816. t. 19, p. 193, n° 209.

154. Lorsque le débiteur d'un billet moindre de 1000 fr., poursuivi par son créancier, demande qu'il lui soit rendu compte des articles qui le rendent débiteur, les juges ne peuvent statuer qu'en premier ressort.—Bord. 30 av. 1830.— Caze et Lousteau C. Lamotte. — V. *infrà*, n°s 158 et 183.

155. Est susceptible d'appel le jugement qui statue sur une demande moindre de 1000 fr., mais subordonnée au réglement d'un compte offrant un intérêt supérieur à cette somme.—Bourg. 3 janv. 1814 et 4 av. 1821, t. 19, p. 178, n° 183. —*V.* le n° qui suit.

156. Une cause ne peut être jugée en dernier ressort, quoique le demandeur réclame moins de 1000 dans son exploit introductif d'instance, si les juges ordonnant compte, il se porte créancier d'une somme supérieure.—Bourg. 23 ja 1832, t. 43 p. 587. — V. *ibid*, *Observations*.—*V.* le n° qui préc et celui qui suit.

157. Le jugement rendu sur demande d'un créancier, de mo de 1000 fr., sur une succession, en dernier ressort, quoique pour parveuir, on ait été obligé de disc ter et examiner le compte de l'hé tier bénéficiaire qui se trouve re vable de sommes excédant 1000 —Caen, 6 mai 1828.—Guerne Chauvin.—*V.* le n° qui précède.

158. Il peut être statué en derni ressort sur une demande d'un int rêt inférieur à 1000 fr., encore q pour y faire droit, les juges aie eu besoin d'examiner des factur ou quittances, se référant à des fou nitures supérieures à cette somm —Riom, 28 janv. 1820, t. 19, p. 21 n° 264.—V. *suprà*, n° 154.

159. Bien que la somme pou laquelle la condamnation est d mandée, soit au-dessous de 1000 f si la demande est faite en vertu d'u contrat de société de valeur indéter minée, sur la valeur duquel il y a statuer, et si la somme actuellemen demandée n'est qu'une partie de l dette qui résultera de la validité d contrat dont le surplus sera exigibl à d'autres termes. Le jugement qu prononce sur cette demande n'es pas rendu en dernier ressort.—Bord 23 mai 1828.—Thévenin et Jullie C. Dufour Maliver.

160. L'appel d'un jugement qui condamne un successible en qualité d'héritier, est recevable encore que la somme demandée ne s'élève pas à 1000 fr. — Brux. 9 déc. 1815. — V. *infrà*, n° 247 et le n° qui suit.

161. L'appel d'un jugement qui, sur une demande formée contre un successible en qualité d'héritier, déclare qu'il a en effet cette qualité qu'il dénie, est recevable encore que l'objet de la demande ne s'élève pas à 1000 fr.—Brux. 3 mai 1828.—V. le n° qui précède et celui qui suit.

162. L'appel n'est pas recevable s'il porte sur un jugement rendu sur des conclusions directes ayant pour objet une valeur déterminée qui n'excède pas 1000 fr., mais dont le résultat dépend de la question de savoir si le successible a fait acte d'héritier.—Brux. 9 nov. 1823.—V. *suprà*, n° 160.

163. N'est pas rendu en dernier ressort le jugement qui a statué sur une demande en partage formée par le créancier d'un des cohéritiers, quoique sa créance ne s'élève pas au-dessus de 1000 fr.—Renn. 14 janv. 1825, t. 28, p. 351.—V. *suprà*, n° 82 et suiv., et le n° qui suit.

164. Comme aussi les tribunaux ne peuvent juger en dernier ressort,

ction intentée par des cohéritiers
i, voulant écarter du partage un
ssionnaire de biens successifs, of-
nt de lui rembourser une somme
férieure à 1000 fr., prix de la
ssion. — Cass. 3 fruct. an 5, 27
ill. 1808, t. 19, p 27, n° 2. — *V.*
M. q. d t. 3, p. 181, § 8.

165. Est en dernier ressort, le ju-
ement statuant sur la demande de
96 fr. formant le reliquat d'un
llet de 4816 fr., lors même qu'il
aurait lieu à examiner préalable-
ent si le défendeur a signé ces bil-
s, ou que la condamnation au
iement de 496 fr. aurait l'effet de
i attribuer la qualité de caution
ces mêmes billets.—Cass. 29 déc.
30, t. 40, p. 360.

166. Une question de privilége sur
e somme excédant 1000 fr., ne
ut être jugée en dernier ressort
r un tribunal de première instance.
Renn. 7 mars 1816, t. 19, p. 192,
208 —*V.* Carr. *Comp.* t. 2, p. 40,
305.

167. Le jugement qui intervient
r une demande en revendication
meubles est en premier ressort.
Nim. 12 mai 1828. Durand C
arensat.— V. *infrà*, n°s 400, 409,
5, 429 à 437.

168. L'action en paiement d'une
mme moindre de 1000 fr. exercée
vertu d'une donation dont on ré-
me en même temps l'exécution,
constitue pas une demande de
eur indéterminée susceptible d'ap-
.—Bourg. 11 août 1826, t. 34, p 18.

169. Quoique la somme demandée
ur prix de la mitoyenneté d'un
r soit au-dessous de 1000 fr., un
bunal de première instance ne
t décider la question en dernier
sort.—Bord. 20 juin 1828. Lalou-
yre C. V. Duprat.

170. La demande en cession de
ns est susceptible des deux de-
s, encore que les opposans ne
ent créanciers que d'une somme
indre de 1000 fr —Bord. 13 mars
8, t 35, p. 122.

171. Est en dernier ressort le ju-
nent qui prononce sur une de-
nde en nullité d'une séparation de
ns provoquée par un créancier
ne somme de 500 fr. — Bord. 3
1826, t. 35, p. 121.

172. On ne peut appeler d'un ju-
nent interlocutoire rendu dans
contestation dont l'objet n'est
au-dessus de 1000 fr — Renn. 26
. 1826, t. 34, p. 288. — V. *infrà*,
174.

173. La demande en nullité d'une
ence arbitrale, est susceptible de
x degrés de juridiction lorsqu'on
gue que le compromis a été passé
tivement à des objets sur les-
ls on ne peut compromettre, et
les arbitres ont prononcé sur
ses non comprises dans le com-
mis, encore que l'objet de la
testation ne dépassât pas le taux
dernier ressort. — Nim. 17 nov.
8 Arlac C. Ignard et Duglaux.

173 *bis.* La demande en validité d'offres d'une somme inférieure à 1000 fr., faite par un avoué à un huissier pour honoraires et débourśés d'une signification doit être jugée en dernier ressort par le tribunal de première instance, quoique l'huissier ait soulevé à l'occasion de cette demande la question de savoir à qui, des avoués ou des huissiers, est dû le droit de copie d'un jugement signifié. — Bord. 20 fév. 1834, t. 47, p. 411.

174. La demande en nullité d'une enquête, et celle d'une contre enquête, ne sont pas d'une valeur indéterminée qui empêche le dernier ressort, lorsque l'un et l'autre se rattachent à une demande principale, moindre de 1000 fr.—Gren. 2 mars 1822, t. 19, p. 237, n° 304.—V. *suprà*, n° 172 et le n° qui suit.

175. L'appel du jugement rendu sur la récusation d'un expert est-il recevable, si l'expertise avait été ordonnée dans une matière susceptible d'être jugée en dernier ressort?

L'affirmative est adoptée par MM. Carr. t. 1, p. 744, n° 1178; Pig. t. 1, p. 308, n° 13; Pig. *Comm.* t. 1, p. 565, et *J. A.* t. 19, p. 243, n° 318 —*V.* le n° qui précède.

176. La demande en nullité d'instance pour défaut d'autorisation maritale, est indéterminée et susceptible d'appel, encore que l'instance primitive fût en dernier ressort. — Toul. 20 août 1827, t. 34, p. 290.

177. La demande en délivrance d'une seconde grosse d'un contrat ne peut être jugée qu'en premier ressort, par le tribunal de première instance, quel que soit le montant de l'obligation contenue au contrat. — Bord. 20 janv. 1831, t. 40, p. 218.

§ 4 *Demandes alternatives.*

178. Lorsque des conclusions alternatives ont été prises, les unes d'une valeur déterminée et dans les termes du dernier ressort, les autres indéterminées, le jugement qui admet les dernières sans statuer sur les premières, est néanmoins rendu en dernier ressort.— Renn. 8 juin 1812, t. 19, p. 163, n° 157.—Tel est l'avis de MM. H. D. P. *Compétence*, ch. 16, p. 111; Carr. t. 2, p 49, n° 310, et p. 52, n° 311; Pr. Fr. t. 1er, p. 106. — V. *suprà*, n° 142.

179. Un tribunal peut juger en dernier ressort la demande en exécution d'une convention par laquelle le défendeur s'est engagé à partager des biens mis en vente dans le cas où il en deviendrait adjudicataire, quoique le demandeur lui laisse la faculté de se libérer en payant une somme inférieure à 1000 fr.—Colm 20 juill. 1832, t. 43, p. 438.—V. *ibid.* les *Observations.*

180. Est en dernier ressort le jugement qui statue sur une demande en ratification d'une vente consentie en minorité, lorsque le choix est laissé au vendeur, ou de ratifier la vente ou de rentrer dans sa propriété, en restituant le prix qui était inférieur à 1000 fr.—Bourg. 28 fév. 1821, t. 23, p. 67.

181. Un jugement n'est pas rendu en dernier ressort, lorsque statuant sur la demande en délivrance d'un legs de 1000 fr., il impose au légataire successible l'obligation d'opter entre sa qualité d'héritier et celui de légataire —Metz, 31 janv. 1811, t. 19, p. 142, n° 130.

182. Lorsqu'une demande en remise de titres et papiers relatifs à une succession est introduite d'une manière indéterminée, et qu'elle présente pour alternative une provision réclamée pour une somme inférieure à 1000 fr., si les mots à titre de provision sont omis dans les qualités du jugement dont est appel, on doit suppléer à cette omission en se reportant à l'exploit introductif d'instance et repousser la fin de non-recevoir du dernier ressort, par le motif que la provision, objet de la demande alternative, indique d'une manière suffisante que le demandeur n'entend point restreindre à cette somme son action dont le principe est indéterminé.—Orl. 30 août 1821, t. 19, p. 233, n° 298.

183. Quand on réclame d'un héritier bénéficiaire ou le paiement de fournitures faites à son père, ou la reddition de son compte, en vain la demande relative aux fournitures, est-elle inférieure à 1000 fr, on ne peut la prendre seule pour point de départ; du moment qu'elle est alternative, on doit la regarder comme indéterminée, ce qui exclut la fin de non-recevoir du dernier ressort.— Orl. 17 mai 1822, t. 19, p. 238, n° 305, v° n° 75. — V. *suprà*, n°s 154 et 158.

184. Est en dernier ressort la demande en paiement d'une somme inférieure à 1000 fr., à titre de dommages-intérêts, quoiqu'elle porte : si mieux n'aime le défendeur faire les réparations convenables.—Bourg. 11 fév. 1832, t. 43, p. 671.—V. *suprà*, n° 142.

185. Est en dernier ressort le jugement qui ordonne le paiement d'une somme inférieure à 1000 fr., ou le délaissement d'un immeuble d'une valeur indéterminée.—Nim. 10 déc. 1829.— Rey C. Serres — Brux. 16 juin 1824, et Nim. 23 mars 183 —Vialer C. Barbasse.— V. *suprà*, n° 142.

186. Lorsque dans une demande formée contre le tiers détenteur d'un immeuble grevé d'hypothèques on lui donne l'option de délaisser cet immeuble, ou d'acquitter la créance réclamée, le jugement est en dernier ressort, s'il s'agit d'une somme moindre de 1000 fr.—Brux. 7 déc. 1812, t. 19, p. 170, n° 169.—V. *suprà*, n° 142, *infrà*, n° 348, et le n° qui suit.

187. Lorsque le créancier s'adresse

ou tiers détenteur de l'immeuble affecté à sa créance, et demande ou le paiement de ce qui lui est dû, ou le délaissement de l'immeuble, son action, encore qu'elle ait pour objet une somme inférieure à 1000 fr., est susceptible de parcourir les deux degrés de juridiction.—Nancy, 25 mars 1829, t. 37, p. 283.—*V.* le n° qui précède et celui qui suit.

188. Le jugement qui condamne le tiers détenteur d'un immeuble à payer une créance inscrite moindre de 1000 fr., ou à délaisser l'immeuble dont le revenu est indéterminé, n'est pas en dernier ressort.—Liége, 16 juin 1824. Paris, 18 mars 1826. Gren. 15 juin 1827, t. 28, p. 354; t. 32, p. 201. t. 35, p. 24. — V. *suprà*, n° 186 et suiv.

189. L'appel d'un jugement qui a statué sur une demande d'une somme inférieure à 1000 fr., *si mieux on n'aimait délivrer une pièce de terre, telle qu'elle avait été décrite dans un contrat de vente*, est non-recevable lorsque surtout d'après les conventions des parties consignés dans le contrat la valeur de la pièce de terre a été déterminée à une somme au-dessous de 1000 f.—Pau, 5 juin 1824, t. 27, p. 87.—V. *suprà*, n° 142.

190. L'obligation alternative de rétablir une boutique ou d'en procurer une autre dépasse le taux du dernier ressort, si la valeur de l'un ou de l'autre objet de l'obligation n'a pas été déterminée dans l'instance. — Cass. 11 brum. an 11, t. 19, p. 68, n° 36.—*V.* M. H. D. P. *Comp.* ch. 16, p. 109.

191. La demande en suppression de barrières posées à chaque bout d'un chemin, ou en paiement de 500 fr, à titre de contrainte, ne peut être jugée en premier et dernier ressort si la valeur de l'objet litigieux n'est déterminée ni en rente ni pour prix de bail.—Cass. 30 flor. an 13, t 19, p. 162, n° 65.—V. *suprà*, n° 142.

Art. 3. *Fixation du ressort.—Lorsqu'il y a plusieurs chefs de demandes.—Plusieurs demandeurs ou plusieurs défendeurs. — Jonction d'instances.—Divisibilité du ressort.*— § 1. *Plusieurs chefs de demande* (1).

192. L'appel est recevable contre un jugement qui porte sur plusieurs objets qui, séparés, n'excèdent pas le taux du dernier ressort, mais qui le surpassent si on les réunit.—Cass 1er niv. an 8, t. 19, p. 31, n° 7.—*V.* en ce sens MM. Pig. t. 1er, p 515; H. D. P *Comp.* p. 87 et suiv. ch. 13; Merl. *Rép.* t. 3, p. 581, § 6; M. q. d. t. 3, p. 179; Carr. *Comp.* t. 2, art. 281, n° 300, p. 30 et p. 284, n° 386. —*V.* les nos qui suivent, 193 à 198.

193. Comme aussi lorsque la demande se composait originairement de plusieurs chefs contestés excédant ensemble la somme de 1000 fr., l'appel est recevable quoiqu'il ne porte que sur l'un de ces chefs en particulier, dont l'objet était inférieur à 1000 fr. — Lim. 24 mars 1817, t. 19, p. 198, n° 220.—*V.* le n° qui précède.

194. Si la demande est de 1000 fr., le jugement est en dernier ressort lorsqu'elle repose sur plusieurs titres, chacun d'une somme inférieure. —Cass. 10 août 1813, t. 13, p. 217, n° 244.—V. *suprà*, n° 192.

195. Lorsqu'un créancier forme, par un même exploit, la demande en paiement de deux sommes, dont l'une lui est due personnellement, et l'autre comme cessionnaire d'un tiers, on doit réunir ces deux sommes pour fixer le taux du dernier ressort.—Brux. 15 janv. 1813, t. 19, p. 171, n° 372.—V. *suprà*, n° 192.

196 Lorsque sur deux chefs de demandes un seul est contesté, le montant de celui-ci peut seul être pris en considération pour fixer le taux du dernier ressort.—Douai 8 av. 1818, t. 19, p. 207, n° 235.—V. *suprà*, n° 192.

197. S'il est statué par un seul jugement sur plusieurs demandes formées par acte séparé, il suffit que, réunies, elles excèdent 1000 fr. pour que l'appel du jugement soit recevable.—Gren. 16 fév. 1810, t. 19, p. 136, n° 116.—Décidé au contraire que lorsque deux causes sont jointes ayant chacune pour objet distinct une somme n'excédant pas 1000 fr., le jugement rendu est de dernier ressort —Cass. 23 mars 1808, t 12, p. 454, n° 33 *bis.*—V. *suprà*, n° 192.

§ 2. *Plusieurs demandeurs et plusieurs défendeurs* (1).

198. Un jugement est susceptible d'appel, lorsque l'ensemble des demandes formées par plusieurs parties ayant le même intérêt, excède le taux du dernier ressort.—Turin, 7 prair. an 11, t 19, p. 75, n° 46; M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 19, n° 294, art. 281, pense que la solution doit être la même, soit que la même personne forme diverses demandes contre plusieurs, soit que plusieurs actionnent un même individu; c'est aussi l'avis de MM Merl. *Rép.* t. 14, add. p. 337, t. 15, § 7, et t. 3, p. 583.—Pour les cas où diverses demandes sont comprises dans le même exploit.—*V.* MM. F. L. t. 3, p. 201; Merl. *Rép.* t. 3, p. 583; Pr. Fr. t. 1, p. 106, H. D. P. *Comp.* p. 90, ch. 14, et Carr. *Comp. loc. cit.*, et t. 2, p. 23, art. 281, n° 295.—Pour le cas où la demande formée contre plusieurs a pour objet une obligation solidaire.—*V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 27, art. 281, n° 297.— V. *suprà*, n° 192, et *infrà*, n° 200.

199. La demande solidaire de dommages-intérêts au-dessus de 1000 fr., est sujette à l'appel, encore que chacun des demandeurs dût toucher moins de 1000 f.—Caen, 8 janv. 1827, t. 34, p. 29.—V. *infrà*, n° 210.

200. Un tribunal de première instance peut prononcer en dernier ressort sur les demandes respectives de plusieurs individus, ayant chacun un intérêt distinct, quoique toutes ces demandes réunies dans un même exploit, et fondées sur les mêmes moyens, excèdent dans leur ensemble le taux du dernier ressort. —Cass. 11 fruct. an 11, t. 19, p. 80, n° 48.—Bord, 3 av. 1832 —Boisramet C. Chauvin.—Aix, 17 déc. 1833, t. 47, p. 587. — V. *suprà*, n° 198, et *infrà*, nos 202, 204, 206, 207, 210 et suiv.

201. De même deux demandes, quoique contenues dans le même exploit, frappant sur deux individus différents, émanant de titres particuliers à chacun d'eux, doivent, si chacune est relative à moins de 1000 fr., être jugées en dernier ressort. —Cass. 17 niv. an 13, t. 19, p. 99, n° 59.

202. Est en dernier ressort le jugement qui rejette une demande en privilége formée par plusieurs créanciers d'un même débiteur, en vertu de titres distincts et personnels, si la créance de chacun d'eux n'excède pas 1000 fr.—Agen, 13 août 1831, t. 41, p. 553.—V. *suprà*, n° 200.

203. Pareillement, quoique plusieurs demandes soient formées par un même exploit, elles doivent être divisées pour connaître le ressort de chacune d'elles, si chaque demandeur n'a pris que des conclusions à lui personnelles; peu importe que ces demandes soient appuyées sur les mêmes moyens, peu importerait même qu'il n'y eût qu'un seul titre, si elles avaient des causes différentes. —Bourg 10 nov. 1823, t. 25, p. 344.

204. Comme aussi, lorsqu'une demande excédant 1000 fr., introduite par un même exploit à la requête de plusieurs parties, se compose de sommes distinctes, moindres que 1000 fr., le jugement est en dernier ressort.—Besanç. 8 juill. 1825. Renn. 7 mars 1826 Lyon, 8 août 1826, t. 34, p 271.—*V.* Poth. *Oblig.* nos 287 et 299; MM. Carr *Comp.* t. 2, p. 19, n° 294; Mal. v° *Dernier ressort*, § 7 —V. *suprà*, n° 200.

205. La compétence du premier ressort se détermine par la quotité de la somme à allouer ou à refuser, lors même que plusieurs parties auraient chacune un intérêt distinct au-dessous du taux de ce premier ressort.—Renn. 18 sept. 1813, t. 15, p. 381, n° 122.

(1) *V.* la note du § 2.

(1) Il était impossible de grouper sous un seul numéro toutes les espèces relatives à la jonction des demandes ou des défenses pour la détermination du degré de juridiction. Nous conseillons à nos lecteurs de lire avec soin tout l'art. 3, nos 192 à 228.

206. N'est pas rendu en dernier ressort le jugement qui statue sur une demande formée par deux personnes, fondée sur le même titre et les mêmes faits, lorsque cette demande excède 1,000 fr., encore que l'intérêt des demandeurs fût moindre pour chacun d'eux.—Douai, 2 juin 1819, t. 19, p. 214, nº 251. — V. *suprà*, nº 200.

207. Lorsque plusieurs individus se prétendant créanciers d'un tiers, chacun pour une somme inférieure à 1,000 fr., forment ensemble des demandes qui, réunies, excèdent cette somme, le jugement qui intervient n'est pas en dernier ressort. —Metz, 26 mai 1823, t. 19, p. 238, nº 306 —V. *suprà*, nº 200.

208. Lorsqu'il est formé, en vertu d'un même titre, plusieurs demandes par le même exploit contre plusieurs personnes, et que les défendeurs opposent la même exception contre toutes ces demandes par l'extinction du titre, on doit les réunir pour fixer le taux du ressort.— Bord. 21 nov. 1829.—Arresumaya C. Compagnie d'assurances.

209. Lorsque plusieurs débiteurs d'une rente foncière créée par un titre commun à chacun d'eux, sont assignés en paiement des arrérages, s'ils prétendent que le titre de la rente est nul, le jugement qui intervient est rendu en premier ressort, comme portant sur la validité du titre général, c'est-à-dire d'un objet indéterminé, bien que la somme des obligations de quelques-uns des débiteurs n'excède pas le taux du dernier ressort.—Cass. 8 vent. an 8, t. 19, p. 32, nº 8; M. Merl. *Rép.* vº *Dernier ressort*, tit. 15, § 7, blâme cette décision.—*V.* MM. Pig. t. 1, p. 514, et Carr. *Comp.* t. 2, p. 21, art. 281, nº 294.

210. Lorsque plusieurs cohéritiers se réunissent pour former une demande supérieure à 1,000 fr., qui a pour objet le reliquat d'un compte fait entre eux, le jugement qui intervient n'est rendu qu'en premier ressort, quoique la portion qui revient à chaque demandeur soit inférieure à 1,000 fr.—Besanç. 26 mars 1827, t. 34, p. 144.—*V.* les nºs qui suivent.—V. *suprà*, nº 199.

211. Lorsqu'après le partage d'une succession divers cohéritiers demandent une somme en provenant, et supérieure à 1000 fr., mais dont chacun d'eux n'a par l'effet du partage, la propriété que pour une portion d'une valeur de 988 fr., le jugement qui repousse leur demande n'est pas susceptible d'appel de leur part.—*V.* le nº qui précède et les deux nºs qui suivent.—Poit. 17 mars 1831, t. 41, p. 488.—Pareillement le jugement rendu sur une demande contre plusieurs cohéritiers, en paiement d'une somme supérieure à 1000 fr., mais pour laquelle chacun d'eux n'est tenu que pour une portion inférieure, n'est pas susceptible d'appel.—Toul. 18 mars 1833, t. 45, p. 554.—*V.* les nºs qui précèdent et le nº qui suit.—V. *suprà*, nº 200.

212. Le jugement rendu sur une demande excédant 1000 fr., mais formée collectivement par plusieurs cohéritiers, est susceptible d'appel de la part de chacun d'eux séparément.—Lyon, 5 mars 1830; 2 mars 1833. Toul. 2 av. 1833, t. 44, p. 205; t. 45, p. 553.—V. *suprà*, nºs 210 et suiv.

213. Est susceptible d'appel le jugement rendu sur la demande en paiement d'un effet de commerce excédant 1000 fr., quoiqu'elle ne soit dirigée que contre un seul des héritiers du souscripteur.—Riom, 27 déc. 1829, t. 46, p. 237.

214. L'appel d'un jugement qui a condamné deux personnes à payer une somme supérieure à 1000 fr., est recevable, quoiqu'une d'elles ait depuis le jugement satisfait à une partie des condamnations, et qu'alors l'objet de ces contestations ne soit plus que d'une valeur inférieure à mille fr.—Nancy, 4 déc. 1826, t. 32, p. 94.—Conforme à l'opinion de M. Carr.

215. En matière de faillite, le ressort se règle d'après la masse du passif, et non d'après les sommes que les créanciers réclament individuellement.—Amiens, 3 janv. 1826, t. 37, p. 171.—V. *infrà*, nº 460.

§ 3. *Lorsqu'il y a jonction d'instance* (1).

216. Le jugement qui statue sur la demande en jonction de deux instances, dont l'une est en premier et l'autre en dernier ressort, n'est pas susceptible d'appel.—Toul. 21 mars 1829.—Cabrol C. Sénégal.

217. Le jugement est en premier ressort lorsque plusieurs instances se trouvent réunies et que leur objet total excède 1000 fr., surtout si la qualité de l'une des parties est en contestation.— Colm. 5 mai 1810, t. 19, p. 137, nº 119.

218. Lorsque plusieurs instances contre plusieurs parties, toutes inférieures à 1000 fr., ont été jointes, le jugement qui intervient est en dernier ressort, quoique le total soit supérieur à 1000 fr.—Cass. 19 avr. 1830, t. 40, p. 10.—*V.* le nº qui suit.

219. On ne peut réunir pour former le taux du dernier ressort plusieurs demandes formées séparément par un seul, contre plusieurs, et jointes, pour qu'il soit fait droit sur le tout par un seul et même jugement. — Gren. 6 avril 1810, t. 19, p. 136, nº 118.—*V.* le nº qui précède, et *infrà*, nº 222.

220. Le créancier d'une somme de plus de 1,000 f., contre plusieurs associés, peut diviser son action entre ses divers débiteurs, sans que pour cela le jugement qui statuera sur une demande moindre de 1000 fr. cesse d'être susceptible d'appel, surtout lorsque la mise en cause de tous les associés est ordonnée.—Toul. 29 nov. 1819, t. 19, p. 217, nº 259.

221. Lorsque pour une seule et même créance, fondée sur les mêmes titres, plusieurs individus sont assignés, que le demandeur les considérant comme un seul et même adversaire, ne leur signifie à tous qu'une seule copie des pièces et des mémoires produits, la compétence du dernier ressort se détermine alors, non par le montant de la dette de chacun, mais par la masse de la créance totale.—Brux. 27 juin 1811, t. 19, p. 145, nº 134.

222. Lorsqu'à la suite de plusieurs commandements dirigés contre autant d'individus différents il y a eu opposition de la part de ceux-ci, et que toutes ces instances ont été jointes, le jugement est en dernier ressort, si l'intérêt particulier de chacun des opposants est inférieur à 1,000 fr.—Montp. 9 déc. 1825, t. 30, p. 137 —V. *suprà*, nº 218.

§ 4. *Divisibilité du ressort* (1).

223. Un tribunal ne peut dans la même affaire statuer en premier ressort sur quelques chefs de demande, et en dernier ressort sur les autres. —Cass. 21 brum. an 7, t. 19, p. 30, nº 5.

224. Un jugement peut être en premier ressort sur le point principal et en dernier ressort sur une demande incidente; en ce cas, l'appel sur ce dernier point n'est pas recevable.—Cass. 12 mai 1806, t. 19, p. 112, nº 79.—*V.* le nº qui précède.

225. Lorsque plusieurs demandes formées par un même exploit, excèdent 1,000 fr., l'appel est recevable pour tous les chefs comme pour un seul; il est recevable, même contre le gérant qui n'avait été mis en cause que pour la garantie d'un objet inférieur à 1,000 fr —Gren. 20 avr. 1818, t. 19, p. 208, nº 237.

226. Une instance entre plusieurs parties peut-elle être jugée en premier ressort à l'égard de l'une et en dernier ressort à l'égard de l'autre? —Non.. Gren. 11 janv. 1816 —Oui... Gren. 12 janv. 1818, t. 19, p. 191, nº 206.

227. Lorsque deux instances dont l'une est inférieure à 1000 fr., et l'autre est indéterminée sont jointes, le jugement qui prononce sur les deux contestations est en dernier ressort sur la première, et en premier sur la seconde.—Bord. 23 mai 1829. Clarac et compagnie contre Chopier —*V.* le nº qui suit.

228. Lorsque dans la même instance, plusieurs actions formées par des parties différentes, sont distinctes et ne peuvent donner lieu à compen-

(1) *V. suprà*, p. 440, la note du § 2.

(1) *V. suprà*, p. 440, la note du § 2.

sation, l'une des actions peut être jugée en dernier ressort, quoique les autres ne le soient qu'en premier. — Renn. 20 mars 1826, t. 34, p 289. — *V.* le n° qui précède.

Art. 4. *Questions de compétence. — Incidens. — Des défenses. — Des demandes en garantie, en répétition, en renvoi, en péremption, en inscription de faux.* — § 1. *Compétence.*

229. L'appel pour cause d'incompétence, *ratione materiæ*, est recevable encore que l'objet principal de l'action n'excède pas 1000 fr. — Brux. 8 juin 1822. Renn. 19 août 1819, t. 19, p. 263, n° 15. Brux. 19 nov. 1823.

230. L'appel fondé sur l'incompétence du tribunal de commerce pour juger une cause de la compétence d'arbitres, est recevable quoique la valeur du litige n'excède pas le taux du dernier ressort. — Paris, 25 fév. 1829. — Loiseau C. Gouré.

231. La règle qui soumet à l'appel tout jugement définitif sur la compétence, encore que la valeur du procès soit dans les termes du dernier ressort, s'étend aux jugemens rendus sur une action en nullité d'une décision arbitrale. - Besanç. 28 therm. an 11. Paris, 10 juin 1812, t. 16, v° *Jugement arbitral*, p. 461, n° 21 et 22, p. 507, n° 78. *V.* M. Carr. t. 3, p 414, not. 2.

232. Lorsque l'objet de la demande soumise aux premiers juges n'excède pas 1000 fr., on ne peut en appeler, même pour incompétence, si cette exception ne leur a pas été proposée. — Gren. 13 déc. 1823, t. 31, p. 345.

233. On peut attaquer par la voie de l'appel le jugement qui a décidé qu'un tribunal était compétent pour connaître de l'exécution d'un arrêt d'une cour souveraine et qui a ordonné qu'une partie rendrait un compte, quoiqu'il soit dit dans le jugement qu'il a été rendu *en dernier ressort*. — Toul. 16 mars 1824, t. 27, p 268.

234. On peut interjeter appel du jugement qui rejette, comme tardive, l'opposition formée à un jugement par défaut, rendu sur la demande en paiement d'une somme inférieure à 1000 fr., lorsque le principal moyen de l'opposition était un déclinatoire, et que ce moyen est reproduit dans les griefs. — Metz, 8 mai 1824, t. 28, p. 222. — *V.* le n° qui suit.

235. Lorsque l'opposition au jugement par défaut a pour base un moyen d'incompétence, et que sans examiner ce moyen, le tribunal en déboute par un moyen de forme, on peut en interjeter appel, quoique le taux de la demande n'excède pas celui du ressort. — Rouen, 4 avr. 1825. Gouger C. Dheran. — *V.* le n° qui précède.

236. Le jugement qui annule une sentence du juge de paix, dont il y a eu appel, pour raison d'incompétence, n'en est pas moins rendu en dernier ressort, sur le fond que le juge de paix avait incompétemment jugé. — Renn. 3 déc. 1812, t. 19, p. 169, n° 167.

237. Quand un tribunal a, par une nouvelle décision, corrigé les dispositions d'un premier jugement, l'appel en est recevable quelle que soit la valeur du litige, parce qu'il s'agit alors d'incompétence. — Montp. 8 janv 1824, t 28, p. 28, p. 200.

238. Lorsque l'objet de la demande et de la condamnation est inférieure à 1000 f. on ne peut se pourvoir par appel, en se fondant sur ce que le jugement a été rendu par une autre chambre du tribunal que celle qui se trouvait originairement saisie de la contestation. — Colm. 8 déc. 1813, t. 19, p. 177, n° 181.

239. On est non recevable à exciper devant la cour d'appel, de la nullité qui résulterait contre un jugement en dernier ressort, de l'adjonction irrégulière d'un avoué. — Colm. 8 déc. 1813, t. 19, p. 177, n° 182.

240. Les tribunaux de simple police prononcent sur leur compétence, par jugement non sujet à l'appel, lorsqu'ils peuvent prononcer en dernier ressort sur le fond; le recours ne peut être exercé que devant la Cour de cassation — Cass. 11 juin 1818, t. 19, p. 208, n° 239.

§ 2 *Incidents.*

241. Est en premier ressort, le jugement qui statue sur une demande inférieure à 1000 fr., à laquelle on a joint d'autres demandes non susceptibles d'évaluation. — Renn. 12 août 1814, t. 19, p. 180, n° 189.

242. Lorsque l'action principale ne peut être jugée qu'en 1er ressort, tous les incidents qui s'y attachent, quelle qu'en soit la nature et la valeur, sont également en 1er ressort. — Metz, 17 juill. 1823, t. 25, p. 268.

243. La demande incidente ne doit pas être jointe à la principale, pour régler l'attribution des juges. — Colm. 16 avr. 1808, t. 19, p. 127, n° 103. — *V.* en ce sens, M. Carr. *Comp.* t. 2. p. 64, art 285; Merl. *Rép.* t. 3, § 14, p. 592; Merl. Q. D. t. 3, § 2, p. 74; Pig. t. 1, p. 518. — Il faut distinguer entre les divers incidents et exceptions, mais M. Carr *loc. cit.* leur donne *la signification la plus étendue qu'il soit permis de leur attribuer dans le langage de la jurisprudence*. — V. *infrà*, nos 314 et suiv.

244. Un tribunal d'appel prononce en dernier ressort, non seulement sur la contestation principale entre les appelants et les intimés, mais encore sur tous les incidents qui ont pu s'élever dans le cours de l'instance d'appel, même à l'égard des tiers qui auraient été mis en cause, ou qui seraient intervenus volontairement. — Cass. 17 fév. 1812, t. 19, p. 155, n° 149. — *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 76, n° 326; F. L. t. 2, p. 71.

245. Le tribunal saisi d'un incident à une procédure arbitrale, ne peut prononcer qu'à la charge d'appel, si l'objet principal de la contestation excède la compétence du dernier ressort. — Cass. 22 fruct. an 13, t. 19, p. 108, n° 74. — *V.* Merl. *Rép.* t. 3, p. 593, § 15, et Carr. *Comp.* t. 2, p. 646. n° 534.

246. Il est des circonstances où pour parvenir à la décision d'une cause, qui, d'après la valeur de la demande, est inférieure à 1000 fr., il est nécessaire que les juges examinent les questions de propriété sur laquelle l'action repose, et qui, par leur nature, excèdent l'attribution du dernier ressort; cet examen, toutefois, n'étant fait qu'incidemment à l'action principale, n'en peut détruire le principe, qui reste toujours la base unique du procès dont la décision est souveraine et non susceptible d'appel — Orl. 14 déc. 1820, t. 19, p. 229. n° 287. — V. *infrà*, n° 260.

247. Lorsque, sur une vente de coupe de bois, dont le prix est inférieur à 1000 fr., s'élève la question de savoir si le vendeur s'est réservé des arbres que l'acheteur soutient être compris dans la vente, cette discussion présente une valeur indéterminée, qui empêche de juger en dernier ressort. — Bourg. 8 avr. 1825, t. 32. p. 202.

248. Lorsqu'accessoirement à une contestation au-dessous de 1000 fr., le tribunal a statué sur la qualité de l'une des parties, l'appel est-il recevable? — Oui, Gren. 15 vent. an 12 Cass. 23 brum. an 12. Rouen, 26 prair. 13. Renn. 20 oct. 1810. Brux. 9 déc. 1815. Douai, 29 juill. 1816. — Non, Cass. 1er niv. an 9. Cass. 8 frim. an 11, 18 niv. an 12, 24 mars 1812, 9 mars 1824. Pau, 21 août 1810. Liége, 3 juill. 1811. Agen, 24 août 1812. Gren. 28 août 1812, et 14 déc. 1815. Orl. 15 déc. 1820. Bourg. 16 mai 1825. Poit. 28 juill. 1826, et 11 juin 1829 t. 19, p. 51, n° 16; p. 70, n° 40; p. 88, n° 0; p. 90, n° 54; p. 104, n° 67; p. 141, n° 128; p. 190, n° 203, et p. 195, n° 213; t. 26, p. 163; t. 31, p. 245 et 294, et t. 37, p. 122 — Sur la qualité d'associé, *V.* MM Merl Q D t. 2, p. 248; Carr. *Comp.* t. 2, p 67, n° 323. — Sur celle d'héritier, — *V.* MM Carr. *Comp.* t. 2, p 67, art. 286, nos 323 et 324; Merl. *Rép.* t. 3, p. 587, 2e quest. § 12; Merl. Q. D. v° *Héritiers*, § 8; Malleville, Anal. du C. c. sur l'article 783; Jousse, *Juridiction des présidiaux*, p. 181; Pardessus, t. 4, p. 40, n° 1360. — *V. suprà*, n° 160 et *infrà*, n° 259.

249. Une demande inférieure à 1000 fr. est en dernier ressort, quoiqu'elle ait donné lieu d'examiner incidemment une question d'hérédité. — Colm. 3 juin 1828. — Chapius C. Charlot. — *V.* le n° qui précède.

250. Lorsque l'une des parties élève sur une contestation dont l'objet est au-dessous de 1000 fr., une

question de stellionat, le jugement rendu n'en est pas moins en dernier ressort, parce c'est la quotité de la somme demandée qui seule peut déterminer le degré de juridiction. — Bourg. 13 juillet 1825. — Julien C. Roblet.

§ 3. *Défenses* (1).

251. Une demande moindre de 1000 fr. à laquelle se joint une exception, n'en est pas moins susceptible du dernier ressort. — Rennes, 11 déc. 1815, t. 19, p. 190, nº 205.

252. C'est la demande et non le résultat des exceptions qui fixe le premier et le dernier ressort. — Poit. 9 juill. 1824, t. 29, p. 265.

253. Ce n'est point le taux de la demande seule qui doit déterminer la compétence, quant au premier et au dernier ressort, cette appréciation doit résulter tant de la défense que de la demande. Ainsi, lorsque sur la demande à fin de réduction au-dessous de 1000 fr., d'une obligation qui excède cette somme, le défendeur conclut de son côté à ce que l'obligation soit maintenue, le jugement qui intervient n'est pas en dernier ressort. — Amiens, 30 nov. 1821, t. 19, p. 234, nº 291.

254. Lorsque pour repousser une demande inférieure à 1000 fr., le défendeur excipe d'une convention qui excède cette somme, le jugement qui intervient ne peut être rendu qu'à la charge de l'appel. — Bourg. 22 av. 1825, t. 29, p. 308.

255. Lorsqu'à une demande en paiement d'une somme de 1000 fr et au-dessous, le débiteur oppose une quittance dont la validité est contestée, le jugement qui intervient est rendu en dernier ressort, bien que l'on veuille soutenir le contraire, en réunissant la somme demandée au montant de la quittance, et en obtenant par là une quotité supérieure à 1000 fr. — Cass. 14 germin. an 11, t. 19, p. 71, nº 44. — *V.* M. Merl. *Rép.* t. 3, p. 587, § 10.

256. La compensation opposée à l'action principale, doit être réunie à celle ci pour calculer le taux du dernier ressort. — Bourg. 4 juill. 1831. — Garendeau C. Bigault.

257. Lorsque le défendeur à une demande en paiement de 1000 fr., oppose la compensation d'une créance inférieure à cette somme, la compétence du tribunal reste prorogée pour le dernier ressort. — Cass. 26 pluv. an 11, t. 19, p. 73, nº 41. — *V.* le nº. qui suit.

258. Il ne peut pas être prononcé en dernier ressort sur la compensation opposée par le défendeur, à une demande en paiement de la somme de 1000 fr. lorsque la somme dont il se prétend créancier excède le taux du dernier ressort. — Cass. 28 vent. an 8. Bourg. 29 août 1826, t. 19, p. 33, nº 9 et 34, p. 280; M. Carr. *Comp.* t. 2, p 94. art. 288, nº 330, et art 316, nº 387, émet une opinion opposée. — *V.* MM. Merl q. d. t. 2, p. 237, § 9; Merl. *Rép* t. 3, p. 586 § 9. B. S. P, t. 1er, p 55, n. 63 30; Pig. t. 1er, p. 517, 7e règle; Pardess. t 4, p. 39. — *V.* aussi Merl. q. d. t. 3, p. 182, § 9. — *V.* le nº qui précède.

259. Le jugement rendu sur la demande d'une somme moindre de 1000 fr, est en dernier ressort, quoique pour repousser cette demande, la femme contre laquelle elle était dirigée, ait invoqué sa qualité de femme séparée de biens, et que le tribunal ait été obligé d'apprécier la validité de cette séparation. — Poit. 11 juin 1829. — Cormeau C. Thibault. Toul 11 déc. 1829, t. 38, p. 315. — V. *suprà*, nº 248.

260. Lorsque sur l'appel d'un jugement de justice de paix, le défendeur oppose, comme moyen de défense à l'action principale, une demande en nullité d'un acte, demande d'une valeur indéterminée, le jugement que rend alors le tribunal civil n'en est pas moins en dernier ressort. — Cass. 7 juin 1826, t. 31, p. 246. — V. *suprà*, nº 246, et le nº qui suit.

261. N'est pas susceptible d'appel le jugement d'un tribunal de première instance jugeant sur l'appel d'un jugement de juge de paix, quelques demandes et exceptions que les parties aient formées devant ce tribunal. — Am. 8 juin 1826. — Vasseur C. Compagnie d'assurances. — *V.* le nº qui précède.

262. On peut toujours attaquer par la voie de l'appel la décision d'un tribunal de première instance qui a prononcé dans une contestation d'une valeur moindre de 1000 fr. si le contrat sur lequel le demandeur fondait ses prétentions a été argué de fraude et de simulation. — Colm. 29 mars 1824, t. 26, p. 183.

263. Il ne peut pas être prononcé en dernier ressort, lorsque l'objet de la demande inférieure à 1000 fr. se lie aux actes dont l'autre partie demande la nullité, et qui est susceptible de parcourir deux degrés de juridiction. — Colm. 2 août 1811, t. 19, p. 149, nº 139.

264. Peut-il être prononcé en dernier ressort, lorsque incidemment à une demande en paiement d'une somme de moins de 1000 fr., on oppose la nullité du titre qui sert de fondement à la demande? — Oui, si le titre n'est relatif qu'à la somme demandée au dessous de 1000 fr. — Florent, 2 mars 1812. Cass 15 mars 1813. Nim. 2 av. 1813. Douai, 6 nov. 1815, 8 juin 1818. Am 18 mars et 8 av. 1826. Gren 3 mai 1827. — Non, si le titre contient d'autres obligations. — Metz. 23 mars 1820, t. 19, p. 159, nº 154, et t. 34, p 275. — *V.* aussi, dans ce dernier sens, M Carr. *Comp.* t. 2, art. 281, nº 299, p. 29.

265. Lorsque sur la demande en paiement d'une somme inférieure à 1000 fr. restant due sur une obligation excédant 1000 fr., le débiteur demande la résiliation ou nullité de l'obligation le tribunal de première instance ne peut statuer en dernier ressort. — Orl. 21 déc. 1822, t. 24, p. 369.

266. L'appel est recevable, quoiqu'il s'agisse d'une somme moindre de 1000 fr., si l'exception de la partie défenderesse repose sur des faits qui peuvent caractériser un délit et donner lieu à des poursuites de la part du ministère public. — Cette circonstance n'enlève pas à l'appel d'un jugement du tribunal de commerce, le caractère de matières sommaires, relativement à la confection de l'enquête. — Montp. 21 déc. 1813, t. 11, p. 62, nº 39.

§ 4. *Demandes en garantie et répétition, en renvoi, en péremption, en inscription de faux.*

267. Une demande en garantie est, comme la demande principale, susceptible d'être jugée en dernier ressort, quand la somme est déterminée. — Rennes, 26 août 1820, t. 19, p. 227, nº 285 *bis*. — *V.* les deux nº qui suivent.

268. Lorsque la demande principale n'excède pas 1000 fr., il n'échéoit pas appel du jugement qui statue sur la demande en garantie à laquelle cette demande principale donne ouverture. — Brux. 8 mars 1827. — *V.* le nº qui précède.

269. Mais la demande en garantie, quoique formée pour une somme inférieure à 1000 fr., ne peut être jugée qu'à charge d'appel, si la demande principale excédait le taux du dernier ressort. — Am. 30 août 1832, t. 24, p. 298. — Jugé dans le même sens par la cour de Riom, le 1er fév. 1826.

270. Une demande en garantie, quoique formée après les délais fixés par l'art. 175, n'en est pas moins considérée comme accessoire à la demande principale et se régit par les mêmes règles; ainsi, lorsque le demandeur principal, après avoir formé des conclusions qui élevaient sa prétention au-dessus du taux du dernier ressort, la réduit au-dessous de ce taux par des conclusions subséquentes, le jugement est en dernier ressort envers toutes les parties. —

(1) Les arrêts cités dans ce paragraphe ont une affinité très grande avec ceux du § 2 de l'art 5, intitulé: *Demandes reconventionnelles*. Les demandes reconventionnelles sont souvent des exceptions proposées comme défenses à l'action principale; il est donc indispensable de parcourir avec soin ces deux paragraphes, lorsqu'on veut s'éclairer sur la nature soit d'une *exception en défense*, soit d'une *demande reconventionnelle*.

Nîm. 23 avr. 1839. Blanché C. Dolzun.

271. Quand, à une demande principale inférieure à 1000 fr., se joint une action en garantie indéterminée de sa nature, et de plus une demande en nullité d'un sous-bail appréciable, non seulement par le prix du fermage, mais par le bénéfice que le premier peut légitimement faire sur le produit de la récolte, rien ne peut plus constater que tous ces intérêts réunis n'excèdent point l'attribution du dernier ressort; ce qui repousse l'action de non-recevoir invoquée contre l'appel. — Orl. 27 juill. 1820, t. 19, p. 225, n° 278.

271 *bis*. Les dépens faits dans une instance où un appelé en garantie, condamné par défaut, a fait opposition à sa condamnation, et a appelé un tiers en sous-garantie, ne peuvent être joints au montant de la demande principale pour fixer le taux du dernier ressort. — Lyon, 11 déc. 1832, t. 44, p. 163.

272. Un jugement qualifié rendu en dernier ressort, relativement au mode légal de procéder vis-à-vis de l'administration de l'enregistrement, quant au fond, est attaquable par la voie de l'appel. A l'égard du tiers appelé en garantie, le mode de procéder établi par la loi du 22 frim. an 7, sur l'enregistrement, ne peut s'appliquer aux tiers, aucune loi ne dérogeant à cet égard aux principes généraux du droit, quand il s'agit de régler les contestations qui concernent l'administration de l'enregistrement. — Orl. 1er juin 1821, t. 19, p. 233, n° 296.

273. Le jugement condamnant à la garantie de plusieurs demandes qui, séparées, n'excèdent pas 1000 fr., mais qui, réunies, excèdent cette somme, est un jugement souverain, aussi peu susceptible d'appel que celui qui a statué sur les demandes principales. — Brux. 9 frim. an 14, t. 19, p. 111, n° 76.

274. La masse d'une bourse commune supérieure à 1000 fr., étant partagée entre plusieurs cointéressés, s'il se trouve qu'un seul avait droit à la totalité, l'action en répétition qu'il forme contre l'un d'eux, pour une part moindre de 1000 fr., doit cependant être jugée en dernier ressort. — Cass. 12 août 1806, t. 19, p. 113, n° 80. — V. M. Carr. *Comp.*, t. 2, p. 19, art. 281, n° 294.

275. Le jugement qui prononce sur une demande en renvoi, pour connexité incidente à un procès qui n'excède pas le taux du dernier ressort, n'est pas sujet à l'appel. — Brux. 15 avril 1830, t. 40, p. 377.

276. Un tribunal de première instance peut juger en dernier ressort une demande de 752 fr., à laquelle le défendeur oppose une demande de renvoi devant des arbitres pour régler les comptes d'entre les parties. — Renn. 26 sept. 1818, t. 19, p. 244, n° 244.

277. Une demande en péremption d'instance est de premier ou de dernier ressort, selon la valeur de la demande originaire. — Cass. 26 fév. 1823, t. 25, p. 68. — V. le n° qui suit.

278. Le même tribunal devant lequel on a porté une demande relative à 1000 fr., et conséquemment en dernier ressort, peut décider en dernier ressort si l'instance introduite devant lui à raison de ce est périmée. — Agen 19 déc. 1812, t. 19, p. 170, n° 170. — V. le n° qui précède.

279. Lorsqu'à la suite d'une demande dont l'objet est moindre de 1000 fr. il y a lieu à une inscription de faux incident, à l'occasion de laquelle l'une des parties réclame des dommages-intérêts excédant cette somme, il ne peut être prononcé en dernier ressort. — Paris, 11 juill. 1807, t. 19, p. 121, n° 92. — V. le n° qui suit.

280. Comme aussi lorsqu'une contestation est introduite pour un billet qui n'excède pas la valeur de 1000 fr., si l'une des parties, s'inscrivant en faux contre le billet, réclame des dommages-intérêts pour une somme supérieure à 1000 fr., cette demande incidente ne peut être regardée comme l'accessoire de l'action principale; c'est une sorte d'exception qui ne résulte pas nécessairement de la première, mais qui vient s'y joindre, et qui repousse la fin de non recevoir du dernier ressort. — Orl. 24 janv. 1816, t. 19, p. 192, n° 207.

281. Mais est en dernier ressort le jugement qui statue sur une inscription de faux incident, si l'objet de la demande principale n'excède pas 1000 fr. — Caen, 11 déc. 1821. Toul. 13 avril 1825. Montp. 20 nov. 1828, t. 23, p. 381, et t. 37, p. 51. — V. *infrà*, n° 283.

282. Lorsque, accessoirement à une instance en premier ressort, il s'élève un incident relativement à la vérification d'un titre de créance inférieure à 1000 fr. dont la signature est méconnue, le jugement qui statue sur cet incident est aussi en premier ressort. — Metz, 27 juin 1823, t. 19, p. 238, n° 307.

283. Lorsque la contestation principale n'est pas susceptible de deux degrés de juridiction, il n'échéoit pas appel du jugement qui statue sur un incident élevé entre parties dans le cours du procès, tel qu'une dénégation d'écriture; même si, d'après la nature de la contestation incidente, le juge qui y a statué est autre que celui saisi de la contestation principale. — Brux. 12 av. 1827. — V. *suprà*, n° 281.

Art. 5. *Dommages-intérêts. — Demandes reconventionnelles.* — § 1. *Demandes en dommages-intérêts de la part du demandeur* (1).

284. Un tribunal de première instance ne peut prononcer en dernier ressort sur une demande en dommages-intérêts d'une valeur excédant 1000 fr. — Cass. 5 oct. 1808, t. 19, p. 130, n° 106.

285. Un tribunal ne peut juger en dernier ressort que le bailleur d'une maison sera tenu de détruire les constructions nouvelles qu'il y a fait depuis le bail, quoiqu'il n'accorde que moins de 1000 fr. de dommages-intérêts au locataire. — Cass. 26 vend. an 11, t. 19, p. 68, n° 35.

286. Une demande en dommages-intérêts pour trouble causé à une possession, est une demande indéterminée sujette à l'appel, quoique les dommages-intérêts n'excèdent pas 50 fr. — Cass. 31 juill. 1828. Pravas C. Dufour. — V. nos mots *Action*, *Possessoire* et *Juge de paix*.

287. Une demande en dommages-intérêts relative à l'inexécution d'un jugement qui ordonne la confection d'ouvrages dont le *quantum* n'est pas précisément déterminé, ne peut être repoussée par la fin de non-recevoir du dernier ressort, quoique les dommages-intérêts, objet de la demande, soient réclamés pour une somme inférieure à 1000 fr., la base sur laquelle cette action repose est indéterminée, quant à sa valeur; l'évaluer par supposition serait s'écarter de la règle générale et tomber dans l'arbitraire. — Orl. 13 fév. 1817, t. 19, p. 197, n° 218.

288. Lorsqu'une demande comprend, outre une somme de 1000 fr. des dommages-intérêts et l'impression de l'affiche du jugement à intervenir, le tribunal de première instance ne peut statuer qu'en premier ressort. — Cass. 7 janv. 1806, t. 19, p. 112, n° 78. — V. les n°s qui suivent, 289 à 296.

289. Lorsqu'une somme de 1000 fr. est demandée pour dommages-intérêts, le jugement qui les réduit à 500 fr. est en dernier ressort, quoique la suppression de l'écrit injurieux, qui a donné lieu à la demande de dommages-intérêts ait été pro-

(1) La distinction des nuances si nombreuses qu'offrent les décisions rapportées sous ce § et sous le § suivant, ne peuvent facilement et sûrement se saisir que par la lecture de chacune des espèces particulières: *Les dommages-intérêts réclamés par le demandeur sont-ils ou non l'accessoire obligé de la demande principale? Dans quel sens les dommages-intérêts demandés par le défendeur doivent-ils être considérés comme des demandes reconventionnelles proprement dites et, par conséquent, servir à déterminer la valeur du litige?* Ce sont des questions qui, nous le répétons, ne peuvent devenir palpables que par l'exposé des faits, à l'occasion desquels elles ont été décidées. — V. [illegible] sous le n° 346.

noncée et son auteur condamné aux dépens.—Renn. 18 juill. 1820, t. 19, p. 223, n° 274.—V. le n° qui précède.

290. On ne peut réunir à la demande principale les dommages-intérêts reclamés par le demandeur, qu'autant que la cause est antérieure à la demande.—Bourg. 2 déc. 1830, t. 40, p 260.—V. *suprà*, n° 288.

291. Les dommages-intérêts réclamés par le demandeur pour une cause antérieure à sa demande, doivent être ajoutés à la somme principale par lui réclamée pour déterminer le taux du premier ou dernier ressort.—Bord. 25 nov. 1831, t. 44, p. 311.—V. *suprà*, n° 288.

292. Des dommages-intérêts réclamés par suite de l'action, n'entrent pas dans la fixation du premier ressort. — Caen, 9 avril 1827. Lecomte C. veuve Clanchard.— V. *suprà*, n° 288.

293. Est principale et excède le taux du dernier ressort, la demande en validité d'une opposition et en 1500 fr. de dommages-intérêts à raison d'actes de poursuites antérieures à cette demande.—Poit. 3 mars 1831, t. 40, p. 259.—V. *suprà*, n° 288.

294. Lorsque le demandeur a rendu un jugement susceptible d'appel par une demande en dommages-intérêts ajoutée à ses conclusions primitives, il n'est pas recevable à prétendre que cette demande n'était point fondée pour se soustraire ensuite à l'appel. — Metz, 30 juill. 1825. Portant C. Fournier.—V. *suprà*, n° 288.

295. La somme réclamée par le demandeur pour dommages-intérêts doit être jointe à la demande principale pour déterminer le taux du dernier ressort, quand ces dommages-intérêts ont pour cause un préjudice antérieur à la demande, et qu'ils ne sont pas un accessoire de la demande principale.—Metz, 20 déc 1811. Nîm. 5 mars et 26 av. 1815. Colm. 2 mars 1815, et 15 nov 1815. Orl. 28 avril 1815. Cass. 1er avril 1823, et 7 mai 1829. t. 19, p. 34, n° 10; p 183, n° 194, et p. 188, n° 201, t. 25, p. 114, et t. 37, p. 37.—V. *suprà*, n° 288. et *infrà*, n° 300.

296. Ainsi un jugement n'est pas rendu en dernier ressort, quoique l'intérêt de celui qui l'a obtenu, s'élève à moins de 1000 fr. si dans l'exploit introductif d'instance, la demande formée contre plusieurs était supérieure à cette somme, si le demandeur concluait aussi à des dommages-intérêts qui, joints au principal, surpassaient 1000 fr. et si surtout il a été statué par les premiers juges, sur la validité d'actes opposés qui présentaient un intérêt indéterminé.—Bourg. 31 mai 1824, t. 28, p. 94 —V. *suprà*, n° 288.

297. Pour fixer la quotité de l'objet d'un appel, il faut s'arrêter aux conclusions de l'appelant, par la raison que si l'objet de la demande se compose de plusieurs chefs, et que l'un d'eux, comme des dommages-intérêts, soit réclamé par le demandeur lui-même, soit relatif à des dommages-intérêts qui ne peuvent être appréciés que par les moyens du fond, ils viennent se joindre à la demande principale, et repoussent la fin de non-recevoir du dernier ressort; car il serait absurde de combattre les moyens de la compétence, par ceux qui tiennent au fond du procès.— Orl. 10 fév. 1820, t. 19, p 230, n° 289.

298. Comme aussi ces dommages-intérêts réclamés pour l'inexécution d'un marché, doivent s'ajouter au principal pour déterminer le dernier ressort.—Bourg. 11 fév. 1826, t. 34, p. 285.

299. La demande en dommages-intérêts d'une somme inférieure au taux du dernier ressort, est soumise à l'appel, lorsqu'elle comprend la défense de récidiver à l'avenir. — Douai, 26 fév. 1825. t. 32 p. 318.

300. Mais la demande de dommages-intérêts ne peut être prise en considération pour déterminer le premier et dernier ressort, lorsqu'ils ne sont que des accessoires de la demande —Turin, 4 vent an 10. Bourg. 7 août 1808 Renn. 9 juill 1817, et 5 fév. 1821 Renn. 4 mai 1819. Agen 7 janv. 1820. Toul. 9 fév. 1829, t. 19, p 34, n° 10; p. 202, n° 226; p. 220 n° 268, p. 230, n° 290 — V. *suprà*, n° 295, et *infrà*, n° 307.

301. Les dommages demandés comme ayant pris naissance en même temps que l'action principale, et qui sont un accessoire de cette action, n'influent point sur la détermination du ressort, ne formant point une demande principale. — Toul. 12 déc. 1829. Ribec et Delaci.

302. Ainsi, le demandeur qui ajoute à sa demande inférieure au taux du premier ressort une demande en dommages-intérêts, ne donne pas pour cela, à ses prétentions, une valeur indéterminée qui rend ce jugement susceptible d'appel.—Liége 29 janv. 1828. N. C. N.

303. Une demande à fin de visite d'un pressoir, dont la valeur est fixée à moins de 1000 fr, doit être jugée en dernier ressort, quoique, en outre, il soit demandé le prix de la pierre qui a servi au posage de ce pressoir, et des dommages-intérêts excédant 1000 fr., à défaut de satisfaction à la demande principale. — Cass. 7 avril 1807, t. 19, p. 119, n° 87. — V. M. M. Q. D., t. 2, p. 239.

304. On ne doit pas ajouter à la somme principale celle demandée pour chaque jour de retard dans l'exécution, à titre de dommages-intérêts.—Metz 6 déc. 1811, t. 19 p. 152, n° 143.

305. La question de propriété d'un arbre, à laquelle se joint une demande subsidiaire de dommages-intérêts, à raison de poursuites correctionnelles, est susceptible du dernier ressort —Rennes 8 av. 1815, t. 19, p. 189, n° 197.

306. Une demande tendant à la restitution du prix d'un cheval attaqué de morve, et à l'annulation d'un marché pour vices rédhibitoires quoique inférieur à 1000 fr., n'en exclut pas moins la compétence du dernier ressort, lorsque à cette action principale, viennent se rattacher des dommages-intérêts résultant de l'état sanitaire du cheval et de la communication à d'autres chevaux qu'il pourrait avoir faite de sa maladie pendant le temps qu'il a été placé dans une écurie commune. Les dommages-intérêts ont pris naissance avec l'action principale, et l'ont rendue indéterminée — Orl. 1er août 1823, t. 19, p 240, n° 300. — V. *infrà*, n° 338.

307. De même lorsqu'une demande en dommages-intérêts, excédant 1000 fr., formée au cours d'une instance, a son fondement dans la demande principale elle-même, il y a lieu à statuer en dernier ressort, si l'objet de cette dernière demande ne s'élève pas à 1000 fr.—Poit 11 avr. 1826. t. 30 p 381.—V, *suprà*, n° 300.

308. Pareillement un tribunal de commerce peut prononcer en dernier ressort sur une contestation dans laquelle on demande une somme inférieure à 1000 fr. pour paiement du prix d'un cheval et dommages-intérêts, quoiqu'on y ait joint une demande d'une valeur indéterminée en paiement des frais pour pansemens, médicamens, voyages et déplacemens.— Cass. 21 déc. 1825, t. 30, p. 378.—V. *suprà*, n° 306.

309. Lorsqu'un délit a été commis sur le territoire d'une commune, il faut, pour fixer le dernier ressort, cumuler les dommages-intérêts demandés et l'amende. — Cass. 2 flor. an 9, t. 19, p. 56, n° 19.—V. M. M. q. d. t. 2. p. 88, § 1er, n° 1. Carré, *Comp.* t 2, p. 7, n° 8; Pig. p. 546, t. 1er.

§ 2. *Demandes reconventionnelles.*

310. Les demandes respectives des parties doivent être ajoutées ensemble pour déterminer le dernier ressort. — Bord. 4 juill. 1827.

311. Lorsque les deux parties concluent chacune au paiement par l'autre d'une somme de ... fixe, si les deux demandes réunies n'excèdent pas 1000 fr., le tribunal de première instance juge en dernier ressort, lors même que les deux créances ont pour cause le résultat d'un compte à faire entre les parties. — Bourg. 28 mai 1824, t. 27, p 862.

312. Lorsque, sur une demande en paiement d'une somme inférieure à 1000 fr, pour solde d'un compte s'élevant au-dessus de ce taux, le défendeur soutient qu'il est au contraire créancier d'une somme qui, réunie à la première, excède 1000 f., le jugement qui intervient est sujet à l'appel —Aix, 27 juill. 1826.

313. Mais une demande reconventionnelle ne peut être réunie à la demande principale pour déterminer le dernier ressort, si elles ont la même cause et dérivent du même

fait.—Gren. 13 août 1830.—V. *infrà*, n°s 316 et 328 *bis*.

314. Il faut cumuler la demande principale avec la demande reconventionnelle, pour déterminer si les premiers juges ont pu statuer en dernier ressort. — Cass 23 flor. an 8, 18 vend. an 12, 24 vend. an 12, 22 juill. 1806, 21 av. 1807, 27 mai 1807, 26 août 1807, 2 déc. 1807, et 16 mars 1825. Renn. 15 janv. 1810, 18 déc. 1811 Paris, 18 oct. 1810, 27 nov. 1813 Gren. 22 fév. 1811. Metz, 12 mai 1812, 9 déc 1817, 25 nov. 1819. Gren. 8 janv 1813. Lim. 7 juin 1814 Toul. 29 nov. 1819. 24 nov. 1823. Brux. 21 janv 1824, 5 déc. 1827. Poit. 20 juill. 1825. Bord. 24 juin 1828. Brux. 4 juill. 1829, 3 déc. 1830. Bord. 17 déc. 1830, 8 fév. 1831. Barris C. Commet. — t. 19, p. 34, n° 10, p. 80, n° 49, et p. 247, n° 260; t. 25, p. 365. t 30, p 252 et 324, et t. 36, p 26 —En sens contraire, *V.* MM. H. d. P. *Aut. Judic.* ch. XXI, et *Compét.* ch VIII; M. q. d. t. 3, p 192, § 11, et *Rép.* t 3, p 585. § 8. Carr. *Comp.* t. 2, p 89, art. 330; B. S. P. t. 1er, p. 55, n. 6, 3°; Par. dess. t. 4, p. 39.—*V.* aussi MM M. *Rép.* t. 3, § 10, n° 3; Carr. *Comp.* t. 2. p. 90. et Jousse, *Tr. des Présidiaux*, 1re part. ch. 1, art. 2, § 3.— Sur les exceptions au principe, — *V.* MM Carr *Comp.* p. 91 et 98. M. q. d t. 2, p. 246; B. S. P. t. 1er, p. 55, n° 63, 2°, et p 56 en n; Pig. *Comm.* t 2, p. 27, et t. 1er, p. 517 (1).

315. Lorsqu'à la demande principale de son adversaire, le défendeur oppose une demande reconventionnelle, il faut cumuler le montant de l'une et de l'autre pour savoir si le jugement à intervenir doit être en dernier ressort, pourvu toutefois que le tribunal ne soit pas matériellement incompétent pour statuer sur la demande reconventionnelle — Bourg. 23 déc. 1831. t. 45, p. 513.—V. *infrà*, n°s 339 et 351.

316. Il en est autrement lorsque la demande reconventionnelle n'est que la conséquence et l'accessoire de la demande principale.—Cass 3 pluv. an 12, 11 mai 1813, 25 fév. 1818, 3 août 1820, 28 fév. 1821, Gren. 9 août 1808, 17 mars 1812, 24 juill. 1813, 28 janv. 1818. Bourg. 25 juin 1810, 31 janv. 1812, 11 mai 1822. Brux. 25 mars 1812. Toul 3 juin 1817, 12 juill. 1823 Renn 2 juin 1818, 22 juill. 1820. Agen, 27 avril 1820. Orl. 12 mai 1820 Metz, 20 déc. 1822. t. 19, p 34, n° 10; p. 89, n° 51; p. 174, n° 178; p 206, n° 233, p. 222, n° 272; t. 23 p. 69; t. 24, p. 150 et 368, et t. 25, p. 256. — V. *infrà* n° 328 *bis*, et *suprà*, n° 313.

317 Le juge de paix, saisi d'une demande sur laquelle il peut statuer en dernier ressort, peut aussi juger en dernier ressort la demande en dommages-intérêts, formée reconventionnellement par le défendeur, si elle dérive de la demande principale et n'en est que l'accessoire, quoique la valeur des deux demandes réunies s'élève au-dessus de cent francs. — Cass. 14 août 1832, t 44 p. 304 — V. *infrà*, n° 447.

318 Lorsqu'une demande reconventionnelle excède les limites du dernier ressort, le jugement est soumis à l'appel.—Cass. 27 juill. 1825, t. 34, p. 283.

319. Lorsqu'un individu assigné en paiement d'une somme inférieure à mille francs, forme lui-même une demande incidente, dont l'objet réuni à celui de la demande principale excède une valeur de mille francs, le jugement qui admet cette dernière demande, et qui rejette l'autre, n'est pas en dernier ressort.—Cass. 18 av. 1821, et 17 juill 1827. t. 23, p. 139, et t. 33, p. 377.

320. C'est la somme demandée dans un commandement de payer qui règle le dernier ressort, et non une demande en dommages-intérêts formée par le défendeur dans un acte d'opposition au commandement —Agen. 10 janv. 1828.—Barrère C. Davau.— V. *infrà*, n° 447.

321. Est en premier ressort le jugement rendu sur deux demandes l'une principale, l'autre reconventionnelle, dont la réunion élève le litige au-dessus de mille francs, lors même que le tribunal écarte la dernière de ces demandes.—Bourges 27 nov. 1830.—Bordier C. Gaspaud.

322. Mais la demande principale non contestée doit être déduite du montant de la demande reconventionnelle pour établir le taux du dernier ressort.—Cass. 29 mars 1808, et 25 fév. 1818. Gren. 22 janv. 1811. Renn. 6 août 1811. Liège, 30 déc. 1812, t. 19, p. 125, n° 100; p. 170, n° 171; p. 206, n° 234.

323. Lorsqu'à une demande qui n'excède pas les limites du dernier ressort, le défendeur oppose une demande reconventionnelle indéterminée, le jugement qui intervient peut être frappé de l'appel.—Agen, 15 juill. 1812. Colm. 29 août 1812. Liège, 13 mai 1815. Brux. 27 mai 1818. Am. 23 fév. 1820. t. 19, p. 156, n° 161; p. 37, 1re esp. p. 38, 17e esp., et p. 39, 20e esp. — V. *suprà*, n° 314.

324. La réunion d'une demande reconventionnelle en maintenue de possession à la demande primitive rend *indéterminée* la valeur des deux demandes.—Cass. 4 fév. 1824, t. 26.

325. Mais lorsque le défendeur, à une demande précise et déterminée, qui n'excède pas 1000 fr., se borne à opposer une exception au demandeur, sans y joindre aucune demande reconventionnelle, quelqu'indéterminé que puisse paraître l'objet de cette exception, considéré isolément, le tribunal de première instance doit statuer en dernier ressort sur l'objet de la contestation.—Toul. 23 juill. 1824, t. 28, p. 93.—V. *infrà* n° 327.

326. La demande reconventionnelle n'entre pas dans la formation du taux du dernier ressort.—Paris 17 mai 1830.—David C. Beauthier. —V. *suprà*, n°s 314 et 323.

327. Une demande reconventionnelle présentée comme défense, ne change pas le dernier ressort, si l'action principale n'excède pas 1000 francs.—Am. 18 mars 1826.—Fesclaze C. Beaudoin.—V. *suprà* n° 325.

328. La demande reconventionnelle en dommages-intérêts, qui n'est pas fondée sur un fait antérieur à l'action principale, ne détermine pas le premier ou dernier ressort.—Riom, 3 mars 1826.—Sudouraix C. Reynaud.—Bord. 16 janv. 1829.—Cezardi Noiret C. Chevalier.—Bord. 25 juill. 1829.—Lemoigne C. Montaigu.—Bord. 30 juill. 1829.—Corbelety C. Frevot Leygonie.—V. *infrà* n° 447.

328 *bis*. Toute demande reconventionnelle, purement accessoire à l'action principale, proroge la juridiction du juge auquel elle est soumise, en telle sorte que le jugement peut

(1) L'art. 5 du chap. 2 renferme une des difficultés les plus sérieuses du mot déjà si important, *ressort*. Quelle sera l'influence d'une demande reconventionnelle sur le sort de la demande principale pour la détermination des degrés de juridiction, soit que cette demande reconventionnelle renferme purement et simplement des dommages-intérêts, soit qu'elle présente les caractères d'une action incidente ordinaire, presque tous les arrêts cités n°s aux 314 à 345 contiennent des applications d'espèces différentes du même principe? à l'art 7 de ce chapitre, on trouvera aussi plusieurs décisions relatives plus spécialement aux dommages-intérêts en matière de saisie. Pour bien s'éclairer, il faut tout lire, comme nous l'avons dit *suprà*, p. 443, parce que ce n'est pas seulement un principe qu'on recherche, mais surtout l'espèce réelle à laquelle l'application du principe a été faite.

Cependant nous pouvons tirer deux conséquences à peu près reconnues de la jurisprudence, c'est que: 1°, les dommages-intérêts accessoires nés de l'action elle-même, et inhérents à cette action n'entrent point en général dans l'évaluation du litige; 2° que les demandes reconventionnelles servent à déterminer le ressort, à moins qu'elles ne soient une exception en défense forcée à la demande principale. Nous ne devons pas dissimuler toutefois que de nombreux arrêts contrarient même ces principes. Nous avons groupé sous le n° 447 tous les arrêts relatifs plus spécialement aux questions nées des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts. — V. *suprà*, n°s 243, 251 et suiv.

..rendu en dernier ressort, quand bien même la demande reconventionnelle excéderait la somme de 1000 fr. — Cass. 22 oct. 1807, t. 19, p. 22, n° 94. — V. M. M. Q. D. t. 2, p. 246. — V. *suprà*, n° 316.

329. La demande en dommages-intérêts faite reconventionnellement par un saisi, ne doit pas être jointe à la demande principale, pour déterminer le ressort, si elle n'est qu'accessoire, et n'a pas une cause antérieure à la saisie. — Poit. 17 mars 1831, t. 41, p. 488. Bastia, 21 déc. 1830. Carbaccia C. Bonisoli. — Bourg. 29 mars 1831. — Simonin C. Cassé. — V. *infrà*, n° 447.

330. La demande en dommages-intérêts, formée reconventionnellement et motivée sur une saisie-revendication, qui fait l'objet du litige, doit être réunie à la demande principale pour régler le ressort. — Riom, 30 août 1826, t. 34, p. 281. — V. *infrà*, n° 447.

331. Les dommages-intérêts demandés par les défendeurs, à raison de poursuites dirigées contre eux, n'entrent pas dans la fixation du taux du dernier ressort. — Cass. 19 avr. 1830, t. 40, p. 10. — V. *infrà*, n° 447.

332. Lorsqu'incidemment à une demande en dernier ressort, le créancier forme une plainte contre son débiteur, et que ce dernier, après avoir été renvoyé absous, revient devant les tribunaux civils, et conclut reconventionnellement à des dommages-intérêts, excédant le taux du dernier ressort, le jugement qui statue sur le tout est susceptible d'appel. — Rouen, 15 avr. 1826, t. 34, p. 286. — V. *infrà*, n° 447.

333. Le jugement qui statue sur une demande principale de 314 fr. 36 c., et une demande reconventionnelle de 129 fr. 70 c., et lors même qu'il y a une demande accessoire de dommages-intérêts, excédant 1000 f., est rendu en dernier ressort. — Renn. 3 août 1819, t. 19, p. 215, n° 258. — V. *infrà*, n° 447.

334. La demande reconventionnelle qui n'ajoute rien à la valeur de l'action principale inférieure à 1000 fr., ne peut se capitaliser avec la demande introductive d'instance, et l'appel est non recevable ; autrement, à l'aide de voies détournées, on échapperait à la compétence des juridictions dont les attributions sont d'ordre public. — Orl. 22 fév. 1817, t. 19, p. 198, n° 219. — V. *suprà*, n° 316 et 328 *bis*, le n° qui suit, et *infrà*, n° 338.

335. Jugé pareillement qu'une demande reconventionnelle ne doit entrer dans la computation du dernier ressort, qu'autant qu'elle présente l'objet d'une action principale et indépendante de la demande originaire. — Orl. 21 mai 1819, t. 19, p. 214, n° 250. — *V.* le n° qui précède.

336. La demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée sur une cause antérieure au litige, doit être réunie à la demande principale pour déterminer la compétence du juge. — Brux. 21 mars 1832. — V. *infrà*, n° 447.

337. Lorsque sur une demande principale de 750 fr., le défendeur demande reconventionnellement la nullité de billets servant de fondement à l'action principale et montant à 1100 fr., la première demande seule fixe le dernier ressort, la nullité des billets qui forme l'objet de la seconde, ne devant être prononcée que jusqu'à concurrence de la somme demandée dans la première, si la jonction des deux demandes n'a pas été ordonnée, ou devant être jugée par action séparée, s'il n'a pas été conclu à la jonction mais seulement à une remise de la cause pour attendre le jugement de la demande en nullité. — Cass. 20 brum. an 14, t. 19, p. 110, n° 75. — *V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 88, art. 268, n° 329.

338. Une demande reconventionnelle ne peut être réputée avoir été intentée par le défendeur, pour se ménager un deuxième degré de juridiction, que lorsqu'elle est purement accessoire à la demande principale, et qu'elle n'a pas une cause antérieure à celle-ci. — Gren. 7 juill. 1830. — Brichet C. Thomasset. — V. *suprà*, n° 334.

339. Lorsqu'à une demande en paiement d'honoraires inférieure à 1000 fr., le défendeur oppose reconventionnellement une demande en restitution de pièces, la demande reconventionnelle doit être jointe à la demande principale, et la cause peut parcourir les deux degrés de juridiction. — Aix, 12 mars 1834, t. 46, p. 219. — V. *ibid.* les Observ. V. *suprà*, n° 314.

340. La demande reconventionnelle, formée contre l'une des parties par l'individu appelé en garantie, ne doit pas être prise en considération pour fixer le taux du dernier ressort. — Cass. 1er niv. an 9, et 6 av. 1808, t. 19, p. 51, n° 17, et p. 127, n° 102. — *V.* MM. B. S. P. t. 1er, p. 55, n. 63, 2°; et Pig. t. 1er, p. 517.

341. Comme aussi lorsque la compétence du dernier ressort est déterminée par la demande d'une créance inférieure à 1000 fr., cette compétence n'est point changée, si le défendeur dirige une demande subsidiaire d'une somme excédant 1000 fr., à titre de dommages-intérêts, contre un tiers, pour le cas où il y aurait lieu à une éviction que ce tiers devrait garantir. — Colm. 4 août 1820, t. 19, p. 225, n° 281. — V. *infrà*, n° 447.

342. Cependant si un tiers est mis en cause, et qu'à raison d'inculpations graves de la part de l'une des parties, il forme une demande reconventionnelle de dommages-intérêts indéterminés, le jugement ne peut être qu'en premier ressort. — Metz, 24 janv. 1812, t. 19, p. 152, n° 145. — V. *infrà*, n° 447.

343. La protestation de former une demande reconventionnelle, non suivie de conclusions précises à cet égard, ne change rien à la compétence en dernier ressort. — Gren. 25 fév. 1812, et 17 mars 1817, t. 19, p. 157, n° 152.

344. Lorsqu'après un jugement sur un incident dans une affaire en dernier ressort, le défendeur forme une demande reconventionnelle, qui élève l'intérêt du procès au taux du premier ressort, le jugement déjà rendu ne change pas de nature et ne devient pas susceptible d'appel. — Toul. 7 juill. 1829, t. 38, p. 362. — *V.* le n° qui suit.

345. Est en dernier ressort, la sentence arbitrale rendue sur l'exécution d'un jugement qui a accueilli une demande principale de 540 fr., quoi qu'il ait rejeté une demande reconventionnelle d'une somme supérieure, si ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée. — Poit. 7 mai 1833, t. 45, p. 434. — *V.* le n° qui précède.

Art. 6. *Baux — Rentes.*

§ 1. *Demande en matière de baux.*

346. Le jugement rendu entre un adjudicataire et plusieurs locataires simultanément, est susceptible d'appel, même à l'égard de ceux contre lesquels l'adjudicataire réclame moins de 1000 fr., s'il s'agit relativement à quelques-uns des sommes plus considérables. — Turin, 26 fév. 1812, t. 19, p. 158, n° 153.

347. La redevance annuelle à payer, pour prix d'un bien donné en emphytéose, ne peut, comme le prix de bail d'un bien donné à ferme, servir à déterminer la compétence du juge en premier ou en dernier ressort. — Brux. 11 fév. 1826.

348. Une demande en paiement de plusieurs années de fermages, doit-elle être considérée comme renfermant autant de chefs distincts qu'il y a d'années échues? — La cour de Bruxelles a décidé implicitement l'affirmative par arrêt du 2 nov. 1816.

349. La demande de fermages échus et à échoir, donne lieu au dernier ressort, si les fermages échus n'excèdent pas 1000 fr. — Bourg. 2 avr. 1811, t. 19, p. 145, n° 133. — *V.* l'arrêt qui suit.

350. Mais dans une contestation relative à un bail, lorsqu'un commandement est fait pour réclamer des fermages échus, d'une valeur moindre de 1,000 f., il n'y a cependant pas lieu à l'application de la fin de non recevoir du dernier ressort, du moment que l'ensemble des conclusions embrasse toutes les années de la durée du bail. — Orl. 14 déc. 1816, t. 19, p. 196, n° 216. — *V.* l'arrêt qui précède.

351. Comme aussi, quand une demande en paiement de fermages est

au dessous de 1000 fr., et qu'elle est accompagnée d'une demande en validité d'un congé donné par le fermier, cette action, quoique récursoire, vient s'identifier à la demande principale, et ne peut plus s'en séparer; alors le contrat judiciaire, se formant sur des intérets de valeur indéterminée, est hors des attributions du dernier ressort. — Orl. 29 janv. 1824. t. 19, p. 240, nº 310. — V. *suprà*, nº 314. et *infrà*, nº 353.

352. Quant une instance est dirigée contre un fermier, à raison d'une récolte par lui induement faite, la valeur de cette jouissance peut être appréciée d'après le bail fait en argent, pour fixer le taux du dernier ressort, mais on ne doit point regarder la demande comme indéterminée, en disant que la récolte d'un cultivateur ne peut être évaluée que par lui-même, parce que son industrie en fait toujours un objet de speculation. — Orl. 13 mai 1819, t. 19, p. 213, nº 249.

353. Il faut pour régler la compétence du dernier ressort, à l'égard d'une demande en validité de congé multiplier le fermage annuel par le nombre des années que doit durer le bail.—Brux. 5 mai 1808, t. 19, p. 130, nº 105.—V. *suprà*, nº 351.

354. La demande en resiliation d'un bail est de sa nature indéterminée, et elle ne peut être jugée en dernier ressort par un tribunal de première instance, quoique le prix annuel du bail, pour toute sa durée, ne s'élève pas à 1000 fr. — Lim. 28 janv. 1824, t. 26, p. 37 (1).

355 Est susceptible d'appel, le jugement rendu sur une demande en resiliation de bail en paiement de loyers, lors même que ces loyers n'excéderaient pas 1000 fr. —Bourg. 9 dec. 1830, t. 41, p. 664 —V. le nº qui précède, et *infrà*, nº 363.

356. Comme aussi en matière de résiliation de bail, la demande est susceptible des deux degrés de juridiction, lors même que le prix du bail est inférieur à 1000 fr., surtout si l'éviction a lieu à une époque où la rareté des loyers peut rendre le dommage inappréciable. —Metz, 16 déc. 1826, t. 34, p. 319.— V. *suprà*, nº 354

357 De même une demande en nullité de bail, pour cause de simulation, présente toujours un intérêt indeterminé, quoique le prix du bail attaqué soit fixé à une valeur inférieure au taux du dernier ressort; le préjudice que peuvent causer la fraude et la simulation ne peut jamais être apprécié avant la décision de la cause au fond. — Orl. 17 août 1820, t. 19, p.227, nº283.—V. *suprà*, nº 354.

358. Pareillement, l'action en expulsion d'un locataire, encore que le bail fut au-dessous de 1000 fr., accompagné d'une demande d'expertise, afin de constater les dégradations, est susceptible d'appel. — Rouen, 6 oct. 1825, t. 34, p. 287.— V. *suprà*, nº 354.

359. Jugé au contraire, qu'on ne peut appeler d'un jugement qui statue sur la demande en réduction ou en résiliation d'un bail passé pour six années, à 60 fr. par an. — Cass. 15 fév. 1819, t. 19, p. 213, nº 248. —V. *suprà*, nº 354.

360. Le jugement qui statue sur l'existence d'un bail consenti pour une seule année, moyennant un prix moindre de 1000 fr., est en dernier ressort.—Cass. 25 avril 1827, t. 33, p. 120.—V. *suprà*, nº 354.

361. La demande en résiliation d'un bail, passé pour 18 ans, et moyennant 44 fr. par an, présente un objet indeterminé sur lequel il ne peut être statué qu'en premier ressort.—Brux. 15 niv. an 13, t. 19, p. 99, nº 58.—V. *suprà*, nº 354.

§ 2. *Rentes, prestations annuelles et pensions.*

362. Il échoit appel du jugement qui statue sur une demande en paiement d'une prestation annuelle, s'il y a contestation sur le fond du droit et que le principal soit indeterminé ou excède le taux du dernier ressort —Brux. 1er mars 1828.— *V.* le nº qui suit, et *infrà*, nº 370 et suiv.

363. La demande d'arrerages d'une rente au-dessous de 1000 fr., doit être jugée en dernier ressort quoique l'existence de la rente soit contestée. — Brux. 29 avr. 1830. — Decræser C. Denayt.— V. *suprà*, nº 354, et le nº qui precède.

364. Il est de principe que le dernier ressort se détermine en cumulant le capital avec les arrérages — Renn. 29 juin 1816, t. 19, p. 194 nº 211

365 Est en premier ressort le jugement accueillant pour les 3/4 seulement, la demande tendante à faire déclarer le défendeur débiteur d'une rente de 50 fr., au capital de 1000 f., à le faire condamner à payer 5 ans d'arrérages, et à en passer titre nouvel.—Poit. 16 déc. 1830 t 40 p. 269.

366. On ne peut considerer comme indéterminée et comme excédant le taux du dernier ressort une demande ayant pour objet le paiement des arrérages d'une rente foncière de 5 f. et la passation d'un titre nouvel.— Paris, 26 janv 1810, t. 19, p. 133, nº114.—*V.* M. Carr. *Comp.* t 2 p.54.

367. La contestation relative au paiement de 5 années d'arrérages d'une rente annuelle de 199 *l* 13 s. ne peut être jugé qu'à charge d'appel —Cass. 21 messid. an 13, t. 19, p. 106, nº 70.—*V.* MM. Merl. *Rép.* t. 3, p. 577, Carr. *Comp.* t 2, p. 4[illegible]

368. La demande d'arrérages d'une rente dont le capital excède 1000 f. ne peut être jugée en dernier ressort si le titre en lui-même n'est pas reconnu. — Renn 20 oct. 1810, t. 19 p. 141, nº 127 — V. *suprà*, nº 362 et *infrà*, nº 370.

369. Le tribunal de première instance ne peut connaitre qu'en premier ressort d'une contestation qui a pour objet le mode de paiement d'une rente annuelle de 400 liv. au capital de 8000 liv.—Cass. 11 vend. an 7, t. 19, p. 28, nº 4. Nous distinguons avec M. Merl. *Rép.* t 3 p. 576, les rentes en argent des rentes en denrées et autres prestations annuelles; quant aux rentes en argent pour le cas où il s'agit d'arrerages echus, *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 3, *loc. cit.* Carr. *Comp.* t. 2 art 281, nº 307, p. 46 et p. 47 — Pour le cas où il s'agit de la propriété même de la rente, *V.* MM. Carr. *Comp. loc. cit.* et t. 2, p. 48 nº 309, Merl. *Rép.* t. 3, p 577 quant aux rentes viagères, *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2 p. 48; Pig. t. 1er p 514, et M. Q. D. t. 3 p. 204, § 22

370 Il faut pour déterminer le taux du dernier ressort, dans la demande d'une annuité de rente moindre de 1,000 fr., joindre à cette annuité le principal de la rente s'il est conteste.—Liege, 3 juill. 1812 t. 19, p. 165, nº 159.—V. *suprà*, nº 368 et les nºs suiv.

371. De même encore, est susceptible d'appel le jugement qui statue sur une action, 1º en paiement de 232 fr. d'arrérages échus d'une rente au capital de 1000 florins 2º en supplément d'hypothèque que le débiteur de la rente s'est engagé à fournir pour plus de sûreté et à défaut de ce supplément en remboursement du capital de la rente —Brux 23 mai 1810 t. 19, p 238 nº 121.—*V.* le nº qui précède.

372. Pareillement lorsqu'une demande moindre de 1000 fr, est une portion d'une rente, d'un capital bien supérieur à cette somme, le jugement qui intervient n'est pas en dernier ressort, si les prétentions des defendeurs portent atteinte à l'intégrité des titres.—Bourg. 9 avr. 1815, t 19, p. 187, nº 198. — V. *suprà*, nº 370.

373. N'est pas non plus en dernier ressort un jugement rendu sur une action tendante au paiement de cinq années d'arrérages d'une rente de 32 liv., et à la continuation du service de ladite rente, ou à la résolution du contrat de bail à rente en cas de non paiement — Poit. 10 mai 1825, t. 29, p. 19.—V *suprà*, nº 370

374. Lorsque la quotité des arrerages réclamés d'une rente convenancière, dont l'existence n'est pas contestée peut être évaluée, d'après les mercuriales, à une somme qu

(1) La question de savoir si une demande en resiliation de bail est indéterminée de sa nature a offert de sérieuses difficultés, mais elle parait être tranchée par les deux arrêts de cassation qu'on va lire dans les nºs 355 à 361; cependant il est encore permis de douter.

n'excède pas celle de 1000 fr., le jugement qui intervient soit sur la demande principale, soit sur la demande en garantie est en dernier ressort.—Renn. 18 mai 1810, t. 19, p. 137, n° 120. — V. *infrà*, n° 378.

375. Est en dernier ressort le jugement qui statue sur une demande de 829 fr., à titre d'arrérages d'une rente dont le titre n'a été mentionné dans l'exploit que comme un moyen d'établir la demande, et n'a été contestée par le défendeur que par voie d'exception. — Brux. 2 juill. 1810, t. 19, p. 140, n° 125. — V. *suprà*, n° 370.

376. Est susceptible d'appel le jugement condamnant à payer les arrérages d'une rente dont le capital n'est pas connu, si le défendeur refuse de les servir, attendu qu'il ne devait pas la rente même.—Bord. 2 fév. 1832. — Barris C. Commet.—V. *suprà*, n° 370.

376 *bis*. On doit considérer comme rendu en dernier ressort, un jugement qui statue uniquement sur la question de savoir s'il doit y avoir lieu à la retenue du cinquième, relativement à une rente perpétuelle de 100 fr. au capital de 2000 fr.—Cass. 19 août 1818, t. 19, p. 210, n° 242.

377. La demande en paiement d'une redevance annuelle indéterminée, ne doit être jugée qu'en premier ressort.—Cass. 14 prair an 13; Cass. 6 mai 1807; 16 juin 1807, et 25 juill. 1808. Metz, 14 août 1821, t. 19, p. 102, n° 66.—*V.* Merl. *Rép.* t. 3, p. 577, § 2, n° 2. M. q. d. t. 3, p. 203, § 21; Carr. *Comp.* t. 2, p. 46, art. 284, n° 307; F. L. t. 2, p. 69, n° 3.

378. Comme aussi lorsque la contestation a pour objet la prestation d'une rente en denrées non évaluées en argent, le jugement n'est pas en dernier ressort.—Cass. 6 mess. an 12; 8 pluviôse an 13, t. 19, p. 92, n° 55 —V. *suprà*, n° 374, et *infrà*, n° 380.

379. Il ne peut être statué qu'en premier ressort sur la demande en paiement d'un setier de rente faisant partie de plusieurs muids hypothéqués sur des biens-fonds, demande qui peut donner ouverture à une action hypothécaire.—Liege, 25 janv 1809, t. 19, p. 131, n° 109.

380. Lorsqu'une rente en grains se trouve évaluée en argent dans l'exploit introductif d'instance, le jugement est en dernier ressort, s'il résulte de l'évaluation que la rente est inférieure à 50 fr.—Cass. 23 juin 1817, t. 19. p. 201, n° 224. — V. *suprà*, n°s 374 et 378.

381. Est sujet à l'appel le jugement sur une demande en remboursement d'une rente excédant 1000 f. —Cass. 5 vend. an 7, t. 19 p. 28, n° 3.

382. Dans une demande en remboursement d'une rente supérieure à 50 livres, ce n'est pas la quotité à laquelle, suivant la demande, doit se trouver réduit le capital d'après l'échelle de dépréciation du papier-monnaie, qui fixe le taux du dernier ressort, mais le principal fixé par l'acte constitutif de la rente, surtout si le mode de libération est contesté —Cass. 2 mess. an 10, t. 19, p. 66, n° 32.

383. Le jugement rendu sur une rente de 37 livres 10 sols plus quelques arrérages, et la nullité qui en est demandée pour cause de féodalité, est en dernier ressort —Paris, 22 août 1809, t. 19, p. 132, n° 111. —V. *suprà*, n° 370, et le n° qui suit

384 Est rendu en dernier ressort le jugement qui prononce sur une demande tendant à faire déclarer féodale, et comme telle, supprimée, une rente dont les arrérages n'excèdent pas pour vingt années, la somme de 1000 fr.—Renn. 7 déc. 1814, t 19, p. 182, n° 192.—*V.* le n° qui précède

385. Un tribunal de première instance ne peut juger en dernier ressort une demande en réduction d'une pension excédant 1000 francs, quoiqu'elle soit jointe à une demande formée par appel incident et susceptible d'être jugée souverainement.—Cass. 24 therm. an 8, t. 19, p. 49, n° 13.—*V.* M. M. q. d. t. 3, p. 195, § 12, 11e alin.

386. Est susceptible d'appel le jugement qui condamne des individus à se reconnaître solidairement débiteurs d'une rente viagère de 600 fr., et à en payer 10 années échues. —Cass. 1er frim. an 9, t. 19, p. 51, n° 15.

387. Un jugement qui condamne au paiement de cinq termes d'une pension viagère de 100 fr., est censé rendu en dernier ressort, parce que les legs annuels, loin de pouvoir être comparés à un revenu, forment au contraire autant de capitaux ou de legs qu'il est dû de termes annuels.—Besanç. 8 therm. an 9, t. 19, p. 59, n° 22.

388. On ne peut prononcer qu'en premier ressort sur une demande en réduction d'une pension annuelle et viagère moindre de 1000 fr, surtout si le montant de la réduction est évaluable à un principal de plus de 1000 fr.—Cass. 22 vend. an 10, et 19 prair. an 10, t 19, p 63, n° 26. —*V.* MM. Pig t. 1er, p. 514; Carr. *Comp.* t. 2, p. 48, art. 281, n° 118.

389. La demande d'une pension alimentaire de 1000 fr. par an, ne peut être jugée en dernier ressort.— Cass. 26 prair. an 10, t. 19, p. 66, n° 31.

Art. 7. *Des demandes en matières de saisies et d'ordre, et de contrainte par corps.* — § 1er. *En matière de saisies.* — 1° *Saisie de rente et Saisie-arrêt.*

390. Lorsqu'il a été saisi une rente de 66 fr., pour sûreté d'une somme de 102 fr, et que sans contester la validité de la saisie, le débiteur prétend devoir moins de 102 fr, le jugement qui intervient sur cette contestation est en dernier ressort. — Cass. 21 avr. 1830, t 40, p 16

391. Les intérêts échus avant la saisie-arrêt du capital entrent dans la fixation du ressort, s'ils sont demandés.—Bord. 21 août 1827. Nesse C. Dejean.

392. Dans une instance en validité de saisie-arrêt, c'est le montant des causes de la saisie, et non celui de la somme saisie-arrêtée, qui détermine le dernier ressort. — Bourg. 4 therm. an 9. Brux. 11 juill. 1810. Gren. 20 mars 1812. Agen, 21 avr. 1812. Paris, 31 mai 1813. Colm. 11 déc. 1815. Renn. 9 juill. 1817. Am. 5 août 1826, t. 19, p. 57, n° 21; p. 176, n° 180; p. 202, n° 228; p. 300, n° 53; t. 35, p. 125. —V. *infrà*, n°s 445 et 451.

393. Même lorsque le saisi aurait demandé des dommages intérêts s'élevant à plus de 1000 fr. —Bord. 27 juill. 1830. Ducarpe C. Pinaud.—V. *infrà*, n° 447.

394. Il en serait autrement si le saisi contestait le montant des sommes dont le tiers saisi s'est déclaré debiteur —Colm. 2 juill. 1831. Kœnig C. Verrey et Hirtz.

395. La demande en validité d'une saisie-arrêt doit être jugée en dernier ressort, si les créances du saisissant n'excèdent pas 1,000 fr., quoi qu'il ait incidemment demandé la suppression d'un écrit et des dommages-intérêts de 3,000 fr.—Bord. 5 juill. 1826, t. 34, p. 285. — V. *suprà*, n° 284 et suiv.

396. Les tribunaux de première instance jugent en dernier ressort une demande en validité de saisie-arrêt faite pour une somme inférieure à 1000 fr., quoique le saisi ait reconventionnellement demandé une somme de plus de 1000 fr. — Bord. 30 déc. 1828. De Cordoue et Ducarpe C. Pinault.—V. *infrà*, n° 447.

397. Un tribunal de première instance ne peut, sans excéder ses pouvoirs, juger en dernier ressort que le tiers, entre les mains duquel il a été saisi 8400 fr., paiera au saisissant des sommes excédant 1000 fr. — Cass. 5 avr. 1808, t. 19, p. 126, n° 10).

398. Est en dernier ressort le jugement qui prononce sur la validité de plusieurs saisies faites sur le même individu, si chaque saisie n'excède pas séparément la somme de 1000 fr., quoiqu'un précédent jugement ait joint toutes les demandes en validité, et que les saisies portent sur des meubles d'une valeur supérieure à 1000 fr.—Lim. 24 mai 1821, t. 23. p. 192.

399. Décidé au contraire que lorsque deux demandes en validité de saisies-arrêts ont été jointes, comme formées contre le même débiteur et présentant la même question à juger, le jugement est susceptible d'appel, encore qu'une seule des demandes excédât le taux du dernier ressort. — Colm 11 avr. 1828 —V. *infrà*, n° 404.

400. Le jugement qui statue sur la demande en revendication de meubles saisis, n'est pas en dernier

saisie-exécution pour une somme inférieure à mille francs, quelle que soit la valeur des meubles saisis — Bourg. 2 mars 1832, t. 43. p. 676. —*V.* le n° qui précède et celui qui suit.

421. Un tribunal de première instance ne peut prononcer en dernier ressort, quoiqu'il s'agisse de statuer sur une validité ou sur la nullité d'une saisie à laquelle un percepteur des contributions a fait procéder pour une somme moindre de mille francs. — Lim. 29 déc. 1812. t. 19, p. 441.—V. *Saisie-exécution*, n° 63, et le n° qui précède.

422. Pour savoir s'il écheoit appel d'un jugement qui a statué sur la validité d'une saisie mobilière, il faut uniquement avoir égard à la quotité de la créance, pour le recouvrement de laquelle la saisie a été faite, quelles que puissent être d'ailleurs soit les questions de droit auxquelles cette saisie donne lieu, soit la valeur des biens saisis, soit l'élévation des dommages - intérêts réclamés.—Brux. 13 juill. 1826, et 30 av. 1827.—V. *suprà*, n° 409.

423. Le jugement qui prononce sur la subrogation demandée par la régie de l'enregistrement à une poursuite en saisie-exécution, est en premier ressort, s'il s'agit d'une somme excédant mille francs, de telle sorte que la régie est non recevable à se pourvoir en cassation contre ce jugement, sans avoir pris la voie de l'appel.—Cass. 25 janv. 1815, t. 19, p. 456.—V. *Saisie-exécution*, n° 87.

424. Un jugement qui, en prononçant la nullité d'une saisie-exécution, permet, sur la demande de la partie saisie, de faire afficher cette décision à ses frais, n'est pas sujet à l'appel en ce qui regarde l'affiche, de la part de l'huissier qui a exploité la saisie.—Brux. 10 nov. 1819.

425. Si ce même jugement sur le réquisitoire du ministère public, ou d'office, a suspendu l'huissier exploitant, celui-ci ne peut en interjeter appel contre la partie saisie. (*Même arrêt.*)

426. On peut appeler d'un jugement rendu sur une demande en dommages et intérêts à raison d'une saisie-exécution illégale, si ces dommages sont indéterminés ou s'élèvent à une somme de plus de mille francs, lors même que l'objet de la saisie-exécution était d'une valeur moindre que le taux du dernier ressort.—Brux. 2 nov. 1815.—*V.* le n° qui suit.

427. La demande reconventionnelle en dommages-intérêts pour cause de nullité de saisie, doit-elle être jointe à la demande principale pour fixer le taux du dernier ressort? —Oui. Cass. 19 brum. an 11.—Gren. 6 juill. 1810, et 20 mai 1813. Riom, 23 juin 1812. Metz, 18 juill. 1817. Agen, 13 mars 1817.—Non. Gren 25 prair. an 11, et 1er mars 1823 — Cass. 30 juin 1807 —Riom, 25 août 1812. Renn. 11 mars 1813, et 9 mars 1815. Agen, 10 juin 1824. Nancy, 29 nov. 1827, t. 19, p. 70, n° 38; p. 428, n° 45. 3e esp.; p. 76, n° 47. t. 28, p. 88, et t. 35, p. 43.— *V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 64, n° 7. —V. *infrà*, n° 447.

428. N'est pas en dernier ressort le jugement qui statue sur une demande en nullité d'une saisie-exécution, lorsque le saisi a conclu à mille francs de dommages-intérêts.—Bord. 29 août 1829, t. 38, p. 133.—*V.* le n° qui précède.

429. Est en premier ressort le jugement qui statue sur une demande en revendication de meubles saisis. —Toul. 21 mars 1829.—Cabrol C. Sénégal.—Toul. 4 déc. 1829, t. 38, p. 223.— V. *suprà*, nos 400, 409 et 415, et *infrà*, nos 430 à 437.

430. Le jugement qui prononce sur une demande en revendication de meubles saisis, est susceptible d'appel, quoique la saisie ait été faite pour une somme inférieure à mille francs.—Bord. 27 nov. 1828. —Lamat C. Charamel.—*V.* le n° qui précède.

431. On peut appeler d'un jugement rendu sur une demande en revendication des meubles saisis, formées *par un tiers*, si les causes de la saisie n'excèdent pas mille francs.— Brux. 24 juin 1820.—V. *suprà*. n° 429.

432. Un tribunal de première instance statue en dernier ressort sur l'opposition formée par un tiers à une saisie, quoique ce tiers soutienne qu'elle a été faite sur ses meubles, et non sur ceux du débiteur, si la créance, cause de la saisie s'élève à moins de 1000 fr.—Nancy, 21 mars 1826, t. 31, p. 200. — V. *suprà*, n° 429.

433. Décidé au contraire que dans une demande en revendication d'objets saisis, c'est la valeur de ces objets et non le montant de la créance, cause de la saisie qui détermine le dernier ressort.—Toul. 5 juin 1827, t. 34, p. 279.—V. *suprà*, n° 429.

434. Lorsqu'une saisie est faite pour une somme moindre de 1,000 f. sur des meubles d'une valeur supérieure à cette somme, et qu'un tiers se prétendant usufruitier de ces meubles demande la nullité de la saisie, le jugement est en premier ressort.—Florence, 14 déc. 1811, t. 19, p. 428, n° 45. deuxième espèce. —V. *suprà*, n° 429.

435. Ainsi, encore l'action en revendication d'objets saisis, d'une valeur indéterminée, ne peut être jugée qu'à charge d'appel, quoique la créance qui sert de base à la saisie, soit inférieure à 1000 fr.—Brux. 24 mars 1820, t. 19, p. 222, n° 271.

436. Comme aussi lorsqu'un tiers revendique des objets d'une valeur indéterminée, compris dans une saisie faite en vertu d'un jugement auquel il a été étranger, et qu'il s'appuie sur un titre qu'on prétend simulé, le jugement qui intervient n'est qu'en premier ressort.—Cass. 28 prair. an 13.—Colm. 29 mars 1824, t. 19, p. 104, n° 68. et t. 29, p. 79. Tel est l'avis de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 54, jurisp. not. 4. — V. *suprà*, n° 429.

437. Une demande en revendication d'une portion d'un immeuble peut, d'après les circonstances de la cause être considérée comme n'excédant pas le taux du dernier ressort, lorsqu'il est évident que la portion revendiquée ne produit pas un revenu supérieur à 50 fr.—Brux. 31 déc. 1828, t. 36, p. 341 — V. *suprà*, n° 429, et notre mot *Saisie immobilière*, n° 781.

438. Lorsqu'un séquestre est condamné à payer au saisissant une somme inférieure à 1000 fr. pour le cas où il ne représenterait pas les objets saisis, l'appel est recevable parce que la condamnation au paiement d'une somme d'argent est subordonnée à la non-représentation des effets saisis, ce qui est indéterminé. -Grenoble, 4 janv. 1812, t. 19, p. 152, n° 144.

439. Comme aussi on peut appeler d'un jugement qui condamne un gardien à représenter des objets saisis, quoique la dette qui a provoqué cette saisie soit inférieure à 1000 fr.—Nîm. 11 juin 1819, t. 19, p. 214, n° 252.

3° *Saisie immobilière et saisie-brandon.*

440. Est en dernier ressort le jugement rendu sur une opposition à un commandement de saisie immobilière faite pour une somme moindre de 1000 fr., quoiqu'à l'appui du commandement on invoque des titres dont l'objet est supérieur à cette somme.—Toul. 21 mars 1829 — Cabrol C. Sénégal. — *V.* les nos suiv. 441 à 455. et notre mot *Saisie immobilière*, nos 781 et 967.

441. Est en dernier ressort le jugement qui statue sur une demande en nullité de saisie immobilière, faite pour une somme inférieure à 1000 fr. —Gren. 12 août 1828 —Bouvaret C. Feybié. — Bord. 26 nov. 1831, t. 44. p. 230.— V. *infrà*, n° 445.

442. On ne peut appeler du jugement validant une saisie immobilière faite à la requête de plusieurs créanciers, dont chacun n'a qu'une créance inférieure à 1000 fr. — Bord. 27 août 1833.— V. *infrà*, n° 445.

443. Est susceptible d'appel, le jugement statuant sur la demande en nullité pour vices de forme d'une saisie immobilière pratiquée en vertu d'une condamnation au paiement de la somme de 1000 fr, si cette condamnation n'est pas contestée. — Cass. 22 mai 1833, t. 44, p. 386. — V. *infrà*, n° 445.

444. La demande en nullité d'une saisie immobilière, faite pour une somme au-dessous de 1000 fr, est de nature à être jugée en dernier ressort par les tribunaux de première instance, même lorsque les

objets saisis auraient une valeur supérieure à 1000 fr.—Bord. 20 janv. et 21 août 1829. — Puybonnieux C. Planches. — *V.* le n° qui suit.

445 et 446. Lorsqu'il s'agit d'une demande en nullité de saisie immobilière, le jugement est-il en premier ressort, quel que soit le montant de la créance pour laquelle on a saisi? —Oui, Gren 1er sept. 1818. Renn. 27 juill. 1827. Nancy, 5 fév. 1828 Toul. 20 mai 1828. — Non, Bourg. 11 mai 1822. Bord. 19 juin 1830, t. 19, p. 211, n° 243, t. 24, p. 150, t. 33, p. 138, t. 35, p. 380t. 36, p. 345, et t. 39, p. 203. — *V.* les nos qui précèdent, et *infrà*, n° 451 (1).

447. Lorsque les défendeurs à une saisie immobilière, exercée pour 316 fr., en demandent reconventionnellement la nullité avec 10,000 fr. de dommages-intérêts, cette demande est considérée comme principale et peut parcourir deux degrés de juridiction.—Cass. 16 therm. an 10, t. 19, p. 68, n° 34. Dans le même sens.—Cass. 18 janv. 1830, t. 38, p. 201.—*V.* MM. Merl. *Rép.* t. 3, p. 535, § 8; M. q. d. t. 2, p. 242, § 11; Carr. *Comp.*, t. 2, p. 91 (2).

448. Décidé au contraire que le jugement qui valide une procédure de saisie immobilière faite pour une somme au-dessous de mille francs, est en dernier ressort, quels que soient les dommages-intérêts réclamés par le défendeur.—Brux. 11 déc. 1806, t. 19, p. 115, n° 84. — *V.* le n° qui précède.

449. La demande en nullité d'une saisie immobilière faite pour une somme de mille francs plus les intérêts échus, est susceptible des deux degrés de juridiction.—Bord. 8 déc. 1829, t. 39, p. 218.

450. La demande en radiation d'inscription pour une somme inférieure à mille francs, et en nullité d'une saisie immobilière faite pour cette créance, doit parcourir les deux degrés de juridiction, surtout lorsqu'on forme en même temps une demande en quinze cents francs de dommages-intérêts pour le tort causé par la saisie.—Bord. 12 fév. 1830, t. 39, p. 219. — V. *suprà*, n° 447.

451. Le jugement qui statue sur un incident de saisie immobilière, est toujours en premier ressort; peu importe que la créance, cause de la saisie, soit inférieure à mille francs. —Nancy, 9 juill. 1829, t. 37, p. 145. V. *suprà*, n° 445.

452. Est susceptible d'appel le jugement ordonnant la continuation des poursuites d'une saisie immobilière, dont la cause est d'une valeur inférieure à mille francs.—Gren. 7 juill. 1830.—Richard C. Gensoul.

453. Lorsqu'à la suite d'une saisie immobilière, dont le poursuivant s'est désisté, le débiteur a été condamné à payer les dépens qui ne s'élevaient pas à 1,000 fr., le jugement est en dernier ressort. — Besanç. 23 nov. 1810, t. 19, p. 142, n° 129.

454. Est en dernier ressort et pas sible du recours en cassation le jugement qui statue sur une taxe de dépens d'une poursuite de saisie immobilière, dus en vertu de l'adjudication préparatoire. — Cass. 28 nov. 1826, t. 32, p 327.

455. Est en dernier ressort le jugement d'adjudication définitive, lorsque la saisie de l'immeuble a été faite pour une somme au-dessous de 1000 francs, et qu'il n'a été proposé aucune nullité contre cette adjudication.—Bord. 28 nov. 1828.—Posé C. Dufau et Chodet.—*V.* notre mot *Saisie immobilière*, n° 1115.

456. Est susceptible d'appel le jugement sur une opposition à une saisie-brandon jetée, quoique pour trente-huit francs, sur plusieurs récoltes.—Agen, 21 déc. 1820. t. 19, p. 229, n° 288.

457. Décidé cependant que, en matière de saisie-brandon, c'est la somme pour laquelle la saisie est faite, qui fixe la compétence, quoiqu'elle ait eu lieu sur un tiers.—Lim. 25 janv. 1828, t. 35, p. 120.

458. Est en dernier ressort le jugement qui prononce sur la demande en nullité d'une saisie-brandon faite pour parvenir au paiement d'une somme de 23 fr 50 c., quoique le demandeur en nullité ait conclu à 1,000 fr. de dommages intérêts. — Bord. 30 janv. 1827, t. 32, p. 197.— V. *suprà*, n° 447 et le n° qui suit.

459. Comme aussi le tribunal saisi d'une demande en nullité d'une saisie-brandon faite pour une somme moindre de 1000 francs prononce en dernier ressort, quoiqu'il s'agisse d'apprécier les effets et la validité d'une renonciation à succession, d'un acte de bail à ferme, et quoi que le saisi ait demandé 1200 francs de dommages-intérêts. — Montp. 22 av. 1828, t. 35, p. 301. — *V.* le n° qui précède.

§ 2. *En matière d'ordre.*

460. C'est la somme à distribuer par contribution ou sur un ordre à des créanciers, et non la valeur ou l'étendue de leurs droits qui fixe l'attribution du dernier ressort.—Brux. 11 sept. 1809; 21 août 1810. Paris, 26 déc. 1810; 12 nov. 1825. Liége, 5 juill. 1811; 25 av. 1812.—Ang. 26 juill. 1811. Metz, 22 mars 1817; 9 déc. 1826, et 26 mai 1827. Lim. 5 juin 1817; 24 fév. 1826. Orl. 19 nov. 1819; 26 av. 1822 —Cass. 20 août 1821.—Aix, 9 fév. 1825. Lyon, 27 av. 1825. Brux. 28 juill. 1825. Douai, 1er av. 1826. Rouen, 17 juin 1826. Bord. 22 juin 1827.— Bujaud C. Couperie.—Bord. 1er fév. 1828. Brux. 18 juill. 1828, t. 15, p. 367, n° 103; t. 17, p. 163, n° 51; p. 188, n° 72; p. 192, n° 77; p. 324, n° 203; p. 331, n° 209; t. 23, p. 279; t. 28, p. 101; t. 29, p. 69; t. 31, p. 198 et 225; t. 32, p. 203; et t. 37, p. 56 —Telle est l'opinion de MM. Pers. t. 2, p. 448, § 12; D. C. p. 471; Merl. *Rép.* v° *Dernier ressort*, § 7, n° 2; Carr. t. 3, p. 32, n° 2594, et t. 2, p. 508, n° 2192.— *V.* cependant MM. F. L. t. 4, p. 66, et t. 2. p. 116; § 3, n° 18; et Lep. p. 432, 2e quest.— *V.* cependant le n° qui suit. *V.* aussi les nos 464 et 465.

461, 462 et 463. Lorsque les créances respectives ne s'élèvent pas à 1000 fr., le jugement qui statue sur les difficultés de l'ordre, n'est pas susceptible d'appel, encore que le prix à distribuer excède 1000 fr.—Metz, 22 nov. 1825. Brochart C. Dupin et Barré.—Caen, 8 mai 1827, t. 35, p. 386. — *V.* les arrêts contraires au n° qui précède.

464. L'appel d'un jugement rendu sur un sous-ordre dressé par un juge-commissaire à la suite de l'ordre, est non recevable, quand le montant de la somme colloquée, à distribuer entre les opposants, ne s'élève pas à 1000 fr.—Poit. 1er juill. 1819, t. 17. p. 346, n° 226.— V. *suprà*, n° 460.

465. Le jugement qui ordonne un sous-ordre sur un bordereau de 54000 fr., est en premier ressort, quoique chacune des créances réclamées soit inférieure à 1000 fr. — Bourg. 6 juin 1829, t. 35, p. 317. — V. *suprà*, n° 460.

§ 3. *Contrainte par corps.*

466 à 473. Il est inutile de donner les notices des arrêts rapportés, *J. A.* t. 8, p. 496, n° 35; t. 37, p. 25; t. 38, p. 20, et t. 47, p. 484, puisque l'art. 20 de la loi du 17 avril 1832, tranche toute difficulté à ce sujet.—*V.* notre mot *Contrainte par corps*, n° 128 et suiv, et *J. A.* t 42, p 267.

---

(1) La question de savoir si les jugements rendus en matière de saisie immobilière sont en premier ou dernier ressort, a été long-temps controversée. En rapportant l'arrêt de la cour de cassation du 22 mai 1833, nous avons établi les distinctions qui résultent de la jurisprudence. Dans un arrêt récent du 23 août 1836 (t. 51, p. 690) le motif principal de la cour est que *le jugement doit être en dernier ressort lorsqu'il s'agit du sort des propriétés saisies.* Que ce mot si sage serve aussi de régulateur pour la jurisprudence sur les autres saisies.— V. *suprà* les nos 392, 409, 414, 416, 419 à 422.

(2) Nous avons dit *suprà*, sous le n° 314, que les questions de dommages-intérêts réclamés reconventionnellement par un défendeur, présentaient les plus graves difficultés. Nous engageons nos lecteurs qui auront une opinion à adopter, à bien examiner chacune des espèces des arrêts cités aux nos 314, 317, 320, 328 à 333, 336, 341, 342, 393, 396, 413, 426, 427, 428, 448, 450, 458 et 459.

Art. 8. *Frais et dépens de procès.— Frais d'actes et de transport. — Intérêts de la demande et intérêts prononcés par le jugement.—Amende pour billets non timbrés. — Frais de protêts.— § 1er. Frais et dépens de procès.—Frais et dépens de jugement.*

474 Les frais de l'instance ne doivent pas être ajoutés au montant de la somme demandée pour fixer le ressort.—Cass. 2 janv. 1827, t. 37, p. 91. Caen, 6 mai 1828 —Guerne C. Chauvin.

475. Le jugement qui taxe les frais et honoraires des avoués et des avocats, est rendu en dernier ressort lorsque la somme allouée à chacun d'eux est moindre de 1,000 francs, encore que la masse s'élève au-delà. — Florence, 15 juin 1810, t. 19, p. 139, n° 122.

476. On ne peut appeler d'une condamnation aux dépens, s'ils ne s'élèvent pas à 1000 francs.—Besanç. 16 août 1808 et 24 févr. 1811 Brux. 4 fév. 1811, t. 9, p. 180, n° 34. et t. 19, p. 143, n° 131. — Cette opinion est celle de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 17 et 18, n° 292, 293; Delap. t. 2, p. 183. *Ponc. Tr. des jugemens,* t. 1er, p. 474, n° 293, et B. S. P. t. 1, p. 412, n° 32.—V. *suprà*, n° 129, notre mot *Dépens*, n° 160, et *infrà*, nos 477 à 483.

477. Décidé cependant que l'appel d'un jugement qui ne statue que sur des dépens, est recevable, bien que le montant de ces dépens n'excède pas 1,000 francs, si l'action principale avait pour objet des choses d'une valeur indéterminée. — Am. 25 juin 1822, t. 24, p. 204.

478. Et que lorsqu'un jugement de première instance a prononcé sur une demande susceptible d'appel, la partie qui succombe peut n'interjeter appel que du chef qui la condamne aux dépens, quoiqu'ils s'élèvent à une somme moindre de 1000 francs. —Bord. 14 août 1829, t. 37, p. 279. —V. *suprà*, n° 476.

479. En d'autres termes, que l'appel d'un jugement qui statue sur une valeur indéterminée est recevable, encore qu'il ne porte que sur la condamnation aux dépens taxés à une somme moindre de 1000 francs —Bourg. 25 nov. 1822, t. 24, p. 328. —V *suprà*, n° 476.

480. La seule condamnation aux dépens, peut autoriser une partie à appeler du jugement.—Cass. 8 août 1808, t. 9, p. 180, n° 34; *Cons.* M. Pig. t. 2, p. 328, n° 6. Pr. Fr. t. 1, p. 397; F. L. t. 2 p. 55, n° 6; Haut. p. 104, et 312; D. C. p. 119 et 374. —V. *suprà*, n° 476.

481. Comme aussi on peut interjeter appel du jugement qui décide la question de savoir si un jugement a mal à propos condamné telle partie aux dépens.—Renn 2 juill. 1810, t. 14, p. 752, n° 20.—V. *suprà*, n° 476.

482. Le jugement qui statue sur l'opposition à un exécutoire de dépens, n'est pas susceptible d'appel, bien que les dépens excèdent 1,000 francs, si ce jugement n'est intervenu qu'après un arrêt définitif sur le fond.—Rouen, 20 mai 1822, t. 24, p. 162. Bord. 5 août 1829, t. 37, p. 279.—V. *suprà*, n° 476.

483. Le jugement qui adjuge outre la somme de la créance principale, moindre de 1000 fr., la somme demandée dans les conclusions des intérêts et frais indéterminés, peut être attaqué par l'appel. — Liége, 13 mars 1815, t. 19, p. 185, n° 196.—V. *suprà*, n° 476.

484. Les tribunaux de première instance statuent en premier et dernier ressort sur les frais relatifs au recouvrement des amendes.—Besanç. 3 juin 1809, t. 19, p. 132, n° 110.

§ 2. *Frais d'actes et de transport.*

485. La demande en nullité d'une obligation passée devant notaire et s'élevant à 1,000 francs, outre les frais de l'acte, ne peut être jugée en dernier ressort par le tribunal de première instance.—Cass. 13 frim. an 14, t. 19, p. 111, n° 77.

486. Décidé au contraire que la demande en paiement d'une somme principale de 1000 francs et d'une autre somme pour frais d'expédition d'un contrat ne donnent pas lieu à l'appel du jugement.—Metz, 17 déc. 1819, t. 19, p. 218, n° 262.—V. MM. Carr. *Comp* t. 2, p 7 et 8, nos 281 et 282; F. L. t. 3, p. 329.

487. Lorsque dans l'exploit introductif d'instance, on demande, outre le paiement de la somme de 1000 fr., le coût de l'enregistrement du titre, le tribunal ne peut statuer qu'en premier ressort. — Paris, 7 nov. 1825, t. 30, p. 342.

488. Le coût de la signification prescrite par l'art. 877 C. c. ne doit point entrer dans la computation de la somme, dont la quotité détermine la compétence, quant au premier ou au dernier ressort —Bourg. 16 mai 1823. t. 31, p. 294.

489. Les frais d'enregistrement d'une cession ne peuvent être cumulés avec la somme qui peut rester due sur cette cession pour fixer le taux de la compétence des premiers juges. —Dijon, 5 janv. 1830, t. 38, p. 107.

490. Des frais d'offres réelles et de consignation, ne doivent pas être joints à la demande principale pour atteindre le taux du dernier ressort. —Renn. 26 août 1820, t. 19, p. 227, n° 285.

491. A la demande en paiement du prix d'une caisse, il faut joindre les frais de transport pour fixer le dernier ressort.—Turin, 18 août 1811, t. 21, p. 206, n° 17.

§ 3. *Intérêts de la demande.—Intérêts prononcés par jugement.*

492. Les intérêts doivent être ajoutés à la somme principale pour fixer le dernier ressort.—Bourg. 10 avril 1829. Leblanc C. Sautereau.

493. Pour déterminer le taux du dernier ressort, il faut joindre au capital les intérêts ou arrérages échus avant la demande, sans y comprendre les frais faits pour introduire l'action. — Cass. 11 vent. an 9, 3 pluv. an 12, 1er vent. an 13, et 22 juill. 1807. Aix, 28 germ. an 13. Gren. 21 mai 1806. Metz, 10 mars 1819. Bourg. 16 mai 1823. Bord. 21 août 1827. Janvion C. Darieux. — Bord. 1er mars 1828, t. 19, p. 53, n° 18, et t. 31, p. 294.—V. *infrà*, n° 507.

Cette distinction entre les intérêts échus avant la demande et ceux échus après, est conforme à l'art. 3 de l'édit des présidiaux de 1767; elle est enseignée par M. M. q. d. t. 3, § 10, p. 183; *Rép.* t. 3, § 11, p. 387; Carr. *Comp.* t. 2, art. 284, n° 320; Pig t. 1, p 513, 3e règle.

494. Pour établir le dernier ressort, on doit joindre au principal les intérêts échus et les frais faits antérieurement à la demande, quoique le demandeur qui, au principal a conclu au-dessous de 1000 francs, n'ait pas fixé le montant des intérêts qu'il a réclamés en outre, ni fait connaître s'ils étaient échus antérieurement à la demande. — Renn. 9 juill. 1817, t. 19, p. 202, n° 229. — V. *infrà*, n° 498.

Cela s'applique aussi aux intérêts échus avant la demande en paiement des effets de commerce de la somme de 1000 francs.—Rouen, 5 nov. 1827, t. 35, p. 164 —V. *infrà*, n° 507.

495. Mais on ne peut joindre au principal les intérêts échus pendant l'instance, pour fixer le taux du dernier ressort. — Colm. 16 fev. 1810. Agen. 19 août 1820. Am. 30 déc. 1825. Caen, 24 janv. 1826. Bourg. 17 mars 1826. Toul. 24 juill. 1827. Aix, 16 fév. 1828, t. 3, p. 268, n° 131, t. 19, p. 227, n° 284, et t. 34. p. 265.

496. Les intérêts échus depuis la citation en conciliation jusqu'à l'ajournement, ne doivent pas être réunis au principal, pour déterminer le ressort.-Caen, 7 nov. 1827, t. 35, p. 352.

497. Lorsque celui qui réclame plusieurs années d'intérêts, ne s'élevant pas ensemble à 1000 francs, d'une rente dont l'existence est contestée, a cédé et transporté le capital de cette rente à un tiers, on doit encore avoir égard à l'importance de ce capital pour fixer la compétence du juge en premier ou en dernier ressort. — Brux. 22 mars 1825.

498. Une demande principale d'une somme de 994 francs, sans préjudice aux intérêts et frais, emporte par elle-même attribution du dernier ressort. — Colm 4 août 1820, t. 19, p. 225, n° 280.—V. *suprà*, n° 494.

499. La compétence soit du premier soit du dernier ressort, se détermine régulièrement par les premiers actes qui ont saisi la juridiction inférieure, et ne peut pas être dénaturée par une demande postérieure

d'intérêts lorsque surtout cette demande n'a été formée que pour élever le taux de la compétence au-dessus du dernier ressort.—Agen, 10 juin 1824. t 28. p. 88.

500. Le jugement qui prononce l'envoi en possession d'un fonds, faute de paiement dans un délai fixé, et en ce cas réserve à poursuivre pour le paiement des intérêts, où intérêts des intérêts, est susceptible d'appel, encore que la condamnation principale n'excède pas 1,000 francs. — Caen, 3 juill. 1826, t. 34, p. 270.

501. Les juges de première instance n'ont pu prononcer en dernier ressort que, d'après la loi du 16 niv. an 6, sur le papier-monnaie, un capital excédant 1000 francs étant réductible, les intérêts l'étaient aussi. — Cass. 26 niv. an 13, t. 19, p. 100, n° 61.

502. Le jugement est en premier ressort lorsqu'il condamne à payer des intérêts n'excédant pas 1000 francs, si le capital est contesté et qu'il excède ce taux.—Turin, 21 pluv. an 10. Dijon, 23 janv. 1817, t. 19, p. 64, n° 27.

503. Quand un commandement est fait pour une somme inferieure à 1000 francs, et qu'il s'agit de statuer sur les intérêts d'un capital excédant le taux du dernier ressort, les condamnations prononcées ne préjugent rien sur les intérêts ultérieurs, —Orl. 13 juin 1818. t. 19, p. 209, n° 240.

504. Lorsqu'un jugement a condamné une partie à payer 1500 francs, plus les intérêts pendant cinq ans, et qu'après avoir acquiescé à la condamnation principale, cette partie interjette appel du jugement, quant au chef des intérêts, son appel est recevable.—Bord. 7 juill. 1826, t. 35, p. 121.

§ 4. *Amende pour billets non timbrés. Frais de protêts.*

505. L'amende payée pour un billet écrit sur papier non timbré, doit être jointe au montant de cet effet, pour savoir si le jugement rendu sur la demande du porteur, est en premier ou en dernier ressort. — Bord. 7 janv. 1831, t. 41, p. 401.

506. Les frais de protêts ne doivent pas être comptés pour fixer le taux du dernier ressort. — Brux. 6 avril 1824.

507. Un tribunal de commerce ne peut prononcer en dernier ressort sur la demande du capital d'une lettre de change de 1000 francs et des intérêts à partir du jour où elle devait être payée.—Cass. 18 août 1830. t. 40, p. 103. — V. *suprà*, n°s 493 et 494. et le n° qui suit.

508. Les frais de protêt d'un effet de commerce, et les intérêts échus depuis cette époque, ne doivent pas concourir à fixer le taux du dernier ressort.—Cass. 5 mars 1807. Brux. 20 nov. 1809, 22 avril 1812, 3 juill. 1812. Turin, 1er août 1811. Poit. 12 août 1819. Am. 29 avril 1822. Lyon, 23 juill. 1829. Orl. 30 janv. 1824, 27 juin 1827. Agen, 20 fév. 1824. Gren. 10 fév. 1825. Nancy, 9 janv. 1826. Rouen, 28 nov. 1826, t. 19, p. 116, n° 85; p. 147, n° 136; t. 24, p. 129; t. 26, p 135; t. 29. p. 40; t. 31, p. 14, et t. 35, p. 164.

La jurisprudence est fixée sur ce point; on ne trouve que deux arrêts, l'un de la cour de Riom du 8 août 1810, l'autre de la cour de Bourg. du 13 janv. 1816, qui ont jugé le contraire. — V. *J. A. loc. cit.* — *V.* MM. Merl. *Rép.* t. 3, p 588 § 11, n° 2, Carr. *Comp.* t 2, art. 392, n° 532, p. 644; Pardess. t. 5, p. 39; B. S P. 1re part., chap. II, art. 3, not. — *V.* le n° qui précède et celui qui suit, et *infrà*, n°s 513 et 514.

509 et 510. On ne doit point joindre au principal d'une lettre de change les frais de protêts et les intérêts courus depuis cet acte, pour fixer le taux du dernier ressort. — Bord. 12 oct. 1831, et 13 dec. 1831, t 43, p. 428 et 584. Paris, 8 déc. 1827. Courtois C. cap. Dupont — *V.* le n° qui précède.

511. Lorsque l'endosseur d'un effet de commerce a, d'après une condamnation, payé au porteur le montant de cet effet protesté, les intérêts à compter du protêt et les dépens adjugés au porteur doivent se joindre au capital pour fixer le dernier ressort dans la demande en garantie intentée ensuite par cet endosseur contre le souscripteur. — Cass. 18 nov. 1807, t. 19, p. 123, n° 95.— *V.* M. M. q. d. t.3, p. 186, § 10.—V. *infrà*, n°s 515 et 518.

512. On doit prendre en considération, pour fixer le taux du dernier ressort, les intérêts qui ont couru depuis le protêt d'un billet à ordre fait sous l'empire de l'ordonnance de 1673. — Bourg. 26 mars 1813, t. 19, p. 172, n° 173.

513. On doit joindre au capital d'une lettre de change les intérêts échus depuis le protêt pour fixer le taux du dernier ressort.—Riom. 27 déc. 1830, t. 46, p. 237.—V. *suprà*, n° 508.

514. Est en dernier ressort le jugement qui condamne à payer une lettre de change de 1000 fr., ainsi que les frais de protêt et les intérêts échus depuis cet acte —Toul 25 janv. 1833. Fabas C. Bardy. — V. *suprà*, n° 508.

515. Lors d'une contestation soumise aux tribunaux consulaires, les intérêts du capital étant dus par le souscripteur d'un billet non acquitté à l'échéance depuis le jour du paiement de ce billet par l'endosseur, doivent, d'après cela, se joindre au capital, et quand le tout s'élève au-dessus de 1000 fr, il n'y a point lieu à invoquer contre l'appel la fin de non-recevoir du dernier ressort — Orl. 4 juill. 1817, t. 19, p. 202, n° 225 — V *suprà*, n° 511.

516. Un tribunal de commerce ne peut prononcer en dernier ressort sur une demande en remise de trois traites acquittées excédant 1000 fr., que le défendeur refuse de rendre, parce qu'il n'a pas été payé des frais d'un protêt et des intérêts échus dont il ne détermine point le montant. — Cass. 3 frim. an 11, t. 19, p. 70, n° 39.

517. Lorsqu'il n'y a pas eu de protêt d'une lettre de change de 1000 fr., et que le porteur demande les intérêts à dater du jour où la traite aurait dû être acquittée, le tribunal de commerce n'est pas compétent pour statuer en dernier ressort. — Bastia, 17 nov. 1828, t. 36, p. 62.—V. *suprà*, n° 508.

518 Est susceptible de deux degrés de juridiction la demande contre un huissier en condamnation au paiement d'une lettre de change de 1000 fr. en capital, intérêts et frais, devenus irrecouvrables par sa faute. —Nancy, 29 janv. 1831, t. 40, p. 216. — V. *suprà*, n° 511.

RIVIERE.

Le demandeur en complainte pour trouble apporté à la possession qu'il prétendait avoir du lit d'une rivière non navigable ne peut, s'il est débouté de son action par un jugement motivé sur ce qu'il n'avait pas une possession annale, demander la cassation de ce jugement, comme ayant

à tort déclaré que le lit des rivières de cette nature n'appartient pas aux propriétaires riverains. — Cass 11 fév. 1834, t. 47, p. 504.

ROULAGE (1).

1. En matière de contravention à la police du roulage, les procès-verbaux peuvent être affirmés devant les maires ou leurs adjoints.—Ord du roi du 30 mai 1821, t. 23, p. 202.

3. Ordonn. du roi du 15 mai 1822, portant que la peine déterminée par l'art. 475 C. p. sera appliquée aux voituriers et charretiers contrevenant aux dispositions du 3[e] paragraphe de cet article.—t. 24, p. 159.

4. Ordonn. du roi du 21 mai 1823 portant rectification de l'art. 27 du décret du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage.—t. 26, p. 171.

5. Ordonn. du roi du 11 sept 1822, qui détermine d'une manière précise ce qu'on doit entendre par les expressions de voitures non suspendues dont il est question dans l'art. 1[er] de la loi du 15 vent. an 13.— t. 24, p. 300.

6. Ordonn. du roi du 30 déc. 1822, qui décide que les procès-verbaux en matière de police de roulage, ne sont pas assujettis au droit du timbre et d'enregistrement.—t. 24, p. 377.

7. Ordonn. du roi du 9 juill. 1823, qui fixe le délai pour former opposition aux jugements non contradictoires des conseils de préfecture en matière de roulage. — t. 25, p. 255.

8. Ordonn. du roi du 27 sept. 1827, portant réglement sur la police et le roulage des voitures publiques. — t. 33, p 260 Annulée par une ordonn. du 16 juill. 1828, rapp. au n° suiv.

9. Ordonn. du roi du 16 juill. 1828, portant réglement sur les voitures publiques.—t. 36, p. 282.

10. Ordonn. du roi du 29 oct. 1828, relative à la longueur des moyeux des charrettes, voitures de roulage et autres.—t. 35, p. 390.

11 Loi du 25 juin 1829, concernant la répression des contraventions aux ordonnances royales sur les voitures publiques.—t. 37, p 94.

ROULEMENT ANNUEL. V. *Jug.* 83 à 116.

ROUTES ROYALES.

Loi du 12 mai 1825, concernant la propriété des arbres plantés sur le sol des routes royales et départementales, et le curage et l'entretien des fossés qui bordent ces routes.—t. 29, p. 64.—V. *Roulage.*

RUE. V. *Exploit.* 83.—*Sais. imm.* 171

SACRILÉGE.

1. Loi pour la répression des crimes et des délits commis dans les édifices ou sur les objets consacrés à la religion catholique, ou aux autres cultes légalement établis en France.—20 av. 1825, t. 28, p. 282.

2. Loi qui abolit celle sur le sacrilége et sur le vol dans les églises. —11 oct. 1830, t. 39, p. 256.

SAGES-FEMMES. V. *Dép.* 272.

SAINT-DOMINGUE. V. *Colons.*

SAISI. V. *Cont. p. c.* 14.—*Ord.* 16. —*Sais. imm.* 255.

SAISIE. V *Acquiesc.* 151 et s. 199. —*Appel*, 46.—*Conc.* 26 —*Désist* 93 —*Enreg.* 175 et s —*Except.* 215 et s —*Exéc.* 51, 320.—*Jug. paix*, 78 et s.—*Jug. p. i.* 109 — *Jug. déf.* 119.—*Off. r.* 71.—*Req. civ.* 58 —*Sép b.* 5 et s.— *Trib com.* 439.— *Trib* 378 et s. 181, 467.

SAISIE-ARRÊT (1).

C. 1. DU DROIT DE SAISIE. — A. 1. Qui peut saisir et être saisi, 1 à 11 —A 2 Sur qui et entre les mains de qui peut-on saisir? 12 à 29 — A 3 Choses saisissables ou non saisissables. — Effets de l'insaisissabilité. — § 1. *Choses saisissables ou non saisissables.* — 1° Objets appartenant à l'État ou à une administration publique, 30 à 36. — 2° Inscriptions de rentes, Actions de la banque, Majorats, 37 à 40.—3° Rentes, pensions dues par l'état.—Traitement.—Salaires maritimes, 41 à 54. — 4° Choses appartenant aux communes, 55 à 58 —5° Pensions alimentaires — —Bestiaux —Salaires, 59 à 63 — 6° Biens personnels à l'un des époux, 64 à 66.— 7° Biens indivis. —Successions bénéficiaires, 67 à 72. — 8° Convention d'insaisissabilité, 73.—§ 2 *Effets de l'insaisissabilité*, 74 à 77. — A. 4. Titres en vertu desquels on peut saisir — § 1. *Titres de créances*, 78 à 90. — § 2. *Jugements*, 91 à 106. — § 3. *Permission du juge.* — 1° Quelles choses peuvent être saisies avec ou sans permission du juge, 107 à 113. — 2° Formes de l'ordonnance de saisie. — Voies à prendre contre elle, 114 à 123 —A. 5. Formalités de la saisie-arrêt, 124 à 139. —C 2. DÉNONCIATION AU SAISI. — DEMANDE EN VALIDITÉ. — MAINLEVÉE. — A. 1 Dénonciation au saisi.— § 1. *Qui doit dénoncer.—Dans quel délai.— Forme*, 140 à 145. — § 2. *A quel domicile on peut signifier la dénonciation; qui peut en demander la nullité, et par suite celle de la saisie*, 146 à 151.—A. 2 Demande en validité —Mainlevée, 152 à 163 —A.3. Tribunal compétent.—§ 1. *Compétence sur la demande en validité*, 164 à 184.—§ 2. *Compétence sur la demande en mainlevée*, 185 à 188.— C. 3. EFFETS DE LA SAISIE ET DU JUGEMENT DE VALIDITÉ, 189 à 208. C. 4. TIERS SAISI. — A. 1. Dénonciation au tiers saisi, 208 *bis* à 212. A. 2. Déclaration affirmative. — § 1. *Qui en est dispensé.—Devoirs du tribunal, quand le tiers saisi allègue cette dispense*, 213 à 216. — § 2. *Délai pour faire la déclaration*, 217 à 227.—§ 3. *Enonciations.—Pièces justificatives.— Quand doivent-elles être produites —Formes de la déclaration*, 228 à 254. — A. 3. Responsabilité du tiers saisi.—Droits et recours du tiers saisi. — Comment il peut se libérer de la saisie, 255 à 285.—A. 4. Compétence — Devoirs du tribunal en cas de contestation de la déclaration, de défaut d'une partie des tiers saisis. —A quel domicile l'appel du jugement sur la déclaration doit être notifié- 286 à 295.

CHAP. I[er]. *Du droit de saisir.*—Art. 1. *Qui peut saisir et être saisi.*

1. Est nulle la saisie-arrêt, faite par un procureur fondé un an après le décès du créancier. — Bord. 21 août 1827. Nesse C. Dejean.—*V.* les renvois du mot *Décès.*

2. Après la déclaration de la faillite, les créanciers du failli, s'ils ne sont pas privilégiés ne peuvent saisir et arrêter les sommes dues à leurs débiteurs; les agens et syndics provisoires ont seuls qualité pour faire rentrer une somme à la masse. — Poit. 9 fév. 1826. t. 30, p. 158. — *V.* nos mots *Action*, n° 19, *Faillite*, et *infrà*, n° 22.

3. L'administration des douanes n'est pas tenue, en matière de faillite, à suivre les formalités imposées aux autres créanciers; elle peut exercer la voie ordinaire de contrainte, ou pratiquer une saisie-arrêt pour obtenir l'effet de son privilége.—Douai, 2 août 1829, t. 39, p. 335 —*V.* le n° qui précède.

4. Lorsqu'un tiers a dans ses mains des sommes provenant d'un redevable du trésor, les percepteurs peuvent en requérir directement la délivrance, sans recourir à une saisie. —Dissertation, t. 47, p. 656.

5. Le créancier qui ne peut faire exécuter un titre de son débiteur contre un tiers qu'après s'être fait subroger aux droits de ce débiteur, peut faire une saisie-arrêt sur la somme due par le tiers, en vertu d'une permission du juge, sauf à obtenir une subrogation avant de

---

(1) V. *Enreg.* 63.

(1). V. *Acquiesc.* 107, 156 bis.— *Appel*, 34, 261, 454, 455, 460, 461, 483, 484, 485.— *Cass.* 158.— *Caut.* 43, 68, 90 et s.— *Dem. n.* 52 et s.— *Distr. c.* 5, 35.—*Enreg.* 56, 138, 236, 326, 342.—*Exéc.* 140 —*Jug.* 291.— *Jug. déf.* 253 et s.— *Mat. somm.* 22. *Off. minis.* 52.—*Partage*, 6.— *Pérempt.* 155.— *Réf.* 46.— *Ress.* 390 et s.— *Sais.-ex.* 1.—*Sais. imm.* 6, 679, 950 —*Succ.* 42 et s.—*Tier. opp.* 9 et s.— *Trib. comm.* 66 et s. 169 et s.

faire valider son opposition.—Colm. 15 juin 1831, t. 43, p. 517.

6. Lorsqu'il s'agit d'un remboursement de prêt fait en France par un étranger à un autre étranger, et qu'il paraît constant que l'emprunteur a offert pour sûreté de la somme une hypothèque sur des biens situés dans son pays (un mort-gage sur un domaine d'Irlande), le créancier n'est pas pour cela réduit à ne pouvoir employer d'autres moyens pour obtenir ce paiement que d'exercer des poursuites sur l'immeuble affecté hypothécairement, l'acte de prêt ne faisant point mention que le créancier ne pourrait exercer de droits que sur les immeubles de son débiteur, situés hors de France; les principes énoncés en l'art. 2092 C. c. ne sont susceptibles d'aucune restriction; en conséquence, une saisie-arrêt faite par le créancier ès-mains des tiers demeurant en France, et débiteurs de celui auquel la somme a été prêtée, est valable, et les tiers saisis doivent être assignés en déclaration affirmative. — Orl. 17 déc. 1817, t. 19, p. 351, n° 114.

7. On peut pratiquer une saisie-arrêt, au préjudice d'un tiers, sur un hospice, de même que sur un particulier.—Brux. 13 mai 1830, t. 40, p. 362.

8. Le cessionnaire d'une créance qui a stipulé un recours en garantie contre le cédant, peut faire des actes conservatoires contre celui-ci, lorsqu'il n'a pas été payé, et sans qu'il soit besoin de discuter d'abord le débiteur principal. — Bord. 2 juill. 1813, t. 19, p. 318, n° 80. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 381, n° 3, et Pig. t. 2, p. 63.

9. Celui qui se prétend créancier ne peut former une saisie-arrêt au préjudice de son débiteur, si son droit est contesté en justice.—Brux. 2 mai 1829, t. 38, p. 150.

10. Un mari peut, pour contraindre sa femme séparée de biens à réintégrer le domicile conjugal, pratiquer une saisie-arrêt sur ses revenus. Paris, 14 mars 1834, t. 47, p. 673.— V. *infrà*, art. 3, § 1, 6°.

11. Le mineur devenu majeur ne peut saisir-arrêter les sommes dues à son père, sans l'avoir préalablement constitué en demeure de présenter son compte. — Renn. 2 août 1820, t. 18, p. 711, v° *Reddition de comptes*, n° 60.

Art. 2. *Sur qui, et entre les mains de qui l'on peut saisir.*

12 Les lettres et les articles d'argent confiés à la poste sont-ils saisissables? Toute lettre une fois confiée à la poste est insaisissable, dit M. F. L. t. 4, p. 339; il en est autrement des articles d'argent. — V. *J. A.* t. 19, p. 373, n° 140.

13. Les créanciers d'un particulier ne peuvent pratiquer des saisies-arrêts entre les mains des préfets, pour sommes dues à leurs débiteurs; ces fonctionnaires ne sont ni détenteurs ni receveurs de deniers publics. — Toul. 17 déc. 1830, t. 41, p. 392. Cass. 11 fév. 1834, t. 46, p. 365.

14. En admettant qu'une saisie-arrêt pût être pratiquée entre les mains d'un préfet, ce fonctionnaire serait dispensé de faire une déclaration affirmative: on ne peut exiger de lui qu'un certificat de sommes dues au saisi.—Cass. 11 fév. 1834, t. 46, p. 365.

15. Les sommes dues par l'état à des particuliers, peuvent être frappées d'opposition entre les mains des mandataires de ceux qui les ont reçues. — Cass. 21 juin 1832, t. 45, p. 519.

17. On ne peut pas saisir entre les mains du receveur des douanes les expéditions d'un navire, parce que ce ne sont pas des *effets mobiliers*, et qu'elles n'appartiennent au propriétaire du navire que du moment où elles lui ont été délivrées par la douane. —Renn. 28 fév. 1824, t. 26, p. 140.

18. Les deniers reçus par un huissier, en termes d'exécution d'un jugement, peuvent être saisis-arrêtés entre ses mains par les créanciers de son commettant.—Brux. 12 fév. 1828.

19. Loi relative aux oppositions formées entre les mains des commissaires-priseurs, du 27 pluv. an 9. — t. 19, p. 402, n° 3. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 199; F. L. t. 5, p. 33; Delap. t. 2, p. 191; B. S. P. p. 538, n° 4, et n. 53; Pig. t. 2, p. 101, n° 4, et F. L. t. 5, p. 33, n° 3; Roger, *Saisie-arrêt*, n° 420.

20. Les saisies-arrêts ou oppositions faites entre les mains des commissaires-priseurs doivent être visées par eux. — Loi du 27 ventôse, an 9, art. 3 et 4, t. 19, p. 260, n° 9

21. L'opposition sur les appointements d'un employé de théâtre doit être formée entre les mains du directeur, et non du caissier de ce théâtre. Lorsqu'une saisie pratiquée sur l'employé d'un théâtre aurait dû être faite entre les mains du directeur, et a été faite entre celles du caissier, celui-ci n'est pas tenu de faire les justifications imposées aux tiers saisis. — Paris, 18 juin 1831, t. 41, p. 648.

22. A compter de l'entrée en fonctions du syndic, toute action dirigée par un créancier privé contre le failli est nulle; c'est contre les syndics qu'elle doit être intentée et suivie: il en est de même de la saisie-arrêt faite par la femme entre les mains du fermier débiteur de son mari, quoiqu'elle soit copropriétaire du domaine affermé, et séparée de biens. —Bourg. 30 juill. 1813.— t. 19, p. 319, n° 81. —V. *suprà*, n° 2.

23 et 24. Un créancier hypothécaire ne peut, au préjudice du tiers détenteur des immeubles affectés à sa créance, saisir-arrêter entre les mains de ce tiers détenteur les revenus des biens dont il ne poursuit pas l'expropriation. —Paris, 23 déc. 1808, t. 19, p. 281, n° 34.—*V.* MM. Carr. t. 2. p. 378, n. 1, n° 3, et F. L. t. 5, p. 2, n° 3.

25. Un créancier ne peut former de saisie-arrêt aux mains du fermier de son débiteur, sans avoir mis ce dernier en demeure de se libérer.— Renn. 12 août 1814.—t. 19, p. 181, n° 190.

26. Le souscripteur d'un billet à ordre et le donneur d'aval ne peuvent se refuser au paiement, sous le prétexte qu'il existe entre leurs mains une saisie-arrêt pratiquée à la requête d'un créancier d'un endosseur antérieur.—Brux. 4 mars 1820.—*V.* le n° qui suit.

27. On ne peut saisir-arrêter le montant d'un effet négociable au préjudice du tiers porteur.—Brux. 10 mai 1808, t. 19, p. 280, n° 31.— C'est ce qu'enseigne M. B. S. P p. 517, n. 10, n° 4 —*V.* le n° qui précède.

28. Le dépositaire, ni son cessionnaire, ne peuvent pas former une saisie-arrêt sur la somme déposée pour une créance du dépositaire contre le déposant.—Aix, 24 fév. 1818 t. 19, p. 352, n° 115 —*V* le n° qui suit.

29. Sous l'empire du Code de procédure civile, la saisie-arrêt sur soi même est-elle valable.—Oui, Brux 20 déc. 1810. Lyon. 15 juin 1825.— Non, Rouen, 13 juill. 1816. Am. 5 août 1826, t. 19, p. 303, n° 57, t. 31 p. 62, et t. 35, n° 125 —Non, MM Carr. t. 2, p. 380, n° 1925, B. S. P p. 523, n. 32, n° 2, et Roger, *Saisie arrêt*, n° 113.—Oui, MM. Pig. t. 2 p. 73, ch. 14; Pig. *Comm.* t. 2, p. 153 n° 2, et F. L. t. 5, p. 5.—*V.* le n° qui précède.

Art. 3. *Choses saisissables ou non saisissables.—Effets de l'insaisissabilité.—§ 1er. Choses saisissables ou non saisissables.—1° Objets appartenant à l'Etat ou à une administration publique.*

30. Quelles sont les choses dont le paragraphe premier de l'art. 58 prohibe la saisie?—*V.* l'énumération des lois spéciales sur cette matière, *J. A.* t. 19, p. 373, n° 142.— Ces lois sont énoncées *infrà* dans les n°s 32, 33, 34, 35 à 44, 51 et 52, 5 à 57, 61, 77 et suiv.— *V.* M. Carr. t. 2, p. 411, n° 1985.

31. Les créanciers du gouvernement ne peuvent former à son préjudice des saisies-arrêts entre les mains des débiteurs de la république.—Cass. 16 therm. an 10, t. 19, p. 261, n° 11.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 379, n° 1923.—Les créanciers de l'Etat ne peuvent saisir-arrêter les sommes qui lui sont dues par des tiers.—Paris, 2 mars 1831, t. 4 p. 293.—V. *infrà*, n°s 35 et 36.

32. Décret du 26 pluv. an 2, qui interdit aux créanciers particuliers de former des oppositions sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux pour le compte de l'Etat. t. 9, p. 258, n° 4.—*V.* M. F. L. t. p. 546, n° 16.

33. Loi du 6 août 1791, qui déclare insaisissables les produits des droits réunis.—t. 19, p. 258, n° 2.—*V*. Carr. t. 2, p. 379, n° 1923

34. Aussi toute saisie de produits des droits réunis faite entre les mains des préposés de la régie ou dans celles de ses redevables, seront nulles et de nul effet —Décret du 1er germ. an 13, art. 48, t. 19, p. 269, n° 19.

35. Le porteur d'un jugement qui condamne la régie à la restitution de sommes, n'a pas le droit de former une saisie-arrêt entre les mains de l'un de ses receveurs ou de tout autre dépositaire de deniers de la régie. — Cass. 31 mars 1819 — t. 19, p. 355, n° 120 bis. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 2, p 379, n° 1923; Pig. *Comm*. t. 2, p. 154, n 6; B. S. P. p. 515, n° 6; Merl. t. 12, p. 224, § 4, n° 9, et F. L. t. 5, p. 4, n° 9 —V. *suprà*, le n° 31 et le n° qui suit.

36. Les paiements, ainsi que les chevaux, provisions, ustensiles et équipages destinés au service de la poste aux lettres, ne peuvent être saisis sous aucun prétexte.—Loi du 24 juill. 1793, art. 76, t. 19, p. 258, n° 3.—*V*. le n° qui précède.

2° *Inscriptions de rente.—Actions de la banque et majorats.*

37. Loi du 8 nivôse an 6, qui déclare insaisissables les inscriptions de rente sur le grand livre de la dette publique.—t. 19, p. 259, n° 6.—V. *Saisie de rente*, n° 4, un arrêt de Poit. du 16 juill. 1830, qui a fait application de cette loi.

38. Décret sur la disponibilité des inscriptions de rente et des actions de la banque de France, lorsque la demande en institution de majorat est rejetée ou retirée.—21 déc. 1808. — t. 19, p. 281, n° 33.

39. Avis du conseil d'Etat qui decide que l'héritier qui a fait annuler un legs, n'a pas le droit de former opposition au trésor au préjudice du légataire qui s'est fait faire le transfert d'une inscription de rente sur l'Etat.—11 nov. 1817, t. 19, p. 351, n° 113.—*V*. M. F. L. t. 2, p. 101, sect. 5.

40. Quand peut-on saisir les revenus des majorats? —*V*. le déc. du 1er mars 1808, t. 19, p. 280, n° 30.

3° *Rentes, pensions, traitements dus par l'État.—Salaire maritime.*

41. Loi du 19 pluviôse an 3, portant que les commissaires des guerre, et tous autres employés dans les armées, seront payés des quatre cinquièmes de leurs appointements, nonobstant les oppositions de leurs créanciers.—t. 19, p. 259, n° 5.

42. Loi du 22 floréal an 7, relative aux oppositions sur le paiement des rentes et pensions dus par l'État.— t. 19, p. 260, n° 7.

43. Loi du 21 ventôse an 9, qui détermine la portion saisissable sur le traitement des fonctionnaires publics et des employés civils —t 19, p. 260, n° 8 —*V*. M. Carr. t. 2, p. 408, n. 2, n° 2.

44. Avis du conseil d'État sur l'inaliénabilité des soldes de retraite des traitements de réforme et des pensions militaires de la légion d'honneur.—23 janv. 1808. t. 19, p. 277, n° 27.—*V*. notre mot *Saisie-exécution*, n° 5 *bis*.

45. L'art. 580, C. p. c., suppose-t-il que l'on puisse, en tous les cas, saisir une portion des traitements et pensions dus par l'État?—Il faut se reporter aux lois énoncées dans cet article 3; les traitements peuvent être saisis en partie; il en est autrement des pensions.—*V*. Carr. t. 2, p. 408, n° 1984; Merl. v° *Appointements*, *Pensions*, et Pig. *Comm*. t. 2, p 175, et *J. A.* t. 19, p. 373, n° 141.

46. La disposition de l'art. 580, C. p c., portant que les traitements et pensions dus par l'État ne pourront être saisis que pour la portion déterminée par les lois ou par les arrêtés du gouvernement, ne déroge pas à la loi du 20 ventôse an 9, en ce qui concerne les traitements des fonctionnaires ou employés salariés, non par le gouvernement, mais par des administrations publiques.— La faveur accordée, par cette loi du 20 vent. an 9, aux fonctionnaires publics et employés civils, relativement aux traitements, s'étend aux pensions de retraite que ces fonctionnaires ou employés ont obtenues, non de l'État, mais des administrations publiques auxquelles ils ont été attachés.—Brux. 7 janv. 1825. —Il s'agissait dans l'espèce d'un ancien commissaire de police qui avait obtenu une pension de retraite d'une administration commerciale. —*V*. le n° suiv. et *infrà*, n° 49.

47. Les pensions de retraite accordées aux employés par les administrations publiques, sont insaisissables.—Cass. 28 août 1815, t. 19, p. 335, n° 98 —*V*. le n° qui précède.

48. On peut faire saisir-arrêter à concurrence d'un cinquième, les pensions des employés de l'enregistrement; cela est permis par la loi du 9 vent. an 9 L'avis du conseil d'état du 8 therm. an 9, qui paraît dire le contraire, n'ayant pas été approuvé par le gouvernement, ne peut être mis à exécution. — Gren. 2 fév. 1814.—t. 19, p. 315, n° 75.

49 Le traitement que reçoit de la ville un officier de la garde nationale pour son service, ne peut être saisi que jusqu'à concurrence du 5e.— Bord. 31 mai 1826, t. 31, p. 355.— V. *suprà*, n° 46.

50. Le gouvernement n'a pas le droit d'exercer une retenue sur les pensions des militaires retraités pour le recouvrement des amendes et des frais de justice. — Décis. minist. 23 sept. 1828, t. 19, t. 35, p. 315.

51. Arrêté des consuls du 18 nivôse an 11, qui déclare les traitements ecclésiastiques insaisissables dans leur totalité.—t. 19, p. 262, n° 12 —*V*. M. Carr. t. 2, p. 408, n. 3, n° 2.

52. Arrêté du 2 prair. an 11, qui déclare insaisissables les parts de prises maritimes et les salaires des marins. — t. 19, p. 268, n° 16. —*V*. M. F L. v° *Prise maritime*, § 5, n° 3.

53. Mais sont saisissables les gages et salaires des capitaines de navire qui ne peuvent profiter de la faveur accordée aux matelots.—Douai, 3 juin 1829, t. 37, p. 334.—*V*. le n° qui suit.

54. Les salaires des capitaines de navire sont saisissables. — Aix, 7 juin 1829. — Bournichon et Samère C. Don.—*V*. le n° qui précède.

4° *Choses appartenant aux communes.*

55. Avis du conseil d'état portant qu'il n'y a lieu à saisie-arrêt entre les mains des receveurs, sur les sommes appartenant aux communes.— 11 mai 1813, approuvé le 26 du même mois, t. 19, p. 317, n° 78.

56. Avis du conseil d'état portant que l'on ne peut former opposition sur les fonds des communes déposés à la caisse d'amortissement. — 18 juill. 1807, approuvé le 12 août suivant, t. 19, p. 274, n° 25.

57. Comme aussi les créanciers des communes ne peuvent saisir aucune somme, même celles libres et non affectées au budget. Avis du conseil d'état, 29 oct. 1826, t. 34, p. 43.— Telle est l'opinion de MM. F. L. v° *Intérêt*, n° 10; Merl. v° *Saisie-arrêt*, § 4; M. Q. D. v° *Nation*, § 4.

58. C'est entre les mains du receveur et non entre celles du bourgmestre (ou maire), que doivent être saisies les sommes dues par une commune à un particulier. — Brux. 22 oct. 1825.

5° *Pensions alimentaires, bestiaux, salaires.*—V. *infrà*, § 2, n° 74.

59. La pension léguée à titre d'aliments est insaisissable par sa nature, sans qu'elle ait dû être déclarée telle par l'acte constitutif.—Aix, 27 mai 1806. Turin, 3 déc. 1808, t. 19, p. 272, n° 23 —*V*. MM. Pig. *Comm*. t. 2, p. 176, n. 4; B. S. P. p. 516, n. 10. *Obs*. 3, et Pr. Fr. t. 4, p. 135. — Les objets déclarés insaisissables par le donateur ou le testateur continueront-ils de l'être dans les mains de l'héritier du donataire ou des légataires?—Non, suivant Pr. Fr. t. 4, p. 133, et MM. Carr. t. 2, p. 411, n° 1987, et Pig. *Comm*. t. 2, p. 412, n° 1988.—*V*. aussi M. Carr. t. 2, p. 412, n° 1988.

60. Est saisissable, avec permission du juge, une pension pour alimens, par un créancier postérieur à l'acte constitutif de la pension.—Cass. 13 déc. 1827, t. 35, p. 104.—V. *infrà*, n° 107.

61. Edit de sept. 1453, portant que les bestiaux destinés pour l'approvisionnement de Paris sont insaisissables.—t. 19, p. 258, n° 1. —

V. M. F. L. t 1, v° *Bouchers*, n° 3.

62 On ne peut saisir-arrêter le prix d'ouvrages entrepris en exécution d'un marché, et la somme qui doit servir à payer des ouvriers.— Colm. 25 juill. 1827.—Hulman C. Rugler et Wurm.

63. Une saisie-arrêt peut être pratiquée sur le salaire d'une personne employée pour le service d'une maison, à raison de tant par jour.— Paris, 29 juill. 1811, t. 19, p. 309, n° 65.

6° *Biens personnels à l'un des époux.*

64. Les sommes adjugées à la femme commune par une cour d'assises à titre de dommages-intérêts résultant d'un délit sur sa personne, peuvent être saisis par les créanciers du mari.—Colm. 11 avr. 1828 — Halfflemeger et F^e^ C. Schweg, Bauer et Nahn.

65. Après la dissolution du mariage, les sommes dotales peuvent être saisies par les créanciers de la femme pour des dépens prononcés contre elle dans un procès relatif à ses biens paraphernaux, soutenu avec l'autorisation du mari.—Toul. 20 juill. 1822, t. 24, p. 209.

66. Mais la somme accordée à une veuve par année pour habits de deuil, lui étant donnée pour honorer la mémoire de son époux, est de sa nature insaisissable.—Toul. 20 juill. 1822, t. 24, p. 239.

7° *Biens indivis. — Succession bénéficiaire.*

67. Les droits incorporels d'un débiteur, et particulièrement ses bénéfices dans une entreprise commune, peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt. — Paris, 2 mai 1811, t. 19, p. 307, n° 61. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 379, n° 8, et p. 408, n. 3.

68. Le créancier personnel de l'un des associés, ne peut arrêter, par des oppositions, le paiement de ce qui est dû aux autres associés. — Cass. 11 mars 1806, t. 19, p. 269, n° 21.

69. Le créancier d'un cohéritier ayant des droits dans une succession indivise, ne peut pas former de saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de la succession indivise; il n'a le droit que de s'opposer au partage.—Paris, 3 janv. 1829, t. 36, p. 141.— *V.* les n^os^ suiv. 70 à 72.

70. Les créanciers d'une succession bénéficiaire peuvent former des saisies-arrêts entre les mains du débiteur de la succession, sans qu'on puisse dire que ce soit là entraver la gestion de l'héritier bénéficiaire, alors surtout que les sommes saisies ne sont pas nécessaires à l'administration, et qu'il n'y a point de créanciers opposants.—Bord 19 av. 1822, t. 24, p. 110.—V. *infrà*, n° 72.

71. Comme aussi les créanciers d'une succession bénéficiaire peuvent pratiquer des saisies-arrêts entre les mains de ses débiteurs, lorsque l'héritier bénéficiaire est en retard d'exiger les sommes dues par les tiers saisis, et que les saisies-arrêts n'occasionnent aucun dommage à la succession, art. 803, C. c. et 537. C. p. c.—Douai, 3 mars 1830, t. 39, p. 279.— V. *infrà*, n° 72.

72. Décidé au contraire que le créancier ne peut pas faire une saisie-arrêt dans les mains du débiteur d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire —Rouen, 12 août 1826, t. 31, p. 114.—V. *suprà*, n° 69, et nos mots *Saisie-exécution*, n° 15; *Saisie-gagerie*, n° 8; *Saisie immobilière*, n°s 123 et 124, et *Succession*, n°s 43 et suiv.

8° *Convention d'insaisissabilité.*

73. Un créancier ne peut saisir-arrêter les marchandises de son débiteur, s'il a été convenu entre eux que le prix en serait affecté au paiement de l'obligation de celui-ci, mais qu'elles resteraient au pouvoir du débiteur, avec faculté formelle, pour lui, de les vendre.—Aix, 6 janv. 1831, t. 43, p. 714.

§ 2. *Effets de l'insaisissabilité.* — V. *suprà*, § 1er, 5°, n° 59.

74. On peut céder volontairement une pension alimentaire, bien que le Code de procédure la déclare insaisissable, et défende de compromettre sur les dons et legs d'aliments. — Cass 31 mai 1826, t 32, p. 32.

75. Les aliments dus ne peuvent être compensés avec d'autres créances que celles provenant d'aliments, en raison de l'insaisissabilité des créances alimentaires. — Montp. 5 août 1807, t. 7, p. 225, n° 47.

76. Une femme peut disposer d'une pension alimentaire, qui lui a été constituée en dot. — Cass. 22 fév. 1831 Bellet C. Couturier.

77. Arrêté des consuls du 7 therm. an 10, portant qu'il ne sera plus reçu au trésor public de significations de transports, cessions ou délégations de pensions à la charge de l'état.—t. 19, p. 260, n° 10.

Art. 4. *Titres en vertu desquels on peut saisir.*

§ 1er. *Titres des créances* (1).

78. Un bureau de bienfaisance, institué légataire par un testament authentique, et autorisé à accepter le legs par une ordonnance royale, peut, sans obtenir permission de saisir, pratiquer des saisies-arrêts pour sûreté de son legs. — Cass. 10 juill. 1828. Davez C. le bureau de charité de Villedieu.

79 Lorsque la femme, commune en biens, a stipulé, par contrat de mariage, le droit de toucher chaque année sur ses propres quittances une somme déterminée sur les biens de la communauté, pour subvenir à son entretien personnel, les créanciers de la femme ne peuvent saisir cette somme, sans justifier d'un titre ayant une date certaine, antérieure au mariage. — Cass. 9 août 1819, t. 19, p. 368, n° 125.

80. Une saisie-arrêt, pratiquée en vertu d'un acte sous seing privé, n'est pas nulle, quoique la partie saisie dénie sa signature; les juges doivent en ce cas surseoir à prononcer sur la validité de la saisie-arrêt jusqu'après la vérification. — Brux. 12 déc. 1815.

81. Une saisie-arrêt ne peut être faite en vertu d'un acte fait à l'étranger, et non rendu exécutoire en France.—Rouen, 11 janv. 1817, t. 19, p. 342, n° 104.

82. Un créancier ne peut faire des saisies-arrêts pour sûreté d'une dette à terme, non échue.—Gren 23 juill. 1818, t. 19. p. 353, n° 117. — *V.* MM. Carr. t. 2, p 381, n° 1926; Pig. *Comm.* t. 2, p. 150, n°s 1 et 2; Lep. p 383, 4e quest.—V. *infrà*, n°s 83 à 91.

83. On ne peut pratiquer une saisie-arrêt pour sûreté d'une pension viagère payable après le décès de la personne qui l'a constituée, si cette personne n'est pas décédée. — Brux. 18 janv. 1832. t. 45. p. 455.

84. Comme aussi on ne peut faire une saisie-arrêt, en vertu d'une créance qui n'est pas exigible. — Bourg. 17 mars 1826, t. 31, p. 359.— C'est l'opinion de Carr. t. 3, p. 381, n° 1926 et 1927.—V. *suprà*, n° 82, et les n^os^ qui suiv.

85. Est insaisissable une somme accordée en indemnité à un débiteur, tant que le tiers saisi n'a pas reconnu vouloir accorder cette indemnité, ni fixer la somme qu'il veut accorder.— Colm. 25 juill. 1827. Kulman C. Zeiegler et Wurm.— *V.* le n° qui suit.

86. On ne peut faire une saisie-arrêt pour sûreté du reliquat éventuel d'un compte qui n'est pas encore réglé. — Brux. 25 juin 1829, t. 38, p. 148 — *V.* les n^os^ qui précèdent, 82 à 85.

87. Le mandataire à l'effet de vendre des marchandises, ne peut faire, entre les mains des acheteurs, saisie-arrêt sur le prix qu'il a déjà reçu en partie, pour être payé de ses droits de commission, s'il y a réglement de compte à faire entre lui et son mandant.—Paris, 27 fév. 1828, t. 40, p. 59.—V. *suprà*, n° 82.

88. Un mandataire comptable est réputé débiteur jusqu'à ce que son compte soit appuré, et il ne peut pratiquer une saisie-arrêt pour les sommes qu'il prétend lui être dues en vertu de ce compte. — Rouen, 10 fév. 1829, t. 40, p. 59.—V. *suprà*, n° 82.

89. Quand des négocians sont en compte courant, on ne peut faire résulter un titre de créance, de nature

(1) *V.* les décisions sur les questions de saisie-arrêt en matière de séparation, aux mots *Séparation de biens*, n°s 5, 6 et 7, et *Séparation de corps*, n°s 47 à 69.

à motiver une saisie-arrêt de la déclaration faite par l'un d'eux, qu'il reconnaît divers articles du compte qu'on lui adresse, et qu'il s'en débite, tant que la balance des comptes respectifs n'est pas établie.—Bord. 1er août 1817, t. 19, p. 346, n° 109. — V. *suprà*, n° 82.

90. Une délibération prise par les commissaires de la trésorerie nationale, pour constituer un comptable en débet, n'est pas un titre suffisant pour autoriser une saisie-arrêt de la part des héritiers de ce comptable contre celui qui avait été chargé de la comptabilité après la mort de leur auteur.—Bord. 1er juill. 1813, t 19, p. 317, n° 19. — *V*. M. Carr. t. 2, p. 378, n° 16.

§ 2. *Jugements.*

91. Lorsqu'un jugement condamne l'une des parties envers l'autre à des dommages-intérêts qui doivent être postérieurement liquidés par un juge ou par un arbitre commis, il ne dépend pas de la partie qui a obtenu la condamnation de fixer provisoirement le montant de ces dommages-intérêts, pour faire procéder à une saisie-arrêt au préjudice de la partie condamnée.—Montp. 18 déc. 1810, t. 19, p. 302, n° 55.—V. *suprà*, n° 82.

92. Il ne peut surtout être procédé à une telle saisie-arrêt, en vertu du jugement, lorsqu'il n'est encore ni enregistré, ni expédié, ni signifié. — Montp. 18 déc. 1810, t. 19, p. 302, n° 56.

93 On peut faire une saisie-arrêt en vertu d'une expédition du jugement de condamnation, tant que le débiteur ne rapporte pas la grosse exécutoire en signe de libération. — Colm. 10 juill. 1827. Grandmaire C. Mertian et Hirn.

94. Une demande judiciaire non suivie de condamnation, n'est pas un titre, dans le sens de l'art. 557 C. p. c. de telle sorte qu'on puisse procéder à une saisie-arrêt, en vertu d'une telle demande, sans permission du juge.—Paris, 9 janv. 1812, t. 19, p. 312, n° 60. — Tel est l'avis de M. Carr. t. 2, p. 381, n° 1927.— *V*. M. B. S. P. p. 514, n. 4

95. Une partie civile ne peut, durant l'instruction d'un délit, former une saisie-arrêt contre l'inculpé, sur la simple présomption que celui-ci sera condamné et lui devra des dommages-intérêts.—*V*. M. B. S. P. t. 2, p 514, et Carré, t. 2, p. 381.—Bord. 23 août 1831, t. 42, p. 165.

96. Un jugement en premier ressort dont il y a appel, ne peut servir de titre à une saisie-arrêt. — Brux. 30 nov. 1824.— *V*. les n°s qui suivent, 97 à 105.

97. Mais le créancier porteur d'un jugement attaqué par la voie d'appel, peut former une saisie-arrêt, pourvu qu'il attende l'arrêt de la cour avant d'assigner en validité. — Rouen, 14 juin 1828, t. 38, p. 97 — *V*. les arrêts suivants.

98. Un jugement attaqué par la voie de l'appel, autorise de la part de celui qui l'a obtenu, des actes conservatoires, tels que des oppositions; mais elles doivent frapper les capitaux, et non les revenus. —Paris, 8 juill. 1808, t. 19, p 281, n° 32.— *V*. M. Carr t 2 p 382, n° 1928.

99. On peut, en vertu d'un jugement provisoire du tribunal de commerce, former une saisie-arrêt, quoique ce jugement soit attaqué par appel.—Renn. 24 avril 1815, t. 19, p 334, n° 97. — *V*. M. Carr. t. 2, p 381, n. 2.—V. *suprà*, n° 96.

100 et 101. L'administration ne peut former de saisie-arrêt pour le recouvrement de l'amende et des frais d'un jugement de police correctionnelle dont le condamné a interjeté appel.—Décis. minist. 10 avril 1827. —V. *suprà*, n° 96.

102. Les saisies arrêts faites en vertu d'une sentence arbitrale frappée d'appel, sont nulles, si les offres de caution faites dans l'instance sur leur validité sont irrégulières. — Bord 28 août 1827, t. 34, p. 339.— V. *suprà*, n° 96

103. Un jugement contre lequel on s'est pourvu en réglement de juges, et que la cour de cassation a déclaré nul et comme non avenu, ne peut servir de titre à une saisie-arrêt, en raison des dépens dont il prononce la condamnation — Paris, 22 nov. 1811, t. 19, p. 310, n° 67.— V. *suprà* n° 96.

104 Le pourvoi en cassation contre des arrêts correctionnels, est suspensif; est nulle, en conséquence, la saisie-arrêt faite en vertu d'un arrêt contre lequel on s'est pourvu, au préjudice du condamné, qui peut, dans ce cas, réclamer des dommages-intérêts.—Bord. 24 déc. 1828, t. 36, p. 176.—V. *suprà*, n° 96.

105 et 106 On ne peut pas procéder à une saisie-arrêt en vertu d'un jugement par défaut attaqué par la voie de l'opposition, même dans le cas où le juge qui doit connaître de la validité de la saisie, n'est pas celui qui doit statuer sur l'opposition. — Brux. 6 déc. 1826.—V. *suprà*, n° 96

§ 3. *Permission du juge.— 1° Quelles choses peuvent être saisies avec ou sans permission du juge.*

107. La clause par laquelle un testateur déclare qu'un droit d'usufruit par lui légué à titre d'aliments, ne pourra être saisi par aucun des *créanciers présens ou futurs* du légataire, n'empêche pas que ce droit soit saisi en vertu d'une permission du juge et pour une portion déterminée par les créanciers postérieurs à l'ouverture du legs; cependant, si les tribunaux ont ordonné que la saisie serait continuée d'année en année, tous les droits du saisi doivent être réservés pour le cas où les revenus du fonds deviendraient insuffisants pour satisfaire à la fois aux droits des créanciers et aux aliments du légataire saisi. — Cass. 25 fév. 1825, t. 29, p. 47. — *V*. MM. Pig. t. 2, p 49, n° 4; Delap. t. 2, p. 157; Carr. n°s 1989 et 1990; Pr. Fr t. 4, p 133, et les motifs du C. p. c.—V. *suprà*, n° 60.

108. Est-il un cas où les sommes et objets mentionnés aux n°s 3 et 4 de l'art. 581 puissent être saisis sans permission du juge?—MM. Carr t. 2, p. 412, n° 1989, et B. S. P. p 516, n. 10, pensent que la permission de juge n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit de saisie pour aliments, et ils fondent cette interprétation de l'art. 582. sur un passage du rapport du tribun Favart qui disait que la loi permet la saisie *d'abord pour aliments* et ensuite par tous créanciers postérieurs, *pourvu* qu'ils en aient la permission du juge.—*J. A.* t. 19, p. 374, n° 143.

109. Le président du tribunal civil peut autoriser une saisie-arrêt dans une contestation qui est de la compétence des tribunaux de commerce. —Turin, 30 mars 1813, t. 19, p. 316, n° 77 — *V*. M. Carr. t. 2, p. 379, not. 10, et p. 395, not. 2.

110. Un tribunal de commerce peut autoriser une saisie-arrêt sans titre, lorsqu'il s'agit d'une matière dont la connaissance lui est spécialement attribuée.— Turin, 17 janv. 1810. — t. 19, p. 289, n° 45.— *Contrà*, MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 64, n°s 1495 et 1496; Pardessus, t. 5, p. 22, et F L. t. 5, p. 2 et 703, n° 1. — M Carr. dans ses *Lois de la procédure*, t. 2, p. 379. not. 10, approuve cependant ces arrêts; *V*. MM. Haut. p 317, et B. S. P. p. 515 n. 2, V. *infrà*, n° 173. — Un juge de paix peut-il autoriser la saisie? Oui, répond M. Carr. t. 2, p. 583, n° 1933.

111. Les tribunaux français ne sont pas compétents pour ordonner une saisie-arrêt entre deux étrangers en vertu d'un titre passé à l'étranger. —Bord. 16 août 1817, t 19, p. 348, n° 112.—Lorsque la saisie a été faite en France, au préjudice d'un étranger, quel sera le tribunal français compétent? M. Lep. p. 392, pense que c'est celui du domicile du tiers saisi — *V*. le n° qui suit.

112. Les tribunaux français peuvent autoriser une saisie-arrêt au profit d'un étranger sur des marchandises consignées en France par un autre étranger. — Aix, 6 janv. 1831, t. 43, p. 714 — V. *ibid.* nos observations, et *infrà*, n°s 164, 181 et suiv. et le n° qui précède.

113. La permission de saisir-arrêter, accordée par un tribunal étranger, ne peut pas être opposée à un habitant du royaume — Brux. 18 nov. 1816.— V. *suprà*, n° 111.

2° *Formes de l'ordonnance de saisie. —Voies à prendre contre elle.*

114. L'ordonnance qui permet la saisie-arrêt, n'est pas nulle, faute d'indication de la somme pour laquelle elle a lieu, si cette somme se

trouve indiquée dans la requête à la suite de laquelle l'ordonnance a été rendue. — Turin, 17 janv. 1810. — t. 19, p. 290, n° 46. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 384, n° 1935. — *Quid*, si dans une saisie on énonce une somme fixe et d'autres créances indéterminées? *V.* M. Carr. t. 2, p. 384, n° 1937; — Quel juge doit fixer l'évaluation provisoire? Celui à qui l'on présente la requête, suivant Carr. t. 2, p. 384, n° 1934; Delap. t. 2, p. 145. et Pig. *Comm.* t. 2, p. 157, n. 3. — V. *suprà*, n° 107 et suiv., et le n° qui suit.

115. Il n'est pas indispensable que l'ordonnance permettant de pratiquer une saisie-arrêt, énonce littéralement la somme pour laquelle elle l'autorise. Cette ordonnance satisfait au vœu de la loi, si elle porte permission de pratiquer les saisies requises, et si elle est écrite au bas d'une requête indiquant la somme pour laquelle la permission est demandée. — Douai, 3 mars 1830, t. 39, p. 279. — *V.* le n° qui précède.

116. L'autorisation de saisir peut, au gré du président, contenir l'obligation pour le demandeur, de donner caution pour les frais, dommages et intérêts. — Brux. 12 nov. 1816.

117. Celui à qui le président d'un tribunal a permis de faire une saisie-arrêt en vertu d'un compte courant contesté, doit, sans retard, établir qu'il est créancier du saisi. — Brux. 28 av. 1832.

118. Si le président du tribunal refuse la permission de saisir, y a-t-il un pourvoi possible contre sa décision, et comment faut-il se pourvoir? — M. Carr. t. 2, p. 383, n° 1952, pense que le créancier ne peut faire autrement que de s'adresser au tribunal entier. — V. *J. A.* t. 19, p. 369, n° 132.

119. L'appel d'une permission sur requête de saisir-arrêter des sommes et effets, est non recevable, lors même que le saisissant fait défaut de comparoir devant le juge d'appel. — Brux. 23 oct. 1815. — V. *infrà*, n° 121 et suiv.

120. La voie de l'opposition est ouverte contre une ordonnance du président qui permet de faire une saisie-arrêt. — Bord. 16 août 1817, t. 19, p. 348, n° 111. — *V.* nos *Observations* sur les inconvénients de l'opposition. — *V.* le n° qui précède.

121. Décidé au contraire que l'ordonnance du président portant permission de faire saisir-arrêter, ne peut pas être attaquée par opposition, on ne peut se pourvoir que par appel contre une semblable décision. — Bord. 24 août 1829, t. 37, p. 282. — V. *suprà*, n° 119, et les n°s qui suivent.

122. La partie saisie appelante du jugement qui prononce la validité de la saisie-arrêt, peut étendre son appel à l'ordonnance du président du tribunal qui a fixé la somme à concurrence de laquelle la saisie-arrêt a été autorisée — Toul. 22 mai 1809, t. 19, p. 283, n° 36. — V. *suprà*, n° 119.

123. Est-ce par la loi d'appel immédiate devant le juge supérieur, ou par celle d'opposition devant le tribunal qu'on doit se pourvoir contre un permis de saisir des effets mobiliers accordé par le président du tribunal de commerce? La voie d'appel serait permise, mais celui qui a pris la voie d'opposition n'est plus recevable à interjeter appel. — Brux. 12 nov. 1816. — V. *suprà*, n° 119.

Art. 5. *Formalités de la saisie-arrêt.*

124. Quelles précautions l'huissier, qui ne connaît pas celui qui le charge de saisir, doit-il prendre pour pouvoir justifier de son existence? — MM. Pig. t. 2, p. 53, n° 7, et Carr. t. 2, p. 388, n° 1942, pensent qu'il doit, ainsi que le prescrit pour les notaires l'art. 11 de la loi du 25 vent. an 11, se faire attester le nom, l'état et la demeure par des citoyens français sachant signer, et domiciliés dans l'arrondissement. — V. *J. A.* t. 19, p. 371, n° 135.

125. Une saisie-arrêt ne doit pas nécessairement être précédée d'un commandement. — Montp. 5 août 1807. — t. 7, p. 225, n° 48. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 100.

126. Mais la saisie-arrêt d'un navire faite entre les mains des receveurs des douanes, doit être, à peine de nullité, précédée d'un commandement de payer fait au débiteur vingt-quatre heures avant de procéder à la saisie. — Renn. 28 fév. 1824, t. 25, p. 140.

127. L'exploit de saisie-arrêt doit-il, à peine de nullité, contenir copie du titre en vertu duquel elle est faite? — MM. Pig. t. 2, p. 52, n° 4; Pig. *Comm.* t. 2, p. 158, n° 5, et B. S. P. p. 517, n° 2, pensent qu'il faut, à peine de nullité, énoncer le titre et la somme: car toute demande doit être libellée; mais M. Pig. enseigne en sa procédure, t. 2, p. 54, 2e alin., qu'il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de donner au tiers saisi copie du titre; car la loi n'exige que la copie de l'ordonnance du juge et les nullités, étant de rigueur, ne peuvent pas être étendues d'un cas à l'autre. — Telle est aussi l'opinion de M. Carr. t. 2, p. 384, n° 19-38. — *V.* MM. Haut. p. 317, n°s 1 et 2, et D. C. p. 382, 1er al. — V. *J. A.* t. 19, p. 370, n° 133.

128. Une saisie-arrêt ne peut être annulée par cela seul qu'il y a erreur dans l'énoncé de la date du titre. — Cass. 6 av. 1824. — t. 13, p. 292, n° 375. — Brux. 2 juill. 1831. — Bruynbrouck C. Dehaveskerde.

129. Dans l'exploit d'une saisie-arrêt pratiquée pour recouvrement d'une provision alimentaire adjugée par mois, il n'est pas requis, à peine de nullité, d'énoncer la somme totale des termes échus; il suffit d'indiquer l'époque depuis laquelle la provision est due. — Brux. 13 oct. 1821.

130. Mais cette saisie-arrêt est nulle à défaut de détermination de la somme, si elle est faite non-seulement pour le terme échu de la provision alimentaire, mais encore pour les termes à écheoir jusqu'à une époque indéterminée; la saisie-arrêt alors n'est valable que pour les termes échus, et non pour les termes à écheoir, d'après la règle *utile per inutile non vitiatur.* — Brux. 13 oct. 1821.

131. Si l'on peut saisir et arrêter sur soi comme sur un tiers, il faut que l'exploit de saisie-arrêt contienne l'énonciation de la somme pour laquelle elle est faite, ou l'évaluation provisoire, au cas que la créance ne soit pas liquide, à peine de nullité — Brux. 13 juin 1815. — V. *suprà*, n° 1 à 11.

132. Des saisies-arrêts sont nulles si elles n'ont pas été précédées de la signification du jugement en vertu duquel le créancier y a fait procéder, quoique ce jugement ait été signifié par le débiteur au créancier lui-même, mais pour arriver à l'exécution d'un autre chef du jugement. — Besanç. 3 mai 1809, t. 19, p. 283, n° 36.

133. La saisie-arrêt pratiquée sur un Français établi en pays étranger, doit à peine de nullité être signifiée avec assignation au parquet du procureur du roi, et non pas affiché à la porte du tribunal avec remise d'une seconde copie à ce magistrat. — Orl. 28 av. 1831, t. 43, p. 726. — *V.* les *Observations* en ce sens et l'opinion conforme de M. Carr. t. 1, p. 497. — *Contrà* M. Merl. Q. D. v° *Signification de jugement*. — V. *Exploit*, n° 197 — V. *infrà*, n°s 141 et 151.

134. Décret du 13 pluv. an 13, prescrivant des formalités particulières pour les saisies-arrêts à faire entre les mains des préposés de l'enregistrement et des domaines. — t. 19, p. 268, n° 18.

135. Décret du 28 flor. an 13 qui modifie, pour le département de la Seine, celui du 13 pluv. précédent, relatif aux saisies-arrêts entre les mains des préposés de l'enregistrement et des domaines. — t. 19, p. 269, n° 20.

136. Décret du 18 août 1807, prescrivant des formalités particulières pour les saisies-arrêts à faire entre les mains des receveurs, des administrateurs de caisses ou de deniers publics. — t. 19, p. 275, n° 26 (1).

137. L'exploit d'une saisie-arrêt formée sur le cautionnement d'un officier ministériel, est valable-

---

(1) On trouvera *J. A.* t. 41, p. 707 et t. 52, p. 46, une loi nouvelle et une instruction ministérielle sur la forme des saisies à faire entre les mains des dépositaires des deniers publics.

ment visé par le sous-chef du bureau des oppositions au lieu de l'être par le chef de ce bureau lorsqu'il est constant en fait que le sous-chef était préposé pour recevoir et viser les exploits. — Cass. 25 janv. 1825, t. 29, p. 289.

138. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité de la saisie, que le visa du préposé soit apposé le jour même de la notification de l'exploit. —Cass. 25 janv. 1825. t. 29, p. 289.

139. Quelles sont les personnes dont parle l'art. 561 du Code de procédure? — *Dissertation*, t. 44, p. 70.

Chap. II. *Dénonciation au saisi.—Demande en validité. — Mainlevée.* — Art. 1. *Dénonciation au saisi.* — § 1. *Qui doit dénoncer?—Dans quel délai?—Forme.*

140. La saisie-arrêt faite au trésor n'est pas dispensée de la dénonciation au débiteur saisi. — Lyon, 24 août 1827, t. 33, p. 312.

141. Si le tiers saisi demeure hors de la France continentale, comment calculera-t-on les distances d'après lesquelles doivent être comptées les délais dont il s'agit aux art. 563 et 564, C. p. c.? — La dénonciation dont il s'agit dans ces art. est un exploit. Les art. 563 et 564 ne s'expliquent pas sur la question posée; il faut recourir à la règle générale de l'art. 73. — *V.* Lep. p. 386, 2 quest. Carr. t. 2, p. 390, n° 1947, et *J. A.* t. 19, p. 371, n° 113.—V. *infrà*, n° 151, et *suprà*, n° 133.

142. L'augmentation de délai accordée au saisissant pour dénoncer une saisie-arrêt au saisi, lorsqu'il ne demeure pas dans la même ville, ne cesse pas d'avoir lieu, lors même que la dénonciation serait faite à la personne du saisi trouvée dans la ville du saisissant.— Brux. 16 nov. 1830, t. 45, p. 690.—V. *ibid.* des *Observations.*

142 *bis.* La règle établie par l'art. 1033, C. p. c., n'est pas applicable aux délais déterminés par la dénonciation de la saisie-arrêt au débiteur saisi.—Turin, 14 mai 1808, t. 21, p. 244, n° 15.—Conforme à l'opinion de MM. Carr. t. 2, p. 389, n° 1945; Pig. *Comm.* t. 2, p. 160, n. 1; ... L. t. 5, p. 8.—*V.* aussi M. B. S. P. p. 519, n. 2.

143. Quand la demande en validité de la saisie-arrêt n'a pas été dénoncée au tiers saisi dans le délai fixé par la loi, celui-ci peut considérer la saisie-arrêt comme n'ayant plus d'objet, et disposer au préjudice du saisissant des valeurs mobilières sur lesquelles elle portait.—Cass. 8 déc. 1813, t. 19, p. 322, n° 85.

144. La dénonciation d'une saisie-arrêt est valable, quoiqu'elle ne contienne pas la mention des noms et immatricule de l'huissier qui a fait cette saisie.—Caen, 10 av. 1827, t. 24, p. 314.—V. *Exploit*, n°s 101 à 120.

145. Comme aussi l'opposition faite au trésor sur l'indemnité allouée à la succession d'un émigré est valable, quoiqu'elle n'indique que le nom de l'émigré débiteur, et non ceux de ses héritiers, qu'elle ne mentionne pas l'heure à laquelle elle a été faite, et lors même que l'original n'a point été visé dans les vingt-quatre heures de la notification.— Bord. 15 juin 1827, t. 33, p. 181.

§ 2. *A quel domicile on peut signifier la dénonciation.— Qui peut en demander la nullité, et, par suite, celle de la saisie-arrêt.*

146. La saisie-arrêt ne peut pas être valablement signifiée au domicile d'un mandataire du tiers saisi. —Paris, 18 juin 1810, t. 19, p. 299, n° 51.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 384, n° 1.—L'exploit de saisie-arrêt doit contenir l'élection du domicile prescrite par la loi, quand même le titre contiendrait lui-même une élection de domicile pour son exécution — —Suivant MM. Carr. t. 2, p. 384, n° 1936; Pig. t. 2, p. 52.

147. La saisie dans les mains des receveurs ou dépositaires de caisses des deniers publics, serait-elle valablement signifiée au bureau du caissier, en parlant à un commis qui viserait l'original?—L'affirmative est soutenue par M. Carr. t. 2, p. 387, n° 1941.—V. *J. A.* t. 19, p. 370, n° 134.

148. La partie saisie est recevable à exciper des nullités de l'opposition faite à son préjudice entre les mains d'un tiers.—Paris, 30 août 1811, t. 19, p. 309, n° 66.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 384, n° 2 — V. *suprà*, n° 211 et 267, et le n° qui suit.

149. La partie saisie ou ceux qui la représentent, sont recevables à se plaindre de l'irrégularité d'une signification faite au domicile d'un mandataire, et à faire, par conséquent, déclarer nulle la saisie-arrêt. —Paris, 18 juin 1810, t. 19, p. 299, n° 52 —*V.* M. Carr. t. 2, p. 384, not. 2.—*V.* le n° qui précède.

150. Un tiers n'est pas recevable à demander la nullité d'une saisie-arrêt en se fondant sur ce que la saisie pratiquée entre les mains d'une femme séparée de biens, aurait été notifiée aux époux par une seule copie laissée au domicile du mari.— Paris, 26 av. 1822, t. 24, p. 125.

151. La saisie-arrêt pratiquée sur un étranger peut lui être dénoncée au domicile qu'il a élu en France. —Aix, 3 août 1832, t. 45, p. 753.— V. *suprà*, n°s 133 et 141.

Art. 2. *Demande en validité.—Mainlevée.*

152. La demande en validité d'une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un titre sous seing privé, est dispensée du préliminaire de conciliation, encore bien que par le même exploit le demandeur eût conclu à ce que la signature apposée au bas du titre fût tenue pour reconnue, et à ce que le signataire fût condamné au paiement.—Cass. 17 juill. 1834, t. 47, p. 603. — *V.* notre mot *Conciliation*, n° 26.

153. Le débiteur saisi doit, à peine de nullité de la saisie-arrêt, être assigné en validité dans le délai de huitaine.—Toul. 22 mars 1827, t. 34, p. 34 —Telle est l'opinion de M. Carr. t 2, p. 389, n° 1946; Pig. t. 2, p. 56, et B S. P. t. 2, p. 518.

154. L'art. 1033, C. p. c., qui confirme le brocard des praticiens *dies termini non computantur in termino*, n'est pas applicable au délai de huitaine fixé par l'art. 563 du même Code pour la demande en validité de la saisie-arrêt.—Et l'on doit le décider ainsi dans tous les cas où la loi veut qu'une chose se fasse *dans* ou *pendant* le délai qu'elle fixe.— Brux. 10 déc 1824.

155. Le délai de huitaine accordé pour la demande en validité d'une saisie-arrêt, ne doit pas être augmenté d'un jour si le huitième est un dimanche.—Toul. 22 mars 1827, t 34, p. 34 —Telle est l'opinion de M. Carr. t. 2, p. 389, n° 1945; Merl. t. 17, p 36, v° *Délai*, sect. 1re, § 13.—*V.* nos mots *Exploit*, n° 50 quinter, *Saisie immobilière*, n° 773, et *Surenchère*, n° 190.

156. Lorsque la loi accorde à celui qui doit demander la validité d'une saisie-arrêt un jour par trois myriamètres, à raison des distances, elle doit être entendue en ce sens que les fractions de myriamètres n'augmentent point le délai. — Poit. 20 fév 1827, t. 33, p. 177.

157. Est nulle la saisie-arrêt, ainsi que l'exploit d'assignation en validité, lorsque la partie saisissante est une veuve, et qu'on n'a fait mention que du domicile de feu son mari.— Colm. 27 juil. 1829, t. 37, p. 337.

158 L'ordonnance du juge portant permission de saisir-arrêter, est suffisante pour former une saisie-arrêt, mais est insuffisante pour en faire prononcer la validité.—Bord. 22 déc. 1829 —Lepet-Dias C. deLenet.

159. Une saisie faite sans titre ne peut être validée que lorsque le saisissant a obtenu condamnation contre le saisi —Bord. 16 juill. 1827.— Doma C. Meyer.

160. Lorsque les juges renvoient à une époque déterminée pour statuer sur la validité d'une saisie-arrêt, ils peuvent en même temps accorder la recréance et mainlevée de la saisie, en prenant les précautions nécessaires pour mettre les droits des intéressés à couvert.— Toul. 14 av. 1810, t. 19. p. 297, n° 49 —*V.* M. Carr. t. 2. p. 394, n° 4.

161. Le saisi ne peut pas, en offrant de donner caution suffisante au tiers saisi, obtenir la mainlevée des saisies-arrêts faites à la requête de quelques autres créanciers.—Turin, 19 juill. 1806, t. 19, p. 275, n°

24.—C'est l'opinion de M. Carr. t. 2. p. 396, n° 1955.—Le tiers saisi peut-il être contraint de payer à son créancier ce qu'il doit au-delà de la somme arrêtée entre ses mains?— Oui, M. Pig. t. 2, p. 60.—V. M. Carr, t. 2, p. 393, n° 1952.

162. L'obligation de faire lever les oppositions formées par les créanciers d'un cédant postérieurement à l'acceptation authentique de la cession par le débiteur est à la charge, non de celui-ci, mais du cessionnairè. — Cass. 17 janv. 1832, t. 42, p. 255.

163. Décret du 11 thermidor an 12, concernant la mainlevée d'opposition formée pour la conservation des droits des pauvres et des hospices.—*J. A.* t. 19, p. 268, n° 17.— V. M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 161, n° 4.

Art. 3. *Tribunal compétent.*

§ 1. *Compétence sur la demande en validité.*

164. C'est le tribunal du domicile de la partie saisie et non celui du lieu où la saisie-arrêt a été faite qui est compétent pour connaître de la demande en validité. — Paris, 30 mars 1810. t. 19, p. 285, n° 41.— V. *suprà*, n° 111, et *infrà*, n° 185.

165. Le tribunal saisi de la demande en validité d'une saisie-arrêt pratiquée par une administration en vertu d'un réglement ministériel, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que la légalité de ce réglement et le *quantum* de la dette qu'il détermine soient jugés par l'autorité administrative.— Cass. 22 janv. 1834, t. 47, p. 489.

166. La validité d'une saisie-arrêt ne doit être demandée devant le tribunal du domicile du saisi, que lorsqu'elle n'est pas connexe à une autre instance.—Cass, 25 août 1813, t. 19, p. 320, n° 83. — V. M. D. C. p. 385, 4e alin.

167. Quand un tribunal est saisi de l'instance relative à la légitimité et au montant de la créance pour laquelle la saisie-arrêt a eu lieu, le tribunal du domicile de la partie saisie devant lequel la demande en validité est portée, ne peut prononcer sur cette validité par des moyens du fond.—Cass. 17 fév. 1817, t. 19, p. 345, n° 108.—V. le n° qui précède.

168. Lorsque le tribunal auquel est soumise la demande en validite d'une saisie faite en vertu d'un jugement par défaut attaqué par la voie de l'opposition, n'est pas celui qui doit statuer sur cette opposition, il doit se borner à déclarer la demande en validité non recevable et la saisie nulle, sans pouvoir surseoir à y prononcer jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'opposition ou jugement par défaut, par le juge qui l'a rendu.—Brux. 6 déc. 1826.

169. Le tribunal compétent pour prononcer une condamnation ne l'est pas également pour connaître de la validité de la saisie-arrêt autorisée par une ordonnance du président du même tribunal, lorsque la partie saisie est domiciliée dans un autre ressort.—Cass 17 fév. 1817, t. 19, p. 345, n° 106. — V. M. F. L. t. 3, p. 10, n° 11.

170. La déclaration de faillite devant un tribunal dans le ressort duquel le failli n'a pas son domicile, ne peut pas rendre ce tribunal compétent pour connaître de la validité d'une saisie-arrêt faite à son préjudice, lorsque d'ailleurs la déclaration de faillite n'a été suivie d'aucune procédure. — Paris, 18 juin 1812, t. 19, p. 314, n° 74.

171. C'est devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte que doit être portée la demande en validité d'une saisie-arrêt faite en vertu d'une sentence arbitrale qui a réglé les droits de chaque héritier, mais sans former les lots, ni les attribuer — Renn. 10 janv. 1812, t. 19. p. 310, n° 68.

172. La demande en validité d'une saisie-arrêt faite par la régie de l'enregistrement et des domaines, doit être portée devant le tribunal du lieu où la contrainte a été décernée et non devant celui du domicile de la partie saisie. — Paris, 21 juill. 1810. — Cass. 14 déc. 1819, t. 19, p. 301, n° 54.—V. Une délibération du conseil d'administration de l'enregistrement et des domaines, dans le même sens, en date du 28 avr. 1814. *J. A.* t. 19, p. 328, n° 89. — V. M. Carr. t. 2, p. 394, not. 1 et 3.

173. Les tribunaux de commerce peuvent-ils connaître de la validité d'une saisie-arrêt en matière commerciale?— Oui, Paris, 16 germinal an 11. Nim. 3 déc. 1812. Rouen, 21 juin 1825. — Non, Brux. 28 mai 1807. Renn. 14 déc. 1810. Paris, 31 déc 1811. Aix, 29 déc. 1824, t. 19, p. 263, n° 13, t. 27, p. 260 et 34, p. 107. — V. t. 19, p. 266, sixième espèce, un arrêt de la Cour de Rennes du 19 août 1819 qui juge que le tribunal de commerce est compétent lorsqu'il s'agit de la saisie-conservatoire autorisée par l'art. 417, C. p. c.—V. les n°s suiv., 174 à 179, et notre mot *Tribunaux de commerce*, n° 169 et suiv. — Non, M. Carr. t. 2, p. 395, n° 1953. —Oui, M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 164, n° 2. V. aussi M. Carr. *Comp.* t. 2, n° 649, not. 2, n° 5.—V. *suprà*, n° 110

174. Le propriétaire des lieux loués au failli peut-il porter devant le tribunal civil la demande en validité d'une saisie-arrêt qu'il a pratiqué pour sûreté de ses loyers. — Oui, Paris, 18 juill. 1828. — Non, *ibid* 1er juill. 1828, t. 43, p. 61. — V. *infrà*, n° 178, et le n° qui précède.

175. Lorsqu'un créancier saisissant a porté une demande en validité de saisie-arrêt devant un tribunal civil, il ne peut, plus tard, avant tout jugement dessaisir ce tribunal, sans le consentement de la partie adverse pour porter l'affaire devant le tribunal de commerce sous le prétexte que son débiteur est marchand; le jugement rendu dans c[e] cas par le tribunal de commerce es[t] nul pour incompétence. — Riom 5 déc. 1828, t. 36, p. 174 —V. *supr[à]* n° 173.

176 et 177. Un tribunal de com[-] merce ne peut convertir en saisie dé[-] finitive une saisie conservatoire fait[e] en vertu de la permission accordé[e] par son président et ordonner la vent[e] des objets saisis et la délivrance d[u] prix. — Nim. 4 janv. 1819, t. 19, p. 354, n° 118; M. D. C. p. 318 donne la même solution. — Un[e] semblable disposition n'est mêm[e] pas valable, quoiqu'elle soit contenu[e] dans le même jugement qui pro[-] nonce la condamnation au paiemen[t] des sommes, pour sûreté desquell[es] la saisie conservatoire a été faite – Nim. 4 janv. 1819, t. 19, p 35[4] n° 119.—V. *suprà*, n° 173.

178. Lorsque celui à la charg[e] duquel une saisie a été pratiquée e[st] déclaré en faillite postérieurement [à] cette saisie, mais avant le jour au[-] quel il est assigné devant le tribu[-] nal civ. pour y voir statuer sur l[a] validité de la saisie, le saisissa[nt] ne peut pas continuer à poursuiv[re] la saisie contre le syndic devant [le] tribunal civ. qui est alors incomp[é]tent pour en connaître. — Brux 1[er] juill. 1826. — V. *suprà*, n° 174.

179. Lorsque dans une faillite [un] créancier de la masse déclaré tel p[ar] le jugement du tribunal de com[-] merce, a formé saisie-arrêt entre l[es] mains du syndic caissier, c'est d[e-] vant le tribunal civil que doit êt[re] portée la demande en validité.- Cass. 27 juin 1821, t. 23, p. 227. - V. *suprà*, n° 173.

180. Décret portant que l'auto[-] rité préfectoriale n'a pas le droit [de] prononcer la nullité d'une saisi[e-] arrêt faite entre les mains des déb[i-] teurs d'une commune, et que l[es] tribunaux civils sont seuls comp[é-] tents pour en connaître. — 29 a[...] 1809, t. 19, p. 282, n° 35.

181. Les tribunaux français pe[u-] vent connaître de la saisie-arrêt pr[a-] tiquée en France par un étrange[r] et en vertu d'un jugement éma[né] d'un tribunal étranger.—Cour ro[y.] de Paris, 5 août 1832, t. 44, p 16[...] — V. *ibid.* des observations. — [...] notre mot *Tribunaux*, n° 378 et sui[v.] *suprà*, n° 111, et *infrà*, les n°s 1[...] 183, 186 et 187.

182. Les tribunaux français pe[u-] vent juger la validité d'une saisi[e-] arrêt pratiquée en France par [un] étranger sur un autre étranger [en] vertu d'un contrat passé hors [du] royaume.—Aix, 6 juin 1831, t. 4[...] p. 714.—V. le n° qui précède.

183 et 184. Une saisie-arrêt fa[ite] entre les mains d'un étranger et déc[la-] rée valable par les tribunaux de s[on] pays peut être opposée en Fra[nce] aux Français dont les deniers ont [été] saisis, si elle est faite en vertu [...]

gements rendus par les tribunaux français.—Cass. 14 fév. 1810, t. 19, p. 291, n° 4710.— V. *suprà*, n° 181.

§ 2. *Compétence sur la demande en mainlevée.*

185. C'est devant le tribunal du domicile de la partie saisie, que la demande en mainlevée doit être portée.—Paris, 19 déc. 1809, t. 19, p. 38 n° 43 — V. *suprà*, n° 164.

186. Un tribunal de commerce ne peut statuer sur la demande en mainlevée d'une saisie-arrêt arguée de nullité, mais il peut prononcer cette mainlevée comme accessoire et conséquence d'un jugement qu'il rend sur le fond d'une contestation, lorsque d'ailleurs la saisie-arrêt a été faite sans autorisation de justice. —Rouen, 10 fév. 1829, t. 40, p. 59. —V. *suprà*, n° 181 et le n° qui suit.

187. Le tribunal de commerce du lieu où est amarré le vaisseau, est aussi compétent pour connaître de la demande en mainlevée de saisie-arrêt sur les expéditions du navire formées par le capitaine —Rouen, 5 août 1819, t 19, p. 364, n° 126, —*V*. le n° qui précède.

188. Il ne peut pas être statué en référé sur une mainlevée de saisie-arrêt ni sur le paiement dans les mains du saisi, au préjudice d'une saisie-arrêt.—Turin, 15 juill. 1809. Paris, 30 mars 1810; 3 oct. 1810, t. 19, p. 284, n° 39 —M. Carr. t 2, p. 395, n° 1954, donne la même solution.—*V*. M. B. S. P. p. 518, n. 7, obs. 1.

CHAP. 3. *Effets de la saisie et du jugement de validité.*

189. La saisie-arrêt pratiquée entre les mains du débiteur d'un capital produisant des intérêts, ne peut frapper que les intérêts échus au moment où elle est formée.—Agen, 1 mai 1833, t. 45, p. 735.

190. Un débiteur sur lequel une saisie-arrêt est pratiquée, peut appeler du jugement qui valide cette saisie, sans être tenu d'appeler d'un second jugement exécutoire par provision, qui ordonne que les sommes arrêtées seront versées entre les mains du saisissant.—Bord 29 août 1832, t. 44, p. 284.

191. La saisie-arrêt pratiquée par les créanciers d'un mari soumis au régime dotal, entre les mains de sa femme, sur le montant des reprises qu'il aura à exercer sur elle, doit produire ses effets si le mari vient à décéder, surtout lorsque la saisie-arrêt avait été declarée valable par un jugement passé en force de chose jugée. —Riom, 2 juin 1830. t. 46, p. 45. — Il en eut été autrement si le mari ne fut pas décédé pendant l'instance. — V. *ibid.* nos observations.

192. La saisie faite par un percepteur des contributions sur des objets adjugés judiciairement, n'empêche pas l'acquéreur de payer valablement le restant de son prix entre les mains du saisi, lorsqu'il n'a été fait à cet acquereur aucune interpellation directe et légale. — Lim. 29 déc. 1812, t. 19, v° *Saisie-exécution*, p. 441 n° 64.

193. Le créancier qui a fait une saisie-arrêt en vertu de titres authentiques, ne peut se faire payer du tiers-saisi avant que le mérite de son opposition soit jugée. — Paris, 25 mars 1831.— Dedreux C. Mallus.

194. Le débiteur saisi ne peut opposer au saisissant un réglement fait de bonne foi depuis la saisie, donnant au tiers-saisi un délai pour le paiement de ce que doit celui-ci —Paris, 25 mars 1831. — Dedreux C.Mallus.

195 Le tribunal en déclarant n'être pas suffisamment éclairé pour prononcer sur une saisie-arrêt de marchandises, peut restreindre l'effet de la saisie à celles qui sont suffisantes pour garantir le créancier saisissant. — Paris, 31 oct. 1825.— Donat C. Currat.

196. Le créancier qui veut avoir part à une somme déja saisie, ne peut pas, par une intervention dans l'instance en validité, se dispenser de former lui-même une saisie-arrêt. —Renn 29 janv. 1817, t. 19, p. 344, n° 105. — M. Carr. t. 2. p 402, n° 1971, adopte cette decision. M Roger, *Saisie-arrêt*, n° 38.

197. Les oppositions antérieures à la signification d'un transport, conservent toute la somme cédée pour les opposants postérieurs — Paris, 15 janv 1814 : 28 mars 1820, t. 19, p. 325, n° 87.

198. Et lorsque la signification du transport d'une créance au débiteur et la saisie arrêt de cette créance entre les mains de ce débiteur sont faites le même jour, sans désignation de l'heure, la somme transportée et saisie doit être distribuée par contribution entre le cessionnaire et le saisissant.—Paris, 26 av. 1822, t. 24, p.125 —V. Roger, *Saisie-arrêt*, n° 213.

199. Lorsque la femme d'un failli intervient dans le concordat de son mari pour y faire l'abandon de ses créances personnelles aux créanciers de la faillite, ceux-ci ne peuvent opposer cette cession aux créanciers envers lesquels le mari et la femme se sont obligés solidairement, n'ayant pu figurer au concordat, ont formé saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de la femme avant que le transport inséré au concordat, leur ait été signifié —Cass 19 janv. 1820, t. 19, p. 365, n° 127.

200 La survenance du Code de procédure civile n'a rien changé à l'effet des saisies-arrêts formées antérieurement.— Cass. 14 août 1820, t. 19. p. 367, n° 129.—*V*. M. Carr. t. 2, p. 389, not 2.

201. Lorsqu'un jugement a déclaré une saisie-arrêt valable, et a ordonné que le tiers saisi viderait ses mains dans celles du saisissant, d'autres créanciers peuvent ils faire saisir-arrêter les mêmes sommes, pour en faire ordonner la distribution par contribution, tant que le paiement n'est pas effectué? —Non, Cass. 18 fév. 1822. Nancy, 23 août 1824. Besanç. 23 mars 1827. Lyon, 24 aout 1827. — Oui, Paris 30 juin 1826. Toul. 22 janv. 1829, t 24, p. 60, t. 27, p. 103; t 33, p. 312, 330; t. 32, p 222, et t. 39, p. 287. — *V*. le n° qui suit.

202. Le créancier qui a pratiqué une saisie-arrêt validée par un jugement, a droit à la propriété des sommes qu'il a saisies, à l'exclusion des saisissants postérieurs dont la créance n'a pas date certaine et antérieure au jugement qu'il a obtenu. —Lyon, 22 mars 1830, t. 41, p. 404. — *V*. le n° qui précède.

203 Le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt, ne confère privilège au saisissant que sur les sommes échues, jusqu'à la survenance de la faillite du débiteur, à cette époque tous les créanciers indistinctement ont droit aux sommes dues au failli. — Ang. 3 avril 1830. *Faillite* Miette C. Odoillard des Fouet.

204 Le débiteur assigné en paiement d'un capital et des intérêts, suivant la loi, doit être condamné, s'il n'a pas consigné, à payer même les intérêts, quoiqu'il ait été empêché de rembourser ses créanciers par suite de saisies-arrêts pratiquées entre ses mains.— Riom, 17 mai 1830, t. 45, p. 474.

205. Le tribunal saisi de l'instance en validité d'une saisie-arrêt pratiquée sur l'indemnité attribuée à plus de deux émigrés pour le paiement d'un capital et d'intérêts, peut, après avoir validé cette saisie-arrêt, seulement pour le capital, condamner les débiteurs saisis à payer les intérêts sur leurs biens personnels, quoique la demande en ait été faite contre eux sans préliminaire de conciliation et par des conclusions additionnelles dans l'instance en validité de saisie-arrêt. — Cass. 12 mars 1833, t. 44, p. 250.

206. Lorsqu'un créancier a touché en vertu de saisie-arrêt des sommes qui lui étaient dues par un commerçant, si le commerçant vient à faire faillite, il n'est pas obligé de rapporter les sommes qu'il a touchées, quoique l'ouverture de la faillite de son débiteur soit reportée à une date antérieure à l'époque où il a été payé. —Rouen, 25 juin 1828. Desloges C. Chanbert, Barbulée et Ce.

207. Lorsque le saisi n'a opposé aucun moyen de nullité contre la saisie, et que cette saisie a été déclarée valable, le cessionnaire des droits du saisi, n'est pas recevable à faire valoir contre le tiers saisi, les nullités dont il prétend que cette saisie est entachée. — Brux 22 oct. 1825.

208. On doit condamner à des dommages-intérêts envers le propriétaire d'un navire, celui qui, par une saisie-arrêt nulle, a empêché le bâtiment de partir à temps pour sa destination, et lui a fait ainsi manquer son voyage, quoique le saisissant ait agi en vertu d'un acte authentique dont la validité n'a pas été contestée. — Renn. 28 fév. 1824. t. 26, p. 140.— *V.* notre mot *Saisie-exécution*. n° 113.

CHAP. IV. *Tiers saisi.*

Art. 1er. *Dénonciation au tiers-saisi.*

208 *bis.* La dénonciation de la demande en validité doit contenir copie de cette demande. — C. T. t. 2, p. 105, 16.

209. La dénonciation de la demande en validité, et l'assignation en déclaration affirmative peuvent être faites par un même acte.—C. T. t. 2, p. 104, 22.

210. A défaut de dénonciation au tiers saisi, de la demande en validité de la saisie-arrêt, la partie saisie ne peut pas contraindre ce dernier à vider ses mains.—Brux. 10 juin 1826.

211. Lorsqu'une saisie-arrêt est nulle dans la forme, le tiers saisi peut-il être contraint par la partie saisie à vider ses mains, avant que celle-ci ait fait prononcer la nullité *de la saisie-arrêt contradictoirement* avec le saisissant? — Dans l'affaire jugée par l'arrêt rapporté au n° suivant le ministère public pensait que c'était au débiteur saisi à faire prononcer d'abord la nullité —V. *suprà*, n° 148.

212. Le tiers saisi peut du moins être contraint à payer, si le saisissant n'a pas formé de demande en validité, et s'il n'a fait aucune dénonciation, soit à la partie saisie, soit au tiers saisi —Brux. 23 mars 1824.—V *infrà*, nos 259. 261 et 267.

Art. 2. *Déclaration affirmative.*

§ 1 *Qui en est dispensé. — Devoir du tribunal quand le tiers saisi allègue cette dispense.*

213. Les détenteurs de deniers publics entre les mains desquels une saisie-arrêt est pratiquée, sont tenus seulement de donner un certificat des sommes dues au saisi; les saisissants ne peuvent exiger d'eux une déclaration affirmative. —Toul. 17 déc. 1830, t. 41, p. 392.

214. Le tiers saisi qui soutient ne pas être tenu à la déclaration affirmative de ce qu'il doit, ne peut pas être condamné immédiatement comme débiteur pur et simple des causes de la saisie, et le juge doit au préalable lui ordonner de faire sa déclaration dans tel délai.—Brux 22 fév. 1821.

215. Le tiers saisi qui a fait au greffe la déclaration et l'affirmation prescrites par les art. 571 et suiv. C. p. c. sans que cette déclaration ait été contredite par le saisissant, ne peut pas être contraint par celui-ci, à affirmer de nouveau cette déclaration, sous prétexte que le changement des circonstances de la cause le soumettrait à de nouvelles obligations.—Brux. 16 nov. 1826.

216. Le tiers saisi est-il obligé de faire successivement sa déclaration sur chaque saisie qui intervient à la suite d'une première?—Non, répondent MM. PIG. t. 2, p 70, n° 12; PIG *Comm.* t. 2, p. 170, n. 1; B. S. P. p 520, n° 23; CARR t. 2, p. 401, n° 1969, ROGER et DELAP. t 2 p 154, car ce serait occasionner des frais inutiles; il suffit de les dénoncer aux nouveaux saisissants. — *J. A.* t. 19, p. 371, n° 137.

§ 2 *Délai pour faire la déclaration.*

217. Le tiers saisi peut faire sa déclaration en tout état de cause. Les art 571 et 577 ne fixent pas de délai passé lequel il doit être condamné au paiement des causes de la saisie — Gren. 8 mars 1810. Paris, 30 août 1810. Gren. 29 mai 1813. Bourg. 9 déc. 1814, t. 19, p. 292, n° 48. — V. *ibid.* la consultation délibérée en ce sens et les auteurs que nous y citons. — Cette question ne peut plus maintenant souffrir de difficulté. Il faut lire les nos qui suivent 218 et 227 *b.* et consulter *infrà* nos 248 et 249.

218. Un tiers saisi qui n'a pas fait de déclaration affirmative en première instance, ou qui n'a pas fourni les pièces à l'appui, peut être admis à le faire en appel. — Bord. 21 juin 1831, t. 42, p. 116.—V *suprà*, n° 217.

219. Un tiers saisi est admissible en tout état de cause à faire sa déclaration affirmative, surtout lorsqu'il paraît démontré qu'il n'est pas le débiteur du saisi; mais il n'en doit pas moins supporter tous les frais que sa négligence a occasionnés — Bourg. 3 mars 1832, t. 44, p 234 — V. *suprà*, n° 217.

220. Le délai fixé au tiers saisi pour faire sa déclaration affirmative n'est pas de rigueur.—Renn. 26 nov. 1814. Colm. 8 janv. 1830, t. 19, p. 334, n° 95.—V. *suprà*, n° 217.

221. On ne doit pas réputer le tiers saisi débiteur pur et simple des causes de la saisie-arrêt, par cela seul qu'il n'a pas fait sa déclaration affirmative dans la huitaine fixée pour l'assignation. — Cass. 28 déc. 1813, t. 19, p. 322, n° 86.—V *suprà*, n° 217.

222. Lorsque, faute d'avoir fait sa déclaration, le tiers saisi est condamné par défaut, comme débiteur pur et simple, il peut encore faire cette déclaration dans les délais de l'opposition. — Turin, 27 fév. 1808, t. 19, p. 279, n° 29.—V. *suprà* n° 217.

223. Le tiers saisi, condamné par défaut, comme débiteur pur et simple, peut faire rapporter ce défaut en justifiant d'empêchements graves qui aient retardé sa déclaration. — Metz, 12 mai 1827. Bruideau C Blay.

224. L'opposition que forme un tiers saisi à un jugement par défaut qui juge qu'il sera débiteur pur et simple de la saisie, s'il ne fait pas la déclaration affirmative dans le délai de huitaine, a pour effet de rendre non avenu le jugement et la déchéance qu'il prononce. — Paris, 25 mars 1831. De Dreux C. Mathis. —V. *suprà*, n° 217.

225 Mais lorsque un arrêt porte, que faute par le tiers saisi de faire sa déclaration dans un délai déterminé, il sera réputé débiteur pur et simple, des causes de la saisie, la déclaration peut-elle néanmoins être valablement faite après ce délai? — Oui, Paris, 24 mars 1823 — Non, Cass. 11 juin 1823, t. 25, p. 102 et 209. —V. *suprà*, n° 217 et le n° qui suit.

226 Le tiers saisi auquel le tribunal a ordonné, par jugement contradictoire et définitif, de faire sa déclaration affirmative dans un délai déterminé, doit être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie, s'il ne fait pas la déclaration dans ce délai. — Lyon, 19 juin 1830, t. 42, p. 116. —V. *ibid.* nos Observations. — *V.* le n° qui précède.

227. De même après la mise en délibéré de l'affaire, le tiers saisi n'est plus à temps pour faire sa déclaration; il doit être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie.—Bourg. 12 fév. 1822, t. 24 p. 49. — V. *suprà*, n° 217.

227 *bis.* Le tiers saisi demeurant à la Guadeloupe, doit être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie formée entre ses mains, s'il n'a pas fait de déclaration affirmative avant l'expiration de l'échéance de l'assignation en validité. — Guadeloupe. 25 mars 1833, t. 44, p. 305.— V. *suprà*, n° 217.

227 *ter* Le tiers saisi dont le pourvoi contre l'arrêt qui le déclare débiteur des causes de la saisie-arrêt, est non recevable pour tardiveté, ne peut profiter du pourvoi régulièrement formé par le saisi contre cet arrêt. — Cass. 25 mars 1833, t. 44, p. 305.—*V.* ROGER. n° 611.

§ 3 *Enonciations. — Pièces justificatives; quand doivent-elles être produites.—Formes de la déclaration.*

228. Lorsqu'un tiers saisi est créancier du saisi, et qu'il se paie en partie avec des sommes que celui-ci l'avait chargé de toucher, il s'opère compensation entre eux jusqu'à due concurrence; en conséquence, le tiers saisi ne lui doit plus la somme dont il était comptable, et sa déclaration ne peut être critiquée, sous prétexte qu'il n'y a pas mentionné qu'il était débiteur de ces mêmes sommes envers le saisi. — Bord. 6 avr. 1830 t. 41, p. 620.

229. On doit regarder comme insuffisante la déclaration à laquelle le tiers saisi n'a pas annexé les pièces justificatives. — Renn. 26 nov. 1814 t. 19, p. 333, n° 94. —*V.* M. CARR t. 2, p. 401, n. 1.

230. Le tiers saisi auquel on demande compte de la jouissance d'un immeuble ne fait pas une déclaration affirmative satisfaisante, en attestant qu'au lieu d'être débiteur, il est créancier de la partie saisie.—Paris, 12 mars 1811, t 19, p.305, n° 58.—*V.* les n°s suivants, et principalement le n° 233.

231. Comme aussi le tiers saisi, qui declare qu'il ne doit rien à la partie saisie, sans expliquer positivement s'il en était ainsi quand la saisie-arrêt a été faite, n'a pas fait une déclaration affirmative complète et régulière, telle que la loi l'exige. —Paris, 1er août 1825, t. 30, p 86.

232. Jugé au contraire, qu'il n'est pas nécessaire que la déclaration du tiers saisi, qu'il ne doit rien au saisi, soit accompagnée de comptes ou quittances pour établir la libération, et que d'ailleurs les juges peuvent induire cette libération des circonstances de la cause —Lyon, déc. 1825. Bacheville C. Raucui.

233. Jugé aussi que lorsque le tiers saisi, assigné en déclaration affirmative, déclare qu'il ne doit rien au saisissant, sans toutefois produire aucune pièce à l'appui de ses allégations, ce mode de procéder n'est point une contravention à l'art. 574, C. p. c. qui prescrit d'annexer à cette déclaration les pièces qui le justifient, par la raison que si on déclare au saisissant que le tiers saisi n'a jamais rien dû au débiteur de celui-ci, il n'est pas réellement possible de le contraindre à déposer aucune pièce à l'appui de la libération d'une créance qui n'a jamais existé. Cependant si le tiers a été le mandataire du débiteur du saisissant, et qu'il n'ait pas encore rendu son compte quand bien même on pourrait induire des circonstances de la cause que le rendant-compte sera définitivement créancier, le tiers saisi ne doit pas être dispensé de rendre son compte en qualité de fondé de pouvoir.—Orl. 17 nov. 1814, t. 19, p. 333, n° 93.—Est-il tenu à une déclaration, lors même qu'il ne doit rien? — Oui, disent MM. Carr. t. 2, p. 400, n° 1968; B. S. P. p. 520, n. 23, *Obs.*, t. 1, et D. C. p. 386, dern. alin —Le pouvoir donné a un fondé de procuration pour faire la déclaration, doit-elle être authentique?—Oui, suivant MM. Pig. t. 2, p. 66; Pig. *Comm.* t. 2, p. 168, n. 1, et Carr. t. 2, p. 399, n° 1963.—Non, suivant M. F. L. t. 5, p. 14, n° 16. L'affirmative ne doit pas dans ce cas être accompagnée de serment. C'est l'opinion de MM. B. S. P. p. 520, 386, n. 22, et Carr. t. 2. p. 399, n° 1964.—*V.* Pr. Fr. t. 4, p. 401, n. 1

234-233. Quand le tiers saisi énonce qu'il a fait des paiements à compte ou qu'il est libéré, est-il rigoureusement tenu de rapporter les preuves de ces paiements ou de sa libération? — M. Delap. t. 2, p. 152 dit que le tiers saisi n'est pas rigoureusement tenu de rapporter les preuves de sa libération; M. Carr. t. 2, p. 400, n° 1967, prétend au contraire, que ce tiers saisi est un comptable qui doit justifier de sa libération; mais s'il est dangereux de s'en rapporter entièrement au tiers saisi, il est aussi trop rigoureux d'exiger des pièces dont il n'avait pas prévu la nécessité avant la saisie. Ainsi il convient de laisser les juges apprécier les déclarations et les preuves de libération, comme ils peuvent rejeter celles qui seront frauduleuses; ils peuvent aussi s'en rapporter à une déclaration sans titre.—V. *J. A.* t 19, p, 372, n° 139; Pig. t 2, p. 66; Haut. p. 322, et D. C. p. 336.—*V.* les n°s qui précèdent, 230 à 234. et le n° qui suit.

236. Le tiers saisi qui se prétend libéré envers le saisi, doit justifier de sa libération au saisissant. — Bord. 21 juin 1831, t. 42, p. 116.—*V.* le n° qui précède, et *infrà*, n°s 242 à 249.

237. Les quittances sous seing privé qu'un tiers saisi joint à sa déclaration comme pièces justificatives, font foi de leur date contre le saisissant. — Brux. 18 janv. 1816. —*V.* le n° qui suit.

238. Une quittance sous seing privé, produite par le tiers saisi assigné en déclaration, est valable quand il paraît que la date de cette quittance est exacte et a été mise de bonne foi, et que d'ailleurs le créancier saisissant ne rapporte point la grosse du titre en vertu duquel il poursuit.—Orl. 18 déc. 1816, t. 19, p. 341, n° 102.—*V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 168, n°s 2 et 3.—*V.* le n° qui précède et notre mot *Saisie de rentes*, n° 14.

239. Les art. 573 et 577, C. p. c., ne sont applicables qu'aux cas où le tiers saisi refuse de faire sa déclaration et à celui où, se trouvant débiteur, en vertu de titres, d'une somme claire et liquide, il fait une fausse déclaration, ou ne justifie pas des causes de sa libération; mais on ne peut en invoquer les dispositions contre un mineur lorsque son tuteur, qui déclare qu'il ignorait que son pupille était débiteur, et qu'il attendrait qu'on produisît les titres qui établiraient des créances à sa charge.—Besanç. 28 fév. 1815, t. 19, p. 334, n° 96.

240. L'art. 577, C. p. c. n'est pas applicable au tiers saisi auquel aucune justification n'a été demandée, et auquel on ne peut reprocher ni fraude, ni mauvaise foi. — Metz, 21 juin 1822, t. 24, p. 198.

241. Est nulle la déclaration affirmative d'un tiers saisi, faite par acte d'avoué avec offre de communiquer les pièces. — Bourg. 3 mars 1832, t. 44, p. 234.

242. Il en est de même lorsque la déclaration, bien qu'ayant été faite au greffe, n'a pas été suivie de l'affirmation et du dépôt des pièces à l'appui. — Bourg. 3 mars 1832, t. 44, p 234 — V. *suprà*, n°s 230 à 236 et les n°s qui suivent.

243. Le tiers saisi qui ne rapporte pas les pièces à l'appui de sa déclaration affirmative doit être condamné comme débiteur pur et simple des causes de la saisie.—Paris, 16 mai 1810, t. 19, p. 298, n° 50.—*V.* le n° qui précède.

244. Le tiers saisi qui a fait une déclaration sans y joindre en *même temps* les pièces justificatives, mais qui les a déposées au greffe *postérieurement*, peut-il être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie? — Brux. 12 juin 1819. — V. *suprà*, n° 242.

245. Un tiers saisi ne doit pas être condamné comme débiteur pur et simple de la saisie pratiquée entre ses mains, par cela seul qu'il n'a pas annexé de pièces justificatives à sa déclaration affirmative, il peut produire ces pièces postérieurement à sa déclaration.—Bord. 25 mars 1831, t. 41, p 424.—V. *suprà*, n° 242.

246. Le tiers saisi qui n'aurait pas produit en même temps que sa déclaration les pièces à l'appui, peut faire cette production par acte subséquent; il s'expose seulement à supporter les frais auxquels l'insuffisance de sa déclaration primitive aura donné lieu. — Colm. 8 janv. 1830, t. 39, p. 26. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 105, 23.— V. *suprà*, n° 242.

247. Le tiers saisi ne doit pas être déclaré débiteur pur et simple pour n'avoir pas énoncé dans sa déclaration les causes de la dette, si plus tard il a réparé l'omission. — Poit. 16 juin 1818, n° 352, n. 116. — V. *suprà*, n° 242.

248. Il ne peut faire utilement sur l'appel les justifications exigées par la loi.—Paris, 16 mai 1810, t. 19, p. 298, n° 50.— V. *suprà*, n°s 217 et suiv., 230 et suiv.

249. Décidé au contraire qu'une déclaration affirmative insuffisante ou irrégulière peut être complétée ou régularisée sur l'appel. — Paris, 12 mars 1811, t. 19, p. 305, n° 60. — V. *Suprà*, n°s 217 et suiv., et le n° qui précède.

250. Le tiers saisi ne peut pas être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie, sous le prétexte qu'il n'a pas dénoncé à l'avoué du premier saisissant les nouvelles saisies-arrêts ou oppositions survenues.— Brux. 16 nov. 1826.

251. Un tiers saisi qui a déclaré n'être débiteur du saisi que pour le cas où il ne serait pas condamné à payer la somme saisie à un tiers qui la réclame judiciairement, ne peut, s'il succombe dans l'action de ce tiers, être condamné à payer cette même somme au saisissant. — Cass. 13 avr. 1831, t. 41, p 439.

252. Le tiers saisi qui n'a point signifié au saisissant l'acte du dépôt des pièces justificatives de sa déclaration, ne doit néanmoins être tenu

des causes de la saisie que jusqu'à concurrence de ce qu'il est constaté devoir au saisi —Bord. 16 juin 1814, t. 19, p. 329, n° 90.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 405, not. 2, n° 1 et n° 1975; B S. P. p. 521, not. 26 et add.—V. *suprà*, n° 242.

253. L'acte de dépôt que ferait signifier le tiers saisi par exploit d'huissier serait-il nul s'il ne contenait pas constitution d'avoué; l'art. 574, C. p. c. ne porte pas la peine de nullité, pour le défaut de constitution; on ne pourrait pas la prononcer.—V. Delap. t. 2, p. 153, et *J. A.* t. 19, p. 372, n° 138.

254 L'avoué du saisissant qui prend communication des pièces produites a droit à une vacation.—C. T. t. 2, p. 107, 42.

Art. 3. *Responsabilité du tiers saisi, droits et recours du tiers saisi; comment il peut se libérer de la saisie.*

255. Lorsque, malgré l'opposition formée par un créancier entre les mains du ministre des finances, le paiement d'une créance due par l'État, a été fait par un payeur de département, le créancier opposant peut exercer son recours contre le trésor et le contraindre à payer de nouveau.—Paris, 2 janv. 1830; 8 mai 1833, t. 39, p. 43, et t. 45, p. 458.

256. Le trésor public doit être condamné à payer une seconde fois, entre les mains du saisissant s'il a payé l'indemnité due à un émigré au préjudice d'une opposition formée par un tiers, même après l'époque où le dernier cinquième de l'indemnité était devenue exigible pour cet émigré. — Paris, 9 août 1833, t. 47, p. 596.

257. Ordonnance du roi sur le mode de paiement des créances à la charge de l'État, frappées d'opposition.—16 nov. 1831, t. 42, p. 355.

258. Le tiers saisi qui paie nonobstant les oppositions, n'est obligé que jusqu'à concurrence de ce qui appartenait au débiteur sur les sommes arrêtées. — Cass. 11 mars 1806, t. 19, p. 269, n° 22.

259. Celui qui s'oppose à ce que des meubles qu'il dit lui appartenir soient saisis pour sûreté du paiement d'une lettre de change souscrite par un tiers, que le saisissant poursuit, comme propriétaire de ces meubles, ne peut demander à ce que celui-ci justifie des causes de la saisie.— Brux. 19 nov. 1831; Pajot. C. Hocfenacqker.—V. *infrà*, n° 261.

260. Le tiers saisi dont la déclaration n'a pas été contestée dans le principe n'est pas fondé à prétendre, dans le cas où il serait recherché par la suite, que tout est terminé à son égard, que les causes et la procédure de la saisie-arrêt sont éteintes.—Metz, 21 juin 1822, t. 24, p. 198.

261. Un tiers-saisi ne peut invoquer la nullité de la saisie pratiquée entre ses mains, résultant de ce que cette saisie a été formée sans titre suffisant en la personne du saisissant. —Paris, 9 août 1833, t. 47, p. 596.— V. *suprà*, n°s 211 et 259.

262. Le tiers saisi dont la déclaration a été reconnue fausse sur l'appel ne peut pas se plaindre de ce qu'on le condamne à payer aux créanciers les sommes dont il est reconnu débiteur, sous le prétexte que cette somme excède les causes de la saisie, et que les créanciers n'avaient pas interjeté appel.—Cass. 30 nov. 1826, t. 32, p. 323.

263. Lorsque, par erreur, un tribunal a omis de prononcer la validité d'une saisie-arret, sur l'appel de ce jugement la Cour royale ne peut prononcer cette validité, si le tiers saisi n'a pas été mis en cause devant la Cour.—Bord. 27 fév. 1829, t. 38, p. 22. — V. *Ibid.* une note dans le même sens.

264 Le tiers saisi n'est pas recevable à critiquer devant la Cour de cassation le jugement qui le condamne à payer au saisissant le montant de sa créance, sur le motif que ce jugement devait ordonner une distribution par contribution entre les créanciers opposants.—Cass. 11 juin 1823, t. 25, p. 209.

265. Le débiteur sur qui une saisie-arrêt a été formée en vertu de titres qu'il n'a pas contestés, n'est pas recevable à demander la cassation de l'arrêt qui condamne le tiers saisi à payer les causes de la saisie pour défaut de déclaration affirmative dans le délai légal. — Cass. 25 mars 1833, t. 44, p. 3C8.

266. Le tiers saisi qui a payé en vertu d'une ordonnance de référé exécutoire par provision, est valablement libéré, encore bien que sur l'appel cette ordonnance ait été annulée.—Turin, 15 juill. 1809, t. 19, p. 285, n° 40. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 395, n° 3.

267. La saisie-arrêt qui n'a été ni suivie d'une demande en validité, ni dénoncée au tiers saisi, n'empêche pas d'ordonner à celui-ci de payer ce qu'il doit au saisi —Cass. 4 fév. 1834, t 47, p 588.—V. *suprà*, n°211.

268. Lorsque, antérieurement à la saisie-arrêt, le tiers saisi s'est trouvé créancier et débiteur de la partie saisie, il est en droit d'opposer la compensation au saisissant.— Cass. 14 août 1809, t. 19, p. 287, n° 42 —*V.* MM. Carr. t 2, p. 400, n°2.

269. Mais la compensation ne peut pas avoir lieu au préjudice d'une saisie préexistante —Cass. 14 fév. 1810, t. 19, p. 291.

270. Le tiers saisi qui, faute de faire la déclaration prescrite par les art. 571 et suiv., C. p. c., a été déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie, et qui, par suite, a payé, ne peut invoquer la subrogation légale aux droits des saisissants. —Metz, 8 mars 1826, t. 37, p. 81.

271 à 279. Le tiers saisi, condamné à payer au saisissant, nonobstant un paiement qu'il prétend avoir fait précédemment au saisi, n'est recevable à former contre ce dernier une action en remboursement, que s'il justifie qu'il a payé deux fois.— Nim. 24 av. 1828, t. 39, p. 168.

280. N'a droit à aucune garantie de la part de son créancier le débiteur à terme qui, par suite d'une saisie-arrêt pratiquée entre ses mains, a été déclaré débiteur pur et simple de cette saisie, comme n'ayant pas fait de déclaration affirmative, et s'est trouvé par là forcé de payer au saisissant avant le terme stipulé. —Agen, 17 juin 1831, t 43, p 519.

281. Lorsque le propriétaire forme une saisie entre les mains du sous-locataire principal, le tiers saisi peut faire au propriétaire saisissant des offres de la valeur du loyer sans attendre qu'il soit assigné pour faire sa déclaration.—Paris, 23 mars 1829, t. 37, p. 15.

282. Si, à une époque où le créancier était domicilié en pays étranger, une saisie-arrêt a été formée entre les mains de son débiteur, et qu'il y ait eu instance sur la validité de cette saisie devant un tribunal étranger, au retour du créancier en France, le débiteur est valablement libéré par les offres réelles qu'on lui fait sous la condition de rapporter mainlevée de la saisie, par le dépôt du montant des offres à la caisse des consignations —Cass. 9 juin 1819, t. 19, p. 361 n° 124.

283. Le tiers saisi peut, avant que le tribunal ait statué sur la validité des différentes saisies, et réglé par un jugement les droits des saisissants, vider ses mains dans celles du percepteur des contributions à l'acquit du contribuable saisi, quoiqu'il existe d'autres saisies-arrêts que celle du percepteur.—Cass. 21 av. 1819, t. 19, p. 356, n° 122.

284. L'acquéreur qui, en cette qualité, a été condamné, par suite d'une saisie-arrêt pratiquée entre ses mains, à verser son prix entre les mains d'un créancier chirographaire, peut, encore qu'il ait payé des intérêts à ce créancier, se libérer valablement en payant le capital à un créancier hypothécaire qui le somme de payer ou de délaisser l'immeuble hypothéqué.—Bourg. 16 nov. 1821, t. 19, p. 367, n° 130.

285. Un avoué ne peut toucher du tiers saisi les frais qui lui sont dus sans la participation de son client, et sans avoir requis la taxe, ni fait ordonner son paiement en justice.— C T. t. 2, p. 108, 44.

Art. 4. *Compétence.—Devoirs du tribunal en cas de contestation de la déclaration et de defaut d'une partie des tiers saisis.—A quel domicile l'appel du jugement sur la déclaration doit être notifié ?*

286. Le tribunal civil du lieu du domicile du tiers saisi est toujours

compétent pour connaître de la déclaration affirmative, quoique cette instance soit connexe à une autre précédemment renvoyée devant le tribunal de commerce —Cass. 12 oct. 1814, t. 19, p. 332, n° 92.—V. *suprà*, n° 138.—*V.* Carr. t. 2, p. 395, n° 3, et Roger, *Saisie-arrêt*, n° 597.

287. Le tiers saisi ne peut être distrait de ses juges naturels sous prétexte de litispendance devant un autre tribunal.—Paris, 14 fév. 1814 t. 19, p. 326, n° 88 —V. *ibid.* nos *Observations critiques.*

288. Le tiers saisi peut demander son renvoi devant ses juges naturels, lorsque sa déclaration est contestée quelle que soit la nature de la contestation.—Turin. 30 janv. 1808, t. 19, p. 278, n° 28.—Avis conforme de M. Carr. t. 2, p. 398, n° 1959.—*V.* aussi n° 1960 et 1961, ainsi que MM. Delap. t. 2, p. 151, et Pig *Comm.* t. 2, p. 166, et Roger, *Saisie-arrêt*, n° 596.

289. Décidé cependant que lorsque le saisissant soutient la nullité ou l'insuffisance de la déclaration affirmative, le tiers saisi ne peut demander son renvoi devant le tribunal de son domicile.—Paris, 12 mars 1811, t. 19, p. 305, n° 59.

290. Comme aussi le tiers saisi ne peut demander son renvoi devant les juges de son domicile, lorsque sa déclaration est contestée pour vices de forme —Bord. 23 mars 1813. t. 19, p. 315, n° 76 —M. F. L. t. 5, p. 14, trouve cette décision contraire à la loi —*V.* M. Carr. t. 2, p. 398, n° 1959.

291. Lorsque la déclaration du tiers saisi est contestée, le tribunal ne peut pas se dispenser de statuer sur cette contestation.—Renn. 17 nov. 1813, t. 19, p. 321. n° 84.—*V.* Roger, *Saisie-arrêt*, n° 593.

292. Les dépens de première instance et d'appel relatifs à la déclaration affirmative, doivent rester à la charge du tiers saisi, lorsque cette déclaration contestée n'a été régularisée que devant la Cour.—C. T. t. 2, p. 108. 45.

293. Lorsque le tiers saisi succombe sur la contestation que sa déclaration affirmative a soulevée, il ne doit pas payer tous les dépens de l'instance de saisie-arrêt, mais seulement ceux qui se rattachent à l'incident qui le concerne.—C. T. t. 2, p. 108, 48.

294. Il n'y a pas de nullité d'un jugement lorsqu'on n'a pas fait jonction du défaut contre des tiers saisis défendeurs en déclaration affirmative, et lorsqu'ils n'ont pas été réassignés.—Besanç. 3 mai 1809, t. 19, p. 283, n° 37.

295. La faculté accordée par l'art. 584, C. p. c., de signifier l'acte d'appel au domicile élu par un commandement, s'étend au tiers saisi en ce sens, qu'il peut notifier son appel au domicile dont parle l'art. 559. —Liége, 12 juin 1812, t. 19 p. 313, n° 70.

SAISIE-BRANDON (1).

Ch. Ier. Titres, et objets saisissables, 1 à 12 —Ch. II. Formalités de la saisie et de la vente, 13 à 22.

Chap. Ier. *Titres, et objets saisissables.*

1. Un propriétaire de biens ruraux peut, en vertu d'une simple permission de juge et sans commandement préalable, faire pratiquer une saisie brandon sur son fermier.—Cass. 30 nov. 1824 t. 12, p. 741, n° 106. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 143-20.

2. Le créancier peut faire saisir et vendre les fruits pendants par racine, dont son débiteur n'est que copropriétaire, quoique sur une exécution faite sur les meubles, il ait été sursis à la vente jusqu'après partage.—Agen. 18 fév. 1824 t 27, p 84.

3. On ne peut pratiquer une saisie-brandon sur les fruits d'un immeuble, après avoir saisi cet immeuble même —Brux. 14 mars 1833, t. 46 p. 183.

4. Une saisie-brandon n'est pas nulle, quoiqu'elle ait été pratiquée pour une somme supérieure à celle due au créancier, par le débiteur qu'il poursuit.—Brux 14 mars 1833, t. 46, p. 183.— *V.* notre mot *Saisie immobilière*, nos 15 et 180.

5. Le titre en vertu duquel la saisie-brandon a lieu doit être signifié en tête du commandement s'il n'a pas été signifié précédemment —C. T. t. 2, p. 140, 2.

6. Le créancier poursuivant les héritiers de son débiteur, n'est pas tenu, sous peine de nullité, de donner leurs qualités dans les actes de poursuites en saisie-brandon —Brux 14 mars 1833, t. 46, p. 183.

7. L'acquéreur d'une récolte a qualité pour s'opposer à la saisie qu'en voudrait faire un créancier des vendeurs.—Colm. 18 brum. an 11. t. 19, p. 403, n° 4.

8. Comme aussi lorsque le débiteur a vendu des fruits avant la saisie-brandon, le premier acquéreur doit être provisoirement maintenu s'il a un acte authentique. — Paris, 5 therm. an 12, t. 19, p. 408, n° 13 — *V.* Pr. Fr. t. 4. p. 249, et MM. Pig. t. 2, p. 119 § 3, F. L. t. 5, p. 17; Carr. t. 2, p. 470, n° 2114, et B. S. P. p. 544, n° 6.

9. La vente de blés en vert, faite par un débiteur à un tiers avant l'époque de leur maturité et hors des cas prévus par les lois du 6 et 23 mess an 6, ne peut faire obstacle à la saisie-brandon pratiquée par un créancier dans les six semaines qui précèdent l'époque ordinaire de la maturité des grains. —Trib. d'Alençon, 26 nov. 1833, t. 47, p. 425.

10. Celui qui, se prétendant propriétaire des fruits saisis, forme opposition à la vente, énonce suffisamment sa preuve de propriété, suivant le vœu de l'art. 608 C. p. c. en déclarant, dans l'exploit de son opposition, que les objets saisis lui appartiennent en vertu d'un acte authentique dont il donne la date.—Lim. 16 fév. 1822, t. 24, p. 53.

11. Le mandataire constitué par le même acte qu'un autre mandataire, peut, sans le concours de celui-ci, pratiquer une saisie-brandon dans l'intérêt de leurs mandants.—Bord. 2 août 1833. Gautier C. Isard.

12. Est nulle l'opposition formée par un tiers à une saisie-brandon, sous le prétexte qu'il est propriétaire des objets saisis, si cette opposition dénoncée au saisi et au saisissant, ne contient assignation qu'à l'égard de ce dernier; et une assignation donnée au saisissant, après la vente des objets saisis, devrait être considérée comme tardive.—Agen, 22 mars 1828, t. 37, p. 174.

Chap. II. *Formalités de la saisie et de la vente.*

13. Est nul le procès-verbal de saisie-brandon qui ne mentionne pas le domicile réel du saisissant; la mention d'un domicile élu n'est pas suffisante. — Bord. 17 mars 1829, t. 37, p. 17.

14. On ne peut, après avoir conclu au fond, demander la nullité d'une saisie-brandon, fondée sur ce qu'il n'y a pas eu un jour d'intervalle entre le commandement et la saisie.—Brux. 14 mars 1833, t. 46, p. 183.

15. Si les biens sont situés sur plusieurs communes, le visa doit être donné par le maire de la commune du chef-lieu de l'exploitation, et, s'il n'y en a pas, par le maire de la commune où est située la majeure partie des biens. Ainsi il ne faut qu'une seule copie et qu'un seul visa. —C.T. t. 2, p. 142, 13.

16. Dans la même hypothèse, il ne doit être établi qu'un seul gardien, si les biens, quoique situés sur différentes communes, sont contigués; le garde-champêtre, dans ce cas, ne peut pas être gardien — C. T. t. 2. p. 142, 14.

17. Si des grains saisis se trouvent en état d'être coupés avant qu'on puisse en faire la vente, quel est en ce cas le parti à prendre? — M. Carr. t. 2, p. 473, n° 1123, enseigne que le saisissant peut traduire la partie saisie en référé pour faire ordonner, qu'il sera autorisé à les faire récolter et engranger en présence du saisi, ou lui dûment appelé; cette mesure paraît être le seul moyen de concilier tous les intérêts. —*J. A.* t. 19, p. 492, n° 161.

18. S'il ne se présente pas d'enchérisseur, que fera le saisissant pour tirer avantage de la saisie? les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 248, pensent que le saisissant pourrait présenter requête au tribunal du lieu pour se faire autoriser à faire la récolte lui même, et à la faire vendre après avoir fait battre le grain, pres-

(1) V. *Huiss.* 67 *bis.*— *Mat. somm.* 60 — *Ress.* 456 et suiv — *Sép b.* 95

surer les raisins, et ayant soin d'assigner le saisi pour voir accorder cette autorisation. — M. Carr. t. 2, p. 475, n° 2125, adopte cet avis sage qui n'est contrarié par aucune disposition de loi.—*J. A*, t. 19, p. 492, n° 162.

19 L'art. 634 qui, en matière de saisie-brandon renvoie aux formalités prescrites au titre de la saisie-exécution, ne se rapporte-t-il qu'à celle de la vente?—La négative est adoptée par MM. B. S. P. p. 544, n° 4; Carr. t. 2, p. 474, n° 2124, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 218, n. 1, *b*, ces auteurs énumérant les diverses formalités de la saisie-exécution qu'il faut appliquer à la saisie-brandon, citent les art. 584, 586, 587, 992, 1°, 593, 594, 595, 599, 600, 601, 603, 605, 606, 607, 609, 610, 611, 612, 614, 615, 622, 623, 624 et 625.—*V. J. A.* t. 19, p. 493, n° 163.

20. Le gardien ne peut réclamer aucun supplément d'émolument pour des rondes de nuit qu'il prétendrait avoir faites.— C. T. t. 2, p. 142, 15.

21. Est-il en chaque localité une règle fixe d'après laquelle on puisse déterminer l'époque où les fruits peuvent être saisis?—M. Delap. t. 2, p. 213, pense qu'il faut suivre les usages qui ont déterminé dans chaque localité les époques des récoltes. — M. Carr. t. 2, p. 470, n° 2112, est d'avis que le juge n'est pas lié par l'usage et qu'il ne doit suivre d'autre règle que sa conscience pour fixer l'époque de la maturité.—*J. A* t. 19, p. 493, n° 164.

22. De ce que le titre de la saisie-brandon indique les fruits pendants par racines, serait-il vrai que l'on ne peut pas saisir les fruits détachés du sol, mais existant encore sur les terres?

On ne peut, dans ce cas, que former une saisie-exécution; le créancier pourra, dans ce cas, user de la disposition de l'art. 594, qui lui permet de demander l'établissement d'un gérant. — Pig. t. 2, p. 118, n° 2, et Carr. t. 2, p. 469, n° 2109. — *V.* cependant M. B. S. P. p. 543, n. 3, *Observ.* 2, et *J. A.* t. 19, p. 493, n° 165.

SAISIE DE RENTES (1).

Ch. Ier. Titres, et choses saisissables, 1 à 9. — Ch. II. Formes de la saisie et de la vente, 10 à 23.

Chap. Ier. *Titres, et choses saisissables.*

1. La saisie d'une rente constituée ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire. Elle ne peut jamais être faite en vertu de permission du juge.—C. T. t. 2, p. 145, 1er.

2. Une rente viagère peut être saisie et vendue comme une rente dont le capital est remboursable, d'après les formalités prescrites par le Code de procédure.—Caen, 21 juin 1814; Paris, 2 janv. 1823, t. 19. p. 330, n° 91 et t. 25, p. 3 —*Sic* MM. Pig. t 2, p 126, n° 3; Carr. t. 2, p. 476, n° 2126 F. L. t. 5, p 84; Pr. Fr. t. 4, p. 258. — *Contrà*, MM. Delap t. 2, p 219, et B. S. P. p. 552, n. 35, *Obs.* 2.

3 La sommation de payer les arrérages d'une rente viagère formant le prix d'une rente constitue l'acquéreur en demeure, quoique l'huissier ne soit pas porteur d'un certificat de vie du créancier, lorsqu'il est constant que l'existence du créancier est connue du débiteur; par exemple, lorsque les parties sont en instance.—Cass. 19 août 1824, t. 28, p. 336.

4. L'exploit de saisie vaut toujours saisie-arrêt des arrérages de la rente échus et à échoir jusqu'au jour de la distribution.—C. T. t. 2, p. 146, 9

5. Les rentes sur l'État ne peuvent être séquestrées, ni saisies de la part de celui qui s'en prétend le véritable propriétaire.— Poit. 16 juill. 1830, t. 39, p. 337.—*V.* v° *Saisie-arrêt*, n°s 39 et suiv.

6. Mais les art. 1690 et 1691 C. c. s'appliquent aux transferts de rentes constituées par l'État.—Cass. 16 juill. 1816, t. 21, p. 521, n° 21.

7. Les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, d'industrie, ou de commerce, peuvent-elles être saisies de la même manière que les rentes constituées?—L'affirmative est soutenue, par MM. Pig. t. 2, p. 127 à 130, et F. L. t. 5, p. 84.—*J. A.* t. 19, p. 376, n° 145 —*V.* Roger, *Saisie-arrêt*, n° 167.

8. Peut-on saisir un bail, soit sur le propriétaire ou usufruitier, soit sur le locataire ou fermier?—M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 221, n° 6, examine cette question avec détail, et il adopte l'affirmative. Cependant si le bail contenait la prohibition de le céder ou transporter sans l'agrément du propriétaire, les créanciers n'ayant pas plus de droits que leurs débiteurs ne pourraient pas faire vendre son droit au bail. — t. 19, p. 376, n° 146.

9. Peut-on saisir la part indivise d'un cohéritier dans une rente?—M. Pig. t. 2, p 126, résout négativement la question par argument de l'art. 2205 C. c. car il y a, selon lui, même raison de décider; il ne faut pourtant point, dit-il, regarder une rente comme indivise lorsque sur un acte, il a été assigné à chacun des propriétaires une portion, car le droit de chacun est restreint à la portion désignée.—*J. A.* t. 19, p. 377, n° 147.

Chap. II. *Formes de la saisie et de la vente.*

10. Si le saisissant ne connaît ni le titre, ni le capital de la rente, que devra-t-il faire?—Quant à l'énonciation du titre, MM. B. S. P. p. 547, n° 9, et Carr. t. 2 p. 478, n° 2129, font observer que le mot *énonciation* est assez vague pour qu'il n'y ait pas nullité; par exemple, faute d'avoir indiqué la date du titre et le lieu où il a été passé.—Quant à la question de la rente et du capital, il faut l'énoncer à peine de nullité, et M. Pig. t. 2, p. 130, propose de faire d'abord une saisie-arrêt entre les mains du débiteur de la rente constituée, qui sera tenu de faire une déclaration, au moyen de laquelle on obtiendra des renseignements. — *J. A.* t. 19, p. 377, n° 148.

11 En matière de saisie de rentes constituées sur particuliers, le jugement d'adjudication préparatoire dépouille le propriétaire de la chose saisie, car cette adjudication préparatoire peut devenir définitive, s'il ne se présente pas d'enchérisseur lors de la troisième publication. — Orl. 26 juin 1811, t. 19, p. 309, n° 64.

12. Dans la saisie des rentes, comme dans celle des immeubles, il n'est pas nécessaire à peine de nullité que le procès-verbal d'apposition des placards, qui précède l'adjudication définitive, soit notifié au débiteur saisi.—Gren. 1er juill. 1816, t. 17, p 341, n° 101.—*Sic* M Carr. t. 2, p. 489, n° 2148.

13. L'élection de domicile chez un avoué près le tribunal devant lequel la vente sera poursuivie, vaut-elle constitution d'avoué?—Oui, suivant MM. Pig. t. 2, p, 131, et Carr. t. 2, p. 478, n° 2130; M. B. S. P. p. 548, not. 11, dit que cela est contraire à la jurisprudence en matière d'exploits ordinaires, et Haut. p. 348, pense que la constitution d'avoué est nécessaire.—*J. A.* t. 19, p. 378, n° 149.

14 Le débiteur d'une rente sur laquelle il a été pratiqué une saisie à la requête du créancier de celui à qui elle est due, ne peut pas opposer au saisissant une quittance sous seing privé, tant du capital que des arrérages, lorsque cette quittance n'a pas de date certaine avant la saisie.—Brux. 31 déc. 1819.—*V.* notre mot *Saisie-arrêt*, n° 238.

15. A partir de quelle époque les paiements d'arrérages faits par le débiteur de la rente, nonobstant la saisie, seraient-ils réputés non avenus?—M. Pig. t. 2, p. 133, n° 7, pense qu'il est nécessaire que la dénonciation au saisi soit notifiée au tiers saisi, comme le veut l'art. 545 pour les saisies-arrêts; M. Carr. t. 2, p. 482, a partagé cette opinion; il fait observer que le silence de la loi pouvant donner lieu à élever des difficultés sur cette question, le tiers saisi agirait prudemment en ne faisant aucun paiement; M. F. L. t. 5, p. 85, pense que le tiers saisi ne peut rien payer tant qu'on ne lui rapporte pas mainlevée de la saisie et tel est aussi l'avis de M Haut. p. 348.— *J. A.* t. 19, p. 378, n° 150.

16. Comment appliquer la disposition de l'art. 642, portant que lorsque le débiteur de la rente sera domicilié hors du continent, le délai pour la dénonciation ne courra que du jour de l'échéance de la citation

(1) V. *Ressort*, 390.

au saisi? — MM. Pig. t. 2, p. 132, VI, et n 1; B S. P. p. 548, n. 16; Carr. t. 2, p. 482, n° 2137, et F L. t 5, p. 85, enseignent que le mot *tiers* a été omis dans la rédaction de l'art. 642; M. D. C. p. 420, pense avec eux que c'est à compter du jour de l'assignation en déclaration donnée au débiteur de la rente, que commencent à courir les délais. — *J. A.* t. 19, p. 378, n° 151.

17. Si le débiteur demeure dans un autre département éloigné, dans un royaume ou dans une autre partie du monde, doit-on placarder l'extrait à sa porte? — M. F. L. t. 5, p. 85, 2e col. pense que dès qu'il y a impossibilité ou même inutilité probable, l'esprit de la loi permet de négliger la formalité. — *J. A* t 19, p. 379, n° 152.

18. Le délai de quinzaine, dans lequel, après la dénonciation à la partie saisie, le saisissant doit remettre le cahier des charges, admet-il l'augmentation d'un jour par trois myriamètres? — Si on ajoutait le délai des distances, le dépot au greffe du cahier des charges ne se ferait pas dans la quinzaine, ainsi que le prescrit la loi. — *J. A.* t. 19, p. 379, n° 153; Carr. t. 2, p. 485, n° 2138.

19. Toutes les formalités prescrites au titre de la saisie immobilière, relativement aux placards et annonces, doivent-elles être observées dans la saisie des rentes? — M. Pig. t. 2, p, 135, aux notes, pense, d'après l'art. 647 C. p. c. que les placards doivent être apposés non seulement avant la première publication, comme le dit l'art. 645, mais encore avant l'adjudication préparatoire dont parle l'art. 648; MM D. C. p. 424. 7e alin; B. S. P. p 551, n 30, n° 2, et Carr. t 2, p. 487, n° 2144, not. 1, pensent qu'un placard avant la première publication, et un autre avant l'adjudication définitive, suffisent; ils ajoutent que l'omission de la formalité prescrite par M. Pig. ne pourrait pas entraîner nullité, puisque l'art. 647 ne porte pas cette peine. — *J. A.* t. 19, p. 380, n° 154.

20. L'adjudication serait-elle nulle, si elle n'était pas faite à extinction de feux? — Il serait difficile de prononcer cette nullité, puisque la loi ne pose aucune règle pour ces adjudications. Si le législateur avait voulu renvoyer au titre de la saisie immobilière, il l'aurait fait comme pour la rédaction du jugement d'adjudication, art. 658; cependant le silence du législateur à cet égard paraît avoir été involontaire, et il convient de suivre les mêmes formes que pour les adjudications sur saisie immobilière. — *V.* MM. D. C. p. 425; Pig. t 2, p. 139 et 142, n° 3; Carr. t. 2, p. 490, n° 2149, et *J. A.* t. 19, p. 380, n° 155. — *V.* le n° qui suit.

21. Les formalités prescrites au titre de la saisie immobilière et auxquelles les art. 647 et 652 renvoient pour la saisie des rentes, sont-elles les seules que l'on doive observer dans cette saisie? — M. Carr. t. 2, p. 490, n° 2151, et n. 1 *in fine*, ainsi que tous les auteurs, pensent qu'il faut suppléer au silence du législateur sur les saisies de rentes par les dispositions du titre de la saisie immobilière; mais on ne pourrait faire résulter une nullité de l'omission de ces formalités. — V. *J. A.* t. 19, p 380, n° 156 — *V.* le n° qui précède.

22. Si le tribunal ne jugeait pas à propos d'adjuger la rente lors de la seconde publication, l'adjudication qu'il en ferait, lors d'une troisième, serait-elle nécessairement définitive? — Le tribunal a la faculté d'adjuger ou de ne pas adjuger la rente à la 2e publication, selon qu'il y a ou non des enchérisseurs; l'art. 648 C. p. c. dit : la rente saisie *pourra* être adjugée. Il résulte de là, que cette adjudication n'est pas une formalité nécessaire, et dès-lors l'adjudication qui se fera à la troisième publication sera définitive. — *V.* MM. Pig. t. 2, p. 141, n° 2; Carr. t. 2, p. 488, n° 2146; B. S. P. p 551, n. 32, et *J. A.* t. 19, p. 381, n° 157.

22 *bis*. Quand doit-on proposer les nullités de l'adjudication préparatoire et autres actes postérieurs? — La loi ne contenant aucune disposition limitative, il faut recourir aux règles ordinaires, suivant les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 278, 1er al; D. C. p. 426, 7e al.; Carr t. 2. p. 492, n° 2155, et F. L. t. 4, p. 86, 2e col n° 8, en conséquence, ces deux derniers auteurs pensent que les nullités peuvent être proposées avant l'adjudication définitive; car autrement on serait censé y avoir renoncé. — *J. A.* t 19, p. 381, n° 158; *V.* C. T. t. 2, p. 149, 35.

23. L'appel du jugement qui rejette les nullités proposées avant l'adjudication d'une rente constituée, doit être interjeté dans la huitaine. — Paris, 16 août 1813, t. 19, p. 319, n° 81 *bis*.

SAISIE-EXÉCUTION (1).

C. Ier. Du droit de saisir-exécuter — A. 1er. Différence entre la saisie-arrêt et la saisie-exécution, 1. — A. 2. Titre pour faire saisir-exécuter, et qui peut faire saisir-exécuter, 2 à 16. — A. 3. Objets saisissables ou non saisissables, 17 à 40. — C. 2. Commandement. — A. 1er. Formes du commandement, 41 à 49. — A. 2. Election de domicile. — Ses effets — Quels actes peuvent être signifiés au domicile élu, 50 à 59. — A. 3. Délai entre le commandement et la saisie. — Péremption. — Second commandement, 60 à 65 — C. 3. De la saisie — A. 1er. Exécution de la saisie, 66 à 73 *bis* — A. 2. Forme du procès-verbal, 74 à 123 — § 1er. *Itératif commandement.* — *Témoins*, 74 à 83 — § 2. *Formalités diverses*, 84 à 99. — § 3. *Copie du procès-verbal*, 100 à 113. — § 4. *Saisie antérieure. — Récolement. — Procès-verbal de carence. — Ejection de meubles sur le carreau*, 114 à 123 — A. 3. Opposition à la saisie. Nullité, 124 à 133. — C 4. Gardien. — A. 1er. Capacité — Révocabilite. — Nouveau gardien. — Refus, 134 à 139. — A. 2. Responsabilité du gardien. — Voies à prendre contre lui, 140 à 154. — A. 3. Frais de garde — Taxe, 155 à 164 — C. 5. Compétence en matière de saisie-exécution, 165 à 171. — C. 6 Revendication, 172 à 191. C. 7, Vente. — A. 1er. Qui peut poursuivre la vente. — Formalités. — Nullités, 192 à 213. — A. 2. Opposition à la vente. — Sursis, 214 à 219. — A. 3. Incapacité des officiers vendeurs pour se porter adjudicataires. — Responsabilité du prix de la vente. — Oppositions sur le prix, 220 à 227.

Chap. Ier. *Du droit de saisir-exécuter.* — Art. 1er. *Différence entre la saisie-arrêt et la saisie-exécution.*

1. On ne doit pas ranger dans la classe de saisies-exécutions et soumettre aux formalités prescrites pour ces sortes d'actes, la saisie de choses mobilières déposées en main tierce, lorsqu'il y a eu déplacement et établissement du gardien. — Colm. 13 janv. 1806, t. 19, p. 410, n° 17. — Sur la différence entre la saisie-arrêt et la saisie-exécution, *V.* les *Observations* en tête de cet arrêt, et Roger, *Saisie-arrêt*, nos 8 à 39.

Art. 2. *Titres pour faire saisir-exécuter, et qui peut exécuter.*

2. Le jugement ou l'arrêt qui prononce une subrogation judiciaire, est un titre suffisant pour procéder à une saisie-exécution. — Rennes 14 juin 1815, t. 19, p. 459, n° 89.

3. Est nulle la saisie faite en vertu d'une seconde expédition d'un acte obligatoire, quoique obtenue sur ordonnance du président, si le débiteur n'a pas été mis en demeure par une sommation d'être présent à

(1) Il faut consulter au mot *saisie immobilière*, dans les chapitres relatifs aux titres, en vertu desquels on peut saisir, aux formes du commandement et aux choses saisissables des arrêts qui, sans être identiques peuvent présenter cependant quelquefois de l'analogie, et dont la connaissance complètera les notions qu'on trouvera sous le mot *saisie-exécution.*

V. aussi *Acquiesc.* 152 et s. — *Cont. p. c.* 96 et s. — *Dem. n.* 20. — *Exéc.* 81, 100 — *Exéc. p.* 7, 8 — *Huiss.* 77, 161. — *Jug. déf.* 256, 380. — *Pérempt.* 117, 156. — *Réf.* 44, 45 et s — *Ress.* 415 et s — *Sais. br.* 2. — *Sais. imm.* 6. — *Separ.* 70 et s.

la délivrance de cette seconde expédition.—Renn. 8 déc. 1824, t. 27, p. 319.— *V.* v° *Exécution*, n°s 22 et 23.

4. La saisie-exécution peut être poursuivie en vertu d'un jugement ou d'un arrêt contre lesquels il y a pourvoi en cassation.—Orl. 20 nov. 1815, t. 19, p 459, n° 90.

5. Lorsque les causes de la saisie-exécution sont absorbées par les répétitions du saisi, la poursuite est nulle, encore que le saisissant oppose d'autres créances, si elles ne sont pas encore liquides et certaines. —Orl. 15 mai 1818, t. 19, p. 465, n° 102.

6. Qu'entend-on par les mots *fermages* et *moissons*, employés dans l'art. 593, C. p. c.?—Par *fermages*, on entend le prix de ferme en argent ou en denrées, et par *moissons*, les créances des ouvriers qui ont fait les récoltes —B. S. P. p. 520, n. 19, et CARR. t. 2, p. 440, n° 2047.—V. *J. A.* t. 19, p. 479, n° 132.

7. Dans une instance en divorce, l'époux qui obtient une provision alimentaire contre l'autre époux, ne peut pas en poursuivre le recouvrement par voie de saisie-exécution.—Paris, 30 nov. 1812, t. 19, p. 440, n° 61.

8. Dans le cas d'une instance entre mari et femme en séparation de corps, les dépens mis à la charge de la communauté ne peuvent être répétés par la femme contre le mari par voie de saisie-exécution; ils doivent être prélevés comme créance de la communauté lors de la liquidation. —Brux. 13 août 1811, t. 6, p. 690, n° 28.

9. Le créancier peut, en cas de faillite du débiteur, faire saisir et vendre sur celui-ci des effets mobiliers, affectés par privilége au paiement de sa créance non exigible, et en toucher le prix.—Cass. 10 mai 1809, t. 19, p. 419, n° 29.

10. La faillite d'un négociant arrivée pendant que ses meubles sont saisis en vertu d'une contrainte décernée par une administration publique, ne soumet pas cette administration aux formes prescrites par le Code de commerce pour les faillites. —Brux. 13 août 1811, t. 19, p 433, n° 50. V. *infrà*, n° 193.

11. Un négociant commissionnaire peut, en vertu d'un jugement sur requête, se faire autoriser à vendre des marchandises qui lui ont été consignées, pour se rembourser des sommes dont il s'est mis à découvert envers les consignataires —Paris, 15 mars 1815, t. 15, p. 115, n° 128.

12 Un cessionnaire dont le titre est exécutoire, a le droit de faire commandement au débiteur cédé de consigner, et sur son refus, de faire saisir-exécuter ses biens, quoiqu'il existe, en même temps, une instance entre ce débiteur assigné en déclaration affirmative, le cédant et d'autres créanciers saisissants, pourvu toutefois que le cessionnaire soit resté étranger à cette instance.—Cass. 19 mars 1827, t. 32, p. 267.

13 La saisie-exécution faite à la requête d'une partie qui n'avait pas qualité, doit être annulée, encore bien que pendant l'instance d'appel elle ait acquis cette qualité.—Renn 22 avr. 1817, t. 19, p. 462, n° 97.

14. Après la mort de la femme débitrice conjointement avec son mari des causes d'un bail, si, par suite d'une saisie-exécution dirigée par le bailleur contre le preneur, un procès-verbal de carence constate l'insolvabilité de ce dernier, et que ce créancier saisissant laisse écouler un délai de quarante jours depuis le décès de la femme, sans exercer ses droits, il ne peut continuer ensuite à poursuivre par voie de saisie, les enfants qui ont continué d'habiter avec leur père — Orl. 1er juill. 1813, t. 19 p. 447, n° 71.

15 Les héritiers du débiteur ne peuvent s'opposer à ce qu'un créancier fasse une saisie-exécution sur les meubles de la succession, en alléguant pour raison qu'ils sont encore dans le délai de la loi pour accepter ou répudier l'hérédité —Orl. 20 août 1812, t. 19, p. 438, n° 59. —*V.* nos mots *Saisie-gagerie*, n° 8; *Saisie-immobilière*, n° 123, et *Succession*, n°s 43 et 46.

16. Quand un créancier exerce une saisie sur des meubles appartenant à une veuve et à ses enfants mineurs auxquels il a fait un prêt d'argent, si l'un des débiteurs fait opposition à la saisie, en alléguant qu'il a des droits sur une partie du mobilier commun et qu'il est nécessaire de les constater, et qu'en conséquence de cette réclamation, un délai soit accordé pour procéder à l'inventaire, ce terme est de rigueur, et aussitôt qu'il est expiré, le créancier peut continuer les poursuites.—Orl. 28 mai 1812, t. 19, p. 437, n° 56.

Art. 3. *Objets saisissables ou non saisissables.*

16 *bis*. Ordonnance du roi du 30 avril 1823, qui déclare incessibles et insaisissables les indemnités dont jouissent les employés réformés, t. 25, p. 145.

17. C'est d'après l'art. 533, et non d'après l'art. 535, C. p. c. qu'on doit déterminer les objets qui peuvent être saisis mobilièrement. — Turin, 18 sept. 1811, t. 19, p. 434, n° 51. — *V.* dans le même sens, *J. A.* eod loco.

18. Le fond d'une pharmacie peut être l'objet d'une saisie-exécution. —Turin, 18 sept. 1811, t. 19. p. 434, n° 52.— *V.* M. B S. P. p. 518, not. 10, obs. 3.

19. Les bestiaux ne sont affranchis de la saisie-exécution et considérés comme immeubles par destination que lorsqu'ils ont été destinés à l'exploitation de la ferme par le propriétaire.—Liége, 14 fév. 1824, Steffens C. Reding.

20. L'art. 524. C. c. qui déclare immeubles par destination les animaux attachés à la culture, ne s'applique qu'aux animaux rigoureusement nécessaires pour l'exploitation des fonds. — Orl. 11 déc. 1817, — Lim. 15 juin 1820, t. 19, p. 463, n° 98. — *V.* M. PIG. t. 2, p. 79, B. S. P. p. 528, not. 10, CARR. t. 2, p. 436.

21. La défense de saisir les objets que la loi déclare immeubles par destination, cesse nécessairement dans tous les cas où ils ne peuvent être appliqués à la culture, si ce sont des objets de labourage. — Bourg. 9 fév. 1830, t. 39, p. 23.

22. Sont immeubles *par destination* et par conséquent *insaisissables*, les animaux placés dans un domaine pour féconder le fond par leur engrais.—Bord. 14 déc. 1829, t. 38, p. 155.

23. Les objets que les art. 524 et 525, C. c. déclarent immeubles par destination lorsqu'ils ont été placés dans un fonds pour ce service et l'exploitation du fonds, sont-ils pareillement insaisissables, lorsqu'ils y ont été placés par le fermier?—Oui, M. PIG. t. 2. p. 79, n° 4 —Non, MM. B. S. P. p. 528, not. 10, et CARR. t. 2, p. 435, n° 2035, t. 19, p. 483, n° 140.—V. *infrà*, n° 26.

24. Le cheval et la charrette d'un brasseur ou d'un meunier ne peuvent pas être considérés comme immeubles par destination, et comme tels insaisissables. — Brux. 22 juin 1807; Orl. 20 nov. 1823, t. 19, p. 415, n° 22.—*V.* MM. CARR. t 2, p. 437, n° 2036, et B. S P. p. 518, not. n° 1, obs. 3.

25. Un créancier ne peut, après avoir mis aux enchères le domaine vendu par son débiteur, saisir, par recours conservatoire, les meubles garnissant la maison d'habitation de ce domaine; mais il peut saisir les arbres et les fruits que l'acquéreur a fait couper, ainsi que les immeubles par destination qui en dépendent, sans suivre la formalité requise pour la saisie immobilière. — Bord. 17 mai 1831, t. 40, p. 629.—

26. La paille appartenant au fermier ou au colon d'un domaine rural peut être comprise dans une saisie-exécution.—*Dissertation*, t. 19, p. 482, n° 139.—V. *suprà*, n° 23.

27. La disposition de l'art. 215, C. comm. ne s'applique pas aux bateaux sur rivière comme aux navires et bâtiments de mer; et ces bateaux ne peuvent être saisis, lorsqu'ils sont prêts à faire voile, pour des dettes étrangères au voyage.—Cass. 25 oct. 1814, t 19, p. 453, n° 83.

28, 29, 30 et 31. Le lit déclaré insaisissable par la loi, est celui du lieu qu'habite le saisi, quand même ce ne serait pas son domicile légal. —Orl. 24 août 1822, t. 19, p. 473, n° 118.—Sur ce qu'il faut entendre

par le mot *coucher*. *V.* Pr. Fr. t. 4, p. 169, Pig. t. 2. p. 80, n° 5; Carr. t. 2. p. 437, n° 2037; B. S. P. p. 527, n° 8, et F. L. t. 5, p. 26 — Doit-on laisser un coucher pour chacun des époux et des enfants? — *V.* M. Carr. t. 2, p. 533, n° 2058; D. C. p. 398; Pr. Fr. t. 4. p. 168; et F. L. t. 5, p. 26. — Peut-on saisir la couche des domestiques? — Oui, Pr. Fr. t. 4 p. 169.

32. Doit on laisser aux ecclésiastiques, outre leurs livres, les vases et ornements nécessaires au service divin? — Oui, MM. Carr. par analogie de l'art. 35 de l'ordonnance de 1667. — t. 19, p. 485, n° 143; t. 19, p. 486.

33. Le four d'un boulanger est saisissable. — Lyon, 14 janv. 1832, t. 44, p. 233.

34. On doit comprendre dans la saisie-exécution pratiquée sur un locataire, le four qu'il a construit dans les lieux qu'il occupe, s'il s'est réservé d'en emporter les matériaux à la fin de son bail — Lyon, 14 janv. 1832, t. 44, p. 233.

35. Un tribunal peut annuler la saisie pratiquée par un créancier sur des objets remis en gage à un autre créancier par son débiteur, si ces objets n'excèdent pas la valeur de la créance qu'ils garantissent, et si le saisissant n'a pas désintéressé le créancier gagiste, et a perçu le prix de la vente. — Cass. 31 juill. 1832, t. 44, p. 115 — V. *ibid.* des observations sur cette décision.

36. Lorsqu'une saisie-exécution est pratiquée sur un failli, il ne peut réclamer la délivrance des instruments ou des livres relatifs à sa profession. — Rouen, 4 fév. 1828, t. 41, p. 525.

37. La partie saisie peut-elle valablement renoncer au bénéfice de la réserve établie en sa faveur des objets que la loi déclare insaisissables? — Non, suivant M. Carr. t. 2, p. 434, n° 2032, parce que la prohibition de l'art. 592 est d'ordre public. — t. 19, p. 48, n° 142. — *V.* le n° qui suit.

38. La saisie n'est pas nulle lorsqu'elle comprend des objets insaisissables dont le saisissant consent la distraction. — Metz, 20 nov. 1818, 10 mai 1825, t. 19, p. 466, n° 105, et t. 33, p. 279. — La saisie est nulle, mais à l'égard seulement des objets insaisissables, suivant Pr. Fr. t. 4, p. 177; Pig. *Comm.* t. 2, p. 185, n° 9; Carr. t. 2. p. 435, n° 2034, n. 1, et F. L. t. 5, p. 31. — V. *infrà*, n° 213.

39. L'huissier peut-il saisir tous les deniers comptants qu'il trouve, ceux mêmes nécessaires à la subsistance du saisi et de sa famille? L'affirmative semble résulter du silence à cet égard de l'art. 592, C. p. c. Cependant MM. Delap. t. 2. p. 169, et Carr. t. 2, p. 430 n° 2026, pensent, d'après le n° 7, que le saisi pourrait garder une somme équivalente aux farines et mêmes denrées nécessaires à la consommation du saisi et de sa famille pendant un mois. — *J. A.* t. 19, p. 486, n° 147. — V. *infrà*, n° 213.

40. Si parmi les papiers du saisi, on trouvait des billets obligatoires consentis à son profit, l'huissier pourrait-il les saisir? — L'huissier n'a pas le droit de fouiller dans les papiers du saisi, et si le basard lui faisait trouver des billets de caisse, il n'aurait pas le droit de les saisir. L'art. 590 ne parle que des deniers comptants. Carr. t. 2, p. 432, n° 2030. — V. *J. A.* t. 19, p. 486, n°s 144 et 145.

Chap. II. *Commandement.*

Art 1. *Formes du commandement.*

41. A la charge de qui doit être le coût du commandement lorsque le débiteur y satisfait sur-le-champ? — Du débiteur, si le paiement doit être fait au domicile du créancier. — Du créancier, si le paiement doit être fait au domicile du débiteur. — C. T. t. 2, p. 111, 4.

42. Le commandement à fin de saisie-exécution doit être précédé ou accompagné de la signification du titre, à peine de nullité des poursuites. — Lim. 26 av. 1823, t. 19, p. 474, n° 119. — V. *infrà*, n° 45.

43. Le commandement d'exécuter un jugement n'est point un acte d'exécution, c'est seulement un acte de mise en demeure contre la partie à laquelle il est signifié. — Bord. 10 août 1830, t. 40, p. 101.

44. Est nulle la saisie-exécution qui sans un commandement préalable suit une signification nulle. — Renn. 29 août 1816, t. 15, p. 126, V° *Jugement*, n° 147.

45. Lorsque le titre a été précédemment signifié, il devient inutile d'en donner copie en tête du commandement; il suffit de l'énoncer tant par sa date que par son contenu, en rappelant la nature et le *quantum* de la créance réclamée et en faisant mention de la notification qui en a été précédemment faite ou de la communication qui en a été donnée, et le but de la loi se trouve rempli. — Orl. 2 juin 1809, t. 19, p. 420, n° 31. — *V.* MM. Haut. p. 325, B. S. P. p. 526, n. 4; Carr. t. 2, p. 417, n° 2000. — V. *suprà*, n° 42.

46. Il n'est pas nécessaire, d'après l'ordonnance du 30 août 1815, de faire une seconde signification avec la nouvelle formule exécutoire d'un titre qui avait servi de base à un commandement fait avant ladite ordonnance. — Pau, 29 juin 1821, t. 19, p. 471, n° 115. — *V.* v° *Exécution*, n°s 30 à 49.

47. Le commandement fait pour sommes excédant celles dues, doit être déclaré valable encore que les actes dont il est l'exécution soient argués d'usure dont on offre la preuve. — Bord. 4 av. 1826 — Mesnier C. Charron Laferrière.

48. Il n'est pas nécessaire de constituer avoué dans le commandement tendant à saisie-exécution, lorsque le créancier ne demeure pas dans la commune. — Renn. 19 mai 1820, t. 19, p. 469, n° 109. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 417, n° 1999.

49. Le commandement de payer, sous peine d'y être contraint par toutes les voies de droit, suffit pour toute espèce de saisie mobilière; encore bien que ce genre de poursuite ne soit pas spécifié. — Turin, 7 août 1809, t. 19, p. 423, n° 35. — *V.* dans le même sens. M. Carr. t. 2, p. 416, n° 1998.

Art. 2. *Election de domicile. — Ses effets. — Quels actes peuvent être signifiés au domicile élu.*

50. Sous l'empire de l'ordonnance, une saisie-exécution était nulle si l'élection de domicile dans la commune où on procédait à la saisie n'était faite que pour vingt-quatre heures. — Colm. 18 brum. an 11; 16 fév. 1813, t. 19, p. 403, n° 5, et p. 443, n° 66. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 120, n° 4, not.

51. Une saisie-exécution ne peut pas être annulée à défaut d'élection de domicile dans le commandement. Orl. 10 mars 1810. Colm. 4 juill. 1810 Turin, 1er fév. 1811, t. 15, p. 355, n° 83, et t. 19, p. 425, n° 40. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 419, not. 4.

52. Le défaut d'élection de domicile dans le commandement, est couvert par l'accomplissement de cette formalité dans le procès-verbal de saisie. — Colm. 4 juill. 1810, t. 19, p. 425, n° 41. — *V.* dans le même sens M. Carr. t. 2, p. 420, n° 2005.

53. L'élection de domicile faite par le créancier dans un commandement, est attributive de juridiction; et cette élection doit prévaloir sur celle que le même créancier a fait dans l'acte obligatoire, lorsque cet acte est argué de nullité; de telle sorte que le débiteur a pu valablement porter devant le tribunal du lieu de la saisie la demande en nullité de l'exécution. — Gren. 3 fév. 1825, t. 30, p. 125. — *V.* M. Pig. t. 1, p. 107, et 2, p. 38. — V. *infrà*, n° 56.

54. Le saisi peut assigner pour les contestations incidentes qui naissent de la poursuite au domicile élu dans l'exploit de la saisie-exécution. — Paris, 13 pluv. an 13, t. 19, p. 409, n° 15.

55. Un acte d'appel en matière de saisie mobilière, faite en vertu de permission du président du tribunal de commerce, ne peut être notifié au domicile élu par la partie chez un avoué. — Renn. 14 août 1816, t. 19, p. 460, n° 93.

56. Quoique le saisissant ait fait, dans le commandement à fin de saisie-exécution, une élection de domicile, les actes d'appel ne peuvent y être valablement signifiés,

80. Il suffit, pour la régularité d'un procès-verbal de saisie-exécution, que l'huissier, à la fin de l'acte, ait indiqué les noms des témoins, leurs professions et demeures — Renn 21 déc. 1812, t. 19 p. 440, n° 62.

81. Le procès-verbal de saisie, dans lequel l'huissier n'a pas mentionné la profession des témoins, conformément à l'art. 585 C. p c. n'en est pas moins valable. — Metz, 10 mai 1825, t. 33, p. 279.

82. Il n'est pas dû de frais de transport aux témoins, lorsque les huissiers, au lieu de les prendre sur les lieux, les choisissent dans le lieu de leur propre résidence. — C T. t. 2, p. 115, 16.—V. *suprà*, n° 73 *bis*.

83. Le salaire de chaque témoin dont la quotité n'est pas fixée par le tarif, ne peut pas être moindre de 80 c. à Paris, et 60 c. en province. L'huissier peut d'ailleurs traiter de gré à gré avec les témoins. — C. T. t. 2, p. 130, 71.

§ 2. *Formalités diverses.*

84. Un procès-verbal de saisie-exécution n'est pas valable, lorsque l'huissier y déclare seulement qu'il saisit tous les meubles et effets du débiteur sans les détailler. — Brux. 23 pluv. an 9, t. 19, p. 401, n° 1.— *V*. le n° suivant.

85. L'huissier peut saisir en bloc une certaine quantité d'objets de même matière sans les détailler.— Orl. 15 avril 1818, t. 19, p. 464, n° 100.—*V*. Poth. P. C. 4e part. ch. II art. 5, § 2.— *V*. le n° qui précède.

86. L'huissier qui saisit une bibliothèque, ne doit désigner par leur titre que les principaux ouvrages.— Orl. 24 août 1822, t. 19, p. 473, n° 118.

87. La pesée des marchandises n'est pas prescrite, à peine de nullité du procès-verbal de saisie. — Besanç. 15 mars 1822, t. 19, p. 472, n° 117.

88. Lorsque l'huissier saisit des marchandises, doit-il les désigner par leur qualité?—M. Carr. t. 2, p. 429, n° 2022, dit que cette formalité n'est pas rigoureusement exigée par la loi, mais qu'il est néanmoins nécessaire de l'observer.—V. *J. A.* t. 19, p. 487, n° 150.

89. Qu'entend-on par ces mots de l'art. 589, *l'argenterie sera spécifiée par poinçons* ?

Le poinçon est l'empreinte apposée sur chaque pièce pour en déterminer le titre; après l'examen du poinçon, l'huissier énonce que tels objets est du premier, second ou troisième titre, si le poinçon est usé par vétusté, l'huissier doit en faire mention.—V. *J. A.* t. 19, p. 487, n° 148. Quels signes portent les poinçons destinés à désigner le titre? — *V*. MM. Carr. t. 2, p. 429, n° 2025. Pig. t. 2, p. 91, n° 9; F. L. t. 5, p. 21, 1re col. D. C. p. 396, 6°; et la loi du 17 brum. an 6.

90 Qu'arriverait il si l'huissier négligeait de désigner les espèces monnoyées par leur nombre et leur qualité? —Il arriverait, disent MM Pig. t. 2, p. 91, et Carr. t. 2, p. 430, n° 2027, que l'huissier serait tenu de rendre toujours la même valeur si elles étaient diminuées au temps de la restitution du dépôt. — V. *J. A* t. 19, p. 486, n° 146.

91. L'huissier a droit à des frais de voyage lorsqu'il est obligé de se transporter pour faire le dépôt des sommes saisies, à plus d'un demi-myriamètre de sa résidence.—C. T. t. 2, p. 118, 30.

92. Un procès-verbal de saisie est nul s'il ne renferme pas l'indication du jour où seront vendus les meubles saisis, et s'il n'a point été suppléé à cette omission par un acte subséquent. — Besanç. 26 juin 1824, t. 19, p. 474 n° 120. — MM. Pig. t. 2, p. 92, n° 14, et Carr. t. 2. p. 441, n° 2050, pensent que le défaut d'indication du jour de la vente, ne rend pas le procès-verbal nul, parce que la loi ne porte pas la peine de nullité, mais qu'il y aura seulement lieu à faire connaître le jour de la vente à la partie saisie, par une signification particulière qui sera à la charge du saisissant, argument de l'art 602 C. p. c. — *J. A.* t. 19, p 479. n° 131.

93. Une saisie-exécution est nulle lorsque l'huissier a indiqué dans son procès-verbal un marché autre que le plus voisin pour la vente des objets saisis.—Brux. 12 flor. an 12, t. 19, p 407, n° 11.—L'indication sur le procès-verbal du marché où se fera la vente, n'est pas prescrite par la loi, de sorte que cet arrêt ne serait pas suivi aujourd'hui.— *V*. une consultation *J. A. loc. cit.*—*V*. dans le même sens Pr. Fr. t. 4, p. 205, not. 3, et M. Carr t. 2, p. 460, n° 2086, qui partagent l'opinion de M. Coff. — *V*. toutefois M. Pig. t. 2, p. 205, n° 1.—Comment se demande la permission de vendre à un autre marché?—Par requête au président du tribunal, suivant M. Haut. p. 339. — Au tribunal lui-même, suivant MM. Carr. t. 2, p. 461, n° 2087; Delap. t. 2, p. 199; F. L. t. 5, p. 34, n° 2, et Pig. t. 2, p. 110, ch. III.— C. T. t. 2, p. 132, 83 et 84.

94 et 95. Mais la nullité résultant de l'indication d'un marché autre que le plus voisin, ne s'étend pas aux actes antérieurs à celui pour lequel la vente est indiquée.—Brux. 12 flor. an 12, t. 19, p. 407, n° 12.

96. L'huissier doit-il désigner dans son procès-verbal les objets insaisissables qu'il a laissés au débiteur. MM. Carr. t. 2, p. 435, n° 2033, et D. C. p. 398, n° 14, pensent qu'il est indispensable de faire cette désignation; ce dernier auteur dit même qu'il y aurait lieu à poursuivre conformément aux art. 1030 et 1031 C. p. c. et 102 du réglement, l'huissier qui n'aurait pas détaillé les objets réservés; la rigueur de cette opinion est combattue, *J. A.* t. 19, p. 484, n° 141.

97. Que doit-on entendre par ces mots de l'art. 570 C p c. *sans déplacer*? —Les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 184, n. 2, pensent que ces mots signifient que l'huissier ne pourra pas déplacer les meubles.—M. B S. P. p. 532, n° 26, pense ainsi que MM. Carr. t. 2, p. 444, n° 2055; Pig. *Comm.* t. 2, p. 190, n. 1; Haut. p. 331, dern. alin et F. L. p. 31, t. 5, 2e col. que ces mots *sans déplacer*, veulent dire que l'huissier doit faire le procès-verbal sans divertir à autres actes et sur le lieu même de l'exécution.—V. *J. A.* t. 19, p. 479, n° 130, et Lep. p 398, 4e quest.

98. Peut-on faire résulter un moyen de nullité de ce que le gardien n'a pas signé le procès-verbal de saisie, et n'a pas même été interpellé de le signer? — Oui. Colm. 16 fév. 1813, sous l'empire de l'ordonnance de 1667.— Non. Toul. 1er sept. 1820; Besanç. 17 déc. 1824, sous le C. p. c. t. 19. p. 443. n° 65. —V *infrà*, n°s 109 et 110.—Oui, M. Carr. t. 2, p. 445. n°s 2057 et 2058.

99. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le dépôt prescrit par l'art. 590 C. p. c. soit fait. — Renn. 26 fév. 1818, t. 19, p. 464, n° 99.

§ 3. *Copie de procès-verbal.*

100. Copie du procès-verbal de saisie doit, à peine de nullité, être remise sur-le-champ au saisi. — Renn. 22 sept. 1810, t. 19, p. 428, n° 44. — *V*. M. Carr. t. 2, p. 446, n. 1, pour le cas où la saisie a été faite ailleurs qu'au domicile du saisi. — *V*. MM. Delap. t. 2, p. 185, et Haut. p. 332; Pig. t. 2, p. 92, n° 14.

101. Le temps nécessaire pour faire les copies ne doit pas être ajouté à celui de la saisie pour calculer le nombre des vacations. — C. T. t. 2, p 113, 14.

102. Lorsque l'huissier procède au récolement, et établit un nouveau gardien à la place de celui qui a obtenu décharge, doit-il donner copie de son procès-verbal au saisissant et au saisi?—Non, suivant M. Pig. t. 2, p. 97 et 98, n° 9; Mais MM. B. S. P. p. 535, n. 41, n° 2, et F. L. t. 5, p. 32, 2e col. n° 8, pensent qu'il doit être donné copie du procès-verbal, tant au saisissant qu'au saisi, car la notification est de droit toutes les fois que la loi n'en dispense pas; d'ailleurs le tarif (art. 35) le suppose, puisqu'outre la copie du gardien, il détermine une taxe pour chacune des copies à donner. —*J. A.* t. 19, p. 478, n° 128.

103. En cas de saisie des effets omis dans une première saisie, il doit être remis une copie du nouveau procès-verbal au gardien qui devient alors dépositaire de ces objets.—C. T. t. 2, p. 151, 69, à la note.

104. Le procès-verbal d'une saisie-exécution n'est pas nul, quoique la copie laissée ou signifiée au débiteur ne soit pas signée par les témoins.

— Bord. 13 avril 1832, t. 43, p. 565. — V. *infrà*, n° 110.

105 Doit-on, dans tous les cas d'absence, remettre une copie du procès-verbal au maire ou au magistrat désigné en l'art. 601 C. p. c.— M. PIG. t. 2, p. 93, n° 16, distingue le cas où les portes sont fermées, et le cas où elles sont ouvertes; dans le premier il pense que la copie doit être donnée au maire ou au magistrat, dans le second, au parent ou serviteur; mais MM. B S. P. p. 532, n° 29, et CARR. t. 2, p. 546, n° 2060, pensent que la loi ne distinguant pas, on doit, dans tous les cas d'absence, remettre une copie au maire ou adjoint.—*J. A.* t. 19, p. 478, n° 129.—*V.* l'arrêt suivant.

106. Lorsqu'une saisie-exécution est faite au préjudice d'une personne qui ne se trouve point alors dans son domicile, la copie du procès-verbal doit être remise au maire, lors même qu'il y aurait dans ce domicile des parents ou serviteurs de la partie.— Am. 24 juin 1822, t. 24, p. 203.—*V.* l'arrêt qui précède et celui qui suit.

107. Jugé au contraire qu'en matière de saisie-exécution et en cas d'absence du saisi, la copie du procès-verbal ne doit être laissée au maire ou au magistrat qui aura fait faire ouverture des portes du domicile du saisi et être visé par eux, que dans les cas du refus des parents, serviteurs ou voisins de la recevoir. — Liége, 14 fév. 1814. Steffens C Reding.—V. *suprà*, n° 105.

108. Le défaut de signification dans le jour, à la partie saisie de la saisie-exécution faite sur elle hors de son domicile, n'entraîne pas la nullité de la saisie.—Colm. 23 nov. 1814, t. 19, p. 455, n° 84.

109. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la copie du procès-verbal de la saisie signifiée au débiteur, fasse mention de la remise faite au gardien d'une copie du procès-verbal.— Renn. 19 mai 1820, t. 19, p. 469, n° 110.—V. *suprà*, n° 100.

110. Pareillement lorsque la saisie-exécution est faite ailleurs qu'au domicile et hors la présence du saisi, le procès-verbal ne peut pas être annulé sur le motif que la copie qui en a été notifiée le lendemain, n'est pas signée des témoins, si elle fait mention que ces signatures ont été apposées sur l'original.—Besanç. 15 mars 1822, t. 19, p. 472, n° 116. —V. *suprà*, n° 104 et le n° qui suit.

111. Décidé également que la signature des témoins et du gardien sur la copie d'une saisie-exécution donnée au saisi, n'est pas exigée à peine de nullité. — Bourg. 26 août 1825, t. 30, p. 409.— M. CARR. t. 2, p. 425, n° 2014, professe une opinion entièrement contraire. —*V.* aussi M. B. S. P. t. 2, p. 53, n. 21. — *V.* le n° qui précède.

112. Lorsqu'une saisie-exécution a duré plusieurs jours, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de signifier au saisi un procès-verbal après chaque séance; il suffit de lui en signifier un contenant toute la saisie, lors de la clotûre.—Nancy, 14 déc. 1829, t. 38, p. 184.—C. T. t. 2, p. 113, 12.

113. Il n'est pas dû de dommages-intérêts au capitaine de navire aux mains duquel la saisie a été apposée, lorsque l'instance n'apporte aucun retard au départ du navire. —Renn. 28 déc. 1820, t. 22, p. 136 — *Secùs*, si le retard occasionne du dommage. — V. *infrà*, n° 130.

§ 4 *Saisie antérieure, récolement; procès-verbal de carence; éjection de meubles sur le carreau.*

114. On ne peut faire résulter un moyen de nullité contre une saisie-exécution de ce qu'on y a compris plusieurs meubles déjà frappés d'une première saisie; si le créancier n'a pas eu connaissance de la saisie qui avait eu lieu avant la sienne.—Lim. 18 déc. 1813, t. 19, p. 449, n° 76.

115. Si dans le cours de l'instance, le saisissant est légalement instruit de l'existence d'une première saisie, son procès-verbal de saisie exécution doit être converti en procès-verbal de récolement.—Lim. 18 déc. 1813, t. 19, p. 449, n° 77.

116. Quelles sont les formalités de récolement prescrites par l'art. 616, C. p. c.? Il ne doit point contenir le détail des objets saisis, mais seulement de ceux en déficit; cependant, s'il les contenait, il ne serait point nul, mais on ne le passerait en taxe qu'à raison de ce que prescrit l'art. 616, suivant M. CARR. t. 2, p. 460, n° 2085, note 1re; il se fait sans témoins, art. 37 du tarif, à la différence de celui prescrit par l'art. 606, art. 35 du tarif.—*V.* M. PIG. t. 2, p. 109, 2e alin.—*J. A.* t. 19, p. 476, n° 125.

117. Le procès-verbal de récolement qui précède la décharge du gardien doit être fait en trois copies, dont une pour le saisi, une pour le gardien déchargé, et le troisième pour le nouveau gardien. — C. T. t. 2, p. 127, 56

118. Quel que soit le temps passé au récolement, l'huissier ne peut réclamer que le droit fixe qui lui est alloué par le tarif. — C. T. t. 2, p. 127, 57.

119. Le procès-verbal de l'huissier constatant qu'il n'a rien trouvé à saisir, doit être taxé comme un procès-verbal de carence et non comme un procès-verbal de saisie-exécution. —C. T. t. 2, p. 115, 17.

120. Est nul le procès-verbal de carence, dans lequel l'huissier énonce sur la déclaration d'un voisin, qu'il n'existe aucuns meubles au domicile de la partie condamnée; il faut que l'huissier se convainque de ce fait par ses propres yeux.—Lim. 18 mai 1822, t. 24, p. 160.

121. Lorsqu'il n'y pas d'inscription de faux, une Cour royale ne peut déclarer nul un procès verbal de carence, quoiqu'elle soit convaincue qu'il a été fait en l'absence et hors de la demeure du saisi; s'il porte qu'il a été rédigé en sa préférence.—Cass. 13 avr. 1831, t. 40, p. 261.

122. Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal d'éjection de meubles sur le carreau, renferme comme le procès-verbal de saisie-exécution, la désignation de meubles qui en sont l'objet, et l'élection de domicile dans la commune, par le poursuivant.— Colm. 7 juill. 1809, t. 19, p. 421, n° 33 —La solution serait la même aujourd'hui.

123. Lorsqu'une saisie a été jetée sur des meubles sans laisser de gardiens, et a été suspendue par des propositions d'arrangement entre le débiteur et le saisissant, et qu'un nouveau créancier a fait procéder à une seconde saisie, c'est au dernier qu'appartient la poursuite et le droit de faire vendre les meubles. —Cass. 10 avr. 1827, t 34, p. 326.

Art. 3. *Opposition à la saisie-nullité.*

124. Une saisie-exécution en vertu d'une ordonnance sur requête du président de première instance, ne peut être attaquée que par la voie de l'opposition devant ce tribunal. — Metz, 24 nov. 1819, t. 18, p. 705, v° *Reddition de comptes*, n° 53

125. La partie saisie qui forme opposition entre ses mains comme personne étrangère, doit justifier des causes de son opposition pour arrêter les poursuites.—Paris, 28 germ. an 11, t. 19, p. 405, n° 9.

126. Un débiteur condamné et contraint par la voie de saisie-exécution au paiement d'une somme certaine et liquide, n'est pas fondé à refuser la consignation de cette somme jusqu'à ce qu'il soit statué sur le mérite d'une saisie-opposition. —Ce débiteur qui n'a point représenté à l'huissier l'exploit de la saisie-opposition, mais qui s'est borné à l'en informer verbalement, n'est pas fondé à prétendre des dommages-intérêts de ce qu'il n'a pas été sursis aux poursuites sur sa simple déclaration.—Brux. 18 nov. 1816.

127. Un créancier non saisissant n'a pas le droit de demander la nullité d'une saisie opérée sur son débiteur qui ne demande pas cette nullité.—Turin, 24 juill. 1810, t. 9, p. 89, n° 41.

128. L'acquiescement donné par la partie saisie aux formalités de l'exécution, et de renonciation à faire valoir les vices dont elle pourrait être entachée, rendent non recevables ses moyens de nullité contre la saisie.—Brux. 23 pluv. an 9, t. 19, p. 401, n° 2

129. Un débiteur ne peut être réputé avoir acquiescé à la saisie pratiquée sur ses meubles, par cela seul que sa femme a offert un gardien à l'huissier qui a procédé.—Lyon, 26 déc 1832, t. 44, p. 189. V. *infrà*, ch. 4.

130. Lorsque les effets n'ont pas été déplacés, la nullité de la saisie ne donne pas lieu à des dommages-intérêts.—Renn. 29 août 1826, t. 15, p. 126, n° 148.—V. *suprà*, n° 113.

131. Lorsque la saisie est annulée pour d'autres causes que pour défaut de forme, conserve-t-elle son effet à l'égard des opposants ?—Oui, M. Pig. t. 2, p. 104, n° 5, et M. F. L. t. 5, p. 34, 1re col. 2e alin.—Non, MM. B. S. P. p. 536, note 47, n° 2, et Carr. t. 2, p. 451, n° 2067.—V. *J. A.* t. 19, p. 476, n° 126, le résumé des moyens invoqués sur chacune de ces opinions.

132. Le gardien a le droit de former tierce opposition au jugement qui prononce la nullité de la saisie-exécution.—C. T. t. 2, p. 122, 44.—V. *infrà*, n° 147.

Chap. IV. *Gardiens.*

Art. 1. *Capacité.—Révocabilité.—Nouveau gardien.—Refus.*

133. Une femme peut-elle être gardienne ?—Oui, suivant Pr. Fr.—Non, suiv. M. Carr. t. 3, p. 441, n° 2031, qui fait remarquer que la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les femmes et les filles.—Oui, suiv. MM. Lep. p. 402, 2e q. et F. L. t. 5, p. 31, si le saisissant y consent.—V. *J. A.* t. 19, p. 437, n° 57, à la note.

134. Un ambassadeur étranger ne peut être constitué gardien judiciaire, parce qu'il n'est pas contraignable par corps, et que son domicile est inviolable.—Paris, 19 mai 1829, t. 40, p. 107.

135. La saisie-exécution n'est pas nulle, par le motif que le gardien établi est l'un des témoins de la saisie.—Metz, 20 nov. 1818. Renn. 19 mai 1820, t. 19, p. 466, n° 103, et p. 469, n° 111.—V. dans le même sens, Pr. Fr. t. 4, p. 184, n. 1. V. M. F. L. t. 5, p. 31, et Delap. t. 2, p. 181.—Il ne convient pas que l'huissier s'établisse gardien lui-même suivant M. Carr. t. 2, p. 443, n° 2053; Delap. *loc. cit.*

136. Le propriétaire d'une ménagerie peut, malgré le saisissant, être constitué gardien de ses animaux saisis, s'ils exigent une vigilance et une expérience particulières.—Bord. 1er juill. 1833, t. 45, p. 618.

137. Un gardien de meubles saisis n'est pas révocable à volonté par le saisissant.—Bord. 26 nov. 1828, t. 37, p. 318.

138. Celui que l'huissier veut établir gardien, peut-il refuser cette commission ?—La négative résultait autrefois de l'art. 6, tit. 19, de l'ordonnance.—V. MM. Lep. p. 401, 1re quest., et Carr. t. 2, p. 442, n° 2052.—Un seul auteur, M. D. C. adopte ce système sous le code, mais les auteurs de Pr. Fr. t. 4, p. 182, Merl. v° *Séquestre*; Carr. *ub. suprà*, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 189, n. 2, pensent unanimement que dans le silence du code on ne peut forcer un individu à accepter les fonctions de gardien.—V. *J. A.* t. 19, p. 481, n° 137, et C. T. t. 2, p. 119, 34.

139. L'exploit par lequel un gardien demande la décharge des meubles à lui confiés, ne peut être signifié au domicile élu par le saisissant dans le commandement tendant à la saisie.—Poit. 25 fév. 1834, t. 47, p. 578.

Art. 2. *Responsabilité du gardien.—Voies à prendre contre lui.*

140. Celui qu'un huissier a constitué gardien, après une saisie, et qui a refusé d'aller dans la maison du saisi, n'est tenu de représenter les objets saisis qu'autant qu'ils auront été transportés dans son propre domicile par l'officier ministériel.—Toul. 31 juill. 1832, t. 43, p. 664.

141. La responsabilité du gardien est limitée à la valeur de la créance pour le paiement de laquelle la saisie-exécution a été faite.—Renn. 19 nov. 1813, t. 19, p. 448, n° 74.—V. *infrà*, n° 144.

142. Un gardien n'est pas responsable de l'enlèvement des bestiaux confiés à sa garde, lorsque les écuries dans lesquelles étaient des bestiaux ne ferment pas à clé, et que faute de fourrages, il est obligé de les envoyer pacager dans des prés ; mais les tribunaux peuvent trouver dans cet enlèvement un motif de le priver de ses frais de garde.—Poit. 20 janv. 1826, t. 30, p. 242.—V. M. Carr. t. 1, p. 482, n° 773 et la note.—V. *infrà*, n° 159.

143. Le gardien est-il obligé de faire la représentation des effets sur le lieu où ils doivent être vendus ?—Aucune disposition de loi n'impose au gardien l'obligation de faire transporter les objets saisis sur le lieu de la vente, c'est à l'huissier à effectuer ce transport ; l'art. 38 du tarif lui assure le remboursement de ses frais.—Delap. t. 2, p. 197; Carr. t. 2, p. 461, n° 288; Duparc-Poullain, t. 10, p. 603, et *J. A.* t. 19, p. 482, n° 138.

144. Le gardien établi par le saisissant ne contracte-t-il qu'envers lui l'obligation de conserver et de représenter les objets saisis, et non envers le créancier du saisi qui n'aurait pas formé opposition ou qui n'aurait pas fait de récolement ?—M. Carr. t. 2, p. 447, n° 2062, conclut des art. 606, 608, 609, 610, 611 et 612 C. p. c. que les opposans ne deviennent partie dans la saisie qu'en faisant le récolement des objets saisis, et que jusque là, suivant l'opinion de M. Pig. t. 2, p. 101, n. 4, la saisie n'appartient qu'à celui-là seul qui l'a faite.—V. *J. A.* t. 19, p. 477, n° 120.—V. *suprà*, n° 141.

145. Lorsqu'un gardien condamné par corps à rétablir les objets divertis, se refuse à les reproduire, un nouveau récolement n'est pas nécessaire pour procéder à l'emprisonnement.—Besanç. 30 mars 1827.—Boillot C. Perrin.

146. Le procès-verbal constatant la non-reproduction par le gardien des effets saisis n'étant point un exploit, mais un simple acte constatant le refus de ce dépositaire, n'a pas dû lui être signifié d'après l'art. 68 C. p. c. puisque aucune loi n'impose l'obligation, à peine de nullité, de signifier ce procès-verbal.—Besanç. 22 mars 1809, t. 19, p. 418, n° 25.

147. Le gardien ne peut exciper contre le procès-verbal de saisie des moyens de nullité relatifs à la partie saisie.—Renn. 19 nov. 1813, t. 19, p. 448, n° 73.—V. *suprà*, n° 132.

148. Le gardien serait à l'abri de toute action et décharge, de plein droit, de la garde judiciaire des effets saisis, s'il s'était écoulé plus d'un an sans poursuites.—Colm. 16 fév. 1813, t. 19, p. 443, n° 67.—V. *suprà*, n° 132.

149. Décidé au contraire que l'action qu'a le saisissant contre le gardien d'une saisie mobilière, pour le contraindre à représenter les meubles et objets saisis, ne se prescrit que par 30 ans.—Nîm. 20 déc. 1820, t. 19, p. 470, n° 112.

150. L'huissier est-il responsable du gardien qu'il commet à la garde des objets saisis ?—C. T. t. 2, p. 119, 35.—V. notre mot *Huissier*, n°s 163 et 164.

151. Un jugement sur requête qui permet d'exercer la contrainte par corps contre le gardien, étant une décision judiciaire susceptible d'être attaquée par opposition et par appel, est suffisant pour se conformer à l'art. 2067 C. c. et l'art. 780, C. p. c. et à l'usage constant, s'il n'est pas nécessaire que ce jugement ait été rendu parties présentes ou du moins appelées.—Besanç. 22 mars 1809, t. 19, p. 418, n° 27.

152. Décidé au contraire que la contrainte par corps ne peut être prononcée par une ordonnance rendue sur requête contre celui qui s'est constitué gardien d'objets saisis.—Nîmes, 11 août 1812, t. 19, p. 437, n° 57.

153. Au lieu de prendre la voie de l'opposition contre cette ordonnance, on peut l'attaquer directement par la voie de l'appel, si la cour se trouve déjà saisie de la contestation principale à l'égard de laquelle l'objet de cette ordonnance n'est qu'un simple incident.—Nîm. 11 août 1812, t. 19, p. 437, n° 58.

154. Un jugement qui permet d'exécuter la contrainte par corps contre un gardien qui n'a pas reproduit, ne prononçant rien qui doive être fait par un tiers, on n'est pas obligé, d'après les art. 164, 548 et 550 C. p. c. de signifier à ce gardien le certificat de non-opposition à ce jugement, avant de le faire emprisonner.—Besanç. 22 mars 1809, t. 19, p. 418, n° 26.

Art. 3. *Frais de garde.—Taxe.*

155. Un gardien ne peut deman-

der ses frais de garde que contre le saisissant dont la saisie a été déclarée nulle sur la demande d'un propriétaire revendiquant. — Bord. 17 mars 1831, t. 41, p. 441. - V. *infrà*, n° 158.

156. Les frais de garde doivent être alloués au gardien, à tant par jour, conformément au tarif, art. 34, depuis son entrée en fonction, jusqu'à sa décharge légale, quelle qu'ait été la durée de la garde. — Bourg. 19 août 1825, t. 33, p. 227. — C. T. t. 2, p. 120, 41.

157. Un gardien établi à une saisie annulée sur la demande en revendication du propriétaire des objets saisis, ne peut retenir ces objets pour se faire payer par privilége le montant de ses frais de garde — Bord. 17 mars 1831, t. 41, p. 441.

158. Il n'a de recours que contre le saisissant.—C. T. t. 2, p. 122, 44. —V. *suprà*, n° 155.

159. Il n'est pas dû de frais de garde lorsque le gardien a laissé enlever tout ou partie des effets saisis. — Bord. 21 déc. 1827, t. 35, p. 79. —C. T. t. 2, p. 121, 42, et p. 122, 43. —V. *suprà*, n° 142.

160. Ainsi un gardien ne peut obtenir sa décharge ni le paiement de ses frais de garde, qu'autant que le récolement des effets saisis a préalablement eu lieu. — Poit. 20 janv. 1826, t. 30, p. 242.

161. La demande en décharge d'un gardien n'est pas assujettie à un droit de mise au rôle, et dès lors l'avoué ne peut réclamer une vacation pour cette mise au rôle —C. T. t. 2. p. 126, 51.

162. La demande en paiement des frais de garde, est du ressort du tribunal chargé de l'exécution du jugement. et non du juge de paix. — C. T. t. 2, p. 123-46.

163. Les règles de compétence et de procédure établies pour les instances relatives à des droits dus à la régie des domaines, s'appliquent à l'instance engagée entre la régie et un gardien judiciaire sur la taxe du salaire de celui-ci, pour garde des meubles saisis sur un redevable par suite d'une contrainte. — C. T. t. 2, p 124, 48.—V. *infrà*, n°s 166 et 190.

164. L'opposition à l'ordonnance du président qui taxe le salaire d'un gardien judiciaire, doit être portée, non devant ce magistrat, mais devant le tribunal dont il fait partie.—Cass. 23 août 1830, t. 40, p. 156. — C. T. t. 2, p. 124. 48.

Chap. V. *Compétence en matière de saisie exécution.*

165. Quoiqu'une contrainte ait été décernée par les hospices pour parvenir à l'exécution d'un acte administratif, c'est aux tribunaux qu'appartient le droit de connaître de la validité des poursuites. — Brux. 26 mai 1810, t. 19, p. 427, n° 42.

166. Comme aussi les tribunaux sont compétens pour connaître de la validité d'une saisie-exécution, à laquelle il est procédé en vertu d'un arrêté du préfet.—Brux. 13 fév. 1811, t. 19, p. 430, n° 47.—V. *suprà*, n° 163 et *infrà*, n° 190.

167. Mais ils ne le sont pas pour décider si un tel arrête est, ou n'est pas un titre exécutoire. — Brux. 13 fév. 1811, t. 19, p. 430, n° 48.

168. Les juges du lieu où se pratique la saisie, sont compétens pour statuer sur les réclamations du saisi. — Paris, 13 pluv. an 13, t. 19, p. 409, n° 16.

169. Le tribunal civil est seul compétent pour connaître de la nullité d'une saisie faite en vertu d'un jugement arbitral, rendu exécutoire par le président du tribunal de commerce, puisque l'art. 442 dispose que ces tribunaux ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugements. — Renn. 13 déc. 1809, t. 19, p. 423, n° 36.

170. Quand une ordonnance de référé, renvoie à l'audience pour être statué sur la validité d'une saisie-exécution, le tribunal ne peut, sur renvoi, déclarer la saisie nulle. — Paris, 18 sept. 1812, t. 19, p. 439, n° 60.

171. Les contestations qui s'élèvent sur une saisie-exécution faite en vertu d'un arrêt de la cour royale, doivent-elles être portées devant cette cour ou devant le tribunal du lieu de l'exécution?—Devant la cour royale; — Paris, 14 avril 1807; Lim. 26 juin 1812. Nîm. 24 août 1812; — devant le tribunal du lieu de l'exécution, Montp. 13 août 1810, t. 9, p. 216, n° 64, et t. 19, p. 412, n° 21.—Pour la première opinion, V. M. B.S.P. p 157, n. 1, n° 7.

Chap. VI. *Revendication.*

172. Sous l'empire de la législation intermédiaire, la demande en revendication était valablement formée contre l'huissier chargé de faire la saisie.—Brux. 8 therm. an 9, t. 14, p. 543, n° 3.

173. L'opposition avec demande en main-levée à une saisie de meubles de la part d'un acquéreur qui en est en possession, ne peut être considérée comme une demande en revendication soumise aux formalités de l'art. 608 C. p. c.—Metz, 13 juin 1825.—André C. Fery.

174. La femme qui se prétend propriétaire des meubles saisis sur son mari, ne peut pas demander la nullité des poursuites, sauf l'action en revendication. — Brux. 3 juill. 1809, t. 19, p. 420, n° 32; *Sic*, M. Carr. t. 2, p. 454, n° 2075.—V. *infrà*. n° 179.

175. La saisie exercée par un créancier du mari sur des arbres coupés par celui-ci sur des immeubles dotaux de la femme, n'est point un obstacle à la revendication opérée par cette dernière.—Caen, 5 déc. 1826 —Duverger C. Leprêtre.

176. Si l'art. 608 C. p. c. ne fixe pas le délai dans lequel celui qui se prétend propriétaire des objets saisis doit signifier au saisi son opposition par exploit contenant assignation, il est certain qu'il en faut un dans lequel on doit avoir égard au domicile du saisi, et que l'on doit accorder à celui-ci les délais de la loi pour paraître sur cette assignation; ces délais ne doivent donc pas être réglés seulement par les dispositions générales de l'art. 1033 C. p. c., mais aussi par celles de l'art. 72 du même code.—Besanç. 30 avril 1814, t. 19, p. 452, n° 80.—V. M. Pig. t. 2, p. 98. — Celui qui revendique les objets saisis ne doit pas assigner le gardien, suivant MM. Carr. t. 2, p. 454, n° 2071; Pig. t. 2, p. 99; B. S. P. p. 538, n° 5 et n. 59, et F. L. t. 5, p. 33, n° 2. — Il n'est pas nécessaire d'appeler les opposants, sauf à eux à intervenir, suivant MM. Carr. t. 2, p. 454, n° 2072; D. C. p. 403, et Pig. *Comm* t. 2, p. 198, n° 3.

177. La dénonciation de l'opposition faite à un saisi par le tiers qui se prétend propriétaire des objets saisis, peut avoir lieu tant que le jugement sur l'opposition n'est pas rendu.—Gren. 21 fév. 1832.—Trapet C. Brunard.

178. Le tiers qui se prétend propriétaire de la totalité ou de partie des objets saisis, ne peut pas intervenir dans l'instance à laquelle la saisie donne lieu, s'il n'a pas formé opposition à la vente —Paris, 13 janv. 1814, t. 19, p. 451, n° 78.

179. Le tiers qui se prétend propriétaire d'objets saisis chez un autre, ne peut, lorsque son opposition à la vente est annulée pour défaut de forme, arguer la saisie de nullité. —Nîm. 16 mai 1829; Drouart C. Hostein.—V. *suprà*, n° 174 et le n° qui suit.

180. Le propriétaire d'objets saisis sur la tête d'un tiers, peut se borner à assigner le saisissant en nullité des poursuites de la saisie.— Bord. 31 août 1831, t. 42, p. 53.— V. le n° qui précède.

181. Celui qui se prétend propriétaire d'objets mobiliers saisis sur un tiers, et qui, dans son exploit d'opposition à la vente, énonce son titre de propriété, satisfait suffisamment au vœu de la loi, qui exige que l'exploit contienne la preuve de propriété.—Bord. 19 juillet 1816, t. 19, p. 460, n° 92.

182 Celui qui réclame, comme propriétaire, des objets saisis, ne satisfait pas au prescrit de l'art. 608, C. p. c., (qui exige que l'assignation à donner contienne l'énonciation des preuves de propriété), par la seule production de l'acte de bail, en vertu duquel il habite la maison, dans une des chambres de laquelle la saisie a été faite à charge d'un tiers qui occupe cette même chambre.—Brux. 24 fév. 1827.

183. L'opposition à la vente d'objets saisis, formée par exploit signifié au gardien, n'est pas nulle,

parce que cet exploit ne contient pas énonciation des preuves de propriété, si, d'ailleurs, elles ont été dénoncées au saisissant et au saisi.—Metz, 19 juin 1819, t. 19, p. 428, n° 46.

184. Le demandeur en distraction prouve suffisamment sa propriété, soit par des actes passés entre lui et le saisi, soit par l'acquisition qu'il aurait faite lors d'une saisie antérieure.—Renn. 17 déc. 1811, t. 19, p. 435, n° 53.

185 et 186. Quand il résulte des faits d'une cause qu'une partie saisie dans ses meubles avait une habitation commune avec des personnes qui revendiquent les objets saisis comme leur appartenant, ces personnes sont tenues de prouver qu'elles en sont réellement propriétaires. —Renn. 4 août 1815, t. 16, p. 732, n° 20.

187. La circonstance que les marchandises acquises par un failli doivent être expédiées à l'étranger, n'autorise pas la demande en revendication, lorsque ces marchandises sont entrées dans ses magasins.—Cass. 13 oct. 1814, t. 19, p. 453, n° 82.

188. Lorsqu'après la vente des meubles d'un locataire par suite de saisie-exécution du bailleur, un tiers vient réclamer un des effets vendus comme à lui appartenant, le bailleur n'est pas tenu à la reproduction de cet objet, seulement il est obligé de restituer le prix de l'adjudication. —Brux. 12 mars 1816.

189. L'huissier et la partie sont-ils solidaires pour les dommages-intérêts, lorsque la saisie-revendication n'a pas été autorisée par une ordonnance du président? — Oui; suivant M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 515, n. 4. Cela résulte du texte même de la loi; *J. A.* t. 19, p. 511, n° 20.

190. Décret portant que la revendication faite par un tiers des meubles saisis pour contributions directes est une question de propriété qui doit être portée devant les tribunaux. —Décret 16 sept. 1808. *J. A.* t. 19, p. 411, n° 18 —*V.* M. CARR. t. 2, p. 452, n. 3, n° 1.—V. *suprà*, n°s 163 et 166

191. Le saisissant a le droit de faire rétablir sous la saisie les objets qu'il justifie avoir été enlevés dans quelques mains qu'ils soient passés, en faisant la réclamation dans le délai prescrit par l'art. 2279, C. c.—Renn. 11 juill. 1814, t. 19, p. 452, n° 81.—*V.* M. CARR. t. 2, p. 445, n. 1, n° 1.

CHAP. VII. *Vente.*—Art. 1er. *Qui peut poursuivre la vente?—Formalités.—Nullités.*

192. Le créancier saisissant à qui un jugement avait permis de faire vendre l'objet saisi au cas où dans un certain délai, son débiteur n'aurait pas fait lui-même cette vente, ne peut plus y faire procéder lorsque ce débiteur tombe en faillite avant la vente, c'est aux syndics à la faire —Paris, 5 août 1829 —Syndics Goupy C Gautier. — *V.* notre mot *Saisie-gagerie*, n°s 3 et 37, et *infrà*, n°s 211 et 217.

193. La vente des meubles d'un débiteur saisi par le trésor après sa faillite, doit être suivie a la requête des agents du trésor; cette vente ne peut être poursuivie par les syndics de la faillite. —Cass. 9 janv. 1815, t. 19, p. 455, n° 85 —*V.* notre mot *Saisie immobilière*, n° 93, et *suprà*, n° 10.

194. Le défaut d'observation des formalités relatives à l'insertion dans les journaux et à l'apposition des placards, opérerait-elle nullité?—Les formalités relatives à la publicité de la vente tiennent à l'ordre public; aussi le défaut d'insertion ou d'apposition des placards serait de nature non pas à faire annuler la vente, à cause des tiers qui auraient acheté, mais à faire prononcer des dommages-intérêts contre les saisissants et contre celui qui aurait fait la vente.—*J. A.* t. 19, p. 480, n° 134.—*V.* DELAP t 2, p. 200, 4e al.

195. L'huissier peut se servir d'un afficheur quoique les affiches soient manuscrites —C. T. t. 2. p 134, 93.

196. La signature de l'imprimeur du journal dans lequel la vente a été annoncée, doit être légalisée, mais l'huissier n'a droit à aucun émolument pour obtenir cette légalisation —C. T. t. 2, p. 134, 97.

197. Le délai de huit jours qui doit exister entre la signification de la saisie au débiteur et la vente est-il franc?—Le projet du Code de procédure portait huit jours *francs*; ce dernier mot a été supprimé; l'art. 1033, C. p. c., rendait ce mot inutile —*J. A.* t. 19. p. 476, n° 123; PIG. *Comm.* t 2. p 203, not. 1; CARR. t. 2, p. 458. n° 2083; HAUT. p. 338, § 2; LEP. p. 408, 2e quest., et PR. FR. t. 4. p. 203.

198. Les dispositions de l'art. 620, C. p. c., doivent-elles être encore suivies relativement aux barques, chaloupes et autres bâtiments de mer de port, de dix tonneaux et au-dessous.—Les art. 620, C. p. c., et 207, C. comm., contiennent deux dispositions contraires.—MM. PIG. t 2, p. 113; D C. p. 407, et CARR. t. 2, p. 463, n° 2091, pensent que le Code de commerce qui est postérieur a dérogé en cela au Code de procédure; ainsi les dispositions de l'art. 620, C. p. c., ne subsistent qu'à l'égard des barques, galiotes, bateaux et autres bâtiments de rivière, moulins et autres édifices mobiles.—V. *J. A.* t. 19, p. 479, n° 133.

199. La connaissance des ventes des navires saisis appartient aux tribunaux ordinaires.— Avis du cons. d'État du 29 av. 1809.—Approuvé le 17 mai.—*J. A.* t. 19, p. 418, n° 28. —*V.* MM. PARDESSUS, t. 5, p. 22; B. S. P. p. 61, n. 80, n° 1; MERL. *Rép.* t. 14, p. 186; F. L. t. 5, p 70 et t. 3, p. 687, et CARR *Comp.* t. 2, p. 603, n°s 517 et 519.

200. Doit-on suivre les formalités prescrites par l'art. 621 pour d'autres objets que ceux qu'il énumère? —Non, suiv. CARR. t. 2, p. 464, n° 2093 —*V.* DELAP. t. 2, p. 205; B. S. P. p. 540, n°s 71 et 72, et *J. A.* t. 19, p. 481, n° 136.

201. Quel que soit le lieu où la vente se fait par le ministère d'un commissaire-priseur, l'huissier a droit à une vacation pour requérir cet officier.—C. T t. 2, p. 136, 105.

202. Droits du commissaire-priseur qui procède à la vente.—C. T. t. 2, p. 136, 112.

203. L'huissier a droit d'être remboursé de ce qu'il paye à un crieur ou à un secrétaire.—C. T. t. 2, p. 136, 110.

204. La taxe des frais de vente apposée sur la minute du procès-verbal ne doit pas être mise en usage avant l'enregistrement de cette minute.—C. T. t 2, p. 137, 116.

205. Si l'huissier, qui a procédé à une vente mobilière, est en retard de verser les sommes qu'il a touchées, il ne peut porter en déduction de ce qu'il doit que les frais qui lui sont dus, à partir du jour où les deniers auraient dû être consignés. — C. T. t. 2, p. 138, 118.

206. L'huissier qui, après une saisie faite à la requête du percepteur des contributions, a procédé, à la requête d'un autre créancier, à un récolement, puis à la vente des effets saisis, peut retenir le montant de la taxe, avec l'autorisation du président, sur le prix de la vente, malgré le privilége du percepteur, premier saisissant, pour les contributions et pour les frais.—C. T. t. 2, p. 138, 119.

207. L'exposition des objets mentionnés en l'art. 621 C. p. c., doit-elle être faite à trois marchés différents? — M. CARR. t. 2, p. 463, n° 2092, adopte l'affirmative en se fondant sur l'art. 41 du tarif, et sur un passage de l'exposé des motifs où l'orateur du gouvernement annonce qu'on a suivi l'ordonnance de 1667.—V. *J. A.* t. 19, p. 481, n° 135.

208. Doit-il y avoir un intervalle d'un mois entre la vente et la saisie lorsqu'on fait les trois expositions comme lorsqu'on fait les annonces dans les journaux?—M. DELAP. t. 2, p. 204, pense que l'on peut vendre le surlendemain de la troisième publication, la publication n'emportant qu'un délai de douze jours, et que, s'il fallait attendre dix-huit jours pour faire la vente, la publication ne produirait aucun effet —*J. A.* t. 19. p 475. n° 121.

209. Si l'huissier ne peut pas vendre tous les effets dans le jour où se tient le marché, peut-il continuer la vente au lendemain qui n'est pas jour de marché?—M. CARR. t. 2, p. 461, n° 2090 pense que l'huissier doit renvoyer au plus prochain jour de marché, la loi veut en effet

que la vente se fasse un jour de marché ; les mêmes motifs existent tant pour une partie des objets que pour la totalité. — *J. A.* t. 19, p. 476, n° 124.

210. Si les frais faits pour transporter les meubles au plus prochain marché paraissent trop exagérés, le juge peut les réduire. — C. T. t. 2, p. 133, 86.

211. Lorsqu'un consignataire de marchandises est autorisé par le propriétaire à les vendre, celui-ci, quoique tombé depuis en faillite, ne peut, si elles ne sont pas encore vendues, exiger qu'elles le soient ailleurs qu'au domicile du consignataire. — Paris, 8 mai 1811, t. 21, p. 39, no 32. — V. *suprà*, n° 192.

212. Comment s'entend la disposition de l'art. 622, C. p. c., qui prescrit de ne vendre qu'une somme suffisante pour le paiement des créances et frais ? — Le commissaire-priseur doit arrêter la vente dès l'instant où les objets vendus suffisent pour payer 1° les causes de la saisie ; 2° les sommes dues aux créanciers opposants ; 3° les frais de la saisie et de la vente ; mais il est possible que des oppositions nouvelles frappent le prix avant la distribution ; aussi le commissaire-priseur ou l'huissier doit se faire autoriser par le saisissant et les opposans à arrêter la vente pour n'être pas inquiété si le produit n'était pas suffisant. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 464, n° 2096 ; Delap. t. 2, p. 207, 4e al.; Pig. t. 2, p. 212, n° 8, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 209, n° 1, et *J. A.* t. 19, p. 475, n° 122.

213. La vente par suite de saisie-exécution n'est pas nulle, quoiqu'elle comprenne les objets dont la loi fait une réserve expresse en faveur du saisi. — Cass. 1er thermidor an 11, t. 19, p. 406, n° 10. — *V. suprà*, n° 38.

Art. 2. *Opposition à la vente. — Sursis.*

214. L'opposition à la vente de meubles saisis, est valablement signifiée au domicile que les saisissants ont indiqué dans le procès-verbal de saisie. — Bord. 8 mai 1830, t. 39, p. 189.

215. Le propriétaire n'a pas le droit de s'opposer à la vente des meubles saisis sur son locataire ou fermier. — 8 déc. 1806; 16 août 1814, t. 19, p. 411, n° 19. — M. Delap pense le contraire, si les créanciers ne donnent pas au propriétaire caution ou sûreté suffisante pour l'entretien de son bail. — *V.* MM. Pig. t. 2, p. 100, n° 2 ; Pr. Fr. t. 4, p. 196 et 197 ; Carr. t. 2, p. 455, n° 2076; F. L. t. 5, p. 33, n° 3.

216. La partie sur laquelle la saisie-exécution a été faite, et qui figure sans réclamation dans le jugement qui a fixé le mode de vente, ne peut pas ensuite appeler de ce jugement, en se fondant sur ce qu'elle n'est pas propriétaire des objets saisis. — Paris, 13 janv. 1814, t. 19, p. 451, n° 79.

217. En matière de saisie-exécution, la vente ne peut pas être arrêtée par la faillite du débiteur, ni par une opposition des scellés faite à sa requête. — Paris, 23 déc. 1811 ; 16 déc. 1825, t. 19, p. 436, n° 54, et t. 30, p. 254. — *V. suprà*, n° 192.

218. Le locataire ne peut exercer son privilége sur le prix des meubles garnissant sa maison, si avant toute opposition de sa part, ils ont été vendus, et si le prix en a été remis au créancier qui les a saisis sur le locataire. — Brux. 10 juin 1833, t. 46, p. 247.

219. Un propriétaire doit, pour s'assurer son privilége de locateur, former opposition sur les deniers de la vente des meubles de son locataire dans le même délai que les créanciers de celui-ci. — Brux. 10 juin 1833, t. 46, p. 247.

Art. 3. *Incapacité des officiers vendeurs pour se porter adjudicataires. — Responsabilité du prix de la vente. — Oppositions sur le prix.*

220. Les courtiers de commerce peuvent, à l'exclusion des commissaires priseurs, procéder à la vente aux enchères publiques des marchandises portées sur les tableaux arrêtés par les tribunaux de commerce, encore que la vente ait lieu après saisie. — Cass. 10 juin 1823, t. 25, p. 201.

221. L'opposition faite par un créancier du saisi sur le prix de la vente, n'a pas besoin d'une permission du juge. — La requête qui serait présentée à cet effet ne doit point passer en taxe. — C. T. t. 2, p. 128, 63, à la note.

222. Le procès-verbal de récolement d'un second créancier qui se présente pour saisir, équivaut à une opposition sur les deniers de la vente. — C. T. t. 2, p. 129, 68.

223. L'officier préposé à la vente peut-il se rendre adjudicataire ? — La négative résulte de l'art. 1596 C. c. — *V.* MM. Merl. *Rep.* v° *Huissier* ; Carr. t. 2, p 465, n° 2100 ; Delap. t. 2, p. 210, et *J. A.* t. 19, p. 495, n° 169.

224. Les officiers publics qui procèdent à toutes ventes de meubles, sont-ils responsables du prix ? — Les ventes dites *judiciaires* doivent être faites dans la même forme que celles sur saisie-exécution ; il faut en conclure que la responsabilité est la même : tel est l'avis de MM. Carr. t. 2, p. 466, n° 2104 ; Pig. *Comm.* t. 2, p. 212, n° 2, et F. L. t. 5, p. 35, 2e col. — *V.* des observations sur ce point, *J. A.* t. 19, p. 494, n° 168.

225. L'opposition sur le prix de la vente peut valablement être signifiée au domicile élu par le saisissant, dans l'exploit de commandement. — Brux. 7 mai 1822.

226. Lorsqu'après la vente des objets saisis, il survient des oppositions sur le prix, entre les mains de l'huissier, le saisissant ne reste pas garant de la solvabilité de cet officier public, vis-à-vis des autres créanciers. — Orl. 23 mai 1820, t. 19, p. 468, n° 108. — *V.* Poth. *Pr civ.* 4e part. chap. 2, art. 5, § 2.

227. Lorsqu'après une saisie-exécution, on passe à la vente des objets saisis, et qu'un procès-verbal établit le produit de la recette faite par l'huissier, il n'est plus permis au saisi de former contre le saisissant une demande en détournement des objets vendus ; une seule voie d'attaque lui est ouverte, c'est l'inscription de faux contre le procès-verbal de l'huissier. — Orl. 23 mai 1816, t. 19, p. 459, n° 91.

SAISIE FORAINE. V. *Enreg.* 141 — *Ress.* 413 et s.

SAISIE-GAGERIE (1).

Ch. I. Droits du propriétaire qui peut faire saisir-gager les objets saisissables, 1 à 18. — Ch. II. Gardien. — Frais de garde, 19 à 23. — Ch. III. Procédure. — Demande en validité et en mainlevée. — Vente. — 24 à 37.

Ch. I. *Droits du propriétaire qui peut faire saisir-gager les objets saisissables.*

1. Le locataire d'une maison ne peut pas, en laissant des meubles d'une valeur suffisante pour acquitter tous ses loyers échus et à échoir, enlever le surplus de ses meubles. — Paris, 2 oct. 1808, t. 19, p. 501, n. 2. — MM. D. C. p 498, 2e alin. ; Carr. t. 3, p. 149, n° 2798 et F. L. t. 5, p. 41, 1re col. s'élèvent avec raison contre l'injuste rigueur de cet arrêt.

2. La faillite du locataire autorise le bailleur à demander caution hypothécaire, quand même le failli offrirait de garnir les lieux de meubles suffisants. — Cass 16 déc. 1808, t. 19, p. 503, n° 5. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 150, n° 2799 et not. 1.

3. Le propriétaire qui a saisi les meubles de son locataire, a le droit de continuer les poursuites, lors même que celui-ci tomberait ultérieurement en faillite. — Paris, 20 avril 1831. — Rouen, 17 mai 1826, t. 42, p. 188. — *V.* dans le même sens, M. Pardessus, *Dr. comm.*, t. 3, p. 306. — V. *infrà*, n° 37.

4. Le propriétaire ne peut exercer de privilége sur les objets qui garnissent sa maison où sa ferme qu'autant qu'il lui est dû des termes échus, ou que son locataire est tombé en déconfiture. — Cass. 8 déc. 1806, t. 19, p. 411, n° 20.

---

(1) *V.* au mot *Saisie-exécution* aux chapitres correspondants, des arrêts analogues à ceux qui sont rapportés ici.

V. aussi *Contr. p. c.* 4 et s. — *Jug. pair*, 6 — *Ress.* 409 et s.

5. Le propriétaire qui a fait saisir les meubles de son locataire pour loyers, dont il a été payé après la saisie, peut faire vendre les meubles saisis pour les loyers échus depuis la saisie et desquels il n'a pas été payé. — Paris, 6 avril 1830, t. 39, p. 183.

6. Quoique la saisie-gagerie ne puisse être exercée par les propriétaires sur les objets garnissant la ferme, d'après l'art. 819, C. p. c. que pour loyers et fermages échus, on doit cependant, en entendant sainement cette disposition, de l'étendre à tout ce qui est dû en vertu du bail, et qui en peut être considéré comme l'accessoire immédiat. — Besanç. 3 juin 1824, t. 21, p. 224, n° 33.

7. Le droit de saisir-gager ne peut appartenir à celui qui a cessé d'être propriétaire, encore bien qu'il s'agisse de droits à lui acquis lorsqu'il était propriétaire. — Nîmes, 31 janv. 1820, t. 19, p. 505, n° 8. — V. M. Carr. t. 3, p. 147 not. 1, n 1.

8. Peut-on faire saisir-gager pendant les délais accordés à l'héritier pour délibérer? — L'affirmative est soutenue par M. Carr. t. 3, p. 148, n° 2796. — V. J. A. t. 19, p. 507, n° 11, nos mots *Saisie-exécution*, n° 15, *Saisie immobilière*, n°s 123 et 124.

8 *bis*. Le propriétaire ou principal locataire peut-il saisir-gager les fruits qui auraient été déplacés sans son consentement, comme il le pourrait des meubles? — Non, MM. B. S. P. p. 648, n° 4; Tarrible au *Rép.*, et Carr. t. 3, p. 148, n° 2797. — Oui, F. L. t. 5, p. 41, n° 2. — V. J. A. t. 19, p. 507, n° 12 où se trouve adoptée la première de ces deux opinions.

9. Un propriétaire pourrait-il, pour loyers et fermages à échoir, saisir en cas de déplacement frauduleux, et lorsque les circonstances prouveraient que l'intention du locataire serait de soustraire peu à peu son mobilier. — M. Carr. t. 3, p. 150, n° 2799, pense que l'on pourrait autoriser la saisie-gagerie comme mesure conservatoire. — V. J. A. t. 19, p. 508, n° 13.

10. Le bailleur ne peut pas saisir-gager les meubles du sous-locataire pour la totalité des loyers dus par le principal locataire, encore bien que le sous-bail n'ait pas acquis date certaine avant la saisie, et qu'il n'ait pas été fait dans les formes prescrites par le bailleur dans le bail primitif. — Cass. 2 avril 1808, t. 19, p. 500, n° 1 — *Sic* MM. D. C. p. 498; F. L. t. 5, p. 43, n., et Haut. p. 454.

11. Lorsque les meubles ont été placés par un locataire qui les a transportés dans une maison qu'il a prise à bail d'un autre propriétaire, il suffit de les saisir-gager, sans employer la voie de la saisie-revendication. — Renn. 7 mars 1816, t. 19, p. 504, n° 8. — V. MM. Pig. t. 2, p. 516, n° 7, et Carr. t. 3, p. 150, n° 2800.

12. Le propriétaire peut exercer indistinctement son privilége sur tous les objets garnissant les lieux loués, qu'ils soient ou non la propriété du locataire, et par suite il peut revendiquer tous les objets déplacés sans son consentement. — Renn. 19 août 1817, t. 19, p. 504, n° 7. — V. M. Carr. t. 2, p. 453, n° 4.

13. Un créancier ne peut pas faire saisir les meubles garnissant l'appartement de son débiteur, lorsque celui-ci ne les possède qu'à titre de locataire. — Paris, 13 janv 1810, t. 19, p. 424, v° *Saisie-exécution*, n° 37. — V. *infrà*, n°

14. Le propriétaire qui fait une saisie-revendication sur les meubles de la maison occupée par un locataire manufacturier, ne peut l'étendre aux ustensiles nécessaires à l'exploitation de l'usine, par la raison que quel que puisse être le privilége du bailleur sur les objets qui garnissent la maison louée, il ne comprend point les machines et instruments d'arts et métiers. — Orl. 14 juin 1821 t. 19, p. 506, n° 9.

15. Comme aussi la saisie-gagerie que le locateur peut faire sur les objets garnissant l'immeuble loué, ne peut frapper que ceux appartenant au locataire, elle ne peut s'étendre sur les objets que des tiers ont déposés chez le locataire pour y être manufacturés. — Cass. 22 juill. 1823, t. 25, p. 274.

16. Le propriétaire d'un bois taillis qui en a vendu la coupe, ne peut, s'il n'a titre exécutoire, et avant une mise en demeure saisir-gager, même avec la permission du président, obtenue sur requête les bois exploités pour avoir paiement des termes à lui dus sur le prix de la vente. — Bourg. 25 mars 1825, t. 29, p. 189.

17. Qu'entend la loi par *débiteur forain?*

Il ne faut pas entendre seulement par ce mot *forain*, le débiteur qui court les foires, mais tout débiteur qui se trouve dans une commune où il n'a pas son domicile, d'après le mot latin *forás, dehors.* — V. M. F. L. t. 5, p. 16, 2e col. et J. A. t. 19, p. 510, n° 17. — C. T. t. 2, p 304, 13 à la note — V. le n° qui suit.

18 La disposition de l'art 822 C. p. c. est applicable à un Belge domicilié en pays étranger, quoiqu'il habite pendant quelques mois de l'année, un château en Belgique, dont il a la jouissance; et l'on peut, en vertu du même article, saisir les meubles qui garnissent ce château. — 7 juill. 1819. V. le n° qui précède.

Chap. II. *Gardien. — Frais de garde.*

19. Le saisi peut-il être constitué gardien, non seulement dans une saisie-gagerie d'effets, mais encore dans une saisie-gagerie de fruits?

L'art. 821 C. p. c. soumettant la saisie-gagerie de fruits aux formes de la saisie-brandon, c'est le garde champêtre et non le saisi qui, dans ce cas, doit être établi gardien — V. MM. D. C. p. 499, 6e alin.; Carr. t. 3, p. 155, n° 2805, et J. A. t. 19, p 509, n° 14.

20 Peut-on, sans le consentement du saisissant et du saisi, charger ce dernier de la garde des effets saisis-gagés. — M Carr. t. 3 p 155, n° 2806, pense, d'après les différences de rédaction qui existe entre l'art. 598 et l'art 821 C. p. c. que le consentement du saisissant n'est pas nécessaire, mais si le saisi refuse, il ne peut y être contraint. — V. J. A. t. 19, p. 509, n° 15, et Pig. *Comm.* t. 2 p. 511, n° 2.

21. Dans une saisie sur débiteur forain, lorsque le saisissant n'a pas les effets en ses mains, l'huissier peut-il lui en confier la garde? Pourrait-il la confier au saisi?

L'art. 823 C p.c. est une exception au principe de l'art. 598, qui doit être restreinte dans les limites de cet article, il ne prescrit de choisir le saisissant pour gardien que dans le cas où les effets sont en ses mains; — Carr. t. 3, p. 156, n° 2810. — A l'égard du saisi le même auteur, et avec lui M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 512, n° 1, pensent que le constituer gardien, ce serait aller précisément contre le but de cette saisie, en le mettant à même de disparaître avec ses effets.

22. Les dispositions de l'art. 1020 C. p. c. portant que les nullités ne peuvent se suppléer, sont applicables à la forme extérieure des actes, et non aux formes qui tiennent à leur essence; ainsi on peut faire annuler une saisie-gagerie lorsque c'est le saisissant qui a été constitué gardien — Paris, 19 mars 1825, t. 30, p. 261.

23. Le créancier qui, pour sûreté de sa créance, fait saisir-arrêter dans ses mains un meuble de son débiteur, dont il était accidentellement détenteur, ne peut répéter des frais de garde. — Bord. 31 janv. 1827, t. 32, p. 281. — *Contrà*, C. T. t. 2, p. 305, 19.

Chap. III. *Procédure. — Demande en validité et mainlevée. — Vente des objets saisis.*

24. Le créancier qui fait procéder à la saisie des meubles et effets de son débiteur qui a abandonné son ancien domicile sans avoir rempli les formalités préalables prescrites par l'art. 104 C. c., doit se conformer aux règles prescrites au titre de la saisie-exécution, et non à celles établies au titre de la saisie sur débiteur forain. — Pau, 3 juill. 1807, t. 19, p. 502, n° 3. — V. Carr. t. 3, p. 156, not. 2.

25. La seconde disposition de l'art. 819 C. p. c., portant que l'on peut faire saisir-gager à l'instant, en vertu de permission de juge, dispense-t-elle de faire un commandement au débiteur? MM. Delap. t. 2, p. 382; Pig. t. 2, p. 117, n° 3, et

CARR. t. 3, p. 147, n° 2795, pensent que le commandement peut être fait en même temps que la saisie.—V. J. A. t. 19, p. 108, n° 10, et le n° qui suit.

26. La saisie-gagerie faite à l'instant en vertu d'une permission de juge, est valable, quoique non précédé d'un commandement. — Bord. 2 déc. 1831, t. 43, p. 713. — V. les autorités au n° qui précède.

27. Dans le cas où l'huissier rédigerait la requête ou le mémoire adressé au juge de paix pour obtenir l'autorisation de saisir-gager les effets mobiliers d'un débiteur forain, il n'a droit à aucun émolument. — C. T. t. 2, p. 304, 16.

28. Une saisie-gagerie n'est pas nulle pour n'avoir pas été faite dans les six semaines de la maturité des fruits. – Bord. 3 avril 1830, t. 39, p. 188.

29. Le procès-verbal de saisie-gagerie, doit à peine de nullité, contenir élection de domicile dans la commune où se fait l'exécution.—Renn. 22 septemb. 1810, t. 15, p 350, n° 75.

30. L'huissier, qui procède à une saisie-gagerie, peut prendre pour témoin le garde champêtre et le constituer ensuite gardien de la saisie — Bord. 3 av. 1830, t. 39, p 188.

31. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal de saisie-gagerie indique le jour de la vente.—Bord. 3 av. 1830, t. 39, p. 188.

32. La copie du procès-verbal de saisie-gagerie, doit, à peine de nullité, être remise sur-le-champ au saisi.—Renn. 22 sept. 1810, t. 15, p. 350, n° 76.

33 et 34. Doit-on, avant de vendre, faire déclarer la saisie-gagerie valable, lorsqu'elle est faite en vertu d'un titre exécutoire? L'art. 824 C. p. c. ne fait pas de distinction, aussi M. CARR. t. 3, p. 158, n° 2812, pense que dans tous les cas le jugement de validité est nécessaire; cependant M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 113, n° 1, admet la distinction entre les cas où il existe titre exécutoire et celui où il n'y a qu'ordonnance du juge —V. J. A. t. 19, p. 511, n° 19, et C. T. t. 2, p. 303.

35. C'est au tribunal du domicile du tiers sur lequel la saisie-revendication est faite, que doivent être portées les contestations qui s'élèvent entre la partie saisissante et la partie saisie, relativement à la propriété des objets saisis revendiqués. —Nancy, 18 janv. 1833, t. 46, p. 51, —V. *suprà*, n° 13.

36. Quel est le tribunal qui doit connaître de la demande en validité ou en mainlevée, soit de la saisie-gagerie, soit de la saisie sur débiteur forain?—MM. LEP. p 550. et CARR. t. 3, p. 157, n° 2811, pensent qu'il faut suivre les règles de la saisie-exécution, mais MM. D. C. p. 409, et PIG. *Comm.* t. 2, p. 513, sont d'avis qu'il faut suivre les règles ordinaires et assigner devant le tribunal du domicile.—V. J. A. t 19, p. 510, n° 16,

37. La faillite du locataire n'est pas un obstacle à la vente des effets saisis-gagés, si déjà et antérieurement la saisie-gagerie avait été déclarée valable.—Paris, 19 oct. 1807, t. 19, p. 502, n° 4.—V. Saisie-exécution, n°s 192 et 217, un arrêt analogue.—V. M. CARR. t. 3, p. 157, not. 1.—V. *suprà*, n° 3, et notre mot *Saisie immobilière*, n° 62.

SAISIE RÉELLE. V. *Sais. imm.* 112.
SAISISSANT. V. *Jug. p. i.* 16.
SALAIRE. V. *Cont. p. c.* 70 et s.

SAISIE IMMOBILIERE (1).

CH. 1er. CRÉANCES ET TITRES, 1 à 55. —C. 2. QUALITÉ DU POURSUIVANT, 56 à 70 —C 3 QUALITÉ DU DÉBITEUR, 71 à 103 —C. 4. BIENS A SAISIR, 104 à 138 —C. 5. COMMANDEMENT, 139 à 191 —C. 6 POUVOIR SPÉCIAL, 192 à 208 — C. 7. PROCÈS VERBAL DE SAISIE —A. 1er. Désignation des objets saisis, 209 à 263.—A. 2. Matrice du rôle, 264 à 294 —A. 3. Énonciations diverses, 295 à 307.— C. 8. PUBLICITÉ DE LA SAISIE.— NOTIFICATIONS AU DÉBITEUR ET AUX CRÉANCIERS.—A. 1er. Transcription, 308 à 314.—A. 2. Dénonciation de la saisie, 315 à 331.— A. 3. Extraits de la saisie, 332 à 342. —A. 4. Insertions. — Placards.— Leur notification.—§ 1er. *Annonces*, 342 *bis* à 355.—§ 2. *Placards*, 356 à 400. — § 3 *Notification des placards*, 401 à 412.—A 5 Notification aux créanciers inscrits. — Conséquence des poursuites à l'égard des inscriptions, 413 à 444. —C 9. VISA EN GÉNÉRAL, 445 à 471.—C. 10. CAHIER DES CHARGES ET PUBLICATIONS.—A. 1er. Cahier des charges, 472 à 497.—A. 2. Publications, 498 à 510.— C. 11 ADJUDICATIONS PRÉPARATOIRE ET DÉFINITIVE.—A 1er. Constitution d'avoué, 511 à 512 —A. 2. Chambre des vacations.—Ministère public, 513 à 516.—A. 3 Délai entre la publication et l'adjudication préparatoire.— Délai entre les deux adjudications, 517 à 522. —A. 4. Du jour auquel doivent avoir lieu les adjudications.—Du cas où ces adjudications sont retardées par des incidents, et de l'indication d'un autre jour, 523 à 549.—A. 5. Adjudication en masse et par lots.—Effet de l'enchère non couverte, 550 à 559.— A. 6. Des formes des jugements d'adjudications préparatoire et définitive.—Du cas où ces jugements sont par défaut.—De leur exécution —De leur péremption. 560 à 581. — A. 7. Signification des jugements d'adjudications préparatoire et définitive.—Des jugements qui ne font que statuer sur des moyens de nullité et qui fixent un nouveau jour, 582 à 595.— C. 12. ENCHÉRISSEURS et ADJUDICATAIRES.—DÉCLARATION DE COMMAND.—A. 1er. Personnes qui peuvent enchérir, 596 à 618.—A. 2. Droits et devoirs de l'adjudicataire, 619 à 658.—A. 3. Déclaration de command, 659 à 664.— C. 15. FOLLE ENCHÈRE.—A. 1er. —Conditions antérieures, 665 à 688 —A. 2. Formalités, 689 à 721.—A. 3. Conséquences, 722 à 733.—C. 14. INCIDENTS —A. 1er. Revendication, 734 à 785.—A. 2. Subrogation, 786 à 825.—A. 3. Interventions.—Droits des créanciers, 825 *bis* à 838.— A. 4. Concours de deux saisies, 838 *bis* à 841.—A. 5. Conversion, 842 à 884.—A. 6. Appel du jugement en vertu duquel on procède à la saisie, 885 à 889.—A. 7. Incidents divers sur la poursuite en saisie immobilière. — Sursis aux poursuites et à l'adjudication définitive, 890 à 968 — A. 8. Divers moyens de nullité.—Dans quelle forme doivent-ils être proposés?— Doivent-ils être proposés avant ceux au fond?—Renonciation aux moyens de nullité et à la saisie, 968 *bis* à 994 *bis*.— A. 9. Moyens de nullité antérieurs et postérieurs à l'adjudication préparatoire, 995 à 1022.—A. 10. De l'appel des jugements qui statuent sur les nullités antérieures ou postérieures à l'adjudication préparatoire et sur des moyens du fond.—Nullités qui peuvent être présentées pour la première fois sur cet appel.—Opposition aux jugements et arrêts rendus sur ces nullités.—§. 1er. *Recevabilité de l'appel*, 1023 à 1028.—§ 2. *Forme et délai*, 1029 à 1052.—§ 3. *A quel domicile doit-il être signifié?* 1053 à 1056.— § 4. *Notification au greffier et visa*, 1057 à 1062 —§ 5. *Quels moyens de nullité peuvent être proposés sur*

(1) Outre les arrêts indiqués à ce mot, il faut consulter aux autres mots qui traitent des saisies, les arrêts qui se rapportent aux conditions préalables et à la forme des actes d'exécution; on y trouvera plusieurs analogies.

V. aussi *Acquiesc.* 156 et s.—*Appel*, 541.— *Aut. f.* 103.— *Avoc.* 20 et s. — *Cass.* 135, 181.— *Conc.* 78 bis.— *Caut.* 42.—*Dem. n* 146 — *Dép.* 199, 229.—*Désist.* 4, 31, 74 et s.—*Enreg.* 57, 92, 140. 191.— *Exéc* 81.—*Exéc. p.* 9.— *Exploit*, 384.— *Faux i.* 83.— *Gar.* 55.—*Huiss.* 167 et s.— *Interv.* 20 et s — *Jug.* 167, 263 — *Jug déf.* 268, 276.—*Lic. part.* 5.—*Mat. somm* 61.— *Min. p.* 54. — *Off. réelles*, 52 et s.— *Réf.* 42 et s — *Ress.* 440 et s — *Sais. b.* 3 — *Sais. ex.* 19, 62. — *Succ.* 29, 44 et s.— *Sur.* 18, 224.— *Tier. opp.* 25 et s. 45, 96 et s.— *Trib.* 147 et s., 208, 278.

cet appel, 1063 à 1091 — § 6 *Opposition*, 1092 à 1096 — C. 15. DE L'APPEL DU JUGEMENT D'ADJUDICATION PRÉPARATOIRE, 1097 à 1114. — C. 16. DE L'APPEL DU JUGEMENT D'ADJUDICATION DÉFINITIVE ET DES NULLITÉS QUI PEUVENT ÊTRE PROPOSÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS SUR CET APPEL, 1115 à 1156. — C. 17 EFFETS DE LA SAISIE SUR LES FRUITS DE L'IMMEUBLE SAISI ET SUR LES ALIÉNATIONS OU LES HYPOTHÈQUES CONSENTIES PAR LE SAISI DEPUIS LA SAISIE, 1157 à 1183 — C 18 TIERS DÉTENTEURS. — EFFET DE LA NOTIFICATION DU JUGEMENT D'ADJUDICATION, SUR LES INSCRIPTIONS HYPOTHÉCAIRES, 1184 à 1228. — C 19. FRAIS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES, 1229 à 1240.

CHAP. 1er. *Créances et titres.* — V. *infrà*, nos 655 et 924 (1).

1. Est nulle la saisie immobilière pratiquée en vertu d'un acte jugé faux par un arrêt, même rendu par contumace. — Montp. 6 fév. 1832, t. 44, p. 368.

2. La fausseté du titre en vertu duquel une saisie immobilière est pratiquée, peut être invoquée en tout état de cause — Montp. 6 fév. 1832, t. 34, p. 368.

3. L'art. 448, C. comm., qui dispose que la faillite rend toutes les créances exigibles, n'autorise pas le créancier hypothécaire à poursuivre la saisie immobilière avant l'échéance du terme. — Brux 5 déc 1811, t. 20, p. 347, no 348, *contrà* Bord. 22 août 1827, t. 35, p. 179.

4. Lorsqu'un créancier a obtenu un jugement par défaut et ensuite un nouveau jugement qui a débouté le débiteur de l'opposition qu'il avait formée, cette dernière sentence, rendue dans les dix jours qui ont précédé la faillite, ne prive pas le créancier de l'hypothèque judiciaire en vertu de laquelle il vient ultérieurement exercer une expropriation sur les immeubles de son débiteur. — Orl. 7 juill. 1826, t. 20, p. 566, no 661. — V. *infrà*, no 16.

5. Lorsque la saisie immobilière est poursuivie pour une dette payable en denrées, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'appréciation en soit faite en argent aussitôt après la saisie, mais seulement avant l'adjudication. — Bord. 8 fév. 1817, t. 20, p. 480, no 534.

6. Le créancier porteur d'un titre exécutoire peut poursuivre la saisie immobilière de son débiteur après avoir usé à son égard de saisie-arrêt et de saisie-exécution, sans être tenu de rendre préalablement compte des sommes qu'il a recouvrées par ces deux voies. — Colm. 14 juin 1811, t. 20, p. 319, no 321. — Cette décision est approuvée, *ibid.* — V. *infrà*, nos 38 et 39.

7. Comme aussi la créance est censée liquide et certaine, et peut donner lieu à la saisie immobilière malgré les à-comptes donnés par le débiteur. — Paris, 13 prair. an 11, 24 flor. an 13; Metz, 21 août 1811, t. 20, p. 16, no 19, et p. 205, no 209. — V. PR. FR. t. 4, p. 313, à la note, et PIG. *Comm.* t. 2, p. 296, no 3.

8. Une saisie immobilière, faite en vertu d'un titre de créance liquide et exécutoire, ne peut être annulée sous prétexte que le saisi se trouve créancier du poursuivant par suite d'une liquidation à faire entre eux. — Bord 27 janv. 1829 — Fauve Lalande C. de Grailly.

9. De même une créance établie par un acte public non contesté, est liquide quoiqu'on oppose des quittances et des compensations. — Cass. 7 oct. 1807, t. 20, p. 122, no 152.

10. Lorsqu'une liquidation a fixé la somme qui revient à chacun des cohéritiers, et qu'un jugement condamne le cohéritier détenteur de la masse de la succession à faire raison à ses frères et sœurs de ce qui leur revient, ce jugement est un titre authentique et exécutoire pour une créance liquide et exigible en vertu duquel les cohéritiers peuvent procéder à une saisie immobilière contre l'héritier débiteur. — Bord. 16 janv. 1829. — Delabrousse C. Fournie de Belvaux. — V. *infrà*, no 28.

11. Lorsqu'un arrêt passé en force de chose jugée a ordonné qu'il serait fait un compte entre le créancier et le débiteur, (un *bailleur* et un *fermier*), et que ce compte n'a pas lieu par le refus du débiteur d'y procéder, celui-ci est non-recevable à attaquer comme nulle une saisie immobilière faite en vertu du titre authentique de créance. — Cass. 23 mars 1825, t. 29, p. 151.

12. Est nulle l'adjudication à laquelle il a été procédé pour une simple condamnation de dépens, s'ils ne sont pas encore liquidés. — Gren. 23 mars 1820, t. 20, p. 555, no 642.

13 Comme aussi le créancier qui reçoit le capital et les intérêts de sa créance sans faire aucune réserve à l'égard des dépens, ne peut ensuite poursuivre la saisie immobilière pour ces mêmes dépens. — Brux. 30 janv. 1813, t. 20, p. 214, no 218.

14. Une saisie immobilière doit être rayée comme n'ayant plus de cause, lorsque le saisissant a donné quittance du principal et des intérêts de sa créance, sous la réserve des frais, si les frais ne sont pas liquidés. — Paris, 4 fév. 1833, t. 44, p. 153 — V. ibid. des *Observations*. — V. aussi t. 43, p. 492, et C. T. t. 2, p. 78, no 48.

15 Une saisie immobilière n'est pas nulle parce que les poursuites ont eu lieu pour une somme plus considérable que celle qui est due au créancier. — Colm. 14 juin 1811, t. 20, p. 319, no 322. — V. *infrà*, no 180.

16. Comme aussi les juges ne peuvent suspendre une poursuite de saisie immobilière, sous prétexte que la créance est trop minime. — Nim 7 fév. 1820, t. 20, p. 552, no 634.

17. Doit être considérée comme authentique, exécutoire, et ayant la force d'autoriser une saisie immobilière, la copie d'un arrêt signifié à l'avoué de la partie saisissante par l'avoué d'une autre partie ayant le même intérêt, lorsque la Cour a par une ordonnance, permis de saisir sur cette copie. — Toul. 17 déc. 1829, t. 38, p. 203. — Cet arrêt est combattu par une consultation de M. CARLES, professeur à la Faculté de droit de Toul., et rapportée, *ibid.*

18. Un jugement est valable quoiqu'il ait été rendu dans les dix jours antérieurs à la faillite de la partie condamnée, et l'on peut exercer contre elle une saisie immobilière en vertu de ce jugement. — Nancy, 9 juill. 1834, t. 46, p. 171. — V. *suprà*, no 4.

19. En matière de saisie immobilière, les tribunaux peuvent ordonner l'exécution provisoire de leurs jugements. — Renn. 15 janv. 1820, t. 20, p. 366, no 378. — C'est l'opinion de M. F. L. t. 5, p. 79, no 3. — V. aussi M. H. p. 297, no 2.

20. Lorsque l'expropriation forcée a été poursuivie en vertu de plusieurs actes obligatoires, dont quelques-uns seulement sont revêtus de la formule exécutoire, elle n'en est pas moins valable. — Cass. 18 prair. an 11, t. 20, p. 18, no 22. — V. *infrà*, no 27.

21. Des poursuites en saisie immobilière exercée en vertu d'un acte notarié dont la formule exécutoire a été rectifiée en exécution de l'ordonnance du 30 août 1815, sont valables quoique la rectification n'ait été ni datée ni signée par le notaire. — Corse, 22 mai 1823, t. 25, p. 175.

22. La saisie immobilière à laquelle il a été procédé en vertu d'une seconde grosse qui n'a pas été délivrée dans les formes prescrites par la loi, ne peut pas être annulée lorsque l'obligation n'est pas méconnue. — Metz, 6 juin 1817, t. 20, p. 491.

23. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un acte notarié soit légalisé pour être ramené à exécution hors du ressort du notaire qui l'a reçu. — Poit. 15 janv. 1822, Rouen, 10 juill. 1817, t. 20, p. 502, no 560, et t. 24, p. 10, *contrà*, Colm. 26 mars 1808, t. 12, p. 554, no 25.

24 La poursuite en expropriation exercée pour un capital *non encore exigible*, et pour deux années d'intérêts échues, est valable. — Brux. 4 janv. 1821.

25. Lorsqu'une saisie immobilière

(1) On trouvera au mot *Exécution*, des arrêts qui ont beaucoup de rapport avec ceux rapportés ici sur la question de savoir quand des actes peuvent être ramenés à exécution

a été pratiquée pour obtenir le paiement des intérêts échus d'un capital devenu exigible seulement durant l'instance à laquelle elle donne lieu, le débiteur peut-il, en offrant réellement ces intérêts, obtenir qu'elle soit rayée?—*Dissert.* t. 45, p. 404.

26. Bien que le poursuivant se trouve désintéressé par le paiement de la créance en vertu de laquelle il procédait à la saisie, il peut, lorsqu'il est porteur de plusieurs titres, continuer les poursuites à raison de ses créances non payées. — Gren. 14 juill. 1809, t. 20, p. 208, n° 211. —*Sic* M. CARR. t. 2, p. 591, n° 2342. —*V.* M. H. p. 233, n° 4.

27. Les poursuites de saisie immobilière pratiquées en vertu de deux titres, dont l'un est nul et l'autre valable, ne peuvent être arguées de nullité.—Nancy, 9 juill. 1834, t. 46, p. 171.—V. *suprà*, n° 20

28. En cas d'annulation du titre en vertu duquel une saisie a été pratiquée, la saisie doit être annulée comme faite sans titre, quoique le titre ait été déclaré valoir pour la portion héréditaire du saisissant.— Cass. 29 août 1822. Laborde Porte C. Bordenave —V. *suprà*, n° 10.

29. Le cessionnaire d'un titre authentique ne peut, en vertu de ce titre, pratiquer la saisie immobilière, si l'acte de transport est sous seing privé, et n'a pas été préalablement reconnu par le débiteur. — Rouen, 3 therm. an 10, t. 20, p. 6, n° 6.— *Sic* M. PERS. Q. t. 2, p. 180, 3e alin. —*V.* notre mot *Exécution*, n° 54, et s.; *infrà*, nos 45 et 57, et le n° qui suit.

30. Le cessionnaire par acte sous seing privé d'une créance authentique, peut pratiquer une saisie immobilière contre le débiteur cédé.— Pau, 25 janv. 1832, t. 46, p. 233. — *V.* le n° qui précède.

31. L'acte sous seing privé, déposé chez un notaire par le débiteur, devient exécutoire contre lui, et peut servir de base à une saisie immobilière. — Bourg. 27 juin 1823, t. 25, p. 231.—*Sic* Cass. 27 mars 1821, t. 25, p. 231. *V.* MM. TOULLIER, t. 8, p. 298, n° 200, et MALLEVILLE, t. 4, p. 271, sur l'art. 2127.

32. Une poursuite de saisie immobilière déclarée nulle par jugement passé en force de chose jugée, peut valablement être reprise en conséquence d'une transaction sous seing privé par laquelle la partie saisie a renoncé au bénéfice de ce jugement. — Am. 23 juill. 1817, t. 20, p. 503 — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 586, n° 4; F. L. t. 5, p. 56, n° 3, et B. S. P. p. 780, *add.* 50, h.

33. Le créancier peut poursuivre la saisie immobilière en vertu d'un titre authentique où il n'a pas été partie, mais qui contient à son profit délégation.— Nîm. 25 août 1812, t. 20, p. 100, n° 109.

34. Une saisie immobilière doit être annulée, si le débiteur excipe d'un acte authentique de vente antérieure à l'hypothèque du saisissant, et qui n'est point argué de nullité, sans que pour cela il y ait préjugé, ni sur la validité de cet acte, ni sur les actions auxquelles il pourra donner lieu plus tard. — Colm. 26 juill. 1831, t. 46, p. 242.

35. Le créancier inscrit sur un immeuble peut en poursuivre la saisie directement contre le tiers détenteur, si celui-ci n'a pas rempli les conditions imposées par l'art. 2168 C. c. et il n'est pas tenu de signifier les actes de la procédure au débiteur originaire.—Bord. 8 mai 1832. Giraud C. Vauvielle. Le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté.

36. La saisie immobilière pratiquée contre les tiers détenteurs d'un immeuble, est valable, quoique le poursuivant ne leur ait pas signifié leur contrat d'acquisition, et n'ait pas inséré dans le cahier des charges les clauses de cet acte.—Bord. 8 mai 1832. Giraud C. Vauvielle.

37. Le créancier qui veut faire saisir immobilièrement, entre les mains du tiers détenteur, l'immeuble qui lui est hypothéqué, peut faire procéder à cette saisie plus de trois mois après la sommation prescrite par l'art. 2169 C. c. — Poit. 27 déc. 1833, t. 46, p. 39.

38. Un créancier peut, après s'être fait subroger à une saisie-arrêt au préjudice de son débiteur, pratiquer sur ses biens une saisie immobilière. —Bord. 21 déc. 1831, t. 43, p. 583. — V. *suprà*, n° 6.

39. Le créancier poursuivant qui, dans le cours d'une saisie immobilière, a obtenu un bordereau de collocation sur d'autres biens que ceux saisis, peut néanmoins continuer les poursuites qu'il a commencées sur ces derniers biens, si ce bordereau ne comprend pas les frais de ces poursuites.—Bord. 8 mai 1832. Giraud C. Vauvielle.— *V.* le n° qui précède.

40. Un créancier peut poursuivre la saisie immobilière des biens de son débiteur, en vertu d'un titre authentique et exécutoire, encore bien qu'il ne soit pas inscrit au bureau des hypothèques. — Liége, 28 nov. 1808; Lyon, 27 nov. 1811; Orl. 7 juill. 1826, t. 20, p. 168, n° 175, et p. 567, n° 662.—*Sic* M. B. S. P. p. 567, n. 11; MM. PIG. t. 2, p. 211, n° 7, et PIG. *Comm.* t. 2, p. 271, n° 6, et CARR. t. 2, p 517, n° 2198, partagent cette opinion, quand même le créancier n'aurait pas d'hypothèques.—V. *infrà*, nos 42 et 127.

41. Une hypothèque ancienne qu'on a négligé de faire inscrire, conformément aux lois du 3 mess. an 3, et 11 brum. an 7, n'a pas été purgée de droit par la publication du C. c. et sans que le tiers acquéreur ait fait transcrire son contrat.— Cass. 19 nov. 1817, t. 20, p. 506, n° 574.

42. Le créancier porteur d'un titre exécutoire peut saisir les immeubles de son débiteur, lors même que ce titre ne conférerait point hypothèque sur ces biens. — Nancy, 9 juill. 1834, t. 46, p. 171.—V. *suprà*, n° 40.

43. Quand des poursuites en expropriation forcée ont été interrompues par une convention entre le saisissant et le saisi, avec condition qu'elles seront reprises, si le saisi manque à la convention, le saisissant ne peut les reprendre qu'après une mise en demeure.—Poit. 24 mars 1824, t. 27, p. 38.

44. Lorsqu'entre le créancier saisissant et le débiteur, il est intervenu une transaction qui donnait à celui-ci le pouvoir de faire annuler la saisie, et que la demande n'en a point été formée, le créancier peut, en cas d'inexécution des conventions, continuer les poursuites, et sur la demande en nullité de cette continuation, conclure incidemment à la nullité de la transaction —Amiens, 29 nov. 1825, t. 35, p. 160.

45. Le débiteur poursuivi immobilièrement par le cessionnaire de son créancier en vertu d'un titre authentique du prêt passé au profit de celui-ci, ne peut arrêter les poursuites de ce cessionnaire, en soutenant que, d'après une contre-lettre du cédant, le titre est simulé.—Lyon, 9 mars 1831. Thivin C. Denis. — V. *suprà*, n° 29.

46 et 47. On peut procéder à l'adjudication préparatoire en vertu d'un titre exécutoire par provision; la prohibition de l'art. 2215 C. c. ne s'applique qu'à l'adjudication définitive. — Lim. 5 juill. 1828, Faure Lalande C. Lerasson. — Cass. 8 mai 1832, t. 43, p. 686.

48. Est nulle l'adjudication définitive à laquelle il a été procédé en vertu d'un simple jugement provisoire.—Rouen, 2 niv. an 11; Cass. 29 oct. 1806, t. 20, p. 8, n° 8.— *V.* PR. FR. t. 4, p. 313 à la note.

49. Peut-on poursuivre une saisie immobilière en vertu d'un jugement rendu par défaut contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué, et non encore exécuté?

Il ne faut pas prendre à la lettre, dit M. B. S. P. p. 567, n. 12, les expressions de l'art. 2215 C. c. qui défend de saisir en vertu d'un jugement par défaut pendant le *délai de l'opposition*, car il s'ensuivrait qu'on ne pourrait jamais saisir en vertu d'un pareil jugement, puisque l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution. — *Sic* M. PIG. t. 2, p. 203, n° 2, et M. PERS. Q. t. 2, p. 158. — V. *J. A.* t. 20, p. 192, n° 712.

50. Est nulle la saisie immobilière commencée contre une partie en vertu d'un jugement qui la condamne par défaut, plus de six mois après l'obtention de ce jugement, quoique son codébiteur solidaire y ait acquiescé au moment où il était rendu.—Agen, 6 fév. 1830, t. 42, p. 52. —*V.* notre mot *Jugement par défaut*, n° 316 et suiv

51. Le créancier d'une rente viagère qui a obtenu jugement de condamnation pour des arrérages échus n'est pas tenu de notifier son certificat de vie, avant de poursuivre l'expropriation forcée en vertu de ce titre — Paris, 4 juin 1807, t. 20, p 105, n° 110.—Il en serait autrement suivant MM. H. p. 75. (n.) et F. L, t. 5, p. 46, n° 5, si au lieu d'un pareil titre, le rentier n'avait qu'un contrat notarié.

52. La loi du 6 mars 1791 est encore en vigueur, relativement aux rentes viagères, en sorte que le certificat de vie doit être délivré aux rentiers par le président du tribunal ou par le maire, et non par un notaire certificateur. — Cass. 19 nov. 1817, t. 20, p. 505, n° 571. — *V.* M. F. L. t. 5, p 46, n° 5.

53. Lorsqu'une saisie immobilière est poursuivie pour arrérages d'une rente viagère, la partie saisie ne peut tirer aucun moyen de nullité de la forme du certificat de vie. — Cass. 18 juin 1817, t. 20, p. 495, n° 553. — La péremption d'une procédure dans le cours de laquelle un certificat de vie a été produit, n'entraîne pas la péremption de ce certificat, qui doit toujours faire foi en justice. —Cass. 19 nov. 1817, t. 20, p. 506, n° 572.

54. Est nulle la saisie d'un bien qui a cessé d'appartenir au débiteur par un créancier averti que les biens étaient passés en d'autres mains.— Renn. 12 fév. 1818, t. 20, p. 510, n° 583. —*V. infrà*, n° 1215.

55 Un débiteur exproprié est non recevable à demander pour vices de forme la nullité de la saisie immobilière pratiquée sur ses biens, si auparavant il a fait des offres au saisissant, lors même que ces offres ont été annulées comme insuffisantes. —Riom, 21 janv. 1832, t. 44, p. 184.

CH. II. *Qualités du poursuivant.* — V. *infrà*, n° 1144.

56. Un mandataire ne peut pratiquer une saisie immobilière pour son mandant, en vertu d'une procuration donnée par celui-ci, et contenant pouvoir de faire tous actes nécessaires pour opérer un recouvrement.—Colm. 5 mars 1832, t. 45, p. 512.

57. Tant qu'une cession n'a pas été notifiée au débiteur, le cédant n'a pas été dessaisi, et a qualité pour continuer les poursuites en saisie immobilière qu'il avait commencées. —Besanç. 17 déc. 1808, t. 3, p. 195, n° 93.—V. *suprà*, n°s 29 et 45

58 La femme poursuivante n'a pas besoin d'être autorisée par son mari, lorsqu'il procède conjointement avec elle, surtout s'il s'agit d'un objet de la communauté. — Paris, 6 nov. 1815, t. 20, p. 452, n° 499 —*V. infrà*, n° 81.

59. Et même le saisi ne peut pas opposer la nullité provenant du défaut d'autorisation de la femme qui le poursuit — Poit. 10 juin 1823, t. 25, p. 199.

60. Le tuteur n'a pas besoin d'autorisation du conseil de famille pour faire procéder à une expropriation forcée contre les débiteurs de son pupille — Brux. 12 nov. 1806, t. 20, p. 88, n° 95.

61. La saisie immobilière pratiquée contre un négociant après sa faillite, mais avant la nomination des syndics définitifs, doit être continuée par le créancier qui l'a pratiquée, et non par les syndics —Nancy, 9 juil. 1834, t. 46, p. 171 —*V. infrà*, n° 92.

62. Les créanciers hypothécaires qui ont pratiqué une saisie immobilière sur les biens de leurs débiteurs, peuvent, nonobstant la faillite postérieure de celui-ci, faire saisir-arrêter les fermages de l'immeuble saisi, et demander qu'ils soient immobilisés à leur profit. — Paris, 18 avr. 1833, t. 46, p. 347.— V. *infrà*, n° 109, et notre mot *Saisie-Gagerie*, n°s 2 et 37.

63. Le débiteur d'un failli n'est pas recevable à se prévaloir de ce que le syndic ne se serait pas fait autoriser par le juge-commissaire, à l'effet d'exercer la poursuite.—Besanç. 14 août 1811, t. 20, p. 257, n° 257.

64. Le débiteur d'un défunt n'est pas fondé à s'opposer aux poursuites en expropriation forcée, intentée par l'exécuteur testamentaire, quoique les héritiers soient majeurs, lorsque le testament contient pouvoir de remplacer le défunt et de soutenir tous procès que la direction de ses affaires pourrait occasioner.—Brux. 18 nov. 1815.

65. Tout créancier inscrit sur un immeuble a le droit d'en poursuivre la saisie et la vente, quand même il serait certain que, par le résultat de l'ordre, il ne pourrait pas obtenir une collocation utile. — Rouen, 10 fév. 1818, t. 20, p. 509, n° 580.—V. *suprà*, n° 40.

66. Le trésor peut, comme tout autre créancier, poursuivre son redevable par voie de saisie immobilière.—Cass. 23 mars 1820, t. 20, p 556, n° 645.

67. Les avoués chargés, au nom de l'administration du trésor, de provoquer des saisies immobilières, ne peuvent pas exiger une gratification en sus des honoraires fixes par le décret du 16 fév. 1807, si avant de recevoir leur mandat, il ne leur a été fait aucune promesse. — C. T. t. 2, p. 209, 144.

68. Le mari ne peut, pendant la communauté, faire saisir les immeubles de sa femme — Paris, 1er août 1820, t. 20, p. 561, n° 652.

69 La femme peut, en vertu des clauses de son contrat de mariage, poursuivre le paiement de ses reprises par saisie immobilière des biens du mari, aux mains des tiers détenteurs, sauf à surseoir à l'adjudication jusqu'à liquidation de ses reprises, si elles ont été constituées en papier monnaie. —Cass. 21 mars 1827, t. 33, p. 297

70. Lequel, de l'héritier bénéficiaire qui a provoqué la licitation, ou du créancier saisissant, doit obtenir la préférence de la poursuite par lui commencée?—Jugé que c'est l'héritier bénéficiaire, Paris, 4 fruct. an 12.—Jugé que des poursuites de licitation provoquées par l'héritier bénéficiaire ne sont point un obstacle à la saisie, Cass. 29 oct. 1807, t 20, p 34, n° 44 —~~*V.* MM.~~ CARR. t 3, p. 569, n° 3219, et PIG. *Comm.* t. 2, p. 704, n° 3 —V. *infrà*, n° 123 et suiv.

CHAP. III. *Qualité du débiteur.* — V. *infrà*, n° 173.

71. On ne peut appeler comme partie saisie celui qui n'est pas débiteur du saisissant. — Renn. 12 fév. 1818, t. 20, p. 510, n° 681.

72. L'expropriation forcée ne peut pas être annulée pour avoir été continuée sous le nom du débiteur décédé pendant le cours des poursuites, si le décès n'a pas été notifié au poursuivant. —Cass. 23 ventôse an 11, t. 20, p. 11, n° 14 —*V.* PR. FR. t. 4, p. 321, et H. p. 178, n° 3 —*V.* notre mot *Exploit*, n° 89, et les renvois du mot *Décès*.

73. Est nulle la saisie immobilière dirigée par un créancier contre les héritiers qui ont répudié cette succession, quoique ceux-ci n'aient pas notifié leur renonciation au créancier qui leur avait notifié ses titres. — Nim. 8 nov 1827.—Daires et Lisbonne C Mouttardier.

74 La saisie immobilière peut valablement être poursuivie contre le donataire d'un immeuble qui s'est personnellement obligé au paiement de la créance, quoiqu'il ait depuis renoncé à la donation, et qu'il y ait instance sur la validité de cette renonciation. — Paris, 13 oct. 1813, t. 20. p. 413, n° 437

75. On peut saisir immobilièrement un individu en état de contumace sous le poids d'une accusation de banqueroute frauduleuse.—Cass. 10 niv. an 14, t. 20, p 75, n° 82.— *V.* PR. FR. t. 4, p. 324, n° 14.

76. Mais on ne peut, à peine de nullité, signifier un commandement à un individu en état de mort civile, quoiqu'il soit resté publiquement en possession de ses biens et dans l'exercice de tous ses droits civils. —Nim. 6 juill. 1812, t. 20, p. 100, n° 107.

77. La saisie des immeubles d'un mineur doit être précédée de la discussion, non-seulement des meubles-meublants, mais encore de tous les objets, tels que dettes actives, réputés meubles par la loi.—Bord 20 janv. 1812, t. 20, p. 350, n° 351.—*V.* M. B. S. P. p. 573, n. 25.

78. Cependant le créancier peut faire procéder à la saisie des immeu-

bles d'un mineur sans avoir préalablement discuté son mobilier, sauf à surseoir à l'adjudication jusqu'à ce qu'il ait été procédé à cette discussion.—Gênes, 28 juill. 1812, t. 20, p. 373, n° 387. — *V.* DELAP. t. 2, p. 280 2e alin.

79. Comme aussi lorsque l'insuffisance des biens mobiliers d'un mineur est constatée à l'avance par une délibération du conseil de famille, il n'est pas nécessaire que la saisie de ses immeubles soit précédée de la discussion du mobilier. — Paris, 2 août 1814, t. 20, p. 424, n° 454.

80. La formalité prescrite par le titre 6, liv. 2, C. p. c. pour l'aliénation des biens de mineur ne doivent pas être observées en matière de saisie immobilière.—Paris, 7 août 1811, t. 20, p. 331, n° 331.—*V.* M. CARR. t. 2, p. 702, n° 2537.

81. Le créancier qui poursuit contre le mari et la femme la saisie d'un immeuble dépendant de la communauté, n'est pas tenu de faire préalablement autoriser la femme par son mari ou par justice. — Lim. 31 juin 1816, t. 20, p. 467, n° 517. — V. *suprà* n° 58, et *infrà* n°s 82 à 89.

82. Ainsi une poursuite en saisie immobilière peut être poursuivie jusqu'à l'adjudication préparatoire exclusivement, contre une femme non pourvue d'autorisation. — Bord. 5 août 1829, t. 39, p. 210.—*V.* le n° qui précède.

83. Comme aussi une poursuite de saisie immobilière n'est pas nulle quoiqu'elle soit dirigée contre le mari seul après le décès de la femme, lorsqu'il s'agit d'un immeuble de la communauté et qu'il existe des enfants mineurs copropriétaires par indivis de cet immeuble. — Paris, 11 nov. 1810, t. 20, p. 289, n° 293. —V. *suprà*, n° 81.

84. De même une saisie immobilière poursuivie sur des biens appartenant à la communauté n'est pas nulle par le motif qu'elle a été poursuivie tant contre le mari que contre la femme; il y aurait tout au plus lieu de faire supporter les dépens relatifs à la mise en cause de la femme du saisi à la partie poursuivante. — Cass. 4 mai 1825, t. 30, p. 145.—V. *suprà*, n° 81.

85 De même encore il n'est pas nécessaire dans une poursuite en saisie immobilière de biens propres à la femme de signifier au mari et à la femme commune en biens deux copies séparées des actes de la procédure.— Am. 1er mai 1826, t. 32, p. 18.—V. *suprà*, n° 81.

86. Pareillement, lorsqu'à la suite d'une première autorisation donnée à sa femme, le mari est condamné solidairement avec elle au paiement d'une dette du chef de la femme, il n'est pas besoin d'une nouvelle autorisation pour poursuivre l'expropriation de ses immeubles.—Toul. 27 déc. 1809, t. 20, p. 229, n° 230 —V. *suprà*, n° 81.

87. Mais la femme poursuivie par voie de saisie immobilière pour une dette qui lui est personnelle, peut demander la nullité des actes qu'elle a faits dans cette poursuite, comme ayant agi sans autorisation, quoique les poursuites aient été dirigées tant contre elle que contre son mari.— Cass. 18 nov. 1828, t. 36, p 239. — V. *suprà*, n° 81.

88. L'expropriation forcée des immeubles de la femme séparée de biens doit être dirigée tant contre le mari que contre la femme; la poursuite est nulle si elle est exercée contre la femme seule.—Colm. 2 déc. 1806, t. 20, p. 89, n° 96.—V. *suprà*, n° 81.

89. La saisie immobilière n'est pas nulle parce qu'elle a été dirigée contre le mari et la femme en qualité de communs en biens, quoiqu'il n'y ait pas de communauté.—Paris, 13 prair. an 11, t 20, p. 16, n° 20. — V. *suprà* n° 81.

90. Le tuteur n'a pas besoin d'autorisation du conseil de famille pour défendre à une expropriation forcée intentée contre son pupille.—Paris, 19 prair. an 12, t. 20, p. 29, n° 37. — *Sic* MM. PERS. Q. t. 2, p. 308, § 3, et PR. FR. t. 4, p. 317, n. 1.

91 et 92 En cas de faillite du débiteur, est-ce contre lui ou contre les agents et syndics de la faillite, ou simultanément contre le failli et les syndics que doivent être exercées les poursuites de saisie immobilière. — Contre les syndics, Brux. 12 mai 1810; Cass. 2 mars 1819; Pau, 21 fév. 1824; Poit. 18 janv. 1826; Rouen, 2 juin 1828.—Contre le failli, Colm. 29 août 1816; Metz, 14 mars 1820. t. 20, p. 266, n° 270; t. 28, p. 120; t. 30, p. 150, t. 35, p. 363 —Contre les syndics suivant M. PERS. Q. t. 2, p. 276 et 314.—*V.* aussi MM. CARR. t. 2, p. 516, n. 5, 6 et 7; B. S. P. p. 566, n. 10, et même n., n° 3; PARDESSUS *id.* 1822, t. 4, p. 316, 325, 329, 433 et 434; BOULAY PATY, t. 1, p. 245 et 251, et t. 2, p. 120; et F. L. v° *Faillite*, § 5, n°s 3 et 4. — V. *suprà*, n° 61, et nos mots *Action*, n°s 19 et suiv., et *Faillite*.

93. Mais lorsque la saisie immobilière est poursuivie à la requête du trésor public contre un percepteur des contributions en état de faillite, elle est valable quoique dirigée contre le failli lui-même, et non contre le syndic.—Bord. 8 mai 1811, t. 20, p. 318, n° 319.

94. La saisie immobilière pratiquée contre un failli avant sa faillite doit être poursuivie contre lui jusqu'à la prestation du serment de ses agents. — Bord. 31 janv. 1832, t. 43, p. 588.

95. Le tuteur n'est pas responsable de la nullité qui pourrait résulter de ce qu'une poursuite de saisie immobilière dans l'intérêt de son pupille aurait été dirigée contre les syndics et non contre le failli avant le contrat d'union.—Colm. 29 août 1816, t. 20. p. 267, n° 271.

96. Lorsqu'après l'expiration du mois pendant lequel doivent durer leurs fonctions, les syndics provisoires n'ont pas été remplacés par les syndics définitifs, une poursuite en expropriation peut être dirigée contre eux.—Bord. 15 janv. 1828, t 35, p 94,

97. De ce principe qu'un failli, quoique dessaisi de l'administration de ses biens, peut utilement critiquer les actes de la poursuite en saisie immobilière de ses immeubles, il ne s'ensuit pas que lorsque deux poursuites ont été dirigées simultanément contre lui et contre les syndics de la faillite, le débiteur failli puisse défendre aux attaques dirigées contre lui en son nom personnel.—Orl. 7 juill. 1826, t. 20, p. 566, n° 658.

98. La disposition de la loi du 6 brumaire an 5, qui défend de poursuivre l'expropriation des biens appartenant à des militaires en activité de service, jusqu'à la paix générale, n'a pas cessé d'avoir effet par le traité d'Amiens, et a continué d'être obligatoire.—Cass. 30 av. 1811, t. 20, p. 317, n° 318.

99. Aussi le militaire entré en activité de service postérieurement à la notification de la saisie de ses immeubles, mais dont les biens saisis n'ont été adjugés qu'après son entrée au service, peut invoquer le bénéfice de la loi du 6 brumaire an 5, qui défend le décret et la dépossession d'immeubles appartenant aux défenseurs de la patrie. — Cass. 6 fév. 1815, t. 20, p. 443, n° 484.—*V.* M. H. p. 153.

100. Comme aussi on n'a pas pu, avant la paix générale, poursuivre l'expropriation des biens d'une femme dont le mari militaire était en activité de service, et, comme chef de la communauté, avait l'administration et jouissance de ces mêmes biens.—Cass. 29 janv. 1811, t. 20, p. 294, n° 301.—*V.* M. CARR. t. 2, p. 518, n. 7, et PERS. Q. t. 2, p. 262.

101. On peut poursuivre cumulativement et par les mêmes actes la saisie immobilière des biens de plusieurs débiteurs solidaires. — Cass. 22 frim. an 12; Riom, 24 fév. 1813, t. 20, p. 23, n° 30, les auteurs du PR. FR. t. 4, p. 321, pensent qu'il y aurait nullité sous l'empire du C. p. c.—*V.* cependant MM B. S. P. p. 572, n. 24, n° 1, et H p. 178, n° 5.

102. Mais sous l'empire du Code de procédure civile, chacun des débiteurs solidaires a le droit de demander, non la nullité, mais la séparation de vente et des charges. — Riom, 24 fév. 1813, t. 20, p. 22, n° 32.—*V.* M. CARR. t. 3, p. 524, n° 3

103. Décret du 6 janv. 1807, qui décide que l'expropriation d'un comptable de l'état doit être poursuivie conformément au Code civil et non plus conformément aux lois spéciales des 28 pluv. an 3, et messid. an 6 —t. 20, p. 92, n° 98.

CHAP. IV. *Biens à saisir.*— *V. infrà*, nos 390 et 898.

104. Les biens formant la dotation de la couronne sont insaisissables.— Sénatus consulte du 30 janv. 1810, t. 20. p.237, no 235 —V.*infrà*,no138.

105 et 106. L'action en rescision de la vente d'un immeuble ne peut pas être l'objet d'une expropriation. — Cass. 14 mai 1806, t 20, p 81, no89. —A l'égard des servitudes et des services fonciers, ils ne peuvent être saisis qu'avec le fonds.—*V*.MM.Pig.t 2. p. 306, no 2; B. S. P. p. 570, n. 21, 2e alin. et PERSIL, Q. t. 2, p 280.

107. Comment peut-on saisir les bâtiments, s'ils ont été construits par un locataire ou par un fermier? — On peut les saisir mobilièrement si le propriétaire ne déclare pas vouloir les garder; mais si cette déclaration est faite par le propriétaire ou par des créanciers, ils deviennent immeubles, et on ne peut les saisir qu'immobilièrement. —*V*. MM. PIG t. 2, p.205, no2; PERS. Q. t. 2, p.289, et *J. A.* t. 20, p. 591, no 711.

108. Les créanciers peuvent saisir et vendre tous les immeubles trouvés en la possession de leur débiteur, même ceux que ce dernier a vendus avant la saisie par acte authentique non argué de fraude ni de simulation. —Brux. 5 mai 1825.

109. Lorsque les immeubles saisis par des créanciers hypothécaires sont affermés par bail authentique, et que le débiteur vient à tomber en faillite, les créanciers peuvent-ils en saisir-arrêter les fermages et demander qu'ils soient immobilisés à leur profit —*Dissertation*, t.42, p.75. Voyez *suprà*, no 62

110. La jouissance emphytéotique est susceptible d'hypothèques, et peut être vendue sur saisie immobilière. — Paris, 10 mai 1831, t. 40, p. 298; Cass. 19 juill, 1832, t. 43, p.72; Douai,15 déc.1832, t.44,p.207.

111. C'est par la voie de la saisie immobilière que les créanciers doivent poursuivre la vente d'une coupe de bois non encore abattue. —Dijon, 30 janv. 1819, t. 20, p. 531, no 614.

112. La part du cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être saisie avant le partage de la licitation.—Colm. 12 frim. an 13; Besanç. 21 juin 1810. — La part de l'héritier peut être mise sous la main de la justice par une saisie réelle, et il suffit de provoquer le partage avant l'adjudication définitive. — Cass.14 déc.1819, t. 20, p. 36, no 48, 1re, 3e et 8e espèces —L opinion des auteurs est unanime sur la nullité des poursuites ainsi exercées —*V* TARR. *Rép.* t. 12, p. 249, § 3, n. 2; PIG. t. 2. p 211, no 6, et 126, no 4; H. p. 36, no 1; PERS. Q. t. 2, p. 195, et B. S. P 572, n 23.— Mais pourrait-on saisir, sauf à n'adjuger les immeubles qu'après avoir fait déterminer par un partage la portion offerte à son débiteur? — *V*. MM. PIG t. 2, p. 212, § 3, no 1; PERS Q. t. 2, p. 196, qui paraissent adopter l'affirmative. —*V*. d'une autre part, M. B. S. P. p. 573, n. 25, no 1, et p. 779, n. 50-66.—V. *infrà*, nos 113 a 122.

113. Un cohéritier ne peut former opposition au commandement à lui fait de payer une dette de succession et tendant à saisie immobilière, en se fondant sur ce que les biens de cette succession n'ont pas encore été partagés. — Agen, 8 fév. 1833, t. 45, p. 540. — V. *infrà*, nos 116 et 120, et *suprà*, no 112.

114 Décidé cependant que la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut pas plus être *saisie* qu'elle ne peut être *vendue* par ses créanciers personnels avant le partage de la licitation.— Nîm. 10 fév. 1823.— Cass. 3 juill. 1828, t. 25, p. 44, et t. 31, p. 333; Pau, 10 déc. 1832, t. 45, p. 478.—*V*. l'opinion de M. LABBAY, orateur du gouvern. sur l'art 2205. —V. *suprà*, no 112.

115. On ne peut pas plus saisir la portion indivise d'un copropriétaire dans un immeuble, que celle d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession.—Pau, 10 déc. 1832, t.45, p. 478.—V. *suprà*, no 112.

116 et 117. L'obligation imposée, par l'art 2205 C. c. au créancier qui poursuit l'expropriation de la part indivise d'un cohéritier dans un immeuble de la succession, de provoquer le partage de la licitation de cet immeuble, ne s'applique pas au cas où un créancier du défunt poursuit l'expropriation d'un immeuble encore indivis de la succession, lors même que la saisie ne pourrait pas produire son effet à l'égard de quelques-uns des cohéritiers —Corse, 22 mai 1823, t.25, p. 175.—V.*suprà*, no 113 *infrà*, no 120, et les autorités citées aux nos 112 et 119.

118 Mais il a été décidé que lorsque l'indivision a cessé à l'époque de l'adjudication, il ne peut plus y avoir lieu à prononcer la nullité qui en serait résultée. — Gren. 14 juill. 1812, t 20, p.372, no 384 —V.*suprà*, nos 112 et suiv.

119. Lorsque l'indivision ne provient pas d'un titre héréditaire, le créancier d'un copropriétaire ne peut pas non plus saisir la part de son débiteur avant le partage ou la licitation. — Colm. 17 frim. an 13; Metz, 12 juill 1822.—Décisions contraires, Paris, 1er juin 1807; 23 août 1816; Bourg. 23 juin 1815. — Metz 28 janv. 1818, t. 20, p. 36, no 50.— *V*. dans le premier sens MM TARR. *Rép.* p. 245, 2e alin. DELAP. — *V*. aussi M. B. S. P., consulter la loi 2, C. de *Comm. divid.* lci unique, C.si *Comm. res Pign. data sit.* L 7, *Comm utriusq.*; L. a. *Div. pio.* § 4, *ff. de re judic.* — *V*. aussi M. H. p. 36 et 37, nos 1, 2 et 6.—V.*suprà*, no 112 et suiv.

120 Le créancier peut saisir l'immeuble indivis entre plusieurs cohéritiers, sans en provoquer le partage quand la dette leur est commune et que l'hypothèque grève la totalité du fonds.—Brux. 5 mars 1810, t. 20, p. 243, no 242 —Tel est l'avis de M. B. S. P. p. 572, n. 23 —V.*suprà*, nos 113 et 116, et les autorités citées aux nos 112 et 119.

121. Comme aussi lorsqu'un héritier a acquis les portions héréditaires de plusieurs cohéritiers, et qu'il jouit des portions des autres de manière à faire croire qu'ils ont été désintéressés, ses créanciers peuvent en poursuivre sur lui l'expropriation sans qu'il soit besoin de provoquer le partage ou la licitation. — Gren. 22 prair. an 13, t. 20, p. 71, no 76. —Nous pensons qu'il ne serait pas prudent de suivre cette décision. — V. *suprà*, no 122 et suiv.

122. La partie saisie peut se prévaloir de l'indivision pour faire prononcer la nullité des poursuites; elle doit être considérée comme excipant des droits de ses cohéritiers.— Bes. 21 juin 1810; Nîm. 10 févr. 1823, t. 20, p. 36, no 51, et t. 25, p. 44. —V. *suprà*, no 112 et suiv.

123. La voie de la saisie immobilière est interdite aux créanciers d'une succession, quoiqu'ils soient porteurs de titres exécutoires, si la succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire et si l'héritier n'est pas en retard de vendre les biens qui le composent.—Paris, 20 sept. 1821, t 23, p. 306.— *V*. le no qui suit et nos mots *Saisie-gagerie*, no 8, et *Succession*, nos 43 et 46.

124. Décidé au contraire que le créancier d'une succession bénéficiaire peut poursuivre, par voie d'expropriation, les biens de son débiteur décédé, bien que les héritiers en aient eux-mêmes provoqué la vente par licitation et qu'on ne puisse leur reprocher aucune négligence dans leurs poursuites.—Bourges, 15 mars 1822; Toul. 17 août 1822; Paris, 24 févr. 1825, Cass. 23 juill. 1833, t. 24. p. 80 et 273; t.31, p. 277 et t. 45, p 575.—V. *suprà*, nos 70 et 123.

125. Loi du 14 nov. 1808 relative à la saisie simultanée des immeubles d'un débiteur situés dans divers arrondissemens; t. 20, p. 167, no 174.

125 *bis.* La prohibition de suivre simultanément la saisie d'immeubles situés dans deux arrondissements ne peut s'entendre que du cas où ils ressortissent à des tribunaux différents, et reçoit exception lorsqu'ils sont dans le ressort du même tribunal. — Paris, 24 janv. 1815, t. 20, p. 440, no 480.

126. Comme aussi l'art. 2210, C. c., qui défend de saisir en même temps les biens d'un même débiteur situés dans des arrondissements différents, ne s'applique pas au cas où les biens situés dans un autre arrondissement sont saisis par un second créancier. —Cass. 12 nov. 1828, t. 36. p. 217.

127 Le créancier qui a une hypothèque sur des biens reconnus insuffisants pour le paiement de sa

créance, ne peut-il pas exproprier les biens qui ne lui sont pas hypothéqués, quoiqu'après la discussion des autres. Cette question, examinée *J. C.* t. 20, p. 585, n° 697, a reçu une solution par les deux arrêts suivants. — Telle est l'opinion de MM. PERS. Q. t. 2, p. 294, et PIG. t. 2, p. 211, 5e alin.—V. *suprà*, n° 68.

128. La poursuite en expropriation ne doit être restreinte aux biens hypothéqués que lorsqu'il est prouvé qu'ils suffisent au paiement de la créance. — Cass. 7 oct. 1807, t. 20, p. 121, n° 123.—*V.* MM PERS., t 2, p. 294 et PIG. t. 2, p. 211, 5e alin.; *J. A.* t 20, p. 585, n° 67 et les nos qui s.

129. Celui qui a une hypothèque spéciale doit, à moins d'insuffisance, restreindre l'expropriation aux immeubles hypothéqués. — Brux. 3 prair. an 12, t. 15, p. 62, n° 56. — *V.* le n° qui précède.

130. Lorsqu'il est constaté par le contrat constitutif de la créance, que les biens hypothéqués spécialement sont insuffisants, on peut en saisir d'autres sans discussion préalable. —Cass 27 juin 1827, t. 34, p. 39 — *V.* le n° qui précède.

131. Si le saisi justifie que le prix d'une partie des biens hypothéqués, déjà vendus suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, il peut s'opposer à la vente forcée des biens restants. — Brux. 20 juill. 1826.—V. *suprà*, n° 128.

132. Il faut décider de même encore que le poursuivant ait cédé ses droits à un autre créancier qui a une hypothèque inscrite sur les biens compris dans la première vente, mais dont la créance n'est pas couverte par le prix des biens déjà vendus.—Brux. 20 juill. 1826.—V. *suprà*, n° 128.

133. Le mobilier immobilisé par destination est compris dans la saisie d'une manufacture avec circonstances et dépendances.—Cass. 10 janv. 1816, t. 12, p. 648, n° 54.—V. *infrà*, nos 179, 390 et les nos qui suiv.

134 et 135. Est à l'abri de la cassation l'arrêt déclarant que la saisie immobilière d'une usine pratiquée par le créancier au profit duquel cet usine, ainsi que les objets industriels en dépendant et spécifiés dans son titre, étaient hypothéqués, comprend même les machines de cet établissement, acquises depuis le contrat, et ce lors même que le procès-verbal de saisie ne désignerait que les objets spécialement hypothéqués.— Cass. 11 av. 1833, t. 44, p. 274.— *V.* le n° qui précède.

135 *bis*. Les objets et ustensiles qui ont été placés dans une manufacture par le propriétaire, ne doivent être considérés comme immeubles par destination, qu'autant qu'ils sont nécessaires et indispensables à l'exploitation de cette manufacture. — Cass. 27 mars 1821, t. 23, p. 111 — V. *suprà*, n° 133.

135 *ter*. Les bestiaux donnés à cheptel, et qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation sont comme ceux employés à l'exploitation du domaine réputés immeubles par destination —Riom, 28 av. 1827, t. 40, p. 17.—V. *suprà*, n° 133, et *infrà* n° 261.

135 *quater*. L'adjudication sur expropriation forcée d'un château et de la terre sur laquelle il est construit, comprend les avenues bordées par ces terres et conduisant au château, quoiqu'elles n'aient été mentionnées ni dans le procès-verbal de saisie ni dans le jugement d'adjudication —Bourg. 17 janv. 1831, t. 41, p. 692.

136. La partie saisie ne peut pas exciper d'une créance qui lui interdirait la faculté de vendre l'usufruit d'un immeuble dont elle jouit, pour faire annuler la saisie de cet usufruit.—Cass. 7 mars 1818, t. 20, p. 177, n° 183

137. Un préfet ne peut s'opposer à l'adjudication d'une propriété particulière, sous le prétexte que cette propriété a été désignée par l'autorité comme devant faire partie d'une construction publique, quand aucune indemnité n'a été réglée, ni payée au propriétaire.—Paris, 4 mars 1824, t. 26, p. 161.—*V.* M. TOULL. t. 3, n° 274.

138. Décret du 1er mars 1808 qui déclare insaisissables les immeubles érigés en majorats.—*J. A.* t. 20, p. 132, n° 136 —V. *suprà*, n° 104.

CHAP. V.—*Commandement.*
(*V.* pour le visa ch. 9.)

139. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, il n'était pas nécessaire de désigner par *départements* et par canton dans le commandement et dans les affiches, les biens dont l'expropriation était poursuivie. — Cass. 15 mess. an 12, t 20, p. 30, n° 38. — *V.* PR. FR. t. 4, p. 332, et M. CARR. t. 2, p 538, n. 1.

140. Le commandement qui tend à l'expropriation forcée ne doit pas être nécessairement précédé d'un commandement simple de payer. — Cass 24 vend. an 12; Colm. 30 brum. an 13, t. 20, p. 20, n° 27.

141. Le commandement est nul lorsque la copie du titre donné au saisi ne contient pas en entier celle de la formule exécutoire — Besanç. 18 mars 1808; Brux. 16 fév. 1809; Riom. 25 mai 1813 t. 20, p 133, n° 138, et p 182, n° 184, et notre mot *Exécution*, n° 44.

142 Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'huissier, en donnant copie de l'acte en vertu duquel la saisie est faite, énonce qu'il en donne copie entière. — Bord. 25 mars 1829, t. 39, p. 198.

143. Un commandement tendant à saisie immobilière n'est pas nul, quoique dans la copie du jugement en vertu duquel il est fait, on ait omis de transcrire la signature du greffier.—Lyon, 4 juin 1833, t. 45, p. 596. — V. *infrà*, n° 149.

144. Lorsqu'un contrat contient des réglements de créance et une fixation de sommes dues, il n'est pas nécessaire, dans un commandement de saisie immobilière, de signifier les titres sur lesquels ce contrat est basé, il suffit de le signifier seul.— Bord. 5 août 1829, t. 39, p. 210.

145. Est nul un commandement tendant à saisie, fait sans notification des titres, quoiqu'il fût prouvé que les parties poursuivies avaient eu connaissance de la créance. — Pau, 3 sept 1829, t. 39, p. 221.

146 Mais le commandement à fin de saisie immobilière n'est pas nul, parce qu'il n'a été donné copie que du jugement, et non du titre sous seing privé, à l'occasion duquel est intervenu ce jugement. — Paris, 28 therm. an 12; Rouen, 17 mars 1815, t. 20, p. 32, n° 41 —*V.* MM. CARR. t. 2, p. 251, n° 2205; PR FR. t. 4, p. 325, n. 3; B. S. P. p. 568, n. 16, et surtout le rapport de M. GRENIER, au corps législatif, p. 336 —*Contrà* M. HAUT p 365. 4e alinéa.— M. H. p. 73, pense qu'il est beaucoup plus régulier de ne pas omettre la copie du billet. Cette opinion est approuvée, *J. A. ibid.*— *V.* le n° suivant.

147 et 148 Comme aussi lorsqu'une saisie immobilière est faite en vertu d'un jugement par défaut auquel il a été acquiescé par acte sous signature privée, il n'est pas nécessaire de signifier cet acte de reconnaissance en tête du commandement. — Toul. 28 av. 1826, 20 mars 1828 4 déc. 1828. Samel C. Biron.—t. 35, p. 248.—*V.* le n° qui précède.

149 L'oubli d'un mot dans la copie du jugement en vertu duquel on fait une saisie immobilière, ne suffit pas pour rendre cette saisie incomplète.—Bord. 20 mai 1828, t. 35, p. 248. — V. *suprà*, n° 43, et *infrà*, n° 160.

150. Il suffit que le cessionnaire qui agit en vertu des titres de son cédant, les fasse signifier avec le commandement, sans qu'il soit nécessaire de faire une signification antérieure. — Nîm. 2 juill. 1808, t. 20, p. 60, n° 71.

151. Comme aussi le créancier qui poursuit à la fois, en vertu d'un titre personnel, et comme cessionnaire des droits d'un tiers n'est pas tenu à peine de nullité, de signifier en tête du commandement copie entière de l'exploit de notification du transport. — Metz, 29 fév. 1820, t. 20, p. 553, n° 635.

152 Décidé également que le cessionnaire qui a déjà fait notifier son transport, n'est pas tenu d'en donner copie à peine de nullité, en tête du commandement tendant à saisie immobilière — Colm. 12 mai 1809. —Cass. 16 av. 1821, t. 20, p. 194, n° 197 et t. 23, p. 136.

153 Décidé au contraire que le cessionnaire qui poursuit une saisie immobilière doit signifier en tête du commandement copie entière, non-

seulement du titre et de son acte de cession, mais encore de la notification qu'il en aurait précédemment faite au saisi. — Metz, 12 fév. 1817. —Toul. 29 av. 1820, t. 20, p 481, n° 537, et p 558, n° 628, n° 537.

154. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le commandement à fin de saisie immobilière contienne copie de la procuration en vertu de laquelle a été consentie l'obligation dont l'exécution est poursuivie; surtout lorsque la substance entière de cette procuration a été rappelée par le notaire dans l'expédition de l'obligation dont copie a été signifiée au débiteur.—Bourg. 11 janv. 1822, t. 24, p. 7.

155. L'héritier qui poursuit une saisie immobilière en vertu d'un titre exécutoire consenti au profit de son auteur, n'est pas tenu de signifier copie du testament qui lui confère la qualité d'héritier. — Paris, 31 mars 1806; Brux. 19 juin 1811; Bord. 25 mars 1829, t. 20, p 80, n° 86; t. 39, p 198.—*V.* Pr. Fr. t. 4, p. 330. —V. *infrà*, n° 157.

156. Comme aussi le légataire universel n'est point obligé, à peine de nullité, de donner, en tête du commandement tendant à saisie immobilière, copie entière du testament en vertu duquel il est devenu propriétaire de la créance: il suffit qu'il donne copie du titre, en rappelant le testament par simple énonciation, alors surtout que sa qualité de légataire est déjà connue du débiteur.— Rouen, 31 janv. 1823, t. 25, p. 35.

157. Celui qui est héritier naturel pour partie des biens d'un créancier et légataire universel de ce même créancier, peut, en faisant faire une saisie immobilière sur les débiteurs de celui duquel il a succédé, se dispenser de faire notifier le testament. —Toul. 7 avril 1829. Soulerat C. Ferand —*V.* les deux n^os^ qui préc.

158 et 159. Lorsque les poursuites sont exercées contre l'héritier du débiteur, il faut, à peine de nullité, lui faire signifier les titres huit jours avant le commandement.—Brux. 10 mai 1810; Renn. 5 juill. 1817; Cass. 31 août 1825, t. 20, p. 263, n° 267, et p. 501, n° 559, et t. 30, p. 76. — M. Carr. t. 2, p. 521, n° 2203, pense qu'il suffit de notifier le titre à l'héritier avec le commandement; c'est aussi l'avis de M. F. L. t. 5, p. 44, n° 1, 3e alin.

160. Le commandement tendant à saisie immobilière, n'est pas nul parce que la date des titres se trouve omise dans la copie qui en a été signifiée en tête de cet exploit.—Paris, 7 mars 1813, t. 20, p 325, n° 328.— V. *suprà*, n° 149; M. Copp. pense que cette décision peut être combattue avec le seul texte de la loi. — *V.* le n° qui suit.

161. Le commandement préalable à une saisie immobilière est valable, quoiqu'il donne une date erronée au titre en vertu duquel il a été signifié. — Bord. 8 déc. 1831, t. 43, p. 724. — *V.* le n° qui précède et celui qui suit.

162. Comme aussi lorsque, en tête du commandement, il a été donné copie du titre avec sa véritable date, l'erreur commise sur cette date, soit dans le commandement lui-même, soit dans le procès-verbal de saisie, ne peut opérer nullité — Paris, 29 août 1815, t. 20, p. 449, n° 491.

163. Pareillement la signification d'un jugement et le commandement de payer en vertu de ce jugement, ne sont pas nuls, quoique l'huissier se soit trompé dans l'énonciation de la date de ce même jugement.—Cass. 31 janv. 1821, t. 23, p. 33.—V. *suprà*, n° 160, et notre mot *Exploit*, n° 23.

164. Les significations en matière de saisie immobilière, peuvent être faites comme celles de toute autre poursuite au domicile élu pour l'exécution de l'acte.—Nîm. 21 mars 1808; Paris, 12 juin 1809; Bord. 11 avril 1810; Cass. 5 fév. 1811, et 24 janv. 1816; Bourg. 5 juin 1812, et 27 juin 1823; Renn. 19 août 1817, t. 20, p. 197, n° 202; p. 153, n° 153, et t. 25, p. 231. — MM. Carr. t. 2, p. 519, n° 2200; Persil, Q. t. 2, p. 311, et H. p 73, n. *d*, n°s 1, 2, 3; B S. P. p. 568, n. 14, n° 2; Pig. *Comm.* t. 2, p. 276, n° 2, regardent la jurisprudence comme fixée. — *V.* aussi MM. F. L. t. 5, p. 44, n° 1; Haut. p. 365, 1er alin. D. C. p. 436, 1er alin. et Carr. t. 12, p. 259, 3e alin —*V.* enfin MM. Delvincourt, t. 1, p. 252, n. 2 de la p. 43, sur l'art. 111 C. c. et Carr. t. 2, p. 551, n° 2270.

165. Comme aussi la signification d'un commandement peut être faite au domicile pris dans plusieurs actes authentiques, et qui a été donné dans les jugemens aux qualités desquels il n'a pas été formée opposition —Cass 27 août 1817, t. 20, p. 532, n° 615.

166. Tant que le changement de domicile n'est pas constaté de la manière voulue par la loi, les significations et poursuites de saisie immobilière, sont valablement faites à l'ancien domicile.— Brux. 25 fév. 1810; Montp. 10 mars 1812, t. 20, p. 210, n° 255; p. 354, n° 356. — *V* notre mot *Exploit*, n°s 53 à 84, 152 à 208, et le n° qui suit.

167. Quand le domicile actuel du saisi n'est pas connu, c'est par affiche à la porte du tribunal de son dernier domicile et par une seconde copie au procureur du roi de ce tribunal, que le commandement doit être signifié, et non du tribunal devant lequel sera portée la saisie immobilière. — Paris, 3 fév. 1812, t. 20, p. 351, n° 354. — V. *ibid.* une opinion contraire. — *V.* aussi M. H. p 74, n° 4. — *V.* le n° qui précède et le celui qui suit.

168. Cet arrêt a donné lieu à l'examen de la question de savoir si lors qu'un huissier est chargé de faire un commandement tendant à saisie immobilière, à un individu qui n'a en France, ni domicile, ni résidence, connus, et dont les biens sont situés dans plusieurs arrondissements différens, il faut afficher le commandement à la principale porte de l'auditoire du tribunal où se poursuit la saisie immobilière, et remettre une seconde copie au procureur du roi du même tribunal qui appose son visa : l'affirmative est soutenue, t 35, p. 271; M. Carr. t. 2, p. 524, n° 2212 professe les mêmes principes.

169. Le commandement tendant à l'expropriation forcée, doit contenir, à peine de nullité, le domicile actuel et véritable de la partie au moment où l'acte se fait. Il ne suffit pas d'indiquer le domicile ancien, encore que le poursuivant ait continué depuis d'habiter la même commune.—Paris, 17 flor. an 13, t. 20, p 69, n° 74.

170. Le créancier qui a fait emprisonner son débiteur peut lui faire signifier à domicile le commandement tendant à saisie immobilière, et n'est pas tenu de le faire signifier en parlant à sa personne. —Paris, 25 vend. an 12, t. 20, p. 74, n° 81.—Les auteurs du Pr. Fr. t. 4, p. 328, 3e al., et Pig. *Comm.* t. 2, p. 276, n 2, sont de cet avis.

171. Un commandement tendant à saisie immobilière est valable, quoiqu'il contienne une erreur sur le nom de la rue du débiteur, s'il a été remis à sa personne même.—Lyon, 4 juin 1833, t. 45, p. 596.

172. Le commandement tendant à expropriation forcée, n'est pas valablement donné au mineur au domicile de son tuteur onéraire chargé de gérer ses biens, lorsque ce mineur a sa mère pour tutrice.—Paris, 28 flor. an 12, t. 20, p. 28, n° 36 *bis.* —*V.* M. B S. P. p. 466, n. 1.

173. C'est au syndic provisoire et non au failli que doit être notifié le commandement tendant à une saisie immobilière.—Rouen, 23 mars 1811, t. 22, p. 261.—V. *suprà*, chap. 3, et nos mots *Action*, n°s 19 et suiv., et *Faillite*.

174. Le saisi peut prouver tant par titres que par témoins, que le saisissant a indiqué un faux domicile réel dans tous les actes de procédure.—Renn. 23 nov. 1819, t. 20, p. 549, n° 630.

175. L'erreur dans les prénoms des créanciers poursuivants ne vicie pas le commandement ni les affiches. —Paris, 31 mars 1806, t. 20, p. 80, n° 87.—*V.* M. H. p. 76; n° 2.

176. L'erreur sur les prénoms du débiteur n'opère pas la nullité du commandement à fin de saisie immobilière, lorsqu'il y est désigné de manière qu'il ne puisse pas y avoir de méprise.—Nîm. 17 nov. 1819, t. 20, p. 547, n° 626.—*V.* MM. H. p. 76, n° 2, et Carr. t. 2, p. 516, n° 4.

177. On ne peut faire résulter un moyen de nullité contre une procédure en saisie immobilière de ce

que le commandement ne contient pas la date du jour où il a été signifié, lorsqu'il est d'ailleurs certain, même en prenant le dernier jour du mois dans lequel il a été signifié, qu'il s'est écoulé trente jours d'intervalle entre le commandement et la saisie.—Paris, 30 juin 1814, t. 20, p. 422, n° 450.—*V.* M. B. S. P. p. 568, 2e al.

178. Comme aussi l'omission du mot *cent*, soit dans le commandement soit dans la notification de la saisie immobilière, n'opère pas une nullité lorsque l'exploit contient des indices suffisants.—Liége, 29 av. 1810; Besanç. 14 août 1811, t. 20, p. 257, n° 255.—*V.* M. B. S. P. p. 568, 2e al.—*V.* notre mot *Exploit*.

179. Le débiteur saisi qui ne rapporte pas la copie à lui délivrée du commandement, ne peut pas se prévaloir d'une simple erreur dans l'énonciation de la date de ce commandement.—Cass. 2 fév. 1830, t. 39, p. 229.

180. Un commandement n'est pas nul sur le motif qu'il a été fait pour une somme excédant celle due réellement.—Bord. 28 janv. 1828, t. 35, p. 118 — V. *suprà*, n° 15 et l'arrêt qui suit.

181. Une saisie pratiquée pour les intérêts d'une créance n'est pas nulle par cela seul que par erreur on aurait énoncé, dans le titre transcrit en tête du commandement, que cette créance est de dix-huit mille francs exigibles, lorsqu'elle n'est pas exigible et qu'elle ne s'élève qu'à dix-huit cents francs.—Cass 8 fév. 1832, t. 43, p. 512.—*V.* le n° qui précède.

182. La circonstance que l'agent de la faillite de la partie saisie auquel le commandement a été signifié se trouvait lui-même en état de faillite, ne peut donner lieu à l'annulation des poursuites, si cette faillite n'était pas encore publique, et si l'agent était demeuré dans l'exercice de ses fonctions.—Rouen, 17 mars 1815, t. 20, p. 32, n° 42.

183. Lorsqu'un commandement a été déclaré valable par un arrêt passé en force de chose jugée, la partie saisie ne peut en demander postérieurement la nullité par le motif que dans la première instance on n'aurait proposé que des moyens du fond.—Cass. 10 juill. 1817, t. 20, p. 502, n° 561.—V. *infrà*, n° 185.

184. L'opposition à un commandement est recevable quoique uniquement fondée sur l'irrégularité de cet acte.—Toul. 11 janv. 1831, t. 41, p. 535.

185. Un saisi, après avoir excipé de sa libération, peut attaquer la saisie immobilière, pour défaut de notification des titres dans le commandement.—Paris, 3 sept. 1829, t. 39, p. 221.—V. *suprà*, n° 183

186. Le saisissant peut, sur une demande en nullité formée par la partie saisie se désister de sa procédure par un commandement tendant à une nouvelle saisie, et le tribunal ne peut plus prononcer la nullité de la première.—Lim. 3 déc. 1813, t. 20, p. 413, n° 428.

187. Le délai de 30 jours, qui, d'après l'art. 674 C. p. c. doit être laissé entre le commandement et la saisie immobilière, ne doit pas être augmenté d'un jour, à raison de 3 myriamètres de distance, conformément à l'art. 1033 du même code.—Brux. 28 janv. 1825.

188. Le délai de trois mois fixé par l'art. 674 C. p. c. pour la péremption du commandement, doit se compter de quantième à quantième, et non par le nombre de 30 jours répété trois fois.—Paris, 6 nov. 1815, t. 20, p. 45, n° 497.—La même cour avait rendu un arrêt dans le même sens le 6 août 1811; mais le 22 avril 1809, elle avait décidé que le mois devait être de 30 jours, t. 20, p. 187, n° 189.

189. Dans le délai de trois mois, depuis le commandement accordé pour faire une saisie immobilière se doit compter le jour du commandement et celui de la saisie en cas d'appel du jugement qui sert de base à cette saisie; on doit compter aussi le temps qui s'écoule entre le jour du commandement, et celui où l'appel est notifié ainsi que le jour de la signification de l'arrêt définitif.—Besanç. 13 mai 1828. Arbez C. Bondier.

190. Lorsque des contestations qui s'élèvent, soit avec le débiteur, soit avec des tiers, sont un obstacle à la saisie, elles suspendent le cours de la péremption du commandement.—Paris, 26 niv. an 13 Cass. 7 juill. 1818, t. 20, p. 48, n° 59. MM. Carr. t. 2, p 526, n° 2219; Pr. Fr. t. 4, p. 330; Pers. Q. t. 2, p 318; et H., p. 89 et 90, not. 4, 5, 6.—*V* aussi MM. B. S. P. p. 569, not. 19, n° 1, et F. L. t. 5, p. 47.—V. *infrà*, n° 317.

191. Il n'est passé en taxe qu'un seul commandement; si la péremption du premier rend nécessaire d'en signifier un second, il n'est passé en taxe que les frais du dernier.—C. T. t. 2, p. 163, 165.

Chap. VI. *Pouvoir spécial.*

192. L'huissier qui procède à une saisie immobilière doit-il, à peine de nullité, être muni d'un pouvoir spécial?—Non, Turin, 9 fév. 1810; Brux. 26 fév. 1810.—Oui, Cass. 6 janv. 1812, 10 août 1814; Bourg. 6 mai 1812, 14 av. 1815; Rouen, 1er juin 1812; Trèves, 23 déc. 1812; Colm. 8 janv. 1820, t. 20, p. 238, n° 237.—*V.* pour l'affirmative M. Pers. Q. t. 2, p. 319, et M. H. p. 80 et suiv.—Mais il n'est pas nécessaire que ce pouvoir soit enregistré.—*V.* cependant M. Pers *loc. cit.* Du reste, il est prudent et même convenable que l'enregistrement ait lieu.—*V.* MM. Merl. *Rép.* t. 12, p. 200, n. 1; F. L. t. 2, p. 478 et 479, et H. p. 83.—*V.* les nos qui suivent et *infrà*, 200 et 201.

193 et 194. La saisie immobilière est nulle, s'il n'est pas certain que l'huissier, en y procédant, était porteur d'un pouvoir spécial.—Brux. 25 oct. 1820; Riom, 27 av. 1827, t. 40, p. 68.—*V.* le n° qui précède.

195. Le défaut de pouvoir spécial prescrit par l'art. 556, ne peut être opposé par la partie saisie.—Riom, 12 mai 1808, t. 20, p. 149, n° 148.

196. L'art. 556, C. p. c. n'exige pas que le pouvoir spécial à l'effet de saisir immobilièrement soit authentique ni enregistré.—Metz, 2 sept. 1812.—Cass. 18 juill. 1814, 10 août 1814, 15 av. 1822; Renn. 20 fév. 1817; Colm. 8 janv. 1820, t. 20, p. 238, n° 238, p. 379, n° 394, p. 484, n° 539, et t. 24, p. 103.—*V.* les indications ci-dessus, n° 192.

197. L'huissier n'est pas tenu de faire mention dans le procès-verbal de saisie qu'il est porteur d'un pouvoir spécial à l'effet de procéder à la saisie.—Besanç. 18 mars 1808; Paris, 20 août 1814, t. 20, p. 133, n° 137; p. 425, n° 455.—*V.* cependant C. T. t. 2, p. 163-6.

198. Comme aussi l'huissier qui procède à une saisie immobilière n'est pas tenu de signifier à la partie saisie copie du pouvoir dont il doit être porteur.—Metz, 16 juill. 1813.—Cass. 4 oct. 1814, 12 janv. 1820; Paris, 28 déc. 1820, t. 20, p. 407, n° 428, et p. 431, n° 466.

199. De même l'huissier qui procède à une saisie immobilière n'est pas tenu d'exhiber son pouvoir spécial avant d'en avoir été requis.—Brux. 25 fév. 1810; Metz, 2 sept. 1812, t. 20, p. 210, n° 214, et p. 380, n° 395.

200. Il n'est pas nécessaire que le pouvoir de l'huissier pour saisir précède la saisie.—Cass. 12 mars 1813, t. 13, p. 211, n° 237.—V. *suprà*, n° 192.

201. Il n'est pas nécessaire pour la validité d'une saisie immobilière que le pouvoir spécial, dont l'huissier doit être muni, soit enregistré avant la saisie.—Orl. 6 déc. 1833, t. 46, p. 143.—V. *suprà*, n° 192.

202. Le pouvoir spécial n'est nécessaire que pour l'huissier qui fait le procès-verbal de saisie, et non avant le commandement, ni pour les autres actes de la poursuite qui peuvent être faites par tout autre huissier.—Besanç. 16 déc. 1812, t. 20, p. 263, n° 268.

203. Lorsqu'une première saisie immobilière a été abandonnée, l'huissier peut, en vertu du même pouvoir, procéder à une nouvelle saisie.—Cass. 4 oct. 1814, t. 20, p. 430, n° 465.—*V.* M. H. p. 86, n° 4.

204. Le pouvoir est suffisant quoique donné, non par le créancier lui-même, mais par son mandataire général.—Paris, 28 déc. 1820, t. 20, p. 407, n° 429.

205. La saisie immobilière faite à la requête de deux créanciers, est valable, encore que le pouvoir spécial donné à l'huissier au nom des deux créanciers, ne soit signé que par l'un d'eux.—Cass 20 avril 1818, t. 20, p. 518, n° 596. — V. M. F. L. t. 5, p 48, n° 1.

206 On ne peut pas prétendre que l'huissier qui procède à une saisie immobilière, n'est pas porteur d'un pouvoir spécial, par cela seul que la procuration qu'il exhibe lui donne plusieurs autorisations étrangères à la poursuite dont il est chargé — Paris, 2 août 1814, t. 20, p. 425, n° 454.

207. L'huissier qui procède à une saisie immobilière, est suffisamment autorisé par un pouvoir en blanc qu'il a rempli lui-même au commencement des poursuites.—Riom, 7 mai 1818, t. 20, p 521, n° 599.

208. Les frais de la procuration à fin de saisie immobilière, doivent entrer dans les frais de poursuite, comme déboursés. — C. T. t. 2, p. 162, n° 1.

CHAP. VII. *Procès-verbal.* — Art. 1er. *Désignation des objets saisis* (*V.* pour le visa le ch. XII).

209. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, d'énoncer, dans le procès-verbal de saisie, les servitudes actives attachées aux objets saisis.—Nîm 22 juin 1808, t. 20, p. 155, n° 160.

210. La saisie immobilière n'est pas nulle, parce qu'on a omis de comprendre dans le procès-verbal quelques immeubles dépendant de l'exploitation.—Bourg. 8 janv. 1814, t. 20, p. 248, n° 246.

211. Comme aussi le procès-verbal de saisie ne peut pas être annulé par le motif qu'il ne comprend pas tous les immeubles appartenant au débiteur dans la commune où se fait la saisie.—Bord. 21 mai 1816 t. 20, p. 461, n° 513.—V. *infrà* n. 248 *et suiv.*

212. De même une saisie immobilière n'est pas nulle, parce que l'huissier, induit en erreur par la matrice du rôle, a compris dans son procès-verbal des objets qui n'appartiennent pas au débiteur, mais il y a lieu à les distraire. — Nîm. 27 nov. 1819, t. 20, p. 547, n° 627.

213. Pareillement une saisie immobilière n'est pas nulle parce qu'elle comprend plus de biens qu'il n'en appartient au débiteur.—Nîm 22 juin 1808, t 20, p. 155, n° 159. — *Sic* M. PERS. Q. t. 2, p. 296, et CARR. n° 2248, p. 540, et n. 1 — *V.* MM. B. S. P. t. 2, p. 575, n° 8; F. L. t. 5, p. 48, n° 3, et HAUT. p. 367, 9e alin.

214. Est valable le procès-verbal d'une saisie de terres, quoique par erreur d'un copiste l'une de ces terres ait été portée au cahier des charges pour une contenance moindre que celle énoncée au procès verbal, surtout si elle est désignée par ses tenans et aboutissans dans le cahier des charges.—Bord. 8 déc. 1831, t. 43, p. 724 —V. *suprà*, n° 240.

215. Le procès-verbal de saisie qui donne à une pièce de terre une contenance bien inférieure à sa contenance réelle, n'est pas nul, si cette indication est conforme à la matrice du rôle, et si l'augmentation provient d'acquisitions dont le saisi ne s'est pas fait charger sur la matrice du rôle.—Agen, 12 mars 1810 t. 20, p. 247, n° 244 — Non, M. H. p. 98, n. *g*, et p. 99.—Oui, M. CARR. t. 2, p. 537, n° 2240.—*V.* M. B. S. P. p. 576, n. 28, n° 2. — V. *infrà*, n°s 240, 273 et suiv.

216 Il n'est pas nécessaire d'indiquer dans un procès-verbal de saisie, tous les produits de l'immeuble, il suffit de désigner les principaux. —Bord. 7 mai 1829, t. 39, p. 200

217. Il n'est pas nécessaire, dans le procès-verbal de saisie d'une pièce de bois, d'indiquer les diverses espèces d'arbres dont elle se compose. — Bord. 13 mars 1832, t. 43, p. 570.

218. Est nul le procès-verbal d'une saisie immobilière qui ne donne pas le nom de la rue, les confins et la désignation de l'extérieur de la maison saisie.—Besanç. 17 déc. 1808, t. 3. p. 195, n° 94.

219 à 229. Mais la disposition de l'art. 675, C. p. c., portant que le procès-verbal de saisie doit désigner la rue où la maison est située, ne peut s'appliquer aux habitations de la campagne. —Paris, 22 août 1811, t. 20, p. 335, n° 335.

230. La simple désignation des bâtiments suffit dans une saisie immobilière, s'ils sont situés dans un hameau, et que d'ailleurs la saisie ne porte que sur des biens ruraux. —Bord. 27 nov. 1827.—Lafond C. Sidaine.

231. La fausse indication de la rue dans laquelle est située une maison saisie, opère nullité à l'égard de cette saisie.—Paris, 8 juin 1812, t. 20, p. 362, n° 371.

232. Le procès-verbal de saisie d'une maison de ville doit, à peine de nullité, contenir la désignation de l'extérieur.—Gren. 3 sept. 1814, t. 20, p. 428, n° 462.—Comment désigner l'extérieur ?—*V.* MM. TH. DESM. p. 251; PERS. t. 2, p. 206; CARR. p. 533, n° 2229; H. p. 95, n° 3; B. S. P. p. 574, n. 27, n° 1.

233. Mais il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de saisie d'une maison, faisant partie d'un bien rural, contienne la désignation de l'intérieur.—Besanç. 8 mai 1810, t. 20, p. 258, n° 258.

234. Le procès-verbal de saisie d'immeubles ruraux est valable, quoiqu'il se borne à les désigner sans faire la description de l'extérieur.—Bord. 13 mars 1832, t. 43, p. 570.—V. *infrà*, n° 244.

235 Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, d'énoncer dans le procès-verbal de saisie d'une maison, le nom du locataire. — Brux. 19 juin 1811; Bord. 9 mai 1829, t 20, p. 80, n° 88; t. 37, p. 239.— *V. infrà*, n° 337.

236. Comme aussi la saisie immobilière n'est pas nulle, parce que dans le procès-verbal, l'huissier a désigné un pré comme exploité par la partie saisie, tandis qu'il était affermé, si le bail n'était pas connu.— Bourg. 30 juill. 1814, t. 20, p. 424, n° 453.

237. De même il n'y a pas nullité du procès-verbal de saisie immobilière qui ne mentionne pas le nom du fermier, de quelques-uns des objets saisis, lorsque le saisi habite le bâtiment du domaine, et qu'on est censé ignorer qu'il ait détaché quelques parties de son domaine de son exploitation.—Bourg. 10 fév. 1816, t. 20, p. 457, n° 506.

238. De même encore lorsque dans un procès-verbal de saisie immobilière l'huissier a indiqué le nom d'un fermier par bail authentique, non encore expiré, le procès-verbal n'est pas nul, quoique l'immeuble saisi ait été affermé à un autre, aussi par bail authentique, si rien ne constate que le premier bail ait été résilié. — Bord. 7 mai 1829, t. 39, p. 200.

239. Quand la poursuite est exercée sur une masse de biens, et que la partie saisie n'a pas critiqué la formation des lots, elle ne peut se faire un moyen de nullité de ce qu'on a compris dans le même lot des biens affermés et des biens exploités par elle. — Paris, 22 août 1811, t. 20, p. 335, n° 336.

240. Lorsque la désignation des confins dans un procès-verbal de saisie immobilière est conforme à la matrice du rôle, on ne peut la détruire par des certificats.—Besanç. 26 nov. 1810, t. 20, p. 290, n° 296.—V. *suprà*, n°s 214 et suiv., et *infrà*, n°s 273 et suiv.

241. Comme aussi la partie saisie ne peut prouver l'inexactitude des tenants et aboutissants que par l'exhibition d'un acte authentique. — Paris, 8 juin 1812, t. 20, p. 362, n° 370.

242. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que ce procès-verbal énonce tous les tenants et aboutissants des maisons saisies, si ceux qui s'y trouvent indiqués sont suffisants pour les faire reconnaître — Paris, 20 août 1814, t. 20, p. 426, n° 457.

243. Comme aussi les objets saisis sont suffisamment désignés, lorsque, par des indications claires et précises, ils sont signalés de manière à ce qu'on ne puisse pas les confondre avec d'autres objets de même nature. —Renn. 26 août 1813, t. 20, p. 412, n° 436.

244. Dans un procès-verbal de saisie, l'huissier n'est pas obligé d'énoncer en détail les déborne-

ments des différentes portions d'un même immeuble, lorsqu'elles sont contiguës.—Renn. 4 janv. 1813, t 20, p. 388, nº 405 — MM. Carr. t. 2, p. 534, nº 2233, et Pers. Q. t. 2, p. 207, pensent qu'une simple erreur dans l'un des tenants ne suffirait pas pour opérer nullité.— V. *supra*, nº 233 et suiv.

245. Quand des immeubles saisis forment un seul tenant, il suffit d'indiquer les confrontations, non de chaque pièce de terre en particulier, mais de leur ensemble, si chacune est désignée par son espèce de culture.—Bord. 31 janv. 1832, t. 43, p. 588.

246. Le procès-verbal de saisie d'un immeuble consistant dans une seule pièce de bois est valable s'il désigne les confrontations et la contenance de la totalité de ce bois, et lors même qu'il n'indiquerait pas celle de chaque partie en particulier. — Bord 13 mars 1832, t. 43, p. 570

247. N'est pas nul le procès-verbal de saisie d'un bois, dans lequel ce bois est désigné sous le nom de Landes, quoiqu'il soit appelé ordinairement de *Nompied*, si les tenants et aboutissants en sont indiqués de manière à prévenir toute incertitude sur l'identité du bois saisi. — Cass. 8 fév 1832, t 43, p. 542.

248. L'irrégularité partielle du procès-verbal de saisie immobilière n'opère pas nullité pour le tout. — Riom, 30 mai 1819. Toul. 5 mars 1825; Bord. 25 fév. 1826, t. 20, p. 543, nº 623; t. 30, p. 117, et t. 31, p. 179. — Oui, M Pig. t. 2, p. 216, nº 4; Pig. *Comm.* t. 2, p. 282, nº 4; B. S. P. p 779, ad. fig 50 *C.*—Non, M. Carr t 2, p. 535, nº 2234.—V. *suprà*, nºs 211 et suiv., et *infrà*, nºs 249 à 254, 323 et 324.

249. Comme aussi la fausse désignation de la nature d'un héritage n'entraîne pas la nullité de la saisie pour le tout, mais seulement quant à cet héritage.—Besanç. 8 mai 1810, t. 20, p. 258, nº 259.

250. De même l'erreur dans l'indication des tenants et aboutissants d'une pièce de terre rend nulle la saisie, mais seulement à l'égard de cette pièce de terre, lorsqu'on ne trouve plus ainsi l'indication exacte de deux tenants et aboutissants. — Paris, 8 juin 1812, t 02, p 362, nº369.

251. De même encore lorsque dans un procès verbal de saisie immobilière qui embrasse plusieurs corps de domaines distincts, certains articles de quelques uns de ces immeubles se trouvent désignés d'une manière inexacte ou incomplète on ne doit annuler la saisie qu'en ce qui concerne les immeubles dont une partie est mal désignée, et la valider pour le reste.— Toul. 19 août 1814; Rouen, 11 avr. 1820, Montp. 6 juill. 1821; Agen, 22 janv. 1822; Poit 19 mars 1822; Cass. 6 av. 1824, t. 26, p. 207.

252. Pareillement lorsque dans un procès-verbal de saisie immobilière qui embrasse plusieurs corps de domaines distincts, certains articles de quelques uns de ces immeubles se trouvent désignés d'une manière inexacte et incomplète, *par exemple* si l'extrait de la *matrice de rôle a été oublié*, on ne doit annuler la saisie qu'en ce qui concerne les immeubles dont une partie est mal désignée, et la valider pour le reste. — Cass. 31 janv 1825, t. 29, p. 50 — *V.* les nºs qui précèdent et le nº suivant

253 La nullité de la saisie de quelques pièces de terre mal désignées n'emporte pas la nullité de la saisie des domaines entiers, si les pièces de terre peuvent être détachées sans préjudice.—Bord. 27 nov. 1827 — Lafond C. Sidain.— V. *suprà*, nº 248 et le nº qui suit.

254. La nullité résultant de l'omission de l'énumération de la nature et de la contenance de l'un des objets saisis, doit également être restreinte à cet objet, et ne peut opérer la nullité de la saisie pour ceux valablement désignés, à moins qu'il ne forme avec eux un tout dont il ne puisse être séparé, sans altérer leur juste valeur.— Cass. 29 juill. 1828, t. 35, p. 339.—V. *suprà*, nº 248.

255. La partie saisie n'est pas recevable à se plaindre du défaut de désignation suffisante des objets saisis, lorsque c'est par son fait qu'une désignation plus détaillée n'a pas eu lieu.—Renn. 1er mai 1819, t. 20, p. 547, nº 621.

256. Le procès verbal de saisie immobilière doit contenir, à peine de nullité, la désignation de la commune dans laquelle se trouve chaque partie du domaine saisi.—Bord. 1er mai 1816, t. 20, p. 460, nº 511 —*V.* MM. B. S. P p. 779, dernier alin ; et H. p. 96, nº 2 et 102, n. 4.

257. Le procès-verbal de saisie immobilière doit contenir, à peine de nullité, l'indication de l'arrondissement dans lequel sont situés les biens saisis, sans qu'il puisse y être suppléé par des indices équivalents. — Aix, 25 fév. 1808; Trèves, 12 avr. 1812, t. 20, p. 330, nº 134.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 533, nº 2210, B. S. P. p. 574, n. 27, nº 2; H. p. 97, nº 3; Haut. p. 366, nº 6; et Desevaux, p. 29, nº 38.

258. Décide au contraire que le défaut d'indication de l'arrondissement dans lequel quelques uns des immeubles saisis sont situés ne suffirait pas pour faire déclarer la saisie immobilière nulle, lorsque le procès-verbal énonce que tous les héritages saisis sont situés dans la même commune, et qu'un premier procès-verbal indique l'arrondissement dont cette commune fait partie. — Paris, 8 juin 1812; Caen, 18 févr. 1829, t. 20, p. 362, nº 368, t. 39, p. 231.

259. Il suffit que le procès-verbal de saisie d'une maison *située* à *Paris*, contienne l'énonciation de l'arrondissement, sans nommer la commune.—Paris, 24 janv. 1815, t. 20, p 440, nº 478 —*V.* M. B. S. P. p. 574, n. 27, nº 2.

260. Lorsque l'huissier saisit un immeuble dans un lieu qui forme à lui seul une commune, il suffit d'indiquer le lieu sans énoncer la commune.—Paris, 24 janv. 1815, t. 20, p 441, nº 481.

261. Les bestiaux donnés à cheptel, les semences, fourrages, paille et engrais sont de droit présumés compris dans la saisie du domaine, encore bien qu'ils n'y soient pas mentionnés, ni dans aucun acte de la poursuite.—Riom, 30 août 1820, t. 20, p. 562, nº 654; M. Carr. t. 2, p. 572, nº 2312, pense que si ces objets n'étaient pas expressément saisis, ils ne feraient pas partie de l'adjudication.—*V.* aussi le même auteur p. 517, n. 2; et M. B. S. P, p. 778, n 48 c..—V. *suprà* nºs 133 et 135 *ur.*

262. L'indication du jour où se fera la première publication n'est pas nécessaire dans le procès-verbal de saisie immobilière. — Paris, 19 janv. 1811, t. 13, p. 125, nº 122. — V. *infrà* plusieurs arrêts qui décident que c'est l'exploit de dénonciation qui doit indiquer ce jour.

263. Il n'y a pas nullité d'un procès-verbal de saisie lorsque l'huissier a fait enregistrer séparément les premières vacations de ce procès-verbal avant de les remettre au maire si avant l'enregistrement des dernières vacations une copie entière de ce procès-verbal a été remise au maire. — Toul. 14 déc. 1829, t. 39 p. 214.

Art. 2.— *Matrice du rôle.*

264. Sous l'empire de la loi du 1 brum. an 7, l'évaluation des revenus de l'immeuble pouvait être fait d'après les rôles des contributions comme d'après la matrice des rôle elle-même. — Cass. 7 oct. 1808, t 20, p. 165, nº 171.

265. Le procès-verbal d'une saisi immobilière doit, à peine de nullit contenir un extrait de la matrice d rôle de la contribution foncière pour la totalité des articles saisis.— Bord. 27 mars 1833, t. 45, p. 544.

266. L'extrait de matrice exigé pa l'art. 675 C. p. c., à peine de nullit est l'extrait de la matrice *détaillée* composée du relevé des états de se tion, d'après la loi du 3 frim. an et non l'extrait de la matrice général *sommaire* des quatre contributio directes établies par la circulai ministérielle du 25 janv. 1817, qui n'a rien changé aux *matrices fon cières légales* existant dans toutes le communes, indépendamment de cett *matrice sommaire.*—Poit. 27avr.182 t. 31, p. 129.

267. Il doit être alloué à l'huis sier une vacation pour requérir et faire délivrer l'extrait de la matric du rôle.—C. T. t. 2, p. 170, 17.

268. Le procès-verbal d'une sais immobilière doit contenir un extra

de la matrice du rôle pour tous les articles saisis, mais non pour chacun de ces articles —Lyon, 17 janv. 1833. t. 44, p. 298.

269. L'extrait de la matrice du rôle requis en matière de saisie immobilière ne doit pas spécifier chacun des articles saisis, mais indiquer seulement la cote d'impositions pour la totalité de ces articles.—Bord. 21 juill. 1832.—Cass. 2 janv. 1834, t. 44, p. 285; t. 46, p. 381.

270. Une pièce de terre, même incorporée à un immeuble, n'est point valablement comprise dans la saisie de cet immeuble, si elle n'a pas été portée dans l'extrait de la matrice du rôle des contributions, contenu dans le procès-verbal de saisie. — Aix 5 juill. 1832, t. 45, p. 541.

271. L'omission sur le procès-verbal de l'extrait de la matrice du rôle, en ce qui concerne plusieurs articles, entraine la nullite de la saisie pour le tout.—Bourg 10 fév. 1816. t. 20, p. 457, n° 507.

272. Quand la matrice du rôle de la contribution foncière de la commune dans laquelle un immeuble saisi est situé, est si défectueuse, qu'on ne puisse en délivrer un extrait applicable à cet immeuble, il suffit d'insérer dans le procès-verbal de saisie, un certificat du maire constatant la défectuosité de la matrice et un extrait du rôle. — Cass. 26 janv. 1831, t. 40, p. 294. — *V. infrà*, n° 293 et le n° qui suit.

272 *bis*. L'extrait de la matrice des contributions à insérer dans le procès-verbal d'une saisie immobilière, ne peut être remplacé par un extrait du rôle annuel des contributions, que dans le cas où il n'existe pas de matrice. — Bord 27 mars 1833, t. 45, p. 544.—*V.* le n° qui suit.

272 *ter*. Un huissier ne peut se dispenser d'insérer dans le procès-verbal d'une saisie immobilière un extrait de la matrice des contributions, quelle que soit son ancienneté. —Bord. 27 mars 1833, t. 45, p. 544. — V. *suprà*, n° 240.

273. Mais un procès-verbal de saisie immobilière n'est pas nul, parce que l'extrait de la matrice du rôle n'est pas relatif à tous les objets saisis, si l'omission existe sur la matrice du rôle elle-même — Paris, 29 août 1811, t. 20, p. 338, n° 340. — V. *suprà* n° 240.

274. L'huissier n'est tenu que de donner un extrait de la matrice du rôle, conforme à celui qui lui a été délivré par le directeur des contributions, et il n'est pas garant des défectuosités qu'il peut présenter. — Bord. 25 mars 1829, t. 39, p. 198. —*V.* M. ~~B. S. P.~~ p. 576, n. 28, n° 2. —*V. suprà*, n°s 215 et 240.

275. La loi n'exige pas que dans l'affiche on exprime pour quelle année a été fixé le revenu net dans la matrice du rôle. — Cass. 6 frim. an 13, t. 20, p. 36, n° 47. — De quelle matrice la loi parle-t-elle ?— *V.* M. H. p. 103, n. 6; M. Real, *Exposé des motifs*; M. Carr. t. 2, p. 539, n° 2243.

276. Le procès-verbal de saisie immobilière doit contenir, à peine de nullité, l'extrait de la matrice du rôle de la contribution foncière de la commune où chaque pièce se trouve située —Bord. 1er mai 1816, t. 20 p. 460, n° 512 —*V.* MM. P. S. P. p. 779, et H. p. 96, n. 2, et 102, p. 4.

277. Une nouvelle matrice de rôle non encore employée pour l'assiette des impositions, peut valablement être prise pour base de l'évaluation du revenu des biens saisis.—Cass. 6 fruct. an 11, t. 20, p. 19, n° 25.

278. On ne peut faire résulter un moyen de nullité de ce que l'extrait de la matrice du rôle inscrit dans le procès-verbal désigne en masse et sans détail les biens saisis —Riom, 12 mai 1808. —Bord. 20 janv. 1812.— Paris, 6 fév. 1813. t. 20, p. 149, n° 148 p. 350, n° 351, p. 396, n° 416. M. H. p. 102, n° 3, critique cette décision. — *V.* Pig. t. 2, p. 216, et B. S. P. p. 576, n° 8.

279. On ne peut faire résulter un moyen de nullité de ce que l'extrait de la matrice du rôle n'est pas certifié par une autorité compétente, lorsque cet extrait se trouve exactement conforme à l'original délivré d'une manière légale.—Lim. 12 juin 1812, t. 20, p. 364, n° 373.

280. L'extrait de la matrice du rôle certifié véritable par le maire suffit; d'ailleurs, l'homme, à cet effet, doit être cru jusqu'à inscription de faux.—Ang. 23 av. 1809, t. 20, p. 189, n° 190 *bis*.

281. En matière d'expropriation forcée, il n'est nécessaire de faire l'évaluation des biens sur le relevé immédiat de la matrice du rôle que lorsque l'évaluation portée dans l'extrait du rôle des revenus des immeubles est inférieure à celle portée dans la matrice du rôle —Cass. 7 oct. 1807, t. 20, p. 121, n° 122 — *V.* MM. F. L. t. 2, p. 494.

282. Lorsqu'il n'existe pas de matrice de rôle, il suffit d'énoncer, dans le procès-verbal de saisie, le montant de la contribution foncière. —Turin, 6 déc. 1809 —Cass. 2 mars et 24 mars 1819, t. 20, p. 223, n° 222. —V. *infrà*, n° 293 —*Sic* MM. Pers. Q. t. 2, p. 325; Carr. t. 2, p. 531, n. n° 5, et p. 538, n. n° 2; H. p. 101, et Merl. t. 12, p. 263 à la not.

283. Il suffit d'inscrire dans le procès-verbal de saisie un extrait de la matrice du rôle contenant l'évaluation des revenus de l'immeuble, encore bien que la cotisation à la contribution foncière n'y soit pas exprimée.—Lim. 31 juin 1816, t. 20, p. 466, n° 516.

284. Le procès-verbal de saisie immobilière n'est pas nul parce que les extraits de la matrice de rôle qui y sont insérés, sont d'une date postérieure à celle du procès-verbal de saisie, si d'ailleurs elle est antérieure à celle de la dénonciation au saisis. —Renn. 4 av. 1810, t. 20, p. 254, n° 251. — *Sic* M. Carr. t. 2, p. 539, n° 2244 —*V.* aussi M. B. S. P. p. 576 n. 28, n° 2, et H. p. 103, n° 5.

285. Comme aussi un procès-verbal de saisie immobilière n'est pas nul, quoique, dans ce procès-verbal daté du 10, l'huissier ait fait mention d'un extrait de la matrice du rôle daté du 11.—Cass. 7 mars 1827, t. 33, p. 62.

286. Le procès-verbal de saisie immobilière doit, à peine de nullité, contenir en entier l'extrait de la matrice du rôle, et non une simple énonciation.—Rouen, 9 mars 1808, t. 20 p. 128, n° 147 —V. *infrà*, n° 289 —La copie littérale n'est pas nécessaire, suivant MM. B. S. P. p. 576, n. 24; D. C. p. 442, 3e al., et Pig. t. 2, p. 216.—*V.* aussi MM. Carr. t. 2, p. 538, n. 2; Pers. Q. t. 2, p. 324; Haut. p. 100, 4°, et H. p. 365, et enfin Tarr. t. 12, p. 262.

287. Mais le défaut de transcription littérale de la matrice du rôle dans le procès-verbal de saisie, n'opère pas nullité lorsqu'il est fait mention à la suite de chaque objet saisi de la somme à laquelle il est évalué dans la matrice du rôle. — Besanç. 18 mars 1808, t. 20, p. 133, n° 139.

288. Comme aussi le défaut de transcription littérale de l'extrait de la matrice du rôle dans le procès-verbal de saisie n'opère pas nullité, lorsque ce procès-verbal en contient une énonciation circonstanciée. — Nîm. 22 juin 1808, t. 20, p. 155, n° 161.

289. De même il n'est pas nécessaire que l'extrait du rôle de la contribution foncière soit transcrit en entier dans la saisie; il suffit que l'huissier l'ait référé en insérant son contenu.—Renn. 4 janv. 1813. Toul. 25 juill. 1825. t. 20, p. 388, n° 407, et t. 31, p. 186 —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 551, n° 6, et 539, n° 1.—V. *suprà*, n° 286

290 et 291. C'est devant l'autorité administrative et non devant les tribunaux qu'on doit se pourvoir contre un maire qui refuse de délivrer l'extrait de la matrice du rôle nécessaire pour parvenir à une saisie immobilière.—Cass. 26 av. 1830, t. 39, p. 29. V. *ibid.* des observations contraires à cet arrêt.

292. Le défaut d'insertion d'un extrait de la matrice des contributions dans un procès-verbal de saisie immobilière, entraîne la nullité de la saisie, quoique provenant du refus fait par le maire de délivrer cet extrait au saisissant, à moins que celui-ci ne prouve qu'il y a eu collusion entre cet administrateur et le saisi —Bord. 27 mars 1833, t. 45, p. 544. —V. le n° qui précède.

293. L'extrait de la matrice qui doit être inséré dans le procès-verbal d'une saisie immobilière, peut être remplacé par un extrait du rôle du percepteur des contributions, si

le maire, saisi, et cohéritiers des autres parties saisies, a refusé de délivrer l'extrait de la matrice parce qu'elle était incomplète, et si, à défaut de ce maire, il n'y avait point d'adjoint auquel on pût en demander la délivrance.—Cass. 1er déc. 1832, t. 44, p. 35.—V. *suprà*, nos 272 et 282.

294. Le directeur des contributions directes peut délivrer l'extrait de la matrice du rôle requis en matière de saisie immobilière.—Bord. 21 juill. 1832, t. 44, p. 285.

Art. 3. *Enonciations diverses.*

295. L'affiche, ou le procès-verbal de saisie immobilière, doivent-ils énoncer, à peine de nullité, la profession du saisi ou du saisissant. —Jugé que le défaut d'énonciation n'opère pas nullité lorsque la profession du saisi n'est pas indiquée dans les titres de créance.—Paris, 8 germ. an 13.—Jugé aussi negativement, s'il est constant que par des actes antérieurs le saisi a eu la connaissance précise à la requête de qui la saisie était faite.—Cass. 19 août 1814, t. 20, p. 67, no 72.—*V.* MM. H. p. 94, no 3 et 136, no 2, et F. L. p. 48, no 2

296. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal de saisie immobilière, contienne les prénoms de la partie saisie.—Paris, 20 août 1814, t. 20, p. 426, no 456. —V. *suprà*, no 392.

297. L'indication de la demeure du poursuivant dans le procès-verbal de saisie immobilière, équivaut à celle de son domicile. — Brux. 4 avril 1810, t. 20, p. 254, no 250. — V. notre mot *Exploit*, nos 68 et 122

298. Lorsque l'huissier emploie plusieurs vacations à une saisie immobilière, il suffit que son immatricule soit énoncée dans la première vacation.—Bord. 20 janv. 1812, t. 20, p. 350, no 352.

299. L'huissier doit être taxé à raison du nombre de vacations employées au procès-verbal. Chaque vacation doit être de trois heures; si la dernière n'avait pas été complète, il serait alloué le tiers de la vacation par chaque heure en sus, sans qu'il fût tenu compte des fractions moins fortes.—C. T. t. 2, p. 169, 11.

300. Le juge peut réduire le nombre des vacations qui lui paraît excessif.—C. T. t. 2, p. 169, 13.

301. Lorsque la désignation des biens saisis a exigé plusieurs séances, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal contienne la mention de l'ouverture et de la clôture de chaque seance.—Paris, 20 janv. 1813.— Metz, 29 fév. 1820 t. 20, p. 394, no 415, et p. 553, no 638 — M. Pig. *Comm.* t. 2. p. 280, no 1, est de cet avis.— *V.* H. p. 94, no 4.

302. L'huissier qui procède à une saisie immobilière n'est pas tenu de spécifier dans son procès-verbal qu'il s'est transporté sur les lieux y désignés, lorsque ce procès-verbal constate qu'il s'est transporté sur la commune, et lorsqu'il est revêtu du visa du maire. — Besanç. 20 nov. 1816, t. 20, p. 496, no 526

303. Un procès-verbal de saisie immobilière ne peut pas être annulé parce qu'il n'a pas été écrit en entier de la main de l'huissier, ni rédigé sur les lieux mêmes.—Paris, 20 janv. 1813, t. 20, p. 394, no 414. — *Sic.* MM. Carr. t. 2, p. 532, no 2228; Pig. *Comm.* t. 2, p. 281. 3e alin. M Thom. Desm. p. 250, no 113 —V. *contrà* M D C. p. 442 —M. Pig. *loc. cit.* pense qu'il n'y aurait pas non plus nullité si l'exploit ou l'immatricule etaient écrits d'une autre main que celle de l'huissier.

304. Décidé encore que l'huissier n'est pas tenu de rediger sur les lieux le procès-verbal de la saisie immobilière. — Cass. 28 déc. 1820, t. 20, p. 407, no 430.

305 L'huissier ne peut pas compter dans les vacations de la saisie, le temps qu'il emploie à transcrire et à remettre les copies du maire et du greffier. — C. T. t. 2, p. 170. 18.

306. Une saisie immobilière n'est pas nulle, quoique la mention constatant que la copie du procès-verbal a été remise aux divers fonctionnaires auxquels elle doit être faite, ait été ecrite par ces fonctionnaires eux-mêmes, au lieu de l'être par l'huissier instrumentaire.—Bord 30 août 1833, t. 46, p. 357.—V. *infrà*, no 451.

307. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal de saisie immobilière contienne ajournement au saisi, pour comparaître devant le tribunal. — Bord. 25 fév. 1809, t. 20 p. 183, no 185.— *Sic* M. Carr. t. 2, p. 532, no 2226, B. S. P. p. 574, n. 26, et H. p. 93, n. *b.*

Chap. VIII. *Publicité de la saisie.— Notifications aux débiteurs et aux créanciers.*—Art. 1er. *Transcription*

308. Ce n'est point la formalité commune à tous les exploits qu'il faut entendre par le mot *Enregistrement* employé dans l'art. 682 C. p. c. relatif à la composition de l'extrait de la saisie; mais l'enregistrement de transcription au bureau des hypothèques et au greffe du tribunal — Nîm. 22 juin 1808, t. 20, p. 155, no 162.— *Sic* MM. H. p 131, n. *a*, et Carr t. 2, p. 554. no 2278 — *V.* aussi Pig. *Comm.* p. 296, *obs.* no 4, et Lep. p. 446, 2e quest.

309. C'est l'avoué, et non l'huissier, qui doit présenter le procès-verbal de saisie à la transcription. —C T. t. 2, p. 172, 23.

310. La transcription doit-elle être faite dans chaque bureau de la situation, encore que la saisie soit portée en un seul tribunal dans les cas prévus par les art 2210 et 2211 C. c?

L'affirmative est soutenue par MM Pig t. 2, p. 219; Carr. t. 2, p. 547, no 2260; Tarr. *Rép.* t. 12, p. 264; Haut. p. 108, et Delap. t. 2, p. 283. — *V.* aussi, Pig *Com.* t. 2 p. 286, 287 et 291; Delap. t. 2, p. 286; D C p. 444, et Haut p. 130, et *J. A.* t. 20, p. 591, no 710.

311. Lorsqu'un premier saisissant poursuit sur une seconde saisie plus ample que la sienne, la loi n'ayant imparti aucun délai pour la transcription au greffe de la seconde saisie, il suffit qu'il y fasse procéder dans la quinzaine de la dénonciation qui lui en est faite. — Cass. 14 déc. 1819, t. 20, p. 37, no 56.

312. L'enregistrement de transcription de la saisie au greffe, peut être faite un jour de dimanche.— Riom, 12 mai 1808, t. 20, p. 149, no 150. — *Sic* M. Pig. *Comm.* t. 2 p. 286, et *contrà* M. H. p. 11, n. *b.* —*V.* aussi M. Carr. t. 2, p. 548, no 3. — V. *infrà*, no 773, et notre mot *Exploit*, no 50 *quater*, et *Surenchère*, no 191.

313. On ne doit pas notifier au saisi le certificat de transcription au bureau des hypothèques.— Rennes 28 oct 1818, t. 20, p. 474, no 525.

314. Le délai de quinzaine dans lequel la transcription de la saisie immobilière doit être faite au greffe, ne court que du jour qui a suivi celui où la transcription a été faite au bureau des hypothèques, le jour *a quo* n'est pas compris dans ce delai. —Cass. 16 janv. 1822, t. 24. p. 16.

Art. 2. *Dénonciation de la saisie* (V. *infrà*, nos 408 et 445).

315. Lorsque c'est par l'effet d'une force majeure que le procès-verbal de saisie immobilière n'a pas été dénoncé dans la quinzaine du dernier enregistrement, la nullité n'est pas encourue pour ce retard.—Cass. 24 nov. 1814, t. 20, p. 434, no 471. —*V.* M. Merl. Add. t. 15, p. 661.

316 L'occupation militaire et hostile des lieux a parcourir par l'huissier, doit être reputée force majeure, et peut excuser le retard d'une signification — Cass. 24 nov. 1814, t. 20, p. 434, no 472.

317. Comme aussi le delai de quinzaine dans lequel doit être dénoncée la saisie immobilière au debiteur, est suspendu pendant tout le cours de l'instance qui s'engage sur l'opposition formée par ce dernier aux poursuites.—Riom. 7 mai 1818 t. 20, p. 521, no 600.—V. *suprà*, no 190.

318. La règle *dies termini*, est applicable au délai de quinzaine accordé pour la dénonciation du procès-verbal de saisie immobilière — Paris, 27 août 1811, t. 20, p. 337, no 338.

Y aurait-il nullité si la dénonciation de saisie, et même la transcription n'avaient pas eu lieu dans le délai de quinzaine fixé par les articles 680 et 681 C. p. c?—Non, suivant M. Pig t 2, p. 221, no 2, et

Pig. *Comm.* t. 2, p. 290. — Pour la nullité, *V.* MM. Carr t. 2, p. 549, nos 2265 et 2266; Pers. Q. t. 2. p. 338; Carr. *Rép.* t. 12 p. 266; B S. P. p. 578, n. 34, no 2; Delap t. 2, p. 286; F. L. t. 4, p. 337, no 2; Haut p. 369; Des. p. 45.—*V.* M. H. p. 118, n. 6.

319. Y aurait-il nullité de la saisie ou seulement de la dénonciation, si l'original de cette dernière n'était pas visé par le maire du domicile du saisi, et enregistré au bureau de la conservation dans les délais fixés par l'art. 681?—MM. Pig. t. 2, p. 223, no 3, et p. 224, et Carr. t. 2, p. 2, § 2, no 2271, décident diversement cette question.—V. *J. A.* t. 20, p. 586 no 699.

320. L'original de la dénonciation doit être visé par le maire, que la copie soit remise à la personne même du saisi, ou en son absence à tout autre.—C. T. t. 2, p. 173, 29.

321. Une copie de la dénonciation ne doit être remise au maire que dans le cas où la signification ne peut être déposée ni chez le saisi, ni chez un voisin.—C. T t. 2, p. 173, 29.

322. C'est l'exploit de dénonciation de la saisie immobilière, et non le procès-verbal de saisie qui doit contenir l'indication du jour de la première publication du cahier des charges.—Turin, 6 déc. 1809.—Toul. 12 avril 1810.—Cass. 17 juin 1812. 1er déc. 1813; 2 mars 1819; 12 janv. 1820, t. 20, p. 223, no 223, p. 255, no 253, et p. 407, no 431.—V. *suprà*, ch. 7, § 1er, no 262, un arrêt semb'.

323. La procédure est nulle lorsque cette dénonciation ne fait pas mention de tous les immeubles désignés dans l'affiche.— Cass. 5 août 1812, t. 20, p. 375, no 389. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 540, n. 1.—V. *suprà*, no 248 et suiv.

324. Cependant lorsque dans le procès-verbal dénoncé au saisi, trois articles sont omis, la saisie n'est pas nulle, pour le tout, mais seulement pour les articles omis.—Bourg. 9 fév. 1829, t. 29, p. 281.—V. *suprà* no 248 et *infrà*, no 341 et suiv.

325. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de répéter dans la dénonciation d'une saisie immobilière la constitution d'avoué contenue au procès-verbal.—Renn. 4 av. 1810, t. 20, p. 255, no 252. — *V.* MM. Carr. p. 550, no 2; B. S. P. p. 578 n. 35, no 2; H. p. 119, no 5.

326. La dénonciation de la saisie peut être valablement signifiée au domicile indiqué par le saisi dans les actes faits à sa requête, quand même ce ne serait pas son véritable domicile.—Cass. 2 mars 1819, t. 20, p. 224, no 224.

327. La dénonciation de la saisie immobilière à la partie saisie, doit contenir à peine de nullité, la transcription entière et non par extrait du procès-verbal de saisie.— Cass. 5 août 1812, t. 20, p. 374, no 388 — *Sic.* M. F. L. t. 5, p. 51, no 3.— *V.* MM. Carr. t. 2, p. 550, no 5, et H. p. 118, n. 1, no 2.

328. L'erreur de date, quant au mois, commise dans la copie de la dénonciation de la saisie n'opère pas nullité, lorsque cette erreur n'existe pas dans l'original. — Lieg 29 avr. 1810, t. 20, p. 257, no 256. — *V.* l'arrêt qui suit, notre mot *Exploit*, nos 393 à 397, et *infrà*, no 386.

329. Les ratures et surcharges qui se trouvent dans la copie de la dénonciation du procès-verbal de saisie n'opèrent pas nullité, s'il n'en résulte aucune ambiguïté.—Besanç. 8 mai 1810, t 20, p. 258, no 260.— *V.* le no qui précède.

330. Lorsqu'une dénonciation de saisie immobilière pratiquée par un créancier du défunt sur un immeuble indivis entre les cohéritiers, est nulle à l'égard de l'un de ces cohéritiers, cette nullité n'entraîne pas celle de la saisie à l'égard des autres.—Corse, 22 mai 1823, t. 25, p. 175.

331. La dénonciation d'une saisie immobilière faite au *mineur* saisi, au *domicile*, et parlant à *la personne du tuteur* est nulle, la dénonciation devait être faite au tuteur personnellement.—Corse, 22 mai 1823, t. 25, p. 375.

Art 3.—*Extraits de la saisie.*
(*V.* l'article suivant.)

332. C'est l'extrait de la saisie immobilière et non le procès-verbal lui-même qui doit contenir la division des immeubles en autant d'articles qu'il y a d'exploitations différentes.—Rouen, 18 nov. 1817, t. 20, p. 505, no 570.—*V.* B. S. P. p. 584, no 61.

333. L'extrait de la saisie immobilière prescrit par l'art. 682, C. p c. doit contenir, à peine de nullité les noms des maires et greffiers des juges de paix auxquels il en est laissé copie.—Riom, 23 déc. 1809 t 20, p. 227, no 227.—*Sic.* MM Pig. *Comm* t. 2, p. 297, no 8; Carr. t. 2, p. 554 à la note, et B. S. P. p. 584, n. 60.—Le greffier est-il tenu d'insérer l'affiche en extrait au tableau de l'auditoire? Oui.— *V.* M. Carr. *Rép.* t. 12, p. 268 mais M. Pig. t. 2, p. 252, pense que c'est l'avoué qui est responsable; tel est aussi l'avis de M. Carr. t. 2, p 555, no 2279, et Pers. Q. p. 215 L'insertion de l'extrait peut précéder la dénonciation de la saisie, suivant MM. Pig. t. 2, p. 224, no 2, et Carr. t. 2, p. 553, no 2276.

334. Comme aussi il ne suffit pas que les extraits de saisie immobilière qui doivent être être placés dans l'auditoire, imprimés et placardés, désignent par leurs qualités les maires et greffiers qui ont visé la saisie, il faut, à peine de nullité qu'ils contiennent la mention de leurs noms, — Nîm 13 janv 1829, t. 37, p. 243.—*V.* notre mot *Exploit*, no 55.

335. L'insertion de l'extrait d'une saisie immobilière au tableau de l'auditoire du tribunal, doit, à peine de nullité de la saisie, être constaté par un procès-verbal; un certificat délivré par le greffier depuis l'instant engagé, ne constaterait pas légalement l'insertion. — Corse, 16 nov. 1822, t. 24, p. 319.

336. L'avoué n'a droit à aucune vacation particulière pour remettre l'extrait de la saisie au greffier. — C. T. t. 2, p. 174, 36, à la note.

337. Il n'est pas nécessaire, pour les biens de ville comme pour les biens ruraux, que l'extrait de la saisie immobilière contienne le nom des locataires. — Renn. 10 déc. 1817, t. 20, p. 508, no 576.—*V.* Ch. 7. 55. 1, no 156.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 673, n. 2, no 1.

338. Lorsque parmi les immeubles saisis quelques pièces ont été omises dans l'extrait prescrit par l'art. 682, C. p. c. le poursuivant peut encore réparer cette omission après les trois jours de l'enregistrement de la saisie au greffe.—Turin, 17 mars 1810, t. 20, p 252, no 248. *V.* MM. Pig. t. 2, p. 232, no 6; Pig. *Comm.* t. 2, p. 296, no 1; Carr. t. 2, p. 555, no 2281; Pers. Q. t. 2, p. 341; Delap. t 2, p. 290, et B S. P, p 584, no 58.

339. La nullité de l'extrait de la saisie n'entraîne point la nullité de la saisie elle-même. — Cass. 4 oct. 1814, t 20, p. 431, no 469.

340. Lorsque l'extrait prescrit par les placards et insertions dans les journaux, renferme une fausse désignation des biens saisis, cette erreur n'opère que la nullité de l'extrait.—Ang. 4 mai 1821, t. 23, p 160.

341. Décidé, au contraire que l'omission de quelques-uns des objets saisis dans l'extrait du procès-verbal de saisie-immobilière dont parle l'art. 682, C. p. c. entraîne la nullité de cet acte dans son entier et de toute la procédure qui l'a suivi. —Agen, 3 mai 1823, t. 25, p. 148. —V. *suprà*, nos 323 et 324.

Art 4. — *Insertions.—Placards.— Notifications* — (V. l'art. précédent.)
§ 1er. *Annonces.*

342. Il n'est pas dû de vacation pour la remise de l'extrait au journaliste qui doit l'insérer. — C. T. t. 2, p. 176, 42.

343. Dans le cas où à défaut de journal dans la ville où siége le tribunal l'insertion doit avoir lieu dans un journal du département, l'avoué n'a droit à aucuns frais de voyage. Il doit faire parvenir l'extrait par la poste ou par tout autre voie.—C. T. t. 2, p. 176, 43.

344. Il n'est pas nécessaire que l'insertion dans les journaux précède l'apposition des affiches.—Cass. 5 oct. 1812, t. 30, p. 382, no 398.— *V.* M. Carr. t. 2, p. 557, n 2, nos 1 et 2, H. p. 134 nos 1 et 2, B S p. 585, n. 62, no 1, et F. L. t. 5, p. 52.

345. Les huit jours d'intervalle qui doivent être laissés entre l'insertion dans un journal de l'annonce d'une adjudication après saisie immobilière et le jour même fixé pour cette adjudication ne doivent point former une huitaine franche, parce que l'art. 1033 C. p. c. ne s'applique qu'aux significations d'actes faits à personne ou domicile. — Cass. 2 mai 1825, t. 30, p. 145.

346. Ainsi l'insertion dans les journaux peut être faite le 20, lorsque l'adjudication préparatoire est indiquée pour le 28. — Paris, 6 juill 1812, t. 20, p. 370, n° 382. —*V.* M. H. p. 119; et M. CARR. t. 1, p. 597, n. 1; PIG. *Comm.* t. 2, p. 322, n. 1; F. L. p. 59; et DELAP. t. 2, p. 38.

347. L'insertion des annonces dans les journaux peut être certifiée par un imprimeur non patenté s'il est notoirement connu pour exercer cette profession et si sa signature est légalisée à ce titre par le maire.— Cass. 5 oct. 1812, t. 20, p. 382, n° 397;—*V.* MM. CARR. t. 2, p. 557, n. 2, n°s 1 et 2, p. 134, n°s 1 et 2; B. S P. p. 585, n. 62, n° 1; et F. L. n. 5, p. 52.

347 *bis.* La légalisation de la signature de l'imprimeur est toujours nécessaire, quoi qu'on puisse induire le contraire des termes du tarif, *s'il y a lieu.*—C. T. t. 2, p. 276, 45.

347 *ter.* Le maire ou adjoint d'une commune quoique père de l'imprimeur du journal dans lequel ont été faites les insertions prescrites par la loi, et quoique associé dans son commerce, peut légaliser la signature de ce dernier. — Renn. 6 juin 1814 t. 20, p. 420, n° 447 —*V.* M. CARR. t. 2, p. 558, note 4.

348. La signature de l'imprimeur placée au bas de l'extrait d'une saisie immobilière insérée dans le journal du département, est valablement légalisée par la signature de l'adjoint, donnée *pour le maire.*—Dans ce cas, la délégation ou l'empêchement du maire sont présumés de droit.— Corse, 16 nov. 1822, t. 24, p. 24.

349. L'avoué qui ne demeure pas dans la ville où s'imprime le journal ne peut prétendre à la vacation accordée pour légalisation de la signature. Dans ce cas, c'est l'imprimeur qui obtient sans frais cette légalisation.—C. T. t. 2, p. 176, 44.

350. Il n'est pas nécessaire que le journal dans lequel est publié l'extrait prescrit par l'art. 682 C. p. c. soit enregistré le jour même, pour acquérir date certaine. — Renn. 4 janv 1813, t. 20, p. 388, n° 206 — *V.* M. CARR. t. 3, p. 558, n° 3.

351. En matière de saisie immobilière, la nullité commise dans l'extrait inséré dans les journaux peut être réparée par un errata inséré dans le journal.— Am. 23 mai 1812; Cass. 13 janv. 1813; Gren. 3 sept. 1814; t. 20. p. 360, n° 365, p. 393. n° 412, et p. 428, n° 464. — *V.* M. B. S. P. p. 535, n. 82, n° 1.

352. Le jugement d'adjudication préparatoire est nul si les annonces insérées dans le journal du département, et les placards affichés indiquent un jour différent pour cette adjudication.—Besanç. 31 janv 1817, t. 20, p. 470. n° 530. —*V.* M. B. S. P. p. 780, n. 50.

353 L'insertion de la saisie dans un journal, est valable, quoique ce journal existant depuis long-temps, n'ont pas rempli toutes les formalités auxquelles sont astreints les journaux pour pouvoir paraître.—Toul. 14 déc. 1829, t. 39, p. 214.

354. Une saisie immobilière n'est pas nulle, quoique l'extrait du procès-verbal ait été inséré dans un journal publié, mais non imprimé dans la ville où siége le tribunal dans le ressort duquel elle a été pratiquée. — Agen, 20 mars 1833, Cass. 11 août 1834, t. 46, p. 155 et 353.

355. L'insertion aux petites affiches est régulière quand elle a lieu dans le délai de la loi, quoiqu'elle n'ait été faite que dans un supplément publié le lendemain du jour où a paru le numéro auquel il se rattache.—Toul. 20 déc. 1827, t. 34, p. 158.

§ 2. *Placards.*

356. Décision du ministre des finances, du 18 juill. 1809, portant que les placards annonçant la vente sur saisie immobilières, sont sujets au timbre de dimension. — t. 20, p. 209. n° 212.— *V.* M. PIG. *Comm* t. 2. p. 299. — V. *infrà*, n° 383.

357. Cependant les placards ne sont pas nuls, parce que le papier n'est pas du timbre du dimension. —Turin, 2 juill. 1810, t. 20. p. 273, n° 276.—C. T. t. 2, p. 190-56 — *Sic* M. CARR. t. 2, p. 589, n° 2287.

358. L'impression des placards n'est pas prescrite, à peine de nullité, de telle sorte que l'énonciation de la date du placard faite à la main rende le placard nul.—Cass. 16 janv. 1822. t. 24, p. 16.

359. N'est pas nulle l'addition manuscrite faite en des placards pour annoncer la mise à prix et le jour de l'adjudication d'un immeuble saisi, quoiqu'elle soit rédigée dans la forme d'un exploit de notification. —Bord. 31 janv. 1832, t. 43, p. 588.

360. Pareillement il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la date de la première publication contenue dans les placards, soit elle-même imprimée.—Renn. 5 déc 1812, t. 20, p 386. n° 403.—*Sic* M. CARR. p. 558, n° 2287.

361. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le créancier saisissant n'était pas tenu d'insérer dans les affiches le nom des créanciers inscrits, omis dans l'état délivré par le conservateur des hypothèques. — Besanç. 25 niv. an 13 —Cass. 9 sept. 1806, t. 20, p. 47, n° 57, et p. 87, n° 93 —*V.* M. CARR. t. 2, p. 588

362. Comme aussi sous la loi du 11 brum. an 7, la fausse indication du jour de l'adjudication dans quelques affiches, ne rendait pas nulle l'adjudication lorsque les affiches placardées contenaient la véritable indication.—Paris, 4 juin 1807, t. 20, p. 105, n° 111.

363. Mais la poursuite de saisie immobilière est nulle lorsque les placards n'indiquent pas le véritable jour de l'adjudication préparatoire, encore bien que cette erreur n'ait été commise ni dans le journal, ni dans les notifications faites au saisi et aux créanciers. — Bourg. 30 mars 1808, t. 20, p. 136, n° 143.

364. Lorsque la partie saisie rapporte des exemplaires de placards contenant une indication fautive du jour de l'adjudication, il y a lieu sur la dénégation du poursuivant, à ordonner la preuve que ces placards ont été affichés.—Riom, 28 fév. 1818, t. 20, p. 513, n° 590. — *V.* M. B. S. P. p. 780, n. 50.

365. Quand le domicile du saisi n'a pas de porte extérieure, il suffit que le placard soit apposé sur la porte du bâtiment dans lequel se trouve le domicile de ce saisi.—Cass. 10 juill. 1817, t. 20, p 502, n° 562. —*V.* M. F. L. t. 5, p. 52. n° 2.—C. T. t. 2, p 177, 47 à la note.

366. Lorsque l'affiche a été apposée à l'extérieur du principal édifice d'un domaine ou d'une ferme, il n'est pas nécessaire de l'apposer également sur les petits édifices qui en dépendent. — Cass. 6 fruct. an 11, t. 20, p. 19, n° 26 — C. T. t. 2, p. 177, 47 à la note.

367. Lorsque la poursuite d'expropriation a lieu contre un tiers détenteur, il est partie saisie, et l'affiche doit, à peine de nullité, être apposée à la porte de son domicile. —Colm. 20 mars 1807, t. 20, p. 99, n° 105.— *Sic* PR. FR. t. 4, p 382 et 383.— C. T. t. 2, p. 177, n° 47, à la note.

368. On n'est obligé de faire apposer des placards dans les deux marchés les plus voisins des communes indiquées nommément par la loi, qu'autant qu'il n'existe de marché ni dans l'une ni dans l'autre de ces communes.—Besanç 10 juill. 1809, t. 20. p. 128, n° 133. — C. T. t. 2, p. 178, 48.

369. Ce n'est pas seulement lorsqu'il n'existe de marché dans aucune des communes spécifiées par la loi, que le saisissant est tenu de faire apposer des placards aux deux marchés les plus voisins; mais il suffit qu'il n'y en ait pas dans l'une d'elles. —Poit. 9 juin 1809, t. 20, p. 196, n° 201 —*V.* MM. CARR. t. 2, p. 563, n° 2291.

369 *bis.* Les placards doivent-ils être apposés au lieu du principal marché de chacune des trois communes désignées en l'art. 784, ou ne doivent-ils l'être qu'au lieu du principal marché de chacune des trois communes réunies. — *V.* en ce dernier

sens MM. Carr. t. 2, p. 561, n° 2250, F. L. t. 5, p. 53, n. 4; H. p. 141, n° 3.

370. Lorsque le même huissier ne peut pas faire toutes les appositions, il doit y avoir autant de procès-verbaux que d'huissiers. — C. T. t. 2, p. 191. 58.

371. L'huissier peut se faire assister d'un afficheur. — C. T. t. 2, p. 191, 59.

372. C'est dans la commune la plus voisine où il existe un marché au moment de la saisie, et non dans celle où il a cessé d'exister à la même époque, que doivent être apposés les placards, lorsqu'il n'y a pas de marché dans les lieux spécifiés par la loi. — Nîm. 17 nov. 1819, t. 20, p. 547, n° 628.

373. On ne peut annuler les affiches apposés dans des chefs-lieux de canton où se font, à des époques fixes, des ventes de denrées et marchandises qui y réunissent la majeure partie des habitants du pays, sous le prétexte que ces lieux ne jouissent pas du privilége de foire et marché. — Cass. 6 avr. 1824, t. 26, p. 207. — V *infrà*, n°s 374 et 380.

374. En matière de saisie immobilière, lorsqu'il n'y a pas de marché dans les communes où doivent être affichés les placards, il faut qu'ils le soient aux deux marchés les plus voisins de chacune d'elles, peu importe que les marchés soient plus ou moins fréquentés, et qu'ils existen plus en droit qu'en fait; il suffit qu'ils soient reconnus pour tels par l'autorité administrative.— Toul. 12 avr. 1825, t. 30, p. 274. — *V.* le n° qui précède.

375. Les placards annonçant la vente d'un bien saisi immobilièrement, peuvent, quand il n'existe pas de marché dans la commune où ce bien est situé, être affichés dans les marchés à proximité, quoique n'étant pas les plus voisins, s'il en résulte une plus grande publicité de la saisie.—Bord 15 fév. 1833, t. 45, p. 539. —V. *suprà*, n° 373.

376. Lorsqu'il n'existe pas de marchés dans les communes de la situation des biens, la partie saisie peut-elle se faire un moyen de nullité de ce que les placards, au lieu d'avoir été apposés aux marchés les plus voisins, l'ont été en des lieux un peu plus éloignés, s'il en est résulté une publicité plus grande? — Oui, Nîm. 16 mars 1810.—Rouen, 27 sept 1814. — Non, Bourg. 8 janv. 1814, et 11 mai 1822. — Cass. 29 nov. 1816. — Douai, 3 janv. 1825, t. 20, p. 248, n° 245; t. 24, p. 154, et t. 28, p. 5.—Oui, *V.* H. p 140, n 2. — *V.* aussi M. F. L. t. 5, p. 53; Carr. t. 2. p. 558, n. 1, et B. S. P. p. 585, n. 63, n° 2 —V. *suprà*, n° 373.

377. Cependant pour que l'on puisse ne pas afficher dans les deux marchés les plus voisins, à raison de l'importance de deux marchés plus éloignés, il faut qu'il n'y ait entre les distances qu'une légère différence. —Toul. 15 avr. 1828, t. 36, p. 96 — V. *suprà*, n° 373.

378. Il n'est pas nécessaire que les deux marchés les plus voisins où doivent être apposés les placards lorsqu'il n'y a pas de marchés dans la commune des biens saisis, soient dans l'arrondissement des biens. — Toul 15 avr. 1828, t. 36, p. 96.—V. *suprà*, n° 373.

379 et 380. Lorsque les biens saisis sont situés dans une section de commune, l'apposition des placards de leur vente doit être faite seulement au principal marché de la ville dans laquelle est située la mairie.—Montp 14 janv. 1833, t. 45, p. 546. — V. *suprà*, n° 373.

381. Est-il nécessaire, à peine de nullité, que les placards soient apposés un jour de marché et pendant la tenue du marché? — Oui, Caen, 2 juill. 1811 —Non, Toul. 17 fév. 1812. —Cass. 19 nov. 1812; 12 janv. 1820, t. 29, p. 322, n° 326, et p. 407, n° 432.— Sur la question de savoir si l'acte qui constate les appositions des affiches peut être dressé au bas de l'original des placards, *V.* MM. Pig. t. 2, p 234, n 4; Pig. *Comm.* t 2, p. 300, n° 1; Carr. t. 2, p. 564, n° 2196; H. p. 144, n° 1.

382. Le procès-verbal d'affiches sur saisie immobilière satisfait au vœu de la loi, en énonçant que l'huissier s'est transporté dans tous les lieux indiqués par la loi, et qu'il a fait l'apposition des affiches aux endroits habituels des communes.— Lyon, 4 juin 1833, t. 45, p. 596.

383. Ce procès-verbal doit être rédigé sur papier timbré, de dimension, et séparé de l'exemplaire du placard qui y demeure annexé. —C. T. t 2, p. 190-55.—V. *suprà*, n° 356.

384. La poursuite de saisie immobilière n'est pas nulle, parce qu'on a porté dans les placards une contenance inférieure à celle indiquée dans le procès-verbal de saisie. — Bourg. 8 janv. 1814, t. 20, p. 249, n° 247.

385. Comme aussi il ne peut résulter aucun moyen de nullité de ce que les affiches contiennent plus d'immeubles que l'on n'en met en vente.— Gren. 14 juill. 1812, t. 20, p 372, n° 385.—*V.* Pr. Fr. t. 4, p. 378, 3e alin.

386. Pareillement le procès-verbal d'apposition d'affiches n'est pas nul, parce que dans la copie qui en a été signifiée au saisi, il s'est glissé une irrégularité.—Bourg. 13 janv. 1815, t 20, p. 438, n° 476.—V *suprà*, n° 328.

387. La saisie n'est pas nulle, relativement aux articles d'immeubles omis dans les placards, lorsque ces articles sont compris dans le cahier des charges. —Gren 15 mars 1821. —Rajon C. André-Pichat.

388. Lorsque plusieurs articles compris dans l'adjudication, n'ont pas été mentionnés dans les placards signifiés aux créanciers inscrits, les immeubles restent affectés de l'hypothèque comme auparavant, et dans ce cas il y a lieu, à raison de l'action hypothécaire que peut intenter le créancier inscrit contre l'adjudicataire, tiers détenteur, d'accorder à celui-ci sur le prix de l'adjudication une diminution proportionnée à la valeur des articles non mentionnés. — Gren. 15 mars 1821.— Rajon C. André Pichat.

389. Mais l'adjudication sur expropriation forcée est nulle, si l'affiche ne fait pas mention du produit de toutes les portions de l'immeuble. —Paris, 1er prair. an 11, t. 20, p. 16, n° 17.

390. L'expropriation forcée n'est pas nulle, parce que l'affiche contient l'indication de tout ce qui dépend de l'immeuble, comme chaudières et ustensiles de manufactures, déclarés insaisissables par l'édit de 1704.—Paris, 1er flor. an 10, t. 20, p. 4, n° 4.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 541, n° 2250, n. 1re; H. p. 94, not. *C.* et Pr. Fr. t. 4, p 315, n. 2.—V *suprà*, n°s 104 et suiv., et 133 et suiv.

391. L'affiche d'expropriation forcée d'une maison, indique suffisamment l'étendue superficielle, si elle en contient la composition, la situation et les tenants et aboutissants; il n'est pas nécessaire qu'elle énonce le nombre de toises ou de mètres. — Cass. 15 germ an 11, t. 20, p. 12, n° 16.

392. L'affiche d'expropriation forcée n'est pas nulle, parce qu'elle n'énonce pas, outre le nom, le prénom du débiteur. — Paris, 12 vent. an 12, t. 20. p. 26, n° 35.—*V.* MM. H. p. 136, n° 2; Carr. t. 2, p. 516, n° 10.—*V.* aussi les observations *J. A. ibid.*—V. *suprà*, n° 296.

393. La preuve qu'un exemplaire du placard a été annexé à l'acte qui constate l'apposition des placards, conformément à l'art. 685. C. p. c. résulte suffisamment de la mention qui en est faite par l'huissier dans cet acte.—Brux. 28 fév. 1826.

394. Le certificat du greffe ne suffit pas pour constater le fait de l'affiche dans la salle de l'auditoire. —Brux. 12 juill. 1819.

395. L'affiche prescrite par l'art. 682, C. p. c. n'est pas nulle, lorsqu'elle contient la date du jour où la saisie a été commencée, sans faire mention des jours pendant lesquels elle a été continuée. —Metz, 14 nov. 1823. t. 25 p. 352.

396. Lorsque, dans le cours d'une instance en saisie immobilière, il est ordonné que la vente annoncée d'abord comme devant être faite en bloc sera faite en deux lots, ce changement doit, à peine de nullité, être annoncé par de nouveaux placards. —Montp. 21 juill. 1824, t. 27, p. 239.

397. En matière de saisie immobilière, le nombre des affiches est fixé limitativement par le Code, et l'avoué qui en fait apposer un plus grand nombre ne peut se faire rembourser des frais qu'a occasionnés l'apposition des affiches excédant la

quantité déterminée.—Cass 28 nov. 1826, t. 32, p 327. — C T. t. 2, p. 181. 152.

398. Si des incidents imprévus donnent lieu à des appositions extraordinaires, il doit être alloué de nouveaux frais d'impression et un nouvel émolument pour l'avoué. — C. T. t. 2, p. 183, 50.

399. Les frais d'impression des placards peuvent être réduits si, après avoir soumis la facture à un autre imprimeur, le juge taxateur reconnait qu'ils sont excessifs. — C. T t. 2, p. 187, 53.

400. Les avoués peuvent bénéficier des remises qui leur sont faites par les imprimeurs sur le prix des impressions et des insertions. — C. T. t. 2, p. 187, 53 — *Ibid.* p. 188, 54.

§ 3.—*Notification des placards.*

401. Une poursuite en saisie immobilière n'est pas nulle sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, lorsque les nouvelles affiches, prescrites par les jugements qui ordonnaient la remise de l'adjudication au mois suivant, n'ont pas été notifiées à la partie saisie et aux créanciers inscrits vingt jours au moins avant l'adjudication définitive. — Paris, 27 déc. 1825. — Richard C Marchand Depinay.

402. Il n'est pas dû de droit de copie pour la notification du placard faite aux créanciers inscrits.—C. T. t. 2, p. 194, 73.

403. Il ne suffit pas, pour remplir le vœu de l'art. 687, C. p. c. d'annexer à l'exploit de notification du procès-verbal d'affiches une copie imprimée et non certifiée du placard. — Ang. 5 mai 1809, t 20 p. 193, n° 196 —*V.* MM. H. p. 147, not. b; Carr. t. 2, p. 566, n° 2; B S P. p. 586, n. 65; C. et Pig. *Comm.* t. 2, p. 303, n° 4.

404. La dénonciation du procès-verbal d'affiches ne peut pas être annulée, par le motif que l'huissier y a joint une copie *manuscrite* du placard, au lieu d'une copie *imprimée.*—Paris, 24 janv. 1815, t. 20, 441, n° 482. — *V.* M. Carr t. 2, p. 558, n° 2287. V. *infrà*, n° 444

405. Comme aussi la partie saisie ne peut pas se faire un moyen de nullité de ce que le poursuivant lui aurait signifié un exemplaire imprimé du placard et non une copie manuscrite. — Paris, 29 août 1815, t. 20 p. 449, n° 492.

406. La notification au saisi des placards et des procès-verbaux d'apposition, n'est pas nulle, parce qu'elle n'indique pas le domicile du poursuivant, quand d'ailleurs ce domicile se trouve indiqué dans les placards.—Besanç. 8 mai 1810, t. 20, p. 258, n° 261.

407. La notification du placard au saisi peut être faite par affiche à la porte de l'auditoire du tribunal, et par copie remise au procureur du roi, lorsque le saisi est un domestique qui est entré successivement au service de plusieurs maîtres pendant la poursuite, ou un militaire en activité de service — Paris, 10 mai 1810, t. 20, p. 260, n° 263. — *V.* M. H p. 75, n° 5.

408. Peut-on dénoncer au saisi le procès-verbal d'affiche en même temps que la saisie. — M. Lep. p. 440 8[e] *question* fait observer qu'aucun délai n'étant prescrit pour les affiches ni pour la dénonciation du procès-verbal, rien ne s'oppose à ce que cette dénonciation ait lieu en même temps que celle de la saisie.— *J. A.* t. 20, p. 585, n° 695.

409. Est-il nécessaire, à peine de nullité, de notifier à la partie saisie les procès-verbaux constatant les seconde et troisième appositions de placards?—Oui.—Aix, 5 janv. 1809; —Moulins, 20 nov. 1809 —Non; Besanç. 21 mars 1810.— Nim. 4 avr. 1810 —Cass. 12 oct. 1814; 10 mars 1819; 12 mars 1828. — Poit. 10 juin 1823, t. 20, p. 170 et 179; t. 25, p. 199 et t. 35, p. 387. — Les auteurs sont unanimes sur la négative.—*V.* MM. Pers. t. 2, p. 342; Carr. t. 2, p. 598, n° 2359.—*V.* aussi MM. Pig t. 2, p. 244; Pig. *Comm.* t. 2, p. 324, n° 2; H. p. 171 et suiv; Haut. p. 379; F. L. p. 59, sous l'art. 705; Del. p. 309, sous le même article, et Lep. p. 457, 6[e] quest.

410. Une saisie immobilière n'est pas nulle parce que l'huissier, dans l'exploit de notification des placards, n'a exprimé son immatricule que par ces mots *moi, huissier pres tel tribunal de commerce.* — Renn. 4 août 1827, t. 33, p. 191.

411. L'omission de la date du procès-verbal d'apposition de placards, dans la copie notifiée à la partie saisie, n'emporte pas la nullité de cette notification, lorsqu'il y est suppléé par la date du *visa* du maire qui est à la suite et par relation, dans la notification même de la vraie date du procès-verbal d'apposition. — Orl. 27 déc. 1822, t. 24, p. 372.

412. En cas de saisie immobilière des biens propres de la femme, il n'est pas nécessaire de laisser deux copies de la dénonciation de la saisie, l'une pour la femme, l'autre pour le mari.—Brux. 20 juill. 1826.

Art. 5. *Notification aux créanciers inscrits. — Conséquence des poursuites à l'égard des inscriptions.*

413. L'avoué, et non l'huissier, est chargé de faire enregistrer, en marge de la saisie, au bureau des hypothèques, l'original de la notification faite aux créanciers inscrits.—C. T. t. 2, p. 194, 76.

414. Lorsque l'irrégularité de la notification provient d'une erreur commise dans l'état des inscriptions, le créancier ne peut s'en faire un moyen de nullité contre l'adjudication, ni même contre le poursuivant, sauf son recours contre le conservateur.—Amiens, 7 janv. 1813, t 20, p 383, n° 401. —*V.* M. B. S. P. p. 587, n° 3.

415. Le saisissant qui, par l'état des inscriptions, a connu le nom d'un ancien propriétaire de l'immeuble, doit, à peine de nullité, notifier un placard aux créanciers inscrits sur celui-ci.—Paris, 5 juill. 1832, t 43, p. 595.— V. *infrà*, n[os] 419 et 421.

416. Encore que le certificat du conservateur des hypothèques ne fasse aucune mention des inscriptions prises sur les anciens propriétaires, la poursuite de saisie immobilière est nulle, s'ils n'y ont pas été appelés par les notifications prescrites. —Paris, 8 août 1815, t. 20, p. 448, n° 490. —*V.* M. F. L. t. 5, p. 55, n° 1, et M. B. S. P. p. 587, n. 27, n° 4.

417. Les affiches, pour parvenir à l'adjudication, doivent être notifiées aux créanciers inscrits, à peine de nullité.—Colm. 16 janv. 1806, t. 20, p. 79, n° 84.—*V.* Carr. t. 2, p. 588, n° 2336.

418. Le débiteur saisi immobilièrement est recevable à opposer la nullité de la signification des placards, lorsqu'elle n'a pas été faite à l'un des creanciers inscrits.—Toul. 6 juill. 1833, t. 47, p. 622.—V. *infrà*, n° 426.

419 Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de notifier le placard aux créanciers inscrits sur les précédents propriétaires.—Turin, 2 juill. 1810. —Cass. 13 nov. 1827, t. 20, p. 273, n° 275, et t. 34, p. 220.— V. *suprà*, n° 415.

420. Comme aussi le saisi ne peut exciper du défaut de notification aux créanciers inscrits sur le précédent propriétaire, s'il a affirmé sous les peines du stellionat, que l'immeuble n'était grevé que des hypothèques énoncées dans son contrat.— Cass. 27 nov. 1811, t. 20, p. 343, n° 346.—*V.* M. H. p. 158, n° 4.

421. Dans toute autre circonstance, la partie saisie peut exciper du défaut de notification de placard aux créanciers inscrits sur l'ancien propriétaire.—Cass. 27 nov 1811, —*V.* M. Carr. t. 2, p. 587, t. 20, p. 343, n. 147.—V. *suprà*, n° 415.

422. Le créancier qui poursuit une saisie immobilière, n'est pas tenu de notifier le placard aux créanciers ayant hypothèque légale sur l'immeuble, si elle n'est pas inscrite. —Cass. 27 nov. 1811, et 21 nov. 1821; Colm. 6 nov. 1818, t. 20, p. 347, n° 345, et t. 23, p. 353.—*V.* MM. Pig. t. 2, p. 235 et 236; Tarr. *Rép.* t. 12, p. 280; Pers. Q. t. 2, p. 345, § 9; Carr. t. 2, p. 586, n° 237, 4; B. S. P. p. 587, n. 2; H. p. 167, n° 2; F. L. t. 5, p. 55, n° 2 et les n[os] qui suivent.

423 Aussi la femme qui a une hypothèque légale ne peut pas se prévaloir de la nullité des placards dont la notification est exigée par l'art.

695, quand elle n'a pas pris d'inscription pendant le cours des poursuites.—Paris, 21 fév. 1824, t. 28, p. 120.

424. Il n'est pas nécessaire de signifier un exemplaire du placard d'une saisie immobilière aux créanciers qui ont une hypothèque legale non inscrite, ni, par conséquent, à la femme du failli, surtout si on la signifie au cessionnaire de celle-ci. —Bord. 1er mars 1831 —Cluzel C. Nigraud.— V *suprà*, n° 422.

425. La notification du placard aux créanciers inscrits n'est pas nulle, faute d'avoir été enregistrée conformément à l'art. 696, C p. c.—Cass. 22 fév. 1819, t. 20, p 534, n° 618. —*V*. Carr. t. 2, p. 539, n. 1, nos 1, 2; F. L t. 5, p. 57, n° 2; B. S P. p. 583, n° 64, et p. 587, n. 67, n° 6.

426. La partie saisie peut elle exciper des nullités commises dans les copies signifiées aux créanciers inscrits?—Non, Paris, 13 prair. an 11; 10 mai 1810.—Besanç. 25 niv. an 13. —Oui, Lim. 4 janv. 1828, t. 20, p. 17, n° 21; p. 48, n° 58; p. 260, n° 262, et t. 36, p. 51.—*V*. Pr. Fr. t. 4, p. 355. et Pig. *Comm*. t. 2, p. 315, n° 2.—V. *suprà*, nos 418, 420 et suiv.

427. Un créancier ne peut exciper des nullités commises dans la notification faite à d'autres créanciers.—Cass. 28 mai 1818.—Caen, 18 fév. 1829, t. 20, p. 523, n° 603, et t. 39, p. 231.

428. Les créanciers inscrits sont sans qualité et sans intérêt pour faire valoir la nullité provenant de ce que la notification exigée par l'art. 695 C. p. c., n'a pas été faite dans les délais voulus par la loi.—Poit. 16 janv. 1824, t. 26, p. 72.

429. Lorsqu'en matière de saisie immobilière une notification de placards est annulée, parce qu'elle n'a pas été faite à tous les créanciers, les poursuites antérieures ne doivent pas pour cela être annulées, mais il est seulement nécessaire d'apposer de nouveaux placards.—Cass. 4 mai 1825, t. 30, p 145.

430. Lorsqu'après la notification du placard aux créanciers inscrits et l'enregistrement de cette notification, la nullite de la saisie est prononcée par un arrêt rendu entre le saisissant, le saisi et un seul créancier intervenant, cet arrêt ne peut être opposé aux autres créanciers inscrits; ils n'ont même pas besoin, pour en paralyser l'effet contre eux, d'y former tierce opposition.—Paris, 17 déc. 1828, t. 35, p. 402

431. La notification du placard aux créanciers inscrits a-t-elle l'effet de les dispenser de renouveler leurs inscriptions avant l'expiration des dix années?—Oui, Brux. 20 fév. 1811.—Rouen, 29 mars 1817.—Non, Brux. 26 juin 1813.—Besanç. 19 fév. 1820.—Paris, 19 août 1820.—Cass. 9 août 1821.—Rouen, 14 fév. 1826, t. 20, p. 303, n° 310; t. 23, p. 271, et t. 31, p. 120.—*Quid* lorsque les dix ans n'expirent qu'après l'ouverture de l'ordre? — *V*. à notre mot *Ordre*, un arrêt de la Cour de Paris du 16 juin 1824. — *V*. MM. B. S. P. p. 580, n. 41, n° 5, et H p. 93, n. *a*, n° 2. — *V*. les nos qui suivent.

432. Décidé également que la notification des placards à l'un des créanciers n'est pas une reconnaissance de son droit d'hypothèque, ni de son rang.—Brux. 26 juin 1812, t. 20, p. 68, n° 381.

433. Comme aussi une poursuite en saisie immobilière ne dispense pas du renouvellement d'inscription, quoique les dix ans expirent depuis le commencement des poursuites.—Brux. 26 juin 1812, t. 20, p. 368, n° 379.

434. Pareillement l'enregistrement de la saisie ne peut suppléer au défaut de renouvellement d'inscription. —Brux. 26 juin 1812, t. 20, p. 368, n° 380. — V. *suprà*, n° 431.

435. Décidé encore que la saisie immobilière de l'immeuble hypothéqué ne dispense pas le créancier qui le poursuit du renouvellement de son inscription: et si ce renouvellement n'a pas eu lieu, l'inscription est périmée nonobstant la dénonciation de la saisie au saisi, la transcription et l'enregistrement au greffe et au bureau des hypothèques —Cass. 31 janv. 1821, t. 23, p. 31.— V. *suprà*, n° 431.

436. Un créancier hypothécaire doit renouveler son inscription dans les dix ans de sa date, quoiqu'il ait poursuivi par voie de saisie immobilière, le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué à sa créance, et que la notification des placards ait été faite au saisi et aux créanciers inscrits avant l'expiration des dix ans.—Cass. 18 août 1830, t. 40, p. 104. — *V*. le n° qui précède.

437. Comme aussi l'inscription d'un créancier saisissant, est périmée s'il ne l'a pas renouvelée dans les dix ans, quoique la saisie ait été dénoncée au saisi, et celui-ci alors a pu vendre son immeuble à un tiers —Toul. 12 mai 1828, t. 35, p. 380.

438. La poursuite de saisie immobilière n'a pas l'effet de purger l'hypothèque légale non inscrite —Caen, 22 juin 1816, t. 20, p. 463, n° 515. — L'arrêt du 22 juin 1833 de la cour de cass., rendu en aud. solenn., a tranché toute controverse, t. 45, p. 568

439. La dénonciation d'une saisie immobilière aux créanciers inscrits, interrompt la prescription même en faveur des créanciers qui ont une hypothèque légale dispensée de l'inscription sur l'immeuble saisi, et qu'ils n'ont jamais inscrite.— Gren. 2 juin 1831, t. 43, p. 662.

440. Lorsque l'adjudication préparatoire n'a pas pu avoir lieu au jour indiqué, il n'est pas nécessaire de signifier aux créanciers inscrits de nouveaux placards indicatifs du jour auquel elle a été renvoyée.— Cass. 23 juill. 1817, t. 20, p. 503, n° 568.—*V*. MM. Carr. t. 2, p. 586, n° 4; F. L. t. 5, p. 56, n° 3, et B. S. P. p. 780. add. 50, h.—Les notifications peuvent-elles être faites au domicile reel? — *V*. M. Delap. t. 2, p 301.

441. La notification du placard prescrit par l'art. 684 C. p c. est valablement faite au domicile réel d'un créancier qui demeure dans l'arrondissement du bureau des hypothèques, encore que le créancier ait élu domicile dans le chef-lieu de l'arrondissement. — Poit. 30 nov. 1826, t. 32, p. 45.

442. Le créancier dont l'hypothèque et l'inscription se trouvent entachées de nullité, ne peut s'opposer à ce que la saisie soit rayée, art. 669 C. p. c.—Montp. 18 fév. 1811, t. 20, p. 301, n° 309. — *V*. en ce sens M. Carr. t. 2, p. 590, n° 2381; — *V*. aussi M. H. p. 160, n. 5.

443. Avis du conseil d'état du 18 juin 1809 sur l'interprétation de l'art. 696 C. p. c. t. 20, p. 203, n° 206.

444. Le placard à signifier dans une saisie immobilière des créanciers inscrits, peut être manuscrit.—Brux. 26 juin 1832, t. 45, p. 439.—V. *suprà*, n° 404.

Chap. IX.—*Visa en général*. (*V*. pour le visa du greffier sur l'acte d'appel, *infrà*, chap. 14, art. 10, § 4).

445. Lorsque le commandement et l'exploit de dénonciation de la saisie sont signifiés au débiteur en parlant à sa personne, trouvée hors de son domicile, l'huissier peut faire viser l'original par le maire de la commune dans laquelle la signification a été faite.—Cass. 12 janv. 1815, t. 20, p. 436, n° 473.— *Sic* M. Carr. t. 2, p. 553, n° 2273; Pers. t. 2, p. 316, § 4, et F. L. t. 5, p. 47, n° 7. —V. aussi MM. B. S. P. p. 569, n. 18, n° 2; H. p. 7, 124, note *d*. mais *V*. aussi MM. Tarr. *Rép*. t. 12, p. 258, n° 2, et Pig. t. 2, p. 204, n° 5.

446. Lorsque le commandement tendant à saisie immobilière est signifié au domicile élu, l'original peut être visé par le maire du lieu de ce domicile, et la seconde copie lui être remise.—Cass. 5 fév. 1811, t. 20, p. 297, n° 203.

447. Il n'est pas nécessaire que le visa du commandement soit porté sur la copie.—Renn. 28 oc. 1816.— Metz, 29 fév. 1820, t. 20, p. 474, n° 524, et p. 553, n° 637.—Ni que ce visa soit constaté sur la copie.— Metz. 29 fev. 1820, t. 20, p. 553, n° 637.—Décision contraire à l'égard du visa du procès-verbal de saisie. —Renn. 25 juin 1818, t. 20, p. 525, n° 605.

448. Il n'est pas nécessaire que la copie du commandement qui doit être laissée au débiteur, contienne la transcription du visa donnée par le maire, et fasse mention de la se-

conde copie qui doit lui être laissée. —Cass. 2 fév. 1830, t. 39, p. 229.— V. le n° qui suit.

449. Un commandement à fin de saisie immobilière est valable, quoique la copie qui en a été laissée au débiteur, ne mentionne pas que le maire en a visé l'original.— Bourg. 8 juill. 1832, t. 43, p. 593. — V. le n° qui précède.

450. Il n'est pas nécessaire que le commandement soit visé par le maire avant que la copie ait été laissée au débiteur. — Metz, 29 fév. 1820, t. 20, p. 553, n° 636.

451. Le procès verbal de saisie immobilière est-il nul, lorsque l'huissier, au lieu de constater qu'il a remis copie au maire et au greffier de la justice de paix, s'est borné à déclarer qu'il leur en remettrait copie, si cette remise est attestée par ces fonctionnaires dans leur visa? —Oui, Brux. 9 juill. 1811.—Besanç. 3 mai 1827. — Lim. 4 janv. 1828. — Non, Paris, 17 mars 1813.—Cass. 12 janv. 1815, p. 325, n° 327; t. 20, p. 436, n° 474, et t. 36, p. 51, n° 474. —V. *suprà*, n° 305.

452. Lorsque la saisie immobilière a été pratiquée sur des biens situés dans plusieurs communes ou cantons, la copie à remettre au maire ou greffier de chaque commune ou canton, doit comprendre, à peine de nullité, ce qui est relatif à la partie d'immeubles situés dans les autres communes ou cantons.—Renn. 2 juill. 1809, t. 20, p. 208, n° 210. — M. Carr. t. 2, p. 544, n° 2256, approuve cette solution.

453. Lorsque l'immeuble saisi est situé dans une ville divisée en plusieurs justices de paix, il suffit que l'original du procès-verbal de saisie soit visé par le greffier du juge de paix dans l'arrondissement duquel l'immeuble est situé.—Brux. 13 juin 1809, t. 20, p. 202, n° 205.—*Sic* MM. Del. t. 2, p. 282; Carr. t. 2, p. 542, n. 2252, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 284, n. 2.—V. aussi MM. H. p. 105, n° 1; F. L. t. 5, p. 49; B. S. P. p. 577, n. 31, n° 1, et Haut. p. 367.

454. Est nul le visa mis sur le procès-verbal d'une saisie immobilière par un individu employé au greffe de la justice de paix, non-assermenté, en qualité de commis-greffier, quoique avant d'exercer son emploi, et pendant que le greffe était dépourvu d'un greffier titulaire, il ait rempli les fonctions de greffier provisoire, et prêté serment comme tel; la croyance commune qu'il était assermenté en qualité de commis-greffier, ne couvrirait point la nullité du visa. — Caen, 5 mai 1829, t. 40, p. 210.

455. Le juge de paix ne peut, à peine de nullité, viser en l'absence de son greffier un procès-verbal de saisie immobilière, et en recevoir la copie.—Riom, 8 août 1815 —Montp. 27 déc. 1816, t. 20, p. 448, n° 463.

456. Mais en l'absence du greffier de la justice de paix, le commis-greffier peut valablement viser le procès-verbal de saisie immobilière, et recevoir la copie. — Cass. 6 nov. 1817, t. 20, p. 504, n° 569. — V. MM. F. L. t. 5, p. 49, n° 2; B. S. P. p. 577, n. 31, n° 6, et Carr. p. 541, n. 3, n° 1.

457. Le procès-verbal de saisie immobilière est nul si le greffier qui l'a visé est proche parent ou allié du saisissant. — Besanç. 18 juill. 1811, t. 20, p. 328, n° 330. — V. en sens contraire MM. Carr. t. 2, p. 543, n° 2254; F. L. t. 5, p. 49, n° 3. —V. aussi M. H. p. 106, n° 3 —V. *infrà*, n°s 462, 466 et 467.

458 et 459. L'huissier qui, en l'absence du maire, fait viser par l'adjoint son procès-verbal de saisie immobilière, n'est pas tenu de constater cette absence. — Besanç. 18 juill. 1811. — Paris, 24 janv. 1815, t. 20, p. 328, n° 329. — Brux. 28 fév. 1826. — Lyon, 4 juin 1833, t. 45, p. 596. —*Sic* M. F. L. t. 5, p. 49, n° 1. V. aussi M. Carr. t. 2, p. 542, n° 2253; M. H. p. 128; M. F. L. *loc. cit.* pense qu'au moins convient-il de mentionner cette absence; et cette opinion est approuvée, *J.A.*, ibid.— V. *infrà*, n° 465.

460. La cour de Bastia a jugé aussi que, dans le cas de l'art. 683, C. p. c. si la légalisation est donnée par l'adjoint et non par le maire, la délégation de l'un et l'empêchement de l'autre sont présumés de droit.— 16 nov. 1822, t. 24, p. 319.

461. L'adjoint du maire a qualité comme le maire lui-même, pour apposer son visa sur les actes de poursuite.— Riom, 12 mai 1808 — Cass. 25 fév. 1818.—Douai, 9 août 1820, t. 28, p. 149, n° 151, et p. 512, n° 184. — Brux. 26 fév. 1826.

462. Le visa peut être donné par l'adjoint, quoique parent de la partie saisie.—Bourges, 1er juill. 1820, t. 38, p. 127. — V. *suprà*, n° 457.

463. Est nul le procès-verbal de saisie immobilière qui constate que la copie a été remise au maire de la commune, si le visa a été apposé par l'adjoint. — Toul. 4 av. 1823, t. 25, p. 121.

464 En cas d'absence ou empêchement du maire et de l'adjoint, l'huissier doit faire viser le commandement tendant à saisie immobilière, par le plus ancien membre du conseil municipal.— Lettre du ministre de la justice, 26 juill. 1810. — Conforme, Besanç. 26 nov. 1810. — Bourges, 1 juill. 1820, — Bord. 10 fév. 1832.—Cass. 2 janv. 1834, t. 20, p. 276, n° 280, p. 290 et 294, t. 38, p. 127; t. 45, p. 514; t. 46, p. 381.

465. Mais en l'absence du maire et de l'adjoint, l'huissier qui fait viser le commandement tendant à saisie immobilière par un membre du conseil municipal, doit-il constater l'absence de l'empêchement des premiers?—Oui, Rouen, 28 mai 1818, t. 20, n° 601.—Cette décision est approuvée, *ibid.*—Le contraire a été décidé pour le visa du procès-verbal de saisie.—Metz, 14 nov. 1823, t. 25, p. 352.—V. *suprà*, n°s 458 et suiv.

466. Le visa prescrit par l'article 673 C. p. c. peut être donné par le débiteur lui-même, s'il est le maire de la commune.—Douai, 3 janv. 1825, t. 28, p. 5.—V. *suprà*, n° 457.

467. Comme aussi le maire, quoique beau-frère du saisissant, peut valablement viser le procès-verbal d'une saisie pratiquée sur un immeuble situé dans sa commune. — Nîm. 5 fév. 1828, t. 35, p. 190.—V. *suprà*, n° 457.

468. Le procès-verbal de saisie immobilière ne peut pas être annulé pour n'avoir été visé par le maire et le juge de paix que le lendemain de sa date, lorsque d'ailleurs ce visa est antérieur à l'enregistrement du procès-verbal. — Rouen, 17 mars 1815, t. 20, p. 32, n° 43. — V. *infrà*, n° 471.

469. L'erreur commise dans la date du visa n'opère pas nullité. — Paris, 29 août 1815.—Douai, 9 août 1820, t. 20, p. 450, n° 493.

470. Le certificat par lequel le maire constate au bas du procès-verbal de l'huissier que les placards ont été apposés, tient lieu de visa du procès-verbal.—Gren. 19 juill. 1808, t. 20, p. 157, n° 165.—*Sic* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 301, n. 1, et Carr. t. 2, p. 566, n° 1. — V. aussi M. B. S. P. p. 588, not. 65, not. 2.

471. Est nul le procès-verbal de saisie immobilière enregistré avant que le maire et le greffier du juge de paix y aient apposé leur visa.—Cass. 15 oct. 1828, t. 39, p. 215. — V. *suprà*, n° 468.

Chap. X. *Cahier des charges et publications.*—Art. 1. *Cahier des charges.*

472. Est nulle la clause du cahier des charges qui, en matière d'expropriation forcée, exige caution de ceux qui veulent enchérir ou surenchérir. — Colm. 25 fév. 1834, t. 47, p. 714.—V. *infrà*, n°s 487 et 497.

473. Le délai de quinzaine entre le dépôt du cahier des charges et la première publication de la vente d'un immeuble saisi n'est pas franc. — Cass. 26 janv. 1831, t. 40, p. 294.

474. Le délai de quinzaine dans lequel doit être déposé le cahier des charges au greffe, n'est pas franc.— Renn. 23 nov. 1819, t. 20, p. 549, n° 629.—V. M. F. L. t. 5, p. 50, n° 1.

475. Le dépôt au greffe du cahier des charges, exigé par l'art. 697 C. p. c. n'est pas suffisamment constaté par un acte énonçant que l'avoué du poursuivant a produit au greffe le cahier des charges.—Corse, 16 nov. 1822, t. 24, p. 319.

476. Le cahier des charges ne peut pas être annulé sur le motif qu'au lieu de contenir l'indication sommaire des biens saisis, il en renferme une désignation entière et détaillée. —Cass. 12 janv. 1815, t. 20, p. 436,

n. 475.—*V.* M. H. p. 162, n. 6, et Carr. t. 2, p. 592, n. 2.

477. Lorsque les affiches et le cahier des charges ne contiennent pas l'indication des biens en autant d'articles qu'il y a d'exploitations, le tribunal peut en autoriser la rectification au lieu d'en ordonner une nouvelle procédure.—Cass. 14 janv. 1816, t. 20, p. 456, n° 503.—*V.* MM. F. L. t. 5, p. 48, n° 3; H. p. 137, n° 3; Carr. t. 2, p. 558, n° 2284, et B. S. P. p. 584, n. 59, n° 2.

478. Le cahier des charges doit contenir, à peine de nullité, l'énonciation, non-seulement du commandement du procès-verbal de saisie, mais encore de la dénonciation de la saisie au debiteur, et des autres actes de la poursuite. — Besanç. 18 mars 1808.—Nîm. 28 juin 1809. —Metz, 21 août 1811,—Orl. 7 juill. 1826, t. 20, p. 133, n° 140; p. 205, n° 207, et p. 566, n° 659.

479. Mais lorsque de cette nullité il ne résulte point, pour la partie saisie, ni pour des tiers, un tort ou grief à l'exercice de leurs droits légitimes, ladite nullité ne peut pas rétroagir sur les actes précédents, quand ils sont d'ailleurs réguliers.—Orl. 7 juill. 1826, t. 20, p. 566, n° 660.— V. *infrà*, n° 494.

480. Le cahier des charges ne peut pas être déclaré nul, comme n'indiquant pas la dénonciation de placard aux créanciers inscrits, si cette dénonciation est postérieure à son dépôt au greffe.—Paris, 22 août 1811, t. 20, p. 335, n° 334.—*V.* M. B. S. P. p. 588, n. 69.

481 et 482. Comme aussi le cahier des charges peut ne pas contenir la mention de la notification du placard aux créanciers inscrits, quand cette notification a eu lieu à la date même du dépôt du cahier au greffe.—Poit. 27 avril 1826.—Rouen, 4 mai 1827, t. 31, p. 129, et t. 33, p. 135.

483. Décidé également qu'il n'est point necessaire que le cahier des charges contienne l'énonciation détaillée des formalités postérieures au dépôt qui en a été fait au greffe. —Douai, 3 janv. 1825, t. 28, p. 5.

484. Les bestiaux donnés à cheptel, les pailles, fourrages, semences et engrais, bien que le domaine soit divisé en plusieurs lots dans le cahier des charges, doivent être exclusivement attribués à celui qui, par sa nature et son importance, en réclame le service et l'usage.—Riom., 30 août 1820, t. 20, p. 562, n° 655.

485. Il doit être ajouté dans le cahier des charges une clause conservatrice des droits du vendeur, sous condition résolutoire, qui ne peut demander la distraction, parce que l'ordonnance du juge qui le remet en possession est postérieure au procès-verbal de saisie.—Paris, 18 juin 1811, t. 20, p. 321, n° 325.

486. La clause d'un cahier des charges, portant que le jugement d'adjudication définitive sur saisie immobilière, sera signifié aux créanciers inscrits, doit être annulée comme frustratoire—Paris, 18 déc. 1833, t. 46, p. 295.—V. *infrà*, n°s 582 à 595.

487. La partie saisie ne peut se faire un moyen de nullité contre la procédure en saisie immobilière, de ce que les poursuivants auraient inséré dans le cahier des charges une clause contraire à l'intérêt du saisi et des autres créanciers.—Nîm. 7 mai 1813, t. 20, p 402, n° 422. — V. *suprà*, n° 472.

488. Les clauses du cahier des charges peuvent être changées ou modifiées par le tribunal, sur la réclamation du saisi seul et malgré l'opposition du poursuivant.—Colm. 14 avril 1812, t. 20, p. 355, n° 357. —*V.* MM. B. S. P. p. 589, n. 70, et B. C. p. 447.—*V.* les n^{os} qui suivent.

Comment se forme la demande en rectification?—*V.* M. Haut. p. 377. —*V.* aussi M. H. p. 163, n° 3.

489. Les conditions insérées au cahier des charges d'une vente sur saisie immobilière, peuvent être critiquées par le saisi comme par tout intéressé, et peuvent être modifiées par le tribunal qui a juridiction pour statuer sur la validité de la saisie. —Poit. 10 mai 1833, t. 44, p. 319.

490. Mais le créancier, poursuivant une saisie immobilière, ne peut faire, après l'adjudication préparatoire, aucun changement aux clauses du cahier des charges. — Rouen, 7 août 1813, t. 20, p. 410, n° 434 —*V.* MM Carr. t. 2, p. 593, n. 1, et H. p. 163, n°s 4 et 154.

491. La clause insérée au cahier des charges d'une vente sur saisie immobilière, portant que l'adjudicataire fournira caution, ne peut être critiquée par le débiteur après l'adjudication préparatoire, ni rétractée sans le consentement de ses créanciers. — Gren. 22 août 1832, t. 44, p. 204. — V. *suprà*, n° 472, et *infrà*, n° 497.

492. L'adjudication définitive qui a eu lieu sur les clauses de l'enchère changées depuis l'adjudication préparatoire, est nulle, surtout si le dol et la fraude ont présidé à la rédaction des nouvelles clauses.— Rouen, 7 août 1813, t. 20, p. 410, n° 435.—V. *suprà* n° 488.

493. Le créancier qui a fait un dire au bas du cahier des charges, pour en demander la réformation, doit le déclarer par acte d'avoué à avoué, tant au poursuivant qu'à l'avoué le plus ancien des opposans, avec avenir pour plaider sur cet incident.— Orl. 26 mai 1809, t. 20, p. 195, n° 199. — *V.* MM. Haut. p. 377, et Carr. t. 2, p. 594, n° 2321.

494. La nullité du cahier des charges n'entraîne pas la nullité des actes antérieurs, mais seulement de ceux qui l'ont suivi.—Metz, 21 août 1811, t. 20, p. 205, n° 208. — V. *suprà*, n° 479 et le n° qui suit.

495. La nullité provenant de ce que la mise à prix énoncée dans les affiches et insertions d'une saisie immobilière, diffère de celle portée au cahier des charges, n'atteint pas les actes antérieurs de la procédure. —Bord. 28 juin 1831, t. 42, p. 302. — *V.* le n° qui précède.

496. Lorsqu'une demande à fin de réformation du cahier des charges est rejetée, l'exécution instantanée du jugement ne peut pas être opposée comme fin de non-recevoir à l'appel interjeté par le créancier. — Orl. 26 mai 1809, t. 20, p. 195, n° 200.

497. La nullité du cahier des charges, résultant de ce qu'il exige caution de ceux qui veulent enchérir, est d'ordre public, et peut être prononcée d'office par le juge. — Colm. 25 fév. 1834, t. 47, p. 714.—V. *suprà*, n°s 472 et 491.

Art. 2. *Publications.*

498. Le délai d'un mois dont parle l'art. 701 C. p c. doit-il s'entendre d'un délai de trente jours, sans égard au calendrier Grégorien, ou de l'espace de temps du quantième d'un mois, au quantième correspondant du mois suivant.

Décidé dans le premier sens.— Paris, 22 août 1809.

Décidé au contraire que ce délai doit être du quantième d'un mois au quantième correspondant.—Paris, 6 août 1811, t. 20, p. 187, n° 189.

Ce dernier système a été de nouveau consacré par la même cour par un arrêt du 6 nov. 1815, rendu à l'égard du délai de trois mois entre le commandement et la saisie.—V. *suprà* n° 189.

Le mois est franc, mais le délai de six semaines ne l'est pas, suivant MM. Carr. t. 2, p. 595, n° 2353; Pig. *Comm.* t. 2, p. 321, n. 1 et 2 p. 166, et F. L. t. 5, p. 47, n. 1.

499. La disposition générale de l'art. 1033 C. p. c. n'est pas applicable au délai d'un mois, qui, d'après l'art. 701 du même Code, doit être laissé entre la notification du procès-verbal d'affiches et la première publication. — Les deux jours-termes sont compris dans le délai d'un mois. —Brux. 7 nov. 1823.

500. Il n'est dû à l'avoué aucune vacation pour se transporter au greffe et y rédiger le dire constatant que les formalités prescrites par la loi ont été remplies. Ce dire est compris dans la vacation pour chaque publication.—C. T. t. 2, p. 197, 91.

501. Le délai de quinzaine prescrit par les publications à l'enchère, doit s'entendre en ce sens qu'elles doivent avoir lieu à pareil jour de la seconde semaine, et non à un intervalle de quinze jours francs.—Bourg. 30 mars 1808.—Nîm 5 avril et 21 mai 1808.—Cass. 18 mars 1812, 10 sept. 1812, t. 20, p. 136, n° 144; p. 138, n° 145, et p. 153, n° 154 — *V.* en ce sens M. Real, exposé des motifs; Carr. t. 2, p. 596, n° 2354; Pig. t. 2, p. 243, n° 6; Pig. *Comm.* t. 2, p. 322.

n° 2; B. S. P. p. 589, n° 72; F. L. t. 5, p. 58, n° 1; H p. 166 et 167, nos 1 et 2; Haut. p. 378, nos 1 et 2; Lep p. 455, 4e quest et comm. t. 2, p. 275.—V. aussi M. Pers Q. t. 2, p. 221.

502. Comme aussi lorsqu'il s'est écoulé plus de quinze jours entre chaque publication du cahier des charges, le débiteur saisi peut en demander la nullité, quoiqu'il ait été rendu un jugement qui en avait fixé le jour, et qu'il n'y ait eu appel de ce jugement de la part d'aucune des parties. — Toul. 22 janv. 1825, t. 30, p. 33.

503 Si l'une des publications du cahier des charges ne peut avoir lieu au jour indiqué, parce que la quinzaine tombe un jour férié, il n'en résulte pas que les publications précédentes, ni les actes antérieurs soient nuls —Nim. 4 oct. 1814, t. 20, p. 431, n° 468.—V. MM. Carr. t. 2, p. 595, n. 1; H. p. 167, n. b, et F. L. p. 59, n° 2.

504. Comme aussi lorsque l'échéance de la première quinzaine de la publication du cahier des charges tombe un jour férié légal, les tribunaux peuvent renvoyer la seconde publication au lendemain.— Montp 21 mai 1813, t. 20, p. 216. n° 242.—Cette décision est approuvée *ibid.*

505. Lorsque la partie saisie demande et obtient un sursis, au moment où il va être procédé à la première publication, elle ne peut ensuite se faire un moyen de nullité contre la procédure, de ce que cette publication n'a pas eu lieu au jour indiqué par les affiches. — Paris, 9 fév. 1811, t. 20, p. 299, n° 305.— V. M. Carr. t. 2, p. 673, n° 2483. — V. *infrà*, n° 548.

506. Comme aussi encore bien que le renvoi de la première publication ait été occasionné par les rectifications des erreurs commises par le poursuivant, la procédure n'est pas nulle, sauf à apposer de nouveaux placards, et à faire une nouvelle annonce. — Turin, 17 mars 1810, t. 20, p. 252, n° 249.

507. Pareillement, si l'une des publications de l'enchère est retardée par un incident, il suffit de l'indiquer par de nouveaux placards et de nouvelles annonces dans le journal, sans qu'il soit nécessaire d'insérer un *nouvel extrait* dans le tableau de l'auditoire du tribunal.—Bourg. 18 juin 1824, t. 27, p. 229.

508. De même, lorsque la première publication du cahier des charges a été retardée par un incident, il n'est pas nécessaire d'observer de nouveau le délai d'un mois à six semaines prescrit par l'art. 701, C. p. c.—Cass. 12 janv. 1820, t. 20, p. 407, n° 433.—V. MM. Carr. t. 2, p. 673, n. 2, n° 2, et F. L. t. 5, p. 74, n° 2.

509. Lorsqu'il s'est écoulé plus d'une quinzaine avant le jugement définitif de l'incident qui s'est élevé dans le cours des publications, il n'est pas nécessaire de renouveler celles qui avaient déjà eu lieu pour qu'elles soient faites de quinzaine en quinzaine.—Paris, 23 oct. 1811, t. 20, p. 340, n° 344.—*Sic* M. F. L. t. 5, p, 74, n° 1.—V. M. B S. P. p. 591, n. 80.

510. L'art. 732, C. p. c., qui permet de procéder à une nouvelle publication de l'enchère, lorsque celle qui devait avoir lieu avait été retardée par un incident, laisse aux juges le pouvoir d'apprécier cet incident, —Metz, 29 fév. 1820, t. 20, p. 553, n° 639.

Chap. XI. *Adjudication préparatoire et définitive.*—Art. 1er. *Constitution d'avoué.*

511. La partie saisie défaillante ne peut pas constituer avoué à l'audience au moment de l'adjudication provisoire, et demander la communication de toute la procédure.— Renn. 26 juin 1813, t. 20, p. 403, n° 423.

512 Lorsqu'il n'y a point d'opposition d'intérêts entre le tuteur et les mineurs, le tuteur et le subrogé-tuteur peuvent être assistés du même avoué à l'adjudication definitive.— Poit. 27 av. 1826, t. 30, p. 375.

Art. 2. *Chambre des vacations.—Ministère public.*

513. La chambre des vacations est compétente pour procéder à l'adjudication.—Cass. 18 prair. an 11; 18 flor. an 13.—Bord 8 mai 1811.— Paris, 27 août 1811, t. 20, p. 19, n° 24; p. 68. n° 75; p. 318, n° 320, et p. 337, n° 339.

514. Aussi les affaires d'expropriation forcée requérant célérité par leur nature sont au nombre des matières sommaires, et par conséquent peuvent être soumises aux chambres des appels de police correctionnelle —Cass. 4 janv, 1826, t. 30, p. 380. —Ainsi jugé à l'occasion d'un incident par arrêt du 2 février 1830 de la Cour de cassation.—t. 39, p. 229. — V. *infrà*, n° 899 *bis*.

515. Il n'est pas nécessaire que le ministère public soit entendu lors du jugement d'adjudication.—Cass 21 flor. an 9, t. 20, p. 1, n° 3.— Mais il en est autrement si des mineurs sont intéressés dans les poursuites en expropriation forcée.— Cass. 26 av. 1809; 30 oct. 1811, t. 20, p. 190, n° 191.

Art. 3. *Délai entre les publications et l'adjudication préparatoire.—Délai entre les deux adjudications.*—(V *infrà*, n° 539.)

516. Décret du 2 février 1811, relatif au délai qui doit exister entre l'adjudication preparatoire et l'adjudication définitive.—t. 20, p. 295, n° 302.

517. Le délai de quinzaine dont parle l'art. 702 C. p. c., n'est prescrit que pour les publications, et non pour l'adjudication préparatoire, qui peut avoir lieu dans tout autre espace de temps — Renn. 4 janv. 1813, t. 20, p 389, n° 409.—V. M. Carr. t. 2, p. 596, à la not.

518. Ainsi il peut s'écouler plus de quinzaine entre la dernière publication et l'adjudication préparatoire.—Renn. 28 oct 1816, t. 20, p. 475, n° 525 *bis*.

519. Comme aussi il peut être procédé à l'adjudication préparatoire immédiatement après la troisième publication du cahier des charges. —Paris, 29 août 1815 —Poit. 30 nov. 1826, t. 20, p. 450, n° 494, et t. 32, p. 45.—M. Haut. p. 378, est d'un avis contraire; mais V. MM Pig. t. 2, p. 243; Carr. t. 2, p. 576, n° 2355; Lep. 456, 5e quest. F. L. p. 59, n° 3; B. S. P. p. 589, n. 73.

520. L'art. 1033, C. p. c., qui prescrit une augmentation de délai à raison des distances, n'est pas applicable au délai fixé par la loi entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive.—Cass. 21 août 1816, t. 20, p. 472, n° 520.—V. MM. F. L. t. 5, p. 61, n° 2; B. S. P. p. 590, n. 78, n° 2.

521. L'adjudication définitive faite le quarante-deuxième jour après l'adjudication préparatoire, remplit le vœu de l'art. 706, C. p. c —Paris, 23 août 1808, t. 20, p. 164, n° 170. —V. MM. Delap. t. 2, p 310, et Carr. t 2, p. 601, n° 2360, et p. 602, n° 1.

522. Le délai qui doit être observé entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive, peut être de plus de deux mois, et peut même être prorogé par les juges.—Renn. 13 juin 1817 —Metz, 28 janv. 1818. —Riom, 6 fév. 1818.—Aix, 14 mai 1825, t. 20, p. 37, n° 55, et p. 493, n° 551; t. 28, p. 339. — V. *infrà*, nos 534 et 544.

Art. 4. — *Du jour auquel doivent avoir lieu les adjudications préparatoire et définitive. — Du cas où ces adjudications sont retardées par des incidents, et de l'indication d'un autre jour.*

523. Il n'est pas nécessaire que la partie saisie intervienne pour la fixation du jour de l'adjudication, ni que ce jour soit fixé contradictoirement avec elle.—Brux. 2 janv. 1830.

524. La procédure de saisie immobilière ne peut pas être déclarée nulle, parce qu'il n'aurait pas été procédé à l'adjudication préparatoire, au jour indiqué par le tribunal, lors de la troisième publication du cahier des charges.—Paris, 1er juill. 1813, t. 20, p. 403, n° 22.— V. *infrà*, n° 539.—V. M. H. p. 170, n° 2.

525. Le tribunal ne peut pas ordonner un sursis à l'adjudication

éparatoire, pour renvoyer les par-
s à compter au greffe du tribunal.
Colm. 14 juin 1811, t. 20, p. 319,
323. — *V.* M. H. p. 297, n° 3,
ta.

526. Lorsque la partie saisie pro-
se par requête ses moyens de nul-
é contre la procédure antérieure à
djudication préparatoire, le pour-
ivant ne peut faire prononcer cette
judication par défaut, sans sou-
ettre à ce tribunal les moyens de
llité proposes —Cass. 25 av. 1814,
20. p 417, n° 443.

527. L'adjudication préparatoire
ut être remise à l'audience, sui-
nt celle où elle devait avoir lieu,
la discussion des moyens de nul-
é proposés par le saisi, a occupé
ute cette audience.—Bourg. 23 av.
25, t. 29, p. 176. — V. *infrà*, les
s 528, 529, 535, 536 et 537.

528. Lorsqu'au jour fixé pour
djudication provisoire, le saisi
ésente des nullités dont la discus-
on ne se termine pas, en sorte que
tribunal soit obligé d'en renvoyer
continuation à une autre au-
ence, on peut à cette audience,
rès avoir rejeté les nullités, pro-
der à l'adjudication, sans qu'il
it besoin d'apposer de nouvelles
iches.—Poit. 23 nov. 1816, t. 32,
48.—*Contrà*, M. Carr. t. 2, p. 678,
24.—*V.* le n° qui précède.

529. Décidé cependant que lorsque
djudication préparatoire est retar-
e par un incident, il ne peut y
e procédé qu'après de nouvelles
nonces.—Nim. 22 juin 1828, t. 20,
155, n° 163. — *V.* pour le cas où
incident se présente à l'adjudica-
n définitive —V. *suprà*, n°s 527 et
v.

530 Une fausse indication du jour
l'adjudication définitive, dans
elques-uns des placards, est un
otif suffisant pour faire renvoyer
te adjudication à un autre jour.—
j. 28 fév. 1818, t. 20, p. 513,
589.

531. Lorsque l'adjudication défini-
e n'a pas pu avoir lieu au jour indi-
é, à qui appartient-il de fixer le
uveau jour?—Au président du tri-
nal.—Bourg. 19 mars 1811.—Au
e et non à la partie poursuivante.
Colm 16 juill. 1816.—A la partie
ursuivante. — Cass. 29 av. 1829,
0, p. 313, n° 314, et t. 37, p. 245.
V. M. B. S. P. p. 591, n. 78, n° 3.
V. les n°s qui suivent.

532. Le créancier poursuivant une
sie immobilière, peut, sur simple
quête, et sans appeler le saisi,
re fixer un nouveau délai pour
djudication définitive. — Bord.
mars 1833, t. 45, p. 512.—*V.* le
qui précède.

533. Lorsque l'adjudication défi-
ive n'a pu avoir lieu au jour in-
qué par le tribunal, c'est encore à
ne de nullité, le tribunal qui doit
liquer un nouveau jour. — Brux.
av. 1829 —M. C. W. — *V.* le n°
i précède.

534. Dans une expropriation for-
cée, les tribunaux peuvent, suivant
les circonstances, sur la demande du
saisi, reculer plus ou moins l'époque
de l'adjudication définitive.—Metz,
28 janv. 1818. — Aix, 14 mai 1825,
t. 28, p 339 —V. *suprà*, n° 522 et *in-
frà*, n° 544.

535. Si divers incidents ne per-
mettent pas que l'adjudication eût
lieu au jour indiqué, le tribunal
peut-il le renvoyer à un autre jour,
sans ordonner l'apposition de nou-
velles affiches?—Non. Suivant M. Le-
page. p. 457, 7e *question*.—M. Carr.
combat cette opinion, t. 2, p. 602,
n° 2361, et son avis est embrassé
par M. F. L. t. 5, p. 61, n° 3, et Pig.
Comm. t 2, p. 379. — *V.* aussi Pr.
Fr. t. 4, p. 364, n. 1, et M. H. p. 178,
n° 2.—*V.* pour ce même incident à
l'adjudication préparatoire, *suprà*,
n°s 422 ee 527.

536. Le tribunal peut remettre
l'adjudication à une autre audience,
Affiche tenante. Lorsqu'au jour in-
diqué, les incidents sont vidés, et
qu'il est trop tard pour procéder à
l'adjudication. — Cass. 28 vent. an
13.—Nim. 2 juill. 1808, t. 20, p. 60,
n° 68 —V. *suprà*, n° 527.

537. Comme aussi le tribunal
peut renvoyer l'adjudication au len-
demain, sans apposition de nouvel-
les affiches, lorsque l'audience se
trouve remplie par la plaidoirie sur
une demande en nullité. — Cass.
10 juill. 1817, t. 20, p 502, n° 564.
—V. *suprà*, n°s 527 et 528.

538. Mais il ne le peut pas lors-
que le jour indiqué est passé, sans
que les obstacles qui s'opposaient à
l'adjudication soient levés.—Besanç.
27 fév. 1815.—Gren. 18 août 1817,
t. 20, p. 60, n° 69

539. Lorsqu'après un incident le
tribunal fixe un nouveau jour pour
l'adjudication définitive, il doit ob-
server de nouveau le délai de deux
mois prescrits par le décret du 2 fév.
1811.—Renn. 2 janv. 1817. — Cass.
22 fév. 1819 —Décision contraire.—
Bord. 26 juin 1827 et 27 mars 1833,
t. 20, p. 478. n° 529; p. 534, n° 620,
t. 37, p. 228, et t. 45, p. 542. — *V.*
M. Carr. t. 2, p. 602, n° 2362. —
V. *suprà*, n°s 516 et 524, et le n°
suivant

540. Lorsque, par suite d'un inci-
dent le jour de l'adjudication défini-
tive, a été changé, il n'est pas né-
cessaire qu'elle ait lieu quarante
jours après la nouvelle apposition
des placards.—Lyon, 29 août 1829,
t. 39, p. 206.—*V.* le n° qui précède

541. Lorsque le jugement qui in-
dique un nouveau jour l'adju-
dication définitive, a été rendu
par défaut contre le saisi, il
faut, outre l délai de deux mois
qui doit exister entre le jugement et
l'adjudication définitive, observe en
faveur du saisi les délais de l'oppo-
sition.—Besanç. 31 janv. 1817, t. 20,
p. 479, n° 533.

542. L'assignation donnée au saisi
pour voir ordonner le renvoi de l'ad-
judication définitive à un autre jour,
est soumise aux formalités prescrites
pour les exploits en général. — Be-
sanç. 31 janv. 1817, t. 20, p. 479,
n° 532.

543. Une procédure de saisie im-
mobilière, est nulle en totalité si
l'adjudication définitive n'a pas eu
lieu au jour fixé par le jugement
d'adjudication préparatoire.—Bord.
24 janv. 1826, t. 35, p. 81.

544. Un tribunal ne peut renvoyer
une adjudication définitive à un jour
plus éloigné que celui fixé par le ju-
gement d'adjudication préparatoire,
surtout après avoir accordé de nom-
breux délais au saisi. — Nim. 4 mai
1831, t. 41, p. 638. — *V.* M. Carr.
Lois de la proc. t. 3, p. 92, n° 2361.
— V. *suprà*, n°s 522 et 534.

545. Un tribunal ne peut, sous
prétexte qu'il n'y a pas eu concours
suffisant d'enchérisseurs, ajourner
une adjudication, s'il a été fait lec-
ture du cahier des charges, si les en-
chères ont été ouvertes, si trois bou-
gies se sont éteintes sur la dernière,
et si l'avoué dernier enchérisseur a
conclu à ce que les biens lui fussent
adjugés. — Pau, 9 nov. 1831, t. 43,
p. 510.

546. Une adjudication prépara-
toire est valable, quoique prononcée
dans une audience tenue à huit heu-
res du soir au mois de mai, si le tri-
bunal n'étant pas complété, et si
aucun enchérisseur ne s'étant pré-
senté à l'audience ordinaire, on a
été obligé de remettre l'opération à
cette heure.—Bourg. 26 août 1831,
t. 44, p. 229.

547. Cependant si l'adjudication
définitive n'a pas lieu au jour indi-
qué lors de l'adjudication prépara-
toire et annoncée par les placards
et affiches, et qu'il en résulte un
préjudice notoire pour le saisi, sans
qu'on puisse lui imputer ce retard,
il y a lieu d'annuler l'adjudication.
—Lim. 28 déc. 1822, t. 24, p. 375.
—V. *suprà*, n 523.

548. Mais la partie saisie ne peut
pas se plaindre de ce que l'adjudi-
cation définitive n'a pas eu lieu au
jour fixé lors de l'adjudication prépa-
ratoire, si le retard a eu lieu par
l'effet d'un sursis qu'elle a sollicité,
et si d'ailleurs cette adjudication a
été indiquée par des annonces dans
les journaux et par des placards.
—Paris, 18 mai 1812, t. 20, p. 358,
n° 362.—*V.* M. B. S. P. p. 591, n.
81, n° 1.—V. *suprà*, n° 505.

549. Lorsque l'adjudication défi-
nitive a été retardée par l'appel que
la partie a interjeté du jugement
préparatoire, il peut y être procédé
à un autre jour, après une nouvelle
apposition de placards et insertion
de nouvelles annonces, sans qu'il
soit nécessaire d'y appeler la partie
saisie par voie d'ajournement. —
Brux. 6 janv. 1825.

549 *bis*. Les créanciers d'un saisi,

parties dans l'instance en expropriation et subrogés aux poursuites, peuvent s'opposer à la remise de l'adjudication par lui demandée. — Cass. 23 août 1832, t. 44, p. 52.

549 *ter*. Le juge qui tient l'audience des criées, n'est pas tenu d'ordonner la remise d'une adjudication à laquelle il est commis, par cela seul que le saisi pose devant lui des conclusions tendant à faire diviser l'immeuble à vendre, et à faire modifier le cahier des charges, si, avant le jour de l'adjudication, la chambre du tribunal, compétente pour en connaître, n'a pas été saisie de ces conclusions.—Cass. 29août1832, t. 44, p. 52.

549 *quat*. Le juge qui tient l'audience des criées, peut statuer sur la demande en remise d'une adjudication définitive à faire devant lui, et ordonner que, nonobstant cette demande, l'adjudication sera faite au jour fixé par le jugement d'adjudication préparatoire.— Cass. 23 août 1832, t. 44, p 52.

549 *quint*. L'arrêt qui change le jour indiqué pour une adjudication sur expropriation forcée, peut être exécuté, quoiqu'il n'ait point été signifié à l'avoué qui a occupé en première instance pour la partie saisie, s'il a été signifié à sa personne. —Bord. 27 mars 1833, t. 45, p. 542.

Art. 5. *Adjudication en masse et par lots. — Effets de l'enchère non couverte.*

550. Est nulle l'adjudication faite conjointement de deux maisons évaluées et taxées séparément dans la matrice du rôle, désignées sur des articles différents dans les affiches et pour lesquelles il a été fait deux mises à prix séparées.—Colm. 14janv. 1806, t. 20, q. 79, n° 85.

551. Lorsque le saisi n'est pas dans le cas des art. 2209 et 2210 C. c. les tribunaux ne contreviennent pas à la loi en ordonnant la vente en bloc des biens saisis. — Cass. 7 oct. 1807, t. 20, p. 121, n° 124.

552. Comme aussi en matière de saisie immobilière, lorsque des immeubles doivent être adjugés partiellement, le tribunal peut autoriser subsidiairement une adjudication en masse dans le cas où elle présenterait un prix plus avantageux. —Cass. 14 janv. 1816, t. 20, p. 455, n° 502.—Tel est l'avis de M. F. L. t. 5, p. 48, n° 3. —*V*. M. H. p. 132, n. c, n° 1.

553. L'huissier audiencier ne peut réclamer plusieurs droits lorsque l'adjudication est divisée en plusieurs lots.—C. T. t. 2, p. 199, 106.

554. Mais si l'un des lots n'avait pas été adjugé au jour indiqué, et que la vente fût renvoyée à une autre audience, une nouvelle publication devenant nécessaire, l'huissier est fondé à réclamer un nouveau droit —*Ibid*. p. 200, 107.

555. Quel que soit le nombre de lots adjugés, l'avoué n'a droit qu'à la vacation fixée par l'art. 113 du tarif pour l'adjudication définitive. —C. T. t. 2, p. 200, 108.

556. Mais il en serait autrement si l'un ou plusieurs lots à adjuger ne pouvaient être vendus qu'à une autre audience. — C. T. t. 2, p. 200, 108.—V. *suprà*, n° 554.

557. L'enchérisseur dont l'enchère a été couverte peut-il la faire revivre et se faire adjuger l'immeuble en faisant annuler celle par laquelle la sienne aurait été couverte.—Non, dit M. Carr. t. 2, p. 604, n° 2364, parce que l'enchérisseur lui-même cesse d'être obligé dès que son enchère est couverte par une autre. — Comme aussi un enchérisseur ne pourrait rétracter son enchère sous le prétexte que celle qu'il aurait couverte était nulle.—*V*. M. Carr. n° 2366, et *J. A.* t. 20, p. 588, n° 703.

558. Sous l'empire du C. p. c. l'adjudication est valable quoique le prix soit moindre que quinze fois le revenu.—Bord. 26 juin 1827, t. 33, p. 278.

559. L'adjudication sur saisie immobilière est nulle si l'adjudicataire a écarté par dons et promesses les enchérisseurs.—Paris, 19 janv. 1814, t. 20, p. 417, n° 442. — *V*. MM. B S. P. p. 593, n 83, n° 4, et H. p 300, n° 7.

Art. 6. *Des formes des jugements d'adjudication préparatoire et définitive. — Des cas où ces jugements sont par défaut — De leur exécution. — De leur péremption.*

560. Le jugement d'adjudication n'est pas soumis aux formalités des jugements ordinaires.—Gren. 21 flor. an 9.—Cass. 27 fruct. an 10; 11 fruct. an 11; 18 vend. an 12, t. 20, p. 1, n° 1, — *Sic* MM. B. S. P. p. 593, n. 86, n°s 1 et 2; Carr. t. 2, p. 629, n° 2403; M. Q. D. p. 497; Pig. *Comm*. t. 2 p. 345; H p 205, n° 2; Pr. Fr. t. 4, p. 374. — Il en serait autrement s'il s'agissait d'un jugement qui statuerait sur des moyens de nullité.

561. Ainsi le jugement qui rejette des moyens de nullité et prononce l'adjudication préparatoire, est soumis aux mêmes formalités que les autres jugements. — Renn. 4 janv. 1813, t. 20, p. 388, n° 408. —*V*. M. Carr. t. 2, p. 675, note 9.

562. Le droit de greffe ou de rédaction est dû sur un jugement d'adjudication de biens situés en pays étranger, bien que ce jugement ne soit passible lui-même d'aucun droit de mutation.—C. T. t. 2, p. 203, 126.

563. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'adjudication préparatoire soit prononcée par le même jugement qui rejette les moyens de nullité proposés par la partie saisie. — Paris, 4 juin 1807; 1er juill. 1813, t. 20, p. 403, n° 425. — M. H p. 293, n. B. pense cela n'est pas exécutable; *contr* Carr. t. 2, p. 675, n° 10.—*V*. *su* n° 527.

564 Il n'est pas nécessaire, à pe de nullité, que le jugement d'ad dication fasse mention de la prése ou de la non-comparution de la p tie saisie. — Cass. 27 fruct. an t. 20, p. 1, n° 2.

565. Il n'est pas nécessaire peine de nullité, que le jugeu d'adjudication énonce que les b gies ont été préparées de maniè durer le temps déterminé par la —Cass. 10 pluv. an 13 — Lyon août 1811, t. 20, p. 49, n° 60.—*Sic* Carr. t. 2, p. 603, n° 2363, et p. 6 not. 1.

566. Le jugement d'adjudica portant que des bougies ont été *cessivement* allumées, explique s samment que la seconde a été lumée après l'extinction de la p mière, et la troisième après l'ext tion de la seconde. —Lyon, 24 ja 1834, t. 46, p. 315.

567. L'injonction à la partie sa de délaisser la possession n'est donnée, dans les jugements d'ad dication, que pour le cas d'exé tion; l'omission de cette injonc n'opère pas nullité; cette injonc peut être prononcée seulement co le mari, lorsque l'expropriation biens propres de la femme est p suivie contre la femme et le mari Brux. 12 juill. 1819.

568. Suffit-il que le jugement d judication contienne la mention toutes les formalités voulues ont observées, ou faut-il qu'il conti le détail de toutes les opérat pour justifier que chacune des malités a été remplie? Dans ce der sens, Colm. 18 niv. an 11; 7 j 1806. —Décisions contraires, C 31 août 1811.—Cass. 20 fév. 18 t. 20, p. 9, n° 10, et p. 78, n° 8 *V*. M. H. p. 204. — V. *infrà*, n°

569. Un jugement d'adjudica doit mentionner, à peine de nul non chacune, mais seulemen dernière des enchères qui on lieu. —Lyon, 24 janv. 1834, t p. 315. — *V*. le n° qui précède.

570. Un jugement d'adjudica ne doit pas, à peine de nullité, tionner l'apposition des plac qui l'ont précédée. — Lyon, 9 1831. Thivier C. Denis et comp. *suprà*, n° 568

571. Est à l'abri de la cassa l'arrêt qui décide qu'un juge d'adjudication ne comprend pas les biens indiqués dans le cahier charges, et qui, par suite, déc que l'adjudicataire n'est point venu propriétaire des pièces om dans ce jugement. — Cass. 13 1833, t. 45, p. 418. — Il suit que le jugement d'adjudication comprend pas nécessairement ce qui est compris dans le cahie charges, d'après lequel il est ré —*V*. *Observations*, ibid.

572. Lorsqu'une saisie immobi-re est poursuivie devant deux tribu-ux, l'adjudication préparatoire ononcée par un de ces tribunaux, est pas un obstacle à une demande réglement de juges. — Cass. 25 r. 1832, t. 42, p. 305.

573. Les jugements d'adjudication éparatoire ou définitive, quoique ndus par défaut, ne sont pas sus-ptibles d'opposition. — Bourg. 8 ût 1812; Bourg 13 fév. 1813. — ontp. 17 août 1818, t. 20, p. 397 417.— *V*. le n° qui suit, et *infrà*, s 580, 766, 906 et suiv.

574. La voie de l'opposition est verte contre un arrêt par défaut ndu sur l'appel d'un jugement qui ononce l'adjudication prépara-ire.—Bord. 4 déc. 1829, t. 38, p. 126. *V*. le n° qui précède.

575. Décidé également que l'ad-dication préparatoire prononcée ns discussion entre les parties, est qu'un simple procès-verbal ntre lequel on ne peut former ni position ni appel.—Agen, 22 av. 26, t. 36, p. 164. — *V. infrà*, 940.

576. La partie saisie qui forme position au jugement d'adjudica-n préparatoire, n'est pas tenue de nner caution pour les frais de l'in-lent.—Bourg. 13 fév. 1813, t. 20, 397, n° 418.—*V*. C. T. t. 2, p. 9-55 —V. *infrà*, n°s 956, 1114 et 15.—Il en est de même de la partie i interjette appel du jugement rtant indication du jour de l'ad-dication définitive. — Bourg. 27 ill. 1822-24, p. 258.

577. On n'est pas obligé d'attendre xpiration de la huitaine de la si-ification pour exécuter un juge-ent d'adjudication sur saisie im-obilière, même rendu par défaut. Bord. 6 av. 1827, t. 34, p. 345.

578. Les placards et annonces du ur de l'adjudication définitive ne nt pas l'exécution du jugement qui fixe : ainsi ce n'est pas contrevenir l'art. 147 que de faire inscrire ce gement dans la feuille d'annonce ant de l'avoir fait signifier à avoué. Bord. 11 sept. 1827, t. 34, p. 32.

579. Un tribunal, après avoir pro-ncé l'adjudication préparatoire un immeuble saisi, peut permettre e l'apposition des placards soit ite avant la signification de son ju-ment.—Bord. 17 fév. 1833, t. 46, 243.

580. La péremption de six mois ute d'exécution ne s'applique pas un jugement d'adjudication défini-e, quoique le saisi n'ait pas cons-ué d'avoué.—Riom, 8 août 1825. Cass. 13 fév. 1827, t. 32, p. 112 306.—V. *suprà*, n°s 573 et 574.

581. Il est inutile de signifier les alités dans les jugements d'adju-cation —Toul. 7 av. 1829.—Sou-at C. Ferand.

t. 7. *De la signification des juge-ments d'adjudication préparatoire et définitive.—Du jugement qui ne peut que statuer sur des moyens de nullité et qui fixent un nouveau jour.*

582. Une saisie immobilière n'est pas nulle sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, lorsque le ju-gement qui ordonnait la remise de l'adjudication au mois suivant a été exécuté sans avoir été signifié à avoué. —Loi du 14 brum. an 7, ch. 1er, art. 14.—Paris, 27 déc. 1825.—Richard C. Marchand Dopinay.

583. Le jugement qui, vu que tout le temps de l'audience indiquée pour une adjudication préparatoire est employé, la remet à l'audience suivante, n'a pas besoin d'être signi-fié au saisi.—Bourg. 23 av. 1825, t. 29, p. 176.

584. Lorsqu'un saisi demande le renvoi de l'adjudication définitive à telle époque, et qu'il intervient un jugement qui n'accorde qu'une par tie du délai demandé, ce jugement doit être signifié à avoué par le pour-suivant, à peine de nullité de l'ad-judication définitive.—Lyon, 5 juill. 1824, t. 31, p. 218.

585. Mais lorsque, dans une sai-sie immobilière, le défendeur a cons-titué avoué, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de lui signifier un jugement par défaut qui, par suite d'incidents, se borne à indiquer un nouveau jour pour l'adjudication définitive.—Cass. 27 janv. 1827, t. 32, p. 186.

586. Le jugement qui se borne à fixer le jour de l'adjudication défi-nitive, n'a pas besoin d'être noti-fié au saisi, surtout s'il est constant qu'il a connu le jour fixé.—Riom, 31 mai 1824.—Lambert C. Chaus-sende et Maret.

587. Comme aussi le jugement qui fixe un nouveau jour à une adjudi-cation définitive, n'a pas besoin d'être signifié, s'il a été rendu en présence de l'avoué du saisi.—Bord. 11 sept 1827, t. 34, p. 32.

588. Est-il nécessaire, à peine de nullité des poursuites ultérieures, de signifier à l'avoué du saisi ou au saisi lui-même le jugement d'ad-judication préparatoire qui ne sta-tue pas sur un incident ou demande en nullité des poursuites antérieures? —Les Cours royales ont adopté la négative sur cette question, et la Cour de cassation l'affirmative.—Le premier système s'appuie sur les arrêts suivants.—Colm. 11 juin 1824. —Rouen, 18 juin 1824.—Toul. 26 août 1824.—Caen, 27 août 1824.— Nîm. 15 nov. 1824.—Lyon, 22 déc. 1824.—Metz, 18 janv. 1825 —Bourg 22 fév. 1825 —Riom, 7 juin et 8 août 1825.— Am. 11 av. 1826 — Cass. 13 fév. 1827.—Gren. 20 juill. 1827.—Renn. 18 fév. 1828.—Paris, 29 juill. 1828.—Bourg. 9 déc. 1829. —Nîm. 16 juin 1830.—Aix, 9 fév. 1832; *id.* 5 juill. 1832.—Dans le second système, la Cour de cass.-tion a rendu les arrêts des 8 déc. 1823.—27 déc. 1826.—14 fév. 1827. —16 janv. 1828.—3 juin 1828.— 24 nov. 1829, t. 26, p. 324; t. 27, p. 91 et 283; t. 28, p. 81; t. 29, p. 279; t. 30, p. 19; t. 31, p. 221; t. 32, p. 5, n° 2, p. 306 et 363; t. 34, p. 134; t. 35, p. 62 et 255; t. 38, p. 38 et 269; t. 41, p. 456; t. 44, p. 197; t. 45, p. 541.—Cette question ne souffre plus la controverse; la signification doit avoir lieu.

589. La notification à avoué du jugement qui statue sur la nullité d'une procédure en saisie immobi-lière doit, à peine de nullité, être revêtue des formalités ordinaires des exploits.—Lyon, 27 av. 1827, t. 40, p. 68.

590. Le saisi n'est plus recevable après l'adjudication définitive à ex-ciper de ce que le jugement d'adju-dication préparatoire ne lui a pas été signifié, lorsqu'il est constant qu'il en a eu connaissance et qu'il assis-tait à l'adjudication définitive — Cass. 24 janv. 1826, t. 30, p. 392.

591. Mais il y a nullité de l'ad-judication définitive si le jugement d'adjudication préparatoire n'a pas été signifié; et si ce jugement est par défaut, la nullité peut être pro-posée après l'adjudication défini-tive, même quand il aurait été si-gnifié pendant l'appel du jugement d'adjudication définitive, et avant que le saisi n'en ait appelé.— Cass. 23 juill. 1828, t. 36, p. 110. — *V*. C. T. t. 2, p. 192, 103.

592. Lorsque le jugement d'ad-judication préparatoire rejette des moyens de nullité contre la saisie immobilière, le saisissant peut signi-fier au saisi seulement les disposi-tions du jugement relatives à l'inci-dent.—Toul. 26 août 1824, t. 27, p. 91.— Cette jurisprudence ne peut pas être suivie; —V. *suprà*, n° 588.

593. Lorsque l'expropriation des immeubles qui font partie de la communauté est poursuivie contre le mari et la femme, il n'est pas nécessaire, sous peine de nullité, de laisser à chacun des époux une copie séparée des actes de la pour-suite.—Brux. 4 janv. 1821.

594 et 595. Le jugement d'adjudi-cation sur saisie immobilière doit-il être signifié à tous les créanciers in-scrits, et les frais de cette notifica-tion doivent-ils être alloués par pri-vilége?—Oui, Paris, 12 janv. 1813. —Poit. 25 juin 1823.— Gren. 7 fév. 1824, et 20 juill. 1825. — Orl. 28 nov. 1827. — Non. Arr. Metz, 22 mars 1817.—Rouen, 8 déc. 1828.— Cass. 7 nov. 1826, et 13 juill. 1829. — Gren. 25 juill. 1827. — Lim. 27 déc. 1827. — t. 20, p. 390, n° 410; t. 25, p. 228, t. 37, p. 159; t. 28, p. 197; t. 32, p. 127; t. 35, p. 101 et 170, et t. 36, p. 266.— Oui, MM. Lep. Nouveau Style.— D. C. p. 463; Huet, *Tr. des sai-sies*, p. 268; B. S. P. p. 528, et Carr. 2332e quest; —Non, M. Pig. t. 2, p. 246.

Chap. XII. *Enchérisseurs, adjudicataires et déclaration de command.*— Art. 1er. *Personnes qui peuvent enchérir.*

596. La femme peut-elle se rendre adjudicataire des biens saisis sur son mari, et le mari se rendre adjudicataire des biens saisis sur sa femme? —*V.* sur cette question, les *Observations, J. A.* t. 20, p. 93, n° 1007 et les auteurs suivants : —MM. H. p. 199, n. et 200; Carr. t. 2, p. 624, n° 2395 et n. 1; B. S. P. p. 592; n. 82, n° 2; Pig. t. 2, p. 142; Pig. *Comm.* t. 2, p. 342; *Observation* 1, et F. L. t. 5, p. 68, n° 4. — *V.* les nos qui suivent.

597. La femme doit être admise à enchérir lorsqu'elle n'est pas débitrice du poursuivant —Besanç. 12 mars 1811, t. 20, p. 93, n° 101. — *V.* le n° qui précède.

598. Il en est de même du mari à l'égard des biens extrà-dotaux de sa femme, lorsqu'il n'a figuré dans la poursuite que pour la validité de la procédure —Aix, 27 av. 1809, t. 20, p. 93, n° 102.—V. *suprà*, n° 596.

599. La femme créancière de son mari doit également être admise à enchérir, quoique mariée sous le régime dotal.—Aix, 23 fév. 1807, t. 20, p. 93, n° 103.—V. *suprà*, n° 596.

600. Mais elle n'y serait pas admise s'il résultait des circonstances de la cause qu'elle acquerrait pour le compte de la communauté.—Brux. 26 mars 1812, t. 20, p. 93, n° 104. —V. *suprà*, n° 596.

601. Le tuteur peut se rendre adjudicataire des biens de son mineur par suite d'une surenchère qu'il a faite comme son créancier, après une première adjudication qui avait suivi la saisie desdits biens, faite à la requête du tuteur. — Toul. 4 fév. 1825, t. 28, p. 191.

602. Mais le mari cotuteur des enfans mineurs de sa femme ne peut se faire adjuger les biens appartenant à ces derniers, encore bien que cette adjudication ait eu lieu par suite d'une expropriation sur saisie immobilière exercée à la requête d'un de leurs créanciers. — Paris, 28 janv. 1826, t. 31, p. 342. —V. *infrà*, n° 613.

603. Un membre du tribunal qui prononce l'adjudication peut se rendre adjudicataire, lorsque c'est lui qui, en qualité de créancier, a fait poursuivre la vente forcée de l'immeuble. — Montp. 17 août 1818 — Gren. 19 avril 1823, t. 20, p. 397, n° 419.

604. Mais l'adjudication sur saisie immobilière ne peut pas être faite au profit du fils d'un juge du tribunal devant lequel elle se poursuit, surtout si le juge siégeait lors de l'adjudication —Montp. 26 juin 1817, t. 20, p. 496, n° 555.—Sur la question de savoir si les membres d'une cour royale peuvent acquérir un immeuble vendu par saisie immobilière dans un tribunal du ressort, *V.* MM. Pig. t. 2, p. 144. n° 53; Carr. t. 2, p. 626, n° 2397. — A l'égard des procureurs et avocats généraux, *V.* M. Pig. *loc. cit.* H. p. 20; et surtout M. Carr n° 2398. — *V.* Rolland de Villargues, *Rép. du not.* v° *Vente judiciaire.* —V. *infrà*, nos 610 et 614.

605. L'avoué qui poursuit la vente en expropriation forcée, et qui n'a pas reçu de mandat de son client pour enchérir, peut se rendre adjudicataire pour un tiers.—Cass. 4 germ. an 8, t. 5, p. 250, n° 11. — *Sic* M. Coff.

606 La vacation pour enchérir et pour se rendre adjudicataire, peut être réclamée par l'avoué poursuivant cumulativement avec la vacation de l'adjudication définitive. —C. T. t. 2, p. 202, 116.

607. Est-il dû plusieurs vacations pour enchérir et se rendre adjudicataire lorsqu'il y a plusieurs lots? —Oui, lorsque les enchères ont été faites et les adjudications délivrées au nom de différents clients. Chacun d'eux doit alors une vacation particulière. — Non, lorsque dans la même adjudication les enchères et les adjudications pour différents lots n'ont été faites qu'au nom de la même personne. — C. T. t. 2, p. 203, 117.

608. Les avoués peuvent-ils se rendre adjudicataires en leur nom personnel des biens dont ils sont chargés de poursuivre la vente en justice? — Non, si l'avoué est le mandataire chargé de vendre; dans le cas, par exemple, où il s'agit de la vente de biens de mineur.—Cass. 2 août 1813; Rouen, 6 mai 1818. — Oui, si l'avoué est chargé de poursuivre la vente par suite de saisie immobilière.—Bourges, 15 fév. 1815.- Cass 6 mai 1817, et 26 mars 1817 — Gren. 21 août 1818, t. 5, p. 325, n° 63; et t. 20, p. 444, n° 448. Poit. 10 mai 1833, t. 44, p. 319.-*V.* MM. Huet p. 201 et 218, Pr. Fr. t. 4, p. 370 et 371; Carr. *Analyse*, t. 2, p 388, n° 294; et Carr. L. p. c. t. 2, n 622, n° 2392; et F. L. t. 5, p. 67 et 68.

609. L'avoué qui a poursuivi la vente d'un immeuble peut postérieurement s'en rendre acquéreur, si au moment de l'adjudication définitive il a cessé d'être l'avoué des poursuivants.—Paris, 31 janv. 1814, t. 5, p. 334, n° 67. — *V.* le n° qui précède.

610. On ne peut appliquer les dispositions de l'art. 713 C. p. c. qui défend aux avoués de se rendre adjudicataires pour le saisi, au cas où un tiers s'engage à acquérir des biens expropriés pour les faire rentrer dans la possession du saisi. — Colmar, 12 juill. 1825, t. 30, p. 339.— V. *infrà*, n° 612.

611. Il est dû une vacation à l'avoué pour enchérir à l'adjudication préparatoire.-C. T. t. 2, p. 202. 115.

612. Est valable le contrat par lequel l'avoué qui demeure adjudicataire en son nom personnel d'un immeuble saisi, s'engage à remettre ce bien au saisi sous des conditions arrêtées entre eux. — Lyon, 7 mai 1832, t. 45, p. 538. — V. *suprà*, n° 610.

613. Un avoué ne peut se rendre pour le compte de sa femme, adjudicataire des biens qu'il est chargé de faire vendre par licitation. — Toul. 16 mars 1833, t. 47, p. 474.— *V.* Rolland de Villargues, *Rép. du notariat*, v° *Vente*, n° 136. — V. *suprà*, n° 602 et suiv.

614. La prohibition faite à l'avoué de se rendre adjudicataire pour le saisi ne s'étend pas aux enfants du saisi, s'il n'est pas prouvé qu'ils sont personnes interposées; l'art. 911 C. p. c. est inapplicable. — Bord. 2 fév. 1829, t. 38, p. 227. —V. *suprà*, n° 604.

615. La probibition portée en l'art. 713, peut-elle être étendue à d'autres personnes que celles qui sont indiquées dans cet article.

L'art. 1596, dit M. Carr. t. 2, p. 621, n° 2392, nous paraît applicable aux ventes par expropriation forcée, attendu qu'il renferme un principe de droit commun auquel on ne peut dire que l'art. 737 C. p. c. ait dérogé. Mais le savant professeur pense qu'il n'en est pas de même de l'art. 1597; car ces mots *droits et actions litigieux* qu'on trouve dans cet article, ne sauraient s'appliquer à une voie d'exécution qui ne peut pas être litigieuse. — V. *J. A.* t. 20, p. 587, n° 701, et les arrêts qui précèdent.

616 et 617. Lorsque la régie des domaines provoque une expropriation, elle peut, à défaut d'enchérisseur, se rendre adjudicataire de l'immeuble sur la mise à prix. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 319, n° 1.— Néanmoins, d'après les instructions de la régie, les préposés ne peuvent poursuivre d'expropriation ni se rendre adjudicataire sans y avoir été formellement autorisés par l'administration. — Lettres du ministre de la justice et des finances des 15 et 23 brum. an 12 — *J. A.* t. 20, p 21, n° 29. — *V.* M. Pig. *Comm. loc. cit.*

618. Décret du 12 sept. 1811 relatif aux poursuites de saisie immobilière à exercer contre les débiteurs de l'université de France et à sa capacité de se rendre adjudicataire.— *J. A.* t. 20, p. 339, n° 341.

Art. 2. *Droits et devoirs de l'adjudicataire.*

619. L'adjudicataire d'un immeuble doit les intérêts de son prix jusqu'à ce qu'il l'ait payé, et ne peut exciper de ce que les intérêts des créanciers colloqués cessent dès la clôture définitive de l'ordre.—Bord. 27 av. 1833, t. 47, p. 503.

620. En cas d'appel du jugement d'adjudication définitive de la part du saisi, les frais de cet appel ne sont pas à la charge de l'adjudicataire, qui doit, au contraire, être autorisé à les prélever sur son prix. —Besanç. 10 déc. 1818, t. 20, p. 530, n° 614.

621. Comme aussi l'adjudicataire a un privilége sur son prix pour les frais de cette signification du jugement d'adjudication aux créanciers inscrits.—Paris, 12 janv. 1813 — Gren. 7 fév. 1824, et 20 juill. 1825. —Décision contraire, Metz, 22 mars 1817.—Cass. 13 juill 1829, t. 20 p. 390, n° 410, et t. 37, p. 159.— *V.* d'autres décisions, *suprà*, n° 594 — *V.* MM. Pig. t. 2, p. 246; D. C. p. 463; Huet. p. 268; B. S. P. p. 528, et Carr. 2332e quest.

622. C'est par appel et non par opposition qu'un adjudicataire peut faire réformer la partie du jugement qui fixe le montant des frais.—Besanç. 21 août 1807, t. 20, p. 120, n° 121 *bis*.

623. Pour obtenir prompte justice, l'adjudicataire peut, en ce cas, obtenir la permission d'assigner à bref délai l'avoué de première instance. —Besanç. 21 août 1807. 20, p. 120, n° 121 *ter*.

624. L'adjudicataire de biens expropriés ne peut, en cette qualité, comme le pourrait faire un créancier, exercer les droits et actions du saisi.— Renn. 7 déc. 1818, t. 20, p. 530, n° 612.

625. Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, l'adjudicataire était non recevable à critiquer la clause de son adjudication qui l'obligeait au remboursement des capitaux de rentes constitués et des autres dettes non exigibles.—Brux. 11 therm. an 13.—Cass. 2 nov. 1807, t. 20, p. 73, n° 79. —*V.* M. Haut. p. 162, n. c, 1.

626. La clause du cahier des charges portant que *l'adjudicataire jouira des fruits et paiera les intérêts du prix à compter du jour de l'adjudication*, doit produire tout son effet, lors même que l'appel du jugement d'adjudication définitive a retardé la mise en possession de l'adjudicataire.—Cass. 18 août 1808, t. 20, p. 191, n° 167.—*V.* M. Haut. p. 151, 3e alin.

627. Dans le même cas, l'adjudicataire a son recours contre le débiteur pour lui faire restituer les fruits par lui perçus.—Cass. 18 août 1808, t 20, p. 161, n° 168.

628. Les créanciers inscrits n'ont pas le droit, avant la clôture de l'ordre, de s'opposer à la jouissance d'un adjudicataire sous le prétexte de dégradations par lui commises sur le domaine vendu, et pour l'avoir fait, ils peuvent être condamnés à des dommages-intérêts. — Renn. 30 déc. 1824, t. 27, p. 211.

629. Les créanciers inscrits ont le droit de se prévaloir contre l'adjudicataire des clauses de l'adjudication, encore bien qu'elle ne soit pas leur ouvrage.— Cass. 2 nov. 1807, t. 20 p. 73, n° 80.

630. Lorsque dans un cahier des charges le créancier poursuivant insère deux clauses entièrement contraires l'une à l'autre, et dont l'exécution simultanée serait impossible, l'adjudicataire, en n'exécutant pas l'obligation que lui impose l'une de ces clauses, n'encourt point les peines attachées par une disposition formelle du cahier des charges à cette inexécution.— Renn. 30 déc. 1824, t. 27, p. 211.

631. Lorsqu'un jugement d'adjudication fixe le délai dans lequel l'adjudicataire sera tenu de consigner le prix de la vente, la consignation n'est point nulle, quoique faite après l'expiration de ce délai, elle ne doit même pas être considérée dans ce cas comme consignation volontaire, et à ce titre assujettie à la formalité préalable d'offres réelles et de sommation au débiteur exproprié.— Toul. 22 nov. 1820, t. 20, p. 564, n° 656.

632. Le défaut de consignation de prix de la part de l'acquéreur, lorsque le cahier des charges ne l'y a pas expressément obligé, n'autorise pas la revente de l'immeuble. —Renn 23 déc. 1814, t. 15, p. 113, n° 125.

633. L'acquéreur, par suite de saisie immobilière, n'est pas recevable à critiquer les baux faits par le saisi long-temps avant la poursuite.—Ang. 15 juill. 1818, t. 20, p. 525, n° 606.—*V.* M. B. S. P. p. 581, n. 26, n° 2.

634. Si l'on ne faisait pas connaître le bail verbal à l'adjudicataire, celui-ci pourrait-il se dispenser d'exécuter le bail, sauf au locataire ou fermier, à exiger une indemnité?—M. Pig. t. 2, p. 239, dit qu'il faut distinguer si le locataire ou fermier est en possession ou non; dans le premier cas, l'adjudicataire n'aura qu'une indemnité à réclamer du saisi; dans le second, ce sera le fermier.—*J. A.* t. 20, p. 588, n° 714.

635. Lorsque l'existence d'un bail a été notifiée au créancier poursuivant et mentionnée au cahier des charges, l'adjudicataire ne peut se mettre en jouissance des immeubles au mépris du bail sans l'avoir fait annuler. — Am. 20 août 1825. — Froitier C. Martin Anneur.

636. La saisie immobilière contre un héritier bénéficiaire sur ses propres héritages, quoique nulle à l'égard du créancier, ne peut pas être annulée à l'égard de l'adjudicataire s'il n'y a point eu d'appel interjeté contre lui en temps utile. — Paris, 8 janv. 1808, t. 20, p. 127, n° 130. — *V.* H. p. 206, n° 5; et p. 275, n° 2.

637. La partie saisie qui n'a proposé aucun moyen de nullité avant l'adjudication, ne peut, lorsque sur son appel vis-à-vis du poursuivant la procédure est déclarée nulle, faire prononcer le déguerpissement et la résiliation de jouissance contre l'adjudicataire qu'elle appelle en déclaration de jugement commun. — Paris, 20 vent. an 11, t. 20, p. 11, n° 13. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 629, n° 2; et H p. 294, n. A 2.

638. De même une adjudication est indivisible, en ce sens qu'elle ne peut être annulée à l'égard de l'adjudicataire, si l'appel n'est plus recevable contre les poursuivants — Cass 14 juin 1813, t. 20, p. 108, n° 119.

639. Le créancier qui a poursuivi l'expropriation forcée d'un immeuble n'est pas responsable envers l'adjudicataire des objets compris dans la vente ou de leur valeur, sauf à ce dernier à demander la rescision de la vente ou une diminution de prix.—Brux. 12 déc. 1807, t. 20, p. 124, n. 128.—*Sic* M. Pig. *Comm.* t. 2. p. 308, n° 2.—V. *infrà*, n° 646.

640. Lorsque le cahier des charges porte que la vente est faite *sans aucune garantie de mesure*, l'adjudicataire ne peut exercer aucune réclamation pour défaut de mesure.— Cass. 16 nov. 1828. — Lacroix C. Travault.

641. La dégradation commise par la partie saisie sur les biens expropriés postérieurement à l'apposition des affiches ne donnent lieu qu'à une action en dommages intérêts avec contrainte par corps, mais ne donnent point à l'acquéreur un privilége sur son prix.—Paris, 19 août 1808, 2 juin 1810, t. 20, p. 162, n° 169.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 574, n° 2314; Pig. *Comm.* t. 2, p. 308, n° 2; H. p. 150, n° 1.

642 Le créancier saisissant dont la poursuite est annulée, ne peut être condamné à des dommages intérêts qu'envers l'adjudicataire et non envers le saisi. Bes. 21 juin 1810, t. 20, p. 36, n. 52.—*V.* MM. Carr. t. 2, p 675, n. 11; et H. p. 292, n° 16; et le *nota*.

643. Si l'adjudicataire est évincé en totalité ou partie de la propriété de l'immeuble, que fera-t-il pour se rédimer du prix qu'il aurait payé? — MM. Carr. *Rép.* t. 12, p. 301, n° 2; Delap. t. 2, p. 329; et Carr. t. 2, p. 670, n° 2477, pensent qu'il a une action contre le saisi et contre les créanciers qu'il a payés. — M. Pers Q. t. 2, p 24, lui donne aussi une action contre le créancier poursuivant, *V* t. 20, p 572. n° 668. — *V.* aussi les arrêts suivants et *infrà*, n° 739.

644 Décidé au contraire que c'est au poursuivant l'expropriation forcée à indemniser l'adjudicataire exproprié de tout ce qu'il a été obligé de payer pour raison de l'adjudication à lui consentie.— Caen, 7 déc. 1827, t. 39, p. 209.

645. L'adjudicataire sur saisie

immobilière évincé doit-il exercer son recours en garantie contre le saisi, et non contre le poursuivant. —Oui, Cass. 16 déc. 1828.—Décide au contraire que c'est contre le poursuivant.—Caen, 7 déc. 1827, t. 36, p. 170 et t. 39, p. 209. — V. *suprà*, n° 643.

646. Si l'adjudicataire n'est évincé que d'une partie des objets qui lui ont été vendus, peut-il non seulement demander une diminution proportionnelle du prix, mais encore, s'il le juge à propos, la résolution de l'adjudication.—M. Pers. Q. t. 2, p. 240, pense que l'art. 731 C. p. c. exclut toute application des art. 1736 et 1638 C. c., en disposant que l'adjudicataire n'a pas plus de droits que le saisi; il ajoute enfin qu'une adjudication sur expropriation doit se résoudre moins facilement qu'une vente ordinaire; mais M. Carr. t. 2, p. 672, n° 2478, pense au contraire que la disposition de l'art. 731 C. p. c. est indifférente, car l'art. 2182 C. c. contient une disposition semblable à l'égard des ventes ordinaires, ce qui n'empêche pas d'appliquer l'art. 1636 C. c.; telle est aussi l'opinion de M. F. L. t. 5, p. 73, 2e col. n° 2; t. 20, p. 572, n° 667.—V. *suprà*, n° 639 et 643

647. On doit appliquer aux ventes par expropriation forcée la disposition de l'art. 1637 C. c. qui porte qu'en cas d'éviction la valeur de la partie dont on est évincée est remboursée suivant estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente. —Toul. 21 janv. 1826, t. 30, p. 285.

648. Le poursuivant est tenu de garantir l'adjudicataire des condamnations qui peuvent intervenir contre lui.— Colm. 16 janv. 1817, t. 21, p 576, n° 76 *ter*.—V. *suprà*, n° 643.

649. Il ne peut s'opérer de compensation à l'égard du créancier hypothécaire qui s'est rendu adjudicataire d'un immeuble, entre le prix de son adjudication et le montant de sa créance contestée. — Paris, 31 août 1815, t. 10, p. 479, n° 32.

650. L'adjudicataire ne peut être déclaré garant envers le poursuivant de la nullité des poursuites d'ordre, tirée de la non signification du jugement d'adjudication au saisi.—Poit. 25 juin 1823, t. 25, p. 228.

651. L'acquéreur peut même, après l'ouverture de l'ordre, devenir cessionnaire des créances hypothécaires inscrites sur l'héritage acheté. — Cass 5 juill. 1819, t. 17, p. 347, n° 227.

652. L'acquéreur d'un bien vendu par expropriation forcée par les syndics définitifs d'une faillite, doit faire transcrire son acte d'adjudication et le notifier aux créanciers inscrits pour le purger des hypothèques qui le grèvent; autrement, les créanciers hypothécaires qui n'ont pas été appelés à l'ordre peuvent le faire saisir réellement entre ses mains, sans qu'il puisse leur opposer qu'il a payé son prix sur des mandats de justice. — Caen, 28 nov. 1825. — Angenon C. Fleuriel.— V. *infrà*, nos 658 et 665.

653. Les héritiers d'un adjudicataire ne peuvent arrêter les poursuites de la folle enchère dirigées contre leur auteur, en licitant les biens adjugés devant un autre tribunal que celui saisi de la folle enchère, lors même qu'ils chargeraient l'acquéreur sur licitation de donner son prix au créancier qui poursuit la folle enchère.—Cass. 9 janv. 1834, t. 47, p. 417.

654. L'adjudicataire qui ne paie pas un bordereau de collocation peut être poursuivi par voie de saisie-exécution.— Riom. 23 juin 1821, t. 23, p. 225 — V. *infrà*, n° 665 et suiv.

655. Comme aussi le créancier porteur d'un bordereau de collocation peut, à défaut de paiement par l'adjudicataire poursuivre la saisie de l'immeuble — Brux. 14 juill. 1810, t. 20, p. 275, n° 279. — V. *infrà*, nos 665 et suiv., et 484, et *suprà*, nos 3 et suiv.

656. Le bordereau de collocation délivré aux créanciers est exécutoire contre l'acquéreur, quoiqu'il ne soit pas signé du président du tribunal, ni intitulé comme les jugements. — Brux. 14 juill. 1810, t. 20, p. 27 n° 278. — Tel est l'avis de M. Carr. t. 3, p. 43.

657. L'adjudicataire d'un immeuble vendu par expropriation forcée, se libère valablement en payant à une femme séparée de biens, et autorisée par son mari à donner quittance, la somme pour laquelle elle a été colloquée en reprise de sa dot. Il n'a pas le droit de contester les titres de ceux auxquels les bordereaux ont été délivrés. — Cass. 25 janv. 1826, t. 31, p. 49.

658. L'adjudicataire qui ne doit payer une partie du prix qu'après l'accomplissement des formalités de la purge, peut être condamné à payer auparavant, s'il laisse écouler un long temps sans remplir cette formalité.— Bord. 12 mai 1827, t. 34, p. 98.— V. *suprà*, n° 652.

658 *bis*. Le créancier qui s'est rendu adjudicataire de l'immeuble hypothéqué à sa créance, ne peut, en sa qualité de créancier, se prétendre affranchi des servitudes grevant cet immeuble, et qu'il se trouve obligé de souffrir comme adjudicataire, d'après le cahier des charges, lors même qu'avant l'adjudication il aurait fait des réserves vagues et générales pour la conservation de ses droits.—Cass. 18 janv. 1832, t 44, p. 42,—V. *ibid., de longues observations*.

Art. 3. *Déclaration de command* (1).

659. Le délai pour faire la déclaration de command, est déterminé par la loi en vigueur lors de l'adjudication définitive, et non par la loi en vigueur lors des procédures qui ont précédé cette adjudication.—Cass. 16 janv. 1815, t. 6, p. 699, n° 33. — V. *infrà*, n° 687.

660. Le délai de vingt-quatre heures accordé pour notifier la déclaration de command, à l'effet d'exempter du droit proportionnel, court du jour de l'acquisition, et non du jour du délai accordé pour l'enregistrement de cette déclaration. — Cass. 19 germ. an 12, t. 20, p. 27, n° 36. —V. M. F. L. t. 5, p. 62, n° 2.

661. Lorsqu'un avoué a fait adjuger un immeuble à la barre du tribunal, et que, dans la déclaration de command, il déclare qu'il a acquis pour son propre compte, on ne peut attaquer le jugement pour incapacité de l'avoué, que par voie d'action principale, et non par voie d'appel.—Cass. 27 avr. 1826, t. 32, p. 34.

662. Lorsqu'il n'y a point eu d'enchérisseur sur une vente par suite de saisie immobilière, que l'immeuble a été adjugé pour la mise à prix faite par le poursuivant, qu'il l'a été à l'avoué, et que celui-ci n'a point fait de déclaration, on ne peut alors considérer l'avoué comme adjudicataire, ni prendre contre lui inscription d'office, lors de la transcription de l'adjudication. —V. une dissertation sur cette proposition, t. 28, p. 28.

663. Un avoué peut faire une déclaration de command pour son père. — Poit. 31 août 1831, t. 41, p. 552.

664. Les déclarations de command, faites par les avoués adjudicataires, ne sont passibles que du droit de un franc, quand elles sont faites dans l'adjudication. Quand elles sont faites séparément, elles constituent un acte passé au greffe, pour lequel il est dû un droit de rédaction de 1 fr. 25 c. — C. T. t. 2, p. 204, 125.

Chap. XIII. — *Folle enchère.*

Art. 1er. — *Conditions antérieures.*

665. La voie de la folle enchère est ouverte, non-seulement contre l'adjudicataire qui n'a pas rempli les conditions préalables à la délivrance du jugement d'adjudication, mais encore contre celui qui n'a pas payé le prix de l'adjudication, 26 nov. 1823, t. 25, p. 381 (1).

666. L'adjudicataire qui n'a pas payé le prix de son adjudication est passible de la folle enchère, quoiqu'il ait rempli toutes les conditions préalables de son adjudication. — 5 av. 1824, t. 32, p. 184. — V. *suprà*, n° 665.

667. L'adjudicataire qui n'a pas

(1) Il est utile de consulter notre mot *Enregistrement*, nos 95 à 127.

(1) Voyez les décisions analogues, *suprà*, n° 654 et suiv., et *infrà*, nos 666 à 673.

payé le prix de son adjudication est passible de la folle enchère, quoiqu'il ait rempli toutes les conditions préalables de son adjudication, et le créancier inscrit qui reçoit des intérêts de sa créance de l'adjudicataire, n'en conserve pas moins le droit de poursuivre ce dernier par voie de folle enchère. —20 déc. 1827, t. 34, p. 158. — V. *suprà*, n° 665.

668. L'adjudicataire sur saisie-immobilière qui, après avoir obtenu la délivrance du jugement d'adjudication, n'acquitte pas les bordereaux de collocation, peut être poursuivie par voie de folle enchère. — 5 janv. 1822, t. 25, p. 374.—V. *suprà*, n° 665.

669. La poursuite sur folle enchère n'est pas éteinte par cela seul que le poursuivant a été entièrement désintéressé, si d'ailleurs l'adjudicataire ne justifie pas de l'acquit de toutes les conditions de l'adjudicataire.—8 juill. 1828, t. 35, p. 64.— V. *suprà*, n° 665.

670. Lorsque l'adjudicataire d'un immeuble vendu sur licitation a revendu cet immeuble à un tiers qui s'est libéré de son prix par des offres validées par un jugement, l'avoué de la partie qui a poursuivi l'adjudication, ne peut, lors même qu'il n'aurait point figuré dans ce jugement, poursuivre la revente sur folle enchère, sous prétexte qu'il n'aurait point été payé de ses frais de procédure, s'il a négligé de prendre inscription en temps utile.—Paris, 22 mai 1833, t. 45, p. 688. — V. *suprà*, n° 665.

671. Lorsque, d'après le cahier des charges, l'adjudicataire peut, sur la demande des créanciers inscrits, être contraint de consigner le prix de son adjudication, conformément à l'ordonnance du 3 juill. 1816, la revente sur folle enchère ne doit être exercée contre lui, qu'autant que le tribunal a ordonné cette consignation, et lors même que les créanciers l'auraient sommé de la faire.—Bord. 4 mai 1832, t. 45, p. 523.

672. Il y a lieu, non à annuler l'adjudication, mais à poursuite sur la folle enchère, dans le cas où l'adjudication ne fournit pas la caution que le cahier des charges l'obligeait à donner. — Gren. 22 août 1832, t. 44, p. 204. — V. *suprà*, 665.

673. Sous la loi du 11 brumaire, l'adjudicataire ne pouvait être contraint par voie de folle enchère, qu'à raison des charges exigibles au jour de la clôture de l'ordre et non pour celles qui le seraient devenues depuis.—Paris, 2 janv 1816, t. 20, p. 453, n° 500. —*V*. MM. H. p. 301 et 305, et Carr. t. 2, p. 691, n° 2516; Pig. t. 2, p. 150, n° 2.

674. Sous l'empire de la même loi, si l'adjudicataire avait revendu une portion de l'immeuble, l'acquéreur pouvait s'affranchir de la poursuite de folle enchère, en offrant de nouveau son prix aux créanciers inscrits. —Paris, 2 janv. 1816, t. 20, p. 454, n° 501 — V. *infrà*, n° 684.

675. L'adjudicataire ne peut s'affranchir des obligations que lui impose le cahier des charges ni se soustraire à la poursuite de folle enchère par le délaissement de l'immeuble.—Paris, 17 janv. 1816, t. 20, p. 457, n° 504.

676. Lorsque le fol enchérisseur a interrompu les poursuites de folle enchère, en offrant de justifier de l'acquit des charges de l'adjudication, les difficultés qui s'élèvent sur le réglement des frais à consigner, ne le dispensent pas de justifier qu'il a satisfait aux autres obligations. — Cass. 8 mai 1820, t. 20, p. 559, n° 649. — *V*. MM. B. S. P. p. 607, n. 124, n° 1, et F. L p. 81, et 82.-Le délai de 20 jours accordé par l'art. 715 à l'adjudicataire, pour justifier qu'il a satisfait aux conditions de l'enchère, n'est pas franc, suiv. M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 349, n° 3.

677. La stipulation de revente sur la folle enchère de l'acheteur est permise, quoiqu'il ne s'agisse pas de poursuite de saisie immobilière. —Brux. 8 mars 1820.

678. L'adjudicataire de biens vendus sur publications volontaires, à l'audience des criées d'un tribunal, peut être poursuivi par voie de folle enchère, si le cahier des charges porte que la folle enchère aura lieu en cas d'inexécution des clauses de l'adjudication. — Cass. 9 janv. 1834, t. 47, p. 417.

679. Lorsque des biens ont été vendus par licitation, les créanciers porteurs de bordereaux non payés ont le droit de poursuivre la revente par folle enchère des biens adjugés. — Rouen, 8 déc. 1825. Delaville C. Hendron.

680. Le cessionnaire du prix d'un immeuble ne peut poursuivre le débiteur que par les voies ordinaires, et n'a pas le droit d'exercer sur lui la revente à folle enchère.— Paris, 31 juill. 1816, t. 20, p. 468, n° 518.—*V*. M. Carr. t. 2, p 591, n° 2.

681. En cas d'inexécution des conditions de la vente, la folle enchère peut être poursuivie contre le cohéritier qui s'est rendu adjudicataire sur licitation, comme elle pourrait l'être contre tout autre individu, lorsqu'il existe une clause au cahier des charges. —Paris, 21 mai 1816, t. 20, p. 462, n° 514. — *V*. M. Carr. t. 2, p. 691, n. 1, n° 3.— *V*. le n° qui suit.

682. La revente sur folle enchère d'un immeuble vendu par licitation peut être poursuivie par les créanciers inscrits du vendeur qui ne sont pas payés du montant de leur collocation, aussi bien que par le vendeur lui-même, lorsque ce droit a été réservé par une clause du cahier des charges.—12 mars 1823, t. 25, p. 92. — *V*. le n° qui précède.

683. Le fol enchérisseur est contraignable par corps, lors même qu'il s'agit d'une vente volontaire sur licitation.—26 mai 1828, t. 32, p 53.

684. Lorsqu'un adjudicataire ne remplit pas les clauses de son adjudication, les reventes partielles qu'il aurait pu consentir, quand même il resterait des biens suffisants pour acquitter le prix principal et les intérêts, ni les poursuites de saisie immobilière exercées par les créanciers personnels, ne sont un obstacle à la revente de la totalité sur folle enchère.—Paris, 5 juin 1806, et 27 juill. 1809, t. 20, p. 85, n° 91.—V. *suprà*, n° 674

685. La saisie immobilière pratiquée contre un adjudicataire qui ne remplit pas les charges de son adjudication, ne rend pas le créancier non recevable à poursuivre la revente sur folle enchère.—Bourg. 18 nov. 1814, t. 20, p. 433, n° 470. — *V. nos Observations*, ibid.

686. Le créancier qui accorde purement et simplement un délai au fol enchérisseur pour satisfaire aux charges de l'adjudication, n'est pas censé pour cela avoir renoncé à poursuivre la folle enchère à l'expiration du délai. — Paris, 20 sept. 1816, t. 20, p. 473, n° 521. — *V*. M. Carr. t. 2, p. 691. n. n° 4; tout créancier peut-il provoquer la revente sur folle enchère? oui suivant MM. Pig. t. 2, p 254, et p. 151, n. 4; Carr. t. 2, p. 697, n. 25, n° 8; D. C. p. 461, et Lep. p. 433.

687. Le poursuivant qui, au lieu de demander à l'instant la justification de l'acquit des charges de l'adjudication, s'est borné à contester purement et simplement sur le réglement des frais, n'est pas censé pour cela avoir renoncé à exiger cette justification avant que les frais soient définitivement réglés. —Cass. 8 mai 1820, t. 20, p. 559, n° 650.

688. Le droit de poursuivre la folle enchère, ne se prescrit que par trente ans, encore bien qu'il n'existe pas d'inscription du chef des créanciers.—Paris, 20 sept. 1816, t. 20, p. 473, n° 522.—V. *infrà*, n° 692.

Art. 2. *Formalités*.

689. La poursuite de folle enchère doit être faite suivant les formalités du Code de proc. quoique l'adjudication, en vertu de laquelle le fol enchérisseur est propriétaire, ait été passée sous la loi du 11 brum an 7. —30 nov. 1809, t. 6, p. 687, V° *Cod. proc. civ.*, n° 24.—V. *suprà*, n° 659.

690 et 691. Sous la loi du 11 brum. an 7, il n'était pas nécessaire d'appeler la partie saisie dans l'instance de revente sur folle enchère.—Cass. 14 avril 1825.

692. Le droit de poursuivre la folle enchère sur l'adjudicataire qui ne remplit pas les clauses de l'adjudication, n'est soumise à aucun délai.—Cass. 9 janv. 1834, t. 47, p. 417. —V. *suprà*, n° 688.

693. La poursuite de folle enchère doit être portée au même tribunal

que celui qui a prononcé l'adjudication.— Paris, 16 fév. 1816, t. 20, p. 459, nº 508 — *V*. M. Carr. t. 2, p. 691, n. 1, nº 1. —*V*. le nº qui suit.

694. C'est devant le tribunal qui a prononcé l'adjudication, et non devant celui de la situation de l'immeuble qu'on doit poursuivre la folle enchère après vente sur licitation. — Paris, 28 sept. 1825, t. 30, p. 350. — Cass. 9 janv. 1834, t. 47, p. 417.—*V*. le nº qui précède.

695. La revente sur folle enchère poursuivie contre l'adjudicataire sur licitation, doit se faire devant le notaire qui a procédé à la vente.— Paris, 25 juill. 1823, t. 25, p. 276.

696. Lorsqu'il a été stipulé que faute par l'adjudicataire de satisfaire aux conditions de la vente dans le délai prescrit, l'immeuble serait revendu à sa folle enchère sans sommation préalable, le vendeur peut bien poursuivre dès l'expiration du délai, mais ne peut pas se dispenser d'observer les formalités prescrites pour la revente.—Am. 3 août 1816, t. 20, p. 470, nº 519.

697. Les formalités de la poursuite de folle enchère doivent-elles être observées à peine de nullité en ce qu'elles ont de semblable aux formalités prescrites sous la même peine pour la saisie.

Il semble que l'art. 745 C. p. c. n'est applicable qu'aux nullités, délais et formalités de l'appel : cependant MM. Delap. t. 2, p. 337; Carr. t. 2, p. 697, nº 2525; Pig. *Comm*. t. 2, p. 399; F. L. t. 5, p. 82, sont d'accord pour soutenir que cet article s'applique aussi aux procédures de première instance.—V. *J. A*. t. 20, p. 574, nº 670

698. Lorsqu'un créancier se trouve dans la nécessité d'exproprier l'acquéreur qui ne lui paie pas le montant de son bordereau, il doit, à peine de dommages-intérêts, si le prix de la nouvelle vente n'a pas égalé celui de la première, appeler à l'instance en expropriation les créanciers colloqués postérieurement à lui. — Gren. 29 janv. 1825, t. 30, p. 38.

699. On peut subroger au poursuivant la folle enchère, un autre créancier du fol enchérisseur sans violer l'art. 1166 C. c. et 721 C. p. c.— Cass. 8 juill. 1828, t. 35, p. 64.

700. Le jugement qui admet la subrogation d'un créancier au lieu et place du créancier poursuivant la folle enchère, peut prononcer en même temps l'adjudication. — Cass. 8 juill. 1828, t. 35, p. 64.

701. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les placards, pour parvenir à la vente sur folle enchère, contiennent les énonciations prescrites par l'art. 682 C. p. c. — Rouen, 14 janv. et 19 nov. 1826, t. 31, p. 68.

702. En matière de folle enchère, est-il nécessaire de notifier le placard aux créanciers inscrits? — Non, dit M. Pig. *Comm*. t. 2, p. 391, nº 4, parce que la notification leur ayant déjà été faite, et celle-ci ne changeant rien à leurs droits, elle devient inutile; le tarif est muet à cet égard; tel est aussi l'avis de M. D. C. p. 241. —V. *J. A*. t. 20, p. 574, nº 671.

703. La quinzaine qui doit s'écouler entre l'apposition de placards sur folle enchère, et la première publication doit être franche à peine de nullité.—Toul. 21 fév. 1828, t. 35, p. 197.

704. En matière de folle enchère, il suffit de faire une seule notification de placard à l'avoué de l'adjudicaire huit jours avant la première publication. — Cass. 9 mai 1830, t. 40, p. 311.—C. T. t. 2, p. 224, 70.

705. On peut signifier à personne ou domicile le placard pour parvenir à la revente sur folle enchère, lorsque l'avoué du fol enchérisseur est décédé ou sorti de fonctions ; on peut se dispenser d'assigner en constitution de nouvel avoué. — Rouen, 14 janv 1826, 19 nov. 1825, t. 31, p. 68.

705 *bis*. L'insertion aux petites affiches est régulière quand elle a lieu dans le délai de la loi, quoiqu'elle n'ait été faite que dans un supplément publié le lendemain du jour où a paru le numéro auquel il se rattache.— Toulouse, 20 déc. 1827, t. 34, p. 158.

706. L'avoué poursuivant sur folle enchère ne peut réclamer un nouveau droit proportionnel sur le prix de la revente, qu'autant que ce prix serait supérieur à la première adjudication, et en calculant la remise sur cet excédant seulement.— C. T. t. 2, p. 224, 73.

707. En matière de folle enchère, le tribunal, en prononçant l'adjudication préparatoire, doit-il renvoyer non pas à quinzaine, mais à deux mois pour être procédé à l'adjudication définitive. — Oui : MM. Desevaux, p. 109, 110 et 111 ; Haut p. 400, et Pig. *Comm*. t. 2. p. 393 nº 1 ; mais M. Carr. t. 2, p. 695, pense que le décret du 2 février 1811, porte bien une modification à l'art. 706, mais ne contient aucune dérogation, ni formelle, ni tacite à l'art. 742.—t. 20, p. 573, nº 669.

708. Le fol enchérisseur ne peut, en l'absence des créanciers colloqués, et par un jugement rendu sur requête, se faire autoriser à vendre l'immeuble à l'amiable par le ministère d'un notaire.—Paris, 19 fév 1812, t. 20, p. 353, nº 355.

709. Lorsqu'au jour de l'adjudication définitive sur folle enchère, fixé et publié suivant les formes légales, trois bougies ont été allumées successivement et se sont éteintes sans que la mise à prix de l'adjudicataire provisoire ait été couverte, le tribunal doit lui adjuger définitivement l'immeuble pour sa mise à prix, sans pouvoir remettre l'adjudication à un autre jour sous le prétexte de la modicité de cette mise à prix.—Bourg. 15 fév. 1823, t. 25, p 48.

710. Lorsque, dans l'hypothèse ci-dessus, le tribunal a ajourné l'adjudication définitive, la Cour, saisie de l'appel de son jugement, peut elle-même prononcer l'adjudication définitive au profit de l'adjudicataire provisoire, sans la renvoyer devant les premiers juges.— Bourg. 15 fév. 1823, t. 25, p. 48.

711. Celui qui, dans une poursuite en revente sur folle enchère, propose des moyens de nullité après l'adjudication préparatoire, doit préalablement donner caution pour les frais, et il doit être déclaré non recevable s'il se borne à présenter une requête pour faire déterminer le *quantum* de la caution.—Cass. 3 août 1824, t. 28, p. 328.

712. L'appel du jugement d'adjudication sur folle enchère n'est pas recevable lorsque le fol enchérisseur n'a interjeté appel du jugement qui ordonne la revente qu'après l'adjudication.—Gren. 4 av. 1816, t. 20, p. 460, nº 510.

713. L'appel du jugement rendu en matière de folle enchère d'un surenchérisseur, n'est recevable qu'autant qu'il est interjeté dans la quinzaine de la signification à avoué — Turin, 19 av. 1811, t. 20, p. 315, nº 317; M. Haut. p. 314 et 315, critique cette décision avec M. Carr. t. 2, p. 697, nº 2526.—*V*. M. Tarrible, *Rép*. t. 12, p. 299 et 300.

714. Décidé au contraire que le délai de l'appel d'un jugement d'adjudication par suite de folle enchère, est de trois mois à compter du jour de la signification à personne ou domicile, et non de quinzaine à compter du jour de la signification à avoué. —Bourg, 24 déc. 1813, t. 20, p. 415, nº 439 — V. *infrà*, nº 716.

715. L'appel d'un jugement prononçant contre le créancier poursuivant une folle enchère, la subrogation aux poursuites en faveur d'un autre créancier, n'est pas recevable après la quinzaine de la signification de ce jugement à avoué.—Bord. 10 juin 1832, t. 42, p. 122.

716. Le délai d'appel, fixé par l'art. 736, C. p. c, et rendu commun à la poursuite de folle enchère par l'art. 745, ne se rapporte qu'au jugement qui statue sur un moyen de nullité des procédures à l'adjudication provisoire; ce délai ne s'applique point au jugement qui a prononcé l'adjudication définitive.—26 nov. 1823, t. 25, p. 381. —V. *suprà*, nº 713 et 714.

717. L'appel d'un jugement qui ordonne l'adjudication préparatoire d'un immeuble contre le fol enchérisseur, doit être interjeté dans la quinzaine de la signification à avoué. —Bord. 10 juin 1832, t. 42, p. 124.

718. En matière de saisie immobilière et de folle enchère, la signification du jugement à la requête de l'adjudicataire ne fait pas courir les délais de l'appel au profit du créancier poursuivant contre le débiteur saisi

ou le fol enchérisseur.—Paris, 29 nov. 1816.—Douai, 2 juin 1820, t. 20, p. 477, n° 527.

719. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de notifier au greffier l'appel d'un jugement prescrivant une adjudication sur folle enchère.— Bord. 10 juin 1832, t. 42, p. 122.

720. L'adjudicataire sur licitation poursuivi sur folle enchère n'est pas recevable à proposer sur l'appel du jugement d'adjudication définitive rendu à son préjudice, des moyens qu'il n'avait pas fait valoir en première instance ni avant, ni lors de cette adjudication. — Cass. 11 oct. 1828. Moureau C. Meuvielle.

Art. 3.— *Conséquences.*

721. Lorsque l'adjudication par folle enchère est faite à un prix inférieur à la première adjudication, l'avoué poursuivant a un recours contre le fol enchérisseur pour le surplus de la remise à laquelle il avait droit.—C. T. t. 2. p.225, 74.

722. Lorsque des immeubles ont été adjugés en plusieurs articles et par des adjudications séparées au même adjudicataire, et que lors d'une revente par suite de folle enchère, il se trouve sur les unes une différence en plus, et sur les autres une différence en moins, il ne peut pas y avoir de compensation à l'égard du fol enchérisseur, qui demeure tenu de la différence en moins, sans pouvoir profiter de la différence en plus.—Rouen, 31 mai 1820, t. 20, p. 561, n° 651.

723. Le fol enchérisseur ne doit les intérêts de la différence du prix que du jour de la demande.—Paris, 11 juillet 1829.—Bachelier d'Ages C. héritiers Dinglemarre.

724. L'adjudicataire sur folle enchère est tenu à l'entretien des baux consentis de bonne foi par le fol enchérisseur. — 11 avril 1821, t. 23, p. 131. — *V.* les trois numéros suivants.

725. L'adjudicataire sur folle enchère *est* tenu à l'entretien des baux consentis de bonne foi par le fol enchérisseur. —16 janv. 1827, t. 33, p. 43.— V. le n° qui précède.

726. Le bail à long terme consenti par le fol enchérisseur, dans l'intervalle de la poursuite de folle enchère au jugement qui prononce l'adjudication de l'immeuble sur cette poursuite, doit être déclaré sans effet — Paris, 25 juin 1814, t. 20, p. 41, n° 49.—*V.* H. p. 309, n° 3; M. Coff trouve cela sans difficulté.—V. *suprà*, n° 724.

727. Lorsque le fol enchérisseur a donné congé à des locataires en vertu d'une clause de son adjudication qui l'y autorisait à *ses risques et périls*, l'indemnité à laquelle pourraient prétendre les locataires, est à sa charge personnelle, et ne peut pas être imposée dans la nouvelle adjudication.— Cass. 25 nov. 1807, t. 20, p. 122, n° 126. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 696, n° 2; et H. p. 313, n° 6. — V. *suprà*, n° 724.

728. Pendant la poursuite de folle enchère le juge des référés peut autoriser le poursuivant à établir un gardien pour empêcher l'enlèvement du mobilier, et faire réintégrer celui déjà enlevé.—Paris, 16 fev. 1816, t. 20. p. 459, n° 509.

729. Le fol enchérisseur peut-il être poursuivi sur ses biens personnels, avant ou pendant les poursuites de folle enchère?—Non, Cass. 20 juil. 1808 —Oui, Paris, 20 mars 1820, t. 20, p. 158, n° 166. — Pour la négative, *V.* MM Coff. et H. p. 305, 2e quest. —Pour l'affirmative, *V.* M. Carr. t. 2, p. 692, n° 2517. — *V.* aussi MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 388, n° 3; Delap. t. 2, p. 334; D. C. p. 460; et Pers. Q. t. 2, p. 390. V. *suprà*, p. 467.

730. L'adjudication sur folle enchère est réputée faite aux mêmes charges, clauses et conditions que la première vente, à moins qu'il n'y ait été dérogé d'une manière formelle et du consentement de toutes les parties intéressées. — Paris, 28 juin 1813, t. 20, p. 220, n° 221.— *V.* M. H. p. 313, n° 4, et B. S. P. p. 607, note 123, n° 2.

731. L'adjudicataire sur folle enchère est tenu, outre le paiement des frais de son adjudication, de rembourser au premier acquéreur ceux d'enregistrement et autres de la première vente. — Paris, 5 déc. 1809, 1er mai 1810; 21 juin 1811; 25 juin et 12 juill. 1813. —Cass., 6 juin 1811, t. 20, p. 220, n° 219.— *Sic* MM. Pers. Q. t. 2., p. 593; F L. t. 5, p. 82, n° 2; B. S. P. p. 606, n. 217, n° 2. — *V.* aussi MM. Carr. t. 2, p. 696, n° 2524; et H. p. 312 et 313, nos 2, 3 et 5.— Toutefois M. Persil, *loc. cit.* excepte les droits de transcription. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 225, 78.

732. Le fol enchérisseur n'est pas tenu de restituer les fruits par lui perçus pendant la jouissance.— Paris, 11 juillet 1829. — Bachelier Dagès C. hér. d'Englemarre.

733. La première adjudication et celle sur folle enchère n'opèrent qu'une seule mutation.—Paris, 25 juin 1813, t. 20, p. 220, n° 220.

Chap. XIV. *Incidens.* — Art. 1er. *Revendication.*

734. Celui qui se prétend propriétaire d'immeubles menacés de saisie immobilière ne peut former opposition au commandement, sauf à intenter après la saisie sa demande en distraction.—Bes. 19 févr. 1811, t. 20, p. 303, n° 309 bis.—*Sic* M. Carr. t. 2, p. 521, n° 2215.— *V.* aussi MM. B. S. P. p. 601, note 108; et H. p. 269, *nota.*— V. *infrà*, n° 748.

735. S'il n'y avait pas d'adjudicataire provisoire, mais un simple enchérisseur, y aurait-il lieu à former contre celui-ci la demande en distraction? — M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 372, fait observer qu'un simple enchérisseur ne peut pas être assimilé à un adjudicataire préparatoire, parce qu'on n'est pas lié vis-à-vis du simple enchérisseur comme vis-à-vis de l'adjudicataire provisoire qui peut forcer à lui laisser le bien, si personne ne couvre son enchère. — *J. A.* t. 20, p. 577, n° 675.

736. Le demandeur en distraction d'objets saisis immobilièrement n'est pas tenu de donner caution, lors même qu'il présenterait sa demande après l'adjudication préparatoire — Bourges, 13 janv. 1831. — Fouché C. Cesati.

737. La femme dont les immeubles dotaux sont compris dans une saisie immobilière a le droit de revendiquer ses biens jusqu'à l'adjudication définitive, sans qu'on puisse lui opposer aucune déchéance. — Rouen, 26 juin 1824, t. 27, p. 106.

738. La caution dont l'immeuble a été vendu comme faisant partie de celui du saisi, est recevable à former la demande en distraction, quoiqu'au fond et dans les circonstances de la cause elle soit sans intérêt. — Paris, 9 mars 1811, t. 20, p. 310, n° 312. - *V.* MM. H p. 274, n *a*, n° 1, et Carr. t. 2, p. 667, n. 2, n° 1.

739. Dans ce cas, l'adjudicataire peut demander sa décharge, et doit être garanti par le poursuivant, de toutes les condamnations prononcées contre lui.—Paris, 9 mars 1811, t.20, p. 311, n° 313.—V. *suprà*, n° 643.

740. Celui qui, sans être débiteur, est appelé comme partie saisie, peut rester en cause pour revendiquer les objets saisis. — Renn. 12 fév. 1818, t. 20, p. 510, n° 582.

741. L'arrêt qui refuse au propriétaire d'un immeuble vendu sur un tiers, la distraction et le délaissement de cet immeuble, viole l'article 731 C. p. c —Cass. 28 juin 1819, t. 15. p. 151, n° 178.

742. Les propriétaires des bestiaux donnés à cheptel, peuvent les revendiquer lorsqu'ils ont été saisis immobilièrement. — Lim. 29 mars 1817. t. 13, p. 249, n° 297.

743. Cette action est recevable quoique le propriétaire des bestiaux saisis se soit présenté à l'ordre. — Lim 29 mars 1817, t. 13, p. 249, n° 298.

744. Celui qui a vendu un immeuble sous une condition résolutoire, ne peut pas demander la distraction de cet immeuble saisi sur son acquéreur, si l'ordonnance ou le jugement qui le rétablit en possession, est postérieur au procès-verbal de saisie —Paris, 18 juin 1811, t. 20, p. 320, n° 324 —*V.* MM. Carr. t 2, p. 656, nos 2452 et 2453; H. p. 270, n° 4; F. L. t. 5, p. 12, et B. S. P. p. 600, n. 105.

Les dispositions du Code de proc. relatives à la demande en distraction, s'appliquent-elles au cas où un

tiers aurait à revendiquer des droits réels dont il prétendrait que l'immeuble serait chargé à son profit? — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 656, n° 2452; Tarr. *Rép.* t. 12, p. 290, n° 7; Pig. *Comm.* t. 2, p. 371; *Comm.* t. 2, p. 312 alin. 4. — *V.* aussi MM. B. S. P. p. 600, n. 105, et D. C. p. 458. — Enfin *V.* MM. Carr. t. 2, p. 639, n° 2462, et Pr. Fr. t. 4, p. 417.

745. Quand une saisie immobilière porte sur des biens qui n'appartiennent point au saisi, mais qu'il avait donné en hypothèque au saisissant, les autres créanciers inscrits du saisi également créanciers hypothécaires de l'étranger dont on a mal à propos compris les biens dans la saisie, doivent, pour faire rectifier cette erreur, prendre la voie de la demande en distraction, et non celle de la demande en partage. — Poit. 16 janv. 1824, t. 26, p. 72.

746. Une demande en distraction peut être accueillie, encore qu'elle ne repose sur aucun titre; il suffit qu'elle soit fondée sur une présomption légale. — Poit. 15 déc. 1825, t. 30, p. 7.

747. Ainsi, par exemple, celle qui est fondée sur ce que les biens saisis sur le père du demandeur, sont des acquêts de communauté doit être accueillie, si le saisissant ne justifie pas que le saisi soit propriétaire, ou en possession légale de ces biens, avant son mariage ou qu'ils lui sont échus depuis, à titre de succession ou de donation. — Il y a présomption que ces biens sont acquets de communauté. — Poit. 15 déc. 1825, t. 30, p. 7.

748. La demande en distraction est prématurée lorsqu'elle est faite avant l'adjudication préparatoire, et ne peut en conséquence motiver la suspension des poursuites. — Turin, 2 juill. 1810, t. 20, p. 273, n° 277. — V. *suprà*, n° 734. — M. Del. p. 86, pense au contraire qu'on ne peut pas priver un propriétaire de son immeuble et le forcer à attendre l'adjudication préparatoire.

749. La demande en distraction est encore recevable après l'adjudication définitive, et entraîne la nullité de cette adjudication. — Paris, 9 mars 1811. — Toul. 11 août 1823. — Colm. 20 janv. 1831, t. 20, p. 310, n° 311; t. 25, p. 298, et t. 40, p. 363. — Telle est l'opinion de MM. Tarr. *Rép.* p. 291, 4e alin.; Carr. t. 2, p. 657, n° 2455, et p. 967, n. 2, n° 1; B. S. P. p. 600, n. 106, n° 1; Pig. *Comm.* t. 2, p. 271, n° 4; F. L. t. 5, p. 72; Delap. t. 2, p. 326; D. C. p. 459.

Résulte-t-il de là qu'un acquéreur de l'immeuble saisi qui ne s'est pas fait connaître avant la saisie, puisse former tierce opposition à l'adjudication consommée? — Non, suivant M. Thom. Desm. p. 269, n° 125. — *V.* au contraire MM. B. S. P. p. 600, n. 10, n° 3, et Carr. t. 2, p. 657, n° 2456.

750. La demande en distraction, si elle est formée après l'adjudication, doit être dirigée contre l'adjudicataire seul; l'art. 727 C. p. c. ne s'applique qu'à la demande en distraction formée avant l'adjudication. — Toul. 11 août 1828, t. 25, p. 298.

751. La revendication d'un immeuble saisi et définitivement adjugé, doit être dirigée contre l'adjudicataire seul dans les formes ordinaires et non par requête d'avoué contre le saisissant, le saisi, le créancier premier inscrit et l'avoué adjudicataire. — Colm. 20 janv. 1831, t. 40, p. 363.

752 De même, lorsque la demande en distraction n'a pas été formée avant l'adjudication définitive, elle ne peut pas l'être par une intervention dans la poursuite de folle enchère dirigée contre l'acquéreur, sauf à se pourvoir par action principale. — Colm. 17 juin 1807, t. 20, p. 106, n° 113 — *V.* MM. Carr. t. 2, p 658, n° 3457, et H. p. 270, n° 5, et Tarr. t. 5, p. 291, 3e alin.

753. Le failli seul aurait le droit de se plaindre de ce qu'une demande en distraction incidente à une saisie immobilière faite sur ses biens, n'aurait été intentée que contre les syndics. — Bourg. 17 juill. 1829, t. 39, p. 216.

754. En cas de revendication d'immeuble dans une expropriation, les juges doivent surseoir à la vente des objets revendiqués et ordonner la vente des autres par un jugement séparé. — Colm. 18 niv. an 11, t. 20, p. 9, n° 9. — *V.* M. Carré, t. 1, p. 661, n. 1.

755. Comme aussi sur une demande en distraction, il n'est pas nécessaire d'ordonner le sursis à la poursuite en saisie immobilière, il suffit d'ordonner la distraction. — Bourg. 17 juill. 1829, t. 39, p. 216.

756. Faut-il, pour que le tribunal puisse ordonner le sursis dans le cas où la demande en distraction, n'est que d'une partie des objets saisis, que ce sursis soit demandé par toutes les parties intéressées?

C'est l'intérêt des parties qui doit servir de règle; le juge appréciera les circonstances, et ordonnera le sursis malgré les opposans, s'il y a lieu; tel est l'avis des auteurs de Pr. Fr. t. 4, p. 418, et de MM. Carr. t. 2, p. 660, n° 2464, et Delap. t. 2, p. 327, 5e alin. qui font remarquer que si toutes les parties se réunissaient, le tribunal ne pourrait pas refuser le sursis. — *J. A.* t. 20, p. 577, n° 676.

757. Lorsque la demande en distraction frappe sur la totalité de l'immeuble, il est du devoir du tribunal d'ordonner d'office le sursis; c'est ce qu'enseigne aussi M. Carr. t. 2, 660, n° 2465; dans le cas contraire, MM. Carr. et Delap. pensent qu'il faut que le tribunal soit provoqué par la demande des parties ou de quelqu'une d'elles. — *V.* t. 20, p. 578, n° 677.

758. Est-ce seulement dans le cas où il y a sursis accordé sur la demande des parties à la vente de la totalité des objets saisis, dont une portion serait revendiquée, que l'adjudicataire provisoire peut demander la décharge? — MM. Haut. p. 394, 5e alin.; Delap. t. 2, p. 327, et Pig. t. 2, p. 163, pensent que c'est seulement dans le cas où le tribunal ordonne un sursis à la vente du tout que l'adjudicataire provisoire peut demander sa décharge, et qu'il ne le pourrait pas, si le sursis portait seulement sur la partie revendiquée; mais MM. Lep. p. 488; Carr. t. 2, p. 661, n. 2467, et F. L. t. 5, p. 73, accordent le même droit à l'adjudicataire provisoire dans l'un et l'autre cas. — *J. A.* t. 20, p. 579, n° 681.

759. Si l'adjudicataire provisoire n'a pas demandé la décharge avant le jugement sur la distraction, peut-il la demander après? — Oui, M. Carr. t. 2, p. 662, n° 2468. — L'art. 729, C. p. c. ne met pas à la demande en décharge la condition d'être présentée avant ou après le jugement de distraction. — *J. A.* t. 20, p. 579, n° 682, et Pig. t. 2, p. 164, n° 6.

760. Lorsqu'un jugement a ordonné la distraction d'une partie de l'immeuble saisi, il n'est pas nécessaire de faire procéder à une seconde adjudication préparatoire, surtout si l'adjudicataire ne demande pas sa décharge. — Trèves, 6 nov. 1810. — Paris, 19 fév. 1825; Cass. 13 fév. 1827, t. 20, p. 287, n° 291; t. 29, p. 48, et t. 32, p. 308. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 665, n° 2470; H. p. 273, n. B; B. S. P. p. 602, n. 109, nos 2 et 3.

761. L'indemnité à laquelle l'adjudicataire prétend, à cause de la revendication d'une partie des immeubles adjugés doit être déterminée par ventilation, à raison du prix total, et non d'après la valeur réelle de la partie revendiquée. — Am. 23 mai 1812, t. 20, p. 360, n. 366.

762. Le jugement rendu sur une demande en distraction doit, à peine de nullité, faire mention de la présence de la partie saisie ou de sa non-comparution. — Pau, 7 juill. 1813, t. 20, p. 404, n° 426 — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 666, n. 1, n° 1, et H. p. 274, n. 5.

763. La demande en séparation de patrimoine ne peut plus être demandée après l'expropriation du débiteur saisi. — Montp. 26 fév. 1810, t. 17, p. 170, n° 58.

764. Un tribunal ne peut statuer par défaut sur une demande en distraction avant l'expiration du délai fixé dans l'assignation, il doit renvoyer à juger cette demande, même en prononçant l'adjudication préparatoire. — Gren. 24 janv. 1826, t. 31, p. 87.

765. Lorsque dans une procédure e saisie immobilière une demande n distraction de partie des objets aisis a été formée, et que sur l'appel ne des parties (le saisi) ne comparait as, la Cour doit ordonner defaut-oint comme en matière ordinaire.— 'oit. 26 juill. 1825, t. 29, p. 101.— '. le nº qui suit.

766. Les jugements par défaut sur ne demande en distraction formée ncidemment à une saisie immobi-ière ne sont pas susceptibles d'op-osition.—Toul. 5 mai 1830, t. 39, . 277.— V. *suprà*, nºs 573, 574, et *nfrà*, nº 906 et suiv. des arrêts en ens divers sur la question de savoir i en général les jugements rendus ar defaut sur des incidents de saisie mmobilière sont susceptibles d'op-osition.— *V*. le nº qui précède.

767. Lorsqu'on se rend tiers pposant au jugement qui admet la evendication d'une partie des ob-ets saisis, le jugement qui statue sur 'opposition est susceptible d'appel lans le délai ordinaire. — Nim. 24 oût 1810, t. 19, p. 424, nº 38.

768. Lorsque le tribunal rejette ne demande en distraction d'im-neubles saisis, il ne peut, à peine le nullité, procéder immédiate-nent à leur adjudication. — Cass. 3 ventôse an 13; 21 juill. 1806; 1er uin 1807.—Pau, 20 nov. 1813, t. 20, . 55, nº 64. — *V*. MM. Pig. *Comm.* . 2, p. 376, nº 5, et Carr. t. 2, p. 260, nº 2466, et p. 661, n. 1. — V. M. H. p. 272, nº 3, et le nº qui suit.

769. Le tribunal qui rejette une demande en distraction ne peut pro-céder, séance tenante, à l'adjudica-tion définitive, il est obligé d'ac-corder au demandeur en distraction le délai fixé par l'art 730, C. p. c. pour qu'il puisse interjeter appel. —Brux. 23 avr. 1829.—N. C. W.

770. Il en serait autrement s'il s'agissait de l'acquéreur du saisi, par acte passé à une époque où ce dernier ne pouvait plus disposer de l'immeuble.—Cass. 21 juill. 1806, t. 20, p. 55, nº 64. —*V*. les indica-tions du nº 768.

771. Le demandeur en distraction peut interjeter appel du jugement qui rejette sa demande, et qui or-donne que séance tenante il sera procédé à l'adjudication définitive, quoique avant le jugement qui pro-nonce l'adjudication, il n'ait pas dé-claré vouloir se rendre appelant du jugement qui prononce sur la distrac-tion.—Brux. 23 avr. 1829.—N. C. W.

772. Lorsque, dans la quinzaine du jugement qui, en matière de sai-sie immobilière, a prononcé sur une demande en distraction, il n'a pas été signifié d'appel au premier créan-cier inscrit, l'appel, vis-à-vis de toutes les autres parties, est non recevable — Toul. 18 août 1829, t. 39, p. 107.— La même question a été jugée dans le même sens le 12 mars 1828 par la Cour de Nimes.

773. Lorsque le dernier jour du délai de quinzaine fixé pour l'appel du jugement qui statue sur une de-mande en distraction se trouve un jour férié, l'acte peut être fait utile-ment le lendemain. — Montp. 18 fév. 1811, t. 20, p. 300, nº 306 — *V*. des arrêts contraires, Vº *Surenchère*, nºs 190 et suiv., et V. *Exploit*, nº 50 *quat.* et *suprà*, nº 312.

774. Mais la maxime *dies termini* et consacrée par l'art. 1033, C. p. c., ne s'applique pas au délai pres-crit par l'art. 730 pour interjeter appel du jugement rendu sur une demande en distraction.— Besanç. 27 déc. 1807, t. 20, p. 126, nº 129. —*Sic* MM. Carr. t. 2, p. 666, nº 2472; Haut. p. 120; Pig. *Comm.* t. 2, p. 675

775. L'appel d'un jugement qui statue sur une demande en distrac-tion, doit être interjeté dans la quinzaine de la signification à do-micile, quels que soient les moyens sur lesquels cette demande est fon-dée.—Am. 15 fév. 1826, t. 34, p. 154.

776. Comme aussi en matière de demande en distraction, le délai d'ap-pel commence à courir pour toutes parties, à dater de la signification du jugement faite au nom du pour-suivant.—Nim. 14 mars 1828, t. 34, p. 190.

777. A l'égard des mineurs, le délai ne court que du jour où ce ju-gement a été signifié tant au tuteur qu'au subrogé-tuteur.—Nim. 29 juin 1825. t 30, p. 272.

778 La prohibition de l'art. 449, C. p. c., relativement à l'appel dans la huitaine d'un jugement non exé-cutoire par provision, ne s'applique pas au cas d'une instance en distrac-tion sur saisie immobilière.—Metz, 17 juin 1826, t. 34, p. 330.

779. L'appel du jugement rendu sur la demande en distraction de tout ou de partie de l'objet saisi, doit, à peine de nullité, être signi-fié à personne ou domicile.—Il en serait encore de même, quoique l'a-voué de la partie à laquelle cet acte d'appel doit être signifié ait consenti à ce que la signification n'en fût faite ni à personne, ni à domicile.—Brux 6 juill. 1824. —*V*. le nº qui suit.

780. L'appel du jugement qui sta-tue sur une demande en distraction, ne peut être signifié au domicile de l'avoué.—Lim. 11 janv. 1817, t. 20, p. 108, nº 118.—*Sic* M. Carr. t. 2, p. 680, nº 2490.—*V*. aussi M. Haut. p. 242, nº 2 —*V*. le nº qui précède.

781. La demande en distraction d'un immeuble saisi est jugée en der-nier ressort, si la cause de la saisie n'excède pas mille francs —Am. 17 juill. 1826, t. 34, p. 89.

782 Tout créancier inscrit n'a pas le droit d'interjeter appel d'un jugement qui ordonne la distraction d'une pièce de terre saisie sur son débiteur; la demande en subroga-tion est la seule voie qui lui soit ou-verte —Poit. 4 août 1824, t. 27, p. 75.

783 En matière de saisie immo-bilière, les demandes en distraction, les demandes en nullité de poursui-tes antérieures ou postérieures à l'ad-judication préparatoire, et en géné-ral, tous les incidents peuvent-ils être instruits en appel par des re-quêtes?—Question proposée.—t. 44, p. 24.

784. N'est point soumise aux for-mes tracées pour les demandes en distraction, la déclaration par la-quelle, au moment de l'adjudica-tion, le propriétaire d'un fonds do-minant rappelle que l'immeuble saisi est grevé d'une servitude qui peut en diminuer la valeur.—Lyon, 24 janv. 1838, t. 46, p. 315.

785. L'acquéreur qui a négligé de se faire inscrire comme propriétaire de l'immeuble acquis sur la matrice du rôle, ne doit pas, à cause de cette omission, être condamné aux dépens de la demande en distraction qu'il forme lors d'une saisie exercée sur les immeubles de son vendeur, et dans laquelle a été comprise son acquisition —Gren. 4 fév 1829, t. 38, p. 109. — C. T. t. 2, p. 217, 42.

Art. 2. *Subrogation* (V. *suprà*, nº 782, et *infrà*, nºs 919 et 1079).

786 La subrogation consentie par l'avoué des poursuivants après le décès de celui-ci, est recevable s'il n'est pas établi que lorsque l'avoué a donné ce consentement, il avait connaissance de ce décès. — Brux. 7 juill. 1825.

787, 788 et 789. Le droit de de-mander la subrogation appartient indifféremment à tout créancier in-scrit, et non pas seulement au créan-cier saisissant. — Aix, 7 av. 1808. — Riom, 21 mars 1816. — Gren., 28 juin 1817. — Nim. 24 juill. 1817. t. 20, p. 140, nº 146, et p. 497, nº 558. — Mais il a été jugé par arrêt de la Cour d'appel d'Orléans du 19 janvier 1811; 1º que pour qu'il y ait lieu à subrogation en ma-tière de saisie immobilière, il faut que celui qui forme cette demande soit le saisissant; 2º que dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsque la subrogation a été prononcée en faveur d'un créancier inscrit, le ju-gement de subrogation ne peut être rangé dans la classe de ceux rendus sur incident à la poursuite de saisie immobilière, mais dans celle des jugements ordinaires, et comme tels susceptibles de tierce opposition.— t. 20, p. 140, nº 146.—La Cour de Caen a décidé la question dans le sens des trois premiers arrêts.—12 mars 1828.— Pour les cas où la su-brogation peut être ordonnée pour collusion, fraude ou négligence. *V*. M. Carr. t. 2, p. 642, nº 2431; Pig. t 2, p. 158; Pig. *Comm.* t. 2, p. 359, n. 2, 3 et 4; Delap. t. 2, p. 322; Pr. Fr. t. 4, p. 403. — La subrogation appartient aux seuls créanciers saisissants. Suivant M. Tarr. *Rép.* t. 12, p. 289. — *Contrà* MM. Pers. Q. t. 2, p. 371; Carr.

t. 2, p. 644, n° 2433.—*V.* aussi MM. MERL. add. t. 17, p 542, art, 2, n° 3, et p. 543; HAUT. p. 230, 233 et 246; PIG. *Comm.* t. 2, p. 358, n° 1, B S. B. p. 582, n° 54, et D. C. p. 455, 456 et 485. — La subrogation ne peut être obtenue pour la seule inobservation des délais, suivant M. CARR. t. 2, p. 642, n° 2432, et p. 268.

790. Le droit de demander la subrogation appartient au créancier, bien qu'il n'ait fait inscrire son titre qu'après la notification du placard.—Nancy, 2 mars 1818, t. 20, p. 515 n° 592.—*V.* MM. F. L. t. 5, p. 71, n° 1; CARR. t. 2, p. 646, n° 2435, et p. 586, n° 2.—Est-il nécessaire que la notification du placard soit faite au fur et à mesure qu'il est pris inscription ?—Non, suivant MM. CARR. t. 2, p. 585, n° 2333, et PIG. t. 2, p. 235.

791. Un créancier en sous-ordre ne peut se faire subroger dans une poursuite d'expropriation forcée abandonnée par un débiteur.—Cass. 10 pluv. an 12, t. 20, p. 24, n° 33 — *V.* MM. PIG. COMM. t. 2, p. 538, observ. 1.—CARR. t. 2, p. 648, n° 2437, qui invoque l'autorité de d'HERICOURT, chap. 11, sect. 4, n° 2, et de DUPARC-POULAIN, t. 10, p. 645, et enfin M. H. p. 233, n° 5.

792. Une saisie immobilière dont les placards ont été notifiés est un titre commun à tous les créanciers inscrits, de telle sorte que l'un de ces créanciers peut demander la subrogation, conformément à l'art. 722 C. p. c., lors même qu'après la notification des placards le débiteur s'est libéré des causes de la saisie.—Brux. 7 juill. 1825.

793. Lorsque le créancier qui poursuit une saisie immobilière s'est désisté, le tribunal ne peut en ordonner la radiation qu'en présence des autres créanciers. — Nancy, 2 mars 1818, t. 20, p. 515, n° 591.—*V.* MM. CARR. t. 2, p. 590, n° 2340, et 586, n° 2. — PIG. t. 2, p. 237. — et PIG. *Comm.* t. 2, p. 316, n° 2.

794. Lorsqu'une précédente saisie a été rayée, l'avoué du saisissant postérieur n'a pas droit à une vacation pour réquérir un certificat de cette radiation. Ce certificat est inutile.—C. T. t. 2, p. 215, n° 27.

795. Les saisissants qui ont donné main levée de leur saisie après qu'un jugement l'a convertie en vente sur publications judiciaires, ne sont tenus à aucune garantie envers les autres créanciers du saisi, subrogés aux poursuites de vente ou de jugement pour le cas où elles ne seraient pas mises à fin, si la vente amiable que celui ci a faite à un tiers de l'immeuble originairement saisi est declarée valable. — Cour de Paris, 14 fév. 1834, t. 46, p. 138.

796. Lorsqu'au moment de procéder à l'adjudication définitive le créancier qui poursuivait l'expropriation forcée s'en désiste ou l'abandonne, un autre créancier peut se faire subroger à sa place et faire passer outre immédiatement à l'adjudication. — Cass. 15 germ. an 11. — Rouen, 16 germ. an 11. — Gren. 19 fév. 1818.— t. 20, p. 12, n° 15. — *V.* MM. CARR. t. 2, p. 590, n. 1, et p. 643. 5° F. L. t. 5, p. 91, n° 2. H. P. 224, n. A, 1, et PR. FR. p. 379, n° 2.— V. *infrà*, n° 803.

797. Lorsqu'un créancier inscrit non saisissant se fait subroger aux lieu et place du créancier poursuivant, il n'est pas nécessaire qu'il appelle au jugement de subrogation le saisi qui n'a pas constitué avoué. —Dijon, 28 mars 1828, t. 34, p. 366. — M. CARR. t. 3, p. 641, n° 2429.—*V.* le n° qui suit.

798. Le créancier saisissant qui demande la subrogation aux poursuites en saisie immobilière doit former sa demande contre le créancier premier saisissant et la partie saisie. — Caen, 22 févr. 1828, t. 38, p. 95. — *V.* le n° qui précède.

799. Dans une saisie immobilière les créanciers inscrits ont le droit de demander la subrogation par un simple acte, sans être forcés d'intervenir dans l'instance, selon le mode fixé par l'art. 339, C. p. c.— Rennes, 1er déc. 1828, t. 36, p. 136.— *V.* le n° qui suit.

800. Une demande en subrogation peut être formée par des conclusions prises à la barre, il n'est pas nécessaire qu'elle le soit par avenir ou sommation. — Lyon, 1er mars 1831, t. 41, p. 45?.— *V.* le n° qui précède.

801. Le créancier inscrit ne peut pas demander directement la nullité des actes de la saisie immobilière, mais seulement demander la subrogation, sauf à régulariser ensuite la procédure en cas d'omission ou de nullité. — Cass. 22 févr. 1819, 19 juil. 1824, t. 20, p. 533, n° 616, t. 27, p. 8. — Tel est l'avis de M. LEP. 4e quest. p. 494. —*V.* MM. B. S. P. p. 603, n° 112, n° 4. — H. p. 292, n°s 14 et 15; CARR. t. 2, p. 586, n° 3.—V. *infrà*, n° 830

802. L'intervention en cour d'appel de la part d'un créancier inscrit est recevable lorsqu'elle a pour objet de demander la subrogation aux poursuites. — Cass. 26 déc. 1820, t. 20, p. 598. — *V.* M. CARR t. 2, p. 648, n° 7 —V. *infrà*, n° 832.

803. Lorsqu'au jour indiqué pour une adjudication définitive s'élève une demande en subrogation aux poursuites, et que cette demande est accueillie par le tribunal, l'adjudication peut avoir lieu au même instant, sur la poursuite du créancier subrogé, sans que le saisi puisse se plaindre qu'on y ait procédé sans lui avoir signifié préalablement le jugement de subrogation. — Lyon, 1er mars 1831, t. 41, p. 452. — V. *suprà*, n° 796.

804. La subrogation n'empêche pas le débiteur de faire valoir ses moyens de nullité. — Besanç. 17 fév. 1827.—Marchand C. Annet.

805. Lorsque, entre le créancier saisissant et le saisi, il est intervenu un traité par lequel celui-ci renonce à proposer des moyens de nullité contre la saisie immobilière, et que le créancier a consenti à attendre deux ans le paiement de sa dette, sous la condition qu'à l'expiration de ce délai, les poursuites pourraient être reprises à dater du dernier acte de la procédure, tout créancier, même postérieur au traité, a le droit de demander la subrogation et de faire continuer la saisie immobilière.— Montp. 23 oct. 1827, t. 34, p. 118.

806. Dans le cas d'annulation de la saisie immobilière, la subrogation ne peut être demandée par un des créanciers du saisi; cette faculté doit être rigoureusement restreinte dans les limites posées par les art. 721 et 722, C. p. c. — Nancy, 19 mars 1827, t. 32, p. 321. — Tel paraît être l'avis de M. CARR. t. 2, p. 64, n. 1, n° 8

807. La nullité des jugements, en vertu desquels il a été procédé à une saisie immobilière, entraîne la nullité des poursuites, de telle sorte que la subrogation ne peut être prononcée en faveur d'un autre créancier.— Paris, 29 avr. 1809, t 20, p. 192, n° 194.—*Sic* MM CARR. t. 2, p. 643, n° 4, et H. p. 235, n. 8.

808. Est recevable la demande en subrogation aux poursuites d'une saisie immobilière fondée sur ce que l'expropriation du débiteur est arrêtée par une contestation élevée sur la créance du poursuivant. — Lyon, 1er mars 1831, t. 41, p. 452.

809 810 et 811. Lorsque, pour cause de négligence du créancier poursuivant. la subrogation a été demandée, elle ne peut être refusée sur le motif qu'il offre de reprendre activement les poursuites. — Bourges, 18 août 1826, t. 32, p. 286. — CARR. t. 2, p. 62, pense que les tribunaux peuvent, suivant les circonstances, accorder ou refuser la subrogation; mais M. D. C. conformément à l'arrêt ci-dessus, dit que le droit à la subrogation est acquis dès l'instant du retard. —V. *J. A.* t. 20, p. 581, n° 685.

812. Est à l'abri de la cassation l'arrêt qui rejette une demande en subrogation à la poursuite d'une saisie immobilière, en se fondant sur ce qu'il n'y a ni négligence ni fraude de la part des poursuivants. —Cass. 23 janv. 1833, t. 44, p. 28.

813 Le créancier subrogé n'est pas obligé de notifier le jugement de subrogation au créancier qu'il remplace. — Besanç. 17 fév. 1827 Marchand C. Annet.

814. Lorsque, à cause des contestations élevées au fond, entre la partie saisie et le saisissant, le tri-

bunal a ordonné un sursis, la subrogation, dans la poursuite, peut être prononcée au profit d'un second saisissant, encore bien qu'il n'y ait aucune négligence de la part du poursuivant, et que la seconde saisie ne soit pas plus ample que la première.—Lyon, 21 mars 1817, t. 20, p. 484, n.° 540. —*V.* en ce sens M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 361, n.os 7 et p. 362

815. Lorsque dans une procédure de saisie immobilière un créancier est subrogé au lieu et place du saisissant, ce dernier doit être condamné à lui remettre les pièces de la procédure, faute de quoi le subrogé doit être autorisé à se les procurer aux frais du saisissant. — Bord. 10 juin 1828, t. 35, p. 258.— C. T. t. 2, p. 215, 24, à la note.

816 et 817. Si le créancier contre qui la subrogation est prononcée, ne remet pas les pièces, pourra-t-il y être contraint par corps? — M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 364, n. 1, pense qu'on ne peut assimiler le créancier poursuivant à un séquestre, et que la seule voie ouverte serait celle des dommages-intérêts qui, lorsqu'ils excèdent 300 fr., entraînent contrainte par corps. — V. *J. A.* t. 20, p. 578, n. 619.

Pourrait-on en ce cas, poursuivre l'avoué du poursuivant? Non, parce que l'avoué tenant les pièces de son client, ne peut les remettre qu'à lui. — *V.* Pig. *Comm.* t. 2, p. 364, et *J. A.* t. 20, p. 579, n° 680.

818. L'avoué subrogé peut réclamer une vacation pour retirer les pièces de la poursuite des mains de son confrère. — C. T. t. 2, p. 215-25.

819. Le jugement qui accueille une demande en subrogation, ne peut être attaqué que par appel, et n'est pas susceptible d'opposition, quoiqu'il ait été rendu par défaut. — Poit. 17 janv. 1827, t. 32, p. 234. —V. *infrà*, n.os 1092 à 1096.

820. L'appel du jugement qui a statué sur un incident de saisie immobilière, ne peut être signifié chez l'avoué du créancier poursuivant à l'égard d'un créancier qui est intervenu pour demander la subrogation et qui l'a obtenue, et dans ce cas on doit décider que le poursuivant originaire profitera de la nullité de l'appel interjeté contre le subrogé. — Riom, 3 juin 1824, t. 27, p. 23.

821. L'appel du jugement qui statue sur une demande en subrogation, doit être interjeté dans la quinzaine de la signification à avoué.—Liége, 10 janv. 1812, t. 20, p. 349, n° 350. —*V.* MM. B.S. P. p. 583, n. 55, n° 2, et H. p. 265, n° 5.

822. Quand un jugement de subrogation a été rendu par défaut, faute de comparaître, le délai de l'appel court à partir de la signification à domicile. — Poit. 17 janv. 1827, t. 32, p. 234.

823. On ne peut, en cause d'appel, proposer contre une demande en subrogation, que les moyens qui ont été présentés en première instance.— Poit. 17 janv. 1827, t. 32, p. 234.

824. Lorsqu'une poursuite en saisie immobilière a été convertie en vente sur publication volontaire, et qu'un créancier a obtenu sa subrogation à la poursuite de cette vente, un autre créancier qui a connu le jugement, ne peut demander une autre subrogation à son profit. — Paris, 27 fév. 1813, t. 12, p. 487, n° 69.

825. La subrogation est-elle admise dans le cas de vente volontaire? — L'affirmative a été décidée par jugement du tribunal de la Seine du 6 janv. 1810.—*V.* des dissertation sur cette question, *J. A.* t. 20, p. 574, n° 672. — *V.* MM. B. S. P. p. 609, n° 126, 2, et Carr. t. 2, p. 649, n° 2439.

Art. 3. — *Intervention.* — *Droits des créanciers.*

825*bis*. L'intervention d'un créancier inscrit dans une poursuite de saisie immobilière pour se joindre au poursuivant, n'est pas recevable lorsqu'il n'y a aucune faute ni aucune négligence à reprocher à ce dernier. — Riom, 6 fév. 1818, t. 20, p. 493, n° 552.— *Contrà.* Tous les créanciers ont le droit d'intervenir dans une poursuite en expropriation des immeubles de leur débiteur pour surveiller leurs droits, notamment la femme qui a une hypothèque légale sur les biens saisis et appartenant à son mari.—Pau, 21 fév. 1824, t. 28, p. 120.

826. On n'est pas recevable à intervenir dans une instance en expropriation forcée trois jours avant l'adjudication définitive.—Renn. 16 fév. 1815, t. 20, p. 441, n° 486.

826 *bis*. Celui qui intervient dans une poursuite de saisie immobilière, doit, à peine de nullité, donner copie des pièces à l'appui de son intervention. —Metz, 28 janv. 1818, t. 20, p 36, n° 53.

827. Si l'intervention pouvait être considérée comme une demande en distraction, elle devrait également, à peine de nullité, être précédée du dépôt des pièces justificatives au greffe. — Metz, 28 janv. 1818, t. 20, p. 37, n° 54.

827 *bis*. En matière d'expropriation forcée, la partie saisie ne peut se rendre intervenante par de simples conclusions verbales prises à l'audience sans requête ni signification de pièces justificatives.— Cass. 21 vend. an 11, t. 20, p. 7, n° 7.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 675.

828. Lorsque la poursuite de saisie immobilière est dirigée contre le tuteur et le subrogé-tuteur du mineur, un tuteur *ad hoc* ne peut pas se rendre partie intervenante —Paris, 7 août 1811, t. 20, p. 331, n° 332.

829. Celui qui est habile à se prétendre co-propriétaire des biens saisis, ne peut intervenir dans les poursuites et en demander la nullité sans prendre qualité.—Paris, 29 août 1815, t. 20, p. 450, n° 495.

830. Le créancier hypothécaire dont l'inscription est nulle pour défaut de forme ne peut, de son chef, demander la nullité des poursuites de saisie immobilière.—Florence 16 juin 1812, t. 20, p. 365, n° 375.—*V.* nos observations.—V. *suprà*, n° 801.

831. Comme aussi le créancier dont l'hypothèque et l'inscription se trouvent entachées de nullité ne peut s'opposer à ce que la saisie soit rayée.— Montp. 18 fév. 1811, t. 20, p. 301, n° 309; *Sic* Carr. t. 2, p. 590, n° 2341.

832. Un créancier inscrit a-t-il le droit d'intervenir sur l'appel d'un jugement contradictoirement rendu entre le poursuivant et la partie saisie?—Non, Toul. 7 mai 1818.— Mais si le créancier demande la prorogation, son intervention doit être accueillie. — Cass. 26 déc. 1820. t. 20, p. 519, n° 597.—*V.* M. B. S. P. p. 588, not. 68 et 791. *Add. fin.* —V. *suprà*, n° 802.

833. Tout créancier inscrit est recevable à interjeter appel du jugement rendu sur la poursuite de saisie immobilière.—Paris 26 août 1814, t. 20, p. 426, n° 528.—*V.* MM. Carr., t. 2, p. 628, n° 4, et H. p. 206, n° 6.—*V.* le n° qui suit.

834. Le créancier inscrit est non-recevable à intervenir sur l'appel du jugement d'adjudication, et à s'y rendre appelant, surtout pour faire valoir des moyens de nullité non proposés avant l'adjudication. — Cass. 22 fév. 1819, t. 20, p. 533, n° 619.—*V.* le n° qui précède

835. Mais les créanciers qui n'ont pas été légalement appelés dans la poursuite de saisie immobilière, sont recevables à proposer des moyens de nullité même après l'adjudication préparatoire. — Cass. 13 oct. 1812. — Am. 7 janv. 1813, t. 20, p. 382, n° 399. — *V.* M. Carr., t. 2, p. 642, not. 2, et p. 674, n° 2 et 4.— *V.* aussi MM. B. S. P. p. 581, not. 48 et H. p. 279 et 292, n° 15. — *V.* aussi *ibid.*

836. Les créanciers inscrits sont non-recevables à former tierce opposition au jugement d'adjudication définitive. — Caen, 11 juin 1818, t. 20, p. 524, n° 604.

837. La partie saisie ne peut exciper de ce que les créanciers inscrits ne sont pas intervenus dans une transaction faite avec le poursuivant, et reproduire en leur nom les moyens de nullité sur lesquels elle a transigé.— Cass. 23 juillet 1817, t. 20, p. 503, n° 566.

838. Les créanciers inscrits sont eux-mêmes non recevables à se prévaloir des moyens de nullité sur lesquels la partie saisie a transigé. — Cass. 23 juill. 1817, t. 20, p. 503, n° 567.

Art. 4. *Concours de deux saisies.*

838 *bis*. Dans le cas où le chef-lieu

d'exploitation et les dépendances seraient saisis par deux créanciers, que la saisie des dépendances serait faite la première, que celle du chef-lieu serait faite la seconde, et portée à un autre tribunal lequel des deux art. 2210, C. c., ou 720, C. p. civ., prévaudra? — M. Pig. *Comm.* t. 2, pense que la poursuite devrait être portée devant le tribunal du chef-lieu de l'exploitation, mais néanmoins poursuivie par le premier saisissant. — *V.* M. B. p. 220, n. 6, et *J. A.* t. 20, p. 580, n° 683.

838 *ter.* Lorsqu'une saisie nouvelle ne comprend pas des biens totalement différents de ceux qui ont fait l'objet d'une saisie précédente, en ce sens que chacun des poursuivants n'a pas exclusivement saisi des immeubles non compris dans la saisie de l'autre, on doit regarder la seconde saisie comme seulement plus ample que la première, et d'après cela on peut la réunir et poursuivre sur le tout, sans faire juridiquement prononcer la jonction —Orl., 7 juill. 1826, t. 20, p. 587, n° 664.

838. *quater.* L'avoué a droit à un émolument pour la copie nécessitée par la dénonciation de la plus ample saisie.—C. T. t. 2, p. 514, 16.

839. Il suffit que le procès-verbal de la première saisie soit reconnu valable, ainsi que le commandement qui l'a précédé, pour qu'on puisse y réunir la saisie postérieure. — Orl., 7 juill. 1826, t. 20, p. 567, n° 665.

839 *bis.* Est valable une saisie nouvelle faite par un nouveau créancier, après une saisie précédente, sur laquelle il y a eu transaction et désistement.—Cass. 27 juin 1827, t. 34, p. 39.

839 *ter.* Si aucun des saisissants ne demandait la jonction des saisies, les autres créanciers pourraient-ils intervenir et la demander.—L'affirmative est soutenue par MM. D. C. p. 454; Carr. t. 2, p. 636, n° 2415, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 354, n° 2. — *V.* *J. A.* t. 20, p. 583, n° 690.

839 *quater.* Dans l'espèce de l'art. 720, la jonction est-elle nécessaire, forcée, de telle sorte qu'elle ne doive pas être demandée? — MM. Carr. t. 2, p. 638, n° 2421, F. L. t. 5, p. 70; Thom. Desm. p. 267, et D. C. p. 455, pensent que la jonction est de droit, cependant M. Haut. dit que si l'incident était porté à l'audience, il interviendrait jugement de jonction.—M. Carr. au contraire regarde comme frustratoires les frais d'un pareil jugement; il ajoute même qu'en cas de refus du second saisissant, si le premier suivait l'audience, ce serait pour faire prononcer la subrogation et non la jonction.—*V.* J. t 20, p. 582, n° 687.

840. En quel cas les poursuites d'une seconde saisie seraient elles valables, nonobstant le défaut de dénonciation au premier saisissant? — Ce ne pourrait être, dit M. Carr. t. 2, p. 639, n° 2425 que dans le cas où le premier saisissant aurait ignoré la première saisie, mais M. Thom. Desm., dans ses cahiers de dictée, pense qu'il n'y aurait pas nullité, sauf à faire supporter au second saisissant les frais frustratoires qu'il aurait faits; néanmoins, M. Carr. maintient qu'il y aurait nullité. — *J. A.* t. 20, p 582, n° 689.

840 *bis.* Y aurait-il lieu à la réunion dans l'espèce de l'art. 720, si la seconde saisie était faite après la mise de l'enchère au greffe?—Non. Suivant MM. Pig. t. 2, p. 237, et Thom Desm.; mais MM. Lep. p. 480, Delap. t. 2, p. 321, et Carr. t. 2, p. 638. n° 2423 sont d'une opinion contraire, le premier de ces auteurs fait remarquer que les art. 719 et 720 statuent pour deux cas différents, et que l'art. 720 ne s'explique pas sur la circonstance de la remise de l'enchère au greffe.— *J. A.* t. 20, p. 581, n° 686.

840 *ter.* Si après la jonction de deux saisies, et dans le cours de la poursuite ultérieure, l'une de ces saisies remises est jugée être nulle, toutes les poursuites qui ont été faites postérieurement au jugement de jonction ou à la jonction de droit, sont également nulles, parce qu'à compter de cette époque, les deux saisies n'en ont plus formé qu'une, et la partie à laquelle cette saisie annulée appartient, doit supporter tous les dépens; mais la nullité de cette poursuite n'entraîne pas la nullité de celle à laquelle elle a été jointe, parce qu'avant la jonction il y avait deux poursuites, des intérêts distincts et séparés, et la partie dont la saisie est valable doit reprendre ses poursuites à partir de l'état dans lequel elles étaient avant la jonction. — Orl. 9 fév. 1810, t. 20, p. 237, n° 236. — *V.* MM. Haut. p. 290, et Carr. t. 2, p. 40, n° 2426.

840 *quater.* Quand deux saisies ont été annexées par un créancier poursuivant à une première, faite à sa requête, si ce créancier fait aux parties saisies les dénonciations légales, et qu'il procède à de nouvelles publications, et à un nouveau cahier des charges qui ne soit point critiqué, on ne doit pas annuler la procédure qui a précédé le premier cahier des charges, sans examiner le mérite des autres saisies dont la réunion a été opérée. — Orl. 7 juill. 1826, t. 20, p. 567, n° 663.

841. Si l'une des saisies comportait une quantité suffisante de biens pour acquitter toutes les créances en principal intérêts et frais, le tribunal pourrait-il surseoir à l'une des poursuites? — L'affirmative est soutenue par MM. Haut. p. 389, 1er alin. et Carr t. 2, p. 637, n° 2419. — V. *J. A.* t. 20, p. 583, n° 691.

Art. 5. *Conversion.*

842. Les syndics provisoires d'une faillite n'ont pas qualité pour consentir à la conversion d'une saisie immobilière en vente sur publication volontaire. — Paris, 21 août 1810, t. 20, p. 279, n° 284. — *V.* MM. H. p. 317, n° 2, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 401, n° 4.

843. Le failli lui-même n'a pas capacité pour consentir à cette conversion.—Paris, 21 août 1810, t. 20, p. 279, n° 285.—*V.* MM. H. p. 317, n° 2, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 401, n° 4.

844. La saisie immobilière ne peut être convertie en vente sur publication volontaire qu'avec le concours et du consentement de tous les créanciers inscrits.—Paris, 5 mess. an 10. —20 sept. 1809. — 26 sept. 1810, t. 20, p. 4, n° 3. — *V.* le numéro qui suit. — M. Lep. p. 476, 4, qui dit que l'art. 747 n'exige pas l'unanimité des créanciers si tous étaient d'accord, la demande ne souffrirait pas difficulté, tandis que si un seul demande, le tribunal pèsera les moyens respectifs, et accordera ou refusera l'autorisation demandée.—*J. A.* t. 20, p. 586, n° 698. — *V.* en ce sens Carr. t. 2, p. 700, n° 2531; F. L. t. 5, p. 83, n° 1; H. p. 319, 6; Pig. *Comm.* t. 2, p. 401, n° 4, et Pr. Fr. t. 4, p. 351, et en sens contraire, M. Delap. t. 2, p. 338.

845. Avant la notification de la saisie aux créanciers inscrits, le saisissant et le saisi peuvent, sans le concours de ces créanciers, la faire convertir en vente volontaire. — Paris, 7 nov. 1831.—Cass. 8 janv. 1833.— Colm. 26 juill. 1833, t. 42, p. 310; t. 44, p. 61; t. 46, p. 59. — V. *ibid* des observations qui combattent cet arrêt.—*V.* le n° qui précède.

846. Les créanciers inscrits sur un immeuble dont la vente sur saisie a été convertie en vente volontaire, ne sont recevables ni à former tierce opposition aux jugements rendus entre le saisissant et le saisi, qui ordonnent la conversion et fixent les délais dans lesquels la vente sera mise à fin, ni à intervenir dans la poursuite de la vente, à l'effet de demander un nouveau délai pour l'adjudication définitive. — Paris, 2 janv. 1833, t. 44, p. 60.—V. *ibid.* des observations qui combattent cet arrêt.

847. Un tribunal ne peut se refuser à la conversion d'une saisie immobilière en vente volontaire demandée par toutes les parties. — Orl. 29 nov. 1826, t. 33, p. 272.

848. Le tribunal ne peut ordonner que la saisie d'un immeuble dotal, sera convertie en vente volontaire, sans le consentement du saisissant, sous prétexte qu'avant la saisie la femme a été autorisée à le vendre, ou que la valeur en serait absorbée par les frais d'expropriation.—Gren. 22 juin 1832, p. 49, t. 42.

849. Le créancier peut-il être valablement autorisé par une convention à vendre l'immeuble qui lui est hypothéqué, sans observer les formalités prescrites par la loi, ou en

n'en observant que quelques-unes? —Non, Lyon, 3 déc. 1806.—Bourg 8 fév. 1810. — Oui, Trèv. 15 avril 1813, t 20, p. 89, n° 97 — Oui, M. CARR. t. 2, p. 518, n° 2199.—Non, M PERSIL. Q. t. 2, p 302. — *V*. M. F. L. t. 5, p. 83, n° 2, et t. 2, p. 1, n° 4.

Cette doctrine est longuement examinée dans deux dissertations rapportées *J. A.* t. 47, p. 518; et t. 50, p. 257, où l'on cite plusieurs autorités et où l'on rapporte de nombreux arrêts sur la question.—*V*. aussi C. T. t. 2, p. 226, 83.

850 à 858. Lorsqu'une saisie immobilière est poursuivie devant le tribunal de la situation de l'immeuble, et qu'une poursuite de folle enchère est portée devant le tribunal du lieu de la partie saisie, celle-ci peut, d'accord avec les créanciers inscrits, faire ordonner, malgré l'opposition du saisissant, la conversion des poursuites en vente sur publication volontaire devant ce tribunal. — Paris, 16 janv. 1815, t. 20, p. 438, n° 477. —*V*. M. H. p. 319, n° 5, et les observ. de M. COFF.— V. *suprà*, n° 870.

859. Lorsqu'une saisie immobilière est consentie en vente volontaire, y a-t-il lieu à un rapport d'experts conformément à l'art. 957 C. p. c.?—M. PIG. t. 2, p. 258, n° 5, dit que c'est par inadvertance que l'art. 957, se trouve énoncé dans l'art. 747, car autrement, fait-il observer, le législateur se trouverait avoir prescrit une forme plus longue et plus coûteuse; M. CARR. t. 2, p. 701, n° 2535, partage cette opinion.—*V*. M. PERS. Q. t. 2, p 413; et *J. A.* t. 20, p. 576, n° 673.

860. En cas de demande en conversion, si un mineur ou interdit est créancier, le tuteur peut, sur un avis de parents, se joindre aux autres parties intéressées par la même demande.—C. T. t. 2, p. 226, 81.

861. Lorsqu'un tuteur se joint aux autres créanciers pour demander la conversion en vente volontaire de la saisie immobilière du débiteur de son pupille, est-il nécessaire de faire homologuer l'avis préalable du conseil de famille? — MM. DELAP. t. 2, p. 339; CARR. t. 2, p. 702, n° 2538, et F. L. t. 5, p. 83, pensent que cette homologation n'est pas nécessaire, soit parce qu'elle n'est pas prescrite par la loi, soit parce que ce jugement qui se rend sur la conversion, remplace le jugement d'homologation.—M. PIG. t. 2, p 257, n° 4, qui avait soutenu le contraire, a changé d'avis dans son *Commentaire*, t. 2, p 403, n° 2.-V. *J. A.* t. 20, p. 577, n° 674.

862 à 868. Dans le cas de conversion d'une saisie immobilière en vente volontaire, le notaire choisi par les parties doit être nommé par le tribunal, encore qu'il ne soit pas celui de la situation des biens.—Orl. 29 nov. 1826, t. 33, p. 272.

869. Le créancier poursuivant est, selon les circonstances, personnellement passible des frais par lui faits sur la saisie immobilière postérieurement au jugement qui a autorisé la vente sur publication volontaire et à l'appel qu'il a interjeté de ce jugement. — Paris, 13 août 1810, t. 20, p. 276, n° 283.—*V*. les *Observations* de M. COFF. et CARR. t. 2, p. 700 n° 2532, 2534; HUET. p. 318, n° 3; B. S. P. p. 609, n. 126, n°s 1, 2.

870. Une saisie immobilière convertie en vente volontaire ne peut être poursuivie que devant le tribunal de la situation des biens.—Cass. 25 av. 1832.—Paris, 30 juin 1834, t. 42 et t. 47, p. 638.—V. *suprà*, n° 850 et les deux n°s qui suivent.

871. La demande à fin de conversion en vente sur publication judiciaire d'une saisie doit être portée devant le tribunal dans le ressort duquel cette saisie est poursuivie, malgré le consentement mutuel de toutes les parties à la porter devant le tribunal de leur domicile.—Paris, 29 av. 1829, t. 37, p. 78.

872 Et ce dernier tribunal peut d'office déclarer son incompétence. —Paris. 17 juill. 1829, t. 37, p. 203. — V. *suprà*, n° 870.

873. Le débiteur saisi immobilièrement, et qui, avant la notification des placards aux créanciers inscrits, a obtenu un jugement convertissant la saisie en vente sur publications volontaires, vend valablement à un tiers de bonne foi l'immeuble originairement saisi, quoique le jugement ait subrogé ses créanciers aux poursuites pour le cas où elles seraient négligées, si, par suite de la conversion, la saisie a été rayée, et si le jugement portant subrogation est inconnu de l'acquéreur —Paris, 14 fév. 1834, t. 46, p 138, et t. 47, p. 684.—V, *ibid.* des *Observations* et le réquisitoire du min. pub. dans l'une des deux affaires.

874. Lorsque sur la demande d'un débiteur saisi immobilièrement, l'avoué du saisissant a, par jugement d'expédient, consenti à ce que la saisie fût convertie en vente volontaire, mais à condition que la vente serait faite devant un notaire désigné, le président du tribunal ne peut, s'il apprend que ce notaire est en procès avec le saisissant, insérer dans le dispositif que la vente aura lieu à l'audience des criées. En pareil cas, le tribunal ne peut qu'ordonner la continuation des poursuites.—Paris, 8 mars 1834, t. 46. p. 290.

875. Est nulle la vente dans le cas de conversion de saisie immobilière en vente volontaire devant un notaire, lorsque les formalités prescrites par les art. 960, 961 et 962, C. p. c, n'ont pas été observées.—Colm 4 juin 1830.—N. C. Blæs.

876. Le notaire chargé d'une vente volontaire sur conversion d'une saisie est responsable des suites de l'adjudication annulée pour omission des formalités prescrites par les art. 960. 961 et 962, C. p. c.—Colm. 4 juin 1830.—N. C. Bæls.

877. Lorsqu'un premier jugement a ordonné une conversion sur poursuites en expropriation forcée, et qu'un second a prononcé l'adjudication définitive, l'appel du second dans les délais ne rend pas recevable comme incident l'appel du premier fait après les délais.—Paris, 2 août 1813. t. 10, p. 359, n° 21.

878 Le saisi qui a consenti à la conversion ne peut plus appeler du jugement qui l'ordonne, surtout s'il a été sursis à l'adjudication préparatoire et définitive sans réclamation. —Paris, 2 août 1813, t. 10, p. 359, n° 22

879. Le créancier poursuivant la saisie immobilière est fondé à appeler du jugement qui admet le saisi à poursuivre lui-même l'adjudication de ses biens, par le seul motif qu'il accorde un délai trop long pour parvenir à cette adjudication. —Paris, 13 août 1810, t. 20. p. 276, n° 281.—*V*. en ce sens M. COFF.

880. Toutefois si la poursuite a été mise à fin avant qu'il ait pu être statué sur l'appel, il n'y a plus lieu à réformer le jugement qui l'a autorisé.—Paris, 13 août 1810, t. 20. p. 276, n° 282.—*V*. les auteurs indiqués au n° 869.

881. Est de trois mois le délai pour appeler du jugement qui convertit une saisie immobilière en vente sur publications judiciaires. —Paris, 8 mars 1834, t. 46, p. 289.

882. Lorsqu'une poursuite de saisie immobilière a été convertie en vente sur publications volontaires, l'appel du jugement d'adjudication préparatoire interjeté la veille du jour indiqué pour l'adjudication définitive, ne peut faire suspendre cette adjudication.—Paris, 20 juill. 1812, t. 20, p. 373, n° 386.

883 et 884. La nullité d'une adjudication sur conversion d'une saisie en vente volontaire, ne doit pas être proposée par action principale devant le tribunal saisi de la vente, mais elle doit faire l'objet d'un appel. —Paris, 10 juill. 1830, t. 39, p. 232.

Art. 6. *De l'appel du jugement en vertu duquel on procède à la saisie.*

885. L'appel du jugement en vertu duquel on poursuit une saisie immobilière, doit toujours, et à peine de nullité, être notifié au greffier du tribunal où est pendante la saisie immobilière, et visé par lui.—Metz, 13 mai 1817, t. 20, p. 487. n° 544.—*V*. MM. CARR. t. 2, p. 673, n. 1, et B. S. P. p. 599, n. 103.—V. *infrà* n° 887.

886. L'appel du jugement en vertu duquel on procède à une saisie immobilière, doit être déclaré non recevable toutes les fois qu'il n'est pas interjeté trois jours au moins avant le dépôt du cahier des charges au

greffe, encore bien qu'il intéresse un mineur non émancipé, et que le jugement n'ait pas été signifié à son subrogé-tuteur.—Nîm. 2 juin 1819, t. 20, p. 544, n° 624.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 653, n. 1.—Cet appel étant non recevable, le tribunal peut-il passer outre ? — M. Pig. t. 2, p. 155, n° 4, ne le pense pas.

887. Lorsque l'appel du jugement, en vertu duquel un créancier poursuit la saisie immobilière, est interjeté antérieurement à la date du procès-verbal de saisie, il n'est pas soumis aux formalités de l'art. 726, C. p. c., qui prescrit la notification au greffier et le visa.—Paris, 29 av. 1809, t. 20, p. 191, n° 192. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 655, n° 2451; Haut. p. 268, n. b, n° 1. — V. *suprà* n° 885.

888. Si le saisi n'interjette pas appel du jugement qui sert de base à la saisie dans un temps rapproché du procès-verbal de saisie, pourra-t-il dépendre du saisissant de rendre sans effet l'appel interjeté, en déposant le cahier des charges; par exemple, dès le lendemain de la dénonciation, ainsi qu'il en a la faculté, conformément à l'art. 691 ? — M. Carr. t. 2, p. 653, pense que l'appel peut, malgré le dépôt du cahier des charges, être interjeté jusqu'aux 30 jours qui précèdent le délai fatal donné par l'art. 697 au poursuivant. — *V.* M. Desevaux p. 61, et *J. A.* t. 20, p. 578, n° 678.

889. L'appel d'un jugement rendu sur l'action tendant à faire déclarer des immeubles saisis non frappés d'une hypothèque, ne doit point comme celui qui statue sur une demande en distraction, être interjeté dans la quinzaine, ni notifié à toutes les personnes qui doivent être en cause. — Bourg. 13 janv. 1831. — Foucher C. Careati.

Art. 7. *Incidents divers sur la poursuite en saisie immobilière et les sursis aux poursuites et à l'adjudication définitive.* (*V.* n°s 754 à 756.)

890 et 891. Le saisi qui, en matière de saisie immobilière, multiplie les incidens à chaque pas de la procédure peut être condamné par corps à des dommages-intérêts.—Caen, 15 nov. 1814, t. 35, p. 360.— *V.* notre mot *Dommages-intérêts*, n° 7.

892. La prescription s'acquiert de plein droit par la discontinuation des poursuites pendant le délai fixé par la loi, de sorte qu'une nouvelle procédure peut aussitôt être engagée sur d'autres immeubles devant un nouveau tribunal. — Cass. 1er prairial an 13, t. 20, p. 69, n. 75. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 527, n. 1, et 529, n° 2222, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 219, n. 2. — Les actes ultérieurs de poursuite seront-ils sujets à la la péremption comme le commandement, si le saisissant laisse passer 3 mois sans continuer la procédure? —Pour l'affirmative, *V.* MM. Carr. t. 2, p. 529, n° 2222; Pig. *Comm.* t. 2, p. 360.—*V.* M. H. p. 78, n° 3. — Faut-il que le procès-verbal de saisie soit terminé dans les trois mois ?—Non, suivant M. Carr. t. 2, p. 529, n° 2223.

893. Il ne peut y avoir de péremption de la saisie immobilière par suite d'une interruption de poursuite de plus de six mois après l'adjudication préparatoire. — Metz, 12 août 1826, t. 37, p. 58.

894. Le débiteur ne peut exciper des saisies-arrêts faites entre ses mains, pour obtenir un sursis aux poursuites en expropriation forcée dirigées contre lui.—Cass. 24 vend. an 12, t. 12, p. 530, n° 4.

895. Quoique la partie saisie ne soit pas obligée de constituer avoué, cependant si elle en a constitué un, la démission de cet avoué proroge le délai de la péremption.— Metz, 12 avr. 1826, t. 37, p. 58.— V. *infrà* n° 901.

896. La demande en péremption d'une poursuite de saisie immobilière est une action principale, dont l'appel est soumis aux délais ordinaires, et non à ceux prescrits par l'art. 723, C. p. c. — Metz, 12 avr. 1826, t. 37, p. 58.

897. Si pendant le cours d'une saisie immobilière l'avoué du poursuivant cesse de pouvoir occuper pour lui, la constitution d'un nouvel avoué doit être signifiée au domicile du saisi; sans cette formalité les procédures postérieures à la cessation des fonctions de l'avoué sont nulles encore que dans des actes non signifiés au saisi il y ait constitution d'un nouvel avoué.--Bourg. 9 août 1822, t. 24, p. 271.

898. Lorsque les biens hypothéqués au créancier poursuivant et d'autres biens hypothéqués sont divisés et ne dépendent pas d'une même exploitation, le débiteur peut-il requérir que la saisie soit étendue sur les biens non hypothéqués?-M. Pers. q. t. 2, p. 299, résout cette question négativement en se fondant sur le texte même de l'art. 2211, C. c. — V. *J. A.* t. 20, p. 585, n. 696.

899. Comment les créanciers chirographaires peuvent-ils veiller à leurs droits lors de la poursuite d'une saisie immobilière?—M. Lep. p. 487, 3e quest. pense que ces créanciers peuvent former une opposition entre les mains du poursuivant de l'adjudicataire, afin que ce qui restera après les collocations hypothécaires ne leur échappe pas. — V. *J. A.* t. 20, p. 572, n° 666.

899 *bis*. Que faut-il entendre par ces mots de l'art. 718, C. p. c. *Toute demande incidente sera jugée sommairement?* — C'est-à-dire que le jugement sera rendu sur simples plaidoiries et sans que le tribunal puisse ordonner une instruction par écrit, et sans que la cause subisse un tour de rôle. — *Sic* MM. Carr. t. 2, p. 634; F. L. t. 5, p. 70, D. C. p. 453. —C. T. t. 2, p. 214-5, et *J. A.* t. 20, p. 584, n° 693 (1).

900. Cette forme s'applique-t-elle seulement aux incidents prévus par la loi ou à toute autre demande incidente? — M. Carr. t. 2, p. 634, n° 2412 pense que la disposition de l'art. 718 s'applique à toute espèce de demande incidente; tel est aussi l'avis de MM. Pig. t. 2, p. 154 et 169, et F. L. t. 5, p. 70.—Cependant il est des incidents sur lesquels il ne doit pas être signifié de requête, tels sont ceux par exemple sur les clauses de l'enchère; c'est par un dire à la suite de l'enchère que l'on forme les demandes, et par un dire également que l'on y répond. — *V.* t. 20, p. 584, n° 694; et C. T. t. 2, p 212, 3 et 4.

900 *bis*. Les avoués ne sont pas tenus, à peine de nullité, de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant l'audience. — Paris, 29 août 1811, t. 20, p. 450, n° 496.

900 *ter* et 901. Les demandes incidentes, telles que celles en reprises d'instance ou en constitution de nouvel avoué, ont lieu et doivent être suivies d'après les règles ordinaires, et suspendent l'adjudication des biens saisis.—Nîm. 6 juill. 1819, t. 20, p. 546, n° 625.—V. *suprà* n° 895.

901 *bis* et 901 *ter*. Lorsqu'une question déjà résolue par arrêt passée en force de chose jugée, a été de nouveau décidée par un jugement, l'appel de ce jugement ne suspend pas l'adjudication définitive.—Riom, 31 mai 1824. Lambert C. Chaussende et Mazet. — V. *infra*, n° 925 et suiv.

901 *quater*. L'appel du jugement qui déclare reprise contre des héritiers, l'instance en saisie immobilière commencée contre leur auteur doit, à peine de déchéance, être interjeté dans le délai de quinzaine, à compter de la signification à avoué; alors surtout que le jour de l'adjudication préparatoire a été fixé du consentement des héritiers.—Bourg. 12 avril 1822, t. 24, p. 100.

902. Mais l'appel du jugement qui statue sur une demande incidente formée par un locataire pour faire inscrire au cahier des charges une clause relative à l'entretien de son bail, peut être interjeté même après la quinzaine de la signification à avoué, et dans les délais ordinaires. — Am. 17 déc. 1812, t. 20, p. 387, n° 404. — Tel est l'avis de MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 663, n° 2, et Carr. t. 2, p. 666, n. 1, n° 2.

902 *bis*. Comme aussi le délai de l'appel du jugement qui statue sur une demande tendant à être maintenu

---

(1) La cour de cassation vient de décider le 3 avril 1837, que les incidents sur saisie immobilière devaient être taxés comme *matière sommaire*. Nous avons toujours combattu cette doctrine.

dans la ferme d'un immeuble vendu par saisie immobilière, est de trois mois, et non pas comme s'il s'agissait d'une demande en distraction de quinzaine à compter du jour de la signification à personne ou domicile. —Bourg. 24 déc. 1813, t. 20, p. 415, n° 440.

902 *ter.* De même l'appel du jugement qui statue sur une demande en établissement de séquestre dans le cours d'une saisie immobilière, est recevable pendant trois mois, à compter du jour de la signification à personne ou domicile —Orl. 19 avril 1809, t. 20, p. 187, n° 188. — *V.* MM. Haut. p. 374, et Carr. t. 2, p. 369, n° 2309.

902 *quat.* Lorsque les mêmes biens sont l'objet d'une poursuite en licitation et d'une saisie immobilière, il peut être, par les tribunaux, sursis à la saisie pendant un certain délai, pour faire procéder à la licitation; en cela les juges ne violent pas les art. 692 et 696 C. p. c. — Bord. 23 juin 1829, t. 37, p. 173.

902 *quint.* La demande en nullité du titre en vertu duquel on poursuit, constitue-t-elle un incident nécessaire, en sorte que l'on ne puisse arrêter les suites de la saisie en formant cette demande par action distincte et principale?—M. Carr. t. 2, p. 678, n° 2488, s'appuyant des paroles de l'orateur du gouvernement, édition Firmin Didot, p. 215, pense que si cette demande était formée par action distincte, elle n'arrêterait pas les poursuites de saisie immobilière, parce que c'est un incident qui doit en faire nécessairement partie.—*J. A.* t. 20, p. 580, n° 684.

902 *sext.* Une saisie immobilière ne peut être arrêtée par une opposition faite au commandement qui l'a précédée. — Bourg. 23 avril 1825, t. 29, p. 176.—*V.* les n°s suivants.

902 *sept.* Mais l'opposition formée après le commandement en expropriation forcée, au commandement qui avait été fait antérieurement en vertu du titre obligatoire, doit faire suspendre la vente.—Lyon, 16 pluv. an 11, t. 20, p. 10, n° 11. — *V.* les observations de M. Coff.

902 *oct.* La loi ne fixe point de délai dans lequel doit être formée cette opposition.—Lyon, 16 pluv. an 11, t. 20, p. 10, n° 12.

903. L'opposition au commandement tendant à saisie immobilière, est recevable lorsqu'elle a pour objet de faire déclarer la créance éteinte. —Besanç. 30 avril 1813. — 23 août 1817, t. 20, p. 401, n° 421. —V. *suprà*, n° 902 *sext.* et *infrà* n° 949.

904. Cependant les poursuites de saisie immobilière, faites en vertu de jugements et arrêts passés en force de chose jugée, ne peuvent pas être suspendues par une simple opposition.—Colm. 12 mai 1809, t. 20, p. [illegible], n° 197.

905. Comme aussi l'expropriation forcée poursuivie en vertu d'un jugement par défaut, ne peut pas être suspendue par une opposition tardivement formée contre ce jugement —Cass. 12 nov. 1806, t. 20, p. 87, n° 94.—*V.* les observations *ibid.* et celles de M. Coff.

906. Mais on peut former opposition à un jugement rendu par défaut sur la contestation incidente à une saisie immobilière.—Rouen, 4 juin 1824, t. 27, p. 21.

907. Les jugements et arrêts rendus par défaut faute de plaider, ne sont pas susceptibles d'opposition. — Gren. 26 avr. 1828, t. 36, p. 84. — V. *infrà*, n°s 1092 et suiv.

908. La voie de l'opposition ne peut pas être prise contre le jugement par défaut qui a statué sur une demande en mainlevée d'une saisie déjà ordonnée. — Montp. 29 avr. 1830, t. 39. p. 277.

909. Comme aussi la partie saisie ne peut, postérieurement à l'adjudication préparatoire, former opposition à un jugement par défaut qui aurait ordonné la continuation des poursuites.—Bourges, 16 juil. 1814, t. 20, p. 423, n° 452.

910. La défense faite par l'art. 3 du décr. du 2 fév. 1811, de se pourvoir par opposition contre les jugements et arrêts par défaut dont il est parlé, n'est pas applicable à l'arrêt par défaut rendu après l'adjudication définitive, soit sur l'appel du jugement qui a prononcé cette adjudication, soit sur l'appel du jugement qui a rejeté la demande d'un sursis à cette même adjudication.—Brux. 15 juil. 1824.

911. Il peut être procédé à l'adjudication définitive par expropriation forcée, malgré l'appel de la partie saisie contre le jugement qui rejette son opposition, si ce jugement est déclaré exécutoire par provision et nonobstant appel. — Brux. 21 fév. 1820.

912. Le commandement qui précède une saisie ne faisant pas partie de cette saisie, l'opposition faite à ce commandement et l'instance qui s'engage sur cette opposition, ne peuvent pas être regardées comme incidentes à une saisie immobilière, et alors elles sont soumises aux règles ordinaires de premier et dernier ressort. — Cass. 2 janv. 1827, t. 37, p. 91.

913. Lorsque postérieurement à une opposition au commandement sur saisie immobilière, le créancier donne suite à la saisie, le jugement qui prononce sur l'opposition et sur une demande en nullité de saisie immobilière, n'est pas censé rendu sur incident à une poursuite de saisie immobilière, et on a trois mois pour en interjeter appel.-Cass. 1 fév. 1830, t. 39, p. 212

914. Décidé cependant que le jugement qui prononce sur une nullité opposée au commandement préalable à la saisie immobilière, et ayant pour effet d'empêcher la saisie, est soumis pour l'appel aux formes de l'art. 734, C. p. c.— Bourges 9 fév. 1829, t. 39, p. 201.

915. Lorsque, dans une instance en saisie immobilière et, postérieurement à l'adjudication préparatoire, le saisi fait des offres réelles, et qu'elles sont rejetées par un jugement l'appel doit en être interjeté dans les huit jours de sa prononciation. — Gren. 18 fév. 1829, t. 39, p. 208. —V. *infrà*, n° 946.

916. Lorsque de plusieurs parties, l'une fait défaut et l'autre comparaît, il n'y a pas lieu à joindre le profit du défaut — Turin, 19 avr. 1811, t. 20, p. 315, n° 315.

917. Si une partie a fait défaut devant le premier juge, et que le délai de l'appel soit expiré à son égard, il n'y a pas lieu à ordonner de mise en cause ni à surseoir jusqu'à ce qu'elle soit intervenue. — Turin, 19 avr. 1811, t. 20, p. 315, n° 316.— *V.* M. B. S. P. p. 598, n. 101, n° 2.

918. L'opposition à une saisie immobilière peut être faite au domicile élu par le commandement.— Nîm. 24 mess. an 13, t. 20, p. 73, n° 785.—*V.* M. H. p. 77, n. 5, n° 1.

919. Comme aussi l'appel d'un jugement qui a statué sur un incident de saisie immobilière, est valablement interjeté au domicile de l'avoué du saisissant.—Brux. 25 fév. 1810. —Rouen 27 juin 1822.—Poit. 7 déc. 1825, t. 20, p. 209, n° 213, t. 24, p. 213, t. 30, p. 16. — *Contrà*, Paris, 2 juill. 1810, t. 20, p. 107, n° 114. — *V.* notre mot *Appel*, n° 443 et suiv.

920. L'appel interjeté par le saisi, relativement à des incidents sur la poursuite, postérieurement à une subrogation, peut être signifié au domicile de l'avoué constitué lors de la demande en subrogation par le subrogé. — Lyon, 30 juill. 1829, t. 39, p. 205.

920 *bis.* Mais l'appel du jugement qui a statué sur un incident ne peut être signifié chez l'avoué du créancier poursuivant à l'égard d'un créancier qui est intervenu pour demander la subrogation et qui l'a obtenue. — Riom, 3 juin 1824, t. 27, p. 23 —V. *suprà*, n° 919.

921. Les poursuites de saisie immobilière faite nonobstant un arrêt qui ordonnait que toute chose demeurerait en l'état sont nulles. — Paris, 29 avr. 1809, t. 20, p. 191, n. 193.

922. Mais lorsque, sur l'opposition formée à la saisie immobilière, une ordonnance de référé renvoie les parties à l'audience dont elle indique le jour, *toute chose demeurant en l'état*, le créancier peut postérieurement, et faute par le saisi d'avoir suivi l'audience, reprendre sa poursuite.—Paris, 22 déc. 1819, t. 20, p. 551, n° 633.

923. Une demande à fin d'interrogatoire sur faits articles, énonçant les moyens de nullité et le jugement qui juge la pertinence des faits, ne

sont pas suffisants, lorsque l'interrogatoire n'a eu lieu qu'après le jugement d'adjudication préparatoire, tandis qu'ils devaient être jugés avant ce dernier jugement. — Orl. 23 déc. 1808. t. 20, p. 170, n. 178. —*V.* M Haut. p. 395 et 396

924. Lorsqu'un jugement a prononcé la nullité de certains actes d'une poursuite de saisie immobilière, le saisissant n'est pas tenu de signifier ce jugement à la partie saisie ou à son avoué, avant de reprendre ses poursuites. —Paris, 1er mars 1810, t. 20, p. 242, n. 241.—V. *infrà*, n° 945. — V. *suprà*, n° 3 et s.

925. L'appel du jugement rendu sur un incident en matière de saisie immobilière n'est pas suspensif. — Pareillement l'inscription de faux incident ne suspend pas les poursuites de saisie immobilière.—Cass. 1er déc. 1813, t. 20, p. 296, n. 304. — V. *les Observations* ibid. (1).

926. L'adjudication définitive peut avoir lieu en vertu d'un jugement susceptible d'appel, si à l'époque de l'adjudication il n'y avait pas d'appel interjeté.—Agen, 19 juill. 1808, t. 20, p 86, n. 92. — *V.* M. H. p. 208, n° 2. —V. *suprà*, n° 925.

927. Les délais entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive ne sont pas suspendus par l'appel du 1er de ces jugements. — Bourg. 8 août 1812.—Paris, 5 janv. 1814, t. 20, p. 378, n. 390.—*V. les Observations* de M. Coff. —V. *suprà*, n° 925.

928. Mais lorsqu'incidemment à une poursuite en saisie immobilière et au jour fixé pour l'adjudication définitive, il est rendu des jugements susceptibles d'appel, cette adjudication doit être suspendue jusqu'à l'expiration des délais donnés pour attaquer ces jugements.— Montp. 21, juill. 1824, t. 27, p. 239. —V. *suprà*, n° 925.

929. Comme aussi l'appel du jugement rendu sur les poursuites de saisie immobilière est suspensif de l'adjudication définitive. — Cass. 7 janv. 1818, t. 13, p. 241, n° 289.— V. *suprà*, n° 925.

930. L'appel des jugements rendus dans le cours des poursuites étant suspensif, on ne peut passer outre à l'adjudication définitive, sous le prétexte que cet appel n'est pas recevable. — Cass. 7 janv. 1818, t. 20, p. 508, n. 577.—V. *suprà*, n° 925.

931. Un tribunal peut ordonner qu'il soit passé outre à une adjudication définitive, si on ne déclare pas à son audience qu'on a interjeté appel du jugement rendu sur les incidents auxquels la saisie donne lieu. — Toul. 3 fév. 1832, t. 43, p. 593. — *Ibid.* V. *une Consultation de* MM. Decamp, Romiguières et Carle. —V. *suprà*, n° 925.

932. L'appel du jugement en vertu duquel on procède à la procédure de saisie immobilière est suspensif. —Paris, 29 avr. 1809. — Turin, 14 sept. 1811. — Cass. 7 août 1811, t. 20, p. 279, n° 286. — *V.* en ce sens MM. Pig. t. 2, p. 168, n° 6, et 169, n. 9, Carr. t. 2, p. 854, n° 2449; H. p. 253, et Pers. q. t. 2. p. 368.— V. *suprà*, n° 925.

933. Ainsi l'adjudication définitive doit être suspendue dès lors qu'il est justifié, avant cette adjudication de l'appel du jugement en vertu duquel elle a lieu, fût-il interjeté le jour même. — Lyon, 21 mars 1817, t. 20, p. 484, n. 541.— V. *suprà*, n° 925.

934. La partie saisie n'est pas tenue, à peine de déchéance, de faire statuer sur son appel avant l'adjudication définitive. — Cass. 7 août 1811, t. 20, p. 280, n. 288.— V. *suprà*, n° 925.

935. Et s'il a été procédé à l'adjudication définitive au mépris de cet appel, l'adjudication est nulle, et l'adjudicataire doit être remboursé de tous les frais auxquels elle a donné lieu. — Lyon, 21 mars 1817, t. 20, p. 484, n° 542.—V. *suprà*, n° 925.

936 L'appel du jugement qui statue sur les moyens de nullité tirés du visa du titre en vertu duquel on poursuit est suspensif.—Paris, 23 mai 1808, t. 20, p. 153, n° 157.—V. *suprà*, n° 925.

937. Comme aussi lorsque le tribunal a rejeté la demande en nullité de la procédure qui a suivi l'adjudication préparatoire, il ne peut procéder à l'adjudication définitive, avant qu'il ait été statué sur l'appel du jugement.—Bord. 25 août 1810, t. 5, p. 53, n° 36.—V. *suprà*, n° 925.

938. De même la fin de non-recevoir qui s'élève contre la partie qui n'a pas proposé ses moyens de nullité postérieurs à l'adjudication préparatoire, vingt jours au moins avant le jour fixé pour l'adjudication définitive, doit être prononcée par un jugement dont la partie peut appeler, et dans ce cas l'appel est suspensif. — Brux. 27 fév. 1808, t. 20, p. 132, n° 135.—V. *suprà*, n° 925.

939. Jugé cependant que l'appel des jugements qui statue sur les moyens de nullité proposés avant l'adjudication préparatoire ne suspend pas cette adjudication.—Bourg. 16 déc. 1815, t. 20, p. 279, n° 2[…] —V. *suprà*, n° 925.

940. Il en est autrement de l'app[…] du jugement d'adjudication prépa[…]toire il est suspensif, et empêc[…] qu'il soit passé outre à l'adjudic[…]tion définitive.—Paris, 26 août 181[…] t. 20, p. 427, n° 459.—*V.* M. B. S. p. 598, n° 2.—V. *suprà*, n° 925.

941. L'appel même non-recevab[…] d'un jugement d'adjudication prép[…]ratoire, suspend l'adjudication dé[…]nitive, le jugement qui, avant q[…] cet appel soit vidé, tranche l'adj[…]dication définitive, doit être annul[…] —Dijon. 25 août 1827, t. 40, p. 27[…] —V. *suprà*, n° 925.

942. L'appel d'un jugement ren[…] pendant une instance en saisie i[…]mobilière, mais étranger à l'adj[…]dication, n'est pas suspensif.—Cas[…] 13 janv. 1813, t. 20, p. 393, n° 41[…] —V. *suprà*, n° 925.

943. La poursuite d'expropriati[…] forcée ne peut pas être suspend[…] par l'appel du jugement qui aura[…] levé les défenses de la continuer.[…] Cass. 19 therm. an 12, t. 20, p. 30, n° 4[…] —V. *suprà*, n° 925.

944. Lorsqu'un débiteur sais[…] ayant appelé du jugement qui pr[…]nonce l'adjudication provisoire, […] été démis de cet appel par un arr[…] de défaut auquel il a formé tardiv[…]ment une opposition qui n'est ni r[…]gulière ni valable, on peut, sa[…] être arrêté par cette opposition, pr[…]céder à l'adjudication définive. [—] Toul. 6 avril 1824, t. 26, p. 202. [—] V. *suprà*, n° 925.

945 Lorsque le jugement qui r[…]jette les moyens de nullité propos[…] contre la procédure antérieure à l'a[…]judication préparatoire est confirm[…] en appel, le saisissant peut, sur […] simple signification de l'arrêt à l'a[…]voué d'appel, et sans qu'il soit b[…]soin de la signifier à domicile, […] d'autre acte en première instance[…] faire procéder à l'adjudication déf[…]nitive au jour indiqué.—Pau, 2[…] nov. 1818, t. 20, p. 526, n° 628.[—] V. *suprà*, n° 924.

946. L'adjudication définitive e[…] nulle si le tribunal y a procédé sa[…] avoir statué sur le mérite des o[…]fres réelles faites par la partie sa[…]sie pour désintéresser le poursu[…]vant, quoiqu'elle n'ait pas réclam[…] au moment de l'adjudication, quoique, dans l'intervalle de cet[…] adjudication à l'arrêt sur l'appe[…] les offres réelles aient été déclaré[…] nulles.—Cass. 23 juill. 1811, t. 2[…] p. 330, n° 330.—*V.* MM. B. S p. 99, n. 182, n° 3; Haut. p. 29[…] n° 3, et F. et surtout M. F. L. t. p. 79, n° 2.—V. *suprà*, n° 915.

947. La partie saisie ne peut pa[…] à l'audience fixée pour l'adjudic[…]tion définitive, demander qu'il s[…] sursis par le motif qu'elle a dési[…]téressé le poursuivant, et qu'elle […]fre de désintéresser tous les créa[…]ciers inscrits antérieurement à la d[…]nonciation de la saisie.—Paris,

---

(1) La question d'appel suspensif a été long-temps controversée; mais en lisant les nombreux arrêts rapportés n° 925 à 944, on demeurera convaincu qu'il est maintenant de jurisprudence constante qu'un appel même irrégulier, interjeté hors des délais, suffit pour qu'il ne soit pas possible de passer outre; on ne peut s'arrêter à cette objection qu'un saisi interjetterra alors appel sur appel, parce que l'exécution provisoire, nonobstant appel, peut être ordonnée, pour prévenir un abus de cette nature. On peut consulter notre mot *Exécution* n° 19 et suiv.

oût 1811, t. 20, p. 333, n° 333.—
ic, M. Carr. t. 2, p. 574, n° 30.
-V. aussi MM. B. S. P p. 587, n.
7, n° 8; Delap. t. 2, p. 300, 2e al.
-V. aussi les *Observ. J. A. ibid.*

948. Comme aussi lorsqu'un dé-
teur saisi immobilièrement a fait
s offres réelles dans lesquelles
n'a offert qu'une certaine somme
uf à parfaire, pour les frais de
ursuite, et qu'après la significa-
on qui lui a été faite de la taxe des
ais, il ne s'est pas entièrement li-
ré, on peut poursuivre contre lui
djudication définitive.—Paris. 18
v. 1826, t. 31, p. 205.

949. L'adjudication définitive ne
ut avoir lieu, à peine de nullité,
préjudice d'une opposition mo-
ée sur la libération de la partie
isie.—Turin, 2 av. 1812, t. 20,
183, n° 187.—V. *suprà*, n° 903.
arrêt analogue.—*V.* les *Observ.*
id.

950. Une saisie-arrêt intervenue
tre les mains du débiteur expro-
ié au préjudice du créancier sai-
sant a-t-elle l'effet de suspendre
t l'adjudication, soit même la
ursuite? Oui et non. — Cass. 19
erm. an 12, 26 mai 1807, t. 20,
30, n° 39. — *V. infra*, n° 9..9.

951. Le juge ne peut pas sus-
ndre la poursuite en expropria-
n à la demande du curateur à
e succession vacante, quoique ce
rateur allègue qu'il est *tenu avant*
t d'en faire constater l'état par
inventaire.—Brux. 2 juill. 1817.

952. Lorsqu'on a compris dans
e expropriation forcée des biens
ets au douaire non liquidé d'une
me normande, on doit surseoir
x poursuites jusqu'à la liquida-
n du douaire.—Rouen, 1er mars
24.—Touze C. Ve Mullet.

953. Le saisi qui a négligé de re-
illir la preuve des erreurs par
reprochées au procès-verbal de
sie, ne peut, au jour fixé pour
ljudication de ses immeubles,
tenir un jugement interlocutoire
ordonne que ces erreurs soient
ifiées.—Bord. 8 déc. 1831, t. 43,
724.

954. L'à compte reçu par le créan-
r poursuivant sur la créance cause
la saisie, ne donne pas lieu à un
mpte ni à un sursis à l'adjudica
n définitive.—Riom, 31 mars 1824.
ambert C. Chaussend et Maret.

955. Lorsque la partie saisie dé-
e peu de jours avant celui indiqué
r l'adjudication définitive, cette
onstance ne peut autoriser un
sis à l'adjudication, surtout lors-
les poursuites en saisie immo-
ère étaient dirigées contre le dé
t et contre son fils pour un acte
était commun. — Paris, 11
l. 1812, t. 20, p. 371, n° 383.—
MM Haut. p. 178, n° 4, et Carr.
p. 806, n. 2.

956. La partie saisie ne peut de-
nder un sursis à l'adjudication définitive sans fournir caution pour les frais de l'incident.— Paris, 5 janv. 1814, t. 20, p. 376, n° 391. —V. *ibid.* les *Observations* dans lesquelles cette décision ne paraît pas approuvée.—V. *infrà*, n° 1114 et 1154.

957. Mais lorsque la partie saisie demande qu'il soit sursis à l'adjudication définitive par le motif qu'il s'est glissé des erreurs graves dans les placards, une pareille demande n'est pas soumise aux délais et à l'obligation de fournir la caution imposée par le décret du 2 fév. 1811. —Dij. 28 fév. 1818, t. 20, p. 513, n° 587.—*V.* le n° précédent.

958. Lorsqu'il y a opposition à une saisie immobilière, à raison de l'indivision de l'immeuble entre cohéritiers, il doit être sursis à la saisie jusqu'à ce que l'offre de partage ou de la licitation de l'immeuble ait passé dans le lot du cohéritier saisi.—Cass. 22 juill. 1822, t. 24, p. 242.

959 L'héritier bénéficiaire qui a fait les diligences nécessaires pour parvenir à la vente sur publications volontaires des biens de la succession, ne peut empêcher les créanciers hypothécaires, qui ont commencé des poursuites immobilières avant qu'il ait pris qualité, de continuer ces poursuites; mais les juges peuvent, dans l'intérêt commun des parties, ordonner que ces poursuites seront suspendues pendant un délai suffisant pour que l'héritier mette à fin la vente qu'il a provoquée.— Paris, 22 nov. 1833, t. 47, p. 423. —Cet arrêt qui présente une sorte de contradiction ne doit pas faire jurisprudence.—V. *ibid.*

960. Une partie saisie ne peut pas obtenir un sursis à l'adjudication définitive sur la simple allégation qu'il y a eu entre le saisissant et divers particuliers qu'elle ne désigne pas un concert pour ne surenchérir qu'au nom du saisissant. —Am. 23 mars 1826, t. 34, p. 25.

961. De ce que la partie saisie justifie par baux authentiques que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et de ce qu'elle en offre la délégation au créancier, la poursuite en expropriation ne *doit* pas nécessairement être suspendue : *en d'autres termes*, l'art. 2212, C. c. est facultatif en ce qui concerne le pouvoir du juge. — Brux. 22 mai 1821.

962. Faut-il absolument que les baux soient authentiques pour que le débiteur puisse, par eux, justifier que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année suffit pour acquitter sa dette en principal intérêts et frais, et par conséquent demander la suspension des poursuites en offrant de les déléguer.— M. Delap. t. 2, p. 318, pense qu'il en serait d'un bail sous seing privé ayant acquis date certaine comme d'un bail authentique, le Code civil lui attribuerait les mêmes effets. Cette opinion est critiquée.—*J. A.* t. 20, p. 583, n° 692.

963. La demande en sursis doit être formée par requête signifiée d'avoué à avoué, et ne peut pas l'être par de simples conclusions prises à l'audience.—Paris, 5 janv. 1814, t. 20, p. 376, n° 392.—M. Coff. paraît critiquer cette discussion.

964. Le créancier d'une saisie qui n'a pas été partie dans les poursuites immobilières dirigées contre celui-ci, ne peut demander la nullité de l'adjudication de l'immeuble saisi, comme prononcée par le juge tenant l'audience des criés au mépris d'une demande en sursis présentée par le débiteur; il n'a que la voie de la surenchère pour obtenir un prix plus élevé. — Paris, 3 août 1831, t. 41, p. 678.

965. Le juge qui tient l'audience des criées, peut statuer sur la demande en remise d'une adjudication à faire devant lui, et ordonner de passer outre à la demande nonobstant cette demande.—Paris, 3 août 1831, t. 41, p. 676.—V. *Ibid.* des observations contre cet arrêt.

966. La cour qui réforme un jugement par lequel une adjudication a été incidemment ajournée, ne doit pas renvoyer devant les premiers juges pour prononcer cette adjudication.—Pau, 9 nov 1831, t. 43, p. 510.

967. Le jugement qui statue sur une demande en nullité d'une saisie immobilière dont la cause ne s'élève pas à 1000 francs, est-il toujours susceptible de deux degrés de juridiction et dès-lors passible d'un droit fixe des frais? Il est en premier ressort si l'incident porte sur la forme. Si l'incident porte sur le fond, la qualité de la créance déterminera le premier ou le dernier ressort. — C. T. t. 2. p. 222, 61. —Voir notre mot *dernier ressort.*

968. Le créancier dont la saisie immobilière a été annulée pour partie, peut appeler incidemment, après avoir exécuté le jugement prononçant cette nullité, en requérant l'adjudication des portions d'immeubles par rapport auxquels la saisie a été maintenue.—Montp. 14 janv. 1833, t. 45, p. 546.

Art. 8. *Divers moyens de nullité.* (1).— *Dans quelle forme doivent-ils être proposés?—Doivent-ils être proposés*

---

(1). Nous devons faire observer que pour bien connaître la jurisprudence en matière de nullités relatives aux saisies immobilières, il est indispensable de lire avec attention les décisions indiquées du n° 968 *bis* au n° 1156. Malgré tout le soin apporté à la classification de ces décisions, il en existe beaucoup qui ont une très grande analogie entre elles et qui sont placées à des articles et des paragraphes différents.

avant ceux au fond?—Renonciation aux moyens de nullité et à la saisie.

968 *bis*. La partie saisie ne peut se faire un moyen de nullité contre les poursuites, de ce que les actes de la procédure ne lui ont pas été signifiés au nouveau domicile qu'elle a choisi depuis le commandement, si elle ne l'a pas fait connaître au créancier poursuivant.— Brux. 25 fév. 1810, t. 20, p. 210, n° 215. — Montp. 10 mars 1812, t. 20, p. 354, n° 356.

968 *ter*. Lorsqu'une partie se borne à opposer que les formalités prescrites par tels articles n'ont pas été remplies, sans indiquer quelles sont ces formalités, le juge ne peut avoir égard à son allégation. — Renn. 28 oct. 1816, t. 20, p. 475, n° 525 *ter*.

969. La partie saisie ne peut se faire un moyen de nullité contre la saisie immobilière, de ce qu'une saisie-arrêt aurait été faite entre ses mains par un créancier du poursuivant. — Paris, 23 oct. 1811, t. 20, p. 341, n°342.—V. *suprà*, n° 950. —*V*. M. B. S. P. p. 591, n. 81, n° 2.

970. Le jugement qui statue sur les nullités proposées contre l'expropriation forcée doit, à peine de nullité, contenir les formes prescrites par la loi du 24 août 1790, et cette nullité entraîne celle de l'adjudication. — Nîm. 2 vent. an 12, t. 20, p. 25, n° 34.

971. Le tribunal qui prononce la nullité d'une saisie immobilière, doit en même temps ordonner qu'elle sera rayée des registres où elle est transcrite. — Riom, 23 déc. 1809, t. 20, p. 228, nos 228 et 229. — *V*. M. B. S. P. p. 605, n° 5.

972. Une cour royale ne peut prononcer sur une nullité de commandement qui n'a pas été proposée devant elle.—Renn. 28 oct. 1816, t. 20, p. 474, n° 527.

973. Lorsque la poursuite est exercée contre plusieurs cohéritiers, l'un d'eux ne peut opposer les nullités relatives à son cohéritier qui ne réclame pas.—Cass. 18 prair. an 11, t. 20, p. 18, n° 23. — V. *infrà*, nos 978, 994 *bis* et les nos qui suiv.

974. Comme aussi lorsque la saisie immobilière est dirigée contre plusieurs parties propriétaires par indivis, les nullités commises à l'égard de l'une d'elles, ne rendent pas nulle la procédure à l'égard des autres. — Paris, 10 mai 1810, t. 20, p. 260, n° 264. — *V*. dans le même sens M. Carr. t. 2, p. 680 et 681, n° 2491.—*V*. le n° qui précède.

975. De même lorsque la saisie immobilière est poursuivie contre plusieurs personnes, l'une d'elles ne peut profiter des nullités commises à l'égard de l'autre. — Renn. 6 juin 1814, t. 20, p. 420, n° 448. — *V*. M. Carr. t. 2, p. 550, n° 3.—V. *suprà*, n° 973.

976. Décidé cependant que la nullité d'une adjudication profite à tous les saisis, quoique quelques-uns ne soient plus dans le délai pour interjeter appel du jugement qui la prononce définitivement.— Bourg. 22 fév. 1825, t. 29, p. 279.—V. *suprà*, n° 973.

977. La nullité de la signification du jugement d'adjudication ne s'étend pas aux actes de la procédure antérieure à celle d'adjudication.— Bord. 2 mai 1831, p. 187, t. 42.

978. Si l'adjudication est déclarée nulle sur la demande des créanciers non appelés dans la poursuite, cette nullité devient commune aux créanciers légalement appelés. — Cass. 13 oct. 1812, t. 20. p. 383, n° 401. — *V*. en ce sens, *ibid*. — *V*. aussi MM. Carr. t. 2, p. 668, n° 2, et H. p. 275, n° 2.—V. *suprà*. n° 973.

979. Les dispositions de l'art. 173 C. p. c. sont générales, et s'appliquent à toutes les instances, même à celles sur saisie immobilière. — Cass. 3 avril 1827, t. 34, p. 8.

980. Ainsi, en matière de saisie immobilière, comme en toute autre, les nullités contre la procédure, ne peuvent être proposées avec une défense au fond. — Montp. 22 juill. 1822, t. 24, p.245.—V. *infrà*, n°1087.

981. Le débiteur poursuivi par voie de saisie immobilière, n'est pas recevable à demander pour *vice de forme*, la nullité du commandement et de la saisie, lorsque déjà il a été démis d'une demande semblable, mais *fondée sur des moyens au fond*.—Toul. 10 mars 1824, t. 26, p. 170.

982. La nullité résultant de ce que l'adjudication n'a pas eu lieu quarante jours après la nouvelle apposition de placards, est couverte si, au jour fixé, le saisi a demandé une remise.—Lyon, 29 août 1829, t. 39, p. 206.

983. quoique la partie saisie ait demandé la nullité de la saisie comme faite *pro non debito*, elle est encore recevable à proposer des moyens de nullité en la forme. — Paris, 23 oct. 1811, t. 20, p.340, n°343.

984. Mais d'un autre côté la partie saisie qui a fait surseoir aux poursuites par suite d'une délégation du revenu de ses immeubles, n'est plus recevable à proposer des moyens de nullité contre la procédure. — Besanç. 13 avr. 1810, t. 20, p. 256, n° 254.

985. Lorsqu'il y a un avoué constitué, la signification des moyens de nullité ne peut être faite qu'à cet avoué.—Brux. 18 janv. 1808, t. 20, p. 128, n° 132.

986. Ainsi la demande en nullité du commandement et du procès-verbal de saisie immobilière, peut être formée par requête signifiée d'avoué à avoué, sans qu'il soit besoin d'exploit introductif d'instance.—Turin, 6 déc. 1809. —Cass. 2 et 24 mars 1819, t. 20. p. 224, n° 225.

987, 988 et 989. La demande en nullité de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, peut-elle être formée autrement que par requête signifiée d'avoué à avoué?

Ces moyens ne sont recevables qu'autant qu'ils ont été propo[sés] par requête d'avoué à avoué.—Par[is] 3 janv. 1810.—Riom, 26 mars 181[.] —21 mars 1816.

Jugé au contraire que ces moye[ns] peuvent être proposés d'avoué [à] avoué. — Brux. 23 août 1810. Bord. 21 janv. 1811. — Gren. 3 se[pt.] 1814. —Poit. 18 mai 1824.

Qu'il n'est pas nécessaire qu'[ils] soient proposés par exploit intr[o]ductif d'instance. — Brux. 28 n[ov.] 1811.

Qu'il suffit qu'ils soient articulé[s à] l'audience. — Brux. 31 janv. 181[.] —Bourg. 6 mai 1812.—Lim. 11 [..] 1816.—Toul. 30 juill. 1828.

T. 20, p. 230, n° 231; p. 4[..] n° 461, et t. 27, p. 110.

990. Tous les moyens de null[ité] contre la procédure antérieure [à] l'adjudication préparatoire, doive[nt] être proposés cumulativement et s[eu]lement à l'audience qui précède ce[tte] adjudication, et le moyen prése[nté] seul et avant l'accomplissement [des] procédures antérieures à cette adj[u]dication, est non recevable.—Bou[rg.] 26 nov. 1824, t. 28, p. 173.—V. *inf[rà]*, nos 1014 et 1015.

991. La demande en nullité d'u[ne] saisie immobilière qui a pour ob[jet] le titre même sur lequel est fondée [la] saisie, doit-elle être proposée da[ns] le délai fixé par les art. 735 C. p. [c.] et du décret du 2 fév. 1811, pour l[es] nullités de procédure? — Non, Bor[d.] 8 juin 1830. — Oui, Bord. 19 ju[...] 1830, t. 39, p. 203.—V. *infrà*, n° 10[..]

992. Les formalités prescrites par [la] loi pour parvenir à l'expropriati[on] forcée, n'ont pas été établies da[ns] l'intérêt public, mais dans l'intér[êt] privé de la partie saisie et de [ses] créanciers, et par suite, la partie s[ai]sie peut, du consentement de s[es] créanciers, renoncer aux moyens [de] nullité résultant de l'inaccompliss[e]ment de ces mêmes formalités. — Brux. 2 mai 1827.

993. On peut renoncer à oppos[er] la fin de non-recevoir résultant [du] défaut d'observation de l'art. 723 [C.] p. c. cet art. n'est pas d'ordre publ[ic.] —Colm. 2 juill. 1830. Levy et H[...] brumer C. Wahl.

994. La renonciation aux suit[es] d'une saisie, n'emporte pas celle à to[ut] autre moyen d'obtenir la somme du[e.] —Poit. 25 janv. 1831, t. 40, p. 30[.]

Art. 9. *Moyens de nullité antérieurs [et] postérieurs à l'adjudication prép[a]ratoire* (1).

994 *bis*. Les moyens de nullité so[u]levés d'office par le ministère publ[ic] contre la saisie immobilière pratiqu[ée] sur un mineur, profitent au copropri[é]taire majeur de celui-ci. — Bru[x.] 26 juin 1832, t. 45, p. 439.—V. *supr[à]* n° 993.

995. La nullité d'une saisie imm[obilière]

(1). V. *suprà* la note de l'art. [..] du chap. 14.

bilière relativement à une partie des objets saisis, ne peut vicier la saisie en son entier.—Montp. 14 janv. 1833. t. 45. p. 546.

996. Mais elle est nulle pour le tout, s'il y a impossibilité de diviser les biens saisis, sans préjudice pour le débiteur. — Bord. 27 mars 1833, t. 45, p. 544.

997. La demande d'un sursis à l'adjudication définitive fondée sur ce que l'appel d'un jugement rendu avant l'adjudication préparatoire, est encore pendant, ne peut être rangée parmi les demandes en nullité, dont parle l'art. 2 du décret du 2 fév. 1811.—Brux. 15 juill. 1824.

998. Décret du 2 fév. 1811, relatif aux moyens de nullité contre la procédure à l'adjudication préparatoire. —t. 20, p. 295, n° 302. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 219, 54.

999. Les dispositions de ce décret sont applicables même aux procédures commencées avant sa promulgation. — Brux. 18 juin 1812, t. 20, p. 366, n° 377.

1000 Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, la défense de faire valoir des moyens de nullité non proposés avant l'adjudication, n'était établie qu'en faveur de l'adjudicataire, et non en faveur du poursuivant. — Cass. 21 janv. 1807, t. 20, p. 97, n° 99. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 690, n° 2515; H. p. 294, n. 2.

1001. Les moyens résultant de la nullité du titre en vertu duquel l'expropriation est poursuivie, sont rangés dans la classe des nullités relatives à la procédure. — Orl. 23 déc. 1808.—Gren. 26 mai et 26 août 1825, t. 20. p. 169, n. 177; t. 33, p. 147.— *V.* M. Haut. p. 395 et 396.—V. *suprà*, n° 991, et *infrà*, n°s 1002 à 1015.

1002. En matière de saisie immobilière, le moyen de nullité, basé sur ce que le jugement, en vertu duquel on procède à la saisie, n'est pas passé en force de chose jugée, peut être proposé après l'adjudication préparatoire.—Cass. 22 déc. 1828, t. 36, p. 164 — *V.* le n° qui précède.

1003. Les dispositions de l'art. 733 C. p. c. embrassent, dans leur généralité, les nullités qui touchent au fond, comme celles qui ne tiennent qu'à la forme;—*spécialement*, le saisi ne peut plus proposer, après l'adjudication préparatoire, la nullité résultant de ce qu'il était libéré avant le commandement.—Nancy, 19 mars 1827, t. 32, p. 321.—V. *suprà*, n° 1001.

1004. De même la partie saisie n'est pas recevable après l'adjudication préparatoire, à opposer le moyen de nullité qu'elle voudrait tirer du défaut d'exhibition de pouvoir spécial. — Metz, 2 sept. 1812, t. 20, p. 380, n° 396. — V. *suprà*, n° 1001.

1005. La nullité tirée de ce qu'une saisie immobilière n'a pas été pratiquée en vertu d'un titre certain et liquide, ne peut être proposée après l'adjudication préparatoire.— Cass. 24 mai 1831, t. 41, p. 456. — V. *suprà*, n° 1001.

1006. On doit proposer avant l'adjudication préparatoire, les moyens de nullité, soit qu'ils résultent de la régularité de la procédure, soit qu'ils proviennent de vices du titre en vertu duquel la poursuite est dirigée. — Bourges, 27 mai 1831, t. 41, p. 616.—V. *suprà*, n° 1001.

1007 La nullité d'une saisie immobilière résultant de l'incapacité du poursuivant, comme héritier bénéficiaire, doit être proposée avant l'adjudication définitive.—Cass. 18 juill. 1832, t. 43, p. 698.—V° *suprà*, n° 1001.

1008. La nullité d'une saisie immobilière, résultant de ce que le commandement préalable n'a pas été signifié au véritable débiteur originaire, ne peut être proposée pour la première fois après l'adjudication préparatoire. — Bourges, 27 mai 1831, t. 61, p. 616. — V. *suprà*, n° 1001.

1009. La nullité qu'on prétendrait faire résulter de ce que des articles d'immeubles désignés dans le procès-verbal de saisie ont été omis dans les placards d'affiches, doit être proposée avant l'adjudication préparatoire. — Gren. 15 mars 1821. —Ragot C André Pichat.—V. *suprà*, n° 1001.

1010. La nullité d'une procédure de folle enchère, fondée sur un changement inséré au cahier des charges, doit être proposée avant l'adjudication préparatoire.—Paris, 10 fév. 1832, t. 42, p. 270. — V. *suprà*, n° 1001.

1011. Les moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire, doivent être non seulement *proposés* mais encore *justifiés* avant l'adjudication préparatoire.—Bord. 4 sept 1827, t. 35, p 79.—V. *suprà*, n° 1001.

1012. Comme aussi tous les moyens de nullité, même ceux qui ont pour objet l'anéantissement de titre, doivent être non seulement proposés mais encore jugés avant l'adjudication préparatoire. — Orl 23 déc. 1808, t. 20, p. 169. n° 176. —*V.* M Haut. p. 395 et 396. — V. *suprà*, n° 1001.

1013. Tant qu'il n'a pas été procédé à l'adjudication préparatoire, la partie saisie est encore recevable à proposer de nouveaux moyens de nullité.—Nîm. 22 juin 1808, t. 20, p. 156, n° 162.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 678, n° 2489.—V. *suprà*, n° 1001.

1014. Ces moyens nouveaux peuvent même être proposés en appel tant qu'il n'a pas été procédé à l'adjudication préparatoire. —Gren. 3 sept. 1814 —Montp. 27 déc. 1816, t 20, p. 428, n° 460.—V. *suprà*, n°s 990 et 1001, et *infrà*, n° 1065 et suiv.

1015. Comme aussi encore bien que la demande en nullité de titre, en vertu duquel on a procédé à une saisie immobilière, ait été rejetée, le saisi est toujours recevable à proposer de nouveaux moyens de nullité tant qu'il n'a pas été procédé à l'adjudication préparatoire. —Metz, 12 fév. 1817, t. 20, p. 481, n° 536.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 674, n° 1; et F. L. p. 74, 3e al. — V. *suprà*, n° 1001.

1016. On est recevable à proposer des moyens de nullité contre une saisie immobilière, tant que l'adjudication préparatoire n'a pas eu lieu, et quoiqu'elle ait été retardée par une demande en nullité proposée déjà par une des parties saisies. —Cass. 22 nov. 1826, t. 32, p. 334. —V. *ibid.* les observ.

1017. Mais les moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire, ne peuvent être proposés pendant l'adjudication. —Riom, 21 mars 1816, t. 27, p. 110.

1018. Comme aussi dès le moment où il a été procédé à l'adjudication préparatoire d'un seul lot, la partie saisie n'est plus recevable à proposer des moyens de nullité contre la procédure antérieure, même à l'égard des lots non encore adjugés.—Caen, 4 mai 1814, t. 20, p. 419, n° 426. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 674, n° 5, et H. p. 287, n° 10.

1019. La nullité résultant de ce que le jour de l'adjudication définitive aurait été fixé par le poursuivant, peut être proposée à l'instant même qui précède l'adjudication.— Brux. 23 av. 1829.

1020. Les moyens de nullité postérieurs à l'adjudication préparatoire, ne sont pas recevables en appel, lorsqu'ils n'ont pas été proposés avant l'adjudication définitive. —Gren. 23 mai 1828. Marcellot C. Roux, Correl et Barbal.

1021. Lorsque les moyens de nullité contre la procédure postérieure à l'adjudication préparatoire, sont rejetés pour n'avoir pas été proposés 40 jours au moins avant l'adjudication définitive, l'appel du jugement qui rejette ces moyens de nullité, doit être considéré comme non avenu —Brux. 18 juin 1812.— Renn. 15 janv. 1820, t. 20, p. 366, n° 376.—Cela ne souffre pas de difficulté suiv. M. F. L. t. 5, p. 79. — M. Carr. t. 2, p. 687, n° 2505. — *V.* cependant *suprà*, n° 925, et *infrà*, n° 1106.

1022. Le ministère public peut, dans une poursuite immobilière dirigée contre des mineurs, proposer d'office dans leur intérêt les moyens de nullité antérieurs à l'adjudication préparatoire.—Brux. 26 juin 1832, t. 45, p. 439.

Art. 10. *De l'appel des jugements qui statuent sur les nullités antérieures et postérieures à l'adjudication préparatoire, et sur des moyens du fond des nullités qui peuvent être proposées pour la première fois sur cet appel, et de l'opposition aux jugements et*

* *aux arrêts rendus sur ces nullités*(1).—§ 1. *Recevabilité de l'appel.*

1023. Lorsqu'après un jugement qui rejette les moyens de nullité proposés par la partie saisie et ordonne qu'il sera passé outre à l'adjudication, *nonobstant appel*, la partie saisie se présente à l'adjudication pour demander un sursis, cette demande emporte, de sa part, une renonciation à l'appel qu'elle aurait interjeté du susdit jugement. — Cass. 16 nov. 1818, t. 20, p. 525, nº 607.

1024. Lorsqu'une saisie a été déclarée valable en la forme, la partie saisie se rend non recevable à interjeter appel du jugement en plaidant au fond, sans faire de réserve.— —Renn. 18 mai 1819, t. 20, p. 543, nº 622.

1025. L'intimé qui, dans les qualités posées à l'audience s'est réservé le droit d'appeler, peut se porter incidemment appelant, quand même il aurait conclu purement et simplement à la confirmation du jugement.—Besanç. 26 nov. 1810, t. 20, p. 290, nº 295.

1026. On peut, en matière de saisie immobilière, interjeter appel incident en tout état de cause du jugement qui statue sur les nullités. —Bourg. 10 fév. 1816, t. 20, p. 457, nº 505.

1027. Un saisi peut appeler du jugement par lequel le créancier qui poursuit l'expropriation de ses immeubles, a obtenu, sur requête non signifiée, le changement du jour indiqué pour l'adjudication. — Bord. 27 mars 1833, t. 45, p. 542. —V. *suprà*, ch. 11, art. 4.—*V*. surtout le nº 533.

1028. Un saisi ne peut être condamné à des dommages-intérêts par cela seul qu'il a appelé du jugement qui change le jour de l'adjudication de ses biens.—Bord. 27 mars 1833, t. 45, p 542.—V *suprà*, ch. 11, art. 4.—*V*. surtout le nº 532.

§ 2. *Forme et délai.*

1029. La signification d'un jugement qui a statué sur un incident à une saisie immobilière pour faire courir le délai de l'appel, doit avoir lieu dans la forme des exploits.— Metz, 23 juill. 1825.

1030. En matière de saisie immobilière, l'appel d'un jugement statuant sur un incident, peut, nonobstant la prohibition de l'art. 449, C. p. c., être interjeté dans la huitaine de la prononciation du jugement.—Paris, 5 juill. 1834, t. 47, p. 606.

1031. L'appel du jugement en vertu duquel une adjudication est faite, doit être interjeté au plus tard trois jours avant le dépôt du cahier des charges au greffe, lors même que le saisi serait mineur, et que ce jugement n'aurait été signifié qu'à son tuteur avec le commandement préalable à la saisie.—Brux. 27 fév. 1832, t. 45, p 465.

1032. Est de quinzaine et non de trois mois le délai pour appeler du jugement qui proroge l'époque d'une adjudication définitive.—Poit. 31 août 1831, t. 44, p. 376.—*V. infrà*, nº 1043.

1033. L'appel d'un jugement statuant sur des moyens de nullité proposés contre une saisie immobilière, doit être interjeté dans la quinzaine de la signification de ce jugement à avoué, soit que ces moyens résultent du titre même en vertu duquel la saisie est pratiquée, soit qu'on les fonde sur des vices de procédure.—Bord. 12 août 1831.— Pierre-Jean C. Chantignac.—V. *infrà*, nºs 1034 à 1052, mais notamment le nº 1041.

1034. Le délai de quinzaine fixé par l'art. 734, C. p. c. pour l'appel du jugement qui prononce sur les moyens de nullité antérieurs à l'adjudication préparatoire, ne doit pas être augmenté d'un jour à raison de 3 myriamètres de distance. —Cass. 8 août 1809.—Brux. 25 fév 1810, t. 20, p. 209, nº 213.—*V*. MM. Delap. t. 2, p. 332; et Carr. t. 2. p. 654, nº 2448; MM Haut. p. 250; B. S. P. p. 603, n 113, nº 3, et F. L. t. 5, p 78, nº 2.

1035. L'appel du jugement qui accueille les moyens de nullité proposés contre une saisie immobilière, doit être interjeté dans la quinzaine, de même que l'appel de celui qui les aurait rejetés.—Nîm. 20 av. 1812, t. 20, p. 356, nº 358.—*V*. M. B. S. P. p. 603, n. 113, nº 5, et ses ad. § 6.

1036. L'appel d'un jugement qui statue sur une inscription de faux contre le procès-verbal d'une saisie immobilière, doit être interjeté dans la quinzaine.—Aix, 15 juin 1826, t. 31, p. 230.

1037. Lorsque sur une poursuite en saisie immobilière le saisissant a élevé une question de stellionat à raison de laquelle il a demandé la contrainte par corps contre son débiteur, on ne peut considérer cette demande comme incidente à la saisie; la disposition du jugement rentre, à cet égard, dans la matière ordinaire, et on peut en appeler dans le délai de trois mois.—Bourg. 24 fév. 1826.—Harny de Ramanet C. Gravier.

1038. Lorsqu'un jugement qui rejette des moyens de nullité proposés contre la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire est signifié à la personne ou au domicile du saisi, et que trois mois s'écoulent sans appel, si après ces trois mois le jugement est signifié à l'avoué du saisi, l'appel qu'il en interjetterait dans la quinzaine de cette signification est non recevable.—Lim. 1er juin 1822, t. 24, p. 178.

1039. Le délai de l'appel du jugement qui prononce sur la nullité *antérieure* à l'adjudication préparatoire est toujours le même, encore bien que le jugement n'ait été rendu que postérieurement à cette adjudication. —Cass. 25 av. 1814, t. 20, p. 418, nº 445.—*V*. MM. Carr. t. 2, p. 679, nº 3; Haut. p. 294, nº 1, et F. L. t. 5, p. 79, nº 5.

1040. Mais lorsque l'adjudication préparatoire n'a été prononcée que par un jugement postérieur à celui qui rejette les moyens de nullité proposés contre la poursuite, le délai de l'appel contre le premier jugement sur les nullités ne court qu'à dater de la signification du jugement d'adjudication.—Brux. 10 mai 1810.—Besanç. 16 déc. 1812, t. 20, p. 263, nº 265.—M. Pers. Q. t. 2, p. 365, combat cette décision.—*V*. M. B. S. P p. 603, n. 11, nº 4, et Haut. p. 396.

1041. Lorsque dans une poursuite de saisie immobilière le tribunal statue sur des moyens de nullité tirés du fond, l'appel est-il recevable pendant trois mois à compter du jour de la signification du jugement à personne ou domicile, ou seulement dans la quinzaine de la signification à avoué.—L'appel est recevable pendant trois mois.—Paris, 23 mai 1808.—Gren. 28 mars 1809.—Tur. 2 av. 1812.—Décidé au contraire que cet appel n'est recevable que dans la quinzaine de la signification à avoué.—Am 28 janv. 1814.— Colm 11 mai 1816.—Lim. 20 juill. 1822.—Cass. 19 juill. 1824, 8 nov. 1826—Gren. 4 mai 1825.—Aug. 15 janv. 1829, t. 20, p. 153, nº 156, et p. 183, nº 186; t. 24, p. 241; t. 27, p. 8; t. 32, p. 229, et t. 36, p. 200.—V. *suprà*, nº 1033, et *infrà*, nº 1045 et suiv.

1042. Est de trois mois le délai pour appeler du jugement qui rejette la demande en nullité d'une saisie immobilière fondée sur ce que cette saisie a été pratiquée *super non domino*.—Colm. 28 juill. 1831, t. 46, p. 242.—V. *infrà*, nº 1404.

1043. Est de trois mois et non de quinzaine le délai pour appeler du jugement qui, sans statuer sur des nullités antérieures à l'adjudication préparatoire d'un immeuble saisi, prononce cette adjudication et fixe le jour de l'adjudication définitive. —Bord. 17 fév. 1833, t. 46, p. 243. —V. *suprà*, nº 1032.

1044. L'appel d'un jugement rendu sur une instance de tierce opposition au jugement servant de base a la poursuite, peut être interjeté dans les trois mois.—Renn. 26 av. 1819, t. 20, p. 183, nº 186, 5e esp.—Pour le délai de quinzaine, MM. Carr. t. 2, p. 683, nº 2496; Pig. *Comm.* t. 4, p. 483, nº 3; Haut. p. 359.—*V*. B. S. P. p. 603, n. 113, nº 13.—V. *suprà*, nº 1042.

(1) *Suprà* la note de l'art. 8 du ch. 14.

1045. Est de huitaine le délai pour interjeter appel du jugement qui rejette la demande incidente en nullité de la saisie immobilière, quoique cette demande soit fondée sur ce que le poursuivant a été désintéressé par des offres réelles du débiteur, faites après l'adjudication préparatoire. — Gren. 28 mai 1831, t. 43, p. 701. — *V. suprà*, nº 1041 et suiv.

1046. L'appel d'un jugement rejetant la demande en nullité d'une saisie immobilière postérieure à l'adjudication préparatoire doit être interjeté dans la huitaine de ce jugement, quoique la nullité soit fondée sur l'interdiction du débiteur au moment de la saisie. — Montp. 2 juill. 1833, t. 47, p. 591. — V. *suprà*, nº 1041.

1047. Le délai de huitaine donné pour appeler du jugement statuant sur des moyens de nullité invoqués contre une saisie immobilière, est applicable au cas où ces moyens n'ont pris naissance que dans les 40 jours antérieurs à l'adjudication définitive. — Lyon, 9 juill. 1833, t. 47, p. 592

1048. On doit interjeter appel du jugement qui statue sur la nullité des procédures postérieures à l'adjudication préparatoire dans la huitaine de sa prononciation. — Renn. 3 août 1815, t. 12, p. 503, nº 96. — — Gren. 22 mai 1828. — Grenier C. Guilleremond.

1049. Soit qu'il s'agisse de nullité de forme, soit qu'il s'agisse de moyens au fond. — Gren. 8 fév. 1829. — James C. Caudy et Lozeraud.

1050 et 1051. L'appel d'un jugement sur une demande en nullité postérieure à l'adjudication préparatoire doit être interjeté dans la huitaine de la prononciation, et cela quand bien même la demande en nullité reposerait sur des moyens nés avant cette adjudication. — Metz, 21 fév. 1826. — Audinot C. Vaty.

1052. Ainsi, l'appel d'un jugement qui statue sur une demande postérieure à l'adjudication provisoire, tendant à une nouvelle division des lots, doit être interjeté dans la huitaine. — Cass. 26 fév. 1828, t. 34, p. 130.

§ 3. *A quel domicile doit-il être signifié ?* (1).

1053. L'appel du jugement qui statue sur les moyens de nullité proposés contre la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, peut-il être valablement interjeté au domicile élu par le poursuivant? — Cet appel peut être signifié au domicile élu par le procès-verbal du saisi ou dans le commandement. — Poit. 9 juin 1809. — Lim. 18 déc. 1823. — Quoique le poursuivant demeure en la même ville. — Colm. 22 juin 1810 — Il peut être signifié au domicile élu chez l'avoué. — Brux. 9 juill. 1807. — Turin, 9 fév. 1810. — Cass. 23 mai 1815. — Rouen, 27 juin 1822. 29 avr. 1824. — Montp. 22 juill. 1822. — Poit. 7 déc. 1825. — Décidé au contraire que cet appel doit être signifié au domicile réel de la partie. — Paris, 2 juill. 1810, 12 oct. 1825. — Bord. 30 août 1814, 13 janv. 1816, 17 avr. 1826. — Riom, 3 juin 1824, t. 20, p. 108, n. 114, 115, 116, p. 271, nº 272, t. 24, p. 213 et 245; t. 25, p. 411; t. 26, p. 236; t. 27, p. 23; t. 30, p. 16 et 338, et t. 31, p. 271. — Pour la signification à domicile réel, M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 383, n. 2. — *V.* M. B. S. P. p. 569, nº 17, et p. 781, n. 50, nº 3. — Pour la signification au domicile élu. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 654, et p. 579, nº 2490. coll. Pers. t. 2, p. 312; H. p. 243, nº 3; F. L. t. 5, p. 78, nº 2; Pr. Fr. t. 4, p. 380. On peut voir aussi M. B. S. P. p. 604, n. 115, n. 1 et 2. — V. *infrà*, nº 1134.

1054. L'appel d'un jugement obtenu par celui qui a pratiqué une saisie immobilière ne peut être signifié au domicile élu par le saisissant. — Colm. 29 juin 1831, t. 41, p. 538.

1055. On peut valablement signifier au domicile de l'avoué du poursuivant, l'appel du jugement qui a statué sur la nullité antérieure à l'adjudication préparatoire. — Brux. 2 mars 1822. — V. *suprà*, nº 1053.

1056. Est nul l'appel d'un jugement validant une saisie immobilière, si la copie en est remise au domicile de l'avoué qui a occupé en première instance pour l'intimé. — Lyon, 21 juin 1832, t. 44, p. 161. — V. *suprà*, nº 1053.

§ 4. *Notification au greffier et visa.*

1057. L'appel du jugement qui statue sur les moyens de nullité est-il recevable, s'il n'a pas été notifié au greffier ni visé par lui? — Oui, Brux. 18 janv. 1808. — Besanç. 10 juill. 1809. — Poit. 24 mars 1825. — Bord. 5 août 1829 — Non, Trèves, 25 nov. 1812. — Riom, 2 juin 1826, et 21 janv. 1832. — Montp. 6 fév. 1832, t. 20, p. 128, nº 131; t. 24, p. 193; t. 31, p 356; t. 39, p. 210; t. 44, p. 184 et 368. — Est-ce au greffier du tribunal de première instance ou au greffier de la Cour d'appel? — MM. Desevaux, p. 79, et Carr. t. 2, p. 681, nº 2492, sont d'avis que c'est au premier. — Suivant MM. Carr. t. 2, p. 681, n. 2494, et Pig. *Comm.* p. 384, nº 5, il suffit que la notification et le visa aient lieu avant l'adjudication définitive.

1058. Le visa de l'appel donné par le greffier est valable, quoique cet appel ne lui ait pas été notifié. — Colm. 22 juin 1810, t. 20, p. 272, nº 273.

1059. La notification faite au greffier de l'appel du jugement qui statue sur les moyens de nullité proposés contre les procédures antérieures à l'adjudication prép. ne dispense pas de le signifier au poursuivant, et de l'intimer sur cet appel. — Paris, 20 janv. 1809, et 16 janv. 1811. — Agen, 4 avr. 1810. — Bourg. 11 juin 1810 — Renn. 11 oct. 1817. — Cass. 7 mars 1818, t. 9, p. 110, n. 67; t. 20, p. 176, nº 180. — *V.* en sens contraire, M. Haut. p. 396, dont M. Carr. t. 2, p. 681, nº 2493, critique l'avis. — *V.* aussi MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 183, n. 2; B. S. P. p. 603, n. 113, nº 7 *bis*; F. L. t. 5, p. 79, n. 4; H. p. 295, n. 17.

1060. Mais on ne peut faire résulter un moyen de nullité contre l'appel du jugement qui rejette les nullités proposées avant l'adjudication préparatoire, de ce que l'huissier fait mention dans son exploit de la notification au greffier et de son visa, avant d'énoncer que l'appel a été interjeté avec intimation à la partie. — Lim. 12 juin 1812, t. 20, p. 364, n. 372.

1061. La disposition de l'art. 736 C. p. c. portant que l'appel du jugement qui a statué sur les moyens de nullité contre les procédures postérieures à l'adjudication préparatoire, sera notifié au greffier et visé par lui, n'est établie que dans l'intérêt de la partie saisie, de telle sorte que le saisissant ne peut se prévaloir de son inobservation. — Brux. 21 juill. 1827.

1062. En matière de saisie immobilière, l'appel interjeté postérieurement à l'adjudication définitive, ne se notifie pas au greffier — Bourg. 16 juill. 1814, t. 20, p. 423, nº 451.

§ 5. *Quels moyens de nullité peuvent être proposés sur l'appel* (1).

1063. On ne peut exciper pour la première fois en appel de ce qu'une demande en distraction proposée après une adjudication préparatoire, n'a pas été accompagnée d'une caution. — Bourg. 13 janv. 1831.

1064. La partie saisie ne peut proposer, après l'adjudication préparatoire et sur l'appel, des moyens de nullité pour vices de forme qui n'auraient pas été présentés en première instance. — Riom, 4 juill. 1829. Lenoir C. Grivois — Brux. 26 juin 1832, t. 45, p. 439.

1065. Après l'adjudication préparatoire et particulièrement en cour d'appel, il ne peut être proposé aucun moyen de nullité pour vice de forme qui ne l'aurait pas été en pre-

(1) *V.* nos mots *Appel*, *Exploit* et *Signification*.

(1) *V. suprà* la note de l'art. 8 du ch. 14.

mière instance, lors même que le jugement serait par défaut. — Cass. 16 pluv. an 13. — 5 nov. 1806. — 2 juill. 1816, et 29 nov. 1819. — Paris, 6 oct. et 23 nov. 1808. — Nîm. 11 mai et 21 mai 1808, et 25 avril 1820. — Lyon, 13 avril 1812. — Metz, 14 nov. 1823. — Le contraire a été décidé par la cour de Bes. le 2 déc. 1814, t. 20, p. 50, n° 60; p. 163, n° 155, et t. 25, p 352. — *V.* MM. Pig *Comm.* t. 2, p. 380, n° 2; Tarr p. 291; Haut p. 395, 12e alin.; B. S. P. p 603, n. 112. — *V.* cependant M. Delap. p. 332. — *V.* aussi M. Carr. t. 2, p. 677, n° 2486. — V. *suprà*, n° 1014.

1066 Un débiteur saisi ne peut présenter un appel des moyens de nullité contre les procédures antérieures à l'adjudication préparatoire, qu'autant qu'il les a expressément exposés en première instance, en telle sorte que le saisissant ait pu les discuter et le tribunal les apprécier, il ne suffirait pas d'avoir demandé au tribunal que la saisie fût déclarée nulle comme faite sans titre et sans droit. — Bourg. 27 mai 1831, t. 41, p. 616.

1067. Il en est de même à l'égard des moyens de nullité tirés du fond. Ces moyens ne peuvent pas être proposés sur l'appel. — Cass. 16 pluv. an 13, 5 nov. 1806, 23 mars 1820. — Paris, 6 oct. et 23 nov. 1808. — Poit. 16 janv. 1824, t. 20, p. 50, n° 52, p. 556, n° 643, et t. 26, p. 19. — MM. Tarr. p. 292; H. p. 280, n° 3, pensent que ces moyens peuvent encore être proposés après l'adjudication préparatoire contre MM. Carr. t. 2, p 678, n° 2485; Haut. p. 395. — A l'égard de l'exception du mobilier d'un mineur, *V.* MM. Carr. t. 2, p. 678, n° 2487; B. S. P. p 573, n. 25, n° 1. — V. *infrà*, n°s 1071, 1079 et suiv., et 1141 et suiv.

1068. Cependant décidé que la partie saisie peut encore, sur l'appel du jugement qui rejette les moyens de nullité par elle proposés, en présenter un nouveau qui se rattache au fond de droit, et qui aurait pour objet de l'anéantir. — Cass. 19 nov. 1817, t. 20, p. 506, n° 573.

1069. Le débiteur exproprié ne peut exciper pour la première fois en appel de ce que le poursuivant est sans qualité et ne lui a pas signifié les titres de propriété de sa créance. — Bord. 30 mars 1831. Mercier C. Duret.

1070. Le saisi n'est plus recevable à proposer pour la première fois en appel la nullité résultant de ce que le titre en vertu duquel il est procédé à la saisie, ne lui a pas été signifié en tête du commandement. — Gren. 4 mars 1829. Boutoux C. Pradier.

1071. On ne peut invoquer, pour la première fois en appel, la nullité d'un jugement d'adjudication définitive, tirée de ce que le poursuivant a reçu le montant de sa créance avant l'adjudication. — Nîm. 16 juin 1830, t. 41, p. 456 — V. *suprà*, n° 1067.

1072. Le moyen de nullité tiré du défaut d'apposition des dernières affiches pour annoncer l'adjudication définitive, peut être proposé par la partie saisie, encore bien qu'elle ne soit plus dans le délai prescrit par l'art. 735, et le décret du 2 fév. 1811. — Besanç. 27 fév. 1815. — Gren. 18 août 1817, t. 20, p 60. n° 70. — *V.* MM. D. H. p. 277, n. 1re, 2, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 380, n° 2.

1073. Le moyen de nullité d'une adjudication définitive résultant de ce que la veille du jugement d'adjudication, on a ajouté ou changé quelque chose au cahier des charges, ne peut être proposé en appel s'il ne l'a été avant l'adjudication définitive, au moins au moment de l'adjudication. — Bord. 14 août 1827. Corbet C. Mongorge. — V. *infrà*, n° 1137 et suiv.

1074. On peut, après avoir conclu en première instance à la nullité d'une saisie immobilière, pour désignation insuffisante de la contenance de certaines pièces de terre, étendre en appel cette nullité à un plus grand nombre de pièces. — Bord. 31 janv. 1832, t. 43, p. 588.

1075. Le débiteur qui, en première instance, a reproché seulement des erreurs de contenance et de confrontation au procès-verbal de la saisie immobilière pratiquée contre lui, ne peut invoquer en appel de nouveaux moyens de nullité contre ce procès-verbal. — Bord. 13 mars 1832. t. 43, p. 570.

1076. La partie saisie n'est pas recevable à proposer pour la première fois en cause d'appel la nullité de l'inscription hypothécaire du créancier saisissant. — Rouen, 28 fév. 1810, t. 20, p. 242, n° 240. — *V.* MM Carr. t. 2, p. 688, n° 3; H. p. 299, n° 4.

1077. Sous l'empire de la loi de l'an 7, le saisi ni ses créanciers ne pouvaient être admis à poursuivre en appel une inscription de faux, et à se prévaloir de la nullité résultant de ce faux. — Besan. 16 janv. 1807, t 15, p. 296. n° 21 *bis*.

1078. Le débiteur poursuivi immobilièrement au nom du trésor, pour contributions directes, ne peut opposer, pour la première fois en appel, que la dette n'a pas été liquidée devant l'autorité administrative. — Cass. 23 mars 1820, t. 20, p. 556, n° 644.

1079. La nullité d'une saisie fondée sur le décès du saisi, ne peut être proposée pour la première fois en cause d'appel. — Cass. 19 juill. 1824, t. 27, p. 8. — V. *suprà*, n° 1067, et les n^os qui suiv.

1080 et 1081. En matière de saisie immobilière, les nullités tirées de la procédure et du défaut de qualité des saisissants, sont non-recevables en appel, si elles n'ont pas été proposées avant le jugement d'adjudication préparatoire. — Cass. 4 janv. 182 , t. 30, p. 380.

1082. La nullité d'une saisie immobilière, fondée sur la dotalité des biens saisis, peut être proposée jusqu'à l'adjudication définitive. — Toul. 26 août 1825. — Cass. 11 juin 1828, et 26 avril 1825, t. 29, p. 290. — V. *suprà*, n°s 1067 et 1079.

1083. L'héritier d'un débiteur ne peut, pour la première fois en appel, demander la nullité de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire des immeubles de son auteur, en se fondant sur ce que le procès-verbal de saisie de ces biens a été fait pendant le délai donné pour faire inventaire et délibérer. — Bord. 12 fév. 1831. Chatard C. Paupardin.

1084 et 1085. Le moyen de nullité tiré de ce que l'appel du jugement en vertu duquel on poursuit est suspendu, peut être proposé pour la première fois en cause d'appel. — Turin, 14 sept. 1810, t. 20, p. 280, n° 287. — Lorsqu'il a été procédé à l'adjudication préparatoire avant qu'il ait été statué sur des moyens de nullités proposées, la partie saisie peut faire valoir ses moyens de nullité sur l'appel du jugement d'adjudication préparatoire. — Cass. 25 av. 1814, t 20, p. 417, n° 444. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 675, n° 8; H. p. 292, n° 12, et F. L. t. 5, p. 74, n° 2.

1086. De même les moyens de nullité résultant de ce que les annonces des journaux et les placards indiquent un jour différent peut être proposée pour la première fois sur l'appel du jugement préparatoire. — Besanç. 3 juin 1817, t. 20, p. 479, n° 531.

1087 La partie saisie est encore recevable à proposer même en appel de nouveaux moyens de nullité, tant qu'il n'a pas été procédé à l'adjudication préparatoire. — Nîm. 22 juin 1808 — Gren. 3 sept. 1814. — Montp. 27 déc. 1816. — Cass. 22 nov. 1826, t. 20, p. 156, n° 164, p. 428, n° 469, et t. 32, p. 334, et *suprà*, n° 772 et suiv. — Décidé au contraire que tous les moyens de nullité contre les procédures antérieures à l'adjudication préparatoire, doivent être proposés cumulativement et seulement à l'audience qui précède cette adjudication, et le moyen présenté seul et avant l'accomplissement des procédures antérieures à cette adjudication est non recevable. — Bourg 26 nov. 1824, t. 28, p. 173. — V. *suprà*, n° 979 et suiv.

1088. On doit proposer 20 jours au moins avant l'adjudication définitive la nullité qui résulterait du défaut de signification du jugement qui aurait renvoyé cette adjudication d'un jour à l'autre, parce qu'en appel elle ne serait plus recevable. — Cass. 14 juin 1826, t. 31, p. 218.

1089. La partie saisie peut se prévaloir en appel des moyens de nullité soumis d'office au tribunal de 1re instance par le ministère public. — Bourg. 30 mars 1808, t. 20, p, 136, n° 142. — Ne devrait-on pas distinguer entre les moyens de nullité purement rela-

tifs et ceux qui peuvent intéresser l'ordre public?

1090. Un fol enchérisseur ne peut proposer pour la première fois en appel des moyens de nullité contre la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire opérée contre lui.—Bord. 10 juin 1832, t. 42, p. 122.

1091. La Cour saisie de l'appel d'un jugement sur une saisie immobilière peut seule statuer sur la demande du saisi tendant à faire faire un état descriptif de ses immeubles pour prouver qu'ils ont été mal désignés.—Bord, 1er mars 1831.—Closel C. Nigraud.

§ 6. *Opposition.*

1092. Les jugement et arrêt par défaut, qui statuent sur les moyens de nullité antérieurs à l'adjudication préparatoire, ne sont pas susceptibles d'opposition.—Paris, 27 sept. 1809 et 3 janv. 1810. — Brux. 20 déc. 1809 et 30 janv. 1813.—Turin, 6 juin 1810.—Lim. 9 déc. 1812. — Bourg. 16 juill. 1814, t. 20, p. 213, n° 218, p. 230, n° 231, p 423, n° 452. —*V. suprà*, n° 907 et suiv.—*V.* en ce sens MM. CARR. t. 2, p. 650, n° 2440; PERS. Q. t. 2, p. 375; F. L. t. 5. p. 71, n. 1. — *V.* aussi MM. H. p. 237, n° 2; B. S. P., p. 583, n. 55, n° 3, et p. 805, n. 116, et HAUT. p. 392, n° 1. — *V.* dans un sens contraire M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 362, n° 1. —V. *suprà*, n° 819.

1093. On ne peut former opposition aux jugements par défaut, statuant sur des nullités antérieures à une adjudication préparatoire sur saisie immobilière.—Montp. 10 fév. 1832, p. 277, t. 42.—Bourg. 27 mai 1831.—Brunet C. Grosset.

1094. Comme aussi les arrêts par défaut intervenus sur l'appel du jugement qui a statué sur les moyens de nullité proposés contre la procédure postérieure à l'adjudication préparatoire ne sont pas susceptibles d'opposition.—Paris, 28 déc. 1818, t. 20, p. 478, n° 528.—*V.* M. CARR. t. 2, p. 888, n° 2.

1095. Décidé au contraire que l'opposition au jugement ou à l'arrêt par défaut qui a statué sur les nullités contre la procédure qui a précédé l'adjudication préparatoire est de droit.—Lim. 13 déc. 1823, t. 25, p. 392.

1096. Comme aussi l'opposition est recevable lorsqu'elle est basée, non sur des vices de forme, mais sur des moyens tirés du fond. — Brux. 30 janv. 1813, t. 20, p. 214, n. 217. —*V.* MM. CARR. t. 2, p. 851, n° 1, à la n., et la p. 239, n° 2.

CHAP. XV. *De l'appel des jugements d'adjudication préparatoire* (1).

1097. Le jugement qui prononce l'adjudication préparatoire est, comme le jugement qui prononce sur des nullités proposées avant ladite adjudication, soumis à la disposition de l'art. 734, qui restreint à quinzaine le délai d'appel. Cette quinzaine doit courir de la signification du jugement à personne ou domicile, aussi bien que de la signification faite à l'avoué.—Montp. 6 mars 1826.

1098. On ne peut demander la réformation d'un jugement d'adjudication qu'en interjetant appel spécialement de ce jugement, lors même qu'on aurait appelé de celui qui aurait ordonné l'adjudication.—Renn. 14 fév. 1834, t. 47, p. 687.

1099. L'art. 449, C. p. c., qui défend d'interjeter appel dans la huitaine de la prononciation du jugement non exécutoire par provision, ne s'applique pas aux jugements d'adjudication préparatoire — Besanç. 16 déc. 1812, t. 20, p. 263, n° 266, —Aussi on n'est pas obligé d'attendre l'expiration de la huitaine de la signification pour exécuter un jugement d'adjudication sur saisie immobilière, même rendu par défaut. —Bord. 6 av. 1827. t. 34, p. 345. —V. *infrà*, n° 1122, un arrêt qui décide qu'il en est autrement des significations d'adjudication définitive.

1100. L'appel du jugement d'adjudication préparatoire est nul, s'il a été signifié au domicile de l'avoué —Besanç. 29 av. 1818, t. 20, p. 115, 11e espèce —V. *suprà*, n° 1053.

1101. L'appel du jugement d'adjudication préparatoire n'est pas légalement constaté par la représentation d'un exploit non enregistré; un pareil acte n'empêche pas de passer outre à l'adjudication définitive. —Paris, 18 mars 1834, t. 47, p. 600.

1102. Le délai pour interjeter appel d'un jugement d'adjudication préparatoire, dans le cas où la partie saisie n'a pas constitué d'avoué, n'est que de quinze jours à compter de la signification à personne ou à domicile.—Bourg. 22 fév. 1825, t. 29, p. 279.

1103. Comme aussi l'appel d'un jugement d'adjudication préparatoire doit être interjeté dans la quinzaine de la signification, à peine de nullité, quoiqu'il soit fondé sur ce que l'adjudication a eu lieu au profit d'un incapable.—Paris, 20 mai 1829, t. 37, p. 236.

1104. Est de trois mois et non de quinzaine le délai pour appeler d'un jugement d'adjudication qui refuse de surseoir à une adjudication préparatoire sur saisie immobilière.—Bord. 24 juin 1831, t. 41, p. 679.

1105. Le délai pour interjeter appel d'un jugement d'adjudication préparatoire rendu par défaut, ne commence à courir qu'à dater de la signification de ce jugement à la partie, soit ou non qu'il ait statué sur des moyens de nullité contre la procédure qui prononce cette adjudication.—Cass. 25 av. 1826, t. 31, p. 134.

1106. Lorsque l'appel du jugement préparatoire a été interjeté hors des délais, le tribunal peut-il valablement procéder à l'adjudication définitive avant que la Cour ait statué sur cet appel?—Oui, Bourg. 22 av. 1814.—Caen, 15 nov. 1824.—Non, Cass. 19 janv. 1829. —Paris, 27 mars 1830, t. 20, p. 287, n° 292, et t. 35 p. 360, et t. 36, p. 260, et t. 38, p. 249.—V. *suprà*, n° 1021, et *infrà* n° 1109.

1107. En matière de saisie immobilière l'appel du jugement d'adjudication préparatoire doit, à peine de nullité, être signifié à personne ou à domicile réel du poursuivant. —Paris, 20 mai 1829, t. 37, p. 236 —V. *suprà*, n° 1053.

1108. On ne peut appeler d'un jugement d'adjudication préparatoire sur saisie immobilière qu'autant qu'il statue sur un incident.—Brux. 27 fév. 1832, t. 45, p. 465.

1109 et 1110. Un jugement d'adjudication n'est pas susceptible d'appel, lorsqu'il a été rendu sans qu'il ait été préalablement proposé aucun moyen de nullité devant les premiers juges. — Ainsi, l'appel du jugement d'adjudication préparatoire, lorsqu'il n'a été proposé antérieurement à cette adjudication aucun moyen de nullité, ne peut pas autoriser les juges à surseoir aux poursuites pour parvenir à l'adjudication définitive; car l'appel autorisé par l'art. 734, C. p. c., ne s'applique qu'au jugement qui a statué sur les nullités proposées avant le jugement d'adjudication préparatoire, qui, en cette seule qualité, n'est jamais susceptible d'être attaqué par la voie de l'appel, parce que ce jugement est plutôt un acte d'exécution qu'un jugement proprement dit —Orl. 27 déc. 1810 — Toul. 7 déc. 1836 — Sarrau C. Paris — Agen, 22 av. 1826, t. 20, p. 292, n° 299, et t. 36, p. 164.—V. *suprà*, n° 1106.

1111. Comme aussi le jugement qui ne fait qu'indiquer une adjudication définitive n'est qu'un préparatoire non susceptible d'appel; il n'est pas nécessaire d'y appeler la partie saisie qui sera suffisamment avertie par les placards et affiches. —Bourg. 2 fév. 1822, t. 24, p. 36.

1112. Cependant, quoiqu'aucune nullité n'ait été proposée avant l'adjudication préparatoire, on peut appeler du jugement qui la prononce, si l'on se fonde sur l'inobservation des formalités prescrites pour cette adjudication.—Bourg 18 juin 1824, t. 28, p. 25.

1113. Quand il y a eu appel du jugement d'adjudication préparatoire, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'instance soit reprise devant le tribunal de première instance par acte d'avoué à avoué.— Cass. 10 juill. 1817, t. 20, p. 502, n° 563.

1114. L'appel d'un jugement qui

(1) V. *suprà*, la note de l'art. 8 du chap. 14.

indique le jour d'une adjudication définitive, appel fondé sur ce que l'un des juges était récusable, ne peut être considéré comme un incident pour lequel la caution exigée par le décret du 2 février 1811, soit nécessaire.—Bourg. 27 juill. 1822, t. 24, p. 258.— Il en est de même de la partie qui forme opposition au jugement d'adjudication préparatoire.—Bourg. 13 fév. 1813, t. 20, p. 397.—V. *suprà*, n° 956.

1114 *bis*. La partie qui appelle d'un jugement prononçant l'adjudication préparatoire d'un immeuble saisi, et ne statuant point sur des nullités antérieures à cette adjudication, reste tenue de remplir les conditions exigées par le décret du 2 fév. 1811.—Bord. 17 fév. 1833, t. 46, p. 243.

CHAP. XVI. *De l'appel du jugement d'adjudication définitive.—Des nullités et des moyens qui peuvent être proposés pour la première fois sur cet appel.*— V. *suprà*, n° 834 (1).

1115. On ne peut appeler d'un jugement d'adjudication sur saisie immobilière, lorsque la créance, en vertu de laquelle la saisie est pratiquée, est au-dessous de mille francs. —Bord. 30 août 1831.—Versaveau C. Sudrie. — *V*. notre mot *Dernier res ort*.

1116. La partie saisie ne peut pas être déclarée non recevable à interjeter appel du jugement d'adjudication définitive, sous le prétexte qu'elle n'a pas proposé de moyens de nullité contre la poursuite, et qu'elle ne s'est pas opposée à l'adjudication.—Pau, 20 nov. 1813, t. 20, p. 55, n° 66.—V. *suprà*, n° 938 et suiv.

1117. Mais la partie saisie qui n'a proposé aucun moyen de nullité avant l'adjudication préparatoire, ni postérieurement, ne peut être relevée de la déchéance par un appel du jugement d'adjudication définitive tardivement interjeté.—Cass. 20 oct. 1812, t. 20, p. 386, n° 402. —*V*. M. B. S. P. p. 605, n. 116, n° 1.

1118. Comme aussi la partie saisie qui n'a pas proposé ses moyens de nullité dans les délais de droit, ne peut se relever de la déchéance par un appel du jugement qui prononce l'adjudication.—Trèves, 6 nov. 1810. —Bourg. 22 avril 1814, t. 20, p. 286, n° 290.

1119. C'est par la voie de l'appel, et non par action principale en nullité, que doivent être attaqués tous jugements d'adjudication définitive, rendus, tant sur saisie immobilière, que sur licitation de biens de mineurs.—Cass. 6 fév. 1822, t. 24, p. 39.

1120. La nullité d'un jugement d'adjudication, tirée de l'incapacité de l'adjudicataire, doit être demandée par voie d'appel et non par action principale devant le tribunal qui l'a rendue.—Toul. 16 mars 1833, t. 47, p. 174.—V. *infrà*, n° 1144.

1121. Le débiteur peut, par voie d'appel, faire annuler l'adjudication de ses immeubles, si, avant le jugement qui la prononce, il s'est libéré envers le poursuivant, et si c'est ce dernier qui s'est rendu adjudicataire. — Aix, 20 août 1833, t. 46, p. 154. —V. *suprà*, n° 1067, et *infrà*, n° 1140 et suiv.

1122. La prohibition d'interjeter appel dans la huitaine de la prononciation d'un jugement non exécutoire par provision, s'applique au jugement d'adjudication définitive comme aux jugements ordinaires. — Bourg. 15 mai 1812, t. 20, p. 357, n° 361. Il en est autrement pour le jugement d'adjudication préparatoire. — V. *suprà*, n° 1099.

1123. L'appel du jugement d'adjudication définitive, n'est pas recevable après la huitaine de la signification à avoué.—Renn. 16 fév. 1815, t. 20, p. 445, n° 487. — *V*. les n°s suiv. 1124 à 1132.

1124. Décidé également que le délai dans lequel doit être interjeté l'appel du jugement d'adjudication définitive, est de huitaine à compter de la prononciation, et non de trois mois à compter de la signification.— Cass. 26 fév. 1818, t. 20, p. 512, n° 586.—*V*. M. CARR. t. 2, p. 629, n° 2404, n. 1re.

1125. Décidé au contraire que le délai pour interjeter appel d'un jugement d'adjudication définitive, est de trois mois à compter du jour de la signification à personne ou domicile, et non de huitaine comme celui du jugement qui statue sur les moyens de nullité.—Besanç. 10 déc. 1818.—Nism. 15 déc. 1819.—Metz, 18 janv. 1825.—Bourg. 22 fév. 1825. —Cass. 6 avril 1830, t. 20, p. 530, n° 613; t. 29, p. 279; t. 30, p. 19, et t. 39, p. 53.

1126. Le délai pour interjeter appel du jugement d'adjudication définitive est de trois mois. — Brux. 6 janv. 1825.

1127. Lorsque l'adjudication définitive a été prononcée, l'appel du jugement qui la prononce ou qui rejette la demande d'un sursis, doit être interjeté dans le délai de huitaine fixé par l'art. 736 C. p. c. — Brux. 15 juill. 1824.

1128. Le délai, pour appeler du jugement, fixant le jour d'une adjudication définitive, est de trois mois. —Bord. 24 déc. 1830, t. 40, p. 204. —V. *infrà*, n° 1130.

1129. L'appel d'un jugement d'adjudication définitive n'est soumis à aucun délai ni à aucune forme particulière.—Brux. 27 fév. 1832, t. 45, p. 467.

1130. Est de trois mois le délai pour appeler du jugement qui, sur la demande du saisi, proroge l'époque d'une adjudication définitive. -Nim. 4 mai 1831, t. 41, p. 638. - V. *suprà*, n° 1128.

1131. Comme aussi le délai pou[r] interjeter appel du jugement qui re[fuse] le sursis et prononce immédia[te]ment l'adjudication définitive, e[st] de trois mois à compter de la signi[fi]cation, et non de huit jours à comp[ter] de la prononciation. — Dijo[n], 28 fév. 1818, t. 20, p. 513, n° 58[8] —V. *suprà*, les n°s 1123 et suiv.

1132. Lorsque le jugement d'ad[judication] définitive a été rendu pa[r] défaut, l'appel de ce jugement n'es[t] recevable que dans les trois mois d[e] la signification, et non pas jusqu'[à] l'exécution. —Amiens, 23 mai 181[2], t. 20, p. 359, n° 363.

1133. De ce qu'un créancier n'é[tait] pas présent dans la poursuite d[e] saisie immobilière, il ne s'ensuit pa[s] que pour faire courir contre lui le[s] délais de l'appel, la signification d[u] jugement doive lui être faite par u[n] huissier commis.—Cass. 22 fév. 181[9], t. 20, p. 534, n° 619.—*V*. MM. CARR. t. 2, p. 586, n° 3, et F. L. t 5, p. 69, n° 1.

1134. L'appel d'un jugement d'ad[judication] ne peut pas, à peine d[e] nullité, être interjeté par exploit si[gnifié] au domicile de l'avoué.—Cass. 14 juin 1813, et 20 mars 1820.— Paris, 21 oct. 1813, t. 20, p. 108, n° 117, et p. 554, n° 640.—V. *suprà* n° 1053.

1135. Lorsque le jugement d'adjudication préparatoire est signifié en même temps que le jugement d'adjudication définitive, le saisi a le droit d'interjeter, par le même acte appel de ces deux jugements.—Cass. 25 avril 1826, t. 31, p. 134.

1136. Quand la partie saisie se pourvoit en appel contre le jugement d'adjudication, elle n'est pas tenue d'intimer sur cet appel le premier créancier saisissant à la poursuite duquel un autre créancier a été subrogé.—Lyon. 21 mars 1817, t. 20, p. 484, n° 543.

1137. La nullité résultant de ce que l'affiche ne fait pas mention du produit de toutes les portions d'immeubles saisis, peut être opposée sur l'appel du jugement d'adjudication, bien qu'elle n'ait pas été proposée en première instance. — Paris, 1er prair. an 11, t. 20, p. 16, n° 18. — V. *suprà*, n°s 1117 et 1118.—*V*. M. H. p. 278, n° 1. — *V*. sur ce point et ceux décidés par les notices suiv. *suprà*, n°s 1073 *bis* et suiv.

1138. De même le moyen de nullité tiré de ce qu'il ne s'était éteint que deux feux sans enchère, au lieu de trois, peut être proposé en appel, quoiqu'il ne l'ait pas été en première instance.—Cass. 14 nov. 1808, t. 20, p. 166, n° 173.

1139. La partie saisie ne peut se prévaloir en cour d'appel d'une simple erreur que contient l'affiche dans l'indication de la situation des biens expropriés, si elle s'est bornée en première instance à alléguer ce

(1) V. *suprà*, la note de l'art. 8 du chap. 14.

...éfaut absolu d'indication. — Cass. 1 oct. 1808, t. 20, p. 165, n° 172. —V. M. Carré, t. 2, p 689, n° 2512.

1140. Le tuteur de l'interdit peut, sur l'appel du jugement d'adjudication d'un immeuble de celui-ci, opposer que l'interdit ne doit rien au saisissant.—Besanç. 26 fév. 1810, t. 14, p. 672, n° 30. — V. suprà, n° 1121.

1141. Décidé cependant que la prohibition de proposer sur l'appel du jugement d'adjudication définitive, d'autres moyens de nullité que ceux présentés en première instance, s'entend des nullités provenant du titre même en vertu duquel on a exproprié, comme de celles qui dérivent des irrégularités de la procédure. — Spécialement le débiteur saisi ne peut proposer, pour la première fois sur l'appel, la nullité du titre résultant de ce que l'immeuble saisi était dotal, et ne pouvait par conséquent être hypothéqué. — Cass. 20 août 1823, t. 25, p. 315.— V. suprà, n° 1067, et infrà, n° 1150.

1142. La partie saisie peut proposer, sur l'appel du jugement d'adjudication définitive, des moyens de nullité puisés dans les vices du titre qui a servi de base à l'expropriation?—Brux. 6 janv. 1825.—V. le n° qui précède.

1143. On ne peut proposer sur l'appel du jugement d'adjudication définitive le moyen de nullité, tiré de ce qu'un créancier n'a pu prendre contre l'adjudicataire la voie de la folle enchère, mais seulement celle de la saisie immobilière. — Riom, avril 1824, t. 32, p. 184.

1144. La nullité d'une saisie immobilière résultant de l'incapacité du poursuivant, comme héritier bénéficiaire, peut être proposé même sur l'appel du jugement d'adjudication définitive.—Toul. 17 mars 1827, t. 34, p. 350.—V. suprà, n° 1121,

1145. Dans le cas où le défaut de signification d'un jugement préparatoire emporterait nullité, le moyen résultant de l'omission de cette formalité devrait être proposé avant l'adjudication définitive dans le délai déterminé pour l'art. 735 C. p. c. et par le décret du 2 fév. 1811 —Metz, 8 janv 1825, t. 30, p. 19. — V. suprà, le chap 11, art. 7, et le n° qui suit.

1146. On ne peut proposer en appel la nullité résultant de ce que le jugement d'adjudication préparatoire n'a été ni levé, ni signifié, lorsqu'elle n'a pas été proposée avant le jugement d'adjudication définitive. — Cass. 30 juin 1828, t. 35, p 306.—V. le n° qui précède et celui qui suit.

1147 Le débiteur saisi ne peut, après l'adjudication définitive, se plaindre de ce qu'on ne lui a pas signifié le jugement d'adjudication préparatoire. —Nim. 16 juin 1830, t. 41, p. 456 —V. suprà, n° 1145 et le n° qui suit.

1148. Comme aussi la partie saisie ne peut pas, sur l'appel d'un jugement d'adjudication définitive, proposer des moyens de nullité contre la signification du jugement d'adjudication préparatoire.— Cass. 29 avril 1829, t. 37, p. 245.—V. suprà, n° 1145.

1149. Sur l'appel d'un jugement d'adjudication définitive, rendu à la suite d'un jugement de conversion, on ne peut proposer des moyens de nullité non présentés en première instance.—Paris, 2 août 1813, t 10, p. 359, n° 23.

1150. La nullité d'une saisie immobilière résultant de ce qu'un tiers non créancier se serait fait subroger aux poursuites, aurait terminé la procédure et se serait rendu adjudicaire, ne peut être proposée sur l'appel du jugement d'adjudication définitive, lorsqu'elle n'a pas été proposée en première instance.— Nim. 26 janv. 1829, t. 39, p. 225. — V. suprà, n° 1141.

1151. Mais dans ce cas, la non recevabilité de l'appel n'empêche pas l'exproprié, d'intenter contre le poursuivant une demande principale en dommages-intérêts.—Nim. 28 août 1829. t. 39, p. 225.

1152. La prohibition de présenter sur l'appel des moyens de nullité non proposés en première instance, s'applique aux créanciers comme à la partie saisie. —Amiens, 23 mai 1812, t. 20. p. 359, n° 364; sic F. L. t. 5, p. 80, n° 2.

1153. Le poursuivant l'ordre n'est pas le mandataire légal de la masse des créanciers; il ne les représente pas.—Si un créancier n'a pas été mis en demeure valablement de proposer des moyens de nullité contre l'adjudication, il peut le faire encore, quand même le poursuivant l'ordre ayant négligé de proposer cette difficulté en première instance, serait par là déchu du droit de la proposer en appel. —Cass. 13 octobre 1812, t. 17. p. 233, n°s 110 et 111. — V. MM. Pig. Comm t. 2, p 440; B. S. P. t. 2, p 782, n. 51, not. G. n° 2.

1154 Le décret du 2 février 1811, qui exige une caution, lorsqu'il s'agit de demandes en nullité de procédures postérieures à l'adjudication préparatoire, ne peut être opposé sur l'appel d'un jugement d'adjudication définitive. — Bourg. 22 fév. 1825, t. 29, p. 279. — V. suprà, n° 956.

1155. Lorsque par suite d'appel une adjudication est annulée, il y a lieu a restituer le droit proportionnel de rédaction perçu par le greffier.—C. T. t. 2, p. 220, 59.

1156. L'avoue n'est pas tenu de restituer les frais qu'il a perçus et notamment la remise proportionnelle qui lui est allouée par l'art. 113 du tarif, lorsque l'adjudication a été annulée par un jugement ou un arrêt postérieur, à moins que la nullité ne provienne d'un vice de la procédure faite par lui. —C. T. t. 2, p 220, 60.

Chap. XVII. *Des effets de la saisie sur les aliénations et les hypothèques consenties par le saisi après la saisie et sur les fruits de l'immeuble saisi.*

1157. La nullité prononcée par l'art. 692 C. p. c. ne s'applique qu'à la vente et non à l'hypothèque consentie par le saisi postérieurement à la dénonciation de la saisie.—Rouen, 27 avr. 1820, t. 20, p. 557, n° 646. —V. MM. Delap. t. 2, p. 299; Pig. t. 2, p. 231, et F. L. t. 5, p. 54; Carr. t. 2, p. 580, n° 2321; B. S. P. p. 780, add. fin. 50; D. et Pig. t. 2. p. 311, n° 2.

1158. Et d'ailleurs les créanciers chirographaires seraient non recevables à se prévaloir de cette nullité.—Rouen, 27 avr. 1820, t. 20, p. 557, n° 647.

1158 *bis*. La nullité de la vente faite par le saisi postérieurement à la dénonciation de la saisie immobilière est radicale et absolue, et peut être invoquée par l'acquéreur lui-même. — Ang. 2 déc. 1818, Lyon, 16 janv. 1819, t. 20, p. 527, n° 609. — *Contrà*. Cass. 5 déc. 1827, t. 35, p. 81 —V. M. B. S. p. 780, add. fin. 50, d n° 2

1159. La nullité de la vente faite par le saisi postérieurement à la dénonciation de la saisie, doit surtout être prononcée en cour d'appel lorsque le saisi ne rapporte pas la ratification formelle des créanciers inscrits et la main levée de leurs inscriptions, quoique le jugement de première instance eût ordonné un sursis à cet effet. — Lyon, 16 janv. 1819 t. 20, p. 527, n° 610.

1160. La nullité de la vente passée par le débiteur après la dénonciation de la saisie peut être invoquée par tous ses créanciers inscrits, quoique le placard ne leur ait pas été dénoncé.—Gren. 27 juin 1817, et 3 av. 1821, t. 20, p. 497, n° 556.

1161. Cette nullité est couverte par la circonstance que l'acquéreur a notifié sa vente aux créanciers, qu'aucune surenchère n'a été faite, et qu'un ordre a eu lieu pour la distribution du prix. — Gren. 3 avr. 1821, t. 20, p. 497, n° 557. — V. infrà, n° 1170.

1162. L'avoué poursuivant n'a aucun droit à la remise proportionnelle fixée par l'art. 113 du tarif, lorsque avant l'adjudication définitive les poursuites ont été interrompues et l'immeuble vendu à l'amiable par le saisi, sans opposition de la part des créanciers.—C. T. t. 2, p. 201, 111.

1163. Après la dénonciation de la saisie immobilière, le débiteur ne peut pas plus délaisser l'immeuble à son vendeur, qu'il ne pourrait le vendre à un tiers. — Renn. 12 mars 1818, t. 20, p. 518, n° 593 —V. M. Carr. t. 2, p. 580, not. 2.

1164 Les juges ne peuvent, après l'expropriation, accorder aucun délai à l'exproprié pour le délaiss-

ment des biens vendus. — Gren. 26 août 1825, t. 33, p. 147.

1165. Lorsqu'après la dénonciation de la saisie immobilière, les poursuites sont interrompues par une instance en partage et licitation, dans laquelle un tiers copropriétaire par indivis figure avec le saisi, ceux-ci ne peuvent vendre, en l'absence du poursuivant, leur propriété commune. — Lyon, 28 déc. 1810, t. 20, p. 293, n° 300 —Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 2, p. 581, n° 2382, et H. p. 152, n° 1. — *V.* aussi MM.B. S. P. p.580, not.41, n°4.

1166. Le commandement postérieurement auquel les baux faits par le saisi n'ayant pas date certaine doivent être annulés, est celui en vertu duquel on procède à la saisie. — Renn. 7 déc. 1818, t. 20, p. 529 n° 611.

1167. Les créanciers hypothécaires peuvent attaquer comme frauduleux et faire annuler les baux antérieurs à une saisie immobilière, nonobstant l'offre du preneur de réduire la durée excessive du bail et d'en modifier les dispositions désavantageuses au saisi. — Rouen, 28 avr. 1824, t 26, p. 231. —Telle est l'opinion de MM Tarrible, *Rép.*— V° *Saisie immobilière*, et Grenier, *Traité des hypothèques.*

1168. Lorsqu'antérieurement à l'adjudication le poursuivant a fait prononcer la résiliation d'un bail, l'appel du jugement qui la prononce doit être interjeté contre le poursuivant et non contre l'adjudicataire. — Bourg. 24 déc. 1813, t. 20, p. 415, n° 441.

1169. L'adjudicataire, par suite d'expropriation forcée, ne peut exiger des locataires les loyers payés par anticipation au saisi, lorsque le bail a acquis date certaine avant l'adjudication.—Turin, 14 déc 1810, t. 20, p. 292, n° 297.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 608, n° 4, et Haut. p. 275, n° 5.

1170. Lorsqu'après l'annulation de la saisie prononcée entre le saisissant, le saisi et un seul créancier intervenant, le débiteur a aliéné l'immeuble saisi par vente volontaire qui a été suivie d'une surenchère, les créanciers inscrits peuvent, nonobstant leur production à l'ordre ouvert à la suite de cette surenchère, demander que les loyers échus depuis la dénonciation de la saisie au saisi soient immobilisés et compris dans l'ordre.—Il ne résulte de leur production à l'ordre aucun acquiescement qui les rende non recevables dans cette prétention.— Paris, 17 déc. 1823, t. 25, p. 402. —V. *suprà*, n° 1161.

1171. L'immobilisation des loyers des fermages ne peut pas avoir lieu par le seul effet de la dénonciation de la saisie au débiteur saisi, et au préjudice d'une opposition antérieure aux poursuites de saisie immobilière.—Jugement, Paris, 7 av. 1813, t. 20, p. 400, n° 420.

1172. La saisie des loyers et fermages des biens loués ou affermés par bail ayant date certaine avant le commandement, se fait dans les formes de la saisie-arrêt, et l'on observe la procédure prescrite à ce titre.—C. T. t. 2, p. 193, 66.

1173. Des fruits pendants par racines seraient-ils immobilisés pour être distribués par ordre d'hypothèques avec le prix de l'immeuble, si, avant qu'ils fussent coupés ou récoltés, un créancier les avait saisis immobilisés?—Non, dit M. Carr. t. 2, p. 573, n° 2313, avec les auteurs du Pr Fr. t. 4, p. 346, parce que la saisie faite avant qu'ils soient échus les distrait du fond et leur confère la nature de meubles; mais M. Carr. ne pense pas comme ces auteurs, que les fruits appartiennent à celui qui a fait la saisie; il enseigne, au contraire, que la distribution doit s'en faire entre tous les créanciers opposants.—*J. A.* t. 20, p. 591, n° 709.

1174. Le saisi est-il réputé séquestre judiciaire à partir de la dénonciation seulement, en sorte qu'il fasse siens les fruits échus auparavant, si d'ailleurs ils n'ont pas été saisis par voie de saisie-arrêt ou de saisie-brandon.—*V.* sur cette question MM. Delap. t. 2, p. 294; Carr. t. 2, p. 568, n° 2305; F L. t. 5, p 532, col. n° 1; M. Pig. t. 2, p. 227, n° 5; Pers. Q. t. 2, p. 226; B. S. P. t. 3, p. 579; Lep. *Traité des sais.* t. 2, p. 58; le même auteur, *Quest.* etc. p. 440, § 2; D. C. p. 438, 7ᵉ al. et *J. A.* t. 20, p. 590, n° 706.

1175. Le saisi, constitué séquestre judiciaire de l'immeuble saisi, ne peut vendre à l'amiable les fruits échus depuis la dénonciation qui lui a été faite de la saisie, encore que cette vente n'ait lieu qu'après l'adjudication définitive dans laquelle ces fruits n'ont pas été compris.— Du jour de cette dénonciation, les fruits sont immobilisés et ne peuvent être aliénés au préjudice des créanciers, sans que ceux-ci aient besoin de les comprendre dans l'adjudication ou de les frapper d'une saisie particulière.—Bourg. 17 janv. 1821, t. 23, p. 11.

1176. Comme aussi pendant une instance en saisie immobilière le créancier ne peut faire la vente ou la coupe des fruits, et le saisi ne peut être dépouillé de la qualité de séquestre judiciaire que par l'autorisation de la justice.—Gren. 3 juill. 1827, t. 35, p. 105.—Telle est l'opinion de M. Carr.

1177. La vente des fruits pendants par racines sur les biens dont le saisi est séquestre, doit avoir lieu d'après les formalités prescrites au titre de la saisie-brandon.—C. T. t. 2, p. 192, 65.

1178. Lorsque le saisi reste en possession, est-il contraignable par corps non seulement à la représentation de la chose, mais encore à la restitution des fruits?—Cette question est résolue par l'art. 1963, C. c., qui soumet à la contrainte par corps le séquestre judiciaire.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 567, n° 2304; Pig. t. 2, p. 224, n° 4; Pig. *Comm.* t. 2, p. 303; F. L. t. 5, p. 53; Lep. t. 2, p. 440; et Haut. p. 373, § 2; et *J. A.* t. 20, p. 90, n° 707.

1179. Quand y a-t-il lieu à poursuivre le saisi par la voie criminelle à raison de la gestion de l'immeuble saisi?—M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 308, n° 3, fait observer qu'il n'y a lieu à exercer cette voie qu'autant qu'il y a crime, c'est-à dire infraction que la loi punit d'une peine afflictive ou infamante; on pourrait, ajoute-t-il, chercher à éluder la pénalité, en soutenant que le saisi n'a fait que distraire, détruire, altérer ou dégrader sa propre chose, et non celle d'autrui; mais il faut en décider autrement, parce que, d'après l'art. 688, C. p. c., il est dépositaire judiciaire, et serait, comme tel, passible des dispositions des art. 408 et 434 et suiv. C. p.—*J. A.* t. 20, p. 591, n° 708.

1180, 1181. Doit-on consigner non seulement une somme suffisante pour acquitter les créances inscrites, mais encore une somme qui serait nécessaire pour acquitter la créance du poursuivant, s'il n'était pas hypothécaire ou inscrit, plus les créances des personnes qui auraient hypothèque légale, indépendante de l'inscription, et celles enfin des créanciers hypothécaires qui pourraient s'inscrire conformement à l'art. 834 du Code?—L'art. 693, C. p. c., ne parle que des créanciers inscrits; ce sera à l'acquéreur à se mettre en règle en employant les moyens indiqués par la loi pour purger les hypothèques soit légales, soit postérieurement inscrites.—*V.* M. Carr. *Rép.* t. 12, p. 275; Pig. t. 2, p. 231, n° 7; Carr. t. 2, p. 583, n° 2327; Pers. Q. t. 2, p. 354; F. L. t. 5, p. 55, et *Col.* n° 1; B. p. 154; Lep. p. 442, 2ᵉ quest., et *J. A.* t. 20, p. 588, n° 704.—Ces auteurs ne sont pas tous d'accord sur la solution à donner à la question.

1182. La consignation exigée par l'art. 693, peut-elle être faite et signifiée après l'adjudication préparatoire, et même après l'adjudication définitive, s'il y a revente par suite de surenchère ou de folle enchère? — Oui, suivant MM. Lep. p. 442, et Carr. t. 2, p. 582, n° 2326.—*V.* aussi MM. Pig. t. 2, p. 230, n° 2; D. C. p. 451, n° 2, et *J. A.* t. 20, p. 589, n° 705.

1183. Décision du ministre des finances du 7 juin 1808, relative à la déclaration des héritiers du saisi qui a vendu ses immeubles postérieurement à la dénonciation du procès-verbal de saisie.—*J. A.* t. 20, p. 154, n° 158.—M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 313, critique cette décision. — *V.* M. H. p. 155, n° 3.

CHAP. XVIII. *Tiers détenteur.—Effet de la notification du jugement d'adjudication faite par lui sur les inscriptions hypothécaires.*

1184. Quand l'acquéreur fait aux créanciers inscrits la notification prescrite par l'art 2183, C. c. il n'est pas nécessaire que le tableau dont parle cet article, soit contenu dans l'original de l'exploit, s'il l'est dans la copie.—Cass. 28 mai 1818, t. 20, p. 522, n° 602.

1185. La notification prescrite par l'art. 2183 C. c. au tiers détenteur qui veut purger sa propriété, est nulle et n'empêche pas la saisie de l'immeuble, si elle n'a pas été faite dans le délai fixe par cet article, ni par un huissier commis. — Paris, 21 mars 1808, t. 20, p. 135, n° 141. —M. COFF. trouve cette décision rigoureuse.

1186. Lorsque l'acquéreur de plusieurs immeubles, pour un seul et même prix, n'a pas déclaré, dans la notification de son contrat aux créanciers, le prix de chaque immeuble grevé d'hypothèques spéciales, par ventilation du prix total, le créancier qui n'a qu'une hypothèque particulière, peut poursuivre la vente ou le délaissement de l'immeuble, comme s'il n'avait été fait aucune notification. — Cass. 18 juin 1815, t. 20, p. 446, n° 488.

1187. La sommation faite au tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, n'interrompt la prescription de l'hypothèque, qu'autant que le créancier n'a pas, depuis la sommation, laissé écouler trois ans sans aucune sorte de poursuites.—Toul. 22 mars 1821, t. 23, p. 93.

1188. Le cessionnaire qui a fait signifier son transport au débiteur originaire, n'est pas obligé de donner copie du transport et de sa signification dans la sommation, qu'aux termes de l'art. 2169 C. c. il est tenu de faire au tiers détenteur avant de poursuivre sur lui la vente de l'immeuble hypothéqué.—Cass. 16 avril 1821, t. 23, p. 136.

1189. Le créancier hypothécaire qui, faute de la renouveler, a laissé périmer son inscription, ne peut plus, en vertu d'une inscription nouvelle, faire saisir l'immeuble hypothéqué, quoique sa première inscription eût été prise avant la promulgation du Code de procédure.— Bord. 26 juin 1828. Dutauzain C. Castaing.

1190. Le défaut de renouvellement d'une inscription dans les dix ans, peut être opposé par le tiers détenteur poursuivi hypothécairement, quoiqu'avant l'expiration des dix ans il y ait eu, de la part du créancier, *sommation de notifier*, instance engagée sur la validité de l'inscription, et conclusion contre le tiers détenteur au paiement de la créance.— Cass. 3 fév. 1824, t. 26, p. 92.

1191. Une inscription hypothécaire doit être renouvelée dans les dix ans de sa date, quoique le créancier soit devenu acquéreur de l'immeuble hypothéqué, si les dix années expirent avant qu'il ait notifié son contrat aux autres créanciers inscrits. — Caen, 30 janv. 1826, t. 31, p. 172

1192. L'acquéreur qui n'a pas fait transcrire, peut être condamné à délaisser l'immeuble, ou à payer les créanciers du vendeur qui ne sont pas obligés de faire revendre l'immeuble en cas de refus — Bord. 11 avril 1810, t. 20, p. 197, n° 204. —V. *infra*, n° 1194.

1193. Bien que l'acquéreur n'ait pas fait transcrire son titre d'acquisition au bureau des hypothèques, les créanciers du vendeur ne peuvent pas faire procéder sur ce dernier à la saisie de l'immeuble. — Rouen, 28 juill. 1807.—Poit. 18 janv. 1810, t. 20, p. 119, n° 121.—V. MM. CARR. t. 2, p. 515, n. 1, n° 2; H. p. 78, n. b, n° 1.

1194. Faute par le tiers détenteur qui n'a pas purgé, de payer ou de délaisser l'immeuble, les créanciers ne peuvent le poursuivre que par voie d'expropriation forcée, et non par voie de condamnation personnelle.—Cass. 27 avril 1812, t. 20, p. 356, n° 360.—*V*. MM. CARR. t. 2 p. 520, et B. S. P. p. 608, n° 2.—V. *supra*, n° 1192.

1195. Le créancier est non-recevable dans son action contre le tiers détenteur, lorsque la totalité du prix est absorbée par d'autres créanciers qui le priment en ordre d'hypothèque.—Lim. 28 avril 1818, t. 20, p. 489, n° 548

1196. Comme aussi le créancier qui n'a pris inscription que depuis la vente, n'a pas le droit de poursuivre le tiers détenteur en délaissement de l'immeuble.—Lim. 28 avril 1818, t. 20, p. 489, n° 547.

1197. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, les créanciers inscrits sur un immeuble ne pouvaient pas en poursuivre la saisie sur le tiers détenteur, sans avoir préalablement fait commandement au débiteur. — Cass. 6 mess. an 13, t. 20, p. 72, n° 77 —*V*. MM. CARR. t. 2, p. 520, et PR. FR. t. 4, p. 382.—V. *infra*, n° 1199

1198. La sommation de payer ou de délaisser l'immeuble, faite au tiers détenteur par un créancier hypothécaire, étant la seule qui soit prescrite par la loi, a seule l'effet de mettre le nouvel acquéreur en demeure de signifier son contrat d'acquisition. — O. l. 4 juill. 1828. Lendormi C. Moulinet.

1199. La sommation faite au tiers détenteur de notifier son contrat, ne le met en demeure de le faire qu'autant qu'elle a été précédée d'un commandement de payer signifié au débiteur originaire. — Caen, 9 août 1824. Lemoine C. Mouton.—V. *suprà*, n° 1197, et *infrà*, n° 1204.

1200. Le créancier ne peut, à peine de nullité, faire sommation au tiers détenteur de payer les créanciers inscrits ou de délaisser l'immeuble, sans lui avoir préalablement fait sommation de purger les hypothèques. — Nism. 4 juin 1807.—Lim. 28 avril 1818, t. 20, p. 100, n° 106, p. 489, n° 546. —*V*. M. CARR. t. 2, p. 525, n° 2216.

1201. Décidé au contraire que la sommation de purger et celle de payer ou de délaisser, peuvent être faites simultanément et par le même acte. —Nism. 25 août 1812, t. 20, p. 100, n° 106. Cette dernière opinion est partagée par M. CARR. t. 2, p. 525, n° 2216.

1202 Le créancier ne peut, à peine de nullité, poursuivre une saisie immobilière sur le tiers, détenteur sans lui faire signifier préalablement ses titres de poursuite. — Bourg. 15 janv. 1810, t. 20, p. 237, n° 234.

1203. Le créancier qui poursuit la saisie immobilière sur le tiers détenteur, est-il tenu de lui signifier, outre la sommation de purger ou de délaisser l'immeuble, un commandement préalable en conformité de l'art. 673 C. p. c.? — Non, Riom, 31 mai 1818.— Oui, Lim. 28 avril 1818, t. 20, p. 488, n° 545. — *V*. M. B. S. P. p. 587, n° 41, 1°.

1204. La sommation de purger ne fait pas courir le délai d'un mois, dans lequel le tiers détenteur est tenu de purger; ce délai ne court qu'en vertu de la sommation de payer ou de délaisser. — Brux. 6 fév. 1823, t. 25. p. 37.—V. *suprà*, n° 1199.

1205. La sommation que fait le créancier inscrit au tiers détenteur de purger les hypothèques, sinon de payer ou de délaisser l'immeuble, n'est pas nulle, parce qu'elle ne désigne pas la nature et la contenance, ainsi que les tenants et aboutissants des biens dont le délaissement est demandé.—Cass. 19 nov. 1817, t. 20, p. 506, n° 575.

1206. Comme aussi la sommation qui, aux termes de l'art. 2169 C. c. doit être faite au tiers détenteur, est valable, quoique l'huissier qui l'a signifiée n'ait pas été commis par le président, qu'il n'ait pas été muni d'un pouvoir, et qu'il n'ait pas donné copie des titres du créancier. —Boug. 24 juill. 1823, t. 28, p. 105. —V. *infrà*, n° 1212.

1207. La sommation faite au tiers détenteur de payer ou de délaisser l'immeuble, n'est pas soumise à la formalité du visa du maire. — Rouen, 28 fév. 1810. — Poit. 27 mai 1833, t. 20, p. 241, n° 239 —*V*. M. B. S. P. p. 607, n. 125, n° 1. *A*.

1208. Le créancier qui laisse écouler plus de trois mois depuis la sommation faite au tiers détenteur, sans faire procéder à la saisie de l'immeuble, n'est pas tenu de la réitérer, comme s'il s'agissait d'un commandement fait au débiteur lui-même. —Paris, 22 déc. 1819, t. 20, p. 551, n° 631 —*V*. les deux nos suiv.

1209. Décidé également que, lors-

qu'un créancier hypothécaire a fait faire, à son débiteur, un commandement de trente jours, et au tiers détenteur de l'immeuble qui lui est hypothéqué, la sommation de payer ou de délaisser l'immeuble, et qu'il laisse écouler plus de trois mois sans exercer des poursuites, le tiers détenteur n'est pas fondé à demander que la sommation soit déclarée comme non avenue, et sans effet à son égard — Nism. 20 mars 1822, t. 20, p. 565, n° 657 *V.* le n° qui précède.

1210. Quand la saisie-immobilière est faite sur la tête d'un tiers détenteur, c'est du commandement fait au tiers détenteur, et non du commandement fait au débiteur originaire, que courent les trois mois dans lesquels la saisie doit avoir lieu. —Lim. 24 août 1821, t. 23 p. 287. —Décidé au contraire que les trois mois courent du jour du commandement fait au débiteur originaire. — Montp. 29 nov. 1824, t. 27, p. 199. —V. *suprà*, n° 1209.

1211. Lorsqu'un acquéreur n'a pas fait purger les hypothèques existantes sur l'immeuble acquis, et que les créanciers en poursuivent l'expropriation, le commandement qui précède la saisie peut être fait à l'acquéreur aussi bien qu'au débiteur réel. — Ang. 23 avril 1809, t. 20, p 189, n° 190.

1212. Le commandement à faire au débiteur originaire, d'après l'article 2169 C. c. est le commandement qui doit précéder toute saisie-immobilière, et ce commandement est dès lors soumis aux formalités prescrites par les art. 673 et 674 C. p. c. — Montp. 29 nov. 1824, t. 27, p. 199. *V.* M. Merl. *Rép.* v° *Tiers détent.* n° 7. —V. *suprà*, n° 1206.

1213. Le tiers détenteur peut se prévaloir des nullités commises dans le commandement fait au débiteur originaire. — Nim. 17 juill. 1811, t. 20, p. 100, n° 108.

1214. Bien que l'acquéreur d'un immeuble n'ait d'autre titre qu'un acte sous seing privé non enregistré, s'il a une possession publique, paisible, non interrompue, se référant à son titre, les créanciers ou vendeurs n'ayant qu'une hypothèque judiciaire postérieure, ne peuvent poursuivre la saisie de cet immeuble. — Rouen, 4 janv. 1812, t. 20, p. 348, n° 349.

1215 et 1216. Lorsqu'un débiteur a aliéné ses immeubles postérieurement à la constitution d'une hypothèque générale, la saisie-immobilière ne peut pas être poursuivie sur sa tête. — Montp. 18 fév. 1811, t. 20, p. 300, n° 308.—V. *suprà*, n° 54.

1217. La sommation de purger, faite par un créancier inscrit, profite aux autres, et leur donne, lorsqu'il y renonce, le droit de continuer les poursuites.—Riom, 31 mai 1817, t. 20, p. 489, n° 549.

1218. Le tiers détenteur ne peut pas demander la nullité de la poursuite exercée contre lui, par le motif qu'il a lui-même revendu l'immeuble, surtout si le nouvel acte de mutation n'a pas été transcrit.—Paris, 22 déc. 1819, t. 20, p. 551, n° 632.

1219. Le tiers détenteur qui s'est personnellement obligé à payer les créanciers inscrits de son vendeur, ne peut pas délaisser l'immeuble pour s'affranchir de l'action.—Brux. 12 mai 1810, t. 20, p. 266, n° 269

1220. Le tiers détenteur qui, aux termes de l'art. 2170 C. c. demande la discussion préalable des biens de son vendeur, n'est pas obligé de fournir les frais nécessaires s'il n'en est requis.—Cass. 21 mars 1827, t. 33, p. 297.

1221. Pendant le cours d'une saisie immobilière, le séquestre peut être ordonné contre le tiers détenteur, comme il pourrait l'être contre le débiteur lui-même. — Cass. 4 oct. 1814, t. 20, p. 431, n° 467. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 567, n° 2; H. p. 149, n. *a*, n° 1, et F. L. p. 54 n° 2.

1222. L'action en déclaration d'hypothèque n'a pas été abrogée par le Code civil. — Cass. 27 avril 1812, t. 20, p. 356, n° 359.

1223. Lorsque la portion d'un immeuble que le débiteur possédait par indivis, se trouve réunie aux autres portions dans les mains d'un tiers détenteur qui n'a pas purgé les hypothèques, le créancier peut provoquer le partage, sans avoir fait commandement au débiteur originaire et sommation au tiers détenteur de payer ou délaisser l'immeuble. — Cass. 1er oct. 1810, t. 20, p. 285, n° 289.

1224. C'est par voie de saisie immobilière, et non par demande en délaissement, qu'il faut agir contre celui qui a été mis par justice en possession d'un immeuble à simple titre de jouissance, gage, ou antichrèse. — Turin. 2 juill. 1810 t. 20, p. 273.

1225. Les formalités nécessaires aux termes des articles 2193 et 2195 C. c. pour purger l'hypothèque légale de la femme, ne sont point exigées dans le cas de vente sur expropriation forcée. — Caen, 22 mars 1825. Varin C. Bloche.—*V.* le n° qui suit.

1226. Les hypothèques légales non inscrites sur un immeuble vendu sur expropriation forcée, ne sont point purgées, si l'adjudicataire n'a point rempli les formalités exigées par le Code civil du tiers devenu détenteur par suite d'aliénation volontaire. — Cass. 22 juin 1833, t. 45, p. 568.

1227 et 1228. Lorsque, sur une poursuite en expropriation forcée les parties majeures conviennent que l'adjudication sera faite sans autres formalités que celles prescrites par l'art. 747, C. p. c. la vente qui intervient n'en est pas moins regardée comme une vente judiciaire : en sorte que le créancier est, dès ce moment, dispensé de faire procéder au renouvellement de son inscription sur l'immeuble vendu.—Ang. 4 janv. 1833, t. 46, p. 40.

Chap. XIX. *Frais ordinaires et extraordinaires.*

1229. Quels sont les frais que le législateur appelle *frais ordinaires et extraordinaires?*

On appelle frais ordinaires de poursuites ceux auxquels donnent lieu les formalités nécessaires pour parvenir à la vente. On appelle frais extraordinaires ceux occasionnés par des incidents.—*V.* Carr. t. 2, p. 631, n° 2407; H p. 267, n. *a*; D. C. p. 440; Delap. t. 2, p. 316; F. L. t. 5, p. 69, B. S. P. p 595, n. 92, et *J. A.* t. 02, p 587, n° 700.—V. *suprà* n°s 397, 620, 623 et 731.—C. T. t 2, p. 210, 145.

1230. Les incidents sur la poursuite de saisie immobilière, doivent être taxés comme *matière ordinaire.*— C. T. t. 2, p. 211, 2.

1231. En matière de saisie immobilière, le droit de consultation doit être alloué à l'avoué. — C. T. t. 2, p. 163, 7.

1232. Dans le cas d'incidents, le droit de consultation ne double pas, mais l'avoué du demandeur sur l'incident doit obtenir un droit de consultation parce que la demande est principale.—C. T. t. 2, p. 168, 7.

1233. L'adjudication définitive donne ouverture au droit entier de correspondance.—C. T, t. 2, p 169, 7.

1234. Les frais extraordinaires de poursuites sont payés par privilège sur le prix lorsqu'il en a été ainsi ordonné par le jugement.—C. T. t. 2, p 209, 141.—V. *infrà*, n°s 1238 et 1239.

1235. Les avoués peuvent-ils exiger un demi-droit de frais de port de pièces et de correspondance pour un jugement d'adjudication préparatoire? —Non, si le jugement ne statue sur aucune nullité, car il n'est que préparatoire. — Oui, s'il statue sur un incident, car il doit être considéré comme interlocutoire.—C. T. t. 2, p. 168, 7.

1236. Le paiement des frais extraordinaires de poursuites en saisie-immobilière, fait entre les mains de l'avoué du créancier poursuivant, n'est pas un obstacle à leur collocation privilégiée dans l'ordre, lorsque la distraction n'en a pas été ordonnée au profit de cet avoué.—Pau, 31 déc. 1824, t. 30, p. 344.

1237. On peut stipuler dans le cahier des charges que les frais extraordinaires de poursuite seront prelevés sur le prix de l'adjudication. — Riom, 3 août 1826, t. 35, p. 369. — C. T. t. 2, p. 209, 142.

1238. Les dépens adjugés comme frais extraordinaires de poursuites, sont alloués par privilège, quoique le jugement qui a décidé les contestations relatives aux frais, ne l'ait pas expressément ordonné. — Riom, 3 août 1826, t. 35, p. 369. V. *suprà*, n° 1234.

1239. Les frais extraordinaires causés par un incident de saisie immobilière, sont privilégiés, lors même

qu'ils ne seraient déclarés tels que dans un jugement postérieur à celui qui statue sur cet incident. — Toul. 16 mai 1831, t. 41, p. 705. — *V.* en sens contraire, MM. Carr. lois de la proc. T. S. t 3, p 122, nº 2411; Pig. t 2, p. 174; Huet, de la saisie-immobilière, art. 716, et D. C. p. 440.—V. *suprà*, nº 1234.

1240. Les frais extraordinaires de poursuites doivent toujours être alloués de préférence aux reprises dotales de la femme du saisi — Riom. 3 août 1826, t. 35, p. 369.—*V.* les nºˢ qui précèdent.

SALAIRE. V. *Except.* 140.—*Trib.* 113.—*Trib. de comm.* 96 et *s.* 348.
SALPÊTRE. V. *Trib. de comm.* 155
SAUF-CONDUIT. V. *App.* 52.—*Cont. p. corps*, 292 et *s.*

SCEAUX.

1. Ordonnance du roi qui détermine la forme des sceaux et cachets des autorités judiciaires et administratives.—14 août 1830, t. 39, p. 245.

2. Ordonnance du roi relative aux timbres et cachets à l'usage des tribunaux et des notaires.—19 nov. 1830, t. 39, p. 313.

V. *Cour des comptes*, nº 2.—*Exécution*, 25 et *s.*

SCELLÉS ET INVENTAIRE (1).

C. 1. Scellés — A 1. Apposition des scellés, 1 à 40.—§ 1. *Qui peut requérir l'apposition des scellés*, 1 à 18 — § 2. *Quand et où l'apposition des scellés doit être faite. Compétence forme, opposition*, 19 à 40 — A. 2 Levée des scellés —§ 1. *Qui peut faire procéder à la levée des scellés avec ou sans description*, 39 à 51.—§ 2 *Qui a le droit d'assister à la levée*, 52 à 58.—§ 3. *Sursis à la levée.—Opposition.—Procédure sur l'opposition*, 59 à 65.—C. 2. Inventaire, 66 à 95.

C. 1. Scellés — A. 1. Apposition des scellés. — § 1. *Qui peut requérir l'apposition des scellés.*

1. Quelles personnes peuvent requérir l'apposition des scellés?—Les mineurs ou l'interdit le peuvent à défaut de parents, ou en cas d'inaction du tuteur. — Pig. t. 2, p. 584; Carr. t. 3, p. 289, nº 3067. — Si le mineur émancipé ne le fait pas, le curateur peut le faire à son défaut —Pig. t. 2, p. 581.— Il ne suffit pas de prétendre droit à la succession, il faut se dire héritier; les légataires peuvent requérir l'apposition des scellés.—Carr. t. 3, p. 287, nº 3061, et Pig. t. 2, p. 576.—Les enfants naturels le peuvent.—Carr. t. 3, p. 289, nº 3063; Pig. *Comm.* t. 2, p. 615, et D. C. p. 613.—Les enfants adultérins le peuvent aussi.—D. C. p. 613, et *J. A.* t. 22, p. 61, nº 52. — Les exécuteurs testamentaires le peuvent-ils? Non.—Pig. t. 2, p. 579, oui: Carr. t. 3, p. 288, et B. S. P. p. 690, n 5, observ. 3. — Les domestiques peuvent requérir l'apposition des scellés en l'absence, soit du conjoint, soit des héritiers ou de l'un d'eux. —Carr. t. 3, p. 289, nº 3065. On doit entendre par *absents* le *non présent*, suiv. M. Delap. t. 2. p. 436; Carr. t. 3, p. 391, nº 3072; Pig. *Comm.*, t. 2, p. 619, et F. L. t. 5, p. 92.— V. *J. A.* t. 22, p. 61, nº 52. —*V.* aussi C. T. t. 2, p. 405, 6 — V. *infrà*, nºˢ 9, 39 *bis*, 44 et 72.

2. Des héritiers peuvent, nonobstant la clause du testament prohibitive d'inventaire, exiger contre l'usufruitier l'apposition des scellés, et la description des titres relatifs seulement aux immeubles de la succession, en offrant de le faire à leurs frais.—Brux. 18 déc. 1811, t. 22, p. 45, nº 35 —MM. Carr. t. 3, p. 289, nº 3064, et F. L. t. 5, p. 91, approuvent cette décision.

3. Lorsque le défunt n'a point laissé d'héritiers à réserve, et qu'il a institué un légataire universel, les collatéraux ne peuvent point faire apposer les scellés.—Paris, 19 mess. an 11, t. 21, p. 17, nº 4. — M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 616, distingue le cas où le testament étant fait par acte authentique, les héritiers reconnaissent la validité du testament, ou en attaquent la validité, et celui où le testament est mystique ou olographe. —*V.* MM. F. L. t. 5 p. 91; B. S. P. p. 698, n 44, 7º.—V. *infrà*, nº 7.

4. Mais l'héritier légitime a le droit de faire apposer les scellés, quoiqu'il y ait un légataire universel saisi de la succession par l'art. 1006 C. c., si ce légataire ne lui a pas notifié son titre; et cet héritier peut aussi requérir un inventaire. —Am. 7 mars 1806, t. 21, p. 20, nº 9.—C'est l'avis de MM. B. S. P. p. 698, n. 44, nº 7, et Pig. *Comm.* t. 2, p. 617.

5. Le légataire universel ne peut être forcé de faire inventaire, par les héritiers du sang, sous prétexte que le testateur possédait des papiers de famille qui les intéressent. — Riom, 31 déc. 1827, t. 40, p. 110.—V. *infrà*, nº 77.

6. Les héritiers *ab intestat*, lors même qu'ils ne sont pas au nombre de ceux en faveur desquels la loi fait une réserve, peuvent requérir l'apposition des scellés, quoique le légataire universel leur exhibe le testament olographe par lequel il est institué —Nîmes. 21 déc. 1810, t 21, p. 36, nº 28 —*V.* M. B. S. P. p. 698, n. 44, 7º.

7. Celui qui prétend droit dans une succession, en qualité d'héritier légal du défunt, peut, en vertu de l'art. 909, C. p. c., requérir l'apposition des scellés, bien qu'il existe un testament authentique qui l'exclut de la succession, s'il déclare contester la validité du testament.—Brux. 26 déc. 1827.—V. *suprà*, nº 3, et *infrà*, nº 10.

8. Les héritiers du sang ne peuvent exiger l'apposition des scellés dans la maison du défunt, sous prétexte qu'il existe un testament révoquant celui par lequel il a institué un légataire universel qui a été envoyé en possession de son legs, et qui a consenti à ce que le juge de paix fît toutes les recherches convenables.— Bord. 15 déc. 1828, t. 40, p. 111.

9. Le légataire d'une somme d'argent a le droit de requérir l'apposition des scellés sur les meubles de la succession. — Brux. 26 avr. 1817. —V. *suprà*, nº 1.

10. Les parents les plus proches du défunt peuvent faire apposer les scellés; et la levée ne peut en être ordonnée qu'avec inventaire, encore qu'il existe un testament qui attribue la succession à des tiers, si ce testament est contesté — Brux. 28 nov. 1810, t. 21, p. 35, nº 27. — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 307, n 1, 3º, et B. S. P. p. 698, n. 44, nº 7.—V. *suprà*, nºˢ 3 et 7.

11. Comme aussi les parents au degré successible peuvent faire apposer les scellés, lorsqu'il n'y a d'institué que des légataires à titre universel, et la levée ne peut être ordonnée qu'avec description. — Brux. 6 mai 1813, t. 21, p. 47, nº 38.

12. Les créanciers d'un héritier ne peuvent point faire apposer les scellés sur les effets de la succession, ils peuvent seulement former opposition à la levée des scellés apposés.— Nancy, 9 janv. 1817, t. 21, p. 50, nº 2 —M. F. L. t. 5, p. 91, approuve cette doctrine; mais Pig. t. 2, p. 582, et Carr. t. 3, p. 288, nº 3062, décident le contraire.—V. *suprà*, nº 1 et suiv., et le nº qui suit.

13. Les créanciers à terme non échu peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens de leur débiteur décédé. — Besanç. 9 fév. 1827, t. 33, p. 163.—*V.* Pig. t. 2, p. 583. —*V.* le nº qui précède.

14. Un associé ne peut être autorisé à faire apposer les scellés sur les lettres et papiers de ses coassociés, nº 27. — Paris, 19 fév. 1812, t. 18, p. 767, vº *Référé*, nº 27.

15. Lors du décès d'un notaire, le juge de paix doit, dans l'intérêt public et sans obtenir de droits de vacation, constater le dépôt des minutes du notaire, et veiller à ce que la transmission en soit faite par les héritiers du défunt, auxquels elles appartiennent — Orl., 11 janv. 1815, t. 21. p. 48, nº 39.

16. Circulaire du grand-juge du 5 nov. 1808 qui décide que lorsqu'il y a un tuteur légal, les scellés ne doivent pas être apposés d'office

(1) V. *Acquiesc.* 105.—*App.* 486, 487.—*Dépens.* 207.—*Enreg.* 153.—*Greffe*, 32 —*Réf* 6, 54 et *s* —*Res.* 89.—*Sép. de biens*, 97.—*Sép. de corps*, 58.—*Serm.* 6 —*Tierce opp.* 84.—*Trib. de comm.* 331, 340 et *s* 485.

avant la nomination du subrogé tuteur, t. 21, p. 27, n° 18.—Cette décision est approuvée par MM. CARR. t. 3, p. 29, n° 3069; PIG. *Comm.* t. 2, p. 619; F. L. t. 5, p. 92, LEP. p. 602, 1re *question*; B. S. P. p. 689, not. 3, *Obs.* 1, et MERL. *Rép.* t. 12, p. 253.—Néanmoins elle est controversable.

16 *bis.* Arrêté des consuls relatif à l'apposition des scellés après le décès des officiers généraux ou supérieurs des commissaires ordonnateurs, des inspecteurs aux revues et des officiers de santé. — 13 nivôse an 10, t. 22, p. 15, n° 2. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 291, not. 1, et F. L. t. 5, p. 95.

17. L'état a le droit de faire apposer les scellés sur les papiers d'un ancien fonctionnaire public, après son décès, s'il y a présomption que parmi ces papiers il y en a appartenant au Gouvernement. — Paris, 8 mai 1829. — Barras C. le préfet de la Seine.

§ 2. *Quand et où l'apposition des scellés doit être faite.—Compétence.—Forme.—Opposition.*

18. La requête au président pour obtenir la permission d'apposer le scellé ne procure aucun émolument à celui qui rédige; il n'entraîne pas d'autres déboursés que le papier timbré.—C. T. t. 2, p. 407, 9.

19. Les scellés ne peuvent être apposés sur les papiers d'un individu sous prétexte qu'il est absent, et que celui qui requiert l'apposition a des titres à revendiquer. — Paris, 7 déc. 1809, t. 22, p. 33, n° 24.

20. Les scellés peuvent être apposés après le décès d'un individu non seulement dans la maison où il est mort, mais dans celle d'un tiers, s'il y a de graves présomptions qu'il y a des effets appartenant à la succession.—Bourg. 17 janv. 1831, t. 41, p. 659.—*V.* le n° qui suit.

21. Après le décès d'un individu, les créanciers ne peuvent faire apposer les scellés dans un domicile qui n'est pas le sien, quoique l'identité des meubles soit reconnue.—Amiens, 6 déc. 1811, t. 21, p. 43, n° 34. — *V.* MM. B. S. P. p. 698, not. 44, n° 8, et CARR. t. 3, p. 787, not. 1, 2e n — *V.* le n° qui précède.

22. Celui qui prétend droit dans une succession ou dans une communauté, ne peut requérir l'apposition des scellés que sur les chambres qui formaient la demeure particulière du défunt, et il doit, quant aux lieux occupés par d'autres personnes, mais où se trouveraient, selon lui, des objets appartenant à la succession ou à la communauté, se borner à requérir la mise sous scellés de chacun de ces objets.—Brux. 17 janv. 1828. —*V.* les deux nos qui précèdent.

23. L'exhibition d'un inventaire sur papier libre, fait en l'absence des parties intéressées, sans les formalités prescrites par la loi, et qui présente, en un mot tous les caractères d'une précipitation frauduleuse, ne peut empêcher l'apposition des scellés sur les effets d'une succession à laquelle sont appelés des mineurs ou des absents. — Brux. 28 mars 1810, t. 21, p. 34, n° 25.

24. Le juge de paix qui dans cette hypothèse a voulu procéder à l'apposition des scellés, ne peut figurer personnellement dans l'instance en référé, à laquelle le refus du conjoint survivant donne lieu. — Brux. 28 mars 1810, t. 21, p. 34, n° 26.

24 *bis.* Quand un juge de paix, requis d'apposer les scellés en divers lieux dépendants de la même succession, a fait cette apposition sur partie de ces lieux et qu'il la continue dans les autres, c'est devant le président du tribunal, et non devant le tribunal même, que doivent être portées les contestations auxquelles donne lieu l'opposition d'un cohéritier, encore bien qu'elle ne s'applique qu'aux opérations terminées.—Brux. 26 janv. 1832, t. 45, p. 467.

25. Lorsqu'un tribunal ordonne une apposition de scellés, il ne peut commettre un de ses juges pour la faire. — Brux. 12 flor. an 12, t. 21, p. 18, n° 6.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 286, nos 3059, 242; PIG. *Comm.* t. 2 p. 620; B. S. P. p. 691, n. 9; DELAP. t. 2, p. 435; LEP. p. 601, et MERL. *Rép.* t. 12, p. 352.—Pour faire apposer les scellés hors du ressort où la succession est ouverte, on s'adresse au président du lieu et non à celui de la succession, suiv. M. PIG. *Comm.* t. 2, p. 630.

26. Le juge de paix ne peut réclamer un droit de transport lorsque la distance qu'il a parcourue n'est que d'un demi-myriamètre. — C. T. t. 2, p. 412, 37.

27. Si la distance est de plus de cinq myriamètres pour aller et autant pour le retour, il faut, aux deux journées accordées au juge de paix, ajouter deux francs par chaque myriamètre en sus.—C. T. t. 2, p. 413, 39.

28. Dans le cas où une opposition aurait, mal à propos, été faite par un juge commis, si le défendeur assiste à l'opération sans réclamer contre une pareille irrégularité, il se rend non-recevable à demander plus tard la nullité d'une apposition de scellés ainsi faite. — Brux. 12 flor. an 12, t. 21, p. 18, n° 7.

29. L'apposition des scellés sur les biens d'un commerçant, demandée par ses créanciers, aux termes de l'art. 449 C. comm. ne peut, à peine de nullité, être ordonnée par un seul juge; elle doit l'être par le tribunal entier.—Riom, 4 juill. 1809, t. 21, p. 32, n° 22.

30. Lorsque les scellés ont été posés dans deux arrondissements différents, et qu'un créancier, attaquant l'inventaire, demande une nouvelle apposition de scellés, quel est le président du tribunal qui doit statuer provisoirement?

C'est chaque président qui doit ordonner l'apposition des scellés sur les effets qui se trouvent dans son arrondissement. —*J. A.* t. 21, p. 62, n° 52.

31. Celui qui provoque l'apposition des scellés, est obligé de suivre la juridiction de celui contre lequel cette mesure est provoquée.—Paris, 8 mai 1811, t. 21, p. 39, n° 31.

32. Il n'y a pas nullité si l'apposition des scellés, dans le cas prévu par l'art. 922 du même Code, a été faite avant l'expédition et la signification de l'ordonnance de référé, non déclarée exécutoire sur minute? —Brux. 26 déc. 1827.

33. Une femme peut-elle être constituée gardienne des scellés?—Oui, suivant M. PIG. t. 2, p. 588, pourvu qu'elle ait droit à la succession. La doctrine contraire est enseignée par MM. CARR. t. 3, p. 293; DELAP. t. 2, p. 439; TH. DESM. p. 541, et PR. FR. t. 5, p. 210. L'usage est conforme à l'opinion de M. PIG.—V. *J. A.* t. 21, p. 63, n° 54.

Un domestique ne peut être constitué gardien; il doit y avoir autant de gardiens qu'il a été fait d'appositions de scellés en divers lieux ou par divers juges de paix. — CARR. t. 3, p. 294, n° 3079, et DELAP. t. 2, p. 439. Dans les cas où le gardien est nommé par le juge de paix, c'est ce magistrat qui taxe les prix de garde.—B. S. P. p. 693, n. 22. — V. *J. A. loc. cit.*

34. Décret qui prescrit des formalités pour des procès-verbaux d'apposition de scellés, d'inventaire.—10 brum. an 14, t. 21, p. 20, n° 8.

35. A qui appartient-il de réapposer les scellés à la fin de chaque vacation?

Ce droit appartient au juge de paix. — *V.* CARR. t. 3, p. 315, n° 3136; PR. FR. t. 5, p. 249, et *J. A.* t. 21, p. 66, n° 58.

36. Les avoués des parties peuvent assister à la remise du testament et à la confection du procès-verbal qui en constate l'état et en ordonne le dépôt. Ils ont droit, pour cet objet, à la vacation fixée par l'art. 94 du tarif.—C. T. t. 2, p. 413, 41.

37. L'opposition aux scellés formée par exploit, doit être taxée conformément à l'art. 21, § 11 du tarif. —C. T. t. 2, p. 418, 4.

38. L'opposition faite par exploit doit être mentionnée sur le procès-verbal, afin qu'il indique tous les opposants et qu'on n'en excepte aucun dans l'extrait qui peut être demandé au greffier.—C. T. t. 2, p. 418, 8.

Art. 2. *Levée des scellés.*— § 1er. *Qui peut faire procéder à la levée des scellés avec ou sans description?*

39. La veuve légataire universelle et donataire, par contrat de mariage, de tout le mobilier de son mari décédé, a le droit, de préférence aux héritiers légitimes, de faire procéder à la levée des scellés, encore que

s héritiers aient formé une demande en nullité tant du mariage que u testament. — Paris, 7 déc. 1829, 39, p. 73.

39 *bis*. Les émancipés peuvent reuérir l'apposition des scellés sans urateur; ils peuvent former opposiion sans son assistance —C. T. t. 2, . 419, 9.—V. *suprà*, n° 1.

40. Si l'opposition a été faite par éclaration sur le procès-verbal, avec ssistance d'avoué, ce dernier a droit un émolument.—C. T. t. 2, p. 419, 11.

41. La déclaration d'apposition de cellés que doit faire le juge de paix ans les vingt-quatre heures, n'entaine aucuns frais, mais elle proure au greffier un émolument fixé ar l'art. 17 du tarif. — C. T. t. 2, . 415, 57.

42. Il ne faut pas de déclaration ans les communes qui dépendent un arrondissement dont le chefeu a une population moindre de .000 âmes; mais il en faut une lorsue les scellés sont apposés dans ne de moins de 20,000 âmes, si elle t dans le ressort d'une commune ui ait cette population.—C. T. t. 2, 416, 58.

43. Lorsqu'en vertu de l'art. 453 comm. le procès-verbal d'appotion doit être adressé par le juge paix au tribunal de commerce mpétent, le greffier a droit, pour remise par lui faite, au même émoment que pour la déclaration d'apsition au greffe du tribunal civil. C. T. t. 2, p. 416, 60.

44. L'exécuteur testamentaire ne ut pas demander la levée des scels et la confection de l'inventaire, les héritiers lui offrent une somme ffisante pour l'acquittement des ellés et des legs. — Brux. 16 mars 11, t. 21, p. 38, n° 30.—*V*. M. F. t. 5, p. 96.—V. *suprà*, n° 1.

45. Le légataire universel peut, si défunt n'a laissé aucun héritier à serve, faire lever les scellés mis r les effets de la succession, sans peler les héritiers *ab intestat*,— j. 30 frim. an 12, t. 21, p. 18, n° 5. *V*. MM. Carr. t. 3, p. 307, sect. Pig. *Comm* t. 2, p. 63.

46. Quoique le titre de celui qui fait apposer les scellés soit conté par l'héritier, celui-ci ne peut tenir de les lever qu'avec descripn.—Paris, 1ᵉʳ déc. 1808, t. 21, 28, n° 10.—MM. Pig. *Comm*. t. 2, 645, et Carr. t. 3, p. 316, n. 1, approuvent cette décision. Quelles perines peuvent requérir et consentir levée des scellés sans description, à quelles conditions?—*V*. MM. Pig. 2, p. 610, 611 et 616, et Delap. 2, p. 447; Carr. t. 3, p. 316 et 317; L. t. 5, p. 97; D. C. p. 631.

47. En admettant que l'apposition s scellés eût été illégalement faite, levée ne peut en être ordonnée ns un inventaire descriptif.—Ang. juill. 1817, t. 21, p. 55, n° 45. *V*. le n° qui suit.

48. Lorsqu'après le décès les scellés ont été apposés, et que la veuve et les autres héritiers, soit majeurs, soit mineurs, en demandent la levée sans description, le juge de paix ne peut pas s'y refuser, et il n'a pas le droit de procéder à la description.—18 juill 1830, t. 39, p. 185 —*V*. le n° qui précède et celui qui suit.

49. Lorsque les scellés ont été apposés sur la réquisition des parents les plus proches du défunt, la levée ne peut en être ordonnée qu'avec inventaire descriptif.—Brux. 28 nov. 1810, t. 21, p. 35, et 6 mai 1813, n° 27, et p. 47, n° 38.—*V*. MM. Carr. t. 3, p. 307, n. 1, et B. S. P. p. 698, n. 44, n° 7, 2°.—*V*. les deux n°ˢ qui précèdent.

50. Le juge de paix a-t-il qualité pour appeler de l'ordonnance sur référé, portant qu'il y a lieu de procéder à la levée des scellés sans description?—Brux. 16 mai 1821.

51. Le créancier porteur d'un titre exécutoire contre la communauté, peut obtenir main levée des scellés apposés à la requête de la femme demanderesse en séparation, sans être obligé de faire faire inventaire.—Renn. 8 août 1810, t. 21, p. 151, n° 30.—M. Carr. t. 3, p. 247, n° 2977, résout la même question dans le même sens.

§ 2. *Qui a le droit d'assister à la levée?*

52. Un enfant né après le divorce des époux, et dont l'état peut être contesté, a le droit d'être présent à la levée des scellés apposés après le décès de l'un d'eux.—Paris, 6 août 1811, t. 21, p. 40, n° 33.—L'enfant naturel doit être appelé à la levée des scellés, suivant MM. Carr. t. 3, p. 308, n° 3116; Pr. Fr. t. 5, p. 234; F. L. t. 5, p. 95.—Et les légataires particuliers, lors seulement qu'ils sont opposants, suivant MM. Pig. *Comm*. t. 2, p. 637; Carr. t. 3, p. 307, n° 3114; et D. C. p. 627.—Il ne doit point être nommé de notaire pour représenter les opposants domiciliés hors la distance de cinq myriamètres. — Suivant MM. Pig. *Comm*. t. 2, p. 638; Carr. t. 3, p. 309, n° 3119; et B. S. P. p. 695, n. 34.—V. *infrà*, n° 56.—Comment se fait la nomination du notaire dans le cas de l'art. 928, C. c.—*V*. MM. Carr. t. 3, p. 305, n° 3107; D. C. p. 626.—Sur la nécessité de la présence du subrogé-tuteur.—*V*. F. L. t. 5, p. 96.—L'opposant peut-il assister séparément à la levée des scellés, en payant les frais?—*V*. M. Lep. p. 610.—Le mandataire des personnes qui ont droit d'assister à la levée, doit-il être un avoué.—*V*. M. Carr. t. 3, p. 310, n° 3120.—Quel est le juge qui doit, lorsqu'il n'y a point d'avoués parmi les mandataires, nommer le mandataire commun, lorsque les opposants n'en ont pas fait choix?—*V*. MM. D. C. p. 628; Lep. p. 610; Carr. t. 3, p. 310, n° 3121; Pig. t. 2, p. 618; B. S. P. p. 696, n. 36; Pr. Fr. t. 5, p. 238.—Lorsque des avoués mandataires représentent des créanciers chirographaires et des créanciers sans titre, quel avoué doit être préféré?—*V*. MM. Carr. t. 3, p. 311, n° 3122; Pr. Fr. t. 5, p. 237; Pig. t. 2, p. 618.—*Quid*, s'il y a concurrence entre plusieurs mandataires de créanciers authentiques ou chirographaires? —*V*. MM. Pig. t. 2, p. 619, Carr. t. 3, p. 311, n° 3123.—*Quid*, si les scellés sont apposés en même temps dans différents ressorts?—*V*. M. Pig. *Comm*. t. 2, p. 639.—*V*. dans M. Pig. *Comm*. t. 2, p. 619; Carr. t. 3, p. 311, n° 3125; B. S. P. p. 697, n. 39; Pr. Fr. t. 5, p. 239; D. C. p. 629, des exemples de cas où les créanciers ont des intérêts différents.

53. Lorsqu'un héritier a fait cession d'une partie de ses droits successifs, il peut assister à la levée des scellés pour le maintien du surplus de ses droits.—23 mars 1825, t. 30, p. 9.

54. Le créancier personnel d'un héritier n'a pas le droit d'assister aux opérations de levée de scellés et inventaires —Douai, 26 mars 1824, t. 26, p. 241.

55. Lorsqu'une partie ne s'est point opposée à ce que des individus, qu'elle prétend postérieurement sans qualité, assistassent à la levée des scellés, elle ne peut plus se faire un grief de leur coopération.—Douai, 23 mars 1825, t. 30, p. 9.

56. On peut, sans qu'il en résulte une nullité, commettre un notaire pour représenter à une levée de scellés les parties appelées et défaillantes, quoique le domicile de tous les intéressés ne soit que dans la distance de cinq myriamètres.—Cass. 17 av. 1828, t. 35, p. 227.—V. *suprà*, n° 52.

57. On ne doit appeler à la levée des scellés, ni faire représenter par un notaire, les successibles dont l'existence n'est pas reconnue au moment de l'ouverture de la succession. —Bord. 16 mai 1832.—Chatry C. Bédard.

58. Il ne peut être procédé à la levée des scellés apposés sur les effets mobiliers d'une succession, à laquelle a droit un militaire absent, qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 11 ventose an 2, qui n'a jamais été abrogée.—Poit. 5 juill. 1826, t. 31, p. 238. —*V*. notre mot *Absence*, n°ˢ 36 à 48.

§ 3. *Sursis à la levée.—Opposition.— Procédure sur l'opposition.*

59. Lorsqu'il y a lieu de vérifier l'écriture d'un testament olographe, les scellés doivent rester apposés jusqu'après la vérification.—Paris, 11 août 1809, t. 22, p. 423, n° 18.

60. Quand le juge de paix cons-

tate que les scellés n'ont pas été trouvés sains et entiers, doit-il surseoir à la levée?— Les auteurs du Pr. Fr. t. 5, p. 245, pensent que, d'après l'ancienne jurisprudence, le juge de paix ne peut continuer que sur une ordonnance du président rendue sur référé; mais l'art. 936 dit que le juge de paix doit se borner à constater l'état des altérations. —*V*. MM. Pig. t 2, p. 621; Pig. *Comm*. t. 2. p. 643, et Carr. t. 3, p. 315 n° 3135, qui pensent que le juge de paix n'a pas besoin d'en référer au président; cette opinion est adoptée, *J. A*. t. 21, p. 65, n° 57.

61. Lorsque les scellés ont été apposés sur les effets d'une succession dans laquelle un mineur, pourvu d'un tuteur, est intéressé, le juge de paix n'a pas le droit de ne lever les scellés que successivement et au fur et à mesure de la confection de l'inventaire, et de les réapposer à la fin de chaque vacation? — Brux. 16 mai 1821.

62. Si, lors de la levée des scellés, il est trouvé des objets et papiers étrangers à la succession et réclamés par des tiers, et qu'il y ait opposition à leur remise, que doit faire le juge de paix?—L'art. 939, C. p. c. n'a pas prevu ce cas; mais nous pensons avec M. D. C. p 631, et M. Carr. t. 3, p. 316, n° 3138, que le juge de paix doit alors faire mention de cette circonstance, décrire les objets réclamés, les faire priser, et renvoyer les parties à se pourvoir.—*J. A*. t. 21, p. 65, n° 56.

63. Lorsqu'en matière de scellés le juge de paix renvoie en référé devant le président du tribunal de première instance sur des protestations faites par les parties, il faut, à peine de nullité de l'ordonnance, que les parties soient régulièrement appelées.—Douai, 23 mars 1825, t. 30, p. 9.

64. Décidé d'ailleurs que l'art. 921, C. p. c. n'est pas applicable à la levée des scellés, et que le juge de paix peut, en cas d'opposition, statuer sans qu'il y ait urgence, et se dispenser d'en référer au président du tribunal.—Cass. 17 av. 1828, t. 35, p. 227.

65. Comment concilier les dispositions de l'art. 944 avec celle de l'art. 906 relativement aux renvois en référé?—M. Carr. t. 3. p. 323, n° 3154, concilie ces deux articles en disant que l'art. 944 ne s'applique qu'au cas où les scellés n'ont pas été apposés préalablement; dans le cas contraire, c'est l'art. 936 qu'il faut suivre.—V. *J. A*. t. 22, p. 66, n° 59.

Chap. II. *De l'inventaire* (1).

66. L'inventaire n'est de même que l'apposition des scellés, qu'une mesure conservatoire qui peut être requise par tous ceux qui peuvent avoir intérêt à la conservation de ce qui compose la succession, sans qu'il faille avant tout, et pour que le juge puisse l'ordonner, que le fondement de leurs droits soit examiné et reconnu.—Brux. 26 av. 1818.

67. On doit appeler toutes les parties dans un jugement qui commet un notaire pour procéder à un inventaire; ce serait priver la partie non appelée du double degré de juridiction qui lui est assuré par la loi.—Paris, 15 janv. 1807. t. 21, p. 21, n° 10.

68. S'il y a dans une succession des héritiers de deux lignes différentes, et qu'ils ne s'accordent pas sur le choix d'un notaire pour procéder aux opérations de la succession, le président du tribunal de première instance a le droit de nommer un notaire d'office, autre que l'un de ceux indiqués par les parties.—Orl. 31 mars 1808, t. 21, p. 23, n° 14.—M. Carr. t. 3, p. 313, n° 3132, approuve cette décision.— *V* aussi MM. Carr. t. 3, p. 313, n° 3131, et Haut. p. 551.

69 Le président du tribunal de première instance, au lieu de nommer un notaire pour présider aux opérations qui doivent suivre l'ouverture d'une succession, peut, à cet effet, renvoyer les parties à l'audience, et s'il y a ensuite appel du jugement qui a statué sur cette nomination, la Cour est valablement saisie. L'art. 935, C. p. c., en étendant à tous les intéressés le droit de choisir les notaires devant lesquels l'inventaire et les autres actes relatifs au partage des biens de la succession doivent avoir lieu, a consacré une jurisprudence établie uniquement dans les intérêts des parties.—Orl. 24 déc. 1821, t. 21, p. 61, n° 51.

70. L'art. 935, C. p. c., conforme aux anciens principes, détermine les personnes à qui appartient le choix des notaires et experts qui doivent procéder à un inventaire; cette disposition ne peut être étendue aux associés du défunt qui n'y sont pas compris.—Besanç. 7 juin 1809, t. 21, p. 32, n° 21.

71. C'est à la veuve commune et non à l'héritier du mari qu'appartient le droit de choisir le notaire pour la confection de l'inventaire du mobilier de la succession.—Paris, 5 octobre 1808, t. 21, p. 26, n° 17. — MM. B. S. P. p. 700, not. 5, *Obs*. 1; Pig. *Comm*. t. 2, p. 641, approuvent cette décision; M. Carr. t. 3, p 13, n° 3130, la critique.—Les notaires ont seuls le droit de faire des inventaires.—*V*. MM. B. S. P. p. 700, n. 5; Merl *Rép*. t. 6, p. 522.

72. L'héritier bénéficiaire n'est point obligé d'appeler les créanciers de la succession à la confection de l'inventaire.—Amiens, 25 fév. 18[…] t. 21, p. 30, n° 20. — Suivant M[…] Pig. t. 2, p 627, et Lep. p. 614, [les] créanciers ne doivent point assis[ter] à l'inventaire; *contrà* MM. Mer[l] *Rép*. t. 6, p. 528; B. S. P. p. 70[…] not. 4, *Obs*. 2, et Carr. t. 3, p. 31[…] n° 3142.—L'enfant naturel recon[nu] a droit d'assister à l'inventaire, sui[vant] M. Carr. t. 3, p 319, n° 3143. Suivant MM. Pig. t. 2, p 670, le s[u]brogé-tuteur ou le tuteur ne doive[nt] pas le faire représenter par un fon[dé] de pouvoirs; *contrà* F. L. t. 3, p. 123 - V. *suprà*, n° 1.

73. Quand un inventaire apr[ès] décès a été commencé par plusieu[rs] notaires amenés par les parties in[té]ressées, et qu'il y a lieu de le con[tinuer] dans d'autres lieux éloigné[s,] le tribunal de la localité doit, si l[es] parties cessent de s'entendre, dés[i]gner d'office celui des notaires q[ui] devra procéder en premier et ga[r]dera la minute des procès-verbau[x] subséquents.—Paris, 15 avr. 1833.

74. La minute d'un inventaire a[u]quel ont concouru deux notaire[s] doit être déposée dans l'étude d[u] plus ancien des deux, lors mêm[e] que l'autre aurait toujours été le no[]taire du défunt. — Paris, 13 ju[…] 1832, 22 avr. 1831. — Gaëtan C[…] Moisant.—V. *infrà*, n° 89.

75. C'est à la requête de l'hériti[er] même bénéficiaire, et non à cel[le] de l'exécuteur testamentaire, quo[i]qu'il ait la saisine par testament[,] que la levée des scellés et l'inven[taire] doivent être faits. — Brux. [...] août 1808, t. 21, p. 24, n° 15 —MM[.] B. S. P. p. 699, not. 3, et Carr. t. 3[,] p. 306, not. 1 et 2, et p. 318, n° 314[…] approuvent cette décision. — Le mi[]neur émancipé a besoin de l'assis[]tance de son curateur pour la levé[e] des scellés; c'est l'avis de M. Pig. t. 2[,] p. 609; Pig. *Comm*. t. 2, p. 635[;] Carr. t. 3. p, 307, n° 3112.—Pou[r] le cas où l'opposition ayant été re[]quise par un parent ou par le mi[]nistère public; pour un mineur sa[ns] tuteur, il en est nommé un dan[s] l'intervalle. *V*. MM. Pig. t. 2, p[.] 614; B. S. P. p. 695, not. 31; Carr[.] t. 3, p. 306, n° 3111, et F. L. t. 5[,] p. 95. — Pour celui où les héritier[s] sont mineurs non émancipés, *V*[.] MM. Carr. t. 3, p. 306, n° 3110, e[t] Pig t. 2, p. 609. — La levée de[s] scellés peut être requise par avoués[.] MM. Carr. t. 3, p. 307, n° 3113 —Pa[r] qui doit être nommé le notaire com[]mis pour représenter les intéressé[s] qui demeurent hors de la distance d[e] 5 myriamètres? — *V*. MM. Lep. p[.] 610, et Carr. t. 3, p. 308, n° 3118[.] — V. *suprà*, chap. 1, art. 2, § 1, n[°] 39 et suiv.

76. La clause qui dispense le do[]nataire en usufruit de faire inven[]taire n'a d'autre objet que de l[e] rendre indemne des frais que cett[e] formalité peut occasionner, sans l[e] dispenser en effet de la remplir. — Paris, 20 ventose an 11, t. 21, p. 16,

(1) Il faut consulter p. 553, notre mot *Succession*, n°s 1 à 54.

3.—*V.* MM. F. L. t. 5. p. 91; *Pig.* *...m.* t. 2 p. 646.

77 Lorsque le légataire en usu-...it est dispensé de faire inventaire, ...éritier de la nue propriété peut ...aire procéder à ses frais. — Poit. ... avr. 1807, t. 21, p. 21, n° 11. — ... M. B. S. P. p. 699. not. 3, 2°; M ... *Comm.* t. 2, p. 646, critique ...te décision. — L'inventaire peut ...e requis sans qu'il y ait eu de ...llés, suiv. M. Thom. Desm. p. 351. *Quid*, si plusieurs parties requiè...t l'inventaire? —*V.* MM B. S. P. 699. not. 3, et CARR. t. 3. p. 318, ... 3141. — *V.* d'un autre côté MM. ... C. p. 632; Pig. t. 2, p. 628. — La ...mme séparée de biens ou mariée ...us le régime dotal, et dont le mari ...ministre les biens paraphernaux ...ut-elle requérir l'inventaire en qua-...é de créancière de la succession?— ...M. Pig. t. 2, p. 629.

78. Si le légataire universel en ...ufruit dispensé de faire inventaire, ...st point autorisé à empêcher ...éritier d'en faire un à ses frais, ...core que le testateur lui ait laissé ... faculté de vendre, s'il en avait ...soin, et sans être tenu de rendre ...mpte du prix.— Brux., 10 juin ...12, t. 21, p. 45, n° 36.

79. Quoique le légataire universel ... se trouve en concours qu'avec des ...rents auxquels la loi ne réserve ...cune partie des biens, ces der-...ers peuvent requérir l'inventaire ... attaquant le testament de nullité. ... Brux. 9 mars 1811, t. 21, p. 37, ... 29.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 307, ... 1, 2°, et D. L. P. p. 698, n. 7.

80. L'usufruitier ne peut être con-...mné à rendre les fruits qu'il a per-...s, avant d'avoir fait faire inven-...ire. — Gren., 27 mars 1824, t. 27, ... 151.

80 *bis.* Quelles sont les formalités ...latives à la recherche et à la des-...iption d'un testament?—Sous cette ...estion sont résolues les difficultés ...i peuvent se présenter à l'occasion ... la découverte d'un testament. — ... *J. A.* t. 21, p. 64, n° 55, où se ...ouvent aussi indiqués tous les au-...urs qui ont examiné ces mêmes dif-...cultés.

81. Comment doivent être inven-...riées les pièces trouvées dans ...tude d'un avoué?—Dans l'usage il ...t fait un inventaire par liasse, sur ... dossier de chacune desquelles on ...nstate le nombre des pièces. La ...cision serait la même pour le cabi-...t d'un avocat ou d'un homme d'af-...ires.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 321, ... 3148; Pr. FR. t. 5, p. 263, et *J. A.* t. ...1 p. 67, n° 62.

81 *bis.* En cas de décès d'un no-...ire la levée des scellés ne doit être ...ivie que d'un état sommaire et des-...iptif des minutes. — Décision du ...inistre de la justice, 21 avr. 1828, ...26, p. 317.

82. Mais lorsque parmi les papiers ...ui composent la succession d'un ...cien notaire, le juge de paix en trouve appartenant à des tiers, qui ne sont pas réclamés, il ne peut pas ordonner qu'il sera fait un état descriptif, pour le cas où ils pourraient l'être. — Paris, 8 sept. 1825, t. 30, p. 396.

83 Que doit-on entendre par ces mots : la déclaration des titres actifs et passifs, dont se sert l'art. 943, § 7? — Ces mots expriment la déclaration des créances et dettes dont on n'a pas de titres ou actes, ou dont les titres ou actes sont en des mains étrangères. — *V.* MM. CARR. t. 3, p. 322, n° 3149; PIG. t. 2, p. 636; F. L. t. 3, p. 124; B. S. P. p. 701, n. 8, et *J. A.* t. 21, p. 67, n° 61.

84. Lorsque le serment des personnes de la maison a été reçu à la clôture des scellés, doit-on en exiger un nouveau, lors de la clôture de l'inventaire.— L'art. 943 ne prescrit le serment que pour le cas où l'inventaire n'a pas été précédé de l'apposition et de la levée des scellés.— *V.* M. LEP., p. 617, et *J. A.* t. 21, p. 66, n° 60.

85. Un notaire qui, à la suite d'un inventaire, rapporte qu'un héritier, du consentement de toutes les parties, est resté chargé de l'argent trouvé, des effets inventoriés, et des papiers certifiés, et qui ne fait pas signer cette déclaration en est personnellement responsable. — Renn., 14 av. 1817, t. 21, p. 54, n° 43. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 321, n. 3, 2°.

86. Un inventaire fait après le décès d'une mère, demeurant avec l'un de ses enfans et vivant avec lui, doit comprendre sans distinction tous les meubles et effets mobiliers, trouvés dans la maison où elle est décédée, sauf à l'enfant à revendiquer lors du partage ceux qui lui appartiennent.—Poit., 13 juin 1828, t. 35, p. 24.

87. Les procurations des héritiers absens doivent être annexées, non au procès-verbal de levée de scellés, mais à l'inventaire dressé par le notaire.—Décis. du minist. de la justice, 3 avr. 1827, t. 34, p. 310.

88. L'individu sommé de vider les lieux dans les vingt-quatre heures, ne peut, en s'absentant après ce délai passé, obliger par là le poursuivant à faire inventaire du mobilier qu'il y a laissé, et que celui-ci a le droit de déplacer.—Bourg., 21 mars 1829, t. 39, p. 39.

89. Lorsque deux notaires, représentant des parties différentes, ont concouru à la confection d'un inventaire, c'est le plus ancien de ces notaires qui doit rester dépositaire de la minute. — Colm., 30 juill. 1825, t. 29, p. 270.—V. *suprà*, n° 74.

90. L'inventaire sous seing privé qui n'est point attaqué au fond, fait foi contre la partie intéressée, qui en a reconnu la sincérité.--Cass. 1er juill. 1828, t. 35, p. 302.

91. Décret relatif aux titres et procédures qui se trouvent sous les scellés.—6 pluv. an 2, t 21, p. 15, n° 1. —*V.* M. CARR. t. 3, p. 303, n. 1.

92 Les notaires, greffiers et huissiers, ont le droit exclusif de faire les prisées de meubles, après décès dans les lieux où il n'y a pas de commissaires-priseurs, et les parties ne peuvent appeler des experts que pour apprécier les objets dont la prisée exige des connaissances spéciales.— Bourg., 8 juin 1832, t. 44, p. 358.

93 Postérieurement à la loi du 27 mars 1791, les greffiers n'ont pas eu le droit de procéder à des inventaires, concurremment avec des notaires. — Cass. 6 frim. an 8, t. 14, p. 490, v° *Greffier*, n° 2.

94. Comment doit-on compter la durée des vacations pour la perception des droits d'enregistrement? — En règle générale, la vacation est de trois heures, toute fraction d'une ou deux heures doit être comptée pour une vacation; néanmoins les officiers publics peuvent faire des vacations de quatre heures, en indiquant cette intention.—Dans l'une et l'autre hypothèse, le calcul de vacation doit se faire par jour. — Délibération du conseil d'administration de l'enregistrement du 25 mai 1830, approuvée le 28 du même mois, t. 39, p. 146.

SÉPARATION DE BIENS (1).

CHAP. I. *De la demande en séparation de biens.*—Art. 1. *Préliminaires.*

1. La femme mineure a-t-elle be-

(1) V. *Arbitr.* 34 —*Aut. de femme*, 23, 54.—*Dem. nouv* 75.—*Enreg.* 33, 148.—*Expl.* 373 et *s.*—*Interv.* 30 et *s.*, 94.—*Jug. p. déf.* 207.—*Min. pub.* 41.—*Ress.* 88, 171, 259.—*Renv.* 40. —*Sais. imm.* 88 et *s.*—*Sép. de corps*, 5, 40.—*Surench.* 175 et *s.*—*Trib.* 383 à 385.

soin de l'assistance d'un curateur pour former sa demande en séparation de biens?—M. Pig. t. 2. p. 524, dit que l'assistance d'un curateur est nécessaire. — M. Merl. *Rép.* v° *Séparation de biens*, pense que l'autorisation du juge suffit pour habiliter à plaider la séparation; d'après M. F. L. t.5, p. 502, 2e coll., ni le Code civil ni le Code de procédure n'exigeant qu'il soit nommé à la femme mineure un curateur, suppléer cette procédure ce serait ajouter arbitrairement à la loi.—M. B. S. P. p. 671, not. 5, sans énoncer précisément son opinion, conseille de ne pas négliger de faire assister la femme mineure d'un curateur. — *V. J. A.* t. 21, p. 114, n° 36. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 352, 4.

2. Par qui doit être nommé ce curateur? Est-ce par le tribunal ou par le conseil de famille?

Suivant M. Pig. t. 2, p. 524, ce curateur doit être nommé par le tribunal, suivant M. F. L. t. 5. p. 102, 2e col., c'est par le conseil de famille; M. B. S. P. p. 671, not. 5, partage cette dernière opinion.—*V. J. A.* t. 21, p. 114, n° 37.

3. Une femme n'est pas tenue de présenter en personne la requête à l'effet d'être autorisée à demander sa séparation de biens contre son mari. —Brux, 7 mars 1832.

4. L'abandon par la femme du domicile marital la rend-il non recevable dans la demande en séparation de biens qu'elle intenterait postérieurement. — Oui, Turin, 8 déc. 1810. — Non, Gren., 1er août 1817, t. 21, p. 78, n° 6.

5. La femme demanderesse en séparation de biens peut, par mesure conservatoire, faire saisir-gager les meubles et effets garnissant la maison de son mari.—Lim., 7mars 1823, t. 25, p. 88.—*V.* M. Pig. *Comm.* t.2, p.530.—*V.* aussi C. T. t.2, p. 355, 16. —V. *infrà*, n° 7, et la note.

6. Elle peut aussi faire une saisie-arrêt sur les redevances des biens à elle appartenants. —Caen, 16 mars 1825, t. 32, p. 136.—*V.* le n° suiv.

7. Et même le droit de faire des actes *conservatoires* accordé à la femme demanderesse en séparation, s'étend jusqu'à saisir les effets mobiliers que le mari aurait précédemment vendu en fraude de ses droits. —Cass. 30 juin 1807, t.21, p.76, n°3. —Selon M. Carr. t 5, p.228, n° 3939, la femme a le droit faire apposer les scellés sur les effets de la communauté. Telle est aussi l'opinion de M. F. L. t. 5, p. 103. — *V.* aussi MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 564; D. C. p. 544, et Merl. v° *Séparations de biens*, sect. 2, § 3, p. 415 (1).

8. La demande en séparation de biens formée contre un mari en faillite, doit être dirigée contre lui, mais les syndics doivent y être appelés.—Bourg. 17 mars 1828.

9. Et si cette demande n'a été dirigée que contre les syndics, la femme peut, sur l'appel, mettre son mari en cause, pour régulariser sa procédure. — Bourg. 17 mars 1828.

10. Lorsque pendant une instance en séparation de biens, le mari tombe en faillite, la femme doit appeler les syndics en cause — Bourg. 24 mai 1826, t. 33, p. 283.

11. La disposition du Code d'après laquelle le juge peut, avant de délivrer son ordonnance, faire à la femme toutes les représentations qu'il jugera convenables est purement facultative, et il ne doit pas dès lors être dressé de procès-verbal par le juge.—C. T. t. 2, p. 352, 3.

12. Les juges peuvent ordonner d'office la preuve des faits sur lesquels est fondée la demande en séparation de biens. — Nancy, 4 mai 1827. Colin.

12 *bis.* Est nul le jugement qui, en matière de séparation de biens, ordonne une enquête sans préciser les faits sur lesquels elle doit porter. —Nancy, 4 mai 1827. Colin.

Art. 2. *Extraits des demandes en séparation de biens et jugements.*

13. Les officiers publics qui reçoivent les extraits prescrits par les art. 866 et suiv. C. p. c., peuvent en constater la remise comme ils le jugent convenable. — Opinion de la régie de l'enreg.—V. *J.A.* t.33, p.207.

14. Les avoués ont qualité pour faire et signer les extraits destinés à ces insertions, excepté ceux des contrats de mariage des commerçants. —Opinion de la régie de l'enreg.— *J. A.* t. 33, p. 207.

15. Déc. min. relative aux formalités à observer pour constater le dépôt et l'insertion de ces extraits, et aux droits accordés aux avoués et aux greffiers pour leur rédaction.— 19 oct. 1828, t. 36, p. 5.

16. Les extraits que les avoués remettent aux greffiers, pour les insertions prescrites par les art. 866, 867, 872 et 880 C. p. c. peuvent être écrits sur du papier de la plus petite dimension. — Opinion de la régie de l'enreg. t. 33, p. 207.

17. Ainsi ces extraits peuvent être écrits sur papier au timbre de 35 ou 70 cent, selon leur teneur, et sont assujettis à l'enregistrement préalable au droit fixe d'un franc.—Décis. minist. 19 oct. 1828, t. 36, p. 5.

18 et 19. Décidé également que les extraits des demandes et des jugements de séparations à déposer, soit aux greffes des tribunaux, soit aux chambres des avoués et notaires, doivent être tous revêtus de l'enregistrement.—Délib. du cons. d'adm. 26 mai 1829, t. 37, p. 132.—Décis. de l'adm 25 mars 1831, t. 40, p. 282

20. Les demandes en séparati[on] de biens doivent-elles être affiché[es] quelque soit le régime sous leq[uel] la femme s'est mariée? — L'affirm[a]tive est soutenue par MM. Car[r.] t. 3, p. 226, n° 2934; et Pig. t. [2,] p. 521.—V. *J.A.* t. 21, p. 115, n°[38.]

21. Les certificats délivrés par [les] secrétaires des chambres des avou[és] constatant l'insertion de la demand[e] ne donnent lieu, comme ceux d[es] greffiers, qu'aux déboursés, plus [le] droit de rédaction pour l'acte co[n]statant le dépôt de l'insertion. — T. t. 2, p. 355, 15.

22. Lorsqu'il n'existe pas, da[ns] l'auditoire d'un tribunal, un table[au] destiné à l'insertion des demand[es] et jugements en séparation de bien[s,] le vœu des art. 866 et 872 du Co[de] de procédure, est rempli par l'af[fi]che de ces mêmes jugements, da[ns] la partie de l'auditoire affectée à cet[te] destination.—Turin, 4 janv. 181[1,] t. 21, p. 90, n° 13.—Tel est l'avis [de] MM. Carr. t. 3, p. 226, n° 293[3.]— *V. J. A. ibid.*

23. Cette affiche peut être appos[ée] avant la signification du jugeme[nt] au mari.—Turin, 4 janv. 1811, t. 2[1,] p. 98, n° 14. — Tel est l'avis [de] M. Carr. t. 3, p. 231, n° 2944.—[V.] *infrà*, n° 27 et suiv.

24. Il n'est pas nécessaire à pei[ne] de nullité, que le jugement prono[n]çant une séparation de biens, so[it] inséré dans les journaux. — Bor[d.] 30 juill. 1833, t. 46, p. 145.

25. Le jour auquel la dernière d[es] formalités prescrites par les art. 86[6,] 867 et 868, a été remplie, doit-[il] compter dans le calcul des jours q[ui] composent le mois qui, aux term[es] de l'art. 869, doit s'écouler ava[nt] que le jugement sur la demande e[n] séparation puisse intervenir?

Ainsi, en supposant que la da[te] de la dernière formalité accompl[ie] soit du 12 janv. le jugement doit-[il] être prononcé le 12 fév. suivant?— M. Carr. t. 3, p. 227, n° 2937, sou[]tient la négative, et cette opinio[n] paraît avoir été celle du Tribu[n] Mouricault, *V.* édit. de F. Dido[t,] p. 215. Mais elle n'est pas partagé[e] par M. Delap. t. 2, p. 406. — V. [J.] *A.* t. 21, p. 115, n° 39. — Le dél[ai] dont il s'agit est-il susceptible d[e] l'augmentation à raison de la distan[ce] des lieux où résident les créancie[rs] du mari?—Non.—*V.* MM. Pig. t. [2,] p. 530, et Carr. t. 3, p. 228, n° 293[8.]

26. Le mari qui, dans une in[s]tance en séparation de biens, a ex[é]cuté un jugement obtenu par [sa] femme, ou qui a défendu au fond[,] ne peut, en cause d'appel, se préva[]loir pour faire annuler ce jugemen[t] de ce que l'extrait de la demand[e] formée contre lui n'a pas été insér[é] dans les journaux —Riom, 9 jui[n] 1809, t. 21, p. 77, n° 4.—*V.* dan[s] le même sens M. Pig. *Comm.* t. 2[,] p. 564; M. Carr. t. 3, p. 225, not[.] 1, n° 2, semble aussi approuve[r] cette doctrine.

(1) V. *suprà*, les nos 5 et 6, p. 542; notre mot *Séparation de corps*, nos 47 à 69; *infrà*, n° 97.

26 *bis*. Jugé au contraire qu'on peut pour la première fois, en appel demander la nullité d'une séparation de biens.—Bord. 22 janv. 1834. t. 47, p. 486.

27. L'affiche de la sentence de séparation de biens doit nécessairement précéder l'exécution de cette sentence.—Poit. 9 janv. 1817, t. 21, p. 75, n° 1.—V. *suprà*, n° 23, et les n^{os} suivants.

28. L'exécution d'un jugement de séparation de biens doit être précédée, à peine de nullité, de l'insertion au tableau placé dans l'auditoire du tribunal de commerce, quelle que soit la profession du mari, qu'il soit ou non commerçant. —Caen, 14 juill. 1830, t. 39, p. 176.—*V*. le n° qui précède.

29. Ainsi les poursuites prescrites par l'art. 1444 C. c. doivent être, à peine de nullité, précédées de l'accomplissement des formalités exigées par les art. 1445 C. c et 872 C. p. c.—Rouen, 1er déc. 1825, t. 31, p. 85.—V. *suprà*, n°s 23 et 27, et *infrà*, n°s 35 et 36.

30. En cas de séparation de biens lorsque le tribunal de commerce ne siége pas dans la ville habitée par le mari, le jugement de séparation ne doit pas être affiché dans l'auditoire de ce tribunal, mais bien dans la principale salle de la maison commune de cette ville.—Montp. 18 mars 1831, t. 41, p. 554.—*V*. le n° qui suit.

31. C'est à peine de nullité que le jugement de séparation de biens doit être affiché dans la principale salle de la maison commune, lorsqu'il n'y a pas de tribunal de commerce dans la ville où la séparation a été prononcée.—Amiens, 21 déc. 1825, t. 31, p. 174.—*V*. le n° qui précède.

32. Lorsque le tribunal civil du domicile du mari remplit les fonctions de tribunal de commerce, l'extrait du jugement de séparation de biens, dont parle l'art. 872 C. p. c. ne doit pas être affiché seulement dans l'auditoire du tribunal, mais encore, et à peine de nullité, dans la maison commune. —Brux. 26 juin 1828.—*V*. le n° qui précède.

33. Lorsqu'il n'y a pas de tribunal de commerce dans le lieu même qu'habite le mari, il n'est pas nécessaire à peine de nullité que la lecture du jugement de séparation en soit faite à l'audience du tribunal du chef-lieu de l'arrondissement. —Montp. 11 juill. 1826, t. 32, p. 164.

34. L'avoué n'a aucun droit pour la lecture du jugement au tribunal de commerce.—C. T. t. 2, p. 358, 31.

35. Lorsque la liquidation des reprises de la femme a lieu avant l'accomplissement des formalités exigées par les articles 1445 C. c. et 872 C. p. c. les créanciers peuvent y former opposition jusqu'à ce qu'elle ait été publique. — Renn. 27 août 1812, t. 21, p. 206, n° 18.—V. *suprà*, les n°s 23 et 27, et *infrà*, n° 36.

36. Comme aussi la femme qui a acheté des meubles de son mari par acte sous seing privé, et en vertu d'un jugement de séparation de biens qui n'a pas été lu à l'audience du tribunal de commerce ni inséré au tableau, ne peut opposer cette vente aux créanciers de son mari, encore que son contrat de mariage porte clause de non-communauté; ce n'est pas le cas d'appliquer l'art. 1595.—Paris, 18 mars 1814, t. 21, p. 101 n° 24.—Pour constater la lecture, il suffit que le greffier certifie, au pied du jugement, qu'elle a été faite — Haut. p. 490; Pig. t. 2, p. 532; Carr. t. 3, p. 232, n° 2946. — *V*. aussi M. D. C. p. 545 —*V*. sur la question MM. Pig. t. 2, p. 531; Haut. p. 490, 3e alin. Thom. Desm. p. 321, d^{er} alin. Pr. Fr. t. 5, p. 142; Carr. t. 3, p. 233, n° 2948.—Dans le sens contraire, *V*. MM. D. C. p. 546; Delap. t. 3, p. 408, et B. S. P. p. 672, n. 14.

37. Les formalités prescrites par le Code de commerce pour la publicité des séparations de biens entre négociants, ne s'appliquent qu'aux séparations conventionnelles, et non aux séparations judiciaires, surtout si la séparation a été prononcée et exécutée avant le Code.—Cass. 9 sept. 1813, t. 21, p. 99, n° 22; M. Carr. t. 3, p. 225, n. 1, paraît approuver cette doctrine.

38. En tous cas, la seule inobservation de ces formalités ne donnerait point aujourd'hui le caractère de banqueroute frauduleuse à la faillite de l'époux qui les aurait négligées.—Cass. 9 sep. 1813, t. 21, p. 99, n° 23.

39. L'avoué n'a droit qu'à une seule vacation pour toutes les insertions qu'il doit faire faire de l'extrait de la demande.—C.T. t. 2, p. 354, 12.

Chap. II. *Du jugement.*—Art. 1. *Voies pour l'attaquer.*

40. Pour que les créanciers du mari puissent se pourvoir contre le jugement qui a prononcé la séparation de biens, il faut que cette séparation ait été prononcée en fraude de leurs droits.—Brux. 26 juin 1828.

41. Ainsi, dans le cas contraire, ils sont non-recevables à en demander la nullité, à cause de vices de forme, ou de non accomplissement de quelques unes des formalités prescrites par la loi sur cette matière.—Brux. 26 juin 1828.

42. Les créanciers du mari ne peuvent attaquer, par voie de simple opposition, le jugement par défaut qui a prononcé la séparation de biens sur la demande de la femme.—Colm. 31 août 1811, t. 21, p. 93, n° 17.

Les créanciers pourraient-ils interjeter appel du jugement? — Non, selon le Pr. Fr. t. 5, p. 142.—Oui, suiv. MM. B. S. P. p. 673, n. 17; Pig. *Comm.* t. 2, p. 570; Mouricault, édit de F. Didot, p. 316.—*V*. aussi M. Carr. t. 3, p. 239, n° 2961. – Le Pr. Fr. t. 5, p. 144, répond affirmativement sur la question de savoir si, en supposant que la voie d'appel fût interdite aux créanciers, ils n'auraient pas, du moins, celle de la requête civile.

43. La demande en séparation de biens est soumise à la communication au minist. public.—C.T. t. 2, p. 356, 18.

44. Après un jugement de séparation de biens exécuté conformément à la loi, par la femme qui l'a obtenu, les créanciers qui n'ont point été appelés, ont le droit de former tierce opposition, et de demander que le jugement leur soit signifié; ils doivent être admis à faire preuve que lorsque la sentence a été rendue, les causes de l'action en séparation avaient cessé d'exister, et que, lorsque l'épouse a invoqué à l'appui de sa demande, le péril où se trouvait sa dot, fondé sur les poursuites des créanciers, qui avaient un procès avec son mari, ce moyen présenté par la femme n'était qu'un leurre pour induire les juges en erreur, par la raison surtout que dans l'espèce, une transaction avait eu lieu entre le mari et les créanciers de son épouse.—Orl. 11 nov. 1818, t. 21, p. 108, n° 31.

45. La fin de non-recevoir prononcée par l'art. 873 C. p. c. contre les créanciers qui ne forment opposition au jugement de séparation de biens, que plus d'un an après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 873, laisse entière l'action en nullité de la séparation, pour défaut de poursuites dans la quinzaine du jugement. —Cass. 13 août 1816.— Bourg. 15 fév. 1832, t. 21, p. 80, n° 8; et p. 113, n° 35 — *V*. MM. Merl. *Rép.* v° *Séparation de biens*, t. 12, p. 418; Carr. t. 3, p. 258, n° 2958; D. C. p. 547, 3e alin. Delap. t. 2, p. 408, 5e alin. et suiv. B. S. P. p. 673, n. 16.—Mais si le jugement est régulier dans la forme et au fond, les créanciers peuvent-ils l'attaquer en tout temps par voie de tierce opposition?—*V*. M. Carr., t. 3, p. 239, n° 2959, qui soutient l'affirmative.—M. D. C. p. 547, limite la faculté d'attaquer le jugement à dix années du jour de la découverte du dol. — M. F. L. t. 5, p. 106, 1re col. 5e alin, pense que cette faculté ne dure qu'une année. — M. Pig. t. 2, p. 544, § 3, professe la même opinion. — *V*. aussi Pig. *Comm.* t. 2, p. 569.— Si, au lieu du jugement, c'est l'exécution qui préjudicie aux créanciers, peuvent-ils attaquer en tout temps l'acte d'exécution fait en fraude de leurs droits? — MM. Pig. t. 2, p. 545; et Carr. t. 3, p. 240, n° 2962, soutiennent l'affirmative.—V. *infrà*, n° 49, 51, 54 et 55.

46. La nullité du jugement de séparation de biens peut être proposée sur l'appel, bien qu'elle ne l'ait pas été devant les premiers juges; elle

n'est pas de celles qui, d'après l'art. 173 C. p. c. se couvrent par le silence des parties. — Cass. 11 juin 1818, t. 21, p. 80, n° 9.

47. Comme aussi on n'est pas déchu de proposer la nullité de l'exécution d'un jugement de séparation de biens, lorsqu'elle n'a pas été présentée avant toute autre exception.— Cass. 15 juill. 1830, t. 39, p. 176.

48. Elle peut être également opposée malgré le changement de qualité survenu chez la femme, par le décès de son mari durant l'instance. — Cass. 11 juin 1818, t. 21, p. 80, n° 10.

49. L'action en nullité de la part d'un créancier contre un jugement qui prononce une séparation de biens, ne se prescrit que par trente ans. — Cass. 9 juill. 1828, t. 35, p. 313.— V. *suprà*. n° 45.

50 Les créanciers du mari postérieurs au jugement de séparation et à l'exécution de ce jugement, ne peuvent pas l'attaquer et faire valoir la nullité résultant du défaut d'exécution dans le délai légal.—Colm. 26 déc. 1826, t. 37, p. 54.

51. L'obligation imposée par l'article 873 C. p. c. aux créanciers du mari de former dans le délai d'une année, sous peine de déchéance, tierce opposition au chef du jugement qui prononce la séparation de biens, s'étend-elle au chef qui liquide les reprises de la femme?—Oui, Colm. 31 août 1811. — Cass. 4 déc. 1815. —Dijon, 6 août 1817. — Riom, 26 déc. 1817. — Non, Rouen, 12 mars 1817. — Bord. 20 juin 1826.—Gren 21 mars 1817, Gerin C. Gerin. — *Id.* 3 juill. 1828. — *Id.* 6 juin 1829, Brun C. Marchand, t. 21, p. 93, n° 16, t. 22, p. 52, et t. 37, p. 35. — MM. Carr. t. 3, p. 239, et B. S. P. p. 673, not. 17, paraissent approuver cette doctrine.—V. *suprà*, n° 45 et les n^os^ suiv.

52. Le tiers détenteur d'un immeuble grevé de l'hypothèque légale de la femme, n'a, pour former tierce opposition au jugement de séparation de biens, que le délai accordé à tous les créanciers du mari par l'art. 873 C. p. c.—Dijon, 6 août 1817, t. 21, p. 93, n° 18.—*V.* le n° suivant.

53. Jugé au contraire que les tiers détenteurs des immeubles d'un mari, poursuivis par la femme de celui-ci, en vertu du jugement qui l'a déclarée séparée de biens, et l'autorise à exercer ses reprises, peuvent attaquer ce jugement pendant 30 ans, à partir du jour où il leur est opposé, à moins qu'ils n'aient figuré dans un ordre où ils ont laissé colloquer la femme pour ses créances. — Gren. 28 nov. 1832, t. 45, p. 437. —V. *suprà*. n° 45, 49, 51 et 52.

54. La disposition de l'art. 873 C. p. c., d'après laquelle les créanciers sont non-recevables après l'expiration du délai d'un an à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement de séparation de biens s'entend en ce sens seulement que les créanciers ne peuvent plus mettre en doute, si le cas de la séparation est arrivé ; mais elle ne les prive pas du droit de contester, même après ce délai, les créances ou les hypothèques qu'un jugement aurait mal à propos attribué à la femme, surtout quand celle-ci n'a point poursuivi l'exécution de la sentence de séparation dans la quinzaine aux termes de l'art. 1444.—Gren. 6 juin 1817 et 11 janv. 1819, t. 21, p. 104, n° 26 et 27. —V. *suprà*, n°s 45 et 51.

55. Les créanciers d'un mari contre lequel sa femme a obtenu la séparation de biens, peuvent former tierce opposition au jugement qui le condamne à payer un supplément de reprises par suite de la nullité de la liquidation opérée entre eux, lors même qu'il se serait écoulé plus d'une année depuis ce jugement. — Cass. 26 mars 1833, t. 44, p. 254. —V. *suprà* n°s 45 et 51.

56 Lorsque pendant une instance en séparation de biens, le mari tombe en faillite, la femme doit appeler les syndics en cause; mais quoique non appelés, ceux-ci doivent attaquer le jugement de séparation dans l'année. —Bourg. 24 mai 1826, t. 33, p. 283.

Art. 2. *Exécution du jugement.*

§ 1. *Délai pour l'exécuteur.*

57. La séparation de biens doit-elle, à peine de nullité, recevoir son exécution dans la quinzaine du jour du jugement qui la prononce?—Oui Cass. 11 déc. 1810, 11 juin 1818.— 13 août 1818.—Colmar, 11 déc. 1811. —Metz, 28 juin 1815.—Renn. 23 fév. 1820. — Non, Lim 24 déc. 1811 et 10 août 1812.— Gren. 10 mai 1820, t. 15, p. 155, v° *Jugement*, 1re partie, n° 185, et t. 21, p. 80, n° 7. — MM. Carr. t. 3, p. 234, n° 2950, *Comm. des Annales du notariat*, t. 5, p. 563 ; D. C. p. 545; Pig. t. 2, p. 5; Haut. p. 490, se déclarent pour le système de nullité. — Dans un sens contraire, *V.* M. B. S. P. p. 173, n° 15.

58. La séparation de biens non exécutée dans la quinzaine du jugement est sans effet, lorsque le jugement qui la prononce est par défaut; de même que lorsque la séparation est prononcée contradictoirement.— Amiens, 19 fév. 1824, t. 26, p. 99 — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 231, n° 2943; F. L. t. 5, p. 104, 1re coll. 6e alin. Delap. t. 2, p. 407.

59. Un jugement par défaut qui prononce une séparation de biens peut être exécuté avant l'expiration de la huitaine de la signification. — Toul. 23 août 1827, t. 35, p. 296.

60. Le défaut d'exécution d'un jugement de séparation de biens, dans le délai de quinzaine, entraîne la nullité non seulement du jugement, mais encore de toute l'instance qui l'a précédé. — Cass. 11 juin 1823, t. 25, p. 105.—V. *infrà*, n° 82.

§ 2. *Quand il y a exécution.*

61. La poursuite en liquidation de ses reprises, exercée par la femme dans la quinzaine du jugement, est une exécution suffisante de ce jugement.—Colm. 31 août 1811, t. 21, p. 93, n° 19.—*V.* M. B. S. P. p. 673, not. 15.

62. Un jugement de séparation ne devient pas nul, quoique le paiement des reprises de la femme qu'il autorise ne soit point entièrement réalisé dans la quinzaine. — Cass. 3 fév. 1834, t. 46, p. 382.

63. Il suffit, pour que le jugement de séparation soit réputé exécuté qu'il y ait eu des poursuites commencées dans la quinzaine de sa prononciation, et que ces poursuites aient été continuées depuis.— Gren. 6 juin 1829.—Brun C. Marchand.

64. L'article 1444 C. c. qui exige à peine de nullité, que les poursuites en exécution de la séparation de biens soient commencées dans la quinzaine du jugement, et non interrompues depuis, n'est pas applicable lorsque la séparation de biens est une suite de la séparation de corps; alors il n'y a pas nullité de la séparation, quoiqu'il y ait eu interruption dans les poursuites, et qu'elles n'aient été commencées qu'après la quinzaine.—Bord. 4 fév 1811, t. 21, p. 91, n° 15.— M. Pig t. 2, p. 574, est d'un avis contraire Son opinion est combattue par MM. Carr., t. 3, p. 250, n° 2986 et B. S. P., p. 673, n. 4. — *V.* aussi M. Carr., t. 3, p. 226, n° 2933.

65. L'interruption pendant deux ans des poursuites commencées dans la quinzaine du jugement de séparation, rend ce jugement sans effet —Poit. 9 janv. 1817, t. 21, p. 75, n° 2.— Telle est l'opinion de M. Carr., t. 3 p. 236, n° 2953 *in fine*.—*V.* M. Pig t. 2, p. 594.

66. Mais une femme séparée de biens, n'est pas censée interrompre les poursuites, par elle commencées dans la quinzaine du jugement de séparation, par cela seul qu'ayant à combattre un créancier de son mari elle cesse d'agir directement contre ce dernier, pour plaider contre le créancier en présence de son mari —Cass. 23 mars 1819, t. 21, p. 109 n° 32.—Quand y a-t-il interruption de poursuites dans le sens de l'art 1444, C. c.?—*V.* sur cette question MM. Pig., t. 2, p. 534; Carr., t. 3 p. 236, n° 2953, et B. S. P.

67. La signification d'un jugement de séparation de biens faite dans la quinzaine par le mari à la femme avec commandement de s'y conformer, constitue un acte de poursuite qui empêche la séparation d'être nulle. — Nîmes, 23 mars 1830. — Viala C. Barbusse. — *V.* le n° qui suit, et 5, *infrà* n°s 69 à 75.

68. La signification d'un jugement, prononçant une séparation de biens, constitue un commencement

l'exécution suffisant pour prévenir la nullité de cette décision.—Bord., 10 juill. 1833, t. 46, p. 145. — V. le n° qui précède, et *infrà*, n° 74 *bis*.

69. Comme aussi il y a exécution suffisante d'un jugement de séparation de biens, dans le sens de l'art. 1444, C. c., lorsque dans la quinzaine la femme l'a fait signifier à son mari avec commandement de payer les frais, et a repris la possession de ses biens, surtout si c'est par le fait des juges qui ont ordonné une plus ample instruction que le paiement réel des reprises n'a pas été effectué. —Cass. 30 mars 1825, t. 30, p. 305. —V. M. Pig. t. 2, p. 502.—V. *suprà*, n°s 67 et suiv.

70. Il en est de même, lorsque dans la quinzaine du jugement la femme a accompli les formalités nécessaires pour la publicité, et qu'il a été signifié au domicile du mari, avec sommation de l'exécuter, bien que le commandement de payer et la saisie des meubles, n'aient commencé que quelques jours après l'expiration de la quinzaine.—Amiens, 17 mars 1826, t. 31, p.176.—V. *suprà*, n°s 67 et suiv.

71. Le jugement prononçant une séparation de biens, est réputé exécuté, s'il a été signifié au mari avec commandement et suivi d'un procès-verbal de carence.—Cour royale de Bord. 19 mai 1832, t. 45, p. 511. —V. *suprà*, n°s 67 et suiv.

72. N'est pas nulle une séparation de biens judiciaire, si le jugement qui l'a prononcée a été, dans la quinzaine de son obtention, signifié avec commandement de payer, suivi seulement cinq mois après d'un procès-verbal de carence.—Cass. 6 déc. 1830.—Romier C. Torcal —V. le n° qui précède, et *suprà*, n° 67 et suiv.

73. La signification d'un jugement par défaut qui prononce une séparation de biens, et l'affiche du jugement sont également des commencements de poursuites.—Cass. 9 juill. 1828, t. 35, p.313.—V. *suprà*, n°s 67 et suiv.

74. La citation en conciliation donnée par la femme à son mari, en exécution d'un jugement de séparation, ne peut pas être considérée comme un commencement de poursuites dans le sens de l'art. 1444, C. c., si elle n'est pas suivie dans le mois à compter de la non conciliation d'une demande en justice.—Nîm. 31 mars 1819, t. 21, p. 110, n° 33. —Telle est aussi l'opinion de M. B. S. P. p. 192, n. 28, n° 6.

74 *bis*. La simple signification d'un jugement de séparation peut-elle être considérée comme un commencement de poursuites?—Oui, suivant M. Pig. t. 2, p. 534.—Non, selon M. Carr. t. 3, p. 236, n° 2952.—V. *suprà* n° 68.

75. L'appel interjeté d'un jugement de séparation en interrompt les poursuites.—Amiens, 9 sept. 1825.—Cottard C. Cottard.

76. Si l'exécution d'un jugement de séparation n'avait pas eu lieu, en conformité de l'art. 1444 C. c. et que ce jugement attaqué par appel eût été confirmé, le délai ne courrait-il pas utilement à partir de l'arrêt confirmatif.—Nous avons soutenu l'affirmative *J. A.* t. 21, p. 116, n° 41, conformément à l'opinion de M. Carr. t. 3, p. 237, n° 2957.

77. Des poursuites commencées dans la quinzaine du jugement prononçant une séparation de biens, ont pu, quoique suspendues pendant presqu'un an, être considérées par une Cour royale comme n'ayant pas été légalement interrompues pendant un temps insuffisant pour annuler la séparation sans que son arrêt puisse, sous ce rapport, donner ouverture à cassation.—Cass. 2 mai 1831, t. 41, p. 394.

78. La femme séparée de biens, qui n'a pas exercé les poursuites prescrites par l'art. 1444 C. c., dans le délai qu'il détermine, ne peut être déclarée non recevable à les intenter après ce délai, si le jugement qui a prononcé la séparation de biens ne contient pas la liquidation de ses droits et reprises, mais seulement un appointement de preuves relatif à cette liquidation.—Besanç. 30 juin 1809, t. 21, p. 78, n° 5.

79. Lorsqu'après la faillite du mari un jugement de séparation de biens a été rendu au profit de l'épouse, contradictoirement avec les syndics de la faillite, la femme n'est tenue qu'à justifier de ses diligences quant à l'exécution du jugement; exiger une liquidation réelle et complète de ses reprises, serait souvent vouloir la chose impossible, surtout en matière de commerce —Orl. 12 nov. 1817, t. 21, p. 105, n° 28.—V. M. Carr. t. 3. p. 233, n° 2947.

80. Les poursuites exigées par l'art. 1444 C. c. en exécution d'un jugement qui prononce la séparation de biens contre un failli, doivent être dirigées contre le mari et ses agens ou syndics, dont la femme doit poursuivre en ce cas la nomination.—Bourg. 24 mai 1826, t. 33, p. 283.

81. Comment doit-on exécuter le jugement en ce qui concerne *l'acte authentique* exigé par l'art. 1444, C. c. pour effectuer le paiement des droits de la femme, lorsque le mari ne se présente pas.—V. *J. A.* t. 21, p. 116, n° 40. où nous avons indiqué, d'après M. Carr. t 3, p. 232, n° 2945, la marche à suivre dans ce cas.

§ 3. *Qui peut invoquer la nullité résultant du défaut d'exécution.*

82. Le défaut d'exécution d'un jugement prononçant une séparation de biens entraîne la nullité, tant de ce jugement que de l'instance qui l'a précédée.—Bord. 22 janv. 1834, t. 47, p. 486.—V. *suprà*, n° 60.

83. La nullité résultant de ce que le jugement de séparation de biens n'a pas été exécuté dans la quinzaine du jour où il a été rendu, n'est établie qu'en faveur des créanciers; elle ne peut être opposée par les époux, surtout s'ils ont exécuté, quoique tardivement, la séparation. —Colm. 8 août 1820, t. 21, p. 112, n° 34 —V. M. Colas Delanoue, t. 2, p. 278.

84 et 85 Le mari ne peut opposer la nullité résultant de ce que le jugement de séparation de biens n'a pas été exécuté dans la quinzaine.—Gren. 14 mars 1818.—Cass. 30 mars 1825, t. 21, p. 106, n° 29, et t. 30, p 305 — Décision contraire, Am. 19 fév. 1824, t. 26, p. 99.—Bord. 17 juill. 1833, t. 46, p. 177. — Aix, 30 nov. 1832.—Raymond C. Roche —V. *infrà*. n° 87.

86. La séparation de biens exécutée par la femme, ne peut être attaquée par elle, après la mort du mari.—Cass. 29 août 1827, t. 33, p. 348.

87. Comme aussi le mari qui ne s'est pas opposé à l'exécution du jugement de séparation de biens faite après les délais, qui, plus tard, a actionné la femme en sa qualité de séparée quant aux biens, n'est pas recevable à lui contester cette qualité en se prévalant du défaut d'exécution dans les délais.—Colm. 26 déc. 1826, t. 37, p. 54. — V. *suprà*, n° 84.

88. Les créanciers du mari ne sont pas liés par l'acquiescement donné par lui à l'exécution d'un jugement de séparation de biens. — Caen 15 juill. 1830, t. 29, p. 176.

89. Les créanciers peuvent, même après le délai d'un an, demander la nullité d'une séparation de biens pour inobservation des formalités légales —Bord. 22 janv. 1836, t. 47, p. 486.

90. La collocation dans un ordre au profit d'une femme comme séparée de biens, ne peut être demandée par celui qui a figuré au jugement de séparation et qui n'en a pas demandé la nullité pour inexécution dans les délais.—Renn. 18 mai 1833.—Guéraud C. Davy.

Art. 3. *Suites de la séparation de biens.—Dépenses.*

91. La femme séparée de biens, qui, renonçant à la communauté, n'en a pas fait la déclaration au greffe, n'est pas recevable à opposer la nullité de cette déclaration faite dans une autre forme —Cass. 6 nov. 1827.—La dame Vivot C. son mari

92. La renonciation d'une femme à la communauté est-elle de rigueur, et doit-elle être absolue? Oui, d'après ce que dit M. le tribun Mouricault (V. éd. F.-Did. p. 316). Telle paraît être aussi l'opinion de M. B. S. P. p. 722, n. 5; mais tous les jurisconsultes qui ont examiné la question, sont d'un avis absolument opposé. — V. MM. Pig. t. 2, p. 532, et surtout Pig. *Comm.* t. 2, p. 571; Carr. t. 3, p. 240, n° 2963,

Paris, 28 juill. 1809, t. 21, p. 147, n° 25.

17. L'époux demandeur en séparation de corps peut, devant sa cour royale, articuler à l'appui de sa demande des faits nouveaux survenus depuis l'intance d'appel. — Brux. 6 déc. 1830. D.C. D.—V. *suprà*, n°s 14 et suiv., et *infrà*, n°s 20 et 21.

18. Comme aussi la femme demanderesse en séparation de corps, peut sur l'appel par elle interjeté du jugement qui refusait de l'admettre à la preuve des faits par elle avancée, développer ceux qu'elle avait articulés et en ajouter de nouveaux, mais antérieurs à sa requête en séparation. —Bord. 29 déc. 1829, t. 39, p. 101.

19. On ne peut, sur l'appel du jugement qui a admis à la preuve de faits vagues, articuler de nouveaux faits antérieurs ou postérieurs à la demande en séparation.—Dij. 11 fév. 1819.— Décis. contraire, Paris, 23 avril 1806; t. 21, p. 135, n° 13. V. *suprà*, n°s 14 et suiv.

20. Les faits articulés à l'appui d'une demande en divorce, peuvent être reproduits avec des faits nouveaux de sévices et injures graves pour motiver une demande en séparation de corps lorsque le demandeur s'est désisté de l'appel qu'il avait relevé du jugement qui rejetait sa première demande.—Paris, 12 août 1825. Lef... C. sa femme.—V. *suprà*, n°s 14 et 17.

21. L'époux demandeur en séparation de corps peut articuler en tout état de cause, même sur l'appel, des faits qui n'auraient pas été compris dans sa requête, surtout s'il ne les connaissait pas au moment de sa demande.—Metz, 5 juill. 1824. Martinet C. son épouse.—V. *suprà*, n°s 14 et 17.

22. Le défendeur à une demande en divorce, est encore recevable après le jugement qui porte admission de la demande, à contester la pertinence des faits allégués, et à soutenir que les pièces produites doivent être rejetées du procès, comme y étant étrangères.—Brux. 25 mars 1826.

23. La comparution en personne de l'époux défendeur à la demande en séparation de corps devant le président, n'est pas prescrite à peine de nullité.—Cass. 28 mai 1828. De Chabannes C. sa femme.—V. *infrà*, n°s 25 et 26.

24. En cas de maladie constatée de l'un des deux époux, le président doit se présenter à son domicile pour remplir les fonctions de conciliateur, ou se borner à renvoyer la comparution des parties à un autre jour qu'il indique.—C. T. t. 2, p. 362, 6.

25. Si le défendeur refusait de se présenter, son absence empêcherait-elle le président de passer outre?—La négative est adoptée, *J. A.* et enseignée par M. DELVINCOURT, t. 1, p. 438; CARR. t. 3, p. 245, n° 2950; DELAP. t. 2, p. 411, 1er alin.; HAUT. p. 495, 6e alin.; TH. DESM p. 324, d^er alin.; F. L. t. 5, p. 112, 4e alin. —V. *J. A.* t. 21, p. 172, n° 57.—Le président ne doit pas dresser procès-verbal, selon M. CARR. n° 2971. — *V.* aussi PIG. t. 2, p. 559, 2e alin. et *J. A. loc. cit.*—V. *suprà*, n° 23 et le n° qui suit.

26. Lorsque le mari, sur la citation qui lui a été donnée, a été empêché de comparaître devant le président, et que par conséquent, sa tentative de conciliation n'a pu avoir lieu, la demande ne peut être autorisée et la femme ne peut recevoir la permission de se retirer dans un autre domicile. — Pau, 18 janv. 1830, t. 38, p. 349.—V. le n° qui précède.

27. Il n'est pas dû de vacation à l'avoué pour remettre les pièces au président.—C. T. t. 2, p. 3627.

28. Lorsqu'en matière de séparation de corps, le président du tribunal n'a pu concilier les parties, il n'est pas nécessaire qu'elles se présentent en conciliation devant le juge de paix; elles peuvent se pourvoir directement devant le tribunal. — Cass. 17 janv. 1823 et 17 juill. 1825. Lyon, 12 janv. 1825, t. 24, p. 18; et t. 30, p. 87 et p. 192.—*V.* aussi *J. A.* t. 21, p. 172, n° 58, où nous avons soutenu l'opinion consacrée par ces arrêts.—V. *infrà*, n° 31.

29. La demande en séparation de corps n'a pas besoin d'être insérée et affichée par extrait comme la demande en séparation de biens.—C. T. t. 2, p. 367, 28.

30. Si l'ordonnance du président qui n'a pu concilier les parties, ordonne la remise des effets à la femme et que le mari refuse, il peut être fait commandement par l'exploit même d'ajournement, sinon par un commandement spécial.—C T. t. 2, p. 263, 13.

31. Le défendeur à une séparation de corps, qui forme une demande incidente, n'est point tenu d'épuiser à cet égard le préliminaire de la conciliation devant le tribunal civil. — Orl. 2 août 1821, t. 21, p. 171, n° 56. —V. *suprà*, n° 28 et le n° qui suit.

32. Mais le mari défendeur à la demande en séparation dirigée contre lui par sa femme, ne peut pas, par voie de reconvention, former contre elle une pareille demande, sans l'appeler préalablement en conciliation devant le président.—Renn. 26 déc. 1820, t. 21, p. 170, n° 55.—V. *suprà*, n°s 28 et 31.

33. L'époux demandeur en séparation qui, pour réparer une irrégularité dans sa procédure de conciliation, tente une deuxième épreuve dans la forme légale, est dispensé de se désister de la première instance qu'il a introduite. — Gren. 24 août 1833, t. 47, p. 585.

Art. 2. *Fins de non-recevoir.*

34. Le mari ne peut faire résulter une fin de non-recevoir contre la demande en séparation de corps formée par sa femme, de ce qu'elle ne justifie pas de sa résidence dans le lieu que lui avait fixé le tribunal.—Turin, 11 fév. 1811.—Brux. 26 déc. 1811. —Nîm. 26 déc. 1811.—Cass. 27 janv. 1819. — Renn. 26 déc. 1820, Renn. 11 fév. 1829, t. 21, p. 154, n° 34 et p. 170, n° 52.—Les art. 268 et 269 au titre du divorce, ne sont pas applicables à l'instance en séparation. C'est aussi l'avis de MM. CARR. t. 3, p. 243, n° 2975 : et F. L. t. 5, p. 112, *contrà*, M. DELAP. t. 2, p. 412.—Les circonstances font décider si l'abandon par la femme du lieu qui lui a été assigné pour demeurer la rend non-recevable à demander la séparation. —*V.* MM. CARR. t. 2, p. 579; et PIG. *Comm.* t. 2, p. 679.—*V.* le n° qui suit, et *infrà*, n° 37.

35. Une femme ne devient pas non-recevable dans sa demande en séparation de corps, parce qu'au lieu d'habiter la maison qui lui a été assignée par le président du tribunal, elle en habite une qui lui a été choisie par la personne chez laquelle elle devait se retirer. — Nancy, 30 août 1832, t. 41, p. 533.—*V.* le n° qui précède.

36. Comme aussi il n'y a pas fin de non-recevoir contre la demande en séparation de corps, lorsque la femme demanderesse quitte la résidence que ses père et mère avaient momentanément choisie dans le lieu du domicile conjugal, et qui lui avait été indiquée à elle-même pour les suivre à trente lieues de leur résidence dans leur domicile habituel. — Orl. 5 août 1815, t. 21, p. 161, n° 42.

37 et 38. La femme est recevable en sa demande en séparation de corps, quoique sur la sommation du mari, elle n'ait pas réintégré le domicile conjugal.—Paris, 24 janv. 1826. Frin C. Frin.—V. *suprà*, n° 34.

39. Lorsqu'un arrêt rejette la demande en séparation de corps formée par la femme, et la condamne à réintégrer le domicile conjugal, celle-ci peut, en reproduisant sa demande sur de nouveaux motifs, se dispenser d'exécuter cet arrêt, sans que son mari ait le droit de lui opposer comme une fin de non-recevoir ce défaut d'exécution.—Nîm. 26 déc. 1811, t. 21, p. 154, n° 35.

40. La femme qui a échoué sur une demande en séparation de biens, n'est pas, par cela seul, non-recevable à demander ensuite la séparation de corps quoique celle-ci entraîne la séparation de biens. —Cas. 23 août 1809, t. 21, p. 148, n° 26. —*V.* M. CARR. t. 3, p. 243, n. 2; et F. L. t. 5, p. 114.

41. Un époux poursuivi en séparation de corps ne peut, après avoir assisté à l'enquête, interpelé les témoins, signé le procès-verbal et proposé des moyens de nullité contre quelques-unes des dépositions, prétendre non recevable la demande en séparation, parce qu'on n'aurait articulé dans la requête que des faits antérieurs à une réconciliation avouée, sans ajouter le détail de ceux qui l'avaient suivie. —Renn. 7 août 1820, t. 22, p. 168, n° 50.

42. L'époux contre lequel la séparation de corps est demandée, ne peut pas être admis à critiquer, pour la première fois, devant la Cour, les faits articulés dans la requête, sous prétexte que ces faits ne sont pas suffisamment énoncés. — Renn. 24 nov. 1820, t. 21, p. 169, n° 51.

43. Une plainte en adultère de la part du mari ne peut arrêter la demande en séparation de corps formée par la femme. — Bord. 3 janv. 1826, t. 31, p. 186.

44. Le défendeur à une action en séparation de corps ne peut pour la première fois demander en appel à prouver qu'il y a eu réconciliation entre les parties, s'il n'a point fait de contre-enquête en première instance.—Aix, 21 déc. 1831, t. 42, p. 272.—V. *ibid. nos Observations.*

45. Lorsqu'une action en séparation est éteinte par la réconciliation le demandeur peut néanmoins en intenter une nouvelle pour causes survenues depuis la réconciliation, et dans ce cas, faire usage des anciennes causes pour appuyer sa nouvelle demande. —Bord. 18 mars 1830. —Cazabon C. Cazabon.—V. *infrà*, n° 71.

46. Quel est l'effet de la mort de l'un des deux époux dans le cours de l'instance en séparation?

Cet incident, dit M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 568, *in fine*, éteint nécessairement l'action quant à son objet principal, mais il n'en est pas de même quant aux accessoires. — V. *J. A.* t. 21, p. 174, n° 62.

Art. 3. *Mesures provisoires et conservatoires.—Sursis.*

47. Le président peut autoriser la femme *demanderesse* à une demande en séparation de corps, à se retirer dans une maison pendant l'instance —Cass. 26 mars 1828.

48. Mais le juge ne peut autoriser la femme à résider hors de l'arrondissement du tribunal saisi de la demande. — Paris, 4 déc. 1810, t. 21, p. 151, n° 31. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 246, n° 2974.

49. En matière de séparation de corps, l'ordonnance du président autorisant la femme à former cette demande et à se retirer pendant l'instance dans un domicile qui lui est indiqué, est susceptible d'appel. — Pau, 18 janv. 1830, t. 38, p. 349.

50. En matière de séparation de corps et autres cas d'urgente nécessité, les magistrats, sans statuer sur l'exception d'incompétence absolue, peuvent ordonner des mesures provisoires, par exemple qu'il sera payé une pension par l'époux pour assurer l'existence de la femme et de ses enfants.—Paris, 30 août 1825. — Femme de Attayde C. son mari.

51. La femme peut réclamer une provision, bien qu'avant de former la demande en séparation de corps elle ait quitté le domicile marital sans autorisation de justice. — Aix, 29 frim. an 13, t. 21, p. 130, n° 8.

52. La provision réclamée par la femme doit être fixée en raison des facultés du mari et de la fortune par elle apportée lors de son mariage — Renn. 26 déc. 1820, t. 21, p. 170, n° 53.

53. On peut surseoir à statuer sur la quotité de la pension qui sera allouée à l'épouse, lorsque la fortune de l'époux dépend de l'événement d'un procès pendant.—Renn. 21 fév. 1826. D. C. D.

54. En matière de séparation de corps, il peut y avoir une exception à la règle prescrite par l'art. 134, C. p. c., qui veut que lorsqu'il est formé une demande en provision, et que la cause est en état sur le fond, les juges prononcent sur le tout par un seul et même jugement.—Besanç. 20 déc. 1816, t. 21, p. 165, n° 47.

55. Lorsque dans le cours d'une instance en séparation de corps, le mari succombe sur une demande incidente en provision alimentaire, le tribunal doit le condamner aux dépens au lieu de les réserver jusqu'à la décision définitive. — C. T. t. 2, p. 366-25.

56. Les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour prononcer sur l'administration provisoire des enfants pendant l'instance en séparation de corps.—Renn. 31 juill 1811, t. 21, p. 158, n° 37.

57. Lorsqu'il s'élève des soupçons sur la moralité des époux, les enfants, sur une réquisition du ministère public peuvent être confiés à une tierce-personne. — Renn. 21 fév. 1826, D. C. D.

58. L'époux demandeur en séparation de corps peut, comme en matière de divorce, requérir l'apposition des scellés sur les effets mobiliers de la communauté. — Brux. 8 mars 1807, t. 21, p. 22, n° 12. — Décis. contraire.—Paris, 9 janv. 1823, t. 25, p. 4. — C. T. t. 2, p. 364, 22. —V. *infrà*, n°s 60, 63 et suiv..

59. Le mari, défendeur à la demande en séparation de corps a le droit de faire apposer les scellés sur les meubles et effets de son épouse qui garnissent son domicile temporaire pendant l'instance en séparation de corps. — Angers, 16 juill. 1817, t. 21, p. 55, n° 44. Voy. M. Carr. t. 3, p. 306, n° 1.

60. La femme, demanderesse en séparation de corps, peut requérir l'apposition des scellés sur les meubles et effets dépendans de la communauté. Cette apposition peut avoir lieu lorsque les meubles de la communauté se trouvent encore dans l'ancien domicile des époux, quoique le mari en ait consenti la vente, s'il s'élève entre cette vente des présomptions de fraude et de simulation. —Brux., 13 août 1812, t. 21, p. 46, n° 371.—V. *suprà*, n°s 58 et suiv.

61. Pendant le cours de l'instance en séparation de corps, une succession s'ouvre au profit de la femme demanderesse, le mari a le droit de requérir l'apposition des scellés, et la confection d'un inventaire.—Ang. 16 juill. 1817, t. 21, p. 55, n° 46.

62. Les tribunaux peuvent aussi ordonner au profit de la femme, des actes conservatoires, autres que ceux autorisés par l'art. 270 C. civ., par exemple le dépôt d'une somme de la communauté dans la caisse des consignations — Metz, 23 juin 1819, t. 21, p. 167, n° 49.

63. Mais la femme ne peut, par des oppositions, empêcher son mari de toucher les revenus, les oppositions n'ont d'effet que pour garantir les capitaux de la dot. — Paris, 29 niv. an 11, t. 21, p. 124, n. 1. — V. *suprà*, n° 58, et *infrà*. 64 et suiv.

64. Pendant l'instruction de la demande en séparation de corps, la femme à laquelle une succession vient à échoir, ne peut requérir le séquestre des biens qui la composent; le mari demeure toujours administrateur de droit.—Ang., 27 août 1817, t. 21, p. 181, n° 4.—Cette jurisprudence est contestable. — *V.* MM. Mallev., t. 4, sur l'art. 1961; Delvinc., t. 3, p. 666; Pig., t. 2, p. 315, n° 4, alin. 7; J. Rodier, sur l'art. 1er, t. 19 de l'ord. de 1667. — V. *suprà*, n° 58.

65. L'art. 270, C. c., n'admet pas le séquestre des revenus des biens de la femme demanderesse en *séparation de corps*, et le président d'un tribunal ne peut pas l'autoriser par une ordonnance de référé. — Liège, 13 janv. 1809, t. 21, p. 179, n° 1.— V. *suprà*, n° 58.

66. La femme demanderesse en séparation de corps n'a pas besoin de provoquer contradictoirement avec son mari, les mesures provisoires autorisées pour la conservation de ses droits.—Renn. 22 juill. 1818, t. 21, p 166, n° 48.—Les demandes provisoires que la femme avait omis de former dans sa requête, peuvent être formées en tout état de cause, suivant MM. Carr. t. 3, p. 250, n° 2984, et Pig., t. 2, p. 561.

67. On ne peut appliquer à la séparation de corps les art. 259 et 260, C. civ., relatifs au divorce; en conséquence, les juges n'ont pas la faculté de surseoir pendant une année à la prononciation de leur jugement. —Montp., 1er prair. an 13 —Renn. 21 fév. 1826, t. 21, p. 134; n° 10 M. Pig., t. 2, p. 569, est de ce avis —*V.* M. Carr., t. 3, p 250, n° 2985.

68..... Surtout si l'action en séparation de corps est intentée pour cause d'adultère. — Corse, 2 avr. 1824, t. 30, p. 218.

69. Lorsqu'une femme a formé contre son mari une demande en séparation de corps, et qu'ensuite elle a intenté une action en nullité de son mariage, elle ne peut pas soutenir que cette dernière action est préjudicielle, et qu'il doit être sursis à statuer sur la demande en séparation, jusqu'après le jugement

de l'action en nullité.—Paris, 21 janv. 1811, t. 21, p. 153, n° 33.

CHAP. II. *Du jugement de la demande.* — Art. 1. *Enquête et contre-enquête.*

70. Il appartient aux juges à qui la demande en séparation de corps est soumise, d'apprécier si les faits sont circonstanciés suffisamment, et leur décision à cet égard ne saurait constituer de contravention à la loi. —Cass. 2 mars 1808, t. 21, p. 141, n° 18. —*V. ibid. les Observations.*

71. Les juges ont le droit de déclarer que les faits postérieurs à la réconciliation sont assez graves pour faire revivre les anciennes causes de séparation invoquées par l'époux demandeur. — Cass. 2 mars 1808, t. 21, p. 141, n° 19.—V. *suprà*, n° 45.

72. L'époux défendeur qui articule des faits de réconciliation, ne peut se plaindre de ce que, au lieu d'ordonner exclusivement la preuve de ces faits, le tribunal l'admet à la preuve contraire des faits articulés par l'autre époux.—Limog. 15 janv. 1817, t. 21, p. 125, n° 5.

73. La partie qui n'a pas réclamé contre l'audition des témoins sur des faits non compris dans l'appointement de contrariété n'est pas recevable à s'en plaindre.—Cass. 26 mai 1807, t. 21, p. 125, n° 4.

74. En matière de séparation de corps, on ne peut faire écarter par l'autorité de la chose jugée des faits antérieurement déclarés inadmissibles, lorsque ces faits anciens ne sont qu'une partie de ceux sur lesquels est fondée la demande. — Cass. 28 juin 1815, t. 6, p. 498, n° 86.

75. En matière de séparation de corps, on ne peut poursuivre l'enquête sommairement et à l'audience. — Colm., 22 av. 1807, t. 21, p. 140, n° 16 — M. CARR., t. 3, p. 249, n° 2982, décide la question dans le même sens. — *V.* aussi M. HAUT, p. 496.

76. L'assignation donnée pour assister à une enquête ordonnée sur une demande en séparation de corps doit, à peine de nullité, contenir l'indication du jour, du mois et de l'année auxquels elle est signifiée. — Nancy, 27 mars 1827, t. 40, p. 52.

77. Les principes généraux sur les reproches des témoins, ne sont pas applicables aux demandes en divorce et en séparation de corps; spécialement, le témoin donataire du demandeur n'est pas reprochable. — Cass. 8 juill. 1813, t. 21, p. 161, n° 41.

78. De même en matière de séparation de corps, la parenté n'est pas une cause de reproche d'un témoin. —Cass. 8 mai 1810, t. 21, p. 150, n° 29.—*V*, MM. F. L., T. 2, p. 361. PIG., *Comm.*, t 1, p 357; CARR., t. 1, p. 672, n° 1057; B. S. P., p. 677, n. 7. n° 6; HAUT., p. 497.

79. Les père et mère des époux peuvent être également entendus comme témoins dans les causes en séparation de corps.—Paris, 12 déc. 1809, t. 21, p. 148, n° 27. — L'opinion des auteurs est conforme.—*V*, MM. PIG. t. 2, p. 563; PIG. *Comm.* t. 1, p. 537, et t. 2, p. 580; F. L. t. 5, p. 113; CARR t. 3, p. 249, n° 2983; B. S. P. p. 677, n° 7; HAUT. p. 497.

80. Aussi en matière de divorce, les témoins n'ont pas besoin d'être interpellés par le juge sur leur parenté, alliance, ou état de domesticité avec les parties.—Cass. 3 mai 1809, t. 21, p. 146, n° 24.

81. Mais les juges peuvent, selon les circonstances, écarter la déposition des parents et des domestiques entendus dans une enquête sur une demande en séparation.—Bord. 7 mai 1833, p. 45, 615.

82. Les témoins doivent, comme dans une instance ordinaire, déclarer leur âge et profession, à peine de nullité.—Lyon, 18 déc. 1810, t. 21, p 152, n° 32.

83. Si les prénoms des témoins qui doivent être entendus ne sont pas énoncés dans les citations qui leur sont données, il n'en résulte pas la nullité de leur déposition.—Paris, 11 av. 1812, t. 21, p. 160, n° 40. —*V* MM. CARR. t. 1, p. 147, et B. S. P. p. 199, n. 20.

84. En matière de divorce, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, que tous les témoins désignés dans le jugement qui avait permis l'enquête fussent entendus, ou que la non comparution des absents fut constatée par le procès-verbal d'enquête.—Cass. 22 nov. 1815, t. 21, p. 162, n° 43.

85. Si l'un des témoins produits par l'époux demandeur en divorce était accusé de faux témoignage et poursuivi au criminel par l'époux défendeur, cette circonstance ne pouvait suspendre le jugement de l'instance en divorce.—Cass. 22 nov. 1815, t. 21, p. 162, n° 44.

86. Le défendeur à la séparation de corps ne peut faire déposer dans la contre enquête sur des faits qui n'ont point été articulés lors du jugement qui a ordonné l'enquête.— Brux. 27 flor. an 13, 20 frim. an 14. —Poit. 21 janv. 1808.—Paris, 18 mai 1810, t. 21. p. 131, n° 9.—V. *ibid.* nos *Observations.*

87. Mais l'époux demandeur en séparation de corps peut, après l'annulation d'une première enquête, être admis à une seconde, si, toutefois les faits par lui articulés de nouveau, sont autres que ceux qui ont été l'objet de la première.— Poit. 22 fév. 1829, t. 37, p. 183.

88. En matière de divorce ou de séparation de corps, les nullités d'enquête doivent être proposées avant toutes défenses et exceptions, sans que des réserves puissent empêcher ces nullités d'être couvertes par la procédure subséquente.—Paris, 29 fév. et 16 mars 1812, t. 21, p. 159, n° 39.

89. L'extrait du jugement de séparation de corps doit être inséré au journal.—C. T., t. 2, p. 367, 27.

90. Les dépens d'une demande en séparation de corps, formée par une femme contre son mari, sont à la charge de la communauté. — C. T., t. 2. p. 365, 23.

91. Dès que la séparation de corps est prononcée, la femme peut se choisir tel domicile qu'elle juge convenable. Elle a ce droit, surtout si quelques obstacles rendent actuellement impossible l'exécution du jugement qui lui aurait ordonné de demeurer chez ses père et mère. — Dij., 28 av. 1807, t. 21, p. 140, n° 17.

92. Dans le cas de séparation de corps, les enfants peuvent être confiés à la mère qui a obtenu la séparation, sans que les droits de la puissance paternelle en soient blessés.—Cass. 24 mai 1821, t. 23, p. 194.

93. Le tiers qui a logé, nourri, blanchi, etc., la femme, demanderesse en séparation de corps, laquelle s'est retirée chez lui, en vertu de l'autorisation du juge, a le droit de répéter ses dépenses contre le mari, comme chef de la communauté, lors même que la femme a succombé. — Poit., 7 mars 1827, t. 33, p. 343.

94. Comme aussi le tiers qui a avancé à la femme, demanderesse en séparation de corps, les frais nécessaires à la poursuite de son procès, peut les répéter contre le mari, comme chef de la communauté, lors même que la femme succombant, les dépens sont compensés par le jugement. — Poit., 7 mars 1827, t. 33, p. 343.

95. Les dépens mis à la charge de la communauté ne peuvent être répétés par la femme contre le mari par voie de saisie-exécution; ils peuvent seulement être prélevés comme créance de la communauté, lors de la liquidation.—C. T., t. 2, p. 366, 24.

96. Le demandeur peut appeler du jugement qui admet la preuve des faits articulés, en se fondant sur ce que ces faits sont vagues et non précisés.—Dij., 11 fév. 1819, t. 21, p. 135, n° 14.

97. L'appel est suspensif en matière de séparation de corps.—Ang., 28 juill. 1808, t. 21, p. 143; n° 21, MM. CARR., t. 3, p. 250. n° 2987, approuve cette décision. *Secùs*, suivant le même auteur, du pourvoi en cassation.

98. La femme qui a été déboutée de sa demande en séparation de corps ne doit pas de toute nécessité, obtenir gain de cause en appel; si son mari ne comparait pas. — Brux., 1er mai 1811, t. 21, p. 158, n° 36.— *V*. M. DELAP., t. 2, p. 413.—V. *infrà*, n° 102.

99. La femme demanderesse en séparation de corps, n'est pas sur l'appel, recevable à arguer de nullité la procédure qu'elle a suivie en première instance. — Brux., 29 janv. 1806, t. 21. p. 135. n° 12.

100. La femme séparée de corps et de biens ne peut, sur l'appel du

jugement qui a prononcé la séparation, demander pour la première fois que les avantages qu'elle a faits à son mari soient déclarés comme non avenus.—Renn., 23 av. 1810, t. 21, p. 150, n° 28.

101. Les Cours d'appel saisies d'une demande en séparation, peuvent faire procéder à de nouvelles enquêtes.—Cass. 26 mai 1807, t. 21, p. 125, n° 3 — V. *suprà*, n° 15.

102. Le delai donné à la femme qui a obtenu sa separation de corps pour accepter ou répudier la communauté, ne court qu'à partir de l'expiration des trois mois donnés à son mari pour appeler du jugement qui la prononce, lors même qu'il y aurait acquiescé auparavant. — Colmar, 8 août 1833.—V. *suprà*, n° 98.

SEQUESTRE (1).

C. Ier QUAND DOIT-ON NOMMER UN SÉQUESTRE? 1 à 17. — C. II. QUI NOMME LE SÉQUESTRE? — DROITS ET DEVOIRS DU SÉQUESTRE. — DROITS DU POSSESSEUR, 18 à 26. *à* 26.

1. Combien faut-il de personnes pour opérer un séquestre? — Quoique l'art. 1956 C. c., définisse le séquestre, le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, le séquestre ne peut être fait que par deux personnes au moins —*V.* MM. MALLEVILLE, t. 4, p.64, DELVINCOURT, t 3, p. 666, not 8, 3e alin. et *J. A*, t. 21, p. 186, n° 11.

2. L'héritier qui a vendu une quotité de ses droits dans une succession non encore liquidée, peut réclamer le séquestre des biens de cette succession, jusqu'à ce que le partage ait fait connaitre s'il n'avait pas d'autres reprises à exercer. — Bourg. 8 mars 1822, t. 21, p. 183, n° 9.

3. Le légataire particulier, dont la qualité n'est pas justifiée, ne peut demander le séquestre des biens de la succession.—Angers, 27août 1817, t. 21, p. 181, n° 5.

4. Le séquestre est une mesure toujours soumise à la prudence des juges; ils peuvent l'ordonner quand l'écriture d'un testament olographe instituant légataire universel est méconnue par l'héritier du sang. — Bourg. 18 déc. 1826, t. 33, p. 82.—*V. infrà*, n° 13.

(1) V. *Cont. p. c.* 7.—*Dem. n.* 136.—*Jug. p. et i.* 120.—*Redd. c.* 88.—*Ress.* 438.—*Sais. immob.* 615, 616, 617, 902 *ter*, 1221 — *Sép.* 64 et *s.*

5. Les tribunaux peuvent ordonner le séquestre des biens d'une succession pendant l'instance sur la validité d'un testament. — Montp. 19 juin 1827, t. 34. p. 84.

6. Le vendeur d'un immeuble qui a fait prononcer la rescision de la vente pour vilité du prix, a droit de demander le séquestre, encore que l'acquéreur usant de la faculté accordée par l'arrêt de rescision, ait déclaré préférer payer le supplément de prix, et le séquestre doit être maintenu jusqu'à ce que le supplément ait été intégralement payé. — Bourg. 8 mars 1822, t.21, p.182, n°7.

7. Il en est de même quand le vendeur attaque la vente d'un immeuble, comme entachée de dol et de fraude; le séquestre doit être ordonné et maintenu jusqu'à la décision du procès. —Bourg. 8 mars 1822, t. 21, p. 183, n° 8.

8. Le séquestre peut être ordonné contre la partie qui allègue en faveur de la propriété qu'elle réclame un acte authentique, si cet acte est attaqué comme renfermant une donation déguisée.—Poit 29 janv. 1813, t. 21, p. 179, n° 2.—*V.* M. PIG. t. 2, p. 315.

9. Les créanciers hypothécaires inscrits ont droit de réclamer le sequestre d'un immeuble *dépendant de la succession de leur débiteur*, et qui se trouve entre les mains d'un tiers à titre d'antichrèse.—Bourg. 8 mars 1822, t. 21, p. 183, n° 10.

10. Le séquestre d'une forêt ne peut être ordonné dans une instance qui n'a pour objet que des droits d'usage réclamés sur cet immeuble, à moins que sans cette mesure ces droits puissent être anéantis.—Colm. 2 janv. 1834, t. 47, p. 478.

11. Un tribunal peut ordonner le séquestre d'un immeuble qui donne lieu à une surenchère. — Bord. 17 mai 1831, t. 41, p. 629.

12. Si l'usufruitier requis de faire procéder à un inventaire n'obéit pas à la sommation qui lui est faite, les biens soumis à l'usufruit peuvent être mis en séquestre. — Gren. 27 mars 1824, t. 27, p. 151.

13. La disposition de l'art. 1961, C. c., n'est pas limitative; les tribunaux peuvent ordonner le séquestre toutes les fois que l'intérêt des parties semble l'exiger. — Bourg. 8 mars 1822, t. 21, p. 182, n° 6.—*V. suprà*, n° 4.

14. Peut-on ordonner, par mesure conservatoire, le séquestre d'une chose qui n'est pas contentieuse? — L'affirmative est soutenue par MM. PIG. t 22, p. 315, n° 4, et DELVINCOURT, t. 3, p. 666, alin. 7, not. 9.- V. *J. A.* t. 21, p. 186, n° 12. — *V.* aussi *suprà*, les nos 1 et suiv., et *infrà*, n° 15.

15. Ainsi les tribunaux peuvent nommer un gérant à une succession, quoiqu'il n'existe aucun litige entre les héritiers, quant aux biens de l'hérédité, mais ce n'est pas là un séquestre judiciaire.—Cass. 27av.1825, t. 32, p. 212.—*V.* le n° qui précède.

16. Le juge qui se trouve saisi d'une contestation élevée entre deux individus qui se prétendent l'un et l'autre en possession d'un immeuble, n'est pas tenu dans tous les cas d'ordonner le séquestre. — Cass. 28 avr. 1813, t. 21, p. 180, n° 3. — *V.* MM. MERL. *Rép.* t. 12, p. 485, n° 1, et DELVINCOURT, t. 3, p. 666, not. 1.

17. On peut demander en appel que des biens litigieux soient mis sous le sequestre, lors même qu'en appelant du jugement de première instance on n'a pas attaqué le chef rejetant cette demande. — Bord. 12 janv. 1833, t. 44, p. 188.

C. 2. *Qui nomme le séquestre. — Des droits et des devoirs du sequestre.— Droits du possesseur.*

18. Lorsque les parties ne nomment pas le séquestre, le juge peut-il, en l'ordonnant, le nommer d'office? — Oui, mais les parties ont le droit d'en prendre un de leur choix. — *V.* MM. PIG. t. 2, p. 315 in fin., n° 3, 316 alin. 1 et suiv., et 317, 3e alin., n° 1.

19. Le séquestre, nommé d'office, peut-il être contesté par les parties ou par l'une d'elles?—Oui, selon M. PIG. t. 2, p. 317, alin. 5 et suiv.—*V.* dans quels cas *J. A.* t. 21, p. 187, not. 15.

20. Le séquestre peut-il être astreint à prêter serment? — M. PIG. t. 2, p. 316, n° 5, alin. 6, pense que le juge peut ordonner la prestation du serment, si les parties ou l'une d'elles le demandent, et même quand elles ne le demanderaient pas, lorsqu'elles sont incapables ou plaident dans l'intérêt d'un absent. Quant au mode de prestation, M. PIG. dit qu'on peut suivre par analogie la règle prescrite par l'art. 305 C. p. c. pour le serment des experts. — V. *J. A.* t. 21, p. 188, n° 16.

21. Le séquestre d'un immeuble peut-il exercer les actions possessoires? —BOURJON, *Droit commun de la France*, liv.2, chap. de la complainte, sect. 2, soutient la négative, et cette opinion est partagée par M. H. D. P., compétence des juges de paix, p.362. —V. *J. A.* t. 21, p. 189, n° 17, t. 2, v° *Action*, nos 23 et 99.

22. Quoique l'objet contentieux ait été déposé par plusieurs personnes, le séquestre peut-il répéter ses dépenses *in solidum* contre celui auquel la chose est adjugée en définitive?— M. DELVINCOURT, t. 3, p. 666, not. 8, *in fin.*, soutient l'affirmative. Cette opinion est adoptée par un motif autre que celui donné par cet auteur, et que nous tirons de l'art. 1948 C. c., *J. A.* t. 21, p. 189, n° 18 —*V.* PIG. t. 2, p 321, n°3, 6 alin.

23. Que doit-on entendre par ces mots de l'art. 1960, C. c., *parties intéressées* ?

On doit entendre par ces expressions non seulement les parties qui ont fait le dépôt, mais celles qui ont intérêt à sa conservation. C'est ce qui résulte de la discussion au conseil d'état et de l'exposé des motifs.—V. MM. MALLEVILLE, t. 4, sur l'art 1960; F. L. t. 2, p. 67, 1[re] col. 6 alin. et J. A. t. 21, p. 186, n° 13.

24. Le séquestre quoique destitué de l'administration d'une succession, et quoique comptable envers la veuve, peut poursuivre les héritiers en vertu d'un exécutoire. — Orl. 26 mai 1813, t. 19, p. 447, v° *Saisie exécution*, n° 70.

25. Le possesseur d'un immeuble litigieux et placé sous séquestre par un jugement qui lui a réservé la faculté d'y rentrer en donnant caution, doit, pour jouir de cette faculté, non seulement donner cette caution, mais encore acquitter les obligations que le séquestre a contractées envers le tiers pour le compte de qui il appartiendra, et fournir aux frais d'exploitation du domaine séquestré.—Bord. 27 juill. 1830. — Lesparre Duroc C. Béchet.

SERMENT (1).

C. 1. DU DROIT DE DÉFÉRER LE SERMENT. — A. 1 Qui peut déférer le serment?— Pouvoir facultatif des juges, 1 à 15.—A. 2. A qui et sur quoi le serment peut être déféré.—Déchéance, 16 à 29. —A. 3. Appel du jugement qui défère le serment d'office, 30 à 34. —C. 2. PRESTATION DU SERMENT. — A. 1. Du jugement qui l'ordonne. — De la comparution de la partie.—Constatation du serment, 35 à 49.—A. 2. Mode de prestation du serment, 50 et 61.— C. 3. EFFETS DE L'ADMISSION, DE LA PRESTATION, DU REFUS DE PRÊTER SERMENT.—DÉCÈS DE LA PARTIE, 62 à 73.

CHAP. I. *Du droit de déférer le serment.* —Art. 1. *Qui peut déférer le serment.—Pouvoir facultatif des juges.*

1. Le serment ne peut être déféré que par la partie ou son fondé de pouvoir spécial, et la faculté de transiger et de traiter ne comporte pas le droit de la part du mandataire de s'en rapporter à l'affirmation de la partie adverse.—Besanç. 3 juin 1824, t. 21, p. 224, n° 32.

2. L'avoué qui défère le serment sur un nouveau chef, doit présenter un nouveau pouvoir spécial indiquant l'objet sur lequel le serment doit porter.—Turin, 4 niv. an 11, t. 21, p. 194, n° 3. Cette décision serait la même aujourd'hui.—V. M. CARR. t. 1, p. 279, n° 510, et p. 821, al. 4.

3. Un avoué ne peut déférer le serment décisoire, à moins de pouvoir spécial à cet effet; et s'il le défère, la partie adverse peut se refuser à le prêter.—Besanç. 23 fév. 1827, t. 33, p. 213.

4. La partie qui défère le serment dans des conclusions subsidiaires, peut se rétracter tant que son adversaire n'a point fait acte d'acceptation.—Montp. 22 avr. 1833.

5. Les juges peuvent surseoir à prononcer, lorsqu'il s'agit de savoir si un mandataire a réellement reçu pouvoir de déférer le serment.-Turin, 2 avr. 1810, t. 21, p. 214, n° 23.

6. Quoique le juge de paix ait déféré le serment d'office lors de l'apposition des scellés, les parties intéressées peuvent en déférer un autre, et n'en conservent pas moins le droit de prouver ensuite que des effets de la succession ont été détournés.—Turin, 7 fév. 1807, t. 21, p. 197, n° 5.—Cette décision est approuvée par MM. F. L. t. 5, p. 93; CARR. t. 3, p. 293, n° 3077, et PIG. *Comm.* t. 2, p. 622.

7. La partie qui a prêté le serment décisoire est recevable à proposer un nouveau serment explicatif d'un fait, sur lequel elle ne s'est pas formellement prononcée.-Turin, 7 avr. 1807, t. 21, p. 197, n° 6.

8. Lorsque les plaidoiries sont terminées et que la cause n'a été renvoyée à une autre audience que pour la prononciation de l'arrêt, une partie ne peut plus déférer le serment à l'autre, et la disposition qui rejette ce serment n'a pas besoin d'être motivée.—Cass. 22 déc. 1829. t. 38, p. 146.

9. Les juges peuvent déférer d'office le serment, lorsque l'enquête et le commencement de preuve ne suffisent pas pour les convaincre.—Cass. 29 prair. an 1[illegible], et 8 sept. 1809, t. 21, p. 196, n° 3.—V. M. HAUT. p. 100. al 3. Mais on ne pourrait pas, après la prestation de serment, ordonner une enquête. — V. *infrà*, n° 62.

10. Le serment qui n'est déféré que subsidiairement, et pour les cas où les autres moyens seraient rejetés, n'est que supplétif, et les juges peuvent se refuser à l'ordonner.—Cass. 22 mai 1827.-Regnaud C. Hoche. —V. *infrà*, n° 12.

11. Un juge de paix peut surseoir à ordonner la comparution de l'une des parties à laquelle l'autre veut faire prêter serment, si ce serment ne lui paraît pas litis-décisoire.— Cass. 19 juin 1832.

12. Le serment déféré par une partie à sa partie adverse, dans le cas où le juge ne se trouverait pas assez éclairé, est un serment supplétoire que le tribunal peut se dispenser d'ordonner.—Cass. 3 fév. 1829.— Seguin C. Richou.—V. *suprà*, n° 10.

13. Une Cour royale peut se dispenser sur l'appel de statuer sur des conclusions tendantes à ce que le serment supplétoire déféré par les premiers juges soit prêté.—Cass. 21 nov. 1833.

14. Le tribunal saisi de la demande en paiement de salaires intentée par le mandataire d'une société contre un des associés, peut, si ce dernier forme une demande reconventionnelle fondée sur des fautes du premier, auquel il défère le serment, refuser d'obtempérer à la délation de ce serment.—Cass. 15 fév. 1832, t. 45, p. 532.

15. Le serment supplétoire ne peut être déféré au demandeur sur son offre, lorsqu'il n'existe pas de commencements de preuves par écrit. —Renn. 26 janv. 1813, t. 22, p. 437, v° *Tribunaux*, n° 29.

Art. 2. *A qui et sur quoi le serment peut être déféré.—Déchéance.*

16. Le serment décisoire ne peut être déféré à un mari qui ne figure dans l'instance que pour autoriser sa femme, quoique le fait soit personnel au mari et à la femme.— Ang. 28 janv. 1825, t. 29, p. 77.

17. On peut déférer le serment à une partie sur des faits personnels à l'huissier qu'elle a chargé de faire un acte d'exécution.—Agen, 9 nov. 1830.—Rosières C. Alanion.

18. Le juge peut déférer le serment au maître relativement aux à-compte donnés par lui à ses ouvriers sur l'année courante.—Cass. 21 mars 1827.—Pithier C. ép. Tuote.

19. Les juges peuvent déférer à un voyageur le serment supplétoire sur la valeur des effets contenus dans une malle qu'il a confiée à des agents d'une messagerie, et que ceux-ci ont perdue.—Brux. 2 mai 1831.—P. C. Busso.

20. Le serment décisoire peut être déféré sur le point de savoir si une obligation contient des intérêts usuraires.—Brux. 1[er] fév. 1809, t. 21, p. 211, n° 19.

21. Lorsque le créancier à qui le serment décisoire a été déféré, et qui l'a d'abord accepté, sur le point de savoir si la créance est usuraire, refuse ensuite de le prêter, offrant seulement d'affirmer que la somme qui lui est due est inférieure à celle

(1) L. *Acquiescem.* 136 *et s.* 215 *App.* 154, 432.—*Aut. de femme* 55. —*Avoc.* 7 *et s.*—*Avoué*, 9 *et s.*—*Dép.* 13, 77. — *Enq.* 23, 480. — *Enreg.* 196. — *Exéc.* 121 — *Expert*, 54 bis, 69, 102 *et s.* — *Faux inc.* 17, 35. — *Domm. int* 15.—*Interr. sur faits, et art.* 24, 69 *et s.* — *Jugem.* 57 bis, 6[illegible] *et s.* 575. — *Jugem. par déf.* 97, 231.—*Licit. et Part.* 44. — 157 *et s.*—*Offic. min.* 5.—*Pérempt.* 110. — *Redd. de compte* 42 — *Req. civ.* 31. —*Sais.-arr.* 255.— *Scell. et inv.* 81. —*Sequest.* 20.— *Trib.* 12. — *Trib. de comm.* 51[illegible] *et s.*

comprise dans l'obligation, mais supérieure à celle alléguée par le débiteur, celui-ci peut demander alors que le serment lui soit déféré à lui-même, et que la partie adverse en soit définitivement déchue. — Douai, 29 juill. 1816, t. 21, p. 219, n° 28.

22. Le serment décisoire peut être déféré contre un acte qu'on a qualifié de transaction sur procès.—Turin, 20 fév. 1808, t. 21, p. 199, n° 10.

23. Le serment décisoire ne peut plus être déféré sur un point irrévocablement jugé par arrêt contradictoire rendu entre les parties. — Bourg. 10 mars 1827.—Morchant C. Mathieu.—V. l'arrêt qui suit.

24. Le serment décisoire ne peut plus être déféré dans une contestation sur un fait qui a déjà été écarté par un jugement passé en force de chose jugée. Ainsi l'époux défendeur en séparation de corps, qui allègue un fait de réconciliation, n'est pas recevable à déférer sur ce fait le serment décisoire à son adversaire après qu'un jugement passé en force de chose jugée a décidé que la réconciliation n'avait pas eu lieu.—Cass. 22 août 1822, t. 24, p 285.—V. M. Merl. v° *Renvoi*, n° 2; Carr. sur l'art. 368; B. S P. p. 304, n° 4; Pig. t. 1, p. 438, et Pr. Fr. t. 2, p. 365.

25. Après que des créances ont été contestées dans un ordre, on ne peut déférer au créancier le serment décisoire —Bourg. 26 août 1814, t. 17, p. 271, v° *Ordre*, n° 153.

26. Lorsqu'un jugement permet à une partie la preuve de certains faits, elle peut, en renonçant au bénéfice de l'interlocutoire, déférer à son adversaire le serment décisoire sur les faits en question.—Metz, 28 août 1812, t. 21, p. 216, n° 26.—V. MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 289; Carr. t. 1, p. 277, n° 508.

27. Celui qui a soutenu, en première instance, qu'il ne pouvait être contraint au serment, peut être admis en appel à le prêter dans le cas où sa première défense n'est pas accueillie.—Brux. 1er fév. 1809, t. 21, p. 211, n° 20.

28. Le serment décisoire peut être, pour la première fois, déféré en appel sur les mêmes faits sur lesquels on s'était borné en première instance à demander un interrogatoire.—Tur. 1er mai 1810, t. 14, p. 719, v° *Interrogatoire*, n° 25.

29. Le tuteur doit-il prêter serment avant d'entrer en fonctions? —M. D. C. p. 588, s'élève avec force contre l'affirmative, et il n'existe, en effet, aucun texte de loi qui oblige le tuteur à prêter serment.—V. *J. A.* t. 8, p. 413, v° *Cons. de famille*, n° 87.

Art. 3. *Appel du jugement qui défère le serment d'office.* — V. *notre mot Acquiescement au § relatif au serment*, nos 176 à 185.

30. Lorsque le serment déféré d'office par le tribunal a été prêté en l'absence de l'adversaire, et sans opposition de sa part, l'appel du jugement est-il encore recevable?—Oui.—Renn. 10 août 1818, c'est peut-être 1808; 21 mars 1811; 13 mai 1812.—Tur. 28 août 1811.—Besanç. 15 mai 1818.—Am. 12 déc. 1822.—Non. Paris, 24 août 1810.—Renn 27 août 1812.—Nîm. 11 juill. 1821, t. 21, p. 205, n° 14, et t. 24, p. 366.—Pour l'affirmative, MM. Coff. et Carr. t. 1, p. 285, n° 521.

31. Le serment prêté à l'audience même à laquelle le jugement a été rendu, et en l'absence de la partie, n'enlève pas à cette partie le droit d'appeler de la disposition du jugement qui y est relative.—Montp. 21 déc. 1825, t. 30, p. 204.—V. MM. Toull. t. 10, p. 573; Pig. t. 1, p. 250; M. Q. D. v° *Appel*, p. 6.

32. Une partie n'est pas recevable à interjeter appel de la condamnation rendue contre elle, sous la condition que son adversaire prêterait un serment, si, au lieu de s'opposer formellement à cette prestation, elle s'est bornée à ne pas y assister.—Montp. 14 nov. 1832, t. 45, p. 438.

33. L'appel du jugement qui a déféré le serment d'office n'est pas recevable si l'on néglige d'interjeter appel aussi de celui qui a donné acte de la prestation du serment, et qu'on laisse, par suite, acquérir à ce second jugement l'autorité de la chose jugée.—Paris, 24 août 1810, t. 21, p. 206, n° 15.—V. *infrà*, n° 37.

34. Cependant il n'y a pas acquiescement à un jugement qui défère d'office le serment à une partie, par cela seul que l'appel n'en a pas été interjeté avant le jugement qui décerne acte de la prestation du serment.—Renn. 13 mai 1812, t. 21, p. 206, n° 16.

Chap. 2. *Prestation du serment.*— Art. 1. *Du jugement qui l'ordonne. —De la comparution de la partie. — Constatation du serment.*

35. Il suffit que les faits sur lesquels doit porter le serment, se trouvent relatés dans la partie du jugement qui contient l'exposé des faits. —Tur. 20 fév. 1808, t. 21, p. 199, n° 8.—Tel est l'avis de M. Carr. t. 1, p. 275, n° 504.—V. aussi M. B. S. P. p. 492, n. 3.

36. L'irrégularité dans l'énonciation des faits sur lesquels doit porter le serment, n'entraînerait pas la nullité du jugement qui l'a ordonné.—Turin, 20 fév. 1808, t. 21, p. 199, n° 9.—Mais l'omission des faits emporterait nullité suivant MM. Carr. t. 1, p. 275, n° 503; et F. L. t. 3, p. 155, n° 2.

37. L'arrêt par défaut qui donne acte d'une prestation de serment n'est qu'un procès-verbal qui constate des faits matériels et qui n'est pas susceptible d'opposition.—Nîm. 24 août 1820, t. 38, p. 320. — V. *suprà*, n° 33, et *infrà*, n° 46.

38. Le jugement qui défère le serment à l'une des parties, doit être signifié à personne ou domicile.— MM. Pig. t. 1, p. 245, et Carr. t. 1, p. 276, n° 506, sont d'accord pour la signification à avoué; mais M. Pig. pense que la signification à personne ou domicile n'est nécessaire que lorsque le jugement est par défaut. M. Carr. au contraire, pense qu'elle doit avoir lieu dans tous les cas; M. D. C. p. 106, partage cette opinion; M. Lep. croit que la signification à avoué est inutile, attendu qu'il s'agit d'un fait personnel à la partie. Nous pensons, en nous fondant sur l'art. 147 C. p. c., que la signification à avoué doit suffire.— V. *J. A.* t. 21, p. 235, n° 87.

39. On peut, dans la huitaine, signifier un jugement qui ordonne un serment avec sommation de s'y conformer.—Gren. 11 fév. 1813, t. 12, p. 490, v° *Exception*, n° 102. — V. *infrà*, n° 45.

40. Pour que la partie adverse de celui auquel le serment est référé, se présente à l'audience à l'effet d'assister à la prestation, il ne suffit pas de lui accorder le délai requis pour les actes d'avoué à avoué, il faut qu'il y ait, entre la signification et le jour fixé, un délai assez long pour que l'avoué puisse prévenir la partie, et celle-ci se présenter devant le tribunal. — Trèv. 4 mars 1808, t. 21, p. 200, n° 12. — V. *Biblioth. du barreau*, t. 1, p. 194; Carr. t. 1, p. 285, n° 520; F. L. t. 3, p. 155.

41. Lorsque le jugement ordonne que la partie, à laquelle le serment est déféré, le prêtera devant le tribunal du lieu de sa résidence ou de son domicile, la partie adverse doit être sommée de se trouver à ladite prestation de serment aux lieu, jour et heure indiqués, en observant les délais nécessaires au transport qui doivent être les mêmes que ceux des ajournements. — Orl. 9 déc. 1807, t. 21, p. 198, n° 7.— V. MM. Haut. p. 100, alin. 2; B. S. P. p. 493.

42. Le serment prêté en l'absence de la partie adverse, n'est pas nul. — Aix, 21 mai 1811, t. 22, p. 259, n° 78.—C'est ce qu'enseigne MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 292, n. 5; B. S. P. p. 493. n. 6, n° 1; et Pr. Fr. t. 1, p. 389. — V. aussi M. D. C. p. 108.

43. Un serment qui ne se rattache point à une instance en justice et déféré devant un juge de paix, n'est pas nul pour avoir été prêté en l'absence de celui qui l'a déféré, et sans qu'il y ait été appelé; lorsque dans l'acte par lequel il l'avait décerné, il ne s'en était point expliqué.—Pau, 11 mars 1824, t. 28, p. 182.

44. Lorsqu'un arrêt rendu entre trois parties, donne commission rogatoire à une cour de procéder à la réception d'une affirmation, et que deux seulement comparaissent pour assister à la prestation de serment,

il n'y a pas lieu à défaut joint contre la partie qui ne comparait point : l'affirmation doit être reçue malgré la non-comparution.—Poit. 10 janv. 1826, t. 30, p. 172.

45. L'arrêt ou le jugement par défaut qui change le jour indiqué pour la prestation d'un serment, peut être exécuté avant l'expiration de la huitaine de la signification.—Cass. 7 fév. 1831. Deveze Biron C. Baunes. — *V. suprà*, n° 39.

46. On ne peut former opposition à l'arrêt par défaut qui change le jour indiqué pour la prestation d'un serment, ni à celui qui donne acte de cette prestation.— Cass. 7 fév. 1831. Deveze Biron C. Baunes.—V. *suprà*, n° 37.

47. Le paraphe du président et du greffier constatent aussi légalement que tout autre renvoi, celui de la mention d'un serment qui doit être prêté à l'audience. — Cass. 30 juill. 1829, Baron C. min. pub.

48. Le serment prescrit par l'article 317 C. p. c. est suffisamment constaté, lorsque le procès-verbal de la séance indique l'accomplissement de cette formalité. — Cass. 15 avril 1824, t. 28, p. 268.

49. Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de prestation de serment soit communiqué à celui qui l'a déféré, et le jugement peut être prononcé sans autre formalités aussitôt après la prestation. — Tur. 31 déc. 1810, t. 21, p. 216, n° 25. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 280, n. 1, alin. 2.

Art. 2. *Mode de prestation du serment.*

50. Le serment judiciaire ne peut pas être prêté par procureur.—Poit. 21 prair. an 11, t. 21, p. 195, n° 2. —*V.* MM. Carr. t. 1, p. 280, et 281, n°s 512 et 513; D. C. p. 107 et 108; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 290, n. 1.—Sur le cas d'empêchement légitime, *V.* MM. Delap. t. 1, p. 127; F. L. t. 3, p. 155; Carr. t. 1, p. 281 et 282, n°s 514 et 516.

51. Lorsqu'il s'agit du serment décisoire, il n'y a point de formules judiciaires sacramentelles; le droit français ne connaît plus *d'actions nommées* consacrées chez les Romains par l'édit du prêteur, l'inobservance des prescriptions judiciaires, quant aux termes dans lesquels elles sont conçues, n'entraîne pas la nullité de ces actes. — Orl. 26 juill. 1810, t. 21, p. 224, n° 31.

52. Est admis le serment déféré par une partie quoique les juges en aient changé les termes, si elle consent à ce que la partie adverse le prête tel qu'ils l'ont modifié. — Agen, 2 nov. 1830. Rosières C. Alainon.

53. Les juges ne peuvent changer les termes du serment décisoire qu'ils autorisent une partie à déférer à l'autre.—Colm. 19 nov. 1832. Jost. C. Benoit.—V. le n° qui précède.

54. On ne peut considérer comme refusant de prêter serment et par suite forcer à prouver par les voies de droit l'apport de sa dot, la femme qui, sommée de prêter serment que cette dot a été payée à son mari et en pièces de cinq francs, comme le porte le contrat de mariage, offre que le paiement en a eu lieu, mais en espèces différentes. — Cass. 18 août 1830. V[e] Crespel C. hérit. Crespel.

55. Le témoin qui professe une autre religion que celle de l'État, peut être admis au serment suivant le rite prescrit par son culte, sans qu'il y ait nullité pour le cas où il l'aurait prêté dans la forme ordinaire sans réclamation.—Cass. 19 mai 1826. Malagutti et Ratta.

56. Lettre du grand-juge au procureur du roi de Mayence sur le mode de prestation de serment des Juifs, portant que le serment doit être prêté selon la religion juive.—26 nov. 1806, t. 21, p. 197, n° 4.

57. Cependant la question a été diversement jugée—Dans ce sens : Nancy, 15 juill. 1808.—Colm. 18 janv. 1828.—Dans le sens contraire, Tur. 22 fév. 1809. —Nîm. 10 janv. 1827. — Nîm. 7 juin 1827; Vidal. C. N. t. 21, p. 201, n° 13, et t. 32, p. 351. —*V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 290, n. 1; B. S. P. p. 493, n. 6, n° 3; F. L. t. 3, p. 155; et Merl. *Rép.* t. 12, p. 506, § 3.

58. Les juges peuvent astreindre, un Israélite à prêter serment suivant le rite judaïque.—Pau, 11 mai 1830, t. 41, p. 482.

58 *bis*. Un Juif peut prêter serment dans la forme ordinaire. — Aix, 13 août 1829, Vidal C. Tardieu.

59. L'affirmation en âme et conscience, faite par un quaker, suffit pour satisfaire au vœu de la loi qui prescrit le serment judiciaire.—Cass 28 mars, et 12 juill. 1810, t. 21, p. 213, n° 21. *V.* MM. B. S. P. p. 493, n. 6, n° 3; et M. Q. D, t. 5, p. 670, § 1.

60. La formule du serment prescrite à l'interprète n'est pas sacramentelle, et peut être remplacée par un serment qui présente dans ses expressions la plénitude du même sens que celui énoncé dans l'art. 332, C. p. c. — Cass. 15 av. 1824, t. 28, p. 268.

61. La formule de serment que doivent prêter les experts en matière criminelle n'est point prescrite à peine de nullité, et le serment peut être prêté en termes équipollents.—Cass. 16 juill. 1829, Bellau C. M. G.

Chap. III. *Effets de l'admission, de la prestation et du refus de prestation de serment. — Cas où la partie décède avant d'avoir pu prêter serment.*

62. On ne peut admettre la preuve testimoniale, après que le serment a été déféré par une partie et accepté par l'autre.—Turin, 2 av. 1810, t. 21, p. 213, n° 22.—V. *suprà*, n° 9.

63. Lorsqu'après un jugement qui ordonne le serment supplétif, et avant qu'il soit prêté, on produit une pièce décisive, le tribunal peut rétracter le jugement. —Toul. 3 juill. 1827, Blayac C. Rarimbaud.

64. L'admission du serment contre le teneur d'un acte authentique n'est pas un obstacle à l'exécution provisoire de cet acte.—Turin, 20 fév. 1808, t. 21, p. 199, n° 11.

65. Le serment déféré et prêté devant un juge de paix ne constitue pas une fin de non-recevoir contre les demandes de la partie qui l'a déféré, lorsque les faits sur lesquels il portait, quoique se rattachant à ces demandes ne sont pas cependant en opposition avec elles, et que d'ailleurs ces faits ne sont pas personnels à la partie qui a prêté le serment. — Pau, 11 mars 1824, t. 28, p. 182.

66. On ne peut considérer comme décisoire, le serment qu'une partie défère à l'autre dans des conclusions subsidiaires, et en faisant valoir tous ses moyens du fond, contre la demande. — Cass. 30 oct. 1810, t. 21. p. 214, n° 24. Telle est l'opinion de M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 284, n. 2. — *V.* aussi M. Merl. *Rép.* t. 12, p. 201, § 2, art. 2, n° 7.

67. Lorsque le serment est déféré à des cohéritiers sur un fait de leur auteur, il est tellement indivisible, que le refus de l'un d'eux de le prêter, peut motiver la déchéance contre les autres.—Colmar, 7 janv. 1817, et 5 mai 1819, t. 21, p. 221, n° 29.

68. Il en est autrement si celui qui refuse a, contrairement à ses cohéritiers, intérêt à ne pas prêter serment, ou si son refus est fondé sur des circonstances particulières, personnelles; d'où il résulterait que son serment ne pourrait inspirer aucune confiance aux magistrats. — Colm. 7 janv. 1817, et 5 mai 1819, t. 21, p. 221, n° 30.

69. Une partie peut refuser de prêter le serment qui lui est déféré par l'avoué de son adversaire, sans pouvoir spécial de celui-ci. — Cass. 27 av. 1831, t. 41, p. 390.

70. Le refus de prêter un serment en conciliation ne doit pas faire considérer comme avérés les faits qui font l'objet de ce serment; mais il exprime seulement l'intention de ne point se concilier. — Pau, 11 mars 1824, t. 28, p. 182.

71. Est à l'abri de la cassation l'arrêt de la Cour royale qui, après avoir reconnu, en fait, que le serment déféré à un cessionnaire, sur le point de savoir s'il n'est pas prête nom de son cédant est décisoire, déclare valides les poursuites du cessionnaire, quoiqu'il ait refusé de prêter un pareil serment que le débiteur lui a déféré.—Cass. 27 av. 1831, t. 41, p. 390.

72. Lorsqu'une partie décède, avan

d'avoir pu prêter un serment auquel elle avait été astreinte par un jugement, et avant même d'avoir été mis en demeure de le prêter, ce serment peut être réputé prêté. — Douai, 26 mai 1814, t. 21, p. 217, n° 27. — Aix, 13 août 1829, Vidal C. Tardieu. — C'est ce qu'enseigne M. D. C. p. 106; — *contrà*, Pr. Fr. t. 1, p. 388, n. 3, et M. Carr. t. 1, p. 279, n° 511, paraît pencher pour l'opinion du Pr. Fr.

SIGNIFICATION (1).

Chap. I. *Signification à personne ou à domicile.* — Art. 1. *Quels actes doivent être signifiés à personne ou à domicile, et par quelles personnes.*

1. Le jugement qui en annule un précédemment rendu, et accorde à l'une des parties un délai pour donner les moyens de défense au fond, doit être signifié à personne ou domicile. — Turin, 16 ventôse an 12, t. 12, p. 239.

2. La signification d'un arrêt à exécuter dans un délai déterminé doit être faite à domicile et non par acte d'avoué à avoué. — Colm. 6 juin 1807, t. 12, p. 550, v° *Exécution*, n. 19.

3. Est-il des cas ou un jugement préparatoire doive être signifié non seulement à l'avoué, mais encore à la partie? — MM. Pig. t. 1, p. 559, et Carr. t. 1, p. 352, n° 607, pensent que lorsqu'il s'agit d'un jugement dont l'exécution regarde directement la partie, qui ordonne, par exemple, une comparution, la prestation d'un serment ou une enquête, la signification devra en être faite à la partie, soit à son domicile réel, soit si la loi l'ordonne comme elle l'a fait en l'art. 261 au domicile de son avoué. — Mais l'art. 147 est formel; ce n'est que dans le cas où les jugements provisoires et définitifs prononcent des condamnations qu'ils doivent être signifiés à personne ou domicile, et l'art. 257 ne parle de la signification à personne ou domicile du jugement qui ordonne une enquête que dans le cas où il est rendu contre une partie n'ayant pas d'avoué. L'opinion de ces auteurs est donc contraire au texte de ces deux articles V. *J. A.* t. 21, p. 293, n° 85.

4. Le jugement qui ordonne une comparution, doit-il être levé et signifié?

Le désir de faire le moins de frais possible a fait introduire auprès de quelques tribunaux l'usage de ne signifier qu'une simple sommation à la partie pour l'appeler à l'audience fixée par le jugement qui ordonne la comparution sans lever ce jugement. M. Pig. t. 1er, p. 240, et dans son *Commentaire*, t. 1er, p. 283, dit que la signification du jugement n'est nécessaire que lorsque le jugement est par défaut, et il pense que la partie est suffisamment avertie par le prononcé du jugement contradictoire.

Mais aucun article de loi n'autorise un tel mode de procéder, les art. 28 et 94 disent bien, l'un à l'égard des jugements de justice de paix qui ordonnent une opération que la prononciation vaudra citation, et l'autre à l'égard des jugements ordonnant un délibéré, qu'ils ne seront ni levés ni signifiés, mais comme ces dispositions ne sont point répétées, lorsqu'il s'agit de la comparution des parties, il serait plus conforme à la loi de faire signifier le jugement qui l'ordonne. — MM. Lep. p. 134; F. L. t. 3, p. 154, et Carr. t. 1er, p. 273, n° 502, expriment cette opinion. — V. *J. A.* t. 21, p. 294, n° 86.

5. La signification d'un arrêt d'admission obtenu par la régie doit, *à peine de nullité*, être faite à la personne ou au domicile de celui au profit duquel le jugement attaqué a été rendu, encore bien que celui-ci fût mineur lors des premières poursuites, et n'eut atteint sa majorité que depuis le pourvoi. — Cass. 27 mai 1834, t. 47, p. 597.

6. Lorsque la partie que l'arrêt d'admission permet de citer est décédée pendant l'instruction du pourvoi, la signification ne peut être faite à son domicile, alors même que le décès n'a pas été notifié au demandeur, mais au domicile de ses héritiers. — Cass. 14 nivôse an 11, 2 fév. 1813, t. 6, p. 435, v° *Cassation*, n° 21. — *V.* à notre mot *Cassation*, l'arrêt du 12 therm. an 12.

7. La signification d'un transport ou cession de créances à un étranger non demeurant en France, doit être faite à personne ou domicile, et non au parquet du procureur du roi. — Paris, 28 fév. 1825, t. 30, p. 397.

8. Est valable la signification d'un jugement obtenu par une commune,

---

(1) Les règles applicables aux exploits en général, étant celles qui doivent être suivies, lorsqu'il s'agit de significations de jugements ou d'autres actes, il est nécessaire de se reporter au mot *Exploit* où se trouvent toutes les notions sur les principes généraux en matière de signification. On trouvera également des indications utiles au mot *Appel*, dans le chapitre relatif à l'*Acte d'appel*.

Nous n'avons inséré au mot *Signification* que les questions auxquelles ont donné lieu des significations de jugements ou d'arrêts d'admission, et des notifications d'actes extra-judiciaires.

encore qu'elle soit faite à la requête des habitans de la commune, poursuite et diligence, non du maire seul, mais conjointement avec les officiers municipaux et agens nationaux. En conséquence, le délai pour se pourvoir a dû courir à dater de la signification — Cass. 6 avr. 1819, t. 21, p. 282, n° 68.

9. Le jugement d'admission d'un pourvoi peut être signifié à la requête de celui qui a succédé au demandeur en cassation, encore qu'il n'ait pas pris qualité dans l'exploit. Cass. 2 therm. an 9, t. 21, p. 234.

9 *bis*. Dans le cas de poursuite sur folle enchère, le jugement d'adjudication rendu sur la poursuite de folle enchère doit-il être signifié aux créanciers inscrits? Délibération du tribunal de la Seine, t. 43, p. 403.

9 *ter*. Un jugement qui statue sur une demande en radiation d'inscription et sur une demande en validité de dépôt et de consignation, doit-il être signifié aux créanciers inscrits, tant aux domiciles élus par leurs inscriptions qu'à leur domicile réel. Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 338.

9 *quat*. Un jugement par défaut contre avoué peut-il être signifié à domicile avant l'expiration du délai de l'opposition? Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 332.

9 *quin*. Dans le cas où suivant l'art. 661, C. p. c. le propriétaire appelle en référé la partie saisie, et l'avoué le plus ancien des opposants, est-il nécessaire d'obtenir du juge-commissaire une ordonnance, et cette ordonnance doit-elle être levée et signifiée? Délibération du tribunal de la Seine, t. 43, p. 407.

9 *sext*. Lorsqu'il y a des exceptions proposées, doit-on donner un second avenir pour plaider au fond?—En doit-il être de même en cas d'interlocutoire ou de roulement des chambres du tribunal? Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 236.

9 *sept*. Lorsqu'un avoué occupe pourplusieursparties, doit-onsignifier à l'avoué autant de copies des qualités du jugement, et autant de copies du jugement, qu'il y a de parties pour lesquelles il occupe? Délibération du tribunal de la Seine, t. 42, p. 329.

Art. 2. *A quelles personnes?*

10. Est nulle la notification d'un jugement faite seulement à un père comme tuteur légal de ses enfants, lorsqu'il n'a pas été nommé de subrogé tuteur.—Renn. 27 janv. 1817, t. 21, p. 276.

11. La signification d'un jugement qui condamne une société peut être valablement faite à la personne du liquidateur.—Paris, 12 déc. 1810, t. 21, p. 256, n° 29.

12. Sont valables les significations faites dans le cours d'une instance, à une commune en la personne d'un adjoint exerçant par intérim les fonctions de maire, si aucun acte du procès n'a fait connaître que la commune a été pourvue d'un nouveau maire —Cass. 6 août 1832, t. 43, p. 558.

13. Lorsque plusieurs parties ont figuré individuellement dans un jugement ou dans un arrêt, elles ne peuvent s'opposer à ce que ce jugement ou arrêt soit signifié individuellement à chacune d'elles à son domicile.—Paris, 29 juin 1813, t. 21, p. 268, n° 46.—*V.* M. Carr. t. 1, p. 351, n. 1, n° 4.

14. La signification d'un arrêt d'admission doit être faite à chacun des héritiers, à personne ou à domicile. La sommation faite à celui qui reçoit une signification d'avertir les autres ne suffit pas.—Cass. 23 fruct. an 12, t. 13, p. 76.

15. La signification de l'arrêt d'admission faite à la femme et au mari, lorsque ce dernier avait seul figuré jusque là dans l'instance, est nulle à l'égard de la femme.—Cass. 4 vent. an 11, t. 13, p. 65. v° *Exploit*, n° 34.

16. Un mari et une femme condamnés par un arrêt par défaut en matière correctionnelle, chacun pour un délit particulier, sont non recevables à arguer de nullité la signification de l'arrêt qui ne leur aurait été faite que par une seule copie, s'ils en ont eu parfaite connaissance, et si d'ailleurs ils ont formé ensemble opposition à l'arrêt et n'y ont pas parlé de cette nullité.—Cass. 7 mai 1825.—Penny C. Varreux.

17. Le jugement doit être notifié dans les affaires de l'Etat au préfet et non au procureur du roi.—Renn. 10 août 1820, t. 13, p. 276, n° 352.

Art. 3. *A quel domicile?* — § 1. *Domicile réel.*

18. La femme peut regarder comme le domicile légal du mari, celui qu'il lui a reconnu à elle-même dans tout le cours de la procédure en séparation de biens, et par conséquent lui signifier à ce domicile le jugement de séparation. — 30 mars 1825, t. 39, p. 305.

19. Le jugement par défaut, rendu par un tribunal correctionnel, est valablement signifié au condamné en fuite au dernier domicile indiqué dans le jugement de condamnation.—Cass. 11 juin 1825. — Perce.

20. En matière correctionnelle, la signification d'un jugement par défaut n'est pas valable, lorsque la copie a été laissée dans la maison que le condamné avait cessé d'habiter pour en habiter une autre dans la même ville. — Toul. 22 janv. 1824. —Cass. 6 mars 1824, t. 26, p. 54, et 192.

§ 2. *Domicile élu.*

20 *bis*. Lorsqu'une partie a fait dans un acte élection de domicile pour l'exécution de cet acte, dans son domicile réel, tous actes relatifs à cette exécution doivent être signifiés au domicile qu'elle avait alors, quoiqu'elle en ait pris un nouveau dans un autre lieu.—Am. 3 avr. 1829.

21. Décidé également que les actes de procédures et les jugements peuvent être valablement signifiés au domicile exclusivement élu par une partie dans tous ses exploits, surtout lorsque son domicile réel est inconnu. — Cass. 15 mai 1821, t. 23, p. 182.

22. Quand plusieurs parties ont élu un domicile pour y recevoir la signification du jugement à intervenir et des actes d'exécution, on doit déclarer frustratoires les frais faits pour signifier le jugement au domicile de chacune d'elles.—Cass. 2 fév. 1826, t. 31, p. 110.

23. La signification d'un jugement par défaut, faite au domicile élu pour l'exécution de l'obligation, est nulle, quoique cette obligation autorise la signification à ce domicile *de tous actes judiciaires*. —Colm. 17 mai 1828, t. 35, p. 137. — *V.* M. Carr. t. 2, p. 95, n° 1543.

24. Un jugement par défaut est valablement signifié quand la signification est faite par celui qui l'a obtenu au domicile convenu par les parties, et élu chez l'avoué dès le commencement de l'instance pour tous les actes qui interviendront; dans l'espèce il s'agissait d'une séparation de corps prononcée contre le défendeur défaillant; celui-ci, dès le principe de l'instance, avait signifié à son adversaire qu'il reconnaîtrait comme faites à domicile réel toutes significations faites au domicile de son avoué. L'art. 147 C. p. c. contient, il est vrai, une disposition qui paraît impérative, en ordonnant la signification d'un jugement de condamnation par défaut, quand il y a avoué en cause à la partie à personne ou domicile, cependant l'art. 111 C. c. est une règle générale qui rend exécutoires et valables les conventions des parties qui se sont elles-mêmes volontairement et librement choisi un domicile.—Orl. 13 juin 1817, t. 21, p. 277.

25. Les jugements qui ordonnent la radiation des hypothèques, doivent être signifiés au domicile réel des créanciers, et non au domicile élu dans leurs inscriptions.—Décis. min. 21 juin et 5 juill. 1808, t. 21, p. 245.

26. L'acquéreur qui a pris des lettres de ratification, signifie valablement les jugements qu'il obtient contre les créanciers opposants, au domicile élu par ces derniers dans leurs actes d'opposition; dans ce cas, il n'est pas besoin d'une signification à personne ou domicile pour faire courir les délais de l'appel.—Paris, 8 fév. 1808, t. 21, p. 244.

27. La signification du transport d'une obligation ne peut pas être faite

au domicile qui a été élu pour l'exécution de cette obligation. — Brux. 30 nov. 1809, t. 21, p. 252, n° 24.

28. Un avoué ne peut élire domicile pour ses clients à l'effet de recevoir les significations de jugements, à moins d'un pouvoir spécial.—Renn. 18 déc. 1820, t. 22, p. 290.

29. Est nulle la signification faite au domicile élu chez un avoué, en la personne de son successeur, si elle ne porte pas expressément qu'elle a été faite en la demeure de l'avoué chez lequel domicile a été élu. — Gren. 24 août 1830, t. 40, p. 214.

30. Un jugement n'est pas valablement signifié à un propriétaire de l'île Maurice, au domicile de son procurateur en France, lorsque le premier n'avait pas élu domicile chez celui-ci.—Renn. 13 mars 1820, t. 21, p. 290, v° *Signification*, n° 77.

§ 3. *Au parquet par affiche ou au greffe.*

30 *bis*. La signification d'un jugement, faite à une partie qui n'a pas de résidence connue en France, doit être donnée au procureur du roi près le tribunal qui a rendu ce jugement, et non au procureur du roi attaché à un autre tribunal. — Bord. 28 mars 1833, t. 45, p. 548.

31. L'huissier qui n'a pas trouvé le débiteur d'une lettre de change, au domicile élu pour le paiement, et qui, d'ailleurs, n'a pas connu le domicile réel de ce débiteur, peut remettre la copie de la signification du jugement qui condamne à payer cette lettre au parquet du procureur du roi, et afficher une deuxième copie à la porte du tribunal.—Nancy, 21 nov. 1831, t. 44, p. 47.

32. Les actes à signifier à un préfet qui ne s'est pas fait représenter par un avoué dans une instance d'appel intéressant le domaine public, doivent être remis au parquet du procureur général surtout s'il a été fait élection de domicile dans ce parquet. —Nancy, 24 nov. 1831, t. 44, p. 34.

33. L'arrêt d'admission d'un pourvoi est valablement signifié au parquet du procureur général, pour le défendeur domicilié aux colonies, bien que le défendeur fût décédé avant cette signification, si son décès n'était pas connu en France. — Cass. 18 juin 1823, t. 25, p. 216.

34. L'ordonnance de contumace est réputée légalement notifiée lorsque la copie en a été affichée à la porte du dernier domicile de l'accusé, pourvu que cette affiche soit revêtue du visa du maire ou du juge de paix, Cass.—24 nov. 1826, t. 34, p. 230.

35. Pour que l'ordonnance de contumace soit réputée légalement notifiée, il suffit de l'afficher par copie à la porte du dernier domicile de l'accusé.—19 mai 1826, t. 32, p. 27. — *V*. le n° qui précède.

36. Le jugement d'un tribunal de commerce qui décharge une partie de la demande formée contre elle en lui imposant une condition, n'est pas valablement signifié au greffe s'il a été rendu à la première audience à laquelle les parties ont comparu. — Tur. 9 avril 1811, t. 13, p. 161, n° 170.

Art. 4. Formes de la signification à personne ou domicile.

36 *bis*. Un jugement peut être signifié un jour férié. —Pau, 14 juill. 1832, t. 44, p. 288.

37. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la signification à partie fasse mention de la signification à avoué. — Metz, 12 fév. 1818, t. 15, p. 316, v° *Jugement par défaut*, n° 43. — *V*. MM. B. S. P. p. 401, not. 23, 30; Delap. t. 1, p. 166; Carr. t. 1, p. 414, n° 682.

38. L'avoué qui fait signifier une copie de pièces ou de jugements n'est pas tenu de signer cette copie à peine de nullité de la signification, et le défaut de signature n'a que l'effet d'attribuer le droit de copie à l'huissier, porteur de la commission. — Gren. 26 juill. 1824, t. 27, p. 241.

39. Pour signifier régulièrement un jugement et faire courir les délais de l'appel, il faut que la signification contienne copie de la formule exécutoire qui le termine. —Besanç. 12 fév. 1810, t. 13, p. 144.

39 *bis*. Un jugement doit être signifié au domicile de la partie condamnée, indiqué aux qualités, et si on ne trouve personne à ce domicile, la copie doit être remise à un voisin ou au maire, mais non au procureur du roi, comme au cas où la partie n'aurait pas de domicile connu. — Bord. 28 mars 1833, t. 45, p. 548.

40. La signification du transport d'une créance cédée avec d'autres par le même acte, est valable, quoique ne comprenant que les causes de l'acte relatives à la créance cédée sur le débiteur auquel le cessionnaire signifie le transport. — Toulouse, 11 janv. 1831, t. 41, p. 435.

41. Il n'est pas nécessaire que la signification d'un jugement par défaut profit-joint, contienne élection de domicile dans le lieu où elle se fait. — Cass. 29 juin 1819, t. 13, p. 267, n° 332.

42. Il faut, à peine de nullité, que l'exploit de signification d'un jugement par défaut d'un tribunal de commerce contienne élection de domicile dans la commune où la signification est faite. — Brux. 15 mai 1811, tom. 21, p. 262. — *V*. MM. Delap. t. 1, p. 399, et Carr. t. 2, p. 95, n° 1544, qui pensent que l'élection de domicile dont parle l'art. 422, est indépendante de celle exigée par l'art. 435 dont la disposition est trop absolue pour qu'on puisse admettre des exceptions ou modifications. *V*. M. B. S. P. p. 381, n. 11.

43. Lorsque dans l'original de l'exploit de signification d'un jugement, l'huissier a omis d'énoncer qu'il signifiait ce jugement à la partie et lui en laissait copie, une telle signification n'est pas valable, et ne fait pas courir le délai du pourvoi en cassation. — Cass. 3 nov. 1818, t. 21, p. 278, n° 63. —V. M. B. S. P. p. 160, not. 11, n° 1, pense qu'il n'est pas nécessaire de déclarer expressément qu'on *signifie* l'acte. Nous croyons aussi que ce mot *signifié* n'est pas sacramentel, mais cependant il faut la mention que la copie est laissée.

44. Un exploit de signification doit, à peine de nullité, énoncer que la copie a été laissée au domicile de la partie assignée, lorsque la signification n'a pas été faite en parlant à sa personne. — Cass. 26 fructidor an 11. — Montpellier, 3 déc. 1810, t. 13, p. 68, n° 40. —*V*. en ce sens M. Carr. t. 1, p. 160.

45. Pour qu'une partie puisse profiter des dispositions d'un jugement qu'elle a obtenu, il faut que la régularité de cette sentence s'étende jusqu'à sa signification; ainsi la signification d'un jugement dont est appel, inscrite en marge, et qui ne fait pas mention de la personne à qui la copie a été remise, est nulle; cette omission vicie l'acte d'une des formalités substantielles, constamment observées dans l'usage, et on doit éviter ces omissions avec d'autant plus de soin, que cet acte tient lieu de signification à personne ou domicile, et fait courir le délai d'appel les dispositions relatives aux exploits d'ajournements, seront applicables aux significations de jugements. — Orl. 12 déc. 1816, t. 21, p. 275, n° 56.

46. Est valable la signification d'un jugement sur contredit dans un ordre, quoique le baillé copie dressé par l'huissier n'énonce pas à la requête de qui elle est faite, si cette énonciation figure dans un acte d'avoué qui la précède, et dont copie est pareillement donnée à la partie. — Montpell. 24 nov. 1831, t. 42, p. 284,

47. La signification d'un jugement est valable quoiqu'il se trouve une irrégularité dans le nom de la personne à laquelle elle a été remise s'il est constant, en fait, qu'elle a été laissée à celui qu'on a voulu désigner. — Cass. 19 déc. 1826, t. 32, p. 143.

48. Est valable l'exploit de signification d'un arrêt, admettant un pourvoi en cassation, si la copie en a été laissée au domicile du défendeur, parlant à l'une de ses servantes, domestiques. — Cass. 15 janv. 1833, t. 44, p. 171. — *V*. pour des arrêts identiques, notre mot *Exploit*.

49. Est valable la notification du pourvoi faite au domicile élu par le concessionnaire, en parlant à un individu qualifié d'un de ses *commis*, encore qu'il soit allégué que cette qualification est inexacte, si du reste on ne rapporte pas la preuve que la

opie a été réellement remise à une personne etrangère à l'assigné. — Cass. 28 janv. 1834, t. 46, p. 350.

50. La notification d'un contrat d'acquisition est valablement faite à la femme séparee de biens, et parlant à son mari.—Rouen, 15 fév. 1828, Doray C. Savoye.—V. le n° suivant.

51. La notification prescrite par l'art. 2194 C. c., est valablement faite à la femme, *en parlant à son mari*, quoique les époux soient séparés de biens. —Gren. 27 nov. 1827, —Cass. 14 juill. 1830, t. 41, p. 563.

52. L'exploit de notification d'un jugement pour faire courir un délai, doit être représenté, et ne peut être remplacé par un certificat de l'enregistrement. — Paris, 2 fév. 1825, t. 33, p. 244.—V. au mot *Exploit*, une décision analogue.

53. Est nul l'exploit de signification d'un arrêt d'admission de pourvoi, en matière électorale, s'il n'est signé ni par un huissier ni par un gendarme. — Cass. 6 juill. 1830. — Préfet de la Seine C. d'Aligny.

54. La date de la signification d'un jugement qui est écrite en toutes lettres sur la copie de ce jugement, doit être preferée à celle énoncée en chiffres, et surchargée dans la copie de l'exploit de la signification même. —Cass. 14 juill. 1832, —Trefour C. le minist. publ.

55. L'exploit de signification d'un jugement rendu contre une commune ne peut, en l'absence du maire, être valablement remis à l'adjoint, ni visé par lui. — Riom, 14 mai 1827, t. 35, p. 358.— V. *infrà*, n° 59.

56. La signification d'un jugement en dernier ressort faite à un receveur d'enregistrement, sans que celui-ci en ait visé l'original, est valable. — Colmar, 24 juill. 1812, et 20 août 1816, t. 13, p. 197, n° 212, et t. 21, p. 275. MM. Carr. t. 3, p. 508, not. 1; F. L. t. 1, p. 144, et Delap. t. 2, p. 493, sont d'un avis conforme.

57. Pour que la signification d'une ordonnance de *soit communiqué*, faite à un maire, audit nom, soit valable, il suffit qu'il ait visé *l'original*. — Cons. d'Ét. 23 juin 1824, t. 28, p. 278.

58. L'exploit de signification de l'ordonnance de *soit communiqué*, qui ne contient pas le *visa* du maire, est frappé de nullité, et on doit alors appliquer la déchéance prononcée par l'art. 12 du réglement du conseil, faute par l'appelant de rapporter une signification regulière de l'ordonnance de *soit communiqué*, faite dans le délai de trois mois, prescrit par ledit article. — Cons. d'Etat, 7 avr. 1824, t. 28, p. 279.

59. La notification d'un arrêté du du conseil d'Etat rendu contre une commune est valable, quoique cette notification n'ait été visée que par l'adjoint du maire, et non par le juge de paix. — Cons. d'Ét., 13 juill. 1825, t. 32, p. 47. —V. *suprà*, n° 55.

Chap. II. *Signification à avoué.* — Art. 1er. *Quels actes doivent être signifiés à avoué.*

60. Un jugement par défaut doit être signifié à l'avoué defaillant avant d'être mis à exécution.—Renn. 26 av. 1815, t. 21, p. 272, n° 51.—C'est ce qu'enseigne M. Carr. t. 1, p. 351, n. 1, n° 5.

61. L'exécution d'un jugement qui prononce la nullité de certaines poursuites en recommençant la procédure, peut avoir lieu lorsque la signification en a été faite, non pas à la partie au profit de laquelle il a été rendu, mais à son avoué. — Paris, 1er mars 1810, t. 21, p. 253, n° 25. —M. Carr. t. 1, p. 354, n° 611, est d'une opinion conforme.

62. Le défaut de signification à avoué d'un jugement qui refuse d'ordonner une communication de pièces, n'entraîne pas la nullité du jugement sur le fond. — Poit. 1er juin 1832, t. 42, p. 359. — V. *Ibid.* des *Observations.*

63. Ne peuvent produire aucun effet le jugement définitif obtenu, ni les poursuites opérées avant que d'autres jugements rendus dans la même cause aient été signifiés à avoué.— Renn. 13 janv. 1831, t. 40, p. 221.

64. L'arrêt qui déclare un appel non recevable, peut n'être signifié qu'à avoué. — Tur. 1er fév. 1811, t. 15, p. 355, n° 82. — V. M. Carr. t. 1, p. 351, n. 1, 22.

65. La huitaine dans laquelle un acquéreur est tenu, par un jugement, de délaisser l'immeuble à lui vendu, ou de payer le supplément du prix, ne court point si, avant de lui être signifié, ce jugement n'a pas été signifié à son avoué.—Bord. 30 nov 1831, t. 43, p. 530.

65 *bis.* La partie qui veut reprendre les errements d'une cause après l'arrêt confirmatif d'un jugement rendu sur un incident auquel elle a donné lieu, n'est pas tenue de signifier cet arrêt à l'avoué qui a occupé en première instance pour son adversaire. — Brux. 10 janv. 1832, t. 45, p. 463.

Art. 2. *Forme de la signification à avoué.*

66. Les significations faites d'avoué à avoué ne sont pas soumises aux formalités exigées par l'art. 61 C. p. c. — Gren. 5 mai 1818, t. 21, p. 257, n° 50. — 4 mai 1824, t. 28, p. 128. Nîm. 18 juin 1832, t. 46. p. 178. —Cela s'applique aussi aux significations à avoué de jugements par défaut. — Metz, 28 nov. 1822. — Cass. 23 août 1827, t. 24, p. 334, et t. 34, p. 114.—Il suffit qu'on trouve dans le corps de l'acte signifié le nom de la personne à la requête de laquelle on agit.—Gren. 28 mai 1823, t. 9, p. 299, n° 135. — V. *infrà*, nos 69 et 74.

67. Il n'est pas nécessaire que la signification d'un jugement d'ordre soit faite en autant de copies qu'il y a de parties représentées par l'avoué qui la reçoit. — Poit. 11 mai 1826, t. 30, p. 422.

68. La signification d'un jugement qui ordonne une enquête faite à l'avoué de la partie, n'est pas nulle pour n'avoir pas été faite dans la forme ordinaire des exploits.—Metz, 11 fév. 1819, t. 21, p. 280, n° 65.

69. L'exploit de signification d'un jugement à avoué, lorsqu'il a pour objet de faire courir le délai de l'appel, doit contenir, à peine de nullité, les formalités communes à tous les exploits. — Metz, 12 fév. 1817, t. 20, p. 480, v° *Saisie immob.* n° 535.—V. MM. Delap. p. 76; H. p. 270, n° 3; F. L. t. 5, p. 78, n° 3. — V. *suprà*, n° 66.

70. Les significations d'avoué à avoué ne sont pas assujetties aux formes prescrites pour les exploits, même lorsqu'elles doivent faire courir un délai de rigueur.—Pau, 14 juill. 1832, t. 44, p. 288.—V. *suprà*, n° 66.

71. La signification d'un jugement est valable pour faire courir les délais de l'appel, quoique dans l'acte qui la constate on ait employé le mot communication au lieu du mot signification ; il n'est pas nécessaire, pour donner quelque effet à cette signification, que le requérant soit porteur d'une expédition du jugement, ou tout au moins d'une ordonnance aux fins d'exécution sur la copie. — Montp. 4 juin 1830, t. 39, p. 268.

72. Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'exploit de signification d'un jugement à avoué, dans les cas où cette signification fait courir les délais de l'appel, renferme rigoureusement toutes les énonciations presrites par l'art. 61, C. p. c.; les omissions que contiendrait cet exploit de signification peuvent être suppléées par les énonciations de l'acte d'avoué qui le précède, ou du jugement dont il est donné copie.— Montp. 4 juin 1830, t. 39, p. 268.— V. *suprà*, n° 66.

73. Est valable un acte d'avoué à avoué, signifié en ces termes : *Au requis de Me..... avoué, signifié à Me.... avoué*; lorsque d'ailleurs, dans le corps de l'acte signifié, se trouvent les noms des parties pour lesquelles les avoués occupent.—Gren. 6 août 1822, t. 24, p. 265 —V. *suprà*, n° 66.

74. Les significations par acte d'avoué à avoué doivent contenir, à peine de nullité, la mention de la partie dans l'intérêt de laquelle elles sont faites, de la personne qui reçoit la copie et de la qualité de l'officier ministériel qui les signe; surtout lorsqu'elles doivent remplacer les significations à domicile, et faire courir le délai de l'appel.—Liég. 23 nov. 1809.— Bord. 23 janv. et 29 août 1811.—Metz, 17 août 1815, et 18 juin 1823.— Gren. 28 juill. 1820.— Pau, 3 sept. 1829, t. 21, p. 252, n° 23, et p. 257, n° 30, et t. 39, p. 221.

Sur la question de savoir si une signification par acte d'avoué à avoué doit être assujettie aux formalités des exploits —*V*. MM. CARR. t. 2, p. 145, n° 282 ; B. S. P. p. 166, n. 11, et p. 660, *add. fin.* n° 17, C. et F. 2, t. 4, p. 65.—V. *suprà*, n° 66.

75. Est nulle la signification à avoué parlant à un serviteur, si elle ne mentionne pas que c'est au domicile de l'avoué que la remise a eu lieu, et que le serviteur était celui de l'avoué.—Liég. 19 mars 1812, t. 21, p. 265, n° 41.

76. Dans une signification d'avoué à avoué la mention de la personne à qui la copie est laissée, n'est pas prescrite à peine de nullité —Bord. 25 août 1810, t. 5, p. 53, n° 35.

77. Dans les cas où la loi fait courir les délais de la signification à avoué, son vœu est rempli, lorsque la signification est faite *à la partie* au domicile de l'avoué ; un simple acte d'avoué à avoué n'est pas exigé à peine de nullité —Com. 24 fév. 1813, t. 21, p. 266, n° 44.

78. La copie d'un jugement signifié à avoué est valable, quoiqu'elle ne réfère pas en entier l'intitulé et la formule exécutoire, et n'en relate que les premiers mots suivis d'un et cætera.—Renn. 12 déc. 1817, t.21, p. 277, n° 60 *bis*. —V. *suprà*, n° 39.

79. Est nul, sans qu'il soit besoin de s'inscrire en faux, l'exploit de signification d'un jugement dans lequel le nom de l'avoué auquel il a été signifié, se trouve raturé et surchargé.—Besanç. 7 juill. et 8 déc. 1808, t. 13, p. 127, n° 124, et t. 21, p. 246, n° 17.

CHAP. III. *Significations par huissier commis.*

79 *bis*. En matière civile et en matière commerciale, la disposition de l'art. 156, qui veut que les jugements par défaut soient signifiés par huissier commis, ne s'applique qu'à un premier jugement par défaut, et non à un jugement par défaut rendu sur une opposition à un précédent jugement par défaut. — Bourg. 21 fév. 1829.—V. *infrà*, n° 83.

80. L'art. 156 ne doit-il recevoir son application que dans le seul cas où il n'y a pas eu constitution d'avoué.—MM. CARR. t. 1, p. 311, n° 641; DELAP. t. 1, p. 161; et TARRIBLE, t. 1, p. 389, sont d'avis de l'affirmative; et il existe en effet une grande différence entre le cas où il y a avoué, et celui où il n'y en a pas; dans ce dernier cas il est même douteux que la partie ait reçu l'assignation, dans le premier cas, au contraire, l'avoué constitué peut veiller aux intérêts de son client.—V. *J. A.* t. 21, p. 295, n° 88.

81. Le défaut de signification d'un jugement par défaut par huissier commis, n'emporte pas nullité de cette signification. — Bourg. 4 juill. 1812, t. 21, p. 265, n° 42. —*V*. sur cette question délicate un arrêt du 6 fév. 1810, à notre mot *Jugement*, et MM. LEP. p. 48; CARR. t. 1, p. 383, n° 644; F. L. t. 3, p. 171, et PONCET, t. 1, p. 372.—*V*. le n° suivant.

82. La partie qui a reçu la signification du jugement par défaut, ne peut se faire un moyen de nullité contre ce jugement, de ce qu'il n'a pas commis un huissier pour la signification. — Cass. 7 déc. 1813, — Toul. 25 janv. 1822, t. 21, p. 270, n° 48, et p. 292, n° 82.—*V*. MM. F. L. t. 3, p. 746 ; B. S. P. p. 258, n. 15.

83. La signification d'un jugement par défaut, faute de comparaître contre le défendeur sur un premier jugement de défaut joint contre ce même défendeur, fait courir le délai de l'appel, quoiqu'elle ne soit pas faite par un huissier commis.—Bord. 30 août 1831, t. 42, p. 170.—*V*. *suprà*, n° 79 *bis*.

84. Les jugements déclaratifs de faillite ne doivent pas être signifiés par un huissier commis. — Paris, 14 juill. 1827. Bonnet, David C. syndics Travault.

85. La notification prescrite par l'art. 2183 C. c. est-elle nulle lorsqu'elle n'a point été faite par un huissier commis ? — Oui. — Paris, 21 mars 1808.—Tur. 1er juin 1811. —Metz, 14 avril 1812.—Non.—Metz, 10 août 1808, t. 14, p. 570, n° 29, et p. 310, n° 35. — *V*. M. B. S. P. p. 77, n. 38.

86, 87 et 88. Ce n'est point par un tribunal entier, mais seulement par le président du tribunal, que doit être commis l'huissier chargé de signifier un jugement par défaut. — Le tribunal en ordonnant que le demandeur se pourvoirait auprès du tribunal du domicile du défendeur pour faire commettre un huissier, n'a pas pu entendre qu'il fallait s'adresser au tribunal entier et déroger par là à l'attribution qui appartenait au président. — Les significations faites dans ce cas par un huissier commis par le président sont valables. —Poit. 11 août. 1819, t. 22, p. 285, n° 75.

89. Un huissier peut, par un second arrêt, être commis pour notifier un arrêt par défaut, lorsque cette commission a été omise dans celui-ci —Renn. 16 mars 1813, t. 21, p. 270, n° 47.

90. Qui doit commettre l'huissier en remplacement de celui qui est empêché ? C'est le juge du lieu où la signification doit être faite; l'empêchement n'étant pas prévu, il serait trop long d'avoir recours au juge de la contestation. — V. *J. A.* t. 13, p. 294, n° 379.—*V*. MM. CARR. t. 1, p. 10 et 14, nos 12 et 22, et LEP. p. 69 et 70.

91. Lorsqu'un tribunal de commerce commet un huissier pour signifier son jugement, il a droit d'en choisir un d'un autre arrondissement.—Douai, 11 fév. 1828, t. 34, p. 235.

92. Il n'est pas nécessaire que le jugement qui commet un huissier pour en faire une signification, indique son immatricule.—Besanç. 16 janv. 1811, t. 14, p. 582, n° 44.

93. L'huissier commis pour notifier un jugement rendu par défaut n'est pas tenu de signifier copie de l'ordonnance qui le nomme.—Renn. 2 mars 1829, t. 14, p. 627, n° 79.

94. L'ordonnance qui commet un huissier doit-elle être donnée par écrit? —M. CARR. t. 1, p. 10, n° 13, pense que la commission doit être donnée par écrit, afin qu'il ne dépende pas du juge de déclarer qu'il en a donné une lorsqu'il ne l'aurait pas fait, et afin de ne pas priver les parties du droit de contester la compétence de l'huissier qui aurait agi sans commission.—M. D. C. p. 16, dit que la commission écrite n'est nécessaire que lorsque la comparution ne doit pas avoir lieu devant le même juge qui donne la commission, mais le motif donné par M. CARRÉ s'applique également à ce cas.—M PIG. *Comm.* t. 1, p. 10, pense que la commission doit être donnée par écrit comme dans le cas de l'art. 6, C. p. c. —V. *J. A.* t. 14, p. 644, n° 99.

95. On peut opposer à la partie les nullités faites par l'huissier commis à la signification d'un jugement par défaut dans le cas prévu par les art. 153 et 156.—Paris, 19 août 1807, t. 21, p. 241, n° 55.

96. La signification par huissier commis est valable, encore que la copie ne contienne pas le nom de l'huissier, s'il est constant qu'elle a été faite par l'huissier commis.— Renn. 2 mai 1820, t. 14, p. 627.

CHAP. IV. *Effets des significations.*

96 *bis*. La signification irrégulière faite au condamné d'un jugement par défaut, n'interrompt pas la prescription de l'action publique.—Cass, 31 août 1827.

97. La prescription de 30 ans ne peut courir contre un jugement qu'autant qu'il a été signifié.—Cass. 8 avril 1829. Devaux C. comm. de Sornay.

98. La signification d'un jugement faite par une partie à son adversaire, ne profite pas aux consorts de cette partie. —Metz, 15 fév. 1812, t. 21, p. 265.

99. La signification de la cession des droits litigieux ne met point le créancier hors de cause, tellement que le débiteur soit obligé de suivre l'instance contre le cessionnaire. — Trèves, 3 juin 1807, t. 21, p. 240.

100 Le commandement de payer un capital ne produit point l'effet de faire courir les intérêts.—Riom, 17 mai 1830, t. 45, p. 474.

SUCCESSION (1)

CHAP. I. — *Successions bénéficiaires.*
Art. 1.— *Délai pour faire inventaire.*

1. L'héritier assigné avant les 3 mois et 40 jours pour faire inventaire et délibérer ne peut demander la nullité absolue de l'assignation, mais seulement un sursis jusqu'à l'expiration du terme. — Gren. 1er floréal an 9, t. 21, p. 302, not. 1.—*V.* M. B. S. P. p. 718, not. 6.

2. L'héritier peut être valablement assigné pendant le cours du délai, pour reconnaître la signature du défunt.—Cass. 10 juin 1807, t. 21, p. 304, n° 3. Cette décision est approuvée par MM. F. L. t. 1, p. 307, et B. S. P. p. 717, not. 4, *Obs.* 2.

3. La notification d'un titre exécutoire contre le défunt peut être valablement faite à l'héritier pendant les délais que la loi lui accorde pour faire inventaire et pour délibérer.—Paris, 29 déc. 1814, t. 21, p. 310, n° 10. — *V.* M. B. S. P. p. 717, not. 4. *Obs.* 3.

4. Un créancier sur tout le domaine peut poursuivre le paiement de sa créance et faire vendre les biens héréditaires, même pendant les délais accordés à l'héritier bénéficiaire.—Douai, 4 mars 1812, t. 21, p. 306, n° 7.—*V.* M. B. S. P. p.717, not 4, *Obs.* 3.

5. Les créanciers d'une succession pour interrompre la prescription doivent exercer des poursuites pendant l'inventaire.—Cass.24floréal an 13, t. 14, p. 425, v° *Garantie*, n° 10 *bis.*

6. Les héritiers d'un individu qui avait interjeté appel du jugement d'adjudication préparatoire des biens sur lui saisis, ne peuvent demander qu'il soit sursis à l'instruction de cet appel, sous prétexte qu'ils sont encore dans les délais pour faire inventaire et délibérer.—Bord. 6 août 1833, t. 47, p. 607.

Art. 2. — *Droits et obligations de l'héritier bénéficiaire.*

7. Aucune condamnation ne peut être prononcée contre l'héritier pendant la durée des délais pour faire inventaire et délibérer, et les créanciers pendant ce temps de réflexion, ne peuvent faire aucun acte conservatoire sur ses biens personnels. — Aix, 11 déc 1827, t. 27, p. 253.

8 et 9. Le successible qui laisse passer sans se prononcer les délais établis pour faire inventaire et délibérer, peut être poursuivi comme héritier par les créanciers du défunt, et doit supporter les frais des poursuites intentées par ceux-ci, lors même qu'il renoncerait ensuite à la succession. — Poitiers et Colmar, 21, déc. 1830 et 7 janv. 1831, t. 40, p. 377.

10. L'acceptation sous bénéfice d'inventaire peut être faite par un fondé de pouvoir; mais la procuration doit être authentique et spéciale, elle reste annexée au registre. —C. T. t. 2 p. 479-1 —*V.* la note

11. Le droit accordé à l'avoué qui assiste l'héritier au greffe est le même, soit que l'acceptation soit faite par un ou plusieurs héritiers, pourvu qu'elle se fasse en même temps et par le même acte. — C. T. t. 2, p. 480-2.

12. Si le même jour le même hé-

(1)*V. Abs.* 44. — *Ap.* 156, 157. 219, 681.—*Avoué* 42. *Cass.* 167. — *Concil* 42 81 et s —*C p. corps* 10.— *Dép.* 156, 201, 203. — *Enr.* 34 et s., 129, 188.—*Exéc.* 50 et s. — *Excep* 132 et s —*Interv* 28 et s —*Jug* 517. —*Jug. par déf.* 277.—*Lic. et part.* —*Mat som.* 53 —*Not.* 29, 48 et 53., —*Off. minist.* 54 et s —*Ordre* 43 et s.—*Red. de compte* 96 —*Ress.* 60.— *Sais.-ar.* 69 et s. 171. — *Sais. imm.* 959.—*Surenc.* 29 et s 170.—*Tier.-op* 72 et s. — *Trib.* 183 et s., 375. — *Trib. de comm* 353, 507 —*Vér.d'écr.* 19.

itier acceptait bénéficiairement plusieurs successions, l'avoué qui l'aurait assisté pourrait réclamer plusieurs droits, attendu qu'il doit être rédigé plusieurs actes d'acceptation. —C. T. t. 2, p. 480-3.

13. L'héritier bénéficiaire tenu de donner caution peut être admis à fournir un cautionnement supplémentaire, lorsque le premier était insuffisant.—C.T. t.2,p.485-31.

14. S'il s'élève des difficultés relativement à la caution à fournir par l'héritier bénéficiaire, les créanciers contestants sont représentés par un seul avoué, l'avoué le plus ancien. Tout créancier qui contesterait individuellement supporterait les frais faits par ou contre lui. — C. T. t. 2, p. 484-30

15. Les dépens auxquels l'héritier bénéficiaire a été condamné en sa qualité d'héritier sont à la charge de la succession.—C. T. t.2,p.485-33.

16. L'abandon que peut faire l'héritier bénéficiaire des biens de la succession, en vertu de l'art. 802 C. c. doit avoir lieu par une simple déclaration au greffe. — C. T. t. 2, p. 486-36.

17. Le curateur qui est nommé aux biens abandonnés doit l'être par le tribunal sur une requête en brevet présentée par le créancier le plus diligent. Par analogie, l'émolument de cette requête est fixé par l'art. 77 du tarif.—C. T. t. 2. p. 487-38.

18. Si c'est le procureur du roi qui provoque la nomination d'un curateur, il suffit d'un réquisitoire verbal. —C. T. t. 2, p. 492-2. —Mais si c'est un créancier, un légataire ou autre, il faut une requête en brevet.—C. T. t. 2. p. 492-3.

19. Des héritiers demandeurs ne sont pas tenus de justifier par la représentation de l'inventaire fait après la mort de leur auteur, qu'ils sont héritiers sous bénéfice d'inventaire. —18 août 1825, t. 30, p. 71.

20. Lorsqu'une succession n'a été acceptée que par des héritiers bénéficiaires, le choix du notaire qui doit procéder à l'inventaire appartient à ces héritiers.—Turin, 14 août 1809, t 3, p. 44, v° *Appel*, n° 14.

20 *bis*. La demande en main-levée de scellés n'est pas un acte d'héritier pur et simple. — Cass. 16 mai 1815, t. 21, p. 49, n° 40.

21. La demande en nomination d'un gérant ne peut constituer un acte d'adition d'hérédité. — Cass. 27 avr. 1825, t. 32, p. 212.

22. L'héritier bénéficiaire doit être réputé héritier pur et simple, lorsqu'il a fait procéder à l'inventaire sans y appeler les héritiers présomptifs du défunt.—Limog. 3 janv. 1820, t. 21, p. 317, n° 14.

23. S'il se trouve quelque irrégularité dans l'inventaire, mais sans qu'elle soit du fait de l'héritier, ni qu'il y ait de sa part fraude ou soustraction, il n'est pas déchu du bénéfice d'inventaire. — Cass. 18 fruct. an 12, t. 21, p. 303, n° 2. —C'est ce qu'enseignent MM. Carr. t. 3. p 322, n° 3152, et Merl., *Rép.* t. 1, p. 747.

24. Des héritiers bénéficiaires peuvent être autorisés à provoquer devant un notaire la licitation d'un immeuble dépendant de la succession, lorsque les créanciers ne s'y opposent pas.—Paris, 29 mars 1816, t. 22, p. 311, n. 12. — MM. Carr. t. 3, p. 352, not. 1, et B. S. P. p. 719, not. 14, approuvent cette décision. — *V. ibid.* une consultation.

25. La vente faite par l'héritier bénéficiaire des immeubles de la succession, sans formalités de justice, n'est pas nulle; ce n'est là qu'une renonciation à la qualité d'héritier bénéficiaire. — Paris, 17 déc. 1822, t. 21, p. 322, n° 19. —Tel est l'avis de MM. Carr. t. 3, p. 372, n° 3225; D. C. p. 663; B. S. P. p. 720, not. 15. —*V.* aussi M. Merl. *Rép.* t. 17, p. 5. — Pour le cas où l'héritier bénéficiaire vend en gros et de gré à gré les grains provenant des terres dépendantes de la succession. —*V.* M. Carr. t. 3, p. 374, n° 3230.

26. La déchéance prononcée contre l'héritier bénéficiaire qui vend les rentes de la succession sans formalités de justice, ne peut être proposée par les créanciers, lorsque la vente faite de gré à gré par l'héritier, loin de les léser, est plus avantageuse que ne l'eût été la vente en justice. — Cass. 27 déc. 1820, t. 21, p. 321; MM. Carr. t. 3, p. 374, not. 1, et F. L. t. 1, p. 309, approuvent cette décision.

27. Avis du conseil d'état sur la question de savoir si les héritiers bénéficiaires peuvent transférer, sans autorisation, les inscriptions au-dessus de 50 fr. de rente. —11 janv. 1808, t. 21, p. 305. n° 4. —*V.* MM. Carr. t. 3, p. 374, n° 3229; Pig. *Comm.*, t. 2, p. 701. D. C. p. 664; F. L. t. 1, p. 308. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 481-11.

28. Cette autorisation doit être obtenue sur requête semblable à celle dont parle l'art. 77, § 12 du tarif, et elle doit être taxée de même. — C. T. t 2, p. 481-12.

29. L'héritier bénéficiaire ne peut, en sa qualité de créancier, vendre par expropriation forcée, les immeubles de la succession.—17 mars 1827, t. 34, p. 82.

30. Le consentement donné par un créancier à ce que l'héritier bénéficiaire conserve le mobilier en nature, à la charge de faire compte de la prisée de l'inventaire, est une convention licite qui fait loi à son égard. —Paris, 27 déc. 1825. — Lescale C. Delachesnaye.

31. Lorsqu'il est reconnu que le mobilier d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire doit être vendu, cette vente ne peut être faite que par le ministère d'un officier public et aux enchères; les juges ne peuvent donner à l'héritier l'option de faire vendre le mobilier ou de le conserver en nature pour le prix de l'estimation. — Cass. 19 févr. 1821, t 23, p 52; *V.* aussi C. T. t. 2. p. 481-13.

32. L'héritier bénéficiaire poursuivant la vente des biens qui dépendent de la succession ne peut attaquer cette vente comme faite au-dessous du prix de l'estimation, lorsque son avoué a assisté à l'adjudication, y a consenti, et a reçu les frais dus par ses acquéreurs. — Renn. 7 juin 1820, t. 21, p. 320. n° 16 —M. Carr. t. 3, p. 337, n° 3176, critique fortement cet arrêt.

33 La requête présentée au président du tribunal à l'effet d'être autorisé à vendre les immeubles d'une succession bénéficiaire, doit être taxée conformément à l'art. 78 du tarif; tout est compris dans cette taxe, le droit d'obtention du jugement, comme le droit de communication au ministère public. — C. T. t. 2, p 483-19.

34. L'héritier bénéficiaire peut faire vendre par licitation devant un notaire, si les créanciers ne s'y opposent pas.—C. T. t. 2, p. 383, n° 23.

35. Faute au poursuivant d'avoir désavoué, le jugement d'adjudication doit être maintenu. — Renn. 7 juin 1820, t. 21, p. 320, n° 17.

36. L'héritier bénéficiaire peut-il seul, et sans le ministère du juge, distribuer les deniers de la succession entre les créanciers.

Si les deniers sont suffisants, l'héritier bénéficiaire fait des délégations; s'ils sont insuffisants, il fait une distribution amiable, si les créanciers s'accordent, et judiciaire s'ils ne s'accordent pas.—Carr. t. 3, p. 376, n° 3232.

Quand il s'agit de la distribution d'un prix d'un immeuble, MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 702; Carr. *loc. cit.* et D. C. p. 664, pensent que l'ordre doit être fait en justice; MM. Toull. t. 4, p. 385, et Thom. Desm. p. 369, sont d'avis que l'héritier bénéficiaire doit payer les créanciers qui se font connaître selon l'ordre des inscriptions, s'il ne s'élève pas de contestation entre eux. M. B. S. P. p. 70, n. 17, paraît adopter cet avis. L'opinion de MM Pig. Carr. et D C paraît plus conforme à l'esprit du Code de procédure. J. A. t. 21, p. 324, n° 21.— *V.* aussi C. T. t. 2, p. 484, 82.

37. L'héritier bénéficiaire d'un failli qui a des actions à intenter contre la succession, ne doit pas faire nommer un curateur au bénéfice d'inventaire, il doit les intenter contre les syndics définitifs —Am. 14 mars 1820, t. 21, p. 318, n° 15; *Sic.* M. B. S. P. p. 721, n. 22.

38. L'héritier bénéficiaire peut, comme l'héritier pur et simple, ester en jugement sur la liquidation d'une société commerciale, dont le défunt était membre —Turin, 1er août 1811, t. 19, p. 147, v° *Ressort*, n° 197.

39. Les décisions rendues contre une personne en qualité d'hérit

bénéficiaire, que peuvent lui être opposées, en qualité d'héritier pur et simple.—Paris, 17 déc. 1822, t. 21, p. 322, n° 20.

Art. 3. *Droits des tiers.*

40. Les poursuites dirigées contre des héritiers bénéficiaires ne sont pas nulles; seulement ceux-ci peuvent empêcher la continuation en offrant de rendre compte.—Bourg. 3 mars 1827.—Dubois C. Vallée.

41. Le créancier d'une succession bénéficiaire peut-il former saisie-arrêt entre les mains du débiteur de la succession.—Oui.—Cass. 8 déc 1814.—Non.—Paris, 30 juill. 1816. et 27 juin 1820, t. 21, p. 309, n° 9. MM. Carr. t. 2, p. 378, not. 1, n° 5, t. 3, p. 375, n° 323; Pig. *Comm.* t. 2, p. 701, et F. L. t. 5, p. 2, n° 3. —V. *suprà*, n° 38.

42. Le créancier d'une succession bénéficiaire, qui forme opposition sur le prix de la vente des meubles de la succession, entre les mains du commissaire-priseur, n'est point astreint à remplir les formalités prescrites, à peine de nullité en matière de saisie-arrêt ou opposition.—Douai, 11 janv. 1827, t. 32, p. 271.

43. Chaque créancier peut exercer sur les biens dépendants d'une succession bénéficiaire les droits qu'il avait contre le défunt, pour faire vendre ces biens ou en faire saisir les revenus, sans être obligé d'en laisser la jouissance à l'héritier, ni d'attendre le compte qu'il doit en rendre.—Renn. 5 mai 1814, t. 21, p. 307, n° 8.—C'est ce qu'enseignent MM. Carr. t. 3, p. 380, n. 1, et B. S. P. p. 717, n. 4. *Obs.* 8.

44. L'expropriation forcée des biens d'une succession peut être poursuivie par les créanciers personnels de l'héritier qui l'a acceptée sous bénéfice d'inventaire, si celui-ci ne fait aucune démarche pour faire vendre.—Lim. 15 avr. 1831, t. 41, p. 547.—V. notre mot *Saisie immobilière.*

45. Les créanciers d'une succession bénéficiaire ne peuvent en faire vendre les biens dans les formes prescrites par les art. 987 et suiv. C. p. c. et se dispenser ainsi de suivre les formes de la saisie immobilière.—Nîm. 28 déc. 1825, t. 32, p. 170.

46. Avant de procéder à la saisie des immeubles d'une succession bénéficiaire, le créancier est-il tenu de mettre l'héritier en demeure de vendre les biens de la succession? Non, Cass. 29 oct. 1807, n° 45.—Oui, — Paris, 4 fruct. an 12, t. 20, p. 34, v° *Saisie immob.*

47. Lorsqu'il existe une donation universelle d'usufruit, les héritiers bénéficiaires ne peuvent pas demander que l'adjudication des biens leur soit laissée, ni empêcher les saisies-arrêts formées par un créancier de la succession sur les fermages d'avoir leurs effets.—Paris 26 août 1816, t. 21, p. 315, n° 13.—V. *suprà*, n° 24.

48. Le créancier vendeur d'une tenue de bois peut s'opposer à ce que les héritiers de l'acquéreur continuent les coupes avant d'avoir pris qualité.—9 fév. 1827, t. 33, p. 165.

49. Il est permis à un ou plusieurs créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire de poursuivre la distribution par contributions des deniers qui proviennent de cette succession.—Brux. 28 déc 1826.

50. Il ne faut pas, pour pouvoir provoquer cette distribution, que tout ce qui est relatif à la succession ait été liquidé, et que tous les deniers qui en proviennent se trouvent réunis dans les mains de l'héritier bénéficiaire.—Brux. 28 déc. 1826.

51. Que doit-on entendre par *créanciers opposants* dans le sens de l'art. 808, C. c? — Pour pouvoir former l'opposition dont parle cet article, il suffit que la créance, en vertu de laquelle on la forme, ait été produite lors de l'inventaire, et ne soit pas contestée.—Brux. 28 mars 1826.

52. Les créanciers d'une succession ne sont pas représentés par l'héritier bénéficiaire dans les actions qui leur sont personnelles, de telle sorte qu'on puisse leur opposer les jugements rendus contre lui — Paris, 20 juill. 1811, t. 17, p. 204, v° *Ordre*, n° 90.

53. Dans une instance en paiement du reliquat, l'héritier bénéficiaire poursuivi par un légataire ne représente pas les autres légataires dont les intérêts sont opposés. — 22 août 1827, t. 34, p. 70.

54. La séparation de patrimoine a lieu de droit dans une succession bénéficiaire, de telle sorte que les créanciers du défunt doivent être appelés à l'ordre avant les créanciers personnels de l'héritier. — Paris, 20 juill. 1811, t. 17, p. 204, n° 91.

Chap. II. *Renonciation à la succession et à la communauté.*

55. L'héritier qui a renoncé à la succession après l'avoir d'abord acceptée sous bénéfice d'inventaire, peut, lors même qu'un curateur a été nommé à cette succession, revenir sur sa renonciation et reprendre sa première qualité.—Renn. 11 août 1813, t. 21, p. 338, n° 9.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 383, n. 3.

56. Le curateur à la vacance, et les créanciers de la succession sont sans intérêt pour s'opposer à sa demande, et il n'a pas besoin de mettre tous ces derniers en cause.—Renn. 11 août 1813, t. 21, p. 338, n° 10.

57. La renonciation à une succession en faveur d'un tiers qui n'est pas héritier, ne peut pas être faite au greffe dans la forme ordinaire; elle doit l'être par-devant notaire dans la forme des donations.—Cass. 17 août 1815, t. 21, p. 310, n° 11 —*V.* M. F. L. t. 1, p. 831.

58. La veuve qui n'a pas fait inventaire dans les trois mois du décès de son mari, n'est pas déchue du droit de renoncer à la communauté, si on ne peut lui imputer le retard —Metz, 20 juill. 1824. Gillet C. Noirret.—*V.* le numéro qui suit.

59. Le délai de trois mois, accordé à la femme survivante pour faire inventaire, est de rigueur, en telle sorte que si elle n'a renoncé qu'après ce délai, et lors même que les scellés n'auraient pas encore été levés, elle n'en est pas moins commune.—Brux. 18 mai 1811, t. 21, p. 306, n° 6. — MM. B. S. P. p. 717, n. 2, et Carr. t. 3, p. 382, n° 3242. — *V.* le numéro qui précède.

60. Décidé cependant que la femme séparée de corps et de biens, peut toujours opposer l'exception dilatoire, tant qu'il n'a pas été fait un inventaire légal et régulier. — Ang. 15 juill. 1808, t. 21, p. 305, n° 5 — *V.* MM. Carr. t. 3, p. 321, n. 1; et B. S. P. p. 717, n. 3.

61. La femme peut demander une prorogation de délai pour accepter ou répudier la communauté devant la même cour qui a rendu l'arrêt ou la séparation de corps. — Cass. 29 janv. 1818, t. 21, p. 316, n° 13 *bis.*

62. Le délai accordé à la femme pour faire son option, ne court que du jour où le mari lui aura rendu le compte qu'il doit, *comme chef de la communauté.*—Cass. 29 janv. 1818, t. 21, p. 316, n° 13 *ter.*

63. L'époux survivant, commun en biens, n'a pas, de préférence aux héritiers de son conjoint, le droit de nommer le notaire pour la confection de l'inventaire de la succession et de la communauté. — Colm. 11 nov. 1831, t. 42, p. 273.

Chap. III. *Successions vacantes et successions en déshérence.*

64. Lorsque les héritiers plus proches renoncent à la succession, les créanciers ou les héritiers renonçants ou d'autres parties intéressées, peuvent faire nommer un curateur à la succession vacante, sans qu'il soit nécessaire de sommer préalablement les héritiers au degré subséquent d'accepter ou de répudier la succession.—Aix, 17 déc. 1807, t. 21, p. 334, n° 5.—C'est ce qu'enseigne M. Toull. t. 4, p. 398, n° 397 —Sur le cas de concurrence entre deux ou plusieurs curateurs, *V.* MM. Carr. t. 3, p. 385, n° 3248; Delap. t. 2, p. 476; B. S. P. p. 723, n. 4; Toull. p. 383.

65. Le curateur à une succession vacante n'est pas tenu de prêter serment avant d'entrer en fonctions.—Bord. 4 avril 1809, t. 21, p. 335, n° 6. —MM. Carr. t. 3, p. 384, n° 3245; Haut. p. 591; et B. S. P. p. 723, n. 4. —Doit-il être passé acte au greffe de l'acceptation du curateur nommé, et celui-ci doit-il constituer un avoué dans cet acte? — *V.* MM. Pig. t. 2, p. 760; Carr. t. 3, p. 384 n° 3246.

66. Le curateur qui n'a plaidé que d'après l'avis de l'avocat qui lui a été donné pour conseil, doit obtenir ses dépens, quoiqu'il soit débouté de ses demandes. — Renn. 11 août 1813, t. 21, p. 339, n° 11.

67. L'administration des domaines n'a pas droit d'exiger de comptes d'un curateur à une succession vacante, lorsque cette succession n'a rien produit et que le curateur n'a aucuns deniers. — Cass. 20 janv. 1807, t. 21, p. 333, n° 3. — *V.* Pr. Fr. t. 5, p. 319.

68. S'il existe, dans un même arrondissement de tribunal, plusieurs successions déclarées vacantes, les curateurs ne peuvent pas réunir les poursuites pour parvenir à la vente des biens qui dépendent de chaque succession. — Déc. du min. des fin. 26 oct. 1827, t. 36, p. 342.

69. Circulaire du ministre de la justice sur les formes à suivre, soit pour accepter les successions vacantes, soit pour en administrer les biens et en acquitter les charges. — 8 juill. 1806, t. 21, p. 331, n° 2.

70. Instruction de la régie sur les règles à suivre pour distinguer les successions vacantes de celles en déshérence et pour assurer l'exécution des lois relatives aux successions de ces deux espèces, ouvertes soit avant, soit depuis le code civil, — 5 mars 1806, t. 21, p. 327, n° 1. — *V.* aussi C. T. t. 2, p. 491, 1, à la note.

71. Comment doivent être administrées les successions en déshérence. — Instr. de M. le direct. général de l'adm. de l'enreg. et des dom. 6 mai 1811, t. 21, p. 336, n° 7.

72. Autre instruction de M. le directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines concernant le mode d'adjudication des successions en déshérence. — 3 déc. t. 21, 1811, p. 337, n° 8.

73. Le curateur à une succession vacante a qualité pour interjeter appel du jugement qui, dans une distribution des deniers mobiliers dépendant de cette succession, accorde à un créancier un dividende qu'il croit ne lui être pas dû; alors il représente la partie saisie. — Poit. 24 mars 1830, p. 209.

SUISSE. (1)

1. Publication de la convention et de l'article additionnel concernant l'établissement réciproque des Français en Suisse et des Suisses en France, conclue entre S. M. très chrétienne et les cantons et Etats du corps helvétique y dénommés. — 23 sept. 1827, t. 34, p. 142. — *V.* notre mot *Tribunaux*, n° 390.

2. Ordonnance du roi qui prescrit la publication du traité concernant les rapports de voisinage, de justice et de police, conclu entre S. M. très chrétienne et les Etats de la confédération helvétique. — 31 déc 1828, t. 36, p. 348.

(1) *V. Arb.* 292. — *Caut.* 29. — *Exéc.* 153.

SURENCHÈRE. (1)

C. 1. Du droit de surenchérir. — De la transcription et notification. — A. 1. Notification du contrat d'acquisition, 1 à 18. — A. 2. Quand peut-il y avoir lieu à surenchère de la surenchère du quart et de celle du dixième, 19 à 37. — A. 3. Qui peut requérir la mise aux enchères, qui peut s'y opposer, 38 à 74. — A. 4. Comment doit être calculé le montant des offres du surenchérisseur, 75 à 94. — A. 5. Caution. — § 1. *Désignation de la caution.* — *Mode de réception.*, 95 à 107. — § 2. *Qui peut servir de caution*, 108 à 112. — § 3. *De quoi il doit être donné caution*, 113 à 115. — § 4. *Comment et sur quoi la solvabilité de la caution doit être établie*, 116 à 136. — § 5. *Peut-on offrir une caution supplémentaire*, 137 à 141. — § 6. *Déchéance du droit de justifier la solvabilité de la caution ou d'en contester la validité*, 142 à 155. — C. 2. Poursuite et dénonciation de la surenchère. — Assignations. — Nullités. — Déchéances — A. 1. Poursuites, 156 à 160. — A. 2. Dénonciation. — § 1. *A qui et où la surenchère doit être signifiée.* — *Copies séparées.* — *Huissier-commis.* — 1° *A qui est où la surenchère doit être signifiée*, 161 à 171. — 2° *Copies séparées*, 172 à 176. — 3° *Huissier-commis*, 177 à 179. — § 2. *Délais de la signification*, 180 à 196. — A. 3 Assignation. — Compétence, 197 à 200. — A. 4. Nullité. — Déchéances pour vices dans la signification — Pour qui et contre qui elles sont encourues. — Quand elles peuvent être proposées, 201 à 210. — C. 3 Formalités de la revente après surenchère, 211 à 228 — C. 4. Effets de la surenchère. — A. 1. Effets de la réquisition de surenchère. — L'acquéreur peut-il arrêter la surenchère? — Le surenchérisseur peut-il se désister? — Effets du désistement, 229 à 245. — A. 2. Effets de l'ajudication sur surenchère, 246 à 263. — A. 3. Effets de la nullité d'une surenchère. — Du droit des créanciers pour intervenir et demander la nullité de la poursuite, 264 à 271.

(1) *V. Autor. de femme*, 15. — *Cons. de fam.* 10. — *Dem. nouv.* 77. — *Enreg.* 84, 205. — *Excep.* 205 et s. — *Exp.* 199 — *Sais. imm.* 964. — *Tierce-opp.* 39. — *Trib.* 211.

Chap. 1. *Du droit de surenchère de la transcription et de la notification.*

Art. 1. *Notification du contrat d'acquisition.*

1. L'avoué a droit à un émolument pour la transcription du contrat qu'il fait opérer par ses soins. — C. T. t. 2, p. 312, 2.

2. Droits dûs au conservateur des hypothèques pour la transcription d'un contrat. — C. T. t. 2, p. 313, 4 et 5.

3. Si les inscriptions n'excèdent point le prix de la vente, l'acquéreur fait signifier au vendeur l'état des inscriptions avec sommation d'en rapporter mainlevée et offre de payer en rapportant lesdites mainlevées. Dans ce cas il n'y a pas lieu de notifier aux créanciers inscrits. — C. T. t. 2, p. 316, 17.

4. La notification d'un contrat d'acquisition aux créanciers inscrits, est nulle, si elle ne contient pas la désignation exacte du prix. — Turin, 2 mars 1811, t. 21, p. 383, n° 42. — *V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 522.

5. Mais il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la dénonciation du contrat de vente contienne la ventilation du prix relativement aux divers immeubles qui ont été vendus en bloc. — Bord. 8 juill. 1814, t. 21, p. 430, n° 77.

6. La notification de l'extrait d'un contrat de vente dont le prix consiste, pour le tout ou pour partie, en rentes viagères, ne peut faire courir le délai de la surenchère, ni donner lieu à l'ouverture d'un ordre, si elle ne détermine pas les capitaux de rentes viagères. — Paris, 5 fév. 1814, t. 21, p. 425, n° 71. — *V.* le numéro qui suit.

7. Lorsqu'un immeuble est vendu

moyennant une somme fixe et une rente viagère, l'acquereur qui veut payer n'est tenu, dans la notification du contrat aux créanciers inscrits, qu'à indiquer le prix tel qu'il est porte dans le contrat, sans qu'il soit nécessaire d'évaluer le capital de la rente; et on ne peut pas dire que cette notification, n'indiquant pas suffisamment le prix, n'a pu faire courir les délais de surenchère.—Aix, 2 fév. 1821, t. 23, p. 39. —V. MM. PERSIL, t. 2, p. 278, et DELV. t. 2, p. 243 et 684, qui pensent que l'acquéreur doit évaluer la chose, si le prix est indéterminé, comme lorsqu'il consiste dans une rente viagère —V. l'arrêt qui précède.

8. La notification prescrite par l'art. 2183, doit être faite à tous les créanciers inscrits dans le seul et même délai d'un mois, à partir de la première sommation, quel que soit celui d'entre les créanciers qui ait fait faire cette sommation.—Cass. 6 août 1818, t. 21, p. 477, n° 129.—V. M. F. L. t. 5, p. 474, v° *Surenc.*

9. L'acquéreur qui a rempli les formalités prescrites par l'art. 2194 C. c., est tenu, si une femme mariée prend inscription dans les 60 jours, de lui faire la notification dont parle l'art. 2183, pour la mettre en demeure de surenchérir.—Caen, 12 avr. 1826, t. 32, p. 336.

10. Lorsqu'un exploit de notification se réfère à deux acquéreurs d'immeubles différens, par deux contrats distincts, la nullité commise par l'un des acquéreurs, ne doit pas réfléchir sur l'autre.—Tur. 2 mars 1811, t. 21, p. 393, n° 43.

11. La notification voulue par les art. 2183 et 2185 C. c., doit être faite par un huissier commis, conformément à l'art. 832 C. p. c. à peine de nullité, quoique cet article ne le dise pas.—Tur. 1er juin 1811, t. 21, p. 404, n° 52.—V. MM. CARR. t. 3, p. 166, n° 1824; PIG. *Comm.* t. 2, p. 528; et F. L. t. 5, p. 475.

12. Quand les domiciles sont élus dans des cantons différents, le président doit commettre deux ou plusieurs huissiers pour faire les notifications avec le plus d'économie. De cette manière, il évitera des frais considérables de transport. — C. T. t. 2, p. 315, 16.

13. Si plusieurs adjudicataires se réunissent pour notifier leur contrat, il n'en sera pas moins dû un droit d'enregistrement par chacun d'eux. — C. T. t. 2, p. 314, 11.

14. L'exploit par lequel l'acquéreur d'un immeuble notifie son titre aux créanciers inscrits, n'est soumis qu'à un seul droit, attendu que les créanciers sont tous cointéressés. — Comm. T. t. 2, p. 314, 11.

15. Le nombre de rôles de l'extrait de la vente qui est dénoncé aux créanciers inscrits, ne peut être arbitré par le juge; l'avoué ne peut d'ailleurs y inscrire que ce qui est prescrit par la loi.—C. T. t. 2, p. 315, 15.

16. L'avoué chargé de poursuivre la purge des hypothèques et priviléges frappant sur un immeuble donné ou vendu, ne peut obtenir ni droit de consultation ni droit de correspondance.—C. T. t. 2, p. 316, 18.

Art. 2. *Quand il peut y avoir lieu à surenchère. — De la surenchère du quart et de la surenchère du dixième.*

17. Un droit de servitude ne peut être surenchéri par les créanciers inscrits sur l'immeuble qui en est grevé.—Cass. 18 janv. 1832, t. 44, p. 42.—V. *Ibid.* des observations. —V. aussi M. PARDESSUS, *traité des Servitudes*, p. 366, dont l'opinion est conforme à cet arrêt.

18. Une surenchère peut avoir lieu sur une revente par suite de folle enchère.—Paris, 10 mai 1834, t. 46, p. 370.—V. *infrà*, n° 33.

19. La surenchère du quart n'est pas permise dans une adjudication sur une vente en justice.—Rouen, 28 janv. 1828, t. 36, p. 72.

20. La surenchère du quart ne peut pas être admise sur l'adjudication qui a lieu par suite d'une première surenchère faite sur une vente volontaire. — Cass. 22 juin 1819. — Metz, 14 janv. 1823, t. 21, p. 458, n° 112, et p. 481, n° 132; c'est l'opinion de MM. F. L. t. 5, p. 64, v° *Saisie immobilière*; PIG. t. 2, p. 438; CARR. t. 3, p. 183, n° 2854; B. S. P. p. 655, n. 12, *Observ.* 5 —V. *contrà*, M. LEP. p. 562.

21. Pareillement la surenchère du quart, autorisée à l'égard des ventes sur saisie immobilière, n'est pas admise lorsqu'il s'agit d'une poursuite convertie du consentement de toutes les parties en une vente sur publications volontaires; elle doit être du dixième. — Paris, 19 juill. 1817.— Cass. 18 janv. 1834, t. 21, p. 448, n° 98; t. 46, p. 241.

22 et 23. Décidé au contraire que dans toute espèce de vente judiciaire, non seulement la surenchère du dixième est permise aux créanciers, mais encore que toute autre personne a le droit de surenchérir du quart.— Gren. 21 fév. 1818, t. 21, p. 450, n° 100. — V. MM. TARR. *Rép.* v° *Trancription*, § 3, n° 7; CARR. t. 3, p. 183, n° 2854; *id.* t. 2, p. 610, n° 2372.—V. *infrà, art.* 3.

24 et 25. L'adjudication sur licitation entre majeurs est-elle soumise à la surenchère du quart, comme les adjudications sur saisie immobilière. —Non. — Douai, 16 août 1810.— Paris, 23 déc. 1830, t. 21, p 389, n° 37. —Et Cass. 2 janv. 1833, t. 44, p. 202, t. 43, p. 502.—Oui.—Montp. 29 août 1829, t. 37, p. 298.—Ce dernier arrêt est très longuement motivé; la question est pendante en ce moment devant la cour de cassation sur un pourvoi dirigé contre un arrêt de la cour de Lyon du 23 déc. 1835. La même règle s'applique aux ventes faites par le tuteur des biens d'un mineur —Riom, 26 janv. 1818, t. 21, p. 450, n° 99.—V. *infrà*, n° 28.

26. La surenchère du quart, établie pour les ventes forcées, est admise dans la vente judiciaire des immeubles indivis entre des majeurs et des mineurs. — Colm. 2 déc. 1815. —Cass. 4 avril 1827.—18 mai 1830, t. 21, p. 440, n° 88, t. 33, p. 176, et t. 39, p. 6.

27. La prohibition de l'art. 713 C. p. c. s'applique-t-elle aux surenchérisseurs?—V. sur cette question MM. CARR. t. 2, p 619, n° 2391; et PIG. *Comm.* t. 2, p. 341; PR. FR t. 4, p. 369; et F. L. t. 5, p. 66. —Quant à la controverse élevée sur l'art. 712, —V. PR. FR. t. 4, p. 358; M. CARR. t. 2, p. 619, n° 2391.—V. *infrà, art* 3.

28. La surenchère, après vente sur licitation à l'audience des criées, peut n'être que du dixième.—Bord. 14 déc. 1827, t. 34, p. 249.—V. *suprà*, n° 24.

29. La vente des immeubles d'une succession vacante est une vente volontaire, sur le prix de laquelle il y a lieu à la surenchère, non du quart, mais du dixième. — Paris, 2 mars 1809, t. 21, p. 378, n° 28.

30. Pareillement la surenchère du quart dans la huitaine de l'adjudication, n'est pas admise en matière de vente d'immeubles dépendant d'une succession bénéficiaire.—Cass. 16 nov. 1819, t. 21, p. 461, n° 116.

31. Dans les ventes d'immeubles dépendant d'une faillite, non seulement la surenchère du dixième est permise aux créanciers, mais encore toute autre personne a le droit de surenchérir d'un quart.—Aix, 10 juin 1813, t. 21, p. 418, n° 67.

32. Décidé au contraire que dans les ventes d'immeubles dépendant d'une faillite, la surenchère, de la part des créanciers, est seule permise, et les tiers ne peuvent être admis à la surenchère du quart.— Rouen, 19 nov. 1814, t. 21, p. 432, n° 80.

33. La surenchère du quart peut avoir lieu sur une revente par suite de folle enchère.—Rouen, 13 juill. 1818.—5 mars 1827.—Montp. 7 déc. 1825, t. 21, p. 453, n° 102 *bis*, t. 30, p. 132, et t. 34, p. 116 — Il suffit dans ce cas de faire porter la surenchère sur le prix de la dernière adjudication.—Arr. Montp. 7 déc. 1825. V. *suprà* n° 18 et le n° qui suit.

34. La surenchère du quart peut avoir lieu dans une adjudication sur folle enchère, même lorsque la folle enchère a pour cause une première surenchère. — Riom, 11 juill. 1829, t. 37, p. 196. — Décidé au contraire que la surenchère du quart ne peut avoir lieu dans ce cas.—Rouen, 17 mai 1824, t. 26, p. 274. — V. le numéro qui précède.

35. La surenchère du dixième est permise sur une vente à réméré comme sur une vente pure et simple. —Bourg. 26 janv. 1822, t. 24, p. 25.

36. En matière de saisie de rentes, on ne doit pas admettre, comme en

matière de saisie immobilière, la surenchère du quart —*Sic*, MM. Pig. t. 2, p 148, n° 8; et Carr. t. 2, p 491. *Contrà*, M. D. C. p. 426. *V. J. A.* t. 21, p. 484, n° 141.

37. On ne peut admettre deux surenchères l'une sur l'autre. —Gren. 15 mars 1821. Rajon C. André Pichat.

38. Il peut être fait de nouvelles surenchères tant qu'il ne s'est pas écoulé plus de huit jours depuis l'adjudication, lors même qu'un premier surenchérisseur aurait déjà dénoncé la sienne, et suivi l'audience.—Tur. 30 janv. 1810. t. 21, p. 386, n° 34. —*V.* MM. Carr. t. 2, p. 613, n° 2379; Lep. p. 461; F. L. t. 5, p. 65, v° *Saisie immobilière*; Pig. *Comm.* t. 2 p. 337; Pig. t. 2, p. 250; B. S. P. p. 597, n. 95.

Art. 3. *Qui peut requérir la mise aux enchères, qui peut s'y opposer?*

V. *suprà*, n° 22 et 27.

39. Sous l'édit de 1771, les créanciers étaient admis à surenchérir jusqu'aux secondes lettres de ratification, quoique la créance fût postérieure au contrat de vente. — Cass. 25 therm. an 5, t. 21, p. 353, n° 2 et 3.

40. Est incapable de surenchérir, toute personne insolvable, quand même elle serait un des colicitants. —Colm. 2 déc. 1815, t. 21, p. 440, n° 89.

41. On doit tenir pour insolvable, et comme tel incapable de surenchérir, celui qui ne justifie pas qu'il possède une fortune mobilière ou immobilière libre. — Renn. 29 juin 1814, t 21, p. 429, n° 75.

42. Celui qui ne possède aucun immeuble, ne doit pas nécessairement, à cause de cela, être considéré comme insolvable et incapable de se rendre surenchérisseur. — Bord. 21 fév. 1829, t. 38, p. 227.

43. L'adjudicataire au préjudice duquel a lieu la surenchère du quart, peut s'opposer à l'adjudication et demander la nullité de la surenchère, en se fondant sur l'insolvabilité des surenchérisseurs.—Cass. 6 fév. 1816, t. 21, p. 443, n° 91. — Le poursuivant pourrait-il former une surenchère? Pour l'affirmative, *V.* M. Carr. t. 2, p. 611, n° 2373.—L'avoué de l'adjudicataire peut-il surenchérir sur lui? —M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 332, se décide pour la négative.

44. Dans le cas de la surenchère du quart, le surenchérisseur n'est pas tenu de justifier de sa solvabilité. — Renn. 13 juill. 1818. — Colm. 30 avril 1821, t. 21, p. 453, n° 103, et t. 23, p. 150.

45. Cependant une personne notoirement insolvable, ne peut pas, sous prétexte qu'elle offre de donner caution, être admise à la surenchère du prix d'une adjudication sur saisie immobilière. —Cass. 31 mars 1819.—Rouen, 30 mai 1823, t. 21, p. 455, n° 107, et t. 25, p. 185.—*V.* M. F. L. t. 5, p. 63.

46. Un surenchérisseur ou adjudicataire est notoirement insolvable dans le sens de l'art. 713 C. p. c., quoiqu'il ne soit pas entièrement dépourvu de moyens, si ses moyens sont insuffisants, comparés au montant de la surenchère, ou de l'adjudication. — Rouen, 30 mai 1823, t. 25, p. 185.

47. Le failli remis provisoirement à la tête de ses affaires, peut se porter surenchérisseur des biens d'un débiteur de sa faillite.—Toul. 22 août 1827, t. 35, p. 176.

48. Une surenchère n'est pas nulle, quoiqu'elle ait été faite en vertu d'une procuration antérieure aux notifications faites aux créanciers inscrits, que l'immeuble à surenchérir ne soit pas désigné dans la procuration, et qu'enfin l'exploit de surenchère contienne seulement une copie par extrait de cette procuration.—Paris, 30 nov. 1822, t. 24 p. 345.

49. Une procuration contenant les pouvoirs les plus étendus, notamment de faire et signifier toutes réquisitions et soumissions de porter le prix de l'immeuble désigné à un dix-huitième en sus de celui stipulé dans le contrat, suffit pour requérir la surenchère au nom du signataire de la procuration.—Paris, 25 mars 1811, t. 21, p. 395, n° 45. — *Sic.* MM. Pig. t. 2, p. 247; Carr. t. 2, p. 612, n° 2376; Delap. t. 2, p. 313; et Haut. p. 395. — *V.* aussi M. Lep. p. 460.

50. Comme aussi le pouvoir donné pour exproprier, emporte celui de surenchérir l'immeuble aliéné volontairement. — Aix, 5 pluv. an 13, t. 21, p. 355, n° 6.—V. *infrà*, n° 159.

51. Le créancier inscrit sur un bien vendu par saisie immobilière, peut surenchérir sur ceux qui ont acquis de l'adjudicataire, lorsque celui-ci, au lieu de faire à ce créancier les notifications prescrites par l'art. 2183 et 2184, s'est borné à lui faire des offres réelles du montant de sa créance.—Paris, 6 avril 1812, t. 21, p. 409, n° 57. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 165, n. 1, 2.

52. Le créancier inscrit sur la moitié d'un immeuble seulement indivis, ne peut, lorsque cet immeuble est vendu en un seul lot, surenchérir sur la totalité.—Paris, 3 mars 1820, t. 21, p. 466, n° 119. —*V.* M. Carr. t. 3, p. 186, n° 2857, et *infrà*, n° 53.

Aujourd'hui la vente seule ne suffit pas pour arrêter le cours des inscriptions.—*V.* Sur les conséquences de ce nouveau principe, M. Carr. t. 3, p. 175, n° 2847, 2848 —Sur la nécessité de l'inscription, pour requérir la surenchère —*V.* M. Pig. *Comm.* t. 2, p 531. — Pourra-t on prendre valablement inscription après une aliénation faite depuis la publication du Code civil, mais antérieurement à la mise en activité du Code de procédure?—*V.* MM. Carr. t. 3, p. 177, n° 2848; Delap. t. 2, p. 392. — La transcription a-t-elle pour seul effet d'autoriser le créancier inscrit à surenchérir. — *V.* MM. Tarrible, *Rep.* v° *Inscription*, § 4, n° 8, Pig. *Comm.* t. 2, p 532; et Carr. t 3, p. 178; n° 2849 —Les hypothèques légales, quoique non inscrites, sont un titre suffisant pour surenchérir. —Telle est l'opinion de MM. Tarrible, *Rep.* v° *Transcription*, n° 3; Pig *Comm.* t. 2, p. 530; Carr. t. 3, p. 479, n° 2850; Pr. Fr. t. 6, p. 92; Lep. p. 569; B S. P. p. 651, n. 1, 3. — *V.* aussi M. Carr. t. 3, p. 180, n° 2851.

53. Lorsque les immeubles d'une succession reconnus impartageables, ont été vendus par licitation, le créancier inscrit sur la part héréditaire d'un des cohéritiers, peut surenchérir la totalité des biens vendus, tant que les parts héréditaires n'ont pas été déterminées par une liquidation.—Paris, 16 juill. 1834, t. 47, p. 608.—*V.* le n° qui précède.

54. De même les créanciers inscrits, qui ont reçu du tiers acquéreur un à-compte sur le montant de leurs créances, ne deviennent pas pour cela non recevables à former postérieurement une surenchère.—Paris, 18 fév. 1826, t. 32, p. 345.

55. Comme aussi encore qu'un créancier ait donné mainlevée de son inscription tant qu'elle n'est pas encore radiée, il peut surenchérir l'immeuble.—Cass. 11 fév. 1806, t. 21, p. 356, n° 8.

56. Un créancier inscrit peut surenchérir, quoiqu'il soit certain que le prix de l'immeuble adjugé garantisse suffisamment le montant de sa créance. — Paris, 3 fév. 1832, t. 42, p. 283.—V. *infrà*, n° 93.

57. La surenchère pratiquée conjointement par deux créanciers, est valable, quoiqu'ils ne soient pas soumis à la solidarité. — Paris, 6 août 1832, t. 43, p. 655.—V. *Ibid* des observations.—V. *infrà*, n° 72.

58. Celui qui, en qualité de propriétaire d'un immeuble indivis, a concouru à l'adjudication qui a été faite en justice de cet immeuble, ne peut ensuite, sur le fondement qu'il est créancier hypothécaire de l'un des covendeurs, en requérir la vente par surenchère.—Am. 21 mai 1822, t. 24, p. 163.

59. Le vendeur primitif d'un immeuble ne peut cumulativement demander la résolution de la vente à défaut du paiement du prix, et requérir la mise aux enchères de cet immeuble s'il est revendu à un tiers. —Cass. 26 avril 1831. Creffié C. Rey de Morande.

60. Un cessionnaire peut surenchérir comme un créancier inscrit, quoiqu'il ait pris inscription avant d'avoir notifié son transport, si d'ailleurs cette notification est antérieure au jugement d'adjudication. — Cass. 30 mai 1820, t. 21, p. 472, n° 123.

61. Il n'est pas non plus nécessaire qu'un acte de subrogation soit transcrit sur les registres des hypothèques.

pour que le subrogé à une créance hypothécaire puisse, s'il a notifié cet acte, exercer une surenchère.—Paris, 2 mars 1809, t. 21, p. 378, n° 27.

62. Le tiers détenteur d'un immeuble ne peut surenchérir lorsqu'il n'est pas personnellement obligé.—Brux. 15 avril 1809, t. 21, p. 380, n° 30.

63. Le mari peut valablement surenchérir l'immeuble affecté par hypothèque à la dot de sa femme, sans que celle-ci ait signé l'acte de la surenchère. — Caen, 20 juin 1827. Becquemie C. Lepaulmier.—V. *infrà*, n° 70

64. La femme non séparée de biens d'avec son mari, ne peut être admise à faire une surenchère sur les biens de celui-ci. — Montp. 22 mai 1807, t. 21, p. 358, n° 10.

65. Comme aussi la femme, même séparée de biens, ne peut, sans l'autorisation spéciale de son mari, surenchérir l'immeuble sur lequel elle est inscrite, et une procuration générale ne lui suffit pas à cet effet — Cass. 14 juin 1824, t. 26, p. 314.—*V*. le numéro qui suit.

66. La femme séparée de biens peut, en vertu du jugement qui prononce sa séparation, surenchérir un immeuble vendu par son mari; elle n'a pas besoin d'une autorisation spéciale à cet effet. — Orl. 24 mars 1831, t. 41, p. 391. — *V*. le numéro qui précède.

67. De même la femme dont tous les biens présents et à venir sont dotaux, ne peut même, avec l'autorisation de son mari, faire une surenchère sur les biens de ce dernier, vendus par saisie immobilière.—Lyon, 27 août 1813, t. 21, p. 423, n° 69.

68. Cependant il a été jugé qu'une femme qui n'a que des biens dotaux, peut surenchérir, pourvu qu'elle offre une caution solvable. — Gren. 11 juin 1825, t. 31, p. 76.

69. La femme mariée sous le régime dotal, peut, avec l'autorisation de son mari, surenchérir sur le bien vendu par son débiteur. — Riom. 11 août 1824. Desrieu C. Alary. — *V*. les numéros qui précèdent.

70 L'acte de surenchère à laquelle donne lieu une créance de communauté, n'est pas nul faute de la signature de la femme, lorsqu'il est revêtu de la signature du mari. — Paris, 4 mars 1815, t. 21, p. 435, n° 84 —V. *suprà*, n° 63.

71. La réquisition de mise aux enchères est un simple acte conservatoire que les administrateurs des établissements publics peuvent exercer, sans qu'il soit précédé de l'autorisation du conseil de préfecture.—Brux. 20 avril 1811, t. 21, p. 398, n° 48. — Tel est l'avis de MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 526; et Carr. t. 3, p. 165, n. 1.

72. La surenchère doit produire son effet, à l'égard de celui qui avait le droit de surenchérir, quoiqu'il l'ait faite conjointement avec une personne incapable.—Brux. 15 avril 1809, t. 21, p. 380, n° 30 *bis*.—Dans le même sens, *V*. MM Carr. t. 2, p. 611, n° 2374; et B S. P. p. 596, n. 95 —V. *suprà*, n° 57.

73. Un créancier surenchérisseur est recevable à poursuivre l'instance née de sa surenchère, quoiqu'il ait été désintéressé de sa créance—Lim. 11 juill. 1833, t. 46, p. 233, V. *suprà*, n° 69.

74. Le vendeur et l'acquéreur d'un immeuble ont droit de critiquer les titres du créancier surenchérisseur, sans être tenus d'attendre l'ouverture de l'ordre.—Toul 30 janv. 1834, t. 47, p. 494.

Art. 4. Comment doit être calculé le montant des offres du surenchérisseur.

75. Il suffit, pour la validité de la surenchère, que les termes de la soumission de surenchérir embrassent toutes les charges du contrat sans exception, quoiqu'ils contiennent en outre la soumission d'une somme numérique inférieure à la valeur de ces charges. — Cass. 30 mai 1820, t. 21, p. 472, n° 126. — V. *infrà*, n° 247.

76. Le créancier surenchérisseur doit offrir un dixième en sus, non seulement du prix principal, mais encore des charges extraordinaires, même indéterminées qui sont imposées à l'acquéreur. — Riom, 29 mars 1816, t. 21, p. 444, n° 92.

77. Lorsque la notification du jugement d'adjudication contient l'énumération spécifique de toutes les charges, encore bien qu'elle ne distingue pas celles qui font partie du prix, de celles qui n'en font pas partie, c'est au créancier surenchérisseur à les distinguer, pour composer en conséquence la somme à laquelle il doit porter la surenchère. — Cass. 2 nov. 1813, t. 21, p. 399, n° 50.— MM. Merl. t. 13, p 237 et 340; F. L. t. 15, p. 476; Carr. t. 2, p. 612, n° 2380; Pig. *Comm.* t. 2, p. 334.

78. En cas de surenchère sur revente par folle enchère, l'offre du surenchérisseur ne doit avoir pour base que le montant de la dernière adjudication, et non celui de la folle enchère.—Paris, 10 mai 1834, t. 46, p. 370.

79. Une surenchère est nulle si le surenchérisseur n'offre pas, outre le dixième du capital, le dixième des frais faits pour parvenir à l'aliénation de l'immeuble saisi, qui ne sont pas une charge ordinaire de la vente, mais qui ont été imposés à l'adjudicataire.—Pau, 25 juin 1833, t. 46, p. 250.—V. *infrà*, n°s 85 et 86 bis.

80. La surenchère du dixième n'est pas nulle, si elle ne comprend pas les intérêts du prix.—Rouen, 4 juill. 1828, t. 38, p. 220.

81. Lorsque divers immeubles vendus par suite de saisie ont été adjugés *pour un seul prix* à un avoué, qui a fait déclaration de command, moyennant des prix distincts, au profit d'une personne pour l'un des immeubles; et au profit d'une autre personne pour le surplus des biens, la surenchère peut ne frapper que sur l'un des lots, et ne doit pas, pour être valable, s'étendre à la totalité des biens vendus.— Lim. 5 déc. 1833, t. 47, p. 708.

82. En matière de surenchère sur licitation volontaire, les contributions placées à la charge de l'acquéreur ne doivent pas être considérées comme une augmentation du prix, et par conséquent le surenchérisseur n'est pas tenu d'offrir le dixième en sus de leur montant.—Bourg., 1er août 1829.—Boisset C. Barbat.

83. La charge imposée à un acquéreur de payer quelques mois d'impôts échus avant le jour de la vente, n'est pas une partie du prix dans le sens de l'art. 2185, C. c.; ainsi le créancier surenchérisseur n'est pas tenu d'offrir le dixième de cette charge.—Bourg. 19 juill. 1822, t. 21, p. 486, n° 131.

84. Décidé également que le surenchérisseur n'est pas tenu d'offrir le dixième en sus des impôts qui grèvent l'immeuble vendu, quelques soient, à cet égard, les clauses des actes de vente.—Cass. 18 janv. 1825, t. 30, p. 23.

85. Lorsque l'adjudicataire a été obligé de payer, outre son prix, un droit de cinq pour cent à l'avoué poursuivant, et une somme fixée pour les frais, le surenchérisseur doit offrir le dixième de ces sommes aussi bien que du prix principal.—Cass. 15 mai 1811, t. 21, p. 399, n° 49 —*V*. M. Carr. t. 3, p. 165, n. 1, 3, 4; et M. B. S. P. p. 652, n. 2. —V. *suprà*, n° 79.

86. Lorsque, dans la signification par lui faite aux créanciers, l'acquéreur d'un immeuble déclare qu'outre le prix porté au contrat, il est convenu de payer verbalement une somme au vendeur à titre de pot-de-vin, le surenchérisseur doit offrir le dixième de cette somme, comme du prix énoncé au contrat. —Cass. 3 av. 1817, t. 21, p. 436, n° 86.

86 *bis*. De même l'offre de surenchérir du 10e doit porter, non seulement sur le prix principal porté au contrat, mais encore sur les accessoires du prix de la vente; par exemple sur les deux 1/2 pour cent stipulés payables en sus du prix de l'adjudication. —Nancy, 8 mai 1827, t. 33, p. 66. —V. *suprà*, n°s 79 et 85.

87 et 88. Lorsque l'enchère met à la charge de l'adjudicataire, les frais de l'extrait des inscriptions et des dénonciations aux créanciers inscrits, le taux de la surenchère se calcule en comprenant ces frais dans le prix dont le dixième en sus doit être offert. —Bord. 14 déc. 1827, t. 34, p. 249. —V. *suprà*, n° 79.

89. L'acquéreur peut exciper de l'insuffisance de la mise à prix du

surenchérisseur, encore que cette insuffisance ne porte que sur les prestations en nature, quoique le contrat de vente ne fasse que les indiquer sans évaluation —Cass. 3 avr. 1815, t. 21, p. 435, n° 85.

90. Mais les redevances foncières dont le vendeur était lui-même chargé ne doivent pas être considérées comme faisant partie du prix de la nouvelle vente, de telle sorte que le surenchérisseur soit tenu d'offrir un dixième en sus de ces redevances.—Cass. 12 janv. 1809, t. 21, p. 376, n° 26 *bis*.

91. Mais l'obligation imposée à l'acquéreur d'un immeuble de servir une rente foncière, dont cet immeuble est grevé, est réputée faire partie du prix de telle sorte que le surenchérisseur doit, à peine de nullité, en offrir le dixième en sus, aussi bien que de la somme stipulée payable au vendeur lui-même.—Cass. 25 nov. 1811, t. 21, p. 405, n° 53. —Bord. 4 mai 1833.—MM. Carr. t 3, p. 165, n. 1, n° 5; Pig. *Comm.* t. 2, p. 527, approuvent cette décision.—*V.* M. Merl. *Rép.* t. 13, p. 340

92. Celui qui, en faisant une surenchère du dixième, déclare qu'il entend être remboursé de toutes les dépenses qu'il fait, comme des frais extraordinaires de poursuite, par privilége sur le prix, rend la surenchère non recevable, parce qu'il la diminue de tout ce qu'il réclame.—Montp. 25 janv. 1830, t. 39, p. 184.

93. La surenchère qui a eu lieu, à la suite de la vente des immeubles d'un failli, est soumise seulement aux formalités prescrites par la surenchère sur aliénation volontaire. —Lim. 23 mai 1814, t. 21, p. 428, n° 74.

Art. 5. *Caution.*—§ 1. *Désignation de la caution.—Mode de réception.*

94. Un surenchérisseur peut présenter plusieurs personnes pour caution de sa surenchère. — Bord. 20 août 1831.—V, *infrà*, n° 111.

95. L'acte de réquisition de mise aux enchères doit, à peine de nullité, contenir la désignation de la personne offerte pour caution.—Brux. 22 déc. 1807.—Paris, 2 av. 1808.— Cass. 4 janv. 1809.—Bord. 8 juill. 1814.— Paris, 27 nov. 1821, t. 21, p. 366, n° 15, p. 370, n° 18, p. 430, n° 78, et t. 23, p. 357.

Sur la question de savoir s'il est nécessaire que dans l'acte de surenchère la caution fasse la soumission de cautionner. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 169, n° 2830.

96. Les formalités concernant la caution à fournir dans la surenchère, sont réglées par l'art. 832, C. p. c., et non par l'art. 518 du même code. —Renn. 29 mai 1812, t. 21. p. 410, n° 59.—*V.* en ce sens M. Carr. t. 3, p. 168, n° 2829; contre M. B. S. P. p. 653, not. 4.

97. En admettant qu'en matière d'expropriation forcée le surenchérisseur puisse présenter une caution pour garantie de sa solvabilité, il faudrait au moins, dans l'offre de cette caution, suivre les formalités prescrites par l'art. 832, C. p. c. en matière de surenchère sur aliénation volontaire.—Cass. 31 mars 1819, t. 21. p. 455, n° 108.—V. *infrà*, n° 105.

98. L'acte de réquisition de mise aux enchères, doit, à peine de nullité, contenir assignation à trois jours pour la réception de la caution — Tur. 2 mars 1811, t. 21, p. 393, n° 44.

Est-il besoin d'une permission du président pour donner l'assignation à 3 jours? — *V.* M. Carr. t. 3, p. 171, n° 2840, qui répond négativement.

99. Cependant l'assignation donnée à l'acquéreur par le créancier surenchérisseur, en réception de caution pour un délai qui excède 3 jours, n'est pas nulle si elle a été donnée pour l'audience la plus prochaine, à compter de l'échéance des délais.—Cass. 30 mai 1820, t. 21, p. 472, n° 125.

100. L'assignation en validité d'une caution offerte par un surenchérisseur peut être signifiée au parquet du procureur du roi, si le vendeur n'a plus son domicile indiqué au contrat de vente, et si on ignore sa nouvelle résidence. — Cass. 2 mai 1832, t. 42, p. 685.

101. La caution à fournir par le créancier surenchérisseur doit être reçue par le tribunal et non par le juge des référés.—Riom, 10 déc. 1808, t. 21, p. 374, n° 25.—Cette opinion est approuvée par MM. Carr. t. 3, p. 169, n° 2832; Pig. *Comm.* t. 2, p. 29; B.S.P. p. 652, n. 5.

102. En matière de surenchère sur aliénation volontaire, les juges peuvent admettre une caution non domiciliée dans le ressort de la cour royale, lorsque d'ailleurs le domicile de la caution est très rapproché du tribunal où elle est donnée, qu'elle a fait élection de domicile dans le ressort de la Cour, et qu'enfin il y a plusieurs autres cautions obligées solidairement, dont l'une est domiciliée dans le ressort de la cour.— Angers, 14 mai 1819, t. 24, p. 155.

103. L'avoué de la caution a qualité suffisante pour déclarer que son client se porte caution et déposer les actes justificatifs de sa propriété. — Paris, 2 juill. 1830, t. 40, p 37.

104. Les règles générales posées par l'art. 518 C. p. c., sur les réceptions de caution, et particulièrement celles qui veulent que la copie de l'acte du dépôt des titres soit joint à l'exploit de présentation, s'appliquent à la caution de la surenchère.— Paris, 27 nov. 1821, t. 23, p. 357.—V. *suprà*, n° 96.

105. Décidé au contraire que les règles établies pour la réception des cautions ordonnées par jugement, ne sont pas applicables aux cautions offertes dans le cas de surenchère sur vente volontaire; spécialement il n'est pas nécessaire que le surenchérisseur dépose au greffe les titres de solvabilité de sa caution, et qu'il donne copie de l'acte du dépôt dans l'acte de dépôt, dans l'acte de réquisition de mise aux enchères — Poit. 6 août 1823, t. 25, p. 289. — V. *suprà*, n° 97.

106. Le surenchérisseur qui a été admis par un jugement à fournir une caution nouvelle, attendu que celle qu'il avait d'abord offerte est décédée avant d'avoir été reçue, doit présenter cette nouvelle caution en suivant les règles tracées pour la réception des cautions en général. — Cass. 16 mars 1824, t. 26, p. 174.

107. La caution offerte par un surenchérisseur ne peut, après avoir fait sa soumission par un mandataire, révoquer son consentement, surtout après le délai fixé par la loi pour la réception de la surenchère. — Riom, 29 nov. 1830, t. 45, p. 745.

§ 2. *Qui peut servir de caution?*

108 et 109. Dans le cas de surenchère, la caution n'est pas judiciaire. Elle est seulement légale, et par conséquent on peut présenter une femme puisqu'il n'y a pas lieu à la contrainte par corps. — Renn. 9 mai 1810, — Am. 2 fev. 1819, t 21, p. 389, n° 36, p. 454, n° 105. — *V.* M. Carr. t. 3. p. 172, n. 3.— *V.* le n° qui suit.

110. Un créancier surenchérisseur peut présenter plusieurs personnes connues sa surenchère, et notamment sa femme. — Cass. 4 av. 1826, t. 31, p. 44.—*V.* le n° qui précède.

111. Un surenchérisseur peut présenter le cautionnement de plusieurs personnes, qui, dans ce cas sont solidaires de la loi.—Toulouse, 22 août 1827, t. 35, p. 96.—V. *suprà*, n° 94.

112. La surenchère ne peut pas être annulée par le motif que les immeubles sur lesquels la garantie de la surenchère est offerte, appartiennent à plusieurs personnes que le surenchérisseur offre en même temps pour caution. —Paris, 3 août 1812, t. 21, p. 415, n° 64.—M Carr. t. 3, p. 169, n° 2831, est d'un avis contraire.

§ 3. *De quoi il doit être donné caution.*

113. L'obligation par le créancier surenchérisseur de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges, ne s'étend qu'au prix énoncé au contrat, et non au dixième en sus auquel ce prix est porté par la surenchère.— Renn. 29 mai 1812, t. 21, p. 410, n° 58.

114 Décidé au contraire que le créancier surenchérisseur doit, à peine de nullité, offrir caution, non seulement pour le montant du prix stipulé au contrat, mais encore jusqu'à concur-

rence du dixième de la surenchère. —Cass. 10 mai 1820, t. 21, p. 470, n° 122. — *V.* MM. F. L., t. 5, p. 478. v° *Surench.* et B.S.P. p.785.n. 53

115. Mais lorsque l'offre de la caution est faite dans l'acte de réquisition des mises aux enchères contenant formellement l'offre de porter le prix de l'immeuble à un dixième en sus, outre les charges, il n'est pas nécessaire de répéter que la caution est donnée jusqu'à concurrence du prix et des charges.—Paris, 25 mars 1811, t. 21, p. 395, n° 46.

§ 4. — *Comment et sur quoi la solvabilité de la caution doit être établie ?*

116. En matière de surenchère, la solvabilité de la caution offerte ne peut être établie que par titre, et non par enquête ou expertise. — Bord. 30 août 1816, t. 21, p. 446, n° 95. —*V.* M. F. L. t. 5, p. 481 ; v° *Surenchère*. B. S. P. p. 785, c. 4°.— *V.* les n°s suiv.

117. La caution offerte par un surenchérisseur qui ne peut justifier de sa solvabilité par les titres de ses propriétés, a droit de l'établir par des extraits de la matrice du rôle des contributions foncières, et par la comparaison du revenu net de ces propriétés avec celui de l'immeuble surenchéri.—Montp. 18 août 1831.

118. Les juges peuvent ordonner une expertise pour constater la valeur des immeubles de la caution, quand elle est dans l'impossibilité de l'établir par titres.—Besanç. 1er déc. 1827, t. 34, p. 328.—V. *suprà*, n° 116.

119. La solvabilité de la caution offerte par un surenchérisseur ne doit être appréciée que par les immeubles qu'elle présente. La surenchère est nulle si ces biens sont insuffisants, quelle que soit la valeur des autres immeubles de la caution. —Bourges, 27 nov. 1830, t. 41, p. 66.

120. Celui qui s'est porté caution ne peut établir sa solvabilité sur la valeur d'un immeuble appartenant en propre à sa femme. — Bord. 30 août 1816, t. 21, p. 446, n° 96.—*V.* MM. F. L., t. 5, p. 481 ; B. S. P. p. 785, c. 4°.

121. Une caution est solvable lorsqu'elle présente pour garantie un immeuble dont une partie appartient à un mineur, si malgré la licitation qui pourrait survenir, la part advenant à la caution était encore suffisante pour cautionner le surenchérisseur. —Bord. 27 nov. 1829, t. 38, p. 300.

122. La caution offerte par le créancier surenchérisseur peut, à défaut d'immeubles, offrir une consignation pécuniaire, jusqu'à concurrence du prix et des charges.—Paris, 9 avr. 1813, t. 21, p. 418, n° 66.

123. Mais la surenchère est nulle lorsque la caution offerte est insuffisante, et le surenchérisseur ne peut être admis à la remplacer par une consignation pécuniaire. — Rouen, 23 mars 1820 et 2 mars 1828, t. 21, p. 469, n° 121; t. 38, p. 302. — *V.* M. CARR. t. 3, p. 172, not. 3, 2°. — V. *infrà*, n° 126.

124. Un créancier surenchérisseur ne peut, à défaut de caution, offrir une hypothèque sur ses immeubles. —Paris, 5 mars 1831.—Brux. 26 juin 1831, t. 41, p. 478; t. 45, p. 428.— V. *infrà*, n° 127.

125. Le cautionnement du surenchérisseur peut se composer d'immeubles lui appartenant.—Rouen, 4 juill. 1828, t. 38, p. 220.— *V.* le n° qui précède, et *infrà*, n° 127.

126. Lorsqu'il y a insuffisance de la caution offerte en immeuble par le créancier surenchérisseur, cette insuffisance ne peut être couverte que par une consignation effective faite dans les 40 jours et non par *des offres de consigner en écus* le montant de la surenchère. — Cass. 15 nov. 1821, t. 23, p. 335. — V. *suprà*, n° 123.

127. Le créancier surenchérisseur qui ne peut pas trouver une caution peut donner à sa place des créances hypothécaires en nantissement, pourvu qu'elles frappent sur des immeubles situés dans le ressort de la cour d'appel, où peut être portée la surenchère.—Lim. 31 août 1809, t. 21, p. 382, n° 32.—*V.* MM. CARR. t. 3, p. 173, n° 2844, et TARRIBLE, *Rép.* t. 13, p. 93, v° *Transcription.*—V. *suprà*, n° 124.

128. Comme aussi la caution d'une surenchère peut être remplacée par l'offre et nantissement d'un billet à ordre souscrit pour prix d'immeubles et payable au lieu où les biens doivent être vendus. — Amiens, 2 fév. 1819, t. 21, p. 454, n° 106.

129. Un surenchérisseur peut présenter pour caution le propriétaire d'une inscription de rente sur le grand-livre de la dette publique. — Paris, 3 fév. 1832, t. 42, p. 283.

130. Un surenchérisseur peut, au lieu d'offrir une caution immobilière, déposer à la caisse des consignations une inscription de rente sur le grand-livre de la dette publique. —Cass. 18 janv. 1834, t. 46, p. 241.

131. ... Surtout si le surenchérisseur offre de les immobiliser.—Cass. 3 avr. 1832, t. 43, p. 548.

132. La caution d'un surenchérisseur qui a présenté un immeuble d'une valeur contestée comme insuffisante, peut, dans le cours de l'instance, offrir pour complément une inscription de rentes sur l'état, quoiqu'elle ne soit pas accompagnée d'un transfert.—Paris, 6 août 1832, t. 43, p. 655.— *V.* ibid. *nos observations.*

133. De même une rente sur l'état, dont le capital couvre le montant d'une surenchère, peut être admise à tenir lieu de caution, et le dépôt en est valablement effectué à Paris, encore que l'immeuble surenchéri soit situé dans le ressort d'une autre Cour royale.—Amiens, 27 mai 1826, t. 34, p. 22.

134. Le surenchérisseur ne peut pas remplacer le cautionnement exigé par l'art. 2185, C. C., par une hypothèque première sur des biens à lui appartenants et situés dans l'arrondissement du lieu où s'est faite la surenchère. —Bourg. 11 juill. 1826. —Paris, 26 fév. 1829, t. 32, p. 116, et t. 36, p. 247.

135. La surenchère est nulle, lorsque l'individu qui a été présenté pour caution n'a fait prononcer la mainlevée des inscriptions qui grevaient son domaine, et n'a acquis son domicile dans le ressort de la Cour, que depuis sa soumission. — Bord. 27 juin 1826, t. 32, p. 343.

136. Lorsque les immeubles appartenant à la caution d'un surenchérisseur sont frappés d'une hypothèque légale, dont il ne peut justifier l'étendue, c'est à ceux qui la contestent à prouver que cette étendue la rend insuffisante.—Paris, 20 mars 1833, t. 44, p. 208.

§ 5. — *Peut-on offrir une caution supplémentaire ?*

137, 138 et 139. Si la caution d'abord offerte est insuffisante le surenchérisseur ne peut pas offrir une caution supplémentaire.—Bord. 30 août 1816, t. 22, p. 446, n° 9. —*V.* MM. F. L. t. 5. p. 481, v° *Surenchère*; B. S. P. p. 785, *C.* 4°. — V. *infrà*, n° 150.

140. Un surenchérisseur sur aliénation volontaire ne peut présenter pour la première fois, en cause d'appel, une caution supplémentaire, encore que les autres cautions présentées en première instance se soient portées fort pour elle, et qu'elle ratifie sur l'appel l'engagement pris en son nom.—Cass. 15 mai 1822, t. 24, p. 155.

141. En cas d'insuffisance de la caution offerte, le surenchérisseur n'est pas admis à la compléter par un certificateur de cette caution. — Cass. 29 fév. 1820, t. 21, p. 464, n° 118. —*V.* M. CARR. t. 3, p. 172, not. 3, 2e; M. B. S. P. p. 785, not. 58.

§ 6. *Déchéance du droit de justifier la solvabilité de la caution ou d'en contester la validité.*

142. Lorsque la suffisance de la caution en immeuble présentée pour garantie de la surenchère est contestée, le créancier surenchérisseur est recevable, après la signification de la surenchère, à prouver qu'elle est suffisante.—Paris, 18 juill. 1819 t. 21, p. 460, n° 115.

143. Mais lorsque le créancier surenchérisseur n'a pas justifié de la solvabilité de la caution par lui offerte, dans le délai fixé par la loi, la surenchère doit être déclarée nulle, et la vente maintenue.—Paris, 28 mars 1823, t. 25, p. 111. — V. *infrà*, n° 152.

144. Pareillement lorsqu'un créan

cier surenchérisseur n'a pas suffisamment justifié de la solvabilité de la caution, la surenchère est nulle, bien qu'il ait fourni de nouveaux titres, mais après le délai accordé pour surenchérir.—Bourg. 11 janv. 1828, t. 37, p. 19.

145. De même le créancier surenchérisseur qui néglige de produire les titres de sa caution dans les trois jours, et après la sommation qui lui en a été faite, peut être déclaré déchu de sa surenchère; et sont non recevables dans leur tierce opposition, le débiteur principal et un des créanciers hypothécaires, qui, pour maintenir la surenchère, offriraient de réaliser la caution. — Cass. 22 juin 1828, t. 35, p. 343.

146. Jugé, au contraire, qu'il n'y a aucun délai fatal pour la justification que doit faire le surenchérisseur des titres de sa caution; il peut y être admis tant que les choses sont entières et qu'il n'a pas été prononcé sur le cautionnement.—Paris, 2 juill. 1830, t. 40, p. 37.

147. Jugé aussi qu'une surenchère est valide, quoique les pièces justificatives de la caution du surenchérisseur n'aient pas été produites dans le délai fixé pour l'assignation en réception de caution, il suffit qu'elles le soient avant le jugement qui statue sur cette réception.—Cass. 31 mai 1831, t. 41, p. 494. — Lim. 11 juill. 1833, t. 46, p. 235.

148. Le surenchérisseur est recevable à présenter une nouvelle caution si celle qu'il avait offerte d'abord s'est mise dans l'impossibilité de remplir ses engagements. — Paris, 19 mai 1809, t. 21, p. 381, n° 31.

149. Mais lorsque la caution présentée par un créancier surenchérisseur déclare, après le délai de quarante jours fixé par l'art. 2185 C. c., ne vouloir plus servir de caution, la surenchère doit être déclarée nulle, sans que le créancier puisse obtenir une prorogation de délai pour présenter une nouvelle caution.—Cass. 27 mai 1823, t. 25, p. 181.

150. Si la caution d'une surenchère est jugée devoir être rejetée, la surenchère doit être déclarée nulle, quand bien même le surenchérisseur aurait offert une caution supplémentaire, si cette caution supplémentaire n'a été offerte qu'après l'expiration des quarante jours accordés pour la surenchère.—Poit. 17 mars 1824, t. 26, p. 261. — V. *suprà*, n° 137 et le n° qui suit.

151. Le surenchérisseur ne peut pas, après le délai accordé par la loi pour surenchérir, quoique le jugement n'ait pas encore été rendu, substituer ou adjoindre une caution nouvelle à celle qu'il a d'abord offerte. —Paris, 27 nov. 1821, t. 23, p. 357. —*V.* le n° qui précède.

152. Pour qu'une surenchère soit recevable, il faut que la solvabilité de la caution soit établie au jour de l'admission; il ne serait plus temps de suppléer plus tard au défaut de justification.—Rouen, 2 mai 1826, t. 38, p. 302.—V. *suprà*, n° 143.

153. Est nulle une surenchère à défaut de soumission de la caution même admise par jugement, et elle ne décharge pas de son adjudication l'acquéreur sur lequel elle a été pratiquée.—Paris, 25 juin 1831, t. 41, p. 575.

154. La nullité d'une surenchère pour défaut de soumission de la caution, peut être proposée pour la première fois après l'adjudication préparatoire.—Paris, 25 juin 1831, t. 41, p. 575.

155. Une demande en nullité de surenchère peut être proposée pour la première fois sur l'appel, lorsqu'elle est fondée sur ce que la caution n'a pas son domicile dans le ressort de la cour.—Riom, 9 avril 1810, t. 21, p. 388, n° 35.

CHAP. II. *Poursuite et dénonciation de la surenchère.—Assignation.—Nullité.— Déchéance.—* Art. 1. *Poursuite.*

156. En matière de surenchère sur aliénation volontaire, qu'arrive-t-il si plusieurs créanciers requièrent à la fois la mise en vente de l'immeuble? —Les poursuites seront faites par le plus diligent, et si la poursuite de l'un des enchérisseurs est annulée, ajoute M. LEP. p. 559, le plus diligent des autres peut commencer la sienne. — V. *J. A.* t. 21, p. 481, n°s 133 et 134.

157. Le créancier surenchérisseur doit, à peine de nullité, diriger simultanément les poursuites, tant contre le vendeur que contre l'acquéreur. —Paris, 19 août 1807, t. 21, p. 365, n° 13. — MM. CARR. t. 3, p. 171, n° 2841; F. L. t. 5, p. 486; et B. S. P p. 652, not. 3, approuvent ces décisions.

158. Celui qui se rend surenchérisseur après un ou plusieurs autres, doit-il le leur dénoncer?—L'affirmative est adoptée par MM. CARR. t. 2, 617, n° 2386; PIG., *Comm.* t. 2, p. 339, ce dernier auteur ne pense pas que cette dénonciation doive être faite dans les 24 heures. — V. *J. A.* t. 21, p. 484, n° 140.

159. Le délai de 40 jours accordé pour la surenchère doit être augmenté non-seulement de deux jours pour 5 myriamètres, mais encore d'un jour pour une fraction moindre de 5 myriamètres.—Bordeaux, 27 nov. 1829, t. 38, p. 300.

Art. 2. — *Dénonciation.*

Par qui et où la surenchère doit-elle être signifiée?—Copies séparées.—Huissier commis.

§ 1. *Par qui et où la surenchère doit être signifiée.*

160. Le mandataire d'un surenchérisseur ne peut en qualité de procureur fondé de celui-ci, signifier aux créanciers la réquisition de mise aux enchères, ni les assigner en réception de caution. Ces signification et assignation doivent être faites à la requête *du surenchérisseur lui-même*, d'après le principe que nul ne peut plaider par procureur. — Toul. 23 déc. 1830, t. 41, p. 432. —*V. suprà*, n° 50.

161. La réquisition de mise aux enchères ne doit être signifiée qu'au vendeur et à l'acquéreur, comme principales parties intéressées à l'exécution du contrat. Les significations qui seraient faites aux autres créanciers inscrits, seraient considérées comme frais frustratoires, et n'entreraient pas en taxe. — Orl. 12 mai 1808, t. 21, p. 371, n°s 19 et 20. — C'est ce qu'enseignent MM. CARR., t. 3, p. 170, n° 2836; et HAUT. p 467.

162. Les jugements d'adjudication préparatoire après surenchère sur aliénation volontaire, doivent être signifiés aux vendeurs, sous peine de nullité de l'adjudication définitive. — Cass. 3 mai 1831, t. 40, p. 353.

163. La dénonciation d'une surenchère peut être faite à la partie saisie au domicile élu par celle-ci pour l'exécution et les suites de l'adjudication. — Paris, 6 août 1832, t. 43, p. 655.—*V.* ibid. *nos observations.*

164. La réquisition de mise aux enchères est régulièrement signifiée au domicile élu par l'adjudicataire, dans la notification de son titre d'adjudication, chez l'avoué qu'il constitue au lieu où la surenchère et l'ordre doivent être portés. — Cass. 30 mai 1820, t. 21, p. 472, n° 124.

165. Décidé au contraire que la notification de la surenchère sur aliénation volontaire est nulle, si au lieu d'avoir été faite à personne ou à domicile, elle l'a été au domicile de l'avoué constitué par l'acquéreur dans la notification de son contrat. — Gren. 22 janv. 1819, t. 21, p. 454, n° 104.

166. La notification de la surenchère peut être faite au vendeur, au domicile élu dans le contrat de vente, quoiqu'il ait depuis la vente changé de domicile. —Paris, 18 juill. 1819, t. 21, p. 460, n° 114.

167. Une surenchère n'est pas pour n'avoir pas été dénoncée aux avoués de l'adjudicataire du poursuivant et du saisi, dans la forme des actes d'avoué à avoué, et par le ministère d'un huissier audiencier; elle est valablement dénoncée par un exploit revêtu des formes ordinaires. — Lyon, 30 mai 1822, t. 24, p. 175.

168. La surenchère ne doit pas être signifiée à l'avoué de la partie saisie lorsque cet avoué n'a été constitué que sur un incident, sur lequel est intervenu un jugement définitif.— Paris, 23 août 1810, t. 21, p. 391, n° 39. — Cet arrêt approuvé *ibid.* et par B. S. P. p. 597, not. 97, est critiqué par MM. F. L., t. 5, p. 66, et CARR. t. 2, p. 617, n° 2387.

169. L'avoué qui accompagne au

greffe les sous-adjudicataires, en faveur de qui l'adjudicataire a fait élection de command, pour requérir acte de l'élection, doit être considéré comme leur avoué dans ce qui suit la déclaration, lorsqu'ils n'en ont pas constitué un autre : ainsi la dénonciation de la surenchère est valablement faite à cet avoué.—Nim.7janv. 1829. — Vital et autres C. Lyon et Carcassonne.

170. Est nulle la signification de la surenchère faite aux héritiers du vendeur, qui ont renoncé à sa succession ; elle doit être faite au curateur à la succession vacante. —Bourg. 13 août 1829, t. 39, p. 87.

171. Est valable l'acte d'une surenchère signifié de bonne foi à la mairie d'un individu non trouvé à son domicile, quoiqu'il ait déjà déclaré qu'il allait transférer son domicile dans une autre commune, s'il ne prouve point qu'il ait exécuté ce projet.—Riom,4 fév. 1830, t. 46, p.297.

§ 2. *Copies séparées.*

172. La dénonciation de la surenchère du quart sur adjudication après expropriation forcée faite à l'avoué qui occupe à la fois pour lui-même comme créancier inscrit, pour l'adjudicataire et le poursuivant, est nulle à l'égard de ce dernier, si elle a été faite à cet avoué en une seule copie, et seulement pour sa qualité d'avoué occupant pour lui-même et pour l'adjudicataire. — Nim. 12 janv. 1830, t. 40, p. 218.

173. Le créancier surenchérisseur d'immeubles vendus par une femme mariée sur publications judiciaires, doit, sous peine de nullité, assigner le mari de cette femme, afin de l'autoriser à plaider dans l'instance en validité de surenchère. — Paris, 20 mars 1833, t. 44, p. 208. — *V. ibid.* observations conformes.

174. La nullité d'une surenchère sur aliénation volontaire, résultant de ce que le créancier surenchérisseur n'a pas assigné, afin d'autorisation, le mari de la femme qui a vendu l'immeuble surenchéri, ne peut être invoquée ni par l'acquéreur de cet immeuble, ni par la femme elle-même, si elle a fait la vente en qualité d'héritière bénéficiaire. —Paris, 20 mars 1833, t. 44, p. 208.—V. *ibid.* observations contraires.

175. La notification de la surenchère au mari et à la femme séparée de biens, doit être faite par exploits séparés, encore bien qu'ils soient conjointement acquéreurs, qu'ils se soient obligés solidairement, et qu'ils aient eux-mêmes fait faire, par un seul et même exploit, la notification de leur contrat aux créanciers inscrits. — Cass. 12 mars 1810, t. 21, p. 419, n° 68.—MM. D. S. P. p.652, not. 3 ; Haut. pour 460 ; F. t. 5, L. p. 480, n° 10, approuvent cette décision. — *V.* aussi MM. Carr. t. 3, p. 169, n°s 2833-2835, et Merl., *Rép.* t 13, p. 341 et suiv.

176. Décidé au contraire que le surenchérisseur n'est pas obligé de signifier par deux copies séparées, son acte de surenchère à deux époux séparés de biens, qui n'en ont fait la déclaration dans aucun acte connu du surenchérisseur, et lorsque d'ailleurs il est certain que le mari était seul propriétaire de l'immeuble.—Cass. 23 mars 1814, t. 21, p. 427, n° 73. – *V.* MM. Carr. t. 3, p. 170, n. 2 ; et B. P. P. p. 651, n. 3.

§ 3. *Huissier commis.*

177. La surenchère est nulle si l'huissier qui l'a signifiée n'a pas été commis à cet effet.—Bourg. 25 août 1808, t. 21, p. 373, n° 24.

Quel tribunal doit commettre cet huissier ? En cas de notification de contrat, c'est le président du tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau des hypothèques; en cas de réquisition de mise aux enchères, c'est le président du domicile de la partie à qui la surenchère doit être signifiée.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 166, n° 2825.—Peut-on former une surenchère sans l'assistance d'un avoué. —*V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 334; Carr. t. 2, p. 611, n° 2375; B. S. P. p. 596, n. 95.—Quant à la forme de la surenchère. — *V.* MM. Pig. t. 2, p. 248; D. C. p. 452 ; Carr. t. 2, p. 612, n° 2377, et p. 611, n° 2375 ; Delap. t. 2, p. 313, et B.S. P. p.596, n. 95. — *V.* aussi M. Carr. t 2, p. 634, n° 2383.—V. *infrà*, n° 179.

178. L'ordonnance qui commet un huissier pour signifier une surenchère, n'est pas nulle si elle est signée par le vice-président, et non par le président lui-même : il n'est pas nécessaire qu'elle fasse mention de l'empêchement du président, et si elle est délivrée dans l'hôtel du vice-président, la signature du greffier n'est pas exigée. — Toul. 13 juil. 1827. Colassod C. Dalbarel.

179. Une surenchère ne peut pas être annulée sur le motif que l'huissier qui l'a signifiée, au lieu d'avoir été commis par un membre du tribunal près lequel il exerce, l'a été par un membre de celui qui doit connaître de la surenchère.—Cass. 7 av. 1819, 9 av. 1820, t. 21, p. 457, n° 109 et 110.—V. *suprà*, n° 177.

§ 2. *Délais de la signification.*

180. Le jour de la notification du contrat de vente ne compte pas dans le délai de 40 jours accordé au créancier inscrit, pour signifier sa surenchère.—Paris, 18 juill. 1817, t. 21, p. 469, n° 113.

181 et 182. Comme aussi le jour de l'adjudication ne doit pas être compris dans le délai de huitaine accordé par l'art. 710 C. p. c., pour la surenchère—Metz, 10 fév. 1821, t. 23, p. 42 —C'est ainsi qu'il a été jugé que le délai de 30 jours accordé pour l'exercice d'une action pour vices redhibitoires de bestiaux, ne devait pas comprendre le jour de la livraison. — Rouen, 30 nov. 1825. Mallouin et consorts C. Fouquet.

183. Le délai de la surenchère court, à l'égard de chaque créancier, du jour de la notification à lui faite, et non pas du jour de celle qui pourrait être faite à un autre créancier, postérieurement à la sienne. — Paris, 27 mars 1811, t. 21, p. 397, n° 47. —*V.* MM. Carr. t. 3, p. 170, n 1; B. S. P. p. 652, n. 2.

184. Les créanciers à hypothèque légale non inscrite, doivent, à peine de déchéance, exercer la surenchère dans le délai de deux mois, à compter de l'exposition du contrat dans l'auditoire du tribunal.—Gren.27déc. 1821, t. 23, p. 386.

185. Le délai de deux jours par cinq myriamètres, ne peut être double en matière de surenchère, sous le prétexte qu'il y a lieu à envoi et retour.—Paris, 26 janv. 1826, t. 33, p. 159.

186. Comme aussi l'augmentation de délai de deux jours par cinq myriamètres, entre le domicile élu et le domicile réel du créancier, qui, d'après l'art. 2185 C. c., doivent être ajoutés aux quarante jours, ne s'applique qu'au créancier ayant domicile réel en France. — Cass. 26 nov. 1828, t. 36, p. 246 —V. *infrà*, n° 188.

187. Le créancier hypothécaire dont le domicile est éloigné de plus de trois myriamètres, et moins de cinq du domicile élu par son inscription, ne peut pas ajouter un jour, à raison de la distance, au délai de quarante jours accordé pour surenchérir. — Gên. 29 août 1812, t. 21, p. 416. n° 65.—Dans quel délai le créancier hypothécaire inscrit dans la quinzaine de la transcription du contrat de vente, peut-il requérir la mise aux enchères?—*V.* sur cette question Pr. Fr. t. 5, p. 93; MM. Lep. p. 561, 5e quest.; Tarrible, *Rép.* v° *Transcription*. Carr. t. 3. 181, n° 2852.

188. Un créancier domicilié en pays étranger, n'a, pour former sa surenchère, que les délais fixés par l'article 2185 C.c. L'art. 73 C. p.c. est inapplicable.— Paris, 26 janv. 1829. — Cass. 26 nov. 1828, t. 33, p. 159 et t. 36, p. 246.—V. *suprà*, n° 186

189. La surenchère du quart ne peut pas valablement être formée le neuvième jour, quoique le huitième soit un jour de fête légal. — Cass. 27 fév. 1821, t. 23, p. 62.—V. *infrà*, n°s 194, 195 et le n° qui suit.

190. Comme aussi, quand la huitaine accordée pour surenchérir expire un dimanche ou un jour férié légal, la surenchère ne peut pas être valablement faite le lendemain. — Rouen, 14 janv. 1815, t. 21, p. 434, n° 83.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 612, n° 2378; Pig. *Comm.* t. 2, p. 333; Delap t. 2, p 313, B. S. P. p. 597, et F. L. t. 5 p. 65 —Lorsqu'il y a appel du jugement d'adjudication dans la huitaine, cet appel suspend-

il la huitaine pour ne reprendre qu'après l'arrêt de confirmation de ce jugement?—Non, suiv. M. Pig. *Comm.* t. 3, p. 333.—Si dans la huitaine accordée pour surenchérir le bien périt ou se dégrade, pour qui sera la perte? —*V.* sur cette question MM. Pig. t. 2, p. 248; Carr. t. 2, p. 667, n° 2474.

191. Décidé au contraire qu'un exploit contenant déclaration de surenchère, peut valablement être signifié un jour de fête légale. — Rouen, 14 janv. 1823. — Cass. 23 fév. 1825, t. 29, p 38. —*V.* les n°s 188 et 189.

192. Elle peut l'être le jour du dimanche, en vertu de l'autorisation donnée même par un président étranger au lieu où la signification est faite.—Cass. 7 avril 1819, t. 21, p. 457, n° 111.—V. *suprà*, n°s 189 et suiv.

193. Le jour de la Saint-Louis doit être rangé parmi les jours fériés — Douai, 6 avril 1819, t. 21, p. 371, n° 22.—*V.* MM. Carr. t. 2, p. 615, n° 2384; Pig. *Comm.* t. 2, p. 339; Haut. p. 386; B. S. P. p. 597, n. 96; F. L. t. 5, p. 66.

194. Lorsque le délai pour dénoncer la surenchère expire un jour férié cette dénonciation peut être faite le lendemain. —Paris, 4 août 1808. — Cass. 20 nov. 1809, et 22 juill. 1828. —Douai, 6 avr. 1819, t. 21, p. 271, n° 21, et t. 35, p. 384. — *V.* MM. Carr. t. 2, p. 613, n° 2384; Pig. *Comm.* t. 2, p. 339; Haut. p. 586; B. S. P. p. 597, not. 96; F. L. t. 5, p. 66.—V. *suprà*, n°s 189 et suiv.

195. Un créancier peut être admis à surenchérir après les délais de huitaine, lorsqu'un blocus l'a empêché de surenchérir dans ce délai. —Colm. 9 nov. 1814, t. 21, p. 431, n° 79.—V. *suprà*, n° 189.

196. Le délai de 24 heures, dans lequel la surenchère doit être dénoncée aux avoués de l'adjudicataire, du poursuivant et de la partie saisie, se compte *de die ad diem*, et non *de horâ ad horam.* — Liége, 5 janv. 1809. — Caen, 21 déc. 1812. —Lyon, 27 août 1813, t. 22, p. 375, n° 26, et p. 423, n° 70. — *V.* dans le même sens, MM. Carr. t. 2, p. 616, n° 2385; Pig. *Comm.* t. 2, p. 338; F. L. t. 5, p. 65, v° *Saisie immobilière.*

Art. 3. —*Assignation.— Compétence.*

197. L'art. 911 C. p. c. n'impose pas au surenchérisseur, à peine de nullité, l'obligation d'assigner à l'audience la plus prochaine. — Paris, 22 août 1810, t. 21, p. 391, n° 40.—Que doit-on entendre par la prochaine audience? — *V.* sur cette question MM. Tarrible, *Rép.* v° *Surenchère*; Carr. t. 2, p. 617, n° 2388; Pig. *Comm.* t. 2, p. 340. — Serait-il nécessaire que l'audience soit indiquée par ce tribunal? —M. Carr. t. 2, p. 617, n° 2389, se prononce pour la négative.

198. Le surenchérisseur doit, à peine de déchéance de la surenchère, comparaître à l'audience des criées du tribunal qu'il avait indiqué dans la signification. — Douai, 25 juin 1812, t. 21, p. 414, n° 62. — *V.* les autorités citées au n° suivant.

199. Si le surenchérisseur ne se présentait pas au jour indiqué, serait-il condamné au paiement de la surenchère? — Oui, selon M. Carr. t. 2, p. 618, n° 2390, par le motif qu'aux termes de l'art. 712, C. p. c. En cas de folle enchère, le surenchérisseur est tenu au paiement de la différence de son prix d'avec celui de la vente. — *V.* MM. Thom. Desm. p. 276, et *J. A.* t. 22, p. 482, n° 131. —*V.* le n° qui précède.

200. C'est devant le tribunal de la situation des biens, et non devant celui qui a ordonné la vente à l'audience des criées, que doivent être portées les contestations relatives à la surenchère.—Cass. 13 août 1807. — Paris, 27 mai 1816, t. 21, p. 363, n° 12. — Telle est l'opinion de M. Merlin, *Rép.* v° *Surenchère*, t. 13, p. 356; Carr. t. 3, p. 167, n° 2827, et Lep. p. 558.

Art. 4.—*Nullités, déchéance pour vices dans la signification. — Pour qui et contre qui elles sont encourues. — Quand elles peuvent être proposées.*

201. En matière de surenchère, l'acquéreur peut-il se prévaloir des nullités commises dans les actes signifiés au vendeur.—Oui.—Paris, 19 août 1807.—Non. Bourges, 13 août 1829, t 22, p. 365, n° 14, etc. 39, p. 87.

202. L'adjudicataire ne peut invoquer la nullité tirée de ce que la surenchère n'a pas été dénoncée au domicile réel du saisi.—Paris, 6 août 1832, t. 43, p. 655. *V.* ibid. *Observations.*

203. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, la nullité commise dans la signification de la surenchère au vendeur profitait à l'acquéreur, encore bien que la copie à lui signifiée fût régulière.— Paris, 25 nivôse an 12, t. 21, p. 353, n° 4.

204. Mais sous l'empire de la loi du 11 brum an 7, la partie défenderesse à une demande en surenchère n'était pas recevable à faire valoir des moyens de nullité, après avoir défendu au fond. — Cass. 30 avr. 1818, t. 21, p. 452, n° 102.

205. Celui qui dans une poursuite de surenchère propose des moyens de nullité après l'adjudication préparatoire, doit préalablement donner caution pour les frais, et il doit être déclaré non recevable, s'il se borne à présenter une requête pour faire déterminer le *quantum* de la caution. —C. T. t. 2, p. 225—78.

206. Sous le Code de procédure civile, la nullité tirée de ce que la signification d'une surenchère n'aurait pas été faite dans les 40 jours au vendeur ou à ses représentants, n'est pas couverte pour n'avoir pas été proposée avant toutes les défenses au fond. — Bourges, 13 août 1829, t. 39, p. 87.

207. En matière de surenchère sur aliénation volontaire, la nullité qui résulte de la tardiveté de la notification ou de la non-identité de la caution peut être opposée pour la première fois en appel. — Riom, 26 mai 1818, t. 21, p. 451, n° 101. —*V.* en ce sens, MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 529; F. L. t. 5, p. 485.

208. Le vendeur d'un immeuble sur le prix duquel il a été fait une surenchère, est non recevable à critiquer la procédure suivie, pour parvenir à la vente. — Paris, 31 juill. 1812. t. 21, p. 414, n° 63. — MM. Carr. t. 3, p. 171, n° 2842, etc. F. L. t. 5, p. 486, approuvent cet arrêt.

209. Un créancier ne peut, après avoir laissé passer les délais de la surenchère, demander la ventilation d'immeubles vendus sur expropriation forcée. — Gren. 17 août 1831, t. 42, p. 50.

210 Les déchéances en matière de surenchère sur vente volontaire, sont applicables aux mineurs. — Gren. 27 déc. 1824, t. 23, p. 386.

Chap. V. *Formalités de la revente après surenchère.*

211. Quelles sont les formalités de la revente sur surenchère?—Ces formalités sont tracées par les art. 2187 C. c. 836, 837 et 838 C. p. c — *V.* en le résumé, t. 21, p. 481, n° 135. — V. *Ibid.* le résumé de la marche tracée par les auteurs, et MM. Tarrible, *Rep.* v° *Transcription*; Pig. t. 2, p. 438; Carr. t. 3, p. 182, n° 2853; D. C. p. 517; Pr. Fr. t. 5, p. 94; Haut. p. 469; B. S. P. p. 666, n. 11.

212. Lorsque des immeubles ont été vendus en masse par un seul contrat, le créancier surenchérisseur doit, à peine de nullité, les revendre en masse sur une seule et même adjudication, et non par lots.—Rouen, 15 juill. 1807, t. 21, p. 360, n° 11. —*V.* dans un sens contraire M. D. C. p. 518. — *V.* aussi sur la même question MM. Carr. t. 3, p. 186, n° 2858; Pig. *Comm.* t. 2, p. 535; B. S. P. p. 655, n. 12.—Sur la question de savoir si, lorsque les biens ont été vendus par lots, le créancier ayant hypothèque générale peut surenchérir sur un ou plusieurs lots, ou s'il doit surenchérir sur le tout. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 188 et 189, n°s 2859 et 2860; Tarr. *Rep.* *Surenchère*; Persil, t. 1, p. 391.

213. Le surenchérisseur sur aliénation volontaire peut insérer dans le cahier des charges des nouvelles clauses, s'il les juge convenables dans l'intérêt des créanciers.—Gren. 7 avr. 1824, t. 27, p. 145.

214. Le débiteur qui a vendu un de ses immeubles, à la charge d'en distribuer le prix à ses créanciers inscrits, a le droit de contredire le cahier des charges fait par le créancier qui a surenchéri.—Gren. 7 avr. 824, t. 27, p. 145.

215. Lorsque l'héritier bénéfi-

ciaire poursuit en justice la vente des immeubles de la succession, l'acte de surenchère peut être déposé au greffe du tribunal, quoiqu'un notaire ait été commis pour procéder à la vente.—Turin, 8 sep. 1809, t. 22, p. 384, n° 33.

216. En matière de surenchère sur vente volontaire, il suffit que l'huissier, chargé de l'apposition des affiches et placards, déclare avoir annexé à son procès-verbal d'affiches un exemplaire du placard affiché pour remplir le but de l'art. 836; la loi n'exige pas un procès-verbal d'annexe.—Orl. 28 août 1810, t. 21, p. 393, n° 41.—M. Haut. p. 1470 approuve cette décision.

217. Il n'est pas nécessaire que l'adjudication sur surenchère se fasse à l'extinction des feux; cette formalité n'est prescrite, à peine de nullité, que pour les enchères ordinaires.—Colm. 2 juin 1826, t. 31, p. 307.

218. L'adjudication sur surenchère des biens d'un failli doit, à peine de nullité, être précédée des formalités prescrites en matière d'aliénation volontaire.—Cass. 21 nov. 1827, t. 35, p. 76.

219. La plus-value d'un immeuble dont on poursuit la vente par surenchère, doit être constatée et estimée préalablement à l'adjudication définitive.—Paris, 10 mars 1808, t. 21, p. 367, n° 16.—MM. Carr. t. 3, p. 185, n° 2856, approuve cette décision; V. aussi les *Observations* de M. Coff.

220. Le débiteur saisi n'est pas recevable dans sa demande en nullité d'une adjudication sur surenchère, s'il n'a donné caution pour les frais de l'incident. Ici s'applique l'art. 2 du décret du 2 fév. 1811. —Bourg. 13 juill 1822; *id.* 27 *id.* 1822, t. 24, p. 254.

221. En matière de saisie immobilière, l'appel du jugement qui statue sur un moyen de nullité proposé contre une surenchère, est recevable pendant trois mois. —Colm 30 avr. 1821.—Rouen, 5 mars 1827, t. 23, p. 150, et t. 34, 116. — V. *infrà*, n° 225.

222. Décidé au contraire que l'appel d'un jugement qui a statué sur la validité d'une surenchère en matière de saisie immobilière, doit être interjeté dans la quinzaine de la signification à domicile.—Lim. 7 juill. 1827, t. 35, p. 95.

223. Que l'art. 736, C. p., est applicable à l'appel du jugement qui a déclaré une surenchère valable, et qu'ainsi il peut être interjeté dans la huitaine de la prononciation du jugement. — Montp. 7 déc. 1825, t. 30, p. 132.

224. N'est pas recevable, s'il est interjeté après la huitaine, l'appel du jugement qui valide une surenchère en matière de saisie immobilière.—Gren. 3 mars 1831, t. 41, p. 712. —V. *sup.* n°s 221 et le n° suiv.

225. C'est dans le délai ordinaire de *trois mois* que doit être interjeté l'appel du jugement qui statue sur la validité d'une surenchère faite à la suite d'une adjudication d'immeubles vendus par expropriation. — Lim. 5 déc. 1833, t. 47, p. 708.—V. *suprà*, n°s 221 à 224.

226. La production à l'ordre sous toutes réserves n'est pas, de la part du surenchérisseur, un acquiescement au jugement qui déclare nulle la surenchère.—Cass. 22 nov. 1809 t. 21, p. 371, n° 23.—*V.* MM. B. S. P. p. 597, n. 96; Carr. t. 2, p. 615, n° 2384; Pig. *Comm.* t. 2, p. 339; Haut. p. 386; F. L. t. 5, p. 66.

Art. 1. *Effet de la réquisition de surenchère.—L'acquéreur peut-il arrêter la surenchère?—Le surenchérisseur peut-il se désister?—Effets du désistement.*

227. Lorsqu'un créancier inscrit sur un immeuble vendu volontairement par son débiteur, a surenchéri et a obtenu un jugement qui admet la caution et déclare la surenchère valable, il doit renouveler son inscription, *sous peine de déchéance de la surenchère*, si les dix ans expirent pendant l'instance de revente par surenchère.—Gren. 17 mai 1824, t. 27, p. 327.

228. Est valable la revente d'une coupe de bois faite par l'adjudicataire avant l'expiration du délai de la surenchère, si elle n'a pas eu pour but et pour effet d'écarter les surenchérisseurs. — Gren. 2 juill. 1830.—Ferlay C. Mathieu.

229. L'acquéreur dont la vente est frappée de surenchère est propriétaire à ses risques et périls, et doit avoir soin, en bon père de famille, de l'immeuble acquis; la surenchère n'a pas l'effet d'une enchère ordinaire.—Cass. 12 fév. 1828, t. 37, p. 233.

230. Sous l'empire de l'édit de 1771, l'acquéreur ne pouvait arrêter l'effet de la surenchère, en offrant de désintéresser tous les créanciers opposants.—Cass. 21 mess. an 5, t. 21. p. 352, n° 1.

231. L'acquéreur ne peut éviter la surenchère en offrant de payer les créances inscrites, sous la réserve d'une discussion préalable de leur légitimité.—Cass. 11 fév. 1806, t. 21, p. 356, n° 9.

Secus. Si l'offre était pure et simple, intégrale et suivie de consignation, tel est l'avis de M. Tarrible, *Rép.* v° *Transcription*, § 5, n° 11, et Carr. t 3, p 170, n° 2837.—*V.* aussi MM. Merl. *Rép.* t. 13, p. 351, et D. C. p 16.

232. L'acquéreur qui, pour purger l'immeuble, offre de payer les créanciers inscrits jusqu'à concurrence de son prix, doit s'engager à les payer sur-le-champ, lors même que l'acte de vente lui accorde différents termes pour le paiement de son prix.—Bord. 8 juill. 1814, t. 21, p. 430, n° 76).

232 *bis.* L'acquéreur ne peut se soustraire aux poursuites des créanciers inscrits par un délaissement hypothécaire, lorsqu'il s'est obligé par son contrat à payer son prix entre les mains des créanciers —Paris, 12 mars 1812, n° 21, p. 407, n° 54 V. les *Observations* de M. Coff.

233. Des offres réelles qui désintéressent le surenchérisseur ne peuvent empêcher l'effet légal, que cette surenchère, si elle est valable, doit produire à l'égard des créanciers inscrits —Rouen, 23 mars 1820, t. 21, p. 469, n° 120.—*V.* M. Carr. t. 3, p. 172, n. 3, 2°.

234. Ainsi l'acquéreur ne peut forcer le surenchérisseur à se désister, par l'offre de lui garantir le paiement de sa créance.—Gren. 11 juin 1825, t. 31, p. 76.

234 *bis.* La surenchère une fois dénoncée ne peut pas être retirée par le surenchérisseur —Amiens, 23 mai 1812, t. 20. p. 360, n° 367.

235. Lorsqu'une surenchère a été faite, le vendeur n'a pas le droit de s'opposer au désistement du surenchérisseur, quoique ce désistement n'ait pas été accepté par tous les créanciers.—Metz, 16 déc. 1825.—Pintaix C. Guillou.—*V.* le n° suiv.

236. Lorsqu'une surenchère sur vente volontaire est nulle, le surenchérisseur peut s'en désister sans le consentement des autres créanciers. Agen, 17 août 1816, t. 21, p. 445, n° 93.—*V.* le n° qui précède.

237. Le désistement d'une surenchère nulle ne peut pas être attaqué par l'acquéreur.—Agen, 17 août 1816, t. 21, p. 445, n° 94.

238. La surenchère d'un créancier qui s'en désiste profite aux autres créanciers inscrits.—Cass. 9 prair. an 13, t. 21, p. 355, n° 7.

239. Décidé cependant que lorsque celui qui a fait une surenchère sur le prix d'une adjudication par suite de saisie immobilière, s'en désiste, il ne peut y avoir lieu à une adjudication nouvelle.—Cass. 8 nov. 1815, t. 21, p. 438, n° 87.—M. F. L. t. 5, p. 66, approuve cette décision pour se désister, le surenchérisseur a-t-il besoin du consentement de ses créanciers? Pig. *Comm.* t. 2, p. 236, distingue : dans le cas où la surenchère a été notifiée, il décide l'affirmative, et il adopte la négative dans le cas contraire.

240. Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, les créanciers qui n'avaient pas fait de surenchère ne pouvaient pas s'emparer de celle faite par un autre créancier, et dont il s'était désisté au moyen du paiement de sa créance.—Par., 16 therm. an 11, t. 21, p. 354, n° 5.

241 à 245. Le surenchérisseur a, comme tout autre créancier, le droit d'arguer l'acte de vente de fraude et de nullité.—Rouen, 4 juill. 1828, t. 38, p. 220.

Art. 2. *Effets de l'adjudication sur surenchère.*

245 *bis*. Le jugement d'adjudication sur surenchère ne doit pas être signifié aux créanciers inscrits. — Délibération du tribunal de la Seine, t. 43, p. 404.—*V*. à notre mot *Saisie immobilière* les nombreuses décisions relatives à la signification du jugement d'adjudication définitive.

246. L'acquéreur évincé par suite d'une surenchère, a de plein droit son recours contre le vendeur.— Cass. 11 mai 1808, t. 21, p. 369, n° 17.— M. Pig. *Comm*. t. 2, p. 527, se prononce dans le meme sens.

247. L'adjudicataire dépossédé par suite d'une surenchère, et qui, assigné par le surenchérisseur en restitution de divers objets servant à l'exploitation de l'immeuble adjugé, n'a pas demandé à rester en possession de ces immeubles jusqu'au remboursement des frais à lui dus, ne peut plus tard exiger d'y être rétabli jusqu'à ce remboursement.—Bord. 8 août 1832, t. 44, p. 244.

248. Lorsque le premier enchérisseur demeure adjudicataire, de quel jour est-il propriétaire?

C'est du jour de son contrat ou de l'adjudication définitive; aussi l'art. 2189, C. C., dit-il que l'acquéreur qui *conserve* l'immeuble mis aux enchères en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication.—Tel est l'avis de M. Pig. t. 2, p. 251.

Mais la contrainte par corps ne serait pas prononcée contre lui pour la différence du prix, à moins qu'il n'y eût folle enchère.—*V*. aussi M. Pig. t. 2, p. 254, et *J. A*. t. 22, p. 483, n° 139.

249. Lorsqu'après une vente volontaire il y a enchère et adjudication, c'est l'adjudicataire qui est le véritable acquéreur dans le sens de l'art. 834 C. p.c.—Paris, 3 avr. 1812, t. 21, p. 409, n° 55.

250. Aussi lorsqu'une vente volontaire a été suivie de surenchère, et qu'un nouvel acquéreur s'est rendu adjudicataire, les créanciers qui avaient une hypothèque antérieure à la vente, n'ont pas été tenus de prendre une inscription dans la quinzaine qui a suivi la transcription du contrat, ils conservent la faculté de s'inscrire pendant toute la quinzaine qui suit la transcription de l'adjudicataire.— Paris, 3 avr. 1812, t. 21, p. 409. n° 56.—MM. Carr. t. 3, p. 174, n. 1, et Pig. *Comm*. t. 2, p. 531, approuvent cette décision.

251. Qu'arrive-t-il si la deuxième adjudication est faite à un autre que le premier adjudicataire?

La première est résolue; de là quatre conséquences: 1° Le premier acquéreur est entièrement déchargé (707 C. p.c.), 2° le second doit restituer au premier les frais et loyaux coûts de son adjudication et ceux de transcription (2188, C. c.); 3° le second adjudicataire ne doit les droits de mutation et de transcription que pour l'excédant du second prix sur le premier; 4° le second adjudicataire n'a pas besoin de transcrire ni de faire purger les hypothèques. C'est ce qu'enseigne M. Pig. t. 2, p. 251 —*V. J. A*. t. 21, p. 483, n° 138

La quatrième conséquence déduite par M. Pigeau se trouve en opposition avec l'arrêt de la Cour royale de Paris, du 3 avr. 1812.—V. *suprà*, n° 250.

252. Le surenchérisseur n'a aucun droit sur l'immeuble jusqu'à ce qu'il en soit déclaré adjudicataire; en conséquence, il ne peut demander qu'avant qu'il soit procédé à l'adjudication sur sa surenchère, l'immeuble qui en fait l'objet soit rétabli par l'acquéreur dans l'état où il était avant la première vente. — Amiens, 4 avr. 1821, t. 23, p. 123.

253. C'est le premier acquéreur sur lequel la surenchère a été poursuivie qui doit payer les intérêts du prix de vente, courus pendant le temps qui s'est écoulé entre la première vente et l'adjudication sur la surenchère. — Riom, 19 janv. 1820, t. 21, p. 463, n° 117.—*V*. M. Carr. t. 3, p. 184, n. 1, 2° et *infrà*, n°s 254 et 255.

254. Lorsque l'acquéreur était tenu de payer les intérêts du prix de la vente, quoiqu'il ne dût entrer en jouissance que dans trois années, le surenchérisseur est tenu de ces intérêts pour le temps qui s'est écoulé entre la vente et son adjudication. —Montp. 31 juill. 1827. —Cassignol C. Gournan. — V. *suprà*, n° 74 et le n° qui suit.

255. L'adjudicataire sur surenchère doit les intérêts du prix de son adjudication du jour de cette adjudication même, et non à partir de l'adjudication primitive.—Cass. 14 août 1833, t. 45, p. 751.—V. *ib. les Observations* du conseiller rapporteur.—V. *suprà*, n° 253.

256. A qui appartient l'excédant du prix lorsqu'après une surenchère tous les créanciers se trouvent payés?

Il est évident que c'est à la partie saisie, puisque la première adjudication se trouve résolue par l'événement de la condition sous laquelle elle ait été faite.—*V*. MM. Carr. t. 3, p. 166, n° 2826; et *J. A*. t. 22, p. 482, n° 136.

256 *bis*. La surenchère sur aliénation volontaire à l'effet d'anéantir la vente en entier, ainsi que la clause de réméré stipulée dans la vente volontaire devient caduque par l'effet de la surenchère.—Gren. 7 avr. 1824, t. 27, p. 145.

257. Le surenchérisseur devenu adjudicataire n'a pas le droit d'être payé par préférence pour les frais de notification par lui remboursés à l'acquéreur dépossédé.—Rouen, 1 fév. 1827, t. 33, p. 268.

258. En cas de folle enchère contre le surenchérisseur, il n'y a pas lieu de procéder à une troisième adjudication, la première devant seule produire tout son effet, sauf le recours contre le fol enchérisseur pour la différence du prix.—Turin 13 juin 1812, t. 20, p. 364, n° 374 M. H. p. 198, *nota*, n'est pas de cet avis. *V*. M. Carr. t. 2, p. 619, note 2.

259. L'avoué qui a fait les poursuites de la vente par voie de surenchère sur aliénation volontaire, a droit à une remise proportionnelle, non-seulement sur l'augmentation du prix provenant de la surenchère, mais sur la totalité du prix de la vente. — C. T. t. 2, p. 316, 35.

Art. 3. *Effets de la nullité d'une surenchère.—Du droit des créanciers pour intervenir et demander la nullité de la poursuite.*

260. La remise proportionnelle doit porter sur la somme excédant le prix de la première adjudication avec les distinctions fixées par l'art. 113 du tarif, c'est-à-dire qu'il n'est dû que le droit fixe, si la surenchère ne s'élève pas à plus de 2000 fr.—C. T. t. 2, p. 208.—136.

261. L'avoué surenchérisseur a seul droit à la remise proportionnelle sur la différence du prix de l'adjudication définitive à celui de la surenchère. — C.T. t. 2, p. 207. —135.

262. L'avoué qui a poursuivi la saisie reste étranger à la surenchère, et il n'en résulte pour lui aucun émolument. — C. T. t. 2, p. 207. —134.

263. Le propriétaire exproprié qui interjette appel du jugement prononçant l'adjudication de ses biens, après une surenchère, n'est tenu d'intimer que le surenchérisseur, si celui-ci seul lui a signifié l'adjudication.—Aix, 9 fév. 1832, t. 44, p. 197.

264. Lorsqu'une surenchère a été faite sur la masse entière d'immeubles vendus en bloc, et adjugés solidairement à plusieurs individus, elle doit être annullée et maintenue pour le tout, sans pouvoir être déclarée valable à l'égard de ceux qui n'en auraient point demandé la nullité, et nulles à l'égard de ceux qui l'auraient demandée.—Colm. 18 déc. 1820, t. 21, p. 479, n° 130.

265. Des créanciers ne peuvent plus se faire subroger dans une surenchère, lorsqu'un jugement, quoique suspect de collusion entre le surenchérisseur et l'acquéreur, l'a déclarée nulle.—Cass. 9 mai 1808, t. 21, p. 379, n° 29.—*V*. MM. Carr. t. 3, p. 173, n° 2845, et Merl. *Rép*. t. 13, p. 357.

266. Comme aussi un autre créancier n'est pas recevable après l'ex-

iration de quarante jours, dont arle l'art. 2185, C. c., à s'emparer e la surenchère et à presenter une ouvelle caution, lors même que inaction du surencherisseur serait résultat d'un concert frauduleux ntre lui et l'acquéreur.—Dans le nême cas, le vendeur n'est pas reevable à demander que l'immeuble oit revendu aux risques et périls lu surenchérisseur.—Paris, 28 mars 1823, t. 25, p. 111.

267. Mais les créanciers d'un inlividu exproprié ont le droit d'intervenir dans une contestation élerée entre l'adjudicataire et le surenchérisseur, relativement à la validité de la surenchère.—Metz, 10 fev. 1821, t. 23, p. 42.

268. De même tout créancier inscrit a droit de se rendre intervenant sur l'appel d'un jugement qui annule une surenchère formée par un de ces créanciers.—Paris, 18 fév. 1826, t. 32, p. 345.

269. Le créancier, quoiqu'il ait fait une surenchère déclarée nulle pour défaut de forme, est encore recevable à attaquer la vente comme frauduleuse.—Lim. 11 juin 1812.—Cass. 11 janv. 1815, 14 fév. 1826, t. 21, p. 413, n° 61, p 433, n° 81 et 82, et t. 31, p. 30 Pr. Fr., t. 5, p. 91.

270. Comme aussi la déchéance du droit de surenchérir par l'expiration du délai n'enlève pas aux créanciers le droit de demander la nullité de la vente pour cause de dol et de fraude.—Montp. 19 déc. 1827.—Cass. 19 août 1828, t. 35, p. 181, et t. 36, p. 126.

SURENCHÉRISSEUR. *V. Cass.* 24.—*Surenc* 39 et *s.*—198 et *s.*
SURETÉ PUBLIQUE. V. *Renv.* 16.—*Trib.* 423.
SURSÉANCE. V. *Exéc. prov.* 102 et *s.*
SURSIS. V. *Acquiesc.* 32 et *s.*—138 *bis* et *s.*—*App.* 612.—*Arb.* 282 et *s.*—304 et *s.* —*Cass.* 166 —*Caut.* 19. —*Conflit*, 4 et *s.*—*Cont. par corps.* 120 et *s.*—*Désav.* 76 et *s.*—*Exéc.* 72 et *s.* — *Faux inc.* 147 et *s.* — *Gar.* 17 et *s.*—*Jug. prép. int.* 108 et *s.*—*Opp. à mar.* 6.— *Ord.* 36 et *s.* *Saisie imm.* 754 et *s.* — 1129 et *s.* —841.—947 —921 et *s.*—902 et *s.* —998. —1110. —1023. —393. —462 et *s.*—505.—525. —*Réf.* 37 et *s.*—*Renv.* 15.—99 —102 et *s.*—*Scel. et inv.* 59 et *s.*—*Sép. de corps*, 67 et *s.*—*Serm.* 5.—*Trib.* 103 et *s.* —317 et *s.*—298.
SYNDICS. V. *Act.* 19 et *s.*— *Aut. de comm.* 26 et *s.*—*Expl.* 88. —*Faill.* 5 et *s.* — 17 bis et *s.* — 18 et *s.* — *Rep. d'inst.* 17.—*Sais. imm.* 173.—842.—*Trib. de comm.* 339 bis.

TARIF. *V. notre mot* Dépens.
TAUX. *V. Mat. somm.* 77 et *s.*
TAXE. *V. notre mot* Dépens. *V. aussi acquiesc.* 1384 —*Avoué* 45 et *s.* — *Cass.* 59.—192.—*Enq. ch.* 5, *art.* 1, 3, 4. — 312. — *Huiss.* 94. — *Mat. somm.* 157.—*Not.* 60 et *s.*—*Trib.* 254 et *s.*
TAXE DES ROUTES. *V. Juge de paix*, 56 et *s.*
TÉMOIGNAGE. *V. Cont. par corps*, 292 et *s.*
TÉMOIN. *V. Actes respectueux*, 6.—*Amende*, 78.—*Appel*, 599, 600.—*Avocat*, 16 —*Domm.-int.*, 22. —*Enq.*, 498.—178 *bis* et *s.*—183 et *s.* —257 et *s.*—281 et *s.*—428. — 912 et *s.* —565. — *Exc* 231. — *Faux incid.* 109.—98.
TÉMOINS INSTRUMENTAIRES. — *V. Mat. somm.* 121 et *s.* — *Sais. exéc.* 135. —*Sais. gag.* 30.—*Sép. de corps*, 77 et *s.*—*Serm.* 55.—*Trib.* 182.—245.— *Vérific. d'écr.* 58 et *s.*
TENANTS ET ABOUTISSANTS. *V. Sais. immob.* 23 et *s.*
TENDANCE (Presse). *V. Jug.* 306.
TERME. *V. Sais. arrêt*, 272.
TERMINAISON DE L'ENQUÊTE. *V. Enq.* 147 et *s.*
TERRAIN COMMUNAL. *V. Trib.* 261 et *s.*
TESTAMENT. *V. Aud.* 41. —*Concil.* 51. —*Dem. nouv.* 11.—32.—44.—49.—76.—*Enq.* 13.—*Exéc.* 150. —*Exéc. prov.* 49. —*Faux incid.* 4. —49. — *Gar.* 103. — *Interv.* 28. —*Min. pub.* 43. — *Mat. somm.* 56 —*Not*, 35. — *Renv* 54.—*Sais. imm.* 155 et *s.* —*Scelles et inv.* 80 *bis.*—*Trib.* 122 et *s.*—381.
TESTAMENT MYSTIQUE. *V. Enq.* 424.—*Exéc. prov.* 31.
TESTAMENT OLOGRAPHE. *V. Faux inc.* 9 et *s.* — *Exéc. prov.* 48.—*Vérific. d'écr.* 1 et *s.*—55.
THÉATRE. *V. Sais.-arrêt*, 21.

TIERCE OPPOSITION (1).

C. 1. Du droit de former tierce opposition.—A. 1. Quand y a-t-il lieu à la tierce opposition en général? 1 à 17. — A. 2. Qui peut former tierce opposition, — § 1. *Creanciers hypothécaires ou chirographaires*, 18 a 33. — § 2. *Acquéreur. — Tiers détenteur. — Donataire. — Usufruitier. —Fermier*, 34 à 49.— § 3. *Cessionnaires.— Mandataires.— Cautions.— Garants.— Associés.— Coobligés solidaires*, 50 à 71.—§ 4. *Héritiers. — Legataires. — Créanciers d'une succession*, 72 à 90.—§ 5. *Failli.—Syndics.— Créanciers du failli*, 91 à 105.—§ 6. *Epoux. —Mineurs.—Communes*, 106 à 116. —§ 7. *Emigrés.—Propriétaires de navires. — Conscrits.—Electeurs*, 117 à 127.—§ 8. *Questions d'Etat*, 128 à 134.—A. 3. Contre quels jugements peut-on former tierce opposition? 135 à 152.—C. 2. Procédure. — Compétence. —Voies de recours. — Effets de la tierce opposition. — A. 1. Procedure, 153 à 167.—A. 2. Compétence, 168 à 173 —A. 3. Voies de recours, 174 à 177. — A. 4. Effets de la tierce opposition, 178 à 187.

Chap. 1 *Du droit de former tierce opposition.*—Art. 1. *Quand y a-t-il lieu à la tierce opposition en général.*

1. On ne peut faire réformer que par voie de tierce opposition le jugement dans lequel on n'a été ni partie ni représenté. — Colm. 4 juill. 1833, t. 46, 222.

2. La partie contre laquelle on excipe d'un jugement dans lequel elle n'a pas figuré, peut, sur l'appel, se rendre tierce opposante à ce jugement.—Colm. 19 déc. 1810, t. 22, p. 544, n° 43.

3. On peut former tierce opposition contre un jugement avant l'expiration du délai donné pour en interjeter appel.—Bord. 29 juin 1833, t. 45. p. 608.

4. Lorsque la cause d'une partie a été disjointe de celle des autres parties assignées au procès, le jugement ne peut acquérir contre cette partie, l'autorité de la chose jugée; elle peut en conséquence former tierce opposition au jugement s'il préjudicie à ses droits. — Cass. 24 janv. 1826, t. 32, p. 355.

5. La tierce opposition n'est ouverte qu'à celui qui éprouve un préjudice réel d'un jugement rendu contre un tiers.—Renn. 31 mars 1819, t. 22, p. 583, n° 83.

6. Pour être admis à former tierce opposition à un arrêt, il ne suffit pas de n'avoir pas été partie dans un procès; il faut avoir dû y être appele. —Bes. 30 janv. 1818.—Pau. 16 mars 1824, t. 21, p. 581, n° 81, et t. 28, p 86 —*V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 67, n° 3; Merl. t. 8, p. 795; Carr. t. 2, p. 247, n° 1709; B. S. P. p. 442. n 8, n° 1.—*V.* le n° qui suit, et *infrà*, n° 87.

7. Il n'est pas nécessaire qu'une partie ait dû être appelée dans une instance pour qu'elle puisse y former tierce opposition, il suffit que le jugement préjudicie à ses droits et qu'elle n'y ait été ni appelée ni représentée —Nîm. 20 nov. 1829.—Bord. 4 janv. 1830, t. 39, p. 58 et p. 158 — *V.* le n° qui précède.

8. Le droit de former tierce opposition à un jugement, appartient non seulement aux personnes qui devaient être appelées à ce jugement, mais encore à toutes celles qui ont

(1) *Abs.* 17.—*Am. V.* 7. —19.—80. *Arb.* 417.— 491.—*Conc.*, 44. — *Cons. de fam.*, 132.—*Exéc.*, 90 — *Interd.* 71 et *s.*—*Interv.* 1 et *s.*—60 et *s.*—*Juge de paix*, 161. —*Jugem.* 293.—336.—518.—524. —*Jugem. int. et prép.* 27. — *Licit. et part.* 3 et *s.* —*Mat. somm.* 76. —*Ordre* 316. —359 et *s.*— *Récus.* 37. — *Ress.* 98. —*Sais. imm.* 430. —767. —846. —836.—*Sép. de biens*, 44 et *s.* —*Surench.* 145. —*Trib.* 317

intérêt à l'attaquer —Douai, 23 mars 1831. Ticillette C. Dupuis. — V. *suprà*, n° 6.

9. Lorsque le jugement a déclaré une saisie-arrêt valable et a ordonné que le tiers saisi viderait ses mains dans celles du saisissant, ce jugement ne peut être attaqué par tierce opposition de la part des créanciers qui n'y ont pas été parties.—Cass. 28 fév. 1822, t. 24, p. 60.

10 Le jugement de validité d'une consignation faite par un tiers-saisi, hors la présence du créancier saisissant qui n'a été appelé ni à la consignation ni à l'instance en validité, peut être attaqué par celui-ci par la voie de tierce-opposition.—Cass. 4 janv. 1828, t. 35, p. 98.

11. Celui qui a été appelé dans une instance, mais d'une manière illégale et irrégulière, peut former tierce opposition au jugement.—Orl. 20 avril 1825, t. 21. p. 562, n° 61. — M. B. S. P. p. 442, n. 8, n° 2, pense qu'il doit agir par la simple opposition ou par requête civile.

12. Celui qui a concouru volontairement à l'exécution d'un arrêt sous toute protestation et réserve de droit, n'est pas recevable à l'attaquer par la voie de la tierce opposition.— Paris, 10 avril 1810, t. 22, p. 541, n° 41. — *V.* le n° qui suit.

13. Doit être rejetée la tierce opposition incidemment formée à un jugement qu'on a connu et qu'on a laissé exécuter. — Paris, 18 avril 1833, t. 46, p. 347. — *V.* le n° qui précède, et *infrà* les n°s 37 et 48.

14. Une partie ne cesse pas d'être recevable à former tierce opposition à un jugement, par cela seul que dans ses conclusions elle a été déclarée n'avoir pas besoin de recourir à cette voie.—Poit. 2 mars 1832, t. 43, p. 430.—V. *Ibid. les Observations.*

15. Le garant a le droit de former tierce opposition aux jugements qu'on oppose au garanti, si lors de ces jugements le garanti a déclaré s'en rapporter à justice, et quoique ce garant ait lui-même été appelé, et n'ait pris aucunes conclusions.—Cass. 18 nov. 1828. Dupont C. Janvre.

16. Celui qui s'est pourvu en cassation contre une sentence arbitrale, comme y ayant été partie et qui est déclaré déchu de son pourvoi, ne peut pas attaquer plus tard cette sentence par tierce opposition.—Cass. 3 fév. 1829. Choiseul-Stainville C. commune de Reynel. V. *infrà*, n° 144.

17. Le droit de former tierce opposition à un jugement ne se prescrit que par trente ans.—Poit. 2 mars 1832, t. 43, p. 439.

Art. 2. *Qui peut former tierce opposition?*—§ 1. *Créanciers hypothécaires, chirographaires.*

18. Les créanciers ne peuvent former tierce opposition aux jugements rendus contre leurs débiteurs.—Besançon, 25 juin 1828. Foulet C. Grillat et Boiteux.

19. Les créanciers hypothécaires peuvent-ils former tierce opposition aux jugements rendus contre leur débiteur, et qui portent atteinte à leurs droits hypothécaires? —Non. —Cass. 12 fruct. an 9.—Et 16 juin 1811. — Bourg. 27 mess. an 13.— Tur. 3 mai 1809.—Paris, 20 mars 1810.—Renn. 4 juin 1811.—Bord. 8 août 1833.—Oui.—Paris, 6 fruct. an 12, t. 21, p. 496, n° 4, t. 46, p. 44. —V. *infrà* n° 103 —Le créancier étant l'ayant-cause du débiteur, ne peut pas avoir plus de droits que lui; ainsi le décident MM. B. S. P. p. 443, n. 11; Pig. *Comm.* t. 2, p. 60; F. S. t. 5, p 599, n° 5; et Pr. Fr. t. 3.— *V.* aussi M. Carr. t. 2, p 248, n° 710, et p. 251 à la note.—V. *infrà* les n°s 20 à 29 et 32.

20. La tierce opposition n'est recevable, de la part d'un créancier, même hypothécaire, contre les jugements en dernier ressort rendus contre son débiteur, qu'au cas où le créancier pourrait la fonder sur la collusion, le dol ou la fraude. — Riom, 3 août 1826, t. 35, p. 369.— Cass. 21 août 1826, t. 32, p. 86.— Aix, 4 juill. 1810.—Nîm. 14 avril 1812. —Bourg. 27 juin 1822, t. 22, p 216, n° 42.—*V.* le n° qui précède.

21. Des créanciers ne peuvent, sauf le cas de fraude, former tierce opposition à un jugement rendu avec leur débiteur, et qui déclare nulle la donation en vertu de laquelle il détenait le bien hypothéqué à leurs créanciers.—Paris, 2 fév. 1832, t. 43, p. 592.—*V. suprà*, n° 19.

22. Les créanciers, même hypothécaires d'un donataire, ne peuvent former tierce opposition au jugement prononçant contre lui la nullité de la donation à lui faite, lors même qu'un ordre aurait été ouvert sur le prix d'une partie de ses immeubles. Cass. 3 juill. 1832. — Darriule C. Huard.—V. *suprà*, n° 19.

23. Des créanciers hypothécaires peuvent former tierce opposition aux jugements rendus contre leur débiteur, et qui déclare que ce dernier n'était pas propriétaire de l'immeuble hypothécaire. — Paris, 29 mars 1824, t. 32, p. 586, n° 88. —V. *suprà* n° 19.

24. Les créanciers inscrits qui n'ont pas été appelés lors du jugement de conversion, peuvent l'attaquer par tierce opposition.—Metz, 22 avril 1832.—Paris, 7 nov. 1831, t. 42, p. 310.—*V.* notre mot *Saisie immobilière*, n°s 430 et 845..

25. Lorsqu'une saisie immobilière a été convertie en vente volontaire devant un autre tribunal que devant celui de la situation du bien, les créanciers inscrits ont le droit de former tierce opposition au jugement de conversion, quoiqu'il ait été suivi d'une adjudication.—Paris, 30 juin 1834, t. 47, p. 638. —*V.* le n° qui précède.

26. Le créancier hypothécaire qui n'a pas été partie dans un jugement qui ordonne à l'acquéreur de payer son prix à un créancier chirographaire, peut y former tierce opposition quelles que soient d'ailleurs ses ressources pour se faire payer. — 16 nov. 1821, n° 131, t. 19, p. 367. Bourg. v° *Saisie-arrêt*, n° 131. — V. *suprà*, n° 19.

27. Le créancier hypothécaire utilement inscrit, qui, n'ayant pas été appelé à l'ordre, intente une action en déclaration d'hypothèque contre l'adjudicataire, peut, en même temps qu'il interjette appel du jugement qui le déboute de sa demande, se rendre tiers opposant au jugement d'adjudication qui lui est opposé. —Colm. 16 janv. 1817, t. 21, p. 576, n° 70. — V. *suprà*, n° 19.

28. Des créanciers hypothécaires peuvent former tierce opposition à un jugement rendu postérieurement à leurs inscriptions contre leur débiteur, lorsqu'il a pour objet de donner la priorité à d'autres créanciers par voie de subrogation à une hypothèque antérieure à la leur; les créanciers ne sont pas, dans cette espèce, les ayant-cause de leur débiteur.— Cass. 22 juin 1825, t. 30, p. 298.— V. *suprà*, n° 19.

29. Le créancier inscrit qui n'a point fait de surenchère dans le délai prescrit par la loi, ne peut se rendre tiers opposant à un jugement rendu entre l'acquéreur et le créancier surenchérisseur qui déclare nulle la surenchère, faute de présentation de caution, même en offrant de former cette caution.—Cass. 18 mars 1809, t. 22, p. 535, n° 34.—V. *suprà*, n° 19.

30. En matière de distribution par contribution, un créancier ne peut pas écarter les jugements intervenus entre son débiteur et un autre créancier comme *res inter alios judicata*; mais il peut les attaquer par tierce opposition, même en cause d'appel, pour la première fois.—Paris, 7 et 20 juill. 1829, t. 38, p. 122.

31. Des créanciers chirographaires n'ont pas le droit d'attaquer par la tierce opposition, un jugement passé en force de chose jugée, qui maintient la vente volontaire d'un immeuble, arguée de nullité par des créanciers hypothécaires. — Paris, 19 janv. 1808, t. 21, p. 525, n° 23.

32. Le créancier qui, aux termes de l'art. 1167 C. c., exerce les droits de son débiteur, n'est pas recevable à former tierce opposition à un arrêt dans lequel ce débiteur a été partie.—Cass. 11 juin 1822.—Bourg. 7 mars 1823, t. 24, p. 189, et t. 25 p. 90. —V. *suprà*, n° 19.

33. L'héritier bénéficiaire créancier de la succession qui, sur l'ordre du prix des biens, a comparu en première instance en qualité d'héritier, peut former tierce opposition et intervenir en appel, en sa qualité

e créancier sans qu'on puisse lui pposer deforclusion.—Bord.26mars 828.

§ 2. *Acquéreurs. — Tiers détenteurs. —Donataires.—Usufruitiers.—Fermiers.*

34et35. L'acquéreur d'un immeuble eut-il former tierce opposition au ugement rendu avec son vendeur ostérieurement à la vente? — Non. —Paris, 29 prair. an 10. — Gren. 0 juin 1818.—Cass. 11 mars 1834. —Oui.—Gren. 12 avril 1808.—Cass. 8 mai 1810. — 14 juin 1815. — 1 janv. 1816. — et 19 août 1818, — Poit. 2 mars 1832, t. 2, p. 501 n° 5, t. 43, p. 439, t. 46, p. 308.— V. MM. Carr. t. 2, p. 247, not. 1; F. L. t. 5, p. 604, n° 7 *bis*.—V. *infrà*, n°41 et 42.

36. Lorsque le vendeur a négligé a défense, l'acquéreur peut former ierce opposition aux jugements renlus par le premier.—Rouen,25brum. in 10, t. 15, p. 184.

37. Lorsque, dans une instance ntentée contre le vendeur d'un immeuble litigieux, l'acte se trouve entaché de fraude, l'acquéreur du domaine, qui a été l'avocat et le conseil du vendeur, peut être déclaré avoir été partie en cause et comme tel, non recevable à former ierce opposition au jugement rendu entre le vendeur et une tierce personne. — Cass. 16 fév. 1820, t. 38, p. 298 —V. *suprà*, n° 13.

38. Lorsque l'acquéreur d'un immeuble a déclaré dans l'acte acheter pour lui et pour un autre, et que celui en faveur de qui cette stipulation a été faite, ne prouve pas avoir accepté, il est non recevable à former tierce opposition au jugement rendu contre l'acquéreur. — Toul. 18 janv. 1827. De Cahuzac C. H. Raffet.—V. *infrà*, n° 40.

39. Lorsque le vendeur se pourvoit en résolution de vente, contre l'acquéreur, celui-ci peut seul défendre à cette demande; si l'immeuble vendu a depuis été saisi immobilièrement et que la saisie lui ait été notifiée, le saisissant ne peut former tierce opposition au jugement qui prononce la résolution.—Am.30janv. 1826. Denis C. Tirrard.

40. Un command peut se pourvoir par tierce opposition contre un jugement qui déclare la vente nulle, lorsque ce jugement a été obtenu contre l'acquéreur seul. — Cass. 10 août 1807, t. 21, p. 519, n° 18. —M. Carr. t. 2, p. 249, n° 1711, a adopté cette solution.—V. MM Pig. *Comm.* t. 2, p. 59; et B. S. P. p. 443, not. 10, *Observ.* 2.—V. *suprà*, n° 38.

41. Le tiers détenteur peut attaquer les jugements rendus contre son vendeur, lorsqu'il prouve qu'il y a eu fraude et négligence de la part de celui-ci.—Rouen, 15 therm. an 10, t. 21, p. 514, n° 12.—V. *suprà*, n° 34.

42. Le vendeur n'est pas recevable à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement qui dépouille l'acquéreur de la propriété qu'il lui avait transmise.—Lim. 13 fév. 1816. —Douai, 20 juill. 1818, t. 21, p. 526, n° 25.—V. *suprà*, n° 34.

43. L'acquéreur d'un immeuble sur expropriation forcée, étant l'ayant cause du saisissant, peut opposer au saisi le jugement qui a rejeté la demande en nullité, encore bien qu'il n'y ait pas été partie.—Brux. 17 nov. 1815, t. 21, p. 575, n° 75.

44. Celui qui, pendant une instance en rapport, est devenu acquéreur des biens dont le rapport est demandé, peut, si le jugement qui ordonne le rapport est confirmé en appel sans qu'il ait été mis en cause, former tierce opposition à cet arrêt sans qu'on puisse lui opposer l'exception de chose jugée — Cass. 25 mars 1828. Despajot C. Petit Janon.

45. Lorsqu'un tiers n'a pas été partie dans une instance pendante devant le conseil d'état, et lors de laquelle il aurait dû être appelé en sa qualité de sous-acquéreur d'un immeuble en litige, il est recevable à former tierce opposition à l'ordonnance qui a statué sur la contestation —Cons. d'ét. 16 juin 1824, t. 28, p. 278.

46. Le donataire en vertu d'un acte antérieur à l'interdiction de son auteur, ne peut former tierce opposition au jugement d'interdiction si la donation est attaquée comme consentie par une personne en démence. —Riom, 9 janvier 1808, t. 21, p. 525, n° 22. — V. M. Carr. t. 2, p. 246, n°13.—Le donateur rentré dans l'objet donné en vertu d'un jugement de révocation, peut-il former tierce opposition au jugement rendu contre le donataire avant la révocation? — V. M. Pig. t. 1, p. 692.

47. L'usufruitier d'un immeuble peut-il attaquer par tierce opposition un jugement qui a décidé contre le propriétaire et un tiers, que cet immeuble n'a pas appartenu à celui duquel il tient son droit d'usufruit? —M. Merl. t. 8, rapporte un arrêt du parlement de Paris, du 6 janv. 1778, qui a accordé ce droit à une veuve douairière, et par conséquent usufruitière; mais M. Carr. t. 2, p. 252, n° 1720, fait remarquer que cette veuve tient son droit de la loi, et que s'il s'agissait d'un usufruit conventionnel, on pourrait opposer à l'usufruitier qu'il n'était pas nécessaire de l'appeler dans une contestation qui n'avait que la propriété pour objet. M. F. L. t. 5, p. 60, dit que l'affirmative de la question n'est pas douteuse lorsque le jugement est postérieur au titre qui a conféré l'usufruit.—V. *J. A.* t. 21, p. 586, n° 89.

48. Un fermier n'est pas recevable à former tierce opposition à un arrêt qui condamne son bailleur sur une question de propriété, surtout lorsqu'il a eu connaissance de l'instance terminée par cet arrêt.—Renn. 23 déc. 1812, t. 21, p. 563, n° 62.— V. Carr. t. 2, p.252 —V. *suprà*, n°13.

49. Le sous-locataire n'est pas recevable à former tierce opposition au jugement qui annulle le bail du premier locataire, et rendu contradictoirement avec celui-ci.—Paris, 11 nov. 1812, t. 21, p. 561, n°16.— V. ibid. *les Observations.*

§ 3. *Cessionnaires.—Mandataires. — Cautions.—Garants. —Associés.— Coobligés solidairement.*

50. Le cessionnaire n'est pas recevable à former tierce opposition au jugement ou arrêt rendu contre son cédant.—Avis cons. d'ét. 18 août 1807.—Colm. 11 mai 1811.— Cass. 16 juill. 1816, t. 21, p. 520, n° 19.— V. en ce sens M. Carr. t. 2, p. 1710. —V. aussi M. B. S. P. p. 442, not. 9, n° 2.

51. Le cessionnaire serait néanmoins recevable à former tierce opposition aux jugements et arrêts rendus contre son cédant, s'ils étaient postérieurs à la signification du transport.—Colm. 11 mai 1811, t. 21, p. 520, n° 20.—V. MM. Haut. p.283; Carr. t. 2, p. 849; B. S. P. p. 442, not. 9, n° 3; et F. L. t. 5, p. 607.—

52. Le cessionnaire des droits successifs par acte sous seing privé enregistré, a droit de former tierce opposition aux jugements ou arrêts obtenus contre son vendeur après l'enregistrement de son acte. — Am. 19 août 1825, t.31, p. 177.—V. le n° qui suit.

53. Le cessionnaire de droits successifs a droit de former opposition aux jugements rendus contre son cédant au profit de ses cohéritiers depuis l'acte de cession, quoique l'acte de cession n'ait été notifié à sa partie adverse qu'après que ces jugements ont été rendus.—Cass. 16 juin 1829. Torchon de Lebu C. Fouchet.—V. le n° qui précède.

54. Le mandataire n'est pas recevable à former tierce opposition contre les jugements et arrêts dans lesquelles son mandant était partie. —Cass. 1er déc. 1819, t. 21, p. 584, n° 84.—V. M. Carr. t. 2, p. 245, n. 2, n° 2.

55. L'avoué qui a occupé pour la partie condamnée, peut-il, en son nom personnel, former tierce opposition au jugement intervenu dans l'instance?—Non.—Cass. 2 mai 1811. — Oui. —Orl. 12 déc. 1816, t. 21, p. 547, n° 47. — V. *ibid.* nos observations critiques sur ces deux arrêts.

56. Le gardien établi à une saisie-exécution, peut former tierce opposition à un jugement prononçant la nullité de la saisie contre le saisissant et décidant que celui-ci seul serait tenu de payer les frais de garde. —Bord. 17 mars 1831, t. 41, p. 441.

57. Le commis d'une maison qui a traité directement avec un tiers, et auquel pour ce traité il est dû une commission, a le droit de former tierce

§. 4. *Héritiers-légataires. — Créanciers d'une succession.*

et quelques autres créanciers sur la distribution de l'actif.—Paris, 28 juin 1811, t. 21, p. 551, n° 41.—V. M. Carr. t. 3, p. 380, n° 3240.

83. Un héritier bénéficiaire a qualité pour défendre à des actions intentées contre la succession par des créanciers, et d'autres créanciers, ne peuvent pas former tierce opposition à un jugement obtenu contre lui par les premiers.—Paris, 23 nov. 1825, t. 31, p. 105.

84. Le créancier d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, qui forme opposition à la levée des scellés, hors de sa présence, qui assiste à la levée des scellés et à l'inventaire, qui depuis lors ne fait ni saisie, ni opposition, ni demande, est non recevable à former tierce opposition à un jugement qui accorde régulièrement à un des créanciers de la succession, une partie de la succession en paiement de sa créance.—Cass. 10 nov. 1828, t. 36, p. 42.

85. Le créancier qui a pratiqué une saisie-arrêt sur une succession postérieurement à un jugement rendu avec l'héritier qui l'a acceptée bénéficiairement, et ordonnant au profit d'autres créanciers la délivrance des sommes qu'il a saisies-arrêtées, ne peut former tierce opposition à ce jugement.—Nim 8 fév. 1832, t. 43, p. 667.—V. *Ibid.* les *Observations.*

86. Un légataire particulier n'a pas qualité pour faire constater à l'encontre de l'héritier bénéficiaire l'actif de la succession, poursuivre la reddition des comptes, et s'en faire adjuger exclusivement le reliquat en l'absence des autres légataires qui avaient un droit et des intérêts communs, et ces derniers devant être appelés lors de l'arrêt portant condamnation en faveur de leur colégataire, sont recevables à attaquer cet arrêt par la voie de la tierce opposition.—Paris, 16 mars 1824, t. 28, p. 86.

87 Encore que des légataires n'aient pas dû être appelés dans une instance dirigée par d'autres légataires contre l'héritier bénéficiaire, ils peuvent former tierce opposition au jugement qui leur préjudicie, et lors duquel ils n'ont point été représentés.—Cass. 22 août 1827, t. 34, p 70.—V. *suprà*, n°s 6 et suivants.

88. Le légataire particulier ne peut former tierce opposition au jugement rendu contre le curateur à une succession vacante, en faveur d'un créancier de cette succession, lorsque la demande en délivrance du legs est postérieure à ce jugement. —Paris, 7 juill. 1809, t. 21, p. 537, n° 38

89. Les légataires particuliers ne peuvent pas attaquer par la voie de la tierce opposition les jugements rendus avec les héritiers.—Nism. 18 fév. 1807, t. 21, p. 518, n° 17, —V. M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 59, n° 3.

90. Le jugement intervenu entre deux parties qui prétendaient respectivement avoir droit à une succession, ne peut pas être opposé à un tiers qui se présente pour réclamer.—Cass. 6 therm. an 11, t. 21, p. 516, n° 14.

§ 5 *Failli.—Syndics.—Créanciers du failli.*

91. Les syndics ne peuvent former tierce opposition à un jugement rendu contre le débiteur failli avant l'ouverture de la faillite? —Brux. 21 mai 1819.—V. *infrà*, n°s 135 et suiv.

91 *bis*. Les syndics d'une faillite ne peuvent former tierce opposition contre un jugement arbitral rendu contre le failli, lorsqu'il jouissait encore de l'exercice de ses droits.—Ang 22 mai 1829. Syndics Lantaigne C. Moreau.—V. le n° qui précède.

92. Les syndics d'une faillite ne peuvent attaquer par la voie de la tierce opposition les jugements qui n'ont été rendus contre le failli qu'après qu'il a été rétabli dans l'exercice de ses droits, quand même ils seraient gérants des ventes de ses biens —Gren. 12 avr. 1808. t. 21 p. 501, n° 6.

93 Des syndics irrégulièrement nommés, n'ont pas moins caractère pour représenter la masse des créanciers jusqu'à leur remplacement, et les jugements rendus contre eux au profit de tiers de bonne foi, sont valables; dès lors les nouveaux syndics régulièrement nommés ne peuvent attaquer ces jugements par voie de tierce opposition.—Cass 25 mars 1823. t. 25, p. 103.

94. Les liquidateurs d'une masse de créanciers ne peuvent former tierce opposition au jugement obtenu de bonne foi contre leur débiteur avant leur nomination et pendant qu'il jouissait de tous ses droits.—Paris, 3 fév. 1834.

95 et 96. Celui qui a figuré dans une instance en saisie immobilière, en son nom personnel, sans le ministère de ses syndics, et non en qualité de failli, quoiqu'il fût en faillite, mais bien en qualité de propriétaire de l'immeuble saisi, ne peut, après avoir fait annuler le jugement qui le déclarait en cet état, former tierce opposition aux décisions rendues contre lui dans l'instance en saisie immobilière, sous prétexte que cette instance aurait dû être poursuivie contre ses syndics.—Cass. 30 août 1831 Delucbet C. Dussablon.

97. Celui qui a acquis un immeuble appartenant au failli, peut après la nomination des syndics définitifs attaquer le jugement qui a fixé l'époque de l'ouverture de la faillite.—Paris, 1er fév. 1812, t. 21, p. 556, n° 55.—V. *Ibid.* des arguments contre ce système.—V. *infrà*, n° 135.

98. Il peut prendre incidemment la voie de la tierce opposition contre ce jugement qui a déclaré la vente nulle.—Paris, 1er février 1812, t. 21, p. 556, n° 56 — V. le n° précéd.

99. Un créancier d'une faillite peut, en tout état de cause, se porter tiers opposant du jugement de nomination rendu sans publicité.—Bord., 4 août 1824, t. 28, n° 234.

100. Avant le code de commerce, les créanciers qui n'avaient pas adhéré à un concordat ou à un contrat d'union, pouvaient former tierce opposition aux jugements obtenus par les syndics —Cass. 14 mars 1810. — Et 5 avril 1810, t. 21, p. 538, n° 40. — Suiv M. Carr., t. 2, p. 251, et l'opinion émise *J. A. Ibid.* Sous le code actuel, la tierce opposition ne serait pas recevable.—V. MM. F. L. t. 5, p. 598, n° 4 Haut. p 282.

101. Un créancier de la faillite qui a des intérêts particuliers opposés à ceux de la masse, est recevable à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement rendu contradictoirement avec les syndics —Cass., 26 juill 1814, t. 21, p. 569, n° 68. — V. MM. F. L., t. 5, p. 598, n° 4 *bis*, et Carr. t. 2, p. 246, n° 9. — V. le n° qui précède, et *infrà*, n° 105.

102. Quelques-uns des créanciers signataires du concordat, ne peuvent se pourvoir par la voie de la tierce opposition, contre l'arrêt par lequel des créanciers non signataires, ont fait infirmer le jugement d'homologation de ce concordat. — Paris, 11 mai 1812, t. 21, p. 558, n° 57 — V. M. Carr. t. 2 p. 246, n° 8

103. Lorsqu'un second jugement change, sur la demande d'un créancier, l'époque de l'ouverture de la faillite, des créanciers hypothécaires peuvent, même après les délais fixés par l'art. 457 du C. de commerce, attaquer ce troisième jugement par la voie de la tierce opposition.—Rouen, 22 mars 1815, t. 21, p. 571, n° 71.—V. *suprà*, n° 19, et *infrà*, n° 136.

104. Les créanciers du failli qui n'ont pas été appelés au jugement qui a rétabli le failli dans l'administration de ses biens, peuvent, sans former tierce-opposition, signifier des défenses aux syndics, et arrêter, par ce moyen, l'exécution du jugement qui rétracte l'état de faillite. —Brux. 5 oct. 1815.

105. La femme créancière hypothécaire de la faillite de son mari, est recevable à former tierce opposition au jugement rendu contradictoirement avec les syndics, qui accorde un privilége sur les immeubles à un autre créancier de cette faillite. — Lim. 15 juin 1813, t. 21, p. 564, n° 63.—V. *suprà*, n° 101.

§ 6. *Epoux.—Mineurs.—Commune.*

106. Un mari peut former tierce opposition contre les jugements qui ont condamné sa femme au paiement des obligations contractées par celle-ci sans autorisation, et alors même qu'on l'aurait cité avant l'obtention

de ces jugements, à l'effet de l'autoriser ou de la voir autoriser à plaider.—Montp., 27 avril 1831, t. 43, p. 514, 547.

107. Lorsque, après la mort du mari, la femme qui n'est point son héritière a fait prononcer la péremption d'une instance suivie contre lui, les héritiers du mari n'ayant point été parties, ne peuvent pas se prévaloir des jugement et arrêt qui sont intervenus.—Brux. 17 nov. 1815, t. 21, p. 575, n° 74.

108. Lorsque, pendant l'instance d'appel, une femme contracte mariage et ne fait pas notifier son changement d'état, et continue d'ester en justice en sa même qualité, ses adversaires ne sont pas tenus d'appeler le mari dans l'instance; par conséquent ce dernier ne peut former tierce opposition à l'arrêt. — Cass. 10 déc. 1812, t. 5, p. 66, v° *Autorisation de femme mariée*, n° 43.—*V.* MM. Merl. *Rép.* t. 16, p. 93; Locré, *Espr. du code de proc.*, t. 2, p. 9; Pailliet, *Manuel*, p. 55, note 10; Biret, t. 1, p. 133; B. S. P. p. 605, n° 4; Delv. t. 1, p. 333; Dur., t. 2. p. 421, 422, n°s 457, 458.

109. Une femme mariée n'est pas recevable à former tierce-opposition à un arrêt rendu contre son mari, lorsqu'elle a figuré avec ce dernier dans un précédent arrêt qui présentait la même question à juger, et lorsque d'ailleurs un arrêt postérieur a ordonné contradictoirement avec elle l'exécution de celui qu'elle attaque.—Paris, 9 juin, 1812, t. 21, p. 559, n° 58.

110. Lorsque la femme séparée de biens dirige, pour avoir paiement de ses droits matrimoniaux, des poursuites en éviction contre les tiers acquéreurs des biens de son mari, ceux-ci peuvent former tierce opposition au jugement de séparation, même plus d'un an après sa prononciation, et attaquer une reconnaissance frauduleuse faite par le mari à sa femme, peu importe que leur contrat d'acquisition soit antérieur ou postérieur à cette reconnaissance. — Agen, 19 août 1824. Descat C. Gélas.

111. La femme mariée sous le régime dotal, et qui avait une hypothèque légale sur un immeuble, dans la possession duquel un jugement a envoyé, comme créancière, la première femme divorcée de son mari, ne peut former tierce opposition à ce jugement, si celui-ci a fait valoir ses droits et l'a représentée dans l'instance sur laquelle il est rendu. — Cass. 22 mars 1831.—Boissel C. Lemoine.

112. Une femme mariée ne peut pas former tierce opposition au jugement rendu contre son mari, quoiqu'il prononce la résiliation du bail d'un immeuble qui formait un propre pour elle.—Renn. 13 juin 1833.

113. Un mineur émancipé ne peut former tierce opposition à un arrêt, lors duquel il a été représenté par son subrogé-tuteur —Renn. 27 juill. 1814, t. 21, p. 570, n° 69.

114. Le conseil de famille peut former tierce opposition à un jugement auquel le tuteur a été partie; le tuteur ne représente pas le conseil de famille dans le sens de l'art. 474, C. p. c.—Colm. 11 avril 1822, t. 24, p. 386.

115. On ne peut se pourvoir par tierce opposition, dans l'intérêt des mineurs contre des jugements dans lesquels ils ont été représentés par leur tuteur.—Cass. 23 brum. an 5, t. 21, p. 492, n° 1.—*V.* M. F. L. t. 5. p 597, n° 3; et Pr. Fr., t. 3, p. 281.

116. L'arrêt rendu sur l'appel d'une partie cointéressée d'une commune qui n'y a pas figuré, peut être attaqué par tierce opposition par cette commune, s'il confirme un jugement dans lequel elle a été partie et dont elle n'a pas appelé. —Bourg. 17 août 1831, t. 43, p. 578. —V. *ibid.* nos *observations*.

§ 7. *Emigré.—Propriétaires de navire.—Conscrits.—Electeurs.*

117. L'émigré qui, dans un procès contre une commune, n'a été représenté que par l'agent du district au lieu de l'être par le procureur-syndic du département peut former opposition à la sentence qui a statué sur la contestation.—Bes. 14 nov. 1826.—Demador de Mollans C. le maire de Pontecy.

118 L'émigré ne peut pas former tierce opposition aux jugements rendus avec la nation pendant qu'elle le représentait.—Cass. 14 juin 1815, t. 21, p. 501, n° 7. – *Id.* 1er déc. 1832. Kerouartz C. Sirey.—V. *suprà*, n° 80, et *infrà*, n° 122.

119. Un émigré, depuis son amnistie, n'a pu être représenté par l'État; il peut donc former tierce opposition aux jugements rendus depuis cette époque.—Cass. 16 mai 1815, t. 21, p. 49, v° *Scellés et Inventaires*, n° 41.

120. La voie de la tierce opposition est ouverte à un émigré rentré en France, contre un arrêt dans lequel l'état dont il recouvre les droits n'aurait été représenté que par l'administrateur des domaines.— Renn. 26 fév. 1816, t. 15, p. 45, v° *Jugement*, *prem. partie*, n° 16.

121. Le ministre des finances ne peut former tierce opposition au jugement qui statue sur la qualité d'un prétendant à l'indemnité allouée aux émigrés par la loi de 1825; le ministère public seul pourrait attaquer cette décision par la voie de l'appel.— Poit. 22 juin 1832, t. 43, p. 506.

122. La tierce opposition est non recevable, quoique les héritiers d'un émigré prétendent représenter le défunt sous une autre qualité que celle que la nation elle-même avait fait valoir lors du jugement rendu avec elle.—Cass. 5 avril 1815, t. 21, p. 573, n° 73.—V. *suprà*, n° 118.

123. Un émigré amnistié peut attaquer, par la voie de la tierce opposition, un arrêt rendu pendant son émigration contre son épouse, si cet arrêt a reconnu pour leur fils, un enfant qu'elle a désavoué.—Cass. 7 déc. 1808, t. 21, p. 534, n° 32.—M. Carr. t. 2, p. 252, n° 1721, est d'un avis conforme.—*V.* MM. B. S. P. p. 441, n° 9, *observ.* 1re; Merl. *Rép.* t. 8, p. 819; et F. L. t. 5, p. 608, n° 10.

124. En matière de prises, la tierce opposition est interdite aux propriétaires du navire et de la cargaison comme étant représentés par le capitaine.—Cons. des prises. 29 prair. an 8, t. 21, p. 495, n° 3.—*V.* MM. Pig. *Comm.* t. 2, p. 59; et F. L. t. 5, p. 699.

125. L'administration de la marine peut former tierce opposition à un jugement de liquidation d'une course auquel elle n'a pas été appelée.— Renn. 5 juin 1817, t. 21, p. 579, n° 77.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 245, note 2, n° 4.

126. Les jeunes gens appelés à remplacer au service militaire des individus exemptés par suite d'un jugement rendu entre eux et le préfet, peuvent former tierce opposition à ce jugement, bien qu'ils n'aient pas dû être appelés dans l'instance. —Agen, 9 août 1827, t. 35, p. 178.

127. Un électeur municipal peut former tierce opposition au jugement rendu sans qu'il y ait été appelé, et qui a pour effet de l'éliminer de la liste électorale, en ordonnant l'inscription d'un autre citoyen sur cette liste.—Cass. 22 mai 1832, t. 46, p. 175 —V. *infrà*, n° 130 *ter*.

§ 8. *Questions d'état.*

128 et 129. Les enfants ou descendants peuvent former tierce opposition aux jugements rendus contre leur père ou aïeul, sur une question d'état qui les concerne. — Cass. 9 mai 1821, t. 23, p. 168.

130 Les enfants déclarés adultérins par un jugement qui annule une donation faite à leur mère, comme faite à personne interposée, peuvent former tierce opposition à ce jugement.—Cass. 1er août 1827, t. 34, p. 16.

131. Les héritiers d'un adopté peuvent-ils attaquer par tierce opposition le jugement d'adoption qui préjudicie à leurs droits?—M. Pig. t. 2, p. 57, 5e alin., fait une distinction entre le cas où les héritiers agissent du chef de l'adoptant, et celui où ils agissent de leur chef; dans le premier cas il n'admet pas la tierce opposition; il l'admet au contraire dans le second.—V. *J. A.* t. 21, p. 587, n° 90.—V. le n° qui suit.

132 et 133. La nullité d'une adoption peut et doit être poursuivie par voie d'action principale, et sans qu'il

soit besoin de former tierce opposition à l'arrêt qui a consacré l'adoption.—Colmar, 28 juill. 1821, t. 23, p. 252.—Nancy, 13 juin 1826, t. 31, p. 267.

134. Les parents d'un religieux sont recevables à attaquer par voie de la tierce opposition, l'arrêt qui a déclaré ses vœux nuls. —Cass. 14 mars 1809, t. 21, p. 535, n° 33.

Art. 3. *Contre quels jugements peut-on former tierce opposition ?*

135. Les jugements qui fixent l'ouverture d'une faillite, ne peuvent pas être attaqués par tierce opposition.—Paris, 14 juill. 1827. Bonnet David C. Syndics Trauvauld. — V. *suprà*, n°s 91 et suiv.

136. On peut former tierce opposition au jugement postérieur à celui qui déclare l'ouverture de la faillite lorsque ce jugement, rectifiant le précédent, porte changement de la date de la faillite.—Cass. 15 mars 1830, t. 40, p. 29.—V. *suprà*, n° 103.

137. On ne peut pas se pourvoir par tierce opposition contre les jugements qui homologuent une délibération de conseil de famille ou d'un concordat. — Toul. 18 janv. 1828. Bousquet C. Lerat.

138. Il n'y a pas lieu à tierce opposition dans le cas d'un jugement rendu sur requête. — C. T. t. 2, p. 5, 18.

139. Une sœur ne peut former tierce opposition à un jugement qui décide avec son frère que la propriété commune était grevée d'une servitude, parce que ce jugement ne pourra jamais lui être opposé.—Besançon 22 mai 1828. Mervant C. l'hospice d'Arbois.

140. On ne peut se pourvoir par opposition ni par tierce opposition contre un jugement ou un arrêt qui adjuge le profit d'un défaut-joint. —Paris, 20 déc. 1814, t. 21, p. 570, n° 70.

141. L'opposition formée à un jugement par défaut, ne peut être convertie en tierce opposition.—Nîm. 11 juin 1819, t. 19, p. 214, v° *Ressort*, n° 254.

142. On peut attaquer par tierce opposition un jugement provisionnel.—Cass. 22 fév. 1830, t. 38, p. 312.

143. On peut former tierce opposition à une sentence arbitrale, mais seulement lorsqu'il s'agit d'un arbitrage forcé. — C. T. t. 2, p. 5, 17.

144. Celui qui a épuisé la voie du recours en cassation contre un jugement par défaut, est non-recevable à l'attaquer, soit par opposition simple, soit par tierce opposition, alors même que ce jugement ne lui a pas été valablement signifié, ou qu'il n'y a pas été partie.—Cass. 19 fév. 1823, t. 25, p. 54.—V. *suprà*, n° 16.

145. Lorsque, sur la demande originaire, les deux parties se sont présentées devant le juge de paix pour y terminer leur différend, la voie de la tierce opposition n'est pas ouverte contre le procès-verbal sur lequel le juge de paix a recueilli leurs déclarations et conventions respectives.—Paris, 18 juin 1813, t. 21, p. 565, n° 64.—*V.* dans ce sens, M. CARR. t. 2, p. 246, n° 1708.

146. Lorsqu'une partie a fait admettre la récusation proposée contre un juge, son adversaire ne peut former tierce opposition au jugement qui a prononcé sur cette récusation.— Besançon, 27 août 1808, p. 531, n° 29.

147. Les jugements de police correctionnelle ou municipale, ne sont pas susceptibles d'être attaqués par la voie de la tierce opposition.—Cass. 3 juin et 25 août 1808, t. 21, p. 530, n° 28.—M. F. L. t. 5, p. 594 et 595, pense que la solution serait la même aujourd'hui. —*V.* M. MERL. *Rép.* t. 8, p. 817, n°s 2 et 818. — V. *infrà*, n° 149.

148. Celui qui a été acquitté d'un crime dont il était accusé, ne peut former tierce opposition à un jugement d'un tribunal civil constatant la vérité d'un fait qui aurait pu entraîner sa condamnation s'il avait été reconnu vrai par le jury.—Colm. 6 nov. 1811, t. 21, p. 551, n° 49.

149. En matière criminelle, la tierce opposition n'est permise qu'à celui dont les intérêts ont été réellement froissés par la décision contre laquelle il veut se pourvoir; mais il ne peut pas se fonder sur ce que les motifs de l'arrêt lui porteraient un préjudice quelconque.—Aix, 16 déc. 1825, t. 30, p. 232.—V. *suprà*, n° 147.

150. Celui qui a porté plainte contre un individu, ne peut former tierce opposition au jugement d'un tribunal civil qui constate le décès du prévenu.—Colm., 6 nov. 1811, t. 21, p. 252, n° 50.

151. Un arrêt rendu sur un appel comme d'abus peut, comme tout autre, être attaqué par la voie de la tierce opposition.—Cass. 14 mars 1809, t. 1, p. 56, v° *Appel comme d'abus*, n° 1.

152. On ne peut former tierce opposition aux arrêtés des conseils de préfecture statuant sur les opérations des assemblées d'électeurs municipaux.—Cons. d'ét. 29 juin 1832, t. 46, p. 176.—V. *suprà*, n° 127.

CHAP. II. *Procédure.—Compétence.—Voie de recours.—Effets de la tierce opposition.*—Art. 1. *Procédure.*

153. La tierce opposition à un jugement d'ordre, est dispensée du préliminaire de conciliation.—Cass. 21 déc. 1824, t. 29, p. 31.

154. La demande en tierce opposition, lorsqu'elle est intentée par action principale, n'est pas soumise au préliminaire de conciliation.—C. T., t. 2, p. 5, 16.

154 *bis.* On doit instruire sommairement la tierce opposition formée contre un jugement en matière d'ordre, et l'on ne peut, par conséquent, passer en taxe que les conclusions motivées dans l'instance qu'elle fait naître.—Bord. 18 mai 1830, t. 40, p. 224.

155. Contre qui la tierce opposition se forme-t-elle? — Lorsque le condamné n'a pas encore exécuté le jugement, il faut le mettre en cause pour l'empêcher de l'exécuter; dans le cas contraire, il suffit de former la tierce opposition contre la partie qui a obtenu le jugement. — *V.* MM. PIG. t. 1, p. 701, et CARR. t. 2, p. 156, n° 1726, V. *J. A.* t. 21, p. 587, n° 91. — *V.* aussi C. T., t. 2, p. 4, 13.

156. Soit que la tierce opposition soit incidente ou principale, le tiers opposant doit appeler toutes les parties dénommées dans le jugement auquel il forme tierce opposition — Bes. 16 juin 1809, t. 21, p. 536, n° 36.

157. On peut former tierce opposition par conclusions verbales sur la barre, lorsque cette exception est nécessaire.—Colm. 9 août 1814, t. 17, p. 268, v° *Ordre*, n° 148. *V.* C. T. t. 2, p. 3, 9.

158. La tierce opposition ne peut être formée par acte d'avoué à avoué. —Turin, 14 mars 1808, t. 21, p. 530, n° 27.—*V.* MM. CARR. t. 2, p. 255, n° 723; B. S. P. p. 445, not. 17 et 18, p. 702; et HAUT. p. 284.

159. Une tierce opposition est valablement formée par libelle: il n'est pas nécessaire qu'elle le soit par requête.—Toul. 18 août 1827. Delhom C. Caillau Dordat.

160. La tierce opposition par requête d'avoué à avoué au jugement qui fixe l'ouverture d'une faillite, n'est pas recevable sur l'appel du jugement qui statue sur l'opposition formée à ce jugement.—Tur., 22 août 1812, t. 21, p. 560, n° 59.

161. Les requêtes contenant tierce opposition, peuvent en développer les moyens.—C. T. t. 2, p. 3, 11.

162. Mais le tiers opposant ne peut signifier aucune réponse à la défense du défendeur.—C. T. t. 2, p. 4, 12.

163. Une tierce opposition est recevable, quoique l'exploit ne contienne pas le mot tierce, mais celui opposition. — Renn. 5 juin 1817, t. 21, p. 579, n° 78.

164. Une tierce opposition est recevable lorsqu'elle est formée en ces termes : sans s'arrêter au jugement du..duquel le demandeur sera en tant que besoin reçu tiers opposant, etc. —Metz, 23 mars 1820, t. 21, p. 584, n° 85.—*V.* les n°s suivants.

165. Des conclusions subsidiaires par lesquelles une partie déclare se porter en tant que de besoin opposante ou tierce opposante à un jugement où elle n'a point figuré, ne constituent point une action régu

lière, et le tribunal ne peut statuer sur une tierce opposition de cette nature, parce qu'elle n'est point régulièrement formée. —Orl. 22 nov. 1822, t. 21, p. 586, n° 87. — *V.* le n° qui précède.

166. Lorsqu'après l'admission d'une tierce opposition, le tribunal ordonne une nouvelle expertise, l'art. 322 C. p. c. n'est pas applicable —Cass. 5 avril 1810, t. 21, p. 539, n° 40 *bis*.

167. Sur la tierce opposition à un jugement qui a prononcé la rescision d'un acte pour cause de lésion, les juges peuvent prendre pour base de leur décision les actes de procédure, et notamment une expertise faite dans la première instance.—Cass. 1er août 1821, t. 23, p. 257.

Art. 2. *Compétence.*

168. On ne peut former tierce opposition devant un tribunal civil à un jugement rendu par un tribunal criminel.—Paris, 13 fruct. an 10, t. 21, p. 514, n° 11.

169. La tierce opposition ne peut être jugée que par le tribunal qui a rendu le jugement attaqué par cette voie.—Cass. 14 oct. 1806, t. 21, p. 518, n° 16.—S'il s'agissait d'une matière civile, le tribunal de commerce serait radicalement incompétent et devrait renvoyer la tierce opposition devant le juge *à quo*, suiv. MM. D. C. p. 337; CARR. t. 2, p. 258, n° 1730; et F. L. t. 5, p. 614, n° 2.—*V.* M. LEP. p. 323.

170. La tierce opposition au jugement confirmé sur l'appel, doit-elle être portée devant le tribunal de première instance ou devant la cour? —Devant le tribunal de première instance. — Brux. 9 avril 1808.— Flor. 26 déc. 1809.—Douai, 20 juil. 1818.—Devant la cour: Lim 13 fév. 1816—Bourg 7 juill. 1824.—Paris, 22 nov. 1825, t. 21, p. 526, n° 24, t. 29, p. 24 et t. 31, p. 183. —Pour le tribunal de première instance: MM. CARR. t. 2, p. 256, n° 1727; PIG. *Comm.*, t. 2, p. 64 et 65, et F. L. t. 5, p. 614, n° 4. — Pour la cour: MM. B. S. P. p. 440, n° 4, et MERL. t. 8, p. 823.

171. La tierce opposition à un jugement qui a été confirmé par un arrêt de cour royale, peut être dirigée contre le jugement seul, sans embrasser l'arrêt confirmatif; et dans ce cas, ce n'est pas devant la cour royale, mais devant le tribunal qui a rendu le jugement confirmé, que la tierce opposition doit être portée.—Douai, 14 janv. 1825, t. 28, p. 58.

172. Une cour royale est compétente pour connaître de la tierce opposition formée contre un de ses arrêts. — Cass. 16 fév. 1830, t. 38, p. 298.

173. En cas de tierce opposition incidente, les avoués de l'instance principale, comme celui du tiers opposant, peuvent exiger un droit de consultation. — C. T. t. 2, p. 7, 23

Art. 3. *Voies de recours.*

174. Le jugement par défaut, qui statue sur une tierce opposition à un jugement déclaratif de faillite, est susceptible d'opposition.—Paris, 27 juin et 13 juill. 1826, t. 34, p. 341.

175. Peut-il, ou doit-il être statué à la charge de l'appel sur une tierce opposition à un jugement en dernier ressort? Les difficultés que présente cette question sont examinées, *J.A* t. 21, p. 587; MM. MERL. Q. D. v° *Opposition (tierce)*, § 2, t. 2, p. 257, n° 1729, et B. S. P. p. 440, n° 5, pensent qu'il doit être statué en dernier ressort.—M. PIG. *Comm.*, t. 2, p. 66, 2e alin, pense que la compétence doit, d'après la règle générale, être déterminée sur la demande du tiers opposant.

176. Lorsqu'une tierce opposition est incidente, le jugement qui la rejette peut être attaqué en appel, même lorsque la demande principale n'excède pas 1,000 fr.—Besançon, 16 juin 1809, t. 21, p. 536, n° 37.

177. Lorsqu'on se rend tiers opposant au jugement qui admet la revendication d'une partie des objets saisis, le jugement qui statue sur la tierce opposition est susceptible d'appel dans les délais ordinaires. — Nim. 24 août 1810, t. 3, p. 259, v° *Appel*, n° 125.

Art. 4. *Effets de la tierce opposition.*

178. La tierce opposition formée par l'un des héritiers, ne peut profiter à ses cohéritiers qui ont été parties dans le même jugement.— Cass. 23 germ. an 6.—15 pluv. an 9, —Et 3 juill. 1810, t. 21, p. 493, n° 2. *Secùs*, si l'objet était indivisible, mais dans ce cas seul. Ainsi le décident MM. B. S. P. p. 447, n° 3; CARR. t. 2, p. 260, n° 1733; HAUT. p. 286 PR. FR., t 3, p. 269, n° 8.; MERL. *Rép.* t. 8. p, 820; F. L. t. 5. p. 615. —V. *infrà*, n°s 180, 181 et suivants.

179. La partie condamnée ne peut pas profiter de la tierce opposition formée par une autre partie.—Nim. 18 fév. 1807, t. 21, p. 518, n° 17 bis.

180. En supposant que la tierce opposition fût recevable et bien fondée, elle ne pourrait profiter aux parties qui ont figuré au jugement attaqué qu'autant que l'objet serait indivisible. — Cass. 6 fruct, an 10, et 12 janv. 1814, t. 21, p. 510. n° 10. —V. *suprà*, n° 178.

181. Le droit de former tierce opposition ne peut profiter aux parties qui ont figuré dans l'instance, qu'autant que l'objet du litige est tellement indivisible que l'exécution du jugement attaqué est absolument incompatible avec le résultat de la tierce opposition.—Cass. 8 avr. 1829, t. 37, p. 315.—V. *suprà*, n° 178.

182. Lorsque sur la tierce opposition d'une partie, un arrêt, qui déclare une instance périmée, est rétracté par un arrêt postérieur, cette rétractation ne profite pas aux parties contre lesquelles la péremption a été prononcée. — Besanç. 12 juill. 1828, t. 37, p. 22.—V. *suprà*, n° 178.

183. Un tribunal inférieur ne peut surseoir à l'exécution d'un arrêt sur la demande de tiers opposans.—Paris, 7 janv. 1812, t. 21, p. 553, n° 51.—Dans quel cas l'exécution du jugement attaqué peut être suspendu.—*V.* MM. D. C. p. 338. CARR. t. 2, p. 260, n° 1732; B. S. P. p 446, n° 26; F. L. t. 5, p. 615.

184. Les juges peuvent, avant d'examiner le mérite de la tierce opposition formée à un jugement nommant un sequestre, ordonner qu'il sera provisoirement exécuté, s'il est exécutoire par provision —Cass. 4 fév. 1834, t 47, p. 588.

185. Une cour d'appel ne peut annuler des jugements de 1re instance attaqués par des tiers, par appel ou tierce opposition, comme étant le résultat de la fraude consentie entre les parties, sans recevoir d'ailleurs l'appel ou la tierce opposition. — Cass. 3 août 1808, t. 21, p. 532, n° 30. — *V.* M. CARR. t. 2, p. 261, n° 1733

186. L'amende doit être prononcée lorsque la tierce opposition est déclarée non recevable et le tribunal incompétent. — C. T. t. 2, p. 8, 27.

187. Lorsque le tiers opposant par action principale à un jugement dont il y a appel, est assigné devant la Cour, pour voir déclarer l'arrêt commun avec lui, il ne peut pas s'y refuser, et se plaindre ensuite de ce que l'arrêt lui a enlevé ce premier degré de juridiction, surtout s'il a déclaré *adhérer à l'appel.* —Cass. 26 juin 1826, t. 31, p. 338.

TRAITE DES NOIRS.

1. Ordonnance du roi relative à la répression de la traite des noirs. — 13 août 1823, t. 25, p. 306.

2. Ordonnance du roi qui rend applicable à l'île Bourbon la faculté accordée aux autres possessions d'outre-mer, du recours en cassation contre les jugements et arrêts prononcés en matière de traite des noirs. — 22 oct. 1823, t. 25, p. 336.

3. Loi relative à la répression de la traite des noirs. — 25 avril 1827, t. 33, p. 72.

4. Loi concernant la répression de la traite des noirs. — 4 mars 1831, t. 40, p. 130.

TRIBUNAUX (1).

Chap. 1er. *Organisation et service des tribunaux.* — Art. 1er. *Organisation générale.* — *Chambres temporaires et des vacations* (1).

1. Extrait de la loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, t. 22, p. 1, nº 1.

2. Lois du 27 vent. an VIII sur l'organisation des tribunaux, t. 10, p. 514, vº *Discip. et org. jud.* nº 1.

3. Extrait du sénatus consulte du 16 ther. an X organique de la constitution de l'an VIII, t. 10, p. 520, vº *Discip et org. jud.* nº 3.

4. Décret du 6 juill. 1810, contenant réglement sur l'organisation et le service des Cours impériales, des Cours d'assises et des Cours spéciales, t 10, p. 542, vº *Discip org. jud.* nº 11.

5. Décret du 3 août 1810, concernant la juridiction des prud'hommes, t. 10, p. 553, vº *Discip. et org. jud.* nº 13.

6. Ordonnance du roi concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'Ile Bourbon, 30 sept. 1827, t. 34, p. 217.

7. Ordonnance du roi concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'Ile de la Martinique, et à l'Ile de la Guadeloupe et ses dépendances, 31 août 1828, t. 36, p. 13.

8. Ordonnances du roi qui créent des chambres temporaires dans certaines villes, et prorogent celles existant dans d'autres villes, et notamment dans le tribunal de 1re instance de Nantes, et à Oleron, ainsi qu'à Saint-Girons, à Saint-Gaudens, à Espalion, à Grenoble (trib. de 1re inst.), à Saint-Étienne et à Condom, 15 oct. 1826, t. 31, p. 250, *id.* t. 33, p. 304; — 19 juin 1828, t. 35,

(1) Au mot *Enregistrement*, nos 348 et suiv., nous avons placé la jurisprudence sur le *timbre*.

(1) V. *Comp.* 4 *bis.* — *Contr. par c.* 116 *et s* — *Jug.* 435. — *Ord* 59 *et s.* — *Prudhommes.* — *Sais. arr.* 111 *et s* — 164 *et s.* — *Sais. arr.* 164 *et s.* — *Trib. de comm.* 18.

(1) Nous conseillons à nos lecteurs de consulter notre mot *Jugement.*

p. 20 ; t. 37, p. 328. —16 nov. 1828, t. 36, p. 12 , id. t. 37 , p. 328 et t. 40, p. 143.

9. Une chambre temporaire est investie des mêmes pouvoirs qu'une chambre civile.—Cass. 19 août 1828, t. 36, p. 126.

10. Arrêté relatif aux tribunaux divisés par sections, pendant la durée des vacances. — 18 fruct. an 8, t. 22, p. 9, n° 10.

11. Lorsqu'une cause dont la connaissance est spécialement attribuée à l'une des chambres du tribunal a été jugée par une autre chambre, il y a présomption légale que la distribution lui en a été faite pour le bien du service; en conséquence le jugement est valable.—Cass. 23 juill. 1834, t. 47, p. 574.

11 *bis*. Une instance en partage d'une succession ne peut être jugée par une chambre de vacation, t. 47, p. 637.—Renn. 12 mars 1834.—

Art. 2. *Du Serment des conseillers et juges-auditeurs.—des assemblées générales.—du roulement annuel.—des congés.*

12. La formule du serment prescrit aux magistrats, doit être nécessairement celle déterminée par l'ordonnance royale du 3 mars 1815, sans aucune modification; mais les obligations qu'impose ce serment, sont renfermées dans le cercle de nos institutions constitutionnelles. — Caen, 19 mai 1830, t. 39, p. 5.

13. Le magistrat qui a prêté serment comme juge, et qui, plus tard, est nommé juge d'instruction , n'est pas astreint à la prestation d'un nouveau serment.—Cass. 6 mai 1829. — Patin C. ministère public.

14. Décret du 22 mars 1813, concernant les conseillers-auditeurs et les juges-auditeurs. —t. 10, p. 560, n° 17.—*V*. M. Carr. *Comp*.—T. 2, p. 429, 437.

15. Ordonnance du roi qui règle le service des conseillers et juges-auditeurs dans les Cours royales et dans les tribunaux de 1re instance. —19 nov. 1823 , t. 25, p. 355.

16. Lorsque deux des trois conseillers-auditeurs de la 1re chambre ont été appelés au service du parquet, le 1er président peut détacher un des conseillers-auditeurs de la 3e chambre pour le service de la première.—Rouen, 16 nov. 1825. Cairon C. Caïron.

17. Les juges-auditeurs peuvent faire partie des cours d'assises.—Cass. 18 mai 1828. Laforet C. Ministère public.

17 *bis*. Un conseiller-auditeur peut être délégué pour présider une Cour d'assises.—Cass. 6 fév. 1818, t. 10, p. 567, n° 23.

18. Une cour qui doit statuer en assemblée générale n'est légalement constituée qu'autant que tous ses membres désignés pour tenir les assises ont été appelés. — Art. 103. Décret du 30 mars 1808.— Cass. 24 nov. 1825. Intérêt de la loi.

19. L'assemblée générale d'un tribunal réuni pour statuer sur un fait de discipline , peut n'être composée que d'un nombre de juges égal au nombre nécessaire pour composer chaque chambre du tribunal. — —Renn. 24 juill. 1833, t. 47, p. 412.

20. C'est dans l'assemblée générale des chambres d'une Cour royale que doivent être entérinées des lettres de réhabilitation. — Poit. 28 nov. 1828. t. 36 , p. 131.

21. Ordonnance du roi du 11 sept. 1820 sur le mode de roulement des magistrats dans les cours et tribunaux, t. 10, p. 575 , v° *Discipline et organisation judiciaire*, n° 31.

22. L'ordonnance du 11 octobre 1820 a pu déroger aux réglemens antérieurs sur le roulement des magistrats d'une cour, en conséquence une partie ne peut pas critiquer le roulement fait dans la forme prescrite par cette ordonnance, — Paris, 4 mars 1830. Minist. pub. C. la France méridionale.

23. Ordonnance du roi qui prescrit des règles spéciales pour le roulement des juges du tribunal de 1re instance du département de la Seine et contient des dispositions relatives au service des vacations. 24 juill. 1825, t. 29, p. 244.

24. Il suffit que, dans le roulement annuel des membres d'une chambre, les membres seuls qui sont depuis deux ans dans la même chambre , passent dans une autre; il n'est pas nécessaire que le tiers au moins soit renouvelé. — Paris, 17 déc. 1829. *Courrier français*.

24 *bis*. Un tribunal ne peut ordonner que le roulement d'une de ses chambres à l'autre, aura lieu intégralement, de manière que tous les juges de la première passent à la fois dans la seconde.—Cass. 8 janv. 1834, t. 46, p. 301.

25. Doit être cassée pour excès de pouvoir, la délibération par laquelle un tribunal arrête à une autre époque que la huitaine précédant les vacances, la liste de service pour le roulement annuel de ses membres. — Cass. 13 juin 1831, t. 41, p. 615.

26. Les parties sont sans droit ni qualité pour contester le roulement annuel des chambres d'une cour royale, lorsque cette opération a été approuvée par l'assemblée générale des chambres.—Paris, 17 déc. 1829. *Courrier français*.

27. Ordonnance du roi qui prescrit des formalités à remplir pour la délivrance des congés aux membres de l'ordre judiciaire.—6 nov. 1822, t. 24, p. 313.

28. Un président ne peut pas refuser de prononcer à haute voix les décisions du tribunal, et les lois doivent être lues à l'audience.—Arrêté du 26 brum. an 8, t. 22, p.7, n° 8.

Chap. 2. *Excès de pouvoir.*

29. Les tribunaux ne peuvent statuer d'une manière générale et par voie de réglement sur les droits des avoués à la plaidoirie. — Cass. 25 janv. 1828, t. 35, p 85, V. *infrà*, n° 40.

30. Lorsqu'un tribunal de commerce prend une délibération portant : nous arrêtons provisoirement jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par l'autorité supérieure, qu'un mandat donné à un tiers pour représenter le mandant dans toutes les affaires commerciales, qu'il peut avoir devant le tribunal, est suffisamment spécial; cet arrêté est illégal et doit être annulé comme contraire au principe qui défend au juge de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire. — Cass. 19 juill. 1825, t. 30, p. 69.

31. Est nul comme disposant par voie réglementaire le jugement d'un tribunal qui, saisi d'une contestation entre un commissaire-priseur et un autre individu , sur une vente d'effets mobiliers, déclare que le premier a eu droit de les vendre, et autorise les commissaires-priseurs à procéder à l'avenir à de semblables ventes. — Cass. 22 mai 1832, t. 42, p. 363,

31 *bis*. Il y a empiétement sur le pouvoir législatif de la part d'un tribunal qui prend un arrêté fixant, tant pour le présent que pour l'avenir, les droits dus aux commissaires-priseurs. — Cass. 13 mai 1824, tom. 38, p. 44.

32. Le jugement qui, en ordonnant la restitution d'un droit perçu illégalement, ajoute que l'administration sera tenue de prendre des mesures pour que semblable restitution ait lieu à l'avenir sans obstacle, dans la même circonstance, doit être annulé comme prononçant par voie de disposition générale et réglementaire.—Cass., 8 juin 1830. Juliard C. l'octroi de Paris.

33. Doit être annulée pour excès de pouvoir, la décision par laquelle un tribunal civil délègue par forme réglementaire le juge de paix d'un canton , pour remplacer celui d'un canton voisin, sans aucune demande des justiciables, ni conclusion du ministère publ.—Cass. 1er oct. 1830 et 25 mai 1831, t. 41, p. 468.

34. Un tribunal commet un excès de pouvoir lorsqu'il délègue le juge de paix d'un canton pour remplir les mêmes fonctions dans un canton voisin pendant tout le temps que pourraient durer les empêchements des juges de paix et suppléans de ce dernier canton. — Cass. 4 mars 1834, t. 46, p. 137.

35. Les juges ne peuvent décider, par voie générale et réglementaire, qu'en matière de faillite, le ministère public ne pourra à l'avenir assister aux assemblées des créanciers du failli, ni déplacer les livres et papiers. — Cass. 20 août 1812, t. 22, p 78.

36. Les tribunaux ne peuvent pas, sans excéder leurs pouvoirs, délivrer

des arrêtés en forme d'actes interprétatifs du sens de quelques articles de coutumes ou de lois. — Cass. 14 avril 1824, t. 26, p. 216.

37. Les juges ne peuvent répondre sur un point de législation ou de jurisprudence dont l'attestation leur est demandée, soit par un régnicole, soit par un tribunal étranger. — Brux. 9 mai 1832, t. 44, p. 350.

38. Le refus fait par un tribunal ou une cour royale, soit de juger, soit de donner un avis nécessaire en matière disciplinaire, constitue un excès de pouvoir qui donne ouverture à cassation. — Cass. 13 sept. 1832. Min. pub. C. Moulin-Dufresne.

39. Les tribunaux ont le droit d'examiner la constitutionnalité d'une ordonnance, pour savoir si, ou non, ils l'appliqueront à l'espèce qui leur est soumise. — Nancy, 26 juill. 1827, t. 33, p. 193.

40. Lorsqu'une cour royale a déterminé dans son ressort les tribunaux dont les avoués devront souffrir l'application de l'ordonnance du 27 février 1822, ces tribunaux sont incompétents pour décider en audience publique que cette ordonnance est inconstitutionnelle, et que les avoués plaideront concurremment avec les avocats, conformément à l'art. 32 de la loi du 22 vent. an 12. —Nim., 20 juill. 1832, t. 44, p. 121. —V. *Ibid.* des observ. contraires.—V. *suprà*, n° 29 (1).

41. Les tribunaux ne peuvent se refuser à appliquer un réglement administratif sous le prétexte qu'il aurait dû émaner d'un autre fonctionnaire.—Cass. 18 janv. 1828 (2).

42. Les tribunaux, sous le prétexte que les arrêtés d'un préfet excèdent les attributions légales, ne peuvent pas en arrêter l'exécution, sans porter atteinte au pouvoir administratif. — Cass. 6 fév. 1824, t. 26, p. 152. — V. le n° qui précède.

43. Comme aussi les tribunaux sont incompétents pour connaître du mérite d'un arrêté d'un maire; ils doivent l'appliquer tant qu'il n'a pas été réformé.—Cass. 24 déc. 1813. t. 16, p. 775, n° 37. V. *suprà*, le n° 41.

44. Un tribunal de police saisi de la connaissance de la contravention à l'arrêté pris par un maire dans les limites de ses attributions, ne peut examiner si ce maire est légalement incapable de remplir ses fonctions. — Cass. 9 juin 1832. Baudenet C. min. pub.

45. Les tribunaux ne peuvent ordonner à des maires des actes qui ne sont pas dans leurs fonctions.—Cass. 23 oct 1809, t. 22, p. 48, n° 70.

46. Une cour royale ne s'immisce point dans l'interprétation d'actes administratifs, en déclarant nul le paiement fait par le trésor au préjudice d'une opposition formée entre les mains du ministre des finances.— Cass. 8 mai 1833, t. 45, p. 458.

47. Une cour royale qui a enregistré des lettres de noblesse ne peut ultérieurement, sans excès de pouvoir, ordonner l'addition d'un nouveau nom à celui de l'individu anobli, quoique cette addition ait été autorisée par une ordonnance royale rendue depuis l'obtention des lettres. — Cass. 18 fév. 1824, t. 27, p. 326.

48. Le tribunal saisi de l'opposition à une contrainte de la régie pour une amende prononcée par le juge de simple police, ne peut examiner si l'amende était ou non encourue. — Cass. 18 ther. an 12, t. 22, p. 23, n° 31.

49. Les tribunaux peuvent compenser les droits dus au fisc par un contribuable avec les dommages-intérêts dus à celui-ci par la régie, à raison de poursuites faites sur des actes irréguliers ; ils ne violent point ainsi la règle que les redevables ne peuvent se défendre par des compensations du paiement de leurs contributions.—Cass. 26 mai 1830. Cont. indir. C. Martin.

50. Les tribunaux peuvent connaître des conventions par lesquelles les notaires réglent le prix de la démission de leurs offices. — Cass. 28 fév. 1828, t. 35, p. 200.

51. Il n'appartient qu'au roi de nommer un second juge d'instruction près un tribunal, et la délibération du tribunal qui contiendrait cette nomination peut être réformée sur l'appel du ministère public, et par une seule des chambres de la cour royale.—Poit. 10 juil. 1832, t. 43, p. 506.

52. Les tribunaux n'ont le droit de rendre des arrêtés que sur la police de leurs audiences. — Cass. 14 pluv. an XII, t. 22, p. 20, n° 26.

53. Les tribunaux ne peuvent dans un arrêté pris en la chambre du conseil, faire des injonctions à leurs justiciables —Cass. 12 janv. 1792, t. 22, p. 20, n° 26.

53 *bis*. Lorsqu'une cour a ordonné d'office la radiation d'un nom patronimique des registres d'arrêts ou d'état civil, il y a excès de pouvoir : la cour de cassation doit casser son arrêt sans renvoyer à une cour royale.—Cass 6 avril 1830, t. 38, p. 271.

54. Un tribunal de police ne peut, sans excéder ses pouvoirs, faire défense à un prévenu de continuer les mauvais propos qu'il tient à ses voisins. — Cass. 19 juin 1828. Lage C. le ministère public.

55. Mais il peut, en repoussant une action souvent reproduite par le même plaideur, inviter les avoués à n'occuper pour lui qu'après avoir vérifié les demandes.—Paris, 12 vent. an 11, t. 22, p. 17. Cette décision est peu conforme aux principes posés par les arrêts précédents.

56 Ils ne peuvent adresser au ministère public un avertissement tendant à ce qu'il respecte la chose jugée ; ce droit n'appartient qu'au ministre de la justice et aux procureurs généraux. — Cass. 6 oct. 1791.—7 août 1818.— 24 sep. 1824, t. 10, p 571, n° 27, t. 16, p. 749, n° 1, v° *Disc. et org. jud.*, n° 2, et t. 28, p. 34.—*V*. CARRÉ. *Comp.* t. 1, p. 283, n° 132.

56 *bis*. La cour royale qui, dans une affaire civile entre particuliers, charge le ministère public de prendre des renseignements nécessaires pour l'instruction de la cause, commet un excès de pouvoir, et la chambre des requêtes de la cour de cassation, est compétente pour annuler sa décision sur la dénonciation que lui en fait le procureur général, de l'ordre du garde des sceaux.—Cass. 17 avril 1832, t. 44, p. 379.

57. Le droit de surveillance donné aux tribunaux civils sur les juges de paix, n'emporte pas celui de faire des injonctions et de reprendre. — Cass. 26 prair. an 11, et 10 brum. an 12, t. 14, p. 551, n° 13, et t. 25, p. 59, v° *Huissier*, n° 49.

58. Les tribunaux civils ne peuvent ordonner la transcription de leurs jugements en marge de ceux de la justice de paix qu'ils réforment. — Cass. 10 brum. an 12, t. 14, p. 351, v° *Huissier*, n° 14.

59. ....Ni défendre aux parties de se concilier.—Cass. 4 frim. an 9, t. 15, p. 51, v° *Jugement*, n° 29.

60. Pareillement un juge de paix, ne peut, sans excéder ses pouvoirs, défendre aux huissiers de son tribunal, de signifier des citations avant de les lui avoir communiquées.— Cass. 7 juill. 1817, t 14, p. 617, v° *Huissier*, n° 67.

61. Un tribunal civil ne peut pas donner à des arbitres, qu'il nomme d'office, le droit de prononcer sur une contestation portée devant lui, lors même qu'il s'agit de compte et d'examen de pièces et de registres. —Riom, 27 juill. 1809, t. 22, p. 45, n° 63.—M. CARR. *J. de Renn.* t. 1, p. 483, pense que l'usage, introduit sous l'empire de l'ordonnance, de renvoyer à des arbitres qui donnaient un avis, sauf au tribunal à prononcer ensuite, est abrogé par le silence du code et par l'art. 1041.— M. LEP., p. 283, est d'un avis contraire.—M. CARR., t. 2, p. 88, n° 1533, persiste dans son opinion, et on peut invoquer M. MERL. v° *Arbitrage*, t 1, p. 348 ; v° *Avis d'avocats*, p. 454, et v° *Avocat*, § 6, n° 2, p. 462.

62. Celui qui se jacte d'être créancier de quelqu'un, peut être forcé par le prétendu débiteur, de faire une déclaration positive à cet égard et d'exercer son action dans un court délai, à peine de forclusion.—Gren.

(1) Cet arrêt a été cassé sur notre plaidoirie, le 23 juin 1835, t. 50, p. 274.

(2) Sur ce principe et ceux consacrés par les deux décisions qui suivent, V. *infrà*, n° 399, notre chapitre relatif à la compétence administrative.

15 fév. 1816, t. 2, p. 468, v° *Action*, n° 70.— Telle est l'opinion de M. Ponc p. 38 à la note.

63. Comme aussi lorsqu'un mineur devenu majeur demande en justice la nullité d'une vente faite par son tuteur, les tribunaux peuvent lui fixer un délai fatal dans lequel il sera tenu d'exercer, à peine de déchéance, le droit qu'on reconnaît exister en sa faveur.—Montpel. 24 nov. 1818, t. 12, p. 598, v° *Exécution*, n° 72.

64. Un tribunal ne peut, par une ordonnance rendue sur requête, subroger un tiers au bénéfice d'un jugement auquel il est étranger, et sans citation de la partie contre laquelle ce jugement a été rendu. — Toulouse, 12 mai 1829.

65. Tout salaire d'agent d'affaires est sujet à évaluation et réglement par le juge, quoique ce salaire ait été fixé entre les parties par une convention expresse —Cass. 11 mars 1824, t. 29, p. 23.

66. Une Cour ne peut réformer un jugement qui ne fait que répéter les dispositions d'un jugement précédemment rendu, qui n'a pas été infirmé, et contre lequel il n'existe pas d'appel régulier. — Rennes, 9 mars 1820, t. 14, p. 398, v° *Faux incident*, n° 61.

67. En renvoyant une affaire devant un tribunal pour être procédé, à la *première audience utile*, une Cour royale ne porte aucune atteinte aux droits qui appartiennent à tout tribunal, de régler ses jours d'audience.—Cass. 17 fév. 1826, t. 31, p. 24

68. Les tribunaux de première instance ne peuvent rendre un jugement quelconque sur un objet précédemment soumis à la décision d'une Cour royale.—Lim. 22 janv. 1817, t. 22, p. 105, n° 135.

69. Aussi la nullité de l'acte d'appel ne peut être prononcée par le tribunal qui a rendu le jugement attaqué.—Paris, 25 août 1807, t. 13, p. 90, n° 73.

70. Le tribunal qui se croit incompétent, doit déclarer simplement son incompétence sans renvoyer devant le tribunal compétent. —Cass. 1er déc. 1827. Glatigny.

71. Il y a excès de pouvoir dans la décision par laquelle un tribunal, en se déclarant incompétent pour juger un prévenu renvoyé devant lui, le renvoie devant un juge d'instruction qu'il désigne. — Cass. 15 av. 1830. Min. pub. C. Philippon.

72. Lorsqu'une affaire est renvoyée par la Cour de cassation devant une Cour criminelle, celle-ci, en reconnaissant son incompétence, ne peut renvoyer que devant un tribunal correctionnel de son ressort. — Cass. 8 novemb. 1811, t. 22, p. 72, n° 97.

73. Une chambre correctionnelle n'a pas le droit d'ordonner d'office au procureur général de poursuivre un individu. — Cass. 27 nov. 1828, min. pub. C. Porcy.

74. Les tribunaux correctionnels et les Cours royales n'ont pas le droit de prendre une délibération pour recommander un condamné à la clémence du Roi. — Cass. 7 oct. 1826. Intérêt de la loi C. Bacon.

74 *bis*. Les juges peuvent ordonner la suppression d'un mémoire imprimé et distribué dans une instance, et lu en partie à l'audience, quoiqu'il n'ait pas été signifié. — Bord. 6 janv. 1834, t. 46, p. 283.

CHAP. III. *Règles générales sur la compétence*. — Art. 1. *Comment les tribunaux sont-ils saisis ou dessaisis par les lois postérieures, par leurs jugements, ou par le fait des parties*.

75. La compétence d'un tribunal est déterminée par la loi en vigueur au moment où est intentée l'action qu'on lui défère.— Brux. 25 sept. 1832.

76. Les lois qui règlent la compétence des tribunaux sont applicables aux actions relatives à des obligations antérieures à la publication de ces lois.—Turin, 15 juill. 1808. Brux. 10 nov. 1808, t. 22, p. 41, n° 57.

77. Les procès doivent être jugés par les tribunaux qui en ont été saisis d'abord, lorsque la loi nouvelle qui attribue à d'autres tribunaux des procès semblables, ne porte point une dérogation à ce principe.—Cass. 4 messid. an 12, t. 22, p. 22, n° 30. *V*. MM. B. S. P. p. 34, et CARR. *Comp*. t. 1, p. 550.

78. Un tribunal ne peut retenir une affaire criminelle dont il a été régulièrement saisi, mais qui avant d'être jugée par ce tribunal est attribuée par une nouvelle loi à une juridiction d'un autre ordre. En conséquence, le conseil privé d'une colonie, saisi d'un appel en matière de traite d'après l'ordonnance du 9 fév. 1827, n'a pu en retenir la connaissance après la promulgation de l'ordonnance du 1er août suivant, qui rend aux tribunaux ordinaires les affaires de cette matière.—Cass. 16 av. 1831. Armateurs de *la Sabine*.

79. Lorsque le tribunal civil a été saisi, et qu'un jugement interlocutoire a même été rendu, le demandeur ne peut plus porter son action devant le tribunal de commerce.— Trèves, 3 août 1808, t. 22, p. 20, n° 32.—V. *infrà*, n° 186.

80. Mais l'établissement d'un tribunal de commerce dans un lieu où il n'en n'existait pas auparavant, dessaisit la juridiction civile des causes commerciales qui y étaient pendantes, comme il l'empêche de connaître des causes de même genre qui s'élèveraient à l'avenir. — Brux. 21 déc. 1812, t. 22, p. 81, n° 104; M. CARR. *Comp*. t. 1, p. 552, n° 245 critique cette décision.

81. Lorsqu'après la cassation d'un jugement d'appel les parties, sous la loi du 24 août 1790, et avant celle du 27 ventôse an 8, n'avaient point encore saisi un tribunal de 1re instance, la Cour d'appel de rechef a été de plein droit saisie de l'affaire, par l'effet de la dernière de ces lois.—Cass. 18 fév. 1828, t. 35, p. 192.

82. Mais lorsqu'après cassation la Cour suprême renvoie la cause et les parties devant un tribunal pour y être jugées, ce tribunal ne peut, sans commettre un excès de pouvoir manifeste, ressaisir de nouveau de la connaissance de l'affaire le tribunal dont le jugement a été cassé.—Cass. 9 vendém. an 7, t. 22, p. 5, n° 5.

83. De même un tribunal saisi du fond d'une contestation par suite d'un arrêt de Cour royale qui renvoie devant lui en annulant un jugement déjà rendu sur la compétence, ne peut plus mettre cette même compétence en question.— Toul. 17 août 1820, t. 22, p. 374, n° 208.

84. La Cour qui reconnaît une société en participation dans une convention qualifiée louage d'industrie, peut prononcer le maintien de cette société, et toutefois renvoyer d'office les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront sur les demandes relatives aux compte et liquidation à faire entre elles.—Cass. 21 fév. 1831.—Pittre C. Dubois.

84 *bis*. On ne peut proroger la juridiction d'un juge incompétent à raison de la matière.—Brux. 21 avr. 1818.

84 *ter*. Les juges civils peuvent connaître d'une affaire commerciale qui leur est volontairement soumise. — Renn. 2 déc. 1815, t. 22, p. 326, n° 153.

85. Les juridictions étant d'ordre public, il n'appartient pas aux juges de méconnaître leur compétence, et les parties ne peuvent même par leur consentement dessaisir un tribunal qui l'a été primitivement pour porter le litige devant un autre tribunal, par quelque voie que ce soit.— Besanç. 14 nov. 1828, t. 36, p. 256.

86. Les parties qui, dans un compromis, se sont engagées à soumettre l'appel de la sentence des arbitres à une Cour royale hors du ressort de laquelle elles demeurent, ne peuvent décliner la juridiction de cette Cour.—Lyon, 17 mai 1833, t. 45, p. 689.—*V*. HENRION DE PANSEY, *Comp. des juges de paix*, p. 50. MERL. V. *Prorogation de juridiction*; CARR. Quest. 121, et B. S. P. p. 36, n° 65.

87. Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour prononcer sur la question de savoir si celui auquel on oppose le traité portant qu'en cas de difficultés on s'en référera à des arbitres, est engagé par

ce traité.—Metz, 29 déc. 1815, t. 22, p. 99, n° 130.

88. Le décès d'une ou plusieurs parties ne produit pas un effet tel que le procès cesse d'être pendant devant le tribunal où il est engagé. —Toul. 12 juill. 1828.—Raffin C. Gleyser.

89. Un tribunal ne peut être dépouillé de la connaissance d'une affaire dont il a été légalement saisi, sur le motif que, par suite du décès d'une des parties et de la faillite de la société dont il était membre, un autre tribunal est devenu compétent pour connaître de toutes les contestations relatives à la succession et à la faillite —Cass. 27 août 1807, t. 22, p. 35, n° 47.—*V.* en ce sens MM. Carr. *Comp.* t. 1, p. 555, n° 247; B. S. P. p. 35.

Art. 2. *Compétence par suite de la réunion d'actions soumises à une juridiction différente.*

90. Les tribunaux civils sont compétents pour statuer sur une demande en réparation de dommages causés par un délit, quoique ce délit n'ait point encore été l'objet d'une action publique —Cass. 26 juill 1813, t. 22, p. 90, n° 116.

91. Mais lorsque l'action publique, à raison d'un délit, se trouve engagée devant les tribunaux criminels, il ne peut être statué par les tribunaux civils sur l'action civile, avant le jugement définitif de l'action publique.—Cass. 22 messid. an 7, t. 22, p. 6, n° 6.

92. Toute demande en dommages-intérêts formée par la partie civile devant la Cour d'assises avant le jugement, doit être jugée par la Cour d'assises; à cet égard, il y a droit acquis pour la partie civile, si donc la Cour d'assises ne peut juger à la même session, elle renvoie à la session prochaine; il y a prorogation de juridiction; vainement on dirait que les juges composant la Cour d'assises nouvelle, n'ayant pas assisté aux débats ne sauraient être compétents, la loi ne regarde pas une telle circonstance comme opérant obstacle. — Cass. 24 juin 1824. — V. *suprà*, p. 206, v° *Dommages-intérêts*, n° 25, un arrêt identique.

93. L'exercice de l'action civile devant les tribunaux civils, n'est suspendu qu'autant qu'il y a eu déjà ou qu'il survient action publique sur le même fait, devant les tribunaux criminels. — Cass. 26 juill. 1813, t. 22, p. 90, n° 117. — V. *infrà*, n° 102.

94. L'action publique contre un délit n'est point intentée séparément de l'action civile, lorsque l'individu qui se plaint d'un vol s'est porté partie civile contre l'auteur de ce délit, et a formé contre celui-ci une saisie-arrêt suivie d'une demande en validité; en conséquence le tribunal civil saisi de cette demande, doit y faire droit sans attendre la décision sur l'action publique. — Bord. 23 août 1831, t. 42, p. 165.

95. Celui qui prétend avoir souffert un dommage par l'effet d'une contravention, ne peut assigner devant le tribunal de police, en réparation de ce dommage, les personnes civilement responsables, sans actionner en même temps l'auteur du fait qui constitue la contravention.—Cass. 11 sep. 1818, t. 22, p. 118, n° 150.

96. Un tribunal de police devant lequel l'individu civilement responsable d'une contravention, est seul traduit, doit surseoir à statuer, jusqu'à ce que l'auteur de cette contravention ait été mis en cause par le ministère public.—Cass. 24 déc. 1830, t. 41, p. 480.

97. L'action civile dirigée contre un maître comme responsable d'un délit en matière de douanes commis par son domestique, doit être portée devant le tribunal civil, si elle n'a pas été jointe à l'instance correctionnelle née de ce délit. — Douai, 31 août 1832. Lehoucy C. Douanes.

98. L'action civile résultant d'un délit, ne peut s'exercer devant les tribunaux de répression, si l'action publique y est déclarée non recevable.—Cass. 12 mai 1827. Marcadier C. Beuré et Cadat.

99. Comme aussi les tribunaux de police ne peuvent prononcer des dommages-intérêts en faveur de la partie civile, lorsqu'ils ne prononcent aucune peine contre le prévenu. — Cass. 3 mars 1814, t. 16, p. 775, n° 38.—*V.* M. M. Q. D. t. 5, p. 541, v° *Réparation civile*, § 2, n° 7.

100. Les tribunaux correctionnels et de police, ne sont compétents pour prononcer sur les réparations civiles demandées par le plaignant qu'autant qu'ils reconnaissent le délit et condamnent le prévenu. — Cass. 1er avril 1813, et 30 avril 1813, t. 22, p. 85, n° 110.—*V.* Un grand nombre d'arrêts ont été rendus dans le même sens, parmi lesquels on peut citer deux arrêts de la cour royale de Bourges, du 3 mars 1831 (Gabet C. Camis), et 7 mai 1831 (Desfosses C. de Broglie). — V. le n° qui précède.

101. Le prévenu, acquitté par une chambre du conseil ou une chambre d'accusation, peut porter sa demande en dommages-intérêts contre son dénonciateur devant le tribunal civil —Lyon, 18 janv. 1828, t. 37, p. 32.

102. Quoiqu'un arrêt de réglement de juges ait saisi une chambre d'accusation d'une action criminelle contre un témoin, la demande en dommages-intérêts contre ce témoin, peut être portée devant le tribunal de son domicile.— Lyon, 18 janv. 1828, t. 37, p. 32.—V. *suprà*, n° 93.

103. Le juge de paix ou le tribunal civil saisi d'une action possessoire relative à un terrain que le défendeur prétend lui avoir été adjugé administrativement, ne doit pas se déclarer incompétent, mais seulement surseoir au jugement de cette action, jusqu'à ce que l'autorité administrative ait décidé si le terrain est réellement acquis administrativement.—Cass. 11 mai 1831, t. 41, p. 496.—V. *infrà*, les n°s 453 et suiv.

104. Le tribunal de police devant lequel le prévenu excipe d'un droit de propriété ou de possession immémoriale du fonds sur lequel il a commis le délit rural, ne peut se dispenser de renvoyer le jugement de cette exception à la juridiction civile, sous le prétexte que la possession du prévenu est certaine, et que par là, on veut le forcer à intenter une action civile en revendication. — Cass. 11 nov. 1831, Min. publ C. Copin.

105. Un tribunal est censé n'ordonner qu'un sursis, et non se déclarer incompétent, lorsqu'il ne fait que renvoyer *en l'état* devant l'autorité administrative, dépens réservés. —Renn. 25 janv. 1814, t. 22, p. 92, n° 120.

106. Lorsque la même action embrasse une question de propriété de la compétence du tribunal civil et une question de dommage fait aux champs et par conséquent de la compétence du juge de paix, le tribunal civil peut statuer sur les deux questions. — Cass. 29 juin 1820, t. 22, p. 132, n° 163.—*V.* M. Carr. L. p. c. t. 1, p 7, n° 6, et Carr. *Comp.* t. 2, p. 295, n° 395.

107. Le tribunal saisi d'une action en dommages-intérêts pour préjudice causé aux champs, et en constructions de travaux propres à empêcher ces dommages pour l'avenir, doit statuer sur les deux parties de cette action, il ne peut en renvoyer la première au juge de paix.—Bourg. 7 mai 1831, t. 42, p. 257.

108. L'action en dommages-intérêts pour tort causé aux champs, fruits et récoltes, par un établissement insalubre, même autorisé, est de la compétence des tribunaux civils, lorsqu'il s'agit aussi de la réparation du tort qu'éprouve le propriétaire par la diminution de la valeur de sa propriété. — Nancy, 14 janv. 1830, t. 39, p. 85.—V. *infrà*, les n°s 477 et suiv.

109. Lorsque plusieurs chefs de l'action dirigée contre un fermier, sont relatifs à des dégradations qu'on lui impute, le tribunal ne peut scinder l'action, et renvoyer les parties devant le juge de paix pour les objets que la loi place dans ses attributions.—Paris, 8 août 1807, t. 16, p. 594, n° 54 —*V.* MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 295. Pig. *Comm.* t. 1, p. 8, et Carr. *L. p. c.* t. 1, p. 7, n° 6.

110. La demande embrassant deux chefs distincts, l'un relatif à l'usurpation d'une propriété particulière, l'autre concernant le dommage causé

à cette propriété par des travaux ordonnés administrativement, est de la compétence des tribunaux civils pour le premier chef, et de celle de l'administration pour le second. — Cass. 2 août 1831. Ville de Paris C. Berthier.

111. Lorsqu'une demande principale et une demande reconventionnelle sont soumises à un tribunal, il doit juger la première, et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit sur la seconde, s'il est incompétent pour juger celle-ci. — Bourg. 23 déc. 1831, t. 45, p. 513.

112. Lorsqu'un individu exerce contre un autre des répétitions qui peuvent donner lieu à une action devant le juge de paix et devant la police correctionnelle, le tribunal civil qu'il a saisi ne peut se déclarer incompétent et renvoyer pour chaque fait devant chacun des deux autres tribunaux.—Bes. 13 germ. an 10, t. 22, p. 11, n° 14.

113. La demande en paiement de salaire, intentée par un domestique contre son maître, peut être portée au tribunal civil lorsqu'elle est jointe à une autre demande de sa compétence.—Bord. 13 juin 1833. Besson C. Marlet.

114. Une action en séparation de corps fondée sur des faits qualifiés contravention, délit ou crime, peut-elle, aux termes de la dernière disposition de l'art. 3, C. i. c., être portée devant les tribunaux criminels, pour y être jugée conjointement avec l'action publique? — Non, car les tribunaux criminels ne peuvent pas prononcer sur les questions d'état, mais les tribunaux civils doivent surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'action publique. —Carr. *Comp.* t. 1, p. 591, n°s 204 et 205, et *J. A.* t. 22, p. 143, n° 183.

115. Si l'une des parties se plaint, dans le cours de l'instance, d'injures verbales qu'elle impute à l'autre partie, le tribunal doit, au lieu de prononcer à cet égard, renvoyer les parties devant le juge de paix.— Cass. 11 mai 1813, t. 19, p. 175, n° 179.

115 *bis*. Cependant on ne peut se pourvoir par action principale devant le tribunal de police en répression d'injures proférées à l'audience d'un autre tribunal.—Cass. 18 flor. an 7.— 3 brum. an 10.—5 mess. an 10. —18 prair. an 12.—18 mess. an 12. —16 avril 1806.—Rouen, 25 mars 1807, t. 5, p. 118, v° *Avocat*, n° 3. C'est l'opinion de tous les auteurs, notamment de MM. Merl. t. 1, p. 463, Pr. Fr. t. 1, p. 346 et 349, et F. L. t. 1, p. 250, § 2.

116. Les questions sur le fond du droit, en matière de droits-réunis, ne sont pas de la compétence des tribunaux correctionnels, et ne peuvent être soumises qu'aux juges civils.—Cass. 23 juill. 1807.—16 juin 1808.—31 juill. 1812, t. 22, p. 33, n° 45.

Art 3. *Effets de l'incompétence.*

117. Lorsque l'appel d'un jugement est non recevable, le juge devant qui cet appel est porté ne peut connaître du vice radical dont on prétend que ce jugement est entaché. —Brux. 23 fév. 1828.

118. Un tribunal, avant de statuer sur une exception d'incompétence, peut prononcer sur une demande en provision.—Cass. 20 avr. 1808, t. 15, p. 75.—M. B.S.P. p. 247, not. 10, dit qu'on peut élever une demande provisoire en tout état de cause.—Une demande provisoire peut être présentée immédiatement avant le jugement du fond et préalablement aux défenses et réponses. (Op. de MM. Carr. t. 1, p. 322, n° 571; Pig. t. 1, p. 505, 406, 507).—*V.* encore M.D. C. p. 121. —Pour les caractères principaux de la demande provisoire, *V.* M. Ponc. t. 1, p. 117, et Carr. t. 1, p. 323, n° 575. — Dans les affaires ordinaires, il y a presque toujours lieu à statuer séparément et préalablement sur le provisoire.—*V.* MM. D. C. p. 120, et Carr. t. 1, p. 322, n° 573.—Les juges peuvent-ils statuer d'office sur le provisoire? — *V.* sur cette question MM. Pig. t. 1, p. 505 et 507; Carr. t. 1, p. 322, n° 573 B. S. P. p. 247, not. 10; Ponc. t. 1, p. 116 à la note.

119. Jugé au contraire qu'en se reconnaissant incompétents pour statuer sur le principal, les juges ne peuvent ordonner aucune mesure provisoire. — Cass. 19 fév. 1800, t. 22, p. 8, n° 9.

120.....Qu'ils ne peuvent ni statuer sur les frais.—Arr. des cons. 13 brum. an 11, t. 22, p. 13, n° 18.

121..... Ni prendre aucune décision relative au fond, pas même pour constater l'existence du fait et renvoyer devant qui de droit. — Cass. 1er avr. et 3 avr. 1813, t. 22, p. 86, n° 112. — V. *infrà*, n° 157.

Chap. 4. *Compétence des tribunaux civils.*

Art. 1. *Matières personnelles, réelles ou mixtes.*

122. Est purement personnelle l'action par laquelle un héritier *ab intestat*, forme contre l'héritier testamentaire une demande en délaissement de la succession sous le prétexte que le testament dont ce dernier excipe est nul, et qu'il existait un autre testament, par lequel l'héritier testamentaire se trouvait exclu de l'hérédité; en conséquence, une telle action doit être nécessairement portée devant le tribunal du domicile du défendeur. — Cass. 18 janv. 1820, t. 2, p. 505, v° *Action*, n° 95;—V. M. F.L. t. 1, p. 106, v° *Action*, n° 5.

123. La demande en nullité d'un testament doit être portée devant le tribunal du domicile du légataire. — Orl. 21 août 1829, t. 38, p. 159.

124. L'action en nullité d'une constitution de dot comme faite par un père pour frustrer ses créanciers peut être portée devant le tribunal de son domicile ou devant le tribunal dans l'arrondissement duquel son gendre et sa fille sont domiciliés. — Cass. 1er août 1833. — Rochechouart C. Seguin.

125. L'action personnelle de sa nature qui est dirigée contre un héritier, perd ce caractère et devient mixte, lorsque cet héritier est détenteur des biens hypothéqués à la créance du demandeur, et qu'il est assigné en cette dernière qualité comme en celle d'héritier.—Cass. 10 déc. 1806, t. 2, p. 353, v° *Action*, n° 15.

126. Une action personnelle mobilière doit être portée au domicile du défendeur, lors même que le demandeur aurait, par des conclusions additionnelles, demandé que les biens de son adversaire fussent hypothéqués à la sûreté de la somme réclamée. — Cass. 2 avr. 1833, t. 44, p. 314.

127. La demande en nullité d'un acte étant personnelle doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, encore que cette demande n'ait pour but que de parvenir à la radiation d'inscriptions hypothécaires, et que l'on conclue formellement à cette radiation. — Cass. 1er prairial an 12, t. 2, p. 337. —V° *Action*, n° 4, et t. 22, p. 21, n° 28. — V. *suprà*, n° 125, *infrà*, n°s 155 et 178. M. Grenier, *Traité des hypothèques*, t. 1, p. 188 et suiv., enseigne que cette action est personnelle; et Merl., v° *Radiation d'hyp.*, pense qu'elle est réelle.

128. Le demandeur ne peut repousser le déclinatoire en restreignant l'objet de sa demande et en se bornant à la nullité des inscriptions. —Cass. 1er flor. an 12, t. 22, p. 21, n° 29.—V. *infrà*. n° 157.

129. Un débiteur peut assigner son créancier en radiation d'hypothèques devant le tribunal dans le ressort duquel sont les biens hypothéqués, après avoir signifié des offres réelles au domicile de ce créancier, situé dans le ressort d'un autre tribunal.—Am. 10 juin 1831, t. 41, p. 380.

130. Décidé au contraire que dans un procès tendant à la nullité d'un contrat, et par suite à la radiation des inscriptions hypothécaires prises en vertu de ce contrat, c'est la demande en radiation des inscriptions qui étant le but final de l'action, est la demande principale; et cette action comme réelle, doit être portée devant le tribunal de la situation des immeubles grevés. — Paris, 9 mars 1813, t. 2, p. 432, n° 53, v° *Action*.

131. L'action qui a pour objet, soit le paiement des arrérages d'une rente hypothéquée sur immeuble, soit l'obtention d'un titre nouvel de cette rente, est une action personnelle; en conséquence, elle doit être

ortée devant le tribunal du domicile u défendeur.—Paris, 18 janv. 1823, 25, p. 29.

132. L'action en exhibition ou estitution de titres que l'on prétend voir précédemment remis à la personne à laquelle on les réclame, est ersonnelle et doit être portée devant es juges du domicile du défendeur, ncore que cette action soit formée omme base d'une demande en reendication d'immeubles, dont le défendeur est en possession.— Cass. fév. 1806, t. 2, p. 344, v° *Action*, ° 10.

133. Comme aussi l'action en ressision ou nullité d'une vente d'immeubles, est une action pure personnelle, elle doit en conséquence tre portée devant le tribunal du domicile du défendeur.—Paris, 1er déc. 808, t. 2, p. 378, v° *Action*, n° 26. —Riom., 30 déc. 1825, t. 32, p. 97.

134. L'action en rescision pour cause de lésion, est une action personnelle de la compétence du tribunal du domicile du défendeur.— Riom, 9 mars 1829. Fournier C. Cuisinier et Capitan.

135. Décidé au contraire que l'action en rescision d'un contrat de vente d'immeubles pour cause de lésion, est une action mixte, que l'on peut en conséquence porter également devant le tribunal de la situation de l'immeuble, ou devant celui du domicile du défendeur. — Cass. 5 nov. 1806.—Paris, 13 mars 1817, t. 2, p. 474, v° *Action*, n° 77. Cass. 8 mars 1834, t. 46, p. 299.— V. *infrà*, n° 152.

136. De même l'action dirigée par un acquéreur contre son vendeur, tendant à faire cesser l'effet d'un autre contrat de vente et à le faire mettre et maintenir dans la propriété et possession des fonds vendus, est une action mixte que le demandeur peut porter à son choix devant le tribunal du domicile du défendeur, ou devant celui de la situation des biens.—Cass. 2 fév. 1809, t. 2, p. 379, n° 27, v° *Action*.—*V*. MM. F. L. t. 1, p. 103, § 1, n° 3, et Ponc. p. 179, n° 123.

137. La partie qui, en exécution d'un jugement confirmé sur l'appel, s'est mise en possession d'un immeuble, doit être actionnée devant le tribunal qui a rendu cette décision, par son adversaire qui conteste sa possession.—Poit. 8 mai 1832. Boutreux C. Truril.

138. L'action en paiement d'une somme stipulée payable en cas de l'exercice d'un droit de retour, réservé par un donateur d'immeuble, est une action personnelle, ou au moins mixte, qui peut être portée devant le tribunal du domicile du défendeur.—Cass 4 janv. 1820, t. 2, p. 502, v° *Action*, n° 94.

139. Le père qui s'est obligé à payer une dette de son fils, peut être actionné par le créancier devant le tribunal du domicile de celui-ci.— Gren. 2 avril 1830, t. 43, p. 718

140. Les actions qui résultent des voies pour attaquer les jugements, sont-elles personnelles? — *V*. *J. A.* t. 2, p. 521, v° *Action*, n° 103, et M. Ponc. Traité des jugem. t. 1, p. 265, n° 143.

141. Sont immobilières les actions relatives aux récoltes, fruits et bois, tant que ces objets ne sont pas séparés du fonds. — *V*. *J. A.* t. 2, p. 521, v° *Action*, n° 102, *F. L.* t. 1, p. 103, v° *Action*, § 1, n° 2, et un arrêt du 1er juin 1822, t. 24, p. 176.

142. L'action exercée par l'acquéreur d'une coupe de bois, contre le vendeur, pour être autorisé à faire abattre une partie de bois qu'il prétend avoir été comprise dans la vente, est une action personnelle et mobilière, qui doit dès lors être portée, non devant le tribunal de la situation des bois, mais devant celui du domicile du défendeur. — Cass. 5 août 1813, t. 2, p. 444, n° 60.

143. L'action en bornage ou en partage est-elle plutôt mixte que personnelle ou réelle? V. *J. A.* t. 2, p. 522, n° 104, MM. Poncet, p. 194, n° 133; H. D. P. p. 81 *in fine*, et F L. t. 1, p. 104, § 1, n° 5.

144. L'action en reconnaissance de droits d'usage dans une forêt doit être portée au tribunal dans l'arrondissement duquel cette forêt est située, quel que soit le domicile du défendeur.—Cass. 29 av. 1833, t. 45, p. 547.

145. L'action en révocation d'une donation entre vifs, est-elle réelle, personnelle ou mixte? V. *J. A.* t. 2, p. 522, v° *Action*, n° 105, et M. Poncet, p. 174, n° 121.

146. Est réelle l'action par laquelle on veut faire déclarer qu'un propriétaire apparent n'est pas propriétaire sérieux, et elle doit être portée devant le domicile du défendeur, sans qu'on puisse prétexter l'intérêt de celui qu'on prétend être le propriétaire réel, pour priver le défendeur de ses juges naturels et le conduire devant ceux du domicile du tiers à qui on attribue la propriété. — Cass. 5 mai 1829, Ouvrard C. Seguin

147. C'est devant le tribunal de la situation des biens et non devant celui de l'ouverture de la succession, que doit être poursuivie la saisie immobilière.—Cass. 29 oct. 1807, t. 20, p. 34, n° 46.

148. Une question de stellionat élevée incidemment à une poursuite en saisie immobilière, n'est pas de la compétence du tribunal saisi de la demande en expropriation, s'il n'est pas celui du domicile du débiteur qui doit alors être renvoyé devant ses juges naturels. — Rennes, 24 fév. 1826. Bary de Romanet C. Gravier.

149. Lorsqu'un immeuble a été vendu par expropriation forcée et que l'adjudicataire est poursuivi par un individu se disant copropriétaire de cet immeuble, en déclaration de jugement commun sur une instance de licitation, il ne peut l'être que devant le tribunal de la situation de l'immeuble qui fait l'objet de la contestation.—Paris, 3 janv. 1825, t. 30, p. 118.

150. Est purement mobilière l'action du créancier hypothécaire contre le tiers détenteur, en représentation du prix de l'immeuble, par suite des lettres de ratification obtenues par ce dernier.—Cass. 15 mars 1808, v° *Action*, t. 2, p. 369.

151. Lorsque le détenteur d'un immeuble assigné en paiement d'une créance hypothécaire, appelle d'autres détenteurs d'immeubles soumis à la même hypothèque, afin de faire fixer la part à laquelle ils devront concourir dans le paiement de la créance, il forme une action mixte qu'il peut porter à son choix devant le tribunal du domicile de l'un des tiers détenteurs. — Toulouse, 19 fév. 1827, t. 35, p. 103.

152. Est mixte et non réelle l'action qui porte tout à la fois sur le délaissement d'un immeuble, sur une restitution de fruits et des dommages-intérêts, et le demandeur en ce cas, peut à son choix assigner le défendeur devant le juge du domicile de ce dernier, ou devant le juge de la situation de l'objet litigieux. — Gren. 29 av. 1824, t. 28, p. 83 — V. *suprà*, n° 135.

153. Décidé au contraire que, est réelle et non mixte l'action qui tend à la fois, 1° au désistement d'immeubles; 2° à des dommages-intérêts pour fait d'indue jouissance de ces immeubles, et l'on doit dans tous les cas assigner le défendeur devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux.—Amiens, 13 nov. 1824, t. 27, p. 227.—*V*. Poth. *Introd. gén. aux contr.* ch. 4, § 2 B. S. P. p. 101 et suiv., et Carr. art. 59, § 4, n° 288.

154. L'action en congé et déguerpissement d'une maison dont le bail est expiré, est une action mixte; elle peut en conséquence être portée devant le juge de la situation des lieux comme devant celui du domicile du locataire.—Paris, 16 fév. 1808, t. 2, p. 366, v° *Action*, n° 19.

M. Ponc. p 181, nos 124 et 125, est d'une opinion contraire.

155. L'action en validité d'une inscription hypothécaire, doit être portée devant le tribunal du lieu de la situation de l'immeuble frappé de l'inscription, quoique cet immeuble dépende d'une succession non encore partagée, et que le tribunal dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte, soit déjà saisi des contestations relatives à cette succession.—Cass. 17 déc. 1807, t. 2, p. 361, v° *Action*, n° 18. *V*. M. F. L. t. 1, p. 103, v° *Action*, § 1. n° 4. — V. *suprà*, n° 127.

156. Quel serait le tribunal compétent pour connaître d'une action tendant à ce qu'un débiteur fût tenu de désigner un immeuble sur lequel un créancier put prendre inscription en vertu d'une stipulation,

d'hypothèque, sans désignation spéciale ?

Tant que l'hypothèque ne frappe pas un immeuble, il ne s'agit que d'une action dérivant d'un contrat, action qui doit être portée devant le juge du domicile du défendeur, parce qu'elle s'adresse à la personne plutôt qu'aux biens, suivant M. Carr. *Comp* t. 1, p. 507, n° 214. V. *J. A.* t. 22, p. 143, n° 182.

157. En matière mixte, le demandeur peut assigner le défendeur devant le tribunal de la situation des biens, quoiqu'il l'ait fait citer en conciliation devant le juge de paix du domicile. — Bourges, 24 nov. 1815, t. 22, p. 99, n° 129. — V. *suprà*, n° 128.

Art. 2. *Compétence à raison de changement de domicile* (1).

158. Une action réelle commencée devant un tribunal compétent peut être continuée devant ce tribunal, quoique l'arrondissement ait été réduit pendant le cours du procès, et que la partie dans laquelle étaient situés les biens saisis, soit attribuée à un nouveau tribunal. — Cass. 26 av. 1815, t. 22, p. 97, n° 126.

159. Un changement de domicile pendant l'instance, ne porte pas atteinte à la compétence d'un tribunal qui est régulièrement saisi de la demande. — Brux. 29 mars 1808, t. 22, p. 93, n° 53. MM. Carr. t. 1, p. 128, n° 254, Carr. *Comp.* t. 1, p. 551, et Pr. Fr. t. 1, p. 286, sont d'une opinion conforme.

160. Lorsque postérieurement à l'autorisation obtenue par la femme de poursuivre son mari en séparation de corps, le mari change de domicile, c'est devant le tribunal de son nouveau domicile que l'action doit être intentée. — Colm. 12 déc 1816, t. 22, p. 103, n° 134. — *V.* MM. Pig. t. 2, p. 552, 5e alin.; B. S. P. p. 675, n. 2; Carr. p. 244, n° 2965; D. C. p. 574, 6e alin; F. L. t 5, p. 109. — Mais, si le mari changeait de domicile pendant l'instance en séparation de corps, le tribunal saisi de la demande, resterait compétent pour connaître des suites de cette demande.

161. Une résidence de fait, jointe à l'intention de fixer sa demeure dans un lieu, établit changement de domicile relativement à la juridiction. — Cass. 12 vend. an 11, t. 18, p. 98, v° *Réglement de juges*, n° 7.

162. A défaut de la déclaration expresse prescrite par l'art. 104, C. C., on peut prouver le changement de domicile par la translation de la résidence d'un individu dans un autre lieu, et par un concours de circonstances qui démontrent son intention d'y fixer son principal établissement. — Cass. 9 mars 1812, t. 22, p. 73, n° 98.

163. Le changement de domicile ne peut résulter, ni de ce qu'un autre domicile aurait été habité pendant quelque temps, qu'on s'y serait marié, ou qu'on y aurait plaidé. — Cass. 23 janv. 1817, t. 22, p. 105, n° 136.

164. Un individu est réputé avoir conservé son ancien domicile, tant qu'il n'a pas fait sa déclaration de fixation dans un autre et malgré sa déclaration de changer. — Paris, 30 janv. t. 22, p. 82, n° 105.

165 Le changement de domicile ne résulte pas seulement des deux déclarations voulues par la loi, il faut y joindre le fait de l'habitation; en conséquence, les poursuites faites devant le tribunal de l'ancien domicile sont valables. — Cass. 16 avr. 1817, t. 22, p. 108, n° 138.

166. Une partie ne peut être valablement assignée à son ancien domicile, quand elle a rempli toutes les formalités indiquées par la loi, pour le transporter ailleurs. — Nîmes, 3 mai 1808, t. 22, p. 40, n° 54.

167. En matière purement personnelle, le défendeur peut être assigné au lieu où il réside et paye sa contribution personnelle, quoiqu'il ait conservé son domicile ailleurs relativement à l'exercice de ses droits politiques. — Paris, 13 mai 1809, t. 22, p. 44, n° 62.

168. Le mari peut assigner sa femme devant les juges de son propre domicile quoique celle-ci réside ailleurs. Paris, 15 niv. an 12, t. 22, p. 19, n° 25 — V. *infrà*, n° 187.

169. Ainsi, en matière de divorce, la femme peut être assignée au domicile de son mari, lors même qu'elle n'y demeure pas. — Aix, 7 mai 1809, t. 12, p. 467, v° *Exception*, n° 48.

170. La veuve ne conserve pas le domicile de son mari, si elle habite une autre commune et y paye sa contribution personnelle. — Montp. 9 mai 1810, t. 22, p. 58, n° 78. — M. Coff. dit à ce sujet qu'à l'instant de la mort du mari, la femme n'a d'autre domicile que celui qu'elle s'est donné par son habitation de fait, ou la fixation de son principal établissement dans un lieu quelconque.

171. Les comédiens n'ont pas de domicile fixe, ils peuvent en matière personnelle être assignés pardevant le juge du lieu où ils ont contracté. — Nîmes, 4 pluv. an 9, t. 22, p. 10, n° 12.

172. Un député domicilié en province, mais résidant à Paris dans un appartement meublé à ses frais, peut être assigné devant le tribunal civil de cette ville, à raison d'objets de consommation qui lui ont été livrés. — Paris, 25 mai 1826, t. 33, p. 292.

Art. 3. *Compétence lorsqu'il y a des coobligés non solidaires, ou des biens situés dans divers arrondissements; affaires connexes, ou ac[ces]soires.*

173. Si plusieurs personnes [ont] contracté ensemble, sans solidari[té] une action divisible, comme si e[lles] ont emprunté ensemble une som[me] d'argent, y a-t-il lieu à la facu[lté] accordée par la deuxième disposit[ion] de l'art. 59 ? — L'affirmative est so[u]tenue par MM. Delap. t. 1, p. 60; Car[r.] t. 1, p. 129, n° 256; F. L. t. 1, p. 13[...] J. A. t. 22, p. 141, n° 178; M. P[...] *Comm.* t. 1, p. 163, pense que [le] créancier peut poursuivre chaq[ue] débiteur séparément, si l'objet e[st] divisible, mais cette opinion est com[battue] J. A. *Loc. cit.* l'art. 59 Co[de] proc. civ. a introduit un droit réc[i]proque.

174. Les codébiteurs solidaires assignés en paiement de dommages[-] intérêts à raison d'un fait indivisib[le] ne peuvent se soustraire à la jur[i]diction du tribunal devant leq[uel] l'un d'eux s'est engagé sans fraude à procéder. — Aix, 15 av. 1833, Ro[...]che C. Compe. de bateaux à vapeur.

175. Quel est le tribunal compéten[t] pour connaître d'une action en bornage, si les héritages qu'il s'agit de borner sont situés dans plusieurs arrondissements ? — Si les héritages font partie d'une même exploitation ce sera le tribunal du chef-lieu de l'exploitation ; à défaut de chef-lieu ou si les biens sont absolument distincts, ce sera celui où se trouve la partie des biens qui présente les plus grands revenus d'après la matrice du rôle. — J. A. t. 22, p. 143, n° 181. — V. Carr. *Comp.* t. 1, p. 529, n° 230.

176. Lorsqu'une demande purement personnelle est connexe à une autre demande précédemment formée, le tribunal saisi de la première affaire, est compétent pour connaître de la seconde, quoique le domicile du défendeur ne soit pas dans son ressort. — Cass. 8 avr. 1807, t. 22, p. 29, n° 40. C'est ce qu'enseigne M. Carr. t. 1, p. 447, n° 729. — *V.* aussi, M. Haut. p. 122, alin. 3.

177. Ainsi l'action qu'une femme divorcée intente contre son mari pour le faire condamner à lui payer sa dot, subsidiairement, et en cas d'insuffisance de la succession de celui qui l'avait constituée, peut être portée devant le tribunal où l'instance en liquidation de cette succession est déjà pendante, quoique le mari soit domicilié dans le ressort d'un autre tribunal. — Cass. 6 mai 1812, t. 18, p. 822, v° *Renvoi*, n° 35.

178. Il en est de même de l'action en mainlevée d'inscriptions hypothécaires que la femme a prises contre son mari, pour sûreté des condamnations à intervenir. Cette demande doit être portée devant le tribunal saisi de la liquidation de la succession. — Cass. 6 mai 1812, t. 18, p. 822. — V. *suprà*, n° 127 et le n° qui précède.

179. De même, le tribunal saisi

---

(1) Au mot *Exploit* on trouvera de nombreux arrêts sur des questions de domicile.

ne demande principale est compé-
t pour connaître d'une demande ac-
ssoire, quels que soient le domicile
défendeur et la situation des biens.
- Cass. 22 déc. 1807, t. 22, p. 37,
48.

180 Lorsqu'un tribunal est saisi
une demande en validité d'offres
elles, d'un capital et de ses inté-
ts, et que la contestation ne porte
e sur les intérêts, ce tribunal est
mpétent pour connaître une de-
ande en réalisation provisoire du
pital, quoique ce capital ne soit
igible qu'en vertu d'un arrêt qui
firme un jugement de ce même tri-
nal, mais seulement pour mal jugé
ant au mode d'exécution et non
s quant au fond du droit. — Paris,
av. 1826, Sey de Bellecôte C. Ar-
ambault.

181. La cour qui se déclare in-
mpétente pour statuer sur les con-
stations relatives à un acte, et par
ite donne mainlevée de la saisie
atiquée en vertu de cet acte, doit
alement se déclarer incompétente
our prononcer sur les dommages-
térêts réclamés par le saisi, surtout
ils sont réclamés pour cause de cette
isie pratiquée depuis le jugement
e première instance.— Aix, 13 juil.
831, t. 43, p. 717.

182. Une cour d'appel peut, dans
ne cause dont elle est saisie, pro-
oncer sur une demande en suppres-
ion d'un mémoire calomnieux, avec
ommages - intérêts, quoique ce
némoire n'ait pas été signifié à la
artie qui croit avoir à s'en plaindre,
t quoique la demande en suppres-
ion n'ait été précédée, ni de l'essai
e conciliation devant le juge de
aix, ni de poursuites devant le tri-
unal de première instance.— Cass.
2 nov. 1809, t 22, p 49, n° 71.

Art- 4. *Compétence en matière de succession, —de faillite, —d'élection de domicile.*

§ 1. *En matière de succession.*

183. Le domicile de celui qui n'a quitté sa commune que pour aller à l'armée, n'a pas cessé d'être dans sa commune. C'est là que sa succession s'est ouverte.—Cass. 11 vend. an 13, t. 22, p. 23, n° 32.

184. Comme aussi, quelque longue qu'ait été la résidence d'un Français en pays étranger, c'est devant le tribunal de son domicile d'origine que doivent être portées les contestations relatives à sa succession —Paris, 30 juil. 1811, t. 22, p. 70, n° 93.

185. Et lorsqu'un particulier a quitté son ancien domicile et a transporté successivement sa résidence dans plusieurs lieux, on peut considérer comme son dernier domicile le lieu où il a laissé sa famille, quoiqu'il soit décédé ailleurs.—Paris, 29 juin 1810, t. 22, p. 59, n° 80.

186. Le domicile du défunt est celui qu'il a déclaré légalement être le sien, nonobstant toute présomption contraire, et l'héritier qui a consenti au partage dans un autre lieu peut reporter au juge du véritable domicile les questions du partage, si toutefois il s'était réservé cette faculté.—Cass. 23 janv. 1827, Lenfant C. Dubusq. V. *suprà*, n° 79 et *infrà*, n°s 218 et 353.

187. Les contestations sur la succession d'une femme qui n'habitait pas avec son mari, doivent être portées devant le tribunal du domicile de ce dernier, seul lieu de l'ouverture de la succession.— Cass. 20 av. et 26 juil. 1808, t. 15, p. 75, v° *Jugement*. n° 76; et t. 22, p. 41, n° 58.— *V. suprà*, n° 168.

188. Lorsqu'un étranger a été autorisé par une ordonnance royale, à établir son domicile en France, et qu'il l'y a effectivement établi; c'est en France que sa succession est ouverte, et c'est devant le tribunal de son domicile que doivent être portées les contestations sur la validité ou sur l'invalidité du testament de cet étranger. — Cass. 7 nov. 1826, t. 32, p. 347.

189. Le tribunal de l'ouverture de la succession est seul compétent pour statuer sur la demande dirigée contre l'héritier, pour le forcer à accepter ou à répudier.— Brux. 25 mars 1808, t 22, p. 39, n° 51.

190. Lorsque sur l'opposition à une saisie à raison de l'indivision de l'immeuble entre cohéritiers, le saisissant conteste l'indivision, et soutient que l'immeuble est la propriété exclusive du saisi, cet incident doit être porté devant le tribunal de l'ouverture de la succession déjà saisie de l'instance en partage; le tribunal de la saisie ne peut en connaître : la question de l'indivision est connexe à l'instance en partage. — Cass. 22 juill. 1822, t. 24, p 244.

191. Le principe que des créanciers ne peuvent citer les héritiers avant le partage que devant le tribunal de la succession, ne s'applique pas au cas où l'héritier même bénéficiaire étant unique, il ne peut y avoir lieu à partager.—Cass. 18 juin 1807, t. 22, p. 32, n° 44.— Telle est l'opinion de MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 165; Haut. p. 74; F. L. t. 1, p. 133; Merl. t. 5, p. 660.

192. L'action contre une succession dévolue à un seul héritier doit être portée au tribunal du domicile de celui-ci, quoiqu'il ait accepté sous bénéfice d'inventaire.—Bourges. 2 mai 1831, t. 41, p. 602.—*V.* le n° qui précède.

193. Quand des héritiers ont exécuté le testament de leur auteur envers son légataire universel, qu'après le décès de celui-ci laissant lui-même un pareil légataire, ils forment des oppositions entre les mains du fermier du premier de ces légataires, et que, d'un autre côté, le dernier de ces mêmes légataires intente contre eux une demande en déguerpissement; cette action doit être jugée par le tribunal du lieu où s'est ouverte sa succession, et non par le tribunal du domicile des héritiers légitimes.— Cass. 29 août 1831.—Fournier C. Salm Salm.

194. Lorsque les poursuites relatives à une succession indivise ont été exercées au nom d'un curateur au bénéfice d'inventaire, devant un tribunal qui n'est pas celui de l'ouverture de la succession, les créanciers et ayant-cause de l'héritier décédé, ne peuvent exiger que le partage se fasse devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte.—Cass. 13 avril 1820, t. 22, p, 128, n° 160. M. Pig. *Comm.* t. 2, p. 677 enseigne que si le bien à partager est commun à un titre autre que celui de communauté conjugale, ou de société, l'action en partage est mixte.

195. L'action tendant à mettre fin à l'administration d'un curateur à une succession en partie immobilière et à faire nommer un séquestre, peut être intentée devant le tribunal du domicile de ce curateur, ou devant celui de la situation des biens de la succession. — Bourg. 5 août 1820, t. 45, p. 524.

196. L'héritier testamentaire qui s'est fait représenter devant le conseil de famille, reconnait la juridiction domiciliaire du tribunal dans le ressort duquel ce conseil a été convoqué de telle sorte, qu'il ne peut prétendre ensuite que la succession s'est ouverte ailleurs.—Paris, 29 juin 1816, t. 22, p. 59, n° 81.

197. De même lorsqu'un créancier de la succession a assigné un héritier devant le tribunal, au greffe duquel il a fait sa déclaration d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, il ne peut ensuite exciper de l'incompétence de ce tribunal, sur le motif que l'héritier aurait reconnu avec un tiers que la succession s'était ouverte dans un autre arrondissement. —Paris, 9 nov. 1813, t. 22, p. 91, n° 118.—*V.* M. B. S. P. p. 718, not. 8.

198. Lorsque des cohéritiers, sont convenus dans un partage, de laisser indivis entre eux certains héritages, il n'est pas nécessaire que l'action en licitation de ces biens soit portée devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.— Cass. 11 mai 1807, t. 22, p. 30, n° 41. —Cette décision est approuvée par MM. Carr., t. 3, p. 349, n° 3187, B. S. P., p. 121, n. 24, Merl.— V. *Licitation*, § 2, n° 2, t. 7, p. 472, et F. L. t. 4, p. 116.

Si les immeubles à partager sont situés dans divers arrondissements, le chef-lieu de l'exploitation détermine la compétence; et à défaut de chef-lieu, c'est le lieu où sont situés les immeubles qui présentent

le plus de revenus sur la matière du rôle.—*V.* Carr. *loc. cit.*

C'est au président du tribunal du domicile du défunt qu'il faut s'adresser pour obtenir l'ordonnance dont parle l'art. 946.—*V.* MM. Lep., p. 620; et Pig. *Comm.*, t. 2, p. 654, sauf, dit ce dernier auteur, le cas où la vente requiert célérité, car alors c'est le président du tribunal du lieu.

199. L'action en rescision d'une vente de droits successifs doit être intentée devant le tribunal du domicile du défendeur alors même que celui-ci est en instance devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession sur une demande en partage.—Cass. 13 messid. an 13, t. 18, p. 809, n° 18.—*V.* F. L., t. 2, p. 359.

200. Le tribunal de l'ouverture de la succession, devant lequel la vente des immeubles est poursuivie, est compétent pour statuer sur la réclamation d'un tiers qui se prétend lésé par les clauses du cahier des charges. —Nîm. 28 janv. 1810, t. 22, p. 50, n° 72.—*V.* M. B. S. P. p 705, n. 11, 2°.

201. La demande en délivrance d'un legs doit être portée devant le juge du domicile de l'ouverture de la succession.—Turin, 18 avr. 1810, t. 22, p. 56, n° 77.—*V.* MM. Merl. t. 6, p. 800, v° *Légataire*, § 6, n° 20; et Pig. *Comm.* t. 1, p. 166.

202. Comme aussi c'est le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession qui doit connaître de la demande de l'enfant naturel en paiement des droits que la loi lui accorde.—Cass. 25 août 1813, t. 19, p. 320, n° 82.

203. C'est au tribunal du lieu de l'ouverture d'une succession vacante qu'il appartient de connaître du règlement de tous les frais, comptes et dépenses qui concernent la liquidation de cette succession.— Renn. 30 nov. 1812, t. 22, p. 79, n° 102.

204. Comme aussi la demande en reddition du compte de l'administration d'une succession est une matière de succession, dont la connaissance appartient au tribunal du lieu où la succession s'est ouverte. — Cass. 1er juill. 1817, t. 22, p. 110, n° 141.

C'est aussi le tribunal du lieu de l'ouverture, qui connaît du compte du bénéfice d'inventaire, suivant M. Carr. t. 3, p. 380, n° 3238.

205. De même lorsque les créanciers d'une succession vacante ont formé une union pour la liquidation, devant le tribunal du lieu de l'ouverture, le syndic qu'ils ont nommé peut être assigné devant ce tribunal, quoique ce tribunal ne soit pas celui de son domicile, en restitution des sommes par lui indûment perçues. —Paris, 21 pluv. an 11, t. 22, p. 16, n° 20.—*V.* Pr. Fr. t. 5, p. 320, et M. Carr. t. 1, p. 133, note 8, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 106.

206. Lorsqu'un débiteur meurt en état de faillite, toutes les contestations relatives à sa succession, doivent être portées devant les juges de son domicile.—Cass. 21 vend. an 12, t. 22, p. 19, n° 24.—C'est l'opinion de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 675, n° 552.

§ 2. *En matière de faillite* (1).

207. C'est le tribunal dans le ressort duquel les faillis avaient leur principal établissement, qui doit connaître de la distribution des deniers saisis, et de ceux provenant de ventes mobilières faites sur eux.—Cass. 3 fruct. an 13. t. 22, p. 25, n° 36.

208. Le juge du territoire est investi de plein droit de la procédure en expropriation des immeubles d'une faillite, quoique l'ouverture ait eu lieu devant le juge d'une autre ville.—Cass. 10 mars 1813, t. 22, p. 84, n° 109.

209. En matière de faillite, lorsqu'incidemment à la quotité de la somme pour laquelle doit être porté un créancier, il s'élève une question de revendication, cette question incidente reste de la compétence du tribunal saisi de la faillite, quoique le défendeur eût son domicile dans l'arrondissement d'un autre tribunal. — 30 déc. 1828. Brosette C. syndics Tavernier-Renaud.

210. Ce n'est pas devant le tribunal de la situation des biens du failli, mais devant celui de son domicile, que doit être poursuivi l'ordre du prix de ses biens vendus à la requête d'un de ses créanciers, surtout lorsque c'est ce tribunal qui a procédé à l'adjudication. — Cass. 30 juin 1824, t. 27, p. 257.—M. Pig. pense que la vente des biens d'un mineur, quoique situés dans différents ressorts, doit être fait par le tribunal du domicile de ce mineur. — *V.* M. Pard. t. 4, p. 433 et 454.

211. Au contraire, lorsque, par l'effet d'un concordat, l'état de faillite a cessé, c'est devant le tribunal de la situation des biens, et non devant celui où la faillite a été déclarée ouverte, que doit être portée la demande en validité de surenchère intentée par l'un des créanciers du failli.—Nancy, 9 avril 1829, t. 36, p. 339.

§ 3. *En matière d'élection de domicile.*

212. L'élection de domicile dans un acte est attributive de juridiction. — Cass. 15 germ. an 10, 8 juill. 1811, t. 22, p. 12, n° 15, et p. 68, n° 91.

212 *bis*. L'assignation peut être donnée valablement au domicile élu dans un acte et devant les juges de ce domicile.—Cass., 28 juill. 1811, t. 22, p 6 n° 92.—On a trouvé cette solution controversable, mais il semble, au contraire, qu'elle n'offre pas de doute, en présence de l'art. 111, suivant MM. Carr. t. 1, p. 139, et F. L. t. 1, p. 134, qui donnent la même solution à l'égard des cohéritiers de celui qui a élu domicile. —V. *suprà*, n° 114.

213. Lorsque, dans un commandement, il a été fait élection de domicile dans le lieu où se font les poursuites, et que dans l'acte en vertu duquel le créancier agit, il a été établi un autre domicile pour son exécution, le débiteur a le droit de porter une demande en nullité devant le tribunal du domicile exprimé dans l'acte.—Paris, 6 janv. 1825, t. 30, p. 11.

214. Mais le juge du domicile indiqué pour le paiement d'une obligation ordinaire est-il compétent pour en connaître? — Non.—Cass. 29 oct. 1810.—Oui.—Bourg. 5 janv. 1814, t. 22, p. 61, n° 82.— *V.* MM. Haut. p. 75, et F. L. t. 1, p. 134 —V. *suprà*, n° 212 *bis*.

215. La demande en rescision de l'acte qui contient élection de domicile, peut-elle être portée devant le juge de ce domicile élu?—L'art. 111 C. c. parle non seulement des demandes sur l'exécution de l'acte, mais encore des demandes relatives à l'acte celle dont il s'agit est évidemment comprise dans ces mots, suivant M. Carr. t. 1, p. 140, n° 275.—V. *J. A.* t. 22, p. 142, n° 179.

216. L'élection de domicile faite dans une convention, ne peut être révoquée par l'un des contractants, sans le consentement des autres.— Paris, 8 fév. 1813, t. 22, p. 83, n° 106. —Il faut distinguer si l'élection de domicile a été faite dans l'intérêt des deux parties, ou dans l'intérêt de l'une d'elles seulement. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 138, n° 272 et Pr. Fr. t. 1, p. 291.

217. L'élection d'un domicile n'empêche pas de traduire la partie qu'on veut assigner devant le tribunal du domicile réel. — Cass. 8 therm. an 10, t. 22, p. 13, n° 17. —Il en serait autrement si l'élection avait été faite dans un contrat, et s'il apparaissait que l'élection n'a été faite que dans l'intérêt du défendeur. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 101; Pig. *Comm.* t. 1, p. 171, et Carr. t. 1, p. 137, n° 270.

218. Mais si le demandeur avait assigné le défendeur devant le juge du domicile élu, pourrait-il, en se désistant de cette assignation, l'assigner devant le juge du domicile réel et *vice versâ*? —Oui, tant que le défendeur n'a pas constitué avoué.— Carr. t. 1, p. 138, n° 271; Pr. Fr. t. 1, p. 291, et *J. A.* t. 22, p. 144, n° 184.—V. *suprà*, n° 186, et *infrà*, n° 353.

(1) *V.* notre mot *faillite*, et *infrà*, p. 608 et 614, v° *Tribunaux de commerce*, n°s 336 et suiv.; n°s 468 et s.

CHAP. V. *Compétence des Chambres correctionnelle et de vacation — Compétence des tribunaux criminels.* —Art. 1 *Chambres correctionnelles et de vacation.*

219. L'art. 11 du décret du 6 juill. 1810, ne conférant à la chambre des appels de police correctionnelle le droit de connaître des matières civiles sommaires en retard que par exception, cette chambre ne pouvait, sous peine de nullité de son arrêt, statuer sur une cause civile non sommaire. — Cass. 6 avril 1824, t. 26, p. 204.

220. La chambre des appels de police correctionnelle, à laquelle par erreur une cause ordinaire était renvoyée par le premier président, devait se déclarer incompétente. — Cass. 24 mai 1826, t. 31, p. 214.

Les chambres d'appels de police correctionnelle étaient présumées avoir jugé civilement les affaires à elles soumises, quoiqu'elles ne l'eussent point exprimé dans leurs arrêts. —Cass. 16 janv. 1823 et 9 mars 1826, t. 39, p. 288.

Nota Ces arrêts sont devenus sans application depuis l'ordonnance du 24 septembre 1828, t. 35, p. 220.

221. L'ordonnance du 24 septemb. 1828 qui autorise les chambres d'appels de police correctionnelle à juger des affaires ordinaires, a pu légalement abroger le décret du 6 juil. 1810. — Cass. 30 mars 1832, t. 42, nº 677.

222. La chambre correctionnelle d'un tribunal de première instance est compétente pour statuer sur des poursuites relatives à des droits d'enregistrement, en suivant les formes prescrites pour les instances en cette matière. — Cass. 1er déc. 1832, t. 44, p. 41. — *V.* Observations conformes, *ibid.*

223. Le jugement rendu par un tribunal *durant les vacances* sur une cause plaidée avant la fin l'année judiciaire est nul —Metz, 15 juin 1824, t. 28, p. 158.

224. Mais une affaire ordinaire peut être jugée en vacations, si les parties y consentent ou ne s'y opposent pas. — Cass. 25 flor. an 9, 22 janv. 1806 et 19 avr. 1820; t. 15, p. 66, nº 62, et t. 22, p. 11, nº 13.

C'est l'opinion de M. CARR. *Comp* t. 2, p. 475.—Mais il y aurait nullité, si les parties ou l'une d'elles s'opposaient au jugement. — Bastia, 25 juill. 1826. Poly. C. Cauro.

225. La section des vacations peut statuer sur le mérite d'une opposition formée a un divorce, si les juges pensent que l'affaire requiert célérité.—Cass. 9 frim. an 11, t. 13, p. 60. nº 27.

226. La chambre des vacations peut juger, comme cause urgente, l'incident sur l'exécution d'un arrêt qui suspend l'achèvement d'une expertise, et qui est élevé sur un procès existant depuis un grand nombre d'années. —Cass. 16 fév. 1832, Long C. Ruelle.

226 *bis.* La chambre des vacations d'une Cour royale ne peut juger les délits imputés à un membre de l'ordre judiciaire —Liége, 5 oct. 1833. Tassin C. Min. pub.

Art. 2. *Tribunaux criminels.* — § 1. *Cours d'assises* (1).

227. Le tribunal civil est seul compétent pour statuer sur la demande en restitution de pièces de conviction, dont la Cour d'assises a omis d'ordonner la remise en prononçant l'acquittement de l'accusé. — Bord. 20 juin 1827, t. 43, p. 562.

228. L'embauchage à l'étranger est de la compétence des cours d'assises, lors même qu'il n'y aurait à l'étranger aucun corps de rebelles ou d'ennemis contre la France. — Cass. 2 av. 1831. Min. pub. C. Mazas et Pignol.

229. Le port illégal de la décoration de la Légion-d'Honneur, n'est pas un délit politique dont puissent connaître les cours d'assises.—Cass. 6 janv. 1831. Min. pub. C. Housset.

230. Le président d'une Cour d'assises ne peut, seul, décider si la réponse des jurés est complète, si elle présente un sens précis, et ne contient aucune contradiction : la Cour d'assises peut seule rendre une telle décision.—Cass. 28 janv. 1830, t. 38, p. 292.

231. Loi sur le renvoi aux tribunaux correctionnels de plusieurs cas précédemment jugés par les cours d'assises, et sur différentes modifications apportées au Code pénal. 25 juin 1824, t. 26, p. 258.

§ 2. *Tribunaux correctionnels.*

232. Le tribunal correctionnel est incompétent pour juger un individu accusé d'avoir maltraité son père.— Gren. 28 av. 1824, t. 27, p. 267.

233. Les tribunaux correctionnels et non les cours d'assises doivent connaître des délits commis par des forçats libérés.—Cass. 6 janv. 1831, Min. pub C. Housset.

234 La connaissance du trouble apporté à l'exercice d'un culte et de la résistance à la force publique, appartient au tribunal correctionnel et non au jury.—Gren. 22 juil. 1831. Min. pub. C. Raffin.

235. Les ordonnances de la chambre du conseil ne sont point attributives de juridiction, mais seulement indicatives. C'est pourquoi le tribunal correctionnel devant lequel un individu, prévenu d'un crime est renvoyé, peut et doit se déclarer incompétent.—Gren. 28 av. 1824, t. 27, p. 267.—La jurisprudence est fixée sur cette question par un grand nombre d'arrêts.

236. Les actes d'un juge d'instruction déclaré incompétent, doivent être annulés quoique son incompétence n'ait été proposée qu'après qu'il y a procédé. — Cass. 5 mai 1832 N... C Min. pub.

237. Un délit de la presse commis antérieurement à la loi du 25 mars 1822, doit être jugé par le tribunal correctionnel suivant la compétence réglée par cette loi, bien que la loi du 26 mai 1819, en vigueur à l'époque du délit, en attribue la connaissance à la cour d'assises : le principe de la non-rétroactivité des lois ne s'applique pas aux règles d'après lesquelles les délits doivent être poursuivis devant les tribunaux. — Cass. 10 mai 1822, t. 24, p. 148.

238 et 239. Les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour statuer sur les contrefaçons des ouvrages de l'esprit —Cass. 12 prairial an 11, t. 22, p. 18, nº 22.

240. Les tribunaux correctionnels sont compétents pour statuer sur la plainte en diffamation commise par la voie de la presse contre un simple particulier —Cass. 25 juin 1831, t. 42, p. 59.

241. La partie qui, condamnée en première instance et avant d'appeler de sa condamnation, publie un mémoire injurieux, peut être cité en police correctionnelle, et ne peut exciper de ce que les mémoires produits devant les tribunaux ne donnent pas lieu à une action en diffamation.—Cass. 21 juill. 1832, t. 45, p. 528. V. *infrà*, nº 247.

242 La diffamation commise envers un huissier à raison des actes par lui faits, ne constitue pas une diffamation contre un fonctionnaire public, et doit être jugée non par la Cour d'assises, mais par le tribunal correctionnel.—Cass. 25 juin 1831; 15 juillet 1836, t. 42, p. 59, et t. 51, p. 698.

243. Les outrages adressés à des porteurs de contrainte des contributions directes doivent être punis, non par les tribunaux de police, mais par les tribunaux correctionnels.—Cass. 30 juin 1832.—Minist. pub. C. Seguin.

244. Les chambres, civile et correctionnelle réunies, compétentes pour statuer sur une plainte en diffamation dirigée contre un maire, le sont aussi pour juger l'exception tirée des défauts d'autorisation administrative.—Cass. 17 juin 1826. —Biel C. le maire de Boulogne.

245. Un tribunal correctionnel

(1) Nous avons déjà eu l'occasion de faire observer dans le cours de cet ouvrage que les matières criminelles n'y étaient relatées qu'accessoirement. — Nous croyons pouvoir indiquer comme source complète à consulter, la *Jurisprudence criminelle du royaume* que nous avons fondée, il y a huit ans, avec notre honorable et savant confrère M. Hélie.

ne peut se déclarer incompétent pour connaître des imputations diffamatoires dirigées contre un témoin, à raison de sa déposition devant un tribunal de commerce, sous le prétexte que les témoins sont des tiers qui, aux termes de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, n'ont qu'une action civile devant les tribunaux civils : c'est aux tribunaux correctionnels que, d'après l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, cette connaissance est attribuée.— Cass. 6 nov. 1823, t. 25, p. 343.

246. L'action en dénonciation calomnieuse ne peut s'ouvrir devant les tribunaux correctionnels qu'après qu'il a été statué par l'administration compétente sur la vérité, la fausseté ou le défaut de preuve des faits énoncés.—Cass. 28 fév. 1826. —Ministère public C. Allit.

247. Le tribunal correctionnel est toujours compétent relativement à la publication d'un écrit calomnieux, quoique le prévenu soutienne qu'il a publié cet écrit au sujet d'une contestation pendante entre lui et le plaignant, surtout si la contestation n'est pas encore devant les tribunaux.—Cass. 18 fév. 1819, t. 22, p. 122, n° 155.—*V. suprà*, n° 241.

248. L'appel d'un jugement par lequel un tribunal civil condamne à l'emprisonnement un individu qui l'outrage dans une de ses audiences civiles, doit être porté devant la chambre civile, et non devant celle de police correctionnelle de la Cour royale.—Douai, 13 mars 1830, t. 42, p. 164.—*V.* dans le même sens MM. Favard, v° *Injures*, et M. Carr. t. 1er, p. 231.

248 *bis*. Le tribunal de police correctionnelle est incompétent pour annuler un emprisonnement exécuté au mépris d'un sauf-conduit accordé par son président.—Cass. 6 vend. an 11, t. 8, p. 464, n° 11.

249. Un tribunal correctionnel saisi d'une demande en réparation d'un délit relatif à une propriété réclamée par toutes les parties, ne peut l'attribuer à l'une d'elles, ni même ordonner la visite des lieux pour voir sur quel terrain sont les arbres abattus.—Bourges, 6 janv 1825, et 31 août 1826, t. 33, p. 133.

250. Le tribunal de police correctionnelle peut connaître des demandes en dommages-intérêts à raison d'un délit qui ne peut être poursuivi par l'effet d'une amnistie.—Bourges, 14 juill. 1831.—Foret C. Souvigny.

251. Le tribunal correctionnel et non le tribunal de police est compétent pour connaître du délit de maraudage prévu par l'art. 34 de la loi du 6 octobre 1791.—Cass. 30 mai 1828.—Ministère public C. Brue.

252. L'individu qui est prévenu d'avoir exercé l'usure, non seulement dans l'arrondissement de son domicile, mais encore dans deux autres, peut indifféremment être poursuivi devant le tribunal correctionnel de l'un d'eux, dans le cas où les faits qui lui sont imputés suffiraient, s'ils étaient prouvés pour établir l'habitude d'usure dans chacun des trois arrondissements pris isolément.—Cass. 15 oct. 1818, t. 22, p. 120, n° 153.

253. La juridiction d'un tribunal correctionnel ne peut s'étendre à la connaissance de l'appel d'un jugement rendu *dans les formes civiles* sur l'opposition à une taxe de frais correctionnels.— Cass. 23 juin 1820, t. 22, p. 130, n° 161.

254. Lorsque la condamnation aux frais prononcée en matière criminelle, donne lieu à des contestations entre les héritiers du condamné et la régie de l'enregistrement, la connaissance en appartient à la juridiction civile et non à la juridiction criminelle.—Cass. 5 déc. 1806, t. 22, p. 27, n° 38.—*V.* M. Merl. t. 5, p. 309, n° 4.

255. Une anticipation commise sur un chemin vicinal ne faisant pas partie de la grande voirie, est de la compétence du tribunal de police correctionnelle.— Cass. 7 avr. 1827, Minist. publ. C. Choisnard. — *V. infrà*, nos 256, 424 et suiv.

256. Celui qui par des travaux et plantations diminue la largeur d'un chemin communal, commet un délit de la compétence des tribunaux correctionnels.—Cass. 5 nov. 1825, Minist. pub. C. Roger.—*V.* le n° qui précède.

257. L'interception d'un chemin public, est un délit de la compétence des tribunaux correctionnels.—Cass 2 août 1828, Minist. p. C. Enguerand. —V. *suprà*, n° 255.

258. Lorsqu'on a conclu contre des prévenus, à une amende de 50 f en se fondant sur les réglements des octrois d'une ville, réglements auxquels il y a eu infraction, l'affaire est de la compétence des tribunaux correctionnels.— Cass. 5 sept. 1828, Perron et Moussenat C. le maire de Bordeaux.—*V. infrà*, nos 273 et suiv.

258 *bis*. On ne peut demander la réparation d'un délit par la voie criminelle, après l'avoir fait par la voie civile. — Gren. 29 mai 1833, t. 46, p. 302.

§ 3. — *Tribunaux de police* (1).

259. Les tribunaux de police sont compétents pour ordonner la suppression d'un établissement insalubre non autorisé, quel que soit le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire. — Cass. 27 juil. 1827, Minist. publ. C. Delème.

(1) *V. infrà*, nos 399 et suiv., le chap. relatif à la compétence administrative.

260. Ils sont aussi compétents pour connaître des contraventions aux réglements relatifs aux péages des ponts, à moins que l'individu poursuivi prétende n'être pas soumis à ce droit, dans ce cas, ils doivent se déclarer incompétents. —Cass. 26 août 1826, Intérêt de la loi C. Duleu.

261. Un tribunal de simple police est absolument incompétent pour connaître de l'usurpation d'un terrain, commise par un particulier au préjudice d'une commune.—Cass. 1er mai 1828. Intérêt de la loi C. Messier.

262. Un tribunal de simple police ne peut connaître du fait d'avoir extrait des cailloux sur un terrain appartenant à une commune. — Cass. 31 janv. 1824, t. 26, p. 54.

263. Un tribunal de police qui ordonne à un particulier de curer à des époques déterminées, une fosse qu'il a fait creuser près la voie publique commet un excès de pouvoir parce qu'à l'autorité municipale seule, appartient le droit de faire des réglements de police relativement à la propriété de la voie publique et au maintien de la salubrité.— Cass. 15 oct. 1825, t. 30, p. 343.

264. Lorsqu'un réglement municipal a arrêté que certaines matières seraient considérées comme insalubres, un tribunal de police ne peut renvoyer de la plainte un prévenu de contravention à cet arrêté, par le motif que ces matières ne sont pas insalubres. — Cass. 12 juin 1828, Intérêt de la loi C. Cotin.

265. C'est au tribunal de simple police et non au conseil de préfecture qu'appartient la connaissance d'une contravention résultant du dépôt de décombres sur la voie publique, dans l'intérieur d'une ville, encore que cette voie publique soit le prolongement d'une grande route. —Cass. 7 déc. 1826, Nectoup.

266. Les tribunaux de police doivent faire exécuter provisoirement les arrêtés pris par les maires relativement à l'alignement des rues, encore qu'il y ait recours à l'autorité supérieure pour les faire rapporter.—Cass. 20 juil. 1837, le Ministère public C. Moulères.

266 *bis*. Un maire peut indistinctement actionner devant le tribunal civil ou le tribunal de police, le propriétaire qui ne démolit pas sa maison, malgré l'ordre de l'autorité administrative. — Cass. 14 août 1832, t. 45, p. 522.

267. Lorsque le minimum de la peine est applicable par un tribunal de simple police, et que le maximum est applicable par un autre, la connaissance du fait appartient au tribunal qui peut appliquer le maximum de la peine. — Cass. 20 août 1824, t. 28, p. 269.

268. Il en est de même d'un délit dont le minimum de la peine est dans le cercle des attributions du tribu-

nal de police, et le maximum hors de sa compétence. — Cass. 31 janv. 1824, t. 26, p. 54.

269. Lorsque l'amende à prononcer en matière de délits ou de contraventions est indéterminée, et que la quotité n'en peut être fixée qu'ultérieurement, la cause doit être portée devant le tribunal qui a la juridiction supérieure. — Cass. 20 janv. 1826, t. 31, p. 147.

270. Les tribunaux de police ne peuvent connaître des contraventions ou des délits entraînant des amendes dont la quotité est indéterminée. — Cass. 15 déc. 1827, t. 28 p. 216.

271. Les tribunaux de police ne pouvant prononcer une amende au-dessus de quinze francs, sont incompétents pour connaître de l'affaire où l'on réclame une amende égale au dommage causé lorsque ce dommage est indéterminé.—Cass. 11 av. 1828

272. Les tribunaux de simple police doivent connaître des contraventions de police punissables d'après le Cod de brum. an 4, quoiqu'elles soient commises en état de récidive.—Cass. 6 août 1830. — Commissaire de police de Saint-Omer C. Roussot.

273. Lorsqu'un délit soumis au tribunal correctionnel se résout par suite des débats en délit moindre et pour lequel il n'a pas été demandé spécialement des dommages intérêts, les juges saisis n'en demeurent pas moins compétents pour prononcer sur ceux qui ont été demandés originairement. — Cass. 28 oct. 1809, t. 22, p. 124, n° 157. — *V. suprà*, n° 258.

274. Un tribunal de police correctionnelle peut prononcer sur un délit qui entre dans les attribution du tribunal de simple police, si le renvoi n'a été requis ni par les parties ni par le ministère public. —Cass. 16 août 1811, t. 22, p. 71. n° 94.

275. Mais il ne peut retenir la cause lorsque le renvoi est demandé par le prévenu —Toul. 3 août 1825 —31 mars 1819, t. 29, p. 331.

CHAP. VI — *Attributions des tribunaux quant à l'exécution des jugements.*— Art. 1. *Quels tribunaux connaissent de l'exécution des jugements.*

276 et 277. La transaction judiciaire n'est pas un jugement en ce sens que l'exécution en appartienne aux juges qui l'ont homologuée. — Et *particulièrement* les juges d'appel qui ont homologué une transaction faite entre l'appelant et l'intimé, en ordonnant à celui-ci de s'y conformer, ne peuvent connaître des difficultés qui s'élèvent sur son exécution. — Brux. 19 avr. 1816.

277 *bis*. Il en serait de même si la transaction n'avait eu lieu qu'après un arrêt infirmatif du jugement de première instance.—Brux. 19 avr. 1816.

278. Ce n'est pas au juge qui a porte la condamnation à connaître de la validité du commandement fait en exécution de son jugement lorsque ce commandement précède de 30 jours la saisie immobilière. Cette connaissance doit appartenir au juge de la situation des immeubles saisis. —Brux. 3 mai 1821.

279. Une Cour est compétente pour connaître de la validité d'offres faites en exécution d'un de ses arrêts. — Nîm. 31 janv. 1828, t. 39, p. 100.

280 La demande en retrait d'une somme consignée non ordonnée par l'arrêt, est une suite d'exécution de la compétence de la Cour.—Cass. 24 avril 1812, t. 15, p. 99, n° 106.

281. La Cour qui a prononcé la mainlevée d'une opposition à un mariage peut connaître des difficultés qui s'élèvent sur l'exécution de son arrêt. — Lyon, 13 fév. 1828. t. 36, p. 39.

282. Pourrait-on, après l'arrêt, demander à la Cour le paiement des loyers et arrérages, suite des condamnations prononcées sur l'appel? —Non, parce que cette demande ne tend pas uniquement à l'exécution de l'arrêt ; Prc., t. 1, p. 610 et *J. A.* t. 9, p 116, n° 75.

283. Quand une Cour a ordonné qu'il soit fait un inventaire, c'est devant elle directement, et non devant le tribunal de première instance que doit être portée la demande en prolongation de délai pour faire cet inventaire et pour prendre qualité.— Angers, 30 août 1809, t. 22, p. 47, n° 68. — C'est ce qu'enseigne M. B. S. P. p 123, n° 12, 5° et p. 718, note 6.

284. Quand un chef d'un jugement a ordonné qu'une option serait faite dans un certain délai, et qu'il n'y a pas eu appel de ce chef, ce n'est point par la cour royale saisie de l'appel sur d'autres chefs, mais par le tribunal qui a rendu le jugement, qu'il doit être décidé si l'option peut encore être faite après le délai qu'il a déterminé — Pau. 14 mai 1830. Latxague C. Villenave. *V.* notre mot *Exécution*.

285. On ne peut demander devant une cour royale, la restitution de sommes payées en exécution d'un arrêt par elle rendu, et à la charge de remplir une condition que la partie qui a obtenu n'a pas accomplie : cette demande, doit être portée au tribunal de première instance. — Colm., 4 déc. 1830. Elise Molsheim C. Verbilia.

286. Lorsque des arbitres ont statué définitivement sur certains points et laissé les autres indécis, dans une affaire originairement portée devant les tribunaux, le tribunal saisi de l'instance originaire, étant seul compétent pour connaître des chefs restés indécis, il en résulte qu'il a pu connaître de l'exécution de ceux définitivement jugés, quoique la sentence arbitrale ait été déposée au greffe d'un autre tribunal, si aucune partie n'a demandé la division de l'instance.— Cass. 3 mars 1830. Pillé C. Renaud.

287. Lorsque des arbitres forcés procèdent en vertu d'un arrêt d'une cour, cette cour est compétente pour statuer sur tout ce qui est relatif à cette mission et au pouvoir des arbitres —Paris. 22 mai 1813, t. 4 p. 595. —V. *Arb.* n° 62.

288. Lorsqu'une exécution d'un arrêt en matière civile, des objets ont été remis à une partie qui en a donné décharge, et que plus tard cette partie se plaint qu'il y a eu soustraction des objets donnés, et qu'ils ont été frauduleusement changés avant la remise qui en a été opérée en vertu de l'arrêt, il s'agit alors simplement de la non-exécution d'un arrêt civil, et non d'une plainte correctionnelle; dans ce cas, l'affaire doit être immédiatement portée devant la cour royale qui a rendu l'arrêt, et non devant un tribunal correctionnel. — Cass. 30 janv. 1829. Lefebre C. Bouchard.

289. Lorsqu'un jugement renferme plusieurs dispositions infirmées sur l'appel, et que celle qui ordonne une expertise est confirmée, la procédure relative à cette expertise doit être faite devant le tribunal de première instance.—Toul., 21 août 1809. t. 22, p. 47, n° 67.

290. Lorsqu'une cour a, par arrêt infirmatif, ordonné un rapport d'experts et renvoyé au tribunal dont elle a infirmé le jugement, pour la nomination d'un juge commissaire aux opérations des experts, c'est à elle seule, et non au tribunal, à connaître des contestations que ces opérations font naître. Gren.—13 août 1830. t. 41, p. 405.

291. Après avoir statué sur l'appel d'un jugement qui homologue un rapport d'expert sur les bases d'un partage et l'avoir réformé, sans renvoi exprès devant les premiers juges, la cour est dessaisie de telle sorte qu'elle ne peut connaître d'une demande en provision formée depuis son arrêt. — Bord., 14 déc. 1827. Bontéjac C. Labarthe.

292. L'entérinement d'un rapport d'experts, ordonné par un arrêt confirmatif et par disposition additionnelle au jugement confirmé, appartient à la cour qui l'a rendu et qui doit renvoyer devant les premiers juges, pour faire statuer sur les autres chefs de conclusions relatifs à l'exécution du jugement confirmé.— Paris, 18 janv. 1825, t. 30, p. 15.— *V.* M. CARR. t. 2, p. 232, n° 1697.

293. En matière de revendication, lorsqu'une expertise est ordonnée, et que le jugement a été infirmé sur l'appel, parce que les premiers juges n'ont nommé qu'un expert au lieu de trois, si la cause est renvoyée à un autre tribunal, comme n'étant point

dant l'exécution du jugement émané d'un autre tribunal —Renn. 29 janv. 1817, t. 19, p. 344, n° 107.

323. Les tribunaux civils ne peuvent suspendre l'exécution d'une sentence consulaire; et les poursuites continuées, nonobstant le jugement qui surseoit, sont valables.— Colm. 12 frim. an 14, et 19 août 1816.— Renn. 11 juill. 1812, t. 12, p. 544, n° 14; et t. 14, p. 763, n° 33. — V. MM. Carr. t. 1, p. 287, n.1, et Pardessus, *Dr. Comm.* t.5, p. 82 et suiv.

324. Décidé également que les tribunaux ne peuvent accorder au débiteur un délai, sur les poursuites, en exécution d'une condamnation prononcée par un tribunal de commerce. — Bord. 20 mai 1828, t. 35 p. 250.—V. *infrà*, n° 328.

325. Un tribunal civil ne peut pas non plus statuer sur une opposition formée à un jugement rendu par un tribunal de commerce. — Colm. 7 déc. 1816, t. 3, p. 488, n° 262 bis V. notre mot *Trib. de comm.*, n° 582.

326. Mais l'appréciation du fait de l'exécution d'un jugement d'un tribunal de commerce est du ressort des tribunaux civils —Caen, 15 av. 1828.

327. Une Cour royale ne peut ordonner un sursis à l'exécution du jugement émané d'un tribunal de commerce, lors même qu'on attaquerait le titre sur lequel ce jugement est fondé. — Bord. 20 août 1832, t. 45, p. 529. V. *suprà*, n° 323.

328. Une cour royale est incompétente pour annuler, même incidemment à une autre action, les décisions des tribunaux de commerce et les nominations des syndics intervenues dans le ressort d'une autre Cour. — Cass. 30 nov. 1824, t. 28, p. 241.

Chap. VII. — *De la juridiction des tribunaux français relativement aux étrangers ou aux contrats passés à l'étranger.* — Art. 1. *Compétence des tribunaux français entre Français et étrangers.*

329. Il ne peut être valablement statué en pays étranger, même du consentement de toutes les parties, sur un objet de la compétence exclusive des tribunaux français, et on ne peut opposer devant eux l'exception de la chose ainsi incompétemment jugée. — Colm. 17 fev. 1824, t. 27, p. 117.

330. Un français ne peut pas renoncer à la juridiction française, et il peut, en tout état de cause, opposer l'incompétence des tribunaux étrangers.—Gren. 3 janv. 1829, t. 28, p. 226.

331. La disposition du traité du 14 nov. 1788, qui attribuait aux consuls respectifs des États-unis et de la France, juridiction sur leurs nationaux a cessé d'être en vigueur depuis celui du 8 vend. an 9.—Aix, 17 mai 1831, Hugues et Fetty C. Irach Tracy.

332. Pour pouvoir citer un étranger devant les tribunaux français, le demandeur doit avoir eu la qualité de Français à l'époque où est née l'obligation donnant lieu à son action.—Paris, 5 juin 1829, t. 40, p. 91.

333 Le Français qui a obtenu des lettres de *denization* en Angleterre, n'est pas naturalisé Anglais, et peut assigner une personne de cette nation devant les tribunaux de France. —Paris, 17 juill. 1820, t. 22, p. 133. n° 164.

334. Mais le Français qui se fait naturaliser en pays étranger perd sa qualité de Français, et ne peut être actionné par un étranger devant les tribunaux français.— Cass. 17 juill. 1826, t. 32, p 90.

335. L'obligation pour laquelle un Français peut traduire un étranger devant les tribunaux français, doit dériver d'un contrat, et non d'un fait donnant lieu à une action civile.—Paris, 5 juin 1829, t. 40, p. 91.

336. L'étranger, non domicilié en France, peut être cité devant les tribunaux français, à raison d'un dommage causé par sa faute à un Français en pays étranger —Poit, 8 prair. an 13, t. 22, p 24, n° 34.—M. Carr. *Comp.*, t. 1, p. 488, n° 202, dit que cela n'est pas douteux.

337. L'étranger est justiciable des tribunaux français pour les contrats qu'il a passés en France devant l'ambassadeur de sa nation avec un Français.—Paris, 16 juin 1807, t. 22, p. 31, n° 43.

338. Les personnes attachées à l'ambassadeur d'une puissance étrangère, ne peuvent être actionnées devant les tribunaux français, à raison d'un engagement qu'elles ont souscrit en cette qualité envers un Français.—Paris, 29 juin 1811, t. 22, p. 68, n° 90.

339. L'art. 14 C. c., qui permet aux Français de citer devant les tribunaux de France, les étrangers avec lesquels ils ont contracté en pays étranger, s'applique même au cas d'obligations contractées antérieurement au C. c., et envers un créancier qui n'est devenu Français que par la réunion de son pays à la France, postérieurement au contrat. —Trèv., 13 mais 1807, t. 22, p. 31, n° 42.

340. Mais cet article ne s'applique pas au cas où le Français avait son domicile établi en pays étranger, lors de l'assignation.—Paris, 28 fev. 1814, t. 22, p. 93, n° 121.— V. M. Carr. *Comp.*, t. 1, p. 489, n° 203.

341 Un étranger peut être traduit devant les tribunaux français, par un Français quoique ce Français ne soit point établi en France. — Cass. 26 janv. 1836, t. 50, p. 370.

342. Est nul pour incompétence, le jugement rendu par défaut contre un Suisse par un tribunal français en faveur d'un Français. — Cass. 12 nov. 1832. Serrane. — V. *infrà*, n° 390.

343. Un Français, non résidant en France, ou un étranger, peuvent être poursuivis en France, pour fait de banqueroute commise sur le territoire français, envers des créanciers Français. — Cass. 1er sept. 1827, Montigny C. le ministère public.

344 Le Français, cessionnaire d'un étranger du droit d'imprimer un ouvrage littéraire ou musical, peut poursuivre les contrefacteurs devant les tribunaux français, s'il s'est conformé à la loi du 19 juillet 1793. — Cass. 25 mars 1810, t. 22, p. 54, n° 76.

345. Il n'est pas nécessaire que l'étranger, qui s'est fixé dans un lieu, ait obtenu du roi l'autorisation d'en faire son domicile, pour qu'il puisse être assigné valablement devant le juge de ce lieu, pour une obligation antérieurement contractée dans un autre pays.— Brux. 30 mars 1829. L. C. P.

346. Pour que l'étranger qui a contracté avec un Français, puisse être assigné devant les tribunaux français, il n'est pas nécessaire qu'il soit trouvé en France et qu'il y ait des propriétés; il ne peut motiver un déclinatoire sur ce que l'existence de l'obligation dont on poursuit l'effet contre lui, n'est pas justifiée.— Flor. 17 août 1809, t. 22, p. 46, n° 66.

347. Le Français, devenu propriétaire par endossement de lettres de change souscrites en pays étranger par un étranger, au profit d'un étranger, peut faire citer l'étranger signataire devant les tribunaux français.—Cass. 25 sept. 1829, t. 39, p. 157. —V. *infrà*, nos 349, 350 et 351.

348. L'étranger, porteur d'une lettre de change payable en pays étranger, et à lui endossée après son échéance, ne peut actionner devant les tribunaux de ce pays, le Français qui l'a acceptée en France et qui a été déclaré en état de faillite par les tribunaux français.—Brux. 22 mai 1833, Vanhumbeck C. Pazuengos.

349. L'étranger qui a souscrit en pays étranger et au profit d'un étranger, une lettre de change, plus tard passée à l'ordre d'un Français, peut être cité par celui-ci devant les tribunaux français.— Cass. 26 janv. 1833, t. 44, p. 173.—V. *suprà*, n° 347, et *infrà*, n° 351.

350. Les tribunaux français sont compétents pour connaître de la contestation qui s'élève entre un Français porteur de traites et un Anglais qui a tiré de ces lettres de change sur un autre Anglais, résidant en France, contre lequel on peut ordonner l'arrestation provisoire. — Cass. 25 sept. 1829, Arnole C. Fontaine. — V. *suprà*, n° 347.

351. Jugé au contraire que l'étranger, qui a souscrit en pays étranger, une obligation cédée plus tard à un Français, ne peut être traduit par celui-ci devant les tribunaux français.— Poit. 5 juill. 1832, t. 42,

p. 356.—V. *suprà*, n° 347, 349 et 350.

352. Le Français qui a traduit un étranger devant les tribunaux de ce dernier, ne peut plus saisir des mêmes débats les tribunaux français. —Paris, 29 juill. 1826; Cass. 15 nov 1827, t. 33, p. 84. et t. 34, p. 219.

353. On peut opposer l'exception de litispendance au Français demandeur qui porte son action devant un tribunal français, lorsque déjà il a saisi un tribunal étranger.—Paris, 3 mai 1834, t 46, p. 365.—*V*. M. Bonc. Theor Proc. civ. t. 3, p. 222.—V. le n° qui précède et *suprà*, n° 186 et 218

354. Les tribunaux français peuvent rejeter le moyen d'incompétence tiré de la qualité d'étranger, et qui n'est proposé par l'étranger pour la première qu'en appel — Cass. 29 mai 1833, t. 44, p. 386.

355. Les tribunaux français peuvent statuer sur l'intervention formée par un étranger dans une instance pendante devant eux entre le trésor royal et la veuve d'un étranger redevenue Française, surtout si l'intervenant prend des conclusions directes contre le trésor. — Cass. 19 mai 1830. Tuaffre C. Bellew.

Art. 2. *Compétence des tribunaux français entre étrangers* (1).

356 Un tribunal français ne peut connaître des différends élevés à l'occasion d'un contrat passé à l'étranger et entre etrangers, ni ordonner la séquestration du navire appartenant à l'un d'eux pour conservation des droits de l'autre.—Aix, 13 juill. 1831, t. 43, p. 717.

357. De même les tribunaux français sont incompétents pour statuer sur une discussion élevée entre deux étrangers n'ayant ni domicile ni résidence en France, relativement à l'exécution d'une convention faite et d'un jugement rendu en pays étranger.—Metz, 3 juin 1823, t. 22, p. 141, n° 177.

358. Une cour royale ne commet ni déni de justice, ni excès de pouvoir en refusant de juger une convention entre étrangers, quoique, par suite de la décision à rendre entre ceux en pays étranger, elle puisse être appelée à connaître de la contestation sur laquelle elle ne veut point actuellement statuer. — Cass. 2 avril 1833, t. 44, p. 314.—*V*. ibid. *les Observations*.

359. Les tribunaux français incompétents pour connaître des contestations qui s'élèvent entre un consul et un vice-consul étranger, à raison de la répartition à faire entre eux des droits du consulat, cessent de l'être si la somme qui fait l'objet du débat, a été comptée au consul par le vice-consul à titre de prêt.— Bord. 20 mai 1829. Ducot C. Salmon et Rivet.

360. Un étranger qui a acquis domicile en France, doit alors être assigné devant le juge de ce domicile — Cass. 8 therm. an 10, t. 22, p. 12, n° 16.

361. L'étranger qui a son domicile de fait en France, depuis une époque antérieure à la publication du nouveau code, quoiqu'il n'y exerce pas ses droits civils, peut être valablement assigné par un étranger devant les tribunaux français. —Cass. 30 nov. 1814, t. 22, p. 93, n° 122.

362. Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une obligation de commerce contractée en pays étranger, entre étrangers si le débiteur est domicilié en France. —Metz, 27 avril 1818. t. 22, p. 112, n° 146.

363 et 364. L'étranger peut, aussi bien qu'un Français, assigner un étranger devant les tribunaux de France, lorsqu'il a une maison de commerce, et qu'il est patenté.—Paris, 30 mai 1808, t. 22, p. 40, n° 55. — Aix, 17 mai 1831, Hugues et Fettes C. Irach Tracy.—*V*. *infrà*, les n°s 365 à 368.

365. Mais les tribunaux français sont incompétents pour connaître des contestations élevées entre étrangers, quoique l'une des parties ait formé un établissement en France avant le procès, mais postérieurement au contrat.— Cass. 28 juin 1820, t. 22, p. 131, n° 162 —M. Carr. *Comp.* t. 1, p. 487, n° 201, examine les diverses circonstances qui peuvent rendre un étranger justiciable des tribunaux français, à raison d'un engagement contracté en pays étranger envers un autre étranger.—*V*. aussi M. Merl. t. 17, p. 337. — *V*. n° précédent.

366. L'étranger qui réside en France, même sans autorisation du roi, qui y a un établissement commercial, et qui dans plusieurs affaires de commerce s'est soumis à la juridiction des tribunaux français, peut être assigné par un étranger, à raison d'un engagement commercial, par la nature duquel les parties sont censées avoir élu domicile, et promis de le consommer en France.— Cass. 26 avril 1832, t. 43, p. 736.—*V*. le n° qui précède.

367. Un tribunal français est compétent pour connaître d'une contestation entre deux étrangers relative à des faits de commerce qui ont eu lieu pendant leur séjour en France.—Paris, 24 mars 1817, et 10 nov. 1825.—Renn. 28 déc. 1820.—Cass. 24 avril 1827 et 26 nov. 1828, t. 22, p. 106, n° 137, t. 30, p. 394, 136, n° 167, t. 33, p. 276, et t. 36, p. 197.

368. Jugé au contraire que les tribunaux français sont incompétents pour connaître des contestations qui s'élèvent entre des étrangers, au sujet d'opérations commercia[les] passées en France; l'art. 420, C. p[r.] ne peut être invoqué que par un [ré]gnicole. Ainsi un étranger non do[mi]cilié en France ne peut être assig[né] devant les tribunaux français, po[ur] le paiement d'une lettre de chan[ge] souscrite en France, pour vale[ur] reçue en France, au profit d'[un] étranger et payable dans l'étrange[r] —Cass. 6 fév. 1822, t. 24, p. 3[...] —*V*. M. Merl. v° *Etranger*, § 2. *V*. *suprà*, n° 363.

369. L'etranger résidant, mais n[on] domicilié en France, et plaidant co[n]tre un étranger, n'est pas justiciab[le] des tribunaux français.— Cass. [...] avril 1833, t. 44, p. 314.

370. Un étranger domicilié e[n] France, tiers porteur d'une lett[re] de change tirée et acceptée par d[es] étrangers et payable en pays étran[gers], peut traduire le tireur deva[nt] les tribunaux français.—Paris, 1[...] janv. 1835.— Dacosta C. Driver Cooper.—*V*. *suprà*, n° 363.

371. Les tribunaux français n[e] sont pas compétents pour statue[r] sur les prétentions qu'élève e[n] France un étranger préposé par de[s] armateurs étrangers sur des mar[]chandises appartenant à ceux-ci, e[n] exécution d'un traité fait à l'étran[]ger.—Rouen, 11 janv. 1817, t. 19[,] p. 342, n° 103.

372. Le consignataire ou com[]missionnaire étranger établi, e[n] France peut être assigné devant les tribunaux français en réglement d'avaries survenues à des marchandises qui lui ont été envoyées de l'étranger, et quoique le capitaine qui l'assigne soit étranger.—Cass. 26 avril 1832, t. 43, p. 736.—*V*. *Ibid.* nos observations.

373. L'assureur étranger qui souscrit hors du royaume une police d'assurance envers un autre étranger, pour compte de qui il appartiendra, devient justiciable des tribunaux français, si l'assuré ultérieurement désigné, est Français.—Aix, 5 juill. 1833, t. 47, p. 452.

374. L'étranger coobligé solidaire avec des coassociés français peut être cité devant les tribunaux français, quoique l'obligation ait été contractée en pays étranger.—Cass. 1er juill. 1829 —Vérac et Manara C. Cézon.

375. Un tribunal français saisi d'un procès en pétition d'hérédité contre des français et des étrangers, peut connaître entre deux de ces derniers de l'effet d'une donation de part héréditaire faite par l'un des deux à l'autre, et que celui-ci a invoquée pour repousser l'action en pétition d'hérédité intentée par son cosuccessible.—Cass. 2 fév. 1832, p. 182, t. 42.

376. Les tribunaux français sont compétents pour connaître de l'action en partage de biens immeubles situés en France, quoique ces biens dépendent d'une succession ouverte en pays étranger, et que des étran-

(1) V. notre mot *Contrainte par corps*, n°s 402 à 438 pour la jurisprudence relative à l'emprisonnement des etrangers.

s soient seuls appelés à la recueil- — Colmar, 12 août 1817, t. 22, 111, n° 143. — V. M. B. S. P. 758.

377. Les tribunaux français sont pétents pour statuer entre étran-s, sur l'exécution d'un contrat de te d'immeubles situés en France, tenant élection de domicile.—Pa-, 23 therm. an 12, t. 18, p. 801, *Règlement de juges*, n° 11: telle l'opinion de MM. CARR. *Comp.*, 1, p. 489, et FIG. *Comm.* t. 1, 171.

378. L'étranger, à charge de qui est fait, en Belgique par un autre anger, une saisie-revendication des objets qui s'y trouvent, peut nander devant les tribunaux bel-, la nullité de cette saisie, bien il ne se trouve dans aucun des prévus par les art. 11 et 13. C. — Brux. 8 mars 1828.

379. Les tribunaux français sont npétents pourstatuersur une saisie-gerie apposée par un etranger sur marchandises d'un autre étranger. Renn. 28 déc. 1820, t. 22, p 136, 168.

380. Le tribunal civil doit provi-rement juger et retenir la saisie, af le renvoi devant les juges com-tents, pour faire statuer sur le mé-e de l'obligation commerciale qui sert de base. — Renn. 28 déc. 20, t. 22, p. 136, n° 169.

381. Les tribunaux français ne uvent connaître de l'exécution d'un stament fait en France par un ranger.—Paris, 22 juill. 1815, t. 16, 777, n° 40.

382. Ces tribunaux peuvent con-ître d'une demande en séparation corps entre étrangers, si les faits i y ont donné lieu se sont passés ns le royaume, et si l'époux con-e lequel on l'intente y est domici-é de fait. — Brux. 13 mai 1830, . C. N

383. Comme aussi les tribunaux France sont compétents pour con-ître d'une demande en séparation biens entre étrangers, quoiqu'ils soient déclarés incompétents pour nnaître, entre les mêmes parties, une demande en séparation de rps.—Paris, 30 mai 1826, t. 32 p. 153.

384. Une française qui a épousé n belge pendant qu'il était fran-ais, ne peut point poursuivre sa sé-aration de corps devant les tribu-aux français depuis que la Belgique été séparée de la France, si son mari n'a pas obtenu des lettres de aturalité. — Cass. 25 août 1825 t 30 juin 1823.—Paris, 26 av. 1823. —Metz, 25 août 1825, t. 22, p. 163, ° 46, t. 25, p. 139 et 237, et t. 33, 335.

385. Mais la femme française, ma-iée à un individu né en France d'un tranger, et réputé français au mo-nent du mariage, peut poursuivre la éparation de biens devant les tribu-aux français, encore que le mariage it été passé en pays étranger, et que le mari ait exercé des fonctions qui paraissent incompatibles avec la qualité de Français.—Paris, 21 juill. 1818, t. 21, p. 107, v° *Séparation de biens*, n° 30.

386. Une demande en pension ali-mentaire, formée par un étranger contre un autre étranger, peut être portée devant le tribunal français du lieu où réside le défendeur. — Paris, 19 déc. 1833, t. 47, p. 451.

387. L'étranger résidant en France est justiciable des tribunaux français à raison du delit de diffamation commis envers des étrangers non ré-sidant en France.—Cass. 22 juin 1826. Wilson C. Hopkins-Northey.

388. L'étranger qui a consenti à être jugé par des arbitres en France, sur un contrat passé dans ce pays avec un autre étranger, ne peut pas opposer, devant la Cour de cassa-tion, l'incompétence.—Cass. 7 mess. an 11, t. 22, p. 19, n° 23. V. M. MERL. t. 4, p. 898.

389. Les étrangers résidant en France peuvent s'assigner mutuelle-ment devant les tribunaux français, lorsque les traités de leurs nations leur permettent de choisir des juges français.—Colm., 30 déc. 1815, t. 22, p. 100.

390. Les tribunaux français sont incompétents pour connaître des contestations entre des étrangers, nationaux américains.—Cass 7 fruct. an 4 et 22 janv. 1806, t. 22, p. 3, n° 4.

Il en serait de même à l'égard des Suisses V. M. CARR. t. 1, p. 489, n° 205. —V. aussi le traité fait avec la Suisse du 23 sept. 1827, t. 34, p 142, et *suprà*, n° 342.

391. Mais un étranger de la nation Sarde peut être assigné devant les tribunaux français, sans qu'il soit besoin d'en obtenir la permission de ses juges naturels. — Gren. 16 juin 1818, t. 22, p 114, n° 148.

392. Un étranger, prisonnier de guerre, est soumis aux tribunaux français, à raison des lettres de change par lui tirées en France depuis sa détention.—Paris, 16 germ. an 13, t. 22, p. 24, n° 33.

393. L'assignation doit être donnée devant le tribunal du lieu où l'obli-gation a été contractée, quoique le débiteur soit détenu en France dans un autre lieu. — Paris, 30 mai 1808, t. 22, p. 40, n° 56.

Art. 3. *Compétence quant aux con-trats passés, et aux délits commis entre Français à l'étranger. — Com-pétence en cas de changement de na-tionalité.*

394. Les tribunaux français sont seuls compétents pour prononcer sur des contestations qui s'élèvent entre des Français relativement à des opé-rations faites par eux en pays étran-ger. — Paris, 24 av. 1815, t. 22, p. 96, n° 123.—M. Carr. pense que la dis-position de l'art. 15, C. c., est impé-rative et d'ordre public.

395. Comme aussi les tribunaux français sont compétents pour con-naître des délits commis par un Fran-çais à l'égard d'un autre Français en pays étranger, comme ils le sont pour connaître des crimes en pareille cir-constance. — Colm. 23 août 1820, t 22, p. 133, n° 165.

396. Lorsque les parties en con-testation et le terrain en litige sont passés par un traité sous une domi-nation étrangère, les tribunaux fran-çais cessent d'être compétents, sans que leur juridiction puisse être vo-lontairement prorogée.—Metz, 10 nov. 1818, t. 22, p. 121, n° 154.

397. Mais l'appel d'un jugement rendu avant que le demandeur eût perdu la qualité de Français, par la réduction du territoire, peut être portée devant une Cour du royaume. —Metz 27 janvier 1820, t. 22, p. 127, n° 159.

398. Comme aussi un Français, qui a actionné un Français devant un tribunal de France, conserve le droit de faire prononcer sur sa de-mande par d'autres juges français, lorsque le pays, où était situé le tribunal saisi de la contestation cesse de faire partie intégrante du royaume —Cass. 5 déc. 1815, t. 18, p. 828, n° 41.

CHAP. VIII. *Compétence en matière ad-ministrative* (1).

Art. 1. *Ventes administratives. — En-gagements.—Baux administratifs.*

399. Toute contestation sur alié-nation de biens nationaux antérieure à la charte, est de la compétence ad-ministrative. —Cass. 21 mai 1827, t. 33, p. 299.

400. Les conseils de préfecture sont seuls compétents pour pro-noncer sur l'étendue des objets com-pris dans des contrats de vente de biens nationaux.—Cass. 14 fév. 1827. —Clément C. Garnier de la Jarsais.

401 L'incompétence des tribunaux cesse si les limites des propriétés vendues étant positivement énoncées, il ne s'agit plus que de statuer sur une question d'usurpation. — Mont.

(1) Nous n'avons pas eu l'inten-tion de classer dans ce chapitre les innombrables décisions rendues cha-que jour soit par le conseil d'État, soit par les tribunaux civils, sur les ques-tions de compétence administrative. Nous avons voulu indiquer seulement quelques décisions, et montrer par là la tendance de la jurisprudence sur les questions les plus usuelles et les plus intéressantes. C'est dans les ouvrages spéciaux de MM. *Cormenin*, *Macarel* et *Foucard* qu'il faut chercher des do-cuments complets sur cette matière.

12 nov. 1827. — Mathieu C. Siau. — *V. infrà*, nos 403 et 404.

402. L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur une contestation qui présente à juger le point de savoir si un terrain dont deux voisins se contestent la propriété, a été ou non compris dans la vente nationale faite à l'un d'eux; et les tribunaux ne peuvent connaître de ces sortes de contestations qu'autant que l'autorité administrative leur en a fait le renvoi.—Cass. 22 mai 1824.—Aix 29 nov. 1824, t. 27, p. 29.

403. Les tribunaux sont compétents pour connaître d'une contestation entre deux acquéreurs de domaines nationaux, lorsqu'il ne s'agit que de l'application de leurs titres et non de leur interprétation. — Paris, 2 fév. 1826. — Potier C. Bouchon.—*V.* le n° qui suit.

404. Les tribunaux peuvent connaître des questions de propriété qui sont de nature à être jugées par la simple application des actes administratifs, lorsque la clarté de ces actes dispense de les interpréter. — Cass. 15 janv. 1833, t. 44, p. 203.

405. Les difficultés qui s'élèvent sur l'application des procès-verbaux de vente nationale ne sont de la compétence de l'autorité administrative que dans le cas où leur solution résulterait nécessairement de l'acte d'adjudication lui-même, et non quand il est nécessaire de recourir pour cet effet à d'autres actes.—Cass. 13 mars 1821, t. 23, p. 80.

406. Les contestations relatives aux ventes de biens nationaux sont de la compétence des tribunaux, lorsqu'elles prennent leur source dans des actes antérieurs à la vente, et qu'elles ne peuvent pas se résoudre par la simple explication des actes administratifs qui ont préparé et effectué ces ventes. — Cass. 10 f. 1829. —De Merignac C. Duchatenet.

407. Un tribunal doit se déclarer incompétent lorsque pour juger auquel de deux acquéreurs de domaines nationaux appartient la propriété, il se voit obligé de rechercher quelle a été l'intention de l'administration dans les actes d'adjudication faits à leur profit, cette appréciation appartient à l'autorité administrative.—Cass. 26 janv. 1831. —Heuzebroc C. Noel.

408. Un tribunal est incompétent pour statuer sur une question de propriété, qui ne peut être résolue que par interprétation d'une vente nationale et d'une ordonnance du bureau des finances d'une ancienne généralité. — Cass. 13 dec. 1830. — Danjau-Paysant C. Ce Mathieu.

409. Un tribunal civil peut statuer sur les contestations relatives à l'exécution d'une adjudication administrative, s'il n'a pas besoin d'interpréter les clauses de cet acte, mais seulement d'examiner les faits qui y sont postérieurs. —Cass. 6 fév. 1832, t. 43, p. 628.

410. Lorsqu'à l'occasion de ventes nationales il s'est élevé des difficultés, et que l'autorité administrative a fixé les limites des terrains litigieux et renvoyé les parties devant les tribunaux ordinaires pour régler le mode de jouissance des propriétés, les tribunaux ne peuvent pas fixer une ligne de délimitation différente de celle établie par l'autorité administrative, sans excéder leurs pouvoirs; ils ne peuvent que statuer sur la jouissance des parties. — Cass. 29 mars 1829. — Bouvier C. Converts.

411. L'arrêté du conseil de préfecture qui, en déclarant un terrain compris dans une adjudication, réserve aux tribunaux à statuer sur les actes de jouissance et autres étrangers à la vente n'autorise pas ainsi à statuer sur la question de propriété jugée par l'acte administratif.—Cass. 19 déc. 1826. — Morel C. la comm. de Lery.

412. Le tribunal devant lequel on prétend s'inscrire en faux contre un acte présentant les caractères d'adjudication de biens nationaux, doit surseoir jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par l'administration, sur l'admission de l'inscription. — Cass. 21 mai 1827, t. 33, p. 299.

413. Il appartient aux tribunaux de décider que l'acquéreur d'un bien national n'a payé son acquisition qu'avec des créances fictives sur l'emigré, et de le condamner à compter à celui-ci, le montant de ces créances. — Cass. 5 fév. 1827. Tranche C. Sanzillon.

414. L'autorité administrative a seule compétence pour statuer sur les difficultés relatives à un décompte en matière de vente nationale. — Cons. d'Et., 20 oct. 1832. Préfet de la Seine C. Meslier.

415. Le tribunal saisi d'une question de validité d'un partage de biens communaux, doit renvoyer sur ce point les parties devant le conseil de préfecture, mais retenir la connaissance des questions de propriété et de prescription qui s'élèvent entre elles.—Lyon, 27 août 1830. t. 42, 281.

416. L'ordonnance royale qui approuve l'adjudication d'un bien communal, n'est pas un obstacle à ce que le tiers lésé par cette adjudication, s'adresse directement aux tribunaux.—Conseil d'état, 5 juil. 1826, Claisse C. la ville de Sédan et Poupart de Neuflize

417. Les tribunaux sont compétents pour juger les contestations entre un particulier et une commune sur la dépaissance de biens communaux, qui ne peuvent être décidées que par l'interprétation de titres anciens.—Cons. d'Et. 8 juin 1832, t. 4, p. 25. Ce de Suzeanne C. Julien Deloyde.

418. Toutes les contestations relatives à la propriété des domaines engagés ou ayant pour objet de prononcer sur des exceptions, aux dispositions révocatoires de la l[oi] du 14 vent. an 7, sont de la compé[tence] des tribunaux. — Cons. d'E[t.] 19 mars 1832.

419. Les tribunaux sont comp[é]tents pour statuer d'après des act[es] émanés de l'autorité publique, q[ue] la partie d'un domaine engagé n['a] pu être comprise dans les contra[ts] d'engagement.—Cass. 15 déc. 183[.] Casteilla C. commune de St-Jouli[.]

420. Les difficultés relatives [à] l'exécution d'un bail passé entr[e] l'état et un particulier, sont du re[s]sort des tribunaux ordinaires.—Cas[s.] 6 août 1829. Cont. C. Baudouin.

421....Quoique cet acte ait été pass[é] devant le maire de cette commune et qu'il attribue au conseil de préfec[ture] la connaissance des débats aux[-]quels il peut donner lieu.—Colm. 2[.] janvier 1833. Schlienger C. la vill[e] de Thann.

422. Une instance dirigée contre l[e] fermier de biens appartenant à un[e] commune, par le percepteur de[s] revenus de cette commune, est d[e] la compétence des tribunaux ordinaires.—Turin, 18 janv. 1808, t. 18, p. 893, v° *Renvoi*, n° 38.

Art. 2. *Chemins.* — *Cours d'eau.* — *Canaux.*

423. L'autorité judiciaire est seule compétente pour décider entre particuliers, si un chemin est une propriété privée ou publique.— Bourg. 18 av. 1822, t. 24, p. 107.

424. Est de la compétence des tribunaux la question de propriété qui s'élève à l'occasion d'une prétendue anticipation sur la voie publique.— Bourg. 3 janv. 1831.—Commune de Brassy C. Leuthereau. V. *suprà*, nos 255 et suiv.

425. Les habitants d'une commune ayant la possession d'un chemin vicinal, peuvent, en leur nom personnel, actionner devant les tribunaux civils, celui qui les trouble dans leur possession, et qui les empêche de passer sur ce chemin. — Bord. 11 janv. 1831, t. 45, p. 743.

426. Un tribunal ne peut s'abstenir de statuer sur une question de propriété d'un chemin entre un particulier et une commune, sous prétexte que celle-ci ne conteste pas quant à présent cette propriété et soutient qu'il n'y a lieu qu'à faire aligner le chemin par l'autorité administrative. —Cass. 5 nov. 1832. Rey C. Devillers.

427. Les tribunaux sont incompétens pour statuer sur la qualité et la largeur d'un chemin public déterminées par l'autorité administrative, mais ils peuvent prononcer sur la question de savoir à qui appartient le terrain sur lequel ce chemin est établi.—Agen, 16 fév. 1832, t. 43, p. 543.—V. *infrà*, n° 430.

428. Le droit de déterminer la largeur des chemins vicinaux appartient exclusivement à l'autorité administrative. — Bourg. 28 av. 183. Masseron C. Cordaillat.

429. L'action en bornage contre un

propriétaire qui a empiété sur un chemin vicinal, est de la compétence des tribunaux civils.—Cass. 15 nov. 1831, t. 44, p. 215.

430 et 431. Les tribunaux peuvent statuer sur la propriété d'un chemin quoiqu'il ait été déclaré vicinal, et que la largeur en ait été fixée par l'autorité administrative. — Cass. 16 fév. 1833. — Rotschild C. Ce de Jossigny.— V. *suprà*, n° 427.

432. Quoique des arrêtés administratifs aient déclaré un chemin vicinal, cependant la demande d'un particulier qui se prétend propriétaire des chemins sur lequel passe la commune, est de la compétence des tribunaux bien que les arrêtés n'aient point été réformés.—Paris, 23 janv. 1830.—Martin-Roussin C. commune de Lachy.—*V.* le n° précédent.

433. Lorsqu'un chemin a été déclaré non vicinal par l'autorité administrative, qui s'est en même temps reconnue incompétente pour statuer sur une anticipation commise sur ce chemin, les tribunaux ne peuvent plus déclarer non recevable la demande portée par un ou plusieurs riverains dans leur intérêt privé, sous prétexte qu'ils auraient fait valoir des moyens appartenant à la commune entière.—Cass. 26 fév. 1827, t. 33, p. 285.

434. Lorsque le propriétaire d'un champ à travers lequel un chemin a sa direction, assigne ceux qui y passent, afin de voir prononcer que sa propriété est exempte de toute servitude de passage, et que les défendeurs prouvent que le chemin a été déclaré vicinal par l'autorité administrative, le tribunal doit déclarer le demandeur non recevable, sauf à lui à se pourvoir administrativement. —Lyon, 2 fév. 1833. Ce d'Araudans C. Cochand.

435. Le tribunal saisi de l'action d'un propriétaire contre un maire pour empiétement de celui-ci sur la propriété du premier, à l'effet d'ouvrir un chemin vicinal, doit surseoir à statuer et renvoyer les parties à se pourvoir devant le préfet pour faire fixer les limites du chemin. — Lyon, 29 mars 1833.—Colomb C. Caiaire.

436. Lorsqu'un individu est traduit devant le tribunal de police comme prévenu d'anticipation sur une grande route, le juge doit se déclarer incompétent; c'est une contravention de grande voirie qui doit être soumise au conseil de préfecture. — Cass. 7 nov. 1825, t. 30, p. 336.

437. La contestation dans laquelle un propriétaire riverain prétend faire prévaloir ses titres sur un réglement administratif déterminant l'usage des eaux, est de la compétence de l'administration.—Cass. 28 mai 1827.— Beautier et Duval C. Fumechon.

438 et 439. C'est aux tribunaux et non à l'administration qu'appartient le droit de statuer sur les contestations qui s'élèvent entre propriétaires riverains, à l'occasion du mode d'usage d'un cours d'eau non dépendant du domaine public.—Colmar, 2 juil. 1825, t. 32, p. 339.—Besanç. 14 déc. 1826.—Montarby C. Davadans.

440. Les contraventions commises sur une rivière qui n'est ni navigable, ni flottable doivent être déférées aux tribunaux ordinaires, et non aux conseils de préfecture. — Cons. d'ét. 24 mars 1824, t. 28, p. 277.

441. Quand bien même l'administration se serait réservé, par un arrêté, de rectifier les anciens réglements par un réglement nouveau. — Cons. d'ét., 19 janv. 1825. Faber C. Velvert.

442. Les tribunaux sont compétents pour statuer sur les contestations entre le propriétaire d'un moulin et les riverains, qui ont pour objet de faire réduire, dans leur intérêt privé, la hauteur des eaux déjà déterminée par l'autorité. — Toul. 17 déc. 1832, t. 44, p. 279.

443. Les tribunaux ne peuvent connaître de l'action intentée à raison de la hauteur d'une vanne élevée dans un canal, si l'autorité administrative n'a pas encore été appelée à déterminer cette hauteur. — Cass. 28 déc. 1830. D'Argenson C. Kœchlin.

444. Les tribunaux civils peuvent statuer sur la demande en suppression d'ouvrages établis sur un cours d'eau au préjudice d'un propriétaire riverain. Renn. 14 mars 1833. Apurée C. Montgermont.

445. Les tribunaux civils peuvent statuer sur la demande en destruction d'un barrage pratiqué par un individu dans son intérêt privé, sur une rivière qui n'est ni navigable ni flottable, si, durant l'instance, l'arrêté administratif qui autorisait à le construire a été annulé — Cass. 21 fév. 1834. t. 47, p. 497.

446. Les tribunaux sont compétents pour statuer sur la demande intentée par le propriétaire d'un moulin, établi sur une rivière qui n'est ni navigable ni flottable, contre un riverain qui, en jetant du gravier, aurait empêché l'eau d'arriver à cette usine.— Poit. 5 fév. 1833 t. 47, p. 617.

447. Doit être portée devant l'autorité judiciaire, et non devant l'autorité administrative, l'action en dommages-intérêts contre le propriétaire d'un moulin, à raison du préjudice qu'il a causé aux riverains en supprimant le déversoir des eaux qui font mouvoir son usine. — Toul. 4 déc. 1832. t. 44, p. 282.

448. Les tribunaux civils sont compétents pour statuer sur la demande en mainlevée d'une opposition pratiquée par un particulier, à l'établissement d'une digue construite par un autre particulier sur un cours d'eau non navigable qui traverse leurs propriétés.—Poit. 9 mai 1833, t. 45, p. 433.

449. L'autorité judiciaire est compétente pour ordonner le curage d'un cours d'eau à l'occasion d'un procès élevé entre des propriétaires et dans leur intérêt privé.—Cass. 8 mai 1832. Tilly C. Grimaudet.

450. Quoique l'autorité administrative soit seule compétente pour ordonner la destruction d'un instrument de pêcherie établi sur une rivière, les tribunaux ne sont pas moins seuls compétents pour réprimer la contravention résultant de cet établissement.— Cass. 5 juill. 1828. Ministère public C. Larresset.

451. Extrait du décret du 22 fév. 1813, qui règle la compétence en fait de canaux. t. 10, p. 559, n° 16.

452. Les contestations relatives à un barrage construit sur un canal de desséchement appartenant à des particuliers, ne sont pas de la compétence de l'autorité administrative. —Aix, 22 nov. 1825. t. 32, p. 21.

Art. 3. *Appréciation d'actes administratifs.*

453, 454 et 455. L'interprétation des arrêtés entre particuliers en matière administrative, ne peut appartenir à l'autorité judiciaire.—Amiens, 1er août 1821, t. 23, p. 255.—Brux. 16 nov. 1826.

456. Lorsqu'un acte administratif a attribué la propriété d'un objet, la question de savoir si celui qui a possédé, en vertu de ce titre, a été possesseur de bonne foi et a fait les fruits siens, est essentiellement judiciaire; c'est une question d'*application*, mais non d'interprétation du titre administratif.—Cass. 23 mars 1824, t. 29, p. 37.

457. Un tribunal ne peut contrarier l'exécution d'un arrêté du préfet, sous prétexte d'excès de pouvoir de la part de celui-ci.— Cass. 26 déc. 1826. Mahias contre Dulesdat.

458. Un tribunal ne peut, sans violer la chose jugée et sans empiéter sur le pouvoir de l'autorité administrative, statuer sur l'illégalité d'actes administratifs sanctionnés par une ordonnance royale rendue sur le rapport du comité du contentieux du conseil d'État.—Cass. 18 avril 1835. — Hosp. de Louviers C. Triquerville.

459. Une cour ne peut s'occuper de la validité ou de l'invalidité d'arrêtés rendus par un membre de la convention nationale en mission dans les départements; au corps législatif seul appartient le droit de statuer sur les pourvois formés contre ces arrêtés. —Bourg 12 avril 1821, t. 23 p. 133.

460. Une ordonnance royale qui valide une transaction passée entre un établissement public et un particulier, ne fait point un obstacle à ce que le particulier puisse attaquer la transaction devant les tribunaux comme viciée de nullité.—Cons. d'Ét. 24 fév. 1825. Gelly contre le bur. de char. de Chirac.

461. Lorsque devant les tribunaux ordinaires, l'une des parties litigantes repousse la demande de l'autre, en se fondant sur des arrêtés et

actes du gouvernement, l'affaire devient administrative; il y a lieu d'élever le conflit, et c'est au conseil d'État seul qu'il appartient de prononcer sur le sens et les effets desdits actes.— Cons. d'Ét. 26 mars 1823, t. 28, p. 278.

462. Les tribunaux peuvent statuer sur le mérite d'une inscription hypothécaire, quoique la contestation dérive d'un acte administratif. —Paris, 12 mai 1814, t. 13, p. 176, —v° *Exploit*, n° 184.

463. Les tribunaux ne sont pas compétents pour connaître d'une demande en paiement de denrées livrées en vertu de réquisition de l'autorité administrative. — Cass. 16 mess. an 10, t. 4, p. 717. — V. *Aut. de comm.* n° 11.

464. Les tribunaux peuvent connaître de la question de savoir si les conditions sous lesquelles une ordonnance autorisait l'établissement d'un moulin ont été remplies, et de l'action tendant à contraindre le propriétaire de ce moulin à s'y conformer.—Bourg. 7 mai 1831, t. 42, p. 257.

465. Les tribunaux ne sont pas compétents pour statuer sur l'action tendant à faire révoquer un acte administratif autorisant une usine dont l'établissement diminue la hauteur des eaux qui traversent une propriété particulière. —Cass. 14 fév. 1833, t. 45, p. 758.

466. Les tribunaux ne sont pas compétents pour statuer sur une demande en cessation de travaux d'exploitation de mines, dont la continuation a été ordonnée par l'autorité administrative. — Cass. 5 juin 1828. Raclet C. Joesnin.

467. Le tribunal qui, pour juger l'opposition à une saisie-exécution, est obligé d'examiner le mérite d'un acte administratif et la légalité de l'ordre donné par un commandant militaire de procéder à cette saisie, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'administration ait prononcé sur le mérite de cet ordre. — Poit. 16 août 1833, t. 46, p. 231.

468. L'opposition à une contrainte décernée par le ministre des finances contre la caution d'un comptable et fondée sur la nullité du cautionnement, est de la compétence de l'autorité administrative.—Cons. d'état, 24 janv. 1826. Santelli.

469. Lorsqu'une saisie-exécution est pratiquée sur l'habitant d'une commune, pour le paiement d'une contribution servant à l'élévation d'un monument public, sans que le rôle, en vertu duquel on agit, soit revêtu de la formule exécutoire, un tribunal civil peut annuler cette saisie sans empiéter sur les attributions de l'administration. — Cons. d'Ét. 5 nov. 1828, t. 38, p. 26.

470. Ne s'immisce point dans les attributions de l'autorité administrative, le tribunal qui juge, d'après le certificat d'un préfet, qu'un individu n'a pas été inscrit sur la liste des emigrés.— Cass. 15 juin 1831. Faure C. de Commandaire.

471. Le tribunal, saisi de l'action de l'adjudicataire d'un droit de passage sur une rivière tendant à faire défendre à un individu de passer cette rivière même jusqu'à un certain point, n'est pas tenu de renvoyer à l'autorité administrative, quoique le défendeur excipe de ce qu'il a reçu du ministre des finances, la permission de faire la traversée pour laquelle il est actionné par l'adjudicataire.—Cass. 10 mai 1831. Baton C. Lanne.

472. Aux tribunaux, et non à l'autorité administrative, appartient le droit de juger si les habitants distraits d'une commune et incorporés dans une autre, conservent sur le quart en réserve des bois de la première, des droits de jouissance et de copropriété. Vainement on dirait qu'il s'agit d'interpréter l'ordonnance de distraction.— Cass. 20 av. 1831. Comm. Rouceux C. Ville de Neufchâteau.

473. La question de savoir si un arrêté administratif, en déclarant légitime une créance sur un émigré, et ordonnant qu'il serait délivré au créancier un certificat de liquidation admissible en paiement de biens nationaux, opère novation et libère l'émigré, n'est pas du ressort des tribunaux. — Bord. 2 avril 1827. Leblanc de Mauverin contre Dupuy.

474. Quand un débiteur en instance avec son créancier est devenu, depuis, cessionnaire contre celui-ci d'une créance du gouvernement dont le paiement a été ordonné par l'autorité administrative, et qu'il oppose en compensation cette créance à son adversaire, les tribunaux peuvent ordonner cette compensation sans empiéter sur les pouvoirs de l'auoorité administrative; en cela ils ne font qu'ordonner l'exécution d'un acte administratif, qu'ils peuvent prononcer à la charge de ne se permettre aucune interprétation de cet acte. — Cass. 17 août 1829. Lubbert C. Swan.

475. Le propriétaire du dessous d'une maison, qui obtient du maire un arrêté, contraignant le propriétaire du dessus à faire des réparations pressées pour la conservation de tout le bâtiment, peut se pourvoir aux mêmes fins contre celui-ci devant le tribunal civil. — Bourg. 9 mars 1831, t. 41, p. 646.

476. Lorsqu'un arrêté administratif n'est que l'exécution d'un jugement, il n'est pas nécessaire, pour attaquer ce jugement, de faire rapporter préalablement cet arrêté.— Poit., 2 mai 1826. Les hér. de Corat C. les hér. Scourione.

476 *bis* Un conseil de préfecture ne peut ordonner que des parties procéderont à une expertise devant un tribunal civil, pour arriver à l'interprétation d'un arrêté soumis à son appréciation : ce serait déléguer sa juridiction. — Renn. 5 mars 1834, t. 47, p. 636.

Art. 4. *Dommages-intérêts à raison d'un fait résultant d'un acte administratif.*

477. L'autorité judiciaire est seule compétente pour connaître des dommages intérêts demandés à un propriétaire d'usine, que son établissement ait, ou non, été autorisé par le gouvernement.—Cass. 10 juil. 1826, t. 32, p. 76.

478. L'autorité judiciaire est compétente pour connaître des dommages-intérêts demandés à un propriétaire d'usines, sans qu'il soit nécessaire de se pourvoir préalablement devant l'autorité administrative pour faire décider si la construction de l'établissement est vicieuse.—Cass. 11 juil. 1826, t. 33, p. 34.

479. La demande tendant à faire cesser le dommage causé par une usine, et à le faire réparer, est de la compétence des tribunaux ordinaires. —Colm. 16 mai 1827. Scherrer Zürcher et Ce. C. Robert-Bovet et Ce.

480. Les questions de dommages effectivement et réellement causées par une exploitation nuisible, sur une partie quelconque de la propriété des particuliers, rentrent exclusivement dans la juridiction des tribunaux ordinaires.—Cass. 3 mai 1827. Armand et Ce C. Talamel.

481. Les tribunaux civils sont compétents pour juger la demande en dommages-intérêts intentée contre un préfet, par des propriétaires devant la maison desquels il a arrêté que les exécutions capitales auraient lieu, mais ils ne doivent pas accueillir cette demande. — Paris, 16 nov. 1833.

482. L'appréciation du dommage causé au propriétaire d'une usine, qui se trouve privé d'eau par suite de l'établissement d'un canal, est de la compétence du conseil de préfecture. — Cons. d'ét., 8 juin 1832.

483. La demande tendant à ce que les eaux d'une fabrique soient détournées et à des dommages-intérêts pour diminution de jouissances et moins-value de propriété, est une question de propriété qui rentre éminemment dans les attributions des tribunaux ordinaires. — Cass. 3 mai 1827. Armand et Ce C. Talamel.

484. Les tribunaux civils peuvent connaître de l'action en dommages-intérêts, formée contre le propriétaire d'un moulin, à raison du préjudice causé par la trop grande élévation des eaux, lors même que cet exhaussement résulterait de travaux ordonnés par l'arrêté administratif permettant l'existence de ce moulin. — Cass. 2 janv. 1832, t. 42, p. 256.

485. Les tribunaux civils ne peuvent refuser de statuer sur les demandes en dommages-intérêts à raison du préjudice causé par la hauteur des eaux du moulin, quoiqu'elle

n'ait pas été réglée par l'autorité administrative. —Cass. 5 mars 1833.

486. Les actions pour dommage causé par des ouvrages placés sur des rivières flottables à bûches perdues, sont de la compétence des tribunaux civils —Aix, 7 janv. 1832, t. 43, p. 573.

487 Lorsque les eaux d'un étang ont inondé les champs voisins par suite de l'exhaussement du déversoir, contrairement à des réglements anciens, l'action en indemnité est de la compétence judiciaire.— 9 mai 1827. Luden C. Chaix.

488. Un propriétaire peut actionner en dommages-intérêts devant les tribunaux, celui qui, avec l'autorisation d'un arrêté du pouvoir administratif, a fait des travaux à la chaussée d'un étang. — Cass. 23 mai 1831, t. 41, p. 614.

489. Est de la compétence des tribunaux civils la demande en indemnité intentée par une compagnie autorisée à construire un canal, contre une autre compagnie qui ouvre un canal nouveau à son préjudice, après avoir reçu une pareille autorisation.—Paris, 16 avril 1831. Ce d'Orléans C. Chateaubourg.

490. La demande intentée contre l'état par les concessionnaires d'un pont, à raison du dommage causé par la construction d'un pont nouveau, est de la compétence de l'autorité administrative. —Cons. d'ét. 8 nov 1833.

491. L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur les demandes en réparation et en répression des dégradations commises par un particulier à des travaux de dessèchement de marais communs. — Bord. 22 mai 1833. Lanoix C. Chavaille.

492. Les tribunaux ne sont pas compétents pour statuer sur une demande en dommages-intérêts résultant de travaux faits en exécution d'une décision administrative.—Cass. 5 juin 1828. Raclet C. Goessuin.

493. Les demandes en indemnité due à des tiers par suite des travaux ordonnés par l'administration, ou exécutés sous sa surveillance, sont de la compétence de l'autorité administrative. —Cons. d'ét. 16 nov. 1832, t. 4. p. 141.

494. C'est devant les tribunaux, et non devant les autorités administratives, que doivent être portées les réclamations des particuliers qui ont à se plaindre de torts et dommages procédant d'un fait personnel d'un entrepreneur de travaux publics. —10 janv. 1826, t. 29, p. 13.

495. Sont de la compétence du conseil de préfecture, et non des tribunaux, les actions intentées pour dommages causés par le fait personnel des entrepreneurs de travaux publics, lors même que ces travaux auraient été faits dans un local désigné par l'administration. —Bourges, 3 mars 1831. Gabet C. Camus.

496 La connaissance des demandes en dommages-intérêts des propriétaires, à raison du préjudice à eux causé par le fait personnel des entrepreneurs de travaux publics, appartient exclusivement aux conseils de préfecture.—Gren 9 juil. 1832. Seguin C. Baboy.

497. Le voiturier sous la voiture duquel un pont s'est enfoncé, ne peut actionner l'état en dommages-intérêts que devant l'autorité administrative. — Cons. d'ét. 27 août 1833. Préfet du Nord C. Questel.

498. La demande en dommages-intérêts dirigée contre un percepteur des contributions pour contraintes vexatoires par lui exercées, est du ressort de l'autorité administrative —Bord. 17 juin 1830, t. 39, p. 333.

499. Lorsque, par l'erreur d'un employé de l'administration, un individu a été condamné à payer ce qu'il ne devait pas, cet individu peut porter devant les tribunaux ordinaires, sa demande en dommages-intérêts contre l'administration.—Cass. 30 janv. 1826. L'adm. des dom. C. Teutsch

500. Les tribunaux ordinaires sont compétents pour connaître du dommage causé à autrui par voies de fait, quoique l'auteur du dommage prétende que sa conduite a été provoquée par la violation à son préjudice d'un arrêté administratif. — Cour d'Agen, 23 déc. 1824. Crespy et consorts C. Abadie.

501 et 502. Le règlement des indemnités dues à raison des dommages, qui est la conséquence directe d'une expropriation, est de la compétence des tribunaux, mais l'appréciation des effets de travaux d'utilité publique, et la fixation des indemnités dues à raison du dommage qui ne résulte pas de l'expropriation, appartiennent à l'autorité administrative. — Cons. d'ét. 29 mai 1832.

Art. 5. *Questions diverses* (1).

503. Un tribunal ne doit pas surseoir à statuer sur une question à lui soumise et depuis soumise à l'autorité administrative, si des arrêts passés en force de chose jugée ont reconnu qu'il était compétent pour la résoudre. —Cass. 4 juin 1832. — Vérac C. Cezan.

504. Un tribunal qui s'est déclaré incompétent sur le motif que la contestation était du ressort de l'autorité administrative, peut, plus tard, être ressaisi du litige, lorsque les motifs qui rendaient l'administration seule compétente ne subsistent plus. — Cass. 1er juill. 1829. — Vérac et Manara C. Cezan.

505 Ordonnance du roi sur l'adjudication publique du service des fourrages, et le mode de jugement des contestations sur l'exécution des marchés.—4 mars 1831, t. 41, p. 479.

(1) *V.* Nos observations *suprà*, p. 177. v° *Demandes nouvelles*.

506. Décret qui règle les formes à suivre pour contraindre les entrepreneurs et fournisseurs qui ont passé des marchés avec des agens de l'Etat, à exécuter leurs engagements. — 4 mars 1793, t. 22, p. 2, n° 3.

507. Sont de la compétence des tribunaux, les contestations entre les créanciers et les sous-traitants de celui qui s'est rendu adjudicataire des travaux à faire à un édifice communal, quoique le cahier des charges porte que celui ci sera justiciable du conseil de préfecture, pour toutes les contestations relatives à l'adjudication -Nîmes, 1er fév. 1831, t. 40. p. 187.

508. Le conseil de préfecture est seul compétent pour statuer sur les contestations relatives à des travaux entre les propriétaires d'un terrain et l'entrepreneur d'un chemin de fer, si ces travaux n'ont pas pour objet l'occupation définitive du terrain, mais des fouilles nécessaires pour la confection du chemin.—Lyon, 25 mars 1830, t. 44, p. 212.

509. La revendication d'un droit d'usage sur des biens communaux est de la compétence des tribunaux civils. — 24 janv. 1824. — Comm. d'Octeville C. Toussaint.

510. La contestation entre un évêque et un directeur de séminaire, que cet évêque veut faire déguerpir après l'avoir destitué, est de la compétence des tribunaux, si le directeur se prétend copropriétaire du séminaire.—Colm 28 janv. 1831, t. 41, p 415

511. Lorsqu'il s'agit d'une rente dont la propriété est revendiquée par une commune et un hospice, les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour prononcer sur la contestation.— Cons.d'état, 16 juin1824, t. 28, p. 278.

512. Lorsqu'il s'élève une question de privilége entre le domaine et un créancier particulier, à raison de l'application du produit de la vente des biens d'un condamné, c'est aux tribunaux à en connaître. —Avis du comité des finances, 23 mars 1821, t 23. p. 98.

513. Toute contestation relative au recouvrement des contributions directes, entre un percepteur et ses contribuables, ne peut être jugée que par l'autorité administrative — Cons. d'ét. 23 juin 1824, t. 28, p. 279 — V. *infrà*, n° 540.

514 En matière de contributions directes, lorsqu'il n'y a pas de contestations sur l'assiette ou la quotité de la contribution due pour un immeuble vendu, mais qu'il s'agit seulement du recouvrement des contributions de l'année échue et de l'année courante, dues par le propriétaire exproprié, ce recouvrement doit être poursuivi *devant les tribunaux*, à la diligence du percepteur, et avoir lieu par privilége sur le prix de l'immeuble adjugé, conformément aux règles prescrites par

le Code de procedure civile.—Cons. d'état, 22 janv. et 30 juin 1824. — .28, p. 279.

515. Les tribunaux ne sont pas compétens pour statuer sur une action intentée à raison de ce que, par suite d'une erreur dans la confection des rôles des contributions, le demandeur soutient avoir payé les impositions dues par le défendeur, et lui en demande restitution —4 mars 1828, t. 35, p. 205.

516. La demande en remboursement d'une somme que le contribuable prétend avoir payée de trop à son percepteur, n'est pas de la compétence des tribunaux civils; elle doit être portée devant les corps administratifs. — Toul. 30 janv 1824, t. 26, p.38.

517. Décret du 24 juin 1808, qui décide que la question de savoir si le recouvrement d'une taxe dont le produit était destiné à compléter le traitement des juges, a été légalement opéré, ne peut être résolue que par l'autorité administrative. —t. 9, p. 179, n° 33.

518. L'autorité administrative est seule compétente pour connaître des contestations relatives aux comptes rendus par le trésorier d'une fabrique. Les tribunaux civils ne sont compétents que pour contraindre le trésorier à rendre ses comptes, ou à en payer le reliquat. — Cass. 9 juin 1823, t. 25, p. 198.

519. Les tribunaux sont compétents pour prononcer sur la validité d'un acte de naissance, à l'aide duquel un conscrit s'est fait libérer au préjudice de celui qui avait le numéro suivant; mais en reconnaissant qu'il y a eu erreur de la part du conseil de révision, ils ne peuvent point décider que l'individu libéré fera partie du contingent —Nîm.15 janv.1820,t.22, p. 125, n° 158. — V. *infrà*, n° 523.

520. Le tribunal correctionnel saisi des poursuites du ministère public contre le remplaçant d'un conscrit qui, dans l'acte de remplacement, a déclaré faussement à celui-ci qu'il n'était pas marié, est compétent pour prononcer la nullité de cet acte.— Lyon, 12 déc. 1833, t. 11, p. 329

521. La question de savoir si le père d'un jeune homme, appelé par la loi, est septuagénaire, doit être jugée contradictoirement avec le préfet, et celui-ci pourrait former tierce opposition au jugement, s'il était rendu sans qu'il eût été appelé. —Cass.6 mars 1827, t. 35, p.69.—*V*. v° *Appel* des arrêts qui décident que le ministère public peut dans certains cas, agir au nom du préfet.

522. Les tribunaux sont compétents pour connaître de l'action en dommages-intérêts d'un remplaçant contre un remplacé fondée sur ce que le consentement lui aurait été surpris par dol, si d'ailleurs le remplaçant n'attaque pas son engagement. — Renn. 24 août 1820, t.22, p. 135, n° 166.

523 Le tribunal, à la décision duquel est soumise la question de savoir si un individu inscrit sur les listes du recrutement est Français, doit statuer uniquement sur cette question d'état, et le conseil de révision a seul droit de décider que le conscrit jugé étranger ne peut servir dans l'armée française. — Cass. 11 août 1829, t. 40, p. 85 —V. *suprà*, n° 519.

524. L'action d'un maire en démolition d'une maison qui compromet la sûreté publique, est de la compétence des tribunaux civils.—Toul. 25 mai 1830, t. 40, p. 80.

525. Un tribunal peut faire entrer dans l'indemnité accordée au propriétaire dépossédé pour cause d'utilité publique, les frais de la construction d'un mur jugé nécessaire pour soutenir les terrains qui lui restent, lors même que ces terrains bordent une route, il n'est pas porté atteinte à l'autorité administrative par l'estimation des frais de mur à construire.—Cass. 21 fév. 1827. Le préfet de l'Hérault C. Cormary et Terral.

526. C'est à une commission spéciale, et non aux tribunaux ordinaires, qu'il appartient de juger les contestations élevées entre le propriétaire d'un terrain compris dans le périmètre d'une concession de marais à dessécher, et les entrepreneurs du dessèchement à l'occasion des travaux exigés pour cette opération. —Cass. 4 juil. 1832, t. 43, p. 556.

527. Les tribunaux civils sont compétents pour statuer sur la question de savoir si un receveur des hospices est responsable de la gestion d'un tiers substitué à recevoir, en vertu d'une autorisation administrative des hospices. — Cass. 10 juil. 1827. — Hosp. de Rouen C. les hér. Lemoine.

528. Le capitaine d'un vaisseau étranger, qui veut faire régler les avaries qu'il a éprouvées, doit s'adresser pour la nomination des experts, au consul de sa nation, et ce n'est qu'à défaut de consul qu'il peut recourir au juge du lieu. — Aix, 2 mai 1828, t. 40, p. 25.

529. Un commissaire des classes de la marine, poursuivi comme coupable d'arrestation arbitraire pour un fait étranger à la police des classes, est justiciable des tribunaux ordinaires.—Cass.14 juil.1827 —Minist. pub. C. Offret.

530 Une cour royale peut, en matière d'élections, et sans avoir égard à un conflit élevé par le préfet, se déclarer incompétente à raison de la matière. — Montp. 16 nov. 1827. — Pellet C le préfet de l'Hérault.

531. C'est à l'autorité judiciaire, et non à l'autorité administrative, qu'il appartient de statuer en définitive sur une question de domicile réel, en matière électorale.—Paris, 12 nov. 1827.

532. Ce n'est pas à l'autorité administrative, mais bien à l'autorité judiciaire, à décider la question de savoir comment doit être entendue la disposition qui autorise la belle-mère a faire porter ses contributions sur son gendre, à défaut de fils et de petit-fils, aux fins de lui conférer la qualité d'électeur.—Lim.14 oct.1827.

533. Le fait imputé à un prêtre d'avoir diffamé en chaire, ne peut être poursuivi que devant le conseil d'état. —Cass. 25 août 1827.—Ministère public C. Guillermain.

534. Lorsque l'action récursoire dirigée contre une commune prend source dans un engagement contracté par le demandeur, pour l'utilité de la commune, à une époque où il était administrateur, l'autorité administrative est seule compétente. —28 fév. 1827. — Mariotte et Roger C. la comm de Thors.

535 Lorsqu'une question relative à la propriété des dépouilles mortelles d'un individu est portée devant les tribunaux, ils doivent se borner à interpréter les actes et à déterminer les droits des parties, mais ils ne peuvent prescrire les mesures à observer pour l'inhumation ou l'exhumation, dans l'intérêt de la décence et de la salubrité publiques : ces mesures ne peuvent être réglées que par l'autorité administrative — Ord. roy. 2 août 1823, t. 25, p. 285.

536. La question de savoir si des arbres plantés par un seigneur l'ont été par lui en cette qualité ou en qualité de propriétaire, appartient aux tribunaux ; élevée incidemment devant l'autorité administrative, elle peut être renvoyée comme préjudicielle devant l'autorité judiciaire. — Cass. 1er mai 1827, t. 33, p. 167.

537. La question de savoir si des droits d'usage reconnus à une commune dans une forêt particulière sont d'une nécessité absolue pour elle et non rachetables, est de la compétence du tribunal civil et non du conseil de préfecture.—Colm, 6 août 1831, t. 42, p. 265.

538. La concession d'une mine est compétemment faite par une ordonnance royale, lors même qu'elle n'aurait pas été précédée des formalités prealables. — L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur la question de savoir si l'ordonnance de concession d'une mine a été précédée des formalités légales.—Cass. 28 janv. 1833. — Préfet de la Haute-Saône C. Parmentier.

539. Les tribunaux civils sont compétents pour régler l'effet de la prolongation d'un brevet d'invention accordé par le gouvernement. — Paris, 10 oct. 1832, t 44, p. 39

540. L'autorité administrative a seule compétence pour statuer sur des contestations élevées entre un percepteur et un propriétaire sur les contributions réclamées contre celui-ci comme ne s'étant pas assuré si son locataire s'en était libéré avant de quitter les lieux loués.—Nîm. 22 avr. 1832, t 27, p 377.—V. *suprà*, n° 513.

TRIBUNAUX DE COMMERCE (1).

C. 1er. ORGANISATION, COMPOSITION ET POUVOIR DU TRIBUNAL DE COMMERCE, 1 à 20. — C. 2. COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE EN GÉNÉRAL. — A. 1. Compétence à raison de la qualité des personnes. — § 1er. *Quels individus sont réputés commerçants*, 21 à 51. — § 2. *Actes qui sont soumis au tribunal de commerce à raison de la qualité de ceux dont ils émanent*, 52 à 90.—§ 3. *Des femmes et des héritiers des commerçants*, 91 à 95. — § 4. *Des commis et des ouvriers*, 96 à 113.—A. 2. Compétence des tribunaux de commerce à raison des actes qui leur sont soumis. § 1. *Des actes de commerce en général*, 114 à 155.—§ 2 *Compétence à raison d'actes qui ne constituent pas par eux-mêmes des actes de commerce*, 156 à 189.—C. 3. COMPÉTENCE RELATIVE A QUELQUES CAS SPÉCIAUX — A. 2. Billet à ordre et lettre de change.—§ 1. *Billet à ordre*, 190 à 247. — 22 *Lettre de change*, 248 à 289 —A. 2. Contestations entre associés, 290 à 335 —A. 3. Compétence en matière de faillite, 336 à 362.—C. 4 COMPÉTENCE TERRITORIALE — A. 1. De quel tribunal un commerçant est-il justiciable à raison de sa seule qualité de commerçant? 363 à 365 —A. 2. Compétence en cas de vente, 366 à 398. — A. 3. Effet de commerce, 399 à 412.— A. 4. Réglements de compte, 413 à 423 —A. 5. Marchés conclus par commis-voyageurs. 424 à 433. — A. 6. Mandataires.—Consignataires. — Destinataires. —Commissionnaires. — Voituriers. — Capitaines de navire, 434 à 456. — A. 7. Société, 457 à 467. — A. 8 Faillite, 468 à 489. — C. 5 PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE. 490 à 581.—C. 6. COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE RELATIVEMENT A L'EXÉCUTION DE LEURS JUGEMENTS, 582 à 495.

---

(1) *V. Arb.* 121 et *s.*, 449 et *s.*, 516.—*Arbitres* 106. — *Aud.* 25. — *Aut. de femm.* 85 —*Cont. par corps.* 182 et *s.*, 302 et *s.*, 360. — *Dés.* 19, 39.—*Enq.* 96.—*Enreg.* 68. — *Evoc.* 27 et *s.*—*Exced.* 150, 43 et *s.*, 136, 29 et *s.*—*Exéc.* 84 et *s.*—*Exéc. prov.* 96 et *s* —*Exp.* 10, 96 et *s.* — *Expl.* 343 et *s.*—*Greffe*, 39 et *s.* — *Huis.* 54.—*Interr. s f. et a.* 48.—*Interv.* 95, 109 —*Jug.* 10, 96, 426, 442, 453, 29, et *s.*, 67, et *s.* 138 et *s*, 433 et *s.*, —*Jug. par déf.* 178, 201, 343 et *s.*— *Min. pub.* 51 et *s.*—*Offres réelles* 47 et *s* —*Plaid.* 9 —*Réc.* 59 —*Rég. de jug* 5.—*Req. civ.* 87, 2 —*Renv.* 59 et *s* —*Res.* et *s.*, 230, 308 — *Sais. ar.* 173 et *s.*—*Sig.* 91. — *Trib.* 79 et *s.*, 323 et *s.*

CHAP. I. *Organisation, Composition et Pouvoirs des tribunaux de Commerce.*

1. Décret du 6 oct. 1809, contenant l'organisation des tribunaux de commerce, t. 10, p. 53 n° 8.

2. Ordonnance du roi, du 9 décembre 1827, portant établissement d'un tribunal de commerce à Evreux, département de l'Eure, qui devra être composé d'un président, de trois juges et de deux suppléants.— t. 34, p. 54.

3. Ordonnance du roi, du 22 février 1829, qui établit un tribunal de commerce à Elbeuf (Seine-Inférieure), et en fixe les limites à celles du canton lui-même.—t. 36, p. 347.

4. Ordonnance du roi, du 3 juin 1829, qui établit deux tribunaux de commerce dans l'arrondissement d'Argentan, l'un dans la ville d'Argentan, l'autre dans celle de Vimoutiers.— t. 36, p. 351.

5. Avis du conseil d'Etat, du 26 janv. 1808, approuvé le 5 fév. suivant, sur la question de savoir s'il est nécessaire, pour être élu juge d'un tribunal de commerce, d'exercer actuellement le commerce.—Rés. négativ. 22, p. 200, n° 26.

6. La disposition de l'art. 620 du Code de commerce, relative à l'élection du président du tribunal de commerce, choisi nécessairement parmi les anciens juges, n'est pas applicable à la première formation des tribunaux de commerce, dans les lieux où il n'en existait pas avant le décret d'organisation judiciaire. — Avis du cons. d'Et. du 18 déc 1810, t. 22, p. 248, n° 67.—*V.* M. F. L. t. 5, p. 695.

7. L'institution peut-elle être refusée aux juges de commerce élus par les assemblées de commerçants. conformément à la loi?—Non, à moins que la nomination ne soit pas régulière, ou que les élus n'aient pas les qualités que la loi requiert, CARR. *Comp.* t. 2, p. 507, n° 482. M. PARDESSUS, t. 5, p. 6, pense que des reproches d'indignité ou d'inconduite pourraient faire refuser l'institution, mais ce serait rendre illusoire le mode d'élection accordé par le législateur. —t. *J. A.* 22, p. 380 n° 216.

8 et 9. N'est pas nul le jugement rendu par un tribunal de commerce auquel ont concouru des juges qui siégeaient depuis plus de deux ans, parce que leurs successeurs ne les avaient pas remplacés.—Colm. 31 déc. 1830, t. 40. p. 333.—*V.* l'opinion contraire de M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 480, n° 502.— *V.* aussi *J. A.* t. 22, p. 381, n° 217. et *infrà*, n° 16.

10. Est nul le jugement d'un tribunal de commerce, rendu par un juge titulaire et trois juges suppléants, ou bien par quatre juges titulaires et un juge suppléant. — Colm. 31 déc. 1831, t. 43, p. 732.

11. Un jugement d'un tribunal de commerce rendu par deux juges et un suppléant qui y assistaient et concouraient, et avec l'assistance d'un autre suppléant, est régulier, et ses dispositions doivent être maintenues.—Orl. 11 avr. 1821, t. 15, p. 167, v° *Jugement*, n° 196.

12. Mais est nul le jugement rendu par des juges de commerce, au nombre desquels siégeait un particulier qui avait été juge suppléant, mais qui n'avait plus aucun caractère légal, lorsque d'ailleurs, ce jugement ne constate point le déport des juges suppléants qui auraient pu connaître de la contestation.—Renn. 5 mars 1811, t. 15, p. 91, v° *Jugement*, n° 96. — *V.* M. CARR. t. 1, p. 271, n° 495.

13. Un tribunal de commerce ne peut s'adjoindre des négociants qui ne sont pas suppléants du tribunal. —Renn. 8 sept. 1815, t. 15, p. 118, v° *Jugement*, n° 194.

14. Décidé cependant qu'un tribunal de commerce est valablement constitué lorsqu'il est composé d'un seul juge en charge et de deux commerçants notables. — Poit. 2 déc. 1824, t. 27, p. 242.

15. Lorsque des juges d'un tribunal de commerce se récusent après les plaidoiries, le tribunal peut, pour se compléter, appeler des suppléants en présence desquels elles ont eu lieu, sans qu'il soit nécessaire de les recommencer.—Paris, 24 août 1833, t. 46, p. 159.

16. Un juge d'un tribunal de commerce peut continuer ses fonctions et rendre des jugements valables, jusqu'à ce qu'il ait connaissance officielle de la nomination de son successeur, encore que celui-ci ait antérieurement au jugement rendu, prêté serment devant la Cour royale.— Lim. 18 juill. 1823, t. 15, p. 168, n° 198 —V. *suprà*, n° 8.

17. Le juge-commissaire d'une faillite peut concourir au jugement des contestations qu'elle fait naître.— Rouen. 16 fév. 1829, t. 39, p. 284 — *V.* MM. PARDESSUS, Cours de droit comm. 3e éd. n° 1142; BOULAY PATY, des faillites, n° 118. DELVINCOURT, note de la p. 150.

18. Un tribunal civil, saisi comme juge de commerce, peut valablement juger une affaire commerciale, au jour destiné aux affaires purement civiles.—Metz, 21 janv 1812. t. 22, p. 272, n° 93.—Telle est l'opinion de M. CARR. Comp. t. 2, p. 498, n° 475.

19. Un tribunal de commerce excède ses pouvoirs, soit en prononçant en premier et dernier ressort, condamnation à l'amende de 1,500 fr., soit en défendant à un individu agent de change, de continuer ses fonctions. — Cass. 2 pluv. an 9, t. 22, p. 159, n° 3.

20. Les tribunaux de commerce ne sont pas exclusivement investis du pouvoir de connaître des affaires commerciales.—Brux. 8 juin 1822.

CHAP. II. *Compétence des tribunaux de commerce en général.*

Art 1. *Compétence à raison de la qualité des personnes.*

1. *Quels individus sont réputés commerçants ?* (1)

21. Est justiciable du tribunal de commerce, et contraignable par corps, l'individu qui, dans divers actes, a pris la qualité de négociant, et qui l'a reçue d'un jugement auquel il a laissé acquérir force de chose jugée. — Gren. 31 août 1832, t. 46, p. 182.

22. Est justiciable du tribunal de commerce, et contraignable par corps, en qualité de commerçant, celui qui achète des immeubles pour revendre en détail les bestiaux, les bois et les matériaux en provenant, surtout, lorsque dans le public, il passe pour négociant, à cause d'un grand nombre de billets négociables, souscrits par lui, de ses rapports avec des maisons de banque, lorsqu'il a pris cette qualité dans divers actes, et qu'elle lui a été donnée par des jugements qu'il n'a point attaqués. — Bourges, 19 mars 1831. — Caen, 12 janv. 1830, t. 42, p. 625.—*V. ibid.*, les observations, *V. infrà*, n° 315.

23. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître d'une demande intentée contre un armateur de navire, en paiement du bénéfice résultant des actions créées pour l'armement.—Paris, 1er août 1810, t. 22, p. 246, n° 64.—M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 604, n° 520, pense que l'armateur de navire ne doit être réputé commerçant que lorsqu'il se livre habituellement à ce genre de spéculation commerciale.

23 *bis*. Le passager n'est pas justiciable des tribunaux de commerce, selon M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 604, n° 519.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu *le fait de la mer* sont-elles soumises à la même juridiction? *V.* M. LOCRÉ, t. 8, p. 280, 282; PARDESSUS, t. 1, p. 67, et CARR. *Comp.* t. 2, p. 601, n° 515.

24. Les compagnies d'assurances mutuelles contre l'incendie ne sont point justiciables des tribunaux de commerce. — Douai, 4 déc. 1820, t. 22, p. 176, n° 211. V. *infrà*, nos 244 et 319.

25. Les entrepreneurs de transports militaires sont justiciables des tribunaux de commerce. — Cass. 6 sept. 1808, t. 22, p. 209, n° 31. — Lyon, 19 janv. 1833. Fabre C. Montalan. — *V.* MM. M. Q. D.-T. C. v° *Trib. de comm.* p. 531, § 5; CARR. *Comp.* t. 2, p. 578, n° 510; B. S. P. p. 59, n. 76, n° 1.—Celui qui n'exécuterait les transports qu'avec les fonds et pour le compte du gouvernement, ne serait pas justiciable du tribunal de commerce; c'est l'opinion de M. CARR. *Loc. cit.* que nous adoptons.—V. *infrà*, n° 146.

M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 579, n° 511, examine la compétence du tribunal de commerce, à l'égard des fournisseurs de l'état.

26. Un entrepreneur des pompes funèbres est justiciable des tribunaux de commerce, pour les fournitures relatives à son entreprise.—Cass. 9 janv. 1810, t. 22, p. 223, n° 52.—Telle est aussi l'opinion de M. F. L. t. 1, p. 49.

27. Le fermier d'un octroi est un comptable qui, à raison des engagements pris avec ses préposés, est justiciable du tribunal de commerce.—Cass. 12 mai 1814, t. 22, p. 314, n° 137.

28. Le commissionnaire patenté peut assigner son commettant devant le tribunal de commerce.—Aix, 29 oct. 1813, t. 22, p. 308, n° 131.

Il faudrait décider autrement s'il s'agissait d'une action intentée par un commissionnaire contre un commettant non commerçant. *V.* dans le sens de cette opinion M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 572, n° 507. A l'égard des tiers qui ont traité avec le commissionnaire, v° M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 573, n° 508.

29. Les maîtres de poste sont-ils justiciables du tribunal de commerce pour les engagements qu'ils contractent relativement à leur état?—Non. — Orl. 13 avr. 1812 —Brux. 30 avr. 1812.—Oui.—Paris, 6 oct. 1813, t. 22, p. 280, n° 101.—Pour l'affirmative, *V.* M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 550, n. 38.

30. Les pépiniéristes ne sont pas justiciables des tribunaux de commerce —Metz, 4 août 1819, t. 22, p. 365 n° 194.

31. En est-il de même du propriétaire d'une manufacture dont le travail ne s'exerce que sur des matières provenant de sa propriété?

La négative est adoptée par MM. CARR. *Comp.* t. 2, p. 566, n° 501; PARDESSUS, t. 1, n° 78, V. *J. A.* t. 22, p. 281, n° 219.

32 et 33. Le propriétaire qui fabrique du sucre indigène pour tirer meilleur parti de ses terres, n'est pas justiciable du tribunal de commerce. —Douai, 22 juill. 1825. Rodez C. Pourchaux, et 21 juill. 1831.

34. Est justiciable du tribunal de commerce, l'individu qui exploite une mine dans un terrain dont il n'est point propriétaire, quoique cette mine ne lui ait point été concédée.—Montp. 20 août 1833, t. 47, p. 464.

35. Le meunier qui exerce en outre l'état de marchand de grains et de farine, est justiciable des tribunaux de commerce —Cass. 26 janv. 1818, t. 22, p. 353, n° 173.—Telle est l'opinion de M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 546, n. 29.

36. Mais les boulangers ne sont pas réputés commerçants, et comme tels, compris dans l'exception portée au décret du 17 mars 1808, relat. aux obligations souscrites au pro[fit] des Juifs.—Cass. 28 fév. 1811, t. 2[2], p. 250, n° 69.—*V.* M. B. S P. p. 5[9], mot 76, n° 2. Cette décision para[ît] mal rendue à M. CARR. *Comp.* t. [2], p. 542, § 4. Son avis nous para[ît] devoir être suivi —*V.* le n° qui sui[t].

37. Le tribunal de commerce e[st] compétent pour connaître de la de[mande] formée par un meunier cont[re] un boulanger, du prix de la moutur[e] qu'il a entreprise des grains que ce[lui]-ci lui a remis.—Brux. 10 déc. 1829. Devos C. Deraedt. — V. le n° qui précède.

38. Un boucher doit être considér[é] comme marchand, et est par suit[e] passible de la juridiction commer[ciale]—Aix, 15 janv. 1825, t. 28, p. 253.

39. L'artisan ne peut être réput[é] commerçant, dans le sens des art. 1er et 60 C. de comm. — Lettre du ministre de la justice, 7 avr 1811 t. 22, p. 257, n° 75 —*V.* M. B. S. P. p. 59, n. 76, 2.—V. *infrà*, n° 96.

40. Le marchand charron est dans la classe des commerçants, et en conséquence il est passible de la juridiction commerciale.—Metz, 8 mai 1824, t. 28, p. 222. —V. *infrà*, n° 220.

41. Est commerçant et justiciable des tribunaux de commerce, celui qui emprunte, soit pour les besoins de sa profession de tonnelier, soit pour des pacotilles qu'il aurait transportées dans les colonies —Bord. 26 juin 1829. Derode C. Lafon.

42. Le porteur d'eau avec tonneaux à bras est justiciable du tribunal de commerce et contraignable par corps, à raison de la vente qu'il a faite de son fonds. — Paris, 15 juill. 1831. Jubin C. Lacombe.

43. Un aéronaute n'est pas justiciable des tribunaux de commerce, s'il ne s'est jamais livré à des entreprises de fêtes publiques.—Paris, 1er août 1832, t. 44, p. 119.

44. Un pharmacien est commerçant, et justiciable des tribunaux de commerce. — Nîm. 25 mars 1829. Mulbec C. Dufis. *V. infrà*, n° 133.

45 et 46. Un maître de pension n'est point négociant, ni par conséquent justiciable du tribunal de commerce. —Paris, 11 juill. 1829, t. 41, p. 524. —Paris, 19 mars 1831, t. 42, p. 251, *V. infrà*, nos 136, 137, et 213.—*V.* le n° qui suit.

47. Le maître d'un pensionnat établi avec autorisation de l'Université ne peut être considéré comme commerçant, ni comme tel être mis en accusation pour banqueroute.—Cass. 23 nov. 1827. Ruault C. le min. p.— *V.* le n° qui précède.

48. L'individu qui reçoit quelques personnes de choix à sa table, n'est pas, par cela seul, justiciable du tribunal de commerce. — Lim. 16 fév. 1833. Taraud C. Racaud.

49. Le peintre ne fait pas un acte de commerce en achetant les couleurs

---

(1) Il est utile de consulter notre mot *Contrainte par corps*, auquel se trouvent rapportés plusieurs arrêts qui ne prononcent la contrainte que par le motif que la matière est commerciale.

t la toile qui servent au tableau u'il veut vendre; mais celui qui chèterait les tableaux pour les revendre ferait un acte de commerce — 22, p. 281, n° 218, Carr. Comp. 2, p. 448, n° 492 et 493, et Pardessus, t. 1, p. 17.

50. Un auteur qui fait imprimer n ouvrage pour le vendre, n'est pas usticiable du tribunal de commerce, iême pour les fournitures qui lui nt été faites.—Paris, 4 nov. 1809, er déc. 1809, t 22, p 230, n° 50.

Telle est l'opinion de MM. Carr. Comp. t 2, p 548, n° 494; Pardessus, t. 1, p. 12 et 16; et B. S. P. p. 59, n. 76. A l'égard de l'auteur et le l'éditeur d'un journal, V. MM Pardessus, t. 1, p. 17; Carr. Loc. it n° 495.

51. Les acteurs qui manquent aux ngagements qu'ils ont contractés vec un directeur de spectacle, peuent être poursuivis devant les triunaux de commerce qui sont comsetents pour les juger. — Paris, 11 uill. 1825, t 30 p 237. MM. Pardessus, t. 1, p. 66, n° 46. Vincent, Législation commerciale, t. 1, p. 135, professent une opinion contraire. On peut leur opposer M. Paillet, t. 1, p. 528.

§ 2. *Actes qui sont soumis au tribunal de commerce, à raison de la qualité de ceux dont ils émanent.*

52 Il ne suffit pas de prendre la qualité de commerçant pour devenir usticiable du tribunal de commerce, l faut en outre faire des actes de commerce.—Cass. 15 mai 1815, t. 22, p. 325. n° 151. — V. M. B. S. P. p. 59, n. 76.

53. Un simple billet non négociable, souscrit par un commerçant, le rend justiciable du tribunal de commerce, et contraignable par corps, si une cause étrangère au négoce n'y est pas énoncée —Paris, 23 juin 1807. — 6 déc. 1814, t. 22, p. 195, n° 22. — V. dans le même sens M. Carr. Comp. t. 2, p. 639, n° 531. —V. *infrà* nos 57 et 223.

54. Une simple reconnaissance, souscrite par un négociant au profit d'un autre négociant, rend le premier justiciable du tribunal de commerce. — Paris, 12 fév. 1814, t. 14, p. 450, no 43.

55 Le billet souscrit par un non commerçant au profit d'un commerçant, et causé *valeur reçue en marchandises*, n'est pas nécessairement un acte de commerce dont la connaissance appartienne aux juges consulaires, et pouvant entrainer la contrainte par corps, lorsque l'achat, cause du billet, a été fait pour l'usage de l'acheteur. — Paris, 10 déc. 1829. D. C. Billchut.

56. Le tribunal de commerce est incompétent pour connaître d'un prêt d'argent, fait à un négociant par un individu non commerçant.— Bourg. 5 déc. 1810 et 21 janv. 1812, t. 22, p. 272, n° 94.

57. Un prêt verbal, fait à un négociant, peut, d'après les circonstances de la cause, être regardé comme étranger à son commerce.— Poit. 22 mai 1829. t 40, p. 696. — V. *suprà*, n° 53, le n° suivant, et *infrà*, n° 223.

58 et 59. Décidé au contraire que tout emprunt fait par un négociant est présumé de droit fait pour son commerce. Le tribunal de commerce est compétent pour en connaître, quoique le prêt ait eu lieu sans billet et sur parole, ou qu'il ait été passé acte notarié portant stipulation d'intérêts *au taux legal de cinq pour cent.* — Douai, 11 juil. 1821, 7 fev. 1825. — Bourg. 29 mai 1824, t. 28, p. 246.

60. Quoique, entre négociants, le paiement d'une dette soit assuré par un acte devant notaire, les contestations résultant du retard des paiemens doivent être portées devant les tribunaux de commerce, et la contrainte par corps peut être prononcée pour cette inexécution de la convention. — Gren. 17 juin 1826. Duverney Milloz C Baudet.

61. Le négociant n'est pas justiciable des tribunaux de commerce, à raison des réparations qu'il a fait faire à un immeuble servant à son exploitation. — Aix, 9 mars 1827. Maurran C. Déonis. — V. le n° qui suit.

62. Le propriétaire d'un moulin à huile n'est pas justiciable des tribunaux de commerce pour les contestations qui s'élèvent au sujet des réparations qu'il a fait faire à son moulin. — Aix, 9 mars 1827. Mourran C. Déonis —V. le n° precédent.

63. Ces tribunaux ne sont pas compétents pour connaître entre négociants d'une demande en paiement de loyers; lors même que le demandeur a offert d'imputer sur la créance la valeur d'un objet relatif à son commerce. —Metz, 10 déc. 1819, t. 22, p. 366, n° 196. V. *infrà*, nos 68, 75 76, et 196.

64. Sous l'ordonnance de 1673 la connaissance de livraisons en papier, encre, etc., faite à des négociants pour leurs besoins particuliers, n'appartenait pas aux tribunaux de commerce. — Cass. 21 niv. an 5, t. 22, p. 159, n° 1. — M. Carr Comp. t. 2, p 547, n. 32, soutient que la question serait jugée dans le même sens sous le Code de commerce.

65. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétens pour connaître des contestations entre négociants relativement à des entreprises que la loi ne répute pas acte de commerce. — Toul. 5 mars 1825. Austri C. Austri.

66. Le président du tribunal de commerce est compétent pour autoriser le créancier qui n'a point de titre exécutoire à saisir arrêter les sommes dues à son débiteur; mais le tribunal de commerce n'est pas compétent pour connaître de la demande en validité. — C. T. t. 2, p. 494 20 — V. *infrà*, nos 169 et 170, e notre mot *Saisie-arrêt.*

67. La solvabilité du demandeur auquel le président a permis de saisir les effets mobiliers n'a pas besoin d'être justifiée par des preuves légales. Il suffit que le négociant jouisse d'un crédit notoire.—C. T. t. 1, p. 494-19.—V. le n° précédent.

68. Il en est de même des contestations étrangères à leur négoce, telles, par exemple, qu'une question de propriété, quand bien même l'immeuble qui en serait l'objet serait destiné à un établissement de commerce. — Metz, 3 juin 1812, t. 22, p. 282, n° 103.—V. *suprà*, n° 63.

69. Le tribunal de commerce, saisi d'une contestation entre le cessionnaire et le débiteur d'une créance, est incompétent pour interpréter cette créance, si elle est purement civile, lors même que le cédant et le cessionnaire seraient négociants et que l'acte de cession eût constitué entre eux une *opération commerciale.* — Cass. 27 juin 1831, p. 182, t. 42.

70. Le négociant qui se rend caution d'un autre négociant pour une dette commerciale, ne fait pas un acte de commerce, lorsque le cautionnement n'a pas lieu pour une opération de commerce. — Ang. 8 fev. 1830. Ferran C Casfron,—V. les deux nos qui suivent, et *infrà*, n° 90.

71. Celui qui se rend purement et simplement caution d'un commerçant ou d'un individu qui fait un acte de commerce, n'est point, par cela seul, justiciable des tribunaux de commerce: son obligation ne peut donner lieu qu'à une action civile. — Poit. 29 juil. 1824, t. 27, p. 48. —V. les nos 70 et 72.

72. Décidé au contraire qu'un particulier non commerçant qui se rend caution d'un commerçant, est soumis à la juridiction du tribunal de commerce. — Caen, 25 fév. 1825, t. 31. p. 191.—V. *suprà*, nos 70 et 71, et *infrà*, n° 90.

73. Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur la demande formée par un entrepreneur de messageries, en restitution du cautionnement à lui fourni pour garantie de la gestion d'un de ses préposés. — Bord. 19 avril 1833. Russac C. Maubourguet.

74. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître des contestations sur le bail fait par des négociants, des droits établis sur les places des marchés d'une ville. — Metz, 9 fév. 1816, t. 22, p. 327, n° 155.—V *infrà*, n° 77.

75. La qualité de marchands de deux individus ne peut rendre le tribunal de commerce compétent pour connaître d'une contestation au sujet de dommages que l'un d'eux aurait fait à la propriété de l'autre, en exploitant des bois dont la coupe lui aurait été vendue. — Bourg. 21 avr. 1826. Perrère C. Sautereau.—

V. *suprà*, nos 63 et 68, et *infrà*, no 76.

76. Il en est de même à l'égard de l'action en réparation de dommage causé dans un canal de l'intérieur par le bateau d'un commerçant au bateau d'un autre commerçant. — Brux. 6 avr. 1816, t. 22, p. 330, no 158.—V. *suprà*, nos 63, 68 et 75.

77. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître des contestations relatives à la location d'une loge que fait en foire un marchand à un autre marchand. — Caen, 24 mai 1826. Durand C. Huet.—V. *suprà*, no 74.

78. Le tribunal de commerce est seul compétent pour décider la question de savoir, à quelle époque doit commencer un compte, entre commerçans.—Renn. 7 mai 1816, t. 22, p. 332, no 160.

79. C'est au tribunal de commerce et non à l'autorité administrative qu'appartient la connaissance des contestations élevées entre les entrepreneurs et les sous-traitants, tant qu'il n'est pas question d'interpréter le contrat principal passé par le gouvernement — Turin, 18 juil. 1809, t. 18, p. 817, no 28 —Poit. 11 juin 1828. Touzalin C. Bouleau.

80. Une demande en dommages-intérêts, exercée par un fabricant en raison d'un fait relatif à l'exploitation de leurs fabriques respectives, est de la compétence des tribunaux de commerce. — Bord. 6 juil. 1829. Lacourade C. Lacour Laroche.

81. Les contestations qui s'élèvent à l'occasion du louage d'un câble entre marchands, sont de la compétence du tribunal de commerce. — Renn. 15 nov. 1820, t. 22, p. 248, no 66.

82. Les difficultés relatives à l'exécution de la vente d'une coupe de bois entre marchands, sont de la compétence des tribunaux de commerce. — Gren. 2 juil. 1830. Ferlay C. Mathieu.—*V*. le no suivant.

83. L'acheteur d'une coupe de bois qui, dans l'acte de vente, a pris la qualité de marchand de vins, et qui n'a pas manifesté qu'il les achetait pour faire une opération commerciale, n'est pas recevable à se plaindre de ce qu'il a été assigné en paiement, par son vendeur, devant le tribunal civil, au lieu de l'avoir été devant le tribunal de commerce. — Poit. 10 mai 1832, t. 42, p. 261. — V. *ibid.* nos observations en ce sens.

84. Celui qui a fait un traité avec un individu qui s'est déclaré agent d'affaires, à la mairie du lieu de sa résidence, mais à qui il a, par erreur, laissé prendre dans l'acte la qualité de propriétaire, peut actionner cet agent d'affaires devant le tribunal de commerce, pour inexécution de conventions passées entre eux. — Montp. 26 janv. 1832, t. 42, p. 264.

85. La vente faite par un commerçant à un individu non commerçant, n'est pas de la compétence des tribunaux de commerce. — Nîm. 19 août 1809, t. 22, p. 224, no 46 — C'est l'opinion bien formelle de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 528, § 1.—Sur les questions de savoir si un commerçant qui a acheté des marchandises pour les revendre, peut assigner le vendeur non commerçant devant le tribunal de commerce, et si le vendeur peut, à son choix, assigner l'acheteur devant le tribunal civil, ou devant le tribunal de commerce, et MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 531, no 487, pour l'affirmative de la première, et M. Pardessus, t. 5, p. 14, no 1347, pour l'affirmative de la seconde opinion, qui est combattue par MM. F. L. t. 5, p. 698, et Carr. *Loc. cit.*

86. Mais le commerçant qui vend des marchandises de son commerce à un non commerçant pour l'usage personnel de celui-ci, est-il, à raison de cette vente, justiciable des tribunaux de commerce? Non.—Metz, 19 avr. 1823. Oui. — Toul. 24 déc. 1824, t. 25, p. 132. — *V*. le no precédent.

87. Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître de la demande qu'un simple particulier forme contre un négociant en paiement des capitaux dont il a fait le placement à intérêt dans sa maison, et en remise d'escompte, avec les pièces justificatives. — Paris, 3 avr. 1813, t. 22, p. 304, no 124.

88. On peut admettre dans un réglement de compte devant le tribunal de commerce un contrat notarié de prêt d'argent entre négociants, et les cessionnaires non négociants de ce contrat peuvent être assignés à assister au compte. — Bord. 8 mai 1827. Duclos Rouet et Decaire C. Quatremère.

89. Les tribunaux de commerce ne peuvent pas connaître de l'action intentée par un aubergiste en paiement des fournitures et logement donnés par lui à des marchands, leurs commis, et leurs chevaux. — Metz, 9 juil. 1813, t. 22, p. 306, no 128 — V. *infrà*, no 168 et 219

90. Celui qui s'est réuni à un marchand et s'est obligé, conjointement avec lui, à livrer des marchandises à un autre marchand, est justiciable des tribunaux de commerce, encore qu'il ne soit pas marchand lui-même. —Cass. 10 vend. an 13, t. 22, p. 163, no 9. —*V*. MM. B. S. P. p. 60, no 78; Pr. Fr. t. 2, p. 443 — V. *suprà*, no 70, et *infrà*, no 91, 92, 93.

§ 3. *Des femmes et des héritiers des commerçants.*

91. La femme d'un marchand qui a souscrit solidairement avec lui une obligation, peut être poursuivie conjointement avec lui devant un tribunal de commerce, encore qu'elle ne soit point marchande publique. — Cass. 19 frim. an 13. — Paris, 1[…] oct. 1806. — Brux. 27 juin 1809, [t.] 22, p. 164, no 11 — *V*. les deux n[os] qui suivent, et *suprà*, nos 70 et 90.

92. La femme d'un négociant q[ui] cautionne son mari pour le pai[e]ment de lettres de change, n'est p[as] justiciable des tribunaux de com[]merce, quoique son engagement so[it] contracté solidairement avec cel[ui] du mari, mais dans la forme d'[un] engagement ordinaire — Paris, 8 m[…] 1811, t. 22, p. 258, no 77.—V. *supr[à]*, no 90.

93. Lorsqu'une femme, assign[ée] devant le tribunal de commerce pour l'exécution d'un cautionnemen[t] qu'elle a consenti pour son mari n[é]gociant, conteste la validité de c[e] cautionnement, elle doit être ren[]voyée devant les tribunaux civils seuls compétents pour en connaître — Bourges, 30 nov. 1822, t. 24, p[.] 344.—V. *suprà*, nos 70, 90, 91 et 9[2].

94. Les veuves et les héritiers de justiciables du tribunal de commerc[e] peuvent être traduits devant le tri[]bunal, à raison des obligations d[e] leurs auteurs, même morts avan[t] l'introduction de l'instance.—Metz 9 mars 1826. N. C. N.

95. L'héritier qui, devant le tri[]bunal de commerce, conteste sa qua[]lité d'héritier, ne doit pas être ren[]voyé devant les tribunaux civils, s'i[l] ne justifie pas d'une renonciation [à] la succession —Cass. 1er juill. 1829 Verac. C Cezan.

§ 4. *Des Commis et des Ouvriers.*

96 et 97. Le tribunal de commerc[e] n'est pas compétent pour connaîtr[e] des demandes dirigées par l'ouvrie[r] ou le commis contre le maître qui l'[a] employé.—Florence, 20 sept. 1809.—[] Rouen, 19 janv. 1813.—Metz, 21 avr[.] 1818, 13 juill. 1818, et 16 fév. 1819 —Am. 8 mai 1821. — Bord. 21 fév[.] 1826 —Nancy, 9 juin 1826,—Aix 2[…] janv. 1830. p. 34. — Bourg. 15 nov[.] 1830, Lesvy C. Guillier. — Poitiers, 10 juillet 1830. Delhom C. Trin[]guré, t. 22, p. 227, no 47, p. 295 no 115; t. 23, p. 165; t. 30, p. 321 et t. 33, p. 90. t. 40. p. 34 — V. *su[]prà*, no 39, et *infrà*, nos 98, 99, 100 101 et 104.

98. L'art. 634 C. comm. attribuan[t] aux tribunaux de commerce la con[]naissance des actions des marchand[s] contre leurs commis, on doit en in[]duire que les actions des commi[s] contre les marchands doivent, pa[r] réciprocité, être attribuées aux mê[]mes tribunaux.—Paris, 24 août 1829 t. 38, p. 17.

99. Un commis qui achète des den[]rées pour le compte du négociant qu[i] l'emploie, ne peut pas actionner ce[]lui-ci devant le tribunal de commerc[e] en paiement du prix de ces denrées — Metz, 21 avril 1818, et 13 juil[l.] 1818, t. 22, p. 295, no 116. — V[.] *suprà*, no 96 et le no suivant.

100. Décidé au contraire que le[s] demandes formées par les commis o[u] leurs cessionnaires contre les nég[o…]

ciants, sont de la compétence des tribunaux de commerce.—Paris, 29 nov. 1825.—Rouen, 26 mai 1828, t. 33, p. 91, et t. 37, p. 50.

101, 102 et 103. L'ouvrier qui travaille pour son maître à un prix fait pour chaque ouvrage, n'est pas rangé dans la classe des gens de travail (et l'action qu'il a contre son maître en paiement du prix de son travail, est de la compétence des tribunaux ordinaires — Bord. 24 nov. 1829. Fellion C. Musset.— Aix, 23 janvier 1830, t. 40, p. 34. — Bourges, 15 nov. 1830. Lewy C. Guillier. — V. *suprà*, n° 96

104. Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître de l'action en paiement de salaire dû par un fabricant à un simple particulier, pour soins donnés à sa fabrique.—Liége, 27 déc. 1811, t. 22, p 271, n° 92. M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 568, n° 505 et 506, critique cet arrêt M. Pardessus, t. 1, p. 56, pense que le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur les actions de commis, secrétaires, ouvriers, employes au commerce du fabricant, du négociant, du manufacturier.— V. *suprà*, n° 96.

105. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître d'une demande en paiement d'un délit, formée par un contre-maître contre un fabricant, aux termes d'un traité passé entre eux. t. 47, p. 449. Par. 11 mars 1834.

106 et 107. C'est devant le tribunal de commerce qu'un marchand doit assigner son commis en paiement du reliquat des sommes que celui-ci aurait touchées en sa qualité de commis.—Am. 21 déc. 1824, t. 29, p. 140 — Besanç. 19 mai 1826. Laurent-Maitre C. Roy et Bretegnier.—V. *suprà*. n° 98.

107 *bis*. Doivent être portées devant les tribunaux et non devant des arbitres forcés, les contestations survenues entre un agent de change et son commis auquel il a attribué une partie de ses opérations et de ses bénéfices. — Cass. 31 mai 1831. Rouet C. Rocher.

108. Est justiciable des tribunaux de commerce, et contraignable par corps, le facteur actionné par le marchand qui l'a employé —Cass. 3 janv. 1828, t. 35, p. 303.—*V.* le n° suivant.

109. L'action en reddition de compte, intentée par un directeur de diligence contre le facteur qu'il chargeait de recouvrer le prix du transport des ballots voitures, est de la compétence du tribunal civil.—Cass. 20 nov 1833. t. 47, p. 462 —*V.* le n° qui précède.

110. L'action en restitution de valeur soustraite intentée par un négociant contre un commis, est de la compétence des tribunaux de commerce.—Paris. 12 déc. 1829 Thurion C. Colsnet.—V. *suprà*, n° 96.

111 et 112. Le commis voyageur qui loue un cheval à l'effet de voyager pour sa maison, ne fait point une opération qui le rende, non plus que celle-ci, justiciable du tribunal de commerce — Bord 5 mars 1831, t. 41, p. 526.—*V.* en ce sens M. Pardessus, t. 1, p. 72, n° 51.

113. L'action intentée par le voiturier contre le négociant qui l'expédie, est de la compétence des tribunaux de commerce.—Montp. 12 juill. 1828. Piats C. Guillain.

Art. 2. *Compétence des tribunaux de commerce, à raison des actes qui leur sont soumis.*

1. *Des Actes de commerce en général.*

114. Les tribunaux de commerce sont compétents pour prononcer sur des contestations relatives à des actes de commerce, quoiqu'il ne soit pas prouvé que les individus contre lesquels la demande est dirigée soient négociants.—Cass. 3 juin 1817, t. 22, p. 341, n° 165.—*V.* MM. F. L. t. 1, p. 50, et B. S. P. p 60.

115. Lorsque l'objet réel de la contestation est commercial, le tribunal de commerce est compétent, et l'affaire doit être jugée suivant les règles spéciales aux matières commerciales.—Cass 21 juin 1827. Tiffet C. Tayac.

116. Les tribunaux de commerce ont la connaissance des affaires commerciales dont l'objet n'excède pas cent francs. — F. L. t. 5, p. 703, et Merl. Rép. t 14, p. 186. *J. A.* t. 22, p. 383, n° 224.

117. Les juges de paix seuls peuvent connaître en première instance des infractions à la loi qui défend d'exercer aucun commerce sans patente. — Cass 2 pluv. an 9, t. 22, p. 10, n° 4.

118 Le commerçant assigné devant le tribunal civil, à raison d'un engagement commercial, peut demander son renvoi devant le tribunal de commerce, lors même que le demandeur ne serait pas justiciable de ce dernier tribunal. — Bastia, 10 août 1831, t. 43, p. 703

119. Le mandat ayant pour objet des opérations commerciales, rend celui qui s'en charge, justiciable du tribunal de commerce.—Montp. 21 mars 1831, t. 43, p 513. — *V. ibid.* des observations contre cet arrêt.

120. Les personnes qui sont dans l'usage de faire des négociations sur les fonds publics, sont justiciables des tribunaux de commerce, et contraignables par corps.—Paris, 18 fév 1806.—Cass. 29 juin 1808, t. 22, p. 168, n° 15 —*V.* M. F. L. t 1, p. 50.

121. Le vendeur d'une inscription sur le grand livre de la dette publique, n'est ni contraignable par corps, ni justiciable du tribunal de commerce —Paris, 27 août 1831. Cartier C. Caillot.

122. Les contestations qui s'élèvent à l'occasion des prêts sur gages ne sont pas de la compétence des tribunaux de commerce. — Brux. 28 mai 1808, t. 22, p. 205, n° 30. — Telle est l'opinion de M. Carr. Comp. t. 2, p. 540, n° 488.

123. Les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître d'une obligation entre non commerçants, et dont l'objet est un compte d'avances pour opérations commerciales et non commerciales.—Renn. 2 juin 1813, t. 22, p. 306, n° 127.

124. L'action en règlement de compte entre une union de créanciers et leur mandataire chargé de gérer l'usine du débiteur commun, n'est pas de la compétence du tribunal de commerce. — Bord. 11 avr. 1827. Lacourade C. Rivaud.

125. Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des contestations auxquelles donnent lieu des opérations de pacotilles.—Rouen, 6 mai 1828. Lebas et Brunetant.

126. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître des contestations relatives aux ventes à l'encan. — Riom, 28 nov. 1828. Salomon C. Chabullier.

127. La vente d'un fond de commerce constitue-t-elle un acte de commerce, et les contestations dont elle est cause, sont-elles de la compétence des tribunaux de commerce? —Oui.—Paris, 11 août 1829, et 7 août 1832 —Non.—Paris, 12 mars 1829, t. 39, p.159; t.44, p. 241.—*V.* le n° suivant.

128. L'achat d'un fonds de commerce par un non commerçant ne constitue pas un acte dont le tribunal de commerce peut connaître.—Cass. 26 avr. 1832, t. 42, p. 361.—Paris, 13 nov. 1832, t. 45, p. 748. — *V.* le n° qui précède.

129. Il en est de même de l'achat d'un fonds de commerce par un commerçant. — Paris, 14 avr. 1831. Vernot C. Barbier.

130. Le commerçant qui prend à loyer une maison garnie pour la sous-louer en détail, est, à raison de cette location, justiciable des tribunaux de commerce.—Gren. 15 juin 1833 Pelon C. Guibout.— V. *infrà*, n° 132.

131. L'acheteur d'une charge d'agent de change ou de courtier, n'est pas justiciable du tribunal de commerce, à raison des contestations qu'a fait naître l'achat de cette charge. — Paris, 2 août 1832, t. 44, p. 241

132. L'achat d'un hôtel garni pour l'exploiter soi-même, ne constitue pas un acte de commerce, et l'action en résiliation est de la compétence du tribunal civil. — Paris, 23 avr. 1828. Alphonse C. Radu. — V. *suprà*, n° 130

133. L'achat d'un fonds de pharmacie pour exercer l'état de pharmacien est un acte de commerce.—Nim. 25 mars 1829. Malbec C. Dufis — V. *suprà*. n° 44.

134. Les médecins ou officiers de

santé qui habitent les campagnes ne font pas un acte de commerce en achetant les médicaments qui leur sont nécessaires.—Bourges, 9 août 1828 Levy C. Dury. *V.* le n° suivant.

135. L'officier de santé établi dans un lieu où il n'y a pas de pharmacie, ne fait pas un acte de commerce en achetant les drogues nécessaires à ses médicaments.—Lim. 6 janv. 1827, t. 34, p. 246.— *V.* le n° qui précède.

136. Un distillateur qui achète des vases pour y enfermer des liqueurs qu'il a distillées, fait-il un acte de commerce? t. 22. p 383, n° 223. — Cette question est diversement résolue par MM. Carr. *Comp.* t. 2, p. 546, n° 491; et Pardessus, t. 1, p 19 — *V. ibid.* le résumé des motifs de ces deux opinions. — V. *infrà*, n° 139.

137. L'achat de fournitures que fait un maître de pension, ne le rend pas justiciable d'un tribunal de commerce.—Douai, 14 fév. 1827.—t. 34, p. 317.— V. n°s 46 et 213.

138. Les tribunaux de commerce peuvent connaître des demandes formées contre ceux qui tiennent des pensions bourgeoises, relativement aux prêts par eux faits pour le paiement des fournitures destinées à eurs maisons.—Rouen, 30 mai 1820, t. 22, p. 370, n° 202

139. L'achat que fait un voiturier d'une charrette et de deux mulets est un acte de commerce.— Aix, 6 août 1829. Montenart C. Julien, V. *suprà*, n° 136 et le n° suivant.

140. L'achat d'un cheval pour l'exploitation d'une brasserie est de la compétence du tribunal de commerce. —Metz, 21 juin 1811, t. 22, p 261, n° 81. *V.* le n° qui précède.

141. Le fermier qui achète des bestiaux maigres pour les vendre après les avoir engraissés, n'est pas, à raison des achats qu'il a faits, justiciable des tribunaux de commerce, si cet achat a surtout pour objet l'agriculture; mais s'il résultait des circonstances que la spéculation ne porte principalement que sur l'achat et la revente des bestiaux, alors l'acte pourrait être qualifié commercial. Pardessus, t. 1, p 16, *J. A.* t. 22, p. 382, n° 220.

142. Un marchand de bœufs qui revend en foire publique à un particulier, ceux qu'il vient d'acheter au moment même, fait un acte de commerce qui le soumet à raison de cette vente à la juridiction du tribunal de commerce. — Toul. 24 déc. 1824.

143. Celui qui achète un troupeau pour le donner à cheptel, a-t-il fait un acte de commerce, dans le sens de l'art. 632 C. comm.? — Lorsque le cheptel est donné à bail, l'acheteur du troupeau paraîtrait avoir fait un acte de commerce, puisqu'il a acheté pour louer, mais il en serait autrement si le cheptel était mis en société. — M. Carr. *Comp.* pense que dans aucun cas il ne peut résulter du cheptel un acte de commerce, parce que cet acte participe plus du contrat de société que du contrat de louage, et t. 22, p. 382, n 221.

144. Que faut-il décider à l'égard de celui qui louerait des marchandises pour spéculer sur leur location?—M. Carr. Comp. t 2, p. 554, pense que le Code de commerce ne parlant pas de ce cas les juges consulaires ne pourraient pas se déclarer compétents; M. Pardessus, t. 1, p. 46, est d'un avis contraire.—V. *J. A.* t. 22, p 382. n° 222.

145. L'acquéreur d'un permis d'exportation de grains, peut, à raison de la vente, être traduit devant le tribunal de commerce. — Cass. 10 août 1806, t. 22, p 169, n° 17.

Suivant M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 523, n° 485, il faut distinguer le cas où le permis est acheté pour faire un trafic, et celui où le commerçant le revendrait après l'avoir acheté pour son usage.

146. Les entrepreneurs de transports militaires sont justiciables des tribunaux de commerce, à raison des contestations qui s'élèvent entre eux et leurs sous-traitants. — Lyon, 30 juin 1827. Rousset C. Bodin. —V. *suprà*, n° 25.

147 Les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître des contestations auxquelles donnent lieu des engagements pris par des associations non autorisées, pour le remplacement militaire.—Montp 27 mai 1830, t. 39, p. 333. — V. *infrà*, n° 149 et 321.

148. Les tribunaux de commerce sont compétents pour statuer sur les contestations qui s'élèvent à l'occasion d'une entreprise de réparation de chemin public et de l'achat des pierres qui deviennent nécessaires à ces opérations.— Caen, 17 mai 1818, t. 22, p 354, n° 177. — M. Carr. *Comp.* t. 2. p. 559, critique cette décision

149. Les sous-entrepreneurs ne peuvent être assimilés, pour la compétence des tribunaux de commerce à des commis ou facteurs. — Brux. 5 nov. 1818, t. 22, p. 355, n° 180.

150. Une entreprise de constructions et bâtiments de terre, et spécialement de fortifications, n'est pas un acte de commerce qui rende ses entrepreneurs justiciables des tribunaux de commerce.—Brux. 5 nov. 1818, t. 22, p. 355, n° 179 — Telle est l'opinion de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 559, n. 47.

151. Les contestations qui s'élèvent sur une association entre personnes non commerçantes pour l'entreprise d'un pont, sont de la compétence du tribunal de commerce, encore que l'association ait été convertie en une société d'actionnaires. —Cass. 23 août 1820, t. 22, p. 374, n° 209.

152. Les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître des contestations relatives aux constructions à faire aux canaux d'un port.—Brux. 22 mai 1819, t. 22, p 364, n° 192.—M. Carr. *Comp.* t 2, p. 602, n° 516, approuve cette décision.—*V.* aussi le même auteur, p. 558, n. 44, et 560, n. 47.

153. La construction d'un haut-fourneau est une entreprise d'usine qui rend l'entrepreneur justiciable des tribunaux de commerce, à raison des fournitures faites pour cette construction. — Lyon, 14 août 1827. Crozier C. la Ce de Terrenoire.

154. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître de l'exécution d'un traité par lequel le régisseur d'une forge se charge, moyennant un prix convenu, de l'exploiter, et prend pour son compte, les fers et marchandises qui s'y trouvent. — Bourges, 4 mars 1825.

155. L'achat par un individu commissionné pour fabriquer du salpêtre, pour le compte de l'état, des denrées nécessaires à cette fabrication, et la livraison des salpêtres dans les magasins de l'état, ne constituent point *un acte de commerce;* et cet individu ne peut, en cas de non paiement d'effets souscrits par lui pour l'achat des denrées nécessaires à la fabrication, être déclaré en état de faillite.—Ang. 28 janv. 1824, t. 26, p. 124.

§ 2. *Compétence à raison d'actes qui ne constituent pas par eux-mêmes d'actes de commerce.*

156. Le billet souscrit par un receveur des contributions indirectes ayant pour cause une négociation étrangère à sa gestion, n'est point un acte de commerce. — Bordeaux, 21 déc. 1827. Dupuis de St.-Simon C. Gimet

157. Les tribunaux de commerce ne peuvent point connaître d'une question sur la propriété d'un objet mobilier ou immobilier.— Cass. 13 août 1806, t. 22, p, 170, n° 18.—*V.* M. Carr. *Comp.* t. 2. p 525, n° 486 qui approuve cette décision, et MM. B S. P. p. 60, n. 80 (a.) et Prat F., t. 2, p. 443.

158. Le tribunal de commerce est incompétent pour décider si un mari peut, en cette qualité, réclamer comme lui appartenant, le montant d'un billet à ordre, souscrit au profit de sa femme, et si celle-ci a pu en disposer comme étant paraphernal. — Riom, 22 nov. 1808, t. 22, p 212, n° 36.—V. le n° suivant, et *infrà*, n° 174

159. Le tribunal de commerce, compétent pour connaître d'une lettre de change signée par une femme, cesse-t-il de l'être pour juger si la femme a pu, d'après son contrat de mariage, s'obliger valablement. — Oui. — Nim. 12 mars 1828. Nau C. Chauridan.— Non. — Nim. 25 nov. 1828. Naud C. Saquelin.

160 Le tribunal de commerce peut connaître la question de privilége qui s'élève entre un dépositaire qui, chargé de vendre des marchandises, a fait des avances sur le prix à en provenir, et les créanciers opposans

de l'interpositaire décédé. — Paris, 25 janv. 1820, t. 22, p. 368, n° 198.

161. Mais il ne peut pas connaître de la question de savoir si la somme consignée par le débiteur emprisonné, tombé en faillite depuis la consignation, appartient au créancier incarcérant seul — Caen, 23 juil. 1827

162. Le tribunal de commerce n'est pas compétent pour connaître de la demande en restitution des matières premières confiées à des ouvriers pour les travailler — Rome, 5 sept 1811, t 22 p 267, n° 85.

163. Mais la connaissance de l'action en revendication de matières premières, confiées par un commerçant à un ouvrier, et remises par celui-ci à d'autres commerçans pour lesquels il travaillait également, appartient au tribunal de commerce. — Nîm. 24 mars 1809, t 22, p. 215, n° 39 — M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 526, critique cette décision.

164. Le tribunal de commerce est incompétent pour connaître d'une demande en restitution d'objets que l'acheteur dit lui avoir été soustraits par le vendeur. — Cass. 11 vend. an 13, t. 22, p. 163, n° 10.

165. La demande en restitution de sommes payées par erreur à l'occasion d'une opération commerciale, est de la compétence du tribunal de commerce. — Bord. 28 fév. 1834, t. 46, p. 306.

166 L'action en revendication d'effets perdus, dirigée contre des administrateurs de messageries, ne peut pas être portée devant le tribunal de commerce. — Cass. 20 mars 1811. — La question a été implicitement jugée dans le sens contraire —Colm. 22 nov. 1814, t. 22, p. 255, n° 73.— *V.* M. CARR. COMP. t. 2, p. 574 § 3. V. *infrà*, n° 168.

167. L'action intentée contre un entrepreneur de messageries, en réclamation d'objets qui lui avaient été confiés, est de la compétence des tribunaux de commerce. — Brux. 2, mai 1829 Deburlet C. Vanhumbeack, et 2 mai 1831. P. C. Busso.

168 L'aubergiste peut être traduit devant le tribunal de commerce à raison de la responsabilité des objets déposés chez lui — Metz, 17 av. 1812. t. 22, p. 279, n° 100. V. *suprà*, n° 166

169. Les tribunaux de commerce ne peuvent connaître d'une demande en validité de saisie-arrêt. — Paris, 13 déc. 1811, t. 15, p. 362, n° 97.

170. Le tribunal de commerce peut-il statuer sur la demande en validité d'une saisie-arrêt formée en vertu d'une permission de son président? Oui. — Aix, 6 janv. 1831. t. 43, p. 714 Non —Aix, 29 nov. 1832, t. 45, p. 694.

171 La demande en mainlevée d'une saisie-arrêt faite sur le frêt d'un navire en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de commerce, est de la compétence des tribunaux civils. — Rouen, 21 mai 1823 Delabrosse C. Schumaker.

172 Un tribunal de commerce ne peut pas ordonner, pour lettres de change, la saisie définitive et la vente des effets mobiliers d'un débiteur sur lequel le président du même tribunal a déjà autorisé une saisie conservatoire en vertu de l'art. 172, C comm. — Nîm. 4 janv. 1819, t. 19, p. 467, n° 106

173. Les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître de la validité d'un acte notarié, attaqué pour vice de forme, quoiqu'il contienne une obligation commerciale — Trèv. 17 juil 1810, t. 22, p. 215, n° 63.

174. Un tribunal de commerce n'est pas compétent pour interpréter les termes d'une procuration civile, et examiner notamment si le mandat a donné au mandataire le pouvoir d'emprunter pour lui sur billet à ordre : ce droit n'appartient qu'aux tribunaux civils. — Poit. 26 août 1828 t. 35, p. 298 —V. *suprà*, n° 158 et 159

175 et 176. Les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître des actions de la régie des douanes exercées par voie de contrainte, et cette incompétence peut être proposée tout état de cause, même sur l'appel.—Paris, 23 août 1821, t. 23, p. 285.

177. La question de savoir si un navire échoué est ou n'est pas en état de navigabilité, n'est pas du ressort du commissaire de la marine, mais elle doit être jugée par le tribunal de commerce. — Cass. 3 août 1821, t. 23, p. 123.

178. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître des réclamations formées contre un fermier de bac, pour cause d'accident arrivé au passage.— Nîm 13 avr. 1812, t. 22, p. 279, n° 99. — Telle est l'opinion de M. CARR. *Comp.* t. 2, p 576.

179. Un tribunal de commerce ne peut ordonner une enquête pour établir la nature des actes qui servent de fondement à la demande, et déterminer ainsi sa compétence — Rouen, 27 mai 1826 Dumoutier C Haston.

180. Le tribunal de commerce, saisi d'une demande principale, n'est pas compétent pour connaître de la demande reconventionnelle qui sort des limites de sa juridiction. — Brux. 21 avr. 1818, t. 22, p. 353, n° 174.—*V.* PRA. FR. t 2, p. 440, et MM. Q. D. t. 6, p. 526.

181. Le tribunal de commerce, saisi d'une action commerciale, est compétent pour juger une exception fondée sur un acte civil, et opposée reconventionnellement par les défendeurs.— Cass. 22 août 1833, Ch. req. t. 46, p. 366.—*V.* le n° qui précède.

182 Lorsqu'un tribunal de commerce est saisi de plusieurs chefs de demandes, dont les uns seulement sont de sa compétence, il peut prononcer sur le tout. — Metz, 13 juil 1828, t. 22, p, 295, n° 117.—V. *suprà*, n° 180.

183. Le tribunal de commerce, légalement saisi d'une plainte en contrefaçon, cesse de l'être si le plaignant conclut à ce que les objets contrefaits soient lacérés et brisés.— Colm. 30 juin 1828, t. 38, p. 31.

184. Le tribunal de commerce, saisi d'une demande en nullité d'un protêt, peut, en même temps, statuer sur des dommages-intérêts réclamés contre le demandeur, à raison même de la nullité du protêt qu'il aurait occasionnée par son dol — Cass. 2 août 1827. Lesueur C. Aumcet et Asselin

185. Le tribunal de commerce, compétent pour connaître d'une demande en paiement d'un billet à ordre, souscrit pour droits de douane sur les sels, ne peut connaître de l'exception par laquelle le souscripteur se refuse de payer, alléguant qu'un décret ayant aboli les droits sur les sels, devait faire cesser l'exigibilité de pareils droits, quoique précédemment acquis — Cass. 25 mai 1811, t. 22 p. 260, n° 80. — Sur des cas où le tribunal de commerce serait compétent pour juger les exceptions. *V.* MM. PARDESSUS, t. 5, p 63. n° 1373 CARR t 2, p. 83, n° 1527; F. L. t. 2, p. 457; t 5, p. 701.

186. Les tribunaux de commerce, saisis d'une demande en dommages pour injures proférées à l'occasion d'une instance pendante, peuvent renvoyer les parties à se pourvoir ou statuer sur ces dommages — Renn. 18 nov. 1812, t, 22, p. 294, n° 114.

187. Lorsque, incidemment à une instance commerciale il s'élève une contestation sur l'état civil du défendeur, le tribunal de commerce doit renvoyer les parties devant les juges civils pour se régler à cet égard, l'incompétence dans ce cas est absolue. — Nîm. 9 mai 1809.— Renn. 8 juin 1820. t. 22, p. 217, n° 41. — Cette question ne saurait être douteuse —*V.* MM. CARR. L P C t. 2, p 81, n. 1, 2 et 3; CARR. *Comp* t. 2, p, 654, n° 539; MERL. RÉP. t. 14. p. 186; PIG. *Comm.* t 1. p. 719. B. S P p. 60, n° 80 ; D C. p. 307, alin. 9; PR. FR t. 2, p 463 — *V.* aussi MM. HAUT. p. 233, alin. 4, et PIG. *Comm.* t. 1, p. 920. alin. 4.

188 La demande en paiement de frais dus à une commission sanitaire à raison de la quarantaine d'un navire, est de la compétence du tribunal civil et non du tribunal de commerce. — Douai, 19 nov. 1833, t. 46, p. 252.

189. Le tribunal de commerce qui dans une contestation, a renvoyé les parties devant un arbitre, est compétent pour connaître de la demande en paiement des frais et honoraires réclamés par cet arbitre; cependant il ne peut prononcer la

condamnation que par les voies ordinaires. — Paris, 12 juil. 1826, t. 32, p. 216.

CHAP. III. — *Compétence relative à quelques cas spéciaux.*

Art. 1. — *Billets à ordre et lettres de change.*

§ 1. *Billets à ordre.*

190. Le tribunal de commerce est incompétent pour statuer sur la demande en paiement d'un billet non à ordre, quoique endossé au profit d'un tiers. — Paris, 6 fév. 1830. Laforest C. Farret.

191. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître de l'action intentée à raison d'un billet à ordre souscrit par un négociant, et endossé par des commerçants. — Bord. 17 mai 1831. Brun C. Brou.

192. Le billet à ordre qui contient une remise d'argent de place en place, soumet le souscripteur à la juridiction commerciale. — Brux. 8 juil. 1820.— Lyon, 30 août 1825, t. 22, p. 371, n° 203, et t. 31, p. 257.

193. L'individu même non commerçant qui a souscrit un billet à domicile, payable dans un lieu autre que celui où il l'a souscrit, est justiciable du tribunal de commerce et contraignable par corps, surtout si ce billet a pour objet une opération de change. — Toul. 14 mai 1831. — Bourg, 4 déc. 1829, t, 42, p. 191.

194. Le billet souscrit dans une place de commerce par un non commerçant au profit d'un commerçant et payable dans une autre place, est de la compétence des tribunaux de commerce — Lyon, 21 juin 1826. Perret et Guillot C. Brosselard.

195. Un billet causé pour prêt, souscrit dans un village par un cultivateur au profit d'un notaire, et payable dans une ville, est de la compétence du tribunal de commerce. — Lyon, 21 juin 1826. Perret et Guillot C. Brosselard.

196. Un billet souscrit par un négociant valeur en immeubles, n'est pas de la compétence des tribunaux de commerce. — Amiens, 14 juin. 1826. Sorel C. Rançon. — V. *suprà* n° 63 et 68.

197. Un marchand est justiciable du tribunal de commerce à raison du paiement d'un billet par lui souscrit et accusé valeur *reçue comptant*, encore bien qu'il soit constant que le billet est représentatif du prix d'immeubles, si ce prix devait être payé comptant, et n'avait été laissé entre les mains de l'acquéreur qu'à la charge, par celui-ci, de fournir en échange une valeur commerciale. — Poit. 10 fév. 1829. F. Deforges C. Ant. Deforges et D... ..

198. Des billets à ordre ayant pour cause une acquisition d'immeubles faite en vue d'opérations de négoce, rendent celui qui les souscrit justiciable du tribunal de commerce. — Paris, 11 mars 1806, t. 22, p. 169, n° 18,

199. Il suffit d'une seule signature de commerçant sur un billet à ordre, pour rendre justiciables du tribunal de commerce les signataires non commerçans de ce billet. — Bourg, 7 juin 1822, t. 24, p. 186.

200. Lorsqu'un billet à ordre, souscrit par un négociant, porte la signature d'autres personnes non négociants, le tribunal de commerce est compétent pour connaître de la demande en paiement de ce billet à l'égard de toutes les personnes dont il porte les signatures, quoiqu'il n'énonce pas la valeur fournie. — Liége, 1er déc 1814, t. 22, p. 321, n° 146 — *V.* M. CARR. v° *Comp.* t. 2, p. 636, n. 4 et 5.

201. Le signataire non négociant d'un effet souscrit par des commerçans est justiciable du tribunal de commerce, mais non contraignable par corps si, à son égard, cet effet n'a pas une cause commerciale. — Paris, 20 juil. 1831.

202. Le souscripteur d'un effet commercial ne peut ni actionner devant le tribunal de commerce, ni faire condamner par corps celui qui lui a donné une garantie par un titre non commercial. — Lyon, 26 déc. 1832, t. 44, p. 187.

203. Les tribunaux de commerce ne sont point compétents pour statuer sur la demande en paiement de billets à ordre souscrits par des commerçans et revêtus d'un aval par une femme non marchande, si l'instance n'est engagée qu'avec celle-ci. — Paris, 23 janvier 1833. Ribot C. D...

204. Un individu non commerçant, signataire d'un billet à ordre, revêtu de signatures de commerçants peut, quoiqu'il soit poursuivi seul, être traduit devant le tribunal de commerce.—Brux. 29 nov. 1814.—Paris, 18 avr. 1815.—Caen, 10 août 1815 —Paris, 22 juill. 1825, t. 22, p. 319, n° 144, et t. 31, p. 257.—C'est l'opinion de M. CARR. *Comp.* t. 2, p. 626, *V.* le n° 529.— V. le n° qui suit.

205. Les tribunaux de commerce sont-ils compétents pour statuer sur la demande en paiement de billets à ordre, souscrits par des commerçants et des non commerçants, si l'instance n'est engagée qu'avec ces derniers ?—Non.—Paris, 19 mars 1831; 17 sept. 1828.—Oui —Bord. 17 janv. 1832.—Montp. 25 fév. 1832, t. 42, p. 251 —Agen, 16 fév. 1832, t. 43, p. 542.—V. le n° qui précède.

206. Le souscripteur d'un billet à ordre est aussi justiciable des tribunaux de commerce, si le billet a été endossé par un négociant, quoique l'endossement soit postérieur à l'échéance du billet. — Brux. 30 avr. 1812, t. 22, p. 280, n° 102 — *V.* M. CARR. Comp. t. 2, p. 635, n. 12.

207. Les tribunaux de commerce sont également compétents pour connaître des billets à ordre portant la signature d'individus non négociants et d'individus négociants, souscrits sous l'ordonnance de 1673, qui leur en interdisait la connaissance, si l'action s'est ouverte depuis la promulgation du nouveau Code — Brux. 10 nov. 1808; 20 janv. 1809. —Besanç. 14 déc 1809, t. 3, p. 208, v° *Appel*, n° 97 ; t. 6, p. 680. *V.* Cod. proc. n° 16, et t. 22, p. 211.

208. Le commerçant souscripteur d'un billet à ordre, ne cesse pas d'être justiciable du tribunal de commerce, parce que lors de l'échéance, il aurait cessé d'être commerçant.—Paris, 26 germ. an 13 t. 8, p. 488, n° 28.—V. *infrà*, n° 231.

209. Le tribunal de commerce n'est pas compétent pour prononcer la condamnation au paiement d'un billet souscrit par un individu non négociant, au profit d'un autre individu aussi non négociant, quoiqu'un commerçant soit porteur de ce billet, par l'effet d'un endossement en blanc. —Paris, 23 sept. 1812, t. 22, p. 293, n° 113 —V. *infrà*, n° 279.

210. L'endossement en blanc d'un billet à ordre n'étant qu'une simple procuration, ne rend pas le signataire non commerçant justiciable des tribunaux de commerce. — Bord. 19 nov. 1827. Daumy C. Chasteignot.

211 Le non commerçant ne peut pas être poursuivi devant le tribunal de commerce, à raison d'un billet à ordre revêtu de signatures de commerçants, lorsque ceux-ci ont été désintéressés avant l'action, par le poursuivant lui-même. — Lim. 30 déc. 1825, t. 32, p. 148. — V. *suprà*, n° 204 et le n° suivant.

212 C'est le tribunal de commerce et non le tribunal civil qui doit juger les contestations sur un billet à ordre créé par un non négociant, et endossé par des négociants qui ont été remboursés.—Paris, 22 juill. 1825. D... C. Jacquet.—V. le n° qui précède.

213. Les billets à ordre souscrits par le directeur d'une maison d'éducation, pour fournitures faites à son pensionnat, le rendent-ils justiciable des tribunaux de commerce, et passible de la contrainte par corps?—Oui. Paris, 26 nov. 1807.—Non.—Paris, 19 mars 1814, t. 22, p 198, n° 25, *V. suprà*, n° 91, 128 et 129.—Douai, 14 fév. 1827.—On doit adopter la négative avec MM. CARR. *Comp.* t. 2, p. 542, n° 490, et BOUCHER, p. 229. — V. *suprà*, nos 46 et 137.

214. Les receveurs des deniers publics sont justiciables des tribunaux de commerce pour les billets qu'ils ont souscrits valeur reçue comptant. —Rouen, 29 nov 1814, t. 22, p. 321, n° 145.

215. Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des actions résultant de billets souscrits par des comptables des deniers publics, quoique la valeur y soit énoncée pour prêt à l'amiable.— Aix, 30 mai 1829 Guiraud C R.—*V.* les numéros suivants.

216. L'endossement mis à un billet à ordre par un percepteur, suffit-il pour rendre le tribunal de commerce compétent? — Non — Colm. 23 août 1814. — Oui. — Gren. 18 août 1818. t. 22, p. 317, n° 142. — *V.* le numéro qui précède.

217. Le receveur de l'enregistrement peut être assigné devant le tribunal de commerce, et contraint par corps, à payer les billets à ordre qu'il a endossés, s'ils n'énoncent point que leur cause est étrangère à sa gestion. — Poit. 22 janv. 1832, t. 41, p. 103. — V. *suprà*, n° 215.

218. N'est pas justiciable d'un tribunal de commerce l'individu qui souscrit un billet pour une somme destinée à servir de cautionnement à une place de *receveur* qu'il doit obtenir — Paris, 22 juill. 1825. Tiran C. Leroux.

219. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître de la demande en paiement d'un billet à ordre souscrit par un aubergiste — Colm. 25 nov. 1814, t. 22, p. 317, n° 143, — V. *supra*, n° 89. — *V.* M. B. S. P. p. 59, n. 76, n° 1; M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 553, n° 498, distingue les achats faits par l'aubergiste pour l'usage de sa profession de ceux destinés exclusivement aux voyageurs. — *V.* M. B. S. P. *Loc. cit.*

220. Un charron est justiciable des tribunaux de commerce pour les billets qu'il souscrit. — Am. 9 juill 1827. Millet C. Devouge. — V. *suprà*, n° 40.

221. Un maréchal ferrant est justiciable des tribunaux de commerce, pour le paiement d'un billet causé valeur reçue en charbon, parce qu'il fait un acte de commerce, lorsqu'il achète des matières nécessaires à l'exercice de son état. — Nancy, 4 déc 1827, t. 35, p. 45. — V. *suprà*, n° 40.

222. Le tribunal de commerce peut-il connaître de la demande en paiement d'un billet souscrit ou endossé par un débitant de tabac? — Non. — Brux. 6 mars 1813. — Oui. — Metz, 28 janv. 1817, t. 22, p. 302, n° 122.

223. Tout billet souscrit par un commerçant, quelle que soit la nature du billet, est censé fait pour son commerce, lorsqu'une autre cause n'y est point exprimée. — Am 4 avr. 1826. Millet C. Buton. V. *suprà*, n°s 53, 57 et *infrà*, n° 226.

224. L'obligation souscrite par un non négociant, n'énonçant pas la valeur fournie, n'est ni une lettre de change, ni un billet à ordre, qui rende le souscripteur justiciable des tribunaux de commerce — Toul. 2 mai 1826. Gelève C. Ferras.

225. La demande dirigée contre un négociant en restitution du montant d'un billet à ordre, est de la compétence du tribunal de commerce — Bord 20 mai 1829. Datin et consorts C. Poulmarck.

226. Un commerçant est justiciable des tribunaux de commerce pour les billets à ordre qu'il a souscrits en faveur de non commerçants, valeur reçue comptant, ou valeur en intérêts d'un capital prêté. — Paris, 10 mars 1814 — Rouen, 4 déc. 1818, t. 22, p. 312. n° 134. — V. *suprà*, n°s 53, 57 et 223.

227. Un billet à ordre contenant cautionnement, souscrit par un négociant en faveur d'un négociant, est un engagement commercial de la compétence des tribunaux de commerce — Paris, 18 fév. 1830. Goullet et Jonhson.

228. L'effet souscrit par un négociant en paiement du remplaçant d'un conscrit, ne donne lieu ni à la contrainte par corps, ni à une action devant le tribunal de commerce. — Paris, 5 mars 1830. Sauvat C. Boure. Dumont C. Gros. — V. *suprà*, n° 147.

229 et 230. L'action en paiement de billets à ordre négociés par des commerçants à la douane, est de la compétence des tribunaux civils. — Rouen, 16 juin 1827. Boudehan C. Donnet.

231. Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur l'action en paiement d'un billet souscrit par un négociant qui a cessé de l'être au moment de la souscription en renouvellement de billets qui avaient une cause commerciale. — Lyon, 14 mar. 1827. Boissat C. Brissaud — V. *suprà*, n° 208.

232. Celui qui a pris la qualité de négociant dans un billet à ordre, n'est pas recevable à prétendre qu'il n'a pas une telle qualité, et à exciper de l'incompétence du tribunal de commerce — Besanç 19 août 1808. — Paris, 28 juin 1813. — Liége, 28 août 1811, t. 22, p. 207, n° 33.

On ne doit pas hésiter à embrasser l'affirmative, suivant M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 522, n. 484.

233. Les héritiers d'un négociant peuvent être assignés devant le tribunal de commerce, en raison d'un billet à ordre souscrit par leur auteur, et pour lequel celui-ci n'avait pas encore été actionné. — Paris, 6 mars 1812, t. 22, p. 276, n° 98 — *V.* MM Carr. t. 2, p. 82, n° 1523 et 1524 Pig. Comm. t. 1, p. 719; Delvincourt Instit de Droit comm. t. 2, p. 105; et M. M. Q. D. t. 6. p. 521.

234. Ce n'est pas le tribunal de commerce, mais le tribunal civil qui est compétent pour ordonner le paiement d'un billet à ordre causé *valeur* reçue, sans désignation de la valeur. — Renn. 10 mai 1811, t. 22, p 257, n° 76.

235. Lors même que le billet à ordre a été endossé par des négociants. — Cass. 6 août 1811. — Colm. 23 mars 1814 — Riom, 6 mai 1817. — Rouen. 20 juin 1822, t. 22, p. 263, n° 83 — *V.* M. Carr. Comp. t. 2, p 636, n. 4 et 5.

236. Le billet à ordre souscrit par un individu non négociant, valeur reçue, que le souscripteur a déclaré *avoir été employée dans son commerce*, ne le soumet pas à la juridiction commerciale. — Paris, 23 sept. 1812, t. 22, p. 292, n° 112. — V. *infrà*, n° 239, 249 et 242.

237. Lorsqu'un billet à ordre est causé valeur *reçue en marchandises*, ce fait ne prouve pas que celui qui l'a souscrit ait voulu faire un acte de commerce, et ne le rend pas justiciable du tribunal de commerce. — Paris, 17 sept. 1828. Raulet C. Cornu.

238 et 239. Les tribunaux de commerce ne peuvent connaître d'un billet à ordre souscrit par un non commerçant, par cela seul qu'il porterait: *causé valeur en marchandises.* — Paris, 19 mars 1831; 17 déc. 1828 — Bord. 17 janv. 1832 — Montp. 25 fév. 1831, t. 42, p. 251. — V. *suprà*, n° 236.

240. Le souscripteur, non commerçant, d'un billet à ordre causé valeur reçue en espèces pour une *mienne opération de commerce*, n'est ni contraignable par corps, ni justiciable du tribunal de commerce. — Bastia, 29 janv. 1833, t. 44, p. 356. V. *suprà*, n° 236.

241. On ne peut réputer commerçant le souscripteur d'un billet à ordre *causé* valeur en marchandises, lorsqu'il n'est pas prouvé qu'il les ait achetées pour les revendre. — Ang. 11 juin 1824, t. 27, p. 50.

242. Il ne suffit pas qu'un billet à ordre souscrit par un non commerçant soit causé *valeur reçue en marchandises*, pour le rendre justiciable des tribunaux de commerce, il faut encore apprécier les circonstances. — Lyon, 26 fév. 1829. Marchand C. Mequel. V. *suprà*, n° 236.

243. Un billet à ordre ne peut être réputé commercial, et n'est pas soumis à la juridiction du tribunal de commerce, lorsque le paiement en est subordonné à une condition, et lorsque cette condition consiste dans un fait dont la vérification, s'il était contesté, ne pourrait être effectuée que devant les tribunaux civils — Gren. 19 juin 1824, t. 27, p. 41.

244. Le directeur d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie n'est pas justiciable du tribunal de commerce, pour le paiement des billets à ordre qu'il a souscrits. — Rouen, 9 oct 1820, t. 22, p 395, n° 210. V. *suprà*, n° 24. — *V.* en ce sens M Carr. *Comp.* t. 2, p. 560, il applique cette décision aux sociétés d'assurances à primes.

245. L'endosseur d'un billet à ordre ne peut exciper du défaut d'expression de la valeur fournie, pour prétendre que l'endossement n'est qu'une procuration, quand il a avoué que le porteur était son créancier direct, et qu'il lui avait réellement délivré le montant de l'effet à ordre. — Nancy, 22 juin 1813, t. 8, p. 614, n° 136

246. Les tribunaux de commerce deviennent incompétents lorsque l'exception de nullité pour violence et dol, est opposée au billet dont le

paiement est demandé. — Ang. 23 janv. 1813, t. 22, p. 299, n° 118.

247. Les tribunaux de commerce peuvent accorder des délais pour le paiement des billets à ordre réputés simples promesses.—Besanç. 24 avr. 1818, t. 22, p. 354, n° 176. M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 559, critique cette décision.

§ 2. *Lettres de change.*

248. Les tribunaux de commerce sont compétents pour statuer sur toutes les contestations qui s'élèvent sur des lettres de change, quels que soient les individus qui les ont souscrites, marchands ou non marchands. — Colm. 7 fév. 1806, t. 22, p. 167, n° 14 — V. *suprà*, n° 204 et *infrà*, n° 258.

249. Le tribunal de commerce est compétent pour ordonner le paiement d'une lettre de change, quoique la cause soit purement civile.—Bord. 10 juill. 1827 Vincent C. Rambaud.

250. Le tireur d'une lettre de change peut être actionné devant le tribunal de commerce, quoiqu'il oppose qu'il n'est point réellement obligé par cette traite. — Bord. 3 déc. 1831, t. 43, p. 584 —*V. ibid.* les observations.

251. Une lettre de change sans date, et dont l'échéance est indéterminée, cesse d'être une lettre de change, et est de la compétence des tribunaux civils. — Bord. 26 juill 1827. Escousseau C. Desbordes St-Luc et Boyer.

252. Celui qui garantit par un aval le paiement d'une lettre de change, devient justiciable du tribunal de commerce.—Paris, 20 ventôse an 13, t. 8, p. 485, n° 23.

253. Une femme signataire d'une lettre de change, conjointement avec un commerçant, est justiciable du tribunal de commerce.—Brux. 6 fév. 1812.— Cass. 28 avr. 1819, t. 22, p. 273, n° 95.

254. De même, la femme non marchande publique, qui souscrit une lettre de change, est justiciable des tribunaux de commerce; seulement elle n'est pas passible de la contrainte par corps.—Aix, 22 fév. 1822, t. 24, p. 54.

255. Le tribunal de commerce ne cesse pas d'etre compétent pour statuer sur la demande en paiement d'une lettre de change tirée par une femme, par cela seul que celle-ci l'aurait souscrite sans l'autorisation de son mari — Riom, 27 déc. 1830, t. 46, p. 237.

256. Jugé que le tribunal de commerce n'est pas compétent pour connaître de la demande en paiement d'une lettre de change tirée par une femme non marchande, et qu'un négociant n'a pas revêtu de sa signature. — Lim. 16 fév. 1833. Tharaud C. Racaud.

257. Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître de l'action en paiement de lettres de change, quoiqu'elles ne portent que des signatures d'individus non négociants, et qu'elles soient tirées par une femme non commerçante —Lim. 19 mars 1813, t. 22, p. 303, n° 123.

258. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître d'une demande en paiement d'un effet de commerce entre toutes personnes, et sur l'opposition formée au paiement de ce billet, quand même l'affaire serait, par sa nature, communicable au ministère public.—Renn 12 mars 1819, t 22, p. 359, n° 186. V. *suprà*, n° 248.

259. L'effet souscrit par un non négociant, payable par lui, tiré d'un lieu à un autre, et adressé à un tiers, est une lettre de change qui soumet le souscripteur à la juridiction commerciale —Toul. 22 juill. 1826. Cabaré C. Pelleport.

260. Une lettre de change tirée de place en place, sur la même personne que le tireur, rend celui-ci justiciable du tribunal de commerce.—Cass. 1er mai 1809, t. 22, p. 216, n° 40. — V. les deux numéros suivants.

261 à 271. L'effet tiré d'un lieu sur un autre, et payable par le souscripteur lui-même, n'est pas une lettre de change qui soumette celui-ci, non négociant, à la juridiction des tribunaux de commerce.—Toul. 22 juill. 1825. Olève C. Palancade.

272. Il y a lettre de change, et le tribunal de commerce est compétent pour en connaître, dès qu'il y a remise de place en place, quoique le souscripteur la tire sur lui-même — Nîm. 22 juin 1829. Manselon C. Lapierre —V *suprà*, n° 260.

273. Une traite tirée d'un lieu sur un autre, mais dans la même commune, n'a pas le caractère d'une lettre de change, et le tribunal de commerce est incompétent pour en connaître —Bord. 23 avr. 1830. Delajonie C. Rivière.

274. La connaissance d'une lettre de change payable au porteur appartient aux tribunaux de commerce, conformément à la déclaration de 1721.—Cass. 17 août 1812, t. 22, p 291, n° 111.

275. Lorsqu'une lettre de change n'indique pas la nature de la valeur fournie, les tribunaux de commerce ne peuvent pas connaître des contestations auxquelles elle donne lieu.— Caen, 31 janv. 1826. t. 31, p. 151.

276. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître d'une lettre de change qui n'énonce pas la nature de la valeur fournie, mais qui a été acceptée par un commerçant contre lequel on en poursuit le paiement.— Turin, 13 mars 1811. — Colm. 31 janv. 1812 — Liége, 10 janv. 1815. t. 22, p. 251, n° 70; p. 322, n° 147. —Telle est l'opinion de M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 634, n° 628.

277. Le négociant qui a accepté une lettre de change n'énonçant pas la nature de la valeur fournie, est justiciable des tribunaux de commerce.—Paris, 15 mars 1826. Chancerel C. Goddin Dumesnil.

278 Comme aussi le tribunal de commerce peut connaître d'une lettre de change réputée *simple promesse*, si les tireurs et porteurs sont tous négociants —Turin, 1er août 1815, t. 19, p. 147, n° 138.

278 *bis.* De même, les effets de commerce réputés simples promesses, rendent ceux qui les ont souscrits justiciables des tribunaux de commerce, s'ils y ont pris la qualité de négociants.— Besanç. 24 avr. 1818, t. 22, p. 355, n° 175

279. Un tribunal de commerce est incompétent pour connaître d'une lettre de change réputée simple promesse, ou d'un billet à ordre qui n'a pas pour cause une opération commerciale, quoique endossé par des négociants, si cet endos, étant irrégulier, ne vaut que comme simple procuration. — Bastia, 4 janv. 1832, t. 44, p. 112.—V. *ibid.* des observ.— *V.* aussi *suprà* n° 209.

280. Lorsqu'une lettre de change signée par un commerçant, à défaut des formalités requises, n'est plus réputée que simple promesse, le paiement peut en être poursuivi devant le tribunal civil, suivant les circonstances de la cause.—Riom, 23 fév. 1828, t. 35, p. 21.

281. La connaissance des lettres de change réputées simples promesses par l'art. 113 C. comm., comme souscrites par des femmes non marchandes publiques, doit, aux termes de l'art. 636 C. comm., être renvoyée au tribunal civil. — Bord. 11 août 1826 Bonneau C. Villefond.

282. L'incompétence du tribunal de commerce pour prononcer sur une lettre de change réputée simple promesse doit être déclarée, même à l'égard du tiers porteur de bonne foi. — Brux. 7 oct. 1811, t. 22, p. 270, n° 90.

283 Le tribunal de commerce peut-il retenir la connaissance d'une contestation entre personnes non commerçantes, relativement à une lettre de change, dans laquelle on prétend qu'il y a supposition d'une cause commerciale? — Non. — Cass. 26 déc. 1808 —Metz, 15 juill. 1817. —Brux. 28 juin 1810.—Oui —Ren. 21 déc. 1812, t. 22, p 212, n° 37.— *V* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 632.

284. Le tribunal de commerce est compétent pour connaître d'un acte entre commerçants, relatif à un nantissement fait pour sûreté d'acquit d'une lettre de change — Cass. 4 prair. an 11. t. 22, p 161, n° 6 — *V.* Pr. Fr. t. 2, p 443

285 Le porteur d'une traite tirée par la caisse de service du trésor public sur un receveur général, peut assigner devant le tribunal de commerce celui qui la lui a cédée par voie d'endossement.—Metz, 20 avr. 1814, t. 22, p. 313, n° 136.

286. La fourniture d'une traite, moyennant un prix ou un escompte

quelconque, peut être considérée comme un marché ordinaire, et rentrer dans l'application des mêmes règles, quant à la compétence — Metz, 22 nov. 1811, t. 22, p. 244, n° 62.

287. Si une traite à laquelle se trouvent joints le compte de retour et le billet originaire, se trouve endossée par plusieurs commerçants, celui sur qui la traite est faite peut être assigné en paiement devant le tribunal de commerce, quoiqu'il ne l'ait pas acceptée, et qu'il ne soit pas lui-même commerçant mais la contrainte par corps ne peut être prononcée contre lui — Colm. 21 sept. 1816, t. 22, p. 333, n° 163.

288. Les tribunaux de commerce ne peuvent point connaître des contestations pour lettres de change souscrites par les fournisseurs du gouvernement, en cette qualité. — Cass. 22 pluv. an 10; 8 brum. an 11, t. 22, p. 160, n° 5.—V. *suprà*, ch. 3, n°s 113, 114 et suiv.

289. Le défaut de protêt à l'échéance d'une lettre de change régulière en sa forme, n'a pas pour effet de la faire dégénérer en simple promesse à l'égard du tireur qui reste toujours justiciable des tribunaux de commerce et contraignable par corps —Cass. 25 mai 1824, t. 26, p. 293.

Art. 2. *Contestations entre associés.*

290. La loi du 9 ventôse an 4 n'a pas aboli les arbitres forcés établis en matière de société commerciale, par l'ordonnance de 1673 —Cass. 13 fruct. an 8, t. 4, p. 513.—*V. Arbitrage*, n°s 87 et suiv.

291. Les contestations entre associés ne peuvent être jugées que par des arbitres, lors même que les sociétés ont été contractées avant le Code de commerce.—Turin, 8 juill 1809, t. 4, p. 553.—*V. Arbitres*, n° 34.

292. Le tribunal est compétent pour connaître des comptes que se doivent mutuellement des négociants, pour des intérêts communs qu'ils ont dans des affaires commerciales, quoiqu'il n'y ait pas eu entre eux de société proprement dite. — Nim. 16 juin 1829 Rey C Rey.

293. C'est aux tribunaux de commerce et non aux arbitres qu'il appartient de décider sur tout ce qui concerne la nature, la validité et la durée des sociétés et des actes qui y sont relatifs; et spécialement les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître d'une cession à forfait qu'un associé fait de ses droits à ses coassociés, après la dissolution de la société.—Aix, 9 fév. 1827. Méry C. Hardy.

294. C'est par les tribunaux de commerce, et non par des arbitres, que doivent être jugées les contestations sur l'existence d'une société commerciale. — Cass. 30 nov. 1825. —Bord. 26 nov. 1833, t. 30, p. 414, et t. 47, p. 483.

295. C'est la même juridiction qui prononce sur l'existence comme sur la légalité d'une société de commerce. — Aix, 14 déc. 1827. Dufort C. Olive.

296 La question de savoir si une société commerciale est nulle, à raison de la minorité de l'un de ses membres, est de la compétence du tribunal de commerce —Paris, 3 fév. 1832. Beaumir C. Bettins.

297. Les questions de dissolution de société, de prescription, de demande en reddition de comptes, ou en rectification d'erreurs, peuvent, en matière de commerce, être jugées par le tribunal, sans qu'il soit nécessaire de renvoyer devant arbitres.— Douai, 6 juin 1820, t. 22, p. 361, n° 189.

298. Lorsqu'un arbitre a prononcé, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'un compromis, et avec le titre d'amiable compositeur, c'est devant lui, et non devant le tribunal de commerce que doit être portée l'action en redressement des erreurs de calcul, ou omissions qui se sont glissées dans la sentence. — Cass 28 mars 1815, t. 4, p 545, n° 30 —*V*. M. F. L., v° *Arbitrage*, t. 1er, p. 210.

299 et 300. La demande en dissolution d'une société commerciale, doit-elle être portée devant le tribunal de commerce, et non devant des arbitres?—Oui, Lyon, 18 mai 1823 —Corse, 15 fév 1827. t. 25, p. 167, n° 33, p. 277 —Non, Lyon, 21 avr. 1823, t. 25, p.161. V. *infrà*, n° 308.

301. En matière de société commerciale, le tribunal de commerce qui en a prononcé la dissolution, doit renvoyer devant des arbitres, la liquidation à faire des droits de chaque associé — Lyon, 22 août 1825, t. 30, p. 42.

302 et 303. Les associés commanditaires doivent être assignés en paiement des dettes de la société dont ils font partie, et qui a été dissoute, non devant des arbitres forcés, mais devant le tribunal de commerce —Paris, 28 fév. 1833. Hallette C. Gauthier de Claubry.

304. Lorsque par l'acte qui dissout une société les parties ont réglé leurs droits respectifs, si plus tard, il s'élève des difficultés, ce n'est plus le cas de la renvoyer devant arbitres, et d'ordonner la communication des livres et registres.—Lyon, 26 fév. 1828.

305. L'action en dommages-intérêts intentée par des actionnaires d'une société anonyme contre l'ancien administrateur de cette société, à raison d'actes qu'il aurait faits dans son intérêt personnel, est de la compétence du tribunal de commerce, et non des arbitres forcés. — Paris, 31 janv. 1833 Rousseau C. Wilson.

305 *bis*. Lorsque, sur une demande en nomination d'arbitres pour liquider une société, aucune des parties ne demande la nullité de la société, le tribunal excède ses pouvoirs en prononçant cette nullité d'office. — Bord. 16 déc. 1829. Raphaël Lopez-Dios C Isaac Lopez-Dios.

306. Les contestations entre deux associés pour erreurs prétendues dans la liquidation qu'ils ont faite de leur société commerciale, doivent être portées devant des arbitres — Colm. 24 août 1808, t. 4, v° *Arbitres*, p. 542, n° 25. *V*. M. B. S. P. t. 1er, p. 46, n° 31.

307. Les dispositions de l'art. 51 C. comm. qui attribue à des arbitres la connaissance des contestations qui s'élèvent entre associés, n'est pas applicable au cas où il s'agit d'obligations contractées personnellement par l'un des associés envers la société- — Metz, 29 avr. 1817, t. 4, v° *Arbitres*, p. 615, n° 74.

308 Les contestations sur l'existence, la durée et l'étendue d'une société commerciale, sont de la compétence du tribunal de commerce, et non des arbitres forcés. — Lyon, 30 juil. 1832. Bonnebouche C. Sirié.— V. *suprà*, n° 299.

309. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître de contestations qui peuvent s'élever sur la nature, l'existence et les effets d'une société entre des tiers et l'un des prétendus associés. — Paris, 19 mars 1811 t. 22, p. 254 n° 72. V. *suprà*, n° 314.

310. Le tribunal de commerce, saisi d'une contestation entre associés, peut, avant de renvoyer devant arbitres, statuer sur l'exception opposée par une partie, qu'elle n'était pas associée. — Renn. 11 mars 1812, t 22 p 275, n° 97.

311. Les contestations relatives à une société en participation, doivent être soumises à un arbitrage forcé, comme les contestations relatives aux autres sociétés commerciales.—Cass. 29 mars 1815. — Cass. 14 juin et 16 janv. 1818. — Gênes, 29 déc 1808. — Brux. 27 déc 1810 — Turin. 26 fév. 1814. — Rouen, 11 juil. 1818, t. 4, p. 525, v° *Arbitres*, n° 19, p. 545, n° 27, et t. 22. p. 355, n° 178. *V*. l'application de l'art. 59 C. p. c. aux sociétés en participation, v° *Tribunaux*.

312. L'art. 51 C. comm. attribuant aux arbitres la connaissance de toutes les contestations entre associés, les sociétés en participation sont de la compétence des arbitres, et non de celle du tribunal de commerce, et l'incompétence des tribunaux de commerce, à cet égard, ne peut être couverte par aucun acquiescement.— Bord. 3 juil. 1828. Niel C. Montheuil.

313. Les contestations qui s'élèvent sur l'exécution et la liquidation d'une société en participation, ne rentrent pas dans les attributions du tribunal de commerce; mais elles sont de la compétence des arbitres forcés — Toul. 5 janv. 1824, t. 26, p. 41. — Sont de cette opinion MM.

Carr. n° 1022; Pardessus, n° 1001, p. 69, t. 4, et Coff.

314. Des associés ne peuvent demander que les contestations élevées par les créanciers de l'un d'eux sur un projet de liquidation de leur société soient jugées par des arbitres forcés. — Paris, 17 déc. 1833, t. 46, p. 382. V. *suprà*, n° 309.

315. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître des contestations entre des associés pour achat et revente des biens fonds. — Metz, 18 juin 1812. — 10 déc. 1819, t. 22, p. 284, n° 105. *V. suprà*, n° 22, et le n° qui suit.

316. La société formée pour revendre des immeubles appartenant à des associés, n'est point une association commerciale. Les tribunaux civils doivent seuls en connaître. — Paris, 8 déc 1830. Bénard C. Auger.

317. Les contestations entre associés pour l'exploitation d'une mine, sont de la compétence du tribunal civil. — Renn. 13 juin 1833. t. 47, p. 464.

318. Jugé aussi que les contestations qui ont lieu entre associés pour la construction d'un bâtiment dont la société a obtenu l'adjudication, en se chargeant des achats à faire pour les ouvrages, sont de la compétence des tribunaux de commerce; et les tribunaux civils devant lesquels l'affaire est portée doivent la renvoyer devant les juges compétents, lorsque l'exception est proposée. — Brux. 6 fév. 1830. Masson C. Boens.

319. Les actionnaires d'une compagnie d'assurances sont soumis à la juridiction du tribunal de commerce: ils doivent être assignés au lieu où siége la société. — Paris, 23 juin 1825. Maraine C. Dupin et Valère. — *V. suprà*, n° 24

320. Les compagnies anonymes d'assurances à primes contre l'incendie, ne peuvent être assignées que devant les tribunaux de commerce, surtout lorsque leurs polices portent que les contestations seront jugées par des arbitres convenus par les parties, sinon nommés par le président du tribunal de commerce. — Rouen, 24 mai 1825. t. 34, p. 291. — V. *suprà*, n°s 24 et 160.

321. Est justiciable des tribunaux de commerce, la société d'assurances pour remplacements militaires, qui fait une sorte de courtage et des actes commerciaux. — Gren. 19 juil. 1830. Tolentin C. Eymieux. — V. *suprà*, n° 147 et 228.

322. La société par laquelle les administrateurs d'une tontine mettent en commun leurs bénéfices éventuels, et créent des actions au porteur pour représenter le fond social, peut être réputée commerciale et considérée comme une entreprise d'agence et de bureau d'affaires, alors même que dans l'acte de société il a été formellement stipulé que la société formée serait purement civile. En conséquence, les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des contestations que cette entreprise fait naître. — Cass. 15 déc. 1824, t. 29, p. 121.

323. Lorsque plusieurs particuliers non commerçants se sont associés pour liquider des contributions de guerre avec le prix de divers immeubles qui leur sont vendus à pacte de rachat, et sous la condition d'une prime en cas d'exercice de cette faculté, les actes relatifs à cette société sont de la compétence des tribunaux civils, non des tribunaux de commerce. — Cass. 14 juil. 1819, t. 22. p. 366; n° 197.

324. C'est aux tribunaux de commerce qu'il appartient de statuer sur les récusations proposées contre des arbitres forcés. — Metz, 8 déc 1818, t. 22, p. 357, n° 182.

325. Les contestations relatives à une convention par laquelle deux courtiers d'assurances se sont engagés à partager les droits provenant de leurs opérations, sont de la compétence du tribunal de commerce, et non des arbitres forcés, si cette convention n'offre pas le caractère d'une société. — Cass. 29 nov. 1831. Gaggioni C. Varlet.

326 Est de la compétence du tribunal de commerce et non des arbitres forcés, la contestation entre le gérant et le membre d'une société à raison des fournitures que ce dernier a faites à celui-ci, non comme associé, mais comme exerçant un commerce particulier dans lequel la société n'est pas intéressée. — Bord. 31 août 1831. Compagnie des bateaux à vapeur C. Malineau.

327. Les tribunaux de commerce ne peuvent renvoyer les associés devant arbitres, lorsque les différends de leur société ont été réglés par une transaction — Renn. 22 oct. 1815, t. 22, p. 333, n° 162.

328. Ainsi le tribunal de commerce est compétent pour connaître d'une transaction qui termine des contestations entre associés — Renn. 26 mai 1820, t. 22, p. 370, n° 201.

329. Le tribunal de commerce ne peut connaître d'un différend que les parties sont convenues de soumettre à des arbitres — Renn. 27 sept. 1817, t. 22, p. 349. n° 171.

330. En matière de société commerciale, sous l'ordonnance de 1673, l'incompétence des tribunaux de commerce n'était que personnelle, mais sous le C. comm. elle est matérielle et d'ordre public, de telle sorte que le renvoi doit être prononcé d'office devant des arbitres; lors même qu'aucune partie ne le requiert. — Cass. 1er germ. an 11. — 22 therm. an 11. — 14 juin 1815. — 7 janv. 1818, t. 4, v° *Arbitrage*, p. 525, n° 18.

331. Lors même que la partie assignée fait défaut. — Renn. 26 déc. 1812, t. 9, p. 222, n° 71.

332. Cependant, en matière de société commerciale, quoique la cause doive être renvoyée devant arbitres, après avoir été portée devant un tribunal de commerce, les tribunaux civils peuvent connaître de la contestation, si elle leur est soumise par tous les associés, sans qu'aucun d'eux ne propose l'exception d'incompétence. — Cass. 9 avr. 1827, t. 33, p. 105.

333. Lorsque des associés ont des procès connexes en matière civile et en matière commerciale, et qu'ils sont convenus qu'ils seraient tous jugés civilement, l'arrêt qui maintient cette juridiction ne peut être annulé pour contravention à l'art. 51 C. comm. — Cass. 20 avr. 1825, t. 30, p. 371.

334. La demande en mainlevée de scellés apposés sur les papiers et marchandises d'une société de commerce, quoiqu'elle soit incidente à une instance commerciale, doit être renvoyée devant les juges ordinaires — 12 juil. 1812, t. 22, p. 290. — *V.* M. Carr. t. 3, p. 307, n. 14; Carr. *Comp.* t. 2, p. 640, n° 250.

335. Lorsqu'un tribunal de commerce a renvoyé les parties devant des arbitres, l'une d'elles ne peut pas, après la décision arbitrale, se pourvoir devant ce tribunal en demande de l'exécution par corps de la décision arbitrale. — Renn. 21 déc. 1816, t. 8, p. 646, n° 160. — M. Carr. t. 3, p. 443, n° 3335 approuve cette décision, mais il ajoute que si, dans le compromis, les parties s'étaient réservé de faire prononcer la contrainte par le tribunal, cette réserve devrait avoir son effet.

Art. 3. — *Compétence en matière de faillite.* (1)

336. Toute demande en déclaration de faillite, même celle dirigée contre un individu qui prétend n'être plus négociant, est de la compétence du tribunal de commerce. — Brux. 5 mars 1829. M. C. B.

337. Le tribunal de commerce qui a déclaré un négociant en faillite par un jugement par défaut, est seul compétent pour statuer sur l'opposition formée à ce jugement, quoiqu'elle soit fondée sur ce que le débiteur aurait été relevé de son état de faillite, dans un traité passé entre lui et ses créanciers. — Cass. 6 déc. 1831, t. 42, p. 259.

338. Le commerçant qui souscrit des billets à ordre depuis l'ouverture de sa faillite, n'a pas cessé d'être justiciable du tribunal de commerce. — Liége, 4 avr. 1813; t. 22, p. 385, n° 125.

339. Le négociant qui souscrit des billets dans l'intérêt d'une faillite dont il est syndic, et avec l'autorisation de la masse des créanciers,

(1) Il est utile de consulter notre mot *Faillite*, et *infrà*, l'art. 8, n° 468.

doit, à défaut de paiement, être actionné, non devant le tribunal de commerce, mais devant le tribunal civil. — Toul 15 janv. 1833, t. 45. p. 550.

340. Le tribunal de commerce qui a déclaré la faillite d'un négociant, est compétent pour statuer sur la nullité ou la validité des actes d'administration faits par les syndics provisoires, et notamment sur le mérite d'une apposition de scellés à laquelle ils ont fait procéder. — Flor. 13 mars 1811, t 22, p. 252, n° 71.—*V.* le n° qui suit.

341. Les juges d'un tribunal de commerce sont incompétents pour connaître de la demande en mainlevée des scellés apposés sur un magasin qui n'appartenait pas au failli, mais dans lequel se trouvaient quelques objets faisant partie de l'actif de la faillite.—Colm. 28 août 1813, t. 22, p. 307, n° 129 —*V.* le n° qui précède.

342. L'acquiescement au jugement qui a renvoyé la connaissance de cette contestation devant le tribunal de commerce ne pourrait pas couvrir l'incompétence de ce tribunal et rendre l'appel non recevable. —Colm. 28 août 1813, t. 22, p. 307, n° 130.

343. Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des contestations qui ont pour objet l'existence ou la non-existence des créances d'une faillite, mais ils ne peuvent apprécier la nature de ces créances lorsqu'elles sont civiles, et décider si elles sont hypothécaires. — Poit. 2 avr. 1830. Compagnon C. Guichard.

344 et 345. Le tribunal de commerce est-il compétent pour fixer le montant d'une créance non commerciale contre un failli, quoique le porteur en ait présenté le titre au syndic de celui-ci pour le faire vérifier? — Non —Colm. 31 déc. 1831, t 43, p. 732. — Oui.—Brux. 18 fév 1820, t. 22, p. 368, n° 199. — *V. infrà* n° 347.

346. L'action intentée par les syndics d'une faillite pour faire rentrer à l'actif des marchandises qui en ont été indûment détournées, n'est pas une demande commerciale de la compétence du tribunal de commerce. C'est une action en réparation civile d'un fait illicite, qui doit être portée devant le tribunal civil. — Cass 25 mars 1823, t. 25, p. 103

347. L'action des syndics d'une faillite contre le commis du failli, à l'effet de l'obliger au rapport des sommes qu'il a puisées dans la caisse de son commettant pour des appointements qu'il prétend lui être dus, est de la compétence des tribunaux de commerce.—Metz, 30 août 1821, t 23, p. 300. — *V. suprà* n° 344 et suiv.

348. Le tribunal de commerce, saisi des opérations d'une faillite, est-il compétent pour statuer sur la demande en paiement de salaire, intentée contre les syndics par un commis du failli?— Non —Aix, 26 janv. 1828.—Oui —Tribunal de Marseille, 19 août 1833, t. 46, p. 47.— *V.* ibid. des observations.

349. La faillite du débiteur, survenue pendant une instance en distribution par contribution dans laquelle des conclusions ont déjà été prononcées, n'empêche pas le tribunal civil de rester saisi de l'instance; elle ne doit pas être renvoyée devant le tribunal de commerce. — Paris, 5 juin 1823, t. 25, p. 198.

350. Ce n'est point devant le tribunal de commerce, mais c'est devant le tribunal civil qu'on doit poursuivre la vente des immeubles d'un failli. —Ang 28 oct. 1809. — Cass. 3 nov. 1810, t, 22, p. 228, n° 49. — Telle est l'opinion de MM. M. Q. D t. 6, p. 652, § 8, et t. 14, p. 186 F. Carr. Comp. t. 2. p. 625, n° 523 ; Haut. p. 230, et S.B.P. p. 705, n. 11.

351. C'est au syndic de la faillite et non au juge commissaire, ni au tribunal de commerce, qu'il appartient de nommer les officiers ministériels chargés de vendre les meubles et immeubles du failli. — Paris, 27 fév. 1813 — 26 mai 1813, t. 22, p. 300, n° 120.

352. Les tribunaux de commerce sont incompétents pour statuer sur la demande en revendication faite par la femme ou la fille d'un failli. —Gren. 17 sept. 1811, t. 22, p. 268, n° 87.

353. Le tribunal de commerce, saisi des opérations d'une faillite, n'est pas compétent pour juger si le failli est tenu de rapporter à une succession des sommes dont ses cohéritiers soutiennent qu'il est débiteur envers le défunt —Paris, 6 mai 1833, t. 47, p. 485.

354. Ce n'est pas le tribunal de commerce, mais c'est le tribunal civil qui est seul compétent pour statuer sur l'opposition au concordat fondée sur des moyens de fraude, ou sur une incapacité de contracter. — Renn. 4 oct. 1811, t. 22, p. 268, n° 88.

355. La contestation relative à la cession des créances sur une faillite, est de la compétence des tribunaux civils, lors même qu'elle aurait lieu entre marchands. — Brux. 14 mars 1832, t. 45, p. 470.

356. C'est au tribunal de commerce que les créanciers d'un failli ont dû s'adresser postérieurement au 1er janvier 1808, pour des procédures relatives à une faillite ouverte en 1808, bien qu'à cette époque le débiteur eût été admis au bénéfice cession par un tribunal civil, et que, dans l'intervalle, ce même tribunal eût été saisi d'une procédure en expropriation, depuis impoursuivie. — Pau, 19 mai 1808, t. 6. p. 676.

357. Le tribunal civil est seul compétent pour statuer sur la demande en privilége des loyers intentée par le propriétaire des lieux loués au failli. —Paris, 1er déc. 1831, t. 43, p. 532. —V. *infrà* n° 359.

358. Les syndics d'une faillite ne peuvent, après avoir conclu au fond, opposer que le tribunal civil est incompétent pour juger la demande en privilége intentée par le propriétaire des lieux qu'occupait le failli. — Paris, 1er déc. 1831, t. 43, p. 532.

359 Le tribunal de commerce est compétent pour décider si le privilége du propriétaire sur les meubles garnissant la maison louée, doit être préféré à celui du syndic pour ses frais de gestion dans la faillite. — Rouen, 31 déc. 1818, t. 22, p. 358, n° 184. — V. *suprà*, n° 357 et le n° suivant.

360 C'est par le tribunal de commerce que doit être jugée la demande en paiement par privilége intentée par celui qui a vendu une coupe de bois à un failli.—Paris, 5 fév. 1833, Périer C. syndic Pérille. — V. le n° précédent.

361. Mais le tribunal civil seul peut statuer sur les difficultés entre le trésor et un comptable en faillite, relativement au recouvrement de ce qui est dû au trésor ou à l'exercice du privilége attaché à la nature de la créance. — Cass. 9 mars 1808. — Bourg, 12 nov. 1811 Renn. 27 mai 1814, t 22. p 201, n° 27.

362. La caution d'un failli fermier d'un octroi, subrogé par une décision du conseil municipal aux droits de ce failli pour le bail de l'octroi, puis relevé de son obligation par une autre décision du même conseil jusqu'à concurrence du prix de ce bail, n'en est pas moins justiciable des tribunaux ordinaires, quant aux engagements relatifs à sa gestion. — Cass. 12 mai 1814, t. 22, p. 314, n° 138.

Chap. IV — *Compétence territoriale.*
Art. 1. — *De quel tribunal un commerçant est justiciable à raison de sa seule qualité.*

363. Le commerçant est justiciable du tribunal du lieu dans lequel il a déclaré vouloir fixer son domicile et où il a établi son commerce, encore qu'il n'y demeure pas. — Paris, 27 sept. 1809, t. 22, p. 228, n° 48.

364. Comme aussi lorsqu'une maison de commerce quitte l'endroit où était son établissement, et se fixe dans une autre ville, elle peut être assignée en paiement des obligations qu'elle a contractées dans sa première résidence, ou devant les juges de son nouveau domicile, ou devant ceux de son ancien. — Aix, 14 janv. 1825, t. 30, p. 56.

365 Le domicile élu dans la demande originaire est attributif de juridiction pour les demandes reconventionnelles, et le même tribunal est compétent pour juger les unes et les autres. — Paris, 21 fév. 1810, t. 22, p. 234, n° 53.

Art. 2. *Compétence en cas de vente.*(1)

366. Une demande, en matière de commerce, a pu être portée devant le tribunal du lieu désigné pour le paiement, en vertu de l'art. 420 C. P. C., quoique l'acte qui donnait lieu à cette demande fût antérieur à la mise en activité de ce Code.—Brux. 20 janv. 1809.—t. 6, p. 680, n° 16.

367. Le tribunal du lieu dans lequel la vente a été faite et la marchandise livrée, est compétent pour connaître de la demande en paiement du prix.—Cass. 3 fév. 1806.—Metz, 19 nov. 1813.—Ren. 5 août 1819, t. 22, p. 165 n° 12.—V. *infrà*, n° 375.

368. Un marchand peut assigner celui auquel il a fait des fournitures devant le tribunal du lieu où elles ont été faites, quoique le défendeur prétende avoir un autre domicile.—Paris, 2 juill. 1830. Barbe C. Caumont Leforis.

369 et 370. Pour qu'un tribunal soit compétent pour connaître de la demande du prix d'une vente, il ne suffit pas que le marché ait été fait dans son arrondissement; il faut encore que la marchandise y ait été livrée.—Paris, 18 mars 1829. Millon C. Brissot-Thivars.—Lyon, 31 août 1831. David C. Dufour.

371. Il en est de même, quoique le vendeur se soit obligé à transporter les marchandises au domicile de l'acheteur, ou quand même il aurait tiré sur l'acheteur une lettre de change pour le prix de ces marchandises, si cette lettre est revenue protestée.—Ren. 5 août 1819, t. 22, p. 165, n° 13.

372. La traite tirée par un vendeur sur l'acheteur pour obtenir son paiement n'empêche pas de citer celui-ci devant le tribunal du lieu où la vente et la livraison ont été faites.—Bord. 16 nov. 1830, t. 40, p. 83.—V. *suprà*, n° 411.

373. La faillite du débiteur n'est pas un obstacle à ce qu'en vertu de l'art. 420 C. P. C. il soit assigné devant le tribunal du lieu où la promesse a été faite, ou la marchandise livrée, s'il ne s'agit pas de contestations relatives à la faillite.—Toul. 15 janv. 1828. Pons C. Sacoley.

374. On doit considérer comme lieu de la délivrance, et là, par conséquent, doit être portée la contestation relative à une vente commerciale, celui où il a été convenu que le vendeur transporterait la marchandise et l'acheteur pourrait la refuser s'il la trouvait endommagée par le transport; peu importe qu'avant le transport elle ait dû être soumise dans un autre lieu à l'inspection du préposé de l'acheteur.—Brux. 9 déc. 1830. Velleman C. Cantineau-Dugnolle.

375. En matière de commerce, l'assignation n'est pas valablement donnée devant le juge du lieu où les marchandises ont été livrées, si le marché a été fait dans un autre lieu.—Ang. 3 janv. 1810.—Cass. 20 janv. 1818.—Lim. 10 fév. 1821, t. 22, p. 239, n° 51, et t. 18, p. 832.—*V° Règlement de juges*, *n°* 47, et *t.* 23, *p.* 43.

La manière dont est rédigé l'art 420 C. p. c. ne permet pas de douter qu'il faille les deux circonstances de la promesse faite et de la marchandise livrée, suivant Carr. t. 2, p. 70, n° 1507; Pig. *Comm.* t. 1, p. 714, D. C. p. 305, n. 6; Comm. t. 2, p. 461; Merl. t 14, p. 187, et Pardessus, t. 5, p. 28. V. *suprà*, *n°* 367.

376. Ainsi, en cas de contestations entre commerçants, sur une vente de marchandises, le vendeur ne peut être assigné devant le tribunal du domicile de l'acheteur qu'autant que celui-ci *justifie*, soit que la promesse de vente et la livraison des marchandises ont été faites à ce domicile, soit que le paiement devait y être effectué.—Cass. 21 mars 1826, t. 31, p. 51.

377. Mais on peut assigner en matière de commerce, devant le juge du lieu où le paiement devait être effectué, même lorsqu'il s'agit de demander la résiliation du marché, pour inexécution des conditions.—Douai, 11 janv. 1827, t. 36, p. 11.

378. De même, l'action en résiliation d'une vente de marchandises, fondée sur leur mauvaise qualité, doit être portée devant le tribunal du domicile de l'acheteur; lorsque les propositions de vente y ont été faites et que les marchandises s'y trouvent encore au moment de l'action, quoique la facture fasse mention que le prix est payable au domicile du vendeur.—Rouen, 6 janv. 1824, t. 26, p. 44.—*V.* M. Merlin, v° *Tribunal de commerce*, n° 6.

379. On peut assigner le défendeur devant le tribunal dans le ressort duquel une convention doit être exécutée, en assimilant *l'obligation de faire au* paiement dont parle le § 3 de l'art. 420 C. p. c.—Paris, 23 avr. 1825, t. 31, p. 48.

379 *bis*. Lorsqu'il ne s'agit que de l'exécution de la convention, quant à la livraison des marchandises, c'est devant le tribunal du domicile du défendeur que celui qui demande la livraison doit porter son action. Le 3ᵉ § de l'art. 420 C. p. c. ne s'applique qu'aux cas où il s'agit du paiement.—Nancy, 7 déc. 1824. Fortier C. Etienne.

380. Lorsqu'une commande a été faite par un négociant de Nantes à un négociant de Bordeaux, l'acheteur qui prétend à une indemnité doit faire assigner le vendeur devant le tribunal de commerce du lieu du domicile de celui-ci, si c'est de cette ville que les marchandises ont été envoyées, et si le paiement, stipulé comptant, s'est effectué au moyen de traites tirées du même lieu.—Rouen, 3 fév. 1834, t. 47, p. 717.

381. Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, le créancier pouvait aussi bien que le débiteur, être assigné devant le tribunal du lieu convenu pour la livraison des marchandises.—Cass. 30 juin 1807, t. 18, p. 804, n° 16.

382. Lorsque les parties ne sont pas convenu du lieu où le paiement doit être fait, il est censé devoir l'être au lieu de la livraison; et le tribunal de ce lieu est compétent pour connaître des contestations relatives à la vente.—Paris, 2 mai 1816.—Metz, 26 mai 1821, t. 22, p. 330, n° 159.

383. Pareillement, la livraison des marchandises étant toujours censée faite, à moins de conventions contraires, au moment où elles sortent des magasins de l'expéditeur, le tribunal du lieu où sont ces magasins est compétent pour connaître de la demande en paiement du prix de ces marchandises.—Nîm. 19 avr. 1819, t. 22, p. 363, n° 191.

384. Comme aussi, lorsqu'un négociant, sur une demande qui lui est faite par lettre, vend et expédie des marchandises, ces marchandises sont censées vendues et livrées au domicile du vendeur, de sorte que le vendeur peut assigner en paiement du prix, devant le tribunal de son domicile.—Bourges, 10 janv. 1823, t. 25, p. 11.—*V.* le n° suivant.

385 Lorsqu'une demande de marchandises a été faite par lettres, et que ces marchandises ont été expédiées aux risques de l'acheteur, c'est au domicile du vendeur que la vente et la livraison doivent être censées faites, et ce vendeur peut assigner l'acheteur devant le tribunal de ce domicile.—Cass. 24 août 1830. Bonneau C. Létang.—*V.* le n° qui précède.

386. Lorsqu'une vente n'est pas faite au comptant, et que le lieu du paiement n'a point été désigné par les parties, le prix est payable au domicile de l'acheteur, et le tribunal de commerce de ce domicile est seul compétent pour connaître de l'exécution du marché.—Cass. 5 mai 1824, t. 26, p. 287.

387. Lorsqu'on a fait une demande de marchandises, et qu'on est convenu sur la chose et le prix, la vente est censée faite au domicile du vendeur, quoique la marchandise n'ait pas encore été livrée. C'est dès lors, à son domicile que doit être assigné le vendeur, et non à celui de l'acheteur. Cependant, si la vente était à terme, le paiement doit être fait au domicile de l'acheteur. L'acheteur a pu assigner le vendeur devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.—Bord. 19 janv. 1828.

388 Lorsque l'associé en voyage d'une maison de commerce a reçu une commande d'une maison de commerce d'une autre ville, et qu'une

(1) Pour bien apprécier la jurisprudence sur cette matière fort délicate, il est indispensable de parcourir tous les nos 366 à 398.

note qui arrête cette commande fixe le délai pour le paiement, sans indiquer le lieu où il sera fait, c'est au domicile de l'acheteur qu'il est présumé avoir été convenu, et c'est au tribunal de ce domicile que l'acheteur peut assigner les vendeurs à l'effet de reprendre la marchandise comme défectueuse, lors même qu'ils l'auraient envoyée avec une facture portant que la marchandise serait payée à leur domicile. — Poit. 30 mars 1830 Blache C. Caminade.

389. La mention faite dans la facture que le prix sera payable au domicile de l'expéditeur, ne rend pas compétent le tribunal de ce domicile lorsque la facture n'a point été acceptée expressément, et que les marchandises ont été refusées. — Lyon, 2 déc. 1833, t. 22, p 380, n° 215, 12 déc. 1832. Douane C. Laval. — Il en est de même si la traite de l'expéditeur est refusée. — Lyon, 14 déc. 1831. Boursier C Saché.

390. Le tribunal auquel des commerçants ont donné attribution dans une facture, reste toujours compétent lorsque celui qui a refusé d'abord de recevoir les marchandises portées dans une facture, en accepte plus tard une partie.—Lyon, 14 déc 1831. Boursier C. Saché.

391. Dans le même cas, le tribunal du lieu indiqué pour le paiement dans la facture, ne cesse pas d'être compétent, quoique un paiement partiel ait été fait dans un autre lieu. —Lyon, 23 janv. 1833. Fore-Andrieux C Goudard.

392 Quand de l'ordre de son commettant un commissionnaire a acheté les marchandises qu'il a en dépôt, avec une facture indiquant que le paiement sera fait au domicile du commissionnaire, l'acheteur peut être assigné en paiement devant le tribunal de ce domicile —Lyon, 17 janv. 1832, Vidal C. Duran.

393. La déclaration portée en la facture que le prix sera payé au domicile de l'expéditeur attribue la compétence au tribunal de ce domicile, si la facture et les marchandises ont été reçues sans protestation quand bien même l'expéditeur aurait tiré des traites pour le paiement de la facture, et que l'une de ces traites aurait été payée — Lyon 17 fev. 1824, t. 26, p. 128.

394. Lorsqu'une facture reçue sans réclamation par l'acheteur porte que le prix de la vente sera payé au domicile du vendeur, mais en traites sur un autre lieu, le tribunal de ce dernier lieu est compétent pour statuer sur les difficultés relatives au contrat.
—Colm. 18 juill 1831, t. 43, p 730

395. Le paiement peut être censé devoir être fait au domicile de l'acheteur même lorsque une facture acceptée par celui-ci, porte que le paiement sera fait au domicile du vendeur; en conséquence le tribunal du domicile du vendeur peut être déclaré incompétent, même sur une demande en garantie.—Cass. 21 avr. 1830 Durni C. Bonnecase

396. Lorsqu'un négociant a expédié des marchandises à un autre négociant, et que celui-ci en a refusé une partie, il peut néanmoins être assigné en paiement de la totalité des marchandises devant le tribunal du lieu où la livraison a été faite. — Liege. 23 j. 1809, t 22, p. 219, n° 44.

397. Lorsqu'un marché a été conclu par correspondance, c'est le lieu d'où est datée la lettre d'acceptation qui détermine la compétence du tribunal qui doit connaître des difficultés relatives à ce marché. — Cass. 17 juil. 1810.—Metz, 22 nov. 1811. — 10 mars 1815. — 5 fév. 1820; t. 22, p. 243, n° 61. — Telle est aussi l'opinion de M. M F. L. t. 5. p. 707. et Merl Rép. t. 1, p. 187

398. On doit considérer comme le lieu où la promesse a été faite et où doit être jugée la contestation soulevée par suite d'une vente commerciale par correspondance, non celui où la marchandise a été expédiée, mais celui où l'acheteur a accepté la proposition de vente. — Lyon, 31 aout 1831. David C. Dufour.

Art 3. — *Effets de commerce.*

399. Celui sur qui une lettre de change a été tirée ne peut être traduit, s'il ne l'a pas acceptée, devant le tribunal du domicile du tireur, lorsque surtout il existait une juridiction conventionnelle sur le point de savoir si le tireur serait créancier ou non.— Metz, 24 fév 1816, t 22, p. 328, n° 156. — *V.* MM. Pardessus et Carr. t. 2, p. 72, n° 1519.— V. *infrà*, n° 401.

400 Aussi, c'est devant le tribunal de son domicile que le tiré doit être assigné, lorsqu'il n'a pas accepté la lettre de change tirée sur lui.—Cass. 21 mars 1825, t. 29, p. 146.

401. Celui qui doit le montant d'une lettre de change, mais qui n'a ni souscrit, ni endossé cette traite, doit être actionné en paiement, non devant le tribunal du lieu où elle est payable, mais devant ses juges naturels. — Paris, 24 avr. 1833, t. 44, p. 380.—V. *suprà*, n°s 399 et 400.

402. Le tireur d'une lettre de change ne conférant à son cessionnaire d'autre action que celle qu'il avait lui-même contre le débiteur principal, ne peut assigner celui-ci que devant le tribunal de son domicile, bien encore qu'il soit lui-même assigné en garantie devant un autre tribunal: c'est le cas d'appliquer les dispositions du 2e alinéa de l'art. 181 C. p. c.—Nancy. 24 juil. 1827. Valet C. Hussan.

403. Celui sur lequel une lettre de change est tirée pour l'acquittement d'une dette, ne peut décliner la juridiction du tribunal du lieu où la dette était payable, sous le prétexte que, par cette traite, le créancier a renoncé au droit d'appeler le débiteur devant le tribunal de son domicile. — Cass. 11 fév. 1829. Laurence C. Foullon.

404 L'accepteur d'une lettre de change peut être traduit à fin de condamnation au paiement de cette lettre devant le tribunal du domicile de l'endosseur, encore que ce ne soit pas son juge naturel. — Paris, 14 sept. 1808, t. 22, p. 42, n° 59.— M. Carr., L. P. C. t. 1, p. 136, n° 268, et Carr. *Comp.* t. 2, p. 675. critique, cette décision, en disant que ni l'art. 59 C. p c. ni l'art. 1203 C. C. ne l'autorisent.—V. *infrà*, n° 409.

405. La demande en paiement d'une lettre de change, payable dans un autre lieu que celui de la résidence de l'accepteur, peut être formée devant le tribunal du lieu où l'indication de paiement a été faite, ou devant les juges du lieu où la lettre de change a été acceptée ou endossée, et où demeure le tiers porteur — Paris, 11 janv. 1825. t. 80, p 30

406. L'indication sur un effet de commerce du lieu où le paiement doit être fait, a pour effet de saisir le tribunal de ce lieu de toutes les contestations auxquelles ce paiement pourrait donner ouverture.— Cass. 17 avr. 1811, t. 22, p. 64, n° 85.

407. Ainsi le tireur d'une lettre de change protestée, peut être assigné au tribunal dans le ressort duquel la lettre était payable, quoiqu'il soit domicilié dans un autre ressort. — Paris, 6 janv. 1809, t. 22, p. 215, n° 38.

408. Le Français qui a souscrit en faveur d'un Français des lettres de change payables en pays étranger, peut être assigné en France devant un tribunal, dans le ressort duquel il parait avoir son domicile, tant qu'il ne justifie pas de l'existence de son domicile dans le ressort d'un autre tribunal.—Paris, 21 avr. 1812 t. 22, p. 75, n° 99.

409. Le souscripteur d'un billet à ordre peut être assigné devant l tribunal du domicile de l'un des endosseurs — Paris, 20 mai 1811, t. 22, p. 68, n° 89, v. *suprà* n° 404 et le n° suivant.

410. Mais en est-il de même lorsque l'endossement a eu lieu après l'échéance du billet? — Oui. — Paris, 24 nov. 1807. — Non. — Lim. 13 juil. 1820, t. 22, p. 196, n° 24. — L'arrêt de Limoges est la réfutation la plus complète de celui de la Cour de Paris.

411. Lorsque, d'après une convention, des traites doivent être données en paiement de marchandises fournies, les contestations qui s'élèvent doivent être portées devant les juges du lieu où les traites devaient être soldées —Trév. 14 mars 1810.—*Contrà*, Cass 29 janv. 1811, et 25 mai 1815, t. 22, p, 236, n° 55. —*V. suprà*, n° 372.—*V.* MM Carr. L. p c. t. 2, p. 71. n° 1509; et *comp.* t.

(1) Même observation qu'à l'art. 2. *suprà*, pag. 606.—*V.* les n°s 404 à 33.

433 Lorsqu'une maison de commerce reçoit de son commis voyageur l'annonce qu'un négociant l'a chargé d'expédier des marchandises, il n'y a vente parfaite de ces marchandises qu'au moment où elle accepte cette demande. C'est aussi dans sa ville qu'a lieu la livraison des marchandises, à défaut de convention contraire, et par conséquent les contestations auxquelles leur vente donnent naissance doivent être portées devant le tribunal du domicile du vendeur.—Bord. 16 nov. 1830, t. 40, p. 83.

Art. 6. *Mandataires — Consignataires. — Destinataires — Commissionnaires. — Voituriers. — Capitaines de navires.*

434. L'action qui naît du mandat est personnelle, et doit être portée, même en matière commerciale, devant le tribunal du domicile du mandataire, et non devant celui du lieu où le paiement devait être fait.—Cass. 22 janv. 1818.—19 juin 1819, t. 22, p. 350, n° 172.

435. Le propriétaire de marchandises consignées est justiciable du tribunal de commerce dans l'arrondissement duquel la consignation a eu lieu, à raison du prêt, avance, ou paiement qui pourraient avoir été faits par le consignataire; si ce propriétaire vient à tomber en faillite, le consignataire n'en conserve pas moins le droit de traduire le syndic de sa faillite devant ce même tribunal, pour le remboursement de ses avances.—Poit. 8 mai 1819. *Syndic*, Fournier C. Grégoire.

436. Lorque des marchandises ont été consignées à un négociant pour se remplir sur leur produit, du montant des traites tirées sur lui, et que ces marchandises viennent à périr, les contestations auxquelles peut donner naissance cet accident, sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel a eu lieu la consignation.—Cass. 19 janv. 1814, t. 22, p. 311, n° 135.—*V.* M. B. S. P. p. 121, n. 7, n°s 4 et 8.—*V. infrà* n° 438.

437. Le consignataire de marchandises ne peut être assigné en paiement de ces marchandises que devant le tribunal de son domicile, à moins de conventions contraires.—Bord. 9 janv. 1827. Vidal C. Bureau.

438. C'est le tribunal de commerce du domicile du consignataire, et non celui de l'ouverture de la faillite de l'expéditeur, qui est compétent pour connaître de la demande du consignataire, à fin de vente des marchandises sur lesquelles il a privilége.—Paris, 14 janv. 1826. Veuve Bedel C. le syndic Horne.—*V. suprà* n°s 436 et suiv.

439. Le destinataire entre les mains de qui les expéditeurs ont fait une saisie sur les marchandises envoyées, avec indication d'un domicile élu dans l'acte de saisie, peut les assigner à ce domicile, en reprise de ces marchandises.—Cass. 9 juin 1830, t. 40, p. 93.

440. L'action intentée par un commissionnaire en paiement de ses frais et de son droit de commission, contre son commettant, doit être nécessairement portée devant le tribunal du domicile du défendeur, et non devant celui de l'arrondissement dans lequel la marchandise a été livrée.—Brux. 3 juin 1829. De Keipser C. Gallesloot.—*V. infrà* n°s 443 et 444.

441. Le commissionnaire qui n'a agi qu'en cette qualité, ne peut pas être assigné devant un autre tribunal de commerce que celui de son domicile.—Lim. 3 juill. 1823, t. 22, p. 377, n° 213.—*V.* M. Carr. t. 2, p. 69, n. 1, n° 1.—*V.* le n° qui suit.

442. Doit être assigné à son propre domicile, le commissionnaire qui, en vertu d'un ordre donné au domicile de son commettant, a acheté des marchandises, et les a envoyées à celui-ci.—Colm. 30 août 1831, t. 42, p. 124.—*V.* le n° qui précède.

443. Le commissionnaire qui a fait des avances de fonds et acheté pour ses commettants des marchandises qui ont été livrées dans le lieu de son domicile, peut, en cas de non paiement, assigner ses commettants devant le tribunal de commerce de son arrondissement. — Metz, 29 nov. 1811.—Lyon, 28 mars 1827, t. 22, p. 271, n° 91.—*V. suprà*, n° 440.

444. De même, un commissionnaire qui reçoit chez lui des marchandises ou tous autres objets, pour les expédier sur une autre ville, peut distraire son commettant de ses juges naturels, et l'assigner devant le tribunal de son domicile, à raison des avances qu'il a faites pour le transport de ces effets.—Toul. 21 fév. 1824, t. 26, p. 130.—*V. suprà*, n° 440.

445. Cependant le commissionnaire chargé d'une expédition, peut être assigné devant le même tribunal que le négociant pour lequel l'expédition des marchandises a été faite.—Cass. 8 juill. 1814, t. 18, p. 825, n° 39.

446. Mais pour qu'un commissionnaire puisse être assigné devant le tribunal du domicile de son commettant, il ne suffit pas qu'il se soit engagé à faire passer le montant des marchandises vendues en remise sur la place de ce dernier, surtout si les frais de change sont à la charge du commettant.—Toul. 17 déc. 1825, t. 31, p. 21.

447. Celui qui s'est chargé d'un transport de marchandises, peut demander son paiement devant le tribunal dans le ressort duquel les marchandises ont été déposées du consentement des parties, et par l'effet d'un événement imprévu, quoiqu'aux termes du traité il dût les rendre à une autre destination.—Trèv. 25 fév. 1810, t. 22, p. 235, n° 54.

448. Lorsque des marchandises ont été expédiées à un négociant pour le compte d'un tiers qui se trouve en faillite, et que ces marchandises sont encore en route, la demande en revendication formée par l'un de ces négociants peut être portée devant le tribunal du domicile du négociant commissionnaire, lorsque la faillite demeure étrangère à la contestation, et qu'il ne s'élève de débats qu'entre les deux négociants pour le privilége qu'ils prétendent respectivement leur appartenir.—Cass. 4 avril 1821, t. 23, p. 263.

449. C'est devant le tribunal du lieu où se trouvent les marchandises à l'occasion desquelles un voiturier est poursuivi, que la contestation doit être portée, et non devant le tribunal du domicile du voiturier.—Aix, 15 nov. 1825, t. 30, p. 325.

450. L'action en restitution d'un voiturier contre une personne à laquelle il a livré par erreur des marchandises à lui confiées, doit être portée devant le tribunal du lieu où cette personne demeure, et a reçu les marchandises, lors même qu'après leur réception, il les aurait fait passer dans une autre ville.—Caen, 28 janv. 1829, t. 40, p. 112.

451. Le directeur d'une messagerie peut, à raison de la perte d'une malle à lui confiée, être actionné devant le tribunal du lieu où il devait la transporter.—Brux. 2 mai 1831. P. C. Busso.

452. Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, et de la loi du 24 juill. 1793, le privilégié, assigné en garantie, devait, lorsqu'il le demandait, obtenir son renvoi devant le juge de son privilége, et *particulièrement*, un directeur de messageries appelé en cause pour garantir à l'une des parties la valeur des marchandises à lui confiées, pouvait, aux termes de la dernière loi précitée, décliner la compétence du tribunal saisi de la demande originaire, et demander à être renvoyé devant le juge de paix (art. 8, tit. 8, ordonn. de 1667, et art. 61, loi du 24 juill. 1793.—Cass. 7 niv. an 5, t. 14, p. 418, n° 1.

453. Le propriétaire d'un navire peut être assigné hors de son domicile, à raison des engagements pris par le capitaine, dans l'intérêt du navire.—Bord. 4 mai 1827. Gardonne C. Latour.—*V.* le n° suivant.

454. Lorsque le capitaine d'un navire a contracté des emprunts pour le besoin de ce bâtiment, le propriétaire peut être assigné devant le tribunal du port où l'emprunt a été contracté et devait être acquitté, même après la vente du navire, à l'occasion duquel l'emprunt avait eu lieu.—Aix, 26 mars 1825, t. 29, p. 309.—*V.* le n° qui précède.

455. Comme aussi le tribunal du lieu où le navire est amarré est compétent pour connaître des contestations entre le capitaine et les propriétaires du navire.—Brux. 16 mai 1815, t. 13, v° *Exploit*, p. 231, n° 266.

456. Les contestations relatives à un droit de conduite réclamé par des matelots étrangers à un capitaine

étranger, sont de la compétence du tribunal de commerce du lieu où naît l'action, mais non celles tendant à faire condamner le capitaine comme garant de la prise de la vente de la pacotille. — Tribunal de comm. de Marseille, 31 oct. 1826. Ramafore C. son équipage.

Art. 7. *Sociétés.*

457. Lorsqu'une société a deux maisons de commerce, les contestations entre associés doivent être portées devant le tribunal du lieu où existe le principal établissement — Cass. 18 pluv. an 12, t. 22. p. 20, n° 27 — *V.* M. Carr. t. 1, p. 131, à la note, n° 8.

458. Mais si l'on ne connaissait point le lieu où existe l'établissement social, où se porterait l'action? Il semble résulter de l'opinion émise sur cette question par M. Carr. t. 1, p. 132, n° 761, que si le demandeur ignore où est le principal établissement, il peut assigner devant le tribunal compétent, à raison de la nature de l'action; cependant si l'établissement existe, c'est au demandeur à s'informer du lieu de sa situation. L'art. 59 C. p. c. lui fait un devoir d'assigner devant le tribunal de ce lieu. — *J. A.* t. 22, p. 143, n° 180.

459. Le tribunal du lieu où est établie la société est compétent pour décider si un tiers qui nie en faire partie est réellement associé. Cette exception ne doit pas être portée devant le juge du domicile. — Cass. 9 mai 1826, t. 32, p. 35.

460. Comme aussi le tribunal du lieu de la société est compétent pour décider si un associé, qui prétend que la société est dissoute à son égard, est réellement ou non associé. — Cass. 10 déc. 1810, t. 22, p. 28, n° 39. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 131, à la note 4e.

461. De même les actions relatives à la liquidation d'une société peuvent être intentées en France devant le tribunal du lieu où la société a été contractée, encore qu'elles soient dirigées contre l'associé gérant qui était naturalisé dans les pays étrangers, où il devait gérer les affaires de la société. — Paris, 13 fév. 1808, t. 22, p. 38, n° 50.

462. Ainsi, c'est le tribunal du lieu où était établie une société dissoute, mais non encore liquidée, qui doit connaître des contestations entre les associés. — Cass. 16 nov. 1815, t. 22, p. 98, n° 128 — MM. Pig. t. 1. p. 101; Carr. t. 1, p. 131, n° 260; Pig. Comm. t. 1, p. 164; et F. L. t. 1, p. 132, décident affirmativement la question de savoir si les demandes en rescision de partage et en garantie des lots entre associés, doivent être soumises au tribunal du lieu où la société a existé.

463. Mais lorsqu'une société est dissoute et liquidée, les actions relatives à cette société ne doivent plus être portées devant le tribunal du lieu où elle était établie, mais devant celui du domicile des parties. — Ren. 20 janv. 1814, t. 22, p. 92, n° 119.

464. C'est devant le tribunal du lieu où siége la société que l'associé doit être poursuivi en déclaration de jugement commun, quelles que soient d'ailleurs les exceptions par lui opposées au fond de la demande. — Cass. 14 mars 1810, t. 22, p. 53, n° 75. — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 131, à la note; et Haut. p. 74, 6e alin.

465. La disposition de l'art. 59, § 5, C. p. c. n'est pas applicable aux sociétés en participation. — Cass. 14 mars 1810 — 28 mai 1817, t. 22, p. 51, n° 73. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 131, à la note.

466. Ainsi, les membres d'une société en participation ne peuvent être assignés pour les contestations relatives aux affaires de cette société que devant le tribunal de leur domicile. — Nancy, 5 déc. 1828, t. 36, p. 332.

467. L'associé en participation, peut aussi assigner ses associés en reddition de compte devant le juge du domicile de l'un d'eux. — Cass. 14 mars 1810. — 28 mai 1817, t. 22, p. 51, n° 74. — Cela n'est pas douteux, suivant M. Coff.

Art. 8. *Faillite* (1).

468. La connaissance d'une faillite appartient au tribunal du domicile du failli, alors même que celui-ci a été déclaré antérieurement en état de faillite par le tribunal d'une autre ville où il avait une maison de commerce. — Cass. 16 mars 1809, t. 22, p. 43, n° 60. — *V.* MM. Pig. *Comm.* t. 1, p. 167; Haut. p. 75; F. L. t. 1, p. 133.

469. C'est le tribunal *du domicile* du failli qui, seul, est compétent pour déclarer la faillite, encore bien que la nature des entreprises du failli exigeât sa résidence dans un autre lieu que celui de son domicile. — Nancy, 26 avr. 1827, t. 32, p. 276.

470. Mais lorsque le failli n'a point de domicile fixe, la faillite peut être déclarée par le tribunal du lieu où il a manqué à ses principaux engagemens. — Lim. 27 fév. 1823, t. 22, p. 140, n° 174.

471. L'ouverture simultanée de la faillite de deux sociétés gérées par le même individu, doit être prononcée par le tribunal de commerce du lieu de chacune, à moins qu'il ne soit prouvé que cet individu était seul propriétaire des deux maisons, qui réellement n'en faisaient qu'une. — Cass. 23 mai 1809, t. 22, p. 43, n° 61.

472. Les tribunaux civils, devant lesquels peuvent être portées les contestations entre les agents de change et ceux qui leur ont donné mandat d'acheter ou de vendre des effets de bourse, cessent d'être compétents quand l'agent de change est en faillite ouverte, et doivent renvoyer au tribunal de commerce saisi de la faillite, les prétentions de ceux qui se disent créanciers pour faits de charge. Paris, 25 avr. 1811, t. 22, p. 65, n° 87.

473. Le tribunal du domicile est toujours le seul compétent pour statuer sur les opérations de la faillite, encore qu'un autre en ait déjà déclaré l'ouverture. — Cass. 22 fév. 1827. Leblanc de Marcomay contre Delny et Jourdan.

474. Toutes les affaires en matière de faillite doivent être portées devant le tribunal du domicile de la faillite, même quand elles résultent de traités postérieurs à la faillite. — Cass. 17 juil. 1828. Dame Mellé cont. Guyot. — *V.* le n° suivant.

475. On doit porter également devant le juge du domicile du failli la contestation relative à des opérations de commerce faites depuis la faillite entre un failli et quelques-uns de ses créanciers. — Cass. 26 juin 1817, t. 22, p. 109, n° 140. — *V.* le n° qui précède.

476. Ainsi que la demande intentée par les syndics contre un tiers, en reddition de compte des opérations commerciales qui ont eu lieu entre le tiers et le failli. — Liége, 16 déc. 1814, t. 22, p. 95, n° 123. — *V. infrà*, nos 477 et 483.

477. Décidé au contraire que la demande à fin de compte dirigée par les syndics d'une faillite contre un prétendu débiteur de cette faillite, doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur. — Paris, 29 juil. 1826, t. 33, p. 362. — Telle est l'opinion de M. Carr. t. 1, p. 154; n° 264 — *V.* les nos qui précèdent.

479. Le tribunal de l'ouverture de la faillite est compétent pour connaître des contestations sur l'exécution d'un marché passé entre un failli et un étranger, lors même que cette exécution doit être faite à l'étranger. — Brux. 13 juin 1810, t. 22, p. 59, n° 79.

480. Lorsque, sur la demande formée par les syndics d'une faillite contre un des créanciers, en restitution des sommes par lui touchées, celui-ci prétend qu'il y a eu antérieurement à l'ouverture de la faillite compensation de ces sommes avec d'autres qui lui étaient dues, il en résulte une question préalable de propriété pour laquelle le défendeur a le droit de demander son renvoi devant les juges de son domicile. — Cass. 22 mars 1821, t. 22, p. 137, n° 171. — *V.* M. F. L. t. 1, p. 133, n° 8 — *V.* le n° suivant.

481. Lorsque les syndics d'une faillite actionnent un tiers en nullité d'un acte qu'ils prétendent avoir été fait en fraude des droits des

(1) *V. suprà* le § *Faillite* n° 336 et notre mot *Faillite*.

créanciers, ils sont obligés de l'assigner devant les juges de son domicile, et non devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la faillite. — Cass. 13 juil. 1818. — 15 déc. 1823, t. 22, p. 114, n° 149. — Décisions contraires. — Rouen. 15 juin 1824. — Cass. 14 avr. 1825, t. 27, p. 259 et t. 29. p. 237. — Telle est l'opinion de MM. F. L. t. 1, p. 133, n° 8; Carr. t. 1, p. 134, n° 264. — Mais le dernier de ces auteurs soutient que les 5e, 6e, 7e dispositions de l'art. 59 C. p. c. n'ont été établies que dans l'intérêt du défendeur; de sorte que ce n'est que lorsque la succession, la société ou la faillite agissent comme défendeurs, qu'il faut assigner devant le tribunal de leur domicile. — V. les nos suivants et le n° qui précède.

482. Les débiteurs d'une faillite peuvent-ils être assignés en paiement par les syndics devant le tribunal du domicile du failli? Oui. — Bourges, 20 juil. 1830, et non, Nancy, 9 nov. t. 40, p. 205. Ces deux décisions ne sont pas diamétralement contraires l'une à l'autre; il faut en examiner les espèces et nos observations. *Loc. cit.*

483. Le débiteur d'une faillite doit être assigné par les syndics devant le tribunal de son domicile, et non devant celui du domicile du failli. — Brux. 9 déc. 1830. Velleman C. Cantineau Dugnolle. — *V. suprà*, nos 476 et 477.

484. Mais lorsque les syndics d'une faillite ont intenté une action contre un débiteur prétendu de la faillite, et ont porté cette action devant le tribunal du domicile de ce dernier, si celui-ci, se prétendant au contraire créancier de la faillite, demande à être admis en cette qualité au passif, les syndics peuvent, en se désistant préalablement de la première assignation par eux donnée, attirer leur adversaire devant le tribunal de la faillite. — Renn. 18 août 1825, t. 29, p. 315.

485. La demande en mainlevée des scellés apposés à la demande des syndics d'une faillite doit être portée devant le juge du lieu où les scellés ont été apposés, plutôt que devant le tribunal saisi de la faillite. — Paris, 8 mai 1811, t. 22. p. 67, n° 88. *V.* M. Carr. t. 3, p. 307, n. 1. 3°.

486. Les syndics d'une faillite peuvent actionner en dommages-intérêts, devant le tribunal du failli, celui qui a détourné des meubles appartenant à la masse. — Paris, 10 fév. 1831, t. 40, p. 310.

487. C'est devant le tribunal civil de son domicile, non devant le tribunal de commerce qui a homologué un concordat, que doit être assigné en reddition de compte le syndic nommé pour l'exécution du concordat. — Bour. 23 août 1822, t. 24, p. 287. — *V.* le n° suiv.

488. Les syndics d'une faillite doivent être tenus de rendre compte de leur gestion devant les juges de leur domicile, lorsqu'ils en sont sommés par un créancier du syndicat ou de la masse. — Toul. 16 mars 1824, t. 27, p. 208. — *V.* le n° qui précède.

489. Un syndic assigné pour obligation résultant de son fait personnel, ne peut se prévaloir de ce qu'il a agi en qualité de syndic pour demander son renvoi devant les juges de l'ouverture de la faillite. — Brux. 31 déc. 1807, t. 22, p. 37, n° 49.

Chap. 5. *Procédure devant le tribunal de commerce.*

490. Lorsque l'assignation est donnée à bref délai dans les cas prévus par l'art. 417, doit-on néanmoins accorder l'augmentation à raison des distances? — L'affirmative est soutenue par MM. Carr. t. 1494; Pardessus, t. 5, p. 52, et Lep. p. 276. Mais ces auteurs pensent qu'il en serait autrement si l'assignation était remise à la personne trouvée dans les lieux. Cette distinction est combattue, t. 22, p. 384; n° 226. — Il a été décidé d'une manière générale que les assignations à bref délai sont susceptibles d'une augmentation de délai à raison des distances.

491. Dans les affaires non maritimes l'assignation de jour à jour ou d'heure à heure, pourrait-elle être donnée sans ordonnance? — L'affirmative est soutenue par MM. D. C. p. 304. Pardessus, t. 5, p. 53. Mais l'opinion contraire adoptée par M. Carr. t. 2, p. 63, n° 1493, et p. 67, n° 1501, résulte du rapprochement des art. 417 et 418 C. — *V.* J. A. Comm. t. 22, p. 384, n° 227.

492. Les ordonnances qui permettent d'assigner à bref délai n'ont pas besoin d'être précédées de requêtes écrites. Un exposé verbal suffit. — C. T. t. 1, p. 493, 14.

493. L'huissier obtient un droit de copie proportionné au nombre des rôles de l'ordonnance signifiée en tête de l'assignation. — C. T. t. 1, p. 493, 17.

494. En cas de demande à bref délai, si l'affaire ne paraît pas urgente, le tribunal, lorsque la partie se présente, peut, sur sa demande, renvoyer à statuer à l'expiration des délais légaux. Si la partie ne comparaît pas, il y a lieu de la réassigner, et les frais de la première assignation sont à la charge du demandeur. — C. T. t. 1, p. 495, 23.

495. En matière commerciale la partie qui n'est pas domiciliée dans le lieu où siége le tribunal de commerce est tenue de faire élection de domicile sur le plumitif de l'audience; une élection de domicile non mentionnée sur ce plumitif, est insuffisante. — Bor. 26 fév. 1830 Loche contre Colombet.

496. Une partie non domiciliée dans le lieu où siége le tribunal de commerce, et qui a, par son exploit introductif, fait élection de domicile dans ce lieu, est tenue, quand, à la première audience, il n'intervient pas jugement définitif, de réitérer son élection de domicile ou d'en faire faire mention sur le plumitif de l'audience. — Poit. 28 nov. 1822, t. 24, p. 335.

497. Les tribunaux de commerce ont la faculté de s'attacher des agréés, c'est-à-dire des hommes de lois qu'ils autorisent à plaider habituellement devant eux. — C. T. t. 1, p. 490, 3 (1).

498. Lorsque deux parties font inscrire la même cause, la dernière inscription doit être considérée comme non-avenue; les frais ne peuvent en être répétés. — C. T. t. 1, p. 502, 39.

499. Il ne faut jamais d'avoués devant les tribunaux de commerce. Les parties sont tenues de se présenter en personne ou par leur fondé de pouvoir au jour fixé par l'assignation. — C. T. t. 1, p. 502, 40.

500. Si le tribunal renvoie la cause à une autre audience, les parties doivent s'y présenter sans qu'il soit besoin d'une sommation ou d'aucun autre acte d'huissier. Ces actes seraient frustratoires. — C. T. t. 1, p. 502, 41.

501. La communication des pièces qui peut avoir lieu dans l'instance n'entraîne aucun déboursé, et ne procure aucun émolument. — C. T. t. 1, p. 502, 42.

502. Il ne doit point être fourni de défenses écrites; les frais seraient rejetés de la taxe. — C. T. t. 1, p. 503, 46.

503. Doit-on constituer avoué devant un tribunal de première instance, remplissant les fonctions de tribunal de commerce? L'affirmative est soutenue par MM. Lep. p. 277, et Coff. Mais l'opinion contraire a été adoptée par M. Carr. t. 2, p. 59, n° 1487; et les art. 627 et 641. C. C. et 414 C. p. c. doivent faire préférer cette dernière opinion, J. A. t. 22, p. 383, n° 225. — *V.* C. T. t. 1, p. 492, 7.

504. Un avoué peut cependant être chargé de représenter les parties comme mandataire. — C. T. t. 1, p. 499, 31.

505. Mais de ce que le ministère des avoués n'est pas admis dans les affaires commerciales, et qu'elles sont d'ailleurs sommaires de leur nature. Il ne s'ensuit pas que l'on ne puisse admettre dans ces affaires ni rapport ni délibéré. — *V.* J. A. t. 22, p. 384, n° 228; MM. Carr. t. 2, p. 60, n° 1488; Pardessus, t. 5, p. 15; Locré t. 9. p. 106; Haut. p. 226, et F. L. t. 5, p. 117.

506. L'incompétence des tribunaux civils en matière de commerce doit être invoquée avant toute dé-

(1) *V.* notre mot *agréés*.

fense au fond.— Poit. 12 juil. 1833, t. 47, p. 472.

507. Le tribunal de commerce, saisi d'une demande en paiement contre des successibles qui excipent de son incompétence en alléguant qu'ils sont héritiers bénéficiaires, n'excède pas ses pouvoirs, en les condamnant en cette qualité et pour le cas où ils ne l'a justifieraient pas en qualité d'héritiers purs et simples. —Riom, 27 déc. 1830, t. 46, p. 237.

508. On ne peut plaider devant un tribunal de commerce sans pouvoir spécial, lorsque la partie n'est pas présente —Renn. 10 juil. 1820, t. 22, p. 371, n° 207.

509 Mais le procureur fondé qui a pris des conclusions devant le tribunal de commerce dans l'intérêt d'une partie sans en être désavoué, est censé avoir été pourvu d'un pouvoir spécial. — Toul. 27 avr. 1820, t. 5. p. 97, n° 73.

510. Les agréés mêmes doivent être munis d'un pouvoir spécial des parties qu'ils représentent. — C. T. t. 1, p. 496-26.

511. Le pouvoir n'a pas besoin d'être légalisé. —C. T. t. 1, p. 497-28.

512. Il peut être donné par lettre missive. —C. T. t. 1, p. 495-24.

513. Est-il dû un salaire au fondé de pouvoir? — Oui, s'il y a convention soit expresse, soit tacite Il y a convention tacite lorsque la partie s'adresse à une personne dont la profession est de faire les affaires des autres, et de les représenter devant les tribunaux, par exemple, les avoués, les agréés, etc. — C. T. t. 1, p. 499-29.

514. Il n'est dû ni droit de consultation, ni droit de correspondance devant les tribunaux de commerce. —C. T. t. 1, p. 501-33 et 34.

515. L'avoué se présentant comme simple mandataire et non comme avoué, n'est pas obligé de représenter un registre de recette, lorsqu'il réclame son salaire. — C. T. t. 1, p. 300-32.

517. L'art. 86 C. P. C. qui défend aux juges de défendre les parties, ne s'applique pas aux juges de commerce.—Renn. 10 juil. 1820, t. 22, p. 371, n° 205.

518. Mais un juge du tribunal de commerce ne peut être mandataire d'un négociant qui plaide devant le même tribunal.—Renn. 10 juil. 1820, t. 22, p. 371, n° 204.

519. Si la partie se fait assister d'un avocat, les honoraires qu'elle lui paie ne peuvent point être portés en taxe contre l'adversaire. —C. T. t. 1, p. 503-45.

520. En matière commerciale, l'étranger demandeur ne peut pas être obligé à fournir la caution *judicatum solvi*, même lorsque la demande est portée devant un tribunal civil, dans les lieux où il n'y a pas de tribunal commercial. —C. T. t. 1, p. 503 47.

521. Quoiqu'il y ait appel d'un jugement qui rejette le déclinatoire, les juges de commerce peuvent statuer sur le fond. — Rouen, 13 août 1819, t. 22, p. 365, n° 195. — Il n'en est pas ainsi en matière civile.

523. Les héritiers d'un negociant décédé avant la fin d'une instance pendante devant un tribunal de commerce, peuvent reprendre cette instance devant ce même tribunal, quoique leur auteur fût demandeur et que le procès eût lieu contre des personnes devenues cohéritières. — Poit. 7 ther. an 12, t. 22, p. 162, n° 8.

524. Le tribunal de commerce devant lequel une pièce produite est arguée de faux, peut, sans renvoyer devant le tribunal compétent, apprécier l'acte et l'annuler, comme l'œuvre de la fraude.—19 mars 1817, t. 22, p. 337, n° 164.—*V.* MM. Carr., t. 1. p. 550, n. 13. B. S. P. p. 275. Merlin, t. 6, p. 244.

525. Le tribunal de commerce saisi de la demande en paiement intentée par le porteur d'une traite contre l'endosseur, qui s'est inscrit en faux contre le montant de cet effet, doit, quelle que soit la bonne foi du porteur, surseoir à prononcer jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la plainte en faux de l'endosseur.—Cass. 29 nov. 1833, t. 46, p. 49.

526. Les tribunaux de commerce devant lesquels une partie déclare s'inscrire en faux contre une pièce produite, peuvent apprécier dans quelles circonstances cette déclaration est faite, et ne pas surseoir au jugement du fond. — Cass. 18 août 1806, Paris —9 août 1809.—Riom, 21 août 1816, t. 22, p. 171, n° 19.

La solution de la question dépend des circonstances, mais il faut que ces circonstances fassent bien fortement présumer que l'allégation de faux n'est pas sérieuse.— *V.* M. Carr. t. 2, p. 84, n° 1528; Pig. Comm. t. 1, p. 721; Pardessus, t. 5, p. 62 D C. p. 308; Pr Fr. t. 2, p. 407.— Pour le cas où une pièce est déniée devant un tribunal civil jugeant comme tribunal de commerce. *Voy.* MM Carr. Comp. t. 2, p. 85, n° 1529; Pardessus, t. 5, p. 63, et Lep. p. 282, 2e quest. et Pig. Comm. t. 1, p. 721.

527. L'inscription de faux incident contre la date d'un billet à ordre, ne peut suspendre la condamnation au paiement de ce billet —Flor. 30 août 1810, t 22, p. 247, n° 65.

528. Lorsqu'une pièce est arguée de faux, cet incident ne donne lieu à aucuns frais particuliers. — C. T t. 1, p. 504-49

529. Les jugements par défaut, rendus par les tribunaux de commerce, doivent être assimilés aux jugements par défaut, faute de plaider, émanés des juges civils, lorsque l'affaire ayant été mise en délibéré, le défendeur présent, pour y être statué à un jour fixé, ce dernier n'a pas comparu.—Metz, 18 fév. 1826. Lainé Guériot C. Tanton.

530. C'est dans la huitaine de la signification qu'il doit être formé opposition au jugement commercial, par défaut, au fond, contre une partie qui a comparu pour demander la mise en cause d'un tiers. — Rouen, 26 nov. 1824 Montigny C. Lainé.

531. Les tribunaux de commerce peuvent rendre leurs jugements exécutoires provisoirement, même à l'égard des dépens.—C.T. t. 1, p. 515-107.

532. Si pour fournir la caution exigée dans le cas d'exécution provisoire d'un jugement, l'huissier faisait plusieurs exploits, il n'en serait passé qu'un seul en taxe, les autres seraient frustratoires.—C. T. t. 1, p. 514-100.

533. Lorsque le paiement d'une lettre de change est refusé parce que la cause en est illicite, les juges de commerce peuvent ordonner la comparution en personne et l'apport des livres.—Colm. 25 mai 1808, t. 22, p. 204, n° 29.

Les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour décider quand il y a empêchement légitime de comparaître, suivant MM. Carr. t. 2, p. 87, n° 1530; Pig. Comm. t. 1, p. 722; Pr. Fr. t. 2, p. 471; B. S. P. p. 381, n. 8, n° 1.

534. La partie dont la comparution personnelle est ordonnée, a droit à une indemnité pour frais de déplacement Cette indemnité doit être la même que celle due à un témoin.— C. T. t. 1, p. 504-51 et 52.

535. Il n'est point dû de frais de voyage à la partie qui affirme ne l'avoir entrepris que dans la seule vue du procès, lorsque le tribunal n'a pas ordonné sa comparution. — C. T. t. 1, p. 505-53.

536. Si la partie dont la comparution est ordonnée ne peut se présenter, le tribunal peut commettre un des juges ou même le juge de paix pour l'entendre. Il est dressé procès-verbal de leur déclaration, sans autres frais que ceux d'expédition.—C. T. t. 1, p. 505-54.

537. Si le juge chargé d'entendre les parties est obligé de quitter son domicile, il lui est dû des frais de voyage comme à un juge de tribunal civil.—Comm. T. t. 1, p. 505-55.

538. Dans une contestation entre associés, l'un d'eux peut demander le dépôt au greffe du lieu, des papiers relatifs à la société, qui se trouvent entre les mains d'un associé.—Bord. 8 avr. 1826 Castati C. Maggi.

539. La loi laisse au pouvoir discrétionnaire du juge d'ordonner ou de ne pas ordonner l'apport des livres et journaux de commerce.—Cass. 18 déc. 1828, t. 35, p. 114.

540. En matière de compte, il n'y a pas grief d'appel de ce que les

juges n'auraient pas ordonné l'apport des livres, s'ils n'ont pas été demandés —Ren 7 mai 1816, t. 22, p. 332, n° 161.

541. La partie qui, dans son intérêt, requiert un procès-verbal des registres de son adversaire, doit en avancer les frais, sauf la reprise en définitive.—Renn. 8 fév. 1813, t. 22, p. 299, n° 119.

542. Lorsqu'une comparution en personne a été ordonnée devant le tribunal de commerce, si la partie ne comparait pas, les juges peuvent tenir pour constants les faits sur lesquels elle aurait été interrogée.—Colm. 15 fév. 1812, t 22, p. 274, n° 96 —Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 2, p. 87, n° 1531; Lep. p. 283; Pardessus, t. 5, p. 66, et B. S. P. p 381, n. 8, n° 1.

543. Lorsqu'il y a contestation sur la cause d'une lettre de change, les tribunaux de commerce peuvent admettre le serment supplétif, autoriser la preuve testimoniale, et se déterminer d'après des présomptions — Cass. 2 juin 1810, t. 22, p. 241, n° 60 —M. Coff. est de cet avis.

544. Le tribunal de commerce peut admettre des présomptions graves, précises et concordantes pour decider que la valeur d'un billet n'a pas été fournie par celui qui en réclame le paiement.—Ren. 10 juin 1814, t. 22, p. 315, n° 141.

545. Lorsque celui sur qui une lettre de change est tirée y met un vu daté, sans signature, le serment décisoire ne peut lui être déféré sur le point de savoir s'il a accepté.—Turin, 14 mai 1810, t. 22, p. 238, n° 58.

546. Lorsque le serment est déféré au porteur d'une lettre de change par un endosseur régulier, sur le point de savoir s'il n'est point le prête-nom du tireur, les juges peuvent ne pas ordonner le serment, s'ils n'ont aucun doute sur la bonne foi du porteur.—Cass. 2 fév. 1819, t. 22, p. 359, n° 185.

547. En matière commerciale, les cas où la preuve par témoins est admissible, ne se trouvent pas limitativement déterminés par les art. 49 et 109 C. comm.—Cass. 11 déc. 1813, t. 22, p. 309, n° 132.—*V.* M. B. S. P. p. 383, n. 19, n° 1. C'est aussi l'opinion de M Coff.—*V.* les n^{os} suivants et notre mot *Enquête*, n°s 1, 2 et 3.

548. En matière de commerce, la preuve testimoniale est toujours admissible, même contre un particulier non négociant. — Aix, 21 mai 1811, t. 22, p. 259, n° 79.

549. En matière commerciale, le serment peut être déféré, et la preuve testimoniale admise, quoiqu'il s'agisse d'une somme excédant 150 fr. —Cass. 1er juill 1824, et 24 mars 1825 —Toul. 15 mars 1825, t. 28, p 260, et t. 29, p. 230.— V. *suprà*, n° 547.

550. Comme aussi la preuve testimoniale peut être admise pour établir le paiement d'une dette excédant 150 fr., si cette dette a une origine commerciale, quand même la dette serait établie par un jugement définitif.—Cass. 14 fév. 1827, t. 33, p. 26.

551. Les tribunaux de commerce peuvent admettre le défendeur à prouver par témoins sa libération, quoique l'obligation résulte d'un acte authentique, s'il s'agit d'une somme moindre de 150 fr.—Cass. 19 juin 1810, t. 22, p. 289, n° 59.—V. *suprà*, n° 547.

552. Les juges, en matière de commerce, peuvent admettre ou rejeter les preuves testimoniales.—Renn. 2 dec. 1815, t. 22, p. 326, n° 154.—*V.* M. Carr. *Comp.* t. 2, p. 488, n° 473.

553. Un tribunal de commerce ne peut admettre à prouver, par témoins, des faits tendant à établir sa compétence.—Paris, 25 août 1832, t. 44, p. 295.

554. Un tribunal de commerce qui ordonne une enquête, ne peut pas commettre un de ses membres pour le recevoir; il doit ordonner qu'elle sera faite à son audience.—Bord. 19 août 1811, t. 22, p. 266, n° 84.—*V.* MM. Carr. t. 1, p. 626, n. 2, n° 3; t. 2, p. 92, n. 1, n° 1er; Pig. Comm. t. 1, p. 724.

555. Les formalités d'une enquête à faire devant un tribunal de commerce, en vertu d'une commission rogatoire de la Cour, doivent être observées moins rigoureusement que si l'enquête se faisait devant un tribunal ordinaire, ou, plus particulièrement, les parties peuvent consentir à ce qu'elles aient lieu suivant des formes encore plus simples que celles que la loi prescrit.—Renn. 30 août 1817, t 22, p. 348, n° 170. —Telle est l'opinion de MM. Carr. t. 2 p 92, n° 1540; Boucher, p. 81. D. C. p. 311; et Pardessus, t. 5, p. 70.—*V. aussi* M. Pig. Comm. t. 1, p. 724.

556. Les dépositions des témoins entendus dans une enquête, n'ont pas besoin d'être rédigées par écrit à l'audience même où elles sont faites, si l'affaire n'est pas susceptible d'appel.—Cass. 18 août 1806.—Paris, 9 août 1809.—Riom, 21 août 1816, t 22, p. 171, n° 20.

557. Le tribunal de commerce doit, dans les causes sujettes à l'appel, faire tenir par le greffier, note des dépositions reçues à l'audience. — Ren. 27 sept. 1817, t. 22, p. 349, n° 171 *ter*.

558. Dans les causes sujettes à l'appel, une enquête n'est pas nulle, lorsque les dépositions des témoins, quoique redigées par écrit, n'ont pas été signées de ceux-ci.—Metz, 13 nov. 1818, t. 22, p. 356, n° 181.

559. Les juges peuvent ordonner subsidiairement la preuve d'autres faits que ceux articulés: on ne peut pas dire que ce soit prescrire successivement deux enquêtes, par jugement interlocutoire —Orl. 28 août 1823, t. 22, p 379, n° 214.

560. Comme aussi les tribunaux de commerce peuvent autoriser la production de nouveaux témoins, quoique les parties ne soient plus dans les délais de l'enquête.—Brux. 6 mars 1813, t. 22, p. 301, n° 121. —*V.* MM. Carr. t. 1, p. 690, n. 1, n° 2; p. 693, n. 1, n° 2; p. 57, n. 1, n° 3, et F. L. t. 2, p. 371.

561. Lorsqu'un tribunal de commerce a ordonné une enquête, et a fixé le jour où il devait y être procédé, la partie, à la charge de laquelle elle a été mise, doit-elle, à peine de déchéance, produire ses témoins au jour indiqué, si elle n'a pas obtenu une prorogation avant l'expiration du délai?—Oui.—Lim. 12 juin 1817.—Non.—Cass. 9 mars 1819, t. 22, p. 342, n° 167. — *V.* pour l'affirmative, MM. Carr. t 2, p. 54, n° 1483; Delap. t. 1, p. 377, alin. 1; D. C. p. 299; et Pig. Comm. t. 1, p. 704, art. 499, n. 1, n° 2.

562. En matière de commerce, une enquête nulle par la faute des parties, peut néanmoins être recommencée, si les juges pensent qu'il est nécessaire d'entendre de nouveaux témoins. Les preuves testimoniales étant souvent les seuls moyens d'instruction à suivre, l'art. 293 C. p c. n'est pas d'une application rigoureuse devant les tribunaux consulaires. —Orl. 30 juin 1819, t. 22, p. 365, n° 193.—V. *suprà*, n°s 560 et 561.

563. Quand une enquête est ordonnée, les parties peuvent consentir à ce que les témoins cités à une audience soient entendus en présence les uns des autres. L'art 262 C. p. c. ne doit pas être pris ici dans une acception rigoureuse, la juridiction consulaire étant une exception au droit commun.—Orl. 22 mars 1820, t. 22, p. 369, n° 200.

564. En matière de commerce, lorsqu'une enquête a eu lieu, et qu'un témoin est reproché comme commensal, et ayant reçu un salaire de celui qui réclame son témoignage, si cependant le tribunal rend un jugement sans nouvelle opposition de la part du défendeur qui a élevé le reproche, ce moyen est couvert, et il ne peut plus le faire valoir en Cour d'appel. —Orl. 1er avr. 1814, t. 22, p. 312, n° 135.

565. Les moyens de reproches qui n'ont été proposés qu'après la déposition du témoin, ne peuvent pas être admis s'ils n'ont pas été justifiés par écrit.—Renn. 13 juin 1814, t. 22, p. 315, n° 140.

566. Le tribunal de commerce satisfait suffisamment au vœu de la loi en faisant droit implicitement à des moyens de reproches —Ren. 13 juin 1814, t. 22, p. 315, n° 139.

567. Lorsqu'un premier jugement, sur le déclinatoire proposé par le défendeur, a admis la partie demanderesse à prouver que le defendeur était négociant, il peut se dispenser de faire une telle preuve, en établissant

d'ailleurs qu'il s'agit d'actes de commerce.—Cass. 3 juin 1817, t. 22, p. 641, n° 166.

568. Les délais accordés par le tribunal de commerce pour faire une preuve, courent du jour de la prononciation du jugement —Renn 3 mai 1810, t. 22, p. 238, n° 57 —*V*. M. Carr. Comp. t. 2, p. 60, à la note.

569 Quelles sont les formalités à suivre pour les arbitrages, les expertises, dont il s'agit en l'art. 429?—MM. Carr. t. 2, p. 88, n° 1585; Pig. Comm. t. 1, p. 723; et Locré, t 9, p. 437, pensent que les formalités prescrites par le Code de procédure, au titre des expertises, doivent être observées en ce qu'elles n'ont rien de contraire aux art. 429, 430 et 431 C. comm. Cependant les arbitres ne sont pas soumis au serment —*J. A.* t. 22 p. 285 n° 230.

570. Il est dû des honoraires aux arbitres rapporteurs nommés par le tribunal, en vertu de l'art. 429 C. p. c.—C. T. t. 2, p 506-62.

571. Contre quels experts, pour quelle cause, dans quelle forme, la récusation peut-elle être proposée et doit-elle être jugée, et quels seraient les effets du jugement qui la rejetterait ou l'admettrait?—L'art. 430 C. p. c. dit seulement que la récusation ne pourra être proposée que dans les trois jours de la nomination; MM. Locré, t. 9, p. 456, Carr. t. 2, p. 91, n° 1538. Pig. Comm. t 1, p. 723, D C. p 310; et Lep. p 284, 4e quest. sont d'avis que pour les autres règles à suivre pour cette récusation, il faut se référer aux art. 309 et suiv C. p. c.—V. *J. A.* t. 22, p. 385, n° 231.

572. Peut-on se dispenser de signifier et d'expédier le rapport des arbitres et experts nommés par un tribunal de commerce?—MM D C. p. 311, et Carr. t. 2, p. 91, n° 1539, croient que cette signification est nécessaire; mais devant le tribunal de commerce de Paris, après que le rapport est déposé au greffe, la partie la plus diligente assigne en ouverture à l'audience; le rapport est ouvert, et le tribunal renvoie à un jour prochain, pendant lequel temps les parties peuvent prendre toute communication. t. 22, p. 386, n° 232.

573. Les dépens d'une instance sur appel d'une sentence *d'arbitres juges*, doivent être taxés comme en matière sommaire.—C. T. t. 2, p. 517-122.

574. Avis de la chambre des huissiers du département de la Seine, sur la taxe des protêts.—C. T. t. 2, p. 518, n° 124.

575. L'huissier ou le notaire, porteur d'un effet commercial présenté et non payé à l'échéance, se présentant le lendemain avec deux témoins, et le protêt préparé, peut-il exiger les frais de protêt, et protester à défaut de paiement de ces frais, lorsqu'on lui offre seulement le montant de l'effet dont il est porteur? — La décision dépend des circonstances — C. T. t. 2, p. 523-125.

576. L'acte de protestation que doit faire, pour conserver ses droits contre le tireur et les endosseurs, celui qui a perdu l'effet dont il était porteur, ne doit pas être précédé d'une ordonnance du juge.—C T. t 2, p. 524-126.

577. Les actes de protestation de billets qu'on prétend adirés, donnent ouverture 1° au droit fixe pour l'exploit; 2° au droit proportionnel pour le billet, sauf la restitution, si dans le délai de la loi, les parties justifient d'un enregistrement antérieur.—C. T. t. 2, p 527-131.

578. Les frais de retour d'une lettre de change tirée pour une dette non commerciale, protestée, doivent être supportés par le tireur, et non par le tiré.—C. T. t. 2, p. 528-132.

579. Les greffiers des tribunaux de commerce doivent inscrire au pied des expéditions qu'ils délivrent, le détail des déboursés et des droits auxquels chaque acte a donné lieu. —A défaut d'expédition, ils doivent écrire ce détail par un état signé d'eux, qu'ils remettent sans frais à la partie.—C. T. t. 2, p. 515-109.

580. En matière de commerce, la rédaction des états de frais ne procure aucun émolument, ni au greffier, ni aux parties, ni à leurs mandataires.—C T. t. 2, p. 515-108.

581. Droits de greffe sur les jugements des tribunaux de commerce. —C. T. t. 2, p. 510-79 et suiv.

Chap. VI. *Compétence des tribunaux de commerce, relativement à l'exécution de leurs jugements.*

582. Le tribunal de commerce ne peut connaître d'une contestation sur l'exécution d'un jugement qu'il a rendu, lorsque cette contestation dérive, non de l'obscurité des termes du jugement, mais du fait par lequel on prétend l'avoir exécuté.—Flor. 28 janv. 1811.—Caen, 15 avr. 1828, t. 22, p 249, n° 68 —*V*. M. Carr. t. 2, p. 102, n. 2, n° 2, et Carr. *Comp.* t. 2, p. 647, n. 1.—V. *infrà*, n° 587.

583. De même, le tribunal civil est seul compétent pour connaître du mérite d'une opposition à des poursuites exercées en vertu d'un jugement par défaut du tribunal de commerce, surtout si ce jugement du tribunal de commerce a acquis l'autorité de la chose jugée.—Riom, 27 fév. 1828, t. 35, p. 355.

584. Mais les tribunaux de commerce sont compétens pour connaître des incidents relatifs à l'exécution de leurs jugements préparatoires.—Paris, 18 déc. 1812, t. 3, p. 404, n° 244.

585. La liquidation des dommages-intérêts a-t-elle lieu dans les tribunaux de commerce?—M. Lep. p. 360, se fait cette question sans la résoudre; nous avons soutenu, *J. A.* t. 10, p. 640, n° 17. que les tribunaux de commerce pouvaient liquider les dommages-intérêts.

586. Comme aussi lorsqu'un tribunal de commerce a condamné une partie en des dommages-intérêts à libeller, il peut connaître des difficultés qui s'élèvent sur la quotité de ces dommages-intérêts.—Douai, 20 août 1827, t. 34, p. 244.

587. Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître de l'interprétation de leurs jugements. —Caen, 17 mai 1826, t. 32, p. 172. —V. *suprà*, n° 582.

588. En matière de contrainte par corps, le tribunal dont émane un titre d'exécution, est seul compétent pour connaître des difficultés qui s'élèvent sur le mérite de ce titre.—Brux. 29 juin 1808, t. 8, p. 533, n° 72.—*V*. en ce sens, MM. Carr. t. 3, p. 92, n. 1, n° 2; Pig. Comm. t. 2, p. 180, n. 4.—On doit se porter l'action en nullité si le jugement a été rendu par un tribunal de commerce? *V*. MM Carr. n° 2633, 2707, et 2708; et Delap. t. 2, p. 366, repondent; devant le juge du lieu où le débiteur est détenu.—Où doit-on assigner le débiteur en validité des offres faites au geôlier?—*V*. M. Pig. Comm. *loc. cit.*, et MM. B S. P. t. 2, p. 634, n. 91; D. C. p. 484; Comm. t. 2, p. 377, 392 et 393; Pr. Fr. t. 5, p. 31, 32; Haut. p 430, 431.

589. Mais le tribunal de commerce qui n'a ordonné l'exécution d'un jugement que par les voies ordinaires, peut-il, par un second jugement, ordonner que cette exécution aura lieu avec contrainte par corps?—Oui.—Turin, 22 pluv. an 8.—Non.—Paris, 28 germ. an 13 —22 oct. 1815.—Trèves, 24 mars 1809, t. 8, p. 488, n° 27, et t. 22, p. 326, n. 152.

590. C'est au tribunal civil, et non au tribunal de commerce, qu'il appartient de juger si un débiteur a valablement acquiescé à un jugement consulaire prononçant contre lui la contrainte par corps.—Cass. 17 juill. 1833, t. 47, p. 484.

591. Un tribunal de commerce n'est pas compétent pour déclarer exécutoire, contre les héritiers du condamné, le jugement qu'il a rendu.—Cass. 3 brum. an 12, t. 22, p. 161, n° 7.—*V*. M. Carr. t. 2, p. 103, n° 1551; Carr. Comp. t. 2, p. 655, n° 541; et Pr. Fr. t. 2, p. 488.

592. Ni pour faire procéder à la vente des biens des parties condamnées commercialement. — Cass. 24 nov. 1825, t. 31, p. 305.

593. Un tribunal de commerce n'est pas compétent pour prononcer sur la péremption d'un jugement par défaut qu'il a rendu, faute d'exécution dans les six mois.—Dijon, 6 avr. 1819.—Aix, 12 mars 1825, t. 22, p. 360, n° 187, et t. 29, p. 323.

594. Les tribunaux de commerce peuvent commettre un huissier pour la signification des jugements qu'ils rendent par défaut.—Liége, 11 sept. 1833, t. 47, p. 482.

595. Un tribunal de commerce ne peut connaître de la demande en délivrance de la seconde grosse d'un

jugement qu'il a rendu —Colm. 10 nov. 1833, t. 47, p. 633.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. V. *Avoc.* 31. — *Except.* 146. — 183. — *Jug.* 94 — *Renv.* 4. — —*Trib.* 73 *et s.* —231 —273 *et s.*

TRIBUNAUX CRIMINELS V. *Exc.* 179 *et s.* — *Faux incid.* 56.

TRIBUNAUX DE FAMILLE. V. *Ap.* 112.

TRIBUNAUX DE POLICE. V. *Avoc.* 30. — *Excep.* 179 *et s.* — *Exéc. prov.* 89. — *Gref* 30 — *Huis.* 35 — 209. — *Jug.* 190. — 358 *et s.* —449 — 429 *et suiv.* — *Juge paix* 49 *et s.* — 54 *et s.* — 169 *et s.* — *Régl. de jug* 58 *et s* — *Ress.* 8 *et s.* —*Trib.* 104. —316 *bis.* — 259. *et s.*

TRIBUNAUX ETRANGERS. V. *Comp.* 329 *et s.* — *Enreg.* 74. — *Enq.* 97. —*Exéc.* 137 *et s* — *Régl. de juges.* 81 *et s.* —53 *et s.* — *Renv.* 48 *et s.*

TRIBUNAUX MILITAIRES V. *Cass.* 259.

TROUBLE. V. *Concil* 135.

TUTELLE LEGITIME. V. *Interd* 2.

TUTEUR. V. *Act.* 33 *et s.* — *App.* 109, 521-526. —638. —689. —*Arbit.* 3 *et s.* — *Caut.* 14. — *Cons. de famil.* — *Cont. par corps.* 15. — *Dép.* 21 à 26 — *Désist.* 1 *et s.* — *Enq.* 219. — *Enq.* 245. — *Evoc.* 7. — 50. — *Faux incid.* 24. — *Interd.* 6. —*Interv.* 33 *et s.* -*Jug.* 522 *et s.* —*Off. réel.* 1 —*Interv* 33 *et s.* *Redd. decompt.* 77. —*Sais. imm.* 60. —89. —331. —601. —861. —1140. —*Serm* 29.

TUTEUR ad hoc. V. *Licit. et part.* 23 *et s.*

TUTEUR SPÉCIAL. V. *Licit.* 25.

ULTRA PETITA. V. *Exéc prov.* 50 et *s.* — *Exp.* 181 —*Req. civ.* 33 *et s.*

UNIVERSITÉ. V *Cour des comptes,* 1. — *Sais. imm.* 618

URGENCE. V. *Conc.* 11 *et s.* — *Mat. somm.* 24. — *Réf.* 7.

USAGE. V. *Dem. nouv.* 52 *et s.* — 65 *et s.* — 69. — *Enreg.* 71. — *Sais. Braudon,* 21. — *Act. poss.* 77.

USINE. V. *Enq.* 496. —*Jug. paix.* 30 *et s* — *Sais. imm.* 134. —*Trib.* 464. — 477 *et s.* — *De comm* 153 *et s.*

USTENSILES. V. *Sais. gag.* 14.

USTENSILES ARATOIRES. V. *Conc.* 19.

USUFRUIT. V. *Act. poss.* 92. —*Conc.* 79. —*Jugem.* 588. — *Ressort.* 434. — *Sais. imm.* 136. —*Seq.* 12.

USUFRUITIER. V. *Act.* 45. — *Dép.* 209. —*Jug. de paix.* 31 —*Frais* 31. —*Poss.* 77. — *Scel. et inv.* 80. — *Tierce opp.* 37

USURE. V. *Cass.* 58. — *Cont. par corps.* 141. — 34. — *Enq.* 19 — *Exec. prov.* 104. — *Expl.* 318. — *Inter. sur faits et a.* 22. —*Interv.* 12. — *Jug.* 214. — 334. — 486. — *Mat. som.* 84. —*Not.* 118 —*Renv.* 140. — *Serm.* 20 *et suiv.* — *Trib.* 252.

UTILITÉ PUBLIQUE. V. *Expropriat. p. cause d'utilité publique.*

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE (1).

C. I. QUAND Y A T-IL LIEU A LA VÉRIFICATION D'ÉCRITURE — A. 1 Quels actes peuvent etre verifiés ? —Comment doit on prouver la sincerité de l'acte? 1 à 15 —A. 2. Quand les juges doivent-ils ordonner la verification ?—Quand doivent-ils tenir l'écriture pour reconnue?—Dechéance de la faculté de verifier, 16 à 40 —C. II. MODES DE VÉRIFICATION.—PIÈCES DE COMPARAISON —A. 1. Mode de vérification, 41 à 63. —A. 2. Pièces de comparaison. — Procedure.— § 1. *Quels actes peuvent servir de pièces de comparaison ?* 64 à 80. —§ 2. *Admission des pièces de comparaison.—Procedure,* 81 à 103. — C. III. EFFETS DE LA VÉRIFICATION. — FRAIS. —AMENDE. 104 à 115.

CHAP. 1. *Quand y a-t-il lieu à la vérification d'écriture?*— Art. 1. *Quels actes peuvent être verifiés ? — Qui doit prouver la sincérité de l'acte?*

1. Les testaments olographes sont soumis, comme actes privés, a etre verifies en justice, lorsque l'ecriture en est contestée.— Paris, 11 août 1809. —Besanç. 26 avr. 1820, t. 22, p. 423, n. 17 —Cette question n'est plus susceptible de doute. *V.* M. B. S. P. p. 272, notes 34, n. 2.

2. Ainsi on peut se dispenser de s'inscrire en faux contre un testament olographe dont on conteste la sincérité, et etre admis a en établir la fausseté par une simple verification d'écriture et de signature. — Cass 13 nov. 1816, t. 2, p. 440, n. 34.

3, 4, 5, 6; 7, 8 et 9. Lorsque l'ecriture d'un testament olographe est déniée, est-ce à l'heritier du sang ou au légataire universel qu'incombe la charge de la verification?

Au légataire s'il existe un héritier à réserve. — Turin, 18 août 1810. —Rouen, 20 déc. 1825, t. 22, p. 435, n° 19; 1re esp., et t. 32, p. 123.

A l'héritier, lorsqu'il n'est pas légitimaire — Caen, 4 av. 1812. — Nimes, 17 fév 1824 —Cass. 28 déc. 1824 et 10 août 1825. —Metz, 16 mars 1826. —Toul. 12 nov. 1829, t. 22, p. 425, n. 19, 3e esp., t 31, p. 272 et t. 29, p. 54. M. CARR. t. 1, p. 505, n° 779 met la vérification à la charge du légataire sans distinction; *V.* MM. PIG. Comm. t. 1, p. 424 et 425; B. S P. p. 272, n. 24, n° 2.

Au legataire, qu'il y ait des héritiers à réserve ou non —Gènes. 23 dec. 1811.—Metz, 3 mai 1815, t. 22 p. 425, n° 19 et 4e espèce.

Et lors même qu'il serait déjà en possession. — Bourg. 4 av. 1827.— Montp. 19 juin 1827, t. 34, p. 84. — Bord. 6 av. 1832, t. 44, p. 102. — Bord. 10 mars 1830, t. 46, p. 372.

A l'héritier et non au legataire si le légataire a été envoyé en possession. —Bourg. 16 juill. 1827, t. 34, p. 84. —Cass. 20 mars 1833, t. 44, p. 256.

Au légataire lorsqu'il ne s'est point encore fait envoyer en possession lors même qu'il n'existerait qu'un héritier non légitimaire. — Bord. 19 déc. 1827, t. 35, p. 182 V. les nos suivants.

10. Le légataire particulier est tenu de prouver la véracité du testament lors même qu'il n'existe qu'un héritier non légitimaire.—Poit. 1er av. 1824, t. 31, p. 272.

11. Lorsque, aux termes des art. 1006 et 1008 C C., le légataire universel, institué par testament olographe ou mystique a été envoyé en possession, si les héritiers légitimes déclarent méconnaître l'écriture ou la signature du testateur, c'est par ceux-ci et non par le légataire que doit être faite la vérification, surtout lorsqu'aucun fait de suspicion grave, de nature à porter atteinte au caractère du titre n'est constaté.— Cass 16 juin 1830, t. 43, p 745. V. *suprà*, n° 3.

12. La qualité de légataire donnée à celui qui prétend l'être, par l'héritier du sang, ne rend pas celui-ci non recevable à contester plus tard la sincérité du testament, et à provoquer la vérification de l'écriture.— Tur. 18 août 1810, t. 22, p. 425, n° 21.

13. On ne peut pas saisir-arrêter une lettre missive, sous le prétexte qu'elle est fausse; mais on doit se borner à en dénier l'écriture, et à en demander la vérification —Rennes, 9 janv. 1811, t. 22, p. 433, n° 22.— *V.* M. CARR. t. 1. p. 507, n 1, n° 4.

Art. 2. *Quand les juges peuvent-ils ordonner la vérification? — Quand doivent-ils tenir l'écriture pour reconnue? — Déchéance de la faculté de vérifier.*

14. Lorsqu'un contrat n'est pas revêtu de la signature de l'une des parties, mais seulement d'une marque, les tribunaux peuvent, quand cette marque est déniée par la partie à laquelle on l'attribue, se dispenser de recourir à la vérification d'écritures, et se borner à faire subir un interrogatoire à cette partie, pour en conclure que la marque déniée lui appartient véritablement — Cass. 11 fev. 1818, t. 22, p. 446, n° 44.

15. Lorsque le propriétaire soutient fausses les quittances que son locataire produit contre lui, il y a lieu de procéder à une vérification d'écritures, et non à une inscription de faux. — Paris, 9 janv. 1830, t 38, p. 224.

---

(1) *V. Am.* 4 *et s* —*Enq.* 107, 425 *et s* —*Expert* 37, 143 *et s* 4. —*Faux i.* 33. — *Juge de paix*, 74 *et s.* — *Jug* 59. —*Jug interl.* 92. — *Jug. prep. int.* 92 *et s* —*J. p. def.* 41 —*Mat. somm.* 93 *ter* —*Ress.* 282 *et s* — *Trib.* 302.

16. On ne peut pas demander la vérification d'une écriture qu'on ne désavoue pas, et contre laquelle on ne déclare pas vouloir s'inscrire en faux. — Bord. 31 mars 1830. Theulon C. Préantoine Dupuy. V. *infrà*, n° 18.

17. Les juges peuvent refuser d'ordonner une vérification d'écritures, lorsqu'ils pensent que cette mesure n'est pas nécessaire pour la décision de la cause. — Paris, 14 janv. 1832. V. *infrà*, n° 29.

18. Tant qu'un écrit sous seing privé n'est pas dénié, il n'est pas nécessaire d'en provoquer la vérification. — Cass. 24 juin 1816, t. 13, p. 86, v° *exploit*, 63. V. *suprà*, n° 16.

19. Le créancier d'une succession peut assigner l'héritier bénéficiaire ou le curateur, si elle est vacante, en reconnaissance d'écriture pour obtenir jugement. — Douai, 29 juill. 1816, t. 19, p 195, v° *ressort*, 214.

20. Celui qui veut assigner en reconnaissance de signature doit d'abord mettre, soit judiciairement, soit amiablement, le signataire à même d'en reconnaître l'identité. — Metz, 5 déc. 1826. Martinet, Clairon et Guilly C. Bonnevie.

21. Lorsque des héritiers condamnés par jugement à déclarer dans tel délai s'ils reconnaissent au bas d'un acte sous seing privé la signature de leur auteur, ne s'expliquent pas dans ce délai, leur silence équivaut à une reconnaissance formelle, qui dispense de la vérification. — Cass. 17 mai 1808, t. 22, p. 420, n° 13. — C'est l'avis de M. Haut, p. 130. *V.* M. Carr. t. 1, p. 507, n. 1.

22. Il peut être refusé acte de la reconnaissance d'une signature apposée au bas d'un écrit sous seing privé, lorsque la dette reconnue par écrit est à la fois personnelle en partie et qu'il existe un compte social non définitivement apuré. — Colm. 6 déc. 1825. Seiller C. Betting Lamartel.

23. La signature du défaillant peut être déclarée reconnue par le jugement par défaut. — Ren. 28 janv. 1819, t. 22, p. 444, n° 41.

24. Si de plusieurs défendeurs assignés en reconnaissance d'écritures, l'un comparaît et l'autre fait défaut, le tribunal doit-il appliquer la disposition de l'art. 153? — L'affirmative est soutenue, *J. A.* t. 22, p. 452, n° 53, et contrairement à l'opinion de M. Lep., p. 175, 5e question; il y est dit que dans le cas où, après la réassignation le défaillant persistant à faire défaut, l'autre partie déclarerait méconnaître sa signature, l'instruction devrait être commune à cette partie et au défaillant, et celui-ci devrait y être appelé. *V.* Lep, *loc. cit.* qui fait pour la solution de la question posée une distinction entre les cas où il s'agit de plusieurs signataires d'une part, et celui où il s'agit de plusieurs héritiers. Il pense que l'art. 153 C. p. c. n'est applicable que dans le second cas

25. La faculté donnée aux juges de tenir la pièce pour reconnue doit-elle être restreinte au cas où l'écriture serait attribuée au défendeur?

M. Delap. p. 202, pense que l'art. 194 s'explique par l'art. 7 du tit. 12 de l'ordonn. de 1667, qui portait que si on prétendait que l'écriture fût de la main du défendeur, elle serait tenue pour reconnue, et que si elle était attribuée à une autre main, on procéderait à la vérification; en conséquence, il enseigne que si, dans le dernier cas, la partie fait défaut, ce n'est point de sa part une reconnaissance, et qu'il faut encore sous l'empire du C. p. c. procéder à la vérification. M. Carr. t. 1, p. 515, n° 813, pense au contraire que le législateur ayant substitué des dispositions générales aux dispositions limitatives de l'ordonnance, on doit en conclure qu'il a entendu proscrire la distinction que faisait l'ordonnance. — *J. A.* t. 22, p. 455, n° 56.

26. Mais quand un héritier, actionné en paiement d'une obligation souscrite par son auteur, déclare qu'il ne connaît pas sa signature, la vérification doit en être ordonnée d'office, et quoique l'héritier ne l'ait pas requise. — Cass. 10 juill. 1816, t. 18, p. 898. — V. *Renvoi*, 43.

27. Comme aussi lorsqu'une partie forme une demande en vérification d'une signature, et que la partie adverse, sans dénier formellement sa signature, se borne à répondre qu'elle ne doit qu'une partie de la somme portée dans la reconnaissance qu'on lui oppose, les tribunaux ne peuvent se dispenser de prononcer sur la demande en vérification. — Cass. 12 nov. 1828, t. 36, p. 216.

28. La partie assignée en vérification d'écriture ne peut écarter cette demande en soutenant que le titre à vérifier est prescrit, et si elle ne reconnaît pas ce titre, les juges doivent en ordonner la vérification, en lui réservant ses droits au fond. — Riom, 2 mars 1830, t. 44, p. 107.

29. La disposition de l'art. 195 C. p. c. est facultative pour les tribunaux, et ils ne sont pas tenus d'ordonner la vérification — Cass. 25 août 1813 — 11 fév. 1818. — Besanç. 30 av. 1822. — Rouen, 6 mai 1823. — Caen, 23 juin 1825. — Cass. 6 déc. 1827. — Toul. 4 déc. 1828 — Corse, 2 juin 1828, t. 22, p. 411, n° 8, p. 451, n° 52, t. 35, p. 111, t. 31, p. 83, et t. 36, p. 105. Ce principe peut être considéré comme irrévocablement fixé, quoiqu'on trouve un arrêt de la Cour de Cassation du 30 juin 1806 qui a décidé qu'il était du devoir des tribunaux d'ordonner la vérification quand la pièce était méconnue. — *V.* J. A. t. 22, p. 411, n° 8, 1re esp. Telle est du reste l'opinion de M. B. S. P. p. 268, not. 13. *a* *V.* M. Carr, t. 1, p. 507; not 1. n° 20 aux notes, et n° 5; et Pr. Fr. t. 2, p. 93, 93. V. *suprà*, n° 17.

30. Peut-on ordonner la vérification en cas de dénégation ou de méconnaissance, lorsque l'assigné soutient que quand l'acte serait vrai, il serait nul, qu'ainsi, il est inutile d'ordonner cette vérification, puisqu'elle n'empêcherait pas le rejet de l'acte vérifié? La négative est soutenue, J. A. t. 22, p. 459, n° 67. M. Pig. *Comm.* pense qu'il n'en doit être ainsi que lorsque la nullité est absolue.

31. Si la dénégation de l'écriture se fait par acte d'avoué à avoué, elle doit être taxée suivant l'art. 71, § 5 du tarif. Si elle a lieu à l'audience ou par exploit il faut appliquer l'art. 29, § 75 du tarif. C. T. t. 1, p. 253 8 à la note.

32. Lorsqu'en matière commerciale un tribunal civil est saisi d'une instance en vérification d'écritures, par suite du renvoi ordonné par le tribunal de commerce, et que les experts ont fait leur rapport, il ne peut s'abstenir de statuer sur la vérification sous le prétexte que le billet dénié est sans cause. — Douai, 30 déc. 1819, t. 22, p. 450, n° 51.

33. Le tribunal civil n'est pas lié par un arrêt de cour criminelle rendu sur la fausseté ou la vérité d'une pièce à vérifier. Cass. 21 messidor an IX. — Toul 12 avril 1812, t. 22, p. 398, n° 1. *V.* M. Merl. Add. t. 15, p. 500.

34. Lorsqu'un jugement qui a ordonné le paiement d'une somme a acquis force de chose jugée, la partie contre laquelle on l'exécute ne peut plus demander la vérification du titre qui contenait l'obligation — Renn. 14 juin 1813, t. 22, p. 442, n° 33. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 508. n° 7.

35. La vérification d'écriture peut être demandée en cause d'appel, encore qu'elle ne l'ait point été en première instance, et qu'on y ait plaidé au fond — Paris, 8 av. 1811, t. 22, p. 434, n° 23. — V. notre mot *demande nouvelle.*

36. Celui qui a été admis par jugement à une vérification d'écriture, ne peut, faute de faire les diligences nécessaires, et après une mise en demeure, être déclaré déchu du bénéfice de ce jugement, et par suite débouté de sa demande ou de son exception, lorsque les juges n'ont point fixé de délai pour la vérification; c'est seulement le cas de déterminer ce délai, sauf à prononcer ultérieurement. — Metz, 29 janv. 1822, t. 24, p. 32.

37. Le défaut d'exécution d'un jugement préparatoire, ordonnant une vérification d'écritures dans le délai fixé, n'emporte pas déchéance de plein droit, et le juge peut, suivant les circonstances, proroger ce délai. — Colm., 9 mai 1818, t. 22, p. 447, n° 46 — V. *infrà*, n° 40 *bis*.

38. Lorsqu'après un premier délai accordé à une partie pour faire une vérification d'écritures, il est accordé un second délai, c'est un délai de grâce qui commence à cou-

rir du jour même du jugement qui l'accorde. — Cass. 12 aout 1828, t. 36, p 122.

39. Le défendeur en vérification d'écritures peut être admis à prouver la fausseté de l'acte qu'on lui oppose. — Besanç. 16 juin 1812, t. 22, p. 434, nº 24.

40. Le délai de trois jours donné au défendeur par l'art. 198 pour prendre au greffe communication de la pièce, court-il du jour du dépôt lors même que le défendeur n'y aurait pas comparu ? — MM. D. C. p. 159, dern. alin. Carr. t. 1, p. 513, nº 810. Pig. *Comm.* t. 1, p. 430, nº 2, sur l'art. 189; Delap. p 199, dern. alin. et P. L. t. 5, p. 920, 1re col. 8e alin. pensent que le délai ne court qu'à compter de la signification de l'acte de dépôt. — MM. Carr. t. 1, p. 514, nº 811. Pig. *Comm.* t. 1, p. 430, art. 190; Delap. p. 200, 3e alin. et P. L. t. 5, p 920, 1re col. art. 198. alin. 2, pensent unanimement que le délai de trois jours n'est que comminatoire. — *V.* J. A. t. 22, p. 455, nº 55.

40 *bis.* Le retard que met une partie à procéder à une vérification d'écriture à laquelle elle a été admise, ne peut la faire déclarer déchue du droit de faire sa preuve, lorsqu'il n'a été fixé aucun délai, et qu'il n'y a pas eu de mise en demeure — Bord. 25 juin 1830. t. 45, p. 756.— V. *suprà*, nº 37.

Chap. II. *Modes de vérification.* — *Pièces de comparaison.* — Art. 1er. *Modes de vérification.*

41. Lorsque la somme qui faisait l'objet du litige dépassait cent livres, si l'une des parties déniait la signature de la pièce qu'on lui opposait, la preuve testimoniale ne pouvait suppléer la vérification d'écritures telle qu'elle était prescrite par les ordonnances de 1667, et du 10 déc. 1664. — Cass. 19 frimaire an XIV, t. 22, p 409, nº 5. *V.* MM. Carr. t. 1, p. 508, nº 61; Pig. *Comm.* t. 2, p. 428, nº 5.

42. Encore que le montant d'une lettre de change excède 150 fr., on peut en ordonner la vérification par témoins, concurremment à une expertise, donner la préférence à l'enquête, et compléter la preuve par le serment du porteur.—Cass. 19 déc. 1827; t. 35, p. 117.

43. La vérification d'écritures peut être ordonnée simultanément tant par titres que par experts et par témoins. — Colm. 12 juillet 1807. — Liége, 15 déc. 1810. — Cass. 13 nov. 1816 — Besanç. 28 juil. 1818 et 5 août 1819. — Ang.; 5 juil. 1820, t. 22, p. 414, nº 9, p. 441, nº 35. — Tel est l'avis de MM. Carr. t. 1, p 509; nº 804; Pig. *Comm.* t. 2, p. 444, nº 1, et F. L. t. 5, p 919, nº 3. — Mais dans le concours de ces preuves laquelle devra l'emporter? Celle résultant de titres, suivant M. Carr. *loc. cit.* note 1. *V.* MM. Pig. *Comm.* F. L. *loc. cit.* et D. C. p. 167.

44. En déclarant que l'écriture ou la signature méconnue sera vérifiée tant par titres que par experts et par témoins, la loi n'exige pas ces diverses sortes de preuves cumulativement. — Bruxel. 17 mars 1824. —Lim. 15 déc. 1819, t. 22, p. 448, nº 50.

45. Les juges peuvent se décider d'après un seul de ces trois genres de preuve.—Liég. 27 mars 1811.—Ang. 5 juill. 1820, t. 22, p. 414, nº 10.

46. 47 et 48. L'acte de dépôt de la pièce dont l'écriture n'est pas reconnue, devant être signifié, les frais d'une expédition doivent passer en taxe.—C. T. t. 1, p. 254, 11.

49. La partie chargée de vérifier une écriture tant par titres et par experts que par témoins, peut commencer cette vérification par la preuve testimoniale, et dans ce cas, il n'est pas indispensable que la partie ait articulé les faits à prouver. — Montp. 3 mars 1828.

50. L'arrêt qui ordonne la vérification d'une signature *en la forme de droit*, est censé admettre les trois modes de vérification simultanément; en conséquence, la partie qui s'est bornée à l'expertise, ne peut plus recourir à la preuve testimoniale, après la clôture du procès-verbal du juge commissaire. — Paris, 10 fév. 1809, t. 32, p. 422, nº 16. C'est ce qu'enseigne M. Carr. t. 1, p. 541, n. 1.

51. Lorsque, chargés de faire une vérification, les experts ont déclaré la pièce fausse, et que le défendeur demande à en établir la sincérité par la preuve testimoniale, le tribunal n'est pas obligé de faire droit à sa demande si sa conviction est déjà formée contre lui. — Lyon, 16 août 1826. Guillon C. Melin.

52. Celui qui a été autorisé à faire vérifier par experts une écriture déniée peut, lorsque les experts ont déclaré que l'écriture était fausse, être admis postérieurement à la preuve testimoniale. — Paris, 22 flor. an 11. — Rouen, 6 frim. an 14. — Nim. 2 déc. 1806 — Liége, 11 déc. 1810, et 29 mars 1811.—Toul. 1er mai 1817. — Cass. 2 août 1820. — V. *infrà*, nº 54 et 55.

53. Décidé au contraire que l'expertise et la preuve testimoniale doivent être demandées en même temps — Paris, 26 prair. an 12, t. 22, p. 404, nº 3. — MM. Carr. t. 1, p. 450, nº 855, et Pig. comm. t. 2, p 428, laissent cela à la disposition du juge.

54. Après avoir proposé une expertise, ou y avoir consenti, le demandeur n'est pas pour cela non recevable à offrir la preuve testimoniale — Ang. 5 juill. 1820, t. 22, p. 415, nº 4.

55 Lorsque la vérification par experts de l'écriture d'un testament olographe, demandée par une partie, a été ordonnée et faite, l'autre partie n'en a pas moins le droit de demander postérieurement la vérification par témoins, et les délais pour cette seconde vérification ne commencent à courir que du jour du jugement qui l'a ordonnée.—Cass. 5 janv. 1825, t. 29, p. 62.—V. *suprà*, nº 52 et suiv.

56. En matière de vérification d'écritures on ne pourrait faire entendre des témoins après le délai fixé par le juge, sans que pour cela on fût déchu de faire procéder à la vérification par experts. — Nim. 2 avril 1830, t. 39, p. 308.

57. A défaut de pièces de comparaison, on peut procéder à la vérification d'écritures, uniquement par témoins. —Renn. 24 juill. 1812, et 22 avril 1816, t. 22, p. 435, nº 26. — Tel est l'avis de MM. Pig. Comm., t. 1, p. 442, et D. C. p. 157. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 510, n. 2.

58. Pour qu'une enquête soit concluante, il faut que les témoins reconnaissent la pièce à vérifier, et déclarent y avoir vu apposer la signature par celui qui la dénie.—Ren. 26 janv. 1813, t. 22, p. 437, nº 28, — *V.* MM. Carr. t. 1, p. 559 et note, nº 2.— Delap. t. 1, p. 212 art. 211; et Pr. Fr. t. 2, p. 90, 91.

59. Il ne suffit pas pour que des témoins soient entendus qu'ils puissent déclarer s'ils reconnaissent l'écriture déniée —Renn. 26 mars 1813, t. 22, p. 439, nº 32.—M. Pig. Comm. t. 1, p. 441, nº 1, est de cet avis. — *V.* M. Carr. t. 1, p. 539, n. 3.

60. Lorsque, sur la dénégation d'une signature, un jugement en a ordonné la vérification, tant par titres que par experts et par témoins, les délais fixés au titre des enquêtes pour commencer la preuve testimoniale, courent du jour de la signification de ce jugement, sans qu'il faille un jugement subséquent qui détermine les faits à prouver par témoins. — Brux. 10 mai 1827. — V. *suprà*, nº 40.

61. Les tribunaux ont la faculté de faire eux-mêmes la vérification des signatures déniées, et peuvent, d'après les faits et circonstances de la cause, sans qu'il y ait eu ni enquête ni expertise, les tenir pour véritables, si telle est leur conviction. —Bord. 10 juin 1834, t. 47, p. 619.

Art. 2. *Pièces de comparaison.* — *Procédure* — § 1. *Quels actes peuvent servir de pièces de comparaison.*

62. Les frais d'expédition des pièces de comparaison délivrées par les dépositaires publics doivent être avancés par ces derniers, et ils leur sont remboursés par le demandeur en vérification —C. T. t. 1, p. 259. 35.

63. Il en est de même des indemnités dues aux dépositaires publics pour frais de voyage —C. T. t. 1, p. 260, 38 et suiv.

64 L'art. 200, C. P. C. est limitatif

en ce qui concerne les actes authentiques qui peuvent servir de pièces de comparaison dans une vérification d'écriture. — Metz, 27 juin 1823, t. 19, p. 238, v° *Ressort*, n° 308.

65. La prohibition faite au juge par l'art. 200, C. P. C. de recevoir des pièces de comparaison autres que celles qui y sont énoncées, ne concerne pas seulement le juge *commissaire*, elle s'applique aussi au tribunal. — Brux. 12 fév. 1822.

66. Les juges ne peuvent recevoir comme pièces de comparaison, l'acte de mariage du défendeur en vérification, ainsi que l'acte de naissance de son enfant. — Brux. 12 fév. 1822

67. Lorsqu'il s'agit de la vérification d'un corps d'écriture, les juges ne peuvent soumettre aux experts, comme pièces de comparaison, des actes revêtus seulement de la *signature* de la personne à qui l'écriture déniée est attribuée. — Brux. 20 fév. 1817 et 9 janv. 1828. — V. *infrà*, n° 69

68. Mais les juges peuvent consulter eux-mêmes des écritures ou signatures privées non reconnues, à l'effet seulement d'y avoir tel égard que de raison, sans les soumettre aux experts écrivains. — Brux. 20 fév. 1817. — Id. 16 juill. 1829. — Hérit Berny.

69. De ce que la loi autorise à admettre les pièces écrites et signées par la partie, en qualité de fonctionnaire ou d'officier public, s'ensuit-il rigoureusement qu'une pièce doive tout à la fois être écrite et signée par elle? — MM. Pig. t. 1, p. 426, 3e alin. et F. L. t. 5, p. 920, 2e col. pensent qu'il suffit que la pièce soit signée. Mais M. Carr. t. 1, p. 518, n° 821, soutient qu'il faut qu'elle soit écrite et signée — V. *J. A.* t. 22, p. 456, n° 58, *suprà*, n° 67, et *infrà*, 76 et 79.

70. Quelles sont les écritures et signatures privées que l'on peut admettre pour pièces de comparaison comme ayant été reconnues par celui à qui la pièce à vérifier est attribuée?

Ce sont, dit M. Carr. t. 1, p. 519, n° 828, celles qui ont été reconnues par la partie en justice ou devant notaire, soit pour avoir été écrites, soit pour avoir été seulement signées par elle. V. *J. A.* t. 22, p. 457, n° 59

71. Comment s'entendent les mots *reconnus être de lui*, qui terminent le § 2 de l'art. 200?

Il faut entendre que cet article parle non de la reconnaissance qui aurait été faite par la partie, mais de celle qui aurait été faite par des experts. — *V.* MM. Pig. t. 1, p. 426, alin. 4. Fa. fr. t. 2, p. 76, 1er alin. et B. S. P. p 270, n. 3. — *J. A.* t. 22, p 457, n° 60.

72. Une lettre de cachet peut servir comme pièce de comparaison, pour vérifier les écritures et signatures d'un ancien ministre dans un testament olographe. — Paris, 28 juin 1808, t. 22, p. 421, n° 14.

73. Des notes paraphées sur des actes ministériels, et existant dans un dépôt public, sont aussi des pièces de comparaison. — Paris, 28 juin 1808, t. 22, p. 421, n° 15.

74. On peut admettre comme pièces de comparaison à l'effet de vérifier l'écriture déniée d'un magistrat, le corps des apostilles qui se trouvent sur des requêtes qui lui ont été présentées en sa qualité de juge — Brux. 20 mai 1826.

75. Pour que les signatures dont ces apostilles sont revêtues puissent servir de pièces de comparaison, il n'est pas nécessaire qu'il ait été fait usage de ces mêmes apostilles en justice et que les dispositions qu'elles renferment aient été suivies de jugement. — Brux. 20 mai 1826

76. De simples signatures apposées à des actes admissibles d'ailleurs peuvent servir à l'effet de vérifier le corps entier d'un acte dont l'écriture est méconnue. — Brux. 20 mai 1826 — V. *suprà*, nos 67 et 69.

77. On peut admettre comme pièces de comparaison des actes, que les lois sous lesquelles ils ont été passés déclaraient authentiques, quoique les lois actuelles ne leur attribuent plus le même caractère — Paris, 2 janv. 1808, t. 22, p. 419, n° 12 — M. Carr. t. 1, p. 518, n° 820, partage cette opinion.

78. Les juges ne peuvent admettre pour pièces de comparaison, dans une vérification d'écritures, un acte sous seing privé, quoiqu'il ait été relaté dans un inventaire, lors duquel aucun debat ne s'est élevé, ni un billet acquitté par ceux qui dénient l'écriture. Les juges ne peuvent même autoriser les experts à se servir de ces actes comme de simples renseignements — Bourg, 3 déc 1823, t. 25, p. 387.

79. Pour faire vérifier l'écriture d'un testament olographe, il n'est pas indispensable de produire, pour pièces de comparaison, un corps d'écriture de l'auteur du testament; il suffit d'actes authentiques signés de lui — Am. 23 fév. 1822, t. 24, p. 55. — V. *suprà*, nos 67, 69 et 76.

§ 2. — *Procédure.*

80. Les contestations sur l'admissibilité des pièces de comparaison produites dans une vérification d'écritures, doivent être jugées, non par le magistrat commis à cette opération, mais par le tribunal dont il fait partie. — Bourg, 20 juill. 1832, t. 45, p. 448

81. Décidé au contraire que le juge commissaire nommé par le tribunal pour recevoir la prestation de serment des experts, et leur procès-verbal de vérification a qualité pour admettre ou rejeter les pièces de comparaison présentées — Ang. 28 mai 1806, t. 22, p. 410, n° 6. *Voy.* MM. Pig. t. 1, p. 321, n° 1. Carr. t. 1, p. 517, n° 815, et p. 593 sur la 934e question. M. Le p 79.

82 et 83. Peut-on se pourvoir contre l'ordonnance par laquelle le juge commissaire aurait admis, pour pièces de comparaison, des écritures et signatures qui ne seraient pas au nombre de celles que la loi désigne.

M. D C. p. 161, 6e alin pense que l'on a deux voies pour se pourvoir, celle de l'incident et celle de l'appel, il donne la préférence à la première et M. F. L. t. 5, p. 921 1re col. n° 3, pense également qu'il faut se pourvoir devant le tribunal. M. Carr. t. 1, dans son analyse, avait adopté le système de M. D C.; mais dans son t. 1er des lois sur la procédure, il a pensé qu'il faut se pourvoir par appel. — V. *J. A.* t. 22, p. 457, n° 61.

On peut attaquer par la voie de l'appel, mais non par voie d'opposition, les ordonnances rendues par un juge commis à une vérification d'écritures. — Bourg. 20 juill 1832, t. 45, p. 448.

84. Le demandeur en vérification d'écritures n'est pas tenu de comparaître en personne, pour convenir des pièces de comparaison, et peut se faire représenter par son avoué. — Colm. 9 mai 1818, t 22, p. 447, n° 47. *V.* MM. Carr. t. 1, p. 514, n. 2; et F. L. t. 5, p. 520, n° 1. — L'avoué assiste avec la partie à l'opération. Tarif, art. 70 et 92. — M. B. S. P. p. 271. n. 33.

85. La procédure en vérification d'écritures étant indivisible, lorsque l'un des demandeurs ne comparaît pas pour convenir des pièces de comparaison, il n'y a pas lieu de donner défaut, et de rejeter, quant à lui, la demande en vérification. — Bord. 31 juill. 1829, t. 38, p. 161.

86. L'opposition au jugement rendu sur le rapport du juge commissaire, à l'occasion du défaut d'une des parties, suffit-elle, pour qu'il rende une nouvelle ordonnance à l'effet de convenir des pièces de comparaison?

Oui, dit M. F. L. t. 5, p. 920, 3e alin. n° 2. lorsque le tribunal a admis l'opposition — M. Delap. t. 1er, p. 203, 1er alin. paraît être d'un avis contraire, car il parle de la nécessité d'une nouvelle comparution, comme étant le but de l'opposition sans dire un mot du jugement. — Mais M. Carr. t. 1, p 516, n° 814, répond qu'il n'y a que le tribunal qui puisse rétracter le jugement qui a été rendu, et que le juge commissaire est sans qualité pour donner suite à la vérification, jusqu'à ce que le tribunal ait admis les moyens d'opposition. — *J. A.* t. 22, p. 456, n° 57.

87. Lorsque les pièces de comparaison sont insuffisantes, et qu'il y a lieu d'y suppléer par un corps d'écriture fait sous les yeux des experts, l'opération n'est pas nulle sur le motif que le demandeur n'y a pas été appelé. — Ren. 16 juill. 1817, t. 22, p. 443, n° 39. — *V.* M Carr. t. 1, p. 532, n. 2 et n° 164.

88. L'avoué de chaque partie qui assiste à la confection des corps d'écritures, a droit à autant de vacations que dure l'opération.—C T. t. 1, p. 262. 49.

89. Si le défendeur ne veut pas faire de corps d'écriture, le tribunal, sur le rapport d'un juge, peut tenir l'écrit pour reconnu.—C. T t. 1, p. 262 51.

90. Quand le juge ordonne qu'il sera fait un corps d'écriture, son ordonnance doit être signifiée par le défendeur au demandeur, avec sommation d'être présent à la confection de cette pièce.—C T., t. 1, p 265. 52.

91. L'indemnité des experts pour frais de voyage doit être proportionnelle et calculée sur la distance parcourue, et sans tenir compte des fractions moindres d'un myriamètre. —C. T., t. 1, p. 265. 62.

92. Si, dans une instance en vérification d'écritures, le juge commissaire, lors d'une première comparution a fixé jour en présence des parties ou de leurs avoués, pour procéder à la vérification, en ajoutant que les parties ne seraient point appelées par nouvelle assignation, il n'y a pas nullité de tout ce qui a été fait au jour fixé, quoique la partie n'ait point été sommée d'être présente, par acte d'avoué à avoué —Brux. 1er mai 828.

93. Un tribunal ne peut, en fixant un délai dans lequel seront fournies les pièces de comparaison, prononcer à l'avance une déchéance contre celui qui n'aurait pas fait cette production dans le délai déterminé. — Metz, 5 fév. 1813, t. 22, p. 438, n° 30 —*V.* MM. D C., p. 158, et Carr. t. 1, p. 511, n° 807.

94. La partie admise à une vérification d'écritures est encore recevable, après avoir une première fois présenté des pièces de comparaison qui ont été rejetées par le juge, à en produire ensuite d'autres nouvellement découvertes, surtout lorsque le juge n'avait point fixé le terme pendant lequel la vérification devait être faite, et que la cause se trouve encore en instruction, et non disposée à recevoir un jugement définitif sur le fond.—Brux. 6 déc. 1826.

95. Il en est de même si la partie a été chargée, par le même jugement, de rapporter d'autres preuves, et si ce n'est après avoir procédé à ces autres preuves qu'elle veut revenir à l'aide de pièces nouvellement découvertes, à la vérification d'écriture qui se trouvait la première dans l'ordre des preuves ordonnées. — Brux. 6 déc. 1826.

96. Si le dépositaire n'est pas resté gardien de sa minute pendant l'opération, et qu'il n'en ait pas été dressé expédition, à qui appartiendra le droit de délivrer des copies ou des expéditions de cette minute? — MM. D. C. p 164 Lep. p 181, 3e ques. Carr. t. 1, p. 531, n° 844, et Pig. *Comm.* t. 1, p. 435, n° 3, pensent que le greffier peut délivrer ces expéditions.—*V. J. A.* t. 22, p. 458, n° 64.

97. De quelle manière le greffier renvoie-t-il les pièces qui lui ont été envoyées par le dépositaire public? —M. Pig. *Comm.* t. 1, p 439, 1er al pense que le greffier peut renvoyer ces pièces par la voie dont on s'est servi pour les envoyer; et que les frais doivent être avancés par les demandeurs.—M Carr. t. 1, p. 537, n° 8, pense également qu'il n'est pas nécessaire que le mode d'envoi soit réglé par le tribunal. — V. *J. A.* t. 22, p. 458, n° 65.

98. Comment suppléer à la décharge qui doit lui être donnée sur le procès-verbal.—M. Carr t. 1. p. 26, *sup.*, pense que le greffier n'aura qu'à constater le renvoi des pièces a la suite de son procès-verbal; il y joindra et y mentionnera toute pièce qui peut fournir la preuve du renvoi; par exemple le récépissé du directeur de la poste. La reconnaissance du directeur de la poste, dit M. Pig. *Comm.* t. 1, p. 434, n° 2, tient lieu du procès-verbal.—*V. J. A.* t. 22, p. 458, n° 66, où nous avons été d'avis qu'un acte dressé par le greffier était nécessaire pour mettre sa responsabilité à couvert.

99. En matière de vérification d'écritures, l'art 204. C. P. C. laisse à la partie la plus diligente le droit de poursuivre, et aucune loi ne prononce la déchéance contre une partie qui ne poursuit pas.—Besanç. 13 janv. 1819, t. 22, p. 448, n° 48.

100. Comment doit-on procéder si l'une des parties sommées, conformément à l'art. 204, néglige d'obéir à cette sommation? Si c'est l'une ou l'autre des parties qui ne comparait pas, on donne défaut contre elle, suivant M. D. C. p. 164, 3e alin. Si c'est le dépositaire qui refuse d'apporter les pièces, *V.* l'art. 201, C.P.C. Enfin si ce sont les experts qui ne comparaissent pas, les parties s'accordent pour en nommer d'autres, sinon le juge commissaire fait son rapport à l'audience, afin que le tribunal pourvoie à leur remplacement. Après cette nomination, on procède de nouveau; c'est ce qu'enseignent MM D. C. alin. *sup*, et Carr. t. 1, p. 530, n° 843. *V.* M. F L t. 5, p. 921, 7e alin. V. *J. A.* t. 22, p. 458, n° 63.

101. Lorsqu'il s'agit de faire vérifier par experts l'écriture méconnue d'un testament olographe, il n'appartient pas à l'une des parties de demander aux experts de vérifier avant tout si tel et tel mot est surchargé; et les experts qui décident que le corps entier du testament est de la main du testateur, décident par là même implicitement que les mots surchargés l'ont été par lui. — Bord. 4 fév. 1829. Eyriaud-Bechemore C Froidefond de Boulazac.

102 En matière de vérification d'écriture, les parties peuvent demander que le juge commissaire insère dans le procès-verbal du serment des experts toutes celles de leurs observations propres à éclairer les experts dans leur travail. — Brux. 13 avr. 1830. W.

103. Un procès-verbal d'experts relatif à une vérification d'écritures, est nul, s'il ne fournit point la preuve que ces experts ont opéré en présence du juge et du greffier, et si, n'ayant pas pu terminer leur travail dans une vacation, l'opération n'a pas été renvoyée à jour et heure certains, suivant le prescrit de l'art. 208 C. P. C. — Besanç. 29 mars 1817. t. 22, p. 442, n° 38.

104 Après la signification du rapport ou de l'enquête, l'audience se poursuit sur un simple acte. — C. T. t. 1. p 265 67.

105. Il ne doit point être fait de requête grossoyée pour développer les moyens et combinaisons sur le rapport et sur l'enquête, conséquemment point de requête en réponse. —C. T. t. 1, p. 265. 67.

106. Les dépens de la demande en reconnaissance doivent être réservés jusqu'au jugement du principal. Alors ils sont supportés soit par le créancier, si le débiteur a payé, soit par le débiteur, s'il a contesté la dette, ou si, sans la contester, il laisse commencer les poursuites. — C. T. t. 1, p. 253. 7.

107. Le juge qui, dans une instance en vérification d'écritures, trouve que l'écriture déniée est réellement fausse, ne doit pas nécessairement ordonner le renvoi de l'affaire devant le juge criminel, et surseoir au jugement au civil, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par ce juge sur le faux, et cela lors même qu'il ne résulterait pas des pièces du procès que ce faux serait criminel, ni quel en serait l'auteur, et que rien ne serait allégué de ce chef par la partie qui dénie l'écriture. — Brux. 28 déc. 1826.

108. Il suffit que la signature d'une lettre de change soit *méconnue*, pour que le tribunal de commerce soit tenu de surseoir, si la partie persiste à s'en servir. — Cass. 23 août 1827, t. 34, p. 67.

109. L'acte déclaré vrai ou non vrai vis-à-vis d'une partie, n'est tel qu'à son égard. En d'autres termes un cohéritier non partie pourrait se borner à dénier l'acte déclaré vrai contre son cohéritier. C'est ce qu'enseigne M. Pig. *Comm.* t. 1. p. 446. — Observations sur l'art. 213, et p. 452, n° 7. — *V.* J. A. t. 22, p. 460, n° 69.

110. Si la pièce émane réellement de celui à qui elle était attribuée, le défendeur doit être condamné non seulement aux dépens mais à une amende de 150 fr. outre les dommages-intérêts s'il y a lieu.—C. T t. 1, p. 266 68

111. Si l'écrit privé est attribué à une personne autre que le défendeur, celui-ci, en déclarant simplement

qu'il ne reconnaît pas la signature, est-il réputé la dénier? La procédure de vérification qui sera la suite de sa réponse sera-t-elle à sa charge, s'il est jugé que l'écrit est véritablement de la personne à qui il est attribué? La négative est soutenue par MM. **Lep.** p. 174, 4e col. et **Delap.** p. 96. 2e alin. Cette opinion est combattue J. A t. 22, p. 460, n° 69.—*V.* l'arr. suivant qui confirme cet avis. — *Voy.* aussi C. T. t 1, p. 266. 69.

112. L'héritier qui, usant du droit que lui confère l'art. 1323 C. C., déclare ne pas reconnaître l'écriture ou la signature attribuée à son auteur, doit être condamné aux frais de la vérification, si l'écriture ou la signature est reconnue véritable.— Cass. 6 juil. 1822. — Nîmes, 21 fév. 1826, t. 24, p. 231, et t. 31, p. 287

113. Les dispositions pénales de l'art. 213 C. P. C. s'appliquent à celui qui denie la signature apposée au bas d'une lettre de change, comme à celui qui méconnait toute autre pièce.— Paris, 31 nov. 1812, t. 22, p. 436, n° 37. *V.* M Carr t. 1, p 552. n. 1, n° 1.

114. La partie qui, après avoir dénié ses signature et écriture rétracte ensuite cette dénégation, ne peut être passible de l'amende prononcée par l'art. 213, mais seulement de dommages-intérêts —Aın. 16 nov. 1821, t. 10, p. 442; v° *Désistement*, n° 12.

115. L'amende dont parle l'art. 213 C. P. C. étant le résultat de la dénégation de l'écriture des pièces dont le demandeur a été reconnu l'auteur, et cet article ne faisant point de distinction dans la nature des pièces, cette amende doit être prononcée contre celui qui a dénié l'écriture d'une lettre anonyme, lorsqu'on la lui a opposé pour le faire condamner à des dommages-intérêts, et que sur vérification il en a été déclaré l'auteur.—Cass. 16 mai 1827, t. 33, p. 290.

FIN.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU JOURNAL DES HUISSIERS,

DU CODE DE LA SAISIE IMMOBILIÈRE, DES MANUELS DE L'EXPLOIT ET DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

AVERTISSEMENT.

Nous avions promis à MM. les Huissiers, souscripteurs, une table chronologique spéciale, et malgré les dépenses énormes d'impression, l'augmentation inattendue de près de cinq feuilles de table alphabétique, nous n'avons pas hésité à remplir notre promesse.

Non seulement nous donnons la table chronologique du Journal des Huissiers, depuis son origine jusqu'en 1834, mais encore la table chronologique du *Code de la Saisie immobilière* et des *Manuels de l'Exploit* et de la *Contrainte par corps*, qui ont toujours été considérés par MM. les Huissiers comme le complément de leur journal.

La colonne portant en tête les lettres C. ET L. est celle des cours, lois et ordonnances. La colonne où se trouvent les lettres T. et M. indique que c'est là où on trouvera les tomes du journal ou le titre des Manuels.

Dans la colonne des *tomes et manuels*, les CHIFFRES expriment *les tomes du journal;* la lettre C exprime *le Manuel de la Contrainte par corps;* la lettre E, *le Manuel de l'Exploit,* la lettre S, *le Code de la Saisie immobilière.*

Voici les signes des principales abréviations :

age.	Agen.	C.	Manuel de la contraint par corps.
ami.	Amiens.	C. d.	Chambre des députés.
ang.	Angers.	C. p.	Chambre des pairs.
aoû.	Août.	C. c.	Charte constitutionnelle.
avr.	Avril.	cas.	Cassation.
bas.	Bastia.	C. et L.	Cours, Lois et Ordonnances.
bes.	Besançon.	cae.	Caen.
bor.	Bordeaux.	cir.	Circulaire ministérielle.
bo et bou.	Bourges.	col.	Colmar.
bru.	Brumaire.		
bru.	Bruxelles.		

dél.	Délibération.
d. h.	Délibération de chambres des huissiers.
d. r.	Délibération de la régie.
déc.	Décembre.
dij.	Dijon.
do.	Douai.
É.	Manuel de l'exploit.
fév.	Fév.
flor.	Floréal.
flor.	Florence.
fri.	Frimaire.
fru.	Fructidor.
gên.	Gênes.
ger.	Germinal.
gre.	Grenoble.
jan.	Janvier.
jug.	Jugement de première instance.
jui.	Juin.
juil.	Juillet.
lié ou liég.	Liége.
lim.	Limoges.
lyo.	Lyon.
ma.	Mars.
mes.	Messidor.
met.	Metz.
mo	Montpellier.
Nan.	Nanci.
ni.	Nimes.
niv.	Nivôse.
nov.	Novembre.
oct.	Octobre.
ord.	Ordonnance ou avis du conseil d'Etat.
orl.	Orléans.
par.	Paris.
plu.	Pluviôse.
poi.	Poitiers.
pra.	Prairial.
ren.	Rennes.
rio.	Riom.
rou.	Rouen.
S.	Code de la saisie immobilière.
sep.	Septembre.
the.	Thermidor.
T. M.	Tome et Manuels.
tou.	Toulouse.
tur.	Turin.
trè.	Trèves.
ve.	Vendémiaire.
ven.	Ventôse.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU JOURNAL DES HUISSIERS, DU CODE DE LA SAISIE IMMOBILIÈRE, DES MANUELS DE L'EXPLOIT ET DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

N. B. Voyez ci-dessus, page 625, les signes d'abréviations de cette table.

C et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages	C et L.	Jours	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.
cas.	13	pra	2	E.	27	cas.	23	ven	11	S.	11	cas.	1	fri	13	C.	153	bru	12	nov	1806	S	87
cas.	23	fru	3	E.	28	cas	24			E.	40	cas.	2			3	117	col	2	dec		S	89
cas.	4	the	5	E.	29	tou	24			C.	117	cas.	6			S	36	lyo	3			S	89
loi.	15	ger	6	C.	35	d.r.	8	ger		10	71	col.	17			S	36	cas	10			E	86
loi.	4	flor		C.	44	cas.	15			S.	12	bes	25	niv		S	47	cas	2	jan	1807	C	78
cas.	2	niv	7	E.	282	rou	16			S.	12	par	26			S	48	cas	2			10	81
	7			E.	210	cas.	22			10	72	cas.	10	plu		S	49	loi	5			S	92
	16	plu		E.	29	cas.	27			E.	66	cas.	16			S	50	cas	21			S	93
	7	ven		E.	30	bru	30			15	348	ord	5	ven		10	79	cas	22			5	346
	7			E.	210	tur	20	flor		E.	65	cas.	8			S	55	bru	24			4	257
	18			E.	210	cas.	30			C.	128	par	20			C	158	cas	28			10	83
	6	fri	8	10	66	par	1	pra		S.	16	cas.	28			S	60	cas	11	fév		5	339
loi.	2	niv		E	31	cas.	4			3	253	par	1	ger		C	159	cas	17			C	185
cas.	14			E.	282	par	13			S.	16	par	8			S	67	cas	17			5	341
	17	plu		C	48	cas.	18			S.	18	par	9			C	163	cas	23			5	344
loi.	21			E	210	par	7	me		E.	66	par	28			C	165	nix	23			S	93
cas	26	ven		E.	48	cas.	11			E.	40	cas.	16	flor		S	68	par	28			E	87
	21	pra		E.	29		16			E.	67	cas.	17			5	81	cas	5	ma		7	312
	7	the		C.	45		6	fru		S.	19	cas.	17			S	69	bo	6			E	88
	24	bru	9	3	247		11			S.	1	par	17			E	81	am	11			E	90
gre	13	niv		1	194		26			E.	68	par	24			S	16	col	11			10	83
cas.	21	ven		2	249	gre	27			E.	68	par	1	pra		S	69	col	20			S	99
cas.	27	ger		10	193	cas.	18	ve	12	S.	1	am.	11			10	83	bru	27			E	91
cas.	1	flor		E.	210	cas.	23			10	193	par	21			C	173	bru	30			E	137
cas.	2			1	150	cas.	24			S.	20	gre	22			S	71	cas	1	avr		E	54
bru	3			1	154	cas,	24			E.	69	cas.	6	me		S	72	bru	4			E	40
gre	7			15	371	cas.	25			1	120	bou	16			E	31	par	23			E	91
cas.	21			S.	1	ord	3	bru		C.	129	ni	24			S	73	col	25			E	92
cas.	23			E	210	cas.	6			10	72	rou	29			C	129	col	25			3	12
cas.	22	pra		E.	39	cas.	10			1	110	cas.	5	the		E	40	bru	30			E	31
cas.	12	me		E.	39	cas.	11			3	250	bru	11			S	73	cas	30			10	84
cas.	11	the		E.	210	l.m	22			S.	21	bru	3	fru		E	82	bru	8	mai		E	93
cas.	21			10	67	par	24			E.	70	tur.	6			E	82	ni	15			E	93
cas.	23			E.	210	cas.	24			C.	25	bru	12			C	174	cas	26			S	30
	4	bru	10	E.	31	cas	19	fri		1	126	rou	10	ve	14	C	181	cas	27			C	188
	14			E.	210	par	22			C.	143	par	25			S	74	cas	1	jui		S	55
	23			C.	87	cas.	22			S.	22	cas.	27			C	182	par	1			S	36
	25			E.	40	gre	29			E.	40	tur	3	bru		10	80	par	4			S	105
	2	niv		1	165	cas.	9	niv		5	281	cas.	4			E	82	ni	4			S	100
	12			10	67	cas.	18			E.	40	c.m	18			C	56	cas	10			E	95
cas	29	plu		C.	89	par	19			10	194	cas.	12	fri		C	129	cas	10			C	129
ord	9	ven		C.	51	cas.	10	plu		S.	24	cas.	12			5	282	cas	10			6	152
cas.	23			1	191	ni	2	ven		S.	25	cas.	10	niv		S	75	bru	13			C	189
par'	1	flor		S.	4	par	12			S.	26	col.	7	jan	1806	S	76	tur	14			E	95
cas.	6			E.	58	cas	13	ger		E.	71	rou	9			E	83	col	17			S	106
	21			2	58	cas.	19			S.	27	col.	14			S	79	mo	19			C	191
	20			1	251	tur.	24			E,	70	cas.	15			C	183	tou	21			E	90
	27			E.	203	cas.	3	pra		E.	71	cas.	16			5	280	trè	24			10	83
	1	pra		E,	54	cas.	16			3	248	bru	19	fév		E	83	bru	26			E	96
				C.	95	par	19			S.	29	par	31	ma		S	80	bru	9	juil		S	107
	6			6	137	bru	25			10	75	par	29	avr		E	210	bru	14			E	97
par	5	me		S.	4	par	12	the		C.	148	cas.	14	mai		S	81	cas	22			E	97
rou	3	the		S.	6	cas.	15			S.	30	cas.	22			10	74	rou	28			S	119
cas.	27	fru		S.	1	col.	16			C.	145	bru	2	jui		E	85	par	3	aoû		E	98
	5	ve		C.	115	cas.	19			S.	30	bru	2			S	85	cas	5			E	31
	21		11	S.	7	par	28			S.	32	cas.	3			E	85	mo	12			E	100
	3	fri		E.	210	par	4	fru		S.	34	cas.	4			E	54	cas	15			E	103
	9			E.	60	cas.	10			E.	210	par	5			S	85	bru	25			C	202
	13			E.	61	cas.	16			E.	72	cas.	24			E	86	cas	27			E	105
	16			E.	62	cas.	23			E.	76	age	19	juil		S	86	par	27			E	104
	24			1	250	cas.	1	bru	13	E.	31	cas.	21			S	55	c.m	8	sep		C	59
rou	2	niv		S.	8	cas.	2			1	136	cas.	22			10	81	loi	10			C	62
cas.	8			E.	63	cas.	7			1	139	par	22	aoû		C	185	gr.j	12			C	63
col.	18			S.	9	cas.	7			E.	77	cas.	9	sep		S	87	cas	7	oct		S	121
lyo	16	plu		S.	11	cas.	22			E.	210	cas.	29	oct		S	8	cas	29			S	34
cas.	4	ven		E.	65	col.	30			S.	20	cas.	5	nov		S	50	cas	2	nov		S	73
par	20			S.	11	cas,	1	fri			217	cas.	7			4	45	cas	3			E	210

C.etL.	Jours.	Mois.	Ans.	T.M.	Pages.	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T.M.	Pages	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T.M.	Pages	C.et L.	Jours.	Mois	Ans.	T.M	Pages.
cas	17	nov	1807	E	105	bes	20	aou	1808	E	121	bes	10	juil	1809	S	128	bes	21	ma	1810	S	170
cas	25			S	122	ren	2	sep		10	68	ren	12			C	435	rio	26			S	230
cas	10	déc		S	123	cas	7			5	80	bru	12			E	69	cas	28			10	195
bru	12			S	124	cas	7			E	123	gre	14			S	208	ni	4	avr		S	170
par	14			E	105	par	14				264	d m	18			S	209	age	4			S	176
par	14			6	210	par	6	oct			50	par	27			S	85	bru	4			S	254
col	24			10	84	cas	7			S	165	par	5	aoû		C	300	ren	4			S	254
bru	26			E	106	cas	11			S	165	cas	7			E	40	bru	7			C	129
bes	27			S	126	rio	14			C	267	cas	8			S	209	par	10			E	147
par	8	jan	1808	S	127	bru	24			C	272	cas	8			5	200	bor	11			S	197
par	9			C	264	cas	8	nov		E	63	cas	8			C3	259	tou	12			S	255
bru	18			S	128	bes	9			C	74	ren	9				435	bes	13			S	256
par	19			C	211	cas	9			7	147	flor	12			C	301	ur	24			E	164
bru	20			E	106	cas	14			S	166	par	26			C	304	liég	29			S	257
par	23			C	204	loi	14			S	167	cas	27	sep		E	134	par	1	mai		S	220
par	25			C	213	liè	17			E	124	cas	13			3	318	tur	6			S	213
ren	27			C	214	cas	21			E	125	par	20			S	4	bes	8			S	258
cas	1	fév		10	86	par	23			S	50	par	27			S	213	par	10			S	260
cas	4			E	54	col	26			E	54	cas	28	oct		C	306	bru	10			S	263
tou	11			C	215	liég	28			S	168	cas	14	uov		C	311	bru	12			S	266
par	25			C	225	bes	8	déc		E	127	rou	20			C	248	bru	12			S	266
aix	25			S	130	cas	15			E	27	tou	20			S	170	bes	21			E	147
par	26			E	54	cas	19			5	65	col	25			E	134	par	1	jui		C	326
bru	27			S	132	orl	23				169	cas	28			6	256	tur	6			S	213
par	1	ma		E	34	rio	28				77	cas	4	déc		4	160	par	7			C	328
loi	1			S	132	flor	30				248	par	5			S	220	bo	11			S	176
loi	4			C	68	aix	5	jan	1809		170	tur	6			S	223	par	18			5	376
cas	11			C	248	par	9			C	275	liég	16			S	227	liég	21			S	36
loi	14			C	69	par	14			C	287	bru	20			S	213	col	22			S	271
bes	18			S	133	par	20			S	176	rio	23			S	227	bru	25			E	194
par	21			S	135	liég	25			E	129	tou	27			S	229	par	27			C	331
par	21			10	87	cas	31			5	69	par	3	jan	1810	S	230	bru	27			E	148
cas	21			C	227	cas	8	fév		E	31	par	4			C	314	flor	30			E	151
bes	25			10	90	bru	16			S	182	par	6			C	229	liég	2	juil		E	153
col	26			5	217	ren	17			E	129	par	8			E	137	gên	2			E	153
cas	28			E	210	col	22			E	127	flor	9			C	317	tur	2			S	273
bo	30			S	136	bor	25			S	183	bes	11			E	143	par	2			S	107
tur	30			E	111	tur	27			5	256	cas	15			E	31	par	11			E	137
nî	5	avr		E	111	bor	9	ma		C	294	bo	15			S	237	bru	14			S	275
nî	5			S	138	lieg	22			E	100	poi	18			S	119	cas	17			C	332
aix	7			S	146	gre	28			S	183	poi	18			6	215	cas	17			4	293
cas	12			10	73	ren	1	avr		E	130	cas	22			5	70	cas	21			10	74
bru	13			C	228	trè	7			S	130	cas	22			E	40	gre	24			C	248
tur	28			C	229	par	19			C	159	cas	23			9	354	cir	26			S	276
liég	3	mai		E	113	orl	19			S	187	par	25			C	267	cas	28			E	118
rou	9			S	148	par	22			S	187	bes	25			C	61	ren	31			E	155
nî	11			S	50	ang	23			S	189	par	27			C	319	rou	1	aoû		E	100
rio	12			S	149	cas	26			S	190	loi	30			S	237	par	1			E	106
cas	18			E	113	orl	27			S	93	rec	7	fév		E	144	bru	1			3	97
nî	21			S	153	par	29			S	191	bo	8			S	89	par	13			S	276
par	23			S	153	par	29			4	178	orl	9			S	107	par	17			E	156
ren	25			E	114	ang	5	mai		S	193	tur	9			S	236	par	17			6	357
rou	7	jui		E	114	ang	5			4	27	tur	14			E	111	ren	18			E	40
d m	7			S	154	col	12			S	194	cas	15			E	40	bru	20			C	287
cas	20			E	40	orl	26			S	199	liég	19			S	213	pai	21			S	279
nî	22			S	155	liè	30			E	181	par	21			E	145	bru	21			E	157
gre	22			10	91	poi	9	jui		S	107	bru	25			S	209	par	22			E	158
bo	29			E	116	poi	9			S	196	bru	26			6	221	bru	23			S	230
bru	29			C	241	par	12			S	197	tur	26			E	137	par	24			E	31
ni	2	juil		S	60	bru	13			S	202	bru	26			S	238	par	25			E	37
cas	5			5	89	bru	13			6	213	rou	28			S	241	cas	28			E	40
bru	6			C	248	ord	18			S	203	par	1	ma		S	242	'yo	4	sep		C	267
par	8			5	372	par	20			E	129	cas	1			4	155	cas	5			C	337
cas	15			10	91	bes	21			E	131	par	3			E	146	cas	7			10	91
gre	19			S	157	par	22			C	295	bru	5			S	243	u	14			S	279
cas	20			S	158	par	22			9	200	loi	8			S	243	par	26			S	4
par	4	aoû		1	306	cas	26			E	132	agc	12			S	247	cas	1	oct		S	285
gên	5			E	118	cas	27			E	133	cas	12			5	118	cas	2			10	92
cas	18			S	161	ni	28			S	205	nî	16			S	248	cas	23			7	153
par	19			S	162	ren	2	juil		S	208	col	17			C	322	trè	6	nov		S	286
col	20			C	261	col	7			5	277	tur	17			S	252	cas	16			2	362
par	23			S	164	gèn	8			E	114	ord	20			8	76	par	17			S	289

C.el	Jours	Mois	Ans	T.M.	Page	C.el	Jours	Mois	Ans	T.M.	Page	C.el	Jours	Mois	Ans	T.M.	Pages	C.el	Jours	Mois	Ans	T.M.	Page
ren	19	nov	1810	E	159	flor	3	jui	1811	C	378	cas	11	ma	1812	E	183	cas	16	sep	1812	5	231
cas	23			4	161	bru	9			S	325	bru	17			C	381	par	11			C	248
cas	26			C	338	lie	10			10	95	cas	18			S	138	as	5	oct		S	382
cas	26			4	196	cas	16			6	190	cas	25			E	184	cas	13			S	382
bes	26			S	290	cas	16			3	371	bru	26			S	93	cas	20			S	386
par	29			10	197	bor	17			C	376	cas	1	avr		E	184	trè	22			E	202
mo	3	déc		6	358	cas	17			3	99	tur	2			S	183	cas	22			5	257
tur	3			C	359	bes	18			S	328	bru	7			E	185	orl	4	nov		C	435
mo	3			E	68	cas	23			S	330	lyo	13			S	56	lim	14			E	263
tur	14			3	292	pa	28			6	352	col	14			S	355	ni	17			1	328
bru	20			C	342	lie	31			E	174	met	14			10	89	cas	19			S	322
bru	20			7	9	lyo	2	aoû		S	49	ni	17			E	186	man	23			E	77
orl	24			S	292	par	6			S	187	bru	20			E	186	par	25			E	40
lyo	28			S	293	cas	7			S	279	ni	20			S	356	trè	25			S	128
ni	29			E	31	par	7			S	331	ni	23			E	187	ren	2	déc		E	203
lyo	16	jan	1811	E	159	bes	14			S	257	cas	27			S	363	ren	5			S	380
par	16			S	176	ren	16			10	68	cas	28			5	236	gre	7			E	197
bes	16			10	94	par	17			S	333	par	4	mai		C	383	im	9			S	213
lim	18			C	346	cas	20			B	133	cas	6	jui		E	181	bes	16			S	263
ren	18			E	160	met	21			S	205	bo	6			S	230	ren	17			E	256
pau	19			E	125	par	22			S	335	bo	15			S	357	am	17			S	387
orl	19			S	140	lyo	23			C	248	par	16			S	358	par	17			4	177
bor	21			S	230	l. r	27			S	336	bru	20			E	188	par	19			E	204
cas	29			S	294	par	29			S	338	bes	21			E	188	trè	23			S	238
par	30			E	72	par	30			5	377	gre	22			E	189	bru	28			E	148
cas	1	fév		6	184	col	31			S	76	am	23			S	359	lim	30			E	206
loi	2			S	295	cas	31			3	378	bes	25			E	189	lim	30			2	225
mo	4			E	100	cas	3	sep		E	176	par	2			E	190	ren	4	jan	1813	S	388
par	4			E	160	par	11			E	179	bes	2			E	191	am	7			S	382
cas	4			S	295	cas	11			8	360	bo	5			S	197	par	12			S	390
par	4			6	356	loi	12			S	339	par	8			S	362	par	12			8	35
cas	5			S	197	bo	16			E	179	cas	10			E	191	cas	13			S	393
cas	5			5	265	par	25			C	287	cas	10			5	233	par	20			S	394
mo	6			E	40	par	23	oct		S	342	lim	12			S	364	par	20			C	391
par	9			S	299	ni	25			C	248	ren	13			E	194	bru	30			S	213
bru	13			C	353	cas	28			1	349	tur	13			S	364	cas	3	fév		C	129
ren	13			E	61	cas	30			8	190	flor	16			S	365	cas	3			6	156
mo	18			S	300	cas	4	nov		E	40	cas	17			S	255	par	6			S	396
mo	18			1	306	bru	11			E	142	cas	17			4	316	bo	13			S	367
bes	19			S	301	ord	12			10	200	bru	18			S	366	pau	16			C	233
bru	20			S	310	cas	15			E	180	bru	26			S	368	rio	24			S	22
ren	27			E	161	ren	22			E	180	cas	30			4	148	bru	1	ma		C	145
par	8	ma		C	370	lyo	27			E	181	cas	30			5	349	ren	11			C	248
par	9			S	310	cas	27			S	343	cas	2	juil		4	98	par	17			S	325
bes	12			S	93	bru	28			S	230	gre	3			E	196	cas	22			C	95
par	18			C	372	bru	5	déc		S	347	ni	6			S	100	ni	22			C	394
bo.	19			S	313	tur	11			C	379	par	6			S	370	ren	25			E	205
tur	9	avr		E	161	met	11			2	107	cas	6			4	301	ae	27			10	96
ren	15			E	164	cas	17			4	272	cas	8			E	31	par	[illegible]			E	206
cas	18			5	247	cas	24			4	280	par	11			S	371	tur	30			5	373
tur	19			S	315	tur	30			C	129	gre	14			S	372	col	31			C	95
bru	20			10	197	par	31			5	378	par	20			S	373	rio	31			E	206
cas	30			S	317	rou	4	jan	1812	S	348	tur	21			15	37[illegible]	ren	5	avr		E	206
rou	2	mai		S	165	cas	6			S	238	bes	23			C	204	cas	7			C	356
bor	8			S	318	tur	7			C	379	par	24			E	40	par	7			S	400
par	9			C	634	cas	7			4	106	col	24			E	197	cae	8			E	207
tur	11			2	226	cas	7			3	327	mo	28			E	63	ren	14			E	208
tur	11			6	349	cas	8			C	380	gên	28			S	375	trè	15			S	89
flor	28			10	198	lie	10			S	349	orl	29			E	198	bru	16			E	148
cas	29			E	168	par	18			5	117	col	1	aoû		E	199	cas	21			C	129
ren	1	jui		E	171	bor	20			S	350	ni	5			E	199	cas	27			E	181
tur	1			10	88	lim	28			E	183	cas	5			E	200	cas	28			C	400
me	3			E	177	bru	31			S	230	ren	5			E	201	bes	30			S	401
cas	5			6	187	par	3	fév		S	351	cas	5			S	374	cae	4	mai		E	208
cas	6			S	220	nie	4			E	183	ni	5			6	358	bru	6			C	204
par	10			E	111	tou	17			S	322	bo	8			S	376	ni	7			S	402
par	10			6	354	tou	17			4	[illegible]28	gên	13			10	201	cas	12			5	287
col	14			S	319	par	19			S	353	orl	19			E	201	par	12			E	176
par	18			S	320	cas	25			3	374	ni	25			S	100	ren	13			E	215
bru	19			S	80	par	2	ma		C	248	par	27			E	202	par	20			C	248
par	21			S	220	mo	10			S	354	met	2	sep		S	379	ren	20			E	215
cas	2	juil		S	322	cas	11			7	991	cas	10			S	138	mo	21			E	215

C.et L.	Jours	Mois.	Ans.	T.M.	Pages.	C.et L.	Jours	Mois.	Ans.	T.M.	Pages.	C.et L.	Jours	Mois.	Ans.	T.M.	Pages.	C.et L.	Jours	Mois.	Ans.	T.M.	Pages.
par	24	mai	1813	C	400	cas	9	mai	1814	[illegible]	439	cas	18	jui	1815	S	446	par	23	aoû	1816	S	36
rio	25			S	182	ren	13			E	40	bo	23			S	36	col	29			S	266
cas	14	jui		S	107	lim	1	jui		E	100	cas	11	juil		4	325	par	20	sep		S	473
cas	15			C	129	cas	1			4	337	bru	12			E	231	bes	28			E	241
cas	15			6	140	ren	6			S	420	bru	14			E	232	met	9	oct		C	478
nan	22			C	403	ren	6			S	426	cas	17			10	103	ren	28			C	482
cas	22			3	3.4	lim	8			E	223	cas	7	aoû		C	129	ren	28			S	474
par	25			S	220	orl	23			E	225	as	7			7	284	orl	7	nov		E	241
bru	26			S	308	par	25			S	421	rio	8			S	448	bes	20			S	476
ren	26			S	403	par	30			S	422	par	29			S	449	cas	20			4	31
par	1	juil		S	403	cas	1	juil		2	36	bo	30			E	226	par	22			C	483
bor	2			5	357	cas	12			S	379	bru	6	oct		E	232	cas	26			E	40
pau	7			S	404	lieg	13			E	118	par	12			4	260	cas	29			4	361
par	12			S	220	liég	13			E	225	par	6	nov		S	452	cas	29			S	248
ren	14			10	69	bo	16			S	423	par	27			3	14	par	29			S	477
me	16			S	407	cas	19			9	154	cas	14	déc		E	40	cas	4	déc		2	359
nan	23			C	311	rou	20			C	443	cas	14			4	322	cas	18			2	37
rou	27			C	408	ren	22			E	118	bo	16			S	279	cas	20			E	241
cas	28			C	414	pau	29			C	233	cas	18			7	163	ren	21			C	484
ren	6	aoû		E	256	bo	30			S	424	bo	19			E	234	mo	27			S	428
rou	7			S	410	par	2	aoû		S	424	cas	28			E	234	par	28			S	478
cas	10			E	217	cas	10			S	238	bru	29			E	235	ren	2	jan	1817	S	478
cas	14			5	119	cas	19			S	67	par	2	jan	1816	S	453	col	4			C	489
cas	25			10	203	cas	19			7	199	col	10			5	255	lim	11			S	107
ren	26			S	412	rou	19			3	284	ren	13			C	165	ren	29			E	243
lim	1	sep		E	218	par	20			S	425	bor	13			S	107	par	30			4	268
cas	6			5	238	bo	22			S	286	cas	14			S	455	ren	31			S	478
cas	6	oct		C	417	par	2			S	426	par	17			S	457	bor	8	fév		S	180
par	13			S	413	ren	30			E	226	ord	19			10	103	as	10			E	191
par	21			S	107	bor	30			S	[illegible]	cas	24			E	100	cas	10			2	255
cas	27			3	333	gre	3	sep		S	428	cas	24			S	197	cas	11			C	492
cas	15	nov		C	430	cas	6			E	27	cas	7	fév		10	206	as	12			E	246
cas	18			E	216	cas	6			2	364	bes	10			E	235	met	12			S	480
pau	20			S	55	cas	7			[illegible]	228	bo	10			S	457	ren	20			S	484
par	20			4	178	rou	27			[illegible]	248	par	16			S	459	cas	7	ma		10	105
cas	22			E	101	rou	27			4	28	as	20			S	76	cas	11			E	247
cas	25			6	260	par	1	oct		[illegible]	287	rio	21	ma		S	114	bor	13			6	256
cas	30			5	292	par	1			6	25	ren	21			10	104	gre	17			E	247
cas	1	déc		S	255	cas	4			4	329	gre	4	avr		S	460	lyo	21			S	484
cas	1			S	295	cas	4			S	430	col	7			C	466	met	22			8	37
orl	2			E	221	cas	12			S	170	cas	23			3	152	lyo	26			E	111
lim	3			S	413	bo	18	nov		S	435	ren	24			C	473	col	27			C	494
ren	8			10	97	liég	23			E	228	cas	24			7	167	lim	29			E	249
rou	9			E	127	cas	24			S	434	bor	1	mai		S	460	rou	29			S	303
orl	16			E	221	bes	2	déc		S	50	lim	8			E	236	bes	3	mai		S	325
lim	18			4	359	gre	6			E	229	col	11			S	230	met	13			S	487
bo	24			S	415	liég	8			E	229	col	12			4	176	gre	17			E	247
cas	3	jan	1814	C	389	bru	27			E	124	met	17			C	306	liég	18			E	196
rou	5			E	40	cas	12	jan	1815	S	436	bor	21			S	461	cas	31			10	207
par	5			S	376	bo	13			S	438	par	21			S	462	cas	23			10	77
par	7			C	383	par	14			2	47	yo	25			E	40	cas	28			2	262
bo	8			S	248	rou	14			6	249	cas	28			[illegible]	205	rio	31			S	488
bor	11			10	201	par	16			S	438	cas	19	jui		C	476	cas	2	jui		10	209
cas	13			5	293	ren	18			C	248	cae	22			S	463	gre	3			C	248
cas	18			C	434	par	24			S	[illegible]	par	27			S	237	met	6			S	491
par	19			S	417	cas	6	fév		S	443	bes	28			E	237	ren	9			E	251
cas	24			C	435	bo	15			S	444	im	30			S	466	cas	12			C	497
cas	24			4	295	cas	15			5	105	cas	2	juil		S	50	ren	13			S	493
ami	28			S	183	ren	16			S	445	par	4			C	560	cas	18			S	495
cas	31			5	285	cas	25			10	76	lim	5			E	237	no	26			S	496
par	2	fév		C	95	bes	27			S	60	rou	13			5	348	gre	27			S	497
bru	21			E	221	gre	28			C	248	col	16			S	213	ren	7	juil		S	501
par	12	ma		C	248	bo	17	ma		[illegible]	229	ren	17			E	238	rio	7			C	498
orl	31			C	435	rou	17			S	32	no	42			E	31	cas	7			4	185
cas	20	avr		E	181	bo	14	avr		S	238	lim	27			E	239	cas	9			4	32
ren	22			E	77	gre	19			10	101	par	31			S	468	cas	10			S	502
bo	22			S	292	orl	10	ma		E	230	ami	3	aoû		S	470	cas	10			5	219
cas	25			3	329	cas	11			6	193	ami	3			S	369	cas	15			C	509
cas	25			S	417	bru	16			E	231	bes	12			E	31	cas	16			C	513
cas	28			6	346	cas	23			S	107	ren	14			E	240	cas	20			4	211
cae	4	mai		S	419	cas	23			4	118	cas	21			S	472	cas	23			S	503
cae	4			12	43	par	29			[illegible]	463	cas	21			4	224	ren	24			S	140

C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	ages.	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	L.et C.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.
ren	28	juil	1817	E	252	ren	15	juil	1818	E	260	cas	3	ao	1819	1	48	bo	1	juil	1820	11	89
cas	31			4	219	cas	21			E	118	ren	9			E	111	tou	14			2	219
cas	4	ao		E	184	orl	22			C	895	poi	13			E	263	rio	15			2	42
par	5			C	117	cas	28			4	242	ai	19			E	194	lim	20			3	128
par	5			6	148	cas	14	ao		2	336	ai	21			2	239	par	1	ao		S	561
cas	13			10	210	mo	17			2	294	cas	31			C	572	lo	9			S	513
gre	18			5	60	lim	19			1	132	col	10	oct		1	265	ren	10			E	276
ren	19			S	197	tou	24			C	537	par	20			C	519	rio	10			5	226
ren	23			E	252	col	6	nov		S	343	rio	6	nov		1	8	gre	11			E	277
cas	6	nov		S	504	cas	16			S	25	ni	17			S	540	par	19			S	303
cas	8			2	51	met	20			E	225	ni	17			1	354	ren	21			E	83
cas	10			4	229	pau	21			S	526	ren	17			E	271	orl	23			E	278
rou	18			S	505	bru	30			C	543	ren	23			S	547	bes	29			E	278
cae	19			S	505	gre	1	déc		E	260	cas	29			S	59	rio	30			S	562
cas	24			2	257	ang	2			S	527	col	10	déc		C	478	rio	30			4	5
ren	10	dec		S	508	ren	7			S	529	cas	14			S	30	tou	1	sep		1	334
par	17			C	517	oru	7			E	261	ai	15			S	536	gre	9			E	172
par	17		-	2	270	bes	10			S	530	ren	16			E	271	cas	6	nov		2	39
me	30			C	454	bes	14			E	205	par	22			S	551	cas	7			10	108
ren	6	jan	1818	E	253	ren	4	jan	1819	E	261	cas	23			E	118	cas	21			C	519
bes	6			E	254	lyo	15			G	248	cas	23			1	3	cas	21			2	59
cas	7			E	241	lyo	16			S	527	bes	28			E	340	tou	22			S	564
cas	7			S	577	cas	19			C	544	gre	3	jan	1820	E	114	ord	6	déc		C	583
ren	10			E	255	ni	20			E	261	tou	5			2	17	lieg	8			E	278
ren	16			E	256	cas	29			1	34	am	6			4	259	par	12			2	243
cas	20			5	92	bes	30			E	127	col	8			S	228	cas	19			2	353
col	23			3	3	dij	30			S	31	col	8			1	17	ni	20			3	227
bru	27			E	258	cas	4	fév		C	545	bru	11			E	196	gre	21			E	279
met	28			S	36	rou	4			C	547	cas	12			S	407	ren	21			E	279
ni	3	fév		C	519	cas	4			1	205	ren	15			S	407	cas	26			S	519
rio	[illegible]			S	493	rou	4			1	70	ai	17			C	248	par	28			S	407
cas	10			S	509	par	8			S	509	cas	18			3	67	tou	5	jan	1821	2	119
ren	12			S	510	cas	13			2	8	cas	20			1	21	bru	24			E	282
gre	19			S	12	cas	16			S	532	bes	22			E	273	cas	31			2	208
cas	25			S	512	cas	22			S	533	cas	20			2	75	tou	9	fév		2	116
cas	26			2	19	cas	22			2	171	ni	20			1	68	bru	14			E	124
cas	26			S	512	par	25			E	262	col	25			1	231	io	14			3	55
cas	27			5	51	par	26			C	400	rio	28			1	365	cas	21			3	27
dij	28			S	513	ni	27			E	116	cas	2	fev		2	127	cas	14	ma		2	346
dij	28			2	288	cas	2	ma		S	223	ai	7			S	552	bou	21			3	191
rou	2	ma		C	556	cas	2			S	265	bes	8			E	127	cas	26			2	229
nan	2			S	515	cas	2			7	81	net	11			C	574	cas	26			4	203
cas	7			S	176	cas	10			S	179	met	11			2	85	cas	27			2	140
cae	9			8	240	cas	10			2	3	bes	19			S	303	met	31			3	107
ren	12			S	518	rou	13			1	61	ren	21			E	274	cas	4	avr		2	206
ren	13			E	259	ni	13			E	194	met	23			E	275	tou	14			2	222
dij	14			4	264	cas	24			S	220	met	23			2	99	cas	16			2	231
cas	2	avr		2	12	cas	2	avr		E	218	o	24			C	519	cas	17			2	274
cas	10			2	94	cas	2			1	68	met	29			S	553	cas	18			5	44
gre	14			10	106	cas	7			E	263	met	29			2	101	ang	4	mai		4	25
rio	17			E	116	cas	7			1	168	ord	19			1	65	bo	12			3	192
cas	28			S	518	orl	23			E	265	cas	8	ma		1	180	cas	25			5	207
gre	22			E	259	tou	26			2	136	met	14			S	266	poi	19	jui		5	188
cas	22			C	533	ren	26			S	183	met	14			8	246	cas	20			4	150
cas	25			4	109	ren	1	mai		S	543	cas	16			4	112	cas	28			9	10
lim	28			5	488	rio	6			C	553	cas	20			1	101	cas	27			4	96
bes	29			S	107	lim	10			3	34	cae	23			S	555	pau	29			11	167
tou	7	mai		S	519	ni	12			C	248	cas	23			S	556	par	6	juil		4	26
poi	7			1	130	poi	12			E	265	ord	24			1	107	mo	6			3	281
rio	7			S	521	ren	18			S	541	rou	11	avr		S	207	poi	12			6	315
cas	20			C	417	ren	25			E	266	cas	14			C	578	im	14			2	301
cas	20			4	239	rio	30			S	543	ni	25			S	56	cas	20			10	109
par	23			4	176	rio	30			3	278	rou	27			S	557	net	24			E	282
cas	28			S	522	ni	2	jui		S	543	rou	29			S	558	net	24			4	288
cas	5	jui		2	104	cas	15			C	212	ren	2	mai		10	107	cas	20	ao		3	15
cae	11			S	524	met	18			1	87	cas	8			S	559	net	22			3	294
rou	17			C	535	cas	29			E	267	rou	31			S	561	cas	27			3	166
do	24			1	13	met	2	juil		1	36	orl	7	jui		E	276	ni	28			4	103
ren	25			S	525	ni	6			S	544	rou	14			E	194	col	30			3	102
cas	7	juil		S	48	poi	14			1	310	cas	26			2	75	aix	8	sep		8	364
tou	13			S	277	ren	17			E	269	cas	27			1	294	rio	21			4	122
ang	15			S	525	bru	22			C	570	par	27			5	361	cas	7	oct		3	44

C. et L.	Jours	Mois	Ans	T. M.	Pages	C. et L.	Jours	Mois	Ans	T. M.	Pages	C. et L.	Jours	Mois	Ans	T. M.	Pages	C. et L.	Jours	Mois	Ans	T. M.	Pages
am	9	nov	1821	4	165	cas	17	nov	1823	5	71	met	18	fév	1825	6	373	cas	3	fév	1826	7	229
cas	13			3	149	ami	21			5	97	par	21			7	40	cas	8			7	316
orl	14			3	178	cas	8	déc		5	162	bo	22			7	30	am	15			9	146
cas	4	déc		3	49	cas	14			9	332	bo	22			7	35	cas	15			7	173
am	15			3	360	ami	17			6	107	cas	23			6	246	amj	21			10	287
cas	26			3	51	cas	26			5	261	par	24			7	345	cas	21			7	204
par	4	jan	1822	3	194	poi	30			5	299	cas	28			6	268	par	21			[illegible]	45
bo	11			3	223	rio	8	jan	1824	E	288	lyo	28			6	294	bor	25			7	327
poi	15			5	216	rio	8			7	53	par	28			8	9	cae	9	ma		[illegible]	76
cas	16			3	242	cas	13			5	175	cas	3	ma		7	172	am	11			8	85
cas	16			3	382	ord	27			11	108	cas	9			6	282	met	11			10	242
age	26			3	283	gre	7	fév		6	81	cas	13			7	18	lyo	15			[illegible]	137
bo	7	fév		6	114	par	7			6	30	nan	14			12	123	am	17			7	288
gre	7			E	283	age	18			6	67	cae	16			8	161	par	17			7	379
lim	14			3	132	ren	28			6	31	par	19			7	111	bor	4	avr		7	323
bru	1			E	284	bor	20	ma		5	336	cas	21			8	28	cas	5			[illegible]	235
poi	19	ma		5	214	tou	30			6	25	cas	22			6	286	lyo	10			[illegible]	277
cas	26			4	170	age	2	avr		8	53	cas	24			7	248	nan	11			[illegible]	245
bo	12			4	172	cas	6			E	292	cas	25			7	88	met	12			10	232
cas	15	avr		4	152	cas	6			5	170	tou	12	avr		7	35	bor	17			7	334
bru	18			E	285	rou	14			7	337	tou	16			7	155	cas	19			8	192
ami	24			5	109	gre	18			E	218	tou	30			6	370	cas	19			7	238
par	26			3	199	gre	29			8	15	cas	4	mai		6	366	cae	25			8	201
bru	4	mai		E	285	cas	30			5	259	mo	4			8	279	cas	25			8	21
tou	10			3	286	cas	5	mai		5	166	cae	6			7	144	ord	26			10	175
cas	14			6	3	tou	7			6	28	lyo	7			6	334	tou	26			7	325
cas	1	jui		3	297	tou	8			5	324	met	10			8	267	poi	27			7	348
cas	5			3	291	tou	21			7	275	tou	10			7	334	par	3	mai		7	226
cas	11			4	139	par	22			5	333	cas	17			7	65	par	9			8	303
am	18			4	258	par	29			6	60	aix	9	jui		7	1	bo	17			8	3
tou	20			3	288	rio	3	jui		6	92	cas	10			7	357	rou	17			13	212
tou	27			4	166	rou	4			6	90	ton	10			8	223	col	19			9	84
gre	28			E	232	pau	5			6	69	mo	13			7	159	par	25			8	235
tou	20	juil		4	192	col	11			6	51	yo	15			7	12	bor	26			9	20
mo	22			6	71	rou	18			6	47	cas	21			8	109	bor	31			8	34
cas	26			3	263	mo	22			7	184	rou	21			9	9	bo	31			8	155
ang	2	aoû		4	13	ni	28			6	318	bo	2	juil		7	376	par	5	jui		7	182
mo	6			E	285	lyo	5	juil		8	187	par	12			9	185	par	5			8	125
cas	7			4	146	cas	13			6	40	par	12			7	241	cas	24			8	186
gre	17			E	92	cas	19			6	77	cas	25			7	15	cas	15			7	332
cas	20			E	287	cas	26			5	295	ton	25			7	328	par	19			8	282
cas	20			4	149	cas	21			6	94	mo	26			7	161	gre	22			8	19
cas	20			4	87	cas	26			6	35	nan	16	aoû		7	245	bes	24			10	99
cas	24	oct		3	368	tou	28			7	273	bo	19			8	332	mo	24			8	74
cas	12	nov		4	3	tou	26	aoû		6	97	par	20			7	142	nan	25			14	252
cas	13			4	16	cae	27			6	100	bo	26			7	132	cas	26			8	94
poi	26			5	184	dou	1	sep		6	307	cas	31			6	378	met	27			10	279
cas	3	déc		5	252	tou	1			8	276	par	7	nov		7	309	am	29			8	92
cas	4			4	91	ni	15	nov		6	328	gre	9			7	339	cas	1	juil		8	165
cas	5			4	35	col	27			6	265	cas	14			8	101	poi	5			12	91
par	2	jan	1823	6	124	cae	29			7	170	rou	19			7	193	gre	6			8	131
tou	13			6	54	mo	30			10	66	rou	19			7	270	par	6			8	227
rou	14			6	248	ami	17	déc		11	229	cas	23			7	280	cas	8			8	115
cae	15			6	24	bo	18			7	21	cas	7	déc		7	47	ni	12			8	225
bo	15	fév		6	119	cas	30			7	24	mo	7			7	227	cas	15			8	340
gre	15			4	198	cas	3	jan	1825	8	24	cas	8			7	133	par	15			8	315
poi	25			5	209	cas	4			6	138	cas	8			7	210	lyo	17			8	93
bo	21	ma		E	229	par	5			7	162	par	28			7	136	bo	26			8	280
poi	21			5	212	tou	12			6	297	cas	30			7	321	par	26			8	305
cas	2	avr		6	13	cas	13			7	7	rio	30			8	158	bor	0	aoû		7	267
cas	2			4	284	par	14			6	372	cas	7	jan	1826	7	361	col	5			8	375
tou	4			4	205	cas	18			6	180	cas	8			7	125	cas	9			8	128
cas	1	mai		4	227	cas	25			6	273	rou	9			8	160	cas	11			8	157
orl	2			4	321	cas	25			6	303	cas	10			7	220	met	12			10	232
lim	26			4	289	cas	31			6	131	rou	14			7	198	rio	19			9	46
poi	27			5	128	cae	1	fév		7	115	cae	16			8	286	cas	21			8	147
cas	2	jui		5	48	par	2			7	355	poi	18			7	73	tou	22			9	54
cas	10			6	232	poi	2			7	157	poi	20			7	137	lyo	24			8	302
bo	27			6	126	lyo	4			6	290	par	26			7	26	cor	26			9	6
cas	23	juil		4	355	cas	8			6	361	t. s.	28			7	28	cor	26			8	285
tou	2	sep		6	23	cas	10			6	300	rou		fév		7	40	lyo	1	sep		7	313
cas	13	nov		6	224	rio	12			7	38	cas	2			7	381	c.d.	29	oct		8	31

C.etL.	Jours	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L.	Jours	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.
cas	7	nov	1826	8	41	cas	22	mai	1827	8	193	cae	4	fév	1828	10	240	rou	24	juil	1828	11	279
rou	7			11	84	lyo	23			8	289	rou	4			13	13	tou	28			10	11
cas	8			8	56	bor	2	jui		15	350	ni	6			9	265	cas	29			9	269
cas	8			9	105	par	2			9	184	tou	9			9	147	d.r.	29			10	221
cas	9			8	81	i.r.	12			10	17	cas	14			9	66	bor	1	ao		10	9
cas	16			8	78	cas	12			8	344	cas	18			9	341	cas	7			9	367
aix	22			9	233	bor	15			9	30	ren	18			9	141	tou	11			10	271
cas	24			9	107	ren	23			9	43	do	19			9	174	par	14			10	174
cas	24			8	374	cas	27			9	85	ren	20			9	253	cas	18			9	378
cas	24			9	109	cas	27			8	335	tou	21			9	259	lyo	21			9	311
rou	28			9	224	cas	4	juil		8	264	cas	22			9	238	am	23			10	36
ni		déc		8	60	cae	12			9	235	cae	22			10	262	lyo	25			9	369
cas	2			8	369	bor	16			9	22	aix	25			10	307	bor	29			10	129
cas	8			8	342	gre	20			9	138	cas	26			9	135	bo	30			10	57
cae	12			8	330	[illegible]	20			10	274	tou	26			9	337	cir	4	sep		10	58
cas	12			8	113	orl	20			9	189	cas	27			9	89	cas	10			10	326
cas	17			8	133	orl	20			9	228	rou	6	ma		9	186	c.m	14			11	196
cas	19			8	105	bo	23			9	23	d.h	7			11	259	d r.	26			10	16
lim	19			9	304	gre	25			9	173	cae	12			14	301	cae	13	oct		11	349
tou	27			9	29	cas	26			8	337	col	12			11	19	aix	3	nov		9	345
lim	9	jan	1827	9	172	ren	4	ao		9	32	cas	12			10	43	ord	5			12	59
bes	11			8	207	mo	17			9	72	tou	15			9	267	cas	10			11	137
cae	15			9	151	rio	17			10	299	par	18			9	100	cas	11			10	150
cae	16			9	16	tou	20			10	298	par	19			9	102	cas	12			9	338
cas	18			8	7	mo	22			9	222	pau	19			10	223	d. h	12			12	157
cae	22			9	167	cas	23			9	59	poi	19			10	44	par	15			10	149
ni	23			9	52	dij	25			12	186	age	22			10	301	bo	17			10	15
pau	27			15	348	col	27			9	220	bes	25			9	318	cas	18			10	154
cas	29			8	182	bor	28			9	317	dij	25			10	46	bru	19			10	177
tou	29			9	57	cas	21	sep		9	34	lim	27			9	197	tou	21			11	213
col	30			9	39	cas	26			8	298	cas	31			9	359	poi	25			10	42
bor	10	fév		8	28[illegible]	cas	28			9	37	cas	2	avr		9	207	cas	26			10	219
cas	13			8	141	pag	28			8	351	do	6			9	131	bor	29			10	370
poi	13			10	19	d. r	24	oct		9	114	rio	10			9	129	bru	29			10	216
cas	14			8	293	cas	13	nov		9	169	tou	15			10	30	ren	1	déc		10	35
bes	17			8	210	gre	27			13	29	cas	18			9	351	bor	2			10	151
cas	20			8	72	orl	28			9	113	tou	22			9	265	bor	3			10	140
poi	20			9	63	orl	28			10	220	gre	28			10	20	bru	4			11	93
poi	20			9	18	cas	5	déc		9	202	tou	28			10	22	par	5			12	134
poi	5	ma		8	203	cae	7			11	343	d.r	29			7	279	bor	9			10	138
rou	5			9	7	lyo	12			9	152	rio	1	mai		9	179	cas	9			10	31
cas	6			9	70	cas	13			9	290	nan	6			9	349	par	9			10	145
cas	6			8	222	yo	14			9	80	do	7			10	8	cas	9			10	139
cas	7			8	220	cas	15			9	293	cir	8			10	243	cas	10			10	121
poi	7			8	218	bor	18			9	272	lyo	9			9	308	cas	10			9	355
poi	9			9	190	col	18			10	273	jug	13			11	118	cas	11			10	286
cas	13			8	325	cas	19			9	295	col	17			9	273	cae	15			11	278
lyo	14			9	50	lyo	20			9	306	ang	22			9	271	bo	16			10	26
bor	16			9	314	ren	20			9	165	cae	28			11	177	cas	17			10	126
cas	19			8	195	tou	20			9	149	rou	2	jui		10	63	bo	22			10	27
cas	20			8	99	bor	21			9	282	poi	6			9	286	cas	22			10	133
bo	21			10	15	net	22			10	54	rou	14			11	77	bor	23			10	227
par	22			8	257	cas	26			9	298	poi	15			10	45	cas	23			10	131
tou	22			9	1	lim	27			9	283	bor	16			10	10	bor	24			10	143
cas	28			8	102	mo	27			9	177	aix	17			9	360	cas	30			10	137
cae	2	avr		10	169	cas	2	jan	1828	9	299	bor	23			10	18	par	3	jan	1829	11	38
cas	3			9	69	cas	3			10	61	cas	24			9	365	poi	7			10	23
rou	7			8	346	lim	4			10	12	bo	29			13	32	d. r	12			10	145
cae	10			9	166	tou	14			9	262	cas	30			10	62	gre	12			11	86
cae	10			9	225	bor	15			10	21	mo	1	juil		9	374	ni	13			10	323
cas	18			8	216	tou	15			9	229	rou	1			10	56	cas	19			10	175
cas	18			8	354	bor	16			9	303	bes	2			10	231	ni	24			11	211
lyo	27			12	112	cas	16			9	258	cas	2			12	117	ni	2	fév		11	259
rio	27			12	82	age	18			9	261	cas	3			10	257	tou	4			13	69
cas	28			8	367	p r	19			9	202	gre	5			10	40	gre	[illegible]			11	83
circ	30			10	58	cas	25			9	218	poi	16			10	295	bo	7			12	80
dij	3	mai		12	185	bor	28			9	192	mo	16			9	376	rou	10			12	93
rio	14			10	55	lyo	28			10	47	cas	17			9	280	par	18			10	178
ba	18			10	123	cas	31			9	277	cas	22			10	49	gre	18			11	341
cas	19			8	364	gre	31			9	111	cas	25			10	25	bor	20			10	305
bes	22			9	27	bes	1	fév		9	333	cas	23			10	33	bo	21			10	268
cas	22			9	178	cae	1			10	238	lyo	24			10	225	orl	25			10	236

C. et L.	Jours	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C. et L.	Jours	Mois	Ans.	T. M.	Pages	C. et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C. et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.
par	26	fév	1829	10	222	col	27	juil	1829	11	24	lyo.	3	fév	1830	12	305	bor	9	juil	1830	12	126
jug	28			10	360	d.r.	28			10	283	bor	4			11	257	bou	13			12	120
bo	29			10	266	cas	28			11	200	rio	4			15	195	cas	14			13	31
par	2	ma		11	211	lyo	30			11	339	age	6			13	144	cas	14			12	116
cas	3			10	230	tou	1	ao		11	334	bo.	9			11	239	cas	20			11	317
bru	5			10	293	bo	1			11	267	lyo	9			11	264	cas	23			12	86
liég	12			12	241	bor	5			11	344	poi	9			11	208	gré	23			15	43
bor	17			10	225	bor	5			11	183	bor	16			11	332	ord	31			11	310
bor	20			10	269	ord	5			11	154	orl	16			11	301	bor	10	aoû		12	119
bo	21			11	245	lyo	6			10	365	cas	17			11	94	par	12			12	53
gre	23			10	366	par	6			10	369	cas	20			11	219	C.c.	14			11	305
bo	23			10	277	bor	7			10	367	cas	20			11	220	ord	14			11	312
cas	24			10	142	do	12			12	43	cas	20			11	244	ord	16			11	312
bor	25			10	263	par	14			11	142	par	23			12	90	cas	18			12	121
lot	26			10	185	bor	21			10	367	d. h	2	ma		11	275	gre	19			12	151
gre	27			10	304	bor	24			10	363	dou	3			12	52	cas	23			12	130
d.r	27			10	250	ord	26			10	325	bru	4			13	57	cas	24			12	114
bo	31			10	309	poi	28			11	252	bru	4			12	190	gre	24			12	175
cas	31			12	83	lyo	29			11	340	par	4			11	223	mo	28			12	19
cas	8	avr		10	370	bor	29			11	92	orl	5			11	231	d.r.	30			12	63
cas	8			10	229	par	3	sep		12	15	dij	5			12	145	cas	18	sep		12	95
par	8			12	123	bor	10			13	35	tou	6			11	152	pau	9	nov		12	185
par	11			10	364	par	17			11	20	ang	11			12	209	lim	10			13	138
par	14			10	217	par	17			11	202	cas	17			11	272	col	12			12	92
cas	15			10	310	cas	25			11	303	cas	23			11	151	tou	16			12	306
bo	19			10	306	cas	8	oct		10	344	lyo	25			14	207	bou	17			12	191
cas	29			10	318	par	15			11	29	par	25			11	266	cas	17			12	85
tou	29			12	139	ord	23			11	59	par	27			11	214	met	22			12	261
bor	30			10	273	ord	2	nov		10	346	rio	2	avr		15	96	cas	23			12	244
d.r	1	mai		10	252	bru	10			13	28	bor	3			11	312	met	23			12	76
cas	1			10	238	bru	11			13	26	nî	5			13	151	rio	25			15	52
bru	2			11	181	tou	18			11	271	cas	6			11	260	poi	26			12	41
orl	5			10	235	bor	20			11	251	bou	24			11	265	d.r.	30			12	264
cas	5			12	154	cas	23			11	185	cas	26			11	240	cas	1	déc		12	83
cas	7			10	297	bor	2			11	191	cas	26			11	246	age	4			12	246
bor	7			10	264	cas	24			11	144	par	26			11	284	rio	6			15	95
bor	9			10	316	ren	24			11	136	cas	27			12	84	ord	7			12	133
orl	12			10	179	cas	1	déc		11	88	bor	28			15	350	dou	7			12	135
cas	13			11	62	rio	1			11	10	no	29			12	50	par	8			12	126
par	16			10	173	tou	3			13	213	cas	30			12	42	orl	15			12	213
par	19			12	123	bo	4			13	213	lyo	30			11	268	poi	16			12	39
par	20			10	315	cas	7			11	197	cas	3	mai		11	249	tou	17			12	237
ni	21			11	269	bor	8			11	238	tou	5			12	24	cas	21			12	182
cas	27			11	199	bo	9			11	215	l. h	7			12	97	tou	22			12	243
mo	27			11	13	do	9			13	137	bor	8			11	314	poi	31			12	209
do	3	jui		11	20	dij	12			12	144	tou	8			12	168	bou	3	jan.	1831	13	56
par	4			10	215	bor	14			11	186	cas	12			11	274	ord	8			12	143
bor	5			10	302	tou	14			11	348	bru	13			12	215	ni	11			13	171
ni	15			10	369	nan	14			11	206	cas	15			12	152	tou	11			12	249
ord	15			11	195	tou	17			11	145	rio	17			14	268	col	18			14	215
bru	15			11	187	rio	19			11	334	cas	19			12	41	bou	17			13	67
cas	22			10	321	par	22			11	217	par	19			11	336	col	17			14	75
bor	23			10	300	bru	24			13	25	cas	26			11	319	cas	19			12	124
bru	25			11	178	d. h	24			11	85	par	27			12	61	col	20			12	216
bor	26			10	312	cas	29			11	182	d.r.	28			11	302	c p.	23			12	70
nan	28			10	285	par	2	jan	1830	11	249	bou	29			13	169	cas	25			12	304
loi	28			10	276	aix	5			12	119	cas	3	jui		13	27	cas	26			12	188
nan	30			10	291	bo	7			11	261	mo	4			12	44	d.r	28			12	140
bo	30			11	140	jug	7			13	240	bor	8			11	337	par	28			12	132
rio	4	juil		11	234	poi	7			11	209	cas	9			12	118	c.p.	29			13	257
bru	6			11	192	cas	11			11	204	jug	11			13	74	nan	29			12	177
nan	9			10	279	cas	14			11	144	d.r.	13			13	341	ni	31			12	221
nan	9			15	145	mo	14			11	256	cas	14			11	273	ord	31			12	125
tou	11			11	191	cas	15			11	251	bru	15			13	38	aix	1	fév		13	349
cas	13			10	289	bor	19			13	37	poi	18			11	314	ord	2			12	140
bor	14			10	314	d.r.	19			11	207	bor	19			11	338	ord	5			13	383
nî	14			13	150	d.r.	19			14	251	lyo	19			13	165	c.d.	12			12	70
par	17			10	309	rou	20			11	37	d.r.	22			12	59	cas	16			12	213
bo	17			11	350	cas	1	fév		12	54	l.r.	24			12	22	cas	16			12	65
de	17			15	350	cas	1			11	347	col	25			12	21	ord	18			12	298
cas	20			12	222	d.r.	2			11	282	bor	29			15	350	bor	25			12	214
d. r	22			10	350	lyo	3			11	224	lyo	7	juil		14	219	bou	1	ma		13	118

C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.
lyo	1	ma	1831	12	300	cas	10	aou	1831	12	312	ord	5	fev	1832	13	383	gre	17	juil	1832	14	129
par	2			12	188	bor	12			15	351	mo	6			14	249	cas	18			14	120
pau	4			12	241	cas	17			13	61	ni	7			13	288	mo	20			16	219
bor	5			12	242	gre	17			13	146	cas	8			13	335	bor	21			14	217
ord	11			12	171	ing	17			12	316	aix	9			14	187	cas	24			13	243
col	12			13	16	bor	19			15	351	bor	9			14	277	d.r.	26			14	374
	16			13	138	bor	23			13	172	bor	10			14	276	poi	27			13	322
cas	16			12	248	bor	24			13	159	mo	10			13	265	cas	31			14	123
bor	17			12	253	jug	25			12	258	ord	11			13	342	cas	31			14	138
d.r.	19			12	201	ord	26			13	379	bor	13			15	372	par	5	aoû		14	86
cas	22			12	218	bo	26			14	310	ord	13			14	55	ord	6			14	96
orl	25			13	170	nan	27			13	15	cas	14			14	120	cas	9			14	56
dou	25			12	165	ord	29			2	116	bru	15			14	270	bor	16			14	222
ord	29			13	383	ord	29			14	55	cas	20			14	181	cas	16			13	340
aix	29			13	88	d.r.	29			12	297	tou	20			13	254	ord	16			14	90
ord	29			12	302	cas	31			12	257	bor	22			14	117	rou	18			14	157
bru	6	avr		13	72	poi	31			13	24	ni	23			13	282	gre	22			14	192
d. r.	11			12	200	cas	31			13	53	mo	23			14	189	ord	24			13	342
cas	13			12	251	bor	31			13	145	ord	24			13	383	dou	25			14	54
cas	13			12	183	bor	5	sep		13	163	bru	27			14	264	col	27			14	223
lim	15			13	22	cas	10			13	56	d.r.	1	ma		15	134	cas	29			14	277
d r.	20			12	203	bru	21			14	300	ord	3			13	259	ord	6	oct		13	382
par	20			13	212	par	20	oct		13	166	col	5			14	275	ord	9	nov		14	241
bru	21			13	89	cas	8	nov		14	125	par	7			14	279	cas	12			14	130
met	22			13	222	par	7			13	222	nan	9			13	247	cas	14			14	141
col	22			13	20	pau	9			13	323	bor	13			13	348	ren	14			13	383
cas	23			12	303	par	13			13	298	d.r.	13			13	287	cas	15			14	131
cas	27			12	161	ord	16			13	245	jug	27			14	87	cas	20			14	137
orl	28			14	127	ni	16			13	58	bru	7	avr		14	279	tou	29			14	211
poi	29			13	215	bou	21			13	353	jug	11			15	165	cas	1	déc		14	92
bor	2	mai		13	211	nan	21			14	131	bor	13			13	345	cas	5			13	385
cas	2			12	230	par	22			14	183	bru	15			14	243	pau	10			14	271
cas	3			12	210	mo	24			13	267	loi	17			13	177	gre	14			14	266
ai	4			13	46	nan	24			14	91	loi	21			14	332	par	14			14	242
par	10			12	204	bor	25			15	351	cas	25			13	217	dou	15			14	207
cas	11			13	42	bor	26			14	211	ord	1	mai		15	173	lyo	15			15	138
tou	14			13	213	par	29			13	332	par	1			13	261	par	19			15	49
ord	16			13	377	bor	30			13	333	cas	2			14	118	col	21			14	191
tou	16			13	70	lyo	30			13	262	bor	4			14	278	lyo	26			14	185
bor	17			13	49	mo	1	déc		13	299	cas	8			14	96	par	26			14	82
gre	27			14	121	bor	2			14	126	lyo	10			14	245	par	2	jan	1833	14	140
bou	28			13	39	ord	2			14	122	cas	17			14	243	bor	8			14	187
bor	1	jui		13	64	ord	3			14	210	pau	21			16	122	cas	8			14	142
ord	6			13	376	rou	5			14	152	cas	22			13	246	ord	10			14	246
orl	7			13	160	cas	6			14	214	cas	22			13	254	cas	11			15	298
cas	8			12	254	bor	8			14	126	col	24			14	222	cas	11			15	299
par	9			13	65	cas	13			13	162	poi	24			13	266	bor	12			14	306
ren	13			12	179	ord	14			13	383	ord	26			13	341	mo	14			14	307
col	15			13	326	bor	20			13	353	par	29			13	346	lyo	17			14	220
age	17			13	328	cas	21			14	208	bor	1	jui		13	355	nan	18			15	97
d.h.	18			12	193	ord	29			13	383	bo	3			14	48	loi	26			14	85
par	18			13	52	bor	8	jan	1832	14	181	bor	4			15	351	ni	28			15	281
bor	21			13	165	bou	9			13	237	cas	5			13	214	ord	28			14	246
gre	22			13	111	par	9			14	220	bor	6			13	344	cas	28			14	179
lyo	22			13	59	bru	11			14	270	col	14			13	336	par	30			15	51
poi	24			13	296	cae	12			13	132	bor	18			13	167	loi	31			14	85
bor	24			13	63	lyo	14			14	213	ni	18			15	131	par	4	fév		14	176
cas	25			13	149	cas	15			14	183	bor	19			13	343	age	8			14	281
cas	27			13	43	d.h.	16			13	130	cas	19			14	118	par	9			15	104
bor	28			13	297	ni	16			13	142	cas	21			14	278	par	9			14	38
tou	29			13	331	cas	17			13	259	lyo	21			14	180	aix	13			14	246
col	29			13	14	bru	18			14	300	bru	26			14	263	poi	13			16	51
cas	6	juil		13	43	rio	21			14	184	ord	28			13	283	bor	15			14	280
nan	7			13	18	pau	25			15	137	ord	29			14	90	cas	16			14	77
bru	9			13	174	par	28			13	355	jug	30			15	42	bor	17			15	191
ord	17			12	237	bor	31			13	351	par	3	juil		13	347	ren	23			15	124
ord	17			13	383	ord	31			14	89	cas	4			13	339	aix	2	ma		14	257
poi	22			13	24	bou	1	fév		13	301	aix	5			14	282	cas	7			14	245
bas	25			13	169	nan	2			14	311	par	5			14	119	cas	8			15	140
ord	26			13	90	bou	3			13	356	par	8			13	348	orl	8			15	214
col	26			15	190	tou	3			13	357	pau	14			14	218	poi	8			15	352
par	3	aoû		13	60	gre	4			14	273	ord	15			14	86	cas	12			15	248

C.et L.	Jours	Mois.	Ans	T. M.	Pages.	C.et L.	Jours	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.	C.et L.	Jours.	Mois.	Ans.	T. M.	Pages.
bru	13	ma	1833	15	132	mo	2	juil	1833	15	314	ord	14	déc	1833	15	32	par	18	avr	1834	15	204
bru	14			15	133	cas	2			15	275	par	17			15	229	par	25			15	239
tou	16			15	279	aix	5			15	263	par	18			15	193	cas	30			15	301
age	20			15	107	tou	6			15	309	par	19			15	262	bor	2	mai		15	234
bor	27			14	302	loi	7			15	145	ord	26			15	307	bor	6			15	321
bor	27			14	304	lyo	9			15	315	jug	30			15	212	bor	7			16	215
bor	28			14	309	par	10			15	230	cas	2	jan	1834	15	189	par	10			15	216
loi	31			14	245	nan	16			15	101	cas	2			15	228	par	16			15	266
bru	1	avr		15	221	d. r	16			15	90	bor	6			15	199	nan	16			16	123
cas	1			14	214	bor	17			15	112	cas	7			15	225	cas	21			15	258
bru	2			15	140	cas	17			15	283	cas	9			15	248	gre	22			15	236
bor	2			14	310	bor	18			15	214	bor	11			15	198	cas	22			16	47
cas	11			14	216	nan	23			15	279	bor	11			16	119	ord	25			15	159
cas	17			14	269	cas	23			14	319	par	11			15	125	nan	26			16	68
bor	18			15	245	par	24			15	192	par	15			15	164	loi	26			15	187
par	18			15	231	ren	24			15	244	ren	18			16	50	cas	27			15	323
cas	23			15	49	cas	24			15	44	aix	20			15	200	d. r	2	jui		15	189
nî	23			14	312	nan	25			15	116	pau	21			15	285	cas	4			15	292
cas	24			14	306	col	26			15	103	lyo	24			15	206	par	7			16	107
cas	24			14	158	bor	31			15	100	d. r	28			15	192	cas	24			16	156
par	26			15	239	gre	1	aoû		15	288	cas	28			15	235	bor	18			15	274
d. r	30			15	106	par	2			14	283	aix	28			15	227	cas	24			15	256
cas	3	mai		15	134	jug	7			15	369	tou	30			15	287	par	30			15	310
cas	4			15	223	cas	7			15	288	cas	31			15	222	cas	1	juil		15	326
poi	7			14	262	par	9			15	319	cas	4	fév		15	322	nan	3			16	89
cas	8			14	302	par	16			15	261	cas	4			15	113	par	5			15	318
gre	10			15	222	cas	20			15	277	d. r	7			15	247	cas	17			15	324
poi	10			14	223	cas	20			15	106	lyo	7			15	197	cas	19			13	256
cas	13			14	260	cas	20			15	109	par	8			15	196	tou	30			16	71
age	18			15	222	mo	22			15	167	cas	11			15	224	par	5	aoû		16	41
rio	18			15	174	bor	26			15	284	par	14			15	134	jug	5			15	209
cas	22			14	255	cas	27			15	277	ord	18			15	157	par	13			16	159
par	25			15	46	lyo	27			15	216	bor	20			15	243	poi	24			16	172
d. r	4	jui		14	336	mo	28			15	264	mo	24			15	308	jug	10	sep		15	273
lyo	4			15	47	bor	30			15	220	bas	25			16	157	cas	26			16	246
nan	7			15	219	jug	5	sep		15	299	poi	25			15	312	par	8	oct		16	104
aix	10			15	260	liég	11			15	282	col	25			16	69	par	10	nov		16	96
cas	11			14	318	cas	21			15	284	bo	25			15	219	cas	13			16	66
ren	13			15	263	ord	30			15	172	cas	3	ma		16	52	cas	18			16	118
bor	14			15	90	jug	17	oct		15	99	par	4			10	126	aix	22			16	208
bas	19			15	91	dou	15	nov		15	374	tou	8			15	197	par	25			16	158
cas	19			15	88	cas	21			15	237	par	8			15	205	cas	27			16	145
bor	20			15	221	par	22			15	253	jug	8			15	121	par	1	déc		16	143
jug	21			15	93	jug	26			15	255	par	11			15	260	bor	5			16	144
bor	21			15	88	poi	27			15	87	par	17			15	370	tou	5			16	252
cas	22			14	313	orl	27			15	257	par	20			15	208	cas	9			16	255
par	22			15	111	cas	4	déc		15	220	cas	26			15	231	par	11			16	138
d. r	25			15	328	ren	5			16	115	cas	1	avr		15	264	col	11			16	91
d. r	28			15	92	orl	6			15	139	cas	11			16	217	nî	17			16	103
ren	29			15	189	jug	13			15	211	cas	16			15	200	jug	18			16	127
bor	1	juil		15	93	dél	13			15	246												

